



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

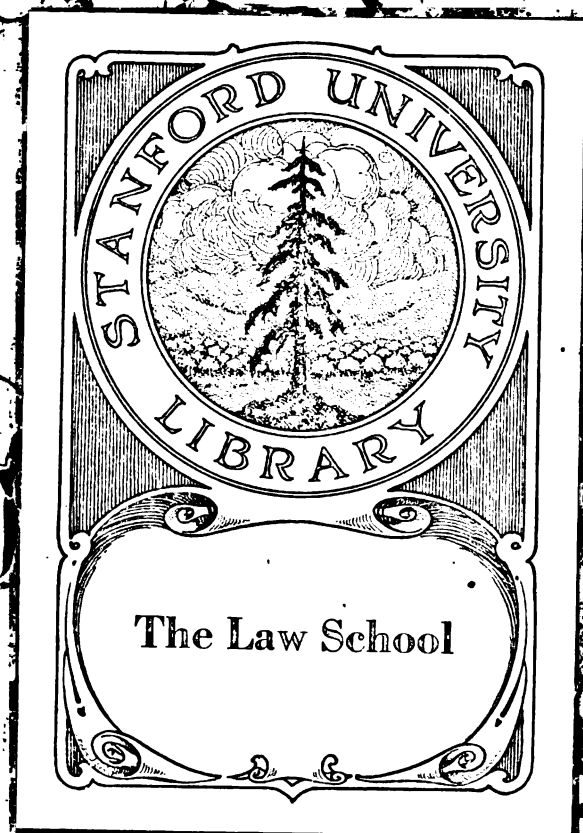
Nous vous demandons également de:

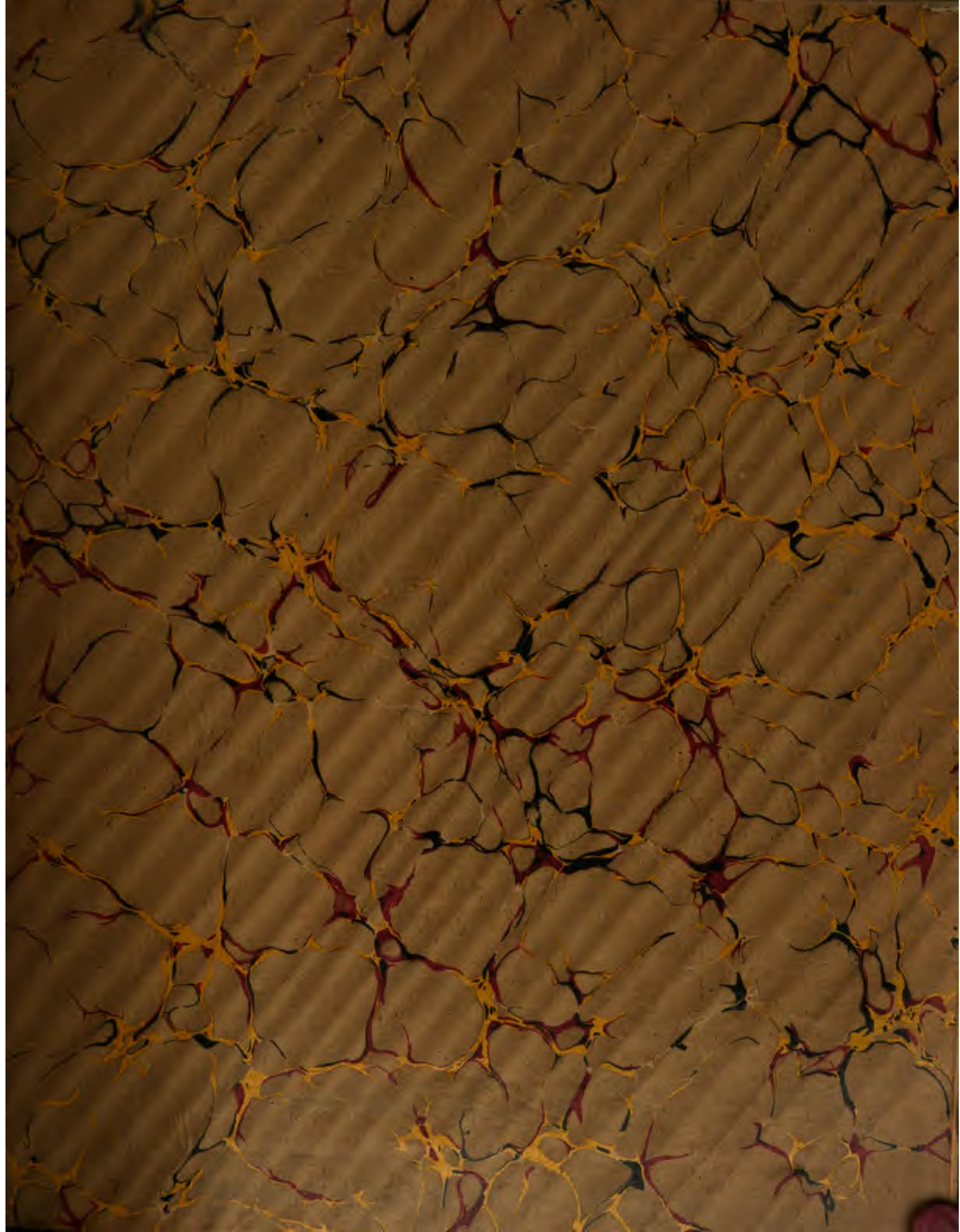
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>













28



**JURISPRUDENCE GÉNÉRALE**

---

**SUPPLÉMENT AU RÉPERTOIRE**

**MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE**

**DE LÉGISLATION,  
DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE**

**EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,  
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC.**

**TOME HUITIÈME**





**JURISPRUDENCE GÉNÉRALE**

---

**SUPPLÉMENT AU RÉPERTOIRE**

MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE

**DE LÉGISLATION**  
**DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE**

EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,  
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC.

**DE MM. DALLOZ,**

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE MM.

**GASTON GRIOLET**  
Docteur en droit

**CHARLES VERGÉ**  
Maître des Requêtes au Conseil d'État

Avec le concours de **M. C. KÖHLER**, Docteur en droit

Et la collaboration de plusieurs magistrats et juriconsultes.

**TOME HUITIÈME**

---

**A PARIS**

**AU BUREAU DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE**

RUE DE LILLE, N° 19

1891

L 2943  
FEB 19 1931

VSASRU 10 1943

# JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

## SUPPLÉMENT

AU

### RÉPERTOIRE MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE DE LÉGISLATION, DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE

#### EVASION. — BRIS. — RECÉLÉ.

##### Division.

- SECT. 1.** — Historique et législation, droit comparé (n° 1).  
**1.** — Historique et législation (n° 1).  
**2.** — Droit comparé (n° 4).  
**SECT. 2.** — De l'évasion considérée à l'égard de l'évadé (n° 11).  
**ART. 1.** — Éléments du délit d'évasion (n° 12).  
**1.** — Détention légale (n° 13).  
**2.** — Bris de prison, violences (n° 18).  
**ART. 2.** — Nature et caractères du délit d'évasion (n° 24).  
**1.** — Cumul des peines (n° 24).  
**2.** — Récidive (n° 29).  
**3.** — Pénalités (n° 31).  
**4.** — De quelques évasions particulières : forcés, récidivistes, prisonniers de guerre (n° 32).  
**SECT. 3.** — Des auteurs ou complices de l'évasion (n° 39).  
**1.** — Règles générales (n° 39).  
**2.** — Préposés à la garde des détenus (n° 43).  
**3.** — Tiers étrangers à la garde du détenu. — Parents du détenu (n° 66).  
**4.** — Recélé (n° 75).  
**SECT. 4.** — Compétence et reconnaissance d'identité (n° 84).  
**§ 1.** — Compétence à l'égard des évadés. — Identité (n° 84).  
**§ 2.** — Compétence à l'égard des auteurs d'évasion (n° 89).

#### SECT. 1<sup>re</sup>. — HISTORIQUE ET LEGISLATION, DROIT COMPARÉ.

##### § 1<sup>er</sup>. — Historique et législation (Rép. n° 1 à 6).

1. Depuis la publication du *Répertoire*, un certain nombre de lois et de décrets (V. *infra*, n° 2, tableau chronologique) sont venus modifier ou compléter sur des points de détail la législation relative à l'évasion des détenus.

2. La loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés (D. P. 54. 4. 90) renferme plusieurs dispositions relatives à l'évasion des condamnés ou de ceux qui, étant libérés, sont tenus de résider dans la colonie où ils ont subi leur peine (art. 7, 8 et 10). — Le code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1857, art. 216 (D. P. 57. 4. 115) a déclaré les art. 237 et suiv. du code pénal applicables aux militaires qui laissent évader des prisonniers de guerre ou d'autres individus arrêtés, détenus ou confiés à leur garde, ou qui favorisent ou procurent l'évasion de ces

individus ou les recèlent ou les font recéler. Une disposition semblable a été insérée dans le code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1858 (art. 291, D. P. 58. 4. 90). — Afin d'assurer le plus promptement possible la capture des évadés, plusieurs décrets ont alloué des primes et des gratifications spéciales tant aux agents de la force publique qu'aux simples citoyens qui contribuent à leur arrestation. Ce sont : le décret du 18 févr. 1863 (art. 283 et suiv., D. P. 63. 4. 19) sur la gendarmerie, modifié par celui du 2 juill. 1877 (D. P. 77. 4. 65); le décret du 12 juill. 1865 (D. P. 65. 4. 125) déterminant la gratification allouée pour la capture des condamnés correctionnels évadés des prisons de l'Algérie; le décret du 19 sept. 1866 (D. P. 66. 4. 143) relatif aux condamnés évadés des maisons centrales ou des pénitenciers agricoles. — La réforme du code pénal de 1863 s'est étendue au délit d'évasion, et les art. 238 et 241 c. pén. ont été modifiés (D. P. 63. 4. 79), ainsi qu'on le verra *infra*, n° 52, 67, et 68. La loi du 25 mars 1873 (D. P. 73. 4. 49), qui règle la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, prévoit dans son art. 3 l'évasion ou la tentative d'évasion des déportés commise même sans bris ni violence et aggrave la peine en cas de récidive (V. *infra*, n° 35 et suiv.). — Enfin la loi du 27 mai 1885 (D. P. 85. 4. 45), dans son art. 14, punit l'évasion ou la tentative d'évasion des condamnés à la relégation.

#### TABEAU CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS RELATIFS A L'ÉVASION.

30 mai-1<sup>er</sup> juin 1854. — Loi sur l'exécution de la peine des travaux forcés (art. 7, 8, 9 et 10) (D. P. 54. 4. 90).

10-26 mars 1855. — Décret impérial qui rend exécutoires dans les colonies régies par décrets impériaux les lois des 30 et 31 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés et sur l'abolition de la mort civile (art. 2-3<sup>e</sup>) (D. P. 55. 4. 34).

9 juin-4 août 1857. — Code de justice militaire pour l'armée de terre (art. 216) (D. P. 57. 4. 115-125).

4-13 juin 1858. — Code de justice militaire pour l'armée de mer (art. 291) (D. P. 58. 4. 90-106).

18 févr.-22 avr. 1863. — Décret impérial portant règlement sur la solde, les revues, l'administration et la comptabilité de la gendarmerie (art. 283 et suiv.) (D. P. 63. 4. 19-28).

13 mai-1<sup>er</sup> juin 1863. — Loi portant modification de plusieurs dispositions du code pénal (art. 238 et 241 c. pén.) (D. P. 63. 4. 79).

12 juill.-9 août. 1865. — Décret impérial déterminant la gratification qui doit être allouée pour la capture des condamnés correctionnels évadés des prisons de l'Algérie (D. P. 65. 4. 125).

**19 sept.-8 oct. 1866.** — Décret impérial déterminant la gratification qui doit être accordée pour la reprise des condamnés évadés des maisons centrales de force et de correction ou des pénitenciers agricoles (D. P. 66. 4. 143).

**23 mars-3 avr. 1872.** — Loi qui désigne de nouveaux lieux de déportation (art. 6) (D. P. 72. 4. 71).

**25-28 mars 1873.** — Loi qui règle la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (art. 2, 3 et 4) (D. P. 73. 4. 49).

**3 juill.-27 août 1877.** — Décret qui modifie celui du 18 févr. 1863, relatif à l'administration et à la comptabilité de la gendarmerie (D. P. 77. 4. 65).

**27-28 mai 1885.** — Loi sur les récidivistes (art. 14) (D. P. 85. 4. 45-55).

**4 oct.-31 déc. 1889.** — Décret constituant les tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation des individus condamnés aux travaux forcés (art. 1 et 2) (D. P. 90. 4. 96).

**3. — BIBLIOGRAPHIE.** — Les questions relatives à l'évasion des détenus et au recélé de criminels ont été étudiées dans tous les ouvrages qui ont été publiés ou réédités depuis la publication du *Repertoire* sur l'ensemble du droit pénal. Nous citerons notamment : Blanche, *Études pratiques sur le code pénal*, 2<sup>e</sup> éd., 1888, t. 4, n<sup>o</sup> 161 et suiv.; Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, 6<sup>e</sup> éd., t. 3, n<sup>o</sup> 1011 et suiv.; Boitard, *Leçons de droit criminel*, 13<sup>e</sup> éd., n<sup>o</sup> 292 et suiv.; Le Sellyer, *Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité soit pénale, soit civile*, 1867, t. 1, n<sup>o</sup> 274 et suiv.; Massabiau, *Manuel du ministère public*, 4<sup>e</sup> éd., t. 3, n<sup>o</sup> 4591 et suiv.; Ortolan, *Éléments de droit pénal*, 5<sup>e</sup> éd., n<sup>o</sup> 747 et suiv., et 1174; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 2, et t. 4, n<sup>o</sup> 8 et suiv.; Nouguié, *La cour d'assises*, t. 4, n<sup>o</sup> 3474 et suiv.

#### § 2. — Droit comparé.

**4. — ALLEMAGNE.** — Aux termes de l'art. 120 du nouveau code pénal de la confédération de l'Allemagne du Nord du 31 mai 1870, étendu par la loi du 15 mai 1871 à tout l'Empire allemand, quiconque aura volontairement fait évader ou tenté de faire évader un détenu placé dans une prison ou sous la garde de la force armée, ou d'un fonctionnaire ou de toute autre personne chargée de le surveiller, de l'escorter ou de le garder, sera puni d'un emprisonnement de trois ans au plus. — La même peine sera appliquée (art. 121) aux surveillants et aux conducteurs. En cas de négligence ou d'imprudence, la peine sera de trois mois de prison ou d'une amende de 100 thalers. — Si le coupable est un fonctionnaire public (art. 347) qui a volontairement coopéré d'une façon quelconque à l'évasion d'un détenu dont la surveillance lui était confiée, il sera puni de la réclusion pendant cinq ans au plus. En cas de circonstances atténuantes, la peine sera d'un emprisonnement d'un mois au moins, et, en cas de négligence ou d'imprudence, d'un emprisonnement de six mois ou d'une amende de 200 thalers (*Annuaire de législation étrangère*, 1872, p. 115 et 169). — La législation allemande ne punit que ceux qui ont favorisé l'évasion, mais non l'évadé lui-même, quand même il se serait échappé par violence ou bris de prison, à l'inverse de ce qui a lieu dans notre code pénal (V. *infra*, n<sup>o</sup> 18 et suiv.).

**5. — ANGLETERRE.** — Celui qui favorise l'évasion d'un détenu se rend complice du fait pour lequel celui-ci est poursuivi ou condamné. Si, pour favoriser cette évasion, il commet un meurtre, il peut être puni de mort; mais des lois récentes réduisent cette peine à celle de la servitude pénale à vie ou pour dix ans ou à deux ans de prison. Tout acte ayant pour but de remettre à un prisonnier détenu pour trahison ou félonie, des armes, un déguisement ou des instruments quelconques destinés à faciliter son évasion ou de faciliter l'évasion elle-même, qu'il soit ou non demeuré infructueux, est puni de l'emprisonnement avec travail forcé. — Ceux qui favorisent l'évasion des prisonniers de guerre encourent la déportation ou la servitude pénale. L'évasion d'un détenu arrêté pour crime, qui trompe la vigilance de ses gardiens, est par elle-même punissable d'amende et de prison. Ceux qui sont préposés à sa garde sont punis d'une amende, s'il y a eu négligence de leur part. Les simples particuliers chargés de la garde d'un prisonnier sont coupables d'évasion, s'ils le laissent partir illégalement, et encourent la

prison ou l'amende, ou les deux peines à la fois. Ils peuvent se soustraire à toute responsabilité en remettant leur prisonnier entre les mains des officiers compétents (*The cabinet lawyer*, 1881, p. 686 et 687).

**6. — BELGIQUE.** — Le nouveau code pénal belge de 1867 traite de l'évasion des détenus dans un chapitre spécial (art. 332 à 337). — La peine est de huit jours à trois mois en cas de négligence et de six mois à deux ans en cas de connivence de la part des personnes préposées à la conduite ou à la garde d'un évadé poursuivi ou condamné pour délit ou prisonnier de guerre (art. 333). — Si l'évadé est poursuivi ou condamné pour crime ou s'il est arrêté en vertu de la loi sur les extraditions, la peine sera de quinze jours à un an ou d'un an à cinq ans, suivant les cas (art. 334). La disposition relative aux extraditions est une innovation du code de 1867; l'ancien code ne prévoyait pas cette hypothèse. Aussi avait-il été décidé, sous l'empire du code de 1810 : 1<sup>o</sup> que les art. 237 et suiv. cessaient d'être applicables au cas d'évasion d'un individu détenu pour cause d'extradition (Bruxelles, 28 juin 1856, aff. Dambly, *Pasicrisie belge*, 1856. 2. 435; Trib. Bruxelles, 10 janv. 1856, *Belgique judiciaire*, 1856, p. 175); — 2<sup>o</sup> Que le gardien qui, par sa négligence, favorise l'évasion d'un individu détenu en Belgique, par suite d'une demande d'extradition à raison d'un crime commis en pays étranger n'est passible d'aucune peine (C. cass. Belgique, 5 sept. 1856, aff. Dambly, *Pasicrisie belge*, 1856. 1. 449). Cependant un ancien arrêt avait décidé dans cet ordre d'idées que le gardien est punissable, bien que l'évadé ne soit prévenu que d'un crime ou délit commis à l'étranger et non punissable en Belgique (C. cass. Belgique, 18 mai 1828, aff. X..., *Pasicrisie belge*, 1828. 180).

Les art. 333 et 334 ne parlent que des individus poursuivis ou condamnés pour crimes et délits, on ne saurait donc poursuivre et punir le fait d'un gardien qui laisse, par négligence, évader un prisonnier retenu sous une prévention de contravention (Trib. Bruxelles, 8 avr. 1874, aff. X..., *Pasicrisie belge*, 1874. 3. 229. V. *infra*, n<sup>o</sup> 50). — Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou facilité son évasion, seront punis, au cas de l'art. 333, d'un emprisonnement de quinze jours à un an, et, au cas de l'art. 334, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. Sont exceptés, à l'inverse de ce qui existe dans notre droit français, de la présente disposition les ascendants ou descendants, époux et épouses même divorcés, frères ou sœurs des détenus évadés, ou leurs alliés aux mêmes degrés (art. 335). — L'évasion consommée ou tentée par violence, menace ou bris de prison, avec instruments et armes, est prévue par les art. 336 et 337 et punie, en ce qui concerne ceux qui l'ont favorisée, de peines variant de trois mois de prison à quinze ans de travaux forcés, suivant les circonstances de l'évasion et la qualité des coupables.

Le code pénal belge de 1867 n'a pas reproduit l'art. 245 du code de 1810 qui punissait le détenu qui s'était évadé ou avait tenté de s'évader par bris de prison ou violence. Mais, s'il ne considère plus comme punissables les faits d'évasion et de tentative d'évasion des détenus par bris de prison ou violence, on ne peut en conclure qu'il ait entendu assurer l'impunité à des faits délictueux, au moyen desquels les détenus auraient tenté ou consommé leur évasion. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un individu qui ne peut être poursuivi et condamné pour évasion par bris de prison doit encourir les peines prévues par l'art. 545 du code pénal (de 1867) pour destruction de clôture, si, pour s'évader, il s'est rendu coupable de ce fait (Liège, 3 sept. 1869, aff. Gielen, *Pasicrisie belge*, 1870. 2. 381). — Enfin, l'art. 339 du nouveau code reproduit l'art. 248 du code de 1810 sur le recélé, en abaissant la peine dans une notable proportion.

**7. — ESPAGNE.** — L'évasion des détenus est prévue par les art. 274, 373 et 374 du nouveau code pénal de 1870 révisé en 1876. — Signalons seulement la disposition finale de l'art. 274, qui applique le minimum de l'emprisonnement si l'évasion a eu lieu par surprise envers les gardiens.

**8. — ITALIE.** — Le nouveau code pénal du 1<sup>er</sup> janv. 1890 contient sur l'évasion un chapitre intitulé : *De l'évasion des détenus et de ceux qui se dérobent aux peines* (liv. 2, tit. 4, chap. 7, art. 226 à 234); les peines qu'il édicte sont généralement plus sévères que celles que prononce notre code

pénal. — Sera puni d'une détention de trois à dix-huit mois quiconque, *étant légalement arrêté*, s'évadera à l'aide de violences envers les personnes ou de bris de prison (art. 226). — Le condamné qui s'évadera en se servant de l'un des moyens indiqués par l'article précédent encourra : 1° une augmentation, pouvant s'élever à deux années de la durée de l'isolement cellulaire continu, ou une nouvelle période d'isolement pour un temps équivalent, s'il subissait la peine de l'*ergastule* (peine perpétuelle); 2° s'il subissait toute autre peine restrictive de la liberté individuelle, une prolongation d'un tiers à la moitié de la peine qui lui restait encore à subir, pourvu que cette prolongation ne soit ni inférieure à trois mois, ni supérieure à trois ans (art. 227). Les auteurs d'évasion seront punis de la réclusion ou de la détention pendant une durée d'un mois à cinq ans, suivant la gravité de l'inculpation (art. 228). Le fonctionnaire public qui, chargé de la garde ou du transport d'un individu arrêté ou condamné, en procurera ou en facilitera l'évasion, de quelque manière que ce soit, sera puni de la réclusion pendant une durée d'un à cinq ans, et de trois à huit ans, si l'évadé subissait la peine de l'*ergastule*; lorsque la condamnation n'entraînera pas l'interdiction perpétuelle, on y ajoutera l'interdiction temporaire des fonctions publiques. Si, pour procurer ou faciliter l'évasion, le coupable a prêté main-forte à des actes de violence ou de bris de prison, ou s'il a fourni les armes ou instruments, ou n'en a pas empêché la livraison, la peine sera celle de l'interdiction perpétuelle des fonctions publiques, ainsi que la réclusion de trois à dix ans, si l'évasion s'en est suivie, et de un à cinq ans, si l'évasion n'a pas réussi. En cas de négligence ou d'imprudence, la peine sera une détention de trois mois à deux ans, et, si l'évadé subissait la peine de l'*ergastule*, la durée de la détention sera de un à trois ans; l'interdiction temporaire des fonctions publiques sera toujours prononcée (art. 229). — Les peines édictées par les articles précédents seront augmentées d'un tiers, lorsque les violences ont été commises, soit avec armes, soit par le concours de trois personnes ou d'un plus grand nombre, soit en suite d'un plan concerté; si le coupable subissait la peine de l'*ergastule*, on pourra étendre jusqu'à trois ans l'augmentation de peine, ou la nouvelle période de l'isolement cellulaire continu (art. 230). — Une disposition que l'on ne retrouve pas dans notre code est celle qui punit de la détention d'un mois à une année et de l'interdiction temporaire des fonctions publiques, le fonctionnaire public qui chargé de la garde ou du transport d'un individu arrêté ou condamné, lui permettrait, sans y avoir été autorisé, de s'éloigner même temporairement du lieu où il devait être détenu, ou du lieu où il devait subir sa peine. La détention sera de six mois à quatre ans au cas où, par suite d'une telle permission, l'individu arrêté ou condamné sera parvenu à s'évader (art. 231). Le chapitre 7 se termine par la disposition suivante : « Hors les cas prévus par les autres dispositions du présent code (art. 234), le condamné qui se sera soustrait aux obligations dérivant de la condamnation, sera puni de la manière suivante : 1° s'il s'agit de l'interdiction des fonctions publiques ou de la suspension de l'exercice d'un art ou profession, on lui appliquera la détention jusqu'à une année ou une amende de 100 à 3000 francs, sans préjudice de la peine à laquelle il a été condamné; 2° s'il s'agit de la surveillance spéciale de la sûreté publique, on lui appliquera la réclusion d'un mois à une année, et le cours de la peine de la surveillance demeurera suspendu pendant la durée de la détention préventive et de la réclusion ». — Le code italien ne punit pas le recélé de malfaiteurs prévu par l'art. 248 de notre code pénal.

9. — PAYS-BAS. — Les dispositions relatives à l'évasion sont éparses dans les divers titres du code pénal du 3 mars 1881, qui distingue la *faute* de l'*intention*, le mot *faute* opposé à l'expression avec *intention* paraissant devoir être pris dans le sens de *négligence*, *imprudence*. Signalons la disposition de l'art. 413, aux termes de laquelle le capitaine d'un navire *merchants* qui, avec *intention*, laisse échapper ou met en liberté un prévenu ou un condamné qu'il a reçu à son bord sur une réquisition légale, ou qui contribue à la délivrance ou à l'évasion dudit prévenu ou condamné, est puni d'un emprisonnement de trois ans au plus. Si la fuite, la délivrance ou l'évasion doivent être attribuées à sa *faute*, il est

puni d'une détention de deux mois au plus ou d'une amende de trois cents florins au plus.

10. — PORTUGAL. — Le nouveau code pénal du 16 sept. 1886 s'occupe de l'évasion des prisonniers et prévoit successivement les cas d'une évasion avec violence ou ruse, d'une évasion avec complicité des gardiens, et enfin le cas d'une évasion simple ne renfermant aucune circonstance aggravante (art. 190 à 196). — Signalons les dispositions suivantes qui s'éloignent du système de notre code français. Aux termes de l'art. 190, celui qui tire ou tente de tirer de prison un détenu, par violences ou menaces envers les agents de l'autorité publique, ou par quelque abus de pouvoir, alors qu'ils étaient sous son autorité, est puni des peines de la résistance; mais la peine n'est que d'un an de prison correctionnelle au plus, si l'évasion a eu lieu par *simple artifice* (art. 190). Le prisonnier qui s'évade *avant que le jugement ne soit passé en force de chose jugée* est puni de peines disciplinaires, sans préjudice de la responsabilité des crimes auxquels le fait de l'évasion a donné lieu (art. 191). Si l'évasion a eu lieu sans la complicité des employés et agents, mais si ces derniers ne peuvent cependant fournir la preuve qu'elle s'est produite par un cas fortuit ou de force majeure qui exclue toute imputation de négligence, ils seront punissables. S'ils sont militaires, la présomption légale de négligence ne peut être étendue au commandant de la force armée, sauf preuve contraire et sauf ce qui peut être décidé spécialement à cet égard par les lois militaires (art. 193). Lorsque les complices de l'évasion sont des ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré, ils n'encourront de responsabilité criminelle qu'autant qu'ils auront fait usage d'armes ou d'instruments quelconques (art. 194). Enfin l'art. 196 édicte une disposition spéciale contre l'évadé qui, frappé d'une condamnation définitive, s'échappe pendant la durée de sa peine : celle-ci est alors, par le seul fait de l'évasion, augmentée du double du temps qui lui reste à faire; toutefois, cette durée ne pourra jamais excéder la moitié de la durée de la peine elle-même.

## SECT. 2. — DE L'ÉVASION CONSIDÉRÉE A L'ÉGARD DE L'ÉVADÉ (Rép. n° 7 à 26).

11. L'art. 245 c. pén. est le seul qui s'occupe de l'hypothèse où l'évasion est punissable pour le détenu lui-même (Rép. n° 7). L'*évasion simple* qui, comme nous le verrons *infra*, n° 39 et suiv., entraîne une pénalité pour les personnes autres que le détenu, n'a pas, en principe, pour ce dernier, un caractère délictueux, et n'est dès lors passible d'aucune peine (Rép. n° 14) (Chauveau et Faustin Hélie, n° 1011; Garraud, t. 4, n° 10). L'auteur de l'évasion n'est donc punissable que lorsque cette évasion a eu lieu dans certaines conditions de criminalité qui lui enlèvent par elles-mêmes le caractère de non-culpabilité, à moins qu'il ne s'agisse des *forçats*, comme on le verra *infra*, n° 32 et suiv. Quant à l'évasion en elle-même, elle constitue, lorsqu'elle est punissable, tantôt un *crime* tantôt un *délit* (V. *infra*, n° 24 et suiv.).

### ART. 1<sup>er</sup>. — Éléments du délit d'évasion (Rép. n° 7 à 19).

12. Deux conditions, a-t-on dit au Rép. n° 7, sont indispensables pour constituer, à l'égard du détenu, le délit d'évasion. Il faut : 1° qu'il y ait détention légale; 2° que l'évasion ait été tentée ou opérée par bris de prison ou violence.

#### § 1<sup>er</sup>. — Détention légale (Rép. n° 8 à 13).

13. Le mot générique *détenus* comprend non seulement tous ceux qui sont renfermés dans les prisons, mais encore ceux qui ne sont qu'appréhendés au corps et remis entre les mains des agents chargés d'en opérer la conduite ou le transport (Chauveau et Faustin Hélie, n° 1013; Garraud, t. 4, n° 14; Rauter, *Traité théorique et pratique du droit criminel français*, t. 1, n° 391; Blanche, n° 163). — Toutefois, l'on ne saurait, avons-nous dit au Rép. n° 11 et suiv., l'étendre aux prisonniers pour dettes; il en était ainsi même avant la loi du 22 juill. 1867 (D. P. 67. 4. 75) qui a aboli la contrainte par corps en matière civile et com-



merciale. « Il ne suffit pas, en effet, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*, qu'il y ait désobéissance et en quelque sorte rébellion à la justice de la part du détenu qui s'évade, il faut encore que cette évasion cause un préjudice à l'ordre social; or l'évasion d'un prisonnier pour dettes ne lèse que les intérêts de son débiteur; la loi pénale n'a donc pas dû la comprendre dans ses dispositions » (V. dans le même sens, Garraud, t. 4, n° 14; Blanche, n° 168).

14. Il en serait autrement, croyons-nous, au cas de contrainte par corps encourue pour le non-paiement des amendes et des frais de justice criminelle. Si l'évasion d'un prisonnier pour dettes civiles ne lèse que les intérêts de son débiteur, il n'en est pas de même dans l'hypothèse qui nous occupe. Le condamné à l'amende et aux frais d'un procès criminel quelconque est, par le fait même de sa condamnation, le débiteur de l'Etat, et sa détention n'est qu'un moyen indirect de le contraindre à acquitter sa dette. La loi du 19 déc. 1871 (D. P. 71. 4. 167) qui a rétabli la contrainte par corps en matière criminelle a d'ailleurs bien entendu considérer comme un *détenu* celui qui est incarcéré pour non-paiement de l'amende et des frais de justice (V. *Rep.* n° 49). — Cependant il a été jugé, contrairement à cette opinion, qu'on ne saurait assimiler à une tentative d'évasion, aux termes de l'art. 245 c. pén., le fait par un individu d'enlever, pour essayer de s'évader, une planche de la porte de la chambre de sûreté où il était détenu, en attendant son transfèrement dans une maison d'arrêt, si son incarcération n'avait pour but que de purger une contrainte par corps pour paiement de frais de justice (Trib. corr. Vervins, 25 nov. 1885) (1). Dans ce cas, le tribunal que le ministère public a saisi d'une poursuite pour tentative d'évasion peut, conformément à l'art. 191 c. instr. crim., se demander s'il n'y a pas lieu d'appliquer au fait qui lui est déféré une autre qualification légale, telle que celle du bris de clôture prévu et puni par l'art. 456 c. pén. (Même jugement). — V. sur ce dernier point *infra*, n° 22.

15. L'expression *détenus*, dit Boitard, n° 292, « ne comprend pas non plus les personnes détenues en vertu d'ordonnances d'extradition et justiciables des tribunaux étrangers; car il faut que la détention soit motivée par une prévention ou une condamnation ». Jugé à cet égard, que les art. 237 et suiv. c. pén., qui punissent l'évasion de détenus pour bris de prison, et le fait des gardiens de l'avoir favorisée par négligence ou par connivence (V. *infra*, n° 48 et suiv.), ne s'appliquent pas au cas où l'évadé est un étranger arrêté en France en vertu d'un ordre d'extradition et poursuivi pour infraction à la loi pénale de son pays (Nancy, 15 mars 1852, aff. Jéroch, D. P. 53. 2. 95. V. en ce sens, Blanche, n° 169). — Il en est autrement, comme on l'a vu *supra*, n° 6, dans la législation belge.

16. Pour qu'il y ait délit d'évasion dans le sens de l'art. 245 c. pén., il faut, avons-nous dit au *Rep.* n° 15, que le local d'où le prévenu s'est évadé soit une prison légalement établie. Mais il n'est pas nécessaire, pour l'existence du délit d'évasion par bris de prison, que le lieu dont le détenu s'est évadé ait reçu par décision administrative le caractère légal de prison; il suffit qu'il ait été affecté par l'autorité municipale à la détention provisoire des individus arrêtés (Montpellier, 12 oct. 1860, aff. Poujol, D. P. 61. 5. 198. — Comp. Nîmes, 22 févr. 1838, cité au *Rep.* n° 16). Jugé que le fait par un détenu, arrêté pour délit et contra-

vention et écroué à raison de ces faits dans une prison municipale, d'avoir détaché les vis de la porte d'entrée, brisé un des jambages ainsi qu'une pièce de bois nécessaire à sa fermeture, constitue le délit de tentative d'évasion par bris de prison (Caen, 21 juill. 1879, *Recueil des arrêts de Caen*, 1880, p. 59). — L'hôpital dans lequel est transféré un détenu malade est regardé comme une dépendance de la prison, alors même qu'une décision administrative ne lui aurait pas conféré ce caractère; celui qui s'en évade, en brisant les barreaux et le treillage d'une fenêtre, se rend donc coupable du délit d'évasion par bris de prison prévu et puni par l'art. 245 c. pén. (Grenoble, 10 juill. 1890, aff. F..., D. P. 91, 2<sup>e</sup> partie).

La chambre de sûreté d'une caserne de gendarmerie, où doivent être provisoirement déposés des prisonniers, alors qu'il n'existe sur les lieux ni prison, ni maison de justice ou d'arrêt, doit être considérée comme une prison, dans le sens de l'art. 245 c. pén., qui punit le délit d'évasion par bris de prison (Lyon, 2 janv. 1884, aff. Teyssier, D. P. 86. 2. 40. Conf. Crim. cass. 28 avr. 1836, cité au *Rep.* n° 16). — Mais les locaux disciplinaires du corps ne peuvent être assimilés aux prisons militaires légalement établies. L'évasion par bris d'un de ces locaux ne peut donc être légalement qualifiée d'évasion par bris de prison, alors surtout que ladite évasion a eu lieu avant que le général commandant la circonscription ait donné l'ordre d'informer et l'ordre d'écrou (Cons. de revision de Paris, 17 juin 1884; Cons. de revision d'Alger, 9 oct. 1884, Leclerc et Coupois, *Code de justice militaire pour l'armée de terre*, t. 2, p. 300 et 390; Comp. Liège, 3 sept. 1869, cité *supra*, n° 6).

17. Il ne faut pas confondre la *détention illégale*, c'est-à-dire celle qui a lieu hors des cas où la loi l'autorise, avec la *détention injuste*, c'est-à-dire celle qui a lieu par suite d'une méprise de la justice et sur de fausses présomptions. Cette dernière, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1013 *in fine*, « est régulière en la forme; le détenu, quoique innocent, doit obéissance à la loi, et sa rébellion est un délit ». Au contraire, au cas de détention illégale, c'est-à-dire arbitraire, « comment la loi pénale pourrait-elle punir celui qui se soustrait à une telle détention qui est elle-même un délit? L'évasion du détenu, loin de préjudicier à la société est, au contraire, une sorte d'avantage pour elle, puisque cette évasion met un terme à un acte odieux, à l'exécution d'un délit » (V. Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.* — Comp. *Rep.* n° 9 et 10).

## § 2. — Bris de prison, violences (*Rep.* n° 14 à 19).

18. L'évasion, avons-nous dit *supra*, n° 12, n'est punissable qu'autant qu'elle a été tentée ou opérée par bris de prison ou violence (*Rep.* n° 14). Mais il y a lieu de remarquer, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1015, que « le véritable délit, le fait punissable consiste dans le bris de prison et les violences commises pour se procurer l'évasion » (Chauveau et Faustin Hélie, n° 1015); ce sont là les circonstances constitutives du délit. — « C'est la *volonté*, de la part du détenu de recouvrer sa liberté par la force et d'échapper au châtimement, dit M. Garraud, t. 4, n° 16, que la loi punit dans le délit d'évasion. Le seul fait matériel de briser les clôtures de la prison ou d'user pour en sortir de violences vis-à-vis des gardiens ne suffirait donc

(1) (Beilhaut.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que le 6 nov. 1885, Beilhaut a été en vertu d'un réquisitoire du parquet de Vervins, arrêté pour l'exercice de la contrainte par corps prononcée contre lui par jugement du tribunal correctionnel de Vervins du 14 févr. 1883 et déposé, en attendant son transfèrement à Vervins, dans la chambre de sûreté de la gendarmerie de La Capelle; — Attendu, en fait, qu'il résulte des débats et des aveux de Beilhaut que celui-ci a, le même jour, été surpris au moment où déjà il avait descellé une des planches de la porte de la chambre de la sûreté; — Attendu que l'acte ainsi établi à la charge de Beilhaut ne constitue pas le délit de tentative d'évasion par bris de prison prévu et réprimé par l'art. 245 c. pén.; qu'il ne s'applique qu'à des détenus pour dettes; que cette interprétation est d'ailleurs confirmée par l'examen de toutes les autres dispositions des paragraphes 4, section 4, titre 1<sup>er</sup>, livre 3 c. pén., dispositions dont aucune ne prévoit l'évasion des prisonniers pour dettes; — Attendu qu'en matière pénale tout est de

droit étroit et que le juge ne peut appliquer une peine par analogie des cas prévus à ceux qui ne l'ont pas été; — Mais, attendu que si le fait relevé contre Beilhaut a reçu dans la citation une qualification erronée, le tribunal doit, conformément aux termes de l'art. 191 c. instr. crim., avant de prononcer le relaxe de l'inculpé, rechercher s'il ne convient pas d'appliquer une autre qualification légale au fait de la connaissance duquel il est saisi; — Attendu que le fait incriminé réunit tous les éléments du délit de bris de clôture prévu et réprimé par l'art. 456 c. pén.; — Attendu qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes qui permettent de faire application au condamné des dispositions de l'art. 463 c. pén.; — Par ces motifs; — Déclare Beilhaut atteint et convaincu d'avoir le 6 nov. 1885 à La Capelle, détruit, en tout ou en partie une clôture appartenant à autrui, et, pour réparation, lui faisant application des art. 456 et 463 c. pén., le condamne à huit jours d'emprisonnement, etc.

Du 25 nov. 1885. — Trib. corr. de Vervins.

pas à établir la culpabilité du détenu, et, s'il était démontré que celui-ci n'a quitté la prison même par violence ou effraction, que pour fuir un danger certain, un incendie, une inondation, par exemple, ou pour échapper à de mauvais traitements, il y aurait lieu certainement, à raison de l'absence d'intention coupable, de le relaxer de la prévention (Rép. n° 24). Tel est aussi l'avis de MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1021; mais ces auteurs « voient à tort, dit encore M. Garraud, *loc. cit.* note 20, dans ces circonstances une excuse. Il suffit de reconnaître que l'évasion manque de l'élément *intentionnel* nécessaire pour constituer le délit ».

19. La tentative d'évasion, aux termes de l'art. 245, est punissable comme le délit consommé (Rép. n° 24). Toutefois il y a lieu de remarquer, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1014, « que l'art. 245 ne punit la tentative légale du délit qu'autant que cette tentative réunit les caractères prescrits par l'art. 2 du code, et, par conséquent, dans le seul cas où la volonté de s'évader s'est manifestée par le bris de prison ou les violences, mais n'a pu s'accomplir par un événement imprévu qui a arrêté l'évasion ». — La tentative ne cesserait pas, d'ailleurs, d'être punissable, bien qu'elle n'offrit que peu de chance ou même aucune chance de succès (Caen, 21 juill. 1879, *cit. supra*, n° 16). Il importe peu, d'autre part, que l'évasion tentée ou consommée l'ait été par un détenu ou par plusieurs détenus agissant de concert (Garraud, t. 4, n° 18).

20. Quand y a-t-il bris de prison dans le sens de l'art. 245 c. pén.? Ce point a été suffisamment expliqué au Rép. n° 17 (Comp. Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*). — Quant aux violences, « ce sont, disent ces auteurs, *loc. cit.*, toutes les voies de fait et les menaces qui ont pour objet de paralyser la garde et la surveillance des préposés de la prison ou de la force armée qui escorte les détenus (Rép. n° 18)... Ainsi l'on ne doit pas confondre le bris et les violences; celui-là s'applique aux choses matérielles, celles-ci ne s'appliquent qu'aux personnes ». « Le bris de prison, dit fort justement M. Blanche, n° 195, c'est l'excès contre la chose; la violence, c'est l'excès contre les personnes ». — Cette définition, plus large que celle de MM. Chauveau et Faustin Hélie, a pour conséquence d'étendre le délit d'évasion, prévu par l'art. 245, au cas de violences commises contre d'autres personnes que les gardiens ou les agents de la force armée. Elle atteint ainsi les violences dirigées contre toute personne qui se sera opposée ou aura tenté de s'opposer par des moyens légitimes à l'évasion d'un détenu. Supposons, par exemple, que celui qui s'évade ait exercé des voies de fait soit sur ceux de ses codétenus qui auraient voulu s'opposer à son évasion soit sur toute autre personne qui, au moment de l'évasion, se serait trouvée, même accidentellement, dans l'endroit où il était détenu; ce fait constitue certainement une violence dans le sens de l'art. 245 c. pén.

21. Quel caractère doivent revêtir les violences pour tomber sous le coup de l'art. 245 c. pén.? Peuvent-elles être soit physiques soit morales, ou le législateur n'a-t-il eu en vue ici qu'un acte de brutalité matérielle? L'art. 245 réprime-t-il aussi bien les voies de fait que les menaces ayant eu pour objet de paralyser la garde et la surveillance, soit des agents de la force publique qui escortent un prévenu ou un condamné, soit des préposés de la prison où il est enfermé? Suivant M. Garraud, t. 4, n° 15, la loi n'a eu en vue que les violences physiques. Les menaces adressées par un détenu à un gardien, s'il ne s'y joint aucune voie de fait, ne peuvent être considérées comme caractéristiques du délit d'évasion: tout au plus pourraient-elles en constituer la tentative. Dans le sens du code pénal, le mot *violences* ne doit s'entendre que des voies de fait proprement dites.

22. Conformément à la doctrine rappelée *supra*, n° 26 et suiv., il a été jugé que l'évasion d'un détenu ne constitue le délit prévu et puni par l'art. 245 c. pén. que lorsqu'elle est obtenue ou tentée par bris de prison ou violence; en conséquence, le fait de l'évasion d'un détenu qui ne commet ni effraction, ni bris de prison destiné à faciliter son évasion, et qui ne cause en s'évadant que des dégradations involontaires, échappe à toute répression (Poitiers, 18 mars 1887, *aff. Clavier*, D. P. 87. 2. 162). — Les termes de la loi doivent être ici restreints dans leur sens propre et le délit n'existerait pas dans le cas d'escalade des murs de la prison

et du bris des fers qui retiennent le détenu captif (Rép. n° 17). Dans l'arrêt précité, le poids du corps du détenu avait cassé quelques tuiles, cette dégradation involontaire ne pouvait être considérée comme un bris de prison propre à faciliter sa sortie.

Mais si les dégradations commises ne sont pas suffisantes pour constituer le délit prévu et puni par l'art. 245 c. pén., elles peuvent, aux termes de l'art. 191 c. instr. crim., tomber sous l'application d'autres dispositions de la loi pénale. C'est ainsi qu'il a été jugé que le fait, de la part de détenus, de pratiquer une excavation dans la maçonnerie de la porte d'une prison, d'y placer des éclats de bois et de mettre le feu à ces éclats, constitue une tentative d'incendie et non une tentative d'évasion, encore bien que l'intention de ces détenus n'aurait été que d'arriver à leur évasion; l'appréciation d'une telle intention serait insuffisante pour changer le caractère du délit et en soustraire les auteurs à l'application de l'art. 334 c. pén. (Crim. rej. 21 août 1845, *aff. Faure*, D. P. 45. 4. 502. Comp. *supra*, n° 14). Toutefois, s'il est constaté que ces détenus ont eux-mêmes et spontanément éteint le feu, la prévention de tentative d'incendie a pu être écartée pour ne laisser subsister que la tentative d'évasion (Même arrêt. Conf. Garraud, *op. cit.*, t. 4, n° 15).

23. L'évasion n'étant punissable qu'autant qu'elle est accompagnée de bris de prison et de violences, les circonstances aggravantes dont elle peut être accompagnée ne doivent être incriminées qu'autant que le délit d'évasion lui-même tombe sous l'application de l'art. 245 c. pén. Il en serait ainsi de l'évasion opérée ou tentée, sans bris de prison ou violences, par un détenu en corrompant ses gardiens. On peut objecter, il est vrai, que l'art. 179 c. pén., comprend généralement dans sa disposition tous ceux qui emploient la corruption (V. *infra*, v° *Forfaiture et délits commis par les fonctionnaires publics*; — et Rép. eod. v°, n° 147 et suiv.). Mais l'art. 245 c. pén. contient, relativement aux détenus, une législation spéciale qui forme exception aux règles communes; or il ne punit l'évasion qu'autant qu'il y a bris de prison ou violence (Rép. v° *Peine*, n° 168).

#### ART. 2. — Nature et caractères du délit d'évasion (Rép. n° 20 à 23).

##### § 1<sup>er</sup>. — Cumul des peines (Rép. n° 20).

24. Aux termes de l'art. 365-2° c. instr. crim., « en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée ». Il en est autrement de la peine de l'évasion, qui se cumule toujours avec les autres peines. « Cela résulte, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1019, des termes mêmes de l'art. 245 c. pén., qui déclare que cette peine devra être subie immédiatement après l'expiration de celle que l'agent aura encourue pour le crime ou le délit à raison duquel il était détenu (V. aussi Garraud, t. 2, n° 174, p. 286, t. 4, n° 21; Mangin, t. 2, n° 461).

Il a été jugé en ce sens: 1° que l'art. 365 c. instr. crim. qui interdit le cumul des peines pour les crimes et les délits antérieurs à la première condamnation ne s'applique pas au cas prévu par l'art. 245 c. pén. (Crim. cass. 17 juin 1831, *aff. Pienne*, Rép. v° *Peine*, n° 126-7° et 167; Liège, 30 oct. 1845, *aff. X*, *Pasicrisie belge*, 1846. 2. 14). En conséquence, le condamné évadé par bris ou violences subira, outre la peine du crime ou du délit pour lequel il était détenu, la peine additionnelle édictée par l'art. 245 (Même arrêt du 17 juin 1831); — 2° Que l'art. 245 c. pén. autorise expressément le cumul des peines dans le cas particulier de l'évasion ou de la tentative d'évasion opérée par bris de prison ou violence; qu'ainsi, l'arrêt de la cour d'assises, nul dans la disposition qui prononce des peines pour un vol avec circonstances aggravantes, antérieur à un vol semblable déjà puni du maximum de la peine, est valable dans celle qui condamne l'accusé à six mois d'emprisonnement pour bris de prison (Même arrêt); — 3° Que la peine pour bris de prison ne peut jamais se confondre avec la peine à prononcer contre l'accusé pour le fait principal; qu'elle doit être subie après celle-ci; que, dès lors, l'arrêt qui déclare constant

le délit de tentative de bris de prison doit pour ce fait, à peine de nullité, prononcer une peine spéciale, distincte et séparée de la peine encourue par le fait principal (Crim. cass. 14 juill. 1837, aff. Soutag, citée au *Rép. v<sup>o</sup> Peine*, n<sup>o</sup> 167); — 4<sup>o</sup> Que l'art. 245 c. pén. est violé par la cour d'assises qui absorbe la peine du délit d'évasion dans celle de cinq ans de travaux forcés précédemment prononcée contre les mêmes personnes, au lieu d'appliquer une pénalité spéciale à raison du même délit (Crim. cass. 2 mars 1889, aff. Boissonnet, D. P. 91. 1. 41).

25. L'art. 245 c. pén. dispose que la peine prononcée contre les détenus évadés doit être cumulée avec « celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus ». D'un autre côté, l'art. 96 c. instr. crim. exige que le mandat d'arrêt contienne l'énonciation du fait qui l'a motivé. De la combinaison de ces deux articles il résulte que l'évasion n'autorise l'application d'une peine indépendante de celle à laquelle l'évadé a été plus tard condamné pour le fait principal qui a causé sa détention, qu'autant que la condamnation est fondée sur le fait mentionné dans le mandat d'arrêt, ou tout au moins sur le fait qui était l'objet de l'information au moment de l'évasion. Néanmoins il a été jugé, contrairement à ces principes, que la peine prononcée contre le détenu qui s'est évadé avec bris de prison ou violence doit être cumulée avec celle encourue pour le crime ou le délit à raison duquel l'évadé était détenu au moment de son évasion, même au cas où cette dernière peine serait motivée, non par le fait sur lequel il était informé lors de l'évasion, mais par d'autres faits également commis par le détenu avant son arrestation préventive et qui ont été l'objet d'une information ultérieure (Angers, 8 oct. 1858, aff. Denis, D. P. 59. 1. 119). D'après cet arrêt qui n'a été cassé que pour incompétence (Crim. cass. 9 mars 1859, D. P. 59. 1. 119), il suffit, pour entraîner le cumul, que le fait qui a servi de base à la condamnation principale soit antérieur à la détention durant laquelle le délit d'évasion a été commis, et il est indifférent que l'information relative à ce fait n'ait commencé qu'après l'évasion, et même qu'après la condamnation infligée au détenu à raison de cette évasion. La cour raisonne comme si la détention devait être réputée subie, dès le principe, même pour les faits qui, postérieurement incriminés, n'ont point été énoncés dans le mandat d'arrêt. En présence des deux articles précités (art. 245 et 96), cette doctrine ne peut être accueillie qu'avec beaucoup d'hésitation.

La cour de Poitiers devant laquelle l'affaire fut renvoyée ayant cru devoir se prononcer dans le sens susindiqué par arrêt du 8 juin 1859 et en opposition avec la doctrine de la cour d'Angers, sa décision fut cassée par arrêt du 9 juill. 1859 (Crim. cass. D. P. 59. 5. 160). « Attendu, dit la cour suprême, que, sous cette dernière désignation (celle de l'art. 245 c. pén. qui ordonne que la peine de l'évasion soit subie cumulativement avec la peine encourue pour le crime ou le délit à raison duquel l'inculpé est détenu), le législateur comprend, non seulement les crimes ou délits qui peuvent être nommément indiqués dans le mandat, ou qui auraient déjà été révélés par l'instruction, mais encore tous ceux qui, commis antérieurement, peuvent à chaque instant devenir l'objet des investigations du magistrat instructeur; que le mandat de dépôt, une fois délivré, étend implicitement et éventuellement ses effets jusqu'à eux; — Qu'il en doit être ainsi avec d'autant plus de raison qu'il peut arriver que le détenu qui s'évade y soit poussé plus encore par la crainte du châtiement attaché au crime dont il se serait rendu coupable et qui ne serait pas encore découvert, que pour se soustraire aux conséquences des faits alors révélés par l'information ».

26. Qu'arriverait-il, au cas d'évasion d'un détenu condamné à une peine perpétuelle? Y a-t-il lieu, même dans cette hypothèse, d'appliquer une peine distincte pour le délit d'évasion? « L'art. 220 c. pén., en matière de rébellion, dit M. Garraud, t. 4, n<sup>o</sup> 21, fait une distinction que l'art. 245 ne reproduit pas en matière d'évasion. La jurisprudence, s'appuyant sur le silence de ce dernier texte, décide que, dans tous les cas, même en cas d'évasion d'un condamné à la peine de mort ou à une peine perpétuelle, il y a lieu de prononcer une peine distincte et spéciale pour le délit d'évasion ». Jugé, en ce sens, que la peine

édictee par l'art. 245 c. pén. doit être prononcée contre les détenus qui ont tenté de s'évader à l'aide de violences, bien que la pénalité antérieurement encourue par eux soit plus forte et même perpétuelle (Crim. cass. 31 juill. 1874, aff. Lefrançois, D. P. 76. 1. 507).

27. Il ne faudrait pas conclure du texte même de l'art. 245 c. pén. qu'il ne s'applique qu'aux détenus préventivement. « Il est aussi applicable, dit encore M. Le Sellyer, n<sup>o</sup> 276, ainsi que le prouve son enchaînement nécessaire avec les art. 239 et 240, même au cas d'évasion avec bris et violence, d'un détenu déjà condamné. On ne concevrait pas, d'ailleurs, que le législateur eût puni par l'art. 245 le détenu préventivement qui s'évaderait par bris de prison ou violence, tandis qu'il n'aurait puni par aucune disposition le détenu déjà condamné et dont l'évasion avec bris ou violence est, par cela même, plus coupable. C'est cependant ce qui aurait lieu, si l'art. 245 ne s'appliquait qu'au détenu préventivement, puis qu'aucun autre article ne statue sur le détenu par suite de condamnation qui se serait évadé avec bris ou violence ». Toutefois si le détenu s'est évadé ou a tenté de s'évader pour se soustraire, non plus à une simple détention préventive, mais à l'exécution d'une peine, le cumul de cette peine et de celle de l'évasion ou de la tentative d'évasion cesse d'être une dérogation à la règle du non-cumul des peines, cette règle étant inapplicable à toute peine prononcée contre un individu pour faits postérieurs à une condamnation dont le même individu aurait déjà été frappé.

28. L'individu déclaré coupable de plusieurs faits d'évasion doit-il être condamné à une peine distincte pour chaque évasion? — Il est hors de doute qu'une évasion, ou une tentative d'évasion, postérieure à la condamnation déjà intervenue à raison d'un fait de même nature, est passible d'une peine séparée, qui viendra s'ajouter à celle résultant de la condamnation qui a ainsi précédé la nouvelle évasion; la règle de l'art. 365 c. instr. crim. est en effet inapplicable à cette hypothèse. Les peines qu'entraîne chacune de ces évasions seront dès lors cumulées entre elles, et avec la peine encourue pour le fait qui motivait la détention. Mais en est-il de même, lorsqu'il s'agit d'évasions ou de tentatives d'évasion multiples non suivies de condamnations? La règle du non-cumul des peines reprend ici son empire, l'art. 245 ne prescrivant le cumul de la peine de l'évasion qu'avec celle encourue pour le crime ou le délit dont le détenu était prévenu ou accusé au moment de son évasion. La dernière condamnation pour évasion purge, dans la mesure de la peine qu'elle prononce, toutes les évasions antérieures demeurées impoursuivies, et en conséquence elles ne peuvent être incriminées, si cette dernière condamnation a infligé au détenu le maximum de la peine de l'évasion. Il ne pourra y avoir lieu en ce cas à poursuite qu'à l'égard des individus non condamnés au maximum, et jusqu'à la limite de l'excédant de pénalité calculé sur ce maximum (V. *Rép. v<sup>o</sup> Instruction criminelle*, n<sup>o</sup> 135), ou qu'à l'égard des faits d'évasion qui ne bénéficient pas de la règle du non-cumul, parce qu'ils sont postérieurs à la dernière condamnation. — Décidé, dans le même ordre d'idées, que le militaire reconnu coupable de diverses évasions par bris de prison reste soumis aux dispositions de l'art. 135 c. just. mil. qui reproduit, d'ailleurs, textuellement l'art. 365-2<sup>o</sup> c. instr. crim. (Décis. 25 août 1884, conseil de révision) (Leclerc, *op. cit.*, t. 2, p. 310).

## § 2. — Récidive (*Rép.* n<sup>o</sup> 21).

29. Une deuxième exception aux principes généraux du droit criminel consiste en ce que la peine édictée par l'art. 245 c. pén. n'est point passible de l'aggravation que comporte la récidive (*Rép.* n<sup>o</sup> 21). M. Garraud, t. 2, n<sup>o</sup> 192, explique cette exception dans les termes suivants : « pour donner lieu à l'application de la récidive, le deuxième fait punissable doit être indépendant de la première condamnation. Dans le cas contraire, la peine infligée pour le deuxième fait devrait être subie après ou avant la peine déjà encourue, mais ne devrait pas être aggravée. Lorsque le deuxième fait a été la conséquence de la première condamnation, comment dire, en effet, que le coupable est incorrigible et ne tient aucun compte de l'avertissement

qu'il a reçu? Ainsi... l'évasion d'un détenu n'entraîne pas les peines de la récidive, en se combinant avec la condamnation qui a placé le prévenu sous le coup de cet état, car ce fait est moins un délit nouveau que l'inexécution même de la peine prononcée par la première condamnation. — V. aussi Chauveau et Hélie, n° 1020.

30. Conformément à ces principes, plusieurs arrêts ont décidé que l'évasion d'un détenu par bris de prison étant, par sa nature d'infraction spéciale, placée en dehors des règles générales du code pénal, ne comporte pas l'application des dispositions de la récidive (Crim. cass. 14 avr. 1864, aff. Delacroix, D. P. 64. 1. 248; Caen, 21 avr. 1875, aff. Brulé, D. P. 76. 2. 108); Lyon, 2 janv. 1884, aff. Teysier, D. P. 86. 2. 40; Paris, 24 mai 1886, aff. Bisetzki, D. P. 88. 5. 412). — V. aussi Crim. rej. 22 févr. 1828, aff. Pascarel, cité au *Rép. v° Peine*, n° 328). — Toutefois, cette proposition comporte une restriction. L'évasion ne peut mettre l'évadé en état de récidive, par son rapprochement avec la condamnation en exécution de laquelle la détention est subie, ni avec aucune autre condamnation antérieure; mais la récidive peut résulter pour cet évadé d'une condamnation antérieure pour délit d'évasion (V. Garraud, t. 2, n° 192).

### § 3. — Pénalités.

31. V. *Rép.* n° 24 et ce qui a été dit *suprà*, n° 24 et suiv.

§ 4. — De quelques évasions particulières : forçats, récidivistes, prisonniers de guerre (*Rép.* n° 22 à 25).

32. — 1° *Forçats*. — L'évasion, avons-nous dit *suprà*, n° 12 et 18, n'est punissable qu'autant qu'elle est accompagnée de bris de prison et de violences; hors ces cas, elle échappe à toute répression, à moins que l'évadé ne se soit en même temps rendu coupable d'un autre délit. — Il en est autrement quand il s'agit des forçats, c'est-à-dire des criminels condamnés aux travaux forcés, détenus autrefois dans les bagnes et actuellement dans les lieux de déportation situés aux colonies. Ici le seul fait de l'évasion ou de la tentative d'évasion est punissable par lui-même, qu'il ait été ou non accompagné de violences, bris de prison ou de tout autre délit. On punit, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1018, « l'évasion simple, celle qu'aucune circonstance n'aggrave et que le code déclare ne constituer aucun délit ». Le motif de cette dérogation aux principes de l'art. 245 c. pén. tient non seulement à ce que les forçats, aujourd'hui les condamnés aux travaux forcés transportés aux colonies, n'étant pas, comme les condamnés à la prison et à la réclusion, soumis à l'internement continu, la surveillance dont ils doivent être l'objet de la part de leurs gardiens est plus difficile à exercer, mais aussi à ce que, les crimes dont ils se sont rendus coupables étant plus graves, leur évasion cause un plus grand préjudice à la société et doit par conséquent être plus sévèrement réprimée.

33. Les dispositions législatives énumérées au *Rép.* n° 25 (Décr. du 12 nov. 1806, tit. 8 et ord. du 2 janv. 1817) qui punissaient l'évasion des forçats sont aujourd'hui abrogées et remplacées par la loi du 30 mai 1854 (D. P. 54. 4. 90) sur l'exécution de la peine des travaux forcés, loi qui substitue au régime des anciens bagnes celui de la transportation aux colonies, et dont l'art. 7 est ainsi conçu : « Tout condamné à temps qui, à dater de son embarquement, se sera rendu coupable d'évasion, sera puni de deux ans à cinq ans de travaux forcés. Cette peine ne se confondra pas avec celle antérieurement prononcée. La peine pour les condamnés à perpétuité sera l'application à la double chaîne pendant deux ans au moins et cinq ans au plus ». — La légalité de la peine établie par l'ordonnance de 1817 a été contestée au *Rép.* n° 25; la loi de 1854 tranche la difficulté. Comme l'ordonnance, elle frappe d'une pénalité spéciale l'évasion des forçats, en substituant toutefois à la peine invariable de trois années de travaux forcés édictée par cette ordonnance celle de deux à cinq ans de la même peine. L'art. 8 de la même loi punit de la peine d'un an à trois ans de travaux forcés tout libéré coupable d'avoir, contrairement à l'art. 6, quitté la colonie sans autorisation,

La loi de 1854 n'ayant pas reproduit les expressions de l'ordonnance qui prononçait la peine de trois années de travaux forcés pour chaque évasion, on peut se demander si la peine qu'elle édicte doit être appliquée au condamné autant de fois qu'il se sera évadé ou aura tenté de s'évader. A l'appui de l'affirmative, on peut dire que si, pour les évasions ordinaires, la règle du non-cumul doit reprendre son empire lorsqu'il s'agit d'évasions multiples, l'application de l'art. 245 étant écartée dans cette hypothèse, il n'en saurait être de même pour les évasions des forçats que la loi déclare punissables en elles-mêmes, indépendamment de toutes circonstances aggravantes; la rigueur qu'elle déploie contre le forçat qui s'évade une première fois ne permet pas de supposer qu'elle soit disposée à se relâcher de sa sévérité au cas d'évasions multiples, consommées par un homme dangereux pour la société et que la crainte du châtiment seule peut retenir. La question, toutefois, paraît très délicate.

34. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, v° *Prescription criminelle*, n° 40, la prescription ne peut jamais être réclamée contre la peine principale par un forçat qui s'est évadé du bagne, parce que cette évasion est elle-même un crime qui se perpétue tant que le forçat n'est pas replacé sous la main de la justice. Mais si un condamné s'est évadé de tout autre lieu que du bagne, sans commettre de rébellion ou de bris de prison, circonstances qui donneraient lieu à de nouvelles poursuites, il commencera à prescrire du jour de son évasion (V. en ce sens : Crim. cass. 20 juill. 1827, aff. Lafite, et Crim. rej. 8 févr. 1835, aff. Haymann, citées au *Rép. ibid.*).

35. — 2° *Déportés*. — L'évasion des déportés, c'est-à-dire des condamnés à la peine politique de la déportation, est aujourd'hui punie par deux ordres de dispositions législatives, savoir : l'art. 17, § 2 et 3, c. pén., et l'art. 3 de la loi du 25 mars 1873. — Aux termes des paragraphes précités du code pénal, « si le déporté rentre sur le territoire de la République, il sera, sur la preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité. Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire de la République, mais qui sera saisi dans les pays occupés par les armées françaises, sera conduit dans le lieu de sa déportation. » Ces dispositions sont fort claires et n'ont pas besoin de commentaire (V. au surplus *Rép. v° Peine*, n° 618). Elles ont été complétées à la suite des condamnations auxquelles donna lieu l'insurrection de 1871, par la loi rendue le 25 mars 1873 (D. P. 73. 4. 49) pour régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, en exécution de la loi du 23 mars 1872 (D. P. 72. 4. 71) qui désignait elle-même les nouveaux lieux de déportation. — L'art. 3 de la loi de 1873 déclare « les art. 237 à 248 c. pén. applicables à l'évasion et à la tentative d'évasion des déportés, *comme sans bris de clôture et sans violence*, sans préjudice des dispositions de l'art. 17, § 2, du même code, en cas de rentrée sur le territoire de la France. La peine pourra être portée au double, s'il y a récidive ou bien si l'évasion ou la tentative d'évasion a été concertée entre plusieurs déportés. » Il suffit, dit à propos de cet article le rapporteur de la commission de l'Assemblée nationale chargée d'étudier le projet de loi, de reproduire les dispositions du code pénal relatives à l'évasion et à la tentative d'évasion pour justifier l'adoption de l'art. 3. Il résulte des termes de l'art. 245 c. pén., que le détenu qui se sera évadé ou aura tenté de s'évader n'est punissable que s'il y a eu bris de clôture ou violence. Les dispositions de cet article assureraient une impunité presque certaine aux déportés simples, qui, jouissant d'une liberté d'aller et de venir à peu près entière, se verraient bien rarement dans la nécessité de recourir, pour s'évader, aux moyens violents spécifiés dans l'art. 245. Or, c'est principalement parmi les déportés simples que les évasions seront à craindre. Il était donc indispensable d'étendre les dispositions de cet article aux évasions ou tentatives d'évasion, sans violence ni bris de clôture, ainsi que les dispositions des articles qui édictent des pénalités en cas de négligence ou de connivence des gardiens ou des tiers. Si des dispositions sont semblables à celles de l'art. 7 de la loi de 1854 (V. *suprà*, n° 33), en ce sens qu'ici le seul fait de l'évasion ou de la tentative d'évasion est punissable, la peine, on le voit,

est bien moindre, puisqu'elle n'excède pas celle prononcée par l'art. 245 c. pén.

**36.** Aux termes de la loi de 1873 (art. 9), les condamnés à la déportation peuvent, dans certains cas, obtenir des concessions provisoires de terrains. Mais, dit l'art. 10, « les concessions provisoires peuvent être retirées pour inconduite, indiscipline, défaut de mise en culture des terres, *évasion, tentative d'évasion*, et pour tout crime ou délit ayant entraîné des peines criminelles ou correctionnelles. Les décisions seront prises par le Gouvernement en conseil. Les familles de ceux qui auront été atteints par le présent article pourront obtenir, si elles résident dans la colonie, de continuer en leur lieu et place l'exploitation de la concession, et en obtenir la propriété ». Les concessions provisoires deviendront définitives au bout de cinq ans, si elles n'ont pas été retirées par application de l'article précédent (art. 11). Néanmoins, dit l'art. 12, « en cas d'évasion consommée, le déporté sera déchu de tout droit sur la concession. — Toutefois, la femme et, en cas de décès de la femme, les enfants ou la femme concurremment avec les enfants, en conserveront la jouissance tant qu'ils resteront dans la colonie, aux conditions et dans les proportions qui seront réglées par un arrêté du gouverneur. Ils pourront aussi devenir propriétaires définitifs en vertu d'une décision rendue par le gouverneur en conseil ». Mais cette acquisition, dit le rapporteur du projet de loi, ne saurait avoir lieu de plein droit; et il faudra une nouvelle décision du gouverneur en conseil, décision qui devra être rendue avec prudence, car il sera nécessaire de s'assurer auparavant que la famille a perdu tout esprit de retour en France et toute espérance de rejoindre son chef évadé (D. P. 73. 4, note 3).

**37.** — **3° Récidivistes.** — La loi du 27 mai 1885 (D. P. 85. 4. 45) a créé pour certains récidivistes (art. 4) la peine spéciale de la *relégation*, qui consiste (art. 1<sup>er</sup>) dans l'internement perpétuel sur le territoire des colonies ou possessions françaises d'outre-mer des condamnés que le législateur veut éloigner de la France (V. *infra*, v<sup>o</sup> *Peine*). Mais, pour que cette peine fût efficace, il fallait que, comme pour les forçats, le seul fait de l'évasion fût punissable (V. *supra*, n<sup>o</sup> 33); c'est l'objet de l'art. 14 de la loi : « Le relégué, dit-il, qui, à partir de l'expiration de sa peine, se sera rendu coupable d'évasion ou de tentative d'évasion, celui qui, sans autorisation, sera rentré en France ou aura quitté le territoire de relégation, celui qui aura outrepassé le temps fixé par l'autorisation, sera traduit devant le tribunal correctionnel du lieu de son arrestation ou devant celui du lieu de relégation, et, après connaissance de son identité, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus. En cas de récidive, cette peine pourra être portée à cinq ans. Elle sera subie sur le territoire des lieux de relégation ».

L'art. 4 de la loi de 1885 énumère le nombre et le degré des peines et les faits punissables qui font encourir la relégation; puis l'art. 9 ajoute : « Les condamnations encourues antérieurement à la promulgation de la présente loi seront comptées en vue de la relégation, conformément aux précédentes dispositions ». Cependant il a été jugé, contrairement au texte de l'art. 9 et conformément aux dispositions de l'art. 4, qu'une condamnation nouvelle prononcée pour évasion par bris de prison ne saurait entraîner la peine de la relégation (Montpellier, 30 janv. 1886) (1).

**38.** — **4° Prisonniers de guerre.** — Ils ne sauraient être assimilés à des détenus ordinaires, puisqu'ils n'ont commis ni crime ni délit; aussi leur évasion n'est-elle pas punissable au point de vue pénal, elle ne relève que des lois de

la guerre. — « On peut, dit M. Calvo dans son traité du *Droit international théorique et pratique*, t. 4, 4<sup>e</sup> éd., § 2150, faire feu sur un prisonnier de guerre qui s'évade ou le tuer de tout autre manière dans sa fuite; s'il est repris, aucune peine ne saurait lui être infligée pour le seul fait de la tentative d'évasion, car les lois de la guerre ne considèrent pas un pareil acte comme un crime; il pourra être pris à son égard des mesures plus rigoureuses pour l'empêcher de renouveler sa tentative. Mais si une conspiration ayant pour but une évasion générale est découverte, les conspirateurs peuvent être punis sévèrement et même mis à mort... — Lorsque les prisonniers de guerre qui ont réussi à s'échapper reprennent les armes et tombent de nouveau au pouvoir de l'ennemi, ils ne peuvent pas être punis pour leur évasion, mais traités comme simples prisonniers de guerre et soumis à une surveillance plus rigide ». (V. dans le même sens de Martens, *Traité de droit international*, t. 3, § 113-6<sup>o</sup>). « Si les évadés, ajoute M. Calvo, *loc. cit.*, se réfugient sur le territoire d'un Etat neutre, il n'appartient pas aux autorités de cet Etat de les arrêter ou de les interner; car, en les arrêtant et, à plus forte raison, en les rendant à l'Etat qui les retenait, le neutre aiderait cet Etat à garder ses prisonniers et, par conséquent, manquerait à la neutralité. Mais si les prisonniers qui se sont échappés sur un territoire neutre avaient commis quelque crime ou délit de droit commun dans le pays de leur captivité, l'Etat qui les retenait pourrait demander leur extradition, fondée non sur ce qu'ils sont des prisonniers, mais sur ce qu'ils sont des criminels » (Comp. Heffter, *le Droit international de l'Europe*, § 129; Pasquale Fiore, *Nouveau droit international public*, t. 3, n<sup>o</sup> 1355).

### SECT. 3. — DES AUTEURS OU COMPLICES DE L'ÉVASION (Rép. n<sup>os</sup> 27 à 63).

#### § 1<sup>er</sup>. — Règles générales (Rép. n<sup>os</sup> 27 à 36).

**39.** Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n<sup>o</sup> 27, l'évasion est toujours punissable dans la personne de ceux qui en favorisent l'exécution, alors même qu'elle aurait eu lieu sans violences ni bris de prison, c'est-à-dire au cas où l'évadé lui-même ne serait passible d'aucune peine (Chauveau et Faustin Hélie, n<sup>o</sup> 1022). C'est une application de la règle que le complice peut être punissable, quoique l'auteur principal ne le soit pas (V. *supra*, v<sup>o</sup> *Complice-complicité*, n<sup>o</sup> 90, et Rép. eod. v<sup>o</sup>, n<sup>os</sup> 54 et suiv.).

Que faut-il entendre par *fauteurs* de l'évasion? « On appelle auteurs (*fautores criminis*), dans la langue juridique, dit M. Garraud, t. 4, n<sup>o</sup> 29, les individus qui, par des faits postérieurs à l'accomplissement d'un délit, en favorisent sciemment et volontairement les auteurs ou les complices, que ce soit au moyen d'*actes moraux*, tels que l'approbation et la ratification du crime accompli, la fausse déposition faite en leur faveur devant la justice; que ce soit au moyen d'*actes matériels*, tels que le fait de faciliter la fuite ou de receler des malfaiteurs ».

**40.** Ainsi qu'on le verra *infra*, n<sup>os</sup> 43 et suiv., 66 et suiv., la loi distingue ici, au point de vue de la criminalité et des peines encourues, suivant que le délit de complicité d'évasion est commis par les préposés à la garde des détenus ou par des tiers étrangers à cette garde (Garraud, t. 4, n<sup>o</sup> 22). — Toutefois, les art. 244 et 246 c. pén. contiennent des dispositions communes à la fois aux préposés à la garde des détenus et à ceux qui y sont étrangers.

**41.** L'art. 244 porte que « tous ceux qui auront *connivé*

(1) (Laffont C. Min. publ.). — LA COUR; — Attendu qu'en admettant que Laffont se soit trouvé au jour de la promulgation de la loi du 27 mai 1885 dans la catégorie des individus relégués aux termes des art. 4, § 3 et 9 de ladite loi, il ne saurait encourir la relégation par l'effet d'une condamnation à quatre mois d'emprisonnement pour évasion par bris de prison; que l'art. 9 dispose, en effet, que la condamnation nouvelle, pour entraîner la relégation d'un individu qui encourait cette peine au moment de la promulgation de la loi, doit donc rentrer, non seulement par la nature ou la durée de la peine, mais aussi par le caractère de l'infraction, dans l'une des catégories de l'art. 4 où sont énumérées et combinées les condamnations comptées en vue de la relégation; que l'art. 9 *in fine*, en ne soumettant le récidiviste à la relégation qu'au cas de condamnation nouvelle, a eu pour

effet d'atténuer l'effet rétroactif de cette loi; qu'il est donc inadmissible que le législateur eût voulu exempter cette nouvelle condamnation des conditions exigées par l'art. 4 et attacher une peine perpétuelle à une condamnation d'une autre nature que les condamnations antérieures, comptées en vue de l'application de cette peine; — Attendu que les condamnations pour évasion par bris de prison ne figurent dans aucune des catégories de l'art. 4; que Laffont n'est donc pas relégué par l'effet de la condamnation nouvelle prononcée contre lui pour un délit de cette nature et qu'il y a lieu de réformer sur ce point le jugement dont est appel; — Par ces motifs; — Emendant, dit que Laffont n'encourt pas la peine de la relégation et l'en décharge.

Du 30 janv. 1886. — C. de Montpellier. — MM. Pailhé, pr. — Labroquère, av. gén.



à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la *partie civile du détenu* aurait eu droit d'obtenir contre lui ». Les différentes dispositions de cet article qui n'est qu'une application de l'art. 1382 c. civ. ont été commentées au *Rép.* n° 29 à 32 (V. également, Chauveau et Faustin Hélie, n° 1037; Blanche, n° 193 et 194).

42. Aux termes de l'art. 246 c. pén., « quiconque sera condamné pour avoir favorisé une évasion ou des tentatives d'évasion, à un emprisonnement de plus de six mois, pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police, pour un intervalle de cinq à dix ans » (*Rép.* n° 33). Nous ferons remarquer au sujet de cet article que l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885 (D. P. 85. 4. 58) a supprimé la surveillance de la haute police et l'a remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération. Ce que l'art. 244 dit de la surveillance peut donc s'appliquer à l'interdiction de séjour prononcée par la loi de 1885, interdiction également facultative pour les tribunaux. La même disposition se retrouve dans l'art. 291 du code de justice militaire de 1858 pour l'armée de mer (D. P. 58. 4. 106) (V. *Rép.* v° 42, et *infra*, v° *Organisation maritime et Organisation militaire*, Rennes, 2 avr. 1835, aff. Sevoy, citée au *Rép.* v° *Organisation militaire*, n° 760).

## § 2. — Préposés à la garde des détenus (*Rép.* n° 37 à 54).

43. L'art. 237 c. pén. (*Rép.* n° 38) énumère les agents déclarés responsables de l'évasion. D'après M. Carnot (*Commentaire sur le code pénal*, t. 1, p. 585), le mot *Commandant* employé dans l'art. 237 doit s'entendre de toute personne préposée, même provisoirement, à la garde du poste. Ainsi un simple soldat qui commanderait par intérim le poste préposé à la garde des détenus, serait passible de la peine édictée par cet article. Cette opinion a, d'ailleurs, été reproduite dans l'art. 115 code just. mil., qui abroge la législation antérieure et étend la responsabilité à tous ceux qui ont le devoir de la surveillance. — En ce qui concerne l'évasion des aliénés, V. *supra*, v° *Aliénés*, n° 110.

44. « La responsabilité, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1025, naît de la fonction; dès que celle-ci impose le devoir de la surveillance, l'évasion doit en faire présumer l'infraction. » C'est ainsi qu'il a été jugé, avant la loi du 22 juill. 1867 sur l'abolition de la contrainte par corps, que, bien que l'évasion des détenus pour dettes ne fût pas punissable (V. *supra*, n° 13), le directeur d'une maison de santé qui a reçu dans son établissement un détenu pour dette et *est formellement chargé de sa garde*, était responsable, à l'égard des créanciers, de l'évasion de leur débiteur, s'il ne prouvait qu'elle avait été le résultat d'un cas de force majeure, ou qu'il avait pris toutes les précautions nécessaires pour la prévenir (Paris, 5 juill. 1819, aff. Lambert et 30 nov. 1841, aff. Boucheporn, cités au *Rép.* v° *Responsabilité*, n° 197). En ce qui concerne les hôpitaux proprement dits, civils ou militaires, le décret du 8 janv. 1810, toujours en vigueur (*Rép.* p. 49), range parmi les préposés responsables les employés des hôpitaux chargés spécialement de la garde des détenus. Mais un infirmier d'hôpital, chargé momentanément de soigner un condamné à l'emprisonnement ne saurait être compris parmi les préposés à qui la garde a été confiée, ni être, par suite, déclaré responsable de son évasion, conformément aux art. 237 et 238 c. pén. (Nîmes, 15 nov. 1855) (1) (V. *supra*, n° 16).

45. La responsabilité des préposés n'existe, avons-nous dit *supra*, n° 16, qu'autant qu'il s'agit d'une *détention légale*, c'est-à-dire ordonnée par l'autorité judiciaire, conformément aux lois. Celui qui, même après avoir subi sa peine, serait retenu dans une prison par mesure administrative ne saurait donc être considéré comme *détenu légalement*. — Décidé en ce sens, en Belgique, où la détention administra-

tive n'a d'ailleurs jamais existé, qu'aucune peine ne peut être appliquée au gardien d'une prison qui laisse évader un individu confié à sa garde, après l'expiration de sa peine, jusqu'à son transfert dans un dépôt de mendicité (Trib. Charleroi, 15 janv. 1855, *Belgique judiciaire*, 1855, p. 110). Par *peine*, il faut entendre celle prononcée par le code pénal, car le gardien coupable d'avoir laissé échapper un individu détenu administrativement pourrait évidemment être l'objet d'une mesure disciplinaire. — V. en outre ce que nous avons dit *supra*, n° 15, à propos des détenus en vertu d'une ordonnance d'extradition.

46. Il ne faut pas considérer comme arbitraire une détention qui, quoique momentanément irrégulière, a une cause légitime (Chauveau et Faustin Hélie, n° 1024), et croire que l'évasion devra rester impunie, parce que l'évadé se trouverait déposé provisoirement entre les mains d'un agent qui n'aurait pas qualité pour opérer son arrestation (Blanche, n° 165). Ainsi il suffit que l'arrestation d'un individu ait été opérée par un officier de police judiciaire (un commissaire de police) agissant dans l'ordre des attributions qui lui sont conférées par les art. 32 et 41 c. instr. crim., pour que l'agent de la force publique qu'il en a constitué le gardien soit passible, dans le cas où il aurait s'imputer l'évasion de cet individu, des peines prononcées par les art. 237 et 239 c. pén., et cela sans qu'il y ait lieu de subordonner l'application de ces articles à la légalité de l'acte d'arrestation (Crim. cass. 3 mai 1855, aff. Sié, D. P. 55. 1. 256). — Par suite, il y a lieu d'annuler le jugement qui a refusé de prononcer une peine contre l'agent qui a laissé évader par imprudence l'individu confié à sa garde, sous le prétexte que l'arrestation n'aurait pas eu lieu dans un cas de flagrant délit (Même arrêt).

47. Après avoir énuméré dans l'art. 237 les agents responsables de l'évasion, le code pénal dans les art. 238 et suiv. détermine les divers degrés du délit. « La loi, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1026, a multiplié dans cette matière les distinctions et les subdivisions; chaque circonstance est incriminée séparément et imprime au fait une physionomie distincte. Le code puise d'abord la base de ses peines dans la gravité du crime sous le poids duquel l'évadé était détenu : ces peines diffèrent donc suivant que ce fait est passible d'une peine correctionnelle ou infamante, d'une peine afflictive ou infamante, d'une peine afflictive temporaire, enfin d'une peine perpétuelle ou de la peine de mort. Si, en effet, dans ces divers cas, l'acte de l'agent qui a favorisé l'évasion est le même, cet acte acquiert cependant une gravité plus haute, puisqu'il produit un dommage plus grand à la société. La quotité de ce dommage ou, en d'autres termes, le titre de l'accusation ou de la condamnation n'est point toutefois une circonstance aggravante; elle est constitutive du délit ou du crime, et forme l'un de ses éléments » (Conf. Boitard, n° 295). — Il a été jugé, conformément à cette doctrine, que, dans l'accusation portée contre le gardien d'un individu prévenu d'un crime de nature à entraîner l'application d'une peine afflictive et infamante, d'avoir facilité l'évasion de ce prévenu, le jury ne doit pas être interrogé par questions séparées sur le fait de l'évasion et sur le titre de l'accusation portée contre l'évadé, comme si cette dernière circonstance était purement aggravante, et non constitutive du délit prévu par l'art. 239 c. pén. (Crim. cass. 7 août 1845, aff. Crombach, D. P. 46. 4. 133, *Rép.* v° *Instruction criminelle*, n° 2878-2°).

48. « Si l'évadé, dit l'art. 238, était prévenu de délits de police ou de crimes simplement infamants, ou condamné pour l'un de ces crimes, s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de six jours à deux mois; et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans ». — La loi, dans cet article, comme dans les suivants, distingue avec soin, avons-nous dit au *Rép.* n° 37 et 51, la *négligence* de la *connivence*. « La négligence

(1) (Barty). — La cour; — Attendu que l'infirmier d'un hôpital n'est pas rangé dans la catégorie d'un préposé à la garde d'un condamné à l'emprisonnement qui se trouve momentanément confié à ses soins; qu'il ne saurait donc être soumis aux dispositions pénales des art. 237 et 238 c. pén.; — Attendu, dans l'espèce particulière, que le fait reproché au prévenu ne consti-

tuerait pas la négligence prévue par les articles précités, et n'est pas, d'ailleurs, suffisamment établi;

Par ces motifs, réforme le jugement du tribunal de Nîmes; ce faisant, relaxe Barty des fins de l'action du ministère public, etc.

Du 15 nov. 1855.-C. de Nîmes, ch. corr.



est une simple contravention matérielle; c'est l'infraction du devoir de surveillance imposé à tous les préposés. » Ceux-ci ne sont alors punissables « que parce qu'ils ont omis des mesures de précaution que la loi leur avait prescrites, ou qu'ils n'ont pas pris les mesures extraordinaires que les circonstances exigeaient. La connivence est, au contraire, l'infraction intentionnelle du devoir » (Chauveau, n° 1027. V. aussi Garraud, t. 4, n° 24; Boitard, n° 295).

49. Suivant MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1027 *in fine*, « le prévenu de connivence peut demander que la question relative à la négligence soit posée; cette dernière circonstance est, en effet, en quelque sorte, l'excuse légale du délit; elle en atténue la gravité, elle en modifie le caractère; et les nuances quelquefois légères qui peuvent distinguer ces deux actes ne permettent pas d'y voir deux délits que la même prévention ne puisse réunir, que le même fait ne puisse supposer ». Tel n'est pas l'avis de M. Blanche qui, à propos de l'art. 239 prononçant la peine de la réclusion (V. *infra*, n° 55), s'exprime ainsi sur le point spécial qui nous occupe (*op. cit.*, n° 182): « Le conducteur ou gardien qui serait accusé d'avoir connivé à l'évasion d'un détenu pourrait-il présenter, comme excuse légale, le fait de n'y avoir concouru que par négligence, et obtenir de la cour d'assises que la question en fût posée au jury? Je ne le crois pas. Aucun article du code ne permet de supposer que ce second fait puisse être l'excuse du premier. En outre, la nature des choses y répugne. L'évasion par négligence n'est pas un fait qui vienne s'adjoindre à l'évasion par connivence pour en diminuer la gravité, sans en changer le caractère. Ces deux espèces d'évasions sont non seulement de nature différente, mais même exclusives l'une de l'autre. Elles ne peuvent pas coexister. La même évasion n'est pas tout à la fois le résultat de la connivence et de la négligence. Il faut en conclure que celle-ci ne peut pas être l'excuse de celle-là » (V. en ce sens: Crim. rej. 16 avr. 1819, *Rép. v° Instruction criminelle*, n° 3620-20) (V. *Rép.* n° 45. Conf. Garraud, t. 4, n° 24).

50. On a mentionné au *Rép.* n° 47 la controverse que fait naître l'expression *délits de police*, dont se sert l'art. 238 c. pén. Faut-il entendre par ces mots non seulement les délits correctionnels, mais aussi les *contraventions*? Suivant MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1028, cette expression doit être interprétée dans le sens que l'on attache généralement au mot *délit*, c'est-à-dire dans le sens de délit correctionnel. Tel est aussi l'avis de M. Blanche, n° 175. Cette interprétation est celle de la jurisprudence belge, qui décide que le fait, de la part d'un gardien, de laisser par négligence évader un prisonnier retenu sous une prévention de contravention n'est prévu et puni par aucune loi pénale (Trib. corr. Bruxelles, 8 avr. 1874) (1). M. Garraud, t. 4, n° 25, estime au contraire que le mot *délits de police* doit s'étendre même aux contraventions, le devoir professionnel des conducteurs ou des gardiens étant, suivant lui, le même dans tous les cas. Cette interprétation nous semble préférable.

51. La disposition de l'art. 238 relative aux prisonniers de guerre prévoit le cas où ces prisonniers seraient détenus dans des prisons civiles ou confiés à la garde de préposés non militaires; autrement, l'on rentrerait dans l'hypothèse de l'art. 216 c. just. mil. V. *infra*, n° 68. « La raison d'Etat, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1028, peut exiger que la détention des prisonniers de guerre soit efficacement protégée. Dans ce cas, il suffit d'établir la qualité des détenus évadés, pour déterminer le caractère du délit imputable aux gardiens et le degré de la peine qui leur est applicable » (V. *supra*, n° 38).

52. L'art. 238 a subi lors de la revision de 1863 une légère modification. L'ancien texte de 1810, auquel la réforme de 1832 n'avait pas touché, ne parlait que du cas où l'évadé était *prévenu* de délits de police ou de crimes

simplement infamants. Cependant il était admis que cet article s'appliquait, à plus forte raison, à l'évasion des *condamnés*, évasion à laquelle s'étendaient d'ailleurs, en termes formels, les deux articles suivants (*Rép.* n° 48). La loi du 13 mai 1863 a comblé cette lacune, et fait disparaître le défaut d'harmonie que renfermait, à cet égard, le texte de l'art. 238. Après les mots: « si l'évadé était détenu pour délits de police ou crimes simplement infamants », elle a ajouté: « ou condamné pour l'un de ces crimes » (Rapport, D. P. 63. 4. 103, note 5). — Cette addition se justifiait d'elle-même. Toutefois la rectification est encore incomplète, car l'addition faite à l'ancien article ne porte que sur l'évadé condamné pour l'un des crimes mentionnés dans cet article, sans parler des délits. Mais il n'est pas douteux que la loi de 1863 ait entendu consacrer législativement l'interprétation d'après laquelle l'évasion des condamnés pour délits de police rentrait dans les termes de l'art. 238, aussi bien que l'évasion de simples prévenus. (V. en ce sens: Blanche, n° 174).

53. Il est à remarquer, en outre, que les crimes auxquels se réfère le cas de condamnation, seul énoncé dans cette addition, sont des crimes simplement infamants, qui ne donnent pas lieu directement à une incarcération et à une détention. On pourrait se demander dans quelles circonstances il y aura évasion d'un individu détenu en exécution d'une condamnation pour crime exclusivement infamant. Il convient de rappeler ici: 1° qu'aux termes de l'art. 35 c. pén. toutes les fois qu'un crime est de nature à entraîner, comme peine principale, la peine simplement infamante de la dégradation civique, elle pourra être accompagnée d'un emprisonnement de cinq ans au plus; — 2° Qu'indépendamment de la dégradation civique, il est possible que la loi prononce une amende dont le non-paiement soumette le condamné à la voie de coercition de la contrainte par corps (L. 22 juill. 1867, art. 1<sup>er</sup> et 19 déc. 1871, *supra*, n° 13 et suiv.). Dans ces deux cas, il peut donc y avoir détention, malgré le caractère uniquement infamant du crime qui a servi de base à la condamnation.

54. Nous rappellerons ici ce que nous avons dit *supra*, n° 13 et suiv., à propos de l'évasion des détenus pour dettes civiles et pour recouvrement des amendes et frais de justice dus au Trésor. Dans ce dernier cas, les préposés coupables de négligence ou de connivence dans une évasion tomberaient évidemment sous le coup de l'art. 238 (*Rép.* n° 49 et 50).

55. Les art. 239 et 240, qui prévoient des hypothèses où le détenu évadé est prévenu ou accusé d'un crime passible d'une peine afflictive ou infamante, maintiennent, avons-nous dit au *Rép.* n° 51, la distinction fondamentale entre la négligence et la connivence. Ces deux articles avaient été, lors de la revision de 1863, l'objet de réformes dans le projet présenté aux Chambres par le gouvernement impérial. A la réclusion prononcée contre les gardiens et conducteurs coupables de connivence avec le détenu, dans le cas d'évasion prévu par l'art. 239, le projet du Gouvernement substituait un emprisonnement de deux à cinq ans et une amende de 50 fr. à 2000 fr., avec faculté, pour le juge, de les priver en outre des droits mentionnés en l'art. 42 c. pén. pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auraient subi leur peine (Exposé des motifs, D. P. 63. 4. 82, note, n° 32). Mais cet adoucissement de pénalité a été combattu par la commission, et le conseil d'Etat a supprimé du projet la modification qui le renfermait (Rapport, D. P. 63. 4. 90, note, n° 92. V. aussi *ibid.*, p. 103, note 5). — De même en ce qui concerne l'art. 240, le projet du Gouvernement substituait aux travaux forcés à temps, prononcés contre les gardiens et conducteurs coupables de connivence avec le détenu, dans le cas d'évasion prévu par l'art. 240, la peine de la réclusion (Exposé des motifs, D. P. 63. 4. 82, note, n° 32). Mais cette substitution de peine, combattue par la

(1) (Min. publ. C. X...). — LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il résulte à l'évidence du texte de l'art. 333 c. pén., ainsi que des discussions préparatoires, que pour que l'évasion d'un détenu tombe sous le coup des peines qu'il commine, il faut que la détention ait pour cause un fait puni de peines correctionnelles; — Attendu que l'évadé n'a été déposé à l'Amigo de Bruxelles que sous une prévention de vagabondage simple ne

pouvant entraîner que l'application d'une peine de simple police; que, par conséquent, le fait imputé au prévenu n'est point prévu par la loi pénale; — Par ces motifs, annule l'instruction, la citation et tout ce qui a suivi, renvoie le prévenu des fins de la poursuite.

Du 8 avr. 1874. — Trib. corr. Bruxelles. — M. Jules de Le Court, pr.

commission, a été supprimée du projet par le conseil d'Etat (Rapport, D. P. 63. 4. 90, note, n° 92. — V. aussi *ibid.*, p. 103, note 5).

56. Tout ce qui vient d'être dit ne s'applique qu'à l'évasion consommée sans circonstances aggravantes. L'art. 241 c. pén. prévoit le cas d'une évasion consommée ou tentée avec violences ou bris de prison; comme il est généralement admis qu'il ne s'applique pas aux préposés, mais seulement aux tiers qui ont favorisé ou facilité l'évasion, nous l'étudierons *infra*, n° 67 et suiv.

57. Si l'évasion avec bris ou violence a eu lieu au moyen d'armes fournies par les gardiens et conducteurs, le crime de ceux-ci devient plus grave et l'art. 243 c. pén. prononce contre eux la peine des travaux forcés à perpétuité (Rép. n° 53 et suiv.). « La loi suppose, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1031, qu'en remettant les armes, le préposé a prévu qu'elles serviraient à favoriser l'évasion; elle le rend responsable de l'usage que le détenu peut en faire en s'évadant avec violence; elle le punit de la peine qu'elle réserve aux violences les plus graves.

La peine des travaux forcés à perpétuité prononcée par l'art. 243 est, avons-nous dit au Rép. n° 53, d'une rigueur excessive. Cette sévérité de la loi est conforme au système qu'elle a suivi dans les art. 238 et suiv., qui distinguent les diverses modifications de culpabilité des préposés en appliquant à chacune d'elles une peine d'un degré supérieur. MM. Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*, font remarquer à cet égard que, « comme il s'agit au fond du même crime qui revêt seulement des nuances différentes, peut-être eût-il été plus convenable de se borner à prolonger à chaque degré la durée de la peine sans en changer la nature ». Le code pénal s'est, d'ailleurs, écarté lui-même de la règle qu'il semble s'être imposée, puisque l'art. 239 (V. *supra*, n° 55) prononce la réclusion au cas de connivence, tandis que l'art. 238 ne prononce, dans le même cas, que la peine de six mois à deux ans de prison, peine qui n'est pas celle du degré immédiatement inférieur.

58. Nous avons vu au Rép. n° 54 quels doivent être le sens et l'étendue du mot *armes*, qui puisent leur caractère principalement dans l'usage auquel elles sont destinées (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1031 *in fine*). « Si donc, ajoutent ces auteurs, *ead. loc.*, les instruments transmis, quoique n'ayant pas le caractère d'armes proprement dites, rentrent dans les termes de l'art. 101 c. pén., et sont destinés à favoriser une évasion à force ouverte, nul doute que l'art. 243 ne soit applicable; si, au contraire, ces instruments n'ont pour but que de favoriser une effraction matérielle de la prison, l'art. 244 (qui ne parle que d'*instruments*) devrait être seul invoqué » (Comp. Blanche, n° 190). — Suivant M. Garraud, t. 4, n° 25 *in fine*, il ne s'agit ici que des armes proprement dites, c'est-à-dire des instruments exclusivement destinés à tuer, blesser ou frapper.

59. La disposition de l'art. 247 c. pén. qui fait cesser la peine encourue par les conducteurs ou gardiens lorsque les évadés sont repris ou représentés dans le délai de quatre mois n'est, avons-nous dit (Rép. n° 39), applicable qu'au cas de négligence. La restriction de cette disposition aux seuls cas de négligence se justifie par cette considération que, les contraventions matérielles n'étant punies qu'à raison du dommage qu'elles causent, il serait trop rigoureux de prolonger la peine une fois le dommage réparé. Il en est autrement au cas de connivence: si elle répare le dommage matériel, la reprise de l'évadé n'efface pas le délit moral qui doit s'expier par l'exécution de la peine (Chauveau et Faustin Hélie, n° 1032; V. aussi Blanche, n° 199; Boitard, n° 299).

60. Il faut, dit l'art. 247, que l'évadé ait été repris ou se soit représenté dans les quatre mois qui ont suivi l'évasion. De là, il suit que les conducteurs ou gardiens simplement négligents ne sont jamais passibles d'une peine, quand il n'y a eu que simple tentative d'évasion, à supposer même qu'elle constitue un fait punissable de la part du détenu, parce qu'elle a été accompagnée de bris de prison ou de violences, ou quand il s'agit d'un condamné aux travaux forcés ou d'un déporté, à l'égard desquels le bris de prison ou la violence ne sont pas nécessaires. On s'explique difficilement pourquoi la loi a limité à quatre mois le délai dans lequel les conducteurs ou gardiens pouvaient bénéficier de cette sorte d'excuse légale, et l'on se demande pourquoi il

n'en serait pas de même si l'arrestation de l'évadé n'avait eu lieu que plus tard, dans les six mois, par exemple, comme le décidait l'art. 13 de la loi du 4 vend. an 7 (Rép. p. 48) sur lequel l'art. 247 a été pour ainsi dire calqué. « Si la représentation a lieu le cinquième ou le sixième mois, dit M. Boitard, n° 299, la même règle d'équité n'exige-t-elle pas que la peine prenne fin aussitôt que l'évadé est remis entre les mains de la justice? » Aussi eût-il été plus logique de ne fixer aucun délai (Chauveau et Faustin Hélie, n° 1032 *in fine*), ainsi que cela a lieu dans presque toutes les législations étrangères (V. *supra*, n° 4 et suiv.). — Quoi qu'il en soit de ces critiques d'ailleurs très fondées, la loi n'en est pas moins formelle et doit être appliquée à la lettre en ce qui touche le délai de quatre mois.

61. Les poursuites commencées doivent-elles être suspendues par le seul fait de la reprise de l'évadé dans les quatre mois, comme cela semblerait rationnel? « Non, dit M. Blanche, n° 200. La loi suppose, au contraire, qu'elles ont lieu immédiatement, et que la condamnation aura été prononcée avant les quatre mois de l'évasion, puisqu'elle dispose que l'emprisonnement cesse si, dans ce délai, les évadés ont été repris ou se sont représentés. Ce serait évidemment méconnaître sa volonté que d'arrêter l'information et surseoir au jugement, sous le prétexte de la remise de peine, éventuellement accordée aux inculpés. La procédure doit suivre son cours, comme si ces derniers n'avaient rien à attendre d'un événement ultérieur » (V. en ce sens: Lyon, 17 mars 1837, aff. Moniot, Rép. n° 39; Garraud, t. 4, n° 26). — Mais si la poursuite n'a pas encore été intentée, elle ne doit pas alors être commencée. Jugé en ce sens que le geôlier, qui, par sa négligence, a laissé évader un détenu, ne peut plus, dans le cas où celui-ci viendrait à être repris avant l'expiration du délai de quatre mois, être renvoyé devant le tribunal correctionnel, ne fût-ce même que pour y être déclaré coupable du délit dont la peine lui est remise par la loi, et être, en conséquence, condamné aux frais de la poursuite commencée contre lui; en cas pareil, le fait qui a motivé les poursuites a perdu, par le bénéfice de la loi, tout caractère délictueux (Paris, 3 nov. 1852, aff. C..., D. P. 53. 2. 6). Cette solution nous paraît traduire la véritable pensée de l'art. 247 c. pén. (V. la note, D. P. *ibid.*).

Toutefois, il a été décidé, en sens contraire, que, si le tribunal correctionnel saisi de la poursuite dirigée contre le gardien d'une prison, à raison de l'évasion d'un prisonnier, ne peut appliquer aucune peine à ce gardien, lorsque l'évadé s'est représenté ou a été repris dans les quatre mois, ce tribunal ne cesse pas pour cela d'être obligé d'examiner s'il y a eu négligence de la part du gardien, pour mettre, en cas d'affirmative, les frais de poursuite à sa charge (Aix, 16 nov. 1854, aff. Rambert, D. P. 54. 2. 286).

62. Lorsqu'elle dispose que l'évadé doit être repris ou représenté, la loi doit être entendue *lato sensu*. Son vœu est que le dommage causé à la société par l'évasion soit réparé le plus promptement possible, et, si elle suppose que la réparation résulte d'une réincarcération dans le délai légal, elle n'exclut pas pour cela d'autres hypothèses qui aboutiraient au même résultat. C'est ainsi qu'il a été jugé que la mort du prisonnier évadé, survenue dans les quatre mois de son évasion, doit être assimilée à sa réintégration dans la prison, alors du moins que cette mort a été la conséquence de la fuite même du prisonnier (comme si, par exemple, il s'est noyé dans une rivière qu'il voulait traverser, et que son cadavre a été retrouvé dans ce même délai de quatre mois) (Aix, 16 nov. 1854, cité *supra*, n° 61). Par suite, si, au moment de la découverte du cadavre, le gardien de la prison, poursuivi devant le tribunal correctionnel à raison de sa négligence, n'a pas encore été jugé, il n'y a pas lieu, par ce tribunal, de lui appliquer la peine de l'emprisonnement prononcée par les art. 238 et suiv. c. pén. (Même arrêt).

63. Il faut enfin, dit l'art. 247 c. pén., que l'évadé repris dans le délai de quatre mois ne soit pas arrêté pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement à son évasion. « Dans ce dernier cas, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1032, la loi impute en quelque sorte au gardien négligent d'avoir été la cause occasionnelle de ces crimes; ils sont la suite de son infraction; elle en fait remonter

jusqu'à lui la responsabilité, en maintenant la peine, même après l'évasion réparée ». « Mais s'il ne faut pas étendre l'indulgence de la loi, dit avec raison M. Blanche, n° 201, il ne faut pas, non plus, la restreindre. Si l'on ne donnait pas à la dernière disposition de l'art. 247 sa véritable signification, on pourrait se laisser aller à croire que les conducteurs et gardiens n'ont droit à la remise de la peine que dans le cas où les évadés n'ont commis ni crime, ni délit entre leur fuite et leur arrestation. Ce n'est pas ce que la loi entend ; elle ne retire sa faveur que si les évadés ont été mis en arrestation, non à cause de leur évasion, mais à raison de crimes ou délits qu'ils ont pu commettre nouvellement ». Cette doctrine est, d'ailleurs, celle que nous avons soutenue au *Rép.* n° 40, d'accord avec un arrêt de la chambre criminelle du 30 déc. 1843 cité *ibid.*, et contrairement à l'opinion de M. Massabiau (V. également en ce sens : Boitard, n° 299).

64. Les art. 237 à 243, 247 et 248 c. pén. sont applicables aux militaires et aux individus appartenant au service de la marine, qui ont laissé évader les prisonniers de guerre et toutes autres personnes arrêtées, détenues ou confiées à leur garde, ou qui ont favorisé ou procuré l'évasion de ces individus (Code de just. milit. pour l'armée de terre, du 9 juin 1857, art. 216, D. P. 57. 4. 103 ; Code de just. milit. pour l'armée de mer, du 4 juin 1858, art. 291, D. P. 58. 4. 106).

65. — *Primes accordées en cas de reprises des évadés.* — La loi, dans l'art. 247 c. pén., a voulu intéresser les préposés à la reprise des prisonniers évadés. Outre ces mesures de coercition, elle a employé, pour arriver à ce but, d'autres moyens applicables, non seulement aux préposés (non négligents bien entendu) et aux autres agents de la force publique, mais encore à tous les citoyens. C'est pourquoi elle a établi des primes destinées à encourager la recherche et l'arrestation des prisonniers évadés, primes qui, instituées par le décret du 18 vent. an 12 (*Rép.* p. 49), ont été depuis revisées par plusieurs décrets.

Les art. 283 et 284 du décret du 18 févr. 1863 sur la gendarmerie (D. P. 63. 4. 19-28) fixent le taux de la prime allouée en cas de capture d'un forçat évadé du bagne et déterminent les formalités à remplir pour le paiement de cette prime qui varie de 25 à 100 fr. suivant le lieu où l'arrestation a eu lieu. L'art. 285 s'occupe de l'arrestation des condamnés aux travaux forcés et à la réclusion des évadés d'une prison et alloue une prime de 50 ou de 100 fr., suivant les circonstances. Enfin l'art. 286 dit que les primes doivent être réclamées dans le délai d'un an sous peine de déchéance. — Ces articles ont été modifiés par le décret du 2 juill. 1877 (D. P. 77. 4. 65) qui réduit les primes au taux uniforme de 50 fr., quel que soit le lieu de l'arrestation, qu'il s'agisse d'un forçat ou de tout autre condamné adulte, que l'établissement pénitentiaire d'où il s'est évadé relève du ministère de la marine et des colonies ou du ministère de l'intérieur (art. 283 et 284 modifiés). L'art. 285 modifié indique les formalités qui doivent être remplies pour pouvoir toucher la prime, et l'art. 286 maintient le délai d'une an pour la réclamation de la prime, sous peine de déchéance (V. *infra*, v° *Gendarmerie*). — Un décret du 12 juill. 1865 (D. P. 65. 4. 125) alloue une prime de 50 fr. à tout individu, quel qu'il soit, qui arrêtera et ramènera un condamné à un emprisonnement simple de plus d'un an et évadé d'un des établissements pénitentiaires d'Algérie (art. 1<sup>er</sup>) ; cette prime sera payée par le préfet ou par le greffier de la prison, suivant les circonstances (art. 2 et 3) — (V. *infra*, v° *Organisation de l'Algérie*). — Enfin un décret du 19 sept. 1866 (D. P. 66. 4. 143) alloue une prime de 50 fr. à tout individu qui aura arrêté et ramené un condamné évadé d'une maison centrale de force et de correction ou d'un pénitencier agricole (art. 1<sup>er</sup>) ; il en sera de même si l'évasion a eu lieu pendant le transfèrement du condamné (art. 2). La prime sera comme précédemment payée par le préfet ou par le greffier de la prison, suivant les circonstances (art. 3 et 4).

§ 3. — Tiers étrangers à la garde du détenu. — Parents du détenu (*Rép.* nos 55 à 58).

66. La complicité d'évasion applicable aux tiers est, comme on l'a vu au *Rép.* n° 55, spécialement prévue par

les art. 238, 239, 240, 241, 242 et 243 c. pén. qui, tout en graduant les peines, comme lorsqu'il s'agit des gardiens, les abaissent dans une notable proportion, la criminalité étant ici beaucoup moindre. « Le simple citoyen qui favorise l'évasion d'un détenu, dit M. Boitard, n° 296, viole sans doute la loi et met l'ordre en péril, mais il ne viole pas du moins une mission spéciale, une fonction qui lui impose des obligations particulières ; il viole son devoir général de citoyen, mais le gardien viole en outre le devoir spécial attaché à sa fonction ». — La complicité d'évasion suppose ici une intention coupable qui exclut la négligence ; aussi la loi se sert-elle à dessein des expressions *procuré* ou *facilité* l'évasion. « Le code pénal, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1033, n'a point défini ces termes, par conséquent, tous les actes qui ont eu pour effet de préparer et d'aider l'évasion peuvent rentrer dans cette incrimination. Peu importe, du reste, que cette évasion se soit effectuée avec ou sans violence, avec ou sans effraction, l'excuse que l'évadé peut faire valoir, dans le cas d'une évasion sans circonstances aggravantes, ne peut être invoquée par les tiers ».

On a vu *suprà*, v° *Complice-complicité*, n° 114-7°, dans quelles mesures les principes généraux en matière de complicité sont écartés lorsqu'il s'agit des personnes non chargées de la garde des détenus, et l'on a indiqué en quoi leur participation à l'évasion se distingue d'un acte de complicité proprement dit.

67. L'art. 241, qui prévoit le cas où l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, a été modifié par la loi du 13 mai 1863. La peine dont sont passibles ceux qui ont favorisé une évasion ou une tentative d'évasion avec violence ou bris de prison, est ainsi fixée par cette loi : si la détention était subie à raison d'un délit de police ou d'un crime simplement infamant (art. 238), un *emprisonnement* de trois mois à deux ans, comme sous l'ancien article. Si la détention était subie à raison d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive temporaire (art. 239), un *emprisonnement* d'un an à quatre ans, substitué à celui de deux ans à cinq ans de l'ancien article (Rapport, D. P. 63. 4. 90, note, n° 92). Si la détention était subie à raison d'un crime emportant la peine de mort ou une peine afflictive perpétuelle (art. 240), un *emprisonnement* de deux ans à cinq ans, et une amende de 50 fr. à 2000 fr., substituée à la réclusion de l'ancien article (Rapport, *ibid.*) ; et, dans ce dernier cas, l'*emprisonnement* ayant remplacé une peine criminelle qui eût entraîné de plein droit la dégradation civique (art. 28 c. pén.), les juges ont la faculté de priver le coupable des droits mentionnés dans l'art. 42 c. pén., pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à partir de l'expiration de la peine (Rapport *ibid.*). — L'art. 241, à la différence de ceux qui le précèdent, prévoit expressément l'évasion et la tentative d'évasion ; car, dans l'hypothèse dont il s'occupe spécialement, la tentative d'évasion est aussi délictueuse pour le détenu qu'une évasion consommée (V. *suprà*, n° 56).

68. D'après MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1030, cet art. 241 est applicable tant aux gardiens qu'aux personnes non chargées de la garde du détenu. A ne consulter que son texte même, cette interprétation semble fondée (V. dans le même sens Boitard, n° 297). Mais elle est manifestement inconciliable, comme nous l'avons indiqué au *Rép.* n° 52, avec les pénalités établies dans l'art. 241, rapprochées de celles infligées aux gardiens pour une simple évasion. En effet, ces dernières peines sont, en ce qui concerne les gardiens de connivence avec le détenu, un *emprisonnement* de six mois à deux ans, dans le cas de l'art. 238, la réclusion dans le cas de l'art. 239, et les travaux forcés à temps, dans le cas de l'art. 240. Or, si l'art. 241, qui a entendu aggraver ces peines, était applicable aux gardiens, il en résulterait que, quant à eux, les peines dont il s'agit, loin d'être augmentées, seraient diminuées. Cette anomalie serait plus choquante encore depuis la loi de 1863, qui a abaissé les peines de l'art. 241. — Il est donc constant que, par les mots « ceux qui auront favorisé l'évasion », l'art. 241 n'a voulu désigner que les tiers étrangers à la garde du détenu, tiers pour lesquels les peines de l'évasion simple y sont au contraire véritablement aggravées, selon le but de cet article. Quant aux gardiens, la circonstance qui a déterminé cette aggravation était indifférente, puisqu'elle ne cons-

titre qu'un fait de connivence déjà réprimé. C'est ce qui résulte, d'ailleurs, des termes formels du rapport sur la loi de 1863, où les adoucissements apportés par cette loi aux sévérités de l'art. 241 sont justifiées, précisément par la considération qu'ils ne s'appliquent qu'à des tiers non préposés à la garde du détenu (Rapport, D. P. 63. 4. 82, note, n° 32). « Ici, dit le rapporteur (*ibid.*, D. P. 63. 4. 90, note, n° 92), il ne s'agit plus des préposés à la conduite ou à la garde des prisonniers. Ce sont des tiers, quelquefois mus par des sentiments généreux, que l'intérêt public n'approuve pas, mais que la nature excuse. La loi a déjà fait la part des situations, puisqu'elle ne punit ni l'évadé ni les tiers qui ont favorisé cette évasion, lorsqu'il n'y a eu ni violence ni bris de prison. Il est juste de la faire encore, même au cas où les tiers ont fourni des instruments propres à briser les chaînes du prisonnier et nous avons approuvé les dispositions qui atténuent la « peine de l'emprisonnement déjà existant, ou qui remplacent la réclusion par l'emprisonnement, selon la diversité des cas prévus dans les art. 238, 239 et 240 ». — Il est à noter, toutefois, que les codes de justice militaire pour les armées de terre (art. 216) et de mer (art. 291), en énumérant les dispositions du code pénal applicables aux militaires qui ont favorisé l'évasion d'individus confiés à leur garde, y font figurer après les art. 238, 239 et 240, même l'art. 241 (V. *supra*, n° 51 et 64 et *infra*, v° *Organisation maritime et Organisation militaire*; — *Rép. v° Organisation maritime*, n° 760).

69. L'art. 242 prévoit une hypothèse où, au point de vue de la peine à appliquer, les tiers sont assimilés aux préposés; c'est celle où il y a eu corruption exercée par les tiers sur les préposés ou connivence entre les uns et les autres. Au cas de corruption, l'article applique le principe de l'art. 179 c. pén. relatif à la corruption des fonctionnaires publics (V. *infra*, v° *Forfaiture et délits commis par les fonctionnaires publics*) qui punit le corrupteur des mêmes peines que l'agent corrompu. Il suit de là que le corrupteur deviendra passible, soit des peines de la corruption, soit des peines de l'évasion applicables au gardien ou geôlier corrompu, selon que les peines de la corruption seront, pour ce gardien ou geôlier, plus ou moins élevées que celles de l'évasion. — Cette disposition de l'art. 242 c. pén. qui punit le tiers corrupteur de la même peine que le gardien corrompu, paraît, avec raison, à M. Garraud, t. 4, n° 27, « contraire, à un double point de vue, aux principes de la justice distributive. Les gardiens qui font évader un détenu, dit-il, trahissent un devoir professionnel; on ne saurait donc, sans injustice, faire peser sur les tiers qui participent à leur délit une aggravation spéciale de peine puisée dans cette circonstance. D'un autre côté, après avoir confondu dans la même disposition et puni de la même peine les gardiens et les tiers, le code pénal assimile la simple connivence à la corruption ».

70. Le fait prévu par l'art. 242 constitue toujours un crime. En effet, le corrupteur est puni, comme le gardien ou geôlier corrompu..., de la peine de la dégradation civique et de l'amende édictée par l'art. 174 c. pén., si on se trouve dans le cas de l'art. 238 où la peine de l'évasion n'est, pour le gardien ou geôlier, que de six mois à deux ans d'emprisonnement; ... et de la peine de l'évasion prononcée contre le gardien ou geôlier, si on se trouve, soit dans le cas de l'art. 239, où cette peine est celle de la réclusion, soit dans le cas de l'art. 240, où la même peine est celle des travaux forcés à temps. Cette peine plus forte n'est toutefois encourue que si le fait criminel en vue duquel il y a eu corruption du gardien ou geôlier, c'est-à-dire l'évasion du détenu, a été consommé (V. *infra*, v° *Forfaiture et délits commis par les fonctionnaires publics*). S'il n'y a eu qu'une tentative de corruption du gardien ou geôlier, non suivie d'effet, en ce que les offres du corrupteur n'ont pas été agréées, l'auteur de la tentative de corruption, même faite pour arriver à une évasion, n'encourt alors que les peines édictées pour cette tentative par l'art. 179, § 2, c. pén., qui prononce un emprisonnement de trois mois à six mois et une amende de 100 fr. à 300 fr. — (*Rép.* n° 28. V. en ce sens, Chauveau et Faustin Hélie, n° 1034, *in fine*). ... A moins que, malgré le refus d'acceptation de ses offres, il ait cependant procuré ou favorisé l'évasion, auquel cas il devient à la fois passible des peines de la tentative de

corruption et de celles de l'évasion, sous le bénéfice de la règle du non-cumul des peines (V. *supra*, n° 24 et suiv.).

71. L'art. 242 ne s'occupe que du cas de corruption des gardiens ou geôliers. Il ne parle pas de la *contrainte*, que l'art. 179 c. pén. assimile, quant à celui qui l'a exercée sur un fonctionnaire ou agent, à la corruption. Cette hypothèse rentre dans les termes de l'art. 241, qui prévoit la participation à une évasion consommée ou tentée avec *violence* (V. *supra*, n° 67 et suiv.).

72. M. Carnot (*Commentaire sur le code pénal*, t. 1, p. 592) remarque avec raison que l'art. 242, ne parlant que des gardiens et geôliers, n'est pas applicable à la corruption des conducteurs; ici tout est de droit strict et, quoiqu'il puisse y avoir mêmes raisons de décider, l'on ne saurait étendre les peines par analogie.

73. Signalons une lacune dans les cas de complicité énumérés par les art. 238 et suiv. : il s'agit de l'hypothèse où plusieurs individus étrangers à la garde des détenus envahiraient de force la prison et délivreraient les prisonniers. « Cette hypothèse (qui s'est présentée quelquefois en cas d'insurrection ou d'émeute populaire), disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1035, rentrerait dans les termes généraux de la loi, puisque l'évasion aurait été *facilitée* ou *procurée* aux détenus. Mais il est visible que ce mode d'exécution du délit en aggraverait le caractère, et que dès lors une disposition distincte devait le prévoir et le réprimer ». Les mêmes auteurs font remarquer, *loc. cit.*, que ce point n'avait pas échappé à la clairvoyance des jurisconsultes romains qui décidaient que la peine à infliger, en pareil cas, était celle à laquelle les détenus étaient condamnés et pour laquelle ils étaient détenus.

74. On a reproché au législateur de n'avoir pas créé en faveur des parents du détenu qui favoriseraient son évasion une excuse analogue à celle dont parle l'art. 248-2° c. pén. au cas de recélé (V. en ce sens, Boitard, n° 300, *in fine*; Garraud, t. 4, n° 30), ou tout au moins une atténuation de peine. La question, que nous avons examinée au *Rép.* n° 58, s'est plus explicitement posée lors de la réforme de 1863 : « On a proposé, dit le rapporteur de la loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 90, n° 92), d'exempter de toute peine les ascendants, descendants ou parents jusqu'au huitième degré qui auront facilité ou procuré l'évasion dans les cas des art. 239 et 240. Nous n'avons pas cru qu'il fût possible d'autoriser un parent, quel qu'il fût, mais surtout lorsqu'il est éloigné au huitième degré, de tenter impunément de soustraire un accusé ou un condamné à la justice. L'amitié pourrait réclamer le même privilège, et autant vaudrait promettre l'impunité dans tous les cas, car il n'y a guère que ceux qui sont intéressés par le sang ou par le cœur à une évasion qui la favorisent ». — Cependant MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1036, semblent regretter que la loi n'ait pas cru devoir donner satisfaction, dans une certaine mesure, au vœu émis lors de la réforme de 1863, et font observer que notre ancien droit s'était à cet égard montré moins rigoureux. « L'affection qui naît de la parenté, disent ces auteurs, forme une excuse que le législateur ne peut pas plus méconnaître dans le cas de l'évasion que dans celui du recèlement ». Toutefois, ajoutent-ils, *loc. cit.*, « la complicité d'évasion n'est pas seulement, comme le recel, un acte passif et presque forcé; c'est un acte de révolte active contre la loi, c'est un appui matériel donné à l'infraction, c'est un concours volontaire au délit. Aussi ce n'est pas une exemption entière, mais seulement une atténuation de la peine, qui nous semblerait devoir être établie dans ce dernier cas; et cette disposition est tellement commandée par la nature des choses, que quelques tribunaux n'ont point hésité, malgré les termes restrictifs de la loi, à étendre le deuxième paragraphe de l'art. 248 aux parents qu'il désigne, prévenus de complicité du délit d'évasion ». C'est ce qu'a décidé la cour de Paris dans son arrêt du 15 mars 1816, cité au *Rép.* n° 58, qui renvoyait des fins de la poursuite la dame de Lavalette, accusée d'avoir procuré l'évasion de son mari.

#### § 4. — Recélé (*Rép.* n° 59 à 63).

75. Pour qu'il y ait délit de recélé, aux termes de l'art. 248, il faut que la personne recélée ait tout d'abord *commis* un

crime emportant peine afflictive. C'est ce qui le distingue des art. 61 et 268 c. pén. : qui punissent ceux qui recèlent habituellement des malfaiteurs, c'est-à-dire des individus qui, tout en étant dangereux pour l'ordre public, peuvent n'avoir subi encore aucune condamnation criminelle (V. *supra*, v° *Complice-complicité*, n° 186 et suiv. ; — *Rép. eod. v°*, n° 188 et suiv.). L'art. 248 édicte une peine spéciale pour un fait isolé, abstraction faite de toute idée de complicité. « Il ne considère point cet acte (le recèlement), disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1039, comme un acte de participation au crime commis, mais comme un délit distinct et spécial ;... il n'est point limité au recèlement d'une classe de malfaiteurs, mais il s'étend à celui de toutes personnes qui ont commis des crimes ».

Les mêmes auteurs, *eod. loc. in fine*, nous paraissent apprécier très exactement le caractère du délit prévu et puni par l'art. 248 : « Ce n'est point, disent-ils, un acte de participation au crime commis, ce n'est pas même un acte d'approbation donné à ce crime, car il est impossible de tirer une pareille induction d'un fait qu'une foule de circonstances et de sentiments divers peuvent suggérer. Dans l'esprit de la loi, aucun lien criminel ne réunit le recéleur et la personne recélée ; celui-là a pu ne céder qu'à un sentiment d'affection ou même d'humanité ; il a pu blâmer hautement l'action du coupable et rejeter toute solidarité de cette action. Le seul fait que la loi pénale veut apercevoir et punir, c'est qu'en recélant un coupable que la justice réclame, il se rend coupable de désobéissance et en quelque sorte de rébellion envers la loi qui prescrit la poursuite des crimes et l'application des peines. C'est en ne considérant le recèlement que sous ce rapport spécial, que la loi ne l'a puni que d'une peine correctionnelle ».

Nous ferons remarquer que, bien que l'art. 248 soit placé au titre de l'évasion, il y a lieu de généraliser ses termes et de l'appliquer au fait de receler toutes personnes, évadées ou non, qui ont commis des crimes emportant peine afflictive (Boitard, n° 300).

**76.** Une condition essentielle pour qu'il y ait délit de recel, c'est évidemment qu'il y ait identité entre le coupable ou le prétendu coupable et celui dont la fuite a été favorisée (V. à ce sujet les arrêts rendus par la cour de Paris, les 17 janv. et 30 janv. 1891, au sujet de l'évasion de l'assassin Padlewski, aff. De Labryère et aff. Grégoire et Duc-Quercy, *Gazette des tribunaux* des 18 et 31 janv. 1891).

**77.** Le premier des éléments constitutifs de ce délit, c'est l'existence d'un recel. Ce recel résulte, comme le recel de malfaiteurs organisés ou non organisés en association, du fait d'avoir fourni au criminel un logement ou un lieu de retraite (art. 61 c. pén., art. 99 *ibid.*, art. 268 *ibid.*). Mais un simple secours procuré au criminel pour lui fournir le moyen de se soustraire à la justice ne tombe pas sous l'application de l'art. 248 c. pén., s'il ne consiste point dans le fait de lui avoir donné un asile ou un refuge (Crim. rej. 27 juill. 1867, aff. Carcopino, D. P. 67. 1. 457). Décider autrement ce serait, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1042, « blesser les droits de l'humanité et transformer en délit l'appui et les secours fournis au condamné dont la position les réclame » (*Rép.* n° 63 ; Garraud, t. 4, n° 29).

**78.** Le recel ne doit-il s'entendre que du fait d'avoir fourni au criminel un asile matériel propre à le mettre à l'abri des poursuites dirigées contre lui, ou bien doit-on voir le délit de recel dans tout fait propre à soustraire d'une façon quelconque un inculpé à l'action de la justice ? C'est en ce dernier sens que s'est prononcé le tribunal correctionnel de la Seine, par jugement du 24 déc. 1890, sur la poursuite intentée contre le sieur de Labryère, prévenu d'avoir fait sortir de France le nommé Padlewski, présumé coupable d'assassinat. Bien que ce jugement ait été infirmé par l'arrêt de la cour de Paris du 17 janv. 1891, cité *supra*, n° 76, sur le motif qu'il y avait des doutes sérieux sur l'identité de l'individu sorti de France, grâce au concours de Labryère, avec l'accusé Padlewski, les motifs donnés par les premiers juges sur le caractère même du recel méritent d'être retenus. « Attendu, dit le tribunal, que le mot « recel » de l'art. 248 ne signifie pas uniquement « cacher dans une maison » ou « cacher dans un lieu de retraite » ; que ce mot « recel » a une signification beaucoup plus large que les mots

« logement, lieu de retraite, lieu de réunion », employés par les art. 61 et 93 c. pén. ; — Attendu que, d'une manière générale, dans le langage juridique, le mot « receler » s'applique à tout fait par lequel on s'approprie le produit ou l'objet d'un délit en le dissimulant aux recherches de la justice ; — Attendu que, dans l'espèce de l'art. 248, le mot « recel » est applicable à tout acte et surtout à toute série d'actes combinés pour dissimuler ou soustraire à l'action de la loi un criminel non détenu ; — Attendu que, en effet, l'art. 248 statue à l'égard des criminels non détenus pour lesquels il ne peut être question d'évasion, mais seulement de dissimulation, soustraction ou recel, comme les art. 237 à 247 statuent à l'égard des détenus » (Trib. corr. Seine, 24 déc. 1890, aff. de Labryère, *Gazette des tribunaux* du 25 déc. 1890).

**79.** Que doit-on entendre par *crime commis* ? S'agit-il ici d'un crime ayant entraîné contre son auteur une condamnation passée en force de chose jugée, ainsi qu'on l'entend dans le langage usuel ? Doit-on, au contraire, étendre l'art. 248 au recel de personnes simplement inculpées ou poursuivies ? La question a divisé les auteurs et la jurisprudence. — Suivant les uns, il faut qu'il y ait *condamnation*, sinon au moment du recel, du moins lors du jugement du recéleur. « Ce n'est que le recèlement des coupables, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1041, c'est-à-dire des condamnés, que la loi a voulu punir ; et, en effet, l'incertitude de la culpabilité des prévenus enlève au recélé une partie de sa criminalité ; le recéleur a pu croire légitimement à l'innocence du co-prévenu, il a pu croire que l'acte imputé n'avait pas la gravité que l'action publique lui supposait ». Cette doctrine est celle que nous avons soutenue au *Rép.* n° 60 et qui avait été adoptée par la cour de cassation dans son arrêt du 27 déc. 1833 cité *ibid.*, rendu en faveur de personnes poursuivies pour avoir recélé la duchesse de Berry lors des troubles de Vendée en 1832. — La plupart des auteurs estiment, au contraire, qu'il n'est pas nécessaire qu'une condamnation ait été prononcée contre le recélé. « Cette condition, dit M. Blanche, n° 204, n'est pas exigée pour que le recèlement soit punissable : la loi se borne à demander que le recéleur ait su que le recélé avait commis un crime emportant une peine afflictive » (V. dans le même sens : Rauter, *op. cit.*, n° 393 ; Garraud, t. 4, n° 29 ; Bastia, 20 déc. 1844, cité également au *Rép.* n° 61).

**80.** Depuis la publication du *Répertoire*, la jurisprudence semble s'être fixée dans le sens de cette dernière opinion. Jugé, en effet, que l'art. 248 c. pén., qui punit le recel des personnes qu'on sait avoir commis des crimes emportant peine afflictive, s'applique au cas de recel des individus simplement poursuivis, et non pas seulement au cas de recel des condamnés (Dijon, 17 févr. 1853, aff. Cordelier, D. P. 53. 2. 60 ; Crim. cass. 15 oct. 1853, aff. Saint-Preux et Volmar, D. P. 54. 1. 85) : « Attendu, dit ce dernier arrêt, que l'art. 248 n'exige pas, pour l'application des peines qu'il prononce, que la culpabilité de l'individu objet du recel ait été légalement reconnue ; que ses dispositions ont principalement en vue les mesures de sûreté publique à prendre, quand un crime vient d'être commis, pour empêcher l'évasion du coupable, en punissant ceux qui, connaissant le crime commis, recèlent le criminel et lui procurent ainsi les moyens de se soustraire aux recherches de la justice ; — Attendu, toutefois, qu'il ne suffit pas, pour que les auteurs de ce délit soient déclarés coupables, qu'ils aient été informés des poursuites exercées contre le prévenu, mais qu'il faut encore, pour faire une juste application de l'art. 248, que les recéleurs aient eu connaissance personnelle que l'individu qu'ils ont recélé avait commis le crime qui donne lieu à ces poursuites ». La même doctrine a été de nouveau consacrée depuis par la cour de cassation (Crim. rej. 27 juill. 1867, aff. Carcopino, D. P. 67. 1. 457).

Allant plus loin, la cour de Bastia a jugé, par arrêt du 8 avr. 1875 (aff. Piétri, D. P. 75. 2. 136) que l'art. 248 c. pén. qui punit le recel des personnes qu'on sait avoir commis des crimes emportant peine afflictive, s'applique même au cas de recel d'un individu en faveur duquel est intervenu plus tard un acquittement. — « Attendu, dit cet arrêt, que les poursuites dont un prévenu de recèlement



est l'objet ne sont pas subordonnées à l'éventualité de la condamnation à intervenir contre l'accusé en faveur de qui ce recèlement s'est produit; — Que, s'il en était autrement, l'art. 248 c. pén. resterait la plupart du temps sans application, soit que les personnes accusées de crime ne parvinssent pas à être arrêtées, soit qu'il ne pût être statué sur leur sort que tardivement et lorsque le délit de recèlement serait déjà couvert par la prescription; qu'il suit de là qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter aux conclusions prises dans l'intérêt de Piétri, et que c'est à bon droit que sa culpabilité a été reconnue par le tribunal. — On peut dire, en ce sens, que l'acquiescement postérieur de la personne recélée n'est pas une cause de justification pour le recéleur; qu'en effet, le délit consiste à avoir empêché l'action de la justice; or cette action existe également à l'égard du prévenu coupable et du prévenu innocent. Toutefois cette solution nous paraît soulever une objection sérieuse: lorsque l'individu poursuivi et recélé est ensuite acquitté, peut-on dire que celui qui lui a donné asile a reçu une personne « qu'il savait avoir commis des crimes emportant peine afflictive », suivant les expressions de l'art. 248?

La doctrine qui a prévalu dans la jurisprudence a été récemment confirmée par le tribunal de la Seine, dans le jugement, cité *suprà*, n° 78, du 24 déc. 1890: « Attendu, dit-il sur cette question, que, si le législateur avait eu en vue de punir seulement le recel d'un condamné à titre définitif, il aurait pu très facilement et très clairement exprimer sa pensée, et qu'alors il aurait dit « personne condamnée à une peine afflictive pour crime », tandis qu'il dit, au contraire, « personne ayant commis un crime emportant peine afflictive »; — Attendu que le rapprochement des art. 237 et 247, et leur comparaison avec l'art. 248, fait très nettement comprendre quelle a été la pensée du législateur; — Attendu qu'en effet, il est à remarquer d'abord que les art. 237 à 248 sont placés sous la rubrique « § IV. *Evasion de détenus, recèlement de criminels* »; — Attendu que les dix premiers articles de ce paragraphe se réfèrent tous à l'évasion de détenus, soit déjà condamnés, soit simplement prévenus ou accusés; — Attendu que l'art. 248 se réfère donc, comme les précédents, à une double catégorie de personnes, soit celles n'ayant pas été condamnées et étant simplement recherchées, soit celles ayant fait l'objet d'une condamnation pour crime; — Attendu que, en dehors de toute interprétation par rapprochement ou analyse de texte, la raison indique que les mots « personne ayant commis un crime », de l'art. 248, s'appliquent, non à un condamné, mais à quelqu'un qui pourra l'être, c'est-à-dire à un prévenu ou un accusé; — Attendu, en effet, que si le recèlement n'était punissable qu'après la condamnation définitive du criminel, autant vaudrait dire que le recèlement ne pourrait jamais être puni, puisque le résultat cherché par le recéleur est précisément de soustraire le criminel à l'action de la justice, en sorte que, pour se mettre lui-même à l'abri de toute poursuite, le recéleur n'aurait qu'à prolonger son recel pendant un temps suffisant pour que la prescription fût acquise au criminel ».

81. La seconde condition énoncée par l'art. 248 c. pén. est, comme on l'a dit au *Rép.* n° 62, que le recéleur ait positivement connu la position légale du criminel. C'est ce qu'a, d'ailleurs, décidé la cour de cassation dans son arrêt du 15 oct. 1853, cité *suprà*, n° 80, déclarant que le recel d'un prévenu n'est punissable que lorsque le recéleur avait une *connaissance personnelle* de la perpétration du crime, et non pas lorsqu'il n'a été informé que par la notoriété publique du motif des poursuites. « Toute la moralité de l'acte du recélé est dans cette connaissance, dirons-nous avec MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 1041; il n'est donc pas permis de la supposer; il faut qu'elle soit formellement établie, et tout jugement prononcé contre le recéleur qui ne déclarerait pas l'existence de cette circonstance, n'aurait aucune base et serait frappé de nullité ». — « La notoriété publique, dit également M. Boitard, n° 300, ne suffirait pas pour qu'il y eût obligation de refuser l'asile; car la notoriété publique peut se tromper et celui qui donne asile peut croire à l'innocence de la personne que le public accuse ». Aussi le même auteur est-il d'avis (*loc. cit.*) qu'il faut qu'il y ait poursuite commencée: « c'est, dit-il, la connaissance de cette poursuite et le recèlement de la personne qui en est l'objet qui

constituent la désobéissance à la loi, que l'art. 248 a voulu punir » (Conf. Blanche, n° 204). — Jugé également, conformément à ces principes, que, pour que le fait d'avoir recélé ou fait receler des personnes coupables de crimes emportant peine afflictive donne lieu à l'application des peines prononcées par l'art. 248 c. pén., il suffit que celui qui l'a commis ait une *connaissance personnelle* de la perpétration de ces crimes par lesdites personnes (Crim. rej. 27 juill. 1867, cité *suprà*, n° 80; Garraud, t. 4, n° 29, *in fine*).

82. Il faut, en outre, qu'en donnant asile en connaissance de cause, la personne qui l'a fait ait agi librement, volontairement, de son plein gré, sans avoir subi une contrainte matérielle et morale qui suffirait pour faire disparaître la culpabilité (art. 64 c. pén.) (Garraud, t. 4, n° 29, *in fine*). Jugé à cet égard que la femme convaincue d'avoir commis un crime de concert avec son mari, par exemple, le crime de recel de malfaiteurs, n'est pas réputée de plein droit avoir agi sous son influence et sous une liberté suffisante; il appartient au jury d'apprécier l'intention qui a dirigé cette femme, et la déclaration de culpabilité qu'il rend à cet égard est irréfragable (Crim. rej. 23 mars 1854, aff. Champion, D. P. 54. 5. 171). La doctrine de cet arrêt qui concerne plus spécialement le délit prévu et puni par l'art. 61 c. pén. (V. *suprà*, v° *Complice-complicité*, n° 190) nous paraît devoir être étendue à l'hypothèse de l'art. 248.

83. Ainsi que nous l'avons vu *suprà*, n° 68, les art. 216 c. just. mil. pour l'armée de terre et 291 c. just. mil. pour l'armée de mer visent spécialement l'art. 248 c. pén. et sont applicables aux militaires et marins qui recèlent ou font receler des prisonniers de guerre ou d'autres individus arrêtés, détenus ou confiés à leur garde. — A côté de ce délit se place celui qui consiste à receler les déserteurs et les insoumis des armées de terre et de mer, dans les conditions prévues par l'art. 248 c. pén. C'est là un délit spécial prévu et puni par les art. 4 de la loi du 24 brum. an 6 et 242 c. just. mil. pour l'armée de terre, et en ce qui concerne la marine par les art. 46 et suiv. de l'arrêté du 1<sup>er</sup> flor. an 12 et 321 c. just. mil. pour l'armée de mer. Nous l'étudierons *infra*, v° *Organisation maritime et Organisation militaire* (V. également *Rép. eisd.* v°, n° 923 et 774).

#### SECT. 4. — COMPÉTENCE ET RECONNAISSANCE D'IDENTITÉ (*Rép.* n° 64 à 81).

##### § 1. — Compétence à l'égard des évadés. — Identité (*Rép.* n° 64 à 79).

84. L'évasion ou la tentative d'évasion, a-t-on dit au *Rép.* n° 64, est un délit connexe avec le délit ou crime principal et doit, par application de l'art. 227 c. instr. cr., être soumise à la même juridiction, à moins qu'elle n'ait été accompagnée de circonstances aggravantes qui lui donneraient un caractère criminel, alors que l'infraction principale ne constituait qu'un délit ou une contravention (*Rép.* n° 65). — Sur la question de connexité, V. *suprà*, v° *Compétence criminelle*, n° 106 et suiv. Cependant il a été jugé en Belgique avant 1867, contrairement à ces principes: 1° que le délit d'évasion par bris de prison ou par violence n'est pas connexe avec le crime ou le délit à raison duquel l'évadé était détenu (Gand, 21 nov. 1835, *Pasicrisie belge*, 1835, 341; Bruxelles, 2 juin 1835, *ibid.*, 1836, 172); — 2° qu'il n'existe pas de connexité dans le sens de l'art. 244 c. crim. (ou instr. crim.) entre le délit d'évasion commis par l'un des prévenus dans le cours de l'instruction et le crime qui fait l'objet des poursuites (Bruxelles, 2 janv. 1836, aff. X..., *Pasicrisie belge*, 1836, 172) (V. également Crim. cass. 6 juill. 1810, aff. Gannion, *Rép.* v° *Compétence criminelle*, n° 191).

85. Les règles de compétence, en cas de reprise d'un condamné évadé, sont tracées par les art. 518, 519 et 520 c. instr. cr. (*Rép.* n° 66 et suiv.). L'art. 518 contient, comme on l'a vu *suprà*, v° *Compétence criminelle*, n° 52 et suiv., et *Rép. cod.* v°, n° 92 et suiv., une exception à la compétence à raison du lieu. Il résulte, en effet, de la généralité de ses termes que cet article est indistinctement applicable, soit que le délit d'évasion ait ou n'ait pas été commis dans le



ressort de la cour qui a prononcé la condamnation, soit que l'individu évadé ait ou non été arrêté dans le ressort de cette cour (*Rép. eod. vº*, nº 92). — Toutefois, il a été jugé que la reconnaissance de l'identité d'un individu condamné et évadé peut être faite par une cour d'assises autre que celle qui a prononcé la condamnation, lorsqu'elle a pour but, non l'exécution de cette condamnation, mais la constatation de l'état de récidive légale d'un accusé et l'application de l'aggravation de peine résultant de cet état de récidive; la cour d'assises saisie de l'accusation à propos de laquelle s'élève la question d'identité peut, en pareil cas, déclarer cette identité dans ses rapports avec le fait de récidive (*Crim. rej.* 23 juin 1853, aff. Burnet, D. P. 53. 5. 349).

Quoique l'art. 518 ne parle que de cour, il est admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence, qu'il s'applique en matière correctionnelle, comme en matière criminelle (*Rép. nº 74*; Conf. Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, nº 4089), en ce sens que la reconnaissance de l'évadé condamné correctionnellement est faite par le tribunal qui a prononcé la condamnation. Nous croyons qu'il faut décider de même en matière de simple police, au cas où l'évadé repris aurait encouru une condamnation à l'emprisonnement.

Sur les fonctions du ministère public en cette matière, V. *infra*, vº *Ministère public*, et *Rép. eod. vº*, nº 339.

**86.** En ce qui concerne les évadés condamnés par un conseil de guerre, le fait de leur évasion ne pourrait les rendre justiciables d'une autre juridiction. Qu'ils soient civils ou militaires, la reconnaissance de leur identité est faite par le conseil de guerre, suivant les distinctions énoncées en l'art. 180 c. just. mil. pour l'armée de terre. Il en est de même pour les évadés condamnés par un tribunal maritime (art. 232 c. just. mil. pour l'armée de mer). Jugé, à cet égard, que le militaire détenu dans un pénitencier reste inscrit sur les contrôles et ne cesse d'être militaire, en cas d'évasion, qu'à l'expiration du délai de grâce passé lequel l'absence constitue la désertion. Par suite, les délits, même non militaires, commis pendant ce délai par le détenu évadé, sont de la compétence du conseil de guerre, conformément à l'art. 56 c. just. mil. (*Crim. cass.* 3 juill. 1858, aff. Bourgoing, D. P. 58. 5. 239) (V. *infra*, vº *Organisation militaire*; — *Rép. eod. vº*, nº 863 où cet arrêt est cité). — L'évasion des prisonniers de guerre, dans les cas où elle est punissable (V. *supra*, nº 38), est également de la compétence des conseils de guerre.

**87.** Aux termes de l'art. 519 c. instr. cr., les jugements de reconnaissance d'identité à l'égard des évadés sont rendus, en matière criminelle, sans assistance de jurés, mais publiquement; *Rép. nºs* 66-1º, 68 (Faustin Hélie, *op. cit.*, nº 4090).

Ainsi que nous l'avons dit au *Rép. nº* 69, il en serait de même si la condamnation prononcée contre l'évadé n'avait été prononcée que par contumace (V. en ce sens :

Nouguier, t. 4, nº 3476). Cette opinion est également celle de la jurisprudence qui a fini par s'y rallier après certaines hésitations (V. à cet égard les arrêts cités *supra*, vº *Contumace-contumax*, nº 117. — *Rép. eod. vº*, nº 740).

**88.** L'évasion des forçats, des déportés et des individus condamnés à la relégation est, on l'a vu *supra*, nºs 32 et suiv. réprimée par des lois spéciales. Il en est de même en ce qui touche les juridictions compétentes appelées à statuer à cet égard. L'art. 10 de la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés, portait que les infractions aux art. 7 et 8 de la même loi (V. *supra*, nº 33), seraient jugées par un tribunal maritime spécial établi dans la colonie. Ce tribunal a été constitué par un décret du 4 oct. 1889 (D. P. 90. 4. 96) dont l'art. 1º déclare expressément justiciables du tribunal maritime spécial : 1º les condamnés aux travaux forcés poursuivis en exécution de l'art. 7 de la loi du 30 mai 1854; 2º les libérés des travaux forcés qui se rendent coupables du crime d'évasion prévu par l'art. 8 de ladite loi. Quant à la reconnaissance d'identité de l'évadé, elle est faite, d'après l'art. 9, soit par le tribunal maritime dont il vient d'être question, soit par la cour qui aura prononcé la condamnation, si l'évadé est arrêté en France.

L'art. 2 de la loi du 25 mars 1873, qui règle la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, dit que « tout déporté qui se sera rendu coupable d'un crime ou d'un délit sera justiciable des conseils de guerre ». C'est donc à cette juridiction qu'il appartient de connaître du délit d'évasion ou de tentative d'évasion, prévu par l'art. 3, al. 1º, de la même loi (V. *supra*, nº 35).

Enfin l'art. 14 de la loi du 27 mai 1885 (D. P. 85. 4. 45) sur les récidivistes porte que le relégué coupable d'évasion ou de tentative d'évasion sera traduit devant le tribunal correctionnel du lieu de son arrestation ou devant celui du lieu de relégation et, après connaissance de son identité, puni d'un emprisonnement de deux ans au plus.

#### § 2. — Compétence à l'égard des auteurs d'évasion (*Rép. nºs* 80 et 81).

**89.** Ainsi que nous l'avons vu au *Rép. nº* 80, les règles de compétence établies à l'égard des évadés sont généralement applicables aux auteurs de l'évasion. — Dans certains cas, la loi a même pris soin de s'en expliquer spécialement. C'est ainsi que l'art. 3, § 3, de la loi du 25 mars 1873 dit que « les individus prévenus de complicité dans l'évasion ou la tentative d'évasion des déportés seront justiciables des conseils de guerre ». — Aux termes de l'art. 2 du décret du 4 oct. 1889, cité *supra*, nº 88, « sont justiciables des tribunaux maritimes spéciaux tous les individus prévenus de complicité dans l'évasion ou la tentative d'évasion des condamnés aux travaux forcés et des libérés ».

### Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

<b>Absolvement.</b> V. Recélé.	<b>Capture.</b> V. Préposés.	— tiers S. 40; R. 27.	<b>Corruption</b>	— vol S. 24.	<b>Détention légale</b> S.
<b>Armes.</b> V. Préposés.	<b>Caractères</b> S. 11, 24	— V. Fauteurs, Recélé,	— conducteurs S. 72.	— V. Forçats.	13 s.; R. 8 s.
<b>Asile.</b> V. Recélé.	a.; R. 20 s.	Tiers-complicité.	— contrainte S. 71.		— chambre de sûreté S.
	<b>Chambre de sûreté.</b>	<b>Condamnation.</b> V. Recélé.	— forfaiture S. 69 s.	<b>Dégradation civique</b>	16.
	V. Bris de prison.		— pénalités S. 69 s.	S. 53.	— contrainte par corps,
	Détention légale.	<b>Conducteurs.</b> V. Corruption.	— préposés, tiers S. 69	<b>Délai.</b> V. Préposés.	amende S. 14.
<b>Bris de prison</b> S. 18	<b>Circonstances aggravantes.</b> V. Compétence.	a.; R. 28.	— V. Préposés.	<b>Délit militaire.</b> V. Préposés.	— contrainte par corps,
— caractères S. 18, 20,	<b>Compétence</b> S. 84 s.;	— V. Préposés.	<b>Cour d'assises.</b> V. Compétence.	<b>Délits de police.</b> V. Préposés.	dettes civiles S. 13;
22 s.; R. 17.	R. 64 s.	<b>Cour d'assises.</b> V. Compétence.	<b>Créanciers.</b> S. 72.	<b>Délits successifs.</b> V. Forçats.	R. 11 s.
— chambre de sûreté R. 16.	— fauteurs S. 89; R. 80	<b>Connexité.</b> V. Identité.	<b>Cumul des peines</b> S. 24 s.; R. 20.	<b>Déportés.</b> V. Forçats, Identité.	— définition R. 9 s.
— dégradation, délits spéciaux S. 22; R. 18.	s.; (femme mariée) R. 80; (huissier) R. 80; (prisonniers de guerre) R. 81.	<b>Connivence.</b> V. Fauteurs, Préposés, Tiers-complicité.	— condamnation S. 27.	<b>Déserteur.</b> V. Recélé.	— détention illégale S. 17; R. 8.
— intention criminelle S. 18; R. 10.	— reconnaissance d'identité S. 85 s.; R. 64 s.	<b>Conseil de guerre.</b> V. Compétence.	— détention préventive S. 25, 27.	<b>Détention administrative.</b> V. Préposés.	— détention injuste S. 17; R. 8.
— militaire, locaux disciplinaires R. 16.	<b>Complicité</b> S. 39 s.; R. 27 s.	<b>Contrainte.</b> V. Corruption, Recélé.	— évasions multiples S. 28.	<b>Détention arbitraire.</b> V. Préposés.	— détenus S. 12 s.
— prison municipale R. 16.	— préposés, gardiens S. 40; R. 27.	<b>Contrainte par corps.</b> V. Détention légale.	— mandat d'arrêt S. 25.	<b>Détention illégale.</b> V. Détention légale, Fauteurs.	— extradition S. 6, 14; R. 36.
— tentative S. 192; R. 4.		<b>Contraventions.</b> V. Préposés.	— peine perpétuelle S. 26.		— militaire, locaux disciplinaires S. 16.
— V. Forçats.					— prison municipale S. 16.

ve. V. Cumul des peines.	(bris de prison, violence) S. 24 ; (concessions déterminées) S. 36 ; (famille) S. 36.	— déportés S. 88 s.	<b>Pénalités</b> S. 31 ; R. 24.	— infirmier S. 44.	<b>Récidive</b> S. 39 s. ; R. 21.
Détention. V. Détention légale. Hôpital.	— évasions multiples S. 32.	— forçats S. 88 ; R. 75 s.	— V. Corruption, Préposés, Tiers-complicité.	— maire R. 44.	— relégation S. 37.
Dettes civiles. V. Détention légale, Fauteurs.	— prescription S. 24 ; R. 23.	— prisonniers de guerre S. 86.	<b>Préposés</b> S. 43 s. ; R. 37 s.	— négligence S. 48 s. ; R. 37, 51.	— V. Forçats, Identité.
Domages-intérêts. V. Fauteurs.	— transportation S. 32 s.	— récidivistes S. 88.	— aliénés S. 43.	— pénalités S. 68 ; R. 49, 51 s.	<b>Relégation</b> V. Identité, Récidivistes.
Donnée. V. Tiers-complicité.	— récidive R. 31 s.	— relégation S. 88.	— amende (frais de justice S. 54 ; R. 49 s., octroi) R. 49.	— prisonniers de guerre S. 48, 51 ; R. 47.	<b>Responsabilité</b> V. Préposés.
Éléments S. 12 s. ; R. 7 s.	— V. Identité.	— témoins R. 77 s.	— armes S. 57 s. ; R. 53 s.	— responsabilité S. 44 ; (détention légale) S. 45.	<b>Secours</b> V. Récélé.
Émeute. V. Tiers-complicité.	<b>Forces majeure</b> V. Préposés.	— tribunal compétent R. 67 s.	— capture, primes S. 2, 65.	— travaux forcés S. 51 ; R. 51 s.	<b>Solidarité</b> V. Fauteurs.
État neutre. V. Prisonniers de guerre.	<b>Forfaiture</b> V. Corruption, Préposés.	— tribunal correctionnel R. 74.	— commandant S. 43 ; R. 38.	<b>Préposés</b> V. Complicité, Corruption.	<b>Surveillance de la haute police</b> V. Fauteurs.
Évasions multiples. V. Cumul des peines, Forçats.	<b>Gardiens</b> V. Complicité.	— tribunal maritime S. 88 s. ; R. 76.	— concierges R. 39.	<b>Primes</b> S. 65.	<b>Témoins</b> V. Identité.
Excuse. V. Tiers-complicité.	<b>Garde champêtre</b> V. Tiers-complicité.	— V. Compétence, Récélé.	— condamnés S. 48.	<b>Prison municipale</b> V. Bris de prison, Détention légale.	<b>Tentative</b> V. Bris de prison.
Extradition. V. Détention légale.	<b>Garde forestier</b> V. Tiers-complicité.	<b>Identité</b> V. Compétence.	— coanivence S. 48 s. ; R. 37, 51.	<b>Prisonniers de guerre</b> — État neutre S. 38.	<b>Tiers</b> V. Corruption.
Fauteurs S. 39 s. ; R. 27 s.	<b>Gendarmes</b> V. Préposés.	<b>Insurrection</b> V. Tiers-complicité.	— contraventions S. 50.	— V. Compétence, Préposés.	<b>Tiers-complicité</b> S. 66 s. ; R. 55 s.
— connivence S. 41 s. ; R. 29 s.	<b>Geôlier</b> V. Préposés.	<b>Intention criminelle</b> V. Bris de prison.	— corruption, forfaiture S. 23 ; R. 14.		— connivence S. 66, 69 ; R. 38.
— définition S. 39.	<b>Historique et législation</b> S. 1 s. ; R. 2 s.	<b>Législation étrangère</b> S. 4 s.	— délai (capture) S. 59 s. ; R. 39 s. ; (décès de l'évadé) S. 62 ; (déporté, forçat) S. 60.	<b>Recel</b> V. Récélé.	— douane R. 37.
— détention illégale R. 34.	<b>Hôpital</b> — détenu S. 16.	— Allemagne S. 4.	— délai, infractions postérieures S. 62 ; (militaires, marins) S. 64 ; (négligence) S. 59 s. ; R. 39 s. ; (suspension des poursuites) S. 61 ; R. 39 ; (tentative d'évasion) S. 60.	<b>Récélé</b> S. 75 s. ; R. 50 s.	— émeute, insurrection S. 73.
— dettes civiles R. 35.	— infirmier S. 44.	— Angleterre S. 5.	— délits de police S. 50, 52 ; R. 47, 49.	— acquittement S. 80.	— excuse S. 74 ; R. 45.
— dommages-intérêts, (créanciers) S. 31 ; (partie civile) R. 29 s. ; (solidarité) S. 44 ; R. 29 s.	<b>Huissier</b> V. Compétence, Préposés.	— Belgique S. 6.	— délit militaire R. 42.	— asile S. 78 ; R. 60.	— garde champêtre R. 57.
— surveillance de la haute police S. 42 ; R. 33.	<b>Identité</b> — circonstances aggravantes S. 84 ; R. 65.	— Espagne S. 7.	— détention administrative S. 45.	— caractère S. 75, 78.	— garde forestier R. 57.
— V. Compétence.	— connexité S. 84 ; R. 64.	— Italie S. 8.	— détention arbitraire S. 46.	— complicité S. 83 ; R. 63.	— parents S. 74 ; R. 58.
<b>Femme mariée</b> V. Compétence.	— conseil de guerre S. 86, 89.	— Pays-Bas S. 9.	— directeur de maison de santé S. 44.	— condamnation S. 79 s. ; R. 60 s.	— pénalités S. 67 s. ; R. 52.
<b>Forçats</b> S. 32 s. ; R. 21 s., 25.	— contestation R. 74, 77.	— Portugal S. 10.	— gendarmes R. 38.	— conditions S. 75 s. ; R. 60 s.	<b>Travaux forcés</b> V. Préposés.
— caractère de l'évasion S. 32, 34 ; R. 25.	— contumace S. 87 ; R. 69.	<b>Marins</b> V. Préposés, Récélé.	— géôlier R. 38 ; (force majeure) R. 46.	— connaissance personnelle S. 81 ; R. 62.	<b>Tribunal correctionnel</b> V. Identité.
— cumul des peines S. 33.	— cour d'assises S. 85, 87 ; R. 66 s., 70 ; (jury) R. 70.	<b>Militaire</b> V. Bris de prison, Compétence, Détention légale, Récélé.	— guichetier R. 38, 43.	— contrainte S. 82.	<b>Tribunal maritime</b> V. Identité.
— délits successifs R. 23.	— cour de cassation R. 73, 79.	<b>Militaires</b> V. Préposés, Récélé.	— huissiers R. 38.	— crime commis S. 79 s.	
— déportés S. 32, 34 ;		<b>Négligence</b> V. Préposés.		— déserteur S. 83.	
		<b>Parents</b> V. Tiers-complicité.		— identité S. 76.	
		<b>Partie civile</b> V. Fauteurs.		— marin S. 83.	
		<b>Peine perpétuelle</b> V. Cumul des peines.		— peine afflictive S. 75, 80 ; R. 60.	
				— recal S. 77 s. ; R. 59.	
				— militaire S. 83.	
				— secours S. 77.	

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

An 6	1819	1836	1853	1858.	1865.	1874	1885
24 brum. Loi. 83 c.	16 avr. Crim. rej. 40 c.	2 janv. Bruxelles. 84 c.	17 févr. Dijon. 80 c.	4 juin. C. just. mil. 2 c.	12 juill. Déc. 2 c., 65 c.	8 avr. Trib. Bruxelles. 6 c., 50.	27 mai. Loi. 2 c., 37 c., 42 c., 88 c.
<b>An 7</b>	5 juill. Paris. 44 c.	28 avr. Crim. 16 c.	15 oct. Crim. 80 c.	4 juin. C. just. marit. 42 c., 64 c.	<b>1866</b>	31 juill. Crim. 26 c.	25 nov. Trib. corr. Vervins. 14.
4 vend. Loi. 60 c.	<b>1827</b>	<b>1837</b>	<b>1854.</b>	3 juill. Crim. 85 c.	19 sept. Déc. 2 c., 65 c.	<b>1875</b>	<b>1886</b>
<b>An 12</b>	20 juill. Crim. cass. 34 c.	17 mars. Lyon. 61 c.	23 mars. Crim. 82 c.	8 oct. Angers. 25 c.	<b>1867</b>	8 avr. Bastia. 80 c.	30 janv. Montpel. 37.
18 vent. Déc. 65 c.	<b>1828</b>	<b>1838</b>	30 mai. Loi. 2 c., 33 c., 35 c., 88 c., 89 c.	<b>1859.</b>	22 juill. Loi. 13 c., 53 c.	21 avr. Caen. 30 c.	24 mai. Paris. 30 c.
1 <sup>re</sup> flor. Arrêté. 83 c.	22 févr. Crim. rej. 30 c.	22 févr. Nîmes. 16 c.	16 nov. Aix. 61 c., 62 c.	9 mars. Crim. 25 c.	27 juill. Crim. 77 c., 80 c., 81 c.	<b>1877</b>	<b>1887</b>
<b>1806</b>	18 mai. C. cass. Belgique. 6 c.	<b>1841</b>	<b>1855.</b>	8 juin. Poitiers. 25 c.	<b>1869</b>	2 juill. Déc. 2 c., 65 c.	18 mars. Poitiers. 22 c.
12 nov. Déc. 33 c.	<b>1831</b>	30 nov. Paris. 44 c.	15 janv. Trib. Charleroi. 45 c.	9 juill. Crim. 25 c.	3 sept. Liège. 6 c., 10 c.	<b>1879</b>	<b>1899</b>
<b>1810</b>	17 juin. Crim. 24 c.	<b>1844</b>	10 mars. Déc. 2 c.	<b>1860.</b>	<b>1871</b>	21 juill. Caen. 16 c., 19 c.	2 mars. Crim. 24 c.
8 janv. Déc. 44 c.	<b>1833</b>	20 déc. Bastia. 79 c.	3 mai. Crim. 46 c.	12 oct. Montpellier. 16 c.	19 déc. Loi. 14 c.	<b>1881</b>	4 oct. Déc. 2 c., 88 c., 89 c.
6 juill. Bruxelles. 84 c.	27 déc. Crim. rej. 79 c.	<b>1845</b>	15 nov. Nîmes. 44 c.	<b>1863.</b>	<b>1872</b>	17 juin. Décis. cons. rév. 16 c.	10 juill. Grenoble. 16 c.
<b>1816</b>	<b>1835</b>	7 août. Crim. 55 c.	10 janv. Trib. Bruxelles. 6 c.	18 févr. Déc. 2 c., 65 c.	23 mars. Loi. 2 c., 34 c.	25 août. Décis. cons. rév. 28 c.	24 déc. Trib. corr. Seine. 78 c.
15 mars. Paris. 74 c.	8 févr. Crim. 34 c.	30 oct. Liège. 24 c.	5 sept. C. cass. Belgique. 6 c.	13 mai. Loi. 2 c., 52 c., 67 c., 74 c.	<b>1873</b>	<b>1884</b>	<b>1891</b>
<b>1817</b>	2 avr. Rennes. 61 c.	<b>1852</b>	<b>1857.</b>	<b>1864.</b>	25 mars. Loi. 2 c., 35 c., 36 c., 88 c., 89 c.	2 janv. Lyon. 16 c., 30 c.	17 janv. Paris. 76, 78 c.
2 janv. Ord. 33 c.	2 juin. Bruxelles. 84 c.	15 mars. Nancy. 15 c.	9 juin. C. just. mil. 2 c., 64 c.	14 avr. Crim. 30 c.		9 oct. Décis. cons. rév. 16 c.	30 janv. Trib. corr. Seine. 76.

**ÉVÊCHÉ-ÉVÊQUE.** — V. *Culte*, n° 221 et suiv., 306 et suiv., 405 et suiv., 512; *Dénonciation calomnieuse*, n° 44; *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 140; *Exploit*, n° 133; *Fonctionnaire public*; *Instruction criminelle*; *Organisation de l'Algérie*; *Organisation des colonies*; *Organisation de l'instruction publique*; *Presse-outrage*; *Responsabilité*; *Traitement*; *Travaux publics*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Culte*, n° 325 et suiv., 427 et suiv., 495 et suiv.; *Instruction criminelle*, n° 7; *Organisation de l'Algérie*, n° 234; *Organisation des colonies*, n° 90, 430, 452, 557; *Organisation de l'instruction publique*, n° 124, 131 et 133.

**ÉVICTION.** — V. *Contrat de mariage*, n° 452; *Echange*, n° 22 et suiv.; *Enregistrement*, n° 1148; *Exceptions et fins de non-recevoir*; *Expropriation pour cause d'utilité publique*; *Louage*; *Obligations, Ordre entre créanciers*; *Prescription civile*; *Privilèges et hypothèques*; *Vente*; *Vente publique d'immeubles*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Appel civil*, n° 566; *Contrat de mariage*, n° 1242 et 3723; *Echange*, n° 39 et suiv., 47 et 50; *Exceptions et fins de non-recevoir*, n° 47 et suiv., 205-1°; *Louage*, n° 251 et 257; *Obligations*, n° 788, 1747, 1945 et suiv., 2512; *Ordre entre créanciers*, n° 516 et 1201; *Privilèges et hypothèques*, n° 445 et suiv., 681 et suiv., 1753 et 1885; *Vente*, n° 1170 et suiv.; *Vente administrative*, n° 22; *Vente publique d'immeubles*, n° 1771.

**ÉVOCATION.** — V. *Appel en matière criminelle*, n° 96 et suiv., 113 et suiv.; *Avocat*, n° 220; *Conseil d'Etat*, n° 117 et 172; *Degrés de juridiction*, n° 183 et suiv.; *Dénonciation calomnieuse*, n° 25; *Instruction criminelle*; *Jugement*; *Ministère public*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Appel civil*, n° 1359; *Appel en matière criminelle*, n° 346 et suiv.; *Arbitrage-arbitre*, n° 539, 559, 800, 1191 et 1280; *Avocat*, n° 457 et suiv., 462; *Conseil d'Etat*, n° 1, 104, 150, 220 et 347; *Degrés de juridiction*, n° 525 et suiv.; *Demande nouvelle*, n° 279; *Exceptions et fins de non-recevoir*, n° 111, 212, 234 et suiv., 391 et 398; *Expert-Expertise*, n° 55; *Instruction criminelle*, n° 1029 et suiv., 1141 et suiv., 1157 et suiv., 1162; *Jugement*, n° 356; *Jugement d'avant dire droit*, n° 82.

## EXCEPTIONS ET FINS DE NON-RECEVOIR.

1. On a exposé au *Rép.* n° 1 et suiv. les diverses significations du mot *exception* : on a dit que cette expression n'avait plus le même sens qu'en droit romain et dans l'ancien droit, qu'elle devait désigner, dans le langage juridique d'aujourd'hui, un moyen de procédure tendant à retarder l'instance. Les exceptions diffèrent donc des fins de non-recevoir, qui ont pour but de faire écarter la demande, en s'attaquant au droit même en vertu duquel elle est intentée, sans pour cela discuter le fondement de la prétention du demandeur.

Sous l'expression générique d'exception, on comprend quelquefois et les *exceptions proprement dites*, qu'on appelle aussi *fins de non-procéder*, et les *fins de non-recevoir*. « Les exceptions, disent MM. Aubry et Rau, t. 8, p. 126, § 747, sont les moyens de défense par lesquels on repousse une demande sans la contester directement. Il est des exceptions qui ne sont opposées qu'à la demande considérée en elle-même et indépendamment du point de savoir si l'action qu'elle a pour objet d'exercer est ou non recevable. Il en est d'autres qui sont opposées à la demande envisagée sous le rapport du droit d'action dont elle constitue l'exercice. »

Ainsi comprises les exceptions et les fins de non-recevoir ne doivent pas être confondues avec les défenses, par lesquelles le défendeur conteste, au fond, la prétention de son adversaire (V. sur ce point : Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. 1, p. 611 et suiv.).

### Division.

CHAP. 1. — Historique et législation (n° 2).

CHAP. 2. — Des exceptions proprement dites (n° 4).

SECT. 1. — De la caution à fournir par les étrangers ou caution *judicatum solvi* (n° 4).

ART. 1. — Quels étrangers sont soumis à la caution (n° 8).

ART. 2. — Dans quel cas l'étranger est demandeur principal ou intervenant (n° 21).

ART. 3. — En quelle matière la caution est due (n° 31).

ART. 4. — Quand et comment on doit conclure à la caution (n° 35).

ART. 5. — Étendue de la caution, jugement qui l'ordonne (n° 40).

ART. 6. — Comment la caution est fournie. — Obligation du fidéjusseur (n° 42).

SECT. 2. — Des renvois (n° 43).

ART. 1. — Renvoi pour incompétence (n° 43).

§ 1. — Quelles personnes peuvent demander le renvoi pour incompétence (n° 50).

§ 2. — Quand et comment doit être proposée l'exception d'incompétence relative (n° 52).

§ 3. — Quand et comment doit être proposée l'exception d'incompétence absolue (n° 65).

ART. 2. — Renvoi pour litispendance (n° 731).

ART. 3. — Renvoi pour connexité (n° 97).

ART. 4. — Procédure et jugement des exceptions de renvoi. — Chef distinct (n° 107).

SECT. 3. — De l'exception de nullité des exploits ou actes de procédure (n° 118).

ART. 1. — A quels exploits et à quels actes de procédure s'applique l'exception de nullité (n° 118).

ART. 2. — Contre quelles personnes et par quelles personnes l'exception peut être proposée (n° 122).

ART. 3. — Quand et comment doit être proposée l'exception de nullité des exploits ou actes de procédure (n° 124).

§ 1. — Nullité des exploits introductifs d'instance, de réassignation et d'appel (n° 124).

§ 2. — Nullité des actes de procédure (n° 132).

ART. 4. — Procédure et jugement des exceptions de nullité (n° 151).

SECT. 4. — Des exceptions dilatoires (n° 151).

ART. 1. — De l'exception tirée du délai pour faire inventaire et délibérer (n° 152).

ART. 2. — De l'exception tirée du délai pour mettre garant en cause (n° 153).

§ 1. — De la demande en garantie par rapport au garant (n° 154).

§ 2. — De la demande en garantie par rapport au demandeur originaire, c'est-à-dire par rapport à l'exception qui en résulte (n° 164).

§ 3. — Dans quels cas le demandeur en garantie peut requérir sa mise hors de cause (n° 165).

§ 4. — Instruction de la demande principale et de celle en garantie. — Exécution du jugement, recours (n° 166).

SECT. 5. — De l'exception de communication de pièces (n° 175).

CHAP. 3. — Des fins de non-recevoir (n° 182).

CHAP. 4. — Des exceptions et fins de non-recevoir en matière criminelle (n° 191).

## CHAP. 1. — Historique et législation.

2. La législation exposée au *Répertoire* relativement aux exceptions est restée en vigueur jusqu'à nos jours. Il y a tout lieu de croire qu'elle le sera pendant longtemps encore; car les art. 166 et suiv. c. proc. civ. qui renferment cette législation sont maintenus, quant au fond tout au moins, dans le projet de révision du code de procédure civile (V. *Journ. off.* 1887. Annexes de la Chambre des députés, p. 917 et 923).

Cette circonstance ne peut que donner plus d'intérêt aux diverses applications que ces articles ont reçues depuis la publication du *Répertoire*.

3. La matière est traitée par tous les commentateurs du code de procédure civile. V. notamment : Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, t. 2, p. 151 et suiv.; et *Supplément aux lois de la procédure*, t. 1, p. 724 et suiv.; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, v<sup>ie</sup> *Caution judicatum solvi*; Compétence; Compétence des tribunaux civils, de commerce, de paix; Exceptions; Bioche, *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, v<sup>ie</sup> *Caution judicatum solvi*; Compétence; Compétence des tribunaux civils, de commerce, de paix; Exceptions; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. 1, p. 610 et suiv.; t. 2, p. 349 et suiv., 384 et suiv., 436 et suiv., 700 et suiv., t. 3, p. 69 et suiv.; Boitard, *Leçons de procédure civile*, 14<sup>e</sup> édit., t. 1, n° 341 et suiv.; Rodière, *Cours de compétence et de procédure*, 4<sup>e</sup> éd., t. 1, p. 122 et suiv. — V. également, spécialement en ce qui concerne la caution *judicatum solvi* : Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4<sup>e</sup> éd., t. 8, § 747; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 1, n° 254 et suiv.; Félix, *Droit international privé*, t. 1, n° 131 et suiv.; Massé, *Droit inter-*

*cial*, t. 2, n° 722 et suiv.; Massé et Vergé sur Zachariæ, *Droit civil français*, t. 3, n° 542 et 544, t. 5, n° 843, 855 et 860; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique de code civil*, t. 1, n° 30; Bonfils, *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*. Comme ouvrage traitant spécialement des exceptions, nous citerons : Jaccoton, *Des exceptions de procédure en matière civile et commerciale*.

## CHAP. 2. — Des exceptions proprement dites (Rép. n° 25 à 527).

### SECT. 1<sup>re</sup>. — DE LA CAUTION A FOURNIR PAR LES ÉTRANGERS, OU CAUTION JUDICATUM SOLVI (Rép. n° 25 à 31).

4. On a exposé au Rép. n° 29, la controverse relative au point de savoir si l'étranger défendeur peut exiger la caution *judicatum solvi* du demandeur étranger. Nous avons cité plusieurs décisions donnant à cette question une solution négative. Cette jurisprudence n'a fait que s'affirmer (V. Paris, 12 avr. 1856, aff. Brown, D. P. 56. 2. 261; Paris, 2 juill. 1861, aff. Bossi, D. P. 61. 5. 196; Trib. Seine, 26 juill. 1873, aff. Mimzel C. Galvez, *Journ. de droit intern. privé*, 1875, p. 17; Nancy, 14 juin 1876, aff. X..., D. P. 76. 5. 225; Douai, 28 juin 1877, aff. Ankaert, D. P. 77. 5. 217; Trib. Seine, 9 janv. 1880, aff. Léonardi C. Porellé et Dagostini, *Journal de droit international privé*, 1880, p. 190; Paris, 24 déc. 1880, *ibid.*, aff. Texier et Harbult C. Puslowski, 1882, p. 192; Trib. Seine, 4 janv. 1881, aff. Williams C. H..., *ibid.*, 1881, p. 58. V. également : Demolombe, t. 1, n° 255; Aubry et Rau, t. 8, p. 131, § 747 bis, note 22; Laurent, t. 1, n° 450; Rodière, t. 1, n° 325).

La jurisprudence belge est également fixée en ce sens (Liège, 20 nov. 1858, aff. Grass C. Fremersdorff, *Pasicriste belge*, 1859. 2. 99; Bruxelles, 10 juill. 1866, aff. Thornton C. Murray et Branson, *ibid.*, 1866. 2. 252; 17 juill. 1875, aff. Kiss C. l'Etat français et R. Spiès, *ibid.*, 1875. 2. 295; Trib. Anvers, 26 déc. 1878, aff. Bicker et consorts C. Robbins et Walford, *ibid.*, 1879. 3. 110).

5. Cette règle doit être appliquée même dans le cas où l'étranger défendeur est dispensé par traité de fournir comme demandeur la caution *judicatum solvi* (Trib. Seine, 18 janv. 1870, *Gazette des Tribunaux* du 23 janv. 1870). — Mais il en serait autrement, ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 28, si l'étranger défendeur avait été autorisé, conformément à l'art. 13 c. civ., à établir son domicile en France (Nancy, 14 juin 1876, cité *supra*, n° 4).

6. Une exception aux règles posées ci-dessus a été introduite par l'ordonnance du 16 avr. 1843, rendue pour l'exécution en Algérie du code de procédure civile. Aux termes de l'art. 19 de cette ordonnance, la disposition de l'art. 166 c. proc. civ. peut être invoquée même par le défendeur étranger, mais résidant et ayant un établissement en Algérie (V. Rép. v° *Organisation de l'Algérie*, n° 634).

7. L'étranger admis au bénéfice de l'assistance judiciaire n'en demeure pas moins, lorsqu'il est demandeur ou intervenant, soumis à l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi* (Trib. Seine, 18 oct. 1856, aff. Leclerc Eccleston, D. P. 66. 3. 104, note 1; Trib. Sariène, 2 mai 1859, D. P. *ibid.*; Trib. Seine, 29 déc. 1868 (1); Trib. Soissons, 28 août 1861, aff. Libbrecht, D. P. 66. 3. 104).

### ART. 1<sup>er</sup>. — Quels étrangers sont soumis à la caution (Rép. n° 32 à 54).

8. Nous avons dit au Rép. n° 32 qu'en principe tout étranger demandeur est soumis à la caution *judicatum solvi*. Par suite, il importe peu que le demandeur ait été Français à l'époque où la créance est née; c'est au moment de l'introduction de l'action qu'il faut se placer pour savoir si la caution est due (Bonfils, n° 120; Weiss, *Traité de droit international privé*, p. 908). De même, l'étranger cessionnaire d'un

Français est tenu de fournir cette caution (Trib. Seine, 13 avr. 1877, aff. la Mulhousienne C. Harel et autres, *Journ. droit intern. privé*, 1878, p. 160).

9. La règle reçoit plusieurs exceptions : d'abord, celle qui résulte de traités diplomatiques. — Cette exception doit être, en principe, formellement énoncée dans le traité. Nous avons, à ce propos, combattu au Rép. n° 39, l'opinion de Merlin qui estimait que la dispense de caution pouvait implicitement résulter de la clause d'un traité portant que les jugements exécutoires dans un pays le seraient également dans l'autre. — A l'appui de notre opinion, on peut citer un arrêt de la cour de Colmar du 12 avr. 1859, aff. N..., D. P. 59. 2. 186, décidant que la disposition d'un traité international dans laquelle le gouvernement français consent à ce que les jugements rendus par les tribunaux des deux Etats contractants soient réciproquement exécutoires dans l'un et l'autre, n'implique pas de sa part, renonciation au profit des sujets de l'autre Etat à l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*, lorsqu'ils plaident en France contre un Français; que, spécialement, les sujets badois continuent à être soumis en France à l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*, le traité contracté le 3 juin 1846 avec leur gouvernement ne s'expliquant que sur l'exécution des jugements rendus dans les deux Etats. — Jugé aussi que la convention internationale du 30 avr. 1862, passée entre la France et l'Angleterre (qui accorde aux sociétés de chacun des deux pays contractants la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice soit en demandant, soit en défendant devant les tribunaux de l'autre), n'a pas dérogé aux dispositions du code civil et du code de procédure relatives à la caution *judicatum solvi* (Paris, 27 juill. 1875, aff. Comp. anglaise des engrais, D. P. 77. 2. 117).

10. Mais il a été décidé que la disposition d'un traité international par laquelle la France admet les sujets de l'Etat contractant à un libre et facile accès auprès des tribunaux français, sous le bénéfice de la réciprocité, est réputée avoir entendu, notamment, affranchir les sujets de cet Etat de l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*. C'est ce qu'a jugé le tribunal de la Seine le 22 févr. 1870, aff. Wilson, D. P. 70. 3. 78. Il s'agissait, dans l'espèce, du traité conclu le 7 janv. 1862 entre la France et l'Espagne et de la convention consulaire du 18 mars suivant relative à ce traité. « Attendu, dit ce jugement, que la caution *judicatum solvi* est un obstacle pour les étrangers qui veulent aborder les tribunaux français; que la liberté d'accès accordée aux Espagnols par le traité dont il s'agit a donc levé pour eux l'entrave résultant de cette exception » (V. dans le même sens : Trib. Seine, 23 nov. 1880, aff. Josselin, Ribeyro et autres C. de Montebello, *Journ. droit intern. privé* 1880, p. 575; 2 avr. 1881, aff. baron de Vauthebret C. Sanchez, *ibid.*, 1881, p. 423; 8 juin 1882, aff. Comp. du chemin de fer de Lérída C. Ferré, *ibid.*, 1882, p. 300).

Cependant, antérieurement à ces décisions, le même tribunal avait jugé qu'un traité diplomatique ne pouvait déroger au code civil (Trib. Seine, 5 févr. 1874, *Journ. droit intern. privé*, 1874, p. 107). Mais ce jugement a été vivement critiqué (*Journ. droit intern. privé*, 1874, p. 108 et suiv.), tant au point de vue purement juridique qu'au point de vue constitutionnel, par M. Demangeat.

La disposition précitée du traité du 7 janv. 1862 et de la convention du 18 mars 1862 a été reproduite dans le traité du 6 févr. 1882 (art. 3), conclu entre la France et l'Espagne (D. P. 83. 4. 34).

11. Les principaux Etats qui ont avec la France des traités contenant la clause de libre et facile accès auprès des tribunaux sont, outre l'Espagne : le Chili (Traité du 4 févr. 1850 (art. 3), D. P. 50. 4. 65); l'Equateur (Traité du 6 juin 1843 (art. 4), D. P. 45. 3. 86); le Guatemala (Traité du 8 mars 1848 (art. 4), D. P. 49. 4. 102); la Nouvelle Grenade (Traité du 15 mai 1856 (art. 4), D. P. 57. 4. 186); le Mexique (Traité du 27 nov. 1886 (art. 3), D. P. 88. 4. 35); le Paraguay (Traité du 4 mars 1853 (art. 9), D. P. 54. 4. 26);

étranger, de l'obligation que lui impose le code Napoléon, de fournir la caution *judicatum solvi*, qui a été édictée dans l'intérêt du Français défendeur; — Que, dès lors, Scarasuella doit fournir une caution; — Par ces motifs, etc.

Du 29 déc. 1868.—Trib. de la Seine.—MM. Thiéblin, pr.—Hausman, subst.—Perillier et Isambert, av.

(1) (Scarasuella C. Botey). — LE TRIBUNAL; — Attendu que, par la loi sur l'assistance judiciaire, le législateur n'a voulu exonérer l'assisté que de l'obligation qui lui incombait naturellement de pourvoir aux dépens que lui occasionnerait sa défense et de faire l'avance des frais que cette défense pouvait nécessiter; — Que le législateur n'a pas exonéré l'assisté, alors qu'il est

le Pérou (Traité du 9 mars 1861 (art. 3), D. P. 62. 4. 26); le Portugal (Traité du 9 mars 1853 (art. 1<sup>er</sup>), D. P. 54. 4. 19); la Russie (Traité du 1<sup>er</sup> avr. 1874, D. P. 75. 4. 11); Saint-Domingue (Traité du 8 mai 1852 (art. 3), D. P. 52. 4. 214).

Dans le traité franco-serbe du 18 janv. 1883 (D. P. 84. 4. 21), outre la clause du libre et facile accès, on rencontre une seconde clause dispensant expressément les serbes de la caution *judicatum solvi*.

12. Bien qu'un traité conclu avec la France contienne la clause de la nation la plus favorisée (Perse, Traité du 12 juill. 1855, (art. 5), D. P. 57. 4. 51; Allemagne, Traité de Francfort du 18 mai 1871 (art. 11), D. P. 71. 4. 25), les nationaux de ce pays n'en sont pas moins tenus de fournir la caution *judicatum solvi*. — Il a été jugé que les sujets allemands ne sont fondés à réclamer la dispense de la caution *judicatum solvi*, en exécution de l'art. 11 du traité de Francfort, que pour les contestations relatives à des affaires exclusivement commerciales; en matière civile, ils restent soumis à l'obligation de fournir cette caution (Trib. Bastia, 29 avr. 1873, aff. Cordua, D. P. 73. 3. 79). Jugé également que les sujets allemands de l'Alsace-Lorraine sont, comme tous les étrangers, tenus de fournir la caution *judicatum solvi* (Nancy, 16 juin 1877, aff. Breck, D. P. 78. 2. 109).

13. Certains pays ont conclu avec la France des traités stipulant expressément pour leur nationaux la dispense de fournir la caution *judicatum solvi*.

Ce sont :

1<sup>o</sup> La Suisse (V. Rép. n° 42). — Ainsi il a été décidé par la cour de Chambéry, dans un arrêt du 2 janv. 1867 (aff. Briéry, D. P. 67. 5. 188) que les sujets suisses du canton du Valais plaident en France contre des Français ne sont point obligés de fournir la caution *judicatum solvi*. Les dispositions du traité de 1828 ont été reproduites dans le traité franco-suisse du 15 juin 1869 (art. 13), D. P. 70. 4. 6.

2<sup>o</sup> L'Italie (V. Rép. n° 43). — Il a été jugé que le traité du 24 mars 1760, conclu avec la Sardaigne seule avant la formation du royaume d'Italie, était applicable à ce dernier (V. outre les décisions citées au Rép. : Trib. Seine, 27 sept. 1872, aff. Carteret C. Vice-roi d'Égypte, Journ. droit int. privé, 1874, p. 241; 21 févr. 1879, aff. de Lusignan C. le Figaro, *ibid.*, 1879, p. 279; 9 janv. 1880, aff. Léonardi C. Porelli et Dagostini, *ibid.*, 1880, p. 190; 8 juin 1883, aff. Mantel C. Pompilio, *ibid.*, 1883, p. 500).

3<sup>o</sup> La Serbie (V. *supra*, n° 11).

14. Enfin, certains traités ne dispensent de la caution *judicatum solvi* que les indigents qui ont obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire. Une clause spéciale était nécessaire pour les en dispenser. On a vu, en effet (V. *supra*, n° 7) que l'obtention du bénéfice de l'assistance judiciaire n'a pas pour résultat de soustraire l'étranger à l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*. Cette clause se trouve dans les traités conclus entre la France et :

L'Allemagne (Traité du 20 févr. 1880, D. P. 82. 4. 21).

L'Autriche-Hongrie (Traité du 14 mai 1879, D. P. 81. 4. 47).

La Bavière (Traité du 11 mars 1870, D. P. 70. 4. 47).

La Belgique (Traité du 22 mars 1870, D. P. 70. 4. 47).

L'Espagne (Traité du 14 mai 1884, D. P. 86. 4. 79).

L'Italie (Traité du 19 févr. 1870, D. P. 70. 4. 47).

Le grand-duché de Luxembourg (Traité du 22 mars 1870, D. P. 70. 4. 47).

L'Uruguay (Traité du 23 mars 1885, D. P. 88. 4. 49).

15. Une seconde exception existe en faveur de l'étranger admis par le Gouvernement à établir son domicile en France, conformément à l'art. 13 c. civ. (Rép. n° 44). Mais il a été jugé que l'autorisation accordée à un étranger d'exercer la profession d'imprimeur-lithographe ou de fonder un journal équivalait à une autorisation générale d'établir son domicile en France, et dispense dès lors cet étranger de l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi* (Lyon, 26 juin 1873, aff. Wiedmann, D. P. 74. 2. 120).

16. Cependant le tribunal de Verviers, par jugement du 13 avr. 1875 (*Pasicrisie belge*, 1876. 3. 64), a décidé que cette autorisation peut n'être que tacite et s'induire d'actes qui ne laissent pas de doute sur la volonté du gouvernement d'autoriser l'étranger à fixer son domicile dans le royaume. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un pasteur résidant depuis longtemps à Spa, et touchant un traitement du gouvernement belge.

Jugé également que l'étranger, directeur d'un théâtre qu'il exploite avec l'autorisation du Gouvernement, et qui en cette qualité a déposé un cautionnement, est dispensé de la caution *judicatum solvi* (Trib. Seine, 1<sup>er</sup> avr. 1856, *Gazette des Tribunaux* du 16 avr. 1856). — Il faut, toutefois, remarquer qu'aux raisons énoncées dans le jugement s'en ajoutait une autre : le directeur dont il s'agit se portait reconventionnellement demandeur (V. *infra*, n° 21).

17. Une troisième exception existe en faveur de l'étranger qui possède en France des immeubles suffisants pour garantir le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès (art. 167 c. proc. civ.) (Rép. n° 46 et suiv.).

Il suffit d'une simple possession (Rép. n° 49), ou d'une nue propriété (Rép. n° 51).

18. La controverse que nous avons exposée au Rép. n° 50, sur le point de savoir si l'usufruitier est, comme le propriétaire, dispensé de fournir la caution *judicatum solvi* n'est pas encore résolue. Dans le sens de la négative, que nous avons adoptée, V. outre les auteurs cités *ibid.* : Aubry et Rau, t. 8, p. 129, note 13; Garsonnet, t. 2, p. 387, note 9. L'opinion contraire est soutenue par M. Bonfils, n° 125.

19. On retrouve également encore la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir si l'étranger demandeur qui a des immeubles en France est obligé, pour se soustraire à la nécessité de fournir la caution *judicatum solvi*, de constituer une hypothèque sur ces biens. La négative, qui nous a paru conforme au texte et à l'esprit des art. 16 c. civ. et 167 c. proc. civ. (Rép. n° 52) est enseignée par MM. Aubry et Rau, t. 8, p. 129; Massé, t. 2, n° 742 et suiv.; Valette, *Cours de code civil*, t. 1, p. 78; Demolombe, t. 1, n° 259; Bonfils, n° 127.

20. Ainsi que nous l'exprimions au Rép. n° 53, si au cours du procès, les immeubles à raison desquels l'étranger demandeur ou intervenant a été dispensé de la caution *judicatum solvi*, devenaient insuffisants pour garantir les frais et dommages-intérêts résultant du procès, le défendeur aurait le droit de réclamer la caution. — Il a été jugé que l'étranger demandeur prétend, en vain, pour échapper à la caution, posséder des immeubles suffisants, lorsque ces immeubles sont ceux qui font l'objet même du litige; dans ce cas, la garantie prévue par le législateur disparaît complètement (Trib. Bruxelles, 26 nov. 1887, aff. Jutteau-Michelet C. époux Leleu Van Dormail, *Pasicrisie belge*, 88. 3. 170).

ART. 2. — Dans quels cas l'étranger est demandeur principal ou intervenant (Rép. n° 53 à 68).

21. On a exposé au Rép. n° 55 et suiv. ce qu'il faut entendre par les mots *demandeur principal* écrits dans la loi; et on a dit que, pour être soumis à la caution *judicatum solvi*, l'étranger doit introduire l'instance. Par suite, ne doivent pas être soumis à la caution : ... l'étranger, demandeur en garantie incidente, mais défendeur à l'action principale (Chauveau sur Carré, t. 2, p. 163). — Le contraire a cependant été jugé par le tribunal de la Seine, le 29 déc. 1882 (*Le Droit* du 6 févr. 1883); ... l'étranger, défendeur à l'action principale, qui se porte reconventionnellement demandeur, à moins que la reconvention ne soit une défense à l'action principale (Aubry et Rau, t. 8, p. 127, note 3; Demolombe t. 1, p. 253).

22. En général, toutes les fois que l'étranger est défendeur en justice, il doit être dispensé de fournir la caution *judicatum solvi*, et le mot *défendeur* doit s'entendre *latissimo sensu*. Ainsi il a été décidé, avons-nous dit au Rép. n° 58, que l'étranger défendeur en première instance n'est pas assujéti à l'obligation de fournir caution quand il interjette appel; l'appel ne constitue en pareil cas qu'une suite de la défense originaire. La jurisprudence paraît définitivement fixée dans ce sens (Nancy, 18 août 1875, aff. Levy C. Neu, Journ. droit intern. privé, 1876, p. 454; Paris, 20 av. 1877, aff. Whitehead C. Lambert, *ibid.*, 1878, p. 159; Rennes, 8 janv. 1889, *Droit* du 28 avr. 1889; Aubry et Rau, t. 8, p. 127, note 4; Demolombe, t. 1, n° 255; Bonfils, n° 138; Rousseau et Laisney, v° *Caution judicatum solvi*, n° 29; Felix, *Droit international privé*, t. 1, p. 301, n° 139; Jocotot, *op. cit.*, n° 234).

De même, il a été jugé que l'étranger défendeur originaire



qui fait opposition au jugement par défaut rendu contre lui n'est pas tenu de fournir la caution *judicatum solvi* (Trib. Anvers, 2 mars 1882) (1).

23. Mais l'étranger demandeur en première instance et intimé en appel devra la caution *judicatum solvi* (Rép. n° 59; Bruxelles, 20 janv. 1870, aff. Collignon, D. P. 70. 2. 156. — V. toutefois *contrà* : Aix, 9 juill. 1874, aff. Bonaparte Wyse, D. P. 76. 2. 136; Paris 9 janv. 1883, *infra*, n° 39). — De même, en cas d'opposition à un jugement par défaut rendu au profit d'un étranger, l'opposant a le droit d'exiger la caution *judicatum solvi*. L'opposition a, en effet, pour conséquence d'anéantir le jugement par défaut et de remettre les parties dans la même situation qu'au début de l'instance (Trib. civ. Seine, 16 févr. 1889, *Droit* du 28 avr. 1889). — Pour la requête civile et le pourvoi en cassation, V. Rép. n° 60.

24. Nous avons dit, au Rép. n° 61, que l'étranger qui poursuit en France l'exécution d'un titre paré par voie de saisie immobilière, ne doit pas la caution *judicatum solvi*. — Mais il ne faudrait pas appliquer cette règle à l'étranger qui s'adresse aux tribunaux français pour obtenir l'*exequatur* d'une décision rendue en pays étranger. Dans ce cas, la caution *judicatum solvi* est due. — C'est ce qu'a décidé la cour de Nancy par arrêt du 16 juin 1877, aff. Breck, D. P. 78. 2. 109. « Attendu, a-t-elle dit, que la demande d'*exequatur* présente tous les caractères d'une demande ordinaire; et que, en différé-elle un peu par son objet, cette différence ne s'opposerait pas à l'application des art. 16 c. civ., 166 et 167 c. proc. civ., pour peu qu'on prenne garde que le premier de ces articles, par la généralité de ses termes, s'applique à toutes matières ». Nous ne pouvons qu'adhérer à cette solution, surtout en présence de la jurisprudence qui décide

(1) (Felde C. Doetsch.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que le défendeur, qui réclame la caution *judicatum solvi*, n'est défendeur que sur opposition; qu'en réalité c'est toujours lui qui est demandeur, puisque c'est lui qui poursuit la condamnation de Felde; — Attendu que, d'après une jurisprudence et une doctrine unanimes et constantes, l'étranger, défendeur originaire, qui se pourvoit par appel, cassation ou requête civile, ne peut pas être astreint à donner caution (V. Carré sur Chauveau, *Lois de la procédure*, quest. 700), parce que ces voies de recours demeurent toujours des moyens de défense contre l'attaque originaire; — Attendu que, s'il en est ainsi du plaideur qui a déjà contre lui la présomption résultant d'une décision rendue après débat contradictoire, à plus forte raison doit-on juger de même sur l'opposition; que celle-ci, en effet, remet les parties dans la situation où elles auraient été si le défendeur avait dès l'abord constitué avoué et présenté ses moyens, et qu'il serait souverainement injuste de lui faire encourir une déchéance, alors qu'il n'est pas même établi qu'il a été dans la possibilité de se défendre sur l'ajournement; — Attendu qu'il est superflu d'examiner si le défendeur sur opposition, étranger lui-même, serait, comme défendeur effectif, en droit de réclamer la caution *judicatum solvi* d'un autre étranger; — Par ces motifs; — Déboutant Doetsch de son exception, renvoie les parties à l'audience de huitaine pour y plaider à toutes fins.

Du 2 mars 1882. Trib. Anvers. MM. Smekens, pr.-Bauss et Bausart, av.

(2) (Mailhos C. Candeil.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que si, aux termes de l'art. 16 c. civ.; l'étranger qui est demandeur devant les tribunaux belges doit donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts à résulter du procès, il est, en vertu du même article, dispensé de cette obligation lorsque ce procès se produit en matière de commerce; — Attendu que cette dispense, imaginée pour faciliter les transactions commerciales qui exigent une grande rapidité et s'accommoderaient mal des exigences de la caution, a donc été introduite dans la loi à raison d'une nature spéciale de contestations, et non à raison de la juridiction devant laquelle elles doivent être portées; qu'il s'ensuit que si, comme dans l'espèce, une contestation évidemment commerciale est, en vertu d'une disposition exceptionnelle de la loi, soumise à la juridiction civile, le demandeur est en droit d'invoquer la dispense inscrite dans l'art. 16 c. civ.; — Attendu que c'est en vain que le défendeur distingue entre la contestation qui a donné lieu au jugement étranger et la demande en *exequatur* qui, d'après lui, serait *sui generis* et de nature civile; que cette distinction est d'autant moins juridique dans l'espèce que le jugement dont l'*exequatur* est demandé est un jugement français; qu'il n'existe entre la Belgique et la France aucun traité conclu sur la base de la réciprocité, et que, dès lors, aux termes de l'art. 10 de la loi du 23 mars 1876, le tribunal civil appelé à se prononcer sur la demande en *exequatur*

que le tribunal français saisi d'une demande d'*exequatur* a le droit de reviser au fond la sentence étrangère qui lui est soumise.

25. Mais la caution ne serait pas due s'il s'agissait de l'*exequatur* d'une décision rendue en matière commerciale (Nancy, 16 juin 1877, cité *suprà*, n° 24); ... alors même que la demande d'*exequatur* de cette décision serait portée devant le tribunal civil (Trib. Bruxelles, 2 juill. 1882) (2).

26. Il peut se faire que l'étranger intente une action judiciaire, sans pour cela être tenu de fournir la caution *judicatum solvi*. C'est lorsque son action a pour but de se défendre contre un trouble apporté à ses droits en général (Rép. n° 66). Ainsi il a été jugé que l'étranger arrêté provisoirement, qui demande la nullité de son arrestation, est défendeur et, comme tel, dispensé de fournir la caution *judicatum solvi* (Paris, 24 avr. 1849, aff. Pouillat, D. P. 49. 2. 222).

27. De même, ne doivent pas la caution *judicatum solvi* : l'étranger qui demande la mainlevée ou la nullité d'une saisie-arrest (Bordeaux, 3 mars 1880 (3); Rennes, 8 janv. 1889, cité *suprà*, n° 22); ... L'étranger qui demande la mainlevée d'une saisie foraine (Trib. Seine, 30 oct. 1863, *Gazette des Tribunaux* du 2 nov. 1863; ... L'étranger qui demande la nullité d'une saisie pratiquée contre une autre personne sur des meubles garnissant une maison dont il est locataire par bail enregistré (Nancy, 9 mars 1872, aff. Damanet, D. P. 72. 2. 238).

28. Mais il a été jugé que la demande formée par un tiers en revendication d'objets saisis constitue une demande principale et soumet le tiers, s'il est étranger, à la caution *judicatum solvi* (Paris, 3 mars 1854, aff. Spencer, D. P. 54. 2. 63; Trib. Seine, 27 juill. 1879) (4). La même

peut juger à nouveau le fond comme la forme de la contestation; de la même manière que si le jugement français n'existait pas; — Par ces motifs; — Déclare le défendeur non recevable ni fondé en sa demande de *cautio judicatum solvi*.

Du 2 juill. 1882. Trib. civ. de Bruxelles, 4<sup>e</sup> ch.-MM. de Meren, pr.-Gendebien, subst.

(3) (Lafourcade C. Rat.) — LA COUR; — Attendu que le sieur Rat, exécuteur testamentaire de la veuve Aignasse, aux termes d'un testament fait par elle à l'île de la Trinité, le 17 mai 1877, ayant réclamé à Guillot la remise des valeurs déposées dans ses mains par la testatrice, ce dernier a refusé de remettre ces valeurs en se basant sur une opposition à lui signifiée, le 24 oct. 1877, à la requête de Lafourcade; — Qu'en effet, à cette date, Lafourcade a déclaré s'opposer formellement à ce que Guillot se dessaisisse des sommes, deniers et valeurs dépendant de la succession de la dame Aignasse, sans que par justice il en soit autrement ordonné, sous peine de payer deux fois et d'être personnellement responsable des causes de cette saisie-arrest; — Attendu que, si l'opposition de Lafourcade n'a pas tous les caractères d'une saisie-arrest, elle en produisait tous les effets à l'égard de Rat; — Qu'elle le plaçait dans l'impossibilité d'exercer les droits pouvant résulter à son profit du testament fait le 17 mai 1877 par la dame Aignasse, et le mettait dans la nécessité d'assigner Lafourcade et Guillot devant le tribunal en mainlevée d'opposition; — Attendu que, dans la contestation engagée entre les parties, c'est Lafourcade qui est le véritable demandeur, puisqu'il est l'opposant ou le saisissant, tandis que Rat ne fait que résister par les voies légales à la mesure prise à son encontre par son adversaire; — Que, malgré sa nationalité étrangère, il ne devait donc pas être assujéti à fournir la caution *judicatum solvi*, etc.

Du 3 mars 1880.-C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Izoard, 1<sup>er</sup> pr.-Peyrecave, av. gén.-Battar et Laroze, av.

(4) (Préterre C. Préterre.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que Préterre et Bellencourt, créanciers de Phéalon Préterre, en vertu des décisions de la cour de Paris, ayant l'autorité de la chose jugée, ont fait pratiquer la saisie-exécution du mobilier garnissant l'appartement de leur débiteur; — Attendu que, sur cette procédure, Hammon, beau-père du saisi, a formé une demande en revendication; — Attendu que Préterre et Bellencourt demandent que Hammon, qui est de nationalité étrangère, ce qui n'est pas contesté, soit tenu de fournir caution; — Attendu que Hammon refuse de fournir caution en alléguant qu'aux termes de l'art. 166 c. proc. civ., les étrangers ne sont tenus de fournir caution que lorsqu'ils sont demandeurs principaux ou intervenants; que, dans l'espèce, la demande en revendication ne serait qu'une demande incidente; qu'il n'y aurait donc pas lieu d'ordonner la caution; que lui, Hammon, serait un véritable défendeur dont la tranquillité est troublée par les saisissants Préterre et Bellencourt.

solution résulte d'un jugement du tribunal de la Seine du 16 juin 1880, aff. Hammon C. Préterre et Bellescourt (*Journ. droit intern. privé*, 1880, p. 392) et d'un arrêt de la cour de Nancy du 22 janv. 1889 (*Droit* du 15 sept. 1889).

Jugé également que l'étranger locataire qui demande contre son propriétaire la restitution de meubles que celui-ci détient à tort, ne joue pas dans la procédure le rôle de défendeur et doit la caution *judicatum solvi* (Trib. Versailles, 31 déc. 1875, aff. H... *Journ. droit intern. privé*, 1877, p. 224).

29. Le locataire qui a été expulsé d'un établissement industriel à lui loué, en vertu d'une ordonnance de référé, joue le rôle de demandeur lorsque, sans contester les mesures d'expulsion prises à son égard, il se borne à réclamer une indemnité pour les travaux d'amélioration par lui faits sur l'immeuble; en conséquence, s'il est étranger, il est tenu de fournir la caution *judicatum solvi* (Paris, 27 juill. 1875, aff. Compagnie anglaise des engrais, D. P. 77. 2. 117).

30. Nous avons expliqué au *Rép.* n° 67 et 68, d'une manière suffisamment complète pour qu'il soit inutile d'y revenir, ce que l'on doit entendre par les mots *demandeur intervenant* qui se trouvent dans la loi. — *Adde* : Joccoton, *op. cit.*, n° 233).

ART. 3. — *En quelle matière la caution est due*  
(*Rép.* n° 69 à 76).

31. Aux termes de l'art. 16 c. civ., la caution est due en toutes matières autres que celles de commerce. Par suite, elle est due devant la justice de paix (*Rép.* n° 70 ; Trib. de paix Liège, 23 sept. 1881 (1); Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, t. 3, p. 187, note 2; Curasson, *Compétence des juges de paix*, t. 2, n° 585; Rousseau et Laisney, *v° Caution judicatum solvi*; Fœlix, *Droit international privé*, t. 1, p. 298, n° 137; Bonfils, p. 123, n° 143; Aubry et Rau, t. 8, p. 129, § 747 bis). Le contraire a été cependant jugé par le tribunal de la Seine, le 28 nov. 1843 (*Gazette des tribunaux* du 9 déc. 1843).

32. Elle est due aussi en matière administrative (*Rép.* n° 71. Conf. Demolombe, t. 1, n° 256; Bonfils, n° 143).

33. Il en est de même en matière criminelle ou correctionnelle. Nous avons exposé au *Rép.* n° 78 la controverse qui s'élevait déjà à ce sujet. Cette controverse existe toujours, avec moins de force pourtant, la majorité des auteurs et des tribunaux s'étant prononcée en faveur de l'application de l'art. 16 c. civ. aux matières criminelles et correctionnelles (Aix 4 juin 1877, *Bulletin de la cour d'Aix*, 1878, p. 221; Demolombe, t. 1, n° 256; Demante, t. 1, n° 30 bis;

court; qu'il habite sa propriété, et que les actes d'exécution poursuivis sur son gendre, qui habite chez lui, seraient des actes d'hostilité qu'il aurait le droit de combattre en se défendant par la demande en revendication des objets saisis; — Mais attendu que la demande en revendication n'est pas un acte de défense légitime contre des poursuites dont on est personnellement l'objet; que cette demande est une déclaration d'hostilité à un tiers, le saisissant, qui exécute le mobilier dont son débiteur est nanti; que, si le saisi n'est pas propriétaire du mobilier, ce que la demande en revendication à la prétention de faire décider, il est possesseur du mobilier saisi; que ce fait de possession et de propriété apparente, légitime la poursuite du saisissant; que le demandeur en revendication doit s'imputer de s'être dessaisi de la possession de son mobilier en faveur du saisi; que cette doctrine est si vraie que la preuve de la propriété est rigoureusement à la charge du demandeur en revendication; que, dans l'espèce, et tout en réservant l'examen de la question de propriété, Hammon ne doit pas être surpris que les créanciers de son gendre aient cru que ce dernier, qui est dentiste, qui est patenté en cette qualité, avait un domicile à lui, et qu'il n'a pu venir à leur pensée qu'il n'avait, selon l'énergique et populaire expression, ni feu, ni lieu; qu'il y a donc lieu de déclarer que la demande d'Hammon en revendication est une demande principale, et que, par suite, il est tenu de fournir caution; que le tribunal a les éléments d'appréciation suffisants pour fixer à 600 fr. le chiffre de la caution à fournir par Hammon; — Par ces motifs; — Avant faire droit; — Ordonne que, dans les trois jours de la signification du présent, Hammon sera tenu de donner caution solvable jusqu'à concurrence de 600 fr. pour sûreté des condamnations des frais et dommages-intérêts qui pourraient être prononcées au profit de Préterre et Bellescourt, sur la demande en revendication formée par Hammon, au cours des poursuites exercées sur Phéalon Préterre, son gendre, sinon et

Aubry et Rau, t. 8, p. 128; Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. 2, p. 332; Joccoton, n° 230). — Il a été cependant jugé que l'exception de la caution *judicatum solvi* n'est pas opposable en matière criminelle (Trib. Seine, 28 nov. 1839, *Droit* du 29 nov. 1839; Paris, 5 févr. 1840, *Droit* du 9 févr. 1840). Décidé aussi que l'étranger qui se porte partie civile devant un tribunal de répression n'est pas obligé de fournir la caution *judicatum solvi*: « Attendu que la généralité des termes des art. 63 et 182 c. instr. crim. confère aux étrangers comme aux Français eux-mêmes le droit de se constituer parties civiles devant les tribunaux français à raison des faits délictueux qui leur sont préjudiciables, sans qu'ils soient tenus de satisfaire aux conditions déterminées par la loi pour les matières civiles proprement dites (Dijon, 3<sup>e</sup> ch., 13 juill. 1881, aff. de Damseaux, MM. Chauvin, f. f. pr.-Vèzes, av. gén.-Perroche et Nourissat, av.). »

34. L'étranger qui agit par voie de référé doit la caution *judicatum solvi* (Trib. Seine, 30 avr. 1863, *Gazette des tribunaux* du 1<sup>er</sup> mai 1863). — Il a été également jugé que les demandes de pension alimentaire sont soumises à l'application de l'art. 16 c. civ. (Trib. civ. Seine, 16 févr. 1889, cité *suprà*, n° 23).

On peut donc conclure, ainsi que nous le faisons au *Rép.* n° 73 et *sulv.*, que la caution est bien due en toutes matières sauf en matières commerciales; dans ces matières, elle n'est jamais due, quoique l'action soit portée devant le tribunal civil, soit parce qu'au cours de l'instance commerciale survient un incident qui doit être renvoyé devant le tribunal civil (*Rép.* n° 74), soit parce qu'il s'agit de l'exécution d'une décision rendue en pays étranger (V. *Rép.* n° 76 et *suprà*, n° 25).

ART. 4. — *Quand et comment on doit conclure à la caution*  
(*Rép.* n° 77 à 84).

35. La controverse exposée au *Rép.* n° 77, relativement au point de savoir comment peuvent se concilier les art. 166, 169 et 173 c. proc. civ., existe encore aujourd'hui. Nous avons pensé que l'exception de la caution *judicatum solvi* peut être valablement proposée soit après l'exception de renvoi, soit après celle de nullité. (Conf. Rodière, t. 1, p. 337; Garsonnet, t. 2, p. 393). Nous ajoutons pourtant qu'il serait prudent de faire toujours des réserves.

La jurisprudence ne semble pas encore fixée sur cette question. Ainsi, il a été décidé que l'exception de la caution *judicatum solvi* doit être proposée avant toute autre (Trib. Seine, 23 août 1881, aff. *Journ. droit intern. privé*, 1882, p. 616; 7 nov. 1885, aff. Graham, C. Corty, *ibid.*, 1886,

faut de ce faire dans le délai susénoncé, déclare purement et simplement ladite demande d'Hammon mal fondée.

Du 27 juill. 1879-Trib. Seine-MM. Bernier, pr.-Eugène Duval et Guerrier, av.

(1) (Menderhausen C. Wathoul). — LE TRIBUNAL; — Attendu que l'art. 16 c. civ. impose d'une manière générale à tout étranger demandeur dans une instance l'obligation de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts, à moins que la demande n'ait pour objet une matière de commerce; — Attendu que de la généralité des termes de la disposition, et de l'exception formellement exprimée, il résulte que le législateur n'a pas voulu apporter d'autre restriction au droit de protection par lui établi en faveur des nationaux; — Attendu que le silence gardé par le livre 1<sup>er</sup> c. proc. civ. sur la caution *judicatum solvi* s'explique par la circonstance que ce livre ne contient qu'un exposé incomplet des règles de la procédure devant la justice de paix, que certaines mesures d'instruction applicables devant cette juridiction n'ont pas même été mentionnées dans le premier livre du code de procédure civile; — Qu'il en est ainsi, notamment, de l'interrogatoire sur faits et articles, dont l'admissibilité devant les juges de paix n'est plus aujourd'hui sérieusement contestée; — Attendu, au surplus, que le code de procédure civile qui contient l'exposé des règles sur l'introduction, l'instruction, le jugement des actions et sur l'exécution des jugements, n'a pas pu, à moins d'une déclaration précise ou d'une contrariété formelle de texte, déroger à l'art. 16 c. civ., loi générale qui crée un droit civil au profit des citoyens; — Attendu que, ni le livre 1<sup>er</sup>, ni les livres suivants du code de procédure civile, ne contiennent rien d'incompatible avec la disposition de l'art. 16 c. civ.;

Par ces motifs, etc.

Du 23 sept. 1881-Trib. paix de Liège.



p. 430; Boitard, t. 1, n° 367; Bioche, v° *Caution judicatum solvi*, n° 123; Demolombe, t. 1, n° 258; Jocotot, n° 238). — Jugé, au contraire, que l'exception d'incompétence doit être proposée la première (Trib. Seine, 22 déc. 1863, *Gazette des tribunaux* du 8 janv. 1864).

36. Mais les partisans de l'un et l'autre système sont d'accord pour décider qu'en dehors des exceptions de renvoi et de nullité, toute autre exception aurait pour effet de couvrir celle de la *caution judicatum solvi* (Rép. n° 78; Conf. Garsonnet, t. 2, p. 392).

37. Une simple sommation à fin de communication de pièces ne s'oppose pas à ce que la *caution judicatum solvi* puisse être postérieurement soulevée (Trib. Seine, 7 nov. 1885, cité *supra*, n° 35) : « Attendu, dit ce jugement, qu'aux termes de l'art. 166 c. proc. civ. l'exception *judicatum solvi* doit être proposée avant toute exception, mais que la déchéance ne peut être encourue qu'autant que le tribunal a été formellement saisi d'une autre exception; qu'une simple sommation afin de communication de pièces ne suffit pas pour saisir le tribunal de l'exception; que cet effet ne peut résulter que des conclusions posées devant lui; que dans la cause aucunes conclusions n'ayant été posées sur l'exception de communication de pièces, la déchéance n'est pas encourue. »

38. Jugé aussi que l'ordonnance de référé renvoyant les parties à se pourvoir au principal ne préjuge rien quant aux conditions de l'exercice de l'action principale; spécialement, elle ne fait pas obstacle à ce que la *caution judicatum solvi* soit demandée devant le tribunal (Paris, 27 juill. 1875, aff. Comp. anglaise des engrais, D. P. 77. 2. 117).

39. La *caution judicatum solvi* peut-elle être demandée pour la première fois en appel? N'y aurait-il pas là une violation du principe que cette caution doit être proposée *in limine litis*? Nous avons exposé au Rép. n° 79 les deux théories en présence, et nous nous sommes prononcés en faveur de celle qui admet la validité de l'exception. La jurisprudence paraît s'être définitivement fixée en ce sens (Paris, 19 nov. 1856, aff. Jeanselme, D. P. 59. 5. 160; Bruxelles, 20 janv. 1870, aff. Collignon, D. P. 70. 2. 156; Lyon, 26 juin 1873, aff. Wiedmann, D. P. 74. 2. 120; Paris, 9 janv. 1883 (1); Paris, 9 janv. 1884, aff. Tausky, D. P. 85. 2. 231).

Mais la caution ne peut être exigée en appel que pour la garantie des frais et dommages-intérêts résultant de l'appel (Mêmes arrêts des 19 nov. 1856; 20 janv. 1870; 26 juin 1873, 9 janv. 1883).

ART. 5. — *Etendue de la caution, jugement qui l'ordonne* (Rép. n° 85 à 96).

40. Comme on l'a vu au Rép. n° 85 et suiv., la *caution judicatum solvi* doit garantir les frais et dommages-intérêts résultant du procès. Ces mots comprennent les droits d'enregistrement du jugement, mais non les droits d'enregistrement qui pourraient être perçus sur les conventions antérieures intervenues entre les parties (Paris, 27 juill. 1875, aff. Comp. anglaise des engrais, D. P. 77. 2. 117), à moins que le payement des droits d'enregistrement ne soit ordonné à titre de dommages-intérêts.

(1) (De Bauffremont C. Tausky.) — Par jugement du 30 juin 1883, le tribunal civil de la Seine ayant condamné la duchesse de Bauffremont à payer à Tausky, négociant à Vienne (Autriche), 65000 fr., pour billets souscrits, celle-ci interjeta appel de ce jugement, et opposa pour la première fois devant la cour l'exception *judicatum solvi* à son adversaire.

La cour; — Sur la fin de non-recevoir opposée à la demande de la dame de Bauffremont, et tirée du silence par elle gardé en première instance : — Considérant que si, aux termes de l'art. 166 c. proc. civ., la *caution judicatum solvi* doit être demandée avant toute exception, cette règle n'implique en aucune manière que le silence gardé en première instance par le Français défendeur lui a fait perdre le droit d'exiger devant les juges du second degré la garantie que la loi lui accorde contre l'étranger demandeur; que de cette règle découle rationnellement une seule conséquence, à savoir que la caution doit, aux deux degrés de juridiction, être réclamée avant toutes exceptions ou défenses; que le silence gardé devant le tribunal de première instance par la dame de Bauffremont ne peut donc être considéré ni en fait, ni en droit, comme une renonciation aux droits introduits en sa faveur par les art. 16 c. civ. et 166 c. proc. civ.;

41. Le tribunal détermine le montant de la somme à cautionner et le délai dans lequel la caution doit être fournie. — Il a été jugé que l'étranger demandeur qui ne fournit pas la *caution judicatum solvi* dans le délai qui lui est fixé par le tribunal, ne doit pas être déclaré déchu de sa demande, mais seulement non recevable quant à présent (Bordeaux, 24 janv. 1851, aff. Amezagua, D. P. 52. 2. 18).

ART. 6. — *Comment la caution est fournie. — Obligation du débiteur* (Rép. n° 97 à 109).

42. V. Rép. n° 97 et suiv.

SECT. 2. — DES RENVOIS (Rép. n° 109 à 244).

ART. 1<sup>er</sup>. — *Renvoi pour incompétence* (Rép. n° 109 à 168).

43. Nous n'avons rien à ajouter aux idées générales que nous avons exposées au Rép. n° 109 et suiv. sur le renvoi pour incompétence et la distinction à faire entre l'incompétence relative et l'incompétence absolue. Nous nous bornerons à rappeler que la première doit être proposée *in limine litis*, alors que la seconde peut non seulement être valablement opposée en tout état de cause, mais qu'elle doit être soulevée d'office par le juge (Rép. n° 110). — La jurisprudence fournit de nombreux exemples de l'une et l'autre. Plusieurs décisions rendues sur ce point ont été rapportées au Rép. n° 111 et 112. — Il a été jugé depuis que l'incompétence des tribunaux civils, en matière commerciale, est purement personnelle. En conséquence, elle doit être proposée *in limine litis*, et les tribunaux ne sont pas tenus de la prononcer d'office (Req. 20 nov. 1848, aff. Albrecht, D. P. 48. 1. 233; Rép. n° 111-2°. — V. également : *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 7; Lyon, 22 févr. 1872, v° *Chose jugée*, n° 158).

44. Le même principe a été admis en ce qui concerne les affaires qui sont de la compétence des juges de paix (Lyon, 5 juill. 1877, aff. Deville, D. P. 78. 5. 252); et celles déferées aux tribunaux de commerce. Ainsi, le tribunal de commerce n'est tenu de se déclarer incompétent en matière de billets à ordre ne portant que des signatures de non commerçants et n'ayant pas pour cause des opérations de commerce, que s'il en est requis par les parties (V. *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 73); ... L'incompétence des tribunaux de commerce relativement aux lettres de change qui doivent être réputées simples promesses est purement relative; elle ne peut, dès lors, être déclarée d'office par le juge et doit être proposée par les parties avant toutes autres exceptions ou défenses (*ibid.*, n° 69 et 70); ... L'exception d'incompétence fondée sur une convention et qui n'est pas d'ordre public, par exemple, celle qui repose sur la clause compromissoire insérée dans un acte de société, ne peut être proposée pour la première fois en appel par la partie qui a défendu au fond devant les premiers juges (Paris, 8 nov. 1865, aff. Comp. des chemins de fer autrichiens, D. P. 67. 2. 21).

45. L'art. 59 c. proc. civ. en autorisant l'assignation du défendeur, en matière de faillite, devant le tribunal du domicile du failli, ne crée point un ordre spécial de compétence

Mais considérant, au fond, que les dispositions susvisées doivent être interprétées en ce sens que le Français ne peut, en appel, exiger de l'étranger d'autre garantie que celle des frais et des dommages-intérêts qui peuvent être la conséquence de cette nouvelle instance, et qu'il ne peut, en outre, faire cette réclamation qu'autant qu'à sa qualité de défendeur originaire il réunit au second degré de juridiction celle d'intimé; — Considérant en effet que, s'il est vrai de dire que l'instance d'appel n'est que la continuation du procès porté devant les juges du premier degré, et que les deux parties y conservent, au point de vue de la preuve, les qualités qu'elles avaient en première instance, le Français qui s'est rendu appelant du jugement qui l'a condamné ne se trouve plus dans la situation favorable qui a motivé la faveur exceptionnelle qui lui est accordée par la loi lorsqu'il est obligé de figurer dans une instance introduite contre lui et qu'il est obligé de subir; — Par ces motifs; — Sans s'arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir proposée; — Déclare la dame de Bauffremont mal fondée dans sa demande et la condamne, etc.

Du 9 janv. 1883. — C. de Paris, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Périer, 1<sup>er</sup> pr.-Loubers, av. gén.-Dreyfous et Reitlinger, av.

*ratione materix*; il consacre simplement, pour le cas indiqué, une exception au principe général suivant lequel le défendeur doit être assigné devant le juge de son propre domicile. En conséquence, si une demande en paiement d'une lettre de change due à une faillite, demande commerciale par sa nature, est portée devant un tribunal de commerce, qui n'est pas celui du défendeur, mais qui est celui du domicile du failli, sous le prétexte que l'on se trouve en matière de faillite, l'exception prise de ce que cette dernière condition ne serait pas réalisée soulève, non pas une question d'incompétence *ratione materix*, mais une simple question d'incompétence relative, qui ne peut, dès lors, être proposée pour la première fois en appel (Req. 20 mars 1883, aff. Chauhan, D. P. 83. 1. 202).

46. L'exception d'incompétence des tribunaux français, basée sur ce que l'action serait de la compétence d'un tribunal étranger, est relative et, par suite, couverte par des défenses au fond (Pau, 14 févr. 1882) (1).

De même, l'exception d'incompétence opposée par un étranger à un autre étranger, et tirée de ce que, n'ayant pas en France son domicile de droit, il ne serait pas justiciable des tribunaux français, est une exception toute personnelle qui, aux termes des art. 168 et 169 c. proc. civ. doit, à peine de déchéance, être proposée avant toutes défenses au fond (Paris, 21 mai 1885, aff. Oppenheim, D. P. 86. 2. 14).

47. Au contraire, on doit considérer comme absolue l'incompétence des tribunaux civils pour statuer sur une demande dont la connaissance appartient aux juges de paix (Bastia, 3 juill. 1862, aff. Rhil, D. P. 62. 2. 144-145). Jugé, toutefois, que l'incompétence des tribunaux civils à l'égard des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'art. 674 c. civ. lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas contestées, actions qui doivent être, dans ce cas, portées devant le juge de paix, est couverte par le silence des parties (Pau, 4 août 1859, aff. Labarrère, D. P. 61. 1. 197);... et qu'elle ne peut être soulevée d'office (Bordeaux, 17 juill. 1889, aff. Rénier, D. P. 90. 2. 142).

48. L'incompétence du tribunal de commerce à l'égard d'une contestation civile est absolue (V. *suprà*, v° *Compétence commerciale*, n° 5).

49. L'incompétence du juge des référés pour statuer sur les affaires qui échappent à la compétence des tribunaux civils est d'ordre public et peut être proposée en tout état de cause (Douai, 26 nov. 1852, aff. Bray de Buyser, D. P. 54. 2. 169); l'art. 806 c. proc. civ. qui a institué les référés ne s'applique, en effet, qu'aux matières qui sont de la compétence des tribunaux civils. En conséquence, le président du tribunal civil ne peut connaître, même provisoirement et en cas d'urgence, d'un litige ressortissant à la juridiction consulaire ou administrative; mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que le caractère commercial ou administratif des litiges soit certain et non contesté (V. notamment : Civ. rej. 13 juill. 1871, aff. Fabrique de Saint-Ferdinand des Termes, D. P. 71. 1. 83; Civ. cass. 18 déc. 1872, aff. de Boisgelin, D. P. 73. 1. 129; 1<sup>re</sup> déc. 1880, aff. Schneider, D. P. 81. 1. 5).

§ 1<sup>er</sup>. — Quelles personnes peuvent demander le renvoi pour incompétence (Rép. nos 115 à 121).

50. On a établi au Rép. n° 115 la distinction suivante : quand l'incompétence est relative, le défendeur seul a le droit de la soulever. Si, au contraire, elle est absolue, l'exception peut être proposée par toute personne intéressée, même par le demandeur, même par le ministère public; enfin si le déclinatoire n'est pas proposé, le tribunal doit suppléer d'office ce moyen. C'est ce qui a été jugé par un

arrêt de la cour de Colmar, du 31 mai 1859 (aff. Gsell, D. P. 59. 2. 190). — Décidé également que l'incompétence à raison de la matière étant un moyen d'ordre public oblige le juge à se dessaisir d'office, alors même qu'aucun déclinatoire n'a été proposé; par suite, le pourvoi en cassation formé contre un arrêt rendu sur une pareille question de compétence est recevable malgré l'acquiescement exprès ou tacite dont cet arrêt aurait été l'objet de la part du demandeur (Civ. cass. 15 nov. 1881, aff. Commune d'Eaux-Bonnes, D. P. 82. 1. 467).

51. Mais, comme les moyens de droit que le juge est tenu de suppléer d'office, parce qu'ils intéressent l'ordre public, ne peuvent être tirés que des faits constants au procès, il en résulte que le juge n'est pas tenu de suppléer d'office un moyen d'incompétence subordonné, par exemple, à une délimitation de territoire dont aucune preuve régulière n'est rapportée (Req. 2 août 1858, aff. Commune de Cadenet, D. P. 58. 1. 401).

§ 2. — Quand et comment doit être proposée l'exception d'incompétence relative (Rép. nos 122 à 158).

52. Bien que l'art. 169 c. proc. civ. porte que la demande de renvoi pour incompétence (et il ne peut être ici question que de l'incompétence relative) devra être formée préalablement à toutes autres exceptions et défenses au fond, il est, ainsi que nous l'avons fait remarquer au Rép. n° 122, 123 et 124, des exceptions que l'on peut invoquer préalablement à celle d'incompétence, sans encourir de déchéance à l'égard de celle-ci. C'est en premier lieu l'exception de la caution *judicatum solvi* (Comp. *suprà*, n° 35), puis l'exception *dilatatoire pour faire inventaire et délibérer*, enfin l'exception *de communication de pièces*, mais dans le cas seulement où celle-ci a pour but de connaître la nature et le caractère de la demande; encore sera-t-il prudent de faire toutes réserves quant à l'incompétence. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la chambre des requêtes du 11 juill. 1864 (aff. de Roissy, D. P. 64. 1. 425) : « Attendu, dit cet arrêt, que la demande en communication de pièces, formée par l'avoué de l'évêque de Moulins, le 4 févr. 1863, ne pouvait entraîner une reconnaissance, de la part de son client, de la compétence du tribunal de Moulins, lorsque, la veille, cet avoué avait déclaré ne se constituer que sous réserves de tous moyens de nullités et fins de non-recevoir et qu'au surplus, cette demande de communication de pièces pouvait même avoir pour objet de motiver l'action ultérieurement intentée par l'évêque de Moulins contre les héritiers de Villette devant le tribunal de Clermont en acceptation de compte. »

La cour de Paris a jugé, d'autre part, que la sommation de communiquer ne peut être considérée comme exception ou défense, que lorsqu'elle est suivie de conclusions tendant à faire ordonner cette communication; en conséquence, celui qui n'a fait qu'une simple sommation de communiquer ne s'est pas rendu, par là, non recevable à proposer ultérieurement l'exception d'incompétence *ratione loci* (Paris, 20 févr. 1860, aff. Bernard, D. P. 60. 5. 152).

53. Nous avons exposé au Rép. n° 127, la controverse qui existait sur le point de savoir si la demande en garantie formée avant toute proposition de déclinatoire par le défendeur principal fait perdre à celui-ci le droit de proposer l'incompétence relative. Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 128, la cour de Rennes, par arrêt du 14 août 1820, et la cour de Toulouse, par arrêt du 29 avr. 1822, se sont prononcées en faveur de l'affirmative. Cette opinion, qui est partagée par certains auteurs (Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, t. 3, p. 217; Bioche, v° *Exception*, n° 31) se fonde sur ce que la demande en garantie est une exception dilatoire

(1) (Fouché C. Werner.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que les tribunaux français sont toujours compétents pour connaître de toutes les actions formées par des étrangers contre des Français quelles que soient d'ailleurs la nature de ces actions et les causes qui leur servent de fondement; que ces tribunaux sont, en effet, les juges naturels de tous les citoyens français, et qu'il ne peut appartenir à aucun de ces citoyens, sans méconnaître les règles du droit commun, de décliner la compétence de ces juges naturels; que la première exception proposée par la veuve Fouché, et qu'elle a seulement développée dans des notes remises après les plaidoiries, fût-elle recevable dans la forme, doit être

rejetée au fond; — Par ces motifs, etc. — Appel par la dame Fouché. — Arrêt.

LA COUR; — Attendu que l'exception d'incompétence prise, soit de l'extranéité des parties, soit de l'art. 59, § 5, c. proc. civ., est une exception d'incompétence territoriale, et non d'incompétence *ratione materix*; que, n'ayant pas été présentée en première instance *in limine litis*, elle a été couverte par les défenses au fond;...

Par ces motifs, etc.

Du 14 févr. 1882.-C. de Pau, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Daguilhion, 1<sup>er</sup> pr.-Lanabère, av. gén.-Buffe et de Villars, av.

qui enlève tout droit de proposer l'incompétence relative. La chambre des requêtes par arrêt du 7 prair. an 13 avait admis la même solution pour le cas où le débiteur, assigné en paiement de sa dette, dénonce au créancier une saisie-arrest pratiquée entre ses mains depuis l'instance (Rép. n° 133). — Pendant longtemps les tribunaux n'ont pas eu à se prononcer de nouveau sur cette question. Mais en 1881, elle fut portée dans des conditions très nettes devant le tribunal de Cherbourg qui, par jugement du 16 mai 1879, admit l'exception d'incompétence, bien qu'elle eût été soulevée par le défendeur principal après qu'il avait appelé garant en cause. La cour de Caen reforma ce jugement par arrêt du 26 janv. 1881 en décidant que l'exception d'incompétence s'était trouvée couverte par la demande en garantie, et ce, nonobstant toutes les réserves qui avaient été prises par le garanti. Sur pourvoi, la cour de cassation a jugé, au contraire, que le défendeur au principal qui, avant de comparaître, appelle un tiers en garantie, ne perd pas par le seul fait de cette assignation le droit de proposer l'incompétence à raison du domicile, alors surtout que l'assignation en garantie commence par les plus expresses réserves d'opposer à la demande principale toutes exceptions et fins de non-recevoir, et notamment l'exception d'incompétence (Civ. cass. 21 avr. 1884, aff. Place, D. P. 85. 1. 103). Cette décision est très juridique et n'a rien de contraire au principe posé dans l'art. 169 c. proc. civ. De ce que le défendeur principal intente une demande en garantie, il ne s'ensuit pas forcément qu'il renonce à opposer l'incompétence. Ainsi que le fait observer avec raison la cour suprême, il peut avoir intérêt à faire trancher la question de compétence en présence du garant. — V. sur cette question, outre les auteurs déjà cités : Chauveau et Carré, t. 2, quest. 719; Dutruc, v° *Exception*, n° 143. Joccolon, n° 29, la résout par une distinction : « Si, dit-il, le défendeur à l'échéance de la demande qui lui a été formée, sollicite à l'audience un délai pour mettre garant en cause, c'est là une véritable exception dilatoire qui le rend désormais non recevable à décliner la compétence du tribunal. Il intervient alors ce qu'on appelait autrefois un appointement par l'effet duquel, suivant les termes de l'ordonnance de 1667, la cause est tenue pour contestée, et le déclinatoire devient impossible. Mais lorsque la partie dans le délai de l'ajournement dont elle est touchée, assigne spontanément son garant, et en notifiant cette demande à la partie adverse lui déclare en même temps le moyen déclinatoire qu'elle veut opposer, la déchéance n'est pas encourue. Dans ce cas, il n'y a pas eu encore contestation, et tous les droits du défendeur demeurent réservés ».

54. Mais, à part ces quelques cas, toute exception ou défense au fond a pour résultat de couvrir le moyen tiré de la compétence. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'exception d'incompétence du tribunal civil fondée par une compagnie d'assurances sur sa qualité de société commerciale, n'est plus recevable alors que la compagnie a déjà opposé à la demande d'indemnité des assurés une exception tirée de l'absence d'une expertise et a soutenu que ladite demande était prématurée (Alger, 30 déc. 1870, aff. Comp. la Providence, D. P. 72. 5. 221).

Et l'exception d'incompétence *ratione personarum* ou *loci* ne peut plus être proposée par la partie qui a déjà conclu au fond sans aucune réserve, alors même que l'argument fondé sur l'art. 169 c. proc. civ. n'a pas été explicitement indiqué dans les conclusions de la partie adverse, qui a conclu d'une manière générale au rejet de la demande en renvoi (Req. 15 juill. 1875, aff. Lefèvre, D. P. 76. 5. 226).

55. On a fait connaître au Rép. n° 129 et suiv. les actes qui sont considérés comme constituant des défenses au fond et, par suite, comme étant de nature à paralyser la demande de renvoi pour incompétence relative. — Sur la constitution d'avoué, V. également Rousseau et Laisney, v° *Exception*, n° 34.

56. Sous l'empire de la loi du 17 avr. 1832 sur la contrainte par corps, il avait été décidé que l'étranger incarcéré provisoirement en vertu de l'art. 15 de cette loi, ne devait pas être réputé avoir accepté la juridiction des tribunaux français sur le fond par cela seul qu'il s'était présenté devant le juge du référé et qu'il avait déposé le cautionnement à lui imposé par ce juge à l'effet d'obtenir sa liberté (Paris, 14 avr. 1860, aff. Clouet-Aulit, D. P. 61. 5. 200).

57. Des conclusions à toutes fins ne seraient pas de nature à couvrir l'exception d'incompétence (Rép. n° 145. — V. toutefois : Garsonnet, t. 2, p. 351). De même des conclusions prises en termes généraux à fin de non-recevabilité d'une demande en garantie, loin d'impliquer l'acceptation de la juridiction, ne peuvent s'entendre que d'une demande de renvoi devant d'autres juges, alors que le sens et la portée en ont été précisées ultérieurement et qu'elles s'appliquent à une exception d'incompétence fondée soit sur l'extranéité des parties, soit sur l'existence d'une clause compromissoire (Civ. cass. 22 déc. 1873, aff. Compagnie hollandaise, D. P. 74. 1. 86).

58. Des conclusions par lesquelles le défendeur déclare s'en rapporter à justice constituent une défense au fond. — Il en est de même d'un déclinatoire pour incompétence *ratione materiæ*, qui a ainsi pour effet de couvrir l'exception d'incompétence *ratione personarum vel loci* (Grenoble, 6 avr. 1881, aff. Schneider, D. P. 82. 2. 17-19).

59. La partie qui, actionnée comme caution devant un tribunal incompétent *ratione loci*, ne décline pas la compétence de ce tribunal, et se borne à demander acte de son offre de payer si le débiteur principal ne le faisait pas, ne peut plus exciper de l'incompétence de ce tribunal en cas de réassignation devant les mêmes juges afin de réalisation de son offre (Req. 5 janv. 1859, aff. Reusse, D. P. 59. 1. 403).

De même, l'exception d'incompétence *ratione loci* formulée subsidiairement à la demande en nullité de l'exploit introductif d'instance doit être déclarée non recevable comme n'ayant point été invoquée préalablement à toute exception et défense (Civ. cass. 26 janv. 1877, aff. Michelet, D. P. 77. 1. 310). — Contrairement à cet arrêt, la cour de Lyon a jugé que l'exception d'incompétence *ratione personarum* et celle de nullité d'exploit peuvent être proposées en même temps, pourvu qu'elles le soient avant tout autre moyen de défense (Lyon, 11 déc. 1883, aff. De Bruc, D. P. 85. 2. 193).

60. On ne saurait, toutefois, considérer comme impliquant renonciation à l'exception d'incompétence, le consentement donné aux mesures conservatoires prescrites par le tribunal, alors surtout que cette exception est expressément réservée (Civ. cass. 21 avr. 1884, aff. Place, D. P. 85. 1. 103).

61. Un jugement rendu par défaut contre le défendeur ne prive pas celui-ci du droit d'invoquer utilement l'incompétence relative; mais, ainsi qu'on l'a fait observer au Rép. n° 146 et suiv., il faut qu'il ait soin, dans son opposition, de proposer le déclinatoire avant toute défense au fond. Cette doctrine a été de nouveau consacrée par la cour suprême (Req. 24 mars 1852, aff. Comp. la Ligérienne-Tourangelle, D. P. 52. 1. 115). Elle ressort également d'un arrêt de la cour de Lyon aux termes duquel le défendeur, assigné devant un tribunal de commerce, n'est pas réputé avoir conclu au fond, lorsque condamné par défaut, il a formé opposition au jugement, en proposant avant tous autres moyens d'opposition, l'exception d'incompétence ou quand il demande le renvoi devant un juge pour y être discuté sur les motifs de l'opposition, sous toutes réserves, ou encore quand il forme une demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée sur le préjudice que le demandeur lui a causé en exécutant nonobstant l'opposition, le jugement par défaut nul comme ayant été rendu par un tribunal incompétent (Lyon, 1<sup>er</sup> mars 1877, aff. Pierrard, D. P. 79. 2. 204. V. également, op. cit., n° 31).

Mais il en serait autrement si le défendeur avait, à l'audience publique, repoussé la demande par le motif qu'il ne devait pas la somme réclamée et demandé son renvoi devant un juge, pour en justifier par la production des pièces, sans faire aucune réserve. Il se rendrait ainsi non recevable à soulever devant ce juge l'exception d'incompétence *ratione personarum* (Lyon, 24 mars 1876, aff. Eisemann, D. P. 79. 2. 204; 7 avr. 1876, aff. Lang, *ibid.*).

62. Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 149 et suiv., l'incompétence relative ne peut pas être utilement opposée pour la première fois en appel, et cela, alors même que le défendeur aurait fait, à ce sujet, des réserves expresses. Ainsi la partie qui prend des conclusions au fond, tout en faisant des réserves de se pourvoir par appel contre un précédent jugement qui avait rejeté une exception d'incompétence proposée par elle, se rend non recevable à inter-

ter appel de ce jugement, le fait de plaider au fond constituant un véritable acquiescement qui détruit les réserves (Dijon, 25 févr. 1852, aff. de Rattisacab, D. P. 52. 2. 67). La cour d'Orléans a consacré la même doctrine en décidant qu'en matière commerciale, comme en matière civile, l'appel d'un jugement qui a rejeté une exception d'incompétence *ratione personæ* ou *loci* est non recevable lorsque ce jugement, ayant renvoyé les parties à une audience ultérieure pour plaider au fond, celui qui a succombé sur l'exception d'incompétence a présenté au jour indiqué ses conclusions et défenses au fond. En vain a-t-il préalablement demandé acte des réserves qu'il faisait d'interjeter appel du jugement rendu sur la compétence (Orléans, 12 nov. 1861, aff. Delage, D. P. 62. 2. 36). De même, la partie qui, sur l'opposition à un jugement du tribunal de commerce, fait défaut une seconde fois et interjette appel, sans soulever l'exception d'incompétence, n'est pas recevable à opposer ce moyen dans des conclusions nouvelles prises devant la cour (Douai, 21 déc. 1871, aff. Debu, D. P. 72. 2. 37).

La chambre des requêtes a adopté la même solution en ce qui concerne le défendeur à l'action en garantie qui a conclu au fond devant les juges du premier degré; il s'est ainsi rendu non recevable à soulever en appel une exception d'incompétence *ratione loci* et à soutenir, spécialement, que la cause n'est pas de la compétence des tribunaux français (Req. 21 août 1882, aff. Betzold, D. P. 83. 1. 258).

63. Mais, en matière commerciale, le défendeur peut conclure subsidiairement sur le fond, sans se rendre ainsi non recevable à attaquer, soit par la voie de l'appel, soit par la voie du recours en cassation, la décision qui rejette l'exception d'incompétence qu'il avait d'abord proposée (Civ. rej. 4 déc. 1871, aff. Laffitte, D. P. 72. 1. 121). C'est là une conséquence naturelle de l'art. 425 c. proc. civ. (Conf. Rép. n° 152, *in fine*).

64. L'exception d'incompétence relative ne peut d'ailleurs être proposée pour la première fois devant la cour de cassation (Rép. n° 154)... Alors même qu'il s'agirait de l'incompétence du tribunal devant lequel aurait été renvoyée, à tort, après infirmation, l'exécution d'un jugement émané de lui (Req. 12 nov. 1862, aff. Mac-Nab, D. P. 63. 1. 244).

§ 3. — Quand et comment doit être proposée l'exception d'incompétence absolue (Rép. n° 159 à 168).

65. L'incompétence absolue ou *ratione materiæ* peut être proposée en tout état de cause, même en appel pour la première fois (Rép. n° 159). — Ainsi il a été jugé : 1° que le désistement de l'appel d'un jugement interlocutoire et l'acquiescement donné à ce jugement par son exécution, ne rendent pas non recevable l'appel qui en est interjeté en même temps que du jugement définitif, si cet appel est fondé sur une incompétence *ratione materiæ* (Civ. rej. 16 avr. 1849, aff. Ravot, D. P. 49. 1. 111); — 2° Que l'exception d'incompétence *ratione materiæ* peut être proposée pour la première fois en appel, et que l'exécution d'un jugement préparatoire ne fait pas perdre le droit de la présenter (Grenoble, 13 août 1852, aff. Privat, D. P. 54. 5. 328); — 3° Que l'incompétence du tribunal de commerce peut être opposée en appel par celui qui prétend n'être pas commerçant, alors même qu'en première instance, après le jugement qui avait rejeté son exception d'incompétence, il aurait plaidé au fond (Besançon, 14 mai 1859, aff. Grand, D. P. 60. 5. 152, cité *suprà*, v° *Compétence commerciale*, n° 5. Conf. Douai, 26 déc. 1876, aff. Agard, D. P. 78. 2. 46).

66. Mais, en cas d'appel d'un jugement portant rejet d'une exception d'incompétence *ratione loci*, la cour à laquelle l'appelant a, en même temps, soumis pour la première fois, un moyen d'incompétence *ratione materiæ* ne doit pas, si elle confirme le jugement, statuer elle-même sur ce nouveau moyen d'incompétence; elle est tenue d'en renvoyer l'examen au tribunal dont elle a reconnu la compétence *ratione loci* (Req. 8 août 1864, aff. Syndic Devaux, D. P. 64. 1. 464).

67. L'exception d'incompétence absolue peut également être opposée pour la première fois devant la cour de cassation (Rép. n° 159; Civ. cass. 7 mai 1851, aff. Province d'Alger, D. P. 54. 5. 152; 24 juin 1851, aff. Département de la Corse, D. P. 51. 1. 196; 21 janv. 1852, aff. Commune

d'Eysus, D. P. 52. 1. 276; 26 août 1856, aff. Commune de Saint-Maurice de Remens, D. P. 56. 1. 340; 9 déc. 1861, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 62. 1. 33; 7 juin 1869, aff. Javal, D. P. 69. 1. 301).

68. Mais le moyen tiré de l'incompétence *ratione materiæ* ne pourrait être invoqué pour la première fois devant la cour de cassation s'il était fondé sur des faits non débattus devant le juge du fond (Req. 10 juin 1857, aff. Diab, D. P. 59. 1. 194; Civ. rej. 19 mars 1866, aff. de Vailleton, D. P. 66. 1. 166; 6 avr. 1869, aff. May, D. P. 69. 1. 237).

69. Ni l'acquiescement donné à la décision des premiers juges, ni l'exécution volontaire de leur sentence, ne couvrent l'exception d'incompétence absolue (Nancy, 2 juill. 1873, aff. Thiriet, D. P. 74. 2. 77; Rennes, 12 déc. 1881, aff. Dubos, D. P. 82. 2. 197). — En conséquence, les faits d'exécution volontairement accomplis à la suite d'une ordonnance de référé ne rendent pas la partie qui a interjeté appel de cette ordonnance, non recevable à décliner devant la cour la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire (Même arrêt du 12 déc. 1881).

70. Mais la règle posée par l'art. 170 c. proc. civ. cesse de recevoir son application lorsqu'il est intervenu sur l'exception d'incompétence *ratione materiæ* une décision définitive, passée en force de chose jugée, et cela alors même que le jugement auquel est attachée le présomption de chose jugée aurait méconnu des règles de compétence fondées sur des motifs d'ordre public (Req. 12 mai 1851, aff. Administration des postes, D. P. 51. 1. 139; 18 juill. 1861, aff. Commune de Poussay, D. P. 62. 1. 85; Civ. rej. 9 avr. 1872, aff. Caillol, D. P. 73. 1. 331; Req. 8 déc. 1885, aff. Doucet, D. P. 86. 1. 157). — Spécialement, il a été jugé que l'exception prise de ce que les tribunaux ordinaires seraient incompétents pour fixer les limites d'une section de commune est irrecevable en raison de l'autorité qui s'attache à la chose jugée, si la dite exception, proposée en première instance lors d'un jugement d'avant dire droit, a été repoussée par ledit jugement qui n'a pas été frappé d'appel et a été exécuté, et qui a été suivi de débats portant exclusivement sur le fond devant les deux degrés de juridiction (Même arrêt du 8 déc. 1885).

71. C'est par application de cette idée que la cour d'Aix a décidé que l'exception d'incompétence *ratione materiæ*, prise du principe de la séparation des pouvoirs, quoique intéressant l'ordre public, ne peut être reproduite en appel par une partie qui, alors que ladite exception avait été rejetée en première instance par jugement d'avant dire droit, a acquiescé à cette décision en concluant, ensuite, sur le fond du litige devant les premiers juges (Aix, 27 déc. 1882, aff. Albano, D. P. 84. 1. 220). Il est incontestable, en effet, que le jugement d'avant dire droit, rejetant l'exception d'incompétence, avait acquis force de chose jugée vis-à-vis de la partie qui, au lieu d'en interjeter appel, avait accepté, à la suite de ce jugement, le débat sur le fond.

72. Le ministère public peut également proposer l'exception d'incompétence en tout état de cause; il en est de même du tribunal quand il agit d'office (Rép. n° 160).

ART. 2. — Renvoi pour litispendance (Rép. n° 169 à 194).

73. L'exception de litispendance est commune à toutes les juridictions (Rép. n° 170). Ainsi elle peut être proposée en matière administrative (Chauveau et Tambour, *Code d'instruction administrative*, t. 1, n° 347).

74. En matière criminelle la question est plus douteuse. Par arrêt de la chambre criminelle du 12 juill. 1851 (D. P. 55. 1. 89, note 1; *Bull. crim.*, 1851, n° 281) la cour de cassation a admis la possibilité de soulever l'exception de litispendance devant les tribunaux de répression. « Attendu, dit cet arrêt, que la citation donnée devant ce tribunal (de Toulouse) n'obligeait pas les juges (de Paris) à connaître de l'action, puisqu'aux termes de l'art. 171 c. proc. civ. ils pouvaient dans tous les cas ordonner le renvoi ». Mais, par arrêt de la chambre criminelle du 16 août 1860, aff. Besson, D. P. 61. 5. 200, la cour de cassation a décidé que l'exception tirée de la litispendance n'est pas proposable en matière criminelle. Dans un arrêt du 15 juin 1866, la cour suprême n'a pas tranché la question d'une manière absolue; elle a décidé que, en matière criminelle, le juge reste libre d'ac-

corder ou de refuser le renvoi demandé pour litispendance (1). Enfin, dans un arrêt du 27 mars 1884 (Crim. rej. aff. Meisels, D. P. 85. 1. 89), elle est revenue à la jurisprudence consacrée par l'arrêt du 12 juill. 1851. Nous pensons que c'est là la vraie théorie; car, ainsi que le déclare l'arrêt, il est de principe que sur les points non réglés par le code d'instruction criminelle, il y a lieu de recourir au code de procédure civile qui constitue le droit commun en matière de procédure (V. *infra*, n° 82, sur l'application de la maxime *und vid*).

75. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 170, trois conditions sont nécessaires pour que l'exception de litispendance puisse être proposée.

76. — 1° *Existence d'une même demande* (*Rép.* n° 171 à 174). — Il faut que la demande soit la même et ait la même cause (*Rép.* n° 171). Ainsi il a été jugé : 1° que l'instance engagée devant le tribunal civil, sur la déclaration affirmative du débiteur d'une créance affectée à la garantie d'une obligation commerciale, ne présente point, avec la demande postérieure en paiement de cette obligation un caractère de connexité qui permette au débiteur commercialement poursuivi d'opposer l'exception de litispendance, alors même que, depuis la demande commerciale, il aurait introduit incidemment devant le tribunal civil une demande en nullité du transport de la créance commerciale (Paris, 2 mars 1860, aff. Dumery, D. P. 60. 5. 152); — 2° Que l'exception de litispendance tirée de l'action déjà engagée devant le tribunal civil (en validité d'une saisie-arrest pour cause de créance commerciale) ne peut être opposée à l'instance portée devant le tribunal de commerce à l'effet de faire déterminer le *quantum* de la créance (Montpellier, 31 janv. 1874, aff. Clairy, D. P. 76. 2. 94); — 3° Que l'introduction d'une instance en validité de la saisie-arrest formée par une commune afin de paiement du montant d'une offre de concours à des travaux publics, ne fait pas obstacle à ce que la commune se pourvoie devant le conseil de préfecture à l'effet d'obtenir une condamnation au paiement des sommes dues en vertu de cette offre de concours (Cons. d'Etat, 20 févr. 1874, aff. Dubuisson, D. P. 74. 3. 17).

77. De même, quand une ordonnance du président du tribunal renvoie devant la chambre des saisies immobilières, saisie régulièrement d'une poursuite en folle enchère, une demande en apurement de compte entre les mêmes parties, l'existence devant une autre chambre du tribunal d'une demande en distribution de prix, formée par la partie adverse antérieurement à celle en règlement de compte, n'établit pas de litispendance (Civ. rej. 17 août 1853, aff. Monnier, D. P. 54. 1. 382). — Jugé aussi que l'héritier qui a formé contre son cohéritier une demande en liquidation et partage de la succession peut être ultérieurement actionné par ce dernier devant un autre tribunal, pour entendre et débattre, en vertu du mandat spécial qu'il lui en avait donné, le compte de liquidation d'une maison de commerce faisant partie de cette succession, s'il n'a pas compris ce compte dans sa propre demande; un tel compte peut, en pareil cas, servir d'élément à la liquidation de la succession, mais ne saurait entraîner ni une procédure frustratoire, ni la possibilité de décisions contraires. Par suite, il ne peut y avoir litispendance (Req. 9 juin 1856, aff. Robbe, D. P. 56. 1. 425).

78. — 2° *Entre les mêmes parties* (*Rép.* n° 175 et 176). — Il n'est pas nécessaire que les deux parties figurent nominativement dans les deux instances. Aussi la litispendance existe, quoique l'une des parties en cause dans une des instances ne figure pas nominativement dans l'autre, si elle y est légalement représentée : par exemple, des créanciers hypothécaires par les syndics de la faillite (Montpellier, 30 août 1851, aff. Syndic Gourg de Mourre, D. P. 54. 2. 202). Mais il a été jugé que, dans le cas où le titulaire d'un brevet d'invention

a intenté, à la fois, deux procès en contrefaçon à un fabricant d'articles similaires, l'un au lieu du domicile de ce fabricant, et l'autre au lieu du domicile d'un acheteur auquel ce dernier a vendu et livré les articles argués de contrefaçon, le concours de ces deux procès ne donne pas lieu à l'exception de litispendance, si l'acheteur ne figure que dans le second (Trib. Lyon, 9 juill. 1870, aff. Vallet et Gutin, D. P. 71. 3. 34).

79. Il faut, d'ailleurs, pour qu'il y ait litispendance, que, dans les deux instances, les parties agissent en la même qualité. Ainsi il a été jugé que lorsqu'un tireur de lettres de change, actionné par les porteurs devant le tribunal de son domicile, a appelé en garantie le donneur d'ordre et le tiré accepteur, et qu'ensuite le donneur d'ordre a, de son côté, formé, devant un autre tribunal, contre le tireur et le tiré une demande en règlement de leurs comptes à raison des traités dont il s'agit, l'exception de litispendance ne peut être élevée si le premier des deux litiges a été réduit par les conclusions définitives du demandeur en garantie à la réclamation d'une somme qu'il prétend lui être due par l'un des défendeurs pour une cause étrangère à la négociation des traités : les deux instances, en pareil cas, n'offrent d'identité ni quant à l'objet de la demande, ni quant à la personnalité des parties (Req. 2 déc. 1879, aff. Bouisson, D. P. 80. 1. 363).

80. — 3° *Devant deux tribunaux* (*Rép.* n° 177 à 187). — Nous avons examiné au *Rép.* n° 177, le cas où deux instances ayant pour objet la même action seraient soumises à un même tribunal, et nous avons admis qu'il n'y aurait pas litispendance. Mais il pourrait se faire que ces deux instances fussent engagées devant deux chambres du même tribunal. Que faut-il alors décider ? La cour de Montpellier par un arrêt du 30 août 1851, cité *supra*, n° 78, a décidé que, dans ce cas, il y aurait litispendance. — La cour de Paris s'est prononcée en sens contraire par un arrêt du 22 déc. 1849 (aff. Monnier, D. P. 54. 1. 382, note 2). — D'après Boitard, t. 1, n° 360, la marche à suivre serait plus simple; il y aurait alors lieu à l'application de l'art. 63 du décret du 30 mars 1808, contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux. Cet article porte que, s'il s'élève des difficultés (lors de la distribution des affaires par le président du tribunal) soit sur la distribution, soit sur la litispendance ou la connexité, les avoués seront tenus de se retirer, à l'heure ordinaire de la distribution, devant le président, qui statuera sans forme de procès et sans frais. (V. également : Garsonnet, t. 1, n° 187).

81. L'exception de litispendance n'est recevable qu'autant qu'elle existe entre deux tribunaux français (*Rép.* n° 178). Par suite, on ne peut proposer devant les tribunaux français l'exception de litispendance en pays étranger (Paris, 11 déc. 1855, aff. Guichard, D. P. 55. 5. 200). Toutefois, on pourrait se prévaloir devant le tribunal français d'une instance engagée en pays étranger s'il était établi qu'en portant son action devant des juges étrangers, le Français a spontanément et librement renoncé à la règle de compétence écrite dans l'art. 14. c. civ. Cette renonciation mettrait, en effet, obstacle à la réitération de la demande en France, tout aussi bien pendant l'instance dont le tribunal étranger est saisi qu'après le jugement (Fœlix, *Droit international privé*, t. 1, n° 181 et suiv.; Demangeat sur Fœlix, n° 183, note a; Demolombe, t. 1, n° 286).

82. L'exception de litispendance peut être soulevée lorsque des deux tribunaux saisis, l'un est un tribunal civil, l'autre un tribunal de répression. C'est l'application des principes que nous avons exposés et de la maxime : *una via electa non datur recursus ad alteram*. Ce cas peut se présenter assez fréquemment. On sait, en effet, que l'auteur d'un délit peut être assigné en réparation du dommage, soit devant le

(1) (Ramser et Pétré C. Société la Fuchsine.) — Sur le deuxième moyen, fondé sur la violation de l'art. 171 c. proc. civ. et de l'art. 34 de la loi du 8 juill. 1844, par fausse application de l'art. 46 de la même loi, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de prononcer le sursis qui lui était demandé à raison de l'existence d'une instance civile engagée avant la poursuite correctionnelle contre Raffard et la Société la Fuchsine; — Attendu que l'arrêt attaqué déclare en fait que l'instance civile dont il s'agit et l'instance correctionnelle ne sont point engagées entre les mêmes parties et ne reposent pas sur le même objet; — Attendu, d'ail-

leurs, que l'art. 171 invoqué n'est pas rigoureusement applicable en matière de répression; — Qu'en cette matière où l'intérêt public domine tout, la litispendance ne peut, dans tous les cas, établir une incompétence absolue du tribunal dernier saisi, et que le juge reste libre, en ne consultant que l'intérêt de la justice, d'accorder ou de refuser le renvoi ou le sursis demandé; — Qu'il en résulte que l'arrêt attaqué a pu sans violer aucune loi, déclarer que, dans l'espèce, le sursis serait sans motif et refuser de le prononcer; — Rejette, etc.

Du 15 juin 1866.—Ch. crim.



tribunal civil, soit devant le tribunal de répression. Lorsque la partie lésée a porté sa demande devant l'un de ces tribunaux, elle est non recevable à abandonner sa demande pour en saisir l'autre. Mais, pour que le prévenu puisse opposer la fin de non-recevoir résultant de l'application de la maxime *Una via electa*, il faut qu'il y ait identité de personne et identité d'objet.

**83.** Rappelons à ce sujet que, d'après une jurisprudence citée au *Rép.* n° 173, il n'y a pas litispendance entre la demande en nullité d'un brevet et l'action correctionnelle en contrefaçon, les deux demandes n'étant pas les mêmes et n'ayant pas la même cause — De même, il a été jugé : 1° que l'action civile formée contre un individu, à fin de restitution de valeurs touchées par lui en vertu d'un mandat, et à fin de validité de la saisie-arrêt formée pour sûreté de cette restitution, ne met pas obstacle à ce que, pendant l'instance, des poursuites correctionnelles en abus de confiance soient dirigées contre le même individu, pour détournement de ces mêmes valeurs (Crim. rej. 16 août 1851, aff. Delacourtie, D. P. 52. 5. 35); — 2° Que la circonstance que le prévenu se trouve poursuivi devant le tribunal de première instance pour de nouveaux faits postérieurs à la première citation n'oblige pas la cour d'appel, appelée à statuer sur les faits compris dans la première poursuite, à surseoir jusqu'à la prononciation du second jugement; il n'y a dans ce cas ni litispendance, ni question préjudicielle (Crim. rej. 16 août 1860, aff. Besson, D. P. 61. 5. 200); — 3° Qu'une action en reddition de compte exercée contre un mandataire par son mandant ne met pas obstacle à ce que ce dernier saisisse ultérieurement le tribunal correctionnel d'une action en dommages-intérêts pour détournement frauduleux commis dans sa gestion par ce même mandataire, les deux actions constituant deux demandes distinctes, fondées l'une sur l'existence d'un mandat dont elle tend à obtenir l'exécution, l'autre sur la violation de ce mandat et le préjudice qui en est résulté (Crim. rej. 6 août 1852, aff. N..., D. P. 53. 1. 70).

**84.** De même, au cas où un individu qui s'était obligé, sous une clause pénale, à ne plus contrefaire certains moulagés, est actionné pour les avoir contrefaits, d'abord en paiement de la clause pénale, devant la juridiction civile, puis en contrefaçon avec dommages-intérêts devant la juridiction correctionnelle, la première action n'empêche pas l'exercice de la seconde, les faits de contrefaçon servant de base aux deux actions n'étant pas invoqués en vue du même objet devant les deux juridictions (Crim. cass. 7 mai 1852, aff. André, D. P. 53. 1. 70-71). La cour de Bordeaux, devant qui la cause fut renvoyée, ayant rendu une décision semblable à celle de l'arrêt cassé, il y eut un nouveau pourvoi et un arrêt des chambres réunies du 10 juill. 1854, D. P. 54. 1. 225, qui confirma celui du 7 mai 1852. « Attendu, dit la cour suprême, que les deux actions ont chacune une cause essentiellement différente, puisque l'une prend sa source dans l'infraction à une convention civile, et que l'autre procède de faits délictueux postérieurs à la transaction, et que cette transaction ne pouvait régir » (V. au surplus ce qui est dit, sur l'application de la maxime *una via electa*, *Rép.* v° *Instruction criminelle*, n° 150 et suiv.).

**85.** Quels actes peuvent produire la litispendance? Nous avons dit au *Rép.* n° 181 qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait litispendance, qu'il y ait contestation. Un simple ajournement suffit. — Mais qu'arriverait-il dans le cas où ni le demandeur, ni le défendeur n'auraient comparu devant le premier tribunal? La cour de Douai a jugé qu'il y aurait néanmoins litispendance, du moment qu'il n'y a pas désis-

tement régulier (Douai, 1<sup>er</sup> mai 1868, aff. Durieux, D. P. 70. 2. 35). Mais la cour de Paris a jugé le contraire par arrêt du 19 février 1890, dans une hypothèse où, les parties ne s'étant pas présentées, le tribunal, sans prononcer de défaut, avait simplement ordonné que les parties seraient désignées pour une audience ultérieure. Dans ce cas, il n'y a pas litispendance, et l'affaire peut être valablement portée ailleurs. Le pourvoi formé contre cet arrêt a été rejeté par la chambre criminelle le 24 mai 1890 (aff. Morel, D. P. 90. 1. 450).

**86.** Mais une citation en conciliation ne suffirait pas (*Rép.* n° 182), et cela alors même qu'elle aurait été suivie d'un ajournement dans le mois, conformément à l'art. 57 c. proc. civ. (Douai, 22 févr. 1869, aff. Leclercq, D. P. 69. 2. 107). A plus forte raison, le bulletin d'avertissement, obligatoire pour toute instance devant le juge de paix en vertu de la loi du 2 mai 1855 (V. *supra*, v° *Conciliation*, n° 63), ne pourrait-il donner lieu à litispendance. Le contraire a, néanmoins, été admis récemment par une sentence du juge de paix du 9<sup>e</sup> arr. de Paris, du 20 févr. 1889 (*Droit* du 6 mars 1889). — De même, un simple avertissement de comparaitre devant le tribunal de police ne peut faire naître la litispendance, si les parties n'ont pas comparu (Nîmes, 20 août 1875) (1).

**87.** La litispendance cesse par la péremption de l'instance (*Rép.* n° 186) ou par le désistement (Trib. Lyon, 9 juill. 1870, aff. Vallet et Guttin, D. P. 71. 3. 34).

**88.** Quand l'exception de litispendance doit-elle être proposée? — Nous avons exposé au *Rép.* n° 188, les différents systèmes auxquels cette question a donné lieu, et nous avons fait connaître les motifs qui rendaient la réponse difficile. La jurisprudence ne paraît pas encore définitivement fixée. C'est ainsi que la chambre des requêtes a jugé que l'exception de litispendance n'a pas les caractères d'une exception d'incompétence *ratione materiæ*, et qu'elle doit, par suite, être proposée avant toutes autres exceptions ou défenses; qu'ainsi, cette exception n'est plus recevable après les conclusions au fond (Req. 18 juill. 1859, aff. Pradines, D. P. 59. 1. 394). D'après cette décision, le cas de litispendance doit être assimilé à celui d'incompétence relative. — Au contraire, la cour de Montpellier avait précédemment jugé que l'exception de litispendance est un moyen d'ordre public, qui ne saurait être couvert par la défense au fond (Montpellier, 30 août 1851, aff. Syndics Gourg de Mourre, D. P. 54. 2. 302). — V. également en ce sens : Boitard et Glasson, t. 1, n° 359. Ces auteurs pensent qu'il ne faut pas chercher dans l'art. 169 c. proc. civ. la solution de la question; que, la loi étant muette sur ce point, on ne peut pas priver le défendeur du droit d'invoquer l'exception « pendant toute la durée de l'instance, à l'effet de faire dessaisir le tribunal qui, saisi le second, est par là même investi mal à propos de l'affaire ». Ils tirent, en outre, en faveur de leur opinion un argument *à contrario* de l'art. 425 c. proc. civ. Aux termes de cet article relatif à la procédure devant les tribunaux de commerce, le déclinatoire pour toute autre cause que l'incompétence *ratione materiæ* ne peut être proposé que préalablement à toute autre défense. Or, ces mots *toute autre cause*, d'après MM. Boitard et Glasson, comprennent l'incompétence *ratione personæ* ou *loci*, la litispendance et la connexité.

**89.** Mais, dans aucun cas, l'exception de litispendance ne peut être proposée pour la première fois en appel (Req. 17 août 1865) (2). La cour d'Aix a adopté cette jurisprudence dans son arrêt du 15 juill. 1872 (aff. Clerc frères, D. P. 73. 2. 134).

**90.** On a vu au *Rép.* n° 190, que l'exception de litispen-

(1) Geynet.) — LA COUR; — Attendu, sans examiner le fond, que la juridiction de police n'était pas saisie valablement; — Que l'avertissement ne saurait équivaloir à la citation que si les parties comparaissent devant le juge; — Que si le sieur Vignaud a comparu, Geynet, loin de comparaitre avait déjà saisi la juridiction correctionnelle; — Attendu que, par suite, le tribunal correctionnel a eu tort de se déclarer incompétent à raison de la litispendance. — Par ces motifs, réforme, etc.  
Du 20 août 1875. — C. de Nîmes.

(2) (Bouluguet C. Alazard.) — A la suite de difficultés survenues entre MM. Bouluguet comp. et M. Alazard dans un règlement de comptes relatif aux travaux d'abaissement du canal

Saint-Martin, M. Bouluguet a saisi le tribunal de commerce de la Seine qui a renvoyé les parties devant un arbitre rapporteur : celui-ci a fixé à 262412 fr. la part dû par Bouluguet et comp. à Alazard. — Ce dernier poursuivait le recouvrement de cette somme, lorsque Bouluguet et comp. prétendant qu'Alazard avait commis des irrégularités dans les écritures pour exagérer les pertes, portèrent contre lui une plainte qui eut pour effet de le faire arrêter. Au cours de l'instruction, une entente intervint, le 10 mai 1862; Alazard se reconnut débiteur envers Bouluguet et comp. de 400000 fr. dont 200000 payés comptant et le surplus payable en quatre effets de 50000 fr. Les deux premiers effets furent payés, l'un à échéance, l'autre par anticipation, sous escompte; les deux autres furent protestés et payés par intervention. Mais

dance ne peut pas être supplée d'office par le juge (V. également Rousseau et Laisney, v° *Exception*, n° 124). Mais la jonction de deux causes pendantes devant le même tribunal entre les mêmes parties et ayant un objet identique peut être ordonnée d'office par le juge (Req. 30 nov. 1852, aff. Commune de Beuvry et Jacquin, D. P. 53. 1. 270).

91. C'est devant le tribunal saisi de la dernière instance que le déclinatoire doit être proposé; et c'est par l'exploit introductif d'instance que l'on détermine quel est le tribunal premier saisi. C'est ainsi qu'il a été jugé que, dans le cas où une même instance est engagée devant deux tribunaux différents, c'est par la date de l'assignation devant chacun de ces tribunaux, et non par celle de la citation en conciliation qui l'a précédée, qu'il y a lieu de déterminer le tribunal saisi auquel doit rester la connaissance de l'affaire (Douai, 22 févr. 1869, aff. Leclercq, D. P. 69. 2. 107). Ainsi, lorsqu'une même instance a été portée à la fois devant le tribunal de commerce et devant le tribunal civil, l'exception de litispendance soumise au tribunal de commerce doit être rejetée si l'assignation qui a saisi ce tribunal est antérieure à celle qui a saisi la juridiction civile, quoiqu'elle soit postérieure à la citation en conciliation dont cette assignation devant la juridiction civile avait été précédée (Même arrêt). — Le jugement qui a accueilli une exception de litispendance ne met pas obstacle à ce que, en cas d'infirmité de ce jugement, l'affaire soit renvoyée devant le tribunal qui l'a rendu, le fond de la contestation ne se trouvant ni jugé, ni même préjugé par une telle décision (Même arrêt). — V. *supra*, n° 76 et suiv., ce qui est dit au sujet des actes qui donnent lieu à la litispendance.

92. Le renvoi est-il obligatoire pour le juge? Au *Rep.* n° 192, on s'est prononcé dans le sens de l'affirmative, tout en faisant des réserves pour le cas où le tribunal premier saisi serait reconnu incompetent *ratione materiz*. Dans ce cas, a-t-on dit, le second tribunal pourrait, non pas refuser le renvoi, mais du moins surseoir à statuer jusqu'à ce que le premier eût prononcé sur sa compétence (*Rep.* n° 193). Parmi les décisions judiciaires rendues depuis la publication du *Repertoire* les unes se sont prononcées en faveur du renvoi obligatoire, et parmi ces dernières, il en est qui réservent, comme on l'a indiqué ci-dessus, le cas d'incompétence du tribunal premier saisi, mais en accordant au second tribunal le droit de retenir l'affaire sans attendre la décision du premier sur la compétence. Ainsi la cour de Douai a décidé, sans aucune réserve, qu'en cas de litispendance le renvoi est obligatoire, contrairement à ce qui aurait lieu en cas de connexité (Douai, 1<sup>er</sup> mai 1868, aff. Durieux, D. P. 70. 2. 35). Précédemment, la chambre des requêtes avait décidé que le tribunal devant lequel est proposée une exception de litispendance à fin de renvoi de l'affaire à un autre tribunal, comme tribunal premier saisi, n'est tenu de se dessaisir que

lorsque la compétence de cet autre tribunal n'est pas contestée. En cas de contestation, il a le droit, s'il se déclare seul compétent pour connaître de l'affaire à l'exclusion du tribunal premier saisi, de refuser le renvoi (Req. 8 août 1864, aff. Syndic Devaux, D. P. 64. 1. 464). Spécialement, le tribunal devant lequel une partie a porté, en vertu de l'art. 420 c. proc. civ., comme tribunal du lieu du paiement, une contestation dont l'autre partie avait déjà saisi un autre tribunal, n'est pas obligé d'accueillir l'exception de litispendance s'il décide que le tribunal auquel il est requis de renvoyer l'affaire est incompetent soit en vertu de l'art. 420 c. proc. civ., soit encore en vertu de l'art. 59 du même code (Même arrêt). La même doctrine a été consacrée par un arrêt de la chambre des requêtes du 8 févr. 1881 (aff. Mendez-Contant, D. P. 82. 1. 32. — Boncenne, *Théorie de la procédure*, t. 3, p. 220, ne reconnaît pas au tribunal saisi le second le droit d'apprécier si le premier tribunal est compétent. Il considère le renvoi pour litispendance comme obligatoire; l'affaire appartient, par droit de prévention, aux juges qui ont été les premiers saisis et l'incompétence du juge auquel l'une des parties s'est d'abord adressée fût-elle manifeste, il n'en faudrait pas moins retourner devant lui, ne fût-ce que pour faire décider *an sua sit jurisdictio* (Comp. *Rép.* n° 192).

93. Mais, en sens contraire, il a été jugé que l'art. 171 c. proc. civ. laisse aux juges la faculté de décider, par l'appréciation des circonstances, s'ils doivent admettre ou rejeter l'exception de litispendance; ils peuvent, notamment, la rejeter, s'ils trouvent dans le caractère propre de leur institution le moyen de rendre aux parties une justice plus facile, plus prompte et plus économique (Montpellier, 31 janv. 1874, aff. Claircy, D. P. 76. 2. 94). Jugé également qu'il appartient au juge de l'action de statuer sur l'exception dans les limites de sa compétence, et par suite, le juge a pu écarter l'exception de litispendance en se basant sur ce que la demande de validité de saisie-arrest, sur laquelle était fondée cette exception, ne constituait évidemment qu'une manœuvre pour éviter une décision imminente (Req. 4 août 1875, aff. Jacob Pêtre, D. P. 76. 1. 264. V. en ce sens : Chauveau, sur Carré, *Lois de la procédure*, Supplément, quest. 726.)

94. Le renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de litispendance ne peut pas être prononcé lorsque les deux causes ne sont plus au même degré de juridiction (Req. 4 août 1875, cité *supra*, n° 93; Civ. cass. 9 janv. 1878, aff. Moullard et comp., D. P. 78. 1. 136). — V. également en ce sens : Boitard et Glasson, t. 1, n° 357.

Le contraire a été jugé par un arrêt (Crim. rej. 27 mars 1884, aff. Meisels, D. P. 85. 1. 89) qui établit une distinction bien tranchée entre le renvoi pour connexité et le renvoi pour litispendance : si, dans le premier cas, le renvoi ne

Alazard prétendant que ces effets lui avaient été arrachés par dol et violence, assigna Bouluguet devant le tribunal de commerce de Bordeaux en nullité de la convention du 10 mai 1862. C'est dans ces conditions qu'intervint, le 1<sup>er</sup> août 1863, un arrêt de la cour de Bordeaux sur appel du jugement du tribunal de la même ville du 5 nov. 1863 qui avait accueilli la demande d'Alazard. — A l'audience, l'avocat de l'appelant avait soulevé une exception de litispendance basée sur ce que le tribunal de la Seine était déjà saisi de la même contestation. Alazard combattit cette exception par le motif qu'elle n'avait pas été proposée *in limine litis*.

La cour; — En ce qui touche l'exception de litispendance : — Attendu que cette exception, énoncée en plaidant, n'a point été proposée formellement, et que même Bouluguet n'a pris à cet égard aucune conclusion ni devant le tribunal, ni devant la cour; — Au fond, etc.; — Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur l'exception de litispendance; — Confirme le jugement. »

Pourvoi en cassation du sieur Bouluguet. — Violation de l'art. 171 c. proc. civ., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré n'y avoir lieu de statuer sur l'exception de litispendance soulevée par l'avocat de l'appelant, combattue par l'intimé dans ses conclusions et qui même avait fait l'objet de conclusions de la part du ministère public, sous prétexte que cette exception n'avait été formulée ni devant le tribunal, ni devant la cour.

La cour; — Sur le 1<sup>er</sup> moyen : — Attendu que, nonobstant la formule de l'arrêt attaqué, qu'il n'y a lieu de statuer sur l'exception de litispendance, la cour impériale prononce réellement sur cette exception et la repousse, puisqu'après avoir annulé la transaction du 10 mai 1862, au lieu de renvoyer les parties

devant le tribunal de la Seine, déjà saisi, pour être procédé à l'apurement des comptes, la cour retient la cause et nomme des experts, sur le rapport desquels il sera ultérieurement statué par elle; — Attendu, d'autre part, que pour écarter l'exception de litispendance ou ne point s'y arrêter, l'arrêt attaqué se fonde sur ce que cette exception, énoncée en plaidant, n'a point été proposée formellement et que même il n'a été pris, à cet égard pour Bouluguet, aucune conclusion soit devant le tribunal, soit devant la cour; — Que, par ces expressions, l'arrêt attaqué n'entend pas évidemment contester à l'avocat, assisté de l'avoué, le droit de prendre à la barre des conclusions que l'avoué fait siennes par sa présence et son approbation tacite; que, de l'opposition entre les mots : exception énoncée en plaidant, et ceux-ci : aucune conclusion n'a été prise, soit devant le tribunal, soit devant la cour, il résulte, avec évidence, que la cour impériale a entendu déclarer qu'il n'avait été pris de conclusions ni par l'avocat, ni par l'avoué sur la question de litispendance; — Attendu que la simple énonciation, en plaidant, d'un moyen dont la partie ne fait pas un chef de conclusion ne peut mettre le juge en demeure de prononcer; — Attendu, au surplus, que si l'exception de litispendance n'est pas de celles qui doivent être proposées *in limine litis*, elle n'est pas non plus d'ordre public, et ne peut être utilement présentée pour la première fois en appel; d'où il suit qu'en constatant que cette exception n'avait pas été présentée en première instance, l'arrêt attaqué en a suffisamment motivé le rejet;...

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 17 août 1865.-Ch. req.-MM. Bonjean, pr.-de Peyramont, rap.-P. Fabre, av. gén.



peut être ordonné que lorsque les deux instances connexes se trouvent pendantes devant des juridictions du même degré, il n'en est pas de même en ce qui concerne le renvoi pour cause de litispendance, l'exception de litispendance ne pouvant être proposée que lorsque des faits identiques se trouvent soumis à deux tribunaux différents. Spécialement, il appartient au juge d'instruction, saisi d'une plainte en adultère pour des faits soumis au même moment à la chambre correctionnelle d'une cour d'appel, de se dessaisir par litispendance (Même arrêt).

95. On peut proposer devant la cour de cassation l'exception tirée de la litispendance ou de la connexité. Mais le renvoi d'un litige d'un tribunal à un autre ne peut être ordonné par la cour suprême que dans le cas où des demandes, portées à plusieurs cours d'appel ou à des tribunaux ne ressortissant pas à la même cour, sont unies par un lien tellement étroit qu'elles constituent un même différend (Req. 11 mars 1872, aff. Genevay, D. P. 72. 1. 304).

96. Le jugement qui statue sur une exception de litispendance est susceptible d'appel, quoique l'objet de la contestation au fond soit inférieure à 1500 fr. (Bordeaux, 19 août 1858, aff. Pradines, D. P. 59. 1. 394). — Pour justifier cette décision, la cour de Bordeaux décide que l'exception de litispendance est de même nature que celle qui est fondée sur l'incompétence, puisqu'elle tend, comme cette dernière à dessaisir le tribunal devant lequel elle est proposée. Or l'art. 454 c. proc. civ. déclare que lorsqu'il s'agit d'incompétence l'appel sera recevable, bien que le jugement sur le fond doive être en dernier ressort. — Cette solution nous paraît très juridique; nous ne voyons pas, en effet, pourquoi l'on distinguerait entre les exceptions d'incompétence d'une part et les exceptions de litispendance ou de connexité, d'autre part, la loi ayant traité de ces exceptions sous la même rubrique (V. Chauveau sur Carré, *op. cit.*, quest. 728, 732, 1635 *quater*. Conf. *supra*, v° *Appel civil*, n° 17).

#### ART. 3. — Renvoi pour connexité (Rép. n°s 195 à 218).

97. On a exposé au Rép. n°s 195 et suiv. ce qu'il fallait entendre par *connexité*, en quoi elle diffère de la litispendance, et quelles sont les raisons qui ont fait admettre par le législateur le renvoi en cas de connexité. Le caractère de la connexité a été défini d'une manière très précise par la cour d'Orléans dans un arrêt du 27 juin 1851 (aff. Quatrebarbes, D. P. 51. 2. 166). « Considérant, dit cet arrêt, que ces deux actions (l'action en liquidation et partage de la communauté, et l'action en liquidation de la succession) dirigées contre des personnes différentes, et ayant un objet distinct, peuvent être suivies séparément sans qu'on ait jamais à craindre qu'elles donnent lieu à des décisions qui se contrarient, signe caractéristique de la connexité. » Ainsi, de ce que dans les forces de la succession d'une femme peuvent figurer ses droits dans la communauté d'entre elle et son mari, communauté depuis longtemps dissoute et non liquidée, il ne suit pas qu'il y ait connexité entre la demande en liquidation de la communauté et la demande en liquidation de la succession; ces demandes dirigées contre des personnes différentes peuvent, sans compromettre les droits de qui que ce soit, être suivies devant des tribunaux différents (Même arrêt).

98. Dans un arrêt du 5 juin 1869 (aff. May, D. P. 72. 2. 115), la cour de Nancy a également bien précisé les conditions dans lesquelles il y a lieu à renvoi pour connexité. « Attendu, en droit, qu'il y a connexité toutes les fois que deux tribunaux sont saisis, sinon de la même demande, comme en matière de litispendance, du moins de demandes ayant entre elles un rapport si intime, une liaison si étroite que le jugement de l'une doit exercer sur le jugement de l'autre une influence plus ou moins décisive; que, dans ce cas, pour éviter entre les deux jugements une contrariété toujours regrettable et souvent de nature à rendre leur exécution impossible, la loi autorise à demander et à ordonner le renvoi de deux demandes au même tribunal. »

C'est en vertu de ces principes qu'il a été jugé qu'une demande en séparation de corps et une demande en séparation de biens peuvent être dirigées simultanément devant deux tribunaux différents, sans qu'il y ait lieu à renvoi pour

litispendance ou connexité, ni même à un simple sursis (Paris, 30 janv. 1854, aff. Sobeaux, D. P. 54. 5. 327).

99. Au contraire, il y a connexité entre deux instances d'appel lorsque l'un des jugements attaqués prononce une condamnation et que l'autre a été rendu sur les difficultés élevées au sujet de la mise à exécution de cette condamnation (Caen, 28 juin 1854, aff. Legobilleux, D. P. 55. 5. 199. V. aussi Angers, 20 juin 1860, aff. Lemarchand, D. P. 60. 2. 206). — Jugé également que le tribunal saisi de deux actions distinctes, l'une en nullité du rétablissement de la communauté entre deux époux séparés de corps, l'autre en contestation d'état de leur enfant, mais ayant pour but commun d'écarter cet enfant de la succession de son aïeule maternelle, peut joindre ces actions à raison de leur connexité (Rouen, 14 mars 1877, aff. Letellier, D. P. 77. 2. 193). Cet arrêt reconnaît implicitement aux tribunaux le droit d'apprécier les circonstances desquelles résulte la connexité (Conf. *Rép.* n° 202). Le même droit a été également reconnu par un arrêt de la chambre des requêtes du 23 mars 1864 (aff. Lippmann, D. P. 64. 1. 479).

100. L'art. 171 c. proc. civ. ne s'applique pas aux demandes de sursis. Ainsi, une demande en sursis fondée, notamment, sur ce que le caractère d'un contrat dont la résolution est demandée comme contrat d'échange, pour défaut de délivrance de la contenance stipulée, se trouverait mis en question devant un autre tribunal, à l'encontre du demandeur par les créanciers inscrits sur l'immeuble objet de ce contrat, lesquels n'y verraient qu'un contrat de vente, peut être rejetée, sans qu'il en résulte une violation de l'art. 171 c. proc. civ. (Civ. rej. 14 mars 1853, aff. Avenier, D. P. 54. 5. 328).

101. Contrairement à ce qui a lieu pour la litispendance (V. *supra*, n°s 78 et suiv.), la connexité peut exister entre deux instances, quoique les parties qui y figurent ne soient pas toutes les mêmes (*Rép.* n° 207). Ainsi, la jonction de deux instances, pour cause de connexité, peut être ordonnée par cela seul que l'une des parties est en cause dans les deux instances, et bien que plusieurs autres parties ne figurent que dans l'une d'elles;... surtout si la décision à intervenir dans l'instance à laquelle celles-ci sont étrangères eût dû leur profiter même au cas où il n'y aurait pas eu jonction, en ce que, par exemple, dans cette instance, leur débiteur poursuit une nullité susceptible d'être invoquée par eux; et spécialement, la cour saisie de l'appel d'un jugement civil qui a rejeté la demande formée par un failli concordataire en nullité d'une sentence arbitrale validant une convention passée en dehors du concordat entre ce failli et l'un des créanciers, peut joindre cet appel à celui du jugement commercial qui, par application de l'autorité de la chose jugée attachée à cette sentence arbitrale, a déclaré non recevable la demande en nullité de la même convention intentée devant le tribunal de commerce par le failli et ses créanciers concordataires, encore que ces derniers, ou quelques-uns d'eux, n'aient point été parties au premier jugement: la présence du failli dans les deux instances connexes suffisant pour en autoriser la jonction, et la nullité de la décision arbitrale poursuivie par voie d'appel de ce premier jugement, devant, d'ailleurs, profiter à tous les créanciers du failli (Req. 23 mars 1864, cité *supra*, n° 99).

102. Lorsqu'il y a connexité, le renvoi ne peut être ordonné que si les deux tribunaux saisis sont au même degré de juridiction. Ainsi, il n'y a pas lieu à règlement de juges entre les tribunaux saisis de deux causes connexes, lorsque l'une d'elles est en premier degré de juridiction et l'autre en degré d'appel (Req. 24 févr. 1852, aff. Boissin, et aff. Wattier, D. P. 52. 1. 43. V. également en ce sens: Bastia, 28 janv. 1856, aff. Rossi, D. P. 56. 2. 87; Req. 11 mars 1872, aff. Genevay, D. P. 72. 1. 304).

103. Il faut, de plus, que le tribunal premier saisi puisse connaître de tout le litige engagé devant l'autre tribunal. Ainsi, il a été jugé que le tribunal du lieu de l'ouverture d'un ordre ne peut être dessaisi, sous prétexte de connexité, du contredit élevé contre une créance dont l'existence est l'objet d'une contestation antérieurement engagée devant un autre tribunal, ce dernier n'étant pas juge du maintien ou de la réformation du règlement de l'ordre (Req. 24 févr. 1852, aff. Wattier, D. P. 52. 1. 43; Bastia, 28 janv. 1856, cité *supra*, n° 102). — Rappelons que le renvoi pour connexité ne pourrait être ordonné s'il s'agissait de deux instances

même connexes portées devant deux juridictions de nature différente (*Rép.* n° 197).

**104.** L'exception de connexité a pour effet de dessaisir le deuxième tribunal et de faire renvoyer le jugement des deux instances connexes à celui qui a été le premier saisi (*Rép.* n° 212 et 213). Mais ce renvoi n'a pas lieu nécessairement. La jurisprudence admet, en effet, que le renvoi devant le tribunal premier saisi est purement facultatif. Ainsi le déclinatoire peut être rejeté lorsque la seconde demande est principale relativement à la première. Jugé en ce sens qu'une demande accessoire peut être renvoyée par voie, notamment, de règlement de juges devant le tribunal où la demande principale est pendante, quoique cette demande principale ait été formée la dernière (*Req.* 22 janv. 1862, aff. Michaut, D. P. 62. 1. 172). Décidé encore que, lorsqu'un négociant actionné par son préposé devant un tribunal, à fin d'exécution du contrat de louage de services intervenu entre eux, forme à son tour devant un autre tribunal une demande en résiliation du même contrat et, en outre, à fin de reddition de compte et de dommages-intérêts pour faute de gestion, la première demande peut, comme n'étant qu'une conséquence et un accessoire de la seconde, être renvoyée devant le tribunal saisi de cette seconde demande (Même arrêt). — Le tribunal de Lyon a fait une nouvelle application de cette idée, en décidant que le tribunal saisi d'une action en contrefaçon dirigée tout à la fois contre un fabricant et contre un acquéreur d'objets livrés par celui-ci ne saurait se dessaisir du procès pour cause de connexité en faveur du tribunal saisi d'une action semblable dirigée contre le fabricant seul, cette action ainsi restreinte étant de moindre importance (*Trib. Lyon*, 9 juill. 1870, aff. Vallet, D. P. 71. 3. 34). — Enfin la chambre des requêtes, dans un arrêt du 6 déc. 1875 (aff. Syndic Scott, D. P. 77. 4. 178) a déclaré qu'aucune loi n'attribue au tribunal premier saisi, en matière de connexité, une préférence absolue, et que les circonstances de la cause peuvent autoriser à attribuer compétence au tribunal saisi en second lieu, si, par exemple, il était également saisi d'une troisième action connexe aux deux premières (V. dans le même sens : Carré et Chauveau, t. 2, quest. 726; Bioche, v° *Exception*, n° 128). — Boitard, t. 1, n° 357, enseigne, au contraire, que le tribunal saisi le second devra dans tous les cas se dessaisir, et renvoyer la cause devant les juges saisis en premier lieu, sans que l'on ait, d'ailleurs, à examiner quelle est celle des deux demandes qui est la principale.

**105.** Les juges ne peuvent pas soulever d'office l'exception de connexité (*Rép.* n° 215). Mais la jonction de deux causes pendantes devant le même tribunal, entre les mêmes parties, et ayant un objet identique peut être ordonnée d'office par le tribunal (*Req.* 30 nov. 1852, aff. Commune de Beuvry et Jacquin, D. P. 53. 1. 270).

**106.** La jonction, prononcée par jugement, de deux instances dont chacune était principale, n'a, d'ailleurs, pas pour effet d'en changer la condition sous ce rapport, et, par suite, laisse chacune de ces instances sous l'empire des règles qui lui sont propres. Ainsi, bien qu'une demande ordinaire, telle que celle d'un acquéreur contre ses sous-acquéreurs, à l'effet de les contraindre à payer leur prix entre les mains des créanciers ou à consigner et de les faire condamner en outre à des dommages-intérêts, ait été formée par le même exploit que la demande en nullité d'une procédure de folle enchère, et que le tribunal ait ordonné la jonction de ces deux demandes, la première reste soumise, en ce qui touche l'appel, aux formes et délais ordinaires (*Civ. cass.* 26 févr. 1868, aff. Eymard, D. P. 68. 1. 223).

**ART. 4. — Procédure et jugement des exceptions de renvoi. — Chef distinct (*Rép.* n° 219 à 244).**

**107.** Aux termes de l'art. 172 c. proc. civ. « toute demande en renvoi sera jugée sommairement, sans qu'elle puisse être réservée ni jointe au principal » (*Rép.* n° 221). Sur l'interprétation de ces mots : *sera jugée sommairement*, il existe une controverse en doctrine et en jurisprudence. D'après une opinion, le mot *sommairement* signifierait que la demande sera jugée promptement; mais l'instruction n'en devrait pas moins être faite et tarifée suivant les règles applicables aux matières ordinaires. C'est ce qui a été jugé

par un arrêt de la cour d'Amiens, du 9 juin 1864 (aff. Peigné, D. P. 64. 5. 243. V. dans le même sens : Pigeau, *Procédure civile*, t. 1, p. 141; Berriat-Saint-Prix *Cours de procédure*, p. 376; Carré et Chauveau, t. 2, quest. 733; Jocotot, n° 18). Mais le contraire a été décidé par la cour de cassation qui, par arrêt du 25 juin 1866 (D. P. 66. 1. 317), cassant la décision précitée de la cour d'Amiens, a jugé que les demandes en renvoi pour incompétence sont réputées affaires sommaires, et que les dépens doivent, dès lors, en être taxés comme en matière sommaire, et non comme en matière ordinaire, sauf l'allocation spéciale résultant de l'art. 75 du Tarif du 26 févr. 1807 pour la requête à fin de déclinatoire.

**108.** La demande en renvoi ne peut, en outre, être ni réservée, ni jointe au principal. Cette règle est applicable en matière criminelle (*Crim. cass.* 24 nov. 1887, aff. Miègeville, D. P. 88. 1. 331; 22 nov. 1889, aff. Charre de Lavallette, D. P. 90. 1. 404). Nous avons fait connaître au *Rép.* n° 229, quelle avait été la pensée du législateur en introduisant cette prohibition dans l'art. 172 c. proc. civ. et quel sens il fallait attribuer à cette disposition. Rappelons seulement qu'elle a été introduite dans l'intérêt des parties qu'on n'a pas voulu contraindre à examiner simultanément la question de compétence et la question de fond, ce qui serait, en quelque sorte, une entrave à la défense. De plus, on a voulu permettre ainsi aux plaideurs de frapper d'appel la décision sur la compétence.

**109.** De ce que cette disposition est écrite dans l'intérêt des parties, il résulte que celles-ci peuvent y renoncer et conclure à la fois sur la compétence et sur le fond. Dans ce cas, le tribunal saisi de la contestation peut ne rendre qu'un seul jugement, divisé en deux parties distinctes. Il a été jugé en ce sens : 1° que le juge devant lequel une partie élève une exception d'incompétence et, en même temps, conclut subsidiairement au fond, peut déclarer sa compétence, et statuer ensuite sur le fond par un seul et même jugement (*Req.* 19 avr. 1852, aff. de la Roche-Aymon, D. P. 52. 1. 245; Caen, 12 janv. 1881, aff. Gouvelle, D. P. 82. 2. 57); — 2° Que lorsque, tout en opposant l'incompétence, la partie a conclu en même temps subsidiairement sur le fond, elle ne peut se faire un moyen de cassation, de ce que la décision sur l'exception n'a pas été rendue par jugement préalable et distinct; et cela est vrai même devant la juridiction criminelle, au cas, par exemple, où le moyen d'incompétence est opposé à la demande de la partie civile (*Crim. rej.* 5 févr. 1858, aff. Coulmeau, D. P. 58. 5. 168); — 3° Que la règle d'après laquelle les tribunaux civils doivent statuer sur le déclinatoire avant de juger le fond reçoit exception lorsque la partie, après avoir indiqué seulement la question de compétence plutôt que proposé formellement le déclinatoire, a discuté le fond en lui-même, et non pas pour faire apprécier la question de compétence (*Req.* 8 févr. 1869, aff. Delacquis, D. P. 70. 1. 12). — Mais le juge, en pareil cas, doit, à peine de nullité, statuer dans son dispositif sur le déclinatoire qui lui est soumis (Arrêt précité du 12 janv. 1881).

**110.** Nous retrouvons encore aujourd'hui la controverse signalée au *Rép.* n° 229 et suiv. sur le point de savoir si le tribunal, après avoir statué sur l'exception de renvoi par un premier jugement, peut d'office contraindre le défendeur à plaider au fond, et, au cas où celui-ci n'y consentirait pas, rendre contre lui un jugement par défaut; la jurisprudence ne paraît pas encore définitivement fixée sur la question. Jugé à cet égard : 1° que le tribunal civil devant lequel un déclinatoire est soulevé ne peut, en se déclarant compétent, ordonner au défendeur de plaider au fond immédiatement ou avant l'expiration du délai de huitaine (Poitiers, 27 févr. 1855, aff. Maurat, D. P. 55. 2. 296); — 2° Que le tribunal qui rejette un déclinatoire ne peut ordonner au défendeur de plaider immédiatement, soit sur le fond, soit sur des mesures provisionnelles tenant au fond (Nancy, 4 juin 1859, aff. Eparly, D. P. 61. 5. 199; 17 mai 1873, aff. Lefranc, D. P. 76. 5. 226). — Nous n'hésitons pas à considérer ces décisions comme seules conformes à l'esprit de la loi; car, ainsi que nous le faisons remarquer au *Répertoire* (V. dans le même sens : Poitiers, 27 févr. 1855, précité), l'art. 172 doit être complété par les art. 449 et 450 c. proc. civ. qui décident, le premier, que le

droit d'interjeter appel ne peut être exercé dans la huitaine du jour du jugement, et le second, que l'exécution des jugements non exécutoires par provision est suspendue pendant cette huitaine. Il ne saurait, à notre avis, être mis en doute que le fait de plaider au fond constitue bien l'exécution du jugement rendu sur la compétence. La cour de Poitiers va même plus loin, et décide que le jugement rendu sur l'exception de renvoi doit être signifié à avoué, conformément à l'art. 147 c. proc. civ. avant d'être mis à exécution.

Aussi nous paraît-il difficile d'admettre la solution consacrée par la cour de cassation dans un arrêt de la chambre des requêtes du 24 août 1852 (aff. Dutheil, D. P. 53. 1. 97), qui décide que le juge devant lequel une partie élève une exception d'incompétence peut, en se déclarant compétent, ordonner à cette partie de défendre immédiatement, et sur son refus, rendre à la même audience un second jugement qui la condamne par défaut; que ce n'est pas là contrevenir à l'art. 172 c. proc. civ. portant que la demande en renvoi ne pourra être réservée ni jointe au principal. La cour suprême n'admet pas que les art. 147, 449 et 450 c. proc. civ. puissent s'appliquer dans l'espèce: « Attendu, dit-elle, que ces articles s'appliquent exclusivement à l'exécution des jugements telle qu'elle est réglée par le tit. 5 c. proc. civ.; que l'exécution d'un jugement de compétence se trouve consommée par le rejet même du déclinatoire proposé; que la seconde décision sur le fond n'est pas un acte d'exécution de la première, mais un nouvel acte de juridiction qui intervient à la suite de celui qui l'a précédé; qu'il n'y a donc aucun motif pour étendre les art. 147, 449 et 450 au cas spécial prévu par l'art. 172 et qu'il résulterait même de cette extension des frais frustratoires et des lenteurs que le législateur s'est précisément proposé d'éviter. » Nous devons ajouter que la cour de cassation paraît avoir abandonné depuis cette doctrine (V. notamment les motifs de deux arrêts: Req. 15 déc. 1874, aff. de Champagny, D. P. 75. 4. 384; 30 déc. 1884, aff. Delhay, D. P. 85. 1. 421).

**111.** En tout cas, si le défendeur, contestant uniquement la compétence, n'avait pas été mis en demeure de conclure au fond, le jugement qui statuerait à la fois sur la compétence et sur le fond serait nul (Civ. cass. 27 nov. 1872, aff. Gibout-Jeantil, D. P. 73. 1. 18). Jugé également que, lorsque l'appelant se borne à attaquer un jugement de juge de paix pour cause d'incompétence, le tribunal d'appel n'a pas le droit de statuer par un seul et même jugement sur la compétence et sur le fond sans mettre au préalable l'appelant en demeure de conclure au fond (Civ. cass. 7 avr. 1886, aff. Chemin de fer du Midi, D. P. 86. 1. 340).

**112.** Les dispositions de l'art. 172 c. proc. civ. sont inapplicables aux instances d'appel (Rép. n° 234 et suiv.). C'est ce qui a été formellement reconnu par la cour de cassation dans les deux arrêts du 15 déc. 1874 et 30 déc. 1884 cités *supra*, n° 110.

**113.** Elles sont également inapplicables aux demandes de renvoi portées devant les tribunaux de commerce (art. 425, c. proc. civ.) (Rép. n° 240 et suiv.). — V. comme conséquence de cette règle ce qui a été dit *supra*, n° 63.

**114.** Ainsi que nous l'avons exposé au Rép. n° 237, il n'est pas permis aux tribunaux de juger au fond avant d'avoir tranché la question de compétence. Ainsi est nul le jugement du tribunal de commerce qui, dans le cas où le déclinatoire est proposé, ordonne un interlocutoire qui préjuge le fond, avant de statuer sur la compétence (Civ. cass. 27 mars 1849, aff. Berneau, D. P. 49. 1. 123; Nîmes, 22 mai 1855, aff. Colard, D. P. 55. 5. 199).

Mais cette règle ne doit pas être interprétée dans un sens absolument strict, et il ne faudrait pas en conclure que les tribunaux n'aient pas le droit d'examiner le fond, si cet examen leur est indispensable pour juger la question de compétence (Rép. n° 237 et 243). Ainsi il a été jugé : 1° que lorsqu'une exception d'incompétence est subordonnée à la décision à intervenir sur le fond de la contestation, le juge saisi a le droit d'examiner le fond pour statuer sur sa propre compétence, cet examen du fond étant une nécessité qui lui est imposée par la nature même du litige. Il en est surtout ainsi quand il s'agit d'une contestation soumise à un tribunal de commerce, l'art. 425 c. proc. civ.,

qui déroge à l'art. 172, autorisant les tribunaux de commerce dont la compétence est déniée, à se prononcer sur le déclinatoire et sur le fond par un seul et même jugement, à la seule condition de le faire par deux dispositions distinctes; et, spécialement, le tribunal de commerce saisi de la demande en nullité d'une convention dans laquelle se trouve une clause compromissoire, invoquée par le défendeur à l'appui d'une exception d'incompétence, peut ne statuer sur sa compétence qu'après examen du fond de la contestation, c'est-à-dire de la validité de la convention, son dessaisissement en vertu de la clause compromissoire qui sert de base au déclinatoire étant subordonné au maintien de cette convention dont l'annulation devrait laisser, au contraire, les parties soumises à sa juridiction en vertu des règles du droit commun (Req. 19 févr. 1862, aff. Carriquiri, D. P. 62. 1. 234); — 2° Que les tribunaux de commerce dont la compétence est contestée et qui, ne se trouvant pas suffisamment éclairés à cet égard, estiment que le débat sur le fond pourra leur fournir quelques lumières, peuvent renvoyer à une audience déterminée pour plaider sur le tout, mais à la condition, toutefois, qu'il soit statué distinctement sur la compétence et sur le fond (Bourges, 13 avr. 1866, aff. Duroyaume, D. P. 66. 2. 100).

**115.** L'art. 172 c. proc. civ. ne s'applique pas aux exceptions qui n'ont pas le caractère de déclinatoires, c'est-à-dire qui ne tendent pas au dessaisissement du juge (Trib. Bourgneuf, 23 juill. 1869, aff. Claude, D. P. 71. 2. 12). Ainsi une demande en sursis, non accompagnée de conclusions à fin d'incompétence, peut être jointe au fond pour être statué sur le tout par un seul et même arrêt; ici ne s'applique pas l'art. 172 (Crim. rej. 14 oct. 1853, aff. André, D. P. 53. 5. 203). — De même, le jugement qui rejette une exception préjudicielle (telle, par exemple, que celle tendant au renvoi d'un point de litige à l'autorité administrative) peut statuer en même temps au fond, sans violer l'art. 172 c. proc. civ. (Bordeaux, 4 août 1856, aff. Landes de Gascogne, D. P. 57. 2. 207). — De même, encore si le défendeur oppose à l'action, sans conclure au fond, une fin de non-recevoir (dans l'espèce, celle tirée de l'expiration du délai pour mettre en cause (c. proc. civ. art. 175), les juges ne sont pas tenus, s'ils rejettent cette fin de non recevoir, de surseoir à la décision sur le fond (Rouen, 14 avr. 1853, aff. Lebreton, D. P. 53. 2. 140).

**116.** L'art. 172 est inapplicable en matière disciplinaire (Req. 12 mai 1858, aff. Noirot, D. P. 58. 1. 175).

**117.** Rappelons, en terminant, qu'aux termes de l'art. 454 c. proc. civ. les jugements rendus sur une question de compétence sont susceptibles d'appel, quand même la question de fond ne pourrait pas être soumise au second degré de juridiction (V. *supra*, v° Appel civil, n° 17 et suiv.). — A ce sujet, il a été décidé que le juge du second degré saisi, quant à la compétence seulement, de l'appel d'un jugement rendu en dernier ressort sur le fond, par le tribunal de commerce, ne statue pas sur le fond, alors même qu'en rejetant le recours porté devant lui, il déclare que « ce dont est appel sortira son plein et entier effet », cette déclaration n'ayant d'autre portée que d'exprimer la conséquence nécessaire du rejet de l'exception d'incompétence. Par suite, on ne saurait reprocher audit juge du second degré, soit d'avoir eu le tort de statuer, à la fois et sans distinction, sur la compétence et sur le fond, soit d'avoir omis de motiver sa décision sur le fond (Req. 23 mars 1886, aff. Georgeon, D. P. 87. 1. 216).

SECT. 3. — DE L'EXCEPTION DE NULLITÉ DES EXPLOITS OU ACTES DE PROCÉDURE (Rép. n° 245 à 360).

ART. 1<sup>er</sup>. — A quels exploits et à quels actes de procédure s'applique l'exception de nullité (Rép. n° 251 à 255).

**118.** On a vu au Rép. n° 251 et suiv., que l'art. 173 c. proc. civ., ne parlant que des exploits et actes de procédure, ne saurait être étendu aux titres, obligations ou conventions qui seraient nuls, soit comme ne remplissant pas les conditions de l'art. 1408 c. civ., soit pour toute autre cause, par exemple pour vice de forme, s'il s'agit d'actes authentiques. (V. *infra*, n° 90).

**119.** Les actes respectueux ne peuvent être rangés au nombre des exploits ou actes de procédure qui sont prévus par l'art. 173 c. proc. civ.; il en résulte que la nullité de ces actes n'est pas couverte, bien qu'elle ne soit pas proposée avant toute défense au fond (Besançon, 19 févr. 1861, aff. Lamblin, D. P. 61. 2. 90). — Il a été jugé, d'autre part, que la nullité des actes respectueux est d'ordre public et qu'elle peut, par suite, être opposée en tout état de cause (Paris, 27 nov. 1876, aff. P..., D. P. 77. 2. 156). Décidé, dans le même sens, que la nullité résultant de l'irrégularité de la notification d'un acte respectueux et, par exemple, de ce qu'il n'a été laissé qu'une seule copie pour le père et la mère, est d'ordre public; que, dès lors, elle n'est pas couverte pour n'avoir pas été proposée avant toute défense ou exception (Poitiers, 2 mars 1825, *Rép. v<sup>o</sup> Mariage*, n° 172. — V. aussi Bioche, *v<sup>o</sup> Acte respectueux*, n° 57). Au contraire, il a été jugé que la nullité tirée contre un acte respectueux de ce qu'il aurait été notifié un jour férié, doit être proposée avant toute défense au fond (Agen, 27 août 1829, *Rép. v<sup>o</sup> Mariage*, n° 166. V. également ce qui est dit sur les actes respectueux, *v<sup>o</sup> Mariage*, *Rép.* n° 125 et suiv.).

**120.** Mais la sommation de payer ou de délaisser est un acte de procédure dont la nullité doit être opposée avant toute défense au fond (Toulouse, 12 juin 1860, aff. Pigassou, D. P. 61. 2. 35).

**121.** Comme on l'a dit au *Rép.* n° 255, la règle d'après laquelle toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte si elle n'a pas été proposée avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence, n'est applicable qu'aux actes de l'instance actuellement engagée entre les parties (V. Conf. Boitard et Glisson, t. 1, n° 36, note; Garsonnet, t. 2, n° 629, note 4). Jugé, en ce sens, que le défendeur qui argue de nullité un exploit d'ajournement précédemment signifié, mais resté sans suite et invoqué par le demandeur comme interruptif de la prescription qui lui est opposée, n'est pas tenu de formuler cette exception *in limine litis* (Civ. cass. 23 mars 1881, aff. Mahé, D. P. 82. 1. 351-352).

**ART. 2. — Contre quelles personnes et par quelles personnes l'exception peut être proposée** (*Rép.* n° 256 à 263).

**122.** Toutes les parties sans exception sont soumises à l'application de l'art. 173 c. proc. civ. Cet article ne faisant aucune distinction entre les majeurs et les mineurs (*Rép.* n° 256), la déchéance qu'il prononce atteint également ces derniers, alors même qu'elle entraînerait à leur préjudice la perte d'une prescription acquise. L'art. 222 c. civ. ne fait pas obstacle à son application (Civ. rej. 5 avr. 1853, aff. comte de Chambord, D. P. 54. 1. 337).

**123.** Les nullités prévues à l'art. 173 c. proc. civ. ne constituent que des exceptions personnelles à la partie intéressée. Il en résulte, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 262, qu'elles ne peuvent pas être prononcées d'office par les tribunaux. Ce principe a été consacré en matière correctionnelle par la cour d'Aix, qui a décidé que le tribunal correctionnel ne peut, dans le silence du prévenu, et notamment lorsque ce prévenu fait défaut, annuler la citation, pour cause de nullité, sur la simple réquisition du ministère public (Aix, 17 déc. 1863, aff. Philis, D. P. 64. 2. 63).

**ART. 3. — Quand et comment doit être proposée l'exception de nullité des exploits ou actes de procédure** (*Rép.* n° 264 à 351).

§ 1. — Nullité des exploits introductifs d'instance, de réassignation et d'appel (*Rép.* n° 264 à 307).

**124.** L'exception de nullité n'est pas couverte par l'exception d'incompétence (c. proc. civ. art. 173) (*Rép.* n° 264). Le contraire a pourtant été jugé par la cour de Grenoble qui a décidé que l'exception tirée de la nullité de l'assignation donnée à un domicile autre que le domicile élu par la partie assignée n'est pas recevable si elle n'a été proposée *in limine litis*, et que cette nullité est couverte par la présentation d'un déclinatoire pour incompétence *ratione materiae* (Grenoble, 6 avr. 1881, aff. Schneider, D. P. 82. 2. 17). En présence des termes précis de l'art. 173 c. proc.

civ., il nous paraît difficile que cet arrêt fasse jurisprudence. Il ne peut s'agir, bien entendu, que d'une incompétence *ratione materiae*, car l'exception d'incompétence *ratione personarum* doit être toujours proposée avant celle de nullité. Il en résulte que le juge d'appel, saisi de l'exception de nullité de l'exploit introductif d'instance, doit surseoir à y statuer jusqu'au jugement sur l'incompétence *ratione personarum* (Req. 9 mai 1883, aff. de Grimaldi, D. P. 84. 1. 358).

**125.** Les défenses au fond couvrent la nullité de l'exploit d'ajournement (*Rép.* n° 268), à moins toutefois que les conclusions au fond n'aient été présentées que subsidiairement (*Rép.* n° 270; Lyon, 5 mai 1882, aff. Giraudet, D. P. 83. 2. 88). Et il importerait peu que des réserves générales et sans objet précis eussent été formulées tant en la forme qu'au fond dans la constitution d'avoué, notamment pour demander la nullité de l'acte d'appel (Toulouse, 4 août 1881, aff. Servat, D. P. 82. 2. 94). Il s'agissait, dans l'espèce, d'un acte d'appel nul en raison de ce que la copie en avait été remise au parquet du tribunal du dernier domicile connu de l'intimé, au lieu de l'être au parquet de la cour saisie de l'appel. Cette nullité est couverte lorsque l'avoué de l'intimé s'est borné à conclure au rejet de l'appel, et que, lors du débat au fond, l'avocat de l'intimé a discuté les faits dans le sens de la confirmation du jugement, bien qu'il ait ensuite conclu à la nullité de l'exploit (même arrêt).

En ce qui concerne les actes qui constituent la défense au fond, V. ce qui est dit au *Rép.* n° 272 et suiv., relativement à la comparution des parties, à la constitution de nouvel avoué, à la reprise d'instance. Nous nous bornerons à mentionner deux arrêts, aux termes desquels la nullité d'un exploit de citation n'est pas couverte par la comparution à l'audience de la partie assignée pour demander le renvoi de la cause à un autre jour, par le motif que les délais de l'assignation ne sont pas expirés (Poitiers, 27 oct. 1845, aff. Gilles de la Tourette, aff. Gaudeau, D. P. 46. 2. 127-128).

Quant à la constitution d'avoué (*Rép.* n° 272), nous pensons qu'elle ne couvre pas la nullité de l'exploit introductif d'instance. Ainsi la nullité de l'acte d'appel signifié à des époux ayant des intérêts distincts, résultant, quant à la femme, de ce que la copie laissée à celle-ci ne contient pas assignation, n'est pas couverte, parce que la femme aurait, sur la signification, constitué avoué (Bordeaux, 12 févr. 1848, aff. Girard, D. P. 49. 5. 184). La même règle a été appliquée au cas où l'exploit introductif (dans l'espèce, l'acte d'appel) était nul à raison de ce que ni l'original, ni la copie ne mentionnaient soit la remise de la copie, soit la personne à qui la remise aurait été faite (Besançon, 23 févr. 1880, aff. Chapuis, D. P. 80. 2. 225. V. également : Bruxelles, 23 juin 1888, aff. Hertogs, D. P. 89. 2. 111).

**126.** Mais lorsque la nullité de l'ajournement résulte du défaut de constitution d'avoué (le demandeur se bornant à élire domicile chez un avoué sans qu'il y ait constitution expresse), cette nullité ne sera-t-elle pas couverte par la signification d'une constitution faite par le défendeur chez cet avoué? Nous avons exposé la question au *Rép.* n° 278 et fait connaître les solutions qui lui avaient été données par la jurisprudence. Depuis la publication du  *Répertoire*, il est intervenu à cet égard de nouvelles décisions. Ainsi il a été jugé que la nullité de l'acte d'appel résultant du défaut de constitution d'avoué est couverte par la signification, soit d'une constitution d'avoué, soit d'un avenir, faite par l'intimé à l'avoué de l'appelant, encore qu'elle renferme la réserve de demander la nullité de l'acte d'appel (Toulouse, 26 avr. 1856, aff. Mateille, D. P. 56. 2. 199. Conf. Chambéry, 2 avr. 1867, aff. Blanchin, D. P. 67. 2. 64).

La cour de Nîmes avait, au contraire, jugé, par arrêt du 3 janv. 1877 (aff. Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, D. P. 77. 2. 152), que la nullité de l'exploit d'appel qui ne contient pas de constitution d'avoué, n'est pas couverte par la signification à l'avoué de l'appelant de la constitution d'avoué faite par l'intimé, si cette signification contient réserve expresse des moyens de nullité tant en la forme qu'au fond. Mais cet arrêt a été cassé le 1<sup>er</sup> juill. 1878, sur le rapport de M. le conseiller Greffier (D. P. 78. 1. 337-339). — En présence de cette décision qui semble devoir faire jurisprudence, il nous paraît intéressant de rappeler le double moyen indiqué au défendeur par M. le conseiller rapporteur pour sauvegarder ses droits. Le défendeur peut,

soit assigner directement le demandeur ou l'appelant en nullité de l'exploit, soit faire défaut, et former ensuite opposition au jugement ou arrêt de défaut, en se fondant sur la nullité de l'exploit d'ajournement ou de l'acte d'appel. Il peut, plus simplement, signifier la constitution de son avoué en ne reconnaissant pas la qualité d'avoué constitué à celui chez lequel l'élection de domicile a été faite, et en insérant, en outre, des réserves expressément spécifiées d'opposer le moyen de nullité.

**127.** De simples actes d'instruction ne sont pas suffisants pour couvrir la nullité de l'exploit introductif d'instance (*Rép.* n° 279 et suiv.). Pourtant il a été jugé que la nullité de l'acte d'ajournement qui résulterait d'une désignation erronée du tribunal devant connaître de la demande, serait couverte par cette circonstance que le défendeur a demandé ou consenti des remises (Poitiers, 12 févr. 1861, aff. Compagnie du chemin de fer d'Orléans, D. P. 61. 2. 59). — Cette décision nous paraît contestable; car, pour la justifier, il faudrait admettre que la remise de cause constitue une défense ou une exception, ce qu'il serait difficile à notre avis de soutenir utilement.

**128.** On a dit au *Rép.* n° 283 que la demande de communication de pièces doit avoir pour effet de couvrir la nullité d'une assignation, à moins toutefois que cette communication ne tende à vérifier si l'exploit introductif d'instance ne renferme pas une nullité, et que la demande de communication ne contienne des réserves expresses. — Cette opinion a été consacrée par de nouveaux arrêts. Ainsi il a été jugé : 1° que la nullité d'un acte d'appel résultant de ce qu'il a été signifié à deux époux par une seule copie n'est pas couverte par la demande des deux époux tendant à une communication de pièces, alors qu'une telle demande a été faite avec réserves et dans le but de plaider à toutes fins (Metz, 9 juin 1853, aff. Rolland, D. P. 54. 2. 269); — 2° Que la nullité d'un acte d'appel qui ne mentionne pas le véritable domicile de l'intimé et a été délivré, en dehors de ce domicile, à une personne autre que l'intimé n'est pas couverte par la sommation en communication de pièces que ce dernier a signifiée à l'appelant, alors qu'il résulte des termes mêmes de cette sommation qu'elle n'a eu en vue que les pièces relatives à la nullité ou à la non-recevabilité de l'appel en la forme (Paris, 11 août 1877, aff. David, D. P. 78. 2. 152, et sur pourvoi, Req. 28 janv. 1878) (1); — 3° Que la demande de communication de pièces ne couvre pas la nullité de l'exploit, lorsqu'il est justifié que cette nullité a été expressément proposée avant ladite demande (Req. 24 nov. 1885, aff. Morlot, D. P. 86. 1. 256).

**129.** Par application du principe que l'exception de nullité n'est plus recevable après les conclusions au fond (*Rép.* n° 289 et suiv.), il a été jugé : 1° que la nullité de la sommation faite au mari de comparaître devant le président pour se concilier sur la demande en séparation de corps que sa femme veut former contre lui doit, comme toutes les nullités d'exploits, être proposée avant toute défense et conséquemment, se trouve couverte si le mari, sur l'opposition par lui formée à l'ordonnance qui, par suite de sa non-comparution, a autorisé la demanderesse à engager l'instance, s'est borné à critiquer au fond les dispositions que cette ordonnance renferme (Orléans, 10 juin 1853, aff. C..., D. P. 53. 2. 151); — 2° Que la nullité d'un exploit d'appel, dans la copie duquel « le parlant à » a été laissé en blanc, ne peut être invoquée par l'appelant qui a pris au fond des conclusions tendant à l'infirmité du jugement (Nancy, 4 mars 1873, aff. Franqueville, D. P. 74. 2. 41); — 3° Que le tuteur d'un interdit est non recevable à demander la nullité d'une assignation qui lui a été délivrée au domicile élu par l'interdit avant l'interdiction (à supposer que cette assignation soit nulle), quand il s'est présenté sur cette assigna-

tion, a constitué avoué, et s'est livré aux actes de la procédure (Req. 25 nov. 1874, aff. Marboutey, D. P. 75. 1. 358); — 4° Que la nullité d'une contrainte décernée par l'administration des contributions indirectes (dans l'espèce, pour surcharge dans le millésime) est couverte par le silence gardé sur ce moyen dans l'opposition à la contrainte avec assignation devant le tribunal civil (Req. 15 févr. 1881, aff. de Rougemont, D. P. 82. 1. 75); — 5° Que la nullité d'un exploit d'appel est couverte faute d'avoir été proposée *in limine litis*, lorsqu'il est constaté, d'après les énonciations du plumeau d'audience, que l'intimé a d'abord conclu au fond, et qu'il a, ensuite, dans une audience ultérieure, conclu à la nullité de l'acte d'appel (Civ. rej. 21 janv. 1884, aff. Hérengrer, D. P. 84. 5. 242).

**130.** Mais, si l'exception de nullité a été proposée avant toute défense au fond, elle n'est pas couverte, quand bien même le défendeur aurait dans le même acte fait valoir des moyens de fond, s'il n'a agi ainsi que sous la réserve expresse de se prévaloir d'abord de la nullité de l'exploit d'ajournement (Grenoble, 20 mars 1867, aff. Mallet-Faure, D. P. 68. 2. 153).

De même, lorsqu'une nullité d'exploit a été formellement présentée devant les premiers juges, quoiqu'en termes généraux et sans détermination précise, que la discussion s'est établie sur ce point et que le tribunal y a statué en déclarant la procédure régulière, on ne peut dire que cette nullité ait été couverte par le silence de la partie intéressée à la faire valoir. En conséquence, doit être cassé l'arrêt qui s'est refusé à examiner cette nullité, reproduite devant la cour d'appel, sous prétexte qu'elle avait été couverte en première instance (Civ. cass. 28 févr. 1853, aff. Loisy, D. P. 53. 1. 135).

**131.** La nullité d'un exploit d'ajournement ou d'un acte d'appel ne peut être couverte que par des défenses au fond. Il en est ainsi, notamment, de la nullité d'un ajournement résultant de ce qu'il a été signifié dans un lieu où il ne devait pas l'être; et il ne suffirait pas que le défendeur ait eu connaissance de l'ajournement soit par l'envoi qui lui en a été fait, soit par sa présence à l'audience où il a été donné défaut contre lui (Aix, 25 mars 1877, aff. Syndic Toutant, D. P. 78. 2. 111). — De même, les conclusions purement verbales prises par l'avoué à l'appel de la cause, étant toujours à toutes fins, ne font pas obstacle à ce que toutes exceptions, tant en la forme qu'au fond, soient proposées dans les conclusions ultérieurement signifiées et déposées (Bordeaux, 11 déc. 1867, aff. Salles, D. P. 67. 5. 188-189).

Mais la nullité serait couverte, si la partie à laquelle l'exploit était adressé avait renoncé expressément ou tacitement à s'en prévaloir (Req. 23 févr. 1863, aff. Mel, D. P. 63. 1. 428).

#### § 2. — Nullité des actes de procédure (*Rép.* n° 308 à 351).

**132.** La nullité des actes de procédure n'étant couverte que par des actes subséquents, il s'ensuit que l'on doit attaquer chaque acte au fur et à mesure qu'il se produit dans l'instance et y prend rang, et que, si l'on signifie un acte comme conséquence d'un acte nul, on couvrira la nullité (*Rép.* n° 308 et suiv. — V. aussi : Bioche, v° *Exploit*, n° 203 et suiv.; Boitard et Glasson, t. 1, n° 366; Garsonnet, t. 2, p. 633). De même qu'au *Rép.* n° 310 et suiv., on va passer en revue les divers actes de procédure en signalant les nouvelles décisions auxquels ils ont donné lieu.

**133.** — I. PRÉLIMINAIRE DE CONCILIATION (*Rép.* n° 311). — Il a été jugé que l'omission du préliminaire de conciliation ne constituant pas une nullité d'ordre public, l'exception tirée du défaut de tentative de conciliation est couverte par la signification de défenses au fond (Nancy, 30 mai 1885, aff. Gillet, D. P. 86. 2. 11).

(1) (David C. Certoux et Lebeau.) — La cour; — Sur le moyen pris de la fausse application des art. 61, n° 2, 68 et 456 c. proc. civ. .... — (Sans intérêt); — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 173 c. proc. civ. : — Attendu que dans toutes les conclusions qui lui sont opposées par le pourvoi, l'intimé Georges Certoux a pris des précautions efficaces pour éviter de couvrir la nullité de l'exploit d'appel constatée en fait par l'arrêt; — Qu'il a toujours proposé cette nullité comme moyen principal en n'acceptant le débat au fond que *très subsidiairement* et en tant qu'il pouvait être tenu légalement de conclure à toutes fins en appel;

— Attendu que la demande en communication de pièces, du 15 mai 1877, contient la même distinction expressément formulée et porte principalement sur les documents relatifs à la nullité, c'est-à-dire sur ceux que l'appelant avait à produire pour constater le changement de domicile d'où est résultée la nullité; — Attendu que dans ces conditions l'arrêt a décidé à bon droit que la nullité n'avait pas été couverte aux termes de l'art. 173 c. proc. civ.; — Rejet, etc.

Du 28 janv. 1878. — Ch. req. — MM. Bédarrides, pr. — Babinet, rap. — Robinet de Cléry, av. gén., c. conf. — Lehmann, av.



**134. — II. ACTES D'AVOUE À AVOUE.** — La jurisprudence que nous avons fait connaître au *Rép.* n° 312 est toujours en vigueur. Ainsi il a été jugé que la partie dont l'avoué a comparu à l'audience sans qu'un avenir lui ait été signifié et a refusé de conclure ne peut exciper du défaut d'avenir pour faire annuler la procédure (*Req.* 1<sup>er</sup> févr. 1848, aff. Charpillon, D. P. 48. 5. 182).

**135. — III. REQUÊTES PRÉSENTÉES AU JUGE** (*Rép.* n° 313).

**136. — IV. ACTES EXTRA-JUDICIAIRES** (*Rép.* n° 314 et 315). — Par application du principe que la nullité doit être proposée immédiatement avant la production de tout autre acte en réponse, il a été décidé que la nullité résultant du défaut de remise à personne ou domicile d'une sommation, faite notamment, pour interrompre, en conformité de la loi du 12 mars 1820, la prescription de l'action domaniale contre les détenteurs de biens engagés ou échangés, est couverte par les conclusions au fond que ce détenteur a prises postérieurement dans une instance par lui introduite contre l'Etat, et qui tendaient à ce que cette sommation fût déclarée nulle, non pas à cause de ce vice de forme, mais faute par l'Etat de justifier du droit qu'il aurait eu de la faire (*Civ. rej.* 5 avr. 1853, aff. Comte de Chambord, D. P. 54. 1. 337). De même, la simple demande de sursis opposée à un commandement de payer suffit pour couvrir la nullité du commandement résultant d'un vice de forme (Bourges, 21 juill. 1854, aff. Triboudet, D. P. 56. 2. 162).

**137. — V. ENQUÊTES ET CONTRE-ENQUÊTES** (*Rép.* n° 316 à 330). — Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 316 et suiv., il est généralement admis que l'art. 173 c. proc. civ. est applicable aux enquêtes et contre-enquêtes. La jurisprudence est constante sur ce point (*V. supra*, v° *Enquête*, n° 105). — Sur la question de savoir si la contre-enquête couvre les nullités de l'enquête, *V. Rép.* n° 325.

**138. — VI. EXPERTISES.** — L'art. 173 c. proc. civ. doit également s'appliquer aux expertises, comme nous l'avons dit au *Rép.* n° 331. Ainsi, il a été jugé que la nullité d'une expertise, résultant du défaut de sommation aux parties d'y assister, est couverte par les défenses au fond présentées par les parties devant le tribunal contre des conclusions ayant pour base unique le résultat de l'expertise, sans que le défaut de sommation ait été articulé (*Civ. rej.* 7 mars 1853, aff. Mariage, D. P. 54. 5. 330). — Cette doctrine se trouve reproduite dans un arrêt de rejet de la chambre des requêtes du 13 janv. 1879 (1).

**139. — VII. COMPARUTION DES PARTIES.** — Elle est aussi soumise à l'application de l'art. 173 c. proc. civ. Ainsi, le moyen tiré de ce qu'une comparution de parties a eu lieu sans qu'un jugement ordonnant cette comparution ait été dressé, ne peut être opposé par la partie qui a volontairement comparu à l'audience, où elle a donné toutes les explications que les juges lui ont demandées (*Req.* 30 mai 1859, aff. Jaubert, D. P. 59. 1. 462).

**140. — VIII. DESCENTE SUR LIEUX.** — La nullité de la procédure antérieure à la descente sur les lieux est couverte par la comparution de l'avoué des parties à cette opération, sans réserve à cet égard et par les débats contradictoires sur le fond (*Civ. rej.* 1<sup>er</sup> juin 1870, aff. Gand de Roussillac, D. P. 71. 1. 231). Ainsi, lorsque le tribunal a fait une visite purement officieuse des lieux litigieux sans jugement préalable et sans rédaction de procès-verbal, la partie avec l'assentiment de laquelle cette visite a eu lieu, n'est pas fondée à attaquer pour ce motif le jugement qui a suivi, alors surtout qu'il n'argumente d'aucune constatation faite dans cette visite (Aix, 12 févr. 1872, aff. Commune de Gémenos, D. P. 73. 5. 162).

**141. — IX. SIGNIFICATION DES QUALITÉS.** — L'omission de la signification des qualités à avoué est couverte par l'appel

interjeté sur la signification irrégulière du jugement, sans que cette omission ait fait l'objet d'un grief d'appel (*Civ. cass.* 14 juill. 1843, aff. Desvovues, D. P. 43. 1. 320).

**142. — X. JUGEMENTS ET ORDONNANCES.** — Nous n'avons qu'à confirmer ce qui a été dit au *Rép.* n° 332 et suiv. Pour les jugements et ordonnances, comme pour tout acte de procédure, la nullité, dans le cas où elle peut être invoquée, n'est pas couverte par des conclusions au fond, lorsque le moyen de nullité est formellement réservé dans celles-ci (Orléans, 20 mai 1882, aff. Bougard, D. P. 83. 2. 92).

**143. — XI. SIGNIFICATION DES JUGEMENTS.** — (*Rép.* n° 335 à 340).

**144. — XII. ACTES D'EXÉCUTION** (*Rép.* n° 341 à 347). — Nous avons exposé au *Rép.* n° 342, la controverse qui s'élève sur le point de savoir si l'art. 173 c. proc. civ. doit s'appliquer en matière de saisie immobilière, et nous avons exprimé l'opinion que la question devait être résolue dans le sens de l'affirmative. Cette opinion a été consacrée par la jurisprudence. Jugé, en ce sens, que les nullités de forme dont une saisie immobilière est affectée se couvrent par la défense au fond sans qu'elles aient été proposées (Paris, 10 mai 1850, aff. Bobœuf, D. P. 51. 2. 125). — Cet arrêt ayant été déferé à la cour de cassation, celle-ci a rejeté le pourvoi en décidant que les vices de nullité dont a pu être entachée la saisie immobilière ont été incontestablement couverts par une défense au fond (*Req.* 8 déc. 1851, D. P. 52. 1. 148).

Toutefois, peu de temps après, la chambre des requêtes a déclaré, au contraire, que l'art. 173 c. proc. civ. d'après lequel la présentation des moyens de fond emporte déchéance des moyens de forme, est inapplicable en matière de saisie immobilière; ces deux classes de moyens sont utilement invoqués, d'après cet arrêt, quel'en soit l'ordre, avant les trois jours qui précèdent la publication du cahier des charges (*Req.* 18 févr. 1852, aff. Delorme, D. P. 52. 1. 241).

**145. — XIII. ORDRE ET DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION** (*V. Rép.* n° 348).

**146. — XIV. SÉPARATION DE BIENS** (*V. Rép.* n° 349).

**147. — XV. — DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS.** — L'art. 173 c. proc. civ. s'applique aux demandes en séparation de corps et en divorce. — Il a été jugé que la nullité de la sommation faite au mari de comparaître devant le président pour se concilier sur la demande en séparation de corps que la femme veut former contre lui doit, comme toutes les nullités d'exploits, être proposée avant toute défense, et, par suite, se trouve couverte si le mari, sur l'opposition par lui formée à l'ordonnance qui, par suite de la non-comparution, a autorisé la demanderesse à engager l'instance, s'est borné à critiquer au fond les dispositions que cette ordonnance renferme (Orléans, 10 juin 1853, aff. C..., D. P. 53. 2. 156).

**148. — XVI. ARBITRAGES** (*Rép.* n° 350).

**149. — XVII. CONTRAINTES ADMINISTRATIVES** (*Rép.* n° 351).

**150. — XVIII. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.** — L'art. 173 s'applique à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique; en effet, la nullité des citations qui sont faites au cours de cette procédure est couverte à l'égard de la partie qui a discuté le fond sans formuler de réserves (*V. infra*, v° *Expropriation*, n° 148, 187, 304, 376, etc....).

**ART. 4. — Procédure et jugement des exceptions de nullité** (*Rép.* n° 352 à 360).

**151. On a vu au *Rép.* n° 357, que lorsque l'exception a été rejetée par jugement séparé, il ne peut être passé outre à la plaidoirie du fond qu'après le délai de huitaine, confor-**

(1) (Bossos.) — LA COUR; — Sur le premier moyen pris de la violation des art. 315 et 1033 c. proc. civ. et du droit de la défense et de la fausse application de l'art. 464 c. proc. civ. : — Attendu que le moyen manque en fait, en ce qui concerne l'art. 464 dont l'arrêt n'a pas fait application à la cause; — Attendu, en ce qui concerne la combinaison des art. 315 et 1033 c. proc. civ., qu'il n'y a pas lieu de déterminer les conditions de régularité de sommation en matière d'expertise commerciale, alors que, dans l'espèce, le rejet des conclusions de Bossos et comp. a été prononcé en la forme en vertu de l'art. 173 c. proc. civ.; — Attendu que la sommation d'assister à l'expertise avait

réellement touché les demandeurs en cassation et que si l'exploit leur paraissait irrégulier à raison de l'insuffisance des délais, ils devaient proposer la nullité avant de conclure au fond; — Attendu, en fait, qu'il est affirmé par l'arrêt, et vainement contesté par le pourvoi, que l'exception de nullité a été pour la première fois proposée en cour d'appel; qu'il ne peut donc plus être question ni de la nullité en elle-même, ni d'une atteinte aux droits de la défense restée libre de choisir son terrain et ses moyens; ... — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 13 janv. 1879.—Ch. req.—MM. Bédarrides, pr.—Babinet, rap.—Robinet de Cléry, av. gén.—de Valroger, av.

mément à l'art. 450 c. proc. civ., à moins qu'il n'y ait lieu à exécution provisoire.

Mais si les conclusions au fond ne sont que subsidiaires à la demande en nullité, le tribunal qui déclare nulle l'assignation par suite de laquelle l'affaire avait été portée devant lui, ne peut sans excès de pouvoir retenir la cause pour être statué sur le fond, même ultérieurement. Ce tribunal ne peut être valablement saisi au fond que par un nouvel ajournement (Poitiers, 9 juin 1857, aff. Soureil, D. P. 58. 2. 124).

#### SECT. 4. — DES EXCEPTIONS DILATOIRES (Rép. n° 361 à 483).

##### ART. 1<sup>er</sup>. — De l'exception tirée du délai pour faire inventaire et délibérer.

**152.** (V. Rép. n° 362 à 375).

##### ART. 2. — De l'exception tirée du délai pour mettre le garant en cause (Rép. n° 376 à 483).

**153.** Ainsi que nous l'avons fait observer au Rép. n° 376, on ne traite ici de la garantie que sous le rapport de la forme et de l'exception dilatoire qu'elle produit. Nous laisserons donc de côté l'étude des cas dans lesquels il y a lieu d'appeler garant en cause, pour nous attacher uniquement à l'examen des questions qui ont trait à la procédure elle-même.

##### § 1<sup>er</sup>. — De la demande en garantie par rapport au garant (Rép. n° 377 à 424).

**154.** On a fait connaître au Rép. n° 376, quel est le fondement du droit pour le défendeur d'appeler garant en cause. Un arrêt de la cour de cassation a défini d'une manière très nette ce que l'on doit entendre par *demande en garantie*. D'après la cour suprême, on doit considérer comme demande en garantie celle qui tend à ce que le défendeur soit relevé des condamnations à intervenir contre lui et qui est fondée sur une faute imputée au garant prétendu, d'où est née l'action principale (Civ. cass. 27 déc. 1882, aff. de Bévile, D. P. 83. 1. 343).

**155.** Une règle capitale domine cette matière : c'est que le tribunal saisi de la demande originaire est compétent pour statuer sur la demande en garantie (Rép. n° 378 et suiv.). Aux applications de cette règle indiquées au Répertoire, il y a lieu d'ajouter les suivantes fournies par la jurisprudence postérieure : — 1<sup>o</sup> le courtier de commerce appelé en garantie d'un marché auquel il a servi d'intermédiaire peut être contraint à procéder devant le tribunal saisi de la demande en exécution de ce marché (Poitiers, 19 mars 1863, aff. Dimprie, D. P. 63. 2. 214); — 2<sup>o</sup> Le premier endosseur d'un billet à ordre est valablement assigné en paiement devant le tribunal du domicile d'un endosseur subséquent, alors qu'une assignation est également adressée à ce dernier (Civ. cass. 14 nov. 1871, aff. Jacquet, D. P. 73. 1. 140); — 3<sup>o</sup> Les avoués assignés en garantie sont tenus de procéder devant le tribunal civil saisi de la demande originaire, lors même que ce tribunal ne serait pas celui auquel ils sont attachés (Civ. rej. 23 juill. 1872, aff. M. B..., D. P. 73. 1. 69). Cet arrêt rejette le pourvoi formé contre un arrêt de la cour d'Angers du 10 déc. 1869, qui s'était prononcée dans le même sens (D. P. 70. 2. 82); — 4<sup>o</sup> De même, lorsqu'une compagnie de chemin de fer est assignée par un expéditeur à raison de la perte de marchandises qui avaient été déposées dans un entrepôt public, elle a le droit d'appeler en garantie le dépositaire des marchandises devant le tribunal saisi de la demande principale (Rouen, 28 nov. 1872, aff. Compagnie de l'Ouest, D. P. 74. 2. 64).

**156.** La règle posée par l'art. 181 c. proc. civ. s'applique devant tous les tribunaux, même devant les tribunaux de l'ordre administratif (Rép. n° 386). Toutefois, en ce qui concerne les tribunaux de répression, des doutes se sont élevés. On peut, en effet, se demander si l'exception de garantie peut être proposée devant ces tribunaux. La question ne peut, bien entendu, se poser que dans les affaires où le tribunal de répression n'a à prononcer que des amendes, notamment en matière de contributions indirectes. Dans ces sortes d'affaires, les amendes ont moins le caractère

d'une peine que celui d'une réparation civile envers le Trésor (V. *infra*, v° *Impôts indirects*).

La question a été soulevée à plusieurs reprises devant les tribunaux par les compagnies de chemins de fer qui, poursuivies correctionnellement par l'administration des contributions indirectes, exerçaient contre l'expéditeur une action en garantie devant le tribunal correctionnel saisi de la poursuite principale dirigée contre elles. Par arrêt du 15 févr. 1867 (aff. Lagarde, D. P. 75. 2. 88, note), la cour de cassation a décidé que les tribunaux correctionnels sont incompétents pour statuer sur une action en garantie. — Cette doctrine n'est pas celle de certaines cours d'appel. Ainsi, un arrêt de la cour de Dijon du 5 juin 1869 (Lamé Fleury, *Code annoté des chemins de fer*, 1870, p. 170) a décidé que, dans le cas dont il s'agit, il y a lieu à recours en garantie, et que l'action en garantie pouvait être portée devant la juridiction correctionnelle saisie de la contravention, et s'applique même à l'amende encourue.

Et la cour de Dijon cite à l'appui de sa décision plusieurs autres arrêts (Nîmes, 19 mai 1859; Lyon, 12 nov. 1866; Grenoble, 30 nov. 1867). De même, il a été jugé qu'une compagnie de chemin de fer, poursuivie correctionnellement par l'administration des contributions indirectes pour transport de marchandises en fraude des droits du fisc, est fondée à exercer son action en garantie contre l'expéditeur devant le tribunal correctionnel saisi de la poursuite principale dirigée contre elle (Lyon, 24 févr. 1873, aff. Compagnie P.-L.-M., D. P. 74. 5. 282). — Au contraire, la cour d'Aix, se ralliant à la doctrine de l'arrêt de la cour de cassation de 1867, a jugé que les tribunaux correctionnels sont incompétents pour statuer sur une demande en garantie; que, par suite, une compagnie de chemin de fer, poursuivie correctionnellement par l'administration des contributions indirectes, n'est pas fondée à exercer son action en garantie contre l'expéditeur devant le tribunal correctionnel saisi de la poursuite principale dirigée contre elle (Aix, 30 avr. 1874, aff. Bresson, D. P. 75. 2. 88).

**157.** La règle posée par l'art. 181 c. proc. civ., cesse d'être applicable dans trois cas :

1<sup>er</sup> Cas. — Lorsque l'action en garantie fait naître un débat qui, à raison de la matière, sort de la compétence du tribunal saisi de la demande originaire (Rép. n° 385). — La cour de cassation a fait l'application de ce principe à une espèce dans laquelle un commerçant avait été appelé en garantie devant le juge de paix saisi de la demande principale. Le jugement du tribunal de Domfront qui, sur appel, avait repoussé le déclinatoire, par le motif que l'art. 181 c. proc. civ. était applicable aussi bien devant les juges de paix que devant les tribunaux ordinaires, a été cassé pour violation des art. 170 et 424 c. proc. civ., qui, d'après la cour suprême, posent un principe fondamental et d'ordre public supérieur aux règles d'ajournement tracées par les art. 59 et 181 c. proc. civ. (Civ. cass. 20 avr. 1859, aff. Miquelard, D. P. 59. 1. 170). — Conformément à cette doctrine, il a été jugé que le commissionnaire de transport poursuivi par l'expéditeur en paiement du prix de marchandises refusées par le destinataire ne peut appeler ce dernier en garantie, s'il est non-commerçant, devant le tribunal de commerce du lieu où la demande originaire est pendante (Paris, 28 mai 1877, aff. Mercier, D. P. 78. 2. 211). V. aussi *suprà*, v° *Compétence commerciale*, n° 101. — Mais la partie assignée en paiement de frais d'appel par son avoué peut appeler de plano un tiers en garantie devant la cour saisie de la demande principale, alors d'ailleurs que cette demande et le recours en garantie sont connexes. Ici, en effet, il n'y a pas dérogation à une règle de compétence *ratione materiae* (Poitiers, 18 avr. 1883, aff. Recouppé, D. P. 84. 2. 30).

**158.** — 2<sup>o</sup> Cas. — Lorsque l'action récursoire ne se rattache pas d'une manière intime et nécessaire à la demande principale. — Par application de ce principe, déjà énoncé au Rép. n° 390, il a été jugé que, lorsqu'un assuré mutualiste est poursuivi par les liquidateurs de la société en paiement des sommes par lui dues, il n'est pas fondé à appeler devant le tribunal saisi les anciens membres du conseil d'administration, comme responsables des fraudes et malversations qu'il impute au directeur, encore bien qu'il qualifie cette demande d'action en garantie, et que, pour justifier en apparence cette qualification, il élève la prétention de faire condamner



lesdits administrateurs à payer, en son lieu et place les sommes dont il est reconnu débiteur envers la compagnie ; ces deux actions sont distinctes et indépendantes l'une de l'autre (Pau, 29 déc. 1857, aff. Lecomte, D. P. 58. 2. 141). De même, le commissionnaire de transports, actionné par le destinataire comme responsable des pertes ou avaries souffertes par les marchandises transportées, ne peut agir récursoirement contre l'assureur des mêmes marchandises devant le tribunal saisi de cette action ; les deux actions, quoique nées du même sinistre, dérivant d'obligations sans connexité entre elles et constituant dès lors deux actions principales, doivent être distinctement soumises à la règle de compétence établie par l'art. 59 c. proc. civ. (Civ. cass. 21 janv. 1863, aff. Comp. d'assurances de Marseille, D. P. 63. 1. 46). Enfin la relation nécessaire de dépendance et de subordination qui doit rattacher la demande principale à la demande en garantie n'existe pas entre, d'une part, la demande en paiement dirigée par un créancier contre un notaire qui s'est porté garant du remboursement du montant d'une obligation reçue par lui, et d'autre part l'action intentée par ce même notaire contre un avoué considéré soit comme mandataire du créancier, soit comme mandataire du notaire, à raison de la mauvaise exécution de son mandat qui a causé la perte de la créance (Orléans, 1<sup>er</sup> févr. 1889, aff. Robert de la Marche, D. P. 90. 2. 222).

**159.** C'est encore en vertu du même principe qu'il a été jugé : 1<sup>o</sup> que le bailleur, assigné en responsabilité du trouble de droit que fait éprouver au locataire d'un droit de chasse un tiers se prétendant locataire antérieur du même droit, ne peut pas appeler ce tiers en garantie devant le tribunal saisi de la demande principale. Il en est ainsi surtout lorsque l'instance principale a eu pour objet de distraire le prétendu garant de ses juges naturels, et que le défendeur principal a consenti à laisser porter cette action devant un tribunal qui n'est pas celui de son propre domicile (Aix, 13 août 1870, aff. Girard, D. P. 72. 2. 161) ; — 2<sup>o</sup> Que le commerçant assigné en dommages-intérêts à raison du préjudice causé à d'autres négociants par une saisie-conservatoire pratiquée sur des marchandises dont ils étaient régulièrement nantis, ne peut pas actionner en garantie dans la même instance son propre commissionnaire, expéditeur de ces marchandises, à raison d'une prétendue inexécution des ordres donnés à ce dernier (Bordeaux, 13 nov. 1872, aff. Milhau, D. P. 73. 5. 280).

**160.** Le recours formé par un entrepreneur de transport, responsable d'un accident de voiture, contre la compagnie qui l'a assuré contre ces accidents ne saurait être porté devant le tribunal saisi de la demande originaire. Et la compagnie ne peut être maintenue dans l'instance en responsabilité, lors même que la police l'obligerait à prendre le fait et cause de l'assuré, si elle oppose à la demande formée contre elle une fin de non-recevoir tirée de ce que l'assuré a encouru la déchéance, faute d'avoir accompli les conditions du contrat (Nîmes, 11 févr. 1880, aff. Compagnie d'assurances *La Seine*, D. P. 80. 2. 148 ; Aix, 6 août 1883, aff. Journet, D. P. 85. 2. 63). Ces deux arrêts ne sont que la conséquence d'une jurisprudence qui paraît établie définitivement en matière d'assurances contre les accidents, et d'après laquelle l'action dérivant d'une assurance n'a pas le caractère d'une demande en garantie de l'indemnité à payer aux victimes des accidents assurés, mais constitue une action principale et directe, soumise aux règles et conditions de compétence qui lui sont propres (Civ. cass. 24 janv. 1865, aff. Compagnie *La Seine*, D. P. 65. 1. 73 ; Req. 3 janv. 1882, aff. Fontenilles, D. P. 83. 1. 120). Toutefois, ce principe ne doit pas être admis sans réserves. Ainsi, lorsque la police d'assurances interdit au patron de transiger, de plaider, même en défendant, sans l'autorisation de la Compagnie, de mettre celle-ci en cause ou de l'appeler en garantie, la Compagnie se réservant de poursuivre le procès seule et sans contôler sous le nom de l'assuré, ce fait et cause doit être pris devant le tribunal saisi de la demande dirigée par l'ouvrier contre le patron assuré. Et dans le cas où la Compagnie a, conformément à cette convention, dirigé le procès intenté par l'ouvrier en première instance, l'assuré qui a dû interjeter appel pour éviter l'exécution du jugement contre lui-même, a le droit d'assigner la Compagnie en cause pour voir déclarer commun avec elle l'arrêt à intervenir (Douai,

5 mars 1888, Comp. Industrie Nationale, D. P. 89. 2. 295. Toulouse, 3 mai 1888, aff. Rouch et Gayral, D. P. 89. 2. 295).

**161.** — 3<sup>e</sup> Cas. — Lorsqu'il paraît par écrit, ou par l'évidence du fait, que la demande originaire n'a été formée que pour traduire les garants hors de leur tribunal (*Rép.* n<sup>o</sup> 402 ; Dijon, 25 janv. 1872, aff. Samuel, D. P. 73. 2. 99). — On a vu au *Rép.* n<sup>o</sup> 403, que les juges ont à cet égard un pouvoir souverain d'appréciation (Conf. Req. 17 déc. 1856, aff. Barrets, D. P. 57. 1. 167). Il a été jugé, notamment, qu'il n'est pas permis de se servir d'une vente simulée pour faire fraude à la loi ou porter préjudice à des tiers spécialement pour distraire un vendeur de ses juges naturels en l'appelant, à titre de garantie, devant le tribunal du domicile de l'acquéreur sur l'action intentée contre ce dernier par l'acquéreur apparent à qui la vente simulée a été faite (Caen, 24 mars 1862, aff. Nathan, D. P. 63. 2. 182). — De même, quand, après la mort d'un assuré sur la vie, ses héritiers ont fait à un tiers cession du capital à toucher et que, sur le refus de paiement de la compagnie, le cessionnaire a cité en justice lesdits cédants, ceux-ci ne sauraient valablement, sous le prétexte d'être garantis par la compagnie, actionner cette dernière en vertu du contrat d'assurance, devant le tribunal saisi, alors que ce tribunal est autre que celui qui est déterminé par le siège social de la défenderesse et par une stipulation expresse de la police. Ces deux actions, considérées en elles-mêmes, dérivent de deux obligations distinctes, et sont directes et principales, sans que l'une puisse être regardée comme l'accessoire de l'autre. La combinaison de ces deux actions, entre le cessionnaire et les cédants, a eu pour but unique de contraindre au paiement la compagnie d'assurances qui, dans la réalité des choses, est la seule défenderesse ; en conséquence, les deux demandes doivent être renvoyées par l'arrêt-régulant de juges, devant le tribunal du siège social de la compagnie, conformément à l'art. 59, § 5 c. proc. civ. et au texte de la police (Req. 10 nov. 1884, aff. Comp. d'assurances *La Caisse paternelle*, 85. 1. 460-461).

**162.** Nous avons exposé au *Rép.* n<sup>o</sup> 395, la controverse qui s'élève sur la question de savoir si l'on peut agir en garantie, *omisso medio*, devant une cour d'appel, lorsque le garant est justiciable d'un tribunal particulier. Nous n'avons pas hésité à nous prononcer dans le sens de l'affirmative. La jurisprudence a consacré cette opinion à plusieurs reprises. Ainsi la demande en garantie formée contre un huissier à raison de la nullité d'un exploit d'appel signifié par lui, est compétemment portée devant la cour saisie de l'appel (Nancy, 27 déc. 1854, aff. Dauphin, D. P. 55. 2. 203 ; Nîmes, 10 févr. 1859, aff. Dupinet, D. P. 59. 2. 139 ; Bourges, 16 févr. 1874, aff. Fustier, D. P. 77. 2. 53 ; Bordeaux, 18 juin 1886, aff. Froidefond, D. P. 88. 2. 189).

**163.** On a vu au *Rép.* n<sup>o</sup> 408 et suiv. que, d'après la jurisprudence, les délais imposés par les art. 175 et 176 c. proc. civ. pour exercer l'action en garantie, ne sont pas pas prescrits à peine de nullité. Cette jurisprudence a été confirmée de nouveau par un arrêt de la cour de Rouen du 14 avr. 1853 (aff. Lebreton, D. P. 53. 2. 140) et un autre de la cour d'Agen du 27 mai 1873 (aff. Comp. des Parcs Nicolaï, D. P. 74. 5. 283). Il en résulte que le garant qui n'a été mis en cause qu'après le délai de l'art. 175 c. proc. civ. n'est pas fondé à se faire de ce retard une fin de non-recevoir contre l'action récursoire, et à prétendre que celle-ci ne peut plus être exercée qu'après le jugement définitif sur l'action principale (Arrêt précité du 14 avr. 1853) ; seulement, il ne peut, en pareil cas, supporter d'autres dépens que ceux de l'action récursoire elle-même (Même arrêt. — Conf. Limoges, 4 févr. 1824, *Rép.* n<sup>o</sup> 410-2<sup>o</sup>).

§ 2. — De la demande en garantie par rapport au demandeur originaire, c'est-à-dire par rapport à l'exception qui en résulte (*Rép.* n<sup>o</sup> 425 à 441).

**164.** V. *Rép.* n<sup>o</sup> 425 et suiv.

§ 3. — Dans quels cas le demandeur en garantie peut requérir sa mise hors de cause (*Rép.* n<sup>o</sup> 442 à 452).

**165.** V. *Rép.* n<sup>o</sup> 442 et suiv.

§ 4. — Instruction et jugement de la demande principale et de celle en garantie. — Exécution du jugement. — Recours (Rép. n° 463 à 483).

**166.** Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au Rép. n° 463 et suiv., sur les cas où il y a lieu à jonction ou à disjonction de la demande principale et de la demande en garantie, ni sur le mode d'instruction de l'affaire devant le tribunal. Mais nous devons revenir sur ce qui a été dit relativement aux dépens et aux voies de recours.

En ce qui concerne les dépens, on a exposé les règles à suivre quand il s'agit de garantie formelle (Rép. n° 467 et suiv.), en ajoutant qu'elles ne sont pas applicables à la garantie simple (Rép. n° 473). Dans ce dernier cas, le règlement des dépens, en ce qui concerne le défendeur principal, le garant et le sous-garant, s'il y en a un, doit avoir lieu suivant les principes du droit commun. Le garanti et le premier garant doivent donc être remboursés de leurs dépens par le sous-garant (Orléans, 9 juin 1853, aff. Préfet du Loiret, D. P. 54. 2. 21).

Et inversement, lorsque le demandeur originaire succombe, il doit supporter tous les frais, même ceux de la demande en garantie. Ainsi, il a été jugé : 1° que les frais d'une action en garantie peuvent être mis à la charge du demandeur originaire qui succombe, en y comprenant même ceux occasionnés par la non-comparution des appelés en garantie (Req. 9 août 1853, aff. Béavan, D. P. 54. 1. 82); — 2° Que les frais d'une demande en garantie, qui n'a été repoussée que par suite du rejet de la demande principale, peuvent être mis à la charge du demandeur principal et non à celle du demandeur en garantie (Civ. rej. 7 nov. 1865, aff. Crosnier, D. P. 66. 1. 263); — 3° Que les dépens de la demande en garantie, formée au cours d'une instance principale par le défendeur, peuvent être mis à la charge du demandeur principal dont l'action a rendu nécessaire cette demande en garantie, et qui a succombé, sans qu'il soit besoin d'examiner si la garantie eût été ou non due en cas de succès de l'action principale, et sans qu'il y ait, par conséquent, à se préoccuper du mérite de l'appel en garantie (Req. 29 janv. 1868, aff. Deiss, D. P. 68. 1. 105).

**167.** Mais le demandeur en garantie devrait supporter les frais de son instance en garantie, s'il était établi que l'action principale ne nécessitait pas l'action récursoire et qu'ainsi l'appel en cause du garant a occasionné des frais frustratoires. Ainsi, l'acquéreur qui, menacé d'éviction, a appelé son vendeur en garantie, peut être condamné envers ce dernier aux dépens de la demande en garantie, s'il ne subit aucune éviction, et si, dès lors, il n'obtient contre le garant aucune condamnation, encore qu'il soit déclaré que la mise en cause de ce garant a eu lieu à bon droit sur l'un des chefs de la demande principale (Req. 6 févr. 1867, aff. Bernier-Blondeau, D. P. 67. 1. 257). L'arrêt ajoute qu'en cette matière les tribunaux sont investis d'un pouvoir d'appréciation dont l'exercice ne pourrait tomber sous le contrôle de la cour de cassation que dans le cas où la condamnation aux dépens prononcée contre une partie aurait pour base une violation formelle de la loi. — De même, lorsque sur la demande par laquelle des particuliers ont été appelés en garantie, soit en qualité, soit en nom personnel, il est constaté que d'un côté la qualité qu'on leur attribue ne peut justifier leur mise en cause, et que, d'un autre côté, aucun fait personnel de nature à engager leur responsabilité directe et à justifier une action personnelle n'a été même articulé, c'est à bon droit que les frais auxquels a donné lieu cette procédure irrégulière doivent rester à la charge de celui qui l'a abusivement suivie (Req. 19 juin 1888, aff. Leroux-Ménard, D. P. 90. 1. 268).

**168.** Nous avons fait connaître au Rép. n° 468 les exceptions au principe que le garanti mis hors de cause ne doit pas les dépens.

**169.** Enfin, il a été jugé que le demandeur originaire dont la demande a provoqué un recours en garantie, ne doit pas être condamné à des dommages-intérêts ni aux dépens envers les appelés en garantie, s'il a triomphé sur la demande qui a provoqué leur mise en cause, quoiqu'il ait succombé sur un autre chef (Civ. cass. 31 mars 1874,

aff. Haas, D. P. 74. 1. 254) (V. également : *infra*, v° *Frais et dépens*; — Rép. eod. v°, n° 48 et suiv., 388 et suiv.).

**170.** On a vu au Rép. n° 467 qu'en cas de garantie formelle, le garanti peut être tenu des dépens et même des dommages-intérêts si le garant est insolvable, à moins toutefois que le tribunal n'ait ordonné sa mise hors de cause. Par suite, lorsqu'à défaut de mise hors de cause du garanti, la condamnation aux dommages-intérêts et aux dépens a été prononcée contre lui, sauf son recours contre le garant, le garanti, poursuivi en exécution de cette condamnation, n'est pas fondé à exiger que les poursuites soient dirigées directement contre le garant (Req. 30 mars 1864, aff. Keiflin, D. P. 65. 1. 115; Conf. Boitard et Glasson, t. 1, n° 404).

**171.** Les questions que soulève le droit pour le garant d'interjeter appel ont été traitées *supra*, v° *Appel civil*, n° 123 et suiv.; — Rép. eod. v°, n° 565 et suiv.

**172.** Lorsque l'appelé en garantie a, en première instance, signifié à l'avoué du demandeur principal des conclusions tendant au rejet de la demande de celui-ci, le demandeur principal peut interjeter appel et prendre devant la cour des conclusions directes contre lui (Civ. rej. 22 mars 1875, aff. Lefèvre, D. P. 75. 1. 204). La même solution a été admise par un arrêt de la chambre des requêtes du 20 mai 1878 (aff. Probel, D. P. 78. 1. 469). Précédemment, la cour de cassation avait jugé que le garant peut reprendre pour son compte en appel, sans qu'on puisse lui opposer qu'il y a de sa part demande nouvelle, les conclusions que le garanti avait prises en première instance contre un tiers (un assureur, par exemple) en son nom et en sa qualité de garanti (Caen, 8 août 1872, aff. Boyé, D. P. 74. 2. 196) (Conf. *supra*, v° *Demande nouvelle* n° 36). L'arrêt précité du 20 mai 1878 décide, en outre, que les demandes incidentes, et notamment les actions en garantie que les défendeurs exercent les uns contre les autres, peuvent être formées en appel par simples conclusions d'avoué à avoué, lorsque ces actions sont la conséquence de la demande principale et ne constituent ni un appel principal, ni un appel incident. Ainsi, l'intimé qui a présenté en première instance des conclusions à fin de garantie contre un autre intimé, peut les reprendre devant la cour d'appel par simple acte d'avoué à avoué, si le jugement intervenu n'a pas repoussé la demande en garantie et s'est borné à déclarer qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur cette demande.

**173.** La doctrine exposée au Rép. n° 482, en ce qui concerne le recours en cassation, a été consacrée par un arrêt de la chambre civile, qui a décidé que le garant est recevable à se pourvoir seul, dans le silence du garanti, contre le jugement qui les a condamnés l'un et l'autre, et à faire valoir, à l'appui de son pourvoi, indépendamment des moyens qui lui sont propres, les droits et moyens du garanti (Civ. cass. 12 juill. 1853, aff. Pernot, D. P. 53. 1. 335).

**174.** Il nous reste à examiner les conséquences du recours exercé par le garant contre le jugement de condamnation. L'opposition ou l'appel du garant remettent-ils en question non seulement la condamnation en garantie, mais encore la condamnation principale qui y a donné lieu? La jurisprudence paraît aujourd'hui définitivement fixée dans le sens de la solution indiquée au Rép. n° 479, à savoir que l'opposition ou l'appel du garant contre la condamnation en garantie prononcée contre lui, remettent en question tant l'action principale que l'action subsidiaire en garantie (Civ. cass. 28 nov. 1854, aff. Jeannin, D. P. 54. 1. 416; Civ. rej. 3 mai 1858, aff. Marion, D. P. 58. 1. 216; Pau 22 nov. 1869, aff. Barnèche, D. P. 71. 2. 204; Civ. cass. 9 févr. 1874, D. P. 75. 1. 375. Conf. *supra*, v° *Appel civil*, n° 123 et suiv.).

Mais lorsqu'une demande a donné lieu à deux instances distinctes, l'une intentée par le demandeur principal contre le garanti et terminée par un jugement définitif, l'autre dirigée par le garanti contre le garant et sur laquelle est intervenu un jugement de défaut, l'opposition formée par le garant à ce dernier jugement ne peut pas remettre en question la chose précédemment jugée au profit du demandeur principal et n'est, en conséquence, recevable qu'à l'égard du garanti (Civ. rej., 8 avr. 1874, aff. Thévenin, D. P. 75. 1. 440). Il faut en effet, pour que l'opposition du garant remette en question l'action principale, la réunion des deux conditions suivantes : 1° unité de cause ou d'objet;

2<sup>e</sup> unité d'instance. Or cette dernière condition ne se rencontra pas dans l'espèce sur laquelle a statué ce dernier arrêt. La question a été récemment résolue dans le même sens par un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 29 mai 1890 (*le Droit* du 24 juin 1890).

Il y a lieu enfin d'ajouter que l'appel interjeté par le garant relève le garanti de la déchéance que celui-ci a encourue vis-à-vis du demandeur principal par l'expiration du délai, et ce résultat se produit lors même que l'appel n'a été formé que contre le garanti, s'il existe entre la demande principale et la demande en garantie un lien de subordination et de dépendance qui ne permette pas de les apprécier d'une manière différente. (Civ. rej. 7 mai 1889, *le Droit* du 9 mai 1889).

#### SECT. 5. — DE L'EXCEPTION DE COMMUNICATION DE PIÈCES (*Rép.* n° 484 à 527).

**175.** On a vu au *Rép.* n° 484 que la demande de communication de pièces est une véritable exception, et non une simple voie d'instruction, et qu'elle ne se rencontre que dans les affaires qui se jugent par simple plaidoirie (*Rép.* n° 486).

**176.** La communication de pièces peut être demandée dans toute sorte de contestation, et en tout état de cause. Ainsi, une partie a le droit de demander, même pour la première fois en appel, la communication d'un titre qui lui est commun avec son adversaire, quoique celui-ci n'en

fasse aucun emploi, et la cour saisie de l'incident peut ordonner cette communication en réservant les dépens (Metz, 25 févr. 1869, aff. Commune de Francheval, D. P. 69. 2. 95). — Jugé, dans le même sens, que la demande en communication de pièces ne saurait être rangée au nombre des exceptions dilatoires qui doivent être proposées avant toutes défenses au fond : l'art. 186 c. proc. civ. est sans application dans l'espèce (Paris, 31 mars 1879) (1) — Conf. Boitard, t. 1, n° 413; Bioche, v° *Exception*, n° 4278 et suiv.; Rodière, t. 1, p. 351; Dutruc, v° *Communication de pièces*, n° 14; Garsonnet, t. 2, p. 437).

**177.** Ainsi que nous l'avons fait remarquer au *Rép.* n° 489 et suiv., cette garantie donnée à la défense ne doit pas dégénérer en abus, et les tribunaux sont en droit, lorsqu'une première communication a été ordonnée, d'en refuser une seconde des mêmes pièces. Ils ont à ce sujet un pouvoir discrétionnaire (Req. 25 janv. 1873, aff. Chemin de fer P.-L.-M., D. P. 73. 1. 352; 28 mars 1876, aff. Trabaud, D. P. 77. 1. 492; 17 juin 1879, aff. Jolly, D. P. 80. 1. 427).

Inversement les tribunaux peuvent ordonner la production de pièces qui n'ont été ni signifiées, ni employées au cours des débats (Req. 17 juin 1879 précité; Paris, 29 juill. 1882) (2). Mais ils ne doivent user de ce pouvoir qu'avec une grande réserve et qu'autant que la partie qui réclame l'apport desdites pièces en détermine la nature avec une suffisante précision, établit leur existence dans les mains de son adversaire, et justifie en outre de motifs

(1) (Lorain C. Remy et Frotier.) — Du 28 janv. 1879, jugement du tribunal de commerce de Sens ainsi conçu : — « LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 186 c. proc.; — Considérant que la demande en communication des pièces doit être présentée par la partie qui prétend avoir droit et exige cette communication avant toute défense au fond; que, formée en l'espèce par le mandataire de la dame Lorain après sa plaidoirie et celle du syndic de la faillite Dupuis, elle ne saurait être accueillie par le tribunal; — Par ces motifs; — Rejette l'exception proposée par la dame Lorain et la condamne aux dépens de l'incident ». — Appel par la veuve Lorain.

La cour; — Considérant que la décision par laquelle les premiers juges ont rejeté la demande en communication de pièces formée par la veuve Lorain ne présente pas, ainsi que le soutiennent les intimés, les caractères d'un jugement préparatoire dont l'appel ne pourrait être interjeté que conjointement avec celui du jugement définitif; qu'en effet, ladite décision est de nature à préjudicier à la partie et à préjuger le fond; qu'en second lieu, elle n'a point été rendue pour l'instruction de la cause, et ne tend nullement à mettre le procès en état de recevoir le jugement définitif; qu'en conséquence, l'appel est recevable contre le jugement dont s'agit; — Considérant enfin que la demande en communication de pièces ne saurait être rangée au nombre des exceptions dilatoires qui doivent être proposées avant toutes défenses au fond, aux termes de l'art. 186 c. pr. civ., lequel est sans application dans l'espèce; — Mais qu'il y a lieu d'appliquer l'art. 188 du même code, qui consacre pour les parties le droit réciproque de communication des pièces employées, et accorde pour l'exercer un délai de trois jours; — Considérant, en fait, que la veuve Lorain ayant requis la communication des pièces invoquées par les syndics, immédiatement après les plaidoiries au cours desquelles elles avaient été produites, n'a point encouru la déchéance à tort prononcée contre elle par le jugement dont est appel; — Par ces motifs; — Infirme; — Dit que la veuve Lorain avait droit et qualité pour demander communications des pièces produites à l'audience; — Ordonne, en conséquence, que Remy et Frotier es qualités seront tenus de déposer, dans la huitaine de la signification du présent arrêt, au greffe du tribunal de commerce de Sens, toutes les pièces dont ils entendent faire usage à l'appui de leur demande, sinon, et faute de ce faire dans ledit délai et icelui passé, les condamne à 10 fr. de dommages-intérêts par chaque jour de retard pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit, etc.

Du 31 mars 1879.-C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Paget, pr.-Chévrier, av. gén.-Forest et Daligand, av.

(2) (Gauvin C. Pailleret.) — Du 27 août 1880, jugement du tribunal d'Auxerre conçu dans les termes suivants : « LE TRIBUNAL; — Attendu que, s'il est de principe que, au cours d'une instance, les parties en cause peuvent respectivement demander la communication des pièces du procès, il faut, aux termes de l'art. 188 c. proc. civ., que ces pièces soient employées contre elles; que, dans l'espèce, les époux Gauvin demandent communication d'un livre-journal, d'un inventaire, d'une expédition de bail, d'un état de situation de l'exploitation de la ferme de Ville-

Fargeau et de tous autres documents relatifs à cette exploitation tels que livres de comptabilité, de caisse et de toutes quittances des fermages; que les époux Pailleret, qui sont défendeurs, déclarent ne devoir faire usage aux débats contre les demandeurs que d'une seule pièce, laquelle est l'acte de cession à eux consenti par ces derniers suivant acte reçu Girard, notaire à Auxerre, le 26 mars 1877, dont la grosse est en la possession desdits demandeurs; que, dès lors, ceux-ci sont non recevables à exiger la communication qu'ils réclament; — Par ces motifs; — Déclare les époux Gauvin non recevables et mal fondés dans leur prétention ». — Appel par les époux Gauvin.

La cour; — Considérant qu'en principe l'art. 188 c. proc. civ. donne aux parties le droit de demander seulement communication des pièces employées contre elles dans le litige qui est pendant; que si, malgré cette disposition limitative, il a été admis que dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, les tribunaux pouvaient ordonner la production d'autres pièces qui n'étaient ni signifiées, ni employées dans la cause, ils ne doivent user de ce pouvoir qu'avec une grande réserve et qu'autant que la partie qui réclame l'apport desdites autres pièces en détermine la nature avec une suffisante précision, établit leur existence dans les mains de son adversaire, et justifie, en outre, de motifs réels et sérieux pour qu'elles soient mises au procès; — Considérant qu'il n'en est point ainsi dans l'espèce; qu'en effet, en ce qui concerne l'état de la situation actuelle de la ferme de Ville-Fargeau, indiquant son actif et son passif, ainsi que les pièces et notes à l'appui relatives à l'exploitation de cette ferme que réclament les époux Gauvin, leur demande est pour une partie vague et incertaine dans sa compréhension, et pour l'autre partie implique non l'existence d'un état de situation qui serait en la possession des époux Pailleret, mais l'obligation pour eux de le dresser; que, de plus, il apparaît de là que, sous la forme d'une communication de pièces, les époux Gauvin ne tendent à rien moins qu'à se faire rendre compte de l'administration de la ferme de Ville-Fargeau; que s'ils croient pouvoir prétendre à s'immiscer dans cette administration en raison des éventualités qui seraient de nature à les contraindre à reprendre leur part dans la société qui avait été antérieurement constituée pour l'exploitation de cette ferme, et qui a été dissoute, ce n'est pas par cette voie indirecte qu'ils doivent chercher à y parvenir; que les juges ne sauraient se prêter à cette manœuvre détournée; qu'en ce qui concerne le bail du 9 oct. 1871, les clauses dudit bail ne sont pas en discussion; qu'au surplus, les époux Gauvin, qui ont été parties à cet acte, ont toute faculté pour en réclamer une expédition du notaire qui est dépositaire de la minute; qu'en ce qui concerne le livre-journal des opérations de la ferme de Ville-Fargeau depuis le 28 févr. 1872 jusqu'au 26 mars 1877, et l'inventaire dressé entre les parties en 1877 avant la cession dudit jour 26 mars, les époux Gauvin ne justifient pas de motifs suffisamment sérieux pour que la cour ordonne la communication de ces pièces; — Par ces motifs; — Confirme.

Du 29 juill. 1882.-C. de Paris, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Senart, pr.-Bournot et Remacle (du barreau d'Auxerre), av.

sérieux pour qu'elles soient versées au procès (Même arrêt du 29 juill. 1882).

**178.** L'exception de communication de pièces peut être jugée en même temps que le fond, lorsque le fond est en état; ici ne s'applique pas l'art. 172 c. proc. civ. (Req. 12 nov. 1855, aff. Desservy, D. P. 56. 1. 162). Ce point ne semble pas faire de doute en présence du texte de l'art. 172 c. proc. civ., qui ne parle pas de l'exception d'incompétence.

**179.** Le jugement qui statue sur une demande de communication de pièces ne présente pas les caractères d'un simple jugement préparatoire: c'est bien un jugement interlocutoire, dont l'appel peut être interjeté séparément d'avec le jugement sur le fond (Paris, 31 mars 1879, *supra*, n° 176). Il suffit que le jugement qui rejette une communication de pièces demandée par une partie et refusée par l'autre, préjuge le fond pour qu'il soit attaquant par voie

d'appel avant le jugement sur le fond (Paris, 15 mars 1850, aff. Franchini, D. P. 51. 2. 123, cité au Rép. n° 495).

**180.** On a examiné au Rép. n° 522, la difficulté qui se présente au sujet de la question de savoir s'il faut s'adresser au tribunal entier ou seulement au président du tribunal pour obtenir contre l'avoué l'ordonnance de contrainte à la remise des pièces qui lui ont été données en communication. — Il a été jugé, à ce propos, que l'avoué qui a reçu des pièces en communication est personnellement tenu d'en faire la restitution dans le délai de droit, et que l'exécution de cette obligation ne peut être arrêtée par une opposition de sa partie (Bordeaux, 28 avr. 1868) (1).

**181.** La communication d'une pièce faite par la voie du greffe la rend commune à toutes les parties. Et la partie à laquelle cette communication a été faite a le droit d'en relever copie aussi bien par un moyen mécanique, tel

(1) (Cuginaud C. dame Cuginaud.) — Le 20 mars 1868, jugement du tribunal civil de Bordeaux qui statuait ainsi qu'il suit : — Attendu que, par acte du 25 janv. 1868, M<sup>e</sup> Barincou, avoué de Cuginaud, usant de la faculté écrite dans l'art. 188 c. proc. civ., a demandé à M<sup>e</sup> Boulan, avoué de la dame Cuginaud, communication des pièces dont cette dernière entendait se servir dans l'instance en séparation de corps pendante entre les parties, et que, déférant à cette sommation, M<sup>e</sup> Boulan a donné sur simple récépissé, le 30 janv. 1868, communication à son confrère de diverses pièces formant vingt et une liasses, lesquelles ont été comprises dans l'inventaire, qui a été dressé par M<sup>e</sup> Duboscq, notaire à Bordeaux, le 5 mars, et jours suivants, 1867; — Attendu que sommation ayant été adressée à M<sup>e</sup> Barincou, le 14 févr. 1868, d'avoir à rétablir immédiatement ces pièces, Cuginaud, son client, a déclaré s'opposer à cette remise, en alléguant qu'elles sont sa propriété personnelle; que, le 22 du même mois, il a mis en cause M<sup>e</sup> Duboscq, notaire, à l'effet de faire décider que divers autres papiers qui ont été compris dans l'inventaire, et dont ce notaire se trouve détenteur, sont également sa propriété personnelle, et pour voir ordonner qu'il lui sera fait remise de ces papiers; — Attendu que, par acte signifié le 30 mars 1868, M<sup>e</sup> Boulan a demandé que, faute par M<sup>e</sup> Barincou d'avoir effectué dans les vingt-quatre heures le rétablissement des pièces qui lui avaient été communiquées, il y fût contraint par toutes les voies de droit conformément à ce que prescrit l'art. 191 c. civ.; — Attendu que c'est dans cette situation que Cuginaud a demandé au tribunal de joindre l'incident en rétablissement des pièces formé contre M<sup>e</sup> Barincou, son avoué, à l'incident qu'il a lui-même formé contre M<sup>e</sup> Duboscq, notaire; mais que ce dernier et M<sup>e</sup> Boulan résistent énergiquement à cette demande; — Attendu que plusieurs motifs doivent déterminer le tribunal à ne pas prononcer la jonction des deux instances qui lui sont soumises; — Attendu, d'ailleurs, que les dispositions de la loi sont impératives, et que l'art. 191 c. proc. civ. dit en propres termes que, si l'avoué qui a reçu des pièces en communication ne les a pas rétablies dans le délai prescrit, il sera rendu ordonnance portant qu'il sera contraint à ladite remise incontinent et par corps, n'admettant aucun ajournement et indiquant que la remise doit être effectuée immédiatement et sans délai; que la loi a dû considérer, en effet, que l'avoué qui reçoit de son confrère des pièces en communication prend l'engagement personnel de les lui remettre, et qu'il intervient entre eux un contrat judiciaire qui doit être rigoureusement exécuté; — Attendu que les dispositions de l'art. 191 reçoivent sans doute exception lorsqu'il existe entre les mains de l'avoué détenteur des pièces communiquées une saisie-arrêt qui s'oppose à ce qu'il les rétablisse; mais que M<sup>e</sup> Barincou ne peut pas, dans l'espèce, se prévaloir de cette exception; — Attendu, en effet, que le sieur Cuginaud, qui est partie principale au procès et pour lequel M<sup>e</sup> Barincou n'a pas cessé d'occuper, ne peut pas être considéré comme un tiers dans le sens de la loi; qu'il serait étrange qu'il eût le droit de former une opposition ou une saisie entre les mains de son propre avoué, de l'officier ministériel qu'il a chargé de le représenter, et qui est son mandataire dans l'incident même sur lequel le tribunal est appelé à statuer; que lui reconnaître ce droit, ce serait décider qu'il a pu pratiquer une saisie entre ses propres mains, ce qui n'est pas admissible; — Attendu enfin que l'instance en rétablissement des pièces est en état d'être jugée, tandis que l'autre instance n'est pas encore instruite, puisque M<sup>e</sup> Duboscq s'est borné à s'opposer à la jonction demandée, sans prendre de conclusions au fond; — Qu'il faut donc reconnaître que les deux instances soumises au tribunal ne sont pas connexes; d'où suit que la jonction n'en doit pas être prononcée; — Attendu qu'il y a lieu, par voie de conséquence, d'ordonner le rétablissement immédiat des pièces communiquées, sauf à statuer ultérieurement sur la question de propriété de ces pièces et de celles dont le notaire Duboscq est resté détenteur; — Par ces motifs, etc. — Appel par le sieur Cuginaud. — Arrêt.

LA COUR; — Attendu que, dans l'instance en séparation de corps introduite devant le tribunal de Bordeaux par la dame Cuginaud contre son mari, deux incidents sont présentés: le premier, à la requête de Justin Cuginaud, qui demandait que les correspondances et papiers intimes trouvés dans les scellés, portés dans l'inventaire sous diverses cotes *comme pouvant fournir des renseignements utiles*, et dont la garde avait été confiée à M<sup>e</sup> Duboscq, notaire, lui fussent restitués comme étant sa propriété personnelle et exclusive, et que les mentions de l'inventaire, en ce qui les concerne, fussent supprimées; qu'à cet effet, il a appelé en cause M<sup>e</sup> Duboscq, pour voir rendre commun avec lui le jugement à intervenir; le deuxième formé par la dame Cuginaud, pour le faire condamner personnellement à rétablir dans les vingt-quatre heures aux mains de M<sup>e</sup> Boulan, son avoué, les pièces qui lui avaient été confiées ou communiquées sur sa demande, le 30 janvier, lesquelles, comprises dans les cotes de l'inventaire, lui avaient été communiquées à elle-même par Duboscq; — Attendu que la jonction de ces deux instances réclamées par J. Cuginaud a été refusée par le tribunal qui statuait par le même jugement sur la seconde, a ordonné que les pièces communiquées à M<sup>e</sup> Barincou seraient par lui immédiatement rétablies à M<sup>e</sup> Boulan, sans rien décider quant à la question de propriété de ces pièces, formant l'objet du premier incident, qui a été formellement réservé; — Attendu que le jugement, quant au chef relatif à la demande en jonction, n'est qu'une simple mesure d'instruction, dont le juge du premier degré a apprécié souverainement l'opportunité en ce qui le concerne; qu'il ne préjuge absolument rien sur le fond des prétentions diverses, qui font le fond de la demande incidente de Cuginaud; que l'appel que ce dernier en a interjeté n'est donc pas recevable; — Mais qu'il en est autrement du chef du jugement relatif à l'incident en rétablissement par M<sup>e</sup> Barincou des pièces qu'il a reçues en communication; que, statuant sur la question de validité de l'opposition de Cuginaud à ce que Barincou, son avoué, se dessaisisse de ces pièces, il touche par un côté le fond du droit quant à ce, quoique la question de propriété soit réservée, et sous ce rapport, prend un caractère définitif qui en rend l'appel recevable; — Qu'il y a donc lieu d'apprécier, à ce point de vue, le mérite de cet appel; — Attendu que la communication des pièces entre avoués, sur récépissé, constitue un contrat *sui generis* qui engendre des obligations dont les effets sont réglés par l'art. 191 c. proc. civ.; que l'avoué qui reçoit ces pièces agit en sa qualité de mandataire de la partie qu'il représente et à laquelle la communication est faite par son intermédiaire, obligé pour tout ce qui tient à l'instruction du procès; que cependant il est personnellement tenu d'en faire la restitution dans le délai de droit, et peut y être contraint par voie de dommages-intérêts, même par corps, suivant les prescriptions formelles de l'art. 191; qu'il résulte naturellement et nécessairement de cette situation complexe que l'exécution de cette obligation contre l'avoué ne peut être arrêtée par une opposition de sa partie; qu'à l'égard de celle-ci, en effet, il n'est pas un tiers entre les mains duquel elle puisse former saisie-arrêt parce que, quoique l'obligation de rétablir l'atteigne personnellement, elle ne lui est imposée que comme son représentant; — Attendu, dès lors, que c'est avec toute raison que les premiers juges ont considéré l'opposition que Cuginaud a faite entre les mains de M<sup>e</sup> Barincou comme s'il se la fût faite à lui-même et qu'ils ont, par suite, décidé qu'elle était sans valeur et ne pouvait faire obstacle à ce que les pièces communiquées fussent, par M<sup>e</sup> Barincou, restituées, ainsi que le prescrit l'art. 191, sous la réserve de toutes ses prétentions relativement à ces pièces, sur lesquelles il serait ultérieurement statué; — Adoptant, au surplus, sur ce point, les motifs exprimés au jugement; — Confirme, etc.

Du 28 avr. 1868. — C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Gallibert, pr.-Fabre de la Bénodière, av. gén.-Lafon, de Carbonnier et Aur de Sèze, av.

que la photographie, que par l'écriture (Trib. Seine, 5 mai 1885, aff. Desbrières, D. P. 86. 3. 48).

**CHAP. 3. — Des fins de non-recevoir** (Rép. n° 528 à 571).

**182.** On a vu au Rép. n° 528 et suiv. en quoi les fins de non-recevoir diffèrent des exceptions ou fin de non-procéder qui ont été étudiées jusqu'à présent. Parmi les conséquences qui découlent des différences que nous avons signalées, il faut, avons-nous dit, poser en première ligne que les fins de non-recevoir peuvent être opposées en tout état de cause, et même pour la première fois en appel. Cette doctrine a été consacrée par de nouveaux arrêts. — Ainsi il a été jugé : 1° que la fin de non-recevoir tirée de ce qu'une action a été intentée en violation de la maxime : *nul en France ne plaide par procureur*, et, par exemple, a été formée par la généralité des habitants d'une section de commune, « poursuite et diligence de l'un d'eux », agissant pour ces habitants, et seul dénommé dans l'exploit, constitue une exception péremptoire proposable en tout état de cause... Cette même fin de non-recevoir peut être élevée pour la première fois en appel (Civ. cass. 17 avr. 1866, aff. Denin, D. P. 66. 1. 317); — 2° Que la fin de non-recevoir qui résulte de l'omission de l'enregistrement des ouvrages au bureau de la librairie au ministère de l'intérieur, prescrit par l'art. 2 de la convention internationale du 19 mai 1856 entre la France et la Saxe, constitue un moyen de défense tiré d'un défaut de droit, et peut, par suite, être proposée en tout état de cause et pour la première fois en appel (Civ. cass. 7 avr. 1869, aff. Richaud, D. P. 69. 1. 405); — 3° Que la fin de non-recevoir opposée à une action en désaveu de paternité, et tirée par le défendeur de ce que sa nomination en qualité de tuteur *ad hoc* du mineur désavoué serait irrégulière, constitue une exception d'ordre public qui peut, dès lors être invoquée en tout état de cause et même supplée d'office par le juge. En conséquence, elle ne saurait être rejetée par le motif que le défendeur, au lieu de demander immédiatement sa mise hors de cause, aurait d'abord conclu au rejet de la demande (Civ. cass. 18 août 1879, aff. Grandier, D. P. 80. 1. 271); — 4° Que le demandeur auquel on oppose un acte de cession est recevable à invoquer la nullité ou la rescision de cet acte, alors même que ces exceptions n'ont pas été proposées dans l'exploit introductif d'instance (Montpellier, 21 nov. 1872, aff. Reynès, D. P. 73. 5. 244); — 5° Que l'exception de jeu constitue une fin de non-recevoir d'ordre public et peut être proposée pour la première fois en appel (Paris, 16 mars 1882, aff. Adam, D. P. 82. 2. 97) (V. *infra*, v° *Jeu-Pari*).

**183.** On a fait connaître au Rép. n° 532 et suiv. les décisions intervenues relativement à la fin de non-recevoir tirée du défaut d'intérêt et du défaut de qualité. La doctrine exposée au Répertoire a été confirmée par la jurisprudence. Ainsi, il a été reconnu que la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité du demandeur est péremptoire, et, dès lors, peut être proposée pour la première fois en appel (Orléans, 18 févr. 1858, aff. Flory, D. P. 58. 2. 113. V. également en ce sens : Grenoble, 23 avr. 1858, aff. Meysson, D. P. 59. 2. 117; Civ. cass. 27 juill. 1869, aff. Robert, D. P. 69. 1. 432; C. cass. Belgique, 11 nov. 1869, aff. B..., D. P. 70. 2. 1; Req. 27 avr. 1875, aff. Michel, D. P. 75. 1. 483; Limoges, 30 juin 1886, aff. Bouvier, D. P. 87. 2. 28; Bordeaux, 13 janv. 1887, aff. Coussirat, D. P. 87. 2. 142-143). — Décidé que la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité du maire pour ester en justice dans une instance relative à un chemin vicinal de grande communication est une exception péremptoire qui peut être opposée en tout état de cause et pour la première fois en appel (Trib. Péronne, 20 févr. 1880, aff. Descoustures, D. P. 83. 1. 157). — Un jugement du tribunal civil de la Seine du 15 nov. 1890, qui admet cette doctrine, réserve toutefois le cas où la qualité a été antérieurement reconnue par la partie, au cours de la procédure (Le Droit des 15-16 déc. 1890). La fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité peut aussi être supplée d'office par le juge (C. cass. Belgique 11 nov. 1869 précité).

**184.** Mais le défendeur actionné en une qualité dont il s'est prévalu devant le tribunal de première instance pour prendre le fait et cause d'un autre défendeur assigné en

même temps que lui, ne peut, après avoir fait prononcer la mise hors de cause de celui-ci, exciper de son propre défaut de qualité pour décliner toute responsabilité vis-à-vis du demandeur dont l'action avait été régulièrement et utilement introduite contre la partie à laquelle le prenant cause s'était substitué (Req. 21 nov. 1882, aff. de Bournonville, D. P. 83. 1. 380).

**185.** De nouveaux arrêts sont venus confirmer ce qui a été dit au Rép. n° 542 et suiv. à l'égard de la fin de non-recevoir résultant contre l'appel de ce que le jugement attaqué est en dernier ressort. Cette fin de non-recevoir est d'ordre public et peut être proposée en tout état de cause (Douai, 23 juin 1851, aff. Fosse, D. P. 54. 5. 233; Civ. cass. 22 juin 1870, aff. de La Marlière, D. P. 70. 1. 408; 25 mars 1879, aff. Legarrec, D. P. 79. 1. 270; Rennes, 13 juin 1882, aff. Magon de Vieuville, D. P. 84. 1. 173; Riom, 23 avr. 1884, aff. Goutay, D. P. 85. 2. 51). Ces mêmes arrêts décident en outre que le juge doit annuler d'office l'appel formé contre un jugement rendu en dernier ressort. — V. sur ce point *supra*, v° *Appel civil*, n° 32, et Rép. eod. v°, n° 218 et suiv.

**186.** Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 546 et 547, la fin de non-recevoir résultant contre un appel de ce qu'il a été interjeté après les délais légaux peut être opposée après les défenses du fond (Civ. cass. 7 août 1849, aff. Lugan, D. P. 50. 1. 82; Paris, 19 août 1852, aff. Bauby, D. P. 53. 2. 70; Caen, 30 avr. 1853, aff. Margueritte, D. P. 54. 2. 257). Il en est ainsi spécialement de la fin de non-recevoir tirée de ce que l'appel a été interjeté, en matière d'incident de saisie immobilière, après le délai de dix jours fixé par l'art. 731 c. proc. civ. (Grenoble, 31 mai 1849, aff. Cully, D. P. 51. 2. 200). Et cette fin de non-recevoir peut être supplée d'office par les juridictions supérieures (Même arrêt). — Cependant, il a été jugé, en sens contraire, que la tardiveté de l'appel ne constitue pas une fin de non-recevoir d'ordre public; mais qu'on peut la faire valoir tant que l'on n'y a pas renoncé, et qu'une renonciation semblable ne peut être induite de ce que l'intimé a obtenu un arrêt par défaut portant confirmation pure et simple du jugement (Caen, 26 avr. 1842, aff. Bertrand, D. P. 51. 5. 236). Décidé aussi qu'à supposer que cette fin de non-recevoir soit susceptible d'être couverte, elle ne le serait pas par un interrogatoire prêté par l'intimé et auquel celui-ci ne pouvait se soustraire, alors surtout qu'il avait été demandé non seulement par l'appelant auquel était opposée la déchéance, mais encore par une autre partie dont l'appel avait été interjeté dans le délai (Arrêt précité du 30 avr. 1853).

**187.** En ce qui concerne l'opposition aux jugements par défaut, V. Rép. n° 551 et suiv. — On sait que l'opposition à l'exécutoire de dépens obtenu par des experts doit être formée dans les trois jours de la signification à partie (Second décret du 16 févr. 1807, art. 6). Il a été jugé que l'intimé peut opposer la fin de non-recevoir tirée de l'expiration du délai de cette opposition en tout état de la cause d'appel (Nancy, 26 févr. 1887, aff. Depret, D. P. 89. 2. 239).

**188.** Lorsque la fin de non-recevoir ne repose pas sur un moyen d'ordre public, le tribunal ne peut la suppléer d'office. C'est ce que nous avons fait remarquer, pour la fin de non-recevoir résultant de la chose jugée, au Rép. n° 555 (V. également : v° *Chose jugée*, n° 209 et suiv.; — Rép. eod. v°, n° 331 et suiv.), et, pour celle qui résulte de l'acquiescement, au Rép. n° 556. Ce dernier cas a été examiné *supra*, v° *Acquiescement*, n° 51 et 106; — Rép. eod. v°, n° 815. Cette doctrine a été également consacrée par un arrêt de la chambre des requêtes du 8 juill. 1857 (aff. de Chénereilles, D. P. 57. 1. 420). — Mais ce n'est pas admettre une fin de non-recevoir non proposée par les parties qu'y faire allusion dans les motifs du jugement, alors du reste que la décision est basée sur des raisons puisées dans le fond du débat (Même arrêt).

**189.** Le juge peut accueillir une fin de non-recevoir qui, sans avoir été mentionnée dans les conclusions des parties ni dans les écritures du procès, a fait l'objet d'un débat contradictoire (Civ. rej. 15 juill. 1872, aff. Guillot, D. P. 72. 1. 414).

**190.** L'art. 173 c. proc. civ. n'est pas applicable, a-t-on dit au Rép. n° 558, aux nullités de titres, conventions, obligations, celles-ci constituant des moyens principaux. La fin de non-recevoir qui en résulte peut donc être proposée en



tout état de cause. Jugé que la nullité tirée du caractère illicite d'une convention est un moyen d'ordre public qui peut être invoqué en tout état de cause et, pour la première fois, en appel (Rennes, 19 janv. 1881, aff. David de Brézigné, D. P. 81. 2. 104). — Toutefois, la partie qui, dans une première instance, a fait statuer sur ses moyens de fond est non recevable à proposer, dans une instance ultérieure et relative au même litige, une fin de non-recevoir fondée sur des faits de dol ou de fraude qui lui étaient connus lors du premier procès. Et spécialement, celui qui, lors du jugement rendu sur une première demande formée par lui, s'est borné à conclure à la restriction des effets d'un acte intervenu dans des circonstances qu'il connaissait parfaitement, n'est pas recevable à invoquer plus tard ces circonstances comme faits constitutifs du dol ou de la fraude pour demander la nullité de ce même acte (Paris, 22 juill. 1853, aff. Potier, D. P. 53. 2. 155).

#### CHAP. 4. — Des exceptions et fins de non-recevoir en matière criminelle (*Rép.* n°s 572 à 585).

**191.** Comme on l'a exposé *suprà*, v° *Compétence criminelle*, n° 7 et suiv. les règles de la compétence criminelle sont d'ordre public; il en résulte que l'exception d'incompétence, en cette matière, peut être proposée en tout état de cause. On a cité *ibid.* de nombreuses décisions dans lesquelles la jurisprudence a fait application de ce principe. *Adde* : Douai, 10 mars 1880 (aff. Reglein, D. P. 81. 2. 144). Aux termes de cet arrêt, l'incompétence de la juridiction correctionnelle pour statuer sur l'action civile, lorsque l'action publique est éteinte, est d'ordre public, et, par suite, peut être invoquée pour la première fois en appel. — Il n'y a pas à distinguer, d'ailleurs, ainsi qu'on l'a vu *suprà*, eod. v°, n° 8, entre l'incompétence *ratione materiæ* et l'incompétence *ratione loci*. — La règle comporte toutefois certaines exceptions qui ont été indiquées *ibid.*, n° 12.

**192.** On a exposé au *Rép.* n° 573 la controverse qui s'élève sur la question de savoir si l'art. 173 c. proc. civ. s'applique aux nullités d'exploit ou d'actes de procédure en matière criminelle. La jurisprudence s'est maintenue dans le sens des arrêts cités au *Rép.* n°s 575 et suiv. Ainsi il a été jugé que la comparution du prévenu devant le tribunal correctionnel le rend non recevable à exciper d'une irrégularité contenue dans la citation, telle que le défaut ou l'erreur de date, et cela alors même que la citation contient une erreur sur la date de l'infraction (Crim. cass. 12 août 1852, aff. Fougat, D. P. 52. 5. 258). De même, la comparution à l'audience de tous les prévenus cités par une seule copie couvre l'irrégularité, à supposer qu'il en existe une (Orléans, 13 nov. 1854, aff. Vincent, D. P. 55. 2. 172). Jugé également que le prévenu qui a comparu sur l'assignation, et a soulevé l'exception préjudicielle de propriété en obtenant le renvoi à fins civiles et le sursis à statuer sur l'action correctionnelle, est non recevable à proposer la nullité de cette assignation (Crim. rej. 12 févr. 1876, aff. Pagès, D. P. 76. 1. 414).

Il a été décidé encore, conformément aux mêmes principes : 1° que la nullité d'un exploit pour vice de forme ne constituant qu'une exception personnelle au prévenu, un tribunal correctionnel ne peut, dans le silence du prévenu, et notamment lorsque ce prévenu fait défaut, annuler la citation pour une telle cause, sur la simple réquisition du ministère public (Aix, 17 déc. 1863, aff. Philis, D. P. 64. 2. 64); — 2° que la nullité d'une citation correctionnelle fondée sur l'insuffisance de l'indication du fait poursuivi est couverte si elle n'est proposée avant toute défense et ne peut, dès lors, être relevée pour la première fois devant la cour de cassation (Crim. rej. 5 juin 1869, aff. Barat-Lemoine, D. P. 70. 1. 233); — 3° que la nullité de forme résultant de ce qu'une citation en police correctionnelle n'énonce pas tous les faits de la poursuite doit être proposée avant toute défense au fond et ne peut pas l'être pour la première fois en appel (Aix, 19 mars 1874, aff. Strong, D. P. 75. 2. 94).

**193.** L'art. 184 c. instr. crim. prononce la nullité de la condamnation correctionnelle lorsque le délai de trois jours entre la citation et le jugement de condamnation n'a pas été observé. Mais cette nullité n'est pas d'ordre public, puisque, aux termes du même article, elle doit être proposée à

la première audience et avant toute exception ou défense au fond. — Par suite, il a été jugé que le prévenu qui, sans invoquer cette nullité, a formé opposition au jugement rendu par défaut contre lui, n'est plus recevable à s'en prévaloir, lorsqu'après un second défaut sur son opposition il comparait devant le tribunal (Lyon, 6 juin 1879, aff. Ponet et consorts, D. P. 81. 2. 77).

**194.** Mais l'art. 184 n'est pas applicable au cas où le prévenu excipe du défaut de signification d'un acte qu'il prétend nécessaire aux intérêts de sa défense. A ce cas ne s'applique pas non plus l'art. 173 c. proc. civ. Le moyen peut être produit pour la première fois en appel (Crim. cass. 19 juill. 1883, aff. Ricard, D. P. 84. 1. 46).

**195.** En matière correctionnelle, la nullité résultant de la tardiveté de l'appel peut être proposée en tout état de cause et même suppléée d'office par le juge (Nîmes, 29 juill. 1875, aff. Voillier, D. P. 75. 2. 227). — Il en est de même au cas d'appel incident (Crim. cass. 12 mai 1853, aff. Pinès, D. P. 53. 1. 443; Rennes, 17 mars 1869, aff. Daugan, D. P. 70. 2. 206).

**196.** En ce qui concerne la connexité (*Rép.* n° 581), V. *suprà*, v° *Compétence criminelle*, n°s 125 et suiv.

**197.** Quant à la litispendance, il a été jugé que cette exception n'est pas proposable en matière criminelle (Crim. rej. 16 août 1860, aff. Besson, D. P. 61. 5. 200).

**198.** Sur la demande en garantie. V. *suprà*, n°s 153 et suiv.

**199.** L'art. 172 c. proc. civ. est-il applicable aux matières criminelles? Le juge de répression peut-il statuer par un seul et même jugement sur la compétence et sur le fond? La jurisprudence ne paraît pas définitivement fixée sur la solution à donner à cette question. Il a été décidé que le tribunal correctionnel peut joindre au principal l'exception d'incompétence proposée par le prévenu, sauf à statuer d'abord sur l'exception par une disposition distincte et séparée, lorsque cette exception ne peut être appréciée que par l'examen du fond même. Il en est ainsi, notamment, lorsque l'exception d'incompétence se rattache à l'existence même du délit, comme dans le cas, par exemple, où un avocat poursuivi devant le tribunal correctionnel à raison d'écrits publiés par lui, fonde son déclinatoire sur le motif qu'ayant signé ces écrits en sa qualité d'avocat, et les ayant publiés comme défenseur et conseil d'une partie, il n'avait fait par là qu'exercer un droit de sa profession, et que, dès lors, à supposer que ces mêmes écrits fussent répréhensibles, ils constitueraient, non un délit, mais simplement une faute, pour laquelle il ne serait justiciable que du conseil de discipline de son ordre (Crim. rej. 26 avr. 1856, aff. Cazeneuve, D. P. 56. 1. 268). La même solution a été adoptée par un arrêt (Crim. rej. 5 févr. 1858, aff. Coulmeau, D. P. 58. 5. 168). Jugé également que le juge correctionnel, après rejet d'une exception péremptoire de chose jugée, peut passer outre au jugement du fond (Crim. rej. 1<sup>er</sup> août 1867, aff. Le Roi, D. P. 70. 5. 171).

Mais, plus récemment, la chambre criminelle s'est écartée de cette jurisprudence, en décidant que le principe consacré par l'art. 172 c. proc. civ. est applicable à l'instruction criminelle; qu'en conséquence, il ne peut être statué sur la compétence et sur le fond par un seul arrêt, alors même que la cour d'appel aurait, pour s'éclairer sur le moyen de compétence, sursis à statuer à cet égard jusqu'après le débat sur le fond. Il n'en serait autrement que s'il résultait des constatations de l'arrêt que le jugement sur la compétence était indivisible avec le jugement sur le fond (Crim. cass. 24 nov. 1887, aff. Miégevillie, D. P. 88. 1. 331). L'arrêt ajoute que les conclusions au fond, prises par le prévenu à la suite du jugement qui a joint le déclinatoire au principal, ne peuvent impliquer une renonciation au bénéfice de l'art. 172 c. proc. civ.

**200.** Quant aux fins de non-recevoir, ce que nous avons dit pour les matières civiles est applicable aux matières criminelles (*Rép.* n° 583). En ce qui concerne l'exception de prescription, il a été jugé que cette exception, étant de sa nature préalable et péremptoire, doit nécessairement être appréciée avant toute autre, et spécialement avant celle tirée de ce que le prévenu a fait acte de propriétaire; vainement on estimerait qu'il faut d'abord juger si l'infraction a pu exister, avant d'examiner si elle est prescrite (Crim. cass. 9 juill. 1859, aff. Georges, D. P. 59. 1. 328). La chambre criminelle avait, au contraire, décidé précédemment que



l'exception de prescription n'est pas préjudicielle, bien que péremptoire et d'ordre public, et que les tribunaux, lorsqu'ils l'admettent, n'en ont pas moins le droit d'apprécier

les faits poursuivis et de leur reconnaître un caractère délicieux (Crim. rej. 7 avr. 1854, aff. Relave et Gallien, D. P. 54. 5. 585).— V. *infra*, v° *Prescription criminelle*.

## Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

<b>Accident</b> — garantie, compagnie d'assurances S. 160.	<b>Algerie</b> S. 6; R. 27. — appel S. 22, 23; R. 58. — assistance judiciaire S. 7, 14.	<b>indigent</b> S. 14 s. — justice de paix S. 31; R. 70.	<b>titre non enregistré</b> R. 504. — voie du greffe R. 512 s.; (caractères) S. 181.	<b>Dépens</b> — garantie formelle S. 160; R. 467 s. — garantie simple S. 166; R. 473.	<b>proposition</b> S. 182; R. 482 s. — proposition d'office S. 188.
<b>Acquiescement</b> — fin de non-recevoir S. 188; R. 556.	<b>cautionnement</b> R. 97 s.; (fidéjusseur) S. 42; R. 97 s.; (retrait, compétence) R. 108.	<b>mainlevée de saisie-arrêt</b> S. 27.	<b>Comperution des parties</b> — nullité S. 139.	<b>Descente sur lieux</b> — nullité S. 140.	<b>proposition en tout état de cause</b> S. 190; R. 558.
<b>Acte d'avoué à avoué</b> — nullité S. 134; R. 312 s.	<b>défaut profit joint</b> S. 84.	<b>matière administrative</b> S. 32; R. 71.	<b>Conciliation</b> — préliminaire, nullité S. 123; R. 311.	<b>Distribution par contribution</b> — nullité S. 145; R. 348.	<b>proposition verbale</b> S. 189.
<b>Acte d'exécution</b> — nullité S. 144; R. 341 s.	<b>défendeur étranger</b> S. 4 s.; 22; R. 29, 58; (admis à domicile) S. 5; R. 28; (Algérie) S. 6.	<b>matière commerciale</b> S. 31 s.; R. 25, 69.	<b>Connexité</b> S. 97 s.; R. 193 s.	<b>Divorce</b> — nullité S. 147.	<b>Garantie</b> S. 153 s.; R. 376 s.
<b>Acte extrajudiciaire</b> — nullité S. 126; R. 314, 315.	<b>délai</b> S. 42.	<b>matière correctionnelle</b> S. 33; R. 78.	<b>caractères</b> S. 97; R. 195 s.	<b>Enquête</b> — nullité S. 137; R. 316 s.	<b>accident de voiture</b> S. 160.
<b>Acte respectueux</b> — copie unique S. 119.	<b>demande d'exequatur</b> S. 24, 25; R. 61.	<b>matière criminelle</b> S. 33; R. 78.	<b>cassation</b> S. 95.	<b>exception couverte, contre-enquête</b> S. 137.	<b>action, appel</b> S. 162; R. 395.
<b>notification, jour férié</b> S. 119.	<b>demande en garantie incidente</b> S. 21.	<b>montant - détermination</b> S. 42.	<b>déclaratoire, rejet</b> S. 104; R. 212.	<b>Equateur</b> S. 11.	<b>action indépendante</b> S. 158; R. 390.
<b>Algérie</b> — caution <i>judicatum solvi</i> S. 6.	<b>demande en garantie reconventionnelle</b> S. 21.	<b>nullité de saisie-arrêt</b> S. 27.	<b>demande de sursis</b> S. 100.	<b>Espagne</b> S. 10, 14.	<b>action <i>omnino medio</i></b> S. 162; R. 395.
<b>Allemagne</b> S. 12, 14.	<b>demande reconventionnelle</b> S. 21.	<b>opposition</b> S. 22, 23.	<b>effets</b> S. 103; R. 212, 213.	<b>Exception couverte.</b> V. <i>Caution judicatum solvi</i> , <i>Incompétence relative</i> , <i>Nullité, Référé</i> .	<b>appel (droits du demandeur principal)</b> S. 172; (droits du garant) S. 171; (effets) S. 174; R. 479; (garant, effets) S. 174.
<b>Angleterre</b> S. 9.	<b>demandeur étranger</b> S. 8 s.; R. 32 s.; (admis à domicile) S. 15 s.; R. 44; (cessionnaire d'un Français) S. 8.	<b>pension alimentaire</b> S. 34.	<b>exception, proposition d'office</b> S. 105; R. 215.	<b>Exception dilatoire</b> S. 132; R. 362 s.	<b>assurance</b> S. 158.
<b>Appel</b> — acte, nullité S. 124 s.; R. 364 s.	<b>demandeur intervenant</b> S. 21 s.; 30; R. 55 s.; 67, 68.	<b>référé</b> S. 34.	<b>exemples</b> S. 97 s.	<b>garantie</b> S. 153 s.; R. 376 s.	<b>assurance mutuelle</b> S. 158.
<b>caution <i>judicatum solvi</i></b> S. 22, 23, 39; R. 58, 79.	<b>demandeur principal</b> S. 21 s.; 29; R. 53 s.	<b>restitution de meubles</b> S. 28.	<b>jonction de causes</b> S. 105; (effet) S. 106.	<b>V. Garantie.</b> — inventaire et délibéré S. 52; R. 122 s.	<b>conclusions</b> S. 172.
<b>communication de pièces</b> R. 495.	<b>disposées</b> S. 9 s.; 15, 17; R. 39 s.; 44, 46 s.; (défense de ses droits) S. 26; R. 66; (libre et facile accès des tribunaux) S. 10 s.; (matière commerciale) S. 34; (possession d'immeubles) S. 17; R. 46 s.; (possession d'immeubles, insuffisance) S. 20; R. 53; (possession d'immeubles, usufruit) S. 18; R. 50; (traité diplomatique) S. 9; R. 89.	<b>revendication d'objets saisis</b> S. 26.	<b>juridiction de degré différent</b> S. 94.	<b>Exécution de dépens</b> — opposition, délai S. 187.	<b>contributions indirectes</b> S. 156.
<b>exception de renvoi, défense de réserver ni joindre au principal</b> S. 112; R. 254 s.	<b>disposées</b> S. 9 s.; 15, 17; R. 39 s.; 44, 46 s.; (défense de ses droits) S. 26; R. 66; (libre et facile accès des tribunaux) S. 10 s.; (matière commerciale) S. 34; (possession d'immeubles) S. 17; R. 46 s.; (possession d'immeubles, insuffisance) S. 20; R. 53; (possession d'immeubles, usufruit) S. 18; R. 50; (traité diplomatique) S. 9; R. 89.	<b>somme d'argent</b> R. 97; (consignation) R. 99 s.	<b>matière criminelle</b> S. 195; R. 581.	<b>Expertise</b> — nullité S. 138; R. 331.	<b>délai S. 162; R. 408.</b>
<b>garant</b> S. 171.	<b>dommages-intérêts</b> S. 41; R. 85.	<b>V. Traité diplomatique.</b> <b>Chili</b> S. 11.	<b>parties différentes</b> S. 100; R. 207.	<b>taxe, opposition, délai</b> S. 187.	<b>délai dépassé, conséquences</b> S. 163; (fondement) S. 154; R. 376; (justification) R. 425 s.; (justification, contestation) R. 434, 435 s.; (justification, déclaration à l'audience) R. 428 (justification, déclaration mensongère) R. 433; (justification, délai) R. 432 s.; 438; (justification, effets) R. 429 s.
<b>incompétence absolue</b> S. 65.	<b>étendue</b> S. 41 s.; R. 85 s.; (amendes, droits fiscaux) R. 105.	<b>Chose jugée</b> — fin de non-recevoir S. 188; R. 555.	<b>renvoi, connitions</b> S. 101 s.; (compétence du premier tribunal) S. 102.	<b>Expropriation publique</b> — nullité S. 150.	<b>dépens</b> S. 166 s.; R. 467 s. (frais frustratoires) S. 167; (garant insolvable) S. 170; R. 451, 467; (mise hors de cause) S. 168; R. 468.
<b>incompétence relative</b> S. 62; R. 149 s.	<b>exception (proposition, appel)</b> S. 39, 40; R. 79; (proposition, mode) S. 35 s.; 52; R. 77 s.; 82, 122 s.	<b>Communication de pièces</b> S. 175 s.; R. 484 s.	<b>renvoi non obligatoire</b> S. 102.	<b>Fin de non-procéder</b> S. 1.	<b>disjonction des causes</b> R. 455.
<b>jugement, garantie</b> R. 441.	<b>exception couverte</b> S. 35 s.; R. 77, 78; (sommation à fin de communication de pièces) S. 37.	<b>appel</b> R. 495.	<b>seconde demande, principale à la première</b> S. 104; R. 213.	<b>Fin de non-recevoir</b> S. 1, 182 s.; R. 528 s.	<b>distraction des juges naturels</b> S. 159, 161; R. 402 s.
<b>jugement en dernier ressort, fin de non-recevoir</b> S. 185 s.; R. 542 s.	<b>fidéjusseur (contrainte par corps)</b> R. 103; (décharge) R. 106; (obligations) R. 103.	<b>appréciation des tribunaux (ordre de produire, pièces non employées)</b> S. 177; R. 489; (refus) S. 177; R. 489 s.	<b>tribunaux de degré différent</b> S. 101.	<b>acquiescement</b> S. 188; R. 556.	<b>dommages-intérêts</b> S. 169.
<b>litiépandance</b> S. 89.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>avoué</b> R. 512, 514; (refus de restituer) S. 180; R. 519, 522.	<b>tribunaux d'ordre différent</b> S. 103; R. 197.	<b>appel, jugement en dernier ressort</b> S. 185 s.; R. 542 s.	<b>droits du demandeur principal</b> R. 465.
<b>matière criminelle</b> S. 195.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>caractères</b> S. 175; R. 484.	<b>Contrainte administrative</b> — nullité S. 149; R. 350.	<b>appel tardif</b> S. 186; R. 546 s.	<b>exception (contestation)</b> R. 438; (contestation, procédure) R. 439 s.; (jugement, appel) R. 441; (proposition) R. 436 s.
<b>tardivité</b> S. 186 s.; R. 546 s.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>copie</b> S. 181.	<b>Contre-enquête</b> — nullité S. 137; R. 316 s.	<b>caractères</b> S. 182; R. 582 s.	<b>fondement</b> S. 134; R. 127 s.
<b>Arbitrage</b> — nullité S. 148; R. 350.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>demande (délai)</b> R. 499; (étendue) R. 484.	<b>Contributions indirectes</b> — garantie S. 156.	<b>chose jugée</b> S. 188; R. 555.	<b>formelle (dépens)</b> S. 166; R. 451, 467 s.; (droits du garanti) R. 445 s.; (effets) R. 442 s.; (mise hors de cause du garanti) R. 445 s.; 459; (obligations du garanti) S. 168, 170; R. 467; (prise de fait et cause par le garanti) R. 462 s.
<b>Assistance judiciaire</b> — caution <i>judicatum solvi</i> S. 14; (nécessité) S. 7.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>durée</b> R. 518.	<b>Défenses au fond</b> S. 55 s.; 125 s.; R. 272 s.; 129 s.	<b>défaut d'intérêt</b> S. 183; R. 532 s.	<b>fraude connue, non-recevabilité</b> S. 190.
<b>Assurances</b> — garantie S. 158.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>effet</b> R. 516.	<b>comparution devant le juge de paix</b> R. 120.	<b>défaut de qualité</b> S. 183; R. 532 s.; (proposition d'office) S. 183.	<b>matière criminelle</b> S. 190; R. 585.
<b>Assurance mutuelle</b> — garantie S. 158.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>exception</b> S. 52; R. 122 s.; (jugement) S. 179; (proposition) S. 176; (recevabilité) S. 175; R. 486, 498 s.	<b>déclaration extra-judiciaire</b> R. 131.	<b>dol connu, non-recevabilité</b> S. 190.	<b>nullité de titres, conventions ou obligations</b> S. 190; R. 558 s.
<b>Autriche-Hongrie</b> S. 14.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>jugement (appel)</b> S. 179; R. 495; (caractères) S. 179; (fond, cause en état) S. 178; (signification à avoué) R. 497.	<b>dénouciation de saisie-arrêt</b> R. 132.	<b>fraude connue, non-recevabilité</b> S. 190.	<b>opposition, exécutoire de dépens, délai</b> S. 187.
<b>Bade</b> S. 9.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>lettre confidentielle</b> R. 505.	<b>inscription de faux</b> R. 139.	<b>mode</b> R. 512 s.	<b>opposition tardive</b> S. 187; R. 531 s.
<b>Bavière</b> S. 14.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>mode</b> R. 512 s.	<b>offres réelles</b> R. 132.	<b>pièces exigibles</b> R. 501 s.	<b>pourvoi tardif</b> R. 550.
<b>Belgique</b> S. 14.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>pourvoi en cassation</b> R. 496.	<b>préliminaire de conciliation</b> R. 139.	<b>production contre soi</b> R. 501 s.	<b>prescription, caractère</b> S. 206.
<b>Cassation</b> — connexité S. 95.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>refus</b> R. 506; (conséquences) R. 515.	<b>Délai</b> — garantie S. 163; R. 408.	<b>renonciation</b> S. 500.	
<b>incompétence absolue</b> S. 67; R. 159.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>sommation</b> S. 37; (caractères) S. 52.	<b>exequatur</b> S. 24, 25; R. 61; (matière commerciale) S. 25.	<b>soustraction</b> R. 517.	
<b>incompétence relative</b> S. 64; R. 154.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.	<b>hypothèque judiciaire</b> R. 104.	<b>pension alimentaire</b> S. 34.	<b>tiens</b> R. 508.	
<b>litiépandance</b> S. 95.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.		<b>Demande principale</b> S. 21 s.; R. 55 s.		
<b>Caution <i>judicatum solvi</i></b> S. 4 s.; R. 36 s.	<b>fidéjusseur étranger</b> R. 103.		<b>Demande reconventionnelle</b> S. 21.		

- garant insolvable dépens S. 170; R. 467.  
— instruction S. 166 s.; R. 453 s.  
— jonction des causes R. 453 s.  
— jugement S. 166 s.; R. 453 s., 460 (subordination à la demande principale) R. 466.  
— justice de paix R. 454.  
— matière administrative S. 156.  
— matière correctionnelle S. 156; R. 386.  
— matière criminelle S. 198; (compétence) S. 156; R. 386.  
— mise en cause du garant R. 462.  
— mise hors de cause S. 168; R. 468.  
— opposition, effets S. 174; R. 479.  
— pouvoir d'appréciation S. 161; R. 403.  
— recours en cassation S. 173; R. 482.  
— simple (dépens) S. 166; R. 473; (effets) R. 442 s.  
— tribunal saisi de la demande originaire (compétence) S. 155; R. 378 s.; (incompétence) S. 157; R. 385.
- Guatemala S. 11.**
- Incompétence S. 43 s.;**  
R. 109 s.  
— appel S. 117; R. 151 s.; (amende, consignation) R. 168; (tribunal incompétent) R. 164.  
— examen préalable S. 114; R. 237.  
— exception couverte (communication de pièces) R. 138; (conclusions à toutes fins) R. 145; (conclusions s'en rapportant à justice) R. 144; (défenses au fond) R. 129 s.; (demande de remise) R. 136; (dénonciation de saisie-arrest) R. 133; (inscription de faux) R. 139; (offres réelles) R. 132; (renonciation) R. 134; (renvoi à une autre audience) R. 137.  
— dépens R. 167; (frais frustratoires) R. 167.  
— matière criminelle S. 191.  
— pourvoi en cassation R. 154; (amende, consignation) R. 168.  
— rejet, plaidoirie au fond, appel R. 151.
- Incompétence absolue S. 43 s.;**  
R. 109 s.  
— acquiescement, rétractation R. 165.  
— appel S. 65.  
— cassation S. 67; R. 159.  
— exception (proposition) S. 50 s., 65 s.; R. 115 s., 159 s.; (proposition, ministère public) S. 72; R. 160; (proposition d'office) S. 50 s., 72; R. 160; (couverte, décision définitive) S. 70 s.; (non-couverte, acquiescement, exécution volontaire) S. 65 s., 69 s.; R. 159.
- Incompétence relative loci. V. Incompétence relative.**
- Incompétence ratione materis. V. Incompétence absolue, Incompétence relative.**
- Incompétence relative S. 43 s.;**  
R. 109 s.  
— admission, effet S. 66.  
— appel S. 62; R. 149 s.  
— cassation S. 64.  
— exception couverte (acquiescement aux mesures conservatoires) S. 60; (conclusions à toutes fins) S. 57; R. 145; (constitution d'avoué) S. 55; R. 129; (déclinatoire d'incompétence absolue) S. 58; (défenses au fond) S. 55 s.; R. 129 s.; (demande en garantie) S. 53; R. 127 s.; (offres) S. 59; (subsidiare) S. 59.  
— faillite S. 45.  
— matière étrangère S. 45.  
— opposition à jugement par défaut S. 61; R. 145 s.  
— proposition S. 43; R. 110 s.  
— tribunaux civils, matière commerciale S. 43; R. 111.
- Inscription de faux — défense au fond R. 139.**
- Intérêt — défaut S. 183 s.;**  
R. 532 s.
- Italie S. 13, 14.**
- Jonction de causes S. 90, 105, 106;**  
R. 190.
- Jugement — communication de pièces (appel) S. 179; R. 495; (caractère) S. 179.  
— dernier ressort, appel, fin de non-recevoir S. 185 s.; R. 542 s.  
— exception, matière criminelle S. 199.  
— exception de renvoi, nullité S. 111.  
— garantie S. 166; R. 453.  
— nullité S. 142; R. 352 s.  
— signification, nullité S. 142; R. 335 s.**
- Justice de paix — caution judicatum solvi S. 31; R. 70.**
- Législation S. 2.**
- Lettre de change — simple promesse S. 44.**
- Litispendance S. 73 s.;**  
R. 169 s.  
— actes qui la produisent S. 85 s.; R. 185 s.; (ajournement) S. 85; R. 181; (avertissement) S. 86; (citation en conciliation) S. 86; R. 182.  
— appel S. 89.  
— cassation S. 95.  
— cessation S. 87; R. 186.  
— conditions S. 75 s.; R. 170 s.; (deux instances) S. 80 s.; R. 177; (double instance; même tribunal) S. 80; R. 177; (même demande) S. 76 s.; R. 171 s.; (mêmes parties) S. 78; R. 175, 176; (mêmes parties, même qualité) S. 79.  
— désistement S. 87.  
— exception (proposition, mode) S. 88 s.; R. 188 s.; (proposition d'office) S. 90; R. 190.  
— jonction de causes S. 90.  
— jugement, appel S. 96.  
— juridictions de degré différent S. 94.  
— matière administrative S. 73.  
— matière correctionnelle S. 74.  
— matière criminelle S. 74, 197.  
— péremption de l'instance S. 87; R. 186.  
— renvoi, caractère obligatoire S. 93 s.; R. 192 s.  
— tribunal, derniers saisi, détermination S. 91.  
— tribunaux étrangers S. 81; R. 178.  
— tribunaux français S. 81; R. 178.  
— tribunaux d'ordre différent S. 82.
- Luxembourg S. 14.**
- Matière administrative — caution judicatum solvi S. 32; R. 71.  
— garantie S. 156.  
— litispendance S. 73.**
- Matière commerciale — caution judicatum solvi, dispense S. 24.  
— exceptions de renvoi S. 113; R. 240.**
- Matière correctionnelle — caution judicatum solvi S. 33; R. 78.  
— garantie S. 156; R. 386.  
— litispendance S. 74.**
- Matière criminelle S. 191 s.;**  
R. 573 s.  
— appel tardif S. 195.  
— caution judicatum solvi S. 32; R. 78.  
— connexité S. 196; R. 581.  
— exceptions, jugement S. 199.  
— fins de non-recevoir S. 200; R. 585.  
— garantie S. 156, 198; R. 386.  
— incompétence, ordre public S. 191.  
— litispendance S. 74, 197.  
— nullités S. 192; R. 575.
- Matière disciplinaire — exception de renvoi, procédure S. 116.**
- Mexique S. 11.**
- Mineur — exception de nullité S. 122; R. 256.**
- Nouvelle-Grenade S. 11.**
- Nullité S. 118 s.;**  
R. 245 s.  
— acte d'appel S. 124 s.; R. 264 s.  
— acte d'avoué à avoué S. 134; R. 312 s.  
— acte extra-judiciaire S. 136; R. 314, 315.  
— acte d'exécution S. 144; R. 341 s.  
— actes respectueux S. 119.  
— arbitrage S. 148; R. 350.  
— assignation S. 124 s.; R. 264 s.  
— citation correctionnelle, faits poursuivis (énumération incomplète) S. 192; (vice de forme) S. 192.  
— comparution des parties S. 139.  
— contrainte administrative S. 149; R. 351.  
— contre-enquête S. 137; R. 316 s.  
— descente sur lieux S. 140.  
— distribution par contribution S. 145; R. 348.  
— divorce S. 147.  
— dol connu S. 190.  
— enquête S. 137; R. 316 s.  
— exception (application) S. 118 s.; R. 251 s.; (proposition, capacité) S. 122; R. 256; (proposition, ordre) S. 123 s.; R. 308 s.; (proposition d'office) S. 123; R. 262; (proposition préalable, application) S. 121; R. 255; (proposition préalable, termes généraux) S. 130; (réquisition du ministère public) S. 123.  
— exception couverte (comparution du prévenu) S. 192; (constitution d'avoué) S. 126; R. 278; (défenses au fond) S. 125 s., 129; R. 268, 270 s.; (demande de communication de pièces) S. 128; R. 285; (demande de remise) S. 127; (incompétence) S. 124; R. 264; (opposition à jugement par défaut) S. 193; (réserves générales) S. 125.  
— exception non couverte (actes d'instruction) S. 127; R. 279 s.; (comparution à l'audience) S. 125; (conclusion au fond subsidiaire) S. 125; R. 270; (connaissance
- de la nullité) S. 131; (constitution d'avoué) S. 125; (réserves expresses) S. 128, 130; R. 285.  
— expertise S. 138; R. 331.  
— expropriation publique S. 150.  
— fraude connue S. 190.  
— jugement S. 142; R. 352 s.  
— matière criminelle S. 192; R. 575.  
— mineurs S. 122; R. 256.  
— ordonnance S. 142; R. 352 s.  
— ordre S. 145; R. 348.  
— préliminaire de conciliation S. 133; R. 311.  
— procédure S. 151 s.; R. 352 s.; (jugement séparé) S. 151; R. 357.  
— qualités, signification S. 141.  
— réassignation S. 124 s.; R. 264 s.  
— requête S. 135; R. 312.  
— saisie immobilière S. 144; R. 342.  
— séparation de biens S. 146; R. 349.  
— séparation de corps S. 147.  
— signification de jugement S. 143; R. 335 s.  
— sommation, défaut de remise à personne ou domicile S. 136.  
— sommation de payer ou délaisser S. 120.  
— titres, conventions ou obligations, fin de non-recevoir S. 190; R. 558.  
— vice de forme S. 192.
- Offres réelles — défense au fond R. 132.**
- Opposition — caution judicatum solvi S. 22.  
— exécutoire de dépens, délai S. 187.  
— tardiveté, fin de non-recevoir S. 187; R. 551 s.**
- Ordonnance — nullité S. 142; R. 352 s.**
- Ordre — nullité S. 145; R. 348.**
- Paraguay S. 11.**
- Pérou S. 11.**
- Perse S. 12.**
- Portugal S. 11.**
- Pourvoi en cassation — tardiveté, fin de non-recevoir R. 350.**
- Prescription — fin de non-recevoir, caractère S. 200.**
- Qualité — défaut S. 183 s.;**  
R. 532 s.  
— signification, nullité S. 141.
- Réassignation — nullité S. 124; R. 264.**
- Référé — caution judicatum solvi S. 34.  
— exception couverte S. 88.**
- Requête — nullité S. 135; R. 313.**
- Revendication S. 28.**
- Russie S. 11.**
- Saint-Domingue S. 11.**
- Saisie-arrest — demande de mainlevée S. 27.  
— demande de nullité S. 27.**
- Saisie forcaine — demande de mainlevée S. 27.**
- Saisie immobilière — nullité S. 144; R. 342.**
- Séparation de biens — nullité S. 146; R. 349.**
- Séparation de corps — nullité S. 147.**
- Serbie S. 11, 13.**
- Sommation de payer ou délaisser — nullité S. 120.**
- Suisse S. 13.**
- Traité diplomatique — Allemagne S. 12, 14.  
— Angleterre S. 9.  
— Autriche-Hongrie S. 14.  
— Bade S. 9.  
— Bavière S. 14.  
— Belgique S. 14.  
— caution judicatum solvi S. 9 s.; R. 39 s.  
— Chili S. 11.  
— clause de la nation la plus favorisée S. 12.  
— Equateur S. 11.  
— Espagne S. 10, 14.  
— Guatemala S. 11.  
— Italie S. 13, 14.  
— libre et facile accès des tribunaux S. 10 s.  
— Luxembourg S. 14.  
— Mexique S. 11.  
— Nouvelle-Grenade S. 11.  
— Paraguay S. 11.  
— Pérou S. 11.  
— Perse S. 12.  
— Portugal S. 11.  
— Russie S. 11.  
— Saint-Domingue S. 11.  
— Serbie S. 11, 13.  
— Suisse S. 13.  
— Uruguay S. 14.**
- Una via electa S. 82 s.**  
R. 173.

## Table des articles du code de procédure.

- Art. 22. R. 448  
s.  
— 33. R. 423, 454.  
— 59. S. 45, 92, 158, 161.  
— 147. S. 110.  
— 166. S. 2, 6, 35, 37; R. 25 s.
- 167. S. 17, 19; R. 45 s., 88 s., 97 s.  
— 168. S. 46; R. 115 s.  
— 169. S. 25, 46, 52 s.; R. 77, 122 s., 264.
- 170. S. 70, 187; R. 115, 159 s.  
— 171. S. 74, 93, 100; R. 160 s., 198 s.  
— 172. S. 108, 110, 112, 114 s., 178, 199; R. 221 s.  
— 173. S. 35, 119, 123 s., 139, 144, 147, 150, 190, 192; R. 254 s.  
— 174. R. 362 s., 580 s.
- 175. S. 115, 163; R. 408 s., 430.  
— 176. S. 163; R. 408 s.  
— 177. R. 413.  
— 178. R. 417.  
— 179. R. 425 s.  
— 180. R. 439.
- 181. S. 156 s.; R. 378 s.  
— 182. R. 442 s.  
— 183. R. 518.  
— 184. R. 453 s.  
— 185. R. 467 s.  
— 186. R. 266 s., 426.
- 187. R. 123, 370.  
— 188. R. 486 s.  
— 189. R. 512 s.  
— 190. R. 518.  
— 191. R. 519 s.  
— 192. R. 523, 527.  
— 420. S. 92.
- 424. S. 157.  
— 425. S. 63, 88, 113 s.; R. 162, 225 s., 240 s.  
— 449. S. 110.  
— 450. S. 110, 151  
— 454. S. 96, 117  
— 806. S. 49.

## Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

<b>1760</b>	<b>1850</b>	<b>1855</b>	<b>1860</b>	<b>1865</b>	<b>1870</b>	<b>1875</b>	<b>1880</b>	<b>1885</b>	<b>1890</b>
24 mars. Traité. 13 c.	4 févr. Traité. 11 c.	27 févr. Poitiers. 110 c.	9 mars. Traité. 11 c.	17 mars. Rennes. 195 c.	31 janv. Montpellier. 76 c., 92 c.	25 mars. Civ. 185 c.	30 mars. Req. 45 c.	23 mars. Traité. 14 c.	19 févr. Paris. 85 c.
<b>An 13</b>	15 mars. Paris. 179 c.	12 mai. Crim. 195 c.	2 juill. Paris. 4 c.	6 avr. Civ. 68 c.	5 févr. Trib. Seine. 10 c.	31 mars. Paris. 176, 179 c.	18 avr. Poitiers. 157 c.	5 mai. Trib. Seine. 181 c.	24 mai. Crim. 85 c.
7 prair. Req. 53 c.	10 mai. Paris. 144 c.	22 mai. Nîmes. 114 c.	18 juill. Req. 70 c.	7 avr. Civ. 182 c.	9 févr. Civ. 174 c.	14 mai. Traité. 14 c.	9 mai. Req. 124 c.	8 mai. Toulouse. 160 c.	29 mai. Trib. Bruxelles. 20 c.
<b>1807</b>	<b>1851</b>	12 juill. Traité. 12 c.	13 nov. Orléans. 62 c.	5 juin. Dijon. 156 c.	16 févr. Bourges. 162 c.	16 mai. Trib. Cherbourg. 53 c.	8 juin. Trib. Seine. 13 c.	30 juin. Douai. 187 c.	16 févr. Trib. Seine. 23 c., 34 c.
16 févr. Décr. 187 c.	24 janv. Bordeaux. 42 c.	12 nov. Req. 178 c.	9 déc. Civ. 67 c.	5 juin. Nancy. 98 c.	20 févr. Cons. d'Et. 76 c.	6 juin. Lyon. 193 c.	19 juill. Crim. 194 c.	6 août. Aix. 160 c.	22 nov. Crim. 108 c.
26 févr. Tarif. 107 c.	7 mai. Civ. 67 c.	11 déc. Paris. 81 c.	<b>1862</b>	7 juin. Civ. 67 c.	78 c.	17 juill. Req. 177 c.	6 août. Aix. 160 c.	11 déc. Lyon. 57 c.	<b>1889</b>
<b>1808</b>	12 mai. Req. 70 c.	<b>1856</b>	7 janv. Traité. 10 c.	15 juill. Traité. 13 c.	19 mars. Aix. 192 c.	27 juill. Trib. Seine. 28 c.	11 déc. Lyon. 57 c.	<b>1884</b>	9 janv. Paris. 39 c.
30 mars. Décr. 80 c.	23 juin. Douai. 185 c.	28 janv. Bastia. 103 c., 103 c.	22 janv. Req. 104 c.	23 juill. Trib. Bourgneuf. 115 c.	31 mars. Civ. 169 c.	18 août. Civ. 182 c.	21 janv. Civ. 129 c.	<b>1885</b>	27 mars. Crim. 74 c., 94 c.
<b>1820</b>	24 juin. Civ. 67 c.	1 <sup>er</sup> avr. Trib. Seine. 16 c.	18 mars. Conv. 10 c.	27 juill. Civ. 183 c.	1 <sup>er</sup> avr. Traité. 11 c.	2 déc. Req. 79 c.	31 avr. Civ. 53 c., 60 c.	23 mars. Traité. 14 c.	5 mai. Trib. Seine. 181 c.
13 mars. Loi. 136 c.	27 juin. Orléans. 97 c.	13 avr. Paris. 4 c.	24 mars. Caen. 161 c.	13 nov. C. cass. Belgique. 183 c.	8 avr. Civ. 174 c.	9 janv. Trib. Seine. 4 c., 13 c.	21 janv. Civ. 129 c.	5 mai. Trib. Seine. 181 c.	31 mai. Paris. 46 c.
14 août. Rennes. 53 c.	12 juill. Crim. 74 c.	26 avr. Crim. 199 c.	30 avr. Conv. 9 c.	22 nov. Pau. 174 c.	30 avr. Aix. 156 c.	11 févr. Nîmes. 160 c.	27 mars. Crim. 74 c., 94 c.	23 nov. Trib. Seine. 25 c., 27 c.	30 mai. Nancy. 133 c.
<b>1822</b>	16 août. Crim. 83 c.	26 avr. Toulouse. 126 c.	3 juill. Bastia. 47 c.	10 déc. Angers. 155 c.	25 nov. Req. 129 c.	20 févr. Trib. Páronne. 183 c.	7 nov. Trib. Seine. 25 c., 27 c.	24 nov. Req. 128 c.	8 déc. Req. 70 c.
29 avr. Toulouse. 53 c.	30 août. Montpellier. 78 c., 80 c., 88 c.	15 mai. Traité. 11 c.	12 nov. Req. 64 c.	<b>1870</b>	15 déc. Req. 110 c., 112 c.	20 févr. Traité. 14 c.	8 déc. Req. 70 c.	<b>1886</b>	23 mars. Req. 117 c.
<b>1824</b>	8 déc. Req. 144 c.	19 mai. Conv. 182 c.	<b>1863</b>	18 janv. Trib. Seine. 5 c.	<b>1875</b>	13 avr. Trib. Ver vins. 16 c.	7 avr. Civ. 111 c.	7 avr. Civ. 111 c.	18 juin. Bordeaux. 162 c.
4 févr. Limoges. 163 c.	<b>1852</b>	9 juin. Req. 77 c.	21 janv. Civ. 158 c.	20 janv. Bruxelles. 23 c.	22 mars. Civ. 172 c.	27 avr. Req. 183 c.	23 nov. Trib. Seine. 10 c.	23 nov. Trib. Seine. 10 c.	30 juin. Limoges. 183 c.
<b>1825</b>	25 févr. Dijon. 62 c.	4 août. Bordeaux. 115 c.	23 févr. Req. 131 c.	20 janv. Bruxelles. 40 c.	13 avr. Trib. Ver vins. 16 c.	15 juill. Req. 54 c.	1 <sup>er</sup> déc. Civ. 49 c.	4 janv. Trib. Seine. 4 c.	27 nov. Traité. 11 c.
2 mars. Poitiers. 119 c.	24 mars. Req. 61 c.	26 août. Civ. 67 c.	19 mars. Poitiers. 155 c.	19 févr. Traité. 14 c.	3 mars. Bordeaux. 27.	17 juill. Bruxelles. 4 c.	24 déc. Paris. 4 c.	19 janv. Rennes. 190 c.	13 janv. Bordeaux. 183 c.
<b>1829</b>	19 avr. Req. 109 c.	18 oct. Trib. Seine. 7 c.	30 avr. Trib. Seine. 34 c.	22 févr. Trib. Seine. 10 c.	10 mars. Douai. 191 c.	27 juill. Paris. 9 c., 29 c., 38 c., 41 c.	16 juin. Trib. Seine. 28 c.	26 janv. Caen. 53 c.	26 févr. Nancy. 187 c.
27 août. Agen. 119 c.	7 mai. Crim. 84 c.	19 nov. Paris. 39 c.	30 oct. Trib. Seine. 37 c.	11 mars. Traité. 14 c.	16 juin. Trib. Seine. 28 c.	29 juill. Nîmes. 195 c.	23 nov. Trib. Seine. 10 c.	15 févr. Req. 129 c.	24 nov. Crim. 108 c.
<b>1832</b>	8 déc. Req. 144 c.	17 déc. Req. 161 c.	17 déc. Aix. 123 c., 192 c.	22 mars. Traité. 14 c.	23 nov. Trib. Seine. 10 c.	4 août. Req. 93 c., 94 c.	1 <sup>er</sup> déc. Civ. 49 c.	28 mars. Req. 177 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
17 avr. Loi. 56 c.	<b>1853</b>	5 févr. Crim. 109 c.	22 déc. Trib. Seine. 35 c.	1 <sup>er</sup> juin. Civ. 140 c.	23 mars. Civ. 172 c.	18 août. Nancy. 23 c.	24 déc. Paris. 4 c.	24 mars. Req. 117 c.	7 avr. Civ. 111 c.
<b>1839</b>	24 mars. Req. 61 c.	5 févr. Crim. 199 c.	<b>1864</b>	22 juin. Civ. 185 c.	13 avr. Trib. Ver vins. 16 c.	20 août. Nîmes. 86 c.	4 janv. Trib. Seine. 4 c.	7 avr. Civ. 111 c.	18 juin. Bordeaux. 162 c.
28 nov. Trib. Seine. 23 c.	19 avr. Req. 109 c.	18 févr. Crim. 183 c.	23 mars. Req. 99 c., 100 c.	9 juill. Trib. Lyon. 78 c., 87 c., 104 c.	27 avr. Req. 183 c.	6 déc. Req. 103 c.	12 janv. Caen. 109 c.	23 nov. Trib. Seine. 10 c.	30 juin. Limoges. 183 c.
<b>1840</b>	7 mai. Crim. 84 c.	18 févr. Crim. 183 c.	30 mars. Req. 170 c.	13 août. Aix. 159 c.	15 juill. Req. 54 c.	31 déc. Trib. Versailles. 28 c.	19 janv. Rennes. 190 c.	23 mars. Req. 117 c.	27 nov. Traité. 11 c.
5 févr. Paris. 33 c.	8 mai. Traité. 11 c.	23 avr. Grenoble. 183 c.	9 juin. Amiens. 107 c.	30 déc. Alger. 54 c.	17 juill. Bruxelles. 40 c.	18 août. Nancy. 23 c.	26 janv. Caen. 53 c.	7 avr. Civ. 111 c.	18 juin. Bordeaux. 162 c.
<b>1842</b>	6 août. Crim. 83 c.	12 août. Grenoble. 65 c.	11 juill. Req. 52 c.	<b>1871</b>	19 févr. Traité. 14 c.	20 août. Nîmes. 86 c.	15 févr. Req. 129 c.	23 nov. Trib. Seine. 10 c.	30 juin. Limoges. 183 c.
26 avr. Caen. 186 c.	12 août. Crim. 192 c.	24 août. Paris. 186 c.	8 août. Req. 66 c., 92 c.	18 mai. Traité. 12 c.	22 févr. Trib. Seine. 10 c.	6 déc. Req. 103 c.	23 mars. Civ. 121 c.	27 nov. Traité. 11 c.	27 nov. Traité. 11 c.
<b>1843</b>	10 août. Paris. 186 c.	24 août. Req. 110 c.	<b>1865</b>	13 juill. Civ. 49 c.	29 juill. Nîmes. 195 c.	31 déc. Trib. Versailles. 28 c.	4 janv. Trib. Seine. 4 c.	13 janv. Bordeaux. 183 c.	26 févr. Nancy. 187 c.
16 avr. Ord. 6 c.	24 août. Req. 110 c.	26 nov. Douai. 49 c.	24 janv. Civ. 160 c.	4 déc. Civ. 63 c.	22 juin. Civ. 185 c.	7 avr. Lyon. 61 c.	12 janv. Caen. 109 c.	24 nov. Crim. 108 c.	24 nov. Crim. 108 c.
6 juin. Traité. 11 c.	30 nov. Req. 90 c.	30 nov. Req. 105 c.	17 août. Req. 89 c.	21 déc. Douai. 62 c.	9 juill. Trib. Lyon. 78 c., 87 c., 104 c.	14 juin. Nancy. 4 c., 5 c.	19 janv. Rennes. 190 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
28 nov. Trib. Seine. 31 c.	30 nov. Req. 105 c.	<b>1859</b>	8 nov. Paris. 44 c.	<b>1872</b>	13 août. Aix. 159 c.	27 nov. Paris. 119 c.	26 janv. Caen. 53 c.	7 avr. Civ. 111 c.	18 juin. Bordeaux. 162 c.
<b>1845</b>	<b>1853</b>	5 janv. Req. 59 c.	<b>1866</b>	12 févr. Crim. 192 c.	30 déc. Alger. 54 c.	36 déc. Douai. 65 c.	15 févr. Req. 129 c.	23 nov. Trib. Seine. 10 c.	30 juin. Limoges. 183 c.
14 juill. Civ. 141 c.	28 févr. Civ. 130 c.	10 févr. Nîmes. 162 c.	19 mars. Civ. 68 c.	13 juill. Civ. 49 c.	25 janv. Dijon. 161 c.	23 mars. Civ. 172 c.	23 mars. Civ. 121 c.	27 nov. Traité. 11 c.	27 nov. Traité. 11 c.
27 oct. Poitiers. 123 c.	4 mars. Traité. 11 c.	12 avr. Colmar. 9 c.	13 avr. Bourges. 114 c.	14 nov. Civ. 155 c.	12 févr. Aix. 140 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	2 avr. Trib. Seine. 10 c.	13 janv. Bordeaux. 183 c.	26 févr. Nancy. 187 c.
<b>1846</b>	7 mars. Civ. 138 c.	20 avr. Civ. 157 c.	17 avr. Civ. 182 c.	4 déc. Civ. 63 c.	22 févr. Lyon. 43 c.	28 mars. Req. 177 c.	6 avr. Grenoble. 58 c., 124 c.	26 févr. Nancy. 187 c.	24 nov. Crim. 108 c.
3 juin. Traité. 9 c.	9 mars. Traité. 11 c.	14 mai. Besançon. 65 c.	15 juin. Crim. 74 c.	21 déc. Douai. 62 c.	9 mars. Nancy 27 c.	7 avr. Lyon. 61 c.	14 juin. Nancy. 4 c., 5 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
<b>1848</b>	14 mars. Civ. 100 c.	19 mai. Nîmes. 156 c.	25 juin. Civ. 107 c.	<b>1873</b>	11 juill. Req. 52 c.	14 juin. Nancy. 4 c., 5 c.	27 nov. Paris. 119 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
1 <sup>er</sup> févr. Req. 134 c.	5 avr. Civ. 122 c., 136 c.	30 mai. Req. 139 c.	10 juill. Bruxelles. 4 c.	25 janv. Dijon. 161 c.	8 août. Req. 66 c., 92 c.	27 nov. Paris. 119 c.	36 déc. Douai. 65 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
12 févr. Bordeaux. 125 c.	14 avr. Rouen. 115 c., 163 c.	31 mai. Colmar. 50 c.	13 nov. Lyon. 156 c.	12 févr. Aix. 140 c.	<b>1867</b>	36 déc. Douai. 65 c.	19 janv. Rennes. 190 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
8 mars. Traité. 11 c.	20 avr. Caen. 186 c.	4 juin. Nancy. 110 c.	2 janv. Chambéry. 13 c.	22 févr. Lyon. 43 c.	2 janv. Chambéry. 13 c.	23 mars. Civ. 172 c.	26 janv. Caen. 53 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
20 nov. Req. 43 c.	9 juin. Metz. 128 c.	9 juill. Crim. 200 c.	6 févr. Req. 167 c.	9 mars. Nancy 27 c.	15 févr. Pau. 156 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	15 févr. Req. 129 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
<b>1849</b>	9 juin. Orléans. 166 c.	18 juill. Req. 88 c.	15 févr. Pau. 156 c.	14 mars. Req. 95 c.	20 mars. Grenoble. 130 c.	1 <sup>er</sup> mars. Lyon. 61 c.	23 mars. Civ. 121 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
27 mars. Civ. 114 c.	10 juin. Orléans. 129 c., 147 c.	4 août. Pau. 47 c.	20 mars. Grenoble. 130 c.	11 mars. Req. 102 c.	2 avr. Chambéry. 126 c.	27 nov. Paris. 119 c.	2 avr. Trib. Seine. 10 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
16 avr. Req. 65 c.	12 juill. Civ. 173 c.	<b>1860</b>	2 avr. Chambéry. 126 c.	9 avr. Civ. 70 c.	1 <sup>er</sup> août. Crim. 199 c.	36 déc. Douai. 65 c.	6 avr. Grenoble. 58 c., 124 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
24 avr. Paris. 26 c.	22 juill. Paris. 190 c.	20 févr. Paris. 52 c.	27 sept. Trib. Seine. 13 c.	15 juill. Aix. 89 c.	30 nov. Grenoble. 156 c.	27 nov. Paris. 119 c.	14 juin. Nancy. 4 c., 5 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
31 mai. Grenoble. 186 c.	17 août. Req. 166 c.	2 mars. Paris. 76 c.	13 nov. Bordeaux. 159 c.	23 juill. Civ. 135 c.	11 déc. Bordeaux. 131 c.	36 déc. Douai. 65 c.	23 août. Trib. Seine. 35 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
7 août. Civ. 186 c.	14 oct. Crim. 115 c.	14 avr. Paris. 56 c.	21 nov. Montpellier. 182 c.	8 août. Caen. 172 c.	<b>1868</b>	23 mars. Civ. 172 c.	23 sept. Trib. paix Liège. 31 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
<b>1850</b>	30 janv. Paris. 98 c.	12 juin. Toulouse. 120 c.	27 nov. Civ. 141 c.	27 sept. Trib. Seine. 13 c.	24 févr. Lyon. 156 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	15 nov. Civ. 50 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
16 avr. Req. 65 c.	2 mars. Paris. 28 c.	20 juin. Angers. 99 c.	28 nov. Rouen. 155 c.	13 nov. Bordeaux. 159 c.	14 mars. Rouen. 99 c.	1 <sup>er</sup> mars. Lyon. 61 c.	12 déc. Rennes. 69 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
21 juill. Bourges. 136 c.	7 avr. Crim. 200 c.	16 août. Crim. 74 c.	18 déc. Civ. 49 c.	21 nov. Montpellier. 182 c.	25 mars. Aix. 131 c.	27 nov. Paris. 119 c.	3 janv. Req. 160 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
28 juill. Crim. 83 c.	28 juill. Crim. 83 c.	16 août. Crim. 83 c.	<b>1873</b>	27 nov. Civ. 141 c.	25 mars. Aix. 131 c.	36 déc. Douai. 65 c.	6 févr. Traité. 10 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
10 juill. Ch. réun. 84 c.	10 juill. Ch. réun. 84 c.	16 août. Crim. 197 c.	25 janv. Req. 177 c.	28 nov. Rouen. 155 c.	26 janv. Civ. 59 c.	23 mars. Civ. 172 c.	14 févr. Pau. 46 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
<b>1851</b>	13 nov. Orléans. 192 c.	<b>1861</b>	24 févr. Lyon. 156 c.	18 déc. Civ. 49 c.	1 <sup>er</sup> mars. Lyon. 61 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	2 mars. Trib. Anvers. 22 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
28 nov. Civ. 174 c.	28 nov. Civ. 174 c.	12 févr. Poitiers. 127 c.	2 janv. Chambéry. 13 c.	<b>1874</b>	14 mars. Rouen. 99 c.	27 nov. Paris. 119 c.	16 mars. Paris. 182 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
27 déc. Nancy. 162 c.	27 déc. Nancy. 162 c.	19 févr. Besançon. 119 c.	6 févr. Req. 167 c.	31 janv. Montpellier. 76 c., 92 c.	25 mars. Aix. 131 c.	36 déc. Douai. 65 c.	5 mai. Lyon. 125 c.	24 nov. Crim. 108 c.	26 nov. Trib. Bruxelles. 20 c.
<b>1852</b>	24 janv. Bordeaux. 42 c.	<b>1862</b>	15 févr. Pau. 156 c.	9 févr. Civ. 174 c.	25 mars. Aix. 131 c.	23 mars. Civ. 172 c.	30 mai. Orléans. 142 c.	8 janv. Rennes. 22 c., 27 c.	1 <sup>er</sup> févr. Orléans. 158 c.
7 mai. Civ. 67 c.	7 mai. Civ. 67 c.	28 janv. Bastia. 103 c., 103 c.	20 mars. Grenoble. 130 c.	16 févr. Bourges. 162 c.	26 janv. Civ. 59 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	8 juin. Trib. Seine. 10 c.	1 <sup>er</sup> févr. Orléans. 158 c.	16 févr. Trib. Seine. 23 c., 34 c.
12 mai. Req. 70 c.	12 mai. Req. 70 c.	1 <sup>er</sup> avr. Trib. Seine. 16 c.	2 avr. Chambéry. 126 c.	20 févr. Cons. d'Et. 76 c.	1 <sup>er</sup> mars. Lyon. 61 c.	27 nov. Paris. 119 c.	13 juill. Rennes. 185 c.	16 févr. Trib. Seine. 23 c., 34 c.	30 févr. Trib. paix Paris. 86 c.
23 juin. Douai. 185 c.	23 juin. Douai. 185 c.	13 avr. Paris. 4 c.	27 sept. Trib. Seine. 13 c.	20 juill. Bourgneuf. 115 c.	27 nov. Paris. 119 c.	36 déc. Douai. 65 c.	2 juill. Trib. Bruxelles. 25 c.	30 févr. Trib. paix Paris. 86 c.	7 mai. Civ. 174 c.
24 juin. Civ. 67 c.	24 juin. Civ. 67 c.	26 avr. Crim. 199 c.	13 nov. Bordeaux. 159 c.	16 févr. Bourges. 162 c.	36 déc. Douai. 65 c.	23 mars. Civ. 172 c.	29 juill. Paris. 177 c.	7 mai. Civ. 174 c.	17 juill. Bordeaux. 47 c.
27 juin. Orléans. 97 c.	27 juin. Orléans. 97 c.	26 avr. Toulouse. 126 c.	21 nov. Montpellier. 182 c.	20 févr. Cons. d'Et. 76 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	21 août. Douai. 62 c.	17 juill. Bordeaux. 47 c.	22 nov. Crim. 108 c.
12 juill. Crim. 74 c.	12 juill. Crim. 74 c.	15 mai. Traité. 11 c.	27 nov. Civ. 141 c.	20 juill. Bourgneuf. 115 c.	1 <sup>er</sup> mars. Lyon. 61 c.	27 nov. Paris. 119 c.	21 nov. Req. 184 c.	22 nov. Crim. 108 c.	
16 août. Crim. 83 c.	16 août. Crim. 83 c.	19 mai. Conv. 182 c.	28 nov. Rouen. 155 c.	16 févr. Bourges. 162 c.	27 nov. Paris. 119 c.	36 déc. Douai. 65 c.	27 déc. Civ. 154 c.		
30 août. Montpellier. 78 c., 80 c., 88 c.	30 août. Montpellier. 78 c., 80 c., 88 c.	4 août. Bordeaux. 115 c.	18 déc. Civ. 49 c.	20 févr. Cons. d'Et. 76 c.	36 déc. Douai. 65 c.	23 mars. Civ. 172 c.	29 déc. Trib. Seine. 21 c.		
8 déc. Req. 144 c.	8 déc. Req. 144 c.	26 août. Civ. 67 c.	<b>1875</b>	20 juill. Bourgneuf. 115 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	24 mars. Lyon. 61 c.			
<b>1853</b>	<b>1853</b>	15 mai. Traité. 11 c.	25 janv. Req. 177 c.	16 févr. Bourges. 162 c.	26 janv. Civ. 59 c.	27 nov. Paris. 119 c.			
24 mars. Req. 61 c.	24 mars. Req. 61 c.	19 mai. Conv. 182 c.	24 févr. Lyon. 156 c.	20 févr. Cons. d'Et. 76 c.	1 <sup>er</sup> mars. Lyon. 61 c.	36 déc. Douai. 65 c.			
19 avr. Req. 109 c.	19 avr. Req. 109 c.	9 juin. Req. 77 c.	4 mars. Nancy. 129 c.	20 juill. Bourgneuf. 115 c.	27 nov. Paris. 119 c.	23 mars. Civ. 172 c.			
7 mai. Crim. 84 c.	7 mai. Crim. 84 c.	4 août. Bordeaux. 115 c.	29 avr. Trib. Bastia. 12 c.	16 févr. Bourges. 162 c.	36 déc. Douai. 65 c.	24 mars. Lyon. 61 c.			
8 mai. Traité. 11 c.	8 mai. Traité. 11 c.	26 août. Civ. 67 c.	17 mai. Nancy. 110 c.	20 févr. Cons. d'Et. 76 c.	23 mars. Civ. 172 c.	24 mars. Lyon. 61 c.			
6 août. Crim. 83 c.	6 août. Crim. 83 c.	15 mai. Traité. 11 c.	27 mai. Agen. 163 c.	20 juill. Bourgneuf. 115 c.	24 mars. Lyon. 61 c.	27 nov. Paris. 119 c.			
12 août. Crim. 192 c.	12 août. Crim. 192 c.	19 mai. Conv. 182 c.	28 mai. Angers. 99 c.	16 févr. Bourges. 162 c.	26 janv. Civ. 59 c.	36 déc. Douai. 65 c.			
13 août. Grenoble. 65 c.	13 août. Grenoble. 65 c.	4 août. Bordeaux. 115 c.	30 nov. Grenoble. 156 c.	20 févr. Cons. d'Et. 76 c.	1 <sup>er</sup> mars. Lyon. 61 c.	23 mars. Civ. 172 c.			

**EXCÈS DE POUVOIR.** — 1. Nous avons indiqué précédemment (v° *Conseil d'Etat*, n° 94) les différences qui existent entre le sens attribué aux mots « excès de pouvoir » par la jurisprudence du conseil d'Etat au point de vue des recours dont les actes des diverses autorités administratives peuvent être l'objet, et la définition plus restrictive que donnent la cour de cassation et les auteurs de l'*excès de pouvoir* en matière judiciaire. Le conseil d'Etat décide qu'un agent de l'administration commet un excès de pouvoir non seulement quand il sort des limites de sa compétence, mais encore quand il ne suit pas les formes dans lesquelles la loi ou les règlements lui ont prescrit de prononcer et, en outre, quand il emploie les pouvoirs qui lui ont été donnés dans un but différent de celui que le législateur a en vue (Aucoc, *Conférences de droit administratif*, 3<sup>e</sup> éd., t. 1, n° 295). La cour de cassation au contraire n'a jamais fait rentrer dans l'excès de pouvoir l'abus ou l'erreur du juge qui viole la loi ou qui en fait une application erronée. Elle considère, suivant M. Laferrière (*Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 370) que l'excès de pouvoir en matière judiciaire peut être ramené à trois idées : l'usurpation d'un pouvoir interdit à l'autorité judiciaire, l'usurpation d'un pouvoir appartenant à une autorité judiciaire d'une nature différente ou d'ordre plus élevé, la violation des règles substantielles qui assurent la validité des jugements.

2. L'usurpation par une autorité judiciaire d'un pouvoir appartenant à une autorité judiciaire d'une nature différente constitue spécialement l'incompétence, ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* (n° 3 et 9). Nous avons dit précédemment (v° *Cassation*, n° 308 et suiv.) que l'excès de pouvoir proprement dit s'en distingue en ce qu'il consiste dans les actes par lesquels le juge a fait ce qui n'est permis à aucune juridiction établie et a épuisé sur les attributions du pouvoir législatif ou administratif; c'est à ces actes que s'applique exclusivement l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, rappelé au *Rép.* n° 4, qui autorise le garde des sceaux à poursuivre l'annulation des actes par lesquels les juges ont excédé leurs pouvoirs. Nous avons cité (v° *Cassation*, n° 310 et suiv.) un certain nombre d'exemples d'excès de pouvoirs ayant donné ouverture à ce recours.

3. Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 6, il y a excès de pouvoir lorsqu'un jugement condamne ou censure dans ses motifs une personne étrangère au débat (Conf. *Crim. cass.* 5 août 1886, aff. Didelot, D. P. 87. 1. 190, et spécialement un fonctionnaire de l'ordre administratif (Même arrêt). Il a été décidé en ce sens : 1° qu'un juge de police excède ses pouvoirs, lorsqu'il énonce dans les motifs de son jugement des critiques offensantes contre le garde champêtre rédacteur du procès-verbal, et notamment lorsqu'il le représente « comme n'ayant pas été impartial, comme n'ayant pas compris son devoir, comme n'ayant pas constaté les faits tels qu'il les avait remarqués, comme ayant rédigé un des procès-verbaux après coup » (*Crim. cass.* 6 avr. 1865, aff. Marchetti, D. P. 67. 5. 189); — 2° Qu'un juge de police commet un excès de pouvoir lorsqu'il place, à la suite d'un jugement par lui rendu, des observations contenant un blâme à l'adresse du commissaire de police rédacteur du procès-verbal et par lesquelles il le signale, par exemple, comme apportant dans l'exercice de ses fonctions administratives des exigences que rien ne justifie et qui soulèvent un mécontentement général dans une partie de la population (*Crim. cass.* 19 août 1869, aff. Martin, D. P. 70. 1. 96); — 3° Qu'un juge de police, saisi d'un procès-verbal dressé contre un cafetier pour défaut de fermeture à l'heure réglementaire, ne peut, sans empiéter sur le droit disciplinaire de l'autorité administrative, énoncer dans son jugement que l'agent de police rédacteur aurait eu le tort de ne pas prévenir tous les débitants de la localité qu'ils devaient fermer à l'heure fixée par le règlement et que sa tolérance envers l'un d'eux aurait induit les autres en erreur (*Crim. cass.* 26 nov. 1869, aff. Basset, D. P. 70. 1. 439).

4. Mais ce n'est pas discuter abusivement les droits et devoirs du commissaire de police en matière de prostitution que d'énoncer, dans un jugement de simple police, que ce fonctionnaire n'a pu recourir à la voie de la répression judiciaire plutôt qu'à celle de la répression administrative sans se mettre dans l'obligation de justifier que la fille poursuivie est véritablement une fille publique (*Crim. rej.* 25 avr. 1873,

aff. Isabelle J..., D. P. 73. 1. 314) (V. *infra*, v° *Prostitution*). De même, le jugement qui, saisi de la question de la légalité d'un arrêté municipal, formule à ce point de vue une appréciation critique de cet arrêté ne commet pas un excès de pouvoir (*Crim. rej.* 11 août 1883, aff. d'Hunolstein, D. P. 84. 1. 214).

5. Un tribunal commet un excès de pouvoir lorsqu'il censure la conduite du ministère public (*Req.* 19 mars 1883, aff. Procureur général près la cour de cassation, D. P. 84. 1. 333) et arrêt du 5 août 1886, cité *supra*, n° 3). Spécialement, il y a excès de pouvoir dans une délibération de la cour de la Guadeloupe dont les termes contiennent un blâme formel contre la conduite du procureur général et qui a pour but de signaler ce magistrat à l'autorité du gouverneur de la colonie (Arrêt précité du 19 mars 1883). — Sur les excès de pouvoir commis par les tribunaux de l'ordre judiciaire, V. en outre les décisions rapportées *supra*, v° *Cassation*, n° 308 et suiv., et *Rép.* v° *Organisation judiciaire*, n° 271-6°.

6. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 11, le juge excède ses pouvoirs lorsque, sans sortir de ses fonctions de juge et sans empiéter sur les pouvoirs réservés à un autre tribunal, il fait cependant par sa décision plus et autre chose que ce que veut la loi. Ainsi, comme les tribunaux ne peuvent prononcer une condamnation au profit d'une partie qui n'est pas en cause, il y a excès de pouvoir dans le jugement qui, statuant sur un appel, prononce une condamnation au profit d'une partie non en cause, soit en première instance soit en appel, et spécialement d'une partie contre laquelle il n'y avait pas eu d'appel (*Civ. cass.* 28 mars 1882, aff. Boursier, D. P. 83. 1. 167).

7. Nous avons dit au *Rép.* n° 13 que le refus d'exercer un pouvoir, refus qui porte à l'ordre public une atteinte aussi grave que l'usurpation de pouvoirs, est appelé quelquefois par les auteurs *excès de pouvoir négatif*. C'est d'un pareil excès de pouvoirs qu'est entachée la délibération par laquelle un tribunal de commerce, sous prétexte des lenteurs apportées à la réalisation de mesures disciplinaires qu'il avait provoquées, déclare qu'il cessera de siéger « jusqu'à ce que justice lui soit rendue » (*Req.* 9 avr. 1884, aff. Trib. com. Moulins, D. P. 84. 1. 294). — Le *déni de justice* rentre dans la même hypothèse (V. *supra*, v° *Déni de justice*, n° 6 et suiv.). Jugé qu'il y a excès de pouvoir dans l'arrêt qui refuse de statuer sur un chef de conclusions tendant à faire décider qu'une créance n'est pas privilégiée, sous le prétexte que la question relative au privilège reste intacte et qu'elle pourra être ultérieurement reprise (*Civ. cass.* 30 janv. 1889, aff. Faillite Blateau, D. P. 89. 1. 310). Mais les juges peuvent disjoindre du litige qu'ils terminent et réserver, pour y être statué ultérieurement, les questions qu'ils considèrent comme indépendantes de ce litige (V. *supra*, v° *Déni de justice*, n° 10).

**EXCITATION.** — En ce qui concerne l'excitation à la débauche, V. *Adultère*, n° 22; *Attentat aux mœurs*, n° 62 et suiv.; — A la haine et au mépris contre les personnes, V. *Presse-outrage-publication*; — *Rép.* eod. v°, n° 592 et suiv., 811 et suiv.; — A la haine et au mépris du Gouvernement, V. *Presse-outrage-publication*; — *Rép.* eod. v°, n° 550 et suiv., 630 et suiv., 893 et suiv.; — A la révolte contre le Gouvernement, V. *Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat*, n° 40 et suiv.; *Presse-outrage-publication*; — *Rép.* v° *Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat*, n° 120 et suiv.; *Presse-outrage-publication*, n° 542 et suiv.

**EXCUSABILITÉ.** — V. *Faillite et banqueroute, Instruction criminelle*; — *Rép.* v° *Faillite et banqueroute*, n° 42, 351, 910 et suiv., 973 et suiv., 983 et suiv., 1538; *Instruction criminelle*, n° 2445 et suiv., 2478 et suiv.

**EXCUSE-EXCUSE LÉGALE.** — V. *Peine*; — *Rép.* eod. v°, n° 350 et suiv.

V. aussi *Adultère*, n° 72 et suiv.; *Arme*, n° 25 et 37; *Chasse-louveterie*, n° 928 et suiv., 1079 et suiv., 1091 et suiv.; *Complice-complicité*, n° 20 et suiv.; *Crimes et délits contre les personnes*, n° 69, 299 et suiv.; *Dommage-destruction-dégradation*, n° 122 et suiv.; *Douanes*, n° 682 et suiv.; *Duel*, n° 44; *Faux et Fausse monnaie*; *Fonctionnaire public*; *Force majeure*; *Impôts indirects*; *Instruction criminelle*; *Liberté individuelle*; *Mariage*; *Minorité-tutelle-émancipation*;

*Obligations; Octroi; Peine; Poids et mesures; Presse-outrage-publication; Responsabilité; Témoin; Vente de substances falsifiées; Voirie par eau; Voirie par terre; Voirie par chemins de fer; Vol-escoquerie; Volonté-intention-connaissance; — Rép. v<sup>ie</sup> Adultère, n° 120; Arme, n° 68, 80 et 93; Chasse-louvetier, n° 262 et suiv., 352 et suiv.; Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, n° 165 et suiv.; Crimes et délits contre les personnes, n° 76, 219 et suiv., 227 et 239; Douanes, n° 197 et suiv., 999; Faux et fausse monnaie, n° 53 et suiv., 291; Fonctionnaire public, n° 152 et 162; Force majeure, n° 42 et suiv.; Impôts indirects, n° 20, 63 et suiv., 80 et suiv., 102, 110 et suiv., 188 et suiv., 216 et suiv., 515 et suiv., 573 et suiv.; Instruction criminelle, n° 805 et suiv., 1549, 1919 et suiv., 2657 et suiv., 2668 et suiv., 2673 et suiv.; Liberté individuelle, n° 34 et 58; Mariage, n° 391; Minorité-tutelle-émancipation, n° 320 et suiv., 580 et suiv.; Obligations, n° 735; Octroi, n° 192 et suiv., 401; Poids et mesures, n° 25, 33 et suiv., 60 et suiv., 82 et suiv., 109 et suiv., 128, 133 et suiv., 158 et suiv.; Presse-outrage-publication, n° 484 et suiv., 970, 1305 et suiv.; Responsabilité, n° 545, 576 et suiv., 595 et suiv., 623 et suiv.; Témoin, n° 67 et suiv., 288, 491 et suiv.; Voirie par terre, n° 224, 236, 251, 1089, 1106, 1118, 1794, 1891, 1897 et suiv., 2369 et suiv.; Voirie par eau, n° 130 et 366; Voirie par chemins de fer, n° 626; Volonté-intention-connaissance, n° 86 et 92.*

**EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE.** — V. *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 998 et suiv.; *Enregistrement*, n° 2213; *Obligations; Scellés et inventaires; Substitution; Succession*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 4022 et suiv.; *Enregistrement*, n° 497 et suiv., 865, 880, 1167 et suiv., 4118 et suiv., 5152; *Obligations*, n° 1466 et 1468; *Scellés et inventaire*, n° 8, 40, 101, 113, 165, 177, 273; *Substitution*, n° 19, 34 et suiv.

**EXÉCUTION.** — V. *Appel civil*, n° 30 et 217; *Appel en matière criminelle*, n° 74; *Appel incident*, n° 8; *Arbitrage-arbitre*, n° 107 et suiv., 114 et suiv.; *Cassation-cour de cassation*, n° 58, 594 et suiv.; *Droits civils*, n° 25 et suiv., 236 et suiv., 241 et suiv., 266 et suiv.; *Enregistrement*, n° 255; *Jugement; Jugement par défaut; Obligations; Peine*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Appel civil*, n° 122 et suiv., 137 et suiv., 285 et suiv., 374, 717, 1001 et suiv., 1079, 1093, 1109, 1134, 1208, 1215 et suiv., 1231; *Appel en matière criminelle*, n° 114; *Appel incident*, n° 62 et 82; *Arbitrage-arbitre*, n° 406, 927, 1099 et suiv., 1012, 1163 et suiv., 1193 et suiv., 1247 et suiv.; *Droits civils*, n° 416 et suiv., 459 et suiv.; *Enregistrement*, n° 80, 257, 5868 et suiv.; *Jugement*, n° 343 et suiv.; *Jugement par défaut*, n° 115 et suiv., 354 et suiv., 375 et suiv.; *Obligations*, n° 664 et suiv., 3140, 3160 et suiv., 4063; *Peine*, n° 201 et suiv.

**EXÉCUTION PROVISOIRE.** — V. *Jugement, Jugement d'avant dire droit, Jugement par défaut; Obligations*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Jugement*, n° 587 et suiv., *Jugement d'avant dire droit*, n° 58, 71 et suiv.; *Obligations*, n° 805 et 883.

**EXÉCUTOIRE DE DÉPENS.** — V. *Expert-expertise; Frais et dépens; Greffe-greffier; Impôts indirects; Notaire-notariat*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Appel civil*, n° 343 et suiv., 414 et suiv.; *Cassation-cour de cassation*, n° 94; *Expert-expertise*, n° 27, 256 et suiv.; *Frais et dépens*, n° 144, 289, 904 et suiv., 938, 1172 et suiv.; *Greffe-greffier*, n° 54; *Impôts directs*, n° 391, 417, 438; *Notaire-notariat*, n° 536.

**EXÉQUATUR.** — V. *Arbitrage-arbitre*, n° 107 et suiv.; *Consuls*, n° 5 et 6; *Droits civils*, n° 236 et suiv., 266 et suiv.; *Jugement*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Arbitrage-arbitre*, n° 1163 et suiv.; *Consuls*, n° 28 et suiv., 37; *Droits civils*, n° 418 et suiv., 443, 459 et suiv.

**EXERCICE.** — V. *Douanes*, n° 509 et suiv.; *Impôts indirects; Octroi; Poids et mesures*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Douanes*, n° 776 et suiv.; *Impôts indirects*, n° 119, 183, 199 et suiv., 223, 246 et suiv., 284 et suiv., 317, 416, 489; *Octroi*, n° 28 et suiv., 111, 222 et suiv., 253, 368, 381, 399; *Poids et mesures*, n° 67 et suiv.

**EXHÉRÉDATION.** — V. *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 823 et suiv.; *Substitution; Succession*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 3422, 3449 et 4156; *Substitution*, n° 23 et 253.

**EXIGIBILITÉ.** — V. *Enregistrement*, n° 62 et suiv., 3487 et suiv.; *Faillite et banqueroute; Impôts directs, Obligations; Privilèges et hypothèques; Succession*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Enregistrement*, n° 81 et suiv., 1725, 1738 et suiv., 3006, 4044, 4367; *Faillite et banqueroute*, n° 5, 103, 244 et suiv.; *Impôts directs*, n° 423; *Privilèges et hypothèques*, n° 1180 et suiv., 1579 et suiv., 1597 et suiv., 1704 et suiv., 2144 et suiv., 2272.

**EXPÉDITEUR.** — V. *Commissionnaire*, n° 258 et suiv., 275 et suiv.; *Impôts indirects*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Commissionnaire*, n° 434 et suiv.; *Impôts indirects*, n° 103.

**EXPÉDITION.** — V. *Commissionnaire*, n° 47 et suiv.; *Droit maritime*, n° 216 et suiv.; *Exploit; Huissier; Impôts indirects; Jugement; Notaire-notariat; Obligations; Octroi; Responsabilité; Privilèges et hypothèques; Timbre; Voirie par chemins de fer*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Droit maritime*, n° 106; *Enregistrement*, n° 4262, 6100 et suiv.; *Impôts indirects*, n° 32 et suiv., 65 et suiv., 76 et suiv., 93 et suiv., 188 et suiv., 229, 299 et suiv., 306, 337, 441, 468; *Jugement*, n° 204, 220, 234, 260 et suiv., 310, 376, 382 et suiv., 599, 859 et suiv.; *Notaire-notariat*, n° 1, 213, 250, 325, 532 et suiv., 612, 821; *Obligations*, n° 3479 et suiv., 3671, 4286 et suiv., 4306 et suiv., 4338 et suiv.; *Octroi*, n° 136; *Privilèges et hypothèques*, n° 2716 et suiv.; *Responsabilité*, n° 334; *Timbre*, n° 34 et suiv.; *Voirie par chemins de fer*, n° 333, 380 et suiv., 421.

## EXPERT-EXPERTISE.

### Division.

- ART. 1. — Historique et législation (n° 1).  
 ART. 2. — Nature et caractère de l'expertise (n° 4).  
 ART. 3. — Expertise devant les tribunaux ordinaires (n° 9).  
 § 1. — Cas dans lesquels il y a lieu à expertise (n° 9).  
 § 2. — Du jugement qui ordonne l'expertise, et de son exécution (n° 10).  
 § 3. — Des qualités requises pour remplir les fonctions d'expert (n° 11).  
 § 4. — De la nomination des experts. — Nombre, délai, mode de la nomination (n° 14).  
 § 5. — De l'acceptation de la mission d'expert et de ses conséquences. — Incident, frais, dommages-intérêts, contrainte par corps (n° 26).  
 § 6. — De la récusation des experts (n° 27).  
 § 7. — Du remplacement des experts en cas de non-acceptation, d'empêchement ou de récusation (n° 34).  
 § 8. — Serment des experts, sommation, présence des parties, indication du moment des opérations (n° 35).  
 § 9. — Objet de la mission des experts. — De leurs opérations. — Assistance des parties (n° 44).  
 § 10. — Avis des experts. — Leurs motifs (n° 65).  
 § 11. — Confection du rapport (n° 68).  
 § 12. — Dépôt et enregistrement du rapport. — Salaire des experts, exécutoire (n° 73).  
 § 13. — Comment l'audience est poursuivie. — Levée et signification du rapport. — Avenir, conclusions (n° 87).  
 § 14. — De l'influence du rapport sur le fond et du jugement définitif (n° 94).  
 § 15. — De l'expertise nouvelle (n° 102).  
 ART. 4. — Expertise devant les tribunaux de commerce (n° 107).  
 § 1. — De l'expertise proprement dite (n° 107).  
 § 2. — Des arbitres ou rapporteurs experts (n° 116).  
 ART. 5. — Expertise devant la justice de paix (n° 118).  
 ART. 6. — Expertise en matière administrative (n° 127).  
 ART. 7. — De quelques expertises spéciales (n° 180).  
 ART. 8. — Expertise en matière criminelle (n° 181).

### ART. 1. — Historique et législation (Rép. n° 3 à 18).

1. Le titre de l'expertise au code de procédure civile n'a été modifié par aucune disposition législative nouvelle depuis le Répertoire. Mais le projet de loi portant révision des seize premiers titres du liv. 2 de ce code, présenté par le Gouvernement en 1886 (Annexe au procès-verbal de la séance du 19 octobre, n° 1155) contient un remaniement complet des dispositions actuellement en vigueur.

D'après le projet, il pourrait être procédé, dans tous

les cas, par un expert unique, sauf au tribunal à en nommer trois, s'il le jugeait utile (art. 1<sup>er</sup>). La signification du jugement serait supprimée, et le délai laissé aux parties pour désigner des experts de leur choix courrait de la prononciation du jugement. Ce délai serait porté à huit jours.

La prestation de serment serait supprimée, mais les experts seraient tenus d'affirmer la sincérité de leur rapport. Ce rapport pourrait être oral ou écrit. En cas de désaccord, il énoncerait l'opinion de chaque expert. Il ne devrait plus être signifié. Celle des parties qui en requerrait une expédition devrait la communiquer à son adversaire.

Le nouveau code ne contiendrait pas l'énumération des causes de récusation, mais il indiquerait avec précision les causes d'indignité. La récusation serait jugée sans appel. Le droit de procéder à une sorte d'enquête serait reconnu aux experts. Ces derniers pourraient enfin demander qu'il leur fût alloué une provision, laquelle serait fixée par ordonnance rendue sur requête. — Telles sont, résumées brièvement, les réformes proposées; si elles étaient adoptées il en résulterait une grande simplification dans la procédure et de notables économies pour les plaideurs.

2. L'expertise en matière administrative a été réglementée, pour la première fois, par la loi du 22 juill. 1889 relative à la procédure à suivre devant les conseils de préfecture (D. P. 90. 4. 1). Cette loi consacre d'importantes modifications à la pratique, souvent un peu confuse, suivie jusqu'à sa promulgation. A raison de sa date récente, elle n'a guère pu soulever encore des questions nouvelles. En étudiant sous l'art. 6 (*infra*, n° 127 et suiv.) la jurisprudence qui l'a précédée, nous ferons connaître ses principales dispositions et les différences entre le droit actuel et la pratique antérieure.

3. Indépendamment des traités généraux sur la procédure (V. notamment : Boitard, *Leçons de procédure civile*, 14<sup>e</sup> éd. revue par M. Glasson, t. 1, n° 513 et suiv.; Rodière, *Cours de compétence et de procédure*, 4<sup>e</sup> éd., t. 1, p. 415 et suiv.; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. 3, n° 407 et suiv., 431 et suiv.; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, t. 4, v° *Expertise*, p. 393; Bioche, *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, 3<sup>e</sup> éd., t. 3, v° *Expert-expertise*, p. 733), il y a lieu de signaler, sur cette matière, deux ouvrages spéciaux : Dejean, *Traité théorique et pratique des expertises en matières civile, administrative et commerciale*, 2<sup>e</sup> éd. 1889, et Pigeon, *Traité et formulaire des expertises en matière civile et en matière d'enregistrement*, 1886). V. aussi : Durand-Morimbau, *Manuel des expertises civiles*, 1891.

#### ART. 2. — Nature et caractère de l'expertise (Rép. n° 19 à 32).

4. On a fait connaître au Rép. n° 20 les caractères propres de l'expertise judiciaire, caractères qui distinguent cette voie d'instruction des autres moyens laissés au juge pour éclairer sa conscience, et, notamment, de la descente sur les lieux.

L'expertise suppose une question posée dans un jugement, question qui appelle une réponse qui est le rapport. Mais, sans recourir à l'expertise, le tribunal peut se renseigner auprès d'un homme de l'art, et même lui demander, à cet effet, un rapport ou un procès-verbal. Dans ce cas, les diverses formalités du code de procédure ne sont pas appli-

cables. A la jurisprudence citée au Rép. n° 20 et 21 on peut ajouter un arrêt de la chambre des requêtes qui décide que la visite d'un blessé par un médecin, ordonnée d'office par le tribunal civil, constitue, non pas une expertise, mais une simple mesure d'instruction (Req. 15 juin 1870, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 71. 1. 64).

5. Les art. 302 et suiv., c. proc. civ. ne concernent que l'expertise judiciaire (Rép. n° 26). L'expertise amiable est une convention dont les effets sont régis par l'intention commune des parties; c'est une transaction qui constitue les experts mandataires de ceux qui les choisissent. Les dispositions du code de procédure ne sont donc applicables, en pareil cas, qu'en tant que les contractants peuvent être présumés s'y être référés.

Il ne peut guère y avoir, dans une expertise de ce genre, de formalités réellement substantielles. Cette doctrine enseignée au Rép. (*loc. cit.*) est aussi celle de M. Pigeon, n° 394 et suiv., p. 170 et suiv., et de M. Oscar Dejean, 2<sup>e</sup> éd., n° 1504 et suiv., p. 362 et suiv. Cependant il a été jugé qu'une expertise, même amiable, étant une mesure d'instruction à laquelle on a recours en vue de la solution d'un litige, et étant destinée à produire des effets juridiques déterminés, est soumise à certaines conditions de validité, et, notamment, qu'une telle expertise n'est pas valable, si elle a eu lieu en l'absence de l'une des parties, sans sommation ni avertissement (Trib. Saint-Calais, 25 mars 1887, aff. Akermann, D. P. 87. 3. 111). Il en serait de même si l'expert de l'une des parties n'avait pas assisté aux opérations, bien qu'il eût été convoqué. Une telle expertise, quoique amiable, serait irrégulière et nulle, et ne pourrait servir de base au jugement. On alléguerait vainement que la présence de la partie à l'expertise a couvert la nullité, alors que cette présence ne s'induit que d'un passage équivoque du jugement définitif, sans rapport avec la nullité proposée, et qu'aucun acquiescement exprès ou tacite de la partie à la forme dans laquelle il a été procédé ne peut être établi (Civ. cass. 20 fév. 1889, aff. Lescot, D. D. 89. 1. 419). Il est, toutefois, assez difficile de déterminer quelles sont les conditions substantielles exigées pour la validité d'une expertise amiable.

6. Lorsqu'une convention prévoit, par l'une de ses clauses, la nomination d'experts amiables, si l'une des parties refuse de choisir son expert, et que l'adversaire soit contraint de recourir à la justice pour obtenir cette désignation, le caractère de l'expertise ne change pas. D'amiable qu'elle était, elle ne devient pas judiciaire. C'est ce qui a été jugé dans l'hypothèse d'une police d'assurance, la compagnie n'ayant pas consenti à faire choix d'un expert. Dans l'espèce, la police stipulait qu'à défaut de désignation par l'une des parties, cette désignation appartiendrait au président du tribunal de commerce, et l'expert avait été commis par le tribunal. La cour de cassation a décidé, néanmoins, que le tribunal n'avait fait qu'exécuter la convention (Civ. rej. 21 fév. 1887, aff. Comp. la Préservatrice, D. P. 87. 1. 297). Mais on ne devrait pas considérer comme une convention obligatoire pour les parties et de nature à autoriser le tribunal à nommer des experts, une vente faite moyennant un prix à fixer par des experts qui seront désignés ultérieurement. Il n'y a pas accord sur le prix, et le défaut de cette condition essentielle ne permet même pas de condamner à des dommages-intérêts la partie qui se refuse à la nomination des experts (Dijon, 15 déc. 1884) (1).

(1) (Duverne C. Syndic Déruty et Héritiers Déruty.) — Le 15 mars 1884, jugement du tribunal d'Autun ainsi conçu : — « LE TRIBUNAL ; — Attendu que l'instance a pour objet l'exécution d'une promesse de vente consentie le 8 juill. 1866 par Antoine Duverne au demandeur, d'une portion de terrain dont il était l'ocataire, au cas où celui-ci jugerait à propos, à l'expiration de son bail qui devait prendre fin le 1<sup>er</sup> juin 1876, d'acquiescer ce terrain suivant l'estimation qui en serait faite à dire d'experts ; — Attendu qu'en effet, avant l'échéance de ce délai, Lazare Duverne a, par exploit en date du 24 mai 1876, fait connaître à Déruty, ayant cause d'Antoine Duverne, qu'il entendait user de la faculté qu'il s'était réservée, et lui a fait sommation de nommer un expert pour concourir, avec celui qu'il désignait lui-même dans l'exploit précité, à l'estimation du terrain dont s'agit ; — Attendu que cette sommation est restée sans réponse ; — Attendu que Duverne infère du silence de Déruty qu'il y a eu de la part de ce dernier consentement à ce que le contrat du 8 juill. 1866

reçoive sa pleine et entière exécution, et qu'en conséquence, il demande au tribunal de désigner un expert pour procéder à l'estimation de ce terrain ; que, subsidiairement, il conclut contre les défendeurs à 10000 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu que Mouillon, syndic de la faillite Déruty, se refuse à nommer un expert et à réaliser cette vente ; — Attendu que le prix est un des trois éléments substantiels de la vente ; qu'il est nécessaire à la formation du contrat ; qu'il ne peut être déterminé que par le libre et complet accord des parties ; que si cependant la loi reconnaît la convention qui en laisse le règlement à l'arbitrage d'un tiers, ce n'est que dans le cas où ce tiers est désigné par les parties elles-mêmes ; que leur consentement et leur accord sont aussi indispensables pour le choix de cet arbitre, qu'ils le sont pour la fixation même du prix lorsqu'elles règlent entre elles, sans intermédiaires, les conditions de leur marché ; que si cet accord n'est pas intervenu, il en résulte une convention incomplète, inachevée, potestative, sans existence légale ;



7. A plus forte raison, on ne pourrait assimiler à une expertise judiciaire et soumettre aux formalités légales, la mission confiée par un testateur à des personnes désignées dans le testament, de procéder à l'estimation des biens d'une succession, à l'effet notamment de déterminer l'étendue de legs subordonnés aux résultats de cette estimation. On ne peut voir dans une telle désignation qu'une mission de confiance dont le testateur investit certaines personnes (Req. 16 avr. 1864, aff. Bonhore, D. P. 61. 4. 433).

8. Plusieurs décisions, opposées à la doctrine du Rép. n° 28, paraissaient admettre la possibilité de l'expertise *in futurum*, contrairement à la règle généralement suivie d'après laquelle l'expertise est une procédure incidente, ne pouvant faire l'objet d'une demande principale isolée de toute autre demande au fond. M. Garsonnet, t. 2, p. 534, enseigne également que l'expertise peut être principale, aussi bien et par les mêmes raisons que l'inscription de faux, la vérification d'écritures et l'enquête (V. en ce sens

que les tribunaux sont sans droit pour suppléer ce qui doit être l'œuvre de la volonté des parties et pour désigner cet intermédiaire sur le refus de l'une d'elles; que ni le texte des art. 1541 et 1592 c. civ., ni l'interprétation que leur a donnée la jurisprudence, ne laissent de doute à cet égard; — Attendu, sur les conclusions subsidiaires, que les dommages-intérêts sont une réparation civile qui n'est due qu'à raison d'engagements reconnus par la loi civile, et ayant une existence légale; que, dans l'espèce, la promesse faite à Lazare Duverne, manquant de l'un des éléments constitutifs d'un contrat civil, reste à l'état de projet, auquel chacune des parties était libre de ne pas donner suite; qu'elle est, dès lors, dépourvue de toute sanction civile; que, d'ailleurs, le non-usage d'une faculté ne peut donner lieu à des dommages-intérêts; — Par ces motifs; — Dit Duverne mal fondé dans sa demande; l'en déboute, etc. ». — Appel par Duverne. — Arrêt.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 15 déc. 1881. — C. de Dijon, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Cantel, 1<sup>er</sup> pr. — Vèzes, av. gén. — Gouget et Ally, av.

(1) (Compagnie des Mines de Montcel-Ricamarie C. Boiron.) — La cour; — Considérant que Boiron, propriétaire d'une maison située dans le périmètre de la concession de Villars, concession appartenant aujourd'hui à la société anonyme des mines de la Loire, avait, le 21 mai 1884, assigné ladite société en réparation du préjudice qu'il prétendait avoir été causé à son immeuble par les travaux d'exploitation; que, dans son assignation, il avait précisé avec détails les dommages dont il se plaignait, et qu'il avait conclu expressément devant le tribunal à ce que la société des mines de la Loire fût tenue de l'indemniser; que, à cet effet et au préalable, il avait demandé que, par experts, il fut procédé à la visite de son immeuble, à la constatation des dommages éprouvés ainsi qu'à l'estimation des indemnités dues; pour ensuite la société dont il s'agit être condamnée au paiement desdites indemnités; — Considérant que, à la date du 31 juill. 1884, un jugement du tribunal de Saint-Etienne avait fait droit à ces conclusions, et nommé trois experts; mais que, au cours de l'expertise, la société des mines de la Loire ayant articulé que les dommages provenaient du fait de la compagnie des mines du Montcel-Ricamarie, Boiron avait cru pouvoir assigner cette dernière compagnie en assistance de cause et déclaration de jugement commun; — Considérant que cette demande ayant été repoussée par un jugement du même tribunal, en date du 21 mai 1885, par le motif que Boiron devait agir par voie principale contre la compagnie de Montcel-Ricamarie, il a alors intenté contre ladite compagnie une autre action, à la suite de laquelle est intervenu un nouveau jugement du tribunal de Saint-Etienne, en date du 8 juill. 1885, qui nomme trois experts « à l'effet de rechercher les dégâts qui ont pu être causés à la maison de Boiron; dire quelle en est l'importance et quel a été le préjudice éprouvé par ledit Boiron; si la compagnie du Montcel-Ricamarie est en tout ou en partie, et dans ce dernier cas, dans quelle proportion, responsable desdits dégâts, pour être ensuite conclu et statué ce qu'il appartiendra »; que le tribunal a désigné pour cette opération les mêmes personnes déjà chargées de l'expertise dans l'instance pendante entre Boiron et la société des mines de la Loire; — Considérant que la compagnie du Montcel-Ricamarie a interjeté appel de ce jugement en se basant sur ce que, d'une part, une demande de nomination d'experts ne peut faire l'objet d'une action principale, et sur ce que, d'autre part, le jugement rendu le 31 juill. 1884 entre Boiron et la société des mines de la Loire ne saurait être déclaré commun à la compagnie du Montcel-Ricamarie; — Considérant que ce dernier moyen est évidemment mal fondé; que, sans même qu'il y ait à rechercher pourquoi une partie ne pourrait pas par voie de demande principale et introductive d'instance

Trib. Fontainebleau, 13 juill. 1864, aff. Martin, D. P. 65. 3. 21). L'opinion contraire paraît avoir été définitivement consacrée par la jurisprudence. L'expertise est un moyen d'éclairer les tribunaux sur une demande principale, qu'elle suppose donc nécessairement. D'autre part, il importe au défendeur de connaître, dès le début d'un procès, ce que son adversaire entend lui demander, afin de pouvoir décider tout de suite et sans procédure s'il doit acquiescer ou contester (Req. 25 oct. 1886, aff. J.-B. Reynaud, D. P. 87. 4. 164; Trib. Saint-Calais, 25 mars 1887, aff. Akermann, D. P. 87. 3. 414; Trib. Lyon, 10 juill. 1885, *Moniteur de Lyon*, 18 sept. 1885; Liège, 4 mai 1881, *Pasicrisie belge*, 1881. 2. 239). Toutefois, il suffirait de préciser dans l'assignation les dommages prétendus sans en évaluer le montant, pour qu'une demande tendant à cette évaluation par des experts chargés de faire connaître l'auteur responsable du dommage puisse être déclarée recevable (Lyon, 5 juill. 1887) (1). Une pratique contraire à la jurisprudence ci-des-

réclamer que les dispositions d'un jugement précédemment intervenu avec un tiers fussent déclarées applicables à son nouvel adversaire, ce qui serait tout au plus le cas dans l'espèce, Boiron agissant contre la compagnie de Montcel-Ricamarie par action principale et introductive d'instance, dispensée des préliminaires de conciliation, puisque vu l'urgence il a été autorisé à assigner à bref délai, il convient de constater que, en fait, la compagnie ne peut même pas prétendre que le jugement précédemment rendu lui a été déclaré commun; — Qu'en effet, si on lit dans la requête soumise par Boiron au président du tribunal qu'il demande à être admis à assigner à bref délai la compagnie de Montcel-Ricamarie « aux fins d'ouïr dire qu'elle sera tenue d'assister dans l'instance pendante entre l'exposant et la société des mines de la Loire; en conséquence, voir déclarer commun avec elle le jugement du 31 juill. 1884 qui a ordonné l'expertise »; les qualités du jugement dont est appel mentionnent que ledit Boiron a simplement conclu à ce qu'il plût au tribunal « dire et prononcer que par les mêmes experts déjà nommés dans le procès pendant avec la société des mines de la Loire, les lieux seraient vus et visités, et les experts chargés de rechercher quelle est la part de responsabilité de chacune des deux compagnies dans les dégâts »; que de telles conclusions ne sauraient être assimilées à celles qui auraient simplement pour objet d'obliger un défendeur d'assister dans une instance déjà pendante, et de voir déclarer commune avec lui une décision interlocutoire précédemment intervenue avec une autre partie; que Boiron, dans ces dernières conclusions, ne faisait allusion au jugement du 31 juill. 1884, que pour indiquer au choix du tribunal les experts déjà nommés par ce jugement, désignation dont l'utilité était d'un avantage incontestable, si le tribunal recourait à l'expertise; qu'enfin, dans le jugement déféré à la cour, pas plus dans ses motifs que dans son dispositif ci-dessus reproduit, la décision antérieurement rendue entre Boiron et la société des mines de la Loire n'est même pas rappelée; — Que c'est donc absolument à tort que la compagnie du Montcel-Ricamarie prétend que le jugement du 8 juill. 1885, dont elle a interjeté appel, est en contradiction avec celui déjà intervenu entre elle et Boiron le 21 mai précédent, ce jugement n'ayant rejeté la demande de Boiron que parce qu'il avait alors agi par voie incidente; — Que c'est également sans raison que la compagnie appellante voudrait faire résulter la nécessité d'une réformation de ce que, d'après elle, il n'y aurait entre les deux compagnies aucune solidarité, et que, au cas où elle viendrait par la suite à être déclarée responsable des dommages, elle ne devrait être condamnée qu'aux frais de l'instance engagée contre elle; que ces questions de solidarité et de frais ne font, en aucune manière, l'objet du jugement attaqué, qui a même expressément réservé tous droits, moyens et dépens; — Considérant, en ce qui touche le moyen tiré de ce qu'une demande de nomination d'experts ne saurait faire l'objet d'une action principale, que sans doute cette proposition est exacte, mais seulement quand l'expertise est l'objet unique de la demande; — Qu'en effet, l'expertise est un moyen d'instruction pour éclairer les tribunaux sur la solution d'une demande principale qu'elle suppose nécessairement; que les juges doivent avoir le pouvoir d'apprécier si la mesure sollicitée est utile, de l'ordonner ou de la repousser, et, en ce cas, de statuer au fond; — Que, d'autre part, il est indispensable que le défendeur sache, dès le début d'une instance, ce que son adversaire lui réclame, afin de pouvoir décider s'il doit accorder ce qui lui est demandé ou s'y refuser; — Mais considérant que tel n'est pas le cas de l'espèce, ainsi que cela ressort de l'examen de la procédure; — Que, dans son assignation contre la compagnie du Montcel-Ricamarie, Boiron a, comme il l'avait fait en actionnant la société des mines de la Loire, relevé avec détail et précision les dommages dont il se plaignait, et qu'il a formellement conclu à la responsabilité des deux compagnies ou de l'une d'elles, sauf à faire rechercher par des experts dans quelle limite cha-

sus et déjà critiquée par le *Rép.* n° 29, est journalièrement suivie en référé. Il faut reconnaître qu'elle ne présente pas de sérieux inconvénients et qu'elle a le mérite d'économiser du temps (*Rép.* n° *Référé*, n° 19).

**ART. 3. — Expertise devant les tribunaux ordinaires**  
(*Rép.* n° 33 à 322).

**§ 1. — Cas dans lesquels il y a lieu à expertise**  
(*Rép.* n° 33 à 51).

9. Conformément à la doctrine du *Rép.* n° 33, une jurisprudence constante a continué de décider que l'expertise est une mesure purement facultative pour le juge dans les cas où la loi ne l'a pas expressément déclarée obligatoire (Civ. cass. 1<sup>er</sup> juill. 1856, aff. de la Moskowa, D. P. 56. 1. 274; Req. 6 juill. 1857, aff. Régulier, D. P. 57. 1. 388; 2 mars 1886, aff. Niel, D. P. 87. 1. 75-76; 29 févr. 1888, aff. Agelasto, D. P. 88. 1. 352. V. en ce sens : Carré et Chauveau, t. 3, quest. 1455; Rodière, t. 1<sup>er</sup>, p. 415; Rousseau et Laisney, v° *Expertise*, n° 4; Garsonnet, t. 2, p. 554-555; O. Dejean, n° 11, p. 2). — Ainsi il a été jugé qu'une vérification de lieux et une expertise requise par un locataire, à l'effet d'arriver à la constatation du mauvais état des lieux loués et du dommage qui en est résulté pour lui, sont des mesures d'instruction purement facultatives qui peuvent être refusées par les juges quand les documents de la cause leur démontrent le défaut de fondement des allégations qu'elles tendent à prouver (Req. 6 juill. 1857 précité. — V. dans le même sens : Civ. rej. 5 févr. 1890, aff. Eaux de Châtel-Guyon, D. R. 90. 1. 399).

**§ 2. — Du jugement qui ordonne l'expertise et de son exécution**  
(*Rép.* n° 52 à 58).

**10. V. *Rép.* n° 52 et suiv.**

**§ 3. — Des qualités requises pour remplir les fonctions d'expert**  
(*Rép.* n° 59 à 71).

11. Si, en principe, toute liberté est laissée au choix des parties ou des juges pour la désignation des experts, la mission de ces derniers ayant un certain caractère public, il existe des incapacités, relatives ou absolues que le *Répér-*

cune d'elle était tenue, détermination impossible à fixer, *a priori*, quand on songe que les dégâts, s'il s'en est réellement produit, sont le résultat de travaux souterrains dont le demandeur ne pouvait faire constater l'état sans l'intervention de la justice; — Que sur une semblable demande, on ne conçoit guère, il est vrai, que les juges eussent pu statuer *de plano*, par suite des circonstances spéciales ayant donné naissance à la cause; mais que cependant aucun obstacle juridique ne s'y opposait; — Que, d'un autre côté, la compagnie défenderesse avait parfaitement ce qui lui était demandé, ainsi qu'elle le déclare elle-même dans ses conclusions, où on lit « qu'il s'agit dans le débat d'une question de responsabilité de savoir quelle est celle des deux compagnies qui n'a pas soutenu le toit de la mine... »; qu'il lui était donc loisible, ou de résister à la demande, ou d'y acquiescer, et de faire offre, après s'être reconnu responsable, soit de payer la somme nécessaire pour la réparation des dommages qui déterminés par Boiron dans son assignation pouvaient facilement être appréciés par ladite compagnie; — Par ces motifs et ceux des premiers juges, dit qu'il a été bien jugé, mal et sans griefs appelé du jugement rendu entre les parties par le tribunal de Saint-Etienne le 8 juill. 1885; — Confirme, en conséquence, ledit jugement qui sortira son plein et entier effet; — Réserve les dépens de première instance; — Condamne la compagnie du Montcel-Ricamarie en ceux d'appel, ainsi qu'à l'amende.

Du 5 juill. 1887. -C. de Lyon, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Fourcade, 1<sup>er</sup> pr.-Roulet, av. gén.-Jacquier et Gignoux, av.

(1) (Carrel.) — La cour; — En droit : — Attendu que, sous la dénomination de citoyen chargé d'un ministère de service public, le législateur a entendu protéger non seulement les personnes qui disposent d'un pouvoir direct et permanent, mais aussi celles qui sont devenues les auxiliaires de l'autorité par suite d'une mission temporaire; — Attendu que l'expert nommé d'office par un tribunal reçoit un mandat qui a pour objet de procéder à des constatations que les magistrats ne peuvent opérer eux-mêmes; que cette délégation en fait l'auxiliaire de la justice; que sans doute son avis ne lie pas le juge,

mais que peu importe, puisque sa mission n'en consiste pas moins à préparer ses décisions; qu'il remplit donc un ministère de service public; — Attendu, d'ailleurs, que l'intérêt d'une bonne administration de la justice exige qu'il soit protégé autrement que par le droit commun contre les injures et les violences des plaideurs, pendant qu'il procède aux opérations dont il est chargé; — Confirme.

Du 21 juill. 1879.-C. de Caen.-MM. Hain, pr.-Lerebours-Pigeonnière, av. gén.-Guernier, av.

(2) (Peys.) — La cour; — Sur le moyen tiré de ce que le sieur Tamburin, expert chimiste, était étranger et ne pouvait, dès lors, être chargé d'une expertise; — Attendu qu'aucune disposition de la loi n'interdit aux étrangers le droit de procéder à une expertise, et d'en faire son rapport en justice; — Que l'art. 42, § 1, c. pén., n'est pas applicable aux étrangers, mais seulement aux personnes condamnées; — Que les art. 43 et suiv. c. instr. crim. autorisent le procureur du roi à se faire accompagner au besoin de personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit; — Que ces conditions de capacité sont toutes exigées par la loi; qu'ainsi il ne peut résulter aucune nullité de ce que Tamburin serait étranger; — Sur le moyen tiré de ce que Tamburin, après avoir fait une expertise dans le cours de l'instruction, aurait assisté à une contre-expertise ordonnée lors des débats devant la cour d'assises; — Attendu que la présence d'un expert ayant déjà émis un avis lors de l'instruction à une contre-expertise ordonnée pendant les débats n'est pas interdite; — Que, loin de gêner les nouveaux experts, elle peut éclairer sur les vérifications qu'ils ont à faire; — Attendu, d'ailleurs, que dans l'espèce, Tamburin avait été adjoint, en qualité d'expert, aux deux experts appelés devant la cour d'assises, et qu'il a dû recourir à la nouvelle expertise; — Que cette marche était régulière et légale et qu'il n'en résulte aucune nullité de la procédure ni de la décision; — Par ces motifs, rejette.

Du 16 déc. 1887.-Crim. cass.-M. Brière-Valigny, rap.

au Rép. n° 69 et suiv., que les fonctions de juge et d'expert sont incompatibles. Il a été décidé, en conséquence, que le juge de police ne peut procéder lui-même à un supplément d'expertise, en cas de désaccord des deux experts nommés par lui dans un litige (Crim. cass. 17 févr. 1888, aff. Marais, D. P. 88. 1. 141).

§ 4. — De la nomination des experts. — Nombre, délai, mode de la nomination (Rép. n° 72 à 113).

14. — 1° *Nombre des experts* (Rép. n° 73 à 89). — On sait qu'en principe les experts doivent être nommés en nombre impair. A défaut par les parties de s'entendre sur un ou trois noms, le tribunal doit désigner trois experts. Il a été jugé que ce nombre ne peut être dépassé, et qu'en conséquence, la visite ou l'estimation de marchandises à laquelle a concouru, indépendamment des experts nommés, un quatrième expert, dont le tribunal s'est fait accompagner comme pouvant mieux que personne apprécier les défauts de la marchandise, est nulle (Civ. cass. 22 juill. 1850, aff. Raquet, D. P. 50. 1. 220).

15. Lorsqu'il s'agit d'une expertise ordonnée d'office et sans conclusions des parties, le tribunal doit-il commettre trois experts ou peut-il n'en nommer qu'un seul? La *Revue* a fait connaître (n° 72) les raisons graves qui militent en faveur de cette dernière solution, tout en concluant à l'irrégularité d'une semblable expertise au point de vue rigoureusement juridique. Cette doctrine est encore enseignée par MM. Pigeon, n° 97, p. 32-40, et Rodière, t. 2, p. 160. La jurisprudence, après avoir varié, paraît fixée dans le sens de la validité de la commission d'un seul expert, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'une expertise prescrite par la loi ou demandée par les parties (Req. 16 avr. 1855, aff. Lafanchère, D. P. 55. 1. 203; 25 mai 1859, aff. L'Éclat, D. P. 59. 1. 463; 15 juill. 1861, aff. Desmonts, D. P. 62. 1. 31; 11 août 1868 (1); 10 nov. 1868, aff. Bernard, D. P. 69. 1. 123; 14 mai 1872, aff. Commune de Cormaranche, D. P. 73. 1. 216; 18 mars 1873, aff. Augé-Colin, D. P. 74. 1. 265; 30 juin 1886, aff. Henri Bonnal, D. P. 86. 5. 218; Lyon, 24 mars 1876, *infra*, n° 39; Besançon, 1<sup>er</sup> août 1888, aff. Comp. la Confiance, D. P. 89. 2. 292). — V. en ce sens : Rousseau et Laisney, v° *Expertise*, n° 18; Vasserot, *Manuel des experts*, n° 41; O. Dejean, n° 197, p. 45.

16. Il est certain qu'en dehors du cas de l'expertise ordonnée d'office, la décision qui ne commettait qu'un seul expert serait irrégulière. Ainsi la cour de cassation a annulé : 1° un jugement qui, lorsqu'une expertise était requise par les parties, avait nommé un seul expert, sans que les parties eussent déclaré consentir à ce que cette expertise fût confiée à moins de trois experts (Civ. cass. 20 nov. 1866, aff. Teyssier, D. P. 66. 1. 439); — 2° Un jugement nommant un seul expert pour procéder à une expertise demandée par l'une des parties, alors qu'il n'apparaissait pas que l'autre eût consenti à cette nomination (Civ. cass. 15 mars 1881, aff. Commune de Vaison, D. P. 81. 1. 255; 17 juin 1885, aff. Bélier, D. P. 86. 1. 215).

17. Le consentement des parties pourrait, d'ailleurs, couvrir cette nullité. Il a été jugé, en ce sens : 1° que les parties qui, en suivant sans protestation les opérations de l'expertise, ont, par là, consenti à ce que l'expert opérât seul, ne sont pas recevables à demander pour cette cause la nullité du rapport de l'expert (Grenoble, 16 mai 1867, aff. Clavel, D. P. 67. 5. 190); — 2° Que la partie qui a accepté le jugement ordonnant une expertise, sous la seule réserve de contester les résultats de cette expertise, n'est plus recevable à invoquer la nullité résultant de ce que le tribunal a d'office désigné un seul expert (Req. 24 mars 1873, aff. Mercier, D. P. 74. 1. 29); — 3° Que la disposition d'un jugement portant que l'expert a été dispensé du serment du

consentement des parties renferme une constatation suffisante de leur consentement à la nomination d'un seul expert (Req. 7 nov. 1888, aff. Lambert, D. P. 89. 1. 407).

18. Lorsqu'il s'agit, non plus d'une mesure d'instruction, mais de l'exécution d'un jugement, la jurisprudence reconnaît encore au tribunal le pouvoir de ne désigner qu'un seul expert chargé de surveiller cette exécution. C'est ce qui a été jugé dans une hypothèse d'autant plus remarquable que, devant la cour d'appel, l'appelant avait formellement conclu à la nomination de trois experts (Req. 19 avr. 1870, aff. Chautemps, D. P. 72. 1. 322). Il avait déjà été jugé, dans le même sens, qu'en cas d'expertise d'office confiée à un seul expert, les juges saisis par les parties de la demande d'une nouvelle expertise, peuvent de nouveau nommer le même expert, sans adjonction d'autres experts, si, au lieu d'ordonner une expertise nouvelle, ils se bornent à prescrire une simple surveillance des travaux dont la nécessité a été reconnue lors de l'expertise d'office, et la constatation de ces travaux (Req. 15 juill. 1861, aff. Desmonts, D. P. 62. 1. 31).

19. D'après une pratique constante suivie à Paris et dans plusieurs ressorts, le juge des référés peut, quand il ordonne une expertise, décider qu'il sera procédé aux opérations par un seul expert. Il puise ce pouvoir dans l'urgence et les nécessités de la cause. Soumettre l'expertise, en pareil cas, aux règles des art. 303 et suiv., ce serait enlever au référé sa raison d'être et son utilité. La légitimité de cette pratique a été consacrée par la cour de cassation (Civ. rej. 28 août 1877, aff. Saussine, D. P. 78. 1. 213. V. dans le même sens : Grenoble, 13 juill. 1872, aff. Pons, D. P. 76. 2. 164; Req. 15 juin 1874, aff. Bonnel, D. P. 76. 1. 167; O. Dejean, n° 169 et suiv.).

Le juge des référés peut-il en commettant l'expert le dispenser d'office du serment? V. *infra*, n° 38.

Lorsqu'une expertise a été régulièrement ordonnée par le juge des référés et qu'il y a été procédé contradictoirement entre les parties, le travail de l'expert peut servir ensuite d'élément de décision dans le procès à intervenir sur le fond (Req. 15 juin 1874, précité; 24 juill. 1888, aff. Viargues, D. P. 89. 1. 207).

20. — 2° *Nomination des experts. — Qualité* (Rép. n° 90 à 99). — Les art. 304 et 305 c. pr. civ. réservent aux parties le droit de choisir les experts, et la désignation faite par le tribunal, à défaut de nomination par les parties avant le jugement, est subordonnée à la condition qu'un accord n'interviendra pas entre les plaideurs dans un délai de trois jours. Une décision qui ne réserverait pas l'exercice de cette faculté serait nulle (Civ. cass. 20 nov. 1866, aff. Teyssier, D. P. 66. 1. 439; 15 mars 1881, aff. Commune de Vaison, D. P. 81. 1. 255). — En serait-il encore de même, s'il était constant qu'aucun accord ne peut intervenir entre les parties? La cour de Bruxelles a décidé qu'en pareil cas le jugement qui ne réserve pas aux parties la faculté de choisir les experts n'est pas entaché de nullité (Bruxelles, 25 nov. 1880, *Pasieris belge*, aff. Michau, 1881. 2. 51).

21. Il a encore été jugé que la nomination d'un expert, faite d'office par le tribunal, pour le cas où la partie à laquelle un expert est nommé ne présenterait pas le sien dans les trois jours, peut être déclarée sans effet, quoiqu'aucun expert n'ait été présenté dans le délai prescrit, s'il est établi qu'il en avait été désigné un antérieurement, et que cette désignation, faite suivant les formalités légales, avait été dissimulée au tribunal. (Req. 14 avr. 1855, aff. Lesanne, D. P. 55. 1. 181).

22. Il est enseigné au Rép. n° 94 que le délai de l'art. 305 est fatal, sauf le pouvoir laissé aux juges d'accepter une présentation faite tardivement. MM. Garsonnet, t. 2, p. 557; O. Dejean, n° 229, p. 53-54 pensent que ce délai est seulement comminatoire et que la faculté de présentation existe jusqu'à la prestation de serment par les experts commis

(1) (Commune de Saint-Vincent C. Delcros et autres.) — La cour; — Attendu que si, aux termes de l'art. 363 c. proc. civ., l'expertise ordonnée sur la demande des parties doit être confiée à trois experts, cette règle n'est point applicable au cas où l'expertise ordonnée d'office par le juge a pour objet une vérification qu'il croit utile; — Attendu que, dans l'espèce, il résulte des qualités que ce n'est pas sur la demande des parties,

mais d'office, que le sieur Verbey fut chargé de faire aux lieux contentieux adaptation du cadastre de 1758 et 1850; — Qu'ainsi il ne saurait y avoir violation de l'art. 303 c. proc. civ. Invoqué par le pourvoi; — Rejet de la pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'Agen du 13 mai 1867, etc.

Du 11 août 1868. — Ch. req. — MM. Nachez, f. f. pr. — Anspach, rap. — Savary, av. gén., c. conf. — Albert Gigot, av.

par le jugement. La jurisprudence paraît favorable à ce dernier système. Un arrêt a décidé que le délai de l'art. 305 est comminatoire, toutes les fois que le jugement ne porte point en termes formels que, passé le délai, les parties seront déchues du droit de choisir les experts (Colmar, 2 avr. 1851, aff. Bouché, D. P. 54. 5. 336).

**23.** — 3<sup>e</sup> *Mode et délai de la nomination* (Rép. n° 100 à 113). — La nomination doit être faite par un jugement. Cependant, d'après la cour de cassation, l'art. 305 qui exige que la désignation émane du tribunal lui-même, et non d'un président ou d'un juge, ne met pas obstacle à ce que, en cas de commission rogatoire, la nomination de l'expert soit confiée à un seul juge, et non à un tribunal tout entier (Req. 20 mars 1860, aff. Bardey, D. P. 60. 1. 398. — V. *contrà* : Rép. v° *Instruction civile*, n° 82).

**24.** Le point de départ du délai est la signification à avoué dans les causes contradictoires. Toutefois, il n'en est ainsi que pour les expertises demandées par les parties ou prescrites par la loi. Lorsqu'un tribunal ordonne d'office une vérification par experts, il peut imposer un autre point de départ au délai, par exemple, la prononciation du jugement (Civ. rej. 8 nov. 1869, aff. l'abbé Rey, D. P. 69. 1. 501).

**25.** L'arrêt de la cour de Colmar, du 2 avr. 1851, cité *suprà*, n° 22, admet que, même en supposant que le délai de l'art. 305 doive être considéré comme fatal, il ne pourrait, à l'égard de celle des parties qui a signifié le jugement, courir qu'à dater de la contre-signification qui lui en aurait été faite par l'autre partie.

§ 5. — De l'acceptation de la mission d'expert et de ses conséquences. — Incident, frais, dommages-intérêts, contrainte par corps (Rép. n° 114 à 123).

**26.** Les principes exposés au Rép. n° 116 et suiv. sur la responsabilité des experts en cas de refus de remplir leur mission ou de retard dans le dépôt du rapport, n'ont pas subi de modifications notables, excepté en ce qui concerne la contrainte par corps. Depuis la loi du 22 juill. 1867 (D. P. 67. 4. 75. V. *suprà*, v° *Contrainte par corps*, n° 7 et suiv.), la contrainte par corps étant abolie en matière civile ne peut plus être exercée contre les experts en retard de déposer leur rapport.

Il a été jugé, depuis, que le tiers expert régulièrement commis ne peut être pris à partie et remplacé, alors qu'il n'a pas refusé de remplir sa mission et qu'il ne s'est pas constitué en retard sans motifs pour le dépôt de son rapport, mais qu'il a seulement réclamé une pièce qu'il croyait indispensable à l'accomplissement de son mandat. Le droit de la partie intéressée se borne, dans ce cas, à faire statuer contradictoirement avec l'adversaire sur le mérite de cette exigence (Angers, 5 déc. 1877, aff. Méliesson, D. P. 78. 2. 120).

§ 6. — De la récusation des experts (Rép. n° 124 à 158).

**27.** Quant à la récusation des experts, on sait qu'il faut distinguer entre les experts choisis par les parties, ceux désignés, à leur défaut, par le tribunal, et enfin ceux nommés d'office. Pour les premiers, le choix dont ils sont l'objet exclut toute récusation dans le passé. Le droit de récusation se restreint donc aux faits qui peuvent se produire entre le moment où les experts ont reçu leur mandat et celui de la prestation de serment. Pour les seconds et les derniers, tout motif de reproche antérieur peut être proposé (V. Rép. n° 131; Garsonnet, t. 2, p. 563; O. Dejean, n° 236 et suiv., p. 56 et suiv.; Pigeon, n° 67, p. 27).

**28.** D'après M. Garsonnet, *loc. cit.*, la récusation suppose, pour les experts désignés par le tribunal, que le jugement de nomination n'est plus susceptible d'appel. En ce sens, il a été jugé qu'on peut attaquer par voie d'appel la désignation d'un expert faite en première instance, et qu'on n'est obligé de recourir à la récusation que lorsque la désignation a été faite par un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée (Agen, 11 déc. 1850, aff. Pommès, D. P. 51. 2. 54). La cour de Gand a cependant jugé, depuis, que le choix d'un expert fait par le premier juge ne peut être critiqué par voie d'appel et ne peut l'être qu'au moyen de la récusation (Gand, 29 juin 1871, *Journal des avoués*, t. 97, p. 79).

**29.** Les reproches qui peuvent être invoqués contre les experts sont ceux que l'art. 283 c. proc. civ. énumère pour les témoins. M. Pigeon fait toutefois observer avec raison, n° 15, p. 13, qu'il y a lieu d'appliquer les règles de l'art. 283 avec plus de sévérité à l'expert qu'au témoin, « parce que le premier a un rôle plus prépondérant, qu'il apporte un concours plus direct à la décision du juge, et que, par conséquent, il doit être tenu plus éloigné de tout soupçon de dépendance et de partialité.

**30.** Après des hésitations, la jurisprudence admet aujourd'hui que l'énumération de l'art. 283 c. proc. civ. n'est que démonstrative et non limitative (V. *suprà*, v° *Enquête*, n° 198 et les arrêts cités au Rép. n° 128). — Les tribunaux restent maîtres d'apprécier le mérite du reproche. Il a été jugé : 1<sup>o</sup> qu'il n'y a pas lieu de récuser un expert comme ayant donné un certificat sur les faits relatifs au procès, par ce motif qu'il a procédé antérieurement comme arbitre convenu, et préparé sur l'objet de la contestation une sentence arbitrale qui, d'ailleurs, n'a pas été portée à la connaissance des parties (Req. 8 mai 1872, aff. Dulau, D. P. 73. 1. 29); — 2<sup>o</sup> Que, pareillement, on ne peut récuser comme expert le médecin qui a délivré un certificat avant toute contestation, alors qu'il est constant que le certificat n'a point été donné en vue d'un procès qui n'existait pas et dont il n'était pas encore question (Lyon, 24 mars 1876, *suprà*, v° *Dispositions entre vifs*, n° 528).

**31.** A plus forte raison, comme le fait observer M. Pigeon (n° 291, p. 67), des experts ne pourraient non plus être recusés par le seul motif qu'ils auraient accompli la même mission dans d'autres litiges, soulevant des questions analogues à celles qu'ils sont de nouveau appelés à résoudre, l'expert qui a rempli, sous la foi du serment, une mission légale ne pouvant être assimilé au témoin qui, spontanément ou à la sollicitation d'une des parties, a donné un certificat sur l'objet du procès (Bordeaux, 20 juill. 1874, *Recueil de Bordeaux*, t. 49, p. 321).

**32.** Conformément à la doctrine exposée au Rép. n° 133, la récusation d'un expert ne peut être admise en dehors des conditions déterminées par le code de procédure. Spécialement, soit qu'il s'agisse d'experts nommés d'office, soit qu'il s'agisse d'experts désignés par les parties, la récusation ne peut être proposée pour des causes survenues depuis la prestation du serment et alors que, par suite, les opérations de l'expertise sont réputées commencées. Mais, dans ce cas, la partie conserve la faculté de proposer contre les experts tels motifs de suspicion qui seraient de nature à déterminer les juges à ne pas suivre leur avis (Paris, 9 avr. 1864, aff. Colin, D. P. 64. 2. 155). Cette décision a été critiquée par Pigeon (n° 69, p. 28 et suiv.) : « Comment, dit cet auteur, la ratification des parties pourrait-elle porter sur des faits postérieurs à cette ratification? et, pour aussi prompt qu'on veuille la demande en récusation, comment l'exiger antérieure à la naissance des faits qui la justifient? On objecte que la solennité et la gravité d'un acte tel que le serment emportent, dans l'esprit de la loi, une garantie contre toute corruption, mais cette formalité couvrira-t-elle aussi l'expert convaincu de vol ou de crime dans le cours de l'expertise? Ce système conduit à des conséquences trop choquantes pour être admis... ».

**33.** L'art. 309 c. proc. civ. dispose que la partie qui aura des moyens de récusation à proposer sera tenue de le faire *dans les trois jours de la nomination*. D'après le Rép. n° 138, ce texte devrait être interprété littéralement, toutes les fois que l'affaire a été contradictoire. Cette question est encore controversée en doctrine et a donné naissance à plusieurs systèmes. Le premier donne pour point de départ au délai la nomination, un autre, la signification du jugement. Dans une troisième opinion, le délai ne commence à courir qu'après l'expiration des trois jours accordés pour désigner les experts; c'est-à-dire, en fait, six jours après la signification à avoué. « Cette solution, dit M. Garsonnet, t. 2, p. 564, qui ne s'écarte du texte que le moins possible a le double avantage d'éviter une forclusion tout à fait injuste et d'être conforme au principe que les parties sont censées ignorer les jugements qui ne leur ont pas été signifiés » (V. en ce sens : O. Dejean, *op. cit.*, n° 249, p. 58. — *Contrà* : Pigeon, n° 71 et 72, p. 30).

Aux décisions en sens divers rapportées au Rép. n° 139

et suiv. on peut ajouter un arrêt de la cour de Paris, d'après lequel le délai de trois jours pour la récusation des experts ne court pas à partir du jugement qui les a nommés, mais seulement à compter du jour de la signification de ce jugement (Paris, 5 mai 1875, aff. Desbordes, D. P. 76. 2. 120).

§ 7. — Du remplacement des experts en cas de non-acceptation, d'empêchement ou de récusation (*Rép.* nos 159 à 162).

34. Cette matière n'a pas fait l'objet d'applications nouvelles en jurisprudence (V. toutefois n° 26; et Rousseau et Laisney, v° *Expertise*, n° 46 et suiv., p. 403; O. Dejean, n° 348 et suiv., p. 78 et suiv.; Pigeon, n° 128 et suiv., p. 51 et suiv.).

§ 8. — Serment des experts, sommation, présence des parties, indication du moment des opérations (*Rép.* nos 163 à 192).

35. La prestation de serment est le premier acte de l'expertise; c'est une formalité substantielle qui imprime aux experts leur caractère officiel et dont l'omission entraîne la nullité de leurs opérations. Jusqu'au serment, l'expert qui n'en est pas dispensé ne peut procéder à sa mission. A plus forte raison ne pourrait-il être actionné en dépôt de son rapport; il pourrait exciper, en tout état de cause, même pour la première fois en appel, du défaut de qualité résultant de ce qu'il n'a pas prêté serment (Orléans, 21 janv. 1860, aff. Hulin-Pelgé, D. P. 61. 5. 204).

36. On a vu toutefois au *Rép.* n° 166 que l'ordre public n'est pas intéressé dans la matière et que les parties, maîtresses de leurs droits, peuvent dispenser les experts de prêter serment (Paris, 28 nov. 1868) (1). Le consentement peut même être tacite.

37. Mais les parties seules ont qualité pour accorder cette dispense, même lorsque le tribunal nomme les experts d'office. A défaut de consentement des parties, l'expertise devrait être annulée (Req. 14 juill. 1857, aff. Régnier, D. P. 57. 1. 398; Aix, 19 févr. 1867, aff. Pétrillo et Manini, D. P. 67. 5. 191).

38. Il est cependant admis, en pratique, que le juge des référés peut, quand il ordonne une expertise, dispenser d'office l'expert de la prestation du serment (Civ. rej. 28 août 1877, aff. Saussine, D. P. 78. 1. 213. V. en ce sens: Grenoble, 13 juill. 1872, aff. Pons, D. P. 76. 2. 164, et Req. 15 juin 1874, aff. Bonnel, D. P. 76. 1. 67).

39. De ce que la nécessité du serment n'est pas d'ordre public, il résulte : 1° que la nullité résultant du défaut de prestation peut être couverte par l'acquiescement des parties (Aix, 19 févr. 1867, *supra*, n° 37); — 2° Que cette nullité ne saurait être relevée devant la cour de cassation, si elle ne l'a pas été devant les juges d'appel (Req. 14 juill. 1857, *supra*, n° 37).

40. La dispense de prestation de serment ne doit pas être étendue. Si les experts en faveur de qui elle a été consentie viennent à être remplacés, les nouveaux experts sont tenus de prêter serment, sinon le rapport qu'ils dresseraient serait nul. Il doit surtout en être ainsi lorsque ces experts ont été commis d'office et en l'absence de l'une des parties (Alger, 29 mai 1868, V. *supra*, v° *Appel civil*, n° 72).

41. Les règles ci-dessus ne s'appliquent qu'à l'expertise proprement dite. Comme on l'a déjà vu au *Rép.* n° 168, l'homme de l'art chargé de la surveillance de travaux ordonnés par un arrêt entérinant une expertise, ne pouvant être assimilé à un expert appelé à formuler un avis préalable à une décision judiciaire, ne serait pas tenu de prêter, avant le commencement des travaux, le serment prescrit par

l'art. 305 c. proc. civ. (Req. 8 avr. 1879, aff. Toutain, D. P. 79. 1. 480).

42. Aux termes de l'art. 315 c. proc. civ., les experts doivent indiquer au moment de la prestation de serment les jour, lieu et heure de leurs premières opérations. Si une des parties n'est pas présente à la prestation, une sommation doit lui être faite contenant ces indications. Cette sommation comporte l'observation du délai de l'art. 1033 c. proc. civ. Une jurisprudence constante décide que cette formalité est substantielle et applicable en toute matière (Rennes, 2 mai 1861, aff. Martine, D. P. 62. 2. 65; Orléans, 30 déc. 1865, aff. M..., D. P. 66. 2. 68; Req. 28 juin 1869, aff. Biteau, D. P. 71. 1. 223).

43. Cependant, l'essentiel est que les parties soient averties de la prestation. Il n'est pas indispensable que le procès-verbal fasse mention de l'indication des jour, lieu et heure. Dans tous les cas, la nullité qui résulterait de l'observation de cette formalité serait couverte par la présence et le concours des parties aux opérations de l'expertise (Req. 8 mai 1872, aff. Dulau, D. P. 73. 1. 29).

§ 9. — Objet de la mission des experts. — De leurs opérations. — Assistance des parties (*Rép.* nos 193 à 224).

44. C'est un devoir impérieux pour les experts de circonscrire leur mission dans les termes du jugement qui les commet (*Rép.* n° 195). Ainsi ils ne peuvent, à peine de nullité de leurs opérations, porter leurs recherches sur des faits placés en dehors de cette mission, à moins d'y être autorisés par le consentement de toutes les parties (Civ. cass. 28 févr. 1881, et Civ. rej. 1<sup>er</sup> mars 1881, aff. Prince de Joinville, D. P. 81. 1. 300; 22 oct. 1889, aff. Degand, D. P. 90. 1. 62). Spécialement, lorsqu'un expert, dont le mandat était limité aux ouvrages à effectuer dans une maison déterminée, a fait exécuter des travaux à la fois dans cette maison et dans un immeuble contigu, et en a évalué le prix, sans indiquer la part de dépense afférente à chacun des deux immeubles, l'arrêt dont la décision repose sur le rapport de cet expert, alors que l'une des deux parties s'opposait à ce qu'il en fût fait état, doit être annulé comme dépourvu de base légale (Civ. cass. 24 déc. 1883, aff. Grange, D. P. 84. 1. 203-204).

45. Cependant une certaine latitude doit être laissée aux experts dans l'accomplissement de leur mission; et ils peuvent, sans sortir des limites qui leur ont été tracées, s'entourer, par tous les moyens, de documents et de renseignements propres à la manifestation de la vérité (V. O. Dejean, n° 535). Mais pour admettre une dérogation à la règle, il faut qu'il s'agisse de renseignements ou de questions accessoires et que les parties aient consenti à cette extension de la mission des experts; en pareil cas, aucune atteinte n'est portée au droit de défense (Civ. cass. 19 nov. 1878, aff. Bouligaud, D. P. 78. 1. 456, et arrêts des 28 févr. et 1<sup>er</sup> mars 1881, cités *supra*, n° 44).

46. A plus forte raison, le tribunal lui-même pourrait-il, en posant aux experts la question principale du procès, les décider à donner leur opinion sur des questions accessoires relatives, par exemple, au progrès de l'industrie, questions qui seraient de nature à influencer sur la solution du procès (Req. 19 janv. 1876, aff. Lavergne, D. P. 76. 1. 266).

47. Le pouvoir laissé aux experts de se procurer tous les renseignements utiles à leur mission, comporte-t-il le droit de recevoir des témoignages? C'est une question qui a été fort controversée entre les auteurs (*Rép.* nos 196 et suiv.). Aujourd'hui la doctrine paraît s'être ralliée à l'opinion qui autorise les experts à entendre les déclarations des personnes qui peuvent les éclairer, mais sans reconnaître à ces déclara-

(1) (Carvalho et syndic Carvalho C. Padeloup.) — LA COUR; — En ce qui touche l'intervention de Carvalho: — Considérant qu'il n'était pas en cause devant le juge de référé, et qu'il intervient pour la première fois devant la cour; — Considérant que cette intervention ne pourrait être reçue, aux termes de l'art. 466 c. proc. civ., que si Carvalho avait droit de former tierce opposition; — Considérant qu'il résulte des dispositions des art. 474 et suiv. et 800 c. proc. civ. que la voie extraordinaire de la tierce opposition pour attaquer les jugements n'est pas admissible contre les décisions émanées du juge de référé; — Que les formalités imposées à cette procédure sont

inconciliables avec la nature de ces décisions provisoires et la promptitude qu'elles exigent; — Considérant que tous experts commis par justice sont assujettis au serment pour garantir l'accomplissement de leur mission; qu'ils ne pourraient en être dispensés que du consentement des parties, et que cette formalité est de rigueur lorsqu'une des parties la requiert; — Par ces motifs, déclare l'intervention de Carvalho non recevable, et statuait sur l'appel, etc.

Du 28 nov. 1868.-C. de Paris, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Casenave, pr.-Dupré-Lasale, 1<sup>er</sup> av. gén.-Martini, Mathieu, Paillard de Villeneuve et Marie, av.



raisons le caractère d'un témoignage en justice. De plus, il est essentiel que le rapport ne soit pas uniquement fondé sur ces dépositions et qu'il repose principalement sur les constatations matérielles opérées par les experts (Garsonnet, t. 2, p. 572; O. Dejean, n° 455 et suiv., p. 104; Pigeon, n° 154-156, p. 61 et suiv.; Rousseau et Laisney, v° *Expertise*, n° 78 et 79).

46. La jurisprudence décide dans le même sens : 1° que les experts commis par justice peuvent être autorisés par le tribunal à faire une enquête officieuse destinée à leur procurer de simples renseignements (Req. 17 nov. 1858, aff. Anouy, D. P. 59. 1. 32; 6 nov. 1868, aff. Boornat, D. P. 89. 1. 230; — 2° Que l'enquête doit être considérée comme ayant ce caractère, lorsque les témoins ont volontairement comparu devant les experts, sans dénomination aux parties, et qu'ils n'ont ni prêté serment, ni signé leurs déclarations (Req. 23 nov. 1857, aff. Blondin, D. P. 58. 1. 56); — 3° Que les experts pourraient, même d'office, entendre des témoins à titre de renseignements, et qu'en conséquence, on ne doit pas considérer comme illégale une expertise au cours de laquelle des témoins 78, dans l'espèce ont été entendus par les experts s'il est constant que ceux-ci ont fondé leur opinion, non pas seulement sur les indications ainsi recueillies, mais aussi sur les vérifications matérielles auxquelles il ont eux-mêmes procédé (Req. 31 juill. 1872, aff. Guillon, D. P. 73. 1. 489). — « Ce dernier arrêt, dit M. Pigeon, (n° 155, p. 62), signale bien, selon nous, le danger qu'il y aurait à laisser les experts se livrer à des enquêtes régulières; il arriverait, en effet, que les experts au lieu de rapporter au juge des éclaircissements que celui-ci ne peut obtenir personnellement, et une opinion basée sur la visite et sur les constatations qu'il ne peut pas faire, lui fourniraient simplement une relation des faits établis par les témoins, et une opinion basée sur l'enquête, faits que le juge aurait pu connaître par lui-même, opinion qu'il se serait faite aussi bien que les experts; le but de l'expertise serait donc complètement manqué. Quand la nécessité d'établir un fait par une enquête est telle que les experts ne peuvent continuer leur travail sans que le fait soit établi, ils doivent, par une déclaration porter cette circonstance à la connaissance du juge et surseoir aux opérations jusqu'à ce que les éclaircissements nécessaires soient rapportés ».

47. Dans un esprit conforme à la jurisprudence rapportée ci-dessus, il a encore été jugé que la décision qui prescrit une expertise pour rechercher le dommage causé à une récolte enlevée depuis, peut autoriser les experts à procéder par voie de commune renommée et à entendre des témoins à titre de renseignements. En statuant ainsi, le jugement ne contrevient pas aux dispositions de la loi qui veulent que les enquêtes par voie de commune renommée ne soient confiées qu'à des juges et n'aient lieu que dans des cas limitativement déterminés. En effet, ici, l'audition officieuse des témoins n'a pour but que de compléter les recherches des experts (Req. 5 mai 1884, aff. Parmentier, D. P. 84. 1. 295).

48. Par application, en sens contraire, du même principe, il a été décidé que les experts chargés, dans une instance relative à la propriété d'un immeuble, de constater l'état des lieux litigieux, et de faire à ces lieux l'application des titres respectivement produits, ne peuvent être autorisés à entendre des témoins sur les faits de possession qui seraient allégués par les parties; les juges peuvent seulement leur donner la mission de recueillir les renseignements se rattachant exclusivement aux vérifications et aux applications de titres qui ont été ordonnées (Rennes, 8 janv. 1859, aff. Rogier, D. P. 59. 2. 107).

49. En tout cas, la partie qui a concouru à désigner les témoins entendus, et qui n'a élevé à cet égard aucune réclamation en première instance, serait non recevable à exciper en appel de cette irrégularité (Req. 31 juill. 1872, aff. Guillon, D. P. 73. 1. 489).

50. Comme on l'a vu au *Rep.* n° 200, les opérations des experts doivent être communes; ils ne peuvent procéder séparément ni déléguer tout ou partie de leurs fonctions à l'un d'eux. Ceci doit s'entendre de l'ensemble de la mission, et non des détails. Aussi a-t-on pu juger, sans contrevenir au principe : 1° que la non-présence de l'un des experts à une opération de l'expertise ne portant que sur un point accessoire et qui, en outre, a eu lieu avec l'assis-

tance d'hommes spéciaux que les autres experts se sont adjoints, et en présence des parties intéressées, n'est pas une cause de nullité (Req. 13 nov. 1867, aff. Economie, D. P. 68. 1. 214; — 2° Qu'une expertise n'est pas nulle à raison de ce que, après avoir visité ensemble la fosse de mines dont ils devaient apprécier les produits, les experts ont chargé l'un d'eux de recueillir les échantillons d'essais, s'il s'agissait d'une opération purement matérielle, sans qu'en ont pas moins concouru conjointement à l'œuvre commune, et si l'opération accomplie sous les yeux des agents des parties n'a provoqué aucune réclamation (Req. 15 mai 1871, aff. Compagnie des houilles de l'Escarpelle, D. P. 71. 1. 376).

51. Les opérations des experts doivent se faire en présence des parties ou elles dûment appelées (*Rep.* n° 199). Cette règle, qui n'est que la conséquence naturelle du droit de défense, a cependant soulevé dans l'application des questions délicates. Le code de procédure civile n'attachant la sanction de la nullité à aucune des dispositions relatives à l'expertise, on est amené à se demander quelles sont les formalités substantielles dont l'omission entraîne la nullité de l'expertise. La présence des parties aux opérations est-elle de ce nombre? En principe, l'affirmative est certaine en jurisprudence (Civ. cass. 5 fevr. 1879, aff. Fivel, D. P. 79. 1. 126; Civ. rej. 5 janv. 1861, aff. Bonneau, D. P. 81. 1. 129; Paris, 18 juill. 1870, aff. Coulon, D. P. 71. 2. 14; Caen, 22 avr. 1874, aff. Legeay, D. P. 76. 5. 229; Riom, 3 déc. 1885, aff. Esquiron, D. P. 86. 2. 219; Paris, 27 fevr. 1886, aff. Sucrerie de Voves, D. P. 88. 2. 191. En ce sens, V. Pigeon, *Procédure civile*, 4<sup>e</sup> éd., t. 1, p. 376; Favart de Langlade, *Répertoire*, v° *Rapport d'experts*, t. 4, p. 703; Carré et Chavveau, t. 3, quest. 1186; Rousseau et Laisney, *op. cit.*, v° *Expertise*, n° 65 et 70; O. Dejean, *op. cit.*, n° 397 et suiv. — Deux arrêts de la cour de cassation (Req. 28 nov. 1871, aff. Arnette, D. P. 72. 1. 59; 18 déc. 1871, aff. Colonna Cesari, D. P. 71. 1. 297) pouvaient faire supposer que la cour de cassation avait hésité à consacrer la règle qui vient d'être rapportée. Le premier 28 nov. 1871 n'avait pas résolu la question de savoir si une expertise est régulière lorsqu'il y a été procédé hors la présence des parties et sans qu'elles eussent été appelées, alors qu'une première séance tenue en leur présence avait été simplement préparatoire. Le second 18 déc. 1871 décidait que l'observation des formalités prescrites par les art. 315 et suiv. c. proc. civ. n'entraîne pas nécessairement la nullité de l'expertise. Mais il convient de remarquer que dans l'espèce de ce dernier arrêt les parties avaient été appelées par une notification faite à leur domicile réel, et qu'il s'agissait de savoir si cet acte pouvait équivaloir à la sommation par acte d'avoué. La liberté de la défense n'étant pas compromise, la cour a pu, avec raison, ne pas annuler l'expertise.

52. Il est donc constant que la nullité serait encourue toutes les fois que le défaut de convocation des parties porterait atteinte aux droits de la défense. A cet égard, les tribunaux ont un droit d'appréciation dont ils doivent user lorsque les parties n'ont pas été appelées à toutes les opérations de l'expertise. L'expertise devra être validée ou annulée, suivant l'importance plus ou moins grande des opérations auxquelles les parties n'ont pas été convoquées.

Mais, pour que la décision validant une expertise faite dans de semblables conditions soit justifiée, il faut que les termes de cette décision indiquent que le juge a fait usage du pouvoir dont il est investi, et qu'il a reconnu, avant de décider, que les parties n'avaient pas un intérêt sérieux à ce que les vérifications dont il s'agissait eussent lieu en leur présence. Ainsi, un arrêt a pu être cassé pour avoir validé une expertise en se bornant à déclarer que les parties « avaient assisté aux premières et aux plus importantes opérations de l'expertise ». Dans l'espèce, après une première visite des experts faite en présence des parties, l'expertise avait été convertie momentanément en arbitrage, puis les experts, reprenant leurs fonctions primitives, avaient procédé à de nouvelles vérifications auxquelles l'une des parties n'avait pas été mise en demeure d'assister (Civ. cass. 5 fevr. 1879, aff. Fivel, D. P. 79. 1. 126).

53. Il a été jugé, comme conséquences du principe posé ci-dessus : 1° qu'il ne suffit pas qu'une partie ait été présente à la première vacation consacrée à la visite générale des



liées; qu'elle doit encore être appelée aux vacations suivantes employées aux constatations de détail (Paris, 18 juill. 1870, aff. Coulon, D. P. 71. 2. 14); — 2° Que l'expertise à laquelle il a été procédé sans sommation préalable des parties pour le jour où elle a été faite est nulle, bien que, d'ailleurs, ces parties aient reçu sommation pour un jour antérieur (Riom, 3 déc. 1885, aff. Esquirou, D. P. 86. 2. 219); — 3° Qu'il en est encore ainsi dans le cas où les experts se sont présentés chez les parties non sommées et les ont averties qu'ils allaient procéder à leurs opérations; si, d'ailleurs, les parties n'y ont pas assisté (Paris, 27 févr. 1886, aff. Sucrerie de Voves, D. P. 88. 2. 191).

56. Les experts pourraient-ils procéder valablement, en l'absence des parties, à une opération dont le caractère scientifique exclut l'ingérence de ces dernières, ou exige de la part des hommes de l'art une liberté de réflexion que cette présence gênerait? La question semble n'avoir pas été discutée en doctrine, mais la cour de cassation a admis qu'en pareil cas l'expertise ne devait pas être annulée. Ainsi, il a été jugé : 1° que la visite corporelle d'une personne blessée par imprudence peut avoir lieu hors de la présence de l'adversaire (Req. 2 déc. 1868, aff. Fauchet, D. P. 81. 1. 129, et note. V. aussi, n° 4; Req. 15 juin 1870, aff. Denis, D. P. 71. 1. 64); — 2° Qu'une expertise est régulière, quoique l'analyse chimique qui était l'un de ses objets ait été faite en l'absence des parties, si cette analyse était terminée lorsque celles des parties qui contestent ont demandé à y être admises, et si, d'ailleurs, ces parties ont assisté à toutes les opérations essentielles de l'expertise et ont été mises à même, par les détails contenus dans le rapport des experts sur la marche et sur la méthode suivies dans l'analyse chimique et sur ses résultats, d'exercer utilement leur droit de contrôle et de critique (Civ. rej. 5 janv. 1881, aff. Compagnie française du Gaz, D. P. 81. 1. 129, et la note). — Dans ces deux cas, il est impossible de prétendre que le droit de défense se trouve lésé, puisque le caractère spécial des constatations des experts exclut le concours, sinon le contrôle, des parties.

57. Mais l'expertise doit être annulée lorsque, ayant pour objet de vérifier si un établissement industriel donné à bail remplissait certaines conditions d'aménagement exigées par le contrat, l'expert, après avoir déclaré qu'il visiterait, à titre de comparaison, un autre établissement de même nature, a procédé à cette opération décisive sans aucune indication préalable du lieu et du jour où elle s'accomplirait et en présence d'une seule des parties (Civ. cass. 23 août 1881, aff. Richarme, D. P. 81. 1. 470).

58. De même est irrégulière l'expertise à laquelle il a été procédé, en pays étranger, sur la demande de l'acheteur d'une marchandise, à l'effet d'en faire vérifier l'état au moment de la livraison, lorsque le vendeur ou ses représentants n'y ont pas été appelés, et que, d'ailleurs, elle a été faite en dehors des conditions de lieu et de remise d'échantillons réglées par une convention expresse (Angers, 10 nov. 1869, aff. Cornilleau, D. P. 69. 2. 205).

59. Il est évident que la règle qui exige la présence des parties ne peut s'appliquer qu'aux personnes présentes au procès au moment où il est procédé à l'expertise. Le garant, par exemple, appelé en cause après la nomination d'un expert et le dépôt de son rapport, ne serait pas fondé à se plaindre de n'avoir pas été appelé aux opérations de l'expertise, alors surtout que sa défense a été repoussée par des motifs pris en dehors du rapport de l'expert (Req. 22 nov. 1871, aff. Lasne, D. P. 72. 1. 72).

60. En matière de vices rédhibitoires on a vu (Rép. v° Vices rédhibitoires, n° 268) qu'il était admis généralement que la loi du 20 mai 1838, art. 5, n'imposait pas l'obligation de mettre le vendeur en demeure d'assister à l'expertise (Conf. Req. 9 mai 1876, aff. Chamerois-Patquetot, D. P. 77. 1. 491). Depuis lors, la loi du 2 août 1884, art. 7 et 8 (D. P. 84. 4. 121) a réglé la question : le vendeur doit être cité, à moins que le juge de paix n'en ordonne autrement, à raison de l'urgence ou de l'éloignement.

61. Lorsque les opérations sont interrompues, les experts avertissent les parties du moment où elles seront reprises. La partie qui a assisté à une première vacation, et qui a été régulièrement avertie de la date à laquelle la seconde devait avoir lieu, ne peut donc se prévaloir de son absence à cette

opération pour demander la nullité de l'expertise (Req. 6 juin 1887, aff. Roux, D. P. 87. 5. 217). L'avertissement peut être donné même verbalement, et une sommation ne serait nécessaire que si l'expertise avait été ajournée à une époque indéterminée. En conséquence, il a été jugé que les parties avaient été légalement averties lorsque le procès-verbal d'expertise constaté que les experts ont fixé le jour de la continuation de leurs opérations et en ont averti les parties (Req. 21 déc. 1886, aff. d'Ortoli, D. P. 87. 1. 409).

62. Il convient d'ajouter, comme on l'a dit Rép. n° 213, que les experts peuvent toujours, même sans en avertir les parties, prendre des renseignements afin de compléter leur travail, par exemple, examiner les titres remis (Req. 9 août 1876, aff. Barguillet, D. P. 78. 1. 18. V. en ce sens : Req. 2 déc. 1868, aff. Fauchet et Buray, D. P. 81. 1. 129, note; 7 juin 1869, aff. Daniel et comp. D. P. 71. 1. 117; 15 nov. 1886, aff. Delalande, D. P. 87. 1. 495). Il en serait ainsi, à plus forte raison, si ces renseignements accessoires n'avaient pu être fournis qu'avec le concours des parties ou de leurs représentants (Arrêt précité du 7 juin 1869), ou si le rapport contenait sur les éléments d'information ainsi recueillis des détails suffisants pour permettre aux parties de les contrôler (Arrêt précité du 15 nov. 1886).

63. Si les opérations des experts doivent être soumises au contrôle des parties, il n'est pas moins certain que la confection du rapport reste secrète (Rép. n° 217). Il serait donc superflu de sommer les parties d'y assister (Req. 26 nov. 1866, aff. Collongues, D. P. 67. 1. 64; 2 déc. 1868, aff. Fauchet et Buray, D. P. 81. 1. 129, note; 7 juin 1869, aff. Daniel et comp.; D. P. 71. 1. 117). Il suffit que les parties, informées des opérations des experts, aient été mises en mesure de présenter toutes les observations utiles à leur cause.

64. Sur le caractère de la nullité encourue par suite de la non convocation des parties et le moment où elle doit être proposée, V. Rép. n° 273, et *infra*, n° 88.

§ 10. — Avis des experts. — Leurs motifs (Rép. nos 225 à 230).

65. L'art. 318 c. proc. civ. porte que les experts dresseront un seul rapport, avec énonciation, en cas d'avis différents, des motifs des divers avis, mais sans indication de l'avis personnel de chacun des experts. Conformément à sa jurisprudence antérieure (V. Rép. n° 234), la cour de cassation a décidé que cette prohibition n'est pas prescrite à peine de nullité (Req. 1<sup>re</sup> févr. 1864, aff. Comp. la Providence, D. P. 64. 1. 135). Par suite, un rapport n'est pas nul par cela seul qu'il fait connaître le nom de l'expert dont l'opinion n'a pas été conforme à l'avis de la majorité (Aix, 7 févr. 1878, aff. Tyskiewicz, D. P. 80. 5. 188).

66. L'avis des experts doit être motivé; mais on a vu (Rép. nos 226 et suiv.) que la loi n'impose à cet égard aucune forme spéciale aux experts. Ainsi, il a été jugé qu'un rapport d'experts indique suffisamment les bases de l'estimation des immeubles dépendant d'une succession lorsque, sans préciser la date de l'estimation, il permet d'établir que cette date doit être reportée soit au moment de l'ouverture de la succession, soit au moment de l'expertise; alors que, dans cet intervalle, la valeur des immeubles n'a pas subi de modification appréciable (Req. 22 juill. 1884, aff. Labrosse, D. P. 85. 1. 233).

67. Mais il pourrait y avoir lieu à une nouvelle expertise dans le cas où les premiers experts n'ont pas fait connaître les bases de leurs estimations et où leur rapport contient, d'ailleurs, des lacunes et des omissions (Poitiers, 25 nov. 1872, aff. Pradeau, D. P. 73. 2. 93).

§ 11. — Confection du rapport (Rép. nos 231 à 248).

68. L'art. 317 c. proc. civ. prescrit aux experts de rédiger leur rapport sur les lieux contentieux ou d'indiquer le lieu, le jour et l'heure où ils le rédigeront. Cette disposition, comme celle de l'art. 318, et toutes les autres concernant l'expertise, n'est pas édictée à peine de nullité (Rép. n° 232). Toutefois, il n'en est ainsi qu'autant que l'omission des formalités légales n'a pas eu pour conséquence de priver les parties des garanties accordées au droit de défense (Poitiers, 25 nov. 1872, aff. Pradeau, D. P. 73. 2. 93).

**69.** Les experts doivent s'entendre pour rédiger un rapport unique (art. 318 c. proc. civ.). Par application du principe posé au paragraphe précédent, il a pu être jugé : 1° que le fait par les experts qui n'ont pu s'entendre d'avoir dressé chacun un rapport séparé, n'emporte pas la nullité de l'expertise, surtout si les experts ont été dispensés par les parties de l'observation des formes tracées par la loi (Req. 1<sup>er</sup> févr. 1864, aff. Comp. la Providence, D. P. 64. 1. 135); — 2° Qu'à supposer que le rapport d'experts, dans lequel un des experts a exprimé un avis contraire à celui des deux autres en refusant d'en donner les raisons, doive être considéré comme vicié dans sa substance, on n'y saurait voir en tous cas qu'une nullité de forme qui n'est pas d'ordre public et à laquelle la partie qui pouvait s'en prévaloir est réputée avoir renoncé, si elle ne l'a pas invoquée avant toute autre défense devant les premiers juges (Req. 2 juill. 1889, aff. Bertrand, D. P. 90. 1. 479). Il y aurait lieu cependant de se demander si le surcroît de frais qui pourrait résulter d'une rédaction multiple, ne devrait pas être laissé à la charge des experts (V. O. Dejean, n° 521, p. 121). — D'autre part, une cour a décidé que si l'un des trois experts s'obstine à consigner son avis dans un rapport distinct, il y a lieu d'en commettre un autre à sa place (Orléans, 17 janv. 1863) (1).

**70.** Il est enseigné au Rép. n° 240 que, dans le cas où l'un des experts ne sait pas écrire, le rapport pourrait, à la rigueur être écrit par un notaire, au lieu du greffier de la justice de paix. Cette opinion est contestée par M. O. Dejean (n° 496, p. 115). Cet auteur pense, toutefois, que, si le greffier se trouvait empêché, la loi n'ayant pas indiqué le moyen de le remplacer, il y aurait un cas de force majeure qui autoriserait les experts à s'adresser à un des notaires du canton.

**71.** Lorsqu'un expert décède au moment où, ayant terminé ses constatations, il va procéder à la rédaction du rapport, le second expert, nommé à sa place, peut-il faire son procès-verbal uniquement sur les notes et documents laissés par l'expert décédé, et sans procéder à de nouvelles constatations? L'affirmative a été admise par un arrêt, les juges étant toujours maîtres de n'accorder au travail du second expert que la part d'autorité qui lui appartient (Paris, 15 déc. 1875, *Gazette des tribunaux* du 31 déc. 1875).

**72.** Les rapports d'experts font foi jusqu'à inscription de faux en ce qui concerne la constatation des *actes personnels* des experts. En est-il de même des constatations relatives aux dires, déclarations et consentements des parties? La jurisprudence paraît incliner à ne considérer ces énonciations que comme des éléments de conviction que le juge apprécie, accepte ou rejette. Il a été jugé, en ce sens, qu'un expert, bien qu'il ait reçu mission de justice d'entendre les parties dans leurs dires et moyens et de les concilier s'il est possible, n'a pas qualité pour constater les conventions intervenues entre les parties devant lui par des énonciations qui fassent preuve contre elles. Mais le juge peut, dans tous les cas, d'après l'intention des parties, considérer comme un projet de transaction qui n'a pas abouti, la stipulation qui, d'après l'expert, aurait été acceptée *à condition d'un*

*arrangement amiable* (Civ. rej. 19 avr. 1870, aff. Brunier, D. P. 70. 1. 219. V. aussi Civ. rej. 18 janv. 1870, aff. Marcel, D. P. 70. 1. 111).

**73.** Ainsi qu'on l'a vu au Rép. v° *Responsabilité*, n° 126, les experts sont responsables des fautes lourdes et des erreurs grossières commises dans la rédaction de leur rapport. Mais leur responsabilité ne serait pas engagée par une simple erreur de fait ou une inexactitude, alors surtout que leur bonne foi ne pourrait être contestée (Pau, 30 déc. 1863, aff. François, D. P. 64. 2. 63). — V. *infra*, v° *Responsabilité*.

§12. — Dépôt et enregistrement du rapport. — Salaire des experts, exécutoire (Rép. n°s 249 à 268).

**74.** Comme on l'a vu au Rép. n° 249, le rapport est déposé au greffe de la juridiction qui a ordonné l'expertise. Ce dépôt met fin à la mission des experts. Ceux-ci ne pourraient donc pas, postérieurement, dresser d'office un second rapport modificatif du premier. S'ils en dressaient un, les juges devraient l'annuler, sauf à apprécier la portée du premier et à ordonner, s'il y avait lieu, une nouvelle expertise (Lyon, 14 févr. 1856, aff. Grataloup, D. P. 56. 2. 229).

**75.** Le Répertoire enseigne toutefois (n° 251) que les experts pourraient déposer au greffe une seconde pièce à titre d'*éclaircissement*, cette pièce ne constituant pas un second rapport. Le tribunal pourrait aussi, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, soit demander un supplément de rapport aux mêmes experts, et cela sans nouvelle prestation de serment, soit interroger d'office les experts sur les circonstances qui paraissent mériter des explications. Dans ce cas, il a été décidé que l'audition des experts ne constitue pas une enquête et que, par suite, elle n'est pas soumise aux formalités de cette voie d'instruction (Req. 16 juin 1874, aff. Jackson, D. P. 75. 1. 165; 3 janv. 1887, aff. Desforges, D. P. 88. 1. 39). — En tout cas, lorsque cette mesure a eu lieu en présence et du consentement d'une partie, celle-ci n'est pas recevable à se plaindre de ce que le supplément de rapport n'a pas été fait dans les formes de l'art. 318 c. proc. civ. (Même arrêt du 3 janv. 1887).

**76.** La loi n'a fixé aucun délai pour le dépôt du rapport. S'il en est impartì un par le dispositif du jugement qui ordonne l'expertise, ce délai n'est que comminatoire (Nîmes, 27 janv. 1880) (1). Les parties ne peuvent user pendant l'instance que des moyens indiqués par l'art. 320 c. proc. civ. pour contraindre les experts à effectuer le dépôt (Rép. n°s 118 et suiv.). Une fois l'instance terminée, le retard apporté dans le dépôt du rapport ne peut donner lieu contre eux à une action en dommages-intérêts (Besançon, 4 mars 1856, aff. Commune de Morez, D. P. 57. 2. 25).

**77.** Le dépôt pourrait même n'être pas rigoureusement exigé, d'après un arrêt, lorsque l'expertise est faite par suite d'un accord amiable et en dehors de tout mandat de justice. Les experts pourraient alors être dispensés de cette formalité par l'origine même de leurs pouvoirs (Riom, 3 déc. 1885, aff. Esquirou, D. P. 86. 2. 219).

**78.** Les principes posés au Rép. n°s 255 et suiv. en ce

(1) (Simon C. Leroy.) — LA COUR; — Considérant que, par arrêt de la cour en date du 13 juin 1862, le sieur Doussot, ingénieur des ponts et chaussées à Montargis, Parent, géomètre à Montargis, et Lepage, meunier à Nogent-sur-Vernisson, ont été commis pour faire une expertise dans l'instance pendante entre Leroy et Simon; — Que lesdits experts ont prêté serment devant le président du tribunal de Montargis le 13 août 1862, et qu'après s'être transportés sur les lieux, ils ont procédé en commun à la première partie de leur expertise les 22 sept. et 1<sup>er</sup> oct. 1862; — Mais qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par les sieurs Doussot et Parent que, depuis, le sieur Lepage a refusé de se rendre aux convocations qui lui ont été adressées et de se réunir à ses coexperts pour clore le rapport de l'expertise, et qu'à la sommation qui lui a été adressée, il a répondu que, n'ayant pu se mettre d'accord avec ses coexperts, ni les suivre dans des calculs algébriques, il avait cru devoir, pour satisfaire autant qu'il dépendait de lui à l'arrêt de la cour, rédiger son avis séparé, qu'il a envoyé au greffe de la cour; — Considérant qu'aux termes de l'art. 318 c. proc. civ., les experts doivent dresser un seul rapport et ne former qu'un seul avis à la pluralité des voix; — Considérant que le refus de Lepage de se réunir à ses coexperts pour délibérer et rédiger leur rapport

met Doussot et Parent dans l'impossibilité de se conformer aux prescriptions dudit article, et de procéder régulièrement aux opérations qui leur ont été conférées; — Qu'il y a lieu, dès lors, de désigner, à son lieu et place, un troisième expert; — Commet M..., lequel devra procéder avec les sieurs Doussot et Parent à l'expertise ordonnée, etc.

Du 17 janv. 1863. — C. d'Orléans, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Dubois d'Angers, 1<sup>er</sup> pr. — Galle, av. gén. — Robert de Massy et Lecoy, av.

(2) (Breyse C. Tardieu.) — LA COUR; — Attendu que l'appel de la dame Marguerite Breyse porte uniquement sur la partie du dispositif du jugement qui enjoint à l'expert de déposer son rapport dans le délai de quatre mois à partir de la date dudit jugement, sous peine de déchéance; — Attendu qu'en matière d'expertise, les tribunaux ne peuvent prononcer une déchéance péremptoire, enlevant tout pouvoir à l'expert, après l'expiration du délai qui leur serait impartì; qu'en pareil cas la loi n'a pas fixé le délai, et n'autorise pas les juges à en indiquer un; que l'art. 320 c. proc. civ. a tracé les règles à suivre pour mettre les experts en demeure d'effectuer le dépôt de leur rapport; que d'ailleurs, dans l'espèce, l'expert commis n'avait été invité, ni à prêter serment, ni à procéder aux opéra-

qui concerne la taxe des frais et l'exécutoire ont fait l'objet de nouvelles applications. C'est ainsi qu'il a encore été jugé, conformément à la jurisprudence établie, que la partie qui a requis l'expertise est toujours tenue envers les experts, alors même que la partie adverse s'approprie leur travail et en demande l'homologation (Civ. cass. 28 août 1876) (1).

79. Il avait été décidé (*Rép.* n° 263) que l'opposition à l'exécutoire doit être portée devant le tribunal siégeant en

tions qui lui avaient été confiées ; que la déchéance prononcée par le tribunal ne pourrait être que comminatoire et n'empêchait pas la partie la plus diligente de provoquer l'expertise, même après le délai expiré, à la différence de ce qui est établi pour les enquêtes ; — Attendu, en conséquence, que c'est à tort que le tribunal a prononcé une déchéance que la loi ne l'autorisait pas à formuler ;... — Infirme, etc.

Du 27 janv. 1880.-C. de Nîmes, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Auzolle, pr.-Bolze, cons. L. f. min. publ.-Ganger et Manse, av.

(1) (Pallavicino de Grimaldi C. Habert.) — LA COUR ; Vu l'art. 319 c. proc. civ. ; — Attendu que, sur la demande formée par Stappleton à fin d'exécution de deux testaments, les époux Pallavicino avaient déclaré en méconnaissance la signature et conclu, en conséquence, au débouté immédiat de la demande ; — Attendu que l'expertise ordonnée pour la vérification d'écritures des testaments litigieux a été requise par Stappleton, dans son intérêt, et que c'est lui seul qui l'a poursuivie ; — Qu'ayant au fond succombé dans sa demande, il a été condamné en tous les dépens ; — Attendu que, conformément à l'art. 319 c. proc. civ., les experts qui, du reste, avaient demandé et obtenu exécutoire contre Stappleton, partie requérante, ne pouvaient réclamer que contre lui le paiement de ce qui leur était dû ; — Attendu que, si l'expertise terminée et le rapport ayant été déposé, les époux Pallavicino en ont fait lever expédition et l'ont fait signifier à Stappleton, et s'ils en ont demandé l'homologation qui a été prononcée, ils n'ont pas par là modifié leurs conclusions premières tendant au rejet de la demande principale ; — Que l'expertise a pu leur devenir utile, sans qu'elle ait cessé d'être une voie d'instruction exclusivement requise et poursuivie par Stappleton ; — D'où il suit qu'en condamnant les époux Pallavicino à payer aux experts les frais et honoraires qui devaient rester à la charge de Stappleton, le jugement attaqué a formellement violé la disposition de l'art. 319 susvisée ; — Casse, etc.

Du 28 août 1876.-Ch. civ.-MM. Mercier, pr.-Baudouin, rapp.-Charrias, av. gén., c. conf.-Bosviel, av.

(2) (Testaud C. Vergniol.) — Un jugement du tribunal civil d'Angoulême, du 13 juin 1866, avait statué en ces termes : — Attendu que, lorsque, le tribunal, pour éclairer sa religion, a recouru à une expertise, les frais de cette expertise et par conséquent les honoraires attribués aux experts doivent être considérés et payés comme frais de justice ; — Attendu qu'il importe peu que les experts aient attendu la liquidation générale des frais du procès pour y comprendre ce qui leur était dû, ou qu'usant de la procédure exceptionnelle autorisée à leur profit par l'art. 319 c. proc. civ., ils aient obtenu une taxe séparée et un exécutoire spécial ; — Attendu que, dans l'un comme dans l'autre cas, la taxe des frais d'expertise ne doit être faite et l'opposition à cette taxe ne doit être formée que dans les termes du décret du 16 févr. 1807 ; — Attendu, par conséquent, que le jugement de cette opposition appartient à la juridiction de la chambre du conseil, spécialement instituée par le même décret ; — Attendu que c'est à tort que Testaud, en faisant opposition à l'exécutoire de dépens délivré contre lui le 26 mars 1866, a assigné Vergniol pour voir statuer sur cette opposition devant le tribunal jugeant en audience publique ; — Par ces motifs, accueille l'exception d'incompétence, etc.

Appel par le sieur Testaud. — LA COUR ; — Attendu que, pour l'appréciation exacte de l'état de litige devant les premiers juges et de la décision que le tribunal lui a donnée, il importe avant tout de bien préciser les conclusions des parties devant lui ; — Attendu que Testaud, en se portant opposant au commandement à lui fait par Vergniol d'avoir à payer le montant de la taxe qu'il avait obtenue contre lui, fondait cette opposition, par son assignation, en la forme, sur la nullité du commandement, prise de ce que l'exécutoire de dépens en vertu duquel cet acte avait été fait n'avait pas été signifié à l'avoué de Testaud, conformément à la loi, avant la signification à partie et le commandement lui-même ; que ce n'était que subsidiairement, et pour le cas où ce moyen préalable de nullité serait rejeté par le tribunal que Testaud concluait à ce qu'il lui plût donner acte de son opposition à la taxe elle-même obtenue par Vergniol et à la revision de cette taxe ; — Attendu que, de son côté, Vergniol, après avoir invoqué contre Testaud une fin de non-recevoir tirée de ce que son opposition à la taxe était tardive et dès lors inadmissible, demanda ensuite

audience publique, et non devant la chambre du conseil. Mais depuis il a été jugé à diverses reprises, et conformément à un arrêt de la cour de Paris du 31 janv. 1843 (*Rép. ibid.*), que la juridiction compétente est la chambre du conseil (Bordeaux, 1<sup>er</sup> févr. 1867 (2) ; Douai, 29 avr. 1868 (3) ; Paris, 17 avr. 1877, *Gazette des tribunaux*, 26 mai 1877, p. 505). La jurisprudence paraît fixée en ce sens. C'est aussi la doctrine de MM. O. Dejean, n° 599, p. 140 ; Pigeon,

que le tribunal se déclarât incompétent pour connaître de l'action de Testaud, laquelle ne pouvait, à raison de sa nature, être portée que devant la chambre du conseil, et non à l'audience publique, ainsi que Testaud l'en avait saisi ; — Attendu que c'est dans ces derniers termes que le tribunal a statué, en se déclarant en effet incompétent ; — Attendu que, s'il est vrai que le jugement dont est appel a fait une judicieuse application des principes en matière de compétence, en décidant qu'une opposition à la taxe du travail d'un expert ne pouvait être régulièrement portée devant le tribunal qu'à la chambre du conseil et cela, par une saine interprétation du décret du 16 févr. 1807, il n'est pas moins évident que le jugement dont il s'agit est justement attaqué à ce point de vue qu'il a complètement omis de statuer sur les conclusions principales de Testaud, tendantes, ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus, à la nullité en la forme du commandement à lui fait par Vergniol, question entièrement distincte et séparée de celle qui concernait au fond la taxe, et sur laquelle le tribunal était bien compétent pour statuer, selon qu'il en était saisi par l'assignation de Testaud, c'est-à-dire en audience publique ; — Que, faute par les premiers juges d'avoir ainsi épuisé leur juridiction sur cette question, la cause n'est pas en état, et la cour ne doit pas la retenir, mais la renvoyer, au contraire, devant le même tribunal, autrement composé toutefois, pour être fait droit sur l'ensemble du procès, en infirmant le jugement qui ne l'a à tort jugé qu'en partie ; — Par ces motifs, etc.

Du 1<sup>er</sup> févr. 1867.-C. de Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Boscheron, pr.-Fabre de la Bénodière, av. gén.-Méran fils et Dégrange-Touzin, av.

(3) (Lemetz et Stensmaght C. Roche.) — Le 23 mars 1867, jugement du tribunal de Saint-Omer ainsi conçu : — « Sur la fin de non-recevoir tirée, d'une part, de ce que ce même décret du 16 févr. 1807 réglant la liquidation des dépens, en son art. 6, l'opposition à la taxe doit être formée dans les trois jours ; d'autre part, de ce que ce même décret veut qu'elle soit portée à la chambre du conseil et non en audience publique ; — Quant à la forclusion : — Considérant que le bref délai concédé à l'opposant, fixé évidemment dans l'intérêt de celui qui a pris taxe, ne saurait être invoqué contre lui ; qu'on n'aperçoit aucun motif pour qu'on ait voulu l'y astreindre lui-même, qu'on est confirmé dans cette appréciation, quand on voit que le législateur a pris soin de marquer que le délai courrait du jour de la signification de l'exécutoire, et n'a indiqué aucun point de départ pour celui qui n'a pas de signification à recevoir, ce qui donne à penser qu'il n'a eu en vue, dans la limitation du temps, qu'une seule partie ; — Qu'il est naturel, en effet, que le porteur de taxe, qui avait devant lui un espace de trente ans pour la demander, n'en use que quand bon lui semble, dans cet intervalle, et qu'il lui soit toujours loisible de s'en plaindre au moment où il se décide à en user, puisqu'il pouvait ne la demander qu'au dernier moment ; — Quant à l'incompétence : — Considérant que tout ce qui concerne la liquidation des dépens doit se faire en dehors de l'audience publique, qui n'admettrait pas convenablement l'examen des états présentés et des pièces justificatives produites à leur appui ; — Qu'il y avait pareille raison pour ne pas soumettre à un débat d'audience la revision du travail du juge taxateur sur pourvoi contre sa décision ; — Que, mû par cette considération, le législateur, dans son décret du 16 févr. 1807, a voulu que le tribunal en chambre du conseil exclusivement connaît de toutes les contestations que pouvaient amener la liquidation des dépens, la taxe exécutoire ; — Qu'il a à cet égard créé une véritable juridiction spéciale, bornée dans ses attributions, mais complète en son genre, pourvue même d'un code particulier, et d'un tarif à son usage ; — Qu'à la vérité, ce décret ne dénomme que les officiers ministériels ; mais qu'il n'y a aucune raison de croire qu'il ait entendu exclure de ses dispositions, en ne les nommant pas, d'autres auxiliaires de la justice, les experts, placés dans une situation pareille à celle des avoués et huissiers, quand ils viennent réclamer le salaire de leurs travaux et une indemnité pour leurs dépenses, surtout quand on observe qu'il ne leur a été ménagé nulle part un mode particulier de recours contre la taxe ; — Dans ce silence de la loi, et en présence d'une analogie parfaite, il y a lieu de décider que les experts sont soumis à la même juridiction et astreints aux mêmes règles ; — Qu'une jurisprudence unanime applique ces principes ; — Considérant que la jurisprudence aussi est d'accord pour professer que l'attribution à la chambre du conseil du recours contre la taxe est d'ordre public ; — Que, dès lors, au

n° 381, p. 164; Bonnières, *Manuel de la taxe des frais*, p. 161 et 289). Et cette attribution de compétence est d'ordre public; dès lors, si le recours a été porté à l'audience publique, l'exception d'incompétence peut être proposée même après qu'il a été conclu au fond, et le juge devrait se déclarer d'office incompétent (Arrêt précité du 29 avr. 1868).

80. Toutefois, si l'opposition était fondée principalement sur un motif autre qu'une contestation de la taxe, comme par exemple la nullité prétendue de la signification de l'ex-

cas où le recours a été porté à l'audience publique, l'exception d'incompétence non-seulement peut être proposée, même après conclusions au fond, et en tout état de cause, mais qu'à défaut encore par la partie de l'opposer, le juge devrait d'office se déclarer incompétent; — Par ces motifs, etc. »

Appel par les sieurs Lemetz et Stensinaght.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 29 avr. 1868. C. de Douai, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Paul, 1<sup>er</sup> pr.-Carpen-tier, 1<sup>er</sup> av. gén.-Merlin et Coquelin, av.

(1) (Beaudenon C. Buywid et Benoist.) — La cour; — Sur la fin de non-recevoir opposée à Beaudenon par Stanislas Buywid contre l'appel du jugement du tribunal civil de Périgueux du 30 novembre dernier, et tirée de l'art. 6 du second décret du 16 févr. 1807: — Attendu, en droit, qu'il est de principe que les exceptions doivent être restreintes aux cas pour lesquels elles ont été spécialement faites, et que la disposition de l'art. 6 susvisé, qui déclare qu'il ne pourra être interjeté appel d'un exécutoire ou jugement rendu sur liquidation de dépens, sauf le cas qu'il prévoit, est une dérogation au droit commun d'après lequel le second degré de juridiction, quand il n'y a pas eu décision en dernier ressort, est généralement admis; — Attendu que le décret du 16 févr. 1807 est relatif exclusivement à la liquidation des dépens faits par les officiers ministériels en matière sommaire et ordinaire, et qu'il n'y est nullement question des experts ou autres hommes de l'art ayant opéré dans un procès et poursuivant le paiement de leurs honoraires ou vacations, ni des parties adverses des experts, à l'occasion des difficultés auxquelles peut donner lieu la taxe; qu'il faudrait, pour comprendre les uns et les autres dans les dispositions de ce décret, recourir à une analogie plus ou moins spéculative peut-être, mais qui serait de nature à égarer, du moment qu'il s'agit d'une exception, d'une fin de non-recevoir, ou d'une déchéance, sur l'admission desquelles il ne doit exister aucun doute; — Attendu, dès lors, que dans l'espèce, Buywid ne pouvant être qu'assimilé à un expert à raison de la mission qu'il a remplie au cours du procès entre Beaudenon et Benoist, l'appel du jugement qui a statué sur la taxe des honoraires réclamés par ledit Stanislas Buywid ne saurait être repoussé par l'exception puisée dans l'art. 6 précité, et qu'ainsi la fin de non-recevoir opposée à Beaudenon n'est pas fondée; — Au fond, et en ce qui concerne le montant même de la taxe des honoraires alloués à Stanislas Buywid: — Sur la solidarité des condamnations envers et intimé, requise contre Benoist par Beaudenon tant en première instance que devant la cour: — Adoptant les motifs des premiers juges en ce qui concerne l'exécution provisoire du jugement dont est appel, contre laquelle Beaudenon s'est pourvu en inhibition et défenses; — Attendu que, sous aucun rapport, il n'y avait lieu, dans l'espèce, de la part des premiers juges, à l'application de l'art. 135 c. proc. civ.; qu'en effet, il n'existait au procès ni titre authentique, ni promesse reconnue, ni condamnation précédente par jugement passé en force de chose jugée; que le litige ne rentrait non plus dans aucun des cas prévus par le même article où l'exécution provisoire est facultative; qu'on ne saurait assimiler une ordonnance de référé, telle que celle qui avait nommé Stanislas Buywid surveillant, à un titre authentique ni à un jugement; que, d'ailleurs, le texte de l'art. 135 suppose évidemment, par ses expressions, un titre ou un jugement préexistant au procès dans lequel l'exécution provisoire est alors justifiée, tandis qu'elle ne saurait jamais l'être, hors des cas prévus expressément par la décision même qui est intervenue sur ce procès; qu'autrement cette mesure extraordinaire, et nécessairement rare, pourrait être appliquée dans toutes les contestations, et l'exception deviendrait ainsi la règle; — Par ces motifs, sans s'arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel Beaudenon; ... émettant, réduit la taxe à 800 fr.; dit qu'il n'y avait lieu à ordonner l'exécution provisoire, etc.

Du 18 mars 1864. C. de Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Boscheron, pr.-Desourbes, Trarieux et de Saint-Germain, av.

(2) (Robin et autres C. Syndic Gardyee.) — La cour; — Sur la fin de non-recevoir contre l'appel: — Considérant que l'appel est de droit commun et qu'il ne peut être interdit à une partie que par une disposition expresse de la loi; — Que valablement on prétendrait trouver cette fin de non-recevoir dans

cutoire, ce dernier point devrait être jugé en audience publique (Bordeaux, 1<sup>er</sup> févr. 1867, rapporté *supra*, n° 79).

81. Conformément à la jurisprudence rapportée au Rép. n° 264, il est certain que le jugement qui statue sur l'opposition à l'exécutoire est susceptible d'appel, si l'importance de l'intérêt litigieux autorise cette voie de recours. L'art. 6 du second décret du 16 févr. 1807 est inapplicable en la matière (Bordeaux, 18 mars 1864 (1); Caen, 26 déc. 1866 (2); Nancy, 4 déc. 1879) (3).

l'art. 6 du décret du 16 févr. 1807; que cet article n'a eu en vue que le règlement des dépens entre les parties et causé, et qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de la liquidation des frais et dépens de cette nature; — Que la demande formée par les experts repose sur un droit qui leur est propre, droit qu'ils font valoir contre les parties dans l'intérêt desquelles ils ont agi; — Que leur demande, excédant le taux du dernier ressort, peut donc être valablement portée devant le juge d'appel;

Au fond: — Considérant sans avoir besoin d'examiner si les experts désignés par le tribunal de Saint-Lô pour estimer les biens dépendant de la succession de Gustave Gardy et en faire deux lots doivent être rangés dans l'un ou l'autre des catégories indiquées par l'art. 159 du décret de 1807, qu'ils ont eux-mêmes fait leur position et reconnu qu'ils devaient être placés dans la première de ces catégories; — Qu'en effet, dans le mémoire présenté par eux au président du tribunal civil pour obtenir la taxe, ils ont porté leurs vacations au chiffre indiqué pour les laboureurs et les artisans; — Qu'ils avaient donc reconnu qu'ils n'avaient opéré que comme l'eussent fait les hommes placés dans cette catégorie; — Que c'était d'ailleurs ainsi que, souvent nommés dans les mêmes circonstances par le tribunal de leur arrondissement, ils avaient constamment opéré; — Déclarant recevable l'appel des experts; — Au fond, confirmé, etc.

Du 28 déc. 1866. C. de Caen, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Le Menue de la Jugan-nière, pr.-Boivin-Champeaux, av. gén.-Carel et Leblond, av.

(3) (Dé Sucy C. Dumont.) — La cour; — Attendu que, par jugement préparatoire, en date du 10 oct. 1874, le tribunal civil de Nancy, avant de statuer sur les contestations pendantes entre les cohéritiers de Sucy et les dames Turck, a ordonné une expertise et commis pour y procéder les sieurs Mahieu, conducteur des ponts et chaussées, domicilié à Nancy, Dumont, ancien agriculteur domicilié à Nancy, et Pate, professeur d'agriculture, domicilié dans la commune de Saint-Max; — Attendu que les trois experts ont déposé leur rapport le 2 nov. 1876 et obtenu, le 27 mars 1877, à la suite d'une taxe faite par le président du tribunal un exécutoire de dépens pour la somme de 7272 fr. 72 cent., se décomposant ainsi: 1<sup>er</sup> 6898 fr. 40 cent. montant de 847 vacations, à 7 fr. 20 cent. chacune; 2<sup>e</sup> 1116 fr. 72 cent. pour frais de voyage qui représentent 2068 kilomètres parcourus à 0 fr. 54 cent. chacun; 3<sup>e</sup> 57 fr. 60 cent. pour frais de timbre; — soit au total: 7272 fr. 72 cent.; — Attendu que les consorts de Sucy ont formé opposition à cet exécutoire, et, après avoir mis en cause les dames Turck, ont fait offre de la somme de 1000 fr.; que leur offre a été déclarée non satisfaisante, et leur opposition rejetée par un jugement du 30 déc. 1878, lequel a maintenu dans l'instance les dames Turck, intervenantes; — Attendu que les consorts de Sucy ont relevé appel de cette décision; — Mais que, devant la cour, les experts intimés invoquent une fin de non-recevoir, tirée de l'art. 6 du deuxième décret du 16 févr. 1807, lequel n'autorise l'appel d'un jugement ayant statué sur une opposition à taxe, qu'autant qu'il y aurait également appel de quelques dispositions sur le fond; — Attendu que, le fond du litige étant dans l'espèce toujours pendant, et le tribunal ne s'étant pas encore prononcé à cet égard, la cour, selon les experts, ne pourrait être actuellement saisie; — Attendu que l'art. 6 du deuxième décret du 16 févr. 1807, en apportant des entraves à l'exercice du droit d'appel dans des matières qui excèdent 1500 fr., constitue une exception grave au principe général; — Que, juridiquement, les exceptions ne doivent pas être étendues en dehors des cas pour lesquels elles ont été spécialement créées; — Attendu que le deuxième décret du 16 févr. 1807, dans les cinq articles qui précèdent l'art. 6, est uniquement relatif à la liquidation des dépens adjugés; qu'il suppose donc nécessairement, pour que cette liquidation ait lieu, l'existence d'un jugement rendu contre une partie et au profit d'une autre; qu'en effet on dit dans l'art. 1<sup>er</sup>: « La liquidation des dépens, en matière sommaire, sera faite par les arrêts et jugements qui les auront adjugés »; dans l'art. 2: « L'avoué qui requerra la taxe remettra au greffier l'état des dépens adjugés, avec les pièces justificatives »; dans l'art. 4: « L'état demeurera annexé aux qualités »; dans l'art. 5 enfin: « Le montant de la taxe sera porté au bas de l'état des dépens adjugés... lorsque ce montant n'aura pas été compris dans l'expédition de l'arrêt ou jugement, il en sera délivré exécutoire par le greffier »; — Qu'ainsi les premiers articles du décret consacrent, d'une manière exclusive, soit les dépens qui

82. La question, autrefois discutée, de savoir si les experts ont une action solidaire contre toutes les parties en cause semble avoir également reçu une solution définitive au Rép.

sont liquidés par un jugement, soit les dépens qui font l'objet d'un exécutoire précédé d'un jugement; — Qu'on comprend, dès lors, pourquoi l'art. 6 intervenant, à la suite de ces dispositions formelles, pour régler la procédure de l'opposition dirigée contre la taxe dont s'agit, a pu dire que l'appel de la décision statuant sur cette opposition ne serait recevable qu'autant qu'il y aurait également appel du jugement même ayant statué sur le fond du droit; — Mais attendu qu'une telle disposition, parfaitement rationnelle pour les frais et honoraires réclamés par les avoués, ne se concevrait pas pour les frais et honoraires réclamés par les experts; que, sans doute, les uns comme les autres sont une partie intégrante des dépens; — Mais qu'aux termes de la loi elle-même, il existe entre les uns et les autres une différence essentielle; — Qu'en effet, l'art. 319 c. proc. civ. permet aux experts d'obtenir immédiatement un exécutoire, dès que leur rapport est déposé aux greffe, sans attendre, comme les avoués, une sentence qui adjuge les dépens; que, l'exécutoire étant ainsi délivré à leur profit avant que le jugement du fond ait été prononcé, et alors que peut-être il ne le sera jamais, on ne s'expliquerait évidemment pas qu'il fût nécessaire d'appeler de ce jugement du fond pour pouvoir interjeter appel de la décision rendue sur opposition à la taxe; — Que, dès lors, l'art. 6 *in fine* du décret du 16 févr. 1807 ne doit pas être étendu aux experts; — Attendu que vainement on objecte que le commencement de cet article, leur étant applicable dans le silence du code de procédure civile pour tout ce qui concerne les formalités et les délais de l'opposition elle-même, la fin nécessairement leur est applicable aussi; — Mais attendu que la question de savoir si l'art. 6 du décret du 16 févr. 1807 régit les formalités et les délais de l'opposition dirigée contre la taxe des frais d'experts est vivement controversée dans la doctrine et la jurisprudence; — Qu'elle ne peut donc servir de point de départ à une argumentation décisive; — Attendu que, par toutes ces raisons, la fin de non-recevoir invoquée à l'encontre des consorts de Sucey ne saurait être accueillie; — Que, leur appel étant déclaré recevable, il y a lieu d'examiner maintenant les critiques qu'ils adressent au jugement prononcé sur leur opposition à la taxe...

Attendu qu'en deuxième lieu ils prétendent mal fondée l'allocation de la somme de 1116 fr. 72 cent. pour frais de voyage, six sur sept des communes dans lesquelles s'est faite l'expertise étant situées à moins de 2 myriamètres (aller et retour compris) du domicile des experts, et la septième commune seulement (dans laquelle il n'y avait à vérifier qu'une seule parcelle de terrain) étant située à 26 kilomètres (aller et retour compris), ce qui réduirait à un chiffre insignifiant la somme de 1116 fr. 72 cent.; — Qu'en troisième lieu ils reprochent au tribunal d'avoir commis une erreur de droit en fixant à 7 fr. 20 cent., au lieu de 6 fr., le prix de chaque vacation, et à 5 fr. 40 cent. au lieu de 4 fr. 80 cent., les frais de transport pour chaque myriamètre parcouru; — Sur le premier point: — Sur le deuxième point, c'est-à-dire les myriamètres parcourus: — Attendu que l'art. 159 du premier décret du 16 févr. 1807 n'accorde aux experts, architectes ou géomètres, aucuns frais de voyage « quand ils opèrent dans les lieux où ils sont domiciliés, ou dans la distance de deux myriamètres »; — Qu'aux termes de l'art. 160, « au delà de deux myriamètres, il leur est alloué par chaque myriamètre » des frais de voyage, « soit pour aller, soit pour revenir »; — Que du texte de ces deux dispositions il résulte évidemment que les frais de voyage sont alloués seulement pour chaque myriamètre parcouru au delà de deux myriamètres; — Mais qu'il reste à décider comment doivent être entendus les mots soit pour aller, soit pour revenir, et si le minimum de deux myriamètres se calcule d'après la distance de l'aller seulement, abstraction faite du retour ou bien s'il est permis d'additionner avec la distance de l'aller celle du retour; — Que, dans le doute, la seconde interprétation, favorable aux experts, doit être préférée, comme plus conforme à l'esprit de la loi, bien que, cependant, la première soit admise par plusieurs auteurs; — Attendu qu'en fait...

Attendu, il est vrai, que dans leurs conclusions déposées sur le bureau de la cour, les experts ont abandonné la prétention de se faire payer les 1116 fr. 72 cent. pour 2068 kilomètres parcourus, et qu'ils ont demandé à transformer en vacations le temps réellement employé par eux pour se rendre à des distances plus ou moins considérables de leurs domiciles respectifs; qu'ils ont en définitive, évalué à 135 pour eux trois les nouvelles vacations, lesquelles, fixées chacune à 7 fr. 20, donneraient un total de 912 fr. au lieu de 1116 fr. 72; — Mais, attendu que, par ce système, les experts éludent manifestement les dispositions très précises des art. 159 et 160 déjà cités, et de l'art. 162, suivant lesquels ils ne peuvent rien réclamer pour frais de voyage et de nourriture tant qu'ils ne dépassent pas 2 myriamètres; que si le premier décret du 16 févr. 1807 avait voulu les autoriser à compter en vacations le temps du transport, il l'aurait dit pour eux dans les art. 159, 160 et 162, comme il l'avait dit pour les juges de paix

des art. 275 et suiv. On a distingué trois hypothèses: 1<sup>re</sup> Toutes les parties ont sollicité l'expertise. Dans ce cas, l'action solidaire est accordée aux experts; — 2<sup>o</sup> Une seule partie a

dans l'art. 1<sup>er</sup> aujourd'hui abrogé, et ainsi conçu: « Il sera accordé aux juges de paix pour chaque vacation d'apposition, reconnaissance et levée de scellés telle somme... Dans la première vacation sera compris le temps du transport et du retour du juge de paix »; qu'il convient donc de ne pas s'arrêter à ce chef des conclusions prises par les intimés;

Sur le troisième point, c'est-à-dire le prix des vacations et le montant des frais de transport; — Attendu que, sur ce point, le premier décret du 16 févr. 1807 contient les dispositions suivantes: « Art. 159. Il sera taxé aux experts, pour chaque vacation de trois heures, quand ils opéreront dans les lieux où ils sont domiciliés ou dans la distance de 2 myriamètres, savoir: dans le département de la Seine..., pour les architectes et autres artistes, 8 fr.; — Dans les autres départements 6 fr... — Art. 160. Au delà de 2 myriamètres, il sera alloué, par chaque myriamètre, pour frais de voyage et de nourriture, aux architectes et autres artistes, soit pour aller, soit pour revenir, à ceux de Paris, 6 fr.; à ceux des départements, 4 fr. 50. »; — Attendu, cependant, que le tribunal de Nancy, dans l'espèce, au lieu de taxer les vacations à 6 fr. et les myriamètres parcourus à 4 fr. 50, comme l'exigent les art. 159 et 160, a alloué 7 fr. 20 pour les uns, et 5 fr. 40 pour les autres; qu'il a ainsi jugé par le motif que le premier décret du 16 févr. 1807, uniquement relatif, si l'on en croit son titre même, au tarif des frais et dépens dans le ressort de la cour d'appel de Paris, a été rendu commun aux autres ressorts par le troisième décret du même jour, aux termes duquel (art. 1<sup>er</sup> et 2) les taxes portées dans le tarif, soit pour la cour d'appel de Paris, soit pour le tribunal de la Seine, sont applicables avec une simple réduction d'un dixième, dans les cours d'appel en général ou dans les tribunaux chefs-lieux de cour d'appel, comme Nancy; que, dès lors, les experts du département de la Seine ayant droit, en vertu du premier décret, à 8 fr. pour les vacations et à 6 fr. pour les myriamètres parcourus, les experts pour l'arrondissement de Nancy, en vertu du troisième décret, ont nécessairement droit à 8 fr. moins un dixième et à 6 fr. moins un dixième, c'est-à-dire à 7 fr. 20 cent. pour les vacations et à 5 fr. 40 pour les myriamètres parcourus; — Mais attendu que ce système ne peut être accepté par la cour; — Qu'en effet, il n'est pas exact de prétendre que le premier décret du 16 févr. 1807, dans toutes ses dispositions, est exclusivement édicté en vue du ressort de la cour d'appel de Paris; que, pour s'en convaincre, il suffit de comparer, dans ce décret, le chap. 3, contenant les art. 147 à 150 et intitulé: *Avoués de la cour de Paris*, avec le chap. 4, contenant l'art. 151 et intitulé: *Dispositions communes aux avoués des cours et tribunaux*; — Qu'il suffit encore de lire, au chap. 6, duquel précisément dépendent les art. 159 et 160, concernant les experts, l'art. 166, qui taxe, comme dépositaires de pièces, les greffiers des cours d'appel, les avoués des cours d'appel, etc.; — Attendu que, dans les nombreux articles où le premier décret du 16 févr. 1807 parle seulement de la cour de Paris et de son ressort, on comprend parfaitement qu'il ait pu être, pour les autres ressorts, modifié par le troisième décret rendu le même jour; — Mais qu'on ne comprendrait pas une modification de cette nature, apportée le même jour, par le troisième décret, à des dispositions que le premier décret lui-même aurait déclarées applicables dans toute la France; — Qu'un semblable procédé législatif n'aurait aucune raison d'être; — Attendu qu'au nombre des dispositions que le premier décret du 16 févr. 1807 déclare lui-même applicables à toute la France, se trouvent incontestablement les art. 159, 160 et 161, concernant les architectes, les experts ou les géomètres; — Qu'en effet ces articles tarifient, de la façon la plus générale et sans distinction de ressort, d'une part, les experts de Paris ou du département de la Seine, et, d'autre part, ceux des autres départements; — Que par les mots: *autres départements*, il faut assurément entendre les départements même placés en dehors du ressort de Paris; car la formule employée à cet égard par les art. 159, 160 et 161, diffère sensiblement de celle que l'on rencontre soit dans l'art. 163, qui les suit presque immédiatement, soit dans les 92 articles qui les précèdent; que dans l'art. 163, et aussi dans l'art. 166, on voit ces mots: *Paris, telle somme; ressort ou tribunal du ressort, telle somme*; — Mais attendu que des expressions aussi limitatives adoptées avant et adoptées après les art. 159, 160 et 161, ont été, dans ces articles mêmes, par exception, abandonnées, et qu'on y a substitué ces termes, beaucoup plus larges, plus généraux: *département de la Seine, d'une part; autres départements, d'autre part*; — Attendu qu'un tel changement de rédaction suppose nécessairement aussi un changement dans la pensée du législateur; — Attendu, d'ailleurs, que l'interprétation donnée par la cour aux art. 159, 160 et 161 est souverainement confirmée par une ordonnance rendue en conseil d'Etat à la date du 10 oct. 1811, portant règlement d'administration publique comme les décrets du 16 févr. 1807, et relative au tarif des frais et dépens dans les ventes judiciaires de biens immeubles; — Que cette ordonnance, après avoir, dans les a



requis le nomination des experts. L'action solidaire est refusée, à moins que la partie qui n'a pas sollicité l'expertise y adhère elle-même, soit en l'acceptant formellement, soit en la poursuivant ; — 3° L'expertise a été ordonnée d'office : l'action solidaire n'appartient aux experts que si l'expertise a été utile à toutes les parties.

**83.** La première hypothèse a donné lieu à une nouvelle application dans les circonstances suivantes. Un expert ayant été nommé par une première ordonnance à la requête d'une partie, sa mission avait été étendue par des ordonnances postérieures rendues à la requête de la partie adverse. Il a été jugé que la solidarité existait en pareil cas (Trib. Seine, 21 déc. 1872, aff. Sautrot, D. P. 74. 5. 243).

**84.** Dans le cas où l'expertise n'a été requise que par l'une des parties, il a été décidé que les experts ne peuvent actionner solidairement les autres parties que si elles se sont approprié le rapport ou en ont tiré profit (Bordeaux, 8 juin 1855, aff. Meller, D. P. 56. 2. 270; Besançon, 4 mars 1856, aff. Commune de Morez, D. P. 57. 2. 25; Bordeaux, 18 mars 1864, cité *supra*, n° 81; Besançon, 22 déc. 1874, aff. Fort, D. P. 77. 2. 103). La cour de cassation a même décidé que, si une partie avait demandé l'homologation du rapport, sans modifier ses premières conclusions qui tendaient au rejet de la demande, elle ne pouvait être actionnée solidairement, l'expertise ayant été uniquement requise et poursuivie par l'adversaire (Civ. cass. 28 août 1876, cité *supra*, n° 78).

Un arrêt de la cour de Riom (30 avr. 1850, aff. Degoy, D. P. 51. 2. 40) semble consacrer une jurisprudence contraire en décidant que les experts ont pour le paiement de leur salaire une action solidaire contre toutes les parties en cause qui ont profité ou dû profiter de l'expertise, et non pas seulement contre celles qui l'ont provoquée. Mais il convient de ne pas exagérer la portée de cet arrêt rendu dans une espèce où la partie poursuivie par l'expert, bien que n'ayant pas requis l'expertise, l'avait néanmoins poursuivie.

**85.** Dans les cas où les experts sont autorisés à exercer l'action solidaire, ils ne peuvent agir qu'après la décision intervenue sur le fond du litige (Besançon, 22 déc. 1874, cité *supra*, n° 84).

**86.** Il a été jugé que l'exécution provisoire ne peut être ordonnée pour le paiement des honoraires ainsi réclamés (Bordeaux, 18 mars 1864, *supra*, n° 81).

§ 13. — Comment l'audience est poursuivie. — Levée et signification du rapport. — Avenir, conclusions (Rép. n° 269 à 275).

**87.** Comme on l'a vu au Rép. n° 269, l'art. 321 c. proc. civ., prescrit la levée et la signification avant l'audience du rapport des experts. L'audience est ensuite poursuivie

par simple acte. Mais il a été jugé que l'art. 321 n'est pas applicable à la matière spéciale des référés. Le juge peut, en pareil cas, déclarer, dans son ordonnance, qu'il sera statué par lui sur simple dépôt du rapport au greffe, et sans qu'il soit besoin, dès lors, de signification préalable du procès-verbal de l'expert (Req. 30 mars 1858, aff. Julien, D. P. 58. 1. 214).

**88.** Les nullités relevées contre le travail des experts doivent être proposées *in limine litis*, c'est-à-dire avant qu'il soit plaidé au fond (Rép. n° 273). A plus forte raison, ne pourrait-on pas les invoquer pour la première fois en cause d'appel (Riom, 3 déc. 1885, aff. Esquiro, D. P. 86. 2. 219). En conséquence, il a été décidé : 1° que la nullité résultant du défaut de convocation à l'expertise ne peut plus être proposée par la partie qui a conclu au fond (Req. 7 juin 1869, aff. Daniel, D. P. 71. 1. 117); — 2° Qu'en admettant que la loi du 20 mai 1838 sur les vices rédhibitoires n'ait pas dérogé aux règles générales en ce qui concerne la nécessité de sommer les parties absentes d'assister à l'expertise (V. *supra*, n° 60), le vendeur auquel ladite sommation n'a pas été faite ne peut se prévaloir de cette irrégularité si, lors de sa comparution personnelle devant le tribunal, il a renoncé aux conclusions par lesquelles il déniait l'identité de l'animal et se faisait un grief de ce qu'il n'avait pas été appelé à la constater (Req. 9 mai 1876, aff. Chamerois-Pacquetet, D. P. 77. 1. 491).

**89.** A raison de la grande latitude laissée à l'appréciation du juge, les moyens de nullité peuvent être difficilement présentés devant la cour de cassation. La chambre des requêtes a jugé : 1° que le moyen tiré de ce que les juges ont nommé d'office les experts sans réserver aux parties le droit qui leur est conféré par la loi de les désigner elles-mêmes, ne peut pas être présenté pour la première fois devant la cour de cassation (Req. 7 juin 1869, aff. Daniel, D. P. 71. 1. 117); — 2° Que le rejet du grief de nullité de l'expertise, fondé sur l'absence de sommation régulière d'assister à la première opération des experts, est suffisamment motivé par cette mention de l'arrêt qu'il y a eu sommation à toutes les parties de se présenter sur les lieux contentieux afin d'assister aux opérations des experts (Req. 18 déc. 1871, aff. Colonna Cesari, D. P. 71. 1. 297); — 3° Que les juges motivent suffisamment le rejet de conclusions incidentes tendant à la nullité d'une expertise pour défaut de mise en demeure de l'une des parties en cause, lorsqu'ils déclarent que le rapport est régulier et a été dressé dans les délais légaux (Req. 9 mai 1876, cité *supra*, n° 88); — 4° Que les parties qui discutent, après en avoir pris connaissance, un rapport non signifié ne peuvent ensuite se plaindre de ce que les juges ont fait état de ce rapport (Req. 12 févr. 1877) (1).

à 14 inclusivement, reproduit la formule du premier décret 16 févr. 1807 : à Paris, telle somme; ressort, telle autre somme, contient un chap. 4 intitulé : Des experts, et où ont été littéralement copiés les art. 159, 160 et 161; — Qu'on y lit, par exemple, les mots : Paris ou département de la Seine, et autres départements; — Attendu qu'à la suite de ce chap. 4, concernant les experts, se trouve un art. 6, ainsi conçu : « Toutes les sommes portées en ce tarif seront réduites d'un dixième dans la taxe des frais et dépens pour les tribunaux de première instance établis dans les villes où siège une cour royale, etc... » et plus loin : « Les dispositions du chap. 4 (concernant les experts) seront appliquées, sans autre distinction, à raison de la résidence, que celle qui se trouve indiquée dans ce chapitre »; — Or, la seule distinction à raison de la résidence, indiquée dans ce chap. 4, est celle de Paris ou département de la Seine, d'une part, et autres départements, d'autre part; — Que, dès lors, il n'y a pas de milieu pour les experts, architectes ou géomètres, entre la taxe de 8 fr. et celle de 6 fr. par vacation; entre celle de 6 fr. et celle de 4 fr. 50 par myriamètre, etc.

Du 4 déc. 1879.-C. de Nancy, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Ballot-Beaupré, 1<sup>er</sup> pr.-Faynot, av. gén.-Lallement et Gutton, av.

(1) (Erignac C. Martin.) — La cour; — Sur le premier moyen, dirigé contre l'arrêt du 24 mars 1876, et tiré de la violation de l'art. 111 c. proc. civ.: — Attendu que l'arrêt attaqué n'a pas été rendu dans le cas prévu par l'art. 93 c. proc. civ., c'est-à-dire après une première décision de la cour de Montpellier, ordonnant que les pièces seraient déposées sur le bureau pour en être délibéré au rapport d'un des conseillers;

que la cour s'était bornée, en continuant la cause à une autre audience, à faire choix d'un des membres pour entendre les parties ou leurs avoués; que la procédure suivie étant, dès lors, celle édictée par l'art. 116, il n'y avait aucune nécessité que le rapport eût lieu en audience publique; — Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 141, 321, 433, 473 c. proc. civ.: — Sur la première branche de ce moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué constate que les parties avaient, durant l'instance devant le tribunal de commerce, discuté le rapport des experts contradictoirement avec ceux-ci, et qu'elles en avaient pris une entière connaissance; d'un autre côté, que les mêmes parties avaient, devant le juge-commissaire, formulé leurs prétentions respectives, et que les conclusions qu'elles prenaient l'une vis-à-vis de l'autre leur étaient parfaitement connues; que, d'ailleurs, ces conclusions se trouvent insérées dans les qualités de l'arrêt attaqué, telles qu'elles avaient été prises en première instance, et devaient, dès lors, se trouver virtuellement dans le jugement, lequel, au surplus, n'est pas représenté par le demandeur; que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que la cour de Grenoble s'est refusée à annuler le jugement du tribunal de commerce qui lui était déféré comme entaché de nullité, soit pour avoir fait état d'un rapport d'expert qui n'avait pas été notifié, soit pour n'avoir pas mentionné les conclusions prises par les parties; — Sur la deuxième branche du deuxième moyen... (Sans intérêt); — Sur le premier moyen invoqué contre l'arrêt du 20 mai 1876, et tiré de la violation de l'art. 48 du décret du 30 mars 1808 : — Attendu que, s'il n'est pas constaté par l'arrêt attaqué que M. le conseiller Dellac, qui avait présidé, fût le plus ancien parmi les magistrats qui ont pris part au jugement de l'affaire, ce fait n'est ni

90. Mais toutes les fois qu'une formalité substantielle a été omise, la nullité qui en résulte peut être proposée en tout état de cause, et pour la première fois en appel à la condition de n'avoir pas été ratifiée au cours de la procédure (Caen, 22 avr. 1874, aff. Legeay, D. P. 76. 5. 229). Cette règle a été appliquée au cas où, trois experts ayant été commis, deux seulement auraient procédé aux constatations essentielles (Riom, 3 déc. 1885, aff. Esquirou, D. P. 86. 2. 219; Paris, 27 févr. 1886, aff. Sucrerie de Voves, D. P. 88. 2. 191).

91. Au surplus, même lorsque les experts ne se sont pas exactement conformés aux dispositions du jugement qui trace la marche ou le procédé à suivre pour l'accomplissement de leur mission, il appartient au tribunal d'apprécier souverainement si l'expertise n'en répond pas moins à l'esprit et au but de ce jugement (Req. 18 déc. 1871, cité *supra*, n° 89).

92. Il n'est pas douteux, d'autre part, que, même s'il s'agit d'une irrégularité qui n'est pas substantielle, si les opérations des experts ont été arguées de nullité en temps utile devant les premiers juges qui ont omis de statuer sur cette exception, rien ne s'oppose à ce qu'elle soit renouvelée en cause d'appel (Riom, 3 déc. 1885, aff. Esquirou, D. P. 86. 2. 219).

93. Le Répertoire enseigne (n° 275) que le jugement qui homologue un rapport d'experts n'a pas l'autorité de la chose jugée, en ce sens que les énonciations erronées du rapport peuvent toujours être rectifiées, si les choses sont restées en l'état. Depuis, il a été jugé, dans le même sens, que, lorsqu'un tribunal a homologué une expertise à laquelle était annexé un plan inexact, le tribunal peut rectifier cette erreur sans violer l'autorité de la chose jugée (Req. 6 juin 1877, aff. Boissel, *Gazette des tribunaux* du 8 juin 1877).

§ 14. — De l'influence du rapport sur le fond et du jugement définitif (*Rep.* n°s 276 à 293).

94. L'expertise ne lie pas le juge. Il n'y a pas à revenir sur le principe posé par l'art. 323 c. proc. civ. et dont la portée est générale et absolue (V. *Rep.* n° 276 et suiv.). Mais dans quelle mesure un tribunal peut-il utiliser les constatations d'une expertise nulle ou irrégulière? Cette question a donné lieu, dans la jurisprudence récente, à de nouvelles applications.

95. Il convient de rappeler d'abord qu'en principe il suffit que les juges motivent leur jugement au moyen des éléments de la cause. Ces éléments peuvent se rencontrer pour partie dans une expertise entachée de nullité. Les juges ont donc le pouvoir d'y puiser les renseignements qui leur paraissent utiles, à la condition de ne pas faire état de l'expertise en elle-même, puisqu'elle est irrégulière (Req. 22 juill. 1885, aff. Arnould-Drappier, D. P. 86. 1. 318). Lorsqu'ils sont arrivés par d'autres voies aux mêmes conclusions qu'une expertise contestée, ils ne sont même pas tenus de se prononcer sur la nullité de cette expertise (Req. 28 nov. 1871, aff. Arnette, D. P. 72. 1. 59). — Mais le tribunal ne peut faire des renseignements puisés dans l'expertise irrégulière la base de sa décision que s'ils sont corroborés par d'autres documents de la cause, dont il doit faire connaître la nature et la valeur (Civ. cass. 27 janv. 1890, aff. Cretté, D. P. 90. 1. 391).

96. Par application des règles qui précèdent, il a été admis : 1° qu'un rapport fait à la suite d'une expertise où les parties n'ont été ni appelées, ni représentées, peut servir de base au jugement définitif du moment que les juges, sans lui reconnaître aucune autorité légale, se bornent à y puiser de simples renseignements (Req. 30 avr. 1877, aff. Wohrmann, D. P. 77. 1. 391); — 2° Que les juges du fond, tout en reconnaissant l'irrégularité d'une expertise et en

déclarant n'y attacher aucune force probante que celle d'un document livré à la discussion des parties, sont autorisés à y puiser des appréciations qui ne peuvent sans doute servir de base unique à leur décision, mais qui peuvent, combinées avec d'autres documents, concourir à la former (Req. 6 déc. 1876, aff. Pavy, D. P. 77. 1. 351; 9 janv. 1877, aff. Casanova, *ibid.*); — 3° Que l'irrégularité d'une expertise n'entraîne pas la nullité du jugement qui en a admis le résultat, lorsque ce jugement porte, en termes exprès, que, dans l'état des documents de la cause, le tribunal a des éléments suffisants d'appréciation (Req. 16 mars 1868, aff. de Bernet, D. P. 68. 1. 295); — 4° Que, dans le cas où une expertise portant sur une évaluation de dommages-intérêts, en matière de résolution de marché commercial, a été arguée de nullité par une des parties que l'expert n'a pas entendu oralement, les juges qui, sans prononcer la nullité, mais sans faire état du rapport, déclarent qu'ils possèdent « aujourd'hui » tous les renseignements nécessaires, peuvent arbitrer eux-mêmes le montant des dommages-intérêts, sans être tenus de spécifier et d'énumérer les documents sur lesquels ils s'appuient en dehors de l'expertise (Req. 14 févr. 1887, aff. Desailly, D. P. 87. 1. 205, et la note).

97. Dans le même ordre d'idées, il a été jugé : 1° qu'une expertise à laquelle il a été procédé en suite d'un arrêt cassé par la cour suprême peut être consultée à titre de renseignement par la cour de renvoi; et que les évaluations faites par les experts peuvent être prises en considération, alors surtout qu'elles ne sont critiquées par aucune des parties et qu'elles se trouvent confirmées par les autres documents de la cause (Dijon, 11 févr. 1881, aff. Commune de Plancherles-Mines, D. P. 81. 2. 196); — 2° Que la règle d'après laquelle les tribunaux sont tenus de désigner trois experts ne fait pas obstacle à ce qu'ils puisent les motifs de leur jugement au principal dans une expertise antérieurement faite par un seul expert (Req. 15 juin 1874, aff. Bonnel, D. P. 76. 1. 167).

98. Vis-à-vis des tiers mis en cause dans l'instance postérieurement au jugement qui a prescrit l'expertise, ce jugement et l'exécution qu'il a reçue sont *res inter alios acta*. Aucune condamnation ne peut donc être basée à leur égard sur une telle expertise (V. Civ. cass. 11 déc. 1888, aff. Desprez, D. P. 89. 1. 423). En ce sens, il a été décidé, en matière de contrefaçon, que l'expertise ordonnée pour la vérification de l'invention et du fait de la contrefaçon, n'est pas opposable, même à titre de renseignement, au tiers mis en cause comme ayant fabriqué et vendu les objets saisis, si ce tiers n'a pas été partie au jugement qui l'a prescrite, et alors d'ailleurs qu'il n'a pas été davantage appelé ni présent à l'expertise elle-même (Civ. cass. 30 juin 1863, aff. Monnet et Dury, D. P. 63. 1. 275). Il doit en être surtout ainsi, suivant le même arrêt, quand les juges, après la mise en cause de ce tiers, ont refusé de déclarer commune avec lui la décision ordonnant l'expertise, parce qu'il n'avait pas concouru au choix des experts. En conséquence, le jugement de condamnation intervenu contre ce tiers a pu être annulé, parce que les juges s'étaient uniquement basés sur les résultats de l'expertise, tout en déclarant, il est vrai, avoir consulté les autres documents produits au procès, mais sans toutefois les faire connaître (Même arrêt).

99. Il est évident, d'ailleurs, que dans cette question, où le pouvoir d'appréciation du juge est très grand et où le magistrat s'inspire avant tout de la liberté de la défense, les circonstances de fait ont une importance prépondérante. C'est ainsi qu'il a pu être décidé postérieurement à l'arrêt du 30 juin 1863 rapporté *supra*, n° 98, que les juges sont autorisés à se servir à titre de renseignements, d'une expertise ordonnée à la requête d'un tiers et à laquelle l'une des parties n'a été ni appelée ni représentée (Req. 9 févr. 1869, aff. Dieusy,

contesté, ni contestable, et que le décret de 1810 qui, en l'absence des présidents et vice-présidents, désigne en leur remplacement pour le service des audiences le juge présent le plus ancien dans l'ordre des nominations au siège, n'attache aucune nullité au défaut de mention, dans l'arrêt ou le jugement, que cette prescription ait été suivie; — Sur le deuxième moyen invoqué contre le même arrêt du 20 mai, pour violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810; — Attendu que le texte invoqué déclare

nuls les arrêts qui ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause, le débat vidé par l'arrêt du 24 mars, et celui sur lequel a statué l'arrêt du 20 mai; que si ces deux arrêts ont été rendus contre les demandeurs, ils étaient si bien distincts que l'un est intervenu contradictoirement, et l'autre par défaut; — Rejeté, etc.

Du 12 févr. 1877.-Ch. req.-MM. de Raynal, pr.-Bécot, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Costa, av.

D. P. 70. 1. 14). Dans l'espèce soumise à la chambre des requêtes, il a paru aux juges que les droits de la défense avaient été respectés.

100. Si la question peut être douteuse dans le cas de mise en cause d'un tiers après le jugement qui ordonne l'expertise, comme on a pu le voir *suprà*, n° 98, il semble qu'il ne devrait plus en être de même en cas d'intervention. L'expertise pourrait servir de base à la décision du fond, même à l'égard des parties intervenues dans l'instance après le travail de l'expert et qui ont conclu à ce que deux autres experts lui fussent adjoints, ces parties n'étant pas recevables à contester la validité d'une procédure régulière dans son principe (Req. 15 juill. 1861, aff. Desmonts, D. P. 62. 1. 31).

101. On s'est demandé enfin si le juge peut fonder sa décision sur les résultats d'une expertise à laquelle il a été procédé dans une autre instance engagée entre les mêmes parties. La question a été posée devant la chambre civile de la cour de cassation, mais n'a pas reçu de solution (Civ. cass. 24 déc. 1883, aff. Grange, D. P. 84. 1. 203-204). La négative paraît plus juridique, les juges ne pouvant, en général, fonder leur conviction que sur les moyens de preuve employés dans l'instance même sur laquelle intervient la décision. Toutefois, la jurisprudence conduit à les autoriser à puiser dans une pareille expertise des renseignements qui, s'ajoutant à d'autres motifs, peuvent concourir à former la décision (V. *suprà*, n° 95).

#### § 15. — De l'expertise nouvelle (Rép. n°s 294 à 322).

102. L'expertise nouvelle peut être ordonnée si le rapport est incomplet ou irrégulier. L'art. 322 c. proc. civ. dit qu'elle pourra être ordonnée d'office ; mais on a vu au Rép. n° 297 que les parties sont libres d'y conclure également,.... à la condition bien entendu que l'expertise soit encore possible. Ainsi il a été décidé qu'un acheteur ne peut requérir une expertise nouvelle si le temps écoulé depuis l'envoi régulier des échantillons ne permet plus de trouver la marchandise dans l'état où elle était lors de cet envoi (Angers, 10 nov. 1869, aff. Cornilleau, D. P. 69. 2. 205).

Les juges ont à cet égard un pouvoir discrétionnaire absolu (Rép. n° 299). S'ils trouvent dans le premier rapport et dans les autres éléments de la cause des preuves suffisantes pour former leur conviction, ils ne sont pas tenus de faire droit aux conclusions tendant à faire ordonner une nouvelle expertise (Req. 18 févr. 1861, aff. Sohiers, D. P. 63. 1. 477). Ils peuvent encore, en annulant un rapport d'expert irrégulier, statuer au fond sans ordonner une nouvelle expertise, s'ils reconnaissent qu'il existe dans la cause des documents suffisants pour la rendre inutile, et ils ne portent pas la moindre atteinte aux principes de la chose jugée (Req. 22 juill. 1885, aff. Arnould-Drappier, D. P. 86. 4. 318).

103. A plus forte raison, la décision qui rejetterait la demande d'une expertise nouvelle, par le motif que la régularité de l'expertise critiquée n'a jamais été mise en question, soit lors des opérations des experts, soit devant les premiers juges, reposerait-elle sur une appréciation de fait qui échappe à la censure de la cour de cassation (Req. 7 nov. 1853, aff. Bonneau, D. P. 54. 5. 337).

104. Mais, si grande que soit la latitude laissée au juge, il faut toujours un jugement en forme pour ordonner une nouvelle expertise. Ainsi nous croyons qu'elle ne pourrait être ordonnée, au cours d'un procès, par une simple invitation officieuse du président du tribunal (Comp. Req. 28 nov. 1871, aff. Arnette, D. P. 72. 1. 59). La question n'a été que posée par l'arrêt précité ; mais les principes généraux de la matière s'opposent à ce qu'on reconnaisse un pouvoir aussi étendu au président du tribunal.

(1) (Chéry et Leveaux C. consorts Laidebœur.) — La cour ; — Sur le premier moyen, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 et de l'art. 322 c. proc. civ. : — Et d'abord, sur la première branche :... — (Sans intérêt).

Sur la seconde branche : — Attendu que, lorsqu'une expertise est annulée pour vice de forme, aussi bien que lorsqu'elle est insuffisante et qu'il y a lieu de la compléter, le juge est libre, en en ordonnant une autre, de la confier à ceux qu'il avait chargés de la première ou de nommer des experts nouveaux, et que, quel que soit de ces deux partis celui qu'il préfère, d'après

105. Lorsque les juges ordonnent une nouvelle expertise, c'est à eux seuls qu'il appartient de désigner les experts et d'en fixer le nombre. Les art. 302 à 304 c. proc. civ. supposent une expertise demandée par les parties ou impérativement prescrite par la loi (Rép. n° 312) (Req. 15 nov. 1887, aff. Akermann, D. P. 89. 1. 74-75).

106. D'ailleurs, le tribunal, maître absolu du choix des experts, peut confier la seconde expertise aux personnes qui avaient été chargées de la première (Req. 8 nov. 1876) (1).

#### ART. 4. — Expertise devant les tribunaux de commerce (Rép. n°s 323 à 346).

##### § 1. — De l'expertise proprement dite (Rép. n°s 324 à 338).

107. En matière d'expertise commerciale, le droit commun est applicable, sauf les exceptions contenues dans les art. 429 à 431 c. proc. civ., dont le commentaire se trouve au Rép. n°s 323 et suiv. ; sauf aussi les règles spéciales des art. 106, 295, 407 et 414 c. com.

108. Aux termes de l'art. 429 c. proc. civ., les parties doivent tomber d'accord à l'audience pour choisir un ou trois experts, sinon le tribunal, usant d'un pouvoir discrétionnaire absolu, nomme immédiatement un ou trois experts (Civ. rej. 20 nov. 1854, aff. Pernetty, D. P. 55. 1. 233). Le même pouvoir appartient aux cours saisies de l'appel des jugements commerciaux. L'art. 305 c. proc. civ. ne reçoit pas ici son application (Civ. cass. 10 mars 1858, aff. Chrétien, D. P. 58. 1. 100 ; Req. 16 juin 1874, aff. Jackson, D. P. 75. 1. 165).

109. Les règles admises en matière civile, sur la capacité, la récusation des experts, leurs opérations, le serment qu'ils doivent prêter, la rédaction et le dépôt de leur rapport doivent être observées en principe. On admet que les art. 429 et suiv. c. proc. civ. ne contiennent pas de dispositions prescrites à peine de nullité. Mais les formalités substantielles de l'expertise sont toujours exigées, et toutes reposent sur le respect de la défense.

110. En ce qui concerne le serment, on admet, comme en matière civile (Rép. n° 319), que, lorsque l'expertise ordonnée est l'accessoire d'une première expertise et qu'elle est destinée à compléter les opérations précédentes, le juge peut décider que l'expert procédera sous la foi du serment déjà prêté par lui, sans qu'une seconde prestation de serment soit nécessaire (Req. 16 juin 1874, cité *suprà*, n° 108).

111. Il a encore été jugé, en matière commerciale : 1° que la règle qui veut qu'en matière d'expertise, les experts procèdent en présence des parties ou elles dûment appelées, ne met pas obstacle à ce que les experts se livrent seuls à des opérations qui n'ont que le caractère de simples études préliminaires et spécialement que, chargés d'examiner un appareil prétendu contrefait (une lanterne-phare, dans l'espèce), ils se fassent communiquer dans les gares de chemin de fer, par exemple, des appareils analogues dont l'étude leur paraît être un préalable nécessaire au travail qui leur est confié (Civ. cass. 10 mars 1858, aff. Chrétien, D. P. 58. 1. 100) ; — 2° Que l'omission, par les experts, de l'indication du lieu et du jour de leur opération, est couverte par la présence des parties, sans réclamation, à cette opération (Même arrêt). — Comp. *suprà*, n° 42 et suiv., 56 et suiv.

112. Toutefois, il faut tenir compte des règles particulières à certaines expertises spéciales. C'est ainsi que les formalités et les délais prescrits par le code de procédure ne sont pas applicables à l'expertise de l'art. 106 c. com. Par exemple, cette expertise, qui doit être instantanée, ne comporte pas la mise en cause préalable des parties intéressées,

les faits et circonstances de la cause, il ne décide en cela qu'une question d'opportunité dont il est le seul et unique arbitre ; — D'où il suit qu'après avoir annulé le rapport du 45 févr. 1875, comme n'étant pas l'œuvre collective de tous les experts commis, l'arrêt a pu légalement confier la nouvelle expertise aux experts antérieurement nommés ;

Sur le deuxième moyen :... — (Sans intérêt) ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 8 nov. 1876. — Ch. req. — MM. de Raynal, pr. — Guillemaud, rap. — Godelle, av. gén., c. conf. — Coulombel, av.

sauf aux juges à avoir tel égard que de droit à l'opération, lorsqu'elle n'a pas été contradictoire (Colmar, 13 mai 1851, aff. Meyrel, D. P. 54. 5. 337).

113. Ces exceptions ne doivent pas être étendues. L'art. 106 c. com., de même que l'art. 105, est spécial aux relations du voiturier avec le destinataire. Il ne s'applique donc pas aux contestations entre vendeurs et acheteurs. Dans ce cas, l'expertise aura lieu toutes parties présentes ou dûment appelées, conformément aux art. 315 et 429 c. proc. civ. (Rouen, 18 juill. 1872, aff. Rucker, D. P. 73. 2. 39).

114. En ce qui concerne le paiement des honoraires, le président du tribunal de commerce n'est pas investi des mêmes pouvoirs que ceux qui appartiennent (Rép. n° 255) au président du tribunal civil. Il ne peut délivrer un exécutoire. La réclamation des honoraires des experts ou les contestations qui peuvent être soulevées à ce sujet sont de la compétence de la juridiction civile (Bordeaux, 3 juin 1867) (1).

115. Il a été décidé que si un exécutoire était délivré par le président du tribunal de commerce, cet exécutoire ne pourrait être attaqué par voie d'opposition ni devant le tribunal de commerce, ni devant le tribunal civil. La cour d'appel serait seule compétente pour connaître de la contestation (Bordeaux, 3 juin 1867, *supra*, n° 114).

§ 2. — Des arbitres ou rapporteurs experts (Rép. n° 339 à 346).

116. On trouvera au Rép. n° 339 et suiv. les règles concernant les arbitres rapporteurs, auxquels les tribunaux de commerce, celui de la Seine particulièrement, renvoient l'examen de certaines affaires. L'usage de ces renvois a pris une extension d'autant plus considérable que l'art. 429 c. proc. civ. n'est pas limitatif (Rép. n° 340). — Ce point a cependant été contesté par un auteur, d'après lequel les tribunaux de commerce ne pourraient renvoyer les parties devant des arbitres rapporteurs que pour examen de comptes, pièces ou registres, ou tout au plus dans quelques autres cas offrant avec ceux-ci la plus grande analogie. De plus, l'arbitre désigné ne pourrait être investi du droit de concilier les parties pour des questions étrangères à l'appréciation de comptes, pièces ou registres. En outre, il ne devrait jamais cumuler avec ses fonctions celles d'expert, de juriconsulte ou de magistrat : en d'autres termes, le tribunal de commerce n'aurait pas le droit de confier aux arbitres le soin de faire des visites de lieux, des examens de travaux, de donner un avis sur une question de droit pur, d'interroger les parties, d'entendre des témoins (Paul Jozon, *Revue critique*, 2<sup>e</sup> série, t. 8, 1876, p. 1 et suiv.).

La cour de cassation est difficilement appelée à se prononcer sur cette question, les juges consulaires appréciant en fait l'utilité du renvoi devant arbitre, et leur décision, de ce chef, échappant le plus souvent au contrôle

de la cour suprême. Cependant il a été décidé que les règles de l'expertise judiciaire, non plus que celles du renvoi devant arbitres, ne sont méconnues par le jugement qui nomme un arbitre rapporteur à l'effet de donner son avis sur certains points du litige, sans le charger de faire aucune constatation pouvant rentrer dans la mission d'un expert (Req. 10 juill. 1876, aff. Dessoliers, D. P. 77. 1. 217).

117. Comme en matière de rapport d'experts (V. *supra*, n° 94 et suiv.), il appartient au juge de constater l'existence et d'apprécier le sens ou la portée des déclarations des parties consignées dans le procès-verbal d'un arbitre rapporteur (Civ. rej. 18 janv. 1870, aff. Marcel, D. P. 70. 1. 411).

ART. 5. — Expertise devant la justice de paix (Rép. n° 347 à 363).

118. On a vu au Rép. n° 347, que les art. 41 et 42 c. proc. civ. permettent au juge de paix d'ordonner de véritables expertises, quoique le mot ne se trouve pas dans la loi. En principe, les experts procèdent à leur mission en présence du magistrat. Mais cette assistance du juge, qui n'est prescrite que dans un but d'économie et de célérité, n'est pas exigée à peine de nullité. La jurisprudence, qui s'est toujours prononcée en ce sens (Rép. n° 349) a été confirmée par deux nouveaux arrêts (Req. 2 déc. 1868, aff. Bailly, D. P. 71. 5. 176 ; 13 janv. 1886, aff. Duroyon, D. P. 86. 1. 359).

119. Le juge de paix a un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne le choix des experts chargés de l'assister (Req. 20 janv. 1873, aff. Renard, D. P. 74. 1. 18).

120. Le magistrat pourrait-il désigner deux experts ? La question est controversée et le Rép. enseigne la négative (n° 354). Cependant l'opinion contraire semble avoir été admise par la cour de cassation (Civ. rej. 17 juin 1868, aff. Gallouin, D. P. 68. 1. 330). — V. dans le même sens : D. Dejean, n° 1461, p. 29; Pigeon, n° 336, p. 117.

121. On s'est demandé si le juge de paix qui nomme deux experts peut les autoriser à désigner eux-mêmes un troisième expert chargé de les départager ? D'après les principes, une pareille décision serait entachée d'excès de pouvoir, la nomination d'un expert étant un acte de juridiction, et toute juridiction ne pouvant être déléguée qu'à un magistrat de l'ordre judiciaire. Dans l'espèce de l'arrêt du 17 juin 1868, cité *supra*, n° 120, la cour de cassation n'a pas eu à examiner cette question, les deux experts ayant été unanimes en fait et n'ayant pas eu besoin de désigner un tiers expert.

122. Les formalités substantielles de l'expertise doivent être suivies devant la justice de paix. La prestation de serment est de ce nombre (Req. 5 juill. 1882) (2). Le procès-verbal qui, dans les causes sujettes à appel, doit être signé

ne pourrait pas non plus être attaqué par la même voie devant le tribunal civil, sans porter atteinte à l'ordre des juridictions ; qu'il reste par là même démontré que le seul recours dont elle soit susceptible est celui de l'appel, et qu'ainsi, dans la cause actuelle, l'appel de Bulguerie est recevable ; — Attendu, au fond, etc. ; — Par ces motifs, annule, comme incompétemment rendue, l'ordonnance du président du tribunal de commerce de Bordeaux du 17 sept. 1866 ; — Evoquant et statuant à nouveau, condamne, etc.

Du 3 juin 1867. — C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Dégrange-Touzin, pr. — Jorant, 1<sup>er</sup> av. gén. — Alaret et Montaud, av.

(2) (de Broglie C. Pasquier et autres.) — La cour ; ... — Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 42, 43 et 473 c. pr. civ. et de la fausse application des art. 203 et suiv. du même code : — Attendu qu'en disposant que, dans les causes sujettes à appel, le greffier constatera le serment des experts nommés, l'art. 43 c. pr. civ. indique clairement que le serment constitue une formalité substantielle qui doit être accomplie à peine de nullité ; — Attendu, dès lors, qu'il n'appartenait pas, dans l'espèce, au juge de paix de dispenser du serment les experts par lui désignés sans consulter les parties à cet égard ; — D'où il suit que le tribunal a infirmé à bon droit de ce chef la sentence qui lui était déferée ; ...

Par ces motifs, rejette.

Du 5 juill. 1882. — Ch. req. — MM. Bédarrides, pr. — Petit, rap. — Chévrier, av. gén. ; c. conf. — Panhard, av.

(1) (Bulguerie C. Douis et autres.) — La cour ; — Attendu que la juridiction des tribunaux de commerce est essentiellement exceptionnelle ; que ces tribunaux peuvent, par conséquent, connaître seulement des contestations qui leur sont expressément dévolues par la loi ; — Attendu que la contestation soulevée au sujet du règlement des honoraires dus à des experts chargés de donner leur avis dans un litige commercial n'a point elle-même un caractère commercial, car elle ne peut, à aucun titre, être rangée dans l'un des cas prévus par les art. 631 et suiv. c. com., qu'elle reste donc purement civile, et doit, par suite, être nécessairement portée devant les tribunaux ordinaires, qui ont juridiction pour statuer sur toutes les contestations dont la connaissance n'est pas attribuée à d'autres tribunaux ; — Attendu que l'art. 60 c. proc. civ. ne met pas obstacle, dans le cas dont il s'agit, à l'application de la règle générale ci-dessus rappelée, parce que les experts spécialement nommés pour donner leur avis dans une affaire particulière ne sont pas des officiers ministériels, et que c'est en faveur de ces officiers seulement qu'a été édictée la disposition du susdit article ; — Attendu que le tribunal de commerce n'ayant pas compétence pour délivrer un titre exécutoire aux experts en statuant sur les difficultés relatives au règlement de leurs honoraires, il résulte que le président de ce tribunal ne peut avoir lui-même qualité pour rendre exécutoire la taxe qu'il aurait faite à ce sujet ; — Attendu que l'ordonnance incompétamment rendue par le président ne saurait être attaquée par la voie d'opposition devant le tribunal de commerce, d'après les motifs qui précèdent ; qu'elle

par le juge de paix, le greffier et les experts, doit contenir mention de cette prestation, à peine de nullité (Civ. cass. 11 juin 1856, aff. d'Erceville, D. P. 56. 1. 306).

**123.** Le juge de paix ne pourrait dispenser les experts du serment, sans consulter les parties et obtenir leur consentement (Civ. cass. 11 juin 1856, cité *suprà*, n° 122). Mais on ne devrait pas exiger une nouvelle prestation de serment de la part des experts chargés d'une simple addition à leur premier rapport et d'une vérification de faits qui ne sont que la continuation de ceux antérieurement soumis à leur examen (Req. 2 déc. 1868, aff. Bailly, D. P. 71. 5. 176).

**124.** Les parties doivent être présentes ou avoir été appelées à l'expertise. La nécessité de cette formalité essentielle ne fait pas doute (Civ. rej. 17 juin 1868, aff. Gallouin, D. P. 68. 1. 330; Civ. cass. 1<sup>er</sup> juill. 1874, aff. Phélippon, D. P. 74. 1. 334; Req. 31 juill. 1876, aff. Debasseux, D. P. 77. 1. 108). Ainsi il a été jugé que l'expertise ordonnée par le juge de paix est nulle, lorsque les parties qui n'ont pas assisté à la prestation de serment des experts n'ont point été averties du jour et de l'heure indiqués par les experts pour la première vacation (Civ. cass. 1<sup>er</sup> juill. 1874, précité).

**125.** Par contre, il a été admis : 1° que la partie qui a fixé ou fait fixer elle-même le jour et l'heure du commencement de l'expertise ne peut être admise à se plaindre de n'avoir pas été sommée d'y assister (Arrêt du 31 juill. 1876, cité *suprà*, n° 124); — 2° Que de simples allégations ne sauraient prévaloir contre les constatations d'un jugement desquelles il résulte que les experts nommés par le juge de paix ont prêté serment en présence des parties, et que, s'ils ont opéré en l'absence d'une des parties, celle-ci, malgré leur demande, n'avait pas voulu assister à leur opération. Dans ces circonstances, aucune atteinte n'avait été portée au droit de la défense, alors surtout que les parties avaient dispensé les experts de toute formalité de justice (Arrêt du 17 juin 1868, cité *suprà*, n° 124).

**126.** Un des arrêts que l'on vient de citer *suprà*, n° 124 (Req. 31 juill. 1876), a décidé que la partie qui, n'ayant relevé appel d'un jugement interlocutoire ordonnant une expertise qu'après sommation d'assister à une seconde visite des lieux litigieux par l'expert, n'a pas dénoncé son appel à l'expert, et ne lui a pas déclaré qu'elle s'opposait à l'expertise, qui devait, à raison de l'urgence, avoir lieu le lendemain, est mal fondée à demander la nullité de l'expertise et du jugement qui en a été la suite. — Cet arrêt peut être considéré comme une décision d'espèce; autrement il pourrait prêter à la critique. Si les actes prescrits par un jugement interlocutoire et exécutés avant l'appel de ce jugement peuvent être déclarés valables dans le cas où le jugement est maintenu, en est-il de même des actes postérieurs à l'appel? Dans l'espèce, il est vrai, l'expert n'avait pas été averti; il s'ensuit qu'on lui devait compte de son travail. Mais il est permis de douter que ce travail eût, au point de vue juridique, la même valeur que les actes ayant précédé l'appel. Quant à l'urgence, elle n'était pas à considérer en droit, l'exécution provisoire n'ayant été ni ordonnée, ni même demandée, dans la cause.

#### ART. 6. — *Expertise en matière administrative* (*Rép.* n°s 364 à 388).

**127.** La loi du 22 juill. 1889 (D. P. 90. 4. 1.) qui a fixé les règles de la procédure devant les conseils de préfecture, détermine dans le tit. 2, § 1<sup>er</sup>, art. 13 à 24, les principes qui doivent être suivis en matière d'expertise. Cette loi, en confirmant la jurisprudence sur certains points importants, a introduit dans la pratique administrative dif-

férentes innovations, dont les principales sont : 1° la suppression de la tierce expertise en toutes matières autres que celles de contributions directes; 2° le pouvoir donné au président du conseil de préfecture d'ordonner, dans les cas urgents, un constat par expert; 3° le droit pour ce fonctionnaire de liquider, en toutes matières, les frais d'expertise.

La loi du 22 juill. 1889 a été complétée par le décret du 18 janv. 1890 (D. P. 90. 4. 7) fixant les allocations pour la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, et, notamment, le tarif des frais d'expertise (art. 2 à 11). V. sur les travaux préparatoires D. P. 90. 1. 1 et suiv., et sur le texte lui-même, M. H. Guerneur, *De la procédure devant les conseils de préfecture*, 1890.

**128.** Nous examinerons les dispositions de la loi nouvelle, en rappelant, sur les différents points, la jurisprudence antérieure depuis la publication du *Répertoire*.

**129.** Les tribunaux administratifs, comme on l'a fait observer au *Rép.* n° 364, jouissaient avant la loi de 1889, d'une grande latitude pour accorder ou refuser une expertise. Il avait été jugé, cependant, que si une commune, à la suite de travaux, transforme une rue en impasse, le propriétaire dont l'immeuble se trouve déprécié par suite de ces travaux, a le droit de solliciter une indemnité, et que le conseil de préfecture ne peut rejeter sa demande, mais doit prescrire une expertise (Cons. d'Et. 3 juin 1869) (1).

**130.** Depuis la nouvelle loi (art. 13), l'expertise reste, en principe, facultative pour les conseils de préfecture. Cette juridiction peut recourir, pour s'éclairer, à tout autre mode de preuve. Toutefois l'art. 13, § 2, dispose que l'expertise devient obligatoire si elle est demandée par les parties, ou l'une d'elles, en matière de dommages résultant de l'exécution de travaux publics ou de subventions spéciales pour dégradations extraordinaires aux chemins vicinaux. — Rappelons que, d'après la législation antérieure, à laquelle il n'est pas dérogé par la loi de 1889, l'obligation d'ordonner l'expertise existe également en matière de dessèchement de marais et de réclamations relatives aux contributions directes (V. *infra*, v<sup>o</sup> *Impôts directs*, *Marais*, *Travaux publics*).

**131.** En ce qui concerne le mode de nomination des experts, la pratique antérieure à la loi distinguait entre les expertises obligatoires (contributions directes, dommages résultant de travaux publics, chemins vicinaux) et les expertises facultatives. Pour les premières, la nomination des experts était réglée par les lois spéciales. Elles supposaient toujours une tierce expertise, et le choix du tiers expert appartenait tantôt à l'Administration, tantôt au conseil de préfecture (V. H. Guerneur, n° 60, p. 93 et suiv.).

**132.** Pour les expertises facultatives, la jurisprudence tendait à se rapprocher des principes du code de procédure civile. Il était d'usage de laisser les parties choisir les experts; et ce n'était que faute par elles de le faire, qu'ils étaient désignés d'office. Le conseil d'Etat a décidé ainsi : 1° que, même dans les matières où l'expertise n'est pas déclarée obligatoire par la loi, le conseil de préfecture ne peut, si cette voie d'instruction lui paraît nécessaire, s'écarter des prescriptions légales pour la nomination des experts, et par exemple, nommer d'office un expert pour une partie qui n'a pas été préalablement mise en demeure de le nommer elle-même (Cons. d'Et. 5 déc. 1860, aff. François et Moinard, D. P. 61. 3. 36); — 2° Que les parties peuvent se prévaloir en tout état de cause des vices dont est entachée l'expertise, et notamment de ce que le conseil de préfecture aurait, à tort et malgré leurs protestations, désigné leur expert d'office (Cons. d'Et. 4 juill. 1884, aff. Gagneux, D. P. 86. 3. 4. — V. toutefois : Cons. d'Et. 10 avr. et 13 juin 1860, aff. Pilot et aff. Ville d'Auxonne, D. P. 60. 3. 65).

pour apprécier le mérite de ladite demande, ordonner avant faire droit qu'il fût procédé à l'expertise prescrite par l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807 :

Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêté du conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône, du 4 avr. 1868, est annulé. — Art. 2. Les requérants sont renvoyés devant ledit conseil de préfecture pour être statué ce qu'il appartiendra sur leur demande, après qu'il aura été procédé à une expertise conformément à l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807.

Du 3 juin 1869. — Cons. d'Et.-MM. David, rap.-Aucoc, concl.-Guyot et Hérisson, av.

(1) NAPOLÉON, etc.; — Vu la loi du 28 pluv. an 8, art. 4; — Vu l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807; — Considérant que la demande d'indemnité des requérants contre la ville de Marseille est fondée sur le préjudice qui serait résulté pour eux de ce que les constructions qui seraient établies sur le sol des rues Saint-Jaume et Saint-Victoret, en transformant ces rues en impasses, auraient eu pour effet : 1° de rendre leur maison insalubre; 2° de modifier les conditions de l'exercice de leur industrie, en diminuant les facilités d'accès et de circulation des voitures nécessaires au service de leurs magasins; que, dans ces circonstances, le conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône devait,



**133.** La loi du 22 juill. 1889 a innové tant pour les expertises facultatives que pour les expertises obligatoires (art. 14 et 15). Toutefois, en ce qui concerne celles-ci, elle n'a en rien modifié la procédure suivie en matière de contributions directes. Quant aux autres expertises obligatoires, elle a cherché à établir l'unité en s'appropriant en grande partie les dispositions du code de procédure, notamment en ce qui concerne le nombre des experts, la prestation de serment, la récusation des experts et leur mode de procéder. Enfin elle a supprimé la tierce expertise. Désormais, sauf en matière de contributions directes, il n'y a plus qu'une expertise « consistant en une opération unique » (H. Guerneur, *op. cit.*, n° 62, p. 95).

**134.** En principe, l'expertise est confiée à trois experts. Chacune des parties en désigne un ; le conseil de préfecture, le troisième. Lorsqu'il y a plusieurs demandeurs ou défendeurs, ils se mettent d'accord pour la nomination de l'expert dont le choix leur appartient. Cette désignation est faite soit dans les requêtes ou mémoires, soit à l'audience. A défaut de désignation par les parties ou l'une d'elles, notification leur est faite par un agent administratif, conformément à l'art. 7 de la loi, d'avoir à faire connaître cette désignation dans le délai de huit jours. Ce délai ne court que du jour de la notification. S'il expire sans que la nomination ait eu lieu, celle-ci est faite d'office par le conseil de préfecture.

**135.** Mais les parties peuvent s'entendre pour ne confier l'expertise qu'à un seul expert et dans ce cas, si elles tombent d'accord sur une désignation, le conseil de préfecture ratifie leur choix ; sinon, il désigne d'office l'expert unique (art. 14).

**136.** Dans le cas où un expert, désigné par une partie, subordonne l'accomplissement de sa mission à des conditions qu'il ne lui appartient pas d'imposer, cet expert doit être considéré comme ayant refusé d'accomplir ladite mission, et par suite, le conseil de préfecture peut impartir à la partie un délai pour désigner un autre expert (Cons. d'Et. 4 juill. 1884, aff. Gagneux, D. P. 86. 3. 4). De son côté, la partie peut être considérée comme ayant refusé de faire cette désignation, et, dès lors, le conseil de préfecture peut désigner d'office le nouvel expert, alors même que la partie a demandé que son premier expert ayant renoncé à ses prétentions fût maintenu dans ses fonctions (Même arrêt). — Ces solutions sont encore applicables aujourd'hui.

**137.** Avant la nouvelle loi en matière d'évaluation de l'indemnité réclamée par un particulier pour dommage résultant d'un travail public, la signification à celui-ci de l'arrêt préfectoral désignant l'expert de l'Administration n'emportait pas, par elle-même, mise en demeure de désigner son expert. Par suite, il y avait irrégularité, de la part du conseil de préfecture, à statuer avant une mise en demeure spéciale, suivie, au cas où il n'avait pas été satisfait par la partie, de la nomination d'office d'un expert. Cette irrégularité était de nature à entraîner la nullité de la fixation du chiffre de l'indemnité, même quand la demande d'annulation émanait non de la partie, mais de l'Administration (Cons. d'Et. 10 nov. 1853, aff. Gorsas, D. P. 54. 3. 75).

**138.** D'autre part, dans le cas de règlement des subventions réclamées par une commune à un établissement industriel, à raison de dégradations extraordinaires occasionnées aux chemins vicinaux par les transports effectués pour le compte de cet établissement, l'expertise devant être contradictoire, si l'établissement, malgré la mise en demeure à lui faite, n'avait pas désigné d'expert, le conseil de préfecture devait lui en nommer un d'office, et non pas se contenter d'une expertise faite par l'expert de la commune procédant seul (Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Direction des forges de la Chaussade, D. P. 56. 3. 5).

**139.** Mais, après comme avant la nouvelle loi, la partie à laquelle un expert a été nommé d'office, faute de dési-

gnation par elle, recouvre, au cas de décès de celui-ci, le droit de choisir son remplaçant (Cons. d'Et. 6 juill. 1854, aff. Spineux, D. P. 55. 3. 10).

**140.** De même, en matière de contributions directes, lorsque le réclamant a désigné son expert, même en déclarant ne conclure à l'expertise qu'en tant que de besoin, il a un droit acquis à l'expertise, et le conseil de préfecture ne pourrait se refuser à y faire procéder (Cons. d'Et. 9 juin 1868) (1).

**141.** On a vu *suprà*, n° 134 et 135, quelles sont les règles admises aujourd'hui en ce qui concerne le nombre des experts à nommer. Avant la loi du 22 juill. 1889, il convenait de distinguer les cas où l'expertise était ordonnée par des lois spéciales, comme en matière de dommages résultant de travaux publics, en matière de chemins vicinaux, de contributions directes, etc., et le cas où elle était facultative. Lorsqu'il s'agissait d'une expertise spéciale, elle était régie par la loi qui la prescrivait, et il n'y avait pas à rechercher si le code de procédure était applicable. On a vu au *Rép.* n° 374 que dans ce système, les experts étaient au nombre de deux, et qu'il y avait lieu, en cas de désaccord, à une tierce expertise, supprimée par la nouvelle législation.

**142.** Le tiers expert, dans le cas de contestations relatives à des dommages causés par des travaux publics (L. 16 sept. 1807, art. 56) devait être nommé par le préfet, à peine de nullité (Cons. d'Et. 30 janv. 1862, aff. Picard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 91). Il avait été jugé, toutefois, que l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807 ne s'appliquait pas au cas où un propriétaire prétendant avoir droit à une indemnité pour occupation de son terrain saisissait directement de sa demande le conseil de préfecture, au lieu de s'adresser au préfet ; dans ce cas, le tiers expert pouvait être nommé par le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 15 juin 1864, aff. Soulanges, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 576).

**143.** Le tiers expert, nommé dans les conditions de la loi du 16 sept. 1807, art. 56, pouvait procéder seul à sa mission, sans être tenu de se mettre en relation avec les précédents experts (Cons. d'Et. 15 juin 1864, cité *suprà*, n° 143). Il n'était même pas nécessaire que son rapport fût communiqué aux parties (Même arrêt). Toutefois, il avait été décidé, d'autre part, que le tiers expert devait visiter les lieux, et ne pas se contenter d'adopter les conclusions d'un ingénieur de l'Administration, au lieu de discuter les rapports des deux premiers experts (Cons. d'Et. 13 janv. 1865, aff. Cabanès, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 54).

**144.** En ce qui concerne l'expertise facultative, la jurisprudence du conseil d'Etat paraît avoir varié. Le *Répertoire* enseigne (n° 374) que l'usage était de nommer deux experts, sauf à recourir à la tierce expertise en cas de désaccord. Toutefois, l'expertise aurait pu être confiée à un seul expert. Le conseil d'Etat qui semblait avoir adopté cette doctrine par une ordonnance du 15 mai 1835, aff. Commune de l'Isle (V. *Rép.* v° Forêts, n° 1416), avait ensuite jugé, à différentes reprises, que les conseils de préfecture ne pouvaient s'affranchir des prescriptions légales pour la nomination ou la prestation de serment des experts. Ce système avait l'avantage d'échapper à l'arbitraire. Mais il manquait de base légale, en ce sens qu'aucun texte n'obligeait le conseil de préfecture à se conformer aux art. 302 et suiv. c. proc. civ. C'est ce qui avait été reconnu ultérieurement par divers arrêts décidant que l'expertise pouvait être valablement confiée à deux experts (Cons. d'Et. 10 avr. 1860, aff. Pilot, et 13 juin 1860, aff. Ville d'Auxonne, D. P. 60. 3. 65 ; 10 avr. 1867, aff. Mouchette et Colin, D. P. 68. 3. 14 ; 13 août 1867, aff. Bernard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 758 ; 20 juill. 1875, aff. Ville de la Châtre, D. P. 76. 3. 28 ; 9 mars 1883, aff. Quétier et Férou, D. P. 84. 5. 247).

(1) NAPOLÉON, etc. ;... — Vu la loi du 3 frim. an 7 (notamment les art. 2 et 87), l'arrêt du 24 flor. an 8 (notamment l'art. 5) et la loi du 21 avr. 1832 (notamment l'art. 29) ; — Sur le moyen tiré de ce que le conseil de préfecture aurait rejeté la réclamation du sieur Burgault, sans que l'expertise eût eu lieu, bien qu'elle eût été demandée par le réclamant : — Considérant que, d'après l'art. 29 de la loi du 21 avr. 1832, il doit être procédé à l'expertise, lorsqu'elle est demandée par le réclamant, dans les dix jours de la notification qui lui a été faite du dépôt du dossier à la sous-pré-

fecture ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Burgault a, dans les dix jours de cette notification, indiqué son intention de recourir, en tant que de besoin, à la vérification par experts, et désigné l'expert dont il faisait choix ; que, dès lors, c'est à tort que le conseil de préfecture a rejeté sa réclamation, sans avoir fait procéder à l'expertise :... — Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêt du conseil de préfecture du Morbihan, du 16 nov. 1866, est annulé.

Du 9 juin 1868. Cons. d'Et.-MM. de la Goupillière, rap.-de Belbeuf, concl.

**145.** Mais les parties pourraient se mettre d'accord pour le choix d'un expert unique (Cons. d'Et. 10 avr. 1867, cité *suprà*, n° 144).

**146.** Il était certain, d'autre part, que le tiers expert, dans le cas où l'expertise était facultative, devait être désigné par le conseil de préfecture et qu'on ne pouvait étendre les dispositions de lois spéciales (comme l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1867) qui désignent certains fonctionnaires comme tiers experts de droit (Cons. d'Et. 13 avr. 1881, aff. Boistelle, D. P. 82. 3. 100).

**147.** Quoique la tierce expertise fût d'usage en cas de désaccord entre les deux premiers experts, il avait été décidé qu'elle n'était pas obligatoire pour le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 13 août 1867, cité *suprà*, n° 144). Il s'agissait, en effet, d'une mesure d'instruction facultative abandonnée au pouvoir discrétionnaire du juge.

**148.** Au reste, ces questions ont perdu leur intérêt pratique dans l'avenir, du moins pour les instances pendantes devant les conseils de préfecture, par suite de la suppression de la tierce expertise et de la règle posée par les art. 14 et 15 de la loi du 22 juill. 1889.

**149.** Le Répertoire n° 375 inclinait à étendre aux matières administratives les règles admises en droit civil pour la récusation des experts. Ce principe avait été appliqué implicitement par des arrêts décidant : 1° que l'architecte qui a dressé les plans, rédigé les devis et réglé le compte définitif de travaux communaux, ne peut être admis à procéder comme expert de la commune dans les contestations qui s'élèvent ultérieurement entre celle-ci et l'entrepreneur desdits travaux, alors du moins que ce dernier le refuse formellement (Cons. d'Et. 20 janv. 1882, aff. Moreau, D. P. 65. 3. 67); — 2° Qu'un contribuable n'est pas recevable à demander devant le conseil d'Etat la nullité d'une expertise, en se fondant sur ce que l'expert de l'Administration a bu et mangé avec le contrôleur, s'il connaissait déjà cette cause de récusation devant le conseil de préfecture et s'il ne l'a pas invoquée (Cons. d'Et. 8 avr. 1867, aff. Pasturel, D. P. 68. 3. 13).

**150.** Mais la jurisprudence du conseil d'Etat paraissait s'être fixée dans un sens contraire à l'application des règles du code de procédure civile. La récusation n'était plus guère admise que lorsque l'expert avait un intérêt personnel dans l'affaire. C'est ainsi qu'il a été jugé : 1° que l'expert désigné par une partie pour évaluer des dommages résultant de travaux publics, n'est pas le mandataire de cette partie et ne peut dès lors être révoqué par elle, alors même que la partie adverse ne s'opposerait pas formellement à cette révocation (Cons. d'Et. 28 juill. 1864, aff. Mougey, D. P. 65. 3. 49); — 2° Que cet expert ne peut pas même être récusé par application des dispositions du code de procédure civile (Cons. d'Et. 3 déc. 1857, aff. Caillairet, D. P. 65. 3. 49; 14 janv. 1865, aff. Doré, *ibid.*); — 3° Qu'un contribuable ne peut récusar l'expert de l'Administration par ce motif que cet expert serait son parent ou son allié (Cons. d'Et. 7 août 1885, aff. Cureau, D. P. 87. 3. 30-31); — 4° Que la circonstance qu'un conducteur des ponts et chaussées a dirigé des travaux de curage et rédigé pour l'Administration un avis sur la réclamation d'un des propriétaires appelés à contribuer aux frais de ce curage, ne fait pas obstacle à ce qu'il soit désigné comme expert de l'Administration pour donner son avis sur cette réclamation (Cons. d'Et. 25 juin 1880, aff. de Saint-Ours, D. P. 81. 3. 60); — 5° Que le fait qu'un tiers expert a mangé dans une auberge avec une des parties pendant les opérations n'est pas de nature à faire considérer la tierce expertise comme irrégulière (Cons. d'Et. 2 mars 1883, aff. du Mas, D. P. 84. 3. 95).

**151.** Cette question de la récusation, si longtemps controversée, comme on vient de le voir, est désormais fixée par l'art. 17 de la loi de 1889. D'après cet article, les règles établies par le code de procédure civile pour la récusation des experts sont applicables dans les cas où les experts sont désignés d'office par le conseil de préfecture. La loi dispose, en outre, d'une manière générale, que les fonctionnaires qui ont exprimé une opinion dans l'affaire litigieuse, ou qui ont pris part aux travaux qui donnent lieu à une réclamation, ne peuvent être désignés comme experts : c'est une cause d'empêchement plus encore qu'un motif de récusation. Par réaction contre la législation ancienne qui nom-

maît parfois tiers experts de droit des fonctionnaires directement mêlés à l'affaire en cause, on a voulu que, même lorsque l'expert est fonctionnaire, son impartialité fût sauvegardée.

**152.** La récusation doit être proposée dans les huit jours de la notification de l'arrêté qui a désigné l'expert. Elle est jugée d'urgence. L'arrêté qui prononce sur la récusation est exécutoire, nonobstant le recours au conseil d'Etat (V. H. Guérmeur, *op. cit.*, n° 74, p. 103).

**153.** Il demeure certain que la partie qui a pris part à toutes les opérations de l'expertise ne peut plus récusar un expert (Cons. d'Et. 17 avr. 1856, aff. Demeure, D. P. 56. 3. 67; 30 avr. 1875, aff. Blanchard, D. P. 75. 3. 97).

Pareillement, une partie qui a assisté à une expertise ne peut en demander l'annulation en se fondant sur ce qu'un des experts ne remplissait pas les conditions nécessaires pour être désigné en cette qualité (dans l'espèce, parce qu'il n'était pas Français), alors qu'au moment des opérations elle connaissait le nom et la qualité de cet expert (Cons. d'Et. 30 juill. 1880, aff. Turquand, D. P. 81. 3. 92; 29 mars 1889, aff. Fortier, D. P. 90. 3. 71).

**154.** Conformément à la doctrine du Rép. n° 376, la nécessité de la prestation de serment par les experts paraissait déjà bien établie dans la jurisprudence antérieure à 1889, soit qu'il s'agit d'une expertise facultative (Cons. d'Et. 24 juin 1881, aff. Della-Casa, D. P. 82. 3. 115), soit qu'il s'agit d'une expertise spéciale (Cons. d'Et. 2 août 1854, aff. Chamblant, D. P. 55. 3. 26; 22 févr. 1855, aff. Marloux, D. P. 55. 3. 89). Une exception était admise en ce qui concerne les ingénieurs appelés, dans certains cas, par la loi elle-même comme tiers experts (Cons. d'Et. 21 juin 1854, aff. Le Dingon, D. P. 55. 3. 4). — La nouvelle loi (art. 16) a consacré la nécessité de la prestation de serment en toute matière.

**155.** Il est évident, d'ailleurs, que l'irrégularité du chef de la prestation de serment pourrait être couverte par un acquiescement implicite ou expresse des parties, qui restent maîtresses d'en dispenser les experts (Cons. d'Et. 7 avr. 1839, aff. Nazart, D. P. 60. 3. 2; Cons. d'Et. 11 mars 1887, aff. Louchard et Marey, D. P. 88. 5. 238).

**156.** La loi ne désignant pas les fonctionnaires devant qui les experts doivent prêter serment, ce soin est laissé au conseil de préfecture (art. 16). Antérieurement il avait été jugé que la prestation pouvait avoir lieu devant le sous-préfet ou le maire, par voie de délégation (Cons. d'Et. 7 avr. 1839, aff. Nazart, D. P. 60. 3. 2; 12 févr. 1886, aff. Commune de Caluire, D. P. 87. 5. 215).

**157.** Avant la loi du 22 juill. 1889, il n'existait aucune règle déterminant la manière dont les experts devaient procéder à leur mission. Il était seulement reconnu que l'expertise étant contradictoire les parties devaient y assister en personne ou par leurs représentants, ou tout au moins avoir été averties d'une manière quelconque des opérations des experts. Une mise en demeure régulière par voie de sommation n'était pas exigée (Cons. d'Et. 19 avr. 1854, aff. Cottenest, D. P. 55. 3. 204; 17 avr. 1836, aff. Denture, D. P. 56. 3. 67; 22 mars 1866, aff. de Bardies, D. P. 67. 3. 9; 27 juin 1867, aff. Gary, D. P. 68. 3. 56; Cons. préf. de la Seine, 28 mai 1878, aff. Jacques, D. P. 81. 3. 28; Cons. d'Et. 24 juin 1881, aff. Della-Casa, D. P. 82. 3. 115-116; 3 juin 1881, aff. Presson-Mangin, *ibid.*).

**158.** En ce qui concerne les tierces expertises auxquelles il était procédé, conformément à la loi du 16 sept. 1867 par l'ingénieur en chef, expert de droit, en matière de dommages résultant de l'exécution de travaux publics, une jurisprudence constante décidait même qu'il n'était pas nécessaire que les parties fussent entendues (Cons. d'Et. 18 déc. 1862, aff. Cottenest, D. P. 63. 3. 4; 2 juill. 1880, aff. Barre, D. P. 81. 3. 68).

**159.** La lacune qui existait sur ce point dans notre législation a été comblée par les art. 16, 18, 19 et 20 de la nouvelle loi. L'arrêté du conseil de préfecture qui ordonne l'expertise en fixe l'objet (art. 16), c'est-à-dire qu'il délimite la mission des experts et détermine exactement les points sur lesquels leur examen doit porter (V. H. Guérmeur, *op. cit.*, n° 68, p. 98 et 99). Les parties doivent être averties des jours et heures auxquels il sera procédé à l'expertise. Cet avis doit être donné par les soins des experts et par

voie de lettre recommandée, adressée aux parties quatre jours au moins à l'avance (art. 19).

160. Lorsque les experts sont au nombre de trois, ils doivent procéder simultanément. Cependant si l'un des experts faisait défaut ou refusait de procéder, il serait passé outre aux opérations de l'expertise (Cons. d'Et. 21 juill. 1870, aff. Lacour, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 924; 18 déc. 1874, aff. Benoit, *ibid.*, p. 1010; Guerneur, *op. cit.*, n° 76, p. 106).

161. Toutefois, dans ce dernier cas, l'art. 18 de la loi donne aux parties le droit d'actionner en dommages-intérêts l'expert, qui, ayant accepté sa mission, refuse d'y procéder (Guerneur, *op. et loc. cit.*).

162. La rédaction du rapport a été également réglementée. D'après la jurisprudence qui a précédé la loi, le rapport devait être nécessairement motivé, mais il n'était pas soumis aux formalités des art. 317 et 318 c. proc. civ. Par suite, il avait été admis : 1° que le fait que le rapport n'avait pas été écrit par un des experts et que ceux-ci n'avaient pas formé un seul avis à la pluralité des voix, ne pouvait avoir pour effet de faire déclarer l'expertise irrégulière (Cons. d'Et. 27 juill. 1883, aff. Billette, D. P. 84. 5. 247); — 2° Qu'il en était de même si les experts avaient consigné leurs opinions dans des rapports séparés, s'il était établi d'ailleurs qu'ils avaient procédé en commun à la visite des lieux et à l'examen des questions sur lesquelles un avis était demandé (Cons. d'Et. 26 août 1888, aff. Chatagner, D. P. 59. 3. 45); — 3° Enfin, que le tiers expert n'était pas tenu d'adopter l'opinion de l'un ou de l'autre des experts qu'il était appelé à départager (Cons. d'Et. 17 avr. 1856, aff. Demeure, D. P. 56. 3. 67).

163. Dans la nouvelle législation, le conseil de préfecture, en ordonnant l'expertise, fixe le délai dans lequel les experts sont tenus de déposer leur rapport au greffe (art. 16, § 4). Faute de se conformer au délai ainsi imparti, les experts s'exposent à être condamnés aux frais frustratoires et à des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Ils peuvent même être remplacés. — Les observations faites par les parties, au cours des opérations, doivent être consignées dans le rapport (art. 19, § 2). — Si plusieurs experts ont été nommés, il est dressé un seul rapport. Dans le cas où il s'agit d'avis différents, ils indiquent l'opinion de chacun d'eux et le motif à l'appui (art. 20). On voit, que, sur ce point, le législateur s'est écarté des dispositions de l'art. 318 c. proc. civ., cette innovation a été critiquée par M. H. Guerneur (*op. cit.*, n° 77, p. 106), comme de nature à susciter des difficultés dans la pratique.

164. Le rapport est déposé au greffe. Les parties sont invitées, par une notification faite par un agent administratif, conformément à l'art. 7 de la loi de 1889, à en prendre communication et à fournir leurs observations dans le délai de quinze jours. Une prorogation de délai peut être accordée (art. 21).

165. On a toujours reconnu devant les tribunaux administratifs, comme au civil, que le rapport ne lie pas le juge et l'art. 22 de la nouvelle loi dispose formellement qu'en aucun cas le conseil de préfecture n'est obligé de suivre l'avis des experts. L'expertise consentie par une partie qui plaide contre l'Administration ne préjuge pas davantage la question de fond à son égard. Ainsi il a été jugé que le propriétaire d'une exploitation qui, sur une mise en demeure de l'Administration, a désigné un expert pour procéder à l'évaluation de dégradations extraordinaires, à raison desquelles on serait dans l'intention de lui imposer une subvention spéciale pour l'entretien du chemin dégradé, n'est pas réputé, par cela seul, avoir renoncé au droit de contester le principe de la subvention devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 17 mai 1855, aff. Ellecaume, D. P. 55. 3. 81).

166. Lorsque le travail des experts n'apporte pas des éclaircissements suffisants, les tribunaux administratifs ont le pouvoir d'ordonner une nouvelle expertise ou de prescrire la vérification des points litigieux demeurés obscurs.

La loi de 1889 autorise, en outre, le conseil de préfecture à ordonner que les experts comparaitront à l'audience pour fournir les explications et renseignements nécessaires (art. 22).

167. Mais, en dehors de ce dernier cas, la question de savoir si une mesure d'instruction constitue une expertise ou une simple vérification est souvent délicate à résoudre. Cette question a son importance; car, s'il s'agit d'une experti-

tise, les parties sont en droit d'exiger que les formalités substantielles de l'expertise soient observées. Ainsi il a été décidé que dans l'hypothèse où, après une expertise, le conseil de préfecture charge un homme de l'art de vérifier, dans des conditions déterminées, certains points du travail des experts, cette vérification constitue, non une nouvelle expertise, mais une simple mesure d'instruction, et que, dès lors, celui qui en est chargé n'est pas tenu de se conformer aux formalités exigées en matière d'expertise, et notamment d'appeler les parties à assister à l'opération (Cons. d'Et. 17 déc. 1880, aff. Mayoux, D. P. 82. 3. 11). — Au contraire, si le conseil de préfecture, après une expertise insuffisante, charge un architecte d'une nouvelle vérification générale en lui enjoignant de se conformer aux arrêtés qui avaient défini les points à examiner par les experts, cette vérification constitue une véritable expertise à laquelle il doit être procédé dans les conditions édictées par la loi (Cons. d'Et. 24 juin 1881, aff. Della-Casa, D. P. 82. 3. 115).

168. Lorsqu'un tribunal administratif croit devoir recourir à une nouvelle expertise, il est tenu de se conformer aux dispositions de la loi qui ordonne l'expertise pour la commission des nouveaux experts. En conséquence, il a été décidé, avant la loi de 1889, qu'un conseil de préfecture, trouvant insuffisante une expertise à laquelle il avait été procédé en exécution de la loi du 16 sept. 1807, en matière de travaux publics, aurait commis un excès de pouvoir s'il avait désigné lui-même les experts chargés du travail supplémentaire, au lieu de laisser nommer l'un par le propriétaire, l'autre par le préfet, et d'abandonner à l'ingénieur en chef du département les fonctions de tiers expert (Cons. d'Et. 6 juin 1856, aff. Metties, D. P. 57. 3. 10). Pareillement le conseil n'aurait pu confier la nouvelle expertise à un seul architecte (Cons. d'Et. 7 janv. 1869, aff. Betselers, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 29).

169. Mais dans le cas où l'annulation d'une expertise administrative a été prononcée pour vice de forme, il a été jugé que l'expertise nouvelle peut être confiée aux mêmes experts (Cons. d'Et. 7 avr. 1859, aff. Nasart, D. P. 60. 3. 2).

170. Quoiqu'en principe le tribunal administratif soit juge de l'utilité de la nouvelle expertise, un arrêt a décidé qu'en matière de réclamation par un contribuable, si l'expertise est insuffisante, il y a lieu seulement d'ordonner une contre-vérification par les agents de l'administration, et non de procéder à une nouvelle expertise (Cons. d'Et. 8 avr. 1868, aff. Grosos, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 283).

171. Le nouvel expert n'est pas lié par l'opinion des experts précédents. Il en était de même pour le tiers expert, avant la loi de 1889 (Cons. d'Et. 17 avr. 1856, aff. Demeure, D. P. 56. 3. 67; 12 mars 1889, aff. Prieur, D. P. 90. 3. 85).

172. A l'exemple du Rép. n° 367, nous renverrons *infra*, v° *Frais et dépens* les explications relatives aux frais et dépens de l'expertise en matière administrative. Rappelons seulement que la liquidation de ces frais est réglée par l'art. 23 de la loi du 22 juill. 1889, et qu'elle est faite d'après le tarif établi par le décret du 18 janv. 1890 (art. 2 et suiv.).

173. Nous signalerons cependant trois décisions antérieures à la loi de 1889, concernant le droit des experts à répéter leurs honoraires. Il n'existait pas, avant cette loi, de disposition analogue à l'art. 319 c. proc. civ. qui permet aux experts de se faire délivrer un exécutoire après le dépôt du rapport. En principe, les experts ne pouvaient exiger des avances, mais il était possible que la décision qui les nommait les y autorisât (Cons. d'Et. 7 août 1878, aff. Duvert, D. P. 78. 3. 37). — L'arrêt précité admettait, pourtant, que des experts nommés en exécution d'une décision du conseil d'Etat étaient recevables à intervenir dans l'instance à l'effet de faire condamner les parties à leur payer les sommes nécessaires à la marche de l'expertise, sauf au conseil à apprécier le mérite de cette prétention. Un arrêt postérieur semble avoir voulu décider que l'action en paiement des honoraires ne pouvait être intentée par les experts qu'après jugement du litige au fond (Cons. d'Et. 3 mars 1882, aff. Duvert, D. P. 83. 3. 114).

174. Il avait été jugé également que les honoraires dus aux experts qui avaient procédé devant un conseil de préfecture devaient être fixés, non à une somme proportionnelle au montant du décompte, mais par référence à leurs frais et déboursés ainsi qu'au nombre des vacations (Cons. d'Et.

21 mars 1883, aff. Jeantieu, D. P. 84. 3. 69). D'après la même décision, les sommes dues aux experts en vertu d'un arrêté du conseil de préfecture portaient intérêt à leur profit à partir de la demande qu'ils avaient faite desdits intérêts devant le conseil d'Etat.

**175.** Depuis la loi de 1889, les experts sont tenus de joindre à leur rapport un état de leurs vacations, frais et honoraires. La liquidation et la taxe en sont faites par arrêté du président du conseil de préfecture, même en matière de contributions directes et de taxes assimilées, conformément au tarif du décret de 1890. Les experts ou les parties peuvent dans le délai de trois jours, à partir de la notification qui leur est faite dudit arrêté, contester la liquidation devant le conseil de préfecture statuant en chambre du conseil.

**176.** L'art. 24 autorise le président du conseil de préfecture à désigner, en cas d'urgence, un expert pour constater des faits qui seraient de nature à motiver une réclamation devant ce conseil. Cette disposition constitue une des principales innovations de la loi. Il importe cependant de ne pas en exagérer la portée. M. H. Guerneur (*op. cit.*, n° 83 et suiv., p. 112 et suiv.) a très clairement établi, et les travaux préparatoires de la loi ne laissent subsister aucun doute à cet égard, que la disposition de l'art. 24 de la loi de 1889 ne crée pas un référé administratif, à l'instar de l'art. 806 c. proc. civ., en matière civile. La loi nouvelle n'a fait que consacrer l'usage, approuvé par le conseil d'Etat, d'après lequel les conseils de préfecture ordonnaient des expertises en cas d'urgence et même avant procès (Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Maquenne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 343; 26 déc. 1873, aff. Ville d'Alger, *ibid.*, p. 966). Désormais cette pratique est simplifiée, puisqu'il appartient au président seul d'ordonner l'expertise, tandis qu'auparavant la nomination de l'expert était faite par le conseil de préfecture.

**177.** Cette désignation est un acte de juridiction purement gracieuse. Elle ne constitue pas une décision provisoire sur le litige, comme l'ordonnance de référé, et ne peut même pas entraver l'exécution de mesures prescrites par l'Administration. Elle se ramène à un simple constat plutôt qu'à une véritable expertise. Ce n'est qu'une mesure conservatoire. L'expert vérifiera donc les faits, sans apprécier les droits respectifs des parties, la recevabilité et le mérite de leurs prétentions (H. Guerneur, *op. cit.*, n° 85, p. 114).

**178.** A raison de son caractère purement gracieux, la décision du président n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel (Cons. préf. Seine, 20 août 1889, aff. Adm. des postes C. Société des téléphones, *La Loi* du 14 sept. 1889) (H. Guerneur, *op. cit.*, n° 87, note 1, p. 116 et 117).

**179.** Le refus de tout recours contre la décision du président entraîne cette conséquence, que si ce dernier outre-passe ses pouvoirs et donne à l'expert une mission plus étendue que celle déterminée par l'art. 24, la partie lésée ne peut faire valoir ses griefs que lors de la discussion sur le fond devant le conseil de préfecture, qui reste maître de con-

siderer comme non avenus les résultats de l'expertise illégalement ordonnée (Guerneur, *op. cit.*, n° 88, p. 117 et 118).

#### ART. 7. — De quelques expertises spéciales (Rép. n°s 389 à 395).

**180.** En ce qui concerne les expertises en matière d'enregistrement, V. Rép. n° 389 et *supra*, v° *Enregistrement*, n°s 2629 et suiv.... de domaines engagés, V. Rép. n° 390 et *supra*, v° *Domaines engagés*, n° 11;... de contributions, V. *Impôts directs*; — Rép. eod. v°, n°s 461 et suiv.;... de douanes, V. Rép. n° 395, et *supra*, v° *Douanes*, n°s 179 et suiv.

#### ART. 8. — Expertise en matière criminelle (Rép. n°s 396 à 422).

**181.** L'expertise en matière criminelle n'a été visée par le code d'instruction criminelle qu'en cas de flagrant délit (art. 43 et 44) et en matière de simple police (art. 148). Mais on peut y recourir toutes les fois que des éclaircissements sont utiles à la justice. Elle peut être ordonnée soit par les magistrats du parquet, soit par le juge d'instruction, soit par le tribunal de répression (Rép. n°s 396 et suiv.). Ce qui caractérise l'expertise en matière criminelle, c'est l'absence de formalités substantielles et le pouvoir discrétionnaire du juge, encore plus étendu que devant toute autre juridiction.

**182.** Cependant, si large que soit ce pouvoir, le magistrat, qui peut se livrer à tous les moyens d'instruction qu'il croit utiles pour s'éclairer, ne doit pas confondre ses fonctions avec celles de l'expert. Aussi a-t-il été décidé que les fonctions de juge et d'expert sont incompatibles, et que le juge de police ne peut procéder lui-même à un supplément d'expertise en qualité de tiers expert. Il en est ainsi, à plus forte raison, lorsque la tierce expertise n'a pas même été ordonnée par un jugement avant faire droit (Crim. cass. 17 févr. 1888, aff. Marais, D. P. 88. 1. 141).

**183.** La formalité du serment est toujours exigée (art. 44 c. instr. crim.). La prestation doit avoir lieu à peine de nullité avant le commencement des opérations (Crim. cass. 17 mars 1864) (1). Et les parties ne peuvent, pas plus que les magistrats, dispenser les experts de cette formalité (Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 4, n° 1896). Indépendamment de ce serment, si les experts sont appelés aux débats pour déposer en qualité de témoins sur les faits de l'expertise, ils sont astreints au serment prescrit par l'art. 317 c. instr. crim. (Crim. cass. 26 août 1875) (2).

**184.** Même dans le cas où il ne serait pas démontré que l'expert, commis dans une autre instance et à l'occasion d'un autre délit, aurait prêté le serment de l'art. 44 c. instr. crim., le rapport par lui dressé dans ces circonstances pourrait, après avoir été communiqué aux prévenus et discuté par eux, être consulté à titre de simple

Du 17 mars 1864.-Ch. crim.-MM. Valssé, pr.-Meynard de Franc, rap.-Charrins, av. gén.

(1) (Petitiot.) — La cour; — Vu les art. 408 et 44 c. instr. crim.; — Attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal des débats qu'après la nomination des experts par l'arrêt de la cour, toutes les pièces à conviction leur ont été remises; qu'ils se sont retirés dans la chambre des jurés; qu'ils y ont procédé à leurs opérations; que les ayant terminées, ils sont rentrés à l'audience, que là ils ont été entendus séparément et que chacun d'eux a prêté serment de faire connaître, en son âme et conscience, le résultat de ses recherches et observations; — Qu'il est ainsi expressément constaté que la prestation de serment des experts n'a pas précédé l'accomplissement de la mission qui leur était confiée, mais, qu'elle a eu lieu seulement plus tard, au moment par eux d'en rendre compte à la cour; — Et attendu, en droit, que le serment des experts commis par arrêt de la cour d'assises constitue une formalité substantielle nécessaire pour imprimer à leurs actes l'autorité sans laquelle aucun caractère public ne saurait leur appartenir; — Que c'est, dès lors, avant de procéder à l'expertise même qu'ils doivent, aux termes de l'art. 44 précité, prêter serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience; — Et attendu, en conséquence, que, dans l'espèce, le serment des experts se réfère exclusivement à leurs déclarations devant la cour, et qu'il ne couvre pas les opérations même de l'expertise; — Casse l'arrêt de la cour d'assises de la Nièvre, du 16 février dernier, en ce qui concerne l'accusée Jeanne Petitiot, ainsi que la composition du jury, la position de la question, la réponse qui y a été faite et tous les débats, etc.

(2) (Chaussy dit Frantz.) — La cour; — Sur le premier moyen, pris de la fausse application de l'art. 44 c. instr. crim., et de la violation de l'art. 317 du même code, en ce que deux témoins, cités par le ministère public, et dont les noms figurent sur la liste notifiée à l'accusé, n'ont pas prêté le serment prescrit par ce dernier article: — Vu ces articles; — Attendu que des experts, appelés aux débats, en qualité de témoins, pour rendre compte de leurs opérations antérieures et répondre aux questions qui leur seraient adressées comme s'y rattachant, doivent prêter, à peine de nullité, le serment prescrit par l'art. 317 c. instr. crim., sauf à prêter en outre le serment mentionné dans l'art. 44 du même code, si la cour d'assises, sans mettre obstacle à leur déposition, en qualité de témoins, relativement à la mission qu'ils avaient remplie, les charge de procéder à une nouvelle expertise; — Attendu, en fait, que Swikowski et Charles de Crevoisier, docteurs en médecine, avaient été chargés de procéder, au cours de l'instruction écrite, à l'autopsie du cadavre de Pierson, de constater les violences exercées sur sa personne, d'en déterminer la nature, et d'indiquer les causes de sa mort; — Qu'ils avaient prêté au préalable le serment prescrit par l'art. 44 c. instr. crim.; — Que le ministère public a porté le nom de ces deux médecins sur la liste des témoins notifiés à l'accusé, et les a fait citer à sa requête à comparaître devant la cour d'assises, pour être entendus aux débats qui auraient lieu contre François

renseignement par le tribunal correctionnel (Crim. rej. 7 mars 1879) (1).

185. Les règles admises en droit civil ne sont d'ailleurs pas applicables devant la justice répressive. Notamment, il n'est pas nécessaire que les parties soient présentes ou appelées. Ce point, déjà établi par le *Rep.* n° 414, a été de nouveau consacré par plusieurs arrêts (Crim. rej. 16 févr. 1855, aff. Escara-guel, D. P. 55. 1. 350; 12 mars 1857, aff. Fabre, D. P. 57. 1. 182; Crim. cass. 2 janv. 1858, aff. Martineddu, D. P. 58. 1. 47; Crim. rej. 27 déc. 1879) (2). — Conf. Faustin Hélie, *op. cit.*, t. 4, n° 1897). Le prévenu ne pourrait donc se faire un moyen de cassation de ce que l'opération aurait été faite sans qu'il y fût présent ou sans qu'il eût été mis en demeure d'y

Chaussey; — Que si la citation et l'exploit de notification attribuent la qualité d'experts à Swikowski et à de Crevoisier, cette énonciation qui se réfère à la procédure écrite, indique seulement qu'ils sont appelés aux débats pour rendre compte des opérations auxquelles ils avaient procédé; — Qu'il ne résulte d'aucun document de la procédure que ces deux médecins aient été appelés en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, soit pour faire connaître à titre de simples renseignements, les résultats de l'expertise antérieure à l'ouverture de débats, soit pour procéder à une nouvelle expertise; — Que, d'un autre côté, le procès-verbal de la séance ne constate pas que Swikowski et de Crevoisier aient été dépouillés de leur qualité de témoins, par la double renonciation du ministère public et de l'accusé à leur audition à ce titre; — D'où il suit que ces deux témoins ne devaient prêter que le serment prescrit par l'art. 317 c. instr. crim.; — Que néanmoins le président leur a fait prêter le serment d'expert prescrit par l'art. 44 du même code, ce qui constitue la violation de ces dispositions légales; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen proposé à l'appui du pourvoi;... — Casse l'arrêt rendu contre François Chaussey dit Frantz, par la cour d'assises de Meurthe et-Moselle, etc.

Du 26 août 1875.-Ch. crim.-MM. Zangiacomi, f. f. pr.-Saint-Lac Courboreu, rap.-Desjardins, av. gén.-Panhard et Delbron, av.

(1) (Hinze et autres.) — La cour;... — Sur le cinquième moyen pris d'une violation de l'art. 44 c. instr. crim., en ce que l'arrêt définitif aurait fait état, soit pour l'attribution des dommages-intérêts, soit comme élément de culpabilité des prévenus, d'un procès-verbal d'expertise, sans qu'il soit justifié que l'expert ait préalablement prêté le serment exigé par la loi : — Attendu que le rapport d'expert, dont la légalité est contestée, a été dressé dans une autre instance et à l'occasion d'un autre délit; que c'est à titre de simple document qu'il a été versé au procès, classé et numéroté parmi les pièces du dossier; que c'est aussi à ce titre et non comme procès-verbal d'expertise, que les juges d'appel, quelle que soit la formule par eux employée à cet égard, en ont

assister (Crim. rej. 30 mars 1860, aff. Bulot, D. P. 61. 5. 203-204). Il en est ainsi même en ce qui concerne l'instruction des procès en contrefaçon de brevet d'invention intentés devant la juridiction correctionnelle (Même arrêt).

186. Les juges répressifs peuvent ordonner une nouvelle expertise, lorsque la première a été irrégulière ou insuffisante, et ils sont libres de la confier au même expert (Crim. rej. 8 déc. 1860, aff. Descheneux, D. P. 61. 5. 204). Ils peuvent, d'ailleurs, se refuser à ordonner la nouvelle expertise, si les documents nouveaux produits, notamment les renseignements fournis par les experts entendus comme témoins, leur paraissent rendre inutile ce moyen d'instruction (Crim. rej. 2 juill. 1863, aff. Masse, D. P. 63. 5. 166).

fait l'objet de leur appréciation; que tel était leur droit, sous la condition toutefois que le document pourrait être débattu contradictoirement par les prévenus; que ceux-ci en ont eu connaissance, puisque non seulement la pièce en question était visée dans l'arrêt par défaut dont notification leur a été faite, mais que le sieur Privet, auteur du rapport, a été entendu comme témoin dans l'instance qui a précédé l'arrêt contradictoire, et que son témoignage a pu être librement discuté, à tous les points de vue, par la défense; que, dans ces conditions, le juge correctionnel n'avait pas à se préoccuper du point de savoir si l'expertise, qui lui était étrangère, avait ou non été précédée de la formalité du serment et qu'il n'a pu, par conséquent, violer l'art. 44 susvisé du code d'instruction criminelle;... — Rejette, etc.

Du 7 mars 1879.-Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-Robert de Chenevière, rap.-Benoit, av. gén.-Demasure, Mimerel, Chambareaud et Devin, av.

(2) (Vegue.) — La cour;... — Sur le quatrième moyen, tiré d'une prétendue violation de l'art. 315 c. pr. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, en ce qu'une expertise aurait eu lieu sans que le demandeur y eût été appelé, et sur ce que la cour d'appel n'aurait pas répondu aux conclusions sur la nullité de l'expertise : — Attendu que les règles de l'expertise en matière correctionnelle dans le cours des informations se trouvent, non dans ledit art. 315, mais dans les art. 43 et 44 c. instr. crim., qui n'y prescrivent nullement la présence des inculpés qui serait souvent impossible; que d'ailleurs on lit, dans les motifs de l'arrêt et dans ceux du jugement qui ont été adoptés, que Delpuget a été appelé à l'expertise comme représentant du demandeur, et que toutes les circonstances de la cause confirmaient les conclusions de l'expert; qu'ainsi l'arrêt attaqué a répondu, en fait, à la demande en nullité de l'expertise, et qu'il n'y avait pas nécessité absolue d'y répondre aussi en droit; que, dès lors, il n'y a pas violation des articles précités;... — Rejette, etc.

Du 27 déc. 1879.-Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-Camescasse, rap.-Petiton, av. gén.

## Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Appel R. 412.	dinaires (subvention, expertise contradictoire) S. 138; (subventions spéciales) S. 130.	Docteur en médecine R. 407 s.	rant S. 39; (nullité) S. 54; (nullité, caractère) S. 64; (opération scientifique) S. 56; (visite d'un établissement similaire) S. 57.	— justice de paix S. 118 s.; R. 347 s.; (formalités substantielles) S. 122; (présence des parties) S. 124.	(somme d'assistance) S. 42.
— évocation R. 55.	Commission rogatoire — nomination d'expert S. 23.	Douanes S. 180; R. 395.	— caractères S. 4, 8; R. 20.	— lieux loués S. 9.	— opérations interrompues, reprise S. 61.
— jugement interlocutoire R. 55.	Commune R. 390.	Empêchement S. 34; R. 159 s.	— conclusions non obligatoires S. 94; R. 276 s.	— matière criminelle S. 181 s.; R. 396 s.	— présence des parties (caractère obligatoire) S. 53; (caractère obligatoire, appréciation du juge) S. 54; (justice de paix) S. 124; (matière administrative) S. 157; (matière criminelle) S. 185; R. 414 s.; (tierce expertise) S. 156; (vacations successives) S. 56; (vacations successives, avis) S. 61.
— nomination d'expert S. 28.	Communauté renommée — renseignements S. 49.	Enregistrement S. 180; R. 2, 252, 312, 389.	— conditions S. 8.	— mesure facultative S. 9; R. 33.	— procès-verbal, justice de paix, mention S. 122.
— question non encore posée R. 52.	Conseil de préfecture — expertise judiciaire S. 127.	Estimation de biens S. 7.	— délai R. 58.	— nullité S. 57; R. 291; (excès de pouvoirs) R. 291.	— référé S. 8; R. 29; (rapport, élément de décision) S. 19.
— récusation R. 155 s.	Conseil de préfecture — expertise judiciaire S. 127.	Etranger — expert S. 11; R. 64 s.	— demande (appréciation du juge) S. 102, 104; R. 299; (rejet) S. 103.	Expertise nouvelle S. 101 s.; R. 294 s.	— supplément, juge de police S. 13.
Arbitre S. 116 s.; R. 339 s.	Conseil de préfecture — expertise judiciaire S. 127.	Examen médical S. 4; R. 20 s.	— enregistrement S. 180; R. 389.	— désignation des experts S. 105.	— tiers (intervention) S. 100; (mise en cause) S. 98.
— conciliateur S. 116; R. 339 s.	Conseil de préfecture — expertise judiciaire S. 127.	— absence des parties S. 56.	— étranger au procès, effets S. 101.	— jugement nécessaire S. 104.	— transport de marchan-
— procès-verbal, appréciation du juge S. 117.	Conseil de préfecture — expertise judiciaire S. 127.	Exercice de pouvoirs R. 291.	— examen des titres S. 62; R. 213.	— matière administrative S. 166, 169.	
Avis	Contributions directes S. 133, 180; R. 394.	Expertise amiable S. 5; R. 26.	— formalités substantielles S. 53; (justice de paix) S. 122; (omission, nullité) S. 90.	— matière criminelle S. 180.	
— caractère non obligatoire R. 276.	Cour d'assises R. 401.	— intervention de justice S. 6.	— in futurum S. 8; R. 28; (référé) S. 8; R. 29.	— nomination d'experts S. 16.	
— motifs S. 65; R. 234; (forme) S. 66; R. 226 s.	Cour d'assises R. 401.	— rapport non obligatoire S. 77.	— jour et heure, indication R. 181 s.	— opérations R. 321 s.	
— nom de l'expert S. 65.	Cour d'assises R. 401.	Expertise judiciaire — absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-		— prestation de serment R. 319.	
— V. Rapport.	Cour d'assises R. 401.	— absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-		— procédure R. 319 s.	
Caractère	Cour d'assises R. 401.	— absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-		— nullité couverte S. 17.	
— fonctionnaire public (outrage) S. 11; R. 61.	Cour d'assises R. 401.	— absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-		— objet R. 52 s.	
Certificat	Cour d'assises R. 401.	— absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-		— opérations R. 204 s.;	
— délivrance S. 30.	Cour d'assises R. 401.	— absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-			
Chemin vicinal	Cour d'assises R. 401.	— absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-			
— dégradations extraor-	Cour d'assises R. 401.	— absence des parties (analyse chimique) S. 56; (examen médical) S. 56; (examen des titres) S. 62; R. 213; (expertise à l'étranger) S. 58; (ga-			



dées S. 112, 113; R. 324.	(prestation de serment) R. 171.	facultative) S. 147; (pouvoirs) S. 143; (suppression) S. 127.	Nullité S. 27.	administrative) S. 162; (notaire) S. 70; R. 240.	— formule R. 180.
— urgence S. 120; (matière administrative) S. 127; (matière criminelle) R. 408.	— force probante R. 37.	— vacations, état S. 175.	— omission de formalité substantielle S. 90.	— rédaction multiple, conséquences S. 69.	— non obligatoire S. 41; R. 108.
— V. Matière administrative, Matière criminelle.	— homologation de rapport, chose jugée S. 93; R. 275.	— V. Fraix, Refus.	Nullité ouverte S. 88; R. 273.	— signification S. 87; R. 269.	— prestation S. 85; R. 163 a.; (assistance de l'avoué, frais) R. 178; (autorité compétente, matière civile) R. 170; (délai) R. 173 s.; (dispense, addition au rapport) S. 122; (dispense, justice de paix) S. 123; (expertise nouvelle) S. 110; R. 210; (irrégularité nouvelle) S. 135; (juge-commissaire) S. 84; (justice de paix) S. 122; (matière commerciale) S. 110; R. 319; (présence des parties) R. 176 s.; S. 42; (procès-verbal, mentions) S. 42, 43; (sommatation d'assister) R. 176 s.; (sommatation de prêter) R. 179.
Expropriation publique S. 180; R. 393, 394.	— motifs R. 53.	Matière civile	Officier de santé R. 407 s.	— signification non obligatoire, référé S. 87.	— V. Matière administrative, Matière criminelle.
Flagrant délit S. 181; R. 306.	— objet de l'expertise R. 52.	Matière commerciale	Opérations S. 82; R. 200.	— suppléments S. 75.	Simple police S. 181; R. 396.
Frais	Jugement par défaut	— V. Expertise judiciaire, Frais, Serment.	— expertise nouvelle R. 321 s.	— unilatérale S. 65, 69; R. 234.	Sommatation
— exécutoire S. 77 s.; R. 235 s.; (matière commerciale) S. 116; (opposition, compétence) S. 79 s.; R. 263; (opposition, jugement, voies de recours) S. 81; R. 264.	Jugement interlocutoire R. 55.	Matière criminelle	— matière administrative S. 160.	— Reconstitution S. 27 s.; R. 28, 124 s.	— à assister à l'expertise S. 42.
— matière administrative S. 173; R. 287.	Jugement préparatoire R. 55.	— comparution à l'audience S. 183.	— présence des parties S. 53; R. 209.	— acte R. 147.	Supplément d'expertise S. 13.
— matière commerciale S. 114.	Juré R. 403.	— docteur en médecine R. 407 s.	— scientifiques, absence des parties S. 56.	— appels R. 135 s.	Surveillance de travaux S. 18.
— paiement, exécution provisoire S. 86.	Justice de paix	— expert (convocation) R. 401 s.; (désignation) R. 404; (légal) R. 405.	— travail commun S. 53; R. 200.	— causes S. 20 s.; R. 128 s.; (expertise commencée) S. 32; R. 133.	— serment, dispense S. 41; R. 168.
— prestation de serment, assistance R. 178.	— expert, nombre S. 120; R. 354.	— expertise judiciaire S. 181 s.; R. 396 s.; (absence du prévenu) S. 185; (formalités) R. 403 s.; (présence des parties) S. 185; R. 414; (urgence) R. 409.	— vacations successives, avis aux parties S. 61.	— conditions S. 28.	Suspicion
— taxe S. 77 s.; R. 355 s.; (matière administrative) S. 175.	— V. Expertise judiciaire, Serment.	— expertise nouvelle, appréciation du juge S. 186.	Outrage S. 10.	— délai, point de départ S. 33 s.; R. 138, 139; (jugement par défaut) R. 141.	— motifs S. 31.
— solidarité S. 81 s.; R. 265 s.; (exercice de l'action) S. 85.	Marais	— officier de santé R. 407 s.	Papier-monnaie R. 291.	— délai fatal R. 144.	Témoignage S. 47; R. 196.
— honoraires	— dessèchement S. 130.	— pouvoirs du juge S. 181 s.; R. 396 s.	Procès-verbal	— effets R. 149.	Témoin
— avances, prohibition S. 173.	Matière administrative	Mesure d'instruction	— justice de paix, mentions S. 122.	— forme R. 146.	— audition par l'expert S. 47 s.; R. 196 s.; (irrégularité, nullité couverte) S. 51.
— état S. 175.	— contre-vérification S. 171.	— caractère S. 166 s.	Rapport	— jugement, exécution provisoire R. 165.	Tiers expert S. 127, 131, 142, 148 s.
— fixation, base S. 174.	— export (désignation, mise en demeure) S. 134, 137; (nombre) S. 104, 141; R. 374; (nomination) S. 131, 134; (refus) S. 161.	— exécution R. 193 s.	— addition, dispense de serment S. 123.	— matière administrative S. 149 s.; R. 275.	Juge de police S. 182.
— matière administrative S. 173.	— expertise judiciaire S. 127 s.; R. 364 s.; (frais) S. 173; R. 387; (présence des parties) S. 157; (urgence) S. 127; 176 s.	— limitation S. 44; R. 195.	— communication aux parties S. 164.	— médecin S. 30.	Pouvoirs S. 143.
— matière civile R. 255.	— expertise judiciaire facultative S. 120, 144, 184; R. 274, 376.	— questions accessoires S. 45.	— conclusions non obligatoires R. 276 s.; S. 94; (matière administrative) S. 165.	— procédure R. 150.	Présence des parties S. 158.
— matière commerciale S. 114.	— expertise judiciaire obligatoire S. 130.	Nom, signification	— confection secrète S. 63; R. 217.	— Rémunération S. 152.	Transport de marchandises
Incapacité	— expertise nouvelle S. 166; (appréciation du juge) S. 170; (formalités) S. 168; (opinion distincte) S. 171.	R. 174.	— dépôt (absence de contrainte) S. 78; (action) S. 35; (délai) S. 76; (retard) S. 28; R. 118.	Référé	V. Expertise judiciaire.
— absolue S. 10; R. 68 s.	— honoraires S. 173.	Nombre S. 15 s.; R. 73 s.	— dépôt au greffe S. 74; R. 249; (addition d'un second rapport) S. 75; (délai) S. 163; (effets) S. 73.	— dispense de serment S. 38.	Travaux publics
— relative S. 10; R. 63 s.	— opérations d'expertise S. 160.	— exécution d'un jugement S. 8.	— effets S. 94 s.; R. 276 s.	— expert, nomination, nombre S. 19.	— exécution, dommages-intérêts S. 120.
Incompatibilité S. 18, 192; R. 69 s.	— rapport (communication aux parties) S. 164; (conclusions non obligatoires) S. 165; (dépôt au greffe, délai) S. 163; (mentions) S. 163; (rédaction) S. 163.	— expertise d'office S. 15; R. 72.	— élément de décision S. 19.	— expertise in futurum S. 8; R. 29.	Tribunal administratif
Inscription de faux	— rapport (communication aux parties) S. 164; (conclusions non obligatoires) S. 165; (dépôt au greffe, délai) S. 163; (mentions) S. 163; (rédaction) S. 163.	— justice de paix S. 120; R. 354.	— foi, inscription de faux S. 72.	— rapport, signification non obligatoire S. 87.	— pouvoirs S. 120; R. 264.
— rapport d'expertise S. 72.	— recusation S. 149 s.; R. 375.	— matière administrative S. 134, 141; R. 394.	— homologation, jugement, caractère S. 98; R. 278.	— Refus S. 26, 24; R. 115 s., 159 s.	Vacations
Interrogatoire S. 75.	— serment, prestation S. 154; R. 376; (autorité compétente) S. 156.	— référé S. 19.	— lacunes et omissions, nullité S. 67.	— matière administrative S. 161.	— état S. 178.
Juge-commissaire	— tierce expertise, suppression S. 133.	Nomination S. 15 s., 121; R. 72.	— levée S. 87; R. 269.	— matière criminelle R. 411.	Vérification de lieux
— fonctions R. 54.	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— amiable S. 30; (délai) S. 21 s.; R. 94; (tarif) S. 23; R. 240.	— mentions S. 163.	— présomption S. 136.	— mesure facultative S. 9.
Juge d'instruction S. 181 s.; R. 396 s.	— rapport (communication aux parties) S. 164; (conclusions non obligatoires) S. 165; (dépôt au greffe, délai) S. 163; (mentions) S. 163; (rédaction) S. 163.	— commission rogatoire S. 23.	— non obligatoire, expertise amiable S. 77.	Remplacement S. 34; R. 150 s.	
Juge de paix	— recusation S. 149 s.; R. 375.	— délai (point de départ) S. 24.	— nullité, proposition S. 88; R. 273.	— conditions R. 159 s.	
— pouvoir discrétionnaire S. 119.	— serment, prestation S. 154; R. 376; (autorité compétente) S. 156.	— expertise nouvelle S. 16; (d'office) S. 115.	— nullité couverte S. 88; R. 278.	— décès S. 189.	
Juge de police	— tierce expertise, suppression S. 133.	— matière administrative S. 131 s.	— rédaction (dérès subit de l'expert) S. 71; (expert illettré) S. 70; R. 240; (greffier de la justice de paix) S. 70; R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— renseignements S. 45, 47.	
— pouvoirs S. 181 s.	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— mode (juge unique) S. 23.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— audition de témoins S. 47, 48; R. 196 s.	
— suppléments d'expertise S. 182.	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— commune renommée S. 49.	
Jugement	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— Reproches S. 29 s.; R. 128 s.	
— acquiescement R. 56.	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— causes S. 30; R. 128.	
— caractère R. 55.	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— Responsabilité S. 73.	
— exécution (délai) R. 58; (nombre des experts) S. 18.	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	Serment	
	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— caractère, formalité substantielle S. 35.	
	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— défaut de prestation, nullité couverte S. 39.	
	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— dispense S. 36; R. 166; (consentement tacite) S. 36; (experts nouveaux) S. 40; (qualité) S. 27.	
	— tiers expert (désignation) S. 131, 142, 146; (mission) S. 143; (nomination	— d'office (conditions, nullité) S. 21.	— R. 240; (lieu et heure) S. 88; R. 231 s.; (matière	— dispense d'office S. 10; (référé) S. 88.	

## Table du Code de procédure.

Art. 41. S. 118; R. 247.	144; R. 23 s., 52 s.	s., 25, 108; R. 90 s., 163 s.	124 s., 137 s., 148 s.	— 315. S. 42; R. 163, 182 s.	— 316. S. 65, 68 s., 75, 162; R. 225 s.	— 321. S. 87; R. 269 s.	116; R. 323 s., 339 s.
— 42. S. 118; R. 247 s.	— 303. S. 19, 105; R. 78 s.	— 306. R. 111.	— 310. R. 124 s.	— 316. R. 116 s., 159 s., 179.	— 319. S. 178; R. 249 s., 257 s.	— 322. S. 101; R. 332 s., 343.	— 430. S. 107; R. 332 s., 343.
— 43. R. 260.	— 304. S. 20, 105; R. 90 s.	— 308. R. 131	— 312. R. 155 s.	— 317. S. 68, 163; R. 204 s., 231 s.	— 320. R. 119 s., 256 s.	— 323. S. 94; R. 276 s.	— 431. S. 107; R. 338.
— 322. S. 29 s.	— 305. S. 20, 33	— 309. S. 23; R.	— 314. R. 153 s.			— 429. S. 107 s.,	— 806. S. 176.

## Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1807	1838	1847	22 juill. Civ. 14	18 mai. Colmar.	1854	2 août. Cons. d'Et.	22 févr. Cons. d'Et.
16 févr. Décr. 81 c.	20 mai. Loi. 59 c., 88 c.	16 déc. Crim. 12.	11 déc. Agen. 28 c.	118 c.	19 avr. Cons. d'Et.	20 nov. Civ. 104 c.	11 avr. Req. 21 c.
16 sept. Loi. 142 c., 143 c., 140 c., 158 c., 169 c.	1843	1850	1851	1853	157 c.	17 mai. Cons. d'Et.	16 avr. Req. 15 c.
1835	31 janv. Paris. 70 c.	30 avr. Riom. 84 c.	2 avr. Colmar. 22 c., 25 c.	7 nov. Req. 103 a.	21 juin. Cons. d'Et.	1855	17 mai. Cons. d'Et.
18 mai. Ord. 144 c.				10 nov. Cons. d'Et.	6 juill. Cons. d'Et.	16 févr. Crim. 185 c.	8 juin. Bordeaux. 84 c.

28 janv. Cons. d'Et. 138 c.	30 mars. Crim. 185 c.	14 janv. Cons. d'Et. 150 c.	1899	28 déc. Cons. d'Et. 176 c.	5 déc. Angers, 26 c.	1892.	1887
1896	10 avr. Cons. d'Et. 122 c., 144 c.	30 déc. Orléans. 43 c.	7 janv. Cons. d'Et. 160 c.	1874	1878	2 mars. Cons. d'Et. 173 c.	3 janv. Req. 75 c.
14 févr. Lyon, 74 c.	18 juin. Cons. d'Et. 133 c., 144 c.	22 mars. Cons. d'Et. 187 c.	9 févr. Req. 99 c.	22 avr. Caen. 58 c., 90 c.	7 févr. Aix. 65 c.	5 juill. Req. 122.	14 févr. Req. 96 c.
4 mars. Besançon. 76 c., 84 c.	5 déc. Cons. d'Et. 182 c.	20 nov. Civ. 16 c., 20 c.	3 juin. Cons. d'Et. 129.	15 juin. Req. 19 c., 38 c., 97 c.	28 mai. Cons. préf. Seine. 187 c.	21 févr. Civ. 6 c.	11 mars. Cons. d'Et. 155 c.
17 avr. Cons. d'Et. 134 c.	8 déc. Crim. 184 c.	26 nov. Req. 68 c.	7 juin. Req. 63 c., 83 c., 88 c., 89 c.	16 juin. Req. 75 c., 108 c., 110 c.	19 nov. Civ. 45 c.	25 mars. Trib. Saint-Calais. 5 c., 8 c.	6 juin. Req. 61 c.
17 avr. Cons. d'Et. 152 c., 157 c., 162 c.	18 févr. Req. 102 c.	28 déc. Caen. 81. c.	28 juin. Req. 42 c. 8 nov. Civ. 24 c.	1 <sup>er</sup> juill. Civ. 124 c.	5 févr. Civ. 53 c., 54 c.	9 mars. Cons. d'Et. 144 c.	5 juill. Lyon. 8.
6 juin. Cons. d'Et. 169 c.	16 avr. Req. 7 c.	1867	10 nov. Angers. 58 c., 101 c.	20 juill. Bordeaux. 31 c.	7 mars. Crim. 184.	21 mars. Cons. d'Et. 174 c.	15 nov. Req. 105 c.
11 juin. Civ. 122 c., 123 c.	2 mai. Rennes. 42 c.	1867	18 janv. Civ. 72 c., 117 c.	22 déc. Besançon. 84 c., 85 c.	8 avr. Req. 41 c.	27 juill. Cons. d'Et. 162 c.	1888
1 <sup>er</sup> juill. Civ. 9 c.	15 juill. Req. 18 c., 18 c., 100 c.	1867	19 avr. Req. 18 c. 19 avr. Civ. 72 c.	1875	21 juill. Caen. 11. 4 déc. Nancy. 81.	24 déc. Civ. 44 c., 101 c.	17 févr. Crim. 13 c., 182 c.
1867	1862	1867	15 juil. Req. 4 c., 56 c.	30 avr. Cons. d'Et. 152 c.	27 déc. Crim. 185 c.	1894.	20 févr. Req. 9 c.
12 mars. Crim. 185 c.	20 janv. Cons. d'Et. 149 c.	1867	18 juill. Paris. 53 c., 55 c.	5 mai. Paris. 33 c.		2 mai. Cons. d'Et. 176 c.	24 juill. Req. 19 c.
6 juill. Req. 9 c.	30 janv. Cons. d'Et. 142 c.	1867	1867	27 janv. Nîmes. 76.		8 mai. Req. 49 c.	1 <sup>er</sup> août. Besançon. 45 c.
14 juill. Req. 27 c., 39 c.	18 déc. Cons. d'Et. 158 c.	1867	1867	25 juin. Cons. d'Et. 150 c.		4 juill. Cons. d'Et. 132 c., 136 c.	6 nov. Req. 48 c.
23 nov. Req. 48 c.	1868	1867	1867	2 juill. Cons. d'Et. 158 c.		23 juill. Req. 66 c., 3 août. Loi. 59 c.	7 nov. Req. 17 c.
3 déc. Cons. d'Et. 150 c.	1868	1867	1867	30 juill. Cons. d'Et. 153 c.		1885.	11 déc. Civ. 98 c.
1868	1862	1867	1867	25 nov. Bruxelles. 20 c.		17 juil. Civ. 16 c.	1889
2 janv. Crim. 185 c., 111 c.	30 janv. Civ. 98 c.	1867	1867	17 déc. Cons. d'Et. 167 c.		10 juill. Trib. Lyon. 8 c.	20 févr. Civ. 5 c.
10 mars. Civ. 108 c., 111 c.	30 déc. Pau. 73 c.	1867	1867	19 janv. Req. 46 c.		22 juill. Req. 95 c., 103 c.	12 mars. Cons. d'Et. 168 c.
26 mars. Req. 87 c.	1864	1867	1867	24 mars. Lyon 13 c., 30.		7 août. Cons. d'Et. 150 c.	29 mars. Cons. d'Et. 153 c.
26 août. Cons. d'Et. 163 c.	1864	1867	1867	9 mai. Req. 60 c., 88 c., 89 c.		3 déc. Riom. 53 c., 55 c., 77 c., 88 c., 90 c., 92 c.	2 juill. Req. 69 c.
17 nov. Req. 48 c.	1864	1867	1867	15 mai. Req. 52 c.		5 janv. Civ. 53 c., 56 c.	2 juill. Loi. 8 c., 127 c., 129 c., 133 c., 141 c., 148 c., 151 c., 157 c., 164 c., 166 c., 169 c., 172 c., 173 c., 175 c., 176 c.
1859	1864	1867	1867	10 juill. Req. 116 c.		11 févr. Dijon. 97 c.	20 août. Cons. préf. Seine. 178 c.
6 janv. Rennes. 50 c.	17 mars. Crim. 183. 81, 84 c., 86 c.	1867	1867	31 juill. Req. 124 c., 125 c., 126 c.		28 févr. Civ. 44 c., 45 c.	22 oct. Civ. 44 c.
7 avr. Cons. d'Et. 155 c., 156 c., 170 c.	9 avr. Paris. 32 c.	1867	1867	9 août. Req. 62 c.		1 <sup>er</sup> mars. Civ. 44 c., 45 c.	
35 mai. Req. 15 c.	15 juin. Cons. d'Et. 142 c., 143 c.	1867	1867	28 août. Civ. 78., 84 c.		15 mars. Civ. 16 c., 20 c.	
1860	1865	1867	1867	8 nov. Req. 106. 6 déc. Req. 96 c.		18 avr. Cons. d'Et. 140 c.	
21 janv. Orléans. 35 c.	13 janv. Cons. d'Et. 143 c.	1867	1867	9 janv. Req. 96 c., 12 févr. Req. 89.		3 juin. Cons. d'Et. 157 c.	
20 mars. Req. 23 c.		1867	1867	17 avr. Paris. 79 c.		24 juin. Cons. d'Et. 184 c., 157 c., 168 c.	
		1867	1867	30 avr. Req. 96 c.		30 juin. Req. 15 c.	
		1867	1867	6 juin. Civ. 93 c.		25 oct. Req. 8 c.	
		1867	1867	28 août. Civ. 19 c., 38 c.		15 nov. Req. 62 c.	
		1867	1867			21 déc. Req. 61 c.	

## EXPLOIT.

## Division.

CHAP. 1. — Historique. — Législation. — Droit comparé (n° 1).

CHAP. 2. — Dispositions générales et formalités communes à tous les exploits (n° 17).

SECT. 1. — Dispositions générales (n° 17).

SECT. 2. — Formalités communes à tous les exploits (n° 29).

ART. 1. — De la date (n° 31).

ART. 2. — Mentions relatives au demandeur : Noms, profession et domicile. — Exception à la règle pour les êtres moraux ou collectifs (n° 36).

ART. 3. — Mentions relatives à l'huissier : Noms, demeure, immatricule. — Coût de l'acte. — Signature de l'huissier. — Enregistrement (n° 45).

ART. 4. — Mentions relatives au défendeur : Noms, demeure, fondé de pouvoir (n° 51).

ART. 5. — Libellé ou indication de l'objet de l'exploit (n° 56).

ART. 6. — Signification des exploits à personne ou domicile (n° 57).

§ 1. — Signification à la personne en quelque lieu qu'elle se trouve. — Décès. — Fondé de pouvoir (n° 58).

§ 2. — Signification à domicile. — Domicile d'origine ou d'éllection. — Militaires. — Marins. — Incapables (n° 62).

ART. 7. — Remise de la copie à la partie; — Parents ou serviteurs; — Voisins; — Maire; — Visa; — Mention de la personne à laquelle la copie est remise, ou parlant à (n° 74).

§ 1. — Remise de la copie aux parents avec indication des rapports de parenté (n° 74).

§ 2. — Remise de la copie aux serviteurs, avec indication de leurs rapports de dépendance. — Portier ou concierge. — Maître d'hôtel garni. — Commensal, etc. (n° 75).

§ 3. — Obligation de ne remettre la copie aux parents ou serviteurs que dans le domicile même de la partie (n° 88).

§ 4. — Remise de la copie à un voisin. — Signature de celui-ci (n° 85).

§ 5. — Remise de la copie au maire. — Visa sur l'original (n° 89).

§ 6. — Mention sur l'original et sur la copie de l'accomplissement de la formalité en parlant à (n° 97).

ART. 8. — Jours, heures et lieu où les exploits peuvent être signifiés (n° 112).

ART. 9. — Signification des exploits en nombre de copies égal à celui des défendeurs (n° 113).

ART. 10. — Nullité des exploits; Tribunal compétent (n° 124).

CHAP. 3. — Assignment des êtres moraux : Etat. — Trésor. — Etablissements publics. — Communes. — Sociétés de commerce. — Unions de créanciers. — Personnes et domicile inconnu, ou habitant hors le continent. — Etrangers (n° 130).

SECT. 1. — Visa de l'original par les fonctionnaires auxquels les copies sont remises (n° 169).

SECT. 2. — Mention, tant sur la copie que sur l'original, de l'accomplissement de la formalité (n° 179).

CHAP. 4. — Formalités spéciales aux ajournements et aux actes d'appel (n° 180).

SECT. 1. — Indication de l'objet de la demande et exposé sommaire des moyens ou libellé (n° 180).

SECT. 2. — Indication du tribunal qui doit prononcer sur la demande (n° 186).

SECT. 3. — Indication du délai pour comparaître (n° 188).

ART. 1. — Comment l'exploit doit indiquer, pour le délai ordinaire de l'ajournement, le jour de la comparution (n° 189).

ART. 2. — Le délai supplémentaire à raison des distances doit-il être indiqué? — De quelle manière? — Signification à personne. — Domicile élu. — Domicile hors la France continentale (n° 190).

ART. 3. — Indication d'un délai soit plus court, soit plus long

que celui prescrit par la loi, ou qui tombe un jour férié (n° 196).

ART. 4. — De l'assignation à bref délai (n° 200).

SECT. 4. — Désignation de l'héritage, s'il s'agit d'une matière réelle ou mixte, par ses tenants et aboutissants (n° 200).

SECT. 5. — Insertion dans l'exploit de copie du procès-verbal de non-conciliation et de copie de pièces sur lesquelles se fonde la demande (n° 203).

SECT. 6. — Constitution d'avoué de la part du demandeur avec élection de domicile chez cet avoué (n° 206).

SECT. 7. — Citation en conciliation en matière de divorce ou de séparation de corps (n° 215).

CHAP. 5. — Actes d'avoué à avoué. — Avenir. — Formalités auxquelles ils sont soumis (n° 216).

CHAP. 6. — Exploits et citations devant les justices de paix, les tribunaux de commerce, et en matière de référé (n° 226).

SECT. 1. — Exploits et procédure devant les justices de paix. — Citation. — Cédule (n° 226).

SECT. 2. — Exploits et procédure devant les tribunaux de commerce (n° 228).

SECT. 3. — Exploits en matière de référé (n° 230).

CHAP. 7. — Des exploits en matière criminelle (n° 231).

SECT. 1. — Des citations en matière de simple police, première instance et appel (n° 232).

SECT. 2. — Des citations et significations en matière de police correctionnelle, première instance et appel (n° 237).

SECT. 3. — Des significations en matière criminelle (n° 256).

#### CHAP. 1. — Historique. — Législation. — Droit comparé (Rép. nos 4 à 18).

1. — I. LÉGISLATION. — Depuis la publication du *Répertoire*, la législation n'a pas reçu, en cette matière, de modifications vraiment importantes; nous devons toutefois mentionner les textes suivants, que nous analyserons à propos de chacun des points de détail qu'ils concernent : Loi 3 mai 1862, portant modification des délais en matière civile et commerciale (D. P. 62. 4. 43); Loi de finances des 1<sup>er</sup>, 2, 3 juill. 1862, art. 20, relative à la rédaction des actes d'huissier; Loi de finances des 29-30 déc. 1873, art. 2, 3, 4, 5, complétée par le décret des 30-31 déc. 1873, relative au timbre des copies d'exploits et des significations de tous actes ou pièces (D. P. 74. 4. 26); Loi des 8-10 mars 1882, ayant pour objet de modifier l'art. 69, § 9 c. civ. (D. P. 82. 4. 57); Loi des 18-20 avr. 1886, sur la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, art. 1<sup>er</sup>, modifiant l'art. 237 c. civ. (D. P. 86. 4. 27).

2. Un projet de loi portant revision des tit. 1 à 16 du liv. 2, partie première, du code de procédure civile a été déposé à la Chambre des députés, par M. Demôle, garde des sceaux, dans la séance du 19 oct. 1886, et renvoyé à la commission du code de procédure civile. Ce projet a été élaboré par une commission extraparlamentaire instituée en 1883 au ministère de la justice. Le tit. 2 traite des ajournements; il introduit dans la matière des exploits diverses modifications.

1<sup>o</sup> Sans abroger la maxime *nul ne plaide par procureur*, le projet de loi permet aux parties qui ont un intérêt commun de prendre, par acte authentique, l'une d'elles comme *mandataire pour ester en justice*: il est donné copie du mandat dans le premier acte de procédure, mais dans tous les autres actes le mandataire seul est visé. — D'autre part, s'il s'agit d'une association sans personnalité civile, mais ayant des statuts et un but permanent, le mandat peut être conféré d'avance au président ou à tout autre membre de l'association par les statuts.

2<sup>o</sup> La partie qui se trouve en présence d'un incapable, non pourvu d'un représentant légal, peut faire nommer sur requête un tuteur *ad hoc* à son adversaire.

3<sup>o</sup> L'augmentation des délais à raison des distances est supprimée, et remplacée par deux *délais fixes* de huitaine et de quinzaine, selon que le défendeur habite dans le ressort ou hors du ressort du tribunal saisi de la demande.

4<sup>o</sup> La nécessité de donner copie, en tête de l'exploit d'ajournement, des pièces servant de base à la demande, est supprimée et remplacée par l'obligation, pour les avoués, d'une communication sans frais (tit. 2, art. 11; tit. 3, art. 2).

5<sup>o</sup> Mais c'est surtout sur la *remise des exploits* que porte la

réforme proposée. D'une part, l'huissier est autorisé à s'adjointre des *clerks assermentés*, ayant qualité pour signifier les exploits; d'autre part, le projet permet aux huissiers de se servir de la *poste* pour envoyer les copies.

« Les dispositions précises et détaillées de l'art. 18, dit à ce sujet l'exposé des motifs, montrent suffisamment que toutes les précautions sont prises pour assurer la régularité de ces transmissions. La poste n'est ici qu'un intermédiaire employé par l'huissier pour éviter un déplacement. Si l'acte est remis par le facteur à l'intéressé, la signification résulte de cette remise, constatée par le récépissé donné au facteur. Si la remise n'a pu avoir lieu, l'acte est renvoyé à l'huissier, qui fera la signification par les voies ordinaires. Il pourra, en ce cas, y avoir un retard de quarante-huit heures dans la signification; ce sera un risque rare, d'ailleurs, à courir. C'est à l'huissier d'apprécier dans quelles circonstances il peut employer, sans danger, la voie de la poste ». Cette utile réforme n'est encore admise par le projet de loi que dans les limites d'une prudence peut-être exagérée; par exemple, est-il bien nécessaire de respecter absolument « ce principe général que les huissiers n'ont pas compétence pour notifier les actes hors de la circonscription judiciaire où ils sont institués » ? En fait, d'ailleurs, sinon en droit, comme en Allemagne, par exemple, c'est le facteur de la poste qui, dans ce système, fait la signification.

6<sup>o</sup> Au cas de signification à domicile en l'absence de la personne, le projet de loi généralise la disposition de l'art. 231 c. civ. en matière de divorce; l'exploit ne doit être remis que *sous enveloppe*. Si l'huissier ne trouve au domicile aucune personne ayant qualité pour recevoir la copie, il la dépose à la mairie, et doit donner avis de ce dépôt au destinataire par lettre recommandée (art. 16).

7<sup>o</sup> Enfin sont assignés « ceux qui habitent le territoire français hors de l'Europe, de l'Algérie ou de la Tunisie, par la remise à la poste sous pli recommandé, ou, à défaut de convention postale, au parquet du procureur de la République près le tribunal où la demande est portée, lequel vise l'original et envoie directement la copie au ministre compétent ou à toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques » (art. 191-2<sup>o</sup>).

3. — II. DROIT COMPARÉ. — *Allemagne*. — Le code de procédure civile du 30 janv. 1877 traite de la forme des exploits au tit. 2, art. 152-190. — Les parties doivent avoir dans le ressort du tribunal saisi de la demande un mandataire auquel sont faites toutes assignations. Ainsi les significations sont faites par l'intermédiaire de la poste. Les frais de la signification par la poste sont réglés par les art. 178 et suiv. C'est le facteur qui donne acte de la signification, et transmet cet acte par la poste à l'huissier qui lui-même la remet à la partie, ou au greffier qui est, dans certains cas, son requérant. Les frais de signification par huissier sont à la charge de la partie qui préfère cette voie, s'ils excèdent les frais de poste. Quand les parties sont représentées par des *avocats avoués*, les significations se font entre eux par un simple accusé de réception signé et sans intermédiaire d'huissier. Dans le cas où le défendeur n'a pas de domicile connu, la signification se fait par *avis public*, affiché et inséré dans deux journaux et à l'*Indicateur de l'Empire*. Enfin signalons encore l'art. 193, aux termes duquel la citation est, avant sa signification, remise au greffier pour que le président indique le jour de l'audience, dans un délai qui varie de vingt-quatre heures à une semaine (V. Glasson, Lederlin et Dareste, *Code de procédure civile de l'Empire d'Allemagne* traduit et annoté).

4. *L'Angleterre* est en voie de simplifier et d'unifier peu à peu la procédure compliquée et variable qu'elle tient des traditions. L'assignation est délivrée par la justice; c'est un *ordre de comparution* (*writ of summons*). Si le défendeur se cache, la procédure d'*outlawry* aboutit à la confiscation de ses biens. Le juge peut ordonner l'insertion d'un avis dans la *London Gazette*. Pour les citations à comparaître devant la Cour suprême de justice établie par la loi du 5 août 1873, la cour règle, suivant les circonstances, les formalités de la signification, si la signification à personne est impossible ou très difficile (V. *Annuaire de législation étrangère*, 1874, p. 9, et 1876, p. 122. V. aussi Glasson, *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, t. 6, p. 610 et suiv.).

En *Ecosse*, une loi du 18 août 1882 (*the Citation amend-*

ment (Scotland), permet l'envoi des exploits par la poste, au moyen d'une lettre chargée dont l'enregistrement à la poste équivaut à une signification, sauf au défendeur à prouver qu'il n'a pas été touché (V. *Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 344).

En général, dans les colonies anglaises, le droit, ou traditionnel, ou modifié par des lois modernes, est très analogue à celui de la métropole. Dans l'Amérique anglaise cependant, tandis que le haut Canada suit la procédure anglaise, d'après le code de procédure civile pour le bas Canada de 1867, les assignations sont signifiées par huissier, mais avec l'autorisation (*præcipe* ou *flat*) du *protonotaire*. Les significations à des personnes dont le domicile est inconnu se font par voie d'insertion dans les journaux (V. *Bulletin de la société de législation comparée*, 1872, p. 253). L'île Maurice est encore régie par notre code de procédure civile (*Bulletin précité*, 1881, p. 353, étude de M. Crémazy).

5. L'Autriche n'a pas encore codifié la procédure. Cependant, ce pays tend à simplifier les formes compliquées du vieux droit allemand (V. L. 21 avr. 1873, *relative aux matières de peu d'importance*, analysée par M. Glasson, *Annuaire de législation étrangère*, 1875, p. 212).

La Hongrie a un code de procédure civile depuis 1868. D'après la loi hongroise de 1877 sur la *procédure relative aux affaires de peu d'importance* (*Bagatellangelegenheiten*), les citations sont délivrées par le juge ou son délégué et signifiées par l'huissier communal, soit à la requête du défendeur, soit par commission du tribunal. Ce n'est là, d'ailleurs, que l'application d'une règle générale, d'après laquelle l'huissier, ou plutôt l'*exécuteur*, n'agit que comme délégué de la justice (*Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 290, 1882, p. 367).

6. La Belgique a conservé jusqu'à présent notre code de procédure civile. Elle n'a pas de loi analogue à la loi française des 3 mai-3 juin 1862, et, par conséquent, a gardé les anciens délais de procédure, qui ne correspondent pas à la rapidité actuelle des communications. En revanche, et depuis 1814, les personnes demeurant à l'étranger sont assignées par la voie de la poste : les formes de cet envoi sont aujourd'hui réglées par la loi du 30 mai 1879, art. 59 ; et, en matière pénale et fiscale, par la loi du 28 juin 1889, article unique.

7. L'Espagne a un code de procédure civile en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1856 (V. la notice de M. de Montluc, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1877, p. 204 et suiv.). La demande, soumise à un préliminaire de conciliation, ne peut être notifiée au défendeur qu'après avoir été examinée par le juge.

8. Aux États-Unis, le droit anglais forme, en procédure comme en tout autre matière, le droit commun. Mais plusieurs États ont des codes de procédure. Celui de l'État de New-York date de 1877 (V. l'analyse de M. Eugène Duval, *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 802 et suiv.). — En général, la notification des actes de procédure n'exige pas le ministère d'un huissier ; la preuve de cette notification résulte de certificats sous serment (*affidavit of service*) que peut faire toute personne, pourvu qu'elle soit majeure et non interdite. Le plus souvent, l'*affidavit* est fait par le *solicitor* qui dirige le procès ou par la partie elle-même.

9. Le code de procédure civile d'Italie, de 1865, pour la matière des exploits en particulier, se rapproche beaucoup du nôtre. Les significations se font par ministère d'huissier ; pour le préliminaire de conciliation et les petits procès soumis au juge de paix (*pretore*), la loi se contente d'un billet sur papier libre. Dans tout autre cas, il faut un exploit (*atto formale*). L'ajournement comporte à peu près les mêmes formalités qu'en France (art. 134 et suiv.). Au cas de signification à domicile en l'absence de la partie, de parents, de serviteurs ou de portier, l'huissier ne laisse la copie à un voisin que si celui-ci peut écrire et signer, et si ni l'âge ni l'infirmité ne le rendent incapable de donner un témoignage valable. Sinon, l'huissier affiche un avis sur papier libre à la porte du défendeur, puis va porter la copie à la maison commune et la remet au syndic ou à celui qui le remplace ; ce fonctionnaire signe l'original (art. 139). Les significations peuvent se faire, d'une manière très générale, au domicile élu (art. 140). Si le défendeur n'a ni domicile ni demeure connus, l'huissier

affiche la copie à la porte extérieure du tribunal ; une autre copie est remise au ministère public ; enfin un extrait de l'assignation est inséré dans le journal d'annonces judiciaires (art. 141). Les formalités sont les mêmes s'il s'agit d'assigner une personne domiciliée hors du royaume et qui n'a pas en Italie un mandataire général ; mais alors le ministère public transmet la copie qu'il reçoit au ministre des affaires étrangères. — On verra *infra*, n° 153, que des conventions diplomatiques existent à ce sujet entre la France et l'Italie.

10. Dans le grand-duché de Luxembourg, où le code de procédure civile français est, d'ailleurs, en vigueur, on admet l'envoi par la voie de la poste de l'exploit destiné à une personne résidant à l'étranger. Cette réforme date, comme en Belgique (V. *supra*, n° 6), d'un arrêté du gouverneur général du 1<sup>er</sup> avr. 1814. Un traité a été conclu entre la France et le Grand-Duché à ce sujet (V. *infra*, n° 156).

11. Au Mexique, le code pour le district fédéral et la basse Californie (1883-1884) donne, paraît-il, une idée assez exacte de la législation des États. C'est un principe général qu'aucun magistrat ou employé de l'ordre judiciaire n'a le droit de toucher des honoraires pour aucun de ses actes. Les citations sont portées à domicile, non par les huissiers, fonctionnaires chargés des saisies (*ejuntors*), mais par des officiers spéciaux appelés *comisarios* (*Notice sur l'organisation judiciaire au Mexique*, par MM. Jose G. Limantur et L. de Montluc, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1876, p. 527 et suiv.).

12. Le code de procédure des Pays-Bas est inspiré par le code de procédure français, mais a été plusieurs fois remanié dans sa longue préparation. Sur la matière qui nous occupe, les deux législations offrent la plus grande analogie. — En cas d'absence de son domicile de la partie assignée et à défaut d'un « individu de sa maison » l'huissier remet la copie au chef de l'administration locale. Celui-ci ou son remplaçant « visera l'original sans frais et fera parvenir, si faire se peut, la copie à la partie assignée, sans que la preuve de l'accomplissement de cette dernière formalité puisse être exigée en justice » ... (art. 2). — Une seule copie est laissée quand il s'agit d'assigner deux époux (art. 3). — Citons encore l'art. 4, qui assimile à celui qui n'a ni domicile ni résidence connus « les porteurs de titres d'emprunt ou de sociétés qui ne sont pas en nom et dont les propriétaires sont par cela inconnus ». La signification se fait alors par double copie, l'une affichée à la porte du tribunal, l'autre remise au parquet qui vise l'original. — L'assignation aux colonies ou à l'étranger se fait par la voie du ministère des colonies ou de celui des affaires étrangères. — Enfin une loi du 7 avr. 1869 a abrégé les délais supplémentaires accordés à raison des distances.

13. D'après le code de procédure portugais, l'ajournement est signifié par un huissier ou par le greffier désigné par distribution ; il indique l'objet de la demande et notifie à la partie le jour auquel elle doit comparaître à l'audience (en personne ou par avoué) pour recevoir le *libelle* (exposé de la demande). Le délai pour comparaître est la seconde audience après l'ajournement (V. la notice de M. Midosi, *Annuaire de législation étrangère*, 1877, p. 434 et suiv.).

14. En Suède, l'assignation est délivrée, non par un officier ministériel, mais simplement par deux citoyens de bonne vie et mœurs (Etude de M. Jeanvrot, *Bulletin de législation étrangère*, 1877, p. 321).

15. En Suisse, plusieurs cantons ont des codes de procédure civile. — D'après une loi du canton de Neuchâtel, du 27 oct. 1886, il est créé dans chaque district un bureau des huissiers qui reçoit les demandes de citations ou de significations ; un huissier chef nommé par le conseil d'État répartit le travail entre ses collègues. Les significations peuvent se faire par la poste ; la signification est alors prouvée par le récépissé de la lettre chargée et par la mention de l'expédition, datée et signée par l'huissier sur l'original. Si la lettre revient, ou si le juge l'ordonne, l'huissier fait la signification en personne (*Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 534). Aux termes du code de procédure de 1876 de ce même canton (Analyse de M. Gosset, *Annuaire de législation étrangère*, 1877, p. 630), toute citation doit être signée par le juge, qui, avant d'en autoriser la signification, vérifie la régularité de l'acte et la compétence du tribunal

Dans le canton de Vaud, une loi du 23 mars 1886 (*Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 574) règle la notification des exploits par la poste.

16. Plusieurs des ouvrages cités au *Répertoire* ont été depuis lors réédités : M. Glasson a donné une nouvelle édition du *Cours de procédure civile* de MM. Boitard et Colmet-Daage; M. Dutruc, a publié un *Supplément alphabétique et analytique aux lois de la procédure*, de Carré et Chauveau. Parmi les ouvrages récents, nous devons mentionner le *Cours de procédure civile* de M. Garsonnet, t. 2, p. 420 et suiv.; le *Traité élémentaire d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile*, de M. Bonfilis; le *Dictionnaire de procédure civile* de MM. Rousseau et Laisney, v° *Exploit*; celui de Bioche, eod. v°; Rodière, *Traité de compétence et de procédure en matière civile*.

## CHAP. 2. — Dispositions générales et formalités communes à tous les exploits (Rép. nos 19 à 407).

### SECT. 1<sup>re</sup>. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES (Rép. nos 19 à 43).

17. On a dit au *Rép.* n° 21 qu'aux termes des décrets des 14 juin et 29 août 1843, les exploits doivent être corrects et lisibles; ces décrets ont été, depuis lors, complétés par l'art. 20 de la loi des 2-3 juill. 1862, portant fixation du budget de l'exercice 1863 (V. *supra*, v° *Copie de pièces*, n° 1), qui prohibe formellement les abréviations sous peine d'amende prononcée contre l'huissier (V. les arrêts cités *supra*, eod. v°, n° 6). Mais, comme le disent avec raison MM. Rousseau et Laisney, il ne faut pas entendre ce mot trop rigoureusement : « l'on ne doit pas considérer comme abréviations interdites celles qui sont d'un usage général, telles que : M. pour monsieur, etc., pour et cetera ».

18. On s'est demandé si les sommes et les dates peuvent être indiquées en chiffres. L'usage général est d'écrire en toutes lettres les nombres qui expriment des francs, et en chiffres ceux qui expriment les centimes. Pour les dates, on n'écrit ordinairement en toutes lettres que le quantième du mois, et non le millésime, que l'on exprime en chiffres, sauf quand il s'agit de la date de la signification de l'exploit lui-même (V. *Rép.* n° 55). Mais il faut reconnaître qu'aucun texte ne prohibe ou ne restreint l'usage des chiffres. Il a été jugé, en ce sens, qu'aucune disposition n'exige que, dans l'exploit de notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation à l'accusé, la date de ces actes soit écrite en toutes lettres et non en chiffres (Crim. rej. 30 déc. 1869, aff. Paoletti, D. P. 70. 5. 211. V. dans le même sens : Rousseau et Laisney, v° *Exploit*, n° 51). M. Garsonnet, t. 2, p. 431 et suiv. estime cependant que les dispositions de la loi du 25 vent. an 11 sont applicables aux exploits d'huissier. Cette loi, relative aux actes notariés, dit dans son art. 13 : « ils énonceront en toutes lettres les sommes et dates ». Il nous semble impossible d'étendre ainsi une disposition sanctionnée d'une amende à des actes qu'elle n'a pas expressément prévus.

19. La même divergence existe sur la question, examinée au *Rép.* nos 22 et suiv., de savoir si les exploits doivent être écrits, comme les actes notariés, sans blancs, lacunes, intervalles ni surcharges.

Quant aux surcharges, un arrêt de la cour de cassation (Crim. rej. 10 sept. 1869, aff. Tailfer, D. P. 70. 1. 141), tout en refusant de voir une cause de nullité dans de simples corrections orthographiques, déclare que les dispositions de l'art. 15 de la loi du 25 vent. an 11 « sont applicables à tous les actes authentiques ». Et la cour de cassation a, d'ailleurs, jugé en ce sens : 1° que le fait par un huissier d'avoir, au moyen d'additions et de surcharges, transporté du singulier au pluriel, en vue de certifier la remise de deux copies de l'arrêt d'accusation à deux coaccusés, les énonciations d'un exploit ne mentionnant d'abord que la remise d'une copie, entraîne la nullité de cet exploit, si les additions et surcharges ne sont pas approuvées (Crim. cass. 15 juin 1860, aff. Le Cosquier, D. P. 61. 1. 43); — 2° Que les ratures non approuvées sur la copie d'un exploit doivent être considérées comme non avenues, surtout lorsque les nouvelles mentions qu'elles renferment sont en contradiction absolue avec celles de l'original; et que, spécialement, lorsque la date, dans la copie d'un exploit de signification de

jugement, conforme d'ailleurs à l'original, a été raturée et remplacée par une date postérieure, c'est de la première seule qu'il doit être tenu compte; qu'en conséquence, l'appel formé moins de deux mois après la date en surcharge, mais plus de deux mois après la date primitive, est non recevable comme tardif (Toulouse, 18 juin 1875, aff. Hospices de Pamiers, D. P. 79. 1. 467, et sur pourvoi, 17 mars 1879). — Il a été, cependant, jugé que l'indication de la date de la signification d'un exploit doit, en cas de surcharge non approuvée du chiffre relatif à l'année, être néanmoins considérée comme équivalant à une indication régulière, si la désignation de l'année ressort forcément de faits qui se rattachent d'une manière directe à l'objet de l'exploit et s'y trouvent rappelés (Crim. rej. 21 août 1854, aff. Billoin, D. P. 54. 5. 339). Mais il n'y a pas, en réalité, contradiction entre cette décision et les précédentes : l'effet de la nullité d'une surcharge non approuvée doit varier, selon qu'elle vicie une partie substantielle de l'exploit, ou qu'elle n'atteint qu'une mention secondaire; selon que l'exploit renferme ou non, pour remplacer la mention nulle, les équipollents admis par la jurisprudence (V. *infra*, *passim*). M. Garsonnet (t. 2, p. 132, note 9) estime que « dans tous les cas, une surcharge non approuvée n'entraîne pas la nullité des autres parties de l'exploit ». Cette affirmation nous semble trop générale.

20. On peut se demander également si les dispositions de l'art. 15 de la loi du 25 vent. an 11 concernant les renvois doivent être étendues aux exploits. M. Garsonnet, t. 2, n° 132, admet l'affirmative (V. aussi : Rousseau et Laisney, v° *Exploit*, n° 24). Dans tous les cas, l'usage est d'approuver les renvois, mais sans les mentionner à la fin de l'exploit. Il est d'usage également d'approuver le nombre des mots rayés nuls.

21. On a dit au *Rép.* n° 24 que tout exploit comporte un original et une ou plusieurs copies. L'original doit être écrit sur du papier timbré débité par la régie (L. du 3 brum. an 7, art. 18), et dont le prix est fixé actuellement par les lois des 2-3 juill. 1862 (art. 17) et du 23 août 1871 (art. 2) (V. *infra*, v° *Timbre*). Quant au droit de timbre des copies, aux termes de la loi des 29-30 déc. 1873 et du décret des 30-31 déc. 1873 (art. 2, 3, 4, 5), il est acquitté au moyen de timbres mobiles apposés sur l'original; mais ces copies sont faites sur un papier spécial, de la dimension des feuilles aux droits de 50 cent. ou de 1 franc, délivré gratuitement par la régie en même temps que les timbres mobiles (V. *infra*, v° *Timbre*). La sanction de ces dispositions fiscales est une amende contre l'huissier, et la nullité de l'exploit écrit sur papier libre (Bastia, 17 janv. 1876, aff. veuve Cristiani, D. P. 78. 5. 256. V. aussi *Rép.* n° 398).

22. Le principe que « la copie sert d'original à la partie qui la reçoit » et que la régularité de l'original ne saurait relever la copie des irrégularités qui la vicieraient (*Rép.* n° 24) a reçu en jurisprudence de nouvelles et nombreuses applications. Ainsi il a été décidé : 1° que le principe posé par l'art. 1334 c. civ., d'après lequel la copie, lorsque le titre original est produit, ne fait foi que de ce qui est contenu au titre, n'est pas applicable à un exploit d'huissier; que c'est, au contraire, la copie de l'exploit qui tient lieu d'original à la partie qui l'a reçue et que, par conséquent, si le juge, en prenant pour point de départ la signification du jugement, a fixé limitativement un délai pour qu'une délivrance de valeurs industrielles soit opérée, ce délai court, contre celui qui doit délivrer et auquel la décision a été signifiée, à partir de la date portée dans la copie de l'exploit de signification, sans qu'il y ait lieu de se reporter à la date différente que pourrait porter l'original de cet exploit (Req. 10 juin 1893, aff. Autran, D. P. 86. 1. 222); — 2° Qu'il en est ainsi même si la date est surchargée, tant qu'elle n'est pas attaquée par la voie de l'inscription de faux (Paris, 28 avr. 1883, aff. Société financière de Paris, D. P. 84. 2. 119-120); — 3° Que la copie d'un exploit fait pleine foi de sa date, à moins que l'erreur de cette date ne soit constatée et rectifiée par les autres énonciations que cet exploit renferme (Civ. cass. 4 nov. 1868, aff. Cornaille, D. P. 68. 1. 469); — 4° Qu'il y a nullité de la signification si la copie signifiée n'indique pas la date de la signification et ne contient, d'ailleurs, aucune indication de nature à suppléer à l'indication précise de



cette date (Civ. rej. 20 juill. 1868, aff. Tapis Brune, D. P. 68. 1. 372); — 5° Que la demande en péremption est nulle lorsque la copie remise à l'avoué du défendeur ne mentionne pas le mois et l'année où a eu lieu la signification, et ne contient, d'ailleurs, aucune autre énonciation de nature à réparer cette omission; peu importe que la date de l'exploit soit indiquée d'une manière complète, tant dans l'original que dans une seconde copie délivrée au même avoué, comme représentant une autre partie (Paris, 21 nov. 1871, aff. Commune de Nerville et de Presle, D. P. 72. 2. 72); — 6° Que, la copie d'un exploit tenant lieu d'original à celui qui l'a reçue, on doit considérer comme nulle la signification d'un arrêt d'admission, quand la copie ne porte pas le quantième du mois auquel elle a été remise au destinataire et ne contient aucune énonciation de nature à réparer cette omission (Civ. rej. 1<sup>er</sup> août 1888, aff. Dupuis, D. P. 89. 1. 119); — 7° Que la nullité de la copie d'un exploit d'appel entraîne la nullité de l'appel lui-même (Paris, 10 févr. 1879, aff. Leveau, D. P. 79. 2. 114); — 8° Que l'erreur matérielle équivalente à un défaut de mention, sur la copie d'un exploit, de la personne à qui il a été remis, est une cause de nullité, alors même que l'original contiendrait cette indication exacte (Poitiers, 16 févr. 1881, aff. René, D. P. 81. 2. 136).

Il a été cependant jugé : 1° que la signification d'un exploit (dans l'espèce, un acte d'appel) est régulière, quoique la copie ne mentionne pas le nom de la personne à laquelle elle a été laissée, si la remise de cette copie à la partie est constatée par une déclaration écrite de la main de l'huissier sur l'original, et signée de la partie (Civ. cass. 24 nov. 1852, aff. Thibault, D. P. 52. 1. 320); — 2° Que le défaut de date sur la copie de l'acte d'appel n'entraîne pas nullité de cet acte, lorsqu'il a été signifié au maire d'une commune, lequel a déclaré dans son visa sur l'original que la copie lui a été remise à la date exprimée par cet original; dans ce cas, la remise de la copie de l'exploit et l'apposition du visa sur l'original, constituent deux formalités liées l'une à l'autre par une étroite corrélation qui crée une indivisibilité de fait entre les énonciations de la copie et celles de l'original, lesquelles se complètent les unes par les autres (Riom, 26 juill. 1887, aff. Demartin, D. P. 89. 2. 87. — V. *infra*, n° 33 et 35).

23. De ce que la copie sert d'original à la partie qui la reçoit, il résulte que l'intervention des copies d'un exploit entraîne la nullité de la signification. Ainsi il a été jugé : 1° que la dénonciation d'une surenchère à l'avoué de l'adjudicataire est nulle, si cet avoué a reçu la copie destinée à l'avoué de la partie poursuivante (Civ. cass. 28 janv. 1879, aff. Desbarreaux-Verger, D. P. 79. 1. 151); — 2° Qu'il en est de même, malgré l'identité d'intérêts entre les parties, et qu'ainsi l'assignation d'une partie à fin d'assistance à une enquête est nulle, si l'avoué de cette partie a reçu la copie destinée à une autre partie ayant un intérêt identique, et réciproquement (Civ. cass. 27 avr. 1858, aff. Montellhet, D. P. 58. 1. 223).

24. Nous avons dit au Rép. n° 31 et suiv., que la jurisprudence hésitait sur le point de savoir si la preuve de l'existence d'un exploit qui n'est pas représenté peut être admise. La solution affirmative tend à prévaloir, et il a été jugé, en effet : 1° que la preuve de la signification d'un jugement peut résulter des énonciations contenues dans des jugements ou actes postérieurs, et qui ont un trait direct avec les dispositions de ces actes ou jugements, et que le jugement qui constate, pour en faire la base de sa décision, qu'un précédent jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, faute d'avoir été frappé d'appel dans les délais légaux, fait preuve entre les parties de la signification servant de point de départ à ces délais;... alors surtout que la mention de la signification a été faite sur les registres de l'administration de l'enregistrement et qu'un long temps s'était écoulé entre la date du jugement et celle de l'appel (Req.

2 févr. 1859, aff. Commune de Crésancey, D. P. 59. 1. 264); — 2° Que l'existence et la régularité d'un exploit, et notamment de l'acte de signification d'un jugement peuvent indépendamment de la représentation de l'original et des copies être prouvées par l'avoué judiciaire (Req. 26 févr. 1873, aff. Société des eaux de Nîmes, D. P. 73. 1. 195); — 3° Qu'il n'est pas nécessaire pour la validité d'une procédure que l'assignation régulière soit représentée, lorsque les documents de la cause ne permettent pas de douter qu'elle a existé (Civ. rej. 14 avr. 1885, aff. Castellane, D. P. 85. 1. 401). — M. Garsonnet (t. 2, p. 183), exige absolument la représentation de l'exploit original ou de la copie; M. Bonfils, n° 729, n'admet d'exception à cette règle qu'au cas d'avoué judiciaire.

25. On s'est demandé spécialement si la preuve de l'existence et de la signification d'un exploit dont on ne représente ni l'original ni la copie peut résulter de la mention de l'enregistrement de cet exploit (Rép. n° 31 et 32). Il a été jugé que l'existence et la régularité de la signification d'un jugement, peuvent être établies, à défaut de représentation de l'exploit et en l'absence de preuve contraire par un extrait délivré par le receveur de l'enregistrement, alors même que cet extrait ne mentionnerait que l'enregistrement d'un commandement fait en conséquence de la signification, si le jugement ordonnait que la signification et le commandement seraient faits par un seul et même acte (Poitiers, 1<sup>er</sup> déc. 1875, aff. Papin, D. P. 77. 2. 226. — V. en sens contraire Agen, 12 juin 1854, aff. Dardenne, D. P. 55. 2. 27). La cour de cassation a d'ailleurs jugé qu'aucune loi n'impose aux tribunaux l'obligation de considérer les extraits des registres de l'enregistrement comme des preuves nécessaires de l'existence des actes d'huissier soumis à cette formalité (Civ. cass. 25 févr. 1856) (1).

26. L'exploit fait foi en justice jusqu'à inscription de faux des faits y constatés quand ces faits sont du ministère de l'huissier, c'est-à-dire relatifs aux formalités que lui prescrit la loi; mais il fait foi, jusqu'à preuve contraire seulement, des mentions qui relatent autre chose que les faits relatifs à la remise et à l'exécution de l'acte. Cette distinction posée au Rép. n° 34 a reçu de nouvelles applications en jurisprudence. La cour de cassation a jugé que la copie signifiée de l'arrêt d'admission d'un pourvoi en cassation fait foi de sa date jusqu'à inscription de faux (Civ. cass. 7 juill. 1882, aff. Roumagnac, D. P. 83. 1. 350. — Conf. Paris, 28 avr. 1883, cité *supra*, n° 23).

27. Mais, d'autre part, il a été jugé qu'un exploit ne fait pas foi jusqu'à inscription de faux de la qualité attribuée par l'huissier à la personne à qui il en a remis la copie (Metz, 21 févr. 1860, aff. Morel, D. P. 61. 2. 33). Et cette solution n'est pas contraire à l'opinion émise au Rép. n° 37, que l'identité de la personne à laquelle l'huissier a déclaré avoir remis la copie est un des faits qu'il est légalement chargé de constater et sur lesquels l'exploit fait foi jusqu'à inscription de faux. On comprend, en effet, que l'huissier ne peut pas vérifier utilement le dire de la personne à laquelle il s'adresse, en ce qui concerne la qualité qu'elle s'attribue. Il faut convenir cependant que souvent c'est par la simple énonciation de la qualité qu'elle s'est attribuée que l'exploit désigne la personne à qui la remise a été faite. Aussi ne peut-on qu'approuver l'usage qu'ont les huissiers d'ajouter à cette énonciation les mots « ainsi déclaré », qui la mettent en dehors de la garantie d'authenticité (V. Rousseau et Laisney, v° *Exploit*, n° 33 et suiv.; Bonfils, n° 730; Garsonnet, t. 2, p. 184; Rodière, t. 1, p. 191). — Sur la question de savoir si la procédure de faux est nécessaire pour établir que l'huissier n'a pas signifié l'exploit en personne, V. *infra*, n° 107.

28. On a indiqué au Rép. n° 42 et 43 des cas exceptionnels où l'exploit doit être signé par la partie ou des témoins. Il a été jugé, depuis, que le désistement doit être signé de la partie à peine de nullité, aussi bien quand il est

(1) (Guillaume C. Quesney et autres.) — La cour;... — Sur le quatrième moyen : — Attendu qu'aucune loi n'impose aux tribunaux l'obligation de considérer les extraits des registres de l'enregistrement comme des preuves nécessaires de l'existence des actes d'huissier soumis à cette formalité; que la cour de Rouen a donc pu, sans excéder son droit, refuser de trouver dans

ces extraits la justification de deux exploits invoqués par Guillaume pour repousser la prescription qui lui était opposée;...

Par ces motifs, rejette.

Du 25 févr. 1856.—Ch. civ. MM. Béranger, pr.—Glandaz, rap.—Sevin, av. gén., c. conf.—Aubin, av.

signifié à partie que lorsqu'il est signifié par acte d'avoué à avoué (Caen, 3 mai 1864) (1).

SECT. 2. — FORMALITÉS COMMUNES A TOUS LES EXPLOITS  
(Rép. n° 44 à 407).

29. Bien que l'art. 61 c. proc. civ. ne vise que les ajournements, la doctrine et la jurisprudence sont toujours d'accord pour étendre aux exploits en général celles des prescriptions de l'art. 61 c. proc. civ., qui sont « essentielles à tout exploit », et « concourent directement au but de l'acte » (Rép. n° 46. V. Garsonnet, t. 2, p. 133; Rousseau et Laisney, v° *Exploit*, n° 38). Spécialement, la jurisprudence, malgré les raisons de douter exposées au Rép. n° 47, 521 et suiv., continue à voir dans l'acte d'appel un véritable ajournement d'appel. On trouvera de nombreuses applications de cette règle dans les décisions qui vont être rapportées à propos des diverses mentions que doivent porter les exploits en général. — En ce qui concerne les *Actes d'avoué à avoué*, V. *infra*, n° 216 et suiv.

30. Avant de parler successivement de chacune des formalités intrinsèques communes à tous les exploits, remarquons que les observations faites au Rép. n° 44 et 48 s'appliquent encore à la jurisprudence récente; les tribunaux, tout en respectant les nullités prononcées par la loi pour vices de forme, se gardent d'une rigueur excessive, et s'appuient sur ce que le code n'impose point de formules sacramentelles, pour admettre les *équivalents* dans une large mesure.

ART. 1. — De la date (Rép. n° 49 à 68).

31. Quoique la mention de la date, formalité essentielle, soit prescrite à peine de nullité, il est constant que l'indication incomplète ou erronée, ou même l'omission de la date, peut être supplée par les indications contenues dans l'acte lui-même (V. Rép. n° 57 et 58; Rousseau et Laisney, v° *Exploit*, n° 55 et suiv.; Bonfils, n° 723; Garsonnet, t. 2, p. 127).

32. Il a été jugé : 1° que l'erreur de date, lorsqu'elle est réparée par d'autres énonciations de l'exploit n'en entraîne pas la nullité, qu'il s'agisse d'un acte d'appel (Civ. rej. 4 août 1856, aff. Commune de Remoulins, D. P. 56. 1. 334; Civ. cass. 29 août 1865, aff. Véron, D. P. 65. 1. 329. — V. aussi *supra*, v° *Appel civil*, n° 136 et 137) ou de la signification de l'arrêt d'admission d'un pourvoi en cassation (Civ. cass. 4 déc. 1861, aff. Mauchamp, D. P. 62. 1. 73) ou d'un acte d'opposition (Pau, 4 févr. 1884, aff.

Pepay, D. P. 85. 2. 249); — 2° Qu'il en est de même de l'omission du mois dans l'indication de la date d'un exploit d'appel, lorsque cette omission est supplée par les autres énonciations de l'acte qui permettent d'en compléter la date avec certitude et précision (Civ. cass. 29 août 1865, précité); — 3° Que l'indication de la date de la signification d'un exploit doit, en cas de surcharge non approuvée du chiffre relatif à l'année, être néanmoins considérée comme équivalente à une indication régulière, si la désignation de l'année ressort forcément de faits qui se rattachent d'une manière directe à l'objet de l'exploit et s'y trouvent rapportés (Crim. rej. 21 août 1854, aff. Billoin, D. P. 54. 5. 339).

33. Mais il a été jugé d'autre part : 1° que la copie d'un exploit d'ajournement qui porte l'indication de l'année et du mois de sa signification, sans en mentionner le jour, est nulle si les autres énonciations de l'acte ne font pas connaître ce jour ou ce mois (Civ. cass. 3 déc. 1856, aff. Nathan et Hershheim, D. P. 56. 1. 436); — 2° Qu'il en est de même pour un acte d'appel (Req. 5 mai 1858, aff. Audicq, D. P. 58. 1. 286; Chambéry, 1<sup>er</sup> mai 1868, aff. Périnet, D. P. 68. 2. 111); ... et pour la signification d'un jugement (Angers, 4 ou 5 févr. 1890) (2); ... pour la signification d'un arrêt d'admission (Civ. rej. 1<sup>er</sup> août 1888, aff. Dupuis, D. P. 89. 1. 119), alors même qu'il résulterait d'une autre énonciation de l'exploit qu'il n'a pas été signifié *avant* un jour déterminé, s'il n'est pas possible d'en induire le *jour précis* de cette date (Arrêt précité du 3 déc. 1856); — 3° Qu'un acte d'appel dont la copie n'indique pas le mois où il a été signifié est nul, s'il ne renferme aucune énonciation de nature à faire connaître ce mois (Arrêt précité du 4 ou 5 févr. 1890); — 4° Que la demande en péremption est nulle, si la copie ne mentionne pas le mois et l'année où a eu lieu la signification, et ne contient, d'ailleurs, aucune autre énonciation de nature à réparer cette omission (Paris, 21 nov. 1871, aff. Communes de Nerville et de Presle, D. P. 72. 2. 72); — 5° Qu'on ne peut, à défaut de la date, considérer comme une énonciation équipollente la mention faite sur la copie de la réquisition du visa du maire (mention d'ailleurs insuffisante par elle-même), bien que l'original porte ce visa daté (Arrêt précité du 1<sup>er</sup> mai 1868). — V. cependant sur ce dernier point Riom, 26 juill. 1887, *supra*, n° 22.

34. Il faut, au reste, que l'équipollence, pour encourir la nullité de l'exploit, résulte de l'acte lui-même (Rép. n° 61). C'est ainsi que la nullité d'un acte d'appel dans la copie duquel se trouve omise la mention du jour de sa signification n'est pas couverte par l'indication de cette date dans la constitution de l'avoué de l'intimé (Besançon, 15 mai 1866, aff. Roussey, D. P. 66. 2. 96).

35. Il a même été jugé : 1° que le défaut de mention de la

(1) (Desmottes C. Guérin.) — La cour; — Considérant qu'aux termes de l'art. 402 c. proc. civ., le désistement, pour être valable, doit être signé par la partie qui le donne ou par son mandataire; que l'acte du 16 déc. 1863, par lequel il est déclaré que Guérin n'entend pas se prévaloir de la disposition du jugement qui lui accorde le bénéfice de la contrainte par corps, pour assurer le recouvrement de sa créance, n'est pas signé par lui, mais seulement par l'huissier commis en exécution de l'art. 780, lequel ne peut être considéré, au point de vue du désistement, comme le mandataire de Guérin; que ce désistement n'est donc pas régulier; — Dit insuffisant le désistement signifié le 13 déc. 1863, etc.

Du 3 mai 1864.-C. de Caen 1<sup>re</sup> ch.-MM. Dagallier, 1<sup>er</sup> pr.-Jardies, 1<sup>er</sup> av. gén.-Thiphaine et Toutain, av.

(2) (Dame Martin du Verger C. de Marconnay.) — La cour; — En ce qui concerne le premier appel de la dame Martin du Verger : — Attendu qu'aux termes de l'art. 61 c. pr. civ., tout exploit d'ajournement doit contenir la date des jours, mois et an, à peine de nullité; — Attendu que le premier appel émis par la dame du Verger envers le jugement du tribunal civil de Saumur, du 5 janv. 1888, ne porte pas sur la copie, l'indication du mois où cette copie a été signifiée à de Marconnay; — Attendu qu'il est de principe que la copie d'un exploit tient lieu de l'original à la partie qui l'a reçue; que, par conséquent, la régularité de l'original ne peut couvrir la nullité de la copie; — Attendu, d'ailleurs, qu'aucune énonciation de la copie d'appel reçue par de Marconnay ne permet d'assigner à cet appel une date quelconque quant au mois où cette copie lui a été signifiée; — En ce qui concerne le second appel de la dame Martin du Verger : — Attendu que la copie de la signification du jugement précité à la requête de de Marconnay à la dame Martin Duverger

porte comme date « l'an 1888, le février »; qu'elle ne contient donc pas la date jour; — Attendu que les règles posées par les arts. 61, 62 et 63 c. proc. civ. sont communes à tous les exploits; que de plus l'art. 443, fixant le délai d'appel, fait courir ce délai *du jour* de la signification du jugement; que ce jour doit donc être connu; — Attendu, il est vrai, que l'art. 1030 du même code dispose qu'aucun exploit ne pourra être déclaré nul si la nullité n'est pas formellement prononcée par la loi, et que l'art. 69 ne prononce pas textuellement la nullité; — Mais attendu qu'il dispose impérativement et par voie de défense; que par suite, l'inobservation de ses dispositions constituerait un vice substantiel équivalant à la peine de nullité elle-même; — Attendu qu'il n'y a de véritable copie que celle qui est conforme à l'original; que tout au moins il faut pour la validité d'une copie que certaines de ses énonciations permettent de suppléer à l'insuffisance ou à l'absence des autres; qu'enfin il faut qu'au moins par cette voie indirecte, la partie qui reçoit une copie soit mise à même de vérifier par l'indication du jour qu'elle devrait porter, si la signification pouvait lui être valablement faite ce jour-là; — Attendu que la copie de la signification du jugement susrelaté, remise à la dame Martin du Verger, ne réalise pas cette condition, d'où il suit que la signification faite à cette dame est nulle, et que son second appel, quoique intervenu seulement le 26 mars 1889, est recevable; — Par ces motifs, la cour, joignant les appels; — 1° Déclare nul pour défaut de date le premier appel émis par la dame Martin du Verger envers le jugement du tribunal de Saumur, du 5 janvier 1888; — 2° Déclare nulle, pour défaut de date, la signification du jugement précité, faite par de Marconnay à la dame Martin du Verger; — Par suite, déclare recevable l'appel de cette dame du 26 mars 1889.

Du 4 ou 5 févr. 1890.-C. d'Angers.-MM. Forquet de Dorne, 1<sup>er</sup> pr.-Binard, av. gén.-Gain et Villetard de Prupières, av.

date dans la copie d'un exploit n'est pas corrigé par l'indication complète de cette date tant dans l'original que dans une seconde copie délivrée au même avoué, comme représentant une autre partie (Paris, 21 nov. 1871, aff. Communes de Nerville et de Presle, D. P. 72. 2. 72); — 2° Que, de même, un commandement signifié à deux époux en vertu d'une condamnation solidaire, est nul si la copie remise à la femme ne contient pas la date de la signification, encore bien que la copie remise au mari soit régulière (Paris, 23 août 1858, aff. Mauvat, D. P. 60. 2. 53). — Cependant la cour de Riom a jugé, à tort selon nous, qu'un acte d'appel est valable, bien que la copie puisse se référer à deux dates différentes, s'il résulte des documents de la cause que le seul original d'exploit d'appel dont la copie a été signifiée a une date certaine, et si la date de l'enregistrement de cet exploit vient attester, concurremment avec les énonciations de la copie, la date véritable de la signification (Riom, 13 mai 1889, aff. Lejeune, D. P. 90. 2. 107).

**Art. 2. — Mentions relatives au demandeur : Noms, profession et domicile. — Exception à la règle pour les êtres moraux ou collectifs (Rép. n° 69 à 127).**

**36.** De même qu'au Rép. n° 69, nous renvoyons au mot *Avoué, supra*, n° 38 et suiv. et Rép. eod. v°, n° 149 et suiv. pour ce qui concerne la constitution de l'avoué, et à l'élection de domicile chez l'avoué que doit contenir l'exploit d'ajournement. Nous n'avons, d'ailleurs, que peu de choses à ajouter ici sur les mentions relatives au demandeur. L'esprit général de la jurisprudence à cet égard, déjà indiqué au Rép. n° 69 et suiv., est que la nullité doit être prononcée toutes les fois que le demandeur n'est pas désigné avec une entière précision selon le vœu de la loi; mais qu'on peut admettre des équipollents, quand aucun doute ne peut s'élever dans l'esprit du défendeur sur l'identité de son adversaire (V. Rousseau et Laisney, n° 63 et 64; Bonfils, n° 702 et 703; Garsonnet, t. 2, p. 138).

**37. — 1° Noms, profession ou qualité (Rép. n° 70 à 109).** — Spécialement en ce qui concerne les noms du demandeur (Rép. n° 70 à 109), il a été jugé : 1° que l'omission du nom patronymique du demandeur dans les exploits d'ajournement en matière civile, n'emporte pas nullité, lorsqu'il y est suppléé par des énonciations qui ne permettent aucun doute sur son identité; et il en est ainsi, à plus forte raison, des citations données, en matière correctionnelle, à la requête de la partie civile (Crim. rej. 24 mai 1879, aff. Villain-Landaiserie, D. P. 79. 1. 273); — 2° Que l'omission, dans l'acte d'appel, du nom patronymique de l'appelant qui n'y est désigné que par un prénom, peut être suppléée notamment par la mention du jugement attaqué, de l'exploit de signification de ce jugement et de l'objet de la contestation, si cette mention rend toute incertitude impossible (Bordeaux, 2 avr. 1866, aff. Seyllier, *supra*, v° *Appel civil*, n° 138); — 3° Qu'est valable l'exploit d'appel qu'une femme, mariée depuis le jugement a fait signifier en son nom de fille sous lequel elle avait procédé devant les premiers juges; et qu'il en est de même de l'exploit d'appel qu'une femme, mariée depuis le jugement, a fait signifier en son nom de veuve (Paris, 22 févr. 1870, aff. d'Argence, D. P. 71. 2. 165); — 4° Que l'exploit d'appel dans lequel les appelants sont désignés sous la qualification d'héritiers, sans indication de leur nom ni de leur domicile, peut être validé, lorsqu'il est suppléé à cette omission par des indications équipollentes, et, par exemple, lorsque, en première instance, les appelants ont agi sous la même qualification, et que la partie adverse se l'est appropriée dans tous ses actes de procédure et dans la signification du jugement frappé d'appel (Civ. rej. 25 juill. 1860, aff. Martinal, D. P. 60. 1. 330); — 5° Que la disposition de l'art. 61 c. proc. civ., d'après laquelle tout exploit d'ajournement doit contenir le nom du demandeur, est suffisamment observée, surtout dans un acte d'appel, lorsque les diverses énonciations de l'exploit n'ont pu permettre à l'intimé de se méprendre sur l'identité de l'appelant (Riom, 20 mai 1886, aff. Comp. le Nord, D. P. 87. 2. 26. — Conf. C. cass. Belgique, 16 juin 1881, aff. Curateur à la faillite Walmer C. Cambier et consorts, *Pasicrisie belge*, 1881, 1. 323).

**38.** Sur le sens et la portée de la règle *nul en France ne plaide par procureur*, et sur l'exception que la loi apporte à ce principe en faveur des *êtres moraux ou collectifs*, V. Rép. n° 71 et suiv. — V. aussi *Action*, n° 46 à 70; — *Rép. v° Action*, n° 269 et suiv., et *Exploit*, n° 94 et suiv.

**39.** L'exploit signifié au nom d'une personne décédée est nul (Rép. n° 77). Toutefois, d'après la jurisprudence rapportée *ibid.*, n° 78, il y a lieu d'écarter cette règle, par application de l'art. 2008 c. civ., lorsque la signification a été faite à la requête d'un mandataire agissant dans l'ignorance du décès de son mandant. Mais cette exception ne saurait être invoquée dans le cas où il s'agit d'un mandat spécial, à l'effet, par exemple, de transporter, ou de recouvrer des créances, lequel avait été complètement rempli avant la signification de l'exploit. Sans doute l'art. 2008 c. civ. qui déclare valide ce que le mandataire a fait dans l'ignorance du décès du mandant, s'applique aussi bien aux actes judiciaires qu'aux actes contractuels; mais cette disposition ne peut pas être invoquée dans le cas où le mandataire, après avoir donné au mandat une exécution réputée définitive tant par ses mandats que par lui-même, recommence à agir après une longue inaction, et signifie à tout hasard, en négligeant toute recherche, un ajournement au nom des parties décédées (Paris, 22 févr. 1870, aff. d'Argence, D. P. 71. 2. 164).

**40.** Sur les exploits signifiés au nom des incapables, à la requête de leur représentant légal, V. Rép. n° 93 et suiv., sur l'énonciation de la profession ou de la qualité du demandeur, *ibid.*, n° 100 à 106. Il a été jugé depuis qu'un exploit (d'ajournement, par exemple) signifié à la requête de l'envoyé en possession provisoire des biens d'un absent n'est pas nul, bien qu'il n'énonce pas expressément la qualité en laquelle agit celui-ci, lorsqu'il exprime qu'il est fait en vertu du jugement de déclaration d'absence et d'envoi en possession (Douai, 28 nov. 1853, aff. Debril, D. P. 56. 2. 192).

**41. — 2° Domicile (Rép. n° 107 à 126).** — Sur ce point encore la jurisprudence continue, tout en admettant assez largement des équivalents, à prononcer la nullité, quand l'omission ou l'erreur dans la mention du domicile n'est pas réparée par d'autres énonciations. Ainsi il a été jugé, d'une part : 1° que l'exploit d'appel, étant soumis aux mêmes formalités que l'exploit d'ajournement, doit, à peine de nullité, contenir l'indication du domicile de l'appelant (Agen, 25 mars 1852, aff. Sabathié, D. P. 52. 2. 206); — 2° Qu'il en est ainsi surtout lorsqu'aucune preuve, soit de ce domicile, soit même de l'existence actuelle de l'appelant, n'est fournie devant la cour (Limoges, 20 août 1872, aff. Lamy, D. P. 73. 2. 118, et sur pourvoi, Req. 12 nov. 1873, D. P. 74. 1. 296); — 3° Que le domicile indiqué doit, à peine de nullité de l'acte d'appel, être le domicile réel actuel de l'appelant; et que vainement on opposerait que le domicile indiqué avait été accepté et reconnu par l'intimé dans le procès de première instance (Poitiers, 25 juin 1856, aff. de Marconnay, D. P. 58. 2. 172); — 4° Que l'acte d'appel est nul si l'appelant s'est dit domicilié dans une maison qu'il n'a jamais habitée, sous la prétexte que cette maison aurait été édifiée, dans une rue de création récente, sur l'emplacement d'un ancien immeuble, siège de son domicile d'origine, qui avait été détruit pour le passage de la voie nouvelle avec la rue dont il faisait partie (Req. 25 avr. 1882, aff. de Villermont, D. P. 82. 1. 287); — 5° Que la nullité résultant du défaut ou de l'insuffisance de mention du domicile ne peut être réparée ni au moyen de l'élection du domicile faite dans le même exploit, ni au moyen des reprises d'instance signifiées par acte d'avoué à avoué (Paris, 22 févr. 1870, aff. d'Argence, D. P. 71. 2. 164).

D'autre part, il a été décidé que l'art. 61 c. proc. civ., qui dispose que tout exploit doit contenir l'indication du domicile de celui à la requête duquel il est fait, n'ayant pas précisé les caractères légaux constitutifs de cette indication, il appartient aux tribunaux d'apprécier si les mentions de l'exploit sont ou non suffisantes pour remplir le vœu de la loi; et que, spécialement, les juges du fond ont pu déclarer valable un exploit signifié à la requête du préfet de la Seine comme représentant l'Etat, bien qu'il ne contienne pas l'indication du domicile de ce fonctionnaire, ce domicile étant de notoriété publique à l'Hôtel de Ville (Req.

28 juin 1869, aff. Labry, D. P. 71. 1. 50. V. l'arrêt attaqué Paris, 7 avr. 1868, D. P. 68. 2. 115). — Il est à remarquer que le préfet de la Seine, étant un fonctionnaire révocable, n'a pas de droit son domicile à Paris (V. la distinction établie à ce sujet, Rép. n° 112 et 113. V. aussi *suprà*, v° Domicile, n° 67).

42. On a dit au Rép. n° 125 que la jurisprudence hésitait sur le point de savoir si le défaut de mention ou la mention erronée du domicile du demandeur pouvait être suppléé par la mention exacte de ce domicile faite dans une copie de pièce signifiée en tête de l'exploit. Il a, depuis, été jugé, dans le sens de l'affirmative, qu'est valable et fait courir le délai d'appel l'acte de signification d'un jugement qui ne contient pas l'indication du domicile de la partie à la requête de laquelle cette signification est faite, si ce domicile est indiqué dans la copie du jugement donnée en tête de l'exploit (Req. 23 juin 1869, aff. Martin, D. P. 72. 5. 224).

43. La controverse, signalée au Rép. n° 117 et suiv., sur le point de savoir si l'indication du domicile était suffisante quand l'exploit mentionnait la commune, ou s'il fallait préciser davantage et, par exemple, dans les grandes villes, indiquer la rue et le numéro, n'a pas cessé; et il a encore été jugé qu'un acte d'appel n'est pas nul pour avoir désigné l'appelant comme demeurant à Paris, en laissant en blanc la rue et le numéro (Bourges, 18 nov. 1865, aff. Aubertot, D. P. 66. 2. 92). Il est vrai qu'en l'espèce, l'intimé ne pouvait, en fait, avoir aucun doute sur le domicile de l'appelant; mais l'arrêt cité ne fait intervenir que subsidiairement cette considération.

Au contraire, la cour de Paris, mieux placée pour apprécier les inconvénients pratiques de ce premier système, déclare que l'indication du domicile du requérant à Paris seulement est « une désignation vague qui, d'après la jurisprudence, équivaut à l'absence d'une déclaration de domicile », et entraîne la nullité de l'exploit (Paris, 22 févr. 1870, aff. d'Argence, D. P. 71. 2. 164). Déjà la même cour avait, mais sans poser aussi nettement le principe, jugé que la signification d'un jugement qui contient une indication inexacte du domicile (à Paris, du numéro de la rue) de la partie à la requête de laquelle elle est faite, est irrégulière et insuffisante pour faire courir le délai de l'appel, lorsqu'il résulte des circonstances que la fausse indication de domicile a eu pour objet d'empêcher les recherches sur la situation réelle de cette partie (Paris, 8 mars 1853, aff. Godchaux, D. P. 55. 2. 76. Conf. Trib. Bruxelles, 26 déc. 1883, Belgique judiciaire, 1884, 206. — V. en ce sens Boitard, Colmet d'Aage et Glisson, t. 1, n° 149; Garsonnet, t. 2, p. 139; Bonfils, p. 398).

44. Nous avons dit au Rép. n° 120 et suiv. que d'après la jurisprudence la mention de la demeure équivaut à celle du domicile; qu'il en est de même de la mention de la résidence de fait distincte du domicile de droit (n° 123). C'est encore en ce sens qu'il a été jugé que l'acte d'appel signifié à la requête d'une femme séparée de biens est valable, bien qu'il indique seulement sa résidence de fait, différente du domicile du mari, lorsque, d'après toutes les énonciations de cet acte, aucun doute ne peut s'élever sur l'identité de l'appelante (Limoges, 30 déc. 1861, aff. Beauré, D. P. 62. 2. 204).

Il est certain qu'à l'inverse la mention du domicile légal suffit, sans l'indication de la résidence de fait; et c'est avec raison qu'on a décidé que, la femme séparée de biens n'ayant d'autre domicile que celui du mari, il suffit, pour la validité des exploits signifiés à sa requête, qu'ils contiennent l'indication de ce domicile, encore qu'elle ait de fait une autre résidence; et que, par exemple, le commandement signifié à son mari par une femme séparée de biens qui réside de fait hors du domicile conjugal, n'est pas nul, bien qu'il n'indique pas la résidence de la femme, s'il contient l'indication du domicile du mari (Bourges, 21 juill. 1854, aff. Triboulet, D. P. 56. 2. 162). — V. d'ailleurs sur les équipollents admis par la jurisprudence Rép. n° 124 et suiv.

ART. 3. — *Mentions relatives à l'huissier : Noms, demeure, immatricule. — Coût de l'acte. — Signature de l'huissier. — Enregistrement* (Rép. n° 128 à 169).

45. — 1° *Noms, Demeure, Immatricule.* — Ici encore, nous n'avons que peu de choses à ajouter à ce qui a été dit (Rép. n° 128 à 153). — La jurisprudence continue à admettre des équipollents (Rép. n° 130 et suiv.). Ainsi il a été jugé : 1° que, si tout exploit d'ajournement doit contenir les noms, demeure et immatricule de l'huissier, des équipollents peuvent suppléer à ces mentions. Ainsi, le défaut d'indication du nom et de la demeure de l'huissier est suppléé par sa signature, très lisiblement apposée au bas de la copie signifiée et par la mention du tribunal près duquel il exerce (Agen, 23 mai 1873, aff. Alayrac, D. P. 74. 5. 245); — 2° Qu'un acte d'appel est valable, bien qu'il ne contienne pas le nom de l'huissier dans le corps de l'exploit, s'il est signé lisiblement de lui et indique, en outre, ses titres, demeure et immatricule (Bastia, 7 juill. 1874, aff. Guelfucci, sous Req. 14 avr. 1875, D. P. 76. 1. 155).

46. — 2° *Coût de l'acte* (Rép. n° 154 à 159). — Sur la question de savoir quels sont les éléments de compte qui doivent figurer dans le coût (Rép. n° 156), la cour de cassation a jugé que la mention du coût de l'exploit, que les huissiers sont tenus de mettre à la fin de l'original et de la copie, ne doit comprendre que ce qui est dû à l'huissier pour ses émoluments et ses déboursés; que l'huissier n'est pas tenu d'y faire figurer, en outre, les frais de copie, de timbre et d'envoi des pièces, qui sont dus aux avoués, et que le défaut d'énonciation de ces derniers frais dans l'indication du coût de l'exploit ne donne pas lieu, contre l'huissier, à l'amende édictée par l'art. 67 c. proc. civ. (Civ. rej. 21 déc. 1858, aff. Enregistrement, D. P. 59. 1. 17).

47. Aux termes de l'art. 3 de la loi de finances des 29-30 déc. 1873 (D. P. 73. 4. 26), indépendamment du coût de l'exploit et du nombre des rôles des copies de pièces qu'ils doivent inscrire en marge avec le détail ou coût, « les huissiers sont tenus d'indiquer distinctement, au bas de l'original et des copies de chaque exploit : 1° le nombre des feuilles de papier spécial employées tant pour les copies de l'original que pour les copies des pièces signifiées; 2° le montant des droits de timbre dus à raison de la dimension de ces feuilles ». L'art. 4 de la même loi punit chaque contravention à cette disposition d'une amende de 50 fr. (V. *infra*, v° Timbre).

48. — 3° *Signature de l'huissier* (Rép. n° 160 à 165). — Conformément à la jurisprudence rapportée au Rép. n° 160 et suiv. qui voit, malgré le silence de l'art. 61 c. proc. civ., une formalité substantielle dans la signature de l'huissier, il a été jugé que l'absence de cette signature entraîne la nullité de l'exploit (Paris, 10 févr. 1879, aff. Leveau, D. P. 79. 2. 114). — La cour de cassation a même jugé que l'exploit dont la copie signifiée porte la désignation d'un huissier autre que le signataire, est nul et que, par suite, s'il contient notification d'un jugement en dernier ressort, cette notification ne fait pas courir le délai du pourvoi (Civ. cass. 21 juill. 1885, aff. Bachelier, D. P. 86. 1. 85). Cette décision nous semble rigoureuse, si on la rapproche des tendances de la jurisprudence à admettre largement, en cette matière, les équipollents, et surtout si l'on remarque que, d'après les circonstances de fait, le doute sur la qualité de l'officier ministériel n'était guère possible pour la partie qui recevait la notification.

49. Sur la question de savoir qui, de l'avoué ou de l'huissier, doit signer les copies de pièces signifiées avec l'exploit, V. *suprà*, v° Copie de pièces, n° 11 et suiv. Nous ajouterons seulement que, d'après un arrêt, la copie du jugement signifiée à avoué et à domicile fait partie intégrante de l'exploit dressé et signifié par l'huissier; que, dès lors, la signature de l'avoué sur cette copie n'est pas prescrite à peine de nullité et n'est nécessaire que s'il veut s'en réserver l'émolument (Paris, 18 juill. 1866) (1).

(1) (Veuve de Langle C. Genty de Bussl.) — LA COUR : — Considérant que le jugement frappé d'appel a été signifié le 18 sept. 1865 à avoué, et le 23 du même mois à personne ou domicile, et que l'appel n'a eu lieu que le 20 décembre suivant; — Considérant que les deux significations sont régulières;

que dans l'une et l'autre, il est vrai, l'avoué n'a ni certifié véritable, ni signé la copie du jugement, et que dans la signification à la partie il n'a pas été fait mention de la signification à avoué; — Mais, considérant que, dans une signification, même à avoué, la copie du jugement forme une partie intégrante de

50.—4° Enregistrement (Rép. nos 165 à 169). — Sur cette formalité, sanctionnée à la fois par la nullité de l'exploit et une amende contre l'huissier, V. Rép. nos 165 et suiv., et *suprà*, v° Enregistrement, nos 278 et suiv., 477 et suiv.

ART. 4. — Mentions relatives au défendeur : Noms, demeure, fondé de pouvoir (Rép. nos 170 à 191).

51. Sur le sens et la portée, à l'égard du défendeur, de la maxime *nul ne plaide par procureur*, V. Rép. nos 170 et suiv., et *suprà*, v° Action, nos 46 et suiv.

52. Sur les significations adressées aux incapables en la personne de leurs représentants, V. Rép. n° 173. — Il a été jugé : 1° que l'assignation donnée par un tuteur à son pupille, en nullité ou rescision d'un acte de partage, est valablement signifiée au pupille en la personne et au domicile du subrogé tuteur (Agen, 4 juin 1861, aff. Larée, D. P. 61. 5. 514); — 2° Qu'il y a nullité d'un acte d'appel, en ce qui concerne la qualité du tuteur de l'intimé, lorsque, bien qu'il soit actionné à la fois à ce titre et en son nom personnel dans l'original de l'exploit, la copie de cet exploit ne reproduit pas la mention de la qualité de tuteur ni aucune mention équivalente (Req. 20 févr. 1878) (1).

53. La jurisprudence rapportée au Rép. n° 174 à 191 applique aux mentions relatives au défendeur (noms, profession, demeure, etc.) les principes posés à propos des mêmes mentions relatives au demandeur; peut-être hésite-t-elle plus encore à prononcer la nullité faute d'une formalité dont l'omission n'a pas empêché l'exploit d'arriver aux mains du défendeur.

54. En ce qui concerne le nom, il a été jugé que, dans le cas d'un acte qui doit être signifié à peine de déchéance dans un délai bref et déterminé à des héritiers dont les noms et les qualités sont incertains ou inconnus, une désignation collective de ces héritiers peut suppléer à une désignation individuelle, alors, d'ailleurs, qu'ils ont été touchés par la signification; qu'ainsi, sont valables les exploits de dénonciation de protêt et d'assignation, faute de remboursement, signifiés « aux héritiers et représentants » du débiteur, alors qu'il n'existait aucune incertitude sur la personne à laquelle étaient faites ces dénonciations et qu'ils ont été reçus par la veuve du débiteur, tutrice de son fils et unique héritier (Civ. cass. 21 déc. 1873, aff. Billon, D. P. 74. 1. 86).

Il est à remarquer que, dans les considérants de cet arrêt, la cour invoque, du moins à titre d'argument d'analogie, l'art. 447 c. proc. civ. qui autorise une telle désignation en matière d'appel (V. *infra*, n° 115). On sait qu'à l'inverse la jurisprudence étend de l'acte d'ajournement à l'exploit d'appel l'application de l'art. 61 c. proc. civ. (V. *suprà*, n° 29).

55. Relativement à l'indication de la demeure du défendeur, il a été jugé, d'une part, que l'indication du domicile de la partie assignée remplace celle de la demeure (Motté, 8 juin 1855, *Journal des avoués*, t. 134, p. 650). Mais il a été décidé, d'autre part, que l'exploit d'ajournement qui ne contient pas l'énonciation de la demeure du défendeur est nul, alors même que la copie aurait été remise à la personne (Caen, 31 janv. 1887, aff. Lefaix, D. P. 88. 2. 60).

ART. 5. — Libellé ou indication de l'objet de l'exploit (Rép. n° 192).

56. Tous les exploits doivent énumérer leur objet. L'ajournement doit de plus contenir l'exposé des moyens de la demande (Rép. n° 192. V. *infra*, n° 180).

ART. 6. — Signification des exploits à personne ou domicile (Rép. nos 193 à 252).

57. Comme on l'a dit au Rép. nos 193 à 196, la signification à personne ou à domicile est prescrite à peine de nullité. On trouvera la confirmation implicite de cette règle dans la jurisprudence que nous allons citer en étudiant successivement chacun des deux modes de signification. — Mais la nullité d'un exploit non signifié ni à personne, ni à domicile, n'intéresse pas l'ordre public et peut, dès lors, être couverte par la renonciation de la partie à laquelle cet exploit était adressé (Req. 23 févr. 1863, aff. Mel, D. P. 63. 1. 428).

§ 1<sup>er</sup>. — Signification à la personne en quelque lieu qu'elle se trouve. — Décès. — Fondé de pouvoir (Rép. nos 197 à 209).

58. Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au Rép. n° 197 sur la nécessité pour l'huissier qui signifie un exploit au défendeur hors de son domicile de connaître personnellement la partie : il est garant de son identité. — V. également sur la nullité de l'exploit signifié après le décès du défendeur Rép. n° 198 et suiv.

59. On peut considérer comme éteinte la controverse, d'ailleurs purement doctrinale, signalée au Rép. n° 202 et suiv., sur le point de savoir si l'on devait, par analogie avec les prohibitions de l'art. 781 c. proc. civ. relatives à la contrainte par corps, regarder comme interdites à peine de nullité les significations faites dans les édifices du culte pendant les exercices religieux, et dans le lieu et pendant la tenue des séances des autorités constituées. La négative résulte du silence de la loi. Mais l'huissier pourrait être, suivant les circonstances, passible de peines disciplinaires (Garsonnet, t. 2, p. 155; Boitard et Glasson, t. 1, p. 158).

60. Il suffit que le lieu où se fait la signification à personne soit situé dans les limites de l'arrondissement où l'huissier exerçant est immatriculé (V. Rép. n° 202). Et peu importe alors que le domicile du défendeur soit situé dans un autre arrondissement. — Il a été jugé, en ce sens, que l'exploit signifié au propriétaire d'une maison construite sur la ligne séparative de deux communes, appartenant à des arrondissements différents, est valable, si la signification a été faite à personne dans la partie de la maison appartenant à la commune dépendant de l'arrondissement où l'huissier exerce ses fonctions; et qu'il importe peu, en ce cas, que le domicile du destinataire de l'exploit soit ou non établi dans cette commune (Civ. cass. 22 janv. 1877, aff. Michelet, D. P. 77. 1. 310).

61. Sur la signification faite à un fondé de pouvoir, V. Rép. nos 171 et suiv., 208, et v° Action, nos 46 et suiv. — V. *infra*, v° Organisation de l'Algérie.

l'acte; que l'huissier qui fait l'acte peut donc faire la copie sans qu'il y ait besoin qu'elle soit certifiée véritable et signée par l'avoué; qu'elle ne doit l'être, aux termes des art. 28 et 72 du tarif, que lorsqu'il s'en réserve l'émolument; — Que, d'un autre côté, la mention de la signification à personne ou domicile n'est point prescrite à peine de nullité; d'où il suit que, supposé qu'il ne s'agisse point de la signification à personne ou domicile, pour faire courir le délai d'appel, et qu'il faille, en outre, une signification préalable à avoué, cette double condition a été remplie dans l'espèce, et que, par conséquent, l'appel, ayant été interjeté plus de deux mois après la signification à personne ou domicile, est non recevable; — Déclaré la dame d'Etalleville, veuve de Langie, non recevable dans cet appel, etc.

Du 18 juill. 1866.—C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Guillemard, pr.-Ducreux, av. gén.-Léon Duval et Andral, av.

(1) (Bouard C. Fabre.) — LA COUR; — Sur le premier moyen, tiré de la fausse application des art. 61, 456 et 470 c. pr. civ.: — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que la copie de l'acte

d'appel signifiée à la dame veuve Fabre n'était pas semblable à l'original; qu'elle ne mentionnait pas que ladite dame, nouvellement appelée en cause, était assignée comme tutrice, et qu'elle ne contenait aucune expression équivalente; — Attendu que les mots *encore* et *sa qualité* ne se réfèrent, en effet, par eux-mêmes à aucune situation déterminée et ne peuvent suffire à indiquer que la dame veuve Fabre était assignée comme tutrice; — Attendu que c'est dans la copie de l'exploit signifié, copie qui lui tient lieu de l'original, que la partie doit trouver l'objet de la demande et la qualité en vertu de laquelle elle est assignée; qu'on ne saurait admettre que, pour s'éclairer à cet égard, elle ait à consulter des actes qui ne lui ont pas été personnellement signifiés; — D'où il suit que l'arrêt attaqué, en annulant, en ce qui concerne la dame veuve Fabre, prise comme tutrice de ses enfants mineurs, l'acte d'appel du 24 mars 1877, n'a pas violé les art. 61, 456, 470 c. pr. civ.;... — Rejeté, etc.

Du 20 févr. 1878.—Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Voisin, rap.-Godelle, av. gén., c. conf.-Dareste, av.



§ 2. — Signification à domicile. — Domicile d'origine ou d'élection. — Militaires. — Marins. — Incapables (Rép. n°s 210 à 252).

62. Nous avons dit au Rép. n° 210 que, si les règles relatives au domicile tracées par le code civil restent le principe de la matière, leur application à la signification des exploits ne doit pas être absolument rigoureuse; en général, la jurisprudence reconnaît comme satisfaisant au vœu de la loi la signification faite à la résidence, et en effet, la résidence est en somme le lieu où il y a le plus de certitude pour la remise de la copie à la partie. Il a été cependant jugé : 1° que « si l'art. 61 c. proc. civ. n'exige dans l'exploit que la mention de la demeure du défendeur, une règle différente est posée par l'art. 68; — Que là, le domicile est exigé pour la remise de la copie, comme l'équivalent de la personne même du défendeur, et ne peut être remplacé par la simple demeure; que l'art. 68 donnant à celui qui assigne la faculté de faire remettre la copie de son acte à personne ou à domicile, on ne peut introduire une troisième alternative, et ajouter qu'il peut aussi la faire remettre à la demeure de l'assigné (Paris, 3 mars 1861, aff. Ogier, D. P. 61. 2. 49); — 2° Que la signification de nature à faire courir le délai d'appel doit être faite au domicile réel, et non à la résidence temporairement occupée par la partie (Riom, 21 nov. 1887, aff. Chouvet, D. P. 90. 2. 38).

63. En général, la jurisprudence admet, au contraire, que le mot *domicile* a ici un sens particulièrement large. Ainsi elle considère comme valables les significations faites au domicile apparent (V. *supra*, v° *Domicile*, n° 84); et il a été jugé : 1° que l'industriel qui exploite dans deux localités différentes, sous des raisons sociales dissemblables, deux établissements ayant un objet et une existence commerciale distincts, est régulièrement assigné pour affaires concernant l'un de ces établissements au siège de celui-ci, encore bien qu'il résiderait habituellement dans l'autre et y aurait son domicile (Trib. com. Nantes, 27 févr. 1864, aff. Cail, D. P. 64. 3. 31); — 2° Que le gérant d'un journal, alors même qu'il a un domicile personnel, doit être réputé avoir son domicile dans les bureaux de ce journal pour tous les actes relatifs aux publications dont il a la responsabilité; qu'il en est ainsi surtout quand il n'existe pas de bureau de gérance séparé du bureau de rédaction et d'administration du journal; que, par suite, les exploits donnés au gérant, en sadite qualité, aux bureaux du journal sont valables (Rennes, 15 janv. 1882, aff. Dagorne et aff. docteur Tostivint, D. P. 82. 2. 187). — Mais l'acte d'appel signifié au domicile d'une personne autre que la partie à laquelle la signification devait être faite est nul, encore bien que l'erreur de l'huissier, provenant de ce que celui-ci a été abusé par une certaine ressemblance de noms, aurait été commise avec une entière bonne foi (Nîmes, 15 mai 1855, aff. Ducret, D. P. 55. 2. 221).

64. Rappelons avec le Rép. n°s 224 et suiv. que le *domicile élu* est soit légal, soit conventionnel, et que les significations d'exploits doivent alors être faites au domicile élu. Sur la validité des significations faites au domicile élu dans un commandement, V. Rép. n° 226 et *supra*, v° *Domicile élu* n°s 9 et suiv. On a dit au Rép. n°s 228 et suiv. que le droit de signifier l'exploit au domicile élu ne dispense pas d'y mentionner le domicile réel du défendeur (V. en ce sens Rodière, t. 1, p. 181. En sens contraire, Garsonnet, t. 2, p. 142).

65. Hors les cas d'élection de domicile, soit forcée, soit conventionnelle, nous avons dit au Rép. n° 230 et suiv. que toute signification est nulle, si elle est faite ailleurs qu'au domicile réel; et que la disposition de l'art. 584 c. proc. civ. relative à l'élection de domicile dans le commandement préalable à une saisie-exécution, devait être restreinte au cas qu'elle prévoit expressément. — V., en outre, ce qui a été dit *supra*, v° *Domicile élu*, n°s 17 et suiv.

66. Il y a lieu de rappeler aussi que, hors les cas où la loi exige une élection de domicile chez l'avoué de la partie, toute signification d'un acte destiné à la partie au domicile de cet avoué est nulle (Rép. n° 232). — Si plusieurs parties ayant des intérêts semblables veulent élire un domicile commun pour les significations chez leur avoué, il faut à celui-ci un pouvoir spécial, signifié à la partie adverse elle-même, pour la dispenser de significations par copies sépa-

rées à chacune des parties (V. *supra*, v° *Domicile élu*, n° 30). — Comme on l'a vu au Rép. n° 235, la signification faite au domicile de l'huissier de la partie est nulle, à plus forte raison. — Enfin en matière d'enquête, la partie doit être assignée au domicile de son avoué (Rép. n° 237, et *supra*, v° *Enquête*, n° 74).

67. — 1° *Fonctionnaires publics* (Rép. n° 239). — Adde sur la distinction à faire entre les fonctionnaires inamovibles, et les fonctionnaires amovibles au point de vue du domicile, *supra*, v° *Domicile*, n°s 62 et suiv. et les arrêts cités *eod. v°*, n° 82.

68. — 2° *Militaires* (Rép. n°s 240 à 242). — Nous avons dit au Rép. n° 240 que les militaires sont réputés avoir conservé leur domicile d'origine. — Il a depuis été jugé qu'un exploit est valablement signifié à un officier dans la ville qu'il a choisie pour le lieu de son domicile par des actes réguliers et authentiques, bien qu'il ait depuis changé de garnison (Paris, 6 août 1866, aff. Journet, *supra*, v° *Domicile*, n° 36).

69. — 3° *Marins*. — Sur l'assignation délivrée à bord, V. Rép. n° 243. — V. sur le domicile des marins, Rép. v° *Domicile*, n° 49, et *supra*, *eod. v°*, n° 18.

70. — 4° *Incapables* (Rép. n°s 244 à 252). — Nous avons dit au Rép. n° 244 que les exploits concernant les diverses catégories de personnes qui n'exercent pas leurs droits doivent être remis à la personne et au domicile de leurs représentants légaux (Rép. v° *Domicile*, n°s 56 et suiv.; et *supra*, *eod. v°*, n°s 41 et suiv.).

ART. 7. — Remise de la copie à la partie; — Parents ou serviteurs; — Voisins; — Maire; — Visa; — Mention de la personne à laquelle la copie est remise, ou parlant à (Rép. n°s 253 à 350).

71. On a exposé au Rép. n°s 253 et suiv. que les précautions prises par le législateur dans l'art. 68 c. proc. civ. afin d'assurer autant que possible la transmission de l'exploit à l'intéressé ont leur sanction rigoureuse dans la nullité prononcée par l'art. 70; qu'en particulier, l'huissier est tenu d'observer l'ordre établi par la loi entre les personnes à qui il doit successivement tenter de remettre la copie.

72. On s'est demandé au Rép. n°s 255 et suiv. si, malgré le silence de la loi, on ne doit pas exiger chez la personne à qui la remise de l'exploit est faite un certain âge et l'usage de la raison. Tout en répondant affirmativement à cette question, on a fait remarquer que, si l'âge de quinze ans paraissait devoir être adopté en principe, il y avait là nécessairement une question de fait laissée au pouvoir discrétionnaire du juge. C'est en ce sens qu'il a été jugé depuis que la remise d'une copie d'exploit à un enfant de neuf ans a pu être déclarée régulière, lorsqu'il est établi pour le juge que cet enfant avait le discernement nécessaire pour recevoir cette copie;... alors surtout qu'il est constant que la copie ainsi remise est parvenue à sa destination (Req. 6 déc. 1852, aff. Bernier, D. P. 53. 1. 319).

73. Sur la question de savoir s'il est nécessaire que celui qui reçoit la copie n'ait pas un intérêt notoirement opposé au demandeur, V. Rép. n° 256.

§ 1er. — Remise de la copie aux parents avec indication des rapports de parenté (Rép. n°s 257 à 260).

74. Les parents et les serviteurs sont placés sur la même ligne que la partie, lorsqu'il s'agit de signification à faire à domicile (Rép. n° 257). — Les parents ou alliés, de tout degré, désignés par le mot *parents* de l'art. 68, doivent-ils faire partie de la famille et habiter la maison de celui à qui l'exploit est adressé? V. la controverse à laquelle cette question a donné lieu au Rép. n°s 259 et 260, où nous avons adopté la solution négative. V. dans le même sens : Bonfils, n° 737, p. 414; Rodière, t. 1, p. 190. En sens contraire : Boitard et Glasson, t. 1, p. 167; Garsonnet, t. 2, p. 158.

§ 2. — Remise de la copie aux serviteurs, avec indication de leurs rapports de dépendance. — Portier ou concierge. — Maître d'hôtel garni. — Commensal, etc. (Rép. n°s 261 à 290).

75. Sur le sens qu'on doit attacher au mot *serviteurs*, V. Rép. n°s 261 et suiv. De nouveaux arrêts (Metz, 6 avr.

1865, aff. Barthélemy, D. P. 65. 2. 156; Nancy, 26 juill. 1879, et Req. 2 mars 1880, aff. Busy, D. P. 80. 1. 241), sont venus confirmer, en ce qui concerne les *clercs* de notaire, la jurisprudence déjà signalée au *Rép.* n° 262, qui regardait un *clerc* d'avoué comme un serviteur au sens de l'art. 68 c. proc. civ. — Jugé que le secrétaire de l'évêché a qualité pour recevoir la signification faite à l'évêque (Liège, 20 juill. 1880, aff. Hospices civils de Hasselt, D. P. 81. 2. 41).

76. Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au *Rép.* n° 266 et suiv. des *concierges*, considérés comme serviteurs de tous ceux qui habitent l'immeuble, et de la difficulté qui peut naître, à cet égard, d'une contrariété d'intérêts entre le propriétaire et les locataires. Les huissiers ne semblent pas avoir définitivement adopté l'usage, signalé au *Rép.* n° 270, de mettre la copie déposée chez le concierge sous enveloppe, afin d'éviter qu'elle ne soit *soufflée*. Mais la loi a rendu cette pratique obligatoire pour la citation en conciliation en matière de divorce (V. *infra*, n° 215), et le projet de réforme du code de procédure civile (V. *supra*, n° 2) l'étend à toutes les significations.

77. De même que le fermier (*Rép.* n° 263), le locataire ne peut être assimilé à un serviteur de la partie assignée, encore bien qu'il habite la même maison que le propriétaire; il est, dans ce cas, un voisin, et doit signer l'original (Colmar, 15 juin 1857, aff. Braun, D. P. 58. 2. 173. V. toutefois l'arrêt cité au *Rép.* n° 272, relatif à un locataire principal, chargé, selon l'usage des lieux, de recevoir toutes commissions pour les autres locataires).

78. Au reste, comme on l'a dit au *Rép.* n° 275, d'une façon générale, si entre la personne assignée et celle, autre qu'un parent ou serviteur, à qui la copie a été remise, il existe des rapports étroits et journaliers, la jurisprudence admet que la signification est valable. C'est ainsi qu'on a pu assimiler à un serviteur le maître d'hôtel garni (*Rép.* n° 271), le propriétaire, dans certains cas, le commensal (*Rép.* n° 275). Il a même été jugé que l'imprimeur du journal, qui a le même domicile que le gérant et est intéressé à la même exploitation, a qualité, à raison de ces relations, pour recevoir l'exploit d'ajournement donné au gérant, et ne doit pas être considéré comme un voisin, ni astreint, comme tel, à signer l'original (Besançon, 25 mars 1885, aff. Petit-Barmon, D. P. 85. 2. 149).

79. On a dit au *Rép.* n° 276 que, dans le cas de commensalité de deux ou plusieurs personnes, ayant chacune un domestique spécialement attaché à son service, les auteurs admettaient que la copie d'un exploit destiné à l'une de ces personnes était valablement remise au domestique de l'autre (Adde : Dutruc, v° *Exploit*, n° 108); et il a été jugé que l'on doit considérer comme serviteur de la partie, dans le sens de cet article, le serviteur du parent vivant avec elle dans un appartement et un ménage commun; et qu'en conséquence, est valable la signification d'un exploit faite au domicile de la partie, en parlant au *clerc* de son frère, alors que cette partie habite avec ce dernier, qu'elle mange à la même table que lui et est servie par les mêmes domestiques (Nancy, 26 juill. 1879, et Req. 2 mars 1880, aff. Busy, D. P. 80. 1. 141). Mais il a été jugé que l'employé d'une société commerciale n'a pas qualité pour recevoir la copie d'un exploit signifié à la femme de l'un des associés, alors que cette femme et son mari ont un domicile et une habitation distincts du siège social; et que l'exploit est nul, si la copie a été laissée à cet employé à titre de serviteur des époux (Metz, 21 févr. 1860, aff. Morel, D. P. 61. 2. 33).

80. Nous avons dit au *Rép.* n° 277 et suiv. que, d'après la jurisprudence, l'huissier devait mentionner les rapports de parenté ou de domesticité existant entre le défendeur et le parent ou le serviteur auquel la copie a été laissée, et que, sans qu'il y eût de termes sacramentels, on devait néanmoins exiger une précision assez rigoureuse. — Ainsi il a été jugé que l'exploit dont la copie, remise au domicile de la partie, a été laissée à une personne désignée, non comme parent ou serviteur, mais simplement comme se disant chargée de recevoir cette signification, est nul (Civ. cass. 20 mai 1856, aff. Léger, D. P. 56. 1. 194).

81. Le nom du parent ou du serviteur n'est pas exigé. « Il n'est pas nécessaire, dit un arrêt, que le parent, le serviteur ou toute autre personne, à qui copie d'un exploit est

remise, soit désignée nominativement; il suffit d'indiquer exactement ses rapports avec la partie, de manière à ce qu'aucun doute ne puisse exister sur son identité » (Metz, 6 avr. 1865, aff. Barthélemy, D. P. 65. 2. 156). Dans l'espèce, il s'agissait d'une remise faite au principal *clerc* d'un notaire. — Les motifs que l'on vient de reproduire paraissent confirmer la doctrine exposée au *Rép.* n° 287, d'après laquelle le nom doit être mentionné, si la seule qualité peut laisser quelque doute sur l'identité de la personne à qui est remise la copie.

82. On a exposé au *Rép.* n° 290 que, réciproquement, le nom seul peut suffire sans la mention de la qualité, si ce nom ne peut être attribué qu'à une personne ayant la capacité nécessaire pour recevoir la copie. Il a été jugé, en ce sens, que l'huissier qui remet à l'imprimeur d'un journal la copie destinée au gérant n'est pas tenu à peine de nullité de faire suivre le nom de l'imprimeur de sa qualité, lorsque, malgré cette omission, aucune erreur ou confusion n'est possible sur la personne dénommée (Besançon, 25 mars 1885, aff. Petit-Barmon, D. P. 85. 2. 149).

§ 3. — Obligation de ne remettre de copie aux parents ou serviteurs que dans le domicile même de la partie (*Rép.* nos 291 à 295).

83. Conformément à la jurisprudence rapportée au *Rép.* nos 291 et suiv., il a été jugé que, l'exploit ne pouvant valablement être remis aux serviteurs ou parents de la personne qu'au domicile même de celle-ci, est nulle la signification faite en parlant au domestique, qui n'indique pas le lieu de la remise de la copie; que par suite, cette signification ne peut pas même être invoquée comme acte interruptif de prescription (Trib. Bergerac, 29 nov. 1854, aff. Larigondie, D. P. 55. 3. 28). — En sens contraire, un arrêt qui est resté, croyons-nous, isolé, a décidé que l'exploit d'appel, qui mentionne qu'il a été signifié à l'intimé, demeurant en un lieu indiqué, parlant à sa domestique, doit être présumé remis au domicile même de l'intimé (Limoges, 27 avr. 1847, aff. Brandy-Lacroisille, D. P. 52. 5. 259).

84. Sur les limites et l'étendue du domicile à ce point de vue, V. *Rép.* n° 295.

§ 4. — Remise de la copie à un voisin. — Signature de celui-ci (*Rép.* nos 296 à 314).

85. L'huissier ne peut s'adresser aux voisins qu'à défaut de la partie elle-même, de parents ou de serviteurs de la partie (*Rép.* n° 297). Il a été jugé que l'exploit dont la copie a été remise à un voisin de la partie est nul si l'huissier n'a pas constaté qu'il n'a pas trouvé cette partie elle-même à son domicile; il ne suffirait pas que l'exploit mentionnât que l'huissier n'a trouvé à ce domicile ni parents, ni domestiques de la partie (Bastia, 3 août 1854, aff. Mastagli, D. P. 56. 2. 170. Comp. *Rép.* n° 311).

86. Mais la mention que l'huissier n'a trouvé personne au domicile de la partie, constate suffisamment que l'on n'y a trouvé ni la partie ni aucun de ses parents ou serviteurs (Bourges, 22 févr. 1855, aff. Jean, D. P. 55. 2. 150. Comp. *Rép.* n° 322).

87. L'huissier n'est pas tenu d'indiquer la demeure et le nom du voisin auquel il offre de remettre l'exploit (V. *Rép.* n° 308 et l'arrêt du 22 févr. 1855, cité *supra*, n° 86).

88. Le voisin doit signer l'original de l'exploit dont il reçoit la copie (*Rép.* nos 313 et suiv.). A ce sujet, il a été jugé avec raison qu'un exploit remis au maire, en qualité de voisin, est nul, si, au lieu d'avoir été signé par celui-ci, l'original a été seulement visé par l'adjoint remplaçant le maire empêché; en pareil cas, la signature du maire ne saurait être suppléée par celle de l'adjoint (Bastia, 3 août 1854, cité *supra*, n° 85).

§ 5. — Remise de la copie au maire. — Visa sur l'original (*Rép.* nos 315 à 329).

89. En cas d'absence de voisins ou de refus de celui à qui l'huissier s'est adressé, l'art. 68 enjoint à l'huissier d'adresser la copie au maire. On a dit au *Rép.* nos 316 et suiv. que, dans l'opinion générale, les conseillers municipaux remplaçant l'adjoint comme celui-ci remplace le maire pour rece-

voir la copie et viser l'original. Depuis, un arrêt a déclaré applicable à ce cas particulier l'art. 14 de la loi du 18 juill. 1837, qui autorisait la délégation par le maire d'une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et, en l'absence des adjoints, à ceux des conseillers municipaux qui sont appelés à en faire les fonctions (Caen, 21 févr. 1853, aff. Brisollier, D. P. 53. 2. 135). Aujourd'hui l'art. 14 de la loi du 18 juill. 1837 est remplacé par les art. 82 et 84 de la loi du 5 avr. 1884 qui d'ailleurs contiennent des dispositions semblables. L'arrêt précité du 21 févr. 1853 décide, au reste, que l'indication qu'en l'absence du maire et de l'adjoint, la copie d'un exploit a été remise à tel conseiller municipal, lequel a visé l'original, fait suffisamment présumer l'absence ou l'empêchement des conseillers qui précèdent dans l'ordre du tableau.

90. La jurisprudence citée au Rép. n° 318 et suiv., d'après laquelle l'huissier est tenu de procéder dans l'ordre indiqué par la loi, a été confirmée par de nouveaux arrêts. Ainsi, il a été jugé : 1° que l'art. 68 n'autorise l'huissier à remettre la copie au maire ou adjoint que lorsque le voisin ne peut ou ne veut signer, et que mention doit être faite du tout tant sur l'original que sur la copie; qu'en conséquence, l'exploit de signification d'un jugement est nul lorsque l'huissier, ne trouvant personne au domicile de la partie, en remet directement la copie au maire sans la présenter préalablement à un des voisins ou sans constater l'absence de ceux-ci (Lyon, 11 août 1881, aff. Nebout, D. P. 82. 2. 120); — 2° Qu'il en est de même d'un exploit d'appel; et qu'il importe peu que l'huissier ait été dans l'impossibilité de remettre cette copie aux voisins, s'il n'a pas fait mention de cette impossibilité sur l'original et la copie (Lyon, 17 mars 1882, aff. Grisard-Delaroüe, D. P. 83. 2. 126); — 3° Qu'est nul l'acte d'appel qui constate que l'huissier, sous prétexte qu'il ne connaissait pas le domicile de l'intimé, a remis la copie au maire de la commune, sans s'être présenté audit domicile, ni s'être adressé à aucun voisin (Agen, 3 juill. 1873) (1).

91. Les deux arrêts cités au Rép. n° 320, d'après lesquels la nullité qui nous occupe devrait être écartée quand l'exploit est, en fait, parvenu à son adresse, sont restés isolés. L'arrêt du 17 mars 1882, cité *supra*, n° 90, condamne formellement cette opinion, en décidant qu'il importe peu que la copie ait été transmise à la partie par le maire, s'il n'est pas fait mention de la présentation préalable au voisin. Et en effet, la nullité résultant de l'omission d'une prescription légale par l'huissier ne saurait être couverte par un fait indépendant de la volonté de celui-ci.

92. Mais la mention faite par l'huissier dans l'exploit que, « n'ayant trouvé personne au domicile de la partie, il a offert la copie à son voisin qui l'a refusée », suffit pour justifier la remise de cet exploit au maire de la commune de l'assigné (Caen, 21 févr. 1853, aff. Brisollier, D. P. 53. 2. 135). Cet arrêt confirme la règle exposée au Rép. n° 323, d'après laquelle il est inutile de nommer le voisin qui refuse la copie, non plus, d'ailleurs, que le maire ou l'adjoint (*ibid.*, n° 324).

93. Nous avons signalé au Rép. n° 325 et suiv. la controverse qui existait sur le point de savoir si, en cas de refus

de la copie par les parents ou serviteurs, l'huissier peut se dispenser de s'adresser à un voisin, avant de remettre la copie au maire. Depuis, la cour de cassation a résolu la question dans le sens de la négative et contrairement à l'opinion adoptée au Rép. n° 326 (Req. 2 avr. 1889, aff. Admin. des Contrib. indir., D. P. 90. 1. 133).

94. Rappelons avec le Rép. n° 327 et 328 que la remise du procès-verbal de saisie-exécution et celle du procès-verbal de saisie immobilière sont assujetties à des formes spéciales (V. Rép. v° *Vente publique d'immeubles*, n° 494 et v° *Saisie-exécution*, n° 128 et suiv.).

95. Quant à la mention qui doit être faite sur la copie du visa de l'original, il en sera parlé *infra*, n° 169 et suiv., en même temps que du visa exigé par l'art. 69 dans le cas d'assignments données à l'Etat, aux communes, établissements et administrations publiques.

96. Il a été jugé : que le maire ou l'adjoint qui vise l'original d'un exploit et en reçoit la copie, conformément à l'art. 68 c. proc. civ., n'est pas tenu de la faire parvenir ni même d'en donner avis au destinataire; et que si, comme mandataire légal, mais gratuit, il est tenu de l'obligation de veiller à la conservation de cette pièce, il remplit suffisamment ce devoir en se conformant aux usages et règlements d'ordre intérieur qui régissent cette partie des services municipaux (Nancy, 12 mars 1885, aff. Renard, D. P. 86. 2. 37).

§ 6. — Mention sur l'original et sur la copie de l'accomplissement de la formalité, ou *parlant à* (Rép. n° 330 à 350).

97. Cette mention est prescrite à peine de nullité (Rép. n° 330). — Jugé : 1° qu'un acte d'appel est nul si le *parlant à* a été laissé en blanc dans la copie (Nancy, 4 mars 1873, aff. Franqueville, D. P. 74. 2. 41; Limoges, 10 févr. 1888, aff. Caisse commerciale, D. P. 89. 2. 261, et sur pourvoi, Req. 17 juill. 1889, D. P. 90. 1. 485); — 2° Qu'il en est de même de l'exploit qui ne mentionne pas expressément ou par équipollent la remise d'une copie et ne contient pas l'indication de la personne à laquelle cette remise a été faite (Bordeaux, 18 juin 1886, aff. Froidefond, D. P. 88. 2. 189).

98. L'exploit doit indiquer à la fois la personne à qui parle l'huissier et le lieu de la remise (Sur la mention du lieu, V. Rép. n° 331, et *supra*, n° 85 et suiv.).

99. Quant à l'indication de la personne (Rép. n° 332), il a été jugé : 1° qu'un exploit dont la copie ne mentionne pas la personne à laquelle elle a été remise, est nul (Pau, 7 janv. 1867, *infra*, v° *Obligations*); — 2° Que lorsque cette mention est faite en termes dépourvus de sens, une telle erreur équivalant au défaut de mention et entraîne la nullité de l'exploit (Poitiers, 16 févr. 1881, aff. René, D. P. 81. 2. 136).

100. Conformément à ce qui a été dit au Rép. n° 333, il a été jugé que cette mention de la personne est nécessaire, alors même que c'est à la partie elle-même que la copie a été remise (Caen, 16 mars 1864) (2).

101. Sur les conséquences de l'erreur sur la personne à qui l'huissier a parlé ou sur la qualité de cette personne, V. Rép. n° 334, 336 et 341. — Depuis, il a été jugé : 1° que

(1) (Escoubès C. Mondieu.) — LA COUR; — Attendu qu'il est constant, en fait, que dans l'exploit introductif d'instance et divers autres actes de procédure, la dame veuve Escoubès a déclaré qu'elle était domiciliée à Manciet; — Que si, lors de la signification du jugement, à la date du 28 février passé, elle a dit qu'elle demeurerait autrefois à Manciet et actuellement à Bordeaux, cette indication vague et sans précision, et dans les conditions où elle s'est produite, ne pouvait modifier légalement celle primitive qui s'était formulée à sa requête et répétée au cours du procès, et qu'ainsi l'art. 69 c. proc. civ. ne saurait trouver son application dans la cause; — Que, d'ailleurs, l'intimé n'insiste pas sur ce moyen des conclusions prises pour soutenir l'exception; — Mais attendu que la signification de l'acte d'appel, à la même date du 28 février dernier, et par le ministère du même huissier, porteur de la signification du jugement, contient cette mention : « Signifié et laissé la présente copie à la dame veuve Escoubès, pour laquelle, ne connaissant pas son domicile à Manciet, je me suis transporté chez M. le maire de Manciet, auquel j'ai remis copie de la présente copie, avec prière de la faire parvenir, lequel a signé l'original »; — Attendu que cette remise au maire constate que l'officier ministériel ne s'est point présenté au domicile de l'intimé, relaté dans les significations antérieures, conformément

aux dispositions de l'art. 456 c. proc. civ.; qu'il ne s'est adressé à aucun voisin pour qu'il reçût la copie d'appel, et que, dès lors, les prescriptions de l'art. 68 du code, que l'art. 70 sanctionne sous peine de nullité, n'ont pas été remplies; — Attendu que, dans ces conditions de fait et de droit, il échet d'accueillir la fin de non-recevoir; — Par ces motifs, etc.

Du 3 juill. 1873.—C. d'Agen.—MM. A. Imberdis, pr.—de Bernis, subst.—Aucolin (du barreau d'Auch) et Jouitou fils, av.

(2) (Vauquelin C. Monget et Sanson.) — LA COUR; — Considérant que le premier moyen de nullité contre l'exploit d'appel du 30 nov. 1863 est basé sur ce que la profession et le domicile des appelants n'y seraient pas indiqués; mais que cet exploit se réfère au jugement du 10 du même mois (du tribunal de Caen), dans lequel se trouvent ces indications; qu'ainsi ce moyen doit être rejeté; — Considérant que l'intimé invoque un second moyen de nullité, fondé, suivant lui, sur ce que l'exploit du 30 nov. 1863 ne contient pas mention de la personne à laquelle la copie en a été remise, comme le prescrit l'art. 61 c. proc. civ., à peine de nullité; — Considérant qu'aux termes de l'art. 68 du même code, tous exploits doivent être faits à *personne ou domicile*; que l'huissier doit en faire mention, ce qui est prescrit, à peine de nullité, par l'art. 70; — Considé-

l'erreur sur la qualité de la personne à laquelle est remise la copie de l'exploit d'appel ne peut être une cause de nullité, alors que cette erreur se rectifie d'elle-même pour l'intimé, auquel cette copie est, d'ailleurs, parvenue; qu'il en est ainsi notamment dans le cas où la copie a été remise à la mère de l'intimé, habitant avec lui, mais à laquelle a été par erreur attribuée la qualité d'épouse de l'intimé, alors qu'il n'est pas marié (Dijon, 9 mai 1867, aff. Courtois, D. P. 67. 2. 232); — 2° Que la désignation incorrecte du tiers auquel a été remise la copie d'un exploit (dans l'espèce, un acte d'appel) n'est pas une cause de nullité, alors que, malgré cette incorrection, d'ailleurs légère et purement matérielle, il ne peut y avoir aucune équivoque sur la personne que l'huissier a voulu désigner (Req. 19 déc. 1882, aff. Mahiet-Savatier, D. P. 83. 1. 320).

102. On a signalé au *Rép.* n° 338 et suiv. une controverse sur le point de savoir si l'huissier doit mentionner tout à la fois et la personne à qui il a parlé et la personne à qui la copie a été remise. On semble être d'accord aujourd'hui pour admettre que cette double indication est nécessaire (V. Rousseau et Laisney, *v° Exploit*, n° 188 et suiv.; Dutruc, *v° Appel*, n° 360). Il a été jugé en ce sens : 1° que l'exploit d'appel est nul, lorsqu'il porte que l'huissier a *signifié* à la partie, en son domicile et parlant à sa personne, que la requérant interjetait appel du jugement rendu contre lui, parce que cette formule n'équivaut point à la mention de la personne à qui la copie a été remise, ni à la mention de la remise d'une copie (Req. 8 déc. 1868, aff. Adrien, D. P. 69. 1. 24); — 2° Qu'est nul l'acte d'appel dont l'original et la copie ne mentionnent ni la remise de cette copie, ni la personne à qui la remise aurait été faite; qu'il en est ainsi, spécialement, de l'acte d'appel qui se borne à constater que l'huissier a *signifié et déclaré* à la partie que la requérant interjetait appel de tel jugement (Besançon, 23 févr. 1880, aff. Chapuis, D. P. 80. 2. 225. — V. encore : Caen, 16 mars 1864, rapporté *supra*, n° 100).

103. On a vu au *Rép.* n° 342 que la jurisprudence admettait que la formalité du *parlant à* pouvait être suppléée par des équivalents, à condition bien entendu que l'insuffisance ni l'erreur de la mention ne laissent subsister aucun doute sur la régularité de la remise. Il a été jugé que la signification d'un exploit (d'appel) est régulière, quoique la copie ne mentionne pas la personne à laquelle elle a été laissée, si la remise de cette copie à la partie est constatée par une déclaration écrite de la main de l'huissier sur l'original, et signée de la partie (Civ. cass. 24 nov. 1852, aff. Thibault, D. P. 52. 1. 320).

104. La cour de cassation s'est prononcée contrairement à l'opinion et à la jurisprudence exposées au *Rép.* n° 345 sur la question de savoir si l'emploi de l'encre n'est pas exigé à peine de nullité pour l'écriture d'un exploit, et en particulier pour la mention du *parlant à*. Elle a jugé que la signi-

fication d'un arrêt d'admission rendu par la chambre des requêtes n'est pas nulle, bien que le nom de la personne qui l'a reçue ait été inscrit au crayon sur la copie de l'exploit (Civ. cass. 20 tévr. 1878, aff. dame Lecq, D. P. 78. 1. 217). La cour a considéré « que, si l'écriture au crayon ne présente pas la même indélébilité que l'écriture à l'encre, aucune loi n'en défend l'usage à peine de nullité dans la rédaction des exploits, et que, du moment qu'elle subsiste sur la copie représentée par la partie, on ne saurait considérer comme n'existant pas la formalité dont elle constate l'accomplissement » (V. en ce sens : Garsonnet, t. 2, p. 133; Dutruc, *v° Exploit*, n° 154).

105. Le *parlant à* doit-il être écrit de la main de l'huissier lui-même? V. sur ce point controversé *Rép.* n° 343 et 344.

106. « L'huissier ne peut à l'avance, et en blanc, signer ... un exploit, sauf à le remettre à un domestique, à un clerc chargé de remplir le *parlant à* » (Boitard et Glisson, t. 1, n° 172). Néanmoins, les mêmes auteurs ajoutent (*ibid.*), que « par une tolérance reconnue nécessaire, les huissiers sont généralement dans l'usage à Paris et dans quelques grandes villes de faire remettre par leurs clercs les copies de leurs exploits » (Conf. Garsonnet, t. 2, p. 147).

107. Cette tolérance laisse entière la responsabilité de l'huissier, qui peut être puni de suspension pendant trois mois, d'une amende de 200 à 300 fr., s'il y a seulement négligence, et qui est passible de la peine de faux en écriture publique, s'il y a eu intention frauduleuse (V. *infra*, *v° Huissier*).

108. La procédure de l'inscription de faux est-elle toujours nécessaire pour établir que l'huissier n'a pas signifié l'exploit en personne? Il a été jugé, d'une part, que cette procédure est le seul mode de preuve qu'on puisse admettre quand l'huissier se retranche derrière la foi due à l'acte authentique, alors même que la demande ne conclurait pas à la nullité de l'exploit, mais seulement à des dommages-intérêts (Toulouse, 18 janv. 1866, aff. Garès, D. P. 66. 2. 6). Mais la cour de cassation a décidé qu'un arrêt n'avait violé aucune loi en condamnant à des dommages-intérêts un huissier auquel on imputait d'avoir fait signifier des exploits par un clerc, bien que cette imputation ne fût pas établie par la voie de l'inscription de faux, si, d'une part, l'huissier s'était borné à exciper de la tolérance de la chancellerie et du parquet, et s'il était constaté, d'autre part, que cet officier ministériel se trouvait dans l'impossibilité matérielle de signifier en une seule journée tous les exploits de son ministère portant la même date (Req. 12 févr. 1878) (4).

109. Sur la forme du *parlant à* dans les significations faites à plusieurs personnes, V. *Rép.* n° 346 et 347. — Il a été jugé à ce sujet que l'irrégularité résultant de ce que, dans une notification faite à plusieurs parties, la formule « *parlant à leurs personnes* » contient une surcharge non

été fait à personne ou domicile; mais que l'on ne peut en faire résulter, avec certitude, la mention de la *personne à laquelle copie en aurait été laissée*, ou qu'une copie a été réellement laissée ainsi que le prescrit l'art. 61 du même code; — Considérant que l'exploit du 30 nov. 1863 doit donc être déclaré nul; — Déclare nul l'exploit d'appel du 30 nov. 1863, etc.

Du 16 mars 1864.-C. de Caen, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Mabire, pr.-Ed., Olivier, 1<sup>er</sup> av. gén.-Bertauld et Villey, av.

(4) (Maxe C. Montrochet.) — La cour; — Sur le premier moyen, pris de la violation des art. 1382 et 1383 c. civ. : — Attendu que si l'existence d'une faute légalement imputable est l'une des conditions essentielles de l'action en dommages-intérêts, basée sur les art. 1382 et 1383 c. civ., l'existence de cette faute est établie dans l'espèce; — Attendu, en effet, que l'arrêt attaqué constate, d'une part, que Cahen et Maxe ont confondu leurs offices dans une exploitation commune, et que, pour éluder les prescriptions qui leur interdisent de se charger de l'encaissement des effets de commerce, si ce n'est pour la présentation le lendemain du jour de l'échéance, et pour dresser le protêt à défaut de paiement, ils se sont associés Laplanche et lui ont confié, moyennant une faible rétribution, le soin de recouvrer les effets de commerce, à la condition que les protêts leur seraient réservés, ce qui constitue à un double titre la violation de leurs règles professionnelles; — Que l'arrêt constate, d'une part, qu'ils ont fait notifier leurs protêts par des tiers, ce qui constate la violation de l'art. 45 du décret du 14 juin 1813; — D'où il suit que les articles susvisés n'ont point été violés; — Sur le deuxième moyen, tiré de la violation des art. 1382 et 1383 c. civ. et de l'art. 45

rant que l'exploit d'appel doit donc, comme tout exploit d'aujourd'hui, à peine de nullité, contenir : 1° mention qu'il a été remis à *personne ou domicile*; 2° mention de la personne à laquelle copie en a été laissée; — Considérant que si cette double mention peut être comprise dans la même formule, il faut que les termes en soient assez précis pour qu'il ne puisse s'élever aucun doute sérieux sur l'accomplissement des formalités substantielles prescrites par les articles précités; — Considérant que l'on prétend trouver la preuve que ces formalités ont été accomplies, uniquement dans la partie de l'exploit du 30 nov. 1863, ainsi conçue : « *signifié et déclaré* au sieur Louis Monget, marchand boucher, demeurant et domicilié commune de Curcy, où étant, parlant à sa personne, ... que mes requérants déclarent par le présent interjetter appel du jugement rendu entre eux et le sieur Monget, le 10 novembre courant »; — Considérant que le mot *signifié*, le seul dont il ait été argumenté pour soutenir que l'on trouve dans les termes qui viennent d'être rappelés la mention qu'il a été laissé copie de l'exploit audit Monget, n'est accompagné, précédé ou suivi, d'aucune expression qui détermine et précise le sens dans lequel il est employé; que ce mot *signifié*, susceptible de plusieurs acceptions, ne peut donc être considéré comme exprimant la mention qu'il a été laissé copie dudit exploit; — Considérant que cette expression *signifié*, suivie de celle *déclaré*, présente naturellement le même sens, et doit s'entendre de l'avertissement, de la connaissance donnée par l'huissier à Monget, au domicile duquel il s'est transporté, que ses requérants comme il l'exprime ensuite, *déclarent interjetter appel*; qu'en agissant ainsi il a accompli seulement la formalité prescrite par les art. 68 et 70 c. proc. civ., avec la mention, exigée à peine de nullité, que l'exploit a

approuvée sur le mot *leurs* qui précède celui de *personnes* est réparée par la mention finale ; « donné et laissé cette copie, avec autant de présentes, en parlant, comme ci-dessus, à chacun séparément » (Crim. rej. 29 sept. 1854, aff. Gouin et Berthelot, D. P. 54. 5. 340).

**110.** Au Rép. n° 348 on a donné plusieurs exemples d'application à la formule du *parlant à* de la règle posée *ibid.*, n° 23, et rappelée ci-dessus n° 22, que « la copie doit servir d'original à la personne qui la reçoit ». Il a été encore jugé : 1° qu'un exploit est nul, lorsqu'il y a incertitude sur la personne à laquelle il a été laissé, et que spécialement, doit être déclaré nul l'acte d'appel, dont l'original énonce que copie en a été laissée à telle personne, tandis que cette copie mentionne qu'elle a été laissée à un autre (Orléans, 25 nov. 1851, aff. Cailliet, D. P. 54. 2. 175) ; — 2° Qu'un acte d'appel est nul, quand la copie ne désigne la personne à laquelle elle a été remise qu'en se référant à cet égard aux mentions contenues dans l'original (Bourges, 16 févr. 1874, aff. Broussin, D. P. 77. 2. 53) ; — 3° Qu'il importe peu que l'original indique la personne à laquelle l'huissier a parlé, si le nom de cette personne est illisible sur la copie, la régularité de l'original, à supposer qu'elle résulte d'une semblable énonciation, ne faisant point disparaître la nullité de la copie (Besançon, 23 févr. 1880, aff. Chapuis, D. P. 80. 2. 225).

**111.** Comme au Rép. n° 350, nous renvoyons au chap. 3, *infra*, n° 130 et suiv., ce qui est relatif à la mention du *parlant à*, quand la signification est faite à un être moral.

**ART. 8. — Jours, heures et lieu où les exploits peuvent être signifiés (Rép. n° 351 à 359).**

**112.** V. Rép. n° 351 et suiv., et v° *Jour férié*, Rép. n° 27 et suiv., 37 et suiv., 54 et *infra*, eod. v°.

**ART. 9. — Signification des exploits en nombre de copies égal à celui des défendeurs (Rép. n° 360 à 393).**

**113.** Sur le fondement et l'application de la règle qu'il faut signifier autant de copies séparées qu'il y a de défendeurs, V. Rép. n° 360 et suiv.

**114. — 1° Domicile, intérêts communs (Rép. n° 362 à 367).** — Conformément à l'opinion émise et à la jurisprudence citée au Rép. n° 362, il a été jugé depuis que l'appel interjeté contre plusieurs parties doit être signifié à chacune d'elles par copie spéciale, alors même que ces parties auraient constitué un même avoué et fait élection de domicile en son étude, si leurs intérêts sont distincts et séparés (Caen, 12 févr. 1866, aff. Maresquier, D. P. 66. 5. 191). — Sur les effets possibles d'une convention contraire à cet égard (Rép. n° 365), V. aussi *suprà*, v° *Domicile élu*, n° 30.

Il a été décidé également que si l'art 584 c. proc. civ. déroge à l'art. 456, en ce qu'il autorise la signification de l'appel au domicile qui a été élu en cas de commandement et de saisie, il ne dispense pas l'appelant de l'obligation de laisser, à peine de nullité, une copie de l'acte à chacun des intéressés ; et que cette obligation subsiste, bien que le commandement et la saisie aient été faits par plusieurs parties agissant ensemble, qui ont élu le même domicile et déclaré procéder dans un même but à l'exécution du même jugement, ces circonstances ne suffisant pas pour que lesdites parties, auxquelles condamnation avait été accordée pour des sommes distinctes, soient identifiées de manière à n'être considérées que comme une seule et même personne (Req. 31 oct. 1888, aff. Bruaux, D. P. 89. 1. 95).

**115.** Sur l'exception que comporte cette règle au cas où une partie condamnée en première instance est décédée

du décret du 14 juin 1813 ; — D'où il suit que les articles susvisés n'ont point été violés ;

Sur le deuxième moyen, tiré de la violation des art. 1382 et 1383 c. civ. et de l'art. 45 du décret du 14 juin 1813 : — Attendu que rien n'établit que Cahen et Maxe, en réponse à l'imputation dirigée contre eux d'avoir fait signifier leurs protêts par des clercs, aient cherché à se prévaloir de la foi due aux faits affirmés par eux dans ces protêts ; — Que, d'après les qualités ou les motifs de l'arrêt attaqué, ils se sont bornés à exciper de la tolérance de la chancellerie et du parquet ; que, par suite, les défendeurs éventuels n'ont pas eu à recourir à la voie de l'inscription de

avant le jugement sur l'appel (art. 447 c. proc. civ.), V. Rép. n° 366 et suiv. V. aussi *suprà*, n° 54.

**116. — 2° Solidarité. — V. la controverse signalée au Rép. n° 368 et suiv.**

**117. — 3° Signification au domicile de l'avoué. — V. Rép. n° 370 et 371.**

**118. — 4° Epoux (Rép. n° 372 à 380).** — Il a été dit au Rép. n° 372 et suiv. qu'il suffit qu'une seule copie soit remise, au moins quand il s'agit de biens communs et que les époux n'ont pas d'intérêts distincts, mais que la question est controversée au cas où il s'agit des biens de la femme, propres, dotaux ou paraphernaux, ou bien lorsque la femme est mariée sous le régime exclusif de communauté, c'est-à-dire, en un mot, quand, l'intérêt des époux étant identique, le mari n'a pas la libre disposition des biens. La cour de cassation s'était déjà prononcée pour la remise de deux copies, du moins sous le régime de la communauté (Rép. n° 375). Il a été depuis jugé dans le même sens : 1° qu'est nul l'acte d'appel, notifié en une seule copie pour le mari et la femme, lorsqu'il s'agit des droits immobiliers de celle-ci, et, par exemple, de la mise en adjudication d'une maison formant en partie l'un de ses propres (Orléans, 25 nov. 1851, aff. Cailliet, D. P. 54. 2. 175) ; — 2° Que lorsqu'un jugement concerne un immeuble propre d'une femme mariée, il y a lieu de signifier l'acte d'appel à la fois au mari et à la femme, par deux copies distinctes ; et que l'appel est nul si la signification est faite et la copie remise au mari seul (Pau, 30 avr. 1888, aff. Curette, D. P. 89. 2. 194) ; — 3° Que la signification du jugement rendu, en matière d'action immobilière, contre une femme mariée sous le régime de la communauté, doit, à peine de nullité, être faite à cette femme et à son mari, par deux copies séparées (Req. 9 nov. 1857, aff. veuve Fardel, D. P. 58. 1. 77. V. en ce sens Boitard et Glisson, t. 1, n° 173 ; Garsonnet, t. 2, p. 150 et suiv.).

**119.** Mais il a été jugé, quant aux biens dotaux, que le mari ayant seul dans notre ancien droit écrit, l'exercice des actions qui s'y rapportent, la signification des jugements rendus sur de telles actions était régulièrement faite au mari seul et servait dès lors, de point de départ aux délais fixés par ces jugements pour leur exécution (Civ. rej. 19 déc. 1855, aff. Blanc Pourron, D. P. 56. 1. 16). L'art. 1549 c. civ. ayant formellement consacré le droit d'action du mari, cette solution doit être étendue au droit actuel (V. en ce sens Garsonnet, t. 2, p. 150).

**120.** En cas de *séparation de biens*, il est de jurisprudence certaine que toute signification doit être faite aux époux par copie séparée. Aux arrêts cités au Rép. n° 378, ajoutez Metz, 9 juin 1853, aff. Rolland, D. P. 54. 2. 268.

**121. — 5° Incapables. — V. Rép. n° 381 et suiv.**

**122. — 6° Mention de l'accomplissement de la formalité. — V. Rép. n° 385 et suiv.** Il a été jugé que l'exploit fait foi du nombre des copies qui y est mentionné, bien que la taxe de l'huissier ne corresponde pas à ce nombre (Chambéry, 16 juill. 1869, aff. Cottet, *suprà*, v° *Appel civil*, n° 122).

**123. — 7° Etres moraux ou collectifs. — Syndics ; réunions de créanciers. — V. Rép. n° 387 et suiv., 392 et suiv.**

**ART. 10. — Nullité des exploits. — Tribunal compétent. (Rép. n° 394 à 407).**

**124.** Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au Rép. n° 394 et suiv., sur la distinction à établir entre les formalités prescrites à peine de nullité et celles dont l'inobservation entraîne seulement une amende contre l'huissier, et sur celle qui doit être faite entre les nullités de procédure proprement dites, qui peuvent se couvrir et les nullités de fond que le tribunal doit prononcer d'office.

faux contre des actes qui ne leur étaient pas opposés, et que la cour d'appel de Lyon, en déclarant constants des faits qu'elle dit n'avoir pas été contestés devant elle et dont la preuve résultait notamment de l'impossibilité matérielle pour Cahen et Maxe, d'avoir, dans une seule journée, notifié quatre ou cinq cents protêts, et en déduisant les raisons de droit pour lesquelles la tolérance de la chancellerie et du parquet, au point de vue disciplinaire, ne mettait pas obstacle à l'exercice d'une action civile, n'a nullement violé les articles précités ; — Rejette, etc. Du 12 févr. 1878.—Ch. req.—MM. Bédarrides, pr.—Petit, rap.—Robinet de Cléry, av. gén., c. conf.—Sabatier, av.



**125.** Une nullité d'exploit peut-elle être réparée par un acte postérieur fait dans les délais et avant que la nullité ne soit demandée? (V. sur cette question controversée *Rép.* n° 401 et 402). Un arrêt de la cour de Metz (19 juin 1853, aff. Rolland, D. P. 54. 2. 268) semble impliquer l'affirmative en décidant que l'appelant ne peut, *après l'expiration des délais* fixés par l'art. 443 c. proc. civ., réparer le vice de son acte d'appel par un nouvel acte. Il a été jugé formellement que, dans une instance unique liée par quatre exploits successifs d'ajournement, la régularité des deux dernières assignations où les demandeurs procédaient sur et aux fins des assignations précédentes, avait pour effet légal de couvrir la nullité des deux premiers exploits (Req. 6 févr. 1878) (1).

**126.** Sur la question de savoir dans quels cas et à quelles conditions les nullités d'exploits ou d'actes de procédure peuvent être couvertes, V. *suprà*, v° *Exceptions et fins de non-recevoir*, n° 124 et suiv.

**127.** On s'est demandé au *Rép.* n° 404 et suiv. si la nullité de l'exploit est *générale* et s'étend à toutes les parties en cause, ou s'il ne faut déclarer l'exploit nul que vis-à-vis de ceux des défendeurs qui n'ont pas reçu de copie ou ont reçu une copie irrégulière, et on s'est prononcé en faveur de cette seconde opinion, sauf au cas où il y a indivisibilité (*Rép.* n° 405 *in fine*). — Sur ce dernier point, il a été jugé que la nullité de forme d'un acte d'appel entraîne la nullité de l'appel envers tous les intimés, lorsque la procédure est indivisible (Limoges, 3 mai 1887, aff. Commune de Chameyrat, D. P. 90. 2. 129).

**128.** Que faut-il décider au cas où il y a solidarité entre les défendeurs? Un arrêt a décidé que la nullité de l'acte d'appel signifié à l'un des coobligés solidaires est sans effet et ne peut lui profiter, lorsque l'appel a été valablement formé contre un de ses coobligés qui se trouvait également en cause (Agen, 20 juin 1860, aff. Farges, D. P. 60. 2. 176). A notre avis, si la solidarité n'entraîne pas, comme l'indivisibilité, la nullité de la procédure à l'égard de tous les défendeurs, du moins c'est avec raison qu'il a été jugé qu'une femme mariée peut opposer la nullité de la copie d'un commandement par elle reçue, bien que son mari, condamné solidairement avec elle, en ait reçu copie régulière : « Attendu, dit un arrêt, que vainement, pour échapper à la nullité invoquée par la dame Anglade, les premiers juges ont considéré que, la copie laissée au mari étant régulière et la condamnation étant solidaire, la poursuite contre les deux époux était validée; — Qu'en effet, les créanciers pouvaient bien, en vertu de la solidarité, poursuivre contre l'un des débiteurs le paiement de la totalité de la dette; mais que cette solidarité ne pouvait les autoriser à la poursuivre contre celui d'entre eux envers lequel ils n'avaient pas rempli, d'une manière valable, les formalités préliminaires prescrites par la loi; car, s'ils pouvaient exécuter sur le fondement d'un commandement irrégulier et nul, en vertu du principe admis par les premiers juges, on pourrait admettre qu'on aurait pu exécuter contre les deux en ne notifiant de commandement qu'à l'un d'eux » (Pau, 23 août 1858, aff. Mauvat, D. P. 60. 2. 53) (V. en ce sens Garsonnet, t. 2, p. 151).

**129.** Sur le tribunal compétent pour prononcer la nullité d'un exploit, V. *Rép.* n° 407 et suiv.

### CHAP. 3. — De l'assignation des êtres moraux: Etat.

— Trésor. — Etablissements publics. — Communes.  
— Sociétés de commerce. — Unions de créanciers.  
— Personnes à domicile inconnu, ou habitant hors le continent. — Etrangers (*Rép.* n° 408 à 507).

**130.** — 1° *Etat, Trésor public.* — V. *Rép.* n° 410 et suiv., et v° *Domaine de l'Etat*; *Rép.* n° 289 et suiv. et *suprà*, eod. v°, n° 59 et suiv.; v° *Trésor public*, n° 598 et suiv., et *infra*, eod. v°.

(1) (Boutourlim et Pimpinelli C. Zbyszewski et autres.) — Sur le deuxième moyen fondé sur la violation et la fausse application des art. 59, 69, n° 6 et 7, et 173 c. proc. civ. : — Attendu qu'il résulte de l'ensemble des constatations de l'arrêt qu'il a existé entre les parties une instance unique liée par quatre exploits successifs d'ajournement, et que, dans les deux derniers, les défendeurs éventuels ont déclaré agir en leur nom personnel en procédant sur et aux fins des assignations précédentes; —

**131.** — 2° *Administrations, établissements publics.* — On a dit au *Rép.* n° 415 et suiv. que l'exploit contre un conseil de fabrique doit, en principe, être signifié au bureau de ce conseil, en la personne du trésorier; mais qu'un exploit signifié au président n'est pas nul, s'il n'est pas constant que la fabrique ait un bureau dans lequel la signification puisse être reçue. — Il a été jugé que, dans le même cas, la signification d'un jugement est valablement faite au domicile du trésorier, et qu'en l'absence du trésorier, la copie peut être remise à une personne à son service (Poitiers, 24 juin 1863, aff. Fabrique de Rocheservière, D. P. 63. 5. 167). Cette décision semble en contradiction avec l'opinion, généralement admise (Garsonnet, t. 2, p. 170; Boitard et Glasson, t. 1, n° 175), que l'huissier qui doit faire une signification à un fonctionnaire en cette qualité ne doit pas se présenter à son domicile particulier, ni à ses serveurs ou voisins (V. Dutruc, v° *Exploit*, n° 187). Mgr Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, 10<sup>e</sup> éd., p. 196) dit également : « l'exploit doit être notifié au trésorier si la fabrique est défenderesse, à sa requête, si elle est demanderesse; c'est ce qui résulte clairement de la disposition de l'art. 70 du décret du 30 déc. 1809 » (V. d'ail<sup>l</sup> leurs *suprà*, v° *Cultes*, n° 632).

Cependant la cour de cassation a décidé qu'aux termes du décret du 30 déc. 1809, les procès à entreprendre ou à soutenir doivent être soumis à la délibération du conseil de fabrique (art. 12); qu'ils sont soutenus au nom de la fabrique (art. 78); qu'ainsi le président du conseil de fabrique a qualité pour recevoir les significations faites à l'occasion de ces procès (Civ. cass. et rej. 28 juill. 1879, aff. Préfet de la Lozère, D. P. 80. 1. 81).

**132.** Un évêché est un établissement public, dont l'évêque est l'administrateur et le représentant légal (V. *Culte*, n° 405). Il a été jugé (en Belgique) que la signification faite personnellement à l'évêque est valable, lorsque le litige a pour objet de revendiquer des immeubles possédés par l'évêché (Liège, 20 juill. 1880, aff. Hospice civil de Hasselt, D. P. 81. 2. 41).

**133.** Sur la question de savoir si une communauté d'huissiers et une association syndicale autorisée sont des établissements publics, V. *infra*, n° 175 et suiv.

**134.** Un établissement d'utilité publique a, comme un établissement public, un représentant légal. Il a été jugé, par exemple, que l'exploit d'appel d'un jugement rendu au profit d'une association syndicale de vidanges, à laquelle aucun siège social n'a été assigné par le décret qui l'a constituée, et qui n'en a indiqué aucun dans la procédure, est valablement signifié au domicile personnel du directeur chargé de la représenter (Civ. cass. 1<sup>er</sup> déc. 1886, aff. Comp. française d'irrigation du canal des Alpes, D. P. 87. 1. 183). — Mais le directeur doit-il viser l'original? (V. *infra*, n° 176).

**135.** — 3° *Communes* (*Rép.* n° 421 à 431). — On s'est demandé au *Rép.* n° 423 si, en l'absence du maire, l'exploit peut être signifié à la personne et au domicile de l'adjoint, et on a dit que, depuis un arrêt solennel de la cour de cassation du 8 mars 1834 (*Rép.* n° 425), la jurisprudence consacrait l'affirmative. Il a été jugé depuis : 1° qu'en l'absence du maire et des adjoints, le premier conseiller municipal dans l'ordre du tableau a qualité pour recevoir la copie et viser l'original de l'assignation donnée à la commune (Lyon, 2 févr. 1871, aff. Commune de Châtillon, D. P. 71. 2. 170); — 2° Qu'aux termes de l'art. 86 de la loi du 5 av. 1884 sur l'organisation municipale, en cas d'absence ou de tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint dans l'ordre de nomination, et, à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil, sinon pris dans l'ordre du tableau; qu'en conséquence, la copie d'un acte d'appel est valablement remise au

Attendu que cette circonstance a pour effet légal de couvrir l'irrégularité de forme pouvant résulter de ce que les défendeurs éventuels avaient agi d'abord en qualité d'administrateurs de la société litigieuse, et de rendre valables les significations faites aux demandeurs en cassation, au domicile par eux élu en vertu de l'art. 422 c. proc. civ.; — Rejette, etc.

Du 6 févr. 1878. — Ch. req. — MM. Bédarrides, pr. — Alméras-Latour, rap. — Godelle, av. gén., c. conf. — Sabatier, av.

premier conseiller municipal dans l'ordre du tableau (Montpellier, 20 juin 1887, aff. Merle, D. P. 88. 2. 303); — 3° Qu'il en est de même d'une assignation donnée à une commune (Req. 20 nov. 1889, aff. Commune de Malval, D. P. 90. 1. 380).

La cour de cassation a même été plus loin en décidant que, lorsque la copie d'un exploit signifié à une commune et, par exemple, la copie de l'arrêt d'admission d'un pourvoi en cassation est laissée au maire, en parlant au secrétaire de la mairie, l'original est valablement visé par ce dernier (Civ. cass. 12 juill. 1869, aff. Pagnon, D. P. 69. 1. 498). Mais il semble difficile d'admettre que le secrétaire de la mairie, aujourd'hui simple employé, ait, à titre de « préposé du maire », qualité pour représenter la commune (V. d'ailleurs en sens contraire ce que nous avons dit au *Rép.* n° 428 et *suprà*, v° *Commune*, n° 195).

**136.** On a dit au *Rép.* n° 431 que l'huissier doit constater l'absence ou l'empêchement des fonctionnaires avant de pouvoir remettre la copie à ceux qui les remplacent, mais qu'on ne peut se montrer rigoureux sur les éléments de cette constatation. Il a été jugé en ce sens : 1° que la signification d'un jugement est régulière, alors que l'original de l'exploit constate que la copie a été remise au procureur de la République, qui a visé l'original en l'absence du maire et de l'adjoint (Civ. cass. 25 avr. 1876, aff. Commune de Vanchy, D. P. 77. 1. 30); — 2° Que l'absence du maire, de l'adjoint et des conseillers municipaux placés dans l'ordre du tableau avant celui qui reçoit la copie est régulièrement et légalement constatée par l'affirmation qu'en fait l'huissier dans un exploit (Req. 20 nov. 1889, aff. Commune de Malval, D. P. 90. 1. 380); — 3° Que la preuve qu'un conseiller municipal avait qualité pour recevoir copie d'un exploit peut être administrée en fait, dans le silence de l'exploit, par l'examen de son rang dans l'ordre du tableau (Montpellier, 20 juin 1887, aff. Merle, D. P. 88. 2. 203).

**137.** — 4° *Sociétés de commerce* (*Rép.* n° 432 à 444). — Nous avons dit au *Rép.* n° 433 que l'art. 69 c. proc. civ. ne s'applique qu'aux sociétés de commerce; qu'une société civile doit être assignée en la personne de chacun des associés individuellement. C'est encore dans ce sens qu'il a été jugé qu'une assignation donnée à plusieurs membres d'une société civile, non pas comme représentant la société et pour obtenir contre elle une condamnation collective, mais individuellement et dans la mesure de l'obligation personnelle de chacun d'eux, est valable, et qu'en conséquence, une condamnation a pu être prononcée, aux fins de cette assignation, contre chacun des associés mis en cause, pour sa part virile dans la dette commune (Civ. rej. 29 juin 1853, aff. Conseil d'administration du pont de Viviers, D. P. 54. 1. 288).

**138.** Aux termes de l'art. 69, § 6, c. proc. civ., on peut assigner une société commerciale soit en la maison sociale et sous la raison sociale, soit, s'il n'y en a pas, au domicile et en la personne d'un des associés. Dans le premier cas, on a dit au *Rép.* n° 435 qu'il n'est pas besoin que l'exploit indique le nom des associés. La jurisprudence est restée fixée en ce sens; il a été jugé qu'une société commerciale est valablement assignée à son siège social en la personne de son directeur, alors même que, d'après les statuts, le président du conseil d'administration aurait seul qualité pour représenter la société en justice, la loi n'exigeant pas que l'exploit contienne le nom du représentant que la société a pu se donner (Req. 23 nov. 1880, aff. Comptoir de la Bourse parisienne, D. P. 81. 1. 136).

**139.** En principe, on ne peut signifier l'exploit à l'un des associés que s'il n'y a ni siège social ni raison sociale (*Rép.* n° 439); mais, comme on l'a vu *ibid.*, n° 441, la jurisprudence tenait sur ce point grand compte des circonstances, et l'on a cité plusieurs décisions en ce sens. Depuis, il a été jugé : 1° qu'une société commerciale est valablement assignée en la personne du président d'une commission chargée de la gérance (Grenoble 23 juin 1855, aff. N..., D. P. 56. 5. 197); — 2° Qu'une société anonyme étrangère est valablement assignée par un exploit adressé au siège social, en la personne de plusieurs membres du conseil d'administration, en leur qualité d'administrateurs délégués et spéciaux, représentant la compagnie (Req. 9 juin 1873, aff. Guillon, D. P. 74. 1. 15); — 3° Que l'assignation donnée par un assuré à une compagnie d'assurances, à fin de paiement de l'indemnité d'un sinistre, est valablement

signifiée à la personne et au domicile de l'agent de cette compagnie, placé à la tête d'une succursale en qualité de directeur, et chargé, aux termes de la police, de recevoir les primes, les déclarations des assurés et de procéder à la vérification des sinistres (Chambéry, 12 janv. 1886, aff. Comp. la Nation, D. P. 86. 2. 237); — 4° Que la signification d'un jugement rendu contre une société commerciale est valablement délivrée au domicile privé et à la personne de son directeur, qui a qualité pour la représenter en justice, qu'elle n'a pas besoin d'être faite au siège social (Limoges, 10 févr. 1888, aff. Caisse commerciale de Limoges, D. P. 89. 2. 261, et sur pourvoi, Req. 17 juill. 1889, D. P. 90. 1. 485). — V. au surplus, sur la question de savoir si une société qui a des succursales peut être assignée à ces succursales, et, spécialement, pour les assignations données aux compagnies de chemins de fer, *suprà*, v° *Compétence*, n° 45 et suiv. Il a, depuis, été jugé que les notifications à faire aux sociétés de commerce doivent, à peine de nullité, être faites en leur maison sociale; qu'en conséquence, est nulle la signification d'un jugement faite, non au siège d'une compagnie de chemins de fer départementaux, mais au bureau d'un de ses ingénieurs où il n'est point établi qu'elle eût un domicile (Civ. rej. 12 juin 1888, aff. Chemins de fer départementaux, D. P. 90. 1. 106-107).

**140.** Lorsque la société n'existe plus, c'est au liquidateur que l'exploit doit être signifié, la société n'ayant plus ni domicile, ni raison sociale. La cour de cassation a cependant jugé qu'une société commerciale dissoute et mise en liquidation avant la signification de l'arrêt d'admission peut être valablement assignée devant la chambre civile de la cour de cassation, en la maison et sous l'ancienne raison sociale; il n'est pas indispensable que l'assignation soit donnée nominativement au liquidateur (Civ. cass. 3 janv. 1872, aff. Riche, et 26 févr. 1872, aff. Société des eaux du Midi, D. P. 72. 1. 9).

**141.** — 5° *Unions de créanciers.* — Les significations faites à la faillite doivent-elles être adressées à un seul des syndics par tous les autres, ou à tous les syndics individuellement? C'est en ce dernier sens que nous avons résolu au *Rép.* n° 445 cette question controversée. Il a été depuis jugé, au contraire, que les syndics d'une faillite peuvent être valablement assignés dans la personne de l'un d'eux, et, dès lors, par une seule copie signifiée à ce syndic (Douai, 28 juill. 1853, aff. Bellet-Lefebvre, D. P. 54. 2. 234. V. en ce sens Garsonnet, t. 2, p. 172, note 22).

**142.** L'art. 5, § 1, de la loi du 4 mars 1889 sur les faillites (D. P. 89. 4. 9) qui a institué la liquidation judiciaire, est ainsi conçu : « A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, toute action mobilière ou immobilière et toute voie d'exécution, tant sur les meubles que sur les immeubles, doivent être intentées ou suivies à la fois contre les liquidateurs et le débiteur. » Les significations doivent être faites tant aux liquidateurs qu'aux débiteurs en autant de copies séparées (V. *infra*, v° *Faillite*).

**143.** — 6° *Personnes à domicile inconnu* (*Rép.* n° 446 à 461). — Comme on l'a exposé au *Rép.* n° 446 et suiv., les formalités prescrites par l'art. 69, § 8, c. proc. civ. doivent être observées à peine de nullité et n'admettent pas d'équivalents. On a vu également (*Rép.* n° 448) que ces formalités ne concernent pas seulement l'exploit d'ajournement; et, en effet, depuis il a été jugé que le paragraphe 8 de l'art. 69 est applicable : 1° à la signification d'un jugement par défaut (Paris, 16 nov. 1863, aff. de Grandchamp et Petit, D. P. 55. 2. 126; Req. 10 févr. 1875, aff. Rosselin, D. P. 75. 1. 376; 31 mai 1881, aff. Amoudruz-Rosset, D. P. 82. 1. 19); — 2° A l'acte d'appel (Grenoble 3 août 1853, aff. Pellegrini, D. P. 55. 2. 70). Toutefois, aux termes d'un arrêt de la chambre des requêtes du 27 juill. 1868 (aff. Jacques, D. P. 68. 1. 35), « il résulte soit de la place de l'art. 69, § 8, au titre des ajournements, soit des mots « à la porte du tribunal où la demande est portée », que ledit paragraphe 8 n'a en vue que les exploits introductifs d'une demande en justice ».

**144.** Nous avons dit au *Rép.* n° 451 et suiv. que la jurisprudence n'était pas d'accord sur les circonstances dans lesquelles un individu doit être considéré comme n'ayant pas de domicile connu en France. C'est, en somme, une question de fait, et la cour de cassation a plusieurs fois jugé que l'appréciation des tribunaux sur ce point échappe à son

examen (Req. 19 juin 1866, aff. Vuillemot, D. P. 63. 1. 486; 31 mai 1881, aff. Amondruz-Rosset, D. P. 82. 1. 19; Civ. rej. 20 nov. 1889, aff. Larquié, D. P. 90. 1. 71).

145. D'une part, dans le sens des décisions citées au Rép. n° 453, il a été jugé : 1° qu'un individu qui a disparu de son domicile depuis dix jours et est signalé comme ayant quitté la France n'a plus ni domicile ni résidence connus; que, par conséquent, les significations qui lui sont faites, non au domicile qu'il avait au moment de la disparition, mais au parquet, sont valables (Paris, 16 déc. 1864, et sur pourvoi, Req. 19 juin 1866, aff. Vuillemot, D. P. 66. 1. 486); — 2° Que l'huissier qui, se présentant au domicile de celui qu'il est chargé d'assigner, apprend qu'il a quitté la maison, et interroge vainement diverses personnes du quartier pour connaître son nouveau domicile, doit remplir les formalités prescrites par le paragraphe 8 de l'art. 69 c. proc. civ., et non pas celles que détermine l'art. 68 du même code; que ce dernier article s'applique exclusivement au cas où l'assigné occupe toujours le domicile où l'huissier se présente, mais en est momentanément absent (Bordeaux, 26 juill. 1867, aff. Juhel-Renoy, D. P. 67. 5. 193); — 3° Qu'il en est de même si le concierge de la maison déclare « que le débiteur n'habite plus dans la maison, et qu'il en est parti tout récemment après avoir vendu ses meubles et sans indiquer un nouveau domicile » (Paris, 8 mars 1860) (1) — 4° Qu'il en est de même pour les significations à faire au cours d'une instance à l'une des parties qui quitte la commune et n'y a plus de domicile, sans que l'on connaisse sa nouvelle résidence (Caen, 13 juin 1865) (2); — 5° Que l'individu qui a quitté une ville depuis plusieurs mois, dont le logement est occupé par un autre locataire et dont la nouvelle résidence n'est pas connue, peut être cité par voie d'affiche à la porte de l'auditoire du tribunal et par copie remise au parquet (Req. 21 avr.

1875, aff. Burot, D. P. 76. 1. 39); — 6° Que lorsque l'huissier chargé de signifier un jugement s'est présenté au domicile indiqué par la partie dans les actes de procédure, et qu'il lui a été déclaré que cette personne avait déménagé depuis plus d'un an sans donner sa nouvelle adresse, la signification doit être faite au parquet du tribunal; alors surtout qu'il est constaté que la partie a caché son domicile, et par sa dissimulation a rendu inutiles toutes recherches faites pour le découvrir (Req. 10 févr. 1875, aff. Rosselin, D. P. 75. 1. 376).

146. D'autre part, il a été décidé, dans le sens des arrêts cités au Rép. n° 454 : 1° que l'art. 69, § 8, c. proc. civ. n'autorise pas à remettre au parquet les assignations destinées à toutes les personnes dont tout d'abord on ignorait la demeure; que les tribunaux ne peuvent admettre ce mode exceptionnel d'assignation qu'autant qu'il leur est démontré que l'on a fait, pour découvrir la personne à assigner, toutes les investigations que commandaient la prudence et la bonne foi. Ainsi, lorsqu'un huissier chargé d'assigner une société commerciale, s'étant présenté au lieu indiqué comme étant le domicile social, ne l'y trouve pas et apprend que cette société n'y a plus son domicile social, sans qu'on sache où elle l'a transporté, les significations que cet huissier se croit, dès lors, autorisé à faire au parquet sont nulles; que vainement il serait dit dans l'exploit que l'huissier a fait, pour découvrir la nouvelle résidence de la compagnie, toutes les recherches prescrites par la loi, si cet acte ne spécifie point en quoi elles ont consisté, et s'il apparaît d'ailleurs, d'après les circonstances, que l'ignorance de cette nouvelle résidence ne doit être attribuée qu'à la négligence et à l'incurie, soit de cet huissier, soit des autres représentants du demandeur (Colmar, 14 juin 1859, aff. Marsot, D. P. 59. 2. 214); — 2° Que l'art. 69, § 8, n'est applicable qu'autant qu'il existe

(1) (Henin C. Fliniaux.) — LA COUR; — En ce qui touche la nullité, prononcée par le jugement dont est appel, du commandement du 4 janv. 1859: — Considérant que, dans les termes où elle est consignée dans l'original de l'exploit, la réponse du concierge de la maison rue Fontaine-Saint-Georges, 25, dernier domicile connu de Fliniaux, autorisait l'huissier instrumentaire à considérer Fliniaux, non comme absent de son domicile, mais comme étant sans domicile ni résidence connus; qu'il a donc régulièrement procédé en se conformant à la prescription du paragraphe 8 de l'art. 69 c. proc. civ., et non à celle de l'art. 68 du même code; — Qu'au surplus, les pièces produites repoussent l'allégation, admise par les premiers juges, que, le 28 janv. 1859, une autre signification avait été faite par l'huissier Boileau au nouveau domicile de Fliniaux, rue des Martyrs, 27, et prouvent que cette signification avait été faite également à son ancien domicile, rue Fontaine-Saint-Georges, 25; que, d'autre part, on prétend à tort que, pour obéir à ce même art. 69, l'huissier aurait dû afficher l'exploit à la principale porte du tribunal de Mantes, et faire viser l'original par le procureur impérial de ce tribunal, devant lequel l'instance de saisie immobilière a été ultérieurement portée; — Qu'en effet, un commandement tendant à saisie immobilière ne saurait être assimilé à un exploit introductif d'instance, et doit être, comme tous les autres exploits signifiés à des individus qui n'ont pas de domicile connu en France, affiché à la porte et visé par le procureur impérial du tribunal de leur dernier domicile connu;

Considérant enfin que le commandement devant être, d'après l'art. 673 c. proc. civ., visé par le maire du lieu où le commandement a été signifié, cette disposition doit, dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, s'entendre du maire, non de l'arrondissement où est situé le parquet du procureur impérial, mais de celui où se trouve le dernier domicile connu du débiteur, parce qu'il est présumé être mieux que personne en mesure de suivre la trace de son ancien administré; — Que, sous ces divers rapports, l'huissier Denis, contre lequel, d'ailleurs, on ne justifie aucun fait de négligence ou de connivence, a régulièrement procédé et ne saurait encourir aucune responsabilité;

En ce qui touche l'appel incident de Fliniaux: — Considérant qu'aux termes de l'art. 168 c. proc. civ., le jugement rendu par défaut contre une partie qui n'a pas constitué avoué n'est plus susceptible d'opposition quand il a été exécuté; — Que cette déchéance du droit d'opposition est absolue; et qu'à la différence de l'appel, qui ne peut être apprécié que par les juges devant lesquels il est porté, l'opposition formée en dehors des délais de la loi peut être écartée par toute juridiction devant laquelle on s'en prévaut pour entraver l'exécution du jugement;

Considérant qu'un jugement par défaut est réputé exécuté lorsque la saisie d'un ou plusieurs immeubles de la partie condamnée lui a été notifiée; — Considérant que l'opposition de Fliniaux au jugement par défaut rendu par le tribunal de

commerce de la Seine, en vertu duquel il a été procédé à la saisie immobilière dont il s'agit, est postérieure à la notification de ladite saisie; qu'il n'y a lieu pour la cour de s'y arrêter; — Infirme le jugement du tribunal civil de Mantes; au principal, dit qu'à bon droit l'opposition formée par Fliniaux au jugement contre lui rendu par défaut a été déclarée tardive et non recevable; — Déclare valable le commandement du 4 janv. 1859, etc.

Du 8 mars 1860.-C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Lamy, pr.-Moreau, av. gén., c. conf.-Dejout et Poirier, av.

(2) (Violette C. Ballot et Robine.) — LA COUR; — Considérant que le jugement rendu par défaut, par le tribunal de commerce de Lisieux, le 13 mai 1842, portant condamnation contre Violette, et autorisant contre lui l'exercice de la contrainte par corps, lui a été signifié le 22 mai 1842; que le 14 septembre suivant, il lui a été fait commandement en vertu dudit jugement, et qu'enfin, le 29 octobre de la même année, il a été rédigé un procès-verbal de carence; — Qu'ainsi le jugement a été exécuté, autant qu'il pouvait l'être, dans les six mois de son obtention; — Mais considérant que le commandement et le procès-verbal de carence n'ont été signifiés ni à la personne, ni au domicile de Violette, mais que la copie en a été remise au maire de la commune, en exécution de l'art. 68 c. proc. civ.; — Considérant qu'aux mois de septembre et octobre 1842, Violette avait, depuis plusieurs mois, ainsi que le constatent eux-mêmes les exploits de signification, quitté la commune; qu'il n'y avait plus aucun domicile; que la maison qu'il habitait avait été vendue avec le mobilier qui lui avait appartenu, et qu'on ignorait complètement le lieu de sa résidence actuelle; — Que, dans cette situation, l'exploit de notification n'aurait pas dû être remis au maire, conformément à l'art. 68, et qu'il y avait lieu de procéder suivant les prescriptions de l'art. 69, § 8, lorsqu'il s'agit, comme c'était le cas dans l'espèce, d'un individu n'ayant aucun domicile en France; que l'exploit aurait donc dû être affiché à la principale porte de l'auditoire du tribunal, et une seconde copie donnée au procureur impérial, ce qui n'a pas été fait; — Que les notifications des 14 sept. et 29 oct. 1842 sont donc nulles aux termes de l'art. 70 c. proc. civ., qu'ainsi elles n'ont pu produire aucun effet utile et constituer, dès lors, une exécution régulière du jugement par défaut, lequel, faute d'aucun autre acte d'exécution dans les six mois, doit être réputé non avenu; — Considérant que vainement les intimés se prévalent des significations régulières qui auraient été faites en 1854; que les significations n'ont pu faire revivre un jugement depuis longtemps tombé en péremption; — Que le président du tribunal de Falaise, jugeant en référé par ordonnance du 14 avr. 1863, a mal à propos décidé le contraire, et que sa décision doit être réformée; — Par ces motifs, etc.

Du 13 juin 1865.-C. de Caen, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Dagallier, 1<sup>er</sup> pr.-Jardins, 1<sup>er</sup> av. gén.-Joly et Trébutien, av.

une impossibilité suffisamment manifestée de découvrir le domicile de la partie; que cette impossibilité ne saurait résulter de ce seul fait, que la partie n'habite plus à son dernier domicile (dans Paris), et que le concierge de ce domicile a déclaré à l'huissier ne pas connaître sa nouvelle résidence; qu'en pareil cas, l'huissier doit, avant de déposer l'exploit au parquet, recourir aux divers moyens indiqués par les circonstances pour tâcher de découvrir le domicile actuel de la partie... alors surtout qu'il lui a été déclaré à l'ancien domicile que le concierge n'est plus le même, et qu'il s'agit de la signification d'un jugement par défaut; qu'en conséquence, cette signification, faite au parquet, est nulle et insuffisante pour faire courir le délai de l'appel, s'il est constant qu'au moyen de recherches faciles on eût promptement découvert le nouveau domicile de la partie; qu'il en est ainsi, spécialement, dans le cas où il est certain que la partie n'a point quitté la ville qu'elle habitait (Paris), qu'elle s'y est mariée et n'a point cessé d'y exercer sa profession (celle de peintre), où son adresse est indiquée dans des publications intéressant cette profession (les livrets annonçant les expositions au Musée), et où il a été déclaré à son dernier domicile que l'on avait toujours connu ses domiciles ultérieurs (Paris, 16 nov. 1853, aff. de Grandchamp et Petit, D. P. 55. 2. 126); — 3° Quel art. 69, § 8, n'est pas applicable dans le cas où une personne a simplement disparu de son domicile, sans que rien autorise à croire qu'elle s'en est choisi un nouveau;... qu'en un tel cas, il y a lieu de suivre les formalités tracées par l'art. 68 du même code, c'est-à-dire de remettre la copie de l'exploit à un voisin, et, à défaut de voisin, au maire de la commune; et ce à peine de nullité; et qu'il en est ainsi, par exemple, dans le cas où il s'agirait d'un acte d'appel signifié à une personne qui, bien que réfugiée à Londres depuis plusieurs années, aurait été qualifiée dans tous les actes du procès comme ayant conservé à Paris son domicile (Grenoble, 3 août 1853, aff. Pellegrini, D. P. 55. 2. 70); — 4° Qu'il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions qui règlent les significations à faire aux individus sans résidence connue lorsqu'il est constaté que la partie, objet de ces significations, a conservé son domicile d'origine, bien que la résidence actuelle soit inconnue (Chambéry, 17 mars 1880, et sur pourvoi, Req. 31 mai 1881, aff. Amondruz-Rosset, D. P. 82. 1. 19); — 5° Que les formes tracées par l'art. 69-8° c. proc. civ., pour l'assignation des personnes qui n'ont en France aucun domicile connu ne sont pas applicables à l'assignation des personnes dont le domicile, quoique désigné d'une manière erronée dans les pièces de la procédure, était connu de la partie qui a fait cette assignation. Ainsi la signification d'un arrêt d'admission est nulle si l'huissier, faute d'avoir trouvé la partie au domicile indiqué par erreur dans les actes de la procédure et dans l'arrêt attaqué, a rempli les formes établies par l'art. 69-8° c. proc. civ., bien qu'il résultât d'exploits antérieurement signifiés par celui à la requête duquel elle a eu lieu, que le véritable domicile de cette partie (son conjoint) était connu de lui (Civ. rej. 10 juill. 1855, aff. Wachs, D. P. 55. 1. 354); — 6° Que, de même, dans un procès relatif à un abordage de navires, il y a nullité de l'assignation signifiée au capitaine abordé dans les formes de l'art. 69-8°, alors que ce dernier est simplement en cours de voyage, si d'ailleurs son nom, sa résidence habituelle, le port d'attache de son navire sont connus du demandeur, et si, peu de jours après la notification de l'exploit, il est rentré dans la localité où il est domicilié (Rouen, 4 mai 1880, aff. Levigoureux, D. P. 81. 2. 121).

**147.** Le tribunal à la principale porte duquel l'exploit doit être affiché est celui où la demande est portée (Rép. n° 455 et suiv.). Il a été de nouveau jugé, en ce sens, que l'art. 69, § 8, c. proc. civ., d'après lequel ceux qui n'ont en France ni domicile ni résidence connus doivent être assignés par exploit affiché à la principale porte de l'auditoire du tribunal où la demande est portée, avec remise d'une copie au procureur impérial qui visera l'original, entend parler du tribunal saisi de la demande introductive d'instance; qu'ainsi, la dénonciation du procès-verbal d'une saisie immobilière pratiquée en exécution d'un jugement de condamnation rendu contre une personne sans domicile ni résidence connus, doit être faite au parquet du tribunal qui a rendu ce jugement, et non à celui du tribunal qui doit connaître de la

saisie (Req. 27 juill. 1868, aff. Jacques, D. P. 69. 1. 35). Une solution analogue a été admise pour la signification d'un commandement tendant à saisie immobilière (Paris, 8 mars 1860, *supra*, n° 145).

**148.** Contrairement à l'opinion émise au Rép. n° 460, il a été encore une fois jugé qu'à la différence de l'art. 68, l'art. 69, § 8, n'exige pas à peine de nullité que la copie remise au parquet contienne la mention de l'affiche dudit exploit à la porte de l'auditoire du tribunal (Req. 21 avr. 1875, aff. Burot, D. P. 76. 1. 39).

**149.** Si le défendeur a un domicile élu, le créancier conserve la faculté de l'assigner au domicile réel (Riom, 15 juin 1867, aff. Combarel de Leyval, D. P. 80. 2. 239, note, et sur pourvoi, Req. 12 août. 1868, *ibid.*). Mais, si ce dernier domicile est inconnu, le demandeur peut-il assigner le défendeur au parquet, au lieu de l'assigner au domicile élu? La question est controversée. L'affirmative a été admise implicitement par les deux arrêts précités des 15 juin 1867 et 12 août 1868. Mais, comme le remarque avec raison M. Dutruc (v° *Exploit*, n° 172), la question n'a pas été discutée dans l'espèce. — Il a, d'ailleurs, été jugé, en sens contraire, et selon nous avec raison, puisque le vœu de la loi est que la copie parvienne au défendeur, qu'une partie ne peut être valablement assignée au parquet comme n'ayant pas de domicile connu, lorsque, dans un acte à l'occasion duquel est né le litige, il a été fait dans son intérêt une élection de domicile pour l'exécution de cet acte (Poitiers, 22 mai 1880, aff. de Castellane, D. P. 80. 2. 239. V. en ce sens Dutruc, v° *Exploit*, n° 172).

**150.** — 7° *Domicile hors du territoire continental ou à l'étranger* (Rép. n° 462 à 474). — La loi du 8 mars 1882 (D. P. 82. 4. 57) a modifié le texte du paragraphe 9 de l'art. 69 c. proc. civ., dont voici la nouvelle rédaction : « § 9. Ceux qui habitent le territoire français hors de l'Europe et de l'Algérie, et ceux qui sont établis à l'étranger, au parquet du procureur de la République près le tribunal où la demande est portée, lequel visera l'original et enverra directement la copie au ministre compétent ou à toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques ».

**151.** Deux réformes sont ainsi consacrées. D'abord, la loi du 8 mars 1882, en substituant aux mots « hors du continent », ceux-ci « hors de l'Europe et de l'Algérie », a définitivement assimilé au territoire continental de la France, la Corse, les îles adjacentes aux départements français et l'Algérie (Pour l'Algérie, V. *Organisation de l'Algérie*; — Rép. eod. v°, n° 625 et suiv.). « Depuis 1806, disait justement le rapporteur de la loi au Sénat (séance du 18 févr. 1882), M. Gayot, les relations de la France avec l'Algérie, la Corse et les îles adjacentes aux départements français se sont accrues et multipliées dans une proportion considérable. Si nous disions que les relations ont centuplé, nous serions certainement au-dessous de la vérité; il est donc évident que les entraves que peuvent apporter à ces relations si diverses et si habituelles les dispositions surannées d'une partie du paragraphe 9 de l'art. 69 c. proc. civ. doivent être supprimées. »

**152.** La seconde innovation de la loi du 8 mars 1882 consiste en ce que, désormais, ce n'est plus nécessairement au ministre de la marine ou à celui des affaires étrangères que le procureur de la République doit envoyer la copie de l'exploit après avoir visé l'original, mais « au ministre compétent ou à toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques » (V. à cet égard, la circulaire du ministre de la justice du 17 avr. 1882, *Bulletin officiel du ministère de la justice*, 1882, p. 33).

**153.** Déjà, en suite des notes échangées les 1<sup>er</sup> et 28 juin 1866, un accord était intervenu entre la France et l'Italie, au terme duquel les parquets des deux pays recevaient les exploits à signifier des consuls étrangers établis dans le ressort; mais l'art. 69, § 9, faisait, même dans ce cas, une formalité obligatoire, pour les significations à faire de France en Italie, de l'envoi, devenu inutile, au ministère des affaires étrangères.

**154.** Le même inconvénient avait été signalé lors du traité du 15 juin 1869 entre la France et la Suisse. L'art. 20 de ce traité était ainsi conçu : « Les exploits, citations, notifications, sommations et autres actes de procédure dressés en

Suisse et destinés à des personnes domiciliées ou résidant en France, sont adressés directement par le gouvernement suisse à son agent diplomatique ou consulaire placé le plus près du procureur général chargé de les remettre au destinataire. L'agent diplomatique ou consulaire les transmet à ce magistrat qui lui renvoie les récépissés délivrés par les personnes auxquelles les actes ont été notifiés. Réciproquement, le gouvernement français adresse à son agent diplomatique ou consulaire en Suisse, placé le plus près de l'autorité suisse chargée de les remettre au destinataire les exploits et actes dressés en France et destinés à des personnes domiciliées ou résidant en Suisse. L'autorité à laquelle les actes ont été transmis renvoie à l'agent consulaire les récépissés qu'elle a reçus. Mais un protocole annexé au traité ajoutait (art. 20) : « Il est reconnu que le mode de transmission des exploits, citations et actes de procédure, tel qu'il est organisé actuellement donne lieu à des correspondances gémées et à des retards fâcheux. On aurait désiré stipuler que ces actes seraient envoyés directement par les magistrats d'un pays à l'autorité correspondante de l'autre pays, mais le paragraphe 9 de l'art. 69 c. proc. civ. français est impératif; il exige à peine de nullité (art. 10) que les exploits seront envoyés au ministère des affaires étrangères qui les transmet au gouvernement étranger. Il y a donc lieu d'attendre que la révision du code de procédure civile, et notamment celle du paragraphe 9 de l'art. 69, permette au gouvernement français de consentir des stipulations plus appropriées aux besoins de célérité de notre époque ».

155. La loi du 8 mars 1882 est venue donner satisfaction au vœu ainsi exprimé. D'après le rapporteur de la loi au Sénat, avec la Suisse et l'Italie, il faudrait bientôt mettre au nombre des pays qui, dans un temps plus ou moins rapproché, seront liés avec la France par des conventions diplomatiques, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne et même l'Angleterre.

156. Postérieurement à la loi nouvelle, le 14 mars 1884 (D. P. 84. 4. 90) a été signé entre la France et le grand-duché de Luxembourg une déclaration, approuvée par décret du 5 avr. 1884, aux termes de laquelle : 1° les assignations, significations et autres actes judiciaires rédigés en France par les officiers publics ou ministériels compétents, et remis aux parquets des procureurs de la République conformément à l'art. 69, § 9, c. proc. civ. français seront, par lesdits procureurs, adressés au procureur général près la cour supérieure de justice du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, lequel sera chargé de les faire parvenir aux destinataires; — 2° Les assignations, significations et autres actes judiciaires rédigés dans le grand-duché de Luxembourg par les officiers compétents, seront, par lesdits officiers, adressés directement et sous pli chargé, aux destinataires, conformément à l'arrêté du gouverneur général, en date du 1<sup>er</sup> avr. 1814, en vigueur dans le grand-duché de Luxembourg. Dans les deux cas, les frais de poste seront avancés par la partie qui a requis la signification ou par l'officier ministériel qui la représente ».

157. En France, et à défaut de traité international, l'exploit reçu de l'étranger par la voie diplomatique est transmis au ministère de la justice, qui le fait parvenir au parquet du tribunal dans l'arrondissement duquel réside l'individu auquel il doit être remis. Il est joint à l'envoi un récépissé que doit signer le destinataire, et un bordereau destiné à recevoir toutes observations sur les incidents de la remise, que le procureur de la République renvoie ensuite au ministère de la justice (Circulaire du ministre de la justice du 15 févr. 1877, *Bulletin officiel du ministère de la justice*, 1877, p. 14).

158. Peut-on faire assigner devant un tribunal français une personne résidant à l'étranger par un officier ministériel de son pays et dans les formes locales, selon la règle *locus regit actum* (Rép. n° 478) ? MM. Vincent et Pénard, *Dictionnaire de droit international privé*, v° Actes judiciaires et extra-judiciaires, n° 6, repoussent l'application de cette règle en notre matière, tandis que M. Despagne, *Précis de droit international privé*, p. 216, et Weiss, *Traité de droit international privé*, 2<sup>e</sup> éd., p. 805, l'admettent. Cette dernière opinion ne nous paraît pas conciliable avec les conventions diplomatiques que nous avons citées, qui semblent bien admettre que la

transmission d'un exploit doit se faire nécessairement par l'intermédiaire de certaines autorités des deux pays. D'ailleurs, quand bien même un exploit signifié à l'étranger dans les formes étrangères serait valable aux yeux de la loi française, certaines législations étrangères rendent impossible cette forme de signification. Telles sont celles d'après lesquelles l'exploit introductif d'instance est signifié au nom du tribunal qui doit connaître de la demande (V. *supra*, n° 5 et suiv.). Dans sa session de 1877 tenue à Zurich, l'Institut de droit international a, par une de ses résolutions, exprimé l'avis que c'est par la voie des traités que l'on devrait arriver à une entente générale sur ce point (*Annuaire de l'Institut de droit international*, t. 2, p. 150).

159. Nous avons dit au Rép. n° 464, que le paragraphe 9 de l'art. 69, n'est applicable qu'autant que l'établissement du Français assigné aux colonies ou à l'étranger est certain et déterminé; qu'en dehors de cette hypothèse, il faut se conformer au paragraphe 8 du même article. Depuis, la cour de cassation a jugé en ce sens que les formes tracées par l'art. 69, § 9, c. proc. civ. pour l'assignation de ceux qui sont établis chez l'étranger, ne sont applicables qu'autant que la partie à la requête de laquelle l'assignation a lieu, justifie qu'à l'époque de cette assignation la partie assignée avait une résidence connue en pays étranger; qu'en l'absence de cette justification, que les tribunaux peuvent considérer comme ne résultant pas suffisamment de ce que le fait de la résidence du défendeur à l'étranger se trouverait établi pour une époque antérieure à l'exploit d'assignation, les formalités déterminées par l'art. 69, § 8, pour ceux qui n'ont ni domicile ni résidence connus, doivent être observées (Req. 18 févr. 1851, aff. Dame Delorme, D. P. 52. 1. 241). — Il a été jugé, à plus forte raison, qu'un Français, même parti à l'étranger où il y se dit domicilié, ne doit pas être assigné dans la forme prescrite par le paragraphe 9 de l'art. 69 c. proc. civ., si, comme les juges du fond le constatent souverainement, il a, en fait, conservé son domicile en France (Civ. rej. 20 nov. 1889, aff. Larqué, D. P. 90. 1. 171).

160. Le parquet auquel l'assignation doit être donnée, aux termes de l'art. 69, § 9, est celui du tribunal devant lequel l'affaire doit être portée; et il a été jugé, conformément à ce qui a été dit au Rép. n° 473, « que s'agissant d'un acte d'appel, la cour qui en est saisie se trouve substituée au tribunal qui le premier a connu de l'action, et que le procureur général remplace le procureur de la République pour recevoir la notification (Limoges, 10 août 1860, aff. Chantarel, D. P. 61. 2. 49; Lyon, 5 mai 1882, aff. Giraudet, D. P. 83. 2. 88; Req. 24 nov. 1885, aff. Morlot, D. P. 86. 1. 256).

161. Sur les formes de l'assignation devant un tribunal colonial ou un tribunal consulaire, V. Rép. n° 470 et suiv. — V. aussi *supra*, v° *Echelles du Levant et de Barbarie*, n° 32 et suiv., et *infra*, *Organisation des colonies*.

162. Sur la signification à l'étranger des *saisies-arrêts* (c. proc. civ. art. 560), V. Rép. n° 474, et v° *Saisie-arrêt*, n° 222 et suiv.

163. L'art. 422 c. com. qui permet de notifier au greffe du tribunal de commerce le jugement rendu par ce tribunal contre une partie non domiciliée dans la circonscription établit une simple faculté et non une obligation. Par suite, si la partie en question a son domicile à l'étranger, la signification du jugement peut toujours lui être faite valablement, en vertu du droit commun, au parquet du procureur de la République; et il a été jugé que, si un jugement par défaut a été signifié de cette façon, le délai pour faire opposition court à partir du jour où la notification au parquet a été effectuée (Req. 19 mai 1885, aff. *Peruvian Guano Company limited*, D. P. 86. 1. 51).

164. — 8° *Etrangers* (Rép. n° 475 à 488). — On a dit au Rép. n° 475 que, sans s'arrêter au sens littéral des mots, il fallait appliquer l'art. 69, § 9, non seulement aux Français expatriés, mais encore aux étrangers proprement dits. Du reste, le nouveau texte a substitué à l'expression « ceux qui sont établis chez l'étranger » celle-ci « ceux qui sont établis à l'étranger » qui peut parfaitement s'entendre des étrangers. Il a été jugé, en ce sens, que la sommation faite à un étranger appelé en garantie d'assister à l'expertise ordonnée par un tribunal de commerce doit, à peine de nullité, lui être notifiée au parquet du tribunal où est portée la demande (Angers,



7 mars 1872, aff. Lefèvre, D. P. 72. 2. 112). D'ailleurs, les conventions diplomatiques ne distinguent pas entre les sujets de l'Etat où il s'agit de signifier l'exploit et les Français établis dans cet Etat (V. *supra*, n° 153 et suiv.).

**165.** Comme on l'a exposé au *Rép.* n° 484, en cas de défaut de transmission de la copie de l'exploit au ministre (ou, depuis 1882, à l'autorité désignée par une convention diplomatique), il n'y avait pas nullité de la signification. La cour de cassation s'était déjà prononcée en ce sens et, depuis, elle a de nouveau jugé que la notification d'un exploit destiné à une personne établie à l'étranger est valable quand elle a été régulièrement faite au parquet, alors même que le procureur de la République négligerait de transmettre la copie par la voie diplomatique. Il en est ainsi, spécialement, au cas de signification d'un jugement par la partie gagnante; et le délai d'appel court, en conséquence, à partir de cette notification, contre la personne établie à l'étranger, nonobstant le défaut de transmission à cette personne de la copie signifiée (Paris, 21 févr. 1885, aff. Helstein, D. P. 86. 2. 93, et, sur pourvoi, Req. 12 mai 1886, aff. Helstein, D. P. 86. 1. 325. — V. en ce sens Bioche, v° *Exploit*, n° 305; Boitard et Glasson, t. 1, n° 185; Rousseau et Laisney, v° *Exploit*, n° 427; Dutruc, v° *Exploit*, n° 202; Glasson, note sur l'arrêt précité du 21 févr. 1885, D. P. 86. 2. 93. — *Contrà*, Bonfils, p. 422). Le pourvoi rejeté par l'arrêt précité s'appuyait sur deux arrêts rendus par la chambre des requêtes les 3 janv. 1865, aff. Giraud, et 5 févr. 1868, aff. Mahmoud-ben-Ayad, D. P. 69. 1. 286), à propos d'exploits signifiés dans les *Echelles du Levant*; d'après ces arrêts, lorsque le chancelier du consulat, chargé de faire la signification d'un acte d'appel, n'a pas accompli cette formalité en temps utile, la nullité de cet acte est encourue. Mais cette solution s'explique par les règles spéciales en vigueur dans les *Echelles du Levant*, d'après lesquelles le chancelier du consulat a mission légale de représenter l'appelant, en ce qui concerne la notification à opérer (V. *supra*, v° *Echelles du Levant*, n° 51 et suiv.), et il n'y a aucun argument à en tirer pour la solution de la question qui nous occupe (V. la note sur l'arrêt du 12 mai 1886, D. P. 86. 1. 325).

**166.** Mais la partie qui a perdu le procès, et qui se trouve ainsi déchu du droit d'interjeter appel, pourra-t-elle au moins, en pareil cas, se retourner contre l'officier du ministère public coupable de négligence et agir contre lui en dommages-intérêts par application de l'art. 1382 c. civ. ? « La négative, répond justement M. Glasson, dans la note précitée, D. P. 86. 2. 93) ne nous semble pas douteuse. On reprocherait, en pareil cas, au procureur de la République d'avoir manqué à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions. Dès lors, une semblable action ne pourrait être intentée que sous la forme d'une prise à partie. Mais on sait que les particuliers n'ont le droit de recourir à ce moyen que dans les cas spécialement déterminés par la loi (c. proc. civ. art. 505). Or, aucune disposition de loi n'autorise la prise à partie, ni directement, ni même indirectement, en déclarant le ministère public responsable à peine de dommages-intérêts. Il y a évidemment là une lacune regrettable dans la loi. »

**167.** Il est intéressant de rapprocher de ces décisions un arrêt de la cour de Lyon, qui a fait application de l'art. 141 c. proc. civ. ital., aux termes duquel le défendeur domicilié hors de l'Italie doit être assigné par les trois moyens de l'affichage à la porte du prétoire, de l'insertion au journal des annonces judiciaires et de la remise d'une copie au ministère public (V. *supra*, n° 9). Cette cour s'appuyant, entre autres motifs, sur ce que « la jurisprudence italienne paraît unanime pour considérer en pareil cas le ministère public comme le mandataire légal du défendeur, et non pas du demandeur », a décidé qu'en Italie la signification d'un exploit faite à un étranger dans les formes légales et au domicile du procureur du roi est valable, bien que ce magistrat n'ait pas transmis en temps utile la copie de cet exploit à la personne à laquelle elle était destinée (Lyon, 25 févr. 1882, aff. Pelusso, D. P. 82. 2. 228).

**168.** La mention de la remise de la copie au parquet doit, à peine de nullité, être mentionnée dans l'exploit. Cela a été jugé, spécialement, pour l'acte d'appel (Paris, 13 janv. 1887, aff. Roy, Taylor et Wilson, D. P. 87. 2. 188). On a vu *supra*, n° 148, que la cour de cassation admet qu'au contraire, la

mention de l'affichage prescrit par l'art. 69, § 8, au cas de signification à une personne dont le domicile est inconnu, n'est pas prescrite à peine de nullité.

#### SECT. 1. — VISA DE L'ORIGINAL PAR LES FONCTIONNAIRES AUXQUELS LES COPIES SONT REMISES (*Rép.* n° 489 à 502).

**169.** On a indiqué au *Rép.* n° 489 et suiv., les divers cas dans lesquels la formalité du visa est prescrite par la loi. D'une part, le maire de la commune à qui la copie d'un exploit est laissée à défaut de la partie, de ses parents, serviteurs et voisins, doit viser l'original (art. 68 c. proc. civ.). D'autre part, dans les cas énoncés aux cinq premiers paragraphes de l'art. 69 « l'original sera visé par le fonctionnaire à qui la copie est laissée, et en cas d'absence ou de refus, soit par le juge de paix, soit par le ministère public près le tribunal de première instance. Enfin le même art. 69, § 8 et 9, exige le visa du ministère public, au cas d'assignation à des personnes sans domicile connu ou domiciliées hors de la France continentale. Le visa est prescrit à peine de nullité (art. 70) (V. *Rép.* n° 492).

**170.** Il y a lieu de rappeler aussi les dispositions de l'art. 1039 c. proc. civ. aux termes duquel « toutes significations faites à des personnes publiques préposées pour les recevoir seront visées par elles sans frais sur l'original. » — En cas de refus, le visa sera donné par le ministère public près le tribunal de première instance de leur domicile. Les refusants pourront être condamnés, sur les conclusions du ministère public, à une amende qui ne pourra être moindre de 3 fr. ». — Quant au visa en matière de saisie immobilière, V. *infra*, *Vente publique d'immeubles*; — *Rép.* eod. v°, n° 39 et suiv.

**171.** Il a été dit au *Rép.* n° 490 que, d'après l'opinion générale et la jurisprudence, la nullité faite de visa, prononcée par l'art. 70, ne s'applique qu'aux actes d'ajournement ou d'appel, les seuls que concernent les art. 68 et 69; que, pour toutes autres significations, la seule sanction du défaut de visa est l'amende prononcée par l'art. 1039 (V. Rousseau et Laisney, n° 382, 383; Bonfils, p. 418; Garsonnet, p. 162). Il a été jugé, dans ce sens : 1° que le visa exigé à peine de nullité pour les exploits d'ajournement remis aux fonctionnaires publics n'est pas prescrit sous la même peine, lorsqu'il s'agit de constater la réception des actes de signification de jugement; qu'en conséquence, la signification d'un jugement au parquet du procureur de la République suffit pour faire courir les délais de l'appel, alors même que l'original de l'exploit n'est pas visé (Civ. rej. 11 mars 1879, aff. Lizosoin, D. P. 79. 1. 136); — 2° Que l'omission de la mention du visa sur la copie entraîne la nullité des exploits d'ajournement, mais non celle des significations de jugement (Civ. rej. 21 août 1882, aff. Cassagnade, D. P. 83. 1. 212).

**172.** On a signalé au *Rép.* n° 491 l'opinion d'après laquelle le refus du visa par les fonctionnaires publics ne les rend passibles de l'amende que lorsqu'il s'agit de notifications à eux faites comme personnes publiques, et non dans les cas où on leur remet des copies pour d'autres. — Il a été jugé, en sens contraire, que la mention que le visa exigé par l'art. 68 a été demandé n'est pas une preuve de son obtention, « puisqu'il peut être refusé et que la loi attache une peine d'amende à un pareil refus » (Limoges, 19 juill. 1862, aff. Pédecoig, D. P. 62. 5. 148 et, sur pourvoi, Req. 21 juill. 1863, D. P. 63. 1. 425; Chambéry, 1<sup>er</sup> mai 1868, aff. Périnet, D. P. 68. 2. 111. — V. en ce sens : Garsonnet, t. 2, p. 162; Boitard et Glasson, t. 2, p. 719).

**173.** Il a été décidé que « les notifications de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ne constituent pas des ajournements et, par suite, ne sont pas soumises à la formalité du visa » (Civ. cass. et rej. 28 juill. 1879, aff. Préfet de la Lozère, D. P. 80. 1. 84).

**174.** On a vu *supra*, n° 169, que l'exploit signifié à une commune doit être visé par le maire. — Il a été jugé que l'acte d'appel signifié à une section de commune en la personne du syndic nommé en vertu de l'art. 56 de la loi du 18 juill. 1837 (aujourd'hui remplacé par l'art. 128 de la loi du 5 avr. 1884) ne doit pas être visé par ce syndic « dont la mission est temporaire, et dont les droits comme les devoirs sont limités par la défense même des intérêts litigieux confiés à sa

garde » (Montpellier, 9 janv. 1872) (1). — D'autre part, il a été décidé, que le visa prescrit par l'art. 68 c. proc. civ. pour le cas où l'exploit est remis au maire, en l'absence de la partie, ne peut pas tenir lieu du visa qu'exige l'art. 69-5° c. proc. civ. à l'égard des exploits signifiés à des communes en la personne et au domicile du maire (Limoges, 3 mai 1887, aff. Commune de Chameyrat, D. P. 90. 2. 129).

175. Une communauté d'huissiers ne constituant pas un établissement public dans le sens de l'art. 69, n° 3, c. proc. civ., il n'est pas nécessaire, pour la régularité de la signification d'un arrêt d'admission à la compagnie des huissiers en la personne de son syndic, et de son assignation devant la chambre civile, que l'original soit visé par celui à qui copie de l'exploit est laissée (Civ. cass. 6 août 1878, aff. Enregistrement, D. P. 79. 1. 294).

176. Il a été jugé, antérieurement à la loi des 24-26 juin 1865 sur les associations syndicales, qu'un syndicat formé par arrêté préfectoral, pour le curage des rivières non navigables, doit être considéré comme un établissement public; que, dès lors, l'original de l'exploit d'appel interjeté contre le directeur du syndicat doit être signifié à sa personne et porter le visa prescrit par l'art. 69 c. proc. civ. en ce qui concerne les significations faites aux administrations et établissements publics (Dijon, 5 mars 1863, aff. de Lalogue, D. P. 63. 2. 46).

Mais, postérieurement à la loi de 1865, il a été décidé, que la formalité du visa n'est pas nécessaire à l'égard des exploits signifiés à une association syndicale libre constituée dans un intérêt privé (Nîmes, 22 avr. 1872, aff. Syndicat de Cabédan-Neuf, D. P. 73. 5. 249). — Dans ses motifs, cet arrêt semble admettre que la solution serait la même, s'il s'agissait d'une association syndicale autorisée. Et depuis, il a été, en effet, jugé qu'une association syndicale autorisée d'assainissement et de vidanges, constituée dans un intérêt collectif et territorial, mais privé, est un établissement d'utilité publique et non un établissement public; qu'elle ne fait point partie intégrante de l'Administration et ne s'y rattache pas d'une façon intime; que, dès lors, pour qu'un appel notifié à une association de ce genre soit valable, il n'est pas nécessaire que l'exploit soit visé par le directeur (Civ. cass. 1<sup>re</sup> déc. 1886, aff. Comp. française d'irrigation du canal des Alpes, D. P. 87. 1. 183). — Sur cette distinction entre les établissements d'utilité publique et les établissements publics, et sur la question controversée de savoir dans quelle catégorie on doit ranger les associations syndicales autorisées (V. *supra*, v° Associations syndicales, n° 124).

177. Quand il y a lieu au visa, c'est par le fonctionnaire qui reçoit la copie qu'il doit l'apposer; et il a été jugé qu'est nul l'exploit d'ajournement ou d'appel signifié à une commune, lorsque la copie a été remise à un conseiller municipal et l'original visé par le juge de paix au refus du conseiller (Civ. cass. 13 mai 1878, aff. Commune de Longefoy, D. P. 78. 1. 352).

178. Sur la forme du visa, il a été jugé que le visa que le maire doit apposer sur l'original d'un exploit dont copie lui est laissée en l'absence de la partie n'a besoin, ni d'être revêtu du sceau de la mairie, ni d'être écrit en entier par le maire, la signature de ce magistrat au bas d'une formule rédigée par l'huissier étant suffisante (Caen, 21 févr. 1853, aff. veuve Brisollier, D. P. 53. 2. 135).

SECT. 2. — MENTION, TANT SUR LA COPIE QUE SUR L'ORIGINAL, DE L'ACCOMPLISSEMENT DE LA FORMALITÉ (Rép. n° 503 à 507).

179. On a vu au Rép. n° 503 et suiv. que la jurisprudence, en général, décidait que la mention du visa sur la copie est prescrite à peine de nullité dans le cas prévu par l'art. 68

(remise au maire à défaut des voisins), mais non (par suite du silence de la loi et de l'art. 1030 c. proc. civ.) aux cas prévus par l'art. 69.

Le premier point paraît aujourd'hui hors de controverse. Il a été jugé que la copie d'un exploit de signification d'un jugement par défaut remise au maire, en l'absence de la partie, doit, à peine de nullité, contenir la mention du visa que ce magistrat a dû apposer sur l'original (Orléans, 5 août 1851, aff. Delongraye, D. P. 52. 2. 151; Limoges, 19 juill. 1862, aff. Pédecoig, D. P. 62. 5. 148 et sur pourvoi, Req. 21 juill. 1863, D. P. 63. 1. 425; Chambéry, 1<sup>er</sup> mai 1868, aff. Périnet, D. P. 68. 2. 111). — En ce qui touche le second point, M. Garsonnet, t. 2, p. 179, n'admet pas que la mention du visa soit exigée à peine de nullité dans les cas prévus par les cinq premiers paragraphes de l'art. 69, où « l'exploit est visé par la personne même à laquelle il s'adresse et qui n'a pas besoin qu'on l'avertisse d'un visa qu'elle a donné » (V. aussi M. Bonfils, p. 418, qui considère cependant la mention du visa comme plus sûre et plus régulière). La cour de cassation a jugé en ce sens que l'omission, dans la copie de la signification d'un jugement à une commune, de l'absence du maire et de l'adjoint n'est pas une cause de nullité, alors que l'original constate la remise de la copie au procureur de la République qui a visé l'original en l'absence du maire et de l'adjoint; « qu'en effet, l'art. 69, qui règle les formes des significations à faire aux communes n'exige pas, comme l'art. 68, que tout ce qui est mentionné par l'original soit énoncé dans la copie, et que la peine de nullité, prononcée par l'art. 70, ne peut être étendue par analogie d'un cas à un autre » (Civ. cass. 25 avr. 1876, aff. Commune de Vauchy, D. P. 77. 1. 30). — Il a été décidé, toutefois, que lorsqu'un maire reçoit en même temps la copie d'un exploit d'appel le concernant personnellement en sa qualité de maire, et la copie destinée à un autre intime non trouvé à son domicile, l'huissier doit faire constater sur son original l'accomplissement de cette double remise par un visa satisfaisant à la fois aux prescriptions de l'art. 68 et à celles de l'art. 69, que mention doit être faite sur chaque copie du visa obtenu en ce qui concerne chacune d'elles (Limoges, 3 mai 1887, aff. Commune de Chameyrat, D. P. 90. 2. 129).

#### CHAP. 4. — Formalités spéciales aux ajournements et aux actes d'appel (Rép. n° 508 à 641).

SECT. 1. — INDICATION DE L'OBJET DE LA DEMANDE ET EXPOSÉ SOMMAIRE DES MOYENS OU LIBELLÉ (Rép. n° 510 à 524).

180. En ce qui concerne l'obligation d'indiquer l'objet de la demande (Rép. n° 513), il a été jugé : 1° que la demande et les moyens à l'appui sont suffisamment indiqués dans un exploit portant que la compagnie de chemin de fer assignée devra être tenue de restituer toutes les marchandises qu'elle a reçues pour le compte du demandeur, et dont la valeur s'y trouve indiquée, avec offre de justifier cette réclamation par la présentation des récépissés constatant la remise desdites marchandises (Req. 10 juin 1876, aff. Chemin de fer de Paris à Orléans, D. P. 77. 1. 134-135); — 2° Qu'alors même que l'exploit d'ajournement n'a visé que les art. 446 et 447 c. com., le demandeur peut relever dans ses conclusions la nullité prévue par l'art. 1167 c. civ., si cet exploit est libellé en termes généraux et se fonde sur des circonstances de fait de nature à justifier l'application de ce dernier article (Lyon, 15 déc. 1881, aff. Faillite Delolme, D. P. 82. 2. 134). — Mais d'autre part il a été décidé : 1° qu'est nul l'exploit d'ajournement dans lequel l'objet de la demande et les moyens à l'appui ne sont pas formulés

(1) (Commune de Vieussan C. Allengry). — La cour; — Sur la nullité de l'appel : — Attendu que les nullités sont de droit étroit, et qu'aux termes de l'art. 1030 c. proc. civ., aucun exploit ou acte de procédure ne peut être déclaré nul qu'autant que la nullité en a été formellement prononcée par la loi; — Attendu que l'art. 69 dont on demande l'application n'est point relatif aux sections de commune; — Attendu que le syndic qui représente la section de Mézeilles ne peut être assimilé au directeur permanent d'un établissement public, sa mission est temporaire, et ses droits, comme ses devoirs, sont limités par la défense même des intérêts litigieux confiés à sa

vigilance; — Attendu que l'art. 1039 c. proc. civ., dont on veut également se prévaloir, exige, il est vrai, que les significations faites à des personnes publiques, préparées pour les recevoir, soient visées par elles sur l'original; mais s'il ne dit pas qu'à défaut de visa ces significations seront nulles, il est donc, au point de vue qui nous occupe, sans résultat, il est même sans application; car il ne s'agit point dans la cause d'une signification d'acte de procédure, mais bien d'un exploit d'appel, qui doit être formalisé selon les règles des exploits d'ajournement.

Du 9 janv. 1872.-C. de Montpellier.-MM. Sigaudy, 1<sup>er</sup> pr.-Herail, subst.-Agniel et Lisbonne, av.

en termes assez précis pour que le défendeur puisse contrôler l'exactitude de la réclamation et en vérifier la portée (Dijon, 3 févr. 1870, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 71. 2. 163); — 2° Que l'exploit d'assignation dans lequel l'huissier se borne à énoncer qu'il s'agit d'un acte de dépaissance accompli dernièrement est nul, comme n'indiquant pas suffisamment l'objet de la demande (Req. 15 juill. 1879, aff. Jacob, D. P. 80. 1. 198); — 3° Qu'un exploit d'ajournement qui se borne à conclure au rétablissement d'un cours d'eau dans son état primitif, sans indiquer en quoi cet état a été modifié, ni quelles sont les indues entreprises reprochées au défendeur, et sans préciser les titres et règlements dont le demandeur réclame l'application, non plus que les droits qui en résultent pour ce dernier, est nul comme ne formulant pas suffisamment l'objet de la demande et les moyens à l'appui; et que cette nullité peut être couverte par la précision donnée à la demande dans des conclusions prises en appel (Orléans, 5 juill. 1872, aff. de la Fremaye et Brault, D. P. 73. 2. 12).

181. Il est constant que l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens peuvent être contenus dans des actes autres que l'exploit d'ajournement (Rép. n° 520). Mais il est alors indispensable que la copie de ces actes soit donnée en tête de l'exploit; il ne suffirait pas qu'ils y fussent simplement mentionnés. — Jugé en ce sens : 1° qu'en admettant qu'il puisse être suppléé à l'insuffisance du libellé de l'exploit au moyen d'énonciations contenues dans d'autres actes, ce n'est qu'autant que ces actes peuvent être considérés comme faisant corps avec l'exploit; qu'il importe peu, en conséquence, que les prétentions du demandeur aient été présentées dans une correspondance antérieure, qui n'est ni copiée en tête de l'exploit d'ajournement, ni même mentionnée dans son texte (Dijon, 3 févr. 1870, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 71. 2. 163); — 2° Qu'est nul l'exploit d'ajournement qui, pour l'énonciation de l'objet de la demande et des moyens, se réfère à l'exploit de citation en conciliation, alors que le procès-verbal de non-conciliation, dont copie est donnée en tête de l'exploit, ne contient à cet égard aucune énonciation et cela bien que le défendeur ait comparu devant le juge de paix sur la citation en conciliation (Civ. rej. 12 juill. 1870, aff. Blanchet, D. P. 71. 1. 94).

182. Il a été dit au Rép. n° 521 que l'acte d'appel ne doit pas nécessairement contenir soit l'indication de la demande, soit l'exposé des moyens et griefs de l'appellant (V. sur ce point *supra*, v° Appel civil, n° 150). Il a été encore jugé que, bien que l'acte d'appel soit, en principe, soumis aux mentions prescrites par l'art. 61 c. proc. civ. pour l'exploit d'ajournement, cependant il n'est pas nécessaire qu'il contienne l'indication des moyens de la demande, ceux-ci étant déjà connus de l'intimé par les conclusions de première instance; en conséquence, est valable l'acte d'appel contenant la simple formule « par les griefs qui seront déduits devant les juges d'appel » (Bourges, 14 mai 1887, aff. Trotter, D. P. 89. 2. 136).

183. Mais l'acte d'appel doit désigner clairement la décision attaquée (Rép. n° 523. V. *supra*, v° Appel civil, n° 147 et suiv.). Dans le sens des décisions rapportées *loc. cit.*, il a été jugé depuis : 1° que l'acte d'appel portant que ce recours est dirigé contre certains jugements intervenus dans une instance déterminée et dont il indique la date, ainsi que contre les jugements antérieurs rendus entre les mêmes parties, pour les mêmes causes et aux mêmes fins, sans autre désignation, est valable si les motifs qu'il renferme ne permettent pas à l'intimé de se méprendre sur les décisions auxquelles s'applique l'appel, et doivent, par exemple, lui faire reconnaître que ces décisions sont toutes celles qui ont été rendues dans l'instance dont il s'agit (Nîmes, 31 déc. 1879, aff. Charbonnier, D. P. 80. 2. 246); — 2° Que l'omission de la date du jugement dont est appel et de l'indication du tribunal qui a rendu ce jugement n'est point une cause de nullité de l'acte d'appel, lorsque les diverses énonciations portées dans la copie, et notamment la mention exacte des condamnations prononcées, ne peuvent laisser à l'intimé aucun doute à cet égard (Dijon, 7 mars 1865, aff. Compagnie la Confiance, D. P. 65. 2. 131).

184. D'autre part, il a été jugé : 1° que l'acte d'appel doit indiquer d'une manière précise le jugement attaqué; en

conséquence, cet acte est nul si, ceux jugements ayant été rendus le même jour, par le même tribunal, entre les mêmes parties, il se borne à indiquer la date du jugement frappé d'appel, de sorte qu'il est impossible de savoir quel est celui des deux jugements que l'appellant a voulu attaquer (Orléans, 9 janv. 1889, aff. Bignon, D. P. 90. 2. 168; Bordeaux, 25 avr. 1890, aff. Roux, D. P. 90. 2. 202); — 2° Qu'il importe peu que, de ces deux jugements, l'un soit interlocutoire et l'autre définitif, le premier étant susceptible d'appel aussi bien que le second, et l'appellant ayant intérêt à attaquer l'un et l'autre (Arrêt précité du 25 avr. 1890); — 3° Enfin que la nullité dont il s'agit ne saurait être réparée par des conclusions indiquant nettement la décision attaquée, si ces conclusions ont été signifiées à avoué, et après l'expiration des délais d'appel (Arrêt précité du 9 janv. 1889).

185. Sur la question de savoir quand on peut interjeter appel par un seul exploit de deux jugements distincts, aux arrêts cités *supra*, v° Appel civil, n° 149, *add.*: Colmar, 5 juin 1862, aff. Syndic Mariotte, et 29 juill. 1863, aff. Schneider, D. P. 63. 2. 137.

#### SECT. 2. — INDICATION DU TRIBUNAL QUI DOIT PRONONCER SUR LA DEMANDE (Rép. n° 525 à 532).

186. D'après une jurisprudence constante, si l'indication du tribunal qui doit connaître de la demande est prescrite à peine de nullité, l'erreur dans cette énonciation peut être utilement rectifiée par les autres énonciations de l'exploit (V. Rép. n° 525 et suiv.). Il a été de nouveau jugé, en ce sens : 1° qu'un acte d'ajournement n'est pas nul par cela seul que le tribunal civil y a été désigné par erreur au lieu du tribunal de commerce, alors que l'erreur se rectifie naturellement par les autres énonciations de l'acte, que, par exemple, un mandataire y est nommé plutôt qu'un avoué constitué pour représenter le demandeur, que le défendeur y est assigné à jour fixe plutôt qu'à huitaine franche, que le tribunal civil, qui du reste ne serait compétent à aucun point de vue, ne tient pas d'audience ce jour-là;... et alors, d'ailleurs, que le défendeur l'a ainsi compris en ne constituant pas avoué et en se présentant au jour indiqué devant le tribunal de commerce (Poitiers, 12 févr. 1861, aff. Chemins de fer d'Orléans, D. P. 61. 2. 59); — 2° Qu'à l'inverse, un exploit d'ajournement n'est pas nul, parce que le tribunal de commerce y a été désigné par erreur, alors qu'il a été donné en tête dudit exploit copie de la requête demandant l'autorisation d'assigner à trois jours francs devant le tribunal civil et de l'ordonnance du président donnant ladite autorisation (Aix, 14 déc. 1870, aff. Sève, D. P. 71. 5. 179); — 3° Que, dans le cas où l'exploit a pour objet la signification d'un jugement de défaut profit joint et la réassignation de la partie défaillante, l'erreur commise dans l'indication du tribunal est rectifiée par les énonciations de l'exploit lui-même, puisqu'il contient en tête la copie du jugement de défaut, lequel indique exactement par quel tribunal il a été rendu (Req. 20 juin 1882, aff. Bazan, D. P. 85. 5. 237).

187. Pour l'application de cette règle à l'acte d'appel, V. Rép. n° 532 et suiv., et *supra*, v° Appel civil, n° 151.

#### SECT. 3. — INDICATION DU DÉLAI POUR COMPARAÎTRE (Rép. n° 533 à 588).

188. De même qu'au Rép. n° 535, nous renvoyons *supra*, v° Délai, n° 7 et suiv., 37 et suiv. pour ce qui a trait au mode de supputation des délais, et aux déchéances résultant de leur expiration. Mais c'est ici, comme on l'a annoncé *supra*, v° Délai, n° 1, que nous parlerons des modifications apportées en 1862 aux délais d'assignation à l'étranger.

#### ART. 1<sup>er</sup>. — Comment l'exploit doit indiquer pour le délai ordinaire de l'ajournement le jour de la comparution (Rép. n° 536 à 543).

189. On a dit au Rép. n° 536 et suiv. que l'ancienne controverse sur le point de savoir si l'assignation donnée dans les délais de la loi, sans autre désignation du jour était valable, est définitivement tranchée dans le sens de l'affirmative (V. cependant, dans le sens d'une exigence plus

rigoureuse de l'énonciation du délai : Garsonnet, t. 2, p. 249, n° 722; Bonfils, p. 402; Boitard, n° 157. — *Contrà* : Glasson, sur Boitard, *ibid.*, note 1; mais que la jurisprudence n'admet pas facilement d'autres équivalents à l'énonciation du délai de huitaine franche (*Rép.* n° 541 et suiv.).

**ART. 2. — Le délai supplémentaire à raison des distances doit-il être indiqué? — De quelle manière? — Signification à personne; — Domicile élu; — Domicile hors la France continentale** (*Rép.* n° 544 à 563).

**190.** Lorsqu'il y a lieu à l'augmentation du délai en raison des distances, on a dit au *Rép.* n° 544 et suiv. qu'il y a controverse sur le point de savoir si cette augmentation doit être exprimée dans l'exploit. Dans une première opinion, sans exiger cependant que le calcul du délai soit fait dans l'assignation, on exige à peine de nullité que cet acte fasse mention du bénéfice de l'augmentation. C'est ainsi qu'il a été jugé : 1° que l'ajournement contenant assignation à comparaître à huitaine franche, est nul s'il y a lieu à augmentation du délai à raison des distances (Pau, 10 janv. 1872) (1); — 2° Que, dans un acte d'appel contenant assignation à comparaître, il faut, à peine de nullité de l'exploit, faire mention des délais supplémentaires accordés à raison des distances; mais qu'il suffit que cette mention soit faite en termes généraux, tels que ceux-ci : « le quinzième jour après cet exploit, jours suivants et utiles, si besoin est » (Toulouse, 31 mai 1849, aff. Comp. d'Assurances générales, D. P. 52. 2. 76). — Au contraire, et dans le sens des arrêts cités au *Rép.* n° 547, qui semble définitivement prévaloir, il a été jugé : 1° que l'indication précise des délais supplémentaires accordés à raison des distances n'est point exigée à peine de nullité de l'exploit; dès lors, est suffisante, dans un cas d'appel contenant assignation à comparaître, la mention de ces délais faite en termes généraux, tels que ceux-ci : « à huitaine franche, suivant la loi » (Bourges, 5 janv. 1850, aff. Alleli, D. P. 52. 2. 38); — 2° Que, même au cas où l'assigné a droit à un délai supplémentaire à raison de la distance, le délai pour comparaître est suffisamment indiqué dans un exploit d'appel par cette seule formule dans le délai de la loi, encore bien qu'il serait ajouté qui est de huitaine franche (Bordeaux, 14 juin 1850, aff. Ronaluges, D. P. 53. 2. 97); — 3° Que, lorsqu'il y a lieu à l'augmentation en raison des distances, est régulier l'exploit d'appel contenant assignation « à huitaine franche » (Aix, 23 mai 1870, aff. demoiselle Bringuier, D. P. 71. 2. 216; Paris, 30 août 1860, aff. Huré, *suprà*, v° Appel civil, n° 152).

**191.** Sur les innovations consacrées par la loi du 3 mai 1862, en ce qui concerne les délais de distance, V. *suprà*, v° Délai, n° 42 et suiv. — La question de savoir si les fractions de trois myriamètres doivent entraîner l'augmentation d'un jour (*Rép.* n° 550) a été tranchée par le nouvel art. 1033, ainsi qu'on l'a vu *suprà*, v° Délai, n° 53.

**192.** — *Signification à personne* (V. *Rép.* n° 552 et suiv.; et

*suprà*, v° Délai, n° 50). — *Election de domicile* (v° *Rép.* n° 554, et *suprà*, v° Délai, n° 46).

**193.** — *Domicile hors la France continentale* (*Rép.* n° 555 et suiv.). — L'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1862 a modifié l'art. 73 c. proc. civ., en diminuant de beaucoup les anciens délais. Voici le nouveau texte : « Si celui qui est assigné demeure hors de la France continentale, le délai sera : 1° pour ceux qui demeurent en Corse, en Algérie, dans les Iles Britanniques, en Italie, dans le royaume des Pays-Bas et dans les États ou Confédérations limitrophes de la France, d'un mois; — 2° Pour ceux qui demeurent dans les autres États, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et de celui de la mer Noire, de deux mois; — 3° Pour ceux qui demeurent hors l'Europe, en deçà des détroits de Malacca et de la Sonde, et en deçà du cap Horn, de cinq mois; — 4° Pour ceux qui demeurent au delà des détroits de Malacca et de la Sonde et au delà du cap Horn, de huit mois. Les délais ci-dessus seront doublés pour les pays d'outre-mer, en cas de guerre maritime ».

**194.** Comme on l'a dit au *Rép.* n° 558, les délais de l'art. 73 ne sont pas susceptibles d'une nouvelle augmentation à raison des distances. Aux arrêts cités, *addé* : Toulouse, 29 nov. 1861, aff. Bordes, D. P. 62. 2. 15, et Motifs, Pau, 19 févr. 1873) (2).

**195.** Mais il a été jugé qu'un exploit signifié par la voie du parquet à une personne établie à l'étranger, qui porte la mention d'un délai supplémentaire à raison des distances « si besoin est » après l'expression « dans les délais de la loi », est valable (Pau, 19 févr. 1873, *suprà*, n° 194).

**ART. 3. — Indication d'un délai soit plus court, soit plus long que celui prescrit par la loi, ou qui tombe un jour férié** (*Rép.* n° 564 à 575).

**196.** On discute encore aujourd'hui sur le point de savoir s'il y a nullité, lorsqu'un ajournement ou un acte d'appel contient l'indication d'un délai inférieur à celui de la loi (V. dans le sens de la validité d'un tel exploit *Rép.* n° 566; Garsonnet, t. 2, p. 269; Bonfils, p. 407; Boitard et Glasson, p. 190, n° 189). Il a été jugé, au contraire, et par un retour à la jurisprudence rigoureuse citée au *Rép.* n° 505, que l'acte d'appel qui indique à l'intimé pour sa comparution un délai différent de celui de la loi, et d'une durée inférieure, est nul (Chambéry, 19 juill. 1887, aff. Decheverens, D. P. 88. 2. 89). Il a, d'ailleurs, été décidé que l'indication, dans un exploit d'assignation, d'un double délai de comparution, l'un avec augmentation à raison des distances, conformément à la loi, l'autre sans augmentation, au choix du défendeur, ne vicie pas cet exploit, et que, dès lors, si le défendeur n'a comparu ni à l'un ni à l'autre de ces délais, le jugement par défaut, rendu à l'expiration du délai légal, c'est-à-dire du délai le plus long, est valable; qu'il n'importe que ce jugement ait été rendu après un précédent jugement par défaut intervenu à l'expiration du délai abrégé, et réservant le profit du défaut, cette première décision n'étant en réalité qu'un juge-

délai toujours fixe imparti par l'art. 73, ou de tout autre délai; qu'il suffit que l'assigné ait été, par le seul rapprochement de l'exploit et du texte de la loi, mis en mesure de connaître le jour fixé pour sa comparution; or, attendu que, dans l'espèce, l'ajournement a été donné à Justin Fréchon « demeurant et établi à Buenos-Ayres », et que la copie a été laissée au parquet « en conformité du neuvième paragraphe de l'art. 69 »; que Justin Fréchon n'a pu ignorer, par conséquent, qu'il était assigné à comparaître dans le délai fixé par l'art. 73; que l'addition surabondante d'une augmentation de délai à raison de la distance « s'il en est besoin », est-il dit dans l'exploit, ne saurait vicier l'ajournement régulièrement donné dans le délai de la loi; que la controverse, si peu soutenable qu'elle fût, qui a existé sur la question de savoir si la disposition générale de l'art. 1033 s'appliquait au cas de l'art. 73 comme au cas de l'art. 72, explique suffisamment cette addition faite en cas de besoin et dont l'effet n'a pu être, dans ces termes et dans les circonstances ci-dessus relevées, d'induire l'assigné en erreur sur le délai auquel il était ajourné, lui faire croire, par exemple, qu'il était assigné au délai fixé par l'art. 72; — Que l'exploit d'appel est donc valable.

Par ces motifs, etc.

Du 19 févr. 1873. — C. de Pau, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Daguilhon, 1<sup>er</sup> pr. — Lespinasse, 1<sup>er</sup> av. gén. — Forest et Soulié, av.

(1) (Darricau C. Belin.). — LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 61 c. proc. civ., tout exploit d'ajournement doit contenir l'indication du délai pour comparaître, à peine de nullité; — Que, d'après l'art. 72, ce délai est de huitaine; que d'après l'art. 1033, ce délai de huitaine est franc, et que, de plus, il doit être augmenté d'un jour à raison de cinq myriamètres de distance; — Qu'assigné à huitaine franche, sans autre indication, c'est donc omettre le délai qui est spécialement accordé à raison de la distance et contrevenir aux prescriptions édictées, à peine de nullité, par l'art. 61 précité; — Que la nullité de l'exploit entraîne celle de l'appel; — Par ces motifs, etc.

Du 10 janv. 1872. — C. de Pau. — MM. Daguilhon, 1<sup>er</sup> pr. — Lespinasse, 1<sup>er</sup> av. gén. — Forest et Cassou, av.

(2) (Dumont C. Héritiers Fréchon.). — LA COUR; — Sur la validité de l'opposition à l'arrêt de défaut du 22 mai 1872: — Attendu que cette opposition est recevable en la forme et qu'il y a lieu de l'examiner au fond; — Attendu qu'il est de jurisprudence aujourd'hui constante que l'ajournement à comparaître dans le délai de la loi satisfait aux prescriptions de l'art. 61, n° 4, c. proc. civ.; qu'il importe peu, dès lors, qu'il s'agisse du délai imparti par l'art. 72 du même code ou de ce délai augmenté à raison de la distance, ou du

ment de remise ne pouvant faire aucun grief au défendeur (Civ. rej. 21 févr. 1860, aff. Chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Dusseldorf, D. P. 60. 1. 436).

**197.** Quand le délai indiqué est plus long que celui de la loi (Rép. n° 570), la jurisprudence semble fixée en ce sens que l'exploit n'en est pas moins valable, sans que le défendeur soit obligé d'attendre au delà du délai légal pour poursuivre lui-même le jugement (Rép. n° 571), mais aussi sans que le demandeur puisse prendre défaut avant l'expiration du délai par lui imparti (Rép. n° 573). — Il a été jugé que l'acte d'appel adressé à une partie demeurant dans un État limitrophe de la France n'est pas nul à raison de ce qu'il assigne à comparaître, non pas au délai fixe d'un mois, mais « au délai de huitaine franche, augmenté de celui des distances », si ces dernières expressions, en quelque sens qu'on les entende, entraînent un délai plus long que celui auquel avait droit l'intimé (Req. 28 déc. 1875, aff. Dilcht, D. P. 76. 1. 63-64).

**198.** Sur le délai dont le dernier jour est un *jour férié*, V. Rép. n° 574 et suiv. et v° *Jour férié*; V. aussi *suprà*, v° *Délai*, n° 23 et suiv.

**199.** Il a été jugé qu'une assignation donnée devant le tribunal de commerce pour un jour où ce tribunal ne tient pas audience est valable et interrompt la prescription, mais qu'il ne peut être pris défaut contre le défendeur à une audience ultérieure qu'autant qu'il y a été assigné à nouveau (Civ. cass. 6 déc. 1876, aff. Huet, D. P. 77. 1. 55). Décidé, dans le même sens, que, lorsqu'il y a lieu au délai à raison des distances, on doit considérer comme régulier l'ajournement donné à comparaître dans le délai de huitaine, augmenté à raison des distances, bien que ce délai expire pendant les vacances (Orléans, 1<sup>er</sup> juin 1853, aff. Berthault, D. P. 54. 5. 339). — Enfin il a été jugé que l'appel d'une cause à une audience autre que celle énoncée dans l'assignation n'est pas une cause de nullité du jugement même rendu par défaut, après un nouvel appel à l'audience indiquée, et remise de l'affaire à l'audience où ce jugement a été prononcé (Civ. rej. 10 mai 1865, aff. Pierret et Baron, D. P. 65. 1. 275).

#### ART. 4. — De l'assignation à bref délai (Rép. n° 576 à 588).

**200.** Cette matière est exposée d'une façon complète au Rép. n° 576 et suiv. — V. aussi *suprà*, v° *Délai*, n° 54 et suiv.; Rép. eod. v°, n° 102 et suiv. — Il a été jugé, depuis la publication du Répertoire, que, la loi n'exigeant pas, à peine de nullité, qu'il soit donné copie de l'ordonnance du président du tribunal autorisant le demandeur à assigner le défendeur à bref délai, il suffit que l'exploit d'ajournement fasse connaître au défendeur l'existence de cette ordonnance, pour justifier et expliquer le délai de l'assignation; qu'en conséquence, est valable l'exploit d'ajournement qui mentionne expressément ladite ordonnance, surtout si la copie de cet exploit était précédée de celle de la requête et de l'ordonnance; et qu'il n'importe que cette copie renferme des omissions, telle que celle de la mention de la signature du président, du moment que, jointe aux indications de l'exploit, elle est suffisante pour faire connaître au défendeur l'existence de l'ordonnance autorisant à l'assigner à bref délai (Req. 19 juin 1888, aff. Guégan, D. P. 88. 1. 449).

#### SECT. 4. — DÉSIGNATION DE L'HÉRITAGE S'IL S'AGIT D'UNE MATIÈRE RÉELLE OU MIXTE PAR SES TENANTS ET ABOUTISSANTS (Rép. n° 589 à 599).

**201.** S'il s'agit d'une matière réelle ou mixte, l'héritage litigieux doit être désigné par ses tenants et aboutissants. — Sur la question de savoir si l'omission de cette désignation peut être réparée par un acte postérieur, V. Rép. n° 590, et sur celle de savoir quels sont les caractères des matières réelles ou mixtes, V. *ibid.*, n° 591 et suiv., et v° *Action*, Rép. n° 111 et suiv., 130 et suiv., et *suprà*, eod. v°, n° 10 et suiv., 14 et suiv.

**202.** L'art. 64 c. proc. civ. exige deux choses : 1° la mention de la commune ou de la partie de commune où se trouve situé l'héritage litigieux; — 2° La mention de *deux* au moins des *tenants et aboutissants* de cet héritage. Malgré la précision du texte, la jurisprudence a constamment admis que la forma-

lité dont il s'agit pouvait être suppléée par des équivalents dans l'acte lui-même, ou même des énonciations d'autres actes (Rép. n° 595 et suiv.). Il a été de nouveau jugé : 1° que l'exploit d'ajournement, en matière réelle, satisfait aux prescriptions de la loi, lorsqu'il résulte des énonciations contenues dans les actes dont copie a été donnée en tête dudit exploit que les défendeurs ont été mis à même de connaître exactement les parcelles à raison desquelles ils étaient assignés (Civ. cass. 27 janv. 1868, aff. Favart, D. P. 68. 1. 200); — 2° Que l'exploit d'ajournement dans lequel l'immeuble, objet du litige, est suffisamment désigné pour que le défendeur ne puisse être induit en erreur, notamment, par sa situation dans la commune et par le nom de celui qui l'exploite, remplit les conditions prescrites par la loi et ne saurait être annulé (Req. 20 mars 1888, aff. Le Bagousse, D. P. 89. 1. 277). Mais l'exploit d'ajournement, en matière réelle, qui ne contient pas la désignation des tenants et des aboutissants des immeubles litigieux, est nul, lorsqu'on ne trouve ni dans cet exploit, ni dans les autres pièces signifiées au procès, aucun équipollent de nature à établir que la partie assignée avait une connaissance exacte des immeubles auxquels s'appliquait la demande; cette preuve ne peut être cherchée en dehors des actes de la procédure (Req. 2 mars 1863, aff. Boucaud, D. P. 63. 1. 291).

#### SECT. 5. — INSERTION DANS L'EXPLOIT DE COPIE DU PROCÈS-VERBAL DE NON-CONCILIATION ET DE COPIE DES PIÈCES SUR LESQUELLES SE FONDE LA DEMANDE (Rép. n° 600 à 614).

**203.** On a exposé au Rép. n° 601 que l'art. 65 c. proc. civ. exige qu'il soit donné, avec l'exploit copie du procès-verbal de non-conciliation, ou copie de la mention de non-comparution, à peine de nullité; mais, si la jurisprudence citée au Répertoire se montre à cet égard rigoureuse en ce qui concerne le procès-verbal de non-conciliation, il a depuis été jugé que la formalité prescrite par l'art. 65 c. proc. civ. pour le cas de non-comparution de l'une des parties en conciliation est suffisamment remplie, lorsque l'ajournement constate que le défendeur « n'a pas comparu, ainsi qu'il résulte d'une mention de non-comparution mise en marge de la citation par le greffier de la justice paix »; il n'est pas nécessaire que l'exploit d'ajournement contienne une copie textuelle du procès-verbal (Civ. cass. 12 févr. 1889, aff. Durand, D. P. 89. 1. 422-423). Il est, d'ailleurs, à remarquer que c'est à tort que la cour, dans l'arrêt précité semble parler du procès-verbal; car il est simplement fait mention de la non-comparution sur le registre du greffe et sur la citation (art. 58 c. proc. civ.).

**204.** Il a été jugé que l'exploit d'ajournement signifié à la requête de plusieurs parties est valable, bien que le procès-verbal de non-conciliation joint à cet exploit ne constate pas expressément la non-comparution de l'un des demandeurs qui ne s'était pas présenté devant le juge de paix (Trib. civ. Confolens, 16 avr. 1886, aff. époux Tropaud, D. P. 87. 3. 128).

**205.** Comme on l'a dit *suprà*, n° 2, le projet de réforme du code de procédure civile supprimait la nécessité de donner copie des pièces : « La pratique, dit l'exposé des motifs, a démontré l'inutilité de cette copie. En fait, chacun des adversaires préfère garder, pour les produire au moment décisif, les pièces vraiment importantes qu'il peut avoir entre les mains; seules, les moins utiles sont immédiatement produites. »

#### SECT. 6. — CONSTITUTION D'AVOUÉ DE LA PART DU DEMANDEUR AVEC ÉLECTION DE DOMICILE CHEZ CET AVOUÉ (Rép. n° 615 à 641).

**206.** Le demandeur doit, d'après l'art. 61, § 1, c. proc. civ., constituer avoué par l'exploit d'ajournement. Le défendeur doit aussi constituer avoué (art. 73 c. proc. civ.) (V. Rép. n° 615, et v° *Avoué*, Rép. n° 149 et suiv., et *suprà*, eod. v°, n° 38 et suiv.). — Sur la nécessité de la constitution d'avoué dans l'acte d'appel, V. Rép. n° 619, et *suprà*, v° *Appel civil*, n° 142.

**207.** Le demandeur ou l'appelant peut-il constituer avoué seulement par acte postérieur à l'ajournement? On a dit au Rép. n° 621 et suiv. que cette question est controversée. Il



a été jugé depuis que la nullité de l'acte d'appel qui ne contient aucune constitution d'avoué peut être réparée par un acte postérieur (Aix, 27 juill. 1870, aff. Béchard, D. P. 72. 5. 224. V. en sens contraire Crépon *Traité de l'appel*, t. 2, n° 2575 et 2576).

208. Aucune forme sacramentelle n'est prescrite par l'art. 61 pour la constitution d'avoué. On admet donc des équivalents (*Rép.* n° 621 et suiv.). Il a été jugé que la constitution d'avoué, dans les exploits d'ajournement, n'est assujettie à aucune forme spéciale; qu'il suffit qu'elle résulte de l'acte lui-même, et non pas d'énonciations étrangères à cet acte; et que, spécialement, l'omission du nom de l'avoué en tête du libellé, à la place où s'inscrit d'ordinaire cette mention, n'entraîne pas la nullité d'un exploit, qui contient plus loin l'indication de l'avoué au profit duquel est requise la distraction des frais (Req. 5 juill. 1881, aff. Petitjean, D. P. 83. 1. 74).

209. La controverse n'a pas complètement cessé sur le point de savoir si, en particulier, l'élection de domicile chez un avoué ou en son étude peut remplacer la constitution (*Rép.* n° 624 et suiv.). Il est certain d'une part qu'aux termes de l'art. 61, la constitution d'avoué implique élection de domicile chez cet avoué. Si la réciproque n'est pas nécessairement vraie, elle est du moins très vraisemblable: en effet, on ne peut expliquer la disposition de l'art. 61, qui permet d'élire domicile autre part que chez l'avoué, et dire l'intérêt que pourrait avoir le plaideur à cette élection; d'où il suit qu'en pratique on peut affirmer que l'avoué chez qui on a élu domicile est celui qu'on a entendu constituer. Et il a encore été jugé en ce sens: 1° que la constitution d'avoué dans un exploit d'appel résulte suffisamment de l'élection du domicile chez cet avoué (Dijon, 16 janv. 1865, aff. Dame Chibert, D. P. 65. 2. 72); — 2° Que la constitution d'avoué, dans un exploit d'ajournement ou dans un exploit d'appel, n'est pas soumise à des termes sacramentels; qu'elle peut résulter de l'ensemble de cet exploit, et que, notamment, l'avoué chez lequel la partie a fait élection de domicile peut être considéré comme étant en même temps l'avoué constitué pour occuper dans l'instance (Caen 21 janv. 1867, aff. Bréard-Lalande, D. P. 68. 2. 109. V. en ce sens Rodière, t. 1, p. 193).

Mais la jurisprudence et la doctrine semblent incliner définitivement vers la solution contraire, par ce motif « que l'élection de domicile peut, d'après les dispositions mêmes dudit art. 61, avoir un autre objet que la création du mandat *ad litem* qui confère à l'avoué constitué des pouvoirs déterminés par la loi elle-même ». Aux arrêts cités *Rép.* n° 625, *Addé* en ce sens: Toulouse, 26 avr. 1856, aff. Mateille, D. P. 56. 2. 199; Nîmes, 3 janv. 1877, aff. Sabatier, D. P. 77. 2. 452; Civ. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1878, aff. Roudeille, D. P. 78. 1. 337). — V. dans le même sens: Boitard et Glasson, t. 1, p. 155, n° 152; Bonfils, p. 400, n° 707; Garsonnet, t. 2, p. 245; Crépon, p. 170, n° 2600. — V. aussi, sur cette controverse, le rapport de M. le conseiller Greffier, D. P. 78. 1. 337.

210. Mais la cour de cassation admet un tempérament important à cette doctrine rigoureuse. Elle a jugé, en effet, que la nullité résultant du défaut de constitution de l'avoué chez qui l'appelant a seulement élu domicile est couverte par la signification que l'avoué de l'intimé a faite de sa propre constitution à l'avoué chez lequel l'appelant s'était

borné à élire domicile, en le qualifiant d'avoué constitué pour l'appelant; et qu'il importe peu que l'acte de constitution ainsi notifié par l'avoué de l'intimé, contienne des réserves tant en la forme qu'au fond (Civ. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1878, aff. Roudeille, D. P. 78. 1. 337). — Il a été jugé, dans le même sens: 1° que la nullité de l'acte d'appel qui ne contient aucune constitution d'avoué est couverte par l'intimé qui prend des conclusions au fond et obtient par défaut un arrêt de confirmation (Aix, 27 juill. 1870, aff. Béchard, D. P. 72. 5. 224); — 2° Que la nullité de l'acte d'appel résultant du défaut de constitution d'avoué est couverte par la signification soit d'une constitution d'avoué, soit d'un à venir, faite par l'intimé à l'avoué de l'appelant, encore qu'elle renfermerait la réserve de demander la nullité de l'acte d'appel (Toulouse, 26 avr. 1856, aff. Mateille, D. P. 56. 2. 199); — 3° Qu'à supposer que l'acte d'appel qui contient seul l'élection de domicile chez l'avoué soit nul faute de constitution de l'avoué, la nullité est couverte par la signification d'une constitution d'avoué faite par l'intimé à l'avoué de l'appelant, encore qu'elle renfermerait les réserves générales usitées en pratique dans ces sortes d'actes (Chambéry, 2 avr. 1867, aff. Blanchin, D. P. 67. 2. 64. *Contrà*: Nîmes, 3 janv. 1877, aff. Sabatier, D. P. 77. 2. 452).

211. Sur les cas où il n'y a pas lieu à constitution d'avoué, V. *Rép.* n° 627 et suiv., et v° *Avoué*, *Rép.* n° 82, et *suprà*, eod. v°, n° 44.

212. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 630 et suiv., lorsque la personne constituée par erreur n'est pas revêtue de la qualité d'avoué, l'exploit est nul. Il a été jugé de nouveau en ce sens qu'est nul l'exploit d'appel dans lequel est constituée une personne dont le nom ne figure pas parmi ceux des avoués près la cour, ou n'exerce pas près le siège où l'affaire est pendante (Agen, 20 août 1872, aff. Barthe, D. P. 73. 5. 249. V. aussi *suprà*, v° *Appel civil*, n° 143).

213. Si l'avoué constitué par erreur n'exerce plus ses fonctions ou est décédé ou démissionnaire, on a dit au *Rép.* n° 634 et suiv. que la jurisprudence donnait à la question de savoir si l'exploit est nul des solutions d'espèces, tenant grand compte de la bonne foi du plaideur dont l'erreur est excusable. Il a encore été jugé qu'il n'y a point lieu d'annuler l'acte d'appel dans lequel a été constitué un avoué qui n'exerce plus ses fonctions, lorsque l'appelant a agi de bonne foi (Paris 10 août 1850, aff. Leduc, D. P. 52. 5. 255). — Mais c'est dans le sens de la nullité que la jurisprudence semble incliner de plus en plus. Ainsi il a été jugé: 1° que l'exploit d'appel dans lequel on constitue un avoué qui a cessé de postuler devant la cour est nul et que cette nullité ne saurait être couverte par la signification faite, après les délais d'appel, de la constitution d'un avoué en exercice au lieu et place du premier (Poitiers, 4 mars 1878, aff. Saint-Pé, D. P. 79. 2. 67). Cet arrêt ne s'explique pas sur la question de bonne foi; — 2° Que si l'avoué institué dans un acte d'appel est démissionnaire (en l'espèce, la charge était même éteinte depuis plus d'un an), l'acte est nul, sans que cette nullité puisse être couverte par la constitution ultérieure d'un avoué en exercice, signifiée d'ailleurs après l'expiration du délai d'appel (Nîmes, 21 févr. 1884) (1).

214. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 639 et suiv.; s'il est vrai qu'en principe l'exploit doit indiquer le nom de l'avoué

ces formalités irritantes figure la constitution de l'avoué qui occupera pour le demandeur; — Attendu que la constitution d'un avoué qui n'existe pas et dont l'office a été supprimé équivaut logiquement à l'absence de constitution; — Attendu que, s'il est possible d'admettre que cette nullité puisse être couverte par la désignation postérieure d'un avoué en exercice ayant le droit de postuler, la signification de la constitution de ce nouveau mandataire légal devait être faite avant l'expiration du délai de l'appel; — Attendu que M<sup>e</sup> Bonnet, avoué près la cour de Nîmes, ne s'est constitué que le 18 nov. 1884, c'est-à-dire près de quatre mois après l'appel; — Attendu, par suite, que l'acte du 10 juill. 1884 est sans valeur; — Par ces motifs; — Déclare nul l'appel interjeté par la compagnie d'assurances la *Garantie fédérale*, etc.

Du 21 févr. 1884.-C. de Nîmes, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Chaloupin, pr.-Cazenavette, av. gén.-Pascal et Balmelle, av.

(1) (Comp. d'assurances la *Garantie fédérale* C. Ribet.). — La cour; — Attendu que, par acte de Barrier, huissier à Paris, du 10 juill. 1884, la comp. la *Garantie fédérale* a interjeté appel d'une ordonnance de référé, du 27 mai 1884, par laquelle le président du tribunal civil de Tournon a liquidé à 244 fr. 80 cent. les frais de garde dus au sieur Ribet, en sa qualité de séquestre sur saisie-exécution; — Attendu que, par le même acte, la compagnie a constitué pour la représenter dans l'instance M<sup>e</sup> Ginoux, avoué à Nîmes; — Attendu qu'il est reconnu par toutes les parties que M<sup>e</sup> Ginoux avait cessé ses fonctions un an et demi avant la date de l'appel; qu'il n'avait pas eu de successeur, puisque sa démission a été acceptée par un décret du 21 févr. 1883, qui a déclaré sa charge éteinte; — Attendu qu'aux termes de l'art. 456 c. proc. civ., l'acte d'appel n'est qu'un exploit d'ajournement; que, par suite, il est soumis, quant à la forme et à la signification, aux règles générales prescrites par l'art. 61, à peine de nullité; — Attendu qu'au nombre de

constitué, on doit ici admettre assez largement les équipollents. Jugé, en ce sens : 1° que n'est pas nul l'acte d'appel dont la copie, tout en attribuant à l'avoué constitué un nom autre que le sien, indique exactement la demeure de cet avoué (Dijon, 7 mars 1865, aff. Comp. la *Confiance*, D. P. 65. 2. 131); — 2° Que l'omission du nom de l'avoué dans l'acte d'appel n'entraîne pas la nullité de l'exploit, lorsque la copie indique d'une manière précise la rue et le numéro de la demeure de l'avoué, et qu'aucun autre avoué n'habite la même rue (Montpellier, 16 janv. 1890, aff. Lafon, D. P. 90. 2. 278-279).

SECT. 7. — CITATION EN CONCILIATION EN MATIÈRE DE DIVORCE OU DE SÉPARATION DE CORPS.

**215.** Le nouvel art. 237 c. civ. (modifié par la loi du 18 avr. 1886, art. 1), relatif à la citation en conciliation devant le président du tribunal, préliminaire à l'action en divorce ou en séparation de corps, est ainsi conçu : « La requête et l'ordonnance sont signifiées en tête de la citation donnée à l'époux défendeur, trois jours au moins avant le jour fixé pour la comparution, entre les délais de distance, le tout à peine de nullité. Cette citation est délivrée par huissier commis et sous pli fermé ». Ce texte a été analysé et commenté *suprà*, v° *Divorce*, n° 188 et suiv. Rappelons seulement qu'aux termes de l'instruction de la chambre des avoués du tribunal de la Seine, l'huissier ne doit fermer l'enveloppe qu'après avoir parlé « à la personne elle-même, à son domestique ou au concierge », de manière à pouvoir remplir régulièrement la formalité du *parlant à*. — Sur les questions que soulève l'art. 236, par exemple, celle de savoir si cette formalité est prescrite à peine de nullité, V. *suprà*, v° *Divorce*, n° 193 et 195.

CHAP. 5. — Actes d'avoué à avoué. — Avenir. — Formalités auxquelles ils sont soumis (Rép. n° 642 à 659).

**216.** Les prescriptions de l'art. 61 c. proc. civ. sont-elles rigoureusement applicables aux actes d'avoué à avoué? Déjà la jurisprudence rapportée au Rép. n° 652 et suiv. marquait une tendance à consacrer l'usage où l'on est de faire ces actes dans une forme simplifiée. Il est certain qu'il n'y a pas de raison pour soumettre ces actes, destinés à des hommes de loi, qui, d'ailleurs, se connaissent personnellement entre eux, aux mêmes formalités minutieuses que les exploits destinés aux particuliers. D'autre part, en droit, on peut bien soutenir que, la loi étant muette sur la signification des actes d'avoué à avoué, il est plus juridique de n'admettre de nullité qu'au cas de violation d'une forme substantielle, que d'étendre arbitrairement l'application de l'art. 61 (Conf. Garsonnet, t. 2, p. 187).

**217.** En ce qui concerne la mention du requérant (Rép. n° 653), il a été jugé : 1° que l'exploit de signification d'un arrêt à avoué est valable, bien qu'il ne mentionne pas expressément le nom de la personne à la requête de laquelle a eu lieu cette notification, si ledit acte peut être expliqué et complété par la copie de l'arrêt donnée en tête et faisant corps avec lui (Req. 14 mars 1876, aff. Veuve de Damas, D. P. 77. 1. 490); — 2° Qu'est valable l'exploit qui contient, avec la copie d'un arrêt et sa signification par huissier audiencier sans désignation des parties, un acte d'avoué à avoué désignant toutes les parties et faisant sommation d'avoir à exécuter l'arrêt signifié (Civ. rej. 20 avr. 1868, aff. Commune de la Broquère, D. P. 68. 1. 163. V. en ce

sens, Garsonnet, p. 187). Mais il a été jugé, d'autre part, que, si les significations d'avoué à avoué ne sont pas soumises à toutes les prescriptions de l'art. 61 c. proc. civ., elles doivent toutefois, pour être valables, satisfaire aux conditions substantielles sans lesquelles l'acte ne peut produire d'effet légal; qu'ainsi une telle signification est nulle si elle n'indique ni la personne à la requête de laquelle elle a été faite, ni celle à qui elle a été remise (Req. 21 août 1862, aff. Berthelemy, D. P. 62. 1. 438).

**218.** La formalité de la remise de la copie et du *parlant à* (Rép. n° 654 et 659) semble être considérée par la jurisprudence la plus récente comme une formalité substantielle; il a été jugé : 1° que les significations d'avoué à avoué ne sont valables qu'à la condition de contenir les mentions essentielles communes à tous les exploits, notamment la mention du *baillé copie* et les énonciations relatives au *parlant à* et au domicile; qu'en conséquence, est nulle la signification qui, après indication de la date, porte seulement : « Requête de ... ayant M°... pour avoué, soit signifié copie à M°... avoué de... » (Bourges, 27 févr. 1869, aff. Audoyer, D. P. 69. 2. 175); — 2° Que les actes d'avoué à avoué doivent désigner, à peine de nullité, notamment la personne à qui la copie a été remise (Civ. rej. 15 déc. 1884, aff. Comp. des eaux minérales d'Enghien et Comp. des prêts hypothécaires, D. P. 85. 1. 114. Conf. Req. 21 août 1862 précité. V. en ce sens Dutruc, v° *Exploit*, n° 11. — *Contrà*: Garsonnet, t. 2, p. 187).

**219.** Quant à l'immatricule de l'huissier (Rép. n° 655), il a été jugé : 1° que l'omission de l'immatricule de l'huissier dans une signification d'avoué à avoué n'est pas une cause de nullité, l'avoué qui reçoit la copie connaissant nécessairement la signature de l'huissier rédacteur, et ne pouvant avoir de doute sur la qualité de celui-ci (Bourges, 27 févr. 1869, cité *suprà*, n° 218); — 2° Que l'énonciation des noms, demeure et matricule de l'huissier n'est pas nécessaire dans la copie d'un acte d'avoué à avoué (Civ. rej. 15 déc. 1884, aff. Comp. des eaux d'Enghien, D. P. 85. 1. 114; Req. 16 janv. 1883, aff. Brousse, D. P. 83. 1. 69); — 3° Que la signification d'un jugement rendu en matière de saisie immobilière est valable et fait courir le délai de l'appel, bien qu'elle ne fasse connaître ni le titre ni la qualité de l'huissier par le ministère duquel elle est faite (Toulouse, 5 déc. 1856, aff. de Lévis-Mirepoix, D. P. 58. 2. 154).

**220.** A plus forte raison n'est-il pas nécessaire que la signification d'un acte d'avoué à avoué indique que l'huissier est audiencier (Civ. rej. 20 avr. 1868, aff. Commune de la Broquère, D. P. 68. 1. 163). Mais il a été jugé « qu'il est au moins nécessaire et indispensable que l'acte qu'un huissier signifie au nom d'un avoué à un autre avoué, fasse connaître le nom et porte la signature de l'huissier qu'on dit chargé de la signification »; que la signification d'un jugement en matière d'ordre, faite sans l'accomplissement de cette formalité, est nulle et ne fait pas courir le délai d'appel (Metz, 25 juin 1856) (1).

**221.** Mais l'acte d'avoué à avoué doit porter la date de sa signification, à peine de nullité (Rép. n° 656). Cela a été jugé : 1° pour une signification d'arrêt (Civ. rej. 15 déc. 1884, aff. Comp. des Eaux d'Enghien, D. P. 85. 1. 114); — 2° Pour une demande en péremption d'instance (Paris, 21 nov. 1871, aff. Communes de Neruville et de Presles, D. P. 72. 2. 72).

**222.** On a dit au Rép. n° 657 que si, en principe, les actes d'avoué à avoué, comme tous les exploits, doivent être signifiés en autant de copies séparées qu'il y a de défen-

(1) (Engelund C. Angel et Seiler.) — LA COUR : — Sur la fin de non-recevoir : — Attendu que, si l'art. 763 c. proc. civ. veut que l'appel du jugement qui a statué sur un ordre soit interjeté dans les dix jours qui suivent la signification de ce jugement à l'avoué de la partie à l'égard de laquelle le jugement doit s'exécuter, la signification ne fait courir le délai qu'autant qu'elle a été faite réellement et substantiellement; — Attendu qu'il convient de se montrer facile, en ce qui touche les actes que se signifient par huissier les avoués, et que l'on peut très bien admettre que les formes prescrites pour les exploits ordinaires d'ajournement ne sont pas applicables à ces significations d'avoué à avoué; mais qu'il est au moins nécessaire et indispensable que l'acte qu'un huissier signifie au nom d'un avoué à un autre avoué, fasse connaître

le nom et porte la signature de l'huissier qu'on dit chargé de la signification; — ... Attendu, en fait, que l'acte qu'on dit avoir été signifié, le 13 août 1856, à l'avoué de la femme Engelund, ne mentionne pas le nom et ne contient pas la signature de l'huissier qui aurait fait la signification; — Qu'un pareil acte est substantiellement nul, ou plutôt qu'il n'est rien, et n'a aucune existence réelle; — Attendu qu'il suit de là que la signification du 13 août 1856 n'a pas fait courir le délai indiqué par l'art. 763 précité, et que l'appel de la femme Engelund a été interjeté en temps utile; ...

Par ces motifs, etc...

Du 25 juin 1856.-C. de Metz, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Woirhaye, pr.-Leclerc, 1<sup>er</sup> av. gén.-Dommanget et Collot, av.

deurs, il fallait excepter le cas où ceux-ci ont le même intérêt, sont solidaires, etc. Il a été jugé depuis : 1° que la signification à avoué, lorsqu'elle tient lieu de la signification à partie, n'est régulière qu'à la condition d'être faite en autant de copies que l'avoué représente de personnes ayant des intérêts distincts; qu'il en est ainsi spécialement en matière d'ordre; mais que, cependant, une seule copie suffit, lorsque l'intérêt de toutes les parties ayant un même avoué est identique, spécialement lorsqu'il se confond avec celui d'une société dont ces parties sont fondateurs et qui se trouve engagée dans l'instance (Civ. rej. 15 déc. 1884, aff. Comp. des Eaux d'Enghien, D. P. 85. 1. 114); — 2° Que le jugement rendu sur une demande en nullité de saisie immobilière, formée dans son intérêt exclusif par une femme séparée de biens, est régulièrement signifié par la remise d'une seule copie à l'avoué de celle-ci, encore qu'elle ait été assistée de son mari agissant pour l'autoriser (Montpellier, 13 janv. 1854, aff. Escarpy, D. P. 55. 2. 211); — 3° Que la signification du jugement rendu sur une demande en distraction d'immeubles saisis, signification qui doit être faite par acte d'avoué à avoué, aux termes de l'art. 731 c. proc. civ., est valable et fait courir les délais de l'appel, bien qu'elle ait été faite en une seule copie pour toutes les parties que représentait l'avoué qui l'a reçue, si ces parties n'ont pas un intérêt distinct (Toulouse, 5 déc. 1856, aff. de Levis-Mirepoix, D. P. 58. 2. 154); — 4° Que les significations d'avoué à avoué, quel que soit l'effet que la loi leur attribue, ne sont pas soumises aux formalités prescrites pour les ajournements par l'art. 61 c. proc. civ. et que, par suite, la signification à avoué d'un jugement rendu en matière d'incident à saisie immobilière n'a pas besoin d'être faite en autant de copies qu'il y a de parties, lorsque ces parties sont représentées par un seul avoué et qu'elles ont le même intérêt (Riom, 26 mai 1886, aff. Jouishomme, D. P. 87. 2. 29. V. en ce sens Garsonnet, t. 2, p. 187).

223. M. Rodière, p. 198, distingue entre les simples actes d'avoué à avoué faits par les huissiers audienciers, pour lesquels il admet qu'une seule copie pourra être faite pour tous les clients d'un avoué, et les « citations qui, en certaines matières (enquête, requête civile), doivent être laissées aux avoués dans la forme ordinaire des exploits ». « La même règle, ajoute cet auteur, doit être observée même pour les actes d'avoué à avoué, quand il s'agit d'actes qui font courir des délais rigoureux et dont l'expiration emporte déchéance. » Nous ne voyons pas que cette distinction puisse s'appuyer sur un texte, ce qui semble nécessaire quand il s'agit de déterminer la sanction d'une forme de procédure. — M. Garsonnet (t. 2, p. 188) admet la même règle (c'est-à-dire la nécessité de plusieurs copies) pour les significations qui doivent se faire aux parties au domicile de leurs avoués, en matière d'enquête et de requête civile (art. 261 et 492) et tiennent le milieu entre les exploits ordinaires et les actes d'avoué à avoué.

224. Il a été jugé que la nullité qui frappe les exploits et les procès-verbaux rédigés par les huissiers pour défaut d'enregistrement dans les quatre jours de leur date ne peut être étendue aux significations par actes d'avoué à avoué; et spécialement à la signification des qualités des jugements ou arrêts (Req. 3 mars 1879, aff. demoiselle Poullain, D. P. 80. 1. 373. V. en ce sens Garsonnet, t. 2, p. 187). — Toutefois, la cour de cassation nous semble s'exprimer en termes trop absolus quand elle dit dans les motifs de cet arrêt :

(1) (Abraham C. Leseigneur et autres.) — La cour; — Considérant qu'il convient, ainsi que le demande Abraham, de joindre les appels des 17, 23 et 24 nov. 1877, en raison de la connexité, pour statuer sur le tout par un seul arrêt; — Considérant en fait, que le tribunal de commerce de Coutances a, par jugement du 20 octobre dernier, ordonné une enquête, aux fins d'établir qu'Abraham n'était pas un simple cultivateur, comme il le prétendait, mais qu'il exerçait réellement, en même temps, le commerce des bestiaux et des chevaux; que, nonobstant ses protestations au moment de l'enquête, et la représentation de l'exploit de notification d'appel dudit jugement faite au greffe du tribunal, il a été procédé à l'audition des témoins, par ce motif que cette signification faite au greffe ne remplissait point les conditions exigées par la loi pour l'acte d'appel; — Considérant, en effet, que l'art. 456 c. proc. civ. prescrit impérativement que cet acte sera signifié à personne ou domicile et ce, à peine de nullité; qu'aucune disposition de loi

« que si les exploits et les procès-verbaux rédigés par les huissiers sont nuls, aux termes de l'art. 34 de la loi du 22 frim. an 7, pour défaut d'enregistrement dans les quatre jours de leur date, cette nullité ne saurait être arbitrairement étendue aux significations par acte d'avoué à avoué, qui ne peuvent constituer ni un exploit, ni un procès-verbal d'huissier ». Il n'est pas exact de dire qu'un acte d'avoué à avoué n'est pas un exploit; cette proposition est contraire à toute la jurisprudence qui, sans appliquer rigoureusement aux actes d'avoué à avoué les prescriptions édictées par la loi pour l'acte d'ajournement, exige cependant qu'ils remplissent les conditions substantielles communes à tous les exploits.

225. De même que l'art. 61, l'art. 68 c. proc. civ. n' doit pas être rigoureusement appliqué aux significations d'avoué à avoué. La cour de cassation a jugé, en conséquence, qu'un avenir est valablement notifié au palais de justice, au clerc de l'avoué assigné (Req. 16 juin 1879, aff. Epoux Buhot, D. P. 80. 1. 374).

#### CHAP. 6. — Exploits et citations devant les justices de paix, les tribunaux de commerce, et en matière de référé (Rép. nos 660 à 686).

##### SECT. 1<sup>re</sup>. — EXPLOITS ET PROCÉDURE DEVANT LES JUSTICES DE PAIX. — CITATION. — CÉDULE (Rép. nos 660 à 679).

226. La question de savoir si l'omission des formalités prescrites par les textes spéciaux à la citation en justice de paix entraîne la nullité de l'exploit (Rép. nos 662 et suiv.) est controversée (Rép. n° 670). Il a été jugé « que l'art. 1<sup>er</sup> c. proc. civ., relatif à la citation ne punit pas de nullité, comme l'art. 61 du même code relatif à l'ajournement, l'observation des formalités qu'il prescrit; que l'art. 1030 c. proc. civ. dispose, d'un autre côté, qu'aucun exploit ne peut être déclaré nul si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi; qu'il appartient, par suite, au juge d'apprécier si l'erreur de date d'une citation est de nature à enlever à cet acte son caractère et son utilité, et doit en entraîner l'annulation, et que, pour résoudre cette question, il peut se baser sur l'aveu judiciaire » (Req. 29 juill. 1875, aff. Aubin, D. P. 76. 1. 83. V. en ce sens : Rousseau et Laisney, v° Citation au tribunal de paix, n° 6; Boitard et Glasson, t. 1, p. 648; Carré, Code annoté des juges de paix, p. 53, n° 9 et suiv.).

227. Sur la citation en conciliation (Rép. n° 664), V. *supra*, v° Conciliation, nos 63 et suiv., et sur la petite conciliation, eod. v°, nos 32 et suiv.

##### SECT. 2. — EXPLOITS ET PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE (Rép. nos 680 à 682).

228. L'art. 422 c. proc. civ. oblige les parties à élire domicile au lieu où siège le tribunal. — Sur cette obligation, ainsi que sur les significations faites au greffe à défaut d'élection de domicile, et leur effet, V. *supra*, v° Domicile élu nos 11 et suiv.

229. On a dit *supra*, v° Appel civil, n° 154, que l'acte d'appel d'un jugement du tribunal de commerce doit, à peine de nullité, être signifié à personne ou à domicile, et non au greffe, par application de l'art. 422 c. proc. civ. Aux arrêts cités, *addé* : Caen, 4 juin 1878 (1).

n'a dérogé à ce principe absolu; qu'on objecte vainement le second paragraphe de l'art. 422 du même code; que cet article pose une règle de précaution exceptionnelle qui ne doit pas être étendue au delà de ses termes et des nécessités de l'instance auxquelles elles pourvoit; que l'acte d'appel n'est pas un simple acte de la procédure en cours, mais bien le début d'une procédure nouvelle qu'il introduit; qu'il suit de là que le tribunal de Coutances a pu régulièrement procéder à l'enquête sans s'arrêter à une signification sans existence juridique, puisqu'elle n'avait point touché la partie intéressée, selon le vœu formel de la loi;

Par ces motifs, prononce la jonction des instances, et, statuant sur le tout, confirme purement et simplement les trois jugements du tribunal de commerce de Coutances, à la date des 20 oct. et 17 nov. 1877.

Du 4 juin 1878.-C. de Caen, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Piquet, pr.-Tardif de Moidrey, av. gén.-Bénard et Jouen, av.

SECT. 3. — EXPLOITS EN MATIÈRE DE RÉFÉRÉ  
(Rép. n° 683 à 686).

**230.** V. Rép. n° 683 et suiv.; *infra*, v° Référé et Rép. eod. v°, n° 38 et suiv. — *Adde* Bazot, *Des ordonnances sur requête et des ordonnances de référé*, p. 370 et suiv.

CHAP. 7. — Des exploits en matière criminelle  
(Rép. n° 687 à 768).

**231.** On adit au Rép. n° 687 et suiv. que, malgré l'insuffisance des textes du code d'instruction criminelle, la doctrine et la jurisprudence étaient d'accord pour écarter en matière criminelle l'application des formes ordinaires des exploits qu'elles ont réglées par le code de procédure civile. Nous allons citer de nouvelles applications de ce principe.

SECT. 1<sup>re</sup>. — DES CITATIONS EN MATIÈRE DE SIMPLE POLICE,  
PREMIÈRE INSTANCE ET APPEL (Rép. n° 690 à 713).

**232.** Le juge de paix est désormais seul juge en matière de simple police, la loi du 27 janv. 1873, art. 2 (V. *supra*, v° Compétence criminelle, n° 151), ayant abrogé les art. 166 à 171 c. instr. cr., dont le commentaire a été donné au Rép. n° 692 et suiv. Nous n'avons donc à nous occuper que de la citation devant le juge de paix, dont les art. 145 et 146 c. instr. crim. indiquent les formalités essentielles (Rép. n° 691). Le simple avertissement dont parle l'art. 147 (*ibid.*) n'est pas un exploit.

**233.** Sur le délai pour comparaître et la mention qui doit en être faite sur l'exploit, V. Rép. n° 704. — Il a été jugé qu'une citation en simple police était nulle, alors que la date de la signification était restée en blanc sur la copie, « attendu qu'il était, dès lors, impossible de constater régulièrement si le délai de 24 heures qui, aux termes de l'art. 146 c. instr. crim. doit, à peine de nullité, séparer le jour de la comparution de celui de la citation, avait été observé » (Crim. cass. 13 avr. 1888, aff. Chamson, D. P. 88. 1. 494).

**234.** En ce qui touche la remise de la copie au prévenu (Rép. n° 705), il a été jugé qu'en matière de simple police, lorsque la citation introductive d'instance a été notifiée à une personne autre que le prévenu, dans un domicile autre que le sien, et a été laissée à un tiers qui s'est dit au service de cette personne, aucune condamnation ne peut intervenir contre ce prévenu, et que le jugement qui, en pareil cas, prononce une condamnation est entaché d'une nullité radicale; qu'en conséquence, si un tel jugement est rendu par défaut, la partie condamnée est fondée à en demander la nullité par voie d'opposition, nonobstant la connaissance directe ou indirecte qu'elle pourrait avoir acquise de l'existence de la citation, et malgré l'erreur où le ministère public aurait pu être entraîné par des indications inexactes sur le domicile du prévenu (Crim. cass. 22 déc. 1855, aff. Moynet, D. P. 56. 1. 180).

**235.** Quant au libellé, il a été dit au Rép. n° 709 que la jurisprudence se contentait d'une indication très sommaire de l'objet de la poursuite; il a été, depuis, jugé: 1° qu'il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, lorsque le procès-verbal n'indique pas les dispositions de règlement auxquelles il a été contrevenu, que ces dispositions soient rappelées dans la citation; que, spécialement, est suffisante la citation indiquant au prévenu qu'il est poursuivi pour défaut de courage d'un étang lui appartenant (Crim. rej. 13 avr. 1864, aff. Leblond, D. P. 66. 5. 192); — 2° Que le libellé de la citation de simple police satisfait au vœu de la loi, lorsque l'acte énonce le fait sur lequel le prévenu est appelé à se justifier et qu'il n'est pas exigé qu'il contienne, en outre, soit le texte, soit l'indication des lois dont la violation est imputée à celui-ci (Crim. rej. 1<sup>er</sup> févr. 1872, aff. Couvreur, D. P. 72. 1. 205. — Conf. Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, 2<sup>e</sup> éd., t. 6, n° 2569 et suiv.).

Il a été jugé qu'il n'est pas nécessaire « que copie de la cédule délivrée, en matière de simple police, par le juge de paix, à l'effet d'assigner le prévenu à bref délai, soit transcrite en tête de la citation » (Crim. cass. 2 juill. 1859, aff. Infray, D. P. 59. 4. 514).

**236.** L'art. 174 c. instr. crim. porte que l'appel d'un jugement de simple police doit être interjeté dans les dix jours de la signification de la sentence « à personne ou à domicile ». Il a été jugé: 1° que le prévenu condamné par défaut en simple police, n'est pas recevable à prétendre devant la cour de cassation que la signification du jugement est nulle comme ayant été faite à une personne n'ayant pas qualité pour la recevoir, s'il résulte des constatations de l'exploit « qu'elle a été faite à domicile, en conformité de l'art. 174 c. instr. crim., et l'exploit remis en copie, audit lieu, au mandataire légal ou officieux du prévenu » (Crim. rej. 7 juill. 1864, aff. veuve Bradi, D. P. 65. 5. 168); — 2° Que, si le condamné est sans domicile ni résidence connus, l'exploit, après signification du jugement au parquet, doit, à peine de nullité, être affiché à la porte de l'auditoire, non du tribunal civil de première instance, mais du tribunal de simple police dont émane la décision (Crim. rej. 31 mars 1876, aff. Morel, D. P. 77. 4. 410). Sur la forme de l'acte d'appel, V. Rép. n° 713 et *supra*, v° Appel criminel n° 25 et suiv.).

SECT. 2. — DES CITATIONS ET SIGNIFICATIONS EN MATIÈRE DE  
POLICE CORRECTIONNELLE: PREMIÈRE INSTANCE ET APPEL (Rép.  
n° 714 à 768).

**237.** On a dit au Rép. n° 716, qu'aux termes de l'art. 183 c. instr. crim. la partie civile qui cite directement le prévenu doit faire élection de domicile dans la ville où siège le tribunal correctionnel. — Quelle est la sanction de cette disposition? La partie civile qui n'a pas rempli cette formalité perd tout droit d'opposer le défaut de signification des actes qui doivent lui être notifiés. Il a été jugé que, si la partie citée n'a pas fait élection de domicile dans la ville où siège le tribunal, la citation à personne qui lui est signifiée dans cette ville équivaut à la citation au domicile élu, et, par suite, ne peut être déclarée nulle pour inobservation du délai relatif aux distances; que, spécialement, lorsque la partie civile a appelé du jugement par défaut qui a déclaré son action mal fondée, le prévenu, si elle a omis de faire élection de domicile au lieu où siège le tribunal, peut lui faire à personne, dans ce même lieu, une citation à comparaître dans le délai ordinaire de trois jours pour voir statuer sur son appel (Crim. rej. 13 juill. 1872, aff. Giral, D. P. 72. 1. 333). — Cette solution est d'autant plus certaine qu'en réalité une citation n'était même pas nécessaire dans l'espèce (V. Rép. v° Instruction criminelle, n° 338).

**238.** Aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi des 5-15 pluv. an 13, les significations en matière criminelle ou de police correctionnelle à la requête du ministère public peuvent être faites non seulement par les huissiers, mais aussi par les gendarmes (Rép. n° 717). Il a été jugé à cet égard que la déclaration, faite par les gendarmes au procès-verbal d'une arrestation opérée en vertu d'un jugement par défaut, qu'ils ont fait au condamné signification et lecture de ce jugement n'équivaut pas à une signification régulière (Orléans, 14 avr. 1853, aff. Manier, D. P. 54. 5. 338).

Mais ce même arrêt est en désaccord avec une jurisprudence désormais fixée quand il déclare, dans ses motifs, « qu'il est de principe que les citations et significations en matière correctionnelle doivent être faites dans les mêmes formes qu'en matière civile ». Au contraire, et spécialement en ce qui concerne l'exploit de citation, il a été plusieurs fois jugé que l'omission de quelques-unes des formes prescrites pour les exploits en matière civile n'est pas une cause de nullité, et qu'il suffit que le prévenu ait été mis en demeure de se défendre. Avant de citer les diverses applications de ce principe qui ont été faites par la jurisprudence, rappelons que les art. 183 et 184 c. instr. cr. ne mentionnent que deux formalités de la citation: l'énumération des faits et l'indication des délais pour comparaître (Rép. n° 722).

**239.** Il a été décidé que les art. 182 et suiv. c. instr. crim. n'exigent pas expressément que la citation en matière correctionnelle soit datée, et qu'il doit en être de la fausseté de la date comme d'une absence de date; qu'en conséquence, une citation dont la date, est fautive n'est pas nulle, si le prévenu a pu connaître qu'il était appelé devant le tribunal correctionnel pour répondre sur le fait qui lui est imputé (Nîmes, 27 juin 1867, *Journal du ministère public*, t. 10,

1867, p. 242. Conf. Dutruc, *Mémorial du ministère public*, v° *Instruction criminelle*, n° 26).

240. Le libellé ne doit pas nécessairement présenter ici la même précision qu'en matière civile : il suffit que les faits soient assez clairement énoncés pour que le prévenu ait pu se défendre (*Rép.* n° 727). Il a été jugé : 1° qu'il n'est pas nécessaire que la citation du prévenu en police correctionnelle renferme la mention de l'ordonnance de renvoi, ... ni qu'elle énumère les circonstances constitutives du délit, pourvu que l'objet de la prévention soit clairement articulé (*Crim. rej.* 4 oct. 1850, aff. Marais, D. P. 50. 5. 288) ; — 2° Que la mention d'un chef d'inculpation, dans une citation correctionnelle résulte suffisamment de la citation des articles de lois auxquels il est reproché au prévenu d'avoir contrevenu (*Crim. cass.* 12 mai 1855, aff. Lamedey, D. P. 55. 1. 362) ; — 3° Que la citation donnée par le ministère public à un prévenu est libellée en termes suffisants, lorsqu'elle indique le fait sur lequel celui-ci a à répondre, sans qu'il soit nécessaire qu'elle en fasse connaître les circonstances (*Crim. rej.* 28 mai 1868, aff. Mouillade, D. P. 70. 1. 369) ; — 4° Que l'obligation de préciser et de détailler les faits dans l'acte de citation par la partie civile n'est pas une formalité substantielle tenant à la liberté de la défense, et que, par exemple, l'exploit qui cite le prévenu à comparaître pour s'entendre condamner du chef d'escroquerie et donne la définition légale de ce délit, est valable (*C. cass.* de Belgique, 29 janv. 1883) (1).

241. On a dit au *Rép.* n° 734 que, bien que la date des faits incriminés forme une partie intégrante du libellé, la jurisprudence se montre peu sévère sur ce point. Il a été jugé depuis : 1° que l'erreur de la citation sur la date de l'infraction ne peut être invoquée comme cause de nullité de cette citation par le prévenu qui s'est défendu au fond sans en exciper et qui, dans sa défense, a restitué au fait incriminé sa véritable date ; qu'en tous cas, l'énonciation erronée, dans la citation, de la date de l'infraction, donne simplement lieu au renvoi du prévenu pour le mettre à même de préparer sa défense (*Crim. cass.* 12 août 1852, aff. Fouga, D. P. 52. 5. 258) ; — 2° Que l'erreur sur la date du délit dans le libellé d'une citation ne peut suffire à rendre nulle ladite citation, alors surtout que le prévenu n'allègue pas que cette différence ait pu nuire à sa défense (*Crim. cass.* 30 juill. 1852, *Journal du ministère public*, t. 10, 1867, p. 242) ; — 3° Que la date erronée attribuée au fait incriminé par l'ordonnance de renvoi et la citation ne vicie pas la procédure, si cette erreur n'était pas de nature à tromper le prévenu et était corrigée par d'autres énonciations des mêmes actes (*Crim. rej.* 24 mai 1890, aff. Brusillon, D. P. 91. 1<sup>re</sup> partie) ; — 4° Que la citation en matière correctionnelle n'est assujettie à aucune forme particulière et qu'en particulier l'absence de la date du fait incriminé n'annule pas la citation (*Crim. rej.* 28 mai 1868, aff. Mouillade, D. P. 70. 1. 369).

242. En général, c'est le fait énoncé dans la citation qui caractérise la prévention et qui fixe les droits des parties en

cause, quels que soient les textes de la loi pénale visés par le demandeur à la suite de cette énonciation (*Crim. rej.* 24 mai 1879, aff. Villain-Landaiserie, D. P. 79. 1. 273). Mais la loi du 29 juill. 1881 sur la liberté de la presse (D. P. 81. 4. 65), a, dans ses art. 50 et 60, écarté l'application de l'une et l'autre des deux règles que nous venons de rappeler en matière de délit de presse. Quand la poursuite a lieu devant la cour d'assises l'art. 50 dispose que « la citation contiendra l'indication précise des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, médailles, emblèmes, des discours ou propos publiquement proférés qui seront l'objet de la poursuite, ainsi que de la qualification des faits, elle indiquera les textes de la loi invoquée à l'appui de la demande. — Si la citation est à la requête du plaignant, elle portera, en outre, copie de l'ordonnance du président ; elle contiendra élection de domicile dans la ville où siège la cour d'assises, elle sera notifiée tant au prévenu qu'au ministère public. Toutes ces formalités seront observées à peine de nullité de la poursuite ». D'autre part, l'art. 60 contient la disposition suivante : « ... 3° la citation précisera et qualifiera le fait incriminé ; elle indiquera le texte de la loi applicable à la poursuite, le tout à peine de nullité de ladite poursuite ». Le commentaire de ces textes sera donné *infra*, v° *Presse-outrage*.

243. En conséquence du principe ci-dessus rappelé, les prescriptions rigoureuses du code de procédure civile n'étant pas applicables en matière correctionnelle, il a été jugé : 1° que la nullité d'une citation en police correctionnelle ne saurait résulter des erreurs qui peuvent avoir été commises dans la copie, quand elles portent uniquement sur la désignation ou la qualité du magistrat à la requête duquel l'exploit a été signifié (Bourges, 3 mai 1866, aff. Alexis Frébault, D. P. 66. 2. 129) ; — 2° Que l'omission du nom patronymique du demandeur dans les exploits d'ajournement en matière civile n'emportant pas nullité lorsqu'il y est suppléé par des énonciations qui ne permettent aucun doute sur son identité, il en est ainsi, à plus forte raison, des citations données en matière correctionnelle à la requête de la partie civile (*Crim. rej.* 24 mai 1879, aff. Villain-Landaiserie, D. P. 79. 1. 273).

244. Décidé qu'en matière correctionnelle, la citation donnée par la partie civile ne peut être annulée, soit parce qu'elle ne contient aucune demande en dommages-intérêts, soit parce qu'elle conclut à l'application des peines édictées par la loi, alors d'ailleurs que rien n'indique dans l'exploit l'intention d'usurper les fonctions du ministère public et qu'il y a là simplement une erreur de rédaction (Paris, 31 déc. 1880, aff. Raffenet, D. P. 82. 2. 139).

245. Sur la mention relative au *délai* pour comparaître, V. *Rép.* n° 733 et suiv.

246. On a dit au *Rép.* n° 744 et suiv. que si, en principe, l'exploit de citation doit indiquer le *nom* du prévenu, la jurisprudence n'est pas non plus rigoureuse sur la manière

(1) (X... C. Y...) — LA COUR ; — ... Vu le réquisitoire de M. le procureur général, en date du 29 janv. 1888, ainsi conçu : — ... Par exploit du 14 janv. 1882, la dame X... a fait assigner l'épouse Y... devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, du chef d'escroquerie ; — Attendu, y est-il dit, que depuis moins de trois ans, la dame Y..., dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, s'est fait remettre par la requérante diverses sommes d'argent à titre de prêt, s'élevant à 6980 fr., en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance d'un succès chimérique ou pour abuser autrement de sa confiance ou de sa crédulité ; que toutes les démarches de la requérante pour rentrer en possession de ladite somme sont restées infructueuses ; — Quoique le fait de la prévention se trouvât ainsi énoncé à suffisance de droit, le tribunal de Bruxelles, par jugement du 30 mai 1882 ; écarta celle-ci par le motif que « en fait, dans son exploit de citation, la partie poursuivante s'est bornée à citer la prévenue à comparaître devant le tribunal correctionnel pour s'entendre condamner du chef d'escroquerie, en ajoutant la définition légale de ce délit, mais sans préciser les faits reprochés à la prévenue et qui seraient constitutifs de ce délit ; que, dans ces conditions, la partie civile a contrevenu à l'art. 183 c. instr. crim. et que son exploit de citation est nul, à défaut d'avoir fait connaître à la prévenue les faits qui lui sont reprochés et de l'avoir mise à même, par conséquent, de présenter sa défense ». — Cette décision fut bientôt

(11 juillet) confirmée par la cour d'appel de Bruxelles, qui, en adoptant les motifs du premier juge, y ajouta encore celui-ci, à savoir que « l'obligation de *détailler* les faits dans l'acte de citation tient à la liberté de la défense et constitue ainsi une formalité substantielle » ; — En rendant cet arrêt, la cour de Bruxelles, de même que le tribunal de première instance, n'a pas seulement perdu de vue l'énonciation du fait constitutif de l'infraction, ainsi qu'elle se trouve libellée dans l'assignation, savoir « de s'être fait remettre depuis moins de trois ans, dans le but de se les approprier, diverses sommes d'argent à titre de prêt, s'élevant à 6980 fr., en employant des manœuvres frauduleuses » que ledit exploit spécifie, mais elle ajoute aux prescriptions de la loi en exigeant, de plus, que ces faits soient précisés et détaillés ; — Attendu que ledit arrêt est passé en force de chose jugée, et que sa contrariété avec la loi est manifeste ; — Vu les art. 29 de la loi du 4 août 1832, 183 c. instr. crim. et 496 c. pén. ; — Requête qu'il plaise à la cour casser, dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt rendu par la cour d'appel de Bruxelles, chambre des appels de police correctionnelle, le 11 juill. 1882, en cause de la dame X... contre l'épouse Y... » ; — Statuant sur ce réquisitoire, et par les motifs y énoncés ; — Casse, mais dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt de la cour de Bruxelles du 11 juill. 1882.

Du 29 janv. 1883. — C. cass. de Belgique, 2<sup>e</sup> ch. — MM. Vandenberghe, pr. — Corbisier de Méaulsart, rap. — Mesdach de ter Kiele, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf. — De Mot, av.



dont cette formalité est remplie. Il a été jugé en ce sens que la citation qui indique inexactement le nom du prévenu, et qui n'a été remise ni à son domicile ni à une personne ayant qualité pour le recevoir, n'est pas nulle si en fait le prévenu a comparu, présenté ses moyens de défense, et a ainsi accepté le débat; qu'en tout cas, en admettant qu'il y ait nullité de la citation pour inobservation des formes prescrites en matière civile, cette nullité serait couverte, aux termes de l'art. 173 c. proc. civ., à défaut d'avoir été proposée avant toute défense au fond (Crim. rej. 6 mars 1879, aff. Tétard et Buchand, D. P. 80. 4. 43.).

Toutefois, sans aller jusqu'à appliquer ici le code de procédure civile, au moins faut-il que la désignation du prévenu soit suffisante (Faustin Hélie, *op. cit.*, t. 6, n° 827). Il a été jugé qu'un exploit de citation en matière correctionnelle doit désigner le prévenu par son nom ou, à défaut, par une qualification qui lui soit exclusivement personnelle; que, par suite, la citation donnée, sans autre désignation, au rédacteur de l'article d'un journal, assigné devant le tribunal correctionnel comme complice du délit de diffamation, doit être réputée non avenue (Crim. rej. 19 juill. 1883, aff. Weiss, D. P. 84. 1. 263). En l'espèce, aucun défendeur ne s'était présenté sur cette citation : il était impossible de ne pas la considérer comme non avenue.

**247.** Malgré le silence de la loi criminelle et les conséquences qu'on en tire en général, la jurisprudence applique aux citations en police correctionnelle, par voie d'analogie, à peine de nullité, les dispositions des art. 68 et 69 c. proc. civ. (Rép. n° 748). Il a été jugé que la citation signifiée au domicile que le prévenu vient d'abandonner par un acte régulier de translation doit, même dans le cas où cette translation est récente (et, par exemple, ne remonte pas à plus de dix jours), être déclarée nulle (Crim. cass. 12 janv. 1871, aff. Boyer, D. P. 71. 1. 31).

**248.** D'autre part, il a été décidé que toute personne habitant avec le prévenu à un titre quelconque a qualité pour recevoir la citation qui lui est adressée; que dès lors, l'inexactitude que l'huissier aurait commise en désignant comme épouse d'un prévenu qui en fait est célibataire, la femme, trouvée au domicile de celui-ci, à laquelle il a remis l'exploit, ne peut être relevée comme cause de nullité, si le prévenu ne conteste pas le fait de la cohabitation, alors surtout qu'il est établi que le prévenu a eu, en temps utile, connaissance de la citation (Besançon, 8 juin 1870, aff. Rueff, D. P. 72. 2. 190): « Attendu, porte cet arrêt, qu'en publiant *in extenso*, et sous sa signature, dans le *Doubs* du 3 mai, la citation déposée la veille à son domicile, Rueff justifie lui-même qu'il avait reçu copie de cette citation; qu'au moins il avait connu en temps utile et le jour et l'objet de sa comparution devant le tribunal, ce qui, d'après les art. 145 et suiv., 182 et 183 c. instr. crim., suffit pour régulariser la notification de l'exploit ».

**249.** Quand le domicile du prévenu est inconnu, l'huissier doit se conformer à l'art. 69, § 8, c. proc. civ. (Rép.

n° 753. Conf. Faustin Hélie, *op. cit.*, t. 6, n° 2830.) Il a été jugé : 1° que la signification d'un jugement par défaut en matière correctionnelle à une personne sans domicile ni résidence connue en France est nulle, si elle n'a pas été faite conformément aux dispositions, soit du paragraphe 8, soit du paragraphe 9 de l'art. 69 c. proc. civ. (Crim. rej. 20 sept. 1844, aff. Bianco, D. P. 49. 5. 266); — 2° Que la signification à faire aux prévenus dont le domicile, la résidence et le lieu de naissance sont inconnus, leur est valablement faite dans les formes prescrites par l'art. 69, § 8, c. proc. civ.; que, dès lors, le jugement par défaut qui leur a été signifié dans ces formes acquiert force de chose jugée. s'il n'est pas attaqué par la voie de l'opposition dans le délai fixé par l'art. 187 c. instr. crim. (Riom 25 mars 1863, aff. Cabet, D. P. 63. 2. 56); — 3° Que lorsque l'huissier chargé de signifier un jugement correctionnel rendu par défaut contre une partie y désignée comme ayant demeuré à une adresse déterminée s'est présenté à cette adresse et y a reçu la déclaration que le condamné a déménagé depuis longtemps, sans faire connaître où il était allé se fixer, il doit procéder conformément, non pas à l'art. 68 c. proc. civ., mais à l'art. 69-8° du même code (Paris, 27 nov. 1882, aff. Corbassière, D. P. 83. 2. 61).

**250.** Mais quand le prévenu ou le condamné est en fuite, il est réputé avoir conservé en droit son dernier domicile (Comp. Faustin Hélie, *op. cit.*, t. 8, n° 2830). — Il a été jugé : 1° que la signification d'un jugement correctionnel par défaut est régulière et fait courir le délai de l'opposition, quoique l'huissier n'ait trouvé au domicile du condamné que la femme de celui-ci, à laquelle il a remis la copie, s'il est constant que le condamné a conservé son domicile et ne s'en est absenté que pour se soustraire à l'exécution d'un mandat d'arrêt (Crim. rej. 21 avr. 1864, aff. Courteuisse, D. P. 66. 5. 192); — 2° Que le domicile de fait que l'instruction attribue à un prévenu, auquel celui-ci a reçu un premier jugement par défaut et qu'il a lui-même indiqué dans l'opposition formée à ce jugement, est réputé continuer de lui appartenir dans le cas où l'huissier chargé d'une nouvelle notification (celle du jugement de débout d'opposition rendu par défaut) n'y trouverait ni ce prévenu, ni ses parents ou serviteurs; que, par suite, il y a nullité de la signification, si, au lieu de remettre la copie à un voisin ou au maire, l'huissier a procédé comme à l'égard d'une partie sans domicile connu (Crim. cass. 26 avr. 1866, aff. Fano, D. P. 67. 5. 194).

**251.** La cour de cassation a jugé qu'un prévenu, détenu en France (à Mazas) en vertu d'un acte d'extradition, et assigné à raison de faits non prévus dans cet acte, ne peut être considéré comme absent; que la signification doit lui être faite à personne (Crim. cass. 9 févr. 1883) (1).

**252.** On a dit au Rép. n° 755 et suiv. que la jurisprudence était incertaine sur le point de savoir si on doit ici exiger avec la même rigueur qu'en droit civil la mention du *parlant à*. — M. Faustin Hélie, *op. cit.*, t. 6, n° 2829, qui cite plusieurs arrêts de la chambre criminelle dans l'un et l'autre sens (Crim. cass. 13 juin 1851, *Bull. crim.*, n° 218;

(1) (Teyssier des Farges.) — La cour (Après délib. en la ch. du cons.); — Vu les art. 68, 69 et 70 c. proc. civ.; — Sur le premier moyen du pourvoi, pris de la violation desdits articles, en ce que la citation donnée au demandeur lui aurait été notifiée au parquet du procureur de la République près le tribunal de la Seine, alors qu'il était détenu dans la maison d'arrêt de Mazas: — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'à la suite d'une instruction suivie à Reims pour des faits d'escroquerie autres que ceux qui font l'objet du débat actuel, Teyssier des Farges, qui s'était réfugié à Londres, a été extradé par le gouvernement anglais, mais pour être jugé seulement sur les faits ayant donné lieu à la poursuite intentée devant le tribunal correctionnel de Reims; qu'en raison de ces faits, il a été condamné, le 26 janv. 1882, par la cour d'appel de Paris, à quinze mois d'emprisonnement, peine qu'il subissait dans la maison d'arrêt de Mazas, au moment où, par une ordonnance de l'un des juges d'instruction du tribunal de la Seine, en date du 18 févr. 1882, il a été renvoyé devant ce tribunal sous la prévention d'avoir commis diverses escroqueries au préjudice des sieurs M... et C... et autres; — Attendu que, s'il est de principe que l'individu extradé ne peut être jugé qu'à raison des faits déterminés dans l'acte d'extradition, l'exercice de l'action publique n'est pas suspendu pour tous autres crimes ou délits qui pourraient lui être imputés; que, dès lors, tous actes d'information ou de poursuite pour ces nouveaux faits peuvent être régulièrement accomplis, sous la condi-

tion que le prévenu, qui ne se trouve en France qu'en vertu d'un acte d'extradition, ne subira aucune contrainte personnelle à l'occasion de cette nouvelle procédure, et qu'il ne sera jugé contradictoirement que sur les faits pour lesquels l'extradition a été accordée, à moins qu'il ne demande à être jugé en même temps sur les autres griefs qui lui sont imputés; — Attendu que la citation donnée à un prévenu, à l'effet de comparaître devant un tribunal correctionnel, n'a pas le caractère d'un acte de contrainte, le prévenu ayant la faculté de faire défaut; que ce n'est là qu'un acte de poursuite dont l'objet principal est de prévenir l'inculpé du jour où il doit être jugé, et de lui donner le moyen de préparer sa défense; que le prévenu, même extradé, a intérêt à recevoir cet avertissement, puisqu'il a toujours le droit de ne pas invoquer la restriction insérée dans l'acte d'extradition, et qu'il peut consentir à être jugé sur tous les faits qui lui sont reprochés; — Attendu qu'en matière criminelle aussi bien qu'en matière civile, la citation en justice doit être faite à personne ou à domicile; que si le prévenu n'a ni domicile ni résidence connus en France, ou s'il est établi en pays étranger, le législateur indique les formalités à remplir par l'huissier qui délivre l'assignation, formalités qui ont pour but de porter autant que possible à la connaissance de la partie citée l'ajournement dont elle est l'objet; mais qu'il n'y a lieu de procéder ainsi, que par exception, dans les cas expressément prévus par les § 8 et 9 de l'art. 69 c. proc. civ.; — Attendu, dès lors, que, lorsque le prévenu est détenu, le procureur de la République qui le fait

1<sup>er</sup> août 1851, *ibid.*, n° 317; Crim. rej. 30 mai 1850, *ibid.*, n° 175; 14 févr. 1851, *ibid.*, n° 67), explique de la manière suivante ces décisions, en apparence contradictoires : « La cour de cassation, dit-il, a dû prononcer la nullité de la citation qui ne constate pas à quelle personne la copie a été laissée lorsque, la personne citée n'ayant pas comparu, cette citation était devenue la base d'une condamnation; mais s'il est constaté que la citation, bien qu'irrégulière, soit parvenue entre les mains de la personne citée, si elle a comparu à l'audience,... il n'a pas paru que cette nullité pût se concilier avec les formes simples et rapides de la procédure correctionnelle. » — Il a, depuis, été jugé que les citations en matière correctionnelle ne sont soumises en la forme qu'aux règles prescrites par les art. 182, 183, 184 c. instr. crim., et qu'aucune disposition de loi ne permet d'en prononcer la nullité pour omission des formalités prescrites par la loi civile, alors surtout que la comparution du prévenu établit qu'il a été appelé à répondre aux faits qui lui sont imputés; qu'on ne peut, notamment, annuler la citation par le motif que l'huissier n'avait pas indiqué la personne à laquelle il a parlé ni celle à laquelle il a remis la copie, ou qu'il n'aurait pas fait mention du *parlant* à et de cette remise dans les conditions prescrites par la loi civile (Crim. cass. 29 janv. 1887, aff. Gaillard, D. P. 87. 1. 415).

253. L'exploit de citation en police correctionnelle doit être signifié en autant de copies qu'il y a de personnes assignées (Rép. n° 757). Cette règle paraît applicable au cas où la poursuite est exercée simultanément contre les divers membres d'une société. Toutefois il a été jugé qu'en matière de contributions indirectes, tous les associés d'une maison de commerce peuvent, en cas de contravention par cette maison pour mixtion illicite, être cités devant le tribunal de police correctionnelle par une seule et même copie

(Orléans, 13 nov. 1854, aff. Vincent, D. P. 55. 2. 172). Il faut remarquer qu'en l'espèce, une seule amende était requise contre les deux associés; qu'il s'agissait donc d'une condamnation indivisible entre eux; que, d'ailleurs, ils avaient comparu et s'étaient défendus l'un et l'autre. V. *infra*, v° *Impôts indirects*.

254. On a dit au Rép. n° 760 et suiv. que la jurisprudence se prononçait en termes contradictoires sur la question de savoir si la formalité du visa édictée par les art. 68 et 69 c. proc. civ. était applicable en matière correctionnelle. Depuis, il a été jugé, dans le sens de la négative, qu'en matière correctionnelle, il suffit qu'il y ait preuve notoire que la citation est arrivée en temps utile entre les mains du prévenu, pour qu'elle doive être maintenue par les tribunaux, pourvu toutefois qu'elle ne soit dépourvue d'aucune de ces mentions substantielles, sans lesquelles on ne comprend pas qu'il y ait une assignation réelle et efficace; qu'ainsi la citation correctionnelle donnée à une commune, en la personne de son maire, pour des faits dont le code forestier rend cette commune responsable, n'est pas nulle à défaut de visa de l'original par la personne à laquelle a été laissée, au domicile de ce magistrat, la copie de la citation, alors, d'ailleurs, qu'il n'est pas contesté que cette copie ait été transmise en temps utile (Metz, 21 janv. 1852, aff. Com. de Rozerieulles, D. P. 52. 2. 157).

255. Sur l'acte d'appel en matière correctionnelle, V. *supra*, v° *Appel criminel*, n° 60 et suiv.

### SECT. 3. — DES SIGNIFICATIONS EN MATIÈRE CRIMINELLE (Rép. n° 764 à 768).

256. — V. Rép. n° 764 et suiv.; *infra*, v° *Instruction criminelle*, et Rép. eod. v°, n° 864 et suiv.

citer ne peut le considérer comme absent; que, dans l'espèce, la présence de Teyssier des Farges dans la maison d'arrêt de Mazas étant connue, la notification dont il s'agit pouvait et devait même lui être faite à personne; que cette notification ayant été effectuée au parquet du procureur de la République, l'exploit est,

aux termes de l'art. 70 c. proc. civ., entaché de nullité, et qu'il y a lieu de prononcer l'annulation de tout ce qui l'a suivi; — Casse, etc.

Du 9 févr. 1883. — Ch. crim. — MM. Baudouin, pr. — Sallantin, rapp. — Tappie, av. gén., c. contr. — Massenat-Déroche, av.

## Table sommaire

### des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

<b>Abréviation</b> — prohibition S. 17.	— date S. 221; R. 656.	— correctionnelle, Vi-	— bureau de bienfai-	lonies) R. 560; (aug-	— étres moraux S. 130 s.;
<b>Abréviation de délai.</b> V. Ajournement.	— délai R. 658.	sa.	sance. R. 415.	mentation) S. 197;	R. 408 s.
<b>Absence.</b> V. Domicile inconnu.	— demande reconven-	<b>Affichage.</b> V. Domicile inconnu.	— chef de l'Etat R. 420.	R. 570 s.; (défaut, profit-joint) R. 562;	— évêché S. 133.
<b>Acte d'accusation</b> — notification, date en chiffres S. 18.	— enregistrement (défaut d'), nullité S. 224.	<b>Ajournement.</b> V. Assignation.	— communes S. 135 s.; R. 421 s.; (adjoint) S. 135 s.; R. 423 s.; (conseiller municipal S. 135 s.; R. 425 s.; (juge de paix) R. 429; (maire) S. 135 s.; R. 421 s.; (procureur de la République) S. 136; R. 429.	(délai fixe) R. 558; (domicile à l'étranger) R. 557, 559; (domicile élu) S. 192; R. 554; (domicile hors de la France continentale) S. 193 s.; R. 555 s.; (équivalents) R. 540 s.; (erreur de date) R. 568; (indications) R. 538 s.; (jour férié) S. 198; R. 574; (mentions inexactes) S. 199; (signification à personne) S. 192; R. 552 s.	— exposé des moyens S. 180 s.; R. 513 s.
<b>Acte d'appel</b> — appelant, domicile S. 41; R. 107 s.; (nom, équivalent) S. 37.	— formalités S. 216; R. 642 s.	<b>Algérie.</b> V. Domicile hors du territoire continental.	— conseil de fabrique S. 132; R. 415 s.	— hospice R. 416.	— non - conciliation S. 203 s.; R. 600 s.; (actes séparés) R. 610; (reprises d'instance) R. 602.
— copie, nullité, conséquences S. 22.	— huissier antidivert S. 220, 223.	<b>Allemagne S. 3.</b>	— copie de pièces S. 205; R. 605 s.; (actes séparés) R. 610; (communication au greffe) R. 612; (langue étrangère) R. 608.	— objet de la demande R. 540 s.; (erreur de date) R. 568; (indications) R. 538 s.; (jour férié) S. 198; R. 574; (mentions inexactes) S. 199; (signification à personne) S. 192; R. 552 s.	— non - conciliation S. 203 s.; R. 600 s.; (actes séparés) R. 610; (reprises d'instance) R. 602.
— date erronée, réparée S. 32.	— huissier, identité S. 220.	<b>Ambassadeurs.</b> V. Domicile à l'étranger.	— délai de comparution S. 188; R. 533 s.	— désignation de l'héritage, action mixte S. 201 s.; 589 s.; (action réelle) S. 201 s.; R. 589 s.	— sociétés de commerce S. 137 s.; R. 432 s.; (dissolution) S. 140; R. 444; (raison sociale) S. 138 s.; R. 435 s.; (siège social) S. 138 s.; R. 435 s.; (sociétés civiles) S. 137; R. 434.
— décision attaquée, mention S. 184; R. 523.	— immatricule S. 219; R. 655.	<b>Amende S. 17, 21, 47.</b> — formalités, inobservation S. 124; R. 394 s.	— délai de distance S. 190; R. 544 s.; (augmentation, mentions) S. 190; R. 544 s.; (fractions) S. 191; R. 550; (huitaine franche) S. 190; R. 548.	— domicile hors d'Europe S. 2.	— trésor public R. 414.
— domicile de l'appelant R. 108.	— mention du requérant S. 217.	— signification par un clerc S. 107.	— délais de la loi S. 189; R. 536 s.; (abréviation, nullité) S. 196; R. 565; (assignation à bref délai) S. 200; R. 563, 576 s.; (assignation aux co-	— (actes extrinsèques) S. 181; R. 519; (chemin de fer) S. 180; (cours d'eau) S. 180; (dépaissance) S. 180; (équivalent) R. 520, 524; (tribunal compétent) S. 186 s.; R. 525 s.; (tribunal compétent, appel) S. 187; R. 520 s.	— union de créanciers S. 141 s.; R. 445; (liquidation judiciaire) S. 142.
— décision attaquée, mention S. 184; R. 523.	— parlant à S. 218; R. 654.	<b>Angleterre S. 4.</b>	— signification par un clerc S. 107.	— délaissement R. 593.	
— domicile de l'appelant R. 108.	— signification S. 222, 225; R. 657.	<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.	<b>Angletorre S. 4.</b>	— désignation de l'héritage, action mixte S. 201 s.; 589 s.; (action réelle) S. 201 s.; R. 589 s.	
— exposé des moyens S. 183; R. 521.	<b>Acte imprimé</b> — signification, timbre S. 1.	<b>Arrêt de renvoi</b> — notification, date en chiffres S. 18.	<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.	— domicile hors d'Europe S. 2.	
— formalités R. 47; (jour, omission) S. 33.	<b>Action en partage.</b> V. Ajournement.	<b>Assignation S. 130 s.;</b> R. 408 s.	<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.	— élection de domicile S. 26; R. 69.	
— mois, omission S. 32.	<b>Action réelle.</b> V. Ajournement.	— action mixte, partage R. 592.	<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.	— établissement d'utilité publique S. 134.	
— nullité non couverte S. 125; (solidarité) S. 128.	<b>Adjoint</b> — nom S. 92; R. 324.	— administrations S. 131 s.; R. 415 s.	<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.	— établissements publics S. 132 s.; R. 415 s.	
— objet de la demande S. 183; R. 521.	— obligations S. 96.	— bref délai (étrangers) R. 583; (huissier commis) R. 586; (juge compétent) R. 579; (ordonnance du juge) R. 584 s.; (pouvoirs du juge) R. 580 s.; (simple avenir) R. 588).	<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.	— Etat S. 130; R. 410 s.; (préfet) R. 411 s.; (secrétaire général de préfecture) R. 412.	
— profession R. 105.	— remise de copie S. 89; R. 316 s.		<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.		
— signature de la partie R. 42.	— V. Assignation.		<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.		
<b>Actes d'avoué à avoué S. 216 s.;</b> R. 642 s.	<b>Administrateur de succession</b> — signification, copie unique R. 391.		<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.		
— avenir R. 645 s.	<b>Administration.</b> V. Assignation.		<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.		
— copie S. 218; R. 654.	<b>Administration pu-</b> blique. V. Police		<b>Appel.</b> V. Simple police, Tribunaux de commerce.		

- V. Domicile inconnu, Signification.
- Association syndicale.** V. Visa.
- Augmentation de délai.** V. Ajournement.
- Autriches S. 5.**
- Avenir.** V. Actes d'avoué à avoué.
- Avertissement.** V. Simple police.
- Avoué**
- signature S. 49.
- Belgique S. 5.**
- remise de copie, domicile à l'étranger S. 6;
- V. Domicile à l'étranger.
- Bibliographie S. 16.**
- Billet à ordre**
- paiement, fête légale R. 352.
- Biano S. 19. R. 23 s.**
- Bref délai.** V. Ajournement.
- Bureau de Mairie.** V. Ajournement.
- Cadastre.** V. Justice de paix, Simple police.
- Chef de l'Etat.** V. Assignment.
- Chemin de fer.** V. Ajournement.
- Citation.** V. Justice de paix, Police correctionnelle, Simple police.
- Citation en conciliation**
- remise de copie sous enveloppe, divorce S. 76; R. 270.
- Clerc**
- remise de copies S. 2.
- Clerc d'avoué**
- remise de copie S. 75; R. 262.
- Clerc de notaire**
- remise de copie S. 75; R. 262.
- Colonies.** V. Domicile hors du territoire continental.
- Commandement**
- signification, domicile élu S. 64; R. 226 s.
- Commensal**
- remise de copie S. 76; R. 275.
- Communauté**
- époux, copie séparée S. 118; R. 375.
- Commune**
- signification S. 123; R. 387, 388.
- V. Assignment.
- Comparution volontaire.** V. Police correctionnelle.
- Conseil de fabrique.** — V. Assignment.
- Conseiller municipal**
- remise de copie S. 89; R. 316 s.
- Constitution d'avoué**
- S. 36; R. 69 s.
- ajournement S. 206 s.; R. 615 s.
- appel S. 206 s.; R. 619 s.
- défendeur S. 206; R. 615 s.
- demandeur S. 206; R. 615 s.
- domicile élu S. 209 s.; R. 634 s.
- équivalents S. 208; R. 621 s.
- erreur sur la personne S. 212 s.; R. 630 s.
- indication du nom S. 214; R. 639 s.
- matière criminelle R. 629.
- omission S. 24; R. 627 s.
- personne incapable, nullité S. 212 s.; R. 630 s.
- Conventions diplomatiques.** V. Domicile à l'étranger.
- Copie S. 21 s.; R. 24 s.**
- acte d'appel, nullité, conséquences S. 22.
- erreur matérielle, nullité S. 22.
- intervention, nullité S. 23.
- irrégulière S. 22; R. 24.
- nombre S. 113; R. 360 s.
- non conforme à l'original S. 22; R. 24; (contradictoire) R. 30; (palant à) S. 110; R. 248.
- non représentée R. 28.
- pièces S. 2.
- séparée (associé) R. 389; (époux) S. 118; R. 372 s.; (incapables) S. 121; R. 381 s.; (mention) S. 123; R. 385; (mention, taxe contraire) S. 122; R. 385 s.; (nullité de l'une, effets) R. 393; (personne morale) S. 123; R. 387; (pluralité de communes) R. 388; (pluralité de défendeurs) S. 113; R. 360; (pluralité de défendeurs, même domicile) S. 114; R. 362; (régime de communauté) S. 118; R. 375; (régime dotal) S. 119; (séparation de biens) S. 120; R. 378; (signification au domicile de l'avoué) S. 117; R. 370; (solidarité) S. 116; R. 368 s.; (syndics) S. 123; R. 392 s.; (union de créanciers) S. 123; R. 392.
- timbre S. 21.
- unique, époux, Pays-Bas S. 12; R. 24.
- V. Actes d'avoué à avoué, Simple police.
- Copie de pièces**
- signature S. 49.
- V. Assignment.
- Correction**
- S. 17; R. 21.
- Corse.** V. Domicile hors du territoire continental.
- Coucher du soleil**
- R. 352.
- Cour d'assises.** V. Matière de grand criminel.
- Cours d'eau.** V. Assignment.
- Coût S. 46 s.; R. 154 s.**
- Date R. 49 s.**
- en blanc R. 52.
- en lettres R. 55.
- énonciation équivalente S. 33.
- erreur R. 57 s.
- erronée S. 31; R. 57 s.; (réparée) S. 32.
- illisible R. 52.
- importance R. 49.
- incomplète S. 31; R. 57 s.; (nullité non couverte) S. 35.
- indication en chiffres S. 18; R. 55.
- omission S. 31; R. 57 s.; (nullité non couverte) S. 35.
- place R. 53.
- preuve certaine S. 26.
- supplée S. 31; R. 57 s.
- surcharge non approuvée S. 20; (effets) S. 32.
- V. Actes d'avoué à avoué, Police correctionnelle, Simple police.
- Défaut profit-joint.** V. Assignment.
- Défendeur**
- décédé, signification S. 58; R. 198 s.
- demeure S. 53; (non mentionnée) S. 55.
- domicile S. 53.
- incapable S. 52; R. 173.
- nom S. 53 s.
- nom incertain, héritier S. 54.
- plaider par procureur S. 51; R. 165 s.
- pluralité, solidarité S. 116; R. 368 s.; (copies séparées) S. 113 s.; R. 360 s.
- profession S. 53.
- refus de copie S. 93; R. 325.
- V. Constitution d'avoué, Copie, Simple police.
- Délai S. 1.**
- augmentation S. 2.
- fixe S. 2.
- Portugal S. 13.
- V. Actes d'avoué à avoué, Domicile à l'étranger, Justice de paix, Police correctionnelle, Référé, Simple police.
- Délai de comparution.** V. Assignment.
- Délai de distance.** V. Assignment.
- Délais de la loi.** V. Assignment.
- Délassement.** V. Assignment.
- Délit forestier.** V. Police correctionnelle.
- Demande**
- objet S. 56; R. 193.
- Demande reconventionnelle.** V. Actes d'avoué à avoué.
- Demandeur S. 36 s.; R. 89 s.**
- domicile R. 107 s.; S. 41.
- femme mariée S. 40; R. 93.
- interdit S. 40; R. 93 s.
- mineur S. 40; R. 93 s.
- mineur émancipé S. 40; R. 93.
- nom S. 37; R. 70 s.
- nom patronymique, omission S. 37.
- personne morale R. 94 s.
- prodigue S. 40; R. 93.
- profession S. 40.
- qualité S. 40.
- société civile R. 99.
- société commerciale R. 96 s.
- V. Constitution d'avoué.
- Dépassement.** V. Assignment.
- Désistement**
- signature par la partie S. 28.
- Disparition.** V. Domicile inconnu.
- Divorce**
- citation en conciliation S. 215.
- V. Remise de copie.
- Domicile R. 107 s.**
- apparent S. 63; R. 113.
- caractères S. 63.
- de droit S. 42; R. 120, 123.
- défaut d'indication S. 43; R. 125.
- défendeur S. 53, 55.
- définition R. 109.
- de l'avoué S. 66; R. 232.
- de l'huissier S. 66; R. 235.
- demandeur, indication S. 41; R. 107 s.
- élection chez l'avoué S. 26; R. 69.
- élu S. 64; R. 224 s.; (avoué, pouvoir spécial) S. 66; (commandement) S. 64; R. 226 s.; (pluralité de défendeurs) S. 114; R. 362, 365.
- enquête S. 66; R. 237.
- équivalent R. 117 s.
- femme mariée R. 108.
- fonctionnaire public S. 66; R. 111, 235.
- hôtel garni R. 110.
- incapable S. 70; R. 244.
- indication erronée S. 43; R. 125.
- indication vague S. 41.
- insuffisante S. 44; R. 117 s.
- interdit R. 111.
- limite et étendue S. 84; R. 295.
- maire R. 116.
- maison de commerce R. 108.
- marin S. 69; R. 243.
- militaire S. 68; R. 240 s.; (activité) R. 114.
- mineur R. 111.
- omission, appelant R. 108.
- Domicile à l'étranger**
- S. 150 s.; R. 462 s.
- assignment au parquet R. 466, 467.
- assignment par lettre chargée R. 477.
- Belgique R. 468.
- conventions diplomatiques S. 152 s.; (Italie) S. 153, 167; (Luxembourg) S. 156; (Suisse) S. 154.
- Echelles du Levant R. 464, 471.
- établissement certain S. 159; R. 464.
- étrangers S. 164 s.; R. 475 s.; (ambassadeurs) S. 486; (définition) S. 164; R. 475; (délai) R. 488; (domicile élu) R. 485; (historique) R. 467 s.; (mandataire) R. 487; (nullité de la signification) S. 165; R. 484; (officier ministériel étranger) R. 478; (résidence en France) R. 479.
- ministre compétent S. 152, 157; R. 466.
- parquet compétent S. 160; R. 473.
- saisie-arrest S. 161; R. 474.
- tribunal de commerce S. 163.
- Domicile élu**
- signification S. 9.
- V. Constitution d'avoué, Domicile à l'étranger, Domicile inconnu, Police correctionnelle, Tribunaux de commerce, Visa.
- Domicile hors du territoire continental**
- Algérie S. 150 s.; R. 465.
- colonies R. 464.
- Corse S. 150 s.
- loi de 1882 S. 150 s.; R. 462 s.
- tribunal colonial S. 162; R. 470 s.
- Domicile inconnu S. 143 s.; R. 446 s.**
- absence S. 145.
- affichage, tribunal S. 147 s.; R. 446, 455 s.
- assignment S. 143 s.; R. 446 s.
- déménagement S. 145.
- disparition S. 145 s.; R. 453.
- domicile élu S. 149.
- huissier, mentions R. 460.
- juge de paix R. 449.
- parquet R. 446, 450, 456.
- résidence inconnue S. 146.
- sociétés de commerce S. 146.
- tribunal de commerce R. 449.
- V. Police correctionnelle.
- Domicile réel.** V. Police correctionnelle.
- Dommages-intérêts**
- signification par un clerc S. 108.
- Echelles du Levant.** V. Domicile à l'étranger.
- Ecosse S. 4.**
- Ecriture**
- acte S. 105; R. 845.
- Edifice du culte**
- signification S. 59; R. 202 s.
- Encre S. 105; R. 343 s.**
- Enquête**
- jugement, signification par extrait R. 26.
- Enregistrement**
- délai R. 165.
- extrait, preuve d'acte S. 25; R. 31, 32.
- mention S. 50; R. 165 s.
- V. Actes d'avoué à avoué, Matière de grand criminel.
- Epoux**
- condamnation solidaire, signification nulle S. 35.
- copie unique, Pays-Bas S. 12.
- signification, nombre de copies S. 118; R. 372 s.
- Equivalent S. 30; R. 44 s., 45.**
- date S. 33.
- demeure de l'huissier S. 45; R. 130 s.; 137.
- demeure du défendeur S. 55.
- domicile S. 41, 42; R. 107 s., 117, 124 s.
- immatricule de l'huissier S. 45; R. 130 s.; 143.
- nom de l'huissier S. 45; R. 130 s.
- nom du demandeur S. 36; R. 69.
- parlant à S. 97, 103, R. 342.
- profession R. 101, 102, 104.
- validité, conditions S. 34; R. 61.
- V. Constitution d'avoué.
- Erreur matérielle S. 92.**
- Erreur sur la personne.** V. Constitution d'avoué.
- Espagne S. 7.**
- Etat.** V. Assignment.
- Etablissement d'utilité publique.** V. Assignment.
- Etablissement public S. 123; R. 387.**
- V. Assignment, Visa.
- Etats-Unis S. 8.**
- Etrangers.** V. Domicile à l'étranger.
- Etres moraux.** V. Assignment.
- Exploit**
- forme, Allemagne S. 3.
- publication dans les journaux S. 3, 4, 9.
- validité, conditions S. 17 s.; R. 19 s.
- vérification par le juge, Suisse S. 15.
- Exposé des moyens.** V. Assignment.
- Expropriation.** V. Visa.
- Extradition.** V. Police correctionnelle.
- Faillite S. 123, 141; R. 391, 445.**
- Femme mariée**
- demanderesse S. 40; R. 93.
- domicile R. 108.
- nom de fille S. 37.
- nom de veuve S. 37.
- Fermier**
- remise de copie S. 77; R. 263.
- Fête légale R. 352.**
- contravention, sanction R. 353.
- paiement de lettre de change R. 352.
- permission du juge R. 354 (juge de paix) R. 355.
- protêt R. 352.
- référé R. 352.
- saisie — revendication R. 352.
- signification R. 352.
- Foi S. 26; R. 34.**
- date S. 26.
- identité de la partie S. 27; R. 37.
- inscription de faux S. 26; R. 34.
- mention, qualification de la partie R. 29.
- preuve contraire S. 26; R. 34.
- qualité de la partie S. 27.
- Fonctionnaires.** V. Visa.
- Fonctionnaire public**
- domicile S. 67; R. 141, 239.
- Formalités essentielles S. 29 s.; R. 44 s.**
- V. Assignment, Justice de paix, Matière de grand criminel, Nullité, Police correctionnelle.
- Gendarmes.** V. Police correctionnelle, Simple police.
- Grand — duc de Luxembourg S. 10.**
- Héritage.** V. Assignment.
- Héritier**
- défendeur, qualité incertaine S. 54.
- défendeur, nom incertain S. 54.

- Heure** — R. 51.  
**Hongrie S. 5.**  
**Hospice. V. Assignation.**  
**Huissier R. 19, 128 s. ;**  
 — S. 45 s.  
 — demeure S. 45 ; R. 128 s., 132.  
 — immatriculé S. 45 ; R. 128 s., 138 s.  
 — nom R. 128, 131 s. ; S. 45.  
 — patente R. 152.  
 — signature S. 45, 48 ; R. 160 s.  
 — V. Actes d'avoué à avoué, Police correctionnelle, Simple police, Visa.  
**Huissier commis. V. Ajournement, Référé.**  
**Italie française. V. Assignation.**
- Identité R. 37 s.**  
 — preuve certaine S. 27 ; R. 37.  
 — V. Police correctionnelle.  
**Identité des parties. V. Police correctionnelle.**  
**Immatriculé. V. Actes d'avoué à avoué.**  
**Incapables**  
 — copie séparée S. 124 ; R. 351 s.  
 — défendeur, signification S. 70 ; R. 244.  
 — demandeur S. 40 ; R. 93 s.  
 — domicile S. 70 ; R. 244.  
 — plaider par procureur R. 73.  
**Injures. V. Police correctionnelle.**  
**Inscription de faux S. 26 ; R. 34.**  
 — admission, rejet R. 41.  
 — date de la copie S. 22.  
 — émancipations R. 40 s.  
**Interdit**  
 — demandeur S. 40 ; R. 93.  
 — domicile R. 111.  
**Intervalle S. 19 ; R. 23 s.**  
**Italie S. 9.**  
 — V. Domicile à l'étranger.
- Jour S. 112 ; R. 351 s.**  
 — limite R. 352.  
**Jour férié. V. Ajournement, Matière de grand criminel.**  
**Juge de paix**  
 — permission, signification, fête légale R. 255.  
 — V. Assignation, Domicile inconnu, Visa.  
**Jugement**  
 — enquête, signification par extrait R. 26.  
 — signification, preuve S. 24.  
**Justice de paix**  
 — cédula R. 678 s.  
 — citation S. 226 ; R. 660 s. ; (copie de pièces) R. 668, (délai) R. 671 ; (en conciliation) S. 227 ; R. 664 ; (mentions) R. 666 s. ; (nullité) R. 676 ; (parlant à) R. 670 ; (remise de la copie) R. 670.
- Lacune S. 10 ; R. 22 s.**  
**Langue étrangère. V. Ajournement.**
- Langue française R. 30.**  
**Législation S. 1 s. ; R. 1 s.**  
**Lettre de change**  
 — paiement, fête légale R. 352.  
**Lever du soleil R. 352.**  
**Libellé. V. Police correctionnelle, Simple police.**  
**Lieu**  
 — indication R. 50.  
 — mention S. 98 ; R. 321.  
**Liquidation judiciaire. V. Assignation.**  
**Liabilité S. 17 ; R. 21.**  
**Locataire**  
 — remise de copie S. 77.  
**Luxembourg. V. Domicile à l'étranger.**
- Maire**  
 — domicile R. 116.  
 — nom S. 92 ; R. 324.  
 — obligations S. 96.  
 — remise de copie S. 69 s. ; R. 315 s.  
 — V. Assignation, Simple police, Visa.  
**Maitre d'hôtel garni**  
 — remise de copie S. 78 ; R. 271.  
**Mandat S. 2.**  
**Mandataire**  
 — mandant décédé S. 39.  
 — signification S. 61 ; R. 171 s., 208.  
 — V. Domicile à l'étranger.
- Marin**  
 — domicile S. 69 ; R. 243.  
**Matière administrative**  
 — signification, preuve R. 33.  
**Matière criminelle S. 231 s. ; R. 687 s.**  
 — V. Constitution d'avoué.  
**Matière de grand criminel**  
 — cours d'assises S. 258 ; R. 764 s.  
 — formalités R. 765 ; (enregistrement) R. 767.  
 — jour férié R. 768.  
**Mentions. V. Justice de paix, Visa.**  
**Mexique S. 11.**  
**Militaire S. 68 ; R. 240.**  
 — changement de garnison S. 68.  
 — domicile R. 114.  
 — V. Police correctionnelle.
- Mineur**  
 — demandeur S. 40 ; R. 93.  
 — domicile R. 111.  
**Ministère public. V. Simple police, Visa.**  
**Mois**  
 — omission S. 32.  
**Nom**  
 — équivalent S. 36, 37.  
**Non-conciliation. V. Assignation.**  
**Nuit**  
 — contravention, sanction R. 358.  
 — limite R. 352.  
 — permission du juge R. 357.  
**Nullité S. 99, 124 s. ; R. 332, 394 s.**  
 — absence de date S. 35.  
 — ajournement, demandeur mal désigné S. 30 ; R. 69 ; (mandataire, man-
- dant décédé) S. 39.**  
**caractère, étendue S. 128 ; R. 404 s. ; (solidarité) S. 128.**  
**compétence S. 129 ; R. 407.**  
 — couverte S. 125, 129 ; R. 401, 402 ; (équivalents) S. 34 ; R. 61 ; (exception de communication de pièces) S. 127.  
 — copie, absence de date S. 22 ; (acte d'appel, conséquences) S. 22 ; (erreur matérielle) S. 22 ; (éparé, effets) R. 393.  
 — date en blanc R. 52.  
 — date illisible R. 52.  
 — défaut d'indication du domicile R. 107 s.  
 — défaut, personne ou domicile S. 57.  
 — domicile erroné S. 66 ; R. 232 s.  
 — exploit sur papier libre S. 21.  
 — inobservation de formalités S. 124 ; R. 394 s.  
 — parlant à, illisible S. 126.  
 — signature de l'huissier inexacte S. 48.  
 — signification à personne sans qualité S. 90, 91 ; R. 318 s.  
 — surcharges S. 20 ; R. 22 s.  
 — V. Constitution d'avoué, Justice de paix.
- Objet S. 56 ; R. 192.**  
**Objet de la demande. V. Assignation.**  
**Original S. 21 s. ; R. 24 s.**  
 — timbre S. 21.  
 — validité, conditions S. 21 ; R. 24.  
 — visa S. 89 ; R. 315 s.  
 — V. Visa.  
**Outrages. V. Police correctionnelle.**
- Papier spécial**  
 — feuilles, nombre, indication S. 47.  
**Parent S. 74 ; R. 259, 260.**  
 — habitation dans la même maison S. 74 ; R. 259, 260.  
 — lien de parenté, mention S. 80 ; R. 277 s.  
 — nom S. 81 ; R. 287 s.  
 — refus S. 93 ; R. 325 s.  
 — remise de copie S. 74 ; R. 257.  
**Parlant à S. 97 s. ; R. 330 s.**  
 — copie non conforme à l'original S. 110 ; R. 348 ; (remise à un tiers) S. 102 ; R. 338 s.  
 — écriture à l'encre S. 105 ; R. 345.  
 — en blanc S. 97.  
 — équivalent S. 97, 103 ; R. 342.  
 — erreur de personne S. 101 ; R. 334, 336, 341.  
 — erreur sur la qualité S. 101.  
 — illisible, nullité non couverte S. 126.  
 — indication S. 98.  
 — indication de la personne S. 99 ; R. 332 ; (erreur) S. 99 ; (incorrection) S. 101 ; (partie intéressée) S. 100 ; R. 333.  
 — indication du lieu S. 98 ; R. 331.
- par l'huissier S. 104 ; R. 343, 344.**  
**personne morale S. 111 ; R. 350.**  
**pluralité de parties S. 109 ; R. 346, 247.**  
**surcharges S. 109.**  
**V. Justice de paix, Police correctionnelle.**  
**Parquet. V. Domicile inconnu.**  
**Partie civile. V. Police correctionnelle, Simple police.**  
**Pays-Bas S. 12.**  
**Personne collective**  
 — signification S. 123 ; R. 387.  
**Personne morale**  
 — copie séparée S. 123 ; R. 387.  
 — demanderesse R. 94 s.  
 — représentant légal R. 94 s.  
 — signification S. 123 ; R. 387.  
**Plaider par procureur S. 2, 38, 51 ; R. 71 s., 170 s.**  
 — défendeur S. 51 ; R. 170 s.  
 — incapable R. 73.  
**Police correctionnelle S. 237 s. ; R. 714 s.**  
 — appel S. 257 ; R. 763.  
 — citation S. 237 s. ; R. 714 s. ; (administration publique) R. 719 ; (compensation volontaire) R. 721, 747 ; (date) S. 239 ; (date des faits) S. 241 ; R. 731 ; (délai) R. 733 s. ; (délai, augmentation) R. 740 ; (délai, abréviation) R. 739 ; (délai de comparution) S. 245 ; R. 733 s. ; (délit forestier) R. 718 ; (domicile inconnu) S. 250 ; R. 748 s., 753 s. ; (domicile réel) R. 751 ; (émancipation des faits) S. 240, 242 ; R. 725 s. ; (extradition) S. 252 ; (formalités) S. 238 ; R. 722 ; (gendarmes) S. 238 ; R. 717 ; (identité des parties) S. 243, 246 s. ; R. 744 s. ; (indication du tribunal) R. 746 ; (injures, outrages) R. 728 s. ; (libellé) S. 240 ; R. 723 s. ; (militaire) R. 759 ; (parlant à) S. 253 ; R. 755 s. ; (pluralité de copies) S. 254 ; R. 757 ; (pluralité de copies, société commerciale) S. 254 s. ; (prévenu en fuite) S. 254 ; (visa) S. 256 ; R. 760 s.  
 — partie civile, domicile élu S. 237, 244 ; R. 716, 724.  
 — renvoi R. 715.  
**Portugal S. 13.**  
**Poste**  
 — envoi de copie S. 2 ; (Belgique) S. 6 ; (grand-duché de Luxembourg) S. 10 ; (Suisse) S. 15.  
**Pourvoi en cassation**  
 — arrêt d'admission, copie, foi S. 26 ; (signification, date erronée) S. 32.  
 — expropriation publique R. 72.  
**Préfet. V. Assignation.**
- Preuve**  
 — aveu judiciaire S. 24.  
 — énonciation d'acte postérieur S. 24.  
 — énonciation du jugement S. 24.  
 — exploit non représenté S. 24 ; R. 31 s.  
 — mention d'enregistrement S. 25 ; R. 31, 32.  
 — représentation de l'acte S. 24.  
**Preuve contraire S. 26 ; R. 34.**  
**Procès-verbal**  
 — saisie-exécution, saisie immobilière.  
**Procureur de la République. V. Assignation.**  
**Prodigue**  
 — demandeur S. 40 ; R. 92.  
**Profession R. 100 s.**  
 — acte d'appel R. 105.  
 — défaut d'indication R. 101.  
 — équivalent R. 101, 102, 104.  
**Propriétaire**  
 — remise de copie S. 78.  
**Protêt**  
 — fête légale R. 352.
- Qualité**  
 — preuve certaine S. 27.  
**Rature S. 20.**  
**Référé S. 230 ; R. 683 s.**  
 — délai R. 685.  
 — fête légale R. 352.  
 — formes R. 683 s.  
 — huissier commis R. 686.  
**Régime dotal**  
 — époux, copie séparée S. 119.  
**Remise de copie**  
 — absence de la partie S. 71 s. ; R. 253 s.  
 — Allemagne S. 3.  
 — Angleterre S. 4.  
 — Autriche S. 5.  
 — Belgique S. 6.  
 — clerc S. 75 ; R. 262 ; (asserment) S. 2.  
 — commensal S. 78 ; R. 275.  
 — concierge S. 76 ; R. 266 s.  
 — conseiller municipal S. 89 ; R. 316 s.  
 — Ecosse S. 4.  
 — employé de société S. 79.  
 — Etats-Unis S. 8.  
 — fermier S. 77 ; R. 263.  
 — Hongrie S. 5.  
 — indication de la personne S. 102 R. 338 s.  
 — Italie S. 9.  
 — locataire S. 77 ; (principal) S. 77 ; R. 272.  
 — maire S. 89 s. ; R. 315 s.  
 — maitre d'hôtel garni S. 78 ; R. 271.  
 — mention, identité R. 37 s. ; (qualité, foi) R. 89.  
 — Mexique S. 11.  
 — parent, lieu de la remise S. 83 ; R. 291 s.  
 — parents S. 74 ; R. 257 s.  
 — Portugal S. 13.  
 — poste S. 2.  
 — propriétaire S. 78.  
 — secrétaire d'évêché S. 75.  
 — serviteur S. 74, 75 s. ; R. 257, 261 s.  
 — serviteur, lieu de la remise S. 83 ; R. 291 s.
- sous enveloppe S. 2 ; (divorce) S. 76 ; R. 270.**  
**— Suède S. 14.**  
**— Suisse S. 15.**  
**— tiers, âge S. 72 ; R. 255 s. ; (capacité) S. 72 ; R. 225 s. ; (intérêt opposé) S. 73 ; R. 256 ; (nom, mention) S. 82 ; R. 290 ; (ordre à suivre) S. 90 ; R. 218 s. ; (qualité, mention) S. 81 ; R. 287, 288.**  
**— voisin S. 85 s. ; R. 296 s.**  
**— V. Saisie-exécution, Saisie immobilière, Simple police.**  
**Reprise d'instances. V. Ajournement.**  
**Résidence S. 42 ; R. 123.**
- Saisie-exécution**  
 — procès-verbal, remise de copie S. 94 ; R. 327.  
**Saisie immobilière**  
 — procès-verbal, remise de copie S. 94 ; R. 328.  
 — V. Visa.  
**Saisie — revendication**  
 — fête légale R. 352.  
**Séparation de biens**  
 — époux, copie séparée S. 120 ; R. 378.  
**Séparation de corps**  
 — citation en conciliation S. 215.  
**Serviteur**  
 — définition S. 75 ; R. 261 s.  
 — nom S. 81 ; R. 287 s.  
 — rapport de domestique, mention S. 80 ; R. 277 s.  
 — refus S. 93 ; R. 335 s.  
 — V. Remise de copie.  
**Signature**  
 — désistement S. 28.  
 — en blanc S. 106.  
 — partie S. 28 ; R. 42 s.  
 — témoins S. 28 ; R. 42 s.  
 — voisin S. 88 ; R. 313.  
**Signification**  
 — à bord S. 69 ; R. 243.  
 — absence de domicile et de résidence, Italie S. 9.  
 — acte imprimé, timbre, S. 1.  
 — administrateur de succession, copie unique R. 391.  
 — clerc, amende et dommages-intérêts S. 107, 108 ; (preuve) S. 107, 108.  
 — commandement, domicile élu S. 64 ; R. 226.  
 — commune S. 123 ; R. 387, 388.  
 — défaut de parlant à S. 22.  
 — défendeur décédé S. 58 ; R. 198 s.  
 — défendeur incapable S. 52, 70 ; R. 173, 244.  
 — distribution par contribution R. 370.  
 — domicile de l'avoué S. 117 ; R. 370.  
 — domicile à l'étranger S. 9 ; (Pays-Bas) S. 12.  
 — édifice du culte S. 59 ; R. 202 s.  
 — enquête R. 370.  
 — époux, nombre de copies S. 118 ; R. 372 s. ; (condamnation solidaire) S. 35.  
 — Etat S. 123 ; R. 387.  
 — fête légale R. 352.  
 — jugement, absence de

mention du jour S. 33; (preuve) S. 24.	— résidence S. 62; R. 210.	— libellé S. 235; R. 709.	— quences) S. 20. (date) S. 32.	— appel S. 239.	— maire S. 82, 169; R. 315 s., 489; (date) S. 32.
lieu, mention S. 98; R. 331.	— V. Domicile.	— maire S. 232; R. 692 s., 695.	— parant à S. 109.	— domicile élu S. 228; R. 682.	— mention S. 95; R. 495; (copie) S. 179; R. 503 s.
— militaire S. 68; R. 240.	Signification à personne S. 57; R. 193 s.	— ministère public R. 693.	Syndic	Union de créanciers.	— ministre public S. 169; R. 489; (saisie immobilière) S. 170; R. 489.
— par extrait, jugement d'enquête R. 26.	— connaissance de la partie S. 58; R. 197.	— remise de la copie S. 234; R. 705.	— signification, copie séparée S. 123; R. 392 s.	V. Assignment.	— Pays-Bas S. 12.
— personne collective S. 123; R. 387; (morale) S. 123; R. 387.	— domicile hors de l'arrondissement S. 60.	Société civile	Témoins	— signification S. 123; R. 392.	— refus de visa S. 170, 171, 177; R. 489, 491.
— preuve, matière administrative R. 33.	— fondé de pouvoir S. 61; R. 171 s., 208.	— demanderesse R. 09.	— signature S. 28; R. 42 s.	Visa S. 169 s.; R. 489 s.	— section de commune S. 139, 174.
— établissement public S. 123; R. 387.	— identité de la partie S. 58; R. 197.	— signification R. 390.	Timbre	— adjoint S. 89.	— V. Police correctionnelle.
— société civile R. 390.	— lieu S. 59, 60; R. 202 s.	— V. Assignment.	— copie S. 21.	— administration publique S. 171; R. 490 s.	Voisin R. 396 s.
— société commerciale S. 123; R. 387, 389.	Simple police S. 232 s.; R. 690 s.	Société commerciale	— copie d'exploit S. 1.	— amende, nullité S. 171; R. 490 s.	— Age, capacité R. 302 s.
— syndic, copie séparée S. 123; R. 392 s.	— avertissement S. 231; R. 691, 693 s.	— demanderesse R. 97.	— droits, indication S. 47.	— association syndicale S. 176.	— commis R. 304.
— union de créanciers S. 123; R. 392.	— cédule S. 234; R. 694.	— signification S. 123; R. 387, 389.	— original S. 21.	— conseiller municipal S. 89.	— demeure S. 87; R. 308.
— V. Actes d'avoué à avoué.	— citation R. 695 s.; (date) R. 707; (défendeur) R. 711; (gendarmes) R. 699; (huissier) R. 699 s.; (jour férié) R. 712; (partie civile) R. 710; (plaignant) R. 710; (tribunal compétent) R. 708.	— V. Police correctionnelle.	— signification, acte imprimé S. 1.	— domicile élu R. 501 s.	— remise de copie S. 85 s.; R. 296 s.
Signification à domicile S. 57, 62; R. 193 s.; 210 s.	— délai S. 233; R. 704.	Sociétés de commerce. V. Assignment, Domicile inconnu.	Timbre mobile	— établissements publics S. 176; R. 492 s.	— Italie S. 9.
— absence de la partie, dépôt à la mairie S. 2; (Italie) S. 9; (Pays-Bas) S. 12; (remise sous enveloppe) S. 2.		Solidarité	— copie S. 21.	— expropriation S. 178.	— maison, nom R. 308; 322.
— présomption S. 83.		— copie séparée S. 116; R. 368 s.	Tribunal colonial. V. Domicile hors du territoire continental.	— fonctionnaires S. 169 s.; R. 489 s.; (empêchement) R. 497 s.	— nom S. 87, 92; R. 308, 323.
		— nullité de l'exploit, étendue S. 128.	Tribunal de commerce. V. Assignment.	— huissiers, syndic S. 175.	— propriétaire R. 273.
		Somme	Tribunaux de commerce S. 228 s.; R. 680 s.	— juge de paix S. 160.	— refus S. 92; R. 297, 323.
		— indication en chiffres S. 18.			— signature S. 77, 88; R. 272, 312 s.
		Suède S. 14.			
		Suisse S. 15.			
		— V. Domicile à l'étranger.			
		Surcharge S. 19 s.; R. 22 s.			
		— non approuvée (consé-			

### Table des articles du code civil, du code de procédure civile et du code d'instruction criminelle.

<b>Code civil</b>	— 5. R. 662 s.	— 66. V. <i>infr.</i>	— 3. S. 175;	— 70. S. 71, 169;	— 419. R. 243.	— 808. R. 352 s.	— 140. S. 232 s.; R.
Art. 102. R. 212.	— 6. R. 662 s.	<i>Huissier.</i>	R. 415 s., 489 s.	171; R. 193,	— 422. S. 228 s.	883 s.	691 s.
— 103. R. 217 s.	— 58. S. 204.	— 67. S. 46; R. 154 s.	— 4. R. 420;	253 s., 489 s.	— 443. S. 125.	— 828. R. 352 s.	— 147. S. 232; R.
— 104. R. 218.	— 61. S. 26, 41, 48,	— 68. S. 62, 71, 74,	489 s.	— 71. R. 399.	— 447. S. 54, 115;	— 1030. S. 179, 226;	691 s.
— 111. R. 224 s.	54, 62, 182, 306,	89 s., 96, 145 s.,	— 5. S. 174;	— 72. R. 536 s.	R. 336 s.	R. 44 s., 394 s.	— 169. R. 692 s.
— 236. S. 215.	208 s., 216 s.; R.	171 s., 174, 179;	R. 421 s., 489 s.	— 73. S. 193 s.; R.	— 456. S. 114; R.	— 1033. S. 191; R.	— 170. R. 692 s.
— 237. S. 215.	49 s., 69 s., 128	R. 193 s., 202 s.,	— 6. S. 138;	555 s.	193 s., 360 s.,	72 s., 544 s.	— 174. S. 236.
— 1167. S. 180.	s., 170 s., 225	225, 247, 249, 254,	R. 432 s.	— 74. R. 561.	521 s., 536 s.,	— 1037. R. 352 s.	— 182. S. 239, 252;
— 1334. S. 22.	s., 510 s., 525	253 à 350, 360 s.,	— 7. R. 445 s.	— 75. R. 615 s.	— 492. S. 223.	— 1039. S. 170 s.;	R. 714 s.
— 1540. S. 119.	s., 533 s., 615 s.	385 s., 489 s.	— 8. S. 143,	— 76. R. 643 s.	— 505. S. 166.	R. 489 s.	— 183. S. 237 s.,
— 2008. S. 39.	— 62. V. <i>infr.</i> , *	— 69. S. 95, 137,	145 s., 159, 169,	— 173. S. 246.	— 560 S. 162.	— 584. S. 65, 114;	252; R. 714 s.,
	<i>Frais et dépens.</i>	169, 171, 174,	249; R. 222, 446	— 261. S. 223; R.	— 584. S. 65, 114;	R. 331 s.	— 184. S. 237 s.,
<b>Code de proc.</b>	— 63. R. 352 s.	— 70. S. 175,	s., 489 s.	227, 370.	— 780. R. 226 s.	— 781. S. 59; R.	252; R. 714 s.,
<b>dure civile</b>	— 64. S. 202; R.	— 71. R. 410	— 9. S. 150 s.,	— 414. R. 680 s.	— 780. R. 226 s.	252.	733 s.
Art. 1 <sup>er</sup> . R. 662 s.	— 65. S. 204; R.	— 72. R. 414 s.,	153, 156, 159 s.,	— 415. R. 680 s.	— 781. S. 59; R.	— 781. S. 59; R.	— 242. R. 764.
— 4. R. 662 s.	600 s.	489 s.	164, 169, 249; R.	— 416. R. 680 s.	252.	— 807. R. 683 s.	— 395. R. 764.
			475 s., 489 s.	— 417. R. 580, 680 s.	— 807. R. 683 s.	Art. 145. S. 232;	Art. 691 s.

### Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

<b>An 7</b>	<b>1844</b>	5 août. Orléans. 179	28 nov. Douai. 40 c.	26 avr. Toulouse. 209 c., 210 c.	21 févr. Metz. 27 c., 79 c.	<b>1863</b>	10 mai. Civ. 199 c.
3 brum. Loi. 21 c.	20 sept. Crim. 249 c.	25 nov. Orléans. 110 c., 118 c.		26 mai. Civ. 80 c.	8 mars. Paris. 145.	23 févr. Req. 57 c.	10 juin. Caen. 145.
22 frim. Loi. 224 c.			<b>1854</b>	25 juin. Metz. 230.	15 juin. Crim. 19 c.	23 mars. Req. 202 c.	21 juin. Loi. 176 c.
<b>An 11</b>	<b>1846</b>		13 janv. Montpellier. 222 c.	25 juin. Poitiers. 41 c.	20 juin. Agen. 128 c.	5 mars. Dijon. 176 c.	29 août. Civ. 32 c.
25 vent. Loi. 18 c. 20 c.	5 déc. Toulouse. 222 c.	21 janvier. Metz. 254 c.	12 juin. Agen. 25 c.	3 août. Bastia. 88 c.	25 juill. Civ. 37 c.	25 mars. Riom. 249 c.	18 nov. Bourges. 43 c.
<b>An 13</b>	<b>1847</b>	25 mars. Agen. 41 c.	21 juill. Bourges. 44 c.	4 août. Civ. 33 c.	10 août. Limoges. 160 c.	24 juin. Poitiers. 132 c.	
5 pluv. Loi. 238 c.	27 avr. Limoges. 83 c.	30 juill. Crim. 241 c.	21 août. Bastia. 85 c., 88 c.	3 déc. Civ. 33 c.	30 août. Paris. 190 c.	21 juill. Req. 172 c., 179 c.	18 janv. Toulouse. 108 c.
<b>1808</b>	<b>1849</b>	12 août. Crim. 241 c.	21 août. Crim. 19 c., 32 c.	5 déc. Toulouse. 219 c., 223 c.		21 juill. Colmar. 185 c.	12 févr. Caen. 114 c.
20 avr. Civ. 220 c.	31 mai. Toulouse. 190 c.	24 nov. Civ. 22 c., 103 c.	29 sept. Crim. 109 c.	<b>1857</b>	21 janv. Caen. 209 c.	29 juill. Colmar. 185 c.	2 avr. Bordeaux. 37 c.
<b>1809</b>	<b>1850</b>	6 déc. Req. 72 c.	13 nov. Orléans. 253 c.	15 juin. Colmar. 77 c.	12 févr. Poitiers. 186 c.	16 nov. Paris. 143 c.	26 avr. Crim. 250 c.
30 déc. Décr. 131 c.			29 nov. Trib. Bergerac. 83 c.	9 nov. Req. 118 c.	5 mars. Paris. 62 c.	5 mars. Bourges. 243 c.	3 mai. Besançon. 34 c.
<b>1813</b>	<b>1851</b>	21 févr. Caen. 89 c., 92 c., 178 c.	<b>1855</b>	<b>1858</b>	4 juin. Agen. 52 c.	15 mai. Besançon. 34 c.	19 juin. Req. 144 c., 145 c.
14 juin. Décr. 17 c.	5 janv. Bourges. 190 c.	8 mars. Paris. 43 c.	22 févr. Bourges. 86 c., 87 c.	27 avr. Civ. 23 c.	29 nov. Toulouse. 194 c.	27 févr. Trib. com. Nantes. 63 c.	18 juill. Paris. 49.
29 août. Décr. 17 c.	30 mai. Crim. 252 c.	3 avr. Grenoble. 143 c.	12 mai. Crim. 240 c.	5 mai. Req. 23 c.	4 déc. Civ. 33 c.	16 mars. Caen. 100, 102 c.	6 août. Paris. 68 c.
<b>1815</b>	14 juin. Bordeaux. 190 c.	11 avr. Orléans. 238 c.	15 mai. Nîmes. 63 c.	23 août. Paris. 35 c.	30 déc. Limoges. 44 c.	13 avr. Crim. 235 c.	
10 févr. Req. 143 c.	10 août. Paris. 213 c.	1 <sup>er</sup> juill. Orléans. 199 c.	8 juin. Montpellier. 55.	21 déc. Civ. 46 c.	<b>1862</b>	21 avr. Crim. 250 c.	<b>1867</b>
<b>1834</b>	<b>1851</b>	9 juin. Metz. 120 c.	23 juin. Grenoble. 139 c.	<b>1859</b>	3 mai. Loi. 1 c., 192 c.	3 mai. Caen. 28.	7 janv. Pau. 99 c.
8 mars. Civ. 135 c.	14 févr. Crim. 252 c.	19 juin. Metz. 125 c.	10 juill. Civ. 146 c.	2 févr. Req. 24 c.	5 juin. Colmar. 185 c.	7 juill. Crim. 336 c.	21 janv. Caen. 209 c.
<b>1837</b>	18 févr. Req. 159 c.	29 juin. Civ. 137 c.	3 août. Bastia. 85 c.	14 juin. Colmar. 146 c.	1 <sup>er</sup> juill. Loi. 1 c.	16 déc. Paris. 145 c.	2 avr. Chambéry. 210 c.
18 juill. Loi. 89 c. 174 c.	13 juin. Crim. 252 c.	28 juill. Douai. 141 c.	19 déc. Civ. 119 c.	2 juill. Crim. 235 c.	2 juill. Loi. 1 c., 17 c., 21 c.	3 janv. Req. 165 c.	9 mai. Dijon. 101 c.
	1 <sup>er</sup> août. Crim. 252 c.	3 août. Grenoble. 143 c., 146 c.	22 déc. Crim. 234 c.	<b>1860</b>	3 juill. Loi. 1 c.	16 janv. Dijon. 209 c.	18 juill. Riom. 149 c.
		16 nov. Paris. 146 c.		21 févr. Civ. 198 c.	19 juill. Limoges. 172 c., 179 c.	7 mars. Dijon. 182 c., 214 c.	27 juin. Nîmes. 239 c.
					21 août. Req. 217 c., 218 c.	6 avr. Metz. 75 c., 81 c.	26 juill. Bordeaux. 145 c.



<b>1865</b>	27 juill. Aix. 207 c., 210 c.	9 juin. Req. 139 c.	23 janv. Civ. 60 c.	<b>1880</b>	25 févr. Lyon. 167 c.	12 mars. Nancy. 96 c.	26 juill. Riom. 22 c., 33 c.
27 janv. Civ. 202 c.	14 déc. Aix. 186 c.	3 juill. Agen. 90.	5 févr. Circ. min. 157 c.	23 févr. Besançon. 102 c., 110 c., 126 c.	8 mars. Loi. 1 c., 150 c., 151 c., 152 c., 155 c.	25 mars. Besançon. 78 c., 82 c.	21 nov. Riom. 62 c.
5 févr. Req. 165 c.		12 nov. Req. 41 c.	25 mars. Aix. 126 c.	2 mars. Req. 75 c., 79 c.	17 mars. Lyon. 90 c., 91 c.	14 avr. Civ. 24 c.	<b>1883</b>
7 avr. Paris. 41 c.	<b>1871</b>	20 déc. Loi. 1 c., 21 c., 47 c.		8 mars. Paris. 147 c.	25 avr. Req. 41 c.	19 mai. Req. 163 c.	16 janv. Req. 219 c.
20 avr. Civ. 217 c., 230 c.	12 janv. Crim. 247 c.	30 déc. Dér. 1 c., 21 c.	<b>1878</b>	5 avr. Paris. 127 c.	5 mai. Lyon. 160 c.	10 juin. Req. 22 c.	10 févr. Limoges. 97 c., 139 c.
1 <sup>er</sup> mai. Chambéry. 33 c., 172 c., 179 c.	2 févr. Lyon. 135 c.	31 déc. Civ. 54 c.	28 janv. Cass. 137.	17 mars. Chambéry. 146 c.	20 juin. Req. 186 c.	21 juill. Civ. 48 c.	20 mars. Req. 202 c.
28 mai. Crim. 240 c., 241 c.	23 août. Loi. 21 c.		6 févr. Req. 125.	4 mai. Rouen. 146 c.	7 juill. Civ. 26 c.	24 nov. Req. 160 c.	13 avr. Crim. 233 c.
20 juill. Civ. 22 c.	21 nov. Paris. 22 c., 33 c., 35 c.	<b>1874</b>	12 févr. Req. 108.	22 mai. Poitiers. 149 c.	21 août. Civ. 171 c.		30 avr. Pau. 118 c.
27 juill. Req. 143 c., 147 c.	221 c.	16 févr. Bourges 110 c.	20 févr. Req. 52.	20 juin. Agen. 128 c.	27 nov. Paris. 249 c.	<b>1886</b>	12 juin. Req. 139 c.
12 août. Req. 149 c.	<b>1872</b>	7 juill. Bastia. 45 c.	4 mars. Poitiers. 212 c.	19 déc. Req. 101 c.		12 janv. Chambéry. 139 c.	19 juin. Req. 200 c.
4 nov. Civ. 32 c.	3 janv. Civ. 140 c.	<b>1875</b>	13 mai. Civ. 177 c.	20 juill. Liège. 75 c., 132 c.	12 mars. Req. 165 c.	16 avr. Trib. Confolens. 203 c.	1 <sup>er</sup> août. Civ. 22 c., 33 c.
8 déc. Req. 102 c.	9 janv. Montpelier. 174.	10 févr. Req. 143 c., 145 c.	4 juin. Caen. 229 c., 210 c.	23 nov. Req. 132 c.	18 avr. Loi. 1 c., 215 c.	13 mai. Req. 165 c.	21 oct. Req. 114 c.
<b>1869</b>	10 janv. Pau. 100.	14 avr. Req. 45 c.	6 août. Civ. 175 c.	31 déc. Paris. 244 c.	<b>1883</b>	20 mai. Riom. 37 c.	<b>1889</b>
27 févr. Bourges. 218 c., 219 c.	1 <sup>er</sup> févr. Crim. 235 c.	21 avr. Req. 145 c., 148 c.			9 févr. Crim. 251.	26 mai. Riom. 222 c.	9 janv. Orléans. 184 c.
23 juin. Req. 42 c.	26 févr. Civ. 140 c.	18 juin. Toulouse. 19 c.	28 janv. Civ. 23 c.	6 févr. Poitiers. 22 c.	28 avr. Paris. 22 c., 26 c.	18 juin. Bordeaux. 97 c.	12 févr. Civ. 203 c.
28 juin. Req. 41 c.	7 mars. Angers. 164 c.	29 juill. Req. 236 c.	10 févr. Paris. 22 c., 48 c.	16 févr. Poitiers. 99 c.	19 juill. Crim. 246 c.	1 <sup>er</sup> déc. Civ. 134 c., 176 c.	4 mars. Loi. 142 c.
12 juill. Civ. 135 c.	22 avr. Nîmes. 176 c.	1 <sup>er</sup> déc. Poitiers. 25 c.	3 mars. Req. 224 c.	31 mai. Req. 143 c., 144 c., 146 c.	Trib. Bruxelles. 43 c.		2 avr. Req. 93 c.
16 juill. Chambéry. 122 c.	5 juill. Orléans. 180 c.	28 déc. Req. 197 c.	6 mars. Crim. 246 c.	16 juin. C. Belgique. 37 c.	<b>1884</b>	21 févr. Nîmes. 218.	13 mai. Riom. 35 c.
10 sept. Crim. 19 c.	13 juill. Crim. 337 c.	<b>1876</b>	11 mars. Civ. 171 c.	5 juill. Req. 208 c.	21 févr. Pau. 32 c.	29 janv. Crim. 252 c.	17 juill. Req. 139 c.
30 déc. Crim. 18 c.	20 août. Agen. 212 c.	17 janv. Bastia. 21 c.	17 mars. Civ. 20 c.	19 juill. Loi. 242 c.	5 avr. Loi. 89 c., 135 c., 174 c.	20 nov. Req. 135 c., 136 c.	20 nov. Civ. 144 c., 159 c.
<b>1870</b>	20 août. Limoges 41 c.	14 mars. Req. 217 c.	24 mai. Crim. 37 c., 242 c., 243 c.	11 août. Lyon. 90 c.	28 avr. Bastia. 22 c.	31 janv. Caen. 35 c.	<b>1890</b>
3 févr. Dijon. 180 c., 181 c.	<b>1873</b>	25 avr. Civ. 136 c., 176 c.	16 juin. Req. 225 c.	15 déc. Lyon. 180 c.	11 mai. Bourges. 182 c.	3 mai. Limoges. 127 c., 174 c., 179 c.	16 janv. Montpelier. 214 c.
22 févr. Paris. 37 c., 39 c., 41 c., 43 c.	27 janv. Loi. 232 c.	19 juin. Req. 180 c.	15 juill. Req. 180 c.	15 déc. Civ. 218 c., 219 c., 221 c., 222 c.	20 juin. Montpelier. 185 c., 130 c.	11 mai. Bourges. 182 c.	4 (ou 5) févr. Angers. 53.
23 mai. Aix. 190 c.	19 févr. Pau. 194, 195 c.	6 déc. Civ. 199 c.	26 juill. Nancy. 75 c., 79 c.	<b>1882</b>	19 juill. Chambéry. 196 c.	25 avr. Bordeaux. 184 c.	24 mai. Crim. 241 c.
8 juin. Besançon. 248 c.	26 févr. Req. 24 c.	<b>1877</b>	28 juill. Civ. 131 c., 173 c.	15 janv. Rennes. 63 c.			
12 juill. Civ. 181 c.	4 mars. Nancy. 97 c.	3 janv. Nîmes. 209 c., 210 c.	31 déc. Nîmes. 183 c.				
	23 mai. Agen. 45 c.						

**EXPLOITATION.** — V. Brevet d'invention, n° 227 et 236; Faillite; Forêts; Mines-Minières-Carrières; Travaux publics; Voirie par chemins de fer; — Rép. v<sup>is</sup> Biens, n° 62; Brevet d'invention, n° 259 et suiv.; Faillite, n° 438; Forêts, n° 1106 et suiv.; Mines-Minières-Carrières, n° 116, 200 et suiv., 220 et suiv., 277, 315 et suiv., 360 et suiv., 383 et suiv., 420 et suiv., 486 et suiv., 507 et suiv., 551 et suiv., 581 et suiv., 635 et suiv., 738 et suiv.; Travaux publics, n° 797 et suiv.; Voirie par chemins de fer, n° 276 et suiv., 285 et suiv.

**EXPLOSION.** — V. Dommage-Destruction-Dégradation, n° 64 et suiv., 94; — Rép. eod. v°, n° 7.

**EXPORTATION.** — V. Armes, n° 1 et 31; Douanes, n° 203 et suiv., 240 et suiv.; Grains, Impôts-indirects; Industrie et commerce; — Rép. v<sup>is</sup> Armes, n° 24 et 27; Douanes, n° 333 et suiv., 343 et suiv., 408 et suiv., 584 et suiv.; Grains, n° 9 et suiv., 20 et suiv., 68; Impôts indirects, n° 406 et suiv.

**EXPOSITION DE L'INDUSTRIE ET DES BEAUX-ARTS.** — Tout ce qui a trait à cette matière qui depuis un certain nombre d'années a donné lieu à de nombreux documents législatifs sera traité *infra*, v<sup>is</sup> Organisation économique et Organisation de l'instruction publique. — V. en outre Rép. v° Organisation économique, n° 113 et suiv.; Organisation de l'instruction publique, n° 542 et suiv.

**EXPOSITION DE PART OU D'ENFANT.** — V. Crimes et délits contre les personnes, n° 390 et suiv.; — Rép. eod. v°, n° 262 et suiv.

**EXPROPRIATION FORCÉE.** — V. Vente publique d'immeubles; — Rép. eod. v°, n° 3 et suiv., 48 et suiv.

**EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.**

#### Division.

**CHAP. 1.** — Historique et législation. — Droit comparé (n° 1).

**CHAP. 2.** — Principes généraux. — Choses sujettes à expropriation. — Causes légitimes d'expropriation. (n° 19).

**CHAP. 3.** — Conditions auxquelles est subordonnée la légalité de l'expropriation ou constatation de l'utilité publique (n° 47).

- SECT. 1. — De l'autorisation des travaux et de l'enquête administrative qui doit être préalablement faite (n° 48).
- SECT. 2. — Désignation des localités ou territoires sur lesquels les travaux doivent être exécutés (n° 61).
- SECT. 3. — Détermination des propriétés à céder (n° 63).
- SECT. 4. — Règles spéciales aux travaux communaux (n° 88).

**CHAP. 4.** — Moyens d'évaluer l'importance des indemnités que nécessitera l'acquisition des terrains (n° 95).

**CHAP. 5.** — Traités amiables (n° 96).

**CHAP. 6.** — De l'expropriation et de ses suites (n° 111).

- SECT. 1. — Du jugement d'expropriation et de la publicité qu'il doit recevoir (n° 111).
- SECT. 2. — Voies de recours contre le jugement d'expropriation (n° 165).
- SECT. 3. — Effets du jugement qui prononce l'expropriation (n° 218).
- SECT. 4. — De l'expropriation poursuivie à la requête du propriétaire (n° 241).

**CHAP. 7.** — Règlement de l'indemnité (n° 244).

- SECT. 1. — Indication des divers ayants droit (n° 244).
- SECT. 2. — Des offres de l'Administration, de leur refus ou de leur acceptation (n° 279).
- SECT. 3. — De la fixation de l'indemnité par le jury (n° 324).
- ART. 1. — Composition du jury d'expropriation (n° 324).
- 1. — Formation des listes générales annuelles (n° 324).
- 2. — Formation des jurys spéciaux (n° 337).
- ART. 2. — Procédure du jury d'expropriation (n° 460).
- 1. — Serment des jurés (n° 461).
- 2. — Production des pièces. — Plaidoiries (n° 474).
- 3. — Droit d'information appartenant au jury (n° 493).
- 4. — Publicité de la discussion; faculté de la continuer à une autre séance; clôture de l'instruction; position des questions (n° 514).
- 5. — Délibération et décision du jury (n° 530).
- 6. — Ordonnance d'exécution à rendre par le magistrat directeur. — Envoi en possession. — Frais et

- dépens. — Notification de la décision du jury (n° 566).
- § 7. — Autorité compétente pour prononcer sur les difficultés qui peuvent naître d'une décision du jury (n° 583).
- ART. 3. — Des diverses indemnités et de leur évaluation (n° 588).
- § 1. — Indemnité due au propriétaire (n° 590).
- § 2. — Indemnité due à l'usufruitier, à l'usager, à celui qui avait sur l'immeuble un droit d'habitation (n° 632).
- § 3. — Indemnité due au fermier et au locataire (n° 640).
- § 4. — Indemnités dues aux divers ayants droit. — Bail à rente, emphytéose, complot, etc. (n° 660).
- ART. 4. — Règles communes aux diverses indemnités (n° 665).
- § 1. — Fixation de l'indemnité en argent (n° 665).
- § 2. — Fixation d'une indemnité certaine, complète et précise. — Titres différents (n° 680).
- § 3. — Litige sur le fond du droit. — Indemnité éventuelle. — Indemnité alternative (n° 718).
- § 4. — Du minimum et du maximum d'indemnité que le jury doit observer (n° 747).
- ART. 5. — Voies de recours contre la décision du jury (n° 762).
- SECT. 4. — Du règlement de l'indemnité poursuivie à la requête du propriétaire (n° 791).
- CHAP. 8. — Du paiement des indemnités (n° 803).
- CHAP. 9. — Du cas où l'expropriation est poursuivie par des concessionnaires (n° 823).
- CHAP. 10. — Droit de réclamer l'acquisition totale d'un fonds morcelé (n° 831).
- CHAP. 11. — Des cas où les terrains ne reçoivent pas la destination pour laquelle l'expropriation a eu lieu (n° 853).
- CHAP. 12. — Dispositions exceptionnelles (n° 878).
- SECT. 1. — De l'expropriation en cas d'urgence (n° 873).
- SECT. 2. — Des travaux militaires et de la marine nationale (n° 877).
- ART. 1. — Des travaux non déclarés urgents (n° 877).
- ART. 2. — Des travaux de fortification urgents (n° 878).
- CHAP. 13. — De l'expropriation tacite (n° 879).
- CHAP. 14. — Des significations et notifications (n° 882).
- CHAP. 15. — Dispense des droits de timbre et d'enregistrement (n° 886).
- CHAP. 16. — Tarif des dépens (n° 893).
- CHAP. 1<sup>er</sup>. — Historique et législation. — Droit comparé (Rép. nos 3 à 33).

1. — I. HISTORIQUE ET LÉGISLATION. — L'expropriation pour cause d'utilité publique est toujours régie, comme elle l'était à l'époque de la publication du *Répertoire*, par la loi du 3 mai 1841. Jusqu'à ce jour les lois, peu nombreuses d'ailleurs, promulguées en cette matière n'ont apporté aucune modification aux principes qu'elle a posés. Ainsi la loi du 22 juin 1854 a simplement modifié le nombre des jurés que le conseil général doit désigner pour l'arrondissement de Lyon (D. P. 54. 4. 125), et la loi du 3 juill. 1880 (D. P. 81. 4. 24) n'a eu d'autre objet que d'autoriser le Gouvernement à prescrire l'augmentation du nombre des jurés portés sur les listes dressées par le conseil général, pour les arrondissements où cette mesure est nécessaire. En outre, on peut signaler la loi du 27 juill. 1870 (D. P. 70. 4. 63) qui a consacré le retour aux principes posés par la loi du 3 mai 1841 pour la déclaration d'utilité publique, lesquels avaient été modifiés par le sénatus-consulte des 25-30 déc. 1852 (D. P. 52. 4. 221), lors du rétablissement de l'Empire, enfin les décrets des 26 mars 1852 (D. P. 52. 4. 102), 27 déc. 1858 (D. P. 59. 4. 2) et 14 juin 1876 (D. P. 76. 4. 113) relatifs au droit de l'Administration d'exproprier les terrains riverains des voies publiques de Paris et des autres villes auxquelles le bénéfice de ce décret a été étendu, lorsqu'ils lui paraîtraient n'être pas susceptibles de recevoir des constructions salubres.

#### TABEAU CHRONOLOGIQUE DE LA LÉGISLATION RELATIVE A L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

24 mars-1<sup>er</sup> mai 1848. — Arrêté qui déclare d'utilité publique les travaux relatifs à la construction du palais du Peuple (palais du Louvre) (D. P. 48. 4. 79).

26 mars-6 avr. 1852. — Décret relatif aux rues de Paris (art. 2 contenant diverses dispositions s'appliquant aux expropriations ayant pour but la formation, l'élargissement ou le redressement desdites rues) (D. P. 52. 4. 102).

8 nov. 1852-25 mars 1853. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement immédiat du boulevard de Strasbourg (D. P. 53. 4. 66).

4-26 févr. 1853. — Décret impérial qui déclare d'utilité publique l'acquisition et la réunion aux dépendances du château de Saverne de diverses propriétés particulières (D. P. 53. 4. 15).

2-24 juin 1853. — Décrets impériaux portant application du décret précité du 26 mars 1852 à plusieurs villes des départements (D. P. 53. 4. 136).

30 juill.-27 août 1853. — Décret impérial portant application du décret précité du 26 mars 1852 à plusieurs villes des départements (D. P. 53. 4. 169).

15-22 nov. 1853. — Décret impérial qui déclare d'utilité publique le complément du dégagement des abords du Louvre et de la rue de Rivoli (D. P. 54. 4. 10).

22-26 juin 1854. — Loi qui modifie, pour l'arrondissement de Lyon, l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (D. P. 54. 4. 125).

27 déc. 1858-1<sup>er</sup> janv. 1859. — Décret impérial portant règlement d'administration publique pour l'exécution du décret précité du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris (D. P. 54. 4. 2).

21-26 juin 1865. — Loi sur les associations syndicales (art. 18 relatif à l'expropriation des terrains nécessaires aux travaux faits par les associations syndicales) (D. P. 65. 4. 91).

27 juill.-3 août 1870. — Loi concernant les grands travaux publics (D. P. 70. 4. 63).

5 déc. 1870-20 janv. 1871. — Décret sur la formation de listes provisoires pour les jurys d'expropriation (D. P. 71. 4. 11).

24-31 juill. 1873. — Loi qui déclare d'utilité publique la construction d'une église à Paris sur la colline de Montmartre (D. P. 74. 4. 20).

14 juin-2 août 1876. — Décret qui modifie le règlement d'administration publique précité du 27 déc. 1858 relatif aux rues de Paris (D. P. 76. 4. 113).

3-4 juill. 1880. — Loi qui autorise, dans certains cas, l'augmentation du nombre des jurés portés sur les listes dressées annuellement en vertu de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (D. P. 81. 4. 24).

22-23 déc. 1888. — Loi ayant pour objet de modifier la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales (art. 7 relatif à l'expropriation des terrains nécessaires aux travaux entrepris par ces associations) (D. P. 89. 4. 8).

2. Le règlement de l'indemnité par le jury a donné lieu à des critiques très vives. Bien souvent les indemnités allouées aux expropriés ont déjoué toutes les prévisions de l'Administration et bouleversé dans leur partie financière l'économie des projets de travaux publics. Dans certains cas, on a vu le jury attribuer à des terrains une valeur six ou sept fois plus élevée que celle qui avait été acceptée à l'amiable par des propriétaires voisins. Il y a peu d'années, l'exécution des chemins de fer de la Corse a donné lieu à des résultats encore plus extraordinaires (V. Aucoc, *Conférences sur le droit administratif*, t. 2, n° 798, et l'exposé des motifs du projet de loi déposé par le Gouvernement en mai 1890). Aussi a-t-on cherché, dans ces dernières années, le moyen de remédier à cet état de choses.

3. Au cours de la législature qui s'est terminée en 1889, plusieurs projets de loi, émanant tant de l'initiative parlementaire que du Gouvernement, avaient été déposés à la Chambre des députés. Ces projets sont devenus caducs par suite de l'expiration des pouvoirs de la Chambre à laquelle ils avaient été soumis, mais le Gouvernement a déposé devant la nouvelle Chambre, le 10 mai 1890 (*Journ. off* des 6 et 8 juill. 1890, p. 350, annexe n° 706), une proposition de loi modificative de la loi du 3 mai 1841 reproduisant celles qu'il avait déposées les 24 janv. et 27 mars 1888 (*Journ. off.* du 15 avr. 1888, annexe n° 2311, p. 132). Cette proposition a été adoptée en partie par la commission et a fait l'objet d'un rapport de M. Thévenet. Avant de l'analyser, nous résumerons les projets dus à l'initiative parlementaire, qui avaient été soumis à la Chambre de 1885.

4. Le premier en date est dû à MM. Michelin, Planteau, Hude et Brialou. Les modifications qu'il apportait à la loi du 3 mai 1841 consistaient à faire précéder la délibération du jury d'une expertise contradictoire destinée à l'éclairer, et qui devait être prescrite par le jugement d'expropriation; en outre, une limite maximum, que le jury ne pouvait dépasser, lui était imposée pour la fixation de l'indemnité. La valeur attribuée à la propriété ne pourrait excéder le revenu constaté par

l'expertise, multiplié par 20. Quant à l'indemnité accordée au locataire, elle n'aurait pu être supérieure à trois années de loyer et à une année du chiffre d'affaires, si le bail avait une durée de moins de trente ans; et, si la durée en était plus longue, à six années de loyer et à deux années d'affaires. — Cette détermination d'un maximum imposé au jury ne se retrouve dans aucun des projets du Gouvernement, et l'exposé des motifs des projets de 1888 y opposait de sérieuses considérations. Il faisait valoir que l'établissement d'un maximum d'indemnité, tarifé d'après une base législative déterminée, serait fréquemment une cause de lésion pour l'exproprié. Si la fixation de la valeur réelle à vingt fois le revenu, c'est-à-dire si la supposition d'un revenu de 5 pour 100 pouvait être exacte dans certains cas, elle serait le plus souvent au-dessous de la réalité. Le rapport du revenu à la valeur de la propriété est essentiellement variable, suivant la nature de l'immeuble, sa situation dans telle région, ou même dans telle ou telle localité, etc. S'il est à Paris des maisons dont le produit net atteint 5 pour 100 de leur véritable valeur, il en est d'autres pour lesquelles la capitalisation ne peut se faire que sur le pied de 4 pour 100; beaucoup de terres ne rapportent que 2 1/2 pour 100, et, en calculant leur valeur à 5 pour 100, on léserait l'exproprié de moitié. Les mêmes inconvénients se présenteraient pour les locations. On risquerait donc, en voulant sauvegarder les droits de l'expropriant, de porter atteinte aux droits de l'exproprié et de violer le principe fondamental d'après lequel nul ne peut être dépouillé de sa propriété sans une juste indemnité.

5. Un second projet, dû à M. Cernesson (*Journ. off.* du 24 juill. 1888, p. 674, annexe n° 2687), cherchait le remède aux erreurs reprochées au jury dans une modification profonde de son rôle et dans la création d'une juridiction nouvelle, composée de cinq conseillers généraux, présidée par l'un d'eux, et appelée « cour des expropriations ». Cette cour des expropriations était substituée au magistrat directeur, ordonnait une expertise quand elle la jugeait nécessaire, choisissait les experts et, lorsque les parties n'acceptaient pas les évaluations de l'expertise, convoquait le jury. Mais celui-ci, tout en fonctionnant, au point de vue de l'instruction des affaires, comme sous l'empire de la loi du 3 mai 1841, n'était plus juge du montant de l'indemnité. Rapprochant le rôle du jury d'expropriation du rôle du jury criminel et conférant à la cour des expropriations des attributions analogues à celles de la cour d'assises, l'auteur de la proposition ne donnait au jury le droit que de répondre par oui ou par non à trois questions : 1° l'évaluation des experts est-elle exacte; 2° si elle est inexacte, l'indemnité doit-elle être supérieure au chiffre proposé; 3° doit-elle être inférieure? Suivant la réponse du jury, la cour des expropriations aurait fixé le chiffre de l'indemnité.

6. Nous signalerons, en terminant l'examen des projets dus à l'initiative parlementaire, une proposition due à MM. Siegfried, Mennesson, Chavoix et autres, qui permet à l'Administration de faire procéder simultanément à l'enquête d'utilité publique et à l'enquête parcellaire exigées par les titres 1 et 2 de la loi du 3 mai 1841, pour les travaux prévus par l'art. 12 de cette loi.

7. Les projets présentés en 1888 et en 1890 par le Gouvernement ne touchent qu'avec une extrême prudence à la loi du 3 mai 1841 et maintiennent la souveraineté du jury pour fixer les indemnités d'expropriation. Un examen approfondi, confié à une commission spéciale, composée de membres du Conseil d'Etat, d'inspecteurs généraux des ponts et chaussées, de magistrats et de jurisconsultes, et portant sur les diverses législations étrangères, les critiques dirigées contre le jury et les divers moyens proposés pour remédier aux défauts de cette institution ont conduit le Gouvernement à reconnaître qu'on ne pouvait, sans inconvénient grave, substituer une autre juridiction à celle du jury, alors que celle-ci est entrée dans les mœurs et est acceptée avec confiance par le public. On ne pourrait, en effet, transférer à l'autorité judiciaire le pouvoir de fixer l'indemnité d'expropriation, sans bouleverser profondément les habitudes juridiques des tribunaux, les règles auxquelles ils sont astreints en matière de preuve et de procédure et sans compromettre, au moins momentanément, la bonne administration de la justice dans les arrondissements où des expropria-

tions de quelque importance devraient être poursuivies. On ne pourrait pas davantage confier ce pouvoir à la juridiction administrative ou à une juridiction mixte composée à la fois d'éléments administratifs et d'éléments judiciaires, comme cela se pratique dans quelques pays d'Europe, sans faire naître des défiances qui compromettraient promptement la réforme projetée. Il a paru également impossible d'admettre l'appel des décisions du jury, à raison de la difficulté soit de constituer une juridiction supérieure spéciale plus éclairée et plus apte que le jury à apprécier sainement les droits des parties, soit de déférer aux cours d'appel les décisions du jury, celles-ci ne pouvant avoir aucune base sérieuse pour apprécier la valeur de la décision attaquée, à moins de se livrer à une instruction nouvelle de l'affaire qui nécessiterait des expertises longues et coûteuses, n'offrant pas plus de garanties que l'examen du jury lui-même.

8. Les modifications à la loi du 3 mai 1841, soumises à la Chambre des députés par le projet du Gouvernement consistent : 1° à organiser un système d'expertise facultative préalable à la convocation du jury; 2° à perfectionner le recrutement du jury; 3° à insérer dans la loi des dispositions propres à prévenir et à réprimer les fraudes tentées ou commises devant le jury au moyen de documents mensongers.

9. Les dispositions relatives à l'expertise seraient insérées dans l'art. 24 de la loi du 3 mai 1841. Dans le cas où les offres de l'Administration ne sont pas acceptées dans les délais prescrits par les art. 24 et 27, l'Administration et les propriétaires ou intéressés non acceptants pourraient, dans un délai de quinzaine, se pourvoir en référé et demander une expertise, qui serait confiée à un ou trois experts désignés par les parties ou nommés, à défaut d'accord, par le président. L'ordonnance du président, exécutoire sur minute, ne serait susceptible ni d'opposition ni d'appel; mais les parties pourraient exercer des récusations, qui devraient être jugées dans les cinq jours sur référé. Les experts, après avoir entendu les parties et examiné les documents qui leur seraient soumis, devraient rédiger un rapport sommaire et le déposer au greffe dans le délai d'un mois. Après l'expiration du délai de quinzaine accordé aux parties pour demander l'expertise, ou après le dépôt du rapport, l'Administration citerait devant le jury les propriétaires et autres intéressés qui n'auraient pas accepté les résultats de l'expertise. L'expertise que le Gouvernement propose d'instituer et qui est acceptée par la commission de la Chambre des députés serait donc purement facultative.

10. Le moyen proposé par le Gouvernement pour perfectionner le mode de recrutement du jury consiste à créer une commission spéciale par arrondissement, qui serait chargée de dresser la liste préparatoire sur laquelle le conseil général est chargé, par l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, de choisir les personnes appelées à faire partie du jury d'expropriation. Cette commission devrait être composée : 1° du président du tribunal ou d'un juge délégué, président; 2° de deux conseillers d'arrondissement; 3° soit d'un membre de la chambre de commerce, soit d'un membre du tribunal de commerce, soit d'un patentable désigné par la première chambre du tribunal civil, suivant qu'il existe ou n'existe pas de chambre de commerce ou de tribunal consulaire dans l'arrondissement; 4° d'un membre de la chambre des notaires, ce dernier désigné par la chambre des notaires. Les membres appartenant au conseil d'arrondissement, à la chambre ou au tribunal de commerce seraient nommés par l'assemblée dont ils font partie. — Mais l'institution de cette commission spéciale n'a pas été adoptée par la commission de la Chambre des députés, qui n'a pas cru bon d'introduire dans notre administration un rouage nouveau, dont l'utilité ne lui a pas paru démontrée. Elle a jugé préférable, et propose, en conséquence, de soumettre au conseil général, non plus la liste électorale entière, comme cela se pratique aujourd'hui, mais la liste du jury criminel dressée en vertu de l'art. 11 de la loi du 21 nov. 1872. De plus, le choix du conseil général une fois arrêté et sa liste établie, les noms des membres du jury seraient tirés au sort, ce qui entraînerait la modification de l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841.

11. Le projet du Gouvernement et celui de la commission ajoutent encore à l'art. 31 un paragraphe destiné à préciser un point qui a donné lieu à des difficultés de jurisprudence. Actuellement, lorsque la nouvelle liste est dressée par le con-

seil général après la convocation du jury, mais avant qu'il ait commencé ses opérations, il ne peut valablement accomplir sa mission; au contraire, lorsque ses opérations sont commencées, il doit les terminer, malgré la constitution de la nouvelle liste annuelle par le conseil général (V. *infra*, n° 333 et suiv.). Il en résulte cet inconvénient pratique, que le jury tardivement convoqué est inutilement dérangé. D'après le projet, la convocation du jury suffirait à maintenir sa compétence jusqu'à l'achèvement des opérations.

12. La commission propose, en dehors du projet du Gouvernement, une modification à l'art. 37, qui assurerait, d'une part, la communication au jury du rapport d'expertise lorsque l'expertise aura eu lieu et, d'autre part, la communication préalable aux parties de toutes les pièces et documents qui n'auraient pas été soumis aux experts. « Il peut arriver, en effet, dit le rapport de M. Thévenet, qu'après l'expertise une des parties découvre un document important pouvant modifier l'évaluation de l'indemnité. Le jury devra le connaître; mais auparavant il sera communiqué à l'adversaire; ainsi l'exige la loyauté, et dans ces affaires si graves et qui sont tranchées si rapidement, nous avons cru que cette mesure devait être rigoureusement prescrite. Le magistrat directeur s'opposera à la lecture de la pièce produite sans communication préalable et ne la soumettra pas au jury en délibération ».

13. Restent les moyens proposés pour empêcher toute fraude tentée devant le jury au moyen de documents mensongers. Le projet du Gouvernement, complétant l'art. 48 de la loi du 3 mai 1841, proposait d'assimiler la production de pièces mensongères à l'escroquerie ou à la tentative d'escroquerie, en la punissant des peines prévues par l'art. 405 c. pén., et de donner au magistrat directeur du jury le droit de saisir les pièces suspectes. — De cette proposition, la commission n'accepte que la partie qui rend l'art. 405 c. pén. applicable aux fraudes commises devant le jury; elle repousse celle qui donne au magistrat directeur le droit de saisir les pièces suspectes. « D'abord, dit le rapport de M. Thévenet, le magistrat directeur aurait une bien grave responsabilité et qui ne paraîtrait guère compatible avec les fonctions que lui trace la loi de 1841. Saisir une pièce suspecte, faire œuvre de juge d'instruction, cela serait grave. Il n'aurait souvent pour s'éclairer que les affirmations intéressées de l'adversaire de celui qui aurait produit la pièce, et, s'il se trompait dans sa précipitation, les conséquences de son erreur pourraient être incalculables. Et puis, que ferait le jury quand la pièce aurait été saisie? Il ne pourrait évidemment pas statuer, car la fixation de l'indemnité dépendrait souvent de la valeur du document saisi. Attendrait-on la fin d'une procédure souvent longue? et, dans ce cas, que deviendraient les travaux d'utilité publique qu'il s'agissait d'exécuter? » En conséquence, la commission propose simplement d'ajouter à l'art. 48 de la loi du 3 mai 1841 une disposition rendant l'art. 405 c. pén. applicable à la production de pièces altérées, supposées ou mensongères, sans préjudice, en cas de faux, des peines portées contre ce crime par le code pénal. Enfin la commission propose d'accorder aux jurés d'expropriation une indemnité composée des frais de déplacement du juré et d'une indemnité fixe de 6 fr. par jour de session (addition à l'art. 29).

14. — II. DROIT COMPARÉ. — La législation française est la seule qui, avec la législation anglaise, admette l'intervention du jury dans l'appréciation des dommages qui sont la conséquence directe de l'expropriation. Mais toutes les législations européennes s'accordent à reconnaître que, pour légitimer l'atteinte à la propriété privée qui résulte de son affectation forcée à un service public, il faut une raison dument justifiée d'utilité générale et que la dépossession du propriétaire ne peut avoir lieu sans une juste indemnité. La plupart de ces législations consacrent la division de la procédure en deux phases, l'une qui a trait à la proclamation ou à la reconnaissance de l'utilité publique, l'autre à la fixation de l'indemnité. Dans la première phase, c'est le pouvoir souverain qui intervient pour reconnaître l'utilité publique et ordonner l'expropriation, quelquefois sous le contrôle de l'autorité judiciaire; dans la seconde phase, c'est l'autorité judiciaire seule qui, en l'absence d'un accord amiable, se prononce sur l'indemnité due à l'exproprié.

15. En Angleterre (L. du 8 mai 1843), l'utilité publique ne peut être déclarée que par une loi; il en est de même

en vertu de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi fédérale suisse du 1<sup>er</sup> mai 1850, qui s'applique à tous les travaux autres que ceux d'intérêt communal ou cantonal, pour lesquels l'expropriation est régie par les lois spéciales à chaque canton. Au Danemark, le même principe est posé par la constitution. — Il est encore observé en Prusse (L. du 11 juin 1874, *Annuaire de législation étrangère*, 1875, p. 185) et en Espagne (L. 7 oct. 1869). — En Russie (avis du Conseil d'Empire approuvé le 14 avr. 1887, *Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 755), l'utilité publique est reconnue et l'expropriation autorisée par un acte du souverain. — En Italie, où l'expropriation est régie par une loi du 25 juin 1865, et en Belgique (L. du 7 avr. 1835 et 27 mai 1870), on suit un système mixte analogue à celui de la loi du 3 mai 1841.

16. Le règlement de l'indemnité, avons-nous dit *supra*, n° 14, n'est confié au jury qu'en France et en Angleterre. En Belgique, l'indemnité est fixée par les tribunaux, après estimation par trois experts nommés par les parties ou, à leur refus, désignés d'office. — En Italie, le règlement en est remis à un ou trois experts, sauf recours à l'autorité judiciaire (L. du 25 juin 1865 art. 32 et 51). — En Russie, l'évaluation de l'indemnité est faite par une commission spéciale et soumise, suivant son chiffre, au ministre ou au Conseil de l'Empire, après quoi, la fixation en est subordonnée à l'approbation définitive de l'empereur. — En Prusse, l'indemnité est fixée, après expertise, par une décision motivée de l'autorité administrative. — En Espagne, elle est déterminée par le juge du district, sous réserve de l'appel devant le tribunal supérieur. — D'après la loi fédérale suisse, l'indemnité est réglée, sauf recours à l'autorité judiciaire, par une commission de trois membres dont l'un est nommé par le Conseil fédéral, l'autre par le tribunal fédéral et le troisième par le gouvernement du canton.

17. La plupart des législations admettent que le payement de l'indemnité doit être préalable. — En Russie, un intérêt de 6 pour 100 est attribué au propriétaire depuis l'occupation. — Enfin dans certains pays, notamment en Italie (L. du 25 juin 1865), la loi détermine un délai avant l'expiration duquel l'expropriation doit être réalisée à peine de péremption.

18. La matière de l'expropriation a pris, depuis la publication du *Répertoire*, une grande extension. Les nombreuses décisions auxquelles ont donné lieu les grands travaux publics qui ont été exécutés depuis cette époque ont à peu près épuisé tous les points qui n'avaient pu l'être encore, et la jurisprudence a résolu la plupart des difficultés auxquelles pouvaient donner lieu l'interprétation et l'application de la loi du 3 mai 1841. — La doctrine a reçu d'autre part d'importants développements, notamment dans les savants ouvrages de M. Daffry de la Monnoye (*Théorie et pratique de l'expropriation pour cause d'utilité publique*, 2<sup>e</sup> éd.); de MM. Perrony et Delamarre (*De l'expropriation pour cause d'utilité publique*), dans le *Code annoté de l'expropriation pour cause d'utilité publique* de M. Crépon, et dans les éditions successives du *Traité sur l'expropriation publique pour cause d'utilité publique*, de M. Delalleau, etc...

## CHAP. 2. — Principes généraux. — Choses sujettes à expropriation. — Causes légitimes d'expropriation (Rép. n° 34 à 55).

19. — I. CHOSSES SUIJETTES A L'EXPROPRIATION. — L'expropriation pour cause d'utilité publique ne s'applique qu'aux immeubles, comme on l'a vu au Rép. n° 34 et suiv. Il n'y a donc lieu de recourir à la loi du 3 mai 1841 qu'autant que la question litigieuse est le règlement de l'indemnité due à raison de la dépossession d'une propriété immobilière pour cause d'utilité publique. Cette loi est absolument inapplicable toutes les fois qu'il s'agit d'une atteinte portée à une propriété incorporelle, telle que la propriété littéraire ou la propriété industrielle.

20. On a cru voir une exception à ce principe général dans l'art. 3 de la loi du 2 août 1872 (D. P. 72. 4. 131) attribuant à l'Etat le monopole de la fabrication des allumettes chimiques. Cet article dispose que l'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques alors existantes sera poursuivie dans la forme et dans les conditions déterminées par la loi du 3 mai 1841 (V. Daffry de la

Monnoye, t. 1, p. 14). Mais il est à remarquer que la loi du 2 août 1872, si elle a enlevé aux fabricants d'allumettes le droit d'exercer leur industrie, a en même temps exproprié les fabriques et le matériel industriel, et que l'expropriation envisagée à ce point de vue était immobilière. En outre elle ne se référerait à la loi du 3 mai 1841 que pour le règlement de l'indemnité, supplantant elle-même à toutes les formalités préliminaires de la déclaration d'utilité publique, de la déclaration de cessibilité et du prononcé de l'expropriation par l'autorité judiciaire. Elle créait donc une situation absolument différente de l'expropriation proprement dite, et réellement exceptionnelle. Dans ces conditions, l'exception, si elle existe, est nettement déterminée, et le principe subsiste tout entier en dehors du cas spécial dont il s'agit.

21. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 37, lorsque l'usufruit est séparé de la nue-propriété, l'expropriation [poursuivie contre le nu-propriétaire ne doit être nécessairement poursuivie en même temps contre l'usufruitier qu'autant que l'expropriant est devenu acquéreur à l'amiable de la nue-propriété avant le jugement d'expropriation (*Rép. ibid.*). — Cependant on peut se demander si l'obligation de recourir à l'expropriation lorsque l'usufruitier cesse lorsque le nu-propriétaire a, lors de la cession, dissimulé l'existence de l'usufruit. Nous avons admis l'affirmative au *Rép.* n° 37, et nous persistons dans cette opinion, tout au moins pour le cas où la déclaration d'utilité publique a précédé la cession amiable, la jurisprudence attachant à la vente amiable de l'immeuble, lorsque les travaux ont été antérieurement déclarés d'utilité publique, les mêmes effets qu'au jugement d'expropriation au point de vue des droits que des tiers peuvent avoir sur l'immeuble (Civ. rej. 2 août 1865, aff. Fleury, D. P. 65. 1. 256; 1<sup>er</sup> juin 1881) (1). La cession amiable, en effet, a pour résultat, en pareil cas, de transmettre à l'expropriant l'immeuble libre de tous droits réels et de transporter les droits des tiers sur le prix. Il est donc évident qu'en cas de cession amiable, postérieure à la déclaration d'utilité publique, l'expropriant ne saurait être tenu d'appeler l'usufruitier devant le jury que si le propriétaire l'avait dénoncé, conformément à l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, ou si celui-ci s'était fait connaître dans les délais impartis par le même article (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 280 et suiv.), auquel cas, si l'indemnité n'est pas réglée à l'amiable entre l'usufruitier et l'Administration, c'est le jury qui doit être appelé à en fixer le montant (V. *infra*, n° 632 et suiv.).

22. Si la cession amiable avait précédé la déclaration d'utilité publique, l'expropriant ne saurait se dispenser de procéder à l'égard de l'usufruitier par voie d'expropriation. La cession amiable ainsi faite n'a pas d'autres effets que ceux qui sont attachés à une vente ordinaire; elle ne peut avoir pour résultat d'exproprier l'usufruitier de son droit (c. civ., art. 624), et l'immeuble ne parviendrait pas aux mains de l'expropriant franc et quitte des droits réels qui le grevent. L'usufruitier conserverait tous ses droits sur l'immeuble vis-à-vis de l'expropriant acquéreur amiable, et celui-ci ne pourrait s'en affranchir qu'au moyen de la procédure d'expropriation.

23. En ce qui concerne les servitudes actives, il est certain que l'Administration, devenue propriétaire par la voie de l'expropriation, n'est pas tenue de recourir ultérieurement à une procédure spéciale contre les tiers qui prétendent que l'immeuble est grevé de servitudes à leur profit (*Rép.* n° 37). Ces servitudes disparaissent par le fait même de l'exis-

tence d'un jugement d'expropriation ou d'un traité de cession amiable postérieur à la déclaration d'utilité publique. Même il n'est pas nécessaire que le jugement ou le traité mentionne expressément les servitudes existantes, et il n'y a lieu de recourir à la loi du 3 mai 1841 que pour le règlement de l'indemnité à laquelle la suppression de la servitude donne lieu, si les ayants droit ont été dénoncés ou se sont fait connaître dans les conditions de l'art. 21 de cette loi.

Il en est autrement quand la servitude est supprimée ou restreinte par suite d'une cession amiable antérieure à la déclaration d'utilité publique. En pareil cas, il n'y a pas lieu à un règlement de l'indemnité par le jury d'expropriation. Comme le dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 277 « si les servitudes, au cas de leur suppression ou de leur restriction par suite d'une expropriation, donnent droit à une indemnité appréciable par le jury, ce n'est pas à titre d'immeubles proprement dits, mais comme accessoires immobiliers d'un fonds exproprié. Lors donc que la servitude est atteinte par les travaux publics sans expropriation du fonds dominant ni du fonds servant, la juridiction établie par la loi de 1841 ne peut être réclamée, et, conformément à la loi générale, c'est un dommage permanent à raison duquel l'indemnité sera arbitrée par le conseil de préfecture » (V. aussi Delalleau, t. 1, p. 93 et suiv.; Civ. cass. 26 avr. 1865, aff. Lebaudy, D. P. 65. 1. 167; Req. 27 janv. 1868, aff. Horliac, D. P. 68. 1. 115). — Au reste, la question de savoir si les dommages permanents doivent être assimilés à une dépossession définitive et sont soumis à ce titre à la juridiction civile, ou s'il appartient à la juridiction administrative d'en connaître, comme de tous autres dommages causés par les travaux publics, a été longtemps controversée; la jurisprudence l'a définitivement résolue dans ce dernier sens (V. *Travaux publics*; — *Rép. eod.* v°, n° 1167 et suiv.).

24. La propriété du sous-sol n'est pas nécessairement l'accessoire de la propriété de la surface et peut donner lieu à une expropriation distincte de celle de la superficie. On sait, en effet, que, d'après l'art. 552 c. civ., la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous : l'art. 553 prévoit également l'acquisition par un tiers, même au moyen de la prescription, de la propriété du sous-sol. En principe donc, le dessous peut être détaché de la superficie et former une chose distincte et susceptible par elle-même d'appropriation particulière. Si cela est vrai lorsque l'acquisition par un tiers d'une partie du sous-sol procède du consentement du propriétaire de la surface, cela est également vrai lorsque cette acquisition résulte d'une disposition légale fondée sur l'utilité publique. Entre l'autorité expropriante qui tient son droit de la loi et le tiers qui fonde le sien sur le contrat ou la prescription, l'identité de situation est tellement étroite que, dans un cas comme dans l'autre, la prise de possession de la chose régulièrement et légitimement acquise doit, de toute nécessité, tendre aux mêmes résultats et produire les mêmes effets vis-à-vis de l'ancien propriétaire (Civ. cass. 1<sup>er</sup> août 1866, aff. Delamarre, D. P. 66. 1. 305). Et comme, lorsque le sous-sol est détaché de la surface pour l'exécution d'un travail public, cette séparation a un caractère de dépossession permanente, on doit procéder conformément à la loi du 3 mai 1841 (*Rép.* n° 41).

Mais la difficulté n'est pas là : elle réside le plus souvent dans la question de savoir quand la dépossession a le caractère définitif qui donne lieu à la procédure d'expropriation. C'est spécialement en matière de mines et de carrières

(1) (Grosset C. Ville de Sens.) — La cour; — Sur le premier moyen : — Attendu que Baillot, ayant cédé amiablement son immeuble à la ville de Sens, à la suite d'un décret de déclaration d'utilité publique, ne devait pas figurer dans le jugement qui avait à nommer un directeur du jury et à renvoyer Grosset devant le jury pour faire fixer l'indemnité de Baillot; que, dès lors, l'omission des noms de celui-ci n'entraîne pas la nullité du jugement; que le moyen n'est pas fondé;

Sur le deuxième moyen : — Attendu qu'un décret du président de la République du 16 avr. 1880 a déclaré d'utilité publique l'établissement dans la ville de Sens d'un marché couvert et de deux rues de dégagement dont les alignements sont figurés dans le plan d'ensemble; — Attendu qu'à la date des 13 et 24 mai 1880, il est intervenu un acte notarié par lequel Baillot

a, en conséquence de ce décret qui y est visé, vendu à la ville de Sens une maison sise rue des Bourses, atteinte par la déclaration et occupée par le sieur Grosset comme locataire en vertu d'un bail; — Attendu que la cession amiable, précédée d'une déclaration d'utilité publique, qui est l'équivalent d'un jugement d'expropriation, a pour effet immédiat et nécessaire de résoudre les baux; qu'il suit que Grosset, locataire de l'immeuble touché par l'expropriation, ne peut réclamer l'exécution de son bail d'après les principes du droit commun, mais seulement à faire valoir ses droits à une indemnité pour la résolution forcée dudit bail en vertu de la loi du 3 mai 1841; que ce moyen n'est pas davantage fondé; — Rejette, etc.

Du 1<sup>er</sup> juin 1881.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Rohault de Fleury, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Mimerel, av.



qu'elle a dû être résolue, lorsqu'on s'est trouvé en présence d'arrêtés portant interdiction d'exploiter un certain périmètre dans le voisinage des voies ferrées. Les interdictions de ce genre donnent droit à une indemnité en faveur des propriétaires des mines ou carrières aux termes de deux arrêts de la cour de cassation de 1837 et de 1841 (*Rép.* n° 41) (*V. infra, Mines-Minières-Carrières*). — Reste à savoir quelle est l'autorité compétente pour fixer le montant de cette indemnité et, par conséquent, quelle en est la nature. Cette question a fait naître de sérieuses divergences, qui paraissent aujourd'hui définitivement tranchées en jurisprudence. L'interdiction d'exploiter est considérée comme ne constituant pas une expropriation véritable et comme ne pouvant, par conséquent, donner lieu qu'à une simple indemnité pour dommage occasionné par un travail public, et qu'il appartient aux tribunaux administratifs de déterminer (Cons. d'Et. 11 mars 1861, aff. Mines des Combes, D. P. 61. 3. 25; 5 févr. 1875, aff. Ogier et Larderet, D. P. 75. 3. 112). Bien que le premier de ces arrêts ait été rendu en fait, les motifs qu'il a invoqués ont fait jurisprudence, les circonstances qu'il a retenues se retrouvant pour ainsi dire nécessairement toutes les fois qu'une semblable difficulté vient à surgir. Les interdictions d'exploiter à telle ou telle distance d'une voie ferrée ne sont faites que jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné et ont, par suite, un caractère temporaire, alors même qu'elles ne s'expliquent pas sur la durée qu'elles doivent avoir. Destinées à garantir la sécurité de la circulation sur une voie publique ou sur un chemin de fer, elles peuvent être levées le jour où l'intérêt qui les avait motivées cesse d'en réclamer le maintien; elles constituent des servitudes d'utilité publique qui peuvent bien être *indéfinies*, mais qui ne sont jamais *définitives* dans le sens rigoureux du mot.

25. Ces servitudes sont applicables aux voies ferrées en vertu de l'art. 3 de la loi du 15 juill. 1845 sur la police des chemins de fer, qui déclare applicables aux propriétés riveraines de ces chemins les servitudes imposées par les lois et règlements de la grande voirie et concernant notamment « le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières, carrières et sablières dans la zone déterminée à cet effet ». — Le tribunal des conflits a cependant décidé, le 5 mai 1877, aff. Comp. des Houillères de Saint-Etienne (D. P. 77. 3. 65), qu'il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur la demande d'indemnité formée par le concessionnaire d'une mine, dont l'exploitation a été interdite dans l'intérêt de la conservation d'un chemin de fer, lorsqu'il est constant en fait que cette interdiction équivaut à une dépossession définitive. Mais nous ne croyons pas que cette décision infirme la règle qui résulte de l'arrêt du 11 mars 1861. Le tribunal y relève, en effet, avec un soin minutieux, tous les faits acquis au débat, desquels il résultait qu'un accord s'était établi entre les parties sur le caractère définitif à donner à l'interdiction d'exploiter et que c'était sur le vu des pièces constatant cet accord que le préfet avait statué: il y avait donc, dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt du 5 mai 1877, une situation tout exceptionnelle, dont le tribunal des conflits devait tirer les conséquences nécessaires, sans que sa décision constituât, à proprement parler, un changement de jurisprudence. Le tribunal des conflits a d'ailleurs confirmé postérieurement la doctrine des arrêts de 1861 et de 1875 (Trib. confl. 7 avr. 1884, aff. Coste, D. P. 85. 3. 97).

26. L'indemnité doit au contraire être réglée conformément à la loi du 3 mai 1844, lorsqu'il ne s'agit pas seulement d'une interdiction d'exploiter, mais bien de la dépossession d'une partie de la mine, comme, par exemple, lorsque la voie ferrée la traverse en tunnel. On ne saurait, en pareil cas, soutenir qu'il y a simplement un dommage qui peut cesser tôt ou tard; il y a bien une véritable mutation de propriété pour toute la portion du sous-sol employée à la construction du tunnel (Cons. d'Et. 15 avr. 1857, aff. Chemin de fer de Lyon à Genève, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 272; Trib. confl. 13 févr. 1873, aff. Badin, D. P. 75. 3. 112).

27. L'expropriation d'un terrain sous lequel existe une mine en exploitation entraîne l'expropriation du droit à la redevance qui appartient au propriétaire du terrain. Ce droit ne peut être séparé de la surface que du consentement du propriétaire (Cons. d'Et. 19 avr. 1859, aff. Marsais D. P. 59. 3. 83). On ne saurait soutenir, comme le faisait le

ministre des travaux publics, dans l'espèce qui a donné lieu à cet arrêt, que, d'après les dispositions de la loi du 21 avr. 1810, la propriété de la surface du terrain sous lequel existe une mine concédée n'est insusceptible d'être détachée du droit à la redevance que dans le cas où la redevance est affectée, soit par la loi, soit par la volonté du propriétaire, aux hypothèques de ses créanciers. Tel n'est pas le sens des art. 18 et 19 de la loi du 21 avr. 1810, lorsqu'ils disposent que la valeur du droit à la redevance établi sur le produit des mines au profit du propriétaire de la surface demeurera réunie à la valeur de cette dernière et sera affectée avec elle aux hypothèques des créanciers de ce propriétaire. Ces dispositions ont fait de la redevance un accessoire de la surface, qui ne peut en aucun cas en être séparé, puisqu'il représente une partie de la valeur du sol.

28. La dépossession permanente donnant lieu au règlement d'une indemnité par l'autorité judiciaire, il s'ensuit que c'est à cette autorité qu'il appartient d'allouer une indemnité au propriétaire dont l'immeuble est soumis à la servitude de halage, et sur lequel il a été fait des travaux qui constituent une véritable dépossession du sol (Cons. d'Et. 30 déc. 1858, aff. de Novillars, D. P. 59. 3. 50). Il en est de même au cas d'établissement d'une conduite souterraine destinée à réunir les eaux provenant de diverses sources et à les amener à une gare de chemin de fer (Cons. d'Et. 3 févr. 1859, aff. Chemin de fer de Saint-Rambert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 107).

29. Il y a encore lieu, en partie, au règlement par l'autorité judiciaire dans le cas de suppression d'un barrage établi dans le lit d'une rivière navigable; lorsque cette suppression entraîne celle de la force motrice et des bâtiments d'une usine, l'autorité administrative ne peut prononcer sur l'indemnité qu'en ce qui concerne la force motrice (*V. infra*, n° 32) et le jury d'expropriation est seul compétent pour fixer la part de cette indemnité afférente aux bâtiments et au matériel (Cons. d'Et. 27 août 1857, aff. Marchand, aff. Bodinier et aff. Journell, trois arrêts, D. P. 58. 3. 65. *V. également*: Cons. d'Et. 28 mai 1852, aff. Ramière, D. P. 52. 3. 41). Bien qu'en principe la suppression de la force motrice ne constitue qu'un dommage permanent, un arrêt a admis, à raison des circonstances particulières de l'espèce, que la suppression de la force motrice d'une usine empruntée aux eaux surabondantes du domaine public, mais devenue propriété privée par suite d'une concession perpétuelle, constitue elle-même une véritable expropriation qui doit être réglée par le jury, et non un simple dommage de la compétence du conseil de préfecture; qu'en tous cas, si les usines sont expropriées en même temps, le jury, compétent pour régler l'indemnité relative à ces usines, l'est aussi pour déterminer celle afférente à la force motrice qui en est inséparable (Civ. rej. 22 janv. 1865, aff. Fleury et cons., D. P. 65. 1. 257).

30. De même la démolition de deux étages d'une maison en vue d'assurer le mouvement de la volée d'un pont, ayant pour effet de priver le propriétaire d'une partie importante de sa maison, a toutes les conséquences d'une véritable expropriation et doit entraîner l'application de la loi du 3 mai 1844 (Cons. d'Et. 27 déc. 1860, aff. Comp. du Pont de la Penfeld, D. P. 61. 3. 9).

31. On a vu au *Rép.* n° 44 que les biens des mineurs, des absents, des incapables, etc., les biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics etc., peuvent être l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Mais en ce qui concerne les biens de l'Etat, des départements et des communes, cela ne doit s'entendre que des biens du domaine privé et non point de ceux qui dépendent du domaine public. L'expropriation, en effet, a pour principal résultat de faire entrer les biens expropriés dans le domaine public; elle est, par conséquent, inutile, quand ces biens en font déjà partie. — Lorsqu'un immeuble du domaine public est nécessaire à un service public, il n'y a lieu qu'à un changement d'affectation, au moyen d'un acte émané de l'autorité administrative compétente, cette règle s'applique également lorsque l'affectation est faite en faveur d'une compagnie concessionnaire d'un service public (Delalleau et Jousset, t. 4, n° 182). Spécialement, lorsqu'une partie du domaine militaire doit être traversée par une ligne de chemin de fer, il n'y a pas lieu à expropriation, mais à une affectation réglée par un

concert entre le ministre de la guerre et le ministre des travaux publics (Civ. cass. 3 mars 1862, aff. Sabattier, D. P. 62. 1. 291). Au contraire, la procédure d'expropriation doit être poursuivie contre l'Etat, lorsqu'il s'agit de biens compris dans son domaine aliénable, et l'indemnité doit lui être payée par le concessionnaire du service public (Req. 29 déc. 1868, aff. Chemin de fer de l'Ouest, D. P. 69. 1. 220). — V. aussi, Cons. d'Et. 21 nov. 1884, aff. Fabrique de Saint-Nicolas-des-Champs (D. P. 86. 3. 49).

32. L'expropriation ne peut donc avoir lieu lorsqu'il s'agit de choses qui ne sont pas susceptibles de propriété privée. Ainsi il n'y a pas lieu à expropriation, mais à une indemnité réglée par l'autorité administrative, lorsqu'il y a suppression de la force motrice d'une usine par suite des modifications apportées au régime des eaux courantes du domaine public, sans expropriation de l'usine elle-même, *suprà*, n° 29 (Cons. d'Et. 13 août 1854, aff. Rouxel, D. P. 52. 3. 2; 27 août 1857, aff. Marchant, D. P. 58. 3. 65; 18 avr. 1866, aff. de Colmont, D. P. 69. 3. 63). De même, le lit des cours d'eau non navigables ni flottables n'étant pas la propriété des riverains, il n'y a pas lieu d'en prononcer l'expropriation contre eux et de les indemniser, lorsque le sol qui forme ce lit est employé pour des travaux publics (Req. 6 mai 1861, aff. Goutant, D. P. 61. 1. 273).

33. Mais, d'après la jurisprudence du conseil d'Etat, une ville peut être autorisée à exproprier pour cause d'utilité publique une partie des eaux d'une rivière canalisée constituant une propriété privée entre les mains du concessionnaire, bien que ce canal soit affecté au service public de la navigation; et le décret qui accorde cette autorisation dans les formes déterminées par l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841 n'est pas susceptible d'être déféré au conseil d'Etat par application de la loi des 7-14 oct. 1790 et de la loi du 24 mai 1872, alors d'ailleurs qu'il réserve expressément les droits des tiers (Cons. d'Et. 8 mai 1856, aff. de Graves, D. P. 57. 3. 4; 28 avr. 1882, aff. Marty, D. P. 83. 3. 101). Sans doute, en principe, les concessions faites en vue d'un service public, lorsqu'elles portent sur des biens qui doivent demeurer dans le domaine public, comme les concessions de canaux, de chemins de fer, etc., ne donnent pas lieu à expropriation en cas de retrait ou de modification de la concession, mais à un règlement d'indemnité par l'autorité administrative (Cons. d'Et. 1<sup>er</sup> mars 1860, aff. Canal Saint-Martin, D. P. 60. 3. 9). — Mais il peut résulter des actes qui ont octroyé la concession, que le concessionnaire est propriétaire de la chose concédée; dans ce cas, la dépossession ne peut avoir lieu que conformément à la loi du 3 mai 1841. Ainsi un canal, bien qu'il soit affecté à perpétuité au service public de la navigation, peut constituer une propriété privée entre les mains du concessionnaire, s'il a été concédé à ce titre par le Gouvernement: dès lors, ce n'est pas au conseil de préfecture, mais au jury d'expropriation qu'il appartient de régler l'indemnité due à raison des dépendances de ce canal dont la dépossession vient à être consommée ultérieurement pour l'exécution de travaux publics (Cons. d'Et. 10 avr. 1860, aff. Comp. du canal du Midi, D. P. 60. 3. 54).

34. L'expropriation pour cause d'utilité publique s'applique, en principe, à tous les immeubles du territoire, qu'ils appartiennent à des Français ou à des étrangers (Rép. n° 45). Cependant il devrait être fait exception à cette règle pour les immeubles qui sont, en France, la propriété des gouvernements étrangers, c'est-à-dire les hôtels des ambassadeurs étrangers, en vertu des principes du droit international et de la fiction de l'extraterritorialité. Cette exception, admise par Delalleau et Jousset, t. 1, p. 103 et par M. Crépon (art. 1<sup>er</sup>, n° 23), nous paraît justifiée, et nous croyons, avec ces auteurs, que, si l'expropriation de l'hôtel d'une ambassade était nécessaire pour des travaux de voirie à exécuter dans la capitale, l'expropriation ne pourrait pas être prononcée par le tribunal de la Seine et devrait faire l'objet d'une convention diplomatique.

35. — II. CAUSES LÉGITIMES D'EXPROPRIATION. — La condition essentielle à laquelle est subordonnée l'expropriation étant l'utilité publique (Rép. n° 46), les concessionnaires de travaux publics substitués à l'Etat ne peuvent, en principe, faire comprendre dans l'expropriation qu'ils poursuivent d'autres terrains que ceux qui sont nécessaires à l'exécution des travaux concédés. Il a été dérogré à ce principe par les

décrets du 26 mars 1852 (D. P. 52. 4. 102); 27 déc. 1858 (D. P. 59. 4. 2) et 14 juin 1876 (D. P. 76. 4. 113), qui ont dans une certaine mesure accru les droits de l'Administration quant aux terrains qu'elle prétend comprendre dans l'expropriation. Ces décrets, rendus dans le principe uniquement en faveur de la ville de Paris, peuvent être étendus aux villes qui en feraient la demande, par des décrets spéciaux rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Suivant l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841, les bâtiments dont il est nécessaire d'acquérir une portion pour cause d'utilité publique sont achetés en entier, si les propriétaires les requièrent par une déclaration formelle adressée au magistrat directeur du jury dans les délais énoncés aux art. 24 et 27. Il en est de même de toute parcelle de terrain qui, par suite du morcellement, se trouve réduite au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucune parcelle de terrain immédiatement contiguë, et si la parcelle ainsi réduite est inférieure à dix ares. Une disposition semblable avait déjà été formulée, mais seulement pour les maisons et bâtiments, par l'art. 51 de la loi du 16 sept. 1807. D'après ces dispositions, ce n'était qu'à la demande et sur la réquisition du propriétaire que cette acquisition totale pouvait avoir lieu, et uniquement dans son intérêt. Le décret du 26 mars 1852, a prévu une hypothèse à laquelle le législateur n'avait pas songé jusqu'alors. Il pouvait arriver également que, à côté de la rue principale qu'on viendrait de former à grands frais ou de redresser et agrandir, il restât des parcelles de terrain trop étroites ou trop mal disposées pour qu'on pût y élever des constructions convenables et salubres, et que le propriétaire de ces parcelles nouvelles, loin de requérir l'acquisition totale, prétendît conserver ces restes de terrains. Le décret précité a eu pour objet de remédier à cet inconvénient: « Dans tout projet d'expropriation pour l'élargissement, le redressement ou la formation des rues de Paris, dit l'art. 2 de ce décret, l'Administration aura la faculté de comprendre la totalité des immeubles atteints, lorsqu'elle jugera que les parties restantes ne sont pas d'une étendue ou d'une forme qui permettent d'y élever des constructions salubres » (V. Rép. v° Voirie par terre, n° 1499 et suiv.).

36. La mise à exécution du décret de 1852 y fit bientôt apparaître des omissions que le décret réglementaire du 27 déc. 1858 vint réparer. — Les *hors-ligne* peuvent sans doute être compris, dès l'origine, dans le projet d'expropriation en même temps que les terrains destinés à l'emplacement de la rue. Lorsqu'il en est ainsi, la loi du 3 mai 1841 donne le moyen de sauvegarder les intérêts du propriétaire, puisqu'elle lui accorde la double faculté de faire opposition, d'abord dans l'enquête qui précède le décret d'expropriation (art. 3), et ensuite dans l'enquête ouverte sur le plan parcellaire (art. 4 et suiv.). Encore fallait-il que les formalités prescrites par la loi de 1841, pour assurer l'exercice efficace de cette double garantie, fussent adaptées à l'expropriation spéciale autorisée par le décret de 1852. A cet effet, l'art. 3 du décret de 1858 a exigé, dans le cas dont il s'agit, que l'indication des hors-ligne à exproprier fût faite sur le plan soumis à l'enquête en vertu du titre 1 de la loi du 3 mai 1841 et de l'art. 2 de l'ordonnance du 23 août 1835, et que le projet de l'Administration fût mentionné dans l'avertissement donné conformément à l'art. 3 de ladite ordonnance. — Mais une difficulté plus grave s'était produite. Il arrivait le plus souvent que les hors-ligne n'étaient pas compris dans le projet d'expropriation, parce que c'est seulement le plan parcellaire dressé postérieurement au décret qui, en déterminant les terrains affectés à l'assiette de la voie publique, permet par là même d'apprécier si les portions restantes de ces terrains sont ou non susceptibles de recevoir des constructions salubres. On avait pensé d'abord qu'il suffisait, pour procéder régulièrement à l'expropriation de ces hors-ligne, de les indiquer sur le plan parcellaire et de les mentionner ensuite dans l'avertissement donné au propriétaire, conformément à l'art. 6 de la loi de 1841. Mais ce système, qui enlevait à l'exproprié le bénéfice de la première enquête, fut condamné par la jurisprudence. Le conseil d'Etat décida, en effet, par trois arrêts en date du 27 mars 1856 (aff. de Pomereu et autres, cités au Rép. v° Voirie par terre, n° 1503), que le décret du 26 mars

1852 n'avait pas modifié, en ce qui concerne les portions d'immeubles restées en dehors des alignements, les dispositions de la loi du 3 mai 1844; que leur expropriation, comme celle des terrains devant former le sol de la voie publique elle-même, ne pouvait être autorisée que dans les formes prescrites par cette loi; d'où la conséquence que la seconde enquête, faite en exécution du titre 2 de la loi, n'était pas suffisante, et qu'il fallait en outre l'enquête et le décret dont il est question dans le titre 1. L'Administration se trouvait ainsi placée dans l'alternative, ou de comprendre dès l'origine les excédents de terrain dans ses projets d'expropriation, ce qui en bien des cas était, comme nous l'avons dit, difficilement praticable, ou de les soumettre à une expropriation spéciale, ce qui aurait occasionné des complications de nature à retarder l'exécution des travaux. Les art. 1 et 2 du décret de 1858 ont eu pour objet de remédier à cet inconvénient, et de tracer à l'Administration une marche facile, tout en sauvegardant les intérêts des propriétaires. Ils disposaient en ces termes : « Art. 1. Lorsque, dans un projet d'expropriation pour l'élargissement, le redressement ou la formation d'une rue, l'Administration croit devoir comprendre, par application du paragraphe 1 de l'art. 2 du décret du 26 mars 1852, des parties d'immeubles situées en dehors des alignements, et qu'elle juge impropres, à raison de leur étendue ou de leur forme, à recevoir des constructions salubres, l'indication de ces parties est faite sur le plan soumis à l'enquête prescrite par le titre 2 de la loi du 3 mai 1844, et il est fait mention du projet de l'Administration dans l'avertissement donné conformément à l'art. 6 de ladite loi ». « Art. 2. Dans le délai de huit jours à partir de cet avertissement, les propriétaires doivent déclarer, sur le procès-verbal d'enquête, s'ils s'opposent à l'expropriation, et faire connaître leurs motifs. Dans ce cas, l'expropriation ne peut être autorisée que par un décret rendu en conseil d'Etat. » Ainsi l'Administration pouvait faire entrer après coup les hors-ligne dans le projet d'expropriation. Mais, de son côté, le propriétaire dûment averti de l'extension qu'elle entend donner au projet, pouvait y former opposition. Et comme, en définitive, il était privé, en ce qui concerne les hors-ligne, du bénéfice de la première enquête, le décret lui accordait une compensation, en décidant qu'il serait statué sur son opposition, non plus par le préfet, comme cela a lieu dans les expropriations ordinaires (L. 3 mai 1844, art. 8 et suiv.), mais par un décret rendu en conseil d'Etat, et l'expropriation ne pouvait plus avoir lieu qu'en vertu de ce décret (Civ. cass. 8 août 1859, aff. de Coubert, D. P. 59. 1. 364. V. *Rép. v. Voirie par terre*, n° 1503 et suiv.).

37. Les garanties offertes par ces dispositions ont paru encore insuffisantes, en ce que l'expropriation pouvait être poursuivie sans un décret qui l'autorisât spécialement, toutes les fois que le propriétaire ne formait pas opposition. L'Administration reconnut que « si le système organisé par le décret du 27 déc. 1858 permettait d'accomplir plus rapidement les opérations nécessaires d'expropriation des parcelles considérées comme impropres à recevoir des constructions salubres, il était moins conforme aux principes que la procédure organisée par l'art. 3 pour le cas où les parcelles à acquérir auraient été comprises dans la première déclaration d'utilité publique. Il s'agit là, disait le ministre de l'intérieur dans son rapport au président de la République, sur le décret du 14 juin 1876, d'un cas d'expropriation pour cause de salubrité publique qui doit être soumis à l'appréciation du chef de l'Etat, comme les expropriations nécessaires pour la facilité de la circulation. D'autre part, les propriétaires peuvent, dans certains cas, ne pas se rendre compte qu'ils ont droit de former opposition à cette expropriation accessoire ». En conséquence, le décret du 14 juin 1876, abrogeant les art. 1 et 2 du décret du 27 déc. 1858, a décidé que l'application de l'art. 2 du décret du 26 mars 1852 ne serait autorisée, même en l'absence d'opposition, que par un décret rendu en conseil d'Etat, lorsque la décision qui a déclaré l'utilité publique des travaux n'aurait pas statué en même temps sur cette application.

38. En résumé, dans l'état actuel de la législation, l'expropriation des parcelles dont l'acquisition est jugée nécessaire, conformément aux dispositions du décret du 26 mars 1852, est poursuivie dans la même forme, et sous

les mêmes garanties pour le propriétaire, que l'expropriation des parcelles destinées à être employées aux travaux de voirie, lorsque la nécessité de les acquérir aura été reconnue dès le principe. En effet, aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 14 juin 1876, les parties d'immeubles situées en dehors des alignements dont l'expropriation sera reconnue nécessaire doivent être désignées sur le plan soumis à l'enquête prescrite par l'art. 2 de la loi du 3 mai 1844, et mention en est faite dans l'avertissement donné aux propriétaires et publié en vertu de l'art. 3 de l'ordonnance royale du 23 août 1835. Quant aux parcelles que l'Administration reconnaît nécessaire d'acquérir postérieurement au décret déclaratif de l'utilité publique, elles doivent être indiquées au plan soumis à l'enquête prescrite par le tit. 2 de la loi du 3 mai 1844, et il en est fait mention dans l'avertissement donné conformément à l'art. 6 de la même loi. L'expropriation de ces parcelles ne peut être autorisée, même en l'absence d'opposition des propriétaires, que par un décret rendu en conseil d'Etat (Décr. 14 juin 1876, art. 2). — D'ailleurs, si l'Administration peut poursuivre l'expropriation des hors-ligne qui n'ont pas été compris dans le décret d'utilité publique en s'y faisant autoriser par un nouveau décret, encore faut-il que ce décret soit rendu avant que l'expropriation des terrains nécessaires à l'assiette de la voie soit consommée. Elle ne pourrait, après l'achèvement des travaux, se prévaloir de la faculté que lui donne le décret de 1852 pour faire déclarer d'utilité publique l'occupation d'un hors-ligne, et le décret qui l'autoriserait à l'exproprier serait entaché d'excès de pouvoir (Cons. d'Et. 11 janv. 1889, aff. Fachau, D. P. 90. 3. 36).

39. On conçoit qu'il aurait été, dans la plupart des cas, très difficile pour l'Administration d'utiliser les portions de terrain expropriées, en vertu de l'art. 2 du décret de 1852, les *hors-ligne*, pour nous servir du nom consacré, puisque, précisément à raison de leur étendue ou de leur forme, ils ne se prêtent point à des constructions convenables; aussi le décret permet-il de les réunir aux immeubles contigus. A cet effet, le paragraphe 3 du même art. 2 a disposé que « les parcelles de terrain acquises en dehors des alignements, et non susceptibles de recevoir des constructions salubres, seraient réunies aux propriétés contiguës, soit à l'amiable, soit par l'expropriation de ces propriétés, conformément à l'art. 53 de la loi du 16 sept. 1807 ». Aux termes du paragraphe 4, la fixation du prix desdits terrains est, dans ce dernier cas, confiée au jury.

Le droit du propriétaire riverain d'acquérir les délaisés ou hors-ligne, était ainsi reconnu; mais aucune disposition n'exigeait qu'il lui fût signifié une mise en demeure spéciale de déclarer s'il entendait user de la faculté qui lui était offerte; il suffisait que les intéressés fussent prévenus de la dépossession dont ils étaient menacés à raison des délaisés ou restant de parcelles que l'Administration aurait jugées impropres à constituer des habitations salubres; l'avertissement résultait des avis publics annonçant l'ouverture des enquêtes et le dépôt des plans, et à la suite desquels les oppositions des propriétaires étaient appréciées et jugées administrativement. C'est du moins ce qu'avait décidé la cour de cassation (Civ. rej. 14 févr. 1855, aff. Von de Jonage, D. P. 55. 1. 178). Aux termes du même arrêt, les propriétaires pouvaient faire valoir leurs droits même après le jugement qui avait prononcé l'expropriation (*Contrà* : Nicias Gaillard, *Revue critique*, 1855, p. 3 et suiv.). — Le décret du 27 déc. 1858 a encore innové sur ce point. L'art. 5 de ce décret prescrit à l'Administration de mettre le propriétaire en demeure, par un acte extrajudiciaire, de déclarer, dans le délai de huitaine, s'il entend profiter de la faculté d'acquérir les hors-ligne. L'expropriation ne peut être poursuivie contre lui qu'après cet avertissement, et dans le cas où il refuse ou n'accepte pas expressément. — Toutefois un arrêt (Civ. rej. 1<sup>er</sup> août 1865, aff. Bouyon, D. P. 66. 1. 169) a décidé que l'acte extra-judiciaire est inutile lorsque l'arrêt de cessibilité comprend les parcelles contiguës, les propriétaires des immeubles riverains étant suffisamment mis en demeure d'opter entre le droit de préemption et l'expropriation par les avis publics et le dépôt des plans effectués en vertu des art. 5 et 6 de la loi de 1844. Cette décision nous paraît contraire à l'art. 3 du décret de 1858,

qui ne fait aucune distinction (V. aussi Perrony et Delamarre, n° 883; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 571).

40. Le propriétaire qui refuserait d'acquiescer le délaissé, ne pourrait résister à l'expropriation de son immeuble en prétendant que le terrain acquis par l'expropriant serait susceptible de recevoir des constructions salubres. L'autorité administrative est, en effet, seule juge de cette question (Civ. rej. 14 févr. 1855, aff. Yon de Jonage, D. P. 55. 1. 178; 1<sup>er</sup> août 1865, aff. Bouyon, D. P. 66. 1. 169).

41. Lorsqu'un immeuble est acquis en vertu des dispositions du décret du 26 mars 1852, les effets légaux de l'expropriation s'étendent à la totalité de cet immeuble, de telle sorte que celui-ci parvient à l'Administration libre de tous droits réels et que les baux sont résolus de plein droit (Req. 9 août 1864, aff. Petit, D. P. 64. 1. 445; Paris, 9 janv. 1869, aff. Fournier, D. P. 74. 5. 253). Ici en effet, l'expropriation, à la différence de ce qui a lieu dans le cas de réquisition d'acquisition totale en vertu de l'art. 50, dérive pour le tout de la volonté de l'expropriant.

42. Le décret de 1852, art. 2, ne se borne pas à autoriser l'expropriation de la totalité des immeubles dont les parties restantes ne peuvent servir à l'édification de constructions salubres, et les propriétés contiguës à ces parties; il permet, en outre, à l'Administration de comprendre dans l'expropriation des immeubles hors des alignements, dont l'acquisition sera nécessaire pour la suppression d'anciennes voies publiques devenues inutiles (art. 2, § 2). Il doit, dans ce cas, être procédé comme pour les hors-ligne, ainsi qu'il vient d'être dit.

43. — III. DROITS DU PROPRIÉTAIRE DÉPOSSESSÉ SANS EXPROPRIATION. — L'expropriation, aux termes de l'art. 1 de la loi du 3 mai 1841, ne peut s'opérer que par autorité de justice (Rép. n° 53). Un propriétaire ne peut donc être dépossédé d'un bien immeuble qu'autant que l'utilité publique de l'exécution des travaux et de la déposition qui en est la conséquence, ont été constatées et déclarées dans les formes prévues par la loi du 3 mai 1841. Toute déposition qui s'opérerait sans l'observation de ces formes constituerait une voie de fait illégale, en dehors bien entendu des cas prévus par des lois spéciales, telles que celles relatives aux ouvrages exécutés, en temps de guerre, notamment, par l'autorité militaire. Si donc l'Administration, sans recourir à l'expropriation, conformément à la loi du 3 mai 1841, faisait exécuter sur un immeuble des travaux de nature à entraîner la déposition du propriétaire, celui-ci pourrait faire respecter son droit en s'adressant aux tribunaux.

Suivant une jurisprudence constante, l'autorité judiciaire, lorsqu'il n'y a eu ni cession amiable ni expropriation régulière, peut ordonner la *discontinuation* des travaux (Cons. d'Et. 7 juill. 1853, aff. Robin de la Grimaudière, D. P. 54. 3. 35; 15 déc. 1858, aff. Sellenet, et 30 déc. 1858, aff. de Novillars, D. P. 59. 3. 49-50; 11 avr. 1863, aff. Isnard, D. P. 63. 3. 39). Mais il ne lui appartient pas d'en ordonner la *suppression* et de prescrire le rétablissement des lieux dans leur état primitif, du moment où l'occupation de la propriété du réclamant se rattache à des travaux dont l'exécution a été autorisée par l'Administration (Trib. confl. 29 avr. 1850, aff. de Brouquens, D. P. 50. 3. 66; Civ. rej. 11 août 1856, aff. Charlet, D. P. 56. 1. 361; Cons. d'Et. 30 déc. 1858, précité; Agen, 22 nov. 1861, aff. Bouyssou, D. P. 62. 2. 16; Req. 27 janv. 1868, aff. Horliac, D. P. 68. 1. 114; 9 mars 1870, aff. Ville de Sens, D. P. 70. 3. 73; Civ. cass. 21 juill. 1874, aff. Noël, D. P. 75. 1. 184; Trib. confl. 12 mai 1877, aff. Dodun, D. P. 77. 3. 66; Req. 10 mars 1885, aff. Bordj Jean, D. P. 85. 1. 339). En effet, l'autorité judiciaire n'est pas compétente pour ordonner la suppression d'un travail public, et la circonstance que les ouvrages litigieux se rattachent à cette classe de travaux suffit pour qu'elle ne puisse en ordonner la destruction.

44. Mais il faut qu'il s'agisse d'ouvrages ayant réellement le caractère de travaux publics, c'est-à-dire de travaux non seulement exécutés pour le compte de l'Etat, d'un département ou d'une commune en vue des services publics dont la gestion est confiée à ces différentes personnes morales, mais, en outre, régulièrement autorisés par l'Administration. Ainsi, spécialement, des travaux se rattachant à une entreprise communale autorisée par un décret ne peuvent être considérés comme des *travaux publics* lorsqu'ils sont

exécutés en dehors des termes et des prévisions du décret d'autorisation; et, dès lors, les tribunaux civils sont compétents pour statuer sur l'action tendant à la destruction des ouvrages illégalement exécutés, avec dommages-intérêts (Civ. rej. 2 juin 1875, aff. Viviant, D. P. 75. 1. 418. — V. Rép. v° *Travaux publics*, n° 1108).

45. La limite apportée à la compétence de l'autorité judiciaire par la jurisprudence du conseil d'Etat et du tribunal des conflits, qui lui refusent le droit d'ordonner la suppression de travaux et le rétablissement des lieux en leur état primitif, est fondée sur un motif d'ordre supérieur. L'action de l'Administration ne peut être entravée, alors qu'elle agit dans l'intérêt public, par le mauvais vouloir des particuliers. On ne saurait admettre que, si l'expropriation est annulée pour vice de forme, quelquefois lorsque les travaux sont sinon terminés, du moins fort avancés, l'Administration ait à supporter les frais d'une remise en état des lieux, purement provisoire, puisqu'il lui suffira de procéder à nouveau à l'expropriation et d'une manière régulière pour que la déposition du particulier soit complète et définitive. Aussi est-il rationnel de décider, comme on l'a fait, que lorsque les travaux sont exécutés dans les termes et les prévisions du décret déclaratif de l'utilité publique, la suppression n'en peut être ordonnée. — Mais cette doctrine n'est pas admise par tous les auteurs. M. Daffry de la Monnoye (t. 1, p. 19 et suiv.), notamment, la considère comme contraire au principe que l'expropriation s'opère par autorité de justice. Suivant lui, cette dernière règle resterait dénuée de sanction si l'autorité judiciaire était impuissante à rétablir dans ses droits un propriétaire que l'Administration aurait illégalement exproprié. Vainement on invoque les lois du 28 pluv. an 8 et du 16 sept. 1807, puisque les lois qui régissent l'expropriation pour cause d'utilité publique ont eu précisément pour objet d'y déroger, d'écarter la compétence administrative dès que le droit de propriété est en jeu et de soumettre, dans certaines limites, les actes mêmes par lesquels l'autorité administrative déclare l'utilité publique à la vérification et au contrôle de l'autorité judiciaire. D'après le même auteur, il y a contradiction à reconnaître à l'autorité judiciaire le droit d'ordonner la discontinuation des travaux et à lui refuser, d'autre part, celui d'ordonner le rétablissement des lieux en leur état primitif. « Pourquoi, dit-il, le juge se verrait-il forcé de respecter ce que l'Administration a illégalement fait alors qu'on lui reconnaît le droit de s'opposer à ce qu'elle veut illégalement faire? » — Telle est également l'opinion soutenue par MM. Delalleau et Jousselin, t. 2, p. 125 et suiv.; ces auteurs, toutefois, reconnaissent que les magistrats devraient, par les motifs que nous avons exposés, n'user qu'avec une grande circonspection du droit qu'ils leur accordent d'ordonner la suppression des travaux. Dans tous les cas, ils devraient, afin de concilier l'intérêt public et le respect dû au droit de propriété, accorder pour la destruction des travaux et le rétablissement des lieux un délai assez long pour que l'Administration pût éviter les inconvénients de ces mesures rigoureuses, en remplissant les formalités de l'expropriation.

Cette doctrine est, nous l'admettons, plus conforme que celle consacrée par la jurisprudence, aux principes fondamentaux qui régissent la matière; mais les résultats pratiques en seraient à peu près nuls, et, en réalité, elle ne servirait pas les intérêts qu'elle croit protéger. La solution contraire repose, d'ailleurs, sur des motifs d'ordre supérieur qui devaient nécessairement la faire prévaloir.

46. — IV. RÈGLES CONCERNANT LES ALIGNEMENTS. — La loi de 1807 est restée en vigueur dans celle de ses dispositions qui concernent les alignements. L'expropriation s'opère donc toujours sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités de la loi du 3 mai 1841, dans les cas où un bâtiment sujet à reculement, en vertu d'un arrêté d'alignement, vient à être démoli; et les règles exposées au Rép. n° 54 sont toujours applicables.

CHAP. 3. — Conditions auxquelles est subordonnée la légalité de l'expropriation ou constatation de l'utilité publique (Rép. n° 56 à 175).

47. Comme on l'a exposé au Rép. n° 56, l'utilité publique doit être constatée d'après les formes prescrites par

l'art. 2 de la loi du 3 mai 1841, c'est-à-dire : 1° que les travaux doivent être ordonnés par une loi ou un décret, suivant les cas; 2° qu'un acte du préfet doit désigner les localités et territoires sur lesquels les travaux seront effectués, lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou du décret déclarant qu'ils sont d'utilité publique; 3° qu'un arrêté préfectoral doit déterminer les propriétés à céder. Ce n'est qu'après l'accomplissement de ces formalités que le jugement d'expropriation peut être valablement rendu.

SECT. 1<sup>re</sup>. — AUTORISATION DES TRAVAUX. — ENQUÊTE ADMINISTRATIVE QUI DOIT ÊTRE PRÉALABLEMENT FAITE (*Rép.* n° 57 à 96).

48. — I. DÉCLARATION DE L'UTILITÉ PUBLIQUE. — D'après l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841, la déclaration d'utilité publique était faite par une loi pour les grands travaux publics énumérés au paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article, et par une ordonnance royale pour les routes départementales, canaux, chemins de fer d'embranchement de moins de vingt kilomètres, ponts et autres travaux de moindre importance (*Rép.* n° 57). Depuis la publication du *Répertoire*, les règles ainsi établies avaient été gravement modifiées par le sénatus-consulte du 25 déc. 1852 (D. P. 52. 4. 221). En vertu de ce sénatus-consulte, les travaux publics de toute nature étaient autorisés par décrets de l'empereur rendus dans la forme des règlements d'administration publique (art. 4). Cependant le conseil d'Etat n'avait pas tardé à reconnaître que tous les travaux ne devaient pas nécessairement être autorisés dans la forme des règlements d'administration publique, et que le sénatus-consulte du 25 déc. 1852 n'avait eu d'autre but et d'autre effet que de rendre au pouvoir exécutif la faculté, qu'il avait eue autrefois, d'autoriser par un règlement d'administration publique les travaux dont le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841 avait exclusivement réservé l'autorisation au pouvoir législatif.

Toutefois on fut bientôt conduit à rendre au pouvoir législatif le droit d'apprécier l'utilité publique des grands travaux; on y arriva d'abord d'une manière indirecte. Le sénatus-consulte de 1852 disposait que, si les travaux avaient pour condition des engagements ou des subsides du Trésor, le crédit devrait être accordé ou l'engagement ratifié par une loi. Pour les travaux au compte de l'Etat, et qui n'étaient pas de nature à faire l'objet de concessions, il pouvait être ouvert par décret des crédits supplémentaires. On comprit les inconvénients de cette dernière mesure, et un sénatus-consulte du 31 déc. 1861 (D. P. 62. 4. 1) décida qu'il ne pourrait être accordé de crédits supplémentaires ou de crédits extraordinaires qu'en vertu d'une loi. « Appelé à voter des subsides, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 50, le Corps législatif entra nécessairement dans l'appréciation de l'utilité des conditions du travail; et, par la force même des choses, la déclaration d'utilité publique, exercée en droit par le pouvoir exécutif, entra en fait dans l'appréciation et les pouvoirs de l'autorité législative. » On fut ainsi ramené à rétablir, sauf quelques modifications, la règle qu'avait posée la loi de 1841. Ce fut l'œuvre de la loi du 27 juill. 1870 (D. P. 70. 4. 63).

49. En l'état actuel de la législation, l'utilité publique est déclarée dans les formes prévues par l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841, combinée avec le sénatus-consulte du 25 déc. 1852, la loi du 27 juill. 1870, et l'art. 44 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux (D. P. 71. 4. 102). La déclaration d'utilité publique est faite : 1° par une loi précédée d'une enquête administrative pour les grands travaux publics, c'est-à-dire les routes nationales, les canaux, chemins de fer, canalisation de rivières, bassins et docks entrepris par l'Etat ou par des compagnies particulières avec ou sans péage, avec ou sans subside du Trésor, avec ou sans aliénation du domaine public (L. 27 juill. 1870, art. 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>); — 2° Par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique et également précédé d'une enquête, pour les canaux et chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres de longueur, les lacunes et rectifications des routes nationales, les ponts et tous autres travaux de moindre importance (L. 27 juill. 1870, art. 1<sup>er</sup>, § 2); — 3° Par un décret en la forme ordinaire s'il s'agit de travaux départementaux ou communaux (L. 3 mai 1841, art. 3, et

sénatus-consulte du 25 déc. 1852; L. 27 juill. 1870, art. 2); — 4° Par une délibération des conseils généraux, s'il s'agit de l'ouverture ou du redressement d'un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun (L. 10 août 1871, art. 44), ou par une délibération de la commission départementale, prise sur l'avis du conseil municipal, s'il s'agit de l'ouverture ou du redressement d'un chemin vicinal ordinaire (Même loi, art. 86), le conseil général ou la commission départementale exerçant alors les pouvoirs conférés au préfet par les art. 15 et 16 de la loi du 21 mai 1836.

50. L'énumération, purement énonciative d'ailleurs, qui a été donnée au *Rép.* n° 57, des circonstances où l'utilité publique peut exiger le sacrifice de la propriété particulière, doit être complétée, plusieurs lois ayant, depuis la publication du *Répertoire*, autorisé l'expropriation dans des cas où elle n'était pas alors prévue. — Ainsi l'expropriation peut être exercée et l'utilité publique prononcée pour les travaux exécutés par les associations syndicales autorisées (L. 21 juin 1865, art. 18, et *suprà*, v° *Associations syndicales*, n° 133 et suiv.), et spécialement en vue des travaux de drainage (L. 10 juin 1854, art. 4, D. P. 54. 4. 96); pour la conservation des sources d'eaux minérales (L. 14 juill. 1856, art. 12, D. P. 56. 4. 85) (*V. supra*, v° *Eaux minérales et thermales*, n° 3); en vue d'assurer la salubrité publique (L. 13 avr. 1850, art. 13, D. P. 50. 4. 74). La loi du 28 juill. 1860 sur le reboisement des montagnes (D. P. 60. 4. 127) et celle du 8 juin 1864 sur le gazonnement des montagnes (D. P. 64. 4. 87), auxquelles est substituée la loi du 4 avr. 1882 (D. P. 82. 4. 89), prévoient également dans certains cas l'expropriation des propriétés privées (*V. infra*, v° *Forêts*).

51. Les travaux publics des départements et des communes sont autorisés, d'après l'art. 2 de la loi du 27 juill. 1870, conformément aux prescriptions du sénatus-consulte du 25 déc. 1852. — Sous l'empire de cet acte, il avait été jugé que le Sénat n'avait pas entendu modifier les conditions dans lesquelles le pouvoir exécutif pouvait, antérieurement, déclarer d'utilité publique ceux des travaux pour lesquels l'intervention législative n'était pas exigée (Cons. d'Et. 27 mars 1856, *Rép.* v° *Voirie par terre*, n° 65; 16 août 1862, aff. de Legge, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 652). Le conseil d'Etat en a conclu que les décrets portant déclaration d'utilité publique d'un travail communal (spécialement de la translation d'un cimetière) peuvent être rendus sans que l'Administration ait demandé l'avis soit du conseil d'Etat, soit de la section de l'intérieur de ce conseil (Cons. d'Et. 25 mars 1881, aff. Trescases, D. P. 82. 3. 76; 23 déc. 1887, aff. Toret, D. P. 89. 3. 13; 20 août 1888, aff. Syndicat du canal de Vernet, D. P. 89. 3. 76).

52. S'il n'est pas absolument nécessaire, pour que l'expropriation puisse être poursuivie, que la loi ou le décret déclare en termes exprès que les travaux sont réclamés par l'utilité publique (*Rép.* n° 84 et suiv.), il faut au moins que cette déclaration soit implicite et que le doute ne soit pas possible. Ainsi la déclaration d'utilité publique peut bien être appliquée à des travaux qu'elle ne désigne pas explicitement, pourvu qu'ils soient la conséquence immédiate du travail principal qu'elle autorise (*Rép.* n° 89); mais elle ne doit pas être étendue à des ouvrages qui ne sont pas un accessoire et une suite nécessaire de ce travail (Civ. cass. 25 juill. 1877, aff. Roudières, D. P. 77. 1. 471). — Lorsque, par exemple, après la déclaration d'utilité publique de la construction d'un chemin de fer, des arrêtés préfectoraux ont successivement désigné les localités sur lesquelles les travaux de la ligne devaient être exécutés et les propriétés qui devaient être cédées, que l'expropriation a été prononcée et les indemnités réglées par le jury, l'expropriant qui veut exproprier de nouvelles parcelles, pour exécuter un travail qui n'est pas la conséquence nécessaire de la construction de la voie ferrée, ne peut se dispenser de recourir à une nouvelle déclaration d'utilité publique; le jugement qui se fonderait sur le précédent acte déclaratif de l'utilité publique serait nul. Spécialement, l'expropriant ne pourrait faire prononcer l'expropriation de parcelles qui auraient pour objet d'établir, en exécution d'une convention amiable intervenue avec un exproprié, un canal dont la construction ne se rattacherait pas à celle de la voie ferrée (Même arrêt du 25 juill. 1877). — Il ne pourrait non plus se procurer par la voie de l'expropriation de nouveaux terrains



pour l'agrandissement d'une gare (Civ. cass. 27 févr. 1849, aff. Heim et Alquier, D. P. 49. 1. 89; 8 janv. 1873, aff. Champlagard, D. P. 73. 1. 9). S'il en était autrement, l'expropriant pourrait, à l'aide de la loi ou du décret originaire qui a autorisé les travaux, tenir perpétuellement sous le coup d'une expropriation tous les propriétaires riverains sans que ceux-ci conservassent aucune des garanties édictées par la loi du 3 mai 1841 (*Rép.* n° 103).

53. Comme exemple de déclaration implicite de l'utilité publique, on peut citer une espèce où il a été jugé que la loi qui autorise une ville à ouvrir un canal à ses frais, et à faire des concessions partielles des eaux de ce canal, à la charge de se conformer au règlement d'administration publique qui déterminera le tarif des concessions, est réputée déclarer d'utilité publique l'expropriation non seulement des terrains à employer pour la construction du canal, mais encore de ceux destinés à l'établissement des rigoles de dérivation des eaux concédées, sans qu'il soit nécessaire que l'expropriation de ces derniers terrains soit précédée d'une déclaration d'utilité publique spéciale (Civ. rej. 27 déc. 1852, aff. Seytres, D. P. 53. 1. 274). Il était en effet constaté, dans cette espèce, que les terrains dont il s'agissait au procès avaient été désignés par l'arrêté de cessibilité et qu'ils étaient compris au plan des travaux approuvé par la loi d'autorisation.

54. — II. ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE. — La déclaration d'utilité publique doit, comme on l'a exposé au *Rép.* n° 58, être précédée d'une enquête administrative; il ne faut pas confondre cette enquête avec celle qui précède l'arrêté de cessibilité, et dont les conditions sont réglées par le titre 2 de la loi du 3 mai 1841. Le règlement d'administration publique annoncé par l'art. 3 de cette loi, et qui n'avait pas été publié lors de la publication du *Répertoire*, ne l'a pas été non plus depuis lors; c'est donc toujours aux ordonnances des 18 févr. 1834, 15 févr. et 23 août 1835, dont on a exposé au *Rép.* n° 58 et suiv. les principales dispositions, qu'il y a lieu de se référer pour déterminer les formes dans lesquelles il doit être procédé aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique.

55. L'enquête prescrite par l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841 est le préliminaire de toute déclaration d'utilité publique. Quelle est la sanction de cette règle? Il est un cas où la déclaration d'utilité publique demeurerait inattaquable, alors même qu'il n'y aurait pas eu d'enquête, ou qu'il n'y aurait pas été régulièrement procédé, c'est celui où la déclaration a été faite par une loi. Ni le conseil d'Etat, ni les tribunaux de l'ordre judiciaire ne seraient compétents pour rechercher si cette loi a été précédée de l'enquête administrative prescrite par l'art. 3 de la loi de 1841, ou si l'enquête a été régulière. Mais, dans tous les cas où une loi n'intervient pas et où l'utilité publique est reconnue soit par un décret, soit par une délibération du conseil général, le conseil d'Etat est juge de la régularité de la déclaration d'utilité publique. Par suite du développement que la jurisprudence a donné à la loi du 7-14 oct. 1790, et qui a trouvé sa confirmation dans l'art. 9 de la loi du 24 mai 1872, la recevabilité des recours contre les décrets déclaratifs d'utilité publique, qui n'était pas admise autrefois (*V. Rép.* n° 95), ne fait plus actuellement aucun doute; l'enquête étant impérativement exigée par l'art. 3 précité, l'omission de cette formalité essentielle est un des griefs les plus sérieux qui puisse être soumis au conseil d'Etat par cette voie. Ainsi la sanction des dispositions de l'art. 3 ne se trouve donc pas seulement dans le respect que les grands pouvoirs de l'Etat doivent avoir des règles légales, mais dans l'exercice du droit qui est reconnu au conseil d'Etat de réprimer les excès de pouvoirs. Dans un grand nombre de cas, et notamment pour les travaux départementaux et communaux, le défaut de l'enquête, ou son irrégularité sont donc susceptibles de faire annuler la déclaration d'utilité publique.

Dans certains cas particuliers, l'utilité publique a été déclarée sans enquête préalable (*V. L.* 4 avr. 1873, relative à la conservation des tombes des soldats morts pendant la dernière guerre, D. P. 73. 4. 56; *L.* 24 juill. 1873, qui déclare d'utilité publique la construction d'une église à Paris sur la colline de Montmartre (D. P. 74. 4. 20).

56. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 61, lorsqu'il s'agit de

travaux à exécuter dans l'intérêt exclusif d'une commune, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique doit être faite conformément à l'ordonnance du 23 août 1835 et non à celle du 18 févr. 1834. Les formes prescrites par cette dernière ordonnance, ne s'appliquent aux travaux d'intérêt communal que dans le cas où ces travaux, entrepris dans un intérêt collectif, s'étendent sur le territoire de plusieurs communes qui concourent à leur exécution. Ainsi, lorsqu'il n'y a ni concours de deux ou plusieurs communes, ni intérêt commun, l'enquête doit être faite conformément à l'ordonnance du 23 août 1835, alors même que les travaux projetés devraient être exécutés sur le territoire d'une autre commune et qu'il s'agirait, par exemple, de l'établissement d'un cimetière qu'une ville se proposerait de créer sur le territoire d'une commune voisine (Cons. d'Et. 28 janv. 1858, aff. Hubert, D. P. 59. 3. 42).

57. Il y a lieu, pour apprécier la régularité de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, d'appliquer les règles admises par l'autorité judiciaire pour la seconde enquête, celle qui précède l'arrêté de cessibilité et qui est prescrite par les art. 5 et suiv. de la loi de 1841 (*V. infra*, n° 67 et suiv.). C'est ainsi que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique doit être considérée comme irrégulière, lorsqu'elle n'a duré que quinze jours, y compris celui de la publication de l'avertissement aux intéressés (Civ. cass. 25 févr. 1856, aff. Thomas, D. P. 56. 1. 214); que l'enquête dans laquelle les pièces ont cessé d'être à la disposition des intéressés avant le dernier moment de la quinzième journée doit être déclarée nulle (Civ. cass. 5 janv. 1869, aff. Feinieux-Rougée, D. P. 69. 1. 157). Mais il est satisfait aux prescriptions de l'ordonnance du 23 août 1835, réglant les conditions des enquêtes en matière de déclaration d'utilité publique des travaux communaux, lorsque les pièces du projet sont restées déposées à la mairie pendant quinze journées, pourvu que l'avertissement aux intéressés par voie de publication ait été donné antérieurement au premier jour et que le commissaire enquêteur a reçu les déclarations pendant trois jours, de neuf heures du matin à cinq heures du soir (Cons. d'Et. 11 juin 1880, aff. Hallot et Roger, D. P. 81. 3. 63). Ce n'est là également qu'une application des règles admises en ce qui concerne la seconde enquête (*V. infra*, n° 67).

58. — III. RECOURS CONTRE LE DÉCRET DÉCLARANT L'UTILITÉ PUBLIQUE. — On a vu *supra*, n° 52, que d'après la doctrine qui a prévalu, les décrets déclaratifs d'utilité publique sont attaquables par la voie du recours pour excès de pouvoir. Ce recours est ouvert, lorsqu'il y a inobservation des formes prescrites par les lois et règlements (Cons. d'Et. 22 nov. 1878, aff. de l'Hopital, D. P. 79. 3. 38; 28 janv. 1888, aff. Hubert, D. P. 59. 3. 42; 19 avr. 1859, aff. Marsais, D. P. 59. 3. 83). Théoriquement il devrait être, à notre avis, également recevable, à raison de ce que la déclaration d'utilité publique aurait été prononcée pour un objet autre que ceux qui peuvent donner lieu à cette mesure. Sans doute, l'appréciation, en fait, de l'utilité d'un travail est un acte de pure administration qui échappe à tout contrôle du conseil d'Etat; mais ce n'est pas cette question qui est soumise au conseil d'Etat lorsqu'on soutient devant lui que la déclaration d'utilité publique a été prononcée pour un objet autre que ceux qui peuvent donner lieu à une expropriation publique. L'art. 9 de la loi du 24 mai 1872, consacrant la large interprétation que la jurisprudence avait donnée à la loi des 7-14 oct. 1790, a affirmé la compétence du conseil d'Etat pour connaître de tous les pourvois contre des actes administratifs à raison d'excès de pouvoir. Or, y a-t-il un excès de pouvoir plus manifeste que celui qui consisterait à accorder les droits résultant, à l'égard de la propriété privée, de la déclaration d'utilité publique, à une opération qui, légalement, ne peut faire l'objet de cette mesure? (Conf. Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 854).

Toutefois, en pratique, la recevabilité du pourvoi ne donnerait aux intérêts lésés qu'une garantie presque illusoire. Aucun texte de loi ne définissant les travaux qui peuvent être déclarés d'utilité publique, et le conseil d'Etat ne pouvant, sans sortir à son tour des limites de sa compétence, examiner, en fait, l'utilité du travail, l'excès de pouvoir sera presque toujours impossible à saisir (Cons. d'Et. 26 avr. 1847, aff. Boncenne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 243;

1<sup>er</sup> juin 1849, aff. Ponts-Asnières, *ibid.*, p. 290 ; 26 févr. 1870, aff. Gérard, *ibid.*, p. 194 ; 12 juill. 1871, aff. Thomas, *ibid.*, p. 90 ; 31 mai 1878, aff. Touchy, *ibid.*, p. 527). Il n'en serait autrement que dans le cas où, des énonciations mêmes de l'acte attaqué, il résulterait que le travail projeté aurait pour objet un intérêt privé, par exemple, le développement d'un établissement industriel.

59. D'autre part, le recours au conseil d'Etat n'est pas suspensif, et il n'empêche pas de procéder à l'enquête qui doit précéder l'arrêté de cessibilité et même de faire prononcer l'expropriation par le tribunal (Cons. d'Et. 24 févr. 1882, aff. Roger, D. P. 83. 3. 57). La cour de cassation semble bien admettre que, dans le cas où le décret déclaratif d'utilité publique ou l'arrêté de cessibilité ont été attaqués, le tribunal peut et même doit surseoir au jugement d'expropriation (Civ. rej. 14 janv. 1868, aff. Roideau, D. P. 68. 1. 52 ; 26 janv. 1875, aff. Chemin de fer d'Orléans à Châlons, D. P. 75. 1. 230) ; mais, en l'absence de toute disposition légale dérogeant au principe général suivant lequel le recours au conseil d'Etat n'est pas suspensif, il n'est pas possible d'admettre que le pourvoi formé contre un des actes administratifs qui précèdent l'expropriation suspende nécessairement toute procédure ultérieure, sauf au conseil d'Etat à apprécier s'il y a lieu de faire droit à la demande de sursis qui est fréquemment formée en cette matière (Cons. d'Et. 12 nov. 1880, aff. Trescases, D. P. 82. 3. 76).

Le principe que le recours au conseil d'Etat n'est pas suspensif entraîne même cette grave conséquence, que le recours pour excès de pouvoirs est sans objet lorsque l'expropriation est consommée avant la décision du conseil d'Etat. L'autorité judiciaire étant seule compétente pour apprécier la régularité des jugements d'expropriation, pour les interpréter et pour en déduire les conséquences, l'annulation des actes administratifs qui ont précédé la décision du tribunal ne serait susceptible de produire aucun effet si elle intervenait alors qu'il n'existe plus de voie de recours contre le jugement (Cons. d'Et. 26 déc. 1873, aff. Garret, et 13 févr. 1874, aff. André et Champentier, D. P. 75. 3. 4). — A plus forte raison le recours au conseil d'Etat serait-il non recevable s'il était formé après le jugement d'expropriation (Civ. rej. 17 déc. 1877, aff. Touchy, D. P. 78. 1. 52). Il a été décidé, spécialement, que l'exécution du jugement d'expropriation passé en force de chose jugée ne peut être arrêtée en vertu de l'effet suspensif attribué, par l'art. 88 de la loi du 10 août 1871, au recours formé devant le conseil d'Etat contre la décision de la commission départementale du conseil général qui a autorisé l'ouverture d'un chemin vicinal (Arrêt précité du 17 déc. 1877). Toutefois, l'application de la règle à cette hypothèse spéciale soulève des objections assez spécieuses (V. l'analyse de la discussion qui a eu lieu à ce sujet devant la cour de cassation, D. P. 78. 1. 53). — Au reste, la solution serait différente si le jugement venait à être ultérieurement cassé ; en effet, bien que la cour de cassation ne constitue pas un degré de juridiction, il est évident que, lorsque le jugement d'expropriation est annulé, la cause et les parties sont remises en l'état antérieur audit jugement et que la situation est la même que si le jugement n'était pas intervenu.

60. C'est au conseil d'Etat seul qu'il appartient d'apprécier la régularité du décret qui déclare l'utilité publique. L'autorité judiciaire ne peut que vérifier si toutes les formalités prescrites par l'art. 2 ont été accomplies (V. *infra*, n° 113).

#### SECT. 2. — DÉSIGNATION DES LOCALITÉS OU TERRITOIRES SUR LESQUELS LES TRAVAUX DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS (Rép. n° 97 à 102).

61. Aux termes de l'art. 2 de la loi du 3 mai 1841, une des formalités qui doivent précéder le jugement d'expropriation est la désignation des localités et territoires sur lesquels ces travaux doivent être exécutés (Rép. n° 97 et suiv.). L'accomplissement de cette formalité est essentiel. — Jugé, à cet égard, que les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique qu'autant qu'indépendamment de l'arrêté ultérieur par lequel le préfet désigne les propriétés particulières qui doivent être cédées (V. *infra*, n° 84 et suiv.), la désignation des localités ou terri-

toires sur lesquels les travaux doivent avoir lieu se trouve préalablement dans la loi ou le décret qui en autorise l'exécution, ou dans un acte spécial du préfet, lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou du décret (Civ. cass. 28 mai 1861, aff. Delcambre, D. P. 61. 4. 287). Ainsi, toutes les fois que l'acte qui autorise les travaux n'a désigné ni d'une manière explicite, ni d'une manière implicite les localités et territoires sur lesquels ils auront lieu, le préfet doit faire cette désignation par un arrêté spécial. C'est ce qui a lieu généralement lorsqu'il s'agit de grands travaux tels que les lignes de chemins de fer, pour lesquelles, le plus souvent, l'acte déclarant l'utilité publique se borne à indiquer les points de départ et d'arrivée de la ligne (Civ. rej. 24 mai 1870, aff. de Grave, D. P. 70. 1. 388 ; 13 déc. 1882, aff. de Froissard, D. P. 84. 1. 88).

62. Lorsque la désignation des localités et territoires a été faite par l'acte déclaratif de l'utilité publique, le préfet ne saurait, en principe, la modifier par un arrêté ultérieur. Cependant il ne faut pas attacher à cette règle un caractère trop absolu et interdire au préfet toutes modifications aux projets primitifs, qui seraient ultérieurement reconnues nécessaires. Le préfet, sans doute, ne peut rien changer au tracé définitivement approuvé par l'autorité supérieure ; mais, lorsque ce tracé n'est pas définitif et que l'acte déclaratif de l'utilité publique lui attribue, au contraire, un caractère provisoire, le préfet peut, sans contrevenir à la loi, comprendre, conformément au projet définitif, dans l'arrêté de cessibilité, des propriétés dont l'expropriation n'était pas prévue à l'avant-projet (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 37). C'est ce qui a été jugé dans une espèce (Civ. cass. 6 déc. 1864, aff. Rozapelly, D. P. 66. 4. 30) où le décret déclaratif de l'utilité publique disposait que le concessionnaire aurait à présenter, dans le délai de six mois, un projet définitif et où l'arrêté de cessibilité atteignait des parcelles qui, d'après l'avant-projet annexé au décret, ne devaient pas être atteintes par l'expropriation, mais qui se sont trouvées comprises dans le projet définitif dressé en exécution de ce décret. « Attendu, dit l'arrêt précité (6 déc. 1864), qu'on ne saurait admettre qu'une voie d'instruction remise à l'initiative du préfet lorsqu'elle porte sur les territoires et localités qui peuvent être l'objet de l'expropriation prise dans son ensemble lui soit, au contraire, péremptoirement interdite lorsqu'elle ne porte que sur des modifications restreintes à un point donné de ces mêmes territoires et localités, d'autant plus que la désignation des territoires et localités ne peut être justement considérée que comme un simple acte d'administration qui, loin de relever essentiellement de la loi ou du décret, comme la déclaration d'utilité publique, est, au contraire, placé de plein droit, soit à raison de sa nature, soit par son objet, dans les attributions du préfet, sous la réserve néanmoins, que moyennant l'exact et entier accomplissement des formalités prescrites par l'art. 2 et le tit. 2 de la loi précitée, les parties intéressées seront, en temps et lieu, appelées à produire leurs crédits contre tous les éléments du plan parcellaire qui pourraient leur faire grief. »

Mais les modifications apportées par le préfet à un projet primitif ne peuvent porter que sur les propriétés à exproprier, et doivent laisser subsister, quant aux territoires et localités, les énonciations résultant du décret ou de la loi. — La faculté accordée au préfet de modifier, dans l'arrêté de cessibilité, la désignation des propriétés expropriées telle qu'elle résulte du projet annexé à l'acte déclaratif de l'utilité publique est, d'ailleurs, restreinte au cas où ce dernier acte s'est borné à la désignation des localités et territoires ; s'il a, en outre, désigné les propriétés cessibles, le préfet est tenu de se conformer à cette désignation (Civ. cass. 16 mai 1865, aff. Grangeneuve, D. P. 66. 1. 31 et *infra*, n° 63 ; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 37).

#### SECT. 3. — DÉTERMINATION DES PROPRIÉTÉS À CÉDER (Rép. n° 103 à 166).

63. — I. ARRÊTÉ DE CESSIBILITÉ. — La détermination des propriétés qui doivent être cédées pour l'exécution des travaux d'utilité publique est faite par un arrêté pris par le préfet, appelé *arrêté de cessibilité*. Cet arrêté doit, ainsi qu'il a été exposé au Rép. n° 103, être précédé de formalités dont

l'accomplissement est essentiel à la validité de l'expropriation et qu'on examinera *infra*, n° 67 et suiv.

L'arrêté de cessibilité est lui-même un acte essentiel, qui ne comporte aucun équivalent. Peu importerait que la loi ou le décret qui déclarent l'utilité publique continssent la désignation des propriétés à exproprier, l'arrêté de cessibilité n'en devrait pas moins être rendu. La controverse qui, lors de la publication du *Rép.* n° 104, existait sur ce point, nous paraît toujours devoir être tranchée dans le sens des observations que nous avons présentées. Sans doute, la désignation des immeubles à exproprier, faite par le décret d'utilité publique, a pour effet, d'après la majorité des auteurs et la jurisprudence, de lier le préfet (*V. Civ. cass.* 16 mai 1865, aff. Grangeneuve, D. P. 66. 1. 31 et *supra*, n° 62) et de lui interdire toute modification de détail au plan définitif qu'elle arrête. Mais elle ne saurait suppléer à l'arrêté de cessibilité et produire les effets que la loi attache à cet acte. Si, pour obtenir la déclaration d'utilité publique, il est quelquefois nécessaire de soumettre à l'autorité chargée de la déclarer, non seulement l'ensemble des travaux, mais aussi les plans détaillés, il ne s'ensuit pas que l'approbation de ces plans et l'autorisation de les exécuter puissent rendre inutile l'arrêté de cessibilité et permettre de supprimer une phase particulière de la procédure, dont l'importance est capitale. « Seul, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 34, il place la propriété privée sous la menace légale de l'expropriation : avant l'arrêté de cessibilité, la loi ou le décret d'expropriation ne fait que conférer à l'Administration une faculté dont elle est maîtresse d'user ou de ne pas user sans qu'aucune faculté corrélatrice naisse au profit des particuliers dont la propriété sera plus tard atteinte par les travaux projetés ; à l'arrêté de cessibilité s'ouvre au contraire, pour le propriétaire, le droit de requérir lui-même l'expropriation si l'Administration tarde plus d'un an à la faire prononcer. Enfin la loi a prescrit que cet arrêté fût rendu séparément. Et les tribunaux ne peuvent, par interprétation substituer de prétendus équivalents à une disposition si formelle et si précise ». L'arrêté de cessibilité est, en définitive, la seule base du jugement d'expropriation ; il est précédé et entouré de formalités qui ne sont pas nécessaires pour la déclaration d'utilité publique et forment la partie essentielle des mesures protectrices du droit de propriété dont le législateur de 1841 a voulu entourer l'expropriation pour cause d'utilité publique (*V. également* : Delalleau et Jousselin, t. 1, p. 52). La question a également été résolue en ce sens par la jurisprudence (*Civ. rej.* 2 mars 1857, aff. Garreau, D. P. 57. 1. 127).

64. — II. CONFECTION DES PLANS PARCELLAIRES (*Rép.* n° 105 à 113). — On applique toujours les règles exposées au *Rép.* n° 107 et suiv. On persiste notamment à décider que les noms des propriétaires qui doivent être mentionnés sur le plan parcellaire tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles, suivant les expressions de l'art. 5 de la loi du 3 mai 1841, (*Rép.* n° 108) sont les noms des propriétaires apparents, sans que l'Administration soit tenue de rechercher si l'indication, qui résulte de l'inscription à la matrice, est exacte ou non et si la parcelle à exproprier appartient en tout ou en partie à d'autres que ceux dont les noms sont inscrits sur la matrice... alors, d'ailleurs, qu'aucune dénonciation ne lui a été faite pour l'avertir de l'inexactitude de cette inscription, et pour la mettre en mesure d'agir contre ceux qui prétendraient être propriétaires ou copropriétaires (*Civ. rej.* 16 févr. 1864, aff. Wahler et Grafz, D. P. 64. 5. 153 ; 4 août 1880, aff. Neveu, D. P. 81. 1. 479 ; Delalleau et Jousselin, t. 1, p. 56-57 ; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 122).

65. Le défaut de mention, sur les plans parcellaires, du nom des propriétaires portés à la matrice cadastrale entraînerait-il la nullité du jugement d'expropriation ? Nous ne le pensons pas, à la condition qu'il puisse être facilement suppléé au silence du plan sur ce point. L'indication des noms des propriétaires est principalement destinée à faire connaître quelles sont les propriétés expropriées, et si cette désignation est faite d'une manière telle que les intéressés ne puissent s'y tromper, le vœu de la loi se trouvera rempli. C'est ce qui résultait d'un arrêté du 14 déc. 1842 (*Rép.* n° 261), aux termes duquel la mention du nom des propriétaires, conforme à la matrice du rôle, n'est pas prescrite à peine de nullité, s'il résulte de l'ensemble des indications portées sur

le plan parcellaire qu'aucun doute ne peut exister sur l'identité des propriétés soumises à l'expropriation. Cette doctrine semble confirmée par les motifs d'un arrêt du 27 janv. 1880, qui casse un jugement d'expropriation en constatant que le plan parcellaire déposé à la mairie ne contenait « ni les noms de chaque propriétaire tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles, ni aucune indication qui puisse y suppléer (*Civ. cass.* 27 janv. 1880, aff. Delouis, D. P. 80. 1. 164).

66. L'irrégularité des plans parcellaires pourrait résulter également de ce que, ne contenant pas le nom du propriétaire inscrit sur la matrice, ils n'indiqueraient pas non plus d'une manière suffisante la parcelle expropriée. Dans l'espèce de l'arrêt du 27 janv. 1880, non seulement le plan parcellaire ne contenait pas les noms des propriétaires expropriés ni aucune indication équivalente, mais un état qui y avait été annexé pour le compléter ne mentionnait pas la parcelle appartenant au demandeur en cassation, ou tout au moins ne la désignait pas exactement. Il y avait par suite, de ce chef, irrégularité du plan et cette irrégularité entraînait la nullité du jugement d'expropriation.

Au reste, comme le vœu de la loi est rempli lorsque le propriétaire a eu connaissance de l'expropriation qui le menace, et a pu faire valoir ses moyens de défense, la nullité qui résulte de l'irrégularité des plans déposés à la mairie, est couverte par le silence du propriétaire du terrain exproprié et surtout par sa comparution devant le jury sans protestation ni réserve (*Civ. rej.* 7 avr. 1869, aff. Juloux, D. P. 69. 1. 342 ; 22 juill. 1868, aff. Légier, D. P. 68. 5. 206).

67. — III. DÉPÔT ET PUBLICATION DU PLAN (*Rép.* n° 114 à 125). — Aux termes de l'art. 5 de la loi du 3 mai 1841, le plan parcellaire des terrains dont la cession paraît nécessaire doit rester déposé pendant huit jours à la mairie de la commune où les propriétés sont situées, afin que chacun puisse en prendre connaissance. La publication de l'avertissement qui doit être donné collectivement aux parties intéressées, de prendre connaissance du plan parcellaire, doit, à peine de nullité, être faite avant l'ouverture du procès-verbal ouvert à la mairie pour recevoir les réclamations des parties (*Civ. cass.* 16 févr. 1859, aff. Cayron, D. P. 59. 1. 121), et le délai de huitaine ne court, d'après l'art. 6, qu'à dater de cet avertissement. D'un autre côté, il avait été formellement reconnu dans la discussion de la loi de 1841, que ce délai doit être franc (*Rép.* n° 115), et ce principe a été constamment admis par la doctrine (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 69 et suiv. ; Delalleau et Jousselin, t. 1, n° 109 ; Dufour, *De l'expropriation et des dommages causés à la propriété*, n° 30) et par la jurisprudence. Il en résulte, d'une part, qu'il ne faut pas comprendre dans le délai de huitaine le jour qui a été employé aux formalités de l'avertissement, en d'autres termes, que l'enquête ne commence que le lendemain de l'avertissement collectif, et, d'autre part, que le procès-verbal destiné à constater les observations et réclamations des intéressés ne doit pas être clos avant la fin du huitième jour. — Il a été jugé, par application de ces principes : 1° que le procès-verbal est nul, ainsi que le jugement d'expropriation, s'il a été ouvert le jour même de l'avertissement, puis clos le huitième jour à compter de cette ouverture (*Civ. cass.* 25 févr. 1856, aff. Thomas, D. P. 56. 1. 241) ; — 2° que le délai ne comprend donc pas le jour de la publication et n'expire que le huitième jour à minuit (*Civ. cass.* 24 nov. 1883, aff. Godard, D. P. 84. 1. 400) ; — 3° que le jugement d'expropriation est nul, s'il résulte des mentions de l'avertissement de prendre communication du plan parcellaire, non contredites par le procès-verbal d'enquête, ni par aucun autre document, que le public a dû cesser d'être admis à prendre communication du plan parcellaire le huitième jour avant minuit (*Civ. cass.* 5 janv. 1869, aff. Feinieux Rougée, D. P. 69. 1. 157) ; — 4° qu'il y a nullité lorsque l'avertissement par la voie des journaux, exigé par l'art. 6 de la loi de 1841, n'a été publié que le 29 juillet et que la clôture du procès-verbal a eu lieu le 6 août suivant à trois heures du soir (*Civ. cass.* 24 nov. 1885, aff. Duhamel, D. P. 86. 5. 223-224)... Ou si, l'affichage ayant eu lieu le 29 juin ou le 3 août, le procès-verbal a été ouvert ces mêmes jours et n'a été clos que le 6 juillet ou le 10 août (*Civ. cass.* 20 févr. 1884, aff. Commune de Rillieux ; 30 avr. 1884, aff. Dumas de Primbault, D. P. 85. 1. 262).

**68.** La preuve de l'observation de ces prescriptions légales résulte suffisamment des énonciations d'un procès-verbal dressé par le maire, ouvert le 25 mars, le lendemain du jour où la formalité de l'affichage a été remplie, et fermé le 1<sup>er</sup> avril (Civ. rej. 28 janv. 1884, aff. Société des hauts fourneaux, forges et aciéries du Saut du Tarn, D. P. 85. 1. 262); et de celles d'un procès-verbal ouvert dans les mêmes conditions le 8 juillet et fermé le 17 du même mois, quoique l'heure de clôture n'y soit pas mentionnée (Civ. rej. 12 févr. 1884, aff. Retours, D. P. 85. 1. 262).

**69.** En accordant aux parties un délai franc et en ne permettant en aucune façon de l'abréger, le législateur a voulu, dans l'art. 5 de la loi du 3 mai 1841, donner une garantie efficace au droit de propriété et sauvegarder les intérêts de ceux à qui l'exécution du plan peut porter préjudice. Aussi est-il admis que les parties peuvent profiter de tout le délai qui leur est imparti pour faire entendre leurs réclamations, et qu'elles n'épuisent pas leur droit par cela seul qu'elles ont, une première fois, présenté des observations. Elles sont libres d'en présenter de nouvelles, tant que le délai de huitaine n'est pas expiré. L'exproprié conserve donc, malgré sa comparution à l'enquête, le droit de se plaindre de ce que le dépôt du plan n'a pas eu la durée exigée par la loi (Civ. cass. 10 juill. 1866, aff. Stears; 6 juin 1866, aff. de Ginestoux et aff. Ricard (deux arrêts), D. P. 66. 5. 209; 5 janv. 1869, aff. Feinieux Rougée, D. P. 69. 1. 457; 21 nov. 1883, aff. Godard, D. P. 84. 1. 400).

**70.** On a exposé au *Rép.* n° 116 et suiv., les règles relatives à la publication de l'avertissement collectif, établies par l'art. 6 de la loi du 3 mai 1841. La seule des formalités prescrites par cet article qui donne lieu à quelques difficultés est celle relative à l'insertion de l'avertissement dans un des journaux de l'arrondissement, ou s'il n'en existe aucun, dans un des journaux du département. L'insertion, d'après cet article, ne peut être faite dans un journal du département, étranger à l'arrondissement, qu'autant qu'il n'existe aucun journal dans l'arrondissement. C'était la pratique suivie sans hésitation à l'époque de la publication du *Reper-toire* (V. n° 120 et 121). Mais le décret du 17 févr. 1852 (D. P. 4. 56, art. 23), aux termes duquel « les annonces judiciaires exigées par les lois pour la validité ou la publicité des procédures ou des contrats, doivent être insérées, à peine de nullité de l'insertion, dans le journal ou les journaux de l'arrondissement qui seront désignés, chaque année, par le préfet » et qui ajoute qu'à défaut d'« un journal dans l'arrondissement, le préfet désigne un ou plusieurs journaux du département », a fait naître des difficultés qui se reproduisent journellement.

Avant la promulgation de ce décret, on reconnaissait généralement que l'art. 6 de la loi de 1841 devait être appliqué de préférence à l'art. 696 c. proc. civ.; qu'ainsi, lorsqu'il n'existait pas de journal désigné pour les annonces judiciaires dans l'arrondissement et que les cours d'appel n'avaient choisi qu'un journal du département étranger à l'arrondissement, l'avertissement prévu par l'art. 6 de la loi de 1841 devait néanmoins être inséré dans le journal de l'arrondissement où étaient situées les propriétés expropriées, s'il en existait un. L'art. 23 du décret de 1852, qui avait abrogé la disposition finale de l'art. 696 c. proc. civ., ayant transporté aux préfets le droit de désigner chaque année, parmi les journaux du département, une ou plusieurs feuilles pour l'insertion des annonces judiciaires à faire dans chaque arrondissement de leur ressort, on s'était demandé si, dès lors, l'insertion de l'avertissement prescrit par l'art. 6 de la loi de 1841 devait être faite dans le journal du département désigné pour insérer les annonces judiciaires, de préférence au journal de l'arrondissement qui n'aurait pas été l'objet d'une désignation. La cour de cassation s'était prononcée pour la négative à propos d'un jugement qui avait considéré comme illégale et nulle une insertion faite dans un journal publié en dehors de l'arrondissement, conformément à l'arrêté du préfet par lequel ce journal avait été désigné pour recevoir les annonces judiciaires. Rejetant le pourvoi, elle avait déclaré que l'avertissement à donner collectivement aux intéressés en matière d'expropriation pour utilité publique, de prendre connaissance du plan déposé à la mairie, ne peut être inséré légalement dans un journal du département, qu'à défaut de journal dans l'ar-

rondissement où sont situées les propriétés à exproprier (Civ. rej. 4 mai 1863, aff. Baudouin, D. P. 63. 1. 318).

Elle a depuis persisté dans cette doctrine (Civ. cass. 31 déc. 1879, aff. Gautreau, D. P. 80. 1. 164), bien qu'un élément nouveau ait été introduit dans la discussion. La délégation de Bordeaux ayant abrogé, par acte du 28 déc. 1870 (D. P. 71. 4. 14), le décret du 17 févr. 1852, et substitué à la désignation des préfets la libre appréciation des parties, sans reproduire la restriction relative aux journaux des départements, la question s'est élevée de nouveau de savoir si la publication exigée par l'art. 6 de la loi du 3 mai 1841 pouvait être faite indifféremment dans un journal de l'arrondissement ou dans un journal du département. Le ministre de l'intérieur, après avoir pris l'avis du garde des sceaux, a déclaré, le 11 oct. 1878, que « par leur généralité même les dispositions du décret du 28 déc. 1870 ne sont susceptibles d'aucune distinction, qu'elles s'appliquent à toutes les procédures, et que, dès lors, le décret de 1870 ayant force de loi a modifié les dispositions générales de la loi de 1841 » (V. Block, *Supplément annuel au Dictionnaire de l'Administration française*, 1879, p. 82, v° *Annonces*). — Cette solution a été à bon droit écartée par la cour suprême. En premier lieu, des doutes se sont élevés sur la légalité du décret de 1870 (V. le rapport inséré au *Journal officiel* du 18 avr. 1872). De plus, à supposer même que cet acte ait force obligatoire, il n'a pu modifier les dispositions d'une loi spéciale, et, notamment, celles de la loi du 3 mai 1841 relatives à la publicité en matière d'expropriation. Les auteurs du décret de 1870 voulaient uniquement supprimer le monopole établi au profit de certains journaux et ne paraissent pas avoir songé à modifier les mesures de protection établies par les lois spéciales au profit des particuliers. La cour de cassation n'a pas eu, d'ailleurs, à se prononcer sur la légalité et la portée du décret du 28 déc. 1870; elle s'est bornée à le déclarer inapplicable au cas prévu par l'art. 6 de la loi de 1841.

**71.** L'insertion de l'avertissement dans un journal de l'arrondissement se justifie par la représentation d'un exemplaire de la feuille qui la contient, sans qu'il soit nécessaire que l'exemplaire porte la signature de l'imprimeur, légalisée par le maire, la loi sur l'expropriation publique n'ayant pas reproduit les prescriptions de l'art. 683 c. proc. civ., en matière d'expropriation par suite de saisie (Crépon, art. 6, n° 24 et 25; Delalleau et Jousselin, t. 1, n° 107).

**72.** Comme on l'a vu au *Rép.* n° 125, le certificat et le procès-verbal du maire, prévus par l'art. 7 de la loi du 3 mai 1841, ne sont soumis à aucune forme particulière; nous n'hésitons pas cependant, avec MM. Crépon, art. 7, n° 2, et Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 77, à considérer comme vicieuse la rédaction du procès-verbal qui se bornerait à déclarer que toutes les formalités voulues par la loi ont été accomplies. « Cette formule, dit M. Crépon, malgré l'arrêt du 20 avr. 1842 (*Rép.* n° 125-2°), doit être considérée comme défectueuse et insuffisante; et, si la cour de cassation a pu être conduite au rejet par des circonstances de fait établissant qu'en réalité les formalités avaient été remplies, il est douteux que, devant une formule aussi laconique et qui ne permet pas le contrôle, elle se montrât une seconde fois aussi facile. » — Le procès-verbal du maire qui atteste que l'avertissement destiné à porter à la connaissance des intéressés le dépôt du plan, a été affiché et publié, fait foi jusqu'à inscription de faux des faits qu'il relate; en conséquence, les constatations qu'il contient ne peuvent être contredites par des attestations contraires, et notamment par un constat dressé par un huissier (Civ. cass. 4 mars 1890, aff. Truchetet, D. P. 91, 1<sup>re</sup> partie).

**73.** — IV. RÉCLAMATIONS ET DÉCLARATIONS DES PARTICULIERS (*Rép.* n° 126 à 128). — Le maire mentionne dans son procès-verbal ou y annexe les réclamations et les déclarations faites par les particuliers (*Rép.* n° 126). Il n'y a pas à distinguer à ce propos suivant qu'il s'agit ou non d'une expropriation poursuivie dans l'intérêt même de la commune qu'il administre; la loi n'établit à ce point de vue aucune exception: le maire de la commune où est déposé le plan parcellaire est chargé de remplir, dans tous les cas, les formalités prescrites par l'art. 7 (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 77; Crépon, art. 7, n° 7).

**74.** — V. COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER LES RÉCLAMA-

tions (*Rép.* n° 129 à 155). — La commission chargée, aux termes des art. 8 et 9 de la loi du 3 mai 1841, de recevoir et d'examiner les réclamations des particuliers (*Rép.* n° 129) doit être constituée pour tous les travaux publics, à l'exception des travaux communaux. En effet, si l'art. 12 de la loi du 3 mai 1841 (*V. infra* et *Rép.* n° 167 et suiv.) dispense de l'observation des art. 8, 9 et 10 les expropriations poursuivies dans un intérêt purement communal ou pour les travaux d'ouverture ou de redressement des chemins vicinaux, et s'il se contente alors d'un simple avis du conseil municipal, c'est là une disposition exceptionnelle qui doit être strictement renfermée dans son application textuelle. Elle n'a été, notamment, ni expressément ni virtuellement reproduite en faveur des associations syndicales par la loi du 21 juin 1865, dont l'art. 18 se réfère exclusivement à l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836, sans aucun renvoi à l'art. 12 de la loi du 3 mai 1841. On doit en conclure, lorsqu'une expropriation pour cause d'utilité publique est poursuivie à la requête d'une association syndicale autorisée, qu'il est nécessaire, à peine de nullité, de réunir et de consulter la commission d'enquête organisée par les art. 8, 9 et 10 de la loi du 3 mai 1841, et qu'il n'y a pas lieu, de prendre l'avis du conseil municipal puisque l'art. 12 de la loi du 3 mai 1841 est inapplicable à cette hypothèse (*Civ. rej.* 16 juill. 1873, aff. Favre et autres, D. P. 73. 1. 336).

75. On a exposé au *Rép.* n° 131, quelle est la composition de la commission spéciale d'après l'art. 8 de la loi du 3 mai 1841. Cette commission doit être composée de sept membres, parmi lesquels figure notamment l'un des ingénieurs chargés de l'exécution des travaux. C'est là, d'après un arrêt de la cour de cassation, une disposition générale qui s'applique à toutes les expropriations, qu'elles soient poursuivies par l'Administration ou par un concessionnaire. Dans ce dernier cas, l'art. 63 de la loi du 3 mai 1841 accorde au concessionnaire les mêmes droits qu'à l'Administration et le soumet aux mêmes obligations. En présence d'un texte aussi formel, il est impossible d'admettre une distinction qui en rendrait l'application impossible et en serait la violation manifeste. D'ailleurs, une pareille distinction ne s'expliquerait pas, alors qu'il s'agit d'une commission spéciale, appelée non à rendre une décision, mais seulement à servir d'intermédiaire entre les propriétaires et l'autorité administrative, à recueillir les réclamations des intéressés, à préparer les renseignements et à les transmettre avec un simple avis consultatif à l'autorité supérieure, seule compétente pour arrêter une résolution définitive. » En conséquence, lorsque l'entreprise a été concédée à une compagnie de chemin de fer, l'ingénieur chargé par la compagnie concessionnaire de l'exécution des travaux est régulièrement appelé à faire partie de la commission (*Civ. rej.* 14 janv. 1868, aff. Guillemot, D. P. 68. 1. 64). — V. toutefois, en sens contraire : *Rép.* n° 718.

76. On a vu au *Rép.* n° 132 que, lorsque la commission d'enquête se réunit au chef-lieu de la préfecture, il est convenable que le préfet, qui doit ultérieurement prendre un arrêté sur l'avis de cette commission, ne la préside pas personnellement; il sera remplacé à cet effet par le secrétaire général de la préfecture, qui peut être délégué par lui pour certains actes d'administration (*Aucoc, Conférences*, t. 1, n° 95; *Ducrocq, Cours de droit administratif*, t. 1, n° 125). Mais c'est là une pure faculté pour le préfet, une réserve de pure convenance, qu'aucune disposition légale ne lui impose. Il est, en effet, président de droit de la commission locale réunie au chef-lieu de la préfecture (*Civ. rej.* 12 nov. 1873, aff. Esquirol, D. P. 73. 1. 461).

77. Le remplacement des membres empêchés peut se faire dans l'ordre des délégations légales comme on l'a exposé au *Rép.* n° 133; mais il peut aussi être fait par le préfet. Celui-ci est libre, dans le cas d'empêchement d'une des personnes désignées par l'art. 8, de choisir, pour la suppléer, une autre personne prise dans la même catégorie, c'est-à-dire parmi les membres du conseil général ou du conseil d'arrondissement, ou parmi les ingénieurs attachés à l'exécution des travaux, s'il s'agit de l'empêchement de l'ingénieur. Le préfet peut même désigner d'avance les suppléants par l'arrêté qui nomme les membres de la commission. Spécialement, la composition de la commission n'est pas viciée à raison de la désignation subsidiaire d'un

second ingénieur, si l'ingénieur en chef a seul siégé dans cette commission (*Civ. rej.* 12 nov. 1873, aff. Esquirol, D. P. 73. 1. 461). Dans tous les cas, le remplacement est réputé régulier, lorsque le jugement d'expropriation constate que la commission s'est réunie et a fonctionné régulièrement (*Civ. rej.* 12 juill. 1870, aff. Ville de Sens, D. P. 70. 1. 367).

78. Le délai de huitaine accordé aux propriétaires pour présenter leurs observations devant la commission d'enquête (*Rép.* n° 142) est, comme celui qui leur est accordé pour consulter le plan parcellaire, un délai franc; en conséquence, pendant le laps de temps imparti par l'art. 9 de la loi du 3 mai 1841, la commission, si elle n'est pas tenue de siéger d'une manière permanente, doit rester constituée et en mesure de recevoir les observations des propriétaires. Elle doit donc avoir tout au moins un membre délégué constamment présent à la mairie, conformément à la règle consacrée par l'arrêt du 21 juin 1842 (*Rép.* n° 143-2°. V. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 85; Delalleau et Jousset, t. 1, n° 126).

79. La commission d'enquête doit, pour satisfaire aux prescriptions légales, se réunir le jour indiqué pour sa convocation et ouvrir son procès-verbal; elle peut s'ajourner ensuite à huitaine pour délibérer sur les observations qui auront été faites par les propriétaires et recueillies par son délégué, et pour rédiger son procès-verbal. En effet, la commission d'enquête doit dresser, non pas un procès-verbal distinct pour chacune de ses séances, mais un procès-verbal unique pour toutes ses opérations; il suffit, que ce procès-verbal soit signé une seule fois à la dernière séance (*Civ. rej.* 12 juill. 1870, aff. Ville de Sens, D. P. 70. 1. 367).

80. La commission doit recevoir, comme on l'a exposé au *Rép.* n° 144, les observations, non seulement des propriétaires, mais de tous ceux en faveur desquels l'art. 6 a prescrit l'avertissement collectif. Elle peut, de son côté, demander aux intéressés tous les renseignements qu'elle croit nécessaires pour préparer son avis, et même se transporter sur les lieux (*Rép.* n° 148; Delalleau et Jousset, t. 1, n° 129; de Perrony et Delamarre, n° 164). Mais, si la commission est tenue de recevoir les observations des propriétaires, elle n'est pas obligée de les appeler devant elle et d'entendre leurs explications orales lorsqu'ils lui ont fait parvenir leurs observations écrites (*Civ. rej.* 13 déc. 1882, aff. de Froissard, D. P. 84. 1. 88).

81. Bien qu'elle doive examiner toutes les réclamations formulées contre le projet, non seulement celles qui lui sont soumises, mais aussi celles qui ont été présentées au maire lors du dépôt du plan à la mairie (*Rép.* n° 146), la commission ne peut faire porter son avis, destiné à préparer l'arrêté de cessibilité, que sur ce qui doit faire l'objet de cet arrêté, c'est-à-dire sur l'application du tracé général des travaux aux propriétés particulières (*Rép.* n° 147). Mais, dans ces limites, elle est maîtresse d'exprimer librement son avis, alors même que la désignation des propriétés à exproprier aurait été faite dans la loi ou dans le décret déclaratif d'utilité publique (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 87).

82. Le délai de huitaine pendant lequel, aux termes de l'art. 10 de la loi du 3 mai 1841, le procès-verbal et les pièces doivent rester déposés à la sous-préfecture, lorsque la commission propose quelque changement au tracé provoqué par les ingénieurs, est-il un délai franc? L'affirmative nous paraît devoir être suivie. Telle est également l'opinion de M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 89, et suiv. Le savant auteur estime avec raison que les art. 5, 9 et 10 relatifs aux délais accordés aux parties pour fournir leurs observations soit à la mairie, soit devant la commission, soit à la sous-préfecture, s'exprimant en termes identiques, doivent consacrer une même règle et que, par conséquent, il y a lieu d'appliquer les principes qui ont été déjà exposés *supra*, n° 67 et suiv. Cette opinion n'est, d'ailleurs, nullement contredite, comme il le démontre, par l'arrêt de la cour de cassation du 10 août 1841 (*Rép.* n° 152).

83. C'est également avec raison que M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 92, critique la décision d'un arrêt du 6 janv. 1836 (*Rép.* n° 152-2°) rendu sous l'empire de la loi de 1833, d'après lequel la partie qui aurait adressé ses réclamations au préfet dans le délai de huitaine, prescrit par l'art. 10, ne serait pas recevable à se plaindre de ce que la durée du dépôt du procès-verbal de la commission et les pièces de la procédure a été de moins de huit jours. Nous estimons



qu'ici, comme dans le cas de l'art. 5 de la loi du 3 mai 1841, les intéressés doivent jouir intégralement du délai de huitaine pour fournir telles observations qui leur paraîtront nécessaires. La mesure prescrite par l'art. 10 fait encore partie de celles que le législateur de 1841 a organisées pour sauvegarder le droit de propriété, et le respect dû à ce droit exige l'observation rigoureuse des dispositions légales destinées à le sauvegarder. Il faut donc encore ici appliquer la règle consacrée par les arrêts des 10 juill. 1866 (Civ. rej. aff. Stears, 6 juin 1866; Civ. cass., aff. de Ginestoux et aff. Ricard, D. P. 66. 5. 209; 5 janv. 1869, aff. Feinieux Rougée, D. P. 69. 1. 157; 21 nov. 1883, aff. Godard, D. P. 84. 1. 400) pour le dépôt à la mairie du plan parcellaire (V. *supra*, n° 69).

**84.** — VI. DÉSIGNATION DÉFINITIVE DES PROPRIÉTÉS À ACQUÉRIR (*Rép.* n° 156 à 166). — Lorsque la commission d'enquête n'a pas proposé de modification au projet primitif l'arrêté de cessibilité peut être immédiatement rendu (*Rép.* n° 157). On a vu *supra*, n° 62, quels sont les pouvoirs dont le préfet est investi en ce qui concerne la désignation des propriétés qui doivent être cédées, et dans quelle mesure le préfet est lié, à cet égard, par les indications contenues dans l'acte déclaratif de l'utilité publique.

**85.** Lorsque la commission d'enquête émet l'avis qu'il y a lieu de modifier le tracé des travaux ordonnés, le préfet doit en référer à l'administration supérieure et surseoir à tout arrêté de cessibilité jusqu'à ce que celle-ci ait prononcé (*Rép.* n° 159). Il n'y a aucune distinction à faire entre le cas où le préfet accepte les modifications proposées et celui où il les repousse. La seule différence entre le cas où les autorités locales acceptent les modifications demandées par la commission et celui où elles les repoussent, consiste en ce que, dans la première hypothèse, l'administration supérieure statue immédiatement, tandis que, dans la seconde, une instruction nouvelle est nécessaire (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 96). En conséquence, bien que le préfet ait adhéré aux propositions de la commission d'enquête tendant à modifier le tracé des travaux projetés, le tribunal civil ne peut prononcer l'expropriation des parcelles litigieuses tant que l'administration supérieure n'a point statué sur l'opportunité de ces modifications (Civ. rej. 12 mai 1880, aff. Lefaucheux, D. P. 81. 1. 160). — Il en serait de même, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 158 et 159, si le préfet jugeait, contrairement à l'opinion de la commission d'enquête, qu'il y a lieu d'apporter des modifications au tracé proposé, sauf toutefois dans le cas où ces modifications ne porteraient que sur de simples détails : les motifs de décider (V. *Rép.* n° 160), sont les mêmes dans l'une et l'autre hypothèse.

**86.** On a vu au *Rép.* n° 162 que l'arrêté de cessibilité doit viser toutes les pièces qui constatent l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 5, 6, 7, 8, 10 et 11. — Il est pris par le préfet sans l'intervention du conseil de préfecture, excepté lorsque l'expropriation est poursuivie dans un intérêt purement communal. On verra *infra*, n° 92, que, dans ce dernier cas, le préfet étant tenu de statuer en conseil de préfecture, l'omission de cette formalité essentielle entraîne la nullité de la procédure et du jugement d'expropriation. Mais, dans les autres cas, la circonstance que le préfet, bien que n'y étant pas obligé, aurait pris surabondamment l'avis du conseil de préfecture, ne peut évidemment produire les mêmes effets. Il est toujours loisible au préfet de prendre un avis qui n'a nullement pour lui un caractère obligatoire (V. *Organisation administrative*; — *Rép.* cod. v° n° 406). Ainsi que le déclare formellement une circulaire du ministre de l'intérieur du 29 sept. 1835 (*Rép.* eod. v° n° 347), les arrêtés pris par les préfets en conseil de préfecture, ne sont que « des arrêtés de préfets ». Aussi, bien que le préfet ait cru devoir consulter le conseil, l'arrêté n'en est pas moins demeuré son œuvre propre et constitue de sa part une décision personnelle (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 103). L'arrêté de cessibilité n'en est donc pas moins valable lorsqu'il a été pris « le conseil de préfecture entendu » (Civ. rej. 28 janv. 1884, aff. Société des hauts fourneaux, forges et aciéries du Saut-du-Tarn, D. P. 85. 1. 262).

**87.** La décision de l'administration supérieure dans le cas où elle doit être appelée à statuer, aux termes de l'art. 11, n'est pas susceptible d'un recours au conseil d'Etat; au contraire, l'arrêté de cessibilité peut être déféré pour excès de

pouvoirs à cette haute juridiction (Aucoc, *Conférences*, t. 2, 2<sup>e</sup> éd., n° 855; Cons. d'Et. 13 févr. 1874, aff. André et Champetier D. P. 75. 3. 4), de même que le décret déclaratif de l'utilité publique, et sous les mêmes réserves. Le recours, notamment, n'est plus recevable contre l'arrêté de cessibilité, lorsqu'il est intervenu un jugement d'expropriation passé en force de chose jugée (V. *supra*, n° 58 et suiv.). Ce recours ne pourrait, d'ailleurs, être fondé soit sur ce que les formalités nécessaires pour que l'expropriation puisse être prononcée n'auraient pas été accomplies, soit sur ce que l'expropriation d'une parcelle comprise dans l'arrêté de cessibilité ne serait pas nécessaire pour l'exécution d'un travail déclaré d'utilité publique. D'une part, en effet, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de vérifier, avant de prononcer l'expropriation, si les formalités prescrites par le tit. 2 de la loi du 3 mai 1841, ont été remplies, et d'autre part l'opportunité de la désignation des parcelles déclarées cessibles n'est pas de nature à donner ouverture à un recours contentieux (Cons. d'Et. 24 févr. 1882, aff. Roger, D. P. 83. 3. 57).

#### SECT. 4. — RÈGLES SPÉCIALES AUX TRAVAUX COMMUNAUX (*Rép.* n° 167 à 175).

**88.** On a vu au *Rép.* n° 167 et *supra*, n° 74, que l'exception consacrée par l'art. 12 et d'après laquelle l'avis de la commission d'enquête est remplacé par une délibération du conseil municipal pour les travaux communaux ne reçoit application que dans le cas où l'expropriation est demandée par une commune dans un intérêt purement communal. — Cet article n'est pas applicable lorsque l'expropriation affecte nécessairement l'intérêt de plusieurs communes (Civ. rej. 12 juill. 1870, aff. Ville de Sens, D. P. 70. 1. 367); l'expropriation prend alors un caractère de généralité qui la fait rentrer sous l'application des règles ordinaires. Ainsi, une expropriation qui a pour objet la dérivation des eaux d'une rivière pour l'alimentation d'une ville n'est pas soumise à l'exception édictée par l'art. 12 de la loi du 3 mai 1841, si les travaux de la dérivation doivent être exécutés sur le territoire de plusieurs communes qui se trouvent ainsi intéressées aux travaux. C'est ce qui a été spécialement décidé par l'arrêt précité du 12 juill. 1870, pour la dérivation des eaux de la Vanne par la Ville de Paris (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 99; Delalleau et Jousse, t. 1, n° 139).

**89.** On s'est demandé si l'ancienne règle admise par la jurisprudence, et législativement confirmée par l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 26 mars 1852, suivant laquelle les rues de Paris sont considérées comme un prolongement des routes nationales et soumises, par suite, au régime de la grande voirie, ne faisait pas obstacle à l'application de l'art. 12 aux travaux de la Ville de Paris. Mais, bien que les rues de Paris soient soumises au régime de la grande voirie, elles n'en ont pas moins le caractère de voies municipales (*Rép.* v° *Voie par terre*, n° 1482 et suiv.). C'est, notamment, la caisse municipale qui supporte les dépenses concernant l'ouverture, l'alignement, l'entretien desdites rues comme dans toutes les autres villes, et si des expropriations deviennent nécessaires pour cette partie du service, c'est l'autorité municipale qui seule est chargée de les provoquer et de les poursuivre. On en a conclu que l'art. 12 de la loi du 3 mai 1841 est applicable à Paris comme il le serait dans toute autre commune de France, et que les formalités d'expropriation à suivre pour l'ouverture de ces rues sont celles prescrites par la loi du 3 mai 1841 pour les expropriations poursuivies dans un intérêt communal (Civ. rej. 9 avr. 1877, aff. Hainque de Saint-Senoch, D. P. 77. 1. 469).

**90.** Comme on l'a vu au *Rép.* n° 168, l'art. 12 de la loi du 3 mai 1841 s'applique aux travaux d'ouverture ou de redressement des chemins vicinaux. Pour ces travaux, comme pour tous les autres travaux communaux, l'avis de la commission d'enquête est supprimé et remplacé par l'avis du conseil municipal : toutes les autres formalités prescrites par les art. 5, 6 et 9 de la loi du 3 mai 1841 doivent être accomplies.

**91.** Enfin, l'exception aux règles générales consacrée par l'art. 12 s'applique à l'ouverture et au redressement des chemins vicinaux de grande communication, bien qu'ils

intéressent plusieurs communes. Cette solution, qui constitue une dérogation à la règle d'après laquelle l'application du paragraphe 1 de l'art. 12 est restreinte au cas où les travaux n'intéressent qu'une seule commune, résulte formellement, ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 172, du rejet du sous-amendement proposé par M. Dalloz, lors de la discussion dont cette disposition a été l'objet à la Chambre des députés (*V. Rép.* n° 172; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 101; Delalleau et Joussetin, t. 2, n° 1072; Perronny et Delamarre, n° 196; Crépon, art. 12, n° 14).

92. La doctrine a confirmé *suprà*, n° 86, l'interprétation que nous avons donnée (*Rép.* n° 173) aux expressions : le *préfet en conseil de préfecture*. Le préfet n'est pas obligé de se conformer à l'avis du conseil de préfecture; mais il est tenu de prendre cet avis et l'omission de cette formalité entraînerait la nullité de la procédure et du jugement d'expropriation (Conf. Chauveau, *Principes de compétence et de juridiction administrative*, p. 128).

93. On a vu au *Rép.* n° 174 à quelles difficultés ont donné lieu les expressions employées par le dernier paragraphe de l'art. 172 « le préfet en conseil de préfecture sur le vu de ce procès-verbal, et *sauf l'approbation de l'administration supérieure*, prononcera etc. » Il résulte d'un avis du conseil d'Etat du 12 déc. 1868 (D. P. 70. 3. 97) que les arrêtés de cessibilité pris par les préfets en matière de travaux communaux, et spécialement en matière d'ouverture et de redressement des chemins vicinaux, n'ont pas besoin d'être soumis à l'approbation de l'administration supérieure, lorsque le conseil municipal n'a réclamé aucune modification au tracé des travaux ordonnés. Le préfet ne doit donc surseoir à prendre l'arrêté de cessibilité que dans les cas où il devrait attendre la décision de l'autorité supérieure sur l'avis de la commission d'enquête donné pour les travaux non communaux; c'est-à-dire qu'il ne doit attendre l'approbation de l'administration supérieure que lorsque l'avis du conseil municipal ne contient pas une adhésion complète au tracé des travaux proposés. « C'est dans ce sens limité, a dit le conseil d'Etat, que doivent être entendus les mots *et sauf l'approbation de l'administration supérieure*, qui sont insérés au dernier paragraphe de l'art. 12, ainsi que cela résulte, d'ailleurs, des débats qui ont eu lieu sur ledit article dans les deux Chambres, lors de la discussion de la loi du 3 mai 1841. Dès lors, aucune disposition de la loi du 3 mai 1841 n'oblige le préfet à soumettre dans tous les cas, sans distinction, à l'approbation de l'autorité supérieure, les arrêtés de cessibilité pris en exécution de l'art. 12 de ladite loi. »

Malgré cet avis, la question pourrait se présenter devant l'autorité judiciaire et y recevoir une solution différente. Il faut reconnaître cependant que la solution du conseil d'Etat est conforme, indépendamment des raisons juridiques sur lesquelles elle s'appuie, à l'esprit qui a inspiré la loi du 24 juill. 1867 sur les conseils municipaux (D. P. 67. 4. 89), et que l'on retrouve dans la loi municipale du 5 avr. 1884 (*V. suprà*, v° *Commune*, n° 13), c'est-à-dire à cet esprit qui tend à renfermer dans de plus étroites limites la nécessité de l'intervention de l'administration centrale (*V. Delalleau et Joussetin*, t. 2, p. 283; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 60).

94. L'avis du conseil municipal, que l'art. 12 de la loi du 3 mai 1841 prescrit d'envoyer au préfet en même temps que le procès-verbal mentionné à l'art. 7, doit, à peine de nullité du jugement d'expropriation, être rendu sur le vu de ce procès-verbal et, par conséquent, après la clôture de l'enquête dont il a pour but de constater les résultats. Cet avis doit donc être un avis spécial (*Rép.* n° 175-3°); il ne peut être remplacé par un avis exprimé par le conseil municipal à une époque antérieure, avant que toutes les objections et contradictions se soient produites. — Et, comme les forma-

lités qui doivent précéder le jugement d'expropriation sont des formalités essentielles, dont l'omission ou la violation entraîne la nullité du jugement lui-même, il y aurait là une cause de la nullité du jugement d'expropriation (*Civ. cass.* 14 mars 1870, aff. d'Aurelle de Montmorin, D. P. 70. 1. 368; *V. Daffry de la Monnoye*, t. 1, p. 102).

**CHAP. 4. — Moyens d'évaluer l'importance des indemnités que nécessitera l'acquisition des terrains** (*Rép.* n° 176 à 188).

95. *V. Rép.* n° 176 et suiv.

**CHAP. 5. — Traités amiables** (*Rép.* n° 189 à 241).

96. Comme on l'a dit au *Rép.* n° 189, le vœu de la loi du 3 mai 1841 est que l'on n'ait recours aux formalités de l'expropriation qu'autant que les tentatives de cession amiable ne peuvent aboutir. Dès lors, le législateur devait être naturellement conduit à attribuer à la cession amiable, précédée d'une déclaration d'utilité publique, tous les effets attachés au jugement d'expropriation, tant en ce qui concerne le transfert de la propriété de l'immeuble cédé qu'à l'égard des droits que les tiers peuvent avoir sur cet immeuble (*V. suprà*, n° 21 et suiv. *V. aussi Civ. rej.* 2 août 1865, aff. Fleury et consorts, D. P. 65. 1. 256; *Civ. rej.* 1<sup>er</sup> juin 1881, *suprà*, n° 21. Lors donc que la déclaration d'utilité publique a été suivie d'un traité de cession amiable, il n'est plus nécessaire qu'il intervienne un jugement d'expropriation (Arrêté précité du 1<sup>er</sup> juin 1881). Peu importe également que les formalités qui devraient précéder ce jugement, et à l'accomplissement desquelles sa régularité serait soumise, aient ou non été remplies; le transfert de la propriété n'en est pas moins complet et n'en comporte pas moins toutes les conséquences attachées au jugement régulier d'expropriation (*Civ. rej.* 26 déc. 1854, aff. de Mas-Latrie, D. P. 55. 1. 450). Mais, comme on l'a déjà vu (*Rép.* n° 190 et *suprà*, n° 22), la cession amiable ne produit tous les effets du jugement d'expropriation que si elle a été précédée de la déclaration d'utilité publique. A défaut de cette déclaration, elle ne produit que les effets de la vente volontaire.

97. — I. ALIÉNATION AMIALE DES BIENS DES INCAPABLES. — AUTORISATION. — La faveur que la loi attache aux cessions amiables s'est traduite, dans l'art. 13, par les facilités particulières qu'elle accorde aux représentants des incapables pour l'aliénation des biens qui appartiennent à ces derniers. On a vu au *Rép.* n° 192 que cette aliénation peut être consentie par les représentants des incapables après autorisation du tribunal rendue sur une simple requête (*Rép.* n° 192). On avait conclu de l'expression *simple*, appliquée par l'art. 13 à la requête présentée au tribunal, que le ministère d'un avoué n'était pas nécessaire, et une circulaire ministérielle du 22 juill. 1843 avait consacré cette opinion. Nous avons cru devoir la rejeter, et si quelques décisions de jurisprudence l'avaient adoptée (*V. notamment*, Paris, 27 févr. 1854, aff. Adville, D. P. 54. 5. 341), d'autres avaient consacré le système contraire et décidé que toute requête présentée en justice devant, en principe, être signée par un avoué, une disposition formelle eût été nécessaire pour dispenser les parties de recourir à ce mode de procéder; l'emploi des mots *simple requête* ne saurait avoir une telle portée. Cette solution a, d'ailleurs, été consacrée par une nouvelle circulaire du ministre de l'agriculture du 17 sept. 1856, D. P. 57. 3. 67, qui a répudié la doctrine de celle du 22 juill. 1843. *V. en ce sens*: Perronny et Delamarre, n° 191; Delalleau et Joussetin, t. 2, n° 694; Paris, 13 oct. 1852 (1). — *Contrà*: Daffry de la Mon-

(1) (Nicaise.) — La cour; — Considérant qu'en principe général, toute requête présentée en justice doit être signée par un des avoués exerçant près le tribunal auquel elle s'adresse; — Considérant que les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ne contiennent aucune exception à ce principe; — Que si la loi du 7 juill. 1833, art. 25, employait le mot *mémoire*, celle du 3 mai 1841, dans son art. 13, y a substitué le mot *requête*, et n'a pas ajouté : *Sans qu'il soit besoin du ministère de l'avoué*; — Considérant que le tarif ne règle que ce qui concerne l'expro-

priation proprement dite, et ne s'occupe nullement des frais à faire par les parties pour régulariser leur position; — Considérant que la requête présentée à la cour par la veuve Nicaise ne porte que la signature de l'appelante; — Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur l'appel interjeté par la veuve Nicaise du jugement rendu par le tribunal de Versailles le 10 mars dernier.

Du 13 oct. 1852.—Cour imp. de Paris.—4<sup>e</sup> ch. — MM. Férey.—pr.—Portier subst., c. conf.

noye, t. 1, p. 107). « La loi de 1841, dit cet auteur, nous paraît contenir des règles spéciales, une procédure toute particulière à laquelle, sauf ce qui touche aux principes fondamentaux de toute justice, on ne peut rien ajouter même en s'inspirant des règles générales du droit commun. »

98. L'autorisation du tribunal, si elle habilite les représentants des incapables à consentir l'aliénation amiable, ne produit cet effet que pour l'objet spécial en vue duquel elle a été accordée, et dans les limites mêmes des pouvoirs qu'elle confère. Ainsi l'autorisation, qui serait donnée au tuteur de traiter amiablement de la cession, ne l'habiliterait pas à traiter de la même manière du prix de cette cession, si elle ne lui en donnait formellement le pouvoir. Le tuteur serait alors tenu de recourir au jury pour faire déterminer l'indemnité que l'incapable devrait recevoir, et ce jury pourrait la fixer à une somme supérieure à celle qui avait été convenue d'abord, sans que l'expropriant fût recevable à s'en plaindre (Civ. rej. 23 mai 1842, *Rép.* n° 477; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 108).

MM. Delalleau et Jousselin, t. 2, n° 760, enseignent que, dans le cas particulier où la cession amiable ne comporte pas accord sur le prix et où il y a, par conséquent, lieu de recourir au jury pour fixer l'indemnité, le tuteur pourrait se dispenser de faire rendre un premier jugement qui l'autorise à souscrire la cession. Cette autorisation résulterait suffisamment du jugement de donné acte, rendu en vertu du dernier paragraphe de l'art. 14. Exiger deux jugements successifs en pareil cas, ce serait, suivant ces auteurs, multiplier inutilement les formalités; le tribunal peut aussi bien faire, lorsqu'il donne acte de la cession, les vérifications que l'autorisation comporte; en homologuant, s'il y a lieu, la cession, il l'autorise implicitement. — Mais si l'on peut admettre que l'homologation de la vente amiable équivaille en fait à l'autorisation, ce système n'en est pas moins contraire à l'art. 13, et, malgré les avantages incontestables qu'il présente, cela suffit pour le faire écarter.

99. L'art. 13 de la loi du 3 mai 1841 ne désigne pas spécialement les femmes mariées; mais les comprend dans la dénomination générale d'*incapables*. Il ne doit donc pas leur être appliqué dans le cas où, pouvant recevoir du mari la capacité qui leur manque, elles agissent conjointement avec lui. Ainsi l'autorisation du tribunal est inutile aux époux mariés sous le régime dotal à l'égard des immeubles dotaux dont l'aliénation est permise par le contrat de mariage (*Rép.* n° 204). De même, si le contrat de mariage n'a permis l'aliénation qu'à la charge de remploi, et s'il a déterminé les règles à suivre à cet égard, le tribunal n'a rien à ordonner: les conventions matrimoniales doivent recevoir leur application (Toulouse, 8 août 1866, aff. Jamme, D. P. 66. 2. 209). Dans tous les cas, l'expropriant qui veut s'affranchir de toute responsabilité envers une femme dotale, peut user de la faculté de consigner que lui accorde l'art. 54 de la loi du 3 mai 1841 (Même arrêt). En n'usant pas de cette faculté, en s'engageant, par exemple, à ne pas consigner pendant un délai déterminé pour laisser aux époux le temps de se mettre en mesure de recevoir, l'expropriant se placerait dans une situation particulière qui ferait peser sur lui une responsabilité dont la loi lui permettait de se décharger sur la caisse des dépôts et consignations et l'exposerait à une condamnation pécuniaire (V. *infra*, n° 817).

100. On a vu au *Rép.* n° 209, que l'intervention du tribunal n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit de biens de l'Etat, d'un département, d'une commune ou d'un établissement public. L'autorisation de justice est alors, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'art. 13 de la loi du 3 mai 1841, remplacée par une décision du ministre des finances ou par une délibération des conseils généraux, conseils municipaux ou conseils d'administration des établissements publics. Cette délibération habilite simplement le préfet ou le maire à passer le contrat, mais elle ne l'y oblige pas. Spécialement, il a été jugé qu'il n'y a pas cession complète et obligatoire par cela seul qu'à la suite d'une promesse de vente faite par un particulier en vue d'une expropriation au profit de la Ville de Paris, une délibération du conseil municipal avait autorisé le préfet de la Seine à traiter sur les bases proposées en la promesse, et que le préfet conservait la faculté de renoncer au bénéfice de cette promesse sans que

son auteur pût le contraindre à la réaliser (Trib. Seine, 31 janv. 1863, aff. Désormeaux, *Gazette des tribunaux* du 7 févr. 1863).

101. — II. COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE TRAITÉS AMIALES. — On a vu au *Rép.* n° 211 et suiv. que les contrats contenant cession amiable de terrains, bien qu'ils puissent être passés en la forme administrative, ne constituent cependant pas des actes administratifs dont il soit interdit aux tribunaux de connaître. Il est, au contraire, de jurisprudence constante que toutes les difficultés auxquelles peuvent donner lieu les acquisitions faites par l'Etat soit à l'amiable, soit après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sont de la compétence des tribunaux civils. Ainsi c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur la demande d'indemnité qui serait formée contre l'Etat, pour réparation du préjudice qu'il aurait causé au cédant en ne se conformant pas, dans l'exécution des travaux, aux conditions du traité de cession (Cons. d'Et. 22 févr. 1855, aff. de Chergé, D. P. 55. 3. 57); ... Ou sur la contestation qui se serait élevée relativement à la fixation, entre une commune ou l'Etat et un particulier, du prix de terrains que celui-ci se serait engagé à céder pour l'exécution d'un travail public (Cons. d'Et. 10 mai 1855, aff. Sœurs Saint-Alexis, D. P. 55. 5. 214); ... Ou sur les contestations élevées entre une commune et un particulier au sujet de l'exécution de conventions amiables portant échange de terrains nécessaires à l'ouverture d'une nouvelle rue (Trib. confl. 8 mai 1850, aff. Gautier, D. P. 50. 3. 54).

102. Par application de la même règle, il a été jugé : 1° que les tribunaux peuvent déterminer l'étendue d'une servitude réservée au vendeur sur des terrains amiablement cédés à l'Etat, pour l'établissement d'un canal, quoique la cession ait eu lieu devant le préfet ou son délégué (Req. 17 juill. 1849, aff. de Courvol, D. P. 49. 1. 315); — 2° Que lorsqu'un propriétaire, en vendant amiablement à l'Etat, suivant acte reçu par le préfet, une portion de son terrain nécessaire à l'établissement d'un canal, stipule qu'un pont sera construit aux frais de l'Etat, la demande en dommages-intérêts fondée sur l'inexécution de cette clause doit être portée devant les tribunaux civils (Trib. confl. 30 nov. 1850, aff. Laporte, D. P. 51. 3. 18); — 3° Que l'autorité judiciaire est également compétente pour déterminer l'étendue des terrains amiablement cédés à l'Etat pour l'établissement d'un chemin de fer, quoique la cession ait eu lieu devant le maire, et pour statuer sur les dommages intérêts réclamés à raison de la prise de possession par l'Etat, de terrains qui n'avaient pas été compris dans la cession (Trib. confl. 15 mars 1850, aff. Agasson de Grandsagne, D. P. 50. 3. 34); — 4° Que l'autorité judiciaire est exclusivement compétente pour rechercher s'il résulte de l'acte de vente par un particulier à l'Etat de parcelles nécessaires à l'établissement d'un chemin de fer, passé en la forme administrative, l'obligation pour l'Etat de fournir un passage à son vendeur pour la mise en communication de portions de terrain coupées par le chemin de fer, dont ce dernier reste propriétaire (Req. 30 janv. 1860, aff. Leblois, D. P. 60. 1. 124); — 5° Que c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de décider si le cas prévu par un acte de cession amiable pour l'allocation d'une indemnité supplémentaire s'est réalisé et de régler, dans ce cas, l'indemnité due au propriétaire (Cons. d'Et. 28 nov. 1861, aff. Berthon, D. P. 62. 3. 55); — 6° Que lorsque des contestations s'élèvent entre un propriétaire et l'Administration sur la question de savoir si celle-ci a été autorisée par ledit propriétaire à faire exécuter les travaux d'un chemin vicinal sans procéder par la voie de l'expropriation, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de reconnaître si la convention alléguée par l'Administration a été réellement et valablement passée, et aussi de déterminer si les terrains sur lesquels le travail a été effectué sont la propriété du réclamant (Cons. d'Et. 19 déc. 1868, aff. Chauvet, D. P. 69. 3. 100). En conséquence, lorsque, sur une demande en indemnité pour dommages résultant de travaux publics, des difficultés s'élèvent entre l'Administration et le demandeur sur la question de savoir si le prix de la cession amiable antérieurement consentie n'a pas compris d'avance le dommage à raison duquel la demande est formée, le conseil de préfecture doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'au-

torité judiciaire ait donné l'interprétation de ladite cession (Cons. d'Et. 30 janv. 1868, aff. Gilson, D. P. 70. 3. 110).

103. L'autorité judiciaire est encore compétente pour statuer : 1° sur les difficultés auxquelles peuvent donner lieu les conditions insérées dans une cession de terrains appartenant au domaine de l'Etat, consentie à une commune dans les formes indiquées par les art. 13 et 56 de la loi du 3 mai 1841 pour l'exécution d'un travail déclaré d'utilité publique (Cons. d'Et. 21 juill. 1876, aff. D. P. 76. 3. 98) ; — 2° Sur la demande en garantie formée par un propriétaire, actionné en dommages-intérêts par le fermier d'une parcelle non comprise dans la cession amiable, à raison du préjudice causé à cette parcelle par des travaux, alors que cette demande est fondée exclusivement sur les clauses de l'acte de cession (Trib. confl. 24 juill. 1880, aff. Latham, D. P. 81. 3. 83) ; — 3° Sur l'action du propriétaire, qui a cédé une partie de son immeuble, tendant à obtenir l'exécution d'une condition stipulée dans l'acte, ou, en cas d'inexécution, des dommages-intérêts (Trib. confl. 20 nov. 1880, aff. Thuillier, D. P. 81. 3. 83) ; — 4° Sur l'exception préjudicielle soulevée par un particulier traduit devant le conseil de préfecture pour contravention de voirie résultant d'un fait de passage avec bestiaux sur les levées d'un canal, et qui prétend n'avoir fait qu'user d'un droit de passage réservé par son auteur dans une vente à l'Etat de parcelles sujettes à expropriation pour cause d'utilité publique (Cons. d'Et. 19 juill. 1855, aff. Heullon, D. P. 56. 3. 11).

104. — III. JUGEMENT DE DONNÉ ACTE. RENVOI DEVANT LE JURY. — On a vu au *Rép.* n° 226 et 227, et *suprà*, n° 96, que lorsque le propriétaire d'un immeuble à exproprier consent à la cession amiable de cet immeuble, il n'est pas nécessaire de faire rendre un jugement d'expropriation, ni de remplir les formalités prescrites par le tit. 2 de la loi du 3 mai 1841 pour la détermination des propriétés qui doivent être cédées. L'abandon volontaire que le propriétaire fait de sa chose supplée à ces formalités et au jugement d'expropriation, alors même qu'il y aurait désaccord sur le prix. En ce dernier cas, le tribunal doit, aux termes de l'art. 14 de la loi de 1841, se borner à donner acte du consentement du propriétaire et à désigner le magistrat directeur du jury. Mais ces dispositions ne peuvent recevoir leur application qu'autant que le consentement est formel et que les conditions mises de part et d'autre à la cession ont été formellement acceptées. Ainsi la cession amiable offerte par le propriétaire sous des conditions que l'administration n'accepterait pas ne suffirait point pour autoriser les tribunaux à renvoyer les parties devant le jury pour le règlement de l'indemnité, sans jugement d'expropriation et sans l'accomplissement préalable des formalités prescrites pour la détermination des propriétés qui doivent être cédées (Civ. cass. 13 févr. 1883, aff. Leroy, D. P. 83. 1. 390).

105. Le tribunal est juge de la question de savoir s'il y a lieu ou non de procéder devant le jury, et notamment s'il y a eu consentement à la cession (Civ. rej. 26 déc. 1854, aff. de Mas-Latrie, D. P. 55. 1. 450; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 161). Mais il n'en est pas moins nécessaire que le tribunal constate l'accord des volontés. Tout jugement qui donnerait acte d'un prétendu consentement sans en constater l'existence et sans mentionner l'acte dont il résulte devrait être considéré comme rendu en violation des art. 2 et 14 de la loi du 3 mai 1841. En conséquence, devrait être annulé comme contenant un excès de pouvoir, le jugement qui se bornerait à constater qu'il a été rendu sur la simple et unique déclaration du préfet, attestant l'existence du consentement allégué, et qui, sur ce seul fondement, donnerait acte du prétendu consentement du propriétaire à son renvoi devant le jury d'expropriation (Civ. cass. 23 déc. 1862, aff. Guérin, D. P. 62. 1. 544). Et lorsqu'un jugement renvoie un propriétaire devant le jury, à l'effet de fixer l'indemnité due pour un immeuble à l'égard duquel les formalités de l'expropriation n'ont pas été remplies, il doit constater, à peine de nullité, que le propriétaire a consenti volontairement la cession de cet immeuble, ou que ledit immeuble a été réuni au domaine public par suite d'alignement (Civ. cass. 10 janv. 1877, aff. Veuve Deligny, D. P. 78. 1. 127). Un jugement est nul encore s'il se borne à employer la formule : *Vu les pièces jointes à l'appui du réquisitoire du ministère public*, lorsque ce réquisitoire lui-même ne mentionne aucun acte d'où

résulte l'adhésion du propriétaire (Civ. cass. 29 janv. 1850, aff. Buffault, D. P. 50. 1. 123).

106. Le droit de requérir la réunion du jury, lorsque l'accord n'est intervenu que sur la cession et non sur le prix, appartient au propriétaire exproprié dans les conditions de l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841, alors surtout que l'exproprié a été mis en possession des immeubles. Le propriétaire dans ce cas procède régulièrement, par voie de simple requête, sans appeler l'expropriant (Civ. rej. 26 déc. 1854; aff. de Mas-Latrie, D. P. 55. 1. 450); 12 juin 1860, aff. Bernardin, D. P. 61. 1. 131; 18 août 1884, aff. Metgé, D. P. 85. 1. 416; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 380 et 387.

107. On a vu au *Rép.* n° 233 que, dans le cas où il y a consentement à la cession sans accord sur le prix, le dernier alinéa de l'art. 14 dispense le tribunal de vérifier si les formalités prescrites par le tit. 2 ont été remplies; mais, l'art. 14 ne contenant par la même dispense à l'égard des formalités prescrites par le tit. 1<sup>er</sup> pour la déclaration d'utilité publique, le jugement doit viser l'acte déclarant l'utilité publique et l'arrêté désignant les localités et territoires sur lesquels les travaux doivent avoir lieu. Ce visa est d'autant plus indispensable que les effets du jugement d'expropriation ne s'attachent à la cession amiable, ainsi qu'on l'a vu *suprà*, n° 21 et suiv., qu'autant qu'il y a eu utilité publique préalablement déclarée. « Le consentement à la cession, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 158, a des conséquences, non seulement vis-à-vis du propriétaire, mais aussi vis-à-vis des locataires : le consentement du propriétaire suffit, pour la validité de la cession, mais à la condition, toutefois, que l'on soit en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique régulièrement constatée. Il faut donc, pour que la cession ait effet à l'égard des locataires, une déclaration d'utilité publique », et, par conséquent, que cette déclaration soit constatée.

108. Toutefois, en dispensant des formalités prescrites par le tit. 2, le dernier paragraphe de l'art. 14 dispense virtuellement de l'arrêté de cessibilité qui est à la fois prescrit par l'art. 2 du tit. 1<sup>er</sup> et par le tit. 2. Ainsi, pour la régularité d'un jugement qui donne acte du consentement à la cession et renvoie devant le jury pour fixation du prix, il suffit que le tribunal constate l'existence de la déclaration d'utilité publique et de la désignation des localités et territoires, si cette désignation n'a pas été faite dans l'acte déclarant l'utilité publique (Delalleau et Jousselin, t. 2, n° 763; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 158; Crépon, art. 14, n° 156).

Cette doctrine paraît suivie par la jurisprudence de la cour de cassation. On en peut trouver la confirmation dans deux arrêts du 15 mars 1853 : à l'appui des pourvois portés devant la cour suprême, qui ont donné lieu à ces arrêts, on soutenait que l'utilité publique de l'expropriation n'avait point été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la loi, le préfet n'ayant point désigné les localités ou territoires sur lesquels les travaux devaient avoir lieu, et n'ayant pas rendu l'arrêté ultérieur par lequel il était tenu de déterminer les propriétés particulières auxquelles l'expropriation serait applicable; que si suivant l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841, dans le cas où le propriétaire a consenti à la cession du terrain à exproprier, l'expropriant est dispensé de l'accomplissement des formalités prescrites par le tit. 2 de la loi, les actes et arrêtés préfectoraux exigés pour la déclaration d'utilité publique restent prescrits par une disposition comprise dans le tit. 1 de la loi, et ne font pas partie, par conséquent, des formalités dont dispense l'art. 14. La cour a rejeté ces pourvois en constatant l'existence de la déclaration d'utilité publique qui contenait elle-même la désignation des localités et territoires, et de la convention amiable par le motif « qu'il n'y avait plus, d'après l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841, d'expropriation à prononcer, ni de vérification à faire de l'accomplissement des formalités prescrites par le tit. 2 de ladite loi, et qu'il restait uniquement à faire fixer par le jury l'indemnité due pour la valeur du terrain pris ou abandonné pour l'exécution de l'alignement déterminé, et celle due aux locataires à raison de leur éviction de la jouissance de la maison dont s'agit, dont la mise à l'alignement allait entraîner la démolition » (Civ. rej. 15 mars 1853, aff. Beauvallet et aff. Jouanard, D. P. 53. 1. 86). De même, dans un

arrêté du 26 déc. 1854 (aff. de Mas-Latrie, D. P. 55. 1. 450), la cour a déclaré qu'« aux termes de l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841, dans le cas où les propriétaires à exproprier pour l'exécution de travaux publics ordonnés dans les formes prescrites par cette loi, consentent à la cession de leurs propriétés..., il n'est pas besoin de rendre de jugement d'expropriation, ni de s'assurer que les formalités prescrites par le tit. 2 de la loi ont été remplies, formalités au nombre desquelles se trouve l'arrêté du préfet, déterminant les propriétés particulières qui doivent être cédées à l'époque de la prise de possession ».

**109.** Un arrêt de la cour de cassation du 6 févr. 1844 (Rép. n° 235) avait décidé que le propriétaire qui a consenti à la cession amiable de ses terrains est non recevable à se pourvoir en cassation contre le jugement qui désigne un magistrat-directeur du jury chargé de fixer les indemnités, mais qui ne prononce point l'expropriation déjà consentie et exécutée entre les parties. Nous avons contesté au *Répertoire* (*ibid.*) cette solution, par le motif que l'art. 20 de la loi du 3 mai 1841, n'autorise pas exclusivement le recours en cassation contre les jugements qui prononcent l'expropriation. Cette dernière opinion est aujourd'hui consacrée par la cour de cassation, qui est revenue récemment sur la jurisprudence du 6 févr. 1844. Elle reconnaît « qu'aux termes de la loi du 3 mai 1841, le recours en cassation est ouvert contre les jugements rendus en matière d'expropriation; que ni l'art. 20, ni aucune autre disposition légale n'interdisent cette voie de recours au cas où le propriétaire de l'immeuble à exproprier a volontairement cédé à l'administration expropriante les parcelles nécessaires à l'exécution des travaux. » Il en est surtout ainsi lorsque le jugement ne se borne pas à nommer le jury, mais donne acte à l'exproprié du consentement qu'il a donné antérieurement à la prise de possession du terrain litigieux et statue ainsi sur une question contentieuse (Civ. rej. 18 août 1884, aff. Metgé, D. P. 85. 1. 416).

**110.** — IV. PRISE DE POSSESSION. — Il a été jugé que la convention par laquelle un propriétaire consent à l'occupation immédiate des parcelles de sa propriété nécessaires à l'exécution d'un travail d'utilité publique, moyennant une indemnité à régler ultérieurement à l'amiable ou par le jury, constitue, non une convention relative à une simple prise de possession du terrain, mais une véritable cession amiable de propriété (Civ. rej. 26 déc. 1854, aff. de Mas-Latrie, D. P. 55. 1. 450). Il faudrait conclure de là, contrairement à l'opinion que nous avons émise au Rép. n° 238, que la prise de possession immédiate ne pourrait être consentie par le représentant d'un incapable, celui-ci ne pouvant, ni d'après les principes du droit commun, ni d'après les règles de la loi d'expropriation, disposer des immeubles qui appartiennent au représenté sans une autorisation du tribunal (Crépon, art. 13, n° 44).

#### CHAP. 6. — De l'expropriation et de ses suites (Rép. nos 242 à 372).

##### SECT 1<sup>re</sup>. — DU JUGEMENT D'EXPROPRIATION ET DE LA PUBLICITÉ QU'IL DOIT RECEVOIR (Rép. nos 243 à 277).

**111.** Le tribunal, saisi par le procureur de la République dans les conditions et délais déterminés par le dernier paragraphe de l'art. 13 et par le premier paragraphe de l'art. 14, des pièces qui constatent l'accomplissement des formalités préalables à l'expropriation prescrites par la loi du 3 mai 1841 (Rép. nos 243 et suiv.), prononce l'expropriation sans qu'il soit nécessaire d'appeler en cause les expropriés (Rép. n° 249). Ceux-ci ont cependant le droit de fournir au tribunal tels éclaircissements qu'ils jugent à propos, et de lui signaler les erreurs commises dans la procédure (Rép. n° 250); mais, dans tous les cas, la procédure tendant à faire prononcer l'expropriation n'a pas le caractère contradictoire.

**112.** Cette règle soulève une question particulièrement délicate, lorsque parmi les membres du tribunal se trouve un magistrat ayant un intérêt personnel à l'expropriation. Les parties ont-elles qualité pour exercer le droit de récusation contre ce magistrat? D'autre part, sa participation au jugement en entraînerait-elle la nullité?

Suivant M. Crépon, art. 14, nos 15 et suiv., les intéressés,

ne pouvant être parties au jugement d'expropriation, n'auraient pas qualité pour exercer le droit de récusation contre les magistrats composant le tribunal; la récusation ne pourrait être que spontanée de la part de ces derniers; mais la participation au jugement du magistrat qui aurait un intérêt personnel dans l'expropriation serait, en cette matière comme en toute autre, une cause de nullité. — Cette doctrine est contredite par un arrêt de la cour de cassation, qui semble avoir implicitement admis que les parties peuvent récuser le magistrat contre lequel existerait une cause de récusation. D'après cet arrêt, le tribunal appelé à prononcer l'expropriation peut être présidé par un magistrat ayant donné son concours, comme membre du conseil municipal d'une ville, à l'appréciation à faire de divers projets pour l'établissement d'une distribution d'eau dans cette ville. Ce magistrat ne saurait être considéré comme ayant donné conseil sur les difficultés concernant la procédure d'expropriation des propriétés nécessaires à cet établissement; et le jugement ne pourrait être attaqué pour la composition irrégulière du tribunal qui l'a rendu si la récusation n'avait pas été proposée (Civ. rej. 11 janv. 1865, aff. Salvan, D. P. 65. 5. 177). La cour suppose donc que les expropriés auraient qualité pour exercer la récusation d'un membre du tribunal appelé à prononcer l'expropriation et, d'autre part qu'à défaut de récusation, la participation au jugement, d'un magistrat susceptible d'être récusé, n'entraînerait pas la nullité du jugement. Elle n'admet donc, comme le remarque M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 128, que la voie de la récusation pour écarter le juge, quelque difficile qu'en puisse être l'exercice en cette matière, et ne fait sortir aucune nullité du défaut d'abstention spontanée de la part du juge.

Dans tous les cas, comme l'ajoute le même auteur, *loc. cit.*, « il importe que le magistrat, à raison même de l'absence des parties, s'impose plus rigoureusement le soin de proposer les causes de récusation qui pourraient exister en lui; la qualité de conseiller municipal de la commune expropriante ou expropriée nous paraîtrait une cause d'abstention sérieuse et légitime ». Les parties agiront donc sagement en intervenant au jugement d'expropriation et en se mettant à même de proposer la récusation, sans compter sur un pourvoi en cassation qui courrait risque d'être rejeté, si elles étaient jusque-là restées inactives.

**113.** On a vu au Rép. n° 255 que les jugements d'expropriation sont rendus sur la réquisition du ministère public. Ils peuvent être aussi rendus sur requête présentée par l'exproprié (V. *infra*, nos 241 et suiv.). Le réquisitoire du ministère public doit être écrit: ses conclusions déterminent la demande sur laquelle le tribunal est appelé à statuer; elles font partie intégrante du jugement et doivent rester déposées en minute au greffe du tribunal (Crépon, art. 14, n° 11; Delalleau et Jousset, t. 1, n° 198; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 121).

**114.** Le procureur de la République est libre de présenter des observations orales à l'appui de son réquisitoire ou même pour le combattre, (Rép. n° 255), mais il n'est pas tenu de prendre à l'audience des conclusions orales (Civ. rej. 14 févr. 1855, aff. Von de Jonage et autres, D. P. 55. 1. 178). Cela tient à ce que le jugement d'expropriation ne porte pas sur un débat appartenant au contentieux judiciaire.

**115.** — I. VÉRIFICATIONS ET CONSTATATIONS QUI DOIVENT ÊTRE FAITES DANS LE JUGEMENT. — Comme les formalités qui, aux termes des dispositions de la loi du 3 mai 1841, doivent précéder l'expropriation, sont essentielles, la loi a confié au tribunal la mission de vérifier, avant de rendre le jugement d'expropriation, si elles ont été intégralement remplies (Rép. n° 251). Mais, comme on l'a exposé *ibid.*, la vérification confiée au tribunal est une pure vérification de forme; il doit se borner à constater l'accomplissement des formalités légales sans apprécier la régularité des actes qui sont du ressort de l'Administration (Civ. rej. 26 janv. 1875, aff. Chemin de fer d'Orléans à Châlons D. P. 75. 1. 230; Civ. cass. 28 août 1876, aff. Ville de Versailles et Assier, D. P. 77. 1. 22; Civ. rej. 14 nov. 1876, aff. Ville de Nice, D. P. 77. 1. 70; 9 avr. 1877, aff. Hainque de Saint-Senoch, D. P. 77. 1. 469). « La loi, dit M. Aucoc, *Conférences*, 2<sup>e</sup> éd., n° 804, a donné au tribunal ce pouvoir de contrôle pour forcer l'Administration à accomplir toutes les formalités



qu'elle a organisées comme des garanties pour la propriété. On ne peut indiquer par une formule générale l'étendue et la limite de ces pouvoirs; mais il importe de ne pas oublier qu'il y a là une dérogation au principe de la séparation de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire, et qu'en conséquence, le texte spécial qui établit cette dérogation ne doit pas être étendu par analogie ».

**116.** On a indiqué au *Rép.* n° 257, les principaux points sur lesquels doit porter la vérification confiée au tribunal en ce qui concerne les formes de procédure antérieures au jugement. — En raison du caractère exceptionnel des pouvoirs qui lui sont dévolus, le tribunal ne saurait porter ses investigations sur des points autres que ceux qui sont déterminés par la loi. Ainsi, comme les dispositions légales qui exigent que les plans parcellaires des propriétés dont la cession paraît nécessaire soient portés à la connaissance des intéressés, n'autorisent pas ces derniers à réclamer la communication de dépêches ministérielles et autres pièces d'un caractère purement administratif, ces pièces ne rentrent pas dans la catégorie de celles qui doivent être visées à peine de nullité dans le jugement d'expropriation (*Civ. rej.* 13 déc. 1882, aff. de Froissard, D. P. 84. 1. 88).

**117.** Le tribunal doit en premier lieu, comme l'a décidé l'arrêt du 2 janv. 1844 (*Rép.* n° 257), vérifier si l'utilité publique a été légalement déclarée, et spécialement si la déclaration a été faite par l'autorité compétente. « Le tribunal, dit M. Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 804, doit vérifier d'abord si la déclaration d'utilité publique a été faite par l'autorité compétente; cela implique pour lui le droit de rechercher si la déclaration devait être faite par une loi, par un décret ou même par un acte d'une autorité inférieure, ainsi que le permet dans certains cas la législation sur les chemins vicinaux ». Il en résulte que le jugement d'expropriation qui ne vise pas la déclaration d'utilité publique, et, par exemple, la délibération du conseil général chargé de cette déclaration, en matière de chemins vicinaux de grande communication, est nul (*Civ. cass.* 30 mars 1859, aff. Mauriac, D. P. 59. 1. 165). L'opinion que nous avons émise au *Rép.* n° 258, se trouve ainsi confirmée.

**118.** Mais, s'il appartient au tribunal de vérifier si la déclaration d'utilité publique émane de l'autorité compétente, ses pouvoirs ne vont pas jusqu'à lui permettre d'apprécier la régularité intrinsèque de l'acte déclaratif; un pareil examen constituerait une violation formelle du principe de la séparation des pouvoirs (*Civ. rej.* 14 juill. 1857, aff. Hubert, D. P. 57. 1. 292; 9 févr. 1863, aff. Barenne Delcambre, D. P. 63. 1. 254; 5 août 1872, aff. Lorin, D. P. 72. 5. 230; 9 avr. 1877, aff. Hainque de Saint-Senoch, D. P. 77. 1. 469). — Cette règle avait déjà été consacrée par la jurisprudence antérieurement à la publication du *Repertoire*, notamment en ce qui concerne l'enquête administrative qui doit précéder la déclaration d'utilité publique (*V. Rép.* n° 260).

**119.** Le tribunal doit s'assurer que la déclaration d'utilité publique invoquée devant lui s'applique bien aux travaux pour lesquels l'expropriation est demandée (*Aucoc*, n° 804); et il pourrait refuser de prononcer l'expropriation, si l'expropriant prétendait étendre le bénéfice de cette déclaration à des travaux qui n'y seraient pas virtuellement compris comme étant la conséquence immédiate du travail principal qu'elle autorise (*Civ. cass.* 8 janv. 1873, aff. Champ-lagarde, D. P. 73. 1. 9; 25 juill. 1877, aff. Roudières, D. P. 77. 1. 471).

**120.** Suivant M. Aucoc, *op. cit.*, t. 2, n° 804, le tribunal doit s'assurer également que la déclaration d'utilité publique n'est pas périmée, ce qui aurait lieu si elle n'avait été déclarée valable que pendant un certain délai, dont l'Administration n'aurait pas profité pour procéder à l'expropriation. Mais cette opinion ne paraît pas avoir été suivie par la cour de cassation; car, aux termes d'un arrêt de la chambre civile, l'inobservation des délais dans lesquels l'expropriation devait être accomplie par une compagnie substituée aux droits de l'Etat, n'infirme pas la valeur du décret déclaratif d'utilité publique et ne peut faire obstacle à ce que ce décret serve de base au jugement d'expropriation (*Civ. rej.* 24 août 1880, aff. Philly et autres, D. P. 81. 1. 376). La plupart du temps, en effet, l'inobservation du délai

imparti à l'expropriant n'intéresse que les rapports de l'expropriant et de l'Etat en faveur duquel le délai est stipulé. Le tribunal n'a pas, dès lors, compétence pour statuer sur une stipulation dont le caractère est purement administratif. On peut prétendre, il est vrai, que la déclaration d'utilité publique mettant l'exproprié sous le coup d'une menace d'expropriation, celui-ci est intéressé à ne pas rester dans cette situation tout le temps qu'il peut convenir à l'expropriant. Cet intérêt est certes réel, mais la loi y a pourvu dans le paragraphe 2 de l'art. 14, *infra*, n° 241, et l'exproprié ne peut invoquer une clause qui n'a pas été stipulée en sa faveur, alors qu'il ne se trouve pas dans le cas d'invoquer le bénéfice de l'art. 14, § 2 précité.

**121.** L'effet de l'acte déclaratif de l'utilité publique est épuisé par le jugement qui prononce l'expropriation des parcelles indiquées dans l'arrêt préfectoral de cessibilité, et par la décision du jury qui fixe les indemnités de dépossession, de telle sorte que cet acte se trouve périmé lorsque les expropriations primitivement prévues ont été consommées. Aussi, dans le cas où l'expropriant veut ultérieurement obtenir l'expropriation d'autres parcelles, devenues nécessaires pour certains travaux accessoires qui ne sont pas une suite nécessaire du travail principal, un nouvel acte déclaratif de l'utilité publique est indispensable, et il est nécessaire que le tribunal constate l'existence de cet acte (*V. supra*, n° 52; *Aucoc*, *op. cit.*, t. 2, n° 804; *Civ. cass.* 8 janv. 1873, aff. Champ-lagarde, D. P. 73. 1. 9; 25 juill. 1877, aff. Roudières, D. P. 77. 1. 471).

**122.** Le tribunal, tout en vérifiant la régularité de la déclaration d'utilité publique, ne peut contester le caractère d'utilité publique attribué aux travaux, ni examiner dans quelle mesure l'expropriation est nécessaire à leur exécution. Aussi, lorsque l'acte portant déclaration d'utilité publique et le plan général y annexé indiquent un périmètre à exproprier comprenant la totalité d'un immeuble, et que, de plus, ce même immeuble est désigné en totalité dans le plan parcellaire et l'arrêt de cessibilité, le propriétaire qui n'a ni réclamé contre le tracé et la désignation des plans, ni attaqué le décret et l'arrêt, n'est pas fondé à prétendre que le tribunal civil aurait dû limiter l'expropriation à la portion de l'immeuble nécessaire à l'exécution de l'entreprise (*Civ. rej.* 14 janv. 1868, aff. Roideau, D. P. 68. 1. 52).

**123.** La règle que le tribunal ne peut vérifier la procédure qu'au point de vue de la question de savoir si les formalités prescrites par le législateur ont été remplies s'applique aussi bien aux formalités qui suivent la déclaration d'utilité publique qu'à celles qui la précèdent. Le tribunal n'a pas, notamment, à rechercher si l'arrêt de cessibilité a été compétemment et régulièrement rendu. Il doit simplement s'assurer qu'il a été rendu et s'applique aux biens dont l'expropriation est demandée. Aussi est-ce à bon droit qu'un jugement prononce, conformément à l'arrêt de cessibilité, l'expropriation d'un immeuble sans vérifier s'il dépend du domaine public, et, par exemple, d'un chemin de fer (*Civ. rej.* 26 janv. 1875, aff. Chemin de fer d'Orléans à Châlons, D. P. 75. 1. 230; 14 nov. 1876, aff. Ville de Nice, D. P. 77. 1. 70). De même, un tribunal ne saurait refuser de prononcer l'expropriation sous prétexte que l'arrêt de cessibilité ne serait pas conforme aux prévisions de la loi qui a déclaré l'utilité publique (*Civ. cass.* 28 août 1876, aff. Ville de Versailles, D. P. 77. 1. 22).

Il a été encore jugé que, lorsqu'il s'agit de l'expropriation pour cause d'utilité publique de terrains destinés à des travaux d'ouverture et de redressement d'un chemin vicinal ordinaire, les tribunaux ont le droit de vérifier si le préfet a pris, conformément à l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836, et dans les limites de sa compétence, un arrêté autorisant lesdits travaux et les déclarant d'utilité publique; mais il ne leur appartient pas de juger cet arrêté, soit quant au fond, soit quant à l'accomplissement des formalités préalables en vertu desquelles le préfet a dû procéder (*Civ. rej.* 5 août 1872, aff. Lorin, D. P. 72. 5. 230; *Rép.* n° 291-3°).

En matière de travaux d'un intérêt purement communal, il a été décidé que le tribunal civil, tenu de vérifier l'existence d'un avis donné par le conseil municipal, postérieurement à l'enquête, ne peut, sans excès de pouvoir, apprécier la régularité de cet acte administratif, qui échappe

au contrôle de l'autorité judiciaire (Civ. rej. 12 févr. 1884, aff. Retours, D. P. 85. 1. 262). Mais il doit, à peine de nullité, constater l'existence et la production de cet avis qui doit précéder l'arrêté de cessibilité (Civ. cass. 25 juill. 1883, aff. de Beaucourt, D. P. 85. 1. 112).

124. Le tribunal, appelé à vérifier l'accomplissement des formalités légales, doit se conformer, pour procéder à cette vérification, à la loi du 3 mai 1841, toutes les fois qu'aux formalités prescrites par cette loi une loi spéciale n'est pas venue en substituer d'autres. Il ne doit s'en écarter que dans les cas où il y est autorisé formellement par la loi spéciale, et se renfermer rigoureusement dans les termes de cette loi. Ainsi est nul le jugement qui, pour prononcer l'expropriation du terrain nécessaire à l'établissement d'un lavoir, emploie la procédure de la loi du 21 mai 1836, édictée exclusivement pour les chemins vicinaux, et qui, en conséquence, au lieu de se borner à prononcer l'expropriation requise par le ministère public et à désigner le magistrat directeur du jury, nomme les jurés titulaires et suppléentaires chargés de régler l'indemnité (Civ. cass. 4 janv. 1875, aff. Commune de Courpalay, D. P. 75. 1. 8)... Ou même qui, pour prononcer l'expropriation des terrains nécessaires à la rectification d'une route départementale, emploie la procédure de la loi du 21 mai 1836 (Civ. cass. 31 déc. 1872, aff. Giscard et autres, D. P. 73. 1. 40).

125. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 264, le tribunal doit examiner si le plan parcellaire indique avec une précision suffisante les terrains dont l'expropriation est nécessaire aux travaux. Si ce plan ne fournissait pas des indications suffisantes pour qu'il fût possible de déterminer les terrains expropriés, le tribunal ne pourrait, sans excès de pouvoirs, prononcer l'expropriation. Aussi un jugement qui prononcerait l'expropriation d'un terrain, alors que le plan parcellaire ne contiendrait pas les noms de chaque propriétaire tels qu'ils sont inscrits à la matrice des rôles, ni aucune autre indication de nature à y suppléer, serait nul comme entaché d'excès de pouvoirs (Civ. cass. 27 janv. 1880, aff. Delouis, D. P. 80. 1. 164).

126. L'obligation de vérifier l'accomplissement des formalités qui doivent précéder l'expropriation implique, pour le tribunal, celle de constater cette vérification dans le jugement lui-même; c'est-à-dire que le jugement qui prononce une expropriation doit nécessairement porter avec lui la preuve que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies (*Rép.* n° 205; Civ. cass. 10 déc. 1883, aff. de Chabrillan, D. P. 84. 5. 255; 17 févr. 1885, aff. Perrier, D. P. 86. 5. 229; 17 mars 1885, aff. Vernier, D. P. 86. 5. 229). En conséquence, est nul le jugement d'expropriation qui se borne à mentionner que « toutes les formalités voulues par la loi ont été accomplies », sans constater l'accomplissement de chacune des formalités prescrites et la production des pièces justificatives (Civ. cass. 21 nov. 1866, aff. Duwarnet, D. P. 66. 5. 204; 11 mars 1872, aff. Dupuis, D. P. 72. 5. 231; 11 juill. 1881) (1). Il en est de même du jugement qui se bornerait à déclarer qu'il est rendu « sur le vu des pièces et documents produits »; car il ne constate pas suffisamment quels sont ces documents et s'ils satisfont aux prescriptions des art. 5, 6 et 7 de la loi du 3 mai 1841 (Civ. cass. 14 mars 1865, aff. Monbrun, D. P. 65. 5. 176). Décidé encore, dans le même sens, que la mention insérée au jugement que les pièces relatives à l'expropriation ont été vues par le juge, et qu'il est légalement établi que toutes les formalités prescrites par l'art. 2 et par le tit. 2 de la loi du 3 mai 1841 ont été accomplies, est insuffisante pour attester la production de toutes les pièces exigées et leur examen par le juge. En négligeant d'indiquer spécialement les diverses pièces produites et chacune des formalités accomplies, le jugement ne répond pas au vœu de la loi

(Civ. cass. 16 févr. 1881, aff. de Dreux-Brezé, D. P. 81. 5. 197; 12 août 1884, aff. Godart, D. P. 85. 5. 246).

127. Si un visa général et collectif est insuffisant pour satisfaire aux prescriptions de la loi, il faut en conclure, à plus forte raison, qu'un jugement devrait être déclaré nul pour n'avoir visé qu'une partie des pièces justificatives, car il laisse présumer que les autres pièces n'ont pas été vérifiées ou n'ont pas été soumises au tribunal. Dans le cas, notamment, où, après une première décision approbative des travaux, il est intervenu, sur l'avis de la commission d'enquête, une seconde décision ministérielle prise conformément à l'art. 11 de la loi du 3 mai 1841, le jugement ne peut se borner à viser la première décision, et passer sous silence la seconde (Civ. cass. 30 mars 1870, aff. Thomas, D. P. 70. 5. 182). Peu importerait que les pièces dont le visa a été omis par le tribunal fussent visées dans le réquisitoire du procureur de la République (Arrêt précité du 30 mars 1870). Décidé également que lorsqu'il résulte des termes d'un jugement que c'est seulement sur le vu de l'arrêté de cessibilité que le tribunal a ordonné l'expropriation, ce jugement est nul, alors même que l'arrêté du préfet visé par le jugement énoncerait les divers actes d'où résulterait que les formalités légales ont été remplies (Civ. cass. 30 août 1859, aff. Bureau, D. P. 59. 1. 365).

Il en est de même du jugement qui prononce l'expropriation sans constater l'existence d'un arrêté préfectoral contenant la désignation des localités sur lesquelles les travaux doivent être exécutés, lorsque l'acte déclaratif de l'utilité publique n'a pas fait cette désignation (Civ. cass. 13 nov. 1878, aff. Chemin de fer de Picardie et Flandres, D. P. 79. 1. 174);... Du jugement qui ne viserait pas l'acte déclarant l'utilité publique (V. *supra*, n° 117) ou, en matière de travaux communaux, la délibération du conseil municipal (V. *supra*, n° 123).

128. Cependant la jurisprudence n'exige pas toujours, à peine de nullité, l'énonciation détaillée des formalités et le visa séparé des pièces (*Rép.* n° 265-59), pourvu qu'il ressorte des termes du jugement que la vérification des formalités légales a réellement eu lieu, et, qu'il ne puisse subsister aucun doute à cet égard. « Le jugement, dit M. Daffry de la Monnoye, pour échapper à la cassation, encore qu'il se soit borné à viser collectivement et en masse les différentes pièces produites, si d'ailleurs l'examen des pièces, objet de ce visa collectif, démontre qu'il a été effectivement justifié devant le tribunal de l'accomplissement de toutes les formalités essentielles ». « Attendu, a dit la cour de cassation dans un arrêt (Civ. rej. 9 avr. 1877, aff. Haincque de Saint-Senoch, D. P. 77. 1. 469), que l'art. 14 n'exige pas que chacune des pièces produites pour constater l'accomplissement des formalités légales soit l'objet, dans le jugement d'expropriation, d'une désignation individuelle et spéciale; — Attendu que le jugement attaqué vise d'abord expressément le décret déclaratif de l'utilité publique et l'arrêté de cessibilité; — Que, quant au plan parcellaire, qui doit être dressé et aux formalités de dépôt et de publication qui s'y rattachent, la vérification qu'en a faite le tribunal est suffisamment attestée en présence des détails consignés dans la requête du préfet, non seulement par le réquisitoire du ministère public, lequel, *vu la requête et les pièces*, conclut à l'expropriation conformément au plan parcellaire publié, mais encore par le soin qu'a pris le jugement lui-même de relever ces expressions du réquisitoire et de viser les pièces jointes à l'appui; — Attendu que, dans cet état des constatations faites par le juge, il a été satisfait à l'art. 14 et à tous autres auxquels il se réfère ». — Décidé également que, lorsque l'arrêté de cessibilité contient l'état indicatif des parcelles à acquérir, avec les numéros du cadastre, la situation des terrains, leur nature

(1) (Geay C. Commune de Moulons.) — LA COUR; — Sur le premier moyen du pourvoi : — Vu les art. 2 et 14 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que tout jugement prononçant une expropriation pour cause d'utilité publique doit être précédé de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi; et que, dès lors, il ne peut être régulier qu'autant qu'il contient la preuve de la vérification de ces formalités et la constatation de leur accomplissement; — Attendu que la mention insérée au jugement attaqué « que toutes les formalités prescrites par la

loi ont été remplies » est sans précision et n'atteste point d'une façon suffisante la production de toutes les pièces nécessaires et leur examen par le juge; — Et que, par suite, en omettant les constatations essentielles ci-dessus rappelées, ledit jugement a violé les articles précités de la loi du 3 mai 1841; — Sans qu'il y ait lieu de statuer sur le deuxième moyen;

Par ces motifs, casse, etc.  
Du 11 juill. 1881.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Legendre, rap.—Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén.,—c. conf.—Pérouse, av.

et leur contenance, et les noms des propriétaires tels qu'ils sont portés à la matrice des rôles; qu'il vise l'état parcellaire qui y est joint et qui contient les mêmes désignations; que ces états sont mentionnés dans la requête du ministère public; qu'enfin le tribunal, après avoir visé l'arrêté préfectoral, les pièces jointes, la requête du ministère public, et mentionné les noms des propriétaires des diverses parcelles à acquérir tels qu'ils sont désignés aux états visés, prononce l'expropriation de ces parcelles, sous les noms ainsi désignés, le jugement est réputé constater d'une manière suffisante la production des pièces devant le tribunal et leur examen par le juge (Civ. rej. 21 févr. 1882, aff. Pocquet, D. P. 83. 1. 29).

129. Il n'est pas permis, au tribunal qui prononce l'expropriation de rien ajouter aux formalités énumérées par la loi; il ne doit donc pas exiger la production d'autres pièces que celles qui doivent être légalement fournies (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 136). Ainsi, aucune disposition de la loi du 3 mai 1841 n'exigeant la jonction du plan parcellaire des propriétés expropriées à la minute du jugement, le tribunal commettrait un excès de pouvoirs, s'il ordonnait cette jonction (Civ. cass. 6 févr. 1878, aff. Dacher, D. P. 78. 1. 462).

130. Le jugement qui n'a pour effet que de donner acte du consentement des propriétaires à la cession amiable, avec renvoi devant le jury pour régler l'indemnité, n'a pas à constater l'accomplissement de toutes les formalités qui doivent précéder l'expropriation forcée (V. *supra*, n° 107). — Mais il doit porter en lui-même la preuve du consentement à la cession (V. *supra*, n° 105) et constater la déclaration d'utilité publique, qui fait produire à la cession tous les effets de l'expropriation judiciaire. Le jugement d'expropriation serait donc irrégulier s'il ne faisait mention ni de l'acte constatant le consentement du propriétaire à l'abandon de ses propriétés, ni de l'accomplissement des formalités préalables de l'expropriation (Civ. cass. 29 janv. 1850, aff. Buffault, D. P. 50. 1. 123).

131. La même règle s'applique au cas de retranchement de propriété par voie d'alignement. En pareil cas, le jugement qui renvoie les propriétaires devant le jury n'a pas à vérifier si les formalités administratives préalables à l'arrêté d'alignement ont été remplies. En pareille matière, le décret ou l'arrêté préfectoral qui approuve le plan d'alignement équivaut à la déclaration d'utilité publique, et l'arrêté spécial, faisant application du plan général à une propriété privée, correspond à l'arrêté de cessibilité. Il suffit donc que le préfet présente l'arrêté général et l'arrêté spécial. Mais, comme la production de ces arrêtés est indispensable (De la Monnoye, t. 2, p. 497; Aucoc, *Conférences* t. 3, n° 1040), il faut que le tribunal constate qu'elle a été faite et que le jugement en porte en lui-même la preuve. D'où il suit que le jugement qui se fonderait, pour renvoyer l'exproprié devant le jury, sur la simple et unique déclaration du préfet, affirmant le consentement de la partie de se conformer à l'alignement, serait irrégulier (Civ. cass. 10 janv. 1877, aff. Veuve Deligny, D. P. 78. 1. 127).

132. On a vu au Rép. n° 269, que le jugement doit fournir la désignation des terrains expropriés, leur nature et leur contenance. Pour que cette règle soit observée, il faut que le jugement comprenne tous les terrains désignés au plan des ingénieurs et dans l'arrêté par lequel le préfet détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable, sans en excepter les terrains dont la dis-

traction aurait été demandée devant la commission d'enquête, si cette demande a été rejetée par le ministre et si les terrains ont été maintenus au nombre de ceux à exproprier, quoique, en même temps, le ministre ait imposé à la compagnie adjudicataire l'obligation de les abandonner gratuitement dans un cas donné (Civ. rej. 28 juin 1852, aff. Riant, D. P. 52. 1. 206).

133. La désignation des terrains par le jugement d'expropriation, peut être considérée comme faite d'une manière suffisante si l'arrêté de cessibilité, après avoir donné l'état indicatif des parcelles acquises avec les numéros du cadastre, la situation des terrains, leur nature et leur contenance, les noms des propriétaires tels qu'ils sont portés à la matrice des rôles, vise l'état parcellaire contenant les mêmes désignations, si l'état indicatif est mentionné sur l'état parcellaire, et si enfin le tribunal après avoir visé l'arrêté, et les pièces jointes, prononce l'expropriation sous les noms ainsi désignés (Civ. rej. 21 févr. 1882, aff. Pocquet, D. P. 83. 1. 29).

134. Si le jugement d'expropriation doit comprendre tous les terrains désignés en l'arrêté de cessibilité, il ne saurait attendre des terrains qui n'auraient pas été mentionnés dans cet arrêté. Ainsi le jugement ne pourrait prononcer l'expropriation de la totalité des parcelles touchées par les travaux, si une partie seulement de ces parcelles était visée par l'arrêté de cessibilité (Civ. cass. 7 juill. 1846, aff. Préfet du Gard, cité par Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 141). Mais le jugement d'expropriation qui est conforme au décret d'utilité publique et à l'arrêté de cessibilité est inattaquable, alors même qu'il prononcerait l'expropriation de terrains excédant ce qui est nécessaire à la stricte exécution des travaux d'ouverture d'une rue, simplement visée par le décret d'utilité publique, si à ce décret est annexé un plan qui comprend, comme nécessaire aux travaux, la totalité des terrains dont le tribunal prononce l'expropriation (Civ. rej. 14 janv. 1868, aff. Roideau, D. P. 68. 1. 52).

135. Les terrains devant être désignés par leur nature (Rép. n° 269), le jugement doit exprimer s'ils consistent en terres labourables, bois, vignes, bâtiments, usines, etc. Toutefois, le jugement qui prononce l'expropriation répond au vœu de la loi et fait suffisamment connaître les terrains ou bâtiments qui en sont l'objet si, sans les désigner lui-même, il renvoie à l'arrêté de cessibilité et au plan administratif qui contiennent ces désignations et qui sont visés dans le réquisitoire du ministère public (Civ. rej. 14 févr. 1855, aff. Von de Jonage, D. P. 55. 1. 178).

136. Le jugement d'expropriation ne saurait, à peine de nullité, comprendre des terrains qui ont été déjà l'objet d'un précédent jugement d'expropriation en vue d'autres travaux (Civ. cass. 26 juin 1882) (1). A l'égard de ces terrains, l'effet de l'acte déclaratif d'utilité publique est épuisé (*supra*, n° 121).

137. D'après la jurisprudence rapportée au Rép. n° 270, le jugement d'expropriation doit, à peine de nullité, mentionner les noms des propriétaires expropriés; cette règle est la conséquence de la disposition de l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841, qui exige que l'extrait notifié du jugement d'expropriation contienne les noms des propriétaires. Aussi l'omission dans le jugement d'expropriation du nom de l'un des propriétaires expropriés inscrits à la matrice du rôle de la commune emporte-t-elle la nullité de ce jugement (Civ. cass. 6 janv. 1857, aff. Chaney, D. P. 57. 1.

(1) (Rapatel C. Ville de Rennes.) — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 20 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que deux jugements successifs du tribunal civil de Rennes, rendus à la date des 5 déc. 1881 et 31 janv. 1882, ont prononcé contre la demanderesse l'expropriation de divers terrains pour cause d'utilité publique; que la première de ces expropriations a eu lieu à l'occasion de la construction d'un réseau d'égouts entreprise par la ville de Rennes, et la seconde pour le redressement d'un chemin vicinal situé sur le territoire de la même ville; — Attendu que des plans et autres documents produits par la demanderesse, il résulte qu'il y a identité complète ou partielle entre quelques-unes des parcelles de terrain frappées d'expropriation le 5 déc. 1881 et celles qui l'ont été le 31 janvier; — Attendu que, sous ce rapport, le jugement rendu à cette seconde date contient un véritable excès de pouvoir donnant, aux termes de l'article ci-dessus visé, ouverture à cassation; —

Qu'en effet, l'expropriation pour cause d'utilité publique crée au profit de l'exproprié privé de son droit sur la chose un droit à une indemnité, dont le montant, à défaut d'accord entre les parties, est réglé suivant des formes déterminées par la loi; — Que ces formes sont fixées par le jugement même d'expropriation qui applique tantôt l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841, tantôt l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836, et désigne tantôt le magistrat directeur du jury, tantôt les jurés eux-mêmes; qu'il ne saurait donc être permis au juge, une fois que le droit dont il s'agit est acquis à l'exproprié, de le lui ravir en prononçant contre lui, à raison des mêmes biens, une expropriation nouvelle, lui ouvrant, il est vrai, comme la précédente, un droit à indemnité, mais la faisant régler par un jury qui sera ou pourra être différemment composé ou différemment présidé; — Casse, etc.

Du 26 juin 1882. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Merville, rap. Desjardins, av. gén., c. conf. — de Valroger, av.

46; 25 août 1857, aff. Verbois, D. P. 57. 1. 353; 26 juin 1882 (1); 7 nov. 1883, aff. Durand, D. P. 85. 1. 32). Le jugement d'expropriation serait encore nul, s'il prononçait l'expropriation d'un terrain qui ne serait pas indiqué au plan parcellaire sous le nom du propriétaire tel qu'il est porté à la matrice cadastrale (Civ. cass. 9 févr. 1858, aff. Goutant, D. P. 58. 1. 127; 15 janv. 1884, aff. Lépine, D. P. 85. 1. 291).

**138.** Toutefois, la mention du nom du propriétaire dans le jugement n'est obligatoire et prescrite, à peine de nullité, que si celui-ci est directement intéressé à l'expropriation. Ainsi l'omission de ce nom dans le jugement ne constituerait pas une irrégularité, si l'expropriation n'atteignait plus que les locataires ou autres intéressés sur les immeubles, parce qu'une convention amiable serait intervenue entre le propriétaire et l'expropriant, portant à la fois sur la cession de l'immeuble et sur l'indemnité. Le propriétaire, en effet, n'aurait alors aucun intérêt au débat qui pourrait s'engager entre le locataire et l'expropriant; il ne serait pas partie devant le jury et, par conséquent, il n'y aurait aucune utilité à ce qu'il fût mentionné au jugement (Civ. rej. 1<sup>er</sup> juin 1881, aff. Grosset, *suprà*, n° 21).

**139.** La loi n'exige pas que le jugement d'expropriation soit rendu contre le véritable propriétaire, s'il n'est pas inscrit à la matrice cadastrale, à moins qu'il ne se soit fait connaître à l'expropriant. Ainsi le jugement est valablement prononcé contre ceux que la matrice du rôle désigne comme propriétaires des immeubles expropriés, alors que l'expropriant n'a reçu aucune dénonciation de ceux qui, n'étant pas inscrits sur la matrice des rôles, se prétendraient propriétaires ou copropriétaires de ces immeubles (Civ. rej. 16 févr. 1864, aff. Wahler, D. P. 64. 5. 153; 4 août 1880, aff. Nepveu, D. P. 81. 1. 479; 21 févr. 1882, aff. Pocquet, D. P. 83. 1. 29). — Il suit de là que, lorsque le jugement d'expropriation indique le nom du propriétaire inscrit à la matrice du rôle, et énonce en même temps le nom d'une autre personne comme propriétaire réel ou prétendu tel, il importe peu que cette dernière énonciation soit exacte ou non, et l'on ne peut se prévaloir de son inexactitude pour faire annuler le jugement. La première conserve, en effet, suffisamment les droits du propriétaire inscrit à la matrice du rôle ou ceux de ses héritiers, et le jugement ne saurait être vicié par des indications surabondantes, plus complètes que celles qui sont exigées par la loi (Civ. cass. 5 févr. 1862, aff. Maujouan du Gasset, D. P. 62. 1. 378).

**140.** S'il arrivait qu'une parcelle ne portât aucun numéro sur le plan et ne figurât à la matrice des rôles sous le nom d'aucun propriétaire, le jugement ne saurait être valablement rendu contre celui qui ne ferait pas la justification de son droit de propriété (Civ. cass. 29 janv. 1884, aff. Martin, D. P. 85. 1. 291). — Dans l'espèce sur laquelle a été rendu cet arrêt, un passage, situé entre la maison du demandeur en cassation et une maison voisine, avait été exproprié par le jugement attaqué, alors qu'il ne portait aucun numéro sur le plan cadastral et ne figurait à la matrice des rôles sous le nom d'aucun propriétaire. Ce terrain avait été cependant désigné, dans l'instruction et le jugement, comme compris sous un numéro du plan cadastral de la commune et comme appartenant au propriétaire voisin du demandeur en cassation, ce qui constituait une indication de propriété non conforme à la matrice des rôles. Les prétentions du demandeur en cassation à la propriété ou à la copropriété du terrain litigieux avaient été révélées à l'expropriant par une instance contradictoire qui l'avait maintenu en possession ou en copossession de la parcelle

expropriée. Dans ces conditions, la cour de cassation a jugé que l'expropriation n'avait pu être valablement prononcée contre le propriétaire voisin, dont le droit exclusif n'était pas établi.

**141.** Il a encore été décidé, dans le même ordre d'idées, que le jugement d'expropriation d'un immeuble inscrit sur la matrice cadastrale au nom d'un propriétaire décédé, et appartenant par indivis à la veuve du défunt et à ses enfants, est nul, s'il désigne la veuve comme seule propriétaire, et ne mentionne ni le nom du défunt, ni même celui de ses enfants avec lesquels la veuve survivante est dans l'indivision (Civ. cass. 20 juin 1860, aff. Montbrun, D. P. 60. 1. 406). Il en est de même du jugement rendu contre un individu décédé depuis plusieurs années, et non contre sa veuve qui figurait seule sur la matrice des rôles (Civ. cass. 7 mai 1878, aff. Agulhon, D. P. 78. 1. 438);... Du jugement rendu contre un ancien propriétaire dont le nom n'était plus, lors de ce jugement, inscrit sur la matrice du rôle, nonobstant la déclaration du nom du véritable propriétaire devant la commission d'enquête (Civ. cass. 9 févr. 1858, aff. Goutant, D. P. 58. 1. 127). Ce sont en effet les noms portés à la matrice du rôle au moment où il est rendu qui doivent être reproduits au jugement d'expropriation, alors même qu'une mutation serait survenue dans la propriété, si elle n'avait pas fait l'objet d'une modification sur la matrice (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 125).

**142.** Cette règle s'applique au cas où l'immeuble appartient à une femme mariée. Le jugement d'expropriation ne peut être prononcé, et la procédure relative au règlement de l'indemnité, ne peut être suivie, contre le mari, lorsque les biens expropriés appartiennent à sa femme seule inscrite sur la matrice cadastrale, soit que le mari ait été qualifié mal à propos de propriétaire de ces biens, soit qu'il ait été envisagé comme en ayant l'administration, son pouvoir d'administrateur ne l'autorisant pas, en l'absence d'un mandat spécial, à représenter sa femme dans la procédure d'expropriation (Civ. cass. 4 juill. 1864, aff. Banguel, D. P. 64. 5. 152). Mais l'expropriation est régulièrement suivie contre le mari, bien que la femme soit propriétaire de l'immeuble, si c'est le mari qui est inscrit à la matrice des rôles (Civ. cass. 21 févr. 1882, aff. Pocquet, D. P. 83. 1. 29).

**143.** Toutefois, le principe d'ordre public qui interdit à la femme d'ester en justice sans l'autorisation de son mari ou de justice est applicable en matière d'expropriation comme en toute autre. L'expropriation ne peut donc être poursuivie contre une femme mariée qui ne serait pas autorisée de son mari ou assistée par lui (Civ. cass. 11 janv. 1848, aff. Darmailhac, D. P. 48. 5. 182; 25 mai 1868, aff. Rivière, D. P. 68. 1. 255; 2 avr. 1873, aff. Loyer, D. P. 73. 5. 252). Et cela, alors même que la femme serait marchande publique et qu'il s'agirait d'une expropriation portant sur un objet se rattachant à son commerce (Arrêt du 25 mai 1868).

Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, que l'autorisation du mari soit expresse, il suffit qu'elle résulte de l'ensemble des constatations du jugement. Ainsi une femme mariée devrait, notamment, être considérée comme ayant été suffisamment autorisée par son mari, s'il était établi qu'il a été déposé en son nom des conclusions jointes au procès-verbal des opérations du jury et prises tant au nom de cette femme qu'au nom de son mari comme l'assistant et l'autorisant (Civ. rej. 16 févr. 1881, aff. Matis, D. P. 82. 5. 218).

A défaut d'une autorisation du mari, la femme peut évi-

(1) (Tournier frères C. Commune de Salives.) — La cour; — Sur le premier moyen du pourvoi : — Vu les art. 15 et 20 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que l'art. 15, en exigeant que l'extrait notifié du jugement d'expropriation contienne les noms des propriétaires, exige par cela même que ces noms soient contenus au jugement dont cet extrait doit être tiré; que l'omission de cette formalité, d'ailleurs essentielle dans tout jugement, constitue, dès lors, un vice de forme, qui, aux termes de l'art. 20 précité, donne ouverture à cassation contre le jugement qui en est entaché; — Attendu que le jugement dénoncé, du 19 oct. 1881, ne mentionne pas les noms des sieurs Tournier (Jean-Marie) et Tournier (Jules-Ferdinand), propriétaires des parcelles de terrain dont le jugement prononce l'expropriation; — D'où il

suit que ledit jugement a expressément violé les art. 15 et 20 précités; — Attendu, d'ailleurs, que l'extrait du jugement notifié ne contenant pas les noms des propriétaires expropriés, une notification ainsi faite, en contravention aux prescriptions formelles de l'art. 15, n'a pu faire courir le délai du recours en cassation contre les demandeurs qui n'ont, d'ailleurs, concouru à la procédure en règlement de l'indemnité que sous les réserves les plus expresses de se pourvoir par des voies de droit à raison des irrégularités signalées; — Sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens du pourvoi;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 26 juin 1882.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Legendre, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.

demment être autorisée par justice à défendre à la poursuite en expropriation dirigée contre elle, et cette autorisation remplace entièrement celle du mari.

144. Il est évident que les prétentions que des tiers peuvent élever à la propriété de l'immeuble ne sauraient apporter aucun obstacle à la prononciation du jugement. Il a été décidé que le tribunal doit prononcer l'expropriation des terrains, tels qu'ils sont désignés dans l'arrêt de cessibilité, malgré l'action en revendication d'un tuteur, sauf le droit de ce dernier de faire valoir la prétendue propriété de son pupille et de faire fixer, s'il y a lieu, par le jury, l'indemnité éventuelle qui lui reviendrait (Civ. rej. 21 déc. 1874, aff. Jouon, D. P. 75. 5. 232).

145. — II. PUBLICITÉ DU JUGEMENT. — NOTIFICATION. — La publicité du jugement d'expropriation a été organisée par l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841 (Rép. n° 275). Ce jugement doit être porté à la connaissance des propriétaires expropriés, au moyen d'une *notification*, et, à la connaissance des tiers qui peuvent être intéressés à l'expropriation, au moyen d'une *publication* faite dans les formes prescrites par l'art. 6 pour la publication de l'avertissement aux intéressés de prendre connaissance des plans déposés à la mairie. Ces deux formalités doivent être exactement remplies, à peine de nullité de tout ce qui pourrait être fait ultérieurement en vertu du jugement (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 163).

La notification et la publication du jugement d'expropriation ont, en effet, une égale importance. La notification fait courir les délais du pourvoi en cassation contre le jugement d'expropriation et le délai de huitaine qui est imparti au propriétaire par l'art. 21, pour faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, usufruitiers, etc., et généralement toutes les personnes qui peuvent avoir des droits à faire valoir sur l'immeuble. La publication du même extrait fait, d'autre part, courir le délai de huitaine dans lequel les intéressés, que le propriétaire n'est pas tenu de faire connaître, doivent, aux termes du paragraphe 2 de l'art. 21, faire valoir leurs droits à peine de déchéance.

146. La notification de l'extrait du jugement qui prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique est valable quoique cet extrait ne soit point revêtu de la formule exécutoire; il suffit qu'il contienne les énonciations énumérées dans l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841. Et la notification d'un extrait contenant ces énonciations fait courir les délais du pourvoi en cassation (Civ. rej. 28 févr. 1855, aff. Detroyat, D. P. 55. 1. 121).

147. Mais une notification irrégulière ne ferait courir ni le délai du pourvoi, ni le délai de l'art. 21. Il en serait ainsi notamment si l'extrait notifié se bornait à énoncer, sans aucun visa de pièces, que « toutes les formalités prescrites ont été remplies », alors que le jugement, après avoir, au contraire, visé les pièces auxquelles il se référerait, déclarait que « de toutes les pièces susvisées il résulte que toutes les formalités prescrites par l'art. 2, du tit. 1, et par le tit. 2, de la loi du 3 mai 1841 ont été remplies » (Civ. cass. 30 mars 1859, aff. Mauriac, D. P. 59. 1. 165. Civ. rej. 14 nov. 1876, aff. Ville de Nice, D. P. 77. 1. 70).

D'après ces arrêts, l'extrait doit renfermer le visa des pièces, dont le tribunal devait constater l'existence pour vérifier si toutes les formalités préliminaires de l'expropriation ont été exactement remplies.

Toutefois, suivant M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 165, l'absence du visa des pièces dans l'extrait notifié n'em-

porterait pas nullité de la notification, si, d'une expédition du jugement délivrée à l'exproprié antérieurement à la notification, il résultait la preuve que le jugement lui-même est conforme aux prescriptions de la loi. Cette opinion déjà confirmée par un arrêt du 15 janv. 1843, aff. Jayle (Rép. n° 224) nous paraît exacte. En effet, on exige que la notification soit complète pour permettre à l'exproprié de se rendre exactement compte de la régularité du jugement d'expropriation. Or cette condition se trouve remplie lorsque l'expédition du jugement a été remise à l'exproprié, indépendamment de la notification prescrite par la loi.

148. La notification du jugement d'expropriation serait encore impropre à faire courir les mêmes délais si, au cas où il y a deux propriétaires, elle avait été faite de telle sorte qu'on ne pût établir s'il a été notifié deux copies ou une seule, ni à quelle personne les copies ou la copie unique ont été remises (Civ. cass. 7 mai 1878, aff. Agulhon, D. P. 78. 1. 438).

149. L'extrait notifié du jugement d'expropriation doit établir que ce jugement réunit les conditions nécessaires à la validité de toute décision judiciaire. Il ne suffirait pas, notamment, que l'extrait se bornât à indiquer les parcelles expropriées, le magistrat directeur et le juge désigné pour le remplacer; s'il ne contenait aucune indication permettant de reconnaître si les conditions exigées par la loi, tant pour la régularité de l'expropriation que pour la validité de toute décision judiciaire, ont été remplies, la notification serait de nul effet (Civ. cass. 27 mars 1867 (1) et 7 mai 1867, aff. Vente, Bull. civ., n° 95; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 166). L'extrait doit donc contenir les motifs du jugement et le dispositif (Civ. cass. 30 mars 1859, aff. Mauriac, D. P. 59. 1. 165).

150. Dans le cas où le jugement d'expropriation se borne à donner acte d'une cession amiable, l'extrait peut valablement se borner à mentionner le consentement, la déclaration d'utilité publique et l'arrêt de désignation des terrains (Civ. rej. 16 janv. 1865, *Gaz. des trib.* des 15 et 16 janv. 1865; Crépon, art. 15, n° 21; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 165).

151. La nullité de la notification du jugement d'expropriation peut être couverte par la renonciation expresse ou tacite de l'exproprié à s'en prévaloir (Civ. rej. 14 nov. 1876, aff. Ville de Nice, D. P. 77. 1. 70). Ainsi l'exproprié serait non recevable à se plaindre d'une irrégularité dans la notification du jugement d'expropriation et des offres, lorsqu'il a comparu devant le jury et qu'il y a soutenu ses prétentions sans protestations ni réserves (Civ. rej. 22 juill. 1868, aff. Légier, D. P. 68. 5. 206; 10 févr. 1869, aff. Sève, D. P. 69. 1. 175). — Mais il en serait autrement si l'exproprié avait fait, au sujet de la nullité, des réserves expresses. C'est ce qui a été décidé, à propos de la nullité des offres, par plusieurs arrêts dont la doctrine est applicable au cas qui nous occupe. D'après ces arrêts, lorsque les offres d'une indemnité sont nulles, comme ayant été faites moins de quinze jours avant la réunion du jury, la nullité n'est pas couverte quoique l'exproprié ait contesté des offres au fond en concluant à l'allocation d'une indemnité plus élevée, s'il s'est réservé le droit d'en faire valoir l'irrégularité et l'inadmissibilité (Civ. cass. 4 juill. 1860, aff. Hainguerlot, D. P. 60. 1. 411. — V. dans le même sens : Civ. cass. 30 janv. 1861, aff. Ventujol, D. P. 61. 1. 135; 25 avr. 1887, aff. époux Drilhon et aff. veuve Hochocq, D. P. 87. 1. 456).

152. D'ailleurs, les irrégularités de la notification n'ont

(1) (De Follin C. Préfet de la Sarthe.) — En ce qui touche la recevabilité du pourvoi : — Attendu que si, aux termes de l'art. 20 de la loi du 23 mai 1841, le pourvoi en cassation contre un jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique doit, à peine de déchéance, être formé, au plus tard, dans les trois jours de la notification du jugement, ce délai du pourvoi ne court qu'à partir d'une notification suffisante pour faire connaître à l'exproprié si les formalités nécessaires à la validité du jugement ont été remplies; — Attendu que l'extrait notifié à la demanderesse en cassation le 8 juill. 1866, à la requête du préfet de la Sarthe, se borne à l'indication des parcelles expropriées et du magistrat nommé directeur du jury, ainsi que de son remplaçant éventuel; qu'il est entièrement muet sur le reste de la teneur

du jugement d'expropriation du 28 mai 1866, et qu'il ne contient pas un seul mot duquel on puisse induire s'il y a eu accomplissement des conditions exigées par la loi, soit pour la régularité de l'expropriation, soit pour la validité de toute décision judiciaire;... — Attendu qu'en l'absence de réelle notification et d'acceptation par la demanderesse, le délai du pourvoi contre le jugement du 28 mai 1866 n'avait pas commencé à courir lorsque, par déclaration au greffe du tribunal de la Flèche, en date du 11 déc. 1866, le pourvoi a été formé; — D'où il suit que le pourvoi est recevable;

Par ces motifs, etc.

Du 27 mars 1867. — Ch. civ. — MM. Pascalis, pr. — Renouard, rap. — Blanche, av. gén., c. conf. — Beauvois-Devaux et Guyot, av.



aucun effet sur la validité du jugement lui-même, elles ne sauraient en faire prononcer la nullité; elles empêchent seulement les délais de courir contre l'exproprié, de telle sorte que, notamment, le pourvoi en cassation reste recevable, bien qu'il ait été formé plus de trois jours après une notification irrégulière (Civ. rej. 21 févr. 1882, aff. Pocquet, D. P. 83. 1. 29).

**153.** La notification doit être faite au propriétaire inscrit à la matrice du rôle, conformément aux principes exposés *suprà*, nos 137 et suiv., et *Rép.* n° 275 (Civ. rej. 10 févr. 1869, aff. Sève, D. P. 69. 1. 175; 4 août 1880, aff. Nepveu, D. P. 81. 1. 479), sans que l'expropriant soit tenu de rechercher le véritable propriétaire pour lui notifier le jugement.

Cependant il serait excessif de poser en principe que la partie expropriante n'est tenue de faire cette notification au véritable propriétaire que dans le cas où ce dernier est expressément nommé dans la matrice cadastrale; dès que ce propriétaire s'y trouve désigné, indiqué ou signalé, suivant les termes mêmes des arrêts précités, c'est à lui que doit être faite la notification. Mais lorsque le véritable propriétaire est connu de l'expropriant, il serait difficile d'admettre que celui-ci pût se dispenser de lui faire la notification du jugement. La jurisprudence interprète, au contraire, la disposition de l'art. 5 de la loi de 1841, d'après laquelle la procédure d'expropriation est valablement suivie contre ceux qui sont signalés comme propriétaires par la matrice des rôles, en ce sens que l'indication du véritable propriétaire peut résulter non seulement des énonciations contenues dans la matrice, et de la dénonciation faite à l'expropriant, mais de désignations équivalentes, et notamment de déclarations insérées aux procès-verbaux d'enquête (Civ. rej. 4 août 1880, aff. Nepveu, D. P. 81. 1. 479). D'un autre côté, ainsi que le décide un arrêt du 6 déc. 1842 (*Rép.* n° 387), les intéressés ne sont point tenus d'attendre, pour se faire connaître à l'Administration, que le jugement d'expropriation ait été rendu. Le véritable propriétaire peut se faire connaître à l'expropriant avant le jugement et, une fois cette dénonciation faite, il ne saurait être tenu de la renouveler; l'expropriant est alors obligé de lui notifier le jugement d'expropriation, bien qu'il ne soit pas inscrit à la matrice des rôles, et, en l'absence de cette notification, le délai imparti aux intéressés par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841 pour faire valoir leurs droits à une indemnité ne peut commencer à courir contre ce propriétaire (Civ. rej. 23 févr. 1887, aff. Syndicat du chemin de fer de Grande-Ceinture, D. P. 87. 1. 255).

**154.** De la règle que la notification est valablement faite au propriétaire inscrit à la matrice, à défaut de dénonciation du véritable propriétaire, il résulte que le jugement est valablement notifié au mari, s'il est porté à la matrice des rôles, bien qu'en fait l'immeuble appartienne à la femme, et qu'au contraire elle serait irrégulière, si elle était faite au mari seul, alors que la femme serait désignée à la matrice comme propriétaire des biens touchés par l'expropriation (*suprà*, n° 142).

**155.** La notification pourrait même être valablement faite à un propriétaire décédé, si son décès n'avait pas été légalement porté à la connaissance de l'expropriant (Civ. rej. 10 mai 1875, aff. Flipo, D. P. 77. 1. 31), ou à un propriétaire qui aurait vendu son immeuble (Civ. rej. 4 juill. 1860, aff. Hainguerlot, D. P. 60. 1. 411).

**156.** La mutation de propriété faite sur la matrice des rôles oblige seule l'expropriant, et si celle-ci, à la suite du décès du propriétaire, porte une désignation collective telle que : *enfants ou héritiers de...*, la notification est valablement faite sous une dénomination correspondante et valablement remise au fermier ou locataire et au maire, conformément au paragraphe 2 de l'art. 15 (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 169, Crépon, art. 15, n° 10), tandis qu'elle devrait être faite individuellement à chacun des cohéritiers s'ils étaient portés à la matrice comme copropriétaires.

**157.** La notification est faite dans les formes prévues par l'art. 57 de la loi du 3 mai 1841, et au domicile que l'exproprié doit élire dans l'arrondissement (*Rép.* n° 275). — En ce qui concerne la qualité des agents chargés de faire la notification et les pouvoirs qui leur sont conférés à cet égard, V. *infra*, nos 882 et suiv.

**158.** L'élection de domicile dans l'arrondissement, doit, aux termes de l'art. 25, être faite par l'exproprié au moyen d'une déclaration à la mairie de la commune où les biens sont situés. Lorsque cette élection de domicile n'a pas eu lieu, la notification du jugement d'expropriation et toutes autres significations nécessitées par la procédure d'expropriation sont valablement faites en double copie, d'une part, au maire de la commune, de l'autre, au fermier, gardien ou régisseur de la propriété.

L'élection de domicile serait nécessaire même de la part du propriétaire qui habiterait la commune de la situation des biens, à moins qu'il n'habitât sur l'immeuble même et que ce domicile fût constaté par la matrice des rôles (Crépon, art. 15, n° 29; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 171). Sauf le cas d'habitation sur l'immeuble même, il n'y a pas obligation pour l'expropriant de signifier au domicile réel de l'exproprié, encore bien que ce domicile soit situé dans l'arrondissement ou même dans la commune (V. *Contrà* : Delalleau et Jousselin, t. 2, n° 984, p. 273).

**159.** Quand il y a élection de domicile, on admet généralement que c'est au lieu indiqué par cette élection que la notification doit être faite; elle serait irrégulière partout ailleurs, et même au domicile réel de l'exproprié (Crépon, art. 15, n° 31; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 172). — Mais, pour être opposable à l'Administration, il faut que l'élection de domicile ait été faite expressément. Toutefois, on reconnaît, en général, qu'elle ne doit pas nécessairement être faite au moyen d'une déclaration à la mairie; il suffit qu'elle résulte d'un acte faisant connaître à l'Administration, d'une façon certaine, l'intention de l'exproprié d'élire domicile dans un lieu déterminé.

**160.** Dans tous les cas, l'élection de domicile ne vaut qu'à l'égard de celui dont elle émane. Ainsi la signification qui serait faite au fils usufruitier, au domicile élu par sa mère nu-propriétaire, serait nulle (Civ. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1867, aff. Duveyrier, D. P. 67. 1. 253). D'autre part, elle n'est valable que si elle est faite dans l'arrondissement (Civ. rej. 15 mai 1855, aff. de Bonardi, D. P. 55. 1. 204).

**161.** L'élection de domicile conserve ses effets même après le décès de celui qui l'a faite, tant qu'aucune mutation n'a été portée à la matrice du rôle; jusque-là, la notification est valablement faite au domicile élu (Crépon, art. 15, n° 41).

**162.** Lorsqu'il n'y a pas eu d'élection de domicile et qu'en conséquence, la notification doit être faite, conformément à la disposition finale du paragraphe 2 de l'art. 15, en double copie au maire et au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété, la loi n'établit aucune préférence entre les diverses personnes qu'elle considère comme les représentants du propriétaire. Ainsi la notification pourrait être valablement faite au gardien de l'immeuble exproprié, alors qu'il existerait un locataire, sans que l'agent chargé de la notification eût à s'en enquérir (Civ. rej. 12 janv. 1870, aff. Beurrier, D. P. 70. 1. 158).

**163.** Mais la notification ne pourrait être faite à une personne qui ne serait pas comprise dans l'énumération de l'art. 15, bien qu'elle parût avoir qualité pour représenter le propriétaire. S'il a été admis, dans une expropriation poursuivie contre une compagnie propriétaire d'un canal, que la notification pouvait être faite à un éclusier, celui-ci pouvant être considéré comme le gardien du canal, alors que la compagnie n'avait aucun autre agent dans la commune (Civ. rej. 26 août 1850, aff. Caisse hypothécaire, D. P. 50. 1. 280); si l'on reconnaît que la dénomination de gardien s'étend aux concierges des maisons et aux gardes des bois et forêts, il a été décidé, au contraire, qu'en l'absence d'élection de domicile par une compagnie de chemin de fer expropriée, dans l'arrondissement de la situation de l'immeuble, la notification du jugement d'expropriation ne pouvait être faite à un employé de la gare qualifié à tort de mandataire de la compagnie (Civ. rej. 26 janv. 1875, aff. Chemin de fer d'Orléans à Châlons, D. P. 75. 1. 230), ou à un tiers qualifié de fondé de pouvoirs (Civ. cass. 1<sup>er</sup> août 1887, aff. Mattei, D. P. 89. 1. 80), ou au garde champêtre de la commune (Civ. cass. 28 nov. 1860, aff. Chaillou de l'Etang, D. P. 61. 1. 133). Ces personnes ne peuvent, en effet, être à aucun titre considérées comme des représentants du propriétaire (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 170).

**164.** La circonstance que le fermier, locataire, etc., habiterait un autre arrondissement, circonstance tout exceptionnelle, ne saurait dispenser l'expropriant de lui faire les notifications destinées aux propriétaires, et en l'absence desquelles ceux-ci pourraient être dépossédés sans avoir été prévenus. Civ. cass. 28 nov. 1860, cité *supra*, n° 163. Mais il n'en est ainsi, bien entendu, qu'autant qu'aucune des personnes désignées dans l'art. 15, § 2, ne réside sur les lieux.

SECT. 2. — VOIES DE RECOURS CONTRE LE JUGEMENT D'EXPROPRIATION (*Rép.* n° 278 à 324).

**165.** La voie du recours en cassation est la seule qui soit ouverte, à l'exclusion de l'opposition, de l'appel et de la requête civile, contre le jugement d'expropriation (*Rép.* n° 278), la seule que puisse employer l'exproprié, même pour contester la qualité de l'expropriant et son droit de poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique (Civ. rej. 11 mai 1858, aff. Martin, D. P. 58. 1. 324).

**166.** Ce n'est également qu'au moyen du pourvoi en cassation que le propriétaire peut faire valoir ses droits de propriété méconnus. Ainsi, le propriétaire inscrit à la matrice cadastrale qui, par suite d'une erreur matérielle, n'a pas figuré dans la procédure d'expropriation d'un terrain lui appartenant et qui n'a attaqué par la voie du pourvoi en cassation ni le jugement d'expropriation, ni la décision du jury qui a réglé l'indemnité au profit d'un tiers non propriétaire du terrain exproprié, est non recevable à se prévaloir ultérieurement, devant le tribunal civil, de la nullité qui résulte de l'inobservation des formes prescrites par la loi, pour obtenir de l'expropriant le payement de l'emprise irrégulièrement consommée (Rennes, 2<sup>e</sup> juill. 1883, aff. Leroux, D. P. 84. 2. 70).

**167.** Le jugement rendu conformément à l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841 et qui prononce l'expropriation n'étant pas susceptible d'appel, il faudrait considérer comme nul l'arrêt infirmatif qui prononcerait l'expropriation sur l'appel d'un jugement refusant de l'ordonner (Civ. cass. 21 juin 1864, aff. Gœpp et Bloch, D. P. 64. 1. 447). Cet arrêt a été rendu sur le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi contre un arrêt de la cour de Metz du 15 janv. 1863 (aff. Canal des houillères de la Sarre, D. P. 63. 2. 171), qui reconnaissait implicitement à l'expropriant le droit d'appel contre un jugement refusant l'expropriation et le droit pour la cour de la prononcer et de commettre un juge pour remplir les fonctions de magistrat directeur. Cette doctrine contravenait sans aucun doute aux dispositions de l'art. 20. Les termes de cet article sont trop formels et la volonté du législateur trop manifeste pour que le doute soit possible.

**168.** L'expropriation ordonnée par un arrêt de la cour d'appel pourrait cependant recevoir son exécution en vertu de la règle que les décisions de justice, même incompétamment rendues, ne sont pas frappées d'une nullité de plein droit, et qu'elles doivent être exécutées tant qu'elles n'ont pas été réformées par les voies légales. Si donc l'expropriation avait été prononcée par un arrêt qui n'aurait été l'objet d'aucun pourvoi en cassation dans les délais légaux et aurait ainsi acquis l'autorité de la chose jugée, les décisions du jury convoqué en vertu de cet arrêt et sous la direction du magistrat qui y est désigné, seraient valables (Civ. rej. 11 avr. 1864, aff. Gœpp et Bloch, D. P. 64. 5. 152). L'exproprié doit donc se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui a prononcé l'expropriation, s'il veut en rendre l'exécution impossible. S'il consentait à l'exécution de l'arrêt, s'il y donnait un acquiescement tacite en comparissant devant le jury, il se rendrait ainsi non recevable à se pourvoir ultérieurement en cassation contre cet arrêt (Civ. rej. 11 avr. 1864, aff. Bloch, D. P. 64. 1. 446-447).

**169.** Le jugement d'expropriation n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie de la tierce opposition (Delalleau et Jousset, t. 1, n° 226; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 201).

**170.** Le principe de l'art. 20 est applicable aussi bien au jugement qui prononce qu'au jugement qui refuse de prononcer l'expropriation ; à celui qui se borne à donner acte du consentement de la cession en nommant le magistrat chargé de diriger les opérations du jury, aussi bien qu'à celui qui refuse le donné acte. Il s'applique, en un mot, à tous les

jugements qui sont rendus en exécution de l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841. — Mais, comme l'art. 20 consacre, en définitive, une exception aux règles d'ordre public qui déterminent les degrés de juridiction, il faut en restreindre l'application aux cas qu'il prévoit spécialement et se garder de l'étendre aux jugements qui, tout en statuant sur des difficultés qui naissent de l'expropriation, ne sont pas rendus en vertu de l'art. 14. Ainsi lorsqu'un jugement a été rendu sur la question de savoir si le dommage résultant de travaux à raison desquels l'expropriation pour cause d'utilité publique a été poursuivie est une conséquence de cette expropriation et doit, par suite, être apprécié par le jury, à l'exclusion de l'autorité administrative, cette décision présente les caractères d'un jugement ordinaire, susceptible d'appel, lorsqu'il a été rendu en audience publique après conclusions et plaidoiries, et qu'il est intervenu, notamment, sur la tierce opposition formée par l'Administration contre un précédent jugement qui, en chambre du conseil, avait décidé que le dommage allégué devait, comme accessoire de l'expropriation, être soumis au jury ; dès lors, ce jugement peut être attaqué par la voie de l'appel et n'est pas susceptible d'être directement déféré à la cour de cassation (Civ. rej. 26 mars 1862, aff. Duplessis Daubremont, D. P. 62. 1. 379).

**171.** — I. PERSONNES QUI PEUVENT SE POURVOIR CONTRE LE JUGEMENT D'EXPROPRIATION. — Le pourvoi en cassation contre le jugement d'expropriation peut être formé aussi bien par l'expropriant que par l'exproprié. L'expropriant aurait intérêt, notamment, à faire annuler le jugement qui aurait refusé de prononcer l'expropriation. Mais cette faculté est paralysée, dans une certaine mesure, par la règle que l'expropriant, auquel appartient l'initiative et la direction de la procédure, ne peut se prévaloir des nullités qui ont pu la vicier. Il peut donc résulter de cette règle une fin de non-recevoir contre le pourvoi de l'expropriant, si le refus de prononcer l'expropriation provenait d'une irrégularité dans la procédure antérieure au jugement. Toutefois, il lui serait permis d'invoquer l'irrégularité de la procédure, si des biens lui appartenant avaient été compris à tort dans l'expropriation (Civ. cass. 20 févr. 1884, aff. Commune de Rillieux, D. P. 85. 1. 262). En pareil cas, en effet, il agirait en qualité non plus d'expropriant, mais d'exproprié, et on ne saurait le priver des moyens de défense qui appartiennent à tout exproprié.

**172.** La jurisprudence n'a pas consacré l'opinion que nous avons cru pouvoir adopter au *Rép.* n° 279, après Delalleau, suivant laquelle le pourvoi pourrait être formé non seulement par l'expropriant et par le propriétaire dénommé au jugement, mais encore par tous ceux qui ont sur l'immeuble des droits réels que le jugement d'expropriation vient résoudre ; elle a confirmé la doctrine contraire de l'arrêt du 12 août 1844 (*Rép. ibid.*). Suivant la cour de cassation, la loi du 3 mai 1841, en disposant que c'est au propriétaire seul de l'immeuble exproprié que doit être faite la notification du jugement d'expropriation, a entendu décider, par voie de conséquence, que c'est au propriétaire exproprié seul aussi, qu'il appartient de provoquer dans le délai voulu, l'annulation du jugement. Cette règle, spécialement posée pour le locataire, a une portée générale, et s'applique soit qu'il s'agisse d'un droit personnel comme celui du locataire (Civ. rej. 7 août 1854, aff. Jacomet, D. P. 54. 1. 277 ; 18 mai 1868, aff. Galvier, et 26 août 1868, aff. Marx, D. P. 68. 1. 405), soit d'un droit réel sur l'immeuble tel qu'un droit d'usufruit ou de servitude. En effet, si le jugement d'expropriation, comme l'avait dit l'arrêt du 12 août 1844, ne peut être déféré à la cour de cassation que par ceux contre lesquels il a été prononcé, il est certain qu'il n'est rendu et que la procédure d'expropriation n'est suivie ni contre ceux qui ont des droits réels sur l'immeuble ni contre les fermiers ou locataires. Les uns et les autres n'interviennent que plus tard, au moment fixé par l'art. 21, c'est-à-dire lorsque l'expropriation ayant été prononcée, il ne s'agit plus que de régler l'indemnité. Jusque-là, le propriétaire est seul averti de l'expropriation, seul touché par le jugement, et seul il a, par suite, qualité pour l'attaquer au moyen du pourvoi en cassation. Cette doctrine qui paraît aujourd'hui définitivement consacrée en jurisprudence et à laquelle MM. Delalleau et Jousset, t. 1, n° 231, semblent s'être ralliés (V. aussi Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 205 et suiv.),

est cependant encore combattue par quelques auteurs (V. notamment Dufour, *De l'expropriation*, n° 54, et *Droit administratif*, t. 5, n° 375) en ce qui concerne les locataires.

**173.** On reconnaît toujours aux créanciers du propriétaire le droit de se pourvoir contre le jugement d'expropriation, lorsqu'ils exercent les droits de leur débiteur (*Rép.* n° 280; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 206). Ce droit est une conséquence de la situation créée par le jugement d'expropriation, qui a pour résultat immédiat de transférer la propriété de l'exproprié à l'expropriant et ne permet plus ainsi au créancier d'exercer ses droits autrement que sur l'indemnité représentative de la valeur de l'immeuble et lui enlève tout droit sur l'immeuble même (*Civ. rej.* 4 déc. 1866, aff. Robbino, D. P. 66. 5. 197).

La faculté de se pourvoir contre le jugement d'expropriation semble même devoir être reconnue au créancier dont le titre est postérieur au jugement d'expropriation. « Peu importe, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 207, qu'au moment où est né le droit du créancier, le droit du débiteur comme propriétaire de l'immeuble eût, en apparence et provisoirement du moins, cessé d'exister. Le créancier n'a pas dû, dans cette situation, compter sur la propriété actuelle et effective de son débiteur, mais il a pu compter sur les chances que l'exercice de la faculté de se pourvoir pourrait donner à son débiteur pour suspendre et effacer le jugement, il sera donc admis à exercer cette faculté si son débiteur omet de la faire. »

Mais le créancier n'est, dans tous les cas, recevable en son pourvoi que sous la condition d'appeler en cause l'exproprié, directement intéressé au jugement, et qui peut conclure à son maintien; il doit, par conséquent, lui notifier le pourvoi dans la huitaine (Même arrêt du 4 déc. 1866).

**174.** Le pourvoi ne pouvant être, en principe, formé valablement que par celui qui a figuré dans la procédure d'expropriation (V. *suprà*, n° 170, et *Civ. cass.* 6 janv. 1857, aff. Chaney, D. P. 57. 1. 46), il s'ensuit qu'une personne qui, n'étant pas inscrite comme propriétaire à la matrice des rôles, n'a pas été partie au jugement d'expropriation, est sans qualité pour former un pourvoi en cassation contre ce jugement (*Civ. rej.* 3 févr. 1880, aff. Capdeville, D. P. 82. 1. 268).

**175.** Toutefois, le pourvoi est recevable de la part de celui qui se prétend copropriétaire du terrain exproprié, lorsque ses prétentions ont été connues de l'expropriant et reconnues par lui, par exemple dans une instance antérieurement suivie au possessoire, alors d'ailleurs que le jugement a été rendu contre une personne qui ne justifie pas de son droit de propriété et que la parcelle expropriée ne porte aucun numéro sur le plan cadastral et ne figure à la matrice des rôles sous le nom d'aucun propriétaire (*Sol impl.*, *Civ. cass.* 29 janv. 1884, aff. Martin, D. P. 85. 1. 291).

**176.** Le pourvoi est encore recevable de la part du copropriétaire indivis qui n'a pas été dénommé au jugement d'expropriation, bien qu'il fût porté à la matrice cadastrale (*Civ. cass.* 6 janv. 1857, aff. Chaney, D. P. 57. 1. 46; 25 août 1857, aff. Verbois, D. P. 57. 1. 353; 7 nov. 1883, aff. Durand, D. P. 85. 1. 32). Le pourvoi ainsi formé profite à tous les copropriétaires, à la condition qu'il y ait indivision réelle entre ceux qui prétendent avoir un droit de copropriété sur l'immeuble exproprié. Il ne suffirait pas, notamment, que plusieurs propriétaires atteints par l'expropriation se fussent constitués en syndicat dans le but de défendre leurs droits, pour que l'un d'entre eux eût qualité, comme président du syndicat, à l'effet de former le pourvoi en leur nom; il faudrait pour cela que celui qui agit eût reçu des cointéressés le mandat formel de déléguer le jugement à la cour de cassation. Et même le pourvoi ne serait recevable à son égard que s'il l'avait formé non seulement comme président du syndicat, mais aussi en son nom personnel (*Civ. rej.* 19 déc. 1883, aff. Gelée, D. P. 85. 1. 175). C'est là, d'ailleurs, l'application pure et simple des principes généraux relatifs à la recevabilité des pourvois devant la cour de cassation (*suprà*, v° *Cassation*, n° 70).

**177.** Le pourvoi ne peut être formé que par une personne capable et maîtresse de ses droits. Ainsi la femme mariée ne peut se pourvoir sans être assistée de son mari ou autorisée de justice; le mineur émancipé, le prodigue, qu'autant qu'ils sont assistés de leur curateur ou de leur

conseil judiciaire. En cas de refus de ces derniers, il faudrait recourir au conseil de famille, pour le mineur, au tribunal pour le prodigue (Besançon, 11 janv. 1851, aff. Jarre, D. P. 51. 2. 61). — Quant aux tuteurs, aux représentants des établissements publics, ils doivent être autorisés conformément à la loi; l'art. 13, en effet, ne concerne que les traités amiables; et l'exception qu'il consacre ne s'étend pas au cas de pourvoi en cassation. Les tuteurs ne peuvent donc former le pourvoi qu'avec l'autorisation du conseil de famille, car il s'agit d'une action relative à des droits immobiliers (c. civ. art. 464), et les représentants des établissements publics qu'avec l'autorisation administrative (Crépon, art. 20 n° 34 et suiv.). — En ce qui concerne les pourvois des communes, V. *suprà* v° *Commune* n° 873-880.

**178.** D'après un arrêt du 6 févr. 1844 (*Rép.* n° 235), le pourvoi en cassation ne serait pas recevable contre les jugements qui donnent simplement acte du consentement du propriétaire à la cession et nomment le magistrat directeur. On a vu *suprà*, n° 109, que cette doctrine a été abandonnée par la cour de cassation.

**179.** — II. MOYENS RECEVABLES A L'APPUI DU POURVOI. — Bien que l'art. 20 n'admette le pourvoi contre le jugement d'expropriation que pour l'incompétence, l'excès de pouvoirs et vices de forme du jugement, il est certain, ainsi qu'on l'avait déjà constaté au *Rép.* n° 282 et 283, que la contravention expresse à la loi peut motiver la cassation si elle porte sur une formalité essentielle, car une pareille contravention renferme un excès de pouvoir. Cette règle, généralement admise en doctrine, a été confirmée par un grand nombre de décisions de jurisprudence, qui considèrent comme nul le jugement d'expropriation rendu malgré l'omission ou la violation des formalités légales nécessaires pour autoriser le tribunal à prononcer l'expropriation (V. notamment *Civ. cass.* 14 mars 1870, aff. d'Aurelle de Montmorin, D. P. 70. 1. 368; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 212; Delalleau et Jousset, t. 1, n° 228). Peu importe que les articles qui règlent ces formalités ne soient pas de ceux que vise l'art. 42: cet article, en effet, ne s'occupe que des dispositions dont la violation donne ouverture à cassation de la décision du jury. C'est aux dispositions de l'art. 20 qu'il faut exclusivement se référer (*Civ. rej.* 4 mars 1890, aff. Truchelet, D. P. 91, 1<sup>re</sup> partie).

**180.** Le vice de forme, au sens de l'art. 10 de la loi du 3 mai 1841, se rencontre lorsque, dans le jugement d'expropriation, le nom d'un des propriétaires expropriés, inscrit sur la matrice du rôle de la commune, a été omis (*Civ. cass.* 25 août 1857, aff. Verbois, D. P. 57. 1. 353; *Civ. cass.* 26 juin 1882, aff. Tournier, *suprà*, n° 137). Il en est ainsi, spécialement, lorsqu'il y a omission du nom d'un copropriétaire indivis de l'immeuble exproprié (*Civ. cass.* 7 nov. 1883, aff. Durand, D. P. 85. 1. 32), ou lorsque le jugement a été rendu contre une personne autre que celle qui est indiquée comme propriétaire à la matrice cadastrale (*Civ. cass.* 15 janv. 1884, aff. Lépine, D. P. 85. 1. 291); ou contre une personne qui ne justifie pas de son droit de propriété, lorsque la parcelle expropriée ne porte aucun numéro sur le plan cadastral et ne figure à la matrice des rôles sous le nom d'aucun propriétaire (*Civ. cass.* 29 janv. 1884, aff. Martin, D. P. 85. 1. 291). En effet, une telle omission constitue la violation de ce principe fondamental, consacré par l'art. 141 c. proc. civ., que tout jugement doit contenir, à peine de nullité, les noms des parties contre lesquelles il est rendu (*Civ. cass.* 6 janv. 1857, aff. Chaney, D. P. 57. 1. 46; 9 févr. 1858, aff. Goutant, D. P. 58. 1. 127; 12 juin 1860, aff. Mauriac, D. P. 60. 1. 40; 20 juin 1860, aff. Montbrun, D. P. 60. 1. 406; 7 mai 1878, aff. Agulhon, D. P. 78. 1. 438; Rennes, 2 juill. 1883, aff. Leroux, D. P. 84. 2. 70; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 124).

**181.** Mais il n'y aurait ni vice de forme, ni excès de pouvoir ou incompétence pouvant entraîner la cassation du jugement, dans la circonstance que le visa pour timbre et l'enregistrement de pièces émanées de l'Administration aurait été indûment ordonné, bien que cette décision soit contraire à l'art. 58 de la loi du 3 mars 1841 (*Civ. rej.* 16 juill. 1873, aff. Favre, D. P. 73. 1. 336);... ni dans le fait que le jugement aurait, par une erreur purement matérielle, prononcé l'expropriation de terrains non visés par l'arrêté de cessibilité. Il est, en effet, admis que les erreurs matérielles con-

tenues dans le jugement d'expropriation peuvent être rectifiées par voie d'interprétation du jugement, à la diligence de la partie publique; il n'est pas besoin, en ce cas, d'un recours en cassation (Civ. rej. 6 avr. 1859, aff. Comp. de la gare d'eau de Givors, D. P. 59. 1. 165).

**182.** — III. DÉLAI DU POURVOI. — Le pourvoi contre le jugement d'expropriation doit être formé au plus tard dans les trois jours qui suivent la notification de ce jugement (*Rép.* n° 286). En d'autres termes, le demandeur a trois jours pleins à partir de la notification pour former son pourvoi; mais c'est dans l'intervalle même de ces trois jours que la déclaration du pourvoi doit être faite (Civ. rej. 23 juin 1862, aff. Lafeuillade, D. P. 62. 1. 384). Et le pourvoi qui serait formé le quatrième jour après la notification du jugement serait tardif (Même arrêt). Cela résulte des expressions *au plus tard* employées par l'art. 20. Cette règle est générale et s'applique même au cas où le pourvoi est fondé sur le défaut de qualité de l'expropriant pour poursuivre l'expropriation (Civ. rej. 11 mai 1858, aff. Martin, D. P. 58. 1. 324).

**183.** Suivant M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 215, le délai du pourvoi en cassation contre le jugement d'expropriation ne serait pas susceptible d'augmentation à raison des distances (V. aussi Delalleau et Jousset, t. 1, n° 234, p. 152). L'opinion contraire, que nous avons adoptée au *Rép.* n° 288, nous paraît conforme à la doctrine d'un arrêt de la cour de cassation du 15 janv. 1877, qui a fait application en matière d'expropriation, des règles générales sur la computation des délais, « attendu que les principes généraux sur la computation des délais doivent être appliqués aux délais fixés par les lois spéciales, toutes les fois que ces lois ne contiennent pas de dispositions contraires (Civ. cass. 15 janv. 1877, aff. Commune de Murel-le-Ferron, D. P. 78. 1. 74. V. également Civ. cass. 19 mars 1888, aff. Rivort, D. P. 88. 5. 248). — Ces arrêts, il est vrai, reconnaissent que le délai du pourvoi est suspendu en raison des jours fériés qui s'y trouvent compris, et, d'autre part, ils ont été rendus à propos de pourvois dirigés contre la décision du jury. Mais la règle qu'ils posent est générale, et elle nous paraît applicable au pourvoi contre le jugement d'expropriation. En effet, l'art. 42 de la loi du 3 mai 1841 dispose que le pourvoi contre la décision du jury sera formé comme il est dit en l'art. 20, c'est-à-dire dans les mêmes formes que le pourvoi dirigé contre le jugement d'expropriation et n'apporte de modification aux règles de cet article qu'au point de vue de la durée du délai, qu'il fixe à quinze jours, et du point de départ qui est la décision elle-même, et non la notification de la décision à attaquer comme l'art. 20 le prescrit pour le jugement (*infra*, n° 772). Il nous semble, dès lors, que si les dispositions du code de procédure sont applicables au pourvoi formé en vertu de l'art. 42, elles doivent l'être au pourvoi formé en vertu de l'art. 20. On ne saurait, à notre avis, voir dans l'expression *au plus tard* employée par l'art. 20, la disposition contraire qui rendrait inapplicable au pourvoi, formé en vertu de cet article, les principes généraux relatifs de la computation des délais. Ce serait exagérer manifestement la portée de cette expression. On invoque, il est vrai, l'arrêt de la cour de cassation du 23 juin 1862, cité *supra*, n° 182, qui paraît décisif à M. Daffry de la Monnoye. Mais la cour de cassation se borne à déclarer, dans cet arrêt, qu'il n'y a pas lieu d'examiner s'il faut tenir compte, dans l'intérêt du demandeur, de la distance entre son domicile et le chef-lieu de l'arrondissement, cette distance n'étant, dans l'espèce, que de trois myriamètres, et l'art. 1033 n'édicte la prolongation du délai que pour les distances de cinq myriamètres.

Le système qui refuse d'appliquer les règles générales de la computation des délais au pourvoi dirigé contre le jugement d'expropriation serait, d'ailleurs, susceptible de produire des conséquences qui suffiraient à le faire rejeter. Si on ne doit pas tenir compte des distances pour la computation des délais, on ne devrait pas non plus se préoccuper des jours fériés; or, on peut supposer que les trois jours qui suivent la notification du jugement comprennent deux jours fériés, et le délai, déjà si court, imparti par l'art. 20 se trouverait réduit à un seul jour, ce qui, dans bien des cas, équivaldrait à la suppression du droit de se pourvoir, c'est-à-dire d'une des garanties fondamentales des droits du

propriétaire exproprié. Cette doctrine serait, en outre, contraire aux arrêts des 15 janv. 1877 et 19 mars 1888, cités *supra*, n° 182. Nous croyons donc pouvoir persister dans l'opinion adoptée au *Répertoire*.

**184.** Toutefois, la prolongation du délai ne saurait être admise lorsque le propriétaire n'a pas élu domicile dans l'arrondissement, ainsi que le prescrit l'art. 15. En effet, cet article, pour le cas où le propriétaire n'aurait pas élu domicile dans l'arrondissement de la situation des biens, a exigé la notification en double copie tant au maire de la commune où les biens sont situés qu'au gardien de la propriété; ce sont là des dispositions complètes par elles-mêmes, qui sont exclusives de toute addition de délai à raison de la distance du domicile du propriétaire (Civ. rej. 26 août 1830, aff. Canal du Midi, D. P. 50. 1. 280).

**185.** L'expiration du délai ne peut être opposée au pourvoi dirigé contre le jugement d'expropriation qu'autant que ce jugement a été régulièrement notifié, et que la notification en a été précédée de l'affichage, de la publication et de l'insertion dans les journaux, conformément aux prescriptions de l'art. 15 (*Rép.* n° 289, et *supra*, n° 145). Il en résulte que le propriétaire qui, n'ayant pas été dénommé au jugement d'expropriation, bien qu'il soit inscrit à la matrice des rôles, et auquel le jugement n'a pas été notifié, conserve le droit de se pourvoir comme celui qui n'a été touché que par une notification nulle ou incomplète (Civ. cass. 6 janv. 1857, aff. Chaney, D. P. 57. 1. 46; 25 août 1857, aff. Verbois, D. P. 57. 1. 353; 20 juin 1860, aff. Montbrun, D. P. 60. 1. 406). Décidé ainsi que le droit de se pourvoir dans les cas où la notification n'a pas eu lieu, ou a été inopérante, subsiste même après la fixation de l'indemnité si les propriétaires n'ont point comparu devant le jury (Mêmes arrêts des 6 janv. et 25 août 1857). La renonciation au droit de se pourvoir ne se présume pas.

**186.** L'irrégularité ou l'absence de signification du jugement d'expropriation sont susceptibles d'être couvertes par le concours de l'exproprié à la complète exécution de ce jugement (Civ. rej. 8 nov. 1859, aff. Françon, D. P. 60. 1. 414; 11 avr. 1864, aff. Bloch, D. P. 64. 1. 447; 12 janv. 1870, aff. Beurrier, D. P. 70. 1. 158; Civ. cass. 11 août 1873, aff. Duroulet, D. P. 74. 1. 447). — Il en serait autrement si ce concours avait été accompagné de protestations ou de réserves formelles et expresses. Cette dernière condition est essentielle; des réserves vagues et générales ne suffiraient pas; si l'exproprié s'était borné, par exemple, à faire insérer dans le procès-verbal des réserves de se pourvoir « contre toute procédure qui ne serait pas conforme à la loi », ces réserves, exprimées dans des termes vagues et sans précision, ne pourraient, alors surtout qu'elles seraient faites après que l'exproprié avait déjà pris part à la constitution du jury, être réputées applicables à un pourvoi qu'il aurait eu l'intention de former contre le jugement d'expropriation dont il connaissait les vices, et qui n'y est pas même mentionné (Civ. cass. 11 août 1873, précité). Au contraire si, dès le jugement d'expropriation, l'exproprié a signalé à la partie expropriante l'irrégularité radicale dont il le prétendait atteint; s'il a réitéré ses protestations à toutes les phases de la procédure, et notamment dans le procès-verbal d'offres et dans ceux rédigés par le magistrat directeur du jury, pour constater les opérations du jury; s'il a accompagné ses protestations « des réserves les plus formelles et les plus expresses, tant au sujet de la procédure qui a abouti au jugement d'expropriation qu'au sujet de ce jugement », le concours de l'exproprié aux opérations du jury n'a pu constituer un acquiescement au jugement d'expropriation et le rendre non recevable à se pourvoir contre ce jugement (Civ. cass. 7 mai 1878, aff. Agulhon, D. P. 78. 1. 438).

**187.** L'expropriant jouit d'un délai indéfini pour attaquer devant la cour de cassation le jugement qui refuse de prononcer l'expropriation (*Rép.* n° 290) puisque, suivant l'opinion généralement admise, les expropriés ne peuvent lui notifier le jugement pour faire courir le délai du pourvoi. C'est une conséquence du principe d'après lequel, les expropriés, ne devant pas être appelés au jugement d'expropriation, n'y sont point parties et n'ont point, par conséquent, qualité pour le lever et le signifier (Crépon, art. 20, n° 62). Plusieurs auteurs, cependant, critiquent cette solution.

« Quels obstacles y aurait-il, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 115, à ce que les personnes dénommées au jugement le fissent lever et signifier à l'Administration pour faire courir les délais? Ce droit ne devrait pas leur être refusé; elles n'ont pas été appelées devant le tribunal, mais elles ont figuré au jugement et y ont été parties ». La question, dans tous les cas, ne paraît pas avoir été résolue par la cour de cassation.

**188.** — IV. FORMES DU POURVOI. — La déclaration du pourvoi au greffe du tribunal qui a rendu le jugement d'expropriation ne peut être suppléée par aucune autre formalité (*Rép.* n° 291). Le pourvoi ne serait pas recevable, notamment, si le demandeur s'était borné à signifier au défendeur une déclaration contenant assignation devant la cour de cassation (*Civ. rej.* 16 janv. 1883, aff. Charbonnier, *Bull. civ.* 1883, p. 17).

**189.** La formalité de la déclaration doit être accomplie au greffe du tribunal civil, aussi bien lorsque le pourvoi est formé par l'Administration que lorsqu'il est formé par un particulier. — On avait déjà décidé, lors de la publication du *Rép.* n° 291-2°, que la déclaration du pourvoi ne pouvait être valablement faite par le préfet au greffier mandaté à la préfecture pour la recevoir; la jurisprudence la plus récente confirme cette règle dans toute sa rigueur. Décidé que le pourvoi formé par le préfet doit, à peine de nullité, être déclaré au greffe du tribunal, sans qu'il puisse être suppléé à cette déclaration par la remise faite au greffe, par les soins du procureur de la République, d'une requête non signée du préfet, et dans laquelle sont développés ses griefs (*Civ. rej.* 25 août 1884, aff. Préfet des Basses-Alpes, D. P. 85. 5. 256). Bien que cet arrêt ait été rendu au sujet d'un pourvoi dirigé contre la décision du jury, le principe qu'il pose est applicable au pourvoi contre le jugement d'expropriation, les règles du pourvoi étant les mêmes dans les deux cas (*V. supra*, n° 183).

**190.** Le pourvoi devrait être formé au greffe du tribunal civil même lorsque le jugement a été rendu en matière d'expropriation poursuivie pour l'ouverture ou le redressement d'un chemin vicinal. La cour de cassation a décidé, il est vrai, qu'en matière d'expropriation poursuivie en exécution de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, le recours contre la décision du jury peut être valablement formé au greffe du tribunal de paix (*Civ. cass.* 7 avr. 1868, aff. Rénold-Faget, D. P. 68. 1. 161). Mais il importe de remarquer que la cour de cassation a relevé, dans l'espèce, cette circonstance « que toutes les pièces de la procédure se trouvaient encore au greffe du tribunal de paix ». Il faut, en conclure que, après le départ des pièces, le juge de paix serait complètement dessaisi. Or, la circonstance que les pièces de la procédure se trouveraient au greffe du tribunal de paix ne se rencontre pas au cas où le pourvoi est formé contre le jugement d'expropriation, et la condition à laquelle l'arrêt du 7 avr. 1868 subordonne implicitement la recevabilité du pourvoi formé au greffe de la justice de paix ferait défaut. — Ce n'est pas tout : même avec la restriction qu'il comporte, la doctrine de cet arrêt doit être considérée comme douteuse. Ainsi que le remarque M. Crépon (art. 20, n° 69 bis) « la loi, en prescrivant que le pourvoi serait formé par déclaration au greffe du tribunal, a manifestement désigné le tribunal qui a rendu le jugement d'expropriation, le tribunal de l'arrondissement où sont situés les biens expropriés, celui au greffe duquel devront être déposées les minutes et autres pièces se rattachant aux opérations qu'a nécessitées l'expropriation et le tribunal, en un mot, où commence, se suit et finit l'expropriation. Quant au tribunal de paix, il n'apparaît à aucune des phases de l'expropriation et le juge de paix ne préside le jury que comme délégué du tribunal de l'arrondissement qui peut confier à un de ses membres les fonctions de directeur du jury ». C'est d'ailleurs ce qu'a décidé la cour de cassation, au rapport de M. le conseiller Crépon (*Civ. rej.* 17 mars 1886, aff. Behaegel, D. P. 86. 1. 471-472).

**191.** Le pourvoi peut être formé par mandataire (*Rép.* n° 293), sans qu'il soit même besoin d'une procuration spéciale; une procuration générale « à l'effet de gérer et administrer les biens et les intérêts, en cas de difficultés, exercer toutes poursuites, citer et comparaître devant tous

tribunaux, former toutes demandes, prendre toutes conclusions, signer tous procès-verbaux », confère au mandataire les pouvoirs nécessaires pour se pourvoir en cassation contre un jugement d'expropriation (*Civ. rej.* 29 janv. 1850, aff. Buffault, D. P. 50. 1. 123). — Le mandat peut même être verbal (*Civ. cass.* 11 févr. 1861, aff. Chemin de fer du Midi, D. P. 61. 1. 281). — Mais, dans tous les cas, il faut que l'existence du mandat ne soit pas douteuse.

**192.** Le pourvoi pourrait aussi être formé, au cas d'expropriation de biens indivis entre cohéritiers ou communistes (*V. supra*, n° 176), par l'un des cohéritiers agissant tant en son nom personnel qu'au nom des autres héritiers et communistes (*Civ. rej.* 31 déc. 1850, aff. héritiers Donzelot, D. P. 51. 1. 286).

**193.** En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, le pourvoi en cassation n'est pas dispensé de la consignation de l'amende (*Rép.* n° 296). L'amende doit donc être consignée à peine de déchéance du pourvoi (*Civ. rej.* 8 juill. 1874, aff. Commune de la Destrousse, D. P. 75. 5. 235). De telle sorte que le demandeur en cassation qui s'est pourvu contre un jugement d'expropriation et qui a fait notifier son pourvoi en temps utile à la partie adverse, mais qui n'a justifié d'aucune consignation d'amende dans les délais fixés par l'art. 20 de la loi du 3 mai 1841, pour le jugement de l'affaire, doit être déclaré non recevable dans son pourvoi (*Civ. rej.* 18 oct. 1886 et 18 mars 1887, aff. Defougères (2 arrêts), D. P. 87. 5. 229).

**194.** Il est aujourd'hui de pratique constante, conformément à ce qui avait été jugé par un arrêt du 9 janv. 1839 (*Rép.* n° 297), que le chiffre de l'amende à consigner est celui de la consignation pour les pourvois contre les jugements par défaut, soit 75 fr. (*Civ. rej.* 12 déc. 1882, aff. Levesque et Henri Polo, D. P. 84. 1. 164; 18 déc. 1882, aff. Héricourt, D. P. 84. 1. 164; 21 nov. 1883, aff. Ville de Douarnenez, D. P. 84. 5. 263). Il est également de 75 fr. pour les pourvois contre les décisions par défaut du jury, et de 150 fr. pour les pourvois contre les décisions contradictoires du jury. Quant à l'indemnité à laquelle a droit le défendeur, en cas de rejet du pourvoi, elle est de 37 fr. 50 cent., dans les deux premiers cas, et de 75 fr. dans le troisième (Mêmes arrêts des 12 et 18 déc. 1882).

**195.** Comme on l'a vu au *Rép.* n° 297-2°, la dispense de consignation d'amende est accordée aux préfets, en matière d'expropriation comme en toute autre, lorsqu'ils représentent l'Etat. Mais le préfet ne jouit pas de cette dispense lorsqu'il agit au nom d'une commune et se pourvoit dans son intérêt. L'art. 17 de la loi du 2 brum. an 4 ne dispense de la consignation d'amende, les agents de la République que « lorsqu'ils se pourvoient pour affaires qui la concernent personnellement ». Cette disposition restreint évidemment la dispense de consignation d'amende au cas où le préfet agit au nom de l'Etat, qui est lui-même dispensé de cette consignation. Les communes, au contraire, n'en sont pas plus dispensées que les particuliers quand elles se pourvoient en la personne du maire; et l'intervention du préfet, lorsqu'il agit en leur nom, ne peut modifier le caractère de l'intérêt engagé. La qualité du représentant ne change pas celle du représenté. Par conséquent, la dispense accordée par l'art. 17 de la loi de brumaire an 4 ne leur est pas applicable, car il s'agit, dans l'instance, non de l'intérêt général, mais d'un intérêt purement privé (*Rép.* n° 2296; Crépon, art. 20, n° 120; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 234; *Civ. rej.* 9 août 1886, aff. Commune de Brainville, D. P. 86. 5. 233).

**196.** La question est plus délicate lorsque le préfet agit au nom du département. Un arrêt du 20 déc. 1842 (*Rép.* n° 297-2°) avait jugé que les préfets, lorsqu'ils se pourvoient en cassation, en matière d'expropriation, pour l'établissement d'une route départementale ou même d'un chemin vicinal de grande communication, sont dispensés de la consignation d'amende comme étant en ce cas, les représentants de l'intérêt public général. La même doctrine se retrouve dans deux arrêts de la cour de cassation du 3 août 1859, aff. Département de la Seine (D. P. 60. 1. 413). Ces arrêts, prononçant le rejet de pourvois formés par un préfet en matière d'expropriation pour la construction de routes départementales, ont ordonné la restitution des amendes



comme surabondamment consignées. — Mais, à supposer que le préfet soit dispensé de la consignation de l'amende dans l'hypothèse où il s'agit de travaux qui, tout en étant exécutés par le département, affectent l'intérêt général, cette dispense ne devrait pas s'étendre aux travaux qui sont exécutés dans le seul intérêt du département. Il semble même que la doctrine des arrêts de 1842 et de 1860 ne soit plus conforme à celle qui a prévalu au cours des dernières années, tant auprès de l'administration de l'enregistrement que devant la cour de cassation. Il résulte, notamment, d'un arrêt du 27 févr. 1878 (Civ. cass. 27 févr. 1878, aff. Roucole, D. P. 78. 1. 202), rendu en matière de timbre, que les dispositions d'après lesquelles les affiches des actes émanés d'autorités publiques sont imprimées sur papier blanc et exemptées du timbre, ne s'appliquent qu'à celles qui annoncent ou publient les actes concernant l'exécution des lois générales, et à celles qui concernent l'intérêt de l'Etat; qu'en ce qui concerne les affiches signées par le préfet en vertu des fonctions qu'il remplit dans l'intérêt du département, des communes et des établissements publics placés sous sa surveillance, c'est-à-dire en vue d'un intérêt privé quoique collectif, elles ne doivent ni être imprimées sur papier blanc, ni dispensées du timbre. — V. également diverses décisions du ministre des finances, conques dans le même sens, du 8 mai 1879 (D. P. 80. 3. 83); du 6 janv. 1882 (D. P. 84. 5. 472); du 28 janv. 1884 (D. P. 85. 5. 458). Nous persistons en conséquence dans l'opinion exprimée au *Rép.* n° 297, que c'est au cas seulement où il représente l'Etat, que le préfet est dispensé de la consignation d'amende.

197. Il est toujours admis par la jurisprudence que la consignation d'amende en matière d'expropriation n'a pas besoin d'être préalable; il suffit que l'amende ait été consignée au moment où l'affaire est appelée devant la cour pour être jugée (Civ. cass. 31 janv. 1881, aff. Ville de Cette, D. P. 81. 1. 318; Civ. rej. 19 juill. 1881, aff. Malartre, D. P. 82. 1. 267; 7 mars 1883, aff. Commune de Savenay, D. P. 84. 1. 343). Mais, comme en toute matière civile ou criminelle, c'est exclusivement entre les mains du receveur de l'enregistrement que doit être faite la consignation d'amende exigée par la loi (V. *Rép.*, v° *Cassation*, n° 611). Il ne peut y être suppléé par le versement d'une somme au greffe où a lieu la déclaration de pourvoi, et le pourvoi qui serait accompagné d'une semblable consignation ne serait pas recevable (Civ. rej. 26 août 1884, aff. Falcon, D. P. 85. 5. 253); la déchéance pourrait être prononcée pour défaut de consignation d'amende, tout aussi bien que si aucune somme n'avait été versée (Civ. rej. 29 juill. 1878, aff. Guerie, D. P. 78. 1. 436).

198. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 300, et v° *Cassation*, n° 618 et suiv., il y a lieu à autant de consignations d'amendes qu'il y a de décisions attaquées, et lorsque la consignation de ces amendes multiples n'a pas été effectuée, le pourvoi est non recevable à l'égard de toutes les décisions contre lesquelles il était dirigé. En effet, en l'absence d'indication de celle de ces décisions à laquelle le demandeur fait l'imputation de l'amende unique consignée, cette amende doit être répartie sur chacun des pourvois, et, comme elle se trouve insuffisante, le recours est frappé de déchéance à l'égard de toutes les décisions attaquées. — Il en résulte que le demandeur en cassation qui se pourvoit directement et

par des motifs distincts contre un jugement d'expropriation et contre une décision du jury est tenu de consigner deux amendes distinctes, l'une de 75 fr. pour le premier pourvoi, l'autre de 150 fr. pour le second; et, dans le cas où il n'a consigné qu'une somme inférieure au montant de ces deux amendes, il doit être déclaré non recevable dans son pourvoi tant contre le jugement que contre la décision du jury (Civ. rej. 18 déc. 1882, aff. Lèvesque et aff. Henri Polo, D. P. 84. 1. 164; 18 déc. 1882, aff. Héricourt, D. P. 84. 1. 164; 16 juill. 1889) (1).

199. La consignation d'amendes multiples est également exigée toutes les fois que les demandeurs ont des intérêts séparés; ainsi, lorsque plusieurs propriétaires expropriés se, pourvoient contre un seul et même jugement d'expropriation ils sont tenus chacun à la consignation d'une amende distincte, à moins que l'immeuble exproprié ne leur appartienne indivisément (Civ. rej. 19 mai 1884, aff. Bessi et Dabray, D. P. 85. 5. 253-254).

200. La déclaration de pourvoi ne doit pas nécessairement contenir l'exposé des moyens de cassation (*Rép.* n° 301). Aucune disposition de loi n'exige, en effet, que la déclaration de pourvoi renferme l'indication des articles que le demandeur prétend avoir été violés (Civ. cass. 11 févr. 1861, aff. Chemins de fer du Midi, D. P. 61. 1. 281). Mais il n'est nullement interdit au demandeur de formuler, dans la déclaration, tels moyens qu'il juge à propos; cette indication ne restreindrait en aucune façon son droit de présenter ultérieurement, et jusqu'au jour du jugement, tous les griefs qu'il peut élever contre la décision attaquée (V. Daffry de la Monnoye, § 1<sup>er</sup>, p. 218-219).

201. En règle générale, la déclaration de pourvoi doit contenir les noms des défendeurs. Le pourvoi n'est, en effet, recevable qu'à l'égard des personnes qui y sont dénommées (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 218). Mais deux arrêts récents de la cour de cassation ont apporté un tempérament à l'application rigoureuse de cette règle, dont la première conséquence était de rendre irrecevable le pourvoi à l'égard de toute personne qui n'aurait pas été désignée dans la déclaration. D'après ces arrêts (Civ. cass. 11 juin 1888, aff. Commune de Freyssinières, et Civ. rej. même date aff. Veuves Reboul et Tyran, D. P. 89. 1. 430), la règle doit fléchir lorsque le rapprochement des termes de la déclaration de pourvoi et du texte des décisions attaquées, qui mentionnent tous ceux au profit desquels elles ont été rendues, ne peut laisser aucun doute sur l'indication des défendeurs contre lesquels le pourvoi est formé. Peu importe donc que la déclaration de pourvoi ne contienne pas la désignation nominative de tous les défendeurs, si cette déclaration se réfère à des décisions en tête desquelles les parties défenderesses ont été dénommées.

202. — V. NOTIFICATION DU POURVOI. — Le pourvoi déclaré au greffe doit être notifié dans la huitaine, à peine de déchéance (*Rép.* n° 304; Civ. rej. 21 nov. 1883, aff. Ville de Douarnenez, D. P. 85. 5. 255). La notification doit être faite par l'exproprié, soit au concessionnaire s'il a poursuivi l'expropriation, soit au préfet ou au maire, suivant la nature des travaux. Toutefois, la notification du pourvoi ne peut, en principe, être valablement faite au préfet que s'il s'agit de travaux qui intéressent l'Etat ou le département; elle serait nulle si les travaux à exécuter étaient des travaux communaux, à moins qu'elle n'ait été

(1) (Barby-Cluzeau C. Comp. des chemins de fer du Périgord.) — La cour; — Statuant sur les pourvois formés par le sieur Barby-Cluzeau contre : 1° un jugement d'expropriation rendu le 28 nov. 1888 par le tribunal civil de Périgueux, et 2° une décision du jury spécial du même arrondissement rendue le 11 févr. 1889 entre le susnommé et la Compagnie des chemins de fer du Périgord : — Sur la fin de non-recevoir opposée aux pourvois : — Attendu que, suivant sa déclaration reçue au greffe du tribunal civil de Périgueux, le 26 févr. 1889, le sieur Barby-Cluzeau s'est pourvu en cassation : 1° d'un jugement de ce tribunal rendu par défaut, le 22 nov. 1888, déclarant expropriées pour cause d'utilité publique diverses parcelles de terre appartenant au sieur Barby, et 2° d'une décision du jury spécial statuant contradictoirement entre toutes parties sur l'indemnité allouée à l'exproprié; — Que, dans les termes où elle est conçue, cette déclaration constitue, en réalité, deux pourvois distincts, ayant chacun leur objet propre et fondés sur des motifs différents; — Que, dès lors, le demandeur était tenu de consigner deux

amendes, l'une de 75 fr. pour le premier pourvoi, l'autre de 150 fr. pour le second, au total de 225 fr., et qu'il est établi par un *récépissé* du receveur de l'enregistrement qu'il n'a déposé qu'une somme de 187 fr. 50 cent. pour le tout et sans spécification; — Attendu, d'autre part, que les amendes qui doivent être préalablement consignées aux termes de l'art. 5 du tit. 4 du règlement du 28 juin 1738 comprennent non seulement le principal, mais encore tous les accessoires qui sont fixés par la loi; — Que, conformément à la législation actuellement en vigueur sur la matière, le principal des deux amendes à consigner par le demandeur aurait dû être augmenté de deux décimes et demi; — Que la consignation est donc insuffisante sous un double rapport, et que le demandeur a ainsi contrevenu à la disposition légale susrappelée; — Par ces motifs, déclare non recevables les pourvois de Barby-Cluzeau; condamne le demandeur à deux amendes et à deux indemnités.

Du 16 juill. 1889.—Ch. civ.—MM. Barbier, 1<sup>er</sup> pr.—Descoustures, rap.—Loubers, av. gén., c. conf.—Perrin, av.

également faite au maire par acte séparé; la signification au préfet serait alors purement surabondante (Civ. rej. 6 août 1883, aff. Gasnier, D. P. 84. 1. 335). On admet, d'ailleurs, même lorsqu'il s'agit de pareils travaux, que le pourvoi peut être valablement notifié au préfet si c'est par ce dernier que l'expropriation a été poursuivie (Civ. rej. 12 août 1863, aff. Adam, D. P. 64. 5. 147; Civ. cass. 5 févr. 1883, aff. Brau, D. P. 84. 1. 278). La notification du pourvoi pourrait même être valablement faite au préfet qui a fait signifier le jugement d'expropriation, lorsque l'expropriation est poursuivie dans l'intérêt d'une compagnie concessionnaire, si celle-ci n'est pas intervenue dans la procédure (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 22).

**203.** Lorsque le pourvoi est formé par l'Administration, il doit être notifié aux propriétaires contre lesquels elle entend le diriger et qui doivent être nominativement désignés dans la déclaration, ou tout au moins y être suffisamment désignés (Arrêts du 11 juin 1888, cités *supra*, n° 201).

**204.** Le pourvoi formé contre l'exproprié doit être notifié au domicile indiqué par l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841 (Rép. n° 303). L'expropriant n'est pas tenu de notifier le pourvoi au domicile réel lorsque l'exproprié n'a pas fait élection de domicile; il lui suffit alors de faire la notification en double copie au maire et au locataire, fermier ou au gardien de la propriété. Ainsi, lorsqu'une société n'a pas fait l'élection de domicile prescrite par le paragraphe 2 de l'art. 15, le pourvoi est valablement notifié au maire de la commune et au directeur, placé dans la même commune par la société indemnitaire, à la tête de l'usine expropriée, et qui doit être considéré comme étant préposé à la garde de cette usine (Civ. rej. 5 févr. 1890 (1)).

**205.** Mais l'élection de domicile n'est obligatoire que pour l'exproprié; l'art. 15 ne l'impose ni à l'administration ni aux concessionnaires qui lui sont régulièrement subrogés (Civ. rej. 4 juin 1855, aff. Fourtanier, D. P. 55. 1. 285). Il en résulte que l'élection de domicile qui est faite par un concessionnaire pour une partie déterminée de la procédure doit, en l'absence d'une déclaration qui en étende l'effet à l'ensemble des opérations de l'expropriation, être restreinte à l'objet spécial en vue duquel elle a été faite, et ne peut être appliquée à un autre acte de cette procédure. Lors donc qu'on n'est pas en présence d'une élection de domicile qui s'applique au pourvoi en cassation, ce pourvoi doit être notifié au domicile réel du concessionnaire et, si c'est une société, à son siège social. C'est ce qui a été fréquemment jugé à l'occasion de pourvois dirigés contre la décision du jury, mais comme on l'a déjà vu, *supra*, n° 183 et 189, le principe est d'une application générale et par conséquent doit être observé en cas de pourvoi contre le jugement (Civ. rej. 18 juin 1873, aff. Commune d'Aix, D. P. 73. 1. 327; 14 août 1876, aff. de Cibeins et 14 mars 1877, aff. Coste Coron, D. P. 77. 1. 504; 17 févr. 1879, aff. Roguin, D. P. 79. 1. 175; 8 févr. 1881, aff. Nicolas, D. P. 81. 5. 201; 20 déc. 1886, aff. Luigi, aff. Mannoni et aff. Pettrignani, trois arrêts, D. P. 87. 1. 175).

**206.** Le délai de huitaine, imparti pour la notification du pourvoi formé en matière d'expropriation pour utilité

publique, n'est pas un délai *franc*, dans le sens de l'art. 1033, c. proc. civ. Par suite, s'il ne comprend pas le jour de la formation du pourvoi, il comprend celui de la notification (Rép. n° 303). Tel est, en effet, le sens précis et légal de l'art. 20, portant que la notification *aura lieu dans la huitaine*, qui indique bien, par cette expression inclusive *dans*, que le jour de l'échéance n'est point exclu du délai. Ainsi, ce pourvoi doit être notifié, au plus tard, le huitième jour à partir de celui de sa formation exclusivement, et il est, dès lors, non recevable si la notification n'en a été faite que le neuvième jour (Civ. cass. 6 janv. 1857, aff. Chaney, D. P. 57. 1. 46; Civ. rej. 12 janv. 1857, aff. Lebâtard, D. P. 57. 1. 46). — Comp. *supra*, n° 182.

Mais si, sous ce rapport, l'art. 1033 c. proc. civ. n'est pas applicable, il n'en est pas de même de la disposition de cet article relative au délai à raison des distances. Lorsque l'expropriant, subrogé aux droits de l'Etat, ne justifie pas qu'il ait eu sur les lieux un représentant pour recevoir les significations, les demandeurs ont le droit de notifier leur pourvoi au lieu où la compagnie est dûment représentée, et pour cela, de profiter du délai accordé à raison des distances qui séparent le domicile de la partie adverse du lieu où l'expropriation a été prononcée; c'est là une disposition de droit commun et de nécessité, les dispositions de la loi spéciale ne contredisent rien (Même arrêt du 6 janv. 1857; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 224). — Comp. *supra*, n° 183.

**207.** On décide généralement, contrairement à l'avis que nous avons exprimé au Rép. n° 305, qu'il n'est pas nécessaire que la notification du pourvoi contienne assignation à comparaître devant la cour de cassation. Cette doctrine, consacrée par la jurisprudence, se fonde sur ce que l'art. 20 se borne à exiger « la dénonciation du pourvoi à la partie contre laquelle il est formé; que, dans l'esprit de cette loi spéciale, l'assignation résulte suffisamment du rapprochement de la simple dénonciation du pourvoi et des injonctions du même article qui veut que, dans la quinzaine, les pièces soient adressées au greffe de la chambre civile et que celle-ci prononce sa décision dans le mois suivant » V. aussi (Civ. rej. 29 mars 1852, aff. Veuve de Labédoyère, D. P. 52. 5. 76; 3 janv. 1854, aff. Boulard de Gatelier, D. P. 54. 1. 315).

Il n'est pas nécessaire non plus que la notification contienne l'indication du nom de l'avocat qui doit occuper pour le demandeur, car le ministère de l'avocat à la cour de cassation n'est pas obligatoire en matière d'expropriation (Même arrêt du 29 mars 1852).

**208.** La notification du pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ne constituant pas un ajournement, n'est pas assujettie à la formalité du visa. En conséquence, il ne résulte aucune fin de non-recevoir de ce que la copie de cette notification, délivrée au défendeur, n'énonce pas que le maire, auquel la signification a été faite, ait apposé son visa sur l'original (Civ. cass. 28 juill. 1879, aff. Galonnier de Miremont et autres, D. P. 80. 1. 81).

**209.** La notification du pourvoi peut être faite en la forme administrative ou par ministère d'huissier, s'il est

(1) (Préfet de Meurthe-et-Moselle C. Société la Lorraine industrielle.) — La cour; — Statuant sur le pourvoi formé par le Préfet du département de Meurthe-et-Moselle contre une décision du jury d'expropriation de Briey, rendue le 16 sept. 1889 entre lui et la société anonyme la Lorraine industrielle : — Sur la fin de non-recevoir opposée au pourvoi : — Attendu que des énonciations du procès-verbal dressé le 30 sept. 1889, par le sieur Parisot, agent-voyer assermenté à Longwy, il résulte qu'aucune élection de domicile n'ayant été faite par la compagnie la Lorraine industrielle, en conformité des dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841, la notification du pourvoi de l'Administration a été faite cinq jours seulement après sa date, en double copie, tant au maire de la commune de la situation des immeubles expropriés qu'au directeur placé, dans la même commune, par la Compagnie indemnitaire, à la tête de l'exploitation de l'usine d'où dépendaient lesdits immeubles, et, par conséquent, préposé par elle à leur garde; — Qu'en procédant ainsi, l'agent susnommé n'a fait que se conformer exactement aux prescriptions des art. 15, § 2 et 3, 20 et 42 de la loi du 3 mai 1841; d'où il suit que la notification du pourvoi a été régulièrement opérée; — Rejette la fin de non-recevoir; — Mais, statuant sur le moyen proposé à l'appui du pourvoi : —

Attendu que le procès-verbal des débats constate que, suivant décision du jury d'expropriation rendue exécutoire par ordonnance du magistrat directeur et par lui portée à la connaissance de toutes les parties ou de leurs représentants, il avait été ordonné qu'avant de passer outre aux débats, le jury se transporterait sur les lieux pour visiter les immeubles expropriés; — Que si le procès-verbal ne fait pas connaître, soit que l'opération annoncée ait eu lieu, soit que les quatre membres du jury y aient pris part pendant toute sa durée, et s'il est vrai que tous ont néanmoins concouru à la délibération par laquelle a été fixée l'indemnité allouée à la Lorraine industrielle, rien ne prouve que la visite des immeubles expropriés n'ait pas été faite régulièrement, et par tous ceux qui devaient y assister; — Que, dans le silence du procès-verbal, l'administration expropriante n'ayant aucunement demandé acte de l'irrégularité prétendue dont elle veut aujourd'hui se prévaloir, l'absence alléguée du juré Labriet pendant une partie de ladite opération ne saurait être établie par les certificats produits devant la cour; — D'où il suit que le moyen manque en fait;

Par ces motifs, rejette.

Du 5 févr. 1890.—Ch. civ.—MM. Barbier, 1<sup>er</sup> pr.—Roussellier, rap.—Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.—Sabatier, av.

formé par l'Administration; s'il est formé par un concessionnaire, subrogé aux droits de l'Administration, ou par l'exproprié, il ne peut être notifié que par ministère d'huissier. — Mais, conformément aux art. 41 de la loi du 27 vent. an 8 et 27 du décret du 14 juin 1813, les huissiers audienciers de la cour de cassation ayant seul qualité pour instruire au lieu de sa résidence, dans les affaires de sa compétence, tout pourvoi en matière d'expropriation publique ne peut être valablement signifié, à Paris, que par le ministère d'un huissier audiencier à la cour de cassation (Civ. cass. 27 déc. 1874, aff. Lelouet, D. P. 74. 1. 244; Civ. rej. 3 janv. 1872, aff. Bayvet, D. P. 72. 1. 40; 19 févr. 1872, aff. Thomas, D. P. 73. 1. 20; 14 août 1876, aff. de Cibeins, D. P. 77. 1. 504; 14 juill. 1881, aff. Magnier, D. P. 82. 1. 246).

**210.** La notification est une formalité substantielle qui ne saurait être suppléée par aucun équivalent. Ainsi une lettre missive, sans date certaine, par laquelle l'avoué de l'exproprié annonce au préfet l'envoi du dossier, avec prière de le transmettre à la cour de cassation, ne peut tenir lieu de l'exploit de notification du pourvoi exigé par la loi, sous peine de déchéance du recours (Civ. rej. 13 mai 1885, aff. Faussé, D. P. 86. 5. 234).

**211. — VI. TRANSMISSION DES PIÈCES À LA COUR DE CASSATION. — ARRÊT.** — On a vu au *Rép.* nos 306 et 307 comment s'opère la transmission à la cour de cassation des pièces que l'art. 20, § 3 prescrit de transmettre à la chambre civile (V. sur ce point : Circ. proc. gén. c. cass. 20 janv. 1887, *Bull. off. min. just.* 1887, p. 60). Mais l'expropriant, comme l'exproprié, peuvent faire parvenir directement les pièces à la cour de cassation en employant le ministère d'un avocat près cette cour, qui les produit au greffe.

**212.** La transmission des pièces doit, aux termes du paragraphe 3 de l'art. 20, être faite dans la quinzaine, à partir de la notification du pourvoi. Mais il est de jurisprudence constante, conformément à la doctrine de l'arrêt du 11 janv. 1836 (*Rép.* n° 309) que ce délai n'est pas édicté à peine de déchéance; il suffit que le dépôt de ces pièces ait lieu au greffe de la cour de cassation avant que la cour soit en mesure de prononcer son arrêt (Civ. rej. 21 juill. 1862, aff. de Legge, D. P. 62. 1. 380; Civ. cass. 17 nov. 1875, aff. Préfet du Rhône, D. P. 76. 1. 145; 15 janv. 1877, aff. Commune de Muret-le-Ferron, D. P. 78. 1. 74; 31 janv. 1881, aff. Ville de Cetta, D. P. 81. 1. 348; Civ. rej. 19 juill. 1881, aff. Malartre, D. P. 82. 1. 267; 7 mars 1883, aff. Commune de Savenay, D. P. 84. 1. 343).

**213.** La cour de cassation, lorsqu'aucun moyen de cassation n'est énoncé soit dans la déclaration, soit postérieurement, peut déclarer le pourvoi non recevable (*Rép.* n° 313). Mais il lui appartient de suppléer d'office les moyens qui intéressent l'ordre public (Civ. cass. 28 févr. 1859, aff. Préfet de l'Hérault, D. P. 59. 1. 121; 24 déc. 1859, aff. Commune de Gentilly, D. P. 59. 1. 496).

**214.** La cassation du jugement entraîne le droit à la restitution de l'amende, qui est ordonnée par la cour. Au contraire, en cas de rejet du pourvoi, le demandeur est condamné à l'amende envers le Trésor et à l'indemnité au profit du défendeur (*Rép.* n° 317). Mais, pour que l'amende soit due, il ne suffit pas qu'une déclaration de pourvoi ait été faite, il faut encore que la cour de cassation ait été réellement saisie. Ainsi, lorsque plusieurs personnes ont fait une déclaration commune de pourvoi et qu'un certain nombre d'entre elles n'ont pas donné suite à ce pourvoi dont personne n'a demandé la déchéance à leur égard, l'amende ne doit pas être prononcée contre celles qui n'ont pas poursuivi l'audience. C'est ainsi qu'il a été procédé, à l'occasion de divers pourvois jugés par un arrêt de la chambre civile du 21 juill. 1875 (aff. Chemin de fer de Clermont à Tulle, D. P. 75. 1. 416). Le lien existant entre les diverses affaires auxquelles s'appliquait la déclaration de pourvoi collective était tel que la cour de cassation a dû, pour statuer sur les pourvois poursuivis devant elle, toucher incidemment à ceux qui ne lui étaient pas déférés; mais, pour ces derniers, elle ne prononça pas la condamnation à une amende (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 237).

La condamnation à l'amende et à l'indemnité est prononcée non seulement au cas de rejet du pourvoi, mais aussi lorsque le pourvoi est déclaré non recevable pour défaut de consignation d'amende (Civ. rej. 12 déc. 1882,

aff. Levesque et aff. Henri Polo; 18 déc. 1882, aff. Héricourt, D. P. 84. 1. 164; 21 nov. 1883, aff. Ville de Douarnenez, D. P. 84. 5. 263; 18 oct. 1886, aff. Defougères C. Préfet de la Dordogne; et 21 mars 1887, aff. Defougères C. Commune de Coulounieix, D. P. 87. 5. 229).

**215.** Le désistement du pourvoi, en matière d'expropriation, emporte également condamnation à l'amende et à l'indemnité (*Rép.* n° 318). Il a de nouveau été jugé que, lorsque le demandeur déclare se désister de son pourvoi et que le désistement est accepté par le défendeur, la cour de cassation doit, en donnant acte tant du désistement que de l'acceptation, condamner le demandeur à l'amende envers le Trésor et à l'indemnité envers le défendeur (Civ. rej. 4 avr. 1883, aff. Mauduit, D. P. 83. 1. 478; Civ. cass. 28 août 1883, aff. de Blondeau, D. P. 85. 1. 88).

**216. — VII. EFFETS DE LA CASSATION DU JUGEMENT D'EXPROPRIATION.** — On a vu au *Rép.* n° 320 quelles sont les conséquences de la cassation du jugement d'expropriation : tout ce qui a été fait en vertu de ce jugement, les notifications et offres, la désignation du jury, etc..., tombe de soi. Cette annulation s'étend même à la décision du jury réglant l'indemnité due par suite de l'expropriation prononcée par le jugement cassé. C'est la conséquence propre de la cassation, qui est de remettre les parties au même et semblable état où elles étaient avant la décision cassée. L'annulation qui frappe alors la décision du jury l'atteint tout entière, quoique le jugement d'expropriation n'ait été cassé qu'à l'égard de l'un des copropriétaires de l'immeuble exproprié, en ce que, par exemple, son nom y aurait été omis, s'il n'est pas possible de discerner la part d'indemnité afférente au copropriétaire sur le pourvoi duquel le jugement a été cassé. Ainsi la nullité intégrale doit être prononcée, lorsque l'indemnité a été fixée en bloc non seulement pour la portion d'immeuble appartenant par indivis au copropriétaire omis, mais encore pour une autre portion appartenant exclusivement aux parties qui ont figuré dans le jugement d'expropriation, un tel mode d'allocation ne permettant pas de déterminer la fraction de l'indemnité applicable à la portion indivise avec le copropriétaire omis, ni, dès lors, la somme revenant à celui-ci dans cette indemnité (Civ. cass. 6 janv. 1857, aff. Duplay et Chaney, D. P. 57. 1. 147).

**217.** La cassation d'un jugement d'expropriation a pour effet de faire passer au tribunal de renvoi l'entière juridiction, tant au point de vue du règlement de l'indemnité que de l'expropriation des terrains. De là cette double conséquence : 1° que le tribunal dont la décision a été cassée, et qui reste chargé de choisir le jury comme tribunal du chef-lieu (*infra*, n° 337), doit le prendre sur la liste dressée pour l'arrondissement du tribunal de renvoi (Civ. cass. 3 janv. 1882, aff. Ronfard, D. P. 84. 1. 200); — 2° que le magistrat directeur doit être choisi par le tribunal de renvoi parmi ses membres (Civ. cass. 24 mars 1855, aff. Passeron, D. P. 55. 1. 122; 17 déc. 1860, aff. de Forestier, D. P. 61. 1. 133; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 243), qu'il ne peut l'être parmi les membres du tribunal dont la décision a été cassée (Civ. cass. 13 janv. 1886, aff. Périer, D. P. 86. 5. 231). Toutefois, l'irrégularité résultant de l'inobservation de cette règle peut être réparée du consentement commun des parties (Civ. cass. 19 nov. 1886, aff. Granier de Cassagnac, *Bull. civ.* 1866 p. 260; Daffry de la Monnoye, t. 1, n° 243).

### SECT. 3. — EFFETS DU JUGEMENT QUI PRONONCE L'EXPROPRIATION (*Rép.* nos 325 à 368).

**218.** On a vu au *Rép.* n° 325 que le premier et principal effet du jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique est de résoudre tous les droits dont peut être grevé l'immeuble exproprié, et de le faire passer entre les mains de l'expropriant affranchi de toute charge de nature à en entraver la libre disposition. Les droits de propriété, d'usufruit, de servitude, etc. qui grevaient l'immeuble, sont donc résolus par le jugement d'expropriation et convertis en un droit de créance, ouvert au profit de ceux auxquels ils appartenaient. Mais le jugement d'expropriation laisse aux propriétaires expropriés la possession de l'immeuble jusqu'au paiement de l'indemnité (Aucoc, *Conférences*, n° 828; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 144) (*V. infra*, nos 803 et suiv.).

**219.** — I. IRRÉVOCABILITÉ DE L'EXPROPRIATION. — L'irrévocabilité du jugement d'expropriation passé en force de chose jugée, qui s'oppose à ce que l'Administration puisse renoncer en tout ou en partie au bénéfice de l'expropriation prononcée à son profit (*Rép.* n° 326) continue à être admise par la majorité des auteurs (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 144; Delalleau et Joussetin, t. 1, n° 270), contrairement à l'opinion de Cotelle (*Cours de droit administratif*, t. 1, p. 446 et suiv.), qui ne voyait dans l'expropriation, jusqu'au paiement de l'indemnité, qu'un acte de violence légale que l'administration est libre de faire cesser en se désistant du bénéfice du jugement. L'opinion la plus générale est l'application des principes qui régissent l'effet des décisions de justice passées en force de chose jugée et d'après lesquels le jugement d'expropriation passé en force de chose jugée est acquis aux deux parties. La partie expropriante ne saurait donc, en renonçant au bénéfice du jugement, enlever à l'autre partie le droit de requérir le règlement de l'indemnité (V. Civ. cass. 13 févr. 1861, aff. Gallet Lefebvre et comp., D. P. 61. 1. 136; Req. 16 avr. 1862, aff. Bernardin et Crest, D. P. 62. 1. 300), et reste définitivement propriétaire des immeubles, sauf dans le cas où il y aurait lieu à rétrocession des terrains conformément aux art. 60 et 61 de la loi du 3 mai 1841 et où cette rétrocession est demandée par l'exproprié (V. *infra*, n° 831 et suiv.).

**220.** Le principe de l'irrévocabilité de l'expropriation, lorsqu'elle a été consommée par un jugement passé en force de chose jugée, a encore cette conséquence, déjà signalée *supra*, n° 59, que l'expropriation ne peut être annulée ou rétractée par suite d'un recours dirigé contre les actes ou décisions administratives qui sont intervenus préalablement à la procédure d'expropriation proprement dite (Civ. rej. 17 déc. 1877, aff. Touchy, D. P. 78. 1. 52).

**221.** — II. DROIT DE RÉTENTION. — Si le propriétaire exproprié conserve la possession de l'immeuble jusqu'au paiement de l'indemnité (*Rép.* n° 327), cette possession, qu'il exerce à titre précaire, ne saurait le conduire à la prescription. Toutefois, certains auteurs pensent que la possession postérieure au jugement d'expropriation peut être jointe à la possession antérieure par tout possesseur autre que le propriétaire entre les mains duquel l'immeuble a été exproprié. Le jugement d'expropriation, dit-on, ne lui a pas enlevé la possession qu'il avait antérieurement, et ne l'a pas interrompue (Delalleau et Joussetin, t. 1, n° 276).

**222.** L'exproprié, tant qu'il reste en possession, conserve le droit de percevoir les fruits naturels, industriels ou civils de l'immeuble exproprié (Crépon, art. 14, n° 139; Delalleau et Joussetin, t. 1, n° 276). — Toutefois, d'après un arrêt de la cour de cassation (Req. 8 févr. 1859, aff. Dubois, D. P. 59. 1. 260), la règle générale en vertu de laquelle l'acquéreur a droit aux fruits du jour de la vente est applicable en matière d'expropriation, la loi du 3 mai 1841 n'y ayant apporté aucune modification. Mais l'application de cette règle nous paraît incompatible avec le droit de rétention qui est reconnu à l'exproprié jusqu'au jour du paiement de l'indemnité et avec le paragraphe 2 de l'art. 55, qui ne fait courir les intérêts de l'indemnité qu'après l'expiration de six mois à dater de la décision du jury. Le droit de rétention serait, en effet, illusoire s'il ne comportait le droit de retirer les bénéfices que l'immeuble est susceptible de produire. D'autre part, on admet que, même après l'expiration du délai du deuxième paragraphe de l'art. 55, l'exproprié pourra cumuler les bénéfices de la jouissance effective et les intérêts de l'indemnité (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 394).

Il est à remarquer, d'ailleurs, que l'arrêt du 9 févr. 1859 a été rendu dans une espèce où l'immeuble n'avait été totalement acquis qu'en vertu de l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841; il décide implicitement que l'Administration qui, sur la réquisition de l'exproprié, a fait l'acquisition intégrale d'une maison frappée seulement d'expropriation partielle, peut exiger, sauf convention contraire, que l'exproprié lui restitue les loyers qu'il a reçus d'avance des locataires dont les baux ne sont pas atteints par l'expropriation, et continuent, dès lors, à recevoir leur exécution. Or on sait que la partie d'un immeuble qui vient aux mains de l'expropriant en vertu de l'art. 50 y vient, non pas dans les mêmes conditions que les parties acquises en vertu de l'expropriation, mais à titre de vente ordinaire. En outre, il s'agissait de

loyers perçus d'avance et cette perception ne semblait pas être entrée en ligne de compte dans la fixation de l'indemnité par le jury. Ainsi l'arrêt du 9 févr. 1859, bien qu'il ait posé en principe que la règle qui attribue à l'acquéreur les fruits à dater de la vente s'applique à l'expropriation, n'est pas contraire à l'opinion des auteurs, et nous croyons qu'il est toujours vrai de dire que les fruits civils et naturels de l'immeuble continuent à être perçus par le propriétaire exproprié jusqu'au jour du paiement de l'indemnité.

**223.** — III. EXERCICE DES ACTIONS RÉELLES. — L'expropriant, quoique la propriété de l'immeuble lui soit transférée libre des droits qui la grevaient, n'en est pas moins substitué à certaines obligations du propriétaire exproprié, notamment aux obligations qui dérivent de la mitoyenneté. En effet, une action réelle ne peut être dirigée que contre le propriétaire seul de l'objet litigieux, elle ne saurait l'être contre le possesseur. C'est ce qui a lieu, notamment, lorsqu'une action en réédification d'un mur mitoyen à frais commun est intentée, en vertu de l'art. 655, c. civ. Le demandeur ne peut s'adresser qu'à celui qui est réellement copropriétaire du mur, qui seul est tenu de contribuer à la réédification et qui seul a droit d'user de la faculté que lui accorde l'art. 656 c. civ. de s'affranchir de cette obligation en abandonnant la mitoyenneté du mur et la moitié du terrain sur lequel il est construit. Le simple possesseur, en effet, qui ne peut user de cette faculté d'abandon, ne saurait sans injustice être contraint à contribuer à la réédification. Aussi est-ce contre l'expropriant, après le jugement d'expropriation, l'exproprié fût-il resté en possession, que doit être dirigée l'action prévue par l'art. 655 c. civ. (Orléans, 13 nov. 1856, aff. Grandry, D. P. 57. 2. 76; Req. 31 janv. 1876, aff. Ville de Chambéry, D. P. 77. 1. 230).

**224.** Comme on l'a vu au *Rép.* n° 333, les actions réelles qui auraient pu être exercées sur l'immeuble ne peuvent plus l'être par les ayants droit, que sur l'indemnité qui en représente la valeur. Ceux-ci conservent, toutefois, le droit de se présenter devant le jury en se faisant connaître de l'expropriant dans les délais impartis par l'art. 21. — Mais l'art. 18 n'est applicable et les droits réels ne sont transférés sur l'indemnité qu'autant qu'il y a eu expropriation véritable, c'est-à-dire transfert de la propriété à l'Administration. Ainsi les droits réels qui peuvent exister sur un immeuble démoli par ordre de l'autorité militaire pour les besoins de la défense d'une place de guerre, ne sont pas transportés sur l'indemnité qui est accordée au propriétaire, alors d'ailleurs que l'Etat n'a acquis aucune des parties de l'immeuble, que le sol et les matériaux des constructions démolies sont restés au propriétaire (Req. 12 mars 1877, aff. Cunningham, D. P. 77. 1. 97).

**225.** De ce que les droits des réclamants sont transportés sur le prix de l'immeuble exproprié, il ne résulte pas que le prix soit, à tous égards, la représentation, la continuation de la chose, et participe de son caractère (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 187). C'est ainsi notamment que la prescription de dix ou vingt ans qui a commencé à courir sur l'immeuble, ne peut, après l'expropriation consommée, continuer à courir sur l'indemnité. Celle-ci, chose essentiellement mobilière, ne peut être la matière de la prescription de dix ou vingt ans exclusivement applicable aux biens immeubles, aux termes de l'art. 2265 c. civ. (Civ. rej. 19 juin 1854, aff. Pillaut-Débit, D. P. 54. 1. 242).

**226.** — IV. SERVITUDES. — Les droits de servitude existant sur l'immeuble sont, à titre de droits réels, au nombre de ceux qui sont transportés sur le prix, ou qui, pour mieux dire, se résolvent en un droit à indemnité, par l'effet du jugement d'expropriation, en faveur des ayants droit à la servitude qui ont été désignés par le propriétaire ou se sont fait connaître conformément à l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841 (V. *infra*, n° 244 et suiv.).

**227.** Le jugement d'expropriation produit cet effet même au cas où les servitudes auraient, depuis la réunion du terrain exproprié au domaine public, continué à se révéler par des signes apparents, tels que des fenêtres et des portes. Et il en est ainsi alors même que les droits de servitude appartiendraient au propriétaire exproprié lui-même; celui-ci, en conséquence, ne pourrait invoquer la destination du père de famille en faveur de telles servitudes, pour en faire prononcer le maintien à son profit, au possesseur, malgré

l'incorporation au domaine public du terrain grevé, et en conclure l'efficacité de la possession qu'il en a conservée (Trib. de Bayonne, 31 juill. 1866, aff. veuve Puyolle, D. P. 68. 1. 133).

**228.** Le jugement d'expropriation peut même avoir pour effet d'affranchir complètement d'une servitude de passage un immeuble qui n'est exproprié que pour partie, s'il résulte des faits particuliers de la cause que la partie expropriante, dans les conditions spéciales où ont été réglées les indemnités contradictoirement avec le propriétaire du fonds servant, a procédé dans le but et avec l'intention formelle d'éteindre la servitude de passage d'une manière intégrale et pour toute son étendue. Il en est spécialement ainsi quand le jury d'expropriation, en raison de ce que le fonds dominant et le reste du fonds servant ne devaient plus, par suite de l'emprise, être contigus, a tenu compte au propriétaire du premier fonds du préjudice que lui causait la privation totale de son droit de passage, et a diminué d'une manière corrélatrice l'indemnité due au propriétaire du fonds servant exproprié pour partie, en considération de l'avantage que lui procurait l'affranchissement complet du reste de son immeuble; et ce dernier propriétaire, en invoquant, contre la revendication de servitude ultérieurement élevée par le maître de l'ancien fonds dominant, l'expropriation dont il s'agit, comme ayant dégrevé complètement et définitivement son immeuble, se prévaut d'un droit qui lui est propre, et qui est opposable à son adversaire, lorsque celui-ci a été lui-même partie à ladite expropriation (Req. 18 janv. 1866, aff. Lecarpentier, D. P. 86. 1. 57).

**229.** C'est à l'autorité judiciaire, et non à l'autorité administrative, qu'il appartient de prononcer sur l'existence des servitudes dont la suppression résulterait de l'exécution de travaux faits après expropriation ou cession amiable de terrains, et de statuer sur la demande d'indemnité formée à raison de cette suppression (Cons. d'Et. 13 janv. 1859, aff. D. P. 59. 5. 175). Cette suppression elle-même est une conséquence directe de l'expropriation de l'immeuble, et il n'est pas nécessaire que le jugement d'expropriation en fasse une mention expresse et spéciale (Civ. rej. 9 févr. 1863, aff. Barenne-Delcambe, D. P. 63. 1. 254).

**230. — V. HYPOTHÈQUES. —** La purge des privilèges et hypothèques qui greveraient le fonds exproprié au moment de l'expropriation, réglée par l'art. 16 de la loi du 3 mai 1841 (Rép. n° 337), n'a pas été modifiée par la loi du 23 mars 1855. Les effets du jugement d'expropriation restent tels qu'ils ont été déterminés par cette dernière loi, c'est-à-dire qu'il transmet définitivement la propriété à l'expropriant. Si donc l'exproprié vendait l'immeuble à un tiers postérieurement au jugement d'expropriation, et que le tiers fit transcrire son contrat, avant la transcription prescrite par l'art. 16, cette transcription resterait sans effet vis-à-vis de l'expropriant, qui n'aurait pas à recommencer l'expropriation à l'égard du nouvel acquéreur. La transcription de la vente ne pourrait transférer que le droit à l'indemnité et non la propriété (Delalleau et Jousselin, t. 1, n° 287; Crépon, art. 18, n° 3; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 178-179).

**231.** On a vu au Rép. n° 341 qu'aux termes de l'art. 16, le jugement d'expropriation doit être transcrit au bureau des hypothèques immédiatement après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 15. En effet, la transcription est le point de départ du délai pendant lequel les créanciers sont admis à faire inscrire leurs privilèges et hypothèques; il est, par conséquent, logique qu'elle n'ait lieu qu'après l'accomplissement des formalités de l'art. 15 qui sont destinées à avertir les intéressés et à les mettre en demeure de faire valoir leurs droits (Crépon, art. 16, n° 4; Circulaires du ministre des travaux publics du 26 mars 1853 et du ministre de l'intérieur, du 30 mars 1853, rapportées par Delalleau, t. 1, p. 200 et suiv.).

**232.** Aux termes de l'art. 17 de la loi du 3 mai 1841, les privilèges et les hypothèques conventionnelles, judiciaires ou légales, doivent être inscrits dans la quinzaine de la transcription du jugement d'expropriation. Aucune différence n'est faite au profit des hypothèques légales, ce qui constitue une importante dérogation aux règles ordinaires (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 178). On a exposé les motifs de cette dérogation au Rép. n° 345.

**233.** La jurisprudence ne semble pas confirmer l'opinion émise au Rép. n° 351 sur le point de savoir si les tribunaux peuvent faire reporter sur d'autres fonds l'hypothèque dont est grevé l'immeuble exproprié. Un arrêt de la cour de Paris du 13 févr. 1858, aff. Gassion, D. P. 58. 2. 57) s'est fondé, pour refuser ce pouvoir aux tribunaux, sur les caractères de l'indemnité. Celle-ci étant un véritable prix de vente sur lequel les créanciers hypothécaires ont le droit d'exercer leurs hypothèques, comme sur tout autre prix, elle en a conclu que l'expropriation pour cause d'utilité publique a, vis-à-vis des créanciers inscrits sur l'immeuble exproprié, tous les effets d'une vente ordinaire. On ne saurait appliquer à cette hypothèse les dispositions de l'art. 2131 c. civ., car il ne s'agit ni de la perte de l'immeuble, ni d'une diminution de sûretés, mais seulement d'un droit hypothécaire qui a produit tout son effet légal. Il en résulte que, si le débiteur dont l'immeuble est exproprié pour cause d'utilité publique offrait à son créancier une autre hypothèque, ces offres resteraient sans effet. Si elles n'étaient acceptées, le juge ne pourrait suppléer au défaut de consentement de l'une des parties (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 184).

**234.** Les traités amiables produisent les mêmes effets que le jugement d'expropriation (*supra*, n° 96 et suiv.), soit qu'ils portent à la fois sur la cession ou sur le prix, soit sur la cession seulement, lorsqu'ils sont précédés d'une déclaration régulière d'utilité publique; (Paris, 27 août 1864, aff. Simon, D. P. 64. 5. 167). Ils sont soumis aux règles édictées par les art. 15, 16, 17 et 18 de la loi du 3 mai 1841 (Rép. n° 352). Ils sont publiés par extrait (Rép. n° 355); il suffit que cet extrait contienne tout ce que les tiers ont intérêt à connaître. Aussi plusieurs contrats peuvent-ils être réunis dans un même extrait pour une même publication et une même insertion. Le contrat est ensuite transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de l'arrondissement où sont situés les biens.

**235.** La transcription du contrat a pour effet de dessaisir irrévocablement le propriétaire et d'anéantir tout droit de suite de la part des créanciers inscrits, qui peuvent seulement le faire valoir sur le prix. Les inscriptions hypothécaires ont donc produit tous les effets légaux dont elles sont susceptibles et, par conséquent, le renouvellement décennal de ces inscriptions est devenu sans objet (Civ. cass. 30 janv. 1865, aff. Caisse des consignations, D. P. 65. 1. 75). Par suite, la caisse des consignations, lorsqu'elle est dépositaire du prix de la vente, ne peut être contrainte à s'en dessaisir au préjudice et sans le consentement des créanciers inscrits, sous prétexte que, faute d'avoir renouvelé leurs inscriptions dans le délai légal, ils auraient perdu tout droit sur les deniers déposés (Même arrêt).

**236.** Les créanciers doivent, comme au cas de transcription du jugement d'expropriation, faire inscrire leurs privilèges et hypothèques dans la quinzaine de la transcription du traité, et la loi du 23 mars 1855 ne s'appliquant pas en matière d'expropriation, ce n'est, malgré l'art. 6 de cette loi, qu'à l'expiration de ce délai que doit être délivré le certificat du conservateur (Rép. n° 358) donnant l'état des inscriptions existantes ou attestant l'absence d'inscriptions (Instr. adm. enreg. du 15 nov. 1856, n° 2086). — Cette dernière règle est, d'ailleurs, applicable au cas où c'est le jugement d'expropriation qui a été transcrit, puisque le délai pour l'inscription des hypothèques est le même dans les deux cas.

**237.** La jurisprudence a confirmé l'opinion que nous avons adoptée au Rép. n° 357 et considère l'art. 2108 c. civ. comme inapplicable en matière d'expropriation. Cette règle a été consacrée par deux arrêts de la cour de cassation dont l'un (Civ. rej. 13 janv. 1847, aff. Conservateur des hypothèques de Corbeil, D. P. 47. 1. 71) a rejeté un pourvoi formé contre l'arrêt de la cour de Paris du 25 mai 1844 (Rép. n° 357).

Cette solution ne paraît pas contestable. La matière, en effet, est soumise à une législation spéciale qui, dans son ensemble, a pour objet, tout en sauvegardant les droits du propriétaire dépossédé, d'imprimer une plus grande rapidité à la procédure en la simplifiant, et d'économiser les frais. Or, si l'art. 16 de la loi de 1841 a ordonné, conformément à l'art. 2181 c. civ., la transcription du jugement d'expropriation, pour conserver les droits des tiers, tout en pur-



geant les immeubles des privilèges et hypothèques dont ils pouvaient être grevés, il n'a fait aucune mention de l'art. 2108 ni de l'inscription d'office prescrite par cet article, et ce silence est évidemment intentionnel. Exiger l'inscription d'office pour chacune des parcelles de terrains comprises dans une expropriation, ce serait multiplier les formalités et donner lieu à des frais considérables, contrairement au système de simplification et d'économie que la loi du 3 mai 1841 s'est efforcé d'établir, et cela sans utilité réelle, puisque, aux termes de l'art. 53 de la loi du 3 mai 1841, le vendeur peut exiger le paiement ou la consignation du prix préalablement à la prise de possession. — Jugé, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de prendre au nom du propriétaire exproprié l'inscription d'office du privilège du vendeur, et que la radiation de cette inscription peut être exigée par la compagnie au profit de laquelle l'expropriation pour cause d'utilité publique a été prononcée, comme subrogée aux droits de l'Etat (Req. 5 avr. 1854, aff. Conservateur des hypothèques de Mâcon, D. P. 54. 1. 311).

**238.** La loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire n'étant pas applicable à l'expropriation pour cause d'utilité publique, il en résulte que cette loi n'a pas abrogé la disposition du paragraphe 2 de l'art. 19 de la loi du 3 mai 1841 (Rép. n° 364 et suiv.), qui autorise l'Administration à se dispenser de transcrire les actes d'acquisition et de purger les hypothèques, lorsque le prix d'acquisition ne s'élève pas au-dessus de 500 fr. (Avis Cons. d'Et. 31 mars 1869, D. P. 70. 3. 112).

**239.** Une ordonnance du 18 avr. 1842 (Rép. v° *Privilèges et hypothèques*, n° 2051) avait autorisé les communes, avec l'approbation du préfet, à ne pas remplir les formalités de la purge des hypothèques pour les acquisitions amiables d'immeubles, lorsque le prix n'excéderait pas 100 fr. Un certain nombre de conseils généraux et de préfets signalaient l'insuffisance de cette autorisation, qui avait l'inconvénient d'obliger les communes à supporter les frais et à subir les lenteurs de la purge dans beaucoup de cas où elles n'y avaient pas un intérêt réel, soit parce que les frais de la purge atteignaient souvent le même chiffre que le prix d'acquisition, soit parce que la solvabilité du vendeur ou l'origine de la propriété rendaient cette formalité superflue. Un décret du 14 juill. 1866 (D. P. 66. 4. 139) a élevé la limite imposée aux communes au chiffre même du paragraphe 2 de l'art. 19, soit à 500 fr. L'exercice du droit qui est ainsi conféré aux communes n'est pas subordonné à la production préalable d'un certificat négatif d'inscription hypothécaire (Avis précité Cons. d'Et. 31 mars 1869). Le conseil d'Etat a pensé qu'exiger la production d'un tel certificat serait décider implicitement que l'application du décret de 1866 serait restreinte au cas où il n'y aurait pas d'hypothèques inscrites; qu'une telle interprétation aurait pour conséquence d'établir, en dehors des termes du décret, une distinction arbitraire entre la dispense de la purge des hypothèques inscrites et celle des hypothèques non inscrites; que l'existence d'hypothèques occultes fait courir aux communes autant et même plus de risques que celle d'hypothèques inscrites; qu'il n'y a donc pas lieu de distinguer là où le décret n'a pas distingué et où il n'y a aucune raison de le faire.

**240.** Il résulte du même avis du 31 mars 1869 que les hospices et autres établissements de bienfaisance, bien que leur administration soit unie par des liens étroits à celle des communes, ne jouissent pas, comme ces dernières, de la faculté de ne pas remplir les formalités de purge des hypothèques et de transcription de leurs acquisitions d'immeubles dans les cas et sous les conditions indiquées par le décret du 14 juill. 1866, qui n'en fait pas mention et au silence duquel il ne saurait être suppléé.

#### SECT. 4. — DE L'EXPROPRIATION POURSUIVIE A LA REQUÊTE DU PROPRIÉTAIRE (Rép. n° 369 à 372).

**241.** On a vu au Rép. n° 369 que le paragraphe 2 de l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841, autorise le propriétaire à présenter requête au tribunal afin de faire prononcer l'expropriation si, dans l'année de l'arrêt de cessibilité, l'Administration ne l'a pas elle-même poursuivie. C'est donc l'arrêt de cessibilité qui fait courir le délai d'une année à l'expiration duquel le propriétaire peut poursuivre lui-

même l'expropriation. — Il en serait ainsi encore bien que l'acte déclaratif de l'utilité publique aurait lui-même désigné les propriétés à acquérir. Aussi, comme on l'a vu *supra* n° 63, cet arrêt est-il toujours nécessaire et doit-il être pris alors même que la désignation des propriétés est faite par l'acte déclarant l'utilité publique (Civ. rej. 2 mars 1857, aff. Garreau, D. P. 57. 1. 127). Le demandeur en cassation, dans l'affaire sur laquelle a statué cet arrêt, avait nié la nécessité de l'arrêt de cessibilité et prétendu que, dès l'instant où la désignation des propriétés était insérée dans le décret ou la loi autorisant les travaux, c'était à partir de la promulgation de cette loi ou de ce décret que devait courir le délai du paragraphe 2 de l'art. 14. Il invoquait la dépréciation que subirait une propriété, l'impossibilité pour le propriétaire d'en tirer parti, alors qu'elle serait expressément désignée comme comprise dans l'expropriation. Ces considérations ont sans doute leur valeur; mais comme le dit avec raison M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 147, elle s'adressent au législateur et ne peuvent agir sur l'esprit du juge en présence d'un texte aussi précis que le paragraphe 2 de l'art. 14.

**242.** Le droit de poursuivre l'expropriation n'appartient qu'au propriétaire seul; à la différence de ce qui a lieu pour le règlement de l'indemnité (V. *infra*, n° 794), l'expropriation ne peut être requise par les locataires et autres intéressés (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 148; Crépon, art. 14, n° 118).

**243.** La procédure qui doit être suivie dans le cas prévu par l'art. 14, § 2, a été suffisamment exposée au Rép. n° 370 et suiv.

#### CHAP. 7. — Règlement de l'indemnité (Rép. n° 373 à 689).

##### SECT. 1<sup>re</sup>. — INDICATION DES DIVERS AYANTS DROIT (Rép. n° 374 à 390).

**244.** Le propriétaire auquel l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841 impose l'obligation d'appeler et de faire connaître à l'Administration les fermiers, locataires et autres intéressés énumérés dans le premier paragraphe de l'art. 21 (Rép. n° 374) est celui contre qui le jugement d'expropriation a été prononcé et à qui il a été notifié conformément à l'art. 15 de la loi; en d'autres termes, c'est le propriétaire inscrit à la matrice des rôles, alors même qu'il aurait vendu son immeuble avant l'expropriation, si à ce moment il était encore inscrit à ladite matrice. Il aurait, il est vrai, le droit d'exercer un recours en garantie contre son acquéreur, surtout si celui-ci était le concessionnaire des travaux (Req. 29 déc. 1873, aff. Hunebelle, D. P. 74. 1. 195).

**245.** L'obligation imposée au propriétaire est générale; elle incombe au propriétaire quel qu'il soit: particulier, commune, département, etc. Ainsi, lorsque l'expropriation porte sur un terrain communal qui avait été loué à un particulier, le maire est tenu de dénoncer ce locataire à l'Administration dans le délai imparti par l'art. 21. A défaut de dénonciation la commune serait tenue envers le locataire de l'indemnité spéciale que, sans la négligence du maire, l'Administration aurait dû lui payer (Dijon 30 janv. 1867, aff. Dormoy, D. P. 67. 2. 68).

**246.** Sauf l'exception qui résulte à l'égard de l'usufruitier de l'art. 22 de la loi du 3 mai 1841 (V. *infra*, n° 2), l'obligation de dénoncer à l'Administration les locataires, fermiers et autres ayants droit, n'est imposée qu'au seul propriétaire. Elle ne saurait être étendue par analogie aux autres détenteurs de l'immeuble. Le principal locataire, notamment, n'a pas à dénoncer à l'expropriant ses sous-locataires. Il ne pourrait, d'ailleurs, la plupart du temps, faire cette dénonciation dans les conditions légales, car il lui faudrait y procéder dans les délais de l'art. 21, alors que ce délai est le plus souvent expiré quand il est lui-même interpellé et mis en demeure par les offres de l'expropriant. Sans doute, il peut indiquer à l'Administration les sous-locations qu'il a consenties; et il doit même, d'après les principes du contrat de louage, avertir à ce moment les sous-locataires, pour les mettre en mesure d'intervenir personnellement et, toutes choses étant encore entières, de faire valoir leurs droits. S'il négligeait de le faire, il pourrait être

déclaré responsable, vis-à-vis des sous-locataires, de la perte de leur indemnité; mais ce serait uniquement en vertu des principes du contrat de louage, et non parce qu'il ne les aurait pas fait connaître à l'Administration dans les délais impartis au propriétaire par l'art. 21 (Lyon, 12 mars 1857, aff. Riveron, D. P. 58. 2. 18, et sur pourvoi, Civ. rej. 20 avr. 1859, D. P. 59. 1. 166).

**247. — I. INTÉRESSÉS QUE LE PROPRIÉTAIRE EST TENU DE DÉNONCER.** — Le propriétaire n'est tenu de dénoncer à l'expropriant que les seuls ayants droit énoncés dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21, à l'exclusion de ceux qui ne sont pas compris dans l'énumération de ce paragraphe. Il n'est obligé notamment de faire connaître ni les sous-locataires (V. *infra*, n° 262), ni les usagers dont les droits ne sont pas régés par le code civil (Rép. n° 375; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 259), ni ceux qui ont sur l'immeuble des droits de servitude, ne dérivant pas soit de ses propres titres, soit d'actes dans lesquels il serait intervenu (Rép. n° 376). Les personnes qui prétendent avoir sur l'immeuble des servitudes ou autres droits réels qui ne sont mentionnés que dans leurs propres titres ont à se faire connaître elles-mêmes, sous peine de déchéance, dans le délai de huitaine qui leur est imparté par le paragraphe 2 de l'art. 21 (Req. 25 janv. 1859, aff. Belle et Doazan, D. P. 59. 1. 407; Civ. cass. g. déc. 1868, aff. de Belloc, D. P. 69. 1. 112; Bordeaux, 5 mai 1882) (1). Le propriétaire n'est pas obligé de dénoncer une servitude ainsi constatée, alors même qu'il en connaîtrait l'existence. A plus forte raison n'aurait-il pas à faire connaître ceux dont les droits sur l'immeuble résulteraient d'actes passés avec les anciens propriétaires, sans qu'il en ait été fait mention dans ses actes, ou qui auraient été acquis par prescription (Crépon, art. 21, n° 10).

**248.** Le propriétaire ne serait pas tenu non plus de faire connaître à l'Administration son copropriétaire par indivis, au cas où l'immeuble ne lui appartiendrait qu'en partie, (Trib. civ. de la Seine, 25 juin 1868, aff. Héritiers Villariot, *Gaz. des trib.* du 28 juin 1868); ... Ni un propriétaire voisin dont la maison se trouverait tellement enchevêtrée dans la sienne que la démolition de la maison expropriée devrait entraîner la destruction d'une partie de la propriété du voisin (Rouen, 11 avr. 1863, aff. Dubosc, *Gaz. des trib.* du 11 avr. 1863).

**249.** Le propriétaire devrait-il dénoncer à l'expropriant, conformément aux dispositions de l'art. 21, § 1<sup>er</sup>, le cessionnaire d'un droit de pêche; ou bien ce cessionnaire rentre-t-il dans la catégorie des *autres intéressés* qui, aux termes du paragraphe 2 du même article, sont mis en demeure par l'avertissement énoncé en l'art. 6 de faire valoir eux-mêmes leurs droits? La question est assez délicate.

Un arrêt de la cour de Besançon du 17 déc. 1881 (aff. Bourdin et cons., D. P. 82. 2. 234), avait considéré les cessionnaires d'un droit de pêche comme n'étant ni fermiers, ni locataires, ni usufructiers, ni usagers, ni possesseurs d'une servitude, et, dès lors, comme ne pouvant être compris parmi les ayants droit dont le propriétaire exproprié, aux termes de l'art. 21, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 mai 1841, est tenu de faire connaître les noms à l'expropriant. Dès lors, ces cessionnaires, étant seulement au nombre des *autres*

*parties intéressées* qui doivent se faire connaître elle-mêmes à l'Administration, seraient déchus de tout droit à indemnité, tant à l'égard de l'expropriant qu'à l'égard de l'exproprié, s'ils négligeaient de faire valoir leur droit dans le délai légal. Cette décision reposait sur cette idée que la concession faite par les propriétaires riverains constitue une véritable vente ayant eu pour effet, soit de transmettre un droit de propriété sur le cours d'eau et sur son lit, soit de séparer du fonds dominant dont elle était l'accessoire, une servitude grevant le cours d'eau.

Mais cette qualification donnée au contrat reposait sur la méconnaissance des caractères légaux du droit de pêche. Ce droit constitue, au profit du propriétaire riverain, « une servitude sur le cours d'eau qui, considéré en lui-même, est chose *nullius*; la propriété riveraine est le fonds dominant et le cours d'eau est le fonds asservi; dans ce cas, le droit de pêche n'est pas inaliénable, en ce sens qu'il suit le sort du fonds riverain; mais il ne peut être aliéné seul et sans le fonds auquel il est attaché » (Rép. v° *Pêche fluviale*, n° 13; Proudhon, *Domaine public*, n° 373; Demolombe, *Servitudes*, t. 2, n° 686. — *Contrà* : Daviel, *Cours d'eau*, n° 931). On ne saurait donc voir dans la concession du droit de pêche une vente d'un véritable droit de propriété, ni d'une servitude réelle, distincte de la propriété, mais simplement une concession à prix d'argent de la jouissance d'un droit qui reste un des attributs de la propriété du fonds (Proudhon, *loc. cit.*). Par suite, que le droit dont il s'agit constitue un droit d'usufruit, d'usage, ou un droit personnel comme celui du fermier, le concessionnaire de ce droit ne rentre pas moins dans la catégorie des personnes que le propriétaire exproprié est tenu de faire connaître à l'expropriant. Les caractères principaux du contrat de louage se retrouvent, en outre, dans cette concession, bien qu'elle ne soit pas faite pour une durée déterminée. Que la concession soit faite par l'Etat pour les cours d'eau navigables et flottables, ou qu'elle émane pour les autres cours d'eau d'un propriétaire riverain, elle constitue un véritable bail; aussi la désigne-t-on, dans la pratique, sous le nom d'*amodiation* et le concessionnaire est-il généralement qualifié de *fermier* de la pêche. C'est ce que la cour de cassation a reconnu, en cassant l'arrêt de la cour de Besançon : « Attendu, a-t-elle dit, que devant la cour d'appel, la jouissance du droit de pêche était l'objet exclusif des conclusions prises par les demandeurs, et qu'elle ne pouvait faire la matière que d'une cession temporaire, puisque le droit, en soi, est une dépendance indivisible des fonds riverains, et ne saurait, par suite, être aliéné à perpétuité, distinctement et séparément de ce fonds; qu'il ressort de là que la convention intervenue entre les parties, constituait, non une vente, mais un contrat de bail; qu'à ce titre, le propriétaire exproprié devait le dénoncer à l'expropriant, et, en même temps, appeler son cessionnaire ou ses représentants dans l'instance (Civ. cass. 30 mars 1885, aff. Bourgeois, D. P. 85. 1. 348).

**250.** Le propriétaire reste-t-il tenu de dénoncer les intéressés désignés au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21, lorsqu'il est certain qu'ils sont connus à l'avance de l'Administration? La question est diversement résolue. Suivant plusieurs auteurs (Crépon, art. 21, n° 26; Delalleau et Jousset, t. 1, p. 326;

(1) (Garigou C. Magnanou.) — La cour; — Attendu qu'aux termes de l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, le propriétaire exproprié n'est tenu d'appeler ceux qui peuvent avoir des servitudes sur l'immeuble exproprié qu'autant que ces servitudes résultent de ses titres mêmes de propriété, ou des actes dans lesquels ils seraient intervenus; — Attendu que le sens de la loi est clair; que l'obligation imposée au propriétaire exproprié est subordonnée à cette condition, qu'il a eu une connaissance certaine de l'existence de la servitude, par des titres, dans lesquels il a été partie et dont il n'a pu, par suite, ignorer les dispositions; que cette pensée du législateur se dégage très nettement des expressions dont il s'est servi; qu'il place, en effet, sur la même ligne, les titres de propriété et les actes dans lesquels le propriétaire serait intervenu, ce qui indique bien qu'il ne s'agit ici que d'actes auxquels celui-ci a personnellement concouru; qu'ainsi, ce serait méconnaître à la fois le texte et l'esprit de la loi que de donner une portée plus générale aux termes qu'elle a employés, et de comprendre, parmi les titres de propriété dont elle parle, les actes qui ont pu être faits avec les anciens propriétaires; — Attendu qu'il est constant en fait, dans l'espèce, que les actes de vente des 22 avr., 21 oct., et

29 nov. 1866, qui sont les seuls titres de propriété de Magnanou, dans lesquels il ait été partie, ne font nullement mention d'une servitude de passage existant, au profit de Garigou, sur le terrain qui a été exproprié; qu'il suit de là que, la réclamation de ce dernier est sans fondement; que, suivant le paragraphe 2 de l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, il devait se faire connaître lui-même de l'Administration et faire valoir ses droits à une indemnité s'il y avait lieu; que s'il n'a pas observé les prescriptions de la loi, il ne peut imputer qu'à sa propre négligence le préjudice qu'il prétend éprouver; — Attendu, en ce qui a trait à l'offre de preuve produite pour la première fois devant la cour, que toutes les circonstances de la cause démontrent l'inexactitude du fait articulé; que, d'ailleurs, en le supposant prouvé, il n'en résulterait nullement que le jury a pris en considération une demande en dommages-intérêts que ne formulait pas encore Garigou dans le règlement de l'indemnité qui a été allouée à Magnanou; — Par ces motifs; — Sans s'arrêter à l'offre de preuve qui est rejetée comme invraisemblable et non concluante; — Confirme.

Du 5 mai 1882.-C. Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Beylot, pr.-Labroquère, av. gén.-Archambault et Chenou, av.

Perrony et Delamarre, n° 283), dès que la connaissance certaine des intéressés est parvenue à l'Administration, par quelque voie que ce soit, le propriétaire est libéré de toute responsabilité. Il en serait ainsi, notamment, à l'égard du fermier ou locataire auxquels l'expropriant aurait fait la notification prescrite par l'art. 15, à défaut d'élection de domicile par le propriétaire, en leur donnant leur qualité (Paris, 21 mai 1890, aff. Payard, D. P. 91. 2. 12).

Suivant une autre opinion, le propriétaire resterait tenu de les dénoncer, si l'Administration n'avait connu les intéressés que par ses propres investigations; car si, en pareil cas, l'Administration est informée de leur existence, il ne s'ensuivrait pas qu'elle connût leurs prétentions à une indemnité spéciale. — Dans tous les cas, lorsqu'il résulte des circonstances que l'Administration a une connaissance certaine de l'existence des intéressés et de leurs prétentions, nous croyons, avec l'arrêt précité du 21 mai 1890, que l'Administration ne peut opposer à l'intéressé le défaut de dénonciation par le propriétaire ou se prévaloir de ce qu'il ne se serait pas fait connaître lui-même et se dispenser de lui notifier des offres.

**251.** L'obligation imposée au propriétaire par l'art. 21 est remplie lorsqu'il a dénoncé à l'Administration le fermier, locataire, usufruitier, etc. Il n'est nullement obligé, au moins lorsqu'il ne poursuit pas lui-même l'expropriation, comme il le peut dans le cas prévu par l'art. 14, § 2, de les appeler devant le jury (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 250; Crépon, art. 21, n° 21). En d'autres termes, les expressions *appeler et faire connaître*, employées par l'art. 21, ne doivent pas être entendues cumulativement (Rép. n° 378). Toutefois, l'opinion contraire a encore été soutenue, depuis la publication du *Répertoire*, par M. Sévin (*Revue critique*, 1859).

**252.** Le silence du propriétaire n'a pas pour effet de priver les fermiers, locataires et autres intéressés dont la dénonciation lui incombe, aux termes du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21, du droit de réclamer une indemnité devant le jury. Ils peuvent se faire connaître de l'Administration expropriante, et intervenir devant le jury si l'expropriant ne leur faisait pas d'offres et s'abstenait de les citer (V. Rép. n° 377 et *infra*, n° 278; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 252).

Mais le propriétaire qui a négligé de les dénoncer en temps utile à l'expropriant reste seul chargé envers eux des indemnités auxquelles l'expropriation peut donner naissance en leur faveur (Rép. n° 379). Sa responsabilité est la conséquence d'une faute et s'exerce dans les conditions du droit commun, conformément à l'art. 1382. La contestation qui s'engage entre le propriétaire et l'ayant droit, dont il n'a pas dénoncé l'existence alors que ce dernier était du nombre de ceux que désigne le premier paragraphe de l'art. 21, est, comme le remarque M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 256, « tout à fait étrangère à l'Administration et à ses concessionnaires, la loi de l'expropriation n'est plus applicable ni la juridiction qu'elle organise ». La connaissance de ce débat appartient donc au tribunal civil, à l'exclusion du jury (Req. 29 déc. 1873, aff. Hunebelle, D. P. 74. 1. 195).

**253.** Le principe d'après lequel le débat entre le propriétaire et l'ayant droit omis est étranger à l'expropriation a encore cette conséquence que le propriétaire ne peut opposer à la réclamation du locataire les fins de non-recevoir que l'expropriant aurait pu faire valoir contre ce même

locataire. Spécialement, à supposer que le locataire ne pût obtenir une indemnité qu'autant que son bail aurait date certaine (V. *infra*, n° 641), le propriétaire ne pourrait soutenir que le bail invoqué, et dont il ne nierait pas d'ailleurs l'existence, n'aurait pas date certaine à l'égard des tiers (Lyon, 20 mars 1855, aff. Prouel, D. P. 56. 5. 206).

**254.** La faute que commet le propriétaire en ne dénonçant pas son locataire ou tout autre ayant droit visé par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21 ne serait pas couverte par l'intervention de celui-ci devant le jury, si cette intervention était rejetée comme tardive. C'est même en cette hypothèse que la faute du propriétaire engage le plus sa responsabilité, puisque c'est au silence du propriétaire, qui a empêché l'ayant droit d'agir en temps utile, que doit être attribué le rejet de l'intervention de ce dernier (Req. 24 avr. 1866, aff. Vaudoré, D. P. 66. 5. 212).

**255.** La responsabilité du propriétaire est, au contraire, pleinement dégagée lorsqu'il a fait à l'Administration la dénonciation prescrite par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21. Cette dénonciation a pour effet de séparer complètement ses intérêts de ceux des divers ayants droits dénoncés et de le décharger de toute responsabilité vis-à-vis d'eux, à raison de l'expropriation (Civ. cass. 21 août 1877, aff. Jacquier, D. P. 80. 5. 192). Aussi le propriétaire serait-il sans intérêt et, par conséquent, ne serait-il pas recevable à se plaindre de ce qu'aucune indemnité n'aurait été accordée par le jury à un ayant droit visé par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21 (Civ. rej. 17 juill. 1844, Rép. n° 379; 14 mars 1882) (1).

**256.** Le défaut de dénonciation à l'expropriant n'engage, d'ailleurs, la responsabilité du propriétaire que s'il s'agit d'un ayant droit qui rentre dans les catégories visées par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21. Il n'a, à l'égard des autres intéressés, dont parle le paragraphe 2 du même article, aucune obligation semblable (V. *supra*, n° 247) et ne saurait, par conséquent, être responsable à aucun titre de leur intervention tardive devant le jury (V. *infra*, n° 274).

**257.** Les obligations que le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21 impose aux propriétaires, sont, comme on l'a vu au Rép. n° 381, étendues par l'art. 22 aux usufruitiers. Ceux-ci sont, comme le propriétaire lui-même, responsables envers les ayants droit qui tiennent d'eux leurs droits sur l'immeuble. Mais ils n'encourent aucune responsabilité vis-à-vis de ceux dont les droits seraient antérieurs à leur usufruit et distincts de cet usufruit; spécialement les droits d'usage et d'habitation qui n'auraient pas été conférés par l'usufruitier et qui n'auraient à son égard, d'autre effet que de restreindre l'étendue de ses droits, ou encore les droits de servitude qui, tenant au fonds et devant le suivre indépendamment de la jouissance de l'usufruitier, rentrent dans la catégorie des droits dont la dénonciation incombe au propriétaire lui-même (Crépon, art. 22, n° 4 et suiv.).

**258. — II. INTÉRESSÉS QUE LE PROPRIÉTAIRE N'EST PAS TENU DE DÉNONCER.** — On a donné au Rép. n° 382 et suiv. quelques indications sur ce que l'on doit entendre par les *autres intéressés* auxquels le paragraphe 2 de l'art. 11 reconnaît la faculté d'agir personnellement. La jurisprudence range dans cette catégorie un nombre considérable d'ayants droit, la généralité des termes de l'art. 21 laissant à cet égard toute latitude. Cette disposition est, en somme, applicable à tous ceux qui sont atteints, par le fait de l'expropriation, d'un dommage matériel et direct à raison de la privation des droits réels qu'ils ont sur l'immeuble, et qui ne sont pas

(1) (Pelon C. Préfet du Gard.) — LA COUR; — Sur le premier moyen de cassation : ...

Sur le deuxième moyen : — Attendu que l'ordonnance rendue dans la cause par le magistrat directeur commence par déclarer exécutoire la décision du jury d'expropriation, en expliquant que cette décision fixe l'indemnité accordée audit M. Pelon à la somme de 3000 fr.; qu'en outre, et par une disposition distincte de la précédente, ladite ordonnance donne acte à l'Administration de l'engagement qu'elle a pris, et que constate en effet le procès-verbal des débats, de reconstruire à ses frais le bassin et le canal d'irrigation existant dans la propriété, ou bien de payer audit Pelon une somme de 646 fr. 90 cent., montant de l'évaluation desdits travaux, s'il préfère les faire exécuter lui-même; — Attendu que ce *donné acte* étant complètement étranger à la fixation de l'indemnité, telle qu'elle a lieu de la part du jury, il n'en résulte, contrairement à l'assertion du pourvoi, aucune contradiction, sous le rapport du chiffre de l'indemnité, entre la

décision du jury et l'ordonnance d'envoi en possession; qu'ainsi le moyen n'est pas justifié;

Sur le troisième moyen : — Attendu que, d'après l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, et dans un délai que cet article détermine, le propriétaire est tenu d'appeler et de faire connaître à l'Administration les fermiers ou locataires des immeubles soumis à l'expropriation, et que c'est seulement en cas d'omission de cette formalité que le propriétaire reste chargé envers les fermiers ou locataires des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer; — Attendu que la demanderesse ayant, dans le délai de la loi, fait connaître au préfet du Gard que les immeubles de l'espèce étaient occupés par M. Pierre Dupont, en qualité de fermier, sa responsabilité vis-à-vis de ce dernier se trouve légalement couverte; qu'elle est donc sans intérêt, et, par suite, sans qualité pour se plaindre de ce qu'aucune indemnité n'aurait été allouée audit Dupont; — Rejette, etc.

Du 14 mars 1882. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Merville, rap. — Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén. — c. conf. — Pérouse, av.

compris parmi les intéressés que le propriétaire doit dénoncer. Ces personnes sont frappées de déchéance lorsqu'elles ne se sont pas fait connaître dans le délai qui leur est imparté par l'art. 21.

**259.** Il faut placer au premier rang des intéressés ceux qui se prétendent propriétaires de l'immeuble objet de l'expropriation (*Rép.* n° 382), alors qu'ils ne sont pas désignés par la matrice cadastrale (Civ. cass. 15 juin 1858, aff. Pallix, D. P. 58. 1. 324; Civ. cass. 15 mars 1865, aff. Delais, D. P. 65. 5. 185). On doit y comprendre également celui qui est devenu acquéreur de l'immeuble depuis que la procédure d'expropriation est commencée (Civ. cass. 17 juin 1868, aff. Lacarrière, D. P. 68. 1. 326);... celui qui prétendrait exercer sur l'immeuble une action en revendication (Civ. cass. 10 juill. 1850, aff. Préfet de la Seine C. Finot, cité par Crépon, art. 21, n° 50);... celui qui soutiendrait qu'il y a erreur dans l'indication des prénoms de l'un des copropriétaires indivis de l'immeuble et que la désignation qui a été faite lui est, en réalité, applicable à lui-même (Civ. rej. 27 janv. 1869, aff. Andrac, D. P. 69. 1. 243).

**260.** A côté des personnes qui invoquent un droit de propriété sur l'immeuble, se placent celles qui prétendent des droits de servitude, lorsque ces droits ne sont mentionnés ni dans les titres du propriétaire exproprié, ni dans aucun acte où il ait été partie et ne se trouvent énoncés que dans leurs propres titres (Req. 25 janv. 1859, aff. Belle et Doazan, D. P. 59. 1. 407; Civ. cass. 8 déc. 1868, aff. de Belloc, D. P. 69. 1. 112. V. *suprà*, n° 247). Le second paragraphe de l'art. 21 a été déclaré applicable, notamment, aux propriétaires riverains d'une rue dont le sol est en partie exproprié pour la construction d'un chemin de fer et qui se plaignent que le rétrécissement de la voie leur cause un dommage (Cons. d'Et. 14 févr. 1861, aff. Chemin de fer du Midi, D. P. 61. 3. 65).

**261.** Mais, en cette matière, la distinction est des plus délicates entre les dommages dérivant de l'expropriation et ceux qui ont leur source dans les travaux exécutés à la suite de l'expropriation, et qui sont de la compétence de la juridiction administrative (V. *suprà*, n° 28 et suiv.). Ainsi on ne compte pas au nombre des intéressés admis à intervenir devant le jury le propriétaire d'un immeuble voisin de celui qui est exproprié et qui demande une indemnité à raison du préjudice que lui cause le travail en vue duquel l'expropriation a été prononcée (Civ. rej. 21 avr. 1856, aff. Frain, D. P. 56. 1. 158; Paris, 22 avr. 1872, *Gaz. des trib.* du 25 avr. 1872). A plus forte raison doit-on refuser la qualité d'intéressé, aux termes du paragraphe 2 de l'art. 21, au bénéficiaire d'une servitude qui disparaît par l'effet des travaux, mais sans qu'il y ait eu expropriation du fonds servant ou du fonds dominant (Trib. confl. 16 déc. 1850, aff. d'Espagnet, D. P. 51. 3. 21; Civ. cass. 26 avr. 1865, aff. Lebaudy, D. P. 65. 1. 166; Req. 27 janv. 1868, aff. Horliac, D. P. 68. 1. 114. — V. toutefois en sens contraire: Req. 2 févr. 1859, aff. Flottard, D. P. 59. 1. 262). Le jury d'expropriation n'est, en effet, compétent pour accorder une indemnité qu'à l'égard des dommages qui sont une conséquence directe et nécessaire de l'expropriation.

On ne pourrait encore, pour le même motif, appeler le jury à statuer sur une demande d'indemnité que le gérant d'une société, dont la dissolution a dû être prononcée à la suite d'une expropriation, formerait personnellement, à raison du préjudice provenant pour lui de cette dissolution qui l'aurait privé des avantages attachés à sa situation de gérant (Civ. rej. 16 déc. 1862, aff. Vésin, D. P. 63. 1. 254).

**262.** Au nombre des intéressés qui sont autorisés à se pourvoir directement pour réclamer le règlement de l'indemnité, figurent les sous-locataires que ni le propriétaire, (V. *suprà*, n° 247), ni le locataire principal (V. *suprà*, n° 246) ne sont tenus de dénoncer. Le sous-locataire qui n'a pas réclamé d'indemnité devant le jury n'a de recours ni contre le propriétaire qui n'avait point à le faire connaître à l'expropriant, ni contre le locataire principal, si celui-ci l'a mis à même, en l'avertissant en temps utile, d'exercer ses droits à une indemnité, et il n'aurait de recours contre le locataire principal que si, des conclusions de ce dernier et de la décision du jury, il résultait que le locataire principal a réclamé et reçu une indemnité com-

prenant celle à laquelle les sous-locataires ont droit pour le fait de leur dépossession (Lyon, 12 mars 1857, aff. Riveron, et 26 mai 1857, aff. Riveron, D. P. 58. 2. 18, et sur pourvoi, Civ. rej. 20 avr. 1859, aff. Perraud, et Civ. cass. aff. Riveron, même date, D. P. 59. 1. 166). Le sous-locataire rentre donc dans la catégorie des intéressés auxquels s'applique le second paragraphe de l'art. 21. — Mais il n'est tenu de se faire connaître qu'autant que l'exproprié n'a pas dénoncé à l'expropriant le locataire principal. Lorsque, au contraire, le locataire principal a été dénoncé en temps utile, cette dénonciation conserve les droits des sous-locataires, lesquels peuvent, dès lors, réclamer une indemnité tant que celle afférente à la jouissance locative de l'immeuble exproprié n'a pas été réglée par le jury; ils ne sont pas, en ce cas, soumis au délai dans lequel les intéressés dont parle la disposition finale de l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, sont tenus à peine de déchéance, de se faire connaître à l'Administration, et ils sont, en conséquence, recevables à se présenter devant le jury jusqu'au règlement de l'indemnité afférente à la valeur de l'immeuble exproprié (Civ. cass. 9 mars 1864, aff. Bonetti, D. P. 64. 1. 441). C'est également l'opinion exprimée par MM. de Peyronny et Delamarre, n° 286 à 289. « Les sous-locataires, disent-ils, peuvent se présenter devant le jury, sans crainte de se voir écartés par le magistrat directeur, parce que la dénonciation du locataire principal à l'Administration suffit pour avertir celle-ci qu'elle a à indemniser, indépendamment du propriétaire, des tiers auxquels la jouissance de l'immeuble a été consentie à titre de location ».

Il y a plus: si, avant la formation du jury, le locataire principal a, de son côté, fait connaître ses sous-locataires à l'expropriant, celui-ci est tenu de les appeler devant le jury; et faute par lui d'avoir pris cette précaution, il ne peut leur opposer la décision intervenue avec le locataire principal, décision qui, au reste, ne saurait concerner que la jouissance de ce dernier, puisque le locataire principal, en dénonçant ses sous-locataires, a, par cela même, annoncé sa volonté de ne réclamer d'indemnité que pour son propre compte. L'expropriant est alors d'autant moins fondé à repousser la réclamation des sous-locataires qu'il a négligé de citer devant le jury, quoique leur existence lui ait été révélée par le locataire principal, qu'il excipe de sa négligence pour bénéficier de toute la part d'indemnité représentative du droit de jouissance créé par les sous-locations. En conséquence, les sous-locataires ont, dans ce cas, malgré la décision rendue avec le locataire principal, le droit de poursuivre la convocation d'un nouveau jury pour le règlement de l'indemnité à raison de la jouissance locative résultant de leurs sous-locations (Même arrêt du 9 mars 1864).

**263.** Mais, pour que les locataires ou sous-locataires soient en droit d'intervenir devant le jury, il faut, c'est là une condition essentielle, que l'expropriation les atteigne. Ainsi on ne peut mettre au nombre des intéressés, devant nécessairement être appelés devant le jury et auxquels des offres préalables doivent être faites, le locataire d'une partie de maison qui se trouve en dehors de l'alignement des travaux projetés et contre lequel l'expropriation n'est pas poursuivie (Civ. rej. 24 févr. 1864, aff. Morin, D. P. 64. 5. 150). A plus forte raison en est-il ainsi lorsque la maison n'est atteinte dans aucune de ses parties par l'expropriation (Civ. rej. 13 mai 1868, aff. Brateau, D. P. 68. 1. 319). Il en est de même du sous-locataire; ainsi, le sous-locataire d'un immeuble que l'expropriation n'a pas atteint n'est pas recevable à intervenir devant le jury, à l'effet d'obtenir le règlement d'une indemnité, en se fondant sur ce que l'expropriation aurait atteint des immeubles contigus à celui occupé par lui et compris dans le même bail principal, et sur ce que le principal locataire aurait obtenu l'entière résolution de son bail et une indemnité à raison de la privation totale de sa jouissance (Civ. rej. 12 août 1867, aff. Lacassagne, D. P. 67. 1. 315; 12 mai 1868, aff. Arvin-Bérot, D. P. 68. 1. 320). Dans ce cas, en effet, le sous-locataire, n'étant pas atteint dans sa jouissance par une expropriation qui, en réalité lui reste étrangère, est sans droit et, par conséquent, sans qualité pour intervenir devant le jury appelé à fixer les indemnités relatives à une expropriation qui ne le touche en aucune façon. La circonstance que le

locataire principal aurait obtenu l'entière résolution du bail et une indemnité à raison de la privation totale de sa jouissance ne saurait avoir à cet égard aucune influence. Pour le locataire principal, l'atteinte partielle portée par l'expropriation à une opération portant sur un ensemble donné, peut être telle que la résiliation totale soit le meilleur mode de procéder dans l'intérêt tant de l'expropriant que de l'exproprié. Mais le sous-locataire, lorsque l'expropriation ne l'atteint pas, reste dans les mêmes conditions qu'auparavant, et s'il subit quelque préjudice ce n'est pas directement, du fait de l'expropriation, mais indirectement, ce qui ne peut lui créer aucun droit d'intervention.

**264.** Un arrêt a rangé au nombre des intéressés auxquels l'art. 21, § 2, est applicable, les compagnies d'éclairage que les propriétaires ont autorisées à établir et à appuyer à demeure, dans leurs maisons, des colonnes montantes destinées au gaz (Req. 25 nov. 1884, aff. Ville de Paris, D. P. 85. 1. 35). La difficulté résidait dans la question de savoir si l'autorisation donnée par le propriétaire d'établir la colonne montante avait eu pour effet d'investir la compagnie d'un droit réel sur l'immeuble de ce propriétaire, puisqu'on est d'accord pour reconnaître que les personnes auxquelles un droit réel quelconque a été concédé, par le propriétaire, sur l'immeuble plus tard exproprié, sont comprises dans l'expression générale « autres intéressés » employée par les art. 21 et 39 de la loi du 3 mai 1841. Ne pouvait-on prétendre, au contraire, que l'établissement de la conduite n'était que l'accessoire du contrat de fourniture du gaz? La cour de cassation ne l'a pas pensé, et à juste titre semble-t-il, en raison des conditions dans lesquelles cet établissement a lieu. C'est, en effet, avec le propriétaire, et sans exiger de lui un abonnement au gaz, que traite la compagnie, pour obtenir d'installer dans la maison de celui-ci une colonne montante, qui constitue pour l'immeuble même, un avantage destiné à le suivre en toutes mains. C'est ensuite et par des polices spéciales avec ceux, quels qu'ils soient, propriétaires ou locataires, qui viennent occuper la maison, que la compagnie traite pour une fourniture de gaz qui variera constamment, et pourrait même cesser dans certains cas nonobstant la permanence de la colonne, sauf à reprendre ultérieurement avec d'autres occupants. Le contrat de fournitures de marchandises doit donc être distingué de l'accord relatif à l'établissement de la colonne. Quant à l'établissement pris en lui-même, il paraît bien réunir les caractères du droit réel. Le propriétaire, en effet, autorise la compagnie à incorporer dans sa maison une conduite qui devra y occuper une place déterminée et y conserver un appui pendant tout le temps convenu. Il concède donc, par cela même, sur son fonds, un droit d'occupation et de jouissance que la compagnie exercera au moyen de sa colonne, et qui tout restreint qu'il puisse être, n'en a pas moins, relativement à l'immeuble, les mêmes caractères juridiques que l'usage ou l'usufruit ordinaire.

**265.** La même solution serait évidemment applicable à toutes autres conduites établies dans les maisons, pour l'eau par exemple, ou pour le passage de fils destinés soit à l'éclairage électrique, soit aux communications téléphoniques, etc., si ces installations étaient établies dans des conditions analogues aux conduites montantes du gaz et n'étaient pas installées de façon à n'être qu'un accessoire de la fourniture faite au propriétaire, ou seulement en vertu de conventions avec les locataires et avec simple tolérance du propriétaire.

**266.** La question pourrait même se poser de savoir si, en pareille hypothèse, la compagnie à laquelle le droit d'établir une colonne montante a été concédé ne devrait pas être considérée comme un des intéressés désignés dans le premier paragraphe de l'art. 21 et comme devant, par conséquent, être dénoncée par le propriétaire à l'expropriant. Le droit qui lui a été concédé étant un droit réel de jouissance concédé par le propriétaire, l'affirmative nous paraîtrait devoir être admise. Il ne paraît pas, toutefois, que cette question ait, jusqu'à ce jour, été soulevée.

**267.** M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 260, signale une curieuse application qui a été faite de la règle du deuxième paragraphe de l'art. 21. Le jury de la Seine (Gaz. des trib. du 6 juin 1862) a décidé que les personnes ayant des entrées

viagères ou pour un temps déterminé, ou le droit à une loge dans un théâtre qui vient à disparaître par l'effet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, doivent être considérées comme des intéressés et peuvent, à ce titre, intervenir à l'expropriation pour obtenir une indemnité. Mais le savant auteur combat cette décision. « Pour nous, dit-il, voyant plutôt dans les loges et entrées un droit d'assister aux représentations qu'un droit d'occupation de l'immeuble où elles ont eu lieu jusqu'à présent, nous inclinons vers le refus d'indemnité ». La privation du droit d'entrée n'est pas une conséquence tacite et nécessaire de l'expropriation, si le préjudice qui en résulte ne dérive pas de la privation d'un droit réel sur l'immeuble; or nous croyons, avec M. Daffry de la Monnoye, que le droit d'entrée dans un théâtre n'a pas, par lui-même, le caractère d'un droit réel.

**268.** — III. FORMES ET DÉLAIS DE LA DÉNONCIATION. — La dénonciation prescrite par l'art. 21, qu'elle émane du propriétaire ou de l'intéressé lui-même, n'est pas, ainsi qu'il résulte des explications fournies au *Rép.* n° 385, soumise à des formes déterminées. Elle peut, notamment, être faite par lettre missive. C'est ce qui a été jugé à propos de la notification de la vente d'une portion de l'immeuble exproprié, qui avait été faite par une lettre missive adressée par le vendeur au préfet, dans la huitaine de la signification du jugement d'expropriation. Cette notification a été reconnue valable, bien que la lettre ne fût parvenue à son adresse qu'après l'expiration de ladite huitaine, alors que rien ne constatait que le retard eût pour cause le fait de l'exproprié (Civ. cass. 17 juin 1868, aff. Lacarrière, D. P. 68. 1. 326).

Mais, si elle n'est soumise à aucune forme déterminée, la dénonciation n'en doit pas moins être expresse, c'est-à-dire que, pour produire les effets légaux qui y sont attachés, l'avertissement doit dénoncer d'une manière formelle l'existence d'ayants droit sur l'immeuble, et fournir des indications suffisantes pour que l'Administration puisse procéder à leur égard. Il est, notamment, reconnu que de simples réserves des droits des locataires, fermiers, usagers, etc., formulées par le propriétaire dans un exploit signifié à l'Administration, seraient inopérantes (de Perroy et Delamarre, n° 285; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 251; Crépon, art. 21, n° 24). Le vœu de la loi ne serait pas non plus rempli par la remise, par l'exproprié à l'expropriant, de titres dans lesquels serait mentionnée l'existence d'une servitude sur l'immeuble exproprié; et la responsabilité du propriétaire vis-à-vis du bénéficiaire de la servitude subsisterait tout entière (Trib. de la Seine, 25 juin 1868, *Gaz. des trib.* du 28 juin 1868).

**269.** Quant à l'intéressé, que le propriétaire n'est pas tenu de dénoncer, il doit également se faire connaître d'une manière formelle et préciser la nature de ses prétentions, afin de mettre l'expropriant en mesure de faire les offres prescrites par l'art. 23 de la loi du 3 mai 1841. Ainsi celui qui, lors de l'enquête et dans la huitaine de l'avertissement prescrit par l'art. 6 de la loi du 3 mai 1841, a protesté contre la suppression d'un chemin servant à l'exploitation de sa propriété, sans indication de ses droits sur ce chemin, n'est pas dispensé par cette protestation de la réclamation que tout intéressé doit faire, à peine de déchéance, dans la huitaine de la publication et de l'affiche du jugement d'expropriation, et l'expropriant n'est pas tenu de lui notifier des offres, s'il n'a pas précisé ses prétentions avant l'expiration de ce dernier délai (Civ. cass. 2 janv. 1867, aff. Blunat-Perret, D. P. 67. 1. 424).

**270.** Comme on l'a déjà exposé au *Rép.* n° 386, le délai de huitaine dans lequel les intéressés, autres que ceux dont le propriétaire exproprié est obligé de dénoncer les noms à l'expropriant, sont tenus de se faire connaître à l'Administration, court non pas à partir de l'avertissement énoncé à l'art. 6, c'est-à-dire de l'avertissement collectif de prendre communication à la mairie du plan parcellaire dressé en vertu de l'art. 5, mais à partir de la notification du jugement d'expropriation au propriétaire, de même que le délai dans lequel doit être faite la dénonciation imposée à l'exproprié par l'art. 21 de la même loi. C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la chambre civile (Civ. cass. 9 mars 1864, aff. Bonetti, D. P. 64. 1. 444). Cet arrêt casse une décision rendue en sens contraire sur ce point spécial par la



cour de Paris le 11 août 1862 (D. P. 62. 2. 135). En effet, l'art. 21, tout en décidant que les intéressés non connus du propriétaire, sont mis en demeure d'agir par le seul avertissement de l'art. 6, n'en accorde pas moins, à ces intéressés, comme aux autres, le même délai de huitaine, c'est-à-dire la huitaine à partir de la notification du jugement d'expropriation au propriétaire. Cette assimilation résulte, d'ailleurs, de l'esprit de la loi aussi bien que de son texte. Son intention n'a pu être de traiter inégalement des intéressés ayant tous des titres égaux, et de donner une situation moins favorable précisément à ceux de ces intéressés dont les droits, par leur nature même, étaient le plus menacés par l'expropriation. Sans doute ces intéressés ne sont pas directement touchés par la notification du jugement; mais, s'ils ignorent le moment précis où expirera le délai de l'art. 21, ce n'est pas une raison pour qu'ils n'en aient pas le bénéfice et que leur intervention ne soit pas recevable tant que ce délai n'est pas expiré. D'ailleurs, comme l'a justement remarqué l'arrêt du 9 mars 1864, la notification de l'art. 15, à raison de ses formes spéciales, des rapports du propriétaire avec les divers intéressés, est, de tous les actes de poursuite, celui qui a le plus de chances de parvenir à leur connaissance, et, par suite, il est indiqué, pour ainsi dire, comme le point de départ le plus naturel du délai dans lequel toutes les déclarations doivent se produire.

271. L'expropriant n'est tenu de faire aucune offre aux fermiers, locataires, usagers, etc., qui n'ont pas été dénoncés par le propriétaire ou qui ne se sont pas fait connaître eux-mêmes, et aucune indemnité ne peut leur être accordée (Civ. cass. 27 févr. 1882, aff. Commune de Chatou, *Bull. cit.*, 1882, p. 61). C'est, comme on l'a vu *supra* n° 232, le propriétaire qui est responsable envers eux de l'indemnité à laquelle ils peuvent avoir droit, car il est réputé avoir reçu par le règlement du jury une indemnité plus forte que celle à laquelle il a droit, et avoir touché par anticipation le montant de celle qui devait être attribuée aux autres ayants droit (De Perrony et Delamarre, n° 280; Delalleau et Jousset, t. 1, n° 392). Si donc la demande est formée par le locataire après l'expiration du délai imparté par l'art. 21 pour la dénonciation qui doit être faite par le propriétaire, c'est-à-dire après la huitaine de la notification du jugement, cette demande est non recevable, et le locataire n'a de recours que contre le propriétaire (Civ. cass. 19 août 1856, aff. Delay, D. P. 56. 1. 367; 11 janv. 1865, aff. Ville de Bordeaux, D. P. 65. 5. 182; Civ. rej. 27 juin 1864, aff. Charton, D. P. 64. 5. 149).

272. La même règle s'applique à la demande de tout autre intéressé, lorsqu'elle n'est pas formée dans la huitaine de notification du jugement d'expropriation (Civ. cass. 23 déc. 1863, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 64. 5. 149), et notamment à la demande d'indemnité de celui qui se prétend véritable propriétaire du terrain exproprié (Civ. rej. 10 janv. 1883, aff. Gallo, D. P. 83. 1. 460). C'est ce qui a lieu lorsqu'un chemin figurant sur le plan cadastral de la commune, sans numéro et sans indication spéciale, et sur la matrice des rôles sans nom de propriétaire, a été porté sur le plan parcellaire sous la désignation de domaine public et régulièrement exproprié, sans qu'aucune indemnité ait été réclamée dans le délai légal; tout recours de prétendus propriétaires cesse alors d'être recevable; et le jugement qui, sur la prétention ultérieure des riverains à la propriété du chemin dont ils demandent le rétablissement ou le remplacement par une voie nouvelle, a ordonné une expertise destinée à vérifier leurs allégations, doit être cassé (Civ. cass. 14 avr. 1874, aff. Sardou, D. P. 74. 1. 487).

273. Toutefois, la demande d'indemnité ne doit être rejetée comme tardive que si l'expropriant s'y oppose. Il a été jugé, en effet, que l'irrégularité résultant de ce qu'une demande d'indemnité a été formée après l'expiration du délai fixé par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, est couverte par le silence de l'expropriant, qui a omis d'opposer la tardiveté de cette réclamation (Civ. cass. 11 janv. 1865, aff. Ville de Bordeaux, D. P. 65. 5. 182; Civ. cass. et rej. 28 juill. 1879, aff. Galonnier de Miremont, D. P. 80. 1. 81. V. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 266 et 267). C'est, en effet, dans l'intérêt de l'expropriant seul que le délai de l'art. 21 a été fixé, et il lui est, par conséquent, loisible d'en abandonner le bénéfice. Il en résulte encore que le droit d'opposer la tardiveté de la

demande ne peut être exercé devant le jury que par l'expropriant; il ne saurait l'être par le propriétaire (Daffry de la Monnoye, *ibid.*).

274. On a vu au *Rép.* n° 388 que la déchéance frappant les intéressés qui ne se sont pas fait connaître dans le délai de huitaine imparté par le paragraphe 2 de l'art. 21, n'a d'effet que vis-à-vis de l'Administration, qu'elle ne les prive pas d'un recours éventuel contre le propriétaire. Il ne faudrait cependant pas prendre cette proposition dans un sens trop absolu, bien qu'elle soit exacte dans la plupart des cas, au point de vue pratique. En effet, en principe, la déchéance qui atteint l'intéressé qui ne s'est pas fait connaître de l'Administration dans le délai de huitaine est encourue aussi bien vis-à-vis du propriétaire qu'à l'encontre de l'expropriant. « Attendu, dit un arrêt de cassation du 8 déc. 1868 (aff. de Belloc, D. P. 69. 1. 112), que... c'est aux intéressés eux-mêmes qu'il incombe, aux termes du même article, de se faire connaître, sous peine de déchéance; que la disposition est générale, absolue et exclusive par conséquent, de toute distinction; qu'il faut donc admettre que la déchéance encourue par le prétendant droit à la servitude le frappe vis-à-vis de l'ancien propriétaire du fonds qui en était grevé comme vis-à-vis de l'expropriant ». L'intéressé qui n'est pas au nombre de ceux dont le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21 impose la dénonciation au propriétaire, ne peut donc recourir contre ce dernier et lui imputer à faute de ne pas l'avoir dénoncé, ni lui réclamer de ce chef l'indemnité qu'il aurait dû recevoir s'il s'était fait connaître en temps utile de l'expropriant (Req. 25 janv. 1859, aff. Belle et Doazan, D. P. 59. 1. 407). Mais il lui reste le droit d'agir contre le propriétaire en vertu du principe, déjà invoqué au *Rép.* n° 388, qu'il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui. Ainsi, lorsque l'indemnité a été réglée de telle sorte qu'elle semble comprendre la valeur de la pleine propriété, comme si l'exproprié avait eu la jouissance pleine et entière de l'immeuble, on doit admettre qu'il peut être poursuivi par l'intéressé aux dépens duquel il aurait reçu une indemnité plus forte que celle à laquelle il avait droit.

L'exproprié ne saurait non plus repousser la demande du véritable propriétaire, s'il n'avait été lui-même que propriétaire apparent. L'attribution de l'indemnité, qui lui est faite par le jury ne saurait, en effet, lui conférer des droits plus étendus que ceux qu'il a réellement. Elle ne peut apporter l'obstacle de la chose jugée aux réclamations que des tiers seraient en droit de former contre lui, et qu'ils auraient pu exercer sur l'immeuble si l'expropriation n'était pas intervenue.

L'attribution de l'indemnité n'empêcherait même pas l'expropriant lui-même de se prétendre ultérieurement propriétaire de tout ou partie de l'immeuble, en vertu, par exemple, d'une convention qui serait intervenue entre lui et les auteurs de l'exproprié; il pourrait, sans que l'exproprié pût lui opposer l'exception de chose jugée, se faire attribuer l'indemnité dans la mesure du droit qui lui aurait été reconnu (Civ. rej. 14 mai 1867, aff. Piévilleux, D. P. 67. 1. 199. V. sur ce principe : Besançon, 17 déc. 1881, aff. Bourdin, D. P. 82. 2. 234).

275. Dans tous les cas, l'action qu'un intéressé, déchu de tous droits contre l'expropriant, peut exercer contre l'exproprié est une action du droit commun, qui est étrangère à la compétence du jury et du ressort des tribunaux civils. « Quand la réclamation, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 268, ne se produit qu'après le règlement de l'indemnité, elle n'est pas pour cela irrecevable, à la condition qu'elle ne s'adresse pas à l'expropriant, déchargé désormais de toute contestation, mais qu'elle se borne à vouloir s'exercer sur l'indemnité non encore payée ou à prendre la forme d'une action contre l'exproprié ». Lors donc que celui qui prétend un droit sur un immeuble frappé d'expropriation ne se fait pas connaître dans les délais utiles pour être appelé devant le jury, les tribunaux ordinaires sont compétents, non seulement pour statuer sur le fond du droit du réclamant, mais encore pour évaluer ce droit, à l'effet de déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle il devra être déclaré transporté sur l'indemnité (Civ. rej. 14 mai 1867, aff. Prémillieux, D. P. 67. 1. 199).

276. La déchéance serait-elle encourue lorsque l'immeuble exproprié a fait l'objet non d'une expropriation

régulière, mais d'une vente amiable? On a dit au *Rép.* n° 388, que la négative semblait résulter d'un arrêt de la cour de Riom du 1<sup>er</sup> mars 1838. La question a été expressément tranchée en sens contraire par la cour de cassation, dans deux arrêts qui, tout en présentant des divergences sur l'application du principe, sont d'accord sur le principe lui-même.

Suivant un premier arrêt (Req. 11 janv. 1865, aff. Chemins de fer du Dauphiné, D. P. 65. 1. 180), en cas d'acquisition amiable d'immeubles pour cause d'utilité publique, avec réserve de fixation ultérieure de l'indemnité par le jury, la compagnie concessionnaire des travaux, qui a fait cette acquisition, est tenue, en sa qualité de propriétaire et sous la sanction édictée par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, de notifier à l'Administration ou de se dénoncer à elle-même l'existence des servitudes grevant les terrains acquis. En conséquence, le titulaire de la servitude qui, faute de dénonciation de son droit, n'a pas été appelé devant le jury lors du règlement de l'indemnité due au vendeur de l'immeuble qui a fait l'objet du traité amiable, est fondé à demander à la compagnie avec laquelle ce traité a été passé, le prix de cette servitude. Ce premier arrêt met donc à la charge de l'acquéreur amiable la dénonciation des intéressés. — Le second arrêt (Req. 29 déc. 1873, aff. Hunebelle, D. P. 74. 1. 195) met, au contraire, à la charge du vendeur exproprié la déclaration des intéressés, sauf à lui à se faire garantir des condamnations contre lui prononcées par l'expropriant qui a succédé à ses droits et obligations et ne s'est, pas plus que lui, conformé aux prescriptions de l'art. 21. Cet arrêt décide, en effet, que l'exproprié qui, ayant cédé à l'amiable son immeuble au concessionnaire de l'Administration, n'a pas déclaré à l'Administration les personnes qu'il savait pouvoir réclamer des servitudes sur cet immeuble, est passible envers elles de dommages-intérêts, sauf son recours en garantie contre le concessionnaire, son acquéreur, qui n'a pas fait appeler les mêmes personnes devant le jury.

Ainsi, d'après la cour de cassation, le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 21 est applicable en cas de cession amiable. Il en est de même en ce qui concerne les intéressés que vise le paragraphe 2; car le traité amiable qui intervient après la déclaration d'utilité publique équivaut au jugement d'expropriation et en produit tous les effets (V. *supra*, n° 21). Les servitudes et droits réels qui grevent l'immeuble se résolvent en un droit à indemnité, que le jury seul est compétent pour régler à l'égard des ayants droit, tout comme si la cession amiable n'était pas intervenue (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 280 et suiv.). — En l'absence de jugement d'expropriation, dont la publication ou la notification puisse servir de point de départ au délai de l'art. 21, la mise en demeure résulte, pour les intéressés, de la publication du traité, qui doit être faite dans les mêmes formes que celle du jugement d'expropriation. La situation des intéressés est donc la même dans les deux cas, elle doit être réglée de la même manière (V. en ce sens: Crépon, art. 21 n° 84 et suiv.; Daffry de la Monnoye, p. 281 et suiv., et p. 183 et suiv.; Delalleau et Jousselin, t. 2, n° 749, 767 et 768).

**277.** Il faut remarquer enfin que les créanciers hypothécaires, qui sont au nombre des intéressés compris dans la désignation faite par le paragraphe 2 de l'art. 21 (*Rép.* n° 389), peuvent sans doute être privés, s'ils ne se font pas connaître de l'expropriant, du droit d'être saisis des offres de l'Administration et de discuter, devant le jury, le chiffre de l'indemnité, mais que leur silence ne peut porter atteinte aux droits qui leur appartiennent sur l'indemnité.

**278.** Les intéressés, lorsqu'ils ont été dénoncés ou se sont fait connaître de l'expropriant, doivent recevoir notification d'une offre (V. *infra*, n° 290, 292) et être cités devant le jury (n° 364-365). Si l'expropriant néglige de remplir à leur égard ces formalités, ils sont en droit d'intervenir devant le jury, et, dans ce cas, leur intervention est recevable même après la constitution du jury et au cours des débats (Civ. cass. 17 juin 1868, aff. Lacarrière, D. P. 68. 1. 326). Ils peuvent aussi attaquer devant la cour de cassation la décision du jury relative à l'expropriation de l'immeuble sur lequel portent les droits qu'ils invoquent (V. *infra*, n° 769). Enfin ils peuvent provoquer la désignation d'un nouveau jury (V. *supra*, n° 262) et invoquer le bénéfice de l'art. 55 (V. *infra*, n° 794 et suiv.).

## SECT. 2. — DES OFFRES DE L'ADMINISTRATION, DE LEUR REFUS OU DE LEUR ACCEPTATION (*Rép.* n° 391 à 428).

**279.** — I. NÉCESSITÉ DES OFFRES. — Lorsque l'Administration connaît, à l'expiration du délai de huitaine imparti par l'art. 21, les intéressés de tout ordre qui peuvent réclamer une indemnité, elle doit leur notifier ses offres (*Rép.* n° 391 et suiv.). Cette notification est une formalité essentielle dont l'expropriant ne peut se dispenser, et dont l'irrégularité ou l'omission rejait sur toute la procédure subséquente et frappe de nullité toutes les opérations ultérieures, lorsque les expropriés n'ont pas formellement renoncé à s'en prévaloir (Civ. cass. 27 août 1878, aff. de Marck de Panisse-Passis, D. P. 78. 1. 433; 15 juin 1880, aff. Abérard, D. P. 81. 1. 160; 1<sup>er</sup> déc. 1880, aff. Gourju, D. P. 82. 1. 80). Il est vrai que l'art. 23 qui prescrit de notifier les offres n'est pas au nombre de ceux dont l'inobservation donne ouverture à cassation, aux termes de l'art. 42; mais comme l'art. 37, aux termes duquel le magistrat directeur met sous les yeux du jury le tableau des offres et des demandes notifiées en exécution des art. 23 et 24, doit, d'après le même art. 42, être observé à peine de nullité, et le défaut de notification des offres, ou leur irrégularité ne permet pas au magistrat directeur de se conformer à l'art. 37; il ne peut soumettre au jury le tableau des offres qu'autant que celles-ci ont été faites et qu'elles l'ont été valablement (Civ. cass. 2 mai 1859, aff. Lécuyer, D. P. 59. 1. 208; 30 janv. 1861, aff. Ventujol, D. P. 61. 1. 135; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 286-287).

**280.** La nullité qui résulte du défaut de notification des offres n'est pas couverte par la comparution devant le jury des parties ou de leurs fondés de pouvoirs (Civ. rej. 2 août 1870, aff. Aubrespy, D. P. 70. 1. 406; Civ. cass. 1<sup>er</sup> déc. 1880, aff. Gourju, D. P. 82. 1. 80). Ce moyen peut donc être proposé pour la première fois devant la cour de cassation par l'exproprié qui ne l'a pas invoqué devant le jury et y a discuté le chiffre de l'indemnité sans protestations ni réserves (Civ. cass. 5 févr. 1855, aff. Minguet, D. P. 55. 1. 61; 11 févr. 1857, aff. Meyer, D. P. 57. 1. 71; 12 juin 1860, aff. Mauriac, D. P. 60. 1. 405; 24 mars 1869, aff. Syndicat des digues d'Allex, D. P. 69. 1. 256). Toutefois, le moyen tiré de l'absence d'offres n'est pas d'ordre public, en ce sens que l'exproprié ne peut l'invoquer lorsqu'il a formellement renoncé à s'en prévaloir, par exemple, quand l'exproprié a demandé devant le jury qu'il lui fût donné acte de ce qu'il renonçait à exciper de la tardiveté d'offres qui ne lui avaient été faites que devant le jury pour une parcelle omise dans les offres notifiées (Civ. rej. 20 août 1860, aff. Gérard, D. P. 60. 1. 415. V. également Civ. rej. 6 août 1856, aff. Chauchart, D. P. 56. 1. 331).

**281.** Lorsqu'il s'agit non plus de l'absence des offres, mais d'une simple irrégularité de forme dans la notification, l'exproprié qui a comparu devant le jury et y a discuté les offres ne peut se prévaloir pour la première fois devant la cour de cassation de cette irrégularité. Il en est ainsi spécialement, quand l'exproprié a plaidé au fond, devant le jury, et réclame une somme supérieure à celle qui lui avait été offerte, sans relever ni même mentionner l'irrégularité qu'il invoque devant la cour de cassation (Civ. rej. 2 août 1870, aff. Aubrespy, D. P. 70. 1. 406). — L'exproprié ne peut pas non plus se faire, pour la première fois, devant la cour de cassation, un grief de ce que les offres ne lui auraient pas été signifiées au domicile élu (Civ. rej. 29 nov. 1853, aff. Bienaymé, D. P. 54. 1. 377; 15 mai 1855, aff. de Bonardi du Ménil, D. P. 55. 1. 204); ... Ni de ce que les offres n'auraient été notifiées ni à lui ni à une personne occupant les lieux (Civ. rej. 27 déc. 1864, aff. Couturier, D. P. 65. 5. 171); ... Ni de ce qu'elles auraient été notifiées par le préfet, alors que l'expropriation était poursuivie par une compagnie de chemin de fer (Civ. rej. 31 mai 1865, aff. Granger, D. P. 65. 5. 172); ou par le préfet, au lieu du maire (Civ. rej. 22 juill. 1868, aff. Légier, D. P. 68. 5. 206); ... Ni de ce que la notification ne mentionnerait pas la personne à laquelle la copie a été remise (Civ. rej. 25 mai 1868, aff. Cambreling, D. P. 68. 1. 404; 5 nov. 1879, aff. Beaussier, D. P. 80. 1. 163).

**282.** La comparution de l'exproprié devant le jury sans protestations ni réserves couvre l'irrégularité de la notifi-

cation des offres, lorsque le débat s'est engagé contradictoirement entre lui et l'expropriant, alors même que la décision du jury serait cassée. L'exproprié ne pourrait invoquer cette irrégularité à l'appui de son pourvoi contre la décision du second jury, alors qu'il ne l'aurait pas fait valoir la première fois (Civ. rej. 9 juin 1874, aff. Duroulet, D. P. 75. 1. 206).

283. Les offres doivent, sous peine d'être insuffisantes, et par conséquent nulles, comprendre tous les éléments du dommage donnant ouverture à indemnité. On a vu au *Rép.* n° 392, que les offres doivent être faites d'une manière distincte à chaque intéressé, et même que, lorsqu'il n'y a qu'un seul indemnitaire, il convient d'énoncer les différents chefs et d'indiquer l'indemnité offerte pour chacun d'eux (*Rép.* n° 393). Mais cette règle, suivie dans la pratique, n'a rien d'obligatoire et il ne résulterait aucune nullité de ce que l'expropriant ne s'y serait pas conformé. La jurisprudence applique aux offres la règle d'après laquelle l'indemnité allouée par le jury est présumée embrasser tous les chefs de dommage. Lors donc que les offres sont faites en bloc, et ont pour objet une somme unique, elles sont réputées s'appliquer à tous les chefs d'indemnité (Civ. rej. 15 mars 1870, aff. Dhal, D. P. 70. 1. 176).

284. S'il est indispensable que des offres soient faites et notifiées aux intéressés, et qu'elles s'appliquent à la totalité du dommage, la loi n'exige pas, pour leur validité, qu'elles soient réellement l'équivalent du préjudice subi par l'exproprié; c'est au jury qu'il appartient de décider dans quelle mesure l'offre répond à ce préjudice. La modicité des offres n'affecte donc pas leur validité, pourvu que le chiffre offert n'équivaille pas à une dénégation de tout droit à une indemnité (Civ. rej. 1<sup>er</sup> juin 1864, aff. Lethierry, D. P. 64. 5. 147). On admet, toutefois, que l'expropriant peut réduire ses offres jusqu'à la somme d'un franc, bien que, presque toujours, une offre aussi minime implique, de la part de l'expropriant, une contestation implicite du droit de l'exproprié à une indemnité (Civ. rej. 12 mars 1856, aff. Donzeaud, D. P. 56. 1. 169; 31 déc. 1867, aff. Santy, D. P. 68. 1. 15).

285. — II. NOTIFICATION DES OFFRES. — Les offres doivent être faites et notifiées aux propriétaires contre lesquels le jugement a été rendu, c'est-à-dire aux propriétaires indiqués sur la matrice des rôles (Civ. cass. 4 juill. 1860, aff. Hainguerlot, D. P. 60. 1. 441; Civ. rej. 10 févr. 1869, aff. Seve, D. P. 69. 1. 175; 10 mai 1875, aff. Flipo et autres, D. P. 77. 1. 31). La notification des offres est régulière dès qu'elle est faite au propriétaire indiqué par la matrice, alors même que l'immeuble aurait été vendu, si la vente n'avait pas été légalement portée à la connaissance de l'expropriant (Arrêt précité du 4 juill. 1860);... et alors même que l'individu désigné comme propriétaire serait décédé, si son décès n'avait pas également été notifié à l'expropriant (Arrêt précité du 10 mai 1875; Civ. rej. 24 juill. 1877, aff. Violettes, *infra*, n° 304). Aussi le propriétaire dont le nom ne figure pas sur la matrice cadastrale, et qui ne s'est pas fait connaître dans le délai prescrit par l'art. 21, ne peut-il plus exiger la notification d'offres spéciales par l'Administration, lorsque des offres ont été faites à la personne inscrite comme propriétaire sur la matrice cadastrale (Civ. rej. 22 déc. 1875, aff. Pallix, D. P. 76. 5. 235).

286. Mais lorsque la mutation survenue dans la propriété a été notifiée à l'expropriant en temps utile, c'est avec le nouveau propriétaire que la procédure en règlement de l'indemnité doit être engagée et poursuivie (Civ. cass.

13 déc. 1865, aff. Lohyer, D. P. 65. 5. 186; 11 juill. 1881) (1). Spécialement, l'expropriant est tenu de notifier des offres au propriétaire qui, dès la première enquête, et plus tard, par acte extrajudiciaire, a fait connaître à l'expropriant sa qualité et sa prétention à une indemnité (Civ. cass. 24 mars 1869, aff. Syndicat des digues d'Allex, D. P. 69. 1. 256).

287. D'ailleurs, si l'expropriant, malgré la notification qui lui a fait connaître le nouveau propriétaire, fait les offres au propriétaire indiqué à la matrice des rôles, cette irrégularité est, comme toutes celles qui ont trait à la notification des offres, couverte par la comparution du véritable exproprié devant le jury sans protestation ni réserve, comparution qui établit d'une manière suffisante qu'il a eu connaissance de la notification d'offres (Civ. rej. 10 févr. 1869, aff. Seve, D. P. 69. 1. 175; 10 mai 1875, aff. Flipo, D. P. 77. 1. 31), et que le but de la loi, qui prescrit la notification des offres dans le seul intérêt de l'exproprié, a été atteint.

288. L'obligation pour l'expropriant de notifier les offres aux propriétaires dénommés au jugement d'expropriation d'après la matrice des rôles et à ceux qui se sont fait connaître, en cette qualité, dans les délais impartis par l'art. 21, rend nécessaire la notification séparée des offres à tous les propriétaires qui sont indiqués soit individuellement, soit collectivement à la matrice ou au jugement, comme ayant des droits sur l'immeuble (Civ. cass. 26 nov. 1862, aff. Bourcart, D. P. 63. 1. 252; 1<sup>er</sup> mai 1866, aff. Mignard et Picard, D. P. 66. 5. 196; 3 juin 1867, aff. de Villiers, D. P. 67. 1. 197) et aussi à tous ceux qui se sont fait connaître (Civ. cass. 1<sup>er</sup> déc. 1880, aff. Gourju, D. P. 82. 1. 80). Lors donc que les immeubles dont l'expropriation a été prononcée appartiennent par indivis à plusieurs propriétaires, il ne suffit pas que cette notification soit faite à ceux qui se sont fait connaître, ou qui figurent *nominativement* soit à la matrice cadastrale, soit dans le jugement d'expropriation; les offres doivent, en outre, être notifiées collectivement à ceux qui n'ont été désignés dans la matrice ou dans le jugement que par une mention collective. De même, l'expropriant, averti en temps utile que les expropriés sont distinctement propriétaires d'immeubles désignés au jugement d'expropriation comme étant leur propriété collective, est tenu de faire à chacun de ces expropriés des offres séparées pour les parcelles dont il a déclaré avoir la propriété exclusive (Civ. cass. 7 août 1865, aff. Fournier, D. P. 65. 5. 183). De même encore, lorsqu'un immeuble exproprié se trouve, par suite du décès du propriétaire, survenu au cours de la procédure d'expropriation, indivis entre ses héritiers, et que cet état a été notifié à l'expropriant, celui-ci est tenu de notifier des offres à ceux d'entre les héritiers qui se sont fait spécialement connaître, à peine de nullité de la décision du jury (Civ. cass. 2 juill. 1861, aff. Lefoullon, D. P. 61. 1. 283).

289. Le défaut de signification des offres à l'un des copropriétaires indivis entraîne la nullité de la décision du jury, puisque le communisme omis n'a pas été mis en demeure de délibérer sur les offres de l'Administration. Et cet effet se produit non seulement à l'égard des propriétaires qui n'ont pas requis la notification, mais même à l'égard de ceux qui ont été touchés par les offres et ont comparu devant le jury. En effet, l'envoi en possession, qui est le résultat final de l'expropriation et du règlement de l'indemnité, ne peut se diviser; il dessaisit tous les communistes sans distinction et porte sur toute la parcelle expropriée contre eux; elle ne peut donc être prononcée contre ceux qui ont comparu devant le jury, sans atteindre ceux des

(1) (De Saint-Poney C. Préfet de Haute-Loire et Com. de Blesle). — La cour; — Sur le premier moyen du pourvoi: — Vu les art. 23, 24 et 37 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu qu'il est constant et qu'il résulte tant des documents de la procédure administrative en fixation de l'indemnité d'expropriation que des déclarations de Léo de Saint-Poney, consignées au procès-verbal des opérations du jury, déclarations non contestées et dont il lui a été donné acte, que les époux de Saint-Poney, dans la huitaine de la notification faite audit Léo de Saint-Poney, le 8 décembre 1880, du jugement d'expropriation, ont, par lettre adressée au maire de la commune de Blesle, fait connaître à l'Administration expropriante la cession et vente précédemment consentie par Léo de Saint-Poney, suivant acte enregistré et transcrit, à la dame son épouse, séparée de biens, de la nue propriété de l'immeuble dont le terrain exproprié faisait partie; — Attendu que la dame Léo de Saint-Poney, ainsi désignée à

l'administration expropriante dans le délai fixé par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, ne pouvait être privée du droit essentiel de débattre personnellement le chiffre de l'indemnité; qu'en conséquence, l'Administration aurait dû, aux termes de l'art. 23 de la loi précitée, lui notifier des offres personnelles et distinctes; — Attendu que cette formalité essentielle n'ayant pas été remplie vis-à-vis de la dame Léo de Saint-Poney, il en résulte que le tableau des offres et demandes placé sous les yeux du jury n'a pas été régulièrement dressé, et qu'ainsi il n'a pas été satisfait à la prescription de l'art. 37 de la même loi; — Attendu, dès lors, que la décision du jury est entachée de nullité comme intervenue sur une procédure faite en violation des articles ci-dessus visés de la loi du 3 mai 1841; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen du pourvoi; — Casse, etc.

Du 11 juill. 1881.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Sallé, rap.-Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.-Demonts, av.

copropriétaires qui n'ont pas été appelés devant cette juridiction, et à l'égard desquels sa décision est de nul effet (Civ. cass. 26 nov. 1862, aff. Bourcard, D. P. 63. 1. 252; 1<sup>er</sup> mai 1866, aff. Mignardet et Picard, D. P. 66. 5. 196).

**290.** Les offres, aux termes de l'art. 23, doivent être faites non seulement aux propriétaires, mais encore à tous les autres intéressés qui ont été désignés ou sont intervenus dans les conditions prévues par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841. Ainsi le locataire qui a réclamé une indemnité dans le délai légal doit recevoir une notification d'offres dans le délai de quinzaine avant la réunion du jury (Civ. cass. 29 juin 1869, aff. Labretonnerie, D. P. 69. 1. 344). Par application de la même règle, il a été jugé que l'Administration expropriante à laquelle un propriétaire a fait régulièrement connaître la qualité de locataire ou d'ayant droit sur le terrain exproprié appartenant à une personne déterminée « comme acquéreur d'un four à chaux et en tant seulement qu'elle pourrait élever prétention de droit », doit notifier à ce locataire ou ayant droit des offres personnelles et distinctes, même en l'absence de toute intervention de sa part; elle ne peut se borner à faire des offres au propriétaire et à en avertir la personne dénoncée « sauf à celle-ci, s'il y a lieu, à se faire attribuer par son cointéressé l'indemnité partielle qui pourrait lui être due » (Civ. cass. 21 août 1877, aff. Jacquier, D. P. 80. 5. 192).

**291.** Mais encore faut-il que ceux qui se prétendent intéressés soient réellement au nombre des personnes auxquelles la loi reconnaît cette qualité. Ainsi, le locataire d'une partie de maison non comprise dans l'expropriation n'est pas au nombre des intéressés auxquels des offres préalables doivent être faites, et si ce locataire est intervenu devant le jury pour y réclamer une indemnité, il n'est pas recevable à se plaindre de l'absence d'une notification d'offres dans le délai prescrit par l'art. 23 de la loi du 3 mai 1841 (Civ. rej. 24 févr. 1864, aff. Morin, D. P. 64. 5. 150).

**292.** Il faut, en outre, que les intéressés, y compris les créanciers inscrits, se soient fait connaître de l'expropriant dans les délais impartis par l'art. 21; à l'égard de ceux qui auraient négligé cette précaution, il suffit d'une notification collective dans la forme de l'art. 6 (Rép. n° 396). Par exemple, l'expropriant n'est pas tenu de faire des offres au locataire que le propriétaire exproprié n'a pas fait connaître dans le délai déterminé par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, et qui n'a notifié sa position de locataire qu'après l'expiration du même délai; de sorte que, si ce locataire intervient devant le jury, il ne peut se faire un moyen de nullité contre la décision du jury de ce que le tableau des offres ne mentionne, quant à lui, l'existence d'aucune offre, encore que son intervention n'ait pas été contestée (Civ. rej. 30 août 1865, aff. Capon, D. P. 65. 5. 181).

**293.** L'obligation imposée à l'expropriant de notifier les offres est absolue et ne peut être remplacée par aucune autre formalité équivalente. La jurisprudence a à cet égard confirmé à différentes reprises la doctrine de l'arrêt du 26 mai 1840 (Rép. n° 399) qui, contrairement à l'opinion de M. Delalleau, exige que les offres soient faites par un acte dûment signifié. Ainsi elle déclare irrégulière la décision du jury rendue sur la simple production d'un certificat du maire, constatant que cet officier municipal a fait notifier à l'exproprié l'augmentation d'un arrêté préfectoral aux termes duquel la somme de 1 fr. lui était offerte pour toute indemnité, mais ne mentionnant ni le nom et la qualité de l'agent qui aurait fait la notification des offres, ni le domicile auquel cette notification aurait été faite, ni enfin le nom et la qualité de la personne à laquelle la copie de la notification aurait été remise (Civ. cass. 27 août 1878, aff. de Marck de

Panisse-Passis, D. P. 78. 1. 433). Elle considère également comme nulles des offres adressées par lettres aux parties intéressées, alors même qu'elles auraient été suivies de réponses contenant refus des offres (Civ. cass. 15 juin 1880, aff. Abérard, D. P. 81. 1. 160). L'expropriant ne peut non plus se dispenser de notifier les offres sous prétexte que des propositions auraient été déjà faites à l'exproprié antérieurement au jugement d'expropriation, en vue par exemple d'une acquisition amiable alors tentée, mais qui n'aurait pas réussi (Civ. cass. 1<sup>er</sup> juin 1864, aff. Boissongier, D. P. 64. 5. 164).

**294.** La règle générale en matière d'expropriation, d'après laquelle l'expropriant ne peut se prévaloir des nullités d'une procédure dont il a l'initiative et la direction, s'applique à la notification des offres. L'expropriant n'est donc pas recevable à exciper soit du défaut d'offres, soit des irrégularités qui ont pu se produire dans la notification, car il ne peut les imputer qu'à lui-même (Civ. rej. 16 déc. 1863, aff. Lepillet Lemaire, D. P. 64. 5. 164).

**295.** L'obligation de signifier les offres cesse lorsque l'exproprié prend lui-même l'initiative du règlement de l'indemnité conformément à l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841, alors même que, avant la poursuite, l'exproprié aurait fait sommation à l'expropriant de lui notifier des offres, si cette sommation est restée sans effet. En effet, la partie expropriée formant elle-même sa demande, sans que sa poursuite soit renfermée dans la limite d'aucun délai déterminé, est suffisamment avertie de la nécessité de formuler ses prétentions. Il suffit donc, dans ce cas, que la demande et l'offre soient exprimées dans les conclusions respectives des parties devant le jury (Civ. rej. 9 janv. 1866, aff. Descaux; 14 févr. 1866, aff. Astorgues, D. P. 66. 5. 208).

**296.** Il en est de même en cas de cession amiable de terrains non compris dans le jugement d'expropriation, sauf règlement ultérieur de l'indemnité par le jury, lorsque l'exproprié quia consenti cette cession a pris l'initiative en signifiant sa demande d'indemnité, avec déclaration que la fixation en serait soumise à la décision du jury et lorsque, après débat contradictoire, le jury a procédé à cette fixation (Civ. rej. 6 août 1856, aff. Chauchart D. P. 56. 1. 331).

**297.** Enfin l'expropriant n'est pas tenu de signifier des offres, lorsque des terrains sont, au cours des débats, ajoutés à l'expropriation du consentement exprès des parties, sauf règlement du prix par le jury (Civ. rej. 24 juin 1857, aff. Kœchlin-Bourcard, D. P. 57. 1. 292).

**298.** Les offres qui doivent être faites aux intéressés désignés par les deux paragraphes de l'art. 21, sont indépendantes de celles qui doivent être faites au propriétaire. La partie expropriante peut poursuivre contre les intéressés le règlement de l'indemnité sans le poursuivre en même temps contre le propriétaire. Elle peut même se borner à faire régler l'indemnité relative à certaines servitudes contre des ayants droit qui sont expropriés par le même jugement, de la propriété d'autres immeubles, en faisant réserver tout ce qui a trait au règlement de l'indemnité relative à ces derniers immeubles, et en ne soumettant au jury que les questions relatives aux servitudes (Civ. rej. 12 mai 1863, aff. Delcambre, D. P. 63. 1. 254, 2<sup>e</sup> espèce).

**299.** Les offres qui s'appliquent à des dépendances du domaine de l'Etat doivent être notifiées au préfet, et non au sous-préfet, par application de l'art. 69, § 1<sup>er</sup>, c. proc. civ. aux termes duquel l'Etat doit être assigné, lorsqu'il s'agit des domaines et droits nationaux, en la personne du préfet (Civ. cass. 11 juill. 1881) (1). — Lorsqu'elles sont faites à un incapable, les offres doivent être notifiées soit à son représentant seul, soit à la fois à l'incapable et à la personne

(1) (Préfet des Basses-Pyrénées C. Chemin de fer du Midi.) — La cour; — Vu les art. 69 c. proc. civ., 15, 23 et 37, de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que les offres de la Compagnie expropriante n'ont été signifiées ni à la personne du préfet, ni à un domicile élu par ce fonctionnaire, seul représentant légal de l'Etat en pareille matière, mais au sous-préfet de l'arrondissement de Bayonne qui n'avait aucune qualité pour les recevoir; — Attendu que si à défaut d'élection de domicile, elles pouvaient, aux termes de l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841, être notifiées en double copie au maire de la commune, d'une part, au fermier locataire, gardien ou régisseur de la propriété d'autre part, il est constant, en fait, qu'aucune copie n'a été délivrée à une personne

occupant ou gardant à l'un de ces titres les immeubles expropriés; qu'il en résulte que la notification faite au maire de Bayonne, manquant de son complément nécessaire, doit être considérée comme non avenue; que l'Etat ayant été ainsi privé du délai qui lui était accordé par la loi pour délibérer, il importe peu que les offres de la Compagnie aient été renouvelées à l'audience; — Attendu que la formalité prescrite par l'art. 23 de la loi du 3 mai 1841 trouve sa sanction dans les art. 37 et 42 de la même loi qui exigent, à peine de nullité, que le tableau des offres notifiées aux expropriés soit mis sous les yeux du jury, ce qui n'a pu avoir lieu, dans l'espèce, puisqu'aucune notification n'a été faite au représentant de l'Etat; — Attendu que la nullité dont il

sans l'assistance de laquelle l'incapable ne peut agir (V. *infra*, n° 369). Spécialement, les offres faites au prodigue pourvu d'un conseil judiciaire doivent, pour être valables, être signifiées conjointement au prodigue et au conseil judiciaire (Civ. cass. 4 mars 1890, aff. de Sereys, D. P. 90. 5. 260).

**300.** La notification des offres peut avoir lieu en même temps que la signification du jugement d'expropriation ; aucune disposition de la loi, en effet, n'oblige l'expropriant à mettre un intervalle entre ces deux actes ; il n'est pas tenu, spécialement, d'attendre, pour notifier les offres, l'expiration du délai de huitaine accordé aux intéressés pour se faire connaître (Civ. rej. 27 janv. 1869, aff. Barbe, D. P. 69. 1. 243. Les art. 23 et suiv. de la loi du 3 mai 1841, se bornent à exiger que la notification des offres soit faite à chacun des intéressés quinze jours avant la citation à comparaître devant le jury (*Rep.* n° 399). — Mais cette dernière prescription est essentielle. En effet, aux termes de l'art. 24 (V. *infra*, n° 313), les offres doivent être suivies du délai de quinzaine, afin de permettre à l'exproprié de délibérer et de répondre, c'est-à-dire de faire connaître sa demande, qui doit être portée au tableau que le magistrat directeur est tenu de placer sous les yeux des jurés (art. 37 de la loi du 3 mai 1841). L'irrégularité de ce tableau implique la nullité de la décision du jury, et il est irrégulier lorsque les parties n'ont pas eu la totalité du délai que la loi leur accorde pour examiner les offres de l'expropriant et y répondre (Civ. cass. 5 avr. 1869, aff. Lévêque, D. P. 69. 1. 343). La nécessité, pour l'expropriant, d'observer ce délai s'impose alors même que les offres seraient nécessitées par une demande que l'Administration a repoussée et qui soulèverait ainsi un litige entre les parties, si cette demande a été formée en temps utile (Civ. cass. 2 mai 1859, aff. Lécuyer, D. P. 59. 1. 208).

**301.** La nullité qui résulte de l'inobservation du délai de quinzaine ne peut être couverte que par une renonciation de l'exproprié. Et cette renonciation ne peut s'induire du fait de la comparaison de l'exproprié devant le jury ; il faut, outre la comparaison, que le procès-verbal établisse formellement que l'exproprié a renoncé à se prévaloir des moyens de nullité qu'il pouvait tirer de l'état de la procédure (Civ. cass. 30 janv. 1864, aff. Ventujol, D. P. 61. 1. 135). — En d'autres termes, il y a lieu d'appliquer ici ce qui a été dit pour le cas où il n'y a pas eu de notification (V. *supra*, n° 280).

**302.** — III. PERSONNES AYANT QUALITÉ POUR NOTIFIER LES OFFRES. — Les offres, pour être valables, doivent être notifiées à la requête d'une personne ayant qualité pour les faire. On a vu au *Rep.* n° 400 que les offres de l'Administration, sont faites à la diligence du préfet du département où les biens sont situés. Mais lorsque l'Administration s'est substituée, comme il arrive le plus souvent, un concessionnaire pour l'exécution des travaux en vue desquels l'expropriation est faite, c'est à la requête de ce concessionnaire seul que les offres peuvent être valablement notifiées. Le préfet conserve seulement le droit de faire, concurremment avec le concessionnaire, ceux des actes dans lesquels il peut être considéré comme le représentant de l'autorité publique (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 469), tels que la convocation des parties et des jurés. Mais les actes qui touchent uniquement à l'intérêt propre de l'expropriant, et non à l'intérêt public, ne peuvent être valablement faits que par le concessionnaire. Les offres sont de ce nombre. C'est, en effet, le concessionnaire qui, en qualité d'expropriant, poursuit le règlement de l'indemnité et qui, seul, y est intéressé. Toutefois, la notification pourrait être valablement faite par le préfet, s'il agissait d'accord avec le concessionnaire qui poursuit l'expropriation (V. *infra*, n° 303). L'essentiel est que les offres émanent de l'expropriant ; l'irrégularité n'est plus, dès lors, une cause de nullité quand les offres, bien que notifiées par une personne sans qualité, sont en réalité l'œuvre de celui qui doit les faire, alors qu'il se les approprie devant le jury, et surtout lorsque l'exproprié a

accepté le débat devant le jury, sans protestation ni réserve (Civ. rej. 31 mai 1863, aff. Granger-Chorand, D. P. 65. 5. 173, et *infra*, n° 303).

Il a été décidé, dans cet ordre d'idées, que lorsque, dans un traité de concession intervenu entre un concessionnaire et un département, celui-ci s'est réservé le droit de faire lui-même les acquisitions de terrains, le rôle du concessionnaire se bornant à pourvoir au paiement des indemnités, le préfet a qualité pour en poursuivre le règlement devant le jury (Civ. rej. 22 juill. 1889, aff. Roux, D. P. 91. 1. 39 ; 2 avr. 1890, aff. Saint, D. P. 91. 1. 40).

**303.** Ces principes ont été consacrés pour les expropriations poursuivies par les communes. Le préfet est sans qualité pour notifier les offres s'il s'agit d'une expropriation poursuivie en vue de travaux communaux. En principe, pour les expropriations de cette catégorie, le maire de la commune dans l'intérêt de laquelle ont lieu les travaux a seul qualité, à l'exclusion du préfet, pour procéder à l'expropriation, comme représentant la partie expropriante (Civ. cass. 12 mai 1858, aff. Desgrées, D. P. 58. 1. 323 ; Civ. rej. 6 août 1883, aff. Gasnier, D. P. 84. 1. 335). Mais les notifications d'offres signifiées à l'exproprié, à la requête du préfet, sont valables, malgré le défaut de qualité de ce fonctionnaire, si elles l'ont été en conformité d'une délibération du conseil municipal visée dans l'acte de notification, et s'il résulte des circonstances du procès que c'est d'accord avec l'administration communale que ces offres ont été faites et discutées devant le jury où la commune a été régulièrement représentée (Civ. rej. 31 juill. 1860, aff. Arnaud, D. P. 60. 1. 407 ; 14 août 1867, aff. Guffroy-Meunier, D. P. 67. 1. 493). De même, les offres d'une commune expropriante ne sont pas nulles pour avoir été indûment signifiées à la requête du préfet, alors qu'elles auraient dû être signifiées au nom de la commune, si le conseil municipal a ratifié virtuellement ces offres en émettant l'avis que la demande de l'exproprié ne pouvait être acceptée, et si le maire a comparu devant le jury et maintenu les offres signifiées par le préfet (Civ. rej. 4 mai 1869, aff. Veuve Pean, D. P. 69. 1. 341). A plus forte raison, la notification des offres est-elle valable lorsqu'elle n'est pas seulement faite à la requête du préfet, agissant dans l'intérêt de la commune, mais encore sur les poursuites et diligences du maire de la commune, car, en pareil cas, l'exproprié se trouve en présence non seulement du préfet requérant, mais encore de la partie expropriante elle-même à laquelle il peut régulièrement signifier ses demandes (Civ. rej. 6 août 1863, aff. Gasnier, D. P. 84. 1. 335).

**304.** Les offres sont régulièrement signifiées par le préfet seul lorsque les travaux en vue desquels l'expropriation est faite intéressent également l'Etat et la commune, comme il arrive le plus souvent lorsque les villes s'engagent à concourir, soit en exécutant elles-mêmes certains travaux de voirie, soit au moyen d'acquisition de terrains, à la création, dans le périmètre de leur octroi, de casernes ou autres établissements militaires. En pareil cas, l'expropriation ayant pour objet un même ensemble de travaux, la notification des offres est faite, en vue de diminuer les frais et de simplifier la procédure, en un seul et même acte par le préfet, au nom de la ville, comme au nom de l'Etat. Lorsqu'il est ainsi procédé, sur la demande formelle de l'autorité municipale avec laquelle le chiffre des offres a été déterminé, la notification est régulière. L'exproprié se trouve, en effet, dans cette hypothèse, comme dans celle sur laquelle est intervenu l'arrêt du 6 août 1883, cité *supra*, n° 303, en présence de la partie expropriante elle-même avec laquelle il engage le débat (Civ. rej. 23 déc. 1861, aff. Billat, D. P. 62. 1. 272).

La notification des offres est également régulière dans le cas de travaux intéressant à la fois une ville et l'Etat, si la notification a été faite par le préfet « agissant au nom de la commune » (Civ. rej. 24 juill. 1877) (1).

Du 11 juill. 1881.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Guérin, rap.-Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.-Moutard-Martin et Devin, av.

(1) (Violettes C. Ville de Rodez.) — LA COUR : — Sur le premier moyen de cassation : — Attendu qu'il résulte des décrets des 3 sept. et 4 déc. 1875 que l'immeuble des demandeurs a été exproprié pour la construction d'un quartier d'infanterie à Rodez,

s'agit n'a pu être couverte par la comparution d'un mandataire de l'exproprié devant le jury et la part qu'il a prise à la discussion du chiffre de l'indemnité, alors qu'il lui a été donné acte avant tout débat, ainsi que le constate le procès-verbal, des réserves qu'il a faites de ce pourvoi en cassation, au nom de son mandant, contre les nullités de la procédure ; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi ; — Casse, etc.



La cour de cassation a, il est vrai, pris soin de constater dans ces divers arrêts qu'en définitive le débat s'était engagé contradictoirement devant le jury entre le maire de la commune, comme partie expropriante, et l'exproprié, et surtout que l'exproprié avait accepté le débat sans protestation ni réserves. Or on a vu *supra*, n° 281, qu'une jurisprudence constante considère les irrégularités commises dans la notification des offres comme pouvant être couvertes par la comparution des parties devant le jury, et l'irrégularité tenant au défaut de qualité de la partie qui a signifié les offres est de ce nombre (Civ. rej. 31 mai 1865, aff. Granger, D. P. 65. 5. 172; 4 mai 1869, aff. Veuve Péan, D. P. 69. 4. 344; 25 mai 1868, aff. Cambreling, D. P. 68. 1. 404; 22 juill. 1868, aff. Légier, D. P. 68. 5. 206; 2 août 1870, aff. Aubrespy, D. P. 70. 1. 407; 5 nov. 1879, aff. Beaussier, D. P. 80. 1. 163; 29 janv. 1884, aff. Meranda, D. P. 84. 5. 252; 28 mai 1889, aff. Veuve Martin, D. P. 90. 5. 260; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 280).

**305.** La notification des offres par le préfet serait encore régulière, bien que l'expropriation eût lieu dans l'intérêt d'une commune, si l'expropriation avait été dès le principe poursuivie au nom de l'Etat par le préfet, et si c'était à sa requête que le jugement d'expropriation avait été rendu (Civ. rej. 4 août 1862, aff. de Siéys, D. P. 62. 1. 382).

**306.** — IV. EN QUEL LIEU LES OFFRES DOIVENT ÊTRE NOTIFIÉES. — On a vu au *Rép.* n° 400 que les offres doivent être notifiées conformément aux prescriptions de l'art. 15, § 2, de la loi du 3 mai 1841 (*supra*, n°s 157 et suiv.), c'est-à-dire que la signification doit être faite au domicile élu s'il y a eu élection de domicile dans l'arrondissement, et remise en deux copies, l'une au maire, l'autre au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété, si cette élection n'a pas été faite (Civ. cass. 1<sup>re</sup> déc. 1880, aff. Gourju, D. P. 82. 1. 80; 11 juill. 1881, aff. Préfet des Basses-Pyrénées, *supra*, n° 299), ou lorsqu'elle a été faite en dehors de l'arrondissement; en effet, l'élection de domicile, faite en dehors de l'arrondissement où est situé l'immeuble exproprié n'est pas obligatoire pour l'expropriant, qui n'est pas tenu d'y signifier les offres (Civ. rej. 15 mai 1855, aff. de Bonardi du Ménéil, D. P. 55. 1. 204). L'Administration est libre, d'ailleurs, de renoncer au droit que lui attribue l'art. 15, et elle peut faire la signification des offres au propriétaire lui-même en son domicile réel, si ce domicile se trouve dans l'arrondissement ou dans la commune où sont situés les biens expropriés (Civ. rej. 17 mars 1885, aff. Levêque, D. P. 86. 1. 112).

**307.** Mais la notification des offres comme celle du jugement d'expropriation (V. *supra*, n°s 157 et suiv.) serait nulle si,

et le dégageant de ses abords, c'est-à-dire, comme l'exprime l'art. 1<sup>er</sup>, pour le service militaire, service dont l'Etat est exclusivement chargé; — Attendu, d'autre part, que, suivant une convention passée le 14 mai 1875, par application de la loi du 4 août 1874, entre le département de la guerre et la commune de Rodez, celle-ci s'est engagée à concourir de diverses manières aux frais d'installation d'un régiment dans la ville, notamment à faire l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des terrains convenus entre les parties, l'Etat se chargeant d'ailleurs d'effectuer tous les travaux de construction; — Attendu que c'est dans ces circonstances, et alors qu'il s'agissait d'une opération intéressante à la fois l'Etat et la ville de Rodez que, le 30 mars 1876, le préfet de l'Aveyron a fixé les offres à faire aux propriétaires dépossédés, en prenant, dit-il, pour base des indemnités qui peuvent être dues l'évaluation qui en a été faite par l'autorité municipale; — Attendu que si ces offres ont été ensuite notifiées aux demandeurs à la requête de M. le préfet de l'Aveyron agissant au nom de la commune de Rodez, les demandeurs dans leur acte en réponse, signifié au préfet le 18 avril, n'ont nullement relevé le défaut de qualité de ce magistrat, ni exprimé aucunes réserves à l'effet de le relever ultérieurement; — Attendu, en outre, que M. le maire de Rodez a finalement comparu devant le jury comme partie expropriante et poursuivant le règlement des indemnités; qu'il a soutenu et que, par conséquent, il s'est approprié, en tant que de besoin, les offres précédemment notifiées par le préfet au nom de la commune; que les demandeurs ont accepté et suivi le débat dans ces conditions sans formuler aucunes protestations ni réserves qui eussent trait spécialement à la prétendue irrégularité des offres; que, dans ces circonstances, l'acte d'offres ne saurait être considéré comme fait en violation des art. 23 et 37 de la loi du 3 mai 1841;

Sur le moyen additionnel : — Attendu que les travaux en vue

n'étant pas faite au domicile réel du propriétaire, elle était remise au maire sans l'être en même temps au fermier, locataire ou gardien de la propriété. Il faut, toutefois, excepter le cas où le locataire ou fermier ne serait autre que l'expropriant lui-même, cas auquel on ne saurait exiger qu'il se notifiât à lui-même un acte qui émanerait de lui. C'est ce qui a été jugé dans une espèce où la compagnie expropriante était détenteur de la parcelle expropriée, d'abord en qualité de locataire et ensuite en vertu d'un arrêté préfectoral qui l'autorisait à l'occuper temporairement (Civ. rej. 15 mars 1869, aff. Ardoin, D. P. 69. 1. 272).

**308.** L'élection de domicile par l'exproprié peut être faite au cours de la procédure d'expropriation pour tous les actes de cette procédure; mais il faut que cette élection de domicile, aussi bien que celle qui émane de l'expropriant (*supra*, n° 205), ait été faite en termes généraux, et n'ait pas été restreinte à certains actes, cas auquel les notifications étrangères à ces actes ne pourraient être valablement faites au domicile élu. D'ailleurs, cette restriction ne se présume pas et doit avoir été exprimée : si l'élection de domicile ne contient aucune mention ayant pour objet d'en restreindre les effets à la notification des actes de procédure ou autres relatifs à une action déterminée, elle embrasse, dans sa généralité, l'ensemble des opérations administratives et judiciaires de l'expropriation; par suite, les offres et notifications peuvent être valablement adressées à ce domicile élu (Civ. rej. 8 nov. 1881, aff. de Lhopital, D. P. 83. 1. 24).

**309.** Il a été jugé que la nullité des offres qui n'ont pas été signifiées au domicile élu ne peut être invoquée par l'exproprié, lorsqu'il est constant qu'il a eu, quinze jours au moins avant sa comparution devant le jury, connaissance desdites offres par la notification faite soit à son domicile réel, soit au maire, et au fermier de l'immeuble exproprié (Civ. rej. 30 avr. 1872, aff. Varnier, D. P. 73. 1. 21). Décidé aussi que la partie qui a comparu volontairement devant le jury, n'est pas recevable à exciper, pour la première fois devant la cour de cassation, du défaut de notification, au domicile par elle élu, des offres de l'Administration, pour faire tomber la condamnation aux dépens par elle encourue faute d'avoir fait connaître, dans le délai fixé par l'art. 24 de la loi de 1841, le montant de l'indemnité à laquelle elle prétendait avoir droit (Civ. rej. 29 nov. 1853, aff. Bienaymé, D. P. 54. 1. 377).

**310.** Les offres qui doivent être faites par l'expropriant à l'exproprié ne sont pas assujetties aux conditions des offres réelles, et aucune nullité ne peut résulter de ce que les formes spéciales à ces offres n'auraient pas été observées. Mais il n'est pas interdit à l'expropriant d'employer la

desquels l'expropriation était poursuivie intéressant à la fois l'Etat et la ville de Rodez, la convocation des parties à comparaître devant le jury aurait pu être faite par le maire de la ville aussi bien qu'elle l'a été par le préfet du département; que, par conséquent, ce dernier a pu, dans l'acte du 20 mai 1876 renfermant cette convocation, se représenter comme agissant dans l'intérêt de la commune de Rodez, sans violer pour cela ni l'art. 57, ni l'art. 31 de la loi précitée;

Sur le deuxième moyen : — Attendu que, d'après les art. 4 et 5 de la même loi, le plan parcellaire des terrains ou édifices dont la cession paraît nécessaire indique les noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits à la matrice des rôles; que l'expropriant se trouve par là autorisé, dans les significations diverses que la loi lui prescrit, à se conformer aux indications que lui fournit la matrice des rôles et qu'il lui serait souvent impossible de contrôler efficacement; — Attendu, en fait, que l'immeuble exproprié sur les demandeurs était inscrit sous le n° 393 de la section C du plan cadastral de la commune de Rodez, au nom de Violettes (Jean-Louis); que l'Administration, ayant su que Violettes était décédé, et ses héritiers ne lui ayant pas fait connaître leurs noms et droits respectifs, elle avait le droit de leur faire signifier collectivement, au dernier domicile du défunt, les actes de la procédure, notamment les offres et l'assignation devant le jury; que c'est, en fait, ce qui a eu lieu; qu'en admettant que tous les copropriétaires intéressés n'aient cependant pas comparu devant le jury, comme l'allègue le pourvoi, ce défaut de comparution ne serait point imputable à l'expropriant, puisque l'assignation était régulière; qu'ainsi ni l'art. 37, ni aucun autre de la loi du 3 mai 1841 n'a été violé;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 24 juill. 1877.—Ch. civ.—MM. Gastambide, pr.—Merville, rap.—Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.—Sabatier et Bosviel, av.

forme des offres réelles et, s'il en usait, l'exproprié serait sans intérêt pour s'en plaindre, aucune augmentation de frais, aucun obstacle à l'exercice de ses droits ni aucun préjudice quelconque n'en pouvant résulter pour lui (Civ. rej. 2 avr. 1859, aff. Cario et aff. Desgrée, D. P. 59. 1. 164, deux espèces).

**311.** L'expropriant est, comme nous l'avons soutenu au *Rép.* n° 401, tenu de faire des offres alors même qu'il nie en termes absolus l'existence du dommage. La doctrine contraire, qui avait été adoptée par certains auteurs (*Rép. ibid.*) et consacrée par un arrêt du 1<sup>er</sup> mars 1843 (*Rép.* n° 510) dispensait en pareil cas l'expropriant de faire aucune offre, estimant que le refus de faire une offre quelconque était logique de la part de l'expropriant qui déniait à l'exproprié tout droit de réclamer une indemnité. Cette doctrine a été condamnée dans les motifs d'un arrêt de la cour de cassation (Civ. cass. 2 mai 1859, aff. Lecuyer, D. P. 59. 1. 206) rendu dans une espèce où l'exproprié avait requis l'acquisition totale de l'immeuble, alors que l'expropriant prétendait qu'il n'était pas dans le cas de faire cette réquisition, et avait refusé toute offre pour le cas où la prétention de l'exproprié serait admise. La cour de cassation a déclaré que « la compagnie excipait vainement de ce qu'elle s'opposait à cette prétention... qu'en effet, d'une part, la compagnie, dûment avertie de la prétention des expropriés, était tenue de remplir les formalités à elle imposées pour mettre la cause en état de recevoir solution sur une question qui, bien que demeurant litigieuse au fond, se trouvait régulièrement introduite au procès. »

L'Administration expropriante doit donc notifier une offre alors même qu'elle refuse de reconnaître le droit à l'indemnité. « Cette offre, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 249, comme l'indemnité elle-même, sera éventuelle et subordonnée au triomphe de la prétention de l'exproprié, mais il faut qu'elle ait été faite; le paragraphe 5 de l'art. 39 est applicable à ce cas. Par suite, si l'offre éventuelle avait été omise, le jury ne saurait, dans l'hypothèse de la reconnaissance ultérieure du droit ou de la qualité contestée, allouer une indemnité inférieure au chiffre de la demande ». D'ailleurs, lorsque l'expropriant se refuse à faire une offre, sous prétexte que l'exproprié n'a aucun droit à une indemnité, on se trouve en présence d'une absence d'offres, ce qui est, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 280, une cause de nullité des opérations du jury.

**312.** Cependant l'obligation de faire une offre ne va pas jusqu'à obliger l'Administration, qui a déjà fait des offres à un exproprié pour la valeur des terrains compris dans l'expropriation, à lui faire des offres spéciales à raison d'un dommage particulier, si elle soutient d'une manière absolue que ce dommage n'existe pas. En se tenant aux offres qu'elle a notifiées, elle satisfait pleinement au vœu de la loi. Celle-ci, en effet, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 284, n'exige pas que l'offre soit la représentation exacte du dommage; elle veut seulement qu'elle soit faite (Civ. rej. 20 mai 1879, aff. Combar et Rey, D. P. 79. 1. 349).

**313.** — V. DÉLAI IMPARTI À L'EXPROPRIÉ POUR DÉLIBÉRER. — Comme on l'a vu au *Rép.* n° 402 et suiv., l'art. 24 de la loi du 3 mai 1841 accorde un délai de quinze jours à l'exproprié pour répondre aux offres de l'Administration et faire connaître ses prétentions, lorsqu'il refuse les offres de l'expropriant. Mais cet article ne l'oblige pas à répondre avant la réunion du jury et en dehors de l'audience. Il est de jurisprudence constante que la partie qui n'a pas, en réponse aux offres de l'Administration, notifié sa demande dans le délai déterminé par la loi, n'en est pas moins admise à faire connaître le montant de ses prétentions devant le jury et à réclamer une somme supérieure aux offres de l'Administration (Civ. rej. 30 janv. 1849, aff. Richemont, D. P. 49. 1. 83; 16 août 1854, aff. Préfet du Jura, D. P. 54. 1. 343; 28 déc. 1859, aff. Commune de Mallemort, D. P. 60. 1. 39). La condamnation aux dépens est la seule peine qu'il puisse encourir pour n'avoir pas observé le délai de l'art. 24 (Mêmes arrêts). Mais cette peine l'atteint alors même que l'indemnité qui lui est allouée dépasserait l'indemnité offerte et atteindrait le chiffre de sa demande. — Bien plus, la modification par l'expropriant du chiffre qu'il avait précédemment offert n'a pas pour effet de soustraire l'exproprié à cette conséquence de l'inexécution de l'art. 24; il devrait être

condamné aux dépens, alors même que l'expropriant aurait consenti volontairement une augmentation des offres qu'il avait d'abord signifiées (Civ. rej. 6 mars 1861, aff. Duc de Brunswick, D. P. 61. 1. 182).

**314.** On a vu au *Rép.* n° 412 et suiv. que la loi a accordé aux représentants des incapables, des mineurs, de l'Etat, des communes et des établissements publics, la faculté d'accepter les offres de l'expropriant, pourvu qu'ils y soient autorisés conformément à l'art. 13 relatif à l'aliénation amiable des biens des incapables (V. *supra*, n° 97 et suiv.). Mais, en pareil cas, le délai de quinzaine qui est imparti par l'art. 24 à l'exproprié pour répondre à la signification des offres de l'expropriant est doublé, ainsi qu'il a été exposé au *Rép.* n° 422, à raison des formalités qu'il est nécessaire de remplir dans les cas prévus par les art. 25 et 26. Et ce délai d'un mois étant, au même titre que le délai de l'art. 24, une partie essentielle du droit de défense, doit être rigoureusement observé en faveur de l'exproprié; la décision du jury qui aurait réglé l'indemnité, sans que le délai d'un mois entre les offres et la réunion du jury ait été observé, serait nulle (Civ. cass. 12 juin 1860, aff. Mauriac, D. P. 60. 1. 405; 26 août 1867, aff. Oblin, D. P. 67. 1. 316). On sait, en outre, que la nullité tirée de la tardiveté des offres faites à l'exproprié n'est couverte ni par la comparution devant le jury, ni par la discussion de ces offres, ni par la demande d'une indemnité supérieure, et qu'elle peut être invoquée pour la première fois devant la cour de cassation (V. *supra* n° 280).

**315.** D'autre part, l'expropriant qui n'a pas observé le délai d'un mois imparti par l'art. 27 de la loi du 3 mai 1841, exciperait en vain de ce que le caractère du bien exproprié ne lui avait pas été signalé par l'incapable, spécialement par la femme, qui s'était annoncée à lui comme propriétaire. L'expropriant est supposé connaître la condition de ceux dont il poursuit l'expropriation; c'est à lui, soit qu'il traite amialement avec une femme mariée, soit qu'il agisse contre elle en justice, de vérifier le régime matrimonial sous lequel elle se trouve placée, tandis qu'aucune disposition de loi n'impose à la femme dotale l'obligation de faire elle-même connaître sa qualité à l'expropriant (Mêmes arrêts). — D'ailleurs, s'il faut que le délai d'un mois ait été observé, il suffit qu'il l'ait été, et la femme dotale ne saurait se plaindre que les offres ne lui aient pas été signifiées, mais à son mari seul inscrit à la matrice cadastrale, si le délai de l'art. 27 a été observé en fait, et si elle a comparu devant le jury sans protestations ni réserves (Civ. rej. 10 févr. 1869, aff. Lévi, D. P. 69. 1. 175).

**316.** — VI. AUGMENTATION ET RÉDUCTION DES OFFRES. — L'Administration peut, après avoir notifié ses offres, les augmenter si elles ne sont pas acceptées par les expropriés, au lieu de porter le débat devant le jury. On a vu au *Rép.* n° 426 que ces offres nouvelles doivent être notifiées aux expropriés sans qu'il soit nécessaire de renouveler les publications et affiches. On a vu également qu'un nouveau délai de quinzaine devait, à dater des nouvelles offres, être laissé aux expropriés pour délibérer. Mais à ce point de vue une distinction doit être établie suivant le caractère des offres nouvellement faites.

**317.** Lorsqu'il se borne à augmenter ou à rectifier le chiffre des offres qui ont été déjà notifiées, l'expropriant n'est pas tenu de renouveler la notification. Jugé, en effet, que l'obligation imposée à l'expropriant de laisser à l'exproprié un délai de quinzaine pour délibérer sur les offres qui lui ont été faites ne s'applique pas aux modifications qui sont apportées aux offres primitives, et spécialement à l'augmentation de ces offres, alors qu'elles portent sur le même objet (Civ. rej. 28 mai 1877, aff. Boulland, D. P. 77. 1. 470; 20 mars 1882, aff. Caillol, *Bulletin civil de la cour de cassation*, 1882 p. 100; 24 mai 1882, aff. Dalloz, *ibid.*). Il suffit, en pareil cas, que l'expropriant fasse connaître devant le jury l'augmentation qu'il propose.

**318.** Le caractère de nouveauté ne résulte pas, pour les offres additionnelles, du fait seul qu'elles sont faites en vue d'un élément d'indemnité que l'expropriant paraissait avoir omis de prendre en considération dans ses offres primitives. Une fois les offres régulièrement introduites, tant que l'objet auquel elles s'appliquent reste le même, le droit de les augmenter, de les préciser, reste entier pour l'expro-

priant ; c'est l'application de la règle du droit commun, qui permet à toute partie de modifier les conclusions par elle antérieurement prises, tant que dure l'instance ou qu'il n'est pas intervenu de contrat judiciaire régulièrement accepté. Ainsi, lorsque l'expropriant a notifié l'offre d'une indemnité pour le prix d'un terrain et les matériaux de démolition, il ne fait pas à proprement parler d'offre nouvelle en déclarant ajouter à son offre primitive une somme plus élevée pour les mêmes matériaux (Civ. rej. 6 mars 1861, aff. Duc de Brunswick, D. P. 61. 1. 182).

**319.** Un supplément d'indemnité portant sur un élément de l'indemnité due, au même titre, à la personne même à laquelle les offres ont été faites, peut également n'être offert que devant le jury, sans nouvelle notification d'offres ni nouveau délai pour délibérer (Civ. rej. 26 août 1867, aff. Mayet, D. P. 67. 1. 317). Il en est de même lorsque l'expropriant vient à déclarer que ses offres s'appliquent à l'immeuble exproprié et au fonds industriel exploité dans cet immeuble par le propriétaire, avec détermination de la portion des offres afférente à ce second chef. Cette déclaration ne constitue pas une offre nouvelle, mais une explication des offres originales (Civ. rej. 20 août 1862, aff. Bouze, D. P. 62. 1. 383). De même encore, l'offre peut être faite par l'expropriant, dans le cours des débats, de faire, à ses frais, des travaux destinés à remédier à l'état d'enclave d'une portion d'immeuble conservée par l'exproprié ; c'est là une simple augmentation d'offres, non soumise au délai de quinzaine prescrit par l'art. 24 de la loi du 3 mai 1841 (Civ. rej. 8 déc. 1863, aff. Wolf Gutman, D. P. 64. 5. 162).

**320.** Lorsque les offres ont été notifiées à un locataire en cette qualité, un supplément d'indemnité peut ne lui être offert que devant le jury, à raison des constructions qu'il a élevées, et dont il est propriétaire en vertu de son bail. Cette addition par l'expropriant, à ses offres primitives, à raison du même immeuble et de la même location, ne peut être considérée comme portant sur un objet nouveau, soit que la rectification de l'offre primitive, le supplément d'indemnité offert aient pour objet de rectifier une erreur dans l'évaluation primitive de l'ensemble de la location, soit que l'expropriant veuille réparer l'omission d'un des éléments de dommage que la cessation de la location devait entraîner (Civ. rej. 26 août 1867, cité *supra*, n° 319). Jugé, de même, que l'expropriant peut, sans observer le délai de quinzaine, réduire l'offre précédemment notifiée dans le cas où il résulte de la procédure que l'expropriation d'un immeuble peut n'être que partielle, alors que les offres avaient été faites en vue d'une expropriation totale (Civ. rej. 27 avr. 1859, aff. Chibout, D. P. 59. 1. 207).

**321.** Mais il n'en est plus de même lorsque les offres portent sur un objet nouveau ; l'obligation imposée à l'expropriant de notifier ses offres à l'exproprié, et de lui laisser le délai de quinzaine pour délibérer, s'applique à toutes offres nouvelles portant sur un objet nouveau et devenues nécessaires au cours de l'instance d'expropriation (Civ. cass. 26 août 1873, aff. Hardivillé, D. P. 73. 1. 488 ; 10 févr. 1874, aff. Dauriac, D. P. 74. 1. 416 ; 8 févr. 1875, aff. Cabley, D. P. 75. 1. 206). Il en est ainsi, notamment, lorsque l'exproprié use du bénéfice de l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841 et requiert l'acquisition totale d'un immeuble morcelé (Civ. cass. 29 mars 1858, aff. Dissart, D. P. 58. 1. 321 ; 22 févr. 1870, aff. Ansas, D. P. 70. 1. 207 ; arrêts précités des 26 août 1873, 10 févr. 1874, 8 févr. 1875 ; 9 janv. 1883, aff. Barrey, D. P. 84. 1. 152 ; 23 avr. 1883, aff. Landon, D. P. 83. 1. 424 ; 28 nov. 1883, aff. Bonnard, D. P. 84. 5. 249 ; 17 mars 1885, aff. de la Goudalie, D. P. 86. 5. 222 ; 9 juill. 1889, aff. Gamblin, D. P. 90. 5. 252 ; Civ. rej. 31 juill. 1889, aff. Virion, D. P. 90. 5. 283). Il résulte de ces arrêts que l'omission de nouvelles offres en pareil cas vicie la décision du jury, alors même que l'exproprié aurait lui-même fixé le prix de l'immeuble entier en demandant l'acquisition totale et n'aurait fait, devant le jury, aucune observation ni réserve (Civ. cass. 22 févr. 1870 ; 10 févr. 1874 ; 8 févr. 1875 ; 17 mars 1885, précités). Peu importe que l'expropriant conteste la prétention de l'exproprié et lui dénie le droit de requérir l'acquisition totale (V. *supra*, n° 311). L'offre supplémentaire est indispensable, quelle que soit la valeur de la réquisition, puisque la contestation de l'expropriant soulève un litige sur le fond du droit qui

donne lieu au règlement d'indemnités alternatives. L'expropriant est tenu de mettre le jury en mesure de fixer deux indemnités, dont une seule deviendra définitive lorsque les tribunaux compétents se seront prononcés sur la prétention de l'exproprié (Civ. cass. 2 mai 1859, aff. Lécuyer, D. P. 59. 1. 208 ; 23 mars 1883, précité ; 9 janv. 1883, précité).

**322.** L'obligation pour l'expropriant de faire des offres nouvelles en cas de réquisition d'acquisition totale et de laisser à l'exproprié le délai de quinzaine pour délibérer sur ces offres s'applique même au cas où les offres primitives renfermeraient une évaluation par mètre, qui pourrait permettre à l'exproprié de déterminer le supplément d'offre afférent au supplément d'acquisition réclamée (Civ. cass. 13 déc. 1865, aff. de Salasc, D. P. 66. 5. 208 ; 12 juill. 1870, aff. Gariel, D. P. 70. 5. 179).

**323.** Pour qu'il en fût autrement et que les offres tardives de l'exproprié n'eussent pas pour effet de vicier la décision du jury, il faudrait que l'exproprié eût formellement renoncé à se prévaloir de la tardiveté des offres (Civ. cass. 9 juill. 1889, aff. Gamblin, D. P. 90. 5. 252). L'exproprié ne pourrait, d'ailleurs, se plaindre du défaut d'offres nouvelles s'il n'avait fait lui-même la réquisition d'acquisition totale que devant le jury. En ce cas, si l'expropriant fait immédiatement des offres nouvelles en rapport avec l'acquisition totale telle qu'elle est requise, l'exproprié qui discute ces offres sans demander de renvoi, renonce par là même au délai qui est établi en sa faveur par l'art. 23 (Civ. rej. 31 juill. 1889, aff. Virion, D. P. 90. 5. 253).

#### SECT. 3. — DE LA FIXATION DE L'INDEMNITÉ PAR LE JURY (Rép. n° 429).

##### ART. 1<sup>er</sup>. — Composition du jury d'expropriation (Rép. n° 430).

###### § 1<sup>er</sup>. — Formation des listes générales annuelles (Rép. nos 431 à 437).

**324.** La mission de dresser la liste annuelle des personnes qui peuvent être appelées à faire partie du jury d'expropriation, est confiée, comme on l'a vu au Rép. n° 431, au conseil général. Peut-elle être déléguée par celui-ci à la commission départementale ? A ne considérer que les termes de l'art. 77 de la loi du 10 août 1871, dans leur généralité, l'affirmative paraîtrait admissible. « La commission départementale, dit cet article, règle les affaires qui lui sont renvoyées par le conseil général, dans les limites de la délégation qui lui est faite ». Il semble donc que le législateur n'ait entendu poser, aux attributions de la commission départementale, d'autres limites que celles qui résulteraient du plus ou moins grand nombre de questions que chaque conseil général lui donnerait à examiner et à résoudre. — Cependant, l'opinion contraire paraît plus conforme à l'esprit de la loi de 1871 et au rôle respectif qu'elle attribue soit au conseil général, soit à la commission départementale. Il est certain, d'abord, que la désignation de la liste annuelle du jury d'expropriation n'a pas été rappelée expressément dans l'énumération des attributions des conseils généraux contenue dans la loi nouvelle, et, par conséquent, le législateur de 1871 n'a pas pu statuer d'une manière spéciale sur cette question. De plus, en présence de l'art. 29 de la loi de 1841, qui veut que cette désignation soit faite par tous les conseils généraux dans leur session annuelle, c'est-à-dire à une époque généralement uniforme pour toute la France, il est difficile d'admettre que chaque conseil puisse se décharger de cette attribution sur la commission départementale, qui statuerait après la fin de la session du conseil et à l'époque qui lui conviendrait. D'autre part, les art. 77 et suiv. de la loi de 1871, qui fixent les attributions de la commission départementale et les limites de la délégation que peut lui donner le conseil général, dont elle est une émanation, ne semblent avoir eu en vue que des affaires particulières, réunissant la double condition d'intéresser le département et de présenter un certain degré d'urgence, ce qui exclurait la rédaction de la liste du jury, acte d'intérêt public. Cette expression *affaires* paraît d'ailleurs bien indiquer qu'il ne s'agit que de questions temporaires, de mesures spéciales,

dont la solution ne pourrait pas, sans inconvénient, attendre la réunion du conseil lui-même; la désignation du jury est, au contraire, une mesure générale et permanente, devant produire son effet pendant une année entière. Enfin, cette interprétation est seule en harmonie avec la définition que les travaux préparatoires de la loi de 1871 donnent du rôle et des attributions de la commission départementale, chargée avant tout, d'assister et de contrôler le préfet pendant l'intervalle des sessions du conseil général. Ainsi, le rapport de M. Waddington s'exprime en ces termes : « Votre commission s'est ralliée au système proposé par la commission de 1870, c'est-à-dire à la création d'une commission départementale chargée, comme délégation du conseil général, de contrôler et de guider le préfet pendant les intervalles des sessions, et investie, en outre, directement par la loi, d'un certain nombre d'attributions importantes, précédemment confiées au préfet ou au conseil de préfecture... Dans la plupart des cas, les délibérations du conseil général portent sur des points nettement déterminés, et le préfet n'a qu'à les exécuter purement et simplement; dans d'autres, au contraire, le conseil général ne peut qu'indiquer d'une façon générale la marche à suivre, et laisse au préfet une grande latitude dans l'exécution... C'est dans ces cas et dans d'autres circonstances analogues que la commission départementale interviendra pour continuer l'action forcément interrompue du conseil général, mais sans empiéter sur le domaine de l'exécution proprement dite. En un mot, elle exercera, au nom du conseil, une sorte de direction en sous-ordre, une surveillance moins lointaine et plus permanente, mais contenue dans la limite des attributions et des pouvoirs du conseil général lui-même ». — Ces considérations ne paraissent nullement s'appliquer au droit de former la liste du jury d'expropriation, c'est-à-dire à une attribution dont le caractère est plutôt judiciaire qu'administratif. M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 349, qui adopte cette opinion, trouve également un argument des plus puissants dans le « caractère même et l'objet de la commission départementale, instituée dans un but de gestion administrative, pour la surveillance des intérêts du département; le jury a pour mission de rendre la justice; sa formation ne touche pas toujours et ne touche jamais qu'indirectement aux intérêts départementaux et, lorsqu'il en est ainsi, ce n'est pas en leur qualité d'auxiliaires de l'Administration que les membres des conseils généraux contribuent à sa formation, c'est au contraire malgré cette qualité et à cause de la confiance que l'élévation et la généralité de leurs devoirs doit inspirer à tous les intéressés. La loi de 1871 n'a donc rien changé aux dispositions de la loi de 1841 ».

En fait, la liste du jury est toujours dressée par le conseil général; aussi la cour de cassation ne paraît-elle avoir été appelée qu'une seule fois à statuer sur la question; mais le moyen a été rejeté comme manquant en fait. Dans l'espèce où cette question a été soulevée, le jugement par lequel le tribunal avait désigné le jury spécial constatait que les membres composant ce jury avaient été choisis sur la liste dressée par le conseil général dans sa dernière session (Civ. cass. 24 nov. 1874, aff. Triadon, D. P. 75. 1. 305). Cette constatation échappait au contrôle de la cour suprême.

325. La cour de cassation ne pourrait pas davantage accueillir un moyen fondé sur ce que la liste du jury ne serait pas l'œuvre du conseil général et n'aurait pas été votée par lui, alors que la liste des propriétaires devant composer le jury d'expropriation a été insérée au recueil des procès-verbaux du conseil général sous la rubrique : *Liste des jurés désignés par chaque conseiller général*, et quand, outre cette insertion au recueil des délibérations du conseil général, la liste y figure avec l'indication de la séance dans

laquelle elle a été arrêtée (Civ. rej. 12 juin 1883, aff. Clau-dot, D. P. 84. 1. 279).

326. L'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, comme on l'a vu au Rép. n° 431, portait à six cents le nombre des jurés du département de la Seine. Une exception analogue a été introduite par la loi du 22 juin 1854 en faveur de l'arrondissement de Lyon (D. P. 54. 4. 125). En vertu de cette loi, le nombre des personnes parmi lesquelles sont choisis les membres du jury spécial chargé de régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique est porté à deux cents pour l'arrondissement de Lyon. En outre une loi du 3 juill. 1880 (D. P. 81. 4. 24) a autorisé le gouvernement à augmenter, lorsque les circonstances exigent cette exception, par des décrets rendus en conseil d'Etat, le nombre des personnes à désigner annuellement par le conseil général, sans que ce nombre puisse dépasser cent quarante-quatre. Il a été fait application de cette loi, notamment, à l'arrondissement de Rouen, pour lequel un décret du 17 août 1881 a fixé à cent quarante-quatre le nombre des personnes parmi lesquelles sont choisis les membres du jury spécial chargé de régler les indemnités d'expropriation (*Bulletin des lois*, n° 10,991).

327. Les conseils généraux autres que celui de la Seine, que celui du Rhône pour l'arrondissement de Lyon et ceux des départements qui comprennent des arrondissements pour lesquels le nombre des jurés est fixé en exécution de la loi du 3 juill. 1880 jugent, ainsi qu'il a été dit au Rép. n° 432, s'il convient de restreindre au minimum de trente-six personnes ou d'étendre dans les limites du maximum de soixante-douze la liste de chaque arrondissement. Au contraire, lorsque le nombre des personnes à désigner a été fixé d'une manière invariable, comme cela a eu lieu pour le département de la Seine, l'arrondissement de Lyon ou les arrondissements pour lesquels le nombre des personnes à désigner a été fixé par décret, conformément à la loi du 3 juill. 1880, la liste dressée par le conseil général doit comprendre exactement le nombre des noms légalement fixé, à peine de nullité du choix du jury qui serait fait par le tribunal ou la cour du jury sur la liste irrégulièrement composée (Civ. cass. 26 avr. 1887, aff. Le Guesnier, aff. de Saint-Quentin, aff. Ternisien et aff. cons. Leveau, 4 arrêts, D. P. 88. 1. 276; Civ. cass. 28 juin 1882, *Bull. civ.* p. 273), et aussi par voie de conséquence des opérations du jury illégalement composé.

328. La jurisprudence persiste, en effet, à considérer comme irrégulièrement composée toute liste qui n'est pas dressée conformément aux prescriptions de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841. Ces prescriptions, comme toutes celles qui ont trait à la formation des juridictions et aux pouvoirs des juges appelés à les constituer, touchent à l'ordre public. Le conseil général doit, en conséquence, lorsqu'il agit sous l'empire exclusif de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, se renfermer strictement, pour fixer le nombre des personnes à désigner, entre le chiffre de trente-six et celui de soixante-douze, et les parties peuvent faire prononcer la nullité de toute désignation du jury faite sur une liste dépassant le nombre de soixante-douze (Civ. cas. 23 janv. 1861, aff. Boulard; Grosset; Dames de la Compassion; Gellée, Billet et Vallée, D. P. 61. 1. 135; 11 août 1875, aff. Marquis, D. P. 76. 5. 234; 9 mars 1881, aff. Blondel, D. P. 82. 1. 461; 27 juin 1881, aff. Chemin de fer du Nord-Est, *Bull. civ.*, 1881, p. 213; 20 nov. 1882 (1); 18 déc. 1882, aff. Paimparey, D. P. 84. 1. 135; 7 févr. 1883, aff. Ville de Dijon, D. P. 83. 5. 267).

329. Mais, si la désignation du jury de session sur une liste irrégulièrement dressée par le conseil général entraîne la nullité de la décision du jury de jugement, ce n'est

(1) (Guigne C. Préfet du Rhône.) — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu les art. 29, 30, 42 de la loi du 3 mai 1841 et l'article unique de la loi des 22 et 26 juin 1854; — Attendu que le choix du jury spécial prescrit par l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841 doit être fait par la cour ou le tribunal de première instance sur une liste dont les formes et la composition sont déterminées par l'art. 28 de ladite loi; — Attendu que le nombre des personnes portées sur cette liste est rigoureusement fixé par la loi; qu'il ne peut être réduit ni dépassé sans que les conditions du choix fait par l'autorité judiciaire en soient essentiellement modifiées; que dès lors le jury spécial formé sur une liste quinze

contient pas le nombre de noms fixé par la loi est nécessairement vicié dans sa composition; — Attendu que l'art. 30, § 1, est compris par l'art. 42 parmi ceux dont la violation donne ouverture à la cassation, et que les prescriptions combinées des art. 29 et 30, comme toutes celles qui touchent à la constitution des juridictions, sont substantielles et d'ordre public; — Attendu que la loi des 22 et 26 juin 1854 a fixé à 200, pour l'arrondissement de Lyon, le nombre des personnes parmi lesquelles seront choisis les membres du jury spécial chargé de régler les indemnités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique; qu'il résulte d'un document officiel soumis à la cour que la liste

qu'autant que c'est la liste même, sur laquelle le choix des jurés a été fait par la cour ou le tribunal, qui contient moins de trente-six ou plus de soixante-douze noms. Aucune nullité ne pourrait résulter de ce que la copie de la liste du conseil général, déposée au greffe du tribunal de l'arrondissement dans lequel l'expropriation se poursuit, contiendrait un nombre de noms inférieur ou supérieur au nombre légal, si cette irrégularité était le résultat d'une erreur de copie et si le jury avait été choisi par le tribunal du chef-lieu sur la liste même du conseil général, laquelle était régulière (Civ. rej. 22 juill. 1889, aff. Roux et aff. Saint (deux arrêts); 2 avr. 1890, aff. Dedons de Pierrefeu (D. P. 91. 1. 39). En effet, l'irrégularité dont la copie est entachée n'empêche pas, en pareil cas, les personnes qui sont appelées à faire partie du jury de session d'avoir reçu l'investiture légale, l'aptitude à faire partie d'un jury de jugement, qu'elles tiennent de la double désignation régulièrement faite par le conseil général et le tribunal; et le choix qui s'exerce parmi elles reste régulier.

**330.** La nullité du choix d'un jury, qui aurait été fait sur une liste composée de soixante-douze noms, ou d'un nombre plus considérable que celui qui a été spécialement fixé pour l'arrondissement à l'égard duquel il existe une exception, devrait être prononcée, alors même que les jurés inscrits sous les numéros excédant le nombre légal auraient été recusés par les parties. En effet, pour écarter ce juré, la partie aurait été dans la nécessité d'user à son égard d'un droit qu'elle aurait pu exercer vis-à-vis d'une autre personne inscrite sur la liste; il a donc été porté atteinte à son droit de récusation, ce qui constitue une nullité substantielle (V. *infra*, n° 443) et entraîne la cassation de la décision du jury (Civ. cass. 9 mars 1881, aff. Blondel, D. P. 82. 1. 461).

Mais, lorsqu'il s'agit du choix d'un juré complémentaire qui est fait par le magistrat directeur (V. *infra*, n° 426 et suiv.), la constitution du jury n'est pas entachée de nullité, bien que la liste sur laquelle le magistrat directeur a exercé son choix contienne, par suite d'une erreur, soixante-treize noms, si d'une part, ce juré complémentaire se trouvait porté sur la liste régulière, et si d'autre part le droit de récusation a été intégralement exercé par les parties sans qu'il y ait eu lieu d'appeler les jurés complémentaires à faire partie du jury, qui s'est trouvé ainsi composé des jurés régulièrement désignés par le tribunal (Civ. rej. 2 avr. 1890, aff. Dedons de Pierrefeu, D. P. 91. 1. 39). En effet, dans ce cas spécial, aucune atteinte n'a été portée au droit de récusation des parties qui n'ont, par suite, subi aucun préjudice du fait de l'irrégularité de la désignation des jurés complémentaires.

**331.** Il résulte des arrêts cités *supra*, n° 328, qu'en raison du caractère d'ordre public des dispositions combinées des art. 29 et 30 de la loi du 3 mai 1841, les moyens tirés de l'irrégularité de la composition de la liste dressée par le conseil général, en ce qui concerne le nombre des personnes désignées, sont recevables pour la première fois, devant la cour de cassation.

**332.** On a vu au *Rép.* n° 437, qu'aux termes de l'art. 47 de la loi du 3 mai 1841, les noms des jurés qui ont fait le service d'une session ne doivent pas être portés sur la liste dressée par le conseil général pour l'année suivante. Mais cette exemption qui est, ainsi qu'on l'a vu au *Rép. ibid.*, soumise à certaines conditions, n'est pas d'ordre public et ne peut donner ouverture à cassation. Si, contrairement aux dispositions de l'art. 47 de la loi de 1841, le conseil général a compris, sur la liste des personnes appelées à faire partie du jury d'expropriation, un citoyen qui a déjà siégé comme juré dans l'année précédente, il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de réparer cette erreur, et, dès lors, le concours de ce juré aux opérations du jury de jugement ne vicie pas lesdites opérations (Civ. rej. 21 mars 1877, aff. Lamotte et autres, D. P. 78. 1. 437). — De même si les règles du code d'instruction criminelle relatives au jury des assises s'appliquent, en principe, au jury constitué en matière d'expropriation (*Rép.* n° 435), et si notamment les incapacités pronon-

cées par les lois relatives au jury en matière criminelle, doivent être étendues au jury d'expropriation, il ne s'ensuit pas que l'observation de ces règles par le conseil général entraîne la nullité des opérations du jury (V. *infra*, n° 382 et suiv.). En effet, l'exercice irrégulier, par le conseil général, des attributions que lui confère l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, n'est pas compris au nombre des ouvertures à cassation spécifiées par l'art. 42 de la loi de 1841 et n'entraîne pas la nullité des opérations du jury qu'autant qu'il porte atteinte au droit de récusation des parties (Civ. rej. 22 août 1855, aff. Com. de Moissac, D. P. 55. 1. 397; 1<sup>er</sup> mai 1861, aff. Blanchet, D. P. 63. 1. 397; 8 avr. 1868, aff. Dunod de Charnage, D. P. 68. 1. 297; 26 juin 1878, aff. Aubert et Goulet, D. P. 78. 1. 435; 30 janv. 1883, aff. Chapelon, D. P. 84. 1. 152; 30 juin 1884, aff. de Jonage, D. P. 85. 1. 415; 9 mars 1886, aff. Plantin, D. P. 86. 5. 234). Spécialement, le fait qu'un des jurés portés sur la liste dressée par le conseil général aurait été âgé de moins de trente ans ne saurait constituer un moyen de cassation (Civ. rej. 22 août 1855; 8 févr. 1876, aff. Roche, D. P. 76. 1. 145; 30 janv. 1883, aff. Chapelon, D. P. 84. 1. 152). Il en serait de même du fait qu'il aurait été porté sur cette liste un failli non réhabilité (Civ. rej. 26 juin 1878 précité); ... Ou de la désignation par le conseil général d'une personne n'ayant pas la qualité de Français (Civ. rej. 1<sup>er</sup> mai 1861 précité). C'est là, d'ailleurs, ainsi qu'on l'a constaté au *Rép.* n° 436, une conséquence du pouvoir souverain qui a toujours été reconnue au Conseil général pour la formation de la liste annuelle.

**333.** L'obligation, pour le conseil général, de dresser chaque année, dans sa session d'août, la liste des personnes qui peuvent être éventuellement appelées à faire partie du jury d'expropriation, a pour corollaire la cessation des pouvoirs des jurés qui ont été pris sur la liste de l'année précédente, dès que la liste nouvelle a été dressée. — La jurisprudence qui a suivi la publication du *Répertoire* a confirmé, sous ce rapport, celle qui y a été constatée, n° 437. Ainsi, il a été jugé à plusieurs reprises que la liste générale dressée annuellement par le conseil général, et sur laquelle est choisi le jury spécial chargé de régler l'indemnité d'expropriation, n'a d'existence que jusqu'à son renouvellement par le conseil général dans sa session ordinaire suivante; que, dès lors, la décision du jury, dont les membres ont été choisis sur la liste de l'année précédente à une époque où la liste nouvelle avait été dressée par le conseil général est nulle d'une nullité d'ordre public qui ne peut être couverte par la comparution des parties devant le jury (Civ. cass. 2 mars 1881, aff. Vieil, D. P. 82. 1. 462; 11 juill. 1883, aff. Commune d'Arpajon, D. P. 84. 1. 184; 17 mars 1890, aff. de Vivens, D. P. 91, 1<sup>re</sup> partie). Et il en est ainsi, alors même que la liste n'aurait pas encore été renouvelée par le conseil général au moment de la désignation des jurés par la cour d'appel, si elle a été renouvelée depuis, mais antérieurement à la constitution du jury (Civ. cass. 10 mars 1858, aff. Chaumier-Dauphin, D. P. 58. 1. 127; 26 déc. 1859, aff. Rollin, D. P. 60. 1. 16; 16 janv. 1865, aff. Jégo, D. P. 65. 5. 179; 22 déc. 1869, aff. cons. Corneille, D. P. 70. 1. 16; 11 févr. 1873, aff. Thomas, D. P. 73. 1. 326; 27 mai 1873, aff. Ville de Murat, D. P. 73. 1. 192; 5 mai 1873, aff. Mayran C. MM. Devienne, 1<sup>er</sup> pr.-Casenave, rap.-Blanche, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.-Clément, av.; 29 janv. 1877, aff. Nicolas C. Commune de Châtillon, MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Aubry, rap.-Godelle, av. gén., c. conf.; 22 mars 1881, aff. Vieil, D. P. 82. 1. 462. V. de Perrony et Delamarre, n° 351; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 329). Ces règles sont applicables en matière d'expropriation pour les chemins vicinaux.

**334.** Le jury d'expropriation ne peut, en conséquence, après le renouvellement annuel de la liste générale sur laquelle sont inscrits les jurés qui le composent, connaître que des affaires commencées à l'époque de ce renouvellement (Civ. cass. 3 juill. 1861, aff. Vignes, D. P. 61. 1. 283). Or, les opérations du jury réuni, en vertu d'une convocation unique, pour statuer sur toutes les affaires comprises dans

du jury d'expropriation dressée par le conseil général du Rhône pour l'arrondissement de Lyon, le 9 sept. 1881, et sur laquelle ont été pris les jurés qui ont réglé l'indemnité allouée à Guigne frères, contient seulement 192 noms; — D'où il suit que la déci-

sion attaquée a été rendue par un jury illégalement formé; — Casse, etc.

Du 20 nov. 1882.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Onofrio, rap.—Desjardins, av. gén., c. conf.—Lecointe, av.



un même jugement d'expropriation, sont réputées commencées, dans le sens de l'art. 45 de la loi du 3 mai 1841, du jour où se sont ouverts les débats relatifs à la première de ces affaires. Le jury peut donc connaître de toutes les affaires pour lesquelles il a été convoqué, quoiqu'il ait été choisi sur une liste qui, encore en vigueur lorsqu'il a statué sur la première affaire, a été renouvelée avant le règlement de l'ensemble des indemnités dont la fixation lui a été déléguée (Civ. rej. 13 mars 1861, aff. Veuve Roubichon, D. P. 61. 1. 181). — Mais les pouvoirs d'un jury expirent avec la session pour laquelle il est convoqué, de sorte que le jury d'expropriation qui, sur une demande d'indemnité contenant plusieurs chefs, statue sur un seul d'entre eux, par suite d'un sursis déclaré, quant aux autres chefs, par le magistrat directeur après accord entre les parties, n'a pas compétence, après la clôture de sa session, et surtout après le renouvellement de la liste annuelle sur laquelle il a été choisi, pour connaître des chefs d'indemnité qui avaient fait l'objet du sursis (Civ. cass. 16 juin 1858, aff. Bourdon, D. P. 58. 1. 325).

**335.** Il résulte encore des mêmes principes que lorsque, postérieurement à la désignation faite par le tribunal ou la cour, mais antérieurement au jour de la réunion du jury d'expropriation, la liste annuelle sur laquelle il a été formé a été renouvelée par le conseil général, le magistrat directeur peut et doit déclarer d'office que les pouvoirs de ce jury sont expirés et qu'il ne saurait, par suite, procéder à de nouvelles opérations non encore commencées (9 sept. 1872, Direct. du jury d'expropriation de Saint-Nazaire, aff. Comp. des paquebots fluviaux, D. P. 72. 3. 69).

**336.** Mais, si les pouvoirs des jurés portés sur la liste dressée par le conseil général à la session ordinaire de chaque année, en vertu de l'art. 29 de la loi de 1841, expirent au renouvellement que le conseil général fait de cette liste à la session ordinaire qui suit, ces pouvoirs ne prennent fin qu'à la condition que ce renouvellement ait été effectué; en effet, la loi ne fixe pas une date précise pour la cessation des pouvoirs des jurés en matière d'expropriation, et entend, par là même, que la liste dressée vaut tant qu'elle n'est pas remplacée. Si donc la session ordinaire du conseil général a été retardée, les jurés désignés sur la liste de l'année précédente restent investis de pouvoirs réguliers tant que la liste n'est pas renouvelée; par suite, les jurés de session doivent être choisis sur cette liste (Civ. rej. 2 févr. 1864, aff. Rigois, D. P. 64. 5. 160; 3 janv. 1872 (1); 30 avr. 1872, aff. Vernier, D. P. 73. 1. 21; 2 juill. 1872, aff. Accary et Dervillé, D. P. 73. 1. 22; Civ. cass. 6 mai 1878, aff. Daliphart, D. P. 79. 1. 172). Et le tribunal saisi, dans ces circonstances, d'une demande en désignation d'un jury spécial, ne peut, sans excès de pouvoir, surseoir à statuer sous le prétexte qu'il y a doute sur la validité de la liste des jurés (Civ. cass. 6 mai 1878 précité); ni, lorsque le conseil général, dans la session suivante, a formé une nouvelle liste, surseoir encore sous le prétexte qu'il y a lieu d'attendre le résultat du pourvoi formé contre la décision précédente, et de faire déterminer le caractère et la nature des sessions de conseils généraux tenues dans des circonstances exceptionnelles (Civ. cass. 6 mai 1878, aff. Dutertre, D. P. 79. 1. 173).

§ 2. — Formation des jurys spéciaux (Rép. nos 438 à 478).

**337.** — I. DÉSIGNATION DU JURY SPÉCIAL PAR LA COUR D'APPEL OU LE TRIBUNAL. — L'art. 30 de la loi du 3 mai 1841 confie, comme on l'a vu au Rép. n° 438, aux cours d'appel, dans les départements qui sont le siège d'une cour,

(1) Treillet et autres C. Chemin de fer du Midi. — LA COUR (après délib. en la ch. du cons.); — Attendu que les jurés qui ont été appelés à statuer sur les indemnités réclamées par les demandeurs avaient été, en vertu de l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841, choisis le 2 sept. 1870 par le tribunal civil de Rodez sur la liste dressée, conformément à l'art. 29 de la même loi, par le conseil général de l'Aveyron dans sa session annuelle de 1869; — Attendu que ce conseil n'a point été, à raison des événements publics, convoqué en 1870; que le décret de la délégation de Tours du 5 déc. 1875 qui avait prescrit pour chaque département la formation d'une commission spéciale chargée, aux lieu et place du conseil général, de dresser la liste dont il s'agit, n'a

et au tribunal du chef-lieu, dans les autres départements, le soin de désigner les personnes qui doivent composer le jury spécial pour chaque expropriation.

Mais ce pouvoir n'est conféré aux cours et tribunaux qu'autant que, par suite d'un jugement d'expropriation ou d'un jugement donnant acte du consentement du propriétaire à la cession, le principe de l'expropriation ou de la cession se trouve irrévocablement et judiciairement acquis et le droit à l'indemnité ouvert en faveur de l'exproprié. Ce n'est, en effet, qu'à la suite de ce jugement qu'il peut, suivant les expressions de l'art. 30 « y avoir lieu de recourir à un jury spécial ». Aussi la désignation du jury qui précéderait le jugement, au lieu de le suivre, serait-elle sans cause légale et viciée d'une nullité absolue qui entraînerait la nullité des opérations du jury ainsi composé (Civ. cass. 12 déc. 1887, aff. Vincentelli, D. P. 89. 1. 39). — Il en résulte que la production du jugement est le préalable nécessaire de la délibération qui désigne le jury et cette délibération devant, comme toute décision judiciaire, porter en elle-même la preuve de sa régularité, devrait, semblait-il, constater qu'elle a été prise sur le vu du jugement (Rép. n° 444). Toutefois, la cour de cassation estime que le visa de l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841 dans la délibération implique nécessairement qu'elle a été prise sur le vu du jugement (Civ. rej. 24 avr. 1888, aff. Blasini, D. P. 89. 1. 40).

**338.** L'art. 30 confère à la première chambre de la cour ou du tribunal la désignation du jury spécial (Rép. n° 438). Cette désignation constitue une opération purement administrative, dépourvue de tout caractère contentieux, et pour laquelle la première chambre a été investie d'une attribution spéciale, qu'elle ne saurait partager avec d'autres chambres du même tribunal ou de la même cour. Aussi n'applique-t-on pas, en pareille matière, la règle de l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, aux termes duquel les renvois après cassation doivent être déferés aux audiences solennelles des cours d'appel, cette disposition n'étant applicable qu'aux litiges d'une nature contentieuse proprement dite. La cour d'appel saisie, par suite d'un renvoi après cassation, de la demande en désignation d'un jury spécial en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, doit donc statuer en chambre du conseil, et non pas en audience solennelle (Orléans, 17 mars 1864, aff. Desbans et Blonjot, D. P. 64. 5. 158).

**339.** Le procès-verbal de la désignation des jurés doit évidemment fournir la preuve de la régularité de cette désignation; toutefois, la délibération portant choix des jurés sur la liste départementale n'est pas viciée par cela seul qu'on a omis d'y constater qu'elle a été prise par la première chambre du tribunal, si elle indique comme siégeant les magistrats qui formaient cette chambre (Civ. rej. 13 mars 1861, aff. Roubichon, D. P. 61. 1. 181; 9 janv. 1861, aff. Surieux, *ibid.*; 3 févr. 1880, aff. Capdeville, D. P. 82. 1. 268).

**340.** Le procès-verbal satisfait également au vœu de la loi, s'il porte que le jury spécial a été choisi par la chambre civile du tribunal ou de la cour, lorsque la cour d'appel ou le tribunal dont il constate la délibération, n'a qu'une seule chambre civile. En effet, « les mots *première chambre*, appliqués à l'une des sections dont se composent les cours d'appel, désignent la première chambre civile, et, là où il n'existe qu'une chambre, celle-là est nécessairement la première chambre » (Civ. rej. 3 févr. 1874, aff. Demoulin, D. P. 74. 1. 240).

**341.** C'est la première chambre régulièrement constituée que la loi a voulu désigner, de telle sorte que le choix

point reçu d'exécution dans le département de l'Aveyron, et qu'au moment où les jurys de jugement ont statué sur les expropriations concernant les demandeurs, la liste dressée dans la session annuelle de 1869 n'avait été remplacée par aucune autre et était encore légalement existante; — Attendu, conséquemment, que les jurés choisis sur cette liste par le tribunal de Rodez le 3 sept. 1870, et qui ont rendu en avril 1871 les décisions attaquées, étaient investis des pouvoirs nécessaires pour le faire;

Par ces motifs, rejette, etc.  
Du 3 janv. 1872.—Ch. civ.-MM. Devienne, 1<sup>er</sup> pr.-Gastambide, rap.-Blanche, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.-Costa, Monod et Clément, av.

du jury ne serait nullement vicié, alors même qu'un magistrat étranger à la première chambre y aurait pris part, s'il avait été appelé pour compléter cette première chambre, et si mention avait été faite du motif de sa participation au choix du jury. L'irrégularité qui résulterait de la présence au nombre des juges d'un magistrat étranger à la première chambre, serait d'ailleurs susceptible d'être couverte par la renonciation des parties à s'en prévaloir. Spécialement, lorsque le nom d'un magistrat qui n'était ni membre de la première chambre du tribunal, ni appelé à la compléter, se trouve indiqué dans la délibération par laquelle un jury d'expropriation a été désigné, et qu'au moment de la composition du jury de jugement le magistrat directeur signale cette erreur, les parties auxquelles il a été donné acte de leur renonciation à s'en prévaloir ne sont pas recevables à invoquer cette mention erronée pour faire annuler la décision du jury (Civ. rej. 17 nov. 1874, aff. Foriel et autres, D. P. 75. 1. 61).

**342.** Aux termes de l'art. 30, le choix des jurés doit être fait en la chambre du conseil, précisément en raison du caractère purement administratif du rôle rempli en cette matière, par le tribunal. En conséquence, il y est procédé sur simple requête présentée par l'expropriant, sans que celui-ci soit tenu d'appeler les expropriés (Civ. rej. 12 juin 1860, aff. Bernardin, D. P. 61. 1. 130). — Le choix du jury doit être également fait en la chambre du conseil lorsqu'il s'agit d'une expropriation poursuivie, en vertu de la loi du 21 mai 1836, pour des travaux d'ouverture ou de redressement des chemins vicinaux. En effet, s'il résulte de l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836 que le tribunal d'arrondissement doit, en prononçant l'expropriation, choisir quatre personnes pour former le jury spécial chargé de régler les indemnités et trois jurés supplémentaires, les dispositions de cet article doivent se combiner avec celles de la loi du 3 mai 1841. Mais l'insertion des noms des jurés dans le jugement d'expropriation n'implique pas que le choix des jurés ait été fait en audience publique, et la mention que le jugement a été précédé d'un délibéré doit faire présumer, au contraire, que la formation du jury a eu lieu en chambre du conseil (Civ. rej. 19 juill. 1870, aff. Syndicat des cours d'eau de la Leue et de la Reve-rotte, D. P. 70. 1. 428; 21 févr. 1882 aff. Pocquet, D. P. 83. 1. 29).

**343.** Le choix de la cour ou du tribunal doit porter sur les jurés compris dans la liste annuellement dressée par le conseil général pour l'arrondissement où l'expropriation a été prononcée. Toutefois, à Paris, le jury chargé de fixer les indemnités dues pour les expropriations consommées dans l'un des arrondissements du département de la Seine, est régulièrement choisi par la cour sur la liste dressée par le conseil général pour tout le département, cette liste n'étant pas subdivisée par arrondissement (Civ. rej. 16 mars 1863, aff. Nézet, D. P. 63. 1. 134).

**344.** La loi n'a pas prescrit que l'arrêt contienne, à peine de nullité, la mention expresse et littérale que les jurés ont été choisis sur la liste dressée dans la dernière session du conseil général. Sans doute, quand il est établi, soit par l'arrêt lui-même, soit par le procès-verbal des opérations du jury, que les prescriptions légales n'ont pas été observées, la procédure et la décision du jury doivent être annulées. Mais quand aucune preuve de ce fait n'est rapportée, et quand, au contraire, l'arrêt de désignation vise l'art. 30, comme l'un de ceux qu'il a observés, on ne peut prétendre que la désignation du jury n'a pas été faite d'une façon régulière, et tirer de l'absence d'une déclaration formulée dans des termes sacramentels, que la loi n'a pas exigée, la raison d'annuler tout ce qui en a été la suite. L'accomplissement des prescriptions de l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841, relatives au choix du jury de la session sur la liste annuelle dressée par le conseil général, est donc suffisamment

justifié par l'énonciation de l'arrêt que le choix a été fait en conformité de la requête de l'expropriant et de l'art. 30, visé dans cette requête (Civ. rej. 18 nov. 1874, aff. Rimailho, aff. Goupil et aff. Séguin (3 arrêts), D. P. 75. 1. 81; 27 août 1878, aff. de Panisse-Passis, D. P. 78. 1. 433). C'est l'application de la règle, constamment suivie par la jurisprudence, que les solennités sont toujours présumées lorsque le contraire ne résulte pas de la teneur des actes qui y sont soumis (Rép. v° *Organisation judiciaire*, n° 506).

**345.** Le choix des jurés doit être également fait sur la liste dressée par le conseil général, en matière d'expropriation poursuivie dans les formes prévues par la loi du 21 mai 1836. Mais il n'est pas non plus nécessaire que les jugements prononcés en cette matière énoncent en termes exprès que les quatre personnes désignées pour former le jury spécial et les trois jurés supplémentaires ont été choisis sur la liste annuelle dressée par le conseil général du département; il suffit qu'il ressorte de l'ensemble du jugement que les prescriptions de la loi ont été observées. Ainsi, le jugement d'expropriation rendu sur la requête du procureur de la République, demandant que le jury soit nommé conformément à l'art. 16 de la loi de 1836 et qui vise cette requête, fait présumer que le tribunal s'est référé aux énonciations qu'elle contient, et que, dès lors, il s'est conformé aux prescriptions de la loi (Civ. cass. 31 déc. 1879, aff. veuve Besnon, D. P. 80. 1. 165). Il en est de même lorsque la requête de la partie qui a demandé la nomination du jury est transcrite dans le jugement, et que celui-ci vise à la fois cette requête et l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836 (Civ. rej. 24 août 1880) (1).

**346.** L'art. 30 de la loi du 3 mai 1841 défère à la cour d'appel le choix du jury en cas de récusation ou d'abstention des membres du tribunal du chef-lieu d'un département qui n'est pas chef-lieu de cour d'appel (Rép. n° 440). Cette règle est également applicable au cas où le tribunal du chef-lieu est dans l'impossibilité, par suite de force majeure, de procéder à la désignation du jury; par exemple, comme cela s'est produit en 1871, lorsque le chef-lieu de département est occupé par l'ennemi; c'est la cour d'appel du ressort qui doit être appelée à désigner les personnes qui feront partie du jury. Et même si la cour d'appel ne peut elle-même, par suite de force majeure, procéder à cette désignation, cette mission doit être confiée au tribunal de l'arrondissement dans lequel a lieu l'expropriation. Ces solutions résultent d'un arrêt de la cour de cassation rendu dans les circonstances suivantes : La ville de Blois étant occupée par l'ennemi, le procureur de la République près le tribunal de Romorantin avait adressé à la section temporaire de la cour de cassation, siégeant à Pau, une requête par laquelle il exposait que le tribunal de Blois, chef-lieu du département de Loir-et-Cher, n'avait pu procéder à la désignation du jury qui devait être appelé à régler les indemnités auxquelles pouvait donner lieu une expropriation pour cause d'utilité publique, poursuivie dans l'intérêt de la commune de Pruniers, située dans l'arrondissement de Romorantin; et, vu l'urgence de l'expropriation poursuivie, demandait que l'affaire fût renvoyée, par la section de la cour de cassation à une autre juridiction compétente, en vertu de l'art. 4 du décret du 25 oct. 1870. La cour reconnut que le tribunal de Blois, chef-lieu judiciaire du département, étant empêché, le choix du jury aurait dû être renvoyé aux termes de la disposition finale du paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1841, à la cour d'appel d'Orléans, à laquelle ressortit le département de Loir-et-Cher, mais, que la ville d'Orléans étant elle-même occupée par l'ennemi, la compétence, pour faire ce choix, se trouvait dévolue au tribunal de Romorantin, dans l'arrondissement duquel avait lieu l'expropriation (Cass. sect. temp. siégeant à Pau, 3 févr. 1871, aff. Douceyron, D. P. 72. 1. 14). « Attendu, dit l'arrêt, que la loi n'attribue

(1) Martin C. Commune d'Enghien. — La cour (après délib. en la ch. du cons.); — En ce qui touche la décision du jury : — Sur le moyen tiré de la violation des art. 29 et 30 de la loi du 3 mai 1841, et 16 de la loi du 21 mai 1836 : — Attendu que la requête du sieur Martin tendant à la nomination d'un jury d'expropriation, conformément à l'art. 16 susindiqué, a été transcrite dans le jugement qui nomme les jurés, en visant la requête et la disposition dudit art. 16; — D'où il suit que ce

jugement constate d'une manière suffisante que les jurés ont été choisis sur la liste générale prescrite par l'art. 29 de la loi du 7 juill. 1833, reproduit par l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, auquel se réfère l'art. 16 de la loi de 1836; que le moyen, en conséquence, n'est pas fondé;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 24 août 1880.—Ch. civ.—MM. Massé, pr.—Rohault de Fleury, rap.—Desjardins, av. gén., c. conf.—Panhard et Nivard, av.

point juridiction, en cette matière, à toute cour d'appel ou à tout tribunal de chef-lieu, mais uniquement à la cour d'appel du ressort, ou au tribunal du chef-lieu du département dans lequel se poursuit l'expropriation, à raison de la connaissance que l'un et l'autre est présumé avoir des aptitudes spéciales des personnes portées sur la liste du jury; d'où la conséquence que, lorsque la cour d'appel et le tribunal du chef-lieu se trouvent empêchés, le tribunal de l'arrondissement dans lequel a eu lieu l'expropriation, étant le seul qui puisse être présumé avoir la connaissance, qui dans l'esprit du législateur a déterminé la compétence, est aussi le seul auquel puisse être déferé le choix du jury d'expropriation » (V. aussi le rapport de M. le conseiller Massé, D. P. *ibid.*). Elle renvoyait en conséquence le choix du jury au tribunal de Romorantin.

**347.** Le caractère administratif de la délibération par laquelle le tribunal ou la cour procèdent à la désignation du jury, a encore pour conséquence d'enlever à l'arrêt ou au jugement de désignation le caractère d'une décision de justice susceptible de produire les effets de la chose jugée. La désignation du jury n'empêche donc pas le tribunal compétent de décider, si la question est ultérieurement soulevée devant lui, que la convocation du jury a eu lieu sans droit (Paris, 10 juill. 1866, aff. Dubois, *Gaz. des trib.* du 18 juill. 1866; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 311).

**348.** Ce même caractère empêche-t-il d'appliquer à la désignation des jurés le principe que nul ne doit être juge et partie dans sa propre cause, de sorte qu'un magistrat, propriétaire d'un immeuble exproprié, ne puisse participer à la désignation du jury qui doit régler l'indemnité à laquelle il a droit? La question reste douteuse.

La cour de cassation a décidé que le fait qu'un magistrat qui était au nombre des expropriés a pris part à la désignation des jurés ne peut être invoqué comme une cause de nullité de la décision par laquelle le jury, ainsi désigné, a réglé l'indemnité due à d'autres propriétaires (Civ. rej. 20 déc. 1886, aff. Stefani, D. P. 87. 1. 175). Mais elle n'a pas eu à se prononcer sur le principe même, c'est-à-dire sur le cas où il s'agirait d'une affaire intéressant un des magistrats ayant pris part à la désignation du jury. Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt du 20 déc. 1886, le moyen était étranger au demandeur, ce qui ne lui permettait pas de s'en prévaloir; l'expropriant seul eût été en droit de l'invoquer contre la décision du jury rendue en faveur du magistrat exproprié. Nous pensons que le magistrat qui est au nombre des expropriés pourrait légitimement s'abstenir de prendre part à la décision qui désigne le jury; mais il nous semble également que le caractère purement administratif de la décision, qui n'a pas le caractère d'un jugement, rend inapplicable en la matière le principe que nul ne saurait être juge en sa propre cause. Les droits des parties sont d'ailleurs sauvegardés par le droit de récusation que la loi leur réserve (V. *infra*, n° 433 et suiv.).

**349.** Ainsi que nous l'avons exposé au *Rép.* n° 444, les cours d'appel et les tribunaux de chef-lieu, lorsqu'ils procèdent à la désignation des jurés, ne sont juges ni du motif, ni de la portée de l'expropriation, non plus que de l'intérêt et du droit que les parties peuvent avoir à une indemnité, à raison des circonstances spéciales dans lesquelles elles peuvent se trouver; il leur appartient seulement d'examiner si la partie qui a présenté la requête en trouve le droit dans la qualité d'expropriant ou d'exproprié. Ce serait seulement pour défaut de qualité du requérant, et non par application de l'intérêt ou du droit qu'il peut avoir à prétendre à une indemnité, qu'il leur serait permis de refuser la désignation du jury (Civ. cass. 13 févr. 1861, aff. Gallet et autres, D. P. 61. 1. 436 D. P. 56, 1. 196).

**350.** — II. DES PERSONNES QUI NE PEUVENT FAIRE PARTIE D'UN JURY DÉTERMINÉ. — L'art. 30, § 2, de la loi du 3 mai 1841 énumère, comme on l'a vu au *Rép.* n° 446, un certain nombre de cas d'exclusion du jury à l'encontre des personnes qui sont présumées avoir un intérêt dans l'expropriation. Non seulement ces personnes ne peuvent faire partie du jury appelé à statuer sur l'indemnité due pour l'immeuble sur lequel elles ont ou prétendent avoir des droits, mais encore elles ne doivent pas être appelées à concourir à l'appréciation des indemnités qui peuvent être dues pour

des immeubles compris dans le même arrêté de cessibilité. La communauté d'intérêts semblables a paru au législateur constituer un motif suffisant d'empêcher l'intéressé de prendre part, comme juré, à l'évaluation de l'indemnité qui doit être attribuée aux autres biens expropriés pour les mêmes travaux (Civ. rej. 14 août 1855, aff. Mounier et Perrin, D. P. 55. 1. 416).

**351.** Mais cette cause d'exclusion ne saurait être étendue au delà des limites que l'art. 30, § 2, lui a assignées. Le paragraphe 2 de l'art. 30, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 348, ne peut être étendu au delà des cas qu'il a prévus : si les exclusions qu'il ordonne ne suffisent pas aux parties, elles ont la voie de la récusation pour écarter les personnes en qui elles peuvent craindre des intérêts opposés aux leurs ou des préventions défavorables. » C'est en ce sens, d'ailleurs, que la jurisprudence applique cette disposition de la loi du 3 mai 1841. Elle décide, notamment... qu'un juré frappé lui-même d'expropriation ne peut être écarté du jury pour cette cause, qu'autant que l'arrêté préfectoral qui désigne les immeubles expropriés sur ce juré, est le même que celui pris à l'égard de l'expropriation pour laquelle a été formé le jury dont il fait partie (Civ. rej. 3 févr. 1858, aff. Mazars, D. P. 58. 1. 126);... — Que l'exclusion du jury, édictée contre les propriétaires d'immeubles soumis à l'expropriation, n'est applicable qu'autant que ces immeubles sont situés dans le département même où le jury est formé et réuni. Ainsi, un propriétaire ne peut être exclu du jury, à raison des immeubles qui lui appartiennent dans un département voisin, alors même qu'il en résulterait pour lui un intérêt indirect dans le règlement des indemnités (Civ. rej. 11 juin 1856, aff. Forest, D. P. 56. 1. 196).

**352.** Outre les causes d'exclusion mentionnées dans le deuxième paragraphe de l'art. 30, il en est d'autres qui s'imposent en vertu du principe général qui ne permet point qu'on soit juge dans sa propre cause. En toutes matières, la récusation du juge qui a un intérêt personnel à la contestation est de droit (*Rép.* v° *Récusation*, n° 11) et, par conséquent, la décision du jury serait entachée de nullité par le fait de la participation d'un juré ayant dans l'affaire un intérêt personnel, si le magistrat directeur avait refusé de faire droit à la demande de récusation proposée par les parties. (Civ. cass. 11 juill. 1859, aff. Bertrand et Cazals, D. P. 60. 1. 412; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 353).

L'art. 30, § 2, qui exclut du jury, comme intéressé au résultat de l'expropriation, le créancier hypothécaire inscrit sur l'immeuble et les intéressés intervenant en vertu des art. 21 et 22, n'est lui-même qu'une application de cette règle de justice supérieure et générale. Il est, en effet, évident que l'élévation de l'indemnité intéresse au plus haut point le créancier inscrit, puisque du chiffre fixé par le jury peut dépendre la conservation ou la perte de sa créance; que les diverses personnes autorisées à intervenir par les art. 21 et 22 ont, elles-mêmes, un intérêt analogue.

**353.** Mais à l'égard des intéressés dont l'exclusion résulte du principe qui vient d'être rappelé, comme à l'égard de ceux qui sont exclus en vertu du paragraphe 2 de l'art. 30 (V. *supra*, n° 351), on ne saurait étendre les motifs d'exclusion et les incompatibilités. Un juré ne serait donc pas, en principe, incapable de statuer sur les affaires dans lesquelles il n'est pas intéressé personnellement, par le seul motif qu'elles auraient été réunies, avec celle qui le concerne, dans une même catégorie; en effet, si elle a pour but de faciliter la prompt expédition des affaires, la réunion en catégories ne suppose pas l'identité des litiges et des intérêts en cause. En conséquence, lorsqu'un juré n'a point été récusé, à raison de son intérêt dans l'une des affaires de la catégorie, et que c'est sur sa propre demande qu'il a été dispensé de ses fonctions de juré pour les affaires de cette catégorie, les opérations du jury ne peuvent être attaquées sous prétexte que la dispense n'aurait été provoquée qu'après la constitution du jury et les opérations préliminaires (Civ. rej. 3 août 1859, aff. Ruella, D. P. 60. 1. 413); — Cependant, d'après un arrêt postérieur (Civ. rej. 30 mars 1863, aff. Nicolas, D. P. 63. 1. 134), la réunion de plusieurs affaires en une même catégorie, du consentement et avec le concours de toutes les parties, établirait entre elles un lien de solidarité tel que l'incompatibilité existant à l'égard de l'une d'elles entraînerait l'incapacité du juré à l'égard

de toutes. D'où il suit qu'en cas de division des affaires par catégories, si un juré avait été exclu du jury par le magistrat directeur pour cause d'incompatibilité résultant de liens de parenté ou de communauté d'intérêts avec les expropriés de l'une de ces affaires, cette décision ne pourrait donner ouverture à cassation en faveur d'autres expropriés de la même catégorie. Les motifs de cet arrêt paraissent être en contradiction avec ceux de l'arrêt du 3 août 1859. Néanmoins, on n'en saurait conclure que, si le juré n'avait pas été récusé par les divers expropriés, sa participation à une affaire de la catégorie dans laquelle il n'aurait aucun intérêt aurait pu affecter la validité de la décision sur ces affaires. Tout ce qui résulte de l'arrêt précité, c'est que les parties ne pouvaient se plaindre d'une récusation qui l'avait écarté pour toutes les affaires de la catégorie, et cette solution ne pouvait faire difficulté. — Dans tous les cas, le juré chez lequel existe une cause d'incompatibilité pour une affaire comprise dans une catégorie donnée n'est pas incapable de statuer sur les affaires classées dans une catégorie distincte (Civ. rej. 3 août 1859 aff. Sarrazin, D. P. 60. 1. 413)... ni sur les règlements d'indemnité soumis aux mêmes jurés constituant un jury différent (Civ. rej. 3 août 1859, aff. Reynaud, D. P. *ibid.*). — Enfin en admettant que le créancier inscrit sur l'un des immeubles expropriés et compris dans une des catégories différentes soumises à des jurys distincts, doive être considéré comme partie intéressée à la fixation de l'indemnité due pour cet immeuble, et, par suite, soit incapable de faire partie du jury chargé du règlement de cette indemnité, son incapacité ne s'étend pas aux immeubles des autres catégories, il peut être membre de l'un des jurys désignés pour ces dernières (Civ. rej. 28 mai 1861, aff. Edet, D. P. 61. 1. 282).

**354.** Un arrêt (Civ. rej. 2 févr. 1846, cité au *Rép.* n° 447) avait décidé que la qualité de conseiller municipal de la ville qui est partie dans un procès en expropriation pour cause d'utilité publique constitue une cause d'incompatibilité avec les fonctions de juré. La même doctrine se retrouve encore dans plusieurs arrêts postérieurs (Civ. cass. 5 avr. 1854, aff. Legros, D. P. 54. 1. 161 ; 11 juill. 1859, aff. Bertrand, D. P. 60. 1. 412). Ainsi, aux termes de cette jurisprudence, les maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune intéressée dans une expropriation ne peuvent, pour incompatibilité de fonctions, être membres du jury chargé de régler l'indemnité due par suite de cette expropriation. Il est évident, en effet, que, s'il n'a pas un intérêt immédiat et personnel à l'expropriation, le juré qui est investi d'une des qualités de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal n'en est pas moins intéressé à l'expropriation, comme chargé des intérêts de la commune. Mais il est nécessaire, pour que sa présence dans le jury soit une cause de nullité de la décision sur l'indemnité, que son exclusion ait été demandée et rejetée par le magistrat directeur, et qu'il ait été porté, par ce refus, atteinte au droit de récusation péremptoire des parties, puisque la violation de l'art. 30 n'est pas de celles qui, aux termes de l'art. 42, donne ouverture à cassation de la décision du jury (Civ. rej. 22 mai 1854, aff. Segond, D. P. 54. 1. 205 ; Civ. cass. 11 juill. 1859, D. P. 60. 1. 412 ; Civ. rej. 11 juin 1856, aff. Forest, D. P. 56. 1. 196 ; 28 mai 1861, aff. Edet, D. P. 61. 1. 282).

**355.** Faut-il voir un revirement de jurisprudence dans deux arrêts postérieurs (Civ. rej. 2 déc. 1863, aff. Berger, et 12 janv. 1864, aff. Soubiran, D. P. 64. 5. 154) qui ont posé en principe que la présence dans le jury d'un conseiller municipal de la commune intéressée à l'expropriation n'est pas une cause de nullité? Doit-on admettre que ces arrêts ont entendu décider que la qualité, chez un juré, de conseiller municipal de la commune expropriante ne saurait être proposée comme une cause d'exclusion par les parties, et que celles-ci ne pourraient faire exclure le juré qu'en usant du droit de récusation péremptoire que l'art. 34 leur confère? L'examen comparé de ces arrêts et de ceux de 1854 et 1859 conduit à reconnaître qu'en réalité la jurisprudence n'a pas varié. Les arrêts du 5 avr. 1854 et du 10 juill. 1859 déclarent, le premier, qu'aux termes du paragraphe 3 de l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841, les conseillers municipaux de la commune qui est intéressée dans une expropriation pour cause d'utilité publique, sont empêchés,

par incompatibilité de fonctions, de siéger dans le jury chargé de fixer l'indemnité due pour l'immeuble exproprié; le second, « qu'en fait un des jurés était membre du conseil municipal de la ville de Béziers partie expropriante; qu'à ce titre il devait être considéré comme intéressé au litige ayant pour objet le règlement de l'indemnité due par ladite ville ». Mais si les arrêts des 2 déc. 1863 et 12 janv. 1864 déclarent expressément que l'on ne saurait considérer comme personnellement intéressé dans une expropriation poursuivie au nom de l'Etat, avec le concours ou dans l'intérêt d'une commune, un juré qui figure parmi les membres du conseil municipal de cette commune, l'arrêt du 2 déc. 1863 reconnaît que la qualité de conseiller municipal aurait pu, si elle avait été invoquée au moment de la formation du jury de jugement, être une cause d'exclusion; et les deux arrêts rejettent les pourvois par le motif que l'art. 42 de la loi du 3 mai 1841 n'ouvre aucune voie de nullité contre la décision à laquelle aurait concouru, sans protestation ni réclamation des parties, un juré, membre du conseil municipal de la commune intéressée à l'expropriation; que le refus même, de la part du magistrat directeur, de prononcer l'exclusion demandée ne donne ouverture à cassation qu'autant qu'il en serait résulté une atteinte au droit de récusation péremptoire de la partie. Or, les arrêts de 1854 et de 1859, bien qu'ils considèrent la qualité de conseiller municipal comme une cause d'incompatibilité, reconnaissent également que le refus du magistrat directeur d'exclure un juré n'entraîne nullité que lorsque ce refus a porté atteinte au droit de récusation, l'art. 30, § 2, n'étant pas visé par l'art. 42 de la loi du 3 mai 1841. — On peut donc conclure de ces différents arrêts, malgré le caractère différent qu'ils attribuent à la qualité de conseiller municipal de la commune expropriante, que cette qualité reste une cause d'exclusion lorsqu'elle est proposée par les parties, et que le refus, par le magistrat directeur, d'y faire droit, entraîne la nullité de la constitution du jury, lorsque les parties ont dû, pour exclure le juré, exercer intégralement leur droit de récusation. Mais si ce droit n'a pas été entravé, et si, par exemple, la partie de laquelle est venue la récusation motivée de l'intéressé n'a pas usé de son droit de récusation péremptoire, ou ne l'a pas exercé d'une manière complète, en ne proposant qu'une seule récusation péremptoire, le refus du magistrat directeur d'accueillir la récusation motivée de l'intéressé ne renferme plus qu'une infraction au paragraphe 2 de l'art. 30, qui ne peut donner ouverture à cassation (V. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 356-357).

**356.** L'incompatibilité qui résulte des fonctions de maire ou d'adjoint ne s'applique pas aux maires et adjoints de la ville de Paris, en raison de la nature spéciale de leurs attributions qui les laissent étrangers à l'administration des biens de la ville (Civ. rej. 6 mars 1861, aff. Duc de Brunswick, D. P. 61. 1. 182 ; 10 juill. 1861, aff. Lemasson, D. P. 61. 1. 284). — Il a été jugé également que les membres du conseil général, sur l'initiative duquel a eu lieu l'expropriation, ne sauraient être exclus du jury en vertu du paragraphe 2 de l'art. 30 (Civ. rej. 8 août 1853, aff. Francaïn, D. P. 53. 1. 233).

**357.** Il y a encore incompatibilité entre la qualité de maire président du bureau de bienfaisance et les fonctions de juré, dans les expropriations qui concernent les biens administrés par le bureau de bienfaisance, puisque le maire est le représentant légal du bureau en tout ce qui touche l'administration de ses biens (Civ. rej. 14 août 1855, aff. Monnier et Perrin, D. P. 55. 1. 416).

**358.** Le paragraphe 2 de l'art. 30 doit, suivant M. Daffry de la Monnoye (t. 1, p. 358), être appliqué aux administrateurs d'une compagnie qui figure dans l'expropriation comme partie poursuivante ou comme partie expropriée. Cette opinion nous paraît fondée; l'incompatibilité repose ici sur des motifs analogues à celle qui atteint les conseillers municipaux et doit avoir les mêmes effets.

**359.** Un arrêt du 20 mars 1854 (aff. Davillier, D. P. 54. 1. 112) a décidé que les membres des tribunaux de commerce ne peuvent être membres d'un jury d'expropriation; qu'en conséquence le jury d'expropriation dont a fait partie un juge au tribunal de commerce, maintenu par le magistrat directeur malgré sa réclamation, est irrégulièrement composé, et rend, par suite, des décisions nulles.

C'est l'application de la règle de l'art. 5 de la loi du 27 vent. an 8, d'après laquelle les juges ne peuvent être requis pour un autre service public, la dénomination générale de juges comprenant les juges des tribunaux de commerce.

Nous croyons, avec M. Daffry de la Monnoye, t. 4, p. 394, qu'il faut décider de même à l'égard des juges de paix. Mais, comme les irrégularités commises dans la composition de la liste du jury ne donnent pas par elles-mêmes ouverture à cassation, on doit admettre que la présence d'un juge consulaire ou d'un juge de paix dans le jury ne donne pas ouverture à cassation s'il n'y a eu aucune réclamation de la part du juré ou contre lui (Civ. rej. 5 févr. 1855, aff. Meurisse de Saint-Hilaire, D. P. 55. 1. 59).

360. Le juge suppléant, dont les fonctions sont passagères et accidentelles, pourrait faire partie du jury d'expropriation (Civ. rej. 6 déc. 1854, aff. Bonnet, D. P. 54. 5. 351). Il en serait ainsi alors même qu'il aurait, en remplacement d'un juge titulaire, pris part au jugement qui a prononcé l'expropriation : et de cette circonstance résulterait contre lui, non pas une incapacité absolue de siéger ultérieurement dans le jury, mais seulement une cause de récusation, qui devrait être proposée lors de la formation du jury. Il faudrait en dire autant des juges suppléants des tribunaux de commerce.

Cependant le magistrat directeur du jury pourrait valablement décider qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de juré et celles de juge suppléant près le tribunal de commerce, et déclarer, en conséquence, que le juré ne siégera pas. En agissant ainsi, le magistrat prend une décision qui rentre dans la sphère des pouvoirs discrétionnaires, à l'égard des causes d'excuse et d'empêchement des jurés, qu'il tient de l'art. 32 de la loi du 3 mai 1841 (Civ. rej. 11 août 1873, aff. Quiquandon, D. P. 73. 1. 487).

Aucune disposition légale ne déclare incompatible avec les fonctions de juré, en matière d'expropriation, celles de conducteur des ponts et chaussées, alors même qu'elles sont cumulées avec celles d'agents voyers cantonaux et que l'expropriation est poursuivie au nom du département. Il en résulte que le magistrat directeur qui refuse la radiation d'un juré investi de ces fonctions ne porte aucune atteinte à la loi ni au droit de récusation péremptoire (Civ. rej. 30 oct. 1889, aff. Baudoin et autres, D. P. 90. 1. 463). Toutefois, s'il ordonnait la radiation de ce juré, il resterait dans la limite des pouvoirs que la loi lui attribue, et sa décision ne saurait être utilement déferée à la cour de cassation (Civ. rej. 11 mars 1878, aff. Vidal et autres, D. P. 78. 1. 435).

361. — III. CONVOCATION DES JURÉS ET DES PARTIES ; NOTIFICATION DE LA LISTE DU JURY. — La convocation des jurés et des parties, qui doit suivre la désignation du jury par la cour d'appel ou le tribunal civil, est réglée par l'art. 31 de la loi du 3 mai 1841 (Rép. n° 449). D'après cet article, le préfet, ou le sous-préfet, convoque les jurés et les parties ; ces fonctionnaires ont à cet égard des pouvoirs généraux qui s'étendent à tous les cas, que l'expropriation ait lieu au profit de l'Etat, d'un département, d'une commune ou d'un concessionnaire (Civ. rej. 24 juill. 1877, aff. Violettes, *suprà*, n° 304). Mais leurs pouvoirs ne sont pas exclusifs, et la convocation des jurés et des parties peut être également faite à la requête de la partie expropriante, et, par exemple, à la requête du maire de la ville dans l'intérêt de laquelle l'expropriation a lieu (Civ. rej. 6 avr. 1859, aff. Cario, et aff. Desgrée, D. P. 59. 1. 164).

362. La convocation peut être également faite par le concessionnaire de travaux publics subrogé à l'Administration en vertu de l'art. 63 de la loi du 3 mai 1841, qui autorise les concessionnaires à exercer les droits de l'Administration et les soumet à ses obligations (Civ. rej. 29 août 1854, aff. Auger, D. P. 54. 1. 321 ; 4 juin 1855, aff. Fourtanier, D. P. 55. 1. 285).

363. Aux termes de l'art. 31, la partie à la requête de laquelle est faite la convocation des parties et des jurés est tenue de se concerter dans ce but avec le magistrat directeur (V. sur ce point, Rép. n° 450). Cette obligation est considérée comme remplie lorsqu'il est constaté au procès-verbal que la convocation a eu lieu conformément à l'art. 31 de la loi du 3 mai 1841. Dans tous les cas, l'irrégularité qui résulterait de l'inobservation de cette règle serait couverte

par la comparution des parties devant le jury sans protestation ni réserves (Civ. rej. 29 juill. 1857, aff. Héritiers de Gontaut-Biron, D. P. 57. 1. 348).

Pour établir le concert prescrit par l'art. 31, il est d'usage de remettre entre les mains du magistrat directeur une expédition de la décision qui choisit les jurés ; mais cette remise, n'étant prescrite par aucune disposition légale, ne saurait être exigée à peine de nullité (Civ. rej. 29 mars 1858, aff. Dubois, D. P. 58. 1. 321).

364. On a vu au Rép. n° 451, qu'il faut comprendre au nombre des parties devant être convoquées tous ceux qui ont des droits ou même simplement des prétentions à une indemnité, lorsque cette indemnité n'a pas été réglée à l'amiable. Toutefois, en cas de cession amiable d'un immeuble soumis à expropriation, sauf règlement de l'indemnité par le jury convoqué pour un jour désigné dans la convention, l'Administration, que le cédant a dispensé de l'assigner devant ce jury, est, par là même, autorisée à ne pas lui notifier la liste des jurés sur laquelle il doit être procédé à la formation du jury de jugement (Civ. rej. 26 nov. 1860, aff. Prat Salles, D. P. 60. 1. 484).

365. En dehors du cas de cession amiable, les notifications prescrites par l'art. 31 doivent être faites, en premier lieu, à tous ceux qui sont mentionnés au jugement d'expropriation ou qui, par suite de mutations opérées depuis le jugement, sont inscrits à la matrice cadastrale comme propriétaires des parcelles expropriées. C'est, en effet, comme on l'a exposé *suprà*, n° 137 et suiv., contre celui qui est inscrit à la matrice cadastrale comme propriétaire que l'expropriation est régulièrement poursuivie. Peu importerait, à ce point de vue, que le propriétaire inscrit fût décédé au cours des opérations ; la citation n'en serait pas moins valablement donnée à son nom s'il était inscrit à la matrice cadastrale (Civ. rej. 10 mai 1875, aff. Flipo, D. P. 77. 1. 31). Toutefois, en pareil cas, l'Administration serait libre d'assigner collectivement devant le jury, au dernier domicile du défunt, les héritiers qui ne se seraient pas fait connaître (Civ. rej. 24 juill. 1877, aff. Violettes, *suprà*, n° 302). — Au contraire, si les héritiers se sont fait connaître, les notifications doivent leur être faites individuellement (Civ. cass. 25 avr. 1887, aff. Hochocq, D. P. 87. 1. 456).

Les notifications prescrites par l'art. 31 doivent, en outre, être faites aux intéressés que le propriétaire a désignés et à tous ceux qui sont intervenus et se sont fait connaître à l'expropriant, dans le délai fixé par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, comme ayant des droits sur l'immeuble frappé d'expropriation, à peine de nullité de la décision du jury (Civ. cass. 15 juin 1858, aff. Pallix, D. P. 58. 1. 324).

366. Lorsque la convocation est faite par le préfet ou le sous-préfet et que ces fonctionnaires ne sont pas les représentants de la partie expropriante, mais agissent comme représentants de la puissance publique, l'expropriant doit être convoqué, aussi bien que l'exproprié, avec indication, au moins huit jours à l'avance, du lieu et du jour de la réunion du jury ; tel est spécialement le cas où l'expropriation est poursuivie par une commune, à la diligence du maire, pour l'établissement d'un chemin vicinal et où la convocation est faite par le préfet (Civ. cass. 30 nov. 1857, aff. Commune de Bellenaves, D. P. 58. 1. 82 ; 17 déc. 1867, aff. Commune de Salles, D. P. 68. 1. 15). En effet, lorsqu'elle n'est pas représentée par le préfet ou le sous-préfet, la partie expropriante a le même intérêt que la partie expropriée à recevoir la notification de la liste et à connaître le jour et le lieu de la réunion du jury pour défendre ses droits devant lui. S'il en est autrement dans le cas où la commune expropriante est représentée par le préfet et le sous-préfet, c'est que ces fonctionnaires, chargés, d'après l'art. 31, de la loi du 3 mai 1841, de convoquer les parties en leur faisant connaître les noms des jurés, n'ont pas besoin de s'adresser à eux-mêmes ces notifications (Civ. rej. 16 mars 1885, aff. Commune de Lamotte Saint-Heray, D. P. 85. 1. 347. V. aussi les arrêts du 30 nov. 1857 et 17 déc. 1867 précités).

367. On a vu au Rép. n° 452 que la notification prescrite par l'art. 31 est régulièrement faite dans les formes prescrites par l'art. 15 de la loi du 3 mai 1841 (*suprà*, n° 204 et suiv.), c'est-à-dire au domicile élu et, à défaut d'élection



de domicile, par double copie au maire et au représentant de l'exproprié, à peine de nullité.

**368.** Lorsqu'il s'agit d'une commune, la signification de la liste du jury d'expropriation, qui doit en principe être faite au maire, est régulièrement faite à l'un des membres du conseil municipal remplissant les fonctions de maire, quoique l'empêchement de celui-ci, des adjoints et des conseillers municipaux plus anciens, ne soit pas expressément constaté. Cet empêchement est, en effet, légalement présumé, la loi ayant pourvu à ce que les fonctions administratives soient exercées d'une manière permanente et sans interruption, par des fonctionnaires qui, de plein droit, se substituent les uns aux autres en cas d'empêchement (Civ. rej. 18 mai 1863, aff. Commune de Courbevoie, D. P. 63. 1. 320).

**369.** S'il s'agit d'un immeuble appartenant à une femme mariée, la citation doit être donnée en même temps au mari, l'immeuble fût-il dotal (Civ. cass. 11 janv. 1848, aff. Darmailhac, D. P. 48. 5. 182), ou affecté au commerce de la femme marchande publique (Civ. cass. 25 mai 1868, aff. Rivière, D. P. 68. 1. 253). Mais l'assignation est valablement donnée au mari seul, lorsque les immeubles sont des biens de communauté.

Lorsqu'il s'agit d'une expropriation dirigée contre un prodigue pourvu d'un conseil judiciaire, l'assignation devant le jury doit être donnée à la fois au prodigue et à son conseil (Civ. cass. 17 avr. 1866, aff. Quesnot, D. P. 66. 5. 195; 4 mars 1890, aff. de Sereys, D. P. 90. 5. 260). L'assignation qui serait donnée au prodigue seul, au domicile du conseil judiciaire, serait nulle (Civ. cass. 16 août 1864, aff. Quesnot, D. P. 64. 5. 165), et la comparution du conseil seul devant le jury ne couvrirait pas la nullité qui résulte de l'irrégularité de la citation ainsi donnée.

**370.** On a vu au *Rep.* n° 453, que le délai de huit jours qui doit séparer la convocation de la réunion des parties et des jurés n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances. Mais ce délai doit être rigoureusement observé; la décision sur l'indemnité serait nulle, si la convocation avait eu lieu moins de huit jours avant la réunion du jury (Civ. cass. 29 juin 1846, aff. Duhallay-Coëtquen, *Bull. civ.*, 1846, p. 229).

**371.** Le délai de huitaine ne comprend ni le jour de la notification, ni celui de la réunion du jury. C'est ce qu'a jugé un arrêt de cassation du 14 déc. 1869 (aff. Nol-leau, D. P. 70. 1. 80), en considérant comme tardive une convocation notifiée le 30 juillet pour le 7 août suivant. Un précédent arrêt avait, il est vrai, considéré comme régulière une convocation faite le 11 mai pour le 19 et admis, par conséquent, que le jour de la signification de la liste des jurés aux expropriés, ou celui de la convocation du jury, est compris dans le délai de huitaine qui doit s'écouler entre cette signification et cette convocation (Civ. rej. 27 août 1862, aff. Pitrat, D. P. 66. 5. 207). Mais la plupart des auteurs adoptent avec raison la jurisprudence de l'arrêt du 14 déc. 1869. Il est à remarquer, en effet, que l'art. 31 prescrit de faire convocation *au moins* huit jours à l'avance (Delalleau, t. 1, n° 489; de Perrony et Delamarre, n° 370; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 383; Crépon, art. 31, n° 50).

**372.** La nullité qui résulte de ce que la convocation des jurés a été tardive n'est encourue qu'autant qu'elle a empêché les jurés de se présenter au jour de la réunion du jury pour concourir à sa formation et a exercé ainsi une influence sur la constitution du jury. Si donc les jurés tardivement convoqués ont comparu ou ont présenté des excuses, la nullité de la décision du jury ne doit pas être prononcée (Civ. rej. 7 janv. 1874, aff. Commune de la Salle, D. P. 74. 1. 215; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 384), alors surtout que les jurés tardivement convoqués ont pris part aux opérations sans protestations ni réserves des parties. — Mais lorsque la convocation a été tardive et qu'il en est résulté l'absence, au jour de la réunion, d'un certain nombre de jurés qui ont dû être remplacés par des jurés supplémentaires, le jury se trouve atteint dans sa constitution et sa décision est, par suite, entachée d'une nullité d'ordre public, qui ne peut être couverte ni par le silence des parties ni par l'exercice de leur droit de récusation (Civ. cass. 14 déc. 1869, aff. Cons. Nol-leau, D. P. 70. 1. 80).

Les mêmes principes s'appliquent à la convocation tardive de l'exproprié; elle n'entraîne la nullité des opérations qu'au-

tant qu'elle a eu pour effet de l'empêcher de comparaître. Il est, en effet, de jurisprudence que la comparution volontaire de l'exproprié devant le jury le rend non recevable à exciper des vices que renfermait la convocation à laquelle il a obtempéré, tout au moins lorsqu'il ne se prévaut pas de ces vices et ne fait, à l'audience, ni protestation, ni réserve (Civ. rej. 20 nov. 1854, aff. Masteaux, D. P. 54. 5. 341; 16 mai 1859, aff. Fraisse, D. P. 59. 1. 206; 24 févr. 1864, aff. Commune de Beaumont-le-Roger, D. P. 64. 5. 165; 27 déc. 1864, aff. Couturier, D. P. 65. 5. 171; 27 janv. 1869, aff. Andrac, D. P. 69. 1. 245).

**373.** En règle générale, la partie à la requête de laquelle la convocation a eu lieu ne saurait se prévaloir de ce que le délai de huit jours n'aurait pas été observé. En effet, l'expropriant, ayant l'initiative et la direction de la procédure, n'est pas admis à se prévaloir des irrégularités qui lui sont imputables. Spécialement, une commune est irrecevable à se faire un grief de ce qu'un délai de six jours seulement aurait séparé la citation de l'ouverture des débats, si cette citation a été faite à la requête du maire, son représentant légal (Civ. rej. 21 mars 1887, aff. Commune de Saint-Honoré-les-Bains, D. P. 88. 1. 276).

**374.** La convocation des jurés et la notification aux parties peuvent être faites, ainsi qu'on l'a exposé au *Rep.* n° 454, non seulement par les huissiers, mais aussi par tous les agents de l'Administration. De ce nombre est le maire, à l'exception du cas où il agit, dans la procédure d'expropriation, comme représentant de la commune car « sa position de représentant de la partie ôte alors à ses actes le caractère d'impartialité et, par conséquent, la foi en justice qui doit appartenir aux actes destinés à constater des poursuites ou des faits judiciaires ou extrajudiciaires » (Civ. rej. 26 août 1857, aff. Commune de Beaurecq, D. P. 57. 1. 354). Mais, en dehors de ce cas, la compétence du maire pour faire la notification prévue par l'art. 31 subsiste alors même qu'il fait lui-même partie du jury (Civ. rej. 6 avr. 1859, aff. Cario et aff. Desgrées, D. P. 59. 1. 164).

On range encore parmi les agents habiles à faire les notifications aux parties les agents assermentés des compagnies de chemins de fer, lorsqu'il s'agit de notifications qui intéressent la compagnie à laquelle appartient l'agent, les procès-verbaux de ces agents faisant foi jusqu'à preuve contraire, aux termes de l'art. 24 de la loi du 15 juill. 1845 (Civ. rej. 11 janv. 1865, aff. Menet et Masson, D. P. 65. 5. 170; Civ. rej. 17 mars 1869, aff. Morin et de Montrond, D. P. 69. 1. 272; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 410). La citation peut également être donnée par un garde champêtre, cet agent étant de ceux qui sont autorisés à faire les notifications en matière d'expropriation, et cela surtout lorsqu'il s'agit d'une expropriation intéressant la commune où ils exercent leurs fonctions (Civ. rej. 3 févr. 1880, aff. Capdeville, D. P. 82. 1. 268. — V. *infra*, n° 884). Au contraire, comme on le verra *infra, ibid.*, la citation qui contient la convocation des jurés et des parties ne pourrait être valablement notifiée par un agent dont les procès-verbaux ne valent que comme simples renseignements, tels qu'un sergent de ville ou un appariteur (Daffry de la Monnoye, *loc. cit.*).

**375.** L'incompétence de l'officier ministériel ou de l'agent qui fait la notification entraînerait la nullité de ce qui a suivi, et notamment de la décision du jury (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 362). Mais cette nullité serait, comme toute autre irrégularité de la procédure, couverte par la comparution volontaire. Spécialement, la nullité de la notification de la liste du jury d'expropriation, tirée de ce que cette notification a été faite par le maire de la commune expropriante, est couverte lorsque l'exproprié a comparu devant le jury, sans la faire valoir, et en se bornant à proposer ses moyens au fond (Civ. rej. 16 mai 1859, aff. Fraisse, D. P. 59. 1. 206).

**376.** L'assignation donnée à l'exproprié à l'effet de comparaître devant le jury doit, à peine de nullité, être précédée de la désignation des jurés qui doivent statuer sur l'indemnité d'expropriation (Civ. cass. 14 août 1867, aff. Tinard, D. P. 67. 1. 316). Ainsi, la décision du jury est nulle dans le cas où l'assignation est antérieure à la désignation des jurés appelés à statuer dans l'affaire, et contient, notamment, notification des noms des jurés désignés pour une autre affaire, alors même que les deux listes seraient absolument

identiques; en ce cas, la procédure n'est pas validée par la comparution des parties devant le jury sans aucune protestation (Même arrêt). — Mais la nullité résultant du défaut de notification de la liste du jury à la partie expropriée est couverte par la comparution de la partie sans protestation devant le jury (Civ. rej. 22 août 1853, aff. Dupuis, D. P. 53. 1. 284; 29 nov. 1853, aff. Bienaymé, D. P. 54. 1. 377; 27 déc. 1864, aff. Couturier, D. P. 65. 5. 171; 7 août 1867, aff. Coré, D. P. 67. 1. 494; 22 déc. 1875, aff. Pallix, D. P. 76. 5. 233; 12 mai 1880, aff. Jacquier, D. P. 81. 1. 260; Civ. rej. 7 mars 1883, aff. Commune de Savenay, D. P. 84. 1. 343; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 501). Jugé, spécialement, que le défaut de convocation de l'ingénieur en chef à la réunion du jury d'expropriation, huit jours au moins avant cette réunion, et le défaut de notification de la liste des jurés au même ingénieur constituant, à supposer qu'il en résulte une irrégularité de procédure, de simples vices de forme couverts par le silence de la partie devant le jury: une telle irrégularité n'est pas proposable pour la première fois devant la cour de cassation (Civ. rej. 22 août 1853, précité).

**377.** L'expropriant, comme l'exproprié, est admis à invoquer le défaut de convocation et le défaut de notification de la liste des jurés toutes les fois qu'il n'est pas représenté par le préfet ou le sous-préfet auteur de la convocation (Civ. cass. 17 déc. 1867, aff. Commune de Salles, D. P. 68. 1. 15). L'expropriant serait, au contraire, non recevable à se prévaloir des nullités qui peuvent se rencontrer dans les convocations adressées soit à lui-même, soit aux jurés, par le sous-préfet représentant légal de l'Etat au nom et dans l'intérêt duquel il poursuit lui-même l'expropriation (Civ. rej. 9 janv. 1883, aff. Lissardy, D. P. 84. 1. 128).

**378.** L'obligation de signifier aux parties la liste des jurés peut être accomplie au moyen de la signification d'un extrait du jugement ou de l'arrêt qui a désigné le jury; aucune disposition de la loi n'oblige à le signifier intégralement aux parties et notamment à faire figurer dans la notification les noms des magistrats qui ont pris part à la désignation des jurés; il suffit que les noms de ceux-ci soient exactement reproduits (Civ. rej. 18 févr. 1863, aff. Bourdely, D. P. 63. 1. 253; 8 juill. 1863, aff. Malice, D. P. 63. 1. 253). En effet, la loi se borne à dire que la notification aux parties leur fait connaître les noms des jurés.

**379.** La preuve que la convocation faite à la partie expropriée, pour être présente aux opérations du jury, contient l'indication des noms des jurés, résulte suffisamment de ce que l'exploit de convocation, dont le procès-verbal des débats constate la représentation, mentionne, parmi les pièces jointes et laissées en copie, l'arrêt par lequel la cour a choisi le jury spécial, lorsque les noms des jurés se trouvent indiqués dans cet arrêt (Civ. rej. 29 mars 1853, aff. Veuve Roy, D. P. 53. 1. 103).

**380.** La notification serait nulle si la liste des jurés qu'elle fait connaître aux parties n'était pas conforme à celle qui a été arrêtée par la cour ou le tribunal. Toutefois, si un juré titulaire était décédé au moment où a été rendu le jugement qui composait le jury spécial, l'omission de son nom dans la notification ne serait pas une cause de nullité, puisque cette omission n'a pas pu avoir pour résultat de priver l'exproprié du concours de ce juré, surtout si le magistrat directeur avait ordonné, dès le début des opérations, que le juré décédé serait remplacé par un juré supplémentaire, et qu'ainsi aucune atteinte n'aurait été portée au droit de récusation des parties (Civ. rej. 3 févr. 1880, aff. Capdeville, D. P. 82. 1. 268).

**381.** La notification aux parties de la liste du jury a pour effet de rendre irrévocable, tant à leur égard qu'à l'égard de l'Administration, la composition du jury. Mais, d'après la jurisprudence, le jury n'est pas acquis aux parties tant qu'elles n'ont pas reçu notification de la liste de ce jury et assignation à comparaître devant lui, et, jusqu'à cette notification, le jury incompetent qui a été désigné peut être remplacé par un nouveau jury (Civ. rej. 29 juin 1868, aff. Changelnet, et 26 août 1868, aff. Ville d'Elbeuf, D. P. 68. 1. 444; Civ. cass. 3 janv. 1882, aff. Ronfard, D. P. 84. 1. 200; Civ. rej. 6 juin 1888, aff. Sérilhac, D. P. 89. 5. 252). Ainsi, tant que la liste du jury n'a pas été notifiée aux expropriés, et que ceux-ci n'ont pas été

convoqués devant le jury, le tribunal peut réparer les irrégularités commises dans un acte de pure formalité qui n'appartient pas par sa nature à la juridiction contentieuse; ces actes, s'accomplissant sans que les parties y aient été appelées, ne peuvent porter atteinte ni à leurs droits acquis ni à leurs intérêts.

Cette solution offre évidemment des avantages sérieux en permettant de réparer facilement des erreurs assez fréquentes et de nature à préjudicier aussi bien aux particuliers qu'à l'Administration, puisqu'elles sont susceptibles de prolonger indéfiniment la situation incertaine qui résulte d'une expropriation pour laquelle l'indemnité n'a pas été définitivement réglée. Mais on peut se demander si elle est bien conforme à l'esprit de la loi du 3 mai 1841, et si elle ne prête pas à de graves abus. Il semble que la désignation du jury pour une catégorie d'affaires soit, dès le principe, essentiellement irrévocable; la solution contraire conduirait à attribuer à l'une des parties un droit de récusation plus étendu que celui qui lui est accordé par l'art. 34. En effet, si le jury désigné n'est pas acquis à l'exproprié avant la notification que lui doit faire l'expropriant, celui-ci peut toujours provoquer la désignation d'un nouveau jury, à la seule condition de ne pas notifier le précédent à l'exproprié, et se procurer ainsi un droit de récusation s'étendant à tout le jury, au lieu de ne s'exercer, comme le permet l'art. 34, qu'à l'égard de deux jurés; le droit de récusation deviendrait ainsi absolu et indéfini pour l'une des parties, alors que, pour l'autre, il resterait renfermé dans les étroites limites de l'art. 34. Or, le législateur n'a pas entendu consacrer une telle inégalité de situation; il résulte, au contraire, des dispositions de la loi du 3 mai 1841 qu'il a voulu empêcher l'expropriant de choisir entre plusieurs jurys celui qui doit statuer sur une affaire. C'est, en effet, dans ce but qu'il a disposé que les jurys ne seraient pas désignés pour une certaine durée, mais pour une ou plusieurs affaires déterminées. Il est vrai que la loi a laissé à l'expropriant un moyen indirect de se soustraire au jugement du jury désigné; la doctrine et la jurisprudence admettent que les pouvoirs du jury désigné expirent dès que la liste générale a été renouvelée, à moins que ce jury n'ait déjà commencé ses opérations; l'administration n'a donc qu'à attendre le renouvellement de la liste générale, pour avoir le droit d'obtenir un nouveau jury. Mais ce moyen de récusation absolue est indirect et, en outre, il ne peut être exercé qu'à la condition de différer pendant un an, ou au moins pendant plusieurs mois, le règlement des indemnités et la prise de possession. Il n'a donc pas, au même degré, les graves conséquences que nous avons signalées, et il ne paraît pas qu'il y ait à craindre de voir l'expropriant en faire usage, d'autant plus qu'il s'exposerait à voir l'exproprié requérir la réunion du jury à l'expiration du délai de l'art. 55 (V. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 337).

**382.** La désignation des jurés peut être l'objet d'erreurs ou d'inexactitudes qui mettent obstacle à la régularité de la convocation. Si celle-ci, par suite, est restée inefficace à l'égard d'un ou de plusieurs jurés, en résultera-t-il un vice dans la constitution du jury? Il y a lieu de distinguer suivant que l'erreur est imputable à l'expropriant ou aux agents chargés de faire la notification ou qu'elle est le fait, soit du conseil général, soit de la cour ou du tribunal.

**383.** Dans le premier cas, le jury n'est pas régulièrement constitué et ses opérations sont nulles (Civ. cass. 22 août 1853, aff. Monthus, D. P. 53. 1. 232; 7 avr. 1858, aff. Salomon, D. P. 58. 1. 156). Il en est ainsi, spécialement, lorsque le citoyen dont les prénoms ont été substitués, dans l'exploit de notification, à ceux du juré inscrit sur la liste, a refusé de recevoir l'exploit, en prévenant de l'erreur l'agent qui le lui remettait, et que celui-ci, au lieu de porter la notification au juré à qui elle eût dû être faite, s'est borné à dresser procès-verbal de ce refus (Arrêt précité du 7 avr. 1858).

**384.** Dans le second cas, au contraire, il est certain que, malgré l'absence des jurés qui n'ont pas été dûment avertis, le jury est régulièrement constitué et que ses opérations sont valables. La jurisprudence est bien établie en ce sens, et elle a, depuis longtemps, abandonné la doctrine contraire qu'avaient admise certains arrêts (R<sup>ap</sup>. n° 435-3° et 4°) pour le cas où l'erreur provient de la cour ou du tri-

bunal dans la confection de la liste spéciale du jury de jugement. Elle déclare expressément dans plusieurs arrêts, et il résulte implicitement de ses autres décisions, que les erreurs qui se sont produites dans la désignation des jurés et l'inefficacité de la convocation qui en a été la conséquence, ne sont susceptibles d'entraîner la nullité des opérations qu'autant qu'elles sont imputables à l'expropriant ou aux agents qui ont été chargés de notifier la convocation aux jurés. Peu importe qu'un ou plusieurs jurés aient été inexactement désignés par le conseil général ou par l'autorité judiciaire; il suffit que l'expropriant se soit conformé aux indications de noms, prénoms, qualités et domicile fournies par l'arrêt ou le jugement désignant des jurés, d'après la liste dressée par le conseil général, et que l'agent chargé de notifier la convocation a fait ce qui dépendait de lui pour que chacun des jurés auquel elle s'adressait en fût touché (Civ. rej. 3 févr. 1855, aff. Meurisse de Saint-Hilaire, D. P. 55. 1. 59; 20 mars 1855, aff. Montrocher, D. P. 55. 1. 61; 22 août 1855, aff. Commune de Moissac, D. P. 55. 1. 396; 4 juin 1856, aff. Bordès, D. P. 56. 1. 196; 30 juin 1856, aff. Ville de Pamiers, D. P. 56. 1. 263; 28 juill. 1856, aff. Madlaine et aff. Royer, D. P. 56. 1. 82; 24 juill. 1860, aff. Pascal, D. P. 60. 1. 406; 11 juin 1861, aff. Bertrand, D. P. 61. 1. 285; 21 août 1861, aff. Wulchet, D. P. 61. 1. 309; 27 janv. 1869, aff. Barbe, aff. Tollemache-Sainclair, aff. Andrac, aff. Ferraud, aff. Dame Jeanne, et aff. Hugues (5 arrêts) D. P. 69. 1. 244; 12 avr. 1870, aff. Dalbis de Gissac, D. P. 70. 1. 389; 25 avr. 1875, aff. Séguin, D. P. 75. 1. 56; 26 avr. 1881, *infra*, n° 866; 28 juin 1881, aff. Commune de Decize, D. P. 83. 1. 28; 26 nov. 1883, aff. Tartoin, D. P. 84. 1. 336; 31 juill. 1883, aff. Combé, D. P. 84. 1. 407; 13 juin 1888, aff. Camus, D. P. 89. 1. 432; 22 janv. 1889, aff. Deloy, D. P. 90. 1. 255).

La plupart de ces arrêts ont été rendus dans des espèces où aucune personne à laquelle pût s'appliquer la désignation fournie par la liste dressée par l'autorité judiciaire n'avait été trouvée ni au domicile indiqué, ni dans la commune (Arrêts des 5 février, 22 août 1855, 4 et 30 juin 1856, 19 juin 1861, 27 janv. 1869, 12 avr. 1870, 28 juin 1881, 31 juill. 1883, 13 juin 1888). Aux termes de l'arrêt du 28 juin 1881, les recherches demeurées infructueuses avaient été faites, dans l'affaire sur laquelle il a statué, non seulement dans la commune, mais aussi dans la région avoisinante. — Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt du 12 avr. 1870, la liste dressée par le conseil général désignait un juré sous le nom de Galtée, propriétaire à Blamont, commune de Verrières, arrondissement de Millau, alors que dans cette commune il n'existait aucun endroit appelé Blamont et aucun habitant du nom de Galtée, et que ce nom avait dû être pris à Blamont, commune de Verrières, arrondissement d'Espalion; et la cour déclare qu'il ne peut résulter aucune nullité de ce que l'huissier chargé de la notification n'a pas cru devoir rechercher ce juré dans un arrondissement autre que celui indiqué sur la liste. — Dans une autre espèce (Arrêt du 28 juill. 1856, aff. Madlaine), où un juré désigné sur la liste du conseil général comme domicilié à Paris, telle rue et tel numéro, n'avait pas été trouvé à l'adresse indiquée, la constitution du jury a été déclarée régulière, bien qu'il ne fût pas constaté que des recherches eussent été faites ailleurs pour retrouver ce juré. — La nullité n'est pas encourue non plus lorsque l'inefficacité de la convocation provient de ce que le juré indiqué comme domicilié dans une commune a quitté sa résidence, de telle sorte que la citation n'a pu être donnée

en temps utile... (Arrêt du 20 mars 1855);... ou de ce qu'il avait, avant la confection de la liste, transporté sa résidence dans un autre arrondissement, l'huissier chargé de la notification n'étant pas tenu de la rechercher à ce nouveau domicile (Arrêt du 26 nov. 1883).

Enfin, dans l'espèce sur laquelle a statué l'arrêt du 25 avr. 1875, l'irrégularité consistait dans une erreur de prénoms susceptible de créer une incertitude sur l'identité d'un des jurés: le nom du juré auquel la convocation avait été remise avait dû, par suite, être radié; mais, comme l'erreur existait sur la liste telle qu'elle avait été remise à l'expropriant, il n'y avait point là une cause de nullité.

**385.** L'art. 31 de la loi du 3 mai 1841, ne prescrit aucune forme spéciale pour la remise de l'exploit de convocation au cas où le juré n'a pas été trouvé au domicile indiqué. On peut, dès lors, en pareil cas, suivre le mode de procéder déterminé par l'art. 69, § 8, c. proc. civ., relativement aux personnes qui n'ont en France ni domicile connu, ni résidence actuelle, c'est-à-dire faire la citation au parquet (Civ. rej. 28 févr. 1853, aff. Cottin, D. P. 53. 1. 63; 2 mars 1853, aff. Hainguerlot, D. P. 53. 1. 136; 23 août 1854, aff. Jacomet, D. P. 54. 1. 320; 28 juill. 1856, aff. Madlaine, D. P. 56. 1. 292).

**386.** L'impossibilité de trouver à leur domicile un ou plusieurs des jurés désignés sur la liste arrêtée par le conseil général donne lieu simplement à leur remplacement pour cause d'absence, dans la composition du jury spécial, et non à la revision de la liste générale: une telle revision sortirait de la compétence du tribunal chargé de la formation de ce jury, et des attributions du magistrat directeur (Civ. rej. 16 mai 1859, aff. Fraisse, D. P. 59. 1. 206).

**387.** L'erreur dans la désignation du juré ne peut, d'ailleurs, être une cause de nullité que lorsqu'elle est de nature à rendre douteuse son identité. Spécialement, l'identité d'un juré est suffisamment établie par son nom patronymique, malgré les erreurs que peut présenter la liste sur les prénoms, âge, lieu de naissance et domicile de ce juré, s'il résulte du procès-verbal qu'il n'existait dans le département aucun autre individu du même nom y possédant des propriétés... alors surtout que les parties elle-mêmes, formellement interpellées à cet égard, avant le tirage du jury, par le magistrat directeur, n'ont élevé aucune réclamation (Civ. rej. 8 mai 1855, aff. Villemansens, D. P. 55. 1. 168; 8 juin 1874, aff. Autran, D. P. 74. 1. 387; 2 févr. 1869, aff. Bloteau, D. P. 69. 1. 184). Il a été jugé également que les erreurs consistant dans la désignation inexacte des prénoms d'un juré, ou dans le fait que, sur la liste du jury de jugement, il a été donné à un juré qui n'a pas d'enfants la qualité de père, ne sont pas une cause de nullité, lorsqu'il est constant que la décision du jury a été prise avec le concours du juré que le tribunal avait entendu désigner (Civ. rej. 29 juin 1852, aff. Jourdan, D. P. 52. 1. 172; Civ. cass. 23 mars 1881) (1). Jugé de même encore qu'un juré est suffisamment désigné sur la liste notifiée, par ses nom, prénoms, domicile, et la qualification de propriétaire, quoiqu'il soit aussi membre du conseil général et qu'on ait omis de lui donner cette autre qualification, surtout lorsqu'il n'y a pas d'autre juré du même nom sur la liste (Civ. rej. 8 août 1853, aff. Francain, D. P. 53. 1. 233).

**388.** L'assignation, comme juré, d'un individu portant les noms de l'un des jurés inscrits sur la liste, n'est pas non plus une cause de nullité, quoique l'identité de cet individu et du juré ne soit pas justifiée, lorsqu'aucune fraude ne peut

(1) (Meilheurat C. Commune de Montmarault.) — LA COUR; — Vu la connexité, joint les pourvois portant au greffe les nos 37187 et 37139; — Sur le premier moyen: — Attendu que la désignation des jurés, contenue dans l'exploit de notification aux demanderes, est conforme à celle du tribunal civil de Moulins du 15 sept. 1880, qui a choisi les jurés sur la liste dressée par le conseil général de l'Allier; — Attendu que ces jurés ainsi désignés sont, d'après le procès-verbal, ceux qui se sont présentés et ont concouru à la fixation de l'indemnité sans que les parties aient élevé le moindre doute sur leur identité; — Attendu que l'omission des prénoms de certains et la qualification de père donnée à l'un d'eux, signalé par les pourvois comme n'ayant pas d'enfants, ne sont pas de nature, en dehors de toute autre indication, à pouvoir induire en erreur sur l'identité des jurés; que, dès lors, le moyen n'est pas fondé; — Rejette ce moyen;

Mais sur les deuxième et troisième moyens réunis: — Vu l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que les prescriptions de cet article ont pour but de faire connaître au jury les prétentions respectives des parties d'une part et, d'autre part, les bases de leurs prétentions; que ces formalités essentielles doivent être rigoureusement observées; — Et attendu que le procès-verbal des opérations du jury constate que le tableau des demandes et les plans parcellaires n'ont pas été mis sous les yeux du jury; — D'où suit que c'est en violation formelle de l'art. 37 ci-dessus visé qu'ont été rendues les décisions du jury et les ordonnances d'exécution du magistrat directeur; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le quatrième moyen;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 23 mars 1881.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Rohault de Fleury, rap.—Desjardins, av. gén., c. conf.

être reprochée à l'expropriant, et que la personne ainsi assignée n'a pas fait partie du jury, qui s'est trouvé régulièrement formé sans son concours (Civ. rej. 19 juin 1861, aff. Bompied, D. P. 61. 1. 286).

**389.** Les erreurs, dans la désignation des jurés, qui n'ont pas pour résultat de priver l'exproprié de la présence d'un ou plusieurs jurés et d'entraver ainsi son droit de récusation, ne donnent pas ouverture à cassation, lorsqu'elles n'ont fait l'objet d'aucune réclamation de la part des parties, surtout quand celles-ci ont été invitées par le magistrat directeur à faire connaître les causes d'exclusion ou d'incompatibilité qu'elles pourraient avoir à proposer à l'encontre des jurés. « Leur silence, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 376, indique suffisamment qu'elles ont compris la désignation faite sur la liste, de la même manière que l'auteur de la convocation et que le magistrat directeur (Civ. rej. 22 juill. 1850, aff. Achardy, D. P. 50. 1. 280; 29 juin 1852, aff. Jourdan, D. P. 52. 1. 172; 5 juin 1861, aff. Marion-Vallée, D. P. 61. 1. 288; 19 juin 1861, aff. Bertrand, D. P. 61. 1. 285; 10 avr. 1866, aff. Fontaine, D. P. 66. 5. 205; 14 août 1867, aff. Guffroy-Meunier, D. P. 67. 1. 493; 2 févr. 1869, aff. Blotteau, D. P. 69. 1. 184; 8 juin 1874, aff. Autran, D. P. 74. 1. 387; 12 mai 1880, aff. Jacquier, D. P. 81. 1. 260).

**390.** Le droit de prononcer sur les difficultés relatives à l'identité des jurés appartient au magistrat directeur, en vertu de l'art. 32 de la loi qui le constitue juge des causes d'empêchement et d'excuses des jurés. Aussi ne suffit-il pas aux parties qui contestent l'identité d'un juré de formuler des réserves vagues et générales; il leur faut soumettre au magistrat directeur, dans des conclusions formelles, leurs motifs de réclamation, qui constitueraient devant la cour de cassation un moyen irrecevable comme mélange de fait et de droit (Civ. rej. 26 avr. 1881, *infra*, n° 866; 23 févr. 1885, aff. Morange, D. P. 86. 5. 229). Le magistrat directeur jouit d'ailleurs d'un pouvoir très étendu en ce qui concerne l'appréciation de l'identité des jurés, et sa décision, si elle n'est pas souveraine, n'est guère réformée par la cour suprême qu'autant que la preuve contraire est manifestement fournie. — Ainsi, il a été jugé : 1° que, si le magistrat directeur reconnaît, d'après les circonstances, que la désignation est applicable au juré qui a été convoqué, et maintient, en conséquence, ce juré sur la liste du jury spécial, il ne fait, en cela, qu'user des pouvoirs qui lui sont attribués par la loi (Civ. rej. 7 mars 1855, aff. Dulac, D. P. 55. 1. 122); — 2° que lorsque la liste renferme une erreur susceptible de créer une incertitude sur l'identité d'un des jurés, la radiation de celui-ci est régulièrement prononcée par le magistrat directeur sur la demande de l'expropriant et sans opposition de la part de l'exproprié (Civ. rej. 25 avr. 1875, aff. Séguin, D. P. 76. 1. 56).

**391.** Il est admis également que le magistrat directeur peut procéder valablement au remplacement d'un juré absent lorsqu'il est constaté que l'huissier s'est vainement présenté chez le juré, n'y a trouvé personne, que les voisins se sont refusés à recevoir la copie de la citation, et que l'huissier a remis la copie aux mains du maire qui a visé l'original (Civ. rej. 30 mars 1881) (1).

**392.** Enfin, la mention inexacte d'un juré dans la notification de la liste faite à l'exproprié n'est pas une cause de nullité, si le nom de ce juré a été rayé avant la constitution du jury du jugement en vertu d'une ordonnance du magistrat directeur qui l'a retranché de la liste en raison une excuse légalement admise (Civ. rej. 14 déc. 1876, aff. Dubost, D. P. 78. 1. 72).

**393.** La convocation qui est adressée aux parties doit indiquer le lieu de la réunion du jury. On verra *infra*, n° 514 et suiv., que ce lieu ne saurait être changé sans qu'il en

résulte une atteinte au principe de la publicité des débats. Une erreur dans la désignation du lieu de réunion du jury serait donc susceptible d'entraîner la nullité des opérations, si elle avait empêché les parties d'y assister et avait mis obstacle à la composition régulière du jury. Il faut en dire autant du jour de la réunion : une erreur de date qui ne permettrait pas aux parties ou aux jurés de connaître d'une façon certaine le moment où le jury doit se réunir entraînerait la nullité des opérations (Civ. 29 juin 1846, aff. Duhallay-Coëtquen, *Bull. civ.* 1846, p. 229).

**394.** Il en serait de même si le bulletin de citation remis à l'exproprié contenait des surcharges qui ne lui permettraient pas de connaître l'heure de la réunion du jury (Civ. cass. 21 avr. 1874, aff. Comet, D. P. 74. 1. 488). Et lorsque, dans une session comportant un certain nombre d'affaires, un jour d'audience a été indiqué pour une affaire déterminée, si le magistrat directeur a, sans attendre la date fixée, constitué le jury la veille du jour convenu et reçu le serment des jurés, sans avertissement donné aux parties et en leur absence, il y a nullité des opérations, à moins que les parties n'aient comparu sans protestation (Civ. rej. 7 mars 1855, aff. Dulac, D. P. 55. 1. 122). — Mais la partie à la requête de laquelle la convocation a eu lieu ne peut se plaindre de ce qu'on ne lui a pas fait connaître le jour et l'heure de la convocation (Civ. rej. 21 mars 1887, aff. Commune de Saint-Honoré-les-Bains, D. P. 88. 1. 276).

**395.** — IV. DU MAGISTRAT DIRECTEUR DU JURY. — La loi, comme on l'a vu au Rép. n° 460, a placé près du jury d'expropriation pour en surveiller et diriger les opérations, un magistrat qu'elle désigne sous le nom de directeur du jury. Ce magistrat (Rép. n° 272 et 461) est commis par le jugement d'expropriation, qui désigne, pour le remplacer au besoin, un autre membre du tribunal; en cas d'absence ou d'empêchement des deux magistrats ainsi désignés, il est pourvu à leur remplacement par une ordonnance sur requête du président du tribunal civil.

**396.** Les magistrats désignés par le jugement d'expropriation pour remplir les fonctions attribuées au directeur du jury tiennent leurs pouvoirs de la délégation qui leur est faite expressément et personnellement par le tribunal; et c'est seulement lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de remplir ces fonctions qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement par ordonnance du président. — Il en résulte tout d'abord que le juge qui siège en remplacement du magistrat directeur, sans avoir été spécialement commis à cet effet, conformément aux dispositions de l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841, commet un excès de pouvoir qui porte atteinte à la constitution même du jury (Civ. cass. 9 mars 1880, aff. Commune de Saint-Pierre de Sucy, D. P. 81. 5. 200; 2 mai 1883, aff. de Fumel, D. P. 83. 1. 392).

Il en résulte encore qu'il n'y a pas lieu de procéder au remplacement du magistrat directeur, lorsque le jugement d'expropriation a désigné un juge pour diriger les opérations du jury et un juge suppléant pour remplacer ce juge en cas d'empêchement, et que le premier des deux magistrats ainsi désignés s'est seul trouvé empêché (Civ. cass. 11 mars 1885, aff. de Beaucourt, D. P. 85. 1. 240). — Dans l'espèce qui a donné lieu à ce dernier arrêt, le jugement du tribunal de Lisieux, qui avait désigné le magistrat directeur, avait commis à cet effet M. Lerouge, juge au tribunal, et pour le remplacer au besoin, M. Bigard juge suppléant. M. Lerouge ayant, dans l'intervalle entre le jugement d'expropriation et la réunion du jury, quitté le tribunal de Lisieux, le président du tribunal avait, par ordonnance, commis un nouveau titulaire, M. Delarue, et désigné une seconde fois M. Bigard pour suppléer M. Delarue. La cour de cassation a jugé qu'il n'y aurait eu lieu de pourvoir au remplacement du juge suppléant qu'autant qu'il eût

(1) (Desoutter C. Ville d'Amiens.) — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi : — Attendu que l'huissier chargé d'instrumenter à la requête du maire de la ville d'Amiens, qui poursuivait l'expropriation pour cause d'utilité publique, et de citer le sieur Boucher, juré titulaire, pour le jour auquel le jury spécial devait être formé, a constaté dans son exploit que le sieur Boucher n'était pas à son domicile à Amiens, ni personne pour lui, et que les voisins ont refusé de recevoir la copie qui lui était destinée; que, dans cette situation, cet officier ministériel s'est

transporté à la mairie de la commune et a déposé ladite copie aux mains du maire, qui a visé l'original; — Attendu qu'en agissant ainsi, il s'est conformé à la prescription de l'art. 68, c. proc. civ., et, le juré Boucher ayant été légalement sommé, il a pu être, en son absence, procédé régulièrement à son remplacement pour la formation du jury; que les dispositions de loi visées par le pourvoi n'ont donc pas été violées; — Rejette, etc.

Du 30 mars 1881. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Baudouin, rap. — Desjardins, av. gén., c. conf. — Godey et Mimerel, av.

été, lui aussi, dans l'impossibilité d'exercer les fonctions désignées; que cette impossibilité ne pouvait être admise dans l'espèce, puisque l'ordonnance du président le désignait à nouveau comme suppléant; d'où il résultait qu'il devait être considéré comme ayant eu seul qualité pour diriger les opérations du jury chargé de fixer l'indemnité due au demandeur en cassation.

**397.** Sans doute, dans l'espèce qui vient d'être exposée, le magistrat désigné pour remplacer, en cas d'empêchement le magistrat directeur, n'était que juge suppléant, et cette circonstance paraît avoir déterminé l'ordonnance illégale du président du tribunal; mais elle ne saurait avoir aucune influence au point de vue des pouvoirs du magistrat directeur désigné en seconde ligne. En effet, d'après l'art. 49 du décret du 30 mars 1808, un juge doit, en cas d'empêchement, être remplacé soit par un juge d'une autre chambre, soit par un juge suppléant; et il résulte de cette disposition, comme de l'esprit des lois et décrets sur l'organisation judiciaire, que les juges suppléants sont membres du tribunal, qu'ils sont aptes à remplir les fonctions de juge quand les titulaires sont empêchés et que les juges suppléants, aussi bien que les juges titulaires appelés en remplacement, sont présumés l'avoir été en raison de l'empêchement des juges qui devaient être appelés avant eux dans l'ordre de leur nomination ou de leur titre. Ces règles sont applicables toutes les fois qu'il n'y est pas dérogé par un texte spécial; or l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841 ne contient aucune disposition contraire, et il n'est pas douteux qu'un juge suppléant puisse, à défaut de juge titulaire, être commis pour remplir les fonctions de magistrat directeur du jury d'expropriation (Civ. rej. 25 janv. 1853, aff. Cottin et autres, et aff. Troyon (deux espèces) D. P. 53. 1. 27).

**398.** La présomption en vertu de laquelle le remplacement du magistrat directeur par le juge qui est désigné pour le suppléer est réputé motivé par l'empêchement du premier, s'attache également de plein droit à l'ordonnance du président qui porte nomination d'un nouveau magistrat directeur, en remplacement de ceux qui avaient été primitivement désignés par le jugement d'expropriation (Civ. rej. 4 mars 1861, aff. Duffié et Malliez, et aff. Epoux Duffié père, D. P. 61. 4. 183; 16 mars 1863, aff. Nézot, D. P. 63. 1. 134).

**399.** La même présomption s'applique au cas où la nomination du magistrat directeur du jury en remplacement de celui désigné par le jugement d'expropriation est faite par le vice-président du tribunal ou par le juge qui en remplit les fonctions: ce magistrat est présumé n'avoir procédé à cette nomination que par suite de l'empêchement du président et des vice-présidents plus anciens, sans que la constatation de la cause, ni même du fait de cet empêchement, soit nécessaire (Civ. rej. 18 févr. 1863, aff. Bourdely, D. P. 63. 1. 253).

**400.** Le soin de commettre un nouveau directeur du jury à défaut de ceux qui ont reçu cette mission du tribunal est confié, pendant la durée des vacances, au président de la chambre des vacations. En effet, cette chambre est instituée pour s'occuper des affaires urgentes requérant célérité, et il faut ranger au nombre de ces affaires l'expropriation pour cause d'utilité publique, essentiellement urgente de sa nature. Lors donc qu'il y a lieu de pourvoir, pendant les vacances, au remplacement du directeur du jury empêché, la nécessité du service exige que le président de cette chambre exerce les fonctions attribuées par l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841 au président du tribunal civil (Civ. rej. 25 janv. 1853, aff. Cottin et autres, D. P. 53. 1. 27).

**401.** Le président du tribunal chargé de la mission de magistrat directeur du jury a qualité, comme président, pour procéder, en cas d'empêchement, à son propre remplacement comme directeur du jury (Civ. cass. 20 mars 1855, aff. Montrochet, D. P. 55. 1. 61). Il n'existe à ce point de vue aucune incompatibilité.

**402.** Bien que l'art. 14 ait confié cette mission au président et prescrit la nomination d'un nouveau directeur du jury, en remplacement des magistrats empêchés, par une simple ordonnance, il n'y aurait rien d'irrégulier à ce que ce nouveau directeur du jury fût désigné par un second jugement du tribunal. C'est du moins ce qui a été jugé dans une espèce où le directeur du jury avait été désigné par le

tribunal conformément à l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836 (Civ. rej. 17 déc. 1877, aff. Touchy, D. P. 78. 1. 52).

**403.** On a vu au *Rép.* n° 461 que le magistrat directeur du jury peut être récusé pour les causes prévues en l'art. 378 c. proc. civ. La récusation doit être proposée d'après les règles du code de procédure civile, la juridiction d'expropriation participant de la justice civile par la nature des affaires dont elle s'occupe et des actes de la procédure (Arnaud, *Manuel du directeur du jury d'expropriation*, n° 9). A défaut de récusation, le magistrat directeur ne peut être écarté que dans les cas où il a un intérêt personnel à l'expropriation au sens absolu de cette expression. Ainsi le juge, membre du conseil municipal de la commune qui poursuit l'expropriation, peut être désigné comme magistrat directeur du jury chargé de régler les indemnités dues à raison de cette expropriation. En tous cas, la désignation de ce magistrat ne vicie pas la composition du jury, s'il n'y a pas eu récusation (Civ. rej. 2 déc. 1863, aff. Berger, D. P. 64. 5. 154; 11 janv. 1864, aff. Soubiran, *ibid.*).

**404.** On admet que, ni l'article de la loi du 20 avr. 1810, déclarant nulles les décisions rendues par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause, ni l'art. 34 de la loi du 3 mai 1841, ne font obstacle à ce qu'après avoir présidé à la constitution du jury, le premier magistrat désigné soit, en cas d'empêchement, remplacé pour l'instruction et les débats par le second magistrat désigné au jugement (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 151). Ainsi, le premier magistrat pourrait présider à la formation des jurys constitués pour plusieurs catégories d'affaires et au jugement des affaires de la première catégorie et le second magistrat présider au jugement des affaires des autres catégories (Civ. rej. 23 mars 1857, aff. Mogis, cité par Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 152). En effet, comme le remarque M. Daffry de la Monnoye, *ibid.*, il ne résulte ni pour la justice, ni pour les parties, aucun préjudice de ce que deux magistrats différents ont présidé, l'un à la composition du jury, l'autre au débat ou ont dirigé des parties du débat complètement distinctes l'une de l'autre. Mais nous croyons avec le même auteur que si le remplacement du premier magistrat par le second s'était opéré au cours des débats de la même affaire ou de la même catégorie, l'art. 7 de la loi de 1810 serait applicable, car les raisons qui ont fait édicter ce dernier article existeraient en pareil cas.

**405.** On a vu au *Rép.* n° 462, qu'aux termes du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 34, le magistrat directeur est assisté, auprès du jury spécial, du greffier ou d'un commis greffier du tribunal. En cas d'empêchement du greffier ou d'un commis greffier assermentés, ceux-ci sont remplacés par un citoyen spécialement assermenté pour cette circonstance, et qui est désigné par le magistrat directeur. Lorsque ce remplacement a lieu, l'empêchement du greffier et du commis greffier est légalement présumé sans qu'il soit besoin que le fait de cet empêchement soit constaté (Civ. rej. 8 juill. 1863, aff. Malice, D. P. 63. 1. 253).

La constatation du serment, faite par le procès-verbal, ne peut être contredite que par l'inscription de faux; encore celle-ci n'est-elle admissible qu'autant qu'elle repose sur des indices assez graves et assez nombreux pour qu'on puisse les considérer comme susceptibles de prévaloir sur la présomption légale qui protège ce procès-verbal. Spécialement, l'inscription de faux fondée sur ce que le procès-verbal énoncerait à tort que l'employé du greffe qui a assisté le directeur du jury en qualité de greffier a prêté serment, est non recevable, si elle s'appuie uniquement sur une déclaration fournie plusieurs mois après la décision du jury et si les parties intéressées n'ont pas demandé acte de l'omission avant la clôture des opérations (Civ. rej. 1<sup>er</sup> févr. 1870, aff. Pinaud et Meyer, D. P. 70. 1. 391).

**406.** — V. PROCÈS-VERBAL DES OPÉRATIONS DU JURY. — Le procès-verbal des opérations qui doit, ainsi qu'il a été exposé au *Rép.* n° 462, être dressé par le greffier sous la direction du président, est, comme on l'a vu (*ibid.* 2<sup>o</sup>), un acte authentique dont les constatations ne peuvent être attaquées que par l'inscription de faux. Une jurisprudence constante a confirmé cette règle consacrée déjà lors de la publication du *Répertoire*. Les énonciations du procès-verbal ne peuvent, notamment, être attaquées au moyen d'allégations dont la



preuve ne résulterait que de faits extrinsèques à cet acte. Ainsi, lorsque ce procès-verbal constate que la convocation des jurés et des expropriés a été faite à la requête du sous-préfet et du maire de la commune expropriante, l'allegation contraire du maire ne peut prévaloir contre la foi qui lui est due (Civ. rej. 21 mars 1887, aff. Commune de Saint-Honoré-les-Bains, D. P. 88. 1. 276). Ainsi encore, la présence à une visite de lieux, que le procès-verbal constate avoir été faite par les membres du jury, de personnes étrangères à ce jury, et membres d'autres jurys spéciaux, ne peut être prouvée au moyen de certificats émanant des jurés (Civ. rej. 5 août 1857, aff. de Sabaros, D. P. 57. 1. 329; 10 févr. 1879, aff. Clappier, D. P. 79. 1. 175). De même, les énonciations du procès-verbal des opérations ne peuvent, en l'absence d'une inscription de faux, être combattues par des certificats individuels de jurés, attestant notamment, que l'un des jurys spéciaux formés le même jour pour chacune des affaires de la session, avec indication des époques successives de leur réunion, aurait procédé à la visite des lieux avant la réunion et la prestation de serment des jurés qui le composaient (Civ. rej. 21 août 1860, aff. Sardou, D. P. 60. 1. 416; 5 mars 1861, aff. de la Prunardère, D. P. 61. 1. 181; 5 mars 1862, aff. Austugue, D. P. 62. 1. 378).

**407.** Les constatations du procès-verbal ne peuvent non plus être attaquées par la production d'actes extrajudiciaires tendant à en contredire les énonciations. Spécialement, lorsqu'une partie prétend que le magistrat directeur et le greffier ont rompu le secret des délibérations, elle ne peut, dans le silence du procès-verbal et sans recourir à l'inscription de faux, invoquer à l'encontre du procès-verbal les réponses du juge de paix membre du jury et du greffier, à deux sommations qui leur auraient été faites par acte extrajudiciaire (Civ. rej. 11 déc. 1882, aff. Mille, et 11 oct. 1882, aff. Arnoux, D. P. 84. 1. 324).

**408.** L'inscription de faux ne peut, d'ailleurs, être admise qu'autant qu'elle est accompagnée d'un ensemble d'indices rendant les faits allégués vraisemblables et qu'elle est appuyée sur des documents de nature à être reçus en justice (Civ. rej. 5 mars 1862, aff. Ausugue, D. P. 62. 1. 378; 10 févr. 1879, aff. Clappier, D. P. 79. 1. 175). — On verra, au cours des articles qui suivent, de nombreuses applications qui ont été faites depuis la publication du *Répertoire* des principes qui régissent la foi due au procès-verbal.

**409.** Le procès-verbal doit être signé à la fois par le magistrat directeur et le greffier; il manquerait de l'authenticité qui s'attache à un procès-verbal régulier, s'il portait seulement la signature du greffier (*Rép.* n° 462-1° et Civ. cass. 27 août 1845, aff. Dumarest, aff. Grubis et aff. Royet, D. P. 45. 4. 263). Comme il est destiné à fournir la preuve de la régularité des opérations, et à faire foi de l'accomplissement des prescriptions légales, il importe qu'il soit rédigé avec le plus grand soin, et fournisse exactement le détail des opérations et l'exposé des incidents qui peuvent survenir; il doit même relater les incidents qui viendraient à se produire après la clôture des opérations et l'ordonnance d'envoi en possession (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 421; Crépon, art. 34, n° 5. V. Civ. rej. 26 nov. 1862, aff. Bouvet, D. P. 63. 1. 252).

**410.** Si le procès-verbal ne renfermait pas toutes les constatations propres à permettre de constater la régularité des opérations, celles-ci pourraient être annulées. Au cas, par exemple, où le procès-verbal ne constaterait pas que le magistrat directeur a averti les parties du droit de récusation qui leur appartient, ou que la délibération du jury a été secrète, ou que la décision a été proclamée en séance publique en présence du jury, il n'y aurait aucune preuve de l'accomplissement de ces formalités essentielles, et, la régularité des opérations n'étant pas prouvée, la décision du jury devrait être annulée (Civ. cass. 29 juin 1869, aff. Labretonnerie et autres, D. P. 69. 1. 344).

**411.** Mais, tandis que le silence du procès-verbal, relativement aux formalités essentielles, entache la régularité des opérations, il importe peu qu'il contienne des indications erronées, lorsque ces indications peuvent être rectifiées à l'aide de ses autres énonciations. Il en est ainsi, notamment, de l'indication erronée du nom d'un exproprié, qui se trouve rectifiée par les autres énonciations concordantes du procès-verbal (Civ. rej. 11 déc. 1860, aff. Vayré, D. P.

61. 1. 280);... ou de l'erreur relative au nom d'un juré sur la liste arrêtée par le magistrat directeur (Civ. rej. 3 mai 1873, aff. Maillard et autres, D. P. 73. 1. 244). — Il est indispensable, toutefois, que les erreurs du procès-verbal puissent être rectifiées à l'aide de ses propres énonciations; on ne saurait recourir, pour cette rectification, aux énonciations de procès-verbaux relatifs à d'autres affaires, eussent-ils été dressés sous l'autorité du même directeur du jury, le même jour, avec le concours des mêmes jurés, mais dans d'autres affaires, chaque procès-verbal devant établir par lui-même la régularité des opérations qu'il constate (Civ. cass. 6 avr. 1870, aff. Levesque, D. P. 70. 1. 367).

**412.** En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, il n'est point interdit, à peine de nullité, comme il l'est, pour les cours d'assises, par l'art. 372 c. instr. crim., de se servir d'un procès-verbal imprimé à l'avance pour constater les opérations du jury, et l'emploi d'un formulaire imprimé ne suffit pas pour faire annuler de plein droit les opérations du jury d'expropriation, la disposition du code d'instruction criminelle n'ayant pas été reproduite par la loi du 3 mai 1841 (Civ. cass. 22 mai 1855, aff. de Garraube, D. P. 55. 1. 212; Civ. rej. 4 août 1863, aff. Decoupe; 14 mars 1864, aff. Sénat, cités par Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 418).

Toutefois, il est indispensable qu'il existe une concordance parfaite entre les parties imprimées et les parties manuscrites du procès-verbal: la nullité serait encourue si la partie imprimée du procès-verbal n'était pas d'accord avec les énonciations manuscrites qu'il contient, et s'il en résultait quelque doute sur l'observation des formalités essentielles (Arrêt précité du 22 mai 1855). Spécialement il y a nullité, si, après mention, dans la formule imprimée, que « un nouvel appel de seize jurés a été fait, ainsi qu'il suit », l'énumération manuscrite, qui suit, en effet, immédiatement, ne comprend que *quatorze* noms, la présence de seize jurés, nécessaire pour constituer régulièrement le jury d'expropriation, n'étant plus constatée d'une manière certaine (Même arrêt).

**413.** Il n'est pas nécessaire qu'un procès-verbal soit dressé chaque jour pour les opérations de la journée; un seul et même procès-verbal peut être établi pour toutes les affaires jugées par un même jury. Ainsi il a été jugé que, lorsqu'un même jury d'expropriation a été constitué pour plusieurs affaires, du consentement des parties, les décisions diverses rendues par ce jury sans déssemparer, même pendant plusieurs jours, constituent une seule opération; il suffit que le procès-verbal dressé pour les constater soit signé par le magistrat directeur et le greffier, lors de sa clôture, sans qu'on puisse exiger que ce procès-verbal soit signé chaque jour et à l'instant de chaque décision (Civ. rej. 28 déc. 1859, aff. Eymery et aff. Lagrange, D. P. 59. 1. 64; 19 juill. 1881, aff. Tulle et autres, D. P. 82. 1. 267). Il en est de même lorsqu'une seule affaire a nécessité plusieurs audiences (Civ. rej. 1<sup>er</sup> avr. 1868, aff. Deladerrière, D. P. 68. 1. 220).

**414.** Mais on peut rédiger pour chaque séance un procès-verbal revêtu des formes légales et signé chaque jour. Peu importe que ce procès-verbal s'applique à plusieurs affaires, ou que les opérations relatives à une même affaire continuée à plusieurs audiences soient relatées dans deux ou plusieurs procès-verbaux successifs; ce mode de procéder n'a rien d'irrégulier (Civ. rej. 23 déc. 1863, aff. Monclar, cité par Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 416). « Aucune disposition de la loi, dit M. Daffry de la Monnoye, *ibid.*, n'oblige à rédiger distinctement et à clore dans un délai déterminé un procès-verbal spécial, soit pour chacune des affaires jugées consécutivement, soit pour chaque groupe d'affaires jugées dans une même séance. »

**415.** Lorsqu'un procès-verbal unique a été dressé pour toutes les opérations, ce procès-verbal est régulier s'il porte, avec la signature du magistrat directeur, celle du greffier du tribunal qui l'assistait lors de la clôture des opérations, alors même qu'il constaterait que, lors des audiences précédentes, le magistrat directeur était assisté du commis greffier. En effet, en matière d'expropriation, les règles relatives à l'assistance du greffier sont moins rigoureusement appliquées que dans les matières ordinaires. D'ailleurs,

l'omission de la signature du greffier est une irrégularité qui ne figure pas au nombre des causes de nullité visées par l'art. 42 de la loi du 3 mai 1841; et, en admettant même que le commis greffier eût dû signer, à la fin du procès-verbal, à côté du greffier, l'irrégularité résultant de l'omission de cette signature ne pourrait donner lieu à un recours en cassation (Civ. rej. 19 juill. 1881, aff. Tulle et autres, D. P. 82. 1. 267).

**416.** On a vu au Rép. n° 462-6° que l'omission au procès-verbal de l'appel successif des causes prescrit par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 34 n'est pas une cause de nullité. Il en est de même du défaut de visa, dans le procès-verbal, du jugement d'expropriation ou du contrat amiable qui en tient lieu, aucune disposition de loi n'exigeant, à peine de nullité, que le procès-verbal des opérations du jury mentionne le jugement (Civ. rej. 16 août 1865, aff. Maigre, D. P. 65. 5. 177). Dans tous les cas, cette omission ne créerait pas une ouverture à cassation au profit de la partie expropriante, qui aurait pu seule faire la production de la pièce non visée (Civ. rej. 2 août 1865, aff. Fleury, et aff. Astorgue, D. P. 65. 1. 256, deux arrêts).

**417.** — VI. EXCUSES ET DISPENSES DES JURÉS. — On a vu au Rép. n° 463, que les jurés désignés ne peuvent se dispenser de remplir la mission qui leur est confiée, à moins qu'ils ne se trouvent dans un cas d'exclusion, d'incompatibilité, d'empêchement légitime ou de dispense. L'art. 32 de la loi du 3 mai 1841 a attaché à cette obligation la sanction d'une amende de 100 à 300 fr. qui est prononcée par le magistrat directeur. Le devoir de faire partie du jury pour lequel il a été choisi est imposé à tout juré dont l'identité est constante, alors même que son nom aurait été écrit d'une manière erronée sur la liste du conseil général ou sur la liste dressée par la cour d'appel ou le tribunal de première instance; dès qu'il est établi que la convocation s'applique bien à lui, le juré est tenu de faire partie du jury, et, s'il refuse de siéger, il y a lieu de procéder à son remplacement avec application par le magistrat directeur de l'amende édictée par l'art. 32 de la loi du 3 mai 1841 (Civ. rej. 21 juill. 1858, aff. Anterrieu et autres, D. P. 58. 1. 326).

**418.** C'est au magistrat directeur qu'il appartient de statuer sur les motifs d'empêchement que les jurés peuvent faire valoir, comme aussi sur les exclusions ou les incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation des jurés, faite conformément à l'art. 30. Le magistrat directeur peut, seul également, prononcer l'amende édictée par l'art. 32 de la loi du 3 mai 1841 contre les jurés qui ne répondraient pas à la convocation qui leur a été notifiée. Mais l'omission de la part du magistrat directeur de prononcer cette pénalité ne donnerait pas lieu à la censure de la cour de cassation, l'art. 32 n'étant pas rappelé dans l'art. 42, et le pouvoir qui lui est attribué, pour prononcer sur les causes d'empêchement et les amendes, étant discrétionnaire (Civ. rej. 21 juill. 1858, cité *supra*, n° 417).

**419.** La décision sur les excuses que les jurés peuvent invoquer et sur les excuses d'exclusion ou d'incompatibilité que les parties ont la faculté de faire valoir contre eux rentre dans les pouvoirs du magistrat directeur, puisqu'il s'agit de difficultés qui se présentent au moment de la constitution du jury, pour laquelle il a les pouvoirs les plus étendus. C'est, en effet, au moment de la réunion du jury que les pouvoirs du magistrat directeur prennent naissance. Mais il ne pourrait statuer ni sur les moyens de nullité que les parties invoqueraient contre la procédure antérieure à la réunion du jury ni sur ceux qu'elles tireraient de l'irrégularité des convocations, pour faire décider que la réunion du jury ne pourrait avoir lieu (Civ. cass. 28 juin 1881, aff. Commune de Decize, D. P. 83. 1. 28; Civ. rej. 9 janv. 1883, aff. Lissardy, D. P. 84. 1. 128).

**420.** Le magistrat directeur ne pourrait pas non plus statuer, avant la réunion du jury, sur les causes d'empêchement que les jurés invoquent ou sur les causes d'incompatibilité ou d'exclusion que les parties proposent. En effet, antérieurement à l'audience, le magistrat directeur est sans pouvoirs pour modifier, sous quelque prétexte que ce soit, la composition du jury. Les éliminations et les remplacements qui peuvent devenir nécessaires ne doivent être opérés qu'en présence des parties; autrement, celles-ci

seraient privées de leurs juges réguliers, sans que les garanties établies par la loi pour le cas où des changements doivent avoir lieu dans le jury, soient respectées, alors que ce jury leur est acquis par l'effet de la notification de la liste de ses membres (*supra*, n° 381). Ce serait permettre au magistrat directeur de composer le jury arbitrairement, résultat qui serait absolument contraire à l'esprit de la loi du 3 mai 1841. Aussi le magistrat directeur du jury excède-t-il ses pouvoirs lorsque, antérieurement à la réunion du jury, il rend, sur la requête du procureur de la République, une ordonnance par laquelle il déclare empêchées quelques-unes des personnes régulièrement choisies pour faire partie du jury, et procède, en conséquence, à leur remplacement (Civ. cass. 17 déc. 1884, aff. veuve Labarbe, D. P. 85. 1. 310).

**421.** En statuant sur les excuses proposées, le magistrat directeur est, en quelque sorte, substitué au tribunal d'arrondissement pour compléter la liste générale des seize jurés de la session. Il s'ensuit que le magistrat directeur qui se trouve empêché de procéder aux opérations de l'une des affaires de la session ne peut, sans doute, prendre part à la constitution de la liste des jurés qui doivent connaître de cette affaire, mais qu'il n'en reste pas moins investi par la loi des pouvoirs nécessaires pour statuer, au début de la session, sur les causes d'empêchement ou d'excuses proposées par certains jurés (Civ. rej. 20 mai 1884, aff. Comp. des mines de Saint-Santin-Cantalès, D. P. 85. 5. 247).

**422.** Le pouvoir attribué au magistrat directeur pour statuer sur les différentes causes d'excuse ou d'empêchement est discrétionnaire, et l'usage qu'il en fait, lorsqu'il approuve les causes d'excuse ou d'empêchement, n'est pas susceptible d'être critiqué devant la cour de cassation (Civ. rej. 2 janv. 1855, aff. Feuillaire et Péronnet, D. P. 55. 1. 15; 14 avr. 1858, aff. Rondel, D. P. 58. 1. 322; 21 juill. 1858, aff. Anterrieu et autres, D. P. 58. 1. 326). Il en est ainsi surtout quand les parties n'ont fait à ce sujet ni protestations ni réserves (Civ. rej. 17 mars 1869, aff. Morin et de Montrond, D. P. 69. 1. 271; 14 févr. 1883, aff. Boudarel, D. P. 84. 1. 191). Mais sa décision peut, au contraire, être déférée à la cour suprême lorsqu'il refuse de tenir compte d'une cause d'empêchement ou d'incompatibilité, et qu'il en résulte une atteinte au droit de récusation des parties (V. *infra*, n° 438). Pour être admises, les causes d'incompatibilité ou d'exclusion doivent être proposées au moment de l'appel des jurés (Civ. rej. 10 avr. 1866, aff. Fontaine, D. P. 66. 5. 205).

**423.** L'admission par le magistrat directeur des excuses présentées par les jurés et des causes d'exclusion ou d'incompatibilité étant souveraine, un exproprié ne pourrait se faire un grief devant la cour de cassation de la circonstance qu'il n'aurait pas été présent au moment de la décision intervenue sur les excuses, s'il n'en est, d'ailleurs, résulté aucune atteinte à son droit de récusation (Civ. rej. 18 déc. 1861, aff. Baude et aff. Cayol, D. P. 62. 1. 376). — Décidé également : 1° que le magistrat directeur peut exclure de la liste du jury de jugement le nom d'un juré qui a déclaré vouloir s'abstenir, bien que cette abstention eût été provoquée par l'expropriant, qui demandait que ce juré fût écarté à raison de son alliance avec l'exproprié, alliance déniée par celui-ci (Civ. rej. 12 avr. 1870, aff. Dalbis de Gissac, D. P. 70. 1. 389); — 2° que le magistrat directeur qui, sur la déclaration faite par un des jurés qu'il existe en sa personne une cause d'incompatibilité, ordonne que le nom de ce juré sera exclu de la liste du jury de jugement, rend une décision souveraine qui ne peut donner lieu à cassation (Civ. rej. 6 févr. 1884, aff. Sourson, aff. Blanc et aff. Boudon (trois arrêts), D. P. 85. 5. 246); — 3° que le magistrat directeur du jury qui déclare, dans une expropriation poursuivie par l'Etat, qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de juré et celles de conducteur des ponts et chaussées au service de l'Etat et ordonne la radiation du nom de ce fonctionnaire de la liste de session, prend une décision qui n'excède pas ses pouvoirs et qui ne peut être déférée à la cour de cassation (Civ. cass. 11 mars 1878, aff. Vidal, D. P. 78. 1. 435); — 4° que le magistrat directeur reste dans la limite de ses pouvoirs lorsqu'il déclare qu'un juré âgé de moins de trente ans ne fera pas partie du jury de jugement en vertu de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 21 nov. 1872, aux termes

duquel nul ne peut remplir les fonctions de juré s'il est âgé de moins de trente ans, règle qui est applicable aussi bien en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'en matière criminelle (Civ. rej. 8 févr. 1876, aff. Roche, D. P. 76. 1. 145; 1<sup>er</sup> févr. 1882) (1).

424. Les pouvoirs attribués au magistrat directeur doivent être exercés de telle façon qu'après l'élimination des noms des jurés susceptibles d'être rayés de la liste par suite de récusation *motivée*, le droit des parties d'exercer deux récusations péremptoires soit entier au moment où se forme la liste définitive; lors donc que la cause d'exclusion ou d'incompatibilité n'est connue qu'après la formation de la liste du jury de jugement, quoique avant que le jury ait commencé ses opérations, le magistrat directeur doit statuer sur cette cause d'exclusion, et, s'il la reconnaît fondée, annuler la liste précédemment dressée et ordonner qu'il sera procédé à une nouvelle désignation des jurés, lors de laquelle les parties pourront récusar péremptoirement chacune deux jurés. En refusant, en pareil cas, de faire usage de son pouvoir le magistrat directeur porterait atteinte au droit de récusation péremptoire qui appartient aux parties, et la composition du jury pourrait être critiquée devant la cour de cassation (Civ. cass. 11 juill. 1883, aff. Dejacques, aff. Pelletier et aff. veuve Delavay (trois arrêts) D. P. 84. 1. 360; V. encore Civ. rej. 20 mars 1855, aff. Montrochet, D. P. 55. 1. 61; Civ. cass. 11 août 1869, aff. Moulin, D. P. 69. 1. 503).

425. Le procès-verbal doit constater l'exercice ou l'exclusion des jurés. Mais, comme les décisions sur les excuses des jurés ne sont soumises à aucune formalité déterminée, il suffit que le procès-verbal établisse le fait de l'excuse et la cause du remplacement; et il en est ainsi, notamment, lorsque le procès-verbal, se référant à une décision motivée par laquelle des jurés ont été excusés dans une séance antérieure, constate « qu'il a été statué à l'égard des mêmes jurés comme dans la séance précédente » (Civ. rej. 24 juill. 1860, aff. Pascal, D. P. 60. 1. 406). — Il n'est point nécessaire, d'ailleurs, que la mention de l'excuse ou de l'exclusion d'un juré soit renouvelée au procès-verbal de chaque affaire dès qu'elle a été insérée au procès-verbal du jour où l'excuse a été admise ou l'exclusion prononcée (Civ. rej. 3 janv. 1872, aff. Blanchy et autres, D. P. 72. 5. 231; Civ. cass. 28 juill. 1879, aff. Galonnier de Miremont et autres, D. P. 80. 1. 81).

426. — VII. REMPLACEMENT DES JURÉS ABSENTS, EXCLUS OU EXCUSÉS. — On a exposé au *Rép.* n° 467 les règles d'après lesquelles l'art. 33 de la loi du 3 mai 1841 a prescrit de pourvoir au remplacement des jurés qui ont été retranchés de la liste pour les causes énoncées dans la disposition finale de l'art. 32. La loi exige qu'avant de procéder à la composition définitive du jury, il soit constitué une liste de seize personnes, afin que, lorsque les parties ont exercé leur droit de récusation dans toute son étendue, le nombre des jurés reste encore de douze (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 402). Il est un principe, en effet, qui domine toute la matière du règlement de l'expropriation par le jury, c'est que le droit de récusation péremptoire, que l'art. 34 reconnaît aux parties, doit s'exercer librement et sans entraves. Aussi, bien que l'art. 33 ne soit pas au nombre de ceux

dont la violation donne ouverture à cassation, l'inobservation des règles qu'il trace, vicie-t-elle les opérations du jury lorsqu'elle a pour conséquence de porter atteinte au droit de récusation. Dans le cas contraire, la violation de cet article ne tombe pas sous la censure de la cour suprême; spécialement, il importerait peu que quatorze jurés seulement aient comparu, et qu'aucun juré complémentaire n'ait été appelé, si l'expropriant avait renoncé à exercer son droit de récusation (Civ. rej. 13 mars 1869, aff. Ardoin et aff. Cabannes, D. P. 69. 1. 272 et 273. V. *supra*, n° 424).

427. Le magistrat directeur doit donc compléter la liste de seize jurés sur laquelle doivent être définitivement choisis les douze jurés appelés à constituer le jury de jugement, quelle que soit la cause qui l'a réduite. Il devrait, notamment, remplacer un juré qui serait décédé lors de la réunion du jury... ou encore le juré qui, ayant quitté l'arrondissement et ayant depuis un certain temps établi son domicile dans un autre arrondissement, n'aurait pu être touché par la citation (Civ. rej. 26 nov. 1883 (2). V. également Civ. rej. 30 mars 1881, aff. Desoutter, *supra*, n° 394).

428. Une jurisprudence constante a confirmé la règle qui a été exposée au *Rép.* n° 468 et suivant laquelle les jurés supplémentaires, appelés à défaut d'un nombre suffisant de jurés titulaires pour compléter la liste des seize jurés sur laquelle les parties sont respectivement admises à exercer leur droit de récusation, doivent être portés, non au rang des jurés titulaires dont le remplacement est nécessaire, mais à la fin de la liste (Civ. cass. 17 févr. 1851, aff. Colliau-Carmont, D. P. 51. 1. 25; 4 juill. 1855, aff. de Talleyrand, D. P. 55. 1. 253; 23 juill. 1856, aff. époux Alcock, D. P. 56. 1. 293; 26 août 1856, aff. Maridet, aff. Faure, aff. Potin, et Civ. rej. 20 août 1856, aff. Commune d'Altkirch, D. P. 56. 1. 330; Civ. cass. 14 juill. 1859, aff. Molinié, D. P. 59. 1. 365; 14 févr. 1861, aff. Ducasse, D. P. 61. 1. 281; 31 déc. 1867, aff. Reid D. P. 68. 1. 16; 6 avr. 1870, aff. Lévêque, D. P. 70. 1. 367; 25 févr. 1874, aff. Depétré, D. P. 74. 1. 248; 14 déc. 1875, aff. Anclair, D. P. 76. 5. 233; 22 mai 1878, aff. Sabrier, D. P. 78. 1. 437). Il résulte des mêmes arrêts que la nullité tirée de ce que le magistrat directeur ne se serait pas conformé à cette règle est d'ordre public et n'est pas couverte par la comparution des parties.

429. Lorsque le magistrat directeur doit, au cas d'insuffisance des jurés supplémentaires, appeler des jurés complémentaires en vertu du paragraphe 2 de l'art. 33 (*Rép.* n° 460), il n'est astreint à aucune condition de temps ni de forme (Civ. rej. 18 févr. 1863, aff. Bourdely, D. P. 63. 1. 253). Il a, pour faire cette désignation, la liberté de choisir le mode qui lui paraît le plus convenable; la jurisprudence est, sur ce point, restée conforme à celle qui avait été rapportée au *Rép.* n° 470. Toutefois les jurés complémentaires doivent être choisis sur la liste dressée par le conseil général en exécution de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841. La présence dans le jury d'un individu non porté sur la liste dressée par le conseil général frapperait les opérations du jury d'une nullité d'ordre public; de sorte que si, sur l'appel du nom d'un juré complémentaire porté sur la liste, une autre personne, non inscrite sur cette liste, se présente pour siéger et prend part aux opérations du jury, ces opérations

l'art. 32 de la loi du 3 mai 1841, et, par conséquent, n'a pas violé les art. 30, 31 et 34, visés par le pourvoi; — Rejette, etc.

Du 1<sup>er</sup> févr. 1882. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Bernard, rap. — Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén. c. conf. — Bosviel et Fosse, av.

(1) De la Ville-au-Comte C. Préfet d'Ille-et-Vilaine. — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi: — Attendu qu'aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 21 nov. 1872, nul ne peut remplir les fonctions de juré s'il n'est âgé de 30 ans accomplis; que cette règle est applicable aussi bien en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'en matière criminelle; — Attendu, d'autre part, que l'art. 32 de la loi du 3 mai 1841 dispose que le magistrat directeur du jury prononce sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'art. 30; — Attendu, en fait, que le juré Parot, porté par erreur sur la liste dressée par le conseil général comme étant né en 1837, était né en réalité en 1851, ainsi qu'il en a justifié devant le magistrat directeur; que, dès lors, il n'avait pas 30 ans accomplis; — Attendu que, si cette cause d'incapacité existait déjà au moment de la désignation faite en vertu de l'art. 30, elle n'a été connue que depuis cette désignation; que, dès lors, en déclarant, dans l'espèce, après l'appel fait du nom des jurés pour constater leur présence, que M. Parot, juré titulaire, ne ferait pas partie du jury de jugement comme étant âgé de moins de 30 ans, le magistrat directeur du jury de Montfort s'est exactement conformé à

(2) (Durand C. l'Etat.) — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation des art. 31 et 42 de la loi du 3 mai 1841: — Attendu qu'au nombre des jurés désignés par le tribunal de Nantes pour le règlement des indemnités qui pouvaient être dues aux propriétaires expropriés par suite de la construction du chemin de fer de Saint-Nazaire à Châteaubriant, se trouvait le sieur Dezaunay, porté sur la liste du jury d'expropriation dressée par le conseil général pour l'arrondissement de Saint-Nazaire comme domicilié dans la commune de Saint-Etienne-de-Montluc; — Attendu que l'huissier chargé de convoquer ce juré, s'étant transporté dans ladite commune de Saint-Etienne-de-Montluc, a constaté que le sieur Dezaunay a abandonné cette commune depuis dix-huit mois pour transporter son domicile à Nantes; — Attendu qu'en ces conditions, l'expropriant n'était pas tenu de faire convoquer à nouveau, hors de l'arrondissement, un juré porté par erreur sur la liste du conseil général; et que, par suite, le remplacement

sont nulles (Civ. cass. 30 juill. 1883, aff. Detroyat, et aff. d'Etcheverry, D. P. 84. 5. 259). Mais, comme la loi n'indique pas de quelle manière le magistrat directeur doit faire son choix, on en a conclu qu'il a toute latitude pour appeler les personnes qui figurent sur la liste du conseil général et qu'on ne peut lui demander compte des motifs qui l'ont déterminé à désigner l'une plutôt que l'autre. Le magistrat directeur n'est pas astreint, notamment, à choisir comme jurés ceux dont les noms suivent ceux des jurés qui ont été désignés par le tribunal (Civ. rej. 14 avr. 1880) (1).

**430.** En principe, le magistrat directeur doit convoquer autant de jurés complémentaires qu'il y a de jurés à remplacer; mais il ne lui est pas interdit d'en convoquer un plus grand nombre, à la condition de ne les appeler à siéger que dans l'ordre suivant lequel il les a convoqués (Civ. rej. 7 mai 1867, aff. Boymond, *Bull. civ.* 1867. p. 147; Civ. cass. 14 déc. 1873, aff. Anclair, D. P. 76. 5. 233; 14 avr. 1880, aff. François, *suprà*, n° 429). Il suffit, pour que l'opération soit régulière, alors même que les jurés complémentaires convoqués en excédent auraient été inscrits sur la liste du jury de jugement, que les parties aient exercé leurs récusations parmi les seize premiers jurés portés sur cette liste (Mêmes arrêts des 14 déc. 1875 et 14 avr. 1880, et Civ. rej. 21 août 1861, aff. Wuichet, D. P. 61. 1. 399).

**431.** L'art. 33 ne prescrivant de compléter la liste des jurés au nombre de seize noms qu'en vue du droit accordé aux parties d'exercer chacune deux récusations péremptoires, il en résulte que le magistrat directeur n'est pas tenu d'appeler des jurés complémentaires lorsque les parties ont renoncé à exercer les récusations péremptoires que la loi leur réserve. Libres de ne pas user de ce droit, elles peuvent, par voie de conséquence, y renoncer en termes exprès (Civ. rej. 26 nov. 1860, aff. Prat-Salles, D. P. 60. 1. 484; 11 avr. 1866, aff. Martin, D. P. 66. 5. 206). Le magistrat directeur n'est pas tenu, notamment, d'appeler deux jurés complémentaires, soit lorsque, le nombre des jurés étant réduit à douze, les parties ont renoncé à exercer toute récusation (Arrêt précité du 11 avr. 1866), soit si, le nombre étant réduit à quatorze jurés, les parties ont consenti à n'exercer qu'une récusation chacune (Arrêt précité du 26 nov. 1860), ou si l'une d'elles a déclaré renoncer complètement à son droit de récusation (Civ. rej. 15 mars 1869, aff. Ardoin, D. P. 69. 1. 272). Décidé aussi que la partie expropriée qui a exercé librement son droit de récusation n'est pas fondée à se plaindre, devant la cour de cassation, de ce que le magistrat directeur, après avoir retranché de la liste tous les jurés excusés ou décédés, n'aurait pas immédiatement appelé pour les remplacer trois jurés suppléants dans l'ordre de leur inscription (Civ. rej. 18 août 1884, aff. Camus, D. P. 86. 1. 15).

**432.** Pour les mêmes motifs, la partie qui n'a pas exigé que le nombre des jurés, réduit à quinze lors de l'appel de leurs noms, fût porté à seize, est non recevable à se pourvoir

en cassation à raison de la composition irrégulière du jury, alors qu'elle n'a exercé aucune récusation contre les quinze jurés portés sur la liste, et qu'elle a accepté, pour toutes les affaires de la session, le jury unique qui s'est trouvé composé de douze jurés titulaires, non récusés (Civ. rej. 16 déc. 1885, aff. Longueville, Minaire, Robinet, Neuillies, Héritiers Longueville (cinq arrêts), D. P. 86. 1. 471). — En un mot, et d'une manière générale, les parties qui n'ont pas exigé que la liste du jury fût portée à seize noms conformément à l'art. 33, ne peuvent critiquer la composition du jury, alors d'ailleurs qu'elles ont été averties par le magistrat directeur du droit qui leur appartient d'exercer deux récusations péremptoires (Civ. rej. 5 août 1857, aff. de Sabaros, D. P. 57. 1. 329; 25 juill. 1883, aff. Ville de Cherbourg, D. P. 84. 1. 344, *Rép.* n° 473).

**433.** — VIII. DES RECUSATIONS PÉREMPTOIRES. — Le droit de récusation péremptoire s'exerce sur l'appel qui est fait des jurés, après que les causes d'empêchement et d'exclusion ont été appréciées et que la liste du jury a été complétée à seize noms, au moyen de l'adjonction de jurés supplémentaires, et, s'il y a lieu, de jurés complémentaires. — Lorsque, avant la constitution définitive du jury de jugement, et avant l'exercice du droit de récusation, un juré titulaire qui, en raison de son absence lors du premier appel des jurés, avait été remplacé par un juré supplémentaire, se présente pour siéger, il doit être réintégré à son rang parmi les jurés titulaires et faire partie de la liste sur laquelle il est procédé aux récusations et réductions. En conséquence, le jury de jugement est irrégulièrement composé si, malgré la présence du juré titulaire, n'ayant d'ailleurs en sa personne aucune cause d'empêchement ou d'incompatibilité, on a maintenu au nombre des seize jurés, parmi lesquels le jury de jugement a été formé, le juré supplémentaire qui avait été appelé d'abord en l'absence du titulaire; et cette irrégularité dans la composition du jury, tenant au principe organique des juridictions, ne peut être couverte par la comparaison ni par le silence des parties (Civ. cass. 26 avr. 1853, aff. du Sordet et aff. Lecomay (deux arrêts) D. P. 53. 1. 190; Civ. rej. 10 mars 1862, aff. Quennec, D. P. 62. 1. 303; Civ. cass. 15 juill. 1885, aff. Bonnet, D. P. 86. 1. 472).

**434.** Le magistrat directeur doit avertir les parties du droit de récusation péremptoire qui leur appartient et leur faire connaître le moment où elles doivent exercer leurs récusations et les conditions dans lesquelles elles sont admises à user de ce droit. C'est là une formalité essentielle, car elle intéresse le droit de la défense. Il doit en être fait mention par le procès-verbal, à peine de nullité des opérations du jury (Civ. cass. 25 août 1858, aff. Commune de Salaines, D. P. 58. 1. 328; 29 juin 1869, aff. La Bretonnerie, D. P. 69. 1. 344; 11 août 1873, aff. Duroulet, D. P. 74. 1. 447; Civ. cass. 17 mars 1874, aff. veuve Lacène, D. P. 74. 1. 424; 18 déc. 1882, aff. Héricourt, *Bulletin civil de la cour de cassation*, 1882, p. 409).

**435.** Mais cet avertissement n'est soumis à aucune for-

de ce juré non touché par l'exploit de convocation, ayant été régulièrement opéré, les consorts Durand ne peuvent invoquer aucune violation des articles de loi visés par le pourvoi; — Rejetée, etc.

Du 26 nov. 1883. — Ch. civ. — MM. Larombière, pr. — Crépon, rap. — Desjardins, av. gén. c. conf. — Sabatier et Fosse, av.

(1) (François C. Comp. du Nord.) — La cour; — Sur le premier moyen divisé en trois branches et pris de la violation de l'art. 34 de la loi du 3 mai 1841; — A l'égard de la première branche, tirée de l'ordre dans lequel les jurés supplémentaires auraient été appelés: — (Sans intérêt);

A l'égard de la seconde branche, tirée de ce que le magistrat directeur aurait appelé quatre jurés complémentaires au lieu de deux: — Attendu que, si le magistrat directeur a convoqué plus de personnes qu'il n'en fallait pour compléter le nombre légal de seize jurés, l'excédent n'a pas modifié la composition du jury, ni apporté la moindre atteinte au droit de récusation; qu'en effet, le magistrat directeur ayant fait procéder à l'appel des dix jurés titulaires et quatre jurés supplémentaires présents, et ensuite à celui des quatre jurés complémentaires dans l'ordre des désignations, il en est résulté que les noms des troisième et quatrième jurés complémentaires se sont trouvés placés à la fin de la liste, et que, par suite des trois récusations intervenues, cette liste ayant été réduite à quinze, le magistrat directeur a dû, pour former le jury de jugement, la réduire à douze en retranchant les trois derniers

noms, au lieu d'un seul qu'il eût eu à retrancher s'il n'eût convoqué que deux jurés complémentaires au lieu de quatre; que ce grief n'est donc pas fondé;

A l'égard de la troisième branche, prise de ce que les jurés complémentaires auraient dû être ceux dont les noms suivaient sur la liste du conseil général ceux choisis par le tribunal de Beauvais: — Attendu que l'art. 33 de la loi de 1841 dit qu'en cas d'insuffisance, le magistrat directeur choisit, sur la liste dressée en vertu de l'art. 29, les personnes nécessaires pour compléter le nombre de seize jurés; que cette disposition de la loi donne au magistrat toute latitude pour appeler les personnes qui figurent sur la liste, et qu'on ne peut lui demander compte des motifs qui l'ont déterminé dans ses choix; que ce grief n'est nullement fondé;... — Sur le second moyen, tiré de la jonction de différentes affaires pour être soumises à un seul jury et de l'atteinte portée en cela au droit de récusation: — Attendu que la réunion de plusieurs affaires, pour être soumises au même jury, n'est prohibée par aucune disposition de loi; qu'il résulte du procès-verbal des opérations du jury que le magistrat directeur a donné avis aux parties de la jonction des différentes affaires, que toutes les parties y ont donné leur consentement, dont il leur a été donné acte et qu'elles se sont entendues pour exercer concurremment leur droit de récusation; — Rejetée, etc.

Du 14 avr. 1880. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Rohault de Fleury, rap. — Desjardins, av. gén., c. conf. — Masséat-Déroche et Devin, av.

mule sacramentelle ; l'exproprié n'est donc pas fondé à se faire un grief de ce que le magistrat directeur a averti les parties, sans distinguer entre l'expropriant et l'exproprié, qu'elles avaient le droit d'exercer quatre récusations (Civ. rej. 21 mars 1877, aff. Vitou de Jassaud, D. P. 78. 1. 439). De même, l'avertissement, donné aux parties par le magistrat directeur, que leur droit de récusation devra s'exercer sur les douze premiers noms de la liste, et successivement sur ceux qui seraient appelés à remplacer les jurés récusés, n'est pas une entrave à l'exercice de ce droit de récusation ; le mode de récusation ainsi énoncé par le magistrat directeur est une conséquence nécessaire de la loi qui n'appelle les quatre derniers inscrits à faire partie du jury qu'autant que les récusations exercées auraient réduit à moins de douze la liste des premiers (Civ. rej. 14 août 1855, aff. Mounier et Perrin, D. P. 55. 1. 416).

436. La mention du procès-verbal relative à l'avertissement, que le magistrat directeur est tenu de donner aux parties, de leur droit d'exercer chacune deux récusations péremptoires, doit être conçue de manière à ce qu'il ne puisse avoir aucun doute sur l'accomplissement de cette formalité. — Il ne suffirait pas, par exemple, que le procès-verbal se bornât à énoncer que le droit de récusation a été exercé par les parties et qu'aucune récusation ne s'est produite contre les jurés restants (Civ. cass. 17 mars 1874, aff. veuve Lacène, D. P. 74. 1. 424) ;... ou qu'aucune récusation n'a été exercée (Civ. cass. 29 juin 1869, aff. La Bretonnière, D. P. 69. 1. 344 ; 18 déc. 1882, aff. Héricourt, cité *supra*, n° 434).

437. Cependant M. Daffry de la Monnoye pense qu'une rédaction même imparfaite du procès-verbal suffit à établir que l'avertissement a été donné. (t. 1. p. 424-425) ; dès l'instant qu'aucune formule sacramentelle n'est imposée au magistrat directeur pour l'avertissement lui-même, l'observation de cette formalité peut résulter de l'ensemble des énonciations du procès-verbal, s'il établit que le droit de récusation n'a été ni violé, ni mis en oubli.

Il est un cas, notamment, où le défaut de mention expresse du procès-verbal n'entraînerait pas la nullité des opérations du jury, c'est celui où, en fait, les parties auraient exercé le droit de récusation. La jurisprudence admet, en effet, que cette circonstance supplée même au défaut d'avertissement, qui ne saurait constituer un grief si celui qui l'invoque a, en fait, complètement exercé son droit de récusation (Civ. rej. 21 mars 1877, aff. Vitou de Jassaud, D. P. 78. 1. 439 ; 24 déc. 1879, aff. des Etangs, D. P. 80. 1. 165). — De même, si le procès-verbal, tout en ne mentionnant aucun avertissement du juge relatif au droit de récusation, constate que l'une et l'autre des parties ont déclaré ne point vouloir en user, il est suffisamment établi que la loi a été observée (Civ. rej. 29 mars 1887, aff. Duphénéux, D. P. 88. 1. 184).

438. Comme on l'a exposé au *Rép.* n° 473, les deux récusations que l'expropriant et l'exproprié ont chacune le droit d'exercer ne doivent pas être motivées ; elles sont péremptoires. Elles diffèrent donc profondément de celles que les parties motiveraient sur des causes d'exclusion que la loi a prévues. Ces dernières laissent subsister intégralement le droit de récusation péremptoire, en sorte que l'exproprié qui aurait fait valoir contre quelques-uns des jurés une cause d'exclusion, tirée par exemple, dans une expropriation poursuivie dans l'intérêt d'une commune, de la qualité de conseillers municipaux appartenant à ces jurés, conserverait le droit de récusar deux autres jurés au moyen de la récusation péremptoire (Civ. cass. 5 avr. 1854, aff. Legros, D. P. 54. 1. 161). — C'est pour ce motif que le refus du magistrat directeur de reconnaître, chez un juré, une cause d'exclusion, peut donner ouverture à cassation (V. *supra*, n° 422). Lorsque le magistrat directeur refuse la radiation d'un juré contre lequel une partie fait valoir une cause légale d'exclusion et qu'il oblige ainsi cette partie à faire porter sur le juré une des récusations péremptoires que la loi lui permet d'exercer, il porte atteinte au droit de cette partie et, comme l'art. 34, § 2, est au nombre de ceux dont la violation, aux termes de l'art. 42, donne ouverture à cassation, la décision du jury est susceptible d'être annulée (Civ. cass. 11 juill. 1859, aff. Bertrand et Cazals, D. P. 60. 1. 412). Toutefois, si la cause d'exclusion

vient à se révéler au dernier moment et lorsque le magistrat directeur a constitué la liste des seize jurés qui doivent concourir à la formation du jury de jugement, il n'est pas tenu de rapporter son ordonnance sur la constitution définitive du jury pour prononcer ensuite d'office l'exclusion de ce juré, lorsque, sans réclamations ni conclusions à cet effet, les parties ont spontanément exercé et épuisé vis-à-vis de ce même juré leur droit de récusation péremptoire (Civ. rej. 20 mars 1855, aff. Montrochet, D. P. 55. 1. 61).

439. La renonciation des parties à exercer leur droit de récusation péremptoire ne doit pas nécessairement être expresse ; ainsi il a été décidé que l'exproprié ne serait pas recevable à invoquer, comme moyen de cassation, la circonstance que l'un des jurés titulaires, qui n'a pas répondu au premier appel, est néanmoins demeuré sur la liste des seize et n'a été remplacé sur cette liste par un juré supplémentaire qu'au cours du réappel et alors que les récusations étaient déjà exercées en partie, si, sur la réclamation élevée par l'expropriant devant le magistrat directeur, l'exproprié a demandé au contraire le maintien de la composition du jury (Civ. rej. 10 mai 1875, aff. Ponsico, D. P. 77. 1. 32).

440. Le droit de récusation peut s'exercer tant que le jury n'est pas définitivement constitué ; ainsi, lorsqu'un premier appel des jurés a eu lieu en vue de l'exercice du droit de récusation et qu'une partie, qui n'a pas complètement exercé ce droit, a réclamé un nouvel appel qui a eu lieu sans opposition de la partie adverse, les récusations exercées lors du second appel sont régulières (Civ. rej. 17 janv. 1866, aff. Gaget, D. P. 66. 5. 206). Mais le magistrat directeur pourrait valablement refuser un second appel, et le même droit appartiendrait aux parties.

441. Comme on l'a exposé au *Rép.* n° 473, le jury, pour être légalement composé, ne doit comprendre que des membres qui n'ont été récusés ni par l'une des parties ni par l'autre. La composition du jury est irrégulière et la décision rendue par un jury est nulle, lorsqu'il résulte du procès-verbal qu'un juré récusé y a pris part (Civ. cass. 17 févr. 1851, aff. Colliau-Carment, D. P. 51. 1. 25). Ce juré est sans qualité pour siéger et statuer sur l'indemnité. Il en serait de même de celui qui aurait été irrégulièrement introduit dans le jury de jugement, par exemple au cas où une partie aurait exercé un nombre de récusations péremptoires supérieur à celui qui lui est accordé par la loi et où un juré, dernier inscrit sur la liste, ou supplémentaire, aurait été placé au nombre des jurés de jugement (Civ. cass. 2 févr. 1864, aff. Déty, *Bulletin civil de la cour de cassation*, 1864, p. 33 ; 16 mars 1887, aff. Duclos, D. P. 88. 1. 183).

442. Les récusations peuvent être exercées par toutes les parties expropriées. Aux termes du paragraphe 3 de l'art. 34, « dans le cas où plusieurs intéressés figurent dans la même affaire, ils s'entendent pour l'exercice du droit de récusation ; sinon le sort désigne ceux qui doivent en user. » En d'autres termes, quel que soit le nombre des intéressés dans une même affaire, ils n'ont droit qu'au nombre de récusations que la loi accorde à la partie expropriée. Aussi l'entente entre les intéressés est-elle réputée s'être faite quant à l'exercice du droit de récusation, lorsque les récusations ont été faites par l'un d'eux sans protestation de la part des autres (Civ. rej. 20 août 1856, aff. Baumlín, D. P. 56. 1. 368 ; 11 janv. 1865, aff. Menet et Masson, D. P. 65. 1. 170). Ainsi encore lorsque, dans une affaire concernant plusieurs expropriés, deux récusations ont été faites par eux, sans que le procès-verbal explique quels sont ceux qui ont fait ces récusations, on doit présumer que ces récusations sont collectives, et que les parties s'étaient entendues pour les exercer (Civ. rej. 11 janv. 1854, aff. Collot, D. P. 54. 1. 238).

443. En cas d'expropriation de biens de mineurs, les tuteurs ont qualité pour suivre, au nom de leurs pupilles, la procédure d'expropriation, notamment pour consentir à la division, par catégories, des affaires soumises au jury (V. *infra*, n° 445 et suiv.) et régler avec les autres intéressés l'exercice du droit de récusation (Civ. rej. 13 mars 1861, aff. Roubichon, D. P. 61. 1. 181). Les tuteurs, en effet, s'ils ne peuvent, sans autorisation du conseil de famille, traiter à l'amiable avec l'Administration, ou accepter les offres par elles faites à l'occasion des biens de leurs mineurs frappés d'expropriation, sont au moins aptes à suivre la procédure d'expropriation, et à concourir à tous ses actes dans l'intérêt



de ceux-ci; il suit de là qu'ils peuvent exercer la récusation des jurés, dans les termes et de la manière fixés par la loi; et s'entendre avec les parties intéressées pour l'exercice des récusations, ce concert, conséquence nécessaire des dispositions de l'art. 34 de la loi du 3 mai 1841, n'étant que le mode d'exercice du droit de récusation.

444. Il peut se présenter quelque difficulté sur le point de savoir ce qu'il faut entendre par une *même affaire* au sens du paragraphe 3 de l'art. 34. « Par la *même affaire*, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 418, il faut entendre le règlement des indemnités qui se rapportent à l'expropriation d'un même immeuble. Plusieurs réclamations, formées par des personnes différentes, peuvent, en effet, se produire sur un même immeuble, soit que plusieurs parties appelées ou intervenantes se disputent un même droit sur l'immeuble exproprié, soit que, sur cet immeuble, des droits divers soient exercés par des personnes et à des titres différents. Dans le premier cas, il ne peut évidemment être statué que par un seul jury, puisqu'il ne s'agit que de la fixation d'une seule indemnité, dont l'autorité judiciaire ordonnera ultérieurement le paiement, soit à l'un, soit à l'autre des prétendants droit. Dans le second cas, il y a utilité à ce que les indemnités dues aux divers prétendants droit, au propriétaire et aux locataires, par exemple, soient également appréciées par un même jury... Le règlement de toutes les indemnités qui se rapportent à un même immeuble doit donc être considéré comme uni par un lien de connexité qui ne fait des affaires des différents indemnitaires qu'une seule et même affaire et soumet les parties, pour l'exercice du droit de récusation, à l'application du paragraphe 3 de l'art. 34 ». On ne saurait donc considérer comme une même affaire, un ensemble d'expropriations renfermant plusieurs immeubles, par cela seul que ces immeubles auraient été compris dans une seule instance administrative et dans une même procédure (Civ. cass. 7 juin 1853, aff. Forcheron, D. P. 53. 1. 285; Daffry de la Monnoye, *ibid.*; de Lalleau, t. 1, n° 540).

445. — IX. RÉUNION DE PLUSIEURS AFFAIRES; CATÉGORIES. — En principe, il doit être procédé à la formation d'un jury distinct pour chaque affaire, et ce jury doit, à peine de nullité, être constitué si l'intéressé le demande. On a exposé au *Rép.* n° 474 les motifs de cette règle, qui repose sur le principe de la liberté de la défense et du respect dû au droit de récusation. La partie à laquelle un jury distinct aurait été refusé, et qui n'aurait conclu devant le jury qui lui aurait été imposé qu'en formulant des réserves, conserverait le droit de demander la nullité de la décision intervenue (Civ. cass. 7 juin 1853, aff. Forcheron, D. P. 53. 1. 285).

446. Mais les parties peuvent valablement consentir à ce qu'un seul jury soit constitué pour plusieurs ou même pour toutes les affaires de la session. Cette réunion de plusieurs affaires distinctes pour être soumises au même jury, qui était déjà considérée comme régulière lors de la publication du *Rép.* n° 477, est devenue d'une pratique constante. Il arrive tous les jours, au commencement d'une session dans laquelle doivent être examinées un certain nombre d'affaires concernant des immeubles de même nature, situés dans une même contrée et expropriés pour une même œuvre d'utilité publique, que les parties intéressées dans toutes ces affaires consentent à soumettre à un seul et même jury le règlement de l'indemnité à laquelle elles prétendent. C'est une pratique intelligente qui abrège la durée des sessions et que les magistrats directeurs du jury se sont efforcés de faire passer en usage. La jurisprudence a reconnu qu'elle n'était pas contraire à la loi, mais à la double condition : 1° que les parties soient averties par le magistrat directeur de l'utilité de la jonction et des conséquences qu'elle peut avoir au point de vue de l'exercice individuel du droit de récusation; 2° que les parties aient consenti à la jonction et se soient entendues pour les récusations à exercer dans l'intérêt, non d'un seul, mais de tous les expropriés.

447. La preuve du consentement des parties doit résulter des mentions expresses ou implicites du procès-verbal. Ainsi la jonction de plusieurs affaires est considérée comme régulière lorsqu'il résulte du procès-verbal que, le jour de la première réunion des jurés, un seul jury a été formé pour

le jugement de toutes les affaires de la session, relatives, par exemple, au règlement des indemnités pour expropriation des terrains nécessaires à l'établissement d'un chemin de fer; que les parties, loin de réclamer contre cette jonction ou de s'y opposer, ont, au contraire, procédé en en acceptant les conséquences; que, notamment, elles se sont entendues pour exercer conjointement leur droit de récusation, dont elles n'ont usé que pour récuser toutes ensemble un seul juré (Civ. rej. 23 août 1854, aff. Jacomet, D. P. 54. 1. 320). — De même, la jonction est régulière lorsque le magistrat directeur a déclaré, en présence de toutes les parties ou de leurs représentants, qu'il allait composer le jury pour toutes les affaires restant à juger, et qu'une fois le jury composé, chacune des affaires serait appelée, afin que chaque partie exerçât son droit de récusation; et les parties qui, sur l'appel de leur affaire, n'ont récusé aucun des jurés, sont mal fondées à critiquer la composition du jury qui a statué à leur égard, sous prétexte que le jury aurait dû être constitué autant de fois qu'il y avait d'affaires dans la session (Civ. rej. 26 août 1856, aff. Gillier, aff. Huguet et aff. Grivelle, D. P. 56. 1. 333).

448. Le consentement des parties à la constitution d'un jury unique ressort également de cette circonstance qu'elles se sont présentées et ont fait valoir leurs droits devant ce jury, sans formuler de réserve contre sa nomination et sans réclamer un jury distinct (Civ. rej. 28 août 1876, aff. Comp. du Crédit agricole, D. P. 77. 1. 23). Aucune formule sacramentelle n'étant prescrite pour l'avertissement que le magistrat directeur du jury doit donner aux parties concernant la jonction de plusieurs affaires et la constitution d'un jury unique pour juger ces affaires, il suffit qu'il résulte du procès-verbal que les parties ont été averties de leur droit et mises à même d'en user (Même arrêt). Dès lors, il y a constatation suffisante du consentement des parties intéressées dans des expropriations distinctes, à la réunion de toutes les affaires en une seule catégorie, et à leur examen par un seul et même jury, lorsqu'il résulte, d'une part, de l'ensemble des énonciations du procès-verbal, que les parties, quoique l'avertissement ne soit pas expressément mentionné, ont nécessairement été averties de la jonction des affaires et invitées à s'entendre pour l'exercice du droit de récusation qu'elles ont effectivement exercé, sans aucune protestation contre la jonction (Civ. rej. 24 avr. 1855, aff. Falcoux, D. P. 55. 1. 132; 25 mai 1859, aff. Cartier, D. P. 59. 1. 207; 19 juin 1861, aff. Bompied, D. P. 61. 1. 286; 16 avr. 1862, aff. Puvel, D. P. 62. 1. 384; 17 avr. 1872, aff. Triaire-Brun, D. P. 72. 5. 232; 2 juillet 1872, aff. Accary, D. P. 72. 5. 232; 11 août 1873, aff. Quilquandon, D. P. 73. 1. 487; 18 nov. 1874, aff. Rimailho, aff. Goupil, aff. Séguin (trois arrêts) D. P. 75. 1. 81; 17 août 1875, aff. David et autres, D. P. 76. 1. 120; 10 févr. 1879, aff. Clappier, D. P. 79. 1. 175; 19 juill. 1881, aff. Malatre, D. P. 82. 1. 267; 6 août 1883, aff. Gasnier, D. P. 84. 1. 335; Civ. cass. 23 mars 1887, aff. Davin, D. P. 88. 1. 376).

Mais, lorsque le procès-verbal ne constate pas que les parties ont consenti à la jonction des affaires, elles ne peuvent être régulièrement soumises au même jury. Il en est ainsi, spécialement, lorsque le procès-verbal constate que, lors de l'appel d'une affaire, la partie qu'elle concerne ne s'est pas présentée, bien que régulièrement citée, et qu'elle n'a été ni présente ni représentée au moment de la constitution du jury unique (Civ. rej. 6 août 1883 précité); ... Ou lorsqu'il ne résulte d'aucune des mentions du procès-verbal qu'elle ait été présente au moment de la constitution du jury, mais, au contraire, qu'elle ne s'est pas présentée pour débattre l'indemnité (Civ. cass. 5 août 1889, aff. Lemaire, D. P. 90. 5. 266); ... Ou lorsque le procès-verbal énonce, simplement qu'aucune opposition ne s'est produite au moment de la constitution du jury unique, s'il constate en même temps que l'exproprié ne s'est pas présenté aux audiences suivantes et qu'il a été donné défaut contre lui (Civ. cass. 28 oct. 1889, aff. Baud, D. P. 90. 5. 266; Crépon, art. 34, n° 56).

449. La division des affaires par catégories, avec constitution d'un même jury pour une même catégorie, est également permise. Ce mode de procéder est fréquemment employé lorsque le nombre des affaires est très considérable. Elle ne suppose nullement l'identité des litiges et des

intérêts en cause; ce n'est autre chose qu'une mesure destinée à faciliter la prompt expédition des affaires (Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 432); mais, de même que la jonction de toutes les affaires, elle n'est régulière qu'autant qu'elle a été acceptée expressément ou tacitement par les parties et que ce consentement résulte des constatations du procès-verbal (Civ. rej. 2 janv. 1855, aff. Feuillâtre, D. P. 55. 1. 14; 15 mai 1855, aff. veuve Detroya, D. P. 55. 1. 204; 19 juin 1861, aff. Bompied, D. P. 61. 1. 286). Le consentement à la division par catégories peut résulter, notamment, de ce qu'il est constaté par le procès-verbal que l'exproprié présent à l'audience n'a pas protesté contre ce mode de division, et à même, de concert avec les autres expropriés, déclaré ne faire aucune récusation (Civ. rej. 19 juin 1861, aff. Bompied, D. P. 61. 1. 286).

**450. — X. CONSTITUTION DÉFINITIVE DU JURY DE JUGEMENT.** — Lorsque les récusations ont été exercées, le magistrat directeur doit procéder à la constitution du jury de jugement. Il peut, dès le début de la session, constituer les jurys qui seront appelés à statuer sur chaque affaire indépendante ou les jurys qui jugeront les diverses catégories d'affaires qui ont été jointes. En effet, la loi n'exige pas qu'il y ait continuité entre la constitution du jury et sa délibération. Et les jurys dont les opérations ne peuvent commencer qu'ultérieurement restent valablement constitués, nonobstant les causes d'empêchement qui surviendraient pour certains jurés entre la constitution du jury et le commencement des opérations, pourvu qu'il ne se trouve pas réduit au-dessous du minimum fixé par la loi (Civ. rej. 24 déc. 1851, aff. Molaix, D. P. 51. 5. 245). Ainsi, on admet que les mêmes jurés peuvent être appelés à composer deux jurys distincts chargés de régler les indemnités dues à raison de deux expropriations, prononcées à la requête de parties différentes, d'un département et d'une ville par exemple, successivement et séparément. Et ces deux jurys sont régulièrement constitués dans la séance d'ouverture de la session, avec ajournement des opérations de l'un d'eux jusqu'à la clôture des opérations de l'autre; cet ajournement, justifié par les nécessités du service, n'étant pas contraire à la règle qui prescrit aux jurés de statuer sans désenparer (Civ. rej. 3 août 1859, aff. Ruelle, aff. Sarrazin, et aff. Reynaud, trois arrêts, D. P. 60. 1. 413).

Le magistrat directeur peut aussi former successivement les jurys au moment de l'appel de chaque catégorie. Dans ce dernier cas, si la division des affaires en catégories a été précédée d'un appel général des causes, le magistrat directeur n'est pas tenu de procéder à un nouvel appel des parties lors de la constitution du jury de chaque catégorie (Civ. rej. 14 avr. 1858, aff. Rondel, D. P. 58. 1. 322).

**451.** Le jury de jugement, ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 475, est, aux termes de l'art. 35, composé de douze membres au plus; aussi, lorsque les parties n'ont exercé aucune récusation ou n'ont pas épuisé leur droit, doit-il être procédé à la réduction des jurés au nombre de douze. Le jury de jugement dans lequel, en l'absence de récusation, le magistrat directeur aurait maintenu sur la liste du jury de jugement les seize jurés choisis par la cour d'appel, serait sans existence légale, et ses décisions seraient frappées de nullité (Civ. cass. 28 avr. 1858, aff. Igier, D. P. 58. 1. 323).

**452.** La réduction des jurés au nombre de douze doit s'opérer par voie de retranchement, c'est-à-dire que le magistrat directeur doit comprendre dans le jury de jugement, tout d'abord les jurés titulaires non dispensés ni récusés, en suivant l'ordre d'inscription, puis les jurés supplémentaires, et enfin, le cas échéant, les jurés complémentaires, en retranchant les derniers noms inscrits sur la liste (Civ. cass. 23 juill. 1856, aff. Alcock, D. P. 56. 1. 293; 26 août 1856 (quatre arrêts), aff. Maridet, aff. Faure, aff. Potin, et Civ. rej. 20 août 1856, aff. Commune d'Altkirck, D. P. 56. 1. 330; 6 avr. 1870, aff. Levesque, D. P. 70. 1. 367; 25 févr. 1874, aff. Depétré, D. P. 74. 1. 248, Civ. cass. 21 févr. 1888, aff. Fabrique de l'église d'Albas, D. P. 89. 1. 263).

Si cet ordre a été interverti, si, par exemple, deux jurés complémentaires ont été inscrits sur la liste du jury de jugement, bien qu'avant eux il y eût douze jurés titulaires ou supplémentaires non excusés ni récusés, il en résulte une nullité d'ordre public qui, tenant à la constitution même

du jury, peut être invoquée devant la cour de cassation, alors même que les parties ne s'en seraient pas prévalues devant le magistrat directeur (Civ. cass. 20 juill. et 20 août 1856, précités; 1<sup>er</sup> déc. 1863, aff. Deblais, D. P. 64. 5. 156. V. également Civ. cass. 17 févr. 1851, aff. Colliou-Carment, D. P. 51. 1. 25; 16 mars 1887, aff. Duclos, D. P. 88. 1. 183; 21 févr. 1888, précité).

**453.** La réduction des jurés au nombre de douze, en observant l'ordre établi par la loi, et l'accomplissement régulier de cette formalité, doivent être constatés par le procès-verbal, à peine de nullité (Civ. cass. 22 mai 1855, aff. de Garraube, D. P. 55. 1. 212); mais aucune forme sacramentelle n'est exigée pour cette constatation. Aussi la formation régulière du jury de jugement au moyen du retranchement des derniers jurés portés sur la liste générale, conformément aux prescriptions de l'art. 34 de la loi du 3 mai 1841, ressort-il d'un procès-verbal qui constate que le jury a été formé suivant l'ordre de la liste, et par l'appel des douze premiers jurés, non excusés, dispensés ou récusés, portés sur la liste générale (Civ. rej. 29 nov. 1886, aff. Capgrand-Molhes, D. P. 87. 1. 174). D'ailleurs, la mention faite par erreur au procès-verbal des opérations du jury d'expropriation, que le nombre des jurés a été réduit à douze par le retranchement des derniers noms portés sur la liste, tandis qu'il résulte du même procès-verbal que cette réduction a été l'effet des récusations exercées, n'est pas une cause de nullité (Civ. rej. 9 nov. 1857, aff. Gerard de la Canterie, D. P. 58. 1. 82). — Jugé aussi que la constatation régulière du procès-verbal, établissant la présence de seize jurés au moment des récusations et de la formation du jury de jugement, n'est point infirmée par cette mention surabondante que, par suite des excuses et récusations, le magistrat directeur a été obligé, pour compléter le jury, d'employer les trois derniers jurés supplémentaires (Civ. rej. 18 mars 1874, aff. Fizot-Laverne, D. P. 74. 1. 214). De même, une erreur commise dans la signification du procès-verbal des opérations du jury, erreur de laquelle il résulterait que, pour compléter le jury, on aurait appelé un juré supplémentaire qui ne se serait pas trouvé en ordre utile, ne tire pas à conséquence, si le contraire est établi par la liste même des vingt jurés transcrite dans l'arrêt de formation du jury spécial et par la liste des douze, telle qu'elle est rapportée dans l'original du procès-verbal des débats (Civ. rej. 29 mars 1853, aff. veuve Roy, D. P. 53. 1. 103).

**454.** Le jury de jugement ne saurait être composé de moins de douze jurés; un jury est donc irrégulièrement constitué lorsque, par suite de l'excuse accordée à un juré, la liste de session a été réduite à quinze noms, et que, sur ces quinze jurés, par l'effet de récusations, il n'en a été retenu que onze pour former le jury de jugement. Il importe peu que la décision du magistrat directeur, excusant le juré pour la session, énonce qu'il était du nombre des douze jurés chargés de juger l'affaire, si cette mention est contraire aux constatations du procès-verbal des opérations (Civ. cass. 11 mars 1878, aff. Vidal, D. P. 78. 1. 435). Et dans le silence du procès-verbal sur les noms des jurés absents ou récusés, il y a lieu de déclarer nulle la décision du jury, car il est impossible de vérifier, par la comparaison du nombre des jurés éliminés avec celui des jurés appelés à les remplacer, si ce remplacement a été régulier (Civ. cass. 11 févr. 1861, aff. Ducosse, D. P. 61. 1. 281).

**455.** Comme on l'a exposé au *Rép.* n° 475, une fois que le jury a été composé conformément à la loi, il n'est permis sous aucun prétexte d'y introduire de nouveaux membres. Le jury, ainsi qu'il résulte du rapprochement des art. 35 et 36 de la loi du 3 mai 1841, est constitué avant même la prestation de serment, lorsque les douze jurés non récusés sont présents et prêts à entrer en fonctions (Civ. rej. 21 mars 1877, aff. Vitou de Jassaud, D. P. 78. 1. 439). Le jury ainsi composé est acquis aux parties, et il ne peut y être apporté aucune modification tant que le jury reste composé d'un nombre de jurés suffisant pour statuer sur la demande en indemnité et conserve, par conséquent, la compétence qu'il perdrait s'il était réduit à moins de neuf membres. Il en résulte que le juré titulaire, régulièrement excusé par le magistrat directeur lors de la première réunion du jury à laquelle il n'a pas assisté, qui se présente après la constitution définitive du jury, ne peut être réintégré sur la liste

des jurés (Civ. rej. 30 nov. 1859, aff. Jay, D. P. 60. 1. 168; 26 déc. 1859, aff. Chaudun, D. P. 59. 4. 496; 28 mai 1861, aff. Ancelin, D. P. 61. 1. 286; 21 mars 1877, précité; 22 juill. 1878, aff. Jay, D. P. 78. 1. 434; 16 mars 1887, aff. Savare, D. P. 88. 1. 327. Il en résulte encore que l'expropriant ne peut se faire un grief de ce qu'un juré qui s'est présenté après la constitution du jury et qui s'est fait relever de l'amende qu'il avait encourue n'a pas été appelé à siéger lorsqu'il était absent au moment de l'appel fait à l'ouverture de l'audience, et qu'en son absence, il a été procédé à la formation du jury qui a été composé de douze jurés titulaires après exercice du droit de récusation des parties (Civ. rej. 12 déc. 1887, aff. Préfet du Lot, D. P. 88. 1. 440).

**456.** Une autre conséquence du principe que le jury, une fois constitué, est acquis aux parties et ne doit recevoir aucune modification, tant qu'il reste composé du nombre de jurés nécessaires pour délibérer, est l'impossibilité pour le magistrat directeur, une fois le jury constitué, de dispenser un juré qui en fait partie et de le remplacer par un juré supplémentaire (Civ. rej. 2 janv. 1855, aff. Feuillâtre, D. P. 55. 1. 14; Civ. cass. 11 août 1869, aff. Moulin, D. P. 69. 4. 503).

**457.** Les mêmes règles sont applicables lorsqu'il y a jonction de plusieurs affaires ou division par catégories. Ainsi il a été jugé qu'après la constitution de deux jurys distincts d'expropriation, pour le règlement de deux catégories d'affaires, le juré excusé pour une affaire spéciale ne doit pas être remplacé par un juré supplémentaire sur la demande des expropriés et malgré l'expropriant, alors que le jury demeure composé d'un nombre de jurés suffisant pour statuer sur l'indemnité; la nullité de la décision du jury, résultant de l'intervention illégale de ce juré supplémentaire, ne serait couverte ni par le silence, ni par la comparution des parties (Civ. cass. 17 mars 1875, aff. de Montesquiou, D. P. 75. 1. 268). En effet, la composition du jury étant d'ordre public, les parties sont recevables à se prévaloir des nullités qui la vicient, alors même qu'elles ne les ont pas relevées devant le magistrat directeur et encore bien qu'elles aient concouru par leur présence et leurs conclusions aux opérations du jury irrégulièrement constitué (Civ. cass. 21 févr. 1888, aff. Fabrique de l'église d'Albas, D. P. 89. 1. 263).

**458.** Il peut se présenter des cas dans lesquels, soit qu'il y ait eu division des affaires par catégories, soit qu'il y ait eu acceptation dans toutes les autres affaires du jury constitué pour une première affaire, un juré absent au début des opérations peut être rétabli sur la liste. Si, par exemple, les affaires ayant été divisées par catégories, un juré qui ne s'est pas présenté à l'appel des affaires de la première catégorie, et a été remplacé par un juré supplémentaire, se présente et fait admettre des excuses au moment où le jury va être formé pour la seconde catégorie, il peut être valablement rétabli sur la liste du jury formé pour cette dernière catégorie (Civ. rej. 4 juill. 1854, aff. Lequin, D. P. 54. 1. 310). Il en est de même lorsque le jury constitué pour une première affaire a été accepté par toutes les parties et qu'un juré, absent au moment de la constitution du premier jury, est présent au moment de l'acceptation par les parties de ce premier jury; il y a lieu de le réintégrer à son rang sur la liste de seize membres. Mais il faut, en pareil cas, avertir les parties de la modification apportée à la liste de seize membres qui a servi à la constitution du premier jury,

et soumettre à nouveau la liste modifiée à leurs récusations (Civ. cass. 22 mars 1882; 12 juin 1882) (1).

**459.** Le jury ne saurait, à l'exception du cas où il y a lieu d'appeler des jurés complémentaires (*suprà*, n° 422) comprendre d'autres membres que ceux qui ont été choisis par le tribunal ou la cour. La présence dans le jury d'un individu non porté sur la liste dressée par la cour ou le tribunal, en exécution de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, frapperait les opérations de ce jury d'une nullité d'ordre public que les parties pourraient invoquer devant la cour de cassation, quoiqu'elles aient eu connaissance de l'introduction illégale de cet individu dans la composition du jury, et qu'elles aient gardé le silence. C'est la conséquence du principe que les règles qui tiennent à la composition du jury sont d'ordre public et que l'infraction à ces règles ne saurait être couverte par le silence des parties (Civ. cass. 26 juin 1861, aff. Commune d'Aguessac et aff. Lacroix (deux arrêts), D. P. 61. 1. 284; 21 févr. 1888, aff. Fabrique de l'église d'Albas, D. P. 89. 1. 263). — Le magistrat directeur peut, d'ailleurs, décider que le nom du juré qui aurait été indûment porté sur la liste sera supprimé, sans que les parties puissent se faire un grief de cette suppression, si elle n'a porté aucune atteinte à leur droit de récusation (Civ. rej. 17 déc. 1856, aff. Société de la rue Impériale à Lyon, D. P. 57. 1. 45). Dans tous les cas, lorsque les indications portées sur la liste générale du jury, dressée par le conseil général, et sur la liste spéciale des jurés choisis par le tribunal, s'appliquent à l'un de ceux qui se sont présentés pour siéger et qui ont pris part à la décision, cette décision ne peut être attaquée par le motif qu'il résulterait de documents étrangers à la procédure que le conseil général aurait entendu désigner une personne différente de celle qui s'est présentée à l'appel des jurés (Civ. rej. 22 févr. 1859, aff. Commune de Mer, D. P. 59. 1. 208; 16 mars 1885, aff. Commune de Lamothe-Saint-Heray, D. P. 85. 1. 347).

#### ART. 2. — Procédure du jury d'expropriation (Rép. n° 479).

**460.** Les principes exposés au Rép. n° 479 ont de nouveau été confirmés par la jurisprudence, tant en ce qui concerne la règle d'après laquelle chaque affaire doit être l'objet d'une instruction distincte (V. *infra*, n° 505 et suiv.), qu'au point de vue du droit du magistrat directeur de choisir, dès le début des opérations, les différents jurys qui devront statuer sur les affaires ou les catégories diverses qui doivent être jugées au cours de la session (V. *suprà*, n° 450). Enfin il est toujours admis que les jurys, une fois leur composition arrêtée, restent valablement constitués malgré les vides que des empêchements postérieurs viendraient à créer dans leurs rangs, tant que le nombre des jurés n'est pas réduit au-dessous du minimum légal de neuf. Qu'un des douze jurés se trouve, par une force majeure quelconque, pour cause de maladie, par exemple, dans l'impossibilité de continuer à remplir ses fonctions, les autres jurés n'en peuvent pas moins valablement prononcer en son absence: il suffit que neuf jurés concourent à la délibération (Civ. rej. 2 janv. 1855, aff. Feuillâtre, D. P. 55. 1. 14; 30 nov. 1859, aff. Jay, D. P. 60. 1. 168; 23 mai 1870, aff. de la Tullaye, D. P. 70. 1. 391; Civ. cass. 17 mars 1875, aff. de Montesquiou, D. P. 75. 1. 268). Il en est de même en cas d'abstention de l'un des jurés; spécialement, l'abstention volontaire de l'un des jurés au moment où le jury allait entrer en délibé-

(1) (Ville de Marseille C. Blanc.) — ARRÊT (après délib. en la ch. du cons.). — La cour; — Vu l'art. 34, § 1, 2 et 4 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal que le jury constitué dans une première affaire a été, après l'appel spécial des autres affaires comprises dans la même série, expressément accepté par toutes les parties intéressées tel qu'il venait d'être composé, mais qu'au moment où cette acceptation s'est produite, et avant l'appel de la cause pendante entre la ville de Marseille et la dame Blanc, le troisième juré supplémentaire, M. Garaudy, absent lors de la constitution de ce jury, était présent à l'audience où il venait d'obtenir décharge de la condamnation à l'amende prononcée contre lui; — Attendu qu'il y avait lieu, en conséquence, de le réintégrer sur la liste des seize membres dont il faisait partie par l'effet des radiations et dispenses de plusieurs jurés inscrits avant lui, et d'y rayer le nom du dernier des jurés complémentaires appelés par le magistrat directeur; — Attendu que la liste

qui avait servi à la formation du jury dans la première affaire se trouvant ainsi modifiée, il devenait nécessaire d'en avertir les parties et de former un nouveau jury de jugement, dans lequel M. Garaudy avait le droit de figurer et dont il ne pouvait être exclu que par une récusation; — Attendu que tout ce qui tient à la composition du jury est d'ordre public et qu'il ne saurait être permis, même avec l'assentiment des parties intéressées, de déroger aux règles qui la régissent; — D'où il suit que la décision attaquée ayant été rendue par un jury irrégulièrement composé est entachée d'une nullité radicale et viole l'article de loi ci-dessus visé; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi; — Casse, etc.

Du 22 mars 1882.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Guérin, rap.-Desjardins, av. gén.-Hérissou et Boivin-Champeaux, av.  
(Ville de Marseille C. Poussibet.) — Du 12 juin 1882.-Ch. civ. Arrêt identique.

ration, sur l'observation faite par l'avocat de l'Etat que ce juré était un proche parent de l'exproprié, ne met pas obstacle à ce qu'il soit passé outre à la délibération, lorsque les jurés restants se trouvent en nombre suffisant pour délibérer (Civ. rej. 25 janv. 1853, aff. Cottin, D. P. 53. 1. 27).

§ 1<sup>er</sup>. — Serment des jurés (*Rép.* nos 480 à 484).

461. A l'époque où a été publié le *Répertoire*, on admettait que la formule du serment qui doit être prêté par les jurés, avant de procéder aux opérations dont ils sont chargés, n'a rien de sacramentel (*Rép.* n° 480), et que les termes de l'art. 36 sont purement énonciatifs. On a vu notamment que, suivant un arrêt du 7 févr. 1837, aucune nullité ne saurait résulter de ce que le magistrat directeur aurait ajouté au serment des jurés de remplir leurs fonctions avec impartialité, les mots : *devant Dieu et devant les hommes*, cette formule n'altérant pas la substance du serment. Mais il semble aujourd'hui que la cour de cassation se montre plus rigoureuse et qu'il faille considérer, au contraire, les termes du serment, tels qu'ils résultent de l'art. 36, comme sacramentels (Civ. cass. 31 janv. 1881, aff. Chavasse, D. P. 81. 1. 318). Les termes du serment prescrit par l'art. 36, dit cet arrêt, sont exclusifs de toute modification dont le résultat serait de nature à changer la substance du serment, en sorte que si les jurés ont prêté le serment de remplir leurs fonctions *en conscience et avec probité*, les opérations sont entachées de nullité, attendu que ces expressions, qui ne sont pas celles prescrites par la loi, constituent en réalité un changement dans la substance et la portée du serment imposé au jury. Ces motifs, il est vrai, ne sont pas très explicites sur le principe lui-même, c'est-à-dire sur le point de savoir si l'art. 36 a entendu imposer une formule sacramentelle, et si le magistrat directeur ne peut pas donner au serment une forme qui, sans employer le mot *impartialité*, n'altère en rien la substance de l'engagement solennel demandé aux jurés. Mais, si l'on rapproche cet arrêt des conclusions de M. l'avocat général Desjardins, conformément auxquelles il a été rendu, il semble bien que la cour ait entendu interdire au magistrat directeur l'emploi de toute formule qui ne comprendrait pas le mot *impartialité*, alors même que les expressions choisies traduiraient fidèlement l'idée du devoir d'impartialité imposé au jury.

En effet, dans l'espèce de l'arrêt du 31 janv. 1881, la formule qui avait été adoptée par le magistrat directeur paraissait l'équivalent complet de celle qui est indiquée par la loi; n'est-il pas manifeste que le juré qui ne remplirait pas sa mission avec impartialité, ne se montrerait ni consciencieux ni probe? Mais, selon M. l'avocat général Desjardins, il importe peu : le législateur, lorsqu'il n'exige pas qu'un serment soit prêté dans tels ou tels termes, n'indique aucune formule, et le magistrat est alors libre de choisir celle qui lui paraît la plus convenable. Au contraire, lorsque le législateur emploie une formule précise, c'est qu'il veut approprier le serment à la fonction, et on doit présumer qu'il en a pesé tous les termes avec un soin scrupuleux, et tout équipollent en altère nécessairement la substance. Pourquoi le législateur emploie-t-il, dans l'art. 36 de la loi du 3 mai 1841, le mot *impartialité*? C'est qu'il veut, par-dessus tout, que le juré tienne la balance égale entre l'expropriant et l'exproprié : qu'importe que les jurés aient promis de remplir leurs fonctions « en conscience », si leur conscience leur fait envisager les expropriés comme des victimes, l'expropriation comme un abus de la souveraineté? Le législateur a, d'ailleurs, au moins une fois, très nettement indiqué comment il entendait la question. Aux termes du décret-loi du 8 mars 1852 (art. 2), « toute addition, modification, restriction ou réserve sera considérée comme refus de serment et produira le même effet ».

En vain dirait-on que la formule du serment prêté dépasse en énergie la formule légale. En matière criminelle, si le président avait prononcé une formule différente de celle qui est déterminée par l'art. 312 c. instr. crim., il y aurait nullité, car le serment des jurés ne se référerait plus à son objet légal. Les témoins et les experts ne sont pas plus libres : qu'un témoin jure de « parler sans haine et sans crainte et de dire toute la vérité », s'il omet les mots :

*rien que la vérité*, la chambre criminelle (V. notamment : 27 déc. 1860, aff. Divercio, D. P. 61. 5. 444; 10 oct. 1867, *Bull. crim.*, n° 219) annule les débats et l'arrêt. Qu'un expert prête le serment des témoins, les débats et l'arrêt sont également annulés (Crim. cass. 8 avr. 1869, aff. Brelle, D. P. 70. 1. 192, etc.). Il y a un intérêt égal à ne pas laisser les membres du jury d'expropriation s'écarter de la formule légale du serment qui les constitue « jurés » et leur confère le droit de juger, et de juger sans appel. Si on admet les équipollents, on ne sait où s'arrêter; on en arriverait à créer des synonymes factices, à méconnaître le sens exact des mots pour trouver des équivalences, et on créerait un régime de fantaisie que le législateur a entendu proscrire.

Il semble donc bien que la cour de cassation, en rendant l'arrêt du 31 janv. 1881, ait entendu adopter la doctrine de M. Desjardins. Mais, comme nous l'avons exposé dans nos observations sur cet arrêt, la solution adoptée par la cour suprême paraît d'une rigueur excessive et dépasse peut-être le but que le législateur s'est proposé d'atteindre. Le législateur de 1841 a sans doute voulu que les jurés prisent l'engagement solennel d'évaluer l'indemnité d'expropriation avec une scrupuleuse bonne foi, en se dégageant de toute considération de nature à les influencer, et il a exprimé cette idée par l'emploi du mot *impartialité*. Mais il ne dit pas, et rien n'autorise à supposer, que ce mot doive nécessairement figurer dans la formule du serment. Les règles relatives au serment des témoins et des jurés en matière criminelle ne paraissent pas pouvoir être invoquées par voie d'analogie. Les conditions dans lesquelles ce serment est prêté sont essentiellement différentes de celles qui accompagnent le serment en matière d'expropriation; en outre, il convient de remarquer que les art. 155, 312 et 317 c. instr. crim. imposent la formule du serment à peine de nullité. Au contraire, en matière d'expropriation, la prestation du serment par les jurés est, sans doute, une formalité substantielle dont l'inaccomplissement entraînerait la nullité de la décision; mais la même sanction n'est pas attachée par la loi à l'emploi de telle ou telle forme déterminée de serment (V. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 447). — Il nous est enfin difficile de suivre M. l'avocat général Desjardins dans l'interprétation qu'il a donnée de l'arrêt du 7 févr. 1837. Cet arrêt a déclaré que les termes de l'art. 36 de la loi du 7 juill. 1833 ne sont pas sacramentels; qu'ils sont simplement énonciatifs du serment que doivent faire les jurés de *remplir leurs fonctions avec impartialité*; qu'en faisant prêter ce serment avec l'addition *devant Dieu, devant les hommes*, le magistrat directeur du jury n'en a point altéré la substance et n'a fait qu'employer une formule qui n'a rien de contraire à la loi. M. Desjardins estime que la cour n'a pas entendu dire, d'une façon vague, que les termes de la loi fussent énonciatifs, mais qu'ils étaient énonciatifs d'un certain serment, celui de *remplir leurs fonctions avec impartialité*. Nous persistons à penser, comme nous l'avons exprimé au *Rép.* n° 480, que l'arrêt du 7 févr. 1837 a une portée plus générale, et qu'il entend poser en principe que les termes de l'art. 36 de la loi du 3 mai 1841 ne sont pas sacramentels, mais simplement énonciatifs. — Quoi qu'il en soit, il semble bien que, dans l'état actuel de la jurisprudence, les termes du serment prescrit par l'art. 36 doivent être considérés comme sacramentels.

462. Le serment des jurés est une formalité substantielle, qui seule les investit de leur caractère légal. Si plusieurs affaires sont soumises au jury, il doit prêter serment pour chacune d'elles, à moins que les parties, avant la prestation de serment, aient consenti à la jonction des différentes affaires de la session (Civ. cass. 24 juill. 1888, aff. Briel, D. P. 89. 1. 303). Il y a, par conséquent, nullité des opérations lorsque les parties n'ont consenti à la jonction des affaires qu'après la formation du jury et la prestation de serment des jurés dans la première affaire, et qu'un nouveau serment n'a pas été prêté (Civ. cass. 28 déc. 1880, aff. Chemin de fer du Midi, D. P. 81. 1. 259). Mais, lorsqu'il y a consentement à la réunion des affaires avant la prestation de serment, les jurés, constitués en un jury unique et commun aux affaires de la session, ne sont pas tenus de renouveler leur prestation de serment, lors du jugement de chacune de ces affaires (Civ. rej. 26 août 1886, aff. Gillier, D. P. 86.

1. 333. V. aussi Civ. rej. 25 juill. 1855, aff. Frison, D. P. 55. 1. 373).

**463.** Lorsqu'il y a plusieurs jurys, la prestation de serment des jurés qui les composent peut avoir lieu avant le commencement des opérations pour toutes les affaires qui doivent être successivement jugées. Les jurés peuvent prêter serment individuellement dans la même séance et en une seule opération, quoique plusieurs d'entre eux appartiennent à la fois aux deux jurys, et les autres à un seul (Civ. rej. 14 févr. 1883, aff. Boudarel, D. P. 84. 1. 191). Spécialement, lorsque plusieurs affaires ont été jointes pour être soumises au même jury, tandis que des jurys spéciaux ont été constitués pour statuer sur d'autres affaires, dans lesquelles les parties n'ont pas consenti à la jonction, les jurés qui appartiennent aux divers jurys peuvent prêter successivement, dans une même opération, le serment prescrit par la loi. Ce mode de procéder n'établit aucune solidarité entre les divers jurys, en ce sens que les irrégularités qui se seraient produites dans la constitution du jury de jugement d'une affaire ou d'une catégorie d'affaires ne peuvent être invoquées par les expropriés dont l'affaire est soumise à un autre jury. Dès lors, l'exproprié qui a consenti à la jonction de son affaire ne peut se prévaloir des irrégularités qui auraient été commises dans la prestation de serment d'un juré appartenant au jury d'une affaire dans laquelle les parties n'ont pas consenti à la jonction (Civ. rej. 21 août 1882) (1).

**464.** Le procès-verbal doit nécessairement mentionner la prestation de serment (*Rép.* n° 483), puisqu'il s'agit d'une formalité essentielle qui doit être constatée pour établir la régularité des opérations. Cette constatation est indispensable, soit qu'il s'agisse d'une expropriation suivie conformément à la loi du 3 mai 1841, ou d'une expropriation faite en vertu de la loi du 21 mai 1836 pour l'établissement des chemins vicinaux (Civ. cass. 30 mai, aff. Bancillon, et 21 juin 1865, aff. Bouquet, D. P. 65. 5. 178; 14 mars 1870, aff. Brunetière, D. P. 70. 5. 176).

Lorsque le procès-verbal des opérations du jury ne fait aucune mention de la prestation de serment des jurés, il y a nullité de la décision (Civ. cass. 6 févr. 1854, aff. Ville d'Espalion, D. P. 54. 1. 377; 4 août 1862, aff. Desormes, D. P. 62. 1. 382; 26 août 1863, aff. Jarsain, D. P. 64. 5. 156). Spécialement, lorsque les affaires d'une

même session ont été réunies en trois catégories, et que le procès-verbal, après avoir énoncé successivement la prestation de serment par les jurés nommés pour les deux premières catégories, reste muet sur le serment qu'auraient dû prêter les jurés de la troisième catégorie, la nullité de la décision relative à chaque affaire de cette troisième catégorie doit être prononcée (Civ. cass. 26 août 1863, aff. Lauzin, D. P. 64. 5. 156).

**465.** Il faut en outre que le procès-verbal constate les termes du serment prêté, afin que la cour de cassation puisse vérifier si ces termes sont conformes aux prescriptions de l'art. 36; il ne suffirait pas qu'il indiquât que le jury a prêté serment, pour établir que la formule légale a été employée et que le serment a été prêté individuellement par chacun des jurés (Civ. cass. 1<sup>er</sup> août 1887, aff. Zuccarelli et autres, D. P. 89. 1. 79).

**466.** Comme on l'a exposé au *Rép.* n° 484, la prestation de serment doit précéder tout acte qui rentre dans la mission déferée au jury, à peine de nullité de sa décision, sans que cette nullité puisse être couverte par une déclaration de la partie qu'elle renonce à se prévaloir de la nullité et consent à ce que les opérations ne soient pas recommencées (Civ. cass. 2 janv. 1883, aff. Berthon, D. P. 83. 1. 391). — Elle n'est pas non plus couverte par une prestation de serment ultérieure, faite du consentement des parties et suivie de la reprise des conclusions et des débats oraux (Civ. cass. 30 avr. 1883, aff. Commune de Villegenon, D. P. 83. 1. 391). En effet, les jurés qui n'ont pas prêté le serment prescrit par l'art. 36 ne sont pas investis du caractère légal auquel leurs pouvoirs sont attachés; ils ne peuvent, tant qu'ils n'ont pas été revêtus de ce caractère, ni rendre aucune décision, ni même prendre part à aucun acte d'instruction, car ils n'ont pas la qualité de jurés, et tout ce qu'ils feraient en cette qualité serait entaché d'une nullité radicale et absolue, intéressant l'ordre public et, par conséquent, non susceptible d'être couverte même par la ratification expresse des parties. — La décision du jury est donc nulle, lorsqu'avant la prestation de serment les jurés ont procédé à un acte quelconque de leur mission et, spécialement, pris connaissance du tableau des offres et autres documents, notamment des plans parcellaires (Civ. cass. 22 déc. 1875, aff. Ville de Chalon-sur-Saône et aff. Pelletier et autres (deux arrêts), D. P. 76. 5. 334; 12 juin 1882) (2).

(1) (Paulet C. Préfet de la Haute-Loire.) — *Année* (après délib. en la ch. du cons.). — La cour; — Sur le premier moyen du pourvoi, tiré de la violation de l'art. 38 de la loi du 3 mai 1841 et des règles interdisant aux jurés de communiquer avec des étrangers pendant leur délibération : — Attendu que, s'il résulte que Magin, qui faisait partie seulement du jury spécial à une des affaires de la session, s'est trouvé, pendant une délibération relative au transport sur les lieux, dans la même salle avec les douze jurés du jury unique formé pour toutes les autres affaires, lesquels jurés auraient ainsi délibéré en présence d'un étranger, il n'appert des mêmes constatations que cette irrégularité n'a donné lieu à aucune réclamation du sieur Jean-Baptiste Paulet, soit lors de la visite des immeubles le 9 juillet, soit lors du débat contradictoire qui s'est ouvert, à la séance du 13 juillet, entre lui et l'administration expropriante, et dans lequel la question d'indemnité a été débattue par le demandeur en cassation, sans protestation ni réserves; — Attendu que le silence gardé à ce sujet par le sieur Jean-Baptiste Paulet doit être considéré comme un consentement tacite de sa part à ce qu'il soit passé outre, nonobstant l'irrégularité prétendue, et qu'il est non recevable à invoquer ce grief de nullité;

Sur le deuxième moyen, tiré de la violation de l'art. 36, en ce que le serment a été prêté successivement par treize jurés appartenant à des jurys différents : — Attendu que le procès-verbal des opérations du jury constate que chacun des jurés composant le jury unique qui avait mission de régler toutes les indemnités de la session, à l'exception de celle intéressant le sieur Viallon, a prêté individuellement le serment prescrit par la loi, pour toutes les affaires que ce jury aurait à juger; que, dès lors, et à supposer qu'une irrégularité pût être relevée relativement à la prestation de serment du jury spécial à l'affaire Viallon, le demandeur en cassation, dont l'indemnité a été fixée par une décision du jury unique, régulièrement constitué et assermenté, ne saurait se prévaloir de cette prétendue irrégularité;

Sur le troisième moyen, pris de ce que le magistrat directeur aurait violé l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841, commis un excès de pouvoir, et méconnu les droits de la défense, en refusant de donner acte à l'exproprié d'une concession de travaux octroyés

par l'administration expropriante : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal des opérations que si l'avocat du sieur Jean-Baptiste Paulet a demandé acte au nom de son client de ce que, indépendamment de l'indemnité pécuniaire régulièrement offerte, il lui aurait été fait offre de certains travaux à exécuter par l'Administration, cette dernière, invitée à faire toutes déclarations ou observations à ce sujet, ne s'est trouvée représentée, en l'absence de l'ingénieur, son mandataire légal, que par un prétendu agent muni de pouvoirs insuffisants, lequel a déclaré d'ailleurs ne vouloir se lier par aucunes conclusions; et que, d'autre part, l'avocat de l'Administration, interpellé à son tour, a déclaré également qu'aucunes conclusions ne seraient prises; — Attendu qu'en cet état des faits, le magistrat directeur a pu, sans commettre un excès de pouvoir, ni violer aucune des règles invoquées par le pourvoi, refuser de donner acte de propositions non précisées, et qui, à défaut de conclusions formelles, ne pouvaient avoir aucun effet juridique; — Rejetta, etc.

Du 21 août 1882.-Ch. civ.-MM. Goujet, pr.-Legendre, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Bosviel et Fosse, av.

(2) (Vidal et autres C. Préfet du Cantal.) — La cour; — Vu l'art. 36 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu qu'aux termes de cet article, dès que le jury est constitué, chaque juré doit prêter serment de remplir ses fonctions avec impartialité; qu'à défaut de cette formalité substantielle, il ne peut être procédé valablement à ses opérations; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal qu'après la constitution du jury et avant la prestation de serment, le magistrat directeur a fait mettre sous les yeux du jury : 1<sup>o</sup> le tableau des offres et demandes; 2<sup>o</sup> les plans parcellaires et autres documents produits par les parties; que de plus, le représentant de l'Administration a donné lecture des offres et demandes; — Attendu que ces différents actes constituent en réalité un commencement d'instruction; que, par suite, leur accomplissement avant la formalité du serment entraîne la violation de l'art. 36 susvisé; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen, spécial au sieur Jean Teissédre, l'un des demandeurs en cassation; — Casse, etc.

Du 12 juin 1882.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Blondel, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Bosviel et Fosse, av.



**467.** Il y a nullité, à plus forte raison, si le magistrat directeur a, avant de faire prêter le serment aux jurés, non seulement mis sous leurs yeux les documents relatifs à l'affaire mais encore entendu les observations contradictoires de l'Administration et de l'indemnitaire (Civ. cass. 7 mai 1872, aff. Mariotte, D. P. 73. 1. 62), ou lorsque le serment n'est prêté qu'au moment où les débats vont être clos (Civ. cass. 28 avr. 1858, aff. Briet, D. P. 58. 1. 323).

**468.** Le jury ne peut pas davantage procéder à la visite des lieux avant d'avoir prêté serment. Mais il y a lieu d'appliquer la distinction que nous avons signalée au Rép. n° 484, entre le cas où la visite des lieux est faite par le jury en corps et d'une manière officielle et celui où il est procédé à cette visite par les jurés individuellement ou réunis, mais à titre purement officieux. Dans le premier cas, la visite des lieux a le caractère d'un acte d'instruction et, si elle n'a pas été précédée du serment des jurés, la décision ultérieure du jury est nulle. Au contraire, dans le second cas, aucune nullité n'est encourue. En effet, il est admis par la jurisprudence que la visite des lieux faite officieusement par le jury avant la prestation de serment ne peut être considérée comme une mesure d'instruction et n'entraîne pas la nullité de la décision (Civ. rej. 3 mars 1861, aff. de la Prunardère, D. P. 61. 1. 181).

**469.** La visite des lieux doit être considérée comme un acte d'instruction, par lequel les opérations sont commencées, lorsqu'elle est faite à la suite d'une délibération annoncée publiquement, sous la surveillance du magistrat directeur assisté de son greffier, et en présence des parties (Civ. cass. 31 juill. 1867, aff. veuve Pouillot, D. P. 67. 1. 317; 7 janv. 1868, aff. Veuve Forestier, D. P. 68. 1. 123; 29 janv. 1877) (1). Peu importerait qu'il eût été déclaré, avec l'adhésion des expropriés, que la visite aurait lieu à titre officieux, si elle a été annoncée en audience publique, avec détermination précise du jour et de l'heure où elle doit être effectuée. — Dans deux espèces, notamment, un jury unique avait été, du consentement des parties, formé pour deux catégories d'affaires; et, après avoir prêté serment pour le jugement des affaires de la première catégorie, ce jury avait déclaré qu'il se transporterait sur les lieux, où, après la visite de certains terrains compris dans la première catégorie, il visiterait officieusement les terrains expropriés sur les autres propriétaires. A la suite de cette décision, prise et annoncée en séance publique avec l'adhésion des expropriés, le jury tout entier s'était transporté sur les lieux, où il s'était d'abord occupé des affaires de la première série : ajourné au lendemain, à heure fixe, par le magistrat directeur de la seconde série pour la continuation de ses opérations, il s'était, dans cette seconde séance, livré à l'examen des immeubles dépendant de cette seconde série ; on a jugé que cette visite avait un caractère officiel et en conséquence, que si elle avait lieu avant la prestation du serment pour la deuxième catégorie, la décision était nulle (Civ. cass. 23 mars 1864, aff. Saissac et autres, D. P. 64. 5. 172; 6 août 1877, aff. Chollet, D. P. 78. 1. 52).

**470.** Dans une autre affaire, au cours de la séance d'ouverture, et avant toute constitution de jury, les jurés avaient, sur la provocation du magistrat directeur, après s'être concertés et nonobstant la protestation de l'avocat de plusieurs des parties intéressées, déclaré qu'ils croyaient indispensable de se transporter officieusement sur les lieux contentieux ; le magistrat directeur avait prévenu alors, à haute voix, de cette visite, tous les intéressés, en leur annonçant que la séance ne serait reprise que le lendemain : les jurés s'étant rendus sur les lieux, à la reprise de la séance, le magistrat directeur, après avoir composé le jury, reçu son

serment et accompli les autres formalités préliminaires indiquées par la loi, avait interpellé les jurés pour savoir si, quand ils s'étaient transportés sur les lieux avant de commencer les opérations de la session, les parties intéressées ou leurs représentants leur avaient fourni des explications : les jurés avaient répondu affirmativement. La cour de cassation a décidé que la visite faite dans ces circonstances présentait le caractère d'une mesure d'instruction judiciaire ayant pour but d'arriver à la fixation de l'indemnité à allouer, et, par conséquent, qu'elle n'avait pu avoir lieu avant la prestation de serment par les jurés (Civ. cass. 25 mars 1864, aff. Boutan, D. P. 64. 5. 172-173; 30 mai 1864, aff. Gazon, D. P. *ibid.*).

**471.** Au contraire, un jury constitué pour deux affaires ou deux catégories d'affaires peut, en visitant officiellement les lieux pour l'instruction de la première, les examiner également à titre officieux en vue de la seconde, bien qu'il n'ait pas encore prêté serment pour cette dernière, si sa visite n'a aucun caractère officiel (Civ. rej. 30 juill. 1856, aff. Pullès, D. P. 56. 1. 295; 21 juill. 1858, aff. Antierieu, D. P. 58. 1. 326; 23 août 1875, aff. Comp. Chemin de fer Nantais, D. P. 77. 1. 31). Il en est ainsi, spécialement, au cas d'une visite de lieux faite après formation de la liste des jurés de la session et ajournement des débats à une heure déterminée, sans que cette visite ait été demandée, ordonnée ni délibérée, et sans l'assistance du magistrat directeur, du greffier, des parties et de leurs conseils (Civ. rej. 13 août 1866, aff. de Segure, D. P. 66. 5. 214). Une pareille visite n'a pas le caractère d'un acte d'instruction en vue duquel les jurés doivent être investis de la qualité légale de jurés, mais d'un acte spontané et purement privé qui leur permet de se former une idée des lieux et de suivre avec plus de fruit les débats qui doivent s'ouvrir (Civ. rej. 23 mai 1870, aff. de la Tullaye, D. P. 70. 1. 391).

**472.** D'après la jurisprudence qui vient d'être exposée, le caractère de la visite des lieux résulte surtout de la circonstance qu'elle a, ou n'a pas été demandée par les parties ou les jurés, ou ordonnée en séance publique. Quand les jurés se rendent sur les lieux sans que ce transport ait été demandé ni ordonné, la présomption de droit est que ce transport n'a pas eu les caractères d'une opération légale, d'un acte d'instruction pour lequel ils n'avaient pas qualité avant leur constitution et la prestation de serment (Civ. rej. 21 août 1860, aff. Sardou, D. P. 60. 1. 416; 21 août 1861, aff. Wuichet, D. P. 61. 1. 399). Et par conséquent, si le jury n'a pas prêté serment avant d'y procéder, la visite des lieux n'emporte pas nullité de la décision du jury.

Lorsque la visite des lieux est officieuse, l'inscription de faux formée contre le procès-verbal qui ne fait pas mention de cette visite est inadmissible, si elle ne relève pas de faits tendant à démontrer que la visite alléguée n'est pas purement officieuse (Mêmes arrêts).

**473.** La distinction qui a été admise par la jurisprudence, entre le cas où la visite des lieux a été faite officiellement et celui où elle a un caractère purement officieux, nous paraît susceptible d'être étendue à tous les actes d'instruction, en général, auxquels prennent part les jurés : si la communication des pièces administratives et des documents de l'affaire avait été faite par le magistrat directeur en dehors de l'audience, à quelques jurés isolément, si l'expropriant et l'exproprié avaient donné des explications à des jurés en particulier, il n'y aurait pas à notre avis nullité de la décision du jury à raison de ce que ces faits se seraient passés avant la prestation de serment. Au contraire, si c'est en présence de tous les jurés réunis devant le magistrat directeur que cette communication des documents leur a été faite,

(1) (Milhe C. Préfet de l'Hérault.) — La cour ; — Vu l'art. 36 de la loi du 3 mai 1841 ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal des opérations du jury d'expropriation de Saint-Pons du 4 déc. 1876 que le jury ayant été constitué, mais sans avoir encore prêté serment, a décidé qu'il se rendrait sur les lieux pour procéder à la visite des terrains expropriés, à 8 heures du matin, le lendemain ; — Qu'il est également constaté que cette opération a eu lieu aux jour et heure indiqués par le jury, auquel les plans parcellaires et le tableau des offres et demandes avaient été remis ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé le 6 déc. 1876 que c'est seulement à l'audience de ce jour et après la visite des

lieux que les jurés ont prêté le serment prescrit par la loi ; — Attendu que le serment est une formalité nécessaire pour investir les jurés de leur caractère légal, et qu'ils ne peuvent, avant l'accomplissement préalable de cette formalité, ni commencer leurs opérations, ni faire aucun acte d'instruction ; — D'où il suit qu'en procédant ainsi qu'il est expliqué au procès-verbal, le jury ne s'est point conformé aux prescriptions de l'article de la loi susvisé, et que, par conséquent, sa décision doit être annulée ;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 29 janv. 1877.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Greffier, rap.—Godelle, av. gén., c. conf.—Sabatier, av.

et que des explications contradictoires ont été données par les parties, il y a véritablement là des actes d'instruction, tels qu'ils sont énoncés dans l'art. 37 de la loi de 1841, une procédure officielle, un véritable débat judiciaire, auquel a assisté et pris part le jury ; et le serment doit, à peine de nullité de la décision à intervenir, précéder ces différents actes (Delalleau et Jousset, t. 1, p. 454 et suiv. ; de Peyronny et Delamarre, p. 346 ; Daffry de la Monnoye, p. 224. V. aussi Civ. cass. 17 nov. 1868, aff. Fabre, D. P. 68. 5. 208).

§ 2. — Production des pièces. — Plaidoiries (*Rep.* nos 485 à 494).

**474.** — I. PRODUCTION DES PIÈCES NÉCESSAIRES. — On a vu, *Rep.* n° 485, que l'art. 37, § 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1841 prescrit au magistrat directeur de mettre sous les yeux du jury : 1° le tableau des offres et des demandes notifiées en exécution des art. 23 et 24 ; 2° les plans parcellaires et les titres ou autres documents produits par les parties à l'appui de leurs offres et demandes. La jurisprudence considère cette production comme essentielle à la validité de la décision du jury, et l'omission de cette formalité est une cause de nullité (Civ. cass. 25 août 1858, aff. Commune de Salauzes, D. P. 58. 1. 328 ; 23 mars 1881, *supra*, n° 387 ; 4 févr. 1884, aff. Gost, D. P. 85. 5. 232 ; 19 mai 1884, aff. Guillard, D. P. 85. 5. 252). Cette nullité n'est pas couverte par la comparution de l'exproprié devant le jury, s'il ne résulte pas du procès-verbal qu'il ait renoncé à s'en prévaloir (Civ. cass. 30 janv. 1861, aff. Ventujol, D. P. 61. 1. 135).

**475.** Dans le cas où il n'y a qu'un seul indemnitaire et où celui-ci n'a formé aucune demande en temps utile, le tableau des offres et des demandes peut être valablement suppléé par un certificat de l'Administration attestant qu'elle a notifié à l'exproprié l'offre d'une somme déterminée, sans qu'il soit nécessaire de produire les exploits d'offres (*Rep.* n° 485-5°). — Toutes les fois, en effet, qu'il n'y a qu'une seule partie, les offres et les demandes ne doivent pas nécessairement être soumises au jury sous forme de tableau. Tout ce que la loi exige, c'est qu'il soit établi d'une manière certaine que les offres ont été faites et notifiées. Ainsi, dans une expropriation poursuivie contre une seule partie, si celle-ci refuse les offres sans formuler de demande, le vœu de la loi est rempli lorsque l'arrêté préfectoral contenant les offres de l'Administration, la notification dudit arrêté et l'exploit par lequel l'exproprié a refusé les offres, sont mis sous les yeux du jury (Civ. rej. 16 mars 1870, aff. veuve Dumas, D. P. 70. 1. 407). S'il y a une demande formulée par l'exproprié, il suffit que le dossier remis au jury renferme, avec le certificat constatant l'offre, l'exploit qui contient le refus de l'exproprié et le chiffre de l'indemnité qu'il réclame (Civ. rej. 24 déc. 1879, aff. des Etangs, D. P. 80. 1. 165 ; 11 oct. et 11 déc. 1882, aff. Commune de Vaucluse, deux arrêts, D. P. 84. 1. 324).

**476.** Un arrêt de la cour de cassation a même étendu cette jurisprudence à une espèce où le jury était appelé à régler les indemnités dues à plusieurs expropriés. Le procès-verbal se bornait à constater que les plans, tableaux des offres et autres pièces avaient été remis aux jurés sans mentionner que ce tableau comprenait aussi les demandes ; mais, comme il ressortait des autres énonciations du procès-verbal que divers documents contenant les demandes des parties expropriées, et notamment leurs conclusions, avaient été placées sous les yeux du jury, la cour a jugé qu'il avait été satisfait aux obligations légales, car, à supposer que le tableau fût incomplet, il avait trouvé son équipollent dans la production des documents constatée par le procès-verbal (Civ. rej. 2 juill. 1883, aff. Ville de Clermont, D. P. 84. 1. 435-436).

(1) (Roncey C. Ville de Paris). — La cour ; — Sur les premier et deuxième moyens : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal que, le 23 nov. 1866, jour de la première réunion des jurés, et après la formation des jurys chargés de statuer sur les trois catégories entre lesquelles les affaires avaient été divisées, le magistrat directeur a mis sous les yeux des jurés le tableau des offres et des demandes, ainsi que les plans parcellaires, et les autres titres, pièces et documents produits par les parties ; — Que, le 3 décembre, jour auquel les affaires de la troisième catégorie ont été appelées, il est dit au procès-verbal que « les opérations commencées par les procès-verbaux précédents ont

**477.** Il n'est pas nécessaire que le tableau des offres et demandes, mis sous les yeux du jury d'expropriation, mentionne les causes de chaque chef de demande d'indemnité : il suffit qu'il rappelle le chiffre exact et complet de l'indemnité demandée (Civ. rej. 5 juin 1860, aff. Nœtinger, D. P. 60. 1. 411). Il n'est pas non plus indispensable que ce tableau indique la nature des immeubles expropriés, pourvu qu'il désigne ces propriétés avec précision ; l'examen des plans parcellaires et des autres documents permettant de connaître exactement la nature de chacun d'eux (Civ. rej. 3 févr. 1874, aff. Comp. du chemin de fer de Frévent à Gamaches, D. P. 74. 1. 240). On ne peut admettre, notamment, que les jurés n'aient pu se rendre compte de la nature des biens expropriés, bien que le tableau des offres et demandes, indique inexactement la nature de ces biens, lorsque, d'une part, le magistrat directeur a mis sous les yeux du jury les plans parcellaires des terrains expropriés, ainsi que les documents, titres et pièces produits par les parties, et que, d'autre part, les jurés se sont transportés sur les lieux pour visiter les terrains expropriés et en ont eu ainsi une connaissance directe (Civ. rej. 11 déc. 1876, aff. Dubost, D. P. 78. 1. 72).

**478.** Le procès-verbal doit, à peine de nullité, constater que le tableau des offres et des demandes, ainsi que les plans parcellaires et autres documents, ont été mis sous les yeux du jury. La jurisprudence est constante à cet égard (V. notamment (Civ. cass. 25 août 1858, aff. Commune de Salauzes, D. P. 58. 1. 328). Mais il suffit que cette constatation résulte des énonciations du procès-verbal, sans qu'une mention formelle de la production soit nécessaire. La remise aux jurés du tableau des offres et demandes est établie, spécialement, par la mention faite au procès-verbal que les pièces du dossier ont été remises au jury, si les conclusions des parties, annexées à ces pièces, ne permettent pas de douter que ce tableau se trouvait compris dans le dossier (Civ. rej. 6 févr. 1861, aff. Brun, D. P. 61. 1. 135). — De même, il suffit que le procès-verbal mentionne qu'après la constitution d'un même jury pour plusieurs affaires, le magistrat directeur lui a remis un tableau général des offres et demandes, un plan parcellaire des propriétés et un plan d'ensemble relatifs à ces mêmes propriétés, et que les jurés étaient encore munis de ces pièces au moment où ils se retiraient pour statuer sur chaque affaire, alors que les parties n'avaient produit aucun titre ou document nouveau à l'appui de leurs offres et demandes (Civ. rej. 23 août 1875, aff. Comp. Chemins de fer Nantais, D. P. 77. 1. 31). De même encore, la mention que le jury était muni des titres, pièces et documents lorsqu'il s'est retiré dans la salle de ses délibérations, atteste suffisamment que le jury avait sous les yeux, en délibérant, le tableau des offres et demandes, s'il est constaté que ce tableau a été remis aux jurés aussitôt après la prestation de serment (Civ. rej. 5 juin 1861, aff. Marion-Vallée, D. P. 61. 1. 287).

**479.** Lorsque les affaires ont été réunies en catégories avec formation de jurys spéciaux pour chacune d'elles, le procès-verbal prouve suffisamment que le tableau des offres et demandes, les plans parcellaires et autres pièces ou documents ont été mis sous les yeux de chaque jury, s'il établit que ces pièces ont été communiquées par le magistrat directeur lors de la première réunion générale des jurés, et après la formation des jurys spéciaux. — Cette solution s'applique surtout lorsque le procès-verbal spécial à chacune des catégories déclare que « les opérations commencées par les procès-verbaux précédents ont été reprises » (Civ. rej. 24 avr. 1867) (1). Il en est de même lorsque le procès-verbal constate que le magistrat directeur a mis sous les yeux des jurés chargés de la première catégorie le tableau

été reprises » ; — Attendu qu'il est prouvé par ces énonciations que le troisième jury a eu sous les yeux les pièces susdites, et qu'il a ainsi satisfait aux dispositions de l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841 ; — Attendu que si, la première communication donnée aux jurés l'a été lorsque les jurés des trois catégories se trouvaient réunis, cette circonstance n'a pas provoqué et ne fait pas supposer une délibération commune ; et que la présence, à ce moment et à cet effet, d'un membre des deux premiers jurys, qui ne faisait pas partie du troisième, ne saurait être qualifiée comme immixtion d'une personne étrangère dans les opérations de ce troisième jury devant lequel les débats sur les affaires à

des offres et des demandes, les plans parcellaires, etc., et qu'il a été constaté que le magistrat directeur a mis sous les yeux des autres jurés les pièces qu'il avait déjà présentées aux jurés de la première catégorie. Ces expressions « les pièces déjà présentées au jury d'une première catégorie », doivent s'entendre, en effet, non pas des pièces mêmes qui ont été soumises au précédent jury, mais des pièces de même nature, applicables aux terrains compris dans cette seconde catégorie (Civ. rej. 30 janv. 1860, aff. de Meynard, D. P. 60. 1. 412).

480. La loi du 3 mai 1841 n'a pas déterminé le moment où le tableau des offres et des demandes, ainsi que toutes les autres pièces mentionnées dans l'art. 37, doivent être mis sous les yeux du jury : le choix de ce moment est abandonné au pouvoir discrétionnaire du magistrat directeur (Civ. rej. 11 janv. 1854, aff. Collot, D. P. 54. 1. 238; 13 févr. 1860, aff. Moreau, D. P. 60. 1. 408). Mais il est évident que, pour être utile, la remise doit précéder la discussion à l'audience. La remise au jury d'expropriation du tableau des offres et demandes est donc régulièrement faite après la visite des lieux, si elle a précédé l'ouverture des débats (Civ. rej. 4 août 1862, aff. de Sieyès, D. P. 62. 1. 382; 12 mai 1880, aff. Jacquier, D. P. 81. 1. 260; 13 août 1889, aff. Cozon, D. P. 91. 1. 40). Mais la remise de cette pièce, des plans parcellaires et autres documents serait tardive si elle n'avait eu lieu qu'après la clôture des débats et au moment où le jury allait se retirer dans sa chambre pour délibérer (Civ. cass. 4 févr. 1884, aff. Gost et Lavarde; 19 mai 1884, aff. Guillaud, D. P. 85. 5. 252).

481. Ces règles sont générales et s'appliquent à toutes les pièces mentionnées par l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841, et dont la production est exigée à peine de nullité (*suprà*, n° 474). — En ce qui concerne les plans parcellaires, on décide que la nullité résultant du défaut de production ne serait pas encourue si c'était du consentement de l'exproprié que la production n'en avait pas été faite, au cas, notamment, où l'exproprié aurait dispensé l'expropriant de l'accomplissement des formalités prescrites par le tit. 2 de la loi du 3 mai 1841, et dont fait partie la rédaction du plan parcellaire, ce qui est, d'ailleurs, autorisé par le paragraphe 5 de l'art. 14 de la même loi (Civ. rej. 21 nov. 1871, aff. Riche, D. P. 71. 1. 242).

D'autre part, lorsque l'art. 37 prescrit la production et la remise au jury d'un plan parcellaire, il suppose la nécessité ou tout au moins l'utilité de cette production. Cet article ne doit donc pas être appliqué dans les cas où il s'agit de régler, non l'indemnité due pour expropriation de terrains dont la situation, la nature et la contenance seraient indiquées sur ce plan, mais l'indemnité due pour résiliation de bail et frais de déplacement au locataire d'une partie de maison acquise par une cession amiable (Civ. rej. 11 avr. 1866, aff. Blondin, D. P. 66. 5. 211). En pareil cas, en effet, la production du plan ne saurait être d'aucune utilité pour le règlement de l'indemnité et serait purement frustratoire.

482. Tout en exigeant que le magistrat directeur du jury mette sous les yeux des jurés les plans parcellaires, l'art. 37 n'impose pas l'obligation de produire en original le plan dressé, en exécution de l'art. 4 de la loi du 3 mai 1841, par les gens de l'art chargés des travaux, et qui, conformément à l'art. 5, est resté déposé à la mairie de la commune où les propriétés sont situées. La production d'une simple copie du plan est donc suffisante, tant que la fidélité et l'exactitude n'en sont pas contestées (Civ. rej. 29 mars 1858, aff. Dubois, D. P. 58. 1. 321; 7 août 1867, aff. Coré, D. P. 67. 1. 494). Peu importerait que l'exproprié formulât des réserves à raison de la remise aux jurés d'une simple

copie du plan; elles seraient inopérantes si l'exproprié n'avait, ensuite de ces réserves, allégué aucune inexactitude dans la copie produite (Civ. rej. 29 mars 1858, précité). D'ailleurs, d'une manière générale, la nullité résultant de l'irrégularité des plans parcellaires est couverte à défaut de protestation ou de réserve devant le jury (Civ. rej. 7 avr. 1869, aff. Juloux, D. P. 69. 1. 342). Ainsi, lorsque le procès-verbal des opérations constate que les plans parcellaires ont été, conformément aux prescriptions de la loi, mis sous les yeux du jury, que cette formalité a été remplie avant la visite des lieux, et que la partie expropriée n'a élevé aucune critique contre ces plans, cette dernière est non recevable à se prévaloir devant la cour de cassation de la nullité qui résulterait du défaut de concordance entre le plan parcellaire qui a servi de base au jugement d'expropriation et celui qui a été mis sous les yeux du jury et à soutenir que, par suite, le jury aurait statué en dehors des conditions fixées par le jugement d'expropriation (Civ. rej. 16 mars 1887, aff. Duclos, D. P. 87. 5. 227).

483. Le procès-verbal doit, à peine de nullité, constater la remise au jury des plans parcellaires, ainsi que celle des autres pièces dont la production est prescrite par l'art. 37; et, comme l'avait déjà décidé un arrêté cité au Rép. n° 486-2°, cette production ne peut être constatée à l'aide d'une mention vague et générale, telle que l'énonciation portant que le magistrat directeur a placé sous les yeux des jurés « toutes les pièces du dossier, parmi lesquelles le tableau des offres et demandes » : une telle mention ne suffirait pas à justifier que ce dossier comprenait également le plan parcellaire (Civ. cass. 18 août 1884, aff. Camus, D. P. 86. 1. 15). On ne saurait considérer non plus comme prouvant implicitement la mise du plan parcellaire sous les yeux du jury, le procès-verbal qui énoncerait, à la suite de la prestation de serment des jurés, qu'il « a été exposé à MM. les jurés que la loi mettait à leur disposition tous les moyens de s'éclairer qui pourraient leur paraître nécessaires » (Civ. cass. 22 août 1865, aff. de Larger, aff. Dax et aff. Boussegui (trois arrêts), D. P. 65. 5. 184).

Cependant une mention expresse et formelle n'est pas indispensable; et la déclaration, insérée dans le procès-verbal, que le magistrat directeur a mis sous les yeux du jury le tableau des offres et demandes ainsi que les titres, pièces et documents fournis par les parties, constate suffisamment la remise au jury des plans parcellaires, quoiqu'elle n'en fasse pas une désignation spéciale, si le même procès-verbal renferme la description de ces plans, qui doivent alors être considérés comme faisant partie des documents auxquels se rapporte cette mention (Civ. rej. 21 févr. 1860, aff. Héritiers Dupuis, D. P. 60. 1. 410). Il est également constaté d'une manière suffisante que les plans parcellaires ont été placés sous les yeux des jurés lorsqu'il est énoncé au procès-verbal que le magistrat directeur a fait remettre au jury le tableau des offres et demandes, les plans, titres et documents fournis par les parties, alors, d'ailleurs, qu'il n'est pas justifié que ces plans fussent autres que les plans parcellaires (Civ. rej. 29 juin 1868, aff. Ville d'Elbeuf, D. P. 68. 1. 444; 13 août 1889, aff. Cozon, D. P. 91. 1. 40).

484. On a vu *suprà*, n° 478, que lorsque, avec le consentement des parties, un même jury a été constitué pour plusieurs affaires, le procès-verbal qui mentionne la remise par le magistrat directeur d'un tableau général des offres et des demandes, d'un plan parcellaire des propriétés et d'un plan d'ensemble relatif à ces mêmes propriétés, constate suffisamment l'observation de l'art. 37 (Civ. rej. 23 août 1875, aff. Chemins de fer Nantais, D. P. 77. 1. 31). Mais, si le procès-verbal se bornait à constater, pour quelques-unes,

lui attribuées ne se sont ouverts que postérieurement; — Qu'il suit de là que la décision attaquée n'a violé, ni sous l'un ni sous l'autre rapport, l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841;

Sur le troisième moyen : — Attendu qu'en conférant au jury la faculté de se transporter sur les lieux et celle de déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres, l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841 n'exige pas que le transport n'ait lieu qu'en présence du magistrat directeur; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal qu'à la fin de la séance du 3 déc. 1866, employée aux débats des affaires à juger, les jurés ont décidé qu'ils se rendraient le lendemain sur les lieux, et que cette décision a été rendue publique

par le magistrat directeur; qu'à la séance du 4 décembre, les opérations ont été reprises; que les parties, interpellées à l'effet de savoir si elles avaient de nouvelles observations à présenter, ont gardé le silence et n'ont pris aucunes conclusions, ni fait aucune protestation sur le transport ordonné la veille; — Attendu que, de ces circonstances, ne résulte aucune violation de l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 24 avr. 1867.—Ch. civ.—MM. Troplong, 1<sup>er</sup> pr.—Renouard, rap.—Blanche, av. gén., c. conf.—Groualle, Bosviel, Jagerschmidt et Guyot, av.

des affaires, « qu'il a été satisfait aux obligations de la loi », sans énoncer la remise de plans d'ensemble et de tous les plans parcellaires, il n'établirait pas d'une manière suffisante l'observation de l'art. 37 à l'égard des autres affaires, alors, d'ailleurs, que la partie du procès-verbal relative à ces affaires ne s'explique pas en ce qui concerne la remise des plans parcellaires (Civ. cass. 1<sup>re</sup> mai 1877, aff. Commune de Fresnières, D. P. 79. 5. 218).

**485.** Ainsi qu'on l'a exposé *suprà*, n° 373, la partie expropriante qui a notifié la liste des jurés ne peut se prévaloir des irrégularités qui auraient été commises dans cette notification. Les mêmes principes sont applicables lorsqu'il s'agit de la production des plans parcellaires. Le défaut de production devant le jury du plan parcellaire des propriétés expropriées ne peut être invoqué comme moyen de nullité, par l'expropriant auquel cette irrégularité est imputable, parce que, par exemple, il n'aurait pas remis le plan au magistrat directeur (Civ. rej. 4 avr. 1864, aff. Commune de Quincé, D. P. 64. 5. 166).

**486.** — II. PLAIDOIRIES. — POUVOIRS DU DIRECTEUR DU JURY. — Les principes exposés au Rép. n° 488 et 489 sont toujours applicables en matière d'expropriation; les parties peuvent développer elles-mêmes leurs moyens de défense, et il n'existe pas devant le jury de mandat *ad litem*. Il en résulte qu'un avoué qui a occupé devant le jury, dans l'intérêt d'une partie, n'agit que comme simple mandataire, et ne peut, dès lors, s'il représente l'Administration, réclamer d'honoraires par la voie judiciaire avant de les avoir fait régler administrativement (Req. 15 janv. 1855, aff. Adville, D. P. 55. 1. 168).

**487.** On a vu au Rép. n° 489 que les agents de l'Administration chargés de la défense de l'Etat et les avocats n'ont pas besoin d'une procuration pour porter la parole devant le jury. Cette règle est appliquée d'une manière générale. L'existence d'un mandat verbal ou tacite résulte de l'ensemble des documents de la cause et des constatations du procès-verbal : il appartient à la cour de cassation de le dégager (Crépon, art. 37, n° 102). Dans tous les cas, la partie qui n'a pas contesté l'existence du mandat au cours des débats ne peut en invoquer l'absence devant la cour de cassation. Ainsi l'exproprié qui n'a élevé aucune protestation devant le jury est non recevable à se faire, contre sa décision, un moyen de nullité de ce que la chiffre des offres aurait été élevé, devant le jury, par des conclusions signées de l'avocat de l'expropriant, sans que cet avocat eût mandat suffisant à cet effet (Civ. rej. 26 août 1867, aff. Dupont, D. P. 67. 1. 493).

**488.** Le jury seul, ainsi qu'on l'a dit au Rép. n° 491, peut déclarer que la cause est entendue; mais le magistrat directeur, qui a la police de l'audience, a le pouvoir d'imposer silence aux parties et de les rappeler, au besoin, ainsi que leurs défenseurs, à la modération et au respect de la justice. Il peut donc leur adresser les observations que l'intempérance de leur langage et l'inconvenance des expressions qu'ils emploient peuvent motiver. Il n'y a là aucune atteinte au droit de la défense, ni une manifestation d'opinion personnelle sur l'affaire (Civ. rej. 30 oct. 1889, aff. Baudoin et autres, D. P. 90. 1. 463). — D'ailleurs, en exerçant ses droits de police, le magistrat directeur ne doit pas manifester son opinion sur les faits de la cause et sur la manière dont ils sont discutés, non plus que sur les arguments et moyens qui sont invoqués. La cour de cassation a considéré comme de nature à entraîner la nullité de la décision du jury, en tant que manifestation d'une opinion personnelle sur l'affaire, l'observation faite par le magistrat directeur à l'avocat de l'une des parties, qui, pour indiquer la valeur future de la propriété, parlait de constructions projetées, « que ces maisons n'étaient pas bâties », et, sur l'insistance de l'avocat, se plaignant d'une entrave à la liberté de sa défense, la réponse du magistrat directeur : « Vous plaidez depuis une heure sur des suppositions : permettez-moi de vous dire que cela n'est pas sérieux » (Civ. cass. 18 déc. 1861, aff. Desautels, D. P. 62. 1. 302). Le magistrat directeur ne peut non plus refuser de communiquer au jury un document produit par l'une des parties au cours des débats sous le prétexte qu'il serait étranger à l'affaire (Civ. cass. 7 mars 1877, aff. Vix, D. P. 77. 1. 469). En effet, refuser la communica-

tion d'une pièce produite par l'une des parties, c'est, de la part ce magistrat, apprécier la question de savoir si ce document est ou non utile au débat, et trancher une question qu'il appartient au jury seul de résoudre.

**489.** Cette obligation de communiquer au jury les documents produits par les parties s'étend à tous ceux qui sont invoqués au cours de la discussion orale devant le jury (Rép. n° 592), et notamment à ceux qui constituent la demande ou qui la modifient. Lors, par exemple, que l'exproprié n'a ni accepté ni refusé les offres de l'expropriant, ni fait connaître sa demande avant l'ouverture des débats, et que, devant le jury, son avocat a donné lecture de conclusions où la demande a été formulée et produite pour la première fois, ces conclusions doivent être remises au jury. Peu importerait que le magistrat directeur eût antérieurement remis au jury le tableau des offres et des demandes, les plans parcellaires et les autres titres, pièces et documents produits par les parties à l'appui de leurs offres et demandes, et que cette remise fût constatée par le procès-verbal, si ce procès-verbal constatait, en même temps, que la lecture des conclusions contenant la demande a été faite ultérieurement par l'avocat de l'exproprié. Il faudrait, en outre, que le procès-verbal constatait que ces conclusions ont été remises au jury ou tout au moins qu'elles ont été annexées au procès-verbal, ou relevât quelque autre circonstance d'où il fût permis d'inférer que la demande, dans son dernier état, a été placée sous les yeux des jurés (Civ. cass. 2 juill. 1888, aff. Commune de Saint-Pierre, D. P. 89. 1. 304). Il en est de même, lorsqu'après avoir formulé une demande portée au tableau, les parties l'ont modifiée par des conclusions qui ont été simplement lues à l'audience, sans être mises à la disposition du jury (Civ. cass. 24 juill. 1888, aff. Commune de Planès, D. P. 89. 1. 304). — Mais la mention, au procès-verbal des opérations du jury, que l'avocat de l'exproprié a présenté pour lui des observations, et « remis des conclusions écrites » qui ont été annexées au procès-verbal, constate suffisamment que la demande de l'exproprié a été soumise au jury (Civ. rej. 14 avr. 1863, aff. Pi-Comes, D. P. 65. 5. 185).

**490.** Au nombre des documents que le magistrat directeur doit remettre au jury figurent les notes fournies par les parties. Ces notes peuvent être écrites sur le tableau des offres et des demandes, sans que cette circonstance porte atteinte à la règle de la publicité des débats et aux droits de la défense (Civ. rej. 5 juin 1860, aff. Nœtinger, D. P. 60. 1. 411; 30 mars 1863, aff. Zeller, D. P. 63. 1. 255)..., pourvu qu'elles aient été communiquées à l'adversaire : il faut, en effet, pour qu'un document produit puisse être régulièrement remis au jury, qu'il ait pu être discuté et contredit par les parties et, par conséquent, qu'il ait fait l'objet d'une communication à la partie adverse (Civ. rej. 25 janv. 1869, aff. Aubagnac, D. P. 69. 1. 478). — Mais la communication au jury d'un document qui n'avait pas été communiqué à l'adversaire ne peut entraîner la nullité de la décision, au détriment de la partie qui invoque ce document, lorsque rien ne constate que ce soit cette partie ou son représentant qui ait fait la communication irrégulière (Même arrêt).

**491.** Le procès-verbal ne doit pas nécessairement constater en termes exprès la remise au jury de tous les documents produits par les parties; il suffit que cette remise résulte de l'ensemble des constatations qu'il contient (V. *suprà*, n° 484, et Civ. rej. 5 avr. 1863, aff. Pi-Comes, D. P. 65. 5. 185). Au contraire, si le procès-verbal ne renferme aucune constatation d'où on puisse inférer que cette remise a eu lieu, la décision du jury doit être annulée (Civ. cass. 2 et 24 juill. 1888, aff. Commune de Saint-Pierre et aff. Commune de Planès, D. P. 89. 1. 304).

Il peut résulter également des mentions du procès-verbal la preuve qu'aucun document n'a été produit par les parties, et que le magistrat directeur n'avait pas, par conséquent, à en faire remise. Il en est ainsi lorsqu'il est constaté par le procès-verbal qu'après avoir fait remettre au jury le tableau des offres et des demandes et les plans parcellaires, le magistrat directeur a invité les parties à faire passer aux jurés les titres, pièces et documents par elles invoqués aussitôt qu'elles le pourront : il résulte suffisamment de cette énonciation que les parties n'avaient produit ni pièces, ni titres, ni documents qui dussent être remis au

jury par le magistrat directeur, et l'une d'elles n'est pas fondée à soutenir, en pareil cas, que les documents qu'elle avait produits n'ont pas été soumis au jury (Civ. rej. 7 juill. 1868, aff. Picot, D. P. 68. 1. 329).

492. Comme pour la remise du tableau des offres et des demandes et des plans parcellaires, le magistrat directeur est juge du moment où les pièces et documents produits par les parties doivent être remis au jury; il suffit que cette remise soit faite avant l'ouverture des débats contradictoires. Une partie ne saurait, notamment, fonder un moyen de cassation sur le fait que le mémoire dans lequel elle développait ses prétentions n'avait été remis au jury par le magistrat directeur qu'après la visite des lieux, si cette remise a été effectuée avant l'ouverture des débats contradictoires (Civ. rej. 29 nov. 1886, aff. Capdrang-Molhes, D. P. 87. 1. 174).

§ 3. — Droit d'information appartenant au jury  
(*Rép.* n° 495 à 503).

493. Le jury, est libre, lorsque cela lui paraît nécessaire, d'entendre toute personne qui peut lui fournir les renseignements qu'il juge utiles; il peut également charger une personne compétente de l'accompagner dans la visite des lieux ou même lui donner mission de les visiter elle-même. Le jury toutefois ne saurait faire dégénérer cette mission en véritable expertise (*Rép.* n° 495, Delalleau et Jousselin, t. 1, n° 5591; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 811). Il jouit, sous cette seule réserve, d'un pouvoir absolu pour décider s'il doit entendre telle ou telle personne; le magistrat directeur ne peut l'obliger à recourir à l'intervention d'un tiers. Mais le magistrat directeur ne porterait pas atteinte aux droits du jury en décidant par une ordonnance, malgré l'opposition de l'exproprié, que deux personnes désignées dans cette ordonnance pourront accompagner le jury dans sa visite des lieux, pour donner seulement les renseignements que les jurés croiraient être utiles, et non en qualité d'experts. Cette restriction implique la réserve des droits du jury, qui reste libre d'entendre ou de ne pas entendre les personnes désignées (Civ. rej. 11 févr. 1861, aff. Deshayes-Bonneau, D. P. 61. 1. 135-136).

494. La constatation, dans le procès-verbal, de la décision prise par le jury de se transporter sur les lieux pour les visiter, n'est assujettie à aucune forme particulière. Il suffit qu'il énonce que le magistrat directeur a fait connaître publiquement la décision prise par le jury de procéder à la visite des lieux (*Rép.* n° 498). Dès que les intéressés sont avertis, le vœu de la loi est rempli, la loi exigeant simplement que toutes les parties reçoivent des facilités égales pour produire leurs observations et défenses et pour être en mesure de réclamer contre les irrégularités qui leur porteraient préjudice (Civ. rej. 12 mars 1856, aff. Ardoin, D. P. 56. 1. 169). — D'autre part, le procès-verbal ne doit pas nécessairement constater que la visite des lieux ordonnée par le jury a été réellement effectuée. La loi ne pouvait, en effet, imposer au magistrat directeur, qui est chargé de la rédaction du procès-verbal, l'obligation de constater un acte d'instruction auquel il n'est pas tenu d'assister (*V. infra*, n° 498). On ne saurait donc induire du silence gardé par le procès-verbal, relativement à cette visite, qu'elle n'a pas été faite; on doit présumer, au contraire, que la décision du jury a reçu son exécution, si le demandeur n'a fait aucune réclamation à cet égard au cours des débats, ne rapporte aucune preuve de son inexécution, et se borne à de simples allégations (Civ. rej. 14 avr. 1858, aff. Rondel, D. P. 58. 1. 322; 23 janv. 1865, aff. Lieutaud, D. P. 65. 5. 188; 16 juill. 1866, aff. Delestang, et 14 août 1866, aff. Boursin, D. P. 66. 5. 214).

495. La délibération dans laquelle le jury décide de se transporter sur les lieux n'est elle-même assujettie à aucune forme spéciale. Il suffit que la décision émane du jury, et l'existence de cette décision est suffisamment établie par la mention, insérée au procès-verbal, que le magistrat directeur a annoncé aux parties que les jurés se transporteraient sur les lieux (Civ. rej. 10 août 1852, aff. de Montblin, D. P. 54. 5. 345). Il en est de même lorsque le procès-verbal constate que « les jurés, sur la demande des représentants de l'Administration et des parties expropriées, ont déclaré qu'ils se rendraient sur les lieux immédiatement »,

alors surtout que cette décision, parfaitement régulière d'ailleurs, a été acceptée, sans protestation ni réserve, par le demandeur en cassation (Civ. rej. 30 juin 1884, aff. de Jonage, D. P. 85. 1. 415).

496. D'ailleurs, si c'est au jury qu'il appartient d'ordonner son transport, il n'est pas interdit au magistrat directeur de l'inviter à recourir à cette mesure; tout au moins le seul fait que le jury a été invité par le magistrat directeur à se rendre sur les lieux, après la demande expresse de ce transport faite par toutes les parties, ne suffit nullement pour établir que le jury, en obtempérant à cette invitation, ne s'est pas décidé librement, et n'a pas délibéré sur cette mesure autant qu'il le fallait pour en apprécier l'opportunité (Civ. rej. 5 mai 1857, aff. Marié, D. P. 57. 1. 166).

497. Le transport sur les lieux est une mesure d'instruction purement facultative, aux termes mêmes de l'art. 37. Le jury peut donc s'y refuser, malgré la demande qui lui en est faite par les parties, sans contrevenir à la loi, car il ne fait alors qu'user de la faculté qu'elle lui accorde. Peu important les motifs de son refus, il n'en doit aucun compte; il peut, notamment, se dispenser de visiter les lieux expropriés à raison de la connaissance extrinsèque qu'en auraient les jurés ou quelques-uns d'entre eux (Civ. rej. 9 nov. 1857, aff. Gérard de la Canterie, D. P. 58. 1. 82; Civ. rej. 16 juill. 1873, aff. Garret, D. P. 74. 1. 447).

498. L'art. 37 n'exige pas non plus que le transport sur les lieux s'opère en présence du magistrat directeur. Ce magistrat n'est pas tenu d'y assister (*Rép.* n° 498; Civ. rej. 11 janv. 1854, aff. Collot, D. P. 54. 1. 238; 24 avr. 1867, aff. Ronce-ray, *supra*, n° 479; 21 mars 1877, aff. Lamotte, D. P. 78. 1. 437). — Mais sa présence, purement facultative, ne constituerait aucune irrégularité; et dans ce cas, comme il ne s'agit pas d'un acte obligatoire de ses fonctions, le magistrat directeur ne doit pas être nécessairement accompagné du greffier (Civ. rej. 8 juin 1874, aff. Autran, D. P. 74. 1. 387). Cette règle reçoit cependant une exception quand l'expropriation a lieu en matière de chemins vicinaux; le jury ne pouvant alors prendre aucune délibération ni procéder à aucune opération sans la présence ou le concours du magistrat directeur, celui-ci doit être présent à la visite des lieux, à moins que cette visite ne soit faite par une délégation du jury, à laquelle cette mission a été donnée par délibération des jurés prise sous la présidence du magistrat directeur (Civ. rej. 24 déc. 1879, aff. des Etangs, D. P. 80. 1. 165; Civ. cass. 24 août 1880, aff. Commune d'Aix-en-Othe, D. P. 81. 1. 479-480).

499. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 498, la loi du 3 mai 1841, en laissant au jury le soin de décider s'il doit se transporter sur les lieux, n'a pas fixé de moment précis pour cette visite; elle peut donc être ordonnée même lorsque le magistrat directeur a prononcé la clôture des débats. Mais, lorsque la décision du jury intervient à ce moment, elle entraîne, comme conséquence, la réouverture des débats, afin que les parties soient en mesure de fournir leurs observations et au besoin, de contester la régularité de la visite. Aussi la décision du jury est-elle entachée de nullité lorsqu'il résulte des constatations du procès-verbal des opérations que les jurés se sont transportés sur les lieux après la clôture des débats, et lorsqu'aucune mention ne révèle que les débats ont été rouverts après ce transport ni que les parties aient été mises à même de faire des observations sur ce dernier élément de l'instruction (Civ. cass. 4 juill. 1855, aff. Dupuy, D. P. 55. 1. 284; Civ. rej. 25 juill. 1855, aff. Frison, D. P. 55. 1. 373; Civ. cass. 8 déc. 1880, aff. Rossi, D. P. 81. 5. 198). — Mais la constatation de la réouverture des débats, à la suite d'un transport du jury sur les lieux, résulte suffisamment de la mention faite au procès-verbal que, l'examen des lieux une fois terminé, les jurés « se sont rendus au palais de justice, où la séance a été reprise en audience publique » (Arrêt précité du 25 juill. 1855).

500. Les jurés peuvent même, au cours de leur délibération, décider qu'ils se transporteront sur les lieux, à la condition de provoquer cette mesure en audience publique et de réclamer par conséquent la réouverture des débats. Le magistrat directeur ne peut se refuser à cette demande sans que son refus entraîne la nullité de la décision du jury. C'est ce qui a été formellement jugé (Civ. cass. 13 août 1866, aff. Ville de Pau, D. P. 66. 5. 198). Dans l'espèce de cet



arrêt, après clôture des débats, les jurés entrés dans leur salle des délibérations avaient fait prier le magistrat directeur de se rendre auprès d'eux, et lui avaient dit, par l'organe de leur président qu'ils désiraient se transporter de nouveau sur les lieux pour y faire quelques constatations; le magistrat directeur leur avait fait alors observer que, l'instruction ayant été close, ils devaient délibérer dans leur chambre et sans déssemparer, et qu'ils ne pouvaient point, dès lors, faire une nouvelle visite des terrains expropriés. Cette réponse a été jugée irrégulière comme étant de nature à faire croire aux jurés que la loi s'opposait à leur transport sur les terrains expropriés, après la clôture des débats. Au lieu de déclarer que la visite qu'ils demandaient ne pouvait être faite par eux, ce magistrat, dit l'arrêt, aurait dû leur faire connaître que, si elle leur paraissait nécessaire, ils devaient provoquer, en audience publique, cette mesure, sur laquelle il aurait été statué conformément à la loi. En ne le faisant pas et en leur refusant l'usage d'un droit qui résultait pour eux de l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841, même après la clôture des débats, le magistrat directeur les avait privés d'un moyen légal de s'éclairer.

**501.** Tous les jurés doivent, à peine de nullité, assister à la visite des lieux expropriés, quand il a été ordonné que cette visite serait faite par le jury en corps; car la décision du jury qui serait rendue avec le concours de jurés qui n'ont pas assisté à la visite des immeubles expropriés ne répondrait pas à la prescription de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 aux termes duquel les juges doivent assister à toutes les audiences de la cause, à peine de nullité de leur décision (*Rép.* n° 499) (Civ. cass. 8 juill. 1856, aff. Andrau, D. P. 56. 1. 294; Civ. rej. 9 févr. 1857, aff. Boyer, D. P. 57. 1. 70; 10 févr. 1879, aff. Clappier, D. P. 79. 1. 175).

**502.** L'absence de quelques-uns des jurés pendant une partie de la visite ne rendrait pas ces jurés incapables de concourir à la délibération du jury, si elle avait été causée par un accident de force majeure, et n'avait été l'objet d'aucune réclamation de la part des parties, ni lors de la visite des lieux, ni lors de la reprise des débats, et avant la délibération du jury (Civ. rej. 9 févr. 1857, cité *supra*, n° 501; 8 déc. 1863, aff. Bray et autres, D. P. 64. 5. 170). La jurisprudence, en effet, comme on l'a vu au *Rép.* n° 595, a apporté un tempérament à la rigueur de la règle de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1807. Elle a admis que les parties pouvaient, par leur consentement ou même par leur silence, couvrir la nullité qui résulterait de l'absence d'un ou de plusieurs jurés à la visite des lieux. Si donc un juré, absent lors de cette visite, a fait connaître, à la reprise des audiences, les motifs qui l'avaient empêché d'assister à cette visite, qu'il a offert de s'abstenir et que les parties ont toutes renoncé à cette abstention et formellement consenti à ce que le juré continuât à siéger, elles ne peuvent ultérieurement invoquer la nullité qui résulterait de son absence lors du transport sur les lieux (Civ. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1867, aff. de Ginestous, D. P. 67. 1. 250).

L'objection principale qui peut être formulée contre cette doctrine se fonde sur le caractère d'ordre public de la disposition de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810. Les parties ne sauraient, dit-on, rendre à un juré la capacité qu'il a perdue par son absence. Mais l'arrêt du 1<sup>er</sup> juill. 1867 a vu, avec raison croyons-nous, dans la disposition de l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841 qui permet la visite par délégation (*V. infra*, n° 507), la preuve que, en ce qui concerne cette opération, le principe n'est pas d'ordre public; si la présence de tous les jurés était une condition d'ordre public sans le complet accomplissement de laquelle une visite des lieux serait nécessairement frappée de nullité, la loi du 3 mai 1841 n'aurait pas pu, ainsi qu'elle l'a fait par son art. 37, autoriser le jury à déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres. Il est donc bien établi aujourd'hui que si la présence de tous les jurés est indispensable à la régularité de la visite des lieux, lorsqu'il n'a pas été décidé qu'elle serait faite par délégation, l'absence de quelques-uns des jurés peut être couverte par le silence des parties qui n'ont pas protesté contre la participation ultérieure du juré à la fixation de l'indemnité. C'est, du reste, l'application à un cas particulier de la règle générale suivant laquelle la partie qui a pris part au débat oral sans protestation ni

réserve n'est pas recevable à contester la régularité d'une visite des lieux prescrite par le jury d'expropriation (Civ. rej. 24 déc. 1851, aff. Molaix, D. P. 51. 5. 246; 10 août 1852, aff. de Montblin, D. P. 54. 5. 354; 5 mai 1856, aff. Béguinot, D. P. 56. 1. 302; 23 août 1875, aff. Comp. des Chemins de fer Nantais, D. P. 77. 1. 34; 31 juill. 1883, aff. Combe, D. P. 84. 1. 407; 30 juin 1884, aff. de Jonage, D. P. 85. 1. 415).

**503.** Une autre application de la même règle résulte d'un arrêt d'après lequel, lorsque le procès-verbal ne fait pas connaître si deux jurés absents lors de la décision qui a prescrit la visite des immeubles expropriés ont ou non concouru à cette opération, la décision à laquelle ils ont participé ne peut être attaquée, devant la cour de cassation, s'il résulte des énonciations du procès-verbal que tous les jurés qui ont pris part à la fixation de l'indemnité étaient présents à l'audience où les parties ont pris leurs conclusions et fait valoir leurs moyens de défense, et que ces dernières n'ont formulé à aucun moment ni protestation ni réserve contre ces irrégularités prétendues (Civ. rej. 11 mai 1886, aff. Touzelin, D. P. 87. 1. 71. V. aussi Civ. rej. 5 févr. 1890, *supra*, n° 204).

**504.** Mais, s'il est vrai que le silence des parties et les actes émanés d'elles peuvent être considérés comme un consentement de leur part à ce qu'il soit passé outre à la visite malgré l'absence de certains jurés, ou à ce que ces jurés concourent au jugement de l'indemnité, encore faut-il que l'acquiescement qui résulte de ce silence soit donné, et librement donné, par les parties elles-mêmes. « Lorsque c'est par une ordonnance rendue par le magistrat directeur du jury, en dehors des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, qu'il a été prescrit soit qu'il serait passé outre à la visite malgré l'absence d'un ou plusieurs jurés, soit que les débats seraient continués avec le concours des jurés absents lors de la visite, le silence des parties ne peut plus être considéré que comme le résultat de cette décision même, et de l'obéissance qu'elle a commandée »; elle ne saurait donc constituer un acquiescement valable et couvrir l'irrégularité commise dans la procédure (Civ. cass. 8 juill. 1856, aff. Andrau, D. P. 56. 1. 294).

**505.** La visite des lieux, comme tout acte d'instruction ou toute délibération, ne peut être légalement accomplie que par les membres du jury choisis pour l'affaire ou pour la catégorie d'affaires en vue de laquelle le jury a été désigné. Un jury constitué ne peut procéder à aucun acte d'instruction ou à aucune délibération avec le concours de personnes qui n'auraient pas le caractère légal exigé pour statuer sur l'affaire qui lui est soumise. Les membres de deux jurys constitués pour différentes affaires ne sauraient donc valablement délibérer ensemble sur l'opportunité de la visite (Civ. cass. 5 avr. 1886, aff. Roumy et aff. Eymard, D. P. 86. 1. 470), ni y procéder collectivement. — En conséquence, les divers jurys doivent, bien que composés en partie des mêmes membres, délibérer séparément sur le point de savoir s'ils se rendront sur les lieux et procéder, séparément aussi, à la visite des immeubles. D'ailleurs, l'observation de cette règle, qui doit être constatée par le procès-verbal, est établie lorsqu'il y est énoncé que chacun des jurys constitués pour statuer sur des catégories d'affaires distinctes s'est retiré dans la salle de ses délibérations, est successivement rentré dans la salle d'audience et a demandé à visiter les lieux en corps; ces énonciations prouvent suffisamment que chaque jury a pris et fait connaître distinctement sa délibération concernant la visite des lieux, et que cette visite a été faite séparément par chaque jury (Civ. rej. 5 janv. 1876, aff. Corne, D. P. 70. 1. 12).

**506.** On admet, d'ailleurs, que des jurys distincts, composés de mêmes jurés, peuvent concerter en commun le jour et l'heure des visites de lieux à faire par chacun d'eux, sans que cette mesure d'ordre implique une délibération commune sur la visite elle-même (Civ. rej. 30 janv. 1860, aff. de Meynard et aff. Froidefond (deux arrêts), D. P. 60. 1. 412). Jugé, de même, que la mention du procès-verbal, énonçant que deux jurys distincts se sont transportés ensemble sur les lieux, n'implique nullement la visite collective des immeubles par les deux jurys (Civ. rej. 12 juin 1883, aff. Claudot, D. P. 84. 1. 279). Et lorsqu'il n'a été

dressé aucun procès-verbal de la visite des lieux, les parties ne peuvent prétendre, devant la cour de cassation, que deux jurys distincts auraient procédé collectivement à la visite des immeubles expropriés, si rien ne prouve que cette visite a eu lieu en commun (Civ. rej. 13 janv. 1886, aff. de Seynes, D. P. 86. 1. 471). Le demandeur invoquerait en vain, à titre de preuve, dans le silence du procès-verbal, des certificats par lui produits devant la cour de cassation pour établir les irrégularités qui auraient été commises dans la visite des lieux (Civ. rej. 21 août 1860, aff. Sardou, D. P. 60. 1. 416; 2 févr. 1864, aff. Gros, D. P. 64. 5. 171; 2 août 1870, aff. Aubrespy, D. P. 70. 1. 407; 10 févr. 1879, aff. Clappier, D. P. 79. 1. 175; 13 janv. 1886 précité; Daffry de la Monnoye, *op. cit.*, t. 1, p. 419).

**507.** Le jury, aux termes de l'art. 37, peut décider qu'une partie seulement de ses membres procédera à la visite des lieux; il peut prendre cette décision alors même qu'une première fois il aurait décidé de se transporter en corps sur les immeubles expropriés. Cette seconde décision n'est soumise à aucune forme particulière; il suffit qu'elle soit, comme la première, portée à la connaissance des parties (Civ. rej. 8 mai 1865, aff. Teillard-Nozerolles, D. P. 66. 5. 213). — La décision du jury qui charge une partie de ses membres de procéder à la visite des lieux peut résulter implicitement de ce qu'il a dispensé un ou plusieurs de ses membres d'y prendre part (Civ. rej. 24 déc. 1860, aff. Lemoine de Gaigny, D. P. 61. 1. 134). Les jurés non dispensés sont alors réputés avoir reçu une délégation pour procéder à la visite des lieux, de sorte que les jurés dispensés peuvent régulièrement siéger et participer à la décision du jury (Civ. rej. 18 juin 1861, aff. Ourgaud, D. P. 61. 1. 288; 8 juin 1874, aff. Autran, D. P. 74. 1. 387; 17 août 1875, aff. David et autres, D. P. 76. 1. 120; 20 déc. 1886, aff. Stefani, D. P. 87. 1. 175). Ainsi, lorsqu'un juré a déclaré publiquement à l'audience, au moment où le transport sur les lieux a été ordonné, qu'il serait empêché d'y assister, et qu'aucune objection ne s'est élevée de la part soit des jurés, soit du demandeur ou des autres parties, il résulte de ces faits constatés par le procès-verbal, qu'il y a eu délégation implicitement faite à ses collègues par le juré qui n'a point assisté à la visite des lieux et implicitement acceptée par eux (Civ. rej. 18 mai 1868, aff. d'Helle, D. P. 68. 1. 405). Mais lorsqu'il y a eu délégation à l'égard d'un certain nombre des jurés, ceux-ci doivent nécessairement prendre part à la visite des lieux; et ceux d'entre ces mêmes jurés qui n'ont pas assisté à la visite des immeubles ne peuvent participer à la fixation de l'indemnité, quand les parties ont demandé acte de leur absence lors de la visite (Civ. cass. 17 nov. 1886, aff. Marin, D. P. 87. 1. 176).

**508.** Soit que le jury se transporte tout entier sur les lieux, soit qu'il charge une commission prise dans son sein de procéder à cette opération, il n'y a aucune irrégularité à ce que la visite des lieux soit faite en partie par quelques-uns des jurés, et en partie par les autres jurés, sauf aux uns et aux autres à se rendre respectivement compte du résultat de l'opération ainsi fractionnée. Il en a été décidé ainsi dans une espèce où, le jury ayant décidé que les parcelles atteintes par l'expropriation seraient visitées par une commission composée de huit de ses membres, il fut procédé à cette visite par les huit membres désignés, en présence de toutes les parties et du magistrat directeur; arrivés sur les parcelles indiquées par le plan, il avait été convenu, ces parcelles se divisant en plusieurs branches, que la moitié des membres de la commission visiterait la partie gauche et l'autre moitié les autres parties, sauf à se rendre mutuellement compte des résultats de leur visite, et cette décision fut exécutée avec le concours des parties, avec leur consentement et celui de leurs conseils. La cour de cassation a jugé « qu'une telle manière de procéder n'avait rien de contraire à la loi, et que les divers membres de la commission agissant ainsi d'accord, placés sur un même terrain, se communiquant et pouvant se communiquer leurs impressions, éclairés d'ailleurs par la présence et les observations des parties, ne pouvaient être considérés comme s'étant isolés les uns des autres et ayant agi divisément; qu'une telle manière de procéder était conforme à la nature de la mission qu'une partie du jury avait reçue du jury tout entier, et en rapport avec l'étendue

et la nature des localités qu'il s'agissait d'examiner (Civ. rej. 30 mars 1863, aff. Larderet, D. P. 64. 5. 171).

**509.** Le droit accordé au jury de déléguer un ou plusieurs de ses membres pour procéder à la visite des lieux l'autorise à déléguer un des jurés pour faire seul certaines constatations sur les lieux, après la première visite effectuée soit par le jury entier, soit par une partie des jurés (Civ. rej. 16 janv. 1877, aff. Quesnel et Péretmère, D. P. 77. 1. 471).

**510.** Au reste, le silence gardé par les parties et leur participation sans réserves au débat oral les rend irrecevables à critiquer, soit la délégation conférée par le jury à quelques-uns de ses membres, soit l'absence de certains jurés lors de la visite des lieux (Civ. rej. 24 déc. 1860, aff. Lemoine de Gaigny, D. P. 61. 1. 134; 21 août 1865, aff. Cubertier, D. P. 65. 5. 188; 18 mai 1868, aff. d'Helle, D. P. 68. 1. 405).

**511.** Les parties doivent être présentes ou, tout au moins, mises à même d'assister à la visite des lieux et de présenter les observations qu'elles jugent utiles pour éclairer la religion des jurés. Il en résulte que la non-présence des parties à la visite des lieux faite par le jury d'expropriation, faute par elles d'en avoir été averties, est une cause de nullité de cette visite et de la décision du jury (Civ. cass. 20 avr. 1858, aff. Pinot, D. P. 58. 1. 323). Mais, lorsqu'elles ont été dûment averties du jour, de l'heure de la visite du jury et de l'ordre dans lequel elle devait être opérée, les parties ne doivent s'en prendre qu'à elles-mêmes de leur absence et ne sauraient s'en faire un grief contre la régularité de l'opération (Civ. rej. 24 juin 1857, aff. Kœchlin-Bourcard, D. P. 57. 1. 292). — Toutefois, il n'est pas nécessaire que les parties soient averties avec une précision aussi complète que semble l'indiquer l'arrêt du 24 juin 1857, du moment où la visite doit avoir lieu. On ne pourrait exiger que, pour une opération s'étendant à une quantité considérable de parcelles à évaluer et intéressant un grand nombre de personnes, il y eût indication de l'heure précise à laquelle chaque parcelle serait visitée: l'annonce publique du jour où s'effectuera le transport sur les lieux garanti à tous l'exercice de leur entier droit de défense et répond au vœu de la loi (Civ. rej. 15 mars 1869, aff. Ardoin, D. P. 69. 1. 272).

**512.** L'avis donné aux parties que le jury se transportera, à un jour déterminé, sur les immeubles pour les visiter, n'est assujéti à aucune forme particulière. Comme on l'a vu au *Rep.* n° 500, l'avertissement donné publiquement à l'audience, par le magistrat directeur ou par le président du jury, que celui-ci se rendra sur les lieux, produit effet à l'égard de toutes les parties, qu'elles soient ou non présentes (Civ. rej. 11 mai 1886, aff. Touzelin, D. P. 87. 1. 71). Il n'est donc pas nécessaire de faire aux parties non présentes une notification directe, et cela, alors même que le transport doit être immédiat. Ainsi lorsque la visite a été ordonnée à la suite des conclusions de l'avocat d'une des parties tendant à faire décider que les jurés se transporteraient sur les lieux, et que le jury a annoncé à l'audience qu'il y procéderait immédiatement, les parties doivent être considérées comme ayant été suffisamment averties et mises en mesure de se présenter sur les lieux pour y faire les observations qu'elles jugeraient utiles (Civ. rej. 29 nov. 1886, aff. Capgrand-Molhes, D. P. 87. 1. 174). De même, lorsque le procès-verbal constate que le chef du jury a fait publiquement connaître la décision prise par les jurés de se transporter, le jour même, au lieu où sont situés les immeubles expropriés, pour les visiter, et que le magistrat directeur a levé l'audience à cet effet, après avoir averti les parties qu'il leur était loisible d'assister à cette visite pour fournir aux jurés les renseignements qu'elles jugeraient nécessaires, il ressort évidemment de ces constatations que toutes les parties ont été suffisamment informées de la mesure d'instruction ordonnée par le jury, et qu'elles ont pu en suivre l'exécution et en contrôler la régularité (Civ. rej. 13 juill. 1886, aff. Ballande, D. P. 87. 1. 70).

**513.** La partie qui, faute d'avoir été avertie par les jurés délégués à cet effet, n'aurait pas été présente à la visite des immeubles par le jury, ne pourrait, d'ailleurs, se faire un grief de ce défaut d'avertissement pour demander la cassation de la décision du jury, si elle n'a présenté, lors des débats devant le jury, aucune protestation ni réclamation

(Civ. rej. 16 janv. 1877, aff. Quesnel et Peretmère, D. P. 77. 1. 472).

§ 4. — Publicité de la discussion; faculté de la continuer à une autre séance; Clôture de l'instruction; Position des questions (Rép. n° 504 à 513).

**514.** — I. PUBLICITÉ DE LA DISCUSSION. — Les opérations du jury et la discussion doivent, aux termes de l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841, être publiques. Il en est de même de la décision (Rép. n° 504). Cette publicité est une formalité substantielle, qui doit être, à peine de nullité, constatée par le procès-verbal (Civ. cass. 21 févr. 1853, aff. Dupinet, D. P. 53. 1. 51; 12 juin 1883, aff. Jarry, D. P. 83. 1. 400). — Mais la constatation de cette publicité, comme la plupart des constatations du procès-verbal relatives à la procédure d'expropriation, n'a pas besoin d'être expresse, la loi n'exige aucune formule sacramentelle; il suffit que la publicité des opérations du jury résulte de l'ensemble des énonciations du procès-verbal (Civ. rej. 11 déc. 1882, aff. Mille, et 11 oct. 1883, aff. Arnoux (deux arrêts), D. P. 84. 1. 324).

**515.** Il a été décidé, d'après ces principes : 1° que la publicité des débats, et, par exemple, la publicité de l'une des audiences consacrées aux opérations du jury, est suffisamment constatée par l'énonciation, faite au procès-verbal, que les audiences précédentes ont été publiques, et que celles à l'égard de laquelle la même énonciation n'a pas été répétée, n'a été que la reprise des débats déjà commencés, que le jury s'est retiré dans la salle des délibérations, et qu'il est sorti pour la reprise de l'audience (Civ. rej. 14 avr. 1858, aff. Rondel, D. P. 58. 1. 322); — 2° Que le mot *audience* en matière civile, impliquant par lui-même la publicité de ce qui se passe dans la salle où les débats ont eu lieu, la publicité des opérations du jury résulte suffisamment des énonciations du procès-verbal qui constate qu'après la prestation de serment des jurés, l'audience a été suspendue, que le lendemain a eu lieu la reprise des débats, et qu'il a été donné lecture de la décision en séance publique (Civ. rej. 11 oct. 1882, aff. Arnoux, D. P. 84. 1. 324); — 3° Que la mention : « fait et prononcé en audience publique », insérée à la fin du procès-verbal, est également suffisante pour constater la publicité exigée par la loi (Civ. cass. 24 juill. 1860, aff. Monthbrun, D. P. 60. 1. 406); — 4° Que la mention que l'audience a été reprise à deux heures de relevée établit à la fois la publicité de la première et de la seconde partie des débats (Civ. rej. 14 févr. 1883, aff. Boudarel, D. P. 84. 1. 191); — 5° Qu'il en est de même encore de la mention suivant laquelle les jurés, après s'être retirés dans la chambre de leurs délibérations et y avoir fixé le chiffre de l'indemnité, sont rentrés en séance publique : cette mention implique la publicité antérieure de la séance, alors surtout qu'elle est corroborée par une autre mention du procès-verbal portant que, pour procéder à la visite des lieux, la reprise de l'audience a été renvoyée à quatre heures de relevée (Civ. rej. 21 mars 1887, aff. Commune de Saint-Honoré-les-Bains, D. P. 88. 1. 276).

**516.** Toutes les fois, d'ailleurs, que la réunion du jury et les débats ont eu lieu dans un local où se rend ordinairement la justice, ce fait seul constitue, en quelque sorte, une présomption de la publicité des débats... alors surtout que le procès-verbal emploie le mot *audience*. C'est ainsi qu'il a été jugé : 1° que la publicité des débats résulte d'une manière suffisante de la mention faite au procès-verbal que la séance a été ouverte dans la salle du palais de justice à ce destinée; qu'à une autre audience, le magistrat directeur du jury s'y est rendu; qu'enfin le jury, après explication de toutes les affaires portées devant lui dans les séances précédentes, est rentré en séance, et que l'audience a été reprise (Civ. rej. 24 avr. 1855, aff. Falcoux, D. P. 55. 1. 132); — 2° Que cette publicité est suffisamment constatée lorsqu'il résulte du procès-verbal que les opérations ont commencé « dans une des salles du palais de justice ouverte au public », que le second jour le jury « a repris la continuation des assises », et qu'en outre l'ordonnance d'envoi en possession du magistrat directeur, qui fait corps avec la décision du jury, constate qu'elle a été prononcée

« en audience publique » (Civ. rej. 29 nov. 1886, aff. Capgrand-Molhes, D. P. 87. 1. 174); — 3° Que la mention du procès-verbal portant qu'il a été procédé aux débats et au jugement de l'affaire dans la salle des audiences de la justice de paix constate suffisamment la publicité des débats (Civ. rej. 20 mai 1879, aff. Combaz, D. P. 79. 1. 349).

**517.** Au contraire, lorsque le procès-verbal constate que le jury s'est réuni dans une salle qui n'est pas ordinairement ouverte au public, il est de toute nécessité qu'il constate en même temps, au moins implicitement, que le public a été admis à la séance. Cette règle a été appliquée spécialement à des espèces où le procès-verbal avait constaté que le jury s'était réuni dans la salle des délibérations du conseil municipal (Civ. cass. 7 août 1876, aff. Brunot, D. P. 78. 5. 263), ou dans la salle de la mairie, sans établir que ces salles aient été ouvertes au public (Civ. cass. 12 juin 1883, aff. Jarry, D. P. 83. 1. 400). Ces constatations insuffisantes entraînent la nullité de la décision du jury. A plus forte raison cette décision est-elle nulle lorsqu'il résulte des termes mêmes du procès-verbal qu'au cours de l'instruction, les opérations du jury ont cessé pendant un certain laps de temps d'être publiques (Civ. cass. 26 déc. 1866, aff. Commune de Saint-Jarry-de-Chalais, Bull. civ. 1866, p. 303).

**518.** La mention de la publicité des opérations du jury s'étend à toutes les séances du jury, quand le procès-verbal qui la renferme est rédigé en un seul contexte, sans énonciation d'aucune interruption ni d'aucun changement dans les conditions des débats (Civ. rej. 18 déc. 1861, aff. Boude et aff. Cayol, D. P. 62. 1. 376). Cette règle s'applique spécialement au cas où il a été constitué un jury unique du consentement de toutes les parties, lorsqu'il est constant que les débats n'ont pas été discontinués et ont été accomplis dans les mêmes conditions (Civ. rej. 20 août 1862, aff. Commune de Puy-Laurens, D. P. 62. 1. 381).

**519.** La désignation, faite à l'avance du lieu où se discutera l'affaire et sera prononcée la décision, est un des éléments essentiels de la publicité exigée par l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841. On a vu *supra*, n° 363, que cette désignation doit, aux termes de l'art. 31 être concertée entre le magistrat directeur du jury et l'administration. La décision du jury d'expropriation qui serait rendue dans un lieu autre que celui dont la désignation a été arrêtée publiquement et à l'avance, entre le préfet ou le sous-préfet et le magistrat directeur, par exemple dans la maison de l'exproprié, serait nulle pour défaut de publicité, bien que l'accès de ce lieu ait été momentanément ouvert au public (Civ. cass. 20 août 1856, aff. Guittou, D. P. 56. 1. 332). De même lorsque deux séances ont été tenues dans la salle d'audience du palais de justice et que les séances ultérieures ont été tenues au salon de la mairie au palais de justice, sans que ce salon eût été désigné d'avance comme lieu des réunions ultérieures, la décision du jury doit être considérée comme n'ayant pas été entourée d'une publicité suffisante, et être annulée (Civ. cass. 28 août 1883, aff. de Blondeau et autres, D. P. 85. 1. 88). La même solution doit être appliquée au cas où le jury a d'abord siégé dans le prétoire de la justice de paix, conformément à ce qui avait été arrêté entre le magistrat directeur et l'Administration, et où, après une visite des lieux, les séances du jury ont été continuées dans la salle de la mairie d'une autre commune, sans que cette salle eût été désignée d'avance comme lieu de seconde réunion (Civ. cass. 9 avr. 1862, aff. Brémond, D. P. 62. 1. 379).

**520.** Mais la loi n'exige pas que le jury se réunisse toujours dans le local indiqué par la première convocation; l'art. 31 de la loi du 3 mai 1841 prescrit seulement la désignation par le sous-préfet et le magistrat directeur du lieu de la première réunion du jury et l'art. 37 n'ordonne nullement aux jurés, qu'il autorise à se transporter sur les immeubles expropriés, de revenir au lieu désigné dans la convocation primitive pour prononcer leur décision. Il est donc permis au magistrat directeur de substituer un nouveau local à la salle originellement désignée pour la tenue des séances du jury d'expropriation, pourvu que ce changement soit annoncé à l'avance en séance publique. Cette condition garantit l'intérêt général, puisque la publicité de la décision du jury est assurée, et l'intérêt particulier, puisque les parties sont averties du lieu où elles pourront participer à

la suite des débats. Cette règle a été consacrée par plusieurs arrêts. Dans une espèce, entre autres, la session du jury d'expropriation s'était ouverte dans une salle du conseil de l'hôtel de ville d'Apt et plusieurs fois, dans le cours de la session, la salle d'audience du tribunal civil située à un autre étage du même édifice, avait été substituée à cette salle; cette substitution a été considérée comme régulière parce que, chaque fois qu'elle avait dû être faite, elle avait été annoncée publiquement par le magistrat directeur et que le retour à la salle originairement indiquée avait été également annoncé de la même façon (Civ. rej. 5 mars 1877, aff. Bonnet, D. P. 77. 1. 478). Dans une autre espèce, où il s'agissait d'une expropriation poursuivie à la requête de la commune d'Annonay, le jury, convoqué et réuni dans la salle d'audience du tribunal de Tournon, avait ordonné, sur la demande même de la commune expropriante, qu'il se transporterait à Annonay pour visiter les parcelles expropriées et que, immédiatement après cette visite, on se rendrait dans la salle des audiences du tribunal de commerce d'Annonay, pour entendre les plaidoiries et statuer sur les indemnités. Cette mesure avait été acceptée par les expropriés et, dès lors, la décision du jury se trouvait régulièrement rendue dans la salle nouvellement désignée (Civ. rej. 19 déc. 1874, aff. Ville d'Annonay, D. P. 73. 1. 71).

524. Les parties, d'ailleurs, ne pourraient se plaindre de ce que le changement du lieu des séances n'aurait pas été rendu public, si elles avaient assisté et pris part aux débats dans la nouvelle salle de réunion du jury (Civ. rej. 19 déc. 1874, aff. Ville d'Annonay, D. P. 73. 1. 71). Cette comparaison, en effet, ne leur permet pas plus de soutenir qu'elles n'ont pas été averties du changement de local, que de prétendre que, le jour de l'audience n'a pas été porté à leur connaissance (V. *supra*, n° 394).

522. — II. FACULTÉ DE CONTINUER A UNE AUTRE SÉANCE. — L'art. 37 reconnaît au jury la faculté de continuer à une autre séance une affaire commencée (*Rép.* n° 506), lorsque les besoins de l'instruction l'exigent. Mais cette faculté est subordonnée à l'existence d'une nécessité réelle, et il faut tout au moins que le besoin d'un ajournement ne soit pas démenti par les circonstances de la cause telles que les constate le procès-verbal. L'art. 37, tout en permettant de continuer une affaire à une autre séance, n'autorise pas pour cela l'interruption à long terme et non motivée des opérations qu'il prescrit. Ses dispositions doivent en effet, être combinées et conciliées avec celles de l'art. 44, aux termes duquel le jury est tenu de statuer sur chaque affaire successivement et sans interruption. Aussi faut-il que les circonstances constatées par le procès-verbal établissent la nécessité de la continuation de l'affaire à une autre séance, ou tout au moins qu'elles ne la démentent pas. Enfin, l'ajournement ne doit pas avoir pour effet de changer la durée et l'époque de la session (Civ. cass. 10 mars 1857, aff. de Saunhac, D. P. 57. 1. 118). Le jury ne pourrait, par exemple, ordonner le 25 août un transport sur les lieux pour le 20 octobre suivant, sans expliquer cette forme extraordinaire de procéder par un motif d'ordre supérieur (Même arrêt). Il faudrait, pour qu'un semblable ajournement fût régulier, qu'il fût motivé par une circonstance de force majeure; que, par exemple, la neige recouvrant la terre ne permit pas de reconnaître et d'apprécier la nature du sol et obligeât de différer la visite des lieux (Civ. rej. 20 août 1862, aff. Vimort, D. P. 62. 1. 368; 5 nov. 1879, aff. Beausier, D. P. 80. 1. 163; 24 juill. 1888, aff. Briel, d'Auxerre et Audard, trois arrêts, D. P. 89. 1. 303).

523. L'art. 37 n'interdit pas une interruption commandée par le besoin d'un repos devenu nécessaire, après un commencement de session déjà long et laborieux. Ainsi, on a admis que « le magistrat-directeur et les jurés de session, après avoir employé un certain nombre de séances à l'instruction et à l'expédition d'une partie importante des affaires à juger, avaient pu s'ajourner, pour la continuation des opérations du 8 juin, veille de la Pentecôte, au 18 du même mois, sans contrevenir à la disposition de l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841 » (Civ. rej. 7 janv. 1879, aff. Etienne et Moulinier, D. P. 79. 1. 172); que les jurés qui, au cours d'une session ayant durée du 26 nov. 1883 au 14 janv. 1884, ont estimé nécessaire de s'ajourner à diverses reprises et ont dans l'intervalle des séances procédé à plusieurs visites des

lieux, n'ont en rien violé les dispositions de l'art. 37 (Civ. rej. 10 nov. 1884, aff. Pichiotti, D. P. 85. 1. 200).

524. La jurisprudence admet que, lorsqu'un ajournement est légitimement prononcé par le jury, aucune disposition de la loi ne lui interdit de procéder à l'examen d'autres affaires pendant l'intervalle de temps laissé libre par l'ajournement régulièrement prononcé. C'est ainsi que le jury qui a remis à un autre jour la continuation d'une affaire appelée ou d'une instruction commencée, afin, par exemple, d'opérer un transport sur les lieux, peut, dans l'intervalle de temps laissé libre par cet ajournement, procéder à l'examen d'autres affaires (Civ. rej. 11 juin 1856, aff. Forest, D. P. 56. 1. 496; 31 déc. 1873, aff. Commune de Saint-Nazaire, D. P. 74. 1. 213).

525. Il a été jugé que, lorsqu'il y a eu division par catégorie, entre plusieurs jurys spéciaux, des affaires se rattachant aux expropriations prononcées pour l'exécution des mêmes travaux, l'ajournement peut être prononcé sur la demande d'un juré de l'une de ces catégories, s'il a agi avec l'assentiment des jurés de toutes les catégories et l'adhésion de tous les expropriés (Civ. rej. 20 août 1862, aff. Vimort, D. P. 62. 1. 368).

526. L'interdiction de procéder, les jours fériés, à des actes de juridiction, ne s'applique pas en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, car, d'une part, cette interdiction n'a rien d'absolu, et d'autre part, si la règle de l'art. 44 de la loi du 3 mai 1841, qui oblige le jury à statuer successivement et sans interruption sur chacune des affaires dont il a été saisi au moment de sa convocation, n'est pas violée par une interruption légitime des opérations, on ne saurait se faire un grief de ce que cette règle a été exactement observée (Civ. rej. 12 janv. 1864, aff. Soubiran, D. P. 64. 5. 151).

527. — III. CLÔTURE DE L'INSTRUCTION. — POSITION DES QUESTIONS. — On a fourni au *Rép.* n° 609 et suiv., des explications très complètes sur le droit du magistrat directeur de poser des questions au jury, droit qu'il est libre d'exercer ou de ne pas exercer. La position des questions peut précéder ou suivre la clôture des débats, pourvu que le texte en soit publiquement porté à la connaissance des parties, qui ont toujours le droit de présenter telles observations et de prendre telles conclusions qu'elles jugent utiles sur la position des questions; elles peuvent, à cet effet, demander la réouverture des débats (Civ. rej. 22 janv. 1889, aff. Delory, D. P. 90. 1. 255; 7 nov. 1888, aff. Ville de Lorient, D. P. 90. 1. 256).

528. La règle suivant laquelle le magistrat directeur n'est pas tenu de poser une question relative à une demande irrégulièrement formée, règle qui résulte d'un arrêt du 7 avr. 1845 (aff. Rieder-Monborne, D. P. 45. 1. 207, et *Rép.* n° 588), a été de nouveau confirmée par la jurisprudence. Jugé, en effet, que le magistrat directeur n'est pas tenu de soumettre au jury la question de savoir quelle somme serait due à l'exproprié pour la dépossession d'une parcelle dont la propriété lui est contestée, et qui n'est pas comprise dans le jugement d'expropriation (Civ. rej. 4 mai 1869, aff. Veuve Péan, D. P. 69. 1. 341-342); qu'il peut refuser de faire l'objet d'une question à soumettre à l'appréciation du jury des conclusions de l'expropriant tendant à restreindre l'exercice du droit de préemption de l'exproprié sur des terrains acquis pour des travaux publics et ne recevant pas leur destination. De pareilles conclusions sont, en effet, contraires à la loi, le jugement d'expropriation conférant à l'exproprié un droit à la fixation d'une indemnité sans condition ni réserve et abstraction faite, en particulier, de la faculté pour lui d'exercer le droit de préemption de l'art. 60 dans le cas où les terrains acquis pour des travaux publics ne reçoivent pas leur destination (Civ. rej. 14 mars 1881, aff. Thiébaud, D. P. 84. 5. 260-261).

529. La clôture des débats est prononcée par le magistrat directeur. La mention de cette clôture résulte suffisamment au procès-verbal de la déclaration que le jury, se trouvant en état de statuer sur les affaires à lui soumises, s'est retiré en la chambre du conseil (Civ. rej. 11 août 1857, aff. Veuve Durand, D. P. 57. 1. 329); ou de la mention que le magistrat directeur a invité, en séance publique, le jury à se retirer dans la salle du greffe pour délibérer sans déséparer sur l'affaire qui lui était soumise (Civ. rej. 27 nov. 1855, aff. Ruffe, D. P. 55. 1. 456).

§ 5. — Délibération et décision du jury (*Rép.* n° 514 à 548).

**530.** — I. DÉLIBÉRATION DU JURY. — L'art. 38, § 2, dispose qu'aussitôt la clôture des débats prononcée par le magistrat directeur, les jurés se retirent immédiatement dans leur chambre pour délibérer sans désespérer, sous la présidence de l'un d'eux qu'ils désignent à l'instant même. Cette disposition ne s'applique, comme on l'a vu au *Rép.* n° 514, qu'à la délibération sur l'indemnité, qui seule suit la clôture des débats ; elle ne s'applique pas, notamment, aux réunions que les jurés, ayant consacré plusieurs jours à l'examen des lieux, ont tenues à la fin de chaque journée, pendant un temps plus ou moins long, pour recueillir leurs souvenirs et comparer les notes prises par chacun d'eux sur chaque affaire, ces réunions ne pouvant être considérées comme des délibérations (*Civ. rej.* 20 mars 1855, aff. Montrochet, D. P. 55. 1. 61 ; 19 juin 1864, aff. Bompied, D. P. 64. 1. 286).

Il ne faudrait pas, cependant, que ces réunions dégénèrent en véritables délibérations, alors surtout qu'elles auraient lieu avant les débats en séance publique, car de pareilles réunions seraient contraires aux dispositions des art. 37 et 38. Dans une espèce, les jurés avaient pris, sans la communiquer aux parties, la décision de se réunir après qu'ils auraient fini de procéder à la visite des lieux, pour délibérer entre eux et se mettre d'accord sur les notes et les renseignements pris sur la nature des terrains expropriés. Ces réunions avaient eu lieu avant l'ouverture du débat contradictoire, et à la question qui leur fût alors posée par le magistrat directeur, les jurés avaient répondu qu'ils avaient tenu les réunions dont il vient d'être parlé comme jury constitué, dans le but de coordonner leurs notes et de se mettre d'accord à leur égard. Il a été décidé qu'« alors même que l'objet desdites réunions n'avait consisté pour les jurés qu'à délibérer et qu'à se mettre d'accord, avant l'ouverture des débats, sur la nature des terrains atteints par l'expropriation, il n'en avait pas moins, par là même, porté sur l'examen d'un des éléments de l'indemnité que le jury était chargé de fixer ; qu'en se livrant à ce travail, avant la discussion publique des demandes et moyens des parties, les jurés avaient, au mépris des art. 37 et 38 de la loi du 3 mai 1841, procédé à une délibération anticipée », et que leur décision avait été rendue en violation de ces articles (*Civ. cass.* 9 mai 1887, aff. Commune de Champoléon, D. P. 89. 1. 160 ; *Civ. cass.* 11 juin 1888, aff. Commune de Freyssinières, D. P. 89. 1. 431).

**531.** On a vu au *Rép.* n° 514 et *suprà*, n° 522 et suiv. que la règle qui prescrit au jury de délibérer sans désespérer n'a pas été appliquée dans un sens si rigoureux qu'elle pût être considérée comme violée, lorsque la délibération aurait été suspendue pour un motif légitime. L'art. 38 de la loi de 1841 ne met donc pas obstacle à ce que, entre la clôture de l'instruction et l'ouverture de la délibération, une suspension de séance soit ordonnée pour le repos des jurés, alors, d'ailleurs, que le procès-verbal exprime qu'il n'y a eu aucune communication de la part du jury avec les parties intéressées ou leurs conseils (*Civ. rej.* 18 avr. 1854, aff. Jacquemet, D. P. 54. 1. 161 ; 25 août 1884, aff. Préfet du Doubs, D. P. 85. 1. 468).

**532.** Une condition de la validité de la délibération du jury qui, sans être inscrite dans l'art. 38, n'en est pas moins essentielle est que les jurés, au moment où ils se retirent pour délibérer, soient en nombre légal (*V. suprà*, n° 451 et suiv.). Il suffit pour cela que le jury reste composé de neuf membres, de telle sorte que s'il se trouvait réduit de trois membres au plus, par suite d'empêchement ou d'abstention volontaires dus à des causes découvertes au dernier moment, il pourrait délibérer valablement pourvu que neuf jurés fussent encore présents (*Civ. rej.* 25 janv. 1853, aff. Cottin et autres, D. P. 53. 1. 27 ; 23 mai 1870, aff. de la Tullaye, D. P. 70. 1. 391).

**533.** Les jurés sont maîtres de prolonger leur délibération aussi longtemps qu'ils le jugent à propos ; il n'appartient pas au magistrat directeur de limiter en aucune façon le temps qu'ils peuvent y employer, et les jurés seraient libres de ne tenir aucun compte de la limitation qu'il voudrait leur imposer. Mais il a été jugé qu'on ne saurait voir une limitation illégale de la durée de la délibération du

jury dans la déclaration du magistrat directeur, au moment où le jury se retirait pour délibérer, que la séance serait, d'après l'indication des jurés, reprise à une heure déterminée. Il ne faut voir dans une telle déclaration qu'un simple avis sur le temps présumé nécessaire aux jurés pour accomplir leur mission, donné en vue de permettre aux parties de s'absenter jusqu'à l'heure indiquée, et ne pouvant avoir aucune influence sur la délibération du jury (*Civ. rej.* 17 août 1875, aff. David et autres, D. P. 76. 1. 120).

**534.** On a vu au *Rép.* n° 515, que, si la loi prescrit aux jurés de se retirer dans leur chambre pour délibérer, la délibération peut cependant avoir lieu dans la salle d'audience, pourvu que cette salle soit fermée au public et que le jury y soit laissé seul pendant la délibération. Le véritable sens du paragraphe 2 de l'art. 38, est, en effet, que les jurés doivent délibérer en secret et en dehors de la présence du public. Si donc le procès-verbal constate que le public s'est introduit et a circulé librement dans la salle où le jury était réuni pour délibérer, avant qu'il eût fait connaître la fin de sa délibération, la décision qu'il a ainsi prise est radicalement nulle (*Civ. cass.* 22 août 1864, aff. Hardouin, D. P. 64. 5. 158). — D'ailleurs, lorsque le jury reste, pour délibérer, dans la salle d'audience, le secret de la délibération peut résulter de l'ensemble des énonciations du procès-verbal, sans qu'il doive être nécessairement constaté que la salle a été évacuée par le public et que le jury y a été laissé seul. Ainsi le secret de la délibération du jury est suffisamment attesté lorsqu'il résulte du procès-verbal que les jurés sont restés, après la clôture des débats, dans la salle de la mairie qui a servi de chambre du conseil ; qu'ils y ont délibéré et que, après la délibération terminée, les portes de la salle ont été de nouveau ouvertes (*Civ. cass.* 10 févr. 1874, aff. David, *Bulletin civil de la cour de cassation*, 1874, p. 160, note). Le secret de la délibération est, d'autre part, suffisamment constaté du moment que le procès-verbal établit que le jury s'est retiré dans la salle de ses délibérations et que la séance publique a été ensuite reprise (*Civ. rej.* 28 août 1876, aff. Comp. du Crédit agricole, D. P. 77. 1. 23).

**535.** La nomination du président du jury ne doit pas nécessairement être faite, dans la salle des délibérations (*Rép.* n° 516). Bien que l'art. 38 de la loi du 3 mai 1841 semble faire un devoir aux jurés de ne nommer leur président que secrètement et dans la chambre de leurs délibérations, il est de jurisprudence que cette désignation peut être faite en séance publique. En effet, l'art. 38 ne détermine pas d'une manière formelle le moment où doit avoir lieu la désignation du président du jury ; tout ce qui résulte de ce texte, c'est qu'elle doit précéder la délibération (*Civ. rej.* 11 juin 1856, aff. Forest, D. P. 56. 1. 196 ; 4 janv. 1860, aff. Lecointre, D. P. 60. 1. 40 ; Delalleau et Jousselet, t. 1, n° 583 ; de Perrony et Delamarre, p. 380 ; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 10). La désignation du président peut donc être valablement faite au moment où les jurés viennent de se retirer dans la chambre de leurs délibérations (*Civ. rej.* 25 juill. 1855, aff. Frison, D. P. 55. 1. 374). Mais, d'autre part, il n'est pas défendu aux jurés de procéder à cette désignation auparavant, et même dès que le jury est constitué, alors surtout que celui-ci a délibéré, avant la clôture des débats, sur une question préliminaire (*Civ. rej.* 4 janv. 1860, aff. Lecointre, D. P. 60. 1. 40). — Lorsque la nomination du président est faite après la clôture des débats, mais avant que le jury ne se retire dans la chambre de ses délibérations, on ne saurait prétendre que ce fait constitue une interruption des débats contraire aux prescriptions de l'art. 38 (*Civ. rej.* 11 juin 1856, aff. Forest, D. P. 56. 1. 196).

**536.** La désignation du président n'est, d'ailleurs, soumise à aucune forme spéciale ; il n'est pas nécessaire, notamment, qu'elle soit faite au moyen d'une délibération proprement dite (*Civ. rej.* 25 juill. 1855, aff. Frison, D. P. 55. 1. 374). — Cette nomination est régulière dès qu'il est constaté par le procès-verbal des débats qu'elle a eu lieu lors de l'entrée des jurés dans la salle des délibérations, sans qu'il soit nécessaire d'indiquer dans quelle forme elle a été faite (*Civ. rej.* 7 janv. 1879, aff. Etienne et Moulinier, D. P. 79. 1. 172). De même, la régularité de la désignation du président est suffisamment constatée lorsque le procès-verbal de délibération énonce que lecture de la décision du jury a été donnée par un membre qualifié



de « président du jury », et que le jury a délibéré sous la présidence de ce même membre « désigné par élection » (Civ. rej. 16 janv. 1877, aff. Quesnel et Peretmère, D. P. 77. 1. 471-472);... Lorsqu'il est énoncé dans la décision qu'entrés dans leur chambre des délibérations pour procéder à la fixation de l'indemnité due à l'exproprié, les jurés ont à l'instant même désigné l'un d'eux pour leur président, et qu'il est indiqué, dans le procès-verbal des débats, que c'est le juré choisi pour président qui a donné à l'audience lecture de la décision (Civ. rej. 25 mai 1884, aff. Puvrel, D. P. 84. 5. 262).

**537.** Dans les expropriations faites pour l'ouverture ou le redressement des chemins vicinaux, le choix du président n'est pas abandonné aux jurés; c'est le magistrat directeur qui préside le jury; la décision du jury qui serait rendue sous la présidence de l'un des jurés serait nulle (V. *infra*, v° Voirie par terre; Civ. cass. 3 juin 1862, aff. Leclercq, D. P. 62. 1. 381; 18 mars 1863, aff. Blanc D. P. 63. 1. 134; 1<sup>er</sup> févr. 1864, aff. Luzel, D. P. 64. 5. 145; 5 janv. 1869, aff. Veuve Dumas, D. P. 69. 1. 8; 27 déc. 1886, aff. Pinat, D. P. 87. 1. 176).

**538.** Comme on l'a exposé au Rép. n° 520, les seules personnes qui doivent prendre part à la délibération sont les jurés, portés sur la liste arrêtée après l'exercice du droit de récusation des parties, et qui ont assisté à tous les actes de l'instruction. On a vu *supra*, n° 507 et suiv. comment cette règle peut recevoir certaine exception pour le cas où le jury décide de procéder à la visite des lieux. — D'autre part, la présence du magistrat directeur dans la chambre des délibérations pour constater certaines décisions du jury et pour éclairer les jurés sur la forme qu'ils doivent donner à leur délibération, ne constitue pas une violation de cette règle (Rép. *ibid.*). Mais il en serait autrement si l'introduction du magistrat directeur, dans la salle des délibérations des jurés, avait eu pour objet de leur fournir des renseignements ou de leur remettre certains documents en dehors de l'audience et des parties : il y aurait en effet, en pareil cas, une prorogation de l'instruction sans publicité ni discussion, qui serait contraire à la loi. Dans une espèce, notamment, où il résultait du procès-verbal qu'après la clôture des débats, le magistrat directeur avait été appelé par le jury dans la salle des délibérations et invité à demander aux représentants de la compagnie expropriante des explications relatives à une confusion de personnes ou de parcelles sur les bulletins d'inscription d'indemnité, le magistrat directeur, ayant obtenu les éclaircissements demandés et des documents explicatifs, les avait remis au jury et s'était retiré avant toute délibération. Les expropriés n'ayant pas été informés de la réclamation du jury ni des démarches du magistrat directeur, et la remise par les agents de la compagnie à celui-ci et par lui aux jurés, de documents supplémentaires et explicatifs ou rectificatifs des pièces qui avaient déjà été soumises au jury, ayant eu lieu sans que les expropriés eussent été mis à même de les vérifier et de les discuter, la cour de cassation a considéré l'instruction comme s'étant continuée dans la chambre des délibérations sans publicité ni discussion contradictoire et la décision du jury comme devant être annulée (Civ. cass. 4<sup>er</sup> juin 1869, aff. Blondeau et autres, D. P. 69. 1. 343-344). — Il y aurait également violation des prescriptions des art. 37 et 38 de la loi du 3 mai 1841, aux termes desquelles la délibération doit avoir lieu en secret sans déssemparer, s'il était constaté qu'après la clôture des débats et lorsque le jury s'était retiré dans la chambre de ses délibérations, le magistrat directeur avait été appelé par les jurés pour leur donner des renseignements et était resté un certain temps dans la salle (Civ. cass. 26 avr. 1881, aff. Allizard, D. P. 84. 5. 258).

**539.** Dans une autre espèce, le procès-verbal constatait que le magistrat directeur avait été appelé dans la chambre des délibérations du jury, que le président du jury lui avait fait connaître que les décisions que le jury était appelé à rendre venaient d'être signées par la majorité des jurés, que les autres jurés formant la minorité, non satisfaits des indemnités allouées aux parties expropriées, ne voulaient pas signer les décisions, qu'il les pria de vouloir bien vaincre leur résistance et leur mauvaise volonté; le magistrat directeur, n'ayant pu arriver par ses exhortations et ses conseils à mettre les douze jurés d'accord sur le chiffre des indem-

nités à allouer, avait cru devoir, pour couvrir sa responsabilité, prendre l'avis des avocats des parties et les avait appelés dans une pièce interdite aux jurés et au public, où il leur avait fait part des difficultés résultant de la résistance de la minorité des jurés. La cour de cassation a annulé la décision, attendu qu'il résultait de ces constatations que la délibération du jury n'avait pas été secrète et que le magistrat directeur avait été appelé à y participer (Civ. cass. 1<sup>er</sup> août 1888, aff. Babuty, D. P. 89. 1. 160).

**540.** La nullité de la décision du jury résulte non seulement de la présence du magistrat directeur dans la chambre des délibérations, mais aussi de celle de toute personne étrangère au jury. On a rapporté au Rép. n° 521 un certain nombre d'arrêts rendus conformément à cette règle; la jurisprudence postérieure l'a confirmée. Il faut toutefois distinguer avec soin entre le cas où la personne étrangère au jury est restée dans la salle des délibérations pour fournir des renseignements aux jurés, et où, par conséquent, l'instruction peut être considérée comme s'étant continuée sans publicité, et le cas où les personnes étrangères ne sont entrées dans la salle des délibérations que pour remplir un acte rentrant dans leur mission. On a vu *supra*, n° 538, comment l'application de cette distinction a été faite pour le magistrat directeur et, au Rép. n° 523, comment la présence du greffier, qui n'est entré dans la chambre des délibérations que pour remettre un document aux jurés, ne porte pas atteinte au principe du secret de la délibération du jury. — Il faut en dire autant de la présence momentanée de l'huissier de service, qui peut être appelé par le président du jury, pour être chargé de différentes missions se rapportant aux fonctions de cet officier ministériel. Par exemple, lorsque le président du jury fait demander au magistrat directeur, par l'huissier de service, si le jury peut faire comparaître dans la chambre des délibérations l'avocat de l'expropriant et celui de l'exproprié, le fait que l'huissier a pénétré dans la chambre des délibérations pour rapporter la réponse du magistrat directeur n'entraîne aucune nullité (Civ. rej. 13 août 1866 aff. Dufau, D. P. 66. 5. 198).

**541.** Les jurés ne peuvent entendre, en dehors de l'audience, ni les parties ni leurs représentants. Ainsi l'introduction, par les jurés, dans la salle de leurs délibérations, après la clôture de l'instruction, d'un agent représentant l'Administration et par exemple, d'un agent voyer, pour obtenir de lui des renseignements (Civ. cass. 30 juill. 1860, aff. Weter et Jacquemont, D. P. 60. 1. 407); ou d'un inspecteur de la voirie municipale, entraîne la nullité de la délibération et de la décision du jury (Civ. cass. 29 mai 1877, aff. Dubosq, D. P. 77. 5. 228). De même, l'audition, par le jury d'expropriation, dans la salle de ses délibérations, de l'une des parties ou de ses représentants, hors la présence des autres parties, et sans même les appeler, est une cause de nullité de la décision du jury, non seulement lorsque cette audition a eu lieu pendant le délibéré qui suit la clôture des débats, mais aussi lorsqu'elle a été faite durant le délibéré sur un incident, et par exemple, sur la visite des lieux (Civ. cass. 13 avr. 1863, aff. Veuve de Fitz-James, D. P. 63. 1. 256). Peu importerait que les parties eussent été appelées ensemble et entendues contradictoirement, leur comparution simultanée ne pouvant couvrir la nullité résultant de l'infraction aux dispositions de la loi, qui exigent que la discussion soit publique, qu'elle ait lieu en présence du magistrat directeur, et que, lorsque la clôture en est prononcée, les jurés se retirent dans leur chambre pour y délibérer sans déssemparer (Civ. cass. 6 janv. 1874, aff. Commune de Calvisson, D. P. 74. 1. 215; 16 juill. 1884, aff. Boyer, D. P. 85. 1. 472). Cette règle est absolue et s'applique, dès lors, quelle que soit la qualité des personnes appelées (Civ. cass. 16 déc. 1862, aff. Carrion de Nizas, D. P. 62. 1. 544; 30 août 1865, aff. Veuve Tymbeau, D. P. 65. 5. 180).

**542.** On a vu au Rép. n° 521 que la disposition du paragraphe 2 de l'art. 38, en prescrivant aux jurés de délibérer sans déssemparer, a eu principalement pour but de les empêcher de subir toute influence extérieure. Ils ne peuvent donc pas plus communiquer avec des tiers, en dehors de la salle des délibérations, qu'admettre des étrangers au jury dans cette salle. Le fait par le président du jury d'expropriation d'être rentré dans la salle d'audience pendant la déli-

bération du jury, de s'être mis en communication avec les agents de l'administration expropriante et de leur avoir demandé des renseignements, en l'absence des autres jurés, des parties et du magistrat-directeur, constituerait donc une infraction à la règle qui prescrit au jury de délibérer sans déssemparer, et entraînerait la nullité de la décision du jury (Civ. cass. 29 juill. 1862, aff. Gigard et autres, D. P. 62. 1. 377; 24 nov. 1862, aff. Rivole, D. P. 63. 1. 252). La nullité de la décision du jury résulterait également du fait que le président, étant rentré dans la salle d'audience, y aurait fait dresser un plan qui constituerait un document nouveau créé après la clôture des débats (Civ. cass. 1<sup>er</sup> déc. 1857, aff. Bourgerel, D. P. 58. 1. 82). Enfin le président du jury ne pourrait pas davantage rentrer dans la salle d'audience pour demander aux parties quelle était exactement, suivant la mesure employée usuellement dans le pays, la surface expropriée (Civ. cass. 17 mai 1886, aff. Fayolle, D. P. 87. 1. 172). — Ce dernier arrêt a été rendu à propos d'une expropriation en matière de chemins vicinaux; c'était le magistrat directeur qui était rentré dans la salle d'audience pendant la délibération du jury; mais on sait qu'en cette matière le magistrat directeur est appelé par la loi à participer aux délibérations du jury qu'il préside. Il doit donc, dans ce cas, être assimilé au président du jury procédant en vertu de la loi du 3 mai 1841 et, dès lors, sa rentrée dans la salle d'audience, au cours de la délibération, constitue, au même titre que celle d'un des jurés, une violation de la règle qui prescrit au jury, à peine de nullité, de délibérer sans déssemparer.

Mais le jury d'expropriation peut être considéré comme ayant délibéré sans déssemparer, quoique l'un des jurés soit sorti de la chambre du conseil, pendant le cours de la délibération, si sa sortie a été motivée par une nécessité de fait n'impliquant pas une communication au dehors, et si, par exemple, il est établi que ce juré n'était sorti que pour demander du sable nécessaire au jury (Civ. rej. 5 mars 1857, aff. Chastanier de Boisset, D. P. 56. 1. 119).

**543.** L'obligation de délibérer sans déssemparer et, par conséquent, l'interdiction, pour les jurés, de communiquer avec des personnes de l'extérieur implique une délibération commencée et non achevée. Ainsi, le fait, par un juré, d'avoir, pendant le trajet du jury de la salle d'audience à la chambre des délibérations, communiqué avec l'une des personnes se trouvant à l'audience, ne constitue pas un déssemparé à la délibération, ce fait ayant eu lieu avant le commencement de la délibération (Civ. rej. 7 déc. 1857, aff. de Robillard, D. P. 58. 1. 84). Il en est de même du cas où un juré aurait communiqué avec l'une des parties au cours de la visite des lieux et exprimé une opinion sur la valeur des terrains (Civ. rej. 7 nov. 1888, aff. Ville de Lorient, D. P. 90. 1. 256). Et, d'autre part, le fait, par l'un des jurés, d'être sorti avant ses collègues de la salle des délibérations du jury, et de s'être rendu dans la salle d'audience, où il a parlé à plusieurs personnes, n'est pas une cause de nullité, s'il résulte du procès-verbal, où il a été donné acte de ce fait, qu'au moment où il s'est produit, la délibération du jury était déjà terminée et la décision prise en l'état où elle a été rendue (Civ. rej. 7 janv. 1862, aff. Roche, D. P. 62. 1. 377). Il en est encore ainsi lorsque tous les jurés sont sortis de la salle des délibérations et n'y sont revenus qu'après une demi-heure d'absence si, au moment où cette sortie a eu lieu, la délibération était complètement terminée et si la décision avait été signée par chacun des jurés et remise au chef du jury (Civ. rej. 16 juin 1858, aff. Michalet, D. P. 58. 1. 325).

**544.** Les constatations du procès-verbal qui établissent que le jury a délibéré sans déssemparer et en secret font, comme toutes les constatations de cet acte, foi jusqu'à inscription de faux; elles ne sauraient être contredites au moyen de documents extrinsèques (*Rép.* n° 522-3°; *Dafny* de la Monnoye, t. 2, p. 26-27). Ainsi, lorsque le procès-verbal constate que les jurés, après la clôture des débats, se sont immédiatement retirés dans leur chambre et sont rentrés en séance publique après cinquante minutes de délibération, l'autorité de ces constatations n'est pas infirmée par les réserves faites par l'avocat de l'exproprié « au sujet de ce qu'un des jurés aurait communiqué », alors d'ailleurs que le magistrat directeur, tout en donnant acte de ces

réserves, a déclaré qu'il ne tenait pas pour certain le fait allégué (Civ. rej. 30 juin 1884, aff. de Jonage, D. P. 85. 1. 415). — Il importe donc que le procès-verbal soit rédigé avec une précision suffisante pour qu'on puisse constater que la délibération du jury a eu lieu dans les conditions prescrites par l'art. 38. Aussi le magistrat directeur, chargé de veiller à la régularité des opérations du jury et d'assurer l'exécution de la loi, doit-il procéder à la vérification immédiate de toute allégation, par les parties, d'un fait de nature à vicier les opérations du jury, et consigner au procès-verbal les résultats de son examen. Autrement, et lorsque le procès-verbal ne permet pas de reconnaître si la loi a été observée ou violée, la nullité des opérations et de la décision du jury doivent être prononcées. C'est ce qui a été jugé dans une espèce où il avait été allégué par l'exproprié que, pendant la délibération, un juré était venu conférer avec l'une des parties et où le magistrat directeur s'était borné à déclarer qu'absent de la salle d'audience au moment où le fait se serait passé, il ne savait ni s'il était exact, ni s'il était ou n'était pas rapporté tel qu'il s'était passé. La cour de cassation a décidé que, « dans cet état des faits, il était impossible de reconnaître légalement si la disposition qui enjoint au jury de délibérer sans déssemparer, et qui, aux termes des art. 38 et 42 de la loi de 1841, est prescrite à peine de nullité, avait été observée ou avait été violée; qu'au contraire, le procès-verbal lui-même faisait naître des doutes sérieux sur l'observation de l'art. 38; que, dans ces circonstances, il y avait eu défaut de constatation, et par suite, violation de l'article précité » (Civ. cass. 19 févr. 1855, aff. Raton, D. P. 55. 1. 132).

**545.** On a vu au *Rép.* n° 524 que, lorsque les affaires ont été divisées par catégories, chaque jury doit procéder séparément au jugement des affaires de chaque catégorie, alors même que les divers jurys comprendraient un certain nombre de membres communs. En effet, un jury, définitivement constitué pour l'examen d'une affaire ne peut ni procéder à des actes d'instruction ou à des délibérations, ni surtout rendre des décisions, avec le concours d'étrangers, tels que les membres d'un jury différemment composé pour l'examen d'une autre affaire. De deux choses l'une: ou les jurés étrangers au jury auront pris part à la délibération, et la décision sera nulle pour cause d'incompétence d'une partie des juges; ou ils n'auront point participé à la délibération, et leur présence aura empêché celle-ci d'être secrète. C'est d'ailleurs ce qu'a jugé la cour de cassation dans une espèce où il résultait du procès-verbal que deux jurys distincts, formés séparément pour deux affaires différentes et n'étant pas composés des mêmes jurés, s'étaient, après la prestation de serment, retirés simultanément dans la chambre de leurs délibérations et y avaient, par une délibération, décidé qu'il y aurait, dans toutes les affaires, un transport du jury sur les lieux. Une telle délibération était entachée d'une nullité d'ordre public qui ne pouvait être couverte ni par le silence, ni par la comparaison des parties, comme touchant à la composition même du jury et à la compétence (Civ. cass. 5 avr. 1886, aff. Roumy et aff. Eymard (deux arrêts), D. P. 86. 1. 470).

**546.** Mais il en serait autrement s'il y avait eu simplement présence d'un tiers pendant la délibération du jury relative au transport sur les lieux. Il ne s'agit plus alors, en effet, d'une nullité tenant à la composition du jury et à sa compétence, ni du secret d'une délibération qui peut avoir lieu en séance publique (*V. infra*, n° 547); le vice qui résulterait de cette présence serait donc susceptible d'être couvert par le silence des parties et ne pourrait en l'absence de protestation de leur part, être proposé pour la première fois devant la cour de cassation (Civ. rej. 24 août 1882, aff. Paulet, *supra*, n° 463; 14 févr. 1883, aff. Boudarel, D. P. 84. 1. 191). Dans l'espèce de ce dernier arrêt, un juré appartenant à un autre jury s'était trouvé dans la chambre de la délibération au moment où le jury avait délibéré; mais cette irrégularité n'avait donné lieu à aucune réclamation des parties ni lors de la visite de l'immeuble, ni lors des débats sur l'indemnité. Plusieurs jours après seulement, et alors que l'affaire dans laquelle s'était produite cette irrégularité était terminée, l'expropriant avait fait signifier et insérer au procès-verbal une protestation que la cour de cassation a considérée comme tardive et ne pouvant faire revivre

une irrégularité qui se trouvait couverte par le silence des parties.

**547.** Si la participation d'une personne étrangère au jury est une cause de nullité de la délibération qu'il prend relativement au transport sur les lieux, elle doit, à plus forte raison faire annuler la délibération relative à l'indemnité. Nous croyons même qu'il faudrait aller plus loin et décider que la simple présence d'un tiers dans la salle où a lieu la délibération du jury sur l'indemnité constituerait une nullité d'ordre public, qui ne serait pas susceptible d'être couverte par le silence des parties. En effet, la délibération relative au transport n'est assujettie par la loi à aucune forme, le paragraphe 2 de l'art. 38 ne lui est pas applicable; le transport sur les lieux peut même être résolu sans une délibération proprement dite, et sans que le jury se retire dans la chambre à lui affectée et choisisse son président. Le secret n'est donc pas une condition essentielle d'une telle délibération (V. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 498). Il en est autrement de la délibération sur l'indemnité, qui est un véritable jugement, qui exige non seulement la compétence du juge, mais aussi, en vertu du paragraphe 2 de l'art. 38, le secret du délibéré.

**548.** Le jury peut délibérer simultanément sur plusieurs des affaires ou sur toutes les affaires réunies du consentement des parties; il est entièrement maître de suivre ce mode de procéder. Mais la faculté de délibérer simultanément est subordonnée au consentement des parties à la jonction de leurs affaires, la jonction d'affaires distinctes ne pouvant avoir lieu, à peine de nullité, si toutes les parties n'y ont point acquiescé, V. *suprà*, n<sup>os</sup> 446 et suiv. (Civ. rej. 15 mai 1855, aff. Detroya, D. P. 55. 1. 204; 10 févr. 1879, aff. Clappier, D. P. 79. 1. 175; 19 juill. 1881, aff. Malartre et aff. Tulle (deux arrêts) D. P. 82. 1. 267; Civ. cass. 6 août 1883, aff. Gasnier, D. P. 84. 1. 335; Civ. rej. 10 nov. 1884, aff. Pichiotti et Gerecke, D. P. 85. 1. 200).

**549.** Tout en délibérant simultanément sur les affaires réunies du consentement des intéressés, le jury n'est pas obligé de statuer sur toutes les indemnités par une même décision, ni d'ajourner sa délibération jusqu'au moment où toutes les affaires comprises dans la même catégorie auront été discutées devant lui. Le jury peut donc délibérer sur chaque affaire et régler chaque indemnité distinctement, après la clôture de l'instruction à laquelle l'affaire a donné lieu (Civ. rej. 4 janv. 1860, aff. Lecointre, D. P. 60. 1. 40; 13 févr. 1860, aff. Moreau, D. P. 60. 1. 408).

**550.** Comme on l'a dit au *Rép.* n<sup>o</sup> 526, et rappelé *suprà*, n<sup>o</sup> 537, en matière d'expropriation pour les chemins vicinaux, le magistrat directeur fait partie du jury; il doit participer à la délibération qu'il préside et pour laquelle il a voix délibérative en cas de partage. La décision serait nulle, par conséquent, si elle était rendue sans son concours (Civ. cass. 3 avr. 1865, aff. Paradis-Chéri, D. P. 65. 5. 171). Le procès-verbal doit donc contenir la preuve de sa présence puisqu'elle est essentielle à la validité de la délibération (Civ. cass. 23 févr. 1881, aff. Commune de Richemont, D. P. 81. 5. 199).

**551.** — II. DÉCISION DU JURY. — Régulièrement, la décision doit mentionner qu'elle a été prise à la majorité des voix. Toutefois l'absence de cette mention, soit dans le procès-verbal, soit dans la décision elle-même, ne serait pas une cause de nullité : elle n'est exigée, en effet, ni par l'art. 34 de la loi de 1841, ni par aucune autre disposition légale (Civ. rej. 13 juin 1888, aff. Camus, D. P. 89. 1. 432). Il ne résulterait donc aucune nullité de ce que la décision ou le procès-verbal ne ferait pas la mention de l'existence de cette majorité, dès l'instant que la délibération a été signée par tous les jurés : on ne saurait admettre, en effet, que tous les jurés aient, par leur signature, constaté comme existante une décision qui émanerait de la minorité seulement (Civ. rej. 29 août 1854, aff. d'Auger, D. P. 54. 1. 320; 23 déc. 1862, aff. Billat, D. P. 62. 1. 272; 10 mai 1875, aff. Ponsico, D. P. 77. 1. 32). A plus forte raison n'est-il pas nécessaire d'indiquer à quel nombre de voix la majorité s'est formée. « Il convient même, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 133, de s'abstenir de cette dernière indication ».

**552.** Lorsque la décision du jury d'expropriation portant

la signature des douze jurés, déclare, en outre, qu'elle a été prise à la majorité des voix, cette constatation ne peut être infirmée par des certificats collectifs ou individuels des jurés, tendant à établir que moins de douze jurés ont pris part à cette décision, et qu'elle n'a pas réuni la majorité des voix (Civ. rej. 9 janv. 1855, aff. Valette, D. P. 55. 1. 96). En effet, les assertions individuelles des jurés seraient une violation du secret qu'ils doivent garder sur ce qui se passe dans la chambre du conseil et ne peuvent prévaloir contre la décision elle-même.

**553.** Lorsque la décision a réuni la totalité des suffrages, on ne doit pas mentionner qu'elle a été prise à l'unanimité (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 134) puisque, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n<sup>o</sup> 530, cette mention aurait pour résultat de révéler le secret des votes. Mais comme l'avait déjà jugé l'arrêt du 26 avr. 1843 cité *ibid.*, la mention dont il s'agit n'est pas interdite à peine de nullité; elle ne saurait donc motiver l'annulation de la décision du jury (Civ. rej. 6 mars 1867, aff. Ville de Toulon, *Bull. civ.*, 1867, p. 86).

**554.** La délibération terminée, la décision doit être écrite par le président ou l'un des jurés, et signée par tous les jurés qui y ont concouru (*Rép.* n<sup>o</sup> 535). Mais, comme la disposition de l'art. 41 de la loi du 3 mai 1841, relative à la signature des jurés, est purement énonciative et ne figure pas au nombre de celles dont la violation donne ouverture à cassation, l'omission de la signature d'un ou de plusieurs jurés n'est pas une cause de nullité lorsqu'il résulte des énonciations du procès-verbal que les jurés de jugement ont tous pris part à la délibération (Civ. rej. 4 juin 1856, aff. Bordes, D. P. 56. 1. 196; 24 juill. 1860, aff. Pascal, D. P. 60. 1. 406-407; Civ. rej. 26 mars 1879, aff. de Lauriston et autres, D. P. 79. 1. 207. V. également Civ. rej. 13 juill. 1886, aff. Ballande, D. P. 87. 1. 70).

**555.** On a vu au *Rép.* n<sup>o</sup> 529 que la décision du jury est nulle lorsqu'elle est signée d'une personne qui n'aurait pas qualité pour y participer (Civ. cass. 6 déc. 1837). Mais il ne suffirait pas, pour qu'un juré fût considéré comme ayant illégalement pris part à la décision, qu'il y eût une simple dissemblance entre la signature qu'il a apposée sur la décision et le nom correspondant porté sur la liste des jurés, si cette dissemblance résulte de la simple addition d'une particule ou d'un nom accessoire et ne peut faire craindre la substitution d'un juré à un autre juré (Civ. rej. 9 avr. 1861, aff. Caldayron, D. P. 61. 1. 280).

**556.** La décision du jury n'est valable qu'autant que tous les jurés qui y ont pris part ont assisté à toutes les opérations du jury. Lors donc qu'un juré a cessé de prendre part aux débats, en raison, par exemple, d'une indisposition subite, il cesse par cela même de pouvoir délibérer sur l'indemnité. Si, malgré cet empêchement, il a signé la décision en même temps que les autres jurés, cette décision est entachée de nullité (Civ. cass. 5 mars 1873, aff. Singla et Galzin, D. P. 73. 1. 191). — Mais il faudrait qu'il eût réellement signé la décision; il ne suffirait pas qu'il fût porté comme l'ayant signée, si cette indication dans l'expédition du procès-verbal provient d'une erreur matérielle et si, en réalité, le juré n'a pas signé (Civ. rej. 10 mai 1875, aff. Flipo, D. P. 77. 1. 31). D'ailleurs, il est toujours possible de constater une semblable erreur. Il a été décidé, en effet, que lorsqu'il existe entre deux expéditions de la décision du jury, certifiées conformes par le greffier du tribunal, des différences portant sur le point spécial de la signature de la décision par les jurés; que suivant l'une notamment, un juré aurait signé la décision, tandis que, suivant l'autre, il ne l'aurait pas signée, il y a lieu de commettre le président du tribunal à l'effet, les parties dûment appelées, de collationner les deux expéditions avec les minutes et de constater laquelle de ces deux expéditions est conforme à la minute ou en quoi elles en diffèrent (Civ. cass. 6 févr. 1882, aff. Caillol, D. P. 84. 1. 444).

Il faut ajouter que les erreurs commises dans la rédaction de la décision du jury n'entraînent pas nullité lorsqu'elles peuvent être rectifiées à l'aide des autres énonciations du procès-verbal (Civ. rej. 10 mars 1858, aff. Pitre, *Bull. civ.*, 1858, p. 74) et spécialement, lorsqu'elle ne donne pas la date du jugement d'expropriation ou lui attribue une date fautive, si la véritable date résulte des énonciations

du procès-verbal (Civ. rej. 26 août 1873, aff. Fabre, D. P. 73.1. 488).

**557.** Le magistrat directeur, ne prenant point part à la délibération du jury, lorsque l'expropriation est poursuivie conformément à la loi du 3 mai 1841, ne doit pas signer la décision. Cependant l'apposition de sa signature sur la décision ne pourrait vicier celle-ci qu'autant qu'elle aurait pour effet d'impliquer par elle-même la participation de ce magistrat, soit à la délibération du jury, soit à la décision. Mais aucune disposition de la loi n'attache une pareille présomption au fait seul de l'apposition de la signature du magistrat directeur au pied de la décision. Il faudrait donc que le procès-verbal constatât en même temps un fait de nature à établir la participation du magistrat à la délibération ou à la décision. S'il résulte du procès-verbal que le magistrat directeur n'a signé la décision qu'au moment où elle lui a été remise pour être annexée au procès-verbal, aucune nullité ne peut être encourue (Civ. rej. 20 juill. 1864, aff. Riçois, D. P. 64. 5. 160).

**558.** Au contraire, en matière d'expropriation pour l'ouverture ou le redressement d'un chemin vicinal, le magistrat directeur, faisant partie du jury, doit, à peine de nullité, signer la décision : il ne suffirait pas que la présence de ce magistrat à la délibération fût constatée (Civ. cass. 4 juill. 1866, aff. Deveaux, D. P. 66. 5. 194; 7 avr. 1868, aff. Renold-Faget, D. P. 68. 1. 161; 20 mai 1868, aff. Nuguet, D. P. 68. 1. 255). A plus forte raison en est-il ainsi lorsque, les signatures des jurés figurant seules sur la décision, il résulte du procès-verbal que la délibération a eu lieu non sous la présidence du magistrat directeur, mais sous celle d'un des jurés (Civ. cass. 27 déc. 1886, aff. Pinat, D. P. 87. 1. 176).

**559.** On a vu au *Rép.* n° 535 que, lorsque les jurés ont terminé leur délibération, ils rentrent en séance publique où le président donne lecture de la décision et la remet au magistrat directeur. Mais aucune disposition de loi ne met obstacle à ce que lecture de la décision soit faite par le magistrat directeur lui-même (Civ. rej. 3 juill. 1865, aff. Bourquey, D. P. 65. 5. 179), ou par le greffier (Civ. rej. 17 déc. 1872, aff. Verlaquet, D. P. 72. 5. 232). Dans tous les cas, qu'elle soit lue par le président du jury, le greffier ou le magistrat directeur, la décision du jury doit être, à peine de nullité, proclamée et déclarée exécutoire par le magistrat directeur en audience publique et en présence des jurés (*Rép.* n° 537; Civ. cass. 29 juin 1869, aff. Labretonnerie, D. P. 69. 1. 344; Civ. rej. 11 mai 1881, aff. Martin, D. P. 82. 1. 462; Civ. cass. 12 juin 1883, aff. Jarry, D. P. 83. 1. 400).

**560.** Si la décision est irrégulière, obscure ou incomplète, le magistrat directeur peut renvoyer les jurés dans la salle de leurs délibérations pour la rectifier (*Rép.* n° 536), notamment, pour réparer un oubli portant sur un point où il existait entre les parties un accord judiciaire, et où il n'y avait qu'à leur donner acte de leur mutuel consentement. Ce renvoi n'entraîne pas la nullité de la décision du jury, et ne constitue pas une infraction à la règle qui prescrit aux jurés de statuer sans désenparer (Civ. cass. 20 août 1860, aff. Ville d'Aix, D. P. 60. 1. 415). Le magistrat directeur doit même, dans certains cas, prononcer le renvoi; par exemple, si, au cours de la lecture de la décision par le greffier, tous les jurés déclarent spontanément, et si le président reconnaît que la somme écrite dans la décision n'est pas celle qui a été fixée, le magistrat directeur doit renvoyer les jurés dans la chambre de leurs délibérations, pour rectifier en la forme le chiffre énoncé par erreur et rétablir celui qui avait été réellement fixé et qui était acquis aux parties (Civ. rej. 27 janv. 1869, aff. Dame Jaume, D. P. 69. 1. 243, 5<sup>e</sup> espèce). On ne saurait prétendre qu'il y ait, dans ces circonstances, violation de la règle que le jury doit délibérer sans désenparer. En effet, en présence de la déclaration unanime des jurés, le magistrat directeur ne peut ni déclarer acquise à l'exproprié l'indemnité inscrite au texte de la décision, ni rectifier lui-même le chiffre annoncé et y substituer le chiffre réellement accordé; son devoir, alors qu'il s'agit uniquement de corriger un chiffre mal écrit ou mal exprimé, est d'indiquer aux jurés le moyen légal de réparer l'erreur purement matérielle par eux signalée et de les renvoyer dans leur chambre des délibérations, non pour y discuter de nouveau, au fond, le chiffre de l'indemnité, mais uniquement

pour rectifier, en la forme, le chiffre qui a été exprimé par erreur, et rétablir le véritable chiffre.

**561.** Au contraire, le magistrat directeur ne pourrait inviter le jury à reviser le fond de sa décision et à modifier le chiffre de l'indemnité primitivement accordée. Une fois lue à l'audience, cette décision est irrévocable, et elle ne peut être attaquée que par la voie du pourvoi en cassation. Le renvoi du jury dans la salle des délibérations à l'effet de la modifier violerait la règle posée dans l'art. 38 de la loi du 3 mai 1841, d'après laquelle les jurés, en matière d'expropriation, doivent délibérer sans désenparer (De-lalleau et Jousset, t. 1, n° 617; Crépon, art. 38, n° 322, p. 273; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 138). En effet, lorsque le jury, rentré dans la chambre de ses délibérations, ne s'est pas borné à rectifier une erreur matérielle, mais que par suite d'explications fournies à l'audience, lors de la lecture de la première décision, sur les documents qui lui avaient été soumis, il a modifié le chiffre de l'indemnité qu'il avait d'abord fixé, il y a *désenparé* et nullité de la décision, sans que celle nullité soit couverte par le silence de la partie intéressée au moment où le jury se retirait pour délibérer une seconde fois (Civ. cass. 1<sup>er</sup> mai 1877, aff. Commune de Fresnes, D. P. 77. 1. 472). — De même si, lorsque le chef du jury a fait connaître à l'audience le chiffre de l'indemnité accordée à l'exproprié, le magistrat directeur, estimant que cette somme est supérieure à la demande, rend, après des explications échangées avec les jurés, une ordonnance renvoyant ceux-ci en leur chambre, non pas pour rectifier une erreur matérielle qui se serait glissée dans la première décision, mais pour délibérer de nouveau, il commet un excès de pouvoir qui entraîne la nullité de la décision (Civ. cass. 15 juin 1885, aff. Veuve de Provigny, D. P. 87. 1. 72).

**562.** On a vu au *Rép.* n° 541 que la décision du jury est définitive et irrévocable, sauf le recours en cassation ouvert dans les cas qui sont limitativement prévus par l'art. 42 de la loi du 3 mai 1841. La décision du jury d'expropriation portant règlement de l'indemnité due à l'exproprié n'est donc soumise à aucun recours, même sous prétexte que le jury aurait été trompé sur la nature de la propriété frappée d'expropriation. Ainsi l'indemnité allouée pour un terrain en talus, avec réserve des droits de l'exproprié à raison du préjudice qui résulterait pour lui de travaux antérieurs à l'expropriation et dont la légalité se trouvait soumise à l'appréciation de la juridiction ordinaire, ne peut, à l'occasion de cette dernière contestation, être remise en question devant l'autorité judiciaire, sur le motif que le terrain exproprié était à l'état de surface plane avant les travaux litigieux, et devait, dès lors, donner lieu à l'allocation d'une indemnité supérieure à celle fixée par le jury (Civ. cass. 6 mai 1862, aff. Richarme, D. P. 62. 1. 307).

**563.** — III. DURÉE DES FONCTIONS DU JURY. — CLOTURE DE LA SESSION. — On a exposé au *Rép.* n° 543 que le jury d'expropriation n'est compétent, aux termes de l'art. 44 de la loi du 3 mai 1841, que pour les affaires dont il a été saisi au moment de sa convocation. Cette compétence ne s'étend donc qu'aux affaires dont la décision, lui a été confiée en vertu du jugement d'expropriation, auquel se réfère la déclaration de la cour ou du tribunal qui désigne et institue les jurés. En conséquence, la décision par laquelle le jury statue sur une demande d'indemnité, formée à raison d'un immeuble non compris au jugement d'expropriation, est nulle, malgré le consentement donné par les parties à ce que l'affaire soit portée devant ce jury (Civ. cass. 27 août 1856, aff. Poiret, D. P. 56. 1. 334). Il faudrait, pour que le jury pût régler l'indemnité, qu'il s'agit d'un immeuble atteint d'une expropriation partielle, dont le propriétaire aurait consenti à céder la portion qui n'était pas comprise au jugement, sans qu'il y ait accord sur le prix. Le consentement des parties vaudrait alors pour cette portion de l'immeuble, puisqu'il s'agirait d'une cession amiable, et le jury serait compétent pour régler, avec l'indemnité de l'expropriation, celle de la cession que les parties y auraient ajoutée et auraient laissée à son appréciation. — Mais c'est le seul cas où une telle prorogation de juridiction soit possible, et si, notamment, des immeubles appartenant aux mêmes propriétaires avaient été frappés d'expropriation par des jugements distincts, suivis de la désignation de jurés également différents, l'un de ces jurys ne pourrait être saisi,

même du consentement des parties, du règlement des indemnités dues pour les expropriations auxquelles se référerait la formation des autres jurys (Civ. cass. 26 déc. 1859, aff. Laporte, D. P. 60. 1. 39). Il n'appartiendrait pas, en effet, au magistrat directeur ou aux parties de dessaisir l'un des jurys d'une affaire pour laquelle il aurait été institué, et d'en saisir un autre jury.

**564.** Pour que le jury soit saisi, il ne suffit pas qu'un immeuble soit au nombre de ceux pour lesquels le jugement a prononcé l'expropriation, il faut encore qu'il y ait litige né entre les parties. Un arrêt (Civ. cass. 14 janv. 1851, cité au *Rep.* n° 544), avait jugé, en ce sens, qu'un jury n'est compétent qu'à l'égard des indemnités litigieuses au moment de sa convocation. Si donc une parcelle, bien que dénommée et comprise au jugement d'expropriation, n'avait été l'objet d'aucune offre de la part de l'expropriant ni d'aucune demande ou réclamation de la part de l'exproprié, si elle n'avait pas été portée au tableau des offres et des demandes mis sous les yeux du jury et si, enfin, le procès-verbal ne contenait, au sujet de cette parcelle, nulle trace des dires ou observations de la part des parties, le jury serait incompétent pour fixer l'indemnité afférente à cette parcelle, et l'on ne pourrait demander la nullité de sa décision, sous prétexte qu'elle aurait laissé en dehors du règlement de l'indemnité l'une des parcelles expropriées (Civ. rej. 11 juin 1860, aff. Beaunebaurie, D. P. 60. 1. 405). Jugé, en conséquence, que, si les offres ne sont faites pour certaines parcelles que le lendemain de la clôture de la session, dans laquelle le jury a statué sur toutes les affaires qui lui avaient été déferées, ce jury ne peut fixer l'indemnité pour lesdites parcelles (Arrêt précité du 14 janv. 1851). — A plus forte raison le jury ne serait-il pas compétent pour statuer sur des offres qui n'auraient été signifiées qu'après le renouvellement par le conseil général de la liste annuelle sur laquelle il a été choisi (*Rep.* n° 545) et ne pourrait-il être convoqué à nouveau pour cet objet (Civ. cass. 16 juin 1858, aff. Ville du Mans, D. P. 58. 1. 325; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 306) (V. d'ailleurs en ce qui concerne les effets du renouvellement de la liste du jury, *supra*, n° 333 et suiv.).

**565.** — IV. DÉPÔT DES PIÈCES AU GREFFE. — Le dépôt des minutes des décisions et des autres pièces qui se rapportent aux opérations du jury, prescrit par l'art. 46 de la loi du 3 mai 1841 (*Rep.* n° 547), doit être fait au greffe du tribunal d'arrondissement, aussi bien quand l'expropriation a lieu en exécution de la loi du 21 mai 1836 pour l'ouverture ou le redressement des chemins vicinaux que lorsqu'elle est poursuivie conformément à la loi du 3 mai 1841. « Que le tribunal civil, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 311, ait choisi pour magistrat directeur un de ses membres, ou que, comme le paragraphe 2 de l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836 lui en donne le droit, il ait désigné à cet effet le juge de paix du canton, ce magistrat n'agit toujours que comme délégué du tribunal civil qu'il représente. C'est donc au greffe du tribunal civil, et non au greffe de la justice de paix que doit se faire le dépôt des minutes et des pièces. » Cependant la cour de cassation a rejeté un pourvoi fondé sur ce que le dépôt prescrit par l'art. 46 avait été fait au greffe de la justice de paix, cet article n'étant pas du nombre de ceux dont l'inobservation donne, aux termes de l'art. 42, ouverture à cassation (Civ. rej. 29 déc. 1848, aff. Faugières C. Commune d'Olliegues, cité par Daffry de la Monnoye, *ibid.*).

§ 6. — Ordonnance d'exécution à rendre par le magistrat directeur. — Envoi en possession. — Frais et dépens. — Notification de la décision du jury (*Rep.* n° 548 à 566).

**566.** L'art. 41, comme on l'a exposé au *Rep.* n° 548, donne mission au magistrat directeur de rendre exécutoire la décision du jury, de statuer sur les dépens et d'envoyer l'Administration en possession des biens expropriés.

**567.** — I. ORDONNANCE D'EXÉCUTION ET ENVOI EN POSSESSION. — On a vu au *Rep.* n° 549 que, si la loi du 3 mai 1841 ne prescrit pas au magistrat directeur de rendre l'ordonnance d'envoi en possession immédiatement après la décision du jury, l'obligation de procéder ainsi n'en résulte pas moins, pour ce magistrat, de la combinaison des art. 41 et 42. L'or-

donnance doit donc être rendue immédiatement et en séance publique, en présence des jurés et des parties. Aussi, le procès-verbal doit-il constater régulièrement la lecture de l'ordonnance par le magistrat directeur en audience publique et à la suite de celle de la décision du jury. — Toutefois le défaut d'une mention expresse n'entraîne pas la nullité de l'ordonnance, si la preuve de son existence et de la lecture publique ressort de la minute même de l'ordonnance, dont la rédaction par acte séparé et distinct a eu lieu conformément aux règles du droit commun en matière de décisions rendues par les tribunaux (Civ. rej. 11 mai 1881, aff. Martin, D. P. 82. 1. 462). En effet, s'il résulte d'un arrêt (15 avr. 1840) que rien n'oblige à rédiger l'ordonnance en minute séparée et distincte du procès-verbal (*Rep.* n° 549), il est certain, à l'inverse, que le procès-verbal des opérations du jury, la décision des jurés et l'ordonnance d'exécution du magistrat directeur peuvent faire l'objet d'actes distincts et séparés (Civ. rej. 21 mars 1877, aff. Vitou de Jassaud, D. P. 78. 1. 439).

**568.** Lorsqu'il a été ainsi rédigé plusieurs actes séparés, les énonciations de ces documents se complètent les uns par les autres et, à moins de contradiction manifeste, un défaut de concordance dans leurs termes ne peut être une cause de nullité. Il n'y a pas, notamment, à tenir compte de quelques différences de rédaction entre le procès-verbal des opérations et la minute de la décision du jury, relativement à l'indication des parties intéressées, si l'ensemble de ces actes ne laisse aucun doute sur la désignation de ces parties (Arrêt précité du 21 mars 1877). « On ne saurait, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 272, retourner contre la décision les insuffisances ou les erreurs de langage de l'ordonnance qui l'a suivie; la décision saurait plutôt l'ordonnance, nonobstant les insuffisances ou les imperfections de celle-ci. Lors, par exemple, qu'une difficulté s'étant élevée sur le point de savoir si une certaine parcelle était ou non comprise dans le jugement d'expropriation, une indemnité distincte et éventuelle a été fixée pour cette parcelle par le jury, l'ordonnance par laquelle le magistrat directeur a déclaré, purement et simplement, envoyer l'expropriant en possession des terrains expropriés n'efface pas, par la généralité de ces termes, la distinction que la décision avait faite; la décision restreint, au contraire, l'applicabilité de l'ordonnance aux terrains que l'autorité compétente aura reconnus être réellement compris dans l'expropriation ». Si donc le procès-verbal des opérations du jury et les conclusions qu'il relate permettent de constater que les parties ont été d'accord sur l'hypothèse dans laquelle l'indemnité devrait être accordée, il y a lieu de rectifier à l'aide de ces énonciations les erreurs matérielles qui peuvent exister dans la rédaction de l'ordonnance du magistrat directeur et dans la décision du jury, et de restituer ainsi à cette décision le seul sens juridique qu'elle comporte (Civ. rej. 27 août 1883, aff. Bro de Comères, D. P. 84. 1. 423).

**569.** L'ordonnance d'envoi en possession rendue par le magistrat-directeur s'applique à tous les immeubles explicitement désignés dans la décision du jury; lors, par exemple, que cette décision déclare que les *hors ligne* sont compris dans l'indemnité allouée, l'envoi en possession prononcé par le magistrat directeur s'applique à ces hors ligne aussi bien qu'aux autres terrains (Civ. rej. 2 févr. 1869, aff. Hugues, D. P. 69. 1. 243).

**570.** Le magistrat directeur n'a de pouvoir juridictionnel qu'au seul point de vue de la liquidation des dépens (*Rep.* n° 554); les pouvoirs en vertu desquels il rend l'ordonnance d'exécution ne sont pas au nombre des actes de juridiction. Lorsqu'il déclare la décision du jury exécutoire, il ne fait qu'imprimer à cette décision le sceau de l'autorité judiciaire et, par conséquent, la force d'exécution qui, dans d'autres cas, est conférée par le ministère du président du tribunal. Les déclarations du magistrat directeur dans l'ordonnance d'envoi en possession ne peuvent donc changer le caractère de la décision du jury et, notamment, rendre conditionnel ou éventuel un refus d'indemnité formulé en termes absolus. Ainsi, lorsque le jury a refusé d'allouer à l'exproprié une indemnité à raison de la suppression d'une source, il n'y a pas à tenir compte de la déclaration du magistrat directeur, contenue dans l'ordonnance d'envoi en possession, et donnant acte de la promesse de l'expropriant qu'aucune modi-



de l'action des propriétaires d'un terrain exproprié pour l'agrandissement de l'enceinte d'une place de guerre, tendant à faire décider que l'indemnité allouée éventuellement par le jury à raison de la dépossession définitive du sous-sol lui est définitivement acquise, et l'Administration n'est pas fondée à se prévaloir de ce que l'exploitation des carrières renfermées dans le sous-sol de la propriété litigieuse située dans la zone des servitudes militaires ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du ministre de la guerre, pour soutenir que la question réservée par le jury d'expropriation devait être portée devant ledit ministre (Trib. confl. 29 nov. 1884, aff. Dumolard, D. P. 86. 3. 65). De même, lorsqu'un jury d'expropriation a alloué à l'exproprié une indemnité pour toutes causes de dépréciation, sauf une somme éventuellement fixée pour la stagnation des eaux sur une partie de la propriété restée en dehors de l'emprise, en ajoutant : « si le jury est compétent », il appartient exclusivement aux tribunaux civils de décider si l'appréciation du dommage en vue duquel a été fixée cette indemnité éventuelle rentrait ou non dans la compétence du jury (Besançon, 23 janv. 1889, aff. Petiet, D. P. 90. 2. 49).

**586.** Il appartient encore à l'autorité judiciaire de décider si l'exproprié qui réclame de l'Etat le paiement de son indemnité doit justifier et justifie de la mainlevée des inscriptions hypothécaires prises sur son immeuble. Mais l'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur la question de savoir si le réclamant a encouru la déchéance établie contre les créanciers de l'Etat par les lois de la matière, notamment par la loi du 29 janv. 1831 (Cons. d'Et. 14 juin 1862, aff. Lechevallier, D. P. 62. 3. 84).

**587.** Les mêmes principes s'appliquent en cas de cession amiable de terrains nécessaires aux travaux : c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur les difficultés auxquelles donnent lieu ces cessions et, par suite, de décider si le cas prévu par un acte de cette nature, pour l'allocation d'une indemnité supplémentaire, s'est réalisé ; l'autorité judiciaire est également compétente pour régler, dans ce cas, l'indemnité due au propriétaire (Cons. d'Et. 28 nov. 1861, aff. Berthon, D. P. 62. 3. 55).

Elle est encore compétente lorsque l'indemnité due au propriétaire exproprié a été réglée amiablement en travaux à exécuter par l'expropriant et que, sur le refus de ce dernier d'exécuter les travaux convenus, malgré la prise de possession du terrain cédé, le propriétaire y a fait procéder lui-même. L'action que celui-ci dirige ensuite contre l'expropriant en remboursement de la valeur de ces travaux ne repose pas sur un simple fait de dommage né de l'exécution de travaux publics, mais est une conséquence de la dépossession dont la connaissance appartient nécessairement aux tribunaux civils (Paris, 12 déc. 1851, aff. Commune d'Etampes, D. P. 54. 5. 342).

#### ART. 3. — Des diverses indemnités et de leur évaluation (Rép. n° 570 à 571).

**588.** Aux termes de l'art. 48 de la loi du 3 mai 1841, le jury est le juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes qui seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité (Rép. n° 570). Mais comme on l'a exposé au Rép. *ibid.*, le jury n'est juge de la sincérité et de l'effet des actes qu'autant que l'appréciation qu'il aurait à en faire intéresse la quotité de l'indemnité, et non lorsqu'elle nécessite une décision sur l'existence même du droit à cette indemnité. Ainsi le jury devant lequel la sincérité d'une prolongation de bail est contestée par l'Administration qui dénie, par suite, au locataire tout droit à une indemnité à raison de cette prolongation, est sans compétence pour statuer sur la contestation et fixer une indemnité définitive d'après la solution qu'il aura admise (Civ. cass. 28 janv. 1857, aff. Rémond et aff. Ourback, D. P. 57. 1. 47). Il en est de même lorsque l'expropriant conteste, non pas seulement la sincérité d'un bail écrit, mais l'existence même de ce bail et le droit du locataire d'y puiser une cause d'indemnité, en se fondant, par exemple, sur ce que l'acte invoqué est postérieur au décret d'expropriation (Civ. cass. 14 avr. 1857, aff. Brajon, aff. Levallois et aff. Benda, D. P. 57. 1. 166, 3 arrêts). De telles contestations présentent les caractères d'un litige sur le fond du droit, à renvoyer devant les tribunaux, et le

jury doit, dès lors, se borner à fixer une indemnité, alternative, se référant à la double hypothèse qui doit être soumise aux juges ordinaires (V. encore Civ. cass. 31 juill. 1867, aff. Franchet, D. P. 67. 1. 318 ; 23 mars 1868, aff. Cothias, D. P. 68. 1. 224 ; 23 nov. 1870, aff. Delamarre, D. P. 70. 1. 318 ; 2 juill. 1883, aff. Laborie, D. P. 84. 1. 435).

**589.** Il ne faut pas appliquer avec une rigueur absolue la règle déjà exposée au Rép. n° 570, d'après laquelle l'indemnité ne doit comprendre que le dommage éprouvé, sans tenir compte du gain dont le propriétaire a été privé par l'expropriation. Ainsi, sans doute, on ne doit pas tenir compte, pour l'évaluation de l'indemnité, de l'augmentation de valeur que l'exécution des travaux est susceptible de produire dans un avenir plus ou moins rapproché ; on ne devrait pas, par exemple, évaluer la propriété comme si les travaux avaient été exécutés sans qu'elle fût atteinte. Mais il n'en est pas moins vrai, comme le remarque M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 28-29, que l'annonce des travaux suffit souvent à donner aux propriétés une plus-value et à augmenter, par conséquent, leur valeur actuelle ; on verra que le jury peut tenir compte de cette plus-value.

#### § 1<sup>er</sup>. — Indemnité due au propriétaire (Rép. n° 572 à 603).

**590.** L'indemnité qui doit être allouée au propriétaire se compose de divers éléments : en premier lieu, elle doit comprendre la valeur vénale actuelle de l'immeuble (Rép. n° 572), c'est-à-dire la valeur que le propriétaire pourrait réaliser si, au moment où l'expropriation a lieu, son immeuble n'était pas atteint par les travaux et qu'il fût l'objet d'une vente amiable. La plus-value éventuelle que, dans un délai plus ou moins rapproché, l'exécution des travaux peut faire acquérir à la propriété ne doit donc être prise en considération que dans la mesure où l'annonce des travaux a pu déjà accroître la valeur des immeubles appelés par leur situation à en profiter (Rép. n° 573). Le jury peut, par exemple, tenir compte, dans son estimation, de la situation qu'un terrain occupe dans un quartier pour lequel des projets d'amélioration ont été faits, alors que, pour déterminer le chiffre à allouer, il fait simplement acception de la plus-value déjà effectivement acquise audit terrain au moment de la prise de possession, en raison des projets d'amélioration dont il s'agit (Req. 9 avr. 1884, aff. Gardelle, D. P. 84. 1. 287) ;... Ou encore de la valeur qu'aurait pu avoir l'immeuble exproprié lors de la réalisation d'un plan municipal qui devait convertir ce terrain en rue (Civ. cass. 9 juill. 1836, aff. d'Avancourt, D. P. 56. 1. 293). C'est là, à dit avec raison la cour de cassation dans ce dernier arrêt, un élément d'appréciation de la valeur actuelle, et non pas d'une plus-value éventuelle ; un tel élément, en effet, entrerait certainement en ligne de compte dans toute vente volontaire de l'immeuble qui interviendrait à l'époque où l'expropriation a lieu.

**591.** Du principe que c'est la valeur actuelle de l'immeuble, c'est-à-dire sa valeur au moment de l'expropriation qui doit servir de base à l'évaluation de l'indemnité, il résulte que, si des terrains ont été occupés par l'Administration sans expropriation préalable, c'est au moment où l'indemnité est réglée par le jury qu'il faut se placer pour en apprécier la valeur, et non au moment de l'occupation (Civ. rej. 7 févr. 1876, aff. Cély, D. P. 76. 1. 273). En effet, la propriété n'est transmise à l'Administration que par l'expropriation opérée conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841 et dans les formes réglées par cette loi. Jusque-là il ne peut y avoir transmission de propriété à l'Etat sans le consentement du propriétaire ou sans l'intervention d'un acte judiciaire qui en tienne lieu. Il peut sans doute arriver, par le fait que l'Administration a affecté l'immeuble à des ouvrages et établissements d'utilité publique, que le propriétaire ait été mis dans l'impossibilité légale de réclamer devant les tribunaux autre chose qu'une indemnité pécuniaire ; mais il ne s'ensuit pas que la propriété ait été, par le fait même des travaux, immédiatement transmise à l'Administration. C'est donc au moment où l'expropriation est régularisée que la valeur de l'immeuble doit être appréciée.

**592.** Comme on l'a vu au Rép. n° 577, le jury doit tenir compte dans son estimation de tout ce qui contribue à

accroître la valeur de l'immeuble : les constructions, les arbres, les récoltes, etc., sous réserve bien entendu de la disposition de l'art. 52 de la loi du 3 mai 1841, aux termes duquel « les constructions, plantations et améliorations ne donnent lieu à aucune indemnité lorsqu'à raison de l'époque où elles auront été faites, ou de toutes autres circonstances dont l'appréciation lui est abandonnée, le jury acquiert la conviction qu'elles ont été faites dans la vue d'obtenir une indemnité plus élevée ». Mais cet article ne peut être invoqué que par l'Administration. Spécialement, le propriétaire d'un fonds inférieur ne peut se prévaloir, pour se faire attribuer l'indemnité d'expropriation d'une source, de ce que, postérieurement au décret qui a déclaré l'utilité publique de cette source, le propriétaire du fonds supérieur a fait des travaux de détournement qui ont pour effet d'empêcher la source de continuer à jaillir sur le fonds inférieur (Req. 4 déc. 1860, aff. Commune de Varennes, D. P. 61. 1. 149).

**593.** L'usage auquel le propriétaire emploie la chose expropriée doit évidemment être pris en considération. Ainsi il a été jugé que l'expropriation, pour cause d'utilité publique, d'une source antérieurement acquise pour le service d'une usine appartenant à l'exproprié, donne lieu à indemnité, non pas seulement à raison de la propriété même de la source, mais aussi à raison du préjudice causé à l'usine par le détournement des eaux qui la mettaient en mouvement; on objecterait vainement que l'indemnité doit alors être calculée, à l'égard de l'acquéreur de la source, comme elle l'eût été à l'égard de son vendeur et, par conséquent, abstraction faite de la destination industrielle qu'il a donnée à cette source, dès l'instant que l'acquisition a été faite antérieurement à la déclaration d'utilité publique, et non pas en vue d'obtenir une indemnité plus élevée, mais pour maintenir, contre toute éventualité, un état de chose préétabli et non contesté depuis plus d'un siècle (Req. 27 mai 1868, aff. Boigues, D. P. 69. 1. 226).

**594.** La question de savoir si les objets qui sont attachés au sol à perpétuelle demeure, c'est-à-dire ceux qui sont immeubles par destination, doivent être compris dans l'indemnité dépend de celle de savoir si ces objets sont ou ne sont pas compris dans l'expropriation. Cette dernière question a été résolue au *Rép.* n° 36; et la solution que nous avons admise, d'après laquelle ces objets ne sont pas compris dans l'expropriation toutes les fois qu'ils peuvent être détachés de l'immeuble exproprié et ne font pas corps avec lui, nous paraît toujours la plus juridique. Dès lors, s'ils doivent, ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 580, entrer en ligne de compte pour le calcul de l'indemnité, ce n'est qu'autant qu'ils ne peuvent être séparés du fonds. On ne doit donc pas comprendre dans l'indemnité ceux de ces objets qui n'ont été immobilisés que d'une manière fictive, par exemple les pailles, engrais, animaux, instruments agricoles, etc., ou encore, dans l'exploitation d'un pépiniériste, les châssis, arbres, arbustes, plantes, terreaux, etc. (Civ. rej. 13 juill. 1852, aff. Mercier, D. P. 52. 1. 202).

**595.** La présence dans le sol exproprié de mines ou carrières en exploitation doit être prise en considération pour l'évaluation de l'indemnité (*Rép.* n° 583). L'indemnité doit, en effet, représenter l'entière valeur du sol frappé d'expropriation et, comme aux termes de l'art. 552 c. civ., la propriété du sol comprend la propriété du dessous, l'indemnité doit évidemment comprendre, non seulement la valeur de la superficie, mais encore celle des richesses minérales que le sol renferme et dont le propriétaire est dépossédé par l'expropriation (Civ. cass. 21 déc. 1858, aff. Clerget de Saint-Léger, D. P. 59. 1. 25). Aussi, quand le sol renferme une mine en exploitation, concédée à des tiers, l'indemnité doit-elle s'étendre, ainsi qu'on l'a vu au *Rép. ibid.*, à la redevance que les exploitants sont tenus de payer au propriétaire de la surface, conformément à la loi sur les mines. Mais les exploitants n'ont eux-mêmes droit à une indemnité qu'autant que la mine est atteinte par l'expropriation (V. *supra*, n° 27).

**596.** Le jury, dans ce cas, jouit, comme en toute autre circonstance, d'une entière liberté d'appréciation. Il n'est pas tenu, notamment, comme l'a enseigné M. Herson (*De l'expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 252) de se conformer à l'art. 44 de la loi du 21 avr. 1810 et de fixer l'indemnité

due au propriétaire de la surface au double de la valeur du terrain. En effet, ainsi que le constate M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 69, l'art. 44 de la loi de 1810 n'est applicable qu'au cas où le propriétaire exige du concessionnaire des mines l'acquisition des terrains occupés ou dégradés par les recherches ou les travaux des mines; il ne saurait s'étendre au delà, et, pour qu'il fût sans influence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, la loi de 1841 n'avait besoin de l'abroger ni d'y faire exception.

**597.** Lorsque la carrière ou la mine ne sont pas exploitées, on a vu au *Rép.* n° 583, 2<sup>e</sup> al., que, dans un système, on refuse au propriétaire tout droit à réclamer une indemnité pour la valeur des richesses enfouies dans le sol. Cette opinion se fonde sur l'art. 55 de la loi du 16 sept. 1807, relatif à l'extraction de matériaux pour les travaux publics, et d'après lequel la valeur des matériaux ne doit être payée qu'autant que la carrière est en exploitation. Mais cette doctrine nous a paru devoir être écartée. Telle est également l'opinion de M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 73. « L'indemnité, dit cet auteur, doit représenter la valeur exacte de la chose; il est donc de principe qu'on doit apprécier la chose telle qu'elle est, non seulement avec les avantages dont le propriétaire se sert actuellement, mais avec ceux qui s'y trouvent à sa disposition ». Sans doute on ne peut imposer au jury l'obligation de tenir compte de l'existence de richesses souterraines, et l'exproprié ne pourrait se faire un grief de ce que le jury ne s'en serait pas pré-occupé; mais l'expropriant serait, de son côté, mal venu à se plaindre de ce qu'il les aurait prises en considération. Le jury, d'ailleurs, n'est pas tenu de rendre compte des motifs qu'il a eus de déterminer le chiffre de l'indemnité qu'il accorde, et aucun motif de droit ne peut l'empêcher de prendre en considération, pour évaluer l'indemnité, les matériaux ou les minerais que le sous-sol renferme.

MM. Delalleau et Jousset, t. 1, p. 332, objectent, il est vrai, spécialement en ce qui concerne les mines, qu'une mine ne devenant propriété privée que par l'acte de concession émanant de la puissance publique, personne ne peut, jusqu'à cette concession, ni l'exploiter ni s'en prétendre propriétaire et réclamer à ce titre une indemnité en cas d'expropriation. Mais cette circonstance, si vraie qu'elle soit, est indifférente en ce qui concerne l'évaluation de la propriété du sol; elle n'empêche pas que l'existence de minerais dans le tréfonds ne constitue pour le propriétaire une éventualité favorable, celle où, la mine venant à être concédée et exploitée il aurait droit à la redevance que lui attribuent les art. 6 et 42 de la loi du 21 avr. 1810. Dès lors, cette éventualité est un des éléments constitutifs de la valeur de la propriété expropriée et « il ne serait pas juste, comme le dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 76, dans la fixation de l'indemnité, de refuser de lui tenir compte de l'éventualité favorable, très probable en certains cas, que l'expropriation lui enlève, alors que cette éventualité a pour cause principale, non une circonstance fortuite ou l'acte arbitraire d'une tierce personne, mais la nature même de la propriété ». Sans doute, la valeur que l'expropriation peut, en pareil cas, faire perdre au propriétaire sera d'une évaluation difficile (de Perrony et Delamarre, n° 503). Mais il ne s'ensuit pas qu'on puisse refuser, en droit, au propriétaire, la faculté de faire valoir devant le jury la richesse souterraine du sol et de lui fournir les éléments d'appréciation qu'il aura lui-même réunis; le jury de son côté pourra tenir compte de la plus-value que l'existence des richesses souterraines autorise à reconnaître, dans les limites de la vraisemblance et de l'équité. C'est, d'ailleurs, la doctrine qui résulte de l'arrêt du 21 déc. 1858 cité *supra*, n° 595.

**598.** Comme on l'a exposé au *Rép.* n° 585, à l'indemnité principale, qui représente la valeur de l'immeuble exproprié, peuvent s'ajouter, suivant les circonstances, d'autres indemnités accessoires et accidentelles, à raison des dommages subis par l'exproprié, pourvu qu'ils soient des conséquences directes et actuelles de l'expropriation. Parmi ces dommages, on a cité d'abord, au *Rép. ibid.* ceux qui résultent du morcellement de la propriété et des dépenses qui peuvent en résulter. Décidé, en ce sens, que l'importance de l'indemnité doit être calculée en raison, tant de la valeur des biens, que du préjudice que le propriétaire dépossédé

peut éprouver, soit par la dépréciation de la portion de propriété qui reste entre ses mains, soit par la dépense qu'il sera obligé de faire pour coordonner cette portion de propriété qui lui reste, à la disposition ultérieure des lieux (Civ. cass. 18 févr. 1857, aff. d'Ailly, D. P. 57. 1. 74; Civ. rej. 8 juill. 1862, aff. Tenet, D. P. 62. 1. 379, 5<sup>e</sup> espèce).

Peu importe, même au point de vue de la dépréciation des portions restantes, que le propriétaire ne possède plus ces portions au moment où l'indemnité est réglée, s'il est constant qu'il s'en est dessaisi par une vente dont l'expropriation avait eu pour effet de diminuer le prix (Civ. rej. 30 janv. 1865, aff. Ville de Chalon-sur-Saône, *Bull. civ.* p. 41). C'est là, en effet, une conséquence directe et actuelle de l'expropriation.

599. L'application du même principe a conduit à décider que l'indemnité peut comprendre la réparation du dommage résultant, pour la partie expropriée, de la nécessité où elle se trouve de se procurer une autre habitation pour y exercer une industrie à laquelle les locaux expropriés étaient affectés; le dommage, en pareil cas, n'est, en effet, ni incertain ni éventuel et résulte bien du fait même de l'expropriation (Civ. rej. 25 juill. 1883, aff. Ville de Cherbourg, D. P. 84. 1. 344).

600. Il faut en dire autant du préjudice qui résulte pour un propriétaire de la mise à l'état d'enclaves de parcelles non expropriées (Civ. cass. 31 juill. 1876, aff. Fontaneau, D. P. 77. 1. 468) et du dommage résultant pour un exproprié dont la propriété est coupée en deux par un chemin de fer, de l'augmentation des frais de garde de ses troupeaux, de la nécessité d'empêcher un chemin conduisant à un passage à niveau et soumis à un usage plus fréquent; ou de créer un passage latéral au chemin de fer et bordé d'un fossé; ou d'établir des clôtures le long du passage à niveau (Req. 16 mai 1881, aff. Gonse, D. P. 84. 5. 251).

601. Il a également été jugé que, si l'expropriation peut avoir pour résultat de priver l'exproprié du passage à travers la propriété voisine pour la vidange d'une fosse d'aisance et doit entraîner la fermeture de certaines fenêtres, le préjudice qui en résulte est un élément de l'indemnité qui doit être fixée par le jury (Civ. rej. 14 juin 1882) (1) ...; — Que l'indemnité, accordée à une commune expropriée pour cause d'utilité publique, de plusieurs chemins publics doit comprendre le dommage résultant des emprises, occupations ou changements qui sont pratiqués sur ces chemins, comme se rattachant directement à l'expropriation (Civ. rej. 20 mai 1870, *infra*, n° 742). Le dommage peut, en effet, être con-

sidé comme une conséquence directe de l'expropriation lorsqu'il ne résulte pas de changements apportés aux projets primitifs dans l'exécution des travaux qui ont suivi l'expropriation, mais de l'assiette de ces travaux tels qu'ils sont déterminés par les plans qui ont servi à l'expropriation et qui ont été soumis aux parties et au jury. La cause du dommage provient bien alors, non des travaux, mais du fait même de l'expropriation et elle en est la conséquence directe, qui peut être immédiatement appréciée, à la différence de ce qui a lieu lorsque le préjudice résulte de la manière dont les travaux sont exécutés.

602. Décidé encore que le jury est compétent pour fixer l'indemnité demandée à raison du dommage devant résulter de la stagnation des eaux dans la partie non expropriée. Dans l'espèce, la compagnie de chemin de fer expropriante, après avoir promis de procurer, par un aqueduc, un écoulement aux eaux de la partie supérieure d'un pré dans la partie inférieure, avait ensuite refusé d'accomplir sa promesse : la cour de cassation a jugé qu'il y avait dans les circonstances de la cause, non pas un dommage éventuel et problématique, mais un préjudice imminent et certain, suite directe de l'expropriation (Civ. rej. 21 juill. 1875, aff. Prat, D. P. 75. 1. 415. V. aussi Besançon, 23 janv. 1889, aff. Petiet, D. P. 90. 2. 49).

603. On doit également ranger parmi les dommages qui peuvent être réglés par le jury, les conséquences de l'état d'enclave résultant de l'assiette d'un passage à niveau sur une ligne ferrée telle qu'il était figuré sur le plan soumis au jury (Civ. cass. 15 janv. 1879) (2).

Il en est de même s'il résulte des plans parcellaires soumis au jury que, en détachant certaines parcelles de l'ensemble du tènement d'une usine, l'emprise a par elle seule, dans une certaine mesure, isolé les bâtiments affectés à l'usine et produit une gêne et des difficultés d'accès sur la voie publique, soit pour le service de l'usine soit pour celui du surplus de la propriété (Civ. rej. 23 avr. 1883, aff. Perret, D. P. 83. 1. 391); — Ou lorsque l'expropriation a pour effet de diminuer le volume d'eau servant de force motrice à un moulin et par conséquent de diminuer cette force motrice (Civ. rej. 8 juill. 1862, aff. Ville de Bordeaux, 5<sup>e</sup> espèce, D. P. 62. 1. 381).

604. Sont encore considérés comme des suites directes de l'expropriation ... le dommage provenant de ce qu'un chemin privé a été coupé par une ligne de chemin de fer, des difficultés qui sont la conséquence du changement de direction de ce chemin et des travaux de raccordement

(1) (Planchon C. Ville de Cherbourg.) — La cour; — Sur le moyen unique : — Attendu qu'il est de règle que le jury spécial peut comprendre dans une indemnité unique les divers éléments qui rentrent dans l'appréciation des bases et de l'importance du préjudice résultant directement de l'expropriation; que c'est seulement quand il s'élève des difficultés étrangères à la fixation de l'indemnité, ou un litige sur le fond du droit, que le jury doit régler l'indemnité sous une forme éventuelle, en renvoyant les parties à se pourvoir devant l'autorité compétente; — Attendu que les sieurs Planchon, Martin, Caubière, de Baecques, Colquoin, Tenard, Jules et Henri Leconte, ont été expropriés de deux dépendances d'un immeuble dont ils étaient copropriétaires, à savoir, d'un atelier et d'un jardin où se trouvait une fosse d'aisance, commune avec la propriété voisine, et pour la vidange de laquelle il existait des servitudes réciproques de passage sur une partie des deux immeubles; — Attendu que Planchon et consorts ont demandé au jury de leur allouer une somme de 3442 fr. 22 cent. pour la dépossession de l'atelier et du jardin et pour les conséquences prétendues de cette expropriation; qu'ils ont, de plus, demandé au jury d'élever éventuellement le chiffre de l'indemnité à 36421 fr. 28 cent. pour le cas où ils ne pourraient plus à l'avenir, comme par le passé, vider leur fosse d'aisance par la remise et la cour de la propriété voisine, et où ils seraient contraints de boucher les fenêtres qui éclairaient sur la cour de cette propriété la salle de conférences dépendant de leur immeuble; — Mais attendu que le jury est chargé de déterminer l'indemnité due à l'exproprié pour les fonds et droits compris au jugement d'expropriation; que, si l'expropriation prononcée contre Planchon et consorts peut avoir pour résultat de les priver du passage à travers la propriété voisine pour la vidange de la fosse d'aisance à rétablir, et si même elle doit entraîner la fermeture de celles des fenêtres de leur immeuble qui sont ouvertes sur la cour de leur voisin, le préjudice qui peut en résulter pour eux, étant la conséquence directe de l'expropriation, ne constitue ni un litige sur le fond du droit, ni une difficulté étrangère à la

fixation de l'indemnité, mais un élément de cette indemnité elle-même, que les demandeurs ont pu faire valoir devant le jury, que le jury a pu comprendre dans une indemnité unique, et qui ne pouvait donner lieu à une évaluation alternative; — D'où il suit qu'en statuant sans distinction sur les diverses causes de dommages réclamés par les demandeurs, la décision attaquée n'a pas violé la loi invoquée par le pourvoi; — Rejette, etc.

Du 14 juin 1882.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Monod, rap.—Desjardins, av. gén., c. conf.—Sabatier et Mazeau, av.

Du même jour, arrêt semblable (aff. Colquoin C. Ville de Cherbourg). — Mêmes magistrats et avocats.

(2) (Comp. de chemin de fer du Midi et du Canal latéral de la Garonne C. Cénac.) — La cour; — Vu les art. 1351 et 1382 c. civ.; — Attendu qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, la décision du jury, seul compétent pour régler les indemnités dues aux expropriés, comprend nécessairement tous les dommages qui résultent du fait même de l'expropriation; que, dès lors, après que le jury a statué, aucune demande d'une indemnité nouvelle n'est recevable pour un dommage dont la cause existait à l'époque où la décision a été rendue pouvait être révélée par l'état matériel des lieux, et par les documents soumis au jury; — Attendu qu'il est reconnu, en fait, par l'arrêt attaqué, que l'état d'enclave, sur lequel se fondait la demande d'une indemnité supplémentaire formée par les consorts Cénac, résultait, non de changements dans l'exécution des travaux qui ont suivi l'expropriation, mais de l'assiette du passage à niveau, tel qu'il était figuré sur le plan qui a servi à l'expropriation, et qui a été soumis aux parties et au jury; qu'ainsi cette cause de dommage procédait du fait même de l'expropriation, et n'est trouvée comprise dans l'indemnité fixée par le jury; — Attendu que la simple supposition, faite par l'arrêt attaqué (rendu par la cour d'appel de Pau, le 8 mai 1877) d'une erreur dans laquelle le jury aurait été induit par le fait et la faute de l'expropriant,

(Cons. d'Et. 26 août 1858, aff. Crispin, D. P. 59. 3. 36); ... Le dommage provenant de la suppression d'une conduite d'eau opérée à la suite de travaux exécutés avant le règlement de l'indemnité sur les terrains expropriés par une compagnie de chemin de fer (Cons. d'Et. 20 mars 1874, aff. d'Autun, D. P. 75. 3. 23).

**605.** On a compris au nombre des dommages provenant directement de l'expropriation le préjudice résultant de la dépréciation des terrains restant à l'exproprié et occasionné par les difficultés plus grandes apportées à l'exploitation de gisements d'ocre (Civ. rej. 2 août 1884) (1)... Le dommage causé aux propriétaires riverains par le rétrécissement d'une rue dont une partie du sol a été exproprié pour l'établissement d'un chemin de fer (Cons. d'Et. 14 févr. 1861, aff. Desclaux, D. P. 61. 3. 65)... Enfin le trouble apporté à la jouissance d'une usine expropriée, par le chômage antérieur au règlement de l'indemnité, a été considéré comme un dommage accessoire à la dépossession définitive de cette usine, et sur lequel il appartenait au jury de statuer (Cons. d'Et. 9 juin 1876, aff. Digonnet-Thiange, D. P. 76. 3. 92).

**606.** Dans les différents cas où le dommage invoqué est une conséquence certaine et immédiate de l'expropriation, le jury doit non seulement, ainsi qu'il vient d'être dit, en tenir compte dans l'évaluation de l'indemnité, mais il est seul compétent pour le faire. C'est ce que décident les arrêts cités *supra*, nos 598 et suiv.

**607.** Au contraire, le jury est, comme on l'a vu au *Rep.* n° 588, incompétent pour évaluer une indemnité basée sur la simple allégation de la possibilité d'un dommage futur, à naître d'un événement ultérieur et incertain. La jurisprudence est constante en ce sens. Ainsi le jury ne peut, sans excès de pouvoirs, dans le cas d'expropriation partielle d'un immeuble pour l'établissement d'un chemin de fer, statuer sur une demande d'indemnité, formée à raison de la dépréciation qui pourrait résulter, pour la partie non expropriée, de l'établissement d'un remblai et du passage des trains (Civ. cass. 11 juin 1884, aff. Roussel, D. P. 85. 1. 306; 9 juill. 1888, aff. Thélér, D. P. 90. 1. 311); ... — Ni sur l'indemnité qui pourrait être demandée pour le préjudice pouvant résulter de l'établissement d'un viaduc dans le voisinage d'une habitation (Civ. cass. 24 nov. 1873, aff.

Triadon, D. P. 75. 1. 305); ... Ni sur la demande d'indemnité dont la cause résiderait dans la possibilité d'un dommage à provenir de l'établissement du chemin qui motive l'expropriation (Civ. rej. 26 janv. 1863, aff. Boisson, D. P. 63. 1. 133), ou des fouilles pratiquées par l'expropriant (Civ. rej. 11 avr. 1870, aff. Lamblin, D. P. 70. 1. 427). La dépréciation est, en effet, dans ces différents cas, la conséquence non pas de l'expropriation, mais des travaux exécutés par l'expropriant.

Le jury ne pourrait pas davantage statuer sur l'indemnité réclamée à raison du préjudice qui pourra résulter pour l'exproprié de la destruction de l'industrie de buandier qu'il exerçait et qui serait rendue impossible par suite de la suppression d'une source qui se trouve en dehors de l'emprise (Civ. cass. 24 juin 1884, aff. Truffert, D. P. 85. 1. 306); ... Ni sur l'indemnité réclamée à raison de la suppression d'une source et d'un lavoir alimenté par cette source, ladite source et ledit lavoir situés en dehors de la parcelle expropriée (Civ. cass. 24 juin 1884, aff. Pérard, D. P. 85. 1. 306).

**608.** Le jury n'aurait pas compétence pour accorder une indemnité à raison de ce que l'irrigation de la partie d'une prairie non expropriée, ne pourrait plus, après l'exécution des travaux, avoir lieu régulièrement (Civ. cass. 8 janv. 1883, aff. Schayé, D. P. 84. 1. 192); — ... Pour déterminer l'indemnité due en raison des modifications apportées, par les travaux qui ont motivé l'expropriation, au régime des eaux dont se servait l'exproprié avant l'expropriation (Civ. rej. 3 mars 1863, aff. Raboin, D. P. 63. 1. 254); ... Pour évaluer le dommage résultant du changement apporté dans la direction d'un cours d'eau, devant avoir pour résultat de faire refouler les eaux dans le canal de fuite d'un moulin (Civ. cass. 2 août 1884) (2); — ... Pour attribuer à l'exproprié une indemnité à raison du préjudice résultant de la construction d'une digue avec un fossé latéral qui aggrave les inondations sur les propriétés restant à l'exproprié, lorsque ce préjudice peut être attribué directement à l'existence de travaux publics exécutés accessoirement par l'Etat pour assurer le fonctionnement d'un canal (Civ. cass. 20 août 1884) (3).

**609.** On ne saurait non plus considérer comme une conséquence directe de l'expropriation le dommage causé

ne pouvait suffire pour infirmer les conséquences juridiques des constatations résultant de l'arrêt lui-même; que, d'ailleurs, l'autorité de la chose jugée qui s'attache à la décision du jury ne permet pas de revenir sur cette décision par une voie détournée, sous le prétexte que le jury aurait été induit en erreur par le fait ou la faute de l'expropriant, en dehors d'un dol personnel imputable à ce dernier; — Attendu qu'en rejetant, dans ces circonstances, la fin de non-recevoir prise de la décision du jury d'expropriation, et proposée par la compagnie demanderesse au pourvoi, et en condamnant ladite compagnie à payer aux consorts Cénac une somme de 500 fr. pour réparations du dommage, résultant de l'enclave par elle occasionnée, l'arrêt attaqué a violé l'art. 1351 c. civ., faussement appliqué et, par suite, violé l'art. 1382 du même code; — Casse, etc.

Du 15 janv. 1879. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Sallé, rap. — Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén. — Devin et Bosviel, av.

(1) (Préfet de Dordogne C. Taillefer.) — La cour; — Sur la première branche: — Attendu que l'art. 55 de la loi du 16 sept. 1807 est spécial à l'extraction des matériaux nécessaires aux routes et aux travaux publics, et ne peut être appliqué en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, laquelle est régie par la loi du 3 mai 1841;

Sur la deuxième branche: — Attendu que la décision du jury a fixé à 55000 fr., dont 23000 fr. pour l'ocre, toutes les indemnités dues à M<sup>lle</sup> Taillefer à raison de l'expropriation de ses parcelles; que, rapprochées des conclusions qui réclamaient une indemnité pour les terrains compris dans l'expropriation et pour les richesses existant dans les tréfonds expropriés, et aussi pour la difficulté de l'exploitation des gisements ocres en dehors de la voie, cette décision est claire et précise, et comprend dans sa généralité toutes dépréciations et toutes choses se rattachant à l'expropriation; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal des opérations du jury que M<sup>lle</sup> Taillefer réclamait une indemnité de 734800 fr. pour le préjudice que lui causait l'expropriation par l'emprise de ses parcelles et aussi pour la dépréciation que les terrains lui restant éprouveraient dans l'exploitation des gisements d'ocre par suite de l'établissement du chemin de fer; que ce dommage était une suite directe de l'expropriation et des changements

qu'elle devait amener dans l'état des lieux; — D'où suit que la décision du jury de Sarlat n'a violé aucune des lois citées; — Rejette, etc.

Du 2 août 1881. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Rohault de Fleury, rap. — Desjardins, av. gén., c. conf. — Fosse et Lesur, av.

(2) (Préfet de la Dordogne C. Tournon.) — *Année* (après délib. en la ch. du cons.). — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi: — Vu l'art. 38 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que la demande du sieur Tournon sur lequel étaient expropriées deux parcelles de pré et pâtis, tendant à obtenir une indemnité de 12000 francs, portait: 1<sup>er</sup> sur la valeur des deux parcelles; 2<sup>o</sup> sur le dommage résultant du changement apporté dans la direction d'un cours d'eau par le canal de fuite de son moulin, lequel changement devait nécessairement faire refouler les eaux vers l'usine et occasionner des inondations; que l'Etat concluait à l'incompétence du jury pour apprécier le dommage causé au moulin par les travaux du chemin de fer; — Attendu que les deux chefs de demande sont distincts et séparés; que le dommage faisant l'objet du deuxième chef n'étant pas la conséquence directe et nécessaire de l'expropriation, il n'appartenait pas au jury d'en connaître et d'en fixer l'indemnité; — Attendu, néanmoins, que le jury a alloué une indemnité de ce chef et qu'il a ainsi violé les dispositions de la loi susvisée; — Casse, etc.

Du 2 août 1881. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Rohault de Fleury, rap. — Desjardins, av. gén., c. conf. — Fosse et Lesur, av.

(3) (Préfet de l'Aisne C. Commune de Chauny.) — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi: — Vu l'art. 39, § 4, de la loi du 3 mars 1841; — Attendu, en droit, que l'indemnité d'expropriation ne doit s'appliquer qu'au dommage directement et nécessairement causé par l'expropriation elle-même; que, dès lors, elle ne saurait s'étendre au préjudice résultant ou pouvant résulter pour le propriétaire dépossédé de l'exécution des travaux effectués par l'Administration expropriante sur les terrains empris, ou du fonctionnement des ouvrages construits par elle; que, dans ce dernier cas, la connaissance du litige est attribuée par la loi à la juridiction administrative, à laquelle seule il appartient de statuer, tant sur la réalité du préjudice que sur la fixation du chiffre de l'in-

au propriétaire d'une usine expropriée pour l'établissement d'un chemin vicinal, par la nécessité de parcourir un trajet plus long pour l'alimentation de son usine, lorsque cet allongement de parcours résulte du changement de direction du chemin et prend son fondement dans le fait seul de ce changement (Civ. cass. 20 janv. 1858, aff. Chemin de fer de l'Est, *Bull. civ.*, 1858, p. 22; ... — Ou le dommage occasionné à des bâtiments d'exploitation par l'expropriation de terrains voisins (Civ. cass. 14 août 1854, aff. Audiouier, D. P. 54. 1. 344).

**610.** Le jury est encore incompétent :... pour apprécier l'indemnité réclamée à raison des dommages que l'établissement d'un chemin de fer aurait causés, en interceptant une rue, à des propriétés non expropriées (Civ. rej. 21 avr. 1856, aff. Frain, D. P. 56. 1. 158); — ... Pour connaître d'une demande en réparation de dommages pouvant résulter de travaux à exécuter par l'exproprié, afin d'opérer le raccordement, avec le chemin de fer pour l'établissement duquel a eu lieu l'expropriation, d'un embranchement que cet exproprié avait sur l'ancien chemin de fer (Civ. cass. 20 août 1856, aff. Comp. du Cluzel, D. P. 56. 1. 332. Du même jour, aff. Malmazet, *ibid.*).

**611.** Le jury n'a pas non plus qualité pour apprécier le dommage qui résulterait, pour la partie non expropriée d'une propriété, d'une prétendue servitude d'eau qui serait la conséquence de l'établissement d'une voie ferrée en remblai et de l'insuffisance de l'ouverture d'un pont et d'autres travaux projetés par l'Administration en vue d'assurer l'écoulement des eaux, le dommage en ce cas n'ayant rien d'actuel et de certain et, s'il venait à se produire, n'étant pas une conséquence directe de l'expropriation (Civ. cass. 5 nov. 1883, aff. Richard de Vesvrottes, D. P. 83. 1. 80).

**612.** Il a été jugé que l'indemnité réclamée à raison du dommage provenant de la prétendue nécessité de recouvrir en pierre une maison couverte en chaume et sise à moins de 8 mètres d'une voie ferrée à construire, ne pourrait pas davantage être réglée par le jury (Civ. cass. 17 mars 1885, aff. Levêque, D. P. 86. 1. 112). En effet, si, aux termes de l'art. 10 de la loi du 15 juill. 1845, l'Administration a le droit de faire supprimer, moyennant indemnité, les couvertures en chaume des maisons sises à moins de 20 mètres d'une ligne de chemin de fer (art. 7), c'est là une pure faculté dont il lui est loisible de ne pas user; le préjudice qui en résulterait pour le propriétaire n'est donc pas une conséquence directe de l'expropriation; en outre, l'indemnité dont il s'agit n'est point une indemnité de dépossession, la seule que le jury puisse régler.

**613.** Le jury ne pourrait également tenir compte du dommage que le propriétaire pourrait avoir à souffrir, dans le cas où l'Administration userait du droit qui lui appartient d'empêcher, dans une portion du terrain resté en dehors de l'expropriation, l'ouverture ou l'exploitation d'une carrière à proximité d'une voie ferrée (Civ. cass. 6 févr. 1854, aff. Berset de Vaulleury, D. P. 54. 1. 58; 29 avr. 1856, aff. Guisquet, D. P. 56. 1. 211; Civ. rej. 5 mai 1873, aff. Maillard, D. P. 73. 1. 244; 16 janv. 1877, aff. Quesnel, D. P. 77. 1. 471; Civ. cass. 16 août 1880, aff. Lavignolle, D. P. 81. 5. 195). Il est à remarquer que l'interdiction d'exploiter une carrière, prononcée à l'occasion de l'établissement d'un chemin de fer et dans l'intérêt exclusif de ce chemin, ne peut donner lieu qu'à une action de la com-

pétence exclusive de l'autorité administrative, aussi bien qu'au cas précédent. Cette action a, en effet, pour cause un dommage occasionné par un travail public, qui donne ouverture au droit à une indemnité (Cons. d'Et. 16 févr. 1878, aff. Commune de Modane, D. P. 78. 3. 64); d'autre part, l'interdiction d'exploiter n'est pas considérée comme impliquant une dépossession définitive (V. *supra*, n° 24); il ne s'agit donc pas d'une indemnité d'expropriation, et le jury, dès lors, n'est pas compétent. D'ailleurs, dût-on admettre que l'arrêté d'interdiction eût un caractère définitif, le jury ne pourrait statuer sur les conséquences qu'il entraîne qu'autant que le dommage serait certain et actuel, et ce caractère ne saurait se rencontrer alors que l'interdiction peut ne pas être prononcée et ne le serait dans tous les cas qu'après l'exécution des travaux.

**614.** Il a encore été jugé : 1° que le jury ne peut allouer d'indemnité pour le préjudice qui serait causé à une maison non comprise dans l'expropriation et résultant, soit de ce que cette maison deviendrait sujette à reculement, soit de l'exhaussement du sol de la rue (Civ. cass. 24 août 1880, aff. Commune d'Aix-en-Othe, D. P. 81. 1. 479-480); — 2° Que la décision du jury qui, outre la valeur de la terre expropriée, a tenu compte, dans la fixation de l'indemnité, de l'éventualité de la suppression, par l'expropriant, d'une rue de servitude conduisant du moulin de l'exproprié à un hameau où il exploite une terre et où il prend part à la jouissance des biens communaux et du four banal, est nulle (Civ. cass. 21 juill. 1875, aff. Magne, D. P. 75. 1. 415); — 3° Que le jury ne pourrait comprendre dans l'indemnité le dommage occasionné à un canal sur toute son étendue, par les travaux entrepris à la suite de l'expropriation de parcelles dépendant de ce canal au profit d'une compagnie de chemin de fer (Civ. rej. 18 janv. 1854, aff. Canal de Pierrelatte, D. P. 54. 1. 316). — Il en est de même du préjudice qui pourrait résulter ultérieurement d'un règlement d'eau ou d'une prise d'eau projetée par l'expropriant, alors que ce préjudice n'est pas actuellement certain; ... Ou de l'aggravation de servitude que l'agrandissement d'un cours d'eau peut occasionner aux propriétés riveraines (Civ. rej. 4 mai 1868, aff. de Sarrazin, D. P. 68. 1. 304; Civ. cass. 19 juill. 1870, aff. Syndicat de la Leue et de la Revelotte, D. P. 70. 1. 428).

**615.** Il n'appartiendrait pas davantage au jury de comprendre dans l'indemnité le préjudice qui pourrait résulter de l'établissement d'un viaduc dans le voisinage de l'habitation de l'exproprié (Civ. cass. 24 nov. 1874, aff. Triadon, D. P. 75. 1. 305); ... Ou, pour une blanchisserie, de la fumée des locomotives passant sur la voie ferrée (Civ. cass. 3 janv. 1855, aff. Leroy de Beaulieu, D. P. 55. 1. 33).

**616.** L'indemnité qui aurait trait au dommage provenant de l'impossibilité pour le propriétaire de jouir, pendant la durée des travaux, de la parcelle de sa propriété qui lui reste, ne pourrait être réglée par le jury; cette impossibilité de jouissance est, en effet, une conséquence des travaux mêmes, et non pas de l'expropriation (Civ. cass. 23 juin 1862, aff. Péraldi, D. P. 62. 1. 379, 5<sup>e</sup> espèce). — Le jury ne saurait non plus statuer sur une demande d'indemnité, fondée sur l'éventualité de l'occupation d'une portion de terrain dans le voisinage de travaux qui ont nécessité l'expropriation d'autres parcelles (Civ. rej. 4 mai 1868, aff. Veuve de Sarrazin, D. P. 68. 1. 304).

**617.** Enfin l'indemnité à fixer par le jury ne peut com-

demnité s'il y a lieu; — Attendu que, par un chef spécial de ses conclusions, rapportées dans le procès-verbal des opérations du jury d'expropriation de l'arrondissement de Laon, la commune de Chauny, partie expropriée, a demandé, indépendamment de l'indemnité représentant la valeur de diverses parcelles de terre expropriées pour l'établissement du canal de l'Oise à l'Aisne, une indemnité à raison du préjudice éprouvé par elle, « par suite de la construction d'une digue avec un fossé latéral, qui aggrave les inondations sur les propriétés qui lui restent »; qu'il ressort des termes mêmes de ces conclusions que le dommage allégué par la commune n'avait aucunement pour cause le fait même de l'expropriation ou ses conséquences immédiates, mais qu'il était, au contraire, attribué expressément à l'existence de travaux publics exécutés accessoirement par l'Etat, pour assurer le fonctionnement régulier du canal; que la compétence du jury a été formellement déniée par les conclusions prises au nom de l'Etat; que le

litige ainsi précisé et caractérisé ne constituait pas une contestation sur le fond du droit, dans le sens du paragraphe 4 de l'art. 39 de la loi du 3 mai 1841, mais soulevait une contestation sur la compétence même du jury et sur la nature et l'étendue de ses pouvoirs; que c'est donc à tort que le magistrat directeur, en décidant que deux questions distinctes seraient posées au jury, a renvoyé les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent pour statuer sur le fond du droit, et que, par suite, la décision du jury a alloué, sur le deuxième chef, une indemnité éventuelle à la commune de Chauny; — En quoi elle est entachée d'excès de pouvoir et a fausement appliqué et par conséquent violé la disposition légale susvisée;

Par ces motifs, casse, mais seulement sur le chef relatif à l'indemnité éventuelle, etc.

Du 20 août 1884.-Ch. civ.-MM. Cazot, 1<sup>er</sup> pr.-Desoustures, rap.-Desjardins, av. gén. c. conf.-Fosse, av.



prendre les frais et dépens d'une instance engagée entre l'expropriant et l'exproprié sur un litige étranger à l'expropriation elle-même. C'est ce qui a été jugé dans une espèce où l'exproprié avait formé une demande, divisée en chefs distincts, dont l'un comportait une somme pour frais et déboursés afférents à une instance pendante entre lui et l'expropriant, et ayant pour cause l'interruption des travaux de réparation qu'il avait entrepris sur son immeuble partiellement exproprié. La cour de cassation a déclaré qu'on ne pouvait considérer comme un élément de préjudice se rattachant à l'expropriation, l'obligation, effective ou éventuelle, de supporter ces frais (Civ. cass. 2 juill. 1883, aff. Laborie, D. P. 84. 1. 435).

**618.** La nullité qui résulte de ce que le jury a fait entrer en ligne de compte dans la fixation de l'indemnité un dommage éventuel et incertain est d'ordre public et peut être invoquée pour la première fois devant la cour de cassation. Mais elle n'existe qu'autant qu'il est établi que le jury a réellement fait entrer dans le calcul de l'indemnité des éléments de cette nature. Il faut, tout d'abord, que les expropriés aient fait connaître formellement leur intention de demander une indemnité pour les dommages qui n'ont qu'un caractère éventuel et incertain. « Pour vicier la décision du jury, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 86, il ne suffirait pas qu'au cours des débats l'exproprié eût fait entrer dans sa discussion des circonstances qui ne sont pas la conséquence directe de l'expropriation; qu'il eût relevé, par exemple, en discutant les éléments de l'indemnité, la concurrence commerciale que pourraient faire plus largement à l'avenir les usines de l'expropriant à celle de l'exproprié. Si ce grief n'a pas été relevé dans des conclusions spéciales et si rien n'indique que le jury ait fait autre chose qu'allouer une indemnité pour les dommages procédant directement de l'expropriation, la décision est à l'abri de tout reproche, nonobstant ce que la plaidoirie a pu comprendre d'inexact et de douteux. »

D'un autre côté, il n'y aurait pas nullité si le jury avait réservé à l'exproprié ses droits à la réparation du dommage éventuel qu'il pourrait subir; ces réserves ne vicieraient en rien sa décision, car elles démontreraient, au contraire, que le jury n'a pas tenu compte de ces dommages dans son évaluation de l'indemnité (Civ. cass. 20 avr. 1863, aff. Goutie, *Bull. civ.* p. 108; Civ. rej. 26 janv. 1863, aff. Boisson, D. P. 63. 1. 133). De pareilles réserves seraient, d'ailleurs, surabondantes, car le refus du jury d'accorder la réparation d'un dommage considéré comme éventuel ne porte aucune atteinte au droit de l'exproprié de poursuivre la réparation de ce dommage, quand il se sera produit, devant la juridiction compétente (Civ. rej. 4 mai 1868, aff. de Sarrazin, D. P. 68. 1. 304; 5 mai 1873, aff. Maillard, D. P. 73. 1. 244; Cons. d'Et. 9 juin 1876, aff. Bergonnier, D. P. 76. 3. 94). Il faut, par conséquent, qu'il résulte nettement de la décision du jury qu'il a accueilli les conclusions de l'exproprié portant à la fois sur les dommages qui sont la conséquence directe de l'expropriation et sur les dommages purement éventuels. Par exemple, si les expropriés ont demandé, en outre de l'indemnité pour les terrains expropriés, d'autres indemnités pour diverses causes de dommage parmi lesquelles figure l'aggravation de servitude résultant de l'agrandissement d'un cours d'eau à la suite des travaux ayant motivé l'expropriation, la décision par laquelle le jury, après avoir fixé la première de ces indemnités, accorde des sommes fixes pour toute autre cause, comprenant ainsi dans sa généralité un chef d'indemnité excédant la compétence du jury, est nulle (Civ. cass. 19 juill. 1870, aff. Syndicat de la Leue et de la Reverotte, D. P. 70. 1. 428). Il en est de même de la décision du jury qui alloue à l'exproprié une somme supérieure à celle qu'il a demandée pour tous les dommages autres que les dommages éventuels (Civ. cass. 24 nov. 1874, aff. Triadon, D. P. 75. 1. 305).

**619.** Au contraire, lorsque le jury, saisi de l'évaluation d'une indemnité d'expropriation, dont les causes sont précisées dans les offres de l'Administration et dans la demande de l'exproprié alloue, pour toutes choses, une indemnité supérieure au chiffre de l'offre et inférieure à celui de la demande, il ne doit pas être réputé avoir entendu, par ces expressions, accorder la réparation de dommages temporaires non allé-

gués devant lui (Civ. rej. 22 août 1853, aff. Commune de Sevrey, D. P. 53. 1. 284). De même, lorsque l'exproprié a demandé une somme comprenant une indemnité tant pour l'emprise que pour le dommage résultant de l'expropriation et une indemnité pour le préjudice qui, par exemple, résulterait ultérieurement de l'établissement et de l'exploitation d'une ligne de chemin de fer; lorsqu'il résulte, en même temps, des termes de la décision, rapprochés des conclusions des parties, que le jury a entendu appliquer l'indemnité qu'il accorde exclusivement à l'emprise et au dommage certain et actuel résultant directement de l'expropriation, et qu'il s'est abstenu de statuer sur le chef de demande relatif au dommage incertain et éventuel il n'y a aucune violation du principe de l'art. 38 (Civ. rej. 23 nov. 1873, aff. Lambert et Brissaud, D. P. 74. 1. 85).

**620.** Il a été jugé encore que, lorsque l'exproprié a demandé une indemnité pour la suppression d'une source, d'un puits et d'un bassin par l'établissement d'une voie, les conclusions ainsi formulées ne démontrent pas que cette source, ce puits et ce bassin se trouvent placés en dehors de l'emprise et que le dommage dont la réparation a été demandée dans ces termes n'ait pas été actuel et certain et la conséquence directe, immédiate et nécessaire de l'expropriation; dès lors, le pourvoi qui se borne à invoquer les conclusions de l'exproprié, pour établir que le dommage est purement éventuel, doit être rejeté (Civ. rej. 16 juin 1884, aff. Albérigo, D. P. 85. 1. 306, 5<sup>e</sup> espèce). De même, lorsque la décision du jury alloue une indemnité déterminée pour toutes causes énumérées dans les conclusions, et que ces conclusions ne mentionnent que la valeur de parcelles désignées par leurs numéros et des excédents de terrain, il n'est pas établi que l'indemnité comprenne un élément de dommage incertain et éventuel (Civ. rej. 11 juin 1884, aff. Ville de Cherbourg, D. P. 85. 1. 306, 4<sup>e</sup> espèce).

**621.** Les règles de la compétence du jury, comme toutes celles qui déterminent la compétence des diverses juridictions, sont d'ordre public. Le consentement des parties ne saurait, par conséquent, autoriser le jury à statuer sur des questions étrangères à l'expropriation, notamment sur des dommages incertains ou éventuels, et son incompetence, à cet égard, étant *ratione materiae*, serait insusceptible d'être proposée pour la première fois devant la cour de cassation. Mais elle ne peut être déclarée par cette cour qu'autant qu'elle ressort manifestement des débats tels qu'ils sont mis sous ses yeux. La compétence se détermine d'après les circonstances qui donnent au dommage un caractère ou certain ou éventuel; et, alors que les parties elles-mêmes sont tombées d'accord pour voir dans le dommage allégué un accessoire de l'expropriation, la cour de cassation, qui ne saurait ouvrir une instruction sur le caractère du dommage, doit nécessairement accepter les déclarations des parties, y voir la preuve de la compétence du jury et la justification de sa décision. Dans une espèce, notamment, où les parties avaient, d'un commun accord, discuté un dommage comme étant la conséquence directe de l'expropriation (il s'agissait d'un changement apporté au régime des eaux), il a été jugé qu'elles ne pouvaient être ultérieurement admises à se faire un moyen de cassation de ce que ce changement, n'étant pas une conséquence directe de l'expropriation, n'aurait pas dû être compris dans le règlement de l'indemnité (Civ. rej. 8 juill. 1867, aff. Vieillard, D. P. 67. 1. 280).

**622.** Comme on l'a vu au *Rep.* n° 591, la valeur des récoltes doit former un élément de l'indemnité lorsque la dépossession a lieu avant l'époque de la maturité des fruits. Aussi le jury est-il présumé avoir pris en considération la valeur de la récolte prochaine dans l'évaluation qu'il fait de l'indemnité (Civ. rej. 27 janv. 1869, aff. Barbe, aff. Andrac, aff. Ferrand, et 2 févr. 1869, aff. Hugues, D. P. 69. 1. 243 et suiv.).

**623.** L'indemnité doit s'étendre à l'intégralité de la dépossession qui résulte du jugement d'expropriation; elle doit s'appliquer à la totalité des biens frappés d'expropriation, sans en rien excepter et sans aucune modification aux dispositions du jugement. Il ne peut appartenir à l'expropriant, au moyen de modifications ou de réductions dans l'étendue des parcelles expropriées, de réduire dans des proportions analogues l'indemnité qu'il offre, non plus qu'au jury d'accorder une indemnité moindre en raison de ces modifica-

tions ou réductions, à moins d'un consentement formel de l'exproprié (Civ. cass. 14 juill. 1863, aff. Porte, D. P. 66. 5. 199; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 36-37). Si, par exemple, dans un jardin exproprié se trouvait un puits compris dans l'expropriation, peu importerait que l'expropriant offrit devant le jury de respecter ce puits, si l'exproprié a déclaré, de son côté, que « ce puits étant compris dans la limite du terrain exproprié, il n'y avait pas lieu de s'arrêter à la déclaration faite à l'audience par l'Administration » (Civ. cass. 23 déc. 1861, aff. Ricard, D. P. 62. 1. 304). Jugé, de même, que le jury, lorsque le jugement qui le commet le charge de fixer l'indemnité due pour un immeuble qui lui est désigné dans son ensemble, n'a pas à faire de distinction et à se préoccuper de la destination qui pourra être donnée plus tard à chacune des parties de cet immeuble : il doit se borner à fixer une indemnité applicable à tout l'immeuble tel qu'il est défini au jugement d'expropriation (Civ. rej. 27 juill. 1870, aff. Commune d'Objat, D. P. 70. 5. 180-184).

**624.** La décision du jury qui aurait fixé, en l'absence d'un mandat formel de l'exproprié, une indemnité unique, tant pour la partie de l'immeuble comprise dans l'expropriation que pour celle qui y a été ajoutée, devrait être annulée pour le tout, car elle ne permettrait pas de distinguer la part de l'indemnité afférente à la portion de terrain réellement expropriée d'avec celle relative à la parcelle qui ne l'était pas (Arrêt précité du 13 févr. 1861). D'ailleurs, le jury est, en principe, présumé être resté dans les limites du jugement d'expropriation (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 40).

**625.** Mais il est loisible aux parties de restreindre, par leur mutuel consentement, les limites de l'expropriation que le jugement a déterminées et de faire, en conséquence, régler par le jury l'indemnité de l'exproprié pour une contenance inférieure à celle indiquée par ce jugement. Les parties sont réputées avoir consenti à cette réduction de l'expropriation lorsqu'il résulte du procès-verbal des opérations du jury que le débat contradictoire sur le règlement de l'indemnité a eu pour objet une expropriation partielle de l'immeuble, indiqué dans le jugement d'expropriation comme intégralement exproprié, et que l'indemnité a été, en conséquence des conclusions mêmes de ces parties, fixée à raison d'une expropriation partielle (Civ. rej. 28 janv. 1868, aff. Marquis de Bercy, D. P. 68. 1. 123). L'acquiescement de l'exproprié à ce que l'indemnité soit réglée à raison d'une contenance moindre que celle qui est portée au jugement d'expropriation ne doit donc pas nécessairement être donnée en termes formels. — Cet acquiescement peut encore résulter de ce que l'exproprié n'a fait aucune observation, ni élevé devant le jury aucune difficulté, sur une rectification de la contenance indiquée au jugement d'expropriation, contenue dans l'assignation qui lui a été donnée par l'expropriant devant le jury (Civ. rej. 12 août 1857, aff. Manufacture de glaces de Montluçon, D. P. 57. 1. 330). — Jugé, de même, que la règle d'après laquelle il n'appartient pas au jury de restreindre l'étendue de sa mission, est inapplicable au cas où les parties s'accordent à ne provoquer la décision du jury que sur un ou plusieurs des immeubles compris dans le jugement d'expropriation ; par exemple, dans le cas où, après un jugement d'expropriation de quatre parcelles distinctes, les parties n'ont conclu que relativement à l'une d'elles, seule portée au tableau des offres et demandes, le jury a pu n'allouer qu'une indemnité afférente à cette parcelle (Civ. rej. 21 juill. 1875, aff. Prat, D. P. 75. 1. 415).

**626.** Si le jury ne peut, sans l'aveu des parties, restreindre l'expropriation, il ne lui est pas non plus permis de l'étendre et de fixer l'indemnité en y comprenant des parcelles qui n'ont pas figuré au jugement d'expropriation, sans le consentement des parties. Ce consentement constitue entre elles un contrat judiciaire, qui régularise la décision du jury (Civ. rej. 18 mars 1874, aff. Fizot Lavergne, D. P. 74. 1. 211-212; 25 avr. 1875, aff. Séguin, D. P. 76. 1. 56).

**627.** Le consentement de l'exproprié à l'extension de l'expropriation ne peut être donné par un mandataire qu'autant que celui-ci a reçu un pouvoir spécial à cet effet. Il s'agit, en effet, dans ce cas, d'un consentement à la cession amiable d'une partie de la propriété, et le pouvoir qui est donné pour représenter l'exproprié devant le jury et y débattre l'indemnité ne saurait comporter une semblable extension (Civ. cass. 29 juin 1858, aff. Majoribanks, D. P.

58. 1. 326). — Cette règle s'applique au copropriétaire indivis : celui-ci ne peut accepter l'extension de l'expropriation sans un pouvoir spécial des autres copropriétaires (Civ. cass. 19 nov. 1856, aff. de Hauregard, D. P. 56. 1. 396; 13 févr. 1861, aff. Boujonner, D. P. 61. 1. 180).

**628.** L'art. 51 de la loi du 3 mai 1841 dispose que « si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au restant de la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité ». On a exposé au Rép. n° 598 les origines de cet article et l'interprétation que lui avait donnée la cour de cassation. Cette interprétation a continué à prévaloir, notamment en ce qui concerne la règle consacrée par l'arrêt du 28 févr. 1848, suivant lequel la plus-value n'autorise pas le jury à refuser toute indemnité (Civ. cass. 26 janv. 1857, aff. de Gironde, D. P. 57. 1. 44; 15 nov. 1858, aff. David, D. P. 59. 1. 25; 28 juill. 1879, aff. Galonnier de Miremont, D. P. 80. 1. 81). En effet, si l'art. 51 recommande au jury de prendre en considération, pour la fixation de l'indemnité, l'augmentation de la valeur de la propriété qui est une conséquence directe et immédiate des travaux, il n'en est pas moins obligé, d'après le texte et l'esprit de cet article, rapproché de l'art. 39, de fixer une indemnité quelconque. L'art. 39, § 5, en effet, décide que l'indemnité ne peut, en aucun cas, être inférieure aux offres de l'Administration, offres que celle-ci est toujours tenue de faire. L'indemnité peut donc être abaissée jusqu'au chiffre des offres si le jury estime que la plus-value acquise par le surplus de la propriété compense la valeur de l'emprise, et dans certains cas se réduit à 1 fr. si l'Administration n'a pas fait d'offres plus élevées. L'allocation d'une indemnité aussi faible, équivaut, il est vrai, en fait, à un refus d'indemnité. Mais on a vu (*supra*, n° 284) que la validité d'une offre de 1 fr. est admise par la jurisprudence, et que c'est au jury à apprécier si cette offre répond à la réalité du dommage ; on ne saurait lui imposer un minimum d'indemnité sans porter atteinte à ce droit d'appréciation, et, si le préjudice est insignifiant, l'obliger à allouer une indemnité qu'il juge supérieure au dommage éprouvé (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 249-250).

**629.** Le jury juit, pour apprécier dans quelle mesure la plus-value doit entrer en ligne de compte, d'une entière liberté d'appréciation ; il est maître de faire porter la plus-value sur tels et tels éléments qu'il lui convient et d'en tenir tel compte qu'il juge à propos. Aussi le magistrat directeur ne saurait-il sans excès de pouvoir limiter les droits du jury en ce qui concerne l'appréciation de la plus-value et déclarer, dans son ordonnance, que la plus-value doit être compensée avec la dépréciation et les autres causes accessoires de préjudice (Civ. cass. 28 juill. 1879, aff. Galonnier de Miremont, D. P. 80. 1. 81) ; — ... Ou que la prescription de l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841 est plutôt une recommandation qu'un précepte obligatoire revêtu d'une sanction ; ce serait méconnaître les principes posés par cet art. 51 (Même arrêt).

**630.** Mais, pour que la décision du jury soit régulière, il faut qu'il résulte de ses termes : 1° que les parcelles expropriées faisaient corps avec le restant de la propriété ; en effet, la plus-value apportée par l'expropriation à des biens appartenant à l'exproprié ne doit être prise en considération dans l'évaluation de l'indemnité, qu'autant que ces biens forment le restant d'un immeuble partiellement exproprié, et non quand ils constituent des immeubles distincts (Civ. cass. 11 mai 1859, aff. Nérée de Castillon, D. P. 59. 1. 207) ; — 2° Que la plus-value est immédiate et spéciale (Civ. rej. 30 avr. 1867, aff. Collot, *Bulletin civil de la cour de cassation*, 1867, p. 144). — Le caractère spécial et immédiat de l'indemnité peut, d'ailleurs, résulter des termes de la décision, sans qu'il soit nécessaire que le jury explique si et comment la plus-value qu'il prend en considération est immédiate et spéciale ; il suffit que rien n'établisse que ces conditions nécessaires de l'admissibilité de la plus-value, faisaient défaut (Civ. rej. 26 mai 1840 *Rép.* n° 639; 30 avr. 1867, précité; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 334-335).

**631.** Une exception à la règle de l'art. 5 avait été apportée par la loi du 22 juin 1854, relative à l'ouverture de l'avenue de l'Impératrice, aujourd'hui avenue du Bois-de-Boulogne, (D. P. 54. 4. 128). Cette loi, après avoir déterminé les servi-

tudes spéciales auxquelles seraient assujetties les propriétés riveraines de cette avenue, disposait dans son art. 5 qu'« aucune plus-value ne pourrait être demandée aux propriétaires des terrains qui seraient assujettis aux servitudes ». La cour de cassation, dans trois arrêts du 24 janv. 1855 (aff. Cavallier et autres, aff. de Beaufremont et autres aff. Poitrasson, D. P. 55. 1. 60), a interprété cet article et décidé qu'il s'opposait non seulement à ce qu'une réclamation de plus-value fût formée directement par l'Administration en vertu de la loi du 16 sept. 1807, mais aussi à ce qu'il fût, indirectement et sous forme de compensation, tiré avantage de cette plus-value. L'exception consacrée par l'art. 5 de la loi de 1834 n'est pas à proprement parler, comme l'a remarqué M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 336, en contradiction avec l'art. 51. Il le consacre au contraire implicitement; mais, au lieu de confier au jury, comme dans les cas ordinaires, l'appréciation de la plus-value, il a pris soin de la faire lui-même et de balancer la plus-value avec les servitudes spéciales établies par la même loi, en échangeant et compensant leur prix réciproque. En conséquence, les arrêts précités ont cassé des décisions rendues à la suite et en conformité d'ordonnances du magistrat directeur qui avaient déclaré par erreur que la loi du 22 juin 1854 ne dispensait pas les jurés d'obéir aux dispositions de l'art. 51.

§ 2. — Indemnité due à l'usufruitier, à l'usager, à celui qui avait sur l'immeuble un droit d'habitation (Rép. n°s 604 à 607).

**632.** On a vu au Rép. n° 604 qu'en vertu de l'art. 39, § 2, de la loi du 3 mai 1841, le jury, en cas d'usufruit, fixe une seule indemnité eu égard à la valeur totale de l'immeuble, et que le propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité au lieu de l'exercer sur la chose. On reconnaît cependant que la disposition du paragraphe 2 de l'art. 39 n'est pas d'ordre public, et qu'elle édicte une simple règle d'intérêt privé. Ainsi le jury pourrait fixer deux indemnités distinctes, l'une en faveur du propriétaire, l'autre en faveur de l'usufruitier si, en faisant cette double fixation, il n'avait fait que se conformer aux conclusions des intéressés. C'est ce que décide la cour de cassation (Civ. rej. 23 mai 1864, aff. Vallade, D. P. 64. 5. 170; 1<sup>er</sup> avr. 1868, aff. Deladerière, D. P. 68. 1. 220-221). Dans l'espèce de ce dernier arrêt, une offre d'une somme unique avait été faite par l'expropriant et notifiée avec l'indication « à partager entre les hospices et l'arrentataire »; mais, devant le jury, les parties expropriées avaient elles-mêmes proposé la division de l'indemnité, en fixant respectivement la somme à laquelle chacune d'elles portait sa demande. Le jury ayant fait la division de l'indemnité conformément à ces conclusions, la cour de cassation a décidé que les parties expropriées ne pouvaient se plaindre de ce qu'il s'était conformé à leur demande.

**633.** La fixation d'une indemnité unique sauvegarde à la fois les droits de l'usufruitier et ceux du nu-propriétaire: ceux de l'usufruitier, au moyen de la jouissance du capital; ceux du nu-propriétaire, par la caution que doit donner l'usufruitier pour assurer la restitution du capital de l'indemnité, caution qui doit être fournie comme on l'a exposé au Rép. n° 605, sans qu'il y ait à distinguer entre le cas où l'usufruit a été constitué avec dispense de caution, et celui où cette dispense n'a pas été conférée.

**634.** Le principe suivant lequel une seule indemnité doit être réglée tant pour les droits de nu-propriétaire que pour ceux de l'usufruitier, ne fait cependant pas obstacle à ce qu'il soit attribué à ce dernier certaines indemnités accessoires (Rép. n° 606). L'attribution d'une indemnité unique est réputée comprendre tous les éléments du préjudice causé par l'expropriation alors qu'il s'agit de l'évaluation de l'immeuble; mais cette présomption cesse lorsqu'il s'agit d'un dommage étranger à la valeur de l'immeuble et qui n'est susceptible ni d'augmenter ni de diminuer cette évaluation. C'est ainsi que le préjudice particulier, causé à l'exproprié par la nécessité de quitter les lieux qu'il occupe, n'étant pas de nature à être pris en considération dans l'évaluation totale de l'immeuble, ni à influencer sur son prix, peut faire l'objet d'une indemnité spéciale attribuée à l'usufruitier. Celui-ci, en effet, n'obtiendrait aucune réparation à

raison de ce préjudice si son droit se bornait à prendre sa part d'usufruitier sur le prix de l'immeuble, évalué comme si le préjudice de déplacement n'existait pas. D'autre part, si le dommage spécial causé à l'usufruitier était compris parmi les éléments de l'évaluation totale de l'immeuble, le capital profitant à la nue propriété se trouverait accru d'une part à prendre sur la somme allouée en réparation d'un préjudice dont cette nue propriété n'aurait pas eu à souffrir. L'allocation d'une indemnité spéciale à l'usufruitier s'impose donc en pareil cas (Civ. cass. 16 mars 1864, aff. Tiranty, D. P. 64. 5. 168). — Il en est de même lorsqu'un usufruitier réclame une indemnité en raison de l'industrie qu'il exerçait dans l'immeuble grevé; dans ce cas, en effet, il ne s'agit pas plus qu'au précédent d'un démembrement de la propriété foncière, mais d'une propriété personnelle séparée de l'usufruit, d'un dommage entièrement distinct de cet usufruit. L'utilité que l'usufruitier retirait de son industrie venait s'ajouter à celle que lui procurait l'usufruit, considéré en lui-même, et dont il est indemnisé par l'indemnité réglée conformément à l'art. 39; il est, par conséquent, en droit, pour ce préjudice spécial, d'invoquer l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, dont l'application n'est pas incompatible, sur ce point particulier, avec celle de l'art. 39 (Civ. cass. 22 mai 1865, aff. Manroët, D. P. 65. 5. 175; Trib. civ. de Lyon, 9 avr. 1870, aff. Millet, D. P. 71. 3. 24). Le magistrat directeur ne pourrait donc régulièrement s'opposer à ce que la demande d'indemnité relative à un préjudice accessoire fût soumise au jury (Mêmes arrêts).

**635.** Jugé, conformément aux mêmes principes, que, lorsque l'usufruitier a réclamé pour son compte personnel une indemnité distincte pour la récolte pendante à laquelle il prétendait avoir droit, et que l'expropriant et le nu-propriétaire ont reconnu devant le jury qu'il y avait lieu de poser une question relative à l'indemnité éventuelle à attribuer à cet usufruitier pour la valeur de cette récolte, au cas où elle ne lui serait pas laissée, cet accord forme un contrat judiciaire qui rend l'expropriant non recevable à opposer la nullité de la décision conforme qui a été rendue; et que le magistrat directeur, qui a expliqué au jury que cette indemnité ne se confondait point avec l'indemnité collective accordée au propriétaire et à l'usufruitier, ne peut être considéré comme ayant trompé le jury sur les éléments juridiques de la fixation de l'indemnité (Civ. rej. 2 mai 1882, aff. Carles, D. P. 84. 1. 296).

**636.** Lorsque l'usufruit ne porte que sur une partie de l'immeuble, l'art. 39, § 2 doit-il être appliqué à la totalité de l'immeuble, ou seulement à la partie grevée d'usufruit? En d'autres termes, doit-on fixer une seule indemnité pour la totalité de l'immeuble comprenant la nue propriété entière et l'usufruit spécial, ou fixer une indemnité distincte pour la partie libre de l'immeuble et une autre pour la partie grevée, cette dernière comprenant à la fois l'usufruit et la nue propriété? M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 177-178, préconise cette dernière solution, par application du premier paragraphe de l'art. 39, et pour éviter la confusion de l'indemnité relative à la portion grevée d'usufruit avec l'indemnité afférente à la portion que l'usufruit ne grève pas. Le jury peut évidemment s'y conformer, si les parties y ont conclu. On a vu, en effet, *supra*, n° 632, qu'aucune nullité ne saurait résulter de ce que le jury aurait, conformément aux conclusions des parties, fixé des indemnités distinctes pour l'usufruit et pour la nue propriété. Toutefois, nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir aucune obligation pour le jury de déterminer des indemnités distinctes pour la portion grevée d'usufruit et pour la portion non grevée. Cela a été jugé pour le cas où la quotité de l'usufruit n'avait pas été indiquée par les parties (Civ. cass. 16 mars 1864, aff. Tiranty, D. P. 64. 5. 168). Mais alors même que, dans leurs conclusions, les parties auraient fait connaître la quotité de l'usufruit, la décision du jury ne nous paraîtrait pas entachée de nullité pour n'avoir alloué qu'une seule indemnité. L'art. 39, § 2, en effet, après avoir disposé, sans faire aucune distinction entre le cas où l'usufruit grève la totalité de l'immeuble et celui où il n'est que partiel, qu'une seule indemnité sera fixée par le jury eu égard à la valeur totale de l'immeuble, ajoute que « le nu-propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité au lieu de l'exercer sur la chose ». L'usufruitier partiel doit

donc exercer son droit sur l'indemnité, dans la mesure du droit qu'il avait sur la chose, et comme le règlement des droits respectifs du nu-propriétaire et de l'usufruitier est chose étrangère à l'expropriation, il ne saurait y avoir, à notre avis, aucune obligation pour le jury de se préoccuper de ce règlement et de le faire entre les parties.

**637.** On a vu au *Rép.* n° 605 et *suprà*, n° 633, que l'usufruitier est tenu de donner caution alors même qu'il en aurait été dispensé par son titre ou qu'il en aurait déjà fourni une. Mais s'il ne peut toucher l'indemnité qu'en donnant caution, c'est là une simple mesure de prudence qui ne regarde ni le jury ni le magistrat directeur, et dans l'exécution de laquelle on se conforme aux règles du droit civil (Crépon, art. 39, n° 35; Arnaud, *Manuel du directeur du jury d'expropriation*, n° 445). Ces règles sont seules applicables, en effet, entre les parties.

**638.** Le nu-propriétaire d'un immeuble grevé d'usufruit peut conférer sur cet immeuble une hypothèque qui, bien entendu, ne grève que la nue propriété. Si cette circonstance se rencontre au cas où l'immeuble est exproprié pour cause d'utilité publique, l'existence de l'hypothèque met obstacle à ce que l'usufruitier puisse toucher le prix de l'immeuble sous réserve de caution, ainsi que l'a voulu l'art. 39, puisque l'indemnité devra être consignée conformément aux dispositions de l'art. 54 de la loi du 3 mai 1841. En effet, l'art. 39 ne peut en aucune façon porter atteinte aux droits qui avaient été constitués sur la chose avant l'expropriation et nuire à des droits antérieurs légitimement acquis; il n'a d'autre objet que de régler entre les parties les conséquences de l'expropriation et ne saurait mettre obstacle à ce que le nu-propriétaire use de sa propriété comme moyen de crédit, alors que l'expropriation n'était pas réalisée et que, même, elle n'était pas prévue. L'art. 39 ne doit donc pas, en pareil cas, recevoir une entière application, et le nu-propriétaire n'est pas tenu de rapporter la mainlevée des hypothèques qu'il a pu consentir sur l'immeuble, ni de verser dans les mains de l'usufruitier une somme égale à l'indemnité d'expropriation. Ces deux solutions seraient contraires à toute équité et bien souvent irréalisables dans la pratique. Aussi, lorsque la nue propriété a fait l'objet d'hypothèques, doit-on chercher en dehors de l'art. 39 les moyens de sauvegarder les droits de l'usufruitier. On peut, par exemple, obliger le nu-propriétaire à tenir compte à l'usufruitier de la différence entre le taux légal de l'intérêt et celui que paye la caisse des dépôts et consignations (Dijon, 6 juill. 1857, aff. Vuillaume, D. P. 58. 2. 118).

**639.** En ce qui concerne le règlement de l'indemnité lorsque la propriété est grevée de droits d'usage et d'habitation, nous nous référons aux explications qui ont été fournies au *Rép.* n° 607. L'usage et l'habitation, étant des démembrements du droit d'usufruit, ne comportent, comme l'usufruit lui-même, que l'allocation d'une indemnité unique, sauf aux parties à faire régler par les tribunaux ordinaires la fraction de l'indemnité qui devra être attribuée à l'usage ou à l'habitation (Crépon, art. 39, n° 30. — MM. Delalleau et Jouselin, n° 354), estiment, au contraire, qu'il ne suffirait pas, au cas où il s'agit d'un droit d'habitation, d'allouer une seule indemnité, le droit d'habitation pouvant ne pas absorber la jouissance de l'immeuble total, et que l'indemnité représentative de la jouissance doit être déterminée à l'égard de celui qui réclame le droit d'habitation. Quant aux droits d'usage ils donneraient également lieu à une indemnité distincte, qu'ils soient ou non réglés par le code civil.

### § 3. — Indemnité due au fermier et au locataire (*Rép.* nos 608 à 614).

**640.** Le locataire et le fermier d'un immeuble exproprié ont droit à une indemnité (*Rép.* n° 608). Ce droit est indépendant de celui qui compete au propriétaire; l'indemnité accordée à ce dernier est entièrement distincte de celle qui est attribuée au locataire ou fermier : la loi, loin de prescrire, comme à l'égard de l'usufruitier, de fixer une indemnité unique, a formellement reconnu les droits des fermiers et locataires à se faire attribuer une indemnité distincte (art. 24); elle leur laisse par conséquent une entière liberté pour faire valoir leurs droits respectifs et invoquer tous ceux qu'ils tiennent du bail.

**641.** Est-il nécessaire, pour être opposable à l'expro-

priant, que le bail ait date certaine? La jurisprudence avait tout d'abord exigé cette condition (*Rép.* n° 614), et l'arrêt rendu dans ce sens par la cour de cassation le 2 févr. 1847, avait été suivi de plusieurs autres décisions conformes (Paris, 16 mai 1854, aff. Pignot, D. P. 55. 2. 54; Lyon, 16 mars 1855, aff. Extragnat, D. P. 55. 2. 297). Cette jurisprudence, vivement critiquée par les auteurs (V. Paillard de Villeneuve, *Gazette des tribunaux* du 19 mai 1854; Cabantous, *Journal du palais*, 1854, t. 2, p. 1; Clamageran, *Revue pratique de droit français*, 1856, t. 1, p. 80; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 214), se fondait sur deux motifs principaux : en premier lieu, sur l'art. 1328 c. civ. aux termes duquel les actes sous seing privé ne peuvent être opposés aux tiers qu'autant qu'ils ont acquis date certaine; en second lieu, sur l'art. 1750 c. civ., qui permet à l'acquéreur d'expulser, sans dommages intérêts, le fermier ou locataire dont le bail n'est pas constaté par acte authentique et n'a pas date certaine. — L'application de ce dernier article n'était guère justifiée. En effet, c'est exclusivement à l'acquéreur en cas de vente qu'il s'applique. Or, comme le remarquait M. Ambroise Rendu dans une consultation insérée en partie (D. P. 61. 1. 145, note a), l'expropriant pour cause d'utilité publique se distingue, sous les rapports les plus essentiels, de l'acquéreur du droit civil; il n'est pas plus un acquéreur, soit dans le langage usuel, soit dans le langage légal, que l'exproprié n'est un vendeur. D'ailleurs, acquéreur ou non, l'expropriant ne peut invoquer le bénéfice de l'art. 1750, alors que l'exproprié ne saurait, de son côté, invoquer contre lui le bénéfice de l'art. 1743, qui interdit à l'acquéreur d'expulser le fermier ou locataire dont le bail est authentique, ou a acquis date certaine; ces deux dispositions, en effet, sont inséparables, elles se lient à un système qu'il n'est pas possible de scinder, et si l'une d'elles est inapplicable à l'expropriant dans ses rapports avec les intérêts qu'il atteint, l'autre est également inapplicable. Enfin, le locataire évincé en vertu de l'art. 1750 a un recours contre son bailleur; ce recours disparaît, au contraire, toutes les fois que le propriétaire exproprié a rempli les formalités légales et qu'il a fait connaître le locataire à l'expropriant (V. *suprà*, n° 224 et suiv.). — Quant à l'art. 1328, il est également inapplicable. En effet, la loi du 3 mai 1841 y déroge, sinon explicitement, du moins virtuellement. Il résulte des art. 21 et 39 de cette loi que l'expropriant est substitué au propriétaire, qui lui a déclaré l'existence de fermiers ou locataires, pour le paiement de l'indemnité qui leur est due à raison de la dépossession des droits qu'ils tenaient du bail; l'expropriant est tenu, au lieu et place du propriétaire, au même titre et de la même manière; il en résulte que le locataire ne peut se prévaloir contre l'expropriant que des droits qu'il pourrait invoquer contre le propriétaire, en cas d'éviction, mais qu'il peut les faire valoir contre lui de la même manière qu'il les eût fait valoir contre le propriétaire, et qu'il peut lui opposer le bail sous seing privé comme il l'aurait opposé à ce dernier. C'est ce qu'a reconnu la cour de cassation dans un arrêt du 17 avr. 1861 (aff. Louvat, D. P. 61. 1. 145) qui, fortement motivé, consacre une jurisprudence nouvelle : « Attendu, dit la cour, que ces dispositions spéciales (art. 21 et 39) de la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique dérogent en ce point aux règles du droit commun, telles qu'elles sont formulées aux art. 1328 et 1750 c. civ.; qu'il ne suffit donc pas qu'un bail, à défaut d'enregistrement, ou de l'une des circonstances déterminées par la loi, n'ait pas date certaine à l'égard des tiers pour que l'expropriant soit dispensé de l'obligation d'indemniser le fermier ou locataire, lorsque, d'ailleurs, ce bail a été passé de bonne foi et sans fraude, ce qu'il appartient aux tribunaux d'examiner » (V. dans le même sens : Lyon, 7 août 1855, aff. Valat, D. P. 56. 2. 102; Grenoble, 30 août 1856, aff. Repellin et Roget, D. P. 58. 2. 83).

**642.** Le propriétaire, comme l'a vu *suprà*, n° 218 et suiv., n'est dessaisi que par le jugement d'expropriation; cet acte seul est translatif de propriété : le décret d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité n'ont pas pour effet de lui enlever le droit de disposer de son immeuble. Il en résulte, notamment, que tout bail antérieur au jugement d'expropriation est opposable à l'expropriant, alors même qu'il serait postérieur au décret qui a déclaré l'utilité publique des travaux, et à l'arrêté de cessibilité.

L'existence du décret déclaratif de l'utilité publique n'est cependant pas toujours sans influence au point de vue du droit du locataire de réclamer une indemnité : l'exproprié ne pourrait invoquer un bail qu'il aurait souscrit ou qui aurait été renouvelé avant l'expropriation dans le but unique d'obtenir une indemnité plus élevée; et s'il est établi qu'il a eu connaissance de l'expropriation qui doit atteindre les terrains ou les locaux loués au moment du renouvellement d'un bail, le locataire peut être réputé avoir stipulé en vue de se faire attribuer une indemnité plus considérable. Ainsi il a été jugé que les renouvellements de baux postérieurs au décret de déclaration d'utilité publique des travaux, dans le périmètre desquels se trouvent les immeubles loués, ne sont pas opposables à l'administration expropriante, s'il est reconnu qu'ils ont eu lieu, non dans le but de procurer aux preneurs une véritable prolongation de la jouissance de ces immeubles, mais uniquement pour leur assurer, lors de l'expropriation, l'allocation d'une indemnité plus considérable que celle qu'ils auraient pu réclamer en vertu des baux originaux (Req. 15 févr. 1860, aff. Loddé, D. P. 60. 1. 117). — En admettant même que le locataire puisse être réputé avoir stipulé à tout événement, dans le but de rester en jouissance quelque temps de plus si, par suite d'événements imprévus, l'expropriation était retardée, il peut être regardé comme s'étant exposé volontairement et en connaissance de cause aux dommages dont il vient demander réparation, et il ne saurait réclamer une indemnité pour une prolongation de jouissance qu'il n'avait pu considérer, au moment du renouvellement du bail que comme purement éventuelle (Req. 14 mars 1860, aff. Rousselet, D. P. 60. 1. 279).

**643.** Le droit de réclamer une indemnité pour résolution du bail est ouvert au locataire dès que le jugement d'expropriation a été rendu. — On a, il est vrai, soutenu que la résiliation du bail résultant du jugement d'expropriation n'est prononcée qu'au profit de l'expropriant seul, et que le locataire ne peut s'en prévaloir dès l'instant que l'expropriant le laisse en jouissance des immeubles loués. La loi d'expropriation, disait-on dans ce système, ne s'occupe du locataire qu'au seul point de vue de l'indemnité d'éviction. C'est l'éviction seule qui donne droit à une indemnité représentative de la privation de jouissance; l'indemnité à accorder au locataire n'a d'autre objet que de réparer les pertes réelles et positives qu'entraînera pour lui l'expropriation : le droit du locataire à l'indemnité prend sa source, non pas dans le jugement d'expropriation lui-même, mais dans le dommage qui peut lui être causé par la résiliation effective, par la cessation de sa jouissance, par sa dépossession; en un mot, une indemnité n'est due au locataire qu'en compensation d'une éviction réelle. En outre, l'expropriant a le droit d'atténuer ce dommage, et conséquemment l'indemnité qui en sera la représentation, par tous les moyens possibles, soit en prolongeant ou en maintenant même la jouissance du locataire, soit en ne prenant qu'une partie des lieux occupés par ce dernier, si cela est compatible avec l'exécution des travaux en vue desquels a été pris le jugement d'expropriation.

Cette doctrine n'a pas prévalu dans la jurisprudence de la cour de cassation. L'interprétation que cette jurisprudence a toujours donnée à l'art. 24 de la loi du 3 mai 1841 et les effets qu'elle a reconnus au jugement d'expropriation ne permettaient pas de l'accueillir. S'il était vrai que le jugement d'expropriation n'a pas, vis-à-vis des locataires, les mêmes effets qu'à l'égard de ceux qui ont sur l'immeuble des droits de servitude ou d'hypothèque, il faudrait admettre que les droits des locataires survivent au jugement, qu'ils seraient, par conséquent, susceptibles de paralyser, au moins momentanément, l'effet du jugement et feraient obstacle à l'exécution des travaux, ce qui serait contraire à toute l'économie de la loi d'expropriation. L'objection tirée du caractère de l'indemnité attribuée au locataire, qui n'est que la représentation d'un dommage éprouvé, de sorte que le droit à cette indemnité ne s'ouvrirait pour le locataire que du jour où il serait troublé dans sa jouissance par l'expropriant, est inconciliable avec l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841 qui suppose le droit à une indemnité acquise à toutes les parties intéressées dès l'instant où est intervenu le jugement d'expropriation. Cet article, en effet, s'applique, dans

sa généralité, aussi bien aux locataires qu'aux autres intéressés (V. *infra*, n° 795). « Il est si peu dans la pensée de la loi, a dit la cour de cassation (Req. 16 avr. 1862, aff. Bernardin et Crest, D. P. 62. 1. 300), de subordonner l'action du locataire à sa dépossession effective et réelle que l'expropriant resterait libre d'ajourner indéfiniment, qu'elle l'autorise, comme tous les autres ayants droit, à prendre l'initiative et à poursuivre lui-même le règlement de son indemnité, lorsque six mois se sont écoulés depuis le jugement d'expropriation, sans que l'expropriant ait rien fait pour en provoquer la fixation et se mettre ainsi en mesure d'user de son droit; — Attendu que s'il était vrai que l'expropriation n'atteint pas les baux en cours d'exécution, et que les locataires ne sont légalement évincés, et n'ont par conséquent droit à une indemnité, que du jour où l'expropriant les expulse, celui-ci n'aurait aucun titre contre eux et devrait subir les baux jusqu'à leur expiration, la loi de 1841 n'admettant, dans aucune de ses dispositions, qu'il puisse de nouveau se pourvoir en justice pour obtenir un jugement qui les dépossède; — Attendu qu'il serait également inadmissible que les baux ne soient immédiatement résolus par l'effet du jugement d'expropriation qu'à l'égard et dans l'intérêt de l'expropriant, et qu'ils continuent d'obliger les locataires jusqu'au moment où celui-ci juge opportun de les expulser; que pour accepter une doctrine aussi contraire au droit commun, il faudrait la trouver consacrée par une disposition expresse et spéciale qui n'existe pas dans la loi; qu'en l'absence de toute stipulation contraire, le bail, comme tous les contrats synallagmatiques, ne peut cesser d'être obligatoire pour l'une des parties sans cesser de l'être en même temps pour l'autre; qu'à dater de l'expropriation, le locataire livré à la merci de l'expropriant, ne conserverait plus qu'une possession précaire, désormais substituée à celle que son contrat lui assurait pour un temps déterminé; qu'il serait ainsi évincé de droit avant de l'être de fait, et que la loi n'a pu vouloir lui imposer sans indemnité une situation qui altérerait trop profondément son droit pour ne pas équivaloir à une expropriation; — Attendu que dans la vérité des principes, le bail, résolu pour l'expropriant par l'effet du jugement qui lui a transmis la propriété, l'est également de plein droit pour le locataire, au profit duquel s'ouvre immédiatement une action en indemnité; qu'il ne pourrait revivre que par un contrat nouveau, pour la formation duquel le consentement de toutes les parties serait nécessaire, et que l'expropriant ne saurait, par sa seule volonté, en imposer la continuation au locataire et paralyser ainsi pour lui l'exercice d'un droit qui lui est définitivement acquis ». — On exciperait donc vainement contre l'action des locataires tendant à obtenir le paiement des indemnités fixées par le jury, de la déclaration de l'expropriant qu'il entend respecter leurs baux et les laisser jouir paisiblement des lieux loués jusqu'à l'expiration du temps convenu, car cette déclaration, dont l'effet reste toujours subordonné aux exigences de l'intérêt public, ne peut être obligatoire pour l'expropriant et laisse les locataires dans une situation précaire (V. l'arrêt de la cour de Paris du 7 mai 1861, rendu dans la même affaire que l'arrêt précité de la chambre des requêtes, D. P. 61. 2. 98; Paris, 11 août 1862, aff. Teyssier, et sur pourvoi, Civ. cass. 23 mars 1864, D. P. 64. 1. 116; 20 juin 1864, aff. Briquet, D. P. 64. 1. 278; 4 juill. 1864, aff. Lepage-Moutier et aff. Chardonnet, D. P. 64. 1. 443; Rouen, 6 avr. 1865, aff. Lepage-Moutier, D. P. 66. 2. 62; Civ. rej. 22 mars 1870, aff. Caron, D. P. 70. 1. 297; Req. 23 nov. 1880, aff. Poutrel, D. P. 81. 1. 258).

**644.** Le droit pour le locataire de réclamer une indemnité persiste alors même qu'il aurait, pendant plusieurs années après l'expropriation et les six mois fixés par l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841, conservé la jouissance des lieux loués et payé les loyers sans réserves. Peut importer même qu'il eût conservé cette jouissance jusqu'à la fin de son bail. Le jugement d'expropriation n'en opère pas moins une intervention dans le titre de la possession du locataire; cette possession n'est plus pour lui qu'une occupation précaire et de fait, conservée à titre de garantie. En effet, son droit étant converti par le jugement d'expropriation en une simple créance d'indemnité, dont le paiement doit, aux termes des art. 545 c. civ. et 53 de la loi du 3 mai 1841, être préalable à la prise de possession par l'expropriant, le locataire évincé est autorisé à conserver, à titre



de garantie légale, la possession des lieux tant que l'indemnité n'est pas réglée et payée. L'expropriant ne saurait donc arguer de cette possession, qu'il dépendait de lui de faire cesser en payant l'indemnité, pour l'assimiler à une jouissance qui aurait procuré au bail toute son exécution et aurait pu se prolonger par tacite reconduction. Il faudrait, pour modifier cette situation, ou un nouveau bail intervenu entre l'expropriant et l'exproprié (V. *infra*, n° 648), ou une renonciation de ce dernier à l'indemnité (Req. 16 avr. 1862, aff. Bernardin et Crest, D. P. 62. 1. 300; Civ. cass. 20 juin 1864, aff. Briquet, D. P. 64. 1. 278; 4 juill. 1864, aff. Lepage-Moutier, D. P. 64. 1. 443; Civ. rej. 22 mars 1870, aff. Caron, D. P. 70. 1. 297; Paris, 14 janv. 1873, aff. Arnold, D. P. 73. 2. 137; Req. 23 mars 1880, aff. Poutrel, D. P. 81. 1. 258).

**645.** La résolution des baux résultant du jugement d'expropriation atteint tous les baux, de quelque nature qu'ils soient, que leur terme ait été déterminé par l'usage ou par la convention. Sans doute, lorsque le bail est sans durée limitée, lorsqu'il peut prendre fin par un congé donné par les parties dans un délai consacré par l'usage, et que l'expropriant a donné congé au locataire en observant ce délai, celui-ci aura conservé la jouissance pendant tout le temps prévu par la convention. Mais il se trouvera précisément dans la situation, examinée au numéro précédent, du locataire que l'Administration a laissé en jouissance jusqu'à la fin de son bail, avec cette seule différence que l'indemnité pourra être moins élevée. Le droit à indemnité, pour le locataire sans bail écrit aussi bien que pour le locataire avec bail, dérive, non du congé qui a pu lui être signifié par l'expropriant, mais du jugement même qui a prononcé l'expropriation, dont l'effet est toujours de convertir le droit du locataire en une créance d'indemnité pour la garantie de laquelle il est autorisé à conserver la possession des lieux (Req. 23 nov. 1880, aff. Poutrel D. P. 81. 1. 258).

**646.** La cession amiable, postérieure à la déclaration d'utilité publique, a les mêmes effets que le jugement (V. *supra*, n° 21, 96) au point de vue de la résolution des baux et du droit du locataire de réclamer une indemnité (V. les arrêts cités aux numéros qui précèdent et Civ. rej. 2 août 1865, aff. Fleury, D. P. 65. 1. 256, et aff. Astorgue, *ibid.*; Paris, 11 août 1862, aff. Allard Pestel, D. P. 62. 2. 133; Req. 17 juin 1867, aff. Oudard, D. P. 71. 1. 251). Mais il n'en serait pas de même d'une cession amiable qui aurait précédé la déclaration d'utilité publique (*supra*, n° 22); elle ne saurait être considérée comme ouvrant au profit du locataire le droit à indemnité que lui confèrent le jugement d'expropriation ou la cession amiable postérieure au décret déclaratif de l'utilité publique. En effet, une cession amiable faite en dehors des formes et conditions voulues par l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841, même en vue d'une expropriation pour cause d'utilité publique, n'est qu'une aliénation volontaire qui ne peut déposséder les tiers ni préjudicier à leurs droits. Ceux-ci ne sont donc pas recevables, en pareil cas, à recourir au jury pour réclamer une indemnité. Il en est ainsi alors même que l'acte notarié qui constate la cession aurait été enregistré, publié et transcrit avec la même exemption de droits et dans la même forme qu'un jugement d'expropriation (Paris, 14 août 1863, aff. Desbans et Blonjot, D. P. 64. 1. 442). Le locataire se trouve donc, en pareil cas, dans la situation prévue par le code civil pour le cas où l'immeuble est vendu; l'expropriant a, vis-à-vis de lui, les droits d'un acquéreur ordinaire, et lui-même ne peut exercer contre l'expropriant que les droits qu'il pourrait exercer contre tout acquéreur des biens tenus à bail.

**647.** A la cession amiable il faut assimiler l'acquisition que la partie expropriante fait, par voie d'adjudication, d'un immeuble compris dans l'expropriation projetée; suivant qu'elle a lieu postérieurement au décret déclaratif d'utilité publique ou avant ce décret, l'adjudication a les mêmes effets que la cession amiable (Civ. rej. 22 mars 1870, aff. Caron, D. P. 70. 1. 297).

**648.** Si le locataire conserve le droit de réclamer une indemnité alors même qu'il a été laissé en jouissance des lieux loués, c'est à la condition qu'il n'ait pas conservé cette jouissance en vertu d'un nouveau bail contracté avec l'expropriant. En effet, si l'expropriant ne peut à lui seul, en consentant à ce que l'exproprié conserve la jouissance

des lieux loués, faire revivre le bail résolu par le jugement d'expropriation, la situation n'est plus la même si le consentement du locataire se réunit à celui de l'expropriant : le locataire ne peut plus alors prétendre que son droit est devenu précaire par suite de l'expropriation, puisqu'il a accepté une situation qui, si précaire soit-elle, résulte d'une convention à laquelle il a donné son plein consentement (Req. 17 juin 1867, aff. Oudard, D. P. 71. 1. 251).

**649.** Mais la renonciation du locataire au droit de demander une indemnité ne saurait se présumer; elle ne peut résulter du seul fait qu'il est resté dans les lieux loués. Spécialement, elle ne saurait être présumée lorsque les faits, circonstances et documents de la cause, démontrent que le locataire s'est toujours considéré comme ayant une possession précaire et non pas une vraie jouissance locative de l'immeuble loué; qu'il n'a jamais entendu faire de cette simple occupation des lieux jusqu'à la fin du bail une condition d'abandon de ses droits contre l'expropriant, et n'a rien négligé pour assurer la réalisation desdits droits (Rouen, 6 avr. 1865, aff. Lepage-Montier, D. P. 66. 2. 62). Il en est de même s'il résulte de tous les actes du locataire qu'il n'a jamais accepté volontairement la continuation du bail ni renoncé au droit à indemnité (Paris, 11 août 1862, aff. Allard Pestel, D. P. 62. 2. 134).

**650.** A quel moment le locataire doit-il former sa demande d'indemnité? Il le peut incontestablement à partir de l'expiration du délai de six mois prévu par l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841, lorsque l'expropriant ne poursuit pas lui-même le règlement de l'indemnité. Mais ne faut-il pas que le locataire élève sa réclamation avant l'expiration du bail? Cette question a été résolue successivement en sens contraire par le tribunal de la Seine et la cour de Paris. Suivant le tribunal (jugement du 2 avr. 1867, aff. Caron et autres, D. P. 70. 1. 297), si le locataire reste dans les lieux plus de six mois sans agir, et si le temps que devait durer son ancien bail est expiré lors de la réunion du jury, il n'en doit résulter pour lui aucun préjudice et on ne peut induire de son silence une renonciation à l'indemnité ni la reconnaissance de sa part, qu'il n'a éprouvé aucun préjudice. Au contraire, la cour de Paris, tout en admettant la demande en indemnité par le motif qu'elle avait été formée avant l'expiration du bail, exprimait formellement qu'il en eût été autrement si la demande avait été postérieure (Arrêt du 15 févr. 1868, même affaire, D. P. 70. 1. 297) : « Considérant, dit cet arrêt, qu'il a été à bon droit décidé que le locataire qui a achevé la jouissance assurée par son bail sans réclamation ne peut demander d'indemnité pour le prétendu trouble apporté à son droit par l'expropriation; mais qu'il ne peut être fait application de cette règle aux locataires qui ont élevé leurs réclamations avant la fin de leur bail, et aussitôt que la loi sur les expropriations le leur a rendu possible ».

Le système adopté par le tribunal nous paraît préférable, et il est seul conforme aux principes qui ont été admis par la jurisprudence de la cour de cassation. Si, comme celle-ci l'exprime, le droit du locataire résulte, non pas de la dépossession matérielle, mais de la résiliation du bail qui est la conséquence de l'expropriation, il n'importe pas que la dépossession matérielle soit impossible à cause de l'expiration du bail. Il suffit que la résolution du bail ait eu lieu pour que le droit à indemnité existe. On objecte vainement qu'après l'expiration du bail l'éventualité d'un préjudice est impossible. Cela n'est pas exact, car la résolution du bail, indépendamment de toute dépossession, a déjà causé un préjudice au locataire, en substituant à son droit de jouissance une simple possession de fait toujours précaire. Ce préjudice, à la vérité, peut être plus ou moins grave. C'est au jury qu'il appartient de l'apprécier. Il suffit qu'il existe dans la plus faible proportion pour que le droit à indemnité soit ouvert et pour que le locataire doive être admis à l'exercer. — La cour de Paris, qui a consacré l'opinion contraire, paraît toujours dominée par cette idée, qu'en continuant à rester en possession des lieux jusqu'à l'expiration du bail, le locataire renonce tacitement à son droit à indemnité. Mais cette présomption a été condamnée par l'arrêt précité du 4 juill. 1864, cité *supra*, n° 644. Remarquons que le système de la cour de Paris aurait pour conséquence de priver, sans raison, de toute indemnité

rité les locataires qui, au moment de l'expropriation, auraient une durée de bail de moins de six mois, et qui ne seraient pas dépossédés matériellement avant l'expiration de leurs baux. En effet, l'art. 53 de la loi du 3 mai 1841 ne permet aux intéressés de poursuivre la fixation de leurs indemnités qu'après un délai de six mois, à dater du jugement d'expropriation ou de l'acte équivalent. Ainsi les locataires dont le bail prendrait fin avant l'expiration de ce délai seraient toujours dans l'impossibilité de réclamer une indemnité qui, bien que dans une moindre proportion, leur serait cependant due, aussi bien qu'aux locataires ayant des baux plus longs.

**651.** On a dit au *Rép.* n° 609 que, lorsqu'il a été stipulé dans le bail que l'acquéreur, en cas de vente, pourrait expulser le fermier ou locataire sans dommages-intérêts, ceux-ci n'auraient, en cas d'expropriation publique, aucun droit à indemnité. Cette règle a été confirmée, depuis la publication du *Répertoire*, par deux arrêts, l'un de la cour de Paris, l'autre de la cour de cassation. Dans l'espèce qui a donné lieu à ces décisions, il avait été stipulé qu'en cas de vente ou d'échange, le bail serait nul et résilié sur la simple signification d'un congé, donné selon l'usage, et sans qu'à raison de cette résiliation le propriétaire fût tenu, envers les locataires, à d'autres indemnités que celles fixées par la convention à une somme déterminée. Les immeubles loués ayant été cédés amiablement à la Ville de Paris par le propriétaire, et un jugement les ayant déclarés expropriés, le jury d'expropriation fut appelé à déterminer les indemnités auxquelles avaient droit le propriétaire et les locataires; à ceux-ci, le jury alloua une indemnité hypothétique pour le cas où il serait jugé ultérieurement par le tribunal compétent que la clause sus-énoncée ne pourrait être opposée par la Ville de Paris. Le tribunal de la Seine et la cour de Paris déclarèrent que les locataires n'avaient aucun droit à l'indemnité hypothétiquement fixée (Paris, 24 févr. 1860, aff. Velat, D. P. 61. 2. 28). La cour de cassation, à laquelle cette décision fut déférée, la confirma par le motif que la clause litigieuse n'était pas attachée à la personne des stipulants, et que, suivant les principes du droit commun, elle s'appliquait aussi bien à leurs ayants cause, c'est-à-dire à la Ville de Paris, à qui cette qualité appartenait, tant en vertu du jugement d'expropriation qu'en vertu de la cession amiable qui l'avait suivi; que la cession était la réalisation directe et formelle de l'hypothèse prévue dans le bail, et qu'il importait peu qu'elle ne fût intervenue qu'après le jugement d'expropriation, les parties étant libres d'y renoncer; que l'expropriation elle-même équivalait déjà à la vente, dont le propriétaire s'était réservé la faculté, et que les différences qui existent, sous d'autres rapports, entre une aliénation volontaire et une vente forcée n'ont rien dont les locataires, tiers quant à ce, soient recevables et fondés à se prévaloir (Req. 13 mars 1861, aff. Velat et autres, D. P. 61. 1. 396). — Les motifs de cet arrêt ne sont peut-être pas absolument décisifs, car l'expropriation est loin de pouvoir être assimilée à une vente, et la solution donnée par l'arrêt serait peut-être douteuse s'il n'était résulté dans l'espèce des circonstances de la cause que dans la commune intention des parties, lors de la rédaction du bail, on avait envisagé l'éventualité de l'expropriation. C'était en vue de cette expropriation que le propriétaire avait inséré dans le bail la clause relative à l'indemnité qui pourrait être due à ses locataires. Il avait cherché ainsi, en livrant à l'expropriant un immeuble libre de toutes charges locatives, à s'assurer une indemnité plus élevée, tout en achetant ces avantages par un abaissement du prix des loyers; les locataires avaient donc eux-mêmes retiré un avantage de cette clause et se trouvaient, en quelque sorte, indemnisés par avance de l'éviction. Ces motifs permettaient de considérer la clause comme susceptible d'être invoquée par l'expropriant. — L'expropriant pourrait également se prévaloir contre le locataire d'une clause de son bail portant qu'en cas d'expropriation, la location serait résiliée (Paris, 24 déc. 1859, aff. Schillé, D. P. 60. 5. 156).

**652.** Mais encore faudrait-il que la clause fût conçue d'une façon générale, et non dans des termes qui en limiteraient au profit du bailleur seul le sens et l'application (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 219-220). — De même, on ne saurait étendre à l'expropriation de l'immeuble pour

cause d'utilité publique une clause de non-indemnité stipulée pour un cas spécial, tel que celui de démolition et de reconstruction de l'immeuble pour cause de reculement (Paris, 7 mai 1861, aff. Bernardin et Crest, D. P. 61. 2. 98).

• **653.** La fixation de l'indemnité due au locataire est particulièrement délicate lorsque l'expropriation n'est que partielle. Il faut alors, en effet, combiner les dispositions de la loi du 3 mai 1841 et l'art. 1722 c. civ. (*Rép.* n° 613) aux termes duquel, si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander une diminution du prix de location ou la résiliation du bail. Dans quelle mesure cette combinaison doit-elle se faire? M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 164, propose une distinction fort judicieuse, et qui permet de régler à la fois la mesure dans laquelle on doit appliquer la loi spéciale de l'expropriation et la loi générale, c'est-à-dire l'art. 1722 c. civ., et la compétence respective du jury et des tribunaux ordinaires. « Il suffit, dit-il, de distinguer soigneusement ce qui affecte les rapports de l'expropriant et de l'exproprié d'une part, les rapports du propriétaire et du locataire d'autre part. Au premier point de vue, les règles de la loi spéciale devront être appliquées et le jury aura compétence; au second, les règles du droit commun et la compétence des tribunaux ordinaires devront être maintenues. » — Cette distinction est suivie dans la pratique : on applique l'art. 1722 dans celle de ses dispositions qui permet au locataire d'opter entre une diminution du prix de la location et la résiliation du bail. L'expropriation partielle ne résout les baux que dans la proportion même où elle atteint la propriété et par conséquent elle ne s'étend pas à la partie des immeubles qui ne sont pas atteints par l'expropriation; le locataire se trouve donc en présence d'une diminution de jouissance qui constitue à son égard, vis-à-vis du propriétaire, le cas fortuit prévu par l'art. 1722. Mais ses droits ne se bornent pas là; l'expropriation n'est pas, au regard de l'expropriant, un cas fortuit ne permettant pas au locataire, aux termes de la disposition finale de l'art. 1722, de demander des dommages-intérêts; c'est, au contraire, de la part de l'expropriant, un acte volontaire, une voie de fait, légitimée il est vrai par l'utilité publique, mais qui n'en autorise pas moins le locataire dépossédé à demander une indemnité. En cas d'expropriation partielle de l'immeuble qu'il a pris à bail, le locataire a donc un double droit à exercer : droit à la résiliation ou à une diminution du prix du loyer à l'égard du propriétaire, droit à une indemnité d'éviction à l'égard de l'expropriant. Pour exercer le premier de ces droits, le locataire devra s'adresser aux tribunaux ordinaires, pour le second il recourra au jury.

**654.** Mais l'option que l'art. 1722 laisse au locataire est soumise à certaines conditions : pour autoriser la résiliation, il faut que la partie enlevée par l'expropriation ne permette plus la jouissance utile de la chose louée. Or les difficultés auxquelles le droit d'option peut donner lieu constituent un litige sur le fond du droit dont le jury ne peut connaître (*V. infra*, n° 730 et suiv.). Le jury aura alors à fixer une indemnité alternative, suivant que la résiliation sera accordée ou refusée.

**655.** La résolution des baux qui résulte du jugement d'expropriation ne s'appliquant pas, au cas d'expropriation partielle, aux portions de l'immeuble qui ne sont pas expropriées, les baux qui portent sur les parties non expropriées de l'immeuble subsistent, alors même que l'expropriant deviendrait ultérieurement propriétaire de la totalité de l'immeuble, notamment à la suite de la réquisition d'acquisition totale faite par le propriétaire (Paris, 22 juin 1869, aff. Cotelte, D. P. 70. 2. 83). — En effet, la résolution de tous les droits réels et de tous les droits de bail, qui est le résultat de l'expropriation, ne s'étend pas aux droits assis sur des terrains dont l'expropriant ne devient propriétaire qu'en vertu de la réquisition qui lui est faite de les acquérir, aux termes de l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841. Le droit de réquisition conféré au propriétaire par cet article lui est uniquement accordé dans son intérêt privé et les conséquences de cette réquisition ne peuvent profiter aux tiers; la partie de la propriété non touchée par l'expropriation passe donc des mains du propriétaire aux mains de l'expropriant, sans autre effet que ceux d'une transmission ordinaire et, par conséquent, grevée de tous les droits réels ou de bail

acquis conformément à la loi. En pareil cas, l'expropriant est substitué purement et simplement au propriétaire pour toute la partie de l'immeuble qui n'est pas comprise dans l'expropriation et qui a fait l'objet d'une réquisition d'acquisition totale. — Il en est de même lorsque l'acquisition totale de l'immeuble a fait, après le jugement d'expropriation, l'objet d'une vente amiable, car la cession amiable ne produit les effets résolutoires attachés au jugement d'expropriation qu'autant qu'elle a pour objet des biens soumis à l'expropriation (Arrêt précité du 22 juin 1869).

**656.** Les mêmes règles s'appliquent au cas où, les immeubles étant loués à un principal locataire, celui-ci requiert l'acquisition totale de son droit; l'expropriant lui est alors substitué pour la partie non comprise dans l'expropriation tant à l'égard du propriétaire que des sous-locataires. Ainsi, l'abandon fait par le locataire principal de son droit au bail, moyennant une indemnité qui lui est allouée, par le jury, sur sa demande, n'entraîne pas la résolution de la sous-location qui peut subsister sur les portions de l'immeuble non expropriées, et cet abandon ne profite qu'à la partie expropriante qui, par le paiement de l'indemnité, se trouve substituée dans le bénéfice de la location sur les portions de l'immeuble non expropriées. De son côté, le propriétaire est sans droit pour se prévaloir contre l'expropriant de la résiliation du bail sur les mêmes portions de l'immeuble et prétendre, sous le prétexte de cette résiliation, à un supplément d'indemnité (Civ. rej. 15 juin 1868, aff. de Coëtlogon, D. P. 68. 4. 323).

**657.** Mais l'acquisition totale n'a les effets d'une aliénation volontaire que lorsqu'elle survient après un jugement d'expropriation partielle et qu'elle rentre dans l'hypothèse prévue par l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841. Aussi les principes qui viennent d'être exposés cessent-ils d'être applicables lorsque le jugement d'expropriation est rendu dans les conditions prévues par le décret du 26 mars 1852 (V. *supra*, n° 35 et suiv.) et porte sur la totalité de l'immeuble, quoiqu'une portion seule de cet immeuble doive être employée à l'exécution des travaux. Le décret du 26 mars 1852 établit, en effet, pour le cas qu'il prévoit, un droit d'expropriation totale, qui s'exerce dans la forme ordinaire des expropriations et en dehors de la volonté de l'exproprié, à la différence de ce qui a lieu dans le cas prévu par l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841. Le jugement rendu en vertu du décret de 1852 doit donc produire, à l'égard des baux, les effets de tout jugement d'expropriation, c'est-à-dire résoudre ces baux, sans distinction entre la partie occupée par les travaux et celle qui reste en dehors de leur tracé, et ouvrir, par conséquent, aux locataires le droit à une indemnité d'expropriation, malgré la déclaration de l'expropriant qu'il entend entretenir ces baux (Req. 9 août 1864, aff. Petit, D. P. 64. 1. 444).

**658.** Peu importerait même que ce fût à la demande du propriétaire lui-même que l'expropriation eût porté sur la totalité de l'immeuble. La demande ou le consentement du propriétaire ne pourrait, en pareil cas, enlever à l'expropriation les effets qui y sont attachés. On sait, en effet, que les conséquences de l'expropriation sont les mêmes lorsque le jugement prononce l'expropriation et lorsqu'il ne fait que donner acte au propriétaire de son consentement à l'expropriation, ou même lorsqu'une cession amiable intervient après la déclaration d'utilité publique. En outre, la circonstance que le propriétaire a accepté l'acquisition totale n'a pas pour effet de créer une analogie entre le cas qui nous occupe et celui de l'art. 50. Dans ce dernier cas, en effet, l'Administration résiste à l'expropriation totale au lieu de la réclamer, et il n'y a pas expropriation proprement dite des parcelles non comprises au jugement d'expropriation, pour lesquelles il n'existe aucune déclaration d'utilité publique. C'est ce qu'a, d'ailleurs, formellement décidé l'arrêt du 9 août 1864 cité *supra*, n° 657.

**659.** Les éléments du dommage qui doivent servir de base au calcul de l'indemnité ont été exposés au Rép. n° 611 et 612. Les règles applicables sur ce point n'ont subi aucune modification.

§ 4. — Indemnités dues aux divers ayants droit. — Bail à rente, emphytéose, complant, etc. (Rép. n° 615 à 622).

**660.** Il n'y a rien à ajouter aux explications qui ont été données relativement au règlement de l'indemnité en cas

de bail à rente (Rép. n° 615), bail à locataire perpétuelle (Rép. n° 617), bail à longues années (Rép. n° 619), bail à complant (Rép. n° 620), droits de champart (Rép. n° 621), bail à domaine congéable (Rép. n° 622). En ce qui concerne l'emphytéose, au contraire, le règlement de l'indemnité donne toujours lieu à des divergences de doctrine.

**661.** Nous avons admis au Rép. n° 618, d'accord avec un grand nombre d'auteurs, qu'au cas d'emphytéose à temps, il y a lieu d'accorder une indemnité unique, représentative de la valeur de l'immeuble, qui serait placée de telle sorte que les intérêts en soient perçus pendant la durée de l'emphytéose par le preneur, déduction faite au profit du bailleur, du canon emphytéotique. Un certain nombre d'auteurs ont, depuis la publication du  *Répertoire* , suivi cette doctrine (Delalleau, 7<sup>e</sup> éd., n° 369; Bathie, *Traité de droit public et administratif*, t. 7, p. 117; Sabatier, *Traité de l'expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 341, etc.). L'emphytéose temporaire, qui est seule possible aujourd'hui, n'est qu'une sorte d'usufruit plus ou moins prolongé, avec une redevance ou canon payable annuellement au propriétaire. Pourquoi, dès lors, ne pas procéder comme lorsqu'il s'agit d'un usufruit proprement dit? En outre, il y aurait des difficultés presque insolubles à fixer deux indemnités distinctes représentatives des deux droits en présence, tandis qu'avec une seule indemnité représentative de la valeur de l'immeuble, ces difficultés sont complètement évitées.

**662.** Dans un autre système, on objecte que l'emphytéose, si elle peut être comparée à l'usufruit, peut être non moins justement comparée au bail. Ferrière, qui a donné la définition la plus claire de l'emphytéose, dit, en effet : « C'est un bail à longues années d'un héritage, à la charge de le cultiver et améliorer, ou d'un fonds, à la charge d'y bâtir, ou d'une maison, à la charge de la rebâtir, moyennant une certaine pension modique, payable par chaque an par le preneur, et à la charge aussi ordinairement par le preneur de bailler au temps du contrat une certaine somme... » (*Dictionnaire de droit*, v° *Emphytéose*). Il ne faut donc pas s'attacher à la ressemblance qui existe entre l'emphytéose et l'usufruit pour appliquer au premier les textes spéciaux au deuxième et qui, en raison de leur spécialité même, ne peuvent être étendus par voie d'assimilation (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 181). Sans doute, il y aura des difficultés pour apprécier l'indemnité à fournir à chacun des deux ayants droit : le propriétaire et l'emphytéote. Mais le jury d'expropriation est constitué précisément pour trancher, par son appréciation souveraine, les difficultés de cette nature. Jugé, en ce sens, qu'en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble grevé d'un droit d'emphytéose, le jury doit prononcer deux indemnités distinctes, l'une au profit du propriétaire, l'autre au profit de l'emphytéote (Rouen, 20 nov. 1878, aff. Leclerc, D. P. 79. 2. 256).

On a invoqué à l'appui de ce système deux arrêts de la cour de cassation (Req. 12 mars 1845, aff. Laporte, D. P. 45. 1. 105, et Civ. rej. 1<sup>er</sup> avr. 1868, aff. Deladrière, D. P. 68. 1. 220). Mais ces arrêts ne tranchent pas la question de principe même, comme l'a fait la cour de Rouen dans l'arrêt précité et ne prouvent nullement que la cour suprême ait pris parti dans la controverse contre le système que nous avons nous-mêmes adopté. Dans l'espèce de l'arrêt de 1845, il ne s'agissait pas de savoir si, aux termes de l'art. 39 de la loi de 1841, le jury doit ou non prononcer deux indemnités distinctes, l'une pour le propriétaire, l'autre pour l'emphytéote, mais comment l'indemnité devait se répartir entre le propriétaire et l'emphytéote, alors que, par erreur, ce dernier avait seul été appelé devant le jury et avait seul reçu le paiement. La cour de cassation a décidé que, sous le rapport de l'émolument à recevoir, les droits de l'emphytéote peuvent être assimilés à l'usufruitier. Mais elle n'a décidé que cela. Quant à l'arrêt du 1<sup>er</sup> avr. 1868, il statue sur l'espèce suivante : Une offre unique avait été notifiée au propriétaire et à l'emphytéote avec cette mention : *A partager entre eux*. Arrivées devant le jury, les parties lui avaient simplement demandé de répartir entre elles l'indemnité offerte, ce qui fut fait. La cour suprême rejeta le pourvoi formé contre cette décision, par ce motif qu'elle n'était intervenue que sur la demande des parties elles-mêmes, qui, dès lors, l'avaient acceptée d'avance,

quelle qu'elle fût, et n'avaient pas le droit de s'en plaindre, V. Comp. *supra*, n° 632.

**663.** Quoi qu'il en soit, le système, adopté par la cour de Rouen ne paraît pas applicable au cas, fort rare il est vrai, d'une emphytéose perpétuelle existant en vertu d'anciens contrats. Depuis la loi des 18-29 déc. 1790 et l'art. 530 c. civ., le domaine direct a été transformé en une simple créance. L'emphytéose perpétuelle ne peut plus être considérée que comme une espèce de vente dans laquelle le prix, au lieu d'être une somme capitale, consiste en une prestation payable périodiquement et rachetable à la volonté du débiteur. Or, quelle que soit la nature d'une créance, qu'elle soit hypothécaire ou privilégiée, elle n'entraîne plus, au cas d'expropriation de l'immeuble grevé, la nécessité d'une indemnité distincte pour son titulaire (L. 3 mai 1841, art. 17 et 18). L'exproprié pourra, soit payer avec une partie de l'indemnité la somme nécessaire au rachat, soit placer un capital suffisant dont les arrérages seront employés au service de la rente.

**664.** Quelque opinion qu'on adopte quant à la question de savoir s'il y a lieu, en cas d'emphytéose, de fixer une ou deux indemnités, on verra *infra*, n° 718 et suiv., que le jury n'en est pas moins tenu de pourvoir dans sa décision à l'une ou l'autre hypothèse, s'il s'élève devant lui une contestation sur le point de savoir s'il y a lieu de fixer une ou deux indemnités. Il devra donc en ce cas fixer alternativement deux indemnités : l'une unique, l'autre divisée entre le propriétaire et l'emphytéote.

ART. 4. — *Règles communes aux diverses indemnités*  
(Rép. n° 623 à 654).

§ 1<sup>er</sup>. — Fixation de l'indemnité en argent.

**665.** On a exposé au Rép. n° 625 que l'indemnité fixée par le jury doit, à peine de nullité, consister en une somme d'argent, à moins d'un consentement contraire de l'exproprié; ce principe a été de nouveau confirmé par la jurisprudence postérieure à la publication du *Répertoire* (Civ. cass. 24 déc. 1851, aff. Duval, D. P. 54. 5. 348; 10 mars 1852, aff. Bouzin, D. P. 52. 5. 262; 7 avr. 1858, aff. Sandral, D. P. 58. 1. 171; 16 avr. 1862, aff. de Saint-Geney, 29 juill. 1862, aff. Barral; 13 août 1862, aff. de la Forge; 21 juill. 1862, aff. de Legge; 23 juin 1862, aff. Péraldi, D. P. 62. 1. 379 (cinq espèces); 31 mai 1864, aff. Mausacré, D. P. 64. 5. 148; 7 févr. 1865, aff. Chatelain, D. P. 65. 5. 175; 3 avr. 1865, aff. Commune de la Ferté-Macé, D. P. 65. 5. 175; 18 févr. 1867 (1); 7 août 1867, aff. Hubertine, D. P. 67. 1. 494; 4 mai 1869, aff. Courbie, D. P. 69. 1. 341; 19 déc. 1871, aff. Frachan, et 19 mars 1872, aff. Grange, D. P. 73. 1. 71; 20 août 1873, aff. Sohet-Thibaut, D. P. 74. 1. 40; 3 déc. 1873, aff. Chastenet Gély, D. P. 74. 1. 64; 7 janv. 1874, aff. Commune de la Salle, D. P. 74. 1. 215; 15 janv. 1877, aff. Commune de Muret-le-Ferron, D. P. 78. 1. 74; 19 déc. 1877, aff. Ferrey, D. P. 78. 1. 54; 5 févr. 1883, aff. Brau et aff. Astrié, D. P. 84. 1. 278; 13 janv. 1886, aff. Pertusier, D. P. 86. 5. 225; 29 juin 1886, aff. Martin, D. P. 86. 5. 225; Civ. rej. 21 juill. 1886, aff. Commune de Pantin, D. P. 87. 1. 316; 9 févr. 1887, aff. Trouillard, D. P. 87. 1. 232). La fixation de l'indemnité en argent est, en effet, comme l'enseigne M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 93, le moyen le plus sûr d'égaliser l'indemnité au juste taux de l'immeuble et la voie unique de terminer tout différend entre les parties.

**666.** Les conséquences du principe que l'indemnité ne

saurait, en l'absence du consentement des parties, être fixée autrement qu'en une somme d'argent, sont nombreuses. La loi, notamment, n'autorise pas le jury à comprendre en déduction de l'indemnité tout ou partie des matériaux provenant de la démolition des bâtiments (Civ. cass. 10 mars 1852, aff. Bouzin, D. P. 52. 5. 262; 19 juin 1886, aff. Martin, D. P. 86. 5. 225). Dans une espèce, l'exproprié avait demandé, d'une part, la valeur du terrain dont il était exproprié et de la partie de ses bâtiments existant sur ce terrain; d'autre part, une indemnité pour le préjudice causé à la partie du terrain qu'il conservait et à la portion des bâtiments édifiés sur ce terrain, bâtiments qu'il serait forcé de démolir en raison de l'expropriation de la partie voisine et de la démolition des bâtiments édifiés sur cette portion expropriée; il reconnaissait toutefois qu'il y avait lieu de déduire la valeur des matériaux provenant de la démolition de ces derniers bâtiments. Le jury avait déduit de l'indemnité allouée outre la valeur des matériaux à provenir de la portion non expropriée, celle des matériaux devant provenir de la portion expropriée. Cette décision fut cassée, attendu qu'en acceptant la déduction de la valeur des matériaux provenant de la démolition de la portion du bâtiment non expropriée, l'exproprié n'avait fait que proposer un mode de calcul des éléments dont devait être composée l'indemnité réclamée; qu'il n'y avait pas là une demande des matériaux à provenir de la portion expropriée, ni un consentement à les recevoir en déduction de l'indemnité afférente à cette portion (Civ. cass. 24 déc. 1851, aff. Duval, D. P. 54. 5. 348).

**667.** Il en est de même lorsque, à l'offre d'une somme d'argent l'exproprié répond par une demande consistant uniquement en une somme déterminée, et qu'il ne résulte d'aucune des mentions du procès-verbal que les parties se soient mises d'accord pour substituer ou ajouter à une partie de l'indemnité en argent le droit d'enlever des bois et matériaux (Civ. cass. 5 févr. 1883, aff. Brau et aff. Astrié, D. P. 84. 1. 278). En revanche, lorsqu'il résulte du procès-verbal que les offres comprenaient, outre une somme en argent, les matériaux à provenir du bâtiment exproprié et que l'exproprié a accepté cette offre, la décision du jury qui comprend les matériaux dans son évaluation est régulière (Civ. rej. 9 févr. 1887, aff. Trouillard, D. P. 87. 1. 232).

**668.** La décision qui alloue à l'exproprié, à titre d'indemnité, une somme d'argent et tous les matériaux à provenir d'un bâtiment exproprié, doit également être annulée, lorsque l'offre présentait l'alternative d'une somme déterminée, si les matériaux restaient à l'expropriant, ou d'une somme moindre si les matériaux restaient à l'exproprié, et qu'il n'appert d'aucune constatation du procès-verbal que celui-ci ait accepté directement ou indirectement l'alternative offerte (Civ. cass. 21 juill. 1862, aff. de Legge, D. P. 62. 1. 379, 4<sup>e</sup> espèce).

**669.** Le jury ne peut pas davantage comprendre dans l'indemnité des arbres ou des récoltes se trouvant sur l'immeuble exproprié (Civ. cass. 29 juill. 1862, aff. Barral, D. P. 62. 2. 379 (2<sup>e</sup> espèce); 18 févr. 1867, aff. Grand, *supra*, n° 665; 3 déc. 1873, aff. Chasten et Gély, D. P. 74. 1. 64; 19 déc. 1877, aff. Ferrey, D. P. 78. 1. 54). Il en est ainsi soit que les offres de l'expropriant aient compris les arbres ou récoltes et que l'exproprié n'ait pas accepté ces offres, soit que les parties n'aient ni proposé ni accepté ce mode d'indemnité (Civ. cass. 16 avr. 1862, aff. de Saint-Geney, D. P. 62. 1. 379 (1<sup>re</sup> espèce) 3 avr. 1865, aff. Commune de la Ferté-Macé et 7 févr. 1865, aff. Chatelain, D. P. 65. 2. 175).

à l'expropriant, non seulement le sol, mais aussi les arbres qui y sont accrus; que l'on ne peut donc, ni regarder ces arbres comme non compris dans l'expropriation, ni attribuer à l'exproprié, à autre titre qu'à celui d'indemnité, les arbres abattus dont il a cessé d'être propriétaire; — Qu'il suit de là que la décision attaquée, en réservant aux époux Grand les arbres abattus, et en faisant ainsi entrer ces arbres dans la composition de l'indemnité, sans qu'il y eût de la part des expropriés consentement à recevoir une partie en nature, a violé la loi précitée;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 18 févr. 1867.-Ch. civ.-MM. Troplong, pr.-Renouard, rapp.-de Raynal, av. gén., c. conf.

(1) (Grand C. Préfet de la Savoie.) — La cour; — Vu les art. 38, § 3, et 42 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que l'indemnité préalable assurée aux propriétaires expropriés par les art. 545 c. nap. et 38 de la loi de 1841 doit s'entendre exclusivement d'une somme d'argent mise à la disposition immédiate de ce propriétaire, et que l'indemnité ne peut pas, à moins de conventions spéciales, se composer, pour tout ou partie, d'objets ou matériaux en nature; — Attendu que la décision attaquée, en faisant aux expropriés réserve de tous les bois provenant de l'abatage des arbres, a nécessairement ajouté à la somme allouée en argent la valeur de ces bois, qui est ainsi entrée, pour partie, dans la composition de l'indemnité totale; — Attendu que l'expropriation d'un terrain planté d'arbres transfère de l'exproprié

**670.** Il suffit, pour que la valeur des arbres, matériaux, ou objets mobiliers immobilisés par destination, soit considérée comme ayant été comprise dans l'indemnité, que la décision du jury en ait fait la réserve à l'exproprié (Civ. cass. 18 févr. 1867, aff. Grand, *suprà*, n° 665). Mais encore faut-il que cette réserve ait été réellement faite et que le jury ait effectivement fait entrer les objets mobiliers, matériaux, arbres, etc., dans l'indemnité allouée. Il est, en effet, des cas où, bien que les matériaux soient laissés à l'exproprié ils ne peuvent être réputés compris dans l'indemnité. Un locataire exproprié avait élevé, sur l'immeuble frappé d'expropriation, des constructions dont, aux termes de son bail, il demeurerait propriétaire avec faculté de les enlever lorsque le bail prendrait fin, sauf le droit, pour le bailleur, de reprendre et garder ces constructions en en payant la valeur fixée à dire d'experts. Dans sa demande, le locataire avait compris, au nombre des éléments de l'indemnité, la valeur de ces constructions; devant le jury, l'administration expropriante avait déclaré consentir à ce que l'enlèvement fût fait par le locataire, et le magistrat directeur avait donné acte de cette déclaration, sans protestation de la part de l'exproprié. Le jury ayant fixé l'indemnité en argent et déclaré ne pas y comprendre la valeur des constructions, la cour de cassation décida que cette décision ne pouvait être considérée comme ayant fait consister en matériaux de construction une partie de l'indemnité, le résultat du consentement donné par l'expropriant à l'enlèvement des constructions ayant été de placer la valeur de celles-ci en dehors de l'indemnité, qui ne devait plus dès lors être réglée que quant à ses autres éléments (Civ. rej. 30 août 1858, aff. Eon, D. P. 58. 1. 328). — Peut-être, comme l'a remarqué M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 98, l'exproprié eût-il été fondé, en pareil cas, à prétendre que l'expropriant ne pouvait user de la faculté accordée au bailleur d'opter pour l'enlèvement des constructions et qu'il devait les reprendre en en payant la valeur; mais, si cette contestation s'était élevée, elle eût constitué un litige sur le fond du droit et nécessité l'allocation d'une indemnité alternative. En l'absence de contestation élevée sur ce point, la valeur des constructions ne pouvait être considérée comme comprise dans l'indemnité et représentée par les matériaux.

**671.** Le fait que les matériaux sont laissés au propriétaire exproprié n'est pas non plus réputé contraire au principe d'après lequel l'indemnité doit être fixée en argent, lorsque l'Administration, tout en proposant d'abandonner les matériaux à l'exproprié, a fait cette proposition en dehors des offres proprement dites. Ainsi, lorsque l'expropriant, après avoir fait offre d'une indemnité en argent, ajoute, dans une note marginale des offres, « que tous les matériaux de démolition et les arbres resteront aux propriétaires à la charge par eux d'en faire l'enlèvement dans un certain délai après le paiement ou la consignation de l'indemnité », cette proposition n'empêche pas que l'indemnité n'ait été offerte et n'ait pu être demandée, débattue et fixée exclusivement en argent (Civ. rej. 4 juin 1856, aff. Bordes, D. P. 56. 1. 496). — De même, si l'expropriant, au début des opérations et avant l'appel particulier de chaque affaire, a déclaré qu'il entendait laisser aux expropriés les matériaux à provenir des démolitions, et a ainsi ajouté à ses offres en argent sans en changer le chiffre; si, au cours des débats, la discussion n'a porté que sur l'indemnité en argent, sans qu'il eût été aucune question des matériaux, la décision du jury qui se borne à allouer une somme d'argent, sans faire aucune réserve des matériaux, ne saurait être considérée comme ayant alloué une indemnité composée d'éléments autres que d'une somme d'argent (Civ. rej. 26 août 1861, aff. veuve Chauvet, D. P. 61. 1. 400). Dans une espèce, au cours des débats, l'expropriant avait demandé et obtenu acte de ce que les matériaux provenant des démolitions appartiendraient aux expropriés, à la charge par eux d'opérer ces démolitions; l'indemnité fixée en argent a été considérée comme régulière, alors que l'abandon des matériaux n'avait pas été compris dans les offres (Civ. rej. 26 déc. 1859, aff. Chaudun, D. P. 59. 1. 496).

**672.** L'indemnité ne peut pas davantage, en l'absence d'un consentement exprès, consister en des travaux imposés à l'expropriant dans l'intérêt de l'exproprié, ou même en une somme d'argent combinée avec des travaux à exécuter

(Civ. cass. 31 mai 1864, aff. Mausacré, D. P. 64. 5. 148; 7 août 1867, aff. Hubertine, D. P. 67. 1. 494; 4 mai 1869, aff. Courbic, D. P. 69. 1. 344; 19 déc. 1871, aff. Frachon, D. P. 73. 1. 71; 19 mars 1872, aff. Grange, D. P. 73. 1. 71; 20 août 1873, aff. Sohet-Thibaut, D. P. 74. 1. 40; 7 janv. 1874, aff. Commune de la Salle, D. P. 74. 1. 215). Sont nulles, en conséquence... la décision du jury qui, fixant l'indemnité allouée à une somme déterminée, met en même temps à la charge de l'expropriant la clôture en treillage mécanique du terrain de l'exproprié (Arrêt précité du 31 mai 1864); — ... La décision qui ajoute à l'indemnité pécuniaire l'obligation pour l'expropriant de reconstruire un mur de clôture (Arrêts du 4 mai 1869 et du 19 déc. 1871 précités); — ... Celle qui, alors que l'exproprié a demandé, en sus d'une indemnité pécuniaire, le maintien de son droit d'arrosage, et que l'expropriant a offert d'établir dans certaines conditions la rigole nécessaire à l'exercice de ce droit, sans qu'il soit constaté que l'exproprié a accepté cette offre dans les termes où elle était faite, a alloué une somme déterminée, à la condition que le canal d'arrosage serait construit aux frais et sur le terrain de l'expropriant par les moyens les moins préjudiciables à la propriété de l'exproprié (Arrêt précité du 19 mars 1872); — ... La décision qui, après avoir alloué à l'exproprié tant pour la valeur de l'emprise que pour dépréciation du surplus de la propriété et pour frais de nouvelles clôtures, une indemnité pécuniaire, ajoute que c'est sans préjudice des travaux à exécuter à l'effet de conserver les servitudes d'irrigation dont jouit actuellement le défendeur (Arrêt précité du 7 janv. 1874).

**673.** Lorsque le jury n'a pas fixé une indemnité purement pécuniaire, l'exproprié est recevable à se prévaloir de la nullité de la décision, s'il n'y a pas donné son consentement; mais le même droit appartient-il à l'expropriant? La jurisprudence ne paraît pas avoir résolu cette difficulté avec une entière précision. Dans un arrêt du 7 févr. 1865 (aff. Chatelain, D. P. 65. 5. 175), la chambre civile décide que le jury ne peut ni contraindre le propriétaire à prendre à son compte, en déduction de l'indemnité, tout ou partie des matériaux provenant de la démolition des bâtiments expropriés, ni obliger l'administration expropriante à se dessaisir de ces matériaux nécessairement compris dans l'expropriation prononcée à son profit, moyennant le paiement de l'indemnité en argent: attendu « que les dispositions de la loi à cet égard protègent également les intérêts et les droits du propriétaire exproprié et de l'administration expropriante »; d'où l'on peut conclure que l'expropriant et l'exproprié sont également recevables à se plaindre de ce que l'indemnité n'est pas purement pécuniaire. Mais, dans un arrêt du 13 janv. 1869 (aff. Commune d'Yerville, D. P. 69. 1. 158) la chambre civile déclare que « si l'exproprié qui n'a pas donné son consentement à ce que l'indemnité fût fixée autrement qu'en argent peut se prévaloir de ce que l'indemnité à lui allouée n'est pas purement pécuniaire et se trouve mélangée d'objets mobiliers à conserver, le même droit n'appartient pas à l'expropriant, si ce mode de fixation, convenant à l'exproprié, ne rend pas l'indemnité incertaine ».

On peut donc se demander si la cour de cassation considère l'allocation d'une indemnité composée à la fois en argent et en travaux comme n'ayant pas, à l'égard de l'expropriant, le caractère absolu d'incertitude qu'elle lui reconnaît vis-à-vis de l'exproprié. Cette distinction avait paru à M. Daffry de la Monnoye ressortir de certaines décisions et notamment d'un arrêt du 13 juill. 1852 (Civ. rej. 13 juill. 1852, aff. Mercier, D. P. 52. 1. 202). Mais cet auteur (t. 2, p. 402) juge la doctrine de l'arrêt de 1865 préférable. « La loi, dit-il, protège également contre l'indemnité en objets matériels l'expropriant et l'exproprié; l'exproprié a droit à de l'argent, l'expropriant ne saurait être obligé de se dessaisir d'objets compris dans l'expropriation prononcée à son profit: comment savoir, avec ce mode de fixation, si les offres et demandes ont ou non été dépassées? » Nous considérons également cette doctrine comme plus juridique, et si, en réalité, l'arrêt du 13 janv. 1869 a entendu établir une distinction entre l'expropriant et l'exproprié, cette distinction ne nous paraît pas conforme à l'esprit de la loi du 3 mai 1841. Le consentement que l'une des parties donne à la composition de l'indemnité pour partie en matériaux ou travaux, peut seul, à notre avis, la rendre non rece-



vable à critiquer la décision du jury. Il est évident, d'ailleurs, que ce consentement résulte surabondamment du fait que la partie aurait elle-même proposé ce mode de règlement, et qu'elle ne pourrait ensuite demander la nullité de la décision du jury qui serait conforme à sa proposition. C'est ce que l'arrêt du 13 janv. 1869 a décidé à l'égard de l'expropriant (V. aussi Civ. rej. 23 juin 1869, aff. Commune de Quarante, D. P. 69. 1. 344). A plus forte raison, lorsqu'il s'est formé entre des parties un contrat judiciaire à l'égard des travaux, celles-ci ne peuvent-elles critiquer l'indemnité qui a été fixée conformément à leur accord (Civ. cass. 20 août 1860, aff. Long, D. P. 60. 1. 415).

674. On a vu *suprà*, n° 671, que la décision du jury n'est réputée avoir fait entrer des matériaux dans l'indemnité, qu'autant que l'abandon de matériaux fait partie des offres proprement dites. Il faut en dire autant des travaux; il est nécessaire, croyons-nous, que l'exécution de travaux ait été demandée ou offerte et que le jury les ait fait entrer en ligne de compte dans l'évaluation de l'indemnité. On ne saurait considérer, par exemple, une indemnité que le jury aurait évaluée uniquement en argent, comme fixée contrairement au principe que l'indemnité doit être purement pécuniaire, par cela seul que l'expropriant aurait, devant le jury, fait valoir au nombre des éléments d'appréciation du dommage, l'exécution de travaux projetés. C'est ce qui résulte d'un arrêt du 21 juill. 1886 (aff. Commune de Pantin, D. P. 87. 1. 316). Dans cette affaire, l'expropriation, qui était faite par la Ville de Paris, en vue de l'établissement d'un cimetière sur le territoire des communes de Pantin et de Bobigny, comprenait un chemin appartenant à ces communes. Devant le jury d'expropriation, à la demande faite par la commune de Pantin d'une indemnité de 36880 fr., la Ville de Paris répondit en offrant une somme de 1 fr. Elle expliqua cette offre en soutenant que l'expropriation, loin d'être nuisible à la commune, lui serait au contraire avantageuse, en ce sens que le chemin exproprié était étroit et mal aménagé et qu'il serait remplacé par une voie de 12 mètres, conservée à travers le cimetière, concertée avec l'autorité militaire, et destinée à être entretenue en parfait état de viabilité aux frais de la Ville de Paris. Sur l'interpellation d'un juré, l'avocat de la Ville insista sur ces déclarations. Toutefois, elles ne furent l'objet ni d'une offre expressément formulée, ni d'une acceptation ou d'une demande de donner acte, de la part de la commune de Pantin. Le jury fixa à la somme de 1 fr. l'indemnité accordée à la commune, pour l'expropriation du sol du chemin en question. A l'appui de son pourvoi, la commune de Pantin alléguait que la résolution prise par le jury d'expropriation, de n'accorder que 1 fr. d'indemnité, avait uniquement tenu aux déclarations répétées, faites devant les jurés par l'avocat de la Ville, qu'une voie de communication, beaucoup plus avantageuse au public qui fréquentait l'ancien chemin exproprié, serait faite et entretenue à perpétuité aux frais de la Ville elle-même. Elle ajoutait que cette promesse ne serait pas tenue, parce qu'elle était subordonnée aux convenances stratégiques, encore indéterminées, de l'administration de la Guerre; et qu'ainsi la Ville expropriante aurait, indirectement, contraint la commune expropriée à accepter pour indemnité, au lieu et place d'une somme d'argent, des travaux éventuels qui donneraient lieu à des difficultés insurmontables, et finalement ne seraient pas exécutés. La cour de cassation ne s'est pas arrêtée à ces considérations, attendu que si, dans le cours des débats, la Ville de Paris avait, par l'organe de son avocat, annoncé l'intention de conserver le chemin à l'intérieur du cimetière, et de lui donner une largeur de 12 mètres, cette déclaration faite en dehors des offres d'indemnité demeurées et discutées telles qu'elles avaient été formulées, pouvait si peu être considérée comme une offre consistant en l'exécution de travaux, que la commune de Pantin n'en avait même pas demandé acte; que, dans l'état des conclusions retenues au procès-verbal, en allouant à la partie expropriée une indemnité portant exclusivement sur une somme d'argent, le jury avait statué conformément aux offres et aux demandes ».

675. Le procès-verbal, en effet, doit ici, comme en toute matière, faire foi (V. *suprà*, n° 406 et suiv.), et prévaloir contre les allégations des parties; peu importe ce qui a été dit au cours de la discussion, s'il ne résulte pas des con-

tatations du procès-verbal que les offres ou les demandes aient appelé le jury à prendre en considération l'exécution de certains travaux ou la conservation de certains objets mobiliers et qu'il en ait réellement tenu compte. Peu importerait même que la discussion, à cet égard, n'eût pas été purement verbale et qu'une note eût été sur ce point spécial, distribuée aux jurés, si cette circonstance n'est appuyée par aucune conclusion des parties et par aucun passage du procès-verbal (Civ. cass. 7 déc. 1881, aff. Thierry-Delanoue, *Bull. civ.*, 1881, p. 358).

676. On a vu au *Rép.* n° 627 qu'il n'y a pas ouverture à cassation lorsque la décision du jury laisse à l'expropriant l'option entre une somme d'argent à payer et l'exécution de certains travaux. La jurisprudence a confirmé la doctrine qu'avait déjà suivie un arrêt du 11 janv. 1836. Un arrêt de la chambre civile du 2 févr. 1838 a décidé que l'expropriant ne peut se plaindre de ce que le jury, après avoir réglé en argent l'indemnité par lui due, lui a laissé la faculté d'exécuter des travaux, à raison desquels l'indemnité sera réduite à une certaine somme, puisqu'il reste libre d'acquitter en argent l'indemnité entière (Civ. rej. 2 févr. 1858, aff. Rébois, D. P. 58. 1. 83). Mais, en pareil cas, l'exproprié, qui n'aurait pas consenti à ce que l'indemnité fût ainsi fixée ou ne l'aurait pas demandé, pourrait se plaindre de ce que l'indemnité est fixée d'une manière incertaine. — L'exproprié ne peut pas davantage critiquer la décision, lorsque le jury n'alloue en nature une portion de l'indemnité que pour le cas où il consentirait à la recevoir sous cette forme (Civ. rej. 29 janv. 1866, aff. Renault, D. P. 66. 5. 203).

677. Il est nécessaire que le consentement qui permet de fixer partiellement en travaux l'indemnité, soit formel; le consentement de l'exproprié ne peut, notamment, s'induire de son silence, et si, par exemple, l'expropriant a fait, au cours des débats, une offre de travaux dont il a demandé acte, le jury ne peut valablement prendre cette offre en considération, s'il n'appert d'aucune énonciation des procès-verbaux qu'elle ait été acceptée par le demandeur (Civ. rej. 7 avr. 1858, aff. Sandral, D. P. 58. 1. 171). A plus forte raison en est-il ainsi lorsque, à l'offre de l'expropriant de payer une somme d'argent, de faire certains travaux et d'abandonner certains matériaux, l'exproprié a répondu uniquement par la demande d'une indemnité pécuniaire (Civ. cass. 20 août 1873, aff. Sohet-Thibaut, D. P. 74. 1. 40).

678. Il faut enfin que le consentement s'applique exactement à l'offre qui est faite. Ainsi, lorsque l'expropriant a offert l'établissement d'un chemin ayant une largeur de 4 mètres et que l'exproprié n'a accepté cette offre qu'à la condition que le chemin aurait une largeur de 6 mètres, l'accord des parties ne peut être réputé établi et le jury ne peut valablement fixer l'indemnité qu'en argent (Civ. rej. 14 août 1855, aff. Mounier, D. P. 55. 1. 416).

679. Le jury ne pourrait pas non plus faire entrer dans l'indemnité une servitude qui grèverait les fonds compris dans l'expropriation au profit de la portion de l'immeuble restant entre les mains de l'exproprié (Civ. cass. 15 janv. 1877, aff. Commune de Muret-le-Ferron, D. P. 78. 1. 74; 13 janv. 1886, aff. Pertusier, D. P. 86. 5. 225).

§ 2. — Fixation d'une indemnité certaine, complète et précise. — Titres différents.

680. L'indemnité fixée par le jury ne doit pas être de nature à donner ultérieurement lieu à aucun litige entre l'expropriant et l'exproprié (*Rép.* n° 629). L'indemnité, pour cela, doit être fixée d'une manière claire, certaine et complète (*Rép. ibid.*). — Nous aurons ici, comme précédemment, à signaler de nombreuses applications de cette règle faites par la jurisprudence postérieure à la publication du *Répertoire*.

681. — I. INDEMNITÉ CERTAINE ET PRÉCISE. — Pour satisfaire à la règle qui vient d'être rappelée, le montant de l'indemnité pécuniaire ne peut, en principe, être fixé par un chiffre monétaire, multiplié par un certain nombre ou une certaine mesure, qu'autant qu'il n'y a pas incertitude sur la contenance du terrain exproprié, ou sur le nombre des objets, tels que des pieds d'arbres, qui en dépendent et sont, à ce titre, compris dans l'expropriation (*Rép.* n° 629). Il en est autrement, toutefois, lorsque les par-

ties ont accepté ce mode d'évaluation, sauf à faire procéder ultérieurement à la vérification de la quantité des objets ou de la contenance de l'immeuble exproprié. Ainsi, lorsqu'il résulte du procès-verbal que les propriétaires expropriés et l'Administration sont convenus de faire estimer le terrain à tant par mètre, sauf à procéder plus tard à un arpentage contradictoire, la décision du jury est régulière si, tout en fixant une indemnité pour chaque parcelle, elle explique qu'elle a été estimée à tant par mètre, ce qui laisse aux parties la faculté de faire procéder à l'arpentage contradictoire éventuellement convenu entre elles (Civ. rej. 26 juin 1855, aff. Holker, D. P. 55. 1. 285). De même, si l'exproprié a accepté l'engagement pris par l'expropriant de payer après mensuration, la décision du jury qui accorde une indemnité à raison de tant l'are est valable (Civ. rej. 17 déc. 1872, aff. Verlaquet, D. P. 72. 5. 229. — V. encore Civ. rej. 9 août 1858, aff. Dayau, D. P. 60. 1. 409, 2<sup>e</sup> espèce). De même encore, l'évaluation de l'indemnité à tant par pied d'arbre ou par mètre de clôture est régulière, bien que les parties ne fussent pas d'accord sur le nombre de pieds d'arbres ou de mètres de clôture, si elles ont accepté ce mode d'évaluation et que leur accord sur ce point ait été consigné au procès-verbal (Civ. rej. 25 févr. 1860, aff. Bucaille, D. P. 60. 1. 409).

**682.** On ne peut même procéder autrement lorsqu'il y a désaccord entre les parties sur la contenance expropriée. « Dans cette situation, en effet, dit M. Dafray de la Monnoye, t. 2, p. 112, le jury ne saurait, sans excès de pouvoir, ni prescrire la vérification de la contenance, ni ordonner un sursis, ni prendre pour base définitive de l'indemnité l'allégation de l'une ou de l'autre des parties. Il doit, procédant conformément au paragraphe 4 de l'art. 39, régler l'indemnité indépendamment du litige, et c'est le résultat qu'il obtient en fixant l'indemnité à tant par mètre, sauf aux parties à se pourvoir devant qui de droit pour faire déterminer la contenance » (Civ. rej. 29 juin 1852, aff. Jourdan, D. P. 52. 1. 172; 9 août 1858, aff. Dayau, D. P. 60. 1. 409, 2<sup>e</sup> espèce; 19 juin 1861, aff. Bertrand, D. P. 61. 1. 285; 8 avr. 1868, aff. Dunod de Charnage, D. P. 68. 1. 297; 15 mars 1869, aff. Ardoin, D. P. 69. 1. 271; 19 juill. 1870, aff. Synd. de la Leue et de la Reverotte, D. P. 70. 1. 428; 30 janv. 1884, aff. Ville de Saint-Denis, D. P. 85. 1. 264). En procédant de cette façon, le jury se conforme aux dispositions du paragraphe 4 de l'art. 39, qui interdit au jury de régler une indemnité définitive lorsqu'il existe entre les parties un litige étranger à la fixation de l'indemnité, et ne porte aucune atteinte aux intérêts respectifs de l'expropriant et de l'exproprié. Cette procédure ne peut préjudicier à l'exproprié, puisqu'elle subordonne le montant définitif de l'indemnité à la contenance réelle qui sera expropriée, ni à l'expropriant puisque celui-ci n'aura à payer que l'emprise réelle résultant de l'expropriation. Aussi le jury qui fixe à la fois, conformément à l'ordonnance du magistrat directeur, le prix du mètre du terrain et l'indemnité due, d'après cette base, pour la contenance portée au jugement d'expropriation, prend-il une décision régulière, puisque cette décision n'a pas un caractère définitif et ne met aucun obstacle à l'augmentation de l'indemnité pour le cas où, conformément aux prétentions de l'exproprié, la contenance réelle est supérieure à celle qui est indiquée au jugement d'expropriation (Arrêt précité du 30 janv. 1884).

**683.** L'évaluation d'un terrain exproprié à tant par mètre, par are, etc., ne présente aucune ambiguïté par cela seul qu'elle comprend à la fois l'emprise ordonnée par le jugement d'expropriation et le surplus de la propriété dont l'expropriation totale aurait été requise par l'exproprié et non acceptée par l'expropriant. Il est évident qu'en fixant à tant la mesure l'indemnité qui sera due en pareil cas, le jury fixe à la fois une indemnité définitive pour la portion réellement expropriée et une indemnité hypothétique pour la portion qui reste litigieuse, puisqu'il suffit d'un simple calcul pour déterminer le quantum des deux indemnités (V. Civ. rej. 8 avr. 1868, aff. Dunod de Charnage, D. P. 68. 1. 297). Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt du 19 juin 1861 (Civ. rej. 19 juin 1861, aff. Bertrand, D. P. 61. 1. 285), l'exproprié soutenait que le terrain exproprié comportait un excédent de contenance de 1000 mètres environ sur la contenance portée au jugement d'expropriation, qui

lui attribuait 15670 mètres. La décision du jury avait fixé l'indemnité pour cette dernière contenance à 41741 fr. 40 cent. et hypothétiquement à 56161 fr. 40 cent. l'indemnité pour le cas où il serait reconnu que la contenance s'élevait à 6670 mètres. La cour de cassation a considéré l'indemnité ainsi fixée comme certaine et définitive, parce qu'il suffisait de rapprocher les deux sommes déterminées par le jury pour constater que les deux indemnités avaient pour base la fixation du mètre à 8 fr. 42 cent. et que, si la mensuration ultérieure établissait la réalité de la contenance alléguée ou un excédent inférieur, on avait une base certaine de l'indemnité dans l'allocation de 8 fr. 42 cent. par mètre.

**684.** Mais, si le jury peut recourir à l'évaluation par mètre ou par are, lorsqu'il y a désaccord sur la contenance, il n'est nullement obligé d'employer ce mode d'évaluation quand le litige, au lieu de porter sur la contenance, porte sur la question de savoir si une parcelle déterminée doit ou non faire partie des terrains expropriés. Il lui suffit alors de fixer une indemnité alternative pour chaque parcelle (Civ. rej. 10 juin 1879, aff. Pedeucoig, D. P. 79. 1. 368).

**685.** La fixation de l'indemnité par le jury ne cesse pas d'être claire et précise lorsque, au cas d'expropriation partielle, elle n'énonce pas explicitement quelle partie de l'immeuble est prise et quelle partie reste en dehors de l'expropriation, si cette désignation a été faite clairement par le jugement d'expropriation, et de manière à ne laisser place à aucun litige ultérieur (Civ. rej. 5 juin 1861, aff. Marion-Vallée, D. P. 61. 1. 287).

**686.** La décision du jury ne devrait pas non plus être considérée comme incertaine parce qu'elle désignerait d'une manière erronée l'exproprié, alors que cette erreur serait corrigée par l'ordonnance du magistrat directeur et qu'il ne pourrait exister aucun doute ni sur l'identité de la personne ni sur celle des terrains expropriés (Civ. rej. 8 août 1853, aff. Francain, D. P. 53. 1. 233; 11 déc. 1860, aff. Vayré, D. P. 61. 1. 280). — L'incertitude de la décision ne résulterait pas davantage de ce qu'un seul des copropriétaires de l'immeuble aurait été dénommé dans la décision accordant une indemnité pour la totalité du terrain, si, d'ailleurs, tous les copropriétaires avaient reçu notification des offres et avaient été assignés devant le jury, si, en un mot, le silence de la décision résultait d'une simple omission (Civ. rej. 2 juill. 1872, aff. Accary et Dervillé, D. P. 72. 5. 232). — Mais la décision serait nulle à l'égard de l'un des copropriétaires indivis en ce que, par exemple, il n'aurait pas donné un consentement qui était nécessaire pour la rendre obligatoire à son égard; elle devrait être annulée pour le tout si sa teneur ne permettait de discerner ni l'étendue de chacune des parts indivises, ni la portion d'indemnité qui s'y réfère (Civ. cass. 19 nov. 1856, aff. de Hauregard, D. P. 56. 1. 396).

**687.** L'indemnité ne cesserait pas d'être fixe et déterminée, bien qu'à la suite de l'indication du montant de la somme allouée aux expropriés, la déclaration du jury ait ajouté la réserve de tous les droits des indemnitaires contre une compagnie d'assurance, à raison d'un incendie antérieur à l'expropriation (Civ. rej. 21 mars 1877, aff. Vitou de Jassaud, D. P. 78. 1. 439). Cette réserve, en effet, ne constitue en aucune façon l'allocation d'une indemnité supplémentaire; l'indemnité due à raison de l'incendie antérieur à l'expropriation était acquise au propriétaire de l'immeuble, et la réserve insérée par le jury n'a d'autre portée que d'indiquer qu'il prend pour base de son évaluation la valeur de l'immeuble au moment de l'expropriation. — La fixation de l'indemnité serait également régulière alors même que, par erreur, une parcelle inexistante aurait été comprise dans l'énumération de celles pour lesquelles une indemnité en bloc aurait été accordée par le jury; il n'y aurait là qu'une simple erreur matérielle qui ne pourrait donner à l'indemnité un caractère d'incertitude susceptible de faire annuler la décision du jury (Civ. rej. 31 juill. 1883, aff. Combe, D. P. 84. 1. 407).

**688.** L'incertitude de la décision du jury ne saurait résulter de ce que le magistrat directeur n'aurait pas donné acte aux parties de leurs conclusions, les unes contenant certaines offres et déclarations de la part de l'expropriant, et les autres demandant acte de ces déclarations, s'il a fait insérer, d'ailleurs, au procès-verbal les offres de l'expropriant et leur acceptation par l'exproprié. On a soutenu,

dans une espèce, que le magistrat directeur, en refusant de donner acte des conclusions des parties, avait empêché un contrat judiciaire de se former entre elles, et avait fait planer sur la décision du jury une incertitude qui la rendait nulle. La cour de cassation a rejeté ce système par le motif que le contrat judiciaire se forme lorsque l'accord des parties, l'obligation de l'une et l'acceptation de l'autre, est constaté par le juge, quelle que soit la forme de cette constatation (Civ. rej. 31 juill. 1883, aff. Battandier, D. P. 84. 1. 407).

**689.** L'irrégularité de la décision du jury peut résulter de la forme dans laquelle les questions sont posées par le magistrat directeur, notamment lorsque ces questions sont complexes et que, par exemple, dans une seule question le magistrat directeur confond deux demandes alternatives de l'exproprié : l'application de cette règle a été faite par deux arrêts de la cour de cassation (Civ. cass. 17 mars 1885, aff. Levêque, et aff. Asselin, D. P. 86. 1. 112).

**690.** Si l'expropriation comprenait à la fois un bien indivis et des biens appartenant divisément à chacun des copropriétaires, le jury devrait, sous peine de rendre une décision ambiguë, fixer des indemnités distinctes, tant pour l'immeuble indivis que pour chacun des autres immeubles. Dans une espèce, les offres faites séparément à deux propriétaires pour ces terrains formant des propriétés distinctes comprenaient, en outre, une offre afférente à la totalité d'une parcelle indivise entre eux ; l'exploit d'offres déclarait, en outre, que l'indemnité afférente à la parcelle indivise devrait être divisée entre les deux propriétaires suivant leurs droits. La décision du jury rendue ensuite de ces offres qui allouait une indemnité différente à chacun des propriétaires, sans faire aucune mention de l'indemnité distinctement afférente à la parcelle indivise, fut cassée, attendu qu'il était impossible de reconnaître si l'indemnité pour la parcelle indivise n'avait été allouée que partiellement à chacun des copropriétaires, ni pour quelle part elle leur avait été allouée (Civ. rej. 3 févr. 1858, aff. Albouy, D. P. 58. 1. 126).

**691.** Lorsque l'expropriant offre, afin de faire cesser l'état d'enclave dans lequel l'expropriation laisse la portion non expropriée d'un immeuble, d'établir un passage sur une ligne de chemin de fer, et que l'exproprié demande qu'il soit fixé une indemnité alternative suivant que le passage sera ou ne sera pas créé, la décision du jury, qui accorde une somme unique pour la valeur du terrain et toute indemnité, n'offre pas une précision suffisante, alors qu'il n'est pas prouvé que l'offre de l'expropriant ait été acceptée ni que les conditions d'établissement de la servitude offerte aient été déterminées. Il est, en effet, impossible alors de savoir à quelle hypothèse s'applique l'allocation en ce qui concerne l'enclave (Civ. cass. 8 avr. 1879, aff. Burdelot, D. P. 79. 1. 207).

**692.** En principe, l'indemnité consistant en une somme d'argent doit être payable préalablement à toute prise de possession (Rép. n° 635) ; elle ne saurait, par conséquent, être répartie en annuités. — Néanmoins, deux arrêts de la cour de cassation (Civ. rej. 7 janv. 1858, aff. Sandral, D. P. 58. 1. 171, et 3 févr. 1858, aff. Mazars, D. P. 58. 1. 126, 2<sup>e</sup> espèce) ont considéré comme régulière l'indemnité attribuée à un locataire ou à un fermier et consistant en annuités imputables sur l'indemnité du propriétaire. La cour de cassation a jugé que l'indemnité ainsi allouée était actuellement et définitivement fixée, puisque d'une part elle allouait au fermier une somme annuelle pendant la durée du bail et que, d'autre part, étant imputable sur l'indemnité accordée au bailleur, elle était clairement déterminée, quant à ses effets successifs, par la durée même du bail, connue des deux parties. — Dans tous les cas, la nullité de semblables décisions ne pourrait être demandée par l'expropriant : celui-ci n'est chargé que de l'indemnité due au propriétaire, laquelle, en ce qui le concerne, reste certaine, invariable et définitive, quelles que puissent être les prétentions ultérieures du fermier ou locataire ; en effet, les contestations qui pourraient s'élever dans la suite entre le propriétaire et ses locataires ou fermiers sur la durée des baux qui les lient et, par conséquent, sur le nombre des annuités, seraient étrangères à l'expropriant, qui n'a, par suite, aucun intérêt à critiquer le mode employé pour le règlement de l'indemnité (Arrêt précité du 3 févr. 1858).

**693.** Nous avons dit au Rép. n° 635, que l'indemnité ne peut être subordonnée à aucune condition et, notam-

ment, qu'elle ne saurait être allouée, seulement pour le cas où l'Administration ne procurerait pas à l'exproprié certains avantages, au moyen de travaux à exécuter ou à l'aide de tout autre moyen. L'indemnité qui serait allouée dans de telles conditions contiendrait, en effet, un élément éventuel que le jury n'a pas compétence pour apprécier et, de plus, elle n'offrirait aucun caractère certain dans le cas où les travaux seraient exécutés. Mais si, au lieu d'accorder une seule indemnité, le jury fixait deux indemnités différentes, l'une pour l'hypothèse où l'avantage promis par l'expropriant serait procuré à l'exproprié, l'autre pour l'hypothèse contraire, sa décision pourrait être régulière, pourvu que le chiffre de l'indemnité se rapportât directement au dommage subi par l'exproprié. A cette condition, l'indemnité, bien que conditionnelle et subordonnée à un événement futur, n'en est pas moins précise et certaine pour le cas où cet événement se réaliserait. Ainsi le jury peut allouer, indépendamment d'une première indemnité pure et simple, une seconde indemnité pour le cas où un terrain, indiqué sur le plan officiel comme devant donner accès à la gare du chemin de fer dans l'intérêt duquel l'expropriation a lieu, ne serait pas transformé en voie publique (Civ. rej. 9 juill. 1856, aff. d'Avencourt, D. P. 56. 1. 293). — De même, il a été jugé que l'indemnité, alternativement fixée à deux sommes d'argent, selon que l'administration supérieure ferait ou ne ferait pas exécuter des travaux qu'elle s'était réservée d'ordonner et qui n'étaient pas susceptibles de contestation de la part de l'exproprié, par exemple la création d'un passage à niveau sur le terrain qu'une compagnie de chemin de fer allait occuper en vertu de l'expropriation, est régulière et valable (Civ. rej. 18 juin 1861, aff. Ourgaud, D. P. 61. 1. 288). — Jugé également que la décision par laquelle le jury d'expropriation fixe deux indemnités alternatives, au profit du propriétaire d'un domaine situé sur les deux rives d'un canal, suivant que l'Etat accordera ou non à ce propriétaire un droit de passage définitif et irrévocable sur les chemins de halage pour la desserte du domaine, est suffisamment claire et précise ; et cette décision ne peut être critiquée sous le prétexte qu'elle se référerait au préjudice porté à une parcelle non atteinte par l'expropriation, alors qu'il résulte des débats et des conclusions prises à l'audience que l'indemnité a été accordée à raison du préjudice causé par l'expropriation à l'ensemble du domaine (Civ. rej. 6 nov. 1883, aff. Samuel, D. P. 85. 1. 39).

**694.** — II. INDEMNITÉ COMPLÈTE. — La fixation de l'indemnité ne réprendrait pas au vœu de la loi si elle n'était complète, c'est-à-dire si elle ne portait pas sur tous les chefs de la demande. Le jury ne peut valablement laisser à l'écart quelques-uns de ces chefs, sans que la décision tout entière ne soit entachée de nullité, et la cassation encourue pour omission d'un des éléments qui devaient être compris dans l'indemnité l'atteint dans son ensemble (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 120 ; Crépon, art. 38, n° 260 et suiv.). C'est ainsi que la décision par laquelle le jury saisi d'une demande comprenant plusieurs chefs d'indemnité relatifs, par exemple, l'un à la valeur intrinsèque du terrain exproprié, l'autre à des dépenses de clôture devenues nécessaires par suite de l'expropriation, le troisième à la dépréciation de la propriété restante, ne statue que sur la valeur intrinsèque du terrain, est nulle pour le tout (Civ. cass. 21 mars 1854, aff. Darfeuille, D. P. 54. 1. 125 ; 10 mars 1858, aff. Coste, D. P. 58. 1. 128). Il faut en dire autant de la décision qui, après avoir alloué à l'exproprié une indemnité pour expropriation d'un terrain sous lequel se trouve une mine, garde le silence relativement à d'autres chefs d'indemnité réclamés à raison de dommages qui seraient la conséquence directe et la suite immédiate de l'expropriation, tels que ceux résultant de la suppression d'un puits d'exploitation, d'un prolongement de parcours, et des difficultés de surveillance et d'organisation du service de la mine (Civ. cass. 19 avr. 1858, aff. Festugières, D. P. 58. 1. 322). — De même encore, si un locataire a présenté plusieurs chefs de réclamation, les uns relatifs au trouble apporté à son industrie et les autres pour des causes étrangères à cette industrie, par exemple pour la suppression de constructions élevées sur les terrains loués, la décision du jury qui se borne à statuer sur le trouble apporté à l'industrie du demandeur, en spécifiant que c'est pour cela seulement que l'indemnité est accordée, est irrégulièrement rendue

(Civ. cass. 28 mars 1859, aff. Sellier, D. P. 59. 1. 163; 6 févr. 1882, aff. Imbert, D. P. 84. 1. 176).

**695.** Par application de la même règle, il a été décidé que, lorsque la demande d'une indemnité totale comprend, en différents chefs, une somme pour dépossession d'un immeuble d'une certaine contenance, une somme pour la masse de pierres se trouvant sous le terrain exproprié, une somme pour la dépréciation du reste de la propriété, enfin une somme pour fumures et labours, la décision qui se borne à accorder une somme en spécifiant qu'elle comprend l'indemnité pour la dépossession de la contenance expropriée et l'indemnité réclamée pour labours et fumures, ne peut être réputée avoir réuni dans cette même somme les indemnités que les expropriés réclamaient pour le surplus de la propriété et la masse de pierre gisant sous le sol exproprié; elle est donc incomplète (Civ. cass. 4 juill. 1864, aff. Lavenant, D. P. 65. 5. 173). Il en est de même de la décision qui n'a statué explicitement que sur quelques-uns des chefs de la demande, sans qu'il résulte d'aucune des énonciations de cette décision que le jury ait tenu compte des autres chefs, de ceux, par exemple, qui avaient trait à la dépréciation de la propriété restante (Civ. cass. 14 avr. 1865, aff. Pams, D. P. 65. 1. 173; 3 août 1869, aff. Batut-Pradines, D. P. 69. 1. 520); — ... Ou d'un chef qui avait trait à un supplément d'indemnité à raison du remploi que nécessitait le régime dotal auquel était soumis l'immeuble exproprié (Civ. cass. 29 mars 1887, aff. Duphénieux, D. P. 88. 1. 184).

**696.** Toutefois l'incertitude sur le point de savoir si l'indemnité s'applique à tous les chefs de réclamation ne peut entraîner la nullité de la décision lorsqu'elle est purement apparente et qu'elle disparaît devant l'examen combiné de toutes les parties de la décision (Crépon, art. 38, n° 384). La cour de cassation a, en effet, rejeté de nombreux pourvois dans des espèces où l'examen de l'ensemble de la décision établissait que l'indemnité comprenait réellement la totalité des chefs de réclamation formulés par l'exproprié (V. notamment Civ. rej. 8 août 1860, aff. Bacot, D. P. 61. 1. 132; 25 mars 1869, aff. Ardoin, D. P. 69. 1. 272; 3 janv. 1872, aff. Blanchy, D. P. 72. 5. 230).

**697.** Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, que chaque cause spéciale d'indemnité, invoquée devant le jury, soit l'objet d'une décision formelle; ainsi le rejet d'un ou plusieurs chefs de la demande peut résulter de la décision prononcée sur les autres. « Bien que la demande d'une indemnité soit appuyée sur plusieurs causes distinctes, dit un arrêt (Civ. rej. 24 juin 1857, aff. Kœchlin-Bourcart, D. P. 57. 1. 292), le jury n'est pas tenu de spécifier les divers éléments qu'il fait entrer dans la composition du chiffre total par lui alloué; il est autorisé à fixer une indemnité unique, pourvu qu'il apparaisse qu'il a entendu statuer sur tous les chefs de la demande. » (V. conf. Civ. rej. 21 juill. 1858, aff. Anterrieu et autres, D. P. 58. 1. 326).

**698.** Le jury n'est pas non plus « obligé de donner à la partie toutes les qualifications qu'elle prend ». Ainsi, lorsque le jury accorde à un locataire une indemnité unique à raison de la privation de son industrie, la décision n'est pas nulle par cela seul qu'elle aurait omis de spécifier qu'il avait été tenu compte de la qualité de locataire principal appartenant au demandeur, si cette qualité n'a fait l'objet d'aucun débat entre les parties (Civ. rej. 28 mai 1861, aff. Ancelin, D. P. 61. 1. 286).

**699.** Le jury n'est pas davantage tenu de fixer séparé-

ment la somme afférente à chacun des chefs d'indemnité (Civ. rej. 26 déc. 1854, aff. Bachelier, D. P. 54. 5. 349). Il suffit, pour que le vœu de la loi soit rempli, qu'il apparaisse que le jury a entendu appliquer l'indemnité par lui accordée à tous les chefs et qu'il les a tous appréciés. En principe même, l'indemnité est présumée comprendre l'ensemble des causes d'indemnité invoquées par l'exproprié, car aucune disposition de la loi n'interdit au jury de réunir ces diverses causes dans une allocation générale et collective, quoiqu'elles aient été spécifiées distinctement dans la demande des parties, si celles-ci procèdent en vertu d'un même titre (Civ. rej. 16 déc. 1861, aff. Seguin, D. P. 62. 1. 376), et s'il s'agit de biens compris dans une même expropriation. Cette présomption subsiste tant que les termes de la décision ne laissent aucun doute sur la volonté du jury d'y comprendre, dans leur ensemble, les dommages allégués. Ainsi on a jugé que, lorsqu'une indemnité collective a été réclamée « pour un hangar, des murs et des pavages détruits et l'obligation de défaire et refaire les piles de bois d'un chantier », il est suffisamment statué sur l'ensemble de cette demande par une décision comprenant la valeur du hangar et des murs (Civ. rej. 2 mars 1853, aff. Hainguerlot, D. P. 53. 1. 136); — ... Que lorsque le décret d'expropriation désigne deux parcelles d'une contenance totale déterminée, à prendre sur une propriété, la décision du jury est régulière lorsqu'elle alloue une indemnité unique pour l'emprise faite sur cette propriété (Civ. rej. 16 juill. 1873, aff. Garret, D. P. 74. 1. 447); — ... alors même que les deux parcelles auraient fait l'objet de deux chefs de demande formulés par l'exproprié (Civ. rej. 23 juin 1886, aff. de Chabrillan, D. P. 87. 1. 71-72). Il a été jugé encore que l'indemnité unique devait être réputée comprendre la totalité du dommage, alors même qu'après avoir demandé, en réponse aux offres, une somme déterminée « pour la valeur du terrain et le préjudice que lui cause l'expropriation » l'exproprié avait en outre, dans des conclusions prises devant le jury, ajouté la demande d'une somme « pour imprévus » (Civ. rej. 25 avr. 1887, aff. Canaud, D. P. 87. 5. 222).

**700.** Lorsque le jury a employé des expressions qui démontrent qu'il a entendu effectivement comprendre dans l'indemnité allouée par sa décision, toutes les causes de dommage invoquées, il ne peut s'élever aucun doute sur la validité de cette décision. La cour de cassation a rejeté de nombreux pourvois formés contre des décisions qui renfermaient des expressions déclarant que l'indemnité était accordée pour « la somme totale » (Civ. rej. 7 avr. 1869, aff. Juloux, D. P. 69. 1. 342); — ... Pour toutes choses à raison de la dépossession des propriétés expropriées (Civ. rej. 13 févr. 1860, aff. Moreau, D. P. 60. 1. 408); — ... Pour toutes choses, en ce compris tous dommages généralement quelconques antérieurs à l'expropriation (Civ. rej. 30 avr. 1872, aff. Varnier, D. P. 73. 1. 24); — ... Pour le terrain exproprié et pour tous dommages et dépréciation (Civ. rej. 15 juill. 1864, aff. Rabillon, D. P. 64. 1. 399); — ... Pour toutes dépréciations et pour toutes choses (Civ. rej. 25 avr. 1875, aff. Seguin, D. P. 76. 1. 56); — ... Pour indemnité de toute nature (Civ. rej. 4<sup>re</sup> août 1883, aff. de Dreux-Brezé, D. P. 85. 1. 128); — ... Pour tous chefs d'indemnité (Civ. rej. 3 mars 1886, aff. Rouard de Card, D. P. 86. 1. 379-380); — ... Pour toutes causes (Civ. rej. 25 juill. 1883, aff. Ville de Cherbourg, D. P. 84. 1. 344); — ... Pour toute indemnité de privation de jouissance et de concession (Civ. rej. 3 avr. 1882) (1). Il en est de

(1) (Comp. des Docks de Rouen C. Préfet de la Seine-Inférieure.) — ARRÊT (après délib. en la ch. du cons.) — LA COUR; — Sur le premier moyen : — Attendu que, devant le jury, la Compagnie des Docks de Rouen a demandé une indemnité totale de 727060 fr. 42 cent. se décomposant en plusieurs chefs : un pour l'emprise; un second pour la valeur des treuils et du mécanisme situés dans les magasins expropriés, privation desdits magasins, frais de déplacement des marchandises, reconstruction des magasins et des murs de clôture; un troisième pour une indemnité éventuelle, sur lequel le jury a été déclaré incompétent par le magistrat directeur; — Attendu que la Compagnie a conclu, en outre, à ce qu'il lui fût alloué des indemnités distinctes et à ce qu'il lui fût donné acte de sa réserve d'agir contre la ville de Rouen, dans le cas où l'indemnité qu'elle réclamait pour l'emprise serait insuffisante pour acquérir la parcelle de terrain avoisinant les docks et reconnue nécessaire à leur agrandissement et au remplacement des parties expropriées; — Attendu que les offres de l'Administra-

tion, dont le tableau a été mis sous les yeux du jury et qui s'élevaient à 180000 fr., ont été faites pour toutes indemnités; que, devant le jury, les demandes pour l'emprise et les autres causes de préjudice ont été débattues, et que la décision du jury en allouant 200000 fr. à la Compagnie a déclaré expressément accorder cette somme pour toute indemnité de privation de jouissance et de concession; — Attendu que, s'il y a obligation pour le jury de statuer sur tous les chefs de demande, il peut les comprendre tous dans une allocation unique lorsque, comme l'espèce, il est constant, par tous les documents de la procédure, que l'appréciation de tous les chefs de demande est entrée dans les éléments de sa décision; — Attendu, d'autre part, que la Compagnie expropriée n'avait pas la propriété, mais seulement la jouissance, à titre de concessionnaire, des immeubles atteints par l'expropriation; qu'ainsi, sous les divers chefs de demande ci-dessus mentionnés, l'indemnité était toujours réclamée à ce titre et comme conséquence de la perte d'une partie de la jouissance que la concession

même de l'indemnité accordée pour la suppression des droits de passage, alors que l'exproprié a demandé une double indemnité pour la suppression de deux droits de passage (Civ. rej. 10 juin 1879, aff. Pedeucoig, D. P. 79. 1. 368).

**701.** Si les différents chefs de la demande avaient tous le même objet, et se référaient tous au même dommage présenté sous des aspects différents, le jury pourrait évidemment régler l'indemnité au moyen d'une allocation unique. Spécialement, lorsque les différents chefs de la demande, énoncés par l'exproprié, portent tous sur la dépossession de l'immeuble exproprié et sur les conséquences dommageables de cette dépossession, la décision peut valablement fixer une indemnité unique (Civ. rej. 4 juill. 1954, aff. Hollande-Vallez, D. P. 54. 1. 310).

**702.** On a considéré comme complète l'indemnité unique attribuée, pour toute son industrie, à un exproprié qui avait demandé une indemnité à raison de l'industrie qu'il exerçait tant sur un immeuble lui appartenant que sur un autre terrain faisant corps avec le premier, et dont il était locataire, bien que la décision ne fit aucune distinction entre l'industrie exercée sur la propriété de l'exproprié et celle existante sur le terrain loué, et qu'elle déclarât allouer l'indemnité à l'exproprié « à raison de l'industrie qu'il exerçait sur son propre immeuble ». La cour de cassation a jugé que ces dernières expressions, rapprochées des dires de l'exproprié à l'audience, ne restreignaient pas l'indemnité à la seule industrie exercée par l'exproprié sur le terrain dont il était propriétaire, son industrie s'exerçant indivisément et confusément sur le tout (Civ. rej. 8 août 1860, aff. Bacot, D. P. 61. 1. 132).

**703.** D'ailleurs, l'indemnité accordée à un locataire, à raison de la dépossession des terrains à lui loués, est réputée s'appliquer à tous les chefs de demande résultant de cette dépossession, et notamment au chef relatif à la privation, pour le locataire exproprié, du droit que lui conférait son bail de s'agrandir ultérieurement, et à celui concernant le dommage causé par les frais d'enlèvement de bois placés sur les terrains frappés d'expropriation, ces dommages étant la suite de la dépossession (Civ. rej. 23 août 1854, aff. Jacomet, D. P. 54. 1. 320).

**704.** L'exproprié n'est pas recevable à prétendre que l'indemnité unique qui lui est allouée n'est pas complète et ne comprend pas tous les chefs de la demande, s'il n'a lui-même réclamé qu'une indemnité unique et s'est borné à en décomposer les éléments, sans spécifier pour chacun de ces éléments, une indemnité distincte (Civ. rej. 7 juill. 1868, aff. Picot, D. P. 68. 1. 329). Ainsi, lorsque le propriétaire, que l'expropriation obligera à construire des murs de clôture ou de soutènement, a demandé une indemnité unique à raison de tant le mètre carré, dans le cas où l'Administration ne se chargerait pas de la construction de ces murs, est régulière la déclaration du jury qui, pour chaque parcelle, alloue une seule indemnité, comprenant la valeur des terrains et la dépréciation ou détérioration qui peut résulter de l'expropriation. En effet, en ne demandant qu'une seule indemnité, l'exproprié a implicitement reconnu que les offres comprenaient virtuellement toutes les causes de dommage pouvant résulter pour lui de l'expropriation et autorisé par là le jury à ne fixer qu'une seule indemnité (Civ. rej. 26 août 1873, aff. Fabre, D. P. 73. 1. 488). Jugé, de même, que le locataire qui exerce, dans les lieux dont il a été exproprié pour cause d'utilité publique, deux professions distinctes, celle de marchand de vin et celle de logeur, ne peut se plaindre de ce qu'il ne lui a été alloué qu'une indemnité unique à raison de la première de ces

deux professions, s'il ne les a pas distinguées dans sa demande, l'indemnité accordée devant, en cas pareil, être considérée comme se référant à la seconde profession de l'exproprié tout aussi bien qu'à la première, dans laquelle elle aurait été confondue (Civ. rej. 21 févr. 1853, aff. Mazet, D. P. 53. 1. 51).

**705.** L'obligation, pour le jury, de statuer sur toutes les causes d'indemnité qui lui sont soumises ne s'étend évidemment qu'à celles qui lui ont été formellement proposées, soit parce qu'elles figurent dans les offres ou dans la demande (Civ. rej. 20 août 1862, aff. Clavierie, D. P. 62. 1. 383), soit parce qu'elles ont fait l'objet de conclusions spéciales. Le jury n'est pas tenu de statuer sur des causes de dommages à l'égard desquelles les parties se sont bornées à de simples réserves, alors même qu'il leur en aurait été donné acte (Civ. rej. 20 août 1860, aff. Gérard, D. P. 60. 1. 415), ou d'évaluer d'une manière spéciale un chef d'indemnité qui n'a été distingué ni dans les conclusions des parties, ni dans le jugement d'expropriation (Civ. rej. 28 mai 1877, aff. Boulland, D. P. 77. 1. 470).

**706.** Il ne pourrait pas davantage accorder une indemnité pour un dommage qui n'a fait l'objet d'aucune demande et, spécialement, pour la dépréciation d'une usine, alors qu'il ne résulte ni du tableau des offres et des demandes, ni du procès-verbal, que l'exproprié ait invoqué un tel préjudice et soutenu qu'il était la conséquence directe de l'expropriation (Civ. cass. 20 août 1884) (1).

**707.** La décision du jury ne pourrait pas être critiquée comme incomplète sous prétexte qu'elle ne comprendrait pas des parcelles qui ne figurent pas au jugement d'expropriation, et que soit l'exproprié, soit l'expropriant auraient prétendu faire évaluer par le jury. On sait, en effet, que le jury, lorsqu'il est appelé à fixer le montant de l'indemnité due par suite d'un jugement d'expropriation, ne peut ni restreindre ni étendre l'objet de cette expropriation tel que le jugement le détermine, si ce n'est du consentement formel de toutes les parties (Civ. cass. 5 mars 1873, aff. Pascal, D. P. 73. 1. 184; 9 févr. 1874, aff. Delagarde, D. P. 74. 1. 206). Le jury ne peut pas non plus comprendre dans l'indemnité des parcelles qui n'auraient fait l'objet d'aucune offre (Civ. rej. 11 juin 1860, aff. Beaunebourie, D. P. 60. 1. 405) ou pour lesquelles le propriétaire n'aurait pas renouvelé sa demande à l'audience (Civ. rej. 17 déc. 1872, aff. Verlaquet, D. P. 72. 5. 228). — Mais, lorsque l'accord des parties s'est manifesté et a été régulièrement constaté, le jury peut évaluer à la fois des parcelles comprises au jugement d'expropriation et d'autres qui auraient été cédées volontairement (Civ. rej. 18 mars 1874, aff. Fizot-Lavergne, D. P. 74. 1. 211);... ou même des parcelles qui n'auraient été l'objet d'aucune offre. Toutefois rien n'oblige le jury de déférer à la demande des parties, et il reste libre de fixer l'indemnité en évaluant seulement les immeubles dont l'expropriation a été poursuivie (Civ. rej. 9 août 1847, aff. Lecène, D. P. 51. 5. 241; 7 févr. 1883, aff. Voisine de la Fresnaye, D. P. 83. 5. 266).

**708.** La faculté reconnue au jury, par la jurisprudence qu'on vient d'exposer, de fixer une indemnité unique, alors même que, dans les offres ou la demande, l'indemnité serait décomposée en plusieurs éléments à chacun desquels correspondrait une somme déterminée, lui permet de ne pas se conformer, pour ses évaluations, à la méthode de calcul qui est proposée par l'expropriant ou par l'exproprié. Il peut donc choisir la base de calcul qui lui paraît la plus propre à établir la valeur vénale de l'immeuble, sans s'astreindre à suivre celle qui a été prise par les parties, dès

devait assurer à l'expropriée, mais non à des titres différents; — Attendu, dès lors, qu'en réunissant dans une somme unique tous les dommages allégués par la demanderesse, de quelque nature qu'ils fussent, la décision du jury n'a violé ni l'art. 30, § 3, ni l'art. 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 mai 1841; — Rejette, etc.

Du 3 avr. 1882.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Monod, rap.—Chartrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.—Boivin-Champeaux et Fosse, av.

(1) (Préfet de la Dordogne C. Taillefer). — ARRÊT (après délib. en la ch. du cons.). — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi: — Vu l'art. 38 de la loi du 3 mai 1841: — Attendu que le jugement d'expropriation s'appliquait exclusivement à deux parcelles, l'une en nature de pré, l'autre en nature de pâtis; —

— Attendu que, sur les offres à lui faites par l'expropriant d'une somme déterminée pour chacune des parcelles, le sieur Taillefer a demandé une somme totale de 30000 fr.; qu'il ne résulte ni du tableau des offres et demandes, ni des énonciations du procès-verbal, que l'exproprié ait réclamé une indemnité spéciale à raison de la dépréciation qu'aurait subie une usine à lui appartenant, et soutenu que cette dépréciation était une conséquence directe et immédiate de l'expropriation; que cependant le jury a accordé une somme de 6000 fr. pour dommage causé à cette usine; qu'en allouant cette indemnité, le jury a excédé ses pouvoirs et a violé l'article de loi susvisé; — Casse, etc.

Du 2 août 1881.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Rohault de Fleury, rap.—Desjardins, av. gén., c. conf.—Fosse et Lésur, av.



l'instant que des conclusions formelles ne viennent pas s'opposer au mode de procéder qu'il a adopté. Le jury spécialement, peut, au lieu de diviser l'indemnité en deux fractions, l'une correspondant à une parcelle bâtie, et l'autre à une parcelle de terrain nu, la décomposer en deux parties, représentant l'une la valeur du bâtiment, l'autre la valeur de la totalité du sol (Civ. rej. 28 mai 1877, aff. Boulland, D. P. 77. 1. 470).

**709.** — III. INDEMNITÉS DISTINCTES. — On a exposé au *Rép.* n° 636, que le jury doit fixer des indemnités distinctes en faveur des parties qui le réclament à des titres différents. Mais cette obligation n'existe pour le jury qu'autant que les parties se présentent réellement devant lui à des titres différents. Il ne suffit pas, pour qu'il ait le devoir d'allouer des indemnités différentes, que l'exproprié demande la division des évaluations entre le prix de l'immeuble et la valeur des différents avantages qu'il en retire et dont il est dépossédé, ou entre le prix de l'immeuble et les charges que l'expropriation peut lui occasionner. Ainsi le propriétaire qui occupe lui-même son immeuble ne pourrait prétendre à deux indemnités distinctes, l'une pour la propriété, l'autre pour la valeur locative de l'immeuble; il n'a droit qu'à une indemnité unique comprenant toutes les causes du préjudice qu'il éprouve (Civ. rej. 18 déc. 1861, aff. Boude et aff. Cayol, D. P. 62. 1. 376).

**710.** Le jury ne serait pas davantage tenu d'accorder deux indemnités distinctes au propriétaire qui réclamerait, outre l'indemnité lui revenant comme propriétaire, une autre indemnité pour ses locataires, si ceux-ci ne lui avaient pas donné le mandat de procéder en leur nom devant le jury. Alors même que cette dernière demande aurait pour objet de représenter l'indemnité dont l'exproprié pourrait être tenu ultérieurement comme propriétaire vis-à-vis de ces mêmes locataires pour ne pas les avoir fait connaître, à l'expropriant, la décision du jury qui la rejetterait serait régulière, s'il résultait de ses termes qu'elle a compris cette cause de dommage dans l'indemnité unique qu'elle a allouée à l'exproprié (Civ. rej. 26 juin 1866, aff. Long, D. P. 66. 5. 203).

**711.** Peu importerait encore que le propriétaire demandât deux indemnités distinctes à raison d'un intérêt personnel qu'il aurait à cette division. Il en a été ainsi décidé dans une espèce où l'exproprié avait demandé, indépendamment de l'indemnité représentant la valeur des parcelles expropriées et la dépréciation de l'ensemble de la propriété, une indemnité pour le préjudice causé à l'industrie de brasseur qu'il exerçait dans les bâtiments de cette propriété, et conclu, en outre, à ce que cette dernière indemnité fût déterminée distinctement des deux autres, que le concluant ne pouvait toucher, l'immeuble étant grevé du privilège de cohéritiers vendeurs, et la liquidation n'étant pas terminée. La cour de cassation a jugé que la division était uniquement réclamée dans un intérêt personnel à l'exproprié qui se présentait devant le jury au seul titre de propriétaire de l'immeuble exproprié, y exerçant une industrie, et que, dans ces circonstances, aucune disposition de loi n'imposait au jury l'obligation de prononcer des indemnités distinctes (Civ. rej. 3 mars 1886, aff. Mapataud, D. P. 86. 1. 379).

**712.** Le jury n'est, d'ailleurs, tenu de fixer une indemnité distincte pour chacun des expropriés, qu'autant que les droits de chacun lui ont été distinctement indiqués, soit par la matrice cadastrale, soit par les demandes, significations ou conclusions des parties. Si, par exemple, l'immeuble est inscrit à la matrice cadastrale sous le nom d'une personne décédée et si l'expropriant, averti par une signification régulière que la veuve était seule propriétaire de l'immeuble, lui a notifié les offres; si cette dernière a ensuite demandé devant le jury une somme unique pour toutes indemnités, sans faire aucune distinction entre sa part et celle qui appartiendrait à son fils mineur, et sans demander qu'une indemnité distincte fût fixée à raison de la différence qui aurait existé dans la quotité, la nature ou la valeur des biens composant l'une et l'autre part, le jury n'est pas tenu de fixer deux indemnités distinctes (Civ. rej. 23 juin 1867, aff. Bourret, D. P. 67. 1. 495). Il en est de même lorsque, soit dans ses conclusions, soit à l'audience, l'exproprié n'a réclamé qu'une seule indemnité, tout en soutenant qu'elle lui était due à plusieurs titres et que la contestation entre les parties

n'a porté que sur le montant de l'indemnité (Civ. rej. 24 juill. 1860, aff. Pascal, D. P. 60. 1. 406).

**713.** Le jury, qui n'est pas obligé d'allouer des indemnités distinctes lorsque les parties n'en font pas la demande, n'est pas, à plus forte raison, tenu de fixer des indemnités différentes lorsque celui qui serait en droit d'exiger cette allocation consent à ce qu'il ne soit fixé qu'une seule indemnité pour les diverses évictions qu'il subit (Civ. rej. 6 déc. 1859, aff. Dohy, D. P. 60. 1. 168).

**714.** D'autre part, il ne résulte des termes de l'art. 39 ni que les parties intéressées à des titres distincts soient tenues de former des demandes séparées, ni que le jury soit obligé d'accorder des indemnités distinctes, lorsque les parties se réunissent pour former une demande unique. Les ayants droit à des titres différents sont juges de l'opportunité de cette réunion, qui ne peut porter atteinte aux intérêts de l'expropriant. En effet, que la propriété soit fractionnée par la division des droits, ou qu'elle soit recomposée par leur réunion, l'expropriant n'aura jamais à payer que la valeur de la propriété complète. Il ne saurait donc obliger, en pareil cas, le jury à fixer des indemnités distinctes (Civ. rej. 13 déc. 1856, aff. Hospices de Caen, D. P. 57. 1. 44).

Les expropriés ne seraient pas non plus recevables à critiquer de ce chef la décision du jury s'ils avaient, dans leurs conclusions, réclamé l'allocation d'une indemnité unique. Il en est ainsi, spécialement, lorsque, les offres ayant été signifiées aux ayants cause du propriétaire inscrit à la matrice, lequel est décédé, ceux-ci se sont bornés à réclamer devant le jury une indemnité en bloc (Civ. rej. 6 janv. 1869, aff. Héritiers Grignon-Dumoulin, D. P. 69. 1. 144).

**715.** La même règle s'applique au cas où la propriété est indivise et appartient à chaque copropriétaire dans des proportions qui ne sont pas déterminées (Civ. rej. 16 févr. 1864, aff. Wackler et Graff, D. P. 64. 5. 149) ... ou bien lorsque les copropriétaires n'ont demandé qu'une seule indemnité (Civ. rej. 17 mars 1869, aff. Morin et de Montrond, D. P. 69. 1. 274). — Le contraire a lieu lorsque les conclusions des expropriés constituent des demandes applicables à des intérêts distincts et à des personnes différentes; ainsi la décision du jury qui alloue une indemnité unique, en réponse à des conclusions renfermant deux demandes formées, l'une au nom des copropriétaires indivis de l'immeuble exproprié, l'autre, dans l'intérêt propre de l'un d'eux, et à raison, par exemple, de la dépossession d'une industrie personnelle qu'il exploite dans cet immeuble, est nulle, car les demandes ainsi formulées sont fondées sur des titres différents, qui rendent, dès lors, nécessaire la fixation d'indemnités distinctes (Civ. cass. 1<sup>er</sup> juill. 1862, aff. Jourdan, D. P. 62. 1. 382).

**716.** L'obligation de fixer des indemnités distinctes existe lorsque deux époux forment une demande conjointe et que l'un d'eux y ajoute une demande séparée dans son intérêt personnel. Le jury, en effet, se trouve alors en présence de deux demandes, ayant chacune un objet différent (Civ. cass. 6 janv. 1869, aff. Geoffroy, D. P. 69. 1. 9). Elle existe encore lorsqu'il s'agit de l'expropriation d'immeubles séparés, indiqués dans la matrice cadastrale comme appartenant à des propriétaires différents. En pareil cas, la décision du jury portant allocation d'une indemnité unique, doit tout au moins faire connaître, à peine de nullité, la part de cette indemnité qui est afférente à chacun des immeubles, alors même que les expropriés auraient d'abord réclamé une indemnité unique, si, dans leurs dernières conclusions, avant la clôture des débats, ils ont demandé qu'elle fût divisée entre eux (Civ. cass. 19 janv. 1870, aff. Luro, D. P. 70. 1. 263).

**717.** Il est un cas où, bien que l'immeuble exproprié appartienne à un seul propriétaire et que celui-ci se présente à ce seul titre, le jury ne peut se dispenser de fixer des indemnités distinctes; c'est celui où les différentes parcelles comprises dans la même expropriation donnent lieu à des allocations différentes d'intérêts en raison de la date différente de la prise de possession de ces diverses parcelles. C'est ce qui a été jugé dans une espèce où, au cours de l'instance d'expropriation, l'expropriant avait été autorisé, tant par une ordonnance du président que par une convention amiable, à prendre possession d'urgence d'une partie des terrains

expropriés, sous la condition que l'intérêt à 5 pour 100 de l'indemnité, qui serait ultérieurement fixée par le jury d'expropriation, commencerait à courir du jour de la dépossession. Le jury ayant fixé une seule indemnité pour l'ensemble de la propriété expropriée, la cour de cassation a considéré la décision comme obscure et incomplète (Civ. cass. 2 janv. 1877, aff. Veuve Barthez, D. P. 78. 1. 74).

§ 3. — Litige sur le fond du droit. — Indemnité éventuelle. — Indemnité alternative.

718. On a exposé au *Rép.* n° 642, qu'aux termes du paragraphe 4 de l'art. 39 et de l'art. 49 de la loi du 3 mai 1841, la compétence du jury ne s'étend pas au cas où l'évaluation de l'indemnité se complique d'une question de droit. « La compétence du jury d'expropriation, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 183, est limitée au droit et au devoir de fixer le montant de l'indemnité; la loi ne détermine pas seulement cette attribution spéciale et exceptionnelle par l'indication de ce qui doit en faire l'objet, mais encore, en retirant formellement au jury le pouvoir de statuer sur les contestations d'une autre nature, quand elles se présentent devant lui. Telle est la disposition de l'art. 39, § 4. » « Ce texte général et positif, a dit la cour de cassation dans un arrêt du 22 avr. 1856 (aff. Commune de Maisons-sur-Seine, D. P. 56. 1. 158), emporte, pour le jury, le pouvoir et l'obligation de déterminer des indemnités alternatives et éventuelles qui puissent, sans qu'il soit besoin de recourir de nouveau et ultérieurement à lui, s'appliquer à toutes les solutions à intervenir sur ces difficultés et litiges, et attribuer au propriétaire l'indemnité qui lui appartient d'après la valeur de la chose expropriée, eu égard à la décision portée sur ces mêmes difficultés définitivement et irrévocablement ».

719. Lors donc qu'il s'élève devant le jury une contestation sur le droit de l'exproprié à réclamer telle ou telle indemnité, il y a lieu de fixer une indemnité dont le caractère peut être éventuel, mais qui doit être susceptible de se prêter à toutes les hypothèses qui pourraient être prévues et de s'appliquer à la solution qui sera donnée au litige par les juges compétents. Le jury ne saurait, sous le prétexte que l'expropriant est fondé à contester le droit de l'exproprié à une indemnité, refuser de lui en allouer une. Le jury n'est pas juge du droit que peut avoir l'exproprié de réclamer une indemnité, et le refus d'en allouer une, alors même qu'il n'aurait été fait aucune offre, équivaldrait, de la part du jury, à se constituer juge de ce droit et de la valeur juridique des prétentions soulevées sur le fond du droit par l'expropriant. Du moment où les prétentions de l'exproprié ont fait l'objet de conclusions, le jury doit fixer l'indemnité d'une manière éventuelle, sans que sa décision puisse, de ce chef, donner prise à la critique (Civ. rej. 20 mai 1879, aff. Combaz, D. P. 79. 1. 349).

720. Si le jury ne peut refuser toute indemnité, il ne saurait davantage se borner à réserver les droits qui seraient ultérieurement reconnus à l'exproprié sur le chef litigieux. Pour que sa décision ait, malgré l'existence du litige, le caractère définitif que la loi exige, il faut qu'elle détermine immédiatement le chiffre de l'indemnité à laquelle l'exproprié aura droit, dans l'hypothèse où sa prétention viendrait à être accueillie et celle de l'expropriant rejetée (V. Civ. cass. 17 déc. 1845, *Rép.* n° 648; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 206). C'est une conséquence du principe rappelé aux n° 684 et suiv., suivant lequel le jury doit régler le quantum d'indemnité, de telle sorte que cette question ne puisse donner lieu à un litige ultérieur.

721. — I. CARACTÈRE DU LITIGE SUR LE FOND DU DROIT. — POUVOIRS DU JURY. — En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, le litige sur le fond du droit, qui donne lieu à l'application du paragraphe 4 de l'art. 39, existe alors même que la contestation aurait été soulevée par un tiers non partie à l'expropriation. Cette contestation est, en effet, susceptible de modifier l'indemnité due à l'exproprié, puisqu'elle peut porter, dans certains cas, sur l'existence même des droits qu'il prétend lui appartenir. C'est ainsi que, dans le cas où un droit de servitude sur le terrain exproprié est réclamé par un tiers, même non partie au règlement de l'expropriation, l'indemnité doit être fixée alternativement

pour l'hypothèse où la servitude serait déclarée, comme pour celle où elle ne serait pas reconnue, car l'indemnité peut être plus ou moins élevée suivant que la servitude existe ou n'existe pas réellement (Civ. rej. 22 avr. 1856, aff. Commune de Maisons-sur-Seine, D. P. 56. 1. 158).

722. Le litige sur le fond du droit, dès qu'il s'est produit, subsiste tant qu'il n'a pas été résolu d'une façon irrévocable. Le principe d'après lequel le règlement de l'indemnité doit être définitif et tel qu'il ne puisse donner lieu à aucun litige ultérieur, impose cette solution, et conduit, dans une certaine mesure, à déroger aux règles qui concernent les effets du pourvoi en cassation. Il suffit, en effet, qu'un pourvoi existe contre l'arrêt qui aurait tranché la question de droit litigieuse, pour que tout puisse être remis en question. Par conséquent, le jury est tenu de fixer soit une indemnité éventuelle, soit une indemnité alternative, toutes les fois que la décision intervenue sur le litige a été l'objet d'un pourvoi (Arrêt précité du 22 avr. 1856). En d'autres termes, le litige sur le fond du droit ne cesse d'exister, au point de vue du paragraphe 4 de l'art. 39, qu'autant qu'il a été tranché par une décision qui, elle-même, n'est plus susceptible d'aucun recours.

723. C'est seulement quand il s'élève des difficultés étrangères à la fixation de l'indemnité que le jury doit déterminer cette indemnité sous une forme éventuelle, en laissant aux parties le soin de se pourvoir devant qui de droit pour faire trancher la question qui n'est pas de sa compétence : il n'y a pas de litige sur le fond du droit lorsque le débat constitue simplement une contestation sur l'appréciation des bases et l'importance de l'indemnité (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 183). Ainsi, lorsque l'exproprié augmente sa demande devant le jury, pour le cas où l'expropriant ne prendrait pas l'engagement de fournir un chemin d'accès à la partie de la propriété qui lui reste, et que l'expropriant refuse de prendre cet engagement, sous le prétexte que le surplus de la propriété ne jouissait que d'une servitude de passage sur les terrains expropriés, il n'y a pas litige sur le fond du droit. Les conclusions de l'exproprié, en pareil cas, ne soulèvent pas de litige sur la question de l'existence d'un droit de passage; elles soulèvent seulement une question relative à la quotité de l'indemnité, qui doit être appréciée d'après la situation que crée à l'exproprié le refus par l'expropriant de lui fournir le chemin qu'il demande (Civ. rej. 30 mars 1863, aff. Zeller, D. P. 63. 1. 255). — Il en est de même lorsque l'expropriant se borne à soutenir qu'il n'y a lieu d'accorder à l'exproprié aucune indemnité pour une servitude de passage qu'il prétend avoir sur les terrains compris dans l'expropriation, par le motif que l'exproprié pourra toujours continuer à passer sur ces terrains alors qu'ils seront tombés dans le domaine public. En pareil cas, en effet, la contestation ne porte pas sur l'existence de la servitude (Civ. rej. 16 mars 1885, aff. Commune de Lamothe-Saint-Heray, D. P. 85. 1. 347). Il faut en dire autant du cas où l'exproprié demanderait une indemnité unique tant pour la superficie que pour le tréfonds, ajoutant que, pour le cas où le jury ne se considérerait pas comme suffisamment éclairé sur l'existence d'un banc de pierre dans le sous-sol du terrain exproprié, il y aurait lieu de fixer une indemnité alternative. Il n'y a, en pareil cas, de difficulté que sur le montant de l'indemnité (Civ. rej. 11 févr. 1890, aff. Blondet, D. P. 91. 1. 88). En un mot le jury n'est pas tenu de fixer l'indemnité d'une manière hypothétique ou alternative, toutes les fois qu'il n'existe aucun litige sur le fond du droit ou la qualité des réclamants, et que les parties se bornent à contester le chiffre de l'offre ou de la demande (Civ. rej. 10 mai 1875, aff. Flipo, D. P. 77. 1. 31).

724. Un simple désaccord existant entre les parties relativement à la contenance des terrains expropriés ne saurait constituer, à lui seul, un litige sur le fond du droit, s'il ne s'élève pas de contestation proprement dite sur cette contenance. L'expropriant par exemple offre une somme unique à raison de l'expropriation d'un certain nombre de parcelles, d'une contenance déterminée, pour chacune d'elles, d'après les documents de l'instruction; de son côté, l'exproprié demande devant le jury que la valeur de chacune des parcelles soit fixée à tant par are, alléguant que ce mode d'évaluation s'impose à raison du désaccord entre les par-

ties relativement aux surfaces des emprises, mais sans attribuer à aucune de ces surfaces une contenance différente de celle que l'expropriant indique. Il n'y a pas, en pareil cas, de litige qui oblige le jury à fixer une indemnité alternative : « La simple allégation d'un prétendu désaccord entre les parties », a dit la cour de cassation dans un arrêt de rejet du 3 mars 1886 (aff. Péconnet, D. P. 86. 1. 379), « lequel ne résulte ni des documents de la procédure antérieure, ni de l'instruction devant le jury, ne saurait suffire pour établir l'existence d'une contestation véritable sur la contenance des terrains expropriés et infirmer, par suite, la décision par laquelle le jury a compris dans une allocation unique et collective tous les chefs de réclamation qui lui étaient soumis ». — Pour qu'en pareil cas, il y eût contestation véritable sur l'étendue du terrain exproprié, il faudrait qu'il y eût réellement deux contenances différentes, indiquées par les parties, aux jurés, comme base de la fixation de l'indemnité à allouer. Si l'exproprié vient à soutenir que la contenance réelle du terrain exproprié est, d'un nombre déterminé de mètres ou d'ares, supérieure à celle qui est portée au jugement d'expropriation et qui a servi de base aux offres, et qu'il ne s'établisse pas sur ce point d'accord entre les parties, il y a alors véritablement litige sur l'étendue du terrain exproprié (Civ. cass. 1<sup>er</sup> août 1860, aff. Bertrand, D. P. 60. 1. 408). Peu importerait même, en pareil cas, que l'obligation de l'exproprié relative à la contenance eût été formulée dans de simples réserves, le litige n'en existerait pas moins (Même arrêt). Mais si l'exproprié n'avait pas indiqué une contenance différente de celle qui était portée au tableau des offres et au plan parcellaire, et s'était borné à contester la contenance indiquée par l'expropriant comme étant celle qui devait être occupée, puis avait fait de simples réserves pour le cas où cette contenance serait dépassée, le jury n'aurait aucune obligation de fixer deux indemnités hypothétiques (Civ. rej. 27 janv. 1869, aff. Barbe, D. P. 69. 1. 243, 1<sup>re</sup> espèce).

**725.** Il est, d'ailleurs, de jurisprudence constante qu'il n'y a pour le jury obligation de fixer des indemnités hypothétiques, d'une part, qu'autant que le litige se produit effectivement devant le jury et qu'il ne s'agit pas simplement de l'éventualité possible du litige (Civ. rej. 15 déc. 1856, aff. Hospices de Caen, D. P. 57. 1. 44), d'autre part, qu'autant que les parties y ont conclu (Civ. rej. 27 avr. 1859, aff. Chibout, D. P. 59. 1. 207; 16 avr. 1867, aff. Clary, D. P. 67. 1. 392; 21 juill. 1875, aff. Prat, D. P. 75. 1. 415; 7 déc. 1881 (1); 16 mars 1885, aff. Commune de Lamotte-Saint-Heray, D. P. 85. 1. 347). Mais le jury a la faculté de recourir à ce mode de règlement, même d'office, lorsque la question litigieuse résulte nettement des débats « En procédant ainsi, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 184-185, le jury ne viole aucune loi et, au contraire, dans l'esprit de son institution ».

Le jury n'étant obligé de fixer l'indemnité conformément au paragraphe 4 de l'art. 39 qu'autant qu'il y a été invité par conclusions formelles, il en résulte que, lorsqu'une des parties n'a pas elle-même formulé de conclusions en ce sens, elle ne peut se faire un grief devant la cour de cassation de ce que le jury ne se serait pas conformé à l'art. 39, § 4 et aurait alloué une seule indemnité (Civ. rej. 14 août 1855, aff. Mounier et Perrin, D. P. 55. 1. 416).

**726.** Les pouvoirs du jury, sont, on l'a vu *suprà*, n° 563, limités à la fixation de l'indemnité qui peut être due à raison des propriétés comprises dans le jugement d'expropriation sans restriction, extension ou modification, à moins d'un consente-

ment préalable donné par toutes les parties. Lors donc que l'exproprié viendrait, dans ses conclusions, à réclamer, en dehors de l'indemnité afférente aux terrains dont l'expropriation a été prononcée par le jugement, d'autres allocations hypothétiques à raison de dépossession qui ne résulteraient pas de ce jugement, et que l'expropriant, de son côté, se prévaudrait de ce même jugement pour soutenir que, les objets pour lesquels l'exproprié demande une indemnité hypothétique n'étant pas compris dans l'expropriation, le jury n'avait pas à en connaître, il n'y aurait pas pour cela litige sur le fond du droit. Le jury ne devrait donc pas fixer une indemnité hypothétique (Civ. cass. 19 mai 1884, aff. Trochet, D. P. 85. 1. 264). Il en serait de même si l'expropriant élevait la prétention de restreindre l'expropriation telle qu'elle était fixée par le jugement (Civ. cass. 7 juill. 1868, aff. Commune de Montrichard, D. P. 68. 1. 328). Dans ces différents cas, le caractère indivisible de la décision du jury entraînerait la nullité de la décision tout entière (Même arrêt. V. toutefois pour le cas où il y aurait contestation sur le sens et la portée du jugement d'expropriation *infra*, n° 736).

**727.** L'exproprié ne serait pas non plus recevable à demander au jury de fixer des indemnités alternatives, sous le prétexte qu'une partie des terrains compris au jugement d'expropriation ne serait pas nécessaire pour l'exécution des travaux. En effet, le jugement, dès l'instant qu'il ne laisse planer aucun doute sur l'étendue de la parcelle expropriée, détermine clairement les pouvoirs du jury, et celui-ci n'a pas, dès lors, à s'arrêter à une prétention de l'exproprié qui ne porte pas sur la contenance expropriée, et qui est en contradiction manifeste avec le jugement (Civ. rej. 11 déc. 1876, aff. Aubert et Deschamps D. P. 78. 1. 71).

**728.** Si, dans le cas de litige sur le fond du droit, le jury est tenu de fixer l'indemnité de telle sorte qu'elle réponde aux différentes solutions que ce litige est susceptible de recevoir, il n'en reste pas moins souverain appréciateur du chiffre auquel l'indemnité devra être portée dans chacune des éventualités prévues. S'il estime, par conséquent, que dans ces diverses éventualités le préjudice sera égal pour l'exproprié, il lui est loisible de fixer le même chiffre pour chacune des indemnités, pourvu qu'il statue d'une manière distincte sur chacune des hypothèses soumises à son appréciation (Civ. rej. 24 mars 1885, aff. Jacob, D. P. 86. 5. 226). Cette dernière condition est indispensable à la validité de la décision et il faut qu'il résulte clairement de ses termes que les différentes hypothèses ont été visées et que le jury a réellement voulu attribuer la même indemnité pour les unes et pour les autres. Si le contraire résulte de ces mêmes termes, la décision du jury aura un sens douteux et incertain qui la rendra nulle, tant en vertu des dispositions de l'art. 38 que de celles de l'art. 39 (Civ. cass. 17 avr. 1869, aff. Préfet de la Haute-Savoie, *Bull. civ.* p. 134; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 204).

**729.** Il n'est pas nécessaire que le jury déclare expressément accorder une indemnité éventuelle; le caractère éventuel de l'indemnité peut résulter implicitement du mode d'allocation. Ainsi, lorsque le jury statue distinctement sur divers chefs de l'indemnité pour lesquels l'expropriant a contesté le droit de l'exproprié à recevoir une indemnité, il permet aux parties de discuter devant les tribunaux compétents ceux de ces chefs sur lesquels elles se croient fondées à contester le droit lui-même. Le mode de fixation de l'indemnité répond donc, en pareil cas, au vœu des

(1) (Thierry-Delanoue C. Chemin de fer de Wassy à Doulevant.) — La cour; — Sur le premier moyen de cassation : — Attendu qu'en admettant, avec le pourvoi, que l'indication du jour ou de l'heure auxquels le jury se transporterait sur les lieux contentieux ne résulte pas suffisamment du procès-verbal des débats, et qu'ainsi l'avertissement donné aux parties ait manqué de précision, il est certain du moins que, le 29 mars, lorsque l'audience publique a été reprise et que le jury eut déclaré avoir procédé à la visite des divers immeubles soumis à l'expropriation, le demandeur en cassation a plaidé au fond sans alléguer n'avoir pu assister à ladite visite, en tant qu'elle le concernait, et sans exprimer à cet égard ni protestations ni réserves; que, par suite, le grief n'est pas recevable;

Sur le deuxième moyen : — 1<sup>o</sup> En ce qui concerne l'établisse-

ment du passage à niveau : — Attendu qu'il n'y a, en aucun cas, obligation pour le jury de fixer d'une manière alternative l'indemnité débattue entre les parties, qu'autant que celles-ci y ont conclu, et que, dans l'espèce, le procès-verbal ne relate aucunes conclusions prises à cette fin, soit par Thierry-Delanoue, soit par l'expropriant; que le jury, en allouant à Thierry une indemnité ferme et unique, n'a donc violé ni l'art. 39, § 4, ni l'art. 38 de la loi du 3 mai 1841; — 2<sup>o</sup> En ce qui touche le droit de passage réclamé par Thierry sur le chemin d'accès à la gare du chemin de fer : — (Sans intérêt);

Sur le troisième moyen : — (Sans intérêt);

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 7 déc. 1881.-Ch. civ.-MM. Marcier, 1<sup>er</sup> pr.-Merville, rap.-Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.-Court et Devin, av.

art. 39 et 49 de la loi du 3 mai 1841; la décision du jury ne préjuge en rien le sort définitif des questions en litige et l'indemnité, étant fixée distinctement pour chaque chef, n'est allouée sur chacun que dans l'hypothèse où il ne serait pas jugé plus tard qu'il ne doit donner lieu à aucune indemnité (Civ. rej. 22 août 1855, aff. Commune de Moissac, D. P. 55. 1. 396). Peu importerait même que le jury, après avoir alloué une indemnité distincte sur chaque chef, eût ensuite alloué un chiffre total; ce mode de procéder ne détruit en rien la séparation des divers chefs constituant des éléments distincts, et, en les additionnant, ne les confond pas (Même arrêt).

Il a été jugé, de même, que, lorsque l'expropriant et l'exproprié ont été d'accord pour reconnaître qu'il y avait lieu de fixer deux indemnités, l'une pour le cas où l'expropriant prendrait deux parcelles, l'autre pour le cas où il n'en prendrait qu'une seule, il suffit que le jury fixe une indemnité distincte pour chacune des deux parcelles; et il importe peu que le jury n'ait point déclaré expressément que l'indemnité ainsi régie n'a qu'un caractère éventuel, l'éventualité résultant du mode même d'allocation (Civ. rej. 12 janv. 1870, aff. Chesnel, D. P. 70. 1. 427). Il a même été décidé que le jury, en présence d'une contestation entre deux expropriés relativement à la propriété d'un fossé séparatif de leurs propriétés pouvait, au lieu de fixer une indemnité pour la totalité du fossé, fixer une indemnité de moitié pour chacun d'eux. L'indemnité est alors régie en vue des deux hypothèses qui peuvent se réaliser : si le fossé entier est à un seul propriétaire, celui-ci touchera le total des indemnités attribuées à chacune des deux parcelles; s'il est reconnu que le fossé est la propriété pour moitié de chacun, chacun d'eux touchera l'indemnité qui lui était dévolue par la décision (Civ. rej. 10 fevr. 1869, aff. Cayre, Bull. civ. p. 49, note.)

**730.** Lorsqu'il s'élève une contestation sur la sincérité des titres constitutifs du droit de l'exproprié, il y a litige sur le fond du droit et nécessité pour le jury de fixer une indemnité hypothétique, c'est-à-dire subordonnée à la solution ultérieure du litige. On a vu, en effet, *supra*, n° 588, que, si l'art. 48 de la loi du 3 mai 1841 rend le jury juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes, c'est seulement dans le cas où ils seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité, et non lorsque la contestation porte sur le fond même du droit et la qualité des réclamants. Il y a, par suite, litige sur le fond du droit lorsque l'expropriant conteste la sincérité du bail en vertu duquel l'exproprié prétend à une indemnité, et par conséquent sa qualité de locataire (Civ. cass. 28 juin 1864, aff. Rangod, D. P. 65. 5. 480; 2 juill. 1883, aff. Ville de Clermont-Ferrand, D. P. 84. 1. 435) — ... Ou la validité du bail : par exemple, si la validité d'un acte sous seing privé qui proroge la durée d'un bail, invoqué par un fermier à l'appui de sa demande d'indemnité, est contestée par l'expropriant, le jury doit fixer une indemnité alternative suivant que l'acte sera valide ou annulé (Civ. cass. 27 janv. 1863, aff. Chaux-Lan, D. P. 63. 1. 132; 23 mars 1868, aff. Cothias, D. P. 68. 1. 221). De même, lorsque l'Administration refuse toute indemnité à un locataire sous prétexte qu'un bail est expiré, tandis que ce dernier excipe d'une prolongation de bail à raison de laquelle il conclut, au contraire, à ce qu'une indemnité lui soit allouée, le jury doit fixer une indemnité éventuelle pour le cas où les tribunaux donneraient effet à la prolongation du bail invoquée (Civ. cass. 26 déc. 1860, aff. Chéreau, D. P. 61. 1. 134). Il suffit, d'ailleurs, que la durée du bail en cours soit contestée pour qu'il y ait litige sur le fond du droit et nécessité de fixer une indemnité alternative (Civ. cass. 16 août 1858, aff. Signoret, D. P. 58. 1. 327).

**731.** Il y a encore contestation sur la qualité des parties

lorsque la question s'élève de savoir qui, du mari ou de la femme séparés de biens, est locataire d'un immeuble exproprié et, à ce titre, a droit à l'indemnité d'expropriation (Civ. cass. 10 avr. 1867 (1)).

**732.** Il y a également lieu de fixer une indemnité hypothétique, dans le cas où l'expropriant prétendrait écarter l'intervention devant le jury d'une personne qui se présenterait comme locataire de l'immeuble exproprié, sous le prétexte qu'elle aurait perdu la qualité de locataire à la suite d'un incendie qui, antérieurement au jugement d'expropriation, aurait entièrement détruit les lieux loués (Civ. cass. 5 août 1873, aff. Besnard, et 17 nov. 1873, aff. Bidault, D. P. 74. 1. 446). Il en serait de même si l'expropriant prétendait contester le droit à indemnité d'un locataire, sous prétexte qu'il ne figurait pas comme locataire dans le jugement, ni dans le tableau des offres, ni dans la citation, et alors surtout que le propriétaire a fait figurer l'intervenant sur la liste de ses locataires notifiée à l'expropriant (Mêmes arrêts).

**733.** Si la contestation de la qualité de locataire constitue un litige sur le fond du droit, à plus forte raison en est-il ainsi lorsque l'expropriant conteste à la personne désignée par le jugement d'expropriation la qualité de propriétaire, que ce jugement lui attribue. Jugé qu'en pareil cas il y a lieu d'appliquer l'art. 49 et que le jury doit, sans s'arrêter à la contestation, fixer l'indemnité comme si elle était due, sauf au magistrat directeur à en ordonner la consignation (Civ. rej. 12 déc. 1887, aff. Rougeron, D. P. 88. 1. 440). Cet arrêt est en contradiction avec la doctrine suivie par M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 221, et d'après laquelle il n'y a pas litige sur le fond du droit, de nature à donner lieu à fixation d'une indemnité éventuelle, lorsque c'est l'expropriant seul qui soulève devant le jury la question de savoir si les terrains expropriés appartiennent à celui contre lequel a été prononcée l'expropriation ou si ces terrains ne sont pas la propriété d'un tiers. « L'expropriant, ajoute cet auteur, n'a ni droit ni qualité pour revendiquer la propriété au profit d'un tiers qui garde le silence. » Il est difficile, en effet, d'admettre que l'expropriant, lorsqu'il a poursuivi l'expropriation contre une personne qui aurait été à ce titre dénommée au jugement d'expropriation, puisse ensuite venir contester à cette personne la qualité de propriétaire, d'autant plus que, si cette personne était inscrite comme propriétaire à la matrice cadastrale, l'expropriation et le règlement de l'indemnité auraient été régulièrement poursuivis contre elle, et que l'Administration n'aurait aucun recours à redouter des tiers. L'expropriant n'a pas reçu du tiers qu'il prétend être propriétaire, mandat de revendiquer la propriété et, par suite, le seul droit qui subsiste pour le propriétaire quel qu'il soit, c'est-à-dire le droit à une indemnité.

**734.** Il y a litige sur le fond du droit dès que l'expropriant dénie à celui qui est exproprié, même partiellement, le droit à indemnité; notamment quand l'expropriant prétend que, sur quatorze parcelles dont l'expropriation a été prononcée, il n'est dû d'indemnité que pour une seule (Civ. cass. 13 avr. 1869, aff. Commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort, D. P. 69. 1. 345); ou lorsque l'expropriant soutient qu'il n'est dû aucune indemnité à une commune, à raison de chemins déviés et de travaux à exécuter sur ces chemins (Civ. cass. 20 mai 1879, aff. Chemin de fer de l'Ouest, *infra*, n° 742); ou lorsque l'expropriant dénie toute indemnité à une compagnie minière pour impossibilité d'exploitation d'un puits qu'il prétend abandonné, tandis que la compagnie soutient que l'exploitation en était simplement suspendue (Civ. cass. 9 juill. 1889, aff. Société des mines de Beaubrun, D. P. 90. 1. 473). Peu importe même que l'expropriant, sans contester absolu-

(1) (Descamps C. Préfet de la Seine.) — LA COUR; — Vu l'art. 39 de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que, suivant les termes de cet article, lorsqu'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamations, et toutes les fois qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation du montant de l'indemnité, le jury règle l'indemnité indépendamment de ces litiges et difficultés, sur lesquels les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit; — Qu'il résulte du procès-verbal des débats que Descamps ayant réclamé en son nom l'indemnité due pour expropriation du bail des lieux occupés rue Gracieuse, la dame Descamps a, par des conclusions spéciales, établi qu'elle était

séparée de biens d'avec son mari, qu'elle seule était locataire des lieux, et qu'à elle seule l'indemnité était due; — Que néanmoins, en présence de ces conclusions qui établissent un litige sur la qualité des parties, le jury a accordé l'indemnité au mari seul et ordonné l'envoi en possession de la partie expropriante en payant à qui de droit l'indemnité fixée par le jury; — Qu'en statuant ainsi, et en ne renvoyant pas les parties à se pourvoir devant qui de droit, la décision attaquée a violé l'art. 39 précité; — Casse.

Du 10 avr. 1867. — Ch. civ. — MM. Pascalis, pr. — de Vaulx, rap. — Blanche, av. gén., c. contr. — Jozon et Jagerschmidt, av.

ment le droit de l'exproprié à recevoir une indemnité, se borne à contester son droit actuel, et prétende, par exemple, qu'il y a lieu de suspendre le paiement de cette indemnité jusqu'à l'époque où il prendra possession de l'immeuble atteint par l'expropriation; la question ainsi soulevée n'en touche pas moins au fond du droit et donne lieu à une difficulté sur laquelle il n'est pas dans les pouvoirs du jury de statuer. Il doit donc se borner à fixer une indemnité hypothétique (Civ. rej. 24 nov. 1862, aff. Mansoz, D. P. 63. 1. 251).

**735.** La contestation élevée entre l'expropriant et l'exproprié sur l'exactitude de la contenance donnée à l'immeuble exproprié dans le jugement d'expropriation, contenance que l'expropriant prétend être supérieure à la contenance réelle de cet immeuble, rend nécessaire la fixation d'une indemnité alternative évaluée tout à la fois d'après le jugement et d'après la prétention de l'expropriant (Civ. cass. 16 août 1858, aff. Deslons, D. P. 58. 1. 327; 13 déc. 1865, aff. Duplessis-Ollivault, D. P. 66. 5. 207; 17 avr. 1872, aff. Triaire Brun, D. P. 72. 5. 229). Le jury, en pareil cas, satisfait au vœu de la loi quand il fixe deux indemnités alternatives d'après les contenances respectivement alléguées par les parties, l'une pour le cas où la contenance reconnue serait conforme à la contenance alléguée par l'expropriant, l'autre pour le cas où elle aurait la contenance alléguée par l'exproprié; il n'est nullement obligé de prévoir l'hypothèse de contenances intermédiaires, si les conclusions des parties ne le comportent pas. Dans tous les cas, la décision du jury qui fixe, dans ces conditions, deux indemnités alternatives ne peut être déferée à la cour de cassation par l'expropriant, pour n'avoir pas prévu l'hypothèse de contenances intermédiaires, « attendu, dit la cour de cassation, que si ce mode de procéder pouvait être préjudiciable aux expropriés en ce qu'il ne tenait aucun compte de l'hypothèse d'une contenance supérieure au chiffre allégué, par la partie expropriante, mais inférieure au chiffre allégué par les expropriés », il ne nuirait en aucune façon à l'expropriant, qui ne saurait se prévaloir du grief de ses adversaires (Civ. rej. 5 déc. 1866, aff. Bonfilas, D. P. 66. 5. 202).

**736.** Lorsque les parties sont en désaccord sur l'étendue de l'expropriation prononcée par le jugement, le jury doit se borner à fixer une indemnité alternative suivant que la parcelle qui fait l'objet du litige sera reconnue par le tribunal compétent, être comprise ou non comprise dans le jugement d'expropriation (Civ. cass. 7 janv. 1885, aff. Renault, D. P. 86. 5. 226). Cette règle s'applique toutes les fois qu'il s'élève sur le sens du jugement d'expropriation un doute qui, selon qu'il sera résolu, donnera lieu à une indemnité ou plus forte ou plus faible. Spécialement, s'il y a incertitude sur le point de savoir si l'expropriation comprend ou non le tréfonds du terrain exproprié, le jury doit, en laissant à l'autorité compétente l'interprétation ultérieure du jugement, régler une indemnité spéciale pour chacune des solutions que la question soulevée peut recevoir (Civ. cass. 22 juin 1852, aff. Praire, D. P. 52. 1. 176; Civ. rej. 22 août 1853, aff. de Rochetaillée, D. P. 53. 1. 285). — Le jury doit, de même, se borner à fixer

une indemnité hypothétique qui devra s'ajouter à l'indemnité définitive accordée à raison de la dépossession du terrain exproprié dans le cas où il serait reconnu, par le juge compétent que le jugement a eu pour effet d'attribuer à l'expropriant les servitudes qu'il réclame lorsqu'il existe entre les parties un désaccord sur le point de savoir si le jugement d'expropriation a eu pour effet de faire acquérir à l'expropriant, indépendamment du terrain exproprié, certains droits de servitude sur d'autres immeubles restés en la possession de l'exproprié (Civ. rej. 27 août 1883, aff. Bro de Comères, D. P. 84. 1. 423). A plus forte raison, lorsque, devant le jury d'expropriation, la demande d'indemnité est contestée par l'expropriant, tant au point de vue de l'étendue et de la portée du jugement d'expropriation qu'au point de vue du fond du droit, le jury doit-il fixer éventuellement le chiffre de l'indemnité, et renvoyer les parties devant le tribunal compétent pour y être statué sur le litige (Civ. rej. 21 nov. 1887, aff. Meurgey, D. P. 88. 1. 439).

**737.** Il y a litige sur le fond du droit dont la connaissance doit être réservée à l'autorité compétente lorsque, d'une part, l'exproprié conclut à ce que l'indemnité soit calculée, non seulement sur la valeur du terrain par lui délaissé, mais encore eu égard à la dépréciation du surplus de sa propriété, et lorsque, d'autre part, l'expropriant, invoquant l'art. 50 de la loi du 16 sept. 1807, demande que l'indemnité soit déterminée uniquement d'après la valeur du terrain. Le jury doit donc fixer, en pareil cas, deux indemnités alternatives, en vue des deux solutions qui peuvent intervenir sur la contestation ainsi soulevée entre les parties (Civ. cass. 10 juill. 1877, aff. Brunot, D. P. 78. 1. 436). Il en est de même lorsqu'il s'agit de savoir si l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841, portant que « si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au restant de la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation de l'indemnité », est ou n'est pas applicable à l'indemnité réclamée. Lorsque, par exemple, le propriétaire d'une usine, atteinte par l'expropriation, soutient que des parcelles de terrain lui appartenant et également expropriées étaient absolument distinctes et tout à fait indépendantes de ses usines, et que, par conséquent, celles-ci se trouvaient en dehors des conditions dans lesquelles l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841 ordonne de prendre en considération la plus-value, tandis qu'au contraire, l'expropriant soutient qu'il doit être tenu compte de la plus-value, il y a litige sur le fond du droit, nécessitant la fixation d'indemnités alternatives s'il y a été conclu (Civ. cass. 19 déc. 1881) (1).

**738.** Le jury devrait-il fixer une indemnité hypothétique dans le cas où sa compétence pour évaluer tout ou partie des dommages allégués serait contestée? L'affirmative nous paraît répondre au vœu de la loi dont les dispositions ont pour objet de faire fixer par le jury toutes les indemnités qui sont la conséquence directe de l'expropriation, de telle sorte qu'une fois la session close, il n'y ait pas lieu à nouveau litige sur l'indemnité. Nous croyons donc, avec M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 204, que, lorsque la compétence du jury est contestée, celui-ci doit statuer

(1) (Bordet C. Comp. de l'Est.) — LA COUR; — Sur les deuxième et troisième moyens du pourvoi : — Vu les art. 38 et 39, § 4, de la loi du 3 mai 1841 : — Attendu qu'il résulte des conclusions insérées au procès-verbal que les frères Bordet soutenaient que les parcelles de terrain expropriées sur eux étaient absolument distinctes et tout à fait indépendantes de leurs usines, et que par conséquent, celles-ci se trouvaient en dehors des conditions dans lesquelles l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841 ordonne de prendre en considération la plus-value immédiate et spéciale du restant de la propriété; qu'ils demandaient que le jury fût appelé à statuer par voie alternative, dans la double hypothèse de la supputation et de l'omission de la plus-value; faisant d'ailleurs toutes réserves et protestations contre l'existence de la prétendue plus-value; que la Compagnie soutenait au contraire qu'il devait être statué par une décision unique comprenant l'appréciation même de la plus-value; — Attendu que, sur ces conclusions respectives, le magistrat directeur a, par une ordonnance, décidé qu'il n'y avait pas lieu à question alternative et que le jury devait statuer par une solution unique sur l'indemnité, ce qui a eu lieu effectivement; que cette ordonnance porte ce qui suit : « Considérant que l'établissement du chemin de fer procure au restant de la propriété de MM. Bordet, formant un seul tout composé de terres, prés et bois, dont partie est expropriée, et des usines de Lenglay,

l'augmentation de valeur immédiate et spéciale visée par l'art. 51 de la loi, qui autorise le jury à tenir compte, dans l'indemnité qu'il doit fixer, de tous les avantages résultant pour les parties de l'expropriation »; — Attendu que, dans cet état du débat contradictoire, le litige soulevait une difficulté sur le fond du droit, et non pas seulement l'appréciation de simples éléments de fait, qu'il devait par suite être statué par le jury par voie alternative, ainsi qu'il était conclu par les consorts Bordet, de façon à réserver à l'autorité compétente la décision définitive; que le magistrat directeur a commis un double excès de pouvoirs, d'une part, en provoquant le jury à prononcer par une décision unique sur l'indemnité, au lieu de statuer par voie alternative; d'autre part, en manifestant, par une ingérence abusive, qui a pu influencer sur la décision du jury, son opinion personnelle sur divers éléments de fait de la contestation soulevée devant le jury, au lieu de se borner à l'éclairer sur les pouvoirs qu'il tient de la loi; — D'où il suit que le magistrat directeur, par son ordonnance, et le jury, par sa décision, qui en a été la suite, ont violé les dispositions de la loi susvisées; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le premier moyen;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 19 déc. 1881.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—Baudouin, rap.—Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.—Brugnon et Devin, av.



conformément à l'art. 39, § 4, de la loi du 3 mai 1841 et fixer une indemnité hypothétique, en prévision du cas où sa compétence serait définitivement reconnue. En statuant ainsi et en donnant à sa décision un caractère éventuel, le jury ne nous paraît ni excéder ses pouvoirs, ni empiéter sur le domaine de la juridiction compétente. On peut invoquer à l'appui de cette opinion un arrêt, intervenu dans une espèce où l'exproprié avait soutenu que l'indemnité devait être fixée par le jury, uniquement à raison des parcelles expropriées et du préjudice résultant directement de l'expropriation de ces parcelles, tandis que le jury était incompétent pour évaluer le dommage pouvant résulter, pour la portion de la propriété non expropriée, du nivellement d'une rue voisine. La cour de cassation a décidé que le jury devait, dans sa décision, prévoir les deux éventualités et fixer : 1° une indemnité comprenant la valeur des parcelles expropriées et le dommage qui était la conséquence directe de cette expropriation ; 2° une indemnité comprenant à la fois la valeur des parcelles expropriées et la totalité du dommage pouvant résulter du nivellement de la rue (Civ. cass. 3 août 1871, aff. Léger, D. P. 71. 1. 202). Mais, dans un arrêt postérieur, la cour de cassation a considéré comme entachée d'excès de pouvoirs une décision qui, dans un cas analogue, avait fixé une indemnité éventuelle (Civ. cass. 20 août 1884, aff. Commune de Chauny, *supra*, n° 608).

739. L'exercice, par le propriétaire exproprié, du droit qui lui est reconnu par l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841 de requérir l'expropriation totale d'une propriété morcelée par l'expropriation (V. *infra*, n° 831 et suiv.) donne lieu à un litige sur le fond du droit, si l'expropriant nie que le propriétaire puisse faire cette réquisition ou qu'elle ait été régulièrement faite. Le jury ne peut trancher une telle contestation et se faire juge de la question de savoir si les conditions relatives à la nature et à la contenance de l'immeuble exproprié sont remplies (Civ. cass. 1<sup>er</sup> juill. 1863, aff. Lecœur, D. P. 63, 1. 320), ni de celle de savoir si les formes et les délais prescrits par le même art. 50 ont été observées (Civ. cass. 8 nov. 1865, aff. Lemoine, D. P. 65. 5. 181). Il doit donc fixer deux indemnités alternatives pour les deux hypothèses d'expropriation totale et d'expropriation partielle, entre lesquelles il sera statué par qui de droit. — Il en est de même lorsque le propriétaire d'une maison contiguë à des parcelles touchant à l'alignement d'une rue projetée, et non susceptibles de recevoir des constructions salubres, prétend se prévaloir des dispositions du décret du 26 mars 1852 et fait connaître son intention d'acquérir les dites parcelles, et que l'Administration lui conteste ce droit comme tardivement exercé. Le litige qui s'élève ainsi sur le fond du droit, oblige le jury à régler deux indemnités alternatives, l'une pour la maison dans le cas où le propriétaire en serait privé par l'expropriation, l'autre applicable à la parcelle et qu'il devrait payer si le terrain lui était cédé (Civ. cass. 20 mars 1855, aff. Tognu, D. P. 55. 1. 170).

740. Il y a litige sur le fond du droit, lorsque l'expropriant oppose à l'exproprié une exception de déchéance et, notamment, prétend qu'un usufruitier ou un locataire n'a

pas le droit de réclamer une indemnité, par le motif qu'il ne lui aurait pas été signalé ou ne se serait pas fait connaître dans les délais impartis par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841 (Civ. rej. 2 mai 1882, aff. Carles, D. P. 84. 1. 296; Civ. cass. 20 mai 1885, aff. Alary et Dumont, D. P. 86. 1. 382).

741. Il a été encore jugé, par application des art. 39 et 49 de la loi du 3 mai 1841, que lorsqu'à la demande principale d'indemnité pour la valeur d'une maison expropriée et les matériaux, une demande accessoire est jointe pour frais de déménagement, nouvelle appropriation et autres dommages, et que ce chef est contesté, le jury doit se borner, sur ce point, à fixer provisoirement une indemnité spéciale et distincte, en renvoyant le fond de la contestation devant qui de droit ; qu'il ne peut, sans distinguer entre les deux chefs, allouer pour le tout une indemnité définitive (Civ. cass. 27 juin 1854, aff. Passeron, D. P. 54. 1. 343) ; — Que lorsque la partie contre laquelle est poursuivie l'expropriation d'un terrain destiné à la construction d'une batterie réclame, indépendamment de la somme représentant la valeur des emprises, l'allocation d'une indemnité pour le dommage que pourra causer ultérieurement au surplus de sa propriété, l'établissement d'une zone de servitudes militaires autour de ladite batterie, cette demande et les conclusions de l'expropriant qui la repoussent soulèvent un litige sur le principe même du droit à indemnité, pour lequel le jury doit déterminer une indemnité éventuelle ou hypothétique, sans s'arrêter à la contestation sur laquelle les parties doivent être renvoyées à se pourvoir devant qui de droit (Civ. cass. 27 avr. 1887, aff. Veuve de Saint-Hilaire, D. P. 88. 1. 88) ; — ... Que s'il est allégué que l'indemnité, réclamée par un exproprié, se trouve comprise dans celle de son cessionnaire, il y a litige sur le fond du droit, qui met le jury dans l'obligation de fixer l'indemnité comme si elle était due, sauf renvoi du litige devant les tribunaux compétents (Civ. cass. 23 avr. 1855, aff. Colliou-Cannent, D. P. 55. 1. 132).

742. L'indemnité fixée éventuellement par le jury est soumise aux mêmes règles que l'indemnité qui est fixée d'une manière définitive, c'est-à-dire qu'elle doit être claire, précise, complète (V. *supra*, n° 680 et suiv.) ; et le jury doit, si le litige sur le fond du droit porte sur plusieurs chefs distincts, allouer autant d'indemnités hypothétiques qu'il y a de chefs différents. Ainsi, lorsqu'il y a lieu de fixer une indemnité éventuelle en raison de ce que le droit, prétendu par une commune, d'être indemnisée pour la déviation de divers chemins, serait contesté, le jury doit fixer autant d'indemnités distinctes qu'il y a de chemins placés dans des conditions différentes. En effet, la décision à intervenir de la part des juges compétents sur le fond du droit peut n'être pas la même à l'égard des différents chemins et des travaux de nature diverse relatifs à chacun d'eux, de sorte que, si l'indemnité allouée ne se plie pas à toutes les éventualités qui peuvent résulter de la décision des juges du fond, l'indemnité ne pourra être considérée comme claire, précise, définitive et de nature à ne donner lieu à aucune contestation ultérieure, ainsi que la loi l'exige (Civ. cass. 20 mai 1879) (1).

743. Il n'est pas permis à l'expropriant qui conteste

(1) (Chemin de fer de l'Ouest C. Commune de Plendchen.) — *Ansfr* (après délib. en la ch. du cons.) — La cour ; — Sur le premier moyen du pourvoi, considéré dans ses deux branches : — Attendu que, si les conseils de préfecture sont en général appelés à régler les indemnités pour les dommages résultant de l'exécution de travaux publics, il en est autrement quand ces dommages sont la conséquence directe et nécessaire d'une expropriation opérée en vue de travaux d'utilité publique ; que, dans ce cas, il appartient au jury, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi spéciale à la matière, de fixer l'indemnité représentative de tout le préjudice causé par l'expropriation ; — Attendu, dans la cause, que la commune de Plendchen, expropriée pour cause d'utilité publique à raison de divers chemins publics déviés, détournés ou modifiés avec allongements de parcours ou changement de profils, a demandé devant le jury qu'à défaut par la compagnie expropriante d'exécuter sur lesdits chemins certains travaux déterminés, il lui fût alloué une indemnité de 10000 fr. à payer par la compagnie ; qu'il résulte des documents de la procédure, particulièrement des conclusions prises par la commune devant le jury que sa demande d'indemnité était fondée sur les emprises, occupations ou changements, pratiqués sur les chemins dont il s'agit, et se rattachant directement à l'expropriation ; qu'ainsi le jury était

compétemment saisi de la fixation du montant de l'indemnité réclamée, sauf, en cas de litige soulevé sur le fond du droit, à renvoyer devant les juges compétents pour en connaître ; — Rejette le premier moyen ;

Mais sur le second moyen du pourvoi, pris dans ses deux branches : — Vu les art. 39, § 4, et 38, § 3, de la loi du 3 mai 1841 ; — Attendu que la compagnie expropriante, contestant en principe le droit prétendu par la commune, avait conclu devant le jury à ce qu'il fût dit n'y avoir lieu d'allouer aucune indemnité à raison des chemins déviés ou des travaux à exécuter sur ces chemins ; que ce litige portant sur le fond du droit devait, conformément à la prescription de l'art. 39, § 4, de la loi du 3 mai 1841, entraîner le renvoi des parties à se pourvoir devant qui de droit ; qu'en conséquence, le jury devait se borner à fixer une indemnité éventuelle dont l'attribution définitive à la commune aurait été subordonnée à la décision à intervenir de la part de l'autorité compétente ; — Attendu cependant que l'indemnité de 1500 fr. portée au paragraphe 2 de la décision du jury pour le chemin de la Croix-Raoul au Pont-de-Cieux, a été fixée d'une manière définitive comme devant être payée par la compagnie, sans aucune réserve de la décision à intervenir sur le litige qu'il n'appartenait pas au jury de trancher directement ou indirecte-

le droit pour l'exproprié de réclamer une indemnité, de soustraire aux tribunaux ordinaires l'examen du litige sur le fond du droit en employant un moyen détourné, consistant, par exemple, à offrir une somme tellement insignifiante, eu égard au dommage apparent, que, si cette indemnité était allouée par le jury, l'exproprié se trouverait en réalité frustré du droit que l'expropriant lui dénie. Le mode de procéder, qui consistait pour l'expropriant à faire offre d'un franc, au lieu de contester directement le droit d'obtenir une indemnité, et qui pendant un certain temps était fréquemment pratiqué, a été formellement condamné par la cour de cassation. Lors donc que, sous l'apparence d'une offre insignifiante, l'exproprié met en question la validité du titre même, constitutif du droit des expropriés, le litige sur le fond du droit n'en existe pas moins, et le jury ne peut le trancher en se bornant à fixer l'indemnité à titre définitif à la somme fixée par les offres : il est tenu d'allouer une indemnité éventuelle (Civ. cass. 27 janv. 1863, aff. Chavelan, D. P. 63. 1. 132). Mais si la règle consacrée par la jurisprudence, dans cet arrêt, paraît conforme au véritable esprit de la loi du 3 mai 1841, il n'en est pas moins certain qu'elle est d'une application fort délicate. Comment discerner d'une manière certaine si l'offre masque réellement une contestation du droit à indemnité? On ne le peut évidemment que d'après l'examen des circonstances de fait de la cause. Dans l'espèce de l'arrêt du 27 janv. 1863, ces circonstances laissaient clairement entrevoir la volonté de l'expropriant; mais, la plupart du temps, il n'est pas aussi facile de discerner le véritable but de l'offre, et on ne saurait considérer, d'une manière générale, l'insignifiance de l'offre comme équivalant à une contestation sur le fond du droit puisque le chiffre de l'offre si minime soit-il, n'en altère pas la validité (*suprà*, n° 284).

**744.** — II. POUVOIRS DU MAGISTRAT DIRECTEUR. — Le magistrat directeur n'a pas plus que le jury, le pouvoir de trancher les difficultés qui s'élèvent sur le fond du droit. Il ne peut donc, en présence d'une contestation touchant au fond du droit, décider, par une ordonnance rendue au cours des débats, qu'il n'y a pas lieu de fixer une indemnité éventuelle ou des indemnités alternatives. Il ne peut pas, par exemple, décider qu'il y a lieu pour le jury de tenir compte de la plus-value visée par l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841, lorsque l'exproprié conteste que cet article soit applicable en l'espèce (Civ. cass. 19 déc. 1871, aff. Bord, et *suprà*, n° 737); ... Ou qu'il n'y a pas lieu de fixer les deux indemnités alternatives demandées par l'exproprié, soit pour le cas où il serait reconnu, contrairement aux prétentions de l'expropriant, que l'exproprié avait régulièrement requis l'acquisition totale d'une propriété partiellement expropriée (Civ. cass. 8 nov. 1865, aff. Lemoine, D. P. 65. 5. 181), soit pour le cas où la contenance réelle de l'immeuble exproprié est l'objet d'une contestation entre les parties (Civ. cass. 16 août 1858, aff. Deslons, D. P. 58. 1. 327). Il ne peut non plus décider, en présence d'une contestation élevée par une compagnie minière, qui prétend avoir droit à une indemnité pour l'impossibilité d'exploitation d'un puits de mine, que ce puits est abandonné depuis plus de trente ans et que, par conséquent, le jury n'a pas à apprécier les dommages qui pourraient être soufferts dans l'avenir par la compagnie expropriée (Civ. cass. 9 juill. 1889, aff. Comp. des mines de Beaubrun, D. P. 90. 1. 473). Ce serait, de la part du magistrat directeur, la manifestation d'une opinion personnelle qui lui est interdite surtout lorsqu'elle est contraire à la loi (Civ. cass. 25 mars 1873, aff. Galtayries, D. P. 73. 1. 179).

**745.** Quand des tiers, prétendant être intéressés dans l'expropriation, soit à titre de locataires de l'immeuble exproprié, soit comme copropriétaires de produits à extraire de cet immeuble, interviennent devant le jury, s'ils se pré-

tendent, par exemple, copropriétaires de marnes existant dans une carrière, comme ayant un droit régulièrement acquis à la jouissance en nature de la portion matérielle du sol que composent ces produits, et si cette intervention est contestée par le motif que les intervenants n'auraient qu'un *droit personnel*, à raison duquel ils ne peuvent être qualifiés d'intéressés dans le sens de la loi du 3 mai 1841, le magistrat directeur ne peut, sans excès de pouvoirs, rejeter leur intervention comme ayant lieu sans droit : il est tenu de renvoyer le litige devant les juges compétents, et doit se borner à faire fixer par le jury une indemnité hypothétique (Civ. cass. 10 mai 1864, aff. Schacher, aff. Demolombe et aff. Rouzé, D. P. 64. 1. 448). Il ne peut davantage décider que l'indemnité qui pourrait être due au locataire auquel l'Administration oppose l'expiration de son bail, tandis qu'il excipe d'une prolongation, ne sera pas fixée par le jury (Civ. cass. 26 déc. 1860, aff. Chéreau, D. P. 61. 1. 134); ... ni repousser les conclusions de l'expropriant qui demanderait qu'il fût fixé deux indemnités alternatives, alors qu'il y avait entre les parties litige sur la durée de la location du terrain exproprié (Civ. cass. 7 juin 1880, aff. Ville de Thonon, D. P. 81. 1. 159).

Au contraire, le magistrat directeur ne sortirait pas de son rôle en se refusant à faire fixer par le jury des indemnités alternatives ou éventuelles, lorsqu'il n'existe pas de véritable litige sur le fond du droit et lorsque les parties, ou tout au moins l'une d'elles, ne demande pas, par des conclusions formelles, que ce mode de règlement de l'indemnité soit employé (Civ. rej. 11 févr. 1890, aff. Blondet, D. P. 91. 1. 88).

**746.** — III. POUVOIRS DU TRIBUNAL SAISI DU LITIGE SUR LE FOND DU DROIT. — Les tribunaux auxquels est renvoyé le règlement du litige sur le fond du droit sont liés par la situation prise par les parties devant le jury et par les termes de la décision. Lorsque le jury a fixé une indemnité éventuelle, la mission du tribunal se borne à rechercher s'il y avait ou non lieu à indemnité, sans pouvoir entrer dans l'examen des éléments de l'évaluation de cette indemnité. Ainsi, lorsqu'un bail d'une certaine durée a été invoqué à l'appui d'une demande d'indemnité soumise au jury, que l'expropriant a contesté l'existence même de ce bail, et que le jury a fixé éventuellement l'indemnité, sans que sa décision fasse connaître qu'il ne l'accordait que pour le cas où le bail aurait la durée alléguée, il ne saurait appartenir au tribunal saisi de la contestation de réduire l'indemnité allouée par le jury, sous prétexte que le réclamant n'aurait justifié que d'une location purement verbale d'une durée beaucoup moindre que celle qui était alléguée par lui, et qu'il ressortirait du chiffre alloué par le jury que l'allocation était subordonnée à la preuve de la durée assignée au bail dans les conclusions de l'exproprié, comme à celle du bail lui-même (Grenoble, 30 août 1856, D. P. 58. 2. 83, et sur pourvoi, Civ. rej. 24 août 1858, aff. Repellin et Roget, D. P. 58. 1. 364). De même, lorsque le jury a fixé une indemnité hypothétique en faveur d'un locataire, pour le cas où il serait jugé, par le tribunal compétent, qu'il a été irrégulièrement congédié, la cour d'appel saisie de l'affaire doit se borner à examiner si le congé a été régulièrement donné ou non. Si donc elle reconnaît que le congé a été régulièrement et valablement donné, elle refuse à bon droit d'allouer au locataire l'indemnité fixée en vue de l'hypothèse contraire (Req. 12 août 1872, aff. Lucotte D. P. 72. 5. 228).

§ 4. — Du minimum et du maximum d'indemnité que le jury doit observer.

**747.** On a vu au *Rép.* n° 650 les motifs qui ont déterminé le législateur de 1841 à insérer dans la loi le dernier

ment; que, sous ce premier rapport, la décision du jury a violé l'art. 39, § 4, de la loi du 3 mai 1841; — Attendu que l'indemnité de 2500 fr. portée au paragraphe 3 de la décision du jury comme pouvant être éventuellement due à la commune pour le reste des chemins déviés a été fixée en un seul chiffre, sans division entre les chemins dont il s'agit; — D'où il suit que, la décision à intervenir de la part des juges compétents sur le fond du droit pouvant n'être pas la même à l'égard des différents chemins et des travaux de nature diverse relatifs à chacun

d'eux, la fixation de l'indemnité en cette partie n'est pas, ainsi que la loi l'exige, claire, précise, définitive, et de nature à ne donner lieu à aucune contestation ultérieure; que, sous ce second rapport, la décision attaquée ne s'est pas conformée à la prescription de l'art. 38, § 3, de la loi du 3 mai 1841;

Par ces motifs, casse, mais seulement aux chefs indiqués, etc.

Du 20 mai 1879.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Sallé, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Larnac, av.

paragraphe de l'art. 39. Cette disposition n'est pas seulement l'application, à la matière de l'expropriation, de la règle qui interdit au juge de statuer *ultra petita*; cet article a fait plus, en rendant nécessaire, comme le fait ressortir M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 233, la détermination d'un chiffre précis. « Devant les juridictions ordinaires, dit-il, on peut, en même temps qu'on demande une indemnité pour la valeur d'un objet ou pour un dommage, s'abstenir de préciser le chiffre, s'en rapporter à cet égard à la sagesse du tribunal. En cas d'expropriation, au contraire, le paragraphe 5 de l'art. 39 rend nécessaire la demande expresse d'une somme déterminée. On posera au jury telles limites que l'on voudra, mais il faut qu'elles soient nettement indiquées. »

748. Comme on l'a exposé également au *Rép.* n° 650, les offres et les demandes qui sont, aux termes du dernier paragraphe de l'art. 39, les limites entre lesquelles le jury doit se prononcer, sont celles qui résultent du dernier état des conclusions prises par les parties devant le jury et non pas celles qui ont été notifiées en vertu des art. 23 et 24 de la loi (Civ. rej. 7 août 1866, aff. Bourdonneau, D. P. 66. 5. 202; 20 mars 1882, aff. Caillol, D. P. 84. 1. 184, note). Mais il faut que l'augmentation des offres et de la demande soit constatée par le procès-verbal. Il ne suffirait pas qu'il y ait eu, au cours de la procédure, de vagues pourparlers et l'échange, dans la discussion devant le jury, de paroles fugitives ou équivoques, s'il n'avait été pris aucunes conclusions formelles à l'audience. Dans une espèce, l'exproprié se prévalait de ce que, depuis la notification des offres, il était intervenu de sa part une promesse de vente pour un prix supérieur aux offres, et prétendait que, l'expropriant ayant adhéré aux conditions de cette promesse, les offres avaient été augmentées jusqu'à concurrence de ce prix; il demandait, en conséquence, devant la cour de cassation, la nullité de la décision qui lui avait alloué une indemnité inférieure; mais le pourvoi fut rejeté par le motif qu'aucunes conclusions n'avaient été prises devant le jury pour modifier les offres primitives, et que le procès-verbal n'en constatait pas l'augmentation prétendue (Civ. rej. 25 juill. 1855, aff. Frison, D. P. 55. 1. 374). — Le jury n'est pas obligé non plus de tenir compte des propositions nouvelles qui sont faites à l'exproprié au cours des débats, si celui-ci ne les a pas acceptées, et si aucunes conclusions n'en ont saisi le jury (Civ. rej. 10 août 1852, aff. de Monthlin, D. P. 54. 5. 345).

749. Ce n'est, d'ailleurs, qu'aux offres réellement faites que s'applique le dernier paragraphe de l'art. 39, de sorte que, si les offres notifiées contiennent une erreur matérielle, qui peut être rectifiée par les autres documents de la cause, et notamment par le tableau des offres, la décision ne pourrait être considérée comme nulle, parce qu'elle aurait alloué un chiffre inférieur aux offres inexactes, mais égal ou supérieur à la somme qu'elles proposaient réellement. Ainsi l'indemnité allouée par le jury ne peut être considérée comme inférieure aux offres de l'expropriant, lorsqu'il résulte du tableau mis sous les yeux du jury que le chiffre des offres indiqué dans l'acte de notification a dû être diminué de la différence existant entre elles et cette indemnité, à raison d'une erreur d'addition et de l'indication, également erronée, de parcelles de terrain étrangères à l'expropriation (Civ. rej. 16 mai 1860, aff. Bottes, D. P. 60. 1. 410).

750. La disposition du paragraphe 5 de l'art. 39 est sans application lorsqu'il intervient entre les parties un contrat judiciaire, soit que ce contrat ait pour objet un mode d'évaluation différent de celui qui avait été précédemment

adopté et qui avait servi de base aux offres, soit qu'il s'agisse de faire évaluer par le jury l'indemnité afférente à des portions d'immeubles qui ne sont pas comprises dans l'expropriation. Dans le premier cas, le mode d'appréciation déterminé par le contrat judiciaire qui s'est formé devant le jury devient pour lui une obligation et se substitue par là même aux offres et à la demande. Il en est ainsi, notamment, lorsque, après offre d'une certaine somme à titre d'indemnité d'expropriation, les parties consentent devant le jury à ce que l'indemnité soit déterminée d'après une mesure ou un nombre sur le total duquel elles sont en désaccord, et, par exemple, à tant par chaque pied d'arbre, pour une plantation d'arbres dont le nombre doit être l'objet d'une vérification ultérieure; l'évaluation du jury cesse alors d'être limitée par les offres primitives, et peut, eu égard au mode de calcul convenu, aboutir à un chiffre inférieur au montant de ces offres (Civ. rej. 25 févr. 1860, aff. Bucuaille, D. P. 60. 1. 409). — Dans le second cas, il ne peut être question d'offres ou de demandes dans le sens légal de ces expressions en matière d'expropriation, puisque le contrat judiciaire porte sur des parcelles non expropriées, et que c'est ce contrat qui confère au jury le pouvoir de fixer l'indemnité (Civ. rej. 28 févr. 1866, aff. Bernady Beige, *Bull. civ.* p. 58).

751. La règle posée par le paragraphe 5 de l'art. 39 doit être observée à peine de nullité. La décision du jury est donc nulle lorsque l'indemnité est fixée à une somme inférieure aux offres de l'expropriant (Civ. cass. 13 avr. 1857, aff. Bouriat, D. P. 57. 1. 159; 30 mars 1863, aff. Missland, D. P. 63. 1. 134; 9 mars 1887, aff. Roche, D. P. 88. 1. 328).

752. Comme on l'a vu au *Rép.* n° 653, pour apprécier si la somme allouée par le jury est inférieure aux offres de l'expropriant, il n'y a pas à tenir compte des éléments divers qui ont servi de base au calcul de l'indemnité : le chiffre total de l'allocation doit être comparé au montant total des offres. Ainsi dans une espèce où, d'après le dernier état des conclusions respectives des parties, l'Administration offrait à l'exproprié une somme de 708 fr., divisée en deux fractions, dont 700 fr. applicables à 28 centiares d'une parcelle bâtie, et 8 fr. pour une parcelle non bâtie comprenant 25 centiares, le jury, sans s'astreindre, pour ses évaluations, à la méthode de calcul employée par l'Administration, avait envisagé isolément la valeur de l'édifice, qu'il avait fixée à 300 fr., et celle de la totalité du sol, soit 53 centiares, qu'il avait réglée à 530 fr. Il a été jugé que l'allocation de 300 fr. ne correspondant pas au même objet pour lequel l'Administration avait offert 700 fr., puisque cette dernière offre embrassait à la fois l'édifice et le sol, il n'était pas établi que la somme allouée eût été inférieure à l'offre (Civ. rej. 28 mai 1877, aff. Boulland, D. P. 77. 1. 470).

753. Dans l'espèce précédente, l'offre et la demande ne portaient que sur une indemnité unique divisée en plusieurs chefs. Le chiffre total de l'indemnité devrait également être seul pris en considération si, en présence d'une offre unique, l'exproprié s'était borné à demander au jury de diviser sa réponse et, par exemple, de régler séparément la part d'indemnité afférente à la dépréciation industrielle : dès l'instant que l'indemnité accordée est supérieure à l'offre, et que celle-ci était conçue en termes généraux, de façon à ce qu'elle pût être réputée comprendre la totalité du dommage, la décision du jury serait régulière (Civ. rej. 15 mars 1870, aff. Dhal, D. P. 70. 1. 176). Mais lorsque l'offre elle-même était, comme la demande, divisée en chefs distincts, la décision serait nulle si, sur un chef elle était inférieure à l'offre, qu'il y eût ou non connexité entre les différents chefs (Civ. cass. 23 avr. 1877) (1). Ainsi, lorsque l'offre de

prises à l'audience et qu'il figurait sur le tableau mis sous les yeux du jury; — Que, cependant, le jury a alloué une somme de 44000 fr. seulement, inférieure, par conséquent, aux offres de l'Administration; — Que, par suite, cette décision a violé le cinquième alinéa de l'art. 39 de la loi du 3 mai 1841 susvisé; — Et attendu que, de la demande Laumonnier-Carriol, bien que divisée en plusieurs chefs, n'ayant qu'un seul objet auquel se référerait par une connexité étroite chacun de ces chefs, à savoir : la fixation de l'indemnité due au demandeur à raison de l'expropriation de la fabrication d'allumettes chimiques dont il était propriétaire; que le chiffre de l'indemnité totale et légitimement due ne pouvait

(1) (Laumonnier-Carriol C. Préfet de Maine-et-Loire.) — La cour; — Sur le moyen tiré de la violation du cinquième paragraphe de l'art. 39 de la loi du 3 mai 1841 : — Vu ledit paragraphe 5; — Attendu qu'aux termes du paragraphe susvisé, « l'indemnité allouée par le jury d'expropriation ne peut, en aucun cas, être inférieure aux offres de l'Administration, et supérieure à la demande de la partie intéressée »; — Attendu qu'à la demande de 72526 fr. pour le second chef des indemnités réclamées par Laumonnier-Carriol et relatif aux machines, outillage et installation, l'Etat avait répondu par une offre de 44385 fr. 20 cent.; que ce chiffre n'avait point été modifié par les conclusions

l'expropriant comprend séparément des sommes offertes pour diverses parcelles, la décision du jury est nulle si elle alloue, pour quelques-unes de ces parcelles, une indemnité inférieure aux offres qui leur sont applicables (Civ. cass. 4 mars 1868, aff. Devaux, D. P. 68. 1. 205-206).

**754.** Lorsque l'indemnité offerte par l'Administration expropriante est d'une somme unique pour deux parcelles expropriées, et que le jury alloue deux indemnités distinctes dont la réunion est inférieure à la somme offerte, la décision est prise en violation du paragraphe final de l'art. 39 de la loi du 3 mai 1841, et doit, par conséquent, être annulée (Civ. cass. 4 mai 1881, aff. Bertheau, D. P. 84. 5. 253).

**755.** L'indemnité ne peut être fixée à une somme inférieure à celle qui a été offerte, sous le prétexte que la plus-value qui résultera des travaux pour la portion d'une propriété non expropriée doit compenser le dommage en partie ou en totalité (Civ. cass. 26 janv. 1857, aff. de Gironde, D. P. 57. 1. 44). La plus-value peut, comme on l'a vu *suprà*, n° 590, autoriser le jury à modérer le chiffre de l'indemnité ; mais elle ne peut l'autoriser à accorder une somme inférieure à l'offre, car l'expropriant doit être réputé avoir tenu compte, lui-même, pour l'appréciation de son offre, de la plus-value éventuelle.

**756.** Lorsqu'un propriétaire a dénoncé à l'expropriant, conformément à l'art. 21, le fermier des parcelles expropriées et que l'expropriant n'a fait d'offres qu'au seul propriétaire, le jury ne peut accorder une indemnité inférieure à cette offre en appliquant uniquement cette indemnité aux droits du propriétaire, sous le prétexte que l'offre de l'Administration comprenait à la fois l'indemnité due au propriétaire et celle due au fermier, s'il résulte du procès-verbal que l'Administration a expressément déclaré devant le jury que, en faisant des offres au propriétaire exproprié, elle n'avait jamais entendu y comprendre l'indemnité qui serait due au fermier (Civ. cass. 9 janv. 1860, aff. Malès, D. P. 60. 1. 32).

**757.** La décision du jury est aussi bien nulle aux termes du paragraphe 5 de l'art. 39 lorsque l'indemnité qu'elle alloue à l'exproprié est supérieure à sa demande que lorsque cette indemnité est inférieure aux offres (Civ. cass. 21 juill. 1857, aff. Galtier, D. P. 57. 1. 305 ; 17 nov. 1873, aff. Commune d'Alton, D. P. 74. 1. 8 ; 24 mars 1880, aff. Meissonnier, *Bull. civ.*, p. 108 ; 20 juill. 1881, aff. Préfet de l'Ariège, *ibid.*, 81, p. 207). L'indemnité, bien qu'égale à la demande, peut être considérée comme supérieure au chiffre réclamé lorsque la demande se base sur deux ordres de réclamation, dont l'un a été contesté par l'expropriant de manière à donner naissance à un litige sur le fond du droit. On a considéré, notamment, comme excessive, une indemnité égale au chiffre de la demande, dans une espèce où l'expropriant soutenait que l'un des dommages invoqués par l'exproprié n'était pas de la compétence du jury, et où la décision accordait le chiffre entier de la demande, en exprimant que c'était pour indemnité sur le chef non contesté et en réservant, pour l'autre chef, le recours de l'exproprié devant la juridiction compétente. C'était, en effet, appliquer à une seule cause de dommage l'indemnité réclamée pour deux causes différentes (Civ. cass. 8 févr. 1865, aff. Maigre, D. P. 66. 5. 200).

**758.** Pour apprécier si l'indemnité est supérieure à la demande, il faut l'envisager dans son ensemble, comme

lorsqu'il s'agit de savoir si elle est inférieure à l'offre (V. *suprà*, n° 752). Ainsi, lorsque l'exproprié a formulé une demande unique, comprenant à la fois l'indemnité afférente à la partie de l'immeuble qui avait été expropriée et à la partie dont il avait requis l'expropriation en vertu de l'art. 50, il suffit que l'indemnité allouée soit inférieure à la demande dans son ensemble, encore bien que le jury aurait divisé l'indemnité en deux chefs, alors que rien ne l'y obligeait (Civ. rej. 28 déc. 1859, aff. Commune de Mallemort, D. P. 60. 1. 39). De même, la décision du jury qui, sur une demande unique comprenant deux chefs d'indemnité dans un seul chiffre, alloue à l'exproprié deux sommes distinctes, est régulière du moment où ces sommes réunies n'atteignent pas le chiffre de la demande, et où il n'est pas établi que l'une ou l'autre excède la partie du chiffre de la demande afférente à la cause d'indemnité à laquelle elle correspond (Civ. cass. et rej. 28 juill. 1879, aff. Galonnier et autres, D. P. 80. 1. 81).

**759.** Mais il suffit, pour que la décision soit entachée de nullité, qu'elle soit conçue dans des termes qui ne permettent pas de reconnaître si l'indemnité est ou n'est pas supérieure à la somme qui résulte des éléments combinés de la demande. Par exemple, la décision du jury qui alloue à l'exproprié une somme fixe, alors que celui-ci avait demandé une somme dont le chiffre n'était point déterminé et dépendait, par exemple, du nombre, encore inconnu au moment où a statué le jury, des mètres de clôture de l'immeuble frappé d'expropriation, est nulle, comme ne permettant pas de reconnaître si l'indemnité allouée n'est pas supérieure à celle demandée (Civ. cass. 21 mai 1860, aff. Commune de Marchamp, D. P. 60. 1. 251).

**760.** L'exproprié n'est pas tenu, comme on l'a vu *suprà*, n° 313, de notifier sa demande avant la comparution devant le jury ; il n'est même tenu d'en former aucune ; mais, comme le remarque M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 247, il importe beaucoup aux intérêts de l'exproprié de ne pas négliger d'en formuler une, puisqu'à défaut de demande, l'indemnité ne peut excéder les offres : « La loi de 1841, dit le même auteur, a voulu, en effet, par la disposition finale de l'art. 39, déterminer un maximum que l'évaluation du jury ne dépasserait en aucun cas ; il ne saurait dépendre de la volonté des parties de supprimer cette garantie de la loi, et de créer, par leur silence, la faculté pour le jury d'élever indéfiniment l'évaluation » (*Rép.* n° 653). Peu importe que l'exproprié, sous prétexte qu'il ne lui aurait pas été fait d'offres, ait déclaré devant le jury ne pas vouloir comparaître ni se défendre (Civ. cass. 15 mai 1866, aff. Jullian, D. P. 66. 5. 201) ;... ou que l'exproprié ait contesté les offres comme insuffisantes devant le jury, s'il n'a en même temps fixé aucun chiffre de demande (Civ. cass. 22 août 1853, aff. Commune de Sevrey, D. P. 53. 1. 284 ; 31 juill. 1854, aff. Chaperon, D. P. 54. 1. 352 ; 7 févr. 1874, aff. Commune de Mirabeau, D. P. 74. 1. 247 ; 19 juin 1882 (1) ; 27 févr. 1883, aff. Ballagny, D. P. 83. 1. 478). — Mais lorsque l'exproprié a formulé sa demande devant le jury, l'indemnité peut être supérieure à l'offre, alors même qu'il ne l'aurait pas signifiée avant la réunion du jury (Civ. rej. 7 août 1866, aff. Bourdonneau, D. P. 66. 5. 202). Et lorsqu'en pareil cas, il a été impossible de dresser le tableau des demandes et de les soumettre au jury, l'expropriant devrait, pour faire tomber la décision du jury, établir que l'indemnité allouée à l'exproprié était supérieure à sa demande (Même arrêt).

résulter que de la réunion des indemnités accordées pour chaque chef ; — D'où il suit que, la décision relative à l'un des éléments qui doivent composer le chiffre total de cette indemnité étant entachée de nullité, il y a lieu de renvoyer devant le jury, qui connaîtra de nouveau l'affaire, la demande telle qu'elle a été portée devant le premier jury ; — Casse, etc.

Du 23 avr. 1877.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Greffier, rap. Charrins, av. gén., c. conf.-Mimerel et Moutard-Martin, av.

(1) (Commune de Chalou C. Suzanne.) — La cour ; — Sur le troisième moyen du pourvoi : — Vu l'art. 39, paragraphe dernier de la loi du 3 mai 1841 ; — Attendu, en droit, que l'indemnité allouée à l'exproprié ne pouvant jamais être supérieure au chiffre de sa demande, à défaut de demande de la part de celui-ci, il ne peut lui être attribué plus qu'il ne lui a été offert par l'Administration ; — Attendu, en fait, que la commune de Chalou avait fait offrir

à Suzanne (Julie-Apollinaire) par acte du 18 avr. 1881, une somme de 1 fr. pour toute indemnité ; — Attendu que Suzanne n'ayant fait notifier aucune demande en réponse à ces offres, et le procès-verbal des opérations du jury ne constatant point qu'à l'audience l'Administration ait élevé le chiffre de ses offres, ni que l'exproprié ait fait connaître quelle somme il réclamait à titre d'indemnité, il y a lieu de conclure de là que les débats n'ont en rien changé la situation antérieure des parties ; — Attendu, dès lors, qu'en accordant à Suzanne une indemnité supérieure à la somme de 1 fr., offerte par l'Administration, alors qu'il n'y avait de la part de l'exproprié aucune demande précisant le montant de ses prétentions, la décision attaquée a violé le texte de la loi ci-dessus visé ; — Sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens du pourvoi ; — Casse, etc.

Du 19 juin 1882.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-de Lagrevol, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Daresté, av.

Jugé, d'ailleurs, qu'il y a preuve suffisante que les parties intéressées qui n'avaient pas notifié leur demande dans le délai de la loi l'ont formulée plus tard devant le jury, et que le chiffre de cette demande, quoique non relaté dans l'instruction, était supérieur aux offres de l'Administration, lorsque : 1° celle-ci reconnaît elle-même dans son acte de pourvoi, par rapport à plusieurs des propriétaires expropriés, qu'ils avaient fait connaître leurs intentions après le délai fixé par l'art. 24, et 2° que le magistrat directeur déclare, dans son ordonnance, que l'indemnité fixée par le jury, laquelle dépassait de beaucoup les offres de l'Administration, était à peu près égale à la demande des parties (Civ. cass. 16 août 1854, aff. Jouhard, D. P. 54. 1. 343).

**761.** Le défaut d'offres produit un effet analogue : l'indemnité ne pourrait être inférieure à la demande (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 248 ; Crépon, art. 39, n° 172). Cette règle devrait être appliquée alors même que l'Administration alléguerait qu'elle n'a pas fait d'offres par le motif qu'elle est conséquente avec elle-même et ne peut faire une offre lorsqu'elle dénie tout droit à l'indemnité. L'expropriant, d'ailleurs, peut abaisser son offre autant qu'il le juge convenable (V. *suprà*, n° 284, et Civ. rej. 23 août 1854, aff. Jacomet, D. P. 54. 1. 319 ; 12 mars 1856, aff. Donzeaud, D. P. 56. 1. 169 ; 1<sup>re</sup> juin 1864, aff. Lethierry, D. P. 64. 5. 148 ; 31 déc. 1867, aff. Santy, D. P. 68. 1. 15).

**ART. 5. — Voies de recours contre la décision du jury**  
(*Rép.* n° 655 à 683).

**762.** On a exposé au *Rép.* n° 655, les dispositions de l'art. 42 de la loi du 3 mai 1841, d'après lesquelles la décision du jury et l'ordonnance du magistrat directeur ne sont susceptibles que d'une seule voie de recours, le pourvoi en cassation. Cette décision et cette ordonnance ne peuvent donc être attaquées par la voie de l'opposition, alors même qu'elles auraient été rendues par défaut (*Rép.* n° 656), ni par la voie de la requête civile, alors même qu'elles contiendraient un refus ou une omission de statuer (Civ. cass. 3 mai 1887, aff. Ville de Lyon, D. P. 87. 5. 226). Enfin, il n'est plus douteux aujourd'hui que le pourvoi peut seulement être dirigé contre la décision ou l'ordonnance d'exécution du magistrat directeur, et non contre les ordonnances qui ont pu être rendues par ce magistrat au cours de l'instruction, notamment contre l'ordonnance de convocation du jury et celle qui déclare cette convocation régulière (Civ. rej. 30 juill. 1888, aff. Santraggi, D. P. 90. 1. 31). Cette règle ne s'oppose pas, d'ailleurs, à ce que les parties critiquent ces ordonnances ; mais elles ne peuvent être l'objet direct du pourvoi. En effet, les ordonnances ou décisions préparatoires rendues par le magistrat directeur et le jury vicient, lorsqu'elles sont irrégulières, les ordonnances et décisions définitives, et tombent par suite de la cassation qui touche ces dernières. « Ces décisions ne deviennent complètes, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 278, et par suite attaquables, que par la décision définitive qui les sanctionne et les applique » (*Rép.* n° 657 ; Crépon, art. 42, n° 2 ; Delalleau et Joussetin, t. 1, n° 644).

**763.** — I. CAS OU LE POURVOI EN CASSATION PEUT ÊTRE FORMÉ. — Le pourvoi en cassation n'est admis que dans des cas limitativement énumérés par l'art. 42 de la loi du 3 mai 1841. Nous n'avons pas à examiner ici ces cas en détail, cet examen ayant été fait au cours des explications relatives à chacun d'eux, dans les divers chapitres où ils ont été examinés. Bornons-nous à rappeler que l'art. 42 autorise le pourvoi : pour violation du premier paragraphe de l'art. 30, de l'art. 31, des deuxième et quatrième paragraphes de l'art. 34, et des art. 35, 36, 37, 38, 39 et 40, c'est-à-dire pour violation : 1° des formes prescrites par la loi pour la composition du jury spécial ; 2° des formalités relatives à la convocation des jurés et des parties et à la notification des noms des jurés ; 3° des devoirs du magistrat directeur ; 4° des obligations du jury. — Toutefois la disposition de l'art. 42 ne concerne que la violation des règles et formalités consacrées par la loi de 1841. Si donc un pourvoi en cassation se fondait sur la violation d'une autre loi, on ne saurait opposer à ce pourvoi une fin de non-recevoir tirée de l'art. 42, car la question que soulève cette fin de non-recevoir se lie indivisiblement à la question élevée sur le fond, celle de savoir si

la loi invoquée est ou n'est pas applicable (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 279).

**764.** La recevabilité du pourvoi est certaine (*Rép.* n° 659) en cas d'incompétence, excès de pouvoirs, ou de refus de remplir la mission légale, soit de la part du jury, soit de la part du magistrat directeur. Il est à remarquer, d'ailleurs, que, dans la plupart des cas, l'incompétence ou l'excès de pouvoirs soit du jury, soit du magistrat directeur, rentrent dans les cas prévus par l'art. 42, car il s'agit alors de la violation des règles relatives aux obligations du jury ou aux devoirs du magistrat directeur. Que le jury ait, par exemple, statué sur une indemnité relative à des dommages éventuels, il y a violation de l'art. 38 (V. *suprà*, n° 607). Il en est de même s'il s'est prononcé sur la valeur de biens non compris dans l'expropriation, ou a refusé de comprendre dans l'indemnité des biens atteints par le jugement d'expropriation. Si le magistrat directeur avait, sans tenir compte du caractère éventuel de l'indemnité, omis d'en ordonner la consignation et envoyé l'expropriant en possession sans restriction ni réserves, l'excès de pouvoirs qu'il commettrait tomberait sous l'application de l'art. 39, puisqu'il ferait disparaître le caractère éventuel de l'indemnité et violerait, par conséquent, les dispositions de cet article. Le pourvoi en cassation serait donc recevable, bien que l'art. 49 ne soit pas au nombre des articles visés par l'art. 42 (Civ. cass. 22 août 1855, aff. Commune de Moissac, D. P. 55. 1. 396-397).

**765.** La prise de possession par l'expropriant n'est pas considérée comme un acquiescement à la décision du jury, qui rend le pourvoi irrecevable, lorsqu'elle a lieu sous réserves (*Rép.* n° 661). C'est l'application au pourvoi contre la décision du jury d'expropriation, des principes généralement admis en ce qui concerne l'acquiescement (V. *suprà*, v° *Acquiescement*, n° 54 et suiv.), principes qui s'appliquent aussi bien en matière d'expropriation qu'en toute autre. Au contraire, et en vertu des mêmes principes, l'exproprié qui a reçu sans réserve l'indemnité allouée par la décision du jury, est réputé y avoir acquiescé et est, dès lors, non recevable dans son pourvoi contre cette décision (Civ. rej. 11 juill. 1883, aff. Baltassat, D. P. 83. 1. 248).

**766.** Le locataire évincé, par suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique, d'une partie des locaux qu'il occupe et qui a demandé devant le jury la fixation de deux indemnités alternatives, l'une pour le cas d'éviction partielle, l'autre pour le cas d'éviction totale, ne peut déférer à la cour de cassation l'ordonnance du magistrat directeur portant qu'il sera procédé au règlement d'une indemnité unique, lorsque son avocat a déclaré, devant le jury, abandonner la demande d'indemnité pour le cas d'éviction totale et se borner à plaider sur une demande d'indemnité afférente à l'éviction partielle ; on a jugé que cette déclaration constituait l'acquiescement de l'exproprié à l'ordonnance du magistrat directeur (Civ. rej. 19 mars 1879, aff. Moyse, D. P. 79. 1. 173).

**767.** Le pourvoi en cassation formé par l'expropriant ne serait pas recevable s'il était fondé sur une irrégularité qui lui fût imputable (V. *suprà*, n° 294, 373, etc.). Il en serait de même du pourvoi de l'exproprié qui serait fondé sur des irrégularités qu'il aurait couvertes par sa comparution devant le jury et par la discussion sans protestations ni réserves (V. *suprà*, n° 282, 376, etc.).

**768.** Toutefois, la renonciation au droit de se pourvoir ne doit pas être facilement présumée. Ainsi, dans une espèce, la compagnie de chemins de fer expropriante avait pris volontairement l'engagement, avant tout débat devant le jury sur le chiffre de l'indemnité, de faire un viaduc à trois arches pour démasquer l'entrée d'une carrière appartenant à l'exproprié ; celui-ci avait soumissionné les travaux de maçonnerie que comportait la construction du viaduc, et la compagnie avait tiré de cette soumission une fin de non-recevoir qu'elle opposait au pourvoi de l'exproprié : le pourvoi a néanmoins été admis, attendu que l'engagement pris par la compagnie de construire le viaduc était complètement distinct et indépendant de la décision du jury et ne pouvait, par conséquent, constituer un acquiescement à cette décision (Civ. rej. 16 janv. 1877, aff. Quesnel, D. P. 77. 1. 471-472).

**769.** — II. PERSONNES QUI ONT QUALITÉ POUR FORMER LE



**POURVOI.** — On a vu au *Rép.* n° 664 que le pourvoi en cassation peut être formé non seulement par ceux qui ont comparu devant le jury, mais aussi par ceux que le propriétaire n'aurait pas fait connaître ou qui ne se seraient pas fait connaître eux-mêmes dans le délai imparti par l'art. 21. Il suffit, en effet, que la partie justifie de son intérêt au règlement de l'indemnité pour qu'elle puisse se pourvoir contre la décision du jury, ou intervenir devant la cour de cassation (Civ. cass. 6 févr. 1882, aff. Imbert, D. P. 84. 1. 176; Civ. rej. 5 févr. 1883, aff. Brau, D. P. 84. 1. 278). Jugé que le fermier, qui a soutenu devant le magistrat directeur qu'il n'avait point encouru la déchéance prononcée par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841 et qu'il avait le droit de faire fixer par le jury une indemnité distincte de celle du propriétaire, dont il entendait discuter lui-même les éléments et l'importance, a intérêt à attaquer par la voie du recours en cassation une décision qui l'a privé de ce droit, et à être remis en possession des avantages que l'ordonnance attaquée lui a enlevés; que, par conséquent, son pourvoi serait recevable. L'expropriant prétendrait en vain que le jury, ayant accordé au propriétaire une somme comprenant à la fois une indemnité due à celui-ci et celle due au fermier, il ne peut être condamné par le jury auquel l'affaire serait renvoyée, à payer une indemnité nouvelle et spéciale au fermier, si rien n'établit que le jury ait entendu réunir en un seul chiffre ces deux indemnités (Civ. cass. 11 juin 1883, aff. Payard, D. P. 84. 1. 342). En outre, comme le magistrat directeur ne peut, sans excès de pouvoir, écarter l'intervention d'un fermier qui soutient qu'il s'est fait connaître à l'administration expropriante au cours de l'enquête et n'a point, dès lors, encouru la déchéance édictée par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, le pourvoi formé par le fermier dans les conditions qui viennent d'être exposées ne peut davantage être écarté par une fin de non-recevoir, tirée de l'absence de demande et d'offre, alors qu'il est dirigé contre une ordonnance du magistrat directeur qui a rejeté l'intervention du fermier devant le jury avant toute procédure relative au règlement de l'indemnité (Même arrêt).

**770.** Le mari a qualité, comme administrateur des biens de la femme dotale, pour se pourvoir contre la décision du jury qui fixe l'indemnité relative à ces biens. « L'expropriation des immeubles de la femme, une fois consommée par jugement, passe en force de chose jugée, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 284, les actions relatives au règlement de l'indemnité à elle due n'ont pour objet que des capitaux dont le recouvrement est confié, par l'art. 1549, c. civ., au mari comme administrateur des biens dotaux » (Civ. rej. 8 août 1866, aff. Orignon; Daffry de la Monnoye, *ibid.*). Mais lorsque l'expropriation a été poursuivie contre deux époux copropriétaires d'un immeuble, que les offres ont été faites et que l'assignation devant le jury a été donnée à tous les deux, que le mari s'est présenté seul devant le jury pour discuter le montant de l'indemnité et que celle-ci a été allouée en son nom seul, le pourvoi formé par le mari seul sans intervention de la femme est irrecevable s'il se fonde uniquement sur ce que la décision compromet les droits de la femme sans articuler aucun grief spécial au mari (Civ. rej. 16 mai 1866, aff. Abraham, D. P. 66. 5. 196).

**771.** Le pourvoi contre une décision du jury est valablement formé par un mandataire verbal (Civ. cass. 11 févr. 1861, aff. Ducasse, D. P. 61. 1. 281; 17 mars 1875, aff. de Montesquiou, D. P. 75. 1. 268). Cette règle est applicable au préfet lorsqu'il forme, comme il lui appartient de le faire (*Rép.* n° 665), un pourvoi au nom de l'administration expropriante; le pourvoi qui est formé au nom de ce fonctionnaire par un mandataire verbal est donc valable alors surtout que le préfet a fait notifier la déclaration ainsi faite aux expropriés (Arrêt précité du 17 mars 1875).

**772.** — III. DÉLAI ET DÉCLARATION DU POURVOI, CONSIGNATION DE L'AMENDE. — Aux termes du second paragraphe de l'art. 42, le délai pour former le pourvoi est de quinze

jours; il court à partir du jour de la décision. Ce recours est « formé, notifié et jugé comme il est dit en l'art. 20 » (*Rép.* n° 666). Il y a donc lieu d'appliquer au pourvoi dirigé contre l'ordonnance d'exécution du magistrat directeur et la décision du jury la plupart des règles qui ont été exposées à propos du pourvoi contre le jugement d'expropriation; nous nous référerons donc; en tant que de besoin, pour compléter les explications qui vont être fournies dans cet article, aux observations qui ont été présentées *suprà*, n° 188 et suiv.

**773.** Le pourvoi doit être formé par déclaration au greffe du tribunal civil de l'arrondissement (art. 46), et cette règle s'applique comme on l'a vu (*suprà*, n° 190), au cas même où le pourvoi est dirigé contre une décision du jury spécial, chargé du règlement des indemnités en matière d'expropriation pour l'ouverture ou le redressement des chemins vicinaux (V. *suprà*, n° 190).

**774.** La déclaration de pourvoi n'est pas assujettie à l'indication des articles de loi que le demandeur prétend avoir été violés (Civ. cass. 14 févr. 1861, aff. Ducasse, D. P. 60. 1. 281); mais elle doit faire connaître la décision contre laquelle le pourvoi est dirigé. — Toutefois, il suffit que la décision soit désignée de façon à ce que le défendeur ne puisse se tromper sur l'identité de cette décision; la déclaration de pourvoi ne serait donc pas entachée de nullité en ce qu'elle attribuerait à la décision attaquée une date erronée, alors qu'il n'en aurait été rendu qu'une seule entre les parties et que, par conséquent, aucune confusion n'a pu se produire (Civ. cass. 2 avr. 1873, aff. Granal, D. P. 73. 1. 188).

**775.** En principe, les décisions rendues par des jurys diversement composés et qui ont statué relativement à des catégories différentes d'indemnités, quoiqu'en vertu d'un seul et même jugement d'expropriation, doivent faire l'objet d'autant de pourvois distincts. Mais rien ne s'oppose à ce que ces pourvois soient déclarés par un même acte, pourvu que la déclaration soit faite dans le délai utile à l'égard de toutes les décisions attaquées et que ces décisions y soient distinguées, notamment par leurs dates (Civ. rej. 20 août 1856, aff. Commune d'Altkirch, D. P. 56. 1. 330; 20 août 1856, aff. Baumlín, D. P. 56. 1. 368).

**776.** Le délai du pourvoi contre la décision relative à l'indemnité part du jour de cette décision, sans qu'il soit besoin, pour faire courir le délai, que la décision du jury et l'ordonnance d'exécution aient été signifiées (Civ. cass. 30 juin 1856, aff. Ville de Pamiers, D. P. 56. 1. 263.) Ce délai court même à l'égard des décisions par défaut, pourvu qu'il soit établi que l'exproprié a été averti, par l'accomplissement des formalités préalables exigées par la loi, qu'il eût à veiller à ses intérêts. Il court, à plus forte raison, à partir de la décision lorsque l'exproprié a comparu devant le jury, qu'il y a soutenu sa demande et discuté les offres, mais soutient que la décision n'a pas été rendue publiquement. En pareil cas, en effet, rien n'empêche l'exproprié, qui a été averti tant par la procédure antérieure que par le fait même de son concours contradictoire aux débats, de se pourvoir dans le délai légal (Civ. rej. 7 févr. 1865, aff. Babaz, D. P. 65. 5. 169).

**777.** Comme on l'a vu *suprà*, n° 206, les règles générales sur la computation des délais s'appliquent en matière d'expropriation, aussi bien à l'égard du pourvoi contre la décision du jury qu'en ce qui concerne le pourvoi dirigé contre le jugement d'expropriation (Civ. cass. 15 janv. 1877, aff. Commune de Muret-le-Ferron, D. P. 78. 1. 74; *Rép.* n° 668).

**778.** Le pourvoi contre la décision du jury n'est, pas plus que le pourvoi contre le jugement d'expropriation, dispensé de la consignation d'amende; il est, par conséquent, irrecevable lorsqu'il n'est pas justifié de cette consignation (V. *suprà*, n° 193 et suiv.; Civ. rej. 29 déc. 1879 (1); 13 nov. 1889, aff. Héritiers Roux, D. P. 91, 1<sup>re</sup> partie; 21 janv. 1890, aff. Leger et aff. Saville, D. P. 91, 1<sup>re</sup> partie). Cette

(1) (Digne et autres C. Préfet du Var.) — La cour; — Attendu que les demandeurs ne justifient pas de la consignation de l'amende prescrite par l'art. 5, tit. 4, 1<sup>re</sup> part., du règlement de 1738, consignation dont le pourvoi n'est pas dispensé en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique; — Attendu que les

délais fixés par les art. 20 et 42 de la loi du 3 mai 1841 sont expirés; — Déclare les demandeurs non recevables dans leur pourvoi, etc.

Du 29 déc. 1879. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Onofrio, rap. — Desjardins, av. gén.

amende est l'amende de 150 fr. décimes non compris, et non celle de 75 fr. qui doit être consignée en cas de pourvoi contre le jugement d'expropriation, à moins que le pourvoi ne soit dirigé contre une décision du jury rendue par défaut. En outre, la déchéance du pourvoi a pour conséquence la condamnation du demandeur à l'amende envers le Trésor public et à l'indemnité de 75 fr. envers le défendeur (Mêmes arrêts des 13 nov. 1889 et 21 janv. 1890) (V. également *suprà*, v° *Cassation*, n° 137 et suiv.).

**779.** Il doit être consigné autant d'amendes qu'il y a de décisions attaquées (V. *suprà*, n° 198). Si donc le pourvoi est dirigé à la fois contre le jugement d'expropriation et contre la décision du jury qui fixe l'indemnité, il doit être consigné deux amendes. Il y a, en effet, en pareil cas, deux pourvois distincts ayant chacun leur objet propre et fondé sur des moyens différents (Civ. rej. 16 juill. 1889, *suprà*, *ibid.*). — De même, il y a lieu à une double consignation d'amende par l'individu qui dirige un pourvoi tant contre une décision du jury d'expropriation qui lui est commune avec d'autres personnes que contre une seconde décision qui lui est particulière (Civ. rej. 5 mai 1873, aff. Maillard, D. P. 73. 1. 244). — Enfin il y a lieu à autant de consignations d'amendes qu'il y a de personnes ayant des intérêts différents.

**780.** L'amende ne doit pas nécessairement être consignée au moment de la déclaration de pourvoi; il suffit qu'elle le soit au moment où le mémoire en cassation est déposé au greffe; elle peut, par conséquent, être déposée entre les mains du receveur de l'enregistrement près la cour de cassation (V. *suprà*, n° 197).

**781.** Il faut enfin appliquer au pourvoi contre la décision du jury et l'ordonnance du magistrat directeur les règles relatives à l'envoi des pièces du dossier à la cour de cassation, c'est-à-dire que le délai de quinze jours, accordé par l'art. 20 de la loi du 3 mai 1844, à partir de la notification du pourvoi, pour l'envoi des pièces à la cour de cassation, n'est pas édicté à peine de déchéance; il suffit que les pièces aient été déposées au greffe de la cour avant que la cause soit en état de recevoir arrêt (V. *suprà*, n° 212).

**782.** Lorsque, devant la cour, il se produit une contestation sur la conformité des expéditions du procès-verbal des opérations du jury, ou de sa décision, avec l'original, la cour de cassation doit-elle ordonner l'apport à son greffe des minutes déposées au greffe du tribunal? En matière criminelle, la cour de cassation ordonne l'apport à son greffe des minutes déposées au greffe de la cour d'assises lorsqu'elle juge nécessaire de procéder à la vérification de ces minutes; mais elle a décidé qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique il n'y avait pas lieu de recourir à ce mode de vérification, en l'absence d'une demande en inscription de faux, et qu'il suffisait de recourir au mode d'information indiqué par l'art. 1035 c. proc. civ. Spécialement, lorsque deux expéditions dissemblables du procès-verbal de la décision d'un jury d'expropriation, certifiées l'une et l'autre par le greffier du tribunal civil, sont produites devant la cour de cassation, et que l'une de ces expéditions constate que la décision a été rendue avec le concours d'un juré qui, suivant l'autre, n'y aurait pas participé, il n'y a pas lieu d'ordonner l'apport de la minute au greffe de la cour de cassation; il suffit que la cour adresse au président du tribunal civil, conformément à l'art. 1035 c. proc. civ., une commission rogatoire à l'effet de collationner avec la minute les expéditions produites (Civ. cass. 6 févr. 1882, aff. Caillol, D. P. 84. 1. 444). — Toutefois, s'il s'agissait, non plus de s'assurer quelle est, de deux expéditions du même acte, celle qui est conforme à l'original, mais de constater l'existence et la régularité d'un acte dont l'expédition aurait été refusée à la partie, la cour de cassation resterait maîtresse d'ordonner l'apport à son greffe de la minute. C'est ce qui résulte d'un arrêt par lequel une cour d'appel a ordonné l'apport à son greffe des minutes de deux arrêts successifs par lesquels la cour d'appel avait désigné, à la demande de l'expropriant, deux jurys successifs pour une même affaire et où l'expédition de ces arrêts avait été refusée à l'exproprié par le greffier (Paris, 8 avr. 1868, aff. Changenet, D. P. 68. 1. 444).

**783.** — IV. NOTIFICATION DU POURVOI. — Le pourvoi contre la décision du jury doit, après avoir été déclaré au greffe,

être notifié dans la huitaine (Rép. n° 669). Les règles relatives à cette notification ont été, pour la plupart, examinées à propos du pourvoi contre le jugement d'expropriation (V. *suprà*, n° 202 et suiv.). Nous nous bornerons à faire remarquer que le pourvoi contre la décision du jury doit être notifié, non seulement à l'expropriant ou à l'exproprié suivant que le pourvoi est formé par l'une ou l'autre des parties, mais aussi à tous ceux qui ont intérêt au maintien de la décision attaquée et qui sont intervenus devant le jury d'expropriation. Ainsi, lorsque l'expropriant s'est borné à notifier son pourvoi aux propriétaires inscrits à la matrice des rôles, mais a négligé de faire cette notification à un certain nombre de personnes mentionnées au tableau des offres comme déclarées ou s'étant fait connaître conformément à l'art. 21 et auxquelles le procès-verbal donne la qualité de revendiquantes, le pourvoi est non recevable à l'égard de ces personnes (Civ. cass. 14 juin 1888, aff. Reboul et Tyran, D. P. 89. 1. 430). D'autre part, le propriétaire exproprié qui se pourvoit contre une décision du jury l'obligeant à payer une indemnité à ses fermiers parties devant le jury, doit dénoncer le pourvoi à ces derniers, au préjudice desquels la décision serait annulée (Civ. rej. 3 janv. 1872, aff. Blanchy, D. P. 72. 5. 233).

**784.** On ne peut proposer devant la cour de cassation des moyens qu'on n'a pas fait valoir devant le jury (Rép. n° 673), à moins que ces moyens ne touchent à l'ordre public. C'est, du reste, l'application du principe général en vertu duquel les moyens nouveaux ne sont pas recevables devant la cour de cassation (V. *suprà*, v° *Cassation*, n° 419 et suiv.). On a, dans l'examen des articles précédents, signalé de nombreuses applications de ce principe.

**785.** — V. EFFETS DE LA CASSATION DE LA DÉCISION DU JURY. — En principe, la décision du jury est indivisible, et la nullité de l'une de ses parties entraîne la nullité de la décision tout entière (Civ. cass. 7 juill. 1868, aff. Commune de Montrichard, D. P. 68. 1. 328). Si donc le jury a statué en vue de deux hypothèses différentes, la nullité de sa décision sur l'un des chefs emporte nullité sur l'autre chef (Civ. cass. 21 déc. 1864, aff. Haentjens, D. P. 64. 5. 162). Mais, lorsqu'il n'existe aucune connexité entre deux chefs distincts de la décision du jury, la cassation peut être partielle et ne porter que sur l'un de ces chefs (Civ. cass. 14 mars 1887, aff. Sicard, D. P. 88. 1. 184).

**786.** La cassation de la décision du jury entraîne, comme conséquence nécessaire, la cassation de l'ordonnance du magistrat directeur qui l'a rendue exécutoire; au contraire, si le pourvoi n'a été dirigé que contre l'ordonnance du magistrat directeur, la cassation qui en est prononcée n'atteint pas la décision du jury (Crépon, art. 42, n° 89). — Mais la cassation de l'ordonnance d'exécution a pour résultat de priver l'expropriant du titre en vertu duquel il peut se mettre en possession des terrains. Lors donc que l'entrée en possession n'a pas eu lieu avant la cassation, elle n'est plus possible. Si elle a eu lieu, l'exproprié devrait en principe pouvoir faire cesser les travaux et rentrer en possession des terrains expropriés. En constatant cette conséquence directe de la cassation, nous avions fait remarquer au Rép. n° 675 que la reprise de possession par l'exproprié devant être nécessairement momentanée, ne pouvait avoir d'autre intérêt pour l'exproprié que de lui permettre d'empêcher l'exécution de travaux qui seraient de nature à empêcher le nouveau jury de se livrer à une exacte appréciation du dommage résultant de l'expropriation. En tous cas, la reprise de possession par l'exproprié ne peut avoir d'effet que pour l'avenir; on reconnaît, en effet, qu'elle ne saurait lui donner le droit de détruire les travaux que l'expropriant aurait exécutés en vertu d'un titre qui, jusqu'à la cassation prononcée, devait être réputé légitime (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 295). La question s'est présentée et a été résolue en ce sens lors de la construction du chemin de fer de Paris à Mulhouse. La compagnie mise en possession de terrains expropriés avait commencé les travaux et les avait presque terminés lorsque la décision du jury fut cassée. L'exproprié assigna alors la compagnie en référé, demandant à la fois à être remis en possession du terrain et la destruction des ouvrages qui y avaient été exécutés. La cour de Paris trancha la question dans le sens qui vient d'être indiqué en ordonnant la cessation des travaux, mais sans autoriser la

destruction de ceux qui avaient déjà été exécutés (Paris, 5 févr. 1857, aff. de Hauregard, *Gazette des tribunaux* des 9-10 févr. 1857).

**787.** La loi de 1833 admettait implicitement que la composition du nouveau jury auquel est renvoyée, en vertu de l'art. 43, l'évaluation de l'indemnité, après cassation de la première décision, n'était pas viciée par ce fait que quelques membres du premier jury seraient entrés dans le second (*Rép.* n° 676). On admet, au contraire, que l'art. 43 de la loi du 3 mai 1841, lorsqu'il parle d'un *nouveau jury*, a entendu par ces expressions désigner un jury composé de jurés autres que ceux qui avaient fait partie du premier (*Civ. cass.* 8 juin 1853, aff. Philipon, D. P. 53. 1. 286). La composition d'un jury de renvoi dans lequel figureraient trois jurés ayant fait partie du premier jury est donc affectée d'une nullité d'ordre public (*Civ. cass.* 20 juill. 1881, aff. Rossi, D. P. 84. 5. 266). Mais, s'il y a eu plusieurs cassations successives, il ne semble pas que les jurés ayant fait partie des jurys qui ont rendu les décisions antérieures à celle qui a donné lieu à l'arrêt de renvoi soient incapables de figurer dans le nouveau jury (*Civ. rej.* 19 juin 1861, aff. Bertrand, D. P. 61. 1. 285).

**788.** On a exposé au *Rép.* n° 677 que l'art. 43 de la loi du 3 mai 1841 confère à la cour de cassation le pouvoir de renvoyer, suivant les circonstances, l'appréciation de l'indemnité à un jury choisi dans un arrondissement voisin, quand même il appartiendrait à un autre département. On a vu également au *Rép.* n° 678 que ce renvoi est prononcé d'office, sans que les parties puissent y conclure et faire autre chose que présenter, à cet égard, des observations à la cour de cassation. En pratique, celle-ci use très rarement du droit que lui confère l'art. 43.

**789.** Lorsque le renvoi est prononcé, le jury est choisi par le tribunal du chef-lieu sur la liste dressée pour l'arrondissement du tribunal de renvoi, alors même que la décision du premier jury serait annulée comme conséquence de la cassation du jugement d'expropriation qui aurait été rendu par le tribunal du chef-lieu (*Civ. cass.* 3 janv. 1882, aff. Ronfard, D. P. 84. 1. 200). Quant au magistrat directeur du nouveau jury, il doit être choisi parmi les membres du tribunal de renvoi (*Civ. cass.* 17 déc. 1860, aff. de Forestier, D. P. 61. 1. 483; 7 mars 1883, aff. Bénard, D. P. 83. 1. 478; 13 janv. 1886, aff. Périer, D. P. 86. 5. 231; 14 août 1888, aff. Faraudi, D. P. 89. 1. 264) (*V. supra*, n° 217). En effet, le jury et le magistrat qui le dirige forment, par leur réunion, une seule et même juridiction spéciale, organisée en vue de l'expropriation et dont la compétence territoriale n'excède pas les limites de l'arrondissement. Si, dans le cas exceptionnel où la cour de cassation, annulant une décision du jury d'expropriation et l'ordonnance du magistrat directeur, renvoie l'appréciation de l'indemnité à un jury choisi dans un arrondissement voisin, ce jury nouveau reçoit de l'arrêt de la cour de cassation le pouvoir de statuer sur une affaire étrangère à son arrondissement, il n'est pas pour cela changé, ni modifié dans son organisation. Il doit donc statuer sous la direction d'un magistrat de cette résidence. Il doit, en outre, se réunir et statuer dans le lieu de sa résidence, sauf à user de la faculté que lui accorde la loi de se transporter sur les lieux contentieux. On ne saurait ni le convoquer hors de l'arrondissement de sa résidence, ni le placer sous la présidence et la direction d'un magistrat étranger à cet arrondissement; car ni le jury ni le magistrat directeur ne resteraient alors dans les limites de leur compétence (*Civ. cass.* 21 mars 1855, aff. Passeron, D. P. 55. 1. 122). Il s'ensuit encore que le tribunal de renvoi est seul compétent pour désigner le magistrat directeur (*Civ. cass.* 17 déc. 1860, aff. de Forestier, D. P. 61. 1. 433).

**790.** Lorsque, à la suite de la cassation de la décision du jury, l'affaire est renvoyée à un nouveau jury, mais dans le même arrondissement, une question fort délicate est celle de savoir s'il doit être nommé un nouveau magistrat directeur. On sait que le jugement d'expropriation désigne pour diriger les opérations du jury deux magistrats, dont l'un est chargé de remplacer, en cas d'empêchement, celui qui a été spécialement désigné pour diriger les opérations du jury. La cassation de la décision rendue sous la présidence de l'un de ces magistrats constitue évidemment à son égard une cause personnelle d'empêchement qui met

obstacle à ce qu'il préside aux opérations du nouveau jury; mais cette cause d'empêchement ne se communique pas au juge désigné pour le remplacer, si celui-ci n'a pas siégé au moment où la décision a été rendue. La cour de cassation a, de plus, posé en principe que les fonctions dévolues aux magistrats désignés par le jugement d'expropriation ne sont pas limitées à la direction de tel jury déterminé, qu'elles ne doivent prendre fin que par le règlement définitif des indemnités dues aux expropriés, ensuite des jugements qui les leur avaient conférées, et qu'il n'y a lieu de pourvoir à leur remplacement que lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions (*Civ. cass.* 9 mars 1880, aff. Commune de Saint-Pierre-de-Soucy, D. P. 81. 5. 200; 2 mai 1883, aff. de Fumel, D. P. 83. 1. 392; 14 mars 1885, aff. de Beaucourt, D. P. 85. 1. 240). Il en résulte qu'au cas de renvoi des parties devant un autre jury dirigé par un autre magistrat, le nouveau jury peut être présidé par le juge qui avait été commis pour remplacer le magistrat directeur, lorsque ce suppléant n'a pris aucune part aux opérations du premier jury (*Civ. rej.* 6 mars 1878, aff. Barthès, D. P. 78. 1. 439. *V. supra*, n° 396).

Cependant la cour de cassation a décidé depuis que, lorsqu'un juge suppléant a été désigné par le jugement pour remplacer, dans les fonctions de magistrat directeur, le juge titulaire désigné, le tribunal, au cas de renvoi des parties, après cassation de la décision, devant un autre jury du même arrondissement, dirigé par un autre magistrat, doit, tout en maintenant les pouvoirs du juge suppléant désigné par le jugement d'expropriation comme remplaçant du directeur, nommer un nouveau magistrat directeur en remplacement du titulaire auquel l'arrêt de cassation a enlevé sa délégation (*Civ. rej.* 22 juill. 1885, aff. Camus, D. P. 86. 1. 382). — La doctrine de cet arrêt paraît difficile à concilier avec celle que la cour avait précédemment suivie, et particulièrement avec celle de l'arrêt du 11 mars 1885. S'il n'y a pas lieu de procéder au remplacement du juge titulaire lorsque celui-ci a quitté le tribunal après le jugement d'expropriation et avant la réunion du jury (*V. supra*, n° 396), alors qu'un juge suppléant a été désigné par le jugement pour le remplacer, et si la délégation de pouvoirs passe alors de plein droit à ce juge suppléant, on ne voit pas pourquoi il en serait autrement quand l'empêchement du juge désigné en première ligne résulte de la cassation de la décision du jury. Il y a impossibilité légale pour le magistrat qui a dirigé les opérations cassées, de présider à celles du nouveau jury; mais l'empêchement qui résulte, comme dans l'espèce, de l'arrêt du 11 mars 1884, de ce que le magistrat a été transféré à un autre siège, est également un empêchement légal, puisqu'il tient autant à l'incompétence territoriale résultant pour ce magistrat de son transfert qu'aux difficultés matérielles résultant de l'éloignement. Et si la désignation du suppléant subsiste, en ce cas, n'est-il pas logique de l'appeler à remplacer de plein droit le magistrat empêché, puisqu'au cas d'empêchement du juge titulaire, les juges suppléants jouissent des mêmes prérogatives et des mêmes pouvoirs? (*V. supra*, n° 397). Nous croyons donc la doctrine primitivement suivie par la cour de cassation préférable à celle qu'elle a adoptée dans l'arrêt du 22 juill. 1885.

#### SECT. 4. — DU RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ POURSUIVI A LA REQUÊTE DU PROPRIÉTAIRE (*Rép.* n° 684 à 689).

**791.** On a vu au *Rép.* n° 684 que l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841 donne à l'exproprié le droit de poursuivre lui-même le règlement de l'indemnité, lorsque l'expropriant ne procède pas à ce règlement dans les six mois du jugement d'expropriation. En effet, quand le jugement d'expropriation a été rendu et a acquis l'autorité de la chose jugée, il en résulte, pour l'une et l'autre partie, un droit acquis, de telle sorte que la renonciation de l'une d'elles à l'exécution de ce jugement ne saurait lier l'autre et lui enlever, malgré elle, le bénéfice de l'expropriation (*V. supra*, n° 220).

**792.** Le délai de six mois, imparti par l'art. 55, court du jour même du jugement d'expropriation, et non du jour où les conditions de publicité et de transcription prévues par

l'art. 15 sont accomplies (Paris, 13 juill. 1866, *Gazette des tribunaux* du 4 juill. 1866).

**793.** Le jugement de *donné acte*, lorsqu'il y a cession amiable et que la fixation du prix est seule renvoyée au jury, comme on l'a dit au *Rép.* n° 684, fait, aussi bien que le jugement d'expropriation, courir le délai de l'art. 55. La jurisprudence est constante sur ce point (Civ. rej. 12 juin 1860, aff. Bernardin, D. P. 61. 1. 130; Civ. cass. 20 juin 1864, aff. Briquet, D. P. 64. 1. 278; Daffry de le Monnoye, t. 2, p. 380).

**794.** Le bénéfice de l'art. 55 peut être invoqué, ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 685, par tous les intéressés qui ont droit à une indemnité. Par l'emploi des mots : *les parties*, l'art. 55 indique nécessairement tous ceux qui, à quel titre que ce soit, ont ou peuvent avoir qualité pour réclamer une indemnité. En première ligne, il faut évidemment placer le propriétaire compris dans le jugement d'expropriation, lorsque l'expropriant ne poursuit pas le règlement de l'indemnité ou bien, tout en le poursuivant contre une partie des expropriés, ne l'a pas poursuivi contre lui. L'art. 55, en effet, ne fait aucune distinction entre le cas où l'Administration ajourne les travaux et ne poursuit en aucune façon le règlement de l'indemnité et celui où elle ne poursuit ce règlement que contre un certain nombre des expropriés. C'est, d'ailleurs, la procédure de l'art. 55 seule que ce propriétaire pourrait employer; le jury, fût-il réuni pour statuer relativement à d'autres expropriations prononcées par le même jugement, qu'il n'aurait pas le droit d'intervenir devant ce jury, s'il ne lui avait pas été fait d'offres et s'il n'avait pas été cité à comparaître (Civ. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1884, aff. Beauquier, D. P. 86. 1. 15).

**795.** L'art. 55 peut être également invoqué par le locataire que le propriétaire a régulièrement fait connaître à l'expropriant (Civ. cass. 27 juill. 1857, aff. Fabre, D. P. 57. 1. 287; 26 août 1857, aff. Martin, D. P. 57. 1. 353; 11 juill. 1859, aff. Bernardin, D. P. 61. 1. 130). Peu importerait que l'expropriant déclarât qu'il entend exécuter les baux au lieu et place du propriétaire; on a vu, en effet, *supra*, n° 643, que cette déclaration n'enlève nullement au locataire exproprié le droit de réclamer une indemnité. Malgré cette déclaration, les locataires conservent le droit de poursuivre le règlement de l'indemnité conformément à l'art. 55, et ce droit appartient même aux locataires qui, après l'expropriation, et passé le délai de six mois fixé par l'art. 55, ont conservé pendant plusieurs années la jouissance des lieux loués et payé leurs loyers sans réserves; une telle jouissance n'ayant plus lieu à titre locatif et n'impliquant, dès lors, ni le maintien des baux résiliés, ni une tacite reconduction (Civ. cass. 20 juin 1864, aff. Briquet, D. P. 64. 1. 278). Il n'en serait autrement que si un nouveau bail était intervenu entre l'expropriant et le locataire (V. *supra*, n° 648).

**796.** Mais l'art. 55 ne peut être invoqué par les intéressés qu'autant que ceux-ci ont encore le droit de réclamer une indemnité à l'expropriant. Cet article, notamment, ne saurait être invoqué par les intéressés (locataires ou autres), que le propriétaire n'a pas dénoncés à l'expropriant ou qui, ayant été régulièrement mis en demeure de se faire connaître et n'étant pas intervenus en temps utile, n'ont plus aucun recours à exercer contre l'expropriant, spécialement, par les sous-locataires qui n'ont pas été dénoncés à l'expropriant et ne lui ont pas fait connaître leurs droits, et qui, dès lors, n'ont pu être appelés devant le jury (Civ. rej. 8 juill. 1879, aff. Vildieu, D. P. 79. 1. 396).

**797.** Lorsque l'exproprié prend l'initiative du règlement de l'indemnité aux termes de l'art. 55, l'expropriant n'est pas tenu de lui notifier des offres, conformément aux prescriptions des art. 23 et 25; cette notification n'aurait, en pareil cas, aucune utilité pour l'exproprié. Il suffit alors que la demande et l'offre soient formulées dans les conclusions respectives des parties devant le jury » (Civ. rej. 9 janv. 1866, aff. Descaux, D. P. 66. 5. 209). L'exproprié est non recevable à exciper de ce que les offres de l'exproprié n'ont pas été portées sur le tableau soumis au jury, et cela, non seulement lorsqu'il n'a pas mis l'expropriant en demeure de lui notifier des offres et n'a même pas observé les délais dans lesquels une pareille notification aurait pu être faite (Civ. rej. 5 déc. 1864, aff. Blanlot, D. P. 64. 5. 163),

mais aussi au cas même où, avant la poursuite, l'exproprié aurait fait sommation à l'expropriant de lui notifier des offres (Civ. rej. 14 févr. 1866, aff. Astorgues, D. P. 66. 5. 209). — D'autre part, l'exproprié poursuivant n'est pas tenu de notifier sa demande à l'expropriant quinze jours au moins avant la réunion du jury (Civ. rej. 20 juill. 1864, aff. Ridel et autres, D. P. 64. 5. 157). Comme le dit avec raison M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 389, « on ne saurait, en pareille matière, raisonner par analogie, appliquer à la demande de l'exproprié poursuivant la règle écrite pour les offres que doit faire l'expropriant lorsqu'il est l'auteur des poursuites. L'analogie manquerait d'ailleurs; car, dans le système de la loi et quand la procédure suit sa marche ordinaire, c'est l'exproprié seul qui a délai pour délibérer sur l'offre, et non l'expropriant pour délibérer sur la demande ».

**798.** Mais de même que l'exproprié dans le cas où le règlement de l'indemnité est poursuivi par l'expropriant, celui-ci a, dans le cas prévu par l'art. 55, besoin de connaître la liste des jurés, désignés par la cour d'appel ou le tribunal civil, pour composer le jury spécial, afin de pouvoir, lors de la formation du jury de jugement, exercer le droit de récusation. Aussi l'exproprié qui, à raison de l'abstention de l'expropriant, poursuit lui-même le règlement de l'indemnité et prend l'initiative de la désignation et de la convocation du jury, est-il tenu, à peine de nullité, de notifier la liste des jurés à l'expropriant (Civ. cass. 25 juill. 1883, aff. Meynadier, D. P. 84. 1. 436).

**799.** Lorsque l'exproprié prend le rôle de partie poursuivante, il lui appartient de provoquer la réunion du jury. Pour cela, il doit, ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 687, présenter une requête à la cour d'appel ou au tribunal civil du chef-lieu, suivant la distinction faite par l'art. 30. Toutefois, la présentation de cette requête n'est nécessaire qu'autant que le jury n'a pas été déjà désigné ou que, s'il a été désigné, ses pouvoirs sont épuisés par suite du renouvellement de la liste annuelle dressée par le conseil général. L'exproprié peut, en effet, se prévaloir, à l'égard de l'expropriant, de la désignation qui a été faite et faire procéder à la convocation du jury, tant que les pouvoirs de ce jury ne sont pas épuisés (Civ. rej. 30 juill. 1888, aff. Santiaggi et autres, D. P. 90. 1. 31).

**800.** L'exproprié qui requiert la formation du jury d'expropriation dans le cas prévu par l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841, est soumis aux mêmes règles, pour cette réquisition, que la partie expropriante; il procède régulièrement par voie de simple requête présentée aux juges, sans appeler l'expropriant (Civ. rej. 12 juin 1860, aff. Bernardin, D. P. 61. 1. 130; 18 août 1884, aff. Metgé, D. P. 85. 1. 416). La mission conférée à la cour ou au tribunal ne change pas, en effet, de caractère lorsque c'est la partie expropriée qui, au lieu de l'expropriant, requiert la formation du jury.

**801.** Le tribunal (ou la cour) requis, dans le cas prévu par l'art. 55 de la loi du 3 mai 1841, de former la liste des jurés d'expropriation, ne peut refuser de procéder au choix de ces jurés, sous prétexte que la réquisition émanerait d'une partie sans intérêt (*Rép.* n° 688, et, par exemple, d'un locataire que l'Administration aurait déclaré ne pas entendre troubler dans sa jouissance. Dans l'accomplissement de la mission qu'ils tiennent de l'art. 30, la cour et le tribunal exercent une juridiction purement gracieuse ou administrative. Ils doivent se borner à vérifier si celui qui présente cette requête est partie dans une expropriation prononcée, et si celui qui l'a fait prononcer a laissé écouler plus de six mois sans poursuites depuis le jugement d'expropriation; mais leur juridiction ne peut s'étendre jusqu'à l'examen du fond du droit, dont l'appréciation appartient exclusivement à la juridiction contentieuse de droit commun. Cette règle ressort des termes mêmes de l'art. 39 de la loi du 3 mai 1841 qui, au cas où le droit à l'indemnité réclamée par le propriétaire de l'immeuble exproprié est contesté, veut que le jury, sans s'arrêter à cette contestation dont il renvoie le jugement devant qui de droit, fixe l'indemnité comme si elle était due; elle s'applique évidemment, par analogie, au cas dont il s'agit (Civ. cass. 27 juill. 1857, aff. Fabre, D. P. 57. 1. 287; 26 août 1857, aff. Martin, D. P. 57. 1. 353; 11 juill. 1859, aff. Bernardin,

D. P. 59. 1. 364, et, sur renvoi, Rouen, 12 janv. 1860, aff. Bernardin, D. P. 61. 1. 130).

**802.** On a exposé au *Rép.* n° 689, la procédure que l'exproprié doit suivre pour arriver à la réunion du jury; il doit, notamment, s'adresser au sous-préfet de l'arrondissement, conformément à l'art. 34, pour que ce fonctionnaire se concerté avec le magistrat directeur. Mais, si le sous-préfet refuse ou néglige de faire la convocation, l'exproprié peut s'adresser au magistrat directeur qui doit faire la convocation par ordonnances notifiées au préfet ou au sous-préfet (Civ. cass. 21 févr. 1860, aff. Caldayron, D. P. 60. 1. 167). Ce droit de l'exproprié est une conséquence directe des dispositions de l'art. 55, qui ne peuvent être annulées par une voie détournée.

#### CHAP. 8. — Du paiement des indemnités (*Rép.* n° 690 à 714).

**803.** On vu au *Rép.* n° 690 et suiv. que l'art. 53 de la loi du 3 mai 1841, reproduisant et appliquant le principe posé par l'art. 545 c. civ., subordonne au paiement de l'indemnité en capital, intérêts et frais, la prise de possession, par l'expropriant, des immeubles compris dans l'expropriation. La loi laisse donc la possession, à titre de garantie, aux mains de l'exproprié jusqu'à ce qu'il ait été désintéressé par le paiement intégral de l'indemnité. Sans doute, le propriétaire exproprié ne pourrait, à défaut du paiement du prix, exercer l'action résolutoire; les principes spéciaux qui régissent l'expropriation pour cause d'utilité publique et les circonstances qui l'autorisent s'opposent, en effet, à ce que l'immeuble qui en a été l'objet puisse être retiré du domaine public et retourné à sa destination primitive (Paris, 17 janv. 1853, aff. Guillot, D. P. 54. 5. 355). Mais le droit de toucher l'indemnité préalablement à la dépossession est absolu pour l'exproprié, en ce sens qu'il ne peut subir aucune diminution de prix et qu'aucune circonstance, même la faillite du concessionnaire qui a poursuivi l'expropriation comme subrogé aux droits de l'Administration, ne peut l'obliger à recevoir une somme moindre que celle qui a été fixée par le jury (Même arrêt).

**804.** Toutefois le droit de l'exproprié n'est plus qu'un simple droit de créance (*supra*, n° 218) garanti par un droit de rétention, auquel il peut renoncer et qui est exactement déterminé par l'art. 53. Il ne peut, par suite, invoquer d'autres garanties que celles qui sont accordées par cet article, tant pour le paiement de son indemnité que pour l'exécution des travaux qui lui ont été promis par l'expropriant en sus de cette indemnité. Si donc, par son fait, il s'est mis dans l'impossibilité de recourir à ces garanties, il devient créancier pur et simple de l'expropriant. Dans le cas, par exemple, de règlement amiable d'une indemnité distincte pour des arbres existant sur l'immeuble exproprié, si l'exproprié peut, jusqu'au paiement, s'opposer à la prise de possession, il n'a plus, après l'enlèvement des arbres suivi d'un mandat de paiement, d'autre droit que celui de réclamer des dommages-intérêts à raison du retard apporté dans le paiement, mais non la restitution des arbres (Req. 16 nov. 1875, aff. Letellier-Delafose, D. P. 76. 1. 428). Et, en cas de faillite de l'expropriant, l'exproprié ne peut exercer aucun droit de préférence au préjudice des autres créanciers (Civ. cass. 2 févr. 1881, aff. Goussard, D. P. 81. 1. 158). La faillite de l'expropriant peut avoir ainsi, dans une certaine mesure, influence sur le chiffre de l'indemnité qui sera payée à l'exproprié; mais c'est dans le cas seulement où celui-ci aura volontairement renoncé au droit de rétention que lui confère l'art. 53 et qu'il aura, soit expressément soit tacitement, autorisé l'expropriant à prendre possession de l'immeuble.

**805.** Le droit de rétention appartenant à l'exproprié ne lui offre une garantie complète que lorsque l'indemnité a été fixée, conformément au principe de l'art. 38, exclusivement en argent. Lorsque l'exproprié a consenti à ce que l'indemnité fût fixée à la fois en argent et en travaux, sa créance peut, à ce dernier point de vue, se trouver compromise par l'insolvabilité et, comme on vient de le voir, par la faillite de l'expropriant. Les travaux, en effet, ne pourront, la plupart du temps, être exécutés qu'après la prise de possession de l'immeuble exproprié, comme faisant corps avec les

travaux même en vue desquels l'expropriation aura eu lieu. Si donc ils sont mal exécutés ou ne le sont pas du tout, l'exproprié se trouvera soumis aux éventualités de la faillite, pour le paiement de la portion de l'indemnité qui devait être représentée par des travaux. C'est ce qui résulte de l'arrêt du 2 févr. 1881 cité *supra*, n° 804. Le tribunal de Dreux avait refusé de déclarer que l'exproprié serait mis, comme le demandait le syndic, au rang des créanciers chirographaires de la faillite, par le motif que les travaux qui lui avaient été promis par la compagnie d'Orléans à Rouen n'auraient pu être exécutés qu'en même temps que les travaux de la voie, et qu'on ne pouvait reprocher à l'exproprié de n'avoir pas exigé, avant la construction de la ligne traversant sa propriété, l'exécution des travaux convenus ou leur valeur représentative en argent. La cour de cassation a condamné ce système et décidé que l'exproprié était devenu, de ce chef, créancier pur et simple de l'expropriant et ne pouvait prétendre aucun droit de préférence.

**806.** Le droit de rétention appartient à tous les intéressés qui ont figuré devant le jury, aussi bien à l'usufruitier ou au locataire qu'au propriétaire lui-même, et aussi contre ce dernier. Le propriétaire, en effet, ne saurait, sous prétexte que le bail a été résolu par l'expropriation, expulser le locataire et lui enlever ainsi le droit de rétention que la loi lui accorde. « Bien que je ne sois plus propriétaire, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 401, je suis admis à posséder comme si je l'étais encore, à accomplir les actes que le propriétaire pourrait accomplir; mais je ne saurais, en même temps que je garde en main mon immeuble, le faire sortir subitement, en vertu de l'expropriation, des mains de mon preneur. Jusqu'au paiement, le locataire conserve les avantages de sa jouissance, de la même manière que le propriétaire conserve les avantages effectifs de sa propriété. La possession est, pour le locataire, une garantie que le propriétaire ne saurait lui enlever par l'effet seul de sa volonté. La possession persiste comme garantie et est invocable à ce titre, après qu'a cessé d'exister par l'expropriation le contrat duquel elle est née. » Toutefois, si le bail était expiré, même depuis le jugement d'expropriation, le propriétaire pourrait expulser le locataire, sans que celui-ci pût invoquer le droit de rétention établi par l'art. 53 de la loi du 3 mai 1841 (Daffry de la Monnoye, *ibid.*, p. 401-402; Paris, 19 nov. 1867, aff. Loisel, *Gazette des tribunaux* du 27 nov. 1867).

**807.** Il arrive fréquemment que l'expropriant donne congé aux locataires des immeubles expropriés. On est généralement d'accord pour reconnaître que ces congés ne peuvent avoir d'autre valeur que celle d'un simple avertissement et qu'ils sont, soit dans les rapports du locataire et de l'expropriant, soit dans les rapports du propriétaire et du locataire, sans effet légal. Peu importe qu'ils soient donnés avant ou après le jugement d'expropriation. Dans le premier cas, l'expropriant n'est pas propriétaire et n'a aucun titre pour signifier le congé au locataire; dans le second cas, il est sans doute propriétaire, mais propriétaire sous condition du paiement préalable de l'indemnité et il ne peut expulser le locataire avant d'avoir effectué ce paiement, à raison du droit de rétention résultant de l'art. 53 (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 392; Crépon, art. 55, n° 34). Le congé, d'autre part, n'empêche nullement le locataire de réclamer une indemnité; il peut, au contraire, lui servir à démontrer le préjudice que l'expropriation lui cause. M. Daffry de la Monnoye estime même que, lorsque le locataire, avant le paiement de l'indemnité, obéit au congé et vide les lieux, le congé doit être considéré comme une renonciation, de la part de l'expropriant, au bénéfice du paragraphe 2 de l'art. 53. « C'est lui-même, dit-il, t. 2, p. 693, qui, par un acte volontaire, a créé, tant à son profit que contre lui, une situation exceptionnelle; il doit subir les conséquences de l'invitation qu'il a donnée. » En pareil cas, les intérêts courent à partir du jour pour lequel le congé a été donné ou, plus exactement, à partir du jour où, conformément aux usages de la localité, l'occupation par le locataire a nécessairement cessé. Ainsi il a été jugé qu'à Paris, le point de départ des intérêts n'était pas le 1<sup>er</sup> octobre, jour du congé donné aux locataires, mais le 15 du même mois (Civ. rej. 16 avr. 1867, aff. Malice, D. P. 67. 1. 393).

**808.** Certains arrêts ont même décidé qu'à l'égard du propriétaire, le congé donné aux locataires peut être con-



sideré comme une prise de possession qui l'autorise à exiger le versement immédiat de l'indemnité, ou tout au moins fait courir les intérêts (Paris, 14 janv. 1855, aff. de Bellecote, cité par Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 396; 14 janv. 1852, aff. Pombelle, *Gazette des tribunaux* du 2 févr. 1862; Trib. civ. de la Seine, aff. de Marcellac, *Gazette des tribunaux* du 30 févr. 1862). M. Daffry de la Monnoye critique avec raison cette jurisprudence, qu'il trouve excessive. En donnant des congés l'expropriant, dit-il en substance, t. 2, p. 397, n'a pas pris possession; il accomplit un acte, nul en principe, mais qui peut causer un préjudice au propriétaire; on peut et on doit apprécier ce préjudice, mais on ne saurait pour cela changer le point de départ des intérêts, et modifier le paragraphe 2 de l'art. 55. — Entre le propriétaire et le locataire, le congé ne peut avoir plus d'effet; c'est le jugement d'expropriation seul qui modifie les relations du propriétaire et du locataire en rompant le contrat qui les lie (V. Daffry de la Monnoye, *ibid.*, p. 398).

840. L'indemnité, comme on l'a dit au *Rép.* n° 693, doit être payée à celui qui a figuré devant le jury et que la décision désigne comme ayant droit, sans que l'Administration soit recevable à contester son droit et à exiger de lui de plus amples justifications. Elle ne pourrait, notamment, subordonner le paiement à la justification, par l'exproprié, soit de sa qualité d'héritier du propriétaire de l'immeuble frappé d'expropriation, soit de sa qualité de cessionnaire de l'héritier ou de tout autre ayant droit à l'indemnité, soit, d'une manière générale, de son droit de propriété, si ces qualités ou ce droit n'ont pas été contestés devant le jury (Req. 28 avr. 1858, aff. Bagès, D. P. 58. 1. 272). Elle se libère valablement entre ses mains (Req. 16 août 1865) (1).

841. D'autre part, si l'indemnité n'a été ni payée, ni consignée dans les six mois de la décision du jury, les intérêts commencent à courir de plein droit contre l'expropriant (art. 55, § 2, *Rép.* n° 694). Cette règle est-elle applicable au cas de cession amiable? Evidemment si le point de départ des intérêts a été fixé par la convention (*Rép.* n° 697), les intérêts ne courent de plein droit qu'à partir du moment ainsi fixé. Mais,

dans le silence du contrat, le droit commun est-il seul applicable? L'affirmative a été adoptée au *Répertoire*, mais cette doctrine n'est pas partagée par M. Daffry de la Monnoye. « Ce que la loi enseigne, dit cet auteur (t. 2, p. 289), de la décision du jury s'appliquerait nécessairement à la cession amiable qui aurait déterminé le prix. » M. Daffry de la Monnoye appuie son opinion sur le principe suivant lequel la cession amiable, qui intervient à la suite d'une déclaration d'utilité publique, a les mêmes effets que le jugement d'expropriation. Cette opinion offre, dans tous les cas, un avantage pratique considérable puisque, dans le cas où le traité amiable ne fixerait pas le point de départ des intérêts, elle dispense l'exproprié de toutes formalités. Elle n'est, d'ailleurs, que l'application logique du principe sur lequel elle se fonde et qui a été dégagé avec une grande netteté par la jurisprudence postérieure à la publication du *Répertoire*.

842. Lorsque la prise de possession a eu lieu antérieurement au règlement et au paiement de l'indemnité, on avait décidé (*Rép.* n° 698) que les intérêts de l'indemnité ne pouvaient commencer à courir avant l'expiration du délai de l'art. 55, § 2, qu'autant que le propriétaire se trouvait dans un des cas déterminés par l'art. 1652 c. civ. D'après cet article, les intérêts ne courent contre l'acquéreur que s'ils ont été convenus lors de la vente, ou si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus, ou enfin si l'acheteur a été sommé de payer. Le dernier cas ne saurait se produire en matière d'expropriation, l'Administration expropriante ne pouvant être mise en demeure que dans les formes et après l'expiration du délai de l'art. 55 (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 390). Si la prise de possession a été conventionnelle, et s'il a été convenu qu'elle ferait courir les intérêts, il ne peut y avoir aucune difficulté. Si la prise de possession n'a pas été convenue, si elle a eu lieu, par exemple, en raison de ce que l'Administration s'est fait autoriser à prendre possession d'urgence de l'immeuble, les intérêts courront du jour de la prise de possession, à la condition que l'immeuble soit productif de fruits ou autres revenus (Paris, 16 déc. 1862 (2); Angers, 27 nov. 1879, aff. Lebreton de Vonne,

(1) (Dorieux C. l'Etat). — Aaaa (après délib. en la ch. du cons.) — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation des art. 1554, 1558, 1559 et 1239 c. nap., en ce que l'arrêt attaqué aurait déclaré valable et libératoire pour l'Etat le paiement effectué par lui entre les mains d'un mari du prix d'un immeuble total exproprié pour cause d'utilité publique sans exiger le remploi; — Attendu, en fait, qu'en 1839 l'Etat a poursuivi contre le sieur Dorieux, dont le nom figurait seul sur la matrice des rôles, l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une pièce de terre de 57 ares 50 cent. provenant à la dame Dorieux de la succession de son père, et frappée de totalité par les stipulations de son contrat de mariage et qu'il a payé au sieur Dorieux, sans exiger le remploi au profit de sa femme, dont il est reconnu qu'il ignorait les droits, la somme de 21000 fr., montant de l'indemnité réglée par le jury; — Attendu, en droit, que de l'art. 5 de la loi du 7 juill. 1833 il résulte qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, celui-là est régulièrement réputé propriétaire dont le nom est inscrit sur la matrice cadastrale; que c'est contre lui que doit être poursuivie l'expropriation et que le jugement qui la prononce comme la décision du jury qui fixe l'indemnité, sont opposables au véritable propriétaire qui ne s'est pas fait connaître; — Attendu que cette dérogation au droit commun était commandée par les exigences de l'intérêt public que compromettraient le plus souvent les difficultés et les lenteurs qu'entraînerait nécessairement pour l'Etat l'obligation de rechercher le véritable propriétaire et de s'assurer des droits de celui contre lequel il prétend agir; — Mais que, par cette dérogation, la loi n'aurait atteint qu'en partie le but qui la justifie, si, après avoir fait régler contradictoirement avec le propriétaire apparent l'indemnité due, l'expropriant ne pouvait valablement s'en libérer entre ses mains qu'après avoir vérifié son titre et constaté son droit; qu'en effet, le paiement préalable de cette indemnité est la conséquence nécessaire de la prise de possession, qui se trouverait indéfiniment ajournée, si elle était subordonnée à des justifications parfois difficiles et presque toujours contestables; que l'expropriant, pour se libérer, n'aurait pas même la ressource de la consignation, à laquelle l'exproprié, nanti d'un titre exécutoire, serait en droit de s'opposer, tant que le véritable propriétaire ne se serait pas révélé par une réclamation régulière; — Qu'on est donc logiquement conduit à reconnaître, en l'absence de toute disposition contraire, que, dans la pensée de la loi bien comprise, l'exproprié se libère valablement de l'indemnité en la payant à celui contre lequel il a valablement poursuivi l'expropriation; — Attendu, d'ailleurs, qu'à cet égard le texte de la loi de 1833 n'est pas moins clair que

son esprit; qu'en effet, on ne peut entendre autrement l'art. 21 qui, après avoir dit que dans la huitaine qui suit la notification prescrite par l'art. 15, le propriétaire devra appeler et faire connaître au magistrat directeur du jury les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'usufruit, d'habitation ou d'usage..., que, sinon, il restera seul chargé envers eux des indemnités que ces derniers pourront réclamer, ajoute, dans sa disposition finale, que les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par l'avertissement énoncé en l'art. 6, et tenus de se faire connaître au magistrat directeur du jury, dans le même délai de huitaine, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits d'indemnité; — Attendu que, dans ces expressions, les autres intéressés, se trouve compris en premier ordre le propriétaire véritable dont rien, dans le principe, ne révélait le droit, et qui, dans le délai fixé, peut encore utilement se faire connaître; — Que vainement le pourvoi objecte qu'il ne peut être question du propriétaire, contre lequel l'art. 21, dans sa première disposition, suppose que l'expropriation a été poursuivie, en lui imposant l'obligation d'appeler ou faire connaître ceux qu'ont des droits réels sur l'immeuble exproprié; que le propriétaire dont parle l'art. 21 est évidemment celui réputé tel par cela seul que son nom figurait dans la matrice des rôles, et que la loi désigne comme ayant qualité pour répondre à la demande en expropriation; — Attendu que de la déchéance ainsi prononcée contre le propriétaire, qui ne s'est pas fait connaître en temps utile, résulte comme conséquence nécessaire la libération de l'exproprié qui, en l'absence de toute réclamation, paye l'indemnité à celui avec lequel elle a été régulièrement et contradictoirement réglée; — Attendu que la même induction est à tirer de l'art. 23 qui, en obligeant l'expropriant à notifier à l'exproprié les sommes qu'il offre pour indemnité, suppose nécessairement qu'il a qualité pour accepter et recevoir, en cas d'acceptation, le paiement offert; — Qu'il suit de là qu'en déclarant mal fondée l'action de la demanderesse, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les dispositions de lois précitées, en a fait, au contraire, une juste application; — Rejette, etc.

Du 16 août 1865. — Ch. req. MM. Bonjean, pr. — Renault d'Uzeix, rap. — P. Fabre, av. gén., c. conf. — Bosyiel, av.

(2) (Davillier et autres C. Ardouin et autres.) — La cour; — Considérant que les intimés, qui sont en possession de fait et de droit des immeubles dont les appelants étaient propriétaires et locataires, soutiennent qu'ils ne sont point tenus d'acquiescer dès à présent l'indemnité fixée par le jury le 7 août 1862; — Qu'ils appuient leur refus de paiement sur les dispositions de l'art. 55

D. P. 80. 2. 85-86). Mais les intérêts ne pourraient être réclamés à dater du jugement d'expropriation, le préjudice subi par le propriétaire dans la période qui s'est écoulée entre le jugement et la prise de possession étant une suite directe de l'expropriation, né et actuel au moment du règlement de l'indemnité et qui doit être apprécié par le jury (Même arrêt du 27 nov. 1879).

**812.** On a vu au *Rép.* n° 699, qu'au cas de refus par les ayants droit de recevoir l'indemnité, l'Administration ne saurait être entravée dans son action, et que l'art. 53 autorise la prise de possession après offres réelles et consignation. Ces offres peuvent être faites, lorsque les travaux sont exécutés par l'Etat ou un département, au moyen d'un mandat; les concessionnaires qui leur sont substitués jouissent de la même faculté. — Les communes ne jouissent pas de la même faculté; elles restent soumises aux règles ordinaires (Dufour, *De l'expropriation*, n° 176).

L'indemnitaire acquitte le mandat et, s'il ne sait ou ne peut signer, la quittance doit être donnée par acte notarié ou dans la forme administrative (Delalleau, t. 2, n° 793). En cas de refus du mandat, la consignation est faite en espèces (art. 53).

**813.** Il est des cas où les parties ne peuvent recevoir l'indemnité (*Rép.* n° 701), à raison des inscriptions qui existent sur l'immeuble ou d'autres obstacles au versement des deniers entre les mains des ayants droit. L'art. 54 dispense alors l'expropriant de faire des offres et lui donne la faculté de consigner. Le mot *obstacle*, employé par cet article, a une portée générale; la loi a entendu parler de tous les obstacles qui seraient de nature à inquiéter l'expropriant sur la validité du paiement, et non pas seulement des obstacles légaux qui résulteraient de la manifestation extra-judiciaire des droits des tiers (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 256; *Civ. rej.* 10 janv. 1855, aff. Dames Ursulines de Vitré, D. P. 55. 1. 93). C'est ainsi qu'un jugement du tribunal civil de la Seine du 10 févr. 1869, aff. Dontiels, *Gazette des tribunaux* du 19 févr. 1869, a considéré comme un obstacle au paiement, de nature à autoriser l'expropriant à consigner, le pourvoi formé par l'exproprié contre la décision du jury (*Rép.* n° 705). Un arrêt de la cour de Paris du 23 janv. 1869, *Gazette des tribunaux* du 6 févr. 1869, a vu également un obstacle au paiement dans la revendication, que ferait un tiers, de tout ou partie de l'immeuble exproprié (*Rép.* n° 703). De même, il y a obstacle au paiement et l'Administration serait autorisée à consigner l'indemnité, si elle avait connaissance, par des actes déposés dans ses archives, de l'existence d'un droit de retour sur l'immeuble exproprié (Rennes,

29 août 1853, aff. Dames Ursulines de Vitré, et sur pourvoi, *Civ. rej.* 10 janv. 1855, D. P. 55. 1. 93).

**814.** L'existence d'une inscription hypothécaire autorise, aux termes mêmes de l'art. 54, l'expropriant à faire la consignation; en cas d'erreur, la caisse des dépôts et consignations est tenue de rembourser le montant de l'indemnité à l'indemnitaire qui produit un certificat négatif. L'obstacle, en effet, disparaît dès que l'indemnitaire établit, par la production du certificat négatif, que l'inscription s'applique à une autre personne; et le refus, par la caisse où la consignation avait eu lieu, d'effectuer le remboursement de l'indemnité consignée, l'obligerait à réparer le préjudice qu'elle aurait ainsi occasionné (*Req.* 7 févr. 1877, aff. Andoque, D. P. 77. 1. 476).

**815.** On a vu au *Rép.* n° 704 que, lorsque l'immeuble exproprié est un immeuble dotal, la consignation doit être immédiatement effectuée sans offres préalables. Mais encore faut-il que le caractère dotal de l'immeuble soit connu de l'expropriant, soit parce que la femme dotale s'est fait connaître, soit parce que ce caractère de l'immeuble est parvenu d'une manière quelconque à sa connaissance. « En l'absence même d'intervention ou d'opposition au nom de la femme, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 358, la dotalité connue de l'immeuble exproprié serait par elle-même, un obstacle au paiement pur et simple entre les mains du mari. » Mais si la dotalité n'a été manifestée d'aucune manière et si le mari est indiqué à la matrice cadastrale comme propriétaire, le paiement sera valablement opéré entre ses mains, en vertu du principe général que le paiement est valablement fait à celui qui est indiqué comme propriétaire à la matrice cadastrale, lorsqu'aucune réclamation n'est venue mettre en question l'exactitude des énonciations cadastrales (Lyon, 11 déc. 1863, aff. Veuve Doueux, *Gazette des tribunaux* du 24 janv. 1864).

**816.** Lorsque le caractère dotal de l'immeuble est connu, l'expropriant ne peut s'affranchir de toute responsabilité envers la femme dotale qu'en exerçant la faculté de consigner le prix, que l'art. 54 de la loi du 3 mai 1841 lui accorde: il acquiert ainsi le droit de rester étranger à toutes les contestations qui peuvent résulter du caractère dotal de cet immeuble. Mais si, au lieu de se conformer à l'art. 54, l'exproprié consent à payer ou à ne pas consigner pendant le temps nécessaire aux époux pour se mettre en mesure de recevoir, il se crée une situation particulière qui fait peser sur lui la responsabilité dont la loi lui permettait de se décharger (Toulouse, 8 août 1866, aff. Jamme, D. P. 66. 2. 209).

de la loi du 3 mai 1841, qui portent que l'indemnité étant fixée par le jury, si elle n'est ni consignée ni acquittée dans les six mois, les intérêts courent de plein droit à partir de ce délai; — Qu'ils concluent de cette disposition que les expropriants ont, dans tous les cas, six mois pour payer le prix de l'indemnité aux locataires ou aux propriétaires, que ceux-ci soient ou non déposés; — Considérant que cette interprétation de la loi de 1841 ne saurait être admise; qu'elle est contraire au principe le plus incontestable en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, qui veut que l'indemnité soit préalable; qu'indépendamment de cette règle de droit, l'équité la plus évidente défend d'admettre que le propriétaire dépossédé et le locataire expulsé soient tenus de rester six mois sans indemnité en capital ni intérêts; — Que telle n'a pas été la pensée qui a dicté la dernière disposition de l'art. 55; que cet article n'avait pas à régler le cas où l'expropriant était mis en possession, soit avant, soit immédiatement après le règlement de l'indemnité; que les règles générales du droit veulent que celui qui doit le prix d'une chose produisant des fruits soit tenu des intérêts du prix à partir de sa mise en possession, l'acquéreur ne pouvant avoir simultanément les produits de la chose et ceux du prix; — Mais qu'il s'agissait de régler le cas le plus ordinaire, c'est-à-dire, celui où, l'indemnité étant réglée, l'expropriant n'était pas en possession et ne s'y mettait point de suite; — Qu'on ne pouvait prolonger indéfiniment cette situation; qu'il fallait donner à l'exproprié un moyen de contrainte pour amener l'exécution des jugements, et aussi un délai à l'expropriant pour réaliser le prix et prendre possession; que le délai de six mois a été ainsi déterminé, passé lequel l'expropriant doit les intérêts de l'indemnité du prix, lors même qu'il n'a pas pu ou voulu appréhender réellement la chose expropriée; — Considérant que, dans la cause, les intimés avaient déjà dépossédé les locataires, et par suite les propriétaires, avant ce jugement d'expropriation; — Que, par ce fait, et indépendamment de toute disposition légale, ils devaient le prix des

immeubles dont la quotité seule était à fixer, et les intérêts de ce prix; — Que la disposition finale de l'art. 55 de la loi de 1841 est sans application à cette situation, et ne peut être invoquée dans la cause; — Considérant que les intimés se prévalent de ce que, dans le procès-verbal des délibérations du jury, leur avoué a offert de payer les intérêts du prix à partir du jour de la dépossession par les expropriés de fait, soit le 1<sup>er</sup> juill. 1862, ce qui a été accepté par les expropriés, d'où ils concluent qu'ils ont reçu en compensation terme et délai dans les conditions de l'art. 55 de la loi de 1841; — Considérant qu'on ne voit pas le rapport qu'il y a entre la reconnaissance du droit qu'avaient les propriétaires et les locataires de recevoir les intérêts de leur prix à partir de la fin de leur jouissance, et un délai par eux accordé pour le paiement ultérieur du capital de leur prix; — Que la reconnaissance des expropriants était nécessaire pour donner un titre exécutoire au créancier, quant aux intérêts échus avant l'expropriation et qu'ainsi cette déclaration était indispensable; mais s'appliquant à un droit incontestable, elle ne pouvait imposer des conditions; — Qu'il faudrait trouver dans les procès-verbaux du jury un abandon formellement exprimé de la part des expropriés pour leur imposer une renonciation à leur droit au paiement de leur prix, exigible à partir du jour de leur dépossession; — Considérant que si les expropriants n'avaient pas fait la déclaration de leur consentement à payer les intérêts à partir de la mise en possession, il eût été nécessaire d'obtenir contre eux, pour cela, une condamnation séparée; — Qu'ils avaient intérêt à en éviter les frais; que la déclaration leur était ainsi profitable, mais qu'elle ne changeait rien au droit des expropriés; qu'elle ne leur concédait rien, et par suite ne peut amener aucune extinction de leurs droits par voie de compensation; — Infirme l'ordonnance de référé, et ordonne la continuation des poursuites, etc.

Du 16 déc. 1862. — C. de Paris, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Devienne, 1<sup>er</sup> pr.-Barbier, av. gén.-Plocque et Mathieu, av.

**817.** L'acquéreur d'un immeuble dotal aliénable à charge de remploi est tenu de surveiller l'exécution du remploi et n'est pas déchargé de cette obligation par le dépôt du prix à la caisse des consignations (V. *suprà*, v° *Contrat de mariage*, n° 1448). La même solution doit être étendue au cas où le débiteur du prix est un acquéreur par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique qui a consigné, conformément aux dispositions de l'art. 54 de la loi du 3 mai 1841, l'indemnité fixée par le jury (Civ. rej. 15 mars 1886, aff. Fraissinet, D. P. 86. 1. 383). On peut dire, en effet, que, comme tout autre acquéreur, en déposant cette somme à la caisse des consignations, l'expropriant s'est libéré du prix, mais n'en reste pas moins soumis à l'obligation de surveiller le remploi, et que, dès lors, la caisse est en droit de ne payer qu'après l'avoir sommé de venir reconnaître la validité de ce remploi. Mais l'expropriant ne peut être contraint par les voies judiciaires à donner son approbation au remploi qu'autant qu'il a été mis en demeure de le faire soit par la caisse des dépôts et consignations, soit par les expropriés, et qu'il s'est formellement refusé à remplir l'obligation qui lui incombe (Même arrêt du 15 mars 1886).

**818.** Une saisie-arrêt, un contrat d'antichrèse constitueraient, comme on l'a vu au *Rép.* n° 708, un obstacle au paiement. Mais, malgré le sens général du mot *obstacles*, employé par l'art. 54, l'expropriant ne peut pas, les créer lui-même et se dispenser, par ce moyen, de faire précéder la consignation d'offres réelles. Il ne peut, notamment, se dispenser de faire les offres lorsqu'il exige, mal à propos, de l'exproprié avec lequel l'indemnité a été débattue devant le jury, la justification de son droit ou de sa qualité (Req. 28 avr. 1858, aff. Bagès, D. P. 58. 1. 272).

**819.** La consignation doit comprendre, à peine de nullité, la totalité de la somme due, de telle sorte que la consignation d'une indemnité, allouée à plusieurs titres à l'exproprié, serait nulle pour le tout, si la partie de l'indemnité afférente à un de ces titres n'avait pas été consignée (Req. 28 avr. 1858, cité *suprà*, n° 818).

**820.** L'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur les difficultés auxquelles peut donner lieu soit la consignation de l'indemnité, soit l'attribution de l'indemnité consignée. Il lui appartient, à ce titre, de décider si l'exproprié, qui réclame de l'Etat le paiement de son indemnité, doit justifier et justifie de la mainlevée des inscriptions hypothécaires, prises sur son immeuble. C'est là, en effet, une pure question de droit commun, comme le sont celles qui naissent de l'appréciation des causes qui peuvent amener l'Administration à consigner l'indemnité au lieu de la payer, et sur lesquelles l'autorité judiciaire est appelée à se prononcer d'après les règles générales sur la compétence. Par contre, l'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur la question de savoir si le réclamant a encouru la déchéance établie contre les créanciers de l'Etat

par les lois spéciales (Cons. d'Et. 14 juin 1862, aff. Lechevallier, D. P. 62. 3. 84).

**821.** Les tribunaux ordinaires sont aussi exclusivement compétents pour statuer sur les difficultés relatives à la prise de possession avant le paiement de l'indemnité (Cons. d'Et. 11 avr. 1863, aff. Commune d'Allauc, D. P. 63. 3. 39; Christophe, t. 2, n° 501). Ainsi il appartient au juge des référés d'ordonner la cessation des travaux qui seraient commencés avant le paiement ou la consignation de l'indemnité (Caen, 24 juin 1867) (1), sans pouvoir toutefois ordonner la destruction des travaux qui auraient été exécutés (V. *suprà*, n° 786). Le juge des référés pourrait également ordonner des mesures provisoires pour la conservation des droits de l'expropriant (Req. 23 juin 1852, aff. Jaumes, D. P. 54. 1. 363); et notamment, lorsqu'il y a contestation entre l'exproprié pour cause d'utilité publique et l'expropriant sur l'étendue de l'expropriation, le juge du référé peut, durant le procès au principal, être saisi d'une demande tendant à interdire à l'exproprié l'entrée du terrain litigieux pour prévenir les enlèvements et les détériorations auxquelles il se livre (Même arrêt du 23 juin 1852).

**822.** L'exproprié qui, au lieu de recourir aux voies légales, pour empêcher la prise de possession de l'immeuble préalablement au paiement de l'indemnité, prétendrait s'y opposer par la force, ou détruirait des travaux déjà exécutés, serait passible des peines portées par l'art. 438 c. pén. contre ceux qui s'opposent à l'exécution des travaux autorisés par le Gouvernement, ou par l'art. 479-1° du même code contre ceux qui dégradent les chemins publics et usurpent sur leur largeur (*Rép.* n° 710). La cour de cassation a persisté, sous ce rapport, dans la jurisprudence résultant de son arrêt du 6 juill. 1844 (V. notamment Crim. cass. 22 mai 1857, aff. Chanonat-Darpy, D. P. 57. 1. 315). Il s'agissait, dans l'espèce sur laquelle a été rendu cet arrêt, d'une opposition par la violence à l'exécution de travaux pour l'établissement d'une voie ferrée; la même doctrine a été encore suivie par la cour d'Amiens, dans un arrêt du 1<sup>er</sup> déc. 1876, aff. Delattre, D. P. 79. 2. 60 (V. *suprà*, v° *Dommage-Destruction-Dégradation*, n° 100 et suiv.).

#### CHAP. 9. — Du cas où l'expropriation est poursuivie par des concessionnaires (*Rép.* n° 712 à 727).

**823.** Les concessionnaires, aux termes de l'art. 63, exercent tous les droits conférés à l'Administration et sont soumis à toutes les obligations imposées à cette dernière par la loi du 3 mai 1841 (*Rép.* n° 712). Dans l'exécution des travaux, les concessionnaires sont donc substitués au droit qui appartient à l'Administration d'user du bénéfice de l'expropriation pour cause d'utilité publique (Aucoc, *Conférences*, 2<sup>e</sup> éd., t. 2, n° 713). Ainsi la concession d'un travail public, et notamment la concession d'un chemin de fer,

(1) (Desloges C. Lebarbier.) — La cour; — Attendu qu'aux termes de l'art. 544 c. nap., nul ne peut être contraint de céder sa propriété, même pour cause d'utilité publique, sans une juste et préalable indemnité; — Que l'art. 53 de la loi du 3 mai 1841, développant et précisant les conséquences de ce principe tutélaire de la propriété, décide que les indemnités par le jury seront, préalablement à la prise de possession, acquittées entre les mains des ayants droit; que si ceux-ci se refusent à les recevoir, la prise de possession aura lieu après offres réelles et consignation; que s'il s'agit de travaux exécutés par l'Etat ou les départements, les offres réelles pourront s'effectuer au moyen d'un mandat égal au montant de l'indemnité réglée par le jury; mais que si les ayants droit refusent de recevoir le mandat, la prise de possession aura lieu, après la consignation en espèces; — Attendu que Desloges a fait l'offre réelle d'un mandat régulier, mais que, cette offre ayant été refusée par Lebarbier, il aurait dû, avant de se mettre en possession, effectuer la consignation en espèces prescrite impérieusement par l'art. 53 précité; — Que, dès lors, l'appel incident de Lebarbier est bien fondé, et qu'il doit être fait défense à Desloges de continuer les travaux jusqu'au paiement réel, ou à la consignation de l'indemnité par lui offerte dans ses conclusions d'audience; — Attendu que vainement prétend-il que, s'agissant de travaux publics exécutés par les ordres et sous la direction de l'Administration, l'autorité judiciaire est incompétente pour en ordonner la suspension ou la discontinuation; — Qu'en effet, lorsque l'expropriation a lieu en vue de travaux publics à entreprendre, l'exécution de ces travaux constitue, au plus haut degré,

la prise de possession effective du terrain exproprié; qu'elle se confond avec elle et que la raison, comme la force des choses, s'opposent invinciblement à ce que les travaux précèdent la prise de possession elle-même; — Que, d'ailleurs, s'il pouvait en être autrement, les précautions adoptées par le législateur de 1841 pour assurer le respect absolu de la propriété jusqu'après le paiement réel ou la consignation de l'indemnité seraient trop facilement éludées; qu'il suit de là que la contestation actuelle n'est pas régie, quant à la compétence, par les dispositions générales de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, mais par la loi spéciale du 3 mai 1841; — Qu'il résulte de l'ensemble de cette loi qu'elle a placé l'inviolabilité du droit de propriété sous la sauvegarde de l'autorité judiciaire; que c'est cette autorité qui prononce l'expropriation (art. 1<sup>er</sup> et 14), qui préside au règlement de l'indemnité, qui rend ce règlement exécutoire, qui envoie l'Administration en possession des propriétés expropriées (art. 41), à la charge par elle du paiement ou de la consignation préalable des indemnités; qu'enfin, même dans les cas d'urgence, lorsque l'indemnité fixée provisoirement par les tribunaux (art. 65 et suivants) est déclarée insuffisante par le jury, le propriétaire déposé à le droit de s'opposer à la continuation des travaux jusqu'à la consignation du supplément d'indemnité (art. 74), et que l'autorité judiciaire est seule compétente pour prononcer cette discontinuation;

Par ces motifs, etc...

Du 24 juin 1867.—C. de Caen, 4<sup>e</sup> ch.—MM. Champin, 1<sup>er</sup> pr.—Nicias Gaillard, av. gén.—Paris et Leblond, av.

implique, au profit du concessionnaire la faculté d'acquérir les terrains nécessaires pour cette construction soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique et, par suite, celle de provoquer tous les actes préalables à l'expropriation (Civ. rej. 29 août 1854, aff. d'Auger et consorts, D. P. 54. 1. 320).

Mais le concessionnaire ne jouit du bénéfice de cette subrogation qu'autant qu'il est réellement concessionnaire, et non pas seulement un entrepreneur chargé, pour le compte de l'Administration, d'exécuter à forfait tels ou tels travaux. Dans ce dernier cas, l'Administration ne pourrait se soustraire aux obligations que la loi d'expropriation lui impose, alors surtout qu'elle aurait été partie devant le jury. Jugé, notamment, que l'Administration, et par exemple une commune, qui exproprie pour cause d'utilité publique, ne peut échapper aux engagements contractés, en son nom et en sa présence (au moyen de consentements donnés devant le jury), par la compagnie qu'elle a chargée de l'exécution des travaux, sous prétexte qu'en vertu de l'art. 63 de la loi du 3 mai 1841, cette compagnie lui est substituée dans toutes ses obligations (Paris, 6 mai 1854, aff. Girou de Buzaringue, D. P. 56. 2. 65).

**824.** Les concessionnaires, comme on l'a vu au *Rép.* n° 714, sont substitués aux préfets dans tous les cas où ceux-ci agissent non comme fonctionnaires, mais comme agents et représentants des administrations qui font exécuter les travaux; on a exposé, *ibid.*, n° 715 à 720, les règles qui doivent être suivies à cet égard. V. aussi *supra*, n° 300.

**825.** On a vu au *Rép.* n° 721 que, lorsque l'expropriation est poursuivie par un concessionnaire, c'est à celui-ci, et non au procureur de la République, qu'il appartient de faire prononcer l'expropriation, au moyen d'une requête présentée au tribunal par ministère d'avoué (Delalleau et Jousset, t. 2, p. 225; Crépon, art. 63, n° 4). C'est au concessionnaire également qu'il appartient de faire publier, afficher et notifier le jugement d'expropriation. En effet, la délégation qui résulte, pour le concessionnaire, de la concession qui lui est faite comporte le droit de faire procéder à toutes les notifications et de prendre toutes les mesures propres à parvenir au règlement de l'indemnité.

Cependant l'Administration, alors même que l'expropriation est suivie par un concessionnaire, conserve le droit de faire toutes les diligences et de poursuivre l'accomplissement des formalités d'expropriation pour lesquelles le préfet agit comme représentant de l'autorité publique (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 460-470). Ainsi le préfet pourrait, sans irrégularité, provoquer, faire rendre et faire notifier le jugement d'expropriation : « Attendu, a dit un arrêt de la cour de cassation (Civ. rej. 23 juin 1862, aff. Lafeuillade, D. P. 62. 1. 384), que l'expropriation avait été poursuivie à la requête du préfet du département du Gers, dans un intérêt général et départemental; que c'était à sa requête et à sa diligence qu'avaient été accomplies toutes les formalités nécessaires pour arriver à cette expropriation; qu'il lui appartenait ainsi de faire notifier le jugement d'expropriation rendu à sa diligence; que bien qu'aux termes du décret du 7 juill. 1856, Granier de Cassagnac eût été concessionnaire des travaux de canalisation à exécuter et substitué, pour l'exécution de ces travaux, aux droits comme aux obligations dérivant pour l'Administration de la loi du 3 mai 1841, l'intérêt public prédominait les intérêts privés des concessionnaires, et que, dès lors, l'Administration publique restait dans son droit en poursuivant elle-même l'exécution des actes qui avaient pour objet de mettre le concessionnaire en possession, etc. ». Il pourrait également procéder valablement à la convocation des parties et des jurés (Civ. rej. 4 juin 1855, aff. Fourtanier, D. P. 55. 1. 285), ou notifier les offres d'accord avec le concessionnaire (*supra*, n° 300). — D'ailleurs, l'exproprié ne pourrait se faire un grief, devant la cour de cassation, de ce que les offres auraient été notifiées par le préfet au lieu de l'être par le concessionnaire, s'il y a répondu par une demande signifiée à ce fonctionnaire et s'il a accepté le débat sur ces offres devant le jury, sans en contester la régularité (Civ. rej. 31 mai 1865, aff. Granger, D. P. 65. 5. 172-173).

**826.** Le concessionnaire n'a qualité pour agir, et l'expro-

prié ne peut exiger qu'il agisse directement, qu'autant qu'il a un titre définitif et complet. Aussi les formalités d'expropriation peuvent-elles être remplies par l'Administration, quelle qu'en soit la nature, bien qu'un concessionnaire ait été subrogé à ses droits, tant que la concession n'est pas régulière. C'est ce qui a été jugé dans des affaires relatives à l'ouverture de la rue Impériale à Lyon en 1854, par trois arrêts qui ont considéré comme régulièrement remplies par la ville de Lyon les formalités d'expropriation, bien qu'une compagnie concessionnaire lui eût été substituée, alors que les statuts de cette compagnie soumis, avant la loi du 24 juill. 1867, à l'approbation du Gouvernement, n'avaient pas encore été approuvés ni la société autorisée (Civ. rej. 14 févr. 1855, aff. Yon de Jonage, D. P. 55. 1. 478; 20 mars 1855, aff. Togny, D. P. 55. 1. 469), et alors que le décret de subrogation n'était pas devenu exécutoire par la remise d'une ampliation dudit décret (Civ. rej. 24 avr. 1855, aff. Falcoux, D. P. 55. 1. 132).

**827.** On a vu au *Rép.* n° 722 que le pourvoi contre le jugement qui refuse l'expropriation doit être formé par le concessionnaire, et le pourvoi contre le jugement qui la prononce, contre le concessionnaire; il doit lui être notifié. Il en est de même des pourvois dirigés contre la décision du jury: ils sont formés par le concessionnaire ou contre lui. Il en résulte que, lorsque la procédure en règlement de l'indemnité a été suivie exclusivement par le concessionnaire, le pourvoi en cassation contre les décisions intervenues doit lui être notifié et que la notification qui serait faite à l'Administration serait irrégulière (Civ. rej. 4 juin 1855, aff. Fourtanier, D. P. 55. 1. 285; 12 janv. 1857, aff. Lebâtard, D. P. 57. 1. 46). Peu importerait que le jury et les parties eussent été convoqués par le sous-préfet, au lieu de l'être par le concessionnaire; lorsque les expropriés ont été avertis que le concessionnaire restait seul en cause, l'Administration est réputée n'avoir fait la convocation que comme dépositaire de la puissance publique (Arrêt précité du 4 juin 1855). Il n'en serait autrement que si la procédure en règlement de l'indemnité avait été suivie concurremment par l'Administration et le concessionnaire; le pourvoi en cassation pourrait alors être valablement notifié à l'Administration comme au concessionnaire (Même arrêt).

**828.** Le concessionnaire, investi d'un droit régulier, peut-il demander directement aux tribunaux de désigner le jury? Nous avons au *Rép.* n° 723 exposé la solution qu'avaient alors donné à cette question deux auteurs considérables, Herson et Delalleau. Ce dernier auteur (Delalleau et Jousset, t. 2, n° 934) persiste à enseigner que la faculté dont il s'agit n'appartient pas au concessionnaire, et que celui-ci doit s'adresser au préfet. Cette opinion, combattue par M. Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 361, n'a pas été suivie par la jurisprudence postérieure à la publication du *Repertoire*. La cour de cassation a formellement reconnu au concessionnaire le droit de provoquer la désignation des jurés par le tribunal et de lui présenter requête à cet effet par ministère d'avoué. C'est la conséquence du droit, que la concession implique pour le concessionnaire, d'acquérir par voie d'expropriation les terrains destinés aux travaux concédés (Civ. rej. 29 août 1854, aff. d'Auger, D. P. 54. 1. 320) : « Attendu, dit cet arrêt, que la concession faite par l'Etat à des particuliers du droit de construire un chemin de fer, implique le droit d'acquérir les terrains nécessaires à cet effet, soit à l'amiable et de gré, soit par l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique; — Attendu que, comme moyen d'exercice de cette faculté, la compagnie concessionnaire peut provoquer, de la part de l'autorité publique compétente, tous les actes nécessaires pour arriver à l'expropriation; — Attendu que, dès lors, le jugement rendu le 3 mai 1854 par le tribunal civil d'Evreux, en présence du procureur impérial, sur la requête de M<sup>e</sup> Moisy, avoué de la compagnie concessionnaire, et portant désignation des membres du jury d'expropriation, a été régulièrement rendu, puisque la compagnie avait intérêt légitime à demander ce que le tribunal a ordonné, et que le droit qu'aurait eu le préfet d'adresser au tribunal les mêmes réquisitions ne saurait infirmer le droit des concessionnaires à cet égard. »

**829.** On a vu au *Rép.* n° 726 que l'Etat a, comme pro-

propriétaire exproprié, les mêmes droits que les particuliers à une indemnité, alors même que l'expropriation serait prononcée au profit de concessionnaires aux droits desquels l'Etat se trouvera ultérieurement substitué (V. *suprà*, n° 31). Mais cette règle ne s'applique qu'aux biens aliénables du domaine, et notamment à ceux qui sont énumérés par l'art. 41 de la loi du 16 sept. 1807, non aux biens qui font partie du domaine public inaliénables, ces biens n'étant pas susceptibles d'expropriation tant qu'ils conservent ce caractère, et pouvant seulement, par une décision du chef de l'Etat, être soustraits à un service public et attachés à un autre. Lorsqu'il s'agit des biens énumérés par l'art. 41 précité, cette décision peut être implicite et résulter, par exemple, de l'approbation par le Gouvernement du tracé d'une ligne de chemin de fer (Req. 29 déc. 1868, aff. Chemin de fer de l'Ouest, D. P. 69. 1. 220).

Aucune exception au principe que l'Etat a droit à une indemnité pour l'expropriation du domaine aliénable ne saurait résulter, pour les concessionnaires, de l'art. 3 de la loi du 11 juin 1842 relative à l'établissement des chemins de fer et qui dispose qu'il n'y a lieu à aucune indemnité pour l'occupation des terrains ou bâtiments appartenant à l'Etat. Il a été jugé, en effet, que cet article ne s'applique qu'aux lignes spécifiées dans l'art. 1<sup>er</sup> et qui devaient être exécutées avec le concours de l'Etat, des départements, des communes et de l'industrie privée (Arrêt précité du 29 déc. 1868).

830. Nous ne reviendrons pas sur les explications du Rép. n° 727, en ce qui concerne l'exercice par le concessionnaire du droit de récusation qui appartient à l'Administration, l'obligation de produire les plans et autres pièces etc. Il ne s'est élevé à cet égard aucune difficulté qui mérite d'être signalée.

#### CHAP. 10. — Droit de réclamer l'acquisition totale d'un fonds morcelé (Rép. nos 728 à 740).

831. — I. CAS OU L'ACQUISITION TOTALE PEUT ÊTRE REQUISE. — PERSONNES QUI PEUVENT LA REQUÉRIR. — Lorsque l'expropriation a pour effet de morceler un immeuble, de telle façon que la portion restante soit inutile ou à peu près inutile au propriétaire, la loi reconnaît à celui-ci le droit d'exiger que l'expropriant l'acquière en entier (Rép. n° 728). L'art. 50 de la loi du 3 mai 1841 accorde au propriétaire le droit de requérir l'acquisition totale dans deux cas : 1° lorsque des bâtiments sont atteints en partie (Rép. n° 728) ; 2° lorsqu'un terrain non bâti est réduit au quart de sa contenance totale, que la portion restante est inférieure à dix ares et qu'elle n'est contiguë à aucun autre bien appartenant au même propriétaire (Rép. n° 733).

832. On a vu au Rép. n° 728, que l'art. 50, § 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1841, tout en reproduisant les termes du même article de la loi de 1833, y a apporté une modification, en supprimant le mot *maisons*, joint par cette dernière loi au mot *bâtiments* qui a subsisté dans la loi de 1841. On a voulu supprimer toute équivoque sur le point de savoir si l'expropriation atteignant les cours ou jardins d'une maison entraînait de droit l'acquisition totale de la propriété. Conformément à la jurisprudence qui s'était déjà dessinée sous l'empire de la loi de 1833, il faut décider, comme nous l'avons déjà dit au Rép. n° 728, que si l'expropriation atteint une partie du jardin ou de la cour d'une maison, l'expropriant ne peut être contraint à acheter la maison entière (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 324).

Il faut conclure également de la modification apportée par la loi de 1841 au texte de l'art. 50 de la loi de 1833 que le propriétaire exproprié pour cause d'utilité publique n'a le droit d'exiger l'acquisition intégrale des bâtiments compris en partie dans l'expropriation que si ces bâtiments forment un tout indivisible. C'est dans ce sens, en effet, que la jurisprudence est fixée (Toulouse, 22 nov. 1855, aff. Pantard, D. P. 56. 2. 80 ; Rennes, 5 déc. 1867, aff. Boulineau, et sur pourvoi, Req. 10 nov. 1868, D. P. 69. 1. 103 ; Caen, 20 mars 1872, aff. Héroult, D. P. 74. 5. 247). Il faut donc rechercher s'il y a unité entre les constructions atteintes par l'expropriation et celles qui dépendent du même immeuble. Lors, par exemple, que les constructions sont liées ensemble et mises en rapport par des communications

permettant de pénétrer aisément des unes dans les autres, qu'elles forment en réalité un même bâtiment divisé en plusieurs parties, et qui sont toutes affectées au même usage, sans qu'on puisse en distraire une sans déranger les agencements des bâtiments auxquels elles sont rattachées, on rentre dans le cas prévu par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 50, et l'acquisition totale peut être valablement réclamée (Arrêts précités des 22 nov. 1855 et 20 mars 1872). Lors, au contraire, que divers bâtiments appartenant au même propriétaire ont chacun une existence propre et indépendante, la réquisition d'acquisition totale ne peut être accueillie. Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt de la cour de Rennes du 5 déc. 1867, il s'agissait de deux bâtiments séparés par une cour intérieure et affectés, l'un à un magasin d'épicerie, et l'autre à un débit de boissons ; la cour a jugé qu'ils ne formaient pas un tout indivisible qui permit au propriétaire d'en requérir l'acquisition totale.

833. La circonstance que les divers bâtiments ont été construits à des époques différentes est sans importance, lorsqu'il s'agit d'apprécier le droit du propriétaire de requérir l'acquisition totale, pourvu que la construction soit antérieure à la cause de l'expropriation. Ainsi la cour de Toulouse a jugé, dans l'arrêt du 22 nov. 1855, cité *suprà*, n° 832, que la circonstance qu'une partie des bâtiments avait été élevée à une époque postérieure à l'autre partie est de nulle importance, si cette seconde partie a été incorporée à la première, et ne forme avec elle qu'une même unité. Dans l'arrêt du 5 déc. 1867 cité *ibid.*, la circonstance que certains bâtiments avaient été élevés postérieurement par le propriétaire, n'a pas été retenue par la cour de Rennes ; cette cour s'est bornée à constater que les constructions dont l'acquisition était requise en même temps que celle des constructions qui avaient été expropriées, ne pouvaient être regardées comme formant avec ces constructions un seul et même bâtiment, comme unies ensemble et avec elles par une incorporation matérielle, qui les aurait rendues inséparables.

834. L'acquisition totale ne peut être requise, ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 730, par cela seul qu'un bâtiment contigu à celui qui est exproprié appartiendrait au même propriétaire et subirait, par suite de l'expropriation, une diminution de valeur plus ou moins importante. Cette dépréciation ouvre simplement au propriétaire le droit à une indemnité, conformément aux art. 18 et 21 de la loi du 3 mai 1841. Peu importerait qu'il existât sur l'immeuble exproprié, au profit de l'autre bâtiment, certaines servitudes résultant de la destination du père de famille. Sans doute, l'existence des servitudes d'un immeuble sur un autre, constitue entre ces deux immeubles un lien commun qui peut permettre, à un point de vue général, de les considérer comme formant un tout indivisible, car si le fonds servant peut exister comme propriété complète, indépendamment du fonds dominant, celui-ci au contraire, n'existe avec tous ses avantages qu'autant qu'il peut exercer les droits constitués à son profit sur le fonds servant. Mais il n'en saurait être ainsi au point de vue de l'application de l'art. 50, § 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1841, qui ne concerne que les bâtiments formant matériellement un tout indivisible (V. *suprà*, n° 832). Il ne suffit donc pas qu'un bâtiment soit atteint dans ses avantages et dans sa valeur ; il faut qu'il soit atteint dans son essence même, pour que le propriétaire ait le droit de réquisition (V. en ce sens motifs, Req. 14 janv. 1873, aff. Petit, Berlié et comp., D. P. 73. 1. 308).

835. D'ailleurs, la question de savoir dans quels cas l'expropriation intégrale d'un immeuble peut être requise, est souverainement résolue, d'après les circonstances de la cause, par le juge du fait auquel elle est soumise (Req. 10 nov. 1868, aff. Boulineau, D. P. 69. 1. 103 ; Daffry de la Monnoye, t. 1, p. 325).

Bien qu'en règle générale, l'usage du droit accordé par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 50 aux personnes expropriées, doive être restreint aux cas où il est démontré pour le juge qu'il y a, soit à cause de l'état même des lieux, soit à raison des circonstances, une sorte d'indivisibilité dans l'ensemble de l'immeuble, cependant le caractère exceptionnel de la loi qui autorise la dépossession pour cause d'utilité publique, et le respect dû au principe de la propriété, donnent aux tribunaux le droit d'appliquer l'art. 50



dans le sens le plus favorable aux intérêts particuliers lésés par l'expropriation. En ce qui touche, notamment, les industries atteintes par une mainmise partielle, on ne peut exiger que le propriétaire fasse la preuve de l'impossibilité absolue, où le mettrait la suppression d'une partie de ses bâtiments, de continuer l'exploitation établie dans l'immeuble, et on peut admettre qu'il lui suffira de justifier d'un préjudice certain et sérieux porté à son industrie, et qui ne soit pas susceptible d'être réparé par la simple évaluation, lorsque le jury estimera la portion expropriée, de la dépréciation causée au reste des édifices. Ainsi il a été jugé que la suppression d'une portion des bâtiments d'une usine autorisait le propriétaire à en requérir l'acquisition totale, bien que l'ensemble de l'immeuble où était installée cette usine se composât de bâtiments originairement distincts, successivement groupés par des acquisitions faites pour l'extension du commerce de l'exproprié, si ces constructions, réunies et disposées pour un usage commun, au moyen de communications et aménagements intérieurs et de servitudes réciproques, constituaient un tout qui, eu égard au développement pris par les opérations de l'exproprié ne pourrait, sans un réel dommage, être réduit à la partie non expropriée (Poitiers, 17 févr. 1880, aff. Amieux, D. P. 81. 2. 5). La cour a considéré que l'indemnité allouée par le jury, en vue d'une dépossession partielle, pourrait bien permettre aux expropriés de réédifier sur le terrain qui leur resterait les constructions détruites, mais ne leur rendrait pas l'espace utilisé pour les besoins de leur industrie, et que cette privation devrait les déterminer à abandonner une exploitation fructueuse.

**836.** On a vu *supra*, n° 831, que trois conditions sont exigées pour qu'il y ait lieu d'appliquer la paragrahe 2 de l'art. 50 (Rép. n° 733). Il faut : 1° que la portion restante n'excède pas le quart de la contenance totale ; 2° que le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu ; 3° que la parcelle ainsi réduite soit inférieure à dix ares. Il suffit que ces conditions soient réunies pour que le propriétaire d'un terrain non bâti puisse en requérir l'expropriation totale ; on ne saurait en exiger d'autres (Civ. rej. 3 déc. 1878) (1). Mais il est nécessaire qu'elles soient réunies (Rép. n° 733).

**837.** La contiguïté des parcelles restantes avec d'autres appartenant au même propriétaire, qui met obstacle à la réquisition d'acquisition totale, doit être absolue, c'est-à-dire que la portion restante doit nécessairement confiner à l'autre immeuble appartenant au même propriétaire et le toucher par quelqu'un de ses points. Ainsi plusieurs auteurs admettent qu'un chemin public, un fossé destiné à l'arrosage ou au dessèchement, empêcheraient le terrain d'être contigu dans le sens du paragrahe 2 de l'art. 50 (Crépon, art. 50, n° 12; Arnaud, *Manuel du directeur du jury*, n° 601).

**838.** La réquisition d'acquisition totale constitue, ainsi qu'on l'a exposé au Rép. n° 736, une véritable aliénation volontaire de la portion non expropriée et exige, en conséquence, la capacité d'aliéner chez celui qui la fait. Ainsi le mari ne pourrait, comme nous l'avons dit au Rép. *ibid.*, exiger seul l'acquisition de la totalité de l'immeuble exproprié sur sa femme ; le tuteur ne pourrait également la requérir sans une autorisation du conseil de famille dûment homologuée. Les administrateurs d'un établissement public devraient, au préalable, être autorisés dans les formes prescrites pour l'aliénation des biens ou établissements de cette nature (Req. 25 juin 1883, aff. Hospice de Sainte-Menehould, D. P. 83. 1. 479). C'est, d'ailleurs, en raison de la nécessité d'obtenir les autorisations nécessaires que le délai de la réquisition totale, qui est de quinzaine, est porté à un mois, lorsque l'immeuble appartient à un incapable (Crépon, art. 50, n° 22).

Il résulte encore du même principe que, lorsque l'im-

meuble est la propriété indivise de plusieurs personnes, la réquisition ne peut être faite que du consentement unanime des copropriétaires (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 316; Civ. cass. 3 janv. 1848, aff. Cortyl, D. P. 48. 1. 153; 15 janv. 1849, aff. Morcel, D. P. 49. 1. 83; 13 févr. 1861, aff. Boujonnier, D. P. 61. 1. 181).

**839.** La même solution doit-elle être étendue au cas où l'immeuble exproprié est grevé d'un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation ? La question a été résolue négativement au Rép. n° 738 ; mais la plupart des auteurs se sont prononcés en sens contraire (V. outre ceux qui ont été cités *ibid.* : Delalleau et Jousselin, 7<sup>e</sup> éd., t. 2, n° 845; Arnaud, *op. cit.*, n° 583 et suiv.; Crépon, art. 50, n° 23 et 24); ils admettent que le propriétaire seul, et non l'usufruitier, peut requérir l'acquisition totale ; mais qu'il ne peut le faire sans justifier du consentement de l'usufruitier. Cette doctrine a été récemment consacrée par la cour de cassation. « Sauf les cas, dit un arrêt (Civ. cass. 22 févr. 1886, aff. Collet, D. P. 86. 1. 380), où le sens de cette expression se trouve limité dans certaines dispositions de la loi, il faut entendre par *propriétaire* celui qui, selon la définition de l'art. 544 c. civ., a le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue ; or, rien ne prouve que le législateur, en employant ce terme dans l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841, ait voulu lui donner une portée moins étendue ; il s'ensuit que celui-là seul a le droit de requérir l'acquisition totale d'un immeuble qui en a la pleine propriété et que, dans le cas où la nue propriété et l'usufruit sont séparés, cette réquisition ne peut émaner du nu-propriétaire sans le consentement et, à plus forte raison, malgré l'opposition de l'usufruitier. »

**840.** Le droit de requérir l'acquisition totale d'un immeuble appartiendrait au légataire de cet immeuble, bien qu'il n'eût pas encore accepté le legs au moment où il exerce la réquisition. En effet, le fait de requérir la prise de possession entière de l'immeuble exproprié constitue un acte de propriétaire et, par conséquent, implique l'acceptation du legs. Or, par l'effet de son acceptation, le légataire est considéré comme ayant été propriétaire de la chose léguée, à dater du jour du décès du testateur ; dès lors, la réquisition qu'il exerce ne peut être considérée comme n'émanant pas du propriétaire (Lyon, 2 août 1883, aff. Collet, D. P. 86. 1. 380).

**841.** On décide généralement que le locataire ne peut requérir l'expropriation totale de l'immeuble, en ce qui concerne le bail. « L'art. 50, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 333, contient une disposition tout exceptionnelle qui ne saurait, à ce titre, être étendue au delà du cas prévu, et cet article ne nomme que le propriétaire. Le locataire atteint partiellement par l'expropriation trouve dans l'application de l'art. 1722 c. civ., le moyen de faire cesser pour le tout les obligations résultant de son bail. » Il ne peut invoquer une disposition qui le passe sous silence, alors que le législateur de 1841, toutes les fois qu'il a entendu accorder au locataire un droit qui n'appartient, en principe, qu'au propriétaire, a pris soin soit de désigner expressément le locataire, soit de mentionner les *intéressés*, au nombre desquels le locataire se trouve (V. en ce sens Delalleau et Jousselin, t. 2, n° 849, p. 153; Crépon, art. 50, n° 27. — *Contrà* : Paris, 3 mai 1854, aff. Giron de Buzaringue, D. P. 56. 2. 65). Il est à remarquer enfin qu'on ne saurait invoquer aucune analogie entre la situation du locataire qui voudrait exercer le droit de requérir l'acquisition totale et la situation du propriétaire. Leurs situations respectives sont tout à fait différentes. Celle du locataire est beaucoup moins favorable. En exigeant l'acquisition totale de l'immeuble, le propriétaire ne cause aucun dommage au locataire, qui a l'option de continuer son bail, avec une diminution proportionnelle du prix, ou de le résilier et d'obtenir une indemnité. Au contraire, le propriétaire se trouverait lésé dans ses droits, si le locataire

(1) (Chemin de fer de Lyon C. Vosges.) — LA COUR ; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841 : — Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que le terrain dont le sieur Vosges avait requis l'acquisition en entier par une déclaration formelle adressée au magistrat directeur du jury, dans le délai de droit, se trouvait, par suite du morcellement, réduit au quart de la contenance totale ; que ce propriétaire ne possédait pas d'autre terrain immédiatement contigu, et que la parcelle

ainsi réduite était inférieure à dix ares ; — Attendu que l'art. 50 de la loi du 3 mai 1841 n'exigeait aucune autre condition pour astreindre la compagnie expropriante à l'acquisition entière ; — D'où il suit qu'en le déclarant ainsi par son jugement du 3 avr. 1878, le tribunal civil de Tournon n'a fait qu'une juste application de la loi ; — Rejette, etc.

Du 3 déc. 1878. — Ch. req. — MM. Bédarrides, pr. — Guillemand, rap. — Laccointa, av. gén., c. conf. — Jozon, av.

pouvait contraindre lui-même l'Administration à l'exproprier totalement des droits qu'il tient du bail. Le propriétaire verrait, en effet, l'expropriant substitué au locataire, par un acte volontaire de ce dernier, sans qu'il fût appelé, et pût être appelé, à contester cette substitution, alors même que le bail refuserait au locataire le droit de sous-louer.

#### 842. — II. EFFETS DE LA RÉQUISITION D'ACQUISITION TOTALE.

— Le principe d'après lequel la réquisition d'acquisition totale constitue, de la part du propriétaire, une aliénation volontaire entraîne cette conséquence, déjà consacrée lors de la publication du *Rép.* n° 736, par un arrêt du 14 juill. 1847, que la portion de l'immeuble qui n'a pas été primitivement comprise dans l'expropriation arrive à l'expropriant à titre de vente et, par conséquent, grevée de toutes les charges que l'expropriation a ordinairement pour effet d'éteindre. Ainsi l'acquisition totale sur réquisition au propriétaire ne résoud pas les servitudes. L'exproprié qui, usant de la faculté de l'art. 50, a requis l'achat, par la commune expropriante, d'une parcelle de terrain non comprise dans le projet d'expropriation, peut donc valablement convenir devant le jury, avec ladite commune, qu'il continuera à exercer sur cette parcelle certains actes de jouissance, à titre de servitude, au profit d'un fonds voisin qui demeure sa propriété; la servitude réservée peut consister, par exemple, dans le maintien, sur ledit terrain, du passage d'un chemin de fer établi pour la communication de deux usines appartenant à l'exproprié (*Req.* 19 mai 1885, *aff. Jardillier-Réjif*, *D. P.* 85. 1. 446); et il appartient au juge du fond de décider, par une interprétation souveraine de l'intention des parties et de la portée de leur convention, que la jouissance réservée constitue une servitude établie sur un fonds au profit d'un fonds, et qu'elle comprend le maintien, non seulement du chemin de fer susmentionné, mais encore de conduits souterrains destinés au passage de fils téléphoniques (*Même arrêt*).

843. La réquisition d'acquisition totale n'a pas non plus pour effet de résoudre les baux existant sur la portion non expropriée et de donner ouverture, en faveur du locataire, au droit à une indemnité d'expropriation. Ce dernier pourrait seulement agir contre l'expropriant, en vertu de l'art. 1722 c. civ., pour les causes énoncées dans cet article et devant la juridiction ordinaire (*Paris*, 11 août 1862, *aff. Wahl*, *D. P.* 62. 2. 190; *Paris*, 22 juin 1869, *aff. Cotelle* et autres, *D. P.* 70. 2. 85; *Civ. rej.* 19 mars 1872, *aff. Rouge* et autres, *D. P.* 72. 1. 106).

844. L'acquisition totale d'un immeuble dont une partie seulement serait comprise dans l'expropriation, aurait les mêmes effets, au point de vue des droits réels et des baux, que l'expropriation elle-même, si elle avait lieu en vertu du décret du 26 mars 1852 (*V. supra*, n° 41). Il s'agit en effet, dans ce cas particulier, d'une véritable expropriation, d'une acquisition qui est l'œuvre de l'expropriant, qui peut être forcée et n'avoir rien de volontaire de la part de l'exproprié. Mais il ne suffirait pas pour cela que l'acquisition totale ait pu avoir lieu en vertu du décret de 1852, si, en fait, l'expropriant n'a pas fait usage des droits que ce décret lui confère (*Civ. rej.* 19 mars 1872, *cité supra*, n° 843).

845. Suivant un arrêt de la cour de cassation (*Req.* 2 juill. 1872, *aff. de Castillon* et *aff. Audiberti*, *D. P.* 72. 1. 217), l'acquisition totale faite en vertu de l'art. 50 de la loi du 4 mai 1841 produit bien les effets d'une vente volontaire, mais en ce sens seulement que ces effets ne sont pas en contradiction avec le mode ou la forme de l'aliénation prescrite par cet article. De là plusieurs conséquences consacrées par le même arrêt : 1° la décision du jury et l'ordonnance d'envoi en possession opèrent la dépossession de l'exproprié, transportent sur le prix les droits des réclamants et opèrent la purge de l'immeuble de la même façon que le fait l'art. 2186 c. civ. dans la procédure suivie selon le droit commun, même à l'égard des parcelles qui n'avaient pas été comprises dans l'expropriation primitive et n'ont été évaluées par le jury que par suite de la réquisition exercée en vertu de l'art. 50; — 2° L'expropriant étant investi, sur la totalité de l'immeuble, de la plénitude du droit de propriété et de toutes les actions qui s'y rattachent, par le seul effet de la décision du jury et de l'ordonnance d'envoi en possession, c'est à lui à se pourvoir, ainsi qu'il avisera, pour assurer l'exécution de son titre contre les tiers récla-

mants, sans pouvoir, à raison de ces contestations, refuser à l'exproprié le paiement de l'indemnité fixée, sous prétexte d'un défaut de délivrance de la chose vendue; — 3° Lorsque, au cours de l'instance engagée sur la validité de la réquisition d'acquisition totale, l'immeuble a été saisi par les créanciers de l'exproprié et adjugé, la condition sous laquelle le paiement de l'indemnité intégrale et l'acquisition totale par l'expropriant devaient s'effectuer, une fois accomplie par la décision judiciaire qui valide la réquisition d'acquisition totale, rétroagit au jour de la décision du jury, en sorte que l'expropriant se trouve avoir été investi à partir de ce jour de la plénitude de la propriété. Dès lors, l'adjudication prononcée sur une saisie immobilière durant l'instance sur la validité de la réquisition, perd tout effet après que cette réquisition a été validée, sans qu'on puisse invoquer, pour infirmer cette conséquence de la décision du jury, l'autorité du jugement d'adjudication.

Cette décision, rendue contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Reverchon, est-elle bien conforme à la jurisprudence qui fait produire à l'acquisition totale les effets d'une aliénation volontaire? Nous avons émis des doutes à cet égard dans la note qui accompagne l'arrêt du 2 juill. 1872. « Cet arrêt, avons-nous dit, considère comme un effet du mode et de la forme de l'aliénation, c'est-à-dire de la fixation de l'indemnité par le jury et de l'envoi en possession par le magistrat directeur, le transport sur le prix des droits des réclamants, c'est-à-dire de ceux qui prétendraient exercer une action en résolution, en revendication ou toute autre action réelle, enfin la purge de l'immeuble. Il décide, en conséquence, que tous ces effets se produisent dans le cas d'une acquisition requise en vertu de l'art. 50, aussi bien que dans le cas d'une expropriation véritable. Mais, s'il en est ainsi, comment a-t-on pu refuser à l'acquisition requise en vertu de l'art. 50 les effets, tout à fait analogues, de l'expropriation proprement dite et résultant de dispositions conçues dans des termes également généraux (art. 21), tels que l'extinction des servitudes et la résiliation des baux? De plus, il semble bien que les motifs qui ont dû faire attribuer à l'expropriation proprement dite cet effet de transférer les droits des réclamants sur le prix et d'opérer la purge de l'immeuble, n'existent plus, au moins avec la même force, lorsqu'il s'agit de l'acquisition requise en vertu de l'art. 50. L'Administration qui a besoin de se mettre en possession d'un fonds, en vue de travaux d'utilité publique, ne doit pas être obligée de rechercher le véritable propriétaire. On a dû lui permettre de s'adresser, dans certaines conditions, au propriétaire apparent, au propriétaire connu. De là les dispositions des art. 21 et suiv. et la prescription de l'art. 18. Mais, dans le cas prévu par l'art. 50, il ne s'agit pas d'une parcelle dont l'expropriation soit nécessaire. Il s'agit, au contraire, d'une parcelle inutile à l'Administration, qu'on l'oblige à acquérir dans l'intérêt du propriétaire. Ne serait-il pas rationnel, dans ce cas, d'exiger de celui-ci une justification plus complète de ses droits? — En ce qui concerne la purge, la différence est encore plus grande. Lorsqu'il s'agit d'une expropriation véritable, l'intérêt public exige la dépossession du créancier privilégié ou hypothécaire aussi bien que celle du propriétaire. Le premier sera privé de son droit de suite et de surenchère, comme le second est dépouillé de son droit de propriété. Au contraire, dans le cas prévu par l'art. 50, c'est le propriétaire qui aliène volontairement l'immeuble : c'est donc lui qui modifierait la situation et les droits du créancier privilégié ou hypothécaire. En outre, le jugement d'expropriation aux termes de l'art. 16 de la loi du 3 mai 1841 qui est transcrit conformément à l'art. 2181 c. civ., ne comprend pas les parcelles que l'Administration est ensuite forcée d'acquérir en vertu de l'art. 50; en sorte que, quant à ces parcelles, cette première formalité de la purge ne se trouve pas remplie. Néanmoins, malgré la gravité de ces considérations, et sauf peut-être en ce qui concernerait les privilèges et hypothèques non inscrits dans le délai établi par l'art. 17, il nous paraît difficile de refuser, en pareil cas, aux décisions du jury l'effet d'opérer la purge de l'immeuble, et même celui de transférer le droit des réclamants sur le prix. D'ailleurs, la doctrine de l'arrêt du 2 juill. 1872 n'est pas absolument inconciliable avec la jurisprudence qui refuse à la réquisition d'acquisition totale l'intégralité des effets de

l'expropriation régulière ; on peut admettre que la loi spéciale s'appliquera à tout ce qui est relatif à la transmission de la propriété et à la purge des hypothèques, tandis que les règles du droit commun seront maintenues pour tout ce qui concernera, après l'expropriation consommée et l'indemnité réglée, le mode de jouissance de l'expropriant et ses rapports avec les tiers » (V. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 332).

**846.** — III. A QUI LA RÉQUISITION DOIT ÊTRE FAITE. DÉLAIS. — La réquisition d'acquisition totale doit, aux termes de l'art. 50, être adressée au magistrat directeur. Quoique cette prescription soit le résultat d'une erreur de rédaction (*Rép.* n° 739), et que ce soit en réalité à l'expropriant que la réquisition est faite, on admet qu'elle peut être indifféremment adressée soit au magistrat directeur, soit à l'expropriant (Civ. cass. 25 août 1856, aff. Lentemann, D. P. 56. 1. 333 ; 10 avr. 1861, aff. Jeanson, D. P. 61. 1. 282 ; 1<sup>er</sup> juill. 1863, aff. Lecœur, D. P. 63. 1. 320, Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 320-321). Lorsque la demande est adressée à l'expropriant, celui-ci est tenu, à peine de nullité des opérations du jury, de la faire mentionner, avec le chiffre de l'indemnité réclamée, sur le tableau des offres et demandes, sauf, s'il la conteste, la fixation par le jury d'une indemnité alternative : la nullité qui découle alors de l'inobservation de cette formalité, étant substantielle et d'ordre public, peut être invoquée pour la première fois devant la cour de cassation (Arrêt du 10 avr. 1861).

**847.** Il suffit que la réquisition soit mentionnée au procès-verbal des opérations du jury, pour qu'elle soit considérée comme suffisamment établie ; la cour de cassation a jugé qu'elle n'était assujettie à aucune forme et qu'on ne saurait, sans ajouter aux dispositions de la loi, exiger qu'elle soit formulée dans un acte extrajudiciaire (Civ. rej. 28 déc. 1869, aff. Commune de Mallemort, D. P. 60. 1. 39). Il est prudent, d'ailleurs, de la part du requérant, d'employer un moyen propre à constater l'existence de sa réquisition, et la date à laquelle elle a été faite, car l'expropriant peut non seulement contester l'existence de la réquisition, mais aussi prétendre qu'elle n'a pas été faite dans le délai légal.

**848.** On a vu au *Rép.* n° 739 qu'un arrêt de la cour de Bordeaux du 13 déc. 1848 avait reconnu à l'exproprié le droit de rétracter la réquisition d'acquisition totale tant que celle-ci n'a pas été acceptée par l'expropriant. En effet la réquisition d'acquisition totale est, à l'égard de l'exproprié, un acte purement volontaire. L'acceptation de l'expropriant ou le jugement qui le déclare valable peuvent seuls la transformer en un acte irrévocable. En outre, la faculté de requérir l'acquisition totale de l'immeuble a été introduite uniquement en faveur de l'exproprié. Sans doute, si l'expropriant, répondant à la réquisition, déclare y adhérer, il se forme entre les parties un véritable contrat de vente, dont, à défaut d'accord, la loi donne mission au jury d'expropriation de déterminer le prix, en fixant le chiffre de l'indemnité due pour l'acquisition totale ; mais, si l'expropriant, loin de consentir à l'acquisition, repousse la réquisition et conteste sa légalité, tant dans l'acte extrajudiciaire d'offres, que par des conclusions formelles prises devant le jury, il en résulte que le contrat de vente, faute du consentement de l'une des parties, ne s'est point réalisé dans l'une au moins de ses conditions essentielles, et que, par conséquent le requérant peut, même devant le jury, rétracter sa demande. Par conséquent, si l'exproprié vient à décéder avant la clôture des opérations du jury, la réquisition d'acquisition totale, repoussée par l'expropriant, n'aura engendré aucune obligation ni formé aucun lien de droit opposable à ses héritiers, alors même que le magistrat directeur aurait, par son ordonnance, constaté l'existence du litige sur la légalité de la réquisition et renvoyé les parties devant le tribunal compétent pour statuer sur le fond du droit ; il ne peut donc dépendre de l'expropriant de créer, par une déclaration faite aux héritiers, un engagement qui n'existait point du vivant de leur auteur, car il est admis que les propositions unilatérales non encore acceptées ne peuvent lier les héritiers du pollicitant (V. *Obligations* ; — *Rép.* eod. v°, n° 96). Les héritiers n'ont donc point, pour conjurer les effets d'une acceptation devenue impossible, à rétracter une réquisition demeurée sans force après la mort du propriétaire exproprié (Civ. rej. 13 mai 1884, aff. Marie et consorts, D. P. 85. 1. 57).

**849.** La réquisition d'acquisition totale n'est recevable,

qu'elle soit adressée au magistrat directeur du jury ou directement à l'expropriant, qu'autant qu'elle est faite dans le délai de quinzaine à partir de la notification des offres par l'expropriant, ou dans le délai d'un mois lorsqu'il s'agit d'incapables agissant par un représentant. Ces délais sont de rigueur, et la réquisition doit être faite avant leur expiration à peine de déchéance (Civ. rej. 13 août 1855, aff. Badoulier de Saint-Seine, D. P. 55. 1. 333 ; 14 août 1855, aff. Mounier, D. P. 55. 1. 416 ; Civ. cass. 25 août 1856, aff. Lentemann, D. P. 56. 1. 333 ; 9 juill. 1856, aff. d'Avancourt, D. P. 56. 1. 293). La réquisition serait donc nulle si elle était faite seulement le jour de la décision du jury (Arrêts précités des 13 et 14 août 1855 ; Civ. cass. 18 janv. 1859, aff. Mercier, D. P. 59. 1. 24). En ce cas, et toutes les fois que la réquisition d'acquisition intégrale d'un immeuble exproprié a été faite en dehors des délais légaux, cette réquisition et son acceptation ne valent que comme convention amiable (Civ. rej. 7 janv. 1862, aff. Roche, D. P. 62. 1. 377). En d'autres termes, la fin de non-recevoir n'est pas d'ordre public et peut être couverte par le consentement réciproque des parties constaté au procès-verbal (Civ. cass. 28 juill. 1879, aff. Galonnier de Miremont, D. P. 80. 1. 377). — D'ailleurs, la réquisition est réputée avoir été faite en temps utile, bien qu'elle ait eu lieu plus de quinze jours après la date portée sur l'exploit de notification du jugement d'expropriation, s'il est établi que cet exploit a été remis à une autre date, et, par exemple, le jour même où l'exproprié a déclaré sa volonté de requérir l'acquisition intégrale (Arrêt précité du 25 août 1856).

**850.** La déchéance encourue par l'exproprié qui n'a pas exercé le droit de réquisition dans les délais impartis par l'art. 50 ne peut être invoquée que par l'expropriant ; en effet, la fin de non-recevoir qui peut résulter de l'inobservation de ces délais n'est pas d'ordre public, elle ne peut par conséquent être invoquée que par la partie qui a intérêt à la faire valoir (Civ. rej. 25 janv. 1853, aff. Troyon, D. P. 53. 1. 27). — Mais, comme l'exproprié peut, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 848, rétracter sa demande tant qu'elle n'a pas été acceptée par l'expropriant, soit que celui-ci en conteste la recevabilité, soit qu'il se soit borné à ne pas faire d'offres spéciales, il s'ensuit que le jury n'est pas tenu de statuer sur la réquisition qui n'est pas formulée devant lui au moyen de conclusions expresses (Civ. rej. 11 août 1875, aff. Espagnac, D. P. 76. 5. 230).

**851.** La réquisition d'acquisition totale donne lieu (V. *supra*, n° 321) à des offres nouvelles qui doivent être signifiées par l'expropriant, de telle sorte qu'il s'écoule au moins un délai de quinzaine entre la notification des offres et la réunion du jury. Il en résulte que la décision du jury, rendue moins de quinze jours après les offres d'indemnité faites sur la réquisition d'acquisition totale, est nulle (Civ. cass. 21 déc. 1864, aff. Haentjens, D. P. 64. 5. 162), et cela alors même que l'expropriant déclarerait, devant le jury, acquiescer à la réquisition, et proposerait des offres de ce chef, si ces offres n'étaient pas acceptées purement et simplement par l'exproprié (Civ. cass. 11 févr. 1857, aff. Meyer, D. P. 57. 1. 71). Il y a, en effet, en pareil cas, violation de l'art. 37 de la loi du 3 mai 1841, qui impose au magistrat directeur l'obligation de mettre sous les yeux du jury le tableau des offres et demandes notifiées en exécution des art. 23 et 24, et cette obligation ne saurait être remplie complètement, selon le vœu de la loi, si les notifications n'avaient pas été faites quant aux dernières offres, aussi bien que quant aux offres originaires, et si, par suite de l'absence de notification des dernières offres, le demandeur avait été privé du délai pour délibérer que lui accordait la loi.

**852.** Rappelons en terminant que la question de savoir si l'exproprié est fondé à requérir l'acquisition totale de sa propriété, constitue un litige sur le fond du droit (*Rép.* n° 740 et Civ. cass. 1<sup>er</sup> juill. 1863, aff. Lecœur, D. P. 63. 1. 320, et *supra*, n° 739).

**CHAP. 11. — Des cas où les terrains ne reçoivent pas la destination pour laquelle l'expropriation a eu lieu** (*Rép.* nos 741 à 755).

**853.** — I. CAS DANS LESQUELS LE DROIT DE PRÉEMPTION PEUT ÊTRE EXERCÉ. — Lorsque les terrains bâtis ou non bâtis qui

ont été expropriés n'ont pas reçu la destination en vue de laquelle ils avaient été soumis à l'expropriation, l'art. 60 de la loi du 3 mai 1841 accorde aux anciens propriétaires ou à leurs ayants droit la faculté d'en demander la rétrocession. Les anciens propriétaires ont donc sur ces terrains un droit de préemption formellement reconnu par la loi.

Conformément à ce qui a été dit au *Rép.* n° 741, l'art. 60 n'est applicable qu'autant que les terrains sont parvenus aux mains de l'expropriant, en vertu de la loi sur l'expropriation publique, et après l'accomplissement des formalités prescrites pour constater et déclarer l'utilité publique. « Le privilège que l'art. 60 accorde à l'ancien propriétaire, dit M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 448, est corrélatif à l'obligation qui a été imposée à celui-ci de souffrir la dépossession, et cette obligation n'a existé qu'autant qu'une déclaration d'utilité publique est intervenue. Il n'importe, d'ailleurs, pour l'applicabilité de l'art. 60, que l'indemnité ait été réglée amiablement ou fixée par le jury; ce qu'il faut, c'est que l'acquisition ait été commandée par une déclaration régulière d'utilité publique. »

854. Il ne faut pas non plus perdre de vue que l'art. 60 de la loi de 1841 déroge au principe du droit commun, d'après lequel le jugement d'expropriation transmet à l'administration expropriante, définitivement et sans restriction aucune, la propriété des immeubles qui en font l'objet. Il suit de là que l'ancien propriétaire ne peut réclamer le bénéfice de cette disposition qu'autant qu'il se trouve dans l'hypothèse qui y est prévue, c'est-à-dire dans le cas où des terrains expropriés pour servir à l'exécution de travaux d'utilité publique n'ont pas reçu cette destination, soit qu'il n'ait pas été donné suite à l'entreprise, soit que le plan des travaux ait été modifié. Il en résulte, d'après la jurisprudence de la cour de cassation, que l'art. 60 n'est pas applicable au cas où les terrains ont été compris dans l'expropriation en vertu des dispositions spéciales du décret du 26 mars 1852 (V. *supra*, n° 35 et suiv.). Jugé que la rétrocession d'une parcelle de terrain située en dehors de l'alignement d'une rue projetée, et qui a été comprise dans l'expropriation en vertu du décret du 26 mars 1852, comme impropre à recevoir des constructions salubres, ne peut pas être ultérieurement réclamée par le propriétaire exproprié, sous prétexte que cette parcelle serait en réalité susceptible d'être convenablement bâtie et aurait été mise en adjudication comme telle par l'Administration elle-même, si d'ailleurs il est constant que les travaux ont été exécutés conformément au plan annexé au décret d'expropriation : le droit du propriétaire se borne, en pareil cas, à faire opposition à l'expropriation du hors-ligne (Civ. rej. 13 juill. 1874, aff. Bechet D. P. 73. 1. 49; 17 déc. 1877, aff. Hérit. de Saint-Gilles, D. P. 78. 1. 438, et la dissertation de M. Cazalens, insérée D. P. 73. 1. 49).

855. La même solution devrait-elle être admise dans le cas où il aurait été apporté après coup des changements au plan primitif et où, l'axe de la voie ayant été déplacé, il en serait résulté pour le hors-ligne une augmentation de contenance qui l'aurait rendu susceptible de recevoir des constructions salubres ? M. Cazalens (Dissertation citée *supra*, n° 854) admettait qu'en pareil cas le propriétaire pourrait demander la rétrocession non seulement des parcelles qui devaient, d'après le plan primitif, être occupées par la voie publique, mais aussi des parcelles qui n'avaient été acquises que comme n'étant pas susceptibles de recevoir des constructions salubres. En ce qui concerne les parcelles comprises dans le projet primitif, le droit de demander la rétrocession résulterait de l'art. 60 de la loi de 1841, dans les prévisions duquel il rentre manifestement. « Or, ajoutait-il, si l'on admet le droit à la rétrocession pour cette portion de terrain, il faut bien l'admettre aussi pour l'autre portion, pour le hors-ligne qui en forme une annexe, et qu'on ne saurait en séparer sans aller directement contre le but de toutes les lois rendues sur la matière, lesquelles ont voulu éviter le fractionnement des terrains. De plus, on ne pourrait pas attribuer le hors-ligne au propriétaire de l'immeuble contigu, conformément aux art. 2 du décret de 1852 et 53 de la loi de 1807, puisque ces articles, qui ont pour objet d'assurer à ce propriétaire les avantages de la riveraineté, supposent qu'après l'acquisition du hors-ligne son immeuble s'étendra jusqu'à la voie publique, ce qui

n'arriverait pas dans le cas supposé. Enfin, il s'agit véritablement ici d'une demande en rétrocession qui a sa cause dans un fait postérieur à l'expropriation, et à laquelle on ne saurait, en conséquence, opposer l'inobservation des formes et des délais déterminés par l'art. 2 du décret de 1852. »

— Cette doctrine, qui n'a été consacrée, croyons-nous, par aucune décision judiciaire, nous paraît équitable et conforme à la pensée du législateur, toute favorable aux propriétaires dépossédés dans l'intérêt public, sans que cet intérêt ait exigé définitivement la dépossession qui les a frappés. Elle soulève cependant de sérieuses objections : s'il est certain que la dépossession, aussi bien lorsqu'elle est fondée sur le décret de 1852 que lorsqu'elle a lieu en vertu de la loi de 1841, constitue une atteinte grave au droit de propriété, il faut reconnaître, avec M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 462, que les décrets du 27 déc. 1852 et du 14 juin 1876 se sont efforcés de donner au propriétaire des garanties contre ce que pourraient avoir d'exagéré les déclarations portant que des terrains sont impropres à recevoir des constructions salubres; mais que, si la déclaration a été faite dans les formes voulues, elle est en droit définitive et inattaquable. Comment, dès lors, établir une distinction, au point de vue purement légal, entre le cas où les travaux ont été exécutés conformément au projet primitif et celui où ce projet a été modifié ?

856. Le droit de rétrocession, tel qu'il est réglé par l'art. 60, ne s'exerce qu'autant que les terrains non employés ont été l'objet d'une expropriation régulière, l'exproprié doit agir par voie de revendication, conformément au droit commun, et non par voie de demande de rétrocession dans les termes de l'art. 60 de la loi du 3 mai 1841, lorsque l'expropriant s'est mis en possession, par erreur, d'une parcelle de terrain qui n'avait pas été atteinte par le jugement d'expropriation (Civ. cass. 29 mai 1867, aff. Delair, D. P. 67. 1. 246).

857. Le bénéfice de l'art. 60 de la loi du 3 mai 1841 s'applique aussi bien au cas où la propriété expropriée a été employée en partie qu'à celui où elle n'aurait reçu aucun emploi. En effet, la loi ne distingue pas, et ce serait l'interpréter contrairement à son texte et à son esprit qu'exiger que la totalité du terrain exproprié n'ait pas été employée aux travaux. Cette interprétation est même repoussée par les dispositions de l'art. 62 de la même loi, qui parle des terrains qui resteraient disponibles après l'exécution des travaux. C'est là une règle que la jurisprudence n'a pas hésité à reconnaître (Paris, 29 avr. 1865, aff. Delair, D. P. 67. 1. 246); elle est consacrée par la plupart des décisions qui statuent sur les cas d'application de l'art. 60 et se réfèrent à des espèces où l'emploi des terrains expropriés n'avait été que partiel.

858. Le droit de demander la rétrocession n'est ouvert qu'autant que les terrains qui ont été expropriés n'ont, à aucun moment, été affectés à leur destination nouvelle. Ainsi il suffit que les terrains aient reçu, pendant un certain temps, d'une manière définitive et sérieuse, la destination en vue de laquelle ils ont été acquis, pour que le droit de préemption ne puisse plus être exercé. Il a été jugé, notamment, que les terrains expropriés pour l'établissement d'un chemin de fer doivent être considérés comme ayant reçu cette destination, par cela seul que le chemin de fer a été construit et a existé pendant plusieurs années; qu'en conséquence, si les terrains viennent à faire retour à l'Etat par suite de la suppression du chemin, ils ne sont pas soumis au droit de préemption accordé aux anciens propriétaires par l'art. 60 (Lyon, 20 août 1857, aff. Damon, D. P. 57. 2. 219). D'autre part, si les travaux ont été exécutés conformément aux plans parcellaires soumis à l'enquête et si les terrains expropriés y ont été affectés d'après les prévisions de ces plans, le propriétaire ne peut venir discuter le caractère des travaux, prétendre qu'ils ne constituent pas des travaux publics et demander pour ce motif la rétrocession des terrains (Cons. d'Et. 29 juin 1877, aff. Courtin-Pierrard, D. P. 77. 3. 101).

859. La jurisprudence n'a pas confirmé la doctrine qui avait été adoptée au *Rép.* n° 742, sur la question de savoir si le propriétaire pourrait exiger la rétrocession de terrains qui, n'ayant pas été employés pour les travaux en vue desquels ils avaient été expropriés, sont ensuite compris dans une nou-

velle expropriation prononcée pour d'autres travaux. La jurisprudence ne s'est pas arrêtée à la considération qui nous avait fait adopter la négative, c'est-à-dire l'inutilité de la préemption, par le propriétaire, d'un terrain dont il serait presque aussitôt dépouillé par suite de la nouvelle expropriation. Elle a adopté l'affirmative, en se fondant sur le caractère absolu de la disposition de l'art. 60. — Il est certain que cette solution est plus conforme à la rigueur des principes. Elle est plus en harmonie avec la règle qui veut qu'un propriétaire ne puisse être privé de son bien qu'après l'accomplissement de nombreuses formalités destinées à justifier qu'un intérêt public réel et sérieux motive ce sacrifice imposé aux droits privés. Sans doute, la reprise de possession n'aura pas lieu en fait, et la demande du propriétaire ne peut guère avoir pour objet que de profiter de la plus-value qu'ont pu amener le temps écoulé et la modification des lieux; mais on a pensé qu'il n'était pas juste que cette plus-value fût exclusivement attribuée à l'expropriant au détriment de l'exproprié, alors que l'intérêt public ne justifiait pas la dépossession qui l'avait atteint. Lors donc qu'il est reconnu que le sacrifice est devenu inutile pour l'exécution du travail d'utilité publique en vue duquel il avait été exigé, le propriétaire rentre dans ses droits, et, si l'Administration prétend que la parcelle expropriée lui est nécessaire pour un autre travail, il faut qu'elle fasse à nouveau toutes les justifications exigées par la loi. (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 458; Civ. rej. 29 mai 1867, aff. Delair, D. P. 67. 1. 246; Cons. d'Et. 6 mars 1872, aff. Jaumes, D. P. 72. 3. 63).

860. Quand l'instance en rétrocession est pendante, le magistrat directeur, qui préside aux délibérations du jury réuni pour procéder au règlement des indemnités dues aux propriétaires expropriés, en vue des nouveaux travaux, ne saurait s'opposer à l'intervention de l'ancien propriétaire et doit, à peine d'excès de pouvoirs, admettre ce dernier à défendre devant le jury l'intérêt que le succès ultérieur de sa demande de rétrocession peut lui donner à la fixation de la nouvelle indemnité (V. en ce sens, par analogie, Civ. cass. 15 mars 1865, aff. Delais, D. P. 65. 5. 185-186).

861. Le droit de demander la rétrocession existe, pour l'ancien propriétaire, alors même que l'expropriant aurait, depuis l'expropriation, revendu les terrains non utilisés. La cour de cassation l'a formellement reconnu, dans une espèce où l'ancien propriétaire n'avait pas encore reçu l'indemnité (Req. 12 juin 1865, aff. Renard, *Gazette des tribunaux* du 14 juin 1865). Mais cette dernière circonstance ne saurait être déterminante, la cour de cassation a en effet reconnu que le droit de préemption consacré par l'art. 60 peut être exercé par le propriétaire alors même qu'il a touché l'indemnité. En effet, l'art. 60 présume bien que la demande de rétrocession doit suivre, dans la plupart des cas, la dépossession du propriétaire, puisque celui-ci ne peut pas le plus souvent prévoir au moment où l'expropriation a lieu, que les terrains expropriés ne seront pas utilisés pour les travaux projetés. Or l'allocation d'une indemnité préalable et le paiement de cette indemnité est (V. *supra*, n° 803) une condition de la dépossession du propriétaire; c'est là une garantie indépendante des événements qui peuvent se réaliser ultérieurement, et on ne saurait, sans méconnaître le caractère des règles protectrices de la propriété inscrites dans la loi du 3 mai 1841, obliger le propriétaire à renoncer à cette garantie, pour conserver et exercer éventuellement le droit de préemption (Civ. cass. 27 avr. 1863, aff. Veuve Genest, D. P. 63. 1. 319).

862. Si, postérieurement à l'expropriation, l'immeuble dont faisait partie le terrain exproprié, avait été vendu par le propriétaire exproprié lui-même, il y a doute sur le point de savoir si le droit de préemption appartient à l'ancien propriétaire ou à l'acquéreur. L'opinion de M. Delalleau, que nous avons combattue au *Rép.* n° 744, est encore généralement suivie en doctrine (Delalleau et Jousset, t. 2, n° 1145; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 458; de Perrony et Delamarre, n° 720). Nous croyons cependant devoir persister dans la doctrine que nous avions adoptée, suivant laquelle le droit de préemption ne peut passer à l'acquéreur qu'autant que ce droit lui aurait été expressément cédé par le propriétaire vendeur, d'autant plus qu'elle semble suivie en jurisprudence (Paris, 29 avr. 1865, aff. Delair, D. P. 67.

1. 246; Dijon, 17 juill. 1868, aff. Carijot, D. P. 68. 2. 204). M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 456, estime, au contraire, que cette cession doit être présumée. La cour de cassation n'a pas été appelée à se prononcer directement sur la question. Mais on peut invoquer, à l'appui de notre opinion, les termes de son arrêt du 29 mai 1867 (aff. Delair, D. P. 67. 1. 246), rendu sur le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour de Paris du 29 avr. 1865, et qui a déclaré qu'en considérant le vendeur comme recevable à exercer de son chef la rétrocession, la cour de Paris n'avait violé aucun principe, ni aucun texte.

Il va de soi que si, en cas de vente, on préfère le vendeur à l'acquéreur pour l'exercice du droit de rétrocession, on devra de même, en cas de décès de l'ancien propriétaire, attribuer ce droit non à l'héritier ou au successeur qui détient l'immeuble, mais à l'hérédité elle-même dans son sens le plus général. Ce ne sera pas le légataire particulier de la portion restante du fonds jadis exproprié, ce ne sera pas l'héritier dans le lot duquel sera tombée cette portion qui pourra demander la rétrocession : cette faculté sera restée dans la succession; ni le legs particulier, ni le partage ne l'en auront fait sortir, et ce sera par les héritiers collectivement, ou par le légataire universel, qu'elle devra être exercée.

863. Si l'indemnité n'avait pas été réglée au moment où le propriétaire exerce le droit de préemption, celui-ci serait néanmoins en droit, d'après M. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 465-466, de réclamer cette indemnité et de requérir la convocation d'un jury pour la fixer. « Bien que l'indemnité d'expropriation n'ait pas été fixée, dit-il, l'expropriation a eu lieu, la propriété a passé sur la tête de l'expropriant. La rétrocession constitue une vente nouvelle dont le prix doit être fixé, et ne peut, aux termes de l'art. 60, excéder la somme moyennant laquelle les terrains ont été acquis (V. *infra*, n° 866), mais peut être inférieur à cette somme, si les travaux en vue desquels l'expropriation a eu lieu ont modifié et amoindri la condition de ces terrains. La mission du jury consistera, en ce cas, à apprécier s'il y eu diminution de valeur, et à fixer, s'il y a lieu, l'importance de cette diminution. »

864. — II. COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE RÉTROCESSION DES TERRAINS NON UTILISÉS. — On a dit au *Rép.* n° 745, que les questions qui peuvent s'élever sur la qualité d'ayant droit à la rétrocession sont de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire. C'est cette autorité qui a seule pouvoir pour statuer sur les demandes de rétrocession et déclarer si le requérant a le droit de l'exiger. En effet, la loi de 1841 attribue aux tribunaux de l'ordre judiciaire toutes les questions qui se rapportent à l'expropriation et, par conséquent, la juridiction administrative n'est pas compétente pour ordonner la rétrocession d'une parcelle réclamée par celui qui prétend y avoir droit (Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Commune de Saint-Cyr, D. P. 64. 3. 105; 24 juin 1868, aff. Jaumes, D. P. 72. 3. 63). — Mais, comme on l'a également exposé au *Rép.* n° 745, l'autorité judiciaire n'est pas compétente pour décider si le terrain dont la rétrocession est demandée est devenu sans emploi pour l'exécution des travaux d'utilité publique en vue desquels il a été acquis. Cette question ne peut être résolue que par l'administration supérieure qui a autorisé l'expropriation, sauf recours au conseil d'Etat, par application de la loi des 7-14 oct. 1790; le propriétaire ne peut donc agir par voie d'action en revendication devant les tribunaux, qui ne sauraient sans excès de pouvoirs, lorsque l'Administration refuse de déclarer que les terrains ne sont pas utiles aux travaux, faire cette déclaration, ordonner la rétrocession et enjoindre à l'Administration d'abandonner des parcelles qu'elle entend utiliser (Civ. cass. 28 déc. 1852, aff. Veuve Cuzieux, D. P. 53. 1. 40; Cons. d'Et. 17 mai 1855, aff. Nicolaï de Bercy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 357; Req. 9 déc. 1861, aff. de Cuzieu, D. P. 62. 1. 303; 16 août 1862, aff. Bertrand, D. P. 64. 3. 105; Agen, 10 déc. 1866, aff. Valet, D. P. 67. 2. 132; Cons. d'Et. 24 juin 1868, aff. Jaumes, D. P. 72. 3. 63).

La déclaration de l'Administration peut intervenir au cours de l'instance portée devant le conseil d'Etat, lorsque le ministre n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à la demande que le propriétaire lui avait adressée afin de faire déclarer que les terrains sont devenus sans emploi;



et lorsque l'Administration reconnaît ce fait dans l'instruction, le conseil d'Etat peut donner acte au requérant de cette déclaration (Cons. d'Et. 6 mars 1872, aff. Jaumes, D. P. 72. 3. 63).

865. Le conseil de préfecture serait incompétent pour fixer le prix de la rétrocession (Cons. d'Et. 25 janv. 1853, aff. Velluet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 68). L'art. 60, comme on l'a vu au *Rép.* n° 746, confère au jury seul cette mission, à défaut d'accord entre les parties.

866. Aux termes de l'art. 60, *in fine*, « la fixation par le jury ne peut, en aucun cas, excéder la somme moyennant laquelle les terrains ont été acquis. » On n'a pas voulu, en effet, admettre qu'une expropriation qui avait eu pour cause une destination d'utilité publique et qui a été résolue à défaut d'emploi des terrains à cette destination, puisse avoir pour effet d'enrichir l'expropriant et de le faire éventuellement profiter d'une plus-value que les terrains non employés auraient acquise. Mais, sous cette réserve, le jury est entièrement libre dans son appréciation de la valeur des parcelles rétrocédées et dans le choix des bases d'évaluation. Les parties ne seraient pas recevables à critiquer le mode de calcul qu'il aura adopté, dès que le prix fixé n'est pas supérieur à l'indemnité qui avait été allouée antérieurement.

867. Lorsque la rétrocession porte sur la totalité de l'immeuble, il est facile de se conformer à cette règle; lorsqu'elle ne porte que sur une partie, la question est plus délicate. La plupart du temps, la première décision du jury ne fournira aucune indication précise du chiffre applicable à la portion rétrocédée; en pareil cas, en effet, la base de l'évaluation à faire n'est pas uniquement le rapport de l'étendue de la portion rétrocédée avec celle de la totalité du terrain exproprié. Le jury doit tenir compte, non seulement de l'étendue de cette parcelle, mais aussi de sa situation et de toutes les circonstances de nature à lui donner une valeur supérieure ou inférieure à celle des autres portions de terrain comprises dans l'expropriation. Peu importerait qu'une somme en bloc eût été allouée pour l'ensemble de la propriété, ou que l'indemnité eût été fixée à raison d'un prix déterminé par mètre de terrain : dans cette dernière hypothèse, le chiffre fixé par le jury représente le prix moyen de tous les mètres dont se compose la propriété, et n'implique nullement l'égalité de valeur respective de chacun de ces mètres. Le jury n'est donc pas obligé de prendre pour base d'appréciation, à contenance égale, la valeur admise par le jury qui a fixé l'indemnité d'expropriation (Civ. rej. 24 avr. 1881) (1), et l'exproprié ne saurait soutenir que le jury devait adopter pour base de son évaluation l'étendue de la parcelle rétrocédée comparée à l'étendue du terrain exproprié (Civ. rej. 2 mars 1868, aff. Bruneau, D. P. 68. 1. 182). — L'exproprié ne serait pas plus fondé à attaquer la décision du jury qui fixe le prix de rétrocession d'une parcelle à une somme portant la valeur du mètre carré à un chiffre supérieur à celui qui avait été alloué lors de l'expropriation, s'il ne prouve pas que les jurés ont fait entrer dans leurs calculs des éléments étrangers à ceux qui pouvaient être pris en considération (Civ. rej.

5 juin 1878, aff. Abeille, D. P. 78. 1. 436; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 464).

868. — III. FORMES DE RÉTROCESSION. DÉLAI. — Il n'est pas nécessaire, en cas de rétrocession, que la réunion du jury soit précédée d'offres formulées et signifiées dans les délais prescrits par les art. 21, 23 et 57 de la loi du 3 mai 1841. Il suffit que, devant le jury, le chiffre offert et le chiffre demandé se trouvent précisés. Dans tous les cas, l'ancien propriétaire, auquel incomberait, si elle était nécessaire, la charge des offres, ne saurait se faire un grief de ce qu'elles n'auraient pas été faites (Civ. rej. 2 mars 1868, aff. Bruneau, D. P. 68. 1. 182).

869. Le propriétaire est libre de renoncer au droit qu'il tient de l'art. 60 de la loi du 3 mai 1841; mais sa renonciation ne saurait être présumée; il faut qu'elle soit formelle. Elle ne peut résulter des circonstances et, notamment, comme l'a décidé un arrêt de cassation du 27 avr. 1863 (aff. Veuve Genest, D. P. 63. 1. 319), du fait que le propriétaire aurait touché l'indemnité alors qu'il pouvait prévoir le changement de destination de l'immeuble exproprié (V. *supra*, n° 861).

870. Les formes de la rétrocession sont toujours celles qui ont été exposées au *Rép.* n° 751 et suiv. — On a vu, d'autre part, au n° 750, que les propriétaires sont avertis qu'ils peuvent exercer leur droit de préemption, par un avis publié dans les formes prescrites par l'art. 6 de la loi du 3 mai 1841, et qu'ils doivent faire connaître leur intention et passer le contrat de rétrocession dans les délais impartis par l'art. 61. L'Administration est liée par l'avis faisant connaître les terrains qu'elle est en situation de revendre. Le conseil d'Etat a décidé, en effet, que lorsque, après la remise faite à l'Administration des domaines, conformément à l'art. 60 de la loi du 3 mai 1841, d'une parcelle de terrain expropriée et restée sans emploi, un avis, publié dans les formes prescrites par l'art. 61 de la même loi, a fait connaître que l'Administration des domaines était dans l'intention de revendre cette parcelle, et que l'ancien propriétaire a déclaré, dans le délai légal, vouloir la réacquérir, il n'appartient plus au préfet ni au ministre des travaux publics de reprendre cette parcelle : il doit être donné suite à la demande en rétrocession, et, si le prix de rachat offert par l'ancien propriétaire n'est pas accepté par l'Administration des domaines, il y a lieu de le faire régler par le jury (Cons. d'Et. 4 avr. 1856, aff. Déabruges, D. P. 56. 3. 61). — Il en est de même lorsque l'Administration des domaines, sur la demande de l'exproprié, lui a déclaré être prête à le lui rétrocéder moyennant un prix déterminé : le ministre ne peut plus s'opposer à cette rétrocession et demander que le terrain soit remis de nouveau à sa disposition; il importe peu, en ce cas, que l'offre faite à l'exproprié par l'Administration des domaines n'ait pas été précédée de la publication prescrite par l'art. 61 de la loi du 3 mai 1841 (Cons. d'Et. 11 déc. 1871, aff. Ancelle, D. P. 72. 3. 63).

871. La disposition de l'art. 61 qui oblige à peine de déchéance (*Rép.* n° 752) l'ancien propriétaire à passer le contrat de rachat et à payer le prix des biens rétrocédés dans le mois de la fixation de ce prix par voie amiable ou

de droit; — 3° Attendu qu'il n'est pas mieux fondé à se faire un grief de ce que le magistrat directeur n'a pas tranché la difficulté relative à la prétendue insuffisance de désignation de ces deux jurés, ou n'a pas motivé sa décision, puisque ce magistrat n'était point saisi par de simples réserves, dont il a d'ailleurs donné acte; — D'où il suit qu'en sa seconde branche le moyen n'est pas recevable, et qu'en sa troisième branche il manque en fait; — Sur le cinquième moyen du pourvoi... (Sans intérêt);

Sur le sixième moyen : — Attendu que le jury n'est pas tenu de régler le prix de la rétrocession en prenant pour base, à contenance égale, la valeur admise par le jury qui a fixé l'indemnité d'expropriation; qu'il suffit que le prix fixé par le nouveau jury n'excède pas celui moyennant lequel les terrains rétrocédés ont été acquis par l'Administration; — Attendu, en fait, que la totalité des prix de rétrocession déterminés par la décision attaquée, pour les deux parcelles rétrocédées au demandeur, est inférieure à l'indemnité d'expropriation qui avait été allouée à celui-ci par le précédent jury; — D'où il suit que la décision attaquée n'a point violé les dispositions de l'art. 60 de la loi du 3 mai 1841, visé par le pourvoi; — Rejet, etc.

Du 26 avr. 1881.—Ch. civ.—MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.—de Lagrevol, rap.—Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.—Chambareaud et Devlin, av.

(1) 1<sup>re</sup> Espèce : — (Jallerat C. Commune de Cluis.) — ARRÊT (après délib. en la ch. du cons.). — La cour; — ... Sur la première branche du troisième moyen : — Attendu qu'aucune disposition de loi ne prescrit à peine de nullité la mention du jugement qui a désigné le magistrat directeur du jury, dans l'acte qui convoque les parties devant le jury chargé de régler les indemnités; — D'où il suit que, de ce chef, la procédure ne présente aucune irrégularité;

Sur le quatrième moyen, dans ses trois branches : — 1° Attendu que la liste du jury a été notifiée au demandeur telle qu'elle avait été dressée par le tribunal civil de Châteauroux, dans son jugement du 19 juill. 1880, sans aucun changement quant à la désignation des jurés Desain et Doradoux; — D'où il suit que cette notification a été faite dans les conditions prescrites par l'art. 31 de la loi du 3 mai 1841; — 2° Attendu que, s'il y avait des incertitudes possibles sur l'identité de ces deux jurés résultant d'une désignation insuffisante, le demandeur aurait dû soumettre la difficulté au magistrat directeur par des conclusions formelles, au lieu de se borner, ainsi qu'il l'a fait, à demander acte de cette prétendue irrégularité et de ses réserves de s'en prévaloir ultérieurement; qu'il ne peut, pour la première fois, devant la cour de cassation, soulever un moyen mêlé de fait et

judiciaire, est générale : elle s'applique donc aussi bien au cas où c'est l'ancien propriétaire qui a pris l'initiative de réclamer son ancien terrain qu'à celui où l'Administration a elle-même mis le terrain en vente (Civ. rej. 23 mai 1883, aff. Abeille, D. P. 83. 1. 449). En effet, les art. 60 et 61 de la loi de 1841 ne distinguent pas entre le cas où l'Administration prend l'initiative de restituer les terrains et celui où cette initiative est prise par le propriétaire dépossédé. Ils prévoient une hypothèse unique, celle où des terrains acquis par voie d'expropriation n'ont pas reçu la destination à laquelle ils étaient affectés et proclament le droit de l'ancien propriétaire : la déchéance de ce droit est encourue, soit que l'initiative de la rétrocession émane de l'Administration, soit qu'elle ait été prise par le propriétaire dépossédé, si le contrat de rachat n'est point passé et le prix payé dans le délai légal, car la loi n'a qu'un seul but, celui de liquider rapidement la situation des intéressés, et d'empêcher qu'un acquéreur téméraire, n'ayant pas les fonds nécessaires pour s'acquitter, tienne indéfiniment l'Administration en suspens et hors d'état de revendre à un tiers. Cela résulte soit du texte des art. 60 et 61, soit de celui de la loi du 7 juill. 1833; à laquelle ils ont été empruntés en 1841, soit de l'art. 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 22 mars 1835.

**872.** Il n'y a non plus à distinguer entre le cas où le terrain rétrocedé est entre les mains de l'Administration et celui où il est entre les mains d'un concessionnaire. Les obligations de l'exproprié sont les mêmes. Les art. 60 et 61, comme on vient de le voir *suprà*, n° 871, ne font aucune distinction; la rétrocession peut être réclamée chaque fois que le terrain dont le propriétaire a été dépossédé n'a pas reçu sa destination d'utilité publique, soit que l'Administration poursuive elle-même l'expropriation, soit qu'un entrepreneur agisse en son nom (Delalleau et Jousselein, t. 2, p. 232; Peyronny et Delamarre, n° 734; Civ. rej. 23 mai 1883, aff. Abeille, D. P. 83. 1. 449). Il est vrai que l'ordonnance du 22 mars 1835 (*Rép.* n° 751) prescrit les formalités à remplir, soit pour la rétrocession, s'il y a lieu, soit pour la vente des terrains non employés par les soins de l'Administration des domaines, et suppose, par là, l'intervention de l'Administration; on peut donc prétendre, ainsi qu'on l'a fait dans l'espèce sur laquelle a été rendu l'arrêt précité, qu'un concessionnaire, qui ne peut remplir les formalités prescrites par cette ordonnance et, notamment, passer le contrat en la forme administrative, n'est pas fondé à se prévaloir de la déchéance édictée par l'art. 61. — Mais ce serait attribuer à l'ordonnance de 1835 une portée qu'elle n'a pas. Cette ordonnance ne s'applique qu'aux cas où l'expropriation est faite par l'Etat (Peyronny et Delamarre, n° 737); les concessionnaires qu'il s'est subrogé peuvent prendre la forme qu'ils préfèrent pour la passation du contrat et pour la vente des terrains après la déchéance encourue; ils peuvent agir soit au nom de l'Administration (Ducrocq, *Droit administratif*, 6<sup>e</sup> éd., t. 2, n° 841), soit d'eux-mêmes, en qualité de simples particuliers. Rien ne s'oppose donc à ce qu'ils opposent la déchéance de l'art. 61, lorsque l'exproprié ne les a pas mis en demeure de passer le contrat. Enfin il est à remarquer que, si le contrat de rachat doit être passé en la forme administrative, ce n'est pas une raison pour prétendre que l'expropriant peut seul prendre les mesures nécessaires à sa passation; car rien ne s'oppose à ce que l'exproprié provoque l'Administration à les prendre elle-même, ou réclame au moins son concours. L'art. 61 l'oblige, à peine de déchéance, à passer le contrat. Cela signifie qu'il fera ce qui dépendra de lui pour réaliser la vente, qu'il en prendra l'initiative en temps utile et qu'il mettra l'Administration ou son représentant en demeure d'y concourir. Il en est de même pour le paiement du prix : si l'Administration se refuse à le recevoir, l'exproprié devra lui faire des offres suivies de consignation, ce qui équivaut à paiement, s'il ne veut encourir la déchéance de son privilège.

on y a vu également qu'un terrain qui est simplement clos de murs n'est pas un terrain bâti au sens de la loi : il faut, pour que le terrain soit considéré comme bâti, que des constructions d'une importance en rapport avec l'étendue et la valeur du terrain y soient élevées (Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 475). On ne peut évidemment, à ce point de vue, poser une règle précise et invariable; la solution variera nécessairement suivant les circonstances. — Il ne suffit pas non plus, pour que la procédure d'urgence soit inapplicable, que le terrain que l'Administration entend exproprier soit simplement affecté à l'exploitation ou au service d'une construction. On ne devrait pas, notamment, considérer comme non susceptible d'expropriation en cas d'urgence un parc ou un jardin dépendant d'une maison d'habitation (Trib. civ. de la Seine, 4 févr. 1865, aff. Oudard, *Gazette des tribunaux* du 12 févr. 1865); il en serait de même d'un terrain qui formerait l'avenue ou l'issue par laquelle un bâtiment communiquerait avec la voie publique (Civ. rej. 15 juill. 1845, aff. Ménassier, D. P. 45. 1. 314).

**874.** S'il appartient à l'Administration seule de prononcer l'urgence, les tribunaux n'en sont pas moins chargés de vérifier l'accomplissement préalable de toutes les formalités prescrites pour la garantie de la propriété. En effet, la déclaration d'urgence a bien pour but de donner à l'Etat la faculté de se mettre en possession, avant le règlement définitif de l'indemnité, des terrains dont l'expropriation a été prononcée; mais elle ne le dispense pas de l'observation des formalités qui doivent précéder le jugement d'expropriation. L'autorité judiciaire doit donc, aussi bien lorsque l'urgence a été déclarée par un décret que lorsque l'expropriation est poursuivie conformément à la procédure ordinaire, vérifier si les formalités préalables ont été régulièrement accomplies (V. *suprà*, n° 113). Spécialement, l'expropriation en cas d'urgence ne peut pas être prononcée si les projets n'ont pas été soumis à l'enquête et les parties mises en état de fournir leurs contradicts, conformément aux règles établies par le tit. 2 de la loi du 3 mai 1841. Ainsi le jugement qui, en cas d'urgence déclarée à la suite du changement de tracé d'un chemin de fer, ordonne l'expropriation d'un terrain, sans l'accomplissement des formalités préalables d'enquête, de dépôt de plans, d'ouverture de registres dans les mairies et de formation de commission prescrites par la loi du 3 mai 1841, doit être annulé (Civ. cass. 28 juin 1853, aff. Aufaivre, D. P. 53. 1. 285). Le tribunal doit également examiner si la réquisition a pour objet des bâtiments, et rechercher si la propriété à laquelle s'applique le décret d'urgence est ou non bâtie (Civ. cass. 29 août 1864, aff. Oudard, D. P. 64. 1. 446).

**875.** Le décret qui prononce l'urgence des travaux n'est pas susceptible d'un recours contentieux devant le conseil d'Etat; il constitue, en effet, un acte d'administration (Cons. d'Et. 8 janv. 1863, aff. Bernon de Rochetaillée, D. P. 63. 3. 78). Il peut être rendu aussi bien avant que l'expropriation ait été prononcée par le tribunal qu'après le jugement (Cons. d'Et. 8 janv. 1863 précité; *Rép.* n° 763).

**876.** Le rejet d'une partie des termes du projet de l'art. 71, qui proscrivait le recours en cassation (*Rép.* n° 778) indiquait suffisamment que, dans la pensée du législateur, le jugement du tribunal et l'ordonnance d'envoi en possession du président pouvaient être déférés à la cour suprême; l'art. 71 de la loi du 3 mai 1841, en déclarant que le jugement du tribunal et l'ordonnance du président ne peuvent être attaqués par opposition ni par appel, n'a fait que répéter, en d'autres termes, la disposition de l'art. 20 de la même loi, qui n'admet, contre les jugements rendus en matière d'expropriation, d'autre voie de recours que le pourvoi en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou vice de forme; ce recours, qui est de droit commun, ne saurait donc être refusé aux parties (Civ. cass. 29 août 1864; aff. Oudard, D. P. 64. 1. 446).

## SECT. 2. — DES TRAVAUX MILITAIRES ET DE LA MARINE NATIONALE (*Rép.* n° 784).

### ART. 1<sup>er</sup>. — Des travaux non déclarés urgents (*Rép.* n° 785 à 788).

## CHAP. 12. — Dispositions exceptionnelles.

### SECT. 1. — DE L'EXPROPRIATION EN CAS D'URGENCE (*Rép.* n° 776 à 783).

**873.** On a vu au *Rép.* n° 762 que la procédure d'expropriation en cas d'urgence ne s'applique qu'aux terrains non bâtis;

**877.** On a vu au *Rép.* n° 786 que l'art. 75 de la loi du 3 mai 1841 n'a entendu supprimer, en ce qui concerne les

travaux militaires et ceux de la marine nationale, que les seules formalités préalables au jugement d'expropriation. Le décret, qui remplace ces formalités, sert de base au jugement. — Il désigne les terrains cessibles; mais il faut conclure d'un arrêt du 14 déc. 1875 (Civ. rej. aff. Barthès, D. P. 76. 5. 235) que la désignation des terrains qui doivent être définitivement expropriés peut être faite par un arrêté préfectoral, pris dans les limites du décret qui ordonne l'expropriation. D'après cet arrêt, le jugement par lequel le tribunal civil prononce l'expropriation de terrains nécessaires à l'exécution de travaux militaires, en prenant pour base un arrêté préfectoral indicatif de ces terrains, ne peut pas être argué d'excès de pouvoir à raison de ce que l'arrêté aurait désigné seulement une partie des terrains dont un décret précédent avait autorisé d'urgence la prise de possession.

**ART. 2. — Des travaux de fortification urgents**  
(Rép. n° 789 à 825).

878. Aux termes de l'art. 76 de la loi du 3 mai 1841, le règlement définitif des indemnités pour les travaux de fortification urgents est fait par le jury, lorsque les propriétaires et autres intéressés n'ont pas accepté les offres de l'Administration (Rép. n° 819). Mais est-ce encore au jury qu'il appartient de régler l'indemnité à laquelle donne lieu l'occupation temporaire de terrains nécessaires pour ces mêmes travaux? Le texte de l'art. 76 permet d'en douter (V. Rép. n° 822; Delalleau et Jousselin, t. 2, n° 1063). Le conseil d'Etat s'est prononcé pour l'affirmative dans une espèce où il s'agissait de terrains occupés, en 1813, pour l'établissement de travaux de fortifications qui avaient été conservés et pour lesquels le propriétaire avait reçu une indemnité annuelle en vertu de diverses conventions. L'Administration ayant déclaré abandonner ces terrains au propriétaire, celui-ci prétendit qu'il lui était dû une indemnité à raison des détériorations causées par l'existence des travaux de fortification sur son terrain. Sur le refus du ministre de la guerre et le recours du propriétaire, le conseil d'Etat a décidé que c'était au jury d'expropriation qu'il appartenait de régler l'indemnité due à raison de l'occupation, même simplement temporaire, des propriétés jugées nécessaires pour des travaux de fortification (Cons. d'Et. 15 déc. 1865, aff. Molinié, D. P. 66. 3. 87).

**CHAP. 13. — De l'expropriation tacite**  
(Rép. n° 826 à 833).

879. On a traité au Rép. n° 826 et suiv. de l'expropriation tacite, c'est-à-dire de celle qui résulte d'une loi ou d'une mesure gouvernementale ou administrative sans l'observation des formalités ordinaires. Nous nous bornerons à signaler un cas d'expropriation tacite qui s'est produit depuis la publication du Répertoire, l'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques en vertu de la loi du 2 août 1872 (V. *supra*, n° 20). Cette loi a, du jour de sa promulgation, dépossédé les fabricants d'allumettes chimiques du droit d'exercer leur industrie, sans qu'aucun acte administratif et judiciaire fût désormais nécessaire. Elle disposait, toutefois (art. 3), qu'il serait procédé à l'expropriation des fabriques d'allumettes alors existantes, dans la forme et les conditions déterminées par la loi du 3 mai 1841. Mais cette disposition, ainsi qu'il fut reconnu, ne s'appliquait qu'aux formalités prescrites pour le règlement de l'indemnité (Civ. rej. 21 juill. 1874, aff. Coignet et Thebert, D. P. 74. 4. 337). Nous n'entrerons pas dans l'examen détaillé des difficultés auxquelles l'application de cette loi a donné lieu, ces difficultés étant d'un ordre tout particulier et spéciales au cas où elles se sont produites (V. sur ces questions Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 590 à 602); elles n'ont plus, d'ailleurs, aujourd'hui, en quelque sorte, qu'un intérêt historique.

880. La destruction des propriétés privées dans l'intérêt de la défense des places de guerre ne donne lieu, en principe, à aucune indemnité (Rép. n° 833). Une loi du 28 juill. 1874 (D. P. 75. 4. 40) a dérogé à cette règle pour les dommages résultant de la guerre de 1870-1871 et provenant des démolitions opérées pour les besoins de la défense.

L'art. 1<sup>er</sup> de cette loi disposait que « par dérogation à la législation existante et à titre exceptionnel, il serait alloué un dédommagement à tous ceux qui justifieraient avoir, comme propriétaires ou occupants, subi, pendant la guerre de 1870-1871, dans les places fortes ou partout ailleurs, en dedans ou en dehors de toute zone de servitudes militaires, un préjudice matériel et direct résultant des mesures de défense qui ont été prises par l'autorité militaire française ».

881. Une loi du 4 avr. 1873 (D. P. 73. 4. 56), relative à la conservation des tombes des soldats morts pendant la guerre de 1870-1871, autorisait l'Etat à acquérir, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains non clos situés en dehors des cimetières, dans lesquels se trouvaient une ou plusieurs tombes militaires, les terrains nécessaires pour les exhumations et les chemins d'accès; elle déclarait ces acquisitions d'utilité publique (V. *supra*, v° *Culte*, n° 817). Mais on ne saurait considérer les expropriations opérées en vertu de cette loi comme des expropriations tacites, car elle disposait que les terrains à acquérir seraient désignés par arrêtés des préfets approuvés par le ministre de l'intérieur et que, sur le vu de ces arrêtés approuvés, l'expropriation serait prononcée et suivie conformément à la loi du 3 mai 1841. Les indemnités devaient toutefois être réglées conformément à la loi du 21 mai 1836.

La loi du 24 juill. 1873 (D. P. 74. 4. 20), relative à la constitution de l'église du Sacré-Cœur de Montmartre, n'a pas eu non plus pour conséquence (*supra*, n° 52) l'expropriation tacite des terrains nécessaires à l'édification de ce monument.

**CHAP. 14. — Des significations et notifications**  
(Rép. n° 834 à 839).

882. Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 57 de la loi du 3 mai 1841 dispose que « les significations et notifications mentionnées à la présente loi sont faites à la diligence du préfet du département de la situation des biens ». Le préfet, en pareil cas, ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 834, agit comme représentant de l'Etat; on en doit conclure qu'il n'a qualité que lorsque l'expropriation est poursuivie au nom de l'Etat, ou d'un département, le préfet étant le représentant légal des intérêts départementaux: il a également qualité pour recevoir les significations qui sont faites soit à l'Etat soit au département. Mais si l'expropriation est poursuivie par un concessionnaire (V. *supra*, n° 300; Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 469) ou dans un intérêt communal, le préfet cesse, en principe, d'avoir qualité pour faire les significations et notifications prescrites par la loi (Rép. n° 834. — V. *supra*, n° 301 et suiv.). Cette règle, toutefois, comporte plusieurs exceptions, ainsi qu'on l'a vu *supra*, *ibid.*

883. Aux termes du paragraphe 2 de l'art. 57, les significations et notifications peuvent être faites tant par huissier que par tout agent de l'Administration dont les procès-verbaux font foi en justice (Rép. n° 835). On a énuméré au Répertoire les agents et fonctionnaires qui appartiennent à cette dernière catégorie. Il faut y ajouter les agents assermentés des compagnies de chemin de fer, lorsqu'il s'agit d'une expropriation poursuivie par l'une de ces compagnies substituée, comme concessionnaire, aux droits de l'Etat (Civ. rej. 11 janv. 1865, *supra*, n° 374, et 17 mars 1869, aff. Morin et de Montrond, D. P. 69. 1. 271-272). D'autre part, les gardes champêtres ont qualité pour faire les notifications relatives aux expropriations qui intéressent les communes, dont ils sont les agents (Civ. rej. 3 févr. 1880, aff. Capdeville, D. P. 82. 1. 268). — Mais les sergents de ville, les appariteurs, dont les rapports ne font pas foi en justice et ne valent que comme simples renseignements, ne pourraient faire les notifications (V. Daffry de la Monnoye, t. 2, p. 410). S'il n'est pas indispensable, en effet, pour conférer qualité aux agents chargés des notifications, que les procès-verbaux qu'ils dressent fassent foi jusqu'à inscription de faux, il est au moins nécessaire que ces procès-verbaux fassent foi jusqu'à preuve contraire (Daffry de la Monnoye, *ibid.*).

884. Rappelons ici que les notifications de pourvois en cassation ne sont valables dans le lieu où siège la cour de cassation, que si elles sont faites par un huissier audencier de cette cour (V. *supra*, n° 209).

**885.** Les règles exposées au *Rép.* n° 838, relativement aux formes des notifications doivent toujours être observées. Elles sont faites, en principe, au domicile élu suivant ce qui a été dit au *Rép.* n° 839. Mais c'est une question toujours douteuse que celle de savoir si l'art. 4033 c. proc. civ. s'applique en matière d'expropriation (*V. supra*, n° 206).

#### CHAP. 15. — Dispense des droits de timbre et d'enregistrement (*Rép.* nos 840 à 847).

**886.** L'art. 58 de la loi du 3 mai 1841 dispense des droits de timbre et d'enregistrement les plans, procès-verbaux, significations, jugements, contrats, quittances et, en général, tous les actes qui sont faits en vertu de la loi du 3 mai 1841. Il exempté également de tous droits la transcription des actes au bureau des hypothèques et, enfin, prescrit la restitution des droits perçus sur les cessions antérieures à l'arrêté de cessibilité lorsqu'il est justifié, dans le délai de deux ans, à partir de la perception, que les immeubles acquis sont compris dans ces arrêtés (*Rép.* n° 810).

Il a été traité de cette exemption *supra*, v° *Enregistrement*, tit. 1<sup>er</sup>, n° 1780 à 1802 pour les *droits d'enregistrement*, tit. 2, n° 3435 pour les *droits de greffe*, titre 3, n° 3505 pour les *droits d'hypothèque*.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement, les développements présentés ont été divisés en deux parties concernant, l'une, la nature et l'étendue de l'exemption, l'autre, les contrats auxquels elle est applicable.

**887.** Dans la première partie, on a établi que le décret du 26 mars-6 avr. 1852 relatif aux rues de Paris, dont les dispositions ont été étendues à beaucoup d'autres villes, a déclaré l'exemption applicable « à tous les actes et contrats relatifs aux terrains acquis pour la voie publique par simple mesure de voirie » (art. 2, § 5) (*V. supra*, v° *Enregistrement*, n° 1780)... que l'exemption ne s'applique pas aux *salaires* dus aux conservateurs des hypothèques (*ibid.*, n° 1781); mais qu'elle s'étend à tous les droits quelconques perçus par l'administration de l'enregistrement (*ibid.*, n° 1782)... aux recours au conseil d'Etat pour excès de pouvoirs (*ibid.*, n° 1783)... aux mémoires présentés par des officiers ministériels à fin de paiement des frais avancés par eux dans les instances en expropriation poursuivies par l'Etat (*ibid.*, n° 1784).

**888.** Dans la seconde partie, les actes auxquels l'exemption est applicable ont été envisagés dans leur *date*, dans leur *forme*, dans leur *nature* et dans leur *objet* (*V. supra*, v° *Enregistrement*, n° 1785).

Relativement à la *date* du contrat, l'exemption, a-t-on dit, n'est applicable qu'aux contrats d'acquisition passés *postérieurement* à l'arrêté du préfet qui désigne les propriétés expropriées (*ibid.*, n° 1786). La déclaration d'utilité publique ne produit effet que pour les travaux qu'elle autorise expressément ou tout au moins implicitement et pour les terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux; elle ne s'étend pas aux ouvrages qui ne sont pas un accessoire et une suite immédiate du travail autorisé (*ibid.*, n° 1787), spécialement aux travaux d'amélioration, de rectification entrepris après le complet achèvement de ceux déclarés d'utilité publique (*ibid.*).

La loi autorisant la *restitution des droits perçus* sur les acquisitions amiables faites *antérieurement* à l'arrêté préfectoral lorsqu'il est justifié dans les deux ans que les immeubles sont compris dans cet arrêté, aucune distinction ne doit être faite, pour la restitution, entre les acquisitions faites *antérieurement* et celles faites *postérieurement* au décret déclaratif de l'utilité publique (*ibid.*, n° 1788). D'autre part, la restitution doit être effectuée intégralement, mais seulement pour la portion des immeubles nécessaire à l'exécution des travaux (*ibid.*, n° 1789); elle doit comprendre les droits de *timbre* comme ceux d'enregistrement (*ibid.*, n° 1790). Le délai de deux ans court, non de la date de l'arrêté de cessibilité, mais du jour où la perception a été faite (*ibid.*, n° 1791).

**889.** En ce qui concerne la *forme* du contrat, l'exemption n'est pas applicable lorsque le jugement d'expropriation déguise une mutation volontaire (*V. supra*, v° *Enregistrement*, n° 1792); elle ne s'étend pas non plus à la vente, par l'expropriant à un tiers, de *parcelles non employées* provenant de fonds expropriés, ni à la cession, par le propriétaire exproprié à un tiers de son *droit de préemption*, ni au traité par lequel une ville se substitue un entrepreneur pour l'exécution de travaux déclarés d'utilité publique (*ibid.*, n° 1793). Mais elle s'applique à la rétrocession de terrains non employés, à la renonciation par l'exproprié à son droit de préemption (*ibid.*, n° 1792), aux actes d'acquisitions de terrains faites par les concessionnaires de l'administration publique (*ibid.*, n° 1793).

**890.** Quant à la *nature* du contrat, il est de règle que, dès qu'un acte peut être considéré comme fait en vertu de la loi sur l'expropriation, il doit être affranchi de tout droit; il en est ainsi de la convention constatée entre les parties par le procès-verbal du magistrat directeur du jury et portant règlement amiable de l'indemnité (*ibid.*, n° 1794). Mais l'exemption ne s'étend pas aux *procurations* données par les propriétaires expropriés (*ibid.*) et elle n'est applicable que sous certaines conditions au *remploi* de l'indemnité allouée pour un bien dotal exproprié (*ibid.*, n° 1795).

**891.** L'objet du contrat, pour que l'exemption soit applicable, doit être l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique. Aussi les actes se rapportant à des immeubles situés *en dehors* du périmètre de ces travaux, ne profitent-ils pas de la dispense (*ibid.*, n° 1798). Les acquisitions d'immeubles faites en vue de l'*alignement* des rues d'une ville, à défaut de déclaration de l'utilité publique des travaux, ne sont exemptés du droit d'enregistrement qu'autant qu'elles sont réalisées dans certaines conditions (*ibid.*, n° 1799).

**892.** L'exemption est applicable... aux actes de procédure dans les instances sur contestation entre l'administration *militaire* et les propriétaires de constructions élevées dans les zones de *servitudes* (*ibid.*, n° 1802)... aux acquisitions de terrains pour l'inhumation des soldats français ou allemands morts pendant la guerre de 1870-1871 (*ibid.*).

#### CHAP. 16. — Tarif des dépens (*Rép.* nos 848 à 874).

**893.** *V. Rép.* n° 848 et suiv.

### Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre *R* renvoient au Répertoire.)

**Absent** *S.* 31; *R.* 44.  
**Acquiescement**  
— jugement d'expropriation *S.* 68.  
**Acquisition totale**  
— bâtiments *S.* 831, 832  
s.; *R.* 738; (constructions successives) *S.* 833; (contingents) *S.* 834; *R.* 730; (indivisibilité) *S.* 832; *R.* 738.  
— conditions, appréciation du juge *S.* 835.  
— faculté *S.* 35.  
— réquisition *S.* 35, 331.

831 s.; *R.* 728 s.; (acceptation) *S.* 848; *R.* 749; (capacité) *S.* 838; *R.* 736; (caractères) *S.* 838; *R.* 736; (conditions) *S.* 836 s.; *R.* 732; (contestation, caractère) *S.* 846; *R.* 740; (contestation, offres obligatoires) *S.* 311; (déchéance) *S.* 849, 850; (délai) *S.* 838; *S.* 849; (effets) *S.* 41.

655, 657, 842 s.; *R.* 730; (fin de non-recevoir) *S.* 849; (formes) *S.* 846; *R.* 739; (indemnité alternative) *S.* 739; (indemnité hypothétique) *S.* 682; (légataire) *S.* 840, 841; (loyers d'avance) *S.* 223; (mari) *S.* 838; *R.* 736; (offres nouvelles) *S.* 831; (propriétaires indivis) *S.* 838; (rétractation) *S.* 848;

*R.* 739; (tuteur) *S.* 838; *R.* 736; (usufruit) *S.* 839; *R.* 738.  
— terrain non bâti *S.* 836; *R.* 733; (parcelle contiguë) *S.* 836, 837; *R.* 733.  
**Actes**  
— appréciation *S.* 588; *R.* 570.  
**Action en revendication**  
— effets. *S.* 144.  
**Adjoint**  
— incompatibilité, juré *S.* 354; *R.* 447.

**Adjudication** *S.* 647.  
**Agent-voyer cantonal**  
— juré *S.* 360.  
**Alignement** *S.* 46; *R.* 54.  
— approbation *S.* 131.  
— arrêté spécial d'application *S.* 131.  
**Amende**  
— juré, refus de siéger *S.* 417 s.  
**Angleterre** *S.* 14, 15.  
**Antichrèse**  
— obstacle au paiement de l'indemnité *S.* 818; *R.* 708.

**Appel**  
— jugement d'expropriation *S.* 167, 168; (ordinaire) *S.* 170.  
**Appréciateur**  
— évaluation des terrains *R.* 178 s., 183; (contredite) *R.* 182.  
— procès-verbal (communication aux parties) *R.* 181; (mention) *S.* 95; *R.* 180.  
— relevé général *R.* 180.  
**Arbres**  
— indemnité *S.* 392; *R.* 577; (distincte) *S.* 804.

- Arrêté de cessibilité** S. 47, 62 s.; R. 56, 103 s.
- approbation de l'administration supérieure** S. 85, 93; R. 159, 174.
- avis du conseil de préfecture** S. 86, 92.
- caractères** S. 63.
- effets** S. 241; R. 369.
- excès de pouvoirs** S. 87.
- mentions** S. 86; R. 162.
- pouvoirs du préfet** S. 86; R. 162.
- recours au conseil d'Etat** S. 87.
- sursis** S. 85; R. 159; (travaux communaux) S. 93; R. 174.
- travaux communaux** S. 88 s.; R. 167 s.
- Arrêté préfectoral.**
- désignation des localités et territoires** S. 47, 61; R. 56, 97 s.; (mentions) S. 62; (publicité) R. 102.
- travaux préparatoires** R. 66 s.
- V. Arrêté de cessibilité.**
- Assignment**
- formes** S. 376.
- V. Convocation, Jury spécial.**
- Associations syndicales**
- loi** S. 1.
- travaux, expropriation des terrains** S. 1.
- Autorisation de justice**
- V. Femme mariée.**
- Autorisation maritale** S. 143.
- V. Femme mariée.**
- Autorité administrative**
- compétence** S. 586; (interdiction d'exploiter une carrière) S. 613.
- Autorité judiciaire**
- compétence (cession amiable)** S. 587; (difficultés sur la décision du jury) S. 583 s.; R. 569 s.; (examen des droits litigieux) S. 742 s., 746 s.; (interprétation de la décision du jury) S. 584; (litige sur la consignation) S. 620; (litige, prise de possession) S. 821; (remboursement du prix de travaux) S. 584, 587; (rétrocession) S. 864; R. 748.
- excès de pouvoirs** S. 129.
- pouvoirs** S. 60, 113; R. 251; (déclaration d'utilité publique) S. 117; R. 257; (examen du plan parcellaire) S. 125; R. 264; (vérification) S. 113, 116 s.; R. 257; (vérification, arrêté de cessibilité) S. 122; R. 291-3; (vérification, délibération du conseil municipal) S. 123; (vérification, enquête administrative) S. 118; R. 260.
- Avertissement** S. 54.
- collectif, publication** S. 67, 70; R. 116 s.
- connaissance du plan parcellaire** S. 67.
- Avertissement collectif**
- insertion dans les**
- Journaux** S. 70; R. 116 s.; (preuve) S. 71.
- publication, certificat** S. 72; R. 125.
- Avocat**
- mandataire** S. 487; R. 489.
- Avoué**
- honoraire** S. 486.
- mandataire simple** S. 486.
- Ayant droit** S. 258 s.; R. 382 s.
- acquéreur postérieur** S. 259.
- bénéficiaire (d'entrées au théâtre)** S. 267; (de servitude) S. 260, 261.
- compagnie d'éclairage** S. 264.
- convocation** S. 365.
- créancier hypothécaire** S. 278; R. 389.
- déchéance, recours** S. 275.
- défaut de dénonciation, conséquences** S. 252; R. 377 s.
- dénouciation** S. 21, 22 s., 247; R. 37, 274 s.
- dénouciation, formes** S. 268 s.
- gérant de société** S. 361.
- intervention** S. 270.
- non dénoté (indemnité)** S. 271; (offres) S. 271; (offres collectives) S. 292; R. 396.
- propriétaire (prétendu)** S. 259; R. 382; (voisin) S. 261.
- sous-locataire** S. 262.
- Bail**
- à durée limitée** S. 645.
- clause de non-indemnité** S. 651, 652.
- clause résolutoire** S. 651; R. 609.
- date certaine** S. 641; R. 614.
- écrit** S. 645.
- résiliation, indemnité** S. 481.
- résolu** S. 650, 806.
- résolution (de plein droit)** S. 41; (indemnité) S. 643; (réquisition d'acquisition totale) S. 655; (sous-location) S. 655.
- sans écrit** S. 645.
- Bail à complant**
- indemnité** S. 660; R. 620.
- Bail à domaine congéable** S. 660; R. 622.
- Bail à locataire perpétuelle** S. 660; R. 617.
- Bail à longues années** S. 660; R. 619.
- Bail à rente** S. 660; R. 615.
- Barrage**
- suppression** S. 29.
- Belgique** S. 15, 16.
- Biens contigus**
- expropriation** S. 39, 40.
- Canal**
- déclaration d'utilité publique** S. 47, 48, 49; R. 57.
- dépossession** S. 33.
- Canalisation de rivière**
- déclaration d'utilité publique** S. 49.
- Carrières** S. 24, 595 s.; R. 583.
- interdiction d'exploiter** S. 24; R. 41; (compétence administrative) S. 613.
- Cassation**
- effets** S. 59.
- renvoi** R. 320.
- Causes légitimes d'expropriation** S. 35 s.; R. 46.
- Certificat du maire**
- affiches et publications** S. 72; R. 125.
- Cession amiable**
- antérieure à la déclaration d'utilité publique, effets** S. 22, 23.
- nue propriété** S. 21; R. 37.
- postérieure à la déclaration d'utilité publique, effets** S. 21, 22.
- Cessionnaire**
- droit de pêche, caractère** S. 249.
- Champart** S. 660; R. 621.
- Château de Saverne**
- dépandances** S. 1.
- Chemin de fer**
- déclarations d'utilité publique** S. 49.
- dépossession** S. 23.
- Chemin vicinal**
- déclaration d'utilité publique** S. 49.
- de grande communication (ouverture)** S. 91; R. 172; (redressement) S. 91; R. 172.
- ouverture** S. 90; R. 168.
- redressement** S. 90; R. 168.
- Chose susceptible d'expropriation** S. 19 s.; R. 34 s.
- biens de l'Etat, des départements, des communes, etc.** S. 31; R. 44.
- biens de mineurs, d'absents, d'incapables, etc.** S. 31; R. 44.
- cession** S. 33.
- étages d'une maison, suppression** S. 30.
- immeubles** S. 19 s.; R. 34 s.; (appartenant à un étranger) S. 34; R. 45; (appartenant à un gouvernement étranger) S. 31.
- nue propriété** S. 21; R. 37.
- servitude active** S. 23; R. 37.
- sous-sol** S. 24; R. 41.
- usine, suppression** S. 29.
- usufruit** S. 21; R. 37.
- Colonne montante**
- éclairage, établissement, caractères** S. 264.
- Commission d'enquête** S. 74 s.; R. 129 s.
- composition** S. 75; R. 131; (compagnie concessionnaire) S. 75; R. 718.
- examen, limites** S. 81; R. 146, 147.
- membre empêché, remplacement** S. 77; R. 133.
- nécessité** S. 74; R. 129.
- observations, délai** S. 78; R. 142.
- observations orales** S. 80.
- opérations, délai** S. 83; R. 152.
- pouvoirs** S. 80; R. 144, 148.
- président, préfet** S. 76; R. 133.
- procès-verbal** S. 70.
- réunion** S. 79.
- visite des lieux** S. 80; R. 148.
- Commission départementale**
- formation de la liste du jury** S. 324.
- Commune** S. 31; R. 44.
- biens, traité amiable** S. 100; R. 309.
- offres, acceptation** S. 314; R. 412 s.
- Compétence administrative**
- suppression de force motrice** S. 29.
- Compétence judiciaire**
- dépossession (partielle, mine)** S. 26; (permanente) S. 28.
- discontinuation des travaux** S. 42.
- dommage permanent** S. 23.
- dommages - intérêts, défaut de dénonciation** S. 252.
- servitudes** S. 227.
- suppression de barrage** S. 29.
- suppression d'une usine** S. 29.
- traité amiable** S. 101 s.; R. 211 s.
- Concession**
- canal, expropriation** S. 33.
- chemin de fer, expropriation** S. 33.
- Concessionnaire** S. 31.
- désignation du jury** S. 828; R. 725.
- droits** S. 25, 75, 823 s.; R. 712 s.; (convocation des jurés et des parties) S. 362; (récusation) S. 630; R. 737.
- faillite** S. 803 s.
- notification** S. 882; R. 834.
- obligations** S. 823 s.; R. 712 s.; (production de pièces et plans) S. 820; R. 727.
- poursuite de l'expropriation, procédure** S. 825; R. 721.
- signification** S. 882; R. 834.
- Conducteur des ponts et chaussées**
- frais de déplacement** R. 179.
- honoraire, expertise** R. 179.
- juré** S. 360.
- Conduites souterraines**
- dépossession permanente** S. 28.
- Congé**
- locataire, caractères** S. 807.
- Conseil d'Etat**
- compétence** S. 36, 37.
- recours** S. 52, 58. (effet non suspensif) S. 59; (non-recevabilité) S. 59.
- Conseil de préfecture**
- avis, arrêté de cessibilité** S. 66, 92.
- compétence, dommage permanent** S. 32.
- Conseil général**
- formation de la liste du jury** S. 324; R. 431; (pouvoir souverain) S. 332; R. 436.
- Conseiller général**
- incompétibilité, juré** S. 356.
- Conseil municipal**
- délibération** S. 88; R. 167; (caractères) S. 94; R. 175-3; (délai) S. 94; R. 175.
- Consignation**
- liste du jury, projet de loi** S. 10.
- prix de cession amiable** S. 99.
- V. Indemnité.**
- Constructions**
- indemnité** S. 592; R. 577.
- Convocation**
- accord avec le directeur du jury** S. 363; R. 450.
- agent incompétent, nullité relative** S. 375.
- agents compétents** S. 374; R. 454.
- ayants droit** S. 265.
- commune** S. 369.
- délai** S. 369, 370 s.; R. 453; (calcul) S. 371.
- domicile élu** S. 367; R. 452.
- double copie** S. 367; R. 452.
- expropriant** S. 366.
- femme mariée** S. 369.
- formes** S. 367, 374, 385; R. 452, 454.
- héritiers** S. 364.
- inefficace** S. 384.
- juré** S. 361; R. 449.
- mention (jour de réunion)** S. 393. (lieu de réunion) S. 392.
- parties** S. 360; R. 449; (dispense) S. 364.
- prodigue** S. 369.
- propriétaire apparent** S. 364.
- propriétaire décédé** S. 364.
- requête de l'expropriant** S. 361.
- requête du concessionnaire** S. 362.
- tardive (conséquences)** S. 372; (nullité absolue) S. 372.
- Copropriétaire**
- apparent, pourvoi en cassation** S. 176.
- réel, pourvoi en cassation** S. 175.
- Cour des expropriations**
- projet de loi** S. 5.
- Cours d'eau**
- non navigable ni flottable** S. 32.
- Créancier hypothécaire**
- dénouciation** S. 278; R. 389.
- Créanciers**
- droit à l'indemnité** S. 173.
- pourvoi en cassation** S. 173; R. 280.
- Danemark** S. 15.
- Débats**
- ajournement** S. 522 s.; R. 506.
- clôture** S. 488; R. 491; (audition postérieure des parties) S. 541; (prononciation) S. 539.
- continuation à une autre séance** S. 522; R. 506.
- interruption** S. 522 s.; R. 506.
- publicité, mention** S. 514 s.; R. 504; (présomption) S. 516.
- recours** S. 52; R. 95.
- réouverture** S. 499, 500; R. 498.
- Décret**
- voie de recours** S. 387.
- Défense des places de guerre**
- absence d'indemnité** S. 880; R. 833.
- Délai**
- observations, commission d'enquête** S. 78, 83; R. 142, 152; (pourvoi en cassation) S. 182 s.; R. 286 s.
- procès-verbal d'enquête, dépôt, changement de tracé** S. 82 s.; R. 152.
- réclamations** S. 67; R. 115.
- Demandes**
- chefs, rejet partiel** S. 697.
- défaut, conséquences** S. 760; R. 652.
- notification** S. 300; (délai) S. 312; R. 402 s.; (incapable, mineur, etc.) S. 314; R. 482; (renonciation) S. 323.
- notification omise, conséquences** S. 313.
- partie unique** S. 475; R. 485.
- tableau** S. 297; (équivalent) S. 476; (mentions) S. 477; (nullité) S. 300; (production) S. 474; R. 485; (production tardive) S. 480.
- tardives, conséquences** S. 575 s.
- Démolition ordonnée**
- droits réels** S. 224.
- Dénouciation**
- ayants droit (connus de l'exproprié)** S. 250; (énumération) S. 247.
- bénéficiaire de servitude** S. 247; R. 376.
- cessionnaire d'un droit de pêche** S. 249.
- compagnie d'éclairage** S. 264-266.
- créancier hypothécaire** S. 278; R. 389.
- défaut, conséquences** S. 245, 274; R. 388; (ayant droit) S. 252; R. 277 s.; (étendue) S. 256; (propriétaire) S. 252, 254; R. 379.
- délai** S. 270; R. 386.
- effets** S. 255; R. 379.
- fermier** S. 145, 244 s.; R. 374.
- formes** S. 268; R. 385; (lettre missive) S. 268.
- insuffisante (remise de titres)** S. 268; (simples réserves) S. 268.
- locataire** S. 145, 244 s.; R. 374.
- obligations de l'usufruitier** S. 246, 257; R. 381.
- obligations du locataire principal** S. 246, 262.
- obligations du propriétaire** S. 139, 145, 152, 244 s., 262; R. 374 s., 387; (étendue) S. 251; R. 378; (propriétaire indivis) S. 248.
- propriétaire indivis** S. 248.
- propriétaire réel** S. 139, 153.
- sous locations** S. 246, 247, 262.
- tardive (déchéance)** S. 274 s.; R. 388; (vente amiable) S. 276; R. 388.
- tiers intéressés** S. 145; (délai) S. 153; R. 387.
- usager** S. 247; R. 375.
- usufruitier** S. 145.
- vente amiable** S. 276.



- Département**  
S. 31; R. 44.  
— biens, traité amiable S. 100; R. 209.
- Dépens**  
— condamnation, exproprié S. 312.  
— liquidation S. 570; R. 554.  
— V. Frais.
- Dépossession**  
— permanente (conduite souterraine) S. 28; (servitude de halage) S. 28.
- Dépossession définitive**  
— caractère S. 24.
- Directeur du jury**  
S. 395 s.; R. 460 s.  
— assistance (à la délibération) S. 538; R. 520; (du greffier) S. 405; R. 462; (à la visite des lieux) S. 408; R. 498.  
— avertissement, récusation S. 434; (formule) S. 435.  
— empêchement S. 396 s.; 398; (présomption) S. 398 s.  
— excès de pouvoirs S. 396, 420.  
— fonctions S. 395; R. 272, 460, 461.  
— jury de renvoi S. 789 s.  
— manifestation d'opinion S. 488.  
— nomination S. 395; R. 272, 461.  
— obligations S. 297.  
— obligation de communiquer les pièces S. 488, 489; R. 592.  
— ordonnance, voies de recours S. 762 s.; R. 653 s.  
— participation à la délibération S. 542.  
— pouvoirs S. 360, 571 s.; R. 531 s.; (causes d'empêchement et d'excuses des jurés) S. 390, 418; (envoi en possession) S. 567 R. 549; (examen des droits litigieux) S. 744; (expropriation pour chemins vicinaux) S. 536, 550; R. 526; (identité des jurés) S. 390; (liquidation des dépens) S. 570; R. 554; (ordonnance d'exécution) S. 566 s.; R. 548 s.; (police de l'audience) S. 488; (position des questions) S. 527; R. 609 s.; (remplacement des jurés) S. 391.  
— pouvoir discrétionnaire S. 422 s.  
— récusation S. 402; R. 461.  
— refus de communication de pièces S. 488.  
— remplacement S. 395, 396; (compétence) S. 395, 400, 401; (au cours des opérations) S. 404.  
— tribunal de renvoi S. 317.
- Discussion**  
— lieu, désignation S. 519, 520.  
— publicité S. 514 s.; R. 504 s.
- Docks**  
— déclaration d'utilité publique S. 49.
- Domaine de l'Etat**  
— dépendances, offres, préfet S. 299.
- Domaine militaire**  
— désaffectation S. 31.
- Domaine public** S. 31, 829; R. 23, 38.
- Domicile**  
— élection, effets S. 460; (décès de l'exproprié) S. 161.  
— élection, formes S. 158, 308.  
— élection nécessaire S. 158.  
— élu, convocation S. 367; R. 452; (notification du jugement d'expropriation) S. 157; (offres, notification) S. 306; R. 400; (pouvoir en cassation, notification) S. 304; R. 303.  
— réel, notification du jugement d'expropriation S. 158.
- Domage éventuel**  
S. 405; R. 618.
- Domage futur** S. 607; R. 588.
- Domage permanent**  
— caractère S. 23.  
— compétence S. 23.  
— interdiction d'exploiter S. 24; R. 41.  
— servitude (supprimée ou restreinte) S. 23; (d'utilité publique) S. 24 s.; R. 41.  
— suppression de force motrice S. 29.
- Domages indirects** S. 261.  
— travaux préparatoires R. 60.
- Drainage**  
— utilité publique S. 50.
- Droit de l'exproprié**  
— fruits S. 223.  
— possession S. 218, 222; R. 325, 327.
- Droit de préemption**  
— hors-ligne S. 39.
- Droit litigieux**  
— bail contesté S. 730.  
— caractère S. 721 s.  
— compétence judiciaire S. 743, 746 s.  
— désaccord sur la contenance S. 724.  
— exception de déchéance S. 740.  
— indemnité (alternative) S. 718 s.; R. 642 s.; (éventuelle) S. 718; R. 642.  
— pouvoirs (du jury) S. 728; (du magistrat directeur) S. 744.  
— qualité des parties contestées S. 731 s.  
— réquisition d'acquisition totale S. 739.  
— titres de propriété contestés S. 730.
- Eaux minérales**  
— sources, conservation S. 50.
- Emphytéose**  
— à temps S. 661; R. 618.  
— indemnité S. 660 s.; R. 618.  
— perpétuelle S. 663.
- Enquête**  
— commission S. 74 s.; R. 129 s.  
— utilité publique S. 6.
- Enquête administrative**  
— plan parcellaire S. 67 s.; R. 114 s.  
— procès-verbal, mention S. 72; R. 125.  
— omission S. 55; (travaux communaux) S. 56; R. 61.  
— utilité publique, déclaration S. 51; R. 37, 58 s.; (formes) S. 54; R. 58 s.; (irrégulière) S. 57.
- Enquête parcellaire** S. 6.
- observations orales S. 80.  
— travaux communaux S. 88 s.; R. 167 s.
- Enregistrement**  
— dispense S. 886 s.; R. 840 s.  
— droits perçus, restitution S. 888.  
— pièces de l'Administration S. 181.
- Envoi en possession** S. 289, 567 s.; R. 549 s.  
— caractères S. 289.  
— étendue S. 569.
- Erreur matérielle**  
— jugement d'expropriation S. 181.
- Escoquerie**  
— production de pièces mensongères S. 13.
- Espagne** S. 15, 16.
- Etablissement public** S. 31; R. 44.  
— biens, traité amiable S. 100; R. 209.  
— offres, acceptation S. 314; R. 412 s.  
— pourvoi en cassation S. 177.
- Etage d'une maison**  
— suppression S. 30.
- Etat** S. 31; R. 44.  
— biens du domaine public S. 829.  
— biens, traité amiable S. 100; R. 209.  
— exproprié S. 839; R. 726.  
— offres, acceptation S. 314; R. 412 s.
- Etat des inscriptions**  
— délivrance S. 226; R. 358.
- Etendue de l'expropriation**  
— extension S. 625 s.  
— restriction S. 624.
- Excédent** S. 36 s.
- Excès de pouvoir** S. 58.  
— arrêté de cessibilité S. 87.  
— jugement d'expropriation S. 179.  
— recours, non suspensif S. 59.
- Expertise**  
— projet de loi S. 9.
- Expropriant**  
— faillite S. 803 s.
- Expropriation partielle**  
— effets, résolution des baux S. 655.
- Expropriation tacite** S. 879 s.; R. 826 s.
- Exproprié**  
— droit de créance S. 804.  
— droit de rétention S. 804.  
— Etat S. 829; R. 726.
- Fabrique d'allumettes chimiques** S. 20.  
— expropriation tacite S. 879.
- Faux**  
— pièces produites S. 13.
- Femme mariée**  
— autorisation (justice) S. 143; (maritale) S. 143.  
— capacité, vérification S. 315.  
— convocation S. 369.  
— dotale, offres, notification S. 315.  
— marchande publique S. 143.  
— non autorisée S. 143.  
— pourvoi en cassation S. 177.  
— propriétaire S. 143; (notification du jugement) S. 154.  
— traité amiable S. 99.
- Fermier**  
— bail, date certaine S. 641; R. 614.  
— dénonciation S. 244 s.; R. 374; (délai) S. 145.  
— indemnité S. 640 s.; R. 608 s.  
— V. Bail, Locataire.
- Force motrice**  
— suppression S. 29, 32.
- Formalités (vérification)** S. 115; R. 251; (preuve) S. 128; R. 265-5°.
- Formes** S. 43; R. 53; (inobservation) S. 43.
- Frais**  
— condamnation S. 574 s.; (erreur ou omission) S. 582; R. 584; (exproprié) S. 574, 575 s.; (proportionnelle) S. 579; (provisoire) S. 578.  
— liquidation S. 570, 574 s.; R. 554, 558 s.  
— paiement S. 803; R. 690.  
— règlement S. 574.  
— taxe, opposition S. 592.
- Fraudes** R. 185.
- Fruits** S. 223.
- Grands travaux publics**  
— loi S. 1.  
— greffe  
— dépôt des pièces S. 555; R. 547.
- Greffier**  
— assistance S. 405; R. 462.  
— signature, omission S. 415.
- Habitation**  
— indemnité S. 639; R. 607.
- Halage**  
— servitude, imposition, caractère S. 28.
- Héritiers**  
— convocation S. 364.  
— notification (collective) S. 156; (individuelle) S. 156.
- Historique** S. 1 s.; R. 3 s.
- Hors-ligne**  
— rétrocession S. 854, 855.  
— rue S. 36 s.  
— utilisation S. 29.
- Hôtel d'ambassadeur** S. 34.
- Hypothèque**  
— consignation de l'indemnité S. 638.  
— immeuble grevé d'usufruit S. 638.  
— inscription, délai S. 232.  
— mainlevée, justification S. 586.  
— purge S. 230; R. 237 s.  
— translation, report S. 233; R. 351.
- Immeuble** S. 19 s.; R. 34 s.  
— appartenant à un étranger S. 34; R. 45.  
— dotale (consignation de l'indemnité) S. 615; R. 701; (indemnité, remploi) S. 817.  
— évaluation R. 187.  
— V. Choses susceptibles d'expropriation.
- Immeuble par destination** S. 594; R. 36, 580.
- Imprimeur**  
— signature, légalisation S. 71.
- Incapable** S. 31; R. 44.  
— offres (acceptation) S. 314; R. 412 s.; (notification) S. 289.  
— prise de possession immédiate S. 110; R. 238.  
— traité amiable S. 97; R. 192.
- Incompétence**  
— jugement d'expropriation S. 179.
- Indemnité** S. 588 s.; R. 570 s.  
— accessoire, usufruitier S. 634; R. 608; (industrie) S. 634; (récolte) S. 635.  
— alternative S. 578; R. 580; (contenance des terrains contestée) S. 735; (emphytéose) S. 664; (litige sur le fond du droit) S. 718 s.; R. 642; (parcelle contestée) S. 684; (réquisition d'acquisition totale) S. 739.  
— améliorations S. 592.  
— arbres S. 592, 669; R. 577.  
— ayants droit S. 234; R. 233; (non-dénoncés) S. 271.  
— bail (à complant) S. 680; R. 620; (à domaine congéable) S. 660; R. 622; (à locataire perpétuelle) S. 660; R. 617; (à longues années) S. 660; R. 619; (à rente) S. 660; R. 615.  
— bénéficiaire de servitude S. 274; R. 388.  
— capital S. 803; R. 690.  
— caractères S. 680; R. 629.  
— certaine S. 680, 681 s.; R. 629.  
— chefs multiples S. 699; (même objet) S. 701; (rejet partiel) S. 697.  
— complète S. 700.  
— consignation S. 638, 812; R. 699; (conditions de validité) S. 819; (délai) S. 810; R. 694; (immeuble dotale) S. 815; R. 701; (litige, compétence judiciaire) S. 820.  
— constructions S. 592; R. 577.  
— demande tardive S. 271 s.; (nullité couverte) S. 273.  
— dispense, défense des places de guerre S. 880; R. 833.  
— distincte (arbres) S. 804; (époux) S. 716; (expropriés différents) S. 709 s.; R. 686; (locataire, fermier) S. 640; R. 608; (prise de possession, dates différentes) S. 717; (propriétés indivises) S. 715.  
— dommage (futur) S. 607; R. 588; (non-invoqué) S. 706.  
— droit de champart S. 660; R. 621.  
— droit d'habitation S. 639; R. 607.  
— droit d'usage S. 639; R. 607.  
— éléments (augmentation de valeur, terrains restants) S. 627; R. 598; (dépréciation, terrains restants) S. 605; (enclave) S. 606; (locataire) S. 659; R. 611, 612; (morcellement de la propriété) S. 598; R. 585.  
— emphytéose S. 660 s.; R. 618.  
— éventuelle (consignation) S. 572; R. 551; (déclaration expresse) S. 739; (litige sur le fond du droit) S. 718 s.; R. 642; (récolte, usufruitier) S. 635.  
— fermier S. 640 s.; R. 608 s.  
— fixation S. 590 s.; R. 572 s.; S. 503; (Angleterre) S. 14, 16; (Belgique) S. 16; (éléments) S. 592; R. 577; (Espagne) S. 16; (Italie) S. 16; (Prusse) S. 16; (Russie) S. 16; (Suisse) S. 16; (valeur actuelle) S. 591.  
— hypothétique S. 311, 321, 322; (cas d'application) S. 725; (compétence du jury contestée) S. 736; (consignation) S. 572; (litige sur le fond du droit) S. 718 s.; R. 642; (réquisition d'acquisition totale) S. 683.  
— immeuble dotale S. 815 s.; R. 701; (remploi) S. 817.  
— immeubles par destination S. 594; R. 36, 580.  
— incapacité de recevoir S. 813; R. 701.  
— incertaine S. 690 s.  
— incomplète S. 698 s.  
— inférieure aux offres S. 751, 752 s.; R. 653; (travaux, plus-value) S. 755.  
— intérêt, prise de possession amiable S. 811; R. 697.  
— intérêts S. 232, 802; R. 690; (cession amiable) S. 810; R. 697; (de plein droit) S. 810; R. 694; (point de départ) S. 807 s.; 810; R. 694.  
— limites, offres et demandes S. 747 s.; R. 650.  
— locataire S. 640 s.; R. 608 s.; S. 481.  
— matériaux à enlever S. 666, 667 s.; R. 650.  
— maxima S. 747 s.; R. 650.  
— mines et carrières S. 595 s.; R. 583.  
— minima S. 747 s.; R. 650 s.  
— obstacle au paiement S. 813; R. 701; (anticipées) S. 818; R. 708; (droit de retour) S. 813; (inscription hypothécaire) S. 814.  
— offres réelles S. 812; R. 699; (dispense) S. 813; R. 701; (dispense, immeuble dotale) S. 815; R. 701.  
— option, somme d'argent ou travaux S. 676; R. 627.  
— parcelles non expropriées S. 625, 707.  
— paiement S. 803 s.; R. 690 s.; (annuités) S. 693; (ayant droit) S. 809; R. 693; (délai) S. 810; R. 694; (délai, Italie) S. 7; (ob-

- tacle) S. 813; R. 701; (obstacle, anti-chrèse) S. 818; R. 708; (obstacle, droit de retour) S. 813; (obstacle, inscription hypothécaire) S. 814; (obstacle, pourvoi en cassation) S. 813; R. 705; (obstacle, revendication) S. 812; R. 703; (obstacle, saisie-arrest) S. 818; R. 708; (préalable) S. 803; R. 690 s.; (préalable, Russie) S. 17; (retard) S. 804; (validité) S. 809.
- plantations S. 592; R. 577.
- pour toutes choses S. 700.
- propriétaire (apparent) S. 274; (éléments divers) S. 590 s.; R. 572; (plus-value, travaux) S. 589, 590; R. 573; (réel, non dénoncé) S. 273.
- pure et simple S. 692; R. 635.
- récoltes S. 592, 622, 669; R. 577, 591.
- refus S. 812; R. 699.
- règlement S. 244 s.; R. 373 s.; R. 684 s.; (jury, critiques) S. 2; (poursuite) S. 791 s.; R. 684 s.; (poursuite, locataire) S. 795; (poursuite, parties non dénoncées) S. 796; (poursuite, parties intéressées) S. 794; R. 685; (poursuites, propriétaire) S. 794; R. 695.
- résiliation de bail S. 481.
- servitude S. 670.
- somme d'argent S. 665 s.; R. 625 s. (travaux, caractères) S. 673.
- sous-locataire S. 262.
- supérieure à la demande S. 757; (appréciation) S. 758.
- supérieure au prix convenu S. 98; R. 477.
- travaux à exécuter S. 587, 673, 677.
- unique (emphytéose à temps) S. 661; R. 618; (propriété indivise) S. 715; (usufruit) S. 632; R. 604.
- usufruitier S. 632 s.; R. 604 s.
- V. Offres.
- Indivision S. 141.
- Industriel
- usufruitier S. 634.
- Inscription de faux
- procès-verbal, opération du jury S. 406 s.; R. 462.
- Inscription d'office S. 237; R. 357.
- établissement, nature S. 265.
- Interdiction d'exploiter S. 24; R. 41.
- Intéressé. V. Ayant droit.
- Inscription hypothécaire
- obstacle au paiement S. 814.
- Installation électrique
- Intérêts. V. Indemnité.
- Intervention S. 278.
- Italie S. 15, 16, 17.
- Jour férié
- opérations du jury S. 526.
- Journal
- étranger à l'arrondissement S. 70; R. 120, 121.
- Jugement
- S. 111 s.; R. 243 s.
- acquiescement S. 168.
- appel S. 167, 168.
- caractères S. 111; R. 250.
- effets S. 218 s.; R. 325 s.; (droits réels) S. 224; (exercice des actions réelles) S. 223; R. 333; (locataire) S. 644 s.; (prescription commencée) S. 225; (privilèges et hypothèques) S. 230; R. 337; (purgé) S. 230; R. 337; (résolution des droits réels) S. 218; R. 325; (servitudes) S. 226 s.; (servitudes apparentes) S. 227.
- erreur matérielle S. 181.
- excès de pouvoirs S. 179; (annulation) S. 105.
- exécution S. 59.
- expédition S. 149.
- femme mariée S. 142, 148.
- formalités S. 111 s.; R. 243 s.
- incompétence S. 179.
- inutile S. 104, 108.
- irrévocabilité S. 219 s.; R. 326.
- juge intéressé S. 112.
- mention (accomplissement des formalités, preuve) S. 126 s.; R. 205, 265; (alignement) S. 131; (consentement à la cession amiable) S. 130; (désignation de la nature des terrains) S. 135; R. 269; (désignation des terrains) S. 132 s.; R. 269; (désignation des terrains, jugement antérieur) S. 136; (nom des propriétaires) S. 137; R. 270.
- notification S. 145; R. 275; (absence de domicile élu) S. 158; (absence de domicile élu, double copie) S. 158, 162 s.; (ancien propriétaire) S. 155; (collective, héritiers) S. 156; (double copie) S. 158, 162; (domicile élu) S. 157; R. 275; (domicile réel) S. 158; (effets) S. 145; (femme mariée) S. 154; (formes) S. 157; R. 275; (héritiers) S. 156; (individuelle, héritiers) S. 156; (irrégulière) S. 146, 147; (irrégulière, conséquences) S. 152; (irrégulière, ratification) S. 186; (maire, fermier, locataire, gardien) S. 158, 162, 163; (mari) S. 154; (mentions) S. 146, 148; (mentions, motifs et dispositifs) S. 148; (mentions, visa
- des pièces) S. 148, 149; R. 224; (nullité) S. 151; (nullité, renonciation) S. 151; (nullité, réserves expresses) S. 151; (propriétaire apparent) S. 153; R. 275 s.; (propriétaire décédé) S. 155; (propriétaire réel) S. 153; (validité) S. 146.
- nullité S. 65, 66, 67, 86, 94, 117, 124, 125, 126, 127, 136, 137, 145; R. 258, (juge intéressé) S. 112.
- ordinaire (caractères) S. 170; (voies de recours) S. 170.
- propriétaire (apparent) S. 139; (décédé) S. 141; (réel) S. 139.
- publication S. 145; R. 275; (effets) S. 145.
- publicité S. 145; R. 275.
- réquisition du ministre public S. 114; R. 255.
- traité amiable (désaccord sur le prix) S. 107; R. 233; (recours en cassation) S. 109; R. 235.
- transcription S. 231; R. 341; (but) S. 231; R. 341; (délai) S. 231; R. 341.
- vice de forme S. 179, 180.
- visa des pièces insuffisant S. 126, 127.
- voies de recours S. 165 s.; R. 278 s.; (appel) S. 167, 168; (pourvoi en cassation) S. 165 s.; R. 278 s.; (tierce opposition) S. 169.
- Juré
- absence (visite des lieux) S. 502; R. 595; (remplacement) S. 391.
- abstention S. 420; (volontaire) S. 463.
- âge S. 332, 423.
- ayant siégé l'année précédente S. 332; R. 437.
- complémentaire S. 429; R. 460 (nombre) S. 430.
- convocation S. 302.
- désignation, erreur S. 387.
- dispense S. 332; R. 437, 417 s.; 463 s.
- empêchement S. 460.
- étranger S. 332.
- exclusion S. 350 s.; R. 446; (ayant droit) S. 352; (causes, proposition) S. 422; (créancier inscrit) S. 352; (décision) S. 419; (refus) S. 438.
- excuse S. 417 s.; R. 462 s.
- failli non réhabilité S. 332.
- identité, indication S. 387.
- incapacité S. 332 R. 435.
- incompatibilité S. 353 s.; R. 447; (adjoint) S. 354 s.; R. 447; (administrateur de compagnie) S. 358; (agent voyer cantonal) S. 360; (causes, proposition) S. 422; (conducteur des ponts
- et chaussées) S. 360; (conseiller général) S. 356; (conseiller municipal) S. 354 s.; R. 447; (décision) S. 419; (juge consulaire) S. 359; (juge de paix) S. 359; (juge suppléant) S. 360; (maire) S. 354 s.; R. 447.
- pouvoirs, cessation S. 333.
- récusation S. 330, 331 s.
- refus S. 417.
- remplacement S. 426 s.; R. 467 s.
- serment S. 461 s.; R. 480 s.
- supplémentaire (désignation) S. 330; (désignation irrégulière) S. 330; (rang) S. 428; R. 468.
- nombre, décision S. 460.
- non trouvé à son domicile S. 386.
- Jury S. 324 s.; R. 430 s.
- choix, tribunal compétent S. 217.
- communication de pièces S. 12.
- comparution (conséquences) S. 281, 282, 287; (effet) S. 66.
- compétence S. 564; R. 544; (contestée, indemnité hypothétique) S. 738; (indemnité litigieuse) S. 564; R. 544.
- composition S. 324 s.; R. 431 s.
- décision S. 551 s.; (caractère définitif) S. 562; R. 541; (cassation, conséquences) S. 282; (cassation, effets) S. 785 s.; 675; (conditions de validité) S. 556 s.; (difficultés, autorité compétente) S. 583 s.; R. 589 s.; (directeur) S. 557, 558; (force exécutoire) S. 559; R. 537; (immeuble non exproprié) S. 563; (interprétation) S. 563; R. 569; (lecture) S. 559; R. 535; (lieu, désignation) S. 519; (majorité des voix) S. 551, 552; (nullité) S. 314, 329, 464, 466, 555, 556, 563, 673, 751, 757; R. 529; (nullité absolue) S. 618; (ordonnance d'exécution) S. 559, 566 s.; R. 537, 548 s.; (par défaut, opposition non recevable) S. 762; R. 656; (personne étrangère) S. 553; R. 529; (pourvoi en cassation, délai) S. 183; (rectification) S. 560 s.; R. 530; (rédaction) S. 534; R. 535 (rédaction, erreurs) S. 556; (signature) S. 584; R. 535; (surais) S. 334; (unanimité) S. 553; R. 550; (voies de recours) S. 762 s.; R. 655 s.
- de jugement (affaires distinctes) S. 445
- s.; R. 474; (affaires distinctes, réunion) S. 446 s.; R. 477 s.; (composition) S. 441, 459; R. 473; (composition irrégulière) S. 433; (composition irrégulière, nullité absolue) S. 452; (composition, mention au procès-verbal) S. 453; (composition, modification) S. 455 s.; (constitution) S. 450 s.; (distinct) S. 445, 446; R. 474, 479; (liste, formation) S. 424; (nombre des jurés) S. 426, 451, 454; R. 467, 475; (nombre des jurés, minimum légal) S. 460; (unique, division des affaires) S. 440.
- délibération S. 530 s.; R. 514 s.; S. 538; R. 520; (admission d'une partie) S. 541; (affaires multiples) S. 545; R. 524; (affaires multiples, jonctions) S. 548 s.; R. 521; (assistance du directeur du jury) S. 538; R. 520; (communication avec les parties) S. 542; R. 521; (durée) S. 533; (forme) S. 522 s., 521; R. 514; (lieu) S. 534; R. 515; (mention au procès-verbal) S. 544; R. 522; (nombre des jurés) S. 460, 532; (nullité) S. 547; (personne étrangère, assistance) S. 540; R. 521; (personne étrangère, participation) S. 547; (secret) S. 534.
- désignation (concessionnaire) S. 828; R. 725; (liste ancienne, nullité) S. 333; (nullité) S. 338, 330; (nullité, juré supplémentaire) S. 330.
- fonctions, durée S. 563 s.; R. 543.
- incompétence S. 607 s.; R. 588; (fond du droit) S. 718 s.; R. 642 s.; (nullité absolue) S. 618, 621; (pourvoi en cassation) S. 621.
- indemnité de déplacement, projet de loi S. 13.
- liste annuelle (composition, irrégularité, nullité absolue) S. 331; (formation) S. 324 s.; R. 431 s.; (formation, conseil général, pouvoir souverain) S. 332; R. 486; (formation, conséquences) S. 333; R. 437; (formation, juré ayant siégé) S. 332; R. 437; (irrégulière, conséquences) S. 329; (irrégulière, erreur de copie) S. 329; (nombre des jurés) S. 326 s.; R. 431 s.; (renouvellement) S. 334.
- liste (augmentation du nombre des jurés)
- S. 1; (commission spéciale, projet de loi) S. 10; (notification) S. 798; (notification, irrégularité) S. 485; (préparatoire, projet de loi) S. 10; (provisoire, formation) S. 1.
- nombre des jurés S. 1.
- opérations (commencées, compétence) S. 11; (énonciations, contestations) S. 406 s.; R. 462; (erreurs) S. 411; (expéditions dissimulables) S. 782; (foi) S. 675; (incomplet) S. 410; (inscription de faux) S. 408; R. 462; (jour férié) S. 526; (multiple) S. 414; (nullité) S. 894, 412; (publicité) S. 514 s.; R. 504; (procès-verbal) S. 406 s.; R. 462 s.; (rédaction) S. 406; R. 462; (unique) S. 413.
- pouvoir S. 334, 726 (appréciation des titres et actes) S. 583; R. 570 (droit d'information) S. 493 s.; R. 495 s.; (droit litigieux) S. 728; (expiration) S. 334 s.; (visite des lieux) S. 493.
- président, désignation S. 530; R. 514; (expropriation pour chemins vicinaux) S. 537; (forme) S. 536; (moment) S. 535; R. 516.
- procès-verbal, mention S. 408, 416; R. 462; (affaires multiples) S. 484; (ajournement des débats) S. 522; (avis du droit de récusation) S. 434 s.; (clôture des débats) S. 529; (communication de pièces) S. 491; (composition du jury de jugement) S. 483; (délibération) S. 544; R. 522; (désignation du président) S. 536; (prestation de serment) S. 464 R. 483; (production des pièces) S. 478 s., 483; R. 486; (publicité des débats) S. 514 s.; (visite des lieux) S. 494; R. 498.
- recrutement, projet de loi S. 10.
- réunion (délai) S. 313, 314; (liste annuelle renouvelée) S. 335; (provocation, exproprié) S. 799 s.; R. 687 s.
- Jury de renvoi
- arrondissement voisin S. 788; R. 677, 678.
- composition S. 787; R. 676.
- désignation S. 789.
- magistrat directeur, choix S. 789 s.
- Jury spécial
- convocation S. 361 s.; R. 449; (exclusion) S. 350 s.; R. 446.
- formation S. 327 s.; R. 438 s.; (chemins vicinaux) S. 345; (choix des jurés) S. 243 s.; (compétence) S.

- 337, 338; R. 438; (compétence, renvoi après cassation) S. 338; (cour d'appel, impossibilité) S. 340; (demande) S. 336; (demande, qualité) S. 349; R. 444; (époque) S. 337; (erreur réparée) S. 381; formalités) S. 337 s.; R. 444 s.; (irrégularité, conséquences) S. 359; (magistrat, propriétaire exproprié) S. 348; (nullité) S. 344; (nullité absolue) S. 337; (prématurée) S. 337; (procédure, caractères) S. 338, 342; (tribunal, abstention) S. 346; R. 440; (tribunal, impossibilité) S. 346; (tribunal, récusation) S. 346; R. 440; (validité, conditions) S. 337 s.; R. 438 s.
- liste, notification S. 364; R. 451; (commune) S. 368; (défaut de notification) S. 376 s.; (effets) S. 381; (erreurs) S. 382, 383 s.; R. 455; (erreurs, conséquences) S. 383 s.; R. 389; (femme mariée) S. 369; (formes) S. 378; (mention inexacte) S. 392; (nullité) S. 380; (preuve) S. 379; (prodigue) S. 369.
- réunion (heures, désignation) S. 394; (jour, désignation) S. 393; (lieu, désignation) S. 399.
- Légataire**  
— réquisition d'acquisition totale S. 840.
- Législation**  
S. 1 s.; R. 3 s.
- Lieux**  
— rétablissement, état primitif S. 43.
- Litige**  
V. Droits litigieux.
- Localité**  
— définition R. 101.  
— désignation S. 61 s.; R. 97 s.
- Locataire**  
— bail (date certaine) S. 641; R. 614; (résolu) S. 650.  
— congé, caractères S. 807.  
— dénonciation S. 244 s.; R. 374; (délai) S. 145.  
— droit (à l'indemnité, époque) S. 642; (de rétention) S. 806.  
— expropriation partielle S. 653 s.; R. 612.  
— indemnité S. 640 s.; R. 608 s.; (demande, moment) S. 650; (éléments) S. 659; R. 611, 612; (réquisition d'acquisition totale) S. 655.  
— jouissance des lieux S. 644 (bail nouveau) S. 644, 648; (renonciation à l'indemnité) S. 644, 649.  
— offres S. 290.  
— qualité contestée S. 723.  
— renonciation à l'indemnité S. 644, 649.  
— réquisition d'acquisition totale S. 841.
- sous-locataire S. 656.  
— V. Bail.
- Loi**  
— déclaration d'utilité publique S. 47, 49; R. 56.
- Loyers d'avance**  
S. 223.
- Maire**  
— incompatibilité, juré S. 354 s.; R. 447.
- Mari**  
— pourvoi en cassation, immeuble dotal S. 770.  
— réquisition d'acquisition totale S. 838; R. 736.
- Matrice cadastrale**  
— mutation de propriété S. 156.  
— nom du propriétaire S. 140 s.
- Mesures provisoires**  
— V. Référé.
- Mines** S. 24, 595 s.; R. 583.  
— dépossession partielle S. 26.  
— interdiction d'exploiter. S. 24; R. 41.  
— rodevance S. 27.
- Mineur** S. 31; R. 44.  
— offres, acceptation S. 314; R. 412 s.
- Mineur émancipé**  
— pourvoi en cassation S. 177.
- Ministère public**  
— observations orales S. 115; R. 255.  
— réquisitoire, formes S. 114; R. 255.
- Mitoyenneté**  
— expropriant, obligations S. 219.
- Montagnes**  
— gazonnement S. 50.  
— reboisement S. 50.
- Note**  
— communication au jury S. 490.
- Notification**  
— concessionnaire S. 882; R. 834.  
— domicile élu S. 885; R. 839.  
— formes S. 882 s.; R. 824 s.  
— pourvoi en cassation S. 884.  
— préfet S. 882; R. 834.
- Nue propriété**  
S. 21; R. 37.  
— cession amiable S. 21; R. 37.  
— hypothèque S. 638.
- Nullité**  
V. Expropriation, Jugement, Offres.
- Offres** S. 279 s.; R. 391 s.  
— acceptation (commune) S. 314; R. 412 s.; (établissement public) S. 314; R. 412 s.; (Etat) S. 314; R. 412 s.; (incapables) S. 314; R. 412 s.; (mineurs) S. 314; R. 412 s.  
— augmentation S. 313, 316 s.; R. 426 s.; (objet nouveau) S. 221.  
— ayants droit, non dénomés S. 270.  
— collectives S. 292; R. 296.  
— défaut, conséquences S. 761.  
— de un franc S. 284, 627.  
— délai S. 151, 300 s.; R. 399 s.; (inobservation, nullité) S. 201.  
— distinctes S. 282; R. 393; (héritiers) S. 288; (propriétaires indivis) S. 288.  
— en bloc S. 283.  
— éventuelles S. 311, 321; R. 401, 510.  
— exploit, équivalent S. 475; R. 485.  
— inutiles S. 797.  
— modicité, validité S. 284.  
— modification S. 316, 317 s.  
— notification S. 279; R. 391 s.; (absence de domicile élu) S. 306; R. 400; (ayants droit) S. 290; (créanciers inscrits) S. 292; (délai) S. 300; R. 399; (délai, prétention litigieuse) S. 200 s.; (dispense) S. 295; (dispense, cession amiable) S. 296; (dispense, poursuites de l'exproprié) S. 295; (dispense, terrains ajoutés) S. 297; (domicile élu) S. 306; R. 400; (double copie) S. 306, 307; R. 400; (équivalent, nullité) S. 293; R. 399; (femme dotale) S. 315; (forme) S. 300, 310; (héritier) S. 288; (hors du domicile élu) S. 281; (hors du domicile élu, nullité couverte) S. 309; (incapable) S. 299; (irrégularité) S. 297; R. 304 s.; (irrégularité, nullité couverte) S. 281, 282, 287, 304; (lettre) S. 293; (locataire) S. 290; (obligation absolue) S. 293; R. 399; (obligation, contestation du dommage) S. 311; R. 401, 510; (offres réelles) S. 210; (omission) S. 297; R. 391 s.; (omission, nullité) S. 280; (omission, propriétaires indivis) S. 289; (personne sans qualité) S. 281; (préfet, dépendance du domaine de l'Etat) S. 299; (prodigue) S. 299; (propriétaire apparent) S. 285; (propriétaire décédé) S. 285; (propriétaire indivis) S. 288; (propriétaire réel) S. 285, 286; (requête du concessionnaire) S. 302; (requête du maire) S. 303; (requête du préfet) S. 302, 303, 304; R. 400.  
— nouvelles (notification) S. 316 s.; R. 426; (réquisition d'acquisition totale) S. 851.  
— nullité (expropriant) S. 294; (réserves expresses) S. 151.  
— partie unique S. 475; R. 485.  
— refus de notification, conséquences S. 211.  
— réponse, délai S. 312; R. 402; (incapable, mineur) S. 314; R. 423.  
— suffisantes S. 312.  
— supplémentaires, ré-
- quisition d'acquisition totale S. 221, 323.  
— tableau S. 297; (équivalent) S. 475, 476; (mentions) S. 477; (production) S. 474; R. 485; (production tardive) S. 480.  
— tardives S. 280; (nullité absolue) S. 314; (nullité, renonciation) S. 323.  
— travaux publics communaux S. 303.  
— validité, conditions S. 283 s.; R. 392, 400 s.
- Offres réelles** S. 812; R. 699.  
— V. Indemnité.
- Opposition** S. 26.
- Ordonnance d'exécution** S. 559, 566 s.; R. 527, 548 s.  
— acte distinct S. 567; R. 549.
- Paris** S. 35, 36.  
— construction d'une église à Montmartre S. 1.  
— dégagement (de la rue de Rivoli) S. 1; (des abords du Louvre) S. 1.  
— établissement du boulevard de Strasbourg S. 1.  
— prérogatives spéciales S. 35.  
— rues S. 1; (caractère) S. 89.  
— voies publiques, terrains riverains S. 1.
- Parties**  
— qualité contestée S. 731.
- Pièces**  
— communication S. 489; R. 592; (au jury) S. 12.  
— dépôt au greffe S. 565; R. 547.  
— fausses S. 13.  
— production S. 474 s.; R. 485 s.; (concessionnaire) S. 830; R. 727; (pièces mensongères) S. 12.  
— suspectes, saisie S. 12.
- Plaidoirie** S. 486 s.; R. 488, 489.
- Plan**  
— production, concessionnaire S. 830; R. 727.  
— plan parcellaire S. 64 s.; R. 105 s.  
— annexion au jugement S. 129.  
— copie, production S. 482.  
— dépôt S. 67 s.; R. 114 s.  
— examen, autorité judiciaire S. 125; R. 264.  
— irrégularité (nullité relative) S. 482; (parcelle expropriée, désignation insuffisante) S. 66.  
— nom des propriétaires (mention) S. 64 s.; R. 107 s.  
— production S. 481; (copie) S. 482; (défaut, nullité) S. 481, 485.  
— publication S. 67 s.; R. 114 s.
- Plantations**  
— indemnité S. 592; R. 577.
- Plus-value**  
— terrains restant S. 627 s.; R. 598.
- Pont**  
— déclaration d'utilité publique S. 48; R. 57.
- Possession**  
— exproprié S. 218, 222; R. 325, 827.
- Pourvoi en cassation**  
— amende (chiffre) S. 194; R. 297; (condamnation) S. 214, 215; (restitution) S. 214.  
— amende, consignation S. 193, 778; R. 296; (dispense) S. 195; R. 297 (époque) S. 197; (mode) S. 197; (multiple) S. 198, 199; R. 300; (préfet) S. 195, 166; R. 296, 297.  
— amendes distinctes S. 779.  
— cassation, effets S. 214, 216 s., 675, 785 s.; R. 320 s.  
— causes S. 179; R. 282, 283; (concessionnaire) S. 827; R. 723; (excès de pouvoir) S. 179; (vice de forme) S. 179, 180; R. 282, 283.  
— déchéance, conditions S. 185; R. 289.  
— décision du jury S. 183, 782 s.; R. 655 s.  
— déclaration au greffe S. 773 s.; (formalité substantielle) S. 188 s.; R. 291 s.  
— déclaration de pourvoi (mentions) S. 200 s.; R. 301; (nom des défendeurs) S. 201.  
— délai S. 152, 182 s.; R. 286 s.; S. 772; R. 666; (augmentation, distances) S. 183; R. 288; (calcul) S. 777; (jugement refusant l'expropriation) S. 187; R. 290; (point de départ) S. 145, 776; (suspension, jour férié) S. 183.  
— demandeur S. 171 s.; R. 279; (capacité) S. 177; (créanciers du propriétaire) S. 173; R. 180; (créancier, notification à l'exproprié) S. 173; (copropriétaire apparent) S. 176; (copropriétaire réel) S. 175; (établissement public) S. 177; (expropriant et exproprié) S. 171; (femme mariée) S. 177; (locataire) S. 172; (mineur émancipé) S. 177; (prodigue) S. 177; (propriétaire non apparent) S. 174; (propriétaires syndiqués) S. 176; (tiers intéressé) S. 172; R. 279; (tuteur) S. 177.  
— désistement, effets S. 214, 215; R. 318.  
— distincts, jurys divers S. 775.  
— envoi du dossier S. 781.  
— excès de pouvoirs S. 764; R. 659.  
— incompétence S. 179, 764; R. 659; (jury) S. 621.  
— indemnité au défendeur, condamnation S. 214 s.  
— intérêt S. 769.  
— irrecevabilité S. 765 s.  
— jugement d'expropriation S. 165; R. 278.  
— mandataire S. 191; R. 293.
- mandataire verbal S. 77; R. 665.  
— mari, immeuble dotal S. 770.  
— mission légale, refus S. 764; R. 689.  
— moyens d'ordre public S. 213; R. 213.  
— moyens nouveaux S. 784; R. 673.  
— non-recevabilité S. 168; (absence de moyens) S. 213; R. 213; (amende, défaut de consignation) S. 197, 214; (jugement de donne acte) S. 178.  
— notification S. 783; R. 660; (au maire, locataire, fermier, gardien) S. 204; (caractères) S. 210; (délai) S. 200 s.; R. 304; (délai, augmentation à raison des distances) S. 206; (délai, calcul) S. 206; R. 203; (dispense de visa) S. 208; (domicile élu, exproprié) S. 204; R. 303; (double copie) S. 204; (huissier audien- cier) S. 209 (mention, assignation) S. 207; R. 305; (mentions, nom de l'avocat) S. 207; (société expropriante) S. 205.  
— obstacle au paiement S. 812; R. 708.  
— ordonnance du magistrat directeur S. 762 s.; R. 655 s.  
— préfet S. 771; R. 665.  
— qualité S. 769 s.; R. 664.  
— recevabilité S. 177, 763; (cession amiable, magistrat directeur, désignation) S. 119; R. 235; (prise de possession, réserves) S. 765; R. 661.  
— rejet (effets) S. 214; R. 317; (indemnité au défendeur) S. 194.  
— renonciation S. 185, 768.  
— réserves S. 186.  
— transmission des pièces S. 211 s.; R. 306, 307; (délai) S. 212; R. 309.
- Préemption** S. 853 s.; R. 741 s.
- Préfet**  
— commission d'enquête S. 76; R. 132.  
— convocation des jurés et des parties S. 361; R. 449.  
— pourvoi en cassation S. 771; R. 665.  
— pouvoirs, arrêtés de cessabilité S. 86; R. 162.  
— signification S. 882; R. 834.
- Prise de possession**  
— immédiate (caractères) S. 110; R. 238; (incapable) S. 110; R. 238.
- Privilege**  
— inscription, délai S. 232.  
— purge R. 337 s.; S. 330; R. 337.
- Procès-verbal**  
— opérations du jury S. 406 s.; R. 482 s.
- Procès-verbal de la commission d'enquête** S. 79.
- Procès-verbal des réquisitions** S. 67 s.; R. 114 s., 126 s.

- clôture S. 87.
- mentions S. 73; R. 125.
- nullité S. 67.
- ouverture S. 67.
- Prodigue**
- convocation S. 369.
- offres, notification S. 399.
- pourvoi en cassation S. 77.
- Propriétaire**
- apparent S. 64; R. 108; S. 244; R. 374; (convocation devant le jury) S. 364; (indemnité) S. 274; (jugement d'expropriation) S. 139; (notification du jugement) S. 153; (offres) S. 385.
- connaissance de l'expropriation S. 66.
- décès S. 140; S. 712; (convocation) S. 364; (notification du jugement) S. 155; (offres) S. 285.
- droit de rétention S. 803; R. 690 s.
- femme mariée S. 142.
- indivis (indemnité distincte) S. 715; (indemnité unique) S. 715; (offres) S. 288; (réquisition d'acquisition totale) S. 338.
- magistrat S. 348.
- nom S. 64; R. 107; (défaut de mention) S. 65; (défaut de mention, équivalent) S. 65; R. 261; (jugement d'expropriation) S. 38; S. 137; R. 270.
- réel (dénonciation S. 153; (jugement d'expropriation) S. 139; (non dénoncé, indemnité) S. 272; (notification du jugement) S. 153; (offres) S. 285, 286).
- tierce personne S. 732.
- voisin S. 261.
- Propriété**
- désignation définitive S. 84 s.; R. 156 s.
- Propriété industrielle** S. 19.
- Propriété littéraire** S. 19.
- Prusse** S. 15, 16.
- Publication**
- déclaration d'utilité publique S. 54.
- Purge**
- privilèges et hypothèques S. 230; R. 337; (prix inférieur à 500 fr.) S. 238; R. 364.
- Question**
- complexe, irrégularité S. 689.
- position S. 527 s.; R. 609 s.; (demande irrégulière) S. 528; R. 598; (observation des parties) S. 527; (directeur du jury, refus) S. 528.
- Réclamations**
- délai (point de départ) S. 67; R. 118; (preuve) S. 68; - examen S. 74 s.; R. 129 s.
- observations nouvelles S. 69.
- procès-verbal S. 67, 73; R. 114, 126 s.
- Récoltes**
- indemnité S. 592, 622; R. 577, 591.
- Recours au conseil d'Etat**
- arrêté de cessibilité S. 87.
- décision de l'administration supérieure S. 87.
- Réclamation S. 112.**
- absence de motifs S. 438; R. 473.
- directeur du jury S. 403; R. 461.
- droit S. 330, 332; (avertissement du directeur du jury) S. 434 s.; (exercice) S. 440; (renonciation, forme) S. 439.
- intéressés multiples S. 442.
- juré S. 351 s.; S. 360.
- même affaire S. 444.
- mineurs S. 443.
- motivée S. 424.
- nombre S. 424.
- péremptoire S. 433 s.; (absence de motifs) S. 438; R. 473; (renonciation) S. 433.
- Référé**
- compétence (cessation des travaux) S. 821; (mesures provisoires) S. 821.
- projet de loi S. 9.
- Régime dotal**
- traité amiable S. 99 R. 204.
- Régime matrimonial**
- vérification S. 315.
- Remploi** S. 99.
- Renvoi après cassation**
- droits des parties R. 321.
- effets R. 222.
- tribunal (compétence) R. 322; (pouvoirs) R. 324.
- Requête**
- traité amiable, incapable S. 97; R. 192.
- locataire S. 242.
- procédure S. 243; R. 370 s.
- propriétaire S. 241 s.; S. 269 s.
- Rétention** S. 803 s.; R. 690 s.
- Rétrocession**
- S. 230; S. 853 s.; R. 741 s.
- conditions S. 854, 858; R. 743.
- délai S. 871; R. 752.
- emploi partiel S. 857.
- formes S. 868, 870 s.; R. 751 s.
- hors-ligne S. 855.
- litiges, compétence judiciaire S. 864; R. 745.
- obstacle au paiement S. 813; R. 703; (saisie-arrest) S. 818; R. 708.
- prix (fixation) S. 865; R. 746; (quotité) S. 866 s.
- qualité des parties S. 862; R. 744.
- renonciation S. 869.
- terrain revendu S. 861.
- Route départementale**
- déclaration d'utilité publique S. 48; R. 57.
- Route nationale**
- déclaration d'utilité publique S. 49.
- Rues de Paris** S. 35 s.
- Russie** S. 15, 16, 17.
- Saisie-arrest**
- V. Rétrocession.
- Serment** S. 461 s.; R. 480 s.
- affaires jointes S. 462, 463.
- anticipé S. 462.
- distinct, affaires multiples S. 462.
- formalité substantielle S. 462.
- formule sacramentelle S. 460.
- prestation (effets) S. 466; (mention, procès-verbal) S. 464; R. 483; (postérieure à la visite des lieux) S. 469; R. 484; (tardive) S. 466, 467; (termes, mention, procès-verbal) S. 465.
- Servitude S. 226.**
- bénéficiaire, dénonciation S. 247; R. 276.
- existence, compétence judiciaire S. 227.
- Servitude d'utilité publique** S. 24 s.; R. 41.
- Signification**
- concessionnaire S. 882; R. 834.
- formes S. 882 s.; R. 834 s.
- préfet S. 882; R. 834.
- Société**
- dissolution par suite d'expropriation S. 261.
- Sous-locataire**
- appel devant le jury S. 262.
- recours S. 362.
- Sous-location**
- résolution S. 656.
- V. Bail, Locataire.
- Sous-préfet**
- commission d'enquête S. 76; R. 132.
- Sous-sol** S. 24; R. 41.
- Suisme** S. 15, 16.
- Superficie** S. 24.
- Tableau. V. Demandes, Offres.**
- Terrain**
- bâti, définition S. 873; R. 762.
- contenance contestée S. 681, 682, 724, 735.
- désignation, jugement d'expropriation S. 132; R. 269.
- évaluation contredite S. 95; R. 183.
- nature, désignation, jugement S. 125; R. 269.
- non utilisé S. 853 s.; R. 741 s.; (avis) S. 870; R. 750; (contestations, compétence) S. 864.
- valeur, évaluation S. 95; R. 176 s.
- Territoire**
- définition R. 101.
- désignation S. 47, 61 s.; R. 56, 97 s.
- Théâtre**
- droit d'entrée, caractère S. 287.
- Tierce opposition**
- jugement d'expropriation S. 170.
- Tiers**
- dénonciation S. 145; (délai) S. 153; R. 387.
- Timbre**
- dispense S. 886 s.; R. 840 s.
- droits perçus, restitution S. 888.
- Titre de propriété**
- contestation S. 730.
- Titres**
- appréciation S. 588; R. 570.
- Tracé**
- changement S. 82; (conséquences) S. 82, 89 s.; R. 159.
- provisoire, modifications S. 62.
- Traité amiable** S. 96 s.; R. 189 s.
- accord de volontés; (constatation) S. 105.
- affichage S. 234; R. 352.
- antérieure à la déclaration d'utilité publique S. 646.
- appréciation du tribunal S. 105.
- biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics S. 100; R. 209.
- compétence judiciaire S. 101 s.; R. 211 s.
- consentement, mention au jugement S. 120.
- conséquences S. 104; R. 226, 227.
- contrat, caractère S. 101; R. 211.
- déclaration d'utilité publique, nécessité S. 107; R. 233.
- désaccord sur le prix S. 106, 107; R. 232.
- dispense (d'offres) S. 296; (de l'arrêt de cessibilité) S. 108.
- effets S. 96; R. 190; S. 234; (résolution des baux) S. 646.
- femme mariée S. 99.
- immeuble dotal S. 99; R. 804.
- incapables S. 97 s.; R. 192; (autorisation, étendue) S. 98; (requête) S. 97.
- indemnité, intérêts S. 810; R. 697.
- insertion S. 234; R. 352.
- prise de possession immédiate S. 110; R. 238.
- prix, consignation S. 99.
- publication. S. 234; R. 352.
- transcription S. 234; R. 352; (dispense, prix inférieur à 500 francs) S. 238 s.; R. 364 s.; (droit) R. 386; (effets) S. 235.
- Transcription**
- droits, dispense S. 886; R. 840.
- Travaux**
- cessation, référé S. 821.
- destruction S. 822; R. 710.
- Travaux militaires et de la marine nationale** S. 877 s.; R. 784 s.
- Travaux publics**
- association syndicale. S. 74.
- caractères S. 44.
- discontinuation ordonnée S. 43.
- préparatoires R. 65 s.; (dommages) R. 69.
- suppression S. 42.
- Travaux publics communaux** S. 88; R. 167 s.
- offres, notification S. 303.
- Tuteur**
- réquisition d'acquisition totale S. 838; R. 736.
- Urgence** S. 873 s.; R. 756 s.
- déclaration S. 874; (décret, caractères) S. 873; R. 763.
- procédure spéciale S. 873 s.; R. 756 s.
- Usage**
- indemnité S. 639; R. 607.
- Usager**
- dénonciation S. 247; R. 375.
- Usine**
- suppression S. 29.
- Usufruit** S. 21; R. 37.
- immeuble hypothéqué S. 638.
- indemnité unique S. 632; R. 604.
- partiel S. 636.
- Usufruitier**
- caution S. 633, 637; R. 605.
- dénonciation (délai) S. 145; (des intéressés) S. 246.
- droit de rétention S. 806.
- droits S. 21, 22; R. 37.
- indemnité S. 632 s.; R. 604 s.; (accessoires) S. 634; R. 606; (accessoire, déplacement) S. 634; (accessoire, récolte) S. 635.
- réquisition d'acquisition totale S. 839; R. 736.
- V. Dénonciation.
- Utilité publique**
- caractères S. 50; R. 57 s.
- déclaration S. 1, 47, 48 s.; R. 56, 57 s.; (accessoires) S. 53; (Angleterre) S. 15; (Belgique) S. 15; (canalisation de rivière) S. 49; (chemin de fer) S. 49; (Danemark) S. 15; (décret) S. 48 s.; R. 87; (décret, recours) S. 53, 58 s.; R. 95; (délibération de la commission départementale) S. 49; (délibération du conseil général) S. 49; (docks) S. 49; (Espagne) S. 15; (étendue) S. 52; R. 89, 103 s.; (excès de pouvoir) S. 58; (grande travaux) S. 48, 49; R. 87; (Italie) S. 15; (nécessité, traité amiable) S. 107; R. 233; (nouvelle) S. 56, 121; R. 89; (périmée) S. 120; (Prusse) S. 15; (route départementale) S. 48; R. 87; (Russie) S. 15; (Suisse) S. 15; (vérification) S. 117; R. 257.
- enquête S. 6, 54 s.; R. 58.
- gazonnement des montagnes S. 50.
- reboisement des montagnes S. 50.
- sources d'eaux minérales, conservation S. 50.
- travaux (drainage) S. 80; (salubrité publique) S. 50.
- urgence S. 873 s.; R. 756 s.
- Vice de forme**
- jugement d'expropriation S. 179, 180; R. 282 s.
- Visa**
- pourvoi en cassation, notification, dispense S. 208.
- Visa pour timbre** S. 181.
- Visite des lieux** S. 495.
- absence de jurés S. 502, 504; R. 595.
- antérieure au serment S. 469; R. 484.
- assistance (des jurés) S. 501; R. 499; (des parties) S. 511; (du directeur du jury) S. 498; R. 498.
- avis aux parties S. 494, 511; R. 498, 500.
- caractère S. 468, 469 s.
- commission d'enquête S. 80; R. 143.
- décision du jury, forme S. 495.
- défaut d'avis aux parties, nullité relative S. 513.
- division de l'opération S. 508.
- en corps S. 501 s.; R. 499.
- irrégularités nullité relative S. 510.
- jury étranger à l'affaire S. 505.
- mention au procès-verbal S. 494.
- officieuse S. 468, 469 s.
- partie du jury S. 507.
- postérieure aux débats S. 499; R. 498.
- refus du jury S. 497.
- Voie ferrée**
- servitude d'utilité publique S. 23.

## Table des articles de la loi du 3 mai 1841.

<b>Loi du 3 mai 1841</b>	86, 180; R. 152 s.	—18. S. 224, 234, 663, 834, 845; R. 333 s.	—24. S. 9, 35, 279, 300, 313 s., 319, 474, 575, 643, 748, 851; R. 402 s., 559.	—33. S. 426, 431 s.; R. 467 s.	725, 729 s., 738, 741, 747 s., 750, s., 754, 757, 761, 763 s., 801; R. 604 s., 636 s., 642 s., 650.	729, 733, 741; R. 642 s.	—58. S. 181, 886; R. 245, 258, 846 s.
Art. 1 <sup>er</sup> . S. 6, 43; R. 56, 97 s.	—11. S. 86, 127, 258; R. 156 s.	—19. S. 238; R. 222 s., 352 s., 364 s.	—25. S. 158, 314, 797; R. 412 s.	—34. S. 381, 404 s., 409, 416, 426, 438, 442 s., 453, 551; R. 462, 473 s.	—40. S. 579 s., 763; R. 558 s.	—50. S. 35, 41, 232, 321, 655, 657 s., 739, 831 s., 834 s., 838 s., 841 s., 845; R. 728 s.	—59. S. 706 s.
—2. S. 6, 38, 47, 61 s., 104, 108, 126, 146; R. 50, 97 s., 103 s.	—13. S. 97, 99 s., 103, 111, 314; R. 192 s., 243 s.	—20. S. 109, 167, 170, 178 s., 182 s., 193, 266 s., 211 s., 772, 781, 876; R. 278 s., 672.	—26. S. 314; R. 412 s.	—35. S. 455, 763; R. 476 s.	—41. S. 554, 566 s., 574; R. 548 s., 847 s.	—60. S. 219, 853 s., 855 s., 858 s., 861, 863, 866, 870 s.; R. 741 s.	—69. S. 219, 853 s., 855 s., 858 s., 861, 863, 866, 870 s.; R. 741 s.
—3. S. 33, 36, 48 s., 55; R. 57 s., 259.	—14. S. 99, 104 s., 107 s., 111, 120, 128, 167, 170, 241, 243, 251, 396 s., 400, 402, 646; R. 227 s., 246, 247 s., 272 s., 369 s.	—21. S. 21, 145, 147, 153, 172, 224, 226, 244 s., 249 s., 254 s., 258, 262, 264, 266 s., 270 s., 273 s., 276 s., 290, 292, 298, 365, 634, 640 s., 740, 756, 769, 783, 834, 845, 868; R. 374 s.	—27. S. 9, 35, 315; R. 422 s.	—36. S. 455, 461, 465 s., 763; R. 480 s.	—42. S. 179, 183, 279, 332, 355, 415, 418, 438, 562, 566, 762 s., 772, 786; R. 549, 655.	—61. S. 219, 870 s.; R. 750 s.	—70. S. 777.
—4. S. 36, 482; R. 105 s.	—15. S. 145 s., 156, 159, 162 s., 184 s., 204 s., 231, 234, 306, 827; R. 270, 275 s., 839.	—22. S. 246, 257; R. 381 s., 395 s.	—28. R. 425 s.	—37. S. 12, 279, 300, 473 s., 480 s., 487, 497 s., 500, 508, 514, 519, 522 s., 530, 763, 851; R. 485 s., 488, 495 s., 504 s.	—43. S. 787 s.; R. 674.	—62. S. 857; R. 751 s.	—71. S. 876; R. 777 s.
—5. S. 39, 57, 64, 67, 69, 82 s., 86, 90, 126, 145, 269 s., 292, 870; R. 115 s.	—16. S. 230 s., 234, 237, 845; R. 337 s.	—23. S. 269, 279, 290 s., 300, 323, 474, 748, 797, 851, 868; R. 389.	—29. S. 10, 324, 326, 328, 331 s., 336, 429, 459; R. 431 s.	—38. S. 530 s., 534 s., 542, 544, 547, 561, 696, 763 s., 805; R. 509 s., 514 s., 529 s., 533 s., 630.	—44. S. 522, 526, 563; R. 543 s.	—63. S. 75, 362, 823, 825; R. 712 s.	—72. R. 779.
—6. S. 36, 38 s., 67, 70, 86, 90, 126, 145, 269 s., 292, 870; R. 115 s.	—17. S. 232, 234, 663, 845; R. 344 s.		—30. S. 10, 331, 337 s., 342, 344, 346, 350 s., 355 s., 358, 418, 768, 799, 801; R. 438 s.	—39. S. 264, 311, 628, 632, 634, 636 s., 641, 662, 682, 718, 721 s.,	—45. S. 324; R. 454, 546.	—64. S. 760 s.	—73. R. 780.
—7. S. 72 s., 86, 94, 128; R. 125 s.			—31. S. 11, 361, 363 s., 366 s., 385, 519 s., 763, 802; R. 449 s.	—40. S. 579 s., 763; R. 558 s.	—46. S. 565, 778; R. 547, 672.	—65. R. 765 s.	—74. R. 781.
—8. S. 36, 74 s., 77, 86; R. 131 s.			—32. S. 360, 390, 417 s., 426; R. 463 s.	—41. S. 554, 566 s., 574; R. 548 s., 847 s.	—47. S. 332; R. 454, 546.	—66. S. 765 s.	—75. S. 877; R. 785.
—9. S. 74, 78, 82, 90; R. 142 s.				—42. S. 179, 183, 279, 332, 355, 415, 418, 438, 562, 566, 762 s., 772, 786; R. 549, 655.	—48. S. 13, 588, 730; R. 570 s.	—67. R. 771 s.	—76. S. 878; R. 789 s.
—10. S. 74, 82 s.,				—43. S. 787 s.; R. 674.	—49. S. 572, 718,	—68. S. 771 s.	

## Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

<b>1790</b>	<b>1837</b>	<b>26 avr. Cons. d'Et. 58 c.</b>	<b>8 mars. Décr. 461 c.</b>	<b>1854</b>	<b>135 c., 826 c.</b>	<b>4 avr. Cons. d'Et. 870 c.</b>	<b>206 c., 216 c.</b>
7 oct. Loi. 33 c., 55 c., 58 c.	7 févr. Civ. 461 c.	14 juill. Req. 842 c.	10 mars. Civ. 665 c., 666 c.	3 janv. Civ. 207 c.	19 févr. Civ. 544 c.	21 avr. Civ. 261 c., 610 c.	12 janv. Civ. 306 c., 827 c.
10-20 déc. Loi. 663 c.	7 févr. Civ. 461 c.	9 août. Civ. 707 c.	26 mars. Décr. 31 c.	11 janv. Civ. 442 c.	22 févr. Cons. d'Et. 101 c.	23 avr. Civ. 718 c., 721 c., 722 c.	26 janv. Civ. 628 c., 755 c.
14 oct. Loi. 664 c.	6 déc. Civ. 585 c.		35 c., 36 c., 37 c., 38 c., 39 c., 41 c., 42 c., 89 c., 657 c., 739 c., 844 c., 854 c., 855 c., 867 c.	18 janv. Civ. 614 c.	7 mars. Civ. 394 c.	29 avr. Civ. 613 c.	28 janv. Civ. 588 c.
<b>An 8</b>	<b>1838</b>	<b>1848</b>	<b>1849</b>	6 févr. Civ. 464 c.	10 mars. Lyon. 641 c.	5 mai. Civ. 502 c.	5 févr. Paris. 786 c.
28 pluv. Loi. 45 c.	1 <sup>er</sup> mars. Riom. 276 c.	3 janv. Civ. 838 c.	11 janv. Civ. 143 c., 369 c.	613 c.	8 mai. Cons. d'Et. 33 c.	8 mai. Civ. 502 c.	9 févr. Civ. 501 c., 502 c.
<b>1807</b>	<b>1840</b>	13 mai. Civ. 848 c.	13 mai. Civ. 848 c.	27 févr. Paris. 97 c.	20 mars. Civ. 384 c., 401 c., 424 c., 438 c., 722 c., 739 c., 826 c.	4 juin. Civ. 384 c., 671 c.	11 févr. Civ. 280 c., 851 c.
20 avr. Loi. 502 c.	5 févr. Civ. 572 c.	13 déc. Bordeaux. 848 c.	29 mars. Civ. 207 c.	20 mars. Civ. 359 c.	21 mars. Civ. 694 c.	4 juin. Civ. 354 c., 671 c.	18 févr. Civ. 598 c.
16 sept. Loi. 35 c., 30 c., 45 c., 46 c., 737 c., 829 c., 855 c.	15 avr. Civ. 567 c.	29 déc. Civ. 565 c.	28 mai. Cons. d'Et. 29 c.	500 c.	23 mars. Loi. 230 c.	11 juin. Civ. 851 c., 354 c., 384 c., 524 c., 535 c., 536 c.	2 mars. Civ. 63 c., 241 c., 291 c.
<b>1808</b>	<b>1841</b>	<b>1842</b>	22 juin. Civ. 736 c.	5 avr. Req. 237 c.	5 avr. Civ. 354 c., 355 c., 438 c.	21 mars. Civ. 789 c.	5 mars. Civ. 543 c.
30 mars. Décr. 338 c., 397 c.	10 août. Civ. 82 c.	15 janv. Civ. 838 c.	23 juin. Req. 821 c.	3 mai. Paris. 841 c.	18 avr. Civ. 531 c.	23 mars. Civ. 230 c.	10 mars. Civ. 523 c.
<b>1810</b>	<b>1843</b>	30 janv. Civ. 313 c.	28 juin. Civ. 132 c.	3 mai. Trib. Evreux. 828 c.	3 mai. Paris. 841 c.	23 avr. Civ. 741 c.	12 mars. Lyon. 246 c., 263 c.
20 avr. Loi. 502 c.	18 avr. Ord. 289 c.	27 févr. Civ. 52 c.	29 juin. Civ. 387 c.	6 mai. Paris. 823 c.	24 avr. Civ. 448 c.	23 avr. Civ. 741 c.	22 mars. Civ. 404 c.
21 avr. Loi. 26 c., 596 c.	20 avr. Civ. 72 c.	1 <sup>er</sup> juin. Cons. d'Et. 58 c.	13 juill. Civ. 594 c.	16 mai. Paris. 641 c.	516 c., 826 c.	24 avr. Civ. 448 c.	14 avr. Civ. 588 c.
<b>1831</b>	<b>1844</b>	17 juill. Req. 102 c.	10 août. Civ. 495 c.	17 mai. Civ. 584 c.	7 mai. Civ. 390 c.	30 juin. Civ. 384 c.	15 avr. Cons. d'Et. 26 c.
29 janv. Loi. 586 c.	26 avr. Civ. 553.	<b>1850</b>	13 oct. Paris. 97.	10 juin. Loi. 50 c.	10 mai. Cons. d'Et. 101 c.	8 juill. Civ. 501 c.	15 avr. Civ. 751 c.
<b>1833</b>	<b>1845</b>	26 janv. Civ. 191 c.	25 déc. Sén. Cons. 1 c., 48 c., 49 c., 51 c.	19 juin. Loi. 225 c.	15 mai. Civ. 160 c., 281 c., 306 c., 440 c., 548 c.	8 juill. Civ. 501 c.	5 mai. Civ. 496 c.
7 juill. Loi. 461 c., 832 c., 871 c.	22 juill. Circ. min. 97 c.	29 janv. Civ. 105 c.	27 déc. Civ. 53 c.	22 juin. Loi. 1 c., 326 c., 631 c.	16 mai. Cons. d'Et. 864 c.	23 juill. Civ. 428 c., 452 c.	22 mai. Crim. 822 c.
18 sept. Ord. 574.	<b>1846</b>	15 mars. Trib. confil. 102 c.	28 déc. Civ. 864 c.	27 juill. Civ. 741 c.	17 mai. Cons. d'Et. 864 c.	30 juill. Civ. 471 c., 582 c.	24 juin. Civ. 511 c., 697 c.
<b>1834.</b>	<b>1847</b>	2 avr. Civ. 310 c.	<b>1853</b>	4 juill. Civ. 458 c.	22 mai. Civ. 412 c., 453 c.	6 août. Civ. 290 c.	25 juin. Civ. 297 c.
18 févr. Ord. 54 c., 56 c.	12 mars. Req. 662 c.	13 avr. Loi. 50 c.	17 janv. Paris. 803 c.	31 juill. Civ. 760 c.	4 juill. Civ. 205 c., 362 c., 825 c., 827 c.	11 août. Civ. 43 c.	14 juill. Civ. 118 c.
<b>1835</b>	<b>1848</b>	29 avr. Trib. confil. 43 c.	25 janv. Civ. 397 c.	7 août. Civ. 172 c.	26 mai. Civ. 681 c.	14 août. Civ. 257 c.	21 juill. Civ. 795 c., 801 c.
15 févr. Ord. 54 c.	2 janv. Civ. 117 c.	8 mai. Trib. confil. 101 c.	8 mai. Trib. confil. 101 c.	14 août. Civ. 609 c.	4 juill. Civ. 428 c., 499 c.	19 août. Civ. 271 c.	29 juill. Civ. 363 c.
22 mars. Ord. 871 c., 873.	6 févr. Civ. 109, 178 c.	10 juill. Civ. 259 c.	10 juill. Civ. 259 c.	16 août. Civ. 313 c., 760 c.	15 juill. Civ. 433 c.	20 août. Civ. 438 c.	5 août. Civ. 406 c., 432 c.
23 août. Ord. 36 c., 38 c., 54 c., 56 c., 57 c.	25 mai. Paris. 237 c.	22 juill. Civ. 389 c.	22 juill. Civ. 389 c.	23 août. Civ. 385 c., 447 c., 703 c., 761.	19 juill. Cons. d'Et. 103 c.	442 c., 452 c., 519 c., 610 c., 775 c.	11 août. Civ. 539 c.
29 sept. Circ. min. int. 86 c.	6 juill. Crim. 822 c.	184 c.	17 juill. Req. 102 c.	29 août. Civ. 362 c., 551 c., 823 c., 828 c.	25 août. Civ. 846 c., 840 c.	25 août. Civ. 846 c., 840 c.	12 août. Civ. 625 c.
<b>1836</b>	<b>1849</b>	20 nov. Trib. confil. 102 c.	<b>1851</b>	26 déc. Civ. 96 c., 105 c., 106 c., 108 c., 110 c., 699 c.	26 août. Civ. 428 c., 447 c., 452 c., 462 c.	27 août. Civ. 563 c.	20 août. Lyon. 858 c.
6 janv. Civ. 83 c.	2 févr. Civ. 354 c.	16 déc. Trib. confil. 261 c.	11 janv. Besançon. 177 c.	29 mars. Civ. 379 c., 453 c.	7 août. Lyon. 641 c.	30 août. Grenoble. 641 c., 746 c.	25 août. Civ. 136 c., 176 c., 180 c., 185 c.
11 janv. Civ. 212 c., 676 c.	29 juin. Civ. 370 c.	31 déc. Civ. 192 c.	14 janv. Civ. 564 c.	30 mars. Civ. 379 c., 453 c.	13 août. Civ. 849 c.	17 sept. Circ. min. 97 c.	26 août. Civ. 795 c., 801 c.
21 mai. Loi. 49 c., 74 c., 123 c., 124 c., 402 c.	7 juill. Civ. 134 c.	<b>1852</b>	17 févr. Civ. 428 c., 441 c., 452 c., 453 c.	26 avr. Civ. 433 c.	14 août. Civ. 350 c., 435 c., 678 c., 725 c., 849 c.	18 nov. Orléans. 223 c.	27 août. Cons. d'Et. 29 c., 33 c.
	<b>1847</b>	14 janv. Paris. 808 c.	13 août. Cons. d'Et. 32 c.	7 juin. Civ. 444 c., 445 c.	22 août. Civ. 832 c., 833 c.	15 nov. Instr. adm. enreg. 236 c., 238 c.	9 nov. Civ. 453 c., 497 c., 580 c.
	<b>1848</b>	12 déc. Paris. 587 c.	8 août. Civ. 386 c., 686 c., 387 c.	8 juin. Civ. 787 c.	27 nov. Civ. 529 c.	19 nov. Civ. 627 c., 660 c.	30 nov. Civ. 366 c.
	<b>1849</b>	24 déc. Civ. 456 c., 502 c., 665 c., 666 c.	22 août. Civ. 376 c., 333 c., 619 c., 736 c., 760 c.	28 juin. Civ. 874 c.	<b>1856</b>	6 déc. Civ. 360 c.	1 <sup>er</sup> déc. Civ. 542 c.
	<b>1850</b>	<b>1852</b>	29 août. Rennes. 813 c.	7 juill. Cons. d'Et. 43 c.	7 févr. Civ. 884 c.	17 déc. Civ. 459 c.	7 févr. Civ. 692 c.
	<b>1851</b>	14 janv. Paris. 808 c.	29 nov. Civ. 281 c., 309 c., 376 c.	8 août. Civ. 386 c., 686 c., 387 c.	25 févr. Civ. 57 c., 67 c.	6 janv. Civ. 170 c., 174 c., 176 c., 180 c., 185 c.	9 févr. Civ. 137 c., 141 c., 180 c.
	<b>1852</b>	17 févr. Décr. 70 c.		22 août. Civ. 376 c., 333 c., 619 c., 736 c., 760 c.	27 mars. Cons. d'Et. 36 c., 51 c.		13 févr. Paris. 232 c.



10 mars. Civ. 556. c., 604 c., 233 c.	30 nov. Civ. 455 c. 460 c.	4 mars. Civ. 398 c. 5 mars. Civ. 406 c., 468 c.	30 août. Civ. 541 c. 24 nov. Civ. 543 c., 734 c.	8 juin. Loi. 50 c. 20 juin. Civ. 643 c., 644 c., 793 c., 795 c.	18 avr. Cons. d'Et. 32 c.	2 mars. Civ. 567 c., 868 c.	29 juin. Civ. 290 c., 410 c., 434 c., 436 c., 559 c.
20 mars. Civ. 482 c. 29 mars. Civ. 321 c., 482 c.	31 déc. Civ. 712 c. 24 déc. Civ. 213 c. 24 déc. Civ. 313 c.	6 mars. Civ. 313 c., 318 c., 356 c.	26 nov. Civ. 338 c., 289 c., 409 c.	21 juin. Civ. 167 c. 27 juin. Civ. 271 c., 29 juin. Civ. 730 c.	24 avr. Req. 254 c. 1 <sup>re</sup> mai. Civ. 288 c., 289 c.	4 mars. Civ. 753 c. 23 mars. Civ. 588 c., 730 c.	3 août. Civ. 695. 11 août. Civ. 424 c., 456 c.
7 avr. Civ. 383 c., 665 c., 677 c.	24 déc. Paris. 651 c. 26 déc. Civ. 333 c., 455 c., 563 c., 671 c.	11 mars. Cons. d'Et. 24 c., 25 c.	22 déc. Civ. 105 c., 551 c.	4 juill. Civ. 142 c., 643 c., 644 c., 650 c.	15 mai. Civ. 760 c. 16 mai. Civ. 770 c. 31 mai. Civ. 302 c.	1 <sup>re</sup> avr. Civ. 632 c., 412 c., 662 c.	14 août. Civ. 376 c. 14 déc. Civ. 371 c., 372 c.
14 avr. Civ. 423 c., 440 c., 484 c.	28 déc. Civ. 212 c., 413 c., 758 c.	9 avr. Civ. 555 c. 10 avr. Civ. 846 c. 17 avr. Civ. 641 c.	1863	20 juill. Civ. 797 c. 9 août. Req. 41 c., 667 c., 658 c.	6 juin. Civ. 69 c., 83 c.	8 avr. Civ. 332 c., 682 c., 683 c.	22 déc. Civ. 333 c. 28 déc. Civ. 847 c.
19 avr. Civ. 694 c. 20 avr. Civ. 511 c. 23 avr. Req. 809 c., 818 c., 819 c.	1860	1 <sup>re</sup> mai. Civ. 332 c. 6 mai. Req. 32 c. 7 mai. Paris. 643 c., 652 c.	8 janv. Cons. d'Et. 875.	16 août. Civ. 369 c. 22 août. Civ. 534 c. 27 août. Paris. 234 c.	26 juill. Civ. 710 c. 4 juill. Civ. 558 c. 10 juill. Civ. 69 c., 83 c.	8 avr. Paris. 782 c. 4 mai. Civ. 614 c., 616 c., 618 c.	1870
23 avr. Civ. 481 c., 487 c.	4 janv. Civ. 535 c., 549 c.	7 mai. Paris. 643 c., 652 c.	15 janv. Metz. 167 c.	27 août. Paris. 234 c.	13 juill. Paris. 792 c.	12 mai. Civ. 263 c. 13 mai. Civ. 263 c.	12 janv. Civ. 162 c., 186 c., 729 c.
11 mai. Civ. 165 c., 182 c.	9 janv. Civ. 756 c. 12 janv. Civ. 801 c. 30 janv. Civ. 479 c., 506 c.	28 mai. Civ. 61 c., 353 c., 354 c., 455 c., 698 c.	26 janv. Civ. 607 c., 618 c.	29 août. Civ. 874 c., 876 c.	14 juill. Décr. 239 c., 240 c.	18 mai. Civ. 172 c., 507 c., 510 c.	19 janv. Civ. 716. 22 févr. Civ. 321 c.
12 mai. Civ. 203 c. 15 juin. Civ. 259 c., 365 c.	30 janv. Req. 102 c.	5 juin. Civ. 389 c., 478 c., 685 c.	27 janv. Civ. 730 c., 743 c.	23 nov. Civ. 882 c. 5 déc. Civ. 797 c. 6 déc. Civ. 63 c., 21 déc. Civ. 785 c., 851 c.	16 juill. Civ. 494 c. 18 juill. Civ. 347 c. 20 juill. Civ. 557 c. 31 juill. Trib. Ba- yonne. 237 c.	20 mai. Civ. 558 c. 25 mai. Civ. 143 c., 281 c., 304 c., 369 c.	26 févr. Cons. d'Et. d'Et. 43 c.
16 juin. Civ. 334 c., 543 c., 564 c.	3 févr. Civ. 339 c. 13 févr. Civ. 480 c., 549 c., 700 c.	11 juin. Civ. 384 c. 18 juin. Civ. 507 c., 578 c., 693 c.	31 janv. Trib. Seine. 100 c.	9 févr. Civ. 118 c., 233 c.	17 juill. Trib. Ba- yonne. 237 c.	27 mai. Req. 593 c. 15 juin. Civ. 656 c.	9 mars. Cons. d'Et. 43 c.
29 juin. Civ. 637 c. 21 juill. Civ. 417 c., 418 c., 422 c., 471 c., 697 c.	15 févr. Req. 642 c.	19 juin. Civ. 384 c., 388 c., 389 c., 448 c., 449 c., 530 c., 683 c., 683 c., 787 c.	9 févr. Civ. 118 c., 233 c.	18 févr. Civ. 378 c., 399 c., 429 c.	1 <sup>re</sup> août. Civ. 24 c. 7 août. Civ. 748 c., 760 c.	17 juill. Civ. 268 c. 22 juill. Paris. 655 c.	14 mars. Civ. 94 c., 179 c., 464 c.
9 août. Civ. 681, 682 c.	21 févr. Civ. 802 c. 24 févr. Trib. 651 c. 25 févr. Civ. 750 c. 28 févr. Civ. 681 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	30 mars. Civ. 383 c., 490 c., 508 c., 723 c., 751 c.	3 mars. Civ. 698 c. 16 mars. Civ. 348 c., 398 c.	8 août. Toulouse. 99 c., 816 c.	24 juill. Cons. d'Et. 664 c.	15 mars. Civ. 383 c., 753 c.
16 août. Civ. 730 c., 735 c., 744 c.	21 févr. Civ. 802 c. 24 févr. Trib. 651 c. 25 févr. Civ. 750 c. 28 févr. Civ. 681 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	5 avr. Civ. 491. 11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	18 mars. Civ. 537 c. 30 mars. Civ. 383 c., 490 c., 508 c., 723 c., 751 c.	8 août. Civ. 770 c. 13 août. Civ. 471 c., 500 c., 540 c.	24 juill. Req. 864 c. 25 juill. Civ. 248 c.	22 mars. Civ. 643 c., 644 c., 647 c.
24 août. Civ. 746 c.	1 <sup>re</sup> mars. Cons. d'Et. 33 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	30 mars. Civ. 383 c., 490 c., 508 c., 723 c., 751 c.	14 août. Civ. 494 c. 19 nov. Civ. 217 c. 21 nov. Civ. 136 c. 4 déc. Civ. 173 c. 5 déc. Civ. 735 c.	25 juill. Trib. Sei- ne. 268 c.	30 mars. Civ. 197 c. 6 avr. Civ. 411 c., 428 c., 453 c.
25 août. Civ. 434 c., 474 c., 478 c.	16 mai. Civ. 749 c. 21 mai. Civ. 759 c. 5 juin. Civ. 477 c., 490.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	10 déc. Agen. 864 c. 26 déc. Civ. 517.	29 juill. Civ. 381 c., 483 c.	9 avr. Civ. 634 c. 11 avr. Civ. 687 c.
26 août. Cons. d'Et. 604 c.	5 juin. Civ. 477 c., 490.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	7 juill. Civ. 491 c., 704 c., 726 c., 785 c.	12 avr. Civ. 687 c. 12 avr. Civ. 384 c., 394 c., 423 c.
15 nov. Civ. 628 c. 13 déc. Civ. 735 c.	11 juin. Civ. 564 c., 707 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	17 juill. Dijon. 862 c. 22 juill. Civ. 66 c., 151 c., 281 c., 304 c.	23 mai. Civ. 460 c., 471 c., 532 c.
15 déc. Cons. d'Et. 43 c.	12 juin. Civ. 106 c., 180 c., 289 c., 314 c., 342 c., 792 c., 800 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	28 août. Civ. 172 c. 381 c.	24 mai. Civ. 61 c. 12 juill. Civ. 77 c., 79 c., 88 c., 322 c.
21 déc. Civ. 575 c. 597 c.	20 juin. Civ. 141 c., 180 c., 185 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	10 nov. Req. 832 c., 835 c.	19 juill. Civ. 242 c., 614 c., 618 c., 682 c.
27 déc. Décr. 1 c., 25 c., 36 c., 37 c., 39 c., 855 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	17 nov. Civ. 473 c. 8 déc. Civ. 247 c., 290 c., 274 c.	27 juill. Loi. 1 c., 48 c., 49 c., 51 c.
30 déc. Cons. d'Et. 28 c., 43 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	12 déc. Avis Cons. d'Et. 93 c.	27 juill. Civ. 623 c. 2 août. Civ. 281 c., 289 c., 304 c., 506 c.
1869	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	19 déc. Cons. d'Et. 102 c.	25 oct. Décr. 346 c. 23 nov. Civ. 588 c.
12 janv. Cons. d'Et. 229 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	10 nov. Req. 832 c., 835 c.	19 juill. Civ. 242 c., 614 c., 618 c., 682 c.
18 janv. Civ. 849 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	17 nov. Civ. 473 c. 8 déc. Civ. 247 c., 290 c., 274 c.	27 juill. Loi. 1 c., 48 c., 49 c., 51 c.
25 janv. Req. 247 c., 260 c., 274 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	12 déc. Avis Cons. d'Et. 93 c.	27 juill. Civ. 623 c. 2 août. Civ. 281 c., 289 c., 304 c., 506 c.
1 <sup>re</sup> févr. Req. 261 c. 3 févr. Cons. d'Et. 28 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	19 déc. Cons. d'Et. 102 c.	25 oct. Décr. 346 c. 23 nov. Civ. 588 c.
8 (et non 9) févr. Req. 223 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	10 nov. Req. 832 c., 835 c.	19 juill. Civ. 242 c., 614 c., 618 c., 682 c.
16 févr. Civ. 67 c. 22 févr. Civ. 459 c. 28 févr. Civ. 213 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	17 nov. Civ. 473 c. 8 déc. Civ. 247 c., 290 c., 274 c.	27 juill. Loi. 1 c., 48 c., 49 c., 51 c.
28 mars. Civ. 694. c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	12 déc. Avis Cons. d'Et. 93 c.	27 juill. Civ. 623 c. 2 août. Civ. 281 c., 289 c., 304 c., 506 c.
30 mars. Civ. 117 c., 147 c., 149 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	19 déc. Cons. d'Et. 102 c.	25 oct. Décr. 346 c. 23 nov. Civ. 588 c.
2 avr. Civ. 361 c. 6 avr. Civ. 181 c., 374 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	10 nov. Req. 832 c., 835 c.	19 juill. Civ. 242 c., 614 c., 618 c., 682 c.
19 avr. Cons. d'Et. 27 c., 58 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	17 nov. Civ. 473 c. 8 déc. Civ. 247 c., 290 c., 274 c.	27 juill. Loi. 1 c., 48 c., 49 c., 51 c.
20 avr. Civ. 246 c. 263 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	12 déc. Avis Cons. d'Et. 93 c.	27 juill. Civ. 623 c. 2 août. Civ. 281 c., 289 c., 304 c., 506 c.
27 avr. Civ. 320 c., 725 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	19 déc. Cons. d'Et. 102 c.	25 oct. Décr. 346 c. 23 nov. Civ. 588 c.
2 mai. Civ. 279 c., 300 c., 211 c., 221 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	10 nov. Req. 832 c., 835 c.	19 juill. Civ. 242 c., 614 c., 618 c., 682 c.
11 mai. Civ. 630 c. 16 mai. Civ. 373 c., 375 c., 386 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	17 nov. Civ. 473 c. 8 déc. Civ. 247 c., 290 c., 274 c.	27 juill. Loi. 1 c., 48 c., 49 c., 51 c.
22 mai. Civ. 354 c. 25 mai. Civ. 448 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	12 déc. Avis Cons. d'Et. 93 c.	27 juill. Civ. 623 c. 2 août. Civ. 281 c., 289 c., 304 c., 506 c.
11 (et non 10) juill. Civ. 353 c., 354 c., 355 c., 358 c., 438 c., 795 c., 801 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	19 déc. Cons. d'Et. 102 c.	25 oct. Décr. 346 c. 23 nov. Civ. 588 c.
3 août. Civ. 196 c., 353 c., 456 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	10 nov. Req. 832 c., 835 c.	19 juill. Civ. 242 c., 614 c., 618 c., 682 c.
8 août. Civ. 36 c. 11 août. Civ. 424 c. 16 août. Civ. 313 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	17 nov. Civ. 473 c. 8 déc. Civ. 247 c., 290 c., 274 c.	27 juill. Loi. 1 c., 48 c., 49 c., 51 c.
20 août. Civ. 127 c. 8 nov. Civ. 126 c. 20 nov. Civ. 274 c.	24 juin. Civ. 554 c. 4 juill. Civ. 155 c., 285 c.	26 juin. Civ. 459 c. 2 juill. Civ. 288 c. 3 juill. Civ. 334 c. 10 juill. Civ. 356 c. 15 juill. Civ. 700 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	11 avr. Cons. d'Et. 43 c., 821 c.	26 déc. Civ. 517.	12 déc. Avis Cons. d'Et. 93 c.	27 juill. Civ. 623 c. 2 août. Civ. 281 c., 289 c., 304 c., 506 c.

**EXPULSION.** — V. *Agent diplomatique*, n° 30; *Droits civils*, n° 220; *Droit naturel et des gens*, n°s 12 et suiv.; *Echelles du Levant et de Barbarie*, n°s 58, 75 et suiv.; *Jugement*; *Louage*; *Louage administratif*; *Louage emphytéotique*;

*Peine*; — *Rép.* v<sup>ie</sup> *Agent diplomatique*, n° 43; *Consuls*, n° 48 et 68; *Droits civils*, n° 368; *Droit naturel et des gens*, n° 71; *Emigré*, n° 450 et 473; *Jugement*, n° 639; *Louage*, n° 235, 332 et suiv., 482, 514, 604, 707 et suiv., 730 et suiv.; *Louage*

administratif, n° 12; Louage emphytéotique, n° 7; Peine, n° 6, 61, 647 et suiv.

**EXTRITORIALITÉ.** — V. *Agent diplomatique*, n° 19 et suiv., 34; *Consuls*, n° 8 et suiv.; *Echelles du Levant et de Barbarie*, n° 1; — *Rép. v<sup>ie</sup> Agent diplomatique*, n° 104 et 108; *Consuls*, n° 35.

**EXTORSION DE SIGNATURES DE TITRES.** — V. *Dommage-destruction-dégradation*, n° 115; *Tentative; Vol et escroquerie*; — *Rép. v<sup>ie</sup> dommage-destruction-dégradation*, n° 198 et 202; *Tentative*, n° 74; *Vol et escroquerie*, n° 603 et suiv., 608 et 614.

**EXTRACTION DE MATÉRIAUX.** — V. *Expropriation pour cause d'utilité publique, Mines-Minières-Carrières; Régime forestier; Travaux publics*; et *Rép. v<sup>ie</sup> Domaine public*, n° 73; *Forêts*, n° 605, 617, 632 et suiv., 637 et suiv.; *Mines-Minières-Carrières*, n° 55, 113, 284, 621 et suiv.; *Travaux publics*, n° 770 et suiv., 1228 et suiv.

**EXTRADITION.** — V. *Compétence criminelle*, n° 105; *Droit naturel et des gens*, n° 14 et suiv.; *Evasion-bris-reclé*, n° 15; *Peine*; *Traité international*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Droits civils*, n° 368; *Droit naturel et des gens*, n° 71; *Traité international*, n° 263 et suiv.

**EXTRAIT.** — V. le même mot au *Répertoire*. *Adde*, en ce qui concerne les extraits des actes de l'état civil, *suprà*, *Acte de l'état civil*, n° 31 et suiv., 97.

## FAILLITES ET BANQUEROUTES, LIQUIDATIONS JUDICIAIRES.

### Division.

CHAP. 1. — Historique et législation. — Droit comparé.

CHAP. 2. — Des liquidations judiciaires (n° 53).

SECT. 1. — Des conditions auxquelles est subordonnée l'ouverture de la liquidation judiciaire (n° 56).

ART. 1. — Conditions communes à la faillite et à la liquidation judiciaire (n° 57).

ART. 2. — Conditions spéciales à la liquidation judiciaire (n° 58).

SECT. 2. — Du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire (n° 77).

ART. 1. — Tribunal compétent (n° 77).

ART. 2. — Formes du jugement. — Publicité. — Voies de recours (n° 79).

SECT. 3. — Effets du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire (n° 87).

ART. 1. — Effets du jugement relativement à la personne (n° 87).

ART. 2. — Effets du jugement relativement aux biens (n° 92).

§ 1. — Situation juridique du liquidé. — Non-dessaisissement. — Restrictions à sa capacité (n° 93).

2. — Suspension des poursuites individuelles (n° 109).

3. — Déchéance du terme (n° 115).

4. — Cessation du cours des intérêts (n° 116).

5. — Hypothèque de la masse (n° 117).

6. — Impossibilité de prendre des inscriptions d'hypothèque ou de privilège (n° 118).

§ 7. — Les art. 446 et 449 c. com. sont-ils applicables au cas de liquidation judiciaire? (n° 119).

SECT. 4. — Personnel de la liquidation judiciaire (n° 124).

ART. 1. — Des liquidateurs judiciaires (n° 125).

ART. 2. — Des contrôleurs (n° 137).

ART. 3. — Du juge-commissaire (n° 146).

ART. 4. — Du tribunal de commerce. — Compétence (n° 147).

ART. 5. — Assemblées des créanciers (n° 148).

SECT. 5. — Procédure préparatoire à la solution (n° 149).

ART. 1. — Constatation de l'actif (n° 150).

ART. 2. — Constatation du passif. — Vérification des créances (n° 151).

SECT. 6. — Des solutions de la liquidation judiciaire (n° 159).

ART. 1. — Du concordat (n° 160).

ART. 2. — De l'union (n° 164).

ART. 3. — Conversion de la liquidation judiciaire en faillite (n° 166).

SECT. 7. — Dispositions transitoires. — Application aux colonies (n° 178).

CHAP. 3. — Des faillites (n° 187).

SECT. 1. — Caractères de la faillite (n° 187).

ART. 1. — Qualité de commerçant (n° 188).

§ 1. — Individu commerçant (n° 188).

§ 2. — Société commerciale. — Associés (n° 216).

§ 3. — Commerçant décédé (n° 244).

ART. 2. — Cessation de paiements (n° 249).

SECT. 2. — Déclaration de la faillite. — Dépôt du bilan. — Jugement déclaratif. — Fixation du jour de la cessation des paiements (n° 267).

ART. 1. — Tribunal compétent (n° 267).

ART. 2. — Mode de saisine du tribunal compétent (n° 293).

ART. 3. — Des caractères légaux du jugement déclaratif, et des dispositions qu'il contient (n° 317).

ART. 4. — Fixation de la date de la cessation des paiements (n° 322).

ART. 5. — Publication et exécution du jugement déclaratif et du jugement de report de la faillite (n° 355).

ART. 6. — De la faillite non déclarée (n° 362).

SECT. 3. — Effets du jugement déclaratif relativement à la personne du failli (n° 371).

SECT. 4. — Effets du jugement déclaratif relativement aux biens du failli (n° 387).

ART. 1. — Dessaisissement du failli. — Administration des biens. — Actions judiciaires. — Voies d'exécution. — Intervention du failli (n° 387).

§ 1. — Dessaisissement (n° 387).

§ 2. — Administration des biens. — Actions judiciaires (n° 447).

§ 3. — Voies d'exécution (n° 506).

§ 4. — Intervention. — Mesures conservatoires (n° 517).

§ 5. — Effets du jugement déclaratif quant à la masse considérée comme ayant causé du failli ou comme tiers (n° 530).

ART. 2. — Exigibilité des créances; compensation, caution, coobligé. — Cessation du cours des intérêts (n° 531).

§ 1. — Exigibilité des créances; compensation, caution, coobligé (n° 531).

§ 2. — Cessation du cours des intérêts (n° 557).

ART. 3. — Annulation de certains actes, suivant qu'ils ont une date antérieure ou postérieure à la faillite (n° 574).

§ 1. — Actes nuls de plein droit (n° 575).

§ 2. — Actes dont l'annulation est facultative pour le tribunal (n° 660).

§ 3. — Action de la masse tendant au rapport des sommes indûment perçues. — Intérêts. — Solidarité (n° 705).

§ 4. — Inscription tardive de l'hypothèque ou du privilège (n° 727).

§ 5. — Rapport du paiement des effets de commerce (n° 745).

§ 6. — Actes faits avant les dix jours antérieurs à la cessation des paiements (n° 755).

SECT. 5. — Nomination du juge-commissaire (n° 761).

SECT. 6. — Apposition des scellés et premières mesures à prendre à l'égard de la personne du failli. — Incarcération, sauf-conduit, secours alimentaires (n° 768).

SECT. 7. — Nomination et remplacement des syndics provisoires. — Des contrôleurs (n° 779).

SECT. 8. — Fonctions des syndics (n° 797).

ART. 1. — Dispositions générales. — Apposition des scellés. — Remise de certains objets au failli et à sa famille. — Exploitation provisoire du fonds de commerce. — Arrêté des livres. — Bilan (n° 797).

ART. 2. — Levée des scellés et inventaire (n° 801).

ART. 3. — Vente de marchandises et de meubles. — Recouvrements. — Actes conservatoires. — Hypothèque de la masse (n° 804).

ART. 4. — Gestion des syndics, responsabilité, solidarité, obligation personnelle, transaction, etc. (n° 823).

ART. 5. — Vérification et affirmation des créances (n° 850).

SECT. 9. — Du concordat (n° 894).

ART. 1. — Du concordat simple (n° 897).

§ 1. — Convocation et assemblée des créanciers (n° 897).

§ 2. — Formation du concordat. — Délibération. — Majorité (n° 905).

§ 3. — Opposition au concordat (n° 926).

§ 4. — Homologation du concordat (n° 930).

§ 5. — Effets du concordat (n° 939).

§ 6. — Cessation des fonctions des syndics. — Compte. — Indemnité (n° 963).

§ 7. — Annulation et résolution du concordat (n° 964).

§ 8. — Effets de l'annulation et de la résolution du concordat. — Faillite nouvelle (n° 971).

ART. 2. — Concordat par abandon d'actif (n° 978).

ART. 3. — Concordat des sociétés (n° 997).

§ 1. — Concordat des sociétés en nom collectif et en commandite (n° 997).

§ 2. — Sociétés anonymes (n° 1008).

§ 3. — Sociétés dissoutes ou nulles (n° 1014).

ART. 4. — Concordats amiables (n° 1013).

§ 1. — Concordats amiables antérieurs au jugement déclaratif (n° 1014).

- § 2. — Concordats amiables postérieurs au jugement déclaratif (n° 1021).
- SECT. 10. — Clôture des opérations de la faillite en cas d'insuffisance d'actif (n° 1027).
- SECT. 11. — De l'union des créanciers (n° 1046).
- ART. 1. — Formation de l'union (n° 1046).
- ART. 2. — Fin de l'union (n° 1062).
- ART. 3. — Excusabilité du failli (n° 1072).
- SECT. 12. — Des différentes espèces de créanciers et de leurs droits en cas de faillite (n° 1076).
- ART. 1. — Créanciers porteurs d'engagements souscrits par des coobligés ou des cautions (n° 1076).
- ART. 2. — Créanciers nantis de gage et créanciers privilégiés sur les biens meubles (n° 1094).
- § 1. — Privilèges généraux (n° 1095).
- § 2. — Privilèges spéciaux sur certains meubles et effets mobiliers (n° 1103).
- § 3. — Droits de poursuite individuelle des créanciers privilégiés. — Compétence (n° 1132).
- ART. 3. — Créanciers hypothécaires et créanciers privilégiés sur les immeubles (n° 1134).
- § 1. — Droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur immeubles relativement aux immeubles grevés de l'hypothèque ou du privilège (n° 1134).
- § 2. — Droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur immeubles relativement à la masse (n° 1137).
- ART. 4. — Droits de la femme du failli (n° 1144).
- § 1. — De la femme propriétaire. — Revendication (n° 1145).
- § 2. — De la femme créancière. — Hypothèque légale (n° 1153).
- § 3. — Annulation des avantages matrimoniaux (n° 1173).
- § 4. — Des personnes admises à se prévaloir des art. 557 à 564. — Faillite non déclarée (n° 1178).
- § 5. — Questions transitoires (n° 1181).
- ART. 5. — Créanciers chirographaires et Créanciers de la masse (n° 1183).
- SECT. 13. — Liquidation du mobilier et de sa répartition entre les créanciers (n° 1189).
- § 1. — Liquidation de l'actif mobilier (n° 1189).
- § 2. — Répartition du montant de l'actif mobilier (n° 1192).
- SECT. 14. — Vente des immeubles du failli. — Répartition du prix (n° 1208).
- § 1. — Expropriation forcée des immeubles du failli. — Action hypothécaire contre les tiers détenteurs (n° 1208).
- § 2. — Délai et formes de la vente (n° 1212).
- § 3. — Surenchère. — Vente sur surenchère (n° 1219).
- SECT. 15. — Revendication en matière de faillite (n° 1231).
- ART. 1. — Revendication des remises en effets de commerce ou autres (n° 1232).
- ART. 2. — Revendication des marchandises consignées au failli à titre de dépôt ou pour être vendues (n° 1242).
- ART. 3. — Revendication des marchandises vendues au failli. — Privilège; action en résolution; rétention (n° 1256).
- § 1. — Cas où, lors du jugement déclaratif de la faillite de l'acheteur, les marchandises se trouvent déjà dans son magasin (n° 1257).
- § 2. — Cas où, lors de la faillite de l'acheteur, les marchandises sont en cours de route (n° 1263).
- ART. 4. — Règles communes à tous les cas de revendication. — Cas de revendication non prévus par le code (n° 1309).
- SECT. 16. — Compétence (n° 1315).
- ART. 1. — Compétence *ratione materie* (n° 1316).
- ART. 2. — Compétence *ratione loci* ou territoriale (n° 1333).
- SECT. 17. — Voies de recours (n° 1334).
- ART. 1. — Voies de recours contre le jugement déclaratif (n° 1334).
- § 1. — Opposition (n° 1335).
- § 2. — Appel (n° 1345).
- § 3. — Pour quelles causes le jugement déclaratif peut-il être rétracté sur opposition ou sur appel (n° 1354).
- § 4. — Voies de recours extraordinaires (n° 1360).
- ART. 2. — Voies de recours contre le jugement qui fixe la date de la cessation des paiements (n° 1363).
- § 1. — Opposition (n° 1363).
- § 2. — Appel (n° 1374).
- ART. 3. — Voies de recours contre tous autres jugements en matière de faillite (n° 1377).

#### CHAP. 4. — Des banqueroutes (n° 1394).

- SECT. 1. — Règles communes à la banqueroute simple et à la banqueroute frauduleuse (n° 1394).
- SECT. 2. — Banqueroute simple (n° 1408).
- ART. 1. — Cas de banqueroute simple où la condamnation est obligatoire (n° 1409).

ART. 2. — Cas de banqueroute simple où la condamnation est facultative (n° 1417).

ART. 3. — Règles spéciales à la banqueroute simple (n° 1428).

SECT. 3. — Banqueroute frauduleuse (n° 1437).

ART. 1. — Divers cas de banqueroute frauduleuse (n° 1437).

ART. 2. — Règles spéciales à la banqueroute frauduleuse (n° 1441).

SECT. 4. — Crimes et délits commis par d'autres que par le failli (n° 1448).

ART. 1. — Crimes et délits commis par des tiers étrangers à la faillite, par le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli ou ses alliés au même degré (n° 1448).

ART. 2. — Délits commis par les syndics de la faillite (n° 1456).

ART. 3. — Crimes et délits commis par les créanciers du failli (n° 1457).

ART. 4. — Crimes et délits commis par les administrateurs des sociétés anonymes (n° 1481).

SECT. 5. — Publication des jugements rendus en matière de banqueroute (n° 1483).

SECT. 6. — Administration des biens en cas de banqueroute (n° 1484).

#### CHAP. 5. — De la réhabilitation (n° 1485).

SECT. 1. — Conditions de la réhabilitation (n° 1489).

SECT. 2. — Procédure de la réhabilitation (n° 1500).

SECT. 3. — Effets de la réhabilitation (n° 1507).

#### CHAP. 6. — De la faillite ou de la liquidation judiciaire des étrangers et des sociétés étrangères en France, et des conflits de législation en matière de faillite (n° 1509).

SECT. 1. — De la condition des étrangers, ou des sociétés étrangères en France, au point de vue de la faillite, ou de la liquidation judiciaire (n° 1510).

ART. 1. — De la déclaration de faillite, en France, des étrangers ou des sociétés étrangères (n° 1510).

ART. 2. — Particularités de la faillite des étrangers. — Droits des créanciers étrangers (n° 1516).

SECT. 2. — Des conflits de législation en matière de faillite (n° 1518).

ART. 1. — Unité ou pluralité des faillites en droit international. — Effets en France du jugement déclaratif de faillite étranger (n° 1518).

ART. 2. — Conflits relatifs aux opérations et aux solutions de la faillite et à la réhabilitation (n° 1532).

1. L'œuvre de la jurisprudence en matière de faillite a été considérable depuis la publication du *Répertoire*; elle a eu à résoudre une multitude de questions nouvelles, spécialement en ce qui concerne les faillites de sociétés, les faillites en droit international, ou la combinaison de la législation spéciale des faillites avec celle qui régit les effets de commerce, le droit des assurances sur la vie, le compte courant, etc.

Le rôle de la doctrine n'a pas été moins important, et les travaux des juriconsultes ont rajeuni ou renouvelé un grand nombre de questions se rattachant à notre matière. Nous nous bornerons à énumérer ici les principales publications relatives aux faillites.

TRAITÉS GÉNÉRAUX DE DROIT COMMERCIAL (parus ou réédités depuis le *Répertoire*). — Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial* (t. 2, n° 2522-3145); Boistel, *ibid.*, 3<sup>e</sup> éd. 1890, n° 889-1107; Bravard-Veyrières et Demangeat, *Traité du droit commercial* (t. 5 et 6, p. 1-215); Delamarre et Lepoitvin, *ibid.*, t. 6; Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 3; Laurin, *Manuel de droit commercial*, n° 939-1231; Massé, *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*, 3<sup>e</sup> éd., t. 2; Alauzet, *Commentaire du code de commerce et de la législation commerciale*, 3<sup>e</sup> éd., t. 6; Namur, *Le code de commerce belge révisé*, 1877, t. 3; Gouget et Merger, *Dictionnaire du droit commercial*, 3<sup>e</sup> éd., par Ruben de Couder, v° *Faillite*; Camberlin, *Manuel des tribunaux de commerce*; Devilleneuve, Massé et Dutruc, *Dictionnaire du contentieux commercial et industriel*, 6<sup>e</sup> éd., v° *Faillite*.

TRAITÉS SPÉCIAUX SUR LES FAILLITES, BANQUEROUTES, ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. — Renouard, *Traité des faillites et banqueroutes*, 3<sup>e</sup> éd., 1857, 2 vol. in-8°; Rousseau et Defert, *Code annoté des faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, nouvelle éd., 1889; Laroque-Sayssinel et Dutruc, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, 4<sup>e</sup> éd., 1889; Closset, *Des faillites et banqueroutes*, 1 vol. in-8°; Ducoin,

*Guide judiciaire et pratique en matière de faillites*; Frémont et Camberlin, *Code pratique des liquidations et faillites*, 2 vol. in-8°, 1889-90; Geoffroy, *Code pratique des faillites*, 1 vol. in-8°, 1853; Humblet, *Traité des faillites et banqueroutes et des sursis de paiements*, Bruxelles, 1880; Maxime Lecomte, *Traité de la liquidation judiciaire*, 1 vol. in-8°, 1890; Dutruc, *Commentaire de la loi du 4 mars 1889, sur la liquidation judiciaire et les faillites*, 1889; Goirand et Périer, *ibid.*, 1889; Carpentier, *Loi du 4 mars 1889 portant modification à la législation des faillites*, 1889; Coulon, *Législation nouvelle des faillites. La liquidation judiciaire et la faillite, Commentaire de la loi du 4 mars 1889-1890*; Voron, *De la liquidation judiciaire*, 1890; Drouaux, *ibid.*, 1889; André, *Manuel pratique de la liquidation judiciaire et de la faillite*, 1 vol. in-8°, 1889; Isaure-Toulouse, *Manuel-formulaire de la faillite et de la liquidation judiciaire*, 1 vol. in-8°, 1889; Lalubie, *Liquidation judiciaire (Revue de la jurisprudence)* 1 vol. in-8°, 1890.

MONOGRAPHIES ET BROCHURES DIVERSES RELATIVES A LA FAILLITE, A LA BANQUEROUTE, A LA LIQUIDATION JUDICIAIRE OU A LA DÉCONFITURE. — Serville, *Etudes sur les syndics de faillite*, (extr. du *Bulletin de la société de législation comparée*), 1 broch. in-8°, 1888; Sabatier, *Essai sur les faillites closes pour cause d'insuffisance d'actif* (Extrait de la *Revue critique*), 1 vol. in-12, 1878; Fourcade, *Des faillites non déclarées*, 1 vol. in-8°, 1889; Pic, *Traité théorique et pratique de la faillite des sociétés commerciales*, 1 vol. in-8°, 1887; Genevois, *Privilege du propriétaire en matière de faillite*, 1 vol. in-8°, 1872; Verdier, *ibid.*; Mousnier, *Traité du concordat en matière de faillites*, 1 vol. in-8°, 1855; Domenget, *De l'effet produit par l'état de faillite et par le concordat quant à l'exercice des actions personnelles*; Mascaret, *Dictionnaire des conditions sommaires de tous les concordats homologués par les tribunaux de Paris, depuis le 24 févr. 1848 jusqu'au 1<sup>er</sup> janv. 1863*, 1 vol. in-4°, 1863; Léchopie, *De la validité des obligations remboursables avec primes par voie de tirage au sort et des droits des obligations en cas de faillite ou de liquidation des compagnies*; Marx (Edgar), *Etude sur les droits de la femme dans la faillite du mari*; Nicolas, *Des effets de la faillite relativement aux privilèges et hypothèques*, 1 vol. in-8°, 1872; Vainberg, *La faillite d'après le droit romain*, 1 vol. in-8°, 1874; Garraud, *De la déconfiture et des améliorations dont la législation en cette matière est susceptible*, 1 vol. in-8°, 1880, etc.

OUVRAGES RELATIFS A LA FAILLITE EN DROIT COMPARÉ ET EN DROIT INTERNATIONAL. — B. Carle, *La doctrina giuridica del fallimento*, traduit et annoté par Dubois, *La faillite dans le droit international privé*, Paris, 1875; Pasquale-Fiore, *Droit international privé* (trad. Pradier-Fodéré, Paris, 1875); Bard, *De la faillite en droit international privé*, *Journal des faillites*, 1883, p. 459 et suiv.; Simon, *ibid.* (thèse), Paris, 1878; Nachbaur, *ibid.* (thèse), Nancy, 1883; Thomas, *Etude sur la faillite en droit français et étranger* (thèse), Paris, 1880; Stelian, *La faillite, études de législation comparée et de droit international* (thèse), Paris, 1885; Roy, *De l'effet en France des jugements étrangers rendus en matière de faillite* (thèse), Paris, 1887; Ripert, *Quelques mots sur la faillite dans le droit international privé*, *Revue critique de législation*, 1877, p. 705 et suiv.; L. Renault, *La faillite dans les rapports internationaux*, (*le Droit*, n° 11 et 12 déc. 1880); Weiss, *Quelques mots sur la faillite des commerçants en droit international privé*, *Annales de droit commercial*, 1888, 2, p. 109 et suiv., 168 et suiv.; Thaller, *Des faillites en droit comparé, avec une étude sur le règlement des faillites en droit international*, 2 vol. in-8°, Paris, 1887. — Parmi les ouvrages généraux, V. notamment: Lyon-Caen et Renault, n° 3135 et suiv.; de Savigny, *System des heutigen roemischen Rechts*, § 374; Asser et Rivier, *Eléments de droit international privé*, n° 421 à 431; Westlake, *A treatise on private international law*, § 118 à 139. — V. aussi Anthoine de Saint-Joseph, *Concordance entre les codes de commerce étrangers et le code de commerce français*, 1851; Hoehster, Sacré et Oudin, *Manuel de droit commercial français et étranger*, 1 vol. in-8°; Oudin, *Le code de commerce mis en concordance avec les principales législations étrangères*, 1 vol. in-18, 1875; Lecomte, *Etude comparée sur les principales législations européennes en matière de faillite*, in-8°, 1879; Lyon-Caen, *Tableau des lois commerciales en*

vigueur dans les principaux Etats de l'Europe et de l'Amérique; la loi anglaise de 1883 sur la faillite, et la réforme du liv. 3 c. com. français, 1888.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — *Journal des faillites et liquidations judiciaires*, fondé en 1852; *Journal des tribunaux de commerce*, fondé en 1852; *Journal des sociétés civiles et commerciales*; *Annales du droit commercial français, étranger et international*, publ. par M. Thaller (revue fondée en 1886); *Annuaire de législation étrangère*; *Bulletin de la Société de législation comparée*; *Rassegna di diritto italiano straniero*, Turin.

2. Enfin, à côté de l'œuvre de la jurisprudence et des travaux de la doctrine, s'est édifiée l'œuvre du législateur postérieure au *Répertoire*, peu considérable jusqu'en 1889, mais dont l'importance est aujourd'hui capitale, par suite de la promulgation de la loi du 4 mars 1889. Cette loi a non seulement créé à côté de la faillite la procédure nouvelle de la liquidation judiciaire; mais elle a également modifié sur un certain nombre de points la législation de la faillite, et en a, en tout cas, transformé profondément le caractère, par cela même qu'elle a organisé deux procédures distinctes dérivant du même fait: la cessation des paiements, lesquelles s'excluent ou se suivent selon les circonstances (V. *infra*, chap. 2).

#### CHAP. 1<sup>er</sup> — Historique et législation; Droit comparé (Rép. n° 3 à 44).

3. Ce qui frappe au premier abord, quand on étudie, aussi bien en France que dans les législations étrangères, la matière des faillites, c'est le nombre vraiment surprenant des modifications que ces législations ont subies. « On peut presque dire que les peuples qui ont le plus brillé par le commerce dans tous les siècles n'ont pas laissé s'écouler deux générations d'hommes sans changer les règles qu'ils avaient établies pour la réalisation et la liquidation des biens des débiteurs insolubles. Mais, si le problème d'une bonne loi des faillites s'est posé partout, il ne paraît pas qu'il ait été heureusement et définitivement résolu nulle part » (V. Rapport de M. Laroze sur la réforme de la loi des faillites, D. P. 89. 4. 9). La loi française du 28 mai 1838, substituée à la rédaction de 1807, et restée en vigueur, sauf quelques modifications de détail (Loi du 17 juill. 1856 sur le concordat par abandon d'actif et loi du 12 févr. 1872, sur le privilège du bailleur) et certaines atténuations provisoires (Décret du 19 mars 1848 et loi du 12 août 1848 sur les concordats amiables; décret du 7 sept. 1870; lois des 22 avr., 9 sept. et 19 déc. 1871 sur le même objet) est même une des lois européennes sur la faillite qui ont vécu le plus longtemps; elle a duré un demi-siècle et la réglementation de la faillite organisée par cette loi survit encore dans ses grandes lignes, à côté de la procédure nouvelle de la liquidation judiciaire créée par la loi du 4 mars 1889, tandis que la plupart des lois européennes actuellement en vigueur sont postérieures au *Répertoire*, et que les plus importantes ne remontent pas à plus de quinze années. Certaines d'entre elles, notamment la loi anglaise, ont été remaniées à plusieurs reprises depuis cette date, tant il est vrai que, parmi les lois d'ordre privé, la législation des faillites est une de celles où il est le plus difficile de tenir la balance égale entre tous les intérêts en conflit.

4. La loi des faillites doit être une loi d'intimidation, sans quoi elle serait une prime à la fraude; mais elle ne doit pas être rigoureuse à l'excès, car l'excès de sévérité entraîne les commerçants à dissimuler leur état, et à retarder le plus longtemps possible, par des expédients ruineux ou coupables, l'éclat de la faillite. Concilier dans la mesure du possible les intérêts des créanciers et du débiteur, graduer les sévérités de la loi suivant la culpabilité de ce dernier et l'inciter, autant par les avantages attachés au dépôt volontaire du bilan que par la crainte des déchéances rigoureuses auxquelles l'exposerait un retard calculé, à solliciter dès les premiers jours de la cessation de ses paiements le bénéfice d'une liquidation judiciaire, au lieu de recourir à de vaines tentatives d'arrangements clandestins, qui épuisent le gage des créanciers sans réussir à le sauver d'une faillite inévitable, tel est le but auquel doit tendre une bonne législation des faillites. Or il est impossible de méconnaître que la loi



de 1838, malgré sa réelle supériorité sur la législation antérieure, n'y répondait qu'imparfaitement, puisqu'elle soumettait à un régime uniforme le débiteur coupable et le débiteur malheureux, et infligeait la flétrissure de la faillite, avec toutes les déchéances qu'elle entraîne, aussi bien au commerçant honnête, victime des événements, qu'au spéculateur imprudent ou déloyal. Sans doute, les plus coupables seront punis comme banqueroutiers, mais, ainsi qu'on le fait observer très justement, « de la plus petite faute à la plus grosse, côtoyant le code pénal, la gamme à parcourir ne laisse pas d'être encore assez étendue » ; aussi est-il conforme aux règles d'une bonne justice distributive d'établir, en cette matière, une échelle légale des responsabilités.

La plupart des législations étrangères ayant précédé le législateur français dans cette voie, il nous semble logique, avant de retracer les différentes phases par lesquelles a passé la discussion de la loi du 4 mars 1889, qui a réalisé la réforme dont il s'agit, de procéder à un examen rapide de ces lois étrangères dont notre législateur s'est inspiré.

5. Un examen, même superficiel, des lois étrangères sur la faillite permet de constater une double tendance, de plus en plus marquée : 1° dans la voie de l'assimilation, plus ou moins complète, des non-commerçants aux commerçants quant à la faillite, qui, dans certaines législations, a été complètement détachée du droit commercial pour être rattachée à la procédure d'exécution ; 2° dans la voie d'une graduation des incapacités attachées à l'état de cessation de paiements, soit par la concession de sursis au débiteur malheureux, soit par l'organisation de procédures de concordat amiable ou de liquidation judiciaire, préventives de la faillite et plus douces que cette dernière, reléguée ainsi à l'arrière-plan et envisagée presque comme un châtimement pour le débiteur coupable, comme un moyen terme entre la liquidation judiciaire non infamante et la banqueroute.

6. — I. APERÇU D'ENSEMBLE SUR LES PRINCIPALES LEGISLATIONS ÉTRANGÈRES. — A. SYSTÈME FRANÇAIS. — A ce système se rattachent les législations du sud et de l'ouest de l'Europe, ainsi que de l'Amérique du Sud. Les traits caractéristiques de ces lois consistent : 1° dans la non-extension de la faillite aux non-commerçants ; — 2° Dans la survie des déchéances que la faillite entraîne à sa clôture. Nous ne citerons que les principales, dans l'ordre chronologique :

1° Grèce. — Code de commerce du 1<sup>er</sup> mai 1835, calqué sur le code de commerce français. Certaines simplifications de procédure y ont cependant été introduites par une loi de 1878 (*Annuaire de législation étrangère*, 1879, p. 673).

2° Pays-Bas. — Code de commerce du 10 avr. 1838, liv. 3 (*V. Rép.* n° 44). Un projet de loi sur la faillite, distinct du code de commerce, et visiblement inspiré de la loi allemande, est pendant depuis 1886 devant les Chambres néerlandaises (*Annales de droit commercial*, 1887, p. 335).

3° Turquie. — Code publié en langue française, sous le nom de *Code de commerce*, de 1850, liv. 3.

4° Belgique. — Loi du 18 avr. 1851, modificative du code de commerce, presque calquée sur la loi française de 1838 ; les seules différences concernent le sursis de paiement, certains détails de procédure et une organisation spéciale du syndicat de faillite, sur laquelle nous reviendrons (chap. 3, sect. 7). La loi de 1851 a été complétée par les lois des 20 juin 1883, 23 déc. 1885 et 29 juin 1887 sur les *concordats préventifs* (*V. infra*, n° 14), *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 510, 1886, p. 380 et 1888, p. 563.

5° Pérou. — Code de commerce du 30 avr. 1853, calqué sur le code espagnol de 1829.

6° République Argentine. — Code de commerce 10 sept. 1862, liv. 4.

7° Roumanie. — Code de commerce des 16-28 avr. 1887 (*V. Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 765 et suiv.).

8° Chili. — Code de commerce du 23 nov. 1865.

9° Grand-Duché de Luxembourg. — Loi du 2 juill. 1870, calquée sur la loi belge, complétée par une loi de 1886, sur le *Concordat préventif* (*Annuaire*, 1887, p. 518).

10° Egypte. — Code du 1<sup>er</sup> janv. 1875, chap. 3 (Code approuvé par les puissances, à la suite des traités de 1874 et 1875).

11° Italie. — Code de commerce voté le 2 avr. 1882, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1883 (liv. 3), trad. par Joan Bohl, 1 vol. in-8°, 1884. — Ce nouveau code a remplacé le code

de commerce de 1865 (Code sarde de 1843 étendu à l'Italie entière) ; mais, tandis que l'ancien code était calqué sur le code français, le code de 1883 s'en est écarté sur plusieurs points (*V. infra*, n° 11).

12° Mexique. — Code de commerce du 15 avr. 1885.

13° Espagne. — Code de commerce du 22 août 1884 (liv. 4), exécutoire le 1<sup>er</sup> janv. 1886. L'ancien code de 1825, en ce qui concerne la faillite, péchait par l'abus des catégories : le nouveau en a diminué le nombre, mais a introduit une procédure de faveur, dite de suspension de paiement, dont la réglementation laisse à désirer.

14° Portugal. — Code de commerce de 1888, trad. et annoté par M. Lehr, 1 vol. in-8°, 1889.

Pour l'énumération complète des lois de ce premier groupe, V. Thaller, *Des faillites en droit comparé*, t. 1, p. 81 et suiv.

7. — B. SYSTÈME GERMANIQUE. — 1° Allemagne. — La législation-type de ce système est la loi fédérale du 10 févr. 1877 (Code des faillites ou plutôt du *concurso* (*Concurs-Ordnung*), obligatoire dans tout l'empire d'Allemagne à partir du 1<sup>er</sup> oct. 1879. Avant cette date, chaque Etat allemand suivait sa loi particulière ; le code de commerce français de 1807, légèrement modifié en 1859, était en vigueur dans la Prusse rhénane, la Hesse et le Palatinat ; l'Alsace-Lorraine avait conservé la loi française de 1838. Il importe encore de signaler, parmi les sources du droit des faillites en Allemagne, avant 1877, le code prussien du 8 mai 1855, dont la plupart des législations plus récentes, notamment la loi bavaroise de 1869, s'étaient inspirées, et dont le trait caractéristique consistait dans la coexistence de deux procédures de faillites distinctes pour les commerçants et les non-commerçants. — La réforme capitale de la loi votée par le Reichstag en 1877 a consisté dans l'unification de la faillite, par l'assimilation complète des non-commerçants aux commerçants au point de vue de la procédure du *concurso*. Cette loi ayant exercé sur les codifications plus récentes une réelle influence, il convient d'en retracer ici sommairement les grandes lignes.

La procédure ne peut s'ouvrir contre un débiteur, commerçant ou non, qu'à la suite d'une demande émanée, soit du débiteur lui-même, soit de ses créanciers ; cette demande est portée devant le tribunal de canton dans le ressort duquel le débiteur a son domicile juridique habituel. Si la demande émane d'un créancier, le juge examine d'abord s'il y a *présomption suffisante d'insolvabilité* ; si oui, il admet la demande et la signifie d'office au débiteur en lui enjoignant de se présenter. Le débiteur fait-il l'aveu de son insolvabilité, la faillite est immédiatement prononcée ; nie-t-il, le juge ordonne une information, et prend telles mesures conservatoires qu'il juge à propos ; la loi lui laisse à cet égard une entière latitude.

Une fois l'information terminée, le juge déclare la faillite et nomme un syndic provisoire. Le jugement déclaratif, publié, emporte dessaisissement du failli, et certaines déchéances civiles. L'assemblée des créanciers, convoquée par le juge dès l'ouverture de la procédure, donne son avis sur le maintien ou le remplacement du syndic ; mais son vote ne lie pas le tribunal. Cette assemblée a la faculté de nommer un *comité des créanciers*, chargé d'assister le syndic et de contrôler sa gestion. Les pouvoirs du syndic sont, en principe, assez étendus : à l'exception des mesures les plus graves, pour lesquelles il doit se munir au préalable de l'autorisation du tribunal, ou obtenir l'approbation de l'assemblée des créanciers, il procède en toute liberté, et sous sa responsabilité, à la réalisation de l'actif. Mais lorsqu'un comité de créanciers a été institué, les pouvoirs du syndic sont beaucoup plus limités ; il doit, en effet, obtenir l'approbation du comité pour un certain nombre d'actes, notamment pour plaider, effectuer des retraits de fonds, transiger, etc...

La réalisation de l'actif n'a lieu, en général, qu'après l'accomplissement des formalités de vérification des créances, d'ailleurs assez expéditives. Le délai pour produire à la faillite est de trois semaines à trois mois ; le tribunal évolue librement entre ces deux limites, suivant les circonstances. Après les productions, et le classement des créances dans leur ordre de préférence par le greffier du tribunal, s'ouvre l'assemblée générale de vérification. Les retardataires peuvent encore produire après cette assemblée, mais dans un délai très bref de deux semaines à compter de la publica-

tion par le syndic de l'état des créances vérifiées ou admises par provision.

Après la séance de vérification générale, le failli présente, s'il y a lieu, au tribunal (et non pas aux créanciers, comme en droit français) ses propositions de concordat. Si le tribunal agréé ces propositions, et que le comité des créanciers les accepte également, l'assemblée des créanciers est convoquée pour en délibérer. Le concordat exige, pour être admis, la majorité en nombre des créanciers *présents* et la majorité des trois quarts en sommes des créanciers ayant droit de vote. Voté, le concordat est soumis à l'homologation du tribunal.

La procédure de la faillite peut s'arrêter : 1° par l'épuisement de la masse de la faillite (correspondant à la clôture de l'union en droit français); 2° par le concordat; 3° par le consentement de tous les créanciers (art. 189); 4° par insuffisance d'actif. A la différence du droit français, la clôture de la faillite a pour effet immédiat de mettre fin à toutes les déchéances attachées à l'état de faillite. — Comp. pour plus de développements : M. Gérardin, *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 102 et suiv.; Kohler, *Annales de droit commercial français et étranger*, 1888, 2, 138; Le Roy, *De la faillite dans l'Empire allemand, Journal des faillites*, 1880, p. 361 et suiv., 503 et suiv., 566 et suiv.).

2° *Autriche*. — Loi du 25 déc. 1868, complétée par une loi du 16 mars 1884 (traduite et annotée par M. Challamel, *Annuaire*, 1885, p. 289 et suiv.). Cette loi, modelée sur la loi prussienne de 1855, organise deux faillites parallèles, l'une pour les débiteurs ordinaires, l'autre pour les commerçants (V. Le Roy : *Faillite dans les Etats autrichiens de la Cisleithanie, Journal des faillites*, 1883, p. 160, et 1884, p. 36, 167, 342 et 547). Un projet de réforme des lois de 1868 et 1884, déposé en 1888, est actuellement pendant devant le Parlement autrichien.

3° *Hongrie*. — Loi du 30 mai 1881. Cette loi, inspirée de la loi allemande de 1877, soumet en principe les non-commerçants au même régime que les commerçants (V. *Annuaire de législation étrangère*, notice de M. Bufnoir, 1882, p. 320 et suiv., et *Journal des faillites*, 1883, p. 273 et 328).

4° *Pays scandinaves*. — Loi suédoise du 18 sept. 1862, modifiée par les lois du 13 avr. 1883 et du 5 juill. 1884; loi norvégienne du 6 juin 1863; loi danoise du 25 mars 1872, modifiée par la loi du 15 avr. 1887 (*Annuaire*, 1888, p. 709; loi finlandaise de 1879 (V. Beauchet, *Bulletin de la société de législation comparée*, 1885, p. 64). Ces diverses lois, à l'instar de la loi autrichienne, assujétissent tous les débiteurs à la loi du concours, mais avec une réglementation spéciale pour les commerçants.

5° *Russie*. — Le code de commerce russe, éd. de 1857, contient, dans son liv. 4, une section consacrée à la faillite des commerçants. Mais le code de procédure de 1844 organise, de son côté, une faillite de non-commerçants offrant avec la précédente une grande analogie : ce qui nous autorise à rattacher la loi russe au système germanique. — En Pologne, le code de commerce français de 1807 est resté en vigueur.

6° *Suisse*. — A l'heure où nous écrivons, chaque canton suisse est encore régi par sa législation propre; les lois des cantons français se rapprochant de la législation française (ainsi, celui de Genève est régi par le code français de 1807, modifié par les lois du 19 oct. 1864, des 7 juill. 1877 et 2 déc. 1880 sur les concordats et sursis), les lois des autres cantons s'inspirant plutôt du système allemand. Mais, après une lutte de plus de vingt ans entre les partisans du droit français et ceux du droit allemand (V. Thaller, t. 1, p. 96 et suiv.), les chambres suisses ont enfin voté, les 10 et 11 avr. 1889, la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite : cette loi, soumise au *referendum* populaire, a été expressément acceptée, et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1892. Issue d'une transaction entre les deux systèmes allemand et français, la loi fédérale suisse donne à la faillite un champ d'application plus large que le code des lois françaises, mais plus restreint que la loi fédérale allemande. Sont en effet assujéties au régime de la faillite toutes les personnes inscrites au *registre de commerce*. Or, aux termes du code suisse des obligations : 1° *doivent* être inscrits sur les registres du commerce : a) toutes les personnes faisant le commerce ou exerçant en la forme commerciale une industrie quelconque; b) toutes les sociétés commerciales ou autres, jouissant de la personnalité civile, laquelle ne peut être

acquise que par l'inscription; 2° *peuvent* être inscrits sur ce même registre tous les particuliers qui en font la demande. Aux termes de cette législation, tout individu capable a donc le droit, quelle que soit sa profession, de se placer sous le statut du commerce et de renforcer son crédit, en acceptant d'avance, vis-à-vis de ses créanciers, la situation, plus rigoureuse à certains égards, que la loi fait aux commerçants ou assimilés.

Il est une autre particularité de la loi fédérale suisse qui mérite d'être signalée. Cette loi, en effet, a emprunté aux lois cantonales de la Suisse orientale le système de l'exécution forcée par un fonctionnaire de l'Etat. Le territoire de chaque canton forme un ou plusieurs arrondissements de poursuites pour dettes ou d'administration de faillites. Chaque arrondissement est pourvu d'un Office de poursuites et d'un Office des faillites; chaque Office est dirigé par un fonctionnaire, le préposé, et par un substitut. Ces Offices sont placés sous le contrôle de l'autorité judiciaire ou administrative, suivant les cantons, et sous la haute surveillance du Conseil fédéral. L'Office des faillites est chargé de pourvoir provisoirement à la gestion des biens; les créanciers, aussitôt convoqués, décident s'ils veulent continuer ce mode de gestion ou recourir à un syndicat dont ils désignent eux-mêmes les membres, et auxquels ils ont la faculté d'adjoindre un comité de surveillance.

Notons également que la loi fédérale suisse a emprunté aux lois de Genève et de Neuchâtel le concordat préventif (Sur la loi fédérale suisse, V. *Annales de droit commercial* 1887, p. 329, et 1890, t. 2, 99, article de M. Nessi).

8. — C. SYSTÈME ANGLO-SAXON. — 1° *Angleterre* (Loi du 25 août 1883, 46 et 47 Vict. c. 52, trad. par M. Lyon-Caen, — *Collection des principaux codes étrangers*, t. vol. in-8°, 1889). — Ce système présente une physionomie à part, l'Angleterre s'étant toujours appliquée à conserver à ses institutions nationales un caractère original, et à ne rien emprunter aux lois du continent. Dans son état actuel, il est vrai, la loi anglaise présente une certaine analogie soit avec la loi belge de 1887 ou la loi française du 4 mars 1889, soit avec la loi fédérale suisse de 1889; mais la date même du statut anglais, 25 août 1883, démontre que les modifications introduites dans les lois continentales précitées ont pu être empruntées à l'Angleterre, mais que celle-ci n'a, en 1883, pris conseil que d'elle-même et des nécessités de la pratique.

La loi antérieure, que le statut du 25 août 1883 a remplacée, ne datait que du 9 août 1869; mais, à peine entrée en vigueur, elle avait suscité les plus vives critiques. Son fonctionnement était si lent et si coûteux que les créanciers préféraient consentir à des arrangements amiables, sous le couvert desquels les fraudes les plus graves se dissimulaient. Les procédures bâtarde et mal venues de la *liquidation par arrangement* et de la *composition amiable* s'étaient, en fait, substituées à la faillite (*bankruptcy*). La loi de 1883 s'est appliquée à remédier à ces défauts. Elle organise un contrôle sérieux, place la liquidation sous la haute surveillance du *Board of trade* et institue un fonctionnaire spécial, chargé de faire une enquête sur la situation et ultérieurement investi, après l'entrée en fonctions des syndics, de fonctions analogues à celles du juge-commissaire français; elle accélère la procédure, et enfin elle organise une procédure préventive de la faillite, tendant à faire obtenir au débiteur un concordat, sous le contrôle de la justice. De plus, la loi de 1883, à l'instar de la loi allemande de 1877, fait disparaître toutes les différences qui subsistaient encore, dans la loi de 1869, entre la faillite des non-commerçants et celle des commerçants, et assujétit tous les débiteurs à un régime uniforme.

La faillite est demandée, soit par le débiteur, soit par les créanciers (le chiffre total des créances doit s'élever à un minimum de 50 livres st.). La loi énumère limitativement les faits susceptibles de servir de base à une déclaration de faillite (*acts of bankruptcy*). La faillite ne peut être déclarée immédiatement, la loi de 1883 ayant placé au seuil de la procédure une sorte de préliminaire de conciliation. La *cour des faillites* compétente (les matières de faillite sont dévolues aux cours de comté et à la cour suprême) ordonne tout d'abord un *séquestre* (*receiving order*), et nomme par le même jugement le *séquestre officiel* (*official receiver*), fonctionnaire administratif relevant du *Board of trade* (conseil supérieur de commerce). — Le débiteur est entendu en

audience publique, puis les créanciers sont convoqués en assemblée générale pour se prononcer sur les propositions de *liquidation par arrangement* (*liquidation by arrangement*) ou de concordat (*composition*) émanées du débiteur. La première réunion n'a qu'un caractère préparatoire : le concordat ne peut être voté que dans une seconde réunion, à la majorité en nombre et à la majorité en sommes des trois quarts des créances vérifiées. Ce concordat doit être homologué par la cour. Si le concordat est homologué, la faillite est conjurée, et le débiteur échappe à toute incapacité.

En cas de rejet ou de refus d'homologation des propositions d'arrangement, la faillite est déclarée, et l'assemblée des créanciers, ou le comité de contrôle nommé par elle, procède à la nomination des syndics. La nomination des syndics ne met pas fin aux pouvoirs du séquestre officiel. Mais les créanciers sont libres de nommer ou non un comité. La déclaration de faillite fait encourir au failli certaines incapacités ; de plus, elle a pour effet de faire passer les biens du débiteur au syndic, représentant des créanciers, qui est chargé de les liquider et d'en répartir le prix.

La faillite peut être rapportée et, conséquemment, le débiteur relevé de toutes ses incapacités, non seulement en cas de paiement intégral, mais aussi dans le cas où il parviendrait à faire agréer par les créanciers et homologuer par le tribunal de nouvelles propositions d'arrangement. Les formes de ce concordat après faillite sont les mêmes que celles du concordat préalable.

Le failli est également affranchi de toutes ses incapacités s'il obtient de la cour, après achèvement de la liquidation, un *ordre de décharge*, par lequel il est libéré de tout le reliquat non couvert par la liquidation. Cette remise de dettes judiciaires, que la cour peut accorder arbitrairement au failli, sans avis conforme des créanciers, est une institution spéciale au droit anglais, qu'il est bien difficile de justifier rationnellement. La loi de 1883, au lieu de la supprimer, s'est contentée d'en restreindre le champ d'application, en indiquant un certain nombre de cas où la cour n'a pas le droit de l'accorder (n° 28). (V. pour plus de développements : analyse de la loi de 1883 par MM. Lyon-Caen, *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 77 ; Thaller, t. 1, p. 105 et suiv. — V. aussi Alexander, *Etude sur la loi anglaise, Annales de droit commercial*, 1887, 1, 353. *Adde* loi du 24 déc. 1888, modifiant la législation relativement aux privilèges en matière de faillite et de liquidation des sociétés. *Annuaire de législation étrangère*, 1889, p. 221).

2° *Ecosse et Irlande*. — L'Ecosse est régie par une loi de 1856, modifiée par les lois des 7 sept. 1880 (*Annuaire de législation étrangère*, 1881, p. 40) et 18 juill. 1881 (*ibid.*, 1882, p. 21), l'Irlande par une loi de 1872 ; ces lois se sont manifestement inspirées du statut anglais de 1869.

3° *Etats-Unis*. — Toutes les tentatives faites aux Etats-Unis pour donner à la confédération une loi unique sur les faillites ont jusqu'ici échoué, à la suite d'essais plus ou moins longs. La loi fédérale de 1867 a été abrogée le 7 juin 1878. La plupart des lois particulières qui régissent les Etats de l'Union se sont plus ou moins inspirées des statuts anglais de 1849, 1852 et 1869 (V. loi de New-York, du 22 mai 1878, *Annuaire de législation étrangère*, 1879, p. 707). Un nouvel essai de faillite fédérale serait, paraît-il, à l'étude en ce moment (Thaller, t. 1, p. 122, note 2 ; — V. Cachard, *La faillite aux Etats-Unis, Annales de droit commercial*, 1887, 1, 366).

9. — II. DES LOIS ÉTRANGÈRES ENVISAGÉES AU POINT DE VUE SPÉCIAL DU SURSIS DE PAYEMENT ET DU CONCORDAT PRÉVENTIF. — Ainsi qu'on l'a fait observer précédemment, la plupart des législations étrangères récentes tendent à ouvrir aux débiteurs malheureux et de bonne foi un mode de liquidation judiciaire distinct de la faillite, n'entraînant pas les mêmes incapacités, et présentant, néanmoins, pour les créanciers, les mêmes garanties. A ce point de vue spécial, les lois étrangères peuvent encore se diviser en trois groupes : 1° celles qui admettent le *sursis de paiements* ; 2° celles qui organisent, en dehors du cadre de la faillite, une procédure non infamante, dite de *concordat préventif* ou *amiable* ; 3° celles qui, au lieu de deux procédures parallèles, ont incorporé la liquidation de faveur dans la faillite même, et n'admettent, par conséquent, qu'une seule procédure aboutissant, au terme de son évolution, soit à un arrangement homologué par justice, soit à la faillite, qui se poursuit alors sur les

derniers errements de la liquidation (V. pour plus de développement : Thaller, t. 1, p. 250 et suiv., *Annales de droit commercial*, 1887, t. 14 ; Stelian, *La faillite, Etudes de législation comparée et de droit international* ; L. Oudin, *Etude sur les différentes législations européennes en matière de faillite*, *Bull. soc. de légis. comp.*, 1879, p. 304 et suiv.).

10. — *Premier groupe (Sursis de paiements)*. — Aucune législation européenne n'admet plus aujourd'hui le sursis de paiements avec le caractère qu'il présentait en Saxe sous l'ancien régime, en Belgique avant 1851, dans certains Etats allemands avant les lois judiciaires de 1877. Il n'appartient plus nulle part au chef de l'Etat, ni aux tribunaux de décréter par voie d'autorité, le report du passif d'un citoyen à une échéance future. Les *sursis de paiements*, tels qu'ils sont pratiqués aujourd'hui dans certains pays, présentent un caractère tout différent : ils n'émanent, en effet, ni du souverain, ni de la justice, mais bien de l'assemblée des créanciers (Code hollandais de 1838 ; loi belge de 1851, art. 593 à 614 ; Code italien de 1882, art. 819 à 829, *moratoria*). Ces différentes lois ne diffèrent que par des points de détail. Nous nous bornerons à faire connaître les grandes lignes du système ; observons, du reste, que la loi belge a cessé d'être en vigueur depuis le fonctionnement de la loi sur le *concordat préventif*, loi d'abord provisoire, mais rendue définitive en 1887 (V. *infra*, n° 14).

11. Ces législations présentent tout d'abord un caractère commun, qu'il importe de mettre en relief, à savoir que le sursis ne peut être accordé qu'au commerçant contraint par suite de force majeure de suspendre temporairement ses paiements, mais dont le bilan est en équilibre, c'est-à-dire possédant des biens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers. Le commerçant qui prétend réunir les conditions requises adresse une requête au tribunal de commerce, qui convoque alors les créanciers présumés, vérifie sommairement leurs titres, prend leur avis, et envoie généralement l'avis ou vote de l'assemblée, joint à son propre vote, à une juridiction supérieure, qui statue (à la cour d'appel en Belgique, cour suprême aux Pays-Bas ; en Italie, c'est le tribunal de commerce qui statue).

En Belgique, la cour ne pouvait accorder de sursis que si la majorité des créanciers présents et non privilégiés, représentant les trois quarts des créances en sommes, avait voté en faveur de la demande. Ce dernier système présente plus de garanties que celui du code italien, qui laisse une entière liberté d'appréciation au tribunal et l'autorise à prononcer le sursis (*moratoria*) malgré l'avis contraire des créanciers. Le concours de la justice et des créanciers, qu'exigeait la loi belge, remédie aux principaux vices du système : danger d'arbitraire de la part de la justice, danger de collusion, puisque la cour n'a qu'à rejeter la demande, si la majorité favorable au sursis lui paraît suspecte. Le sursis ne peut excéder douze mois (six mois, en droit italien) ; mais il peut être prorogé pour raison majeure et sur nouvelle enquête (un vote favorable de l'assemblée est, en ce cas, exigé par le code italien, art. 816) ; cette prorogation n'est accordée que si des acomptes sérieux ont déjà été payés. Le débiteur qui a obtenu un sursis n'est pas dessaisi ; il continue à faire le commerce, mais sous le contrôle d'un ou de plusieurs commissaires nommés par le tribunal et choisis parmi les créanciers, et d'un juge délégué, sans l'autorisation desquels il ne peut faire aucun acte de disposition ni d'administration générale ; aucune voie d'exécution n'est possible, pendant le sursis, contre sa personne ou ses biens, aucune inscription ne peut être prise. Les créanciers ou les commissaires peuvent à toute époque, demander la révocation du sursis et la déclaration immédiate de la faillite soit pour dol du débiteur, soit s'il appert que l'actif réalisable est moindre que le passif. (Comp. code portugais de 1888, art. 730 et suiv.).

12. Le système du *sursis de paiements* compte aujourd'hui, en doctrine, peu de partisans. On lui reproche de laisser trop de place à l'arbitraire du juge, attendu qu'il est bien difficile, en pratique, de décider si des biens non réalisés, si une fortune non liquide et comprenant toujours un stock de créances irrécouvrables, ont une valeur égale ou supérieure au passif ; on lui reproche surtout d'être insatisfaisant, puisqu'il laisse exposés aux rigueurs de la faillite, sans atténuation, les créanciers malheureux et de bonne foi dont l'actif, par suite de circonstances indépendantes de

leur volonté, se trouve inférieur au chiffre de leurs dettes. Conf. Thaller, t. 1, p. 262; Vidari, *Corso di diritto commerciale*, 8, n° 4863 et 4875).

13. — *Deuxième groupe (Concordat préventif ou amiable).* — Ce qui caractérise les législations de ce second groupe, c'est qu'elles organisent en faveur des débiteurs de bonne foi en état de cessation de paiements, même insolubles, une procédure de faveur, généralement plus expéditive que la faillite, et dont l'objet est de faire obtenir à ceux qui en bénéficient un concordat voté aux mêmes conditions de majorité que les concordats après faillite. Le concordat est-il voté ou homologué, le débiteur reprend possession de son patrimoine, et recouvre son entière capacité: est-il rejeté, la faillite est déclarée et se poursuit suivant les règles ordinaires, sans qu'il soit tenu aucun compte de la procédure préparatoire qui n'a pas abouti. Ce système est actuellement suivi en Belgique (Loi belge du 29 juin 1887 substituée à la loi provisoire du 20 juin 1883), à Genève (Loi du 2 déc. 1880 sur les sursis concordataires); en Espagne (Code de commerce de 1886 et code de procédure civile révisé en 1880). Il fonctionnera également à partir de 1892 dans la Suisse entière, la loi fédérale de 1889 s'étant approprié les principales dispositions de la loi genevoise.

14. Tandis qu'en Belgique et à Genève, le concordat préventif a le même champ d'application que la faillite et que le bénéfice en est exclusivement réservé aux commerçants, d'après la loi espagnole et la loi fédérale suisse, au contraire, cette procédure de faveur (*convento, sursis concordataire*) est accessible à tous les débiteurs, même à ceux qui, n'étant ni commerçants, ni inscrits sur le registre du commerce ne pourraient être déclarés en faillite. Ne pouvant examiner ici ces différentes lois, nous nous bornerons à analyser brièvement la loi belge de 1887.

Le système du concordat préventif, consacré définitivement par cette loi, n'est que le développement d'un système inauguré par la loi du 18 avr. 1851. D'après l'art. 520 de la loi de 1851, abrogé par la loi de 1883, le débiteur qui avait fait aveu de la cessation des paiements dans les trois jours, et joint à cet aveu un bilan et des livres régulièrement tenus, pouvait demander au tribunal d'ordonner la convocation immédiate de ses créanciers, afin de délibérer sur ses propositions de concordat; mais ce concordat exceptionnel exigeait le consentement des trois quarts des créanciers représentant les cinq sixièmes des créances. La loi nouvelle rend ce concordat plus facile. Le débiteur qui en sollicite le bénéfice doit adresser au tribunal de commerce une requête contenant l'exposé des événements qui ont provoqué la suspension des paiements et indiquant ses propositions concordataires. Le tribunal saisi examine la requête; l'admission de celle-ci entraîne suspension de tous actes d'exécution et dessaisissement partiel du débiteur, qui ne peut désormais aliéner, hypothéquer sans l'autorisation du juge délégué. Ce dernier convoque individuellement, dans la quinzaine, les créanciers par lettres recommandées; les titres de chacun sont provisoirement vérifiés, et l'on procède au vote en assemblée générale. Quant aux majorités requises et à l'homologation de justice, les règles sont les mêmes que pour le concordat après faillite. Le jugement d'homologation est publié, et le juge délégué demeure chargé de veiller à la stricte observation du concordat par le débiteur; si celui-ci manque à ses engagements, il est immédiatement déclaré en faillite.

15. Le système que nous venons d'exposer est de nature à soulever des critiques sérieuses. L'organisation, en dehors de la faillite, d'une procédure plus douce, réservée aux débiteurs de bonne foi, peut, sans doute, se justifier; mais son fonctionnement, dans les législations précitées, est défectueux. En effet, d'une part, il est excessif d'affranchir le concordataire de toute incapacité; d'autre part, il est fâcheux de ne tenir aucun compte, lorsque la faillite vient à s'ouvrir par suite de l'échec de propositions concordataires, des errements de la procédure préparatoire. Il serait assurément préférable, au risque de prolonger un peu celle-ci, que les créances fussent vérifiées avec assez de soin pour que la vérification fût considérée comme acquise au début de la faillite; la loi genevoise ne mérite pas, il est vrai, cette critique, attendu qu'elle entoure la vérification des créances, au cours de la procédure préparatoire, des mêmes garanties qu'en cas de faillite, mais elle doit pour

ce motif même, être taxée d'inconséquence: à quoi bon, en effet, recommencer, en cas de déclaration de faillite, une procédure présentant toutes les garanties désirables? (V. Thaller, t. 1, p. 282).

16. — *Troisième groupe (Procédure de liquidation judiciaire faisant corps avec la faillite).* — La législation type de ce groupe est la loi anglaise de 1883, dont nous avons précédemment analysé sommairement les dispositions (V. *supra*, n° 9). Ainsi que nous l'avons fait observer, la cour saisie d'un *act of bankruptcy* ne peut pas immédiatement prononcer la faillite; elle rend tout d'abord un *receiving order*, c'est-à-dire un ordre de séquestre, et désigne un séquestre officiel. Cette première partie de la procédure comporte la vérification des créances et la délibération sur le concordat. Si le concordat est rejeté ou non homologué, la faillite est déclarée, mais la procédure antérieure reste acquise, et l'on procède immédiatement à la réalisation des biens. Le concordat, au contraire, est-il homologué, la faillite est conjurée et le débiteur recouvre sa pleine capacité. Ainsi qu'on le verra bientôt, c'est ce système qui a prévalu devant le parlement français, et qui a été consacré par la loi du 4 mars 1889, avec de notables altérations toutefois, les unes heureuses, comme par exemple la survie de certaines incapacités au vote du concordat, les autres plus critiquables peut-être, comme l'option laissée au juge, dès le début de la procédure, d'accorder au débiteur le bénéfice de la liquidation judiciaire ou de le déclarer immédiatement en faillite.

17. — III. LÉGISLATION FRANÇAISE. — *Lois transitoires de 1848, 1870-71.* — *Travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889.* — Avant d'aborder l'étude des projets et amendements desquels est issue la loi du 4 mars 1889, il convient tout d'abord de rappeler qu'à deux reprises différentes, en 1848 et en 1870-71, les concordats amiables furent autorisés et légalement réglementés, mais en vertu de lois de circonstances motivées par les troubles politiques ou par l'invasion étrangère, édictées avec un caractère tout provisoire et pour une période assez courte. Le décret du 22 août 1848 sur les concordats amiables a cessé de s'appliquer à dater de la promulgation de la loi des 12-17 nov. 1849 (*Rép.* n° 41). Le décret des 7-14 sept. 1870 (D. P. 70. 4. 87), et la loi des 22 avr.-9 mai 1871 (D. P. 71. 4. 51) qui ont remis en vigueur la législation de 1848, n'ont eu également qu'un effet provisoire et ont cessé de s'appliquer à dater du 13 mars 1872 (Loi des 19-23 déc. 1871, D. P. 71. 4. 167).

Voici, brièvement exposée, quelle était la teneur de cette législation transitoire. D'après l'art. 1<sup>er</sup> de la loi des 27 avr.-9 mai 1871, les suspensions ou cessations des paiements survenues depuis le 10 juill. 1870 jusqu'au 30 sept. 1871, bien que régies par le liv. 3 c. com., ne devaient être dénommées *faillites*, et entraîner les incapacités y attachées, que si le tribunal refusait d'homologuer le concordat ou, en l'homologuant, ne déclarait pas le débiteur affranchi de la qualification de *failli*. L'art. 2 autorisait le tribunal, dans le cas où un arrangement amiable serait déjà intervenu entre le débiteur et la moitié en nombre des créanciers représentant les trois quarts des sommes, à simplifier la procédure; ce concordat amiable n'était pas rendu obligatoire pour les créanciers dissidents, mais il avait pour conséquence, avec l'agrément du tribunal, de dispenser le débiteur de l'apposition des scellés et de l'inventaire judiciaire, et surtout de l'affranchir du dessaisissement; le débiteur était maintenu à la tête de ses affaires, et procédait lui-même à la liquidation, de concert avec des syndics, sous la surveillance d'un juge commissaire, mais sans pouvoir créer de nouvelles dettes. Aucune modification n'était apportée aux règles de la vérification des créances ni du concordat judiciaire.

18. Il a été jugé, sous l'empire des législations transitoires de 1848 et de 1870-1871: 1° que la prohibition de créer de nouvelles dettes, qui était la condition sous laquelle le débiteur ayant obtenu un contrat amiable conservait (Décret 22 août 1848, art. 2) l'administration de ses affaires et procédait à leur liquidation concurremment avec les syndics qui lui avaient été nommés, ne s'appliquait point aux dépenses nécessaires ou utiles pour la conservation et l'usage de ce qui lui appartenait, en particulier pour la mise en état d'une maison inachevée (Civ. cass. 15 mars 1852, aff. Maillet, deux espèces, D. P. 52. 1. 86); que par suite le syndic qui ordonnait de tels travaux n'excédait pas les limites

de l'administration à laquelle il était associé, et n'engageait point par là sa responsabilité personnelle (Mêmes arrêts); que, par suite, devait être cassé le jugement qui mettait à la charge du syndic d'un débiteur ayant obtenu un concordat amiable, des travaux exécutés par ses ordres dans une maison appartenant au débiteur et dont il était reconnu que celui-ci avait profité, sans examiner si ces travaux n'étaient point nécessaires pour la conservation ou l'achèvement de la maison dont il s'agissait (Mêmes arrêts); — 2° Que le décret du 22 août 1848, en plaçant sous la surveillance d'un juge commis par le tribunal, l'administration et la liquidation qu'il laissait au débiteur, n'exigeait point, pour chaque acte, l'autorisation préalable de ce magistrat (Mêmes arrêts).

19. Mais jugé, d'autre part, quant aux conditions d'application du bénéfice légal : 1° que le commerçant de bonne foi dont la cessation de paiements a été judiciairement déclarée dans la période comprise entre le 10 juill. 1870 et le 13 mars 1872, devait être affranchi de la qualification de failli et des incapacités y attachées, alors même qu'il se serait trouvé au-dessous de ses affaires à une époque antérieure au 10 juill. 1870 (Paris, 13 janv. 1873, aff. Bonnet, D. P. 74. 5. 261); — 2° Que l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 22 avr. 1871, aux termes duquel les cessations de paiements survenues du 10 juill. 1870 au 30 sept. 1871 ne devaient recevoir la qualification de *faillite* que dans le cas où le tribunal de commerce refuserait d'homologuer le concordat ou, en l'homologuant, ne déclarerait pas le débiteur affranchi de cette qualification, avait un caractère impératif; que, par suite le tribunal ne pouvait *de plano*, déclarer la faillite, avant que le concordat eût été soumis à son homologation (Lyon, 23 mars 1872) (4); — 3° Que le décret du 22 août 1848 nommé, à tort, des *concordats amiables*, relatif aux arrangements intervenus, à raison des circonstances, entre un failli et ses créanciers, était restrictif, et avait eu seulement pour effet d'affranchir le débiteur de la qualification de failli et de le dispenser de l'apposition des scellés et de l'inventaire judiciaire; et, spécialement, que les arrangements intervenus entre un failli et ses créanciers, conformément au décret du 22 août 1848, conséquemment avant les formalités du concordat, n'étaient que provisoires, malgré l'homologation du tribunal de commerce, en ce sens que le créancier qui avait consenti dans cet acte une mainlevée d'hypothèque, rentrait dans la plénitude de ses droits, lorsque plus tard il s'agissait de procéder à un concordat (Nancy, 29 juill. 1850, aff. Rullier, D. P. 51. 2. 172); — 4° Que le commerçant qui avait cessé ses paiements dans la période comprise entre le 10 juill. 1870 et le 13 mars 1872 ne pouvait être relevé de la qualité de failli et des incapacités attachées à cette qualité qu'autant qu'il avait obtenu un concordat et que le jugement d'homologation l'avait affranchi de la qualification de failli; que l'on ne pouvait assimiler à un concordat véritable le traité notarié par lequel tous les créanciers, déjà constitués en état d'union, avaient accordé au failli remise d'une partie de leurs créances et avaient déclaré annuler la délibération par laquelle le concordat lui avait été refusé (Amiens, 30 juill. 1873, aff. Delclau, D. P. 74. 5. 262).

20. Décidé aussi, quant aux effets de la procédure de faveur édictée par les mêmes lois : 1° qu'à la différence de la faillite, la liquidation judiciaire, admise temporairement par la loi du 22 avr. 1871, n'avait pas pour effet de contraindre

le créancier à attendre le règlement de la liquidation pour exercer ses droits contre son débiteur; que ce créancier conservait l'exercice de tous ses droits, notamment celui d'obtenir un titre dont il pût faire usage, lorsqu'il le jugerait convenable, contre ce dernier (Lyon, 11 juill. 1883, aff. Perronnet, D. P. 84. 2. 213). — En effet, la liquidation judiciaire, telle que l'avait organisée la loi de 1871, créait uniquement une situation de fait, quand un tribunal venait à l'ordonner, mais elle n'a produit aucun des effets légaux de la faillite. Par suite, elle n'a pu suspendre, comme le jugement déclaratif de faillite, l'exercice du droit qui, d'après la loi commune, appartient aux créanciers de poursuivre contre leur débiteur le paiement de leurs créances. Elle a laissé subsister au profit des premiers l'entier exercice de leurs droits. On ne pouvait donc se prévaloir de cet état de liquidation pour refuser au créancier le droit de demander un titre contre son débiteur, afin de conserver sa créance, ni celui de poursuivre l'exécution dudit titre; — 2° Que la convention passée entre un commerçant en état de liquidation judiciaire et un tiers pour les besoins de la liquidation n'était pas valable, si elle n'avait été acceptée que par l'un des deux syndics en fonctions, non autorisé par le juge commissaire à agir séparément (Civ. cass. 4 mai 1887, aff. Société Girerd-Nicolas et comp., D. P. 88. 1. 35).

En effet, la loi du 22 avr. 1871, en enlevant exceptionnellement à la cessation de paiements la qualification de faillite et, comme conséquence de cette faveur motivée par des circonstances spéciales, en affranchissant des incapacités du failli le débiteur malheureux qu'elle laissait à la tête de ses affaires, n'a pas entendu déroger, en dehors des immunités particulières qu'elle lui a accordées, aux règles générales en matière de faillite (V. note sous Civ. rej. 24 janv. 1887, D. P. 87. 1. 215). Elle a, notamment, maintenu pour la liquidation judiciaire les dispositions de l'art. 465 c. com., d'après lequel, s'il a été nommé plusieurs syndics, ils doivent agir collectivement, à moins d'une autorisation spéciale donnée à l'un d'eux par le juge-commissaire à l'effet de faire séparément certains actes d'administration. Par suite, en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite, un seul des syndics ne peut agir sans le concours de ses collègues, et les actes faits par lui individuellement doivent être annulés comme émanant d'un individu sans pouvoir, soit sur la demande des autres syndics, soit sur la réquisition de toute autre partie intéressée (V. en matière de faillite Rép. n° 514 et suiv.; Renouard, *Faillites*, t. 1, p. 466; Boistel, n° 966).

21. Lorsque, en 1872, la loi de 1838 recouvra son plein effet, ses rigueurs semblèrent excessives au commerce, et bientôt un mouvement très accentué se produisit dans le monde des affaires pour obtenir une réformation de la législation des faillites. Déjà, en 1848 et 1871, quelques tentatives isolées avaient été faites en vue de faire passer dans la législation définitive le principe des concordats amiables (propositions Jules Favre et Dupont de Bussac en 1848, propositions Ducuing en 1871 à l'Assemblée nationale). Ces propositions furent repoussées; mais en 1879, les plaintes étant devenues plus vives et plus générales, un comité de négociants se constitua à Paris en vue d'appuyer auprès du parlement un projet de réforme donnant satisfaction aux vœux du commerce. Des travaux de ce comité est issue la proposition de M. Saint-Martin et de plusieurs de ses col-

(1) (Chaulet C. Sol-Limouzy.) — LA COUR; — Attendu qu'en présence des conclusions des parties, la cause doit être examinée, en premier lieu, au point de vue de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 22 avr. 1871, et, en second lieu, au point de vue de l'art. 2 de la même loi; — Attendu qu'au point de vue de l'art. 1<sup>er</sup>, les dispositions du texte sont impératives, en ce sens que les suspensions ou cessations de paiements, depuis le 10 juill. 1870 jusqu'au 30 sept. 1871, ne doivent recevoir la qualification de faillite que dans le cas où le tribunal de commerce refuserait d'homologuer le concordat, ou, en l'homologuant, ne déclarerait pas le débiteur affranchi de cette qualification; — Attendu, dès lors, que les premiers juges ne pouvaient pas, *de plano*, déclarer Chaulet père et fils, appelants, en état de faillite, et les frapper des incapacités légales résultant de cet état; — Qu'il y avait lieu, au contraire, d'attendre que le concordat fût soumis à l'homologation du tribunal pour déclarer les appelants en faillite, ou les affranchir de cette qualification; — Attendu qu'au point de vue de l'art. 2, les prescriptions du texte ne sont plus impé-

ratives, et qu'elles laissent au juge, dans l'hypothèse prévue, la faculté de conserver ou de ne point conserver au débiteur l'administration de ses affaires, et de procéder à la liquidation, sous diverses conditions déterminées; — Attendu que, dans l'espèce, il résulte des faits de la cause et des documents produits qu'un accord verbal amiable est déjà intervenu entre le débiteur et plus de la moitié en nombre des créanciers, représentant plus des trois quarts des sommes dues; — Par ces motifs, statuant sur l'appel émis par Chaulet père et fils, envers les jugements du tribunal de commerce de Saint-Etienne, en date des 25 oct. et 5 déc. 1871, réforme lesdits jugements en ce sens que Chaulet père et fils ont été prématurément déclarés en état de faillite; — Dit que cette déclaration ne pourra être prononcée, s'il y a lieu, que lorsqu'il s'agira de l'homologation du concordat; — Dit que les débiteurs sont dispensés de l'inventaire judiciaire; qu'ils conserveront l'administration de leurs affaires, etc.

Du 23 mars 1872.-C. Lyon, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Barafort, pr.-Royer-Belliard, av. gén.-Joly et Duquaire, av.



lègues, déposée à la Chambre le 15 juin 1880. Cette proposition ne tendait à rien moins qu'à supprimer la *faillite* et à la remplacer par un régime, dit de *cessation de paiements*, n'entraînant aucune incapacité, et applicable à tous les débiteurs, commerçants ou non. Cette proposition, indulgente à l'excès pour le débiteur, qu'elle ne frappait d'aucune déchéance, était, à un certain point de vue, d'une rigueur injustifiable; elle prohibait, en effet, tout concordat de remise partielle, et n'autorisait que le sursis ou concordat d'ajournement.

Vers la même époque, fut déposée sur le bureau de la Chambre une autre proposition de MM. Richard Waddington et Dauterme, dont l'objet était de rétablir, à côté de la faillite maintenue, le régime des *concordats amiables* qui avait fonctionné chez nous en 1848 et 1870, et qui est actuellement en vigueur en Suisse, en Belgique et en Espagne. Ce projet méritait, d'ailleurs, les mêmes critiques que les lois étrangères précitées; il avait ce double défaut d'affranchir le concordataire de toute incapacité, et d'obliger les parties à recommencer la procédure de faillite, si le traité était rejeté ou si l'homologation était refusée.

22. Le Gouvernement intervint à son tour et déposa, en 1882, sur le bureau de la Chambre, un projet de réforme de la loi des faillites, dont l'innovation consistait dans l'affranchissement provisoire de la qualification de *failli*, pour tous les débiteurs en état de cessation de paiements, jusqu'au lendemain du vote sur le concordat. La liquidation s'ouvrirait tout d'abord sans recevoir sa dénomination définitive, et sous la rubrique vague de *suspension de paiements*; le débiteur était dessaisi, comme en cas de faillite, mais les fonctions du syndic étaient dévolues à un administrateur provisoire. La question de savoir s'il y avait ou non *faillite* ne se posait qu'après la délibération sur le concordat. Le vote ou le rejet du concordat était en soi indifférent: qu'il fût homologué ou rejeté, l'assemblée des créanciers était appelée à donner son avis sur l'excusabilité et le tribunal prononçait. Était-il déclaré excusable, le débiteur échappait à la qualification de *failli*; dans le cas contraire, il était déclaré failli et encourait toutes les déchéances civiles attachées à cet état (V. dans le sens du projet: Avis du tribunal de commerce de la Seine et de la chambre de commerce de Paris, *Journal des faillites*, 1881, p. 134, et 1882, p. 263; Bailly, *Annales de droit commercial*, 1889, 2. 68).

23. De ce projet du Gouvernement, œuvre du conseil d'Etat, qui avait confié à M. Courcelle-Seneuil la rédaction du rapport, il convient de rapprocher un autre projet, élaboré ultérieurement par la cour de cassation, appelée en 1885 à donner son avis sur le projet de la commission parlementaire, analysé *infra*, n° 26. D'après ce projet, la loi de 1838 aurait été maintenue dans toutes ses dispositions, sous réserve de l'addition suivante au texte de l'art. 517: « Le tribunal, par le même jugement qui homologuera le concordat, rapportera le jugement qui a déclaré la faillite, mais seulement sous les conditions suivantes: Si le débiteur est malheureux et de bonne foi; s'il ne se trouve dans aucun cas prévu de banqueroute frauduleuse ou simple; s'il n'a été précédemment déclaré et maintenu en état de faillite; s'il a, dès à présent, payé 25 pour 100 au moins sur le montant des créances vérifiées, ou s'il fournit des garanties suffisantes pour assurer, dans les délais fixés par le concordat, le paiement de 50 pour 100 au moins sur les mêmes créances; le jugement passé en force de chose jugée aura pour effet de relever le débiteur de toutes les incapacités attachées à l'état de failli, sauf celle de pouvoir être nommé à aucune fonction élective; ces effets cessent de plein droit si ensuite le concordat est annulé ou révoqué, ou si le débiteur est condamné pour banqueroute frauduleuse ou simple. »

24. Ce système, on le voit, prenait le contre-pied du système du conseil d'Etat. Tandis que le projet gouvernemental affranchissait provisoirement tous les débiteurs de la faillite, sauf à frapper ensuite ceux qui seraient reconnus indignes de la faveur légale, le projet de la cour de cassation, assurément moins logique, commençait par imprimer à tous les débiteurs en état de cessation de paiements, la qualification de *failli*, sauf à supprimer après coup cette qualification et les déchéances qu'elle entraîne, au moment du concordat ou du jugement d'excusabilité pour ceux qui en seraient jugés

dignes (V. Larombière, *Rapport à la cour de cassation, Journal des faillites*, 1885, p. 301. — V. aussi: avis du tribunal civil de la Seine, *Journal des faillites*, 1886, p. 2419; Gallot, *La réforme de la loi sur les faillites, Journal des faillites*, 1882, p. 626; Desjardins, *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> nov. 1888. Adde, dans le sens du maintien de la loi de 1838, Bufnoir et Challamel, *Bulletin de la société de législation comparée*, t. 17, p. 367; Langlais, *De la réforme de la loi des faillites*, 1 broch. in-8°, 1887; Sabatier, *Revue critique*, 1878, p. 344 et 743. — Mais V. au contraire, dans le sens de la nécessité d'une refonte du liv. 3: Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3109; Lyon-Caen, *Bulletin de la société de législation comparée*, t. 17, p. 292; Thaller, t. 1, p. 68, 204, et *passim*; Broussard (*Discours de rentrée à la cour de Poitiers*, 1888).

25. Saisie des propositions Saint-Martin et Dauterme, ainsi que du projet du gouvernement, la commission de la Chambre des députés crut préférable de rédiger un nouveau projet, beaucoup plus distant de la législation alors en vigueur que le projet gouvernemental, mais assurément moins radical et mieux conçu que la proposition Saint-Martin. Les raisons pour lesquelles la commission n'avait cru pouvoir s'approprier aucune des rédactions qui lui étaient soumises, ainsi que l'esprit général de son propre projet, sont nettement exposées dans le premier rapport de M. Laroze (V. D. P. 89. 4. 9).

26. Quant au système préconisé par la cour de cassation, M. Laroze, dans son second rapport du 16 juin 1887, le combattait en ces termes: « La cour de cassation laisse subsister tous les inconvénients de la loi de 1838, et le moyen qu'elle indique de supprimer les déclarations tardives, paraît non seulement inefficace, mais encore très dangereux. Ce procédé est-il équitable? Si la condition *sine qua non* du jugement qui fera disparaître l'état de faillite, est que le failli payera 25 pour 100 ou en promettra 50 garantis, combien de négociants parfaitement honnêtes se verront à jamais privés de cette faveur?... En réalité, ni la perte entière des biens du débiteur, ni la représentation d'une portion quelconque de son actif n'établissent, par elles-mêmes, le degré de moralité de ce débiteur, et il est très dangereux de faire dépendre une faveur légale d'éléments qui sont de simples présomptions d'honnêteté. Tout au plus pourrait-on laisser les créanciers et les magistrats juges des circonstances et leur permettre de relever des déchéances de la faillite même celui qui ne peut donner 25 pour 100 à ses créanciers, si d'ailleurs sa conduite a été honorable. La proposition de la cour de cassation manque donc son but en ce qui concerne le débiteur. Donne-t-elle du moins aux créanciers une situation avantageuse? Nous ne le pensons pas. Il n'existe pour eux aucun moyen d'abrèger les longues et coûteuses procédures de la loi de 1838. Rien n'est changé à cette loi, ni le mode de vérification des créances, ni les nombreux procès qui viennent suspendre pendant des années entières le cours des opérations, ni les frais exorbitants qui appauvrissent l'actif, ni l'administration des syndics dont la comptabilité reste dépourvue de tout contrôle. Quel est donc le bénéfice qu'ils retireront de la disposition proposée? Sans doute, la certitude d'avoir au moins 25 pour 100 après le concordat; mais que leur importe, si, faute d'avoir dès le premier instant sauvegardé l'actif de leur débiteur, la loi a permis à celui-ci de le dissiper ou de le distribuer aux plus habiles, et s'ils perdent en réalité 50 pour 100 de ce fait? Qu'est-ce d'ailleurs que ce prétendu avantage de 25 pour 100 garantis, qui arrive après des années peut-être, lorsque le mal est fait depuis longtemps? N'est-il pas bien préférable d'essayer, par des moyens énergiques, de prévenir ce mal? » (D. P. 89. 4. 13.)

27. D'ailleurs, ajoute le même rapport, il faut reconnaître que la loi de 1838 tend partout à tomber en désuétude. « Les débiteurs la considèrent comme draconienne et font tous leurs efforts pour ne s'y soumettre qu'à la dernière extrémité. S'ils sont honnêtes, elle est pour eux un épouvantail et, s'ils ne le sont pas, ils savent habilement s'en servir pour se donner les apparences de débiteurs malheureux et irréprochables; et comment en serait-il autrement, puisque la même règle, les mêmes rigueurs s'imposent à tous, sans distinction? Quant aux tribunaux chargés d'appliquer la loi, il en est fort peu qui ramènent à exécution la

règle fondamentale de l'art. 437 : « Tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite ». Il n'est pas de moyen qui ne leur paraisse admissible pour accorder des délais à celui qui est assigné en déclaration de faillite ; s'il offre un acompte, si léger qu'il soit, s'il fait à son créancier une promesse à la barre, la cause est renvoyée et souvent plusieurs fois. Quelques tribunaux, informés par les assignés qu'ils sont en pourparlers avec leurs créanciers, attendent patiemment que les opérations des agents d'affaires aient compromis la situation avant de se prononcer. Il en est même qui, contrairement aux dispositions de l'art. 457 c. com., accordent des délais pour le paiement d'effets de commerce en souffrance. Quant aux déclarations volontaires, après dépôt de bilan, nous savons qu'elles tendent à disparaître. »

28. — *Esprit du projet de loi préparé par la Chambre des députés en 1884.* — L'innovation capitale du projet consistait dans l'institution, pour les débiteurs de bonne foi qui auraient satisfait aux prescriptions légales, d'une procédure de faveur plus douce que la faillite, et dans l'aggravation corrélatrice de la faillite. Le projet primitif, en effet, n'admettait de concordat simple ou par abandon d'actif qu'un profit des débiteurs admis au bénéfice de la *liquidation judiciaire*, le régime de l'union s'imposant au contraire à tout débiteur en faillite, soit *ab initio*, soit à la suite de l'avortement des propositions de concordat par lui présentées à ses créanciers au cours d'une liquidation judiciaire précédemment obtenue. Voici en quels termes M. Laroze, rapporteur de la commission, justifiait cette grave innovation :

« Que se passe-t-il invariablement chaque fois qu'un commerçant honnête (nous n'envisageons pour le moment que celui-là) voit arriver une échéance à laquelle ses ressources ne lui permettent pas de satisfaire ? Il réalise une partie de son actif pour le donner à son créancier. Peu à peu, si les opérations ont été malheureuses, il épuise ses ressources pour faire face à ses obligations. Jusque-là il n'y a rien à reprendre à sa conduite ; mais vient un jour où, les besoins étant plus pressants, il est amené forcément à contracter des emprunts onéreux, à surprendre la confiance de ses prêteurs ; il s'engage de plus en plus dans la voie qui doit le mener à la ruine.

« Le nombre des commerçants qui déposent leur bilan diminue de jour en jour. Ils vivent, souvent pendant des années, sous le coup de poursuites incessantes, essayant toujours d'obtenir ce traité dit *amiable* qui se dérobe devant eux et lorsqu'enfin ils succombent, c'est sur la poursuite d'un créancier.

« De 1807 à 1838, les déclarations volontaires ou sur dépôt de bilan représentaient 64 pour 100 du nombre total des faillites déclarées.

« De 1838 à 1850 la proportion n'était plus que de 60 pour 100.

« De 1870 à 1880 elle est descendue à 42 pour 100.

« Ainsi les débiteurs montrent plus que jamais leur répugnance à demander à la justice le règlement de leur situation et par contre, les créanciers se prêtent de plus en plus à des fraudes d'agences et coupables.

« Le mal est signalé partout, mais il ne nous paraît pas qu'on ait réussi à porter le remède au point précis où il devait être appliqué... » (V. D. P. 89. 4. 10.)

29. Le système préconisé par la commission, en vue de remédier à ces fraudes, reposait sur cette double idée : faciliter, d'une part, au débiteur malheureux et de bonne foi, qui prouverait cette bonne foi en déclarant sans délai sa situation à la justice, l'obtention d'un concordat entouré des garanties dont les traités amiables sont dépourvus, et l'exemption de la faillite ; d'autre part, frapper rigoureusement le débiteur qui, pouvant solliciter un concordat par voie de liquidation judiciaire, préférerait recourir à des expédients qui le ruineraient en compromettant le gage de ses créanciers. Pour atteindre ce double but, la loi projetée mettait le débiteur dans l'alternative suivante : ou demander à la justice, dans les dix premiers jours de la cessation des paiements, la nomination par le tribunal de commerce d'un liquidateur qui, sans éclat, s'appliquerait à lui faire obtenir un concordat honorable, ou tenter à ses risques et périls des négociations amiables avec ses créanciers et, en cas d'un échec presque fatal, subir la faillite

plus rigoureuse que celle du droit actuel, puisqu'elle exclurait tout concordat et n'aurait d'autre objet, comme aujourd'hui l'union, que la liquidation pleine et entière du patrimoine du failli.

30. Ce système, d'après le rapporteur, eût présenté autant d'avantages pour les créanciers que pour le débiteur. « ... De deux choses l'une, en effet, disait-il : ou la procédure préliminaire que nous appelons *liquidation judiciaire* aboutira à un concordat et, dans ce cas, le créancier a tous les bénéfices qu'il aurait pu trouver dans un traité amiable, sans courir les dangers que présente ce mode de règlement.

« Ou bien le concordat ne peut s'établir et, dans ce cas, la liquidation de l'actif sera nécessairement prompte puisqu'elle est débarrassée de toutes les lenteurs que causent, dans la législation actuelle, les déclarations tardives après épuisement de l'actif... »

31. — *Liquidation judiciaire d'après le projet de la commission.* — La commission de la Chambre des députés, ayant admis ce point de départ, organisa une procédure spéciale à laquelle elle donna le nom de *liquidation judiciaire*, et qu'elle définît « un mode de règlement entre les créanciers et le débiteur présumé de bonne foi », en indiquant au nombre des circonstances qui font le mieux supposer la bonne foi, « la volonté de confier à la justice le règlement de ses affaires dès les premiers jours qui suivent la cessation des paiements ». Elle fixa le délai accordé pour faire la demande de liquidation à dix jours à partir de cette cessation. Elle voulut que le jugement qui ouvrirait la liquidation ne fût pas publié, « sauf quand des créanciers seraient inconnus », ce qui arriverait quand il s'agirait de sociétés par actions, mais à peu près uniquement dans ce cas. « Le débiteur, dit le rapport, sera assisté d'un liquidateur et il ne subira qu'un dessaisissement partiel. Le projet énumère les cas dans lesquels il pourra agir, de concert avec son liquidateur, ou avec l'autorisation du tribunal. Immédiatement les créanciers sont convoqués. Ils prennent connaissance de la situation active du débiteur, nomment des contrôleurs et font vérifier leurs créances, et, aussitôt que la vérification est terminée, ils sont appelés à délibérer sur un concordat. Pendant toute cette première période, la volonté des créanciers fait la loi, mais *sous les yeux du juge*, en conservant l'égalité, chacun d'eux surveillant son voisin et l'empêchant de se livrer à des traités secrets ; tout cela se passe dans les premiers temps qui suivent l'ouverture de la liquidation, alors que les créanciers sont attentifs à leurs intérêts. Ils jugent s'il est utile de continuer l'exploitation du commerce, ils sont appelés à apprécier exactement la situation au moment où elle peut encore être sauvée. Si le concordat est homologué, le débiteur est remis à la tête de ses affaires. Il n'encourt que de très légères incapacités ; quant à lui, sa situation est incomparablement préférable à celle que lui fait la loi actuelle. Il en est de même des créanciers qui peuvent voir se terminer rapidement la liquidation. » (Rapport précité, D. P. 89. 4. 10.)

32. — *Incapacité résultant pour le débiteur, soit de la liquidation judiciaire, soit de la faillite, d'après le projet de la commission.* — Mais quelles incapacités résulteraient soit de l'état de liquidation judiciaire terminée par un concordat, soit de celui de faillite ? Cette question fut fort controversée au sein de la commission. Toutefois, on pensa qu'en décidant que « la réhabilitation seule rétablit le commerçant déclaré en état de liquidation judiciaire ou de faillite dans la plénitude de ses droits civils et politiques », on rendrait hommage à un principe élevé de moralité qui devrait être toujours présent à la pensée du débiteur ; qu'il fallait, par suite, sous peine de se mettre en contradiction avec soi-même, frapper d'une déchéance légère celui qui reprendrait, après un concordat, la direction de ses affaires. La commission établit donc ainsi l'échelle des incapacités. Le débiteur concordataire, après liquidation, resterait électeur politique, il conserverait aussi ses droits électoraux pour la nomination des membres des tribunaux et des chambres de commerce, des conseils de prud'hommes et des chambres consultatives des arts et manufactures ; mais il ne pourrait être élu à ces diverses fonctions. Si le bénéfice de la liquidation judiciaire lui était refusé, il serait déclaré en état de faillite par un jugement publié et affiché, et, à partir de ce

moment, tous ses droits électoraux, de quelque nature qu'ils fussent, seraient suspendus jusqu'au moment où il aurait été statué sur son excusabilité. Déclaré excusable, il reprendrait ses droits d'électeur, mais il ne serait éligible à aucune fonction élective. S'il n'était pas déclaré excusable, il resterait soumis à toutes les incapacités édictées par les lois actuelles contre les faillis. Enfin, suivant les cas, il serait puni des peines de la banqueroute simple ou de la banqueroute frauduleuse.

Il sembla à la commission qu'on ne pouvait moins faire à l'égard du débiteur concordataire que de le frapper d'ineligibilité aux fonctions honorifiques qui sont d'ordinaire la récompense d'une carrière commerciale sans tache. « On ne le prive, dit-elle, d'aucun droit, on ne lui inflige aucune déchéance, mais il est bon de lui rappeler qu'après son concordat obtenu il lui reste encore un devoir à remplir. On ne pouvait effacer la réhabilitation de nos lois sans faire injure au sens moral; ce serait la supprimer indirectement que de ne pas établir de différence entre le débiteur concordataire et le réhabilité. » (*Rapport précité et Exposé des motifs* de 1886, D. P. 89, 4. 11.)

33. La même commission proposait aussi de faire passer à l'état de la liquidation judiciaire, notamment quant au dessaisissement du failli et à l'exigibilité du passif, les mêmes effets juridiques que la déclaration de faillite entraînait sous l'empire de la loi de 1838. Cependant, le dessaisissement, dans sa pensée, devait être moins absolu que d'après cette loi, le débiteur conservant le droit d'agir, dans certains cas, avec son liquidateur. Quant à la vérification des créances, elle estima « qu'en dehors d'un examen fait librement par les créanciers de tous leurs titres, il n'y avait que fraude et confusion ». Toutefois, elle abrégua et simplifia cette opération par quelques dispositions particulières, notamment par la suppression de celle de l'art. 444 c. com., relative à la caution et au paiement avant l'échéance, exigé de tous les obligés sur billets à ordre ou lettres de change, lorsque l'accepteur, le souscripteur ou le tireur, à défaut d'accepteur, viennent à tomber en faillite, et par une nouvelle rédaction du deuxième paragraphe de l'art. 163, ainsi conçue : « Dans les cas de liquidation judiciaire ou de faillite de l'accepteur avant l'échéance, le porteur peut faire protester, mais il ne peut exercer son recours qu'après l'échéance, et les délais qui lui sont impartis par les articles suivants ne courent qu'à compter du lendemain de cette échéance. »

34. Lorsque le débiteur aurait refusé de se placer sous le régime de la liquidation judiciaire, ou se serait montré indigne de cette faveur réservée au seul négociant dont la bonne foi ne serait pas douteuse, la faillite devrait être déclarée, soit d'office, soit sur la poursuite des créanciers, d'après le premier projet soumis à la Chambre : 1° s'il était reconnu que le débiteur n'avait pas demandé l'ouverture de la liquidation judiciaire dans les dix jours de la cessation de ses paiements ; 2° à toute période de la liquidation judiciaire, si le débiteur avait dissimulé ou exagéré l'actif ou le passif, omis sciemment le nom d'un ou plusieurs créanciers, ou commis une fraude quelconque, le tout sans préjudice des poursuites du ministère public ; 3° si le débiteur n'obtenait pas de concordat ; 4° dans les cas d'annulation ou de résolution du concordat prévus par les art. 459, 464 et 465 c. com. ; 5° si le débiteur en état de liquidation judiciaire était condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse.

35. La commission de la Chambre des députés laissa aussi la déclaration d'excusabilité placée, comme elle l'était dans la loi de 1838, à la fin des opérations de réalisation et de répartition de l'actif. Mais elle voulut établir une large différence dans les incapacités, entre le failli excusable et celui qui ne l'est pas. Elle voulut également que toutes les voies de recours fussent ouvertes au failli contre le jugement qui accorde ou refuse l'excusabilité.

36. En résumé, le régime de liquidation adopté par la commission de la Chambre des députés différait très peu de celui que la loi de 1838 appelait l'union des créanciers, c'est-à-dire la réalisation et la distribution pure et simple entre les créanciers admis au passif des biens de leur débiteur. « Mais il arrivait trop souvent, dit le rapport de M. Laroze, que les unions des créanciers s'éternisaient ; nous avons

essayé d'obvier à cet inconvénient en maintenant les contrôleurs en fonctions et en leur donnant pour mandat formel d'accélérer la liquidation. Comme créanciers, ils y ont un intérêt qui garantit leur vigilance ; nous leur avons donné assez d'autorité pour que leur mandat ne reste par lettre morte. » (V. D. P. 89, 4. 11.)

37. Sur les innovations du projet de 1884 en ce qui concerne l'annulation des paiements effectués au cours de la période suspecte, V. *infra*, chap. 3, sect. 4, art. 3. Sur la solution négative donnée à la question de savoir si la faillite devait atteindre les non-commerçants, V. *infra*, chap. 3, sect. 1. — Sur les discussions soulevées au sein de la commission en ce qui concerne les conditions des étrangers en France au point de vue de la faillite, V. *infra*, chap. 6.

38. — *Avis extraparlamentaires sur le projet de la commission.* — Ajoutons que, consultés par M. le garde des sceaux sur le projet de la commission qui ne comptait pas moins de 179 articles, les cours et tribunaux exprimèrent 428 avis, dont 326 favorables au principe de la liquidation judiciaire et 102 défavorables. Parmi ces derniers figuraient ceux de la cour de cassation, de 15 cours d'appel, de 37 tribunaux civils jugeant commercialement, de 25 tribunaux de commerce et de 22 chambres de commerce, tandis que 8 cours, 104 tribunaux civils, 136 tribunaux de commerce, 52 chambres de commerce se prononçaient dans le sens de la réforme.

39. Le projet de la commission donna naissance à plusieurs propositions similaires ou contre-projets et à un certain nombre d'amendements. La commission les repoussa ; mais, frappée des considérations d'urgence invoquées par les auteurs de l'un d'eux et redoutant avec eux que le remaniement complet du livre 3 c. com., qui faisait l'objet de son premier travail, n'entraînât de longues discussions et ne retardât ainsi une réforme mise à l'étude depuis près de sept années, elle crut devoir détacher de son projet primitif le titre 1<sup>er</sup> relatif à la liquidation judiciaire, ne comprenant qu'une vingtaine d'articles, mais renfermant l'essence et le principe de la réforme elle-même. C'est ce titre qui fut seul, en conséquence, soumis à la discussion, soit à la Chambre des députés, soit au Sénat, et qui, avec les modifications introduites au sein des commissions ou dans le cours des débats, est devenu la loi actuelle. Le Gouvernement, par l'organe de M. le garde des sceaux, se rallia à cette combinaison dans la séance de la Chambre des députés du 16 oct. 1888 (*Journ. off.*, p. 2198).

40. Dès la première délibération devant la Chambre des députés, les plus vives critiques furent élevées, tant sur le principe de la loi que sur la situation particulièrement rigoureuse que le projet faisait au failli. M. de la Bâtie, partisan du maintien de la loi de 1838, attaqua résolument, dans la séance du 16 oct. 1888, les tendances générales du projet, dont les auteurs semblaient s'être préoccupés avant tout d'adoucir le sort du débiteur malheureux, alors que la but principal d'une bonne législation commerciale doit être d'asseoir le crédit sur des bases solides, et d'assurer la stricte observation des échéances (V. D. P. 89, 4. 13).

41. Puis, passant de la discussion des principes aux questions d'application, le même orateur s'appliqua à démontrer que la commission n'était même pas restée fidèle à sa thèse, attendu que la prohibition de tout concordat après faillite ne tendait à rien moins qu'à empirer la condition du débiteur malheureux (D. P. 89, 4. 13).

42. Nous citerons également, dans le même sens, le rapport du tribunal de commerce de la Seine sur le projet de loi : « Non seulement ce système (celui de la commission) est beaucoup moins libéral que le régime transitoire des lois de 1848 et 1870 qui accordaient à tout débiteur, sans faire aucune acception de la date du dépôt de son bilan, le bénéfice de la suspension de la qualification de failli, pendant toute la durée des opérations de liquidation, et l'en affranchissaient définitivement, au cas d'homologation du concordat, par une décision définitive abandonnée à la sagesse du tribunal consulaire. Il est même plus rigoureux en cela que les lois de 1807 et de 1838, qui, tout en infligeant sans retour au débiteur en état de cessation de paiements déclarée, la qualification de failli, lui laissaient tout au moins la possibilité que vous lui enlevez, d'obtenir par un concordat la remise à la tête de ses affaires... Sous

ce rapport, on peut dire que le projet ne répond pas à une idée libérale, à une idée d'adoucissement de la loi des faillites, et qu'il a probablement dépassé l'intention de ses auteurs eux-mêmes. » (V. Discours de M. Millerand à la Chambre des députés, séance du 16 oct. 1888, *Journal officiel* du 17, Déb. parlém., p. 2193.)

43. Pour faire droit à ces critiques, dans une certaine mesure, la commission proposa la rédaction suivante : « Après la déclaration de faillite, il ne peut intervenir de concordat que si le failli a été déclaré excusable par jugement du tribunal, dans les formes prescrites par l'art. 538 c. com. »

44. Cette rédaction parut encore trop restrictive à une fraction de la Chambre; aussi M. Chevillotte déposa-t-il un amendement tendant à autoriser le failli, même non déclaré excusable, à solliciter un concordat. La Chambre rejeta l'amendement, et adopta le texte nouveau de la commission.

45. Mais la commission du Sénat, à son tour, proposa le rejet de la disposition subordonnant à une déclaration d'excusabilité le droit pour le failli d'obtenir un concordat. Voici en quels termes M. Demôle, rapporteur de la loi au Sénat, justifiait sa proposition : « Et d'abord, dit la Chambre, pas de concordat, s'il n'est précédé d'une déclaration d'excusabilité. On est tout de suite frappé de l'intervention de procédure que la Chambre introduit ainsi dans l'économie du code de commerce. Actuellement la procédure d'excusabilité est l'opération finale. Il semble, en effet, que l'excusabilité ne puisse être bien et complètement appréciée qu'après que les résultats de la faillite sont définitivement connus. Ce n'est qu'à ce moment que la gestion du débiteur, en elle-même et dans ses conséquences, est mise en lumière et apparaît sous tous ses aspects. Mais en dehors de cette première objection, une autre considération surgit qui ne nous paraît pas permettre l'hésitation. Pourquoi donc le concordat serait-il interdit si le failli n'est pas excusable? Et quelle relation veut-on établir entre ces deux termes : concordat et excusabilité? L'excusabilité ne se déduit que de la situation morale du débiteur. Le concordat affecte exclusivement les intérêts pécuniaires, ceux des créanciers autant au moins que ceux du failli. Ne conçoit-on pas un débiteur auquel certaines fautes plus ou moins graves ne permettent pas d'accorder l'excusabilité, et avec lequel cependant les créanciers, en présence d'engagements pris par des tiers, ont le plus grand intérêt à traiter? Dès lors, pourquoi punir les uns de la faute de l'autre? Nous vous proposons de supprimer cette première disposition. » (V. D. P. 89. 4. 21.)

46. Conformément aux conclusions du rapport, le Sénat supprima en première délibération la disposition litigieuse. Mais, le projet amendé étant revenu devant la Chambre, M. Laroze défendit énergiquement sa rédaction, en faisant observer que le texte du Sénat détruisait entièrement le but moralisateur de la loi : « Notre conviction profonde, dit-il, est qu'il faut adopter les moyens les plus énergiques pour porter le commerçant qui cesse ses paiements à soumettre immédiatement sa situation à la justice et à obtenir la liquidation judiciaire. Les avantages incontestables que présentera ce mode de règlement suffiront-ils à le décider? On peut en douter. Il est donc nécessaire de le mettre dans cette alternative ou de solliciter l'ouverture de la liquidation dans la quinzaine de la cessation de ses paiements, ou de subir une situation beaucoup plus pénible que celle que lui offre la liquidation judiciaire... La Chambre a voulu rendre plus difficile, en cas de faillite, l'obtention du concordat. Aussi a-t-elle inscrit dans l'art. 20 qu'il ne pourrait y avoir de concordat après faillite que si le tribunal, appréciant la conduite du débiteur, l'autorisait à traiter avec ses créanciers. Le Sénat a fait disparaître cette disposition de l'art. 20. Le motif déterminant du Sénat pour effacer la disposition votée a été que le concordat, par lui-même, n'établit aucune présomption de moralité pour ou contre le failli, que c'est un simple traité n'ayant aucune relation avec l'excusabilité, n'affectant que des intérêts pécuniaires, ceux des créanciers autant que ceux du débiteur, et que, par suite, l'interdire dans le cas d'inexcusabilité, ce serait punir les créanciers de la faute du débiteur. Nous répondons que cette doctrine rompt avec les principes admis depuis plus d'un siècle en

matière de faillite. De tout temps, le législateur a considéré le concordat comme une faveur faite au failli; elle est en effet très grande, puisqu'elle le replace à la tête de ses affaires, fait cesser l'action de ses créanciers pour tout ce qui excède le dividende, et lui permet d'acquérir de nouveau un capital.

« Aujourd'hui, nous voulons qu'il existe une distinction profonde entre la liquidation destinée aux débiteurs malheureux, mais honnêtes, et la faillite, première punition de celui qui aura à se reprocher une faute quelconque, ou même une négligence grave. Il ne nous paraît pas équitable de placer absolument dans les mêmes conditions celui qui, après liquidation judiciaire, demande un traité à ses créanciers et celui qui vient en solliciter un sous une présomption défavorable qui, dans la loi nouvelle, résulte nécessairement de sa mise en faillite. Toutes ces dispositions s'inspirent du même esprit qui veut qu'on fasse céder l'intérêt des créanciers devant l'intérêt public. Il est dangereux, en effet, si l'on veut que la loi soit respectée, d'accorder une même faveur à deux hommes dont l'un est présumé légalement honnête et l'autre forcément suspect. L'intérêt des créanciers! Quand donc sera-t-il plus digne de protection que dans le cas de banqueroute frauduleuse? Ils ont été trompés, dépouillés, la justice la reconnue, il n'y a aucun doute à cet égard; pourquoi empêcher un parent du condamné, un ami, de lui faire largesse et de lui permettre ainsi de donner aux créanciers frustrés une légitime réparation? Et cependant l'art. 510, en vertu du principe supérieur que nous venons de rappeler, interdit le concordat. S'agit-il, d'ailleurs, dans le texte que nous proposons, d'une interdiction absolue? Il s'agit uniquement de soumettre au juge, une fois de plus, l'étude des caractères et des circonstances de la faillite, et le texte n'aurait-il pour conséquence que de faire disparaître une anomalie signalée par le Sénat lui-même, qu'il devrait être recommandé. En effet, depuis l'abolition de la contrainte par corps, il n'existe aucune différence entre les droits du failli déclaré excusable et de celui qui ne l'est pas. Tous deux sont soumis à la poursuite toujours imminente de leurs créanciers, ils ne peuvent rien acquérir qui ne tombe sous le coup de cette action. Il faut avouer qu'il y a là une situation bien cruelle pour celui dont la conduite a été jugée digne d'excuse. Notre projet fait cesser cette injustice. Il donne à la déclaration d'excusabilité une valeur qu'elle n'avait plus et toutes ces raisons seraient-elles vaines qu'il faudrait encore songer à la nécessité d'agir sur la volonté du débiteur pour le porter, comme nous venons de le dire, à demander la liquidation judiciaire dès qu'il cesse ses paiements. » (V. D. P. 89. 4. 22.)

47. Adoptant les conclusions de son rapporteur, la Chambre rétablit son texte primitif. Mais le Sénat, de son côté, persista dans sa résolution de rejeter la distinction proposée, à la suite d'un second rapport de M. Demôle dont nous citerons le passage suivant : « Avec le système qui vous est proposé, un homme frappé d'une peine correctionnelle pour délit de banqueroute pourrait obtenir son concordat, et celui contre lequel aucune poursuite n'aurait été dirigée, mais qui se serait vu refuser, pour un motif quelconque, le bénéfice de l'excusabilité, ne le pourrait pas. Cette conséquence étonnante suffirait pour juger le système d'où elle découle. » (V. D. P. 89. 4. 22.)

48. C'est l'opinion du Sénat qui, finalement, a prévalu. D'où la rédaction actuelle de la loi du 4 mars 1889, impliquant le maintien de la délibération sur le concordat comme une phase normale et régulière de la procédure, sans qu'il y ait lieu de distinguer le cas où le failli aurait été déclaré excusable et le cas contraire. Sous l'empire de la législation actuelle, le failli a donc, aussi bien que le liquidé judiciairement, le droit de solliciter un concordat, à moins toutefois que l'assemblée des créanciers, au cours d'une liquidation judiciaire ultérieurement convertie en faillite, n'ait déjà repoussé les propositions du débiteur, ou que le tribunal n'ait refusé d'homologuer le concordat voté par l'assemblée, auxquels cas le débiteur déclaré en faillite a dû se trouver de plein droit placé sous le régime de l'union, et par conséquent déchu du droit de formuler de nouvelles propositions de concordat, la législation française, à la différence de certaines législations étrangères, n'en admettant pas la répétition (V. *infra*, chap. 3, sect. 9).

49. D'après le projet primitif de la commission, la faillite devait être prononcée en cas de rejet du concordat. Mais la commission du Sénat a transformé cette cause *obligatoire* de déchéance du bénéfice de la liquidation judiciaire en une cause de déchéance *facultative*; de telle sorte que, d'après le texte définitif, devenu la loi du 4 mars 1889, le concordat peut être voté après la faillite, comme aussi le rejet du concordat sollicité par un liquidé peut ne pas aboutir à une déclaration de faillite. Mais, sous réserve de ces modifications, le caractère général de la *liquidation judiciaire*, tel qu'il résultait du projet primitif, n'a pas été altéré, et cette procédure, telle qu'elle est organisée par la loi du 4 mars 1889, se distingue très nettement de la faillite. La faillite, suivant l'énergique expression de l'art. 443 c. com., *dessaie* le débiteur de toute administration. Sa personnalité disparaît à peu près complètement. C'est une espèce de mort civile. Vis-à-vis des tiers, le syndic seul parle et agit.

« Tout au contraire, la liquidation judiciaire laisse debout la personne du commerçant. Il reste dans son magasin et dans ses bureaux. Il veille à ses intérêts. Il fait ses rentrées. Il continue personnellement, s'il y a lieu, l'exploitation de son commerce. Les cas où l'on pourra agir sans lui sont des cas d'urgence soigneusement déterminés. Et là encore, la volonté du liquidateur ne suffira pas. Il aura toujours le

droit d'exposer ses raisons au juge commissaire qui en pèsera la valeur et les accueillera si elles lui paraissent justes. Sans doute, il lui est interdit de contracter de nouvelles dettes et de consentir des aliénations. Sans doute encore, il devra souffrir la surveillance et le contrôle du curateur que la loi lui donne sous la dénomination de liquidateur judiciaire. Mais ces restrictions nécessaires ne touchent pas au principe même de la nouvelle institution. Et, s'il obtient son concordat, il sera vrai de dire qu'il n'est pas resté un seul instant en dehors de la direction de ses affaires. » (Dernier rapport de M. Demôle au Sénat, p. 7.)

50. Il ne nous appartient pas de préjuger les résultats de la réforme accomplie par la loi du 4 mars 1889. Sa date est trop récente pour qu'il soit possible d'en apprécier encore les effets; peut-être est-il cependant permis de regretter que le parlement, dans son désir de réaliser une réforme depuis longtemps attendue et escomptée par le commerce, ait été amené à restreindre le cadre du projet primitif. Une refonte générale du liv. 3 aurait permis d'éviter certaines imperfections, certaines anomalies, de la loi nouvelle (V. *infra*, chap. 2 et 3), notamment d'unifier la procédure de vérification des créances, et d'apporter à la réglementation de la faillite certaines modifications dont la pratique avait démontré l'utilité, et que le projet primitif avait eu soin d'adopter (V. notamment *infra*, chap. 3, sect. 4, art. 3) (1).

(1) 4-5 mars 1889. — Loi portant modification à la législation des faillites (D. P. 89. 4. 9).

Art. 1<sup>er</sup>. Tout commerçant qui cesse ses paiements peut obtenir, en se conformant aux dispositions suivantes, le bénéfice de la liquidation judiciaire telle qu'elle est réglée par la présente loi.

2. La liquidation judiciaire ne peut être ordonnée que sur requête présentée par le débiteur au tribunal de commerce de son domicile, dans les quinze jours de la cessation de ses paiements. Le droit de demander cette liquidation appartient au débiteur assigné en déclaration de faillite pendant cette période.

La requête est accompagnée du bilan et d'une liste indiquant le nom et le domicile de tous les créanciers.

Peuvent être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire de la succession de leur auteur, les héritiers qui en font la demande dans le mois du décès de ce dernier, décédé dans la quinzaine de la cessation de ses paiements, s'ils justifient de leur acceptation pure et simple ou bénéficiaire.

3. En cas de cessation de paiements d'une société en nom collectif ou en commandite, la requête contient le nom et l'indication du domicile de chacun des associés solidaires et elle est signée par celui ou ceux des associés ayant la signature sociale.

En cas de cessation des paiements d'une société anonyme, la requête est signée par le directeur ou l'administrateur qui en remplit les fonctions.

Dans tous les cas, elle est déposée au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social. A défaut de siège social en France, le dépôt est effectué au greffe du tribunal dans le ressort duquel la société a son principal établissement.

4. Le jugement qui statue sur une demande d'admission à la liquidation judiciaire est délibéré en chambre du conseil et rendu en audience publique. Le débiteur doit être entendu en personne, à moins d'excuses reconnues valables par le tribunal. Si la requête est admise, le jugement nomme un des membres du tribunal juge-commissaire et un ou plusieurs liquidateurs provisoires. Ces derniers, qui sont immédiatement prévenus par le greffier, arrêtent et signent les livres du débiteur dans les vingt-quatre heures de leur nomination et procèdent avec celui-ci à l'inventaire. Ils sont tenus, dans le même délai, de requérir les inscriptions d'hypothèques mentionnées en l'art. 490 c. com.

Dans le cas où une société est déclarée en état de liquidation judiciaire, s'il a été nommé antérieurement un liquidateur, celui-ci représentera la société dans les opérations de la liquidation judiciaire. Il rendra compte de sa gestion à la première réunion des créanciers. Toutefois, il pourra être nommé liquidateur provisoire.

Le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire est publié conformément à l'art. 442 c. com. Il n'est susceptible d'aucun recours et ne peut être attaqué par voie de tierce opposition. Cependant, si le tribunal est saisi en même temps d'une requête en admission au bénéfice de la liquidation judiciaire et d'une assignation en déclaration de faillite, il statue sur le tout par un seul et même jugement, rendu dans la forme ordinaire, exécutoire par provision et susceptible d'appel dans tous les cas.

5. A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, les actions mobilières ou immobilières et toutes voies d'exécution tant sur les meubles que sur les immeubles sont suspendues comme en matière de faillite. Celles qui subsistent doivent être intentées ou suivies à la fois contre les liquidateurs ou le débiteur (Ainsi modifié par la loi du 5 avr. 1890, D. P. 90. 4. 105).

Il ne peut être pris sur les biens de ce dernier d'autres inscriptions que celles mentionnées en l'art. 4, et les créanciers ne peuvent poursuivre l'expropriation des immeubles sur lesquels ils n'ont pas d'hypothèque.

De son côté, le débiteur ne peut contracter aucune nouvelle dette ni aliéner tout ou partie de son actif, sauf dans les cas qui sont énumérés ci-après.

6. Le débiteur peut, avec l'assistance des liquidateurs, procéder au recouvrement des effets et créances exigibles, faire tous actes conservatoires, vendre les objets sujets à dépréciation ou à dépréciation imminente ou dispendieux à conserver, et intenter ou suivre toute action mobilière ou immobilière.

Au refus du débiteur, il pourra être procédé par les liquidateurs seuls, avec l'autorisation du juge-commissaire. Toutefois, s'il s'agit d'une action à intenter, cette autorisation ne sera pas demandée, mais les liquidateurs devront mettre le débiteur en cause.

Le débiteur peut aussi, avec l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire, continuer l'exploitation de son commerce ou de son industrie.

L'ordonnance du juge-commissaire qui autorise la continuation de l'exploitation est exécutoire par provision et peut être déferée par toute partie intéressée au tribunal de commerce.

Les fonds provenant des recouvrements et ventes sont remis aux liquidateurs, qui les versent à la Caisse des dépôts et consignations.

7. Le débiteur peut, après l'avis des contrôleurs qui auraient été désignés conformément à l'art. 9, avec l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire, accomplir tous actes de désistement, de renonciation ou d'acquiescement.

Il peut, sous les mêmes conditions, transiger sur tout litige dont la valeur n'excède pas 1500 fr.

Si l'objet de la transaction est d'une valeur indéterminée ou excédant 1500 fr., la transaction n'est obligatoire qu'après avoir été homologuée dans les termes de l'art. 487 c. com.

L'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 avr. 1838 sur les tribunaux civils de première instance est applicable à la détermination de la valeur des immeubles sur lesquels a porté la transaction.

Tout créancier peut intervenir sur la demande en homologation de la transaction.

8. Le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire rend exigibles, à l'égard du débiteur, les dettes passives non échues; il arrête, à l'égard de la masse seulement, le cours des intérêts de toute créance non garantie par un privilège, par un nantissement ou par une hypothèque.

Les intérêts des créances garanties ne peuvent être réclamés que sur les sommes provenant des biens affectés au privilège, à l'hypothèque ou au nantissement.

9. Dans les trois jours du jugement, le greffier informe les créanciers, par lettres et par insertions dans les journaux, de l'ouverture de la liquidation judiciaire et les convoque à se réunir, dans un délai qui ne peut excéder quinze jours, dans une des salles du tribunal, pour examiner la situation du débiteur. Le jour de la réunion est fixé par le juge-commissaire.

Au jour indiqué, le débiteur, assisté des liquidateurs provisoires, présente un état de situation qu'il signe et certifie sincère et véritable et qui contient l'énumération et l'évaluation de tous ses biens mobiliers et immobiliers, le montant des dettes actives et passives, le tableau des profits et pertes et celui des dépenses.



51. Un an s'était à peine écoulé depuis la promulgation de la loi du 4 mars 1889 que le législateur était obligé d'intervenir pour trancher une controverse, issue de l'ambiguïté des termes de l'art. 5 de ladite loi, sur la question de savoir si le jugement d'ouverture de liquidation judiciaire emportait, comme le jugement déclaratif de faillite, suspension du droit de poursuites individuelles des créanciers. Cette controverse a été résolue dans le sens de l'assimilation de la liquidation judiciaire à la faillite par la loi du 3 avr. 1890 (D. P. 90. 4. 105), qui est devenue le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889.

52. Les modifications apportées à la législation de 1838 par la loi du 17 juill. 1856 (D. P. 56. 4. 114) sur les concordats par abandon seront examinées *infra*, chap. 3, sect. 9, art. 2; il en sera de même de celles apportées par la loi

du 12 févr. 1872 aux droits du bailleur en cas de faillite du locataire (D. P. 72. 4. 34) V. *infra*, chap. 3, sect. 12, art. 2, § 2.

## CHAP. 2. — Des liquidations judiciaires.

53. On peut définir la liquidation judiciaire un bénéfice légal concédé par justice au débiteur commerçant en état de cessation de paiements, malheureux et de bonne foi, qui en fait la demande dans les formes et délais impartis par la loi.

54. Cette procédure de faveur se distingue surtout de la faillite aux deux points de vue suivants : 1<sup>o</sup> Elle n'entraîne pas le dessaisissement complet du débiteur : celui-ci, à la différence du failli, qui est représenté par le syndic, reste à

Les créanciers donnent leur avis sur la nomination des liquidateurs définitifs. Ils sont consultés par le juge-commissaire sur l'utilité d'être immédiatement parmi eux un ou deux contrôleurs.

Ces contrôleurs peuvent être élus à toute période de la liquidation, s'ils ne l'ont été dans cette première assemblée.

Il est dressé de cette réunion et des dires et observations des créanciers un procès-verbal portant fixation par le juge-commissaire, dans un délai de quinzaine, de la date de la première assemblée de vérification des créances.

Ce procès-verbal est signé par le juge-commissaire et par le greffier. Sur le vu de cette pièce et le rapport du juge-commissaire, le tribunal nomme des liquidateurs définitifs.

10. Les contrôleurs sont spécialement chargés de vérifier les livres et l'état de situation présenté par le débiteur et de surveiller les opérations des liquidateurs; ils ont toujours le droit de demander compte de l'état de la liquidation judiciaire, des recettes effectuées et des versements faits.

Les liquidateurs sont tenus de prendre leur avis sur les actions à intenter ou à suivre.

Les fonctions de contrôleurs sont gratuites. Ils ne peuvent être révoqués que par le tribunal de commerce, sur l'avis conforme de la majorité des créanciers et la proposition du juge-commissaire. Ils ne peuvent être déclarés responsables qu'en cas de faute lourde et personnelle.

Les liquidateurs peuvent recevoir, quelle que soit leur qualité, une indemnité qui est taxée par le juge-commissaire.

11. A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, les créanciers pourront remettre leurs titres, soit au greffe, soit entre les mains des liquidateurs. En faisant cette remise, chaque créancier sera tenu d'y joindre un bordereau énonçant ses nom, prénoms, profession et domicile, le montant et les causes de sa créance, les privilèges, hypothèques ou gages qui y sont affectés.

Cette remise n'est astreinte à aucune forme spéciale.

Le greffier tient état des titres et bordereaux qui lui sont remis et en donne récépissé. Il n'est responsable des titres que pendant cinq années à partir du jour de l'ouverture du procès-verbal de vérification.

Les liquidateurs sont responsables des titres, livres et papiers qui leur ont été remis, pendant dix ans, à partir du jour de la reddition de leurs comptes.

12. Après la réunion dont il est parlé en l'art. 9, ou le lendemain au plus tard, les créanciers sont convoqués en la forme prévue par le même article pour la première assemblée de vérification. Les lettres de convocation et les insertions dans les journaux portent que ceux d'entre eux qui n'auraient pas fait à ce moment la remise des titres et bordereaux mentionnés en l'art. 11 doivent faire cette remise, de la manière indiquée audit article, dans le délai fixé pour la réunion de l'assemblée de vérification. Ce délai peut être augmenté, par ordonnance du juge-commissaire, à l'égard des créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France.

La vérification et l'affirmation des créances ont lieu dans la même réunion et dans les formes prescrites par le code de commerce en tout ce qui n'est pas contraire à la présente loi.

13. Le lendemain des opérations de la première assemblée de vérification, il est adressé, en la forme prescrite en l'art. 9, une convocation à tous les créanciers, invitant ceux qui n'ont pas produit à faire leur production.

Les créanciers sont prévenus que l'assemblée de vérification à laquelle ils sont convoqués sera la dernière. Cette assemblée a lieu quinze jours après la première.

Si des lettres de change ou des billets à ordre souscrits ou endossés par le débiteur et non échus au moment de cette dernière assemblée sont en circulation, les liquidateurs pourront obtenir du juge-commissaire la convocation d'une nouvelle assemblée de vérification.

14. Le lendemain de la dernière assemblée, dans laquelle le juge-commissaire prononce la clôture de la vérification, tous les

créanciers vérifiés, ou admis par provision, sont invités, en la forme prescrite par l'art. 9, à se réunir pour entendre les propositions de concordat du débiteur et en délibérer.

Cette réunion a lieu quinze jours après la dernière assemblée de vérification.

Toutefois, en cas de contestation sur l'admission d'une ou plusieurs créances, le tribunal de commerce peut augmenter le délai sans qu'il soit dérogé pour le surplus aux dispositions des art. 499 et 500 c. com.

15. Le traité entre les créanciers et le débiteur ne peut s'établir que s'il est consenti par la majorité de tous les créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision, représentant en outre les deux tiers de la totalité des créances vérifiées et affirmées ou admises par provision, le tout à peine de nullité.

Si le concordat est homologué, le tribunal déclare la liquidation judiciaire terminée. Lorsque le concordat contient abandon d'un actif à réaliser, les créanciers sont consultés sur le maintien ou le remplacement des liquidateurs et des contrôleurs. Le tribunal statue sur le maintien ou le remplacement des liquidateurs. Les opérations de réalisation et de répartition de l'actif abandonné se suivent conformément aux dispositions de l'art. 541 c. com.

Dans la dernière assemblée, les liquidateurs donnent connaissance de l'état de leurs frais et indemnités, taxés par le juge-commissaire. Cet état est déposé au greffe. Le débiteur et les créanciers peuvent former opposition à la taxe dans la huitaine. Il est statué par le tribunal en chambre du conseil.

Dans tous les cas où il y a lieu à reddition de comptes par les liquidateurs, la disposition du paragraphe précédent est applicable.

16. Sont nuls et sans effet, tant à l'égard des parties intéressées qu'à l'égard des tiers, tous traités ou concordats qui, après l'ouverture de la liquidation judiciaire, n'auraient pas été souscrits dans les formes ci-dessus prescrites.

17. Les prescriptions du décret du 18 juin 1880, contenant le tarif des droits et émoluments que les greffiers des tribunaux de commerce sont autorisés à percevoir, sont applicables au cas de liquidation judiciaire comme au cas de faillite.

18. La notification à faire, s'il y a lieu, au propriétaire dans les termes de l'art. 450 c. com., est faite par le débiteur et les liquidateurs avec l'autorisation du juge-commissaire, les contrôleurs entendus. Ils ont, pour cette notification, un délai de huit jours à partir de la première assemblée de vérification.

19. La faillite d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire peut être déclarée par jugement du tribunal de commerce, soit d'office, soit sur la poursuite des créanciers :

1<sup>o</sup> S'il est reconnu que la requête à fin de liquidation judiciaire n'a pas été présentée dans les quinze jours de la cessation des paiements ;

2<sup>o</sup> Si le débiteur n'obtient pas de concordat. Dans ce cas, si la faillite n'est pas déclarée, la liquidation judiciaire continue jusqu'à la réalisation et la répartition de l'actif, qui se feront conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'art. 15 de la présente loi. Si la faillite est déclarée, il est procédé conformément aux art. 529 et suiv. c. com.

Le tribunal déclare la faillite à toute période de la liquidation judiciaire :

1<sup>o</sup> Si, depuis la cessation de paiements ou dans les dix jours précédents, le débiteur a consenti l'un des actes mentionnés dans les art. 446, 447, 448 et 449 c. com., mais dans le cas seulement où la nullité aura été prononcée par les tribunaux compétents ou reconnue par les parties ;

2<sup>o</sup> Si le débiteur a dissimulé ou exagéré l'actif ou le passif, omis sciemment le nom d'un ou de plusieurs créanciers, ou commis une fraude quelconque, le tout sans préjudice des poursuites du ministère public ;

3<sup>o</sup> Dans le cas d'annulation ou de résolution du concordat ;

4<sup>o</sup> Si le débiteur en état de liquidation judiciaire a été condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse.

Les opérations de la faillite sont suivies sur les derniers errements de la procédure de la liquidation.

la tête de ses affaires, mais sous le contrôle de justice, et avec l'assistance d'un liquidateur, qui joue auprès de lui le rôle d'un curateur ou conseil; 2° elle ne fait encourir au débiteur que des déchéances minimales, eu égard à celles qu'entraîne la faillite.

55. Toutefois, et nonobstant ces différences essentielles, qui lui donnent une physionomie bien tranchée, la procédure de liquidation judiciaire n'est au fond qu'une atténuation de la faillite. Aussi le législateur de 1889 n'a-t-il pas eu à l'organiser de toutes pièces : il s'est borné à énumérer les différences qui séparent ces deux procédures issues d'un même fait juridique, la cessation des paiements d'un débiteur commerçant, et à renvoyer pour le surplus aux dispositions du code de commerce sur la faillite, ainsi qu'il résulte de l'art. 24 de la loi du 4 mars 1889, ainsi conçu : « Toutes les dispositions du code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi continueront à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite. » Nous suivrons la même méthode, et renverrons au chap. 3 *infra*, pour toutes les règles communes à la liquidation judiciaire et à la faillite.

#### SECT. 1<sup>re</sup>. — DES CONDITIONS AUXQUELLES EST SUBORDONNÉE L'OUVERTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE.

56. La liquidation judiciaire, avons-nous dit, est une procédure de faveur, ouverte exclusivement aux débiteurs commerçants en état de cessation de paiements et de bonne foi, qui satisfont à certaines prescriptions légales. De cette définition, que nous avons induite tant du texte de la loi que de son esprit, il résulte que les conditions auxquelles est subordonnée l'obtention de cette faveur légale sont de deux sortes : les unes ne sont autres que celles requises pour la déclaration de faillite, et sont, par conséquent, communes aux deux procédures ; les autres sont spéciales à la liquidation judiciaire.

#### ART. 1<sup>er</sup>. — Conditions communes à la faillite et à la liquidation judiciaire.

57. Pour être admis au bénéfice de la liquidation, comme pour être déclaré en faillite, deux conditions essentielles sont requises ; il faut : 1° être commerçant ; — 2° être en état de cessation de paiements. — L'étude de ces deux conditions fera l'objet de la sect. 1 du chap. 3, consacré à la faillite.

#### ART. 2. — Conditions spéciales à la liquidation judiciaire.

58. Ces conditions sont au nombre de deux ; ce sont : 1° une requête présentée par le débiteur dans certaines formes et

dans certains délais et accompagnée du bilan ; 2° la bonne foi du débiteur.

59. — PREMIÈRE CONDITION. — 1° Requête émanée du débiteur. — L'ouverture de la liquidation judiciaire résulte, comme la déclaration de faillite, d'un jugement rendu par le tribunal de commerce du domicile du débiteur (V. *infra*, sect. 2). Mais, tandis que la faillite peut être déclarée soit d'office, soit à la requête des créanciers, soit à la requête du débiteur, la liquidation judiciaire, au contraire, ne peut s'ouvrir « que sur requête présentée par le débiteur au tribunal compétent, dans les quinze jours de la cessation de ses paiements » (art. 2). La liquidation judiciaire étant une faveur, il a paru logique de ne l'accorder qu'à celui qui la sollicite, et qui s'empresse de faire à la justice l'aveu de sa situation, au lieu de recourir à des manœuvres dilatoires, souvent coupables, et presque toujours illusoire.

60. Le droit de solliciter le bénéfice de la liquidation doit être considéré comme un droit attaché à la personne, dans le sens de l'art. 1166 c. civ., que les créanciers ne peuvent exercer du chef de leur débiteur (Conf. Goirand et Périet, *Commentaire de la loi du 4 mars 1889*, p. 40 ; Lecomte, *Traité de la liquidation judiciaire*, n° 400, p. 469). Cette solution s'induit avec certitude des travaux préparatoires :

MM. Vergoin, Chantagrel, Saint-Martin et Barré avaient déposé un amendement ainsi conçu : « Tout commerçant qui cesse ses paiements peut être déclaré en état de liquidation judiciaire. La liquidation judiciaire peut être ordonnée sur requête présentée par le débiteur au tribunal de commerce de son domicile, dans les trente jours de la cessation de ses paiements. Elle peut être également demandée par ses créanciers : 1° lorsque des actes d'exécution autres que des actes purement conservatoires auront été faits sur des biens mobiliers et immobiliers ; 2° lorsque, sur une assignation en paiement d'un effet de commerce protesté, il aura demandé un délai et qu'un jugement portant condamnation au paiement sera devenu exécutoire contre lui à l'expiration de ce délai ; 3° lorsqu'il aura fait en justice l'aveu de son insolvabilité et de son état de cessation de paiement. »

Le caractère saillant de cet amendement était de faire disparaître la règle générale que la liquidation judiciaire ne peut être demandée que par le débiteur. Ses auteurs, convaincus de l'utilité de ce mode de procéder, voulaient l'étendre au plus grand nombre possible de débiteurs. Ils voulaient que les créanciers eussent la faculté de le provoquer dans des cas déterminés, sauf au tribunal à décider si le débiteur méritait ce bénéfice. — La commission de la Chambre des députés repoussa cet amendement par les motifs suivants : « La déclaration du débiteur a ce premier avantage qu'elle est un indice certain de sa bonne foi. Il connaît mieux que

application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite.

25. Dispositions transitoires. — Le commerçant en état de cessation de paiements dont la faillite n'aura pas été déclarée ou dont le jugement déclaratif de faillite ne sera pas devenu définitif à la date de la promulgation de la présente loi pourra obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire. Cette faculté s'exercera devant la juridiction saisie. La requête devra, dans tous les cas, être présentée dans la quinzaine de la promulgation.

Les faillites déclarées antérieurement à cette promulgation continueront à être régies par les dispositions du code de commerce. Sont toutefois applicables à ces faillites les dispositions de la présente loi concernant l'institution des contrôleurs.

Le jugement qui homologuera le concordat obtenu par le débiteur dont la faillite aura été déclarée antérieurement à la présente loi, ou qui déclarera celui-ci excusable, pourra décider que le failli ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'art. 21 contre les débiteurs admis à la liquidation judiciaire.

Cette disposition sera applicable à tout ancien failli qui aura obtenu son concordat ou qui aura été déclaré excusable. Il devra saisir par requête le tribunal de commerce qui a déclaré sa faillite et produire son casier judiciaire. Cette requête sera affichée pendant quinze jours dans l'auditoire. Le tribunal statuera en chambre du conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

L'inscription sur les listes électorales pourra être faite, à la suite de ces formalités, jusqu'au 31 mars, date de la clôture des listes.

26. La présente loi est applicable aux colonies de la Guinée, de la Martinique et de la Réunion.

20. L'art. 11 et les dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de l'art. 15 de la présente loi sont applicables à l'état de faillite. Sont également applicables à l'état de faillite les dispositions de la présente loi concernant l'institution des contrôleurs.

21. A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune fonction élective ; s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire.

22. L'art. 549 c. com. est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 549. — Le salaire acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur pendant les trois mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou la faillite est admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'art. 2101 c. civ. pour le salaire des gens de service. »

« Les salaires dus aux commis pour les six mois qui précèdent le jugement déclaratif sont admis au même rang. »

23. Le premier paragraphe de l'art. 438 c. com. et le n° 4 de l'énumération faite par l'art. 586 sont modifiés comme suit :

« Art. 438, § 1<sup>er</sup>. — Tout failli sera tenu, dans les quinze jours de la cessation de ses paiements, d'en faire la déclaration au greffe du tribunal de commerce de son domicile. Le jour de la cessation de paiements sera compris dans les quinze jours. »

« Art. 586-4<sup>e</sup>. — ... si, dans les quinze jours de la cessation de ses paiements, il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par les art. 438 et 439, ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés solidaires. »

24. Toutes les dispositions du code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi continueront à recevoir leur

personne sa situation, et s'il se décide à se mettre, au moment même de la cessation des paiements, sous la protection de la justice, il sauvegarde d'une façon incontestable son actif et rend le plus signalé service à ses créanciers. Il en est récompensé, dans le système de la commission, par de nombreuses faveurs, dont la principale est de pouvoir obtenir un concordat. Les créanciers, au contraire, seraient dans l'impossibilité, au moment où ils assigneront leur débiteur, de connaître son exacte position. Sans doute, les auteurs de l'amendement subordonnent cette action des créanciers à certaines conditions qui font présumer l'existence de la cessation des paiements. Mais, si le débiteur les conteste, comment pourront-ils en faire la preuve?... »

En outre, « il y a un motif d'ordre supérieur qui domine ces considérations pratiques. Tout le système du projet de loi repose sur la distinction à faire entre le débiteur malheureux et celui qui aura été négligent ou coupable; le moyen d'opérer cette distinction, nous le trouvons d'une manière certaine, dans la volonté même du débiteur et dans la preuve matérielle qu'il en donne en empêchant la dilapidation de son actif par une prompte déclaration. L'amendement que nous discutons menace de faire disparaître cette distinction...

« La liquidation judiciaire, loin d'être un bénéfice exclusivement réservé au débiteur de bonne foi, deviendrait donc, si l'amendement était admis, la règle générale pour tous les débiteurs, et ce qui nous démontre que c'est bien là le but que se proposent ses auteurs, c'est qu'ils... suppriment les mots : « en se conformant aux dispositions suivantes qui visent les conditions *sine qua non* de l'ouverture d'une liquidation judiciaire. » (Rapport de M. Laroze du 16 juin 1887, D. P. 89. 4. 14.) — L'amendement fut rejeté.

61. Les créanciers ne peuvent que mettre le débiteur en demeure d'opter entre la liquidation judiciaire et la faillite, en l'assignant dans les quinze jours de la cessation des paiements. En ce cas, la loi autorise en effet le défendeur à présenter au tribunal une requête à fin d'ouverture de liquidation judiciaire.

62. Aux termes de l'art. 2, § 3, les héritiers d'un commerçant décédé dans les quinze jours de la cessation de ses paiements peuvent demander le bénéfice de la liquidation. Cette disposition ne figurait pas dans le texte primitif : l'on avait craint d'enlever au bénéfice légal son caractère de récompense personnelle, de prime à la bonne foi. Mais au cours des débats, l'on fit remarquer qu'il serait inique de ne pas tenir compte du sentiment honorable d'héritiers désireux de ne pas laisser la mémoire de leur auteur sous la menace d'une déclaration de faillite; et que d'ailleurs l'admission des héritiers au bénéfice de la liquidation serait avantageuse à la masse, puisqu'elle les déterminerait à consentir des sacrifices en vue d'obtenir un concordat. Telle est l'opinion qui a finalement prévalu.

63. Cette expression *héritiers* doit être entendue dans le sens le plus large : elle comprend tous les successeurs universels ou à titre universel, héritiers *ab intestat*, successeurs irréguliers ou légataires (Lecomte, n° 404, p. 469; Goirand et Périer, p. 41; Frémont et Camberlin, t. 1, n° 593).

64. La demande peut être formée par un seul des héritiers ou successibles, attendu qu'il s'agit d'un simple acte conservatoire. Mais la loi exigeant une demande formée par les *héritiers*, il en résulte, à notre avis, que le tribunal ne pourrait admettre la requête que si les autres héritiers intervenaient ultérieurement pour se joindre à la demande formée par l'un d'eux dans les délais légaux (Conf. Lecomte, n° 407, p. 470. *Contrà* : Rousseau et Defert, sur l'art. 2).

65. Les héritiers doivent, dans la requête, justifier de leur acceptation pure et simple ou bénéficiaire. L'acceptation

pure et simple peut être expresse ou tacite. Si elle est expresse, il faudra produire l'acte dans lequel on a pris la qualité d'héritier; si elle est tacite, il appartiendra au tribunal d'apprécier le caractère du fait indiqué comme impliquant acceptation. Quant à l'acceptation bénéficiaire, elle s'établit par la production du certificat délivré par le greffier du tribunal civil (art. 793 c. civ.). — Cette exigence de la loi a été assez vivement critiquée, non sans raison selon nous. Il eût mieux valu, a-t-on dit, permettre aux héritiers de demander la liquidation judiciaire *sans prendre parti sur la succession*. C'est bien plus dans un intérêt de famille que dans un intérêt pécuniaire que l'art. 2 leur a réservé ce droit (V. *suprà*, n° 62); mêler dans cette question celle du parti que peut ou doit prendre l'héritier, c'est confondre la question pécuniaire avec la question morale (Conf. Rousseau et Defert, sur l'art. 2). En tout cas, étant donné le système de la loi, le délai d'un mois (V. *infra*, n° 72) est trop bref, car il réduit d'une manière excessive le délai (trois mois) imparti aux héritiers par le code civil pour *prendre parti* sur la succession.

66. — 2° *Formes de la requête*. — La requête doit être datée et contenir les noms, qualité et domicile du requérant, la mention et la date de la cessation des paiements, ainsi que l'objet de la demande. En cas de cessation de paiements d'une société en nom collectif ou en commandite, elle doit mentionner le nom et le domicile de chacun des associés solidaires. Cette prescription, conforme à celle de l'art. 438 c. com. pour le cas de faillite, doit conduire logiquement à admettre que la liquidation judiciaire d'une société doit produire, au regard des associés solidaires, les mêmes effets que la faillite; et cette solution est d'autant plus juridique qu'aux termes de l'art. 24 de la loi du 4 mars 1889, les prescriptions de la loi des faillites sont applicables en cas de liquidation judiciaire, lorsqu'il n'y est pas expressément dérogé. — Jugé en ce sens que, la loi du 4 mars étant muette sur la situation juridique de l'associé solidaire d'une société en liquidation judiciaire, le jugement d'ouverture de la liquidation de cette société doit entraîner *ipso facto* celle des associés solidaires, conformément à une jurisprudence constante en matière de faillite (Trib. com. de la Seine, 18 avr. 1890 (1). Sur cette jurisprudence, V. *infra*, chap. 3, sect. 1).

67. Le requérant doit joindre à la requête son *bilan* et la liste de ses créanciers (Sur les énonciations du bilan, V. n° 98 et suiv.). — Quant à la liste indiquant le nom et le domicile de tous les créanciers, qui doit être également annexée à la requête, elle a pour objet de mettre le greffier en mesure de faire connaître aux créanciers l'ouverture de la liquidation et de leur adresser les convocations prescrites par l'art. 9 (V. *infra*, sect. 5). — Il n'est pas, du reste, indispensable que la requête et les pièces annexées soient présentées au tribunal par le débiteur en personne; il peut, à cet effet, se faire représenter par un mandataire (V. travaux préparatoires, D. P. 89. 4. 14, note 1).

68. S'agit-il d'une société en nom collectif ou en commandite, la liquidation judiciaire est demandée par celui ou ceux des associés qui ont la signature sociale (art. 3 de la loi de 1889).

69. S'agit-il d'une société anonyme, la requête doit être signée par le directeur ou l'administrateur qui en exerce les fonctions (art. 3 de la loi. V. Goirand et Périer, p. 51).

70. S'agit-il d'une société anonyme déjà dissoute, pour laquelle on sollicite le bénéfice de la liquidation judiciaire à l'effet de la soustraire à la faillite, nous estimons qu'en ce cas la requête doit être signée par le liquidateur social nommé, lors de la dissolution, par le tribunal ou par les actionnaires, puisqu'il n'y a plus ni directeur, ni adminis-

(1) (Héritiers Flavigny C. Leys.) — LE TRIBUNAL; — En ce qui touche Leys : — Sur la nullité de la procédure : — Attendu que le jugement auquel est opposé a été pris contre Leys, sur assignation du 24 janv. 1890, en procédant sur un exploit de Dupuy, huissier, en date du 26 décembre 1889; qu'à cette dernière date, une société Leys et comp., dont Leys était un des associés en nom collectif, se trouvait en état de liquidation judiciaire; qu'aux termes de la loi du 4 mars 1889, les prescriptions de la loi des faillites sont applicables aux cas de liquidation judiciaire, quand il n'y est pas formellement dérogé par ses dispositions nouvelles; que, la loi du 4 mars 1889 étant muette sur la situation juridique de l'associé en nom collectif d'une société, en état de

liquidation judiciaire, il convient de déclarer que, par analogie avec la jurisprudence de la loi des faillites, Leys se trouvait, à l'époque du 26 décembre, personnellement en état de liquidation judiciaire; — Et attendu qu'aux termes de la loi du 4 mars 1889, dans toute action intentée contre un liquidé, le liquidateur doit être mis en cause; qu'il n'en a point été ainsi dans l'instance jugée le 24 janv. 1890; qu'il convient donc d'accueillir le moyen tiré de la nullité de la procédure alors suivie, et du jugement qui en a été la conséquence;

Par ces motifs...

Du 18 avr. 1890.-Trib. com. Seine.

trateurs. L'art. 5 fournit, d'ailleurs, à l'appui de cette solution, un argument de texte décisif : puisqu'aux termes de cet article, le liquidateur amiable, antérieurement nommé, représente la société dans les opérations de la liquidation judiciaire, il est rationnel d'admettre qu'il la représente également pour la formation de la requête, préliminaire obligée de la liquidation judiciaire (Conf. Bailly, *La loi sur les liquidations judiciaires*, *Annales de droit commercial français, étranger et international*, 1889, 2. 53, note 1).

71. — 3<sup>e</sup> Délai. — Le délai dans lequel doit être présentée la requête varie suivant qu'elle émane du débiteur ou de ses héritiers. Le débiteur doit la présenter dans les quinze jours de la cessation de ses paiements. Aux termes de l'art. 23 de la loi du 4 mars 1889, écrit pour la faillite, mais évidemment applicable à la liquidation judiciaire, le jour de la cessation des paiements sera compris dans les quinze jours. Il en est évidemment de même du jour de l'échéance ; car il ne s'agit point ici d'un délai franc, du genre de ceux auxquels s'applique l'art. 1033 c. proc. civ. Ainsi, le débiteur qui a cessé ses paiements le 1<sup>er</sup> juin doit présenter sa requête le 15 juin *au plus tard*. Quant aux héritiers, la requête doit être présentée par eux dans le mois qui suit le décès.

72. Il semble bien résulter de la formule impérative de l'art. 2 que ce délai de quinze jours ou d'un mois est un *délai fatal*, et que le tribunal ne pourrait pas, sans violer la loi, accorder le bénéfice de la liquidation judiciaire à un débiteur dont la cessation des paiements serait manifestement antérieure de plus de quinze jours au dépôt de la requête (V. Goirand et Périer, p. 51 ; Lecomte, n° 409, p. 470 ; Bailly, *Annales*, 1889.2.53). Cette interprétation paraît, d'ailleurs, seule conforme à l'esprit de la loi ; si la loi accorde au débiteur un répit pour présenter sa requête, c'est que la suspension de paiements peut n'être que momentanée. Un commerçant comptait sur des capitaux pour faire face à une échéance ; ces capitaux ne lui parviennent pas au jour fixé ; mais peut-être les recevra-t-il à très bref délai ; il est juste de lui permettre d'attendre, avant d'avouer sa situation, que la cessation de ses paiements soit certaine et manifeste. Mais cette attente ne saurait se prolonger au delà du délai légal de quinzaine. Il y a présomption que celui qui s'adresse à la justice dans ce délai n'est coupable d'aucune fraude ; mais celui qui diffère davantage le dépôt de son bilan est au moins suspect et ne saurait bénéficier de la faveur légale (V. Discours de M. Barré, Ch. dép., séance du 16 oct. 1888 ; Conf. Rennes, 11 juin 1889, aff. Révérory, D. P. 89. 2. 193, et la note de M. Boistel).

La question est cependant controversée, et certains auteurs se fondent sur les termes de l'art. 19-1<sup>er</sup> pour soutenir que, dans le système de la loi de 1889, le délai de quinzaine n'est pas un délai fatal. D'après cet article, le tribunal *peut* déclarer la faillite, « s'il est reconnu que la requête à fin de liquidation judiciaire n'a pas été présentée dans les quinze jours de la cessation des paiements ». Or, dit-on, si dans ce cas la conversion de la liquidation judiciaire en faillite n'est que facultative pour le tribunal, n'est-il pas logique de reconnaître, à l'inverse, au tribunal la *faculté* d'accorder le bénéfice de la liquidation au débiteur dont la requête est tardive ? (V. Thaller, *Chronique de législation*,

*Annales*, 1890.2.209). — Mais ce raisonnement ne nous paraît pas décisif ; et l'on s'explique aisément que la loi se montre plus sévère pour le débiteur qui sollicite tardivement le bénéfice d'une disposition de faveur, que pour celui qui, ayant obtenu cette faveur, vient à se trouver, par suite d'une décision de justice postérieure, dans une situation qui *ab initio* ne lui eût pas permis d'y prétendre. Dans le premier cas, le débiteur ne mérite aucun traitement de faveur ; dans le second, le tribunal peut s'imputer à faute de n'avoir pas su déterminer exactement dans le passé la date de la cessation des paiements, et la loi a pu, très équitablement, laisser à ce même tribunal la faculté de retirer ou de conserver au débiteur, suivant les circonstances, le bénéfice de la liquidation judiciaire dont il avait originairement été jugé digne.

73. En principe, le délai de quinzaine (substitué au délai de trois jours du code de commerce et au délai de dix jours du projet primitif) sera suffisant pour permettre au débiteur de se rendre compte de sa situation. Il est toutefois une hypothèse où le débiteur pourra se trouver réduit à un délai insuffisant : c'est le cas où il aurait été préalablement assigné, avant l'expiration du délai, en déclaration de faillite par ses créanciers ; si l'assignation ne lui parvient que le dernier jour du délai, le temps matériel pourra lui manquer pour répondre à l'assignation par une requête à fin de liquidation judiciaire. Certains auteurs estiment qu'il eût été préférable, en ce cas, de lui accorder un délai fixe à dater de l'assignation (V. Rousseau et Defert, sur l'art. 2). Mais ce système aurait eu l'inconvénient de procurer un moyen facile au débiteur de prolonger le délai légal : il lui eût suffi de s'entendre avec un de ses créanciers, pour n'être assigné par lui que le quinzième jour du délai.

74. — DEUXIÈME CONDITION. — *Bonne foi du débiteur*. — Le commerçant, pour être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, doit être de *bonne foi*. Le texte ne contient à cet égard aucune disposition formelle ; mais la nécessité de cette condition ne saurait être contestée en présence des travaux préparatoires, desquels il résulte que la liquidation judiciaire est, par essence, une *faveur réservée au débiteur malheureux et de bonne foi* qui a satisfait aux prescriptions légales. Cet argument, tiré de l'esprit de la loi et des travaux préparatoires, est d'ailleurs corroboré par le texte de l'art. 19, aux termes duquel le tribunal est *tenu* de déclarer la faillite à toute période de la liquidation judiciaire, si le débiteur est convaincu d'avoir *commis une fraude quelconque* : si la mauvaise foi attestée par des actes frauduleux est une cause nécessaire de déchéance de la liquidation antérieurement concédée par surprise, il est bien évident qu'elle doit être, *ab initio*, une cause de rejet de la requête. Sur ce point, la jurisprudence et la doctrine sont en parfait accord (Goirand et Périer, p. 35 ; Lecomte, n° 397, p. 467). Jugé, en ce sens, que le bénéfice de la liquidation judiciaire ne peut être accordé qu'au débiteur malheureux et de bonne foi ; que ce bénéfice doit être refusé et que la faillite doit être déclarée lorsqu'il est établi que le débiteur, se sachant en état de cessation de paiements, a eu recours à des expédients que l'honneur commercial proscribit pour échapper à la faillite (Nancy, 2 juill. 1889) (4) ; Paris, 26 nov. 1889, aff. Launoy,

(1) (Perraudin C. Société d'Aubryes.) — La cour ; — En droit : — Attendu que l'art. 25 de la loi du 4 mars 1889, portant modification à la législation des faillites, permet d'accorder au commerçant en état de cessation de paiements, dont la faillite n'aurait pas été déclarée à la date de la promulgation de ladite loi, le bénéfice de la liquidation judiciaire ; — Attendu que les avantages de cette institution nouvelle ne sauraient être accordés qu'aux débiteurs malheureux et de bonne foi ; que ce serait évidemment aller contre l'idée même de la loi que de faciliter l'accès de la liquidation judiciaire à celui qui, se sachant en état de cessation de paiements, a trouvé, dans des expédients que l'honneur commercial aurait dû lui interdire, le moyen d'éviter une déclaration de faillite et de prolonger plus ou moins longtemps une situation pleine de périls pour tout le monde ; — Attendu, d'ailleurs, que l'art. 19 de la loi a prévu certains cas d'exclusion contre le négociant qui sollicite le bénéfice de l'institution nouvelle ou de déchéance contre celui qui l'a obtenu ; — Attendu que cet article dispose, notamment, que « le tribunal déclarera la faillite à toute période de la liquidation judiciaire : 1<sup>o</sup> si, depuis la cessation de paiements ou dans les dix jours précédents, le débiteur a consenti l'un des actes mentionnés dans

les art. 446, 447, 448 et 449 c. com., mais dans le cas seulement où la nullité aura été prononcée par les tribunaux compétents ou reconnue par les parties ; 2<sup>o</sup> si le débiteur a dissimulé ou exagéré l'actif ou le passif... ou commis une fraude quelconque, le tout sans préjudice des poursuites du ministère public » ; — Attendu qu'il résulte manifestement des termes mêmes de cet article que, dans ces divers cas, le juge n'a pas la faculté de déclarer ou non la faillite, qu'il est obligé de le faire ;

En fait : — Attendu que la société d'Aubryes a toujours été au-dessous de ses affaires ; que, dès 1885, elle était sur le point de sombrer ; qu'elle se serait livrée, dès son origine, à une circulation d'effets anormale et qu'elle aurait réglé pour plus de 36000 fr. de valeurs de complaisance créées originairement par le sieur de la Vallée-Poussin ; — Attendu que la veuve Perraudin allègue, dans ses conclusions d'appel, que la société anonyme aurait liquidé de la manière la plus irrégulière la société en commandite, qu'elle aurait payé certaines dettes, négligeant les autres, que la liquidation amiable aurait suivi les mêmes errements pour le règlement du passif de la nouvelle société et du reliquat des dettes de l'ancienne ; qu'elle ajoute que les liquidateurs amiables n'ont rendu aucun compte détaillé et

D. P. 90. 2. 249);... s'il a consenti notamment l'un des actes prévus par les art. 446 et 447 c. com., ou si son état d'insolvabilité est dû, non pas à l'infortune, mais à une imprévoyance inexcusable, & des dépenses exagérées et à des circulations d'effets (Mêmes arrêts. — V. cependant, en ce qui concerne les circulations d'effets de complaisance, Lyon, 5 juin 1889, aff. Dufêtre, D. P. 90. 2. 249, et la note de M. Boistel, D. P. *eod. loc.*)

75. Mais doit-on, en cette matière, reconnaître aux tribunaux un pouvoir souverain d'appréciation, ou faut-il, au contraire, décider que le tribunal ne peut, à moins de constater l'existence de faits quelconques de fraude, rejeter la requête à fin de liquidation judiciaire régulièrement présentée, dans les délais, par un débiteur en état de cessation de paiements? Cette dernière opinion, qui limite le pouvoir d'appréciation des tribunaux, est soutenue par certains auteurs (Thaller, *Annales*, 1890. 2. 209; Wahl, *Annales*, 1889. 1. 205). D'après ces auteurs, il y aurait une corrélation étroite à établir entre les art. 2 et 19; et les faits qui, d'après l'art. 19, entraînent le retrait du bénéfice légal, seraient les seuls dont la constatation pourrait justifier le rejet de la requête. Ce système, ajoute-t-on, est le plus conforme au but de la loi. Un débiteur se présente devant le tribunal et justifie que les conditions exigées par la loi ont été remplies, il y a donc en sa faveur une présomption d'honnêteté. Le tribunal constate que cette présomption n'est détruite par aucun fait; est-il admissible qu'il puisse néanmoins rejeter la requête et déclarer la faillite? Un tel pouvoir reconnu au tribunal irait à l'encontre du but, puisqu'il inciterait les commerçants à recourir aux expédients plutôt que de solliciter une faveur qu'il serait toujours loisible au tribunal de leur refuser (Mêmes auteurs).

76. L'interprétation contraire prévaut cependant en jurisprudence, et il a été plusieurs fois jugé que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire, sinon pour admettre la liquidation judiciaire lorsque le requérant est convaincu de fraude, auquel cas la faillite s'impose (Nancy, 2 juill. 1889, *supra*, n° 74. Comp. Lyon, 5 juin 1889, cité *supra*, n° 74), du moins pour rejeter la requête lorsque en l'absence de faits précis de fraude, ils éprouvent cependant des doutes sur la bonne foi du débiteur (Lyon, 5 juin 1889 précité; Rennes, 11 juin 1889, aff. Révérony, D. P. 89. 2. 193. Comp. Bailly, *Annales*, 1889, t. 2, p. 54; Lecomte, n° 398, p. 467). — Cette seconde interprétation, quels qu'en puissent être les inconvénients pratiques, est confirmée par les travaux préparatoires. Lors de la discussion qui s'engagea sur l'art. 1<sup>er</sup> de la loi à la Chambre des députés, le 16 oct. 1888, M. E. Lorois demanda si le tribunal devait forcément accorder le bénéfice de la liquidation judiciaire au commerçant qui, ayant cessé ses paiements, demande ce bénéfice. Le rapporteur lui répondit : « Si la commission s'est servie de cette expression : « Tout commerçant qui cesse ses paiements peut obtenir le bénéfice... », c'est justement qu'elle a pensé que le tribunal, nanti d'une demande formulée par le débiteur lui-même, avait, comme dans toutes les circonstances où il est appelé à décider, sa pleine liberté d'appréciation. Si la commission a mis *peut*, c'est qu'elle n'a pas voulu dire *doit obtenir*... » « Il est bien établi, reprit M. Lorois, qu'au moment même où la demande de liquidation est faite, et alors même qu'aucune fraude ne serait établie, c'est-à-dire si on ne se trouvait pas dans le cas de l'art. 18, le tribunal, cependant, s'il trouvait la situation suspecte, aurait le droit, dans sa pleine indépendance, de

dire : *Je ne peux pas préciser la fraude, mais je refuse la liquidation judiciaire.* » « Il est, répondit le rapporteur, absolument libre de sa décision. »

## SECT. 2. — DU JUGEMENT D'OUVERTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE.

### ART. 1<sup>er</sup>. — Tribunal compétent.

77. Le tribunal de commerce compétent pour ordonner la liquidation judiciaire, comme pour déclarer la faillite, est le tribunal de commerce du domicile du débiteur.

78. La détermination du domicile ne présente en général aucune difficulté lorsqu'il s'agit d'un individu commerçant; mais il en est autrement pour les *Sociétés commerciales*. — D'après une première opinion, professée par la majorité des auteurs et par une fraction de la jurisprudence (V. *infra*, n° 279), l'art. 438 c. com., aux termes duquel la déclaration de faillite « est faite au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège du principal établissement de la société », devrait être interprété en ce sens que, si le siège social et le principal établissement d'une société, c'est-à-dire le centre effectif de l'exploitation, se trouvent dans deux ressorts différents, le tribunal dans le ressort duquel se trouve cet établissement est exclusivement compétent pour connaître de la faillite. — Dans un second système, au contraire, adopté après bien des hésitations par la cour suprême (V. *infra*, n° 277), le tribunal du siège statutaire serait seul compétent. C'est ce système que le Sénat paraît avoir voulu consacrer législativement par la disposition suivante, incorporée sous l'art. 3 de la loi du 4 mars 1889 : « Dans tous les cas, elle (la requête) est déposée au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social. A défaut de siège social en France, le dépôt est effectué au greffe du tribunal dans le ressort duquel la société a son principal établissement. »

Bien que cet article ne dispose expressément qu'en vue de la liquidation judiciaire, il nous paraît rationnel de l'étendre à la faillite et de décider qu'à l'avenir, en matière de faillite, comme en matière de liquidation judiciaire, le tribunal compétent sera exclusivement le tribunal du siège social, tout au moins pour les sociétés françaises. (Quant aux sociétés étrangères, V. *infra*, chap. 3). En effet, l'application simultanée de l'art. 438, tel qu'il est interprété dans le premier système, et de l'art. 3 de la loi du 4 mars 1889, conduirait, pour une société française dont le siège social serait distinct du lieu du principal établissement, à ce résultat inadmissible, que le tribunal du principal établissement serait seul compétent pour déclarer la faillite, et le tribunal du siège social seul compétent pour admettre la liquidation judiciaire. De là, une difficulté vraiment insoluble, au cas de concomitance d'une requête à fin de liquidation judiciaire présentée à ce dernier tribunal, et d'une demande en déclaration de faillite portée par les créanciers devant le premier. Chacun des deux tribunaux serait compétemment saisi : l'un d'eux cependant devrait se dessaisir, puisqu'aux termes de l'art. 4 ces deux demandes devront être réunies pour qu'il y soit statué par un seul et même jugement; mais l'on se heurterait alors à une nouvelle impossibilité, la voie du règlement de juges étant subordonnée à l'identité d'objet des deux demandes. — Toutes ces difficultés disparaissent si l'on admet que l'interprétation consacrée par l'art. 3 de la loi du 4 mars 1889

sérieux; que, nommés liquidateurs judiciaires, ils se sont bornés à accuser un mouvement de fonds de recettes de 374505 fr. 06 cent. et en dépenses d'une somme exactement la même, c'est-à-dire de 374505 fr. 06 cent., sans préciser en quoi ces dépenses auraient consisté; — Attendu qu'il paraît d'ores et déjà qu'aucune répartition générale de dividende n'a été faite en ce qui concerne ce premier actif; que, dès lors, si des créanciers ont été payés en tout ou partie, ils ont été, selon toutes probabilités, favorisés au détriment de la masse; — Attendu que, depuis la mise en liquidation de ladite société, les immeubles lui appartenant ont été adjugés au prix de 100000 fr.; que des marchés importants ont été exécutés; que d'autres ont été rétrocedés ou résiliés; — Attendu, notamment, que la ville de Mont-de-Marsan a payé aux liquidateurs une somme de 100000 fr. pour l'abandon d'un traité relatif à la fourniture des tuyaux nécessaires à l'éta-

blissement de nouvelles conduites d'eau; que celle de Gray a, de son côté, obtenu la résiliation d'un autre marché moyennant une indemnité de 15000 fr.; — Attendu que Charles Bon et Joseph de Bretagne, es-qualités, prétendent avoir distribué ces diverses sommes à des créanciers privilégiés, cessionnaires ou opposants; — Attendu que c'est à bon droit que l'appelant fait remarquer que les cessions ou oppositions n'ont pu intervenir, pour la plupart, qu'après la liquidation amiable, puisque les indemnités de résiliation payées par la ville de Mont-de-Marsan et par celle de Gray n'étaient pas dues avant cette époque; — Attendu que, dans ces conditions, il existe des indices les plus graves que l'on se trouve en présence d'actes prohibés par la loi des faillites, notamment par les art. 446 et 447 c. com.;

Par ces motifs, etc.

Du 2 juill. 1889.—C. de Nancy.



est commune à la liquidation judiciaire et à la faillite (V. *infra*, n° 280).

ART. 2. — *Formes du jugement. — Publicité. — Voies de recours.*

79. La liquidation judiciaire ne peut être déclarée que par un jugement. Ce jugement est rendu *en audience publique*, conformément aux principes généraux de notre droit public, et mention expresse doit être faite de cette formalité à peine de nullité (art. 116 et suiv. c. proc. civ.). Mais il doit être délibéré *en chambre du conseil*, après audition du débiteur. Tandis que le débiteur peut faire présenter sa requête par un mandataire (V. *supra*, n° 67), sa comparution *personnelle* devant le tribunal en chambre du conseil est en principe obligatoire, postérieurement au dépôt de la requête.

80. Le tribunal pourrait d'ailleurs l'en dispenser, s'il se trouvait dans l'impossibilité de se soumettre à cette obligation légale : il jouit même d'un pouvoir discrétionnaire, pour apprécier la valeur des *excuses* produites par le requérant. Lorsque le tribunal croit devoir, par une disposition expresse du jugement, admettre les excuses proposées par celui-ci, il est suppléé à la comparution personnelle, soit par l'envoi auprès du débiteur d'un juge chargé de recevoir ses explications orales, soit par des explications écrites, soit même, mais à titre tout à fait exceptionnel, par la comparution d'un mandataire (Conf. Goirand et Périer, p. 54; Lecomte, n° 426, p. 482).

81. La publicité restreinte de l'audience étant à peu près illusoire, la loi prescrit en outre la publication du jugement d'ouverture de la liquidation, conformément à l'art. 442 c. com., c'est-à-dire par voie d'affiches et d'insertions dans les journaux (V. sur cette publicité *infra*, chap. 3, sect. 2). — Le projet primitif ne comportait aucune publicité de ce genre, la commission ayant cru préférable, par égards pour le débiteur, de ne pas ébruiter le jugement de liquidation (Rapport de M. Laroze à la Chambre des députés, 1883, Annexe n° 2632, p. 12, et séance du 18 oct. 1888). Mais ce système, qui ne tendait à rien moins qu'à sacrifier les intérêts des tiers à ceux du débiteur, fut vivement combattu dès le début de la discussion, et M. de la Bâtie déposa, à la date du 18 oct. 1888 (V. D. P. 89. 4. 15, note 3), un amendement tendant à ce que le jugement fût publié par extraits dans les journaux désignés pour les annonces judiciaires. Dans la même séance de la Chambre du 18 oct. 1888, M. Milliard vint à l'appui de l'amendement de M. de la Bâtie, sauf à y substituer la publicité restreinte de l'art. 442 c. com., et consistant en l'affiche du jugement dans le prétoire du tribunal de l'arrondissement où il a été rendu, et publié par extraits dans les journaux de l'arrondissement, publicité essentiellement locale. Malgré la résistance du rapporteur, l'amendement, modifié dans les termes indiqués par M. Milliard, fut pris en considération par la Chambre et demeura dans le texte définitif.

82. La solution qui a prévalu se justifie d'elle-même. Dès l'instant que l'ouverture de la liquidation a pour effet de modifier la capacité du liquidé, qu'elle le place dans un état de demi-dessaisissement, il est nécessaire qu'elle soit portée à la connaissance des tiers qui, dans l'ignorance du changement survenu dans la capacité de leur débiteur, auraient pu de bonne foi contracter avec lui sans faire intervenir le liquidateur. Les mêmes motifs qui ont déterminé le législateur à ordonner la publicité des jugements d'interdiction ou de nomination de conseil judiciaire, de séparation de corps ou de biens, etc., militaient avec la même force en faveur de la publicité du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, qui présente une certaine analogie avec la curatelle (Larombière, rapport cité *supra*, n° 24; Lyon-Caen, *Bulletin de la société de législation comparée*, t. 17, p. 313; Goirand et Périer, p. 55 et suiv.; Rousseau et Defert, sur l'art. 4, p. 54; Bailly, *Annales*, 1889, t. 2, p. 55, note 1; Malapert, *Le Droit* du 18 sept. 1885).

83. Dans un but de célérité, la loi décide que le jugement d'ouverture de liquidation judiciaire, rendu à la suite d'une requête présentée par le débiteur, ne sera susceptible d'aucune voie de recours; il ne peut donc être attaqué ni par la voie de l'appel, ni par voie de tierce opposition. — « On ne voit pas qui pourrait s'en plaindre; ce ne serait

certainement pas le débiteur sur la requête duquel cette décision interviendra et, quant aux créanciers, s'ils croient que le débiteur ne mérite pas le bénéfice de la liquidation judiciaire, ils auront toujours le droit de l'assigner en déclaration de faillite devant le tribunal. » (Rapport de M. Laroze, du 16 juin 1887, D. P. 89. 4. 16, note 1.)

84. C'est là une différence notable avec le jugement qui statue sur la demande en déclaration de faillite, lequel est susceptible d'opposition ou d'appel. Cette différence se justifie-t-elle parfaitement? Il est permis d'en douter. Ainsi qu'on l'a fait remarquer très judicieusement, « un non-commerçant peut être, par suite d'une erreur des juges, déclaré en faillite ou mis en liquidation : cette erreur peut être corrigée sur opposition ou appel en cas de faillite, mais elle ne peut l'être en cas de liquidation; il y a là une anomalie qu'il serait difficile d'expliquer rationnellement. » (Observ. de M. Rataud, rapportées, par M. Bailly, *Annales*, 1889. 2. 54, note 2.)

85. Remarquons, d'ailleurs, que l'exclusion de toutes voies de recours est spéciale à l'hypothèse où le juge serait uniquement saisi d'une requête du débiteur; s'il est simultanément saisi d'une requête à fin de liquidation judiciaire et d'une demande des créanciers en déclaration de faillite, il statue sur le tout par un seul et même jugement, rendu dans la forme ordinaire, exécutoire par provision, et susceptible d'appel dans tous les cas.

L'étroite connexité existant entre les deux demandes, et l'éventualité de décisions contradictoires ont fait admettre en ce cas la possibilité de la jonction des deux instances et d'un jugement commun, sujet aux mêmes voies de recours que le jugement rendu à la suite d'une simple demande en déclaration de faillite (Rapport de M. Demôle au Sénat, Annexe (n° 170) au procès-verbal du 21 déc. 1888). — De ce renvoi à la matière de la faillite, il résulte : 1° que l'appel devra être interjeté dans le délai de quinze jours imparté par l'art. 582 c. com. (V. *infra*, chap. 3, sect. 17); 2° que les créanciers ne seront pas admis à former tierce opposition contre ce jugement (V. *infra*, chap. 3, sect. 17; Lecomte, n° 429, p. 484). Certains auteurs contestent cependant cette déduction, et se fondent sur un argument *a contrario* tiré de l'art. 4, pour admettre la tierce opposition contre le jugement statuant tout à la fois sur une requête en admission au bénéfice de la liquidation et sur l'assignation en déclaration de faillite (Goirand et Périer, p. 62). Mais cet argument *a contrario* nous paraît d'autant moins décisif qu'il a pour résultat d'écarter le droit commun de la faillite, auquel l'art. 4, *in fine*, semble bien se référer.

86. En ce qui concerne le pourvoi en cassation, il est certain que cette voie de recours extraordinaire doit être admise, dans les termes du droit commun, à l'encontre de l'arrêt de la cour d'appel intervenu sur l'appel du jugement qui statue sur les deux demandes. — Mais que décider à l'égard du jugement rendu sur simple requête? Ce jugement, non susceptible de voies de recours ordinaires, peut-il du moins être attaqué par la voie du pourvoi en cassation? On peut le soutenir, en se fondant sur l'art. 583 c. com., qui énumère limitativement les jugements en matière de faillite non susceptibles de recours en cassation (V. Goirand et Périer, p. 63). Nous inclinons toutefois à la conclusion contraire, en présence du texte de l'art. 4, qui semble bien exclusif de toutes voies de recours, ordinaires ou extraordinaires. Il est vrai que cet article vise spécialement, parmi les voies de recours, la tierce opposition, d'où l'on pourrait conclure *a contrario* à l'admissibilité du pourvoi en cassation. Mais cette induction serait téméraire, attendu que la tierce opposition est une voie toute spéciale, ouverte, non aux parties, mais aux tiers auxquels la décision préjudicie, et qu'à ce titre, elle eût pu, en l'absence d'un texte, être considérée comme admissible, même en l'absence de toute voie de recours, ordinaire ou extraordinaire, ouverte aux parties.

SECT. 3. — EFFETS DU JUGEMENT D'OUVERTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE.

ART. 1<sup>er</sup>. — *Effets du jugement relativement à la personne.*

87. L'art. 21 dispose : « A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être

nommé à aucune fonction élective; s'il exerce une fonction de cette nature, il en est réputé démissionnaire. » Cet article n'a été adopté, dans sa teneur actuelle, qu'après de vives discussions. L'art. 20 du projet voté par la Chambre des députés, le 20 oct. 1888, était ainsi conçu :

« Après la déclaration de faillite, il ne peut intervenir de concordat que si le failli a été déclaré excusable par ses créanciers spécialement réunis à cet effet, et par jugement du tribunal, dans les formes prescrites par l'art. 538 c. com. — Les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 15 seront applicables à ce concordat. Le paragraphe 3 de l'art. 537 c. com. est abrogé. — Si le failli est déclaré excusable, il reprend l'exercice de ses droits électoraux, suspendus par le jugement déclaratif de la faillite, mais n'est éligible à aucune fonction élective, même s'il obtient un concordat. — Si le failli n'est pas déclaré excusable, il reste soumis à toutes les incapacités civiles et politiques édictées par les lois contre les faillis. — La réhabilitation seule rétablit le commerçant déclaré en état de liquidation judiciaire ou de faillite dans la plénitude de ses droits civils et politiques. »

Ces dispositions soulevèrent à la Chambre des députés une vive discussion à laquelle prirent part MM. de la Bâtie, Chevillotte, Maxime Lecomte et Saint-Martin, dans le but soit d'étendre, soit de restreindre les incapacités du failli non déclaré excusable. Ainsi M. de la Bâtie voulait que les créanciers pussent seuls prononcer l'excusabilité, mais en même temps il frappait le failli excusable d'incapacité électorale (Séance du 20 oct. 1888). La controverse qui s'éleva à ce sujet est résumée dans le premier rapport de M. Demôle au Sénat (Annexe n° 170 au procès-verbal de la séance du 21 déc. 1888, p. 23 et 24). Après avoir rappelé que la loi de 1838 frappait tous les faillis, sans distinction aucune, des mêmes déchéances ou incapacités, en sorte que la déclaration d'excusabilité, depuis l'abolition de la contrainte par corps, avait perdu toute sanction effective, le rapport précité s'est attaché à démontrer les inconvénients du système adopté par la Chambre, système tendant, d'une part, à subordonner à une déclaration préalable d'excusabilité le droit pour le failli de solliciter un concordat, et, d'autre part, à affranchir le failli déclaré excusable de la plupart des incapacités attachées à l'état de faillite.

L'opinion unanime de la commission sénatoriale a été qu'il était impossible, avec la nouvelle institution de la liquidation judiciaire, de ne pas laisser le failli, dans tous les cas, sous le coup des déchéances que la législation actuelle lui inflige, sans en excepter l'hypothèse où il aurait obtenu une déclaration d'excusabilité. « La liquidation judiciaire, en effet, dit le rapporteur, va devenir le refuge de ceux que des revers imprévus ou de simples erreurs d'appréciation auront conduits à la cessation de paiements. Ceux-là sont les mêmes en faveur desquels la législation de 1838 avait introduit la déclaration d'excusabilité. Quant aux autres, quant à ceux à qui la liquidation judiciaire aura été fermée, quelle excuse peuvent-ils alléguer désormais? S'ils n'ont pas réclamé leur admission au bénéfice de la nouvelle institution, ils se sont jugés eux-mêmes indignes de l'obtenir. Si, l'ayant réclamée, ils se la sont vu refuser, le mot de la situation aura été dit par la justice. »

Tel est le système qui, finalement, a prévalu et que nous trouvons consacré par l'art. 21 de la loi du 4 mars 1889. — L'échelle d'incapacités établie par le projet primitif donnait peut-être une satisfaction plus complète au but équitable de la loi, puisqu'elle proportionnait aussi exactement que possible les déchéances encourues à la gravité présumée de la faute, sans d'ailleurs affranchir jamais le débiteur, même admis au bénéfice de la liquidation judiciaire et concordataire, de toute incapacité; son adoption aurait eu aussi l'avantage de donner une sanction à la déclaration d'excusabilité qui, dans le système de la loi du 4 mars 1889 comme dans celui du code de commerce, n'a plus qu'un intérêt théorique depuis la suppression de la contrainte par corps (V. *infra*, chap. 3, sect. 2). Mais en revanche, le système qui a prévalu a l'avantage d'être plus simple, et d'opposer nettement, au point de vue des incapacités qu'elle entraîne, la procédure de faveur réservée au débiteur de bonne foi, à la procédure de droit commun, à la faillite, et d'inciter ainsi les commerçants en état de cessation de paiements

par crainte des rigueurs de la faillite, à solliciter sans retard le bénéfice de la liquidation judiciaire.

88. Le liquidé, ne pouvant être nommé à aucune fonction élective, ne peut être : membre du parlement (sénateur ou député), conseiller général ou d'arrondissement, conseiller municipal, maire ou adjoint, juge à un tribunal de commerce ou membre d'un conseil de prud'hommes, membre d'une chambre de commerce ou d'une chambre consultative des arts et manufactures.

89. Mais, à la différence du failli, il reste électeur; il ne pourrait cependant être électeur au second degré pour les élections sénatoriales, cet électeur étant élu (L. 24 févr. 1875, art. 4, § 4, D. P. 75. 4. 37). — Demeurant électeur, le liquidé ne peut être considéré comme privé de l'exercice de ses droits politiques, d'où il suit qu'il peut être, à la différence d'un failli, *témoin* dans un acte notarié, ou *juré*. Il conserve les droits attachés à la qualité de membre de la Légion d'honneur et peut en porter les insignes, ainsi que ceux de la médaille militaire ou des ordres étrangers (V. Goirand et Périer, p. 250; Bailly, *Annales*, 1889. 2. 56, note 2).

90. Mais les dispositions du code de commerce, relatives à la faillite et non modifiées par la loi nouvelle, s'appliquant à la liquidation (art. 24); il en résulte logiquement que le liquidé, pas plus que le failli, ne peut être agent de change ou courtier privilégié (art. 83 c. com.), ni pénétrer à la Bourse (art. 613). — V. cependant sur ce dernier point : Goirand et Périer, *loc. cit.*

91. Un liquidé pourrait-il, à la différence d'un failli, figurer sur la liste des courtiers de marchandises inscrits, ou faire escompter par la Banque de France les effets revêtus de sa signature? Nous ne le pensons pas. Les textes qui édictent à l'encontre du failli cette double incapacité (L. 18 juill. 1866, art. 2, § 3, D. P. 66. 4. 126, Décr. 16 janv. 1868, art. 50) (*Rép. v° Banque*, n° 80, note 15), ne rentrent pas dans le renvoi fait par l'art. 24; comme ils ne visent expressément que le failli et que les pénalités sont de droit étroit, il nous paraît plus juridique de ne pas les étendre au liquidé (Conf. Valabrégue, *Notice sur la loi du 4 mars 1889*).

#### ART. 2. — Effets du jugement relativement aux biens.

92. Le jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire diffère essentiellement du jugement déclaratif de la faillite au point de vue de ses effets relativement au patrimoine et à la capacité du débiteur. L'un et l'autre produisent, il est vrai, des effets communs, tels que la suspension des poursuites individuelles, la déchéance du terme, la cessation du cours des intérêts, l'hypothèque de la masse, l'impossibilité de prendre des inscriptions hypothécaires, et à cet égard, il était superflu de rappeler dans la loi du 4 mars 1889 tous ces effets du jugement déclaratif, puisqu'aux termes de l'art. 24 de la même loi, toutes les dispositions de la faillite non modifiées par la loi nouvelle étaient, de droit, applicables à la liquidation. Mais les effets de ces deux jugements diffèrent profondément, au contraire, au point de vue du dessaisissement; aussi convient-il de placer au début de cette étude des effets du jugement de liquidation, un parallèle entre le dessaisissement qui frappe le failli et l'état de demi-dessaisissement dans lequel se trouve placé le débiteur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

#### § 1<sup>er</sup>. — Situation juridique du liquidé. — Non-dessaisissement — Restrictions à sa capacité.

93. De tous les effets de la faillite, le plus grave, et aussi le plus redouté des commerçants, est assurément le *dessaisissement* attaché de plein droit au jugement déclaratif. Du jour au lendemain, le débiteur, coupable ou simplement malheureux, se voit privé de la gestion de son patrimoine; un étranger, agent des créanciers, prend son lieu et place par ordre de justice, et son rôle dans la procédure est si effacé que l'on a pu dire, sans grande exagération, que désormais « le failli n'est plus rien, que le syndic est tout » (Thaller, t. 1, ch. 3, n° 106; Bailly, *Annales*, 1889. 2. 57).

C'est à ce point de vue surtout qu'il convenait d'apporter à la législation de 1838 des tempéraments, en faveur des débiteurs de bonne foi. Aussi la procédure de liquidation judiciaire instituée par la loi du 4 mars 1889 ne comporte-

elle pas de dessaisissement. Le liquidé reste à la tête de ses affaires, c'est lui qui figure en personne dans les actes concernant son patrimoine, c'est lui qui gère et qui continue, le cas échéant, à exploiter son commerce ou son industrie, mais avec l'assistance d'un liquidateur et sous le contrôle de la justice. Aussi a-t-on pu, non sans raison, comparer la situation du liquidé à celle du mineur émancipé pourvu d'un curateur; l'un et l'autre figurent en personne dans les actes, avec l'assistance d'une tierce personne qui complète leur capacité (V. rapport de M. Demôle au Sénat). Il existe toutefois, entre le mineur émancipé et le liquidé cette différence essentielle que le premier est un incapable, admis en cette qualité à se prévaloir *erga omnes* de la nullité des actes par lui passés sans les formes prescrites par la loi, tandis que le liquidé n'est, en réalité, pas plus que le failli, en état d'incapacité; il est simplement dans un état de demi-dessaisissement au regard des créanciers, et ce, dans l'intérêt exclusif de ces derniers; aussi les obligations qu'il contracte, les aliénations qu'il consent postérieurement à l'ouverture de la liquidation judiciaire, au mépris de la prohibition inscrite dans l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889, ne sont-elles pas nulles dans ses rapports avec son cocontractant, mais simplement inopposables à la masse, qui seule a qualité pour en poursuivre l'annulation (V. *infra*, chap. 3, sect. 4; Conf. Goirand et Périer, p. 151 et suiv.; Bailly, *Annales*, 1889. 2. 57, note 3).

94. Le principe que le liquidé n'est pas dessaisi de ses biens conduit aux conséquences suivantes : 1° le jugement d'ouverture de la liquidation ne produit pas la mainmise judiciaire qui, en cas de faillite, affecte l'ensemble du patrimoine du débiteur. — Il n'y a donc pas lieu de rechercher, comme dans le cas de faillite déclarée, si la saisie générale résultant du dessaisissement englobe, soit les biens déclarés insaisissables par le code de procédure, soit les rentes sur l'Etat (V. *infra*, chap. 3, sect. 4); — 2° Le débiteur tient lui-même sa comptabilité, conserve ses livres, sous réserve du droit de vérification des contrôleurs, reçoit sa correspondance (*Journal des faillites*, 1889, p. 215; Lecomte, n° 454, p. 503); — 3° Le débiteur, restant à la tête de son patrimoine, peut accomplir seul tous les actes pour lesquels la loi n'exige pas expressément le concours du liquidateur ou l'intervention de quelque autre autorité. Ces actes, du reste, sont fort peu nombreux, ainsi qu'on le verra par les développements qui suivent; — 4° C'est au liquidé, assisté du liquidateur, que sont dévolus en principe, au moins en tant qu'il s'agit de la conservation du gage des créanciers, les pouvoirs attribués aux syndics, en cas de faillite déclarée.

95. En ce qui concerne la capacité du liquidé, il y a lieu

de distinguer les actes qu'il peut faire seul et ceux pour lesquels il a besoin de l'assistance du liquidateur, ou même, et par surcroît, de l'avis du juge-commissaire ou des contrôleurs, ou encore de l'homologation du tribunal. On verra, en outre, qu'il est des actes qui lui sont complètement interdits, et d'autre part, que dans certains cas le liquidateur peut agir seul, au refus du liquidé.

96. — I. ACTES QUE LE DÉBITEUR PEUT FAIRE SEUL. — 1° Le débiteur peut valablement s'obliger; mais les obligations par lui contractées postérieurement à l'ouverture de la liquidation judiciaire sont inopposables à la masse (Comp. sur les applications pratiques de cette règle, *infra*, chap. 3, sect. 4); — 2° Il conserve le libre exercice de tous les droits attachés à la personne. C'est ainsi qu'il pourra seul former une demande en séparation de corps ou de biens, en divorce, en désaveu de paternité, etc. De même, et à l'inverse, c'est contre lui seul que son conjoint devrait intenter une demande en séparation de corps; — 3° Il conserve la gestion des biens appartenant à autrui dont il avait l'administration légale : biens de ses enfants mineurs, propres de sa femme sous le régime de communauté, etc. Nous n'insistons pas sur ces différents points, les mêmes solutions étant vraies pour le failli (V. *infra*, chap. 3, sect. 4).

97. — II. ACTES QUE LE DÉBITEUR PEUT ACCOMPLIR AVEC L'ASSISTANCE DE SON LIQUIDATEUR. — Dans cette catégorie sont compris : 1° les actes conservatoires auxquels se réfère l'art. 6 sans les définir, tels que les interruptions de prescriptions, les inscriptions hypothécaires, etc. — Ces actes étant de ceux que les incapables eux-mêmes peuvent accomplir sans aucune autorisation, attendu qu'ils ne tendent qu'à sauvegarder le patrimoine, il est difficile de comprendre que le législateur de 1889 ait cru devoir exiger, pour leur accomplissement, l'intervention du liquidateur (V. Goirand et Périer, p. 155); — 2° Le recouvrement des effets et créances exigibles. Les fonds en provenant sont versés par les soins du liquidateur à la caisse des dépôts et consignations. — Le payement volontaire émané du débiteur ne serait libératoire que s'il était fait aux mains du liquidé, assisté de son liquidateur; — 3° Vente des objets sujets à déperissement; — 4° Exercice des actions en justice, mobilières et immobilières, et défense aux mêmes actions. L'action dirigée contre le liquidé, sans la mise en cause du liquidateur, serait donc non recevable. — Jugé en ce sens que l'instance en séparation de biens doit être intentée par la femme du liquidé contre le liquidé partie principale, et contre le liquidateur, partie jointe (Trib. civ. de Bayonne, 9 juill. 1889) (1); — ... Et que les dépens faits par la femme

(1) (Mirabel C. Mirabel.) — Le tribunal; — Attendu que, par jugement à la date du 12 avr. 1889, le tribunal de commerce de Bayonne a déclaré ouverte la liquidation judiciaire de Mirabel; — Attendu que le désordre des affaires du mari, dont cette mesure est la manifestation éclatante, donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme; — Attendu que Mirabel et Lagarde, ce dernier comme liquidateur, s'en remettent à justice sur la demande en séparation de biens formée par la dame Mirabel; — Attendu qu'il faut commettre un notaire pour procéder au règlement des droits des parties et désigner un juge pour présider aux opérations dont ledit notaire sera chargé; — En ce qui concerne les dépens : — Attendu que la demanderesse conclut à ce que les entiers dépens soient mis à la charge du liquidé et du liquidateur et prélevés sur l'actif mobilier de la liquidation comme frais et dépens de l'administration; — Attendu que Lagarde, en qualité, conteste cette prétention; que, d'après ses dires, c'est le liquidé qui doit personnellement supporter tous les dépens, et que ceux-ci ne peuvent être alloués à la femme que comme un accessoire de sa créance éventuelle dans la liquidation, subissant la loi commune de la répartition au marc le franc; que le triomphe de la demande ne saurait frapper la masse, puisque la masse ne s'y est pas opposée, comme le témoigne son attitude aux débats; que, du reste, le liquidateur, serait-il enveloppé dans la condamnation, ne pourrait être atteint qu'au même titre tout au moins que le liquidé, c'est-à-dire que tenu de payer en simple monnaie de dividende; — Attendu que Mirabel s'en rapporte à justice;

En droit : — Attendu qu'au cas de faillite, la demande en séparation de biens tend à un double résultat; que, d'une part, vis-à-vis du mari, elle restreint d'une façon notable la puissance du chef de l'union conjugale en modifiant la capacité de la femme, qui recouvre l'administration et la jouissance de ses

biens dotaux et qui, sous le régime de la communauté, vient au partage de l'actif; qu'à ce titre, elle offre un caractère personnel qu'a peut-être entendu reconnaître l'art. 1446 c. civ.; que, d'autre part, vis-à-vis des créanciers, elle a pour but principal (il faut l'avouer) de faire valoir, au profit de la femme, des droits pécuniaires susceptibles de préjudicier à l'intérêt de la masse; qu'en ce sens elle touche évidemment aux biens; — Attendu que l'un et l'autre effets sont la conséquence inéluctable de la séparation de biens prononcée; qu'au point de vue donc de l'objet, l'instance revêt un caractère indivisible; — Mais attendu qu'il n'en est pas de même au point de vue de son exercice; qu'en effet l'action se divise nécessairement dans l'exercice, quand elle est formée contre deux défendeurs dont les intérêts demeurent distincts : le mari appelé à soutenir ses droits personnels, le syndic chargé par la loi de défendre les droits pécuniaires de la masse; — Attendu, dès lors, que l'on ne saurait comprendre que les frais exposés contre chacun de ces défendeurs ne soient pas eux-mêmes susceptibles de division; — Attendu, d'ailleurs, que toujours en matière de faillite, il a prévalu parmi divers systèmes que l'instance en séparation de biens tombe sous la règle du paragraphe 2 de l'art. 443 c. com.; qu'il s'ensuit : 1° que les frais occasionnés par le mari, considéré comme partie jointe ou comme partie intervenante, constituent une dette personnelle de celui-ci, soumise à la répartition au marc le franc, selon la règle de l'art. 565 c. com.; 2° qu'au contraire, les frais de la mise en cause du syndic faits ou par lui supposés faits dans l'intérêt de la masse, doivent seuls jouir du bénéfice du prélèvement; — Attendu, au surplus, qu'une jurisprudence fixe ne distingue pas entre le cas où, soit le syndic, soit le mari, aurait contesté, ou bien s'en serait rapporté à justice; que s'en rapporter à justice, ce n'est pas acquiescer, et que, du reste, la demande en l'espèce ne comporte pas l'acquiescement (art. 1443 c. civ.); — Attendu que ces principes sont *a fortiori* applicables en matière de liqui-

contre le mari subissent la règle de la répartition au marc le franc, à la différence de ceux faits par la femme contre le liquidateur par suite de sa mise en cause obligatoire et de ceux exposés par le liquidateur lui-même, qui doivent être employés en frais privilégiés de liquidation (Même jugement). — Sur les difficultés auxquelles donne lieu la mise en cause du syndic en cas de faillite, V. *infra*, chap. 3, sect. 4; et sur la question des dépens, V. *infra*, chap. 3, sect. 12 et 13. — Sur l'obligation pour les liquidateurs de prendre l'avis des contrôleurs sur les actions à intenter ou à suivre, V. *infra*, n° 107.

98. — III. ACTES QUE LE DÉBITEUR NE PEUT FAIRE QU'AVEC L'ASSISTANCE DU LIQUIDATEUR ET L'AVIS DU JUGE-COMMISSAIRE OU L'HOMOLOGATION DU TRIBUNAL. — 1° *Continuation de l'exploitation de son commerce ou de son industrie.* — Cette nécessité de l'entente commune du débiteur, du liquidateur, et du juge commissaire pour une détermination aussi grave est facile à justifier. D'une part, en effet, le débiteur peut avoir un intérêt réel à continuer son exploitation, car il peut se rencontrer telles circonstances où son activité et sa compétence suffiront à relever sa situation, passagèrement compromise; mais il se peut aussi qu'il se fasse illusion sur ses propres forces, et qu'il veuille continuer une entreprise désastreuse, alors qu'une liquidation immédiate s'impose. D'autre part, les créanciers ne jugent pas toujours sainement des choses, et sont parfois trop enclins à liquider à la hâte, au risque de consommer la ruine de leur débiteur, que la reprise de l'exploitation, sous le contrôle de justice, eût pu conjurer. Dans ces conditions, il était logique d'exiger l'intervention du juge-commissaire, arbitre éclairé et désintéressé.

En principe, l'assistance du liquidateur est requise au moment de l'acte, et cet acte doit contenir en lui-même la preuve de son intervention active. C'est ainsi, notamment, que dans le cas de réception d'un paiement, la quittance devra porter la double signature du liquidé et du liquidateur. L'assistance du liquidateur pour la continuation du commerce revêt-elle un autre caractère, et doit-on décider qu'en ce cas, le liquidé n'a besoin que d'une *autorisation tacite et générale*, valable pour tous les actes que l'exploitation comporte, achats et ventes, obligations et aliénations? Certains auteurs ont soutenu l'affirmative, par le motif que « s'il en était autrement, la loi empêcherait d'un côté ce que d'un autre elle a voulu permettre, car l'exploitation

d'un commerce ou d'une industrie, si elle est possible sous une surveillance, en vertu d'une autorisation générale, ne l'est plus si l'on exige l'intervention d'un tiers pour chaque acte de commerce ». Telle est d'ailleurs, ajoute-t-on, la règle admise pour les incapables, femmes mariées ou mineurs, habilités à faire le commerce; et, s'il est généralement reconnu que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut faire le commerce, c'est qu'à défaut d'un texte analogue à celui qui permet aux mineurs émancipés ou aux femmes mariées de faire le commerce en vertu d'une autorisation générale, cet incapable serait obligé de requérir l'assistance de son conseil pour chaque acte de commerce, condition qui, à elle seule, rendrait le commerce impossible (V. Leconte, n° 450, p. 503; Defrénois, *Jurisprudence et pratique notariale*, p. 260; Bailly, *Annales*, 1889, 2, p. 58, note 1). — Quelle que soit la valeur de ces considérations, elles ne sauraient, selon nous, prévaloir contre le texte de la loi. D'une part, en effet, l'art. 5 décide « que le débiteur ne peut contracter une nouvelle dette, ni aliéner tout ou partie de son actif, sauf dans les cas énumérés ci-après »; d'autre part, l'art. 6 exige cumulativement, pour la continuation du commerce, l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire; or cette assistance dégénérerait en une simple autorisation révocable, si les liquidateurs n'étaient point tenus de *coopérer activement* à l'exploitation (Conf. Gouland et Périer, p. 160; Frémont et Camberlin, t. 1, n° 173; Coulon, p. 442). Sans doute, le commerçant, admis à continuer son commerce, pourra faire tous les actes que comporte une exploitation commerciale : acheter, vendre, au comptant ou à crédit, s'obliger, hypothéquer; mais il aura besoin, pour chacun de ces actes multiples, de l'assistance du liquidateur; tout au plus pourra-t-il effectuer seul des opérations au comptant, des ventes au détail journalières qu'un simple préposé pourrait faire (V. rapport de M. Demôle au Sénat, *Journal officiel* du 17 janv. 1889). Cette ingérence constante du liquidateur dans la gestion aura cet avantage d'empêcher les opérations hasardeuses que, moins étroitement surveillé, le débiteur aurait pu tenter; mais il est évident qu'elle compliquera singulièrement la gestion et donnera naissance à des conflits multiples entre le liquidé et le liquidateur, conflits dont la loi nouvelle ne s'est pas préoccupée d'assurer la solution.

Les dettes régulièrement contractées, pour les besoins du commerce, par le liquidé assisté de son liquidateur, ont

dation judiciaire; — Attendu, en effet, que la loi du 4 mars 1889 s'est proposé, dans l'intérêt à la fois et du débiteur malheureux et de ses créanciers, de simplifier les opérations préliminaires du règlement et d'arriver plus vite et avec moins de frais, soit au concordat, soit à la liquidation de l'actif; que, dans ce but et l'intention aussi de parer aux abus de la gestion sans contrôle du syndic sous le régime de la loi de 1838, elle n'a pas donné au dessaisissement du débiteur toute l'étendue que ce dessaisissement comporte en matière de faillite; que, sans doute, les créanciers conservent toujours une mainmise sur les biens, mais qu'ici le débiteur n'a plus de représentant légal en la personne du liquidateur; qu'ainsi l'art. 5 accorde aux tiers l'action tant contre le débiteur que contre le liquidateur, la mission du liquidateur, qui est le surveillant autorisé des actes du liquidé, comportant évidemment l'assistance au procès dirigé contre celui-ci, comme à celui qu'il serait nécessaire d'introduire dans l'intérêt du débiteur ou des créanciers; — Attendu que les termes de cet art. 5, qui modifie d'une manière si sensible, au profit du liquidé, la situation faite au failli par l'art. 443 c. com., ne permettent plus de refuser au liquidé la qualité de partie principale dans l'instance en séparation de biens intentée par la femme; que, d'un autre côté, le liquidateur est assurément partie jointe; qu'il ne saurait y avoir doute à cet égard si l'on se réfère à la discussion du projet de loi; qu'on voit M. Cordelet proposer d'intercaler entre l'art. 23 et l'art. 24 l'article additionnel suivant : « La femme dont le mari a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire ou déclaré en faillite peut... citer son mari... pour voir prononcer sa séparation de biens... etc. Les liquidateurs ou syndics ne seront pas mis en cause, mais ils pourront être entendus, etc... »; — Mais attendu que cet amendement ne fut pas adopté et que de son rejet il faut nécessairement conclure : 1° que le législateur de 1889 a entendu maintenir, conformément à la jurisprudence existante dont il n'ignorait pas les arrêts, l'action en séparation de biens au nombre des actions tombant sous l'application du paragraphe 2 de l'art. 443 c. com. quand il y a faillite, et partant de l'art. 5 de la loi nouvelle quand il y a simplement liquidation judiciaire,

puisque l'énunciation est identique dans les deux articles; 2° qu'en matière de liquidation judiciaire, cette instance doit donc être intentée et contre le mari et contre le liquidateur, parties jointes par application de la règle générale de l'art. 5; 3° que, si la loi nouvelle a prescrit la mise en cause du liquidateur en même temps qu'elle étendait la capacité juridique du débiteur, elle n'a pu édicter cette mesure que dans l'intérêt des créanciers, celui-ci distinct ou présumé distinct de l'intérêt du liquidé; — Attendu, en outre, que ladite loi n'a pas touché aux art. 130 c. proc. civ. et 565 c. com.; qu'au demeurant, admettre l'application des règles consacrées par ces textes souffre d'autant moins de difficulté qu'ici la qualité de parties jointes n'est plus susceptible d'être contestée au liquidé et au liquidateur; — Attendu enfin que l'état de liquidation judiciaire ne peut, en l'absence de disposition expresse, modifier la nature de l'action dans ses rapports avec l'un et l'autre défendeurs; que, conséquemment, l'instance offre, comme au cas de faillite, un double caractère : personnel au fond à l'égard du liquidé, et réel dans la plus large acception du mot, c'est-à-dire *in rem* à l'égard des créanciers; que, d'ailleurs, l'instance devant obligatoirement s'intenter à la fois contre le mari et contre le liquidateur, à raison précisément de la contrariété des intérêts, les frais exposés contre chacun d'eux sont divisibles et doivent être alloués en la manière ci-dessus indiquée; — Par ces motifs; — Donne acte à MM. Gillet et Darrigrand de ce qu'au nom de leurs parties ils s'en remettent à justice sur le mérite de la demande, et statuant sur les conclusions de la dame Marie Choribit, épouse Mirabel; — Dit et ordonne que la dame Choribit, épouse Mirabel, sera et demeurera séparée quant aux biens d'avec son mari, etc.; — Condamne les sieurs Mirabel et Lagarde à qualité aux dépens envers la dame Mirabel; — Dit que les dépens faits par la femme contre son mari subiront la règle de la répartition au marc le franc, et que ceux faits contre le liquidateur par suite de sa mise en cause, ainsi que ceux exposés par lui, seront employés en frais privilégiés de liquidation judiciaire. Du 9 juill. 1889. Trib. civ. de Bayonne. MM. Lafont et Lataque, av.

le caractère des dettes de la masse ; elles doivent donc être payées par préférence aux dettes préexistantes (V. Goirand et Périer, p. 161. — Sur la distinction des créanciers de la masse et des créanciers dans la masse, V. *infra*, chap. 3, sect. 4, 12 et 13).

99. — 2° *Désistement*. — En présence des termes généraux de l'art. 7, il nous paraît certain que le législateur de 1889 a entendu subordonner à la nécessité d'une autorisation du juge-commissaire non seulement le désistement d'un droit, qui implique une diminution de l'actif, mais même le simple désistement d'une instance. Le désistement d'instance, en effet, sans être aussi grave que la renonciation à un droit, n'est pas sans danger pour la masse, attendu qu'il anéantit une procédure en cours, expose la masse à des frais nouveaux en cas de reprise d'instance, et peut enfin entraîner, dans certains cas, par voie de conséquence, la perte du droit lui-même (Conf. Goirand et Périer, p. 164. Comp. *infra*, n° 843).

100. — 3° *Renonciation ou acquiescement*. — Il est impossible de présenter une énumération complète de tous les actes de renonciation susceptibles de faire disparaître un élément de l'actif. La loi s'est bornée à citer, à titre d'exemple, l'acquiescement, qui n'est autre chose qu'une renonciation au droit d'user des différentes voies de recours ouvertes contre une décision judiciaire.

101. — 4° *Transaction*. — La loi du 4 mars 1889 a fait prévaloir, relativement aux transactions, un système différent de celui consacré par l'art. 487 c. com., resté en vigueur pour le cas de faillite. Cette différence est, d'ailleurs, assez difficile à justifier, attendu que les considérations qui ont déterminé le législateur de 1889 à innover imposaient logiquement une modification correspondante de l'art. 487. Le projet de la commission comportait même une double réforme : « Quant aux transactions, lisons-nous dans le rapport de M. Laroze du 16 juin 1887, p. 65, votre commission a admis des dispositions qui diffèrent notablement de celles de la loi de 1838. Cette loi permettait aux syndics de transiger avec l'autorisation du juge-commissaire sur tout litige dont la valeur ne dépassait pas 300 fr., et l'homologation du tribunal était nécessaire si la valeur était indéterminée ou excédait 300 fr. Quand il s'agissait de droits mobiliers, le tribunal de commerce statuait ; c'était le tribunal civil, quand il s'agissait de droits immobiliers. — La célérité, qui est indispensable en matière de liquidation judiciaire, exigeait des formes plus sommaires. Votre commission vous propose de permettre au débiteur, assisté de son liquidateur, qui doit, par conséquent, figurer dans l'acte, de transiger, avec l'autorisation du juge-commissaire, quand la valeur de l'objet en litige ne dépassera pas 1500 fr. Il lui a paru que ce chiffre était plus en rapport avec la valeur actuelle de l'argent. — L'homologation ne sera plus demandée qu'au tribunal de commerce, qu'il s'agisse de droits mobiliers ou de droits immobiliers. »

Mais, de cette double réforme, la commission n'a conservé que la première, et a maintenu les règles ordinaires de compétence, par les motifs suivants, que nous empruntons au rapport de M. Demôle (1888, Annexe 170, p. 7) : « Sur la matière des transactions, votre commission n'a pu approuver la modification considérable proposée par la Chambre aux règles de compétence établies par l'art. 487 du code de commerce. Nous ne faisons aucune difficulté à élever à 1500 fr. la valeur des transactions pour lesquelles l'homologation de la justice n'est pas exigée. Mais il nous est impossible d'admettre que, quand il s'agit de droits immobiliers, la compétence soit transférée aux juges commerciaux. A l'appui de cette innovation, on dit que le juge, auquel on demande d'homologuer une transaction portant sur des droits immobiliers, n'a qu'à rechercher si la transaction est « utile », c'est-à-dire si elle fait entrer une valeur appréciable dans la caisse de liquidation. Mais ce point de vue nous a paru complètement erroné. Une transaction peut faire arriver aux mains de l'une des parties une valeur plus ou moins considérable et cependant léser dans la plus large mesure les droits de cette partie. Pour reconnaître si le droit de la partie qui transige est suffisamment respecté par la transaction, il est nécessaire d'être fixé sur la valeur des prétentions respectives. Or, quand il s'agit des droits immobiliers prétendus, comment,

sans transgresser les principes fondamentaux de notre droit et sans mettre de côté toute garantie des intérêts engagés, comment attribuer aux juges consulaires la mission de rechercher et d'apprécier des questions de cette nature ? Nous pensons donc qu'il y a lieu de conserver aux tribunaux ordinaires leur compétence naturelle. Et pour compléter notre disposition à cet égard, nous vous proposons de rendre applicable à la détermination de la valeur des immeubles, sur lesquels aura porté la transaction, l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 avr. 1838 sur les tribunaux civils de première instance. »

Le système proposé par la commission du Sénat ayant prévalu, deux hypothèses doivent être distinguées : 1° la transaction porte sur un litige dont la valeur n'excède pas 1500 fr. : en ce cas, le liquidé peut y procéder avec l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire, et après avis des contrôleurs, s'il en a été nommé (V. *infra* n° 103) ; — 2° L'objet du litige a une valeur indéterminée ou excédant 1500 fr. : ici l'homologation est nécessaire. Elle émanera, comme en cas de faillite, du tribunal de commerce pour les transactions sur droits mobiliers et du tribunal civil pour les transactions sur droits immobiliers. (V. cependant, sur la question de savoir si cette formule, empruntée à la lettre de l'art. 487, est bien exacte, et s'il n'est pas plus juridique d'admettre que l'homologation doit émaner du tribunal qui eût été compétent, à défaut de transaction, pour statuer sur le litige, *infra*, chap. 3, sect. 8. Comp. Lyon-Caen et Renault, n° 2845. — Sur le droit d'intervention des créanciers, V. *infra*, § 2).

102. — 5° *Notification à faire au propriétaire bailleur aux termes de l'art. 450 c. com.* — (L. 4 mars 1889, art. 18. Sur cette notification, ses délais et ses effets, V. *infra*, chap. 3, sect. 12).

103. — IV. ACTES POUR LESQUELS LES CONTRÔLEURS SONT APPELÉS A DONNER LEUR AVIS. — Aux termes de l'art. 7 de la loi du 4 mars 1889, le débiteur est tenu d'obtenir, pour tous actes de désistement, renonciation ou acquiescement, et pour toutes transactions, outre l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire, l'avis des contrôleurs. Mais, bien que l'art. 7, par une rédaction défectueuse, semble placer l'avis des contrôleurs sur le même plan que l'intervention obligatoire des liquidateurs et du juge, cet avis n'a en réalité ni la même importance, attendu que les attributions des contrôleurs sont purement consultatives et que leur avis ne lie point le débiteur (V. *infra*, sect. 4, § 2), ni la même généralité d'application, puisque la nomination des contrôleurs est purement facultative pour les créanciers, et que, dans le cas où l'assemblée n'aurait pas cru devoir en désigner, il est hors de doute que l'assistance du liquidateur et l'autorisation du juge commissaire habilitaient pleinement le liquidé à passer les actes dont il s'agit.

104. La loi de 1889 n'assujettit l'avis des contrôleurs à aucune forme spéciale. C'est donc au débiteur et au liquidateur qu'il appartient de s'en ménager une preuve écrite, afin de pouvoir justifier, le cas échéant, de la régularité de l'acte intervenu (Conf. Goirand et Périer, p. 177; Lecomte, n° 459, p. 510).

105. — V. ACTES INTERDITS AU LIQUIDÉ. — En principe, l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 interdit au liquidé toute aliénation : il n'est fait exception à cette défense que dans des cas limitativement déterminés par l'article suivant, notamment en ce qui concerne les meubles sujets à déperissement ou dispendieux à conserver. — Il a été jugé cependant qu'il y a lieu d'étendre à la liquidation judiciaire la jurisprudence qui autorise les syndics de faillite à faire vendre, dans les conditions déterminées par l'art. 572 c. com., les immeubles qu'il paraît urgent de réaliser, même au cours de la procédure préparatoire et avant l'union, pourvu que la vente ait lieu avec l'autorisation du juge commissaire et du tribunal (Trib. Bar-le-Duc, 26 mars 1890. — V. sur cette jurisprudence : *infra*, chap. 3, sect. 8, 11 et 14. — Conf. Lecomte, n° 456, p. 504; *Journal des faillites*, 1890, p. 179). Nous hésitons à nous rallier à cette jurisprudence. Le texte de l'art. 5 est, en effet, trop formel pour qu'il soit permis d'étendre à la liquidation judiciaire la jurisprudence précitée. L'objectif de la liquidation étant le concordat, et la procédure préliminaire étant d'ailleurs beau-



coup plus expéditive que celle de la faillite, le législateur a voulu que, jusqu'à la délibération sur le concordat, l'actif mobilier ou immobilier du débiteur restât intact et à l'abri de toute transformation (Conf. Frémont et Camberlin, t. 1, n° 162; Bailly, *Annales*, 1889, 2, p. 58; Larombière, rapport à la cour de cassation).

**106.** — VI. DROIT POUR LE LIQUIDATEUR DE PROCÉDER LUI-MÊME A CERTAINS ACTES AU CAS DE REFUS DU DÉBITEUR. — En principe, le débiteur n'étant pas dessaisi à l'initiative des actes concernant son patrimoine; mais, en prévision du cas où, par son mauvais vouloir ou son refus obstiné d'agir, le débiteur laisserait dépérir un droit faisant partie du gage de ses créances, la loi, dans l'art. 6, décide qu'« au refus du débiteur, il pourra être procédé par les liquidateurs seuls, avec l'autorisation du juge-commissaire ». Toutefois, s'il s'agit d'une action à intenter, cette autorisation ne sera pas demandée, mais les liquidateurs devront mettre le débiteur en cause.

D'ailleurs, le liquidateur n'est pas investi du droit de se substituer ainsi au lieu et place du débiteur récalcitrant pour toute espèce d'acte juridique; à cet égard, une distinction s'imposait, ainsi que l'a très nettement démontré M. Demôle (Rapp. du 21 févr. 1889, annexe 46), dont nous résumons ci-après l'argumentation. — S'agit-il de mesures urgentes, comme le recouvrement d'une créance actuellement exigible, comme un acte conservatoire à accomplir, comme la vente des marchandises susceptibles de se détériorer en magasin, il importait de permettre au liquidateur de briser les résistances injustifiées du débiteur, et d'accomplir ces actes, même à son refus, avec l'autorisation du juge-commissaire. — Ce principe n'est vrai, toutefois, que pour les actes extrajudiciaires ayant un caractère d'urgence, et non pour les actions en justice présentant ce caractère; toutes garanties sur ce point particulier résultent, d'ailleurs, de la nécessité de prendre l'avis des contrôleurs et de mettre le débiteur en cause (V. *infra*, n° 107). — Mais il eût été excessif et contraire à l'esprit de la procédure de liquidation judiciaire qui, à la différence de la faillite, n'implique pas dessaisissement, d'autoriser le liquidateur à se substituer au débiteur, même avec l'autorisation du juge, pour les actes de disposition ou simplement de gestion, susceptibles d'affecter gravement la composition active ou passive du patrimoine, spécialement pour la continuation de l'exploitation, la cessation ou la continuation du bail des locaux affectés au commerce, la transaction ou le désistement. Sous le régime de la liquidation judiciaire, les actes de cette catégorie relèvent intimement, pour ainsi dire, de la personne et de la volonté du débiteur, et si, pour faire ces actes, l'on est conduit à lui imposer une assistance ou un contrôle, du moins sa volonté ne saurait-elle être contrainte, et lui seul a le droit d'en prendre l'initiative.

**107.** Aux termes de l'art. 10 de la loi du 4 mars 1889, les liquidateurs sont tenus de prendre l'avis des contrôleurs sur les actions à intenter ou à suivre. Mais que faut-il décider, s'il n'existe pas de contrôleurs? Faut-il, en ce cas, reconnaître au liquidateur le droit d'agir seul, dans l'hypothèse d'un refus du débiteur? — On l'a contesté, sous le prétexte qu'il est conforme à l'esprit de la loi que les créanciers soient toujours consultés sur l'exercice des actions par le liquidateur au lieu et place du liquidé : en ce cas, dit-on, les créanciers devraient être convoqués de nouveau en assemblée à l'effet de procéder à l'élection des contrôleurs (Conf. Goirand et Périer, p. 180). Mais ce système, qui aurait le grave inconvénient de compliquer la procédure et d'occasionner parfois des frais supérieurs à la valeur de l'instance, ne nous paraît conforme ni au texte ni à l'esprit de la loi du 4 mars 1889. S'il n'a pas été nommé de contrôleurs, c'est l'art. 6 seul qui doit être appliqué; or cet article assimile l'exercice des actions à un acte conservatoire et dispose expressément qu'« au refus du débiteur, il pourra être procédé par les liquidateurs seuls, avec l'autorisation du juge commissaire ».

**108.** Un conflit peut surgir entre le débiteur et le liquidateur, non sur l'opportunité d'un acte à accomplir, mais au sujet de l'exécution d'un acte décidé d'un commun accord. C'est ainsi, notamment, que des difficultés peuvent s'élever entre eux sur le choix de l'officier public qui devra pro-

céder à la vente aux enchères des objets sujets à dépréciation. Certains auteurs estiment qu'en ce cas c'est l'avis du débiteur qui doit prévaloir (Frémont et Camberlin, t. 1, n° 162). La solution inverse nous semble plus conforme à l'esprit de la loi; dès l'instant, en effet, que l'art. 6 autorise le liquidateur à procéder seul, au refus du débiteur, à la vente des meubles sujets à dépréciation, son avis, semble-t-il, doit également prévaloir pour la solution des divers incidents que cette mesure peut soulever (Conf. Lecomte, n° 451 et suiv., p. 503).

## § 2. — Suspension des poursuites individuelles.

**109.** Bien qu'il n'emporte pas dessaisissement, le jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire a pour effet, comme le jugement déclaratif de faillite, de suspendre le droit de poursuites individuelles (actions en justice ou voies d'exécution tant sur les meubles que sur les immeubles) qui de droit appartiennent en propre à chacun des créanciers. Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889, dans sa teneur actuelle, s'en explique formellement, et ses termes explicites auraient suffi, s'il en était encore besoin, à lever tous les doutes qui auraient pu subsister encore, en présence de l'ambiguïté du texte de l'art. 443, § 2, sur le point de savoir si le jugement déclaratif de faillite avait réellement cet effet suspensif (V. *infra*, chap. 3, sect. 4). — Cet article est ainsi conçu : « A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, les actions mobilières ou immobilières et toutes voies d'exécution, tant sur les meubles que sur les immeubles, sont suspendues comme en matière de faillite. Celles qui subsistent doivent être intentées ou suivies à la fois contre les liquidateurs et le débiteur. » (L. 5 avr. 1890.)

**110.** Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889, auquel la loi du 5 avr. 1890 a substitué la disposition précédente, était beaucoup moins explicite : « A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, toute action mobilière ou immobilière et toute voie d'exécution, tant sur les meubles que sur les immeubles, doivent être intentées ou suivies à la fois contre les liquidateurs et le débiteur. » La rédaction défectueuse de ce texte avait donné lieu, sur la question de savoir si le jugement d'ouverture de la liquidation emporte ou non suspension des poursuites individuelles, à une controverse qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, et qu'il suffira de rappeler brièvement.

Il avait été jugé, d'une part, que la loi du 4 mars 1889 n'ayant formulé aucune interdiction contre le créancier, dont le débiteur a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, de poursuivre ce dernier par voie d'exécution sur son mobilier, et les restrictions au droit commun étant de droit étroit, les créanciers même chirographaires conservaient, après ce jugement, le droit d'action individuelle sur les valeurs mobilières, de saisie-exécution des marchandises, de saisie-arrêt sur les créances (Trib. Saint-Quentin (référé) 12 avr. 1889, *Journal des faillites*, 1889, p. 309; Paris, 14 mai 1889, aff. Lutz, D. P. 89. 2. 169). — Ce premier système s'appuyait sur un double argument : 1<sup>o</sup> un argument de texte, la seule restriction apportée au droit de poursuite du créancier par l'art. 5 concernait le droit d'exécution sur les immeubles, réservé aux seuls créanciers hypothécaires; on en concluait, par *a contrario*, au maintien du droit d'action et d'exécution sur le mobilier; — 2<sup>o</sup> Un argument de principe : la suspension du droit de poursuites en cas de faillite est le corollaire du dessaisissement; or le liquidé n'est pas dessaisi (V. Leymarie, *La Loi*, n° 13 et 14 mai 1889; Closset, *Le Droit*, n° du 24 mai 1889).

**111.** Mais il avait été jugé, en sens contraire, qu'à partir du jugement qui déclare un commerçant en état de liquidation judiciaire, aucune poursuite ne pouvait être intentée ou continuée contre lui par un créancier chirographaire à l'effet de se faire payer par préférence aux autres (Trib. Tunis, 6 avr. 1889, aff. Casalonga, *La Loi*, n° du 28 avr. 1889; Trib. Marseille (référé) 10 avr. 1889, aff. Laugier, D. P. 89. 2. 169; Trib. Château-Thierry, 6 juin 1889, aff. Gausse C. Leveau-Vitureau, M. Magnaud, pr.; Trib. civ. Lyon (référé) 17 juin 1889, aff. Buffat-Ciron C. Perrin, M. Monpéla, pr.; Paris, 18 juill. 1889, aff. Ferré.

D. P. 89. 2. 271; Trib. Toulouse, 2 oct. 1889, *La Loi*, 11 janv. 1890, p. 34; Trib. Alger, 26 oct. 1889, *Journal des faillites*, 1890, p. 87). Cette doctrine, consacrée par la grande majorité des cours et tribunaux, et professée par la plupart des auteurs, était sans contredit la plus juridique. Ainsi que l'a fait observer très justement, dans une décision remarquablement motivée, le président du tribunal civil de Lyon (référé 7 juin 1889, précitée), toutes les mesures organisées par le législateur de 1889 en vue de maintenir, à compter de l'ouverture de la liquidation, l'égalité entre les créanciers (inventaire, inscription hypothécaire de la masse, procédure de vérification de créances, interdiction pour le liquidé de contracter de nouvelles dettes ou d'aliéner) auraient manqué leur but, si ces poursuites avaient été autorisées. Les créanciers munis d'un titre exécutoire se seraient hâtés d'en faire usage, les autres se seraient empressés d'agir en justice pour s'en procurer un; en butte à toutes ces poursuites, le débiteur n'aurait presque jamais pu obtenir un concordat, alors que l'esprit de la loi a été de lui en faciliter l'obtention. — Quant aux objections de texte et de principe formulées par le système adverse, la réfutation en était facile; en effet, le texte dont on se prévalait n'était que la reproduction à peu près littérale des textes relatifs à la faillite, sous l'empire desquels une doctrine constante admettait la suspension des poursuites. Et quant à l'argument tiré de ce que la liquidation judiciaire n'emporte pas dessaisissement, il suffisait, pour le réfuter, de faire observer que la suspension des poursuites individuelles en matière de faillite n'est pas seulement la conséquence du dessaisissement, qu'elle tend avant tout à maintenir l'égalité entre tous les créanciers chirographaires et à éviter des frais inutiles en assurant l'unité de la liquidation : raisons qui militaient avec autant de force en cas de liquidation judiciaire qu'en cas de faillite, en faveur de la suspension (Conf. Goirand et Périer, p. 181; Frémont et Camberlin, t. 1, n° 143, 488, 494, et t. 2, n° 810 et suiv.; Carpentier, Coulon, p. 296; Lecomte, n° 437, p. 497 et suiv.; Bailly, *Annales*, 1889, t. 2, p. 55, note 2; Bourgeois, *Gaz. des trib.* 6 avr. 1889).

112. Quoi qu'il en soit, et pour mettre fin à une controverse, dont la prolongation était de nature à paralyser dans une certaine mesure les bons effets attendus de la loi du 4 mars 1889, l'un des promoteurs de la réforme des faillites, M. Goirand, déposa en 1890, sur le bureau de la Chambre, une proposition résolvant expressément la question dans le sens de la suspension des poursuites individuelles par l'effet du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire. Cet amendement, voté sans débats par les Chambres, est devenu la loi du 5 avr. 1890, modificative de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889, dont nous donnons le texte ci-dessus.

113. Mais si les créanciers, par l'effet du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, perdent leur droit de poursuites individuelles et de saisies, du moins conservent-ils le droit d'intervenir dans les instances engagées pour ou contre le débiteur et le liquidateur. En admettant même, contrairement à la jurisprudence dominante, que cette faculté ne leur appartienne pas en cas de faillite (V. *infra*, chap. 3 sect. 4 et 8), elle ne saurait leur être déniée en cas de liquidation. Dès lors, en effet, que le liquidateur n'est pas le représentant des créanciers, que son unique mission est de compléter la capacité du débiteur, ceux-ci doivent être libres d'y intervenir, lorsqu'ils y ont un intérêt personnel (V. Paris, 12 juill. 1889, aff. Déchelle, D. P. 90. 2. 177, et note de M. Boistel).

L'art. 7 de la loi du 4 mars 1889 ne fait, du reste, qu'appliquer ce principe général à un cas particulier lorsqu'il décide que tout créancier « peut intervenir sur la demande en homologation de la transaction » (Conf. Wahl, *Annales*, 1889. 1. 214).

114. Quant aux créanciers non intervenants, comme ils n'ont point été représentés dans l'instance par le liquidateur, ils doivent être admis à attaquer la décision par la voie de la tierce opposition (Conf. Rapport de M. Laroze, n° 1842, p. 66).

### § 3. — Déchéance du terme.

115. Aux termes de l'art. 8, le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire rend exigibles, à l'égard du

débiteur, les dettes passives non échues. Cette disposition est la reproduction pure et simple de l'art. 444 c. com., écrit pour le cas de faillite (V. *infra*, chap. 3 sect. 4). Mais ce même article 444 contient, au sujet de la faillite du souscripteur d'un effet de commerce, une disposition spéciale qui n'a pas trouvé place dans l'art. 8. Il résulte cependant des déclarations formelles du rapporteur, et de la réponse par lui faite à une question de M. Thellier de Poncheville au sujet de l'antinomie au moins apparente existant entre l'art. 444 c. com., et l'art. 8 de la loi du 4 mars 1889 (séance du 18 oct. 1888, *Journ. off.*, p. 2220), que cette seconde disposition est, comme la première, applicable à la liquidation judiciaire : « Il est très vrai, répondit M. Laroze, que, dans le projet complet de réforme de la législation des faillites, nous avions pensé qu'il y avait lieu de supprimer la partie de l'article 444 qu'on vient de citer, et c'est pour cela que, dans l'article 3, nous avons modifié un autre article du code de commerce, l'article 163; mais, lorsque nous avons détaché le titre 1<sup>er</sup> du projet total, nous avons pris soin d'insérer dans un article 20 la disposition que voici : « Toutes les dispositions du code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi continueront à recevoir leur application, « en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite ». Il résulte de cette règle très générale que toutes les dispositions qui ne sont pas spécialement visées ou modifiées par le texte que vous votez en ce moment continueront à subsister aussi bien en matière de liquidation qu'en matière de faillite. »

« Alors, reprit M. Thellier de Poncheville, pourquoi ne pas le dire dans la loi? Je persiste à craindre que votre article 20 ne soit pas suffisant. Il s'agit, dans cet article, des dispositions qui ne sont pas modifiées par le texte en discussion. Or, vous modifiez les articles 444 et 445 du code de commerce, puisque vous les reproduisez, sauf un paragraphe! »

« Nous ne modifions pas le paragraphe qui n'est pas reproduit, répliqua M. Laroze, et, par la disposition générale de l'article 20, nous disons que les dispositions qui ne sont pas modifiées seront applicables en cas de liquidation judiciaire, comme en cas de faillite. » — Le texte proposé par la commission ayant été voté sans modification, à la suite de cet échange d'observations, aucun doute ne saurait subsister sur l'intention du législateur de 1889 d'assimiler pleinement le liquidé au failli au point de vue qui nous occupe. Mais il eût été évidemment préférable, ainsi que le faisait remarquer M. Thellier de Poncheville, soit de se borner à un simple renvoi à l'art. 444, soit de reproduire les deux dispositions de cet article. — Sur les difficultés d'application de l'art. 444, V. *infra*, chap. 3, sect. 4.

### § 4. — Cessation du cours des intérêts.

116. La disposition de l'art. 8 sur ce point est la reproduction littérale de l'art. 445 c. com. — Pour le commentaire de cet article, V. *infra*, chap. 3, sect. 4, art. 2.

### § 5. — Hypothèque de la masse.

117. L'art. 4 de la loi du 4 mars 1889 reproduit l'art. 490 c. civ., avec cette différence, toutefois, que le liquidateur est tenu de requérir, du chef de la masse, inscription sur les immeubles du liquidé dans un délai très bref, vingt-quatre heures de sa nomination (V. *infra*, sect. 4 § 1<sup>er</sup>). — Sur les caractères légaux et les effets de l'hypothèque de la masse, V. *infra*, chap. 3, sect. 8.

§ 6. — Impossibilité de prendre des inscriptions d'hypothèque ou de privilège.

118. L'art. 5, § 2, reproduit purement et simplement l'art. 448-1<sup>o</sup> c. com. — V. sur cet article *infra*, chap. 3, sect. 4, art. 3.

§ 7. — Les art. 446 et 449 c. com. sont-ils applicables en cas de liquidation judiciaire?

119. Le projet de 1884 consacrait, à cet égard, une différence importante entre la liquidation judiciaire et la faillite. Tandis que, dans la faillite, la période suspecte et les nul-

lités des art. 446 à 449 étaient conservées avec certaines modifications de détail, l'on n'admettait, en cas de liquidation judiciaire, ni période suspecte, ni nullités d'actes. Si, par suite d'une erreur, le bénéfice de la liquidation judiciaire, édicté en vue des seuls débiteurs de bonne foi, venait à être accordé à un débiteur qui s'était rendu coupable d'actes frauduleux avant l'ouverture de la liquidation, ses créanciers ne pouvaient attaquer directement ces actes que par le moyen de l'action paulienne (art. 1167), et en prouvant la fraude; mais cette même preuve, une fois administrée, leur permettait de réclamer la substitution de la faillite à la liquidation judiciaire, et, la faillite une fois déclarée, il leur était loisible de faire annuler les actes frauduleux intervenus au cours de la période suspecte.

120. Mais le point de vue ne s'est-il pas modifié depuis 1884? Le doute provient de l'antinomie, au moins apparente, existant entre les déclarations du rapporteur, qui a formellement déclaré que la liquidation judiciaire était établie dans les mêmes conditions que celles précédemment adoptées (Rapport Laroze, 9 juin 1888), et la disposition de l'art. 19, aux termes de laquelle, si, depuis la cessation des paiements ou dans les dix jours précédents, le débiteur a consenti l'un des actes mentionnés dans les art. 446 et suiv., et si la nullité de cet acte a été judiciairement prononcée, la liquidation judiciaire devra être convertie en faillite: c'est là une disposition qui semble bien indiquer l'existence d'une période suspecte en cas de liquidation judiciaire.

121. Certains auteurs interprètent, en effet, cette règle de l'art. 19 dans le sens d'un retour pur et simple aux principes de la faillite; le jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire produirait des effets dans le passé, comme le jugement déclaratif de faillite; il devrait mentionner la date de la cessation de paiements; enfin cette date, point de départ de la période suspecte, pourrait être modifiée par un jugement de report (Valabrègue, *Notice sur la loi du 4 mars 1889*, p. 15; V. aussi Goirand et Périer, p. 202 et suiv.; Conf. Boistel, notes D. P. 90. 2. 33 et 177; Douai, 4 nov. 1889, aff. Morel et Leroy, D. P. 90. 2. 33). D'autres, au contraire, estiment que la loi du 4 mars 1889 a consacré purement et simplement le système admis en 1884, d'après lequel la liquidation judiciaire ne comporterait pas de période suspecte (Rousseau et Defert, sur l'art. 5).

122. La vérité réside, selon nous, entre ces deux opinions extrêmes. En effet, d'une part, il nous semble impossible d'admettre l'assimilation que l'on propose entre le jugement déclaratif de faillite et le jugement d'ouverture de la liquidation. Si le législateur de 1889 eût réellement admis que ce dernier jugement produirait des effets dans le passé, il aurait eu soin de prescrire la fixation, dans ce jugement même, de la date de la cessation des paiements; il aurait également prévu la possibilité d'un jugement de report. Il est indéniable, d'autre part, que le législateur de 1889 envisage comme possible l'éventualité d'une annulation, au cours de la liquidation judiciaire, d'actes accomplis par le débiteur antérieurement à cette procédure, puisqu'il attache à cette annulation, prononcée par justice, cet effet rigoureux d'entraîner la déchéance du bénéfice de la liquidation judiciaire. Si cette annulation ne se rattache point à une rétroactivité prétendue du jugement d'ouverture de la liquidation, si elle n'est point la conséquence d'un jugement déclaratif de faillite, puisque, bien loin d'en dériver, elle précède nécessairement et justifie la déclaration de faillite dans le cas prévu par l'art. 19, la conclusion qui se dégage de cette double constatation est que le législateur de 1889 a entendu consacrer, à tort ou à raison, la théorie de la jurisprudence d'après laquelle l'état de cessation de paiements produit des effets juridiques indépendamment de tout jugement déclaratif, et entre autres effets, celui de servir de base aux annulations d'actes prévus par les art. 446 et suiv., c. com. Cette jurisprudence peut, en théorie pure, être critiquée (V. *infra*, chap. 3, sect. 4, art. 3); mais le texte de l'art. 19 démontre, à n'en pas douter, que les auteurs de la loi de 1889 s'en sont montrés partisans, bien que le rapport et les discussions, absolument insuffisantes, qui ont précédé le vote de cette disposition, ne contiennent à cet égard aucun éclaircissement (V. Bailly, *Annales*, 1889. 2. 60). Ce point de départ étant admis, et le seul état de cessation de paiements étant considéré comme suffisant pour permettre

l'application des art. 446-449, il était logique d'admettre l'application de ces mêmes articles lorsque l'existence de la cessation des paiements se trouverait constatée, non par un jugement de faillite, mais par un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire. — Dans le système que nous avons adopté, ce jugement n'a pas à déterminer la date de la cessation des paiements; il suffit au juge de constater que la requête a été déposée dans les quinze jours de cette cessation. C'est là une constatation sur laquelle, d'ailleurs, le juge a toujours le droit de revenir, et ce, à la différence de la règle admise en cas de faillite, même après la clôture de la vérification des créances (V. *infra*, chap. 3, sect. 17, sur l'art. 581 c. civ.). Ce caractère essentiellement provisoire, soit de la constatation que le dépôt du bilan a été effectué dans le délai de quinzaine impartie par la loi, soit même de la fixation de la date de la cessation des paiements à un jour précis de cette quinzaine, si le tribunal a jugé à propos de la faire, ressort manifestement des termes de l'art. 19 (arg. des mots à toute période de la liquidation judiciaire) Conf. Douai, 4 nov. 1889, cité *suprà*, n° 121.

123. Conformément à la jurisprudence qui a prévalu, antérieurement à la loi nouvelle, en matière de faillite non déclarée, l'action en nullité basée sur les art. 446 et suiv., sera intentée par les créanciers qui pourront, chacun individuellement, exercer cette action préliminaire de la déclaration de faillite, comme ils pourraient de *piano* demander la faillite dans les autres hypothèses prévues par l'art. 19 (Conf. Fourcade, *Faillites non déclarées*, p. 164; Lyon-Caen et Renault, 2. n° 2650). Mais, à notre avis, ce droit individuel des créanciers n'est pas exclusif du droit, pour le liquidateur, d'intenter l'action au nom de la masse. Théoriquement, il est vrai, c'est au liquidé, assisté du liquidateur, que l'action appartiendrait; mais comme le liquidé refusera invariablement d'exercer une action destinée à faire convertir la liquidation en faillite, et que l'art. 6, § 1<sup>er</sup>, confère au liquidateur le droit d'ester en justice au refus du liquidé, il est pratiquement exact de dire que l'exercice de l'action appartient aux liquidateurs. — Jugé en ce sens que, si les liquidateurs judiciaires n'ont pas le rôle actif des syndics, et doivent plutôt être considérés comme des curateurs adjoints aux liquidés, ils ont cependant qualité pour demander, dans l'intérêt de la masse, le report de la faillite et le rapport à la masse des sommes qui en auraient été indûment distraites (Douai, 4 nov. 1889, aff. Morel et Leroy, D. P. 90. 2. 33. V. en ce sens : Lecomte, n° 514, p. 552. — *Contrà* : Bailly, *Annales*, 1889, 2. 60, note 3).

#### SECT. 4 — PERSONNEL DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE.

124. Les agents qui concourent à la liquidation, avec le débiteur, sont : les liquidateurs, les contrôleurs, le juge-commissaire, le tribunal de commerce, les assemblées de créanciers. Nous devons examiner successivement la mission dévolue à chacun de ces agents.

##### ART. 1<sup>er</sup>. — Des liquidateurs judiciaires.

125. Ainsi qu'on l'a vu *suprà*, n° 93, la liquidation judiciaire diffère surtout de la faillite en ce qu'elle n'emporte pas dessaisissement du débiteur. Celui-ci restant à la tête de son patrimoine, il n'y a plus place, dans la procédure nouvelle, pour un agent chargé, comme le syndic de faillite, de représenter simultanément le débiteur et la collectivité des créanciers; bien que leur qualification implique un rôle plus actif, les liquidateurs judiciaires n'ont, en principe, qu'une mission de contrôle et d'assistance, et ce n'est qu'en principe, et pour les actes conservatoires seulement (V. *suprà*, sect. 3), qu'ils peuvent se substituer au débiteur, lorsque celui-ci se refuse à accomplir un acte utile à la masse. — Sur le parallèle à établir entre les attributions des liquidateurs, et celles du curateur d'un mineur émancipé, ou du conseil judiciaire d'un prodigue, V. *suprà*, n° 96 et suiv. Comp. Goirand et Périer, p. 67 et suiv.

126. La loi, avons-nous dit *suprà*, n° 106, a prévu l'hypothèse d'un refus injuste du débiteur d'accomplir un acte nécessaire à la liquidation, et a donné aux liquidateurs le pouvoir d'y procéder en son lieu et place, sous certaines conditions. — Mais que faudrait-il décider dans l'hypothèse inverse,

c'est-à-dire dans le cas où le liquidateur refuserait son concours au liquidé? L'acte, en ce cas, est impossible. Le liquidé, sans doute, aura la ressource de provoquer le remplacement du liquidateur par le tribunal, en justifiant de la nécessité de l'acte et du préjudice que ce refus injuste lui fait subir; mais le juge-commissaire n'aurait pas le pouvoir de trancher le conflit en autorisant le débiteur à accomplir l'acte en question. Conf. Bailly, *Annales* 1889, 2.61; Goirand et Périer, p. 70. — V. aussi Valabrégue, *Du rôle des liquidateurs créés par la loi du 4 mars 1889, Revue critique*, 1889, p. 568 et suiv.).

127. La loi du 4 mars 1889, sans tenir compte des critiques formulées contre le mode de nomination des syndics (V. *infra*, chap. 3, sect. 7), a purement et simplement appliqué, à la nomination et au remplacement des liquidateurs, les règles des art. 462 et suiv. c. com. concernant la nomination et le remplacement des syndics. Effectivement, aux termes des art. 4 et 9 combinés de la loi du 4 mars 1889, les liquidateurs *provisaires* sont nommés par le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire (art. 4), et les liquidateurs *définitifs* sont également choisis par le tribunal, après avis des créanciers convoqués dans la quinzaine (art. 9). En fait, dans la pratique, de même que le syndic provisoire conserve le titre de syndic définitif et d'union, de même c'est le liquidateur désigné par le jugement d'ouverture de la liquidation qui presque toujours conservera les fonctions de liquidateur définitif, et qui sera investi des fonctions de syndic, dans le cas où, la liquidation n'ayant pas abouti à un concordat, le tribunal aura cru devoir prononcer la faillite.

128. Le projet primitif, cependant, portait qu'il serait nommé *un seul liquidateur*, tandis que le code de commerce autorise le tribunal à nommer un, deux ou trois syndics au maximum. Mais cette restriction aux pouvoirs du tribunal n'a pas été maintenue, sous le prétexte qu'il pourrait y avoir avantage, dans le cas où le débiteur a des intérêts dans des régions différentes, à nommer plusieurs liquidateurs; le texte définitif n'a même pas fixé de maximum, si bien que, théoriquement, le tribunal pourrait nommer plus de *trois liquidateurs judiciaires*. — Il eût été préférable, selon nous, de n'admettre qu'un seul liquidateur. En effet, cet agent n'étant pas chargé d'administrer, mais seulement d'assister le liquidé, il semble qu'une seule personne devrait être investie de ces fonctions; la pluralité d'agents, en pareil cas, ne peut qu'engendrer des conflits. — En ce qui concerne les attributions des coliquidateurs et leur responsabilité, la disposition de l'art. 465 c. com., écrite en vue des cosyndics, nous paraît devoir être appliquée ici par analogie (V. *Rép.* n° 500 et suiv. et *infra*, n° 830 et suiv.).

129. Aux termes de l'art. 463 c. com., aucun parent ou allié du failli, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne peut être nommé syndic. La loi du 4 mars 1889 ne contient aucune disposition sur ce point; mais le rapporteur de la loi a cru devoir interpréter ce silence dans le sens d'une entière latitude laissée au tribunal dans le choix des liquidateurs (Rapport de M. Laroze, 16 juin 1887, annexe 1842). — A plus forte raison, le tribunal a-t-il le droit de choisir les liquidateurs parmi les *créanciers*. Cette faculté, qui ne saurait lui être déniée même en ce qui concerne les syndics, présente des avantages incontestables en cas de liquidation. Les fonctions de liquidateur, étant moins onéreuses et moins absorbantes que celles de syndics, pourront être fréquemment confiées à un créancier, plus intéressé qu'un étranger à une prompt solution.

130. Aux termes de l'art. 4, § 2, « ... dans le cas où une société est déclarée en état de liquidation judiciaire, s'il a été nommé antérieurement un liquidateur, celui-ci représentera la société dans les opérations de la liquidation judiciaire. Il rendra compte de sa gestion à la première réunion des créanciers. Toutefois, il pourra être nommé liquidateur provisoire. » Cette disposition, dans sa teneur actuelle, n'a été adoptée qu'après de longs débats. Un paragraphe du projet primitif décidait que, dans le cas où une société dissoute et pourvue d'un liquidateur amiable viendrait à être déclarée en état de liquidation judiciaire, les fonctions du liquidateur amiable prendraient fin immédiatement. Voici en quels termes M. Laroze, dans son rapport du 26 janvier 1889, s'était efforcé de justifier cette disposition : « Il est à remarquer que

ce paragraphe avait été inséré dans notre projet sur le vœu manifesté, avec une grande énergie, par la cour de cassation dans le travail de son rapporteur, M. le président Larombière, qu'elle s'est approprié. La cour faisait remarquer qu'un abus fâcheux s'était glissé dans la pratique; que, lorsqu'une société déjà en liquidation venait à cesser ses paiements, on laissait subsister les fonctions de son liquidateur concurremment avec celles du syndic; qu'il s'établissait ainsi une dualité de fonctions absolument illégale, dangereuse pour les créanciers, très onéreuse pour tous et qui ne profitait qu'aux agents salariés de cette double liquidation. Que ce mode de procéder soit illégal, on n'en saurait douter. En effet, la société *prend fin* par la faillite (c. civ. art. 1865); si elle a conservé depuis sa dissolution et pour sa liquidation seulement une existence, les pouvoirs de son liquidateur sont absolument bornés et se résument en deux mots : réaliser l'actif et payer le passif de la société. Ces pouvoirs, qu'il tient soit des conventions sociales, soit de la justice, doivent disparaître si la société cesse ses paiements; car, alors, la loi impose à tous un mode de liquidation particulier et qui modifie profondément la capacité des associés. A ce moment elle crée des mandataires nouveaux dont elle détermine avec soin les pouvoirs, dans un intérêt d'ordre public, elle place la liquidation sous l'œil des magistrats et le fait de la faillite modifie immédiatement les droits des créanciers eux-mêmes, en sorte que la réalisation de l'actif et le paiement du passif doivent dorénavant se faire d'après des règles nouvelles. Comment pourrait-on admettre deux procédés et deux agents pour arriver à la répartition? Ces principes, incontestables en matière de faillite, doivent recevoir application dans la liquidation judiciaire qui procède du même fait et tend au même but... » (V. D. P. 89. 4. 15, note 2).

131. Mais la commission du Sénat n'accepta pas ce système : « Qu'est-ce donc, en cas de société, dit M. Demôle dans son rapport du 21 février 1889, que ce liquidateur amiable qu'on veut condamner à disparaître par le seul fait du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire? Une seule réponse est possible : c'est un mandataire que le débiteur s'est substitué pour faire les rentrées, payer les dettes, pourvoir aux dépenses journalières, répartir l'excédent s'il y en a, entre les ayants droit, et généralement accomplir tous les actes d'administration que comporte l'état actuel de la société. Pourquoi donc les pouvoirs de ce mandataire prendraient-ils fin par ce seul fait que la société a demandé et obtenu son admission à la liquidation judiciaire? Est-ce que, avant comme après, le but poursuivi n'est pas exactement le même, à savoir la liquidation? Avant le jugement d'ouverture, le liquidateur faisait les recouvrements, pourvoyait aux dépenses, administrait. Après le jugement, et sauf l'observation des restrictions et garanties afférentes au nouveau régime, n'aura-t-il pas exactement les mêmes choses à faire? Il tient ses pouvoirs de la volonté du mandant : en quoi donc l'obtention par ce dernier de la liquidation judiciaire peut-elle être considérée comme emportant un changement dans cette volonté? Assurément; s'il devait être décidé que, dans la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut se faire représenter par un mandataire, le liquidateur amiable devrait s'effacer, et alors le rôle à remplir par le débiteur dans les opérations reviendrait à la société elle-même qui aurait à y pourvoir, autant du moins qu'elle le pourrait. Mais nous ne supposons pas que l'on proscrive le contrat de mandat.

« Et maintenant, est-il exact de dire que la disparition du liquidateur amiable laisse la société en mesure de concourir, par ses organes primitifs, à l'accomplissement des actes de la liquidation judiciaire? N'est-il pas sensible, au contraire, que lorsqu'une société se met ou est mise en liquidation amiable, cette mise en liquidation s'accompagne presque toujours de sa dissolution, et que, par suite, les organes de cette société, directeurs, administrateurs ou autres, sont complètement dessaisis du droit d'agir en leurs anciennes qualités?

« Dans ces conditions, nous demandons que le mandataire de la société, à savoir le liquidateur amiable, soit admis, au cours de la liquidation judiciaire, à remplir son mandat dans les termes où il lui a été conféré, avec les modifications que l'ouverture de la liquidation judiciaire y a appor-

tées. Il nous semble qu'en émettant cette proposition, nous atteignons ce double but : assurer à la liquidation judiciaire le concours des deux volontés qu'elle admet comme son principe et rester dans les termes du droit commun. Nous ne faisons d'ailleurs aucune difficulté de reconnaître que, si l'intérêt des parties le commande, que si, par exemple, les créanciers proposent comme agent de la liquidation judiciaire celui-là même que la société débitrice avait choisi ou s'était vu donner comme liquidateur amiable, le tribunal pourra toujours, en vertu de son droit d'appréciation, ratifier cette proposition. L'ancien liquidateur pourra donc être nommé liquidateur provisoire. — Le texte proposé par la commission du Sénat, adopté par la Chambre le 2 mars 1889, est devenu le texte définitif.

132. Le point de vue que le Sénat a réussi à faire prévaloir est, selon nous, le seul juridique. Nous établissons plus loin (V. *infra*, chap. 3, sect. 8) que, contrairement à l'opinion de M. Larombière, le concours, dans la faillite d'une société dissoute, d'un liquidateur et d'un syndic, n'a rien d'illégal, le liquidateur étant alors appelé à représenter l'être moral société (qui survit à la dissolution pour les besoins de la liquidation) et à défendre les droits des associés à l'encontre des syndics représentants de la masse (Conf. Pic, *Annales*, 1887, 1. 129). Mais, et en admettant même que l'on puisse contester, au cas de faillite déclarée, l'utilité du liquidateur social à côté du syndic, cette utilité n'est pas discutable au cas de liquidation judiciaire. En effet, le liquidateur désigné par le jugement d'ouverture de liquidation n'ayant d'autre mission que celle d'assister la société, il faut bien que celle-ci soit représentée par quelqu'un; ce représentant ne peut être que le liquidateur choisi par les créanciers ou le tribunal, à la suite de la dissolution.

133. L'art. 4, § 2, permet au tribunal de nommer le liquidateur social liquidateur judiciaire. Il nous paraît incontestable qu'il devra, en ce cas, être immédiatement remplacé dans ses fonctions primitives, la société ne pouvant être privée de tout représentant, et les intérêts auxquels le liquidateur amiable et le liquidateur judiciaire ont mission de pourvoir étant manifestement opposés. L'interprétation contraire, qui semble malheureusement autorisée par certains passages des travaux préparatoires, n'aboutit à rien moins qu'à sacrifier les droits des associés, et à méconnaître, dans son essence même, l'esprit de la procédure de liquidation, qui est de laisser au liquidé, ou à ses représentants, la gestion de son patrimoine (V. Bailly, *Annales*, 1889, p. 62, note 1).

Même en admettant l'interprétation que nous proposons, la disposition de l'art. 4 qui autorise le tribunal à conserver comme liquidateur judiciaire le liquidateur amiable, n'est pas moins regrettable. Agent des associés avant de devenir l'agent des créanciers, il lui sera toujours facile de rendre illusoire l'obligation que la loi lui impose de rendre compte de sa gestion antérieurement à l'ouverture de la liquidation judiciaire (Comp. Goirand et Périer, p. 75 et suiv.). Les associés n'auront pas moins à redouter de ce changement de qualité du liquidateur; car ils n'auront, pour défendre leurs intérêts contre leur ancien représentant, devenu l'agent des créanciers, leurs adversaires naturels, après s'être rendu un compte exact des ressources sociales en sa première qualité, qu'un liquidateur nouveau, incapable d'apprécier la situation exacte de la société, et de sauvegarder les intérêts qui lui sont confiés ainsi à la dernière heure.

134. Le remplacement des liquidateurs a lieu dans les mêmes formes et pour les mêmes causes que le remplacement des syndics (V. *infra*, chap. 3, sect. 7). Quand leur mission vient à prendre fin, ils sont également tenus de rendre compte, en présence du débiteur, dans une assemblée des créanciers, présidée par le juge commissaire, conformément aux règles édictées pour les syndics par l'art. 537 c. com. — Cette obligation de rendre compte n'est pas incompatible avec le caractère que nous avons assigné à la mission du liquidateur : il est bien vrai qu'en principe il ne gère pas, mais il est des cas où il a le droit d'agir aux lieu et place du débiteur; de plus, c'est entre ses mains, et à charge de les reverser dans la caisse des dépôts, que sont remis les deniers provenant des recouvrements et ventes.

135. Sur la fixation de l'indemnité des liquidateurs et sur leur responsabilité, individuelle ou solidaire, V. ce qui sera

dit *infra* (chap. 3, sect. 7 et 8) relativement aux syndics. — Signalons seulement, à cet égard, la disposition de l'art. 41 *in fine* (déclarée applicable aux syndics) qui restreint à dix ans, à partir du jour de la reddition de leurs comptes, la responsabilité des liquidateurs à raison des titres, livres et papiers que les créanciers ont pu leur confier. En substituant le délai de dix ans à la prescription trentenaire, le législateur s'est proposé de faire cadrer ses prescriptions avec l'obligation pour les commerçants de conserver leurs livres de commerce pendant dix ans (c. com. art. 41).

136. Le greffier n'est responsable des titres que pendant cinq ans (c. civ. art. 2276, arg. anal.). La loi l'oblige à tenir état des titres et bordereaux qui lui sont remis et à en donner récépissé. — Bien que la loi autorise les créanciers à remettre indifféremment leurs titres au greffier ou aux liquidateurs, elle n'impose pas expressément à ces derniers la délivrance d'un récépissé. Est-ce à dire que les liquidateurs soient dispensés légalement de cette formalité? Une semblable dispense aurait les plus graves inconvénients, puisqu'elle priverait les créanciers de toutes pièces justificatives, et rendrait souvent illusoire l'exercice de l'action en responsabilité contre le liquidateur. Aussi estimons-nous que le liquidateur, requis de donner récépissé au créancier qui lui remet ses titres, n'aurait pas le droit de s'y refuser (Conf. Goirand et Périer, p. 94.)

#### ART. 2. — Des contrôleurs.

137. L'institution des contrôleurs, empruntée aux législations étrangères les plus récentes (loi allemande de 1877, art. 79; loi autrichienne; loi anglaise de 1883, art. 62 et suiv.; loi italienne, art. 723 et suiv.; loi suisse de 1886, V. *supra*, n° 6, 7 et 8), est une des innovations les plus heureuses de la loi de 1889 (Thaller, *Failles en droit comparé*, t. 2, n° 170, p. 200 et suiv.; Bailly, *Annales*, 1889, 2. 62; Goirand et Périer, p. 99; Lecomte, p. 516). — Elle procède de l'idée qui a fait organiser dans les sociétés par actions les conseils et les commissaires de surveillance. L'une des critiques le plus souvent formulées contre la législation des faillites concernait la lenteur de la procédure : pour remédier à ces lenteurs, parfois calculées de la part d'agents rétribués, le législateur a confié aux créanciers eux-mêmes le soin de contrôler, par l'intermédiaire d'agents élus par eux et parmi eux, la gestion du syndic ou du liquidateur; l'institution, en effet, a été déclarée commune aux deux procédures de la faillite et de la liquidation.

138. Considérant l'institution des contrôleurs comme un rouage essentiel, la commission de la Chambre voulait que les contrôleurs fussent obligatoirement nommés par les créanciers. M. Bouvattier demandait, au contraire, que cette nomination fût simplement facultative pour eux (Séance du 20 oct. 1888, *Journ. off.*, p. 2237). Cet amendement ne fut pas accueilli par la Chambre. Mais la commission du Sénat le reprit pour son compte et le fit triompher. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans le rapport de M. Demôle : « Nous sommes maintenant en présence d'une création de la loi nouvelle. L'art. 9, dans son paragraphe 3, tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre des députés, dispose, en effet, que dans cette première réunion, les créanciers choisissent parmi eux deux contrôleurs dont les fonctions, absolument gratuites, consistent, d'une façon générale, à vérifier la situation et à surveiller les opérations de la liquidation (V. art. 10). Dans le choix de ces deux contrôleurs, la Chambre a vu quelque chose d'essentiel à l'institution de la liquidation judiciaire, de telle sorte qu'à défaut de contrôleurs, la liquidation judiciaire ne pourrait avoir lieu. Votre commission n'a pu s'associer à cette rigoureuse exigence. Outre que, dans beaucoup de cas, il serait très difficile de trouver deux créanciers qui consentissent à donner gratuitement leur temps et leur peine à la chose commune, quelle raison peut-il bien y avoir d'enlever aux intéressés une appréciation qui semble naturellement leur appartenir? Si, à raison des circonstances particulières, les créanciers estiment que le liquidateur suffit amplement à l'accomplissement de sa tâche, et que les contrôleurs ne seraient qu'une superfluité, pourquoi les contraindre à y avoir recours? Et en quoi, à défaut de cet élément, la liquidation judiciaire manquera-t-elle à son caractère et au but en vue duquel elle est instituée? Con-



vaincus au contraire que, sur ce point, on doit laisser les créanciers libres de faire ce qu'ils croiront le plus utile à l'intérêt commun, nous proposons « les contrôleurs facultatifs ». Les créanciers pourront, à tout moment de la liquidation, en nommer un ou deux, ainsi qu'ils croiront devoir aviser (V. D. P. 89. 4. 17, note 4. — Comp. en ce sens : Thaller, t. 2, n° 173, p. 207).

139. Lorsque le projet de loi, voté par le Sénat, revint à la Chambre, la commission accepta le texte ainsi amendé. Mais, en faisant cette concession, elle désira que la question de l'élection des contrôleurs fût toujours soumise à la réunion des créanciers, à tout moment de la liquidation judiciaire ou de la faillite. C'est pour atteindre ce but que le 4<sup>e</sup> paragraphe fut rédigé. « Nous insistons, dit M. Laroze dans son rapport du 26 janv. 1889, sur le grave inconvénient qu'il y aurait à ne point accepter cette disposition. On comprend, en effet, que, si l'attention des créanciers n'était pas obligatoirement appelée sur la nomination des contrôleurs, nul ne prendrait l'initiative de la proposer et ainsi serait compromise l'une des réformes les plus utiles de la loi. » (V. D. P. 89. 4. 17 note 4). — Le système qui a prévalu en France est aussi celui que plusieurs lois étrangères ont consacré. En Allemagne et en Angleterre, la nomination d'un comité de contrôle est purement facultative pour les créanciers. Elle est au contraire obligatoire d'après les lois autrichienne et italienne.

140. Les contrôleurs doivent être choisis parmi les créanciers. Le but de la loi, en effet, n'eût pas été atteint s'il eût été loisible aux créanciers de confier ces fonctions à des personnes étrangères à la masse, à des agents d'affaires, que le législateur de 1889 s'est efforcé, à juste titre, d'écarter de la liquidation. Ils peuvent être élus, soit dès la première assemblée des créanciers, soit à toute période de la liquidation (art. 9); il arrivera, en effet, fréquemment que les créanciers, en présence des lenteurs de la procédure, sentiront la nécessité d'adjoindre au liquidateur un comité de contrôle, dont ils n'avaient pas au début apprécié l'utilité.

141. Si l'élection des contrôleurs appartient aux créanciers, leur révocation ne peut être prononcée que par le tribunal, sur l'avis conforme de la majorité des créanciers. — La loi décide que la révocation est prononcée sur la proposition du juge-commissaire. A s'en tenir à la lettre de l'article, il semblerait que l'initiative de cette mesure n'appartint qu'au juge; mais cette interprétation, manifestement contraire à l'esprit de la loi, ne saurait être admise. Les créanciers doivent avoir, comme le juge lui-même, la faculté de demander cette révocation (Conf. Goirand et Périer, p. 104).

142. Aucun texte n'impose aux contrôleurs l'obligation d'accepter la mission qui leur est confiée. Ils peuvent donc la refuser, comme ils peuvent s'en démettre à une période quelconque de la liquidation, sauf l'application, en cas de démission inopportune, de l'art. 2007 c. civ. Cette démission intervenant au cours de la procédure doit, conformément au droit commun du mandat, être portée à la connaissance des créanciers. Les contrôleurs adresseront une requête au juge-commissaire tendant à la convocation d'une assemblée de créanciers, qui recevra leur démission et procédera à leur remplacement.

143. Les attributions des contrôleurs sont purement consultatives (Rapport Laroze, n° 1842). Il en est ainsi d'après la loi italienne (art. 797). Les lois allemande et anglaise, au contraire, subordonnent à l'autorisation du comité de contrôle la validité des actes les plus importants de la liquidation. (V. en faveur de ce dernier système les observations de M. Thaller, t. 2, n° 174, p. 204 et suiv. — Comp. pour les cas de faillite déclarée, *infra*, chap. 3, sect. 8). — Les contrôleurs n'ont qualité ni pour agir, ni pour assister le débiteur; leur mission se borne, en dehors du droit de surveillance qui leur est dévolu, à donner leur avis sur certains actes, avis qui n'engage pas leur responsabilité (arg. art. 10) et qui, par voie de conséquence, ne lie nullement ceux qui le requièrent. (Sur les actes pour lesquels le liquidé ou le liquidateur doivent prendre l'avis des contrôleurs, V. *supra*, n° 403 et suiv.). Comme on l'a fait observer très justement, « l'avis des contrôleurs est une espèce de consultation que les débiteurs et les liquidateurs sont tenus de prendre, mais qu'ils sont libres de ne pas suivre » (Goirand et Périer, p. 108).

144. C'est précisément à raison de ce caractère particulier de l'intervention des contrôleurs, plus encore qu'à raison de la gratuité de leur mandat, que l'art. 10 de la loi du 4 mars 1889 décide qu'ils « ne peuvent être déclarés responsables qu'en cas de faute lourde et personnelle ». Un simple avis, même erroné, donné de bonne foi, n'engage pas celui qui le donne. Mais un conseil entaché de *dol* oblige nécessairement celui qui s'est rendu coupable à réparer le préjudice causé; or, la faute *lourde*, d'après une règle traditionnelle, a toujours été assimilée au *dol*.

145. En dehors de ces fonctions consultatives, les contrôleurs ont une mission de surveillance très précise. Ils doivent vérifier les livres et l'état de situation présenté par le débiteur, et surveiller les actes des liquidateurs; dans ce but, ils peuvent se faire présenter les livres par ces derniers, voire même les astreindre, à toute époque de la procédure, à rendre leurs comptes. — A ce second point de vue, les contrôleurs sont tenus d'une obligation légale bien définie; aussi, en cas de manquement, pourraient-ils être condamnés à des dommages-intérêts envers la masse.

#### ART. 3. — Du juge-commissaire.

146. Il est nécessaire que le tribunal de commerce exerce, par l'intermédiaire d'un de ses membres, une surveillance active et continue sur les opérations de la faillite. Aussi rencontre-t-on, dans presque toutes les législations, un juge ou un fonctionnaire ayant des attributions analogues au juge-commissaire du code français, et ce, même dans les législations qui organisent, auprès des syndics, un comité de créanciers chargé de contrôler les actes des syndics et même de les autoriser en certains cas. — Aussi la loi du 4 mars 1889 qui, par ses art. 9 et 13, a introduit dans notre législation, avec un caractère facultatif, il est vrai, cette institution d'un comité de contrôle, ayant pour mission de surveiller la gestion des liquidateurs judiciaires ou des syndics, si la faillite vient à être déclarée, loin de supprimer le juge-commissaire, a-t-elle placé obligatoirement auprès des liquidateurs judiciaires un juge-commissaire investi de pouvoirs analogues à ceux du juge-commissaire à la faillite déclarée. Aux termes de l'art. 4 de la loi, le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire doit, en même temps, à l'instar du jugement déclaratif de faillite, désigner un juge-commissaire choisi parmi les membres du tribunal. — Ses fonctions sont, pour ainsi dire, calquées sur celles du juge-commissaire à la faillite. C'est ainsi que le juge-commissaire à la liquidation a pour mission de surveiller les actes des liquidateurs, d'autoriser les liquidateurs à vendre les objets sujets à déperissement (art. 6), d'autoriser le débiteur lui-même à continuer, avec l'assistance des liquidateurs, l'exploitation de son commerce ou de son industrie (Même article), à accomplir tous actes de désistement, de renonciation ou d'acquisition, à transiger sur tout litige dont la valeur n'excède pas 1500 fr. (art. 7), etc. (V. *supra*, n° 99). C'est à lui qu'il appartient, d'autre part, de convoquer les assemblées des créanciers et de les présider, qu'il s'agisse de l'assemblée dans laquelle les créanciers sont appelés à donner leur avis sur la nomination des liquidateurs définitifs, et sur l'opportunité de l'élection, parmi eux, d'un ou de deux contrôleurs (art. 9), des assemblées de vérification des créances (art. 12), ou de l'assemblée concordataire (art. 14).

#### ART. 4. — Du tribunal de commerce. — Compétence.

147. — V. *infra*, chap. 3, sect. 5, 8 et 16.

#### ART. 5. — Assemblées des créanciers.

148. — V. *infra*, sect. 5 et 6. — V. aussi chap. 3, *infra*, sect. 8, 9, 11 et 12.

#### SECT. 5. — PROCÉDURE PRÉPARATOIRE A LA SOLUTION.

149. Aux termes de l'art. 455 c. com., par le jugement qui déclare la faillite, le tribunal ordonne l'apposition des scellés et l'incarcération du failli; l'art. 456 autorise cependant le tribunal à lui accorder un sauf-conduit provi-

soire (V. *infra*, chap. 3, sect. 6). — Il est incontestable que ces dispositions sont inapplicables au liquidé; que celui-ci n'est pas assujéti à l'incarcération; qu'il n'a pas, dès lors, à solliciter de sauf-conduit, et qu'il n'y a pas lieu à l'apposition des scellés. De telles mesures sont, en effet, incompatibles avec ce principe, qui domine la loi nouvelle, d'après lequel le liquidé n'est pas en état de dessaisissement (Lecomte, n° 430, p. 484; Frémont et Camberlin, t. 1, n° 472; Goirand et Périer, p. 78). — Mais le liquidateur n'en est pas moins tenu de prendre, dès le début de la procédure, certaines mesures destinées à sauvegarder les droits de la masse.

#### ART. 1<sup>er</sup>. — Constatation de l'actif.

**150.** Les liquidateurs provisoires, avisés de leur nomination par le greffier, doivent, dans les vingt-quatre heures, arrêter et signer les livres du débiteur (art. 4), et dresser, dans le même délai, l'inventaire en présence du débiteur. Sur la confection de cet inventaire, V. *infra*, chap. 3, sect. 8, art. 1<sup>er</sup>. — Dans le même délai, ils sont tenus de requérir les inscriptions d'hypothèques mentionnées à l'art. 490 c. com. (V. *supra*, n° 117).

Dans la quinzaine de leur entrée en fonctions, les liquidateurs doivent remettre au juge-commissaire un rapport sur l'état apparent de la liquidation judiciaire et sur ses causes (art. 482 c. com.). — Quant aux fonctions des liquidateurs et aux actes pour lesquels leur assistance est nécessaire, V. *supra*, n° 96 et suiv., 124 et suiv.

#### ART. 2. — Constatation du passif. — Vérification des créances.

**151.** Les règles concernant la vérification des créances sont de deux sortes : les unes se réfèrent aux délais de production tant des créanciers français que de ceux domiciliés à l'étranger, les autres concernent les conditions et formes de la vérification. — La loi du 4 mars 1889 a innové sur le premier point, et réduit notablement les délais, d'ailleurs excessifs eu égard à la rapidité des communications, impartis par le code de commerce aux créanciers pour produire à la faillite. Sur le second point, elle a maintenu sans modifications le droit antérieur.

**152.** A dater du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, les créanciers peuvent remettre leurs titres, soit au greffe, soit entre les mains des liquidateurs, en y joignant un bordereau énonçant leurs nom, prénoms, profession et domicile, le montant et les causes de leurs créances, les privilèges, hypothèques ou gages dont elles sont munies (art. 11). Ils sont avisés de l'ouverture de la liquidation tant par la publicité du jugement que par les convocations individuelles que le greffier doit leur adresser, dans les trois jours du jugement, à l'effet de se rendre à la première assemblée de créanciers, dont la réunion doit avoir lieu dans la quinzaine (art. 9) : le jour exact de cette assemblée, destinée à l'examen de la situation du débiteur, au vote sur la nomination des liquidateurs définitifs (simple avis) et à l'élection des contrôleurs, est fixé par le juge-commissaire et porté à la connaissance de chaque créancier par la lettre individuelle que le greffier doit lui adresser. A cet égard, et si ce n'est l'obligation pour le greffier de lancer les lettres de convocation dans les trois jours du jugement, la loi de 1889 n'a fait que reproduire les dispositions de la loi de 1838 (art. 462 et 492 c. com.). Le projet primitif contenait une disposition additionnelle, aux termes de laquelle « chaque créancier devait en même temps élire domicile dans le lieu où siège le tribunal. A défaut d'élection de domicile, toutes significations ou informations lui devaient être valablement faites ou données au greffe ». Mais cette disposition empruntée au droit étranger (lois hollandaise, art. 828; belge, art. 499; italienne, art. 760-3°), a été vivement combattue par la commission du Sénat, et supprimée à la suite des observations du rapporteur, M. Demôle (V. D. P. 89. 4. 18, note 1).

**153.** Quant aux délais, la Chambre des députés et le Sénat, d'un commun accord, en ont réduit notablement la durée. Sous le régime des faillites, la vérification ne peut commencer avant qu'une première assemblée ait statué sur la nomination du syndic, soit un délai de quinze jours; puis, les créanciers sont convoqués immédiatement (expression

très élastique, ainsi qu'on l'a justement fait observer), à l'effet de se présenter dans les vingt jours; délai minimum qui, pour les créanciers éloignés, doit être augmenté d'un jour pour cinq myriamètres. Dans les trois jours de l'expiration de ces délais, la vérification commence; elle peut se prolonger pendant une durée indéterminée. Théoriquement, et en supposant qu'il n'y ait pas de créanciers domiciliés au delà de 50 kilomètres, cette procédure pourrait ne pas durer plus de cinq semaines; mais dans la pratique, et en admettant les circonstances les plus favorables, elle se prolonge deux fois plus. Au regard des créanciers domiciliés à l'étranger, le délai est augmenté, conformément aux règles de l'art. 73 c. proc. civ.; ce qui représente un délai supplémentaire de cinq mois pour les créanciers domiciliés aux Indes ou en Amérique, délai qui paraît exagéré, à notre époque, en raison des progrès de la navigation à vapeur.

**154.** La procédure de liquidation judiciaire n'atteint vraiment son but qu'à la condition d'être rapide. C'est pourquoi la loi de 1889, s'inspirant des mesures consacrées par plusieurs législations étrangères même en matière de faillite, (loi allemande, art. 102; loi italienne, art. 691), a réduit les délais de production, supprimé les délais de distance pour les créanciers domiciliés en France et laissé au juge-commissaire le soin de fixer en toute liberté la durée du délai supplémentaire à impartir aux créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France. Le législateur de 1889 n'a pas cependant, à l'instar de certaines législations étrangères (loi anglaise, loi belge de 1887 sur le concordat préventif), abrégé les délais au point de réduire la vérification à un examen sommaire des titres de chacun, dénué de toutes garanties; il a cru devoir, au contraire, séparer nettement les assemblées de vérification (deux assemblées, à quinze jours d'intervalle) de l'assemblée préparatoire d'une part, dans laquelle les créanciers présumés sont simplement appelés à donner leur avis sur la nomination des liquidateurs et à élire des contrôleurs, et de l'assemblée concordataire d'autre part, laquelle n'a lieu que quinze jours après la dernière assemblée de vérification. Cette organisation présente donc toutes les garanties désirables, et il est permis de regretter qu'elle n'ait pas été étendue à la faillite. Voici d'ailleurs, brièvement résumée, quelle est la marche de la procédure. — Aussitôt après la première assemblée, ou le lendemain au plus tard, les créanciers sont de nouveau convoqués, en la même forme, pour la première assemblée de vérification; le lendemain des opérations de cette première assemblée, il est adressé, en la forme prescrite par l'art. 9, une nouvelle convocation individuelle, invitant ceux qui n'ont pas produit à effectuer leur production, et les prévenant que la seconde assemblée de vérification, à laquelle ils sont convoqués, sera la dernière. Cette assemblée a lieu, de droit, quinze jours après la première; comme il se peut que cette première assemblée ait duré plus d'un jour, ce n'est que quinze jours après la dernière séance de la première assemblée que se tiendra la seconde réunion (Conf. Goirand et Périer, t. 1, p. 141). C'est dans cette seconde assemblée que le juge-commissaire doit prononcer la clôture de la vérification : il est dressé du tout procès-verbal.

**155.** Toutefois, et par exception, les liquidateurs peuvent obtenir du juge-commissaire la convocation d'une troisième assemblée dans une hypothèse unique, à savoir si des effets de commerce souscrits ou endossés par le débiteur et non encore échus au moment de la seconde assemblée, sont en circulation. Voici en quels termes le rapporteur de la loi à la Chambre des députés justifiait cette disposition de faveur : « Il n'y aura, le plus souvent, que deux assemblées de vérification. Cependant nous avons pensé que les porteurs d'effets en circulation pourraient ignorer la cessation des paiements et se trouver dans l'impossibilité de produire, à raison des courts délais que nous avons imposés à la vérification, et nous avons inscrit dans l'art. 449 (art. 13 de la loi) la faculté pour le liquidateur, si ces titres ne sont pas échus au moment de la deuxième assemblée de vérification, d'en provoquer une nouvelle » (V. D. P. 89. 4. 19, note 1).

**156.** Mais la requête à fin d'obtenir la convocation d'une assemblée supplémentaire doit être présentée avant le prononcé de la clôture de la vérification. Jugé, en ce sens, que

le créancier admis au passif d'une liquidation judiciaire, qui ne s'est point présenté pour affirmer sa créance, ne peut, après la clôture des opérations, demander la convocation d'une assemblée supplémentaire (Trib. com. Seine, 27 avr. 1889) (1); il est déchu de ses droits et ne saurait être admis à participer aux délibérations sur les propositions de concordat (V. Lecomte, n° 491, p. 534; Frémont et Camberlin, t. 1, n° 235; Trib. com. Seine, 22 juin 1889, aff. Noël, *infra*, n° 162).

**157.** En ce qui concerne les conditions et formes de la vérification et de l'affirmation des créances, les dispositions du code de commerce ont été maintenues sans modification (V. *infra*, chap. 3, sect. 8, art. 5), si ce n'est qu'aux termes de l'art. 12, § 2, et par dérogation à l'art. 407 c. com., la vérification et l'affirmation des créances ont lieu *dans la même réunion* (V. D. P. 89. 4. 18, note 1).

**158.** Les dispositions du code de commerce non abrogées par la loi du 4 mars 1889 étant applicables à la liquidation judiciaire comme à la faillite, il y a lieu d'appliquer l'art. 503 c. com. aux créanciers retardataires. En conséquence, la voie de l'opposition leur sera ouverte jusqu'à la distribution des deniers inclusivement; mais les frais de l'opposition demeureront toujours à leur charge (Trib. com. Marseille, 2 juill. 1889, *Journal des faillites*, 1890, p. 77). — Quant au jugement des contestations, à l'admission provisionnelle, etc., V. art. 499 et 500 c. com. (*infra*, chap. 3, sect. 8, art. 5).

#### SECT. 6. — DES SOLUTIONS DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE.

**159.** D'après le projet primitif, le débiteur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire se trouvait dans l'alternative ou d'obtenir un concordat, ou d'encourir la faillite. Mais, ainsi que nous l'avons indiqué *supra*, n° 17 et suiv., cette alternative rigoureuse a été supprimée par la commission du Sénat, et aujourd'hui, le liquidé n'est pas nécessairement déclaré en faillite en cas de rejet par les créanciers, ou de refus d'homologation par le tribunal, des propositions concordataires : en ce cas, aux termes de l'art. 19-2° (V. *infra*, sect. 6), la conversion de la liquidation judiciaire est

simplement *facultative* pour le tribunal, et, si la faillite n'est pas déclarée, la liquidation judiciaire se poursuit jusqu'à la réalisation et la répartition de l'actif, qui s'opèrent suivant les règles de l'union. Il existe donc trois solutions de la liquidation judiciaire : 1° le concordat; 2° l'union; 3° la conversion de la liquidation judiciaire en faillite.

#### ART. 1<sup>er</sup>. — Du concordat.

**160.** Après la clôture de la vérification des créances, et dans le délai imparti par l'art. 14, les créanciers sont appelés à délibérer sur les propositions de concordat émises du liquidé. Comme en cas de faillite, le concordat doit être voté à une double majorité et homologué par le tribunal; comme en cas de faillite, le concordat peut être un concordat simple ou par abandon d'actif.

**161.** La loi du 4 mars 1889 n'apporte aux dispositions du code de commerce qu'une seule modification, d'ailleurs étendue à la faillite par l'art. 20, consistant dans la substitution de la majorité des *deux tiers* à la majorité des *trois quarts* en sommes (art. 15, § 1<sup>er</sup>). (V. les motifs donnés par M. Laroze, dans son rapport du 16 juin 1887, pour justifier cette innovation D. P. 89. 4. 19, note 3). — Sur la *légalité comparée* en cette matière, V. *infra*, chap. 3, sect. 9. V. aussi Thaller, t. 2, p. 216 et suiv.

**162.** A tous autres égards, les dispositions du code de commerce continuent à s'appliquer sans aucun changement, qu'il s'agisse de faillite ou de liquidation judiciaire. Nous en présenterons le commentaire à propos de la faillite (V. *infra*, chap. 3, sect. 9). Il nous suffira de signaler ici quelques décisions contenant certaines applications intéressantes des principes consacrés par la jurisprudence antérieure en matière de faillite. — Jugé notamment, sous l'empire de la loi du 4 mars 1889 : 1° que les créanciers admis définitivement ou par provision, avant la clôture de la procédure de vérification et d'affirmation des créances, doivent seuls être admis à délibérer sur les propositions du concordat (Trib. com. Seine, 22 juin 1889) (2); — 2° Que le traité qui intervient entre les créanciers et un commerçant après le jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire n'a pas le caractère d'un concordat amiable, mais bien d'un concordat

(1) (Moullé C. Hécaen ès nom.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que Moullé jeune, créancier de la dame Giraudeau, demande qu'il soit relevé de la déchéance par lui encourue, qu'il soit procédé à la convocation d'une nouvelle assemblée de vérification, conformément au troisième paragraphe de l'art. 13 de la loi du 4 mars 1889, et son admission au passif pour la somme de 12.226 fr., montant de sa créance; — Sur la demande en relevé de déchéance et en convocation d'une nouvelle assemblée : — Attendu qu'il est établi que Moullé jeune a produit à la liquidation judiciaire de la dame Giraudeau pour une somme de 12.226 fr.; que le liquidateur n'a admis sa créance qu'à concurrence de 11.254 fr.; — Attendu que l'assemblée de clôture des affirmations a eu lieu le 23 avr. 1889; que Moullé jeune, régulièrement convoqué aux deux assemblées de vérification qui ont eu lieu, ne s'est pas présenté pour affirmer sa créance admise, ni pour demander la convocation d'une nouvelle assemblée de vérification à l'effet de reconnaître le surplus de sa créance; qu'il résulte des termes mêmes de la loi que la convocation d'une troisième assemblée ne peut avoir lieu qu'autant que cette nouvelle convocation est demandée avant le prononcé de la clôture de vérification; qu'à défaut par le défendeur de s'être conformé à la loi, la prétention qu'il élève aujourd'hui doit être rejetée; qu'il convient, au contraire, d'ordonner qu'il soit passé outre à la délibération du concordat, fixée au 7 mai prochain; — Sur la demande en admission : — Attendu que le liquidateur déclare être prêt à admettre Moullé jeune au passif, pour 11.254 fr.; qu'il y a lieu de lui en donner acte; — Attendu, quant au surplus, que Moullé jeune ne présente pas les trois traités d'ensemble 972 fr. comprises dans sa réclamation; qu'il n'y a lieu de faire droit, quant à présent, à ce chef de demande; — Par ces motifs; — Déclare le demandeur non recevable dans sa demande en relevé de déchéance et en convocation d'une nouvelle assemblée de vérification, etc.

Du 27 avr. 1889.-Trib. com. de la Seine.-MM. Regnault et Fleuret, agréés.

(2) (Noël C. liquid. Mary.) — LE TRIBUNAL; — Sur l'admission au passif de la liquidation Mary pour 67841 fr. 51 cent. : — Attendu que le montant de la créance de Noël et même sa qualité de créancier sont, quant à présent, contestés par le liquidateur; qu'en l'état, il n'est pas produit au tribunal d'éléments suffisants pour fixer cette

créance; qu'il y a lieu, de ce chef, de continuer la cause à quinzaine; — Sur le sursis au concordat : — Attendu que les convocations pour la production des créances ont eu lieu conformément aux prescriptions de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire; — Attendu que Noël a été prévenu d'avoir à produire ses titres, et qu'il a été avisé de la date des assemblées d'affirmation; — Attendu qu'il est établi que Noël a produit entre les mains du liquidateur ses titres de créances pour une somme de 67841 fr. 51 cent., et que le liquidateur, après vérification de cette production, a offert de l'admettre, quant alors, à concurrence d'une somme de 40000 fr.; — Attendu que Noël ne s'est pas présenté ni à l'une, ni à l'autre des assemblées d'affirmation pour affirmer sa créance; que le procès-verbal de la seconde assemblée d'affirmation clôturant lesdites affirmations avant concordat, ne mentionne ni la demande de Noël aux fins d'une production provisionnelle, ni aucune protestation de sa part contre la clôture; — Et attendu que les créanciers ont été, conformément à la loi, convoqués pour le 25 juin courant, à l'effet d'entendre les propositions de concordat et de délibérer sur lesdites propositions; qu'il n'y a lieu d'accorder le sursis demandé; — Sur l'admission provisionnelle aux fins de participation aux opérations du concordat : — Attendu que l'art. 14 de la loi du 4 mars 1889 prescrit qu'après la clôture de la vérification des créances qui aura eu lieu dans les conditions indiquées par l'art. 13, tous les créanciers vérifiés ou admis par provision seront réunis pour entendre les propositions de concordat et en délibérer; qu'il découle bien de cette prescription que les créanciers admis définitivement ou par provision avant la clôture des affirmations seront seuls appelés à entendre les propositions de concordat et à délibérer sur ces propositions; — Et attendu qu'il ressort de ce qui a été dit plus haut que Noël ne se trouve pas dans les conditions requises; que, dès lors, sa demande aux fins susdites doit être repoussée, et ce conformément aux conclusions du liquidateur; — Par ces motifs; — Continue la cause à quinzaine quant à la demande en admission au passif de la liquidation Mary pour la somme de 67841 fr. 51 cent.; — Déclare Noël non recevable tant en sa demande de sursis au concordat qu'en ses conclusions à fin d'admission provisionnelle, l'en déboute.

Du 22 juin 1889.-Trib. com. Seine.-MM. Garbe et Richardière, agréés.

judiciaire (Trib. civ. de Toulouse, 30 juin 1890) (1), ... assujéti à toutes les règles du concordat après faillite, et notamment à l'application de l'art. 545 c. com., aux termes duquel, nonobstant le concordat, les créanciers conservent leur action pour la totalité de leurs créances contre les coobligés du failli (Même jugement).

163. Sur la taxe des frais des liquidateurs, V. *infra*, chap. 3, sect. 8, 9 et 13. — Sur la nullité des concordats amiables postérieurs à l'ouverture de la liquidation judiciaire, V. *infra*, chap. 3, sect. 9, art. 4. — Sur le concordat par abandon d'actif, V. *infra*, chap. 3, sect. 9, art. 2.

#### ART. 2. — De l'union.

164. Si le débiteur n'obtient pas de concordat, et que le tribunal estime qu'il n'y a pas lieu de déclarer la faillite, la réalisation et la répartition de l'actif se feront conformément aux dispositions de l'art. 15, § 2 de la loi du 4 mars 1889 (art. 19-2°. Même loi). Cet art. 15 renvoyant à l'art. 541 sur le concordat par abandon d'actif, et l'art. 541 lui-même renvoyant aux art. 529 et suiv., c'est-à-dire à la procédure de l'union, qui implique réalisation de l'actif par les soins des syndics, il s'ensuit nécessairement, bien que le législateur de 1889 ait omis de s'en expliquer formellement, qu'à la suite du rejet du concordat, la mission des liquidateurs change absolument de caractère : simples curateurs jusqu'à là, ils deviennent de véritables *liquidateurs* au sens propre du mot, et se comportent en définitive comme de véritables syndics. Logiquement, la liquidation judiciaire aurait dû prendre fin par l'échec des propositions concordataires, et faire place à la faillite ; par faveur pour les débiteurs de bonne foi, et afin de les exonérer des déchéances attachées à l'état de faillite déclarée, le législateur de 1889 a cru devoir conférer au juge la faculté de ne pas déclarer la faillite ; mais le liquidé n'en est pas moins, à dater de ce jour, en état virtuel de faillite, et au point de vue pratique, il n'existe, quant à la procédure à suivre, aucune différence

(1) (Amat C. Marion). — LE TRIBUNAL : — Attendu qu'Amat, créancier de la dame Marion, née Goulesque, en vertu d'un jugement contradictoire et définitif rendu par le tribunal de commerce de Toulouse, à la date du 7 juin 1889, exerçant les droits et actions de sa débitrice, demande le partage des immeubles que celle-ci possède indivisément avec son mari dans la commune de Venerque ; — Attendu que les époux Marion repoussent cette demande en soutenant que la dette envers Amat a été contractée conjointement par la femme et le mari, que ce dernier, qui était boucher, a été, postérieurement à cette dette, mis en état de liquidation judiciaire ; qu'un concordat est intervenu, le 22 juill. 1889, entre Marion et la majorité de ses créanciers, dont le sieur Amat était, sans réserve de sa part ; que ce concordat a été homologué le 12 août 1889 ; que l'effet de ce concordat a été de libérer le débiteur principal, Marion, de la différence entre le montant du chiffre de la dette concordataire et le chiffre de la dette antérieure au concordat, et, comme conséquence, la dame Marion donneur d'aval ; — Attendu que la prétention des époux Marion ne peut être accueillie ; qu'on ne peut assimiler le concordat intervenu le 22 juill. 1889, après la mise en liquidation judiciaire de Marion, au concordat amiable qui intervient avant la déclaration de la faillite entre le débiteur et ses créanciers ; que, dans ce dernier cas, l'accord est le résultat d'un concours unanime de volontés librement données ; qu'il constitue une convention purement privée, et que les réductions consenties par les créanciers sur le montant de leurs créances libèrent d'autant le débiteur qui peut invoquer, en sa faveur, les dispositions des art. 1285 et 1287 c. civ. sur la remise de la dette ; — Attendu que tout autre est le concordat judiciaire qui, étant formé dans les conditions déterminées par les art. 507 et 509 c. com., s'impose aux créanciers même non adhérents, lorsque l'homologation en a été prononcée par le tribunal compétent, de telle sorte que le concordat ainsi poursuivi devant le juge est l'œuvre de la justice elle-même ; — Attendu que les effets de ce concordat à l'égard des coobligés du failli sont réglés par l'art. 545 c. com., qui conserve aux créanciers leur action pour la totalité de leur créance contre ces coobligés ; — Attendu que la question du litige actuel est de savoir si le traité intervenu entre les créanciers et un commerçant après la mise en liquidation judiciaire de ce dernier, a le caractère et les effets d'un concordat judiciaire ou bien s'il doit être assimilé à un concordat amiable ; — Attendu que l'art. 15 de la loi du 4 mars 1889 portant modification de la législation des faillites, reproduit, en ce qui touche le traité entre les créanciers et le débiteur, les dispositions de l'art. 507 c. com., et qu'il soumet ce traité à l'homologation du tribunal ; que l'art. 26 de

entre l'union consécutive à un jugement déclaratif de faillite, et l'union conséquence du rejet des propositions de concordat formulées par un liquidé, que le tribunal a cru devoir affranchir de la faillite. Sur cette procédure, V. *infra*, chap. 3, sect. 11.

165. Lorsque le refus de concordat n'est pas suivi de faillite, la liquidation peut devenir sans objet pour cause d'insuffisance d'actif. En ce cas, il n'est pas douteux que le tribunal pourra prononcer la clôture de la liquidation pour cause d'insuffisance d'actif, conformément aux art. 527 et suiv. c. com. — Sur les effets de ce jugement de clôture, V. *infra*, chap. 3, sect. 10.

#### ART. 3. — Conversion de la liquidation judiciaire en faillite.

166. La transformation ou conversion de la liquidation judiciaire en faillite est tantôt *obligatoire*, tantôt *facultative*, c'est-à-dire laissée à la libre appréciation du tribunal.

167. La conversion de la liquidation judiciaire en faillite est *facultative* pour le tribunal dans deux cas : — 1° S'il est reconnu que la requête à fin de liquidation judiciaire n'a pas été présentée dans les quinze jours de la cessation des paiements. — Logiquement cette circonstance devrait être une cause *obligatoire* de conversion ; mais, ainsi qu'on l'a vu précédemment, le législateur de 1889 a cru devoir, par faveur pour les débiteurs de bonne foi, laisser au tribunal la faculté d'affranchir le liquidé de la faillite. V. *supra*, n° 74 et suiv. — Jugé, relativement à cette première cause de conversion, qu'il ne suffit pas au créancier qui sollicite la conversion de la liquidation judiciaire en faillite d'établir que son débiteur se trouvait, plus de quinze jours avant le dépôt de la requête, dans un état de gêne manifeste, et ne soutenait son crédit qu'à l'aide de renouvellements d'effets ; qu'il faut que sa demande repose sur des faits positifs, poursuites ou autres actes établissant d'une manière non équivoque son état de cessation de paiements (Trib. civ. Sedan, 14 mars 1890 (2)).

cette même loi déclare communes à la liquidation judiciaire et à l'état de faillite les dispositions des paragraphes 1, 3 et 4 de l'art. 15 susvisé ; — Attendu, enfin, que l'art. 24 porte que les dispositions du code de commerce, qui ne sont pas modifiées par la présente loi, continueront à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite ; — Attendu que des dispositions précitées il résulte que le législateur n'a pas eu la pensée de donner au traité qui intervient, après la liquidation judiciaire, entre le commerçant et ses créanciers, une portée et un caractère différents du traité ou concordat qui suit la déclaration de faillite ; que, tout au contraire, il a marqué sa volonté d'établir entre ces deux traités une véritable assimilation ; que, par suite, en matière de liquidation judiciaire, comme dans le cas de faillite, la disposition de l'art. 545 reçoit son application ; — Attendu, en conséquence, qu'il convient de déclarer Amat créancier de la dame Marion et de rejeter l'exception que celle-ci oppose à la demande en partage formée par son créancier ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, etc. . .

Du 30 juin 1890.-Trib. civ. de Toulouse.

(2) (Collomb C. Dreux). — LE TRIBUNAL : — Attendu que par jugement de ce tribunal en date du 12 déc. 1889, la demoiselle Dreux, aujourd'hui épouse Jacob, a été déclarée en état de liquidation judiciaire et le sieur Paris, huissier à Sedan, nommé liquidateur ; — Attendu que Collomb soutient d'abord que Paris est qualifié n'aurait pas effectué le dépôt et la communication du rapport prescrit par l'art. 483 c. com. ; qu'il prétend, en outre, faire retirer à la défenderesse, sa débitrice, le bénéfice de la liquidation judiciaire en excipant : 1° de la déchéance prononcée par l'art. 19, § 1 et 2, de la loi du 4 mars 1889 ; 2° de l'indignité prévue aux paragraphes 1 et 4 dudit article ; — En ce qui touche le défaut de dépôt et de communication du rapport prescrit par l'art. 482 c. com. : — Attendu qu'aux termes de l'art. 24 de la loi du 4 mars 1889 toutes les dispositions du code de commerce non modifiées par ladite loi doivent continuer à recevoir leur application en cas de liquidation comme en cas de faillite ; — Attendu que la loi nouvelle n'a apporté aucune modification à l'art. 482 c. com. ; qu'il faut en conclure que, soit au point de vue de l'intérêt général et de l'ordre public, soit en prévision et en garantie des actions réservées par l'art. 19 de ladite loi, l'art. 482 est aussi bien applicable et non moins nécessaire à la liquidation judiciaire qu'à la faillite ; qu'il échet, en conséquence, d'ordonner la remise du rapport dont s'agit ; — En ce qui concerne la déchéance prononcée par les § 1 et 2 de l'art. 19 de la loi du 4 mars 1889 : — Attendu qu'aux termes des deux

**168.** — 2° Si le débiteur n'a pas obtenu de concordat. — Dans le projet primitif, ainsi que nous l'avons indiqué *suprà*, n° 34, le refus de concordat au débiteur obligeait le tribunal à déclarer sa faillite. La commission du Sénat fit à cet égard les observations suivantes qui furent accueillies : « ... Nous ne pouvons admettre qu'au cas prévu par le numéro 3 du deuxième paragraphe de l'art. 19, c'est-à-dire par le seul fait que le débiteur n'aura pas obtenu de concordat, il y ait obligation pour le tribunal d'en faire un failli. Nous pensons qu'un débiteur auquel la liquidation judiciaire aura été justement accordée n'encourt pas nécessairement une déchéance morale, parce qu'il lui a été impossible d'arriver à un traité avec ses créanciers. Si donc, comme votre commission l'a exposé au début de ce rapport, la liquidation judiciaire est instituée au profit du commerçant malheureux contre lequel on ne peut invoquer ni dol, ni fraude, ni faute lourde, pourquoi abandonner cette idée de justice et d'humanité, par cela seul que la tentative de concordat n'a pas abouti? Sans doute, il pourra arriver que l'échec de cette tentative tienne à des causes plus ou moins imputables à la gestion du débiteur et révèle, à sa charge, des faits qui ne permettent pas de lui conserver le bénéfice de la liquidation. Mais s'il en est autrement, si le concordat échoue devant l'opposition systématique d'un créancier exigeant ou aigri? Ou bien encore si le débiteur, ruiné par le fait d'un tiers, se refuse à prendre des engagements qu'il sait ne pouvoir pas tenir? Est-ce que, dans ces circons-

tances et dans d'autres qu'on pourrait citer, il y a une raison suffisante pour infliger la dégradation de la faillite à un homme qui n'a pas cessé, dans son malheur, d'être digne de l'intérêt auquel il a fait appel? A la question ainsi posée, votre commission répond négativement. Nous vous proposons en conséquence de ranger le 3° de l'énumération du deuxième paragraphe parmi les cas où le tribunal aura la faculté d'apprécier s'il y a lieu à déclarer la faillite. Et alors, si la faillite n'est pas déclarée, nous disons que l'état de liquidation judiciaire continuera jusqu'à la réalisation et répartition de l'actif, ces opérations devant être accomplies conformément aux prescriptions du deuxième alinéa de l'art. 15 » (Rapport de M. Demôle, D. P. 89. 4. 20, note 2. Comp. Sedan, 14 mars 1890, cité *suprà*, n° 167).

**169.** La conversion de la liquidation judiciaire en faillite est, au contraire, *obligatoire* dans les cas suivants : 1° Si, depuis la cessation des paiements ou dans les dix jours précédents, le débiteur a consenti l'un des actes mentionnés dans les art. 446 à 449 c. com., et que la nullité de cet acte ait été prononcée par la juridiction compétente (art. 19, § 2-1°). — Sur les difficultés que présente l'interprétation de cette disposition, V. *suprà*, n° 149. — Jugé à cet égard que le tribunal est tenu de déclarer la faillite du liquidé qui a consenti l'un des actes mentionnés dans les articles précités, lorsque la nullité en a été judiciairement prononcée (Nancy, 2 juill. 1889, *suprà*, n° 74; Besançon, 20 nov. 1889 (1); Sedan, 14 mars 1890, cité *suprà*, n° 167).

paragraphe susvisé, la faillite peut être déclarée par le tribunal soit d'office, soit sur la poursuite des créanciers : 1° s'il est reconnu que la requête à fin de liquidation judiciaire exigée par l'art. 2 n'a pas été présentée dans les quinze jours de la cessation des paiements; 2° si le débiteur n'obtient pas de concordat; — Attendu que Collomb soutient que du bilan, de l'inventaire, de la vente mobilière et des créances vérifiées et affirmées il résulterait que la demoiselle Dreux aurait cessé ses paiements avant le 27 nov. 1889; qu'il justifie par la correspondance versée au procès qu'elle a été forcée d'avoir recours à des renouvellements d'effets pour continuer ses affaires; — Mais attendu tout d'abord que la réalisation des marchandises a produit un chiffre équivalant à peu près à celui de l'estimation faite à environ 25 0/0 en dessous du prix d'achat; que ce rabais s'explique d'ailleurs par la nature de la vente et ne doit pas étonner Collomb qui avait été avisé par la demoiselle Dreux que partie de ses marchandises n'était pas de saison ou de vente; — Attendu, d'autre part, qu'il ne suffit pas d'établir que la défenderesse était dans un état de gêne et ne soutenait son crédit qu'à l'aide de prorogations ou de renouvellements d'effets; que la position de fortune d'un failli ne saurait être prise en considération alors qu'il est resté à la tête de ses affaires, qu'il a continué ses opérations commerciales et fait un certain nombre de paiements; qu'il faut que l'état de faillite repose sur des faits positifs, des poursuites ou autres actes établissant une cessation de paiements; que le seul protêt dressé contre la défenderesse porte la date du 14 déc. 1889, et que c'est le lendemain 12 déc. que le tribunal l'a déclarée, sur sa requête, en état de liquidation judiciaire; qu'il suit donc de ce qui précède que la dame Jacob-Dreux était dans les conditions voulues par l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889, et que, dès lors, les prétentions de Collomb ne sauraient être accueillies; — Attendu, en ce qui concerne sa situation de liquidée non concordataire, que les termes de la loi à cet égard ne sont pas impératifs et qu'au surplus il n'existe de ce chef dans la cause aucune raison ni présomption d'aucune sorte pour motiver la déclaration de faillite; — A l'égard de la prétendue application à faire des paragraphes 1 et 4 de la seconde partie de l'art. 19 ci-dessus visé : — Attendu que, pour rendre applicables à la défenderesse lesdits paragraphes 1 et 4, il faudrait, au préalable, que la nullité des actes incriminés eût été prononcée soit en vertu des art. 446 et suiv. c. com., soit à la suite d'une décision judiciaire basée sur les art. 585 et 586 qui les aurait reconnus frauduleux ou délictueux; qu'aucune de ces conditions n'existe dans la cause; que l'action de Collomb est donc tout au moins prématurée et que le tribunal ne peut que lui réserver tous ses droits sur ce point; — Par ces motifs, etc. ...

Du 14 mars 1890. — Trib. civ. de Sedan. — MM. François et Villet, av.

payements; qu'indépendamment des jugements encore frappés d'appel et ayant acquis l'autorité de la chose jugée, on peut citer deux arrêts de cette cour en date du 29 juillet dernier, dont l'un contre l'appelant lui-même, et un autre rendu à l'audience de ce jour contre les sieurs Grandin frères, jugements et arrêts intervenus sur la demande de Laporte assisté de son liquidateur; que, dans ces conditions, Frasson demande que Laporte soit déclaré en faillite conformément aux prescriptions de l'art. 19 de la loi du 5 mars; — Attendu que les termes de cet article sont formels; que, si le premier paragraphe indique deux cas où cette déclaration est facultative pour les tribunaux, le second paragraphe énumère les cas où elle est obligatoire; qu'un nombre des cas visés dans ce dernier paragraphe se trouve celui où le débiteur aurait consenti l'un des actes mentionnés dans les art. 446, 447, 448 et 449 c. com., pourvu que la nullité ait été prononcée par les tribunaux ou reconnue par les parties; que les tribunaux, dont le devoir est de déclarer même d'office la faillite dans ce cas, ne peuvent, en se fondant sur des considérations d'intérêt qu'il ne leur appartient pas d'examiner, rejeter la demande qui leur est portée par un créancier; — Attendu qu'il n'y a pas de distinction à faire entre les débiteurs dont la cessation de paiements est postérieure à la loi du 5 mars 1889 et ceux qui, étant déjà dans cet état avant la promulgation de cette loi, ont bénéficié, comme Laporte, des dispositions transitoires de l'art. 25; qu'en ne tenant pas compte du temps plus ou moins long qui s'était écoulé pour ces débiteurs depuis le jour de la cessation de leurs paiements et en stipulant que le délai de quinzaine dans lequel ils seraient admis à présenter requête, ne courrait pour eux que du jour de la promulgation de la loi, le législateur leur a accordé une faveur qui ne peut être étendue au delà; qu'il les a admis, en les relevant de la déchéance du terme, à bénéficier de la loi qui, sans cette disposition, n'aurait pu être réclamée par eux; mais qu'il n'a pas entendu les placer dans une situation plus favorable sous les autres rapports que les autres débiteurs, leur créer une situation privilégiée et les relever des autres causes de déchéance qu'ils auraient encourues; que la suppression des mots *depuis moins de trois mois*, qui se trouvent dans le texte primitif et qui ont disparu de la rédaction définitive, ne peut avoir produit cet effet; qu'on n'a pas à se demander quel est le nombre des débiteurs qui auront pu profiter de cette disposition, et s'il est ou non probable que la plupart n'auront pu prolonger leur existence commerciale que par des moyens condamnés par la loi; que toute controverse, du reste, s'il pouvait en exister sur un texte aussi clair, cesserait devant l'interprétation donnée au Sénat par le rapporteur de la loi, qui dit qu'il s'agissait de permettre à des débiteurs de soumettre leur situation au juge en vue d'obtenir, s'ils ne se trouvaient, d'ailleurs, dans aucune condition d'exclusion, le bénéfice de l'institution nouvelle; — Attendu qu'il résulte des faits rapportés plus haut qu'ici la condition d'exclusion existe et que, dès lors, la faillite doit être déclarée; que les autres causes ne paraissent pas justifiées, l'exagération de l'actif ne paraissant provenir que d'une évaluation trop favorable des biens du débiteur et d'une simulation de sa part; — Attendu qu'en matière de faillite, la cour, si elle ne retient pas l'exécution de l'arrêt, renvoyer les parties devant le tribunal du domicile du failli

(1) (Frasson C. Laporte.) — La cour; — Attendu que Laporte qui, d'après la décision judiciaire intervenue, était en état de cessation de paiements depuis le 18 juill. 1887, a obtenu, à la date du 9 mars 1889, le bénéfice de la liquidation judiciaire en invoquant les dispositions transitoires contenues dans l'art. 25 de la loi du 4 mars 1889; que, depuis cette époque, il est intervenu divers jugements et arrêts ordonnant, conformément à l'art. 447 c. com., le rapport à la masse de diverses sommes payées par Laporte pendant la période suspecte à des créanciers connaissant l'état de cessation des



Et le tribunal, étant légalement obligé, en ce cas, de déclarer *même d'office* la faillite, ne pourrait, en se fondant sur des considérations d'intérêt qu'il n'a pas qualité pour examiner, rejeter la demande en déclaration de faillite formée par un créancier (Arrêt précité du 20 nov. 1889). A cet égard, d'ailleurs, aucune distinction ne peut être faite entre les débiteurs dont la cessation de paiements est postérieure à la promulgation de la loi du 4 mars 1889, et ceux qui, ayant déjà cessé leurs paiements avant cette date, auraient bénéficié des dispositions transitoires de l'art. 24 (Même arrêt).

**170.** Si le renvoi aux art. 446 et 447 s'explique aisément, dès l'instant que l'on admet l'application de ces articles en dehors de toute faillite déclarée (V. *supra*, n° 149 et suiv.), le renvoi aux art. 448 et 449 comporte au contraire quelques explications.

En ce qui concerne l'art. 448, il nous paraît manifeste que la loi n'a eu en vue que le paragraphe 2 dudit article : il faut supposer qu'une inscription hypothécaire est annulée comme ayant été prise tardivement ; ce seul fait oblige le tribunal à déclarer la faillite. Il est permis de critiquer une disposition qui a pour effet de rendre le liquidé responsable de la négligence du créancier, alors surtout que dans bien des cas le retard apporté à l'inscription n'aura pu être frauduleusement concerté avec le débiteur. Conf. Bailly, *Annales*, 1889, 2. 65, note 3.

Le renvoi à l'art. 449 se réfère à l'hypothèse suivante : une lettre de change tirée sur un commerçant en état de cessation de paiements par un tiers, qui, par hypothèse, connaissait cet état, est acquittée, sans protêt, par le tiré le jour de l'échéance ; le paiement fait par le tiré est annulé par application de l'art. 449, c'est-à-dire que le rapport en est demandé, non point au porteur qui conserve la somme reçue, mais au tireur, qui est légalement considéré comme l'accipiens : cette annulation emporte déchéance virtuelle pour le tiré du bénéfice de la liquidation judiciaire, et obligation pour le juge de déclarer la faillite.

**171.** — 2° Lorsque le débiteur est convaincu d'une *fraude* quelconque, notamment d'avoir dissimulé ou exagéré l'actif ou le passif, omis sciemment le nom d'un ou de plusieurs créanciers, etc. Le tribunal jouit d'ailleurs d'un libre pouvoir d'appréciation pour constater la *fraude*. Cette disposition générale complète la précédente, en ce qu'elle permet de déclarer la faillite à raison d'actes tombant sous le coup des art. 446 et suiv., mais dont l'annulation pour une cause quelconque n'aurait pas été judiciairement prononcée. Il eût été assurément plus logique de s'en tenir là, au lieu de

consacrer une disposition particulière aux actes dont l'annulation aurait été prononcée, comme si cette prononciation était une condition *sine qua non* de la déchéance du bénéfice de la liquidation. — Lorsque la faillite d'un débiteur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire est déclarée par application de l'art. 19, § 2-2°, le tribunal doit faire mention expresse de la *fraude* reprochée au débiteur (Trib. civ. Seine, 1<sup>er</sup> oct. 1889, *Journal des faillites*, 1889, p. 498). C'est d'ailleurs au créancier demandeur en déclaration de faillite qu'incombe le fardeau de la preuve des manœuvres dolosives imputées au débiteur (Trib. civ. Seine, 9 mai 1889, *Journal des faillites*, 1889, p. 521 ; Conf. Lecomte, n° 515, p. 552).

**172.** — 3° En cas d'annulation ou de résolution du concordat. — Les causes d'annulation ou de résolution du concordat obtenu par un liquidé sont, d'ailleurs, identiquement les mêmes que pour le concordat après faillite. (Art. 24, loi du 4 mars 1889 ; 518, 520 à 526 c. com. — V. *infra*, chap. 3 sect. 9, art. 1<sup>er</sup>, § 7 et 8).

**173.** — 4° Si le débiteur en état de liquidation judiciaire a été condamné pour *banqueroute simple* ou *frauduleuse*. — Cette disposition est, en quelque sorte, une consécration législative de la jurisprudence d'après laquelle les tribunaux répressifs ont le droit de condamner pour banqueroute un commerçant dont la faillite n'a pas été déclarée, à la seule condition de constater qu'à la date des faits incriminés il était en état de cessation de paiements (V. *infra*, chap. 4, sect. 1. V. aussi Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2651 et suiv., 3073 ; Fourcade, p. 218 ; Bailly, *Annales*, 1889, 2, p. 65).

Il ne suffit pas, du reste, que le liquidé soit convaincu de faits susceptibles d'entraîner l'application des peines de la banqueroute ; il faut, pour que la disposition de l'art. 19 § 2-4° lui devienne applicable, qu'une *condamnation* pour banqueroute ait été effectivement prononcée contre lui (Trib. com. de Sedan, 14 mars 1890, *supra*, n° 167).

Et, s'il s'agit d'une société admise au bénéfice de la liquidation judiciaire, la condamnation pour banqueroute simple prononcée contre l'un des associés seulement ne suffira pas à entraîner la faillite de la société, qui constitue un être moral absolument distinct de la personne de chacun de ses associés (Trib. com. Seine, 26 juin 1890) (1).

**174.** Les cas de conversion de la liquidation judiciaire en faillite énumérés ci-dessus sont essentiellement limitatifs. Toute demande de conversion basée sur des faits autres que ceux mentionnés par l'art. 19, ou sur des allégations de faits rentrant dans les termes dudit article, mais dont le bien-fondé ne paraît pas démontré aux juges du fond, doit

a une compétence spéciale ; — Par ces motifs ; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir de Regnault qui est rejetée ; — Infirme le jugement dont est appel ; — Déclare la faillite de Laporte en maintenant au 18 juill. 1887 l'époque de la cessation des paiements ; — Le déclare, en conséquence, dessaisi de l'administration de tous ses biens.

Du 20 nov. 1889.-C. de Besançon.-MM. Cottignies, av. gén.-Belin et Bouvard, av.

(1) (Bonneville C. Société Paul Dubos et comp.) — LE TRIBUNAL ;... — Attendu que Bonneville et comp. soutiennent que X..., l'un des associés de la société A.-Paul Dubos et comp., ayant été condamné à deux mois d'emprisonnement pour banqueroute simple, la société A.-Paul Dubos et comp., admise au bénéfice de la liquidation judiciaire le 23 mars 1889, devait être déclarée en état de faillite, et ce, en application du paragraphe 4 de l'art. 19 de la loi du 4 mars 1889 ; que, résistant à cette prétention, Boussard es qualité oppose l'exception tirée de la chose jugée, ce tribunal, en admettant la société au bénéfice de la liquidation judiciaire, ayant rejeté une demande en déclaration de faillite contre elle formée à cette époque par Bonneville et comp., les demandeurs en la présente instance ; — Mais attendu, en ce qui concerne ce moyen opposé par Boussard es qualité, que la demande actuelle de Bonneville et comp. est basée sur ce fait que la condamnation du sieur X..., pour banqueroute simple, est survenue depuis le jugement ayant admis la société au bénéfice de la liquidation judiciaire ; qu'elle ne se présente donc plus dans les mêmes conditions que l'instance sur laquelle Boussard es qualité s'appuie pour opposer la chose jugée ; qu'il n'y a lieu, dès lors, d'accueillir le moyen opposé ; — Par ces motifs ; Rejette l'exception de chose jugée, et statuant au fond ; — Attendu que la société A.-Paul Dubos et comp., admise au bénéfice de la liquidation judiciaire le 23 mars 1889, se compose

seulement de deux associés, Paul Dubos et un sieur X... ; que le jugement d'admission a été rendu alors que les faits qui ont entraîné postérieurement la condamnation du sieur X... étaient connus de Bonneville et comp., et antérieurs à la mise en liquidation judiciaire de la société ; que la société A.-Paul Dubos et comp. est un être moral absolument distinct de la personne de chacun des associés, et qu'elle est seule débitrice de Bonneville et comp. ; — Attendu, ceci établi, qu'il convient de rechercher si la société A.-Paul Dubos et comp. se trouve dans un des cas qui, aux termes de la deuxième partie de l'art. 19 de la loi du 4 mars 1889, doivent entraîner sa déclaration de faillite ; — Attendu que la situation de la société A.-Paul Dubos et comp., seule débitrice de Bonneville et comp., ne s'est pas modifiée depuis son admission au bénéfice de la liquidation judiciaire ; que, s'il est vrai qu'à la demande de ces derniers une instruction a été ouverte contre chacun des associés, un seul d'entre eux, le sieur X..., a été retenu et condamné pour banqueroute simple, et ce par défaut, alors qu'une ordonnance de non-lieu était rendue en faveur de Paul Dubos ; que la prétention de Bonneville et comp. de faire déclarer la société en faillite ne pourrait être admise que si, sur l'instruction ouverte à leur requête, une condamnation pour banqueroute simple était intervenue contre chacun des associés ; mais qu'ils ne sont pas fondés à soutenir que la condamnation prononcée par défaut contre l'un des associés seulement soit de nature à entraîner la faillite sociale ; que cette prétention, si elle était admise, aurait pour effet de rendre la société, être moral distinct de la personne des associés, responsable des agissements d'un seul d'entre eux ; — Attendu qu'en l'espèce il se trouverait, si la demande de Bonneville et comp. était accueillie, que ce serait A.-Paul Dubos, seul en nom et contre lequel aucune condamnation n'est intervenue, qui subirait les graves conséquences de la mise en faillite, laquelle serait prononcée sous son nom, et ce en raison d'agissements

donc être rejetée *de plano* (Trib. com. Sedan, 14 mars 1890, cité *supra*, n° 167).

175. Lorsque la liquidation judiciaire est ainsi convertie en faillite, par application de l'art. 19, les opérations de la faillite sont suivies sur les derniers errements de la procédure de liquidation (art. 19 *in fine*). Cette disposition finale est due à un amendement de MM. Goirand et Milliard, que M. Goirand a justifié en ces termes, dans la séance de la Chambre du 20 oct. 1888 : « Lorsque le liquidateur rend ses comptes au syndic, et lorsque la liquidation se transforme en faillite, il arrive souvent que le syndic se croit obligé de recommencer toutes les opérations du liquidateur. J'ai cru qu'il était utile, dans l'intérêt même de la faillite, pour abréger les délais et économiser les frais, de dire que toutes les opérations faites par le liquidateur au cours de la liquidation serviront pour mener à fin la faillite, et qu'on ne sera pas obligé de provoquer de nouvelles productions, de nouvelles vérifications, en un mot de recommencer pour la faillite toutes les opérations qui lui sont communes avec la liquidation et qui déjà auront été accomplies. » Le rapporteur de la loi ayant objecté que l'amendement était superflu, le principe qui y est formulé résultant implicitement de l'esprit de la loi, M. Goirand répliqua en ces termes : « Pour qu'il prenne la responsabilité des actes faits par le liquidateur, il faut que le syndic soit couvert par un texte de loi, puisqu'il endosse toute la responsabilité des actes faits par le liquidateur. Sans cela, il sera naturellement porté à refaire toutes les opérations pour couvrir sa responsabilité. Cela est d'ailleurs conforme à la pratique actuelle. Actuellement, notamment dans le département de la Seine, lorsqu'un liquidateur arrive à la dernière phase de la liquidation d'une société, alors qu'il a procédé successivement à la distribution de tous les dividendes, si, à ce moment extrême, un créancier fait prononcer la faillite, le syndic reprend, depuis l'origine, toutes les opérations : il convoque de nouveau les créanciers, il provoque de nouvelles productions, de nouvelles affirmations, une nouvelle vérification des créances. C'est pour éviter ce travail, ces frais inutiles, que je demande à introduire dans le texte de la loi l'amendement que je vous ai proposé. »

176. La conversion de la liquidation judiciaire en faillite pouvant intervenir à toute époque de la procédure, plusieurs situations doivent être distinguées : — 1° La faillite est-elle déclarée avant vérification des créances, il y est procédé suivant les formes et dans les délais impartis par le code de commerce ; — 2° Est-elle déclarée après la clôture des opérations de vérification, ces opérations ne sont pas recommencées, bien que les délais de la vérification en cas de faillite soient notablement plus longs qu'en cas de liquidation. Aux yeux du législateur de 1889, les délais impartis par les art. 14 et suiv. sont donc considérés comme assez longs pour sauvegarder les intérêts, aussi est-il difficile de justifier le maintien, pour le cas de faillite, des anciens délais du code de commerce ; — 3° Enfin, la faillite est-elle déclarée après le rejet du concordat, le débiteur se trouve immédiatement placé sous le régime de l'union.

177. Le jugement qui convertit la liquidation judiciaire en faillite doit-il ordonner l'apposition des scellés ? En faveur de l'affirmative on peut alléguer que tout jugement déclaratif de faillite doit, aux termes de l'art. 455 c. com. statuer sur l'apposition de scellés, sauf au juge-commissaire à dispenser de cette formalité, s'il « estime que l'actif du failli peut être inventorié en un seul jour » (art. 455, § 2). Que si, aux termes de l'art. 19 *in fine* de la loi du 4 mars 1889 les opérations de la faillite sont suivies sur les derniers errements de la procédure, cette disposition ne peut viser que les formalités déjà accomplies dans la procédure de liquidation et non celles qui demeurent spéciales à la faillite ; que cela ressort, d'ailleurs, de l'art. 24 de la loi de 1889, aux termes duquel « toutes les dispositions du code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi continueront

à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite ». — Mais on peut répondre que l'apposition de scellés est inutile, parce qu'elle n'a d'autre but que de mettre obstacle aux détournements que le failli pourrait être tenté de commettre avant l'inventaire, et que le danger de pareils détournements n'existe pas au cas de conversion de liquidation judiciaire en faillite, puisque, aux termes de l'art. 4 de la loi de 1889, l'inventaire a dû être fait immédiatement après l'ouverture de la liquidation par les soins du liquidateur, de concert avec le liquidé ; la procédure de liquidation a enlevé toute raison d'être à l'apposition de scellés, et l'art. 19 *in fine* de la loi de 1889 dispense, par suite, le tribunal d'ordonner cette formalité, dépourvue d'intérêt.

#### SECT. 7. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES. — APPLICATION AUX COLONIES.

178. — I. DISPOSITIONS TRANSITOIRES. — L'art. 25 se réfère à deux situations bien distinctes : 1° commerçant en état de cessation de paiements, dont la faillite n'aura pas été déclarée, ou dont le jugement déclaratif de faillite ne sera pas devenu définitif à la date de la promulgation de la loi ; 2° commerçant déclaré en faillite, antérieurement à la promulgation de la loi, par un jugement passé en force de chose jugée.

179. — *Première hypothèse.* — Le texte primitif n'accordait le droit de réclamer le bénéfice de la liquidation judiciaire qu'au débiteur, non encore déclaré en faillite au moment de la promulgation, et dont la cessation de paiements remonterait à moins de trois mois. Voici comment M. Demôle, dans son rapport au Sénat, justifiait cette disposition :

« ... Indépendamment des solutions que nous venons de faire connaître, nous avons examiné la situation du débiteur qui, au moment où la loi nouvelle serait promulguée, se trouverait en état de cessation de paiements sans que sa faillite eût encore été déclarée. Et nous nous sommes demandé s'il n'y avait pas lieu d'accorder encore à ce débiteur la possibilité de soumettre sa situation à la justice en vue d'obtenir, s'il ne se trouvait d'ailleurs dans aucune condition d'exclusion, le bénéfice de l'institution nouvelle. La commission n'a pas pensé que, posée dans ces termes généraux, et sans limitation de temps, la question pût être résolue dans le sens de l'affirmative. Il n'est pas sans exemple, il arrive même trop souvent qu'un débiteur, qui se sait en état de cessation de paiements, trouve dans des expédients, que l'honneur commercial devrait lui interdire, le moyen d'éviter la déclaration de faillite et de prolonger plus ou moins longtemps une situation pleine de périls pour tout le monde. Faciliter à celui-là l'accès à la liquidation judiciaire, ce serait bien évidemment aller contre l'idée même de la loi, dont la condition première est le dépôt de la requête dans les quinze jours qui suivront la cessation des paiements. Cependant si la cessation des paiements est un fait relativement récent, si le commerçant, que nous supposons malheureux et de bonne foi, s'est abstenu de déposer son bilan, parce qu'il croyait pouvoir compter, dans un avenir prochain sur une législation plus clémente que la loi si dure de 1838, cet état de choses nous paraît devoir entraîner une solution différente. Votre commission, déterminée par cette considération, vous propose de mettre en tête des « dispositions transitoires », un paragraphe en vertu duquel le commerçant en état de cessation de paiements depuis moins de trois mois avant la promulgation de la loi, et dont la faillite n'aura pas été déclarée à ce moment, pourra solliciter son admission à la liquidation judiciaire, à la condition de déposer sa requête dans les huit jours, à partir de la promulgation. »

M. Biré proposa au Sénat de supprimer dans le premier paragraphe les mots : « depuis moins de trois mois », afin que tous les commerçants en état de cessation de paiements au moment de la promulgation de la loi, quelle que soit la

auxquels il n'est pas établi qu'il ait participé ; que de ce qui précède il résulte que Bonneville et comp. ne fournissent pas la preuve que la société A.-Paul Dubos et comp. se trouve dans un des cas limitativement prévus par l'art. 19 de la loi du 4 mars 1889 comme devant entraîner sa déclaration de faillite ; qu'en conséquence, leur demande tendant à cette fin doit être

repoussée ; — Par ces motifs, d'office à l'égard de la société A.-Paul Dubos et comp. ; — Déclare Bonneville et comp. mal fondés en leur demande, les en déboute ; — Et les condamne aux dépens.

Du 26 juin 1890. Trib. com. Seine-MM. Soufflot, pr. Houyvet et Desouches, agréés.

date à laquelle cette cessation de paiements remonte, puis-ent invoquer les dispositions de la loi nouvelle. — Dans la séance du 18 janv. 1889, M. Oudet combattit, devant le Sénat, le paragraphe 1<sup>er</sup> ainsi modifié, en disant qu'il constituerait une injustice vis-à-vis des faillis qui se seraient conformés à la loi existante et un grave danger pour les intérêts des créanciers, et que cette disposition, si dangereuse déjà dans sa rédaction première, se trouverait singulièrement aggravée en se généralisant sans limite de temps au profit de tous les négociants qui sont depuis un délai indéterminé, en remon- tant dans le passé, en état de suspension de paiements, c'est-à-dire dans une situation condamnée par le code de commerce. — M. Lacombe lui répondit qu'en consentant à modifier son texte primitif et à supprimer le délai de trois mois qui s'y trouvait indiqué, la commission avait été sage- ment inspirée; qu'elle n'avait fait par là que développer logi- quement les conséquences des innovations accueillies dans ses délibérations antérieures; qu'elle ne disait pas: le débiteur aura nécessairement le bénéfice de la liquidation, quoiqu'il n'ait pas déposé son bilan; mais il pourra obtenir le béné- fice de la liquidation, malgré le retard qu'il aura apporté à faire au greffe la déclaration prescrite, et qu'il y a là une différence essentielle suffisant à justifier la disposition; qu'enfin, ou il faut reconnaître que le principe tout entier de la loi constitue une dérogation malheureuse à la législation actuelle des faillites, ou bien, étant donnés les articles déjà votés, il faut aller jusqu'au bout et reconnaître que le béné- fice de la liquidation peut être accordé au débiteur, bien que l'état de cessation de paiements remonte à plus de trois mois (V. D. P. 89. 4. 23, note 1). La doctrine la plus favo- rable au débiteur l'emporta, et le nouveau texte, adopté par le Sénat, est devenu l'art. 25 de la loi.

180. Les deux catégories de commerçants visées par l'art. 25, § 1<sup>er</sup>, ont pu obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire en présentant à cet effet, devant la juridiction saisie, une requête dans la quinzaine de la promulgation de la loi. Ce délai de quinzaine était un délai franc, auquel s'appliquait le principe: *dies a quo non computatur in ter- mino*.

C'était un délai de rigueur (Rennes, 14 juin 1889, aff. Ré- vérony, D. P. 89. 2. 193). — Mais il devait être augmenté à raison des distances, conformément aux règles sur la pro- mulgation des lois (Paris, 26 nov. 1889, aff. Launoy, D. P. 90. 2. 249, et la note de M. Boistel. Conf. Lecomte, n<sup>os</sup> 532 et suiv., p. 559; *Contrà*: Goirand et Périer, p. 260).

Au reste, sous la seule condition de présenter une requête dans le délai précité, les commerçants en état de cessation de paiements au jour de la promulgation de la loi du 4 mars 1889 ont été admis à solliciter le bénéfice de la liquidation judiciaire, quelle que fût l'époque à laquelle cette cessation de paiements ait pu commencer (Lyon, 5 juin 1889, aff. Dufêtre, D. P. 90. 2. 249; Trib. com. Seine, 14 juin 1889, *La Loi* du 4 juill. 1889).

181. — *Deuxième hypothèse.* — En général, la législa- tion antérieure est demeurée seule applicable, conformé- ment au principe de la non-rétroactivité des lois, aux faillites déclarées par un jugement passé en force de chose jugée au jour de la promulgation de la loi nouvelle. Mais à ce prin- cipe l'art. 25 de la loi du 4 mars 1889 a apporté un double tempérament:

1<sup>o</sup> Les dispositions de la loi nouvelle concernant l'in- stitution des contrôleurs ont été étendues aux faillites en cours. — En raison des avantages de cette institution, le législa- teur de 1889 a voulu qu'au cours de ces faillites, qui res- teraient, pour le reste, soumises à la loi de 1838, des contrô- leurs pussent être nommés par les créanciers, avec le même rôle que dans les liquidations judiciaires ou les fail- lites ouvertes postérieurement à la promulgation de la loi actuelle. Mais comment aurait lieu cette nomination? Qui aurait le droit ou le devoir de la provoquer? Sur quels actes s'exercerait leur pouvoir d'investigation, d'observation et de critique? Ce fut l'objet de questions posées au Sénat par M. Léon Renault. Le rapporteur lui répondit: « Quand il s'agit de la liquidation judiciaire pour laquelle a été faite d'une façon plus spéciale et dès l'origine, l'institution des contrô- leurs, nous avons reconnu que les créanciers pouvaient à toute époque de la liquidation demander la nomination de ces contrôleurs. En somme, dans les diverses assemblées

qui sont prévues par la loi, assemblées de vérification, assemblées pour tentative de concordat, assemblées subsé- quentes réunies conformément à la loi, les créanciers de la liquidation judiciaire ont toujours le droit de traiter cette question: « Faut-il à côté du liquidateur judiciaire instituer des contrôleurs? » Je crois même qu'il ne serait pas contes- table qu'en dehors de l'une de ces assemblées régulièrement prévues par la loi, les créanciers, s'ils en sentaient le besoin urgent et immédiat, pourraient s'adresser à la justice, représentée par le juge-commissaire, pour demander une convocation spéciale à l'effet de délibérer sur cet objet. Cela ne me semble pas contestable. En matière de faillite, il en ira absolument de même. Ceux des créanciers qui jugeront convenable et utile à l'intérêt commun de provo- quer l'institution de contrôleurs saisiront l'occasion de l'une des assemblées réglementaires pour en formuler la propo- sition devant leurs cointéressés et provoquer une délibéra- tion sur ce point particulier. Si, au contraire, l'assemblée réglementaire devait se placer à une époque trop reculée et que du retard il résultât ou pût résulter un préjudice quel- conque pour l'intérêt de la masse des créanciers, ceux des créanciers qui croiraient devoir provoquer la nomination des contrôleurs s'adresseraient tout naturellement au juge- commissaire, lui feraient connaître leur manière de voir, et le magistrat, d'après sa propre appréciation, ferait droit à la demande de ces créanciers et ordonnerait la convocation d'une assemblée spéciale qui examinerait la question de savoir s'il y a ou s'il n'y a pas lieu d'adoindre à l'adminis- tration syndicale le rouage des contrôleurs institués par la loi que vous discutez en ce moment » (V. D. P. 89. 4. 23 note 2).

182. — 2<sup>o</sup> Le jugement qui homologue le concordat obtenu par le débiteur dont la faillite a été déclarée antérieurement à la promulgation de la loi, ou qui déclare celui-ci excusable, peut décider que le failli ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'art. 21 contre les débiteurs admis à la liquida- tion judiciaire. Il y a là une sorte de *réhabilitation partielle*, analogue à celle qui, d'après le projet primitif, devait être attachée au seul fait du vote du concordat ou de la déclara- tion d'excusabilité. La commission du Sénat, ainsi que nous l'avons vu *suprà*, n<sup>os</sup> 45 et suiv., n'a pas admis qu'en these générale, le vote du concordat au bénéfice d'un débiteur déclaré en faillite, ou la déclaration d'excusabilité obtenue par ce débiteur, dût avoir pour effet de l'affranchir même par- tiellement des incapacités attachées à l'état de faillite; mais elle s'est départie de cette rigueur à l'égard du débiteur qui, déclaré en faillite avant la loi nouvelle par un jugement passé en force de chose jugée, n'avait pu, quelle que fût sa bonne foi, obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire, et elle a conféré au juge la faculté de l'affranchir des incapa- cités spéciales à l'état de faillite, dans les deux hypothèses particulièrement favorables d'un concordat homologué ou d'une déclaration d'excusabilité.

183. Des considérations du même ordre ont déterminé le législateur à étendre la faveur de cette *réhabilitation par- tielle* à tous les anciens faillis qui auraient, à une époque quelconque, obtenu un concordat ou bénéficié d'une déclara- tion d'excusabilité (Amendement Leydet). La procédure ouverte, en ce cas, au failli, est la suivante: il doit saisir par requête le tribunal de commerce qui a déclaré sa faillite, et produire son casier judiciaire. La requête est affichée pendant quinze jours dans l'auditoire. Le tribunal statue en chambre du conseil; sa décision n'est susceptible d'aucune voie de recours.

184. — II. APPLICATION DE LA LOI AUX COLONIES. — Aux termes de l'art. 26, la loi du 4 mars 1889 a été déclarée applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, dans lesquelles le code de commerce avait été déclaré applicable par la loi du 7 déc. 1850.

185. La loi ne contient aucune disposition concernant l'Algérie et la Tunisie. Les auteurs de la loi se sont donc ralliés à la théorie, controversée en jurisprudence, contestée par la cour de cassation, mais admise par la cour d'Alger et affirmée dans plusieurs discussions à la Chambre des députés, d'après laquelle le droit métropolitain est devenu, depuis l'ordonnance du 22 juill. 1834, applicable *ipso facto* à l'Algérie, sans qu'une promulgation spéciale soit nécessaire (V. Goirand et Périer, p. 268).

**186.** Le même régime est devenu applicable à la Tunisie depuis l'établissement régulier du protectorat français. Le tribunal civil de Tunis s'est rallié implicitement à cette interprétation, en appliquant d'une manière constante la loi du 4 mars 1889, bien qu'elle n'ait fait l'objet d'aucune promulgation spéciale pour la Tunisie.

**CHAP. 3. — Des faillites (Rép. nos 45 à 1362).**

**SECT. 1<sup>re</sup>. — CARACTÈRES DE LA FAILLITE (Rép. nos 45 à 76).**

**187.** La faillite étant l'état de tout commerçant qui cesse ses paiements (art. 437-1<sup>er</sup> c. com.), deux conditions sont nécessaires pour que l'état de faillite puisse exister : 1<sup>o</sup> la *qualité de commerçant* chez le débiteur ; 2<sup>o</sup> la *cessation de ses paiements*. — Ces règles n'ont pas été modifiées par la loi du 4 mars 1889, qui s'est bornée à organiser, au profit du commerçant en état de cessation de paiements et de bonne foi, une procédure plus favorable que la faillite, la liquidation judiciaire, mais sans étendre le champ d'application de cette procédure nouvelle à des situations non prévues par la loi de 1838.

**ART. 1<sup>er</sup>. — Qualité de commerçant (Rép. nos 46 à 63).**

**§ 1<sup>er</sup>. — Individu commerçant.**

**188.** Nous avons déjà indiqué, *suprà*, n<sup>o</sup> 5, que le code de commerce français, à la différence d'un grand nombre de législations étrangères, n'assujettit à la faillite que les commerçants (Rép. n<sup>o</sup> 45). Ainsi qu'on l'a vu également, les non-commerçants insolvable sont placés sous le régime de la *déconfiture*, si tant est que l'on puisse qualifier de régime légal un état que la loi n'a pas même pris le soin de définir, et dont le caractère distinctif réside dans l'absence de toute procédure d'ensemble, de toutes mesures collectives destinées à assurer l'égalité entre les créanciers (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2550 et suiv.; Garraud, *De la déconfiture*). — En ce qui concerne les essais d'organisation de la déconfiture tentés par la jurisprudence, et spécialement la pratique des *séquestres judiciaires*, V. *infra*, sect. 4, art. 1<sup>er</sup>.

**189.** Les différences profondes qui séparent la faillite de la déconfiture donnent à la distinction des commerçants et des non-commerçants un intérêt pratique considérable. Cette distinction a déjà fait l'objet *suprà*, v<sup>o</sup> *Acte de commerce*, n<sup>o</sup> 371 et suiv. et *Commerçant* n<sup>o</sup> 5 et suiv., de développements auxquels il nous suffit de renvoyer. Il convient toutefois d'observer ici que les règles de la faillite ne sauraient être appliquées qu'au commerçant de profession ; il ne suffirait donc pas qu'un non-commerçant fit quelques actes de commerce isolés, à raison desquels il se trouverait justiciable des tribunaux de commerce, pour que le régime de la faillite lui devint applicable (Rép. n<sup>o</sup> 46; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2558; Ruben de Couder, v<sup>o</sup> *Faillites*, n<sup>o</sup> 10). Ainsi, ne peut être déclaré en faillite le propriétaire qui, pendant quelques mois chaque année, achète des bestiaux pour les revendre, seuls ou réunis à d'autres provenant de sa propriété, soit immédiatement, soit après un séjour plus ou moins long sur ladite propriété ;... alors, d'ailleurs, que l'importance de ces opérations est sans proportion avec les résultats de la déconfiture (Limoges, 8 déc. 1859, aff. de Roffignac, D. P. 60. 2. 28) ; ...

Et la souscription de lettres de change par ce propriétaire ne peut avoir pour effet de modifier la nature de ses achats et reventes de bestiaux et de leur attribuer un caractère commercial qu'ils n'auraient pas par eux-mêmes (Même arrêt). Dans l'espèce, quelques-unes des opérations attribuées au propriétaire avaient le caractère d'actes de commerce ; mais cela ne suffisait pas pour qu'il pût être déclaré en faillite : il eût fallu qu'à raison de leur nombre et de leur continuité il dût être considéré comme en faisant sa profession habituelle, car c'est là ce qui seul caractérise le commerçant (Rép. n<sup>o</sup> 46).

**190.** Jugé de même, à l'occasion de l'entreprise d'un voyage d'agrément dans les diverses villes de l'Europe, que l'inexécution des engagements pris envers les souscripteurs ne saurait entraîner la faillite de l'entreprise, attendu que celle-ci, eût-elle un caractère commercial, ne suffisait pas à rendre commerçant son auteur, puisqu'il s'agissait d'un acte de commerce isolé (Paris, 24 janv. 1884, *suprà*, v<sup>o</sup> *Commerçant*, n<sup>o</sup> 24).

**191.** A plus forte raison ne saurait-il être question de déclarer en faillite un *agriculteur* en état de cessation de paiements, les exploitations agricoles n'ayant pas le caractère commercial (V. *suprà*, v<sup>o</sup> *Acte de commerce*, n<sup>o</sup> 102 à 116). Ainsi, le propriétaire occupé exclusivement de l'administration et de la mise en valeur de ses immeubles ne peut pas être déclaré en faillite ; si la déclaration de faillite avait eu lieu, elle devrait être rapportée, alors surtout que le créancier qui l'avait requise a été désintéressé le jour même du jugement (Paris, 25 juill. 1874, aff. Masson, D. P. 76. 5. 243).

**192.** Plus généralement, l'exploitation d'une propriété immobilière sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de produits naturels comme les eaux de sources ou autres, ou de produits artificiels tels que récoltes obtenues par la culture du sol, et de leur vente, a un caractère exclusivement civil, et ne peut amener la faillite (Paris, 24 mars 1888, *Journal des faillites*, 1888, p. 35). Il en est ainsi, spécialement, des *industries extractives*, c'est-à-dire de l'exploitation des carrières, mines et minières (V. *suprà*, v<sup>o</sup> *Acte de commerce*, n<sup>o</sup> 316 et suiv.). — Le concessionnaire d'une mine n'est donc pas, en principe, passible de la faillite. — Mais il en serait autrement si à l'extraction du minerai venait s'ajouter une industrie manufacturière. Jugé, en ce sens, que l'exploitation de forges et hauts fourneaux peut constituer, même de la part de celui qui en est propriétaire, une entreprise de manufacture dans le sens de l'art. 632 c. com., lorsque, indépendamment des matières extraites de son fonds, il en a acheté d'autres qu'il a revendues après les avoir mises en œuvre, et s'il a, en outre, mis en circulation, pour les besoins de son exploitation, des lettres de change en grand nombre, et pour des valeurs qui excèdent plusieurs millions ; que, par suite, en cas de cessation de paiements, la qualification de failli et les dispositions relatives à la banqueroute simple ont pu être légalement appliquées à ce maître de forges (Crim. rej. 20 févr. 1846, aff. Perré, D. P. 46. 1. 122). V. *suprà*, v<sup>o</sup> *Acte de commerce*, n<sup>o</sup> 158.

**193.** Par application des mêmes principes, les personnes qui achètent des immeubles pour les revendre avec bénéfice doivent échapper à la faillite, les spéculations sur immeubles n'ayant point un caractère commercial (V. arrêts cités *suprà*, v<sup>o</sup> *Acte de commerce*, n<sup>o</sup> 12 à 16; *Addé* : Poitiers, 30 janv. 1889) (1). Au contraire, les entrepreneurs de constructions, spéculant sur la main-d'œuvre, y sont soumis. En

(1) (Lebrun C. Syndic Lebrun). — La cour ; — Attendu que Lebrun ne conteste pas que, depuis plusieurs années, il achète des propriétés pour les revendre, mais qu'il prétend que ces sortes d'opérations ne constituent pas des actes de commerce ; que, dès lors, il ne peut être valablement déclaré en état de faillite parce qu'il aurait cessé ses paiements ; — Attendu que, dans l'état actuel de la législation, le système de l'appelant doit être accueilli ; qu'en effet, si dans l'énumération des choses qui sont indiquées comme éléments constitutifs de l'acte de commerce, les art. 632 et 633 ne sont pas limitatifs, il est manifeste, néanmoins, que les dispositions de ces articles ne peuvent être étendues, par analogie, qu'à des choses de même nature que celles qui y sont énoncées ; que le caractère essentiellement mobilier de ces choses exclut nécessairement de l'extension permise les biens-fonds et les immeubles qui, par leur nature même,

résistent aux conditions sous lesquelles une chose peut être réputée « marchandise » ; que les immeubles ne comportent, ni dans leur transmission, ni dans leur évaluation à un prix déterminé, ni dans leur mode de jouissance ou leurs produits, la rapidité, la simplicité et les facilités que réclame le négoce et qui font qu'une chose passe, sans entraves et presque sans formalités, de main en main, avec une valeur rigoureusement appréciable et un prix courant qui la suit toujours et la remplace au besoin ; que l'habitude de trafiquer sur des immeubles ne saurait imprimer à son auteur la qualité de commerçant, ni motiver contre lui une déclaration de faillite ;

Par ces motifs ; — Réforme.

Du 30 janv. 1889. — C de Poitiers. — MM. Loiseau, 1<sup>er</sup> pr. — Chanvin, av. gén.

conséquence, est passible de la faillite celui qui achète habituellement des terrains pour y élever des constructions, et spéculer sur la revente (Paris, 10 juill. 1873, aff. Dépagniat, D. P. 76. 5. 10, et 9 mars 1886) (1). Il en est ainsi spécialement, alors qu'il se fait lui-même son propre entrepreneur général, qu'il inscrit son nom à l'extérieur du chantier, a un bureau et des commis, traite avec des tâcherons, achète personnellement ses matériaux et les solde en effets de commerce (Même arrêt).

**194.** La question de commercialité s'est également posée pour l'écrivain qui édite lui-même ses œuvres. Il a été jugé que l'on doit considérer comme une opération purement civile, non seulement la vente qu'un auteur fait de ses ouvrages à un éditeur, mais encore la publication à laquelle il se livre en les éditant lui-même et les achats ou traités qui se rattachent à cette publication (V. arrêts cités *supra* v° *Acte de commerce*, n° 80). En conséquence, l'auteur-éditeur échappe à la faillite en cas de cessation de ses paiements (Lyon, 23 déc. 1885, *Journal des faillites*, 1887, p. 26).

**195.** Jugé même que l'auteur qui édite une publication périodique, qui est son œuvre exclusive, ne fait pas acte de commerce en achetant le papier nécessaire à cette publication, alors même que l'enveloppe de ses volumes et cahiers est couverte d'annonces commerciales payées ou non payées, si le caractère *accessoire* de ces annonces ou renseignements ne permet pas de les considérer comme une entreprise de publicité commerciale (Paris, 22 déc. 1886, aff. Dame Louise d'Alcq, D. P. 87. 2. 126). L'auteur, même en ce cas, échapperait à la faillite.

**196.** En ce qui concerne les *journaux*, une distinction doit être faite. Les journaux ayant pour objet exclusif ou tout au moins principal la *publicité commerciale*, ont évidemment un caractère commercial; mais il en est autrement des *journaux littéraires*, et même des *journaux politiques*. Effectivement, un journal de cette nature, en tant qu'œuvre de propagande, manque des éléments de spéculation constitutifs du commerce, même dans le cas où il prendrait des annonces pour alléger ses charges et parviendrait à distribuer des dividendes à ses actionnaires. En conséquence, le directeur ou le propriétaire d'un journal politique ou littéraire n'est pas commerçant et ne peut être déclaré en faillite (Lyon, 23 déc. 1885, *Journal des faillites*, 1887, p. 26).

**197.** Jugé, toutefois, qu'une société qui a pour objet, soit la publication et l'exploitation de journaux et de brochures politiques, soit l'exploitation de tout ce qui a rapport à l'imprimerie, à l'édition et à la librairie, a le caractère d'une société commerciale et encourt la faillite vis-à-vis de ses fournisseurs (Lyon, 5 févr. 1889, aff. Ponet, *Annales*, 1889. 1. 166). Cet arrêt assimile à tort, selon nous, au point de vue de la commercialité, la publication d'un journal politique à l'exploitation assurément commerciale, de tout ce qui se rapporte à l'imprimerie, l'édition et la librairie; mais il se justifie en fait, à raison même du double objet de la société.

**198.** Si la faillite ne s'applique qu'aux commerçants de *profession*, il n'est cependant pas nécessaire que le juge

affirme en termes sacramentels, dans le jugement déclaratif, que le débiteur faisait profession habituelle d'actes de commerce; il suffit que ce fait ressorte de l'ensemble des considérants et des constatations du jugement (Req. 23 déc. 1884, aff. Dommartin, D. P. 85. 5. 81). — Jugé, d'ailleurs, qu'un individu peut être déclaré en faillite, comme commerçant, malgré l'arrêt qui a déclaré n'y avoir lieu à suivre contre cet individu sur une accusation de banqueroute, en se fondant sur ce que sa qualité de commerçant n'était pas suffisamment établie, cette appréciation, faite uniquement au point de vue criminel, n'ayant pas l'autorité de la chose jugée au point de vue de la mise en faillite (Civ. rej. 19 mars 1880, aff. Bideau, D. P. 60. 1. 135).

**199.** Mais il est indispensable que la profession ait existé à la date indiquée comme étant celle de la cessation des paiements; en conséquence, un créancier ne peut faire déclarer en faillite son débiteur qui n'est devenu commerçant que postérieurement aux poursuites qu'il a dirigées contre lui (Req. 3 mai 1880, aff. Lebas, D. P. 81. 1. 72).

**200.** D'ailleurs, lorsque les juges constatent l'existence d'achats de marchandises en vue de les revendre avec bénéfice, en quantité suffisante pour constituer une profession habituelle, ils n'ont pas à se préoccuper des conditions illicites dans lesquelles ces marchandises seraient débitées. Jugé, en ce sens, que, si les industries immorales et honteuses, telles que la tenue d'une maison de tolérance, ne peuvent avoir le caractère d'actes de commerce et imprimer par suite à ceux qui les exercent la qualité de commerçants, ce principe ne s'oppose pas à ce qu'en dehors des faits de prostitution, les teneurs de maisons de tolérance ne puissent être considérés comme commerçants à raison des choses qu'ils achètent pour revendre dans leurs établissements (V. *supra*, v° *Commerçant*, n° 19)... et déclarés en faillite à ce titre (Conf. *supra*, v° *Commerçant*, n° 20). — Il en est ainsi, tout au moins, s'ils exploitent, dans une salle de la maison, un débit de boisson *séparé* (Nancy, 13 juill. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 433).

**201.** N'est d'ailleurs commerçant, et par suite ne peut être déclaré en faillite, que celui qui fait sa profession habituelle d'actes de commerce pour son propre compte et en son nom. Un *préposé* ne peut, en conséquence, être mis en faillite; il en est ainsi, notamment, des directeurs et administrateurs de sociétés anonymes, qui ne sont que des mandataires (V. *infra*, n°s 240 et 242).

**202.** De même, la femme d'un commerçant qui ne fait que détailler les marchandises de son mari n'est pas commerçante (V. *supra*, *Commerçant*, n° 91) et ne peut, dès lors, être déclarée en faillite (art. 5, c. com. *Rép.* n° 52; *Crim. cass.* 9 août 1851, aff. Gavelle, D. P. 52. 1. 160). Et il en est ainsi alors même que le fonds de commerce, exploité en commun par les deux époux, serait tombé dans la communauté du chef de la femme. Le mari, exploitant ce fonds comme administrateur de la communauté, est seul commerçant et encourt seul la faillite (Trib. civ. Annecy, 14 juin 1888) (2).

**203.** Jugé même que la femme mariée ne peut être

(1) (Grünewald C. Mildé.) — La cour; — Considérant que la créance dont l'intimé Mildé est porteur constitue, de la part de l'appelant, un engagement commercial; — Que cette créance résulte, en effet, d'une fourniture de commerce dudit Mildé dans deux maisons construites par l'appelant, rue Brochant, 33 et 35; — Que les maisons dont s'agit, ainsi que plusieurs autres, n'ont point été édifiées par l'appelant sur des terrains dont il fût originairement propriétaire et par la mise en valeur de ces terrains, mais qu'en réalité ledit appelant, après avoir pris ces terrains en location avec promesse de vente, a entrepris d'y élever des constructions pour les revendre avec bénéfices après achèvement; — Qu'à cette fin, il s'est associé un architecte qu'il devait rémunérer par un partage de bénéfices à réaliser sur ces immeubles; — Qu'il s'est également associé des sous-entrepreneurs, dont le paiement était subordonné à la revente des constructions; — Qu'il s'est procuré, au moyen de nombreux emprunts, les fonds nécessaires à ces travaux; — Que ces opérations n'ont eu d'autre but, de sa part, que de spéculer sur la revente des immeubles et des matériaux mis en œuvre pour les édifier et ont ainsi constitué, en fait, de véritables opérations commerciales; — Que, dans ses rapports avec l'intimé, comme avec les fournisseurs représentés par Mercier, l'appelant a donc fait acte de commerce; — Qu'il est donc commerçant, et qu'étant en état

de cessation de paiements, c'est à bon droit qu'il a été déclaré en faillite; — Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt; — Met l'appellation à néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 9 mars 1886.—C. de Paris.—MM. Villetard de Laguerie, pr.—Martinet, subst. proc. gén.—Rousseau et Geneste av.

(2) (Burnet C. Maillet et cons.) — Le tribunal; — Attendu que par exploit du 19 janv. 1888, les cointéressés Maillet, Melon et veuve Lachenal, négociants à Lyon, ont assigné Charlotte Fontanel, femme Burnet, en déclaration de faillite, et subsidiairement en paiement de certaines sommes; que, par jugement du tribunal de céans, en date du 2 mai dernier, le mari de la citée François Burnet avait lui-même été déclaré en état de faillite; — Attendu que Charlotte Fontanel s'est mariée en premières noces à un sieur Bossen, opticien-bijoutier à Annecy, qui est mort laissant deux enfants mineurs placés sous la tutelle légale de leur mère; que ledit Bossen a laissé à sa femme toute la quotité disponible, c'est-à-dire un quart en pleine propriété et un quart en usufruit; — Attendu que la veuve Bossen a continué à exercer le commerce de son mari, ayant pour ouvrier le sieur Burnet qu'elle a ensuite épousé; que, suivant contrat de mariage



déclarée en faillite à raison du commerce qu'elle a entrepris sous son propre nom, mais en réalité avec les ressources et pour le compte de son mari dont elle était le *prête-nom*, alors qu'à raison dudit commerce le mari a été lui-même déclaré en faillite (Besançon, 19 mai 1886, *Journal des faillites*, 1887, p. 260). Toutefois, cette dernière solution nous paraît contestable, et en tout cas, il est certain que la femme mariée n'échapperait pas à la faillite si elle exerçait *réellement* un commerce *séparé*, et à plus forte raison si elle était *seule* commerçante (V. *Rep.* n° 52). Ainsi, la femme veuve commerçante qui, ayant contracté un second mariage, a continué, durant cette nouvelle union, son commerce, et dirigé *seule* la maison de commerce lui appartenant, peut être déclarée en faillite (Req. 12 juill. 1887) (1).

du 2 juin 1880, les époux ont déclaré adopter le régime de la communauté réduite aux acquêts ; — Attendu que les demandeurs prétendent que la qualité de commerçante de Charlotte Fontanel, épouse en deuxième noces dudit Burnet, résulte soit de ce qu'elle a le fonds de commerce en pleine propriété à concurrence d'un quart, et d'un quart en usufruit comme donataire de son premier mari, soit de ce qu'elle a en réalité exercé le commerce, au moins autant que son second mari, soit de ce qu'elle a cautionné ce dernier et de ce qu'elle a pris dans divers actes la qualité de commerçante ;

Sur le premier moyen : — Attendu que, par suite du contrat de mariage stipulant la communauté réduite aux acquêts, la partie du fonds de commerce que la veuve Bossen tenait de son mari est tombée dans la communauté, puisque aucun inventaire n'a été dressé lors du mariage pour constater le mobilier appartenant à la future, et qu'aux termes de l'art. 1499 c. civ., « si le mobilier existant lors du mariage n'a pas été constaté par inventaire ou en état de bonne forme, il est réputé acquis » ; — Attendu que les fonds de commerce sont réputés meubles, soit qu'on les considère au point de vue de l'ensemble des objets mobiliers qui les composent, soit qu'on les considère au point de vue de l'achalandage ; — Attendu que le mari, étant devenu administrateur de la communauté, c'est lui seul qui est réputé avoir exercé le commerce ; qu'il est certain, par exemple, que si la femme Burnet n'avait pas détaillé les marchandises du magasin, la circonstance qu'elle aurait été propriétaire d'une partie de ce fonds de commerce par suite de la disposition faite en sa faveur par son premier mari ne suffirait pas à elle seule pour lui conférer la qualité de commerçante, car on peut être propriétaire d'un fonds de commerce sans pour cela être commerçant ; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher si, conformément au deuxième moyen invoqué par le demandeur, la femme Burnet, en vendant avec son mari les objets du fonds de commerce, a pu être considérée comme commerçante ; — Attendu qu'aux termes des art. 220 c. civ. et 5 c. com., la femme n'est pas réputée marchande publique si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari ; elle n'est réputée telle que si elle fait un commerce séparé ; — Attendu, en fait, que le commerce était au nom de Burnet ; que cela résulte des factures de Burnet, de ses cartes, de son enseigne ; que jamais on ne voit figurer le nom de Fontanel, mais seulement parfois celui de Bossen-Burnet ; que, du reste, il a même été jugé que l'adjonction du nom de la femme ne suffit pas pour donner à cette dernière la qualité de commerçante, cette pratique s'étant étendue, même en dehors du commerce, pour éviter une confusion ou mettre plus en relief une personnalité ; que la patente était au nom de Burnet qui, comme administrateur de la communauté, exerçait le commerce ; — Attendu, dès lors, que la femme rentre incontestablement dans les termes des deux articles ci-dessus visés ; que ces articles ne se bornent pas à dire que la femme ne peut être réputée marchande publique lorsqu'elle ne fait que détailler les marchandises de son mari, cas auquel on pourrait prétendre que lorsqu'elle fait quelque chose de plus, par exemple lorsqu'elle gère le commerce de son mari, elle peut être marchande publique, soit qu'elle ait, soit qu'elle n'ait pas elle-même un commerce séparé ; — Mais, attendu que la loi n'est pas ainsi rédigée, puisqu'elle dispose formellement que la femme n'est réputée marchande publique que lorsqu'elle fait un commerce séparé ; que c'est en vain que l'on a pu prétendre qu'il existait trois situations bien différentes : celle où elle ne fait que détailler les marchandises de son mari, celle où elle exerce un commerce séparé, et celle où elle gère le commerce de son mari, et que le législateur n'ayant prévu que les deux premiers cas, le troisième devrait être régi par les principes généraux et non par les articles de loi ci-dessus rappelés ; — Attendu, en effet, qu'il n'y a que deux situations : celle de la femme qui fait un commerce séparé, et celle de la femme qui ne fait pas un commerce séparé ; que la première est marchande publique, et que la seconde ne l'est pas, sans qu'il y ait à se préoccuper des circonstances dans lesquelles elle ne l'est pas ; — Attendu

204. Mais quelle est alors, au point de vue de la faillite, la situation du mari ? Si les deux époux étaient commerçants l'un et l'autre, ils peuvent respectivement être déclarés en faillite. Il n'y a aucun doute sur ce point.

Des difficultés se sont, au contraire, élevées sur la question de savoir si le mari commun qui, sans être commerçant lui-même, se serait borné à autoriser sa femme à faire le commerce, peut être déclaré en faillite ? De ce que le mari est, sous le régime de communauté, obligé à raison des engagements commerciaux de la femme (art. 1419 c. civ. et 5 c. com.), plusieurs auteurs en ont induit qu'il devait être considéré comme les ayant contractés lui-même. Il en serait de même sous les régimes autres que la communauté où la femme n'a pu faire le commerce qu'avec des capitaux dont son mari avait la jouissance (régime sans communauté et

que les termes de la loi sont trop formels pour qu'il soit permis au juge d'introduire une distinction qui n'existe nullement dans les textes ; que, du reste, après certaines hésitations, la jurisprudence est aujourd'hui complètement fixée dans ce sens...

Par ces motifs, etc.

Du 14 juin 1888.—Trib. civ. d'Annecy.—M. Vallier-Colombier, pr.

(1) (Dame Delapierre C. Faill. Liron.) — Le 18 déc. 1886, la cour d'appel de Nîmes a rendu l'arrêt suivant :

Attendu que Louis Liron jeune, premier mari de l'appelante, avait fondé à Nîmes une maison industrielle pour la fabrication du pétrole, et qu'il est mort le 17 mai 1877, laissant son industrie dans une situation prospère ; que sa veuve a continué l'exercice de cette industrie depuis cette date jusqu'au 17 décembre 1879, date de son second mariage avec un sieur Louis Delapierre ; — Que la veille de ce mariage, était intervenu entre les deux futurs époux un contrat de mariage, Bruguère, notaire à Nîmes, portant séparation de biens, et que le même jour avait été enregistré un acte d'association fait sous seings privés entre la dame Liron et le sieur Delapierre, son futur époux, à la date du 29 novembre précédent ; — Que cette société, qui n'aurait pu avoir d'existence légale que postérieurement au 17 décembre 1879, ne saurait produire aucun effet puisqu'elle est radicalement nulle par le fait même du mariage ; qu'en effet, une jurisprudence constante a décidé que l'état du mariage était incompatible avec une association entre époux, l'association exigeant une égalité parfaite entre les associés, un concours de leur volonté individuelle pouvant s'exercer librement, ce qui ne saurait avoir lieu de mari à femme, sans porter atteinte aux devoirs du mariage et aux droits de la puissance maritale ; — Que cette nullité est donc d'ordre public ; — Attendu que cette association est également nulle comme contraire aux dispositions de l'art. 1840 c. civ., qui interdit toute société universelle de gain entre personnes auxquelles il est défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes, puisque la dame Liron avait des enfants encore mineurs de son premier mariage ; — Attendu qu'il ne reste plus à examiner que le point de savoir si la dame Liron était ou non commerçante ; que ce point ne saurait être, en fait, contesté ; qu'en effet, la maison de commerce avait été créée par Liron, premier mari de l'appelante ; que celle-ci l'avait gérée seule pendant les deux années et demie que dura le veuvage ; que la raison sociale resta la même soit avant, soit après son deuxième mariage ; qu'elle a personnellement signé de nombreux effets de commerce et qu'enfin elle a participé au dépôt du bilan et, postérieurement à la déclaration de faillite, fait une demande d'aliments ; que le sieur Delapierre, qui n'était, du vivant du premier mari Liron, qu'un commis dans la maison, est en fait resté dans les mêmes conditions après son mariage et que sa participation effective au commerce ne saurait être considérée comme sérieuse ; que la dame Liron est mal fondée, en conséquence, à soutenir qu'elle n'est pas marchande publique, comme ne faisant pas un commerce séparé ; que cette séparation résulte de tous les faits de la cause, puisque la dame Liron dirigeait seule la maison Louis Liron jeune et comp., maison qui lui appartenait ; — Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que le tribunal de commerce de Nîmes a déclaré ladite dame veuve Delapierre en état de faillite ; — Rejetant, pour le surplus comme non justifiées, les autres conclusions des parties en cause ; — Confirme.

Sur le pourvoi, est intervenu à la date du 12 juill. 1887 un arrêt de rejet de la chambre des requêtes ainsi conçu :

La cour ; — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 220 c. civ. et 56 com. : — Attendu qu'après avoir constaté que la dame Delapierre, commerçante avant son second mariage, avait continué, durant cette nouvelle union, son commerce et dirigé seule la maison qui lui appartenait, l'arrêt attaqué a pu confirmer la déclaration de faillite prononcée contre ladite dame, sans violer les dispositions de loi invoquées par le pourvoi ; — Rejette.

Du 12 juill. 1887.—Ch. req.—MM. Bédarrides, pr.—Denis, rap.—Chévrier, av. gén.—Carteron, av.

régime dotal, à moins que la femme n'ait affecté exclusivement à son commerce des deniers paraphernaux; le mari serait commerçant, parce qu'il a fourni les deniers, la femme, parce qu'en réalité c'est elle qui, par hypothèse, gère seule le commerce, et qu'elle a entendu s'obliger personnellement (Comp. Thaller, *Revue critique*, 1882, p. 578, et 1883, p. 35 et 135). Dans un autre système, le mari serait simplement un garant, et non pas un obligé principal; son obligation n'aurait aucun caractère commercial et, par suite, la faillite lui serait inapplicable (Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 194; Delamarre et Lepoitvin, t. 1, n° 68; — V. aussi *supra*, v° *Commerçant*, n° 106).

205. La jurisprudence ne paraît pas absolument fixée sur cette question; elle semble toutefois se rallier à une théorie mixte, et traiter comme un commerçant le mari qui, non content d'avoir autorisé sa femme à faire le commerce, se serait peu à peu immiscé dans le commerce de celle-ci, et se serait, *de fait*, associé à elle pour l'exploitation dudit commerce; cette association de fait rendrait le mari commerçant passible de la faillite, sans que la femme perde la qualité de commerçante qu'elle avait seule *ab initio* : il y aurait donc là un tempérament à la règle que, dans un commerce exercé en commun par deux époux, la femme n'est qu'une préposée. Telle est du moins la théorie qui nous paraît se dégager plus ou moins nettement d'un ensemble d'arrêts d'espèces. Jugé en ce sens : 1° que lorsqu'une femme exploitait un magasin de modes avec l'autorisation de son mari, et que celui-ci s'occupait de la comptabilité, des achats et des paiements, le fonds devait être considéré comme exploité en commun par les deux époux et que, en cas de cessation de paiements, l'un et l'autre devaient être mis en faillite (Paris, 12 août 1873, *supra*, v° *Commerçant*, n° 94); — 2° Qu'alors même qu'il aurait été stipulé par contrat de mariage que le commerce et tout ce qui s'y rattache serait au nom de la future épouse seule, la faillite doit être prononcée à la fois et contre le mari, s'il est prouvé qu'il a participé au commerce, et contre la femme (Rennes, 18 mars 1879, *supra*, v° *Commerçant*, n° 94); — 3° Que si le mari a d'abord été déclaré en faillite à raison de sa participation au commerce de sa femme, les créanciers n'en conservent pas moins le droit de poursuivre ultérieurement la faillite de celle-ci, s'ils n'ont pas renoncé à leurs droits contre elle, alors surtout que, d'après les faits de la cause, le mari paraît avoir été plutôt le prête-nom de la femme qu'un commerçant agissant pour son compte personnel (Req. 17 janv. 1884, aff. Poyet, femme Chaizé, D. P. 81. 1. 225).

206. Mais si, dès le jour du mariage ou dès le commencement de l'exploitation commerciale, les deux époux avaient fait un *acte de société*, faisant ressortir *publiquement* la qualité de commerçant du mari, comme les sociétés entre époux sont nulles d'après la jurisprudence (V. *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 1108; Req. 12 juill. 1887, *supra*, n° 203), le mari seul devrait être considéré comme un commerçant, et la femme échapperait à la faillite. Malgré ses intentions formellement manifestées de devenir commerçante, en qualité d'*associée de son mari*, elle devrait, en droit, être traitée comme *préposée* (Conf. Civ. cass. 27 janv. 1875, aff. Labat, D. P. 75. 1. 297; 19 janv. 1881, aff. Loiseau, D. P. 82. 1. 63; 10 mai 1882, aff. Louis, D. P. 83. 1. 112. — V. *supra*, v° *Acte de commerce*, n° 91 et suiv.; Bressolles, *De la femme du commerçant*, chap. 2; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 589, n° 2559, note 2).

207. Il ne faut pas confondre, d'ailleurs, le *préposé* qui fait des actes de commerce *au nom d'autrui*, avec l'intermédiaire qui fait des actes de commerce pour le compte d'autrui, mais *en son nom propre*. C'est ainsi que le *commissionnaire* est, sans conteste, un commerçant (V. *supra*, v° *Commerçant*, n° 11) et peut, en conséquence, être déclaré en faillite.

208. Il en est de même des *agents de change* et des *courtiers*, attendu que les opérations de change et de courtage

sont des actes de commerce (art. 632 c. com.). Une controverse s'est élevée cependant à ce sujet, à raison de leur qualité d'officiers ministériels et surtout de la prohibition inscrite dans les art. 85 et 86 c. com., qui interdisent aux agents et courtiers de faire aucune opération de commerce pour leur compte. Mais cette argumentation ne saurait prévaloir contre le texte de l'art. 5 c. com., aux termes duquel est commerçant quiconque fait profession habituelle d'actes de commerce (Conf. *Rep. v° Bourse de commerce*, n° 221; Civ. rej. 25 juill. 1864, aff. Filliol, D. P. 64. 1. 489). La question est, d'ailleurs, aujourd'hui tranchée en ce sens par les lois du 21 déc. 1871, sur l'élection des juges de commerce (D. P. 72. 4. 3) et du 8 déc. 1883, relative aux membres des tribunaux de commerce (D. P. 84. 4. 9.) (V. *Rep. n° 53*; Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 148; Bravard, t. 6, p. 371; Bozérian, *La Bourse*, t. 1, n° 191, et *supra*, v° *Acte de commerce*, n° 274 et suiv.; *Bourse de commerce*, n° 53 et suiv., et *Commerçant*, n° 12 et 13). Ils peuvent donc être déclarés en faillite. Ainsi jugé, en ce qui concerne les *agents de change*, par la cour de Paris, le 25 janv. 1875, aff. Chenard, D. P. 75. 2. 123; Conf. Aix, 29 juill. 1885 (*Recueil d'Aix*, 1885, p. 369).

La même solution doit être admise par identité de motifs, pour les *courtiers* officiers publics (courtiers d'assurances maritimes, et courtiers interprètes conducteurs de navires), cette qualité d'officiers publics ne faisant pas disparaître la commercialité des actes d'entremise (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 242). — A plus forte raison en est-il ainsi des autres courtiers, libres ou assermentés, auxquels la loi du 18 juill. 1866 (D. P. 66. 4. 118) a enlevé la qualité d'officiers ministériels, en ne laissant subsister que leur qualité de commerçants (Conf. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 305 et suiv.).

209. Pour être déclaré en faillite, il ne suffit pas de faire *profession* d'actes de commerce, il faut encore avoir la *capacité* d'être commerçant (*Rep. n° 52*). Ne peuvent donc être déclarés en faillite s'ils ont fait le commerce sans autorisation régulière : 1° le *mineur*, même *émancipé* (Amiens, 7 janv. 1853, aff. Suize, D. P. 54. 2. 9; Trib. com. Nantes, 2 déc. 1863, aff. Chaudy, D. P. 64. 3. 16; Douai, 16 août 1869, aff. Morelle, D. P. 70. 2. 87. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 276, et t. 2, n° 2562. V. *supra*, v° *Commerçant*, n° 44 et suiv.). — Par application de cette règle, la cour suprême a pu décider que la femme d'un mineur, qui avait fait le commerce sans autorisation et cessé ses paiements, devait être admise à repousser l'action des créanciers tendant à faire réduire son hypothèque légale dans les termes de l'art. 563 c. com., en se fondant sur ce que son mari, n'ayant pas été régulièrement autorisé, n'était pas devenu commerçant (Civ. rej. 18 avr. 1882, aff. Naquet, D. P. 83. 1. 73); — 2° La *femme mariée* (*Rep. n° 52*. Comp. v° *Commerçant*, *supra*, n° 79 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 2562; Ruben de Couder, *Dictionnaire*, v° *Faillite*, n° 25). — La femme mariée qui a fait le commerce sans autorisation maritale doit nécessairement échapper à la faillite, même dans le cas où elle se serait rendue coupable de manœuvres dolosives pour dissimuler sa qualité (Trib. com. Gap, 22 oct. 1881, *Journal des faillites*, 1882, p. 130). Il en est de même de la femme mariée qui, en état de minorité, aurait exercé, en fait, le commerce, sans y avoir été régulièrement autorisée par ceux sous la dépendance desquels elle se trouvait (Lyon, 6 août 1886, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 12 mai 1887); — 3° L'individu pourvu d'un *conseil judiciaire*. — Jugé, en ce sens, que le *prodigue* pourvu d'un conseil judiciaire, n'ayant pas capacité légale pour faire le commerce, même avec l'autorisation de son conseil, ne peut être mis en état de faillite (C. cass. de Belgique, 17 oct. 1889 (1). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 160, et t. 2, n° 2562; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 21; Laurent, *Principes de droit civil*, t. 5, n° 351. V. également *supra*, v° *Commerçant*, n° 77).

210. Mais il ne faut pas confondre l'incapacité avec

(1) (Vincent C. Steyvers.) — LA COUR; — Sur l'unique moyen du pourvoi, accusant la violation et la fausse application de l'art. 437 de la loi du 18 avr. 1851 sur les faillites, de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 15 déc. 1872, et des art. 513, 501, 502 et 1124 c. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a maintenu la déclaration de faillite d'une personne qui n'avait pas légalement la qualité

de commerçant : — Attendu que la profession de commerçant est incompatible avec la situation du prodigue placé sous conseil judiciaire; que celui-ci ne conserve que l'administration de son patrimoine et la disposition de ses revenus; que l'ensemble des opérations constituant l'exercice d'un commerce implique nécessairement l'accomplissement de quelques-uns des actes

*l'incompatibilité.* L'incompatibilité entre le négoce et certaines professions comme celles de magistrat, d'officier ministériel (notaire, avoué, huissier, etc...), d'avocat, de receveur des finances, d'agent comptable des matières appartenant au département de l'agriculture, etc., ne s'oppose pas à ce qu'en fait ces personnes puissent être réputées commerçantes, si, contrairement à la loi, elle font habituellement des actes de commerce, et, à ce titre, être déclarées en faillite, sans préjudice des peines disciplinaires auxquelles elles s'exposent (Douai, 4 juin 1849, aff. Vaillant, D. P. 50. 5. 327; Req. 9 août 1849, aff. Testart, D. P. 49. 1. 207; 14 mars 1888, aff. Trémolière, D. P. 88. 1. 1 68. Conf. Rép. n° 54, et *suprà*, v° *Commerçant*, n° 40; Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2563; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 15).

211. En conséquence, peut être déclaré en faillite ... le notaire qui est dans l'usage d'emprunter de l'argent à ses clients pour le replacer à ses risques et périls : 1° si en même temps il souscrit ou endosse des lettres de change ou billets à ordre (Req. 9 août 1849, cité *suprà*, n° 210); — 2° S'il spéculé sur ses propres fonds, sur ceux à lui confiés par ses clients ou empruntés à divers pour percevoir des intérêts, courtages, escomptes et honoraires supérieurs à ceux qu'il paye lui-même à ses bailleurs de fonds (Rouen, 5 déc. 1850, aff. Larnon, et Paris, 4 janv. 1853, aff. Gibert, D. P. 53. 5. 221-222; Gand, 19 juin 1879, *suprà*, v° *Commerçant*, n° 40);... alors surtout que les personnes avec qui ces opérations sont engagées sont des commerçants et que

lesdites opérations ont la forme de comptes courants dans lesquels le notaire fournit sa signature, et qu'enfin ce dernier a été plusieurs fois condamné par la juridiction commerciale (Paris, 4 janv. 1853, précité); — ... 3° S'il fait du commerce d'argent sa profession, spécialement en se faisant prêter sur simples billets, en se réservant de les placer à son gré autrement que par actes notariés, des sommes d'argent qu'il place lui-même avec bénéfice, et affecte à des actes constituant des faits de banque, de courtage ou d'agence d'affaires (Dijon, 2 mars 1883 (1); Req. 14 mars 1888, cité *suprà*, n° 210); — ... 4° S'il reçoit des dépôts pour placements sans désignation d'emprunteur, en sert directement les intérêts, place à son gré les sommes reçues dans de telles conditions moyennant des billets ou reconnaissances laissant en blanc le nom de la personne d'où proviennent les fonds, enfin s'il perçoit des commissions sur ces placements et ouvre des crédits, souvent pour des sommes importantes, même à des négociants (Angers, 3 déc. 1889, aff. Salles, D. P. 91. 2. 3). Mais ne serait pas commerçant et, par suite, devrait, en cas de cessation de paiements, échapper à la faillite, le notaire qui n'exige pas de ses emprunteurs un intérêt supérieur à celui qu'il sert à ses bailleurs de fonds, et qui ne perçoit aucun droit de commission, alors, d'ailleurs, que l'intérêt ne dépasse pas le taux de l'intérêt en matière civile, c'est-à-dire le taux de 5 pour 100, et qu'il n'y a pas de balances périodiques de comptes avec capitalisation (Caen, 10 août 1857 (2); Bourges, 8 juill.

défendus au prodigue; que des actes de commerce, quel qu'en soit le nombre, accomplis par celui-ci, ne sauraient lui donner la qualité de commerçant, que la loi lui interdit; que le conseil judiciaire, dont l'assistance doit être spéciale à chaque acte, ne saurait, soit explicitement par une autorisation générale de commercer, soit implicitement par son assistance à tous les actes qu'entraîne le mouvement incessant des affaires, restituer au prodigue la capacité que la justice lui a enlevée; qu'il s'ensuit que l'exercice du commerce est implicitement compris dans les défenses de la loi, et que le prodigue, n'ayant pas capacité légale pour faire le commerce, ne peut être mis en état de faillite; — Attendu qu'il résulte de ces considérations que l'arrêt dénoncé, en reconnaissant au demandeur Vincent, malgré le jugement qui le place sous conseil judiciaire, la qualité de commerçant, et en maintenant la déclaration de sa faillite, a contrevenu aux dispositions légales visées au pourvoi; — Casse; — Renvoie la cause et les parties devant la cour d'appel de Gand, etc.

Du 17 oct. 1889.-C. cass. de Belgique, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Bayet, pr.-Van Maldeghem, rap.-Misdach de ter Kiele, proc. gén.-Dolez et Woeste, av.

(1)(Dela Comble C. Syndic Favier.) — Le tribunal de Chalon-sur-Saône avait rendu un jugement ainsi conçu : « Considérant qu'il ressort des débats et des pièces versées au procès que, pendant qu'il exerçait ses fonctions de notaire, Favier faisait commerce d'argent, son occupation habituelle; qu'il empruntait des sommes importantes sur simples billets, pour prêter de même avec bénéfice, se faisant souscrire des billets qu'il négociait dans diverses banques; qu'il avait, dès l'année 1861 jusqu'à 1870, des comptes ouverts à la banque de Lavalette et comp., comptes dans lesquels il était débiteur de sommes importantes, payant des intérêts à 4 et demi et 5 pour 100, ainsi que des commissions; qu'il négociait à cette même banque des billets et valeurs souscrits à son nom, et payables de place en place; qu'à la banque Garnier et comp., il payait des intérêts à 6 pour 100, avec commission d'un quart, et cela dès l'année 1860; qu'à la banque Druard frères, il était débiteur en avril 1878 de plus de 25000 fr., somme qu'il couvrait par ses propres billets, causés valeur en marchandises, et souscrits à l'ordre d'un sieur Picard, qui lui servait ainsi de caution; que, si aucun doute n'est possible, quant aux opérations d'emprunt et prêt d'argent sur billets portant sa signature, et cela, durant l'exercice de ses fonctions de notaire, il ressort encore des pièces soumises au tribunal que Favier se livrait à des pratiques complètement étrangères aux attributions ordinaires du notariat; — Considérant que tous ces faits, résultant de pièces et documents produits à l'audience seraient bien plus complets encore, si Favier, en prenant la fuite, n'avait fait disparaître sa comptabilité, qu'il est en quelque sorte impossible de reconstituer aujourd'hui; que néanmoins, tels qu'ils sont, ces faits établissent, d'une façon nette et précise, l'état de commercialité des opérations habituelles du failli; ils prouvent qu'il était à la fois escompteur, prêteur, agent d'affaires, et cela pendant comme après l'exercice de ses fonctions de notaire; — Par ces motifs, etc. ». — Appel. — Arrêt.

La cour; — Sur la question de savoir si Favier faisait habituellement des actes de commerce, en même temps qu'il exerçait

les fonctions de notaire : — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 2 mars 1883.-C. de Dijon.

(2) (A... C. X...). — La cour; — Considérant, sur la première question, qu'encre bien que J... exerçât les fonctions de notaire depuis vingt-trois ans, à l'époque où son état de déconfiture s'est révélé, au mois de décembre 1856, il devait être déclaré en faillite en qualité de commerçant, aux termes de l'art. 437 c. com., s'il était établi qu'il a exercé en outre des actes de commerce et qu'il en a fait sa profession habituelle, l'art. 1<sup>er</sup> du même code lui attribuant en ce cas la qualité de commerçant; — Considérant que les art. 632 et 633 contiennent l'énumération des actes que la loi répute actes de commerce, et qu'il s'agit de rechercher si les faits desquels A... et conjoints prétendent faire résulter que J... était commerçant peuvent rentrer dans cette énumération; — Considérant que des livres et registres de J... qui font connaître le genre d'opérations auxquelles il se livrait, il ressort que l'argent qu'il se procurait sur de simples reçus où sa qualité de notaire est toujours indiquée, n'était pas destiné et employé par lui à des spéculations de banque ou de commerce; — Considérant : 1° que certaines sommes lui étaient remises pour être placées sur hypothèques; 2° que d'autres sommes lui étaient remises pour être placées chirographiquement; 3° qu'enfin des sommes plus ou moins considérables lui étaient remises à titre de prêt personnel, qualifié de dépôt dans les reçus par lui délivrés, exprimant qu'il s'obligeait à en payer l'intérêt; — Considérant, relativement aux sommes comprises dans les deux premières catégories, qu'il est évident qu'elles n'étaient pas destinées à des opérations de banque, et que le placement devait en être fait pour le compte de ceux qui en faisaient la remise à J..., auquel ils avaient recours à raison de sa qualité de notaire; — Considérant quant aux sommes prêtées à J... moyennant intérêts, sur des reçus délivrés comme pour un dépôt, que l'on remarque que l'intérêt était porté à 5 pour 100 lorsqu'il s'agissait de sommes un peu considérables dont il avait la disposition pendant un temps qui permettait d'en retirer un avantage égal à cet intérêt; que le prêt n'avait lieu au dessous de 5 pour 100 que pour des sommes modiques, en général exigibles à volonté ou après un avertissement de quelques jours, c'est-à-dire pour des sommes dont il ne pouvait pas trouver immédiatement un placement utile, et qu'il ne pouvait engager dans des spéculations; — Considérant que les sommes qu'il recevait ainsi, et dont il promettait un intérêt inférieur à 5 pour 100, au lieu d'être employées à des spéculations, servaient à couvrir les débours considérables qu'il avait à faire pour son étude de notaire, à payer ses dettes et ses dépenses, auxquelles le produit du notariat ne pouvait faire face, eu égard au passif considérable dont il était grevé depuis longtemps; — Considérant que les sommes qui n'étaient pas ainsi absorbées n'étaient prêtées par lui ou avancées pour ses clients qu'au taux de 5 pour 100, c'est-à-dire un intérêt qui n'excédait pas celui qu'il avait promis lui-même; — Qu'il ne se faisait payer, en outre, ni commission de banque ni aucune autre rétribution; — Considérant qu'il est impossible de trouver dans des opérations de ce genre aucun des caractères de la spéculation commerciale, et que les prêts reçus par J... et ceux par lui faits

1885, journal *Le Droit*, 4 août 1885). — Il y a lieu de remarquer en terminant que les prescriptions des décrets des 30 janv. et 2 févr. 1890 (D. P. 90. 4. 7 et 8) qui ont eu pour but de compléter l'ordonnance du 4 janv. 1843 sur le notariat, n'ont apporté, au point de vue spécial qui nous occupe, aucun changement au droit existant. Aujourd'hui, comme avant les nouveaux décrets, le notaire qui se livrerait, en fait, au commerce de l'argent, ou à tout autre commerce, contrairement aux prohibitions légales, devrait être traité comme un véritable commerçant et encourir la faillite, le cas échéant.

Jugé de même que l'avoué qui se livre habituellement à des actes de commerce doit être réputé commerçant et, dès lors, peut être déclaré en faillite; et qu'on doit regarder comme l'exercice de la profession de commerçant, l'habitude où est un avoué de faire des emprunts pour prêter, d'avoir des comptes courants chez les banquiers et d'en ouvrir chez soi, de se faire souscrire ou d'endosser des effets négociables et, notamment des lettres de change (Rennes, 11 mars 1851, aff. Le Bobinne, D. P. 51. 2. 190).

212. Il en est de même des autres officiers ministériels, notamment des huissiers (Paris, 2 févr. 1855, aff. Hesmer, D. P. 55. 5. 77); des agents de change qui se livreraient au commerce de banque ou à tout autre négoce, contrairement aux prohibitions des art. 85 et 86 c. com. (argum. art. 89 c. com., d'après lequel la faillite de ces agents les rend passibles des peines de la banqueroute frauduleuse); et ce, même dans le système, aujourd'hui abandonné, d'après lequel l'agent qui se borne aux opérations de sa charge ne serait point un commerçant (V. *l'Rép.* n° 53).

213. Il en est toutefois autrement des fonctionnaires

ont conservé et dans la forme et au fond tous les caractères d'actes purement civils; — Considérant qu'il a été articulé et non méconnu que J... n'a jamais souscrit une lettre de change; qu'il n'a jamais fait l'escompte de billets à ordre et lettres de change ou autres valeurs de crédit, d'où l'on conclut qu'il n'a point fait des opérations de banque; qu'il en résulte au moins de graves présomptions qu'on ne peut induire le contraire de nombreux comptes ouverts sur l'un des livres de J..., tant à ceux qui lui ont fait des remises d'argent à titre de dépôt ou de prêt, ou pour lesquels il en a reçu ou payé, qu'à ceux auxquels il en a prêté ou avancé; — Considérant qu'en examinant les éléments de ces divers comptes on reconnaît qu'ils ne constituent qu'une comptabilité purement civile et non une comptabilité commerciale concernant des opérations de commerce ou de banque; — Considérant que les intérêts y sont portés à 5 ou 100 des capitaux qui en doivent produire pour ou contre Duhamel; que jamais les comptes ne sont balancés, par exemple, tous les six mois, ou à des termes périodiques plus courts, afin de capitaliser les intérêts et d'obtenir ainsi des intérêts d'intérêts, suivant l'usage adopté dans les comptes courants proprement dits des banquiers et commerçants; — Considérant que l'on ne peut donc argumenter des comptes portés au livre de J... et qui sont tous établis conformément au principe du droit civil, pour prétendre qu'il se livrait habituellement à des opérations de banque et qu'il doit être rangé dans la classe des commerçants; — Considérant que le livre de caisse tenu par J... contient seulement l'indication des encaissements, de la cause de ces encaissements, et des sommes sorties de la caisse et de la cause également de ces sorties, sans que l'état de la caisse soit vérifié et arrêté pour en constater la situation; mais que, lors même qu'il se serait renfermé dans l'exercice de sa profession de notaire, il aurait eu indubitablement un livre de caisse, comme il en existe dans toutes les études de notaire d'une certaine importance; — Considérant que l'on inscrivait sur le livre de caisse dont il s'agit toutes les sommes versées à J... à raison de sa qualité de notaire, ainsi qu'on le voit en parcourant ce livre, de même que les autres sommes qui lui étaient confiées pour des causes étrangères à son étude, ou qui lui étaient prêtées; qu'enfin, il ne s'y rencontre aucune trace de recettes ou de dépenses se rattachant à des opérations de banque ou de commerce; — Considérant que le soutien qu'il aurait existé deux caisses, l'une pour les opérations étrangères au notariat et l'autre pour le notariat est mal fondé; 1° parce qu'il est prouvé, comme on l'a déjà dit, qu'on inscrivait sur le livre de caisse inventorié toutes les recettes sans distinction entre celles étrangères au notariat et celles qui en provenaient ou s'y rattachaient; 2° parce que l'énonciation de quelques versements faits d'après le livre dont il s'agit à la *petite caisse* pour acquitter des frais d'acte a été expliquée et non contredite dans les plaidoiries, et qu'il résulte de cette explication qu'un clerc de l'étude chargé de la comptabilité relative aux sommes payées pour l'enregistrement à percevoir sur les actes notariés, de recevoir les sommes ayant cette destination

auxquels le commerce est interdit par l'art. 176 c. pén. (V. *supra*, v° *Commerçant*, n° 41).

214. — *Cessation de commerce.* — Un commerçant peut être déclaré en faillite après qu'il a cessé le commerce, et à raison du non-paiement des dettes par lui contractées lorsqu'il était commerçant (Limoges, 31 janv. 1858, aff. Coste et Quiquandon, D. P. 58. 2. 33; Paris, 24 juin 1864, aff. Blot, D. P. 64. 5. 176; Angers, 19 mai 1869, aff. Chentrier, D. P. 69. 2. 240; 14 déc. 1875, aff. Cornilleau, D. P. 76. 2. 196. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2577).

215. Mais la faillite d'un ancien commerçant ne peut être prononcée qu'à raison de dettes créées au cours de sa vie commerciale et d'une cessation de paiements antérieure ou concomitante à l'abandon du commerce (Angers, 19 mai 1869, *cit. supra*, n° 214; Lyon, 2 mars 1878, aff. Robin, D. P. 78. 2. 70. — V. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 35; Massé, t. 2, n° 1835). En conséquence, un jugement déclaratif de faillite qui ne constate pas que celui contre lequel il est intervenu a continué ses opérations commerciales après un acte de cession impliquant l'abandon de son commerce, et qui, loin de faire remonter la date de la cessation de ses paiements à une époque antérieure ou concomitante à cet acte, la place à une époque postérieure, notamment, de plusieurs années, doit être annulé comme rendu à l'égard d'un non-commerçant (Civ. cass. 4 févr. 1885, aff. Spieck, D. P. 85. 1. 159). Et la circonstance que l'acte de cession dont il s'agit serait entaché de manœuvres dolosives, ne suffit pas pour établir sa concomitance avec l'état de cessation de paiements de son auteur (Même arrêt).

La déclaration de faillite suppose d'ailleurs qu'il s'agit de dettes commerciales, et que leur caractère commercial n'a

dans une caisse spéciale appelée *petite caisse*, s'était fait remettre par la caisse destinée à toutes les recettes indistinctement et appelée *grande caisse* certaines sommes dont il avait eu besoin dans deux ou trois occasions, pour acquitter des frais d'actes ou d'enregistrement; — Considérant, quant au petit registre qualifié de livre à souche par les appelants, que c'est un simple carnet consistant dans la copie des reçus que J... délivrait de toutes les sommes qui lui étaient remises, soit à titre de prêt, soit à titre de dépôt, ou pour en opérer le placement comme notaire, et qu'il ne contient l'indication d'aucune opération ayant un caractère commercial; — Considérant que l'on ne peut trouver la preuve que J... faisait habituellement des actes de commerce dans cette circonstance qu'il a fait escompter, pour en recevoir le produit, dans quelques maisons de banque et au comptoir d'escompte de Granville, un certain nombre de billets à ordre souscrits à son profit par des débiteurs non commerçants et pour des causes étrangères au commerce; — Considérant que la souscription ou l'endossement d'un billet à ordre par un non-commerçant ne constitue pas un acte de commerce, lorsque ce billet n'a pas pour cause une opération de commerce, trafic, change, banque ou courtage; que c'est ce qui résulte des art. 636 et 637 c. com.; — Considérant que J... ne peut être réputé commerçant à raison de ce qu'il aurait tenu un bureau ou agence d'affaires; — Considérant, en effet, que des livres et autres documents produits au procès il résulte que jamais il ne s'est fait payer des droits de commission ni aucune autre rétribution pour les nombreuses affaires dans lesquelles il s'est immiscé, sauf l'affaire Bunel, dans laquelle il a reçu un salaire relativement minime eu égard à la durée et à l'importance de cette affaire; — Considérant qu'en s'occupant gratuitement d'un grand nombre d'affaires qui ne rentrent pas dans sa profession de notaire, il n'a pas agi comme tenant un bureau ou agence d'affaires; qu'il cherchait par cette conduite à multiplier et étendre des relations qui devaient augmenter sa clientèle et accroître les produits de son étude, si les embarras de sa position, déjà difficile dès l'origine de son exercice, ne l'eussent pas conduit à une catastrophe que son imprudence et le désordre de ses affaires rendaient inévitable; — Considérant que les plus graves reproches qu'il a encourus pour avoir mis en oubli les devoirs de sa profession ne sont pas soumis à l'appréciation de la cour, qui est appelée seulement à décider s'il doit être déclaré en état de faillite comme commerçant; — Considérant que, si cette qualité ne peut résulter des divers actes par lui accomplis et qui sont révélés par ses livres, il ne résulterait pas davantage de ce qu'il aurait spéculé sur des acquisitions et reventes d'immeubles, car ce fait articulé et positivement méconnu ne constituerait pas une opération de commerce rentrant dans le texte ou l'esprit des art. 632 et 633 c. com.; — Par ces motifs, sans avoir égard à l'expertise et à l'enquête sollicitées par les appelants; — Confirme, etc.

Du 10 août 1857.-C. de Caen, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Mabire, pr.-Fajars, av. gén.-Trolley, G. Simon et Bertauld, av.

été altéré depuis par aucune novation (Limoges, 31 janv. 1858, aff. Coste et Quiquandon, cité *suprà*, n° 214; *Rép.* n° 47-1°). — Mais l'on ne saurait voir une novation, ni dans le renouvellement des valeurs originaires souscrites, ni dans l'accroissement de la dette au moyen des intérêts courus (Nîmes, 21 juill. 1852, aff. Arianud, D. P. 54. 2. 206; Limoges, 31 janv. 1858, *précité*)... ni dans la stipulation de nouvelles garanties telles que la constitution d'une hypothèque ou l'aval d'un tiers négociant (Limoges, 31 janv. 1858, *précité*). Sur l'obligation, pour le juge, de constater formellement que le débiteur était commerçant et en état de cessation de paiements au moment où est née la dette qui motive la faillite, V. *infra*, art. 2, n° 50.

§ 2. — Société commerciale. — Associés.

**216.** — I. SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — A la différence de plusieurs codes étrangers (code italien de 1863, art. 846-854, loi allemande du 10 févr. 1877, art. 193-204; lois anglaises du 25 août 1863 sur les faillites, et du 7 août 1862 sur les sociétés enregistrées), le code de commerce français ne contient que quelques dispositions éparses sur la faillite des sociétés : encore ces dispositions passent-elles absolument sous silence les sociétés anonymes. Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que les sociétés, comme les individus, peuvent être déclarées en faillite (ou en liquidation judiciaire), sous la double condition : 1° d'être commerciales; 2° de jouir de la personnalité morale.

**217.** La première condition résulte expressément du texte de l'art. 437 c. com. Pour pouvoir être déclaré en faillite, il faut être commerçant; les sociétés civiles, ne peuvent donc être soumises à la faillite alors même qu'elles poursuivraient un but de lucre. Or, il est admis sans conteste que les sociétés immobilières sont des sociétés purement civiles (V. *suprà*, Acte de commerce, n° 12). Cela est de règle en matière de mines; et la jurisprudence a fait de nombreuses applications des dispositions de la loi du 21 avr. 1810 qui l'ont ainsi établi (V. *ibid.*, n° 316 et suiv.). Il en est de même des sociétés qui se forment pour obtenir et exploiter des concessions d'eau (V. *suprà*, Acte de commerce, n° 121), spécialement des sociétés chargées du service des eaux d'alimentation des villes (Paris, 24 mars 1888, *Journal des faillites*, 1888, p. 35), ou des sociétés concessionnaires d'eaux thermales (V. *ibid.*, n° 124). Les mêmes règles sont applicables aux sociétés agricoles (V. *ibid.*, n° 102 et suiv.). Elles ont été souvent appliquées aux sociétés spéculant sur l'achat et la vente des immeubles (V. *ibid.*, n° 14 et suiv.). En conséquence, les sociétés de ces différents types ne peuvent être déclarées en faillite.

**218.** Et ces sociétés, civiles par nature, ne deviennent pas commerciales par cela seul qu'elles se seraient constituées sous la forme d'une société commerciale, fût-ce sous la forme de sociétés par actions. Cette question a fait l'objet d'une controverse, en ce qui concerne spécialement les sociétés de mines; mais elle est aujourd'hui résolue dans le sens de la non-commercialité; il ne peut, en effet, dépendre des parties, par leur seule volonté, de rendre commerciaux des actes ou des entreprises qui, par leur nature ou leur objet, ne renferment pas les éléments constitutifs de l'acte de commerce (V. *suprà*, v° Acte de commerce, n° 322 et suiv.).

**219.** Si cette solution ne fait plus de doute dans le droit positif, il est du moins permis de la critiquer au point de vue de la législation; plusieurs jurisconsultes autorisés ont signalé avec raison les inconvénients graves résultant de cet état de choses pour les créanciers, auxquels la faillite, ou la liquidation judiciaire sui generis de la loi du 4 mars 1889, offrirait des garanties beaucoup plus sérieuses que la procédure mal définie de la liquidation judiciaire des sociétés civiles, abandonnée à l'arbitraire des tribunaux. V. Garraud, *Des liquidations judiciaires, de leur utilité et de leur légalité*, *Journal des faillites*, 1882, p. 149 et suiv. Aussi se prononcent-ils en faveur de l'extension de la faillite, sinon à toutes les sociétés civiles, du moins aux sociétés civiles par actions (V. Lyon-Caen, *Bulletin de la société de législation comparée*, 1875, p. 242 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 916, n° 3112, t. 2; Pic, p. 48; Comp. c. com. allemand (art. 174); loi anglaise du 7 août 1862 (art. 74 et suiv.), etc.).

**220.** Au reste, les sociétés deviennent commerciales et peuvent être déclarées en faillite si, en s'écartant de leur objet, au lieu de se maintenir dans les actes de la vie civile, elles se livrent habituellement à des actes de commerce. C'est ce qui a été jugé fréquemment à l'encontre des sociétés d'exploitation de mines qui se livrent à des manipulations et des transformations de matières avant la vente, alors surtout que la compagnie, pour la transformation du minerai brut en produits fabriqués, utilise des matières que la mine ne fournit pas (Angers, 26 déc. 1833, aff. Girardière, D. P. 36. 2. 114. V. *suprà*, v° Acte de commerce, n° 324)... à l'encontre de sociétés immobilières qui joindraient aux opérations sur les terrains des spéculations de diverse nature ayant le caractère d'actes de commerce (V. *ibid.*, n° et suiv.).

**221.** D'autre part, le caractère civil ou commercial d'une société ne saurait dépendre seulement de ses statuts, mais doit résulter de son but et de ses opérations; (V. Société; — *Rép.* eod. v°, n° 237 et suiv.).

C'est, d'ailleurs, à l'objet véritable de la société, plutôt qu'à son objet apparent, qu'il convient de s'attacher; c'est ainsi qu'une société peut être déclarée en faillite, bien qu'elle ait l'apparence d'une société civile, à raison des opérations prévues par son acte constitutif, s'il est souverainement constaté par le juge du fait qu'elle avait réellement pour objet de spéculer sur l'émission de ses propres actions, sans souci du but apparent pour lequel cette émission avait lieu. (Req. 30 janv. 1884, aff. Société foncière des vignobles de France et d'Algérie, D. P. 84. 1. 320.) — Inversement, si les statuts attribuent à une société un caractère commercial, et qu'en fait cette société ne se livre à aucune spéculation commerciale, la faillite ne sera pas possible. Toutefois, l'on doit présumer, jusqu'à preuve contraire, que l'objet de la société est bien tel que le définissent les statuts. Ainsi, bien qu'une société minière soit, en principe, une société civile, elle peut acquérir le caractère commercial si ses statuts modifiés indiquent qu'indépendamment de l'exploitation proprement dite, elle doit se livrer habituellement à des achats de produits d'autres houillères, pour les manipuler et les revendre. Dans ces conditions, s'il n'est pas établi que, nonobstant ses nouveaux statuts, la société dont s'agit a continué à fonctionner comme société civile, elle peut être déclarée en faillite, lorsqu'elle est en état de cessation de paiements (V. *infra*, v° Société).

**222.** La deuxième condition requise pour qu'une société puisse être déclarée en faillite, c'est que cette société constitue une personne morale. Toute société qui, réunissant ces deux conditions, viendrait à cesser ses paiements, peut et doit être déclarée en faillite, si elle n'obtient la liquidation judiciaire, conformément à la loi du 4 mars 1889. La faillite s'applique donc : 1° aux sociétés en nom collectif et en commandite simple (le code de commerce s'en explique, d'ailleurs, formellement art. 438 et 439); 2° aux sociétés par actions, en commandite ou anonymes. La controverse qui s'était élevée au sujet des sociétés anonymes, à raison du silence du code de commerce, est aujourd'hui éteinte, et l'on ne conteste plus la légalité de la faillite appliquée à cette espèce de sociétés commerciales (Paris, 27 nov. 1882, aff. Société l'Océanie, D. P. 53. 2. 482; 12 juill. 1869, aff. Faillite Chemin de fer Lyon-Saint-Nazaire, D. P. 70. 2. 7; 7 févr. 1872, aff. Latruffe, D. P. 74. 2. 235. Conf. *Rép.* n° 22; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3113; Boistel, n° 894; Pardessus, n° 1146; Rousseau, *Sociétés*, n° 2636; Thaller, t. 2, n° 209, p. 308 et suiv.; Pic, p. 26).

**223.** Les législations étrangères admettent, à peu près toutes, la faillite des sociétés anonymes. Comp. Oudin, *Etude sur les divers systèmes législatifs en vigueur sur la faillite*, *Bulletin de la société de législation comparée* 1879, p. 304 et suiv.). Toutefois, en droit anglais, les sociétés de ce type (*joint stock comp.*) ne sont pas soumises au droit commun de la faillite; des lois spéciales des 7 août 1862 et 20 août 1867 ont organisé une procédure spéciale (*winding-up*), qui d'ailleurs, sans se confondre avec la faillite, présente avec elle beaucoup d'analogie (V. pour le mécanisme de cette procédure : Thaller, t. 2, n° 14, p. 323 et suiv.).

**224.** Le principe que les sociétés commerciales anonymes sont passibles de la faillite ne comporte aucune exception. Une compagnie de chemin de fer, notamment, peut être



déclarée en faillite (Req. 14 juill. 1862, aff. Chemin de fer de Graissessac à Béziers, D. P. 62. 1. 518); malgré le séquestre dont le chemin de fer a été frappé par décret, cette mise en séquestre laissant entier le droit résultant, pour la compagnie, de la concession à elle faite, et ce droit restant, dès lors, le gage de ses créanciers (Même arrêt). Et l'autorité judiciaire, devant laquelle une compagnie de chemin de fer invoque, pour échapper à une déclaration de faillite, le décret qui a mis le chemin sous séquestre, peut, sans empiéter sur les attributions de l'autorité administrative, considérer ce décret comme une mesure provisoire n'emportant ni confiscation ni déchéance, et laissant subsister le droit de propriété de la compagnie au profit de ses créanciers, si elle se borne à en appliquer les termes exempts de toute ambiguïté, et à en tirer les conséquences légales, sans en faire aucune interprétation (Même arrêt).

225. On ne saurait toutefois nier que la situation spéciale de ces compagnies, concessionnaires de l'Etat, et soumises à un régime particulier de contrôle administratif, ne soit parfois de nature à entraver la marche ordinaire de la procédure; il ne serait donc pas inutile de préciser, par un texte législatif, les droits respectifs de l'Etat et des créanciers, en présence de la cessation des paiements d'une compagnie de chemin de fer. Le code de commerce espagnol de 1886 est entré dans cette voie, et a soumis la faillite de ces sociétés à des règles spéciales.

226. Par contre, l'association en participation, existant sans acte écrit et sans publicité, ne constitue pas une personne morale absorbant l'individualité des participants (V. *infra* v° Société). Une telle association ne peut donc pas être déclarée en faillite (Req. 23 févr. 1864, aff. Queyrel, D. P. 64. 1. 136; Paris, 8 août 1870, aff. Daniell, D. P. 71. 2. 7 (motifs); Aix, 2 mai 1871, aff. Brun, D. P. 72. 2. 165 (motifs); Req. 22 déc. 1874, aff. Auboin, D. P. 76. 1. 172

(motifs). — V. *Rép.* n° 94. Si le gérant de la participation, seul connu des tiers, vient à cesser ses paiements, il encourt la faillite, car il fait profession de commerçant; mais cette faillite est purement individuelle, et n'étend pas ses effets aux participants (Mêmes arrêts). Ces derniers ne peuvent être déclarés en faillite que si, exerçant pour leur propre compte un autre commerce, ils viennent à leur tour à cesser leurs paiements; mais les faillites du gérant et des participants restent alors absolument distinctes.

227. En cas de faillite du gérant d'une participation, l'actif de cette association étant censé être la propriété de ce gérant et faire partie de ses biens propres, le participant ne saurait avoir, pour les sommes qu'il a versées, d'autres droits que ceux des créanciers personnels du gérant tombé en faillite et doit concourir au marc le franc, sur tout l'avoir de celui-ci, avec ses créanciers personnels et ceux de la participation (Nancy, 5 juin 1869, aff. May, D. P. 72. 2. 115). Mais il pourra produire dans la faillite du gérant pour sa créance intégrale, sans qu'on puisse lui opposer sa qualité d'associé pour l'obliger à déduire de sa production la part contributive dont il est tenu dans le passif social (Req. 22 déc. 1874, cité *supra*, n° 226; Trib. com. de la Rochelle, 8 juill. 1887 (1). Conf. Pont, n° 1842; Pic, p. 31 et suiv.). Jugé, toutefois, en sens contraire, que le copartageant qui est créancier du gérant de la participation ne peut, avant la liquidation de l'association, se faire colloquer pour le montant intégral de sa créance et qu'il doit subir une déduction correspondant à sa part contributive dans les dettes, telle qu'elle sera fixée par le règlement du compte des opérations de la participation, effectué conformément à la convention des coassociés (Poitiers, 22 déc. 1887 (2). Conf. Pouille, p. 59; Ruben de Couder, n° 45 et suiv.).

228. L'application rigoureuse des principes devrait conduire à décider, semble-t-il, que ni les sociétés dissoutes qui

(1 et 2) (Compagnie nouvelle C. Faillite Vincens). — Le 8 juill. 1887, jugement du tribunal de commerce de la Rochelle ainsi conçu :

Attendu qu'au mois de décembre 1884, Serres et Vincens convinrent de s'associer ensemble pour la fabrication et la vente de pavés et carreaux en ciment, mais qu'ils ne firent pas d'acte écrit; qu'ils ne qualifièrent pas la nature de leur association; qu'ils ne fixèrent ni l'importance du capital social, ni la part que chacun d'eux aurait dans les profits ou dans les pertes; qu'ils ne déterminèrent pas la durée de leur société, et qu'ils n'adoptèrent pas de raison sociale; que Serres fut seul en nom, qu'il acheta et vendit sous son propre nom; que le rôle de Vincens se borna à verser des fonds, qu'il emprunta, à cet effet, à divers capitalistes; — Que de l'apurement du compte courant ouvert à Vincens sur les livres tenus par Serres, il ressort que, sur les avances qu'il a faites, Vincens restait créancier, au 30 octobre 1886, de 61702 fr. 50; — Attendu qu'au cours de ces opérations commerciales, et, par conséquent, avant que leur liquidation ait pu avoir lieu, G. Vincens a été déclaré en état de faillite, le 22 novembre 1886, et que Serres a eu le même sort le 10 décembre suivant; — Attendu que le demandeur, es qualité, prétendant que la faillite Serres avait mis l'actif de ladite société aux mains des créanciers personnels de Serres et des créanciers de la participation, et qu'il y avait lieu de faire régler les droits des faillites Serres et Vincens sur l'actif social, a fait assigner le syndic de la faillite G. Vincens à comparaître devant ce tribunal, pour ouïr dire : que la société Serres-Vincens n'a constitué qu'une participation dont Serres était le gérant; que par suite, tout l'actif de ladite participation est et demeure la propriété de la faillite Serres et que les mises de fonds de G. Vincens seront exclues du passif de Serres; — Attendu que le syndic de la faillite Vincens, estimant qu'il est sans intérêt pour la masse de cette faillite que ce soit plutôt le caractère de la participation que celui de la société de fait qui soit attribué à l'association ayant existé entre Serres et Vincens, s'en rapporte à justice sur ce point; mais qu'il soutient que si, en matière de participation, les coparticipants n'ont aucun droit de préférence ou de préférence sur les créanciers personnels du gérant tombé en faillite, les uns et les autres doivent venir par contribution sur tout l'avoir de l'associé gérant, lequel comprend l'actif de l'association comme tous ses autres biens;

Sur le caractère de l'association Serres-Vincens; — Attendu que lorsqu'il a existé une société sans qu'aucun écrit puisse en préciser le caractère et les conditions, c'est avant tout aux actes accomplis par les associés qu'il faut s'attacher pour rechercher ce que les intéressés ont voulu et entendu faire; — Que, par conséquent, ce qui doit faire admettre le caractère de la participation, c'est qu'il n'apparaît pas que Serres et Vincens aient entendu constituer un être moral ayant un actif et un passif indépendants de leur actif et de leur passif personnels; que seul, il a acheté, payé, vendu, facturé, etc., comme s'il s'était agi d'affaires le

concernant individuellement; — Que cette société ne s'est jamais révélée au public par une raison sociale, pas plus que par la publicité; — Que peu importe que des opérations successives aient été traitées, puisqu'il est maintenant admis que la participation n'est pas limitée à une opération unique;

Sur les droits du gérant Serres et des coparticipants G. Vincens : — Attendu tout d'abord qu'il n'est rien prouvé par le syndic de la faillite Serres à l'appui de son alléguation que les participants auraient préalablement fixé l'importance de leurs apports et de leurs intérêts dans la participation à 1/3 pour Serres et 2/3 pour Vincens; — Attendu que dans la société en participation il n'existe pas de personne morale; qu'en règle générale, il n'y a pas de copropriété; qu'au regard des tiers, c'est le gérant qui est propriétaire de l'actif; qu'en cas de faillite de ce gérant le coparticipant ne peut revendiquer sa part dans l'actif acheté avec les deniers qu'il a versés, mais qu'il revient dans la masse comme créancier des sommes par lui remises pour acquérir l'actif; — Qu'il doit surtout en être ainsi quand la faillite du gérant est prononcée avant la fin de l'opération et que cette faillite a pour conséquence de permettre aux créanciers personnels du gérant de participer aux répartitions à provenir de la réalisation de l'actif de la participation; qu'il serait, en effet, injuste de souffrir que l'actif de la participation pût servir à l'extinction totale ou partielle du passif personnel du gérant, sans reconnaître au participant, qui a fourni les fonds pour l'acquisition de cet actif, un droit égal à celui des créanciers personnels du gérant; — Qu'enfin il serait également injuste de vouloir limiter l'exercice de ce droit au résultat d'un compte de profits et pertes, alors que, comme dans l'espèce, la faillite du gérant a été prononcée avant l'achèvement de l'entreprise et que cette faillite autorise les créanciers personnels du gérant à prélever une portion de l'actif de la participation au préjudice des créanciers de l'opération et du participant;

Par ces motifs; — Dit que l'association ayant existé entre Serres et Vincens a constitué une participation; que la masse Vincens a, sur l'actif de Serres, pour les 61702 fr. 40 cent. auxquels a été liquidé le compte courant de G. Vincens, les mêmes droits que les créanciers personnels de Serres; que, dès lors, la masse Vincens devra venir au marc le franc dans la contribution à provenir de la réalisation de l'actif de la faillite Serres; etc.

Appel par la Compagnie nouvelle, créancière de Serres.

La cour; — Sur la nature de la société ayant existé entre Serres et Vincens : — Adoptant les motifs des premiers juges;

Sur la part à supporter dans les pertes par chacun des associés : — Attendu que la liquidation de la société en participation ayant existé entre Serres et Vincens n'est point terminée; — Que si, en pareille matière, chaque coparticipant doit, en principe, supporter une part dans les pertes, cette part ne peut être fixée quant à présent, la cour ne possédant pas les éléments nécessaires

ont cessé d'exister, ni les sociétés nulles, qui n'ont jamais eu, en droit, d'existence légale, ne peuvent être déclarées en faillite. C'est cependant la doctrine contraire qui prévaut pour les sociétés dissoutes, par application du principe qu'une société dissoute est censée subsister pour les besoins de sa liquidation » (Req. 29 juin 1875 (1). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3133; Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 298; Pic, p. 33). Toutefois, la faillite ne pourrait plus être déclarée si la liquidation était achevée et l'actif entièrement réparti (Même arrêt).

229. Quant aux sociétés nulles, une distinction doit être faite. Si la société est nulle d'une nullité opposable aux tiers, elle ne peut être mise en faillite, car elle ne constitue alors qu'une pure société de fait, et les sociétés de fait ne peuvent être mises en faillite. Elles sont régies, quant à leur liquidation, par les principes du droit commun applicables aux sociétés civiles, alors même que les associés auraient été déclarés individuellement en faillite (Orléans, 14 mars 1883, aff. Méchin, D. P. 85. 2. 25). Or tel est le caractère de la nullité résultant de l'incapacité de l'un ou de plusieurs des associés. Cette incapacité peut être la conséquence de la minorité d'un associé, les mineurs ne pouvant entrer dans une société de commerce sans autorisation spéciale (Douai, 16 août 1869, aff. Morelle, D. P. 70. 2. 88). Si donc un mineur a contracté une société avec un tiers, sans autorisation des personnes; indiquées dans l'art. 2 c. com., et que cette société de fait vienne à cesser ses paiements, ni la société, ni le mineur n'encourront la faillite; seul, le coassocié majeur en sera passible (Trib. com. Nantes, 2 déc. 1863, aff. Chaudy, D. P. 64. 3. 16; Douai, 16 août 1869, précité).

230. De même, d'après la jurisprudence, une femme mariée ne peut, ni s'associer à un tiers sans autorisation spéciale de son mari (Req. 9 nov. 1859, aff. Feilens, D. P. 60, 1. 87); ... ni contracter avec son mari une société civile ou commerciale quelconque, toute société entre époux étant nulle par essence comme contraire aux principes de la puissance maritale, et de l'immutabilité des conventions matrimoniales (V. Société; — *Rep. eod. v°*, n° 71 et suiv.).

En conséquence, les sociétés irrégulièrement formées entre une femme mariée et un tiers, ou entre deux conjoints, ne peuvent, en aucun cas, être déclarées en faillite; l'obligation de la femme n'aura même pas le caractère commercial;

pour la déterminer; — Qu'il y a donc lieu, de ce chef, de renvoyer la fixation de ces parts à la liquidation;

Sur la prétention du syndic Serres et de la Compagnie nouvelle tendant à faire juger que la faillite Vincens n'a aucun droit sur l'actif de la faillite Serres pour la créance qu'elle peut avoir contre la participation; — Adoptant les motifs des premiers juges;

Sur la prétention de la faillite Vincens d'être d'ores et déjà jugée créancière de la faillite Serres d'une somme de 61702 fr. 40 cent; — Attendu qu'en matière de faillite la loi a fixé des règles que tout créancier du failli doit suivre pour faire vérifier sa créance et la faire admettre au passif de la faillite; — Que cette vérification doit avoir lieu en présence du juge-commissaire, non seulement contradictoirement avec le syndic mais encore en présence du failli et des autres créanciers portés au bilan, ou eux dûment appelés (art. 493 et 494 c. com.); — Que c'est donc à tort, dans une instance où le syndic était en présence du seul créancier intervenant, que le tribunal a fixé le montant de la créance de la faillite Vincens et a déclaré qu'elle était de 61702 fr. 40 cent.;

Par ces motifs; — Réformant partiellement et statuant sur les prétentions respectives des parties, dit à bon droit et fondée l'intervention de la Compagnie nouvelle; — Dit que l'association ayant existé entre Serres et Vincens est une société en participation; — Dit en conséquence, que les faillites Serres et Vincens seront tenues entre elles de supporter le déficit de cette association, et ce dans des proportions pour la fixation desquelles elles sont renvoyées à la liquidation de cette société; — Dit et déclare que la faillite Vincens a, comme tous les créanciers de Serres et de la participation, droit à prendre part à la distribution de l'actif de Serres pour le montant de la créance qu'elle peut avoir, à charge par le syndic de la faillite Vincens de faire vérifier et d'affirmer cette créance dans les formes de droit; — Dit que c'est à tort et prématurément que les premiers juges ont fixé d'ores et déjà le montant de cette créance à 61702 fr. 40 cent.; décharge, en conséquence, la faillite Serres de la condamnation contre elle prononcée de ce chef, etc.

Du 22 déc. 1887.-C. de Poitiers.-MM. Pouille, pr.-Chanvin, av. gén.-Grelat et Pichot, av.

seuls, le tiers ou le mari pourront être individuellement mis en faillite. Et si la faillite a été déclarée à la fois contre le mari et contre la femme, le syndic peut demander que les opérations de la faillite soient restreintes au mari seul. Le jugement qui déclare une société en état de faillite n'a pas, en effet, l'autorité de la chose jugée relativement à la validité de cette société; aucun obstacle juridique ne s'oppose donc à ce que le syndic, même si le jugement déclaratif a acquis l'autorité de la chose jugée, demande par voie principale la nullité de la société et la restriction des opérations de la faillite à celui des associés (le mari en l'espèce) qui, en droit, a seul pu faire le commerce sous la raison sociale (Paris, 24 mars 1870, aff. Camus, D. P. 72. 2. 43. Comp. *supra*, n° 206).

231. Mais il en est autrement des causes de nullité qui sanctionnent certaines formalités imposées aux fondateurs, plutôt dans l'intérêt des tiers que dans l'intérêt des associés; ces causes de nullité, n'étant pas opposables aux tiers, ne sauraient, d'après une théorie qui tend à prévaloir en jurisprudence comme en doctrine, faire obstacle à la faillite de la société. Jugé, en ce sens, que la nullité d'une société commerciale non établie, ou non publiée conformément à la loi n'étant pas opposable aux créanciers sociaux (V. *infra* v° Société), une société en nom collectif peut, quoique nulle à défaut de publicité, être déclarée en faillite, en l'absence de toute opposition des créanciers personnels des associés (Bordeaux, 8 déc. 1870, Brissaud et Conil, D. P. 72. 2. 22). De même, une société anonyme, quoique déclarée nulle faute d'observation des formalités essentielles requises pour sa constitution par la loi de 1867, peut néanmoins être mise en faillite, dès qu'il y a un passif social et cessation de paiements (Paris, 5 févr. 1872, aff. Latruffe et Muriel, D. P. 74. 2. 235-236; Req. 15 mars 1875, aff. Wunsch, D. P. 76. 1. 312; Lyon, 21 déc. 1883, aff. Pelletier, Gonnard, Lassarra et autres, D. P. 86. 2. 113; Lyon, 18 mars 1884, aff. Banque de Lyon et de la Loire, D. P. 84. 2. 211; Lyon, 8 mai 1884, aff. Dailly, D. P. 84. 2. 219 (motifs). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3133 bis; Boistel, n° 894; Thaller, *Revue critique*, 1855, p. 298; Deloison, *Sociétés commerciales*, n° 95; Pic, p. 42. V. aussi, dans le même sens, C. cass. de Turin, 21 juill. 1888 (*Moniteur des tribunaux*, 1889, p. 54). — C'est seulement lorsqu'il y a intervention au débat des

(1) (Syndic Leary.) — La cour; — Vu le jugement du tribunal de commerce de Quimper, en date du 8 janv. 1875, portant déclaration de faillite de Leary et comp.; — Vu le jugement du tribunal de commerce de Bordeaux, en date du 18 janv. 1875, portant déclaration de faillite des sieurs Leary et comp.; — Attendu que ces deux jugements ayant déclaré la même faillite, et les tribunaux qui les ont rendus ressortissant à des cours d'appel différentes, il y a lieu, aux termes de l'art. 363 c. proc. civ. à règlement de juges par la cour de cassation;

Au fond: — Attendu qu'aux termes de l'art. 438 c. com., la déclaration de faillite doit être portée au greffe du tribunal du domicile du failli, et, en cas de faillite d'une société en nom collectif, au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le principal établissement de la société; — Attendu que, par acte du 24 juin 1871, devant M<sup>e</sup> Lavoignat, notaire à Paris, déposé le 11 juillet suivant au greffe du tribunal de commerce de Quimper, une société en nom collectif et en commandite a été formée entre Leary et Martineau pour l'acquisition et l'exploitation d'une usine à sardines à Concarneau, sous la raison sociale Léary et comp.; — Que l'acte de société indique que le siège social sera à Concarneau; — Attendu que cette société qui, aux termes du contrat, devait prendre fin le 31 mars 1873, a été dissoute par jugement du tribunal de commerce de Quimper en date du 25 oct. 1872, et que le sieur Donis, syndic nommé par le tribunal de commerce de Bordeaux, prétend que la société avait cessé d'exister lorsque la faillite a éclaté, et que, par conséquent, c'est contre Léary seul, sous le nom de Léary et comp., qu'elle a été déclarée; — Mais attendu que la société n'ayant pas été liquidée, elle a continué d'exister à l'égard des tiers au moins comme société de fait, et que c'est elle qui a été mise en faillite; — Attendu que c'est à Concarneau qu'était le siège social, et qu'il résulte d'ailleurs des documents de la cause que la société y avait son principal établissement; — Que, dès lors, le tribunal de Quimper était seul compétent; — Ordonne que le tribunal de Quimper restera exclusivement saisi de la faillite Léary et comp., etc.

Du 29 juin 1875.-Ch. req.-MM. de Raynal, pr.-Lepelletier, rap.-Reverchon, av. gén., c. conf.-Mazeau et Corentin Guyho, av.

créanciers personnels, lesquels peuvent exciper de la nullité tirée du défaut de publicité ou des formes constitutives de la société, aussi bien contre les créanciers sociaux que contre les associés (V. *infra*, v° Sociétés), que la société frappe de cette nullité n'est pas susceptible d'être déclarée en faillite. En effet, par suite de cette intervention, les créanciers sociaux perdent tout droit de préférence sur l'actif social (lequel disparaît comme la société elle-même); or la déclaration de faillite de la société implique l'existence d'un fonds social (Comp. Rennes, 6 mars 1869, aff. Thébaud, D. P. 70. 2. 224).

232. Décidé toutefois, en sens contraire, qu'on ne peut déclarer en faillite, même sur la demande des créanciers sociaux, une société commerciale non publiée conformément à la loi, cette société ne constituant pas un être moral distinct des membres qui la composent (Paris, 3 mars 1870, aff. Cherpit, D. P. 70. 2. 103; Trib. com. Nantes, 14 juin 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 463; Conf. Camberlin, *Manuel pratique des tribunaux de commerce*, p. 376; *Rén.* n° 95). Mais cette jurisprudence rigoureuse, ainsi que nous l'avons établi, n'a pas prévalu, non plus qu'un système mixte, professé par quelques auteurs (V. notamment Bravard, t. 1, p. 290) et d'après lequel la faillite s'appliquerait aux sociétés déclarées nulles pour défaut de publicité, mais non pas aux sociétés annulées pour irrégularité de constitution. Cette distinction est, en effet, contraire à l'esprit de la loi: les travaux préparatoires des lois de 1856 et 1867 démontrent clairement que, dans la pensée du législateur, les nullités pour défaut de publicité et pour irrégularité de constitution devaient être régies par les mêmes règles. Dans l'un et l'autre cas, les formalités omises ont un certain caractère arbitraire; aussi est-il indispensable, dans l'intérêt des tiers, de ne pas attribuer en principe d'effet rétroactif à la nullité prononcée, et d'assimiler la société annulée à une société dissoute pour la liquidation ou la faillite (V. *infra*, v° Sociétés).

233. — II. Associés. — 1° *Effets de la faillite de la société à l'égard des associés.* — Une distinction essentielle doit être faite entre les associés personnellement obligés et les associés dont la responsabilité est limitée à leur apport. La thèse qui prévaut aujourd'hui en jurisprudence est que la faillite de la société entraîne celle de chacun des associés personnellement obligés: formule comprenant tous les associés, dans une société en nom collectif, et les associés commandités ou gérants dans une société en commandite. Etant tenus *solidairement* et immédiatement de tout le passif social, ils sont commerçants comme la société elle-même, d'où il suit que les dettes sociales sont en même temps les dettes de chaque associé (Req. 23 août 1853, aff. Rolland, D. P. 55. 1. 59; Limoges, 26 nov. 1859, aff. Deschamps, D. P. 60. 2. 39; Req. 17 avr. 1861, aff. Parel, D. P. 61. 1. 254; Paris, 9 août 1869, aff. Duffo, D. P. 70. 2. 40; Civ. cass. 7 janv. 1873, aff. Lartigue, D. P. 73. 1. 257; Req. 13 mai 1879, aff. Goldschmidt, D. P. 80. 1. 29; Lyon 5 févr. 1889, aff. Ponet, *Annales*, 1889. 1. 166. Conf. *Rép.* n° 81 et suiv., et outre les auteurs cités au *Répertoire*: Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 3117; Boistel, n° 894; Rousseau, *Sociétés commerciales*, t. 2, n° 1931; Rousseau et Defert, n° 53 et suiv., p. 21; Demangeat sur Bravard, t. 3, p. 677; Laurin, n° 1157. Conf. Codes italien (art. 835) et espagnol (art. 923). — Par suite, l'un des associés solidaires ne peut, pour faire réformer le jugement qui a prononcé sa faillite personnelle comme conséquence de celle de la société, soutenir qu'il avait cessé le commerce avant le jugement déclaratif et l'arrêt qui, pour répondre à ce moyen, se borne à rechercher si la société dont cet associé était membre pouvait être mise en faillite, est suffisamment motivé (Req. 13 mai 1879, précité). Par les mêmes motifs, on doit décider que la faillite de la société rend exigibles, *ipso facto*, même les dettes personnelles de chaque associé (Paris, 9 août 1869, précité).

234. Une fraction de la doctrine persiste cependant à soutenir que, la société étant une personne morale distincte de la personne de chaque associé, la faillite qui l'atteint ne saurait entraîner, de plein droit, celle des associés personnellement obligés; mais cette thèse ne peut se prévaloir que d'un très petit nombre de décisions judiciaires (Deloison, t. 1, n° 91; Pic, p. 21 à 24. Conf. Trib. com. Havre,

7 déc. 1880, *Journal des sociétés*, 1881, p. 559; V. aussi *Rép.* v° Sociétés, n° 909. Comp. loi belge et loi allemande (art. 124).

235. Mais la faillite d'une société en nom collectif n'entraîne celle des associés qu'autant qu'il s'agit d'une société dont l'existence n'est pas déniée par les associés. Il en est autrement si les associés ont, en quelque sorte, été associés *malgré eux* de par une décision de justice. Il convient alors de leur laisser un délai suffisant pour relever et contrôler l'actif et le passif social, que peut-être ils pourront couvrir de leurs biens personnels (Trib. Avesnes, 21 juin 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 500).

236. D'autre part, la faillite de la société n'entraîne celle de l'associé personnellement obligé qu'à raison de la qualité de commerçant inhérente à l'obligation solidaire. En conséquence, le gérant d'une société en commandite, cessant d'être commerçant à la dissolution de la société, ne peut être déclaré en faillite, s'il faisait honneur à ses engagements lors de cette dissolution, et s'il n'est pas redevenu commerçant depuis (Req. 3 mai 1880, aff. Lebas, B. P. 81. 1. 72). A plus forte raison, ne peut-on déclarer en faillite le liquidateur d'une société commerciale, lequel n'est pas commerçant, mais simple mandataire, dont les actes n'ont rien de commercial par eux-mêmes (Même arrêt). Mais un associé peut, nonobstant sa retraite régulièrement publiée, être déclaré en faillite comme associé, lorsqu'il s'est retiré à une époque où la société était, à sa connaissance, hors d'état de satisfaire à ses engagements... Alors surtout que cette retraite n'était point sérieuse; et que la société a continué à fonctionner dans l'intérêt de l'associé retiré jusqu'à la déclaration de faillite (Req. 11 avr. 1849, aff. Dumoulin-Dufaud, D. P. 49. 1. 173).

237. Il convient d'ajouter que, si la faillite entraîne, en principe, et sauf les exceptions indiquées au *Rép.* n° 82, la faillite personnelle de chacun des associés solidaires, il peut arriver aussi que ces associés soient, à raison de l'insuffisance de l'actif social pour en éteindre le passif, directement mis en faillite, sans qu'il y ait déclaration de faillite de la société elle-même. Ainsi, l'associé qui a payé la totalité des dettes sociales, et a, par là, empêché la déclaration de faillite de la société, peut faire mettre en faillite directement ceux de ses coassociés qu'il poursuit en remboursement de leurs parts contributives; et dont l'actif personnel est insuffisant pour faire ce remboursement (Amiens, 5 févr. 1875, aff. Héritiers de Fay, D. P. 76. 2. 921). Cette solution découle nécessairement de la qualité de commerçant reconnue par la jurisprudence à tout associé en nom, et à cette seule qualité.

238. Il peut arriver, d'autre part, que la déclaration de faillite de la société soit juridiquement impossible, et que néanmoins les associés doivent être déclarés en faillite. C'est ainsi que, lorsqu'une société en nom collectif ne peut être déclarée en faillite comme ne présentant que les caractères d'une association de fait, chaque membre de l'association peut être déclaré en faillite sur la preuve de la cessation individuelle de ses paiements (Civ. cass. 24 août 1863, aff. Lombard, D. P. 63. 1. 353)... alors surtout que cette cessation a eu lieu non seulement à l'égard des créanciers de la société de fait, mais encore à l'égard des créanciers personnels (Paris, 3 mars 1870, aff. Cherpit, D. P. 70. 2. 103; Lyon, 28 janv. 1873, aff. Robert, D. P. 73. 2. 38). Mais chaque associé doit, en ce cas, être l'objet d'une déclaration de faillite individuelle, après constatation de la cessation de ses paiements, et à la date où elle a éclaté: cette déclaration de faillite ne peut intervenir comme conséquence de la cessation des paiements de l'association, et être reportée à la même date pour tous les associés; sans examen des faits propres à chacun d'eux; et uniquement par appréciation des actes qui sont l'œuvre de l'association elle-même (Arrêts précités des 24 août 1863 et 3 mars 1870). ... Et les opérations de ces diverses faillites doivent être suivies séparément, et non pas conjointement, comme s'il s'agissait de la faillite collective des membres d'une société régulièrement constituée (Arrêt précité du 3 mars 1870).

239. Quant aux associés à responsabilité limitée, *commanditaires* ou *actionnaires*, la faillite de la société ne saurait entraîner leur propre mise en faillite, attendu qu'ils ne sont même pas commerçants (*Rép.* n° 91). Ainsi, l'associé

en nom collectif d'une société arrivée au terme fixé, qui n'est entré qu'en qualité de commanditaire dans la société nouvelle créée pour la continuation de la nouvelle entreprise, ne peut, en cas de faillite, y être compris personnellement, alors même que la plus grande partie des dettes proviendrait du passif de la société précédente (Paris, 16 janv. 1838, aff. Syndic Thurneyssen, D. P. 59. 2. 166);... sauf le droit des créanciers de répéter, au cas où des bénéfices auraient été irrégulièrement perçus par ce commanditaire, les sommes qui auraient dû être affectées à l'extinction de ce passif (même arrêt).

**240.** Cela est vrai, même des administrateurs de sociétés anonymes qui, ne faisant pas le commerce pour eux-mêmes, mais pour le compte de la société dont ils sont les mandataires, ne sont pas tenus personnellement du passif social, et ne peuvent être par conséquent qualifiés de commerçants.

**241.** La controverse n'est possible qu'en ce qui concerne le commanditaire qui se serait immiscé dans la gestion, en les fondateurs et administrateurs d'une société par actions; responsables de la nullité de la société pour irrégularité de constitution. — Au sujet de l'immixtion des commanditaires, certains auteurs enseignent que le commanditaire déclaré solidairement responsable de tous les engagements de la société pour s'être immiscé indûment dans la gestion (art. 28 c. com.), devient *ipso facto* un véritable associé en nom collectif, et doit, par suite, être considéré comme un commerçant passible de la faillite (V. Bédarride, *Des sociétés*, n° 262; Molinier, n° 504). Mais cette doctrine n'a pas prévalu, et l'on s'accorde généralement à reconnaître que, si le commanditaire n'exerce pas un commerce distinct, la responsabilité solidaire qui lui est imposée à titre de pénalité ne suffit pas à lui imprimer le caractère de commerçant (V.

Lyon-Caen et Renaut, t. 1, n° 362, et t. 2, n° 2360; Pardessus, t. 3, n° 1037; Alauzet, t. 2, n° 561). Toutefois, il en serait autrement, et la faillite pourrait être encourue par lui si, à raison de la fréquence et de la notoriété de ses actes d'immixtion, le commanditaire devait être considéré comme faisant profession habituelle d'actes de commerce. Décidé, en ce sens, que le commanditaire qui s'est fréquemment immiscé dans la gestion sociale et, de plus, s'est livré, pour son compte personnel, à de nombreuses opérations commerciales est un commerçant, passible des peines de la banqueroute (Crim. rej. 13 mai 1882, aff. Le Sens de Morsan, D. P. 82. 1. 487; Conf. *Rép.* n° 89).

**242.** Que décider en ce qui concerne les fondateurs ou administrateurs d'une société par actions, responsables de la nullité conformément à l'art. 42 de la loi du 24 juill. 1867? D'après cette disposition, les fondateurs et les administrateurs en fonctions au moment où la nullité est encourue sont responsables personnellement et solidairement, envers les tiers, des suites de la nullité. On sait que la cour suprême interprète cet article dans le sens le plus rigoureux : les fondateurs et administrateurs ne sont pas simplement passibles des dommages-intérêts, égaux au préjudice réel causé par la nullité; ils sont, de par la loi, constitués en une sorte de société en nom collectif, prenant la place de la société annulée et sur laquelle doit peser tout le fardeau du passif (V. en ce sens : Civ. cass. 27 janv. 1873, aff. Société des crédits généraux de Saint-Nazaire, D. P. 73. 1. 331; Civ. rej. 13 mars 1876, aff. Peyrelongue, D. P. 77. 1. 49. V. *infra*, v° Société). Les associés en nom collectif étant des commerçants, la cour de cassation traite comme tels les administrateurs responsables et décide qu'ils peuvent être personnellement déclarés en faillite (Req. 19 févr. 1884) (1);...

(1. De l'Aubespine-Sully C. Syndic du Crédit foncier suisse) — Le 5 mai 1881, arrêt de la cour de Paris ainsi conçu : La cour; — Considérant que, par jugement en date du 5 fév. 1874, confirmé sur appel, le tribunal de commerce de la Seine a déclaré la faillite de la société du Crédit foncier et commercial suisse, avec report de l'ouverture au 27 juin 1873; — Considérant que, par jugement en date du 13 avr. 1876, le même tribunal a prononcé la nullité de ladite société anonyme, et décidé que les fondateurs et administrateurs, au nombre desquels se trouve de l'Aubespine-Sully, ont été des associés de fait, tenus à ce titre commercialement et solidairement des dettes de la société, et susceptibles d'être déclarés en état de faillite quand leur état d'insolvabilité aurait été discuté; que, par arrêt du 9 avr. 1878, contre lequel il a été formé un pourvoi en cassation, qui a été rejeté le 25 févr. 1879, aff. Grumbach, D. P. 80. 1. 20), la cour a confirmé, sur ce point, la décision des premiers juges, en se fondant sur ce que les vices dont la constitution de la société anonyme était entachée à son origine avaient pour conséquence d'en entraîner la nullité, et de substituer à l'être moral qui, par leur faute, n'avait pas acquis d'existence légale, les fondateurs et administrateurs, qui demeuraient ainsi obligés, solidairement entre eux, comme s'ils étaient associés en nom collectif, à répondre envers les tiers de tous les engagements contractés par eux au nom de la prétendue société; — Considérant qu'en prononçant contre le gouvernement, les fondateurs et administrateurs en cause cette condamnation solidaire, la cour a réservé, comme le tribunal de première instance, la mise individuelle en faillite, qui pourrait être ultérieurement poursuivie contre chacun d'eux; qu'il s'agit aujourd'hui de la déclaration de la faillite de de l'Aubespine-Sully, l'un des administrateurs condamnés; — Considérant qu'il n'est pas contesté que la société de fait qui a remplacé la société annulée ne satisfait depuis longtemps à aucun de ses engagements; que si plusieurs des administrateurs, depuis la condamnation prononcée contre eux, ont obtenu du syndic, représentant la masse, des transactions qui les libèrent, moyennant le versement de sommes plus ou moins importantes, de l'Aubespine-Sully n'a exécuté aucun des engagements sociaux que le jugement et l'arrêt précités ont mis à sa charge personnelle et solidaire; qu'il est ainsi, quelle que soit d'ailleurs sa solvabilité, en état de cessation de paiements; — Considérant, quant à sa qualité de commerçant, que les fonctions d'administrateur, dont il a été investi dans la société du Crédit foncier suisse, avaient un caractère commercial comme la société à l'administration de laquelle il était appelé à concourir; que ce mandat, qui pouvait être successivement renouvelé, embrassait tout l'ensemble d'une gestion considérable, et ne se limitait pas à l'accomplissement de tel ou tel acte particulier; qu'il était salarié, et que son acceptation n'a été déterminée par une pensée de spéculation et de lucre; que la condamnation commerciale et solidaire prononcée contre de l'Aubespine-Sully et les autres administrateurs se fonde, non seulement sur le

désordre de leur administration, mais encore, et principalement, sur les vices originels de la société; que l'arrêt du 9 avr. 1878 constate, à cet égard, que les administrateurs qui se sont succédé, pas plus que les fondateurs, n'ont pu se faire un seul instant illusion sur la constitution irrégulière de la société anonyme; que de l'Aubespine-Sully n'a donc pu ignorer qu'en y entrant comme administrateur, il engageait sa responsabilité au même titre qu'un associé en nom collectif; que, s'il n'est resté en fonctions que pendant une année environ, le même arrêt prend soin d'établir que la société a été constamment gérée en violation de ses statuts, outre le défaut d'autorisation du Gouvernement français, et que ces vices d'origine ou de gestion, qui se sont perpétués sous toutes les administrations, ont été une cause permanente de nullité de la société engageant d'une manière indivisible la responsabilité de tous; — Considérant que la situation de l'Aubespine-Sully ne saurait être considérée comme différente de celle de toute personne qui, volontairement, entre dans une société en nom collectif régulièrement constituée; qu'elle en diffère seulement en ce que c'est la nullité même de la société qui a pour effet de la substituer personnellement et solidairement envers les tiers, pour l'acquiescement des engagements sociaux, à la personne juridique qui n'existe pas; mais que cette différence ne peut créer, en droit, une cause d'indemnité au profit de ceux-là même qui ont commencé par enfreindre la loi; que les fondateurs ne seraient certainement pas admis à prétendre qu'en organisant le Crédit foncier et commercial suisse, ils ne sont pas devenus commerçants, dans l'acception légale du mot; qu'une pareille entreprise, commerciale de sa nature, ne constitue pas un acte simple et isolé de commerce; que, par l'importance des intérêts engagés, la durée prévue de l'association et la diversité de ses opérations, comme par leur multiplicité, elle a fait pour eux de l'exercice du commerce une profession habituelle; que de même, et à semblable titre, les divers administrateurs, et notamment de l'Aubespine-Sully, ont fait de la gestion des affaires sociales leur profession habituelle, soit en y entrant, sachant que la société était entachée de nullité, soit en la gérant en violation de ses statuts, et en confondant, dans un système indivisible d'administration, leurs actes personnels avec ceux des conseils qui les ont précédés ou suivis; — Considérant, quant à l'ouverture de la faillite, que, par jugement du 5 févr. 1874, le tribunal l'a fixée au 27 juin 1873; que de ce jour aussi date la cessation de paiements pour l'Aubespine-Sully, qui, de fait, n'a rien payé, et a prétendu ne rien devoir jusqu'à l'arrêt du 9 avr. 1878, qui l'a condamné commercialement et solidairement au lieu et place de la société; — Par ces motifs; — Faisant droit à l'appel et réformant; — Déclare de l'Aubespine-Sully personnellement en état de faillite, etc.

Pourvoi en cassation par M. de l'Aubespine-Sully pour violation des art. 1<sup>er</sup> et 437 c. com., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré en faillite une personne non commerçante.



ainsi que les fondateurs, au moins dans le cas où ces derniers auraient, après la constitution de la société, géré comme administrateurs. (Même arrêt, motifs). Tel est, du moins, le sens que l'on peut induire des termes quelque peu ambigus de cet arrêt en les rapprochant du rapport de M. le conseiller Demangeat, reproduit dans la note ci-dessous. V. aussi Vavasseur, *Sociétés civiles et commerciales*, t. 2, n° 848 bis). — Jugé toutefois, en sens contraire, que l'administrateur d'une société anonyme peut bien être rendu responsable du passif, mais que son passage à ces fonctions n'a pu lui donner la qualité de commerçant (Trib. com. Seine, 13 mai 1880, *La Loi* du 3 juin 1880). Cette doctrine nous paraît plus juridique que celle consacrée par la cour suprême. En effet, si l'on admet que la responsabilité solidaire du commanditaire qui s'immisce dans la gestion ne suffit pas à lui conférer, *de plano*, la qualité de commerçant, à plus forte raison en doit-il être ainsi des administrateurs d'une société anonyme, qui sont purement et simplement les représentants de la société, et doivent par suite s'effacer devant leur mandat. La loi a bien pu, sans doute, les déclarer responsables du passif à titre de pénalité; mais elle n'a pas de prise sur les faits matériels, et ne peut pas faire qu'ils aient géré pour eux-mêmes, professionnellement, alors qu'ils ont toujours, en fait, géré pour le compte de la société (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2560; Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 292 et suiv.; Pic, p. 44 et suiv.).

M. le conseiller Demangeat a présenté le rapport suivant :  
« La cour de cassation, dit le pourvoi, a le droit de rechercher si la qualité de commerçant résulte bien, au profit ou à la charge d'une personne, des circonstances que relèvent les juges du fait (V. notamment, Req. 2 févr. 1869, aff. Boucaruc, D. P. 69. 1. 370). — Dans l'espèce, la cour de Paris, pour reconnaître à de l'Aubespine-Sully la qualité de commerçant, s'appuie essentiellement, ou plutôt uniquement, sur ce qu'il y aurait eu substitution d'une société en nom collectif (entre les fondateurs et administrateurs) à la société anonyme fondée en dehors des conditions légales prescrites pour sa validité. Dans ce cas, et par une sorte de sanction pénale admise aujourd'hui en jurisprudence, les fondateurs et administrateurs de la société déclarée nulle sont tenus pour responsables, solidairement et *in infinitum*, des dettes sociales. Mais en résulte-t-il qu'ils soient commerçants ? Les art. 27 et 28 c. com. infligent à l'associé commanditaire, qui fait acte de gestion, cette même sanction d'une responsabilité complète et solidaire avec les associés en nom collectif : on n'a jamais admis qu'il puisse, par une conséquence nécessaire, être considéré comme commerçant et déclaré en faillite (V. Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 3, n° 1037; Troplong, *Sociétés*, t. 1<sup>er</sup>, n° 438). La jurisprudence des cours d'appel est également constante en ce sens (V. Bourges, 2 août 1828). On peut étendre, suivant le pourvoi, à M. de l'Aubespine-Sully, administrateur d'une société anonyme, les dispositions du code de commerce sur l'associé commanditaire; pas plus que ce dernier, il ne saurait être considéré comme commerçant et déclaré en faillite, par cela seul que (et à cela se bornent les constatations de l'arrêt attaqué), par cela seul qu'il s'est immiscé dans les affaires du Crédit foncier suisse, en restant administrateur de cette société, du mois de mai 1872 au mois de mars 1873. Ni sa femme ni ses créanciers personnels n'ont pu le considérer comme commerçant. Comment admettre aussi que lui-même ait jamais pu songer à s'astreindre aux prescriptions que la loi impose aux commerçants, pour que leur faillite ne soit pas convertie en banqueroute ? C'est donc à tort que l'arrêt attaqué a cru pouvoir induire de ces constatations la qualité de commerçant chez de l'Aubespine-Sully.

« Si l'arrêt attaqué se bornait à constater, comme le prétend le pourvoi, que de l'Aubespine-Sully s'est immiscé dans les affaires du Crédit foncier et commercial suisse, le moyen de cassation pourrait sembler fondé. Mais voici ce que nous lisons dans les motifs de l'arrêt : « Les fonctions d'administrateur, dont de l'Aubespine-Sully a été investi dans la société du Crédit foncier et commercial suisse, avaient un caractère commercial, comme la société à l'administration de laquelle il était appelé à concourir... La situation de l'Aubespine-Sully ne saurait être considérée comme différente de celle de toute personne qui, volontairement, entre dans une société en nom collectif régulièrement constituée; elle en diffère seulement en ce que c'est la nullité même de la société qu'il a pour effet de le substituer personnellement et solidairement envers les tiers, pour l'acquiescement des engagements sociaux, à la personne juridique qui n'existe pas... Les divers administrateurs et notamment de l'Aubespine-Sully, ont fait de la gestion des affaires sociales leur profession habituelle... » Sur ces motifs de l'arrêt attaqué, nous nous bornerons à remarquer que la cour de cassation avait déjà formulé, à deux reprises, cette idée que les fondateurs et administrateurs d'une société anonyme, auxquels la nullité de la

243. — 2° Effets de la faillite personnelle d'un associé à l'égard de la société. — Sociétés distinctes. — S'il est vrai que la faillite d'une société entraîne celle de ses gérants ou associés solidaires, la faillite personnelle d'un gérant ou d'un associé, même solidaire, qui fait un commerce séparé, ne saurait au contraire entraîner, par elle-même, la faillite de la société, celle-ci étant une personne morale qui a son actif et son passif distincts de l'actif et du passif de chaque associé (Civ. cass. 25 août 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 243. Conf. Rép. n° 83; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3116; Pic, p. 20). — Ainsi, un agent de change, gérant de l'association formée pour l'exploitation de sa charge, peut être personnellement déclaré en faillite (à raison de dettes distinctes de celles de la société), sans que sa faillite atteigne la société (Civ. cass. 5 mars 1879, aff. Chenard, cassant un arrêt de la cour de Paris du 22 janv. 1875, D. P. 79. 1. 251). De même, lorsqu'un individu fait partie de deux sociétés distinctes, sa faillite, comme membre de l'une de ces sociétés, n'emporte pas la faillite de l'autre société (Rép. n° 83).

### § 3. — Commerçant décédé.

244. Aux termes de l'art. 437-2°, la faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès lorsqu'il est mort en état de cessation de paiements (V. sur la justification théorique de la déclaration de faillite après décès : Rép. n° 57

société est imputable, se trouvent substitués à l'être moral qui, par leur faute ou leur négligence, est reconnu n'avoir pas d'existence légale, et sont tenus des mêmes obligations (Civ. cass. (après partage) 27 janv. 1873, au rapport de M. Hély-d'Oissel, aff. Société des crédits généraux de Saint-Nazaire, D. P. 73. 1. 331), et Civ. rej. 13 mars 1876, au rapport de M. Baudouin (aff. Peyrelongue, D. P. 77. 1. 49).

« Quant à ce que dit le pourvoi au sujet du commanditaire qui s'immisce dans la gestion, la réponse se trouve dans ce passage de M. Pont (*Sociétés commerciales*, n° 1473) : « L'immixtion constatée, et les responsabilités qui en découlent, n'ont pas nécessairement pour effet d'attribuer au commanditaire la qualité de commerçant. Avant la loi de 1863, modificative des art. 27 et 28 c. com., un avis contraire était admis sans distinction par la majorité des auteurs. Le commanditaire qui a encouru la responsabilité prononcée par l'art. 28, disait-on, est assimilé, à l'égard des tiers, aux autres associés en nom. Dès qu'il a fait un acte de gestion, sa position n'est plus celle d'un simple commanditaire, mais bien celle d'un associé en nom collectif. Comme tel, il est, en fait et en droit, un commerçant : les créanciers sociaux peuvent donc exercer contre lui tous les droits dont ils sont investis vis-à-vis des associés responsables, et, par conséquent, celui de le faire déclarer en faillite, si la société est en faillite, ou si lui-même devient insolvable. Evidemment, ajoute M. Pont, cette solution ne serait pas admissible depuis la loi de 1863, dans le cas où le commanditaire, ayant fait seulement un ou plusieurs actes de gestion, ne serait obligé solidairement que pour les dettes et engagements dérivant de ces actes : il n'y a là que des actes isolés de commerce qui ne suffisent pas pour imprimer à l'agent la qualité de commerçant. Mais elle nous paraîtrait rentrer dans l'esprit de la loi, dans le cas où le commanditaire serait déclaré solidairement obligé pour tous les engagements de la société, comme s'étant immiscé à la gestion par une participation habituelle... »

« Vous vous rappellerez : 1° que le pourvoi lui-même assimile, et avec raison, au commanditaire qui s'immisce dans la gestion, les fondateurs et administrateurs d'une société anonyme auxquels la nullité de cette société est imputable; 2° qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué que de l'Aubespine-Sully a fait de la gestion des affaires sociales, qui étaient commerciales, sa profession habituelle. Et vous verrez si, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de rejeter le pourvoi ».

LA COUR. — Sur l'unique moyen du pourvoi, pris de la violation des art. 1<sup>er</sup> et 437 c. com. : — Attendu que, par des décisions aujourd'hui inattaquables, la société anonyme du Crédit foncier commercial suisse a été déclarée nulle, et que ses fondateurs et administrateurs, au nombre desquels se trouve de l'Aubespine-Sully, ont été condamnés solidairement à payer les dettes sociales; — Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait : 1° que de l'Aubespine-Sully n'a exécuté aucun des engagements sociaux, et 2° qu'il avait fait de la gestion des affaires sociales, qui étaient commerciales, sa profession habituelle; — Attendu qu'en réformant, dans ces circonstances, le jugement qui avait refusé de déclarer de l'Aubespine-Sully personnellement en état de faillite, l'arrêt attaqué, loin de violer les articles cités, en a fait, au contraire, une juste application; — Rejette, etc.

Du 19 févr. 1884.-Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Demangeat, rap.-Petiton, av. gén., c. conf.-Massénet-Deroche, av.



à 60. Conf. *infra*, sect. 2, § 2). — La faillite après décès est admise par le code belge (art. 437), le code italien (art. 690-2°), la loi autrichienne (art. 62-2°). La loi anglaise de 1883 (art. 125), contrairement à la législation antérieure, admet aussi la faillite après décès; toutefois, on ne dit pas alors qu'il y a faillite, mais administration conforme à la procédure de faillite (*administration of the estate of the deceased debtor according to the law of bankruptcy*).

245. La faillite d'un commerçant, déclarée après son décès, a pour effet d'assurer à ses créanciers un droit de gage exclusif sur tous les biens qu'il a laissés; et ce droit subsiste sur les immeubles de la succession, même à l'encontre des créanciers hypothécaires de l'héritier, régulièrement inscrits sur ces immeubles, sans que les créanciers du défunt soient tenus de demander la séparation des patrimoines ni de prendre l'inscription prescrite par l'art. 2111, c. civ. (Douai, 24 déc. 1877, aff. Syndic Chevalier Mélayer, D. P. 78. 2. 149). En effet, la faillite d'un commerçant, déclarée après son décès, a pour conséquence de réunir l'ensemble de son patrimoine sous l'administration des syndics chargés d'en opérer la liquidation et de la réaliser au profit de la masse; ce qui empêche, comme en cas d'acceptation bénéficiaire, toute confusion entre ce patrimoine et celui du défunt. — V. cependant en sens contraire : Demolombe, *Traité des successions*, t. 5, n° 198; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 6, p. 485, § 619; Boistel, n° 893. D'après ces auteurs, la faillite du défunt, de même que celle de l'héritier, ne saurait écarter l'application de l'art. 2111 c. civ.

246. Nous avons exposé au Rép. n° 59, les motifs qui nous semblaient de nature à faire admettre le droit, pour le tribunal, de déclarer la faillite d'un commerçant qui se serait suicidé à la veille de cesser ses paiements. Il convient toutefois d'observer que cette interprétation est repoussée par un certain nombre d'auteurs, qui croient devoir appliquer, à la lettre, la disposition de l'art. 437, aux termes duquel la faillite n'est possible que si le débiteur est mort en état de cessation de paiements (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2575; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 33, note 1; Bédarride, t. 1, n° 22; Namur, t. 3, n° 1592; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 62).

247. En aucun cas, la faillite ne peut être, soit prononcée d'office par le tribunal, soit demandée par les créanciers passé l'année qui suit le décès (art. 437-3°) (V. Rép. n° 61). Ce délai d'un an est un délai préfixe qui ne saurait être modifié par aucun des événements de nature à interrompre ou à suspendre la prescription (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2576; Bravard, t. 5, p. 34). Il suffit, d'ailleurs, que les créanciers aient formé dans l'année une demande en justice; le jugement déclaratif peut valablement intervenir passé ce délai. Mais une simple requête à fin d'assigner, présentée dans l'année, ne suffirait pas si, d'ailleurs, l'assignation elle-même, qui seule constitue la demande, au sens propre du mot, n'avait été donnée que postérieurement au délai légal (Caen, 15 mai 1834, aff. Pannier, D. P. 54. 2. 243).

248. L'art. 437-3° s'oppose également à ce que les tribunaux puissent, après l'expiration du même délai, rechercher et constater l'état de cessation de paiements du commerçant décédé, pour en induire les conséquences que la loi y attache, et notamment pour appliquer à l'hypothèque légale de la femme les restrictions que subit cette hypothèque en cas de faillite du mari; le droit de constater incidemment la cessation de paiements constitutive de la faillite ne saurait, en effet, appartenir aux juges civils qu'autant que les juges de commerce pourraient eux-mêmes la déclarer (Lyon, 21 févr. 1851, aff. Clary, D. P. 51. 2. 194; Caen, 15 mai 1854, et sur pourvoi Req. 4 déc. 1854, aff. Pannier, D. P. 55. 1. 20).

#### ART. 2 — Cessation de paiements (Rép. nos 64-76).

249. Sous l'empire de la loi de 1838, la cessation des paiements d'un commerçant était la condition nécessaire et

suffisante de la déclaration de faillite, si bien que le juge ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs, se refuser à déclarer la faillite d'un commerçant dont il avait dûment constaté la cessation des paiements. Aujourd'hui, au contraire, la cessation des paiements est bien toujours une condition nécessaire de la faillite; mais, ainsi que nous l'avons établi au chap. 2, elle n'en est plus une condition suffisante, en ce sens que le débiteur peut y échapper en satisfaisant aux conditions prescrites par la loi du 4 mars 1889 pour l'obtention du bénéfice de la liquidation judiciaire. — Sous le régime nouveau, un débiteur en état de cessation de paiements n'encourra la faillite que dans deux cas : 1° s'il a laissé passer le délai de quinzaine qui lui est imparti par l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889 sans présenter une requête, par voie principale ou incidemment à la demande en déclaration de faillite émanée des créanciers, à l'effet d'obtenir le bénéfice de la liquidation, auquel cas la faillite sera prononcée *de plano*, alors même qu'il aurait tardivement fait l'aveu de son état, soit d'office par le tribunal, soit à la requête des créanciers; — 2° Si, ayant tout d'abord obtenu la liquidation judiciaire, il vient à être déchu de ce bénéfice pour l'une des causes énumérées dans l'art. 19 (V. *supra*, n° 120 et suiv.), lequel indique une première série d'hypothèses dans lesquelles le juge a la faculté, et une seconde série de cas dans lesquels il est tenu légalement de déclarer la faillite. Mais, sous le bénéfice de ces observations, le droit antérieur est demeuré en vigueur.

Le pouvoir du juge est donc, même depuis la loi de 1889, assez étroitement limité; s'il lui est loisible, en certains cas, d'opter entre la liquidation judiciaire ou la faillite, du moins est-il tenu, par cela seul qu'il constate la cessation de ses paiements, de soumettre le débiteur à l'un ou à l'autre de ces deux régimes, qui l'un et l'autre comportent une procédure collective, accompagnée d'un dessaisissement plus ou moins complet, destinée à maintenir une égalité rigoureuse entre les créanciers et à assurer la conservation de leur gage. — D'autre part, la loi du 4 mars 1889 n'a donné de la cessation de paiements aucune définition nouvelle; les arrêts qui ont déterminé la signification pratique de cette formule ont donc conservé toute leur valeur.

250. La cessation de paiements est un fait éminemment complexe, dont il appartient au juge du fait de constater l'existence dans chaque espèce (Rép. nos 64 et suiv.). Le législateur de 1838 s'est, à dessein, écarté du système suivi par le code de 1807, consistant à donner une liste de faits ou signes extérieurs auxquels le juge devrait reconnaître la cessation de paiements (Rép. n° 133). Ce système a cependant été conservé par plusieurs législations étrangères, notamment par les lois anglaise, espagnole, russe, hongroise et suédoise (ces deux dernières, en ce qui concerne les non-commerçants seulement); mais l'essai qui en a été fait en France de 1807 à 1838 en a révélé le vice capital, qui est d'enfermer le juge dans des formules étroites et incomplètes, et de l'obliger tantôt à prendre en considération des faits qui, eu égard aux circonstances de la cause, ne devraient pas entraîner la faillite, tantôt, au contraire, à ne pas tenir compte de faits qui, bien que non prévus par la loi, constituent, selon les circonstances, un indice manifeste de la situation du débiteur (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2572; Rép. n° 133).

251. Sous le régime actuel, les juges du fond constatent souverainement, quant à leur existence matérielle, à leur influence sur la situation commerciale du failli, et à l'intention des parties, les faits constitutifs de la cessation de paiements (Req. 22 avr. 1872, aff. Brander, D. P. 72. 1. 371; 22 juill. 1872, aff. Deléglise, D. P. 73. 5. 55; 12 mai 1874, aff. Lebel, D. P. 75. 1. 23; 13 mai 1879, aff. Goldschmidt, D. P. 80. 1. 29; 18 nov. 1879, aff. Sofferande-Chapoton, D. P. 80. 1. 27; 12 juill. 1881, aff. Rohaut, Tanneur, Loncle et comp., D. P. 82. 1. 264; 25 avr. 1883 (1). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2571; Ruben de Couder,

(1) (Synd. Sauter C. Saint-Hilaire, Dufour et comp.) — LA COUR; — Sur le second moyen, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 : — Attendu qu'un commerçant ne peut être déclaré en état de faillite qu'autant qu'il est en état de cessation de paiements au moment où intervient le jugement déclaratif; — Attendu que la cour de Rouen a souverainement constaté en fait

que la société Sauter frères, lors du jugement du tribunal de commerce d'Eu, et même à la date de l'arrêt attaqué, n'était pas en état de cessation de paiements, et a donné ainsi un motif suffisant pour faire repousser tous les moyens invoqués à l'appui d'une demande en déclaration de faillite, notamment celui par lequel il était prétendu que la faillite de la société Sauter frères

**1<sup>re</sup> Faillite, n° 43.** Par suite, est suffisamment motivé l'arrêt qui constate, en fait, que le commerçant contre qui était formée une demande en délibération de faillite n'était pas en état de cessation de paiements (Req. 25 avr. 1883 précité). — Mais il appartient à la cour de cassation de vérifier si les caractères légaux de la cessation de paiements se rencontrent dans les faits relevés par les juges du fond (Civ. rej. 24 déc. 1866, aff. Guilhem, D. P. 67. 1. 463).

**252.** Le caractère essentiel de la cessation de paiements, affirmé expressément par la loi, consiste, de la part du débiteur, dans l'impossibilité ou le refus de payer les dettes liquides et exigibles. Le refus d'acquitter une dette litigieuse ne saurait donc servir de base à une déclaration de faillite (Poitiers, 27 juill. 1885 (1). Conf. Rép. n° 74), alors même que le refus de paiement s'appliquerait à une dette constatée par des billets à ordre et par un jugement exécutoire par provision, pourvu, toutefois, que l'appel interjeté contre ce jugement soulève des difficultés sérieuses (Même arrêt). — Cette décision nous paraît fondée. Vainement, dans l'affaire soumise à la cour de Poitiers, objectait-on que le droit d'appel et l'exécution provisoire ou la déclaration de faillite de l'appelant n'ont rien d'incompatible, attendu, disait-on, qu'une déclaration de faillite n'est pas légalement irréparable, qu'elle peut être rapportée et que toutes ses conséquences peuvent être effacées, même dans le passé; enfin, que l'exécution provisoire doit rendre possible la faillite, puisqu'elle donne ouverture au droit de saisie. Cette thèse spécieuse ne saurait être admise. Effectivement, la faillite ne dépend pas, comme une saisie, de la seule volonté d'un créancier agissant à ses risques et périls; elle n'existe qu'à la condition d'avoir été tout d'abord déclarée et organisée par la justice. S'il était possible de déclarer la faillite à raison du non-paiement d'une dette litigieuse, sous le prétexte qu'il existe un jugement exécutoire par provision en faveur du créancier, la liberté des juges d'appel ne serait plus entière; et l'exécution provisoire aboutirait à supprimer non seulement l'effet suspensif, mais encore l'effet dévolutif, c'est-à-dire l'effet essentiel et nécessaire de l'appel (Conf. note de M. Le Courtois sur l'arrêt du 27 juill. 1885).

**253.** Il faut, en outre, d'après une jurisprudence constante, que les dettes impayées soient des dettes commer-

ciales : le refus d'acquitter une dette civile, même exigible, ne saurait en aucun cas entraîner la faillite du débiteur, si d'ailleurs celui-ci n'a pas cessé de faire honneur à ses engagements commerciaux (Req. 2 déc. 1868, aff. Cointy, D. P. 69. 1. 430; Paris, 30 août 1871, aff. Martin, D. P. 72. 5. 241; Nancy, 23 mai 1874, aff. Sarrazin, D. P. 75. 2. 117; Caen, 5 avr. 1884, aff. de la Rocque *infra*, n° 257; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2570; Bravard, t. 5, p. 19; Boistel, n° 896; Laurin, n° 953; Rulon de Couder, n° 51. Conf. Rép. n° 69). Ainsi, par exemple, la faillite ne saurait résulter du simple refus, par un commerçant, de payer une amende prononcée contre lui au profit de l'administration des Douanes (Nancy, 23 mai 1874, précité). Par identité de motifs, on doit décider que le commerçant qui, après avoir suspendu ses paiements commerciaux, les aurait repris par la suite, en ne laissant plus impayées que des dettes civiles, ne saurait être déclaré en faillite. En ce cas, en effet, il n'est plus en état de cessation de paiements, au sens propre du mot; or un commerçant ne peut être déclaré en faillite qu'autant qu'il est en état de cessation de paiements lors du jugement déclaratif ou de l'arrêt d'appel (V. Req. 25 avr. 1883, aff. Sauter, *supra*, n° 251).

**254.** Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, pour que la faillite puisse être déclarée, que le débiteur ait cessé tous ses paiements commerciaux, ni même la généralité d'entre eux (Rép. n° 64). C'est au tribunal à apprécier *ex æquo et bono*, s'il y a eu, de la part du débiteur, simple retard à régler quelques factures, ou si au contraire ce défaut partiel de paiement est l'indice de la ruine ou, tout au moins, d'un ébranlement du crédit du débiteur suffisant pour le mettre dans l'impossibilité de faire face à tous ses paiements. Dans le premier cas, la déclaration de faillite ne serait pas justifiée, au cas du moins où les créanciers impayés n'auraient exercé contre leur débiteur aucune poursuite (Colmar, 9 août 1830, aff. de Scey, D. P. 55. 2. 221). Jugé, en ce sens, que la cessation de paiements, supposant une interruption de la vie commerciale, ne résulte pas du seul fait de laisser impayés à l'échéance des effets de commerce pour lesquels le porteur a conté un délai au souscripteur et qui ont été soldés peu de jours après cette échéance (Orléans, 19 juill. 1889) (2).

Dans le second cas, au contraire, la faillite pourra être imposée au débiteur prétendu, et laisse entrer l'examen pour le juge du second degré de tous les moyens du fond; qu'on ne saurait confondre l'effet dévolutif avec l'effet suspensif de l'appel. — Attendu qu'il n'est justifié d'aucunes autres poursuites contre l'intimé pour dettes commerciales directement contractées par lui; — Par ces motifs; — Confirme, etc.

Du 27 juill. 1885.-C. de Poitiers, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Loiseau, 1<sup>er</sup> président, av. gén.; de la Ménardière et Pichot, av.

(1) Banque des fonds publics (C. Leroy). — LA COUR; — Attendu que, pour demander la faillite de Leroy la Banque des fonds publics et des valeurs industrielles se fonde sur les condamnations qu'elle a obtenues contre l'intimé, le 10 février 1883, à raison de deux billets s'élevant ensemble à 7634 fr. 85, souscrits sous la date du 10 octobre dernier, et causés, l'un *valable en compte*, l'autre *pour solde de compte*; qu'elle soutient que ces jugements, bien que frappés d'appel, constituent à son profit un titre certain, parce que les premiers juges ont ordonné l'exécution provisoire de leur décision; — Attendu qu'on ne peut considérer comme une cessation de paiements de nature à déterminer l'ouverture d'une faillite, le refus par un commerçant d'acquitter une dette essentiellement litigieuse; — Attendu qu'il est constant que les deux billets susdatés sont la représentation des différences auxquelles ont donné lieu les opérations de jeu sur des valeurs de bourse faites sur l'ordre et pour le compte de Leroy par la partie appelante; qu'après s'être fait un mérite, dans une lettre du 21 novembre 1884, de ne s'être pas retranché derrière l'exception de jeu, Leroy écrivait aujourd'hui devoir invoquer les dispositions de l'art. 1965 c. civ.; que sa prétention soulève une difficulté sérieuse, puisqu'il s'agit, non pas de savoir quelles conséquences a pu avoir à son égard l'observation de l'art. 76 c. com., ce moyen ne paraissant pas susceptible d'être accueilli, en présence de la jurisprudence de la Cour suprême qui, lorsque, comme dans l'espèce, le règlement définitif des opérations de jeu a été effectué, refuse toute action à celui qui a provoqué ou accepté l'intervention de l'intermédiaire sans qualité, qui y a procédé aussi bien qu'à cet intermédiaire lui-même, mais bien de rechercher lequel des art. 1965 ou 1967 est applicable dans la cause, et si la loi des 28 mars-8 avr. 1885 a ou n'a pas un effet rétroactif; — Attendu qu'il importe peu que le tribunal de commerce de la Seine ait ordonné l'exécution provisoire de ses jugements; que l'exécution provisoire n'est qu'une sorte de consignation

devait être prononcée comme conséquence nécessaire de la faillite d'Alderic Sauter; — D'où il suit que l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 n'a pas été violé; — Rejeté, etc.

Du 25 avr. 1883.-Ch. Req.-MM. Bédarrides, pr.-Talandier, rap.-Petitoh, av. gén.; c. conf.-Demesure, av.

(2) (Popelin C. Aupetit). — LA COUR; — Attendu que les époux Aupetit ont été déclarés en faillite par jugement du 2 janv. 1889, qui a fixé provisoirement à cette date l'époque de la cessation des paiements; que le syndic a demandé le report de la faillite au 11 sept. 1884; que par jugement du 22 janv. 1889, le tribunal a fait droit à cette demande; que Popelin, créancier hypothécaire des époux Aupetit, aux termes d'une obligation du 27 janv. 1885, de la somme de 6.000 fr. pour règlement de compte et avances, a formé opposition à ce jugement; qu'il a été débouté par la décision du 19 mars 1889, déférée à la Cour; — Attendu que le tribunal a fixé au 11 sept. 1884 l'époque de la faillite des époux Aupetit, par ce motif qu'il n'était pas suffisamment établi qu'ils ne fussent pas en état de cessation de paiements à cette date; qu'il a visé, à l'appui de son jugement, la créance d'un sieur Renaud contre les époux Aupetit, s'élevant, au 4 déc. 1888, à 7897 fr., pour fournitures successives depuis plusieurs années, mais dont il a déclaré que le point de départ était incertain; qu'il a constaté qu'au 27 janv. 1885, date de l'hypothèque consentie à Popelin, deux effets de commerce consentis par Aupetit à Aient été protestés; que, d'un autre côté, le syndic prétend que les époux Aupetit étaient, dès avant l'année 1884, au-dessous de leurs affaires et qu'ils n'ont pu prolonger leur existence commerciale jusqu'à la fin de l'année 1888 qu'à l'aide de renouvellement de billets et qu'en trompant leurs créanciers sur leur situation; — Attendu que c'est au syndic et non pas à Popelin qu'il incombe de démontrer que les époux Aupetit étaient, au 11 sept. 1884, non pas au-dessous de leurs affaires, mais bien en état de cessation de paiements, conformément à l'art. 437 c. com.; qu'en effet, la cessation de paiements ne doit pas être confondue avec la ruine du débiteur;

imposée au débiteur prétendu, et laisse entrer l'examen pour le juge du second degré de tous les moyens du fond; qu'on ne saurait confondre l'effet dévolutif avec l'effet suspensif de l'appel. — Attendu qu'il n'est justifié d'aucunes autres poursuites contre l'intimé pour dettes commerciales directement contractées par lui; — Par ces motifs; — Confirme, etc.

Du 27 juill. 1885.-C. de Poitiers, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Loiseau, 1<sup>er</sup> président, av. gén.; de la Ménardière et Pichot, av.

(1) Banque des fonds publics (C. Leroy). — LA COUR; — Attendu que, pour demander la faillite de Leroy la Banque des fonds publics et des valeurs industrielles se fonde sur les condamnations qu'elle a obtenues contre l'intimé, le 10 février 1883, à raison de deux billets s'élevant ensemble à 7634 fr. 85, souscrits sous la date du 10 octobre dernier, et causés, l'un *valable en compte*, l'autre *pour solde de compte*; qu'elle soutient que ces jugements, bien que frappés d'appel, constituent à son profit un titre certain, parce que les premiers juges ont ordonné l'exécution provisoire de leur décision; — Attendu qu'on ne peut considérer comme une cessation de paiements de nature à déterminer l'ouverture d'une faillite, le refus par un commerçant d'acquitter une dette essentiellement litigieuse; — Attendu qu'il est constant que les deux billets susdatés sont la représentation des différences auxquelles ont donné lieu les opérations de jeu sur des valeurs de bourse faites sur l'ordre et pour le compte de Leroy par la partie appelante; qu'après s'être fait un mérite, dans une lettre du 21 novembre 1884, de ne s'être pas retranché derrière l'exception de jeu, Leroy écrivait aujourd'hui devoir invoquer les dispositions de l'art. 1965 c. civ.; que sa prétention soulève une difficulté sérieuse, puisqu'il s'agit, non pas de savoir quelles conséquences a pu avoir à son égard l'observation de l'art. 76 c. com., ce moyen ne paraissant pas susceptible d'être accueilli, en présence de la jurisprudence de la Cour suprême qui, lorsque, comme dans l'espèce, le règlement définitif des opérations de jeu a été effectué, refuse toute action à celui qui a provoqué ou accepté l'intervention de l'intermédiaire sans qualité, qui y a procédé aussi bien qu'à cet intermédiaire lui-même, mais bien de rechercher lequel des art. 1965 ou 1967 est applicable dans la cause, et si la loi des 28 mars-8 avr. 1885 a ou n'a pas un effet rétroactif; — Attendu qu'il importe peu que le tribunal de commerce de la Seine ait ordonné l'exécution provisoire de ses jugements; que l'exécution provisoire n'est qu'une sorte de consignation

déclarée. Le défaut de paiement d'une seule dette commerciale pourrait même, suivant les circonstances, être considéré comme constituant une cessation de paiements suffisante pour entraîner la faillite, alors même que les autres créanciers resteraient dans l'inaction, ou même qu'il n'y aurait pas d'autre créance connue. Aucun texte ne s'oppose, en effet, à ce qu'on déclare la faillite d'un débiteur ayant un créancier unique, si d'ailleurs la créance impayée de celui-ci est commerciale, liquide et exigible. Décidé, en ce sens, qu'il y a lieu de déclarer la faillite d'un commerçant qui est en état de cessation de paiements, encore bien qu'il n'ait qu'un créancier unique, sauf à ne pas appliquer, en ce cas, les dispositions du titre des faillites inconciliables avec l'existence d'un seul créancier (Rép. n° 75 et 884; Rouen, 24 janv. 1852; aff. Marey, D. P. 54. 2. 8; Paris, 24 juin 1864, aff. Biot, D. P. 64. 3. 178; Angers, 14 déc. 1878, aff. Cornilleau, D. P. 78. 2. 196; Aix, 1<sup>er</sup> mars 1877, aff. Marie, D. P. 78. 2. 38; Trib. com. de Marseille, 3 juill. 1881 et 30 sept. 1881, *Journal de Marseille*, 1881. 1. 230; 84. 1. 25. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2896; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 25; Laurin, n° 934; Alauzet, t. 7, n° 2410). Jugé, dans le même sens, que la déclaration de faillite n'est subordonnée ni au nombre ni à l'intérêt probable des créanciers qui la réclament; mais uniquement à la preuve de la cessation de paiements (Paris, 14 janv. 1853, aff. Naquart, D. P. 53. 2. 6).

Décidé cependant, en sens contraire, qu'en l'absence d'autres créanciers, le défaut de paiement intégral et immédiat de la seule dette qui soit connue ne peut constituer l'état de cessation de paiements (Agen, 16 mars 1878) (1). Mais cet arrêt contraire au texte et à l'esprit de la loi française est resté isolé. — D'autres législations, par contre, subordonnent la déclaration de faillite soit au chiffre des créances

réclamées, comme la loi russe, d'après laquelle les créanciers demandeurs doivent être intéressés au moins pour 8000 roubles, ou comme la loi anglaise, qui n'autorise la faillite qu'à la requête d'un ou de plusieurs créanciers dont les droits s'élèvent au chiffre minimum de 50 livres stér.; soit au nombre des créanciers, comme la loi autrichienne, d'après laquelle la demande de faillite doit émaner de deux créanciers au moins. Ces restrictions ne sauraient en principe être approuvées; la fixation d'un minimum d'intérêt, notamment, a pour résultat de priver des garanties de la faillite les créanciers des petits commerçants, à moins que, pour les petites liquidations, la faillite ne soit remplacée, comme en Angleterre, par une procédure spéciale (*administration order*), plus simple et moins coûteuse.

255. Comment la cessation de paiements se prouve-t-elle? Ainsi que nous l'avons déjà établi au Rép. (n° 66 et suiv.), il faut distinguer à cet égard suivant que le débiteur a fait ou non une déclaration de cessation de paiements. S'il a déposé son bilan, ainsi que la loi le lui prescrit, cet aveu est par lui-même constitutif de la faillite. — V. cependant Paris, 18 juin 1874, aff. Charles, D. P. 74. 5. 246). — Si non le tribunal formera sa conviction d'après les éléments de la cause, en tenant compte des signes extérieurs par lesquels se manifeste le plus souvent la situation embarrassée du débiteur : protêts, assignations, jugements de condamnation, fermeture de magasins ou disparition du débiteur (Rép. n° 450, 161). Pour établir la cessation de paiements, il n'est même pas nécessaire que les juges du fond s'appuient sur des actes extérieurs, tels que protêts, jugements ou fermeture des magasins; un commerçant peut être considéré comme ayant cessé ses paiements s'il ne soumet son crédit qu'à l'aide de *moyens factices* (Trib. civ. Amnevy, 22 juin 1889) (2). Et à cet égard, si le défaut de paye-

que le commerçant dont le passif est supérieur à l'actif, qui cependant continue à faire face à ses engagements à l'aide de son crédit ou des délais qui lui sont accordés, n'est pas dans cet état de cessation de paiements que la loi a exigé pour la déclaration de faillite et qui peut seul constituer l'interdiction de la vie commerciale; — Attendu que, si Rendu a été déclaré à ses débiteurs des délais successifs sur leurs promesses de paiements partiels rapprochés et si ces promesses n'ont pas été tenues, il leur a toujours accordé de nouveaux délais, et n'a exercé contre eux aucune poursuite jusqu'à l'époque du jugement du 4 déc. 1888; que deux protêts notifiés à Rendu ont précédé l'obligation du 27 janv. 1889, et qu'il en a reçu deux autres dans le courant de la même année; qu'il n'était que caution de l'un des effets protêtés et qu'il voulait le faire payer par le souscripteur, qui l'a, en effet, remboursé; que les trois autres effets ont été payés par Rendu quelques jours seulement après les protêts, qui n'ont été suivis d'aucune poursuite; — Attendu que la date de la cessation des paiements d'un commerçant peut, sans doute, être fixée à l'époque des protêts qui ont été le point de départ de demandes de paiement d'effets qui sont restés en souffrance jusqu'à la déclaration de la faillite ou jusqu'à la convocation des créanciers; mais qu'il n'en a pas été ainsi dans l'espèce; que c'est à tort que les premiers juges ont reporté au 11 sept. 1888 la date de la cessation des paiements des époux Rendu, etc.).

Par des motifs; — Infirme.  
Du 19 juill. 1889. — U. d'Orléans; MM. Louvet, pr.; Latour, subst. proc. gén.; Desplanches et Lafontaine, av.

(1) Cottes et Terles. — La cour. — Attendu qu'une société a existé en 1872 entre Terles et Cottes pour le remplacement militaire; qu'elle n'existe plus; qu'elle a même été liquidée définitivement; et que c'est en paiement de la somme dont le règlement l'établissement débiteur envers Cottes, que Terles a souscrit la lettre de change de 500 fr.; — Attendu; sans doute, que le titre par lui souscrit est commercial; et que la dette se rattachait à des opérations commerciales; — Mais attendu que la lettre de change de 500 fr. est la seule dont le paiement soit réclamé, et qu'à la suite du jugement qui déclare Terles en état de faillite le 21 décembre dernier, aucun créancier ne s'est présenté; que Terles offre de payer à Cottes la somme de 250 fr. dès à présent, et le reste dans un délai déterminé et de courts délais; qu'en l'absence de tous autres créanciers de Terles, le défaut de paiement intégral et immédiat de la seule dette qui soit connue est un fait isolé, et ne peut constituer une impossibilité complète et absolue de payer, ni l'état de cessation de paiements;

Par des motifs; — Confirme, etc.  
Du 16 mars 1878. — U. d'Agén; MM. Bréme, 1<sup>er</sup> pr.; Thiriot, av. gén.; Monlé et Boudges, av.

(2) (Bernard C. Grange et nom.). — Le tribunal. — ... Attendu, en droit, que pour établir la cessation des paiements, il n'est pas nécessaire de s'appuyer sur des actes extérieurs, tels que protêts, jugements ou fermeture de magasins; qu'un commerçant doit être réputé avoir cessé ses paiements s'il ne soutient son crédit qu'à l'aide de moyens factices; que si le défaut de paiement des dettes civiles ne suffit pas, à lui seul pour constituer l'état de cessation de paiements, il peut constituer un élément d'appréciation quand l'exécution des obligations civiles concorde avec l'inexécution des obligations commerciales; — Que les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation pour décider si un commerçant est réellement en état de cessation de paiements; — Que, d'autre part, il est également de jurisprudence qu'il n'est pas besoin pour tomber sous le coup de l'art. 637 c. com. d'une cessation absolue de paiements, c'est-à-dire de tous paiements; que le mot *tous* qui se trouvait dans le projet du code de commerce de 1807 a été, en effet, retranché sur l'observation des sections du Tribunal; — En fait : — Attendu que, dès le mois d'octobre 1884, Michand ne se soutenait plus qu'avec peine; que, le 7 dudit mois, il écrivait à Boyer, négociant à Perpignan, pour lui demander 300 fr.; que, vers cette même époque, il écrivait à plusieurs négociants, notamment à Banquet, Gaudorges, Delard, Landet et autres pour leur demander de lui envoyer des fonds pour les traites qu'ils avaient tirées sur lui; — Attendu que ces demandes et ces envois de fonds sur les traites que X... avait à payer se sont continués ainsi jusqu'à sa déclaration de faillite; que si un négociant gêné peut parfois se faire ainsi envoyer des fonds par le négociant qui tire sur lui, il est incontestable que lorsque ce procédé se renouvelle, presque à chaque échéance, on peut y trouver la preuve que le crédit du négociant qui recourt à de pareils procédés est purement fictif; — Mais attendu qu'indépendamment de ces circonstances, il est constant que plusieurs protêts ont été dressés contre X..., l'un le 9 mai à la requête de Gallet pour une traite de 500 fr.; — Que si, postérieurement, cette traite a, comme l'affirme le demandeur, été réglée, il y a eu le 16 mars un autre protêt à la requête de Salger et Gaudenoux, un protêt de 400 fr.; à même date, à la requête de la Banque de France, un autre de 1865 fr. 95 cent. le 18 mars à la requête de Boyer, qu'il reste encore dû sur cette somme, de l'avis même du demandeur, 161 fr. 75 cent.; que depuis lors les protêts se sont succédé presque sans interruption; — Attendu que X... avait également plusieurs dettes civiles qu'il n'a pu régler, notamment envers M<sup>re</sup> Raisin, notaire, qui a été admis au passif de la faillite pour une somme de 329 fr. 85 cent. pour frais d'acte, envers l'huissier Mounet qui a été également admis pour une somme de 74 fr. 75 cent.; — Attendu que l'ensemble de ces faits établit suffisamment l'état de cessation de paiements à l'époque qui a été fixée par le tribunal de commerce; etc.

Du 22 juin 1889. Trib. civ. d'Amnevy-M. Vallier-Colombier, pr.

ment de dettes civiles ne suffit pas à lui seul pour constituer l'état de cessation de paiements, il peut constituer un élément d'appréciation quand l'inexécution des obligations civiles concorde avec l'inexécution des dettes commerciales (Même jugement). — V. d'ailleurs, sur la multiplicité des espèces qui peuvent se présenter, les développements donnés *infra* (sect. 2), relativement à la fixation de la date de la cessation de paiements.

256. Quelles que soient les circonstances d'après lesquelles les juges du fond ont cru devoir former leur conviction, dès qu'ils ont constaté en fait la cessation des paiements, ils sont légalement tenus de déclarer la faillite, ou la liquidation judiciaire, suivant les distinctions proposées précédemment; et jusqu'à la promulgation de la loi du 4 mars 1889, leur pouvoir était encore plus strictement limité, puisque la faillite était alors la conséquence fatale de la cessation des paiements. Ainsi qu'on l'a péremptoirement démontré au *Rép.* nos 73 et 153, la loi française ne comporte aucune distinction entre la cessation des paiements, qui suppose l'insolvabilité, et la simple suspension de paiements sans insolvabilité; le fait extérieur de la cessation des paiements est la condition nécessaire et suffisante de la faillite, ou de la liquidation judiciaire, indépendamment de la question de savoir si l'actif du débiteur est ou non supérieur à son passif, indépendamment aussi des causes qui ont pu motiver la suspension de ses paiements. Jugé, en ce sens, sous l'empire de la loi de 1838: 1° qu'en matière de faillite, la loi ne distinguant pas entre la cessation et la simple suspension de paiements, tout commerçant qui ne paye pas à bureau ouvert est en état de faillite (Colmar, 19 janv. 1864, aff. Bouillat, D. P. 64. 2. 205. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2566; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, p. 8; Boistel, n° 895; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 29-30; Alauzet, t. 7, n° 2405 et 2412; Garraud, *De la déconfiture*, p. 70); — 2° Que lorsque l'un des créanciers d'une société commerciale, dont la cessation de paiements n'est pas contestable, requiert la déclaration de sa faillite, les juges doivent la prononcer; qu'ils ne pourraient la remplacer par une simple mise en liquidation de la société (Riom, 8 déc. 1885) (1); — 3° Qu'on peut déclarer en faillite le commerçant dont la cessation de paiements est attestée par de nombreuses con-

damnations judiciaires et par les poursuites faites pour les exécuter, alors même que l'actif de ce commerçant serait suffisant pour acquitter toutes ses dettes (Aix, 15 janv. 1867, aff. Dayre, D. P. 67. 5. 207); — 4° Que le commerçant qui a cessé ses paiements doit, par cela seul, être déclaré en faillite, bien qu'il offre de prouver que son actif est supérieur à son passif (Orléans, 2 janv. 1855, aff. Froger, D. P. 55. 2. 155; Aix, 13 janv. 1872, aff. Devraïne, D. P. 73. 5. 261); — 5° Qu'en conséquence, le tribunal ne peut ordonner une expertise à l'effet de vérifier la valeur de l'actif du commerçant (Arrêt précité du 2 janv. 1855); — 6° Qu'il ne peut davantage ordonner le dépôt au greffe des livres d'un commerçant contre lequel a été formée une demande en déclaration de faillite, pour que le demandeur puisse en prendre communication et y rechercher la preuve de l'insolvabilité de ce commerçant (Orléans, 28 févr. 1855, aff. Cornilhan, D. P. 55. 2. 155). Ce dépôt, fait en dehors des cas où la loi l'autorise, ne serait pas seulement illégal, mais inutile, l'insolvabilité n'étant point une condition de la faillite (Même arrêt). — 7° Que, à plus forte raison, lorsqu'il est certain, par la notoriété publique et par de nombreux protêts, qu'un commerçant a cessé ses paiements, les tribunaux ne sauraient rejeter une demande en déclaration de faillite formée par un certain nombre de créanciers, sous prétexte que des éventualités pourraient produire des ressources permettant de faire honneur aux engagements du débiteur, et que, d'un autre côté, tous les intérêts seraient sauvegardés par une liquidation ordonnée par un jugement auquel toutes les parties intéressées n'ont pas donné leur assentiment (Colmar, 19 janv. 1864, précité).

257. Si le tribunal régulièrement saisi d'une demande en déclaration de faillite n'a pas qualité pour s'enquérir de la solvabilité du débiteur, il ne lui appartient pas davantage de se constituer juge de l'opportunité de la mesure réclamée ou de l'intérêt qu'elle présente (Caen, 5 avr. 1881 (2); Riom, 8 déc. 1885, *supra*, n° 256). Jugé, en conséquence, (antérieurement à la loi nouvelle) que, lorsque le juge a vérifié, d'une part, l'état de cessation de paiements, d'autre part, la qualité du demandeur, la déclaration de faillite s'impose (Caen, 5 avr. 1881, précité).

En conséquence, le tribunal de commerce n'avait pas

(1) (Delmas C. Fontaine et consorts.) — La cour; — Au fond: — Considérant que suivant exploits des 19 et 20 avr. 1883, Delmas a assigné les intimés, pris en qualité d'administrateurs de la société anonyme, dite Compagnie générale des kaolins d'Auvergne, devant le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand, en paiement: 1° d'une somme de 2500 fr., montant, en principal et frais de protêts, de divers mandats tirés sur ladite société et acceptés par son directeur, mais protestés à défaut de paiement à leur échéance; 2° de celle de 8 fr. 45, montant des fournitures faites à la société, avec tous intérêts de droit; — Considérant que le 27 févr. 1884, Delmas a introduit devant le même tribunal, contre les administrateurs susnommés, une demande en déclaration de faillite de ladite société, et a conclu à la jonction de cette dernière instance à celle pendante depuis le mois d'avril 1883; — Considérant que lors du jugement du 9 janv. 1885 dont est appel, Delmas a conclu aux mêmes fins; que les premiers juges, après avoir prononcé cette jonction, ont débouté Delmas de sa demande en déclaration de faillite, par le motif que cette mesure n'améliorerait pas la situation des créanciers de la société, et que la nomination d'un liquidateur pourrait sauvegarder tous les droits des tiers et des actionnaires; — Considérant que le même jour, par autre jugement, le tribunal de Clermont a prononcé la mise en liquidation de ladite société, et a nommé sieur Langlois, liquidateur; qu'il s'agit d'apprécier le mérite de la décision qui a rejeté la demande en déclaration de faillite; — Considérant qu'il n'est pas contesté que la société des kaolins d'Auvergne ne soit en état de cessation de paiements; que la preuve en est surabondamment établie par les protêts dressés les 1<sup>er</sup> août et 1<sup>er</sup> sept. 1882 à la requête de Delmas et par les poursuites ultérieures de ce créancier encore impayé; qu'il reste à savoir s'il appartenait aux premiers juges de substituer une mise en liquidation de ladite société à la déclaration de faillite poursuivie par Delmas; — Or, considérant qu'aux termes de l'art. 437 c. com., tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite; que l'art. 440 donne à tout créancier la faculté d'en provoquer la déclaration, laquelle peut même avoir lieu d'office; — Considérant qu'aucune disposition législative ne permet aux tribunaux de priver les créanciers du droit, qu'ils tiennent de la loi, de faire déclarer leur débiteur en état de faillite lorsqu'il a cessé ses paiements; que ces créanciers sont souverains juges, dans la mesure de leur intérêt, de

l'utilité qu'il y a pour eux à provoquer cette déclaration, le régime de la faillite pouvant leur offrir des avantages préférables à ceux d'une mise en liquidation; que le juge doit se borner à vérifier si la cessation de paiements existe et si le demandeur a qualité pour poursuivre la déclaration de faillite; qu'il ne peut, dès lors, sans faire violence au droit des créanciers d'une société qui ne paye plus ses dettes, refuser de déclarer la faillite et les contraindre à subir l'arbitraire d'une simple mise en liquidation de la société; — Par ces motifs, etc;

Du 8 déc. 1885.-C. de Riom.-MM. Allary, 1<sup>er</sup> pr.-Caron, av. gén.-Lacarrière et Salvy, av.

(2) (De la Rocque et comp. C. Société Richard, de Torbéchet et comp.) — La cour; — Considérant, en droit, qu'aux termes de l'art. 437 c. com., tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite; — Qu'aux termes de l'art. 440 du même code, la faillite est déclarée par jugement du tribunal de commerce rendu, soit sur la déclaration du failli, soit à la requête d'un ou de plusieurs créanciers, soit d'office; que cet article ajoute que ce jugement sera exécutoire provisoirement, ce qui imprime au jugement déclaratif de faillite un caractère d'urgence indéniab; — Considérant qu'on ne saurait donc admettre que le tribunal, saisi d'une demande en déclaration de faillite, pût se constituer juge de l'opportunité de la mesure réclamée ou de l'intérêt qu'elle présente; que le droit d'appréciation du juge se borne à vérifier, d'une part, si la cessation de paiements existe, et, d'autre part, si le poursuivant a qualité pour demander la mise en faillite de son débiteur; que l'on doit, en effet, reconnaître que la déclaration de faillite s'impose dès là qu'il est justifié que le commerçant ou la société contre lesquels la demande est formée sont en état de faillite; — Considérant, en fait, que la société L. Richard, de Torbéchet et comp. formée, en 1868, pour l'exploitation de l'établissement thermal de Bagnoles de l'Orne, a continué d'exister jusqu'au mois de février 1878; que, sans doute, par suite de certaines transformations, cette société a pu disparaître, en fait, en 1875, au regard des parties entre elles; mais qu'elle subsistait, en droit, pour les tiers au respect desquels elle n'a été dissoute légalement que le 20 févr. 1878, par le jugement rendu à cette date sur la poursuite du Crédit agricole; — Or, considérant qu'il est incontestable que la société L. Richard, de

le droit, antérieurement à la loi du 4 mars 1889, d'imposer un *liquidateur judiciaire* aux créanciers d'un commerçant en état de cessation de paiements, pour éviter de déclarer le commerçant en faillite, attendu que la loi de 1838 n'avait pas organisé d'état intermédiaire entre la solvabilité et la faillite (*Rép.* n° 40; Lyon, 17 mars 1881, aff. Demassieux, D. P. 81. 2. 247; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2599). Le tribunal de commerce n'avait même pas le droit d'accorder, contrairement à la volonté des créanciers demandeurs, un *sursis* au débiteur, le code de commerce n'admettant plus, à la différence de l'ancien droit, les *lettres de répit* (*Rép.* n° 8 et 73). Sous le régime antérieur à la loi du 4 mars 1889, un débiteur commerçant en état de cessation de paiements ne pouvait donc échapper à la faillite qu'à la condition d'obtenir de tous ses créanciers un pacte d'*abandonnement*. (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2599, p. 615, note 4). Si ce pacte n'émanait pas de tous les créanciers, aucune décision de la majorité ne pouvant, en ce cas, lier la minorité, comme en cas de concordat après faillite, les créanciers opposants conservaient le droit de demander la faillite, et le tribunal ne pouvait ni refuser de la prononcer, ni surseoir à statuer (*Rép.* n° 73).

Les mêmes principes doivent encore recevoir leur application, *mutatis mutandis*, même depuis la promulgation de la loi du 4 mars 1889. En effet, par *a contrario*, des dispositions impératives de l'art. 2 de ladite loi, que le débiteur qui omet de déposer son bilan et de présenter requête à fin de nomination d'un liquidateur judiciaire dans les quinze jours de la cessation de ses paiements, est *ipso facto* déchu du bénéfice de la liquidation et encourt la faillite; dans cette hypothèse, un concordat amiable ne pourrait donc l'y soustraire qu'autant qu'il émanerait de tous ses créanciers.

258. Si tels sont les principes du droit strict, il importe, d'ailleurs, d'observer que les tribunaux de commerce manifestaient une tendance très marquée, surtout dans les dernières années qui ont précédé le vote de la loi nouvelle, à faire prévaloir l'équité sur la lettre du code de commerce, soit en accordant des *sursis* à des commerçants dont la cessation de paiements était dûment constatée, sous le prétexte que leur actif était supérieur à leur passif, que la faillite était demandée par quelques créanciers seulement contrairement aux intérêts et à la volonté de la majorité, et qu'au surplus les créances des demandeurs n'étaient constatées ni par des lettres de change ni par d'autres valeurs commerciales, pour lesquelles il est interdit au juge d'accorder terme (Besançon, 19 janv. 1885, aff. Cuny et consorts C. Patel et Gaunard, *Journal des faillites*, 1885, p. 285); soit même en substituant, de leur propre autorité, à la procédure légale de la faillite la procédure extra-légale de la *liquidation judiciaire*, non encore admise par la loi positive. C'est ainsi que, par jugement en date du 4 mars 1882 (*Journal des faillites*, 1882, p. 138), le tribunal de commerce de Lyon déclara qu'il n'y avait lieu de déclarer la faillite des *agents de change* de la place de Lyon que l'effondrement subit des titres de l'Union générale, sur lesquels avaient été pris d'énormes engagements à la hausse, avait réduits à suspendre leurs paiements. — La décision du tribunal de commerce aurait pu, dans une certaine mesure, se justifier par des considérations spéciales tirées de la situation anormale faite aux agents par les règlements et usages de leur corporation, qui ont pour effet d'établir une certaine solidarité entre tous les agents d'une même

place, puisque la liquidation des opérations effectuées par chacun d'eux s'opère par l'intermédiaire de la chambre syndicale. On pourrait, non sans raison, faire remarquer en ce sens que, la faillite d'un agent de change pouvant entraîner *ipso facto* contre lui l'application des peines de la banqueroute frauduleuse (art. 89 c. com.), il ne saurait être conforme à l'esprit de la loi de déclarer en faillite un agent qui, sans avoir commis de faute personnelle, s'est trouvé dans la nécessité de suspendre ses paiements par suite de la suspension des paiements de la chambre syndicale elle-même, qui, d'après les règlements de la corporation, se trouvait débitrice envers lui des sommes dues par les agents acheteurs des titres dont il était vendeur (Conf. sur cette grave question: Thaller, *La faillite des agents de change et la liquidation de leurs charges*, n° 26-34). Mais, au lieu de se placer sur ce terrain bien délimité, le tribunal de commerce de Lyon, généralisant le débat, avait cru pouvoir affirmer dans sa décision, contrairement au texte de la loi, que la faillite est une pénalité, qui ne devait frapper que le commerçant en faute, et dont les tribunaux pouvaient affranchir le débiteur victime de cas fortuits. Cette réaction des tribunaux consulaires contre la sévérité de la loi de 1838 a puissamment contribué, ainsi que nous l'avons exposé *supra*, n° 21 et suiv. au mouvement réformateur qui a abouti à la loi du 4 mars 1889.

259. Si la cessation des paiements est en droit français une condition suffisante de la déclaration de faillite (ou de liquidation judiciaire), en sorte que le juge doive uniquement s'attacher à ce fait extérieur sans se préoccuper de la solvabilité possible du débiteur, elle en est aussi une condition nécessaire. L'insolvabilité d'un commerçant, même dûment constatée, ne saurait donc à elle seule motiver une déclaration de faillite, si d'ailleurs il n'y a pas eu de sa part cessation de paiements effective (*Rép.* n° 73). Cette règle reçoit surtout de nombreuses applications au cas où il s'agit de déterminer l'époque où sera *reportée* la cessation de paiements: aussi les arrêts qui la formulent seront-ils rapportés *infra*, sect. 2.

260. Pour que la faillite puisse être déclarée, il faut qu'il y ait eu coexistence chez le débiteur de la qualité de commerçant et de la cessation des paiements. Jugé, en conséquence, d'une part, qu'un créancier ne peut faire déclarer en faillite son débiteur qui n'est devenu commerçant que postérieurement aux poursuites qu'il a dirigées contre lui (Req. 3 mai 1880, aff. Lebas, D. P. 81. 1. 72);... et, d'autre part, qu'un ancien commerçant ne peut être déclaré en faillite si le juge ne constate pas qu'il était commerçant et en état de cessation de paiements au moment où est née la dette qui a motivé la demande en déclaration de faillite (Req. 18 juin 1872, aff. Lévy-Crémieux frères, D. P. 73. 1. 108; Lyon, 2 mars 1878, aff. Robin, D. P. 78. 2. 70; Req. 3 mai 1880, aff. Lebas, D. P. 81. 1. 72; Civ. cass. 4 févr. 1883, aff. Spick, D. P. 83. 1. 159; Req. 27 juin 1887, aff. Bonduel frères, D. P. 88. 1. 136; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2577, p. 600-604; Demangeat et Bravard, t. 5, p. 35; Boistel, n° 893; *Rép.* n° 47).

261. Cette condition est suffisante; la faillite pourra donc être déclarée si les juges du fond constatent que le débiteur était commerçant et en état de cessation de paiements au moment de la naissance de l'obligation, par exemple, au jour de l'émission d'un billet à ordre, alors même qu'il aurait cessé le commerce à la date de l'échéance (Lyon, 20 mai 1886, *Journal des faillites*, 1887, p. 165. Mais elle est

Torbéchet et comp. avait cessé ses paiements depuis longtemps; que la preuve de cette vérité se trouve, de la façon la plus palpable, notamment dans le protêt du 13 juin 1877 dressé contre elle, à la requête du Crédit agricole, pour les 236000 fr. de billets souscrits le 20 mars 1872 à l'ordre de Richard, banquier à Clermont, et qui auraient dû être payés le 25 juin suivant; — Que le sieur Aveline lui-même, nommé pour procéder à la liquidation de cette société par le jugement qui en a prononcé la dissolution, reconnaît dans l'assignation qu'il a fait connaître au Crédit agricole, le 17 juin 1880, que la société de Bagnoles et ses gérants étaient manifestement en état de cessation de paiements à l'époque où le Crédit agricole prenait inscription en vertu du jugement de condamnation qu'il avait obtenu le 4 juill. 1877 et passé en force de chose jugée depuis longtemps; — Considérant que c'est à tort que le tribunal s'est déclaré incompétent au respect du sieur Gilbuet; — Considérant, en effet, que la juridiction consulaire est la seule devant laquelle une demande en déclaration de

faillite puisse être portée; que le tribunal était donc compétent; — Considérant que cette demande était d'ailleurs recevable; — Que, s'il est vrai que la mise en faillite d'un commerçant qui fait honneur à ses engagements commerciaux ne puisse pas être provoquée par le porteur d'une obligation civile, il en est autrement, lorsqu'il est établi, comme dans l'espèce actuelle, qu'il y a de la part de ce commerçant cessation de paiement des dettes commerciales; — Considérant qu'il résulte de tout ce qui vient d'être dit que le tribunal, en refusant, à trois reprises, de statuer sur la demande en déclaration de faillite de la société L. Richard, de Torbéchet et comp., et du sieur de Torbéchet personnellement, a méconnu les dispositions impératives de la loi; qu'en conséquence, ses décisions doivent être réformées;

Par ces motifs, etc.

Du 5 avr. 1881. — C. de Caen, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Blanche, pr.-Bénard, av. gén.-Desruisseaux et Mériel, av.



nécessaire; et, en conséquence le négociant qui s'est loyalement retiré des affaires à un moment où son actif était supérieur à son passif ne doit pas être mis en faillite à raison de son insolvabilité survenue *postérieurement*, lors même qu'il aurait laissé en souffrance une dette contractée pendant l'exercice de son industrie (Req. 18 juin 1872, cité *supra*, n° 260; Alger, 10 févr. 1879 (1); Lyon, 2 mars 1878. — Jugé toutefois, en sens contraire, que la qualité de commerçant en laquelle des engagements ont été pris et les conséquences de droit qui en résultent pour les tiers, y compris le droit pour ceux-ci de faire déclarer la faillite, durent aussi longtemps que les engagements n'ont pas été éteints par un des modes d'extinction déterminés par la loi (Limoges, 31 janv. 1858, aff. Coste, D. P. 58. 2. 33; Paris, 24 juin 1864, aff. Blot, D. P. 64. 5. 176, Comp. Alauzet, t. 7, n° 2402). Mais ce point de vue n'a prévalu ni en doctrine, ni en jurisprudence: il est en effet inadmissible qu'un débiteur, qui a manifesté d'une façon non équivoque son intention de cesser brusquement le commerce et qui y a donné suite, continue à être considéré comme commerçant par cela seul qu'il reste encore tenu de quelques engagements commerciaux. Toutefois, nous ne ferons aucune difficulté pour admettre qu'un commerçant qui se retirerait en prévision d'une chute irrémédiable ne pourrait, par cette retraite tardive et frauduleuse, échapper à la faillite. Conf. Angers, 14 déc. 1875, aff. Cornilleau, D. P. 76. 2. 196; Req. 18 juin 1872, précité (motifs). — Comp. Lyon-Caen et Henault, t. 2, n° 2577, p. 600, note 5.

**262.** Par application des mêmes principes, on doit décider que le commerçant qui, au jour de son décès, n'avait pas cessé ses paiements ne saurait être déclaré en faillite par cela seul qu'un passif considérable et de beaucoup supérieur à son actif se serait révélé après sa mort (Paris, 17 déc. 1878 (2); Aix, 23 janv. 1890, aff. Gibelly, D. P. 90. 2. 320). — Il appartient, d'ailleurs, aux juges du fond de décider, par interprétation d'un traité passé entre un débiteur, depuis décédé, et ses créanciers, que ce débiteur ayant, jusqu'à sa mort, scrupuleusement tenu les engagements qu'il avait pris, n'est pas mort en état de cessation de paiements, et ne saurait, dès lors, après son décès, être déclaré en faillite (Civ. rej. 12 mars 1889, aff. Marçon, D. P. 90. 1. 15).

**263.** Jugé même que lorsqu'un commerçant insolvable et en retard de se libérer a pu, grâce à la tolérance de ses créanciers, rester jusqu'à son décès à la tête de ses affaires, il n'y a pas lieu, quand même sa position ne s'en serait pas améliorée, de le déclarer en faillite, sur la demande qui en sera faite contre sa succession (Paris, 11 janv. 1853, aff. Naequard, D. P. 54. 2. 5). Cette décision s'explique, dans

l'espèce, par cette circonstance que le débiteur avait conservé un crédit qui pouvait se prolonger avec son existence; mais la question devrait être résolue autrement si le décès ou le suicide du commerçant était survenu au moment où il n'était plus possible pour lui de dissimuler le désordre de ses affaires, bien que des poursuites n'eussent pas encore eu lieu (Req. n° 59). En effet, dans ce cas, il serait vrai de dire qu'il est décédé en état de cessation de paiements; et, par suite, le tribunal ne pourrait se refuser à déclarer la faillite (Rouen, 24 janv. 1852, aff. Marey, D. P. 54. 2. 5);... alors même que la succession aurait été acceptée bénéficiairement, l'administration de la succession par l'héritier bénéficiaire ne présentant pas, pour les créanciers, les avantages de la faillite (Même arrêt).

**264.** S'il est vrai de dire que la faillite ne peut être prononcée contre un commerçant retraité ou décédé, lorsque la cessation des paiements n'a pas précédé la retraite ou le décès, il peut arriver, par contre, que la coexistence de la cessation des paiements et de la qualité de commerçant chez le débiteur soit dûment constatée, et que, néanmoins, la faillite ne puisse être déclarée. — Tout d'abord, la déclaration de faillite d'un commerçant décédé ne peut être, soit prononcée d'office, soit demandée par les créanciers que dans l'année qui suivra le décès (c. com. 437 *in fine*; Req. n° 61). Cette restriction, du reste, est spéciale à la faillite après décès; elle ne saurait être étendue à la faillite déclarée après cessation de commerce, la loi n'ayant fixé aucun délai dans lequel cette déclaration doit intervenir (Lyon-Caen et Henault, t. 2, n° 2577 *in fine*). Il en est différemment dans plusieurs législations étrangères; c'est ainsi que, d'après l'art. 690, § 3, du code de commerce italien, la faillite du négociant qui s'est retiré du commerce ne peut être déclarée que dans les cinq années de sa retraite.

**265.** A part cette première exception spéciale à la faillite après décès, l'impossibilité de déclarer la faillite, malgré la coexistence, à une même époque, de la qualité de commerçant et de la cessation des paiements chez le débiteur, pourra se produire dans les deux hypothèses suivantes: 1° si le débiteur ou ses héritiers ont intégralement désintéressé les créanciers, avant que le tribunal n'ait déclaré la faillite; — 2° S'il a obtenu, dans le même délai, de tous les créanciers, un concordat amiable. Si le débiteur avait des créanciers commerciaux et des créanciers civils, on admet généralement qu'il lui suffira, pour échapper à la faillite, d'attemoyer avec tous ses créanciers commerciaux, attendu que les créanciers civils ne peuvent provoquer la faillite de leur débiteur qu'en excipant de l'inexécution de ses engagements commerciaux, et que l'attemoyerement dûment exécuté vaut

(1) (Cervera C. Romano.) — LA COUR; — Attendu, en fait, qu'il résulte des pièces et documents du procès que Romano a été successivement, en 1874 et en 1875, engagé dans des associations en participation qui avaient pour objet la pêche, la salaison et la vente du poisson; qu'après la liquidation de ces deux associations, Romano a cessé toute exploitation commerciale et que, depuis 1876, il est simple employé dans la maison Schiaffino; — Attendu que le sieur Cervera, reconnu créancier en vertu d'un jugement du 10 oct. 1877, d'avances se rattachant à l'exploitation commerciale de 1874, a assigné, après divers actes d'exécution demeurés infructueux, le sieur Romano en déclaration de faillite; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 437 c. com., tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite; qu'il résulte à la fois du texte et de l'esprit de la loi que la déclaration de faillite, qui n'est d'ailleurs que la constatation d'un fait antérieur préexistant, exige la réunion, l'existence simultanée de deux conditions: la qualité de commerçant et l'état de cessation de paiements; qu'à la vérité le droit de provoquer la déclaration de faillite est acquis aux créanciers qui ont traité avec un commerçant, et que ce droit qui persiste contre le débiteur décédé doit, à plus forte raison, subsister malgré la cessation du commerce; — Mais qu'au moins faut-il, pour consacrer cette sanction énergique, que les conditions prescrites par la loi se rencontrent, et qu'il soit établi, au cas d'un commerçant retiré des affaires, que la cessation des paiements a coïncidé avec sa vie commerciale et qu'ainsi l'ouverture de la faillite remonterait à une époque où le commerce existait encore; que le commerçant qui s'est loyalement retiré des affaires à un moment où son crédit n'avait pas subi d'atteintes, ne doit pas être considéré comme ayant conservé la qualité de commerçant par cela seul qu'il n'a pas acquitté une dette contractée pendant l'exercice de son industrie; qu'autrement la déclaration de faillite, qui ne

saurait jamais précéder la cessation des paiements, interviendrait contre un non-commerçant, c'est-à-dire en violation des dispositions mêmes de l'art. 437; que telle est bien la situation de Romano, commerçant en 1874 et en 1875, ayant cessé de l'être en 1876 et dont l'insolvabilité n'a été constatée qu'en 1877; que la fraude seule pourrait justifier une exception à ces principes, et que rien ne démontre dans la cause que la cessation du commerce ait été frauduleuse;

Par ces motifs. etc.

Du 10 fév. 1879. — C. d'Alger. — MM. Bazot, 1<sup>er</sup> pr. — Piette, av. gén. — Huré et Dazinière, av.

(2) (Dehesdin, Hattet et Merliès C. Daeschner.) — Le 11 sept. 1878, jugement du tribunal de la Seine, ainsi conçu: — « Attendu que Daeschner est décédé le 19 janv. 1878; que Dehesdin et neveu, Hattet frères et Merliès, pour demander la déclaration de sa faillite, s'appuient sur ce que, dès le 23 janvier la veuve Daeschner aurait sollicité des créanciers de son mari l'ajournement du paiement de leurs factures et des billets qu'il leur avait remis; que l'état de la situation du sieur Daeschner aurait révélé un passif considérable et de beaucoup supérieur à son actif; — Mais attendu que les faits allégués fussent-ils vrais, il faudrait, pour que le demandeur soit fondé, qu'il soit établi qu'au jour de son décès Daeschner avait cessé ses paiements; qu'il n'est nullement prouvé que Daeschner est mort en état de cessation de paiements; que, dès lors, il ne saurait être déclaré en état de faillite, etc. »

Appel par Dehesdin et autres.

LA COUR; — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges; — Confirme, etc.

Du 11 déc. 1878. — C. de Paris, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Lacompière, 1<sup>er</sup> pr. — Hémar, av. gén. — Lenté et Payen, av.

paiement. — Jugé en ce sens que le créancier porteur d'une obligation civile ne peut exciper, pour obtenir une déclaration de faillite, d'une cessation de paiements antérieure à sa demande et qui aurait été suivie, avant cette demande, d'un acte d'arroiement entre le débiteur et ses créanciers commerciaux, lorsque les conditions de cet acte sont ponctuellement exécutées (Besançon, 6 févr. 1865, aff. Jourdain, D. P. 65. 2. 51).

266. Mais le refus d'un seul des créanciers commerciaux exposerait le débiteur à être déclaré en faillite, à moins que les créanciers qui ont consenti le concordat amiable ne s'entendent pour désintéresser intégralement le ou les créanciers dissidents, auquel cas la faillite serait conjurée. Il a été jugé que, lorsqu'après la retraite d'un commerçant et la vente de ses marchandises, tous ses créanciers, moins un fort petit nombre (deux en l'espèce), se déclarent désintéressés et satisfaits, et offrent aux dissidents de les payer intégralement, la demande en déclaration de faillite peut être repoussée par les juges du fait comme dénuée d'intérêt et inspirée par l'envie de nuire (Civ. rej. 21 mars 1855, aff. Faillite Martin, D. P. 55. 1. 54). La solution de cet arrêt est parfaitement juridique; mais il est permis d'en critiquer les motifs. Si, dans l'espèce, il n'y avait pas lieu à prononcer la faillite, la raison n'en était pas dans le défaut d'intérêt des demandeurs, car le juge en cette matière n'a pas à rechercher si cet intérêt existe plus ou moins (Paris, 11 janv. 1853, cité *supra*, n° 263), mais bien dans la disparition de l'état de faillite, par suite des offres de paiement intégral faites aux dissidents.

SECT. 2. — DÉCLARATION DE LA FAILLITE. — DÉPÔT DU BILAN. — JUGEMENT DÉCLARATIF. — FIXATION DU JOUR DE LA CESSATION DES PAIEMENTS. — REPORT (Rép. nos 77 à 166).

ART. 1<sup>er</sup>. — Tribunal compétent.

267. Les tribunaux de commerce (ou les tribunaux civils jouant commercialement) sont exclusivement compétents pour déclarer la faillite d'un commerçant (Rép. nos 79 et 1310). Sur la compétence générale du tribunal de commerce en matière de faillite, V. *infra*, sect. 14. — Telle est la règle consacrée par la plupart des législations qui font de la faillite une institution exclusivement commerciale (V. Lois belge et italienne). — En Espagne, il n'existe pas de juges consulaires. — En Angleterre, la compétence a été attribuée par la loi de 1883 (art. 92), à la cour supérieure (*High Court*) pour Londres, et aux cours de comtés (*County Courts*). En Allemagne, elle appartient au juge de canton (*Amtsgericht*).

(1) (Synd. Sidobre.) — La cour; — Vu les jugements rendus, l'un par le tribunal de commerce de Carcassonne, l'autre, par le tribunal de commerce de Château-Thierry, prononçant la mise en faillite du même négociant, lesdits jugements reconnaissant la compétence du tribunal dont chacun d'eux émane; — Attendu que les tribunaux de Carcassonne et de Château-Thierry ressortissent à des cours d'appel différentes; qu'ainsi il y a lieu à règlement de juges par la cour de cassation, conformément aux art. 563 et suiv. c. proc. civ.; — Au fond: — Attendu qu'aux termes de l'art. 59 c. proc. civ., en matière de faillite, le défendeur doit être assigné devant le juge du domicile du failli; — Que, selon l'art. 438 c. com., la déclaration de faillite doit être faite au greffe du tribunal de commerce du domicile du failli; — Qu'aux termes de l'art. 102 c. civ., le domicile de tout Français est au lieu où il a son principal établissement; — Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause et des documents produits que, si Jacques Sidobre a gardé son domicile d'origine à Carcassonne jusqu'aux derniers mois de l'année 1873, il a, à cette époque, transféré et fixé son domicile à Fère-en-Tardenois; — Qu'en effet, il y a habité depuis lors dans une maison par lui acquise et disposée pour une exploitation industrielle et commerciale; qu'il y payait la contribution personnelle mobilière; qu'il y exerçait ses droits et y accomplissait ses devoirs civiques; — Que c'est devant le tribunal de Château-Thierry qu'il procédait comme défendeur dans les instances civiles et commerciales; — Que dans des exploits signifiés à sa requête, dans plusieurs actes authentiques, il a déclaré être domicilié à Fère; — Qu'à un autre point de vue, dans les circulaires de Sidobre, en marge de ses lettres de commerce, au-dessous de la vignette de ses traites, se trouvait la mention que son domicile était à Fère avec succursale à Carcassonne; que c'est de Fère qu'il émettait la plupart des traites sur ses débiteurs, à Fère qu'il acquittait la plupart des traites tirées sur lui; — Qu'enfin c'est là que se manifestait principalement, au jour de la déclara-

En Autriche et en Hongrie, le tribunal civil est compétent pour les non-commerçants, le tribunal de commerce pour les commerçants.

268. — I. INDIVIDU COMMERÇANT. — Le tribunal de commerce du domicile du failli, étant seul compétent pour recevoir la déclaration, par le débiteur, de la cessation de ses paiements (art. 438, § 1<sup>er</sup>), a aussi une compétence exclusive pour rendre le jugement déclaratif de la faillite (Rép. nos 79 et 1328; Req. 28 avr. 1880, aff. Sauvalle, D. P. 80. 1. 327-328).

269. Si donc un commerçant possède deux ou plusieurs établissements commerciaux ou industriels dans des ressorts différents, le droit de connaître de sa faillite appartient exclusivement au tribunal du lieu où existe sa maison, où il a son centre d'opérations commerciales, où il exerce tous les droits et subit toutes les charges qui sont la conséquence du domicile, où enfin il est inscrit sur les listes électorales (c. civ. art. 163) (Req. 21 juill. 1875 (1); 28 avr. 1880, cité *supra*, n° 268).

270. Et en l'absence d'une déclaration de changement de domicile, la seconde maison créée par ce négociant n'est réputée être que l'accessoire ou la succursale de son principal établissement, encore bien qu'un capital considérable soit engagé dans cette maison, et que les écritures commerciales et le mouvement des fonds aient été concentrés dans les mains du gérant (Req. 28 avr. 1880, cité *supra*, n° 268).

271. Le domicile commercial d'un commerçant peut être distinct de son domicile politique (Nancy, 18 déc. 1869, aff. Mayer, D. P. 70. 2. 55). — Il a été jugé encore qu'une femme mariée, autorisée par son mari à faire le commerce, peut, en tant que commerçante, acquérir un domicile distinct de celui de son mari et que sa faillite est compétemment déclarée par le tribunal de commerce de ce domicile (Req. 12 juill. 1883, aff. Sentex et Bozano, D. P. 83. 1. 281. Comp. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2580, note 5).

272. Mais une simple résidence temporaire dans une ville, acquise en vue d'une entreprise déterminée, ne serait point attributive de compétence pour le tribunal de commerce de cette ville. Jugé en ce sens: 1° qu'un entrepreneur de services publics doit être déclaré en faillite par le tribunal de son domicile, et non par le tribunal du lieu où il a soumissionné une entreprise et où il n'a qu'une simple résidence résultant de l'entreprise; que le tribunal du domicile reste compétent, bien que l'entrepreneur ait payé patente au lieu de sa résidence, ou ait répondu à des poursuites antérieurement intentées contre lui devant le tribunal du lieu de son entreprise (Paris, 12 juill. 1875) (2); — 2° Que la compétence du tribunal du principal établissement exclut celle du tri-

tion de faillite et depuis douze à quatorze mois, la vie civile et commerciale de Jacques Sidobre; que, par suite, c'est dans l'arrondissement de Château-Thierry qu'il avait son principal établissement; — Renvoie la cause et les parties devant le tribunal de commerce de Château-Thierry, etc.

Du 21 juill. 1875.-Ch. req.-M. de Raynal, pr.-Cuniac, rap.-Godelle, av. gén. c. conf.-Michaux-Bellaire et Jozon, av.

(2) (Syndic Hyrvoix C. Caisse de Nevers.) — Le 25 févr. 1875, jugement du tribunal de commerce de Versailles, ainsi conçu: « Attendu que par jugement du 22 août 1874, le sieur Hyrvoix, ancien entrepreneur des services économiques de la maison d'arrêt de Poissy, a été déclaré en état de faillite sur dépôt de son bilan; — Attendu que la caisse de Nevers a formé opposition au jugement dont s'agit, et prétend que Hyrvoix étant domicilié à Paris, le tribunal de commerce de Versailles était incompétent pour prononcer sa mise en faillite;... — Attendu qu'aux termes de l'art. 438 c. com., le commerçant en état de cessation de paiements doit déposer son bilan au greffe du tribunal de commerce de son domicile; — Attendu qu'il s'agit d'examiner quel était le domicile de Hyrvoix; — Attendu que l'art. 102 c. civ. dispose que le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que le lieu du principal établissement doit s'entendre du lieu de la résidence habituelle, de celui où l'on a son ménage et ses affections, où l'on exerce ses droits civils, où l'on a placé enfin le siège non pas seulement accidentel, mais le siège principal et habituel de ses affaires; — Attendu que, dans l'espèce, le tribunal est appelé à décider si, par le fait de l'entreprise dont il a traité avec l'Etat, des services économiques de la maison centrale de Poissy, Hyrvoix doit être considéré comme ayant transporté en ce lieu son domicile réel, ou si l'on doit admettre

bunal du lieu où le commerçant s'est rendu pour exécuter des travaux publics dont il avait soumissionné l'entreprise, alors même que, postérieurement à son départ, son fils, muni de sa procuration, l'aurait engagé dans de nouvelles entreprises, s'il est d'ailleurs constant qu'il a quitté cette localité sans esprit de retour, pour résider désormais sans interruption au lieu de son domicile (Req. 10 janv. 1887) (1). De même, l'ouverture dans une ville d'un bureau, à l'effet d'exécuter un marché de fournitures militaires, ne suffit pas pour emporter transfert du domicile dans cette ville et attribuer compétence au tribunal de commerce du ressort, alors que le débiteur n'a pas cessé d'avoir son principal établissement dans un autre arrondissement (Req. 17 août 1881, aff. Confuron, D. P. 83. 1. 336. Conf. Rép. n° 79 et 1328-2°, et *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 136), et ce, lors même que le failli aurait déposé son bilan au greffe du tribunal de cette succursale (Req. 13 juin 1887, aff. Canavy, D. P. 88. 1. 272). Il ne saurait en effet dépendre du failli de choisir ses juges (Rép. n° 80).

**273.** Il peut arriver qu'un commerçant n'ait pas de véritable domicile; il en est ainsi des marchands forains,

au contraire, ainsi que le prétendent les demandeurs, que cette entreprise n'a été qu'un des actes particuliers du genre d'opérations que Hyrvoix traitait habituellement à Paris, où se trouvait son domicile réel, et qu'il n'a, pour cela, cessé en aucune façon de conserver en ce lieu un principal établissement; — Attendu que l'on ne peut contester que Hyrvoix avait son domicile à Paris lorsqu'il a traité, avec l'Etat, des services généraux de la maison d'arrêt de Poissy; — Que sa profession était celle d'entrepreneur de services publics; que déjà il avait traité des opérations de cette nature sur d'autres points de la France, notamment à Rouen, Saint-Etienne, sans que l'on puisse établir qu'il ait pour cela transporté son domicile réel en ces quartiers, ni qu'il ait cessé de demeurer à Paris; que cette ville doit donc être considérée, dans l'acception légale du mot, comme le lieu de son principal établissement; — Attendu que l'on prétendrait vainement faire une distinction entre le domicile réel de Hyrvoix et son domicile commercial pour soutenir que, seul, ce dernier domicile doit servir à déterminer le lieu du tribunal de la faillite; — Attendu qu'il n'y a pas dans la loi un domicile civil et un domicile commercial, et qu'il n'y a lieu de distinguer où la loi ne distingue pas; — Attendu que l'on ne saurait voir une similitude entre le cas dont il s'agit et celui qui est spécifié dans l'art. 438 c. com., en ce qui concerne la faillite d'une société en nom collectif; — Que l'on comprend, en effet, que le domicile d'une société, considérée comme être moral, doit être nécessairement le lieu où la société a son principal établissement, et que la déclaration de cessation de paiements doit être faite au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le principal établissement de ladite société; — Mais attendu qu'il n'y a aucune analogie entre le cas qui précède et celui de Hyrvoix, entrepreneur de services publics, obligé d'avoir, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, une résidence dans le lieu où il se trouve appelé à suivre les opérations d'une entreprise et qui manifestement, dans chacun des actes se rattachant auxdites opérations, ne se révèle pas moins comme conservant son domicile à Paris, d'où il tire ses traites, où il effectue ses paiements, et où lui sont signifiés tous les actes de procédure; — Attendu que l'on ne saurait tirer argument, dans l'intérêt du défendeur, de ce que Hyrvoix payait patente à Poissy; — Attendu que la loi donne, en effet, au fisc le droit d'imposer la patente à toute exploitation commerciale, dans quelques conditions qu'elle soit exercée, et que, si Hyrvoix avait eu à suivre en même temps plusieurs entreprises, ce qui se rencontre quelquefois dans cette profession, il aurait payé autant de patentes qu'il eût eu d'établissements; — Attendu que l'on trouve encore une nouvelle preuve que Hyrvoix doit être considéré comme ayant son domicile réel à Paris, dans ce fait que l'Etat, en traitant avec lui, lui imposait, en ce qui devait concerner leurs rapports ultérieurs et pour la plus prompt solution des difficultés qui pouvaient surgir entre eux, de faire élection de domicile à Poissy, afin de le rendre, pour ce cas spécial, justiciable du conseil de préfecture de Seine-et-Oise; — Attendu, d'ailleurs, que, lors de sa mise en faillite, Hyrvoix avait quitté Poissy depuis près de huit mois; que c'est à Paris que l'on a touché la plupart des actes judiciaires qui ont précédé sa faillite, et que, quand bien même Hyrvoix aurait répondu à des actions qui lui eussent été précédemment intentées devant le tribunal de commerce de Versailles, on ne doit pas moins admettre avec la jurisprudence que, nonobstant cette circonstance, la connaissance de sa faillite devait appartenir au tribunal du lieu où se trouve le siège principal de ses affaires; — Attendu qu'il vient d'être démontré qu'aucune incertitude ne peut subsister à cet égard; que le siège principal des affaires de Hyrvoix et son domicile réel n'ont jamais cessé d'être

directeurs de théâtres ambulants, etc. En ce cas, il ne saurait être question de rechercher le domicile d'origine; le tribunal compétent pour déclarer la faillite serait celui de la résidence du débiteur à l'époque où s'est manifesté le désordre de ses affaires (Rép. v° *Compétence civile des tribunaux d'arr. et des cours d'appel*, n° 36), ou, s'il est dans l'usage de transporter périodiquement son matériel et son industrie dans différentes villes, celui de la ville où il a les principaux éléments de son actif, le siège principal de ses affaires. — Jugé en ce sens : 1° que le tribunal compétent pour déclarer la faillite d'un marchand colporteur est celui du lieu où, même momentanément, il a transporté ses marchandises et fixé le siège de ses affaires (Bordeaux, 20 nov. 1866, aff. Clause, D. P. 68. 2. 21); — 2° Que, le directeur d'un cirque ambulant ayant sa résidence et son domicile dans le lieu où il transporte son personnel et son matériel et donne ses représentations, le tribunal de ce lieu est seul compétent pour déclarer sa faillite, si c'est d'ailleurs en ce lieu qu'a éclaté la faillite et que se trouvaient ses principaux créanciers (Nancy, 1<sup>er</sup> déc. 1874 (2). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2580, p. 602, note 5. Comp. Aubry et Rau,

à Paris; qu'il n'a eu à Poissy qu'une résidence temporaire, résultant de l'entreprise qui l'y avait appelé, comme déjà il avait résidé temporairement en d'autres villes, dans les mêmes circonstances et pour les mêmes causes; — Attendu que, comme conséquence de ce qui précède, il y a lieu de déclarer que le tribunal de commerce de Versailles n'était pas compétent pour prononcer la mise en faillite de Hyrvoix, et de rapporter le jugement déclaratif de ladite faillite; — Par ces motifs, etc.... Appel formé par le syndic. — Arrêt.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 12 juill. 1875.-C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Puget, pr.-Choppin d'Arnouville, av. gén.-Démonjay, Oscar Falateuf et Barboux, av.

(1) (Syndic Bourard C. Syndic Bourard.) — La cour; — Vu la requête en règlement de juges; — Vu l'art. 363 c. proc. civ.; — Sur la recevabilité de la demande; — Attendu que la faillite de Jules Bourard a été déclarée par le tribunal de commerce de la Seine et par le tribunal de Saïgon; que ces deux tribunaux ressortissent à deux cours d'appel différentes, et qu'ainsi, il y a lieu à règlement de juges, par la cour de cassation, conformément à l'art. 368 c. proc. civ.;

Au fond: — Attendu que, pour décider lequel de ces deux tribunaux doit rester saisi, il y a lieu de déterminer le véritable domicile du failli; — Attendu qu'il est constant que Jules Bourard avait son domicile à Paris depuis un grand nombre d'années, et qu'il y a conservé une installation, lorsqu'en 1877 il se rendit à Saïgon pour y suivre l'exécution de travaux publics dont il avait soumissionné l'entreprise; qu'en 1880, il quitta définitivement Saïgon pour résider depuis sans interruption à Paris, où il a déposé son bilan; qu'il s'y occupa de diverses affaires commerciales et industrielles, à l'occasion desquelles il passa des traités et contracta des emprunts; que les billets à ordre souscrits par lui à Paris depuis son retour, et les lettres de change tirées sur lui à Paris, soit durant son séjour à Saïgon, soit depuis, représentent des sommes importantes; qu'enfin, si, postérieurement à son départ de la colonie, Jules Bourard a pu y être engagé dans de nouvelles entreprises par son fils et en vertu de la procuration qu'il lui avait laissée, l'ensemble des circonstances de la cause et des documents versés au procès indique qu'à l'époque de sa déclaration de faillite, c'est à Paris qu'il avait son principal établissement; — Et attendu que Jules Bourard, bien que régulièrement cité par exploit du 2 juill. 1886, n'a produit aucun mémoire en défense, ainsi que le constate un certificat du greffe, en date du 10 déc. 1886; — Donne défaut contre ledit Jules Bourard, non comparant; — Et réglant de juges, reçoit la requête, annule le jugement du tribunal de Saïgon du 8 oct. 1883, ensemble tout ce qui en a été la suite; — Dit que le tribunal de commerce de la Seine est seul compétent pour connaître de la faillite du sieur Bourard, entrepreneur de travaux publics, à Paris, etc.

Du 10 janv. 1887.-Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Lardenois, rap.-Chévrier, av. gén., c. conf.-Sauvel, av.

(2) (Besnard C. Lagoutte et syndic Lagoutte.) — La cour; — Attendu qu'aux termes des art. 438, 440 et 441 c. com., c'est le tribunal du domicile du failli qui est compétent pour recevoir le dépôt de son bilan, pour déclarer d'office la faillite et pour en fixer l'ouverture; que cette disposition de la loi est surtout fondée sur cette considération que le tribunal du domicile est le plus rapproché, celui où le failli peut faire le dépôt de son bilan dans le délai légal sans des déplacements et dépenses que le manque d'argent lui rendrait le plus souvent

*Droit civil français*, t. 1, § 141, texte et note 7, p. 577; Laurent, *Principes de droit civil*, t. 2, n° 76; Rodière, *Cours de compétence et de procédure en matière civile*, 4<sup>e</sup> éd., t. 1, p. 215); — 3° Que, si le directeur d'un théâtre ou cirque forain exploite à la fois plusieurs établissements dans différentes villes, c'est au principal de ces établissements que doit être déclarée la faillite; et ce principal établissement se détermine d'après l'importance comparée des exploitations, ainsi que d'après l'ensemble des circonstances de la cause (Req. 13 juin 1887, aff. Canavy, D. P. 88. 1. 272).

274. Les opérations de la faillite doivent se poursuivre devant le tribunal qui l'a déclarée, alors même que le territoire du domicile du failli viendrait à être soumis, au cours des opérations, à la compétence d'un tribunal nouveau (Aix, 18 févr. 1886, aff. Ardisson, D. P. 87. 2. 97).

275. Il se peut que le débiteur change de domicile dans l'intervalle qui s'écoule entre la cessation des paiements et le jugement déclaratif. Quel sera en ce cas le tribunal compétent? La plupart des arrêts rapportés au Rép. v<sup>o</sup> *Faillite*, n° 80 et 1328; *Compétence civile des tribunaux d'arrondissement*, n° 135, et *Compétence commerciale*, n° 415, se sont prononcés pour la compétence du tribunal du domicile qu'avait le failli au moment de la cessation de ses paiements. La jurisprudence actuelle suit en principe la même doctrine; il a été jugé, en ce sens, que si, dans l'intervalle compris entre la cessation des paiements et la demande en déclaration de faillite, le débiteur a changé de domicile, c'est le tribunal, non du nouveau, mais de l'ancien domicile, qui doit prononcer sur cette demande (Besançon, 27 mars 1867, aff. Bonnaventure, D. P. 67. 2. 54; Caen, 28 mars 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 496. Comp. Req. 31 mai 1870, aff. Beaufour, D. P. 72. 5. 241). — Comp. outre les auteurs cités au Rép. loc. cit.: Laroque-Sayssinnet et Dutruc, p. 8, n° 14). — Jugé toutefois, en sens contraire, que, si le commerçant ayant quitté une localité sans esprit de retour et s'étant établi dans une autre, vient à être déclaré en faillite dans les deux localités à la fois, le tribunal du domicile *actuel* est seul compétent pour déclarer la faillite (Rouen, 11 juill. 1874, aff. Mouriot, *supra*, v<sup>o</sup> *Compétence civile des trib. d'arr. et des cours d'appel*, n° 72.) La plupart des auteurs se prononcent en faveur de ce second système, et décident que l'on doit s'attacher, en principe, au domicile *actuel* du débiteur, en réservant toutefois le cas où le commerçant, en changeant de domicile, « aurait agi dans une intention frauduleuse et où, sous le coup d'une faillite

imminente, il aurait voulu soustraire sa situation à l'appréciation de ses juges naturels » (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2580 bis, p. 603; Alauzet, t. 7, n° 2429; Camberlin, *Manuel des tribunaux de commerce*, p. 374; Ruben de Couder, v<sup>o</sup> *Faillite*, n° 71).

276. — II. SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — Le tribunal compétent pour déclarer la faillite d'une société commerciale, comme celle d'un individu, est le tribunal du domicile, c'est-à-dire le tribunal du *principal établissement* de cette société (c. com. art. 438-2°; Rép. n° 96). Cette règle ne soulève aucune difficulté quand le siège social et le centre d'exploitation sont dans le même lieu, et la cour de cassation a pu décider en ce cas, sans préjuger en rien la controverse mentionnée *infra*, n° 277 et suiv. que le tribunal compétent est celui du lieu indiqué comme le siège social, où se tenaient habituellement les assemblées générales et où se réunissait mensuellement le conseil de surveillance, d'où l'administrateur délégué dirigeait la fabrication des marchandises et donnait ses ordres au personnel de l'usine, où se passaient les conventions avec les fournisseurs, les marchés pour la vente des produits et où aboutissaient les effets à payer ou à encaisser par la société (Req. 29 juin 1875, *supra*, n° 228; 9 août 1881, aff. Quignon et Homel, D. P. 82. 1. 408; 30 janv. 1882, aff. Heutey, D. P. 83. 1. 223); et qu'il importe peu, en ce cas, que l'usine pour l'exploitation de laquelle la société a été créée soit placée dans un arrondissement différent, si la *direction de cette usine* et le mouvement d'affaires qu'elle occasionne ont leur centre au siège social (Arrêt précité du 9 août 1881), ou si le directeur de cet établissement n'est qu'un agent subordonné et révocable par le conseil d'administration, recevant ses ordres et tenu de lui soumettre les mesures à prendre (Arrêt précité du 30 janv. 1882).

277. Mais que faut-il décider lorsque le *centre véritable* de l'exploitation et des affaires commerciales ou industrielles de la société n'est pas au siège social ou statutaire? Quel sera le tribunal compétent, celui du siège social, ou celui du centre de l'exploitation? La cour suprême, après avoir longtemps hésité, et s'être prononcée successivement en faveur des deux systèmes, paraît aujourd'hui fixée dans le sens de la compétence exclusive du tribunal du siège statutaire (Req. 11 déc. 1871, aff. Deleuze, D. P. 71. 1. 300; 1<sup>re</sup> févr. 1881, aff. Chemin de fer du Tréport, D. P. 81. 1. 314; Req. 13 févr. 1884 (1). Ainsi la déclaration de faillite d'une société doit être faite au greffe du tribunal du lieu

impossibles, et qu'il est aussi le plus favorablement placé pour bien connaître la situation du failli, la nature et le caractère de ses opérations, ses embarras, les causes de sa déconfiture et l'époque précise de la cessation de ses paiements; — Attendu que le domicile d'un négociant est celui où il a son principal établissement de commerce et exerce son industrie; — Attendu que vainement Besnard prétend que Lagoutte père et fils seraient domiciliés à Paris; qu'il importe peu que, dans des actes de procédure antérieurs au dépôt de leur bilan, ceux-ci se soient dits domiciliés à Paris, sans indiquer d'ailleurs ni la rue, ni le numéro de l'habitation qu'ils auraient dans cette ville; qu'il résulte, au contraire, des documents du procès que Lagoutte père et fils n'ont à Paris ni domicile fixe, ni même une simple résidence, qu'ils n'y ont pas de logement ni de meubles; qu'ils n'y possèdent rien, n'y payent aucune patente, ni autre contribution, et ne sont pas inscrits sur la liste des électeurs; — Attendu que, directeurs d'un cirque ambulant, les consorts Lagoutte n'ont dans la réalité de résidence ni de domicile que dans les lieux où ils transportent leur personnel et matériel, plantent leur tente et donnent des représentations; qu'exerçant une profession essentiellement nomade, ils doivent être assimilés à des forains pour lesquels le domicile se confond avec la résidence, et que la loi rend dans certains cas justiciables des tribunaux dans la circonscription desquels ils se trouvent; — Attendu qu'il est constant, en fait, que c'est à Rambervilliers qu'étaient Lagoutte père et fils, qu'ils y avaient leurs équipages, leurs chevaux et le personnel attaché à leur cirque, et y donnaient des représentations quand se sont produits les embarras financiers qui, bientôt, sont devenus assez graves pour leur faire cesser tous paiements et les mettre dans la nécessité d'interrompre leurs spectacles, de congédier plusieurs de leurs sujets et de faire le dépôt de leur bilan; dépôt qu'ils ont effectué au lieu de leur dernière résidence, c'est-à-dire au greffe du tribunal de commerce d'Epinal; — Attendu que c'est dans l'arrondissement d'Epinal que se trouvait alors et que se trouve encore tout ce qui appartient aux consorts Lagoutte,

matériel, chevaux, voitures, costumes et accessoires; que c'est dans cet arrondissement que résident aussi la plupart de leurs créanciers et notamment ceux dont la situation est la plus digne d'intérêt, les sujets composant le reste de leur troupe, ainsi que les fournisseurs et aubergistes dont les avances ont en dernier lieu fait vivre les consorts Lagoutte eux-mêmes, leur personnel de baladins et palefreniers et leurs chevaux; — Attendu que dans de pareilles circonstances, il serait aussi déraisonnable que peu juridique de considérer le tribunal de commerce de la Seine comme ayant été, ainsi que le soutient l'appelant, le seul compétent, soit pour recevoir le dépôt du bilan des faillits certainement dépourvus des ressources nécessaires pour se transporter à Paris, soit pour déclarer la faillite d'individus dont les agissements commerciaux et la suspension de paiements s'étaient produits à plus de 400 kilomètres de la capitale; — Que ces diverses considérations de droit et de fait justifient complètement la compétence du tribunal d'Epinal; — Par ces motifs, confirme.

Du 1<sup>er</sup> déc. 1874. C. de Nancy, 2<sup>e</sup> ch.-MM Briard, pr.-Angenoux, av. gén.-Bernard et Lallement, av.

(1) (Syndic de la Société de Couze C. Syndic de la même société.) — La cour; — Vu la requête en règlement de juges et les mémoires produits; — Sur la recevabilité de la demande: — Vu les deux instances introduites devant les cours d'appel de Lyon et de Bordeaux; — Attendu que les deux instances ont le même objet et sont portées devant deux cours d'appel; qu'ainsi il y a lieu de régler de juges par la cour de cassation, aux termes de l'art. 363 c. proc. civ.; — Au fond: — Vu l'art. 59 c. proc. civ. et l'art. 438 c. com.; — Attendu que dans l'acte de société le siège social a été indiqué comme étant à Lyon, cours Perrache, n° 65; — Attendu que rien ne prouve, dans la cause, que cette indication ait été purement nominale, et que le siège principal ait été en fait transporté ailleurs; qu'en effet, c'est à Lyon que se sont tenues presque toutes les assemblées générales; que c'est dans cette ville qu'était établie la comptabilité générale; que Attendu que, de l'en-

indiqué dans l'acte de société comme étant celui du siège social, lorsque rien n'établit que cette indication ait été purement nominale, et qu'en effet c'est dans ce lieu que se sont tenues la plupart des assemblées générales et qu'était établie la comptabilité générale. L'usine que ladite société posséderait dans un autre arrondissement, n'est qu'un lieu d'exploitation ou de fabrication, qui ne saurait constituer le siège du principal établissement (Req. 13 févr. 1884, précité).

**278.** Jugé, dans le même sens : 1° qu'est seul compétent, pour statuer sur la déclaration de faillite d'une société, le tribunal du lieu où se trouve son siège social, encore que les produits exploités par la société soient fabriqués dans un autre lieu, que le gérant y ait son domicile personnel et sa résidence, qu'il y traite ordinairement des affaires de la société, que les factures indiquent le lieu du siège social comme un lieu de dépôt, et que même les tiers aient pu ignorer, à défaut de publicité de l'acte de société, que le siège principal de la société se trouvait ailleurs, alors que c'est au siège social que se réunit l'assemblée générale des actionnaires, que réside le conseil de surveillance, que les actions ont été souscrites, et qu'enfin se centralisent les opérations sociales (Req. 4 mai 1857, aff. Gendrot, D. P. 57. 1. 401); — 2° Que, de même, lorsque la faillite d'une société anonyme formée pour l'exploitation d'un chemin de fer a été déclarée par deux tribunaux ressortissant à des cours d'appel différentes, les opérations de cette faillite doivent être renvoyées, par voie de règlement de juges, devant le tribunal du lieu désigné par l'acte constitutif de la société et le cahier des charges comme le siège et le domicile social, où fonctionnait le conseil d'administration, où étaient centralisés les comptes et les fonds de l'exploitation et où se réunissait l'assemblée générale des actionnaires (Req. 1<sup>er</sup> févr. 1881, cité *supra*, n° 277). Il importe peu, dans ce cas, que l'exploitation du chemin de fer ait eu lieu hors du siège de la société, et que cette exploitation, qui pouvait s'étendre à divers arrondissements, ait pu donner naissance à des actions judiciaires portées devant des tribunaux différents, le tribunal du siège social demeurant compétent pour statuer sur les contestations relatives à l'existence de la société, et notamment à sa mise en faillite (Même arrêt).

**279.** Jugé toutefois, en sens contraire, plus spécialement en ce qui concerne les sociétés *en nom collectif*, que le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le principal établissement commercial ou industriel de la société, le centre véritable de son exploitation, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper du *domicile social ou statutaire* (Req. 13 mars 1865, aff. Blazimet, D. P. 65. 1. 228; 15 mars 1875, synd. Wunsch, D. P. 76. 1. 312; 11 août 1884, aff. Lamoureux, sol. impl., D. P. 85. 1. 372; Aix, 3 avr. 1884, aff. Jolliez, *Journal du droit international privé*, 1885, p. 81; Bordeaux, 5 juill. 1887, *Journal des faillites*, 1888, p. 488). Jugé, de même, que le tribunal compétent, pour déclarer la faillite d'une société commerciale, est celui du siège social primitif, bien qu'une modification des statuts ait transféré le siège et le domicile social dans un autre lieu, s'il est établi, *en fait*, que la société a conservé son établissement dans le lieu primitivement désigné, et si lesdits statuts ont, par une réserve expresse, maintenu en ce lieu la comptabilité, les archives, les assemblées générales d'actionnaires et les séances du conseil d'administration (Req. 11 août 1884, précité). — Ce système, qui prévalait encore en Belgique et en Suisse (V. arrêté Conseil fédéral suisse, 21 janv. 1875, aff. Crédit foncier suisse, *Journal du droit international privé*, 1875, p. 462), a pour lui la majorité des auteurs (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3115; Rousseau, *Sociétés commerciales*, n° 2058; Camberlin, p. 216; Carle et Dubois, n° 21; Pic, p. 60; Lyon-Caen, *Journal des sociétés*,

1880, p. 36). « Il ne faut pas, dit ce dernier auteur, que la nationalité d'une société se lie à des circonstances ou à des faits qui dépendent exclusivement de la volonté de l'homme, comme la fixation du siège de l'administration sociale. Autrement les fondateurs pourraient à leur gré se soumettre ou échapper aux dispositions restrictives de la loi de 1867, dont le caractère impératif n'est pas douteux. »

**280.** L'art. 3, *in fine*, de la loi du 4 mars 1889 contient une disposition qui, semble-t-il, serait de nature à mettre fin à la controverse. Aux termes de cette disposition, la requête des représentants d'une société en état de cessation de paiements, à fin de liquidation judiciaire, doit dans tous les cas où la société a en France son *siège social*, « être déposée au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le *siège social* ». Il semble que le législateur ait entendu, par voie d'interprétation législative, confirmer la jurisprudence de la cour suprême en faveur de la compétence *exclusive* du tribunal du siège social; et cette induction paraît confirmée par les travaux préparatoires. L'art. 3, en effet, tel qu'il avait été voté par la chambre des députés, attribuait compétence au tribunal dans le ressort duquel se trouvait le principal établissement de la société, sans préciser, plus que ne l'avait fait le législateur de 1838, le sens de ces mots « principal établissement »; le Sénat, en substituant au texte primitif une disposition nouvelle attribuant expressément compétence au tribunal du siège social, ne peut avoir eu d'autre objet que de supprimer la controverse à laquelle cette expression un peu vague avait donné lieu. Le tribunal compétent pour déclarer soit la liquidation judiciaire, soit la faillite, sera donc, en tous cas, le tribunal du siège social, sans qu'il y ait lieu de rechercher en fait si le centre véritable de l'exploitation n'est pas dans un autre ressort, en France ou à l'étranger. Rationnellement, ce système prête assurément à la critique; mais il présente des avantages pratiques incontestables, car il supprime une source de procès assez délicats sur la compétence. — Nous devons reconnaître, toutefois, que cette interprétation de l'art. 3 n'est pas admise par tous les commentateurs de la loi de 1889; le changement de texte introduit par la commission du Sénat n'ayant pas été motivé, certains auteurs estiment que l'art. 3 statue simplement *de eo quod plerumque fit*, et que, si, en fait, le tribunal du principal établissement était distinct de celui du siège social, c'est le premier qui serait seul compétent en matière de liquidation ou en matière de faillite (V. notamment : Bailly, *La loi sur les liquidations judiciaires*, *Annales*, 1889, p. 52, note 2). Cette doctrine nous semble difficilement conciliable avec la formule impérative de l'art. 3 de la loi du 4 mars 1889; et comme, d'autre part, il paraît inadmissible que cette réforme n'ait pas son contre-coup sur la faillite, et que le tribunal compétent pour déclarer la faillite de la société puisse, en certain cas, n'être pas le même que celui auquel appartient la connaissance de la requête en liquidation judiciaire, nous croyons devoir maintenir notre interprétation de l'art. 3, comme la plus conforme à l'esprit et au texte de la loi nouvelle. — Sur la même question en droit international, V. *infra*, chap. 4.

**281.** Si le domicile de la société a été modifié dans l'intervalle qui s'écoule entre la cessation des paiements et la faillite, la compétence sera déterminée d'après les mêmes règles que pour les individus commerçants (V. *supra*, n° 275).

**282.** La compétence du tribunal du domicile de la société est une compétence exclusive. En conséquence, la faillite ne saurait être, en aucun cas, valablement déclarée par le tribunal dans le ressort duquel est établie une succursale de la société (Rép. v.<sup>o</sup> *Compétence civile des trib. d'arr. et des cours d'appel*, n° 112; Société, n° 1723-1<sup>re</sup>; Req. 11 déc. 1871, aff. Deleuze, D. P. 71. 1. 300; 26 déc. 1871, aff. Prodhomme,

semble de ces faits, il résulte que le principal établissement de la société était à Lyon, et que c'est, dès lors, au greffe du tribunal de commerce siégeant dans cette ville que la déclaration de faillite de ladite société devait être faite; — Attendu que, si la société possédait son usine à Couze, arrondissement de Bergerac, ce n'était là qu'un lieu d'exploitation ou de fabrication, qui ne saurait, en présence des faits qui précèdent et des documents de la cause, constituer le siège du principal établissement de ladite société; —

Reçoit la requête; — Et procédant par voie de règlement de juges : — Annule le jugement du tribunal de commerce de Bergerac du 25 févr. 1883, et tous les autres actes qui s'y rapportent; — Ordonne que les opérations de la faillite de la société de Couze seront continuées devant la cour d'appel de Lyon, etc.

Du 13 févr. 1884. — Ch. req. — MM. Bédarrides, pr. — Varambon, rap. — Chévrier, av. gén., c. conf. — Chambareaud et Aguillon, av.



D. P. 72. 1. 200; 13 févr. 1884, *suprà*, n° 277);... alors même que le tribunal aurait déjà rendu plusieurs jugements prescrivant des mesures provisoires (Req. 11 déc. 1871 précité. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 3115; Pic, p. 51; Enault, n° 92; Laisné, 23). Et il en est ainsi surtout si la désignation du tribunal du siège de la société est conforme à l'intérêt de la majorité des créanciers (Même arrêt).

283. Le tribunal de la succursale ne serait pas compétent dans le cas même où le conseil d'administration se serait accidentellement réuni dans cette localité, au lieu de se réunir au siège social (Civ. cass. 4 août 1885, *Journal des faillites*, 1885, p. 433).

284. Il a été dit *suprà*, n° 233, qu'aux termes d'une jurisprudence constante la faillite d'une société en nom collectif ou en commandite entraîne la faillite personnelle de chacun des associés solidaires. La conséquence nécessaire de cette règle, au point de vue de la compétence, est qu'un seul jugement déclaratif suffit pour constituer en état de faillite la société et tous les associés personnellement obligés. Et ce jugement peut émaner du tribunal compétent pour déclarer la faillite de la société, c'est-à-dire du tribunal du domicile social, bien que l'associé ait son domicile dans un autre arrondissement, et que le tribunal de ce domicile soit également compétent (Req. 23 août 1853, aff. Rolland fils, D. P. 55. 1. 59; 5 juin 1882, aff. Marignac, D. P. 83. 1. 459. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3118; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 679). Et, lorsqu'un même jugement aura ainsi déclaré la faillite de la société et des associés, il n'y aura qu'un seul juge-commissaire et des syndics dont les pouvoirs s'étendront, en principe, à l'actif social et à l'actif de chacun des associés (Mêmes auteurs).

Il ne suffirait pas cependant que la société fût déclarée en faillite pour que, *ipso facto*, les associés dussent être considérés comme étant en état de faillite déclarée, si, d'ailleurs le jugement n'en faisait pas mention expresse. Mais ces

associés se trouvant, dès lors, en état de faillite virtuelle, il n'y aurait là qu'une omission susceptible d'être réparée après coup. — Jugé, en ce sens, que la faillite personnelle de tel ou tel associé en nom collectif peut être comprise dans la déclaration de faillite de la société, par un jugement postérieur à celui relatif à la société, sans qu'il en résulte un excès de pouvoirs (Req. 23 août 1853 précité). — Jugé même que, si la faillite d'une société en nom collectif entraîne la faillite personnelle de chacun des associés solidaires, ces diverses faillites ne sont cependant pas indivisibles et ne doivent pas être soumises à une organisation unique; à moins d'entente entre les créanciers, la faillite de la société et les faillites personnelles des associés doivent être gérées séparément par des agents spéciaux à chacune d'elles (c. com. art. 22, 438 et 458; Toulouse, 15 déc. 1865) (1). Au regard des créanciers personnels des associés, l'état de faillite, engendré par la faillite sociale, ne peut produire ses effets, et motiver la gestion organisée par la loi qu'en vertu de déclarations judiciaires spéciales (Même arrêt.) Dès lors, si ces déclarations spéciales n'ont pas eu lieu, et si les faillites personnelles des associés n'ont pas été organisées, leurs créanciers personnels conservent contre eux l'exercice de leurs actions individuelles, sans qu'on puisse leur opposer ni l'état de faillite, ni les opérations relatives à la faillite de la société (Même arrêt). En particulier, ne ferait pas obstacle à l'exercice de la contrainte par corps le concordat intervenu entre la société et ses créanciers (l'arrêt est antérieur à la loi du 24 juill. 1867, D. P. 67. 4. 75, qui a aboli cette voie d'exécution, notamment en matière commerciale), non plus que le jugement d'excusabilité rendu en faveur des associés au cours des opérations de la faillite sociale (Même arrêt).

Cette dernière décision procède d'un point de départ assurément exact, déjà formulé au Rép. n° 87, à savoir que l'actif et le passif de la société ne doivent pas se con-

(1) (Bertal C. Duros.) — LA COUR; — Attendu que Bertal, créancier des frères Duros en la somme de 50000 fr., en vertu d'engagements commerciaux remontant à l'année 1859, a poursuivi contre ses débiteurs la condamnation au paiement de cette somme; que, par jugement du tribunal de commerce de Toulouse du 29 déc. 1864, cette condamnation a été prononcée; mais, que nonobstant la nature commerciale de la dette, la voie d'exécution consistant dans la contrainte personnelle a été en même temps refusée à Bertal, sur le fondement du jugement d'excusabilité intervenu le 22 déc. 1863, dans la faillite de Duros frères et comp., déclarée par le tribunal de commerce le 31 janv. 1860; — Attendu que des pièces du procès il résulte, en effet, que les frères Duros ayant, en l'année 1856, constitué entre eux, avec la commandite de Bertal, pour l'exploitation de la mercerie et de quelques autres articles, une société en nom collectif, sous la raison de commerce Duros frères et comp., cette société tomba en faillite à l'époque précitée, et qu'à la suite d'un état d'union sous le régime duquel les créanciers furent placés, les faillis furent déclarés excusables; mais, qu'il est en même temps établi, et qu'il n'est pas d'ailleurs contesté, que la créance de Bertal n'était point pour les frères Duros une dette sociale, la somme de 50000 fr. qui en fait l'objet leur ayant été prêtée par lui, pour la réalisation de mise de 25000 fr. que chacun d'eux s'était obligé de verser dans la caisse de la société; que considérée dès lors comme ne constituant, envers chacun des associés, qu'une créance personnelle qui n'était point garantie par l'actif social, cette créance, quoique connue du syndic, ne fut point comprise dans le bilan dressé par lui quelques jours après la déclaration de la faillite, et que, par suite, Bertal ne fut jamais appelé à intervenir dans aucune des opérations de la faillite, pas plus qu'il ne fut appelé à participer à la distribution du dividende reçu par les créanciers sociaux; — Attendu, en cet état, que le jugement d'excusabilité du 22 déc. 1863 ne peut, ni en fait, ni en droit, être opposé à Bertal; — Que, s'il est vrai qu'on doit reconnaître, comme conséquence de la solidarité qui, aux termes de l'art. 22 c. com., lie tous les membres d'une société en nom collectif à l'exécution des engagements contractés au nom de la société, que la faillite sociale entraîne la faillite personnelle de chacun des associés, on ne peut de là conclure que ces deux faillites soient indivisibles et ne doivent être soumises qu'à une organisation unique, de telle sorte que le règlement des créanciers sociaux et des créanciers personnels doive forcément être confondu; que, s'il n'en est autrement disposé par un arrangement émané de tous ces créanciers réunis, c'est au contraire une suite nécessaire des droits distincts et inégaux appartenant à leurs créances, que les deux faillites auxquelles elles se

rattachent soient séparément administrées par des agents et des opérations propres à chacune d'elles; que, dans l'espèce, aucune fusion n'a été consentie; que, loin de là, par le fait du syndic de la faillite sociale des frères Duros, la créance personnelle de Bertal contre ces derniers en a été éconduite, sans que de son côté, Bertal ait jugé convenable de réclamer; que ce qui a été accompli dans cette faillite ne peut avoir, dès lors, pour effet de porter atteinte à aucun des droits attribués à Bertal, quant à sa créance personnelle, par la nature de ses titres; que, de même que les frères Duros n'auraient pu incontestablement se prévaloir contre Bertal d'un concordat qu'ils auraient fait accepter par les créanciers de leur société, ils ne pouvaient exciper contre lui avec plus d'avantage du jugement d'excusabilité dont l'état d'union de ces mêmes créanciers a été suivi; — Attendu que l'influence de ce jugement étant écarté à l'égard de Bertal, en ce qui touche l'exercice de la contrainte par corps inhérente à la nature de sa créance, les frères Duros ne peuvent se soustraire à cette contrainte, en se fondant sur ce que cette voie d'exécution devait être suspendue en leur faveur, vis-à-vis de leurs créanciers personnels, par cela seul que, depuis le jugement déclaratif du 31 janv. 1860, ils se trouvent vis-à-vis de ces créanciers en état de faillite; — Qu'ainsi qu'on l'a dit plus haut, la faillite sociale entraîne la faillite personnelle de chacun des associés; mais que, pour les créanciers personnels de ces derniers, l'état de faillite ne doit pouvoir produire ces effets et motiver la gestion organisée par la loi qu'en vertu d'une déclaration judiciaire spéciale; que le jugement du 31 janv. 1860 ne s'applique qu'à la société des frères Duros; que la faillite de ces derniers, vis-à-vis de leurs créanciers personnels, n'a jamais été ni organisée, ni même déclarée; que ces créanciers ont, dès lors, jusqu'à ce jour conservé dans sa plénitude contre les frères Duros l'exercice de leur action individuelle; que c'est du reste ce que les frères Duros ont reconnu eux-mêmes lorsqu'ils ont acquiescé au jugement dont est appel, quant à la condamnation qu'il prononce contre eux sur l'action de Bertal; que cette action ne peut être acceptée comme légitime en ce qui touche la condamnation principale, et être repoussée comme mal fondée ou irrecevable en ce qui touche la voie d'exécution demandée, qui n'en est que l'accessoire et qui dérive de la nature même de la créance qui a fait l'objet de cette condamnation; — Attendu que l'appel de Bertal doit, en conséquence, être déclaré bien fondé;

Par ces motifs, réforme le jugement du tribunal de commerce de Toulouse du 29 déc. 1864, etc.

Du 15 déc. 1865.-C. de Toulouse, 3<sup>e</sup> ch.-MM. Fort, pr.-Tou av. gén.-Timbal et Saint-Gresse, av.

fondre avec l'actif et le passif de chaque associé. Ce principe, qui découle nécessairement de la personnalité morale de la société, étant admis, il en résulte nécessairement que la faillite de la société et la faillite de l'associé, malgré le rapport de cause à effet existant entre elles, doivent demeurer distinctes l'une de l'autre et, par suite, être réglées de manière à ce que les deux masses ne soient pas fusionnées, sauf le cas où les créanciers des deux faillites seraient unanimement d'accord pour réunir les deux procédures. Mais il ne s'ensuit nullement qu'il soit nécessaire, comme semble le dire la cour de Toulouse, d'isoler entièrement la faillite de la société des faillites individuelles de chaque associé, et de confier l'administration de chacune d'elles à des syndicats différents. La vérité est qu'en principe ces diverses faillites seront administrées par le même syndicat, sauf au tribunal à en décider autrement, si l'intérêt de l'un des groupes de créanciers semble l'exiger. — Décidé, par application de ces principes, que le droit qui appartient au tribunal du siège social de déclarer la faillite personnelle de l'associé-gérant d'une société en nom collectif, alors même que celui-ci a son domicile hors de la circonscription du tribunal, constitue une compétence exceptionnelle, née de la connexité, et qui n'exclut pas la compétence du tribunal du domicile de l'associé (c. proc. civ. art. 59; c. com. art. 438, 635). Par suite, lorsque la faillite personnelle de l'associé-gérant a été déclarée par le tribunal de son domicile et par celui du siège social, il y a lieu à régler de juges, en désignant celui des deux tribunaux saisis qui peut le mieux assurer la gestion des intérêts engagés (c. proc. civ. art. 363) (Req. 23 août 1853, aff. Rolland fils, D. P. 55. 1. 59; 5 juin 1882, aff. Marignac, D. P. 83. 1. 459. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3118, note 2).

**285.** — III. PLURALITÉ DE FAILLITES; RÈGLEMENT DE JUGES. — Nous avons cité au *Rep.* n° 79 et v° *Compétence civile*, nos 113, 139 et 141, plusieurs décisions desquelles il résulte que lorsque deux tribunaux de commerce, considérant chacun le débiteur comme domicilié dans leur arrondissement, ont l'un et l'autre déclaré la faillite, un seul d'entre eux doit rester saisi, à savoir celui du véritable domicile du commerçant, lequel sera déterminé par la voie de *règlement de juges*, suivant les formes de l'art. 363 c. proc. civ. Si les deux tribunaux ressortissent à la même cour d'appel, il sera statué par cette cour; s'ils ressortissent à des cours différentes, le règlement devra émaner de la cour de cassation.

Ces principes ont été maintes fois affirmés depuis la publication du  *Répertoire*, tant en ce qui concerne les

individus commerçants possédant un établissement principal et une succursale dans deux ressorts différents (Req. 13 mai 1862, aff. syndic Méjean, D. P. 68. 5. 221; 21 juill. 1875, *suprà*, n° 269; 21 déc. 1875 (1); 28 avr. 1880, aff. Sauvalle, D. P. 80. 1. 327; 1<sup>er</sup> févr. 1881, aff. Demarcq, D. P. 81. 1. 314; 17 août 1881, aff. Confuron, D. P. 83. 1. 336; 10 janv. 1887, *suprà*, n° 272; 13 juin 1887, aff. Canavy, D. P. 88. 1. 272)... qu'en ce qui concerne les sociétés commerciales possédant également une succursale dans un lieu différent de leur siège social ou de leur principal établissement (Req. 9 août 1881, aff. Quignon et Hamel, D. P. 82. 1. 408).

**286.** La cour chargée de régler de juges doit, d'ailleurs, renvoyer en tout cas la connaissance de la faillite au tribunal du domicile du principal établissement du failli, alors même que le tribunal de la succursale aurait été le premier saisi (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2581, p. 604)... Et ces principes doivent s'appliquer, même si la maison principale était en France et la succursale dans une colonie française (Req. 10 janv. 1887, *suprà*, n° 272), ou si inversement la maison principale se trouvait dans une colonie et la succursale en France (V. en ce sens *Rep.* n° 79). — Pour les cas où la maison principale serait à l'étranger, V. *infra*, chap. 6.

**287.** Dans le cas de faillite d'une société en nom collectif ou en commandite, nous avons vu *suprà*, n° 284, que d'après la jurisprudence, le tribunal du siège social et le tribunal du domicile personnel de l'associé sont également compétents pour déclarer la faillite de ce dernier. Si, en fait, ces deux tribunaux avaient l'un et l'autre déclaré la faillite de l'associé gérant, il y aurait lieu de régler de juges en désignant celui des deux tribunaux saisis qui pourrait le mieux assurer la gestion des intérêts engagés (Req. 23 août 1853, aff. Rolland, D. P. 55. 1. 59; 5 juin 1882, aff. Marignac, D. P. 83. 1. 459). En conséquence, le renvoi devrait avoir lieu, dans l'intérêt commun des créanciers et du failli, devant le tribunal du centre des affaires commerciales de ce dernier et du domicile de ses principaux créanciers (Req. 9 août 1881, aff. Quignon et Hamel, D. P. 82. 1. 408).

**288.** L'incompétence du tribunal de la succursale étant une incompétence *ratione materiae*, le règlement de juges n'est pas la seule voie ouverte aux créanciers pour dessaisir ce tribunal au profit du tribunal du domicile. L'incompétence peut être proposée par voie d'opposition au jugement déclaratif (Douai, 7 juin 1859) (2). Ce moyen peut également être invoqué pour la première fois en appel, et il appartient

(1) (Bacot C. Pouget.) — La cour; — Vu le jugement du tribunal de commerce de Nevers en date du 2 nov. 1874, portant déclaration de la faillite du nommé Bacot sous le nom de Rigaud, et le jugement du même tribunal en date du 3 nov. 1874, déclarant la faillite de Pouget et ordonnant la jonction de cette faillite à celle déclarée la veille contre Bacot; — Vu les jugements rendus par le tribunal de commerce de Lyon, les 4 et 14 juin et 16 juill. 1875, prononçant la faillite de Pouget sous le nom de Ravier, celle de Bacot sous le nom de Revau et ordonnant la réunion de ces deux faillites; — Vu la requête en règlement de juges présentée par Charpentier, syndic de la faillite déclarée à Nevers, et l'arrêt de soit communiqué rendu sur cette requête le 16 septembre dernier; — Sur la recevabilité: — Attendu qu'aux termes de l'art. 19 du tit. 2 du règlement de 1737 et de l'art. 363 c. proc. civ., il y a lieu à règlement de juges toutes les fois qu'un même différend est porté devant deux tribunaux ne ressortissant pas à la même cour d'appel, et spécialement, en cas de faillite, lorsque la même faillite a été déclarée par deux tribunaux de commerce n'appartenant pas au même ressort judiciaire; — Attendu qu'il s'agit, en conséquence, de rechercher si les faillites prononcées par les jugements précités de Nevers et de Lyon ne sont en réalité, comme le prétend le demandeur, qu'une seule et même faillite, ou si, au contraire, elles constituent, comme le défendeur le soutient, deux faillites distinctes; — Attendu que si, au moment de leur mise en faillite par le tribunal de commerce de Nevers, Bacot et Pouget ont pris la fuite pour aller s'établir dans le département du Rhône et y fonder, sous des noms supposés, un commerce d'épicerie à Neuville et à l'Arbresle, les opérations de ce commerce qu'ils n'ont pu entreprendre qu'à l'aide des deniers ou marchandises détournés de l'actif de leur faillite, ne sauraient constituer des opérations distinctes; qu'elles se rattachent au contraire par le lien le plus étroit aux opérations qui avaient entraîné leur faillite dans la Nièvre; — Attendu, en conséquence, que la faillite prononcée

en juin par le tribunal de commerce de Lyon n'est que la continuation de celle qui avait été prononcée au mois de novembre précédent par le tribunal de commerce de Nevers, et qu'elle doit se confondre avec elle pour ne former qu'une seule et même faillite; — Qu'il y a donc lieu de régler de juges;

Au fond: — Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause et qu'il est d'ailleurs reconnu par le défendeur qu'au moment où la faillite a été déclarée, les faillis avaient leur domicile et leur principal établissement à Fourchambault, arrondissement de Nevers; — Qu'en conséquence, le tribunal de commerce de Nevers est seul compétent; — Vu les art. 363 c. proc. civ. et 431 c. com.; — La cour, réglant de juges, sans s'arrêter ni avoir égard aux jugements rendus les 4 et 14 juin et 16 juill. 1875 par le tribunal de commerce de Lyon, lesquels sont déclarés nuls et non avenue, donnant suite au contraire aux jugements rendus les 2 et 3 nov. 1874 par le tribunal de commerce de Nevers, ordonne que ce dernier tribunal restera exclusivement saisi des opérations de la faillite Bacot et Pouget, etc.

Du 21 déc. 1875.-Ch. req.-MM. de Raynal, pr.-Lepelletier, rap.-Reverchon, av. gén., c. conf.-Lehmann et Godefroy, av.

(2) (Syndic Leroy C. Syndic Scribe-Leroy et comp.). — La cour; — Attendu que la faillite d'une société en nom collectif entraîne nécessairement la faillite personnelle des associés obligés solidairement à l'acquit de toutes les dettes de la société; — Attendu que cette conséquence ressort à l'évidence des dispositions des art. 438, § 2, et 531, § 1<sup>er</sup>, c. com.; — Attendu que, par un premier jugement du tribunal de commerce de Reims du 21 mai 1858, la société Scribe-Leroy, Julian et comp. a été déclarée en état de faillite; — Que Jean-Louis Leroy, qui faisait partie de cette société, comme associé gérant, a été dès lors, virtuellement et par le fait, mis en faillite; — Attendu que, par un autre jugement du même siège du 4 juin 1858, s'en référant à celui du 21 mai, Jean-Louis Leroy a été

à la cour, qui en reconnaît le bien fondé, de rapporter le jugement déclaratif émané du tribunal de la succursale (Rouen, 11 juill. 1874, aff. synd. Mouriot, *suprà*, v<sup>o</sup> *Compétence civile des tribunaux d'arrondissement et des cours d'appel*, n<sup>o</sup> 72. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2581, p. 603).

289. Si le principe de l'unité de la faillite, qui semble être une conséquence logique et nécessaire de l'unité du domicile, est admis sans conteste lorsque les divers établissements exploités par le débiteur ou par la société, se rattachent à un centre unique, il n'en est plus de même lorsque le débiteur possède plusieurs établissements distincts et indépendants. La jurisprudence tend, en effet, à admettre aujourd'hui qu'une même personne peut être l'objet de plusieurs déclarations de faillites, correspondant chacune à une exploitation distincte. Ce principe paraît avoir été formulé nettement, pour la première fois, dans un arrêt de la cour de cassation (Req. 23 août 1853, cité *suprà*, n<sup>o</sup> 287), où nous relevons le passage suivant : « Aucune disposition du code de commerce ne s'oppose à ce qu'un même commerçant devienne l'objet d'une double déclaration de faillite dans deux endroits différents et pour des opérations de commerce distinctes, sauf à la justice à régler ultérieurement, dans l'intérêt des créanciers et du failli, le mode à suivre pour l'administration des biens et le règlement des faillites ainsi déclarées. » (Conf. Alauzet, t. 7, n<sup>o</sup> 2431; Namur, t. 3, n<sup>o</sup> 1605; Laroque-Sayssinel et Dutruc, t. 1, n<sup>o</sup> 89; Ruben de Couder, v<sup>o</sup> *Faillite*, n<sup>o</sup> 75). Partant de là l'arrêt décide que la déclaration de faillite d'un commerçant à raison de ses dettes personnelles, contractées dans un commerce séparé, ne met point obstacle à ce que, par jugement ultérieur, il soit déclaré en état de faillite comme membre d'une société en nom collectif qui a cessé ses paiements (Conf. Limoges, 26 nov. 1859, aff. Deschamps, D. P. 60. 2. 39), ou comme possédant dans deux ressorts différents des établissements commerciaux ou industriels, entièrement distincts l'un de l'autre (Paris, 30 août 1867, aff. de Lara, D. P. 68. 2. 113; Lyon, 12 juill. 1869, aff. Rey, D. P. 70. 2. 10; Req. 21 déc. 1875, *suprà*, n<sup>o</sup> 285; 8 mai 1878, aff. Deman-Poulain, D. P. 79. 1. 101);... alors surtout que les opérations de la première faillite ont été closes pour insuffisance d'actif (Paris, 30 août 1867, Lyon, 12 juill. 1869, précitées), ou que la deuxième cessation de paiements s'est produite à l'occasion d'une industrie entreprise postérieurement à la première déclaration de faillite (Req. 8 mai 1878, précitée), pourvu que ces opérations soient réellement distinctes. Mais les opérations de commerce entreprises par deux individus déclarés en faillite dans une ville, qui, avec les deniers ou marchandises détournés de l'actif de leur faillite, ont fondé, dans une autre ville, un nouvel établissement, ne doivent pas être regardées comme distinctes des opérations de la première faillite. En conséquence, si ces individus ont été de nouveau déclarés en faillite par le tribunal de cette dernière ville, il y a lieu à règlement de juges (c. com. art. 443) (Req. 21 déc. 1875, précitée).

290. Quelques arrêts, cependant, sont demeurés fidèles au principe « faillite sur faillite ne vaut ». Jugé en ce sens, et contrairement aux décisions citées au numéro qui précède, que, l'état du failli étant indivisible, un commerçant ne peut être déclaré successivement en faillite par deux tribu-

naux différents, alors même que, ce commerçant étant le gérant d'une société, un conflit d'intérêts pourrait surgir entre les créanciers sociaux qui ont provoqué le premier jugement déclaratif, et les créanciers personnels du failli à la requête desquels est intervenu le second (Douai, 7 juin 1859, cité *suprà*, n<sup>o</sup> 288). Jugé de même, plus récemment, qu'un commerçant n'ayant qu'un domicile ne peut être l'objet que d'une seule mise en faillite (Rouen, 11 juill. 1874, synd. Mouriot *suprà*, v<sup>o</sup> *Compétence civile des trib. d'arr. et des cours d'appel*, n<sup>o</sup> 72). — Les motifs de ce dernier arrêt font nettement ressortir les considérations graves sur lesquelles s'appuie le système de l'unité des faillites, et qui ont déterminé la plupart des auteurs à l'adopter et à se prononcer contre la thèse consacrée par la cour suprême. « Attendu, y est-il dit, qu'un commerçant n'ayant qu'un domicile, quoiqu'il puisse avoir plusieurs résidences, ne peut être l'objet que d'une seule mise en faillite; qu'en effet, la faillite est indivisible et implique la centralisation des opérations qu'elle entraîne; que la coexistence de plusieurs faillites, outre qu'elle conduirait à une aggravation de frais ruineux, ferait naître des complications inextricables et des contrariétés de jugements » (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2582, p. 604; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 43 et 679; Boistel, n<sup>o</sup> 899; Beudant, note, D. P. 68. 2. 113; Carle et Dubois, n<sup>o</sup> 22, p. 40, note 49; Pic, p. 61). — D'autres raisons, non moins décisives, viennent encore militer en faveur du système de l'unité de la faillite. La pluralité des faillites pour un même individu, ou pour une même société, et dans les limites d'une même souveraineté territoriale, n'est pas seulement une source de complications sans nombre, elle n'est pas seulement en contradiction avec le principe de l'unité du domicile, elle est aussi une violation flagrante du principe de l'art. 2092 sur l'unité du patrimoine, gage général de tous les créanciers, un et indivisible comme la personne à laquelle il se rattache. Enfin elle méconnaît gravement le but essentiel de la faillite, qui est précisément de substituer aux actions multiples, antérieurement dévolues aux créanciers, une procédure unique et une liquidation d'ensemble. Il est même difficile de concevoir comment, avec plusieurs déclarations de faillite, pourraient s'appliquer les art. 59, § 7, c. proc. civ. et 635 c. com. Quel serait le tribunal compétent pour statuer sur les litiges qui ne se rattacheraient pas plus à une exploitation qu'à une autre? V. Bravard; Beudant; Lyon-Caen et Renault; Pic, *loc. cit.* — Par tous ces motifs, nous concluons, avec les auteurs précités, qu'en droit, lorsqu'une personne, individu ou société, a été déclarée en faillite par un tribunal compétent, c'est-à-dire par le tribunal de son principal établissement, cette même personne ne peut être l'objet d'une nouvelle déclaration de faillite, tant que la première faillite n'est pas définitivement close. Et, si des doutes s'élèvent sur la question de savoir quel est, des divers établissements exploités séparément par le débiteur, le principal, et que deux tribunaux aient l'un et l'autre déclaré la faillite, le conflit sera tranché par la voie du règlement de juges, comme dans le cas où le débiteur ne possède qu'une seule entreprise avec plusieurs succursales, suivant les règles précédemment exposées (V. *suprà*, n<sup>o</sup> 285). — Sur le cas où le débiteur, déjà déclaré en faillite par un tribunal étranger, serait ultérieurement déclaré en faillite par un tribunal français, V. *infra*, chap. 6.

expressément déclaré en état de faillite, tant comme associé qu'en son nom personnel; que le tribunal de Reims a ordonné, en conséquence, l'apposition des scellés à Cambrai et confié les opérations de la faillite à Deligny, syndic déjà nommé, sous la direction du juge déjà commis; — Attendu qu'en cet état, le tribunal de commerce de Cambrai a d'office déclaré Jean-Louis Leroy en état de faillite par jugement du 21 juin 1858, a ordonné l'apposition des scellés, nommé juge-commissaire et syndic; — Que le tribunal, visant dans ses motifs l'état de faillite de Jean-Louis Leroy, par suite du jugement du tribunal de commerce de Reims, le déclare de nouveau en faillite à Cambrai, sur le motif qu'il y a des créanciers personnels dont les intérêts sont opposés à ceux des créanciers de la société Scribe-Leroy, Julian et comp.; — Mais attendu que l'état du failli est indivisible; qu'il ne saurait y avoir, à l'occasion de la même faillite, deux administrations indépendantes l'une de l'autre, deux vérifications de créances, deux tribunaux d'attribution; qu'il en pourrait résulter

des décisions contradictoires; — Attendu que si les intérêts opposés des créanciers peuvent leur donner des droits distincts sur l'avoir du failli et amener la formation de deux masses, il n'en résulte aucunement la nécessité d'établir deux faillites; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de renvoyer les parties en règlement de juges, lorsqu'on se pourvoit par opposition contre le jugement qui a déclaré pour la deuxième fois la faillite, et que le tribunal peut et doit rapporter une décision frustratoire en présence d'un premier jugement non attaqué qui a déjà proclamé l'état de faillite; — Met le jugement dont est appel au néant, émendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, reçoit Deligny opposant au jugement du tribunal de Cambrai du 21 juin 1858; — Statuant sur cette opposition, rapporte ledit jugement, etc.

Du 7 juin 1859.-C. de Douai, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Danel, pr.-Carpentier, av. gén.-Talon et Legrand, av.

**291.** Une faillite, contrairement à l'affirmation de la cour de Lyon (12 juill. 1869, cité *suprà* n° 289), ne saurait même être considérée comme définitivement terminée au point de vue qui nous occupe, par un jugement de clôture pour insuffisance d'actif, ce jugement n'ayant qu'un caractère provisoire et ne mettant pas fin à la faillite (V. *infra*, sect. 10; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2582, p. 605, note 4). Il en serait autrement si le failli avait obtenu un concordat; le concordat mettant fin à la faillite, le commerçant qui l'a obtenu à la suite d'une première déclaration peut, sans aucun doute, être à nouveau déclaré en faillite, et cette seconde faillite sera tout à fait distincte de la première (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2582, p. 605, note 2).

**292.** En ce qui concerne la clôture de l'union, la jurisprudence tend à admettre une distinction. En principe, cette clôture est définitive et, par suite aucun obstacle légal ne s'oppose à ce que le débiteur soit de nouveau déclaré en faillite par suite d'une cessation de paiements survenue postérieurement à cette clôture. Mais il en serait autrement si l'on venait à découvrir après coup que l'union avait été close indûment, le failli ayant réussi à soustraire à l'action du syndic une fraction de son actif (Conf. *infra*, sect. 11). Jugé en ce sens que, si la faillite en cas d'union est généralement close par la décision du tribunal sur l'excusabilité, il en est autrement lorsqu'on vient à découvrir ultérieurement une partie de l'actif frauduleusement soustraite par le failli à la connaissance du syndic; que, par suite, si ce dernier s'est livré, avec les valeurs soustraites, à des opérations commerciales dans une autre localité, il ne peut être déclaré de nouveau en faillite par le tribunal de cette localité, la première faillite se trouvant encore en cours d'exécution (Caen, 31 août 1870) (1).

#### ART. 2. — Mode de saisine du tribunal compétent.

**293.** Aux termes de l'art. 440, la faillite peut être déclarée ... soit sur la déclaration par le débiteur de la cessation de ses paiements, ... soit à la requête d'un ou plusieurs créanciers, ... soit d'office (Rép. n° 103). Théoriquement, ce principe n'a pas cessé d'être exact depuis la promulgation de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire. Toutefois, dans la pratique, le débiteur en état de cessation de paiements sollicitera presque toujours le bénéfice de la liquidation judiciaire. Aussi, la faillite sera-t-elle généralement prononcée à la requête des créanciers, ou d'office par le tribunal. Remarquons, à cet égard, que la déclaration d'office interviendra plus fréquemment sous l'empire de la loi nouvelle que sous la loi antérieure; en effet, tout d'abord, le tribunal doit déclarer la faillite lorsque, saisi d'une requête du débiteur en liquidation judiciaire, il constate que la cessation de paiements remonte à plus de quinze jours; de plus, il doit également convertir la liquidation judiciaire en faillite dans les cas déterminés par l'art. 19, § 2, de la loi du 4 mars 1889 (V. *suprà*, n° 120 et suiv.).

**294.** — I. FAILLITE DÉCLARÉE SUR L'AVEU DU DÉBITEUR. — Nous avons vu au Rép. n° 78 que la loi de 1838 imposait au commerçant en état de cessation de paiements

l'obligation, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, d'en faire la déclaration au greffe du tribunal de son domicile (art. 438, alin. 1). Cette déclaration doit être accompagnée du dépôt du bilan (art. 439). — Sur l'objet, la forme et les énoncés du bilan, V. Rép. n° 98 à 101.

La loi du 4 mars 1889 a maintenu l'obligation pour le débiteur en état de cessation de paiements de déposer son bilan dans un certain délai. Ce délai a été porté à quinze jours par l'art. 23 de cette loi, d'après lequel le premier paragraphe de l'art. 438 c. com. est modifié comme il suit :

« Art. 438, § 1<sup>er</sup>. — Tout failli sera tenu, dans les quinze jours de la cessation de ses paiements, d'en faire la déclaration au greffe du tribunal de commerce de son domicile. Le jour de la cessation de paiements sera compris dans les quinze jours... — Cette modification était le corollaire nécessaire de l'art. 2, aux termes duquel « la liquidation judiciaire ne peut être ordonnée que sur requête présentée par le débiteur au tribunal de commerce de son domicile, dans les quinze jours de la cessation de ses paiements ». Il a paru, à bon droit, excessif de limiter à trois jours le délai imparti au débiteur pour déposer son bilan et obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire; de là, cette fixation d'un délai de quinze jours, passé lequel le débiteur est réputé en faute... L'expiration de ce délai a même une gravité beaucoup plus grande que sous l'empire de la loi de 1838, puisque, d'une part, les sanctions édictées par cette loi ont été maintenues (banqueroute facultative pour le juge art. 586-4<sup>o</sup>, — non-affranchissement du dépôt) et que d'autre part le débiteur qui n'a pas présenté de requête et déposé son bilan dans ce délai est déchu, de plein droit, du bénéfice de la liquidation judiciaire, et encourt fatalement la faillite.

**295.** Les sociétés sont, au point de vue de la faillite, soumises au droit commun. Mais à qui appartient-il de faire l'aveu de la faillite au nom de la société? Lorsque la société est en nom collectif ou en commandite, tout associé solidaire, gérant ou non, peut faire la déclaration de la cessation de ses paiements, puisqu'il est tenu personnellement et *in infinitum* du passif social; et ce, même dans le cas où la société serait dissoute et pourvue d'un liquidateur (Rép. n° 86 et 107). Les associés en nom collectif ou commandités gérants (assimilés aux précédents) sont même tenus de provoquer la déclaration de faillite dans les délais légaux, sous peine d'encourir la pénalité édictée par l'art. 585 c. com. (banqueroute simple) (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3119; Pic, p. 63). — Cette obligation, pour les gérants de la société, de présenter requête et déposer le bilan de la société, résulte de la combinaison de l'art. 438 c. com. et de l'art. 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 4 mars 1889, aux termes duquel « en cas de cessation de paiements d'une société en nom collectif ou en commandite, la requête contient le nom et l'indication du domicile de chacun des associés solidaires, et est signée par celui ou ceux des associés ayant la signature sociale ».

**296.** S'il s'agit d'une société anonyme, les administrateurs ont certainement qualité pour faire l'aveu de la cessation de paiements. Ce droit leur est, d'ailleurs, conféré

(1) (Piedagnel C. Louvet). — La cour; — Attendu que la faillite d'Anquetil Desvergées, minotier à Theurteville, déclarée par le tribunal de commerce de Cherbourg le 14 févr. 1868, et dont les opérations avaient été terminées en novembre 1869, a été réouverte par jugement du même tribunal du 23 juill. 1870; et que, d'un autre côté, le 4 août suivant, un jugement du tribunal de Granville a déclaré le même Anquetil en état de faillite; — Attendu que l'unique question soumise à la cour est celle de savoir auquel de ces tribunaux il appartiendra de connaître des opérations de la faillite; — Attendu que si, en thèse générale, dans le cas d'une union de créanciers, la faillite est définitivement close lorsque, après la répartition de tout l'actif, le syndic a rendu son compte de gestion et que le tribunal a prononcé sur l'excusabilité du failli, il doit en être autrement si l'on vient ultérieurement à découvrir une partie d'actif qui aurait été frauduleusement soustraite par le failli à la connaissance du syndic, la fraude faisant exception à toute règle; — Attendu qu'il est constant, en fait, qu'Anquetil avait pris la fuite au moment de sa faillite, et qu'une somme de plus de 13000 fr., par lui reçue deux ou trois jours auparavant, avait disparu; que, pour se soustraire aux poursuites dont il était l'objet, soit comme failli, soit comme banqueroutier frauduleux, il s'était réfugié à Gran-

ville, et s'y était livré à un commerce de grains dès le mois de septembre 1868; — Attendu qu'il est suffisamment démontré par toutes les circonstances et les documents de la cause que c'est avec les valeurs soustraites qu'Anquetil, qui ne paraît pas s'être procuré d'autres ressources, a fait des opérations commerciales, et que les valeurs et marchandises existant à Granville au moment de son arrestation, doivent être considérées comme étant la représentation des valeurs détournées par le failli; qu'en cet état des choses, le tribunal de Cherbourg, appliquant par analogie les dispositions de l'art. 522 c. com., a pu et dû rendre le jugement du 23 juillet, afin d'arriver à faire répartir entre les créanciers la portion d'actif enlevée par leur débiteur; d'où il suit que c'est devant ce tribunal que devront se poursuivre toutes les opérations de la faillite; — Attendu que du moment où le jugement du tribunal de Cherbourg a été bien rendu, le tribunal de Granville ne pouvait déclarer de nouveau en faillite un commerçant dont la faillite se trouvait en cours d'exécution; que son jugement du 4 août doit donc être annulé; — Par ces motifs, etc.

Du 31 août 1870.-C. de Caen, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Daigremont-Saint-Mauvieux, pr.-Boivin-Champeaux, 1<sup>er</sup> av. gén.-Carel et Toutain, av.

expressément par l'art. 3, § 2, de la loi du 4 mars 1889, ainsi conçu : « En cas de cessation de paiements d'une société anonyme la requête est signée par le directeur ou l'administrateur qui en remplit les fonctions ». Et s'ils n'usent pas de ce droit dans le délai de quinze jours, la société sera nécessairement déchue du bénéfice de la liquidation judiciaire. Mais les autres sanctions édictées par le code de commerce contre le failli qui ne dépose pas son bilan dans le délai légal leur sont, par la force même des choses, inapplicables. N'étant pas commerçants, les administrateurs ne peuvent, en cas d'omission du dépôt du bilan, être déclarés personnellement en faillite, ni, à plus forte raison, être condamnés comme banqueroutiers simples (V. Lyon-Caen et Renault; Pic, *loc. cit.*; Bravard et Demangeat, t. 6, p. 47 et 58). — Le projet de loi sur les sociétés voté par le Sénat en 1884 supplée à cette lacune, et décide (art. 102) que les administrateurs de sociétés anonymes pourront être, comme des associés en nom collectif ou des gérants de commandite, frappés de la peine de la banqueroute simple pour infraction à l'art. 585 c. com.

**297.** Quant aux commanditaires, aux actionnaires d'une société par actions en commandite ou anonyme, ils ne représentent à aucun titre la société, et n'ont certainement pas le droit de faire l'aveu de la faillite. Pourraient-ils du moins réquerir la déclaration de faillite comme créanciers de la société? V. *infra*, n° 310.

**298.** Lorsqu'une société est dissoute, elle est représentée, pour les besoins de la liquidation, par son liquidateur; si donc celui-ci constate l'insuffisance de l'actif pour faire face au passif, il lui est loisible de déclarer la cessation des paiements de la société, comme l'eussent fait les gérants ou administrateurs de la société, aux lieu et place desquels il s'est trouvé substitué. Aucune loi, d'ailleurs, ne lui en impose l'obligation; c'est à lui d'apprécier lequel est plus conforme aux intérêts des associés, de provoquer la faillite, ou, au contraire, d'achever la liquidation sur les bases premières (Pic, p. 65). Dans certaines circonstances déterminées, la temporisation pourrait toutefois constituer, de la part du liquidateur, une faute engageant sa responsabilité; et il a pu être jugé, en ce sens, que le liquidateur d'une société par actions commettait une faute en continuant, au détriment des créanciers, la gestion coûteuse de l'entreprise après la cessation de ses paiements, au lieu de provoquer la faillite (Paris, 17 mai 1888) (1).

Mais il n'y a là qu'une solution d'espèce, basée sur l'art. 1382, et sur la mauvaise gestion constatée d'un liquidateur, qui avait favorisé certains créanciers au détriment des autres; la cour de Paris n'a certainement pas entendu admettre que le liquidateur fût, en tous cas, tenu légalement de faire l'aveu de la faillite.

**299.** Les héritiers d'un commerçant mort en état de cessation de paiements peuvent-ils provoquer eux-mêmes la faillite par le dépôt du bilan? La majorité des auteurs se prononce pour la négative. On invoque en ce sens : 1° le texte de l'art. 437, § 3, qui suppose une faillite déclarée, après le décès du débiteur, soit à la requête des créanciers, soit d'office; 2° le défaut d'intérêt des héritiers, qui trouvent dans le bénéfice d'inventaire un moyen d'échapper au danger d'insolvabilité du *de cuius* (V. Alauzet, t. 7, n° 2422; Demangeat, t. 5, p. 34; Boistel, n° 893; Ruben de Couder, n° 64). Jugé, en ce sens, que la faillite d'un commerçant décédé ne peut être prononcée que d'office ou à la requête de ses créanciers, mais non à la requête des héritiers (Aix, 25 janv. 1890, aff. Gibelly, D. P. 90. 2. 329, et la note de M. Boistel). — Quelques auteurs se prononcent cependant en sens opposé, et décident que les héritiers demeurent, en

l'absence d'un texte contraire, sous l'empire du droit commun, qui admet l'aveu du failli ou de ses représentants, comme mode régulier de saisine. Ils peuvent, du reste, avoir intérêt à obtenir un concordat leur permettant d'éviter les frais de vente en justice (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2589; Bédarride, t. 1, n° 25).

**300.** L'aveu du débiteur doit-il nécessairement entraîner la déclaration de faillite, ou le tribunal peut-il rechercher les causes de cet aveu, et s'enquérir notamment du point de savoir si le failli, au moment du dépôt de son bilan, était réellement dans l'impossibilité de faire face à ses engagements? Nous avons établi (*Rép.* n° 66), que l'aveu du débiteur fait preuve suffisante par lui-même de la cessation des paiements; et, la cessation des paiements entraînant *ipso facto* la faillite, ou tout au moins la liquidation judiciaire; il en résulte nécessairement que le tribunal est tenu, sur l'aveu du débiteur, de déclarer la faillite à une seule condition, c'est que le débiteur soit commerçant, et qu'il n'ait pas repris ses paiements postérieurement au dépôt de son bilan. La preuve de la mauvaise foi du débiteur ne sera, d'ailleurs, pas indifférente, car elle aura nécessairement pour effet de priver le débiteur du bénéfice de la liquidation judiciaire; elle pourrait même avoir pour résultat de le faire condamner aux peines de la banqueroute frauduleuse, pour détournement d'actif (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2590; Bravard, t. 5, p. 49; Boistel, n° 900).

**301.** Quant à la valeur juridique des énonciations du bilan, nous avons démontré au *Rép.* n° 102 que non seulement ces énonciations ne lient pas les créanciers, qui ont pleine liberté pour les contrôler, mais qu'elles ne lient même pas le failli à l'instar d'un *aveu judiciaire*; le failli a pu vouloir simplement faire connaître les prétentions de ses divers créanciers, sans pour cela renoncer à en contester le bien fondé (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2588).

**302.** — II. FAILLITE DÉCLARÉE A LA REQUÊTE DES CRÉANCIERS. — La faculté légale pour les créanciers de demander la déclaration de faillite de leur débiteur est la garantie naturelle et essentielle de leurs droits. Aussi tous les créanciers sans exception en sont-ils investis, quel que soit le montant de leur créance, la loi française n'ayant fixé aucun minimum d'intérêt au-dessous duquel la requête des créanciers ne saurait être admise (V. *supra*, n° 254), quelle que soit également la nature de la créance, *Rép.* n° 70 et 104. Ainsi, bien que la faillite d'un commerçant ne puisse résulter que de la cessation de paiement de ses dettes commerciales, l'état de faillite étant un état général et indivisible, qui s'étend et sur la personne du failli et sur l'universalité tant de ses dettes que de ses biens, il en résulte qu'une fois la cessation de paiement des dettes commerciales constatée, tous ses créanciers, même ceux qui ne sont porteurs que d'obligations purement civiles, ont qualité pour faire déclarer la faillite (Paris, 9 mars 1850, aff. Benviste, D. P. 52. 5. 269; Douai, 27 août 1850, aff. Letellier, D. P. 54. 5. 361; Trib. com. Havre, 5 août 1861, aff. Bizouard, D. P. 61. 3. 79; Besançon, 6 févr. 1865, aff. Jourdain, D. P. 65. 2. 52; Req. 2 déc. 1868, aff. Cointroy, D. P. 69. 1. 129. Conf. outre les auteurs cités au  *Répertoire* : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2592; Laroque-Sayssinel et Dutruc, t. 1<sup>er</sup>, n° 33 et suiv.; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 55). — Mais le créancier porteur d'obligations civiles doit être débouté de sa demande, si ces obligations civiles ont été contractées à une époque où le débiteur n'était pas commerçant. Arrêt précité du 9 mars 1850;... Ou s'il ne prouve pas que son débiteur a cessé de satisfaire à ses engagements commerciaux (jugement et arrêt précités des 5 août 1861 et 2 déc. 1868). Et le créancier porteur d'une obligation civile

volonté et leur seul intérêt allaient devenir l'unique règle; qu'ils ont ainsi, sans profit, au détriment de la masse, continué une gestion coûteuse et se sont même approprié à la veille de la faillite, sans justifier de l'emploi qu'ils en ont fait, les derniers effets en caisse; que c'est donc à eux à subir les conséquences de cette situation extra-légale dont ils ont assumé tous les risques;

Par ces motifs; — ... Dit que les liquidateurs ont commis une grave imprudence en retardant la déclaration de faillite; — Condamne, etc.

Du 17 mai 1888.-G. de Paris.-MM. Pradines, pr.-Banaston, av. gén.-Durier, Lebel et Dufrasse, av.

(1) (Chambaz, Delions et autres C. Lissoty ès-nom.) — LA COUR; — ... En ce qui touche la responsabilité personnelle et solidaire de Delions et consorts : — Considérant que, dans l'état des faits ci-dessus rappelés, on ne saurait nier que, n'ayant d'autres droits que ceux que leur avait conférés une majorité d'obligataires dans l'assemblée du 24 mars, droits sur la valeur desquels ils ne pouvaient se méprendre, les appelants n'aient commis une grave imprudence, en présence de cette affaire, à laquelle son capital-actions avait tout à coup manqué, et qui se trouvait aux prises avec un passif considérable, en se déterminant à substituer aux règles tutélaires de la faillite une administration, dont leur



ne peut exciper, pour obtenir une déclaration de faillite, d'une cessation de paiements antérieure à sa demande et qui aurait été suivie, avant cette demande, d'un acte d'attribution intervenu entre le débiteur et ses créanciers commerciaux, lorsque les conditions de cet acte sont ponctuellement exécutées (Arrêt précité du 6 févr. 1865).

**303.** La qualité de la créance est également indifférente. Le droit de demander la faillite appartient donc non seulement aux créanciers chirographaires, mais aussi aux créanciers privilégiés ou hypothécaires (Rép. n° 106; Bordeaux, 8 mars 1876, aff. Couturier, D. P. 79. 5. 228), alors surtout que la créance de ces derniers est de nature commerciale (Même arrêt). — Aux autorités citées au Rép. adde : Laroque-Sayssinel et Dutruc, t. 1<sup>er</sup>, p. 30, n° 65; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 55; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2593, et note 5; Delfaux et Horel, *Encyclopédie des huissiers*, v° *Faillite*, n° 23). — Et il importe peu que le créancier ait ou non un gage spécial suffisant pour assurer son entier paiement; la faculté de demander la déclaration de faillite du débiteur étant une faculté de droit commun, le tribunal de commerce, saisi de la requête d'un créancier hypothécaire, excéderait ses pouvoirs en la déclarant non recevable tant qu'il ne démontrerait pas l'insuffisance de son hypothèque, cette hypothèque fût-elle conventionnelle (Même arrêt).

**304.** D'autre part, la déclaration de faillite, étant une mesure conservatoire, peut être provoquée par des créanciers dont le droit n'est point exigible, c'est-à-dire par des créanciers *à terme*, ou même *conditionnels* (Rép. n° 105; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2594; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 56; Alauzet, t. 7, n° 2442; Boistel, n° 900; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, p. 31).

**305.** La parenté, même la plus rapprochée, n'est pas davantage un obstacle à la demande. Certains auteurs ont cependant prétendu, en argumentant des règles de la contrainte par corps, que les descendants ne peuvent provoquer la faillite de leurs ascendants, ni un conjoint celle de son conjoint (Rép. n° 109). Mais en l'absence du texte, cette doctrine est purement arbitraire et ne saurait être admise (Rép. *ibid.*). — d'autant plus qu'il serait faux de prétendre, sous l'empire de la loi de 1838, que la déclaration de faillite produise *ipso facto* une présomption de crime ou de délit à la charge du débiteur (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2595; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 57; Alauzet, t. 7, n° 2442; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 119).

**306.** Il en est de même de la circonstance que le créancier demandeur est le seul créancier connu. En l'absence de toute disposition restrictive de la loi, nous avons déjà établi (V. *supra*, n° 254), que la faillite peut et doit être déclarée à la requête de ce créancier unique, par cela seul que la cessation de paiements du débiteur est un fait établi.

**307.** La faculté de demander la déclaration de faillite est un droit essentiellement pécuniaire, non attaché à la personne, susceptible dès lors d'être exercé par les créanciers, conformément à l'art. 1466. En conséquence, les syndics d'une faillite, représentant le failli, ont qualité pour demander la déclaration de faillite d'un débiteur de ce dernier (Rép. n° 108). — Par les mêmes motifs, ce droit peut faire l'objet d'une renonciation valable (Rép. n° 76 et 99). Mais cette renonciation doit résulter clairement des faits; on ne saurait l'induire, par exemple, de ce que le créancier aurait fait ouvrir une contribution sur le produit de la vente d'un bien du débiteur (Paris, 2 févr. 1855, aff. H... C. Huré, 4<sup>e</sup> ch., M. d'Espargès de Lussan, pr.).

**308.** Le droit de provoquer la faillite ne saurait, d'ailleurs, appartenir qu'aux créanciers dont le titre est certain et dûment établi. Celui qui se prétend créancier et qui ne justifie pas préalablement de sa qualité, soit par titre, soit par un autre moyen légal, n'est donc pas admissible à provoquer la déclaration de faillite (Rép. n° 105) (V. Req. 25 avr. 1883, *Journal des faillites* 1883 p. 243; Amiens, 24 janv. 1885, *Recueil d'Amiens*, 1885, p. 62).

**309.** Si tous les créanciers dont le titre est certain jouissent de la faculté de provoquer la faillite de leur débiteur, ce droit n'appartient du moins qu'à eux seuls (art. 440). Il n'appartient donc : 1<sup>o</sup> ni à un débiteur du commerçant en état de cessation de paiements. Jugé en ce sens, que le débiteur d'un commerçant, actionné en paiement par le liquidateur

judiciaire nommé à ce dernier, ne saurait exciper du défaut de qualité du liquidateur, et de l'irrégularité commise par le tribunal en nommant un liquidateur à un commerçant en état de cessation de paiements, alors qu'il aurait dû le déclarer en faillite et lui donner un syndic (Trib. com. Lyon, 1<sup>er</sup> avr. 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 541; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2597, note 4); ... 2<sup>o</sup> Ni au ministère public (Nancy, 21 mars 1874, aff. M<sup>e</sup> B., D. P. 75. 2. 37), alors même qu'il s'agit d'un notaire en fuite qui faisait le commerce (Même arrêt). — La solution donnée par la cour de Nancy à cette question, neuve en jurisprudence, doit être approuvée sans réserve. Elle s'appuie, en effet, non seulement sur le texte de l'art. 440, mais encore sur les travaux préparatoires de la loi de 1838 (V. les motifs de l'arrêt). Un amendement, proposant d'ajouter à l'art. 440 « soit sur la dénonciation du ministère public » a été repoussé par la Chambre des députés (Séance du 9 févr. 1835, *Moniteur universel* du 10 février, p. 292), par cette double considération que, d'une part, le ministère public est institué pour agir dans l'intérêt public et devant les juridictions répressives, et non dans un intérêt privé et devant les juridictions consulaires, et que, d'autre part, il serait étrange qu'il eût qualité pour adresser une réquisition à une juridiction auprès de laquelle n'existe pas de ministère public (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2597, note 3, p. 613; Massabiau, *Moniteur du ministère public*, t. 1, n° 1126, p. 549; Ortolan et Ledean, *ibid.*, t. 1, p. 354). Mais ces différentes personnes pourraient évidemment faire parvenir au tribunal un avis officieux susceptible de provoquer, suivant les cas, une déclaration d'office (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2597, p. 614, note 1).

**310.** Un associé peut-il, au point de vue du droit de demander la faillite de la société, être assimilé à un créancier? La question ne se pose pas en ce qui concerne les associés personnellement obligés : ces associés peuvent évidemment demander la faillite de la société, mais, en ce faisant, ils agissent au nom de l'être social (art. 438-2<sup>o</sup>) et non pas comme créanciers (art. 440) (V. *supra* n° 295). — Les associés à responsabilité limitée, au contraire, actionnaires ou commanditaires, qui n'ont pas le droit de faire l'aveu de la faillite sociale, ne peuvent-ils pas du moins provoquer la déclaration à titre de créanciers? Il est évident que s'ils possèdent, en dehors de leur part dans l'actif social, une créance propre contre la société, ils pourront de ce chef, comme tout autre créancier, demander la faillite. Mais le peuvent-ils, en leur seule qualité d'actionnaires ou de commanditaires, sous le prétexte que cette qualité leur confère une créance de dividende contre la société? La négative, enseignée au Rép. n° 86, n'a pas cessé de prévaloir en jurisprudence et en doctrine (Paris, 22 janv. 1875, aff. Chenard, D. P. 79. 4. 250; Rouen, 26 mai 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 407). — En effet, chez l'actionnaire ou le commanditaire, la qualité de créancier s'efface devant celle d'associé, copropriétaire du fonds social, qui lui impose jusqu'à concurrence de son apport, l'obligation au passif social, en sorte qu'il ne peut faire valoir ses droits sur l'actif qu'après entier désintéressement des créanciers sociaux (Comp. outre les auteurs cités au Répertoire : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3119; Pic, p. 66 et suiv.; Arrêt précité du 26 mai 1884, motifs. Comp. loi allemande, art. 94). Actionnaires et commanditaires n'ont d'autres droits que celui de provoquer la dissolution et la liquidation judiciaire de la société (art. 37 de la loi de 1867, mêmes auteurs). Mais la liquidation n'offre pas les mêmes garanties que la faillite, et peut-être serait-il préférable de conférer à ces créanciers de seconde ligne le droit de provoquer la faillite, aujourd'hui réservé aux créanciers proprement dits (Comp. Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 294).

**311.** Quant au droit, pour un associé, de demander la faillite de son coassocié, une distinction doit être faite. Un associé en nom peut certainement demander la faillite de son coassocié, dont il serait devenu le créancier par suite des opérations sociales. Jugé, en ce sens, que la mise en faillite d'un associé en nom collectif peut être demandée par le coassocié qui, ayant payé la totalité des dettes sociales, le poursuit en remboursement de sa part contributive (Amiens, 5 févr. 1875, aff. Herot de Fay, D. P. 76. 2. 221).

**312.** Mais un commanditaire pourrait-il demander la

faillite du gérant de la commandite? Non, s'il n'a pas de créance personnelle contre le gérant;... oui, s'il a contre le gérant un droit propre et individuel, distinct et indépendant de celui des autres commanditaires. C'est par cette distinction que se justifie un arrêt de la chambre civile, décidant que la faillite personnelle d'un agent de change, gérant de l'association formée pour l'exploitation de sa charge, peut être déclarée à la requête d'un bailleur de fonds intéressé dans la charge, agissant comme créancier personnel de l'agent de change, à raison de la cession qu'il lui a faite de sa part d'intérêt (Civ. cass. 5 mars 1879, aff. Chenard, D. P. 79. 1. 250). L'arrêt cassé (Paris, 22 janv. 1875) avait rejeté la requête, en se fondant sur la doctrine généralement admise, d'après laquelle le commanditaire d'une société ne peut en demander la faillite. Mais, ainsi que le fait observer la cour suprême, cette question était en réalité étrangère au litige, le gérant de l'association étant poursuivi, non en qualité de gérant, mais comme débiteur personnel et pour une dette qui n'était pas celle de la société, puisqu'elle provenait de la cession consentie, par l'un des associés à l'agent de change lui-même, de sa part d'intérêt dans la société.

**313.** Les créanciers peuvent saisir le tribunal, soit par voie d'assignation donnée au débiteur, soit par voie de requête, sans mettre en cause le débiteur (arg. art. 440, Rép. n° 114; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2598; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, p. 27, note 1). Mais comme cette dernière voie peut être préjudiciable au débiteur, le tribunal peut toujours, si sa conviction n'est pas faite, ordonner que le débiteur soit mis en demeure de formuler ses observations (Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.* Comp. Rép. n° 114). Du reste, en dehors du cas où c'est le débiteur lui-même qui provoque la déclaration de sa propre faillite, la loi n'assujettit les créanciers à aucun délai préfixe pour la faire prononcer; elle peut l'être aussi longtemps que persiste la cessation de paiements (Aix, 8 mai 1884, *La Loi* du 17 juill. 1884).

**314.** Sur le rôle du tribunal ainsi saisi d'une demande en déclaration de faillite, et sur les limites de son pouvoir d'appréciation (V. *supra*, n° 249 et suiv.).

**315.** — III. DÉCLARATION D'OFFICE (Rép. n° 111 et 112). — La faculté, pour le tribunal, de déclarer d'office la faillite déroge au principe général, d'après lequel les tribunaux ne statuent que lorsqu'ils sont saisis. Aussi plusieurs législations étrangères excluent-elles la déclaration d'office, et n'admettent-elles l'ouverture de la faillite que sur aveu du débiteur ou demande des créanciers (Loi anglaise de 1883; loi allemande art. 95; loi autrichienne de 1868, art. 62; loi hongroise, art. 82). Cette faculté accordée au tribunal peut cependant se justifier par la nécessité de sauvegarder les droits des créanciers absents, ou de mettre fin à une collusion possible entre les créanciers et le débiteur (Rép. n° 111). Aussi a-t-elle été maintenue par la loi belge de 1851, art. 442, § 1, et par la loi nouvelle du 4 mars 1889. — Ainsi que nous l'avons fait observer précédemment, cette faculté présente même, sous le régime nouveau, un caractère beaucoup plus pratique que sous l'empire de la loi de 1838. Le tribunal l'exerce, en effet, soit dès le début, si le débiteur n'est pas en situation d'obtenir la liquidation judiciaire, soit au cours de la liquidation, s'il survient l'un des événements auxquels l'art. 19 attache la déchéance, facultative ou obligatoire, du bénéfice de la liquidation.

**316.** La disparition du débiteur, une demande en séparation de biens formée par la femme du commerçant, sont des faits qui peuvent entraîner une déclaration de faillite d'office (Camberlin, p. 377). Le tribunal statue spontanément ou sur avis du parquet; cet avis est, d'ailleurs, purement officieux, le ministère public ne pouvant demander la déclaration de faillite (V. *supra*, n° 309. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 616, note 7; Bravard, t. 5, p. 59).

Le tribunal ne doit, d'ailleurs, user de la faculté qui lui est conférée qu'avec la plus grande réserve. Jugé, en ce sens, antérieurement à la loi nouvelle, que le tribunal de commerce ne doit pas d'office déclarer la faillite d'un commerçant, alors qu'aucun des créanciers ne se plaint et n'exerce de poursuites, et que ce commerçant est en pourparlers pour en obtenir un arrangement amiable (Bourges, 7 mars 1864, aff. N..., et 23 avr. 1864, aff. L..., D. P. 64.

2. 105). Une déclaration d'office dans ces conditions ne violerait pas le texte de la loi, si d'ailleurs la cessation de paiements du débiteur était constante, mais elle en méconnaîtrait assurément l'esprit (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2601, p. 617, note 1).

Lorsqu'il s'agit d'un commerçant décédé, la déclaration d'office ne peut intervenir que dans l'année de son décès (art. 437, *in fine*). — Sur les motifs de la déclaration d'office après décès, V. Rép. n° 63. En cas de faillite sur la demande des créanciers, il suffirait que la demande fût formée dans l'année (art. 437); mais le jugement pourrait être valablement rendu passé ce délai (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 617, note 3). Il importe de remarquer, à cet égard, que les délais pour faire inventaire et délibérer ne sauraient être opposés aux créanciers demandant la déclaration de faillite de leur débiteur après son décès. Ces délais ne sont, en effet, accordés à l'héritier que pour lui permettre d'échapper à des poursuites personnelles (arg. art. 797 c. civ.); lors donc que les créanciers s'attaquent uniquement au patrimoine successoral, l'exception dilatoire ne saurait leur être opposée.

ART. 3. — Des caractères légaux du jugement déclaratif, et des dispositions qu'il contient.

**317.** Le jugement déclaratif a pour caractère distinctif de produire effet *erga omnes*, c'est-à-dire tant à l'égard des créanciers qu'à l'égard du failli (Ch. réun. cass. 24 mars 1857, aff. Revert et consorts, D. P. 57. 1. 208). Ce caractère est la conséquence nécessaire de son objet, qui est d'organiser une procédure collective dans l'intérêt de la masse. C'est ce qui explique et justifie, d'une part, les mesures de publicité organisées pour faire connaître la faillite aux tiers intéressés (V. *infra*, n° 355 et suiv.), d'autre part, les voies de recours ouvertes à tous les intéressés qui prétendraient que la faillite n'est pas justifiée (art. 580 et 581) (Comp. *infra*, sect. 17; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2602; Laurin, n° 960; Boistel, n° 897; Garraud, p. 73. — Comp. sur les effets généraux du jugement déclaratif, tant à l'égard de la personne que relativement aux biens du failli les art. 443 et suiv., *infra*, sect. 3 et 4).

**318.** De ce que le jugement déclaratif de faillite est commun à tous les intéressés, il résulte : 1° que ce jugement est opposable, faute d'avoir été attaqué dans les délais, même au créancier qui, de son côté, aurait antérieurement poursuivi la mise en faillite de son débiteur. Ce créancier objecterait vainement que le failli ne peut, par son fait, lui enlever le bénéfice de sa demande, et que, dès lors le jugement intervenu doit être réputé non existant à son égard (Ch. réun. cass. 24 mars 1857, cité *supra* n° 317). Spécialement, le créancier qui a formé une demande de mise en faillite de son débiteur ne peut, lorsque depuis le rejet de sa demande un jugement a déclaré la faillite à la requête du débiteur lui-même, la faire déclarer à la sienne, qu'en frappant d'appel ce dernier jugement; l'appel du jugement qui avait rejeté sa demande ne suffit pas (Même arrêt. — Comp. *infra*, art. 580 et suiv.); — 2° Que le créancier qui l'a provoqué ne peut, par une renonciation ou un désistement ultérieur, en faire tomber les effets (Pau, 7 mai 1884, aff. Sauvalle, D. P. 86. 2. 32). En conséquence, lorsque sur l'appel du syndic, ce jugement est annulé par le motif que la même faillite a été déclarée dans un autre ressort par jugement passé en force de chose jugée, le créancier qui a provoqué à tort la déclaration de faillite doit, malgré son désistement, être condamné à tous les frais et dépens du jugement annulé et de l'arrêt qui l'a invalidé (Même arrêt). Sans doute, le jugement déclaratif peut être rétracté, tant qu'il n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée (V. *infra*, sect. 17), et cette rétractation produit effet *erga omnes*, comme le jugement qu'elle annule; mais elle ne peut avoir lieu que par une décision judiciaire, rendue sur opposition ou appel. Quant à la partie qui a provoqué la déclaration de faillite, le jugement rendu à sa requête ne lui appartient pas, puisqu'elle intervient dans un intérêt collectif, et son désistement ne saurait, dès lors, produire aucun effet.

**319.** Mais si le jugement déclaratif produit effet *erga omnes*, en ce sens qu'il rend opposable à tous la faillite et le dessaisissement du débiteur qui en est la conséquence immédiate,

le jugement déclaratif rendu contre une personne déterminée, et passé en force de chose jugée, ne fait pas obstacle à ce que les créanciers demandent ultérieurement la faillite contre une autre personne, à raison des mêmes dettes, alors qu'il résulte des faits de la cause que cette personne est le véritable débiteur, et que les obligations contractées par le premier failli l'ont été dans son intérêt et pour masquer le principal obligé. Il en est ainsi, spécialement, dans le cas où le mari aurait été déclaré en faillite à raison des dettes contractées en vue d'un commerce que la femme exerçait seule en réalité, alors surtout que la déclaration de faillite du mari avait été le résultat de manœuvres frauduleuses ayant pour but de le faire passer pour commerçant, tandis qu'il ne possédait rien en propre, et de soustraire l'actif de la femme aux poursuites. — Jugé en ce sens que la déclaration de faillite du mari ne s'oppose pas à ce que les créanciers qui ont produit à la faillite poursuivent postérieurement celle de sa femme commerçante et en état de cessation de paiements, s'ils n'ont pas renoncé à leurs droits contre celle-ci; et alors même qu'ils n'ont pas fait dans les délais légaux, opposition au jugement déclaratif de la faillite du mari (Req. 17 janv. 1881, aff. Chaize, D. P. 81. 1. 225). Vainement la femme, pour échapper à la faillite, invoquait dans l'espèce le principe de la chose jugée. Sans doute, à l'égard du mari, les délais d'opposition étant passés, le premier jugement était devenu définitif, mais il n'atteignait pas la femme, qui était demeurée *intégri statils*, et ses créanciers n'avaient pas perdu le droit de la poursuivre, puisqu'ils n'avaient nullement renoncé à leurs droits contre elle.

**320.** La faillite doit être, dans tous les cas, déclarée par jugement; une ordonnance du président ne suffirait pas (Rép. n° 113); et ce jugement doit, conformément au droit commun, être prononcé en audience publique, à peine de nullité (Orléans, 21 déc. 1864, aff. Montigny et Bonnet-Le-fevre, D. P. 65. 2. 23). — Comp. sur les effets généraux du jugement déclaratif, tant à l'égard de la personne que relativement aux biens du failli, les art. 443 et suiv. (V. *infra*, sect. 3 et 4).

**321.** Le jugement déclaratif contient, outre la déclaration de faillite, plusieurs dispositions qui en sont le corollaire; il nomme un juge-commissaire (art. 451), un ou plusieurs syndics (art. 462) (V. *infra*, sect. 5 et 7), et prescrit diverses mesures concernant les biens et la personne du failli (art. 455 et 456) (V. *infra*, sect. 3 et 4). Enfin, il fixe la date de la cessation des paiements (art. 441). Cette fixation, étant de la plus haute gravité, doit être étudiée spécialement.

#### ART. 4. — Fixation de la date de la cessation des paiements.

**322.** — I. DU JUGEMENT FIXANT L'ÉPOQUE DE LA CESSATION DES PAIEMENTS. — Nous avons exposé au Rép. n° 119 à 125 le système inauguré par la loi de 1838 en ce qui concerne la détermination de la date de la cessation des paiements, date servant à fixer les limites de la période suspecte, au cours de laquelle les actes émanés du failli sont nuls de droit ou annulables (art. 446 et suiv.), suivant les distinctions établies ci-après (Comp. Rép. n° 124. — V. *infra*, art. 3 de la sect. 4).

**323.** Aux termes de l'art. 441, le tribunal de commerce peut, à son gré, ou assigner à la cessation des paiements, dans le jugement déclaratif même, une date provisoire qui pourra être modifiée ultérieurement, ou surseoir à statuer et déterminer cette date par un jugement ultérieur (Comp. Rép. n° 112 et 122).

**324.** Dans le cas de silence du jugement déclaratif, le jugement postérieur peut être rendu soit d'office, soit sur la poursuite de toute partie intéressée (art. 441). Le plus souvent, c'est le syndic qui, après examen des livres, demande au tribunal de reporter l'ouverture de la faillite à telle ou telle date. Bien que la demande de report soit presque toujours le prélude d'actions en rapport ou annulation d'actes acceptés au cours de la période suspecte, ces deux catégories d'actions ne doivent pas être confondues. Une action en rapport à la masse ne peut certainement être formée que par voie d'action individuelle contre les intéressés (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2609, p. 621, note 3; Camberlin, p. 384). L'action en report d'ouverture de la faillite peut, au contraire, d'après la doctrine dominante, être for-

mée par simple requête (Agen, 20 juin 1855, aff. Ribadieu, D. P. 56. 2. 97; Douai, 24 juin 1887, aff. Mauprivez C. Synd. Esnault-M. Duhem, pr.). Aux termes de ce dernier arrêt, « le syndic qui poursuit le report d'une faillite n'est tenu ni d'appeler les créanciers dans l'instance, ni de leur signifier le jugement de report; la loi ne lui impose que de publier le jugement. » En effet, la nécessité d'une assignation notifiée aux divers intéressés rendrait la procédure plus longue et plus coûteuse; il se peut, d'ailleurs, qu'ils ne soient pas tous connus (Même arrêt, motifs).

**325.** La pratique paraît fixée en ce sens, tout au moins devant le tribunal de commerce de la Seine. Pour éviter toute surprise, ce tribunal est dans l'usage d'ordonner, dans le dispositif de ses jugements, qu'ils soient portés à la connaissance de chacun des créanciers par lettre du greffier qui les informera non seulement des conséquences du report, mais aussi des délais dans lesquels ils peuvent, conformément à l'art. 580, se pourvoir contre le jugement de report (Camberlin, *op. cit.*, p. 385 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 11, p. 622, note 1). — Cette pratique est utile, et il serait désirable qu'elle fût généralisée; mais, dans l'état actuel de la législation, elle n'est nullement obligatoire, la loi n'imposant pas plus au syndic de notifier aux créanciers le jugement de report, que de les appeler dans l'instance préalablement audit jugement (Douai, 24 juin 1887, cité *supra*, n° 324.).

**326.** En ce qui concerne les voies de recours admises contre le jugement de report de faillite, et le délai passé lequel le tribunal de commerce n'est plus admis à modifier la date de la cessation des paiements (c. com. art. 580 et 581. V. *infra*, sect. 17. Comp. Rép. n° 126 à 130).

**327.** Aux termes de l'art. 441 *in fine*, la cessation des paiements doit, à défaut de détermination spéciale dans le jugement déclaratif, être réputée avoir eu lieu le jour même de la déclaration de faillite (Rép. n° 123). Mais, ainsi que nous l'avons démontré au Rép. *ibid.*, cette disposition ne saurait être applicable, au cas de faillite déclarée *après décès*; elle paraît, en effet, inconciliable avec l'art. 437 qui, en ce cas, ne permet de déclarer la faillite qu'autant que la cessation de paiements est antérieure au décès, ce qui implique nécessairement qu'elle ne peut jamais se placer à la date du jugement déclaratif intervenu après le décès. Aussi décide-t-on qu'en ce cas le jour du décès doit servir de point de départ à la cessation des paiements (Douai, 24 déc. 1877, Le Droit, n° du 21 janv. 1878; Conf. Rép. n° 123; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2605 *in fine*).

**328.** En cas de faillite d'une société commerciale en nom collectif ou anonyme, il résulte du principe d'après lequel la faillite de la société entraîne la faillite personnelle et individuelle des associés en nom, que l'époque de la cessation de paiements doit être identique pour la société et pour chacun des associés. Par suite, les art. 446 à 449 doivent, *ipso facto*, étendre leur effet, dès cette date, aux actes de l'associé relatifs à son patrimoine personnel. Ainsi, le paiement fait par un associé à un créancier personnel pourra être annulé par application de l'art. 447, si ce créancier a connu la cessation des paiements de la société (Req. 17 avr. 1864, aff. Parel, D. P. 64. 1. 254; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3121).

**329.** Le législateur de 1838 n'a pas cru devoir limiter, quant au temps, le pouvoir du tribunal de fixer dans le passé la date de la cessation des paiements. Le juge peut donc, afin d'atteindre certains actes qu'il considère comme un indice suffisant de la cessation des paiements, reporter celle-ci à plusieurs années en arrière, sans que sa décision soit, sur ce point, susceptible d'être attaquée, et la pratique fournit un assez grand nombre d'exemples de cessation de paiements ainsi reportés dans le passé à une date très éloignée du jugement déclaratif. — Des critiques se sont plusieurs fois élevées, depuis la publication du Répertoire, contre l'abus que les tribunaux faisaient de leur pouvoir discrétionnaire à cet égard; les auteurs les plus autorisés se sont faits l'écho de plaintes tendant à représenter les syndics comme trop enclins, pour grossir l'actif de la masse, à demander le report de faillite à une date assez éloignée pour frapper de caducité des actes faits de bonne foi par le failli, à une époque où il paraissait encore jouir de tout son crédit, et les tribunaux de commerce,

comme très disposés à accueillir ces demandes et à fixer la date de la cessation de paiements en considération des actes dont l'annulation pourrait profiter à la masse, au lieu de statuer en *abstracto*, c'est-à-dire de rechercher uniquement à quelle date s'est réellement manifestée la cessation des paiements, sans se préoccuper des conséquences immédiates de leur décision (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2608; Bravard, t. 5, p. 187 et suiv.). — Cette pratique est assurément vicieuse : le tribunal de commerce doit statuer en droit, abstraction faite de l'intérêt immédiat des parties. Il ne pourrait donc pas, sans violer la loi, rejeter la demande du syndic sous le seul prétexte qu'aucun intérêt sérieux ne s'était révélé jusque-là (Camberlin, p. 383 et 384). — Pour remédier à ces abus, un grand nombre de législations étrangères ont cru bon de limiter le pouvoir du tribunal à cet égard, et de fixer un délai maximum au delà duquel il ne serait pas loisible au tribunal de faire remonter la cessation des paiements (six mois d'après la loi belge, art. 442, trois ans d'après le code italien, art. 704). Quelques-unes même assignent au temps suspect une durée invariable (lois espagnole, portugaise, hollandaise). Le système qui consiste à fixer un délai maximum, avait déjà été discuté, et finalement repoussé, lors de la discussion de la loi de 1838. Le projet de réforme du liv. 3, élaboré par le Gouvernement, et déposé en 1862 à la Chambre des députés, l'avait adopté; d'après l'art. 447 nouveau, la cessation de paiements n'aurait pu être fixée à plus d'une année en arrière. — Mais la commission de la Chambre des députés a rejeté cette innovation, qui aurait pu favoriser des spéculations frauduleuses. « Supposons, en effet, dit le rapporteur M. Laroze (p. 61 du rapport), que la limite d'un an soit adoptée, le débiteur embarrassé trouvera facilement un banquier qui, instruit de l'état de ses affaires, le soutiendra moyennant l'abandon d'une partie de son actif liquide, pendant un an, pour l'abandonner à ses propres ressources à l'expiration du délai, lorsqu'il sera protégé par la loi contre toute action en rapport des valeurs reçues par lui en paiement de ses avances; le syndic sera désarmé et ne pourra, par aucun moyen, rétablir l'égalité entre les créanciers, ouvertement violée par cette spéculation ». Ces raisons ont paru décisives au parlement; aussi la loi du 4 mars 1869 n'a-t-elle apporté aucune modification à l'art. 441 actuel.

**330. — II. DES CIRCONSTANCES INDICATIVES DE LA CESSATION DES PAYEMENTS, AU POINT DE VUE DE LA FIXATION DE SA DATE.** — La loi de 1838 ayant abrogé l'énumération des signes de faillite (retraite du débiteur, clôture des magasins, etc.), contenue dans l'art. 441 du code de 1807, les juges du fond ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier, dans chaque

espèce, si les éléments constitutifs de la cessation des paiements sont réunis, et à quelle date celle-ci s'est manifestée (Rép. n° 133 à 136. Comp. Req. 22 avr. 1872, aff. Brander, D. P. 72. 1. 371; Req. 8 avr. 1878 (1); Trib. com. Seine, 21 mai 1885, *Journal des tribunaux de commerce*, 1886, p. 182).

Ils ne sont du reste nullement obligés, pour déterminer cette date, d'ordonner une expertise qui leur semble inutile eu égard aux documents de la cause, ni de motiver spécialement le rejet des conclusions tendant à l'expertise (Même arrêt. Conf. Rodière, *Compétence et procédure civile*, t. 1, p. 415).

**331.** Les caractères de la cessation de paiements ne doivent pas, d'ailleurs, au point de vue de la détermination de la date, être appréciés autrement que pour déclarer la faillite; en d'autres termes, le tribunal ne pourrait pas reporter la cessation de paiements à une date où la faillite n'eût pu être déclarée, si les créanciers l'eussent alors demandée. Il serait, en effet, inadmissible que la même expression employée par les art. 437 et 441 dût avoir deux sens différents (Conf. Rép. n° 139; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2606).

**332.** Ainsi, de même que la preuve de l'insolvabilité du débiteur ne suffit pas pour le faire déclarer en faillite, si d'ailleurs, il n'a pas cessé ses paiements, de même le juge n'aurait-il pas le droit de reporter la date de la cessation des paiements à une époque où, quel que fût d'ailleurs l'état d'insolvabilité de ce commerçant, il était à la tête de ses affaires et jouissait de tout son crédit, sans qu'il y ait eu contre lui aucun protêt et aucunes poursuites (Montpellier, 14 janv. 1859, aff. Mazeran, D. P. 60. 2. 76; 19 nov. 1859, aff. Jandon frères, D. P. 60. 2. 76). De même, la cessation de paiements d'un commerçant ne doit pas être reportée au jour où ce commerçant a pris la fuite, s'il est constant que, pendant cette journée, il avait effectué régulièrement ses paiements, et qu'il avait conservé jusque-là tout son crédit, en sorte que rien n'annonçait la catastrophe qui devait éclater (Rouen, 28 janv. 1858, aff. Derodde frères, D. P. 58. 2. 104). Et il en est ainsi, alors même qu'il aurait disparu à la veille de la déclaration qui a été faite de sa faillite (Même arrêt. Conf. Amiens, 30 mai 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 576; Rép. n° 67-1°, 74-4°, 140-3° et 156).

**333.** Par les mêmes motifs, on doit décider : 1° que, la faillite ne pouvant résulter de l'inexécution d'engagements purement civils (V. *supra*, n° 253), la fixation de la cessation des paiements ne peut être reportée... au jour où des poursuites en expropriation forcée ont été dirigées contre un négociant pour refus de paiement d'une dette non commer-

(1) (Synd. de Ribier C. Périer.) — LA COUR; — Attendu que l'état de cessation de paiements ne peut résulter pour un commerçant que de protêts et d'actes de poursuites judiciaires ou de toutes circonstances pouvant démontrer d'une manière certaine qu'il est dans l'impossibilité absolue de satisfaire à ses engagements; — Attendu qu'on ne produit contre de Ribier qu'un seul protêt à la date du 16 sept. 1872; que ce protêt isolé, alors qu'il est reconnu que de Ribier a continué son commerce pendant plusieurs années après, ne saurait être pris en sérieuse considération, mais qu'il est, en outre, parfaitement établi que les fonds du billet souscrit le 11 mai 1872 avaient été faits, déposés au lieu désigné pour le paiement; que, s'il n'a pas été acquitté à son échéance, c'est que, par suite d'une erreur de la part du dépositaire, les fonds auraient reçu une autre destination; — Attendu qu'au 17 août 1870, de Ribier jouissait d'un certain crédit et inspirait toute confiance, puisque, à cette date, la maison de banque Périer lui ouvrait un crédit de 30000 fr. pour une période de six années, et qu'en effet, cet acte de crédit a reçu son exécution; — Attendu que, le 18 août 1870, deux ans avant le protêt du 16 sept. 1872, époque à laquelle les premiers juges ont cru devoir faire remonter l'ouverture de la faillite, la maison de banque Périer ouvrait à de Ribier un second crédit de 12000 fr.; — Attendu que l'affectation hypothécaire stipulée dans ces deux ouvertures de crédit n'est qu'une garantie qui n'a rien d'anormal, et qui ne révèle non seulement l'état de cessation de paiements, mais même un état de gêne dans les affaires du commerçant; — Attendu qu'il en est de même des renouvellements de billets entre Périer et de Ribier; que ces opérations sont de l'essence même de l'ouverture de crédit; — Attendu que de Ribier est resté à la tête de son commerce jusqu'en octobre 1874, date des poursuites du sieur Prax, et qu'il résulte des livres de de Ribier produits par le syndic lui-même que, dans la

période de 1872 à 1875, il a fait des affaires pour des sommes importantes, et que, de plus, il a payé à la même époque à la faillite Majonenc le débit de son compte-courant; — Attendu que la lenteur dans certains paiements retenus par les premiers juges comme les éléments de leur décision révèle un embarras dans ses affaires, mais ne constitue pas un état de cessation de paiements; — Attendu enfin qu'on ne justifie d'aucun protêt suivi de poursuites judiciaires, d'où la preuve que les sommes pour lesquelles ont eu lieu les protêts invoqués ont été payées par de Ribier; — Attendu que l'assignation en paiement dirigée par la demoiselle Raymond contre de Ribier le 18 juin 1874 ne peut être utilement invoquée comme point de départ de la cessation de paiements; — Que la demoiselle Raymond en acceptant l'obligation du 7 juillet suivant, payable en trois termes annuels, prouve qu'elle avait encore confiance dans la solvabilité de son débiteur; — Attendu que l'expertise demandée subsidiairement ne saurait apporter des éléments plus pertinents que ceux déjà exposés aux débats, et qu'il est inutile de l'ordonner; — Par ces motifs, etc. — Pourvoi par le syndic de la faillite de Ribier.

LA COUR; — Sur le moyen unique, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, des art. 1116, 1117 c. civ., et 437 c. com. : — Attendu que, pour maintenir à la date du 7 oct. 1874 l'ouverture de la faillite de Ribier, l'arrêt attaqué s'est fondé sur des considérations de fait desquelles il résulterait que c'était seulement à cette époque que de Ribier avait cessé ses paiements; que l'imputation d'une entente entre de Ribier et Périer était formulée dans une demande d'expertise que la cour a jugée inutile en l'état des documents du procès; que l'arrêt est donc suffisamment motivé et ne viole aucune des dispositions légales ci-dessus visées; — Rejetée, etc.

Du 8 avr. 1878. — Ch. req. — MM. Bédarides, pr. — Cantel, rap. — Robinet de Cléry, av. gén., c. conf. — Lesage, av.

ciale (Colmar, 9 août 1850, aff. de Sceaux, D. P. 55. 2. 221);... surtout s'il s'est écoulé entre ces poursuites et l'expropriation un intervalle de temps assez long, pendant lequel le failli est resté à la tête de ses affaires et a effectué de nombreux paiements (Même arrêt). Mais si l'inexécution, par un commerçant, de ses engagements civils ne peut être prise pour point de départ de la cessation de paiements, elle peut du moins servir, concurremment avec l'inexécution des obligations commerciales, à déterminer l'époque à laquelle remonte cette cessation de paiements (Rouen, 14 mai 1853, aff. Delacroix, D. P. 54. 5. 361). La cessation de paiements d'un commerçant peut même être reportée, par appréciation des faits, au jour où, en vendant son fonds de commerce, alors qu'il était déjà poursuivi à raison d'engagements purement civils, il s'est mis dans l'impossibilité de payer ses dettes commerciales, encore que le premier protêt relatif à ces dernières dettes n'ait eu lieu qu'à une époque postérieure (Req. 17 févr. 1852, aff. Yvernault, D. P. 52. 1. 234); — 2° Que, le refus de payer une dette litigieuse ne pouvant entraîner la déclaration de faillite, la cessation de paiements d'un commerçant ne peut être reportée au jour où il a refusé d'acquitter une dette de cette nature (Conf. Rép. nos 67, 74, 146, 156; Alauzet, t. 7, n° 2408). — Il en serait autrement, si la contestation du débiteur n'avait pour objet que de reculer sa chute, et si, déjà mis en défaut par quelques-uns de ses créanciers, il n'élevait une contestation que pour retarder l'événement de son désastre (Rép. n° 74; Comp. Orléans, 6 mars 1850, Rép. n° 147-3°). A plus forte raison ne doit-on pas considérer comme une contestation sérieuse le refus d'acquitter une dette, au paiement de laquelle le débiteur a été antérieurement condamné, par jugement passé en force de chose jugée; en conséquence, l'ouverture de la faillite peut valablement être reportée au jour de ce refus (Req. 30 avr. 1877, aff. Monneréau, D. P. 78. 1. 83).

**334.** Il n'est pas nécessaire que les faits sur lesquels s'appuie le tribunal pour constater qu'à telle époque le débiteur avait cessé ses paiements, aient été notoire : cette exigence aurait, en effet, ainsi que nous l'avons démontré au Rép. n° 137, des conséquences très fâcheuses au point de vue des intérêts de la masse, qui se trouverait le plus souvent dans l'impossibilité de faire annuler les opérations les plus suspectes, attendu qu'il n'existe presque jamais de notoriété complète et absolue, et que ce *criterium* serait par suite arbitraire et incertain. Comme l'a, d'ailleurs, fait remarquer Bravard, t. 5, p. 193, si dans l'ancien système, qui fait dater le dessaisissement de la cessation des paiements, la nécessité de la notoriété se concevait aisément, il n'en est plus de même aujourd'hui que le dessaisissement ne date plus que du jugement déclaratif (Conf. outre les auteurs cités au Répertoire : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2006; Boistel, n° 895. Comp. cependant, en sens contraire, Lyon, 9 févr. 1853, aff. Synd. Berger, D. P. 53. 2. 345 (Motifs)).

**335.** Ainsi qu'on l'a vu *supra*, nos 250 et suiv., la cessation des paiements peut se manifester extérieurement sous les formes les plus diverses. Ces indices extérieurs seront notamment : — l'*aveu du failli*, soit tacite (disparition, fermeture des magasins), soit exprès (dépôt du bilan, circulaire collective adressée aux créanciers). Dans ces différentes hypothèses, la cessation des paiements ne saurait faire de doute; le jour de la cessation des paiements peut donc être déterminé... soit par la disparition du débiteur (Rép. n° 150), ... soit par la date de lettres ou circulaires par lesquelles un négociant prévient ses créanciers qu'il est hors d'état de remplir ses engagements ou de payer ses effets en circulation (Rép. n° 161; Nîmes, 12 mars 1887, *Recueil de Nîmes*, t. 2, p. 26, 87);... encore bien qu'il continue son commerce (Même arrêt);... soit par les *protêts, poursuites judiciaires, jugements de condamnation non exécutés*. — Mais les protêts, même suivis de jugements de condamnation, ne sont point un *criterium* infaillible et absolu de la cessation des paiements : tandis qu'en certains cas un seul protêt pourra suffire à entraîner la déclaration de faillite, dans d'autres, plusieurs protêts, plusieurs condamnations même, seront considérés comme insuffisants. C'est qu'en effet, soit qu'il s'agisse de rechercher s'il y a lieu de déclarer ou non la faillite, soit qu'il y ait lieu, la faillite une fois déclarée, de

déterminer la date de la cessation des paiements, le juge doit être guidé par ce double principe : 1° qu'il n'est pas besoin d'une cessation *absolue* de paiements, qu'une cessation *partielle* peut suffire si, d'ailleurs, elle est la conséquence et le signe manifeste d'un embarras sérieux et de la ruine, ou tout au moins d'un ébranlement du crédit du commerçant (Comp. art. 443 c. belge et Rép. n° 142); — 2° Que quelques refus de paiements, attestant simplement un état de gêne accidentelle et temporaire sont insuffisants pour entraîner la faillite (ou le report de celle-ci à l'époque où le premier refus s'est manifesté).

**336.** C'est par application du premier principe qu'il a été jugé que la cessation de paiements peut être fixée : 1° au jour où le commerçant n'a plus payé ses dettes échues, bien que postérieurement il ait payé des dettes importantes, et qu'il n'ait encore été l'objet d'aucune poursuite (Req. 22 avr. 1872, aff. Brander, D. P. 72. 1. 371; 12 mai 1874, aff. faillite Lebel, D. P. 75. 1. 23; Paris, 4 févr. 1875, aff. Société des Thermes d'Enghien et Deschamps, D. P. 76. 2. 185. V. en ce sens les nombreuses décisions rapportées au Rép. nos 64, 65, 67, 142, 152 et suiv.); — ... 2° Ou à la date de l'attribution d'un commerçant à obtenu de ses créanciers, s'il est établi que, depuis cette époque, de nombreux protêts se sont succédés, que le failli n'a rempli qu'en partie les conditions de l'attribution, et n'a soutenu son commerce que par des moyens factices et ruineux (Req. 11 mars 1868, aff. Catix et Coste, D. P. 68. 1. 435). Il en serait autrement si, grâce à la concession obtenue de l'unanimité de ses créanciers, le débiteur avait pu rester à la tête de ses affaires, et exécuter ponctuellement les conditions du concordat amiable; — ... 3° Ou à la date de l'inexécution de marchés, lors qu'il est constant que cette inexécution avait pour cause première l'insolvabilité (Orléans, 6 mars 1850, aff. Hanapier, D. P. 50. 2. 49).

**337.** Certains arrêts semblent, il est vrai, exiger qu'il y ait cessation, sinon de la totalité, du moins de la généralité des paiements (Comp. motifs, Paris, 20 févr. 1846, aff. Malen, D. P. 51. 2. 89. Jugé en ce sens que l'ouverture de la faillite d'une société anonyme doit être reportée au jour où elle a cessé de payer la *généralité* des coupons échus des obligations par elle émises (Trib. com. Seine, 16 oct. 1885. *Journal des faillites*, 1886, p. 35. Comp. Boistel, n° 895; Namur, t. 3, n° 1593). — Mais, ainsi que nous l'avons démontré *supra*, sect. 1, art. 2, cette exigence est excessive; un seul refus de paiement peut, dans certaines circonstances, présenter une gravité exceptionnelle, justifier la déclaration de faillite de ce seul chef, et le report de la cessation des paiements au jour du refus (Rép. n° 64; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2569; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 17 et 18). Ce qui est vrai, c'est que le rôle du juge est considérablement simplifié, lorsqu'en fait le débiteur a cessé la *généralité* de ses paiements; en ce cas, la faillite s'impose, et la date de la cessation des paiements doit être fixée au premier refus de paiement qui a ouvert la série des protêts ou condamnations. Jugé, en ce sens, que l'ouverture de la faillite doit être fixée à la date du premier protêt : — 1° si l'augmentation de plus en plus considérable du passif démontre à partir de cette époque, l'existence d'une situation commerciale désespérée (Nîmes, 12 mars 1887, *Recueil de Nîmes*, 1887, p. 226; Conf. Rép. nos 64-6°, 67 et 152); — 2° Lorsque les protêts se sont succédés et que les billets protestés sont restés en souffrance jusqu'à la déclaration de faillite (Trib. civ. Annecy, 12 nov. 1886, *La Loi*, n° du 24 avr. 1887. Conf. Rép. n° 153-3°)... alors surtout que ces protêts répétés ont été suivis de poursuites, et que ces poursuites ont abouti à des condamnations judiciaires contre le failli, qui n'ont point été exécutées (Conf. Rép. n° 153-4°)... et ce, nonobstant la continuation du commerce par le débiteur (Conf. Rép. n° 141).

**338.** Mais le protêt d'effets de commerce, dans lesquels un commerçant ne figure que comme *endosseur*, ne peut pas être regardé comme fixant l'époque de la cessation de ses paiements, si le porteur, quoique muni d'un jugement de condamnation, ne l'a pas poursuivi : il y a lieu d'induire de cette inaction du porteur qu'il attend du souscripteur le paiement des effets (Bordeaux, 9 juill. 1832, Rép. n° 159-2°. Conf. Rép. nos 159-1°, 2°, 3° et 4°).

**339.** Il a été jugé, d'autre part, conformément au second



principe ci-dessus formulé (V. *supra*, n° 335, et *Rép.* n° 65, 154 et suiv.), que l'état de cessation de paiements d'un commerçant ne peut être fixé qu'à l'époque où le désordre des affaires du débiteur et son insolvabilité sont démontrés par une série non interrompue d'actes de poursuites et une cessation continue de paiements, et non au jour où quelques refus de paiements ou quelques protêts isolés attesteraient seulement chez le débiteur un état de gêne accidentel et temporaire (Paris, 25 nov. 1830, *Rép.* n° 65-4°; C. cass. de Belgique, 13 août 1839, *ibid.*, 156-4°; Bruxelles, 4 août 1842, *ibid.*, 65-6°; Colmar, 9 août 1850, aff. de Scey, D. P. 55. 2. 222; Rouen, 24 janv. 1852, aff. Marey, D. P. 54. 2. 5; Paris, 11 janv. 1853, aff. Nacquard, D. P. 54. 2. 6; Req. 26 juin 1876, aff. Syndic Lassalle, D. P. 78. 5. 271; Paris, 13 févr. 1877, aff. Rostain et Theureau, D. P. 78. 5. 272; Req. 15 mars 1881, aff. Montegut, D. P. 82. 1. 15; Conf. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2571; Alauzet, t. 7, n° 2406; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 37-39). Ainsi la cessation des paiements est reportée, à bon droit, au jour où il est constaté que son crédit était détruit, que sa ruine était connue du public, et que les poursuites dirigées contre lui révélaient l'impossibilité où il était d'exécuter ses engagements (Req. 14 déc. 1875, aff. Banque anversoise, D. P. 78. 1. 125). Mais elle ne saurait être reportée à une époque où le crédit du commerçant se maintenait encore et où son actif pouvait balancer son passif (Req. 15 mars 1881 précité).

340. Les juges du fond peuvent donc décider, sans excéder leur pouvoir d'appréciation, qu'il n'y a pas lieu de reporter la cessation des paiements ... : 1° à la date de quelques protêts isolés, non suivis de poursuite, par suite d'une gêne momentanée (Colmar, 9 août 1850; Req. 15 mars 1881, cités *supra*, n° 339. Comp. *Rép.* n° 65 et 156), ... alors surtout que cette gêne est occasionnée par des difficultés commerciales provenant de circonstances extraordinaires (les événements de 1848) (Colmar, même arrêt); — ... 2° Ni au jour où il y a eu un simple retard apporté par ce commerçant à régler quelques-unes des factures de ses fournisseurs, s'il n'a jamais été pour ce fait l'objet d'aucune poursuite de la part de ces derniers (Même arrêt); — ... 3° Ni au jour où le commerçant a refusé d'acquitter un chèque que le porteur n'avait reçu qu'à la condition de renouveler une traite qu'il a refusé de renouveler; ... ni au jour d'une saisie-arrest suivie d'une assignation en déclaration de faillite à laquelle il n'a pas été donné suite (Agen, 21 déc. 1886, *Recueil d'Agen*, 1886, p. 624); — ... 4° Ni à la date des protêts de nombreux billets, alors que depuis ces protêts les billets protestés ont été payés et que le commerce a été continué (Paris, 20 févr. 1846, cité *supra*, n° 337; *Rép.* n° 154-3°); — ... 5° Ni à l'époque d'une longue série de protêts, si tous les effets protestés ont été payés sans poursuites, ni condamnations judiciaires (Lyon 26 août 1850, aff. Clément Meyssiat, D. P. 55. 5. 217. Conf. *Rép.* n° 154); — ... 6° Ni à la date du plus ancien défaut de paiement, si le créancier a été, depuis, désintéressé, et si c'est seulement à une époque ultérieure que le nombre et la gravité des poursuites ont révélé l'extinction de la vie commerciale du failli (Rouen, 24 janv. 1852, aff. Marey, D. P. 54. 2. 5); — ... 7° Ni à l'époque où le commerçant failli a laissé quelques paiements en souffrance, s'il est constaté qu'à la même époque il avait, dans la caisse de ses banquiers, des sommes plus que suffisantes pour faire face aux paiements en retard, et qu'il les a opérés peu après à l'aide de ces sommes, et sans recourir à aucun expédient (Req. 25 nov. 1868, aff. Pluzansky, D. P. 69. 1. 151. Conf. *Rép.* n° 146-1°). La cessation de paiements peut, en ce cas, être fixée au jour même de la déclaration de faillite, et tous actes antérieurs échappent, dès lors, à l'application des art. 446 et 447 c. com. (Même arrêt). — Jugé, par application des mêmes principes, que la cessation des paiements ne doit pas être reportée à une époque antérieure à la déclaration de faillite, alors qu'avant cette époque le commerçant a joui d'un grand crédit, qu'il n'a jamais refusé de paiements; que, si quelques effets par lui émis ont été protestés, par suite de causes accidentelles, ils ont été payés quelques jours après; que dans les derniers mois, il a payé des sommes très élevées à l'aide de ses ressources et de son crédit; et que, s'il a fait, à certains moments, de grandes

émissions de papier de circulation, il a toujours trouvé, dans ses opérations ou son crédit, le moyen de libérer ce papier aux échéances (Req. 26 juin 1876, aff. Syndic Lassalle, D. P. 78. 5. 271).

341. L'époque de la cessation des paiements peut également ne pas être reportée à la date du commandement ou du protêt, lorsque le créancier a acquis des sûretés (Grenoble, 4 mai 1885, *Recueil de Grenoble*, 1885, p. 219. Conf. *Rép.* n° 158). Jugé même que, lorsqu'un commerçant insolvable a pu, grâce à la tolérance de ses créanciers, rester jusqu'à son décès à la tête de ses affaires, il n'y a pas lieu, quand même sa position ne s'en serait pas améliorée, de le déclarer en faillite (Paris, 11 janv. 1853, aff. Nacquard, D. P. 54. 2. 6). Cette décision s'expliquait, dans l'espèce, par cette circonstance que le débiteur avait conservé un crédit qui pouvait se prolonger avec son existence; mais la question devrait être résolue autrement, ainsi que nous l'avons établi ci-dessus (sect. 1<sup>re</sup>) si le décès ou le suicide du commerçant était survenu au moment où il n'était plus possible pour lui de dissimuler le désordre irrémédiable de ses affaires, bien que des actes de poursuite n'eussent pas encore eu lieu.

342. C'est une question délicate que de savoir si la cessation des paiements date du jour où le failli s'est trouvé dans l'impossibilité de faire face à ses engagements, et ce, alors même qu'il aurait encore soutenu son existence commerciale pendant un temps plus ou moins long, soit à l'aide d'expédients licites en eux-mêmes, renouvellements d'effets, dations en paiement ou constitution de gage, soit par des manœuvres frauduleuses de diverse nature. — Cette question croyons-nous, doit être résolue par une distinction. Si le débiteur s'est procuré un crédit factice par des manœuvres coupables, il devra être considéré comme ayant été en état de cessation de paiements du jour où il s'est livré à ces pratiques. Il est, en effet, inadmissible que des actes manifestement frauduleux et préjudiciables à la masse puissent être maintenus sous prétexte que le failli satisfaisait encore en apparence à ses obligations commerciales lorsqu'il les a accomplis, V. *Rép.* n° 72 et 140; les paiements faits en ce cas par le failli ne sont, à vrai dire, que des paiements fictifs et simulés; or la continuation des paiements n'exclut l'idée de cessation des paiements que s'il s'agit de paiements réels. Mais si le failli, sans fraude et de bonne foi, a eu recours, pour prolonger son existence commerciale, à divers expédients tels que cessions, etc., il nous paraît impossible, en principe, de reporter la faillite au jour de ces opérations, si d'ailleurs le failli a, depuis lors et pendant un certain temps, ponctuellement exécuté ses obligations commerciales; en ce cas, la faillite ne datera que du jour où le failli aura laissé protester les effets renouvelés, ... ou, plus généralement cessé (ostensiblement) de satisfaire à ses obligations exigibles ... Le système contraire aboutirait, en effet, à contredire le principe que nous avons formulé ci-dessus, et qui paraît universellement admis, que l'insolvabilité ne peut, à elle seule, et indépendamment du fait de la cessation des paiements, entraîner la faillite (Comp. *Rép.* n° 72-2°).

343. Tels sont les principes qui paraissent, d'ailleurs, avoir généralement inspiré la jurisprudence; toutefois, ils ne se dégagent pas avec une netteté suffisante des nombreux arrêts intervenus en la matière, et certaines décisions semblent même s'en écarter absolument.

344. Pour le cas de renouvellement d'effets par le débiteur, il a été jugé à plusieurs reprises (conformément à la règle ci-dessus formulée), soit avant la publication du *Répertoire*, soit depuis, que l'état de cessation de paiements ne date pas du renouvellement d'effets que le débiteur aurait effectué pour les nécessités de son commerce (Orléans, 15 mai 1844, et Paris, 30 mars 1848; *Rép.* n° 144; Paris, 13 févr. 1877, aff. Rostain et Theureau, D. P. 78. 5. 272), ... alors même que les billets renouvelés ont été l'objet d'un protêt suivi d'un jugement de condamnation (Colmar, 9 août 1850, aff. de Scey, D. P. 55. 2. 221); mais de l'époque où les effets sont demeurés impayés, si c'est seulement à cette dernière époque qu'il a réellement cessé ses paiements, par suite d'insolvabilité (Orléans, 15 mai 1844 précité. Conf. Paris, 13 févr. 1877, précité). — La condition à laquelle ce dernier arrêt subordonne sa décision semble, il est vrai, en contradiction avec les principes formulés ci-

dessus. Mais, à tout prendre, cette contradiction n'est qu'apparente, et résulte uniquement de la terminologie défectueuse employée par les arrêts. Les décisions précitées n'ont pas entendu, au fond, admettre que la faillite doive nécessairement être reportée au jour où paraît avoir commencé l'insolvabilité; elles ont simplement voulu établir une distinction rationnelle entre les renouvellements d'effets licites, auxquels a recours de bonne foi un commerçant gêné pour soutenir son commerce, et les renouvellements sollicités par un commerçant de mauvaise foi qui, se sachant dans l'impossibilité absolue de faire face à ses engagements, ne cherche qu'à retarder de quelques jours la faillite et compromet sciemment le gage de ses créanciers. On est, dans ce dernier cas, en présence de manœuvres coupables, non plus d'opérations de commerce licites, et le report de la faillite au jour du renouvellement se justifie absolument (Conf. Rép. n° 72-2°). C'est, d'ailleurs, aux juges du fond qu'il appartient d'apprécier le caractère véritable des renouvellements obtenus.

**345.** Par application de ces principes, la faillite a pu être reportée à l'époque où un commerçant ne réglait plus avec ses créanciers qu'à l'aide de renouvellements de billets, suivis d'une vente à réméré de tout son matériel; en conséquence, cette vente a pu être annulée en vertu de l'art. 447 c. com. (Nancy, 18 déc. 1869, aff. Mayer, D. P. 70. 2. 55). Mais la cessation des paiements ne saurait être reportée à une époque où le commerçant, bien que se trouvant depuis longtemps dans un état de gêne, satisfaisait à tous ses engagements, et où, tout en soutenant son crédit à l'aide d'emprunts successifs et de renouvellements de billets, il parvenait, néanmoins, par le remboursement de sommes prêtées et le paiement de billets, à suivre le cours de ses affaires (Paris, 13 févr. 1877, aff. Rostain et Theureau, D. P. 78. 5. 272). — Décidé que la cessation de paiement ne saurait s'induire ni des avances faites à un négociant, ni des renouvellements qui lui ont été consentis, ni des obligations hypothécaires par lui souscrites, alors que son crédit n'en a pas été ébranlé et que sa vie commerciale est demeurée la même pendant une période assez longue; l'ouverture de sa faillite ne saurait, dès lors, être reportée au jour des dites avances, renouvellements ou obligations, mais seulement à la date du premier protêt (Trib. com. Seine, 21 mai 1885, *Journal des tribunaux de commerce*, 1886, p. 182).

**346.** Jugé même que la cessation de paiements, étant un fait complexe, doit, pour une entreprise aussi compliquée et aussi passagère qu'une exposition universelle, s'apprécier d'une manière moins absolue que pour toute autre entreprise. Spécialement, une société créée dans ce but, avec un capital notoirement très inférieur aux dépenses d'installation, peut stipuler avec les entrepreneurs ou fournisseurs principaux la faculté de renouveler ses billets jusqu'à l'époque de ses recettes; et la cessation des paiements ne doit pas être reportée au moment du renouvellement de ses billets, mais seulement à l'époque où la multiplicité des protêts et des poursuites non interrompues depuis ont démontré que la vie commerciale de la société était arrêtée (Lyon, 16 juin 1874, aff. Syndic expos. univ. à Lyon, D. P. 76. 2. 174).

**347.** Il a été décidé que le renouvellement de billets échus, destiné à prolonger un crédit artificiel et mensonger peut, au contraire, lorsque les billets renouvelés ne sont point acquittés, constituer, aux termes de droit, l'insolvabilité notoire, et déterminer l'époque de la cessation des paiements (Rouen, 1<sup>er</sup> déc. 1879, aff. Lesien, D. P. 80. 2. 93). Cette décision, à part l'expression inexacte d'*insolvabilité notoire*, n'est pas contraire à la jurisprudence dominante, d'après laquelle la cessation de paiements ne doit remonter à la date du renouvellement que si celui-ci a eu pour cause l'impossibilité manifeste où se trouvait alors le débiteur de faire face à ses engagements. — Mais le paiement, même par des tiers, de billets souscrits par un commerçant, empêche que celui-ci puisse être regardé comme se trouvant en état de cessation de paiements (Même arrêt).

**348.** Des principes ci-dessus formulés, il résulte également qu'on ne doit nécessairement, en l'absence de tout refus de paiement, prendre pour point de départ de la cessation de paiements qui, plus tard, a amené la déclaration de faillite d'un commerçant... ni la date de ventes considérables effectuées par celui-ci, ni celle d'une dation en

payement non frauduleuse, telle qu'une cession de créance effectuée au lieu d'un payement en numéraire, par un débiteur dont la profession (celle d'entrepreneur de bâtiments) l'obligeait à faire des avances considérables avant d'obtenir le règlement de ses travaux (Colmar, 9 août 1850, aff. de Scey, D. P. 55. 2. 221);... ni la date de constitution d'hypothèques consenties par un négociant, quelque onéreuses qu'elles fussent, si, postérieurement à cette constitution d'hypothèques, le négociant a continué son commerce en conservant son crédit (Agen, 22 mars 1886, *Recueil d'Agen*, 1886, p. 260. Conf. Rép. n° 143 et 158);... ni des subrogations d'hypothèques et des cessions, consenties en faveur de certaines créances du failli, alors qu'elles ont eu lieu à une époque où le failli était *in bonis* (Grenoble, 4 mai 1885, *Recueil de Grenoble*, 1885, p. 219). — Décidé encore que ne peut être pris comme point de départ de la cessation des paiements le jour où un commerçant, après avoir soustrait le gage qu'il avait donné à un de ses créanciers, l'a remplacé par une hypothèque sur ses immeubles, lorsque, depuis cette soustraction et jusqu'au jour où a été fixée l'ouverture de sa faillite, ce commerçant est demeuré à la tête de ses affaires, a conservé son crédit, a fait de nombreux paiements et d'importantes négociations, et n'a été l'objet d'aucun acte de poursuite et d'aucun protêt. Par suite, l'hypothèque ainsi stipulée, en remplacement du gage soustrait, ne peut être annulée par application de l'art. 446 c. com. (Civ. rej. 24 déc. 1866, aff. Guilhem, D. P. 67. 1. 163; Bravard et Demangeat, p. 15; Alauzet, t. 7, n° 2401 et suiv.).

**349.** Mais le jugement déclaratif de faillite fait à bon droit remonter la date de la cessation des paiements à une époque où le failli, ne pouvant payer et ayant déjà des effets protestés, a fait accepter des sûretés hypothécaires, alors que, depuis, l'existence commerciale du failli ne s'est soutenue qu'au moyen de renouvellements de billets et qu'il est certain que si le créancier, au lieu d'accepter une hypothèque, avait exigé un payement immédiat, la faillite eût dû être déclarée à cette époque (Lyon, 6 janv. 1869, aff. Premier, D. P. 71. 5. 184). — Jugé, de même, pour le cas où un commerçant, ne pouvant acquitter en argent le prix des marchandises à lui fournies, propose et consent à un grand nombre de ses créanciers des contrats hypothécaires pour solde de leurs factures, en même temps qu'il sollicite d'autres créanciers des délais soit pour des traites qui lui sont annoncées, soit pour des effets qu'il laisse en souffrance, avec offre d'ajouter les intérêts aux sommes ainsi arriérées (Nancy, 8 déc. 1851, aff. Madelin et Mathieu frères, D. P. 54. 5. 364). Et la cessation de paiements peut être fixée à la date même du premier contrat hypothécaire consenti par ce commerçant, malgré quelques paiements effectués depuis à l'aide d'emprunts, alors que son insolvabilité était notoire à l'époque dudit contrat (Même arrêt).

**350.** Ainsi que nous l'avons démontré (Rép. n° 72 et 140. Comp. *supra*, n° 342 et suiv.), les tribunaux peuvent, sans méconnaître l'esprit de la loi, reporter la date de la cessation des paiements à une époque où le failli paraissait encore au-dessus de ses affaires, s'il est établi que, depuis lors, il n'a continué son commerce qu'à l'aide d'expédients coupables et ruineux pour la masse. — Jugé, en ce sens, que la date de la cessation des paiements d'un failli peut être reportée au jour où les effets souscrits par lui ont été protestés, s'il est établi que, depuis, ce commerçant n'a soutenu son existence commerciale qu'à l'aide de manœuvres frauduleuses (Req. 7 janv. 1856, aff. Vauussy, D. P. 56. 1. 168). Et l'on a pu considérer comme de telles manœuvres des paiements faits par le commerçant, en son nom personnel, alors qu'il n'était qu'un intermédiaire des véritables débiteurs, surtout si ces manœuvres ont été suivies d'escroqueries, d'émission de billets faux, et du suicide de leur auteur, suicide uniquement causé par la ruine de son crédit, déjà consommée à l'époque des protêts (Même arrêt).

**351.** Jugé, de même : 1° que, si la concession d'une garantie hypothécaire n'est pas toujours la preuve de l'état de cessation de paiements d'un commerçant, il en est autrement lorsque cette stipulation n'a d'autre but que de prolonger une existence commerciale irrémédiablement atteinte et de gagner du temps pour avantagez les créanciers qui l'ont obtenue (Nîmes, 31 déc. 1885, *La Loi* du 27 mars 1886);

— 2° Qu'un banquier doit être considéré comme étant en état de cessation de paiements, lorsqu'il dissimule le protêt de sa signature sous le couvert de prête-noms, et ne prolonge sa vie commerciale qu'à l'aide d'expédients destinés à soutenir un crédit mensonger et factice (Bordeaux, 23 mai 1887, *Recueil de Bordeaux*, 1887. 1, p. 370). Et l'on ne saurait tenir pour sérieux les paiements continués par l'expédient de l'escompte indéfiniment renouvelé de valeurs sans cause (Même arrêt). Mais il en serait autrement si les billets renouvelés, à l'aide desquels le banquier alimente sa caisse et soutient son crédit, avaient été reçus en couverture d'avances consenties aux souscripteurs desdits effets (Même arrêt).

352. Les principes ci-dessus formulés ne font pas de doute lorsqu'un ou plusieurs protêts ou des poursuites ont pénétré aux tiers la situation précaire du débiteur. Mais que faudrait-il décider, si le commerçant échappait à tous protêts et à toutes poursuites à l'aide de *manœuvres frauduleuses*? Même en ce cas, nous croyons que la cessation des paiements pourrait être reportée au jour où ces manœuvres ont commencé à être employées (V. *Rép.* n° 140; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2606 et note 3). La jurisprudence la plus récente paraît, d'ailleurs, favorable à cette thèse, qui est le corollaire de la solution admise *supra*, n° 344, au sujet de la question de savoir si la cessation des paiements doit nécessairement être *notoire*. — Jugé, en ce sens, que la faillite peut toujours être reportée à l'époque où le failli, ne pouvant payer et menacé de poursuites, a employé des procédés occultes et des manœuvres clandestines pour soutenir son existence commerciale (Req. 12 juill. 1881, aff. Rohaut, Tonneur, Loncle et comp., D. P. 82. 1. 264). Ainsi, la cessation des paiements est à bon droit reportée au jour où le commerçant a consenti devant un notaire éloigné de son domicile, au profit de ses créanciers, une constitution d'hypothèque et un nantissement d'actions dissimulé sur les registres de transfert de la société administrée par lui (Même arrêt);... ou au jour de la vente, par un commerçant, de son fonds de commerce, alors que cette vente a eu pour effet de le mettre dans l'impossibilité manifeste de payer ses créanciers (Aff. d'H... C. Perdrigeon, *Gazette des tribunaux*, 10 juill. 1882. Comp. Ruben de Couder, n° 144-151).

Il a été jugé, toutefois, en sens contraire, que, pour déclarer la faillite d'un commerçant ou pour fixer le jour de son ouverture, les tribunaux doivent exclusivement envisager le fait matériel de la cessation des paiements, sans se préoccuper du caractère *frauduleux*, déloyal ou illicite, mais non notoire, des opérations à l'aide desquelles le commerce a été continué (V. outre les arrêts rapportés au *Rép.* n° 140: Req. 16 nov. 1846, aff. syndic Renault, D. P. 52. 5. 267, confirmant l'arrêt de Bourges du 18 août 1845, rapporté au *Rép.* n° 140-6°; Lyon, 9 févr. 1853, aff. Syndic Berger, D. P. 55. 2. 315). En conséquence, l'ouverture de la faillite d'un négociant ne peut être reportée à une époque où il avait conservé tout son crédit, sous le prétexte que ce crédit ne se serait soutenu qu'à l'aide d'opérations suspectes, de transactions portant des apparences de fraude, ou même d'actes tombant sous le coup de la loi pénale... et, spécialement, à l'aide de fonds résultant de l'émission de billets faux ou de complaisance (Mêmes arrêts).

353. Nous avons établi au *Rép.* n° 164, que la liquidation de ses affaires, faite par un commerçant, ne doit pas nécessairement être prise pour point de départ de la cessation de paiements; une liquidation, en effet, annonce l'intention, de la part du commerçant qui l'opère, de terminer ses affaires ou certaines opérations, de cesser même le commerce; mais on ne saurait y voir, d'une manière absolue, un état de cessation de paiements qui ne peut résulter que d'une détresse véritable (*Rép.* n° 164). — Il y a là, d'ailleurs, une question de fait à apprécier pour le tribunal (Comp. *Rép.* n° 163 et 165). Si la liquidation était la conséquence de l'impossibilité où se trouverait le débiteur de faire face à ses engagements, la cessation de paiements pourra certainement être reportée à cette date. Jugé, en ce sens, que dans le cas où un négociant, poursuivi et assigné en paiement, reconnaissant qu'il ne peut plus faire face à ses engagements, a été mis en liquidation, la cessation de paiements doit être reportée à la date de cette liquidation (Grenoble, 4 mai 1885, *Recueil de Grenoble* 1885, p. 219).

354. Sur le point de savoir s'il existe une période sus-

pecte dans la liquidation judiciaire, comme dans la faillite, V. *supra*, n° 119 et suiv., et *infra*, sect. 4, art. 3. En tout cas, et en admettant qu'il n'existe dans la liquidation judiciaire ni jugement de report ni période suspecte proprement dite, il est certain, du moins, que le juge doit, préalablement à toute décision sur la requête, rechercher quelle est la date exacte de la cessation des paiements du requérant; cette requête n'est, en effet, recevable que si elle intervient dans les quinze jours qui suivent la cessation des paiements. Les règles admises par la jurisprudence pour la fixation de la date de la cessation des paiements en cas de faillite s'appliquent donc, à ce point de vue tout au moins, en matière de liquidation judiciaire.

ART. 5. — Publication et exécution du jugement déclaratif et du jugement de report de la faillite.

355. Aux termes de l'art. 442 c. com., le jugement déclaratif et le jugement de report doivent être publiés, suivant le mode établi par l'art. 42 dudit code (Comp. *Rép.* n° 131 et suiv.).

Cet article 42, relatif à la publicité des actes de société, a été abrogé par l'art. 65 de la loi du 24 juill. 1867, sur les sociétés. Mais l'on s'accorde à reconnaître que cette abrogation, dont l'effet doit être limité à l'objet de la loi de 1867, n'a pas modifié l'art. 442; c'est encore le mode de publication déterminé par l'art. 442 qui doit être observé. Par suite, un extrait desdits jugements doit être affiché pendant trois mois dans la salle d'audience du tribunal de commerce, et inséré dans les journaux (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2610; Alauzet, t. 7, n° 2451. Comp. Demangeat et Bravard, t. 5, p. 61, n° 2).

356. L'art. 442 c. com. ne se réfère, d'ailleurs, à l'art. 42 que pour le mode, mais non pour le délai de cette publication, ni pour la sanction (Req. 26 oct. 1887, aff. Lecomte, D. P. 88. 1. 110). Par suite, le jugement déclaratif (ou le jugement français rendant exécutoire une faillite prononcée à l'étranger) peut être valablement publié après le délai de quinzaine imparti par l'art. 442 précité; et, en aucun cas, le retard apporté à cette publication ne saurait entraîner la nullité du jugement (Même arrêt). — Cette doctrine est d'autant moins contestable que, dans notre droit, *voie de nullité n'a lieu contre les jugements*. Il en résulte que le jugement déclaratif, même non publié et, à plus forte raison, avant d'être publié, doit produire, de plein droit et à compter de sa date, tous ses effets légaux, et spécialement entraîner le dessaisissement immédiat du failli, et ce, même au regard des tiers de bonne foi (Civ. cass. 17 déc. 1856, aff. syndic Bellivet, D. P. 57. 1. 41; Req. 16 nov. 1887, aff. Huez, D. P. 88. 1. 325),... lesquels ne pourraient se prévaloir du défaut de publicité, et de leur ignorance du jugement intervenu, pour obtenir que le jugement leur soit déclaré inopposable (Poitiers, 2 févr. 1854, aff. Ritois, D. P. 54. 2. 153; Civ. cass. 4 nov. 1857, aff. Chénard, D. P. 58. 1. 35. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2611; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 159; Boistel, n° 902). — Les tiers, qui ont traité avec le failli dans l'ignorance du jugement non publié, n'auraient d'autre droit que d'intenter une action en dommages-intérêts, conformément au droit commun (art. 1382), contre les personnes responsables du défaut de publication. Cette responsabilité incomberait, d'après Bravard (t. 5, p. 61), au greffier du tribunal de commerce; d'après M. Boistel (n° 902), au syndic.

357. Mais les formalités d'affichage et d'insertion prescrites par l'art. 442 n'en ont pas moins une grande importance pratique, en ce qu'elles font courir contre le failli ou contre tout autre intéressé, les délais d'opposition, soit au jugement déclaratif, soit à celui qui a fixé à une date antérieure la cessation des paiements (V. *infra*, sect. 17). Il est donc nécessaire d'en constater l'accomplissement. Cette constatation résulte, en ce qui concerne l'affichage, d'un procès-verbal d'huissier (Comp. *Rép.* n° 132); il n'est pas nécessaire que ce procès-verbal émane du greffier (Req. 7 juin 1856, aff. Vaussy, D. P. 56. 1. 168). — Mais le procès-verbal d'apposition de l'affiche ne saurait être suppléé par la mention, se trouvant sur le registre d'ordre du greffier, qu'à telle date il a été levé un extrait pour être affiché, ni par un simple certificat du greffier constatant que cette

formalité a été remplie (Comp. Rép. n°s 132, 140 et 1334). — Quant à l'insertion dans les journaux, V. Rép. n° 131.

**358.** Le mode de publicité prescrit par l'art. 442 ne s'applique qu'au jugement déclaratif de la faillite et à celui qui fixe l'époque de la cessation des paiements à une date antérieure : il ne concerne pas tous autres jugements relatifs à la procédure de la faillite. De même, lorsqu'après un jugement fixant provisoirement la date de la cessation des paiements, un jugement est rendu contradictoirement entre les créanciers, sur une opposition formée en vertu de l'art. 580, ce second jugement n'est pas soumis à la formalité de l'affiche et de l'insertion dans les journaux, car il n'est pas susceptible d'opposition (Poitiers, 2 févr. 1854, aff. Ritois, D. P. 54. 2. 153). — Sur les jugements susceptibles d'opposition aux termes de l'art. 580, V. *infra*, sect. 17, art. 1, § 1. — En supposant ces formalités nécessaires, la nullité qu'on voudrait faire résulter de leur inaccomplissement ne peut être invoquée par le créancier qui a été partie au jugement et a concouru à son exécution. Et ces actes d'exécution, fussent-ils eux-mêmes entachés de nullité à raison du prétendu vice de clandestinité inhérent au jugement, le concours persévérant du créancier à ces actes n'en impliquerait pas moins l'acquiescement de sa part audit jugement, acquiescement qui le rend non recevable à en interjeter appel (Même arrêt).

**359.** Le jugement déclaratif de faillite est exécutoire par provision (art. 440). Il en résulte que toutes les mesures conservatoires autorisées par la loi doivent être prises par le syndic provisoire, nonobstant appel, ou opposition (V. Rép. n° 116. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2612). A plus forte raison, le jugement non passé en force de chose jugée doit-il produire provisoirement, tant au regard du failli que des tiers, tous les effets légaux qui, sans exiger d'acte d'exécution proprement dit, créent pour les débiteurs et pour ses créanciers un état de choses nouveau. Il en est ainsi, spécialement, du dessaisissement ; en conséquence, le droit d'exercer des poursuites individuelles cesse provisoirement, pour les créanciers, à dater du jour même du jugement (art. 443), sauf à leur être restitué si la faillite est ultérieurement rapportée (Ch. réun. cass. 24 mars 1857, aff. Revert, D. P. 57. 1. 208).

**360.** Quant au jugement, même passé en force de chose jugée, qui repousse une demande en déclaration de faillite, parce qu'il n'est pas justifié, quant à présent, de l'état de cessation des paiements, il n'a qu'un caractère purement provisoire et ne saurait mettre obstacle à une déclaration de faillite ultérieure, si le nouveau jugement s'appuie sur des faits nouveaux (Req. 19 juin 1876) (1).

Cette solution découle logiquement du principe de l'autorité relative de la chose jugée ; dès l'instant que, depuis le premier jugement, des faits nouveaux se sont produits, il n'y a pas identité de cause entre les deux demandes, le premier jugement ne peut donc avoir l'autorité de la chose jugée au regard de la seconde demande (V. Larombière, *Obligations*, sur l'art. 1351, n° 25). — La question serait plus délicate si le créancier invoquait à l'appui de sa seconde demande des faits déjà existants lors de la première, mais qu'il n'avait pas alors produits, soit volontairement, soit parce qu'il les ignorait. (Comp. Allard, *Étude sur la chose jugée*, p. 244 et suiv., 253 et suiv.). En tout cas, si le tribunal avait rejeté la première demande en se fondant sur ce que les faits allégués n'étaient pas suffisamment prouvés, et que la demande revint devant la justice, après avoir réuni de nouvelles preuves de faits anciennement allégués, sans d'ailleurs faire valoir aucun autre fait, sa seconde demande devrait être rejetée *de plano*. Dans ce cas, en effet, les deux demandes seraient basées sur la même cause (Larombière, *op. cit.*, sur l'art. 1351, n° 24).

**361.** Il en est de même, à certains égards, de la décision

qui rapporte un jugement déclaratif de faillite prononcé d'office contre un commerçant qu'elle remet à la tête de ses affaires, à raison d'arrangements intervenus entre lui et ses créanciers postérieurement à la cessation de ses paiements. Cette décision, loin d'être irrévocable, doit être considérée comme subordonnée à l'exécution des arrangements qui l'ont motivée ; par suite, si cette exécution n'a pas eu lieu, l'ouverture de la nouvelle faillite du débiteur peut, sans violation de la chose jugée, être reportée à l'époque où s'étaient produits les actes constitutifs de la cessation de paiements sur laquelle était fondée la décision rétractée (Civ. rej. 28 juill. 1863, aff. Veuve Rieffel-Ferrenbach, D. P. 63. 1. 351).

#### ART. 6. — De la faillite non déclarée.

**362.** On a exposé au Rép. n°s 119-121 la controverse qui s'est élevée sur la question de savoir si l'état de cessation de paiements ne suffit pas à lui seul, en l'absence de tout jugement déclaratif, à produire certains effets que la loi attache à la faillite. Cette controverse était encore pendante à la date de la promulgation de la loi du 4 mars 1889, et deux systèmes principaux demeuraient toujours en présence, l'un soutenu par la majorité des auteurs, d'après lequel la faillite n'existerait légalement que lorsqu'elle a été judiciairement déclarée par le tribunal de commerce ; l'autre, que nous avons adopté au *Répertoire* et que la jurisprudence a depuis longtemps consacré, d'après lequel l'état de cessation des paiements produirait de plein droit certains effets légaux, en l'absence d'une déclaration de faillite.

**363.** Il importe, toutefois, de bien délimiter le champ de la controverse. La jurisprudence et la doctrine s'accordent à reconnaître que certaines conséquences légales attribuées par la loi à l'état de cessation des paiements d'un commerçant sont subordonnées à l'existence d'un jugement déclaratif de faillite. Ainsi, une déclaration judiciaire de faillite émanée du tribunal compétent est nécessaire pour qu'il y ait : 1° organisation légale du régime de la faillite (Rép. n° 120) ; — 2° Application des règles spéciales au concordat (Rép. n° 120) ; — 3° Constitution de l'état d'union entre les créanciers ; — 4° Attribution de compétence au tribunal de commerce qui a déclaré la faillite, soit au point de vue de la matière, soit au point de vue du domicile. Certains autres effets résultant de la faillite ne peuvent également se produire qu'autant qu'un jugement déclaratif de faillite est intervenu ; tels sont ceux relatifs : ... aux incapacités qui frappent la personne du failli, au dessaisissement, aux voies d'exécution, à la cessation, à l'égard de la masse, du cours des intérêts de toute créance non privilégiée ou hypothécaire (Comp. *infra*, sect. 3 et 4) ; ... à l'exigibilité des dettes non échues (Mels, 16 déc. 1868, aff. Thomas, D. P. 69. 2. 206).

**364.** Mais, sous le bénéfice de ces restrictions, imposées par la nature même des choses, et par le texte des art. 443 à 445, la jurisprudence n'hésitait pas à admettre qu'il existe, par le fait seul de la cessation des paiements, un état virtuel de faillite, indépendant de toute déclaration expresse, et nécessairement préexistant à cette déclaration, dont les intéressés peuvent se prévaloir devant toute juridiction (V. pour les développements du sujet, les motifs d'un arrêt récent de la cour de cassation, 22 févr. 1888, aff. Mairet, D. P. 88. 1. 311). En d'autres termes, si la déclaration judiciaire de la faillite appartient exclusivement aux tribunaux de commerce, il était admis que la juridiction civile ou criminelle saisie d'une contestation où se trouve impliqué le fait de la cessation générale des paiements d'un commerçant, pouvait le constater et en déduire les conséquences au point de vue de l'action privée ou publique dont elle était saisie (V. Rép. n°s 119 et suiv. ; Alauzet, t. 8, n° 2798, *Revue prati-*

(1) (Culot C. Synd. Corbière.) — LA COUR ; — Sur le premier moyen, pris de la violation des art. 1350 et 1351 c. civ. : — Attendu que, par jugement du 4 nov. 1874, passé en force de chose jugée, une première demande formée par Prévost en déclaration de la faillite de Corbière a été repoussée par le motif qu'il n'était pas justifié, quant à présent, que Corbière eût cessé de payer ses dettes commerciales ; qu'au contraire, une deuxième demande formée par le même Prévost et dans le même but a été accueillie par le jugement du 15 juill. 1875, que confirme l'arrêt attaqué ; —

Attendu que le jugement du 4 nov. 1874 avait un caractère purement provisoire, que des faits nouveaux étaient allégués par Prévost à l'appui de sa deuxième demande, et que l'appréciation des faits qui constituent la cessation de paiements est livrée au pouvoir discrétionnaire des juges du fond ; — D'où il suit que l'arrêt attaqué n'a point violé les textes cités ; — Sur le deuxième moyen : — (Sans intérêt).

— Du 19 juin 1876. Ch. req. MM. Dumon, f. f. pr. — Demangeat, rap. — Godelle, av. gén., c. conf. — Larnac, av.

que, 1871, t. 31, p. 7 et suiv.; et t. 32, p. 370 et suiv. (art. de M. Boincau-Gesmon). — Comp. aussi, pour l'exposé complet de la jurisprudence: Fourcade *Des faillites non déclarées*.

365. Des applications nombreuses de ce système ont été faites, tant en matière criminelle, en ce qui concerne l'exercice de l'action publique à raison des crimes et délits commis en matière de faillite, c'est-à-dire à raison du délit de banqueroute simple ou du crime de banqueroute (V. *infra*, chap. 4), ... qu'en matière civile. — Jugé en ce sens : 1° que la faillite est un fait qui, au point de vue des intérêts civils, doit entraîner toutes ses conséquences, indépendamment de toute déclaration judiciaire (Paris, 4 avr. 1853, aff. Liquidateurs Baudon, D. P. 54. 5. 359; Civ. rej. 4 juill. 1854, aff. Danguin, D. P. 54. 1. 405; Trib. civ. de Ruffec, 13 avr. 1869, aff. de Bourdeille, D. P. 71. 2. 54); — 2° Que si la juridiction des tribunaux consulaires est spécialement compétente pour déclarer l'ouverture de la faillite et en fixer l'époque, il appartient, néanmoins, dans tous les cas, aux tribunaux civils de reconnaître, dans la plénitude de leur juridiction, si le débiteur commerçant a, en réalité, cessé ses paiements, et d'appliquer les effets légaux de cette situation (Metz, 20 déc. 1865, aff. Morel, D. P. 66. 2. 10; Civ. cass. 22 févr. 1888, cité *supra*, n° 364; Grenoble, 13 nov. 1888 (1); Req. 29 avr. 1889, aff. Fabre, D. P. 90. 1. 19); ... notamment de refuser à la femme d'un commerçant ou ancien commerçant, en état de cessation de paiements, le bénéfice de l'hypothèque légale dans les termes de l'art. 563 c. com. (Mêmes arrêts),... même si l'abandon du commerce remonte déjà à plus de deux ans au jour de l'introduction de l'instance (Req. 29 avr. 1889, précité).

366. Mais les tribunaux civils ne peuvent constater la faillite que dans les circonstances où le tribunal de commerce pourrait la déclarer. Ainsi l'art. 437, qui ne permet pas de déclarer la faillite d'un commerçant mort en état de cessation de paiements plus d'un an après son décès, s'oppose à ce que les tribunaux puissent, après l'expiration du même délai, rechercher et constater l'état de cessation de paiements du commerçant décédé, pour en induire les conséquences que la loi y attache, et notamment pour appliquer

à l'hypothèque légale de la femme les restrictions que subit cette hypothèque en cas de faillite du mari (Lyon, 21 févr. 1851, aff. Clary, D. P. 51. 2. 194; Caen, 15 mai 1854, aff. Pannier, D. P. 54. 2. 243, et Req. 4 déc. 1854, même affaire, D. P. 55. 1. 20).

367. En ce qui concerne l'application des principes ci-dessus formulés sur le rôle de la juridiction civile en matière de faillite aux nullités édictées par les art. 446 et suiv., à l'action en revendication en matière de faillite (art. 537), aux restrictions apportées par le code de commerce (art. 557 à 564), aux reprises et à l'hypothèque légale de la femme du failli, ainsi qu'à l'exécution des avantages particuliers qui lui auraient été conférés dans son contrat de mariage, aux stipulations d'avantages ou traités particuliers interdits aux tiers dans les faillites, sous une double sanction civile et pénale (art. 597 et 598 c. com.). V. *infra*, les sect. 4, art. 3, sect. 15, sect. 12 du chap. 2 et chap. 3, sect. 4).

La majorité des auteurs s'est, jusqu'ici, refusée à accepter le système de la jurisprudence, et persiste à soutenir qu'en dehors du jugement déclaratif, il n'y a pas de faillite. On se prévaut en ce sens : 1° du texte de l'art. 440 et des travaux préparatoires de la loi de 1838 (Comp. Rép. n° 119); — 2° De l'aptitude spéciale et exclusive des tribunaux de commerce pour constater l'existence de cet état complexe qualifié par la loi de « cessation de paiements »; — 3° Du danger des contrariétés de décisions, conséquence inévitable du système de la jurisprudence.

Dans ce système, dit-on, il peut arriver qu'un même individu soit considéré à l'égard de certaines personnes comme étant en faillite, et à l'égard de certaines autres comme ne l'étant pas; ce résultat est d'autant plus inadmissible qu'en cette matière le législateur a pris des précautions pour l'éviter, en décidant que le jugement déclaratif produit effet *erga omnes*. Enfin, l'existence même de textes incompatibles avec la théorie de la jurisprudence, et les difficultés que celle-ci rencontre lorsqu'elle s'efforce de tracer une ligne de démarcation entre les effets produits par l'état de faillite et ceux que le jugement déclaratif peut seul engendrer, démontrent qu'elle est arbitraire, et dépour-

(1) (Girard C. Rochat). — LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 437 c. com., tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite; — Attendu qu'il appartient aux tribunaux ordinaires, investis de la plénitude de juridiction, d'apprécier si, en fait, un commerçant, dans le cas où la faillite pourrait être prononcée, est en état de cessation de paiements afin d'appliquer ensuite à la contestation qui leur est soumise les règles législatives en matière de faillite; — Attendu qu'il est certain que Rochat est en état de cessation de paiements puisque, exproprié de l'immeuble par lui acquis en 1877, il doit des sommes relativement importantes à des créanciers commerciaux qui ne viennent point en ordre sur les 5000 fr. à distribuer; — Attendu que les mariés Girard demandent, dans l'ordre ouvert sur Rochat, que, suivant l'art. 563 c. com., l'hypothèque légale inscrite au nom de la dame Rochat pour la garantie de ses reprises s'élevant à 3000 fr. soit déclarée non existante sur l'immeuble acquis le 17 avr. 1877; — Attendu que l'art. 563 c. com., en cas de cessation de paiements, soustrait à l'hypothèque légale de la femme du commerçant, qui avait cette qualité au moment du mariage ou l'a prise dans l'année, les immeubles acquis par lui depuis le mariage; — Attendu que cette disposition fondée sur la présomption que les immeubles acquis par le mari commerçant, depuis le mariage, l'ont été avec les deniers des créanciers et pour éviter que la femme ne puisse profiter d'une fraude facile à commettre, est écrite aussi bien dans l'intérêt des créanciers hypothécaires qu'au profit des créanciers chirographaires; que les motifs qui l'ont inspiré peuvent, à juste titre, être invoqués par tout créancier, qu'il ait eu soin de prendre une garantie hypothécaire ou qu'il reste confondu dans la masse chirographaire; — Attendu qu'on objecterait vainement que, par analogie avec l'art. 446 c. com., la nullité de l'hypothèque légale sur les biens acquis par le mari ne doit profiter comme l'annulation de l'hypothèque conventionnelle consentie par lui depuis la cessation de ses paiements qu'aux créanciers chirographaires; — Attendu qu'à la différence des termes généraux de l'art. 563, l'art. 446 ne prononce la nullité de l'hypothèque conventionnelle consentie depuis la cessation de paiements que relativement à la masse des créanciers; que cette différence dans les textes répond à des différences dans les motifs qui les ont inspirés; — Attendu, en effet, que, si l'hypothèque conventionnelle ainsi que les autres actes prévus par le même article et consentis par le débiteur sont annulés à l'égard de la masse seule,

c'est que ces actes ont été faits par le débiteur au préjudice de cette masse; que, par respect pour l'égalité qu'elle veut maintenir entre les créanciers, la loi annule l'acte dommageable à tous par lequel le débiteur a essayé de favoriser un de ses créanciers et oblige celui-ci à reprendre dans la masse la place qu'un acte de préférence illicite lui avait fait quitter; — Attendu qu'il en est autrement dans le cas prévu par l'art. 563 puisque la loi retire à la femme une garantie qu'elle lui avait elle-même donnée; qu'elle édicte cette déchéance pour éviter que les créanciers, quels qu'ils soient, hypothécaires ou chirographaires, puissent être lésés par une collusion possible du mari et de la femme et dont celle-ci bénéficierait; — Attendu, d'ailleurs, qu'à moins d'un texte précis qui n'existe pas, l'hypothèque légale de la femme ne peut continuer de subsister à l'égard des créanciers hypothécaires, alors qu'elle serait anéantie à l'égard des créanciers chirographaires; que les termes de l'art. 563 répugnent à cette interprétation puisqu'ils ne soumettent à l'hypothèque légale de la femme que les immeubles seuls qui appartaient au mari lors du mariage ou qui lui sont advenus à titre gratuit; que la loi proclame ainsi que l'hypothèque légale n'existe plus sur les biens acquis par le mari *constante matrimonio* et que, dès lors, rien ne s'oppose à ce qu'un créancier puisse user du droit de préférence qu'il a pris soin de se faire attribuer sur ces mêmes immeubles; — Attendu que les mariés Girard ne trouvent pas, ainsi que l'ont pensé les premiers juges, dans la cessation des paiements de Rochat une cause de bénéfice et une amélioration de leur situation privilégiée; que les appelants, en effet, ne demandent que l'application du droit commun et ne veulent que se servir des garanties qu'ils se sont fait attribuer pour obtenir le juste remboursement de leur créance; — Attendu, dès lors, que c'est à juste titre que les mariés Girard se prévalent de l'art. 563 c. com. et demandent à être colloqués en première ligne aux lieu et place de la dame Rochat, pour le montant de leur créance;

Par ces motifs; — Réformant le jugement rendu par le tribunal civil de Grenoble le 18 avr. 1888; — Dit que, conformément aux dispositions de l'art. 563 c. com., la dame Rochat n'a aucun droit hypothécaire sur l'immeuble saisi contre son mari, acquis par celui-ci durant le mariage le 23 avr. 1877 et dont le prix est à distribuer, etc.

Du 13 nov. 1888. — C. de Grenoble.



vue de fondement légal (V. en ce sens Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2647 à 2653 et suiv.; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 66, et note 2; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n° 26-41; Boistel, n° 898; Namur, t. 3, n° 1624; Massé, t. 2, n° 1167; Mahoudeau, note, *Annales*, 1889, 1. 23). — Ces arguments, tout au moins sous l'empire de la loi de 1838, n'étaient point décisifs; il est, en effet, impossible de nier que la thèse à l'appui de laquelle on les invoque est difficilement conciliable avec le texte général et extensif de l'art. 437, al. 1, aux termes duquel « tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite ». Seule, la thèse de la jurisprudence permet de concilier l'antimomie apparente existant entre les art. 437 et 440, en rattachant certains effets de la faillite à l'état de cessation des paiements (dûment constaté), et certains autres au jugement déclaratif.

368. Il y lieu de remarquer, toutefois, que la jurisprudence belge, à l'inverse de la jurisprudence française, n'admet pas la faillite de fait, et n'attribue d'effets qu'à la faillite déclarée par le tribunal de commerce (Comp. notamment : C. cass. de Belgique, 21 févr. 1864, *Pasicrisie belge*, aff. de Gruyters, 1864. 1. 442; Gand, 25 nov. 1875, *ibid.* 1876. 2. 90. La jurisprudence italienne fait une distinction entre les effets civils et les conséquences pénales de la faillite. Elle décide que les effets civils que la loi attache à la faillite n'existent qu'en vertu et comme conséquence du jugement déclaratif (C. cass. de Florence, 7 juill. 1887, aff. Faillite Provenga, *Monitore dei tribunali*, 1887, p. 635); mais elle admet l'indépendance des procès pénal (banqueroute) et civil de faillite, et reconnaît, notamment au juge pénal le droit de fixer la date de la cessation des paiements à une époque antérieure à celle qu'a déterminée le jugement déclaratif (C. cass. de Turin, 23 juin et 12 juill. 1886, *Annuario*, n° 50 à 52; C. cass. de Florence, 5 mars 1887, *Filangieri*, p. 489).

369. La jurisprudence des cours françaises est-elle conciliable avec l'état de choses nouveau inauguré par la loi du 4 mars 1889? La question est délicate, et plusieurs commentateurs de la loi nouvelle n'ont pas hésité à affirmer que ce régime nouveau était incompatible avec la théorie de la jurisprudence sur la faillite virtuelle. Voici en quels termes s'expriment à cet égard MM. Goirand et Périer, p. 45 et 46 : « La loi qui crée l'état de liquidation judiciaire rend désormais sans objet l'ancienne controverse qui existait sur la question de savoir si les tribunaux civils ou correctionnels pouvaient, incidemment aux litiges dont ils se trouvaient saisis, prononcer la déclaration de faillite. Aujourd'hui en effet, la faillite n'est plus attachée nécessairement au fait de la cessation des paiements : donc, le tribunal civil ou correctionnel qui la prononcerait ne se bornerait plus à constater simplement l'existence d'un fait préexistant, il rendrait en réalité un véritable jugement, créerait un état nouveau et outrepasserait les limites de sa compétence. »

370. Ces raisons semblent décisives au premier abord ; et cependant, nous ne pouvons nous défendre de certains doutes au sujet de la solution proposée. La faillite, il est vrai, n'est plus la suite nécessaire de la cessation des paiements ; mais, comme la liquidation judiciaire est une faveur subordonnée à certaines conditions limitativement déterminées, notamment à la présentation d'une requête dans un délai de quinze jours, ne peut-on pas dire que le débiteur qui n'a pas satisfait aux prescriptions légales se trouve, par le fait seul de la cessation de ses paiements, en état virtuel de faillite, et ne peut-on pas concevoir que cet état, par lui seul, et dès avant la déclaration, produise certains effets légaux, notamment au point de vue de la banqueroute et de la nullité? Cette induction semble, du reste, fortifiée par le texte de l'art. 19 de la loi, aux termes duquel « le tribunal déclare la faillite à toute période de la liquidation judiciaire : 1° si, depuis la cessation des paiements ou dans les dix jours précédents, le débiteur a consenti l'un des actes mentionnés dans les art. 446, 447, 448 et 449 c. com., mais dans le cas seulement où la nullité aura été prononcée par les tribunaux compétents ou reconnue par les parties ;... 4° si le débiteur en état de liquidation judiciaire a été condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse ». N'est-ce pas dire implicitement qu'un acte émané d'un débiteur en état de cessation de paiements peut être

annulé par application des art. 446 et suiv., même en l'absence d'un jugement déclaratif, et que ce même débiteur peut, en l'absence de tout jugement déclaratif, être condamné comme banqueroutier (V. en ce sens : Bailly, *La loi du 4 mars 1889*, *Annales*, 1889, 2, p. 60. Comp. *infra*, sect. 4, art. 3).

### SECT. 3. — EFFETS DU JUGEMENT DÉCLARATIF RELATIVEMENT À LA PERSONNE DU FAILLI (Rép. n° 167 à 177).

371. Le jugement déclaratif de la faillite a pour effet de soumettre le failli à un certain nombre d'incapacités, dont nous avons déjà donné l'énumération au Rép. n° 167 et suiv., et qui dérivent, les unes de la suspension générale de ses droits de citoyen dont il est frappé dès le jour du jugement, les autres de causes étrangères à cette suspension. Ces incapacités, dont la loi du 4 mars 1889 (art. 21) affranchit partiellement le défendeur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire (V. *supra*, n° 87 et suiv.), ont été maintenues sans modification pour le cas de faillite déclarée, soit de plano, soit à la suite de la conversion de la liquidation judiciaire en faillite, prononcée conformément à l'art. 19 de ladite loi. Une seule exception de faveur a été faite dans l'art. 25 (dispositions transitoires), au profit du débiteur déclaré en faillite antérieurement à la loi nouvelle, et qui aurait obtenu ou obtiendrait un concordat ou une déclaration d'excusabilité (V. *supra*, n° 182, 183).

372. Le principe de la suspension des droits de citoyen, prononcée contre le failli par les lois des 22 déc. 1789-janv. 1790 ; l'art. 5, chap. 1<sup>er</sup>, tit. 3 de la constitution du 14 sept. 1791 ; l'art. 13, tit. 2, de la constitution du 5 fruct. an 3, et enfin l'art. 5 de la constitution du 22 frim. an 8, principe implicitement maintenu par les constitutions ultérieures (Rép. n° 168, et v<sup>o</sup> *Droit politique*, n° 58, et *Organisation administrative*, n° 485), a pour conséquences :

1° La privation des droits d'électorat et d'éligibilité politiques. Le décret organique du 2 févr. 1852 (art. 15-7°, D. P. 52. 4. 51), combiné avec la loi du 9 déc. 1884 (art. 4, D. P. 85. 4. 1), sur l'élection des sénateurs, règle encore aujourd'hui les incapacités électorales (Conf. sur les lois antérieures Rép. n° 167 et suiv., v<sup>o</sup> *Droit politique*, n° 119 et suiv., *Organisation administrative*, n° 494). Des termes de ce décret, il résulte que l'incapacité pour le failli d'être électeur ou éligible, soit à la Chambre des députés, soit au Sénat, comme aussi d'ailleurs toutes les autres incapacités attachées à la faillite, ne cesse que par la réhabilitation. Elle survit, au contraire, soit au concordat (Req. 10 mars 1873, aff. Douville, D. P. 73. 1. 253 ; 17 mars 1873, aff. Deseulle, D. P. 73. 1. 440 ; Cons. d'Et. 28 nov. 1873, aff. Elections de Maisons-Alfort, D. P. 74. 3. 68) ; soit à la déclaration d'excusabilité (Req. 16 nov. 1874, aff. Guillaudet, D. P. 75. 1. 78). Au surplus, l'incapacité électorale qui résulte du jugement déclaratif de faillite est encourue, et met, dès lors, obstacle à l'inscription du failli sur les listes électorales, encore que ce jugement ait été frappé d'appel, tout jugement déclaratif de faillite étant exécutoire par provision (Civ. cass. 12 nov. 1850, aff. Delouye, D. P. 50. 1. 330). — Le failli est frappé d'incapacité, et notamment d'inéligibilité, aussi bien lorsqu'il a été déclaré en faillite en qualité de gérant d'une compagnie industrielle que lorsque la faillite a pour cause ses affaires personnelles (Décis. de l'Assemblée législative, 2 juin 1849, D. P. 49. 3. 44). — V. *supra*, v<sup>o</sup> *Droit politique*, n° 64.

2° L'incapacité d'être électeur ou éligible aux conseils généraux (L. 10 août 1871, art. 5 et 6, D. P. 71. 4. 102), aux conseils d'arrondissement (Constit. 22 frim. an 8 et L. précitée 10 août 1871, art. 8), aux conseils municipaux (L. 5 avr. 1884, art. 14 et 32. V. *supra*, v<sup>o</sup> *Commune*, n° 80, 85 et suiv.).

373. A la privation des droits politiques se rattache également : l'incapacité d'être électeur ou éligible : aux tribunaux de commerce (L. 8 déc. 1883, art. 2-1° et 8, D. P. 84. 4. 9) ; Aux conseils des prud'hommes (L. 1<sup>er</sup> juin 1853, art. 6, D. P. 53. 4. 95) ; ce dernier article déclare non éligibles ni électeurs tous ceux qui, aux termes du décret organique du 2 févr. 1832, ne sont ni éligibles ni électeurs en matière politique, et dès lors les faillis non réhabilités (Conf. Rép. v<sup>o</sup> *Prud'hommes*, n° 31) ;... Aux chambres de commerce (L. 24 déc. 1871, D. P. 72. 4. 3 ; décr. 22 janv. 1872, D. P. 72.

4. 27; L. 8 déc. 1883, D. P. 84. 4. 9); ... Aux *chambres consultatives des arts et manufactures* (Décr. précité 22 janv. 1872, art. 3 et 4).

**374.** Étant exclu des droits civils, le failli non réhabilité est incapable d'exercer *aucune fonction publique* (Décr. 12 oct. 1794, 21 vend. an 3; Rép. n° 174 et v° *Fonctionnaire public*, n° 68). Il ne peut exercer aucun office ministériel et par conséquent ne peut être notaire, avoué, greffier, huissier, etc... Il ne peut être ni agent de change, ni courtier privilégié (art. 83 c. com.). Mais un failli peut aujourd'hui faire le courtage des marchandises, comme il peut exercer tout autre commerce, ce courtage étant devenu libre; toutefois, il ne peut être porté sur la liste des *courtiers inscrits* (L. 18 juill. 1866, art. 2, alin. 3, D. P. 66. 4. 148; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3403).

**375.** Par la même raison, il ne peut être : 1° ni *juré en matière criminelle*. Cette solution était déjà admise à l'époque du Rép. n° 170 par interprétation de l'art. 381 c. instr. crim., aux termes duquel nul ne pouvait remplir les fonctions de juré, s'il ne jouissait des droits politiques, civils et de famille. Elle a été consacrée par la loi du 4 juin 1853, sur la composition du jury, et par celle du 21 nov. 1872, sur le jury, qui ont placé, en termes exprès, dans les diverses catégories d'individus incapables d'être jurés, les faillies non réhabilités (L. 4 juin 1853, art. 2-9°, D. P. 53. 2. 96; L. 21 nov. 1872, art. 2-8°, D. P. 72. 4. 132); — 2° ni *juré en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique*. En effet, les dispositions du code d'instruction criminelle relatives à la composition du jury d'assises sont applicables, en principe, à la composition du jury d'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment celles qui concernent l'incapacité des faillies non réhabilités (V. *suprà*, v° *Expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 332); — 3° ni *témoin instrumentaire* dans un acte notarié (L. 25 vent. an 9, art. 9), sauf dans un testament (art. 980 c. civ. Conf. Rép. n° 171). — Mais, les incapacités étant de droit étroit, le failli doit pouvoir être choisi comme *arbitre* ou désigné comme *expert*, les arbitres ou experts n'étant point des fonctionnaires publics (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3403). Il peut aussi être témoin dans un acte de l'état civil (art. 37 c. civ.).

**376.** La qualité de membre de la *Légion d'honneur*, quoiqu'elle soit indépendante des droits attachés à la qualité de citoyen, puisqu'elle peut appartenir à des étrangers et à des mineurs, est suspendue par les mêmes causes que celles qui suspendent les droits de citoyen français, en vertu de l'arrêté du 24 vent. an 12, et de l'art. 39 du décret du 16 mars 1852 (D. P. 52. 4. 77). L'arrêté du 24 vent. an 12 prononçait cette suspension, d'après l'art. 5 de la Constitution de l'an 8, d'où la conséquence que, en vertu de cet arrêté, les faillies se trouvaient textuellement frappées de la cause de suspension dont il s'agit. Il est hors de doute que la disposition générale du décret de 1852, qui reproduit le décret de l'an 12, en en supprimant les dernières expressions, continue à atteindre les faillies. La même pénalité s'étend aux décorés de la *médaille militaire* (Décr. 24 nov. 1852, art. 6, D. P. 52. 4. 213). Les faillies ne peuvent, en conséquence, porter les insignes de ces ordres, ni ceux d'un ordre étranger (Décr. 24 nov. 1852, art. 7).

**377.** Les faillies sont, en outre, à raison de leur indignité présumée, frappés de certaines incapacités, édictées par le code de commerce ou par des lois spéciales, qui ne se rattachent pas, au moins directement, à la suspension des droits de citoyen. Ainsi, les faillies non réhabilités ne peuvent entrer à la Bourse (c. com. art. 613, Rép. n° 175); ... ni être

admis à l'escompte de la Banque de France (Décr. 16 janv. 1808, Rép. n° 175, et v° *Banque*, n° 145).

**378.** L'incapacité de rouvrir un théâtre, dont l'art. 13 du décret du 8 juill. 1806 frappait l'entrepreneur qui avait fait faillite (V. Rép. v° *Théâtre*, n° 295) a disparu depuis le décret du 6 janv. 1864 (D. P. 64. 4. 17) aux termes duquel les entreprises théâtrales sont libres, comme toute autre industrie, sauf la nécessité d'une simple déclaration (V. *infra*, v° *Théâtre*).

**379.** Un failli non réhabilité peut-il être *gérant de journal*? La loi du 18 juill. 1828 (art. 5) exigeant du gérant responsable les qualités requises des témoins instrumentaires dans un acte notarié, il semble bien qu'un failli n'ait pu valablement remplir cette fonction. En tout cas, son incapacité à cet égard n'a pu faire de doute sous l'empire du décret du 17 févr. 1832 (art. 1<sup>er</sup>. D. P. 52. 4. 56) subordonnant à la jouissance des droits politiques le droit d'être gérant d'un journal politique, et de la loi du 11 mai 1868, D. P. 68. 4. 52, qui a étendu cette même condition aux journaux et revues non politiques. — Mais en est-il de même depuis la loi sur la presse du 29 juill. 1881 (D. P. 81. 4. 63), qui régit aujourd'hui la matière? La raison de douter provient de la rédaction quelque peu ambiguë de l'art. 6 de cette loi, ainsi conçu : « Tout journal ou écrit périodique aura un gérant. Le gérant devra être Français, majeur, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits civils par aucune condamnation judiciaire. » — Il a été jugé, d'une part, que le failli non réhabilité n'est pas au nombre des personnes visées par cette disposition et qu'il peut, en conséquence, être gérant d'un journal sans encourir aucune pénalité (Paris, 12 juin 1886, aff. Jouve, et Caen, 17 mars 1887 (renvoi après cassation), D. P. 87. 1. 281). — Cette thèse nous paraît la plus rationnelle. En effet, l'art. 6 précité subordonne la faculté d'être gérant d'un journal à deux conditions : 1° avoir la jouissance des droits civils ; 2° n'être privé de ses droits civils par aucune condamnation judiciaire. Or, le failli a la jouissance de ses droits civils, et s'il est privé de ses droits civils, ce n'est point en vertu d'une condamnation judiciaire, mais par application d'une disposition législative qui attache cet effet au jugement déclaratif, lequel ne saurait être assimilé à aucun titre à une condamnation criminelle ou correctionnelle (Conf. Barbier, *Code explicatif de la presse*, n° 82). La doctrine contraire a cependant prévalu devant la cour de cassation, qui a jugé que tout commerçant déclaré en faillite par jugement d'un tribunal de commerce et non réhabilité est déchu du droit d'être gérant d'un journal (Crim. cass. 17 déc. 1886, et Ch. réun. 22 juin 1887, aff. Jouve, D. P. 87. 1. 281). — En cas d'infraction à cette défense, le failli est passible de l'amende édictée par l'art. 9 de la loi sur la presse du 25 juill. 1881 (Mêmes arrêts). La solution consacrée par la cour suprême s'appuie essentiellement sur les précédents historiques et sur les travaux préparatoires, tant de la loi de 1881 que des lois antérieures de 1878 et 1880 sur le colportage (Comp. conclusions de M. l'avocat général Petitot, D. P. 87. 1. 281).

**380.** Mais, les incapacités étant de droit étroit, aucun obstacle légal ne s'oppose à ce qu'un failli, même non concordataire, exerce un commerce ou une industrie (Conf. Rép. n° 175). La faillite, d'autre part, ne prive le failli d'aucun de ses droits de famille. Il demeure investi de la *puissance maritale* inhérente à sa qualité d'époux. Il a donc seul le droit, après le jugement déclaratif, d'autoriser sa femme soit à s'engager solidairement avec lui ou à cautionner une de ses dettes (Bordeaux, 29 févr. 1888) (1); ... soit à renoncer au

(1) (Grégoire C. Tampier.) — La cour : — Attendu que, pour prononcer, en vertu des art. 597 et 598 c. com., la nullité de l'obligation résultant du billet souscrit le 22 août 1883 par le sieur Tampier, et avalisé par sa femme, au profit des sieurs Grégoire et comp., les premiers juges ont décidé : 1° que, le cautionnement de la dame Tampier ayant été obtenu par Grégoire et comp. à un moment où ils connaissaient l'état de cessation de paiements du mari, ce cautionnement constituait un avantage préjudiciable à la masse, en raison de l'hypothèque légale ; 2° qu'en exigeant du sieur Tampier le paiement comptant d'une somme de 2500 fr., en sus du montant du billet, et en poursuivant le recouvrement de ce billet, sans déduction de l'acompte déjà reçu, Grégoire et comp. s'étaient assurés, au pré-

judice de la masse, un prélèvement illicite ; qu'il convient d'examiner si la sanction de l'art. 598 c. com. est applicable, soit au cautionnement de la femme, soit au paiement des 2500 fr., effectué par le mari ; — En ce qui concerne le cautionnement : — En droit : — Attendu qu'il ressort, tant du texte que de l'esprit des articles invoqués, que la sanction prononcée par l'art. 598, de même que la sanction pénale édictée par l'art. 597, n'est encourue qu'à une double condition : 1° qu'en stipulant à son profit un avantage particulier, le créancier ait eu connaissance de la cessation des paiements, et par conséquent, l'intention de frauder la faillite, 2° que l'avantage résultant du traité soit à la charge de l'actif du failli ; — En fait : — Attendu que c'est avec raison que les premiers juges ont constaté que le billet

profit de ses créanciers, au bénéfice de son hypothèque légale, directement ou indirectement par un vote au concordat (*Rép.* n° 173 et 204-2°).

A plus forte raison l'autorisation donnée par le mari à sa femme avant le jugement déclaratif et au cours de la période suspecte est-elle pleinement valable (Lyon, 7 févr. 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 330). Il existe, il est vrai, en sens contraire, un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 4 nov. 1882 (*Journal des faillites*, 1883, p. 24), dans les motifs duquel il est affirmé qu'« une autorisation donnée par un mari à sa femme depuis l'époque fixée pour la cessation des paiements, est nulle comme se produisant à une époque où le mari était dessaisi du droit de disposer ». Mais cette affirmation repose sur une erreur manifeste : le tribunal raisonne sur le dessaisissement, comme si l'on se trouvait encore sous l'empire du code de 1807; et, de plus, il établit entre ce prétendu dessaisissement résultant de la cessation des paiements et le droit d'habiller la femme un rapport de cause à effet absolument inadmissible. Même dessaisi par l'effet du jugement déclaratif, le mari n'en demeure pas moins investi de la puissance maritale et peut, comme auparavant, habiliter sa femme pour tous les actes juridiques (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 653, note 2; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, t. 2, v° *Autorisation de femme mariée*, n° 51; Ruben de Couder, n° 169; Rousseau et Defert, art. 443, n° 24. — *Contrà* : Pont, *Privileges et hypothèques*, t. 1, n° 447 *in fine*; Coin-Delisle, *Revue critique*, 1853, t. 3, p. 224).

381. La faillite n'est pas davantage, pour le failli, une cause d'exclusion, soit de la *puissance paternelle*, soit de la *tutelle légale* de ses enfants mineurs (V. *Rép.* n° 172, et *Minorité tutelle*, n° 358 et 169). Mais elle peut motiver la *destitution* du failli, soit de la tutelle légale de ses enfants, soit de toute autre tutelle, sur le fondement d'une incapacité présumée rentrant dans les termes de l'art. 444, et subordonnée, dès lors, à l'appréciation des tribunaux (Aix, 7 janv. 1868, aff. Guittou-Talamel, D. P. 71. 2. 129; Besançon, 31 août 1870, aff. Roblin, D. P. 71. 2. 50). En effet, l'incapacité, qui est une cause de destitution de la tutelle, s'entend aussi bien de celle dont le tuteur a fait preuve dans la gestion de sa propre fortune, et qui l'a conduit, par exemple, à une mise en faillite, que de celle qui pourrait lui être reprochée dans la gestion des biens du pupille (Arrêt précité du 7 janv. 1868). De même, les faits de gestion qui peuvent motiver la destitution du tuteur pour cause d'incapacité, ne sont pas seulement ceux qui ont trait à l'administration des biens du pupille, mais aussi tous ceux qui sont de nature à établir

qu'il n'offre pas des garanties suffisantes d'aptitude, et qu'il y a péril à laisser entre ses mains le patrimoine du mineur (Arrêt précité du 31 août 1870). Par suite, peut être destitué de la tutelle le tuteur qui a été déclaré en faillite sans avoir pu obtenir un concordat, et qui, en outre, a dissipé la fortune de sa première femme, compromis celle de la seconde, touché pour son pupille des sommes importantes dont il ne peut justifier l'emploi, et qui enfin a manifesté son incapacité dans les spéculations commerciales et industrielles auxquelles il s'est livré (Même arrêt. Conf. Demolombe, *Minorité, tutelle*, etc., t. 1, n° 492; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2662). — En tout cas, le failli qui a exercé une tutelle n'est pas, à raison de sa faillite, inhabile à rendre un compte de tutelle, et le compte rendu après la faillite n'est pas nul; il est seulement sujet à contestation, comme toute créance, au moment de la vérification des créances (Besançon, 9 déc. 1872, aff. Jouart, D. P. 73. 2. 77).

382. En ce qui concerne les effets de la faillite relativement à la société dont le failli ferait partie, ou au mandat qu'il aurait reçu ou donné, V. *infra*, sect. 4. — Pour le dépôt de la personne du failli dans une maison d'arrêt, V. *infra*, sect. 6.

383. Nous avons établi au *Rép.* n° 168 que les incapacités dont les constitutions de l'an 3 et de l'an 8 frappaient l'héritier immédiat du failli ont disparu, en ce qui concerne l'électorat et l'éligibilité, par l'effet du décret du 5 mars 1848 (D. P. 48. 4. 41), et des lois électorales des 15 mars 1849 et 31 mai 1850 (D. P. 49. 4. 49 et 50. 4. 97). Il est incontestable qu'à partir de la même époque, l'héritier immédiat du failli a cessé, à plus forte raison, d'être frappé d'exclusion en ce qui regarde l'exercice de tous les autres droits de citoyen et des fonctions publiques dont la suspension était la conséquence forcée de la règle posée contre cet héritier par les deux constitutions précitées. C'est ce qui résulte, d'ailleurs, formellement des lois postérieures relatives à divers cas d'incapacités du failli, découlant de la suspension de ses droits de citoyen (V. sur les fonctions de *juré criminel* l'art. 2-9° de la loi du 4 juin 1853, D. P. 53. 4. 96, et l'art. 2-8° de la loi du 21 nov. 1872, D. P. 72. 4. 132); — ... Sur les fonctions de *courtiers inscrits*, l'art. 2 de la loi du 18 juill. 1866, D. P. 66. 4. 118; — ... Sur l'élection des membres des *tribunaux de commerce* la loi du 21 déc. 1871 (D. P. 72. 4. 3). C'est également ce qui a été reconnu, même en dehors de toute disposition législative, à l'égard des *témoins instrumentaires* dans les actes notariés (V. *infra*, v° *Obligations*).

384. La faillite d'une société entraînant, d'après la doc-

en litige avait été avalisé par la dame Tampier en pleine connaissance, de la part des uns et des autres, de la cessation des paiements du sieur Tampier; que, non seulement la correspondance qui a précédé la visite de Grégoire à Bordeaux était suffisamment explicite pour révéler audit Grégoire l'état désespéré des affaires de son débiteur; mais qu'en outre, il ressort clairement des pièces du débat que la vérification qu'il fit, le 22 août, de la comptabilité et des marchandises ne lui laissa aucun doute sur l'imminence de la faillite; qu'au surplus, le témoignage de Méraute, alors comptable de la maison Tampier, fait connaître que le cautionnement de la dame Tampier fut exigé par Grégoire comme condition de la cessation des poursuites, à l'occasion des valeurs dont il était porteur, et dont l'une était déjà protestée, poursuite devant aboutir à une déclaration de la faillite; qu'il est donc certain, à ce premier point de vue, que le billet en litige rentrerait dans les prohibitions de l'art. 597; — Mais attendu, en ce qui concerne la seconde condition, qu'on ne saurait décider que le cautionnement de la dame Tampier ait eu pour conséquence d'aggraver les charges de la faillite; qu'en effet, d'une part, il est établi que la dame Tampier n'a été admise au passif de la faillite que comme créancière chirographaire, et qu'en outre Grégoire et comp. n'ont pas produit à cette faillite; que, d'autre part, il est reconnu que ladite dame n'a pas eu à recourir à son hypothèque légale, son mari n'ayant pas d'immeubles pour en répondre; qu'il s'ensuit que le recours qui lui était ouvert par l'art. 1434 c. civ. ne pouvait aboutir qu'à une simple participation aux dividendes de la faillite, aux lieu et place du créancier cautionné; que, dès lors, le cautionnement est sans influence sur la masse, à laquelle il n'importe que ce soit le créancier ou sa caution qui réclame le dividende; qu'ainsi tombe l'argument tiré de l'hypothèque légale;

Attendu qu'on pourrait encore moins argumenter des art. 446 et 447 c. com., pour prétendre, ainsi que l'ont fait quelques

commentateurs (Paul Pont, *Traité des privilèges et hypothèques*, t. 1, n° 447), que le cautionnement de la femme serait entaché de nullité, parce que l'autorisation maritale aurait été donnée à cette dernière à une époque où le mari, en état de faillite, ne pouvait ni directement par lui-même, ni indirectement par sa femme, enfreindre la loi de l'égalité entre les créanciers, au profit de l'un d'entre eux; que, si la déclaration de faillite a pour effet de dessaisir le failli de l'administration de ses biens, ce dessaisissement, qui ne constitue pas pour lui une incapacité, ne le dépouille pas de l'autorité maritale; qu'aucune disposition de la loi n'interdit à la femme d'un failli, dûment autorisée, de s'obliger solidairement avec son mari ou de devenir sa caution, même après la cessation de paiements de celui-ci; qu'aucune raison juridique ne permet de la délier de son engagement, alors d'ailleurs qu'il a été consenti librement et de bonne foi, et qu'aucune cause légale de nullité n'est relevée à son encontre; que, le cautionnement de la femme pouvant être exécuté sur ses biens personnels, en dehors et indépendamment de l'hypothèque légale, la validité de ce cautionnement pourrait être reconnue, dans les rapports de la femme et du créancier, même alors que le recours résultant de l'hypothèque légale serait annulé vis-à-vis de la masse par application des art. 446 et 447 c. com.; qu'au surplus, la prohibition des art. 597 et 598 c. com. étant une disposition pénale, doit être restreinte aux cas spécialement prévus, et que ce serait en exagérer la portée que de l'étendre au cas actuel; — Relativement au paiement des 2500 fr. qui auraient été perçus par Grégoire et comp., en sus du billet souscrit à leur profit par Tampier, le 22 août 1883, avalisé par la dame Tampier :... (Sans intérêt); — Par ces motifs; — Confirme le jugement du tribunal de commerce de Bordeaux, etc.

Du 29 févr. 1888.-C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Delcourrou, 1<sup>er</sup> pr.-Bruno-Lacombe, av. gén.-Mans et de Sèze, av.

trine qui prévaut en jurisprudence, la faillite individuelle de chacun des associés personnellement obligés (V. *suprà*, n° 233), ceux-ci se trouvent *ipso facto* frappés des incapacités attachées à la déclaration de faillite. Les commanditaires et les actionnaires échappent, au contraire, à toute incapacité; il en est de même des administrateurs d'une société anonyme, qui ne sont que des mandataires, et non pas des commerçants agissant pour leur compte personnel (V. *suprà*, n° 239 et suiv.).

**385.** Les incapacités attachées par la loi à la déclaration de faillite ne cessent, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, que par la réhabilitation. Ni le failli concordataire, ni le failli déclaré excusable (à part les mesures de faveur temporaires édictées par les lois de 1848 et de 1871 (V. *suprà*, n° 18 et suiv.) ne sont relevés, même partiellement, de ces déchéances. Cette uniformité de traitement infligée à tous les faillis, sans distinction entre les débiteurs de bonne foi, victimes des circonstances, et les débiteurs coupables, a été souvent critiquée; aussi les divers projets de réforme de la loi des faillites, desquels est issue la loi du 4 mars 1889, contenaient-ils des dispositions tendant à substituer au régime actuel un système de gradation, inspiré de certaines législations étrangères, plus équitable et plus conforme au principe de la proportionnalité des peines. Le concordat et la déclaration d'excusabilité seraient devenus, d'après ces divers projets, de véritables causes de réhabilitation partielle; il nous paraît donc préférable d'en renvoyer l'examen au chap. 5 de ce traité, consacré à la réhabilitation.

**386.** Il suffira de rappeler ici que la loi du 4 mars 1889 s'est arrêtée à un système différent, consistant à soumettre à un régime uniforme, d'une part tous les débiteurs admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, d'autre part tous les faillis; les premiers, affranchis de la plupart des incapacités édictées par la loi de 1838, les seconds demeurant soumis au contraire à toutes ces incapacités, sans aucune atténuation à raison de l'obtention d'un concordat ou d'une déclaration d'excusabilité. La loi du 4 mars 1889 ne s'est départie de cette rigueur, peut-être excessive en ce qui concerne les faillis concordataires ou excusables, que relativement aux débiteurs dont la déclaration de faillite remonterait à une date antérieure à la promulgation de la loi (V. *suprà*, n° 182 et 183).

SECT. 4. — EFFETS DU JUGEMENT DÉCLARATIF RELATIVEMENT AUX BIENS DU FAILLI (Rép. n° 178 à 345).

ART. 1<sup>er</sup>. — Dessaisissement du failli. — Administration des biens. — Actions judiciaires. — Voies d'exécution. — Intervention du failli (Rép. n° 189 à 243).

§ 1<sup>er</sup>. — Dessaisissement.

**387.** Aux termes de l'art. 443, § 1<sup>er</sup> c. com. « le jugement déclaratif de la faillite emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir tant qu'il est en état de faillite ». Nous avons suffisamment développé au Répertoire les motifs qui ont déterminé le législateur à priver ainsi le failli, dans l'intérêt de la masse, de l'administration de son patrimoine. La supériorité de ce régime sur celui de l'ordonnance de 1673, sous l'empire de laquelle les fraudes et les détournements s'étaient multipliés d'une façon inquiétante, malgré les peines draconiennes édictées contre ceux « qui avaient diverti leurs effets », ne saurait être sérieusement contestée. Aussi la loi du 4 mars 1889 a-t-elle maintenu purement et simplement, pour le cas de faillite déclarée, le principe de dessaisissement tel qu'il résultait de la loi de 1838; mais il convient de rappeler ici qu'aux termes de cette même loi, le débiteur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire n'est pas dessaisi, mais simplement soumis au contrôle d'un liquidateur qui surveille sa gestion, sans cependant se substituer à lui (Comp. art. 5 de ladite loi, et *suprà*, n° 70). La pratique seule permettra d'apprécier la valeur de ce système, qui établit une situation intermédiaire entre la pleine capacité, état du commerçant *intégré status*, et le dessaisissement complet, conséquence de la faillite. Nous devons nous borner à constater qu'il a déjà été expérimenté dans divers pays

étrangers, notamment en Belgique, et qu'il a donné des résultats assez satisfaisants pour que l'institution du *concordat préventif*, qui place le débiteur dans une situation analogue à celle du liquidé d'après la loi française du 4 mars 1889, d'abord introduite dans la législation belge à titre d'essai, ait été consacrée définitivement en 1887 (Comp. *suprà*, n° 13 et suiv.).

**388.** — I. DATE DU DESSAISISSEMENT. — FAILLITE NON DÉCLARÉE. — DÉCONFITURE. — Sous l'empire du code de 1807, le failli était dessaisi de ses biens « à compter du jour de la faillite », c'est-à-dire du jour de la cessation des paiements. Mais, ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 187 et 304, la jurisprudence avait reculé devant l'application littérale de la loi, qui aurait eu pour conséquence l'annulation obligatoire de tous les actes postérieurs à cette cessation de paiements, et n'admettait l'annulation des actes à titre onéreux qu'en cas de fraude. D'après la loi de 1838 (art. 443), le dessaisissement n'a plus lieu qu'à compter de la date du jugement déclaratif de la faillite, les actes antérieurs ne pouvant plus être annulés que sous des conditions rigoureusement déterminées et suffisamment protectrices des droits des tiers (art. 446 et suiv. c. com. V. *infra*, sect. 3). — Même dans le système d'après lequel la cessation de paiements produirait par elle-même certains effets de la faillite, ni les termes, ni l'esprit de l'art. 443 n'autorisent à considérer un commerçant en état de cessation de paiements, mais dont la faillite n'a pas été déclarée, comme dessaisi de l'administration de sa fortune (Rép. n° 121). Quelques tribunaux de commerce et quelques cours d'appel ont pu, dans certaines circonstances spéciales, perdre de vue ce principe et attribuer, soit à un liquidateur judiciaire, soit à un séquestre, des pouvoirs incompatibles avec le droit de libre disposition du débiteur non failli, pouvoirs légalement réservés aux syndics de faillite. Mais la cour suprême a toujours, lorsqu'elle a été appelée à se prononcer, cassé ces décisions, et déclaré que le dessaisissement ne saurait résulter que d'une déclaration de faillite; spécialement, qu'il ne saurait être la conséquence d'une nomination de liquidateur judiciaire (Req. 23 juill. 1884, aff. Auloge, D. P. 84. 1. 455);... ni à plus forte raison du choix par les créanciers d'un liquidateur amiable (Civ. rej. 18 nov. 1885, aff. Moussy, D. P. 86. 1. 88). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2647, et p. 640, note 2. — Au surplus, la question n'est même plus discutable, depuis la promulgation de la loi du 4 mars 1889; dès l'instant que la cessation de paiements des commerçants n'a plus pour conséquence fatale la déclaration de faillite, et qu'elle peut n'aboutir qu'à une simple déclaration de liquidation judiciaire, il est évident que, par elle-même, elle ne saurait entraîner le dessaisissement, qui est en effet propre à la faillite.

**389.** Si le dessaisissement ne peut résulter que de la déclaration de faillite, et non de la simple cessation des paiements d'un commerçant, à plus forte raison ne saurait-il être question de dessaisissement lorsque le débiteur est un non-commerçant en état de déconfiture (Civ. cass. 17 janv. 1855, aff. Chasseignieux, D. P. 55. 1. 14). Ainsi que nous l'avons établi *suprà*, n° 188 et suiv., l'absence de toute procédure collective, quelle que soit la qualification qu'on lui donne, organisée par la loi à l'effet de liquider le passif des non-commerçants insolubles, n'est pas sans présenter de graves inconvénients; l'extension de la faillite aux non-commerçants, à l'exemple des législations allemande et anglaise, permettrait seule d'assurer le respect du principe de l'égalité entre les créanciers; elle préviendrait (en mettant fin, par la concentration des actions aux mains du syndic, aux poursuites individuelles qui profitent aux créanciers diligents et réduisent à néant le gage des absents) ces traités clandestins qui, sous le régime actuel de la déconfiture, enrichissent quelques privilégiés aux dépens de la masse; enfin elle faciliterait la liquidation du gage et la répartition équitable du produit entre les ayants droit sous le contrôle de la justice.

**390.** Dans le droit français actuel, au contraire, l'égalité entre les créanciers d'un non-commerçant n'est qu'un principe théorique et illusoire, et c'est en vain que certaines cours d'appel ont cherché un remède à l'absence de toute organisation légale de la déconfiture dans la pratique des liquidations et séquestres judiciaires. D'après certains arrêts,

il appartiendrait soit au tribunal civil, sur la demande des créanciers ou à la requête du débiteur, soit même au président du tribunal statuant en référé de déclarer le débiteur non-commerçant, après due constatation de son insolvabilité, dessaisi de l'administration de son patrimoine, et de confier cette gestion à un *séquestre judiciaire*, « avec mandat pour celui-ci de réaliser l'actif, de concentrer entre ses mains les actions du débiteur et celles des créanciers, toutes actions individuelles des créanciers étant suspendues pour faciliter la liquidation, et enfin d'opérer la répartition entre les ayants droit » (Lyon, 26 mai 1853, aff. Chasseignieux, D. P. 55. 1. 11). L'on ne saurait nier l'utilité d'une telle procédure; elle est à la fois avantageuse pour les créanciers, qui y trouvent la sécurité que ne leur offre pas le système des saisies individuelles ainsi qu'une économie de frais, et pour le débiteur, qui profite naturellement de cette réduction des frais. Mais c'est là du pur *droit prétorien*. Aussi la cour de cassation a-t-elle, dans un arrêt fortement motivé, condamné formellement cette jurisprudence, et décidé que la déconfiture du débiteur n'a point, à la différence de la faillite, l'effet de le dessaisir de ses biens ou d'enlever à ses créanciers le droit de le poursuivre individuellement (Civ. cass. 17 janv. 1855, cité *supra*, n° 389). En conséquence, doit être annulée, comme arbitraire, toute mesure prise soit par le tribunal entier, soit, et à plus forte raison, par le juge des référés qui porte atteinte au droit d'action des créanciers, et en soumet l'exercice à des conditions et formalités autres que celles prescrites par la loi; spécialement, est nul pour excès de pouvoirs l'arrêt confirmatif d'une ordonnance de référé qui nomme un séquestre judiciaire, avec mission de recouvrer seul l'actif du débiteur et d'en faire seul la répartition entre les créanciers, en mettant à la charge de ceux-ci les frais des poursuites particulières qu'ils pourraient intenter ou qu'ils auraient déjà introduites (Même arrêt). — Vainement se prévaudrait-on, à l'appui de cette extension des pouvoirs du séquestre, de l'art. 1961 c. civ. En effet, le séquestre n'est jamais qu'un dépositaire; il n'est chargé que de *garder* et de *conserver* (art. 1962 c. civ.); ses pouvoirs ne peuvent donc aller jusqu'à remplacer les créanciers dans leurs droits d'action et de poursuite. De plus, ce mandat de *conserver* se limite, dans l'esprit de la loi, à la *conservation d'un objet déterminé*; aussi la cour de cassation a-t-elle jugé, à bon droit, que le *patrimoine entier* d'un non-commerçant tombé en déconfiture ne peut être placé sous séquestre à la demande d'un créancier soit à titre provisoire, soit à titre définitif (Civ. cass. 10 juill. 1876, aff. D..., D. P. 76. 1. 313; 13 nov. 1889, aff. de la Houssaye, D. P. 90. 1. 34); spécialement, que les tribunaux ne peuvent déposséder les époux de l'administration des biens appartenant à la femme, nommer un séquestre à l'effet d'administrer tous ses biens et conférer à celui-ci le pouvoir de toucher les sommes dues auxdits époux, d'exercer toutes poursuites en leur nom, et de procéder à toutes distributions amiables entre les créanciers (Civ. cass. 13 nov. 1889 précité). Un tel mandat ne saurait appartenir qu'à un séquestre *conventionnel*. Si donc un séquestre vient à être désigné par justice avec des pouvoirs aussi étendus, tout créancier qui n'aurait pas formellement adhéré à sa désignation aura le droit de s'opposer à son entrée en fonctions; et le même droit appartiendra au débiteur, puisque la déconfiture n'est point une cause de dessaisissement (Comp. pour les détails de cette importante question : Garraud, *De la déconfiture et des améliorations dont la législation en cette matière est susceptible*, 3<sup>e</sup> part., chap. 6, et *Des liquidations judiciaires, de leur pratique et de leur légalité*, *Journal des faillites*, 1882, p. 149 et suiv. V. aussi Valette, *Revue de droit français et étranger*, 1849, p. 923 et suiv.).

**391.** Si le failli est une *société civile*, il appartiendra sans doute au tribunal de prononcer sa dissolution et de lui nommer un liquidateur; mais le tribunal ne saurait conférer à ce liquidateur les pouvoirs d'un syndic. Aussi n'hésitons-nous pas à considérer comme illégal et erroné le principe posé par un arrêt de la cour de Lyon, d'après lequel, le séquestre judiciaire d'une société en déconfiture pouvant être investi du pouvoir de gérer et administrer pour la conservation du gage commun des créanciers, ceux-ci pourraient être provisoirement dessaisis de l'exercice du droit de poursuites individuelles, et privés notamment du droit

de pratiquer des saisies-arrêts susceptibles d'enlever au séquestre la disposition des fonds nécessaires à l'exploitation de l'actif social (Lyon, 27 nov. 1873, aff. Comp. P.-L.-M., D. P. 75. 2. 149). En législation, ce système serait, croyons-nous, préférable, et nous estimons que l'extension de la procédure de faillite aux sociétés, spécialement aux sociétés civiles à forme commerciale, présenterait les plus grands avantages. Mais, dans l'état actuel de la législation, la thèse de la cour de Lyon est inacceptable et l'on doit décider, au contraire, conformément aux principes affirmés par la jurisprudence de la cour suprême (V. *supra*, n° 390) : 1<sup>o</sup> que les créanciers, s'ils ne cèdent volontairement au liquidateur l'exercice de leurs droits et actions individuels, n'en sont pas dessaisis; 2<sup>o</sup> que tous les actes faits antérieurement au jugement de dissolution par les gérants ou administrateurs de la société subsistent, alors même qu'ils porteraient atteinte à la règle de l'égalité devant le gage, comme par exemple des traités de faveur consentis à certains créanciers (Conf. Pic, p. 9 à 13).

**392.** Si le dessaisissement n'existe qu'en cas de faillite *déclarée*, du moins est-il un effet nécessaire et *immédiat* du jugement déclaratif. Il a lieu de *plein droit* à la date même du jugement. L'effet n'en est donc pas subordonné à l'accomplissement des conditions de *publicité* auxquelles l'art. 442 assujettit le jugement déclaratif (Grenoble, 12 avr. 1851, aff. Syndic Colmia, D. P. 52. 2. 212; Civ. cass. 17 déc. 1856, aff. Syndic Bellivet, D. P. 57. 1. 41; 4 nov. 1857, aff. Chénard, D. P. 58. 1. 35; Douai, 17 févr. 1859, aff. Tristram et Crujeot, D. P. 59. 2. 63. — Conf. Rép. n° 180; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2611 et 2656; Boistel, n° 968, Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 76, note 1; Ruben de Couder, *v° Faillite*, n° 159 et 176).

**393.** Il a été jugé que la faillite est *présumée connue* de tous par le seul effet du jugement qui l'a déclarée, et que cette présomption n'admet pas la preuve contraire; que les tiers ne sauraient donc être admis à exciper de leur ignorance de la faillite, pour faire maintenir des actes passés entre eux et le failli postérieurement au jugement (Civ. cass. 17 déc. 1856, cité *supra*, n° 392; Req. 14 janv. 1862, aff. Godefroy, D. P. 62. 1. 168). — Jugé dans le même sens que, la nullité des actes d'administration ou de disposition faits par le failli après le jugement déclaratif résultant de l'incapacité dont il se trouve atteint, il n'y a pas lieu de rechercher si les tiers qui ont traité avec lui étaient ou non de bonne foi, s'ils ont connu ou pu connaître le jugement déclaratif de la faillite, si ce jugement a été publié, si la publication a été régulière, ou si les irrégularités commises dans cette publication n'ont pas entraîné une erreur commune sur la personne même du failli (Req. 16 nov. 1887, aff. Huez, D. P. 88. 1. 325). — Cette formule nous semble préférable à celle de l'arrêt de 1856, en ce qu'elle ne renferme aucune allusion à une soi-disant présomption non inscrite dans la loi, inutile, d'ailleurs, pour rendre raison du texte. La vérité est que, par des considérations d'ordre public, le législateur a entendu que les effets du jugement déclaratif fussent *immédiats*, et indépendants de la publicité qu'il a pu recevoir, l'omission même de toute publicité ne comportant d'autre sanction que celle précédemment indiquée (V. *supra*, sect. 2. Comp. en ce sens : Req. 26 oct. 1887, aff. Lecomte, D. P. 88. 1. 110; motifs et conclusions de M. l'avocat général Petitou). La formule impérative de l'art. 443 suffirait à commander cette interprétation. Il existe, d'ailleurs, dans le code civil, une autre application de la même idée : le jugement prononçant une interdiction produit effet à l'égard des tiers du jour de sa date, même en l'absence de toute publicité (V. *Interdiction*; — Rép. eod. v°, n° 205. Comp. Rennes, 12 mai 1851, aff. de Rubat, D. P. 52. 2. 262, motifs; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2656).

**394.** Il est constant, en doctrine et en jurisprudence, que le jugement qui déclare la faillite doit emporter dessaisissement *pour le jour tout entier* où il a été rendu, sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'acte attaqué est antérieur ou postérieur à la *prononciation* de ce jugement (Rép. n° 188; Grenoble, 12 avr. 1851, aff. Colmia, D. P. 52. 2. 212; Metz, 23 juin 1857, aff. Syndic Gory, D. P. 58. 2. 36; Douai, 17 févr. 1859, aff. Tristram et Crujeot, D. P. 59. 2. 63; Orléans, 8 nov. 1859, aff. Mercier, D. P. 59. 2. 219). En effet, les jugements n'indiquant jamais l'heure à laquelle



ils ont été rendus, le dessaisissement doit être considéré comme ayant commencé *dès la première heure du jour*; et le tribunal de commerce ne peut, par un jugement postérieur rendu après l'expiration des délais d'opposition, fixer l'ouverture de la faillite à une heure différente du même jour, dans le but de valider les actes qui auraient été passés par le failli à un moment antérieur de la même journée (Rouen, 13 août 1877, aff. Purnot et comp., D. P. 78. 2. 132, et Req. 24 mai 1878, même aff., D. P. 78. 1. 343; Paris, 26 nov. 1880, aff. Lazard, D. P. 82. 1. 147. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2656; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 78, note 2; Alauzet, t. 7, n° 2434; Boistel, n° 908; Namur, t. 3, n° 1635; Camberlin, p. 381. — V. toutefois observations de M. Labbé sur l'arrêt précité de la cour de Paris du 26 nov. 1880). — Nous relevons à l'appui de cette interprétation, dans le rapport de M. le conseiller Voisin (D. P. 78. 1. 343), un argument de texte qui nous paraît décisif: « Le pourvoi croit pouvoir interpréter ces mots de l'art. 443, à sa date, en ce sens que les effets produits par la déclaration de faillite sont produits à partir du jugement même, de l'heure même du jugement, et non à partir du jour. Eh bien, l'art. 448 c. com. fait à ce système une réponse très précise: « Les droits d'hypothèque et de privilège valablement acquis, dit-il, pourront être inscrits jusqu'au jour du jugement déclaratif de faillite. » Il n'y a plus moyen d'équivoquer sur le sens ou la portée du mot *date*: aucun droit d'hypothèque ou de privilège ne pourrait être inscrit le jour du jugement déclaratif de faillite. On ne pourrait pas inscrire un droit d'hypothèque ou de privilège que l'on aurait, que l'on posséderait, jusqu'à l'heure du jugement déclaratif, comme le soutient le pourvoi, en principe, pour l'art. 443, § 1<sup>er</sup>. Ces droits ne pourraient être inscrits, dit l'art. 448, que jusqu'au jour du jugement déclaratif de faillite. Il y a donc prohibition d'inscrire le jour même du jugement, et par conséquent le jour tout entier, et c'est en ce sens que s'est prononcée la cour d'Amiens, par un arrêt que nous vous citons à titre de renseignement, rendu à la date du 26 déc. 1855 » (aff. Lebas, D. P. 57. 2. 35). — Jugé, par application de ces principes, que, si le débiteur, à la veille de sa faillite, envoie par la poste à son créancier des billets en paiement de sa dette, comme il doit être censé n'avoir payé qu'au moment où les effets sont parvenus aux mains du créancier, si l'envoi ne parvient que le lendemain au créancier, le transfert de la propriété des billets n'a pu s'opérer valablement (Trib. com. Seine, 2 juin 1877, *Journal des tribunaux de commerce*, t. 26, 444. Conf. Rousseau, *Traité de la correspondance*, 2<sup>e</sup> éd., n° 64).

**395.** La jurisprudence n'a pas eu à statuer sur la question de savoir si l'heure à laquelle le jugement déclaratif a été rendu devrait ou pourrait être prise en considération, dans le cas où, contrairement à l'usage, le tribunal aurait cru devoir l'indiquer. Suivant une opinion, aucune disposition de loi ne s'opposant à ce qu'une pareille désignation fût contenue dans le jugement déclaratif, il y aurait lieu d'en tenir compte (V. note sous D. P. 78. 2. 132). MM. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2656, se prononcent en sens contraire, par le motif qu'il résulte du texte impératif de l'art. 448 que les effets du jugement déclaratif doivent *légalement* et nécessairement remonter à la première heure du jour.

**396.** Le principe d'après lequel le dessaisissement date du jugement déclaratif est absolu. Il doit recevoir son application même dans le cas où ce jugement, rendu par défaut, aurait été rapporté sur l'opposition du failli, s'il a été ensuite maintenu en appel (Req. 13 mars 1872, aff. Bizouard-Grosbois, D. P. 72. 1. 224). Le dessaisissement dure jusqu'à la clôture définitive de la faillite, par le concordat ou la dissolution de l'union; la clôture pour insuffisance d'actif ne suffirait pas à le faire cesser (V. *infra*, sect. 10). Peu importe, dès lors, l'intervalle de temps qui sépare l'acte de gestion du failli du jugement déclaratif (V. *Rép.* n° 192).

**397.** Ces principes comportent toutefois une exception, plus apparente que réelle, dans le cas où le jugement déclaratif a été rendu par défaut; ce jugement est, en effet, soumis au droit commun de l'art. 156 c. proc. civ., aux termes duquel les jugements par défaut faute de comparaître sont périmés faute d'avoir été exécutés *dans les six mois* (Req. 26 oct. 1887, aff. Lecomte, D. P. 88. 1. 110; Conf. *Rép.* n° 193

et 1386; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 624, note 2; Ruben de Coudier, v° *Faillite*, n° 134). Dans le cas (très rare d'ailleurs dans la pratique, à raison des mesures prises par la loi en vue d'assurer la prompte exécution du jugement) où cette péremption viendrait à se produire, il ne pourrait plus être question de dessaisissement, puisque, le jugement déclaratif disparaissant *ipso facto*, la cause du dessaisissement cesserait par là même (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 649, note 3).

### **398. — II. CARACTÈRES ET ÉTENDUE DU DESSAISISSEMENT. —**

**1° Caractères légaux du dessaisissement.** — Ainsi que nous l'avons démontré au *Rép.* n° 182, le dessaisissement, établi dans l'intérêt exclusif des créanciers, n'équivaut ni à une expropriation, ni à une interdiction. Le failli n'est point, tout d'abord, un exproprié; en conséquence, le failli n'est pas dépouillé de la propriété de ses biens qui passe au syndic, représentant de la masse. C'est ce qu'on exprime généralement en disant que la masse est *l'ayant cause* du failli, expression incorrecte, en ce qu'elle tendrait à faire croire à une véritable mutation, s'opérant du failli à la masse, alors que la propriété ne cesse jamais d'appartenir au failli, mais très exacte en tant qu'elle indique que la masse n'a, en principe, d'autres droits à exercer que ceux du failli. On examinera du reste plus loin, dans un paragraphe spécial (*infra*, § 5), si la masse envisagée *collectivement*, ou si les créanciers agissant *individuellement*, n'ont pas, dans certains cas, des droits propres à exercer, droits pour l'exercice desquels ils cesseraient d'être les ayants cause ou représentants du failli, et deviendraient de véritables *tiers*.

**399.** De ce que le dessaisissement n'opère aucune mutation de propriété, résultent plusieurs conséquences: 1° aucun droit de *mutation* n'est dû, ni au moment où le dessaisissement du failli commence par l'effet de la déclaration de faillite, parce que la propriété de ses biens ne passe pas sur la tête des créanciers, ni au moment où le dessaisissement du failli prend fin par l'effet du concordat, parce que cette propriété ne revient pas sur la tête du failli, qui n'a jamais cessé d'en être investi (D. P. 75. 1. 353, notes 5 et 6); — 2° La faillite ne donne lieu à aucun droit de *transcription* (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 651, note 3); — 3° Lorsqu'un étranger non domicilié a été déclaré en faillite en France, et qu'il a un débiteur étranger, le syndic ne peut se prévaloir de l'art. 14 c. civ. pour citer celui-ci devant un tribunal français, bien qu'il n'ait ni domicile ni résidence en France, en prétextant agir dans l'intérêt et du chef de la masse des créanciers français (Civ. rej. 12 janv. 1875, aff. Syndic Lethbridge, D. P. 76. 1. 317). C'est, en effet, le droit du failli étranger qu'il exerce, sa créance n'ayant pas cessé de reposer sur sa tête; or un étranger ne peut se prévaloir de l'art. 14, privilège réservé aux nationaux, à moins d'avoir été admis à établir son domicile en France; — 4° Les deniers de la faillite n'étant pas la propriété de la masse et demeurant la propriété du failli, qui est seulement dessaisi de l'administration de ses biens, il en résulte que, lorsque le syndic a employé, au nom et dans l'intérêt de la masse, les deniers de la faillite à l'acquisition de dettes privilégiées, c'est le failli lui-même qui paye ses propres dettes avec les fonds qui lui appartiennent, et non les créanciers, dont le patrimoine personnel n'a pas été diminué par ce paiement; il n'y a donc pas lieu à la subrogation légale au profit de la masse dans les droits du créancier payé (Civ. rej. 30 mars 1875, aff. faillite Ollivier, D. P. 75. 1. 353; Rennes 2 janv. 1880, aff. Ollivier et Bouvier, D. P. 81. 2. 130. Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2660).

**400.** Si le dessaisissement n'opère pas mutation de propriété, il n'est point non plus assimilable à une interdiction; le failli n'est point un incapable, son patrimoine est seulement frappé d'indisponibilité dans l'intérêt des créanciers. En conséquence, il ne peut se prévaloir de son état de faillite pour faire annuler les actes qu'il aurait consentis postérieurement au jugement déclaratif. Ces actes, en eux-mêmes, sont *valables*, sauf à ne pas produire d'effet au regard de la masse, si elle a intérêt à les méconnaître. Lors donc que la faillite a été désintéressée, ces contrats reprennent leur complète efficacité (*Rép.* n° 198; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2661; Boistel, n° 906). — Sur le droit, pour le failli, d'entreprendre un nouveau commerce, et sur les droits des créanciers postérieurs à la faillite déclarée, Comp. *infra*,

n° 438 et suiv.). Et les tiers, autres que les créanciers qui ont traité avec le failli, n'ont pas qualité pour se prévaloir des causes de nullité résultant du dessaisissement produit par le jugement déclaratif de la faillite (Rép. n° 198-5°). Ainsi, la nullité de la provision d'une lettre de change faite par le failli au préjudice de la masse des créanciers ne peut être invoquée par le tiré qui, dès lors, n'est pas fondé à exciper de cette nullité pour refuser, à défaut de provision valable, le paiement de la lettre de change non acceptée par lui (Req. 12 mars 1861, aff. Kann, D. P. 61. 1. 447).

**401.** — 2° Des biens auxquels s'applique le dessaisissement. — Le dessaisissement dont la loi frappe le failli est général; il s'applique: 1° à tous les biens meubles et immeubles possédés par le failli au jour du jugement déclaratif, qu'ils dépendent ou non de son commerce, l'état de faillite étant indivisible, en ce sens qu'il ne fait de l'actif et du passif du failli qu'une seule masse soumise aux règles de la faillite (Rép. n° 184; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2668); — 2° Aux biens acquis par le failli depuis le jugement déclaratif et tant que la faillite n'est pas close (art. 443-1°), soit à titre gratuit, soit à titre onéreux (Civ. cass. 22 nov. 1887, aff. Bourjuge, D. P. 88. 1. 326). Ainsi, dans le cas où une succession viendrait à échoir au failli, son acceptation ou sa renonciation serait sans effet au regard de la faillite; il appartient aux syndics de se prononcer sur le parti à prendre, renonciation ou acceptation sous bénéfice d'inventaire (V. C. just. de Genève, 21 sept. 1885) (1). Mais la masse ne peut profiter de ces acquisitions que sous déduction des charges qui les grèvent: ainsi, les légataires pourront invoquer l'hypothèque de l'art. 1017, les créanciers et légataires du défunt pourront demander la séparation des patrimoines (Rép. n° 196; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2673). De même, les acquisitions à titre onéreux du failli ne deviennent le gage des créanciers que sous réserve de l'acquittement des obligations moyennant lesquelles cet actif nouveau est entré dans le patrimoine du failli (Rép. n° 197. (Comp. d'ailleurs, sur l'application du principe de dessaisissement aux biens provenant d'une industrie exercée par le failli depuis la faillite *infra*, n° 438 et suiv.).

**402.** Le dessaisissement ne peut s'appliquer qu'aux biens composant véritablement le patrimoine du failli. Il ne saurait comprendre les biens dont le failli serait simplement administrateur, à quelque titre que ce soit. — Que décider relativement aux biens dont le failli a non seulement l'administration, mais aussi la jouissance? Cette jouissance ne deviendra le gage des créanciers, qu'à la condition que les charges corrélatives soient exécutées. Ainsi, dans le cas où le failli aurait la jouissance légale des biens de ses enfants mineurs de dix-huit ans, la masse ne pourra prétendre qu'à la partie des revenus restée libre aux mains du père après acquittement des charges énumérées en l'art. 385 c. civ. (Rép. n° 186; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 6, § 550 bis, p. 84; Demolombe, *Puissance paternelle*, t. 6, n° 528 et suiv.; Marcadé, *Explication du code civil*,

sur l'art. 385, n° 158; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2667; Proudhon, *Usufruit*, t. 1, n° 219; Chardon, *Puissance paternelle*, n° 109; Magnin, *Des minorités*, t. 1, n° 283).

Les mêmes principes doivent être appliqués au droit de jouissance qui, suivant les régimes, peut appartenir au mari sur la fortune de la femme (Comp. Rép. n° 186; *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 1213 et suiv., 1235).

**403.** Des doutes s'élèvent parfois sur le point de savoir si telle valeur est ou non entrée dans le patrimoine personnel du failli, et si, à ce titre, elle doit tomber sous la mainmise dont ce patrimoine est l'objet au profit de la masse. C'est principalement au sujet des contrats d'assurances sur la vie que les difficultés se sont élevées. Nous avons déjà exposé *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 440 et suiv., la théorie de la jurisprudence sur la solution des conflits entre les créanciers de l'assuré et les héritiers ou les tiers bénéficiaires du capital assuré; mais il est nécessaire de la rappeler ici brièvement, dans ses applications au cas de faillite de l'assuré.

Une assurance sur la vie peut être stipulée, soit au profit des héritiers de l'assuré, soit au profit d'un tiers nominativement désigné. Si l'assurance a été contractée au profit des héritiers, le capital assuré fait partie du gage des créanciers de l'assuré et peut, dès lors, être réclamé par la faillite de l'assuré, s'il vient à décéder au cours des opérations de ladite faillite; telle est du moins la doctrine qui prévaut aujourd'hui en jurisprudence. V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 433 et suiv.; 444.) La seule question délicate est de savoir quels sont les droits du syndic sur la police, du vivant de l'assuré, et alors que la créance du capital assuré n'est point encore exigible. Dans la pratique, les compagnies d'assurances tendent à admettre les créanciers de la masse à exercer de son chef le rachat de la police avec l'autorisation du juge-commissaire. (Comp. en ce sens Paris, 5 mars 1873, *Journal des assurances*, 1873, p. 288). Mais la jurisprudence la plus récente, et la plupart des auteurs, décident, au contraire, que le droit pour l'assuré de réclamer le rachat est un droit strictement attaché à la personne, que les créanciers ne sauraient, en conséquence, être admis à exercer en son nom sans son consentement, sauf à faire valoir leurs droits à l'échéance sur le capital réduit. Cette solution peut se justifier théoriquement par un double motif: 1° le droit au rachat pour l'assuré se rattache à un ordre de faits et de sentiments où il paraît impossible d'admettre que la volonté d'un tiers puisse devenir prépondérante et se substituer à la volonté du père de famille; — 2° Le syndic ne peut faire de nouveaux contrats (or le rachat est un contrat nouveau) que relativement à des biens sur lesquels les créanciers ont un droit de gage; or ce droit de gage ne porte pas sur les droits dérivant du contrat d'assurance sur la vie tant que la somme assurée n'est pas devenue exigible par le décès, ces droits ayant un caractère exclusivement personnel (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 442; *Adde*: Rouen, 18 janv. 1884 (2); Mornard, De

(1) (Synd. Pignet.) — Le sieur Cl.-J. Pignet est décédé après avoir institué par testament trois héritiers. Deux d'entre eux ont accepté la succession sous bénéfice d'inventaire: le troisième, M. Pignet ayant été déclaré en faillite, le syndic s'est présenté au greffe du tribunal civil pour y faire, en cette qualité, la même déclaration que les cohéritiers du failli. Le greffier ayant refusé de la transcrire sur ses registres, le syndic s'est pourvu devant le tribunal qui l'a, par jugement du 14 avr. 1885, débouté de sa demande. Sur l'appel du syndic, est intervenu un arrêt infirmatif de la cour de justice de Genève, ainsi conçu: — La cour: — La question soumise à la cour est la suivante: « Le syndic d'une faillite a-t-il pouvoir pour accepter seul, sous bénéfice d'inventaire, une succession échue au failli »? — Considérant qu'aux termes de l'art 443 de la loi sur les faillites, le jugement déclaratif emporte de plein droit dessaisissement pour le failli de l'administration de ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir pendant la faillite; que, d'autre part, d'après les principes sur la matière, le syndic est le représentant légal du failli et des créanciers pour tout ce qui concerne cette même administration; qu'il résulte de là que le syndic a le pouvoir de faire seul, en cette double qualité, tous les actes qui concernent cette gestion; — Considérant que l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire ne constitue au fond, et quant à ses effets, qu'un simple acte d'administration, ou plutôt une mesure conservatoire, n'entraînant aucune obligation ou responsabilité ni pour le failli ni pour

le créancier, et n'ayant pour but que de reconnaître l'état actif et passif de l'héritage; qu'il pourra en être autrement, quand il s'agira d'accepter ou de répudier la succession d'une manière définitive; que, d'autre part, il ne s'agit pas, en l'espèce, de l'exercice d'un droit attaché à la personne du failli, puisque l'art. 788 c. civ. autorise les créanciers à se faire autoriser à l'acceptation de l'hérédité; — Par ces motifs; — Réforme le jugement rendu par le tribunal civil, le 14 avr. 1885; — Et, statuant à nouveau; — Dit et ordonne que le greffier dudit tribunal est tenu de recevoir la déclaration d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, faite par Jalliet-Perrin en sa qualité de syndic à la faillite Pignet, de la succession de Cl.-J. Pignet, pour valoir ce que de droit, etc.

Du 21 sept. 1885.-C. de justice de Genève.-M. Bard pr.

(2) (Dumont C. Boudevillain.) — Le 28 févr. 1883, jugement du tribunal civil des Andelys ainsi conçu: — Considérant que la Compagnie le Monde a passé au greffe de ce tribunal, le 9 janvier dernier, sa déclaration affirmative, aux termes de laquelle le contrat souscrit par Dumont se trouverait, par suite de non-paiement des primes, soit réduit à 1075 fr., payables au décès de Dumont, soit sujet à rachat, et que la valeur de ce rachat serait de 341 fr.; que Boudevillain, exerçant les droits de son débiteur Dumont, déclare opter pour le rachat immédiat moyennant 341 fr.; que les époux Dumont soutiennent que la saisie-

la nature de l'assurance sur la vie et spécialement de ses effets après la mort de l'assuré p. 320; Fey, *Code des assurances sur la vie*, n° 125; Lyon-Caen, note sous Rouen, 18 janv. 1884). — La même solution doit être donnée, par identité de motifs, en ce qui concerne le droit de réduction de l'assurance (Fey, n° 125) et le droit de donner à celle-ci son plein et entier effet en continuant le paiement des primes; il faudrait donc, pour cette continuation, le consentement de l'assuré (Mornard, p. 312; Couteau, t. 2, n° 312. Comp. cependant Req. 22 avr. 1879, aff. Comp. la Caisse paternelle, D. P. 80. 1. 25. Comp. *supra*, v° Assurances, n° 440-444).

404. L'assurance peut, en second lieu, être contractée au profit d'un tiers nominativement désigné. En ce cas, aux termes d'une jurisprudence constante, le droit de créance appartenant au bénéficiaire de la police est un droit personnel ne reposant que sur sa tête, et qui ne peut, dès lors, être considéré comme faisant partie du patrimoine du stipulant, soit au moment de son décès, de manière à former une valeur successorale gage des créanciers de la succession, soit au moment de sa faillite, de manière à former une valeur de faillite susceptible d'être revendiquée par la masse créancière. Le syndic de la faillite ne peut donc ni en réaliser la valeur actuelle par un rachat, une réduction ou une cession, ni même, en cas de décès du débiteur assuré, survenu postérieurement à la déclaration de faillite, poursuivre l'assureur en paiement du capital stipulé (V. *supra*, v° Assurances terrestres, n° 427; 445. *Adde* : Civ. cass. 16 janv. 1888, aff. Desprez, D. P. 88. 1. 77; Civ. rej. 6 févr. 1888, aff. Dutigny, D. P. 88. 1. 193).

La jurisprudence allemande suit en cette matière le même principe que la jurisprudence française. Elle décide, en effet, que, si l'assurance a été contractée dès le début au profit d'un tiers ou a été mise à son nom plus tard, ce tiers recueille la somme, non comme héritier, mais de son chef, et que la masse des créanciers n'y a aucun droit. Si au contraire le destinataire n'est pas dénommé, spécialement quand la police est au porteur et se retrouve dans la succession, le capital assuré fait partie du gage des créanciers (*Reichsgericht*, 4 juin 1886, *Annales*, 1888, t. 2, p. 142).

405. La seule difficulté est de savoir si la faillite de l'assuré peut, à défaut du capital assuré, exiger la restitution des primes par lui payées, alors du moins que le tiers béné-

ficiaire n'a accepté la stipulation faite à son profit que postérieurement à la faillite. Si le contrat a été passé au cours de la période suspecte, il n'est pas douteux que le rapport à la masse peut en être exigé (V. *infra*, art. 3). Mais la question est plus délicate dans le cas où le contrat est intervenu avant la cessation des paiements. La jurisprudence tend à admettre une distinction suivant la provenance des deniers : le rapport serait dû si l'assuré avait acquitté les primes au moyen d'un prélèvement sur son capital, il ne serait pas dû si les primes avaient été exclusivement prélevées sur ses revenus; telle est du moins la distinction qui semble ressortir des motifs d'un arrêt de la cour de cassation du 22 févr. 1888, aff. faillite Barbier (D. P. 88. 1. 198), intervenu à l'occasion d'une stipulation d'assurance faite par un mari au profit de sa femme. Il serait plus juridique, croyons-nous, d'obliger en tout cas le bénéficiaire au rapport des primes. Quelle que soit, en effet, la nature du droit du bénéficiaire sur le capital assuré, il est un fait certain, c'est que ces primes proviennent du patrimoine de l'assuré, qui les a acquittées, soit à titre d'avances remboursables, soit *donandi animo*. S'agit-il d'une simple avance, la succession de l'assuré est *ipso facto* créancière d'une somme égale aux primes payées; s'agit-il d'une libéralité, en ce cas même le rapport est dû, car la donation ne devient parfaite que par l'acceptation du tiers désigné; or, par hypothèse, cette acceptation n'est intervenue qu'au cours de la faillite, et ce serait, croyons-nous, attribuer une portée excessive à la fiction de la rétroactivité de l'acceptation que d'exempter, en pareil cas, le bénéficiaire du rapport d'une somme dont le patrimoine du failli se trouve nécessairement diminué.

406. Le principe d'après lequel le bénéficiaire de l'assurance est investi, sur le capital assuré, d'un droit propre et opposable à la masse de la faillite du stipulant (la question du rapport des primes étant réservée) doit recevoir son application, non seulement quand il accepte avant, mais même quand son acceptation intervient après la déclaration de faillite. De même, en effet, que l'acceptation du bénéficiaire peut intervenir, d'après la jurisprudence, après le décès du stipulant (art. 1121 c. civ.), de même aussi peut-elle valablement intervenir après la faillite de l'assuré (Arrêts précités des 8 févr. et 29 mars 1888). Et, comme cette acceptation *rétroagit* au jour du contrat, il reste vrai de dire que le capital assuré n'a jamais fait partie du gage

arrêt de Boudevillain ne saurait frapper une police d'assurance qui n'est payable qu'au décès du sieur Dumont, et, en cas de décès de la dame Dumont, entre les mains des enfants Dumont; — Considérant que la saisie-arrêt ne porte pas sur la police d'assurance, mais bien sur ce qui peut être dû aux époux Dumont par la compagnie; que, de la déclaration affirmative passée par ladite compagnie, il résulte que, dans l'état actuel des choses, Dumont a le droit de racheter le contrat, et qu'en ce cas il lui est dû immédiatement une somme de 341 fr.; qu'aux termes de l'art. 1166 c. civ., Boudevillain, créancier de Dumont, peut exercer les droits et actions de son débiteur; que la saisie-arrêt procède donc bien, et que le *Monde* devra payer à Boudevillain la somme de 341 fr., par lui due à Dumont; — Déclare les époux Dumont mal fondés dans leur opposition à poursuites; — Dit que la Compagnie le *Monde* payera aux mains de Boudevillain la somme de 341 fr., etc. ». — Appel par les époux Dumont. — Arrêt.

La cour; — Attendu que c'est à tort que le premier juge a autorisé au profit de Boudevillain l'exercice par celui-ci de la faculté de rachat, et a validé la saisie sur la somme de 341 fr., valeur dudit rachat; que telle ne peut être la portée de cette saisie; que la police du 25 juin entre le *Monde* et Dumont devait garantir, au décès de Dumont, le paiement d'une somme de 10000 fr., soit au profit de la dame Dumont, née Martel, sa femme, soit, au cas de décès de celle-ci, au profit des enfants issus de leur mariage; que le paiement des primes ayant été, après plusieurs années de paiement, suspendu, la police conservait, aux termes de l'art. 10 des conditions générales, une valeur réduite à calculer sur des bases convenues lors de la formation du contrat, et toujours payable à la même époque et au profit des mêmes bénéficiaires; — Attendu que, si la bénéficiaire tout d'abord indiquée au contrat, la dame Dumont, se trouve engagée et atteinte, à raison de sa qualité de débitrice solidaire de Boudevillain; que, s'il peut être prétendu, en ce qui concerne les enfants issus du mariage, et non autrement désignés, qu'ils ne peuvent et ne doivent, le cas échéant, intervenir dans l'espèce que comme héritiers; que si, en outre, il ne paraît pas qu'il y ait lieu de s'arrêter à l'acceptation par la dame Martel, aïeule des

mineurs, du bénéfice éventuel de la police, tardivement notifié au cours de l'instance d'appel, le 24 déc. 1883, pour faire échec au droit du créancier saisissant, antérieurement exercé par celui-ci, on ne saurait néanmoins méconnaître qu'il y a eu là, de la part du mari, père de famille alors *in bonis*, une disposition régulière en la forme et au fond, arrêtée par lui en conformité avec ses sentiments intimes et pour obéir à des calculs et à des préoccupations dont personnellement et seul il devait être l'appréciateur souverain et rester le juge; qu'on se trouve, par là même, conduit à reconnaître que la faculté de rachat par la compagnie, à la demande des intéressés, se rattache à un ordre de faits et de sentiments où il paraît impossible d'admettre que la volonté d'un tiers puisse devenir prépondérante et se substituer à la volonté du père de famille; que l'on comprend sans doute que l'on doit assurer le droit du créancier s'exerçant sur la valeur réduite de l'assurance; que celui-ci doit profiter ainsi le cas échéant, avec l'exigibilité prévue et différée jusqu'au décès de l'assuré, d'un contrat maintenu par là dans les conditions mêmes où il a été créé et suivant régulièrement son cours; que par là, en outre, se trouve sauvegardé l'intérêt du débiteur qui, au lieu de ne se libérer par le prix du rachat qu'à concurrence du tiers de la valeur réduite, pourrait, au contraire, profiter pour l'acquit de la dette et en vue de sa libération de la valeur deux fois supérieure de la valeur réduite elle-même; mais qu'en outre, et au-dessus de cet intérêt, il semble qu'il convient bien mieux encore d'attribuer un caractère tout personnel au droit de rachat, par cette raison qu'en agissant autrement on arriverait à mettre indirectement dans la main du créancier, contre les prévisions du contrat, contre l'intention et la volonté incontestable de l'assuré, une rétractation et une révocation des libéralités voulues par celui-ci; — Par ces motifs; — Dit que la saisie-arrêt conduite aux mains de la Compagnie le *Monde* ne doit pas porter sur le prix du rachat de l'assurance contractée par Dumont, mais seulement sur la valeur réduite au jour de l'échéance prévue, etc.

Du 18 janv. 1884. — C. de Rouen, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Couvet, pr.-Lesueur, av. gén.-d'Estaintot et Milliard (du barreau de Paris), av.

des créanciers, et qu'il ne peut, dès lors, être revendiqué par la masse (Mêmes arrêts. Conf. Demolombe, *Donations*, t. 3, n° 34; Aubry et Rau, t. 4, p. 314, § 343 *ter*; Larombière, *Obligations*, t. 1, art. 1121, n° 8).

407. C'est par ce principe de la rétroactivité de l'acceptation que la jurisprudence a résolu la question de savoir à qui doit appartenir, en cas de faillite, le bénéfice d'une assurance *mûte*, c'est-à-dire d'une police contractée par le stipulant, sur sa propre vie, pour un capital payable, à une date fixe, à lui-même s'il vit encore à cette époque, et à sa femme, à ses enfants ou à un tiers aussitôt après son décès. La cour de cassation après quelque hésitation (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 439) a décidé que la stipulation faite au profit de la femme l'étant sous la condition suspensive du décès du mari, et toute condition suspensive ayant un effet rétroactif au jour du contrat, le décès du mari avant l'époque fixée pour le paiement de la prime aux mains du stipulant devait avoir pour effet de faire réputer la femme bénéficiaire de la police du jour même du contrat, et de soustraire, par conséquent, le capital assuré au gage des créanciers (Civ. rej. 6 févr. 1888, aff. Dutigny, D. P. 88. 1. 193). La même solution avait été antérieurement admise par la cour d'Orléans (26 mars 1887, aff. Letranc, D. P. 88. 2. 141) dans une hypothèse où le bénéficiaire désigné en seconde ligne était un enfant du stipulant.

408. L'application des mêmes principes devrait conduire à décider que, lorsque l'assuré a usé du droit qui lui appartenait, avant toute acceptation de la part du bénéficiaire primitif, d'attribuer à une autre personne le bénéfice de l'assurance, l'acceptation de cette dernière, ayant un effet rétroactif, n'en doit pas moins avoir pour effet de soustraire la police au gage des créanciers de la faillite. On a indiqué *supra* v° *Assurances terrestres*, n° 438, quelles étaient sur ce point les décisions de la jurisprudence, qui n'avait pas eu l'occasion de la résoudre d'une façon directe et précise. Depuis, la cour de cassation a jugé, dans le sens que l'on vient d'indiquer que, si le bénéfice d'une assurance, d'abord stipulé au profit d'une personne, a été ensuite, et avant l'acceptation de celle-ci, attribué à une autre, par un *avenant* signé de l'assuré, de l'assureur et du second bénéficiaire, cette circonstance ne peut être utilement invoquée par le syndic, pour soutenir qu'il y a eu par ce moyen, soit un transport de créance, soit une constitution de gage, subordonnés l'un et l'autre, pour leur validité au regard de la faillite, à la signification à la compagnie débitrice, conformément aux art. 1690 et 2075 c. civ. (Civ. cass. 16 janv. 1888, cité *supra*, n° 404). L'*avenant* modificatif, souscrit dans les conditions indiquées, conserve à la convention son caractère essentiel de contrat d'assurance sur la vie, contrat spécial, exclusivement soumis, pour sa validité, à l'accord du stipulant et de la compagnie, manifesté par leur intervention à l'*avenant* (Même arrêt). La faillite ne pourrait plus, dès lors, revendiquer le bénéfice de l'assurance que dans deux cas : 1° si le tiers a déclaré renoncer au bénéfice de la stipulation faite en sa faveur ; 2° si, avant toute acceptation du tiers désigné, le stipulant avait, en vertu du droit que lui conférerait expressément la police, ou de la faculté générale que la loi confère à tous les stipulants pour autrui, révoqué l'offre de libéralité contenue dans la police, et s'était appliqué le bénéfice de l'assurance, comme s'il eût stipulé d'une manière générale pour ses héritiers et ayants droit, formule vague et insuffisante pour faire sortir le capital assuré du patrimoine propre de l'assuré.

Mais les cours d'appel ne se sont pas unanimement ralliées à la doctrine de la cour suprême. Il a été jugé, en effet, contrairement à cette doctrine, qu'une assurance sur la vie, contractée même au profit de tiers spécialement désignés, ne confère à ces tiers un droit de créance direct et personnel contre la compagnie d'assurances qu'à la condition que l'assuré ne se soit pas réservé le droit de disposer du bénéfice de l'assurance (Douai, 3 juin 1885, arrêt cassé par l'arrêt du 16 janv. 1888, cité *supra*, n° 404; Douai, 6 déc. 1886, aff. Bourdel, D. P. 88. 2. 140; Caen, 3 janv. 1888, aff. Veuve Lemonnier, D. P. 89. 2. 129); qu'en conséquence, le capital assuré doit être considéré comme faisant partie du patrimoine de l'assuré et du gage de ses créanciers, soit dans le cas où il serait spécifié dans la police que la somme totale promise par l'assureur serait divisée en parts représentées

par des billets à ordre mis à la disposition de l'assuré, en sorte que la compagnie s'engageait à payer le capital, soit aux tiers porteurs, soit subsidiairement à la femme et aux enfants de l'assuré (Douai, 6 déc. 1886 précité);... soit dans le cas où la police est stipulée rachetable, et cessible par voie de transfert sur le titre (Caen, 3 janv. 1888, arrêt précité).

409. Il semble, au premier abord, que la doctrine de ces arrêts puisse se concilier avec celle de la cour suprême; car, pourrait-on dire, dans les espèces sur lesquelles la chambre civile a statué, la police n'était pas endossable. Mais, ainsi que l'a démontré M. Labbé (note sous Douai 6 déc. 1886), la formule des arrêts de Douai et de Caen est manifestement contraire à l'esprit des décisions de la cour suprême, si l'on veut bien remarquer qu'en fait, dans presque tous les cas, l'assuré conserve jusqu'à sa mort, la faculté de disposer de la police. En effet, d'une part, la clause de rachat, par laquelle un assuré qui veut cesser le service des primes reçoit une quote-part du capital proportionnelle aux versements déjà effectués, figure dans presque toutes les polices; d'autre part, il est constant en jurisprudence, et l'arrêt cité *supra* n° 404, du 16 janv. 1888, pose en principe que l'assuré peut toujours, même en l'absence d'une clause à ordre, changer le nom du bénéficiaire par un *avenant* conclu avec la compagnie, soit pour s'en appliquer le bénéfice, soit pour le transmettre à un tiers. Il est donc vrai de dire que l'assuré a la libre disposition de la police, même dans le cas où celle-ci ne contient pas la clause à ordre, et cependant la cour suprême n'hésite pas à placer l'assurance en dehors du gage des créanciers.

Ce droit de libre disposition, appartenant à l'assuré sur la police, apparaît surtout avec netteté dans le cas, très fréquent, où les personnes désignées dans la police sont la femme et les enfants du stipulant. Jamais, en effet, ces personnes, à la différence du tiers bénéficiaire étranger qui peut incontestablement accepter aussitôt que l'offre de libéralité contenue dans la police lui a été notifiée, ne se trouvent en situation d'accepter du vivant du chef de la famille. Or, dans la théorie admise par les cours de Douai et de Caen, cette circonstance de la non-acceptation par les bénéficiaires du vivant du *de cuius* aura pour effet nécessaire de maintenir le bénéfice de l'assurance dans le patrimoine de l'assuré, tandis que, d'après la cour suprême, l'acceptation posthume desdits bénéficiaires suffit à le soustraire au gage des créanciers. Il y a donc bien antinomie et opposition formelle entre les deux théories. (V. Boistel, Dissertation insérée D. P. 89. 2. 129).

410. Sur le terrain purement juridique, la doctrine professée par les cours d'appel peut se défendre par des arguments sérieux : une valeur dont l'assuré conserve sa vie durant la libre disposition, dont il a pu se servir comme d'un instrument de crédit, est une valeur du patrimoine, qu'il ne lui appartenait pas de rendre insaisissable (art. 2093).

Législativement, au contraire, la théorie de la cour suprême paraît préférable; il importe, en effet, que le capital assuré par un père de famille puisse être soustrait à la faillite et réservé à la femme et aux enfants du failli, à la condition, toutefois, que la masse ait droit à la restitution intégrale des primes acquittées des deniers du failli, le bénéficiaire de la police ne réalisant en somme aucun enrichissement injuste au détriment de la masse et ne profitant que de l'*alea* (V. sur le rapport des primes à la masse, *supra*, n° 406. — Comp. Labbé, note sur l'arrêt de la cour de Douai du 14 déc. 1887).

411. Dans le cas particulier où la femme du failli est bénéficiaire de l'assurance, la combinaison des art. 1121 c. civ. et 559 et 564 c. com. fait naître une difficulté spéciale qui a été examinée, *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 446 et suiv. et sur laquelle on reviendra *infra*, sect. 12.

412. Ainsi qu'on l'a démontré au Rép. n° 185, le dessaisissement doit être étendu même aux objets déclarés insaisissables pour des raisons d'humanité par l'art. 592 c. proc. civ., ainsi qu'aux pensions alimentaires adjugées par justice (art. 581-2° c. proc. civ.) (V. en ce sens, outre les auteurs cités au Répertoire : Boistel, n° 907; Namur, t. 3, n° 1640). — *Contra* : Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 72, note; Laurin, n° 967; Alauzet, t. 7, n° 2460; MM. Lyon-Caen et Renauld, t. 2 n° 2670) proposent une distinction entre les objets visés

par l'art. 592 qui ne seraient point soustraits au dessaisissement, et les pensions alimentaires adjugées par justice, lesquelles échapperaient à la mainmise du syndic. Cette distinction ne semble pas devoir être admise; le code de commerce ayant pourvu, par des dispositions spéciales, aux besoins du failli, ces pensions alimentaires ne doivent, pas plus que les autres objets insaisissables, être distraites du gage des créanciers de la masse. — La loi allemande, au contraire, déclare expressément (art. 1<sup>er</sup>) que la procédure de faillite n'englobe que les objets *saisissables* d'après le droit commun (code fédéral de procédure civile). Il n'est fait exception que pour l'usufruit du failli sur les biens de sa femme et de ses enfants : cet *usufruit* est déclaré *propriété de la masse*, sauf le droit pour le failli de réclamer sur les revenus des aliments pour lui et sa famille.

413. Quant aux sommes ou objets légués au failli avec déclaration d'*insaisissabilité*, la question doit être résolue par une distinction déjà formulée au *Rép.* n° 185. Si la donation ou l'ouverture de la succession est *postérieure* au jugement déclaratif, les créanciers de la masse n'ont aucun droit à y prétendre, puisqu'ils n'ont pas fait crédit au débiteur en considération des biens donnés. Si au contraire la libéralité est antérieure à la faillite, la masse y aura droit par application de l'art. 582 c. proc. civ. (V. en ce sens : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2874; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 73, note).

414. Mais le dessaisissement n'est certainement pas applicable aux pensions et traitements dus par l'Etat, sauf dans la mesure où les lois et règlements permettent de les saisir. L'insaisissabilité est en effet la condition de la concession de la pension; on ne peut donc admettre un dessaisissement qui aurait le même résultat qu'une saisie (*Rép.* n° 185). Spécialement, les *pensions militaires* et leurs arrérages, déclarés incessibles et insaisissables par l'art. 28 de la loi du 18 avr. 1831 et l'art. 20 de la loi du 19 mai 1834, ne sauraient être compris dans les biens auxquels s'applique le dessaisissement attaché à l'état de faillite déclarée (Trib. com. Corbeil, 31 déc. 1885, *La Loi* du 5 févr. 1886).

415. En ce qui concerne les *rentes sur l'Etat*, la jurisprudence a passé par plusieurs phases. Lors de la publication du  *Répertoire*, l'opinion la plus généralement admise était que les rentes sur l'Etat français sont absolument *insaisissables* aux termes des lois du 8 niv. an 6 (art. 4) et du 22 flor. an 7 (art. 7); qu'elles échappent, à ce titre, à toute espèce de mainmise de la part des tiers et que, cette insaisissabilité étant d'ordre public et ne comportant, dès lors, aucune exception pour le cas de faillite, les syndics n'ont pas le droit de les faire vendre au nom de la masse (*Rép. v° Trésor public*, n° 1161. Conf. Req. 8 mai 1854, aff. Syndic Granier de Venzac, D. P. 54. 1. 146). Cette théorie, basée sur les travaux préparatoires de la loi de l'an 7, et sur des considérations tirées de la nécessité pour l'Etat de fortifier son crédit en assurant aux porteurs de rentes une situation privilégiée, compte encore aujourd'hui de nombreux partisans dans la doctrine, et plusieurs cours d'appel et tribunaux de première instance y sont demeurés fidèles. — Décidé en ce sens, conformément à l'arrêt précité du 8 mai 1854, que les rentes sur l'Etat sont insaisissables dans le sens absolu du mot, et que cette insaisissabilité s'applique au titulaire des rentes même en cas de faillite; que, par suite, le syndic de la faillite ne peut obtenir la remise entre ses mains d'un titre de rente appartenant au failli et le faire vendre au profit de la masse (Aix, 31 juill. 1882, aff. Roustau, D. P. 84. 2. 94). Jugé, de même, que les lois de nivôse an 6 et 22 flor. an 7 ne se bornent pas à interdire dans l'intérêt du Trésor public et des règles de sa comptabilité, les saisies-arrêts de rentes sur l'Etat, qu'elles sont véritablement *insaisissables*, et que cette insaisissabilité a été expressément confirmée par la loi des 11-12 juin 1878 pour les nouvelles rentes 3 pour 100 amortissables; que, en conséquence, le syndic d'une faillite ne peut pas revendiquer, à l'effet de les comprendre dans l'actif et d'en distribuer la valeur aux créanciers de la masse, des titres de rente sur l'Etat donnés en nantissement par le failli avant le jugement déclaratif de faillite, sous prétexte que le transfert de ce nantissement par le Trésor, n'aurait été accompli que postérieurement audit jugement (Rouen, 6 mars 1888, aff. Lemarchand, D. P. 88. 2. 291; Rennes, 31 janv. 1889, aff. Comptoir d'escompte, D. P. 90.

2. 61. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2672; Aubry et Rau, *Droit civil français* t. 8, § 777; Demangeat sur Bravard, t. 1, p. 72, note; Laurin, n° 968; Bavelier, *Rentes sur l'Etat*, n° 43, Buchère, *Valeurs mobilières*, n° 151 et suiv.).

416. Mais, ainsi que nous l'avons dit au *Rép. v° Trésor public*, n° 1161, par un arrêt de rejet de la chambre civile de cassation du 8 mars 1859, aff. Buer, D. P. 59. 1. 145, la cour a inauguré une jurisprudence nouvelle qui, sans heurter de front le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, jusqu'alors incontesté, le condamnait virtuellement, en décidant que ce principe ne s'oppose pas à ce que le syndic, au lieu et place du failli dessaisi, procède à la vente des titres de rente appartenant au failli, dans l'intérêt de la masse. — Pour justifier cette décision, la cour établit une distinction essentielle entre la saisie ou opposition, dont les rentes ne pourraient jamais être frappées, pas plus entre les mains des tiers qu'aux mains de l'Etat, et la mainmise, conséquence du dessaisissement, qui a pour effet de faire passer au syndic l'administration des biens du failli. A la différence des créanciers agissant individuellement, le syndic, n'ayant pas besoin de recourir à la saisie, et trouvant les titres dans l'actif, pourra les faire vendre au bénéfice de la masse, attendu qu'il est le représentant légal du failli et qu'il a les mêmes droits que lui (Conf. Orléans, 9 avr. 1878, aff. Michau, *infra*, n° 1022). — Il n'est pas difficile d'établir que cette décision repose sur une pétition de principe. En effet, si les rentes sont insaisissables, elles doivent demeurer en dehors du gage des créanciers et, par conséquent, échapper au dessaisissement et à l'action du syndic. En autorisant le syndic à en poursuivre la vente, la cour suprême s'est, au fond, ralliée implicitement à la théorie d'après laquelle les lois de nivôse an 6 et floréal an 7 n'auraient pas eu pour effet ni pour but de frapper les rentes d'une insaisissabilité véritable et de les placer en dehors du gage des créanciers, mais seulement d'interdire toute opposition aux mains des agents du Trésor, l'opposition au regard des tiers demeurant licite et susceptible de produire tous ses effets légaux. Cette théorie a été expressément consacrée par un arrêt récent de la cour de Paris, aux termes duquel les rentes sur l'Etat sont susceptibles de saisie et de vente au profit des créanciers, agissant soit individuellement, soit collectivement par l'intermédiaire d'un syndic de faillite, toutes les fois que la saisie ne nécessite pas l'intervention du Trésor (Paris, 19 janv. 1886, aff. Lefeuvre, D. P. 86. 2. 233). Quand la vente a lieu à la requête d'un syndic, elle s'effectue en bourse par l'entremise d'un agent de change, sur le vu d'un jugement du tribunal de commerce autorisant l'aliénation. La signature du syndic tient alors lieu de celle du titulaire de l'inscription; mais cette inscription ne saurait être immatriculée au nom des créanciers unis, pour être ensuite vendue en leur nom, la propriété de l'actif ne passant point aux créanciers (Arrêt précité du 19 janv. 1886, réformant sur ce point le jugement du tribunal de commerce). Telle est la théorie qui paraît devoir triompher aujourd'hui en jurisprudence (Conf. Trib. civ. Bordeaux (motifs) 11 mai 1887, aff. Detaille, D. P. 88. 3. 55; Trib. civ. Seine, 16 juin 1888 (2<sup>e</sup> ch.), aff. Marcelin, *Annales*, 1888. 1. 158). Si elle est moins favorable au crédit de l'Etat, elle est assurément plus équitable que celle à laquelle elle s'est graduellement substituée, en ce qu'elle enlève aux rentiers le privilège de ne pas payer leurs dettes (Conf. Labbé, note sous Paris 19 janv. 1886; Boivin, *Des rentes sur l'Etat*, p. 112).

417. Certaines cours ont cru devoir, toutefois, s'attacher *in terminis* au système intermédiaire consacré par l'arrêt de la cour suprême de 1859, et revenir au principe de l'insaisissabilité pour tous les cas où le syndic ne pourrait rentrer en possession des titres que par une voie d'exécution. — Jugé, en ce sens, que la rente sur l'Etat étant insaisissable dans le sens le plus absolu du mot, le syndic de faillite ne pourrait en poursuivre la vente que du chef du failli, comme son mandataire légal. En conséquence, si la rente a été donnée en gage par ce failli, le syndic ne saurait, sous le prétexte que ce gage est irrégulier au regard des tiers, faire rentrer le titre dans la masse; car il procéderait ainsi comme mandataire des créanciers, au regard d'une valeur légalement affranchie de toute voie de poursuite ou d'exécution forcée (Cons. d'Et. 6 août 1878, aff. Beauvois, D. P. 79. 3. 41 (mo-



tifs); Paris, 4 déc. 1886, aff. Magnan, (motifs) D. P. 88. 1. 145; Rouen, 6 mars 1888, aff. Lemarchand, D. P. 88. 2. 291). Mais il nous paraît difficile que cette jurisprudence puisse prévaloir; elle repose, en effet, sur une véritable antinomie, la distinction qu'elle admet étant manifestement inconciliable avec le principe de l'insaisissabilité absolue de rentes sur l'Etat qui lui sert de point de départ.

418. Quant aux *bons du Trésor*, si, en règle générale, aucune opposition ne peut en empêcher le paiement, l'opposition est cependant admissible en cas de faillite du porteur, comme en matière d'effets de commerce (Rép. v° Trésor public, n° 625).

419. La question que nous venons d'examiner pour les rentes sur l'Etat se pose, dans les mêmes termes, pour les lettres de gage ou obligations foncières émises par le Crédit foncier de France, l'art. 18 du décret organique du 28 févr. 1852 contenant à leur égard une disposition analogue à celle de la loi de nivôse an 6. La solution doit donc être la même et, en admettant que cet article ait eu pour effet de rendre la saisie-arrêt impossible, non-seulement entre les mains de la société qui émet les obligations mais même aux mains des tiers, il résulterait de la doctrine de l'arrêt de 1859 cité *supra* n° 416, que ces titres d'obligations, trouvés au domicile du failli, n'en sont pas moins susceptibles d'être vendus à la diligence des syndics et au profit de la masse (Comp. Rép. v° Société de Crédit foncier, n° 113).

Les syndics auraient le même droit relativement à diverses autres créances non susceptibles de saisie-arrêt, telles que... les créances résultant des versements de sommes faits en *compte courant* à une banque autorisée;... les créances des entrepreneurs ou adjudicataires de *travaux publics*, ayant pour objet les fonds déposés dans les caisses du Trésor pour être délivrés à ces entrepreneurs;... les valeurs qui se trouvent entre les mains de l'administration des postes ou de ses agents dans une lettre chargée adressée au failli.

420. A côté des choses insaisissables, qui, à certains égards, peuvent être considérées comme des éléments actuels du patrimoine, il est certaines choses immatérielles, *res incorporales*, qui, bien que susceptibles de se transformer un jour en une valeur pécuniaire, faisant partie du gage des créanciers, n'ont pas encore subi cette transformation; telles sont les œuvres littéraires manuscrites et non encore publiées, les découvertes industrielles pour lesquelles l'inventeur n'a point encore pris de brevet. Ces manuscrits, ces découvertes ne constituent pas encore une valeur pécuniaire et, le failli ayant le droit absolu de ne jamais leur imprimer cette valeur, ils échappent nécessairement à la mainmise des créanciers. Jugé en ce sens que la découverte industrielle qui, au moment de la faillite de l'inventeur est encore à l'état de simple conception et n'a reçu aucune application pratique, reste à la libre disposition du failli, qui peut la céder à un de ses créanciers, sans que le traité intervenu à cet effet tombe sous le coup des art. 597 et 598 c. com. (Paris, 27 avr. 1872, aff. Dupont-Poulet, D. P. 73. 2. 225). — Ne pourrait-on pas, toutefois, objecter contre cette conclusion que, par le fait même de la cession volontairement consentie par le failli, la découverte est devenue une valeur pécuniaire saisissable? Il est certain que, si le failli eût pris d'abord un brevet, et cédé ce brevet à l'un de ses créanciers, la cession serait nulle; car le fait de prendre un brevet fait entrer *ipso facto* la découverte dans le patrimoine du failli, gage de ses créanciers, et il ne saurait dépendre de celui-ci d'empêcher les créanciers de se faire mettre en possession du brevet, pour l'aliéner ou l'exploiter à leur profit (V. Blanc, *Code des inventions*, p. 487; Renouard, *Traité des brevets d'invention*, n° 101; Pouillet, *id.*, 3<sup>e</sup> éd., 1889, n° 89; Rép. v° Brevet d'invention, n° 99; V. toutefois Geoffroy, *Code pratique des faillites*, p. 435, et Nougier, *Des brevets d'invention*, n° 46). Mais, dans l'espèce, le failli avait cédé son droit avant d'avoir pris un brevet, et c'était le créancier qui avait pris le brevet. Dans ces conditions, la solution de l'arrêt se justifie parfaitement; même en laissant de côté la bonne foi du cessionnaire, souverainement constatée par l'arrêt, et la part qu'il avait prise au perfectionnement de la découverte dont l'idée mère appartenait au failli, on doit reconnaître que la cession de cette découverte ne rentrait pas dans la catégorie des traités particuliers prévus par cette disposition, puisque, dans l'état où elle se trouvait au moment de la faillite, l'invention ne

pouvait pas être considérée comme un bien proprement dit, comme une portion de l'actif du cédant. Dans cette situation, le droit des créanciers se bornait à mettre la main sur les appointements alloués au failli par la société créée pour l'exploitation du brevet dont il s'agit, et sur sa part dans les bénéfices que cette société pouvait réaliser, conformément au principe qui attribue à la masse, dans la mesure et sous les conditions déterminées par la doctrine et la jurisprudence, les produits du travail et de l'industrie du failli (V. sur ce principe, *infra*, n° 440 et suiv.).

421. — III. EFFETS DU DESSAISISSEMENT. — 1° Droits des créanciers antérieurs à la faillite; contrats antérieurs ou postérieurs au jugement déclaratif. — Le dessaisissement, avons-nous dit, n'a pour effet ni de transférer à la masse la propriété des biens du failli, ni de le frapper d'incapacité légale; mais, s'il conserve le droit d'acquiescer, d'aliéner et de s'obliger, les créanciers antérieurs à la faillite ont, à raison du dessaisissement opéré à leur profit par l'effet du jugement déclaratif, un droit de mainmise sur les biens existant au jour de ce jugement et sur ceux acquis durant l'état de faillite, droit en vertu duquel ils ne sont pas tenus de respecter les actes que peut faire le failli, alors qu'ils en éprouvent quelque préjudice: ces actes sont nuls à leur égard et ne sont obligatoires que pour le failli (Comp. Rép. n° 198). La masse de la faillite peut donc tenir pour non avenus à son égard les actes de disposition ou d'administration du failli (Rép. n° 189)... les engagements par lui contractés, les paiements par lui faits ou reçus (Rép. n° 189). Ainsi, lorsque le failli, tireur d'une lettre de change, en a fourni la provision au tiré après la déclaration de faillite, l'envoi de cette provision est nul à l'égard de la masse qui peut en revendiquer le montant contre le tiré, à l'exclusion du porteur (V. *supra*, v° Effets de commerce, n° 75).

422. En ce qui concerne la provision faite par le tireur dans les dix jours antérieurs à la cessation de ses paiements, et la provision faite avant ces dix jours pour servir au paiement d'une lettre de change échue après la déclaration de la faillite, V. *infra*, art. 3.

423. Le dessaisissement étant général, on doit décider que les obligations même résultant d'un fait illicite, délit ou quasi-délit, commis par le débiteur depuis le jugement déclaratif, sont inopposables à la masse et ne sauraient, par suite, être exécutées sur l'actif de la faillite (Civ. cass. 11 août 1857, aff. Metzger, D. P. 57. 1. 342, motifs; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2664; Boistel, n° 911). Par les mêmes motifs, on doit décider que l'obligation contractée par une femme mariée commune en biens avec l'autorisation de son mari (autorisation d'ailleurs valable en elle-même), ne saurait produire aucun effet préjudiciable à la masse; le créancier de la femme ne saurait donc être admis à se prévaloir des art. 1419 c. civ. et 5. c. com., pour se présenter à la faillite comme créancier du mari.

424. La question de savoir si un acte émané du failli doit ou non être considéré comme postérieur au jugement déclaratif et s'il est, par suite, opposable ou non à la masse, ne laisse pas que de présenter des difficultés dans certains cas, notamment dans les trois cas suivants: 1° dation en paiement de valeurs, dont le montant n'est acquitté qu'après la faillite; 2° condamnation prononcée après la faillite pour faits antérieurs à celle-ci; 3° contrat par correspondance.

Dans le premier cas, l'on doit considérer la dation en paiement comme réalisée par le seul fait de la remise des valeurs; jugé, en ce sens, que le créancier auquel le failli a donné en paiement, antérieurement à la faillite, des valeurs qu'il a chargé un banquier de recouvrer pour le compte de ce créancier, est réputé avoir reçu ce paiement avant la faillite, bien qu'il n'ait reçu du banquier le montant des valeurs dont il s'agit, que postérieurement à la faillite (Civ. rej. 16 août 1869, aff. Legoux, D. P. 69. 1. 530). — Il en doit être de même, à plus forte raison, des dommages-intérêts, créance née en réalité du délit, et non pas du jugement qui ne fait que la constater et en fixer le chiffre (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2664, p. 654, note 2). La créance du Trésor en paiement de l'amende n'existe, au contraire, que du jour du jugement prononçant l'amende; elle ne peut donc figurer au passif de la faillite du condamné, si la condamnation est postérieure à la déclaration de cette

faillite, quoique les faits qui l'ont motivée soient antérieurs (Rennes, 27 déc. 1847, aff. Girard, D. P. 49. 2. 217; Civ. rej. 11 août 1857, deux arrêts cassant, sur ce chef, les arrêts des cours de Metz, 28 févr. 1856, aff. Metzger, D. P. 57. 2. 51, et Besançon, 30 août 1856, aff. Sucillon, D. P. 57. 2. 51, qui, à cet égard, s'étaient prononcés en sens contraire). Dans la troisième hypothèse (*contrats par correspondance*), des difficultés se sont élevées dans la pratique sur la question de savoir à quel moment le contrat doit être considéré comme *parfait* (V. *infra*, v° *Obligations*). Dans l'opinion qui ne considère le marché comme parfait que du jour où la lettre d'acceptation est *parvenue* à l'auteur de l'offre, si l'une des parties vient à tomber en faillite dans l'intervalle qui s'écoule entre l'envoi et la réception de la lettre d'acceptation, le contrat doit être considéré comme inopposable à la masse; si l'on admet que le contrat est parfait dès l'acceptation, il suffit que cette acceptation ait été envoyée avant la faillite pour que le contrat soit opposable à la masse.

425. Si le contrat est *parfait* avant le jugement déclaratif, la circonstance que l'exécution n'en aurait pas encore eu lieu, ou n'aurait eu lieu que partiellement avant la faillite, ne saurait avoir pour effet de le rendre inopposable à la masse; toutefois, ainsi qu'on le verra ultérieurement, l'inexécution par le syndic des obligations que ce contrat impose au failli ne confère pas à la partie adverse les moyens de contrainte ordinaire. En matière de vente, notamment, le vendeur n'a vis-à-vis de la faillite de l'acheteur qu'un droit de rétention, s'il n'a pas encore livré l'objet vendu; mais il n'a ni privilège ni action résolutoire (art. 577 et 578 c. com.). Quant à l'acheteur d'un corps certain, il peut certainement revendiquer contre la faillite l'objet dont il est devenu propriétaire (Comp. *infra*, sect. 15). — S'il s'agit d'une obligation *conditionnelle*, contractée avant la faillite, il importe peu que la condition se réalise seulement après le jugement déclaratif; en effet, la condition rétroagit au jour de la convention. Décidé, par application de ces principes, que, bien que des sinistres réassurés n'aient été découverts qu'après la faillite du réassureur et n'aient pu être portés au compte courant, ils sont néanmoins soumis aux règles de ce compte, dans lequel ils ont dû être compris d'après la stipulation originaire, si la réassurance qui les concerne a été contractée avant la faillite (Montpellier, 15 mai 1872, aff. Comp. de l'Afrique française, D. P. 74. 2. 165). Le sinistre est, en effet, la condition à laquelle est subordonnée la naissance de la créance de l'assuré contre la compagnie d'assurances, et de celle-ci contre la réassurance; dès l'instant que le sinistre est antérieur à la faillite, il doit donc être porté au compte courant existant entre l'assureur et le réassureur.

426. Il importe, d'ailleurs, de remarquer que si, dans les hypothèses précédentes, la faillite doit respecter les contrats passés par le débiteur, les tiers qui ont traité avec ce dernier demeurent réciproquement obligés, nonobstant la faillite, envers le syndic, représentant du failli. Jugé en ce sens qu'une promesse unilatérale de vente, d'ailleurs réalisable à un terme encore éloigné et dont le paiement comptant est la condition substantielle, n'est pas annulée par le seul fait de la faillite et de l'insolvabilité actuelle du bénéficiaire de la promesse; que, par suite, les droits résultant de cette promesse, alors du moins qu'elle n'a pas été accordée exclusivement en vue de la personne du bénéficiaire, peu-

vent être cédés par le syndic de la faillite de ce dernier, pourvu que la cession soit faite sur les clauses et conditions de la promesse elle-même (Douai, 30 juill. 1883 (1). V. conf. Laurent, *Principes de droit civil*, t. 24 n° 12).

427. La faillite est, en cas de contrat engendrant des obligations *successives* destinées à se perpétuer pendant un temps plus ou moins long, une cause soit facultative, soit légale et obligatoire de résiliation du contrat. En matière de bail, la résiliation est facultative pour le syndic (art. 450 et 550 nouv. c. com., loi du 12 févr. 1872, V. *infra*, sect. 12). Et si celui-ci opte pour la continuation du bail, la masse des créanciers, investis des droits et obligations du locataire, est tenue envers le propriétaire au paiement des loyers, aux lieu et place du failli (Req. 11 déc. 1877, aff. syndic Hoffmann, D. P. 79. 3. 224). Cette obligation pour la faillite, dans le cas où elle opte pour la continuation du bail, d'en supporter toutes les charges, est la conséquence logique de la corrélation nécessaire existant entre la jouissance des lieux loués et l'obligation au paiement des loyers, représentation de cette jouissance.

428. La même solution doit être donnée, par identité de motifs, pour le cas où le failli aurait, antérieurement à la faillite, passé avec un tiers deux contrats distincts, mais *connexes*, dont l'un serait la contre-partie de l'autre. En ce cas, le syndic ne pourrait demander la résiliation de l'un sans perdre les avantages résultant de l'autre, ou réciproquement exercer les droits résultant de l'un, sans être tenu *ipso facto* des obligations qui dérivent de l'autre contrat. Ces principes ont été appliqués dans les circonstances suivantes: la cour de Grenoble, dans un arrêt du 31 janv. 1887, avait décidé, par appréciation de l'intention des parties, que l'engagement pris par une compagnie de payer une rente viagère à un crédi-rentier sous la promesse du versement d'un capital, et la concession d'hypothèque faite par le crédi-rentier, dans un acte distinct, à ladite compagnie, pour répondre dudit capital dont il devait rester redevable jusqu'à sa mort, constituaient les termes corrélatifs d'une convention unique. La cour de cassation a décidé que cette appréciation était souveraine, qu'il appartenait aux juges du fond de décider que les deux actes se liaient entre eux et formaient les parties corrélatives d'une seule convention, et qu'en cas de faillite d'un des cointerlocuteurs, il ne pouvait dépendre de la masse des créanciers, saisie des droits du failli, de scinder cette convention, dont les deux stipulations opposées étaient la contre-partie l'une de l'autre (Req. 13 mars 1888, aff. Faillite du Crédit viager, D. P. 88. 1. 357. Conf. dans le même sens: Civ. rej. 1<sup>re</sup> déc. 1886, aff. Cauchetier, D. P. 87. 1. 102). Puis, faisant l'application de ces principes à l'espèce, la cour suprême a décidé que, dans le cas où la compagnie, ayant fait faillite, ne peut plus continuer le service de la rente viagère, le crédi-rentier qui, en vertu d'une clause spéciale, poursuit la résolution de la convention, doit l'obtenir intégralement; qu'il doit, par conséquent, être affranchi de son obligation hypothécaire, sans que le syndic puisse la faire considérer comme un de ces éléments d'actif, qui, une fois entrés dans le patrimoine du failli, ne sauraient plus en ressortir, et sont acquis à la masse (Même arrêt du 13 mars 1888). — Cette doctrine doit être pleinement approuvée. Assurément, en matière de faillite, il est des cas où ce qui est entré dans le patrimoine du failli ne peut plus en ressortir une fois la faillite déclarée, et

(1) (Counilhac C. Bureau.) — La cour; — Attendu qu'une promesse unilatérale de vente constitue un droit acquis en faveur des bénéficiaires; que cette promesse est, comme tous les autres droits, transmissible de sa nature, à moins qu'elle ne soit exclusivement accordée en vue de la personne du bénéficiaire; — Attendu que la promesse souscrite par les époux Bureau à Georges Counilhac, le 1<sup>er</sup> févr. 1879, ne contient pas la mention expresse qu'elle ait été exclusivement faite en vue de la personne de Georges Counilhac; qu'il ne résulte pas d'ailleurs, soit de l'ensemble des stipulations de la promesse, soit des faits et des circonstances qui l'ont accompagnée, que, tant dans l'intention des époux Bureau que dans celle de Georges Counilhac, la promesse ait été exclusivement attachée à la personne du bénéficiaire; — Attendu qu'à tort les époux Bureau soutiennent que la faillite de Georges Counilhac et son état actuel d'insolvabilité annuleraient par cela même la promesse par eux souscrite; — Attendu, en effet, que la promesse n'est réalisable qu'à un terme encore éloigné; que le syndic de la faillite Georges Counilhac, régulièrement autorisé, a, dès le 24 avr. 1883, déclaré

aux époux Bureau qu'il continuait le bail accordé aux époux Bureau-Counilhac, avec offre de satisfaire à toutes les obligations imposées au locataire; — Attendu que rien ne démontre qu'à l'époque fixée pour la réalisation de la promesse, le syndic, s'il continuait l'exploitation dans l'intérêt de la masse, ou Counilhac, s'il est remis à la tête de ses affaires, ne sera pas en mesure de satisfaire à l'obligation de garantie incombant au cédant; que le paiement comptant est d'ailleurs la condition substantielle de la promesse; que si, au moment de la réalisation, le paiement est effectué, il importera peu de savoir si la somme provient des deniers du cédant ou de ceux du cessionnaire de la promesse, et que si le paiement comptant n'est pas offert, les époux Bureau se trouveront alors déliés vis-à-vis le cessionnaire et le cédant; qu'il est au surplus indiscutable que, pour avoir effet vis-à-vis les époux Bureau, la cession de la promesse ne pourra être faite que sur les seules clauses et conditions de la promesse elle-même; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges; — Par ces motifs, etc...;

Du 30 juill. 1883. — C. de Douai, 1<sup>re</sup> ch.

demeure acquis à la masse. Mais ces cas sont limitativement déterminés par la loi (V. notamment art. 550, 574, 576 c. com.), ainsi que l'arrêt attaqué le faisait justement remarquer dans l'espèce. D'où il suit qu'en dehors de ces cas spéciaux, on doit s'en tenir à la règle que, lorsqu'une convention unique, fût-elle contenue en deux instruments distincts, est résolue entre l'un des stipulants et le syndic représentant l'autre, elle doit l'être intégralement, avec égalité de traitement pour les deux parties. Dans l'espèce, le juge du fond, et c'était son droit, appréciant les circonstances du fait et l'intention des parties, avait estimé que dans les stipulations intervenues il n'y avait qu'un contrat unique, dont l'économie était : La constitution d'une rente viagère, moyennant un capital de 200000 fr., dont le versement différé se trouvait garanti par une hypothèque. Le cas de résolution, éventuellement prévu, s'étant présenté, et la résolution ayant été demandée, n'était-il pas légitime que la compagnie, qui allait être affranchie de toute obligation de servir la rente, perdît en même temps tout droit à l'obligation hypothécaire souscrite en sa faveur, par son cocontractant, en contre-partie ? Cela était légal, les articles du code de commerce qui consacrent le droit exceptionnel pour la faillite de retenir certains éléments d'actif versés précédemment dans le patrimoine du failli, n'étant nullement applicables aux faits et aux conventions de l'espèce, ainsi que l'établit l'arrêt attaqué dans une discussion à laquelle il suffit de renvoyer.

429. Dans les contrats faits *intuitu personæ*, au contraire, la faillite est une cause nécessaire de résolution. Il en est ainsi, notamment, du mandat donné ou reçu par le débiteur. Aux termes de l'art. 2003 c. civ., le mandat prend fin par la *déconfiture* du mandant ou du mandataire ; l'on n'a pas hésité à étendre cette disposition à la faillite. En effet, si le mandat émane du failli, le dessaisissement dont il est frappé le met dans l'impossibilité d'administrer son patrimoine, soit par lui-même, soit par autrui (Douai, 20 févr. 1847, aff. Poncin, D. P. 48. 2. 93) ; et si c'est le mandataire qui tombe en faillite, la loi présume que le mandant ne peut plus lui continuer sa confiance (Aubry et Rau, t. 4, § 416, p. 654 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2464). La jurisprudence a fait une application importante de ce principe à l'endos irrégulier d'une lettre de change. On sait que, d'après une doctrine constante, l'acquéreur légitime d'une lettre de change, qui régularise l'endossement en blanc fait à son profit, agit en vertu d'une espèce de mandat que lui a donné l'endosseur, mandat dont il est le maître d'user ou de ne pas user, suivant son intérêt (V. *Effets de commerce*, n° 195 ; *Rép. eod.* v°, n° 474). De cette idée de mandat, la jurisprudence a déduit très logiquement cette conséquence, que l'endossement ne pouvait plus être rempli après la faillite de l'endosseur (V. *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 198).

430. D'après certains auteurs, le principe de l'extinction du mandat par la faillite du mandant cesserait d'être applicable au cas où le mandat aurait été donné dans l'intérêt du mandataire. Jugé, toutefois, en sens contraire, que la faillite d'un négociant qui avait expédié des marchandises à son créancier avec mandat de les vendre moyennant un prix indiqué à imputer sur la créance révoque *ipso facto* le mandat conféré à ce dernier (Douai, 20 févr. 1847, cité *supra*, n° 429). En tout cas, si le mandat avait été donné par plusieurs personnes dont une seule serait en faillite, il y aurait lieu de distinguer suivant les objets du mandat : s'il s'agissait d'une opération divisible, le mandat serait révoqué partiellement ; si l'opération, au contraire, était indivisible par sa nature ou d'après l'intention des parties, il serait intégralement maintenu (Dijon, 8 mai 1882 *Journal des faillites*, 1882, p. 539. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 639, note 3, *in fine*).

431. Il importe, d'ailleurs, de ne pas confondre avec le mandat le contrat qui lie le préposant au préposé. Ce contrat, selon nous, ne cesse pas de plein droit par la faillite, car les services des commis ne sont pas personnels, comme ceux de certains domestiques ou comme ceux des mandataires (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 855 ; Ruben de Couder, v° *Commis*, n° 7). — La question est cependant controversée. Jugé, notamment, en sens contraire, qu'un commis peut être congédié sans avis préalable et

sans indemnité, en cas de faillite du commerçant qui l'emploie (Trib. com. Marseille, 14 sept. 1882, *Journal des faillites* 1883, p. 65). Le contrat de louage d'industrie, fait-on observer en ce sens, est essentiellement lié à l'existence de l'industrie en vue de laquelle il a été formé, alors même qu'une durée déterminée lui a été assignée : un cas de force majeure, telle qu'une faillite, faisant cesser à la fois l'industrie et l'emploi, ne saurait donner lieu à des dommages-intérêts (Même jugement, motifs).

432. La société est encore un contrat où domine l'*intuitu personæ*. — Aux termes de l'art. 1865 c. civ., la société finit par la *déconfiture* de l'un des associés. Bien que la loi ne mentionne pas la faillite de l'associé, il est certain que la faillite est aussi une cause de dissolution, attendu qu'elle suppose presque toujours l'insolvabilité du failli, et qu'elle frappe celui-ci d'une quasi-incapacité (Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 557, et t. 2, n° 2644 ; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 6, § 384, p. 570. Conf. *infra*, v° *Société*). — Mais ce principe n'est applicable qu'aux associés *personnellement* obligés, associés en nom collectif ou commandités ; la faillite d'un actionnaire ou d'un commanditaire n'exerce, au contraire, aucune influence sur l'existence légale de la société, alors même que l'actionnaire n'aurait pas encore effectué tous les versements dus sur les titres. Dans ce dernier cas, si le syndic de la faillite ne croit pas avoir intérêt à compléter les versements pour faire bénéficier la masse de la plus-value éventuelle des titres, la société usera contre la faillite des moyens de contrainte que les statuts ou la loi lui confèrent à l'effet d'obtenir le paiement du non versé (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 557).

433. Si l'associé en faillite est personnellement et solidairement obligé, la dissolution de la société est, au contraire, un effet légal de sa déclaration de faillite. Pour qu'une société puisse fonctionner, il est, en effet, indispensable que les apports de ses membres demeurent à sa disposition ; or la première mesure à laquelle recourra le syndic de la faillite de l'associé sera généralement de mettre la main sur ces apports, s'il s'agit du moins d'apports en jouissance, et d'exiger la réalisation des droits appartenant au failli dans la société. Cette réalisation suppose une liquidation préalable de l'actif social, donc une dissolution (Conf. Pic, p. 75).

Ce système offre cependant un danger ; il peut avoir pour effet d'anéantir une société prospère pour désintéresser les créanciers d'un seul associé. Le code allemand des faillites y a remédié au moyen de la disposition suivante : « Les coassociés ont le droit (art. 428) de réclamer du tribunal, en présence des créanciers de l'un d'entre eux réclamant la dissolution, l'exclusion de la société de l'associé poursuivi pour dettes impayées ; le consentement unanime de tous les coassociés non débiteurs est d'ailleurs requis, sinon, la dissolution s'impose. Le tribunal, en prononçant l'exclusion, détermine par une expertise la part revenant à l'associé exclu, et la société subsiste avec les autres ». — C'est dans le même esprit que la jurisprudence française a admis que la cause de dissolution édictée par l'art. 1865 n'est point d'ordre public, et a autorisé l'insertion dans les statuts d'une clause portant que la société continuerait malgré la faillite de l'un des associés (arg. art. 1868) (Riom, 21 mai 1884, aff. Houlder, D. P. 85. 2. 86 ; Conf. Aubry et Rau, t. 4, p. 570 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2644, p. 639, note 2). Les juges du fond apprécient souverainement, à cet égard, l'intention des parties, révélée tant par leurs errements que par les termes des statuts ; et la déclaration de faillite de cet associé ne met point obstacle à ce que le gérant de la société à laquelle il a fait, antérieurement à sa faillite, l'apport d'une promesse de vente poursuive la réalisation de cette promesse au nom de la société (Riom, 21 mai 1884, précité). — Mais en l'absence de cette clause dans les statuts, la faillite de l'associé commerçant entraîne de droit la dissolution de la société. Jugé, en conséquence, que les effets adressés par un tiers, valeur en compte, à une société commerciale, dans l'ignorance où il était de sa dissolution par le fait de la cessation de paiements de l'un de ses membres, n'ont pu être transmis à cette société, qui avait cessé d'exister, et par suite demeurent la propriété de l'expéditeur (Req. 4 août 1880, aff. Faillite Mallet, Prat et comp., D. P. 81. 1. 464).

434. Le compte courant étant subordonné à l'*intuitu*

personne, la faillite a pour conséquence la clôture immédiate des comptes ouverts entre le débiteur et ses correspondants (V. *infra*, n° 555 ce qui sera dit au sujet de la compensation).

435. La faillite a également pour effet, dans la généralité des cas, de mettre fin aux concessions émanées de l'autorité publique, de l'Etat, des départements ou des villes. Lorsqu'une société concessionnaire de travaux publics ou de toute autre entreprise d'intérêt général est ainsi frappée de déchéance à la suite de sa déclaration de faillite, la jurisprudence tend à considérer les marchés passés avec les entrepreneurs comme virtuellement résiliés, et n'accorde à ces entrepreneurs d'autre droit que celui de produire à la faillite, tant pour les sommes qui peuvent leur être dues que pour les dommages-intérêts auxquels la résiliation de leur contrat peut leur donner droit. Ainsi, lorsqu'une compagnie concessionnaire de la distribution des eaux dans une ville s'est engagée vis-à-vis d'un entrepreneur à lui confier la pose et l'entretien de nouveaux tuyaux à établir, moyennant un prix fixé, la faillite de la compagnie s'oppose à ce que l'entrepreneur réclame à la masse, par préférence, le prix intégral de ses travaux, et ne lui laisse que le droit de produire au marc le franc pour ce prix, et d'exercer en outre contre la masse une action en dommages-intérêts pour la résiliation du contrat (C. cass. Belgique, 8 mai 1886, aff. de Goix, D. P. 87. 2. 224). Et l'entrepreneur n'est pas fondé à demander que ledit engagement soit imposé aux cessionnaires de la concession par le cahier des charges dressé pour la transmission de cette concession (Même arrêt).

436. Ainsi que nous l'avons dit *supra*, n° 386 et 393, la faillite étant réputée connue de tous par cela seul qu'elle est déclarée, les actes passés par le failli après le jugement déclaratif sont nuls au regard de la masse, malgré la bonne foi des tiers avec lesquels le failli aurait contracté (Rép. n° 187). Ainsi, les paiements faits au failli, après le jugement déclaratif de la faillite, ne peuvent être validés sous prétexte qu'il ne serait pas prouvé que le débiteur avait connaissance de l'état de faillite de son créancier, lorsqu'il s'est libéré entre ses mains (Civ. cass. 17 déc. 1856, aff. Syndic Bellivet, D. P. 57. 1. 42). ... Encore qu'il s'agisse de paiements d'effets de commerce faits au failli porteur de ces effets, sans que l'opposition autorisée exceptionnellement, en matière d'effets de commerce, par l'art. 149, ait eu lieu (Même arrêt).

437. Lorsque les actes à l'égard desquels le failli est frappé de dessaisissement ont été passés, non avec le failli lui-même, mais avec son mandataire, y a-t-il lieu d'appliquer la règle d'après laquelle les actes passés par le mandataire, après la cessation du mandat, doivent être exécutés à l'égard des tiers de bonne foi? En d'autres termes, cette règle s'applique-t-elle au cas où la cessation du mandat résulte, conformément à l'art. 2003 c. civ., de la faillite du mandant? — Nous avons mentionné au Rép. n° 191 une opinion d'après laquelle tout ce qui a été fait entre le mandataire du failli et des tiers, depuis la faillite du mandant, est valable tant que cette faillite ne leur est pas connue, la faillite ne produisant pas d'effet direct sur les actes des mandataires (Rép. n° 19 et suiv. et v° Arbitre, n° 260. — Mais la doctrine dominante, la seule d'ailleurs qui soit conforme aux principes précédemment formulés, est que les actes passés avec le mandataire du failli sont nuls, aussi bien que ceux passés directement avec le failli, même à l'égard des tiers de bonne foi (Civ. cass. 17 déc. 1856, cité *supra*, n° 436. V. observ. conf. D. P. 62. 1. 168, note). Ainsi, le paiement d'un effet de commerce est nul, malgré la bonne foi du débiteur, même lorsqu'il a été fait aux mains d'un mandataire dont la faillite du mandant avait révoqué le mandat, et, par exemple, aux mains du tiers auquel le failli avait transmis l'effet par un endossement irrégulier, qui ne vaut que comme procuration, un tel endossement ne donnant pas au porteur le droit que n'aurait pas eu le mandant failli de toucher valablement (Même arrêt).

Il a été jugé que le mandataire auquel un failli a donné

mandat, après la déclaration de faillite, de faire un acte relatif à la disposition d'une partie de son actif, est responsable du préjudice causé par cet acte à la faillite de son mandant, alors même qu'en acceptant le mandat, il aurait ignoré l'existence de cette faillite; son mandat étant alors, non pas *expiré*, mais *nul*, il ne saurait être admis à se prévaloir de la règle d'après laquelle ce que le mandataire a fait dans l'ignorance de la cessation de son mandat doit être validé (Req. 14 janv. 1862, aff. Godefroy, D. P. 62. 1. 168). Ainsi, le mandataire qui, en vertu d'un mandat postérieur à la déclaration de faillite de son mandant, a touché une somme due à ce dernier, et lui en a versé le montant, doit tenir compte de cette somme à la masse de la faillite, sans qu'il lui soit permis d'exciper de l'ignorance où il était de l'incapacité de son mandant, lors de la constitution du mandat (Même arrêt). Il semble résulter des motifs de cet arrêt que la solution devrait être différente, si le mandat était antérieur à la faillite. Dans ce cas, en effet, l'on serait en présence d'un mandat valable, mais révoqué par la faillite; et l'on devrait, semble-t-il, admettre le mandataire de bonne foi à invoquer contre la faillite, pour dégager sa responsabilité, le principe de l'art. 2008. Toutefois, ce n'est pas sans hésitation que nous adopterions cette solution, qui apporte, en faveur du mandataire de bonne foi, une dérogation grave au principe du dessaisissement, et qui lui permet de se libérer par un paiement fait de bonne foi postérieurement à la faillite, alors que le paiement fait au failli lui-même par un débiteur de bonne foi ne serait certainement pas libératoire (Comp. note sous D. P. 62. 1. 168. — Pour le cas de faillite du mandataire, V. Rép. n° 191).

438. — 2° Continuation du commerce par le failli : droits des créanciers nouveaux. — Ainsi que nous l'avons déjà fait observer au Rép. n° 194, l'état de faillite d'un commerçant, ne constituant point une cause d'incapacité, ne fait nullement obstacle à ce qu'il acquière de nouveaux biens à l'aide de son travail personnel, ou même dans l'exercice d'une industrie ou d'un commerce, ou de tous actes juridiques faisant naître à son profit des obligations (Civ. cass. 8 mars 1854, aff. Bernard, D. P. 54. 1. 94; Civ. rej. 21 févr. 1859, aff. de Villamil et autres, D. P. 59. 1. 197; 25 juin 1860, aff. C..., D. P. 60. 1. 286; Civ. cass. 12 janv. 1864, aff. Roche et Lacoste, D. P. 64. 1. 130; Req. 2 févr. 1876, aff. Périer et consorts, D. P. 77. 1. 422; 8 mai 1878, aff. Deman-Poulain, D. P. 79. 1. 104; Req. 16 nov. 1887, aff. Huez, D. P. 88. 1. 325; Civ. cass. 22 nov. 1887 (motifs) aff. Bourjuge, D. P. 88. 1. 326; Trib. com. Seine, 14 déc. 1887, aff. Philippart, *Annales*, 1888. 1. 48. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2674; Boistel, n° 912). Dès lors, il a le droit d'administrer les ressources que lui procure cette industrie et de stipuler ou de s'obliger à raison des actes ou des faits qui s'y rattachent (Mêmes arrêts); ... Pourvu toutefois qu'il ne se livre pas à cette industrie personnelle à l'aide de biens ou de marchandises dépendant de l'actif de la faillite (Civ. cass. 12 janv. 1864 et Req. 16 nov. 1887 précitées; Trib. com. Seine, 6 janv. 1869, aff. Arman, D. P. 69. 3. 102 et 14 déc. 1887 précité). Ainsi, le failli non concordataire ne pourrait pas continuer l'exploitation de son fonds de commerce, ce fonds étant sous la mainmise du syndic, qui seul aurait le droit de l'exploiter dans les conditions déterminées par l'art. 470 c. com.; mais il pourrait entreprendre un commerce similaire, pourvu toutefois que ce commerce, eu égard au lieu dans lequel il est exercé, ne dût pas avoir pour résultat un détournement de clientèle préjudiciable à la faillite (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 662, note 3). — Les mêmes principes doivent être appliqués dans le cas où le syndic aurait aliéné le fonds de commerce. Jugé en ce sens que l'acquéreur du fonds de commerce mis en vente par le syndic d'une faillite ne saurait prétendre interdire au failli le droit de se rétablir et de faire sous son nom un commerce similaire à celui dudit fonds (Trib. com. Seine, 19 déc. 1888) (1).

Il en serait ainsi alors même que le cahier des charges

(1) (Comptoir commercial et immobilier C. John Arthur.) — Le tribunal; — Sur la demande principale: — Attendu qu'à l'appui de ses prétentions, la société demanderesse fait plaider à la barre que John Arthur lui ferait une concurrence préméditée et calculée, s'étant rétabli, et faisant un commerce similaire sous

son nom; qu'il chercherait à distraire à son profit la clientèle du fonds vendu; que par ses manœuvres il réussirait à produire, dans l'esprit de ses clients, une confusion qui lui serait très préjudiciable; — Attendu qu'elle aurait seule le droit de propriété du nom de John Arthur, et de s'intituler: « ancienne maison de

dressé en vue de l'adjudication du fonds du failli contiendrait défense à celui-ci de se rétablir sous son nom; une telle interdiction serait sans valeur, comme contraire au principe de la liberté d'industrie; en pareil cas, l'adjudicataire a simplement le droit d'exiger que le failli vendeur ne lui fasse pas une concurrence déloyale, ne cherche pas à créer une confusion en s'établissant à proximité du fonds de commerce qu'il exploitait avant sa faillite (Même jugement).

439. Mais, sous le bénéfice de ces restrictions, le failli qui veut se livrer à un travail personnel, dont les résultats peuvent le dispenser de demander à la faillite les secours nécessaires pour lui-même, jouit à cet égard d'une entière liberté, et n'a pas d'autorisation à demander au tribunal (Trib. com. Seine, 6 janv. 1869, cité *suprà*, n° 438). Il n'appartient pas davantage au tribunal d'intervenir en pareil cas, pour la fixation des conditions de ce travail par rapport à la masse (Même jugement). Et les actes que fait le failli dans l'exercice de son nouveau commerce sont valables en principe, et ne sauraient être critiqués par la masse, à moins qu'ils n'aient eu lieu malgré l'opposition des syndics, en fraude et au préjudice de la masse (Civ. cass. 12 janv. 1864, aff. Roche et Lacoste, D. P. 64. 1. 130; Req. 2 févr. 1876, aff. Périer, D. P. 77. 1. 422. Comp. cependant en sens contraire : Bruxelles, 7 déc. 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 119). Spécialement, un failli a pu valablement accepter dans une maison de commerce la situation de commis intéressé dans les bénéfices, recevoir en compte-courant des avances sur sa part de bénéfices, et donner ensuite en remboursement de ces avances des actions au porteur qui lui avaient été remises en représentation de ladite part (Req. 2 févr. 1876 précité). On doit même considérer comme valable, lorsqu'elle a eu lieu sans fraude, la vente par le failli de son nouveau fonds de commerce et la résiliation du bail des locaux affectés à l'exploitation (Même arrêt). — En ce qui concerne les actions relatives au nouveau commerce, V. *infra*, n° 443 et suiv.

440. Il ne faudrait pas conclure de là cependant que les biens acquis par le failli, grâce à son industrie, échappent au dessaisissement. Ils y sont soumis, au contraire, l'art. 443 ne comportant aucune distinction; et, si les contrats par lesquels ils sont venus grossir le patrimoine du failli ne sont pas considérés comme nuls au regard de la masse, c'est qu'en faisant le commerce au su du syndic et avec son approbation tacite, il est censé agir dans l'intérêt de la masse, appelée à bénéficier des produits de cette industrie nouvelle. Aussi les syndics ont-ils sur le commerce exercé par le failli, un pouvoir de contrôle et de haute direction, d'où résulte pour eux le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer à la masse le bénéfice des nouvelles opérations du failli (Paris, 6 juill. 1855, aff. Thomas, D. P. 55. 2. 360; Civ. cass. 12 janv. 1864 cité *suprà*, n° 439).

441. Cette situation respective du failli, gérant d'un nou-

veau commerce, tant en son nom qu'au nom et dans l'intérêt de la masse, et ce, malgré le dessaisissement dont il est frappé, et du syndic investi d'un pouvoir de contrôle, a été formulée avec une grande précision dans les motifs de l'arrêt du 12 janv. 1864, cité *suprà*, n° 439, où nous trouvons résumés les principes de la matière... « En ce qui touche l'exercice de son commerce, dit cet arrêt, la capacité du failli reste entière, sans qu'il y ait à distinguer entre des opérations minimes et des actes d'une plus ou moins grande importance, sauf toutefois le droit permanent de contrôle et de surveillance des créanciers de la faillite qui, par l'organe des syndics, peuvent veiller à leur intérêt, intervenir même pour s'opposer à tout engagement ou à tout acte qui, de la part du failli, serait de nature à leur causer un préjudice, prendre les mesures nécessaires pour assurer le recouvrement des valeurs acquises par le failli ou en prévenir le détournement, et enfin poursuivre l'annulation des engagements et des actes qui auraient eu lieu nonobstant l'opposition des syndics avec fraude et au préjudice de la masse (Comp., dans le même sens, outre les auteurs cités au Rép. n° 194 : Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 663, note 1; Alauzet, t. 7, n° 2462; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 74, note).

442. Il a été jugé d'autre part, il est vrai, que l'ordonnance du juge-commissaire qui, sur l'avis conforme du syndic, a autorisé, en tant que besoin serait, le failli à faire des affaires à la commission, uniquement pour ses besoins et ceux de sa famille, n'autorise pas le failli à céder une créance née de ces actes de commission, encore qu'il soit allégué qu'elle était cédée en remboursement de sommes empruntées pour ses besoins (Req. 5 nov. 1873, aff. Desfours, D. P. 74. 1. 60). ... et alors surtout que la cause alléguée pour obtenir l'autorisation était mensongère, et que la cession n'a eu pour but, en fait, que d'avantager un créancier au détriment des autres (Même arrêt). — Il semble, au premier abord, que cet arrêt soit en contradiction avec les décisions précédentes, puisqu'il paraît subordonner la validité des actes accomplis par le failli qui a entrepris un nouveau commerce, à une autorisation préalable de justice. Mais cette contradiction n'est qu'apparente; en effet, dans l'espèce sur laquelle la chambre des requêtes a statué, le commerce entrepris par le failli l'avait été en fraude des droits des créanciers, et la demande d'autorisation n'avait eu pour but que de masquer cette fraude : l'annulation de la cession au regard de la masse s'imposait donc, en vertu même des principes consignés dans les motifs de l'arrêt de la chambre civile rapportés *suprà*, n° 441.

443. La jurisprudence apporte au principe d'après lequel les produits de l'industrie nouvelle du failli sont le gage de ses créanciers un double tempérament :

1° Les juges peuvent, sur les produits du commerce du failli lui attribuer une rémunération de son travail (Paris,

ce dernier »; que le fait de son acquisition enlèverait au défendeur le droit de faire un commerce similaire à celui du fonds acquis; que John Arthur serait non recevable à invoquer la liberté d'industrie qui serait un droit civil résultant de la qualité de Français; que John Arthur serait étranger; qu'il ne ferait pas la preuve qu'il aurait été l'objet d'un décret d'admission à domicile qui emporterait pour lui la jouissance des droits civils, et que, par suite, il ne pourrait invoquer l'inaliénabilité du nom patronymique et de la liberté de l'industrie; — Mais attendu qu'il appert des faits de la cause, des débats et des pièces versées au procès, que John Arthur a été déclaré en faillite en 1884; que le syndic a mis en vente le fonds de commerce dépendant de ladite faillite, suivant cahier des charges dressé par M<sup>e</sup> Olganier, notaire à Paris; qu'aux termes dudit acte la vente comprend les fonds de commerce et agence connus sous le nom de John Arthur, la clientèle, l'achalandage, le matériel, le droit au bail, et tous les droits se rattachant à ce fonds dépendant de la faillite; — Attendu que, d'après ce qui précède, le syndic n'a pas vendu le nom de John Arthur, et que le cahier des charges ne lui impose aucune interdiction de se rétablir en son nom; qu'il peut donc le faire, et qu'il ne saurait en être autrement en matière de faillite; qu'on ne peut priver le failli des moyens d'exécuter les conditions de son concordat et de moyens d'existence, et d'exercer un commerce qui a toujours été le sien; que cette interdiction ne serait pas valable, la liberté d'industrie étant inaliénable, sous la condition, toutefois, que l'acheteur doit compter qu'il ne lui sera pas fait une concurrence déloyale par le vendeur, cherchant à

établir une confusion en s'établissant dans le voisinage du fonds de commerce qu'il exploitait précédemment; — Attendu qu'il est expliqué ci-dessus que le nom de John Arthur n'est pas la propriété de la société demanderesse; qu'elle ne peut, dès lors, l'empêcher de porter son nom et de faire le commerce sous ce nom; — Attendu qu'il est établi : 1° que les entêtes de lettres et les cartes de John Arthur sont tout à fait différentes de celles de la société demanderesse; 2° que John Arthur s'est établi avenue d'Antin, qui ne se trouve pas dans le voisinage de la rue Castiglione, domicile commercial de la société demanderesse; 3° que les mots « avenue d'Antin » sont en grosses lettres sur toutes ses annonces, et portent « nouvelle maison fondée en 1886 »; 4° qu'aucun document produit par la société demanderesse n'établit que John Arthur lui ait, par ses visites et ses agissements dans la clientèle, fait une concurrence déloyale en cherchant à la détourner à son profit; — Attendu enfin que, contrairement aux allégations de la société, le décret impérial du 24 mars 1858 a admis John Arthur à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider; qu'il n'y a lieu, dès lors, de s'arrêter à ce moyen, non plus qu'aux précédents; qu'il convient, en conséquence, d'après ce qui précède, de déclarer la société demanderesse mal fondée en toutes ses demandes, tant en suppression du nom et des enseignes qu'en modification d'icelles, et en insertion dans les journaux, et enfin en domages-intérêts et de l'en débouter. — Par ces motifs, etc.

Du 19 déc. 1888.—Trib. com. de la Seine. MM. Gaudineau, pr.—Garbe et Houyvet, agréés.



6 juill. 1855, cité *supra*, n° 440). Cette solution est non seulement équitable, mais aussi conforme aux intérêts des créanciers, qui pourraient, sans cet abandon fait au failli, se voir ultérieurement obligés de lui faire allouer des fonds de secours prélevés sur la masse. Mais cette rémunération ne pourrait être fixée à l'avance et à forfait, par le tribunal, en vue de l'industrie à laquelle le failli a l'intention de se livrer; la situation étant très différente de celle prévue par l'art. 488 c. com., l'intervention du juge ne doit avoir lieu qu'après que les résultats du travail d'ores et déjà effectué seront connus (Trib. com. Seine, 6 janv. 1869 aff. Armand, D. P. 69. 3. 102). Sans doute, le système qui attribuerait à l'avance au failli une quote-part des bénéfices à réaliser, présenterait pour lui plus de sécurité; mais il serait contraire à ce principe essentiel que la mainmise des créanciers de la masse s'étend à l'intégralité de l'actif présent et futur du failli. Pour sortir de cette situation, le failli n'a qu'une ressource, le concordat; seul, le concordat peut limiter, à l'égard de la nouvelle entreprise, l'étendue des droits des créanciers, en restreignant leur action au paiement du dividende concordataire. Comp. note sous D. P. 69. 3. 102.

444. — 2° Les biens nouveaux, provenant de l'industrie personnelle du failli, ne peuvent être appréhendés par les créanciers de la masse que sous la déduction des dettes et charges dont cet actif nouveau peut se trouver grevé (Rép. n° 196; Civ. cass. 12 janv. 1864, cité *supra*, n° 439). Cette solution est une application de la théorie des dettes de la masse, sur laquelle nous reviendrons plus loin (*infra*, sect. 12 et 13). Les nouveaux créanciers, vendeurs, prêteurs ou autres, ont, par les marchés passés de bonne foi avec le failli, contribué à la formation de cet actif nouveau (*causam pignoris fecerunt*); ils doivent donc avoir, sur cet actif, un droit de préférence à l'encontre des créanciers antérieurs à la faillite qui, de leur côté, conservent pour eux seuls l'actif existant au jour de la faillite (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2674 *in fine*; Boistel, n° 912; Bédarride, t. 1, n° 84 bis; Renouard, p. 296; Pardessus, t. 3, n° 1117; Thaller, *Revue critique*, 1881, p. 632).

445. Mais, en tous cas, ce droit de préférence ne saurait appartenir qu'aux créanciers nouveaux dont le droit est corrélatif à la création de l'actif nouveau. Quant aux créanciers postérieurs au jugement déclaratif, dont les droits dériveraient d'une autre cause, ces créanciers seront, au contraire, primés par les créanciers de la masse, même sur les biens nouveaux; ici reparait, avec toute sa force, le principe du dessaisissement. La question était encore discutée à l'époque du *Repertoire*, et, d'après certains auteurs, les créanciers nouveaux auraient dû, sur l'actif nouveau, concourir avec les créanciers antérieurs à la faillite (Rép. n° 195). Mais, ainsi que nous l'avons démontré au Rép. *ibid.*, ce système est inconciliable avec le dessaisissement, tel que l'a organisé la loi de 1838; aussi est-il aujourd'hui abandonné (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2674, p. 664, note 2; Alauzet, t. 7, n° 2462).

Ces principes reçoivent, toutefois, d'après un arrêt récent de la cour de cassation (Civ. cass. 22 nov. 1887, aff. Bourjuge, D. P. 88. 1. 326), une importante modification dans le cas où le débiteur viendrait à être déclaré en faillite une seconde fois, avant la clôture des opérations de la première faillite (ce qui peut avoir lieu, d'après la jurisprudence, critiquée par nous, *supra*, n°s 289 et 290). Après avoir déclaré que « les biens que le débiteur a acquis depuis le jugement déclaratif de sa faillite, en se livrant, notamment, à des opérations industrielles ou commerciales nouvelles, sont le gage de ses créanciers antérieurs, comme ceux qu'il avait avant sa faillite », cet arrêt ajoute qu'en conséquence, « si, à raison de ses dettes nouvelles, le débiteur est déclaré en faillite une seconde fois, les créanciers de sa première faillite peuvent produire dans la seconde en concurrence avec les créanciers nouveaux, pour tout ce qui leur restera dû après épuisement de la valeur de l'actif que le dessaisissement résultant, à leur profit, du premier jugement déclaratif, leur avait exclusivement attribué » (Civ. cass. 22 nov. 1887, aff. Bourjuge, D. P. 88. 4. 326). — Ainsi les créanciers de la première faillite ne jouiraient d'un droit exclusif que sur l'actif antérieur à la déclaration de cette faillite; ils n'auraient, sur l'actif acquis postérieurement, que le droit

de concourir avec les créanciers nouveaux. Le dessaisissement résultant du second jugement déclaratif aurait pour effet, sinon de créer, au profit des créanciers qui en bénéficient, un droit de préférence sur l'actif nouveau, à l'encontre des créanciers antérieurs, du moins d'autoriser le concours des uns et des autres sur cet actif. Il suit de là qu'une nouvelle déclaration de faillite aurait pour les créanciers nouveaux du failli une grande importance, puisque, en dehors de cette déclaration, ils seraient exclus, par les créanciers de la faillite antérieure, dans la distribution de tous biens dont l'acquisition par le failli ne serait pas grevée de la dette qu'ils invoquent.

446. Le silence des textes sur la faillite des sociétés a fait naître dans la pratique, en ce qui concerne la gestion du patrimoine social après la déclaration de faillite, des difficultés sérieuses. Dans une première opinion, consacrée par quelques arrêts, la faillite entraînerait de plein droit la dissolution de la société et la cessation des pouvoirs des administrateurs ou gérants, statutaires ou autres (Amiens, 30 janv. 1867, aff. Montagnac, D. P. 69. 1. 98). On invoque en ce sens : 1° l'art. 1865 c. civ., aux termes duquel la faillite personnelle de l'associé entraîne la dissolution de la société; 2° l'art. 2003 c. civ., d'après lequel le mandat est révoqué par la faillite du mandant (Pardessus, n° 1060).

Mais cette opinion est, avec raison, repoussée par la jurisprudence et la majorité de la doctrine; et la cour suprême n'hésite pas à admettre la survie de la personnalité juridique de la société à la faillite (Civ. rej. 9 mai 1854, aff. Syndic faillite Canal Zola, D. P. 54. 1. 204; Lyon, 3 juill. 1862, aff. Perrat, D. P. 63. 2. 95; Paris, 12 juill. 1869, aff. Faillite Chem. de fer de Lyon à Sathonay, D. P. 70. 2. 7; Pont, *Sociétés*, n° 1907; Pic, p. 77 et suiv. V. *infra*, v° *Sociétés*).

Il est, en effet, inadmissible qu'une simple suspension des paiements, peut-être temporaire, puisse à elle seule entraîner l'extinction d'une personnalité juridique. Un tel système aurait pour conséquence de mettre les sociétés en faillite dans l'impossibilité d'obtenir un concordat, car un concordat ne se conçoit qu'au profit d'une société légalement existante; or le code de commerce ayant fait de la procédure du concordat l'une des phases essentielles de la faillite, il serait contraire à son esprit de la supprimer pour toute une classe de faillites (Rép. n° 666). Au surplus, les arguments tirés des art. 1965 et 2003 ne sont que spécieux; il est parfaitement logique que la faillite de l'associé entraîne la dissolution de la société, attendu que cette faillite a pour conséquence nécessaire la réalisation de la part sociale du failli; mais il en est tout autrement de la faillite de la société. Cet événement, produisant au regard de tous les associés les mêmes effets, ne faisant surgir aucune opposition d'intérêts entre eux, a dû entrer dans leurs prévisions lors de la formation du contrat, et être envisagé comme une éventualité possible, susceptible de paralyser temporairement l'exploitation, mais non d'y mettre fin, puisqu'un failli peut toujours espérer un concordat. Quant à l'argument déduit de l'art. 2003, nous en trouvons la réfutation dans les considérants de l'arrêt du 12 juill. 1869 précité : « la faillite, dit la cour de Paris, ne dissout pas la société; la société continuant de subsister malgré la faillite continue aussi d'avoir pour représentants ses administrateurs en exercice, le mandat de ceux-ci n'ayant pas pris fin par la faillite du mandant, aux termes de l'art. 2003 c. com., attendu que le mandant se compose, en l'espèce, de tous les bailleurs de fonds et se distingue de la personne morale de la société, seule en faillite ».

Certains auteurs proposent un système aux termes duquel la faillite de la société, sans être une cause de dissolution, aurait cependant pour effet de mettre fin *de plano* au mandat des administrateurs, en sorte qu'il deviendrait nécessaire de faire représenter la société dans les opérations de la faillite où la présence du failli est requise par les liquidateurs nommés *ad hoc* (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3114). Mais ce système mixte repose, à notre avis, sur une véritable confusion entre le dessaisissement et la dissolution. Sans doute, il pourra devenir nécessaire de nommer un liquidateur si la société en faillite est ensuite judiciairement dissoute; mais, tant que la dissolution n'est pas prononcée, c'est à ses représentants légaux, les administrateurs, qu'il appartient d'exercer de son chef, au cours de la

procédure, les droits que la loi reconnaît au failli. — Les lois étrangères sont en ce sens. C'est ainsi que le code de commerce italien, qui cependant consacre le principe de la dissolution forcée, maintient les administrateurs en fonctions tant qu'il n'y a pas eu jugement *spécial* de dissolution (art. 837). Il en est de même, d'après la loi anglaise; il est à remarquer, d'ailleurs, qu'en droit anglais, la liquidation (qui, pour les sociétés par actions, se confond avec la faillite) précède la dissolution; la cour ne déclare la société dissoute que lorsque la liquidation est achevée, tandis qu'en droit français et dans les autres législations européennes la liquidation est le corollaire de la dissolution.

## § 2. — Administration des biens. — Actions judiciaires.

**447.** — I. ACTIONS ACTIVES ET PASSIVES DU FAILLI. — Le dessaisissement a pour conséquence d'enlever au failli l'exercice des actions, tant actives que passives, relatives à son patrimoine, pour le transférer au syndic qui intente les actions ou y défend, en son lieu et place (V. *Rép.* n° 202 et 203). A cet égard, ainsi que nous l'avons vu *supra*, n° 97, 106 et suiv., et 123, au chap. 2, la situation du failli diffère profondément de celle du débiteur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire; ce dernier, en effet, ne perd pas le droit d'ester en justice, il lui est simplement enjoint de procéder avec l'assistance du liquidateur (art. 6, L. du 4 mars 1889).

Cette substitution du syndic au failli s'opère même pour les procès *commencés* avant le jugement déclaratif (*Rép.* n° 536). Et il a été jugé, conformément à ces principes, que le bénéfice de l'assistance judiciaire accordé à un commerçant devait être retiré lors de la mise en faillite de ce commerçant, attendu que ce bénéfice, étant accordé à un indigent nommément déterminé, ne saurait être invoqué par la masse de ses créanciers, désormais substituée à lui (Décis. du bureau d'assist. judic. près la cour de Bordeaux, 1<sup>er</sup> déc. 1881, *Journal des faillites*, 1882, p. 206).

**448.** Les mêmes principes s'appliquent au failli défendeur. Ainsi, l'action intentée par un créancier contre son débiteur doit, si celui-ci est tombé en faillite dans le cours de l'instance, être suivie contre le syndic qui représente désormais le failli, et qui, lié par la procédure antérieure, est tenu de reconnaître ou de contester, aux risques et périls de la faillite, la légitimité de la créance du demandeur. En conséquence, le syndic mis en cause ne peut s'abstenir et laisser suivre la procédure contre le failli seul, sous la responsabilité exclusive de ce dernier, notamment quant aux dépens (Req. 23 janv. 1866, aff. Syndic Liandier, D. P. 66. 1. 163). S'il conteste l'action et succombe, la faillite, qui a fait le procès sien, devient passible des dépens; s'il acquiesce à la demande, les frais de la procédure antérieure constitueront une dette du failli et non de la faillite, laquelle ne les supportera, dès lors, que dans la mesure du dividende affecté aux dettes du failli, à la différence de celles qui sont nées de l'administration de la faillite (Même arrêt, *Motifs*). Jugé, par application des mêmes principes, que l'annulation d'une société par actions, fondée sur l'existence de manœuvres dolosives employées pour déterminer les souscriptions, peut être obtenue, avec dommages-intérêts, par un souscripteur contre le syndic de la société tombée en faillite, alors que la demande avait été introduite au début contre la société elle-même encore *in bonis*, et a simplement continué avec le syndic (Req. 30 juin 1885, aff. Planque, D. P. 86. 1. 262). De même, le syndic peut intervenir dans l'instance d'appel introduite contre le failli et a qualité, soit pour accepter le désistement de l'appel principal, soit pour reprendre en son nom l'appel incident interjeté par le failli (Grenoble, 8 août 1887, *Recueil de Grenoble*, 1887, p. 278).

**449.** Si l'instance commencée avant le jugement déclaratif était *en état* dans les termes de l'art. 343 c. proc. civ., il n'est pas douteux que la survenance de la faillite ne l'interrompt pas et que le jugement rendu contre le failli lui-même, le lendemain du jugement déclaratif, n'est pas nul faute d'avoir été prononcé contre les syndics (Lyon, 25 juill. 1883, *Journal des faillites*, 1884, 63);... alors surtout que les plaidoiries étaient terminées lorsque la faillite a été déclarée (Même arrêt). Mais si l'affaire n'était *pas en état*, il y aurait lieu, d'après la jurisprudence dominante, à *reprise d'instance*, l'art. 443, § 2, impliquant une dérogation virtuelle

aux art. 342 et 345 c. proc. civ., d'après lesquels le changement d'état des parties n'empêche point la continuation des procédures. — Jugé en ce sens : 1° que si, en cause d'appel, l'intimé vient à tomber en faillite avant que la cause ne soit en état, l'instance est légalement interrompue et l'appelant doit, pour obtenir un arrêt opposable à la masse, former contre les syndics une demande en reprise d'instance (Chambéry, 3 avr. 1867, aff. Humbert, D. P. 67. 3. 366; — 2° Que si l'appelant vient à tomber en faillite avant d'avoir pris les conclusions d'où résulte la mise en état, l'instance se trouve interrompue jusqu'à la *reprise* de l'instance par le syndic, son représentant légal (Paris, 18 mars 1875, aff. Blanc, D. P. 78. 2. 49; Paris, 18 avr. 1889, aff. Lacroix, D. P. 90. 2. 342);... sans préjudice du droit pour l'intimé, en cas d'inaction du syndic de la faillite de l'appelant, d'assigner ledit syndic en reprise d'instance et de le mettre ainsi en demeure de plaider ou de se désister de l'appel (Mêmes arrêts). — Décidé toutefois, en sens contraire, que la faillite de l'une des parties n'est point une cause d'interruption de l'instance, régulièrement introduite avant le jugement déclaratif (Bordeaux, 29 févr. 1860, aff. Syndic Dupuy, D. P. 60. 5. 327).

Ce second système est, selon nous, seul conforme au texte et à l'esprit de l'art. 345 c. proc. civ. (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2676), et, de plus, il a l'avantage de couper court aux difficultés d'application que soulève le système adverse.

**450.** L'effet interruptif de la faillite, si on l'admet en principe, sera-t-il subordonné à une notification? (V. en ce sens Alauzet, t. 7, n° 2465); ou se produira-t-il *de plein droit*, dès le jour du jugement? (Ruben de Couder, n° 208.) Exiger une *notification*, c'est introduire une distinction arbitraire; n'en point exiger, c'est méconnaître les règles de l'équité la plus élémentaire, puisque les tiers peuvent de très bonne foi ignorer l'état de faillite de leur adversaire. Toutes ces difficultés disparaissent si l'on s'en tient au texte de l'art. 345 c. proc. civ. Le syndic, aussitôt entré en fonctions, pourra évidemment se substituer au failli; mais la partie adverse, qui peut-être ignore le changement d'état du débiteur, ne sera point obligée, en cas d'inaction du syndic, d'assigner ce dernier en reprise d'instance, et la décision rendue contre le failli sera opposable à la masse.

**451.** — 1° *Actions actives du failli.* — De la substitution des syndics au failli quant à l'exercice des actions actives, il résulte que les syndics ont seuls qualité pour exercer les actions qui tendent à faire rentrer dans la masse les sommes dues au failli (Req. 12 avr. 1869, aff. Veuve Jaubert, D. P. 69. 1. 517; Caen, 26 mai 1874, aff. Coquerterre, D. P. 76. 2. 50; Civ. cass. 11 août 1885, aff. Veuve Picard, D. P. 86. 1. 52), et, généralement, toutes les actions purement pécuniaires intéressant la masse des créanciers (Trib. civ. Seine, 2 févr. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 236. Conf. *Rép.* n° 542). Ainsi, le syndic a qualité pour intenter toute demande ayant pour but une diminution du passif et une augmentation d'actif, de telles demandes intéressant la masse (Amiens, 13 juill. 1887, *Recueil d'Amiens*, 1887, p. 157), et spécialement pour faire ordonner par justice que les sommes dues, à un titre quelconque, par l'Etat, au failli entrepreneur de travaux publics, soient versées dans la caisse de la faillite, sous l'engagement pris par les syndics, d'admettre comme ayant un droit de préférence sur ces sommes, les créanciers qui seraient désignés par la justice (Civ. cass., 4 mars 1889, aff. Berthaud et autres, D. P. 89. 1. 426). Le syndic peut également intervenir dans l'instance pendante entre les codébiteurs du failli et le créancier commun, à l'effet de contester la créance, et de sauvegarder les droits du failli. Ainsi, lorsque la nullité d'une société en commandite par actions a été prononcée et que les commanditaires ont été, par suite de la nullité du pacte social, déclarés solidairement responsables du passif envers les tiers, le syndic de la faillite de l'associé gérant de cette société de fait a le droit d'intervenir dans l'action en paiement du passif introduite par les créanciers contre les autres associés, pour obliger ces créanciers à faire vérifier et affirmer leurs créances. (Lyon, 7 août 1851, aff. Syndic de Lagorée, D. P. 54. 2. 85).

**452.** Mais les syndics, dans l'exercice de ces actions, n'ont d'autres droits que ceux appartenant au failli qu'ils représentent (art. 1166). Ils sont donc soumis aux exceptions opposables à ce dernier, et ne peuvent se prévaloir, à raison de

leur condition personnelle, d'avantages que le failli lui-même ne serait pas autorisé à invoquer (Civ. rej. 12 janv. 1875, aff. Syndic Lethbridge, D. P. 76. 1. 317). En conséquence, si le failli est étranger, le syndic ne peut poursuivre devant les tribunaux français les débiteurs étrangers, quoique les créanciers soient Français en majeure partie, et le syndic également Français (Même arrêt).

De même, le syndic d'une faillite est non recevable à demander la nullité d'une société contractée en Savoie antérieurement à l'annexion, pour défaut de publication régulière, alors que tous les créanciers de la faillite sont non recevables à invoquer cette nullité, d'après la loi sarde, parce qu'ils ont connu l'existence de la société (Civ. rej. 8 juill. 1868, aff. Syndic Domingo, D. P. 68. 1. 480). — Sur la question de savoir si la masse des créanciers doit être considérée comme un ayant cause du failli, ou comme un tiers relativement à la date des actes émanés de ce dernier, ou aux conditions spéciales que doivent remplir certains actes pour être opposables aux tiers (V. *infra*, v° *Obligations*; *Rep.* eod. v°, nos 3987 et suiv.).

453. Les syndics ne peuvent pas davantage contester les reconnaissances de dette ou les paiements faits par le failli, sans fraude, avant la période suspecte (Civ. rej. 9 mai 1887, aff. Cordier, D. P. 87. 1. 398);... alors même qu'il s'agirait du paiement du prix d'un fonds de commerce vendu sans fraude et sans délai de paiement par le débiteur (Bordeaux, 27 août 1883) (1). Vainement allégueraient-ils, en ce cas, un usage local d'après lequel l'acquéreur d'un fonds de commerce ne peut payer son prix que dix jours après la publication de la vente; cet usage, n'étant consacré par aucun texte, ne peut faire exception au principe d'après lequel l'acheteur doit payer comptant si aucun terme n'a été stipulé (Même arrêt).

454. Mais les dépenses de l'instance, si les syndics succombent, sont supportées par la masse, et non par le failli personnellement (V. *infra*, sect. 13); et, lorsqu'une instance commencée avant l'ouverture de la faillite a été reprise par les syndics au nom de la masse, les frais incombant à celle-ci en cas de perte du procès, comprennent même ceux relatifs aux procédures antérieures (Paris, 2 mai 1850, aff. Noël, D. P. 52. 2. 136). Il en est ainsi notamment de la condamnation aux dépens, en cas de rejet du pourvoi en cassation formé par un failli antérieurement à la déclaration de faillite; cette condamnation doit être prononcée contre le syndic *ex* qualitas, qui a suivi l'instance, et non contre le failli personnellement (Civ. rej. 23 juill. 1873, aff. Legeay, D. P. 74. 1. 102).

455. L'art. 443, en investissant les syndics du droit d'exercer les actions mobilières et immobilières du failli, a pour effet de dessaisir celui-ci du pouvoir de les exercer lui-même (*Rep.* nos 202 et 536). Le failli est donc irrecevable, à dater du jugement déclaratif, à poursuivre judiciairement un débiteur sans l'assistance du syndic; et il ne saurait utilement prétendre, pour écarter cette fin de non-recevoir, que le résultat de l'action intentée par lui doit être d'augmenter l'actif de la faillite et doit ainsi profiter à la masse (Caen 26 mai 1874; Civ. cass. 11 août 1883, cités *supra*, no 451). Si donc, après constitution, entre les créanciers, de l'état d'union, il y a eu démission du syndic, sans clôture de la faillite, le failli ne peut, en l'absence d'un syndic, agir en justice, à raison des droits nés avant sa faillite et de nature à intéresser ses créanciers; il est non recevable, notamment, à poursuivre le paiement d'une dette dont il a dissimulé l'existence à ses créanciers, et qui a pour objet une portion importante de l'actif existant lors de la déclaration de la faillite (Req. 12 avr. 1869, aff. Veuve Jaubert, D. P. 69. 1. 517).

456. Ce dessaisissement n'a lieu qu'à partir du jugement

déclaratif; et, en conséquence, tant que le jugement n'a pas été rendu, le failli a qualité pour agir lui-même en justice contre ses débiteurs (Req. 23 juill. 1884, aff. Auloge, D. P. 84. 1. 455). Spécialement, un agent de change, fût-il en état de cessation de paiements, peut agir en justice du moment où il est resté, en fonctions sans qu'un jugement déclaratif de faillite ait été provoqué contre lui, et il a qualité pour poursuivre contre un client le paiement d'une somme due par celui-ci à titre de solde d'opération de bourse. Le liquidateur judiciaire que le tribunal de commerce a désigné, après les revers financiers de l'agent de change, afin de procéder à la liquidation de la société formée en vue de l'exploitation de la charge de celui-ci, a également qualité pour agir, concurremment avec ledit agent de change, contre le client débiteur du solde de ses opérations (Même arrêt). — De même lorsque, à la suite d'arrangements amiables intervenus entre un débiteur commerçant et ses créanciers, un liquidateur a été nommé simplement pour assurer l'exécution de ces engagements, ce débiteur peut être considéré comme n'étant pas dessaisi de l'administration de ses biens, et conservant entier son droit d'action en justice, sans qu'il ait besoin de se faire assister du liquidateur ou de le mettre en cause (Civ. rej. 18 nov. 1885, aff. Moussy et comp., D. P. 86. 1. 88).

457. Mais, à dater du jour du jugement déclaratif, la privation de la faculté d'ester en justice relativement aux droits pécuniaires est générale, et le failli n'a même pas le droit de poursuivre en justice l'exécution d'engagements contractés envers lui *postérieurement* à la déclaration de la faillite, le bénéfice de tels engagements, quoiqu'il ait pu valablement les stipuler, appartenant à la masse de ses créanciers, sous la seule déduction des charges dont ils sont grevés. Et si, malgré le dessaisissement, le failli intente en justice une action relative aux droits dont l'administration lui a été enlevée, cette action doit être déclarée non recevable, et le défendeur a qualité pour en opposer la non-recevabilité (Req. 12 avr. 1869, cité *supra*, no 455). — Décidé toutefois que le débiteur, poursuivi par un failli en exécution d'engagements contractés après la déclaration de faillite, ne peut tirer de cette circonstance une fin de non-recevoir contre la demande du failli; que son droit se borne, à cet égard, à mettre en cause le syndic de la faillite (Paris, 9 août 1856, aff. Ruff, D. P. 59. 5. 182). Mais cette solution est restée isolée, et elle doit être écartée, car elle tendrait à rendre parfois illusoire le dessaisissement du débiteur. La non-recevabilité de l'action, résultant de l'état de faillite du demandeur, peut même être proposée pour la première fois en appel (V. note D. P. 86. 1. 49-50; V. toutefois, en sens contraire, Paris, 26 nov. 1836, *Rep.* v° *Exceptions et fins de non-recevoir*, no 536). Pourrait-elle l'être pour la première fois devant la cour de cassation? La négative paraît résulter d'un arrêt de la chambre civile du 10 nov. 1883 (aff. Fréar, D. P. 86. 1. 49; V. toutefois la note *ibid.*). — Quant aux actions exercées par le failli, à titre de *mesures conservatoires*, et quant à la faculté pour le tribunal de le recevoir *partie intervenante*, V. *infra*, nos 517 et suiv., 522 et suiv.

458. — 2° *Actions passives du failli.* — A partir du jugement déclaratif et par l'effet du dessaisissement, les actions mobilières et immobilières appartenant à des tiers contre le failli sont exercées contre les syndics. Et cette règle s'applique aux actions formées en vertu de contrats passés par un failli après sa faillite, aussi bien qu'à celles dont la cause est antérieure à la faillite (Paris, 11 juill. 1874, aff. Bégis, D. P. 77. 5. 240; *Rep.* no 214). — Il en est de même des actions nées d'un quasi-contrat, d'une acceptation de succession, par exemple. Jugé, en ce sens, que le failli légataire universel ne peut con-

(1) (Synd. Dias C. Malgouya.) — La cour; — Attendu que la vente du fonds de commerce des époux Dias à Malgouya, constatée par un acte sous seing privé portant la date du 1<sup>er</sup> septembre 1882, enregistré le 18 octobre suivant, doit être considérée comme régulière et valable, tant que le syndic n'en aura pas démontré le caractère frauduleux; qu'après avoir tenté sans succès cette démonstration devant les premiers juges, Donis, syndic de la faillite Dias, a modifié sa prétention et soutenu en appel qu'en supposant la sincérité de la vente et la réalité du paiement constaté, Malgouya doit être condamné à verser dans la caisse de la faillite la somme de 6000 fr. qu'il n'aurait pas valablement payée aux époux Dias,

le prix d'achat d'un fonds de commerce ne pouvant être payé, suivant un usage généralement admis à Bordeaux, que dix jours après la publication de la vente; — Attendu, quant à l'usage allégué par le syndic de la faillite Dias, que la preuve n'en a été ni rapportée ni offerte; qu'au surplus, en le supposant établi, cet usage n'est consacré par aucun texte de la loi, et ne peut apporter une exception juridique au principe général suivant lequel, dans le contrat de vente, l'acheteur doit payer le prix comptant si aucun délai n'a été fixé pour le paiement; — Par ces motifs; — Confirme.

Du 27 août 1883. — C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Bourgade, pr.-Lévesque et Mérillon, av.

sentir la délivrance de legs résultant d'un testament olographe, cette délivrance n'étant pas un de ces droits exclusivement attachés à la personne dont il conserve l'exercice; et que, par suite, la demande en délivrance doit être, à peine de nullité, formée contre les syndics (Orléans, 21 janv. 1876) (4). Et lorsqu'un jugement rendu au profit du failli est frappé d'appel, l'acte d'appel doit être signifié au syndic, et non au failli. Cette règle s'applique, notamment, à l'appel des jugements en matière d'ordre, l'art. 762 c. proc. civ. ne dérogeant pas au droit commun de l'art. 443 c. com. (Caen, 29 déc. 1870) (2).

**459.** Le failli peut, d'ailleurs, intervenir si le tribunal le juge convenable (V. *infra*, n° 517), et les tiers peuvent également le mettre en cause, s'ils jugent sa présence nécessaire pour obtenir de lui des renseignements ou une réponse à des conclusions dirigées contre lui personnellement (Cons. d'Et. 28 juill. 1854, aff. Moréle, D. P. 55. 3. 37),... ainsi que cela se rencontre, spécialement, dans les cas de poursuites en dommages-intérêts pour malfaçons exercées par une commune contre un entrepreneur failli et les syndics de sa faillite (Même arrêt). Par suite, non seulement il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'exception tirée par le failli du dessaisissement qu'opère la déclaration de faillite, mais encore la condamnation aux frais de l'incident doit être déclarée commune au failli et à la masse, s'agissant ici d'une difficulté qui intéresse les opérations mêmes de la faillite (Même arrêt).

**460.** Mais cette mise en cause est purement facultative de la part du demandeur et des syndics, et le jugement rendu en l'absence du failli est valable (Conf. Boistel, n° 913). Jugé, en ce sens, que la demande en résiliation du bail des locaux occupés par un failli est valablement formée contre le syndic, sans qu'il y ait nécessité d'appeler le failli en cause, alors d'ailleurs que le syndic n'a pas, dans le délai à lui imparti par la loi, dénoncé le bail et manifesté, pour les créanciers, l'intention de le continuer (Nancy, 16 avr. 1877, aff. Burgaux, D. P. 79. 2. 205). Décidé, de même, que l'on ne doit pas intimer, dans l'instance d'appel, le failli qui n'était pas personnellement en cause en première instance, mais qui s'y trouvait régulièrement représenté par le liquidateur de la faillite (Orléans, 25 juin 1851, aff. Lombard, D. P. 52. 2. 32. Conf. Rép. n° 566). — Mais le failli doit être intimé, lorsque, par le jugement d'homologation du concordat, il a été remis à la tête de ses affaires (Rép. v° Appel civil, n° 604), à moins cependant qu'il ne s'agisse d'un concordat par abandon d'actif, ce concordat ne rendant pas au failli l'administration de ses biens, et le syndic demeurant en fonctions jusqu'à ce que la liquidation de l'actif soit terminée.

**461.** Tant que dure la faillite, le failli ne peut, vis-à-vis de la masse des créanciers, avoir d'autre domicile que celui qu'il avait au jour du jugement déclaratif, et, par suite, il ne lui est pas permis, à l'égard de la masse, d'en opérer le changement (Douai, 7 févr. 1852, aff. Bakkers, D. P. 52. 2. 235). Mais l'exploit d'ajournement doit être adressé à la personne ou au domicile du syndic, et, s'il y a plusieurs syndics, à la personne ou au domicile de l'un quelconque d'entre eux. Si donc l'exploit a été, en fait, signifié à tous les syndics, il suffit que cette signification soit régulière à l'égard de l'un d'entre eux; les autres significations n'étant pas nécessaires, leur irrégularité ne saurait entraîner la

nullité de la procédure (Rodière, *Cours de compétence et de procédure en matière civile*, 4<sup>e</sup> éd., t. 1, p. 215).

**462.** — 3<sup>e</sup> Effets, à l'égard du failli, des jugements rendus avec les syndics, ou réciproquement. — La chose jugée avec le syndic d'une faillite, dans la limite de ses pouvoirs, est opposable au failli. Nous en avons, au Rép. n°s 213 et 546, déduit cette conséquence, que le failli, régulièrement représenté par les syndics, dans les jugements ou arrêts relatifs à ses biens mobiliers ou immobiliers, n'est pas recevable à attaquer par la voie de la tierce opposition les décisions rendues contre ces syndics (Conf. Lyon-Caen et Renauld, t. 2, n° 2677; Ruben de Couder, v° Faillite, n° 193). — Par contre, les jugements ou arrêts rendus avec le failli depuis la déclaration de la faillite ne sont pas opposables à la masse de ses créanciers, lorsque les syndics n'y ont pas personnellement figuré. Dès lors, ceux-ci peuvent les faire annuler dans l'intérêt de la masse par la voie de la tierce opposition (Comp. Rép. n° 212).

**463.** — 4<sup>e</sup> Actions relatives à la personne du failli. — Le failli, n'étant pas frappé d'incapacité quant à l'exercice des droits exclusivement attachés à sa personne, conserve le droit d'ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, lorsqu'il s'agit d'actions judiciaires relatives à ces droits; ici s'applique l'art. 1166, c. civ., qui, après avoir posé comme principe que les créanciers peuvent exercer les actions de leur débiteur, excepte de cette règle celles qui sont attachées à la personne (Comp. sur ce principe: Crim. rej. 17 juin 1865, aff. Fournier, D. P. 65. 1. 401; Req. 10 mars 1879, aff. Jacob, D. P. 79. 1. 354). Ainsi, tout d'abord, le failli sera partie dans l'exercice de toutes les actions qui se rattachent à l'exercice des droits de famille (Civ. cass. 16 août 1852, aff. Poix-Vandelle, D. P. 52. 1. 295);... actions relatives à son état civil (V. Rép. v° Appel civil, n° 502);... à sa qualité de père, mère, fils, parent ou tuteur, telles que les actions en désaveu, destitution de tutelle, interdiction, dation de conseil judiciaire;... à sa qualité d'époux, telles que les actions en divorce ou en séparation de corps (Rép. n° 204), ou en nullité de mariage (Trib. civ. Seine, 23 août 1883, *Le Droit*, 25 août 1883); d'où la conséquence que la femme d'un failli qui forme contre son mari une demande en séparation de corps ne doit pas mettre en cause le syndic de la faillite (Paris, 28 août 1871, D. P. 74. 5. 262).

**464.** Quant aux actions qui présentent un intérêt pécuniaire, tout en ayant pour objet essentiel la sauvegarde d'un droit tout personnel au failli, elles échappent également au principe du dessaisissement, en ce sens qu'il appartient au failli seul de les intenter ou d'y défendre. — Telle est, en premier lieu, l'action en séparation de biens que la femme peut, dès lors, intenter à l'exclusion de ses syndics, si c'est elle qui est en faillite, sauf aux créanciers à exercer les droits de leur débitrice après la séparation prononcée (art. 1446),... et qu'elle doit former contre son mari, si c'est ce dernier qui se trouve en faillite (Rép. v° Contrat de mariage, n°s 1725 et 1901). Mais, en ce dernier cas, les syndics doivent également être mis en cause, à raison de l'intérêt pécuniaire engagé dans l'instance; l'action ne serait pas recevable, si elle était intentée contre le mari seul, ou du moins le jugement rendu ne serait pas opposable à la masse (Paris, 13 mars 1879, aff. Riasse, D. P. 79. 2. 264;

mineure Hulin, prétendue légataire, tendant à obtenir la mise en possession des biens légués, se fonde uniquement sur ladite délivrance; qu'elle manque, dès lors, de base et doit être rejetée, etc. Du 21 janv. 1876. - C. d'Orléans, 1<sup>re</sup> ch.-M. Mantellier, 1<sup>er</sup> pr.

(2) (Leroux C. Simonne, Hécaen et Lemée.) — LA COUR; — Sur la 1<sup>re</sup> question : — Attendu que Bigeon a été déclaré en faillite par jugement du 8 nov. 1861; que ladite faillite avait été close, pour insuffisance d'actif, le 28 févr. 1862; mais qu'elle fut réouverte le 27 mai 1867, et que rien n'établit qu'elle ait, depuis lors, cessé d'exister; — Que Hécaen en est le syndic et qu'aux termes de l'art. 443 c. com., il a seul qualité pour représenter le failli en justice; que l'art. 762 c. proc. civ. ne déroge pas à la règle posée dans l'art. 443 précitée; d'où il suit que l'appel de Leroux et joints a été valablement signifié à Hécaen; que c'est, d'ailleurs, ce que Simonne a lui-même implicitement reconnu, puisqu'en première instance, où il poursuit la procédure d'ordre, il n'a mis en cause que Hécaen, aux qualités qu'il agit...

Du 29 déc. 1870. - C. de Caen, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Champin, pr.-Tardif de Moidrey, av. gén.-Carel et Oct. Massieu, av.

(4) (Laurence C. syndic Hulin.) — LA COUR; — En ce qui touche la délivrance faite par Hulin, le 28 févr. 1875, du legs fait au profit de sa fille Marguerite, compris au testament d'Henri Laurence, du 20 juill. 1861, dont il était le légataire universel : — Attendu qu'à la date de cette délivrance, Hulin était définitivement déclaré en état de faillite; d'où il suit qu'aux termes de l'art. 443 c. com., il se trouvait dessaisi de l'administration de ses biens, et que toute action mobilière ou immobilière le concernant ne pouvait être valablement exercée contre les syndics de sa faillite; — Qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de l'un des droits exclusivement attachés à la personne qui sont mentionnés en l'art. 1166 c. civ., et ne tombent pas sous l'application des dispositions de l'art. 443 précité c. com.; que si Hulin conservait, à titre de légataire universel d'Henri Laurence, la saisine des biens dont la délivrance était demandée, cette délivrance pouvant avoir pour effet d'aliéner des droits profitables à ses créanciers, il ne lui appartenait pas de procéder, en dehors de l'assistance et du concours des syndics, à ladite délivrance, laquelle, mal à propos, n'a été demandée qu'à lui seul; qu'elle doit être, en conséquence, déclarée nulle et non avenue; — Et attendu que l'instance actuellement introduite par Augustin Laurence, tuteur *ad hoc* de la

3 avr. 1890, aff. Maucclair, D. P. 90. 2. 341; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 669, note 1; Dutruc, *Séparation de biens*, n° 111; Ruben de Couder, v° *Failite*, n° 199; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, t. 7, v° *Séparation de biens*, n° 82; Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° *Failite*, n° 171, et v° *Séparation de biens*, n° 21 et 87; Laroque-Saissinel et Dutruc, t. 1, n° 220; Dutruc, *Traité de la séparation de biens*, n° 111). — On a soutenu, toutefois, que la demande peut être formée contre les syndics seuls, sauf au mari à intervenir conformément à l'art. 443-4° (Paris, 22 mai 1876, aff. Syndic Collet, D. P. 76. 2. 224. Conf. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 124 et 125). Cette doctrine se prévaut du principe que le syndic représente à la fois la masse des créanciers et le failli; mais il y a là une pétition de principes, la question étant précisément de savoir si l'intérêt moral engagé dans l'instance ne rend pas nécessaire la présence du failli comme partie principale.

A qui incombent, lorsque la demande en séparation de biens a été accueillie, les frais de l'instance dans laquelle le mari et le syndic de sa faillite ont l'un et l'autre été mis en cause? Plusieurs arrêts ont admis qu'en pareil cas il y avait lieu de mettre ces frais à la charge du syndic, qui les emploiera en *frais de syndicat*, ce qui revient à dire qu'ils seront supportés par la masse, et que la femme ne sera pas soumise, en ce qui les concerne, à la loi du dividende (Douai, 8 août 1856, aff. Demaeght, D. P. 57. 2. 66; 22 avr. 1874, aff. Houbart, D. P. 80. 1. 337, note a; Paris, 22 mai 1876 et 13 mars 1879, précités; Req. 23 févr. 1880, aff. Syndic Riasse, D. P. 80. 1. 337). Et il en est ainsi, d'après ces arrêts, alors même que le syndic n'aurait pas contesté la demande. — Mais la condamnation du syndic doit-elle s'étendre à la totalité des dépens? Certains arrêts l'ont admis, en se fondant sur l'indivisibilité de la demande (V. notamment : Douai, 22 avr. 1874, précité; Trib. Saint-Amand, aff. Bicet, *Journal des faillites*, 1888, p. 306). Au contraire, l'arrêt précité de la même cour, en date du 8 août 1856, décide que les frais occasionnés par la présence du

mari au procès doivent être mis à la charge personnelle de celui-ci, et non à la charge de la masse (V. aussi Trib. Seine, 2 nov. 1885, aff. Duval, *Journal des faillites*, 1885, p. 548). L'arrêt précité de la cour de Paris, du 3 avr. 1889, après avoir déclaré que, dans les cas où la séparation de biens est prononcée, le syndic doit être condamné aux dépens, aussi bien que le mari, alors même qu'il se serait borné à s'en rapporter à justice, ajoute qu'il y a lieu de les condamner tous les deux aux dépens, non pas *in solidum*, l'indivisibilité de l'instance ne s'étendant pas à de simples dépens, mais *conjointement*, c'est-à-dire, le mari, pour une moitié, et le syndic pour l'autre moitié, qui seule devra être employée, conformément à l'art. 365 c. com., en frais privilégiés de syndicat : on n'a pas à rechercher ici quel est le défendeur principal. — V. au surplus, sur la question, la note sous Req. 23 févr. 1880, précité.

465. Convient-il de donner la même solution au cas de *séparation de corps* prononcée contre le mari après la déclaration de faillite? La jurisprudence est divisée sur la question. Il a été jugé, dans le sens de l'affirmative, que la femme d'un failli qui demande la séparation de corps, une pension alimentaire et une provision *ad litem*, a le droit de mettre en cause le syndic comme représentant la masse, sur laquelle doivent rejaillir les effets pécuniaires du jugement (Nancy, 13 juin 1883) (1). Et, le syndic qui a contesté, sans succès, en ce qui le concernait, les demandes en pension alimentaire et en provision, doit être condamné à tous les dépens, y compris ceux de la demande principale en séparation de corps, qui se confondent avec les frais de demande accessoire (Même arrêt). — Mais cette décision ne nous semble pas fondée. Nous estimons, au contraire, que les frais de la séparation de corps prononcée contre le failli ne doivent pas être mis à la charge du syndic *ès nom*, s'il a été mal à propos appelé dans l'instance, mais qu'ils doivent être supportés par le mari seul. En conséquence, la femme doit produire pour leur montant à la faillite de celui-ci (Conf. Paris, 28 août 1871, cité *supra*, n° 463; Dijon, 2 déc. 1881) (2).

(1) (Syndic Gauthier C. Gauthier.) — La cour; — Attendu que par un exploit du 27 mai 1882, la dame Gauthier a formé contre son mari, autrefois marchand de vins à Laxon, déclaré en état de faillite : 1° une demande principale en séparation de corps; 2° une demande accessoire en pension alimentaire et en provision *ad litem* pour faire face aux dépens de l'instance; — Attendu qu'aux termes de l'art. 443 c. com., le jugement déclaratif de faillite emporte de plein droit dessaisissement pour le failli de l'administration de ses biens, et l'attribue au syndic, représentant tout à la fois la masse des créanciers et le failli lui-même; — Attendu que, du jour de la faillite, toute action mobilière ou immobilière, toute voie d'exécution tant sur les meubles que sur les immeubles, ne peut être suivie et intentée que contre le syndic; — Attendu qu'il est incontestable que les condamnations pécuniaires prononcées au profit de la dame Gauthier par le jugement dont est appel ne peuvent être exécutées que sur les biens de la masse, dont l'administration appartient au syndic; — Attendu, en conséquence, que la dame Gauthier a pu, sans violer le principe qui réserve au failli l'exercice exclusif des droits attachés à sa personne, appeler en cause le syndic Bloch, non pas en tant que représentant le failli, et pour intervenir dans la question d'état qui s'agitait entre les époux, mais en tant que représentant la masse dont il est chargé de défendre les intérêts, et sur laquelle doivent rejaillir en définitive les conséquences pécuniaires du jugement; — Attendu que, si le syndic n'avait pas été mis en cause, le jugement n'aurait pas été opposable aux créanciers de la masse, qui n'y auraient pas été représentés, et, dès lors, l'appelant aurait conservé le droit de contester en leur nom et le principe et le montant des condamnations prononcées au profit de l'intimée contre le failli; que c'est donc avec raison qu'il a été appelé dans l'instance, afin de rendre commun avec lui le jugement à intervenir, et d'éviter ainsi un second procès qui n'aurait pas manqué de naître dans l'avenir; — Attendu qu'on objecte en vain que la dame Gauthier aurait dû agir en vertu de l'art. 474 c. com., à l'effet d'obtenir des secours alimentaires sur l'actif de la faillite; — Attendu que le droit attribué au failli par l'art. 474 lui est personnel, et ne peut être exercé par sa femme; — Attendu, d'ailleurs, que ces secours alimentaires ont un caractère essentiellement provisoire et précaire; qu'ils ne peuvent être alloués que jusqu'à la formation de l'union, après laquelle ils ne sont continués, aux termes de l'art. 530 c. com., qu'avec le consentement des créanciers; qu'ils ne pourraient donc tenir lieu de la pension alimentaire à laquelle la femme a droit en vertu de l'art. 268 c. civ.; — Attendu, dans tous les cas, que l'art. 474 ne pourrait s'appliquer à la provision *ad litem*, qui ne rentre évidemment pas dans la catégorie des

services alimentaires, et que, par conséquent, la procédure suivie par la dame Gauthier est la seule qui soit régulière et conforme à la loi; — Attendu que le syndic a conclu au procès, et contesté, en ce qui le concerne, la demande en provision et en pension alimentaire; que c'est donc à bon droit qu'il a été condamné, en sa qualité, à tous les dépens de première instance, sans qu'il y ait lieu d'en excepter ceux de la demande principale en séparation de corps, qui se confondent avec les frais de la demande accessoire, et, sont, d'ailleurs, sans importance dans la cause; — Par ces motifs, etc.

Du 13 juin 1883. — C. de Nancy, 2<sup>e</sup> ch. — MM. Angenoux, pr. — Sadoul, av. gén., c. contr. — Grillon et de Courteville, av.

(2) (Syndic. Luzeux C. dame Luzeux.) — La cour; — Sur l'appel du syndic Mollard, en ce qui concerne les dépens de 1<sup>re</sup> instance mis en entier à la charge de la faillite Luzeux : — Considérant que deux instances principales et distinctes ont été engagées entre les parties, l'une en séparation de corps entre les époux Luzeux...; — Considérant, à l'égard de la 1<sup>re</sup> instance, que, si le syndic y a été appelé pour fournir à la femme, demanderesse en séparation de corps, une provision *ad litem* et des secours alimentaires, et si le syndic a eu tort de contester sur ces points, et a encouru les dépens occasionnés par sa contestation, il est certain qu'après cet incident, vidé par le jugement du 3 mars 1880, il est resté complètement étranger aux suites de l'instance en séparation de corps, dans laquelle il n'avait, d'ailleurs, ni à intervenir, ni à conclure; que, dès lors, le syndic ne peut être condamné aux dépens de cette instance, qui doivent rester exclusivement à la charge du sieur Luzeux, sauf à la dame Luzeux à produire à sa faillite, pour les dépens qu'elle justifiera avoir exposés; — Par ces motifs; — Ayant égard à l'appel de Mollard, *ès-noms*, en ce qu'il a été condamné à tous les dépens de l'instance; — Met ce dont est appel à néant; — Et, par nouvelle décision, émettant; — Dit et ordonne, par rapport aux dépens de 1<sup>re</sup> instance : 1° que les dépens nécessités par la mise en cause de Mollard, lors du jugement du 3 mars 1880, et à eux joints la moitié des frais et coût de ce jugement, seront supportés par ledit Mollard *ès-noms*; 2° que tous les autres frais et dépens de l'instance en séparation de corps, jusques et y compris la moitié des frais et coût du jugement dont est appel, seront supportés par Luzeux seul, sauf à la dame Luzeux à produire à la faillite de ce dernier pour la partie de dépens qu'elle justifiera avoir avancés.

Du 2 déc. 1881. — C. de Dijon, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Cantel, 1<sup>er</sup> pr. — Vèzes, av. gén. — Nourissat, Metman et Toussaint, av.



Si le syndic de la faillite a été appelé dans l'instance par la femme demanderesse, ou y est intervenu à raison d'une contestation d'ordre pécuniaire (provision *ad litem* ou secours alimentaires, réclamés par la femme demanderesse en séparation), les dépens afférents à ces contestations doivent seuls être supportés par le syndic *ès nom* (Dijon, 2 déc. 1881, précité). Il n'y a, en effet, aucune assimilation à établir entre l'action en séparation de biens dont l'objet essentiel est pécuniaire et l'action en séparation de corps, dont le but principal est de relâcher les liens du mariage, en mettant fin à l'obligation de cohabiter. Cette action a, il est vrai, des conséquences pécuniaires, puisqu'elle entraîne la séparation de biens et la révocation des donations faites à l'époux coupable; mais ce sont là des conséquences secondaires qui, dès lors, ne sauraient influencer sur le caractère juridique de l'action. L'art. 1447 c. civ. fournit, du reste, en ce sens un argument très puissant, puisqu'il permet aux créanciers d'intervenir dans une instance en séparation de biens (V. *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 628), tandis qu'ils ne sont pas autorisés à intervenir dans une instance en séparation de corps (Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 5, p. 194, § 493; Demolombe, *Mariage*, t. 2, n° 427; Carré et Chauveau, *Lois de la procédure*, t. 6, quest. n° 2980).

**466.** En ce qui concerne l'action en révocation d'une donation pour cause d'ingratitude (Rép. n° 205), deux hypothèses peuvent se présenter: 1° le failli est donateur; seul, il aura le droit d'agir en révocation pour ingratitude, cette action ayant surtout un intérêt moral (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 668, note 7; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 162, note). Les syndics auraient, au contraire, le droit d'intenter l'action en révocation pour inexécution des conditions, laquelle n'est qu'une application du droit commun (Rép. *eod. loc.*) et même l'action en révocation pour *survenance d'enfants*, parce qu'alors la révocation s'opère de plein droit et que le bien donné rentre, en vertu de la loi elle-même, dans le patrimoine du donateur (Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*); — 2° Le failli est donataire. En ce cas,

le donateur pourra intenter contre lui l'action en révocation; mais cette action, en principe, ne réfléchira pas contre la masse. Cela est certain, si les faits d'ingratitude sont postérieurs au jugement déclaratif, le failli ne pouvant, par son fait, diminuer le gage des créanciers; mais elle doit également être admise lorsque les faits d'ingratitude sont antérieurs. La révocation, ayant un caractère pénal, ne doit pas être opposable à la masse, à moins, toutefois, que la demande ne fût déjà pendante lors de la déclaration de faillite (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 668, note 7 *in fine*; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 122, note).

**467.** A l'égard des actions qui intéressent la personne physique du failli, son honneur ou sa considération (Rép. n° 204), il a été jugé qu'une action en dommages-intérêts basée sur le meurtre d'une personne n'a jamais pu faire partie du patrimoine de la victime; que cette action ne peut donc être exercée par le syndic de sa faillite ni comme représentant le failli, ni comme agissant au nom des créanciers (Trib. civ. Seine, 9 janv. 1879) (1). De même, il appartient au failli d'exercer une action civile en diffamation (Rép. *ibid.*); ... Ou des poursuites en abus de confiance contre un coassocié, lorsque le failli agit en vue de rétablir son honneur et sa considération, que les détournements de ce coassocié ont compromis en même temps que les intérêts sociaux (Crim. rej. 17 juin 1865, aff. Fourrier, D. P. 65. 1. 401); ... Ou une action en nullité d'un brevet d'invention, pris indûment par un tiers qui a, grâce à ce brevet, fait condamner antérieurement le demandeur comme contrefacteur par la juridiction correctionnelle, et a ainsi porté gravement atteinte à sa considération (Civ. cass. 21 févr. 1859, aff. de Villamil, D. P. 59. 1. 197); ... Et plus généralement, toute action tendant à la réparation d'un acte *délictueux*, de quelque nature qu'il soit, les actions de cette nature étant, avant tout, personnelles à la victime du délit (Paris, 18 mai 1888) (2), d'un vol, par exemple, d'une escroquerie ou d'un abus de confiance (Dijon, 24 déc. 1874) (3); Paris, 18 mai 1888, précité), ou d'un délit de contre-

(1) (Syndic Boutin C. X...) — LE TRIBUNAL; — Sur la recevabilité de la demande principale: — Attendu que Boutin est décédé le vingt-troisième jour qui a suivi l'accident dont il a été victime, sans avoir formé l'action dérivant des art. 1382 et suiv. c. civ., qui pouvait lui appartenir; — Attendu qu'en raison de la nature de cette action, nul autre que lui, de son vivant, n'en aurait pu avoir l'exercice; que notamment ses créanciers n'auraient pu l'exercer à son défaut ou contre sa volonté, dans les termes de l'art. 1166 c. civ.; — Attendu, en effet, qu'aux termes dudit article, les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, mais à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à sa personne; — Attendu que l'action en dommages-intérêts pour réparation d'un délit commis contre les personnes rentre nécessairement dans l'exception ainsi formulée; que, par cela même qu'il appartient à la partie lésée d'en remettre ou d'en poursuivre la réparation, il s'ensuit que l'action en dommages-intérêts est subordonnée à sa volonté; — Attendu, d'autre part, que le préjudice dont la réparation peut être demandée n'affecte que la personne elle-même de la partie lésée, et seulement quant à des droits qui ne peuvent être pris et considérés par les tiers comme gage de leurs créances; qu'à ce point de vue encore l'action doit être considérée comme exclusivement personnelle à la partie lésée; qu'il en serait autrement au cas où cette partie aurait formé son action; qu'en effet, les biens et actions d'un débiteur étant le gage commun de ses créanciers, il en résulte que ceux-ci, trouvant l'action formée dans le patrimoine de leur débiteur auraient le droit d'en poursuivre l'exercice par voie de subrogation judiciaire, dans les termes de l'art. 1166, et ce, même malgré le désistement donné par leur débiteur, s'il avait été donné en fraude de leurs droits, conformément à l'art. 1167; — Que lesdits articles trouveraient encore leur application, s'il s'agissait de dommage résultant d'un délit ou quasi-délict commis contre les biens; qu'en ce cas, il ne peut dépendre de la volonté d'un débiteur de paralyser, au détriment de ses créanciers, l'exercice d'une action qui tend à augmenter ou à conserver leur gage, et qui doit leur profiter par une conséquence légale des obligations conventionnelles ou autres existant entre eux et leur débiteur; — Mais attendu que l'action que prétend exercer Beaugé procède exclusivement du fait même de la mort de Boutin, qui en est le principe et la cause; qu'ainsi envisagée, elle n'a jamais pu faire partie du patrimoine du défunt, c'est-à-dire du gage des créanciers; — Attendu qu'il est inadmissible que le syndic de la faillite puisse avoir, comme représentant du failli, l'exercice d'une action qui n'a son origine que

dans le décès même du failli; — Qu'il ne peut davantage prétendre à exercer ladite action au nom des créanciers de la faillite, puisque, par les motifs exprimés ci-dessus, à plus forte raison après le décès de leur débiteur, les créanciers ne peuvent, de toute évidence, trouver dans l'art. 1166 la source d'une action qui n'a jamais appartenu à leur débiteur; — Qu'il importe, d'ailleurs, de remarquer que l'action en dommages-intérêts dont s'agit ne pourrait même être intentée par le conjoint ou les proches du *de cuius* à titre héréditaire, mais seulement à titre individuel et personnel, et en raison des dommages soufferts chacun au droit de soi; — Par ces motifs; — Déclare Beaugé non recevable dans sa demande, etc.

Du 9 janv. 1879.-Trib. civ. de la Seine, 4<sup>e</sup> ch.

(2) (Radu C. Fleury.) — LA COUR; — Statuant sur l'appel de Radu d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (10<sup>e</sup> chambre) en date du 17 mars 1888, lequel l'a déclaré non recevable, vu son état de faillite, et à défaut d'assistance de son syndic, dans l'action correctionnelle par lui dirigée contre Fleury; — Considérant que cette action, basée sur les art. 400, 401, 405 et 408 c. pén., 29 de la loi du 29 juill. 1881, tendait à la réparation du préjudice que Radu prétendait avoir éprouvé des délits qu'il imputait à Fleury; — Considérant en droit que si, aux termes de l'art. 443 c. com., le failli se trouve, à partir du jugement déclaratif de faillite, dessaisi de l'administration de ses biens qui passe à son syndic, cette disposition doit être rigoureusement restreinte aux divers cas prévus par cet article; que le failli n'est nullement frappé d'une incapacité absolue; qu'il conserve en leur entier les droits et actions attachés à sa personne; que l'action en réparation d'un acte *délictueux*, de quelque nature qu'il soit, est avant tout personnelle, et peut être exercée par la personne même qui a souffert de l'acte *délictueux*; que l'assistance du syndic n'est nullement nécessaire; que c'est donc à tort que les premiers juges ont rejeté l'action de Radu par une fin de non-recevoir fondée uniquement sur l'état de faillite de Radu et sur le défaut d'assistance de son syndic; — Par ces motifs; — Infirme.

Du 18 mai 1888.-C. de Paris.-MM. Casenave, f. f. pr.-Jacomy, subst. proc. gén.-Derche et Debacq, av.

(3) (Longueville C. Fèvre.) — LA COUR; — Considérant que, si le droit individuel de chaque créancier s'absorbe dans le droit général et collectif de la masse représentée par le syndic, sous peine de troubler l'harmonie de la faillite et l'unité nécessaire à

façon (Paris, 25 janv. 1887, aff. Lagarde, D. P. 87. 1. 132)... alors surtout que ce délit est de nature à porter atteinte à l'honneur artistique de l'auteur de l'œuvre d'art contrefaite (Même arrêt. Comp. Pouillet, *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique*, n° 635 ; *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, n° 758 ; Renouard, *Traité des droits d'auteur*, t. 2, n° 216). Si le failli peut, dans ces différentes hypothèses, prendre l'initiative des poursuites, à plus forte raison a-t-il le droit de poursuivre en appel, en cas d'inaction du syndic, une action en dommages-intérêts contre un mandataire infidèle dont la faute avait été la cause de la faillite (Dijon, arrêt précité du 24 déc. 1874).

468. Inversement, et par application des mêmes principes, l'on doit décider que le failli conserve le droit de défendre aux actions qui intéressent sa personne et sont de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération (Req. 10 mars 1879, 2 espèces, aff. Jacob, D. P. 79. 1. 354). Ainsi le syndic qui demande la nullité d'actes passés par le failli, et notamment d'un acte de société, comme faits en fraude des droits de ses créanciers, peut diriger son action contre le failli personnellement, cette action étant de nature à compromettre l'honneur de celui-ci (Mêmes arrêts). Dans ce cas, d'ailleurs, le failli ne peut être représenté par le syndic demandeur au nom de la masse des créanciers dont les intérêts sont en opposition avec les siens. — De même, et par identité de motifs, lorsqu'il y a lieu de poursuivre le failli pour crime, délit ou contravention, c'est contre le failli lui-même que les poursuites doivent être dirigées (Rep. n° 562. Conf. Civ. cass. 21 févr. 1859, aff. de Villamil, D. P. 59. 1. 197). Et il en est ainsi, même en ce qui concerne les réparations civiles qui peuvent être la suite des condamnations encourues par le failli (Rep. n° 562).

469. De la règle ci-dessus, il suit : 1° que le failli ne peut exciper devant le tribunal correctionnel, ni à l'égard du ministère public, ni même à l'égard de la partie civile, de l'incapacité où il est de défendre aux actions dirigées contre lui personnellement (Crim. rej. 26 sept. 1867, aff. Villet, D. P. 68. 1. 42); — 2° Que le cours de l'action civile, formée en même temps que l'action publique, ne peut être suspendu ni retardé par l'appel en cause du syndic (Crim. rej. 9 mai 1846, aff. Boulet, D. P. 46. 1. 316).

470. Mais les syndics peuvent intervenir dans les actions personnelles intentées ou par le failli, ou contre lui, pour la surveillance et la conservation des intérêts de la masse,

qui doit, en effet, bénéficier de toutes les condamnations pécuniaires prononcées au profit du failli, par application du principe que la mainmise de la masse s'étend à tous les biens présents et à venir du débiteur. Il en est ainsi, spécialement, du bénéfice pécuniaire de la révocation d'une donation pour cause d'ingratitude, demandée par le donateur seul, sans assistance du syndic (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 669, note 2; Alauzet, t. 7, n° 2467).

471. Par contre, les condamnations prononcées contre le failli seul ne sont point opposables à la masse, si les syndics n'ont pas été mis en cause (V. *suprà*, n° 464, l'application de ce principe au cas de séparation de biens). Toutefois, d'après la jurisprudence, il y a exception en ce qui concerne les condamnations à des dommages-intérêts prononcées par les tribunaux de répression, la partie lésée pouvant se porter partie civile jusqu'à la clôture des débats, et ceux-ci ne pouvant être retardés par l'appel en cause du syndic (V. *suprà*, n° 469 ; Crim. rej. 9 mai 1846, cité *suprà*, n° 469. Comp. Crim. rej. 26 sept. 1867, cité *ibid.*). Il semble en résulter que les condamnations pécuniaires prononcées par le tribunal répressif, à raison de faits délictueux antérieurs à la faillite déclarée, devraient produire effet contre la masse, bien que les syndics n'eussent pas figuré dans l'instance. Jugé toutefois, en sens contraire, que ces condamnations ne peuvent être exécutées sur l'actif de la faillite, si les curateurs (syndics) n'ont pas été mis en cause (Bruxelles, 24 janv. 1857, rapporté par Namur, t. 3, n° 1685. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 669, note 3, *in fine*).

472. Il convient de remarquer, en tout cas, que le syndic n'aurait pas qualité pour intervenir, ni, à plus forte raison, pour se porter demandeur au lieu et place du failli dans une instance relative à une obligation qui, par sa nature ou par sa date, se trouve être inopposable à la masse. Jugé en ce sens que le syndic d'une faillite n'est pas recevable à demander, en cette qualité, décharge d'une contribution directe à laquelle le failli a été imposé pour une année postérieure à sa mise en faillite, une telle contribution constituant, pour le failli, une dette personnelle dont le recouvrement ne peut être poursuivi sur l'actif de la faillite (Crim. cass. 1<sup>er</sup> mars 1878, aff. Ferry, D. P. 80. 3. 2; Cons. d'Et. 12 août 1879, aff. Gaudin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 625; 9 avr. 1886, aff. Delamorinière, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 322. — V. en sens contraire les observations présentées dans cette

sa direction, il en est autrement à l'égard du failli qui peut avoir des intérêts particuliers distincts, indépendants, qui ne seraient pas suffisamment représentés par le même syndic et auxquels il a été pourvu par une intervention facultative placée sous le contrôle éclairé des tribunaux; — Que le jugement déclaratif emporte, il est vrai, de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de ses biens, et par suite du pouvoir d'ester en justice pour cette administration; mais qu'il n'en conserve pas moins la propriété de ces mêmes biens et l'exercice de ses actions personnelles; que, loin d'être absolue, son incapacité n'est que relative et doit se restreindre aux cas déterminés par la loi spéciale qui régit la faillite; que, dès lors, quand son intervention, loin de nuire aux intérêts de la masse, ne peut les compromettre, même éventuellement, qu'elle ne leur est que profitable, elle peut s'exercer par voie d'action, si le syndic, qui a figuré en première instance, la paralyse par sa négligence ou son refus d'appeler; — Qu'il en est surtout ainsi, lorsque l'action particulière du failli a un but exclusif du mandat légal donné au syndic par la loi même de son institution; qu'elle a pour objet de relever l'appelant de sa faillite, et de lui restituer son honneur commercial compromis par le fait d'un tiers qu'il prétend infidèle à ses engagements; qu'il ne serait ni juste, ni rationnel dans ces conditions de lui refuser une faculté d'appel qui dérive autant du droit commun que du droit spécial d'intervention reconnu par l'art. 443 c. com.; que, renfermée dans ces limites et nécessairement résolue par les tribunaux, la recevabilité d'actions de cette nature ne paraît présenter aucun danger; — En fait : que, déclaré en faillite le 14 avr. 1874 par le tribunal de commerce de Charolles, Jacques Longueville, marchand de bétail, non seulement interjetait appel du jugement qui le frappait dans son intégrité commerciale, mais signifiait à Fèvre, dès le 25 du même mois, une sommation d'avoir à déposer entre les mains de Brémond, nommé syndic provisoire, la somme de 25300 fr., prix des immeubles qu'il s'était chargé de vendre pour acquitter les dettes dont l'état lui avait été remis, faire cesser les poursuites en expropriation

dirigées contre lui et faire rapporter le jugement déclaratif de faillite, sous réserve de demander des dommages-intérêts audit Fèvre pour réparation du préjudice que lui avait causé l'exécution du mandat que celui-ci avait accepté, et la mise en faillite qui en avait été la conséquence forcée; — Qu'après une citation inutile en conciliation, à la date du 13 mai suivant, il avait assigné Fèvre, le 28 du même mois devant le tribunal civil de Charolles, afin d'obtenir contre lui une condamnation en 30000 fr. de dommages-intérêts pour les causes ci-dessus énoncées, et que le 5 juin le syndic intervenait dans l'instance; — Que le but de cette demande avait donc deux objets : d'établir d'abord que le mauvais vouloir de Fèvre ou du moins sa négligence à vendre les biens de Longueville au prix déterminé par la convention verbalement intervenue entre eux, avaient été la cause déterminante du sinistre commercial qui avait atteint ce dernier et dont il devait être relevé par la réparation qui lui était due; de faire ensuite bénéficier ses créanciers des condamnations par lui sollicitées contre Fèvre, puisqu'il demandait formellement que l'indemnité, qui lui serait allouée, fût versée entre les mains du syndic pour leur profiter; — Qu'il résulte de ces faits que l'action formée par Longueville avait un caractère essentiellement personnel; qu'elle engageait au premier chef sa considération commerciale et sa capacité civile; qu'elle n'était pas moins légitime, puisqu'elle avait pour unique objet sa libération compromise par la faute d'un mandataire infidèle à ses promesses; que, dans tous les cas, sans porter atteinte à la direction d'une faillite à peine naissante et dont le jugement déclaratif était frappé d'appel, elle ne pouvait qu'être utile à la masse, sans jamais lui préjudicier; que, d'ailleurs, elle ne concernait pas nécessairement le syndic, puisqu'elle tendait à le dépouiller des fonctions dont il était investi, et qu'à tous les titres, en présence de son inaction à relever appel, il appartenait au failli de le faire directement; — Que la fin de non-recevoir doit donc être écartée; — Par ces motifs, etc.

Du 24 déc. 1874.-C. de Dijon, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Neveu-Lemaire, 1<sup>er</sup> pr.-Poux-Franklin, av. gén. Roignot et Langeron, av.

dernière affaire par M. le ministre des finances, *Rec. Cons. d'Etat*, *ibid.*, note).

**473.** — 5° *Actions du failli en cas d'opposition d'intérêts avec la masse.* — Outre les actions relatives aux droits exclusivement attachés à la personne dans le sens de l'art. 1166, le failli possède, ainsi qu'on l'a établi au *Rép.* n° 210, le droit d'agir, soit *concurrentement* avec les syndics, soit *seul* à leur défaut, toutes les fois que ses intérêts sont en opposition avec ceux de la masse (*Rép.* n° 210). Ainsi, le failli conserve le droit de frapper d'appel le jugement qui repousse son *intervention* dans une instance intentée ou suivie par ou contre les syndics;... d'intenter en justice toutes les actions qui ont pour objet le règlement, le mode, les conditions et l'époque d'un acte qui exige sa participation personnelle, et par exemple du *concordat* (*Rép.* n° 204);... d'exercer, en son nom, une action judiciaire concernant son *habitation personnelle* et celle de sa famille (Civ. cass. 16 août 1852, aff. Poix-Vandelle, D. P. 52. 1. 295); et, notamment, devant le jury d'expropriation, l'action en indemnité, à raison de l'expropriation pour cause d'utilité publique de l'immeuble occupé par lui comme locataire, quand il s'agit de son habitation personnelle (Même arrêt). — En ce qui concerne les actions dirigées contre le jugement déclaratif lui-même (appel et opposition), V. *infra*, sect. 17.

**474.** — 6° *Actions nées d'une industrie personnelle exercée par le failli.* — Enfin le failli, aux termes d'une jurisprudence constante, pouvant exercer, après la déclaration de faillite, une industrie personnelle (V. *supra*, n° 438 et suiv.), a le droit d'exercer en justice, sans l'assistance du syndic, soit en demandant, soit en défendant, toutes les actions qui se rattachent à cette industrie (Civ. cass. 8 mars 1854, aff. Bernard, D. P. 54. 1. 94; Civ. rej. 21 févr. 1859, aff. de Villamil, D. P. 59. 1. 197; 25 juin 1860, aff. C... D. P. 60. 1. 286; Civ. cass. 12 janv. 1864, aff. Roche et Lacoste, D. P. 64. 1. 130; Caen, 26 mai 1874, aff. Coquerterre, D. P. 76. 2. 50; Req. 2 févr. 1876, aff. Périer, D. P. 77. 1. 422; Req. 8 mai 1878, aff. Faillite Deman-Poulain, D. P. 79. 1. 101; Aix, 23 juin 1882) (1).

Il peut, notamment, poursuivre ses débiteurs (Arrêts précités des 8 mars 1854 et 26 mai 1874),... réclamer les salaires ou bénéfices auxquels il peut avoir droit (Aix, 23 juin 1882 précité),... soit à raison de l'industrie exercée par lui (même arrêt),... soit à l'occasion de services personnels rendus par lui en dehors de toute opération commerciale (C. cass. Turin, 19 juin 1882) (2);... demander en justice le paiement des dommages-intérêts qu'il prétend lui être dus par

suite d'une révocation d'emploi dont il aurait été frappé contrairement au contrat que lui avait conféré cet emploi (Civ. rej. 21 juin 1860 précité);... poursuivre la réparation du préjudice qui lui a été causé par l'inculpation d'un délit de contrefaçon (Civ. rej. 21 févr. 1859 précité). Par suite, le pourvoi en cassation contre le jugement rendu avec le failli est régulièrement signifié à ce failli seul; il n'est pas besoin que la signification soit faite, en outre, aux syndics (Même arrêt).

**475.** Mais si la présence des syndics n'est pas nécessaire pour la régularité de l'instance, du moins doivent-ils toujours intervenir pour la conservation des droits de la masse (Arrêts cités *supra*, n° 474),... et assurer à celle-ci le bénéfice pécuniaire des actions exercées par le failli, lequel bénéfice constitue, comme toutes les valeurs acquises par l'industrie du failli, une valeur de faillite au même titre que les biens existant au jour de la déclaration de faillite, sous la déduction toutefois des dettes et charges grevant l'actif nouveau (Arrêt du 12 janv. 1864, cité *supra*, n° 474). Ils peuvent intervenir notamment, à cet effet, devant la cour de cassation (Arrêt du 21 févr. 1859, cité *supra*, n° 474).

**476.** — II. ACTIONS DES CRÉANCIERS DU FAILLI. — 1° *Individu commerçant.* — En principe, le jugement déclaratif de la faillite suspend l'exercice du droit qui, d'après la loi commune, appartient aux créanciers, de poursuivre contre leur débiteur le *payement* de leurs créances;... d'exercer, du chef du failli, en vertu de l'art. 1166 c. civ., les actions qui peuvent appartenir à ce dernier; d'exercer de leur chef, contre les actes du failli, les actions en nullité qui peuvent naître de la faillite. Toutes ces actions individuelles sont concentrées dans les mains des syndics. L'art. 443 ne consacre pas expressément ce principe; mais, ainsi qu'on l'a établi au *Rép.* n° 215, il n'en résulte pas moins clairement du texte des art. 527 et 539 c. com. (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2684 et 2815). Les créanciers ne conservent le droit d'agir individuellement que dans un seul cas, c'est lorsqu'ils ont des intérêts *distincts* de ceux de la masse ou en *opposition* avec eux (V. *infra*, n° 485).

**477.** La déclaration de faillite produisant un effet immédiat, les actions individuelles des créanciers non privilégiés doivent faire place, à compter du jour du jugement, à l'action unique des syndics, sans distinction des poursuites commencées et de celles non commencées à ce jour (Lyon, 26 août 1853, aff. Syndic Genton, D. P. 55. 2. 318). Et ce mandat général *ad lites* du syndic subsiste jusqu'à la clôture de la faillite, clôture définitive ou tout au moins provisoire nécessitée par l'insuffisance de l'actif pour faire face aux

(1) (Alziary C. Toy-Riont.) — LA COUR; — Sur la fin de non-recevoir : — Attendu qu'aux termes de l'art. 443, le failli est, à partir de la date du jugement déclaratif de la faillite, dessaisi de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir tant qu'il est en état de faillite, et qu'à partir de ce même jugement, toute action mobilière ou immobilière ne peut être suivie ou intentée que contre les syndics; — Attendu que, quels que soient les effets de ce jugement, le failli n'est pas dans un état d'interdiction légale, et que, sauf les actes qui pourraient porter atteinte à l'actif, il conserve toute sa capacité; qu'il peut se livrer à une nouvelle industrie, acquérir de nouveaux biens, stipuler et même contracter des obligations, la loi ne lui ayant pas enlevé le moyen de pourvoir à son existence et à celle de sa famille, ou d'acquérir des ressources nouvelles pour se libérer envers ses créanciers; — D'où la conséquence qu'il peut, soit en raison des services qu'il a rendus, soit pour salaire de son travail, soit à titre de bénéfice, poursuivre lui-même ses débiteurs en justice, seul et sans l'assistance des syndics, les droits de ceux-ci étant toujours réservés pour les faire valoir dans l'intérêt de la masse comme et quand ils le jugeront convenable; qu'il répugnerait, d'ailleurs, d'accorder la faveur de cette fin de non-recevoir à des débiteurs qui ont contracté avec le failli, dont ils connaissent parfaitement l'état; — Au fond, etc...

Du 23 juin 1882.-C. d'Aix, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Bareste, f. f. pr.-Grassi, av. gén.-Abram et Drujon, av.

(2) (Rocca C. Sburlati.) — LA COUR; — Attendu que la cour de Gênes a décidé avec juste raison que l'incapacité qui frappe le failli, par suite de la déclaration de faillite, n'est pas une incapacité générale, absolue, mais seulement relative et spéciale; — Attendu que l'art. 551 c. com. déclare bien que le failli est, à dater du jugement déclaratif de la faillite, privé du droit d'administrer ses biens actuels et ceux qui pourraient lui advenir

durant la faillite; que cette incapacité a sa raison d'être et, par conséquent, sa limite dans l'intérêt que les créanciers peuvent avoir à administrer eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs représentants, les biens du failli qui doivent servir au payement total ou partiel de leurs créances; que, dès qu'un tel intérêt fait défaut, comme pour ce qui concerne les actions attachées à la personne du failli lui-même, ou dès que les syndics manifestent l'intention de n'en tenir aucun compte, en refusant d'intenter ou de suivre une action dont l'issue, indifférente ou non pour la masse, importe incontestablement à l'intérêt du failli, le motif en vertu duquel celui-ci est privé de l'administration de ses biens fait alors défaut, et il n'y a plus aucune raison de lui enlever l'exercice des actions qui peuvent lui appartenir; — Attendu que la loi elle-même (art. 552 c. com. ital.; art. 443 c. com. franç.), en permettant à l'autorité judiciaire d'admettre le failli à intervenir dans les affaires concernant ses biens mobiliers ou immobiliers, démontre clairement qu'à son sens l'incapacité du failli n'est pas absolue, sans quoi son intervention n'aurait aucune raison d'être, aucun résultat pratique; — Attendu que, dans l'espèce, l'action engagée par Sburlati avait pour but d'obtenir payement d'une créance relative à des services rendus par lui à la maison Rocca et Costa, postérieurement à la déclaration de faillite; qu'il s'agissait donc d'un produit dû à une œuvre personnelle, lequel produit lui était, en partie du moins, personnellement dévolu; que le syndic de la faillite, régulièrement cité en justice, n'avait pas jugé utile d'intervenir pour prendre des conclusions dans l'intérêt de la masse; qu'empêcher Sburlati de faire valoir ses moyens en son propre nom équivaldrait à assurer un lucre illicite à la maison Rocca et Costa, débitrice de Sburlati, et cela sans aucun avantage pour les créanciers, ce qui ne peut être dans l'esprit de la loi; — Rejette, etc.

Du 19 juin 1882.-C. cass. de Turin.-MM. Troglia, pr.-Secco-Suardo, rap.

frais de la procédure (art. 527-2°). — Jugé même que les syndics qui, par la reddition de leurs comptes, ont été déchargés du mandat général de gestion des affaires de la faillite, n'en restent pas moins les mandataires des créanciers à l'effet de poursuivre les actions par eux intentées, jusqu'à leur apurement définitif, l'état d'union devant être réputé maintenu et prorogé spécialement jusqu'à la solution de toutes les contestations soulevées ou soutenues au nom et dans l'intérêt de la masse (Rennes, 23 juin 1870, aff. Paumard, D. P. 71. 2. 112).

478. En règle générale, c'est aux syndics qu'il appartient d'exercer les actions propres à la masse des créanciers, aussi bien que celles intentées du chef du failli, les créanciers de la faillite pris collectivement étant, comme le failli, représentés par les syndics aux mains desquels sont concentrées toutes les actions qui intéressent la masse (Rép. n° 215);... de même qu'ils ont seuls qualité pour défendre aux actions intéressant la masse (Toulouse, 10 janv. 1880, aff. Caulet, D. P. 80. 2. 184). — Ainsi les syndics ont seuls qualité, à l'exclusion de tout créancier isolé, pour invoquer, au nom de la masse, les nullités prononcées par les art. 446 et suiv. c. com. contre certains actes du failli (Req. 17 juill. 1861, aff. Dame Napias, D. P. 62. 1. 118; Grenoble, 1<sup>er</sup> juin 1865, aff. Jacquemet et comp., D. P. 65. 2. 162; Dijon, 27 déc. 1871, aff. Constant, D. P. 74. 2. 237). Spécialement, la femme du failli, créancière de ses reprises, n'a pas qualité pour invoquer individuellement cette nullité; elle n'est, dès lors, pas recevable à se pourvoir en cassation contre la décision, non attaquée par le syndic, qui a déclaré mal fondée l'action en nullité formée par ce dernier (Arrêt précité du 17 juill. 1861). Et l'action des créanciers serait non recevable, quand même ils auraient mis en cause les syndics, si ceux-ci n'avaient pas comparu, ou si, comparaisant, ils avaient refusé de prendre une part active au débat (Arrêt précité du 27 déc. 1871). Doit également être considérée comme appartenant à la masse l'action résultant de l'engagement pris par le cessionnaire d'un failli de garantir la faillite des conséquences d'une instance engagée contre elle : le créancier qui l'a introduite ne saurait donc en réclamer le profit exclusif (Req. 27 févr. 1877, aff. Veuve Fouché, D. P. 78. 1. 408).

479. La circonstance que l'un des syndics était le fondé de pouvoirs et le comptable de la personne contre laquelle procédait l'action en nullité n'a rien d'incompatible avec les devoirs du syndic, et ne peut, en l'absence de tout concert frauduleux, lui enlever le droit d'agir au nom de la masse (Dijon, 27 déc. 1871, aff. Constant, D. P. 74. 2. 237).

480. Comme c'est dans l'intérêt de la masse seulement que l'exercice des actions individuelles est interdit aux créanciers, l'action en nullité intentée par un créancier, tant en son nom qu'en celui de la masse, est recevable, si les syndics appelés par lui en déclaration de jugement commun, loin d'improver son action, déclarent s'en rapporter à justice (Paris, 1<sup>er</sup> févr. 1831, Rép. n° 215; Req. 13 nov. 1867, aff. Gallois, D. P. 68. 1. 212). Il en est ainsi, notamment, de l'action en nullité formée individuellement, contre un acte du failli, en vertu de l'art. 1167, pour cause de fraude aux droits des créanciers (Mêmes arrêts)... Sauf à la masse à réclamer le bénéfice de l'annulation ainsi prononcée, en vertu de l'art. 1167 c. civ., à la diligence de l'un des créanciers (Sol. impl. Mêmes arrêts, Comp. *infra*, n° 706).

481. Les créanciers du failli étant représentés par les syndics dans les instances judiciaires engagées par ou contre ces syndics, ne peuvent attaquer les jugements ou arrêts intervenus, par voie de tierce opposition (Civ. rej. 14 juill. 1873, aff. Schwabacher, D. P. 76. 1. 160. Conf. Rép. n° 206, 212 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 755, notes 1 et 2).

Mais, la décision étant opposable à tous, chacun d'eux a le droit, si le syndic a cessé ses fonctions, de se pourvoir contre ces décisions. Jugé, en ce sens, que le jugement obtenu contre le syndic d'une faillite peut, après le concordat, être frappé d'appel par un créancier du failli dont les droits remontent à une époque antérieure à la faillite, ce créancier étant réputé, en cas pareil, avoir été représenté au jugement par le syndic (Req. 5 juin 1855, aff. Renoy, D. P. 55. 1. 388);... Et la créance doit être considérée comme antérieure à la faillite, lorsqu'elle résulte d'une adjudica-

tion sur licitation faite au failli avant la faillite, bien qu'elle se soit trouvée réduite à une simple différence entre le prix de l'adjudication et le prix d'une revente sur folle enchère à laquelle il n'a été procédé que postérieurement à la faillite (Même arrêt). Jugé que la partie qui a obtenu un jugement contre un failli ne peut, pour faire rejeter l'appel dont un créancier du failli a frappé ce jugement, après concordat, se prévaloir, pour la première fois, devant la cour de cassation des effets de ce concordat, et en conclure, notamment, de la part de tous les créanciers, un acquiescement au jugement attaqué (*ibid.*). L'appel contre un jugement qui a statué sur des droits de préférence débattus entre créanciers est, d'ailleurs, recevable, nonobstant l'acquiescement du débiteur, un acquiescement étant sans effet dans un procès relatif aux rangs respectifs de ses créanciers (Même arrêt).

482. Les syndics, dans l'exercice de ces actions, agissant au nom de la masse envisagée comme un tiers, et non pas du chef du failli, ne sont pas passibles des exceptions opposables à ce dernier. Ainsi, les syndics ont qualité pour élever, au nom et dans l'intérêt de la masse, relativement aux privilèges et hypothèques réclamés par un créancier, une contestation que le failli serait non recevable à soulever en son nom personnel (Req. 1<sup>er</sup> juill. 1857, aff. Delsaux, D. P. 57. 1. 438). Mais encore faut-il, pour que les syndics puissent ainsi agir au nom de la masse, envisagée comme un tiers, et non pas comme ayant cause du failli, qu'elle ait, en fait, des droits à faire valoir. Si cette condition n'est pas réalisée, la base même de l'action des syndics fait défaut. Ainsi, notamment, dans le cas où une société dissoute a été remplacée par une société nouvelle et distincte, le syndic de la faillite de la seconde société ne peut critiquer les paiements faits par cette dernière au commanditaire de la première en remboursement de sa commandite, lorsque, d'une part, les associés commandités ont reconnu la dette, et que, d'autre part, la masse des créanciers de la seconde société n'a, en fait, aucun droit à faire valoir sur cette commandite (Civ. rej. 9 mai 1887, aff. Cordier, D. P. 87. 1. 398).

483. Les syndics représentent d'ailleurs tous les créanciers, aussi bien les hypothécaires que les chirographaires, alors du moins que les contestations où ils figurent es-qualités intéressent à la fois la masse hypothécaire et la masse chirographaire, et s'il n'y a pas opposition d'intérêts entre ces deux ordres de créanciers (Montpellier, 30 août 1851, aff. Syndic Gourge de Mourre, D. P. 54. 2. 202 (motifs); Civ. rej. 26 août 1872, aff. Quillery, D. P. 72. 1. 403). En conséquence, le créancier, ayant hypothèque sur des immeubles donnés à son débiteur depuis tombé en faillite, est non recevable à former tierce opposition au jugement rendu contre le syndic, qui a prononcé la nullité de la donation, alors qu'aucune collusion frauduleuse de la part du syndic n'est établie, ni même articulée, par ce créancier à l'appui de sa tierce opposition (Arrêt précité du 26 août 1872). De même, le syndic qui dans un débat entre parties réclamant respectivement un droit exclusif sur une somme due au failli, combat la prétention de l'une d'elles, et fait cause commune avec les autres, à raison de la garantie réclamée par celles-ci contre le failli, est réputé agir dans l'intérêt commun de ces dernières parties et de la masse (Civ. cass. 20 avr. 1864, aff. Perret, D. P. 65. 1. 306). Par suite, si les parties avec lesquelles le syndic a fait ainsi cause commune succombent, avec recours en garantie contre le failli, l'appel du syndic seul et l'infirmité prononcée sur cet appel leur profitent, l'appelant les ayant alors représentés devant la cour, soit en sa qualité de syndic chargé de défendre leurs intérêts en même temps que ceux de la masse, soit en sa qualité de garant (Même arrêt).

Les syndics peuvent même agir au nom des seuls créanciers privilégiés ou hypothécaires, aussi bien que des seuls créanciers chirographaires, lorsqu'il n'y a pas opposition d'intérêts entre ces deux ordres de créanciers (Angers, 20 déc. 1850, aff. Houette, D. P. 52. 2. 132; Montpellier, 30 août 1851, précité; Req. 7 juin 1859, aff. Henry et Donnat, D. P. 60. 1. 21). Ainsi le syndic est recevable... à contester la validité d'un acte de nantissement ayant pour objet le cautionnement fourni à l'Etat par un entrepreneur de travaux publics, encore qu'il n'agisse que dans le but de sauve-

garder le privilège des ouvriers et fournisseurs du failli sur le montant de ce cautionnement (Arrêt précité du 20 déc. 1850);... alors d'ailleurs que ces ouvriers et fournisseurs forment le plus grand nombre des créanciers qui composent la masse (Même arrêt). De même, le syndic a qualité, en cas d'union, pour actionner en délaissement ou en paiement, au nom des créanciers hypothécaires du failli, les tiers détenteurs des immeubles hypothéqués (Arrêt précité du 7 juin 1859).

**484.** Mais les syndics ne représentent ainsi tous les créanciers indistinctement qu'autant que les différentes classes des créanciers ne sont pas en conflit par suite d'intérêts opposés (Montpellier, 30 août 1851, et Civ. rej. 26 août 1872, cités *supra*, n° 483; Bruxelles, 27 mars 1880, aff. Vandamme, D. P. 82. 2. 21 (motifs). Conf. *Rép.* n° 534, 535 et 1120; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2811). Spécialement, les syndics ne représentent les créanciers hypothécaires que comme éventuellement créanciers chirographaires, mais non en tant qu'hypothécaires, et ayant à ce titre, des intérêts opposés à ceux de la masse; ils ne peuvent donc user de leur mandat légal pour porter atteinte au droit réel de ces derniers (Orléans, 13 mai 1851, aff. Leprince-Duclos, D. P. 52. 2. 177; Trib. de Sedan, 27 août 1851, aff. Varin-Bernier, D. P. 52. 2. 152). Par suite, les créanciers hypothécaires peuvent former tierce opposition à un jugement qui leur préjudicie, quoiqu'il ait été rendu avec les syndics (*Rép.* n° 547 et 548). — En ce qui concerne la vente de l'immeuble hypothéqué, V. *infra*, sect. 14.

**485.** Les syndics ne représentent pas non plus les créanciers qui ont des intérêts distincts, ou opposés à ceux de la masse. Les syndics, en effet, étant les représentants de la collectivité, ces créanciers conservent le libre exercice de leurs actions individuelles, soit contre la masse, soit en dehors d'elle et parallèlement à l'action collective des syndics (Civ. cass. 16 déc. 1850, aff. Girardon, D. P. 52. 1. 117; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2814). Ainsi, le créancier à la requête duquel la faillite a été déclarée ne peut être réputé avoir été partie au jugement qui, sur l'opposition formée par le failli contre les syndics, a ultérieurement annulé la déclaration de faillite, et il a, en conséquence, le droit de former tierce opposition à ce jugement (Même arrêt). De même, et inversement, les créanciers ont le droit individuel de former opposition au jugement déclaratif, ou d'interjeter appel (V. *infra*, sect. 17);... de contester, lors de la vérification des créances, chacune des créances produites et de défendre aux contestations élevées contre leurs propres créances (V. *infra*, sect. 8, art. 5);... de surveiller la gestion des syndics;... de réclamer contre leurs actes et de demander leur révocation au juge-commissaire ou au tribunal (V. *infra*, sect. 7. Conf. *Rép.* n° 559 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2812 et suiv.). — Sur le droit pour les créanciers d'agir individuellement à titre conservatoire, et d'intervenir dans les instances dirigées par le syndic, V. *infra*, n° 525 et suiv.

**486.** — 2° *Sociétés commerciales; Actions collectives et actions individuelles.* — La suspension des poursuites individuelles par l'effet du jugement déclaratif donne lieu à de sérieuses difficultés lorsque le failli est une société. En effet, les associés ont, comme les créanciers, des droits propres, auxquels la faillite ne peut préjudicier, et dont l'exercice ne saurait être confié au syndic qui représente la société et non les associés, la masse des créanciers, mais non chacun d'eux individuellement. Ces difficultés ont été tranchées par la jurisprudence à l'aide de la distinction suivante : les actions collectives ou *ut universi*, c'est-à-dire les actions intéressant l'ensemble des créanciers ou des actionnaires, la masse créancière ou la société elle-même, appartiennent au syndic, représentant unique de ces deux collectivités; les actions individuelles ou *ut singuli*, au contraire, c'est-à-dire les actions basées sur un dommage particulier éprouvé par certains créanciers ou certains actionnaires, continuent, même après le jugement déclaratif, à être librement exercées par les parties lésées (V. au surplus sur cette distinction *infra*, v° *Sociétés*).

**487.** — A. *Actions des créanciers.* — Au regard des créanciers, on doit considérer comme des actions collectives ou sociales, dont l'exercice appartient aux syndics, quel que soit le caractère de la société et alors même que la société déclarée en faillite serait une pure société de fait : 1° l'action

oblique appartenant à la masse du chef de la société débitrice contre les administrateurs coupables de fautes de gestion d'après les principes généraux du mandat (*Rép.* n° 542). Est donc réservée au syndic, représentant la masse, l'action en dommages-intérêts dirigée contre les administrateurs et commissaires de surveillance d'une société anonyme lorsque les faits imputés ont préjudicié à l'universalité des créanciers (Civ. rej. 21 déc. 1875, aff. Lagelouze, D. P. 77. 1. 17 (motifs); Orléans, 20 mars 1884, aff. Ordener, et sur pourvoi, Req. 11 nov. 1885, D. P. 88. 1. 59; Paris, 6 mai 1885, aff. Durand, D. P. 86. 2. 25. V. aussi Req. 23 févr. 1885, aff. Perron, D. P. 85. 1. 413. Conf. Vavasseur, *Sociétés*, 3<sup>e</sup> éd., t. 1, n° 749; Larue, *De la responsabilité des fondateurs, administrateurs et commissaires de surveillance de la société anonyme*, n° 198, *Revue critique*, 1885, p. 285 et suiv.);... ou l'action tendant à faire condamner les membres du conseil de surveillance d'une société en commandite par actions au remboursement des pertes subies par les créanciers dans la faillite, lorsque cette action est fondée non sur une faute dont les demandeurs auraient spécialement souffert, mais sur une cause de préjudice commune à tous les créanciers (Douai, 10 août 1868, aff. Comptoir d'escompte de Béthune, D. P. 68. 2. 201; Angers, 13 janv. 1869, aff. Plessis, D. P. 69. 2. 90; Colmar, 3 juin 1869, aff. Nithard et syndic Hirsch, D. P. 69. 2. 170; Civ. cass. 16 mars 1870, aff. syndic Ducrot, D. P. 70. 1. 299). — Il en est de même de l'action tendant à la restitution par les membres du conseil de surveillance, des dividendes, bénéfices et appointements indûment perçus par les gérants, sur le capital social, le préjudice résultant de ces perceptions indues étant identique pour tous (Civ. rej. 21 déc. 1875, précité); — 2° L'action en paiement du non versé sur les titres dans les sociétés par actions en commandite ou anonymes (Civ. cass. 4 janv. 1887, aff. Jürs, D. P. 87. 1. 124; Conf. Lyon-Caen et Renault t. 1, n° 354; Pont, *Sociétés commerciales*, n° 1450; Vavasseur, *op. cit.*, t. 1, n° 336; Bravard et Demangeat, t. 1, p. 242 et suiv.; Alauzet, t. 7, n° 2475 et suiv.; Boistel, n° 210 et 228; Ruben de Coudré, v° *Sociétés en commandite*, n° 430 et suiv.); — 3° Les actions tendant à faire rentrer dans le patrimoine de la société en faillite, gage général des créanciers, les valeurs qui en ont été indûment distraites. — Cette formule comprend, d'une part, l'action en révocation des actes passés par les représentants de la société au cours de la période suspecte (V. *infra*, art. 3), ainsi que l'action paulienne de l'art. 1167 c. civ. pour les actes frauduleux antérieurs à cette période; et, d'autre part l'action en répétition des dividendes fictifs indûment répartis entre les actionnaires (Trib. com. Seine, 21 avr. 1886, *La Loi* du 6 mai 1886). — Sur ce que que l'on doit entendre par dividendes fictifs, et sur les difficultés qui peuvent s'élever à ce sujet, V. *infra*, v° *Sociétés*.

**488.** Constituent également des actions sociales les actions en nullité de la société pour irrégularité de constitution et, s'il s'agit d'une société par actions, pour violation des prescriptions de la loi de 1867 sur la souscription intégrale des actions, le versement du quart sur chaque titre, etc., ainsi que celles tendant à faire déclarer les administrateurs et fondateurs responsables de la nullité de la société et à les faire condamner comme débiteurs personnels et solidaires du passif social, dans les termes de l'art. 42 de ladite loi (Civ. cass. 27 janv. 1873, aff. Société des Crédits généraux de Saint-Nazaire, D. P. 73. 1. 331; Req. 25 févr. 1879, aff. Grumbach, Michau et consorts, D. P. 80. 1. 20; Orléans 20 mars 1884 et Req. 11 nov. 1885, cités *supra*, n° 487. Conf. Observ. de M. Griolet sous D. P. 69. 2. 145, et notes sous D. P. 70. 2. 209). Mais, dans l'exercice de ces actions, et spécialement de l'action en nullité du pacte social, le syndic, étant le représentant des créanciers, ne saurait avoir plus de droit que les créanciers eux-mêmes. Par suite, les exceptions qui seraient opposables à chacun d'eux peuvent être invoquées contre le syndic (V. *supra*, n° 451).

**489.** Il est assez généralement admis aujourd'hui en jurisprudence, bien que la question soit vivement controversée en doctrine, que les créanciers n'ont même pas le droit d'exercer les actions sociales *ut singuli* et dans la mesure de leur intérêt personnel, quand les syndics négligent ou refusent de les exercer (Pau, 26 déc. 1873, et sur pourvoi, Civ. rej. 21 déc. 1875, aff. Lagelouze, D. P. 77. 1. 17; Orléans,



20 mars 1886, aff. Ordener, D. P. 86. 2. 85, et la note; Req. 11 nov. 1885, aff. Ordener, D. P. 85. 1. 59; Conf. Pic, p. 87. V. cependant en sens contraire : Labbé, note sous Civ. rej. 21 déc. 1875; Villard, *Des attributions et de la responsabilité des administrateurs dans les sociétés anonymes*, p. 180). — La doctrine admise par ces derniers auteurs d'après laquelle les créanciers pourraient individuellement, à défaut du syndic, exercer l'action sociale, est peut-être conforme aux vrais intérêts des créanciers; mais elle nous semble difficilement conciliable avec les principes essentiels de la faillite. Cette procédure a pour effet primordial de concentrer tous les éléments de l'actif aux mains du syndic; s'il abuse de ses pouvoirs, ou s'il fait preuve de négligence ou d'impéritie, les créanciers peuvent bien demander sa révocation, mais ils ne peuvent se substituer à lui (V. l'arrêt précité très fortement motivé de la cour de Pau, 26 déc. 1873).

490. Est au contraire *individuelle*, et peut, dès lors, être exercée librement par les intéressés, toute action tendant à obtenir la réparation du préjudice causé à certains créanciers, spécialement par les agissements frauduleux ou coupables des administrateurs à leur égard (Req. 13 janv. 1869, aff. Diemer et Schouhard, D. P. 70. 1. 67; Civ. rej. 21 déc. 1875, aff. Lagelouze, D. P. 77. 1. 17 (motifs)). De telles actions, nées *ex delicto* ou *quasi ex delicto*, ont, à la différence de l'action *mandati* basée sur une faute contractuelle de gestion, un caractère individuel qui les rend étrangères à la masse, et interdit au syndic, représentant de la collectivité, de les exercer (Req. 13 janv. 1869 précité). Ce dernier pourrait seulement intervenir, le cas échéant (Même arrêt). — Jugé, notamment, que le syndic de la faillite d'une société est irrecevable à intenter contre les administrateurs et commissaires de cette société une action en responsabilité fondée sur ce qu'ils n'auraient pas publié des actes ou des délibérations portant modification des statuts sociaux, une telle action appartenant individuellement aux créanciers à qui le défaut de publicité desdits actes a pu causer préjudice (Toulouze, 26 déc. 1876, aff. Société des verreries de Galliac, D. P. 79. 1. 209). Il en est de même de l'action en responsabilité dirigée contre les administrateurs et commissaires pour avoir, au moyen d'insertion dans les journaux et d'affiches mensongères, induit les tiers en erreur sur la solvabilité de la société (Même arrêt).

491. La ligne de démarcation entre l'action sociale réservée aux syndics et l'action individuelle des créanciers est parfois assez difficile à établir. La difficulté apparaît sur-

tout lorsqu'il s'agit de déterminer le véritable caractère de l'action en responsabilité personnelle et solidaire des dettes de la société, édictée par les art. 27 et 28 c. com. contre les associés commanditaires qui se seraient immiscés dans la gestion, contrairement aux prohibitions légales. Cette action, à ne considérer que ses résultats, est plutôt sociale, puisqu'elle profite à tous les créanciers, en ajoutant aux gérants de la commandite, gérants de droit, un *gérant de fait* responsable, comme les premiers, du passif social; elle apparaît plutôt comme *individuelle*, si l'on remarque qu'elle est moins la conséquence d'un mandat légal imposé au commanditaire qui s'est immiscé dans la gestion, que la sanction d'une contravention à une disposition prohibitive de la loi, or les actions *ex delicto* sont individuelles. La jurisprudence a cru devoir, pour résoudre cette difficulté, accorder cumulativement aux syndics de la faillite, dans l'intérêt de la masse, et à chacun des créanciers individuellement dans son intérêt privatif, l'exercice de cette action (Orléans, 23 janv. 1861, aff. Lecerf, D. P. 61. 2. 160; Dijon, 11 août 1862, aff. Synd. Thoureau, D. P. 62. 2. 143, sol. impl. Comp. Civ. cass. 16 févr. 1864, même affaire, D. P. 64. 1. 89, et sur renvoi, Lyon, 22 févr. 1886, *infra*, n° 1060).

492. Les actions individuelles échappant à la mainmise du syndic, il en résulte nécessairement que la transaction intervenue sur l'action sociale entre les syndics d'une part, et les administrateurs et fondateurs, responsables envers les créanciers *in globo* de la nullité de la société, d'autre part, ne saurait, à aucun titre, réfléchir sur l'action individuelle appartenant aux créanciers victimes d'un dommage spécial, action dont ils doivent conserver le libre exercice, conformément à l'art 1382 c. civ. (Civ. rej. 21 déc. 1875, aff. Lagelouze, D. P. 77. 1. 17; Paris, 30 juin 1883, aff. Dubouchez, D. P. 85. 2. 18). Mais il a été jugé que cette action individuelle, pour être recevable, doit prendre sa source dans des droits différents de ceux de la masse créancière et dans un préjudice distinct de celui dont le syndic a poursuivi la réparation; qu'en conséquence, un créancier ne peut invoquer, à son profit personnel, contre un administrateur, les droits dérivant de la nullité de la société, droits épuisés par l'action du syndic et la transaction par lui passée avec cet administrateur, ni prétendre à des dommages-intérêts contre un administrateur à raison de la faute personnelle de ce dernier, s'il a produit à la faillite pour la valeur de ces dommages et confondu ainsi ses droits avec ceux de la masse (Trib. com. de la Seine, 14 juin 1888) (1).

(1) (Beaubouchez-Huvenoist C. Wellesley). — LE TRIBUNAL; — Au fond: — En ce qui touche Wellesley: — Attendu que, des faits de la cause, il appert que, dans le courant de l'année 1873, Beaubouchez-Huvenoist a effectué dans les caisses de la Société industrielle le dépôt de trente obligations du Crédit foncier suisse, comme garantie d'une avance de fonds qui devait lui être faite; que ladite société, dont le directeur a été convaincu de nombreuses escroqueries, a fait réaliser ces titres sans droit, et s'en est approprié le montant; qu'en janvier 1873, elle a été déclarée en faillite, et que Beaubouchez-Huvenoist, après avoir produit aux mains du syndic comme créancier chirographaire pour une somme de 25786 fr., représentant la valeur nominale des susdites obligations, augmentée du montant des coupons également encaissés par la société, n'a été admis au passif de la faillite que pour la somme de 9411 fr., représentant le produit net de la réalisation desdits titres; — Attendu qu'à la requête du syndic, la société a ensuite été déclarée nulle comme irrégulièrement constituée, et que le jugement de ce tribunal qui a prononcé cette nullité a, en conséquence, rendu les administrateurs responsables du passif et les a condamnés, par provision, à payer 250000 fr. au syndic; que celui-ci, après de longs débats, a fini par transiger avec Wellesley, moyennant l'abandon fait par ce dernier d'une somme de 127380 fr., et qu'aux termes de cette transaction homologuée par ce tribunal le 6 juill. 1878, le syndic a tenu Wellesley quitte et libéré de toutes condamnations ou répétitions quelconques que la faillite pourrait avoir à exercer contre lui, tant en raison des condamnations prononcées que pour toute autre cause, à ce qu'il ne puisse plus être recherché ni inquérit à quelque titre que ce soit; — Attendu que Wellesley oppose cette transaction à la demande de Beaubouchez-Huvenoist, mais que ce dernier soutient que l'action du syndic n'ayant épuisé que les droits de la masse des créanciers, ne saurait faire obstacle à sa demande personnelle, basée sur un préjudice individuel dont les administrateurs seraient responsables, puisque l'arrêt rendu contre eux en police correctionnelle le 2 déc. 1873, tout en les relaxant du chef de la prévention d'abus de confiance pour ne les retenir

que comme coupables d'infraction à la loi de juillet 1867, a reconnu, dans ses considérants, que s'ils eussent rempli leur mandat comme ils auraient dû le faire, au lieu d'accorder une confiance aveugle au directeur, celui-ci n'aurait pu commettre les délits d'escroquerie dont il s'est rendu coupable, et que cet abandon de toute autorité et de toute surveillance avait engagé leur responsabilité civile; — Attendu qu'il est constant que le syndic n'est investi et ne peut s'armer que des droits des créanciers *ut universi*, et que, dès lors, les poursuites dirigées par le syndic de la faillite de la Société industrielle contre les anciens administrateurs de ladite société ne font pas un obstacle absolu à l'action personnelle d'un tiers revenant des droits *ut singuli*; mais qu'il faut, pour que cette action soit recevable, qu'elle prenne sa source dans des droits différents de ceux de la masse créancière, et dans un préjudice distinct de celui dont le syndic a poursuivi la réparation; — Attendu qu'il convient tout d'abord d'écarter la prétention soulevée par Beaubouchez-Huvenoist, dans un des motifs de son exploit introductif d'instance, concernant la responsabilité personnelle que Wellesley aurait encourue par le seul fait d'avoir été administrateur de la société qui a causé le préjudice dont réparation est réclamée; qu'en effet, cette prétention de la part d'un tiers, dans les termes où elle est formulée, loin d'être conforme à aucune disposition légale, est contraire au principe posé par l'art. 32 c. com. qui limite la responsabilité des administrateurs d'une société anonyme à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et les affranchit de toute obligation personnelle relativement aux obligations de la société; — Attendu que Beaubouchez-Huvenoist n'a pas qualité pour exercer contre Wellesley un recours dérivant des règles du mandat et qu'il n'est recevable à invoquer que les droits résultant pour les tiers des art. 42 et 44 de la loi de juillet 1867, qui mettent en jeu la responsabilité personnelle des administrateurs d'une société anonyme envers les tiers dans deux hypothèses, celle d'inobservation de certains articles de la susdite loi entraînant la nullité de la société, et celle de fautes personnelles donnant lieu, conformément aux règles du droit commun, à l'application de l'art. 1382 c. proc. civ.; — Attendu que la pré-

**493.** Lesyndic pourrait, selon nous, transiger valablement, au nom de la masse, sur l'action en responsabilité contre les commanditaires qui se seraient immiscés dans la gestion, l'action *ex delicto* qui appartient individuellement à chaque créancier demeurant, d'ailleurs, en dehors de la transaction (Conf. Civ. cass. 16 févr. 1864, aff. Thoureau, D. P. 64. 1. 89, et sur renvoi, Lyon, 22 févr. 1866, *infra*, n° 1060). Jugé toutefois, en sens contraire, que les syndics de l'union des créanciers sont sans qualité pour transiger sur cette action au nom de la masse, et qu'il n'y a pas lieu de prononcer l'homologation de la transaction qu'ils auraient consentie, alors même que, d'après une des clauses, son effet serait restreint aux créanciers non opposants (Dijon, 14 août 1862, aff. Syndic Thoureau, D. P. 62. 2. 143). — V. au surplus *infra*, n° 835.

**494.** Lorsqu'une société en nom collectif ou en commandite est déclarée en faillite, la coexistence de la faillite sociale et des faillites individuelles de chacun des associés ou gérants solidairement obligés n'est pas sans faire naître certaines difficultés sur l'étendue du mandat judiciaire appartenant au syndic, alors surtout que le tribunal de commerce a cru devoir charger un seul syndic de l'administration de ces différentes faillites. Les créanciers sociaux, seuls investis du droit de produire dans les différentes faillites, et les créanciers personnels de chacun des associés forment, malgré cette concentration de pouvoirs, plusieurs masses distinctes pouvant avoir des intérêts opposés (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3118). Chaque fois qu'une opposition d'intérêts se manifeste, le syndic ne peut évidemment représenter qu'une seule d'entre elles, les créanciers des autres masses conservant la faculté d'agir individuellement pour la défense de leurs droits, si mieux ils n'aiment solliciter de la justice la nomination d'un syndic spécial. Par suite, les jugements obtenus par le syndic, agissant pour le compte de l'une des masses, ou rendus contre le même syndic *ès* qualités, ne sauraient avoir force de chose jugée au regard des autres. — Jugé, en ce sens, que le jugement rendu avec le syndic de la faillite d'une société de commerce et de la faillite particulière de son gérant qui, sur l'action d'un créancier du gérant, a ordonné la jonction des deux masses peut être attaqué par *tierce opposition*, à la requête d'un créancier de la société demandant la disjonction des deux faillites, et que, par suite, cette disjonction a dû être ordonnée (Paris, 28 févr. 1850, aff. Poiret, D. P. 50. 5. 229). Et, lorsque deux syndics différents ont été donnés l'un à la faillite de la société, l'autre à la faillite individuelle de l'un des associés, chacun d'eux conserve, au regard de l'autre, une indépendance complète. Ainsi le syndic de la faillite personnelle d'un associé peut, au nom des créanciers personnels du failli qu'il représente, se prévaloir de la nullité de société contre les créanciers sociaux, et leur enlever ainsi tout droit de préférence sur le fonds social (Req. 14 nov. 1887, aff. Maillard, D. P. 89. 1. 205). Et le même droit lui appartient si la société a été elle-même déclarée en faillite, à l'encontre du syndic de la faillite sociale (Même arrêt, motifs).

**495.** Une seule faillite peut même mettre en présence plusieurs catégories de créanciers sociaux ayant des intérêts opposés. Il en est ainsi, notamment, lorsque des obligations garanties hypothécairement ont été émises par la société ultérieurement déclarée en faillite. Si une contestation vient

à s'élever entre la masse chirographaire et les obligataires, le syndic de la société représentera la masse chirographaire exclusivement (Conf. Paris, 7 avr. 1887, *Journal des faillites*, 1888, p. 467). Il n'aurait qualité pour représenter les obligataires que si la contestation était pendante entre lesdits obligataires et des tiers, la masse chirographaire dont les intérêts sont opposés à ceux des obligataires demeurant, par hypothèse, étrangère au débat (Douai, 20 janv. 1881, aff. Hansens et Oddoz, D. P. 82. 2. 21).

**496.** Mais lorsque des obligataires sont en conflit avec la masse, naît une autre question : ces obligataires peuvent-ils agir par l'intermédiaire d'un représentant collectif, ou doivent-ils figurer tous individuellement dans l'instance ? Il serait assurément désirable que la masse des obligataires fût pourvue légalement d'une représentation régulière, chargée de veiller à la défense de ses droits ; cette représentation existe, d'ailleurs, dans plusieurs législations étrangères, et, ainsi qu'on le verra *infra*, sect. 8, le projet de loi sur les sociétés, voté par le Sénat, comporte l'organisation d'un comité de contrôle élu par les obligataires. Mais jusqu'au vote de cette loi, et exception faite du cas où les obligataires se seraient constitués en *société spéciale* pour la défense de leurs droits (Conf. *Annales*, 1888, t. 2, p. 300), il est difficile d'admettre que cette catégorie spéciale de créanciers ait le droit de désigner un ou plusieurs mandataires chargés de les représenter et d'ester en justice en leur nom. Il y aurait là, semble-t-il, une dérogation au principe « nul, en France, ne plaide par procureur » ; et, comme cette règle est d'ordre public, une telle représentation, même organisée par les statuts, serait entachée d'illegalité, au moins en tant qu'elle conférerait aux mandataires une procuration *ad litem* générale.

**497.** Il a été jugé cependant, en sens contraire, que, s'il a été stipulé, dans l'acte autorisant une société à émettre des obligations hypothécaires, que les obligataires seraient représentés par un mandataire assisté d'un comité de contrôle, et que la société soit tombée en faillite sans que le mandataire désigné ait acquis qualité, à défaut de constitution du comité de contrôle, c'est à la justice qu'il appartient, même sur la demande d'un seul des obligataires, de sauvegarder les droits de tous les autres, par la nomination d'un représentant ayant les pouvoirs que devait avoir le mandataire aux termes de l'acte portant création des obligations (Douai, 20 janv. 1881, cité *supra*, n° 495). Et l'on objecterait vainement que chacun des obligataires a repris l'exercice individuel de ses droits pour les exercer comme bon lui semble et à ses risques et périls, ce mode de procéder étant impraticable et contraire aux stipulations formelles de l'acte constitutif des obligations qui donne aux obligataires le droit d'être représentés par un mandataire collectif centralisant tous les pouvoirs (Même arrêt). — Nous ne saurions approuver cette décision. La cour de Douai s'appuie, il est vrai, sur ce qu'il appartiendrait aux tribunaux de pourvoir à la conservation des intérêts dont la garde n'est confiée à personne ; mais cette intervention de la justice dans les affaires des particuliers est contraire à tous les principes. De ce que les tribunaux ont le droit de donner à une société en faillite un liquidateur, chargé de défendre spécialement les intérêts de l'être moral et des associés à l'encontre de

mière de ces deux hypothèses s'est réalisée, mais que Beaubouche-Huvenoit ne saurait plus être admis à se prévaloir de la nullité de la Société industrielle ; qu'en effet, si la nullité de la société entraînant responsabilité personnelle des administrateurs engendre, au profit des créanciers sociaux, des droits qui, dans l'état actuel de la loi et de la jurisprudence, peuvent, en certains cas, constituer pour lesdits créanciers de véritables avantages sur la situation qu'ils auraient eue en face d'une société régulière, puisqu'ils en tirent un recours sans limite contre des individus qui peuvent être solvables, alors que la constitution régulière de la société ne leur aurait offert qu'une garantie limitée à l'importance et à la conservation du droit social, il est à remarquer que, lorsqu'il y a faillite, ce sont là des droits *ut universi* dont l'exercice appartient au syndic et que, dans l'espèce, ils ont été épuisés par l'action du syndic et par la transaction qui s'en est suivie à l'égard de Wellesley, que le demandeur ne peut donc en reprendre à nouveau l'exercice à son profit personnel ; — Attendu qu'enfin Beaubouche-Huvenoit n'est pas fondé à tirer argument des dispositions de l'art. 1382 c. civ., puisqu'il ne

justifie d'aucune faute spéciale commise envers lui par Wellesley, qui n'a rien fait pour l'entraîner à confier ses valeurs à la Société industrielle, et que, s'il a fait preuve d'une incurie blâmable en ne surveillant pas les agissements du directeur, il n'a nullement coopéré aux actes répréhensibles de ce dernier, et n'en a tiré aucun profit ; qu'en admettant même que, par suite de cette incurie, Wellesley puisse être déclaré responsable de la perte des titres de Beaubouche-Huvenoit, ce dernier ne peut prétendre qu'à des dommages-intérêts équivalents à la valeur réelle des titres détournés, mais qu'il a produit à la faillite pour cette valeur ; qu'il a ainsi confondu ses droits avec ceux de la masse des créanciers ; qu'il en a fait un élément du passif social pour l'extinction duquel le syndic a poursuivi Wellesley et consorts ; que le syndic a ainsi exercé les droits entiers du demandeur ; que l'instance actuelle ne repose donc que sur l'existence d'un préjudice dont le syndic a déjà poursuivi la réparation, et que, dès lors, cette action n'est plus recevable ;

Par ces motifs...

Du 14 juin 1888.-Trib. com. de la Seine.

la masse (Civ. rej. 9 mai 1854, aff. Faillite canal Zola, D. P. 54. 1. 203. V. *infra*, sect. 8), il ne s'ensuit nullement qu'ils puissent nommer un représentant à toute une classe de créanciers sociaux, alors que ces créanciers trouvent une protection suffisante dans la survie de leurs actions individuelles. Aussi, abstraction faite de la question de savoir si la constitution d'un comité de contrôle par les statuts pourrait sortir effet, estimons-nous que les obligataires, créanciers hypothécaires de la société, dont les intérêts sont en opposition avec ceux de la masse, peuvent agir *individuellement* pour la conservation de leurs droits. C'est ce qu'a décidé, dans l'affaire sur laquelle a statué la cour de Douai, un arrêt de la cour de Bruxelles, qui a rejeté la demande d'*exequatur* formée par le sieur Vandamme à l'effet de consacrer en Belgique la nomination du sieur R..., désigné par la cour de Douai comme représentant provisoire des obligataires (Bruxelles, 27 mars 1880, aff. Vandamme, D. P. 82. 2. 21)... Aux termes du même arrêt, aucune loi ne confère aux tribunaux la faculté de nommer, dans ce cas, un représentant spécial chargé des pouvoirs qui appartiennent au mandataire désigné dans l'acte constitutif des obligations, mais dont le mandat était caduc par suite de l'impossibilité de l'exécuter;... alors surtout que la demande en nomination d'un mandataire spécial n'est formée que par une partie des obligataires et contrairement à la volonté certaine et connue des autres obligataires. En tout cas, le syndic doit être appelé en cause dans l'instance poursuivie par des créanciers de la faillite, à l'effet de faire nommer par le juge un représentant spécial de ces créanciers à l'exclusion du syndic (*Ibid.*). — Sur la mission des *contrôleurs* institués par la loi du 4 mars 1889, spécialement en ce qui concerne la défense des droits des obligataires, V. *supra*, nos 137 et suiv., et *infra*, sect. 8.

498. — B. Actions des actionnaires. — Au regard des actionnaires, doit être considérée comme une action sociale, appartenant au syndic en sa qualité de représentant de la société en faillite, toute action ayant pour but de diminuer le passif social et d'augmenter l'actif. — Jugé, par suite : 1° que lorsqu'une société anonyme a été mise en faillite, c'est au syndic seul qu'il peut appartenir de demander la nullité de la société, afin d'en déduire la responsabilité des actionnaires (Orléans, 20 mars 1884, aff. Ordener, D. P. 86. 2. 85 et sur pourvoi, Req. 11 nov. 1885, D. P. 88. 1. 59); — 2° que l'action en responsabilité dirigée contre une compagnie d'agents de change, à raison d'une admission imprudente à la cote de la Bourse des actions ou obligations d'une société, appartient au syndic, tant au nom de la société qu'au nom de la masse des créanciers (Civ. cass. 5 mai 1886, aff. Faillite de la société du Crédit foncier suisse, D. P. 87. 1. 481).

L'action sociale qui, tant que la société est *intégri status*, ne peut être intentée *ut universi* qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale, ne peut, après la faillite, être intentée tant au nom de la société qu'au nom de la masse, c'est-à-dire au nom des deux collectivités intéressées, que par le syndic (Paris, 16 avr. 1870, aff. Monriot, D. P. 70. 2. 121; Civ. rej. 21 déc. 1875, aff. Lagelouze et aff. Daron, deux arrêts, D. P. 77. 1. 17-18; Paris, 20 mai 1879, aff. Syndic Regnault, D. P. 80. 2. 42; 6 mai 1885, aff. Durand, D. P. 86. 2. 25, et note de M. Thaller; Bordeaux, 24 mai 1886, aff. de Baillet et autres, D. P. 87. 2. 115).

499. Les actionnaires ne peuvent-ils pas, du moins *ut singuli*, et dans la mesure de leur intérêt, intenter cette action *mandati*, à défaut du syndic? Il a été jugé, dans ce sens, que l'art. 17 de la loi du 24 juill. 1867, conférant aux actionnaires représentant au moins un vingtième du capital social le droit de se syndiquer pour exercer l'action sociale par l'intermédiaire d'un représentant commun, et à chaque actionnaire le droit de l'exercer individuellement en son nom propre, les actionnaires doivent être admis à exercer *ut singuli*, même après le jugement déclaratif, cette action sociale dans la mesure de leur intérêt individuel et pour une quote-part correspondant à leur droit dans le fonds social (Paris, 30 juin 1883, aff. Dubouchez, D. P. 85. 2. 18; Bordeaux, 24 mai 1886, cité *supra*, n° 498). — Mais cette action individuelle *sui generis* des actionnaires n'étant qu'une fraction de l'action sociale, et son émoulement devant, par conséquent, être versé à la masse, se trouve éteinte

lorsque le syndic a exercé l'action sociale, ou qu'il a transigé sur cette action. Le syndic succède à cet égard aux pouvoirs dévolus avant la faillite à l'assemblée générale, dont le *quitus* a pour effet d'étendre simultanément l'action sociale et les actions individuelles basées sur les fautes de gestion des administrateurs (Paris, 16 avr. 1870 et 6 mai 1885, cités *supra*, n° 498; Req. 23 févr. 1885, aff. Perron et Colin, D. P. 85. 1. 413 (motifs); Bordeaux, 24 mai 1886, précité).

500. Jugé, toutefois, en sens contraire, que, pas plus que les créanciers (V. *supra*, n° 489), les actionnaires ne peuvent exercer, même *ut singuli*, dans la mesure de leur intérêt individuel et pour le cas où le syndic néglige de l'exercer, l'action sociale de mandat fondée sur une faute de gestion des administrateurs ou gérants (Orléans, 20 mars 1884, aff. Ordener, D. P. 86. 2. 85, et sur pourvoi, Req. 11 nov. 1885, D. P. 88. 1. 59). Leur droit se borne, s'ils ont à se plaindre soit de l'initiative, soit de la négligence du syndic, à porter leurs réclamations devant le juge-commissaire (Arrêts précités). — Ce second système nous semble le plus juridique. Si l'art. 17 de la loi de 1867 admet les actionnaires à exercer individuellement l'action sociale en responsabilité, c'est au nom de la société que ces actionnaires agissent, et non pas en leur nom propre. Lors donc que la société est en faillite, l'action ne peut être exercée que par le syndic, qui concentre désormais entre ses mains toutes les actions sociales.

Ce n'est pas à dire cependant que l'actionnaire ne puisse, en aucun cas, exercer une action individuelle à raison des faits donnant ouverture, au profit de la masse, à une action collective. Si les administrateurs n'ont pas commis une simple faute de gestion, mais qu'ils se soient rendus coupables d'une violation de la loi ou des statuts, chaque associé peut se prétendre individuellement lésé par cette violation des statuts, charte commune acceptée par tous, et intenter contre les administrateurs une action individuelle *ex delicto*, basée sur l'art. 1382, indépendante de l'action collective de mandat appartenant au syndic, et dont il ne pourrait être dépourvu par une transaction sur l'action sociale (Paris, 16 avr. 1870, et sur pourvoi : Req. 7 mai 1872, aff. Pereire, D. P. 72. 1. 233; Lyon, 12 mars 1883, aff. Perraud, D. P. 86. 2. 136; Req. 18 mai 1885, aff. Welesley (Motifs), D. P. 88. 1. 59. Conf. Bruxelles, 7 janv. 1878 (arrêt cité par Demeur, *Sociétés commerciales de la Belgique*, p. 728. Conf. Villard, *op. cit.*, p. 158; Pic, p. 102). — Nous devons toutefois faire observer que cette distinction a été méconnue par certains arrêts qui, confondant l'action sociale exercée *ut singuli*, dont la légitimité est très contestable, avec l'action individuelle *ex delicto*, basée sur la violation des statuts, semblent admettre que ces deux catégories d'actions se trouvent éteintes, l'une et l'autre, par la transaction du syndic sur l'action sociale (Paris, 1<sup>er</sup> juill. 1879, aff. Pazat, et sur pourvoi, Req. 21 juin 1881, D. P. 81. 1. 465).

501. Est au contraire *individuelle*, sans aucune contestation possible, l'action basée sur le *dol personnel* des administrateurs. Chaque actionnaire lésé peut donc l'exercer pour son compte personnel, sans être tenu de mettre en cause le syndic (Req. 7 mai 1872, aff. Pereire, D. P. 72. 1. 233), lequel n'a qualité ni pour l'exercer ni, à plus forte raison, pour en disposer (Paris, 16 avr. 1870, aff. Monriot, D. P. 70. 2. 121, et Req. 7 mai 1872, cité *supra*, n° 500). — Cette action individuelle, indépendante des actions en responsabilité dévolues au syndic, ne peut être écartée par aucune fin de non-recevoir déduite de l'état de faillite de la société ou du concordat accordé à celle-ci (Lyon, 15 mai 1885, *Gazette des tribunaux* du 11 sept. 1885).

502. En ce qui concerne les actions nées du vice constitutif de la société, une distinction s'impose. Si cette société est mise en faillite, des actionnaires, en leur nom personnel, n'ont pas qualité pour en demander la nullité afin d'en déduire à leur égard la responsabilité des administrateurs; c'est au syndic seul que peut appartenir cette action sociale (Req. 11 nov. 1885, aff. Ordener, D. P. 88. 1. 59). Mais, si la nullité de la société a été prononcée à la requête du syndic pour constitution irrégulière, les actionnaires sont fondés à intenter *individuellement* contre les administrateurs de ladite société une demande en dommages-intérêts, à raison de la perte du capital de leurs actions

(Req. 18 mai 1885, aff. Welesley, D. P. 88. 1. 59). Et les défendeurs ne sauraient opposer à cette demande une transaction à eux consentie à forfait par le syndic, quant aux droits susceptibles d'appartenir à la faillite, le syndic n'ayant pas qualité pour transiger avec les administrateurs sur les intérêts individuels des actionnaires (Même arrêt).

De ces décisions, il ressort que l'action en dommages-intérêts consécutive à l'annulation de la société pour constitution irrégulière, présente un caractère juridique tout opposé suivant qu'elle est intentée par la masse créancière ou au nom des actionnaires. En tant qu'elle a pour objet de rendre les administrateurs responsables envers les créanciers du passif social, elle est sociale ou plutôt collective, et appartient au syndic (V. *supra*, n° 487). En tant qu'elle a pour but d'indemniser les actionnaires du préjudice qu'a pu leur causer la nullité, elle est individuelle et laissée au libre exercice de chacun des intéressés. — Cette distinction est parfaitement rationnelle; il est bien vrai qu'en ce cas tous les actionnaires ont un intérêt identique, mais on ne saurait pour autant la qualifier de sociale; en effet, tout d'abord cette action ne profite pas à la masse, mais à qui l'exerce, et d'autre part, si l'on conçoit que le syndic, après avoir fait annuler la société, continue à représenter la masse créancière, on ne concevrait pas qu'il représentât la société dont il vient de faire constater l'inexistence, ni par conséquent les associés (Conf. Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 185). Les deux actions diffèrent également par leur objet : tandis que les défendeurs à l'action en responsabilité collective des créanciers sont, d'après la jurisprudence, solidairement responsables envers la masse de tout le passif social, les actionnaires sont, au contraire, réduits à un recours en dommages-intérêts dans les termes du droit commun (art. 1382 c. civ.); ils ne peuvent donc se faire rembourser leurs versements qu'à la condition de justifier d'un rapport direct de cause à effet entre la ruine de la société et l'inobservation des conditions prescrites par la loi de 1867 (Conf. en ce sens, outre les arrêts précités, Paris, 28 avr. 1887, aff. Labat et autres, D. P. 88. 2. 105. Comp. au surplus, pour les développements que comporte cette question des actions en responsabilité contre les fondateurs et administrateurs, *infra*, v° Sociétés).

**503.** Si les actionnaires peuvent exercer librement leur action en responsabilité contre les administrateurs, malgré la faillite de la société, c'est que ce recours ne compromet nullement le gage des créanciers sociaux, puisqu'il est exercé non contre la société, mais contre les administrateurs qui ne sont point en faillite. — Par contre, toute demande des actionnaires à l'effet d'être admis à concourir dans la faillite sociale avec les créanciers est, en principe, irrecevable, de quelque prétexte qu'elle se colore. — Jugé notamment, en ce sens, que les souscripteurs d'actions nouvelles, dont l'émission a été annulée pour inobservation des formes prescrites par la loi de 1867, ne peuvent produire à la faillite de la société pour le montant de leurs versements (Paris, 2 mars

1883, aff. Gourd et autres C. Syndic de l'Union générale, *Journal des sociétés*, 1883. 1. 225). Effectivement la nullité pour vice de forme n'étant pas opposable aux tiers, la faillite est en droit de retenir les versements à l'encontre des souscripteurs (Même arrêt, motifs).

**504.** Cette solution, du moins, s'impose si la faillite est postérieure à l'émission des actions nouvelles. Mais en doit-il être de même si la faillite survient au cours de l'émission, et interrompt ainsi la période constitutive, sans qu'il y ait aucune faute à reprocher aux souscripteurs? Il nous semble qu'en ce cas les souscripteurs devraient être autorisés à produire à la faillite pour le montant de leur versement. En effet, l'émission n'étant point encore achevée, les souscripteurs n'ont pu devenir actionnaires; leurs versements constituent, en réalité, un dépôt irrégulier jusqu'à leur transformation en apport social, transformation rendue impossible par la faillite; aussi doivent-ils être plutôt assimilés à des créanciers qu'à des associés (Conf. Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 277).

**505.** L'action en responsabilité des administrateurs envers les actionnaires, à raison du préjudice causé à ces derniers par l'irrégularité de l'augmentation du capital, a-t-elle le caractère d'une action sociale? Il nous semble difficile de l'admettre. Cette action, en effet, pas plus que l'action fondée sur la nullité de la souscription initiale, ne tend à faire rentrer une somme quelconque dans l'actif social; de plus, elle n'offre même pas un intérêt identique pour tous les actionnaires, et, en fait, elle sera presque toujours intentée par les souscripteurs nouveaux, se disant lésés par l'inobservation des formes légales, et réclamant de ce chef la restitution de leurs versements. — Il a été jugé cependant que la transaction intervenue sur cette action entre le syndic et le liquidateur d'une part, et les administrateurs d'autre part, est opposable aux actionnaires *ut universi* aussi bien qu'aux créanciers, et que l'action sociale étant ainsi éteinte, un actionnaire ne peut poursuivre les administrateurs en responsabilité qu'en se fondant sur une faute spéciale commise par eux personnellement à son égard (Paris, 3 janv. 1888) (1).

### § 3. — Voies d'exécution.

**506.** — I. VOIES D'EXÉCUTION SUR LA PERSONNE DU FAILLI. CONTRAINTE PAR CORPS. — La contrainte par corps ne peut être exercée contre le failli (c. com. art. 455 *in fine*; Rép. n° 221). Le failli, en effet, étant dessaisi de l'administration de ses biens, ne saurait être passible d'une voie d'exécution qui aurait pour but de le contraindre à faire un paiement que son état de faillite lui interdit (Rép. *cod. loc. supra*). Ce principe est absolument général : la contrainte par corps ne peut être exercée contre un failli tant que dure l'état de faillite, et ce, même par un créancier postérieur à celle-ci (Lyon, 16 mai 1851, aff. Veyron-Lacroix, D. P. 51. 2. 215). — Le failli a encore intérêt à invoquer cette règle

(1) (Hain C. de Biencourt et autres.) — La cour; — ... Considérant qu'il est constant, en fait, que l'action de Hain se produit après les transactions intervenues entre le syndic de la faillite de l'Union générale et les sieurs de Biencourt, Riant et de Broglie; qu'il y a lieu de déterminer l'influence que ces transactions peuvent exercer à l'égard de Hain; — Considérant que, dans les transactions intervenues et homologuées sans contestation ni tierce opposition et avec l'approbation formelle du liquidateur, lequel avait été partie dans l'instance, le syndic et le liquidateur ont représenté aussi bien les actionnaires *ut universi* que les créanciers eux-mêmes; — Considérant que ces transactions ont eu pour objet tous les griefs généraux, relevés tant par le syndic dans son exploit introductif d'instance que dans le jugement, qui a prononcé la responsabilité des intimés; qu'il suit de là que l'action sociale est éteinte, et que les griefs généraux, sur lesquels elle reposait, ne peuvent être utilement généralisés d'une nouvelle action de chaque actionnaire individuellement, ce qui, s'il en était autrement, conduirait à la violation de la maxime *non bis in idem*; que, dès lors, l'action de Hain, pour être fondée, doit avoir pour base une faute spéciale commise personnellement à son égard par les intimés, ou par l'un d'eux dans les termes de l'art. 1382 c. civ.; — Considérant que les deux griefs auxquels, par ses conclusions rectificatives, Hain a restreint les moyens à l'appui de sa demande consistent : 1° dans la communication, à l'assemblée générale du

5 nov. 1881, du bilan mensonger arrêté le 30 septembre précédent; 2° dans la gestion antérieure de la société, gestion frauduleuse et contraire aux statuts de la loi; — Considérant qu'il suffit d'énoncer ces deux griefs pour constater qu'ils n'ont rien de spécial et de personnel à Hain; qu'ils ne sont que la reproduction même des éléments du procès introduit par le syndic et sur lequel sont intervenues les transactions; que vainement Hain prétend que les faits relatifs à la troisième émission l'autorisent à se placer en dehors des actions sociales, et qu'il peut invoquer, ainsi que, selon lui, pouvaient le faire tous les souscripteurs des cent mille actions nouvelles à 850 fr., le bilan mensonger du 30 sept. 1881, et les rapports faits à l'assemblée générale du 5 novembre; — Considérant, à cet égard, en effet, que dans l'exploit introductif d'instance le syndic s'exprime dans les termes suivants : « En ce qui touche la troisième augmentation du capital de 100 à 150 millions, elle est entachée des mêmes vices et causes de nullité que les deux premières »; que cette allégation du syndic rentre évidemment dans la formule de l'action sociale éteinte par des transactions; — Considérant enfin que le mobile véritable de la nouvelle souscription de Hain a été le succès pécuniaire qu'il avait obtenu à l'occasion de la souscription à une précédente émission; — Par ces motifs, etc.

Du 3 janv. 1888.-C. de Paris.-MM. Ducreux, pr. -Quénat de Beaurepaire, av. gén.-Vavasseur et Robinet de Cléry, av.

depuis la loi du 23 juill. 1867 qui a supprimé la contrainte par corps en matière commerciale, civile et contre les étrangers, cette contrainte ayant été maintenue à l'égard des condamnations, en matière criminelle, correctionnelle et de police, soit à des amendes ou aux frais au profit de l'Etat soit à des restitutions et dommages-intérêts au profit de l'Etat ou des particuliers (L. 23 juill. 1867, art. 1 et 2, D. P. 67. 4. 75; L. 19 déc. 1871, D. P. 71. 4. 167; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2686).

**507. — II. VOIES D'EXÉCUTION SUR LES BIENS DU FAILLI. — 1° Saisie-exécution.** — Les syndics ayant seuls la gestion matérielle de la faillite, soit pour en conserver, soit pour en réaliser l'actif dans l'intérêt de la masse, les créanciers ne peuvent, en règle générale, exercer sur les biens mobiliers du failli aucune saisie-exécution tant que dure le régime légal de la faillite (Rép. n° 223). Ainsi, des créanciers chirographaires ne peuvent certainement pas commencer des poursuites à partir du jugement déclaratif. — Mais ne peuvent-ils pas du moins continuer des poursuites commencées auparavant? La question, déjà controversée sous l'empire du code de 1807, s'est posée à nouveau sous l'empire de la loi de 1838 (Rép. n° 224). Il a été décidé, d'une part, que des exécutions mobilières, commencées avant le jugement déclaratif, peuvent être continuées par le syndic après que ce jugement a été rendu (Aix, 21 juill. 1840, Rép. n° 224-5°). Mais il a été jugé, d'autre part... que la survenance de la faillite fait cesser le droit individuel de poursuites des créanciers, et que, par suite, ces créanciers ne peuvent, après la déclaration de faillite de leur débiteur, continuer contre le syndic les poursuites de saisie commencées avant la faillite (Amiens, 1<sup>er</sup> déc. 1840, Rép. n° 224; Rouen, 6 janv. 1843; Paris 21 juin 1845, *ibid.*; Paris, 2 juill. 1846, aff. Quesney, D. P. 46. 4. 285; Paris, 22 août 1846, Rép. n° 224); et qu'il y a violation des lois organiques de la faillite dans l'ordonnance de référé qui autorise la continuation de la vente forcée des marchandises d'un débiteur, à la requête de l'un de ses créanciers, après la déclaration de la faillite de ce débiteur (Lyon, 26 août 1853, aff. Genton, D. P. 53. 2. 318; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2686; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 132; Alauzet, t. 7, n° 2483; Ruben de Couder, n° 226).

Ainsi que nous l'avons établi au Rép. n° 224, cette seconde interprétation est seule conforme à l'esprit de la loi. Il importe à la bonne gestion de la faillite que les syndics puissent faire discontinuer les poursuites commencées par les créanciers agissant individuellement avant le jugement déclaratif, sauf à indemniser le créancier poursuivant des frais faits par lui jusqu'à ce jour, frais qui ont profité à la masse et sauvegardé son gage (V. *infra*, sect. 13). Sans doute, l'art. 443 suppose que des voies d'exécution peuvent être continuées ou commencées contre les syndics; mais il se réfère à certains cas exceptionnels où les créanciers sont admis à continuer ou même à tenter des poursuites, malgré la survenance de la faillite (V. *infra*, ce qui sera dit concernant les créanciers hypothécaires ou privilégiés); l'exception confirme la règle (Conf. Rép. n° 224; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2684 *in fine*; Bravard, t. 5, p. 130).

**508. — 2° Saisie-arrêt.** — Les syndics ayant seuls le mandat d'opérer le recouvrement des sommes dues au failli, et ce recouvrement ne pouvant avoir lieu que dans l'intérêt de la masse, les créanciers ne peuvent pratiquer aucune saisie-arrêt entre les mains des débiteurs du failli, et paralyser ainsi, dans un intérêt individuel, l'accomplissement du mandat collectif confié aux syndics (Comp. Civ. cass. 24 janv. 1853, aff. de Courcelles, D. P. 53. 1. 124). — Il résulte du même principe que la mainlevée de toute saisie-arrêt antérieure au jugement déclaratif de faillite et non encore validée lors de ce jugement, doit être prononcée, à la diligence des syndics auxquels les débiteurs du failli sont tenus de payer, à peine de n'être pas libérés, sans qu'il soit même besoin que les syndics fassent sur eux ni des saisies-arrests, ni de simples oppositions (Civ. cass. 5 août 1856, aff. Tiphagne, D. P. 56. 4. 335; Rouen, 1<sup>er</sup> févr. 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 235; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2687; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 212). — De même, la saisie conservatoire qui aurait été pratiquée sur le débiteur tombe de plein droit, faute d'objet, par suite de la faillite de celui-ci; le syndic prend la place

du gardien constitué de la saisie (Trib. civ. Chambéry, 15 mars 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 644).

**509. La saisie-arrêt ne cesse d'être soumise au principe dévolutif attaché à la déclaration de faillite qu'autant qu'elle a été validée antérieurement à cette déclaration.** Mais suffit-il, pour que le saisissant ait ainsi un droit opposable à la faillite, que le jugement de validité soit antérieur au jugement déclaratif, ou ce jugement doit-il avoir acquis force de chose jugée avant cette date? Décidé, d'une part, que le jugement de validité de la saisie-arrêt n'emporte attribution de la somme saisie-arrêtée au profit du créancier saisissant, et jusqu'à concurrence des causes de la saisie-arrêt, que s'il est passé en force de chose jugée avant le jugement déclaratif de la faillite (Civ. cass. 5 août 1856, aff. Tiphagne, D. P. 56. 4. 335; Dijon, 8 févr. 1858, aff. Consorts Launay, D. P. 60. 2. 38; Civ. cass. 20 nov. 1860, aff. Syndic Dauvel, D. P. 60. 1. 478; Lyon 30 nov. 1866, aff. Brébant, D. P. 67. 2. 89; Req. 9 juin 1869, aff. Syndic de Lamy, D. P. 72. 5. 396; Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2687);... en admettant, d'ailleurs, l'existence, en principe, de ce droit de préférence (Sur la question controversée de savoir si le jugement de validité d'une saisie-arrêt emporte attribution de la somme saisie-arrêtée en faveur du saisissant, à l'encontre des autres créanciers dont la saisie ou la mainmise serait postérieure à ce jugement, V. *Saisie-arrêt*; — Rép. eod. v°, n° 444 et suiv.). — Décidé, d'autre part, au contraire, qu'une saisie-arrêt validée ne peut pas être atteinte par la déclaration de faillite du débiteur ultérieurement prononcée, quoique, lors de cette déclaration, le jugement de validité n'ait pas encore acquis l'autorité de la chose jugée, et que, par exemple, la faillite ait été déclarée au cours de l'instance d'appel engagée contre ce jugement; qu'en conséquence, le saisissant conserve, malgré la survenance de la faillite, un droit exclusif sur la somme saisie-arrêtée (Bourges, 14 juill. 1854, aff. Syndic Maronat, D. P. 52. 2. 72; Civ. cass. 24 janv. 1853, aff. de Courcelles, D. P. 53. 1. 124). — Pour le cas où le transport judiciaire résultant du jugement de validité serait postérieur à l'époque de la cessation des paiements ou aux dix jours qui la précèdent, V. *infra*, n° 685 et 686.

**510. Mais il est hors de doute que le jugement de validité, même passé en force de chose jugée lors de la déclaration de faillite, n'a pas d'effet attributif à l'égard de ceux des créanciers de la faillite qui auraient saisi la même somme avant le transport judiciaire résultant de ce jugement, encore que leurs saisies-arrests n'aient point encore été validées à l'époque de la faillite (V. *infra*, v° *Saisie-arrêt*). Et le droit de concours de ces derniers continue de subsister, quoique le syndic de la faillite, usant de son droit de faire suspendre les procédures de saisie engagées par eux, en ait fait prononcer la mainlevée, une telle mainlevée n'ayant sa cause que dans le principe dévolutif attaché à la faillite (Civ. cass. 5 août 1856, aff. Tiphagne, D. P. 56. 4. 336). Par suite, le créancier dont la saisie n'a pas été comprise dans cette mainlevée, parce qu'elle était déjà validée au moment de la faillite, ne peut en exciper pour se faire attribuer la somme saisie-arrêtée, à l'exclusion des saisissants à l'égard desquels la saisie est ainsi intervenue (Même arrêt). Dans ce cas, les syndics ont qualité pour réclamer, au nom de ces saisissants antérieurs, la distribution de la somme saisie entre eux et celui dont la saisie-arrêt avait seule continué de subsister par suite du jugement de validité prononcé à son profit avant la déclaration de faillite; on objecterait vainement que le débat ainsi engagé ne concerne que des créanciers dont les intérêts sont distincts de ceux de la masse, les syndics ayant le droit d'agir même au nom d'une certaine catégorie de créanciers, sans qu'il soit besoin de mettre ces créanciers en cause, dès que leurs intérêts ne sont pas en opposition avec les intérêts de la masse (Même arrêt). — D'ailleurs, les créanciers de la faillite, même autres que les saisissants antérieurs au transport judiciaire résultant du jugement de validité, n'ont-ils pas le droit de venir à contribution avec ceux-ci sur le dividende à eux attribué dans la distribution opérée avec le créancier au profit duquel a eu lieu ce transport judiciaire? Le syndic ne doit-il pas, dès lors, être réputé, même dans l'hypothèse ci-dessus, agir dans l'intérêt de la masse?**



Sur cette question qui se rattache à la grave controverse relative au concours entre saisissants et cessionnaires, V. *Saisie-arrêt*; — *Rép. eod. v<sup>o</sup>*, n<sup>o</sup> 425 et suiv. Décidé, au contraire, quant à ce droit de représentation des syndics, que si, avant la faillite d'un débiteur, une saisie-arrêt, pratiquée contre lui à la requête d'un créancier, a été validée par jugement dont il a été interjeté appel, le syndic n'a pas qualité pour demander, sur cet appel, la réformation du jugement au nom d'autres créanciers du failli, aussi tiers saisissants, au préjudice desquels le jugement de validité aurait été rendu : en cas pareil, c'est à ces derniers de faire valoir individuellement leurs droits (Bourges, 14 juill. 1851, aff. Syndic Maronat, D. P. 52. 2. 72).

**511.** — 3<sup>e</sup> *Saisie immobilière*. — A. *Créanciers chirographaires*. — Sous l'empire du code de 1807, les créanciers même chirographaires du failli, porteurs d'un titre exécutoire, pouvaient, après la faillite, pourvu que ce fût avant le contrat d'union, saisir immobilièrement leur débiteur (art. 532; *Rép.* n<sup>o</sup> 223 et 1149).

D'après la loi de 1838 (art. 571), c'est, au contraire, du jour même de la prononciation du jugement déclaratif de la faillite, indépendamment de toute signification ou publication, que les poursuites en expropriation, exercées personnellement par un créancier, sont interdites (Grenoble, 12 avr. 1851, aff. Syndic Colmia, D. P. 52. 2. 212; Douai, 17 févr. 1859, aff. Tristram, D. P. 59. 2. 63). Les frais de ces poursuites doivent rester à la charge du saisissant (Arrêt précité du 17 févr. 1859). Néanmoins, si le créancier était dans l'ignorance du jugement déclaratif de la faillite, il ne devrait pas supporter les frais des poursuites en expropriation, au cas où elles viendraient à être annulées sur l'opposition des syndics (Grenoble, 12 avr. 1851, précité). Et il y aurait même lieu à lui adjuger une partie des frais faits en première instance et en appel sur cette opposition des syndics, si ceux-ci, dans leur acte d'opposition, ne lui avaient pas fait offre de ses frais de poursuites (Même arrêt). — Cette dernière solution nous paraît critiquable dans sa généralité. Sans doute, en principe, le débiteur qui veut éviter les frais doit faire des offres au créancier; mais le débiteur sait qu'il doit et combien il doit. Les syndics d'une faillite, au contraire, ne peuvent pas toujours être certains que le créancier qui poursuit le failli en expropriation a ignoré, surtout jusqu'au moment de la publication du cahier des charges, l'existence du jugement déclaratif. — Il nous semble donc que l'on ne doit décider qu'avec beaucoup de réserve, et seulement en considération des circonstances, qu'il y avait pour les syndics, en cas d'opposition de leur part, obligation de faire au poursuivant l'offre de ses frais de poursuites.

**512.** Quant aux poursuites commencées avant la déclaration de la faillite, poursuites que le créancier pouvait incontestablement continuer après la faillite, dans le système du code de 1807, la question de savoir si le même droit lui appartient depuis la loi de 1838 est controversée. En effet, si l'art. 571 n'interdit positivement aux créanciers de commencer des poursuites en expropriation sur des immeubles à l'égard desquels ils n'ont pas d'hypothèque (ni de privilèges) qu'après le jugement déclaratif, n'en doit-on pas conclure qu'il n'a voulu déroger au code de 1807 qu'en ce qui touche les poursuites postérieures à ce jugement, et qu'il a conservé au poursuivant le droit de continuer celles engagées avant la déclaration de la faillite? Décidé, d'une part : 1<sup>o</sup> que le créancier, même non hypothécaire ni privilégié, quand il est porteur d'un titre exécutoire, a le droit de continuer et de mener à fin une saisie immobilière commencée avant le jugement de déclaration de faillite du débiteur (Bordeaux, 16 mars 1852, aff. syndic Masturas, D. P. 53. 2. 113; Caen, 12 oct. 1861, aff. Troussel, D. P. 63. 2. 24; Rouen, 10 oct. 1862, aff. Veuve Foucault, D. P. 63. 2. 24; conf. *Rép.* n<sup>o</sup> 230); — 2<sup>o</sup> Que, notamment, ce droit appartient même au créancier hypothécaire dont l'inscription a été annulée en vertu de l'art. 448, et qui est ainsi devenu simple créancier chirographaire, par suite d'un jugement qui a reporté la date de l'ouverture de la faillite (Arrêts précités des 12 oct. 1861 et 10 oct. 1862. V. *Rép.* n<sup>o</sup> 230 et 1148); — 3<sup>o</sup> Qu'il suffit, en tout cas, que la continuation des poursuites en saisie immobilière commencées avant la faillite du saisi ait été ordonnée, nonobstant l'état

de la faillite, par arrêt passé en force de chose jugée, pour que le failli, même concordataire, contre lequel il a été rendu, ne soit pas fondé à demander la radiation de la transcription de la saisie, et pour que, par suite, le jugement qui l'ordonne soit annulé comme portant atteinte à la chose jugée (Paris, 3 déc. 1846, aff. Freslon, D. P. 51. 2. 93). — Mais, dans ce système, le *commandement* tendant à saisie immobilière ne constituerait pas un commencement de poursuites dans le sens de l'art. 572 c. com. (Douai, 17 févr. 1859, aff. Tristram, D. P. 59. 2. 63; Angers, 15 mai 1861, aff. Fouquet-Simon, D. P. 61. 2. 107).

**513.** Décidé, au contraire, d'autre part, que, lorsqu'il y a déclaration de faillite du débiteur, les créanciers cédulaires non seulement ne peuvent commencer l'expropriation des immeubles du failli, mais ne peuvent même continuer des poursuites d'expropriation déjà commencées (Dijon, 18 janv. 1858, aff. Mortier, D. P. 60. 2. 78; Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch., 13 janv. 1865, aff. Syndic Rolland C. Edely-MM. Boscheron, pr.-Jorant, av. gén.-Faye et Monteaud, av.). On reconnaît aux syndics, dans ce second système, le droit d'arrêter immédiatement ces poursuites, mais ils doivent rembourser aux créanciers poursuivants les frais exposés par ces derniers (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2686; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 132; Ruben de Couder, n<sup>o</sup> 226).

En faveur du système d'après lequel les créanciers pourraient continuer les poursuites immobilières commencées avant la faillite, on invoque l'art. 572, aux termes duquel *s'il n'y a pas de poursuite en expropriation des immeubles, commencée avant l'époque de l'union*, les syndics seront seuls admis à en poursuivre la vente. Les partisans de la seconde opinion répondent que cette distinction, peu rationnelle en soi, ne résulte nullement du texte précité; que cet article se rattache à l'art. 571 qui le précède et n'a d'autre objet que de restreindre le droit réservé aux créanciers hypothécaires par ce dernier article (Conf. *infra*, sect. 14). L'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 est venu leur fournir un nouvel argument. D'après ce texte, à partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, toutes actions mobilières ou immobilières et toute voie d'exécution, tant sur les meubles que sur les immeubles, doivent être intentées ou suivies à la fois contre les liquidateurs et le débiteur. Si tel est l'effet du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, ne peut-on pas en conclure que le jugement déclaratif de faillite doit arrêter les poursuites immobilières commencées?

**514.** — B. *Créanciers privilégiés et hypothécaires*. — De la combinaison des art. 548, 571 et 572, il suit que les créanciers hypothécaires ou privilégiés, à la différence des créanciers chirographaires, ne perdent leur droit de saisir les immeubles affectés à leurs créances qu'à dater de l'union, et non à partir du jugement déclaratif; qu'en conséquence, ces créanciers peuvent, même après la faillite, et jusqu'à l'union, faire saisir les immeubles dont il s'agit... et, après l'union, continuer la saisie par eux commencée avant l'union, sans que les syndics soient fondés à se prévaloir contre eux, pour y mettre obstacle, un mandat qui ne leur serait opposable que s'il n'y avait pas d'expropriation (Conf. *Rép.* n<sup>o</sup> 230 et 1156; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2865). — Sur les règles relatives à la vente des immeubles du failli, par les syndics de l'union, à défaut d'expropriation individuelle faite en temps utile, V. *infra*, sect. 14.

**515.** Le droit de faire vendre le bien grevé d'un privilège appartient-il également à tout créancier privilégié? Il faut distinguer, ainsi que nous l'avons établi au *Rép.* n<sup>o</sup> 1062, entre les créanciers privilégiés nantis et les créanciers privilégiés non nantis. Les premiers doivent être assimilés aux créanciers gagistes proprement dits, et, par conséquent, le droit de poursuite doit leur être reconnu par analogie (Arg. art. 548 et 460. En ce qui concerne le bailleur et les autres créanciers privilégiés, V. *infra*, sect. 12). Les seconds au contraire demeurent sous l'empire du droit commun; ainsi, les créanciers qui ont un *privilège général*, n'ayant en leur possession aucun des objets affectés à la garantie de leurs droits, n'en peuvent poursuivre la vente; les syndics sont seuls chargés de cette vente dans l'intérêt de ces créanciers, aussi bien que des simples chirographaires.

**516.** Sous le code de 1807, la question de savoir si les

poursuites de saisie immobilière, que tout créancier pouvait intenter tant que le contrat d'union n'était pas formé, devaient être exercées ou continuées contre les syndics, était controversée (*Rép.* n° 218). L'art. 443, § 3, tel qu'il résulte de la loi de 1838, a tranché la difficulté, en déclarant formellement que les voies d'exécution sur les meubles et sur les immeubles ne pourront être intentées ou suivies que contre les syndics (*Rép.* n° 220). En présence de ce nouveau texte, il n'est plus douteux que les syndics seuls peuvent défendre aux poursuites en expropriation suivies individuellement contre le failli, toutes les fois que ces poursuites individuelles sont autorisées. Et lorsque des poursuites en expropriation sont dirigées par erreur contre le failli personnellement, les syndics sont recevables à y former opposition, même après la publication du cahier des charges (Grenoble, 12 avr. 1851, aff. Syndic Colmia, D. P. 52. 2. 212). Mais cette nullité n'est pas d'ordre public; les syndics seuls, et non le failli ou ses ayants cause, peuvent l'opposer (*V. Rép.* n° 498, 560, 1155 et suiv.).

§ 4. — Intervention. — Mesures conservatoires  
(*Rép.* n° 238 à 243).

**517.** — I. FAILLI. — Sous le code de 1807, le droit, pour les tribunaux, d'admettre l'intervention du failli dans les instances engagées avec les syndics, était reconnu par la jurisprudence, en vertu des principes généraux (*Rép.* n° 238). La loi de 1838, art. 443, § 4 nouveau, a consacré la jurisprudence ainsi établie sous le code de 1807, relativement à l'intervention du failli, en disposant que le tribunal peut, lorsqu'il le juge convenable, recevoir le failli partie intervenante (*Rép.* n° 238). — Cette disposition est générale et s'applique aussi bien aux sociétés commerciales qu'aux individus commerçants en faillite. Si la société déclarée en faillite n'est point en état de dissolution, la demande d'intervention émanera des gérants ou des administrateurs en exercice au jour de la déclaration; si, au contraire, la société était déjà dissoute et en liquidation quand la faillite a été déclarée, ou si le jugement déclaratif a été suivi d'un jugement de dissolution, c'est au liquidateur qu'il appartiendra d'intervenir au nom de la société dans l'instance engagée par ou contre le syndic. Ce principe a été formellement consacré par un arrêt de la chambre des requêtes, aux termes duquel le jugement qui déclare une société en faillite et l'existence d'un syndicat organisé par la loi n'empêchant pas que la société continue de subsister comme être moral et d'être représentée par ses liquidateurs pour l'exercice des droits et facultés qui appartiennent à tout failli, les liquidateurs nommés avant la déclaration de la faillite peuvent être reçus partie intervenante dans une instance concernant la faillite, comme le serait le failli (*Req.* 21 janv. 1874, aff. Jacob Pêtre, D. P. 74. 1. 312. V. en ce sens : Pic, *Concours dans une faillite de société d'un liquidateur et d'un syndic*, *Annales*, 1887, t. 1, p. 130 et suiv. V. au surplus, sur les attributions respectives de ces deux agents, *infra*, sect. 8). De même, un actionnaire ou un groupe d'actionnaires peut intervenir dans une instance engagée par le gérant à fin de rétractation d'un jugement par défaut qui a déclaré la faillite de la société (Paris, 5 févr. 1872, aff. Latruffe et Muriel, D. P. 74. 2. 235).

**518.** La demande en intervention du failli peut-elle être formée pour la première fois en appel? Ainsi que nous l'avons indiqué au *Rép.* n° 241, la raison de douter réside dans le texte de l'art. 466 c. proc. civ., aux termes duquel aucune intervention n'est reçue en appel, si ce n'est de ceux qui auraient droit de former tierce opposition; or le failli n'est pas dans ce cas. Il est cependant généralement admis que la disposition finale de l'art. 443 déroge aux règles générales du code de procédure, et que le failli peut intervenir pour la première fois en appel (V. en ce sens, outre les auteurs cités au *Répertoire*: Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 666, note 2; Ruben de Couder, n° 203; Namur, t. 3, n° 1688. — *Contrà*: Alauzet, t. 7, n° 2468).

**519.** En matière de faillite, les juges jouissent d'un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou rejeter l'intervention du failli dans les instances suivies ou intentées par les syndics : leurs décisions sur ce point échappent donc à la censure de la cour de cassation (*Req.* 25 févr. 1857, aff. Bégucry,

D. P. 57. 1. 113; 17 juin 1868, aff. Frimault, D. P. 71. 5. 187). Et l'art. 443, qui subordonne au pouvoir discrétionnaire des juges la faculté d'intervention du failli dans les instances suivies ou intentées contre les syndics, doit recevoir son application, non seulement lorsque l'intervention a pour objet l'administration des biens du failli, mais encore lorsqu'elle intéresse ses droits de propriété, et qu'il s'agit, par exemple, de la vente de ses biens (*Req.* 25 févr. 1862, aff. Thiériot, D. P. 62. 1. 299). En tout cas, le failli n'a pas qualité pour demander, par action principale, l'annulation de l'ordonnance du juge-commissaire prescrivant la vente de ces immeubles et le remplacement du magistrat ou du syndic (Même arrêt).

**520.** La contre-partie du droit d'intervention reconnu au failli, dans les conditions précédemment indiquées, réside dans le droit pour les tiers de le mettre en cause en même temps que le syndic, s'ils ont un intérêt légitime à sa présence au procès. — Jugé, en ce sens, que le failli est régulièrement mis en cause dans les procès intentés contre les syndics comme représentant de la faillite, toutes les fois que sa présence au procès est nécessaire, soit pour qu'il donne des renseignements, soit pour qu'il réponde aux conclusions prises contre lui personnellement, et spécialement dans le cas d'une action en dommages-intérêts pour malversations exercée par une commune contre un entrepreneur failli et les syndics de sa faillite (Cons. d'Et. 28 juill. 1854, aff. Morel, D. P. 55. 3. 37). Par suite, non seulement il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'exception tirée par le failli du dessaisissement qu'opère la déclaration de faillite, mais encore la condamnation aux frais de l'incident doit être déclarée commune au failli et à la masse, attendu qu'il s'agit d'une difficulté qui intéresse les opérations mêmes de la faillite (Même décision).

**521.** Du droit pour le failli d'intervenir dans les instances engagées par les syndics lorsque le tribunal l'y autorise, on ne saurait conclure au droit d'exercer les actions que les syndics négligeraient d'exercer. L'intervention, en effet, subordonnée, d'ailleurs, à l'autorisation de la justice, ne met pas obstacle à la mission du syndic, puisqu'elle se réfère à une instance pendante; la faculté d'agir, au contraire, outre qu'elle serait en contradiction absolue avec le principe du dessaisissement, porterait atteinte à l'unité de gestion, loi fondamentale de la faillite. Si donc le failli intentait, à défaut du syndic, une action relative aux droits compris dans le dessaisissement, il devrait être déclaré non recevable, et le défendeur aurait qualité pour opposer la non-recevabilité (Caen, 26 mai 1874, aff. Coquetterre, D. P. 76. 2. 50; Conf. *Rép.* n° 209 et 213; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 666, note 4; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 127, note; Alauzet, t. 7, n° 2469).

Il convient d'observer, toutefois, que la doctrine de la cour de cassation sur ce point est assez hésitante, et que, des considérants de quelques-uns de ses arrêts, semble se dégager une théorie mixte, d'après laquelle le failli pourrait agir, à défaut du syndic, à la condition d'agir non pas dans son intérêt personnel et exclusif, mais dans l'intérêt de la masse (V. notamment *Req.* 12 avr. 1869, aff. Jaubert, D. P. 69. 1. 517) (motifs). — La raison de cette distinction, qui est de nature à soulever dans l'application de sérieuses difficultés, ne nous apparaît pas clairement; et nous croyons plus juridique de décider qu'en principe le failli n'a pas qualité pour agir au lieu et place des syndics négligents, fût-ce dans un intérêt commun aux créanciers et à lui-même. Les seules actions qu'il puisse exercer, selon nous, seront donc : 1° celles relatives aux droits exclusivement attachés à la personne, ou aux droits qu'il tient directement de la loi, et au sujet desquels ses intérêts se trouvent en opposition directe avec ceux de la masse (V. *supra*, n° 447 et suiv.); 2° les instances conservatoires.

**522.** Le failli, en effet, quoique dessaisi, ne saurait être privé du droit, que la loi reconnaît même aux personnes incapables (or le failli n'est pas, à proprement parler, un incapable, V. *supra*, n° 371 et suiv.), de prendre les mesures conservatoires de ses droits. La loi, en le dessaisissant, a voulu assurer aux créanciers l'actif de leur débiteur, empêcher celui-ci de dissiper cet actif. Toutes les fois qu'un acte fait par le failli ne contrarie pas ce but, les créanciers ne sont pas fondés à s'en plaindre (*Rép.* n° 206; Lyon-Caen et Renault,

t. 2, n° 2679, *in fine*). De là il suit que le failli peut agir en justice à l'effet d'interrompre une prescription (Rép. n° 206-5°);... de faire courir un délai d'appel en signifiant un jugement (Rép. n° 206-2°). Il en résulte également :... que le failli peut, à défaut des syndics, interjeter appel d'un jugement qui porte préjudice à ses droits et faire tous actes conservatoires de l'appel (Aix, 2 mars 1853, aff. Syndic canal Zola, D. P. 53. 2. 129; Bordeaux, 30 mai 1853, aff. Emanuel, D. P. 54. 2. 110; Bordeaux, 28 juin 1867, aff. Thomas, D. P. 67. 3. 210); — ... Que, dès lors, il n'y a pas lieu de déclarer nul l'appel, relevé par le failli, d'un jugement rendu avant la décision qui a déclaré sa faillite, si cet appel intéresse la masse des créanciers, et si celle-ci, par l'organe des syndics, déclare se l'approprier (Arrêt précité du 2 mars 1853); — ... Que le syndic est fondé, en ce cas, à reprendre l'instance en son nom, et à profiter de l'appel du failli, interjeté en temps utile (Arrêt précité du 28 juin 1867).

**523.** Jugé même qu'un failli a le droit de suivre à titre de gérance d'affaire au profit de la masse, sur l'appel d'un jugement qui le condamne envers un tiers, alors surtout qu'il avait interjeté appel à une date antérieure à la déclaration de faillite (Paris, 19 mars 1888) (1). — Mais décidé, en sens contraire, que le failli n'est pas recevable à suivre seul l'appel d'un jugement dans une instance qui ne peut être considérée comme un acte conservatoire (Bordeaux, 31 juill. 1879) (2). Jugé, dans le même sens, que l'appel interjeté par un failli qui n'est pas intervenu en première instance où il n'a pas été partie, ne peut être assimilé à une intervention en cause d'appel.

Le droit de suivre sur l'appel, incompatible avec le principe du dessaisissement, ne découle donc nullement du droit d'intervenir reconnu au failli (Chambéry, 21 juin 1887, *Gazette des tribunaux* du 20 juill. 1887). En conséquence, si l'appel relevé n'est soutenu ni par le syndic, ni par aucune des parties, et qu'il ne s'agisse pas d'un droit attaché à la personne, ledit appel doit être déclaré non recevable (Même

arrêt). La distinction faite par cet arrêt nous paraît devoir être approuvée; autre chose est, en effet, interjeter appel, à titre conservatoire, et afin d'empêcher la décision d'acquiescer force de chose jugée, en laissant d'ailleurs au syndic le soin de reprendre l'instance en son nom, autre chose est suivre l'instance sur un appel interjeté dès avant la faillite. Dès lors que, par suite du dessaisissement, le syndic se trouve substitué au failli pour l'exercice de toutes actions, même de celles commencées avant le jugement déclaratif (V. *supra*, n° 447 et suiv.), c'est à lui seul qu'il appartient de suivre l'appel.

En tout cas, l'appel interjeté par le failli, en son nom personnel, n'est pas recevable s'il a été formé contre la volonté des syndics, et alors même que, devant les premiers juges, le failli aurait été, sur le concours à lui donné par les syndics, admis comme partie intervenante (Bordeaux, 22 août 1851, aff. Tingaud, D. P. 53. 2. 165).

**524.** Le failli peut également, à titre conservatoire : faire dresser un protêt (Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2679; Alauzet, t. 7, n° 2472);... produire dans un ordre (Rennes, 22 mars 1865) (3);... pratiquer une saisie-arrêt (Paris, 24 déc. 1880, aff. Laurent et Leblanc, D. P. 81. 2. 203). Et la saisie-arrêt étant un acte conservatoire, le droit pour un failli de la pratiquer emporte en sa faveur le droit de la dénoncer et d'en demander la validité; ces formalités, étant exigées, à peine de nullité de la saisie-arrêt elle-même, ne leur enlèvent pas ce caractère conservatoire (Même arrêt).

**525.** — II. CRÉANCIERS DU FAILLI. — La question de savoir si les créanciers du failli ont le droit d'intervenir dans les instances où ils sont représentés par les syndics agissant au nom de la masse, est controversée. — Dans un premier système, consacré par la majorité des arrêts, les créanciers seraient, à cet égard, assimilés au failli; c'est-à-dire qu'il appartiendrait aux tribunaux d'apprécier suivant les circonstances, si les interventions individuelles des créanciers devraient être reçues (Req. 30 déc. 1856, aff. Hébert, D. P.

(1) (Perrin C. Coronat). — La cour; — En la forme : — Considérant que, si Perrin a été déclaré en état de faillite, à la date du 15 févr. 1887, faillite dont les opérations sont aujourd'hui clôturées pour insuffisance d'actif, c'est à la date du 13 septembre précédent, étant encore *in integro statu*, qu'il a frappé d'appel : 1° le jugement qui le condamnait par défaut à exécuter son marché du 12 mai 1885 avec Coronat ou à lui payer 1500 fr. de dommages-intérêts, et 2° le nouveau jugement, également par défaut, qui l'a débouté de son opposition à ce premier jugement; — Considérant qu'aux termes de l'art. 521 c. com., la clôture pour insuffisance d'actif ne fait pas cesser l'état de faillite; que le failli demeure dessaisi de l'exercice de ses actions, mais qu'il était toujours loisible à Coronat de mettre le syndic de l'appelant en cause pour vider l'appel pendant; qu'il est certain, dans l'espèce, que le syndic avait été averti de suivre sur ledit appel et qu'il n'a pas cru devoir le faire; — Qu'en tous cas, les tribunaux, aux termes de l'art. 443 du code précité, ont le droit de recevoir l'intervention des faillis dans les procès pendants avec leurs syndics, et qu'on ne saurait refuser ici à Perrin le droit de faire, au profit de la masse, à titre de gérance d'affaire, un acte qu'il considère comme utile à ses intérêts et de suivre en conséquence sur ledit appel; — Déclare les conclusions de Perrin de juillet 1887 recevables; — Rejette les conclusions contraires de Coronat, l'en déboute; — Au fond; — Adoptant les motifs des premiers juges;... — Confirme les jugements dont est appel.

Du 19 mars 1888. — C. de Paris. — MM. Pradines, pr. — Banaston, av. gén., c. conf. — Dupont et Fouet, av.

(2) (Goursseau C. Chastres et Merlet). — La cour; — Attendu que l'état de faillite avec toutes les incapacités qui en résultent et la mission donnée au syndic survivent à la clôture, pour insuffisance d'actif, des opérations de la faillite; que le failli continue à être dessaisi de l'administration de ses biens et du droit d'intenter ou de suivre une action mobilière ou immobilière; que le jugement qui a prononcé la clôture des opérations peut être rapporté à toute époque, aux termes de l'art. 528 c. com., si le failli ou tout autre intéressé justifie qu'il existe des fonds pour faire face aux frais des opérations de la faillite, ou s'il fait consigner entre les mains des syndics une somme suffisante pour y pourvoir; — Attendu que, dans l'espèce, les conditions exigées par l'article précité ne sont pas remplies; que le syndic, seul maître de l'action ou de la résistance, refuse de soutenir l'appel formé par le père du failli, décédé depuis, contre le jugement du 15 mai 1873; que le failli n'est pas recevable à agir seul dans une instance qui ne peut être considérée comme un de ces actes conservatoires auxquels la jurisprudence autorise le failli à procéder sans l'assistance de son

syndic; — Par ces motifs; — Donne défaut contre le syndic de la faillite A. Goursseau, et déclare A. Goursseau non recevable à suivre l'instance d'appel formée par Goursseau père contre le jugement du 15 mai 1873, etc.

Du 31 juill. 1879. — C. de Bordeaux, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Bourgade, pr. — Tappe, av. gén. — Bruno Lacombe et Descoubès, av.

(3) (Moreau et comp. C. Muratore et autres). — La cour; — Considérant que la collocation au profit de la faillite Moreau est critiquée parce qu'elle a été faite sur la production du failli frappé d'incapacité; que, par conséquent, cette production est nulle et ne peut produire effet; — Considérant que, si l'art. 443 c. com. dessaisit le failli de l'administration de ses biens et lui interdit l'exercice de toute action mobilière ou immobilière, il ne le frappe pas cependant d'une incapacité absolue; que cet article, qui a pour but de protéger les créanciers et de les mettre à l'abri des fautes ou des malversations que le failli pourrait ultérieurement commettre, ne doit pas être interprété contre eux; que, si le failli ne peut intenter une action, il conserve capacité suffisante pour faire les actes urgents, purement conservatoires, qui n'ont d'autre but que de protéger les intérêts de la masse qui sont aussi les siens; — Que cela est vrai surtout lorsque, comme dans la cause, au lieu de s'adresser aux syndics, c'est au failli qu'on a fait la sommation à laquelle il s'est borné à répondre; qu'après lui avoir reconnu capacité pour recevoir la sommation qui faisait courir un délai fatal, on ne peut la lui refuser pour y répondre afin de prévenir une forclusion; — Que, par conséquent, la production faite par le failli Moreau doit être déclarée valable; que ni le chiffre, ni le rang d'inscription de la créance à laquelle cette production s'applique n'étant contestés, il y a lieu de maintenir la collocation telle qu'elle a été faite par le règlement provisoire; — Considérant que les syndics ont eu le droit et le devoir d'intervenir pour soutenir le mérite de cette collocation, et qu'ils l'ont fait valablement quoique par simples conclusions à l'audience; qu'il ne s'agit point ici d'une intervention ordinaire par laquelle l'intervenant se place à côté des parties en cause pour défendre des intérêts distincts et personnels; que les syndics ont dû se substituer au failli auquel son incapacité ne permettait pas de figurer dans l'instance judiciaire portée à l'audience et d'y défendre les intérêts de la faillite dont les syndics sont seuls représentants légaux;

Par ces motifs, dit valable la production faite par le failli, etc.

Du 22 mars 1865. — C. de Rennes, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Androuin, pr. — Poulizac, av. gén. — Grivard et Martin-Feuillée, av.

57. 1. 203; Orléans, 5 avr. 1859, aff. Ismann, D. P. 59. 2. 57. Conf. Rép. n° 561, et v° *Intervention*, n° 48; Alauzet, t. 7, n° 2475; Ruben de Couder, v° *Faillite* n° 247, 251). Spécialement, un créancier du failli aurait qualité pour intervenir... dans une instance tendant à faire reporter à une époque antérieure au jugement déclaratif la date de la cessation des paiements (Arrêt précité du 30 déc. 1856);... ou dans une instance en reddition du compte des syndics démissionnaires (Orléans, 5 avr. 1859, précité).

526. D'après un second système, les créanciers auraient toujours le droit d'intervenir, à leurs risques et périls et à leurs frais, à l'effet de surveiller leurs intérêts, dans les instances intéressant la masse soutenues par le syndic (Riom, 8 janv. 1855, aff. Cellier, D. P. 55. 2. 216; Colmar, 1<sup>er</sup> févr. 1855, aff. Syndic Mainbourg, D. P. 56. 2. 13; Agen, 22 nov. 1880, aff. de Boery, D. P. 82. 2. 221; Poitiers, 26 juill. 1886, aff. Fessart, et sur pourvoi Req. 9 avr. 1888, D. P. 89. 1. 245; Poitiers, 22 déc. 1887, *suprà*, n° 227, et notamment dans une instance d'ordre (Colmar, 1<sup>er</sup> févr. 1855, précité). Jugé : 1° que cette intervention constitue, en effet, un acte conservatoire qui ne peut nuire ni à la masse des créanciers que le syndic représente, ni aux demandeurs; qu'elle est donc recevable de plano (arg. art. 494 et 580 c. com.) (Même arrêt); — 2° Que si elle ne peut nuire à la masse, elle peut au contraire lui être profitable; qu'aussi, bien qu'en principe les frais exposés par un créancier chirographaire de la faillite dans une contestation où figure le syndic de la faillite doivent rester à la charge de ce dernier, la partie qui succombe peut être condamnée au paiement de ces frais lorsque l'intervention des créanciers chirographaires au procès a été utile à la masse, par exemple, en sauvegardant le droit d'appel (Req. 31 juill. 1879, aff. Sacré, D. P. 80. 1. 273);... et si, en outre, c'est à titre de dommages-intérêts que les frais dont s'agit ont été mis à la charge de la partie perdante (Même arrêt).

527. Enfin, dans un troisième système, diamétralement opposé au précédent, on décide que les créanciers du failli ne sont pas recevables à intervenir personnellement dans une instance intentée par le syndic, alors, d'ailleurs, qu'ils n'articulent contre le syndic aucun reproche d'insuffisance ou de négligence (Paris, 24 déc. 1849, aff. Baudon, D. P. 50. 2. 195; Poitiers, 20 janv. 1853, aff. Faillite Lemoyne, D. P. 55. 2. 23). Ce troisième système est soutenu par la majorité des auteurs; il s'appuie sur le caractère exceptionnel de la faculté d'intervention, qui ne doit pas être reconnue aux créanciers en l'absence d'un texte (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2680; Renouard, t. 1, p. 315; Namur, t. 3, n° 1689; Ruben de Couder, n° 81; Cabouat, note sous Caen, 20 juill. 1887, *Annales*, 1888. 1. 24). (Comp. toutefois, sur le droit pour les créanciers de former individuellement des contredits aux créances soumises à la vérification, *infra*, sect. 8).

Mais les créanciers, même dans ce système, ont incontestablement le droit d'intervenir dans les instances engagées avec les syndics, lorsqu'ils se proposent de faire valoir, non pas un droit appartenant à la masse, mais un droit distinct, ne se confondant pas avec ceux de l'ensemble des créanciers, et pour la sauvegarde duquel ils seraient recevables à former tierce-opposition contre la décision qui serait intervenue sans qu'ils y aient été parties principales ou intervenantes (V. Rép. n° 1151). Ainsi, le créancier hypothécaire d'un failli a qualité pour intervenir dans une instance introduite par les syndics et ayant pour objet de faire reporter l'ouverture de la faillite à une époque telle que son hypothèque deviendrait susceptible de critique (Lyon, 26 août 1850, aff. Syndic veuve Clément Meyssiat, D. P. 55.

5. 220-221). De même, lorsqu'un syndic est demandeur en nullité d'une hypothèque consentie par le failli pendant la période suspecte, un créancier hypothécaire postérieur, dont la masse admet les droits, a qualité pour intervenir dans l'instance, tant pour faire déterminer les conséquences de la nullité en ce qui le concerne que pour discuter la compétence du tribunal de commerce (Aix, 18 nov. 1886, aff. Houchard, *Annales*, 1887. 2. 117).

Ce droit d'intervention appartient même aux créanciers simplement chirographaires d'une société commerciale en état de faillite, lorsqu'ils ont des intérêts différents ou des moyens distincts et opposés à faire valoir (Paris, 5 juill. 1889 (1). Mais l'intervention d'un créancier de la société est non recevable lorsqu'il s'associe purement et simplement aux conclusions du syndic, qu'il ne présente aucun moyen distinct ou opposé, personnel ou spécial, et enfin ne justifie d'aucun intérêt particulier pouvant servir de base à une action individuelle distincte de celle de la masse (Même arrêt).

528. A supposer que les créanciers aient le droit d'intervenir dans les instances intéressant la masse, même quand ils n'ont pas des intérêts opposés à ceux de la masse, il ne s'ensuit pas qu'ils aient qualité pour prendre l'initiative des actions, à défaut du syndic. Le syndic, représentant seul la masse, a seul qualité pour exercer les actions qui l'intéressent et y défendre. Il en est ainsi, notamment, de l'action oblique de l'art. 1166; le syndic a seul qualité pour exercer les droits et actions du failli (Civ. cass. 18 févr. 1863, aff. Viguerie, D. P. 63. 1. 149; Pau, 26 déc. 1873, aff. Lagelouze, D. P. 77. 1. 19). Ainsi, les créanciers d'une société en faillite ne sauraient être admis à exercer l'action sociale appartenant à la masse du chef de la société débitrice contre les administrateurs coupables de fautes de gestion, quand le syndic néglige ou refuse de l'exercer (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 667, note 8; Alauzet, t. 7, n° 2473; Namur, t. 3, n° 1689). — La question est cependant controversée, et plusieurs arrêts ont reconnu, au contraire, aux créanciers le droit d'exercer, individuellement et à leurs risques et périls, l'action de la masse que le syndic néglige d'exercer (Comp. en ce sens, outre les arrêts rapportés au Rép. n° 559: Trib. civ. Auxerre, 1<sup>er</sup> juin 1881, *la Loi*, n° du 22 juin 1881. Conf. Ruben de Couder, n° 245; Labbé, note sous Civ. cass. 21 déc. 1875). — Ne peuvent-ils pas, du moins, l'exercer *ut singuli*, et dans la mesure de leur intérêt individuel? Ce point est également controversé (V. *suprà*, n° 489). — Quant à l'action paulienne de l'art. 1167, dirigée contre les actes du failli antérieurs à la période suspecte, et au droit individuel pour chaque créancier de contrôler les créances produites, ces actions n'ont, à aucun titre, d'après la jurisprudence, le caractère d'actions de la masse (V. *infra*, art. 3, sect. 8). Elles échappent donc à l'action du syndic et peuvent être exercées individuellement et librement par chaque créancier, quelque système que l'on adopte sur la question de savoir si les créanciers peuvent, individuellement et à leurs risques et périls, exercer une action de la masse.

529. En tout cas, en admettant même que les syndics aient seuls qualité pour agir au nom de la masse des créanciers, ceux-ci ont le droit, même dans un intérêt collectif, de faire des actes conservatoires (Rép. n° 227; Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2680 *in fine*; Alauzet, t. 7, n° 2478; Dutruc, *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° *Faillite*, n° 272). Ainsi, les jugements rendus en matière de faillite peuvent, s'il y a négligence de la part du syndic, être signifiés par les créanciers eux-mêmes, toutes les fois qu'ils ont intérêt à faire courir le délai d'appel (Paris, 19 août 1852,

(1) (*Cercle Transport* et syndic faillite *Grande Compagnie d'assurances C. Fondateurs et administrateurs de la Grande Compagnie d'assurances*). — La cour; — ... En ce qui concerne le bien fondé de toutes les interventions : — Considérant que, si la masse créancière d'une faillite est représentée par le syndic, il peut être, néanmoins, permis à certains créanciers d'intervenir à côté du syndic, lorsqu'il peut y avoir des intérêts différents, ou des moyens distincts et opposés à faire valoir; qu'il peut surtout en être ainsi lorsqu'il s'agit d'actions sociales, à l'égard desquelles ces créanciers peuvent fournir des renseignements utiles; — Mais considérant, d'une part, que le *Cercle Transport* s'est purement et simplement, en première instance comme en appel, associé aux conclusions de

Beaugé es qualités, et qu'il n'a présenté aucun moyen distinct ou opposé, personnel ou spécial; que, d'autre part, les autres parties demandereses en intervention ne pourraient être admises à former tierce-opposition, et que leur demande, se produisant en appel seulement, ne peut être acceptée par la cour; — Considérant enfin que les parties intervenantes ne justifient pas d'intérêt particulier pouvant motiver une action spéciale en dehors de celle de la masse créancière représentée par le syndic; que, par suite, leur action est inutile, leurs intérêts étant suffisamment représentés par un syndic, aux conclusions duquel elles déclarent se joindre; — Par ces motifs, etc.

Du 5 juill. 1889.-C. de Paris.-M. Boucher-Cadart, pr.

aff. Bauby, D. P. 53. 2. 70; Nîmes, 13 juin 1853, aff. Borelly, D. P. 53. 2. 207);... alors surtout qu'ils ont été parties à ces jugements, comme lorsqu'il s'agit d'une décision concernant l'excusabilité du failli (Mêmes arrêts)... Et la signification fait courir le délai de l'appel à l'égard de la masse, alors même qu'elle n'a été faite que par un ou plusieurs des créanciers seulement, de la même manière que si elle émanait des syndics (Nîmes, 13 juin 1853, précité). Spécialement, le failli qui a laissé expirer le délai d'appel, surtout en matière d'excusabilité, ne peut prétendre que le jugement n'est définitif qu'à l'égard du créancier qui en a fait la signification, et qu'il est encore susceptible d'être réformé vis-à-vis des autres (Même arrêt). Dans ce cas, le failli dirige régulièrement son appel contre le créancier qui lui a signifié le jugement pour s'en prévaloir à son égard (Bordeaux, 7 mai 1851, aff. Picard, D. P. 53. 5. 219).

§ 5. — Effets du jugement déclaratif quant à la masse considérée comme ayant cause du failli ou comme tiers.

**530.** La masse des créanciers doit-elle être considérée, par rapport au failli, comme un tiers ou un ayant cause? Les difficultés que soulève cette question, en ce qui concerne le sort des actes passés par le failli, ont été exposées au *Rép. v° Obligations*, n° 3987 et suiv. Les explications complémentaires sur ce point seront données *infra*, v° *Obligations*.

En ce qui concerne les jugements, il a été décidé que les créanciers d'une faillite doivent être considérés comme ayant été valablement représentés par leur débiteur dans les instances où il a figuré avant sa faillite, à moins qu'il n'y ait eu fraude ou collusion, ou qu'ils n'aient des droits personnels à faire valoir (Civ. rej. 30 mars 1875, aff. Faillite Ollivier, D. P. 75. 1. 353);... spécialement, lors de l'arrêt reconnaissant au profit d'un créancier l'existence d'une créance à laquelle est attaché un privilège, alors même que le débiteur n'aurait pas fait valoir tous les moyens de défense que la cause comportait, cette omission ne pouvant à elle seule, et en l'absence de toute circonstance de nature à lui donner un caractère dolosif, créer un droit particulier au profit des autres créanciers; que, par suite, ni le syndic de faillite, ni les créanciers individuellement, ne peuvent former tierce opposition contre cet arrêt (Même arrêt). Cette voie de recours serait, au contraire, ouverte soit à la masse, si le jugement avait été rendu en fraude de ses droits (Même arrêt, motifs), soit à ceux des créanciers qui auraient à faire valoir des droits distincts ou opposés à ceux de la masse.

Quant aux jugements rendus contre le failli postérieurement au jugement déclaratif, ils sont, en principe, inopposables à la masse qui, à dater de la déclaration de faillite, ne saurait être valablement représentée que par le syndic. Celui-ci pourra donc les faire annuler par voie de la tierce opposition (Conf. *Rép.* n° 212).

ART. 2. — *Exigibilité des créances : compensation, caution, coobligé. — Cessation du cours des intérêts* (*Rép.* n° 244 à 265).

§ 1<sup>er</sup>. — *Exigibilité des créances : compensation, caution, coobligé* (*Rép.* n° 224 à 261).

**531.** — I. EXIGIBILITÉ À L'ÉGARD DU FAILLI. — 1<sup>o</sup> *Principes généraux. Individu en faillite.* — Aux termes de l'art. 444 § 1<sup>er</sup>, c. com., le jugement déclaratif de faillite rend exigibles, à l'égard du failli, les dettes passives non échues (Comp., sur les origines et les motifs de cette disposition : *Rép.* n° 245; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2689; Bravard, t. 5, p. 156; Boistel, n° 923). — Cet article dit expressément que c'est le jugement déclaratif qui crée l'exigibilité des dettes non échues. Par suite, la simple cessation des paiements d'un commerçant ne rend pas exigibles ses dettes non échues; cette exigibilité n'est produite que par l'effet d'un jugement déclaratif de faillite, et n'a lieu, dès lors, que si la faillite est judiciairement prononcée, soit sur la demande des créanciers dont les créances sont échues, soit sur la demande du débiteur (Metz, 16 déc. 1868, aff. Thomas, D. P. 69. 2. 206).

**532.** Qu'aurait-il fallu décider, toutefois, pour les cessations des paiements survenues au cours des périodes tran-

sitives régies par le décret du 22 août 1848 ou par la loi du 22 avr. 1871 sur les concordats amiables? On sait que les suspensions ou cessations de paiements survenues au cours de ces périodes ne devaient recevoir la qualification de faillite que dans le cas où le tribunal refusait d'homologuer le concordat ou, en l'homologuant, ne déclarait pas le débiteur affranchi de cette qualification (V. *supra*, chap. 1<sup>er</sup>). Mais, d'autre part, aux termes des mêmes lois et décrets, les dispositions du code de commerce relatives à la vérification des créances, au concordat, aux opérations qui les précèdent ou les suivent, et aux conséquences de la faillite dont le débiteur n'était pas affranchi expressément, devaient continuer à recevoir leur application. Ne devait-on pas en conclure que la cessation des paiements survenue au cours de ces périodes entraînait *ipso facto* la déchéance du terme? La cour de cassation ne l'a pas pensé, et elle a décidé, au contraire, que l'état de liquidation judiciaire résultant du décret du 24 août 1848 ne produisait pas de plein droit déchéance du bénéfice du terme, cette déchéance ne pouvant résulter que d'une décision judiciaire ou d'une convention expresse (Civ. cass. 14 mars 1854, aff. Viel, D. P. 54. 1. 132). — Mais si le tribunal de commerce avait déclaré non pas la faillite, mais la cessation de paiements du débiteur (déclaration qui, bien que non prévue *in terminis* par l'art. 1<sup>er</sup> du décret de 1848 et de la loi de 1871, semblait nécessaire pour servir de point de départ à la procédure, calquée sur celle de la faillite), les dettes non échues du débiteur seraient certainement devenues exigibles à compter de cette décision judiciaire. Cette distinction est parfaitement rationnelle; si l'état de cessation de paiements, survenu au cours de ces périodes, même non judiciairement déclaré, eût entraîné *ipso facto* la déchéance du terme, la faveur accordée aux débiteurs se fût retournée contre eux, le simple état de cessation de paiements, non judiciairement constaté, ne suffisant pas, de droit commun, à emporter pareille déchéance.

**533.** La même question, en tout cas, ne peut même pas se poser sous l'empire de la loi du 4 mars 1889, en présence du texte précis de l'art. 8. Aux termes de cette disposition, « le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire rend exigibles, à l'égard du débiteur, les dettes passives non échues ». La déchéance du terme ne peut donc résulter dans le droit nouveau, tel qu'il résulte de la combinaison de l'art. 444 c. com. et de l'art. 8 de la loi de 1889, que d'une décision judiciaire déclarant soit la faillite, soit la liquidation judiciaire, suivant les distinctions proposées, *supra*, n° 125. — Il convient, toutefois, de remarquer que, si la déchéance du terme ne peut, en principe, résulter que d'un jugement, ce principe comporte, aux termes de l'art. 1188 c. civ., une double exception. Il existe, en effet, trois causes distinctes de déchéance du terme : 1<sup>o</sup> la cessation des paiements d'un commerçant, judiciairement constatée par un jugement d'ouverture de faillite ou de liquidation judiciaire ; 2<sup>o</sup> la diminution, par le fait du débiteur, des sûretés qu'il avait données par contrat au créancier ; 3<sup>o</sup> la *déconfiture*. Cette troisième cause de déchéance n'est pas expressément formulée par l'art. 1188 c. civ., mais elle n'en est pas moins admise unanimement (V. *infra*, v° *Obligations*; *Rép.* eod. v°, n° 1296; Orléans, 30 avr. 1846, aff. Rivière, D. P. 46. 2. 135; Aubry et Rau, t. 4, § 303, p. 88, note 12; Larombière, t. 2, art. 1188).

**534.** Ainsi que nous l'avons établi au *Rép.* n° 244, le jugement déclaratif rend exigibles les dettes passives non échues, sans qu'il y ait lieu à déduction de l'escompte des intérêts restant à courir, calculés au taux légal. Cette disposition rigoureuse, dont plusieurs législations étrangères ont cru devoir s'écarter, n'est pas, il faut le reconnaître, exempte d'inconvénients, lorsque le capital de la créance correspond pour partie à des intérêts qui auraient couru jusqu'à l'échéance; aussi a-t-on dû y apporter certains tempéraments, au moins en ce qui concerne le droit de production à la faillite d'une société des porteurs d'obligations à long terme émises par cette société (V. *infra*, § 2 de la section. Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2691). — D'après la loi belge (art. 450, § 2) « les dettes non échues et ne portant pas intérêt, dont le terme serait éloigné de plus d'une année, ne seront admises au passif que sous déduction de l'intérêt légal calculé depuis le jugement déclaratif ». D'après la loi



allemande (art. 58), « les créances à terme sont considérées comme échues. La créance à terme non productive d'intérêt sera réduite à la somme qui, augmentée de ces intérêts au taux légal cours depuis l'ouverture de la faillite jusqu'à l'échéance, égalera le montant intégral de la créance ».

535. L'exigibilité s'étend à toutes les dettes du failli, qu'elles soient civiles ou commerciales (*Rép.* n° 246), chirographaires, hypothécaires ou privilégiées (Angers, 15 mai 1861, aff. Fouquet-Simon et Hélot, D. P. 61. 2. 107; Agen, 20 févr. 1866, aff. Saus, D. P. 66. 2. 149; Agen, 6 mars 1866, Syndic Saus, D. P. 67. 2. 72; Lyon 16 févr. 1881, aff. Souvaneau, D. P. 81. 2. 237). Il suit de là que les créanciers privilégiés ou hypothécaires ont, aussi bien que les créanciers chirographaires, le droit de prendre part, même en vertu de créances non échues, à la distribution des deniers faite à la suite de la liquidation opérée au nom de la masse (*Rép.* n° 246).

Mais peuvent-ils également, en vertu de créances non échues, user du droit qui leur est reconnu en principe de poursuivre individuellement et à l'exclusion des syndics, tant qu'il n'y a pas état d'union, l'expropriation des immeubles affectés à leurs privilèges ou à leurs hypothèques? L'affirmative paraît avoir prévalu dans la jurisprudence; tous les arrêts précités décident, en effet, que le créancier hypothécaire, dont le débiteur est tombé en faillite, a le droit, jusqu'à l'union, et bien que le terme conventionnel ne soit pas encore échu, d'exercer des poursuites individuelles tendant à la saisie et à la vente des immeubles du débiteur failli qui sont hypothéqués à sa créance (V. dans le même sens: Ruben de Couder, n° 263; Namur, t. 3, n° 1670; Marcadé sur l'art. 1188). — Mais la cour suprême ne s'est pas encore prononcée sur cette question, et la majorité des auteurs décide, au contraire, conformément à la doctrine par nous proposée au *Rép.* n° 246 et 1149, v° *Obligations*, n° 1288, et v° *Ventes publiques d'immeubles*, n° 208, que l'exigibilité résultant de la faillite du débiteur ne confère pas aux créanciers hypothécaires le droit de poursuites individuelles, qu'ils ne peuvent exercer de poursuites individuelles tant que leurs créances sont réellement échues (V. motifs, Paris, 12 déc. 1861, aff. Jarsain, D. P. 62. 2. 1. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2693; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 157; Boistel, n° 924; Alauzet, t. 7, n° 2485; Laurin, n° 978). Nous persistons à penser que cette dernière doctrine est la seule vraie. Les art. 1188 c. nap. et 444 c. com. posent tous deux le principe de la déchéance du terme, au cas de faillite du débiteur; mais ni l'un ni l'autre ne décident que le créancier à terme conventionnel peut exercer des poursuites individuelles, procéder contre les syndics par voie de commandement et de saisie immobilière. Sans doute, le créancier hypothécaire dont la créance est échue, et par conséquent exigible, peut, en vertu de son titre seul, sans le secours de la faillite, tant qu'il n'est pas certain que les syndics feront vendre son gage, c'est-à-dire jusqu'à l'union, procéder par voie de commandement et de saisie, malgré la faillite, malgré la règle générale de la suspension des poursuites individuelles. Il est, pour ainsi dire, en dehors de la faillite; il ne l'invoque pas, elle ne doit pas lui nuire. Mais le créancier hypothécaire à terme conventionnel est obligé d'invoquer l'état de faillite de son débiteur pour prétendre que sa créance est exigible. Et s'il invoque la faillite, comment peut-il, sans un texte de loi formel, en diviser les effets, dont l'un est précisément de suspendre les poursuites individuelles? Il n'avait pas compté être payé avant l'échéance du terme convenu. La faillite amenant plus tôt la réalisation de l'actif du débiteur, ne lui suffit-il pas de prendre part à cet actif dans les répartitions et dans les ordres? En décidant ainsi, on ne fait point exception aux art. 1188 c. nap. et 444 c. com. contre le créancier hypothécaire à terme conventionnel, comme paraît le croire la cour d'Angers (Arrêt précité du 15 mai 1861); on reconnaît, au contraire, l'exigibilité de sa créance, puisqu'on l'admet aux répartitions et aux ordres; seulement on subordonne cette exigibilité spéciale, accidentelle, résultant de la faillite, aux règles générales de la loi des faillites.

536. Si la faillite rend exigibles les dettes du failli, elle ne rend pas exigibles ses créances, les débiteurs de la faillite ne pouvant être privés du bénéfice du terme à raison d'un fait qui leur est étranger (Sur l'application de ce prin-

cipe au recouvrement du non versé sur les actions d'une société en faillite, V. *infra*, n° 538). — Il en serait, toutefois, autrement dans le cas où la dette du failli, issue d'un contrat synallagmatique, serait corrélatrice à une créance du failli contre son cocontractant. Les deux obligations étant liées, ce dernier ne pourrait différer l'acquiescement de sa propre obligation jusqu'à l'échéance du terme, s'il déclarait se prévaloir de l'exigibilité ouverte en sa faveur (*Rép.* n° 248). Ainsi, lorsque le paiement du prix d'une vente est subordonné à la livraison de l'objet vendu, et qu'un terme a été convenu au profit du vendeur pour faire faire cette livraison, la faillite de l'acheteur ne donne pas droit au vendeur d'exiger le prix avant d'effectuer la délivrance (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2694; Alauzet, t. 7, n° 2485; Boistel, n° 925). La déchéance du bénéfice du terme n'est, en effet, encourue qu'autant que le créancier a manifesté l'intention de profiter de l'exigibilité anticipée de ce paiement (Riom, 21 mai 1884, aff. Houlder, D. P. 85. 2. 86, et sur pourvoi, Req. 10 mars 1885, D. P. 85. 1. 441). Or, le fait de différer la délivrance implique de la part du vendeur son intention de ne pas se prévaloir contre l'acheteur de la déchéance du terme, les deux obligations étant corrélatives. A plus forte raison, le vendeur ne peut-il se soustraire à ses obligations et demander la résolution du contrat, à raison de la faillite de l'acheteur, lorsque le syndic lui offre le paiement intégral du prix de vente. La faillite n'est point, en effet, par elle-même, une cause de résolution des contrats passés sans fraude avant la faillite, mais non encore exécutés (V. *supra*, n° 421 et suiv., et *infra*, sect. 15). — En ce qui concerne l'exigibilité, au profit du bailleur, des loyers à échoir en cas de faillite du preneur, V. *infra*, sect. 12.

537. Le bénéfice de l'art. 444 ne s'étend pas aux créanciers sous condition suspensive (*Rép.* n° 249 et v° *Vente*, n° 324). Un créancier conditionnel peut, sans doute, provoquer la faillite, et faire tous actes conservatoires (c. civ. art. 1180); mais il ne peut participer aux répartitions (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2690; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 155, note 2. — *Contrà*: Alauzet, t. 7, n° 2486). Son dividende sera déposé à la caisse des dépôts et consignations; si la condition vient à se réaliser, il le touchera; si elle fait défaut, la somme déposée fera retour aux autres créanciers (Lyon-Caen et Renault, Demangeat, *loc. cit.*). — Quant aux créanciers sous condition résolutoire, ils doivent être traités comme des créanciers purs et simples, sauf à restituer si la condition vient à se réaliser (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 675, n° 1. Sur l'application de l'art. 444 aux dettes affectées d'un terme résolutoire ou extinctif, et spécialement à la créance d'arrérages d'une rente viagère, V. *infra*, § 2, n° 557 et suiv.).

538. — 2° *Société commerciale en faillite*. — La faillite d'une société, entraînant celle de tous les associés solidaires (V. *supra*, n° 233 et suiv.), rend exigibles contre tous ces associés les dettes sociales, et même leurs dettes personnelles (*Rép.* n° 261; Limoges, 26 nov. 1859, aff. Deschamps, D. P. 60. 2. 39; Req. 17 avr. 1861, aff. Parel, D. P. 61. 1. 254; Paris, 9 août 1869, aff. Duffo, D. P. 70. 2. 10; Conf. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 677).

Quant aux associés non solidaires, tels que les commanditaires ou les actionnaires, la faillite sociale ne les constitue pas, il est vrai, en état de faillite, mais n'a-t-elle pas du moins pour effet de rendre exigibles les versements dus sur les titres? L'affirmative tend à prévaloir en jurisprudence. Jugé, dans le sens de l'affirmative, que le jugement déclaratif a pour effet d'obliger les associés non solidaires au versement immédiat de leur commandite, ou des sommes restant dues sur les actions par eux souscrites, encore bien que, d'après les statuts, les versements fussent payables par annuités, et qu'une ou plusieurs annuités ne fussent pas encore échues (Paris, 1<sup>er</sup> août 1850, aff. Marmoyet, D. P. 50. 2. 147; 23 juin 1859, aff. Chenet et consorts, D. P. 60. 5. 367)... Et cela, sans qu'il soit permis aux actionnaires de réclamer les bonifications auxquelles les statuts leur donnent droit en cas de versement anticipé de leurs actions (Arrêt précité du 1<sup>er</sup> août 1850). — A plus forte raison, cette stipulation relative aux versements anticipés et celle qui permettait aux actionnaires de se retirer de la société à leur volonté, en abandonnant les mises par eux versées,

n'étaient pas opposables aux créanciers de la société, si elles ne figuraient pas dans l'extrait publié (Paris, 14 août 1850, aff. Armenault, D. P. 51. 5. 255). Il convient, d'ailleurs, d'observer que cette dernière question ne peut plus se poser sous l'empire de la loi de 1867; cette loi exigeant que le capital soit intégralement souscrit, toutes les souscriptions doivent être *fermes*, et la clause par laquelle un souscripteur se réserverait le droit de sortir de la société en abandonnant sa première mise devrait être considérée comme nulle et non avenue.

Ainsi que nous l'avons fait observer au *Rép.* n° 261, cette thèse d'après laquelle la faillite d'une société rendrait exigibles les versements dus sur les titres, semble contraire et à l'esprit et au texte même de l'art. 444. A quelles dettes s'applique en effet le principe de la déchéance du terme? Aux dettes du failli (art. 444), c'est-à-dire aux dettes sociales : quant aux actionnaires et commanditaires, ils échappent à la faillite et doivent être plutôt envisagés, en tant qu'obligés au paiement du non versé dans les délais statutaires, comme des débiteurs à terme de la faillite; or il est évident que le syndic n'a pas le droit de poursuivre les débiteurs de la faillite avant l'arrivée du terme (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3123; Boistel, n° 933; Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 295; Pic, p. 117. V. aussi Civ. cass. 18 avr. 1877, aff. Comptoir d'escompte, D. P. 78. 1. 87, motifs).

**539.** Que faut-il décider dans le cas où l'exigibilité de la souscription est subordonnée à un terme incertain et où le souscripteur s'est réservé de ne payer le montant des actions souscrites qu'à sa volonté? Il a été jugé, sous l'empire de la législation ancienne, que la faillite d'une société industrielle faisait perdre à cette société le droit de contraindre à retirer et payer ses actions celui de ses souscripteurs qui s'était expressément réservé de ne payer qu'à volonté, alors que l'exécution de cette promesse n'avait jamais été réclamée pendant que la société était *in bonis*, que ce souscripteur n'avait été appelé à aucune assemblée des actionnaires, qu'il n'avait été admis à participer à aucun dividende, et qu'il était resté complètement étranger aux comptes de la société pendant tout le temps qu'avaient duré ses opérations (Dijon, 17 janv. 1853, aff. Aved de Magnac, D. P. 53. 2. 134). Mais cette décision ne pouvait être approuvée : dès l'instant que cette clause était consacrée, non pas comme une condition *si voluero*, nulle aux termes de l'art. 1174 c. civ., mais bien comme un terme dont le souscripteur avait simplement la faculté de reculer l'exigibilité, sauf à la société à faire fixer par justice un délai passé par lequel il pouvait être contraint de payer (V. motifs de l'arrêt) il nous paraît inadmissible que la faillite ait pu faire disparaître l'engagement, et nous estimons, au contraire, que le syndic était en droit de faire fixer par justice un délai dans lequel les versements promis devaient être effectués.

En tout cas, la solution ne saurait être douteuse sous

l'empire de la loi du 24 juill. 1867, aux termes de laquelle les souscriptions doivent être *fermes* et ne sauraient être affectées d'aucune condition susceptible, en se réalisant, de diminuer le chiffre du capital social (Paris, 9 mai 1868, aff. Tarbé des Sablons, D. P. 68. 2. 173; Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 412; Comp. *infra*, v° Société). D'où il résulte nécessairement que, si l'exigibilité du non versé sur les actions est subordonnée à un événement incertain dont la faillite rend la réalisation désormais impossible, les actions deviendront exigibles. Jugé, en ce sens, que les souscripteurs d'actions qui, d'après le pacte social, ne sont tenus de compléter leurs versements que contre la remise de titres libérés et définitifs, deviennent débiteurs purs et simples de leurs derniers versements, lorsque la société étant tombée en faillite, la délivrance des titres est devenue impossible (Civ. rej. 18 avr. 1877, cité *supra*, n° 538).

**540.** A part cette unique exception, commandée par la logique, le syndic n'a, selon nous, le droit de poursuivre les actionnaires en paiement du non versé que dans le cas où les statuts n'ont fixé *aucun terme* pour le paiement, laissant à l'assemblée générale le soin de l'exiger quand l'intérêt social le commandera. Le syndic représentant la société succède aux droits de l'assemblée générale et doit les exercer avec la même étendue. Les actionnaires, en ce cas, étant obligés sans condition ni stipulation de terme, ne seraient même pas en droit d'exiger du syndic, préalablement aux poursuites, la justification de l'insuffisance des fonds déjà recouvrés pour faire face à la liquidation (Trib. com. Seine, 1<sup>er</sup> déc. 1881 et 2 mai 1884, *Journal des faillites*, 1883, p. 99, et 1884, p. 343; Trib. du Havre, 9 janv. 1884, *Journal des sociétés*, 1884, p. 725; Bordeaux, 3 mars 1884, aff. Perraud, D. P. 86. 2. 68; Paris, 8 déc. 1885, *Journal des faillites*, 1886, p. 120; Civ. cass. 20 oct. 1886, aff. Comptoir financier et industriel de Paris, D. P. 87. 1. 117; Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3123). Ainsi, l'actionnaire ne saurait être admis, sur l'assignation du syndic, à demander qu'il soit sursis à statuer, sous le prétexte que les actionnaires auront plus tard à recevoir, à titre de propriétaires par indivis, dans la distribution de l'actif, une partie du montant de leur action (Bordeaux, 3 mars 1884 et Civ. cass. 20 oct. 1886, précitées). Et la demande des syndics, lorsqu'elle ne dépasse point la totalité de la dette de l'associé, ne saurait être réduite sous prétexte que ce syndic exige d'un des associés une libération plus complète que celle qu'il demande aux autres, ou qu'il ne justifie pas de la nécessité de cette libération complète pour acquitter les dettes du failli (Civ. cass. 20 oct. 1886 précité).

**541.** Jugé toutefois, en sens contraire, que le syndic n'a le droit d'agir contre l'actionnaire en paiement du non versé que jusqu'à concurrence des sommes nécessaires pour acquitter le passif social (Paris, 8 févr. 1884) (1). Par suite, lorsque le syndic ou son cessionnaire réclame à un actionnaire le montant de sa souscription, il y a lieu d'établir le compte du passif restant dû, de manière à déterminer tout

(1) (Ambouville C. Menu.) — La cour; — Considérant que la société dite Banque internationale a été déclarée en faillite par jugement du 25 avr. 1868, et qu'à la date du 12 mai 1875 le tribunal de commerce a prononcé sa nullité; — Considérant qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 24 juill. 1867, Ambouville est irrecevable à invoquer la nullité de la société à l'égard des tiers, notamment à l'égard du syndic, représentant de la masse des créanciers; d'où il résulte que la souscription d'Ambouville est valable et régulière pour 5000 fr., ce qui le constitue débiteur en reliquat de 3750 fr.;

Mais, considérant qu'il importe de déterminer la nature et l'étendue des droits de l'adjudicataire Menu; qu'il s'est porté cessionnaire en adjudication publique et pour le prix de 3500 fr., suivant procès-verbal de M<sup>e</sup> Aubron, notaire, en date du 19 juill. 1880, des droits du syndic, d'un lot n° 6, comprenant quarante-neuf créances, s'élevant au total à 945661 fr. 65 cent., ladite adjudication étant faite à titre de forfait aux risques et périls des adjudicataires, avec la mention spéciale qu'il n'était donné par le syndic aucune garantie de la nature, de la quotité, de la validité, ni même de l'existence des créances susdésignées, non plus que de la solvabilité des débiteurs et de l'accomplissement des formalités pouvant être prescrites par la loi pour leur conservation ou leur recouvrement; qu'en outre, les adjudicataires prendraient les créances mises en vente, dans l'état où elles se trouveraient le jour de l'adjudication; qu'ils en suppor-

teraient toutes les éventualités et tous les risques, et qu'ils n'auraient droit à aucun recours contre le syndic, même au cas où les créances n'existeraient pas ou seraient éteintes par compensation, prescription ou autrement; — Considérant que, dans ce lot de créances, figure celle contre Ambouville, actionnaire souscripteur de la société précitée; — Considérant que Menu ne saurait avoir, au regard de cette créance, plus de droits que n'en aurait son cédant lui-même; que les droits du syndic, au regard des actionnaires, se limitaient au chiffre du passif non acquitté; que, dès lors, Menu ne saurait obtenir contre eux condamnation que jusqu'à concurrence de ce même chiffre; qu'il est, en outre, établi qu'il a déjà recouvré diverses sommes, plus ou moins importantes, d'actionnaires de la même société, et que l'ensemble de ces sommes doit entrer en déduction de ce qu'il a le droit de recouvrer; qu'il y a donc lieu de refaire le compte de ces sommes par-devant un comptable; — Par ces motifs; — Renvoie les parties devant Delahodde, arbitre rapporteur près le tribunal de commerce, à l'effet d'établir contradictoirement le compte : 1<sup>o</sup> du passif qui restait impayé au jour de la clôture des opérations de la faillite; 2<sup>o</sup> des sommes qui ont été recouvrées depuis cette époque par Menu, comme cessionnaire des droits de la masse, le tout en vue d'établir le chiffre exact du passif restant impayé à ce jour, etc.

Du 8 févr. 1884.-C. de Paris, 7<sup>e</sup> ch.-MM. Fauconneau-Dufrenoy, pr.-Banaston, subst., c. conf.-Michel Pelletier et Moysen, av.

d'abord la somme dont chaque actionnaire est encore tenu (Même arrêt).

542. En législation, ce système serait assurément préférable; car, si l'on reconnaît au syndic la faculté de réclamer, soit à tous les actionnaires, soit à certains d'entre eux, le montant intégral de leurs souscriptions, sans être tenu de justifier de la nécessité de cet appel de fonds, il est évident qu'il faudra restituer aux actionnaires, après la clôture de la faillite et l'apurement du passif, l'excédent demeuré libre; or si l'appel eût été *ab initio* limité aux besoins de la liquidation, ce mouvement de fonds inutile et frustratoire aurait été évité. Mais, en droit positif, les principes du dessaisissement paraissent inconciliables avec cette exception dilatoire imaginée par certains cours d'appel; le syndic, subrogé à l'assemblée générale, doit pouvoir, comme celle-ci, exiger la libération intégrale des titres sans être tenu d'en justifier l'utilité, sauf aux intéressés à réclamer devant le juge contre les mesures prises par le syndic, si elles leur semblent contraires aux règles d'une bonne gestion (Conf. Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 295; Choppard, *Revue des sociétés*, 1887, p. 40). A cet égard, les pouvoirs du syndic seraient, selon nous, plus étendus que ceux du liquidateur d'une société dissoute qui, représentant exclusivement la société, est juridiquement tenu de respecter l'égalité des porteurs de titres, de ne pas réclamer à l'un plus qu'à l'autre, et peut-être même de justifier, pour chaque appel de fonds, de l'utilité du versement. — Comp. en faveur de cette distinction: Boistel, note sous D. P. 89. 2. 1; mais V. en sens contraire, et en faveur de l'assimilation du liquidateur au syndic quant au droit d'exiger la libération intégrale de titres, Req. 26 mai 1886, aff. Bodereau, D. P. 87. 1. 383. V. au surplus *infra*, v° Société.

Il faut remarquer, toutefois, que la plupart des décisions précitées, autorisant l'actionnaire à opposer à la demande du syndic une exception dilatoire, sont intervenues dans des hypothèses où, selon nous, le syndic n'aurait même pas eu le droit d'agir, à savoir dans des cas où les statuts avaient fixé un terme pour la libération des titres. Or, dans le système que nous avons précédemment adopté, la question de savoir si le syndic est tenu de justifier de l'utilité des versements ne se pose que dans le cas inverse, c'est-à-dire dans l'hypothèse où les statuts autorisent le conseil d'administration à exiger la libération des titres, à la date qu'il lui plaira de fixer.

543. En tout cas, et quel que soit le système adopté au sujet de l'étendue des pouvoirs du syndic, il est constant, en jurisprudence et en doctrine, que les actionnaires ne sauraient être admis à opposer à l'action du syndic les exceptions qu'ils auraient pu opposer à l'action de la société, représentée par ses administrateurs en exercice ou ses liquidateurs. Le syndic, en effet, en tant qu'il poursuit les actionnaires en complément de leurs versements, n'agit pas seulement comme représentant de la société en faillite, mais aussi et surtout comme représentant de la masse créancière, qui a pour gage l'intégralité de l'actif social, publié par les statuts. En conséquence, les actionnaires ne peuvent se soustraire au paiement réclamé par le syndic, ni en excitant du dol et de manœuvres dont les gérants se seraient rendus coupables envers eux pour extorquer leurs souscriptions, ce dol n'étant pas le fait des créanciers (Req. 10 févr. 1868, aff. Obitz, D. P. 68. 1. 380; Paris, 9 mai 1877, aff. Barthélemy, et 26 avr. 1877, aff. de Damigny, D. P. 79. 2. 81; Req. 25 mai 1886, aff. Dalbin, D. P. 87. 1. 379. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 435; Boistel, n° 226; Vavasseur, *Sociétés*, t. 1, n° 365); — ... Ni en se prévalant

de la constitution irrégulière de la société, la nullité de la société n'étant pas opposable aux tiers (Req. 24 juin 1861, aff. Lhuillier, D. P. 61. 1. 435; Paris, 8 févr. 1884, *supra*, n° 541).

Il en serait de même, au surplus, si l'action était exercée non par le syndic, mais par les cessionnaires des droits du syndic, et spécialement par un tiers qui aurait acquis du syndic à forfait les créances à recouvrer dépendant de ladite faillite, et notamment le droit au recouvrement des sommes dues par les actionnaires (Paris, 8 févr. 1884 précité). — Jugé aussi, par application des mêmes principes, que le syndic n'est atteint que comme représentant du failli, et non en tant que représentant de la masse par le jugement qui admet une demande en nullité de souscription d'actions d'une société, avec dommages-intérêts, à raison de manœuvres dolosives employées et à l'effet d'obtenir des souscriptions, demande formée d'abord contre la société *in bonis*, et ensuite poursuivie contre le syndic de la société en faillite (Req. 30 juin 1885 (1). V. au surplus *infra*, v° Société).

544. — II. EFFETS DE L'EXIGIBILITÉ RÉSULTANT DE LA FAILLITE À L'ÉGARD DES COOBLIGÉS DU FAILLI. — 1° *Coobligés et cautions du failli*. — L'art. 448 du code de 1807 disposait d'une manière générale que la faillite rend « exigibles les dettes passives non échues ». Il établissait ainsi le principe de l'exigibilité des dettes non échues, même à l'égard des coobligés du failli (Rép. n° 244). L'art. 444 tel qu'il résulte de la loi de 1838 a fait cesser cette dérogation aux règles du droit commun, en ne rendant exigibles les dettes passives non échues qu'à l'égard du failli (Rép. n° 257). Ainsi, hors le cas exceptionnel prévu par le paragraphe 2 de l'art. 444, concernant les *effets de commerce*, les coobligés ou les cautions du failli continuent à jouir du bénéfice du terme, conformément aux principes généraux (Rép. n° 260). Lors donc que l'un de plusieurs débiteurs solidaires tombe en faillite, la dette ne devient pas exigible contre les autres (Bordeaux, 10 mars 1854, aff. Royre, D. P. 55. 2. 246. V. aussi *infra*, v° Obligations; Rép. eod. v°, n° 1305). En conséquence, les immeubles hypothéqués par le coobligé solidaire du failli ne peuvent être frappés de saisie avant l'exigibilité de la dette (Même arrêt. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2695). De même, la faillite du débiteur principal n'autorise pas le créancier à poursuivre la caution avant l'échéance (Rouen, 29 juin 1871, aff. Lebossé, D. P. 73. 2. 206; Trib. com. Marseille, 1<sup>er</sup> déc. 1881, *Journal des faillites*, 1882, p. 360. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3065 et suiv. — *Contr.* : Larombière, *Obligations*, art. 1188, n° 22. V. en outre sur cette question, *supra*, v° Cautionnement, n° 43; et Rép. v° Obligations, n° 1306).

Toutefois, bien que la caution ne puisse, dans l'opinion la plus répandue, être immédiatement poursuivie, l'art. 2032-2° l'autorise à produire à la faillite, à raison de son recours éventuel, mais seulement dans le cas où le créancier ne s'y présenterait pas lui-même (Conf. *infra*, sect. 12. V. aussi Pont, *Petits contrats*, t. 1, n° 286-289). — Lorsque c'est la caution qui est déclarée en faillite, le créancier a-t-il le droit d'agir contre le débiteur principal? L'art. 2020 c. civ. répond à cette question : « Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre... » (V. *supra*, v° Cautionnement, n° 33; Pont, *op. cit.*, n° 136 et suiv.; Demante et Colmet de Santerre, t. 8, n° 251; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2695). — Sur la question de savoir si le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué doit, au point de vue qui nous occupe, être assimilé à une caution, V. *infra*, v° Privilèges et hypothèques; — Rép. eod. v°, n° 1780.

(1) (Syndic du Comptoir financier et industriel de Paris C. Gougeon). — La cour : — Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 1109, 1116 et 1134 c. civ., 33 c. com., 1<sup>er</sup> et 24 de la loi du 24 juill. 1867, et sur le troisième moyen, pris de la violation des art. 1116 et 1382 c. civ. : — Attendu, en fait, que Gougeon a fait assigner le Comptoir financier et industriel, en la personne du directeur de la succursale de Montpellier, et obtenu d'abord contre lui un jugement de compétence; que, le comptoir ayant ensuite été déclaré en faillite, Gougeon a fait assigner le syndic pour voir, en tant que de besoin, déclarer reprise avec lui l'instance introduite contre la société; que le tribunal de commerce de Montpellier, dont le jugement a été confirmé en appel, a 1<sup>o</sup> déclaré nulle la souscription de Gougeon

à soixante-dix actions, Gougeon ayant été trompé par les manœuvres dolosives et les déclarations mensongères de la société; 2<sup>o</sup> condamné le syndic, es qualités, en 500 fr. de dommages-intérêts pour le préjudice causé par lesdites manœuvres; — Attendu, en droit, que le syndic représente, suivant les cas, soit le failli lui-même, soit la masse des créanciers; qu'il doit évidemment être considéré comme représentant le failli, lorsque l'action introduite contre une personne *in bonis* est suivie contre le syndic, après que cette personne a été déclarée en faillite; qu'il suit de là qu'en statuant comme il vient d'être dit, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles cités; — Rejette, etc.

Du 30 juin 1885.-Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Demangeat, rap.-Petiton, av. gén., c. conf.-Choppard, av.

**545.** — 2° *Coobligés au paiement d'un effet de commerce.* — Aux termes de l'art. 163 c. com., le porteur peut, en cas de faillite de l'accepteur d'une lettre de change avant l'échéance, faire protester faute de paiement et exercer son recours contre les endosseurs et le tireur (*Rép. v° Effets de commerce*, n° 656). Et, d'après l'art. 120, le porteur peut également, si le tiré en faillite n'a pas accepté, s'assurer le même recours au moyen d'un protêt faute d'acceptation. En cas de faillite du souscripteur d'un billet à ordre, non encore échu, le porteur a pareillement le droit de faire protester faute de paiement et de recourir contre les endosseurs, par application de l'art. 187, qui déclare applicables aux billets à ordre les dispositions des art. 160 à 172, relatives aux droits du porteur. L'art. 448-2° a reproduit ces dispositions en ce qui concerne le tiré accepteur, et le souscripteur d'un billet à ordre, en attribuant le même effet à la faillite du tireur à défaut d'acceptation. Le système consacré par la loi de 1838, et maintenu par la loi du 4 mars 1889, se résume donc dans les règles suivantes : 1° les coobligés au paiement d'une lettre de change acceptée sont déchus du bénéfice du terme, au cas de faillite de l'accepteur. — 2° Les coobligés au paiement d'une lettre de change non acceptée sont déchus du bénéfice du terme en cas de faillite du tireur ; — 3° Les coobligés au paiement d'un billet à ordre sont déchus du bénéfice du terme, en cas de faillite du souscripteur ; mais ils conservent ce bénéfice en cas de faillite, soit d'un endosseur, soit du tireur dont la lettre de change a été suivie d'acceptation (*Rép.* n° 258 et *v° Effets de commerce*, n° 657). — Sur les motifs pour lesquels le législateur n'astreint les codébiteurs d'un effet de commerce à un recours en garantie avant l'échéance qu'en cas de faillite de celui-là même qui était *principalement* tenu de l'acquitter, V. *Rép. ibid.* Lorsque l'un des endosseurs tombe en faillite, le porteur ne peut donc invoquer la déchéance du bénéfice du terme que contre cet endosseur, et, le porteur d'un effet de commerce étant créancier des endosseurs du jour où l'effet lui a été endossé, et non pas seulement du jour du protêt auquel est subordonné son recours, il en résulte que si l'un de ses endosseurs tombe en faillite avant l'échéance de l'effet, le porteur peut produire à la faillite sa créance éventuelle, et, dès lors, est soumis au concordat, alors même qu'à l'époque de ce concordat son action contre le failli ne serait pas encore ouverte (*Civ. cass.* 18 août 1851, aff. Pommier, D. P. 51. 1. 236).

Aux termes des art. 163 et 444-2° c. com., les coobligés du débiteur principal de l'effet ne peuvent être contraints au remboursement immédiat, en cas de faillite de ce débiteur, que s'ils ne veulent ou ne peuvent donner caution pour le paiement à l'échéance (*Rép.* n° 258, et *Effets de commerce*, n° 666). Mais la faculté accordée, en cas de faillite du souscripteur d'un billet à ordre, aux obligés autres que ce souscripteur, de conserver le bénéfice du terme, en donnant caution, n'appartient pas à celui qui, sous forme, par exemple, d'endossement causé valeur en compte, a entendu se porter garant solidaire du paiement du billet (*Req.* 5 août 1858, aff. Ruinat, D. P. 59. 1. 123). Comp., pour plus de développements, sur la nature et les conditions d'exercice du recours du porteur contre les coobligés du failli, *Rép. v° Effets de commerce*, n° 657 et suiv., et *supra*, eod. v°, n° 285 et suiv. — Quant à l'action contre le tireur, en cas de faillite du tiré, et sur la question de savoir si la provision fournie au failli doit être réputée éteinte par l'effet de cette faillite, dans le sens de l'art. 170 c. com., d'après lequel le porteur qui n'a pas agi dans les délais n'est déchu de son recours à l'égard du tireur que si celui-ci justifie de la provision, V. *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 311, 312).

**546.** — III. EFFETS DE L'EXIGIBILITÉ RÉSULTANT DE LA FAILLITE EN CE QUI CONCERNE LA COMPENSATION. — De ce que le jugement déclaratif de la faillite rend exigibles les créances non échues des tiers contre le failli, il ne s'ensuit pas que ces créances se compensent de plein droit avec les dettes, même exigibles, que ces derniers pourraient, de leur côté, avoir envers le failli : l'exigibilité résultant de la faillite donne seulement aux créanciers le droit de prendre part aux opérations de la faillite et aux répartitions de dividendes, comme si leurs créances étaient échues, mais ne les autorise pas à faire servir au paiement de ces créances

les sommes qu'ils doivent eux-mêmes au failli, un tel paiement étant nécessairement postérieur à la déclaration de faillite, et nul paiement, fictif ou réel, ne pouvant plus être fait par le failli après la faillite déclarée (*Rép.* n° 250 et 251, et *v° Obligations*, n° 2765. V. sur ce principe, outre les auteurs cités au *Répertoire* : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2666 ; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 4, § 326, p. 228 ; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 160 ; Alauzet, t. 7, n° 2487). Ainsi, un créancier ne peut compenser une dette antérieurement échue avec une créance qui n'est devenue exigible que par l'effet de la faillite, cette créance ne se composant plus que des dividendes que l'actif fournira (*Rép.* n° 250 et 252 ; *Civ. cass.* 14 mars 1854, aff. Viel, D. P. 54. 1. 132 ; 9 juill. 1860, aff. Syndic Calderari, D. P. 60. 1. 308 ; *Trib. civ. Bordeaux*, 4 avr. 1872, aff. Synd. Vergniet, D. P. 74. 2. 105 ; *Req.* 16 août 1875, aff. Guillot, D. P. 77. 1. 128 ; *Civ. cass.* 27 juin 1876, aff. Syndic Pelorson, D. P. 77. 1. 121 ; *Req.* 13 mai 1879, aff. Goldschmidt, D. P. 80. 1. 29 ; Orléans, 6 juin 1882, aff. Faillite Darmandaritz, D. P. 83. 2. 199 ; Paris, 10 juill. 1883, aff. Crédit Lyonnais, D. P. 86. 2. 190).

**547.** De même, un débiteur de la faillite ne peut opposer en compensation de ses dettes les créances qu'il aurait acquises contre cette faillite, postérieurement au jugement déclaratif (*Chambéry*, 18 janv. 1870, aff. Mossière, D. P. 70. 2. 177 ; *Req.* 20 juill. 1870, aff. Bertrand et Ruch, D. P. 71. 1. 339). Il importe peu que ces dettes ne soient devenues exigibles que depuis le jugement ; il suffit, pour que la compensation soit impossible, qu'elles aient une origine antérieure (Mêmes arrêts). Et, si le créancier et le débiteur sont l'un et l'autre en faillite, la compensation entre leurs créances ne peut avoir lieu que si ces créances étaient respectivement liquides et exigibles à la date de la première faillite (Orléans, 6 juin 1882, cité *supra*, n° 546).

**548.** Mais, à l'inverse, la compensation légale s'opérant de plein droit, conformément à l'art. 1290 c. civ., a lieu entre une dette du failli échue avant le jugement déclaratif, fût-ce après la cessation des paiements ou dans les dix jours qui précèdent, et une créance contre lui, exigible à la même époque ; la nullité prononcée par l'art. 446 ne s'applique qu'à la compensation conventionnelle (*Rép.* n° 255 ; Rouen, 14 juin 1870, aff. Langlois, D. P. 72. 2. 142. — V. *infra*, art. 3).

**549.** Jugé, par application de ces principes : 1° que, en cas de vente par un commerçant, depuis tombé en faillite, de marchandises moyennant un prix payable à chaque livraison, l'acheteur qui, lors de la vente, a fait au vendeur des avances n'ayant pas le caractère d'un paiement anticipé, ne peut compenser son prix avec la créance résultant de ces avances, si les livraisons sont postérieures à la faillite du vendeur (*Civ. cass.* 9 juill. 1860, aff. Calderari, D. P. 60. 1. 308) ; — 2° Que, par suite, lorsque les syndics ont exigé de l'acheteur, avant de livrer les marchandises, le dépôt d'une somme destinée à en couvrir le prix s'il n'était point couvert par les avances faites au failli, ils ont le droit de garder la somme déposée, jusqu'à concurrence de l'excédent du prix sur le dividende afférent aux avances, sans que l'acheteur puisse opposer que la condition prévue ne s'est pas trouvée réalisée à raison de la compensation entre ses avances et son prix (Même arrêt) ; — 3° Que la somme éventuellement due par le failli à sa caution ne se compense pas jusqu'à due concurrence avec le montant d'une créance du failli contre elle (*Civ. cass.* 27 juin 1876, aff. Synd. Pelorson, D. P. 77. 1. 121) ; — 4° Que, en cas de faillite d'un agent de change, la chambre syndicale doit rembourser à la masse de la faillite la part qui revient à l'agent de change dans la bourse commune, et qu'elle n'a pas le droit de retenir cette somme pour la compenser, jusqu'à due concurrence, avec les créances des autres agents de change contre le failli, dans le compte général de liquidation (*Trib. com. Bordeaux*, 4 avr. 1872, aff. Vergniet, D. P. 74. 2. 105).

**550.** Jugé, de même, que l'on ne peut considérer comme une créance liquide et exigible, susceptible d'être opposée en compensation à une société en faillite, la créance résultant d'une vente de ses propres actions consentie à la société avant sa déclaration de faillite, lorsque le cours de compensation, applicable à la liquidation de l'opération de bourse intervenue, n'a été fixé qu'à une époque postérieure au

jugement déclaratif (Paris, 10 juill. 1885, aff. Crédit Lyonnais, D. P. 86. 2. 190). Mais la personne qui achète à un commerçant, depuis tombé en faillite, une certaine quantité de marchandises, stipulées payables lors de la livraison, et qui, antérieurement à cette livraison, a, en l'acquit du vendeur, versé partie du prix entre les mains de tierces personnes, spécialement d'ouvriers chargés de fabriquer les marchandises, ne doit point être considérée comme ayant fait des avances à raison desquelles elle serait devenue créancière du failli; elle peut, en conséquence, lorsqu'après la faillite les marchandises lui ont été livrées par les syndics, ne verser le prix de ces marchandises entre les mains de ceux-ci, que sous déduction des paiements anticipés par elle faits à des tiers en l'acquit du failli; les principes de la compensation, qui s'opposent à ce que celui qui est à la fois créancier et débiteur d'un failli compense sa dette et sa créance après la déclaration de faillite, ne sont point applicables en pareil cas (Dijon, 24 déc. 1867, aff. Saulnier, D. P. 68. 2. 55. V. *infra*, art. 3).

551. L'impossibilité, pour les débiteurs du failli, d'opposer en compensation leurs créances non échues subsiste même après le concordat, la loi du dividende et de l'égalité devant le gage s'imposant, en cas de faillite, à tous les créanciers (Rép. n° 251 et 254); ... ou après la clôture de la faillite pour insuffisance d'actif, qui, à la différence du concordat, ne fait même pas cesser l'état de faillite (V. *infra*, n° 1031). En conséquence, les paiements par voie de compensation intervenus entre le failli et ses créanciers pendant la clôture sont rapportables à la masse, au cas où le jugement de clôture vient à être rétracté (Aix, 20 mars 1884 (1) Conf. Ruben de Couder, n° 656; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 490).

552. Le créancier qui doit rapporter à la faillite de son débiteur des sommes indûment perçues ne peut, en principe, demander à effectuer le rapport en moins prenant, c'est-à-dire à compenser ces sommes avec les dividendes qui pourront lui revenir lors de la répartition, les dispositions du code civil sur les rapports en matière de succession (art. 858, 860 et suiv. c. civ.) ne pouvant avoir aucune application en l'espèce (Rouen, 10 août 1874, aff. Dazin-Motte, D. P. 77. 5. 233). Et l'adhésion donnée par certains créanciers à ses prétentions ne saurait paralyser l'action du syndic tendant à lui faire verser ce qu'il doit (Même arrêt). Il ne peut pas davantage invoquer la compensation, alors du moins que le dividende qui doit lui revenir n'est point encore liquidé et ne peut pas être actuellement déterminée (Même arrêt).

553. Le principe que la compensation légale ne peut s'opérer après le jugement déclaratif entre une créance et une dette du failli, dont l'une au moins n'était pas encore échue, doit recevoir exception dans le cas où la créance et la dette proviendraient *ex eadem causâ*. — Jugé, en ce sens, que, en cas de faillite du mari, la femme n'est pas tenue de

payer à la masse le montant des récompenses qu'elle doit à la communauté, sauf à produire pour le montant de ses reprises et à ne toucher que le dividende afférent à celles-ci; que récompenses et reprises se compensent jusqu'à due concurrence, et que la femme doit produire pour l'excédent de sa créance sur sa dette (Caen, 27 juin 1874, aff. Lefèvre, D. P. 76. 2. 138; Amiens, 16 mai 1877, aff. Prudhomme, D. P. 80. 2. 215). De même, si le failli, étant appelé à une succession, doit rapporter une donation ou une dette conformément aux articles 829 et 843 c. civ., ce rapport doit, nonobstant la faillite et conformément aux principes généraux des successions, s'effectuer en moins prenant, et la masse n'a droit qu'à l'excédent (Comp. Paris, 20 mai 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 393; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2666, p. 656, note 1).

554. On doit décider, par application des mêmes principes, que, dans le cas où une compagnie d'assurances vient à tomber en faillite, l'assuré n'est point obligé, le sinistre venant à se réaliser, de payer intégralement la prime, sauf à produire pour le montant de l'indemnité (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 656, note 1). — Jugé, de même, que l'engagement pris par une compagnie d'assurances de payer une rente viagère en échange de la promesse du versement d'un capital et la constitution d'une hypothèque faite par le créancier, dans un acte distinct au profit de ladite compagnie, pour répondre dudit capital stipulé payable seulement à son décès, constituent les termes corrélatifs d'une convention unique; qu'en conséquence, si la compagnie, tombée en faillite, ne peut plus continuer le service de la rente viagère, le créancier qui, en vertu d'une clause spéciale, poursuit la résolution de la convention, doit l'obtenir intégralement; il doit, par conséquent, être affranchi de son obligation hypothécaire, sans que le syndic puisse la faire considérer comme un de ces éléments d'actif qui, une fois entrés dans le patrimoine du failli, ne sauraient plus en ressortir, et sont acquis à la masse (Req. 13 mars 1888, aff. Chevillot, D. P. 88. 1. 357).

555. Nous avons vu *supra*, v° *Compte courant*, n° 29 et suiv., que la clause *sauf encaissement* est, d'après une jurisprudence aujourd'hui constante, sous-entendue dans toute remise en *compte courant*. Chaque envoi de valeurs négociables ne doit être porté définitivement au débit du récepteur que sauf réalisation et encaissement de l'effet à l'échéance; si donc le récepteur n'est pas payé à l'échéance du montant de l'effet, il a le droit de supprimer le crédit donné de ce chef au remettant, et cette suppression s'opère au moyen d'une contre-passation d'écritures, c'est-à-dire d'un débit porté au compte du remettant pour une somme égale.

Mais le droit de contre-passer le montant des effets non payés existe-t-il au profit du récepteur même en cas de faillite du remettant? La question était encore controversée à

(1) (Bouvier C. Syndic Nevrière). — Le 8 janv. 1884, jugement du tribunal de commerce de Marseille, ainsi conçu : — « Le TRIBUNAL ; — Attendu que le sieur Nevrière a été déclaré en faillite le 14 juin 1872; que sa faillite a été close pour insuffisance d'actif, le 10 juill. 1882; — Attendu que Nevrière est débiteur de Bouvier de 2454 fr. 65 cent., suivant jugement du tribunal de céans, du 2 déc. 1881; que, d'autre part, Bouvier, comme commun en biens avec son épouse, est débiteur de Nevrière de la somme de 2280 fr. 84 cent., suivant jugement du tribunal civil de Marseille, en date du 6 juill. 1881; — Attendu que la dette de Nevrière a pour cause une société qui a existé entre lui et Bouvier, du 1<sup>er</sup> avr. 1869 au 29 mars 1870; que la dette de Bouvier provient d'un rapport auquel a été tenue son épouse dans la succession de la mère de celle-ci, succession ouverte par le décès de la dame Margal, veuve Nevrière, le 12 nov. 1876; que les dettes de Bouvier et de Nevrière n'ont donc été liquidées qu'après la faillite de celui-ci, et, que, de plus, les causes de la dette de Bouvier sont postérieures à cette faillite; — Attendu que la faillite de Nevrière a été réouverte; que Bouvier a demandé à y être admis pour le montant de sa créance, déduction faite de sa dette, qu'il entend compenser; que le syndic a contesté la compensation; qu'il a offert d'admettre au passif de la faillite la créance entière de Bouvier, en se réservant de faire sortir à effet contre lui le jugement qui a reconnu sa dette; — Attendu qu'un failli ne peut pas effectuer de paiement; que l'état de faillite exclut aussi toute compensation postérieurement à la déclaration de faillite; que, dans l'espèce, la compensation n'a pu s'opérer antérieurement à la faillite de Nevrière, puisqu'aucune

des dettes n'était liquide avant la faillite, et que l'une d'elle a des causes postérieures; mais que Bouvier objecte que la compensation s'est opérée dans la période de temps où la faillite de Nevrière est restée close pour insuffisance d'actif; — Attendu que cette clôture ne fait pas cesser l'état de faillite, et que toutes les incapacités légales résultant de la faillite de Nevrière continuent pendant la clôture; que si, aux termes de l'art. 527 c. com., chaque créancier, par l'effet du jugement de clôture, rentre dans l'exercice de ses actions individuelles contre le failli, celui qui obtient des recouvrements est sujet à rapport dans le cas de réouverture de la faillite; qu'aussi l'art. 528 dispose que les frais de poursuites exercées en vertu de l'art. 527 doivent être acquittés avant la réouverture; que, dans le système même de Bouvier, qui accepte l'obligation de rembourser un paiement reçu de mauvaise foi, ce serait encore la règle excluant la compensation qui devrait être appliquée; que, dans la matière spéciale des faillites, la mauvaise foi consiste à recevoir un paiement en connaissant l'état de déconfiture de son débiteur; que Bouvier ne peut contester qu'il connaît la situation de Nevrière son beau-frère; qu'il ne pouvait donc pas recevoir de paiement sans être tenu à rapport, ni profiter d'une compensation; — Par ces motifs; — Déboute le sieur Bouvier de sa demande, etc. » — Appel par Bouvier. — Arrêt.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 20 mars 1884. — C. d'Aix, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Germondy, pr.-Fabre, av. gén.-A. Crémieu et Contencin, av.



l'époque du *Répertoire* (v° *Compte courant*, n° 46 et 58). Mais, malgré quelques divergences isolées, la jurisprudence s'est fixée dans le sens de l'affirmative (V. *supra*, v° *Compte courant*, n° 31 et suiv.).

Par contre, la disposition de l'art. 444 est applicable à la créance de solde du compte-courant, dont la faillite de l'un des contractants entraîne la clôture immédiate. Lors donc que la clôture du compte fait ressortir à la charge du contractant, déclaré en faillite, un solde débiteur, l'autre partie ne saurait être admise à opposer en compensation d'une dette échue sa créance de solde, laquelle n'est devenue exigible que par l'effet de la faillite (Douai, 5 mai 1887 (1)). Le jugement déclaratif, en rendant liquide et exigible le solde du compte courant et en dessaisissant *ipso facto* le débiteur, s'oppose à toute compensation comme à tout paiement dudit solde, lequel se trouve immédiatement converti en une créance de dividende à fixer ultérieurement (Même arrêt, motifs).

**556.** Le jugement déclaratif de faillite ou, d'après la loi du 4 mars 1889, le jugement prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire, peut seul avoir pour effet de mettre obstacle à la compensation légale. L'état de *déconfiture*, au contraire, résultant de la seule notoriété, et non d'une décision judiciaire permettant de lui assigner une date certaine et précise, n'empêche point la compensation de s'opérer entre dettes respectivement exigibles et liquides (Lyon, 23 févr. 1869, aff. Lyonnet, D. P. 69. 2. 224; Paris, 17 nov. 1881, *Journal des faillites* 1882, p. 40. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2666, p. 655, note 5; Garraud, *De la déconfiture*).

§ 2. — Cessation du cours des intérêts (*Rép.* n° 262 à 265).

**557.** Aux termes de l'art. 445 c. com., le jugement déclaratif arrête, à l'égard de la masse, le cours des intérêts de toute créance non garantie par un privilège, un nantissement ou une hypothèque (Comp. sur les motifs et les origines historiques de cette disposition: *Rép.* n° 262 et 1445 et v° *Bourse de commerce*, n° 395. V. aussi Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2698; Boistel, n° 936).

Il en est de même, d'après la loi du 4 mars 1889 (art. 8) du jugement prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire. Au contraire, la simple cessation de paiements, en l'absence de tout jugement, ne saurait avoir cet effet (*Rép.* n° 262). Jugé, toutefois, en sens contraire, que, dans le cas où la faillite n'a pas été déclarée par jugement, le contrat d'union intervenu entre le débiteur et ses créanciers a pour effet d'arrêter le cours des intérêts vis-à-vis de la masse (Lyon, 30 août 1861, aff. Dubouché, D. P. 61. 2. 227). Mais cette décision, manifestement contraire au texte et à l'esprit de l'art. 445, est restée isolée (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2708, p. 689, note 2).

**558.** L'application de l'art. 445 ne soulève aucune difficulté quand la créance porte sur un capital déterminé devant

produire des intérêts jusqu'au paiement. Le créancier produira à la faillite: 1° pour le capital; 2° pour les intérêts courus jusqu'au jour du jugement déclaratif. Mais les difficultés apparaissent dans le cas où les intérêts ont été *cumulés* avec le capital, où, par exemple, le failli a souscrit, avant la faillite, un billet à ordre comprenant tout à la fois le capital et les intérêts de ce capital calculés jusqu'à l'échéance. Le créancier doit-il, en ce cas, se prévaloir de la déchéance du terme, qui est la conséquence de la faillite, être admis à la faillite pour la valeur nominale de l'effet sans déduction? Nous avons soutenu au *Rép.* n° 263, en argumentant de l'esprit de l'art. 445, que ce capital devait être diminué d'une somme correspondant aux intérêts du capital effectivement prêt, pour la période comprise entre le jugement déclaratif et l'échéance. Telle est la jurisprudence constante du tribunal de la Seine (Trib. com. Seine, 19 nov. 1874, motifs, *Journal du tribunal de commerce*, 1875, p. 76); elle est approuvée par plusieurs auteurs, notamment par M. Ruben de Couder, n° 280, et Namur, t. 3, n° 1682, mais elle est loin d'être unanimement admise.

Jugé, en effet, en sens contraire, que la faillite du souscripteur d'effets de commerce dans lesquels a été compris l'intérêt calculé jusqu'à l'époque de leur échéance, ne donne pas lieu au retranchement de la partie de cet intérêt correspondant à l'intervalle de temps écoulé depuis cette faillite; qu'ici ne s'applique pas la règle que la faillite fait cesser le cours des intérêts (Bourges, 27 janv. 1857, aff. Ramond, D. P. 57. 2. 68; Comp. en ce sens: Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2699; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 183, note 3; Alauzet, t. 7, n° 2494). — On fait remarquer, à l'appui de ce second système, que la décomposition du capital nominal de l'effet en deux éléments (capital et intérêts), peut entraîner de graves difficultés; qu'il faudrait tout au moins, pour être équitable, distinguer suivant qu'on se trouverait en présence du créancier primitif ou d'un tiers cessionnaire qui ignore cette décomposition du capital de la créance. Au surplus, ajoute-t-on, si le premier système était exact, il faudrait logiquement faire subir une retenue au banquier escompteur d'un effet de commerce qui produit à la faillite du souscripteur avant l'échéance dudit effet, attendu que lui-même a imposé au porteur une retenue, représentant l'intérêt à courir jusqu'à l'échéance. Or, dans la pratique, nul n'a jamais contesté au banquier le droit de produire pour le capital nominal de l'effet, sans déduction.

**559.** La même controverse existe sur le point de savoir si, dans les ventes de marchandises payables à terme éloigné, avec faculté pour l'acheteur d'anticiper le paiement en bénéficiant de l'escompte, le vendeur ne doit pas, sur sa facture, subir la réduction de l'escompte, lorsque la faillite de l'acheteur vient à être déclarée peu de temps après la vente (V. dans le sens de l'affirmative: *Rép.* n° 264. — *Contrà*: Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 681, note 1 *in fine*; Demangeat et Bravard, t. 5, p. 183, note 3; Namur, t. 3, n° 1642).

(1) (Ruffelet et Fouquart, syndics de la faillite Louis Lefebvre et comp., C. Delannoy et Arnett.) — La cour; — Attendu qu'antérieurement à 1884, Louis Lefebvre et comp., banquiers à Calais, avaient ouvert à Frédière, fabricant de tulles en la même ville, un crédit en compte courant; — Attendu que le 5 févr. 1884, Delannoy et Arnett ont, comme cautions, obtenu de Louis Lefebvre et comp., de porter de 12000 à 13000 fr. le crédit qu'il avait ouvert à Frédière, en s'obligeant solidairement à répondre du remboursement de cette somme dans le cas où Frédière ne pourrait pas l'effectuer; — Attendu qu'à la date du 13 janv. 1885, Frédière a été mis en état de faillite; que la faillite a été close pour insuffisance d'actif; — Attendu que, par le fait du jugement déclaratif de faillite, le compte courant de Frédière chez Louis Lefebvre et comp. s'est trouvé clos et arrêté et que, tant vis-à-vis le débiteur principal que vis-à-vis les cautions, le solde en est devenu liquide et exigible; — Attendu que par le jugement du 10 mars 1886, Louis Lefebvre et comp. ont eux-mêmes été déclarés en faillite; — Attendu qu'en mai 1886, Ruffelet et Fouquart, syndics de Louis Lefebvre et comp., ont assigné Delannoy et Arnett, cautions solidaires, en paiement de 14296 fr. 25 cent., solde du compte courant de Frédière au 13 du même mois; — Attendu qu'Arnett, qui, depuis plusieurs années, était lui-même en compte courant avec Louis Lefebvre et comp., prétend à tort que Delannoy et lui auraient été libérés par l'effet de la compensation légale qui se serait opérée de plein droit du jour même de l'exigibilité du cautionnement entre la somme cautionnée et les sommes bien supérieures dont il aurait alors été créancier

en vertu de son compte courant chez Louis Lefebvre et comp.; — Attendu que la compensation ne s'établit de plein droit qu'entre deux dettes également liquides et exigibles; — Attendu que, si par la faillite de Frédière la dette d'Arnett vis-à-vis Louis Lefebvre et comp. s'est, au 13 janv. 1885, trouvée liquide et exigible, Arnett, à cette date, n'avait contre Louis Lefebvre et comp. aucune créance liquide et exigible; — Attendu, en effet, que le compte courant constitue un ensemble d'opérations successives qui se lient indivisiblement et laissent nécessairement en suspens la qualité respective de débiteur ou de créancier de l'une ou de l'autre des parties jusqu'au règlement définitif du compte; — Attendu qu'Arnett ne justifie d'aucun règlement de compte intervenu à la date du 13 janv. 1885; — Attendu qu'il résulte, au contraire, de l'examen du compte courant qu'il s'est continué sans interruption jusqu'à la faillite de Louis Lefebvre et comp.; — Attendu que, si l'avènement de cette faillite a, le 10 mars 1886, clos et arrêté le compte au profit d'Arnett par une somme de 47881 fr. 25 cent., cette somme n'a pas pu alors se compenser de plein droit avec les 13000 fr. dont Arnett était débiteur envers Louis Lefebvre et comp.; — Attendu qu'en même temps qu'il rendait le solde du compte courant d'Arnett liquide et exigible, le jugement du 10 mars 1886 dessaisissait le failli et mettait par cela même obstacle à tout paiement individuel au profit d'Arnett dont le droit a été instantanément réduit à un simple dividende;

Par ces motifs, etc....

Du 5 mai 1887. — C. de Douai-MM. Duhem, pr. — de Savignon, av. gén. — de Beaulieu et Dubron, av.

560. Le développement des sociétés par actions a fait naître, depuis la publication du *Répertoire*, des questions nouvelles et très délicates. Il en est ainsi, notamment, des difficultés auxquelles donne lieu l'application de l'art. 444, en cas de faillite d'une société par actions ayant émis des obligations à long terme. On sait que, dans la pratique, les titres sont toujours émis à un taux bien inférieur au taux fixé pour le remboursement (500 fr. en général); la différence entre le taux d'émission et le taux de remboursement est ce qu'on appelle la *prime*. Étant donnée une émission ainsi faite, et la faillite de la société survenant au cours de la période d'amortissement, on se demande quelle sera la somme pour laquelle les porteurs de ces obligations pourront produire à la faillite? Sera-ce simplement pour une somme équivalente au prix d'émission, soit 300 fr. par exemple? Sera-ce pour une somme égale au prix de remboursement, soit 500 fr. Ne sera-ce pas plutôt pour une somme moyenne comprise entre ces deux limites extrêmes?

S'il s'agit d'obligations déjà sorties lors d'un précédent tirage, mais qui n'ont pas encore été remboursées, nul doute que les porteurs, ayant un droit acquis au montant total de la prime, ne soient en droit de produire pour le montant intégral de la somme à rembourser, c'est-à-dire pour 500 fr. C'est ce que décide, par *à contrario*, le tribunal de commerce de la Seine dans un jugement du 10 avr. 1878, dont la cour de Paris s'est purement et simplement approprié les motifs (V. Paris, 28 janv. 1879, aff. Delamotte, D. P. 80. 2. 25. V. aussi Douai, 24 janv. 1873, aff. Société civile des houillères de Fienues, D. P. 74. 2. 203. — Mais la question est plus délicate pour les obligations qui ne sont pas encore sorties. En premier lieu, la faillite une fois déclarée, le remboursement de ces obligations doit-il nécessairement être immédiat, ou bien l'amortissement n'est-il pas, en ce qui les concerne, susceptible de suivre son cours nonobstant l'existence de la faillite? Ne pourrait-on pas, en effet, après avoir déterminé la quotité du dividende que pourront réclamer les porteurs pour chaque obligation, alimenter un fonds d'amortissement suffisant pour assurer, jusqu'à concurrence de ce dividende, le remboursement des obligations par voie de tirages au sort, conformément aux dispositions arrêtées primitivement? Nous ne le pensons pas. Il est évident, d'abord, que les syndics ne sauraient imposer aux obligataires ce mode de remboursement, car ce serait les priver du bénéfice de l'art. 444, 1<sup>er</sup> alinéa, c. com., qui déclare leurs créances immédiatement exigibles par le fait de la faillite. De leur côté, les obligataires ne peuvent exiger des syndics la continuation de l'amortissement, sous prétexte qu'ils y ont un droit acquis en vertu de la convention primitive intervenue entre eux et la compagnie; car, en admettant même que la faillite n'entraîne pas à sa suite la dissolution de la société, ce qui, en fait, se produira rarement, elle a, du moins, pour résultat, d'interrompre ses opérations (Comp. en ce sens, pour le cas d'une société (compagnie de chemin de fer) en liquidation (Civ. cass. 2 févr. 1887, aff. Malnoé, D. P. 87. 1. 97; 10 mai 1887, aff. Fermé, D. P. 87. 1. 334). Dans le cas même où les syndics sont exceptionnellement et en vertu des art. 469, 470, 532 c. com., autorisés à continuer l'exploitation du fonds de commerce pour le compte de la masse, cette continuation n'est que provisoire et momentanée. Comment, dans ces conditions, pourrait-on prescrire l'entretien d'un fonds d'amortissement, pendant de nombreuses années peut-être, pour assurer le remboursement des obligations par voie de tirage au sort, jusqu'à concurrence du dividende alloué aux obligataires? Ce premier motif est, du reste, corroboré par une autre considération encore plus décisive, s'il est possible. On a vu que le fonds d'amortissement est alimenté à l'aide de retenues annuelles opérées par la compagnie sur les intérêts à payer aux

porteurs d'obligations; son entretien suppose donc que les intérêts en question continuent de courir; or, la faillite fait cesser le cours des intérêts (c. com. art. 445, 1<sup>er</sup> alinéa). L'amortissement se trouve donc, pour ainsi dire, tari dans sa source.

561. Ce premier point résolu, pour quelle somme les porteurs d'obligations non amorties pourront-ils produire à la faillite? Sur cette grave question trois systèmes principaux ont été proposés :

Dans un premier système, l'obligataire aurait le droit de produire pour tout le capital de remboursement : comme un créancier ordinaire (Lyon, 8 août 1873, aff. Rapp, D. P. 74. 2. 201, et Paris, 23 mars 1876, *Journal des tribunaux de commerce*, 1876, p. 511; Regnault et Valframbert, *Du droit des obligations sur le prix de rachat des chemins de fer*). Il convient, toutefois, d'ajouter que ces arrêts ne sont pas intervenus en matière de faillite; il s'agissait, dans le premier arrêt, d'une société civile en déconfiture, et dans le second, d'une société en liquidation. — Le point de départ de ce système nous semble inacceptable. Que le créancier à terme ordinaire puisse produire à la faillite pour tout le capital de sa créance, sans escompte, cette règle s'explique par cette considération que le terme n'a vraisemblablement été concédé qu'en vue des intérêts dont la faillite suspend le cours; mais elle ne se justifie plus si l'on suppose, au contraire, un capital de remboursement constitué par l'adjonction au capital originaire des intérêts accumulés que le prêteur s'est abstenu de réclamer pendant un délai déterminé. Or tel est précisément le cas des obligations à prime. La prime de remboursement se forme, en effet, par une retenue annuelle sur les intérêts de toutes les obligations émises, calculée sur la durée intégrale de la période d'amortissement. La faillite arrêtant le jeu de l'amortissement, et mettant obstacle à cette capitalisation, il serait inique que les obligataires fussent admis à produire à la faillite pour le montant de la prime (V. Civ. rej. 10 août 1863, aff. Van Landen, D. P. 63. 1. 350, et Paris, 28 janv. 1879, aff. Delamotte, D. P. 80. 2. 25 (motifs). Conf. Lecourtois, *Le remboursement anticipé des obligations de chemins de fer*, p. 17 à 37).

562. D'après un second système, diamétralement opposé, les obligataires ne pourraient produire que pour le capital d'émission. Ce système, consacré par certaines législations étrangères (c. com. italien, art. 829) n'est pas plus admissible que le précédent; celui-là était contraire aux droits de la masse, celui-ci enrichit injustement la masse aux dépens de l'obligataire, qui n'a consenti à recevoir des intérêts minimes qu'en vue de la prime. Il faut tenir compte, en effet, de la plus-value déjà acquise par les obligations au moment de la faillite; on ne saurait oublier que ces dernières augmentent progressivement de valeur au fur et à mesure que l'on s'achemine vers l'époque du remboursement, et, par suite, au fur et à mesure que s'écoule la période d'amortissement (Paris, 28 janv. 1879, aff. Delamotte, D. P. 80. 2. 25, motifs).

563. La jurisprudence actuelle s'est donc arrêtée avec raison à un système mixte, susceptible de concilier les droits des obligataires et les droits de la masse. Les obligataires auront le droit de produire pour une somme moyenne, comprise entre le capital versé lors de la souscription et le capital stipulé remboursable lors de la sortie des obligations dans un tirage au sort (Paris, 23 mai 1862, et sur pourvoi, Civ. rej. 10 août 1863, cité *supra*, n° 561; Paris, 25 mars 1868, aff. Chemin de fer de Libourne à Bergerac, D. P. 74. 2. 202, en note; Douai, 24 janv. 1873, cité *supra*, n° 560; Paris, 15 mai 1878, aff. Faillite Société des thermes d'Enghien, D. P. 82. 1. 106; Paris, 28 janv. 1879, cité *supra*, n° 562; Paris, 18 mars 1881 (1). Conf. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2700, *in fine*; Buchère, *Traité des valeurs*

(1) (Rivel et comp. C. Syndic Sociétés usines à gaz réunies.) — La cour; — Sur la fixation du chiffre de remboursement des obligations : — Considérant que la convention, suivant laquelle le créancier et le débiteur stipulent que la somme prêtée ne sera payée intégralement qu'après un long délai, mais que des remboursements partiels seront opérés annuellement, au moyen d'un tirage au sort des titres fractionnés, avec une augmentation déterminée du capital primitif, rentre dans la catégorie des

contrats aléatoires; que les dispositions de l'art. 1964 c. civ., qui en présente des exemples, sont en tout point limitatives, et que la définition qu'elles donnent de ce genre de contrats s'applique exactement à celui qui est intervenu entre les appelants et la Société des usines à gaz réunies; qu'en effet, il offre aux créanciers des avantages ou leur impose des pertes dépendant d'un événement incertain, qui consiste dans le résultat imprévu d'un tirage au sort; que l'engagement auquel a sous-

*mobilières*, n° 445 et 446; Boistel, n° 241 et 934; Alauzet, t. 7, n° 2486; Pic, p. 107 à 113. Comp. en outre, *infra*, v° *Société*, ce qui sera dit pour le cas de société en liquidation).

Mais comment parviendra-t-on à déterminer cette moyenne? Plusieurs modes de computation ont été proposés (V. la note de M. Levillain, D. P. 80. 2. 25). D'après l'arrêt de la chambre civile du 10 août 1863, les obligataires auraient simplement droit, en sus du prix d'émission, aux intérêts mis en réserve par la compagnie pour faire face à l'amortissement, c'est-à-dire à la différence entre les intérêts touchés par eux depuis le jour de l'émission, et les intérêts au taux légal de 6 pour 100, qui leur eussent été intégralement payés s'ils n'en eussent abandonné une fraction destinée, en se capitalisant, à former la prime de remboursement. — Les arrêts récents sont plus favorables aux obligataires, et leur donnent le droit de produire, en sus du taux d'émission : 1° pour les fractions d'intérêts réservés en vue de constituer la prime; 2° une indemnité représentant l'accroissement progressif de la valeur des titres (Paris, 15 mai 1878, précité; Rennes, 25 juill. 1887, aff. Mabit, D. P. 88. 2. 153). — Dans ses arrêts des 28 janv. 1879 et 18 mars 1881, précités, la cour de Paris a fusionné ces deux éléments et a donné une formule précise, au moins en apparence, pour calculer la somme pour laquelle les obligataires ont le droit de produire à la faillite : « Pour évaluer la somme qui doit, à ce dernier titre, être attribuée aux obligataires, il y a lieu, d'une part, de rechercher le moment où, d'après le tableau d'amortissement, il y aurait autant d'obligations remboursées que d'obligations à rembourser, de manière à établir entre le dernier tirage réellement effectué et le tirage extrême prévu au contrat, le temps moyen où tous les porteurs actuels se trouveraient avoir, au jour de la faillite, des chances égales de remboursement; il convient, d'autre part, de déterminer la somme qui, sur une capitalisation annuelle d'intérêts conduite jusqu'au temps moyen, produirait une somme égale au montant de la prime. »

MM. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2700 *in fine*, estiment qu'il serait préférable de renoncer à ces formules mathématiques, dont la précision est plus apparente que réelle, si l'on en juge par la diversité des combinaisons proposées. Ils estiment que, « dans le silence de la loi, les tribunaux doivent apprécier *ex æquo et bono* le supplément à ajouter au capital d'émission, en tenant compte du taux de l'intérêt, du temps écoulé, et du temps restant à courir jusqu'à l'expiration de la période de l'amortissement ». — Certaines législations ont prévu expressément la difficulté. Ainsi la loi belge de 1873 sur les sociétés (art. 69) décide qu'« en cas de liquidation, les obligations remboursables par voie de tirage au sort à un taux supérieur au prix d'émission ne seront admises au passif que pour une somme totale égale au capital qu'on obtiendra en ramenant à la valeur actuelle, au taux de 5 pour 100, les annuités d'intérêts et d'amortissement qui restent à échoir. Chaque obligation sera admise pour une somme égale au quotient de ce capital, divisé par le nombre des obligations non encore éteintes ».

• 564. Les règles précédemment exposées au sujet des

crit le prêteur de ne pouvoir exiger son remboursement qu'après un laps de temps de quarante années, comme dans la cause actuelle, sauf les éventualités du tirage, bornées à un quarantième de la créance totale, comporte manifestement des chances multiples de perte et de dépréciation, qui sont corrélatives de l'avantage consistant dans l'accroissement du capital à une époque incertaine, et qui ne pourra être fixée que par la voie du sort; que ce contrat, conçu dans les conditions prescrites par l'art. 1964 c. civ., est donc licite; qu'on objecte en vain qu'il est vicié dans son essence par la stipulation du paiement d'un capital supérieur au chiffre de la somme originellement prêtée, ce qui évauderait à la perception d'intérêts usuraires; que cette stipulation, qui, si l'on compare la durée du prêt à l'importance de l'accroissement du capital, n'entraînerait qu'une quantité insignifiante d'intérêts, n'est au fond des choses que la compensation pour le prêteur de la privation de son capital pendant une longue suite d'années, du péril auquel il peut être exposé, et que ce sont précisément ces probabilités, combinées avec les chances restreintes du tirage, qui caractérisent l'*aléa*, condition essentielle de cette sorte de contrats; — Attendu que ce sont là les

obligations ne sauraient être étendues aux actions, dont les statuts prescrivent parfois l'amortissement. Un tel amortissement, dont le résultat est de créer des actions dites de *jouissance*, ne peut être effectué que par une société en *bonis* et sur les bénéfices nets; sinon il se résoudrait en une réduction clandestine du capital, sujette à rapport comme les distributions de dividendes fictifs. En conséquence, les porteurs d'actions désignées par le sort pour le remboursement, qui n'ont pas été payés antérieurement au jugement déclaratif de la faillite de la société, ne sont pas fondés à produire à la faillite pour le capital desdites actions (Trib. com. Seine, 21 avr. 1886, *Journal des sociétés*, 1886, p. 674).

565. Lorsqu'il s'agit de créances ayant exclusivement pour objet des *intérêts* ou *arrérages*, nous avons exposé au Rép. (n° 262) que ces créances ne doivent pas seulement être colloquées pour les intérêts ou arrérages échus lors du jugement déclaratif, mais qu'elles doivent être admises à la faillite pour la somme représentative du capital; puis, à l'époque de la distribution de l'actif de la faillite, le dividende afférent à ce capital doit être placé à intérêt, et ledit intérêt être servi au créancier jusqu'à extinction de sa créance. Quant au capital ainsi placé, il doit, après l'extinction de la créance, être l'objet d'une distribution complémentaire entre les créanciers. Ce mode de procéder ne présente aucune difficulté dans le cas, par exemple, où le failli aurait garanti les intérêts d'un capital, jusqu'à remboursement de celui-ci par le débiteur principal; on colloquera le créancier pour le montant du capital, sauf à ne lui donner que les intérêts du dividende afférent à sa production.

Mais la question est plus délicate dans le cas, plus pratique, où le failli serait débiteur d'une rente viagère, puisqu'il n'est pas, en ce cas, facile de déterminer le capital correspondant à la rente. — Dans un premier système, conforme aux données précédentes, le crédi-rentier devrait être colloqué pour le capital qui, placé au taux légal, produirait des intérêts égaux aux arrérages annuels de la rente. En supposant une rente viagère de 1000 fr., le crédi-rentier serait colloqué pour 20000 fr.; le dividende afférent à ce capital (10000 fr., par exemple, si la faillite produit 50 pour 100) serait placé; les intérêts en seraient servis au crédi-rentier sa vie durant, et le capital ferait, à son décès, retour à la masse. Ce premier système s'appuie sur le texte de l'art. 1978 c. civ., aux termes duquel le crédi-rentier n'a pas le droit, en cas de non-paiement, de demander la résolution du contrat et la restitution du capital versé, mais peut simplement faire ordonner ou consentir par justice l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2701 *in fine*, et p. 683, note 4; Pont, *Petits contrats*, t. 1, n° 756 et 757; Boistel, n° 936).

566. Mais la jurisprudence actuelle interprète autrement l'art. 1978. Elle autorise le crédi-rentier à produire à la faillite pour la somme qui, placée à fonds perdu, au jour de la faillite, eu égard à l'âge du crédi-rentier à cette époque et aux autres éléments d'après lesquels les compagnies d'assurances établissent le taux des arrérages d'une rente viagère, lui procurerait une somme égale aux arrérages dont le failli s'était constitué débiteur (Trib. com. Seine,

principes qu'il convient d'appliquer à la solution de la difficulté qui s'élève dans le cas où, à cause de la faillite du débiteur, la convention ne peut être exécutée dans toute son étendue et où la dette devient exigible avant l'échéance du terme; que l'exigibilité fait disparaître l'*aléa*, et de même qu'on ne saurait accorder au créancier la totalité de l'accroissement convenu, puisqu'il n'y a plus ni incertitude ni chances à courir, de même il serait injuste et contraire à l'esprit de la convention de l'en priver complètement et de ne pas lui tenir compte des éventualités qu'il a subies jusqu'au jour où le contrat a été résolu par un événement indépendant de sa volonté; que, dans cet état des faits, l'accroissement du capital doit être fixé suivant un calcul de proportion, dont les deux termes sont le chiffre stipulé et le nombre d'années comprises entre la date du contrat et celle de la déclaration de faillite qui en a interrompu l'exécution; qu'en adoptant ce mode de règlement, le tribunal a fait une équitable appréciation des droits respectifs des parties; — Par ces motifs, — Confirme, etc.

Du 18 mars 1881.-C. de Paris, 5<sup>e</sup> ch.-MM. Descoutres, pr. Harol, av. gén.-Debaq et Barbour, av.

1<sup>er</sup> sept. 1886) (1). Conf. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 184; Ruben de Couder, n° 282). — Cette combinaison est plus désavantageuse pour la masse que la précédente, puisque le capital même est définitivement perdu pour elle; il est vrai que, par compensation, le capital actuellement distrait de la liquidation, pour assurer le service de la rente, est beaucoup moins élevé que dans le premier système, les capitaux placés à fonds perdu produisant des arrérages bien supérieurs au taux légal.

Les tarifs des compagnies d'assurances ne sont pas tous identiques : d'où la question de savoir, en cas de faillite d'une de ces compagnies, d'après quels tarifs le tribunal fixera le chiffre du capital pour lequel les créanciers d'arrérages devront être admis à produire. Le tribunal de commerce de la Seine, saisi de la question, a décidé que ce capital doit être calculé d'après les tarifs qu'appliquait la compagnie débi-rentière lors de la constitution de la rente, et non pas d'après les tarifs, plus onéreux par hypothèse, que d'autres compagnies exigeraient pour accorder une rente égale à celle que la faillite vient d'anéantir (Trib. com. Seine, 1<sup>er</sup> sept. 1886, précité). — Cette solution est basée sur ce que le crédi-rentier, ayant traité avec la société en faillite sur la base du tarif établi par elle, est lié par son contrat originaire, et ne saurait être admis à réclamer la reconstitution de son capital sur les tables d'une société calculant à un taux supérieur à celui de la société débi-rentière. Il nous semble difficile d'admettre cette limitation des pouvoirs du juge (tout au moins dans le cas où il n'existerait aucune autre société calculant à un taux aussi réduit que la société en faillite), en présence du texte de l'art. 1978, qui autorise le tribunal à faire ordonner l'emploi d'une somme *suffisante* pour le service des arrérages.

567. Les difficultés que soulève la détermination du capital d'une *rente viagère* disparaissent dans le cas où les parties contractantes ont, par une clause expresse, dérogé à l'art. 1978, et stipulé qu'à défaut de paiement des arrérages, et après commandement de payer, le contrat serait *résolu*, et que le crédi-rentier aurait droit à la restitution intégrale du capital aliéné. Cette stipulation est licite (V. *infra*, v° *Rente viagère*; — Rép. eod. v°, n° 95 et suiv.) et elle confère au crédi-rentier, en cas de faillite, les mêmes droits qu'au crédi-rentier d'une rente perpétuelle, lequel

est légalement, aux termes de l'art. 1913 c. civ., autorisé à produire à la faillite du débi-rentier pour le capital aliéné et pour les arrérages échus jusqu'au jugement déclaratif (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2701, p. 683, note 2). — Il semblerait équitable d'obliger, en ce cas, le crédi-rentier à restituer une quote-part des arrérages par lui perçus jusqu'à la faillite, les arrérages d'une rente viagère, à la différence de ceux d'une rente perpétuelle, comprenant une fraction du capital en sus des intérêts légaux. Mais il a été jugé que les arrérages de rente viagère qui, entre la conclusion du contrat et la faillite ultérieure de la compagnie ont été payés par elle au crédi-rentier sont des fruits perçus de bonne foi; que, par suite, le crédi-rentier ne peut être tenu de les restituer quand il fait prononcer la résolution des conventions pour cause de cessation du service de la rente par la compagnie (Req. 13 mars 1888, aff. Cheillot, D. P. 88. 1. 357).

568. Ce n'est qu'à l'égard de la masse que le cours des intérêts est arrêté par le jugement déclaratif. Les intérêts qui courraient au moment de la faillite continuent donc à courir contre le failli personnellement. D'où il suit que, si la faillite produisait plus de 100 pour 100, et qu'il restât en caisse un reliquat après le paiement intégral du passif en capital, cet excédent devrait être appliqué par le syndic au paiement des intérêts échus depuis la faillite (Trib. com. Seine, 30 oct. 1888, *Journal des faillites*, 88. 317. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2702; Laurin, n° 985).

Par contre, les créances qui ne produisaient pas intérêt n'en pourraient produire que dans les termes du droit commun; un créancier qui voudrait s'assurer le droit de réclamer au failli des intérêts, le cas échéant, devrait donc se conformer à l'art. 1153 c. civ., et former contre le failli personnellement (la demande n'intéressant pas la faillite) une demande en justice concluant expressément à l'allocation des intérêts (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 683, note 5; Demangeat, t. 5, p. 183 note 1). Jugé par suite, que, si la production à une faillite peut être considérée comme une demande susceptible de faire courir les intérêts moratoires, du moins faut-il que cette production comprenne non seulement le capital de la créance, mais aussi les intérêts (Douai, 2 août 1860) (2).

569. D'après la dernière partie de l'art. 445, la faillite

(1) (Veuve Lamy C. Syndic du Crédit viager.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que la veuve Lamy justifie avoir fait, avec la Compagnie le Crédit viager, un contrat aux termes duquel la compagnie s'engageait, moyennant le versement d'une somme de 9771 fr. 25 cent. à lui servir une rente annuelle de 1101 fr. 25 cent.; — Attendu qu'à la date du 16 sept. 1885, le Crédit viager a été déclaré en état de faillite; — Attendu que la demanderesse, en présence de l'impossibilité où se trouve le Crédit viager de tenir ses engagements, se présente créancière de ladite faillite et demande son admission comme telle au passif, pour une somme de 10047 fr. de capital; — Attendu que Chevillot, es nom, sans contester à la dame Lamy sa qualité de créancière et son droit à l'admission, repousse cependant la demande en tant qu'exagérée comme chiffre, et demande, par ses conclusions motivées, acte de ce qu'il est prêt à admettre ladite demanderesse au passif pour une somme de 9348 fr. de capital; — Attendu que le débat porte donc sur le quantum de l'admission, et notamment sur la base à prendre pour rétablir le capital appartenant à la dame Lamy dans le passif du Crédit viager; — Attendu que, pour justifier son chiffre de 10047, la dame Lamy soutient que sa créance ne saurait être inférieure à la somme qui, étant donné son âge au jour de la déclaration de faillite, serait nécessaire pour obtenir d'une autre compagnie une rente d'égale importance; — Mais attendu que la dame Lamy a traité avec le Crédit viager sur les bases du tarif du Crédit viager, et non sur les bases d'aucune des sociétés, dont elle réclame aujourd'hui l'application; — Attendu que ce traité librement consenti fait la loi des parties, et qu'on ne saurait reconstituer le capital aujourd'hui appartenant à la dame Lamy, et devant se trouver dans les caisses du Crédit viager, que sur les bases du contrat originaire; qu'on ne saurait pas plus admettre les prétentions de la dame Lamy de faire reconstituer ce capital sur les tables d'une société calculant à un taux supérieur à celui du Crédit viager, que la dame Lamy n'admettait, de la part du syndic, de lui rétablir son capital d'après les tables d'une société calculant à un taux inférieur à celui du Crédit viager; — Attendu qu'il est constant que le capital nécessaire à la constitution d'une rente viagère s'éteint graduellement par voie d'amortissement au moyen du paiement des arrérages; que, si le système présenté par la dame Lamy était admis, il s'ensuivrait

que la dame Lamy, qui a versé un capital de 9771 fr. 25 cent., aurait, après avoir touché des arrérages échus beaucoup supérieurs au taux fixé par la loi en matière de prêt d'argent, droit à un capital de 10047 fr.; qu'à tous égards, la capitalisation requise par la dame Lamy ne saurait être admise; — Attendu que la somme de 9348 fr., dont le syndic offre l'admission à la dame Lamy, représente bien le capital qui, étant donné l'âge de la demanderesse au jour de la déclaration de faillite, serait nécessaire pour obtenir la rente de 1101 fr. 25 cent. promise par la société en faillite; qu'il y a donc lieu de déclarer l'offre du syndic suffisante. Du 1<sup>er</sup> sept. 1886.-Trib. com. de la Seine.

(2) (Hanicotte C. Serdobel.) — LA COUR; — En ce qui touche les intérêts: — Attendu qu'aux termes de l'art. 1153 c. nap., dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi, et qu'ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit; — Attendu que si la production à la faillite peut être considérée comme une demande formée devant le juge-commissaire, à laquelle les autres créanciers et le failli lui-même sont appelés à contredire, la réclamation de Vantvoven n'a porté que sur le capital et non sur les intérêts; — Attendu qu'une simple mise en demeure de payer le capital ne suffit pas pour faire courir les intérêts moratoires; qu'il faut qu'ils soient expressément réclamés en justice; — Attendu qu'en vain on argumenterait des dispositions de l'art. 604 c. com. pour soutenir que les intérêts sont dus de plein droit du jour de la faillite; que le législateur a posé sans doute comme condition de la réhabilitation du failli le paiement intégral en capital et intérêts des sommes par lui dues, mais que cette obligation de payer les intérêts n'est imposée que pour obtenir la faveur de la réhabilitation, le débiteur restant dans le droit commun lorsqu'il est poursuivi en paiement par un créancier; — Emendant, réduit à 4165 fr. 11 cent. la condamnation prononcée contre Hanicotte avec intérêts à partir de la demande, etc.

Du 2 août 1860.-C. de Douai, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Danel, pr.-Beer, av. gén.-Merlin et Coquelin, av.

ne porte point atteinte à la garantie spéciale résultant d'un privilège, d'un nantissement, d'une hypothèque; les créanciers porteurs de titres de cette nature conservent leur droit aux intérêts, mais seulement sur les sommes provenant du gage qui leur est affecté (*Rép.* n°s 265 à 1445. V. aussi *v° Bourse de commerce*, n° 395, et *Prêt à intérêt*, n° 59); ... à la condition, toutefois, d'avoir conservé leur droit aux intérêts conformément à l'art. 2151 c. civ., lequel continue à s'appliquer comme s'il n'y avait pas faillite (*Civ. rej.* 24 févr. 1852, aff. Trésor public, D. P. 52.1. 46; Poitiers, 30 janv. 1878, aff. Bourson, D. P. 78. 2. 70. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2703; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 285, p. 425, note 27; Pont, *Privilèges et hypothèques*, t. 2, n° 889).

**570.** Les paiements partiels faits aux créanciers hypothécaires ou privilégiés dans la distribution des biens affectés à leurs privilèges ou à leurs hypothèques doivent-ils être imputés sur le capital de leurs créances, ou d'abord sur les intérêts, conformément à la règle établie par l'art. 1245? — La chambre civile de la cour de cassation s'est nettement prononcée dans le sens de l'imputation sur les intérêts, et a décidé que la suspension, par la faillite, du cours des intérêts ne s'appliquant pas aux créanciers hypothécaires qui se font payer sur les immeubles hypothéqués, le paiement partiel fait au créancier hypothécaire d'un failli sur le prix de l'immeuble affecté à son hypothèque doit être imputé d'abord sur les intérêts, et non sur le capital de sa créance; que, par suite, la somme représentative des intérêts de ladite créance courus depuis le jugement déclaratif de la faillite et payés dans l'ordre, doit figurer au même titre d'intérêts dans le compte ayant pour objet de déterminer, après le paiement partiel effectué avec le prix du bien hypothéqué, la somme pour laquelle le créancier hypothécaire sera admis à prendre part aux répartitions dans la masse chirographaire (*Civ. cass.* 26 déc. 1871, aff. Caisse commerciale de la Sarthe, D. P. 73. 1. 145; 12 juill. 1876, aff. Bourson, D. P. 77. 1. 305, arrêt rendu après délibération en chambre du conseil, et contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Bédarrides, et sur renvoi, Poitiers, 30 janv. 1878, D. P. 78. 2. 70. Conf. Boistel, n° 937; Ruben de Couder, n° 277; Labbé, note sous *Civ. cass.* 26 déc. 1871). Et il en est ainsi, non seulement dans le cas où le créancier, ayant deux coobligés solidaires, tous deux en faillite, et ayant reçu un paiement partiel dans la faillite de l'un d'eux, demande son admission à la faillite de l'autre coobligé, étranger à la constitution d'hypothèque, mais même dans le cas où le créancier hypothécaire d'un débiteur unique, incomplètement payé, après avoir obtenu une collocation partielle solliciterait son admission pour le surplus dans la masse chirographaire de son débiteur failli (*Civ. cass.* 12 juill. 1876 et Poitiers, 30 janv. 1878, précités, motifs. V. *infra*, sect. 12). En tout cas, l'imputation des intérêts sur le paiement partiel reçu par la créance hypothécaire ne doit être admise que pour deux années et pour l'année courante à l'époque où s'effectue le paiement, et non pour tout le temps écoulé depuis la déclaration de faillite, alors d'ailleurs qu'aucune inscription particulière n'a été prise pour d'autres arrérages (Poitiers, 30 janv. 1878, précité).

**571.** Jugé, toutefois, contrairement à la doctrine de la chambre civile, que la règle qui veut que le paiement partiel d'une dette produisant intérêt s'impute d'abord sur les intérêts, reçoit exception, en matière de faillite, à l'égard des intérêts courus en faveur des créanciers privilégiés ou hypothécaires depuis le jugement déclaratif; qu'en conséquence, si le prix des biens affectés au privilège ou à l'hypothèque est insuffisant pour le paiement intégral du capital et des intérêts, l'imputation doit se faire d'abord sur le capital et les intérêts échus avant le jugement déclaratif, et que les intérêts échus depuis ce jugement, qui restent alors impayés, ne peuvent être reportés dans la masse chirographaire qui en est affranchie par l'art. 445 c. comm. (Lyon, 30 août 1861, aff. Dubouché, D. P. 61. 2. 227, et sur pourvoi, Req. 17 nov. 1862, D. P. 63. 1. 305; Bordeaux, 10 déc. 1874, aff. Crédit agricole, D. P. 76. 2. 235; Rouen, 6 févr. 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 635). — Cette solution, adoptée par la majorité des auteurs, s'appuie sur des considérations très fortes, que l'arrêt précité de la chambre des

requêtes, du 17 nov. 1862, formule dans les termes suivants : « Si le prix des biens est employé à payer, en première ligne, les intérêts des créances garanties par privilège ou par hypothèque, courus depuis le jugement de déclaration de faillite, et que le restant du prix soit insuffisant pour acquitter le capital, le créancier viendra en concours, pour le reliquat de ce capital, avec la masse des créanciers, et les intérêts courus depuis la déclaration de faillite serviront à faire participer à la contribution dans la masse le créancier privilégié ou hypothécaire pour une somme égale au montant des intérêts, puisque, si l'attribution avait eu lieu d'abord sur le capital, la différence dans le reliquat serait moindre d'une somme égale à celle à laquelle s'élèveraient les intérêts ». Or, ajoute la cour, ce résultat est contraire à l'esprit de l'art. 445, dont l'objet est d'empêcher que l'actif de la faillite serve, directement ou indirectement, à acquitter des intérêts ayant couru depuis le jugement déclaratif (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2704; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 186, note 1; Alauzet, t. 7, n° 2492).

**572.** Les créanciers hypothécaires ou privilégiés ne peuvent réclamer les intérêts de leurs créances que sur les sommes provenant du gage qui leur est affecté; au regard des autres biens composant le patrimoine du failli, ils doivent être considérés comme de simples créanciers chirographaires, et subir la loi commune de l'art. 445. Ainsi, le créancier gagiste qui, se trouvant, pour une cause quelconque, dessaisi du gage, retombe au rang des créanciers chirographaires, ne saurait être admis à produire à la faillite pour les intérêts échus depuis le jugement déclaratif. Il en est ainsi, notamment, de la créance du locateur d'objets mobiliers, lorsque ces objets ne se retrouvent plus en nature dans les magasins du preneur. Et l'arrêt qui, en pareil cas, condamne le syndic à restituer au locateur lesdits objets ou à lui en payer la valeur avec les intérêts du jour de la demande, viole les art. 565 et 445 c. com. (*Civ. cass.* 27 mai 1879, aff. Syndics Tore et Poussin, D. P. 79. 1. 356). — Mais il en serait autrement si la faillite avait tiré profit des objets réclamés, si, par exemple, elle avait touché le prix de la sous-location consentie par le failli, et si elle s'était en un mot substituée au failli en continuant expressément ou implicitement le bail; la masse des créanciers serait ainsi devenue débitrice du bailleur (Même arrêt, motifs).

**573.** Les créances garanties par des cautions ou des coobligés ne cessent de produire intérêts du jour de la déclaration de faillite qu'à l'égard de la masse du débiteur failli. Les intérêts continuent de courir contre les codébiteurs non faillis (*V. Rép.* n° 1145).

Jugé que l'art. 445 c. com., d'après lequel le jugement déclaratif de faillite arrête, à l'égard de la masse, le cours des intérêts de toute créance non garantie par un privilège, par un nantissement ou par une hypothèque, ne met pas obstacle à ce que les paiements partiels émanés d'un coobligé du failli soient imputés d'abord sur les intérêts de la dette, s'ils n'ont pas cessé de courir contre ce coobligé, et subsidiairement seulement sur le capital; par suite, le créancier peut produire à la faillite pour le capital de sa créance, sous la déduction non de la totalité de l'acompte qu'il a reçu, mais de la portion de cet acompte non imputée sur les intérêts dus par le coobligé qui l'a payé (Angers, 24 juin 1868, aff. Caisse commerciale de la Sarthe, D. P. 68. 2. 147. *Comp. Rép.* n°s 1000 et suiv.).

**ART. 3. — Annulations de certains actes, suivant qu'ils ont une date antérieure ou postérieure à la faillite** (*Rép.* n° 266 à 345).

**574.** Nous n'avons pas à revenir sur l'économie générale des dispositions du code de commerce relatives aux actes accomplis par le failli antérieurement à la faillite déclarée, et au cours de la période suspecte, période embrassant tout l'intervalle de temps compris entre la cessation des paiements, dont la date est rétroactivement déterminée par le tribunal de la faillite (art. 441), et le jugement déclaratif, et même, pour certains actes, les dix jours qui ont précédé la cessation des paiements. Aucun changement n'a été apporté sur ce point à la loi de 1838 (c. com. art. 446 à 449)



depuis la publication du *Répertoire*, auquel nous renvoyons pour cette appréciation d'ensemble (n° 266 à 274).

La loi du 4 mars 1889 n'a introduit, tout au moins pour le cas de faillite déclarée, aucune modification dans le système actuel, qui repose essentiellement sur la division des actes émanés du failli, au cours de la période suspecte, en deux grandes classes : les uns nuls de plein droit au regard de la masse, en vertu d'une présomption absolue de fraude, les autres dont l'annulation est au contraire facultative pour le tribunal. Sur le point de savoir s'il existe, dans le cas de liquidation judiciaire comme dans le cas de faillite, une période suspecte, V. chap. 2, *suprà*.

Mais si la législation n'a pas varié, en revanche, les cas d'application des art. 446 et suiv. se sont-ils multipliés ; des difficultés nouvelles, engendrées surtout par le développement considérable des sociétés commerciales ou industrielles, et du crédit sous toutes ses formes, ont surgi dans la pratique. Aussi la jurisprudence a-t-elle pris, spécialement en cette matière, un développement considérable.

§ 1<sup>er</sup>. — Actes nuls de plein droit (Rép. n° 275 à 303).

**575.** Sont nuls de plein droit au regard de la masse : 1<sup>o</sup> tous les actes à titre gratuit ; 2<sup>o</sup> certains actes à titre onéreux particulièrement suspects, parce qu'ils enlèvent quelque chose au patrimoine du failli sans lui faire acquérir l'équivalent de ce qu'il perd, actes dont l'art. 446 donne une énumération limitative (Rép. n° 275). Pour les actes énumérés dans cet article, la période suspecte ne comprend pas seulement l'intervalle de temps compris entre la cessation des paiements et le jugement déclaratif, mais encore les dix jours qui l'ont précédée. On a maintes fois critiqué ce délai supplémentaire, emprunté, disait-on, à notre ancienne législation plutôt par routine que par réflexion. Conf. Massé, t. 2, n° 1215 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2729. Pour faire droit à ces critiques, le projet de loi élaboré en 1884 par la commission de la Chambre des députés, d'accord sur ce point avec le projet du conseil d'Etat, avait fait disparaître ce délai de dix jours ; mais la loi du 4 mars 1889 n'a pas reproduit cette modification de la loi de 1838.

Ce délai ne figure pas dans les lois étrangères les plus récentes, notamment dans le nouveau code de commerce italien de 1883 (art. 707) ; il a cependant été conservé par la loi belge (art. 445), et nous estimons, avec M. Renouard, (t. 1, p. 364) qu'il peut se justifier. Le législateur semble avoir voulu, par l'addition de ce délai supplémentaire, tracer une ligne de démarcation bien nette entre deux catégories d'actes : les uns, suspects par leur nature même, doivent être présumés frauduleux par cela seul qu'ils avoisinent la cessation des paiements, bien qu'à la date où ils ont été faits, l'embarras du débiteur ne fût pas assez caractérisé pour justifier le report de la faillite au delà de cette date ; les autres ne doivent au contraire être frappés que s'ils sont postérieurs à une cessation des paiements dûment constatée. Nous traiterons successivement, sous les paragraphes I à IV, des diverses catégories d'actes visées *in terminis* par l'art. 446 : donations, paiements, constitution d'hypothèque ou de gage. La question des jugements rendus contre le failli au cours de la période suspecte, se posant dans les mêmes termes sur l'art. 447, sera traitée sous le paragraphe 2.

**576.** — I. DONATIONS ET CONSTITUTIONS DE DOT ; LIBÉRALITÉS DÉGUISÉES ; TESTAMENTS (Rép. n° 276 à 282). — L'art. 446 (alinéa 2) est absolument général. On doit considérer comme nulle au regard de la masse toute donation quelconque, alors même qu'elle ne consisterait pas dans un transfert de propriété (Rép. n° 276. Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 704, note 1 ; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 216 ; Boistel, n° 944. — V. cependant, sur l'exception proposée relativement aux donations modiques ou rémunératoires : Rép. *op. loc.*). Ainsi, est nulle de plein droit au regard de la masse, par application de l'art. 446, toute cession à titre gratuit d'une créance ou d'un droit quelconque faisant partie de l'actif du failli. Il en est ainsi, en particulier, de la remise partielle d'une dette faite par le failli à l'un de ses débiteurs, quoique le failli ne l'ait consentie que pour être immédiatement payé du surplus de sa créance, et prolonger, à l'aide des fonds à lui versés, sa vie commerciale qui, sans ces fonds, eût été tout à coup arrêtée (Req. 6 août 1867, aff. Gammeron, D. P. 68. 1. 86). Jugé, de

même, que les conventions par lesquelles un commerçant failli (spécialement, le sous-traitant d'une entreprise de travaux publics) a consenti, pendant la période suspecte, à la résiliation pure et simple d'un traité, et renoncé à toute réclamation contre l'autre partie contractante, ne peuvent avoir d'effet contre la masse de ses créanciers, ni retirer au syndic le droit d'intenter telle action que réclame la gestion des intérêts de la faillite (Poitiers, 27 mars 1884, aff. Chauvront et Gautret, D. P. 86. 2. 17).

**577.** Est également nulle la cession gratuite, à un tiers, des droits et bénéfices résultant d'une assurance sur la vie dont le failli est titulaire, lorsqu'elle intervient postérieurement à la cessation des paiements du stipulant (V. sur ce point, et sur les conséquences de la nullité, *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 451 et 452). — Les créanciers ont intérêt à la faire prononcer, non seulement dans le cas où le décès du failli a rendu le capital exigible, mais même du vivant du failli : En effet, la cession une fois annulée, le bénéfice futur de l'assurance rentre dans le gage des créanciers, et le syndic, à la condition d'acquitter les primes, a qualité pour exiger de la compagnie, au décès de l'assuré, le capital de l'assurance (Paris, 5 mars 1873, aff. Faillite Pennequin, D. P. 74. 2. 104 ; Alger, 15 juin 1876, aff. Chardard, D. P. 78. 2. 116).

**578.** Que décider lorsqu'il s'agit non de la cession du bénéfice d'un contrat préexistant, mais d'un contrat d'assurances fait par le failli pendant la période suspecte ? En ce cas, une distinction s'impose : si l'assurance est faite au profit des héritiers, les créanciers n'ont même pas besoin de recourir à l'action révocatoire, car d'après la jurisprudence, le bénéfice du contrat n'a pas cessé d'être dans le patrimoine de l'assuré ; les créanciers héréditaires peuvent donc, à son décès, se faire payer sur le capital assuré, comme sur les autres valeurs héréditaires (V. *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 433). — Si la faillite précède le décès, la masse, prenant le lieu et place du bénéficiaire, peut continuer à exécuter le contrat pour conserver le droit de réclamer le capital à l'échéance, c'est-à-dire au décès du failli. — Mais pourrait-elle racheter l'assurance pour toucher immédiatement un capital, ou cette faculté de rachat n'est-elle pas, au contraire, un droit attaché à la personne ? V. sur ce point, *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 442.

**579.** L'assurance peut avoir été contractée au profit d'une personne déterminée. Il semble qu'elle constitue, en ce cas, une véritable libéralité faite par l'assuré au bénéficiaire et tombe, par conséquent, sous le coup de l'art. 446 (V. *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 452 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 704, n° 1, *in fine*). Cependant, ce point de vue est difficilement conciliable avec la théorie qui prévaut aujourd'hui en jurisprudence, et aux termes de laquelle le contrat d'assurance sur la vie, stipulant le paiement d'une certaine somme au décès de l'assuré au profit d'un tiers nommément désigné, a pour effet de saisir directement et immédiatement le bénéficiaire d'une créance contre l'assureur. Par une déduction de ce principe, la cour de cassation a décidé récemment que la déclaration de faillite de l'assuré, avec report de la cessation des paiements à une date antérieure à celle du contrat, ne saurait nuire à l'exécution de la stipulation contenue audit contrat au profit d'un créancier nommément désigné dans la police (Civ. rej. 27 mars 1888, aff. Dubois, D. P. 88. 1. 193).

La masse créancière ne saurait, en effet, être admise à revendiquer le bénéfice d'une créance qui n'a figuré à aucun moment dans le patrimoine du failli ; son droit se borne à la répétition du montant des primes acquittées des deniers du failli (Mêmes arrêts, motifs). Vainement objecterait-on que le maintien du contrat d'assurances est contraire au principe de l'égalité entre les créanciers, dans le cas où le bénéficiaire est lui-même un créancier ; cette égalité n'est vraiment rompue qu'autant que des avantages particuliers sont accordés à un créancier aux dépens des autres ; or, dans la solution consacrée par la cour suprême, la masse n'éprouve, à vrai dire, aucun préjudice, puisque le capital assuré n'a jamais figuré dans le patrimoine du débiteur et que les primes, seule valeur fournie par le failli et de ses deniers, sont rapportées à la faillite. Il n'y a donc place, en pareil cas, ni pour les art. 446 et 447, ni pour l'art. 564 (Mêmes arrêts, motifs).

**580.** Les exemples précédents démontrent que l'art. 446

est absolument général et qu'il frappe d'une nullité absolue, tous les actes à titre gratuit, sans distinction. Mais encore faut-il, pour qu'un acte tombe sous le coup de l'article, que cet acte soit véritablement à titre gratuit; or le *criterium* qui sépare l'acte à titre gratuit de l'acte à titre onéreux est parfois difficile à dégager. Une grave dissidence s'est élevée sur ce point entre la jurisprudence et une partie de la doctrine, au sujet du caractère juridique des donations faites par *contrat de mariage*, tant au regard du mari qu'au regard de la femme.

La question a été traitée au *Rép. v<sup>o</sup> Contrat de mariage*, n° 3170; *Faillite*, n° 276 et suiv.; *Dispositions entre vifs et testam.*, n° 2238 et suiv.; *Obligations*, n° 982 et suiv. On y reviendra *infra*, v° *Obligations*. Nous nous bornerons à indiquer ici que, d'après la jurisprudence qui a prévalu : 1° la constitution de dot doit être considérée, soit à l'égard du mari, soit même à l'égard de la femme, comme un acte à titre onéreux qui échappe, en conséquence, à l'application de l'art. 446, et dont la révocation ne peut être prononcée à l'encontre de l'époux de bonne foi, en vertu de l'art. 447 c. com. (V. notamment Req. 11 nov. 1878, aff. Effantin, D. P. 79. 1. 416); — 2° Les donations faites au mari doivent être, sous ce rapport, entièrement assimilées aux donations faites en faveur de la femme (V. notamment : Req. 18 janv. 1887, aff. Jau, D. P. 87. 1. 257).

Ces solutions sont généralement combattues par la doctrine et elles sont également écartées par la plupart des législations étrangères. C'est ainsi qu'en droit allemand, la constitution de dot, quand elle n'est pas annulée comme donation, tombe sous le coup de l'art. 24 de la loi fédérale du 10 févr. 1877 sur la failite, lequel annule au regard de la masse tous contrats à titre onéreux passés par le failli avec ses parents ou ceux de son conjoint en ligne ascendante ou descendante, à moins que l'autre partie ne prouve sa bonne foi. La loi hollandaise déclare nulle de plein droit au regard de la masse toute donation consentie par le failli dans les cent-vingt jours précédant la failite au profit d'un parent ou allié en ligne directe, et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré (Comp. Oudin, *Manuel de droit commercial français et étranger*, chap. de la failite). La constitution de dot est ainsi traitée plus rigoureusement que la donation ordinaire, pour laquelle le délai suspect est de soixante jours seulement.

**581.** Si la constitution de dot est réputée à titre onéreux, l'affectation hypothécaire consentie après le mariage par le constituant pour assurer le paiement de la dot est à titre gratuit alors qu'aucune sûreté spéciale n'avait été promise dans le contrat de mariage (Civ. rej. 22 août 1876, aff. Maufra, *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 343). Elle tomberait donc, sans aucun doute, sous l'application de l'art. 446.

**582.** Mais il en est autrement du rapport, par un commerçant failli, dans un partage fait depuis la cessation des paiements, de la dot à lui constituée et imputable sur la succession du prémourant de ses père et mère. Ce rapport est un paiement, tout successible étant légalement tenu de rapporter à ses cohéritiers les sommes ou effets recus du *de cujus* en avancement d'hoirie, et non pas une aliénation à titre gratuit, pouvant tomber sous l'application de l'art. 446 (Paris, 6 janv. 1875, aff. Fauvelle, D. P. 75. 2. 177. V. *infra*, v° *Succession*).

**583.** Il en est de même du paiement d'une amende due au Trésor par suite d'une condamnation encourue par le failli pour un fait antérieur à la failite. Ce paiement est l'acquittement d'une dette légale, et ne saurait évidemment, à aucun point de vue, être traité comme un acte à titre gratuit, bien qu'il ait pour résultat de réduire l'actif sans aucune compensation pour la masse. — Jugé en ce sens que l'état de failite de l'individu condamné à une amende ne fait pas obstacle à l'action de l'administration des douanes à fin de recouvrement de cette amende, alors que le crime qui a donné lieu à la condamnation a été poursuivi ou même seulement commis antérieurement à la déclaration de failite; ici ne s'applique pas l'art. 446 c. com. (Metz, 28 févr. 1856, aff. Metzger, D. P. 57. 2. 49. V. *Contrat*: Rennes, 27 déc. 1847, aff. Girard, D. P. 49. 2. 217. V. aussi *Rép.* n° 1059, et *supra*, v° *Douanes*, n° 599).

**584.** L'art. 446, étant général, n'annule pas seulement les actes ostensibles de donations mobilières ou immobilières,

mais encore toute disposition à titre gratuit déguisée sous la forme d'un acte à titre onéreux (V. *Rép.* n° 281; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 704). Ainsi, est nulle à l'égard de la masse, lorsqu'elle a eu lieu après la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, la cession faite par le failli de la clientèle d'un fonds de commerce, des baux des lieux et de la marchandise, alors que le prix stipulé s'appliquait exclusivement à la marchandise (Req. 5 avr. 1875, aff. Noël, D. P. 76. 1. 37).

Il peut aussi arriver qu'un acte qualifié d'acte à titre onéreux soit à titre gratuit pour partie, à raison de l'inégalité des prestations réciproques. La loi belge a prévu le cas; l'art. 445 de cette loi annule, en effet, comme actes à titre gratuit « les actes, opérations ou contrats commutatifs ou à titre onéreux, si la valeur de ce qui a été donné par le failli dépasse notablement celle qu'il a reçue en retour ». D'après certains auteurs, nos tribunaux peuvent donner la même solution (Conf. Renouard, t. 1, p. 367; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2733, p. 704, note 2). Elle est, en effet, conforme à l'esprit de l'art. 446, et pourrait, d'ailleurs, s'appuyer sur la disposition de l'article relative au paiement de *dettes non échues*: celui qui paye une dette à terme sans retenir l'escompte donne effectivement plus qu'il ne reçoit.

**585.** Il est très important de savoir si une donation se place ou non dans la période suspecte, car elle tombe, dans le premier cas, sous le coup de l'art. 446, et sous celui de l'art. 1167 dans le second cas (V. *infra*, § 6). Il était admis sans difficulté, lors de la publication du *Répertoire*, qu'une donation, quoique antérieure par sa date aux dix jours qui ont précédé la cessation de paiements du donateur, est nulle de droit, si c'est seulement après ces dix jours qu'elle a été acceptée, une donation ne devenant parfaite que par l'acceptation (*Rép.* n° 279. Conf. Demangeat, t. 5, p. 220, note; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2735, p. 707, n° 1; Boistel, p. 713, n° 944, note 1);... Ou, si l'acceptation, qui en a été faite par acte séparé, n'a été *notifiée* qu'après cette date, la notification étant également nécessaire pour que la donation soit réputée existante même vis-à-vis du donateur (Mêmes auteurs, et Demolombe, *Traité des contrats*, t. 2, n° 450).

**586.** Mais la donation d'un immeuble, faite et régulièrement acceptée avant les dix jours antérieurs à la cessation de paiements du donateur, ne peut être déclarée nulle, quoiqu'elle n'ait été *transcrite* que depuis cette époque, la transcription n'étant qu'une formalité extrinsèque du contrat (V. *Rép.* n° 279 et auteurs précités). Décidé toutefois, en sens contraire, qu'une donation d'immeuble faite avant la cessation des paiements du donateur, ne peut pas être transcrite après cette cessation des paiements, ou dans les dix jours qui l'ont précédée (Rouen, 7 avr. 1856, aff. Huvey, D. P. 59. 1. 481. Comp. *Rép.* v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 1557). Mais cet arrêt, contraire à une jurisprudence et à une doctrine constantes, ne saurait être approuvé.

En tout cas, la transcription doit, à peine de nullité de la donation à l'égard de la masse, être faite avant le *jugement déclaratif de la failite*. Cette solution est le corollaire obligé de l'art. 941 c. com., d'après lequel le défaut de transcription peut être opposé par *toutes personnes ayant intérêt*, formule large comprenant même les créanciers chirographaires quand ils ont pratiqué une mainmise sur l'immeuble (Req. 23 nov. 1859, précité). Or le dessaisissement du failli par le jugement déclaratif (art. 443), opère au profit de la masse des créanciers, la mainmise la plus énergique sur le patrimoine de leur débiteur commun (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2719; Demolombe, t. 20, n° 303; Aubry et Rau, § 209, n° 92; Boistel, n° 919 *in fine*).

**587.** On s'est parfois demandé s'il y a lieu d'annuler, par application de l'art. 446, les testaments faits avant, et produisant leur effet pendant la période suspecte (*Rép.* n° 280). La question nous paraît être sans intérêt: peu importe la date du testament, puisque d'après la règle *bona non sunt nisi deducto ære alieno*, les créanciers doivent toujours, au décès du testateur, être payés avant les légataires, sans être obligés, pour obtenir ce résultat, de faire annuler le testament (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2733, p. 705, n° 1).

**588.** — II. *PAYEMENTS* (*Rép.* n° 283 à 293). — L'art. 446 divise les paiements en deux classes : *payements de dettes échues*, *payements de dettes non échues*. Tandis que,

pour les premiers, la nullité est subordonnée au mode de libération employé, les paiements de dettes non échues sont nuls de plein droit dans tous les cas, quel qu'en soit le mode, et quelle que soit la nature de la dette, civile ou commerciale, peu importe (V. *Rép.* n° 283). De tels paiements sont, en effet, contraires au principe de l'égalité des créances devant le gage. Aussi la présomption de fraude est-elle absolue, et le créancier ne pourrait-il, même en prouvant sa bonne foi, échapper à l'action en rapport. — La plupart des lois étrangères contiennent une disposition analogue à notre art. 446; toutefois, le code allemand des faillites admet la preuve contraire contre la présomption qu'il édicte (art. 23).

**589.** — 1° *Paiements de dettes non échues.* — Tout paiement de dettes non échues, même en espèces ou en effets de commerce, est nul de droit lorsqu'il intervient au cours de la période suspecte. A plus forte raison, doit-on considérer comme nulle toute dation en paiement pour dettes non échues, quelque dénomination qu'on lui donne : vente, cession, transport, compensation ou novation. Jugé en ce sens que, dans les cas où, d'après la convention des parties, le prix de vente de marchandises est réglé mensuellement par la création de mandats tirés sur l'acheteur à six mois de date, sous la condition que le vendeur conserve ces valeurs en portefeuille, et avec faculté pour l'acheteur de les échanger contre des effets de commerce tirés sur des tiers, et d'anticiper ainsi sa libération, l'acheteur qui use de cette faculté fait une novation, puisqu'au lieu de devoir en vertu des factures du vendeur, il est désormais tenu en vertu des valeurs créées en couverture; par suite, une telle novation est nulle de droit, quand elle se produit au cours de la période suspecte, comme constituant un paiement de dette non échue (Trib. com. Amiens, 17 nov. 1885, *Recueil d'Amiens* 1886, p. 62). Et l'on prétendrait vainement qu'il y a dans l'espèce un compte-courant dont le reliquat serait toujours exigible (Même jugement).

**590.** Une dette est réputée non échue dans le sens de l'art. 446, et, dès lors, le paiement qui en a été fait durant la période déterminée par cet article est nul relativement à la masse, quoique l'échéance en fût antérieure au *jugement déclaratif* de la faillite, si elle n'était pas encore échue à l'époque du paiement (Dijon, 19 févr. 1867, aff. Gault, D. P. 68. 2. 139). Mais le paiement échappe à la prohibition de

l'art. 446, par cela seul que la dette se trouvait échue au moment où il a été fait : la loi n'exige pas que l'échéance soit arrivée avant la date de la *cessation des paiements* ou dans les *dix jours* qui l'ont précédée (Civ. cass. 17 févr. 1845, aff. Marion, D. P. 45. 1. 166; V. *Rép.* n° 307; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2738). Elle n'exige pas davantage que la dette ait été contractée pendant la période suspecte; c'est la date du paiement, et non celle de l'obligation qui doit seule être prise en considération (Civ. rej. 29 juin 1870, aff. Aubé, D. P. 71. 1. 289; Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2738). En tous cas, le paiement serait nul, si l'échéance et le paiement étaient postérieurs au jugement déclaratif. Décidé, à cet égard, que les paiements faits après échéance de billets échus postérieurement au jugement déclaratif sont nuls, quoique ce jugement ait été réformé sur opposition, s'il a été maintenu en appel (Req. 13 mars 1872, aff. Bizouard, D. P. 72. 1. 221).

**591.** Doit être considéré comme paiement de dette non échue, nul, s'il a été fait par le failli dans le temps prohibé, un paiement fait avant l'échéance, alors même qu'il s'agit d'une dette dont il serait d'usage d'anticiper le paiement, et, par exemple, du prix de la vente d'une coupe de bois dans les forêts de l'Etat (Dijon, 19 févr. 1867, cité *supra*, n° 590). Au surplus, le syndic qui a pris livraison, dans l'intérêt de la faillite, de marchandises vendues au failli, avant que le vendeur ait usé de son droit de revendication, peut poursuivre la nullité du paiement du prix que le failli a fait au vendeur avant l'échéance, en contravention à l'art. 446 c. com.; le vendeur objecterait vainement que le syndic doit, par l'effet de cette prise de livraison, être réputé avoir consenti à maintenir le paiement fait en vertu du contrat dont il a ainsi réclamé l'exécution (Même arrêt).

**592.** Est également nul, comme paiement de dette non échue : 1° le paiement qu'un commerçant, déclaré en faillite, après avoir obtenu des créanciers des délais pour opérer sa liquidation amiable, aurait effectué aux mains de l'un d'eux avant l'échéance fixée dans le pacte d'attribution, si d'ailleurs ce paiement est postérieur à la cessation des paiements (Nancy, 14 mai 1886) (1); — ... 2° Le paiement de bons ou reconnaissances souscrits par un banquier, et payables à un certain nombre de jours de vue (dix jours), s'il a eu lieu à première présentation et avant l'échéance des jours de

(1) (Abraham C. Faillite Bouillard.) — Le 27 janv. 1886, jugement du tribunal civil de Reims, jugeant commercialement, ainsi conçu : — « Considérant que, par jugement de ce siège en date du 6 janv. 1884 enregistré, Bouillard-Menneaon, banquier à Reims, a été déclaré en faillite; que, par jugement du même siège en date du 13 nov. 1884, maintenu sur opposition le 7 mars 1885, la date de la cessation des paiements de Bouillard a été reportée au 15 nov. 1874; — Considérant que Abraham, créancier de Bouillard, a reçu le paiement de sa créance (soit 7503 fr. 95 cent.) aux époques suivantes :

1° le 5 nov. 1874, 1276 fr. ci 1276; — 2°, etc.; — Que le syndic de la faillite, se basant sur les art. 446 et 447 c. com., conclut à ce que ces paiements soient déclarés nuls et de nul effet au regard de la masse comme ayant été faits depuis l'époque déterminée comme étant celle de la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée et à ce que le défendeur soit condamné à rapporter à la faillite ladite somme de 7503 fr. 95 cent. avec les intérêts à partir du jour de leur versement; — Considérant, sur le moyen tiré de l'art. 446, que le demandeur prétend que le paiement du 14 mai 1876 a été fait, par Bouillard, avant l'échéance, et doit, par conséquent, être annulé en vertu de l'article précité; — Considérant, en effet, qu'à la date du 15 mai 1874, Bouillard se trouvant dans l'impossibilité de faire face à ses engagements fit appel à ses créanciers, à l'effet d'obtenir d'eux des délais pour opérer sa liquidation amiable; qu'à cette date il convint verbalement avec tous ses créanciers, ainsi que le reconnaît le défendeur, que ceux-ci lui accorderaient un délai maximum de deux ans pour effectuer sa liquidation et que des répartitions seraient faites au marc le franc des créances, la première le 15 novembre suivant, et les autres de trois mois en trois mois; qu'il résulte de cette convention qu'en dehors des répartitions annoncées, les créanciers de Bouillard ne pouvaient exiger leur remboursement avant le 15 mai 1876, ainsi, du reste, qu'Abraham l'avait compris lui-même quand il a fait connaître à son débiteur son intention d'être remboursé; — Considérant que le défendeur, après avoir reçu divers acomptes qu'il devait considérer comme les répartitions prévues par la convention, ne pouvait exiger le solde de sa créance que le 15 mai 1876; qu'il l'a reçu le 14, ainsi du reste qu'il le reconnaît; qu'il en résulte que le paiement de 5032 fr. 50 cent.

ayant été fait avant l'échéance depuis la cessation des paiements, doit être annulé; — Considérant, sur le moyen tiré de l'art. 447, que cet article porte que tous paiements reçus du failli depuis la cessation de ses paiements, peuvent être annulés, si ceux qui ont reçu avaient connaissance de l'état de cessation de paiements de leur débiteur; qu'il résulte de ces dispositions que les tribunaux ont, à cet égard, un pouvoir souverain d'appréciation; — Considérant qu'Abraham reconnaît qu'il a concouru au contrat d'attribution du 15 mai 1874; — Considérant que les demandes de délais de la part d'un commerçant qui se déclare hors d'état de faire face à ses engagements constituent une preuve évidente de la cessation de ses paiements; qu'il résulte donc du concours d'Abraham au contrat dont s'agit qu'il a eu connaissance de la cessation des paiements de son débiteur; — Considérant, d'un autre côté, qu'il est constant que Bouillard n'a pu faire à tous ses créanciers les répartitions prévues par la convention du 15 mai 1874; que les paiements faits à Abraham sont donc préjudiciables à la masse; ... que dès lors, en raison de toutes les circonstances de la cause, il y a lieu pour le tribunal d'user de la faculté qui lui est accordée par l'art. 447; — Considérant que le paiement fait le 5 nov. 1874 a été fait avant la cessation des paiements; ... — Considérant que, de ce qui précède, il résulte que la demande devant être accueillie, sauf en ce qui concerne ce paiement montant à 1276 fr. 15 cent., la réclamation du syndic doit être réduite à 6227 fr. 80 cent.; qu'il y a donc lieu de condamner le défendeur à rapporter à la faillite ladite somme, avec les intérêts à compter du jour des versements, Abraham ne pouvant profiter des intérêts d'un capital qui n'aurait pas dû sortir de la masse; — Par ces motifs; — Déclare nuls... au regard de la masse les paiements faits à Abraham depuis le 15 nov. 1874; ... — Condamne, en conséquence, le défendeur à payer au demandeur es nom et qualités, la somme principale de 6227 fr. 20 cent., montant desdits paiements, avec intérêts tels que de droit, à partir du jour de chaque versement, etc. — Appel.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 14 mai 1886.-C. de Nancy.-MM. Serre, 1<sup>er</sup> pr.-Vallée et Mengin, av.

vue stipulés (Orléans, 26 juill. 1859, aff. Gombault, D. P. 59. 2. 156). Vainement prétendrait-on que, d'après les usages du commerce, les reconnaissances de cette nature équivalent à de véritables *bons de caisse* payables à présentation? Le contexte même de l'acte s'oppose à cette interprétation. Dès lors que le banquier ne pourrait être contraint de payer ces billets à présentation, avant l'apposition du visa et l'expiration du délai, son obligation est une dette à terme dans le plus stricte acception du mot; — ... 3° L'escompte, par un commerçant, de ses propres effets (V. *Rép.* n° 286); — ... 4° Le paiement d'une facture par un failli, avant l'échéance, lors même qu'il a eu lieu moyennant un escompte sur le prix (Paris, 28 juin 1877, aff. Denoël, D. P. 79. 2. 200. Conf. Pardessus, t. 3, n° 1140; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n° 146; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 221. *Comp. Rép.* n° 286). Toutefois cette solution est contestée, et plusieurs auteurs estiment, au contraire, que cette opération, très fréquente dans la pratique, ne tombe pas sous le coup de l'art. 446, parce qu'il est admis, dans les usages du commerce, que le bénéfice du terme accordé en cas de vente est l'équivalent de cet escompte (V. Locré, *Code de commerce*, t. 5, p. 192; Lainé, *Commentaires sur les faillites*, p. 64; Massé, t. 2, n° 1222).

**593.** L'art. 446 a été appliqué par la jurisprudence au cas où la provision d'une lettre de change créée antérieurement est fournie par le tireur, après la date assignée à la cessation de ses paiements. Cette hypothèse exige quelques explications. Avant d'y arriver, il est utile d'examiner le cas où la provision existe déjà lors de la création de la lettre de change.

Le commerçant qui a cessé ses paiements conserve la faculté de tirer des lettres de change sur les tiers qui, au moment où il les crée, sont, envers lui, débiteurs de sommes d'argent ou comptables de marchandises à réaliser. Il peut, en conséquence, céder au bénéficiaire qui lui verse la valeur de l'effet, soit le montant des créances qu'il a contre ces tiers, soit le produit des marchandises qu'il les a chargés de vendre pour son compte. Il y a là un simple contrat d'échange, dont la lettre de change est l'instrument, et qui ne tombe sous le coup d'aucune des prohibitions édictées par l'art. 446 c. com. en vue de maintenir l'égalité entre les créanciers d'un individu en état de cessation de paiements. Reste seulement à déterminer le sort de la cession ainsi faite par voie de souscription d'une lettre de change, pour le cas où le tireur a été ultérieurement déclaré en faillite.

La cession a pour objet la propriété d'une provision; or, on lit dans l'art. 116 c. com. : « Il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change. » La chose sur laquelle le porteur a un droit privatif, en sa qualité de cessionnaire, n'est donc pas déterminée *in specie*. Le tiré, qui, au moment de la création de la lettre de change, était débiteur d'une somme d'argent, ou comptable du produit de marchandises à réaliser, peut n'être plus ni débiteur, ni comptable envers le tireur, à l'époque de l'échéance. Le droit du porteur sur ce qu'on appelle la provision se réduit donc à une pure éventualité; c'est un droit essentiellement soumis à une condition suspensive, savoir, celle de l'existence de la provision aux mains du tiré, lorsque la lettre de change viendra à échéance. Ajoutons enfin que cette éventualité ne s'applique jamais qu'à une somme d'argent, quelle qu'elle ait été, au début, la nature de la provision. La théorie qu'on résume ici s'induit de la jurisprudence et de la doctrine dont les derniers documents sont retracés *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 82 et suiv.

De là une conclusion qui s'impose, quant au sort de marchandises existant encore chez le tiré lors d'un jugement déclaratif de la faillite du tireur survenue avant qu'elles n'aient été converties en argent. Ces marchandises, envisagées en elles-mêmes, font partie du patrimoine du failli; la somme à provenir de la vente que le tiré ou tout autre mandataire était chargé d'en faire, se trouvait seule affectée au remboursement de la lettre de change qu'elles couvraient. La déclaration de la faillite du tireur a entraîné la révocation de ce mandat. La transformation en argent, qui formait la condition suspensive du droit exclusif du porteur, ne peut

plus être poursuivie que par le syndic, et dans l'intérêt de la masse. Il faut donc, pour que l'affectation d'une provision en marchandises au profit du porteur soit définitive, que les marchandises aient été réalisées antérieurement à une faillite déclarée.

A la vérité, il est un cas où le tiré pourrait s'opposer à ce que le syndic procédât à une vente dont le produit reviendrait à la masse; c'est celui où son acceptation, faite sur la foi de la provision dont il était détenteur, aurait imprimé au mandat qui lui a été donné d'opérer cette vente, afin de le couvrir personnellement, en sa qualité de tiré accepteur, le caractère d'un mandat *in rem suam*, non révocable à son détriment. Mais le droit du porteur n'en sera pas modifié. Si le tiré peut vendre, à l'exclusion du syndic, c'est dans son intérêt propre, et non dans l'intérêt du porteur qui trouvera simplement le produit de la vente confondu dans les biens du tiré, devenu, par suite de son acceptation, débiteur direct et personnel de l'effet.

**594.** Passons maintenant à l'hypothèse où la provision a été fournie pour sûreté d'une lettre de change antérieurement tirée, et qui, dès lors, était dépourvue de provision lorsqu'elle a été souscrite. Dans une espèce où cette hypothèse s'était présentée, la cour d'Amiens, par un arrêt du 10 juin 1848, aff. Drevelle, D. P. 48. 2. 123, avait annulé la provision ainsi remise au tiré pour une lettre de change antérieurement tirée, comme constituant un nantissement, prohibé par l'art. 446 c. com. quand il s'applique à une créance préexistante. A l'appui du pourvoi formé contre cet arrêt, on faisait remarquer que le tireur, en fournissant la provision, ne fait qu'exécuter une obligation née de la lettre de change elle-même et n'encourt pas, dès lors, le reproche d'avoir consenti, après coup, à son créancier, une sûreté spéciale dont celui-ci était originairement dépourvu. Il est difficile, en effet, d'isoler la remise d'une provision, de la lettre de change pour sûreté de laquelle le tireur est tenu de la fournir, et, s'il est vrai qu'elle ait lieu à titre de nantissement, d'y voir autre chose que l'acte complémentaire d'une convention régulièrement intervenue, même avec un commerçant en état de cessation de paiements.

Aussi, la cour de cassation n'a-t-elle maintenu l'annulation de la provision litigieuse qu'en se plaçant sur un autre terrain. La nature d'une provision qui n'est acquise au porteur, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, que sous la condition suspensive de son existence, aux mains du tiré, quand la lettre de change lui sera présentée à l'échéance, ne se prête pas à l'application d'un contrat de nantissement dont la validité, à l'égard des tiers, est subordonnée, même en matière de nantissement commercial, à la mise en possession du créancier, et, si la chose donnée en gage est une créance, à une signification au débiteur. La constitution d'une provision n'est accompagnée, pour le bénéficiaire, d'aucune mise en possession, et, pour le tiré, d'aucune signification. La cour de cassation a décidé que la remise d'une provision postérieure à la création de la lettre de change équivaut à un paiement qui serait fait par le tireur au preneur ou au tiers porteur avec cette provision elle-même et à l'époque où elle a été fournie. C'est sous la qualification d'acte d'exécution assimilé à un paiement qu'une telle remise se relie à la lettre de change qu'elle est destinée à couvrir. La prohibition édictée par l'art. 446 contre les paiements émanés d'un commerçant en état de cessation de paiements lui devient donc applicable (Civ. rej. 17 déc. 1850, D. P. 51. 1. 29). — « Attendu, dit cet arrêt, que lorsque le tireur d'une lettre de change fait provision entre les mains du tiré, il dispose, dès ce moment, au profit du porteur éventuel, des valeurs qui seront aux mains du tiré à l'époque de l'échéance; — Attendu qu'une telle disposition constitue, de la part du tireur, une affectation définitive de valeurs destinées au futur paiement de la lettre de change, et consignée par lui entre les mains du tiré; qu'elle n'est valable et ne transfère la provision au porteur éventuel, qu'autant que le disposant, au moment où il l'a effectuée, a eu capacité pour la faire; — Attendu que la remise de marchandises destinées à servir de provision à une lettre de change, antérieurement tirée et non encore échue, équivaut à un paiement de dette non échue, effectué en marchandises; — Attendu que l'art. 446 c. com. déclare nul et sans effet, relativement à la masse, tout paiement d'une

dette non échue faite par le débiteur depuis la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui auront précédé; que le même article annule tout paiement, même pour dette échue, lorsqu'il a été fait, depuis la même époque, autrement qu'en espèces ou effets de commerce ».

Dans l'espèce sur laquelle ont été rendus les arrêts précités de la cour d'Amiens et de la cour de cassation, le tiré auquel la provision avait été remise n'était pas accepteur de la lettre de change. Une solution semblable a été donnée pour le cas où il y avait eu acceptation du tiré. Jugé que la remise faite au tiré qui a accepté une lettre de change à découvert, de la provision de cette lettre de change avant l'échéance, est nulle par application de l'art. 446, le tiré qui accepte une lettre de change sans en avoir la provision devenant créancier éventuel de la somme à verser au tiers porteur, et, par suite, la remise d'une provision qui lui est faite par le tireur avant l'échéance de la traite, constituant à son profit le paiement d'une dette non échue (Req. 30 mai 1859, aff. Jaubert, D. P. 59. 1. 462. V. encore dans le même sens : Civ. cass. 24 janv. 1860, aff. Syndic Galard-Boré, D. P. 60. 1. 71; Toulouse, 7 juin 1860 et 9 mars 1882; Amiens, 2 mai 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 468; Renouard, t. 1, p. 372. — *Contrà* : Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 256, note; Boistel, n° 945; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2740).

595. Au reste, il a été décidé que le commerçant en état de cessation de paiements, conservant le droit de vendre ses marchandises et d'en recevoir le prix, peut céder sa créance de vendeur au tiers qui lui en verse le montant, et, dès lors, en faire la provision d'une lettre de change par lui tirée sur son acheteur, et que ce tiers lui escompte. Une telle provision consistant dans une créance déjà existante contre le tiré au moment de l'émission de la lettre de change qu'elle couvre, et non dans des marchandises antérieurement remplacées par leur prix, il est indifférent que ces marchandises, qui faisaient l'objet d'une vente à livrer, n'aient été expédiées au tiré acheteur qu'après la création de l'effet, et ne soient même arrivées dans ses mains que depuis la déclaration de la faillite du tireur; la provision ne serait nulle, en ce cas, comme tardivement réalisée par une remise postérieure à la lettre de change, et équivalant alors à un paiement prohibé aux termes de l'art. 446 c. com., que si elle portait sur les marchandises elles-mêmes. En conséquence, le preneur a le droit de se faire payer sur le prix qui lui a été ainsi valablement affecté comme provision, à l'exclusion des autres créanciers de la faillite du tireur (Agen, 9 févr. 1884, aff. Marmeson, D. P. 82. 2. 239).

Dans l'espèce sur laquelle a statué cet arrêt, le syndic revendiquait lesdites marchandises sous prétexte qu'elles constituaient, en réalité, la provision affectée au banquier escompteur, et que ce dernier ne pouvait réclamer un droit privatif sur une chose dont le tireur ne s'était pas encore dessaisi, à titre de provision, au moment où il avait reçu du preneur le montant de sa traite, outre qu'elle n'était même arrivée aux mains du tiré, qu'à une époque où le tireur avait perdu le droit d'en disposer, par l'effet de la déclaration judiciaire de sa faillite. Cette prétention du syndic eût été acceptable si la provision avait réellement consisté dans les marchandises qu'il revendiquait, la loi ne voulant pas, comme on vient de le voir, qu'un commerçant en état de cessation de paiements affecte une provision quelconque à un preneur qui lui a versé antérieurement la valeur de la lettre de change, sans exiger qu'elle fût déjà couverte aux mains du tiers chargé d'en rembourser le montant. Le créateur de l'effet se dessaisit alors d'une provision dont il n'a plus à recevoir l'équivalent, et la jurisprudence assimile ce dessaisissement à un paiement de dette non échue prohibé par l'art. 446 c. com. Mais telle n'est pas la situation du commerçant qui, après avoir vendu des marchandises, tire une traite sur son acheteur, et la fait escompter. Quelle est, en ce cas, la véritable provision, et à quelle époque est-elle réputée existante? Ce ne peut être la chose même qui a été vendue au tiré. Celui-ci ne saurait être comptable, envers le tireur de marchandises dont une vente, supposée non contestée, lui a transféré la propriété; il n'est pas chargé de la réaliser pour l'acquittement de la traite; il en a la libre disposition. Ce dont il est redevable envers le tireur, et ce qui constitue, dès lors, la provision, telle que la définit

l'art. 116, c'est de son propre prix. Or, il en était débiteur au moment où la traite a été créée sur lui à raison précisément de sa dette d'acheteur. La provision n'est donc pas postérieure à la réception, par le tireur, de la valeur de cette traite. On est ici en présence d'une double opération de vente et de cession de prix, où tout a eu lieu à titre *commutatif*. La chose vendue et le prix cédé sont remplacés dans le patrimoine du tireur, savoir : la chose vendue, par une créance de vendeur et le prix, cédé au moyen de la souscription d'une lettre de change sur l'acheteur, par la somme reçue du preneur. Rien n'est sorti sans équivalent de l'actif que l'art. 446 c. com. sauvegarde contre les actes qui seraient de nature à détruire l'égalité entre les créanciers d'un commerçant dont l'état de cessation de paiements rend imminente une déclaration de faillite.

596. Toutefois, une solution différente a été admise dans une espèce semblable à celle qui a donné lieu à l'arrêt précité de la cour d'Agen. La provision d'une traite, créée par un commerçant en état de cessation de paiements sur un acheteur auquel il venait de vendre des marchandises non encore arrivées aux mains du tiré au moment de la création de cette traite, était revendiquée par le syndic de la faillite du tireur contre celui qui avait escompté la même traite, comme constituant une provision en marchandises dont la remise, postérieure à la création de l'effet qu'elles étaient destinées à couvrir, équivalait, de la part du tireur, à un paiement nul, aux termes de l'art. 446 c. com., soit comme effectué autrement qu'en espèces ou effets de commerce, soit comme s'appliquant à une traite non échue. La cour de cassation a décidé que la nullité d'une telle provision avait pu être prononcée, alors qu'il résultait des faits souverainement constatés par les juges du fond, que le caractère de provision en marchandises qui lui était attribué à l'appui de l'action en nullité n'avait pas été contesté, et que rien n'attestait, notamment, que le bénéficiaire eût soutenu que la provision litigieuse consistait, non dans les marchandises vendues, mais dans une simple créance de vendeur, qui, déjà subsistante lors de la souscription de l'effet, pouvait être affectée à son remboursement. Dans ces circonstances, il avait pu être jugé, en conséquence, que le tiré verserait son prix au syndic de la faillite du tireur, et non à l'escompteur de la traite créée sur lui (Civ. rej. 4<sup>re</sup> févr. 1888, aff. Bellamy, D. P. 88. 1. 213).

597. La question serait plus douteuse si un commerçant, après avoir cessé ses paiements, vendait des marchandises pour en céder le prix, comme provision d'une traite par lui tirée sur l'acheteur, non pas à un preneur qui en remet la contre valeur, mais à l'un de ses créanciers. On s'est demandé si une telle dation en paiement ne doit pas, en réalité, être qualifiée de paiement en marchandises, effectué sous la forme d'un paiement à faire sur une provision en espèces (V. *infra*, n° 620).

598. Pour savoir si la provision a été faite pendant la période suspecte, et si elle doit par suite être ou non affectée par préférence au porteur de l'effet, on doit s'attacher uniquement à l'envoi effectif des fonds ou marchandises constituant ladite provision. Jugé que le porteur ne peut se prétendre propriétaire d'une provision, fournie par le tireur au moyen d'une somme qu'un commissionnaire est chargé d'adresser au tiré, sur des marchandises qui lui sont expédiées à cet effet, si cet envoi a eu lieu *après la déclaration de faillite* du tireur, bien que l'ordre d'envoi soit antérieur à cette déclaration (Civ. rej. 20 mars 1850, aff. Bory, D. P. 50. 1. 403);... Ou que la lettre soit tirée à l'ordre du tireur lui-même pour compte de l'expédition par tel navire. Une telle lettre constate bien l'obligation pour le tireur de faire parvenir les marchandises entre les mains du tiré, mais ne saisit celui-ci ni de ces marchandises ni de cette valeur, et ne donne sur elles aucun droit au porteur, si le tiré ne les a pas reçues effectivement ni avant ni après la faillite du tireur (Civ. rej. 14 mai 1873, aff. Lafargue, D. P. 73. 1. 428). — Mais si le porteur s'est fait transmettre, par voie d'endossement régulier, le connaissance des marchandises expédiées au tiré pour servir de provision, il a, en vertu de cet endossement, et bien que le tiré ait refusé d'accepter la traite ainsi que le chargement à lui adressé, un droit exclusif sur cette provision, pourvu que l'endossement soit antérieur à la cessation des paiements du tireur



ou aux dix jours qui l'ont précédée (Civ. cass. 15 déc. 1856, aff. Gouin, D. P. 56. 1. 445; 17 août 1859, aff. Noël, D. P. 59. 1. 347). En conséquence, ce tiers porteur n'est pas tenu de rapporter à la faillite du tireur les sommes provenant de la vente des marchandises que concerne ce connaissance, alors même que cette vente n'aurait eu lieu qu'après le jugement déclaratif de faillite (Civ. cass. 15 déc. 1856 précité).

**599.** De même que le commerçant en état de cessation de paiements peut valablement créer une lettre de change au profit d'un tiers avec lequel il contracte, et céder ainsi à ce tiers le bénéfice de la provision qui y est affectée (V. *suprà*, n° 593), de même la négociation, par lui faite, d'une lettre de change dont il est porteur, avec affectation de la provision déjà existante dans les mains du tiré, ne tombe pas sous l'application de l'art. 446, lorsque cette négociation et cette affectation de provision n'ont pas pour objet le paiement de dettes antérieures non échues, mais sont le résultat d'opérations commerciales contemporaines de l'endorsement (Civ. rej. 20 juin 1854, aff. Syndic Bourdel-Eude, D. P. 54. 1. 305).

Jugé cependant que le transport consenti par un entrepreneur de travaux publics, au profit de la personne qui lui ouvre un crédit pour l'exécution de travaux par lui soumissionnés, de toutes les sommes qui pourront lui être dues pour prix desdits travaux, constitue, entre les parties contractantes, un paiement de dettes non échues, et à ce titre est nul, aux termes de l'art. 446 c. com., si, depuis, l'entrepreneur est tombé en faillite et que, l'ouverture de la faillite ayant été reportée à une époque antérieure, le transport se trouve avoir été consenti, soit depuis cette époque, soit dans les dix jours qui ont précédé (Paris, 24 févr. 1866, aff. Syndic Lauvernier, D. P. 67. 2. 78). Dans l'espèce, il n'existait pas de dette antérieure au transport; il eût donc été plus juridique de considérer ce transport, non comme un paiement de dettes non échues, mais plutôt comme un contrat synallagmatique et commutatif, ne tombant pas sous le coup de l'art. 446 (V. aussi : Note sous arrêt précité; Renouard, t. 1, p. 365).

**600.** En tous cas, l'art. 446 est inapplicable au paiement par le failli de la balance d'un compte courant composé de versements et prélèvements successifs; pendant la durée du compte, il n'y a ni créances ni dettes, il ne saurait donc être question d'un paiement (V. *infra*, n° 633 et V. *Rép.* n° 292).

**601.** Malgré la généralité de la disposition annulant les paiements de dettes non échues, une exception doit être admise pour le cas où une livraison d'objets individuellement déterminés aurait été faite par anticipation à un créancier d'ores et déjà propriétaire des corps certains, objet de la livraison (art. 1438). Lorsque la faillite n'est plus en présence d'un simple créancier de choses *in genere*, mais d'un propriétaire, l'annulation du paiement anticipé serait sans avantage pratique, puisque la masse, une fois remise en possession de l'objet, devrait aussitôt le restituer, sur la revendication du propriétaire (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2742; Pardessus, t. 3, n° 1139; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 318).

A plus forte raison, doit-on donner la même solution au cas où le failli serait débiteur de la restitution d'un objet, non pas *ex contractu*, mais *ex delicto*. Jugé, en ce sens, que le commerçant qui a obtenu une livraison de marchandises à l'aide de manœuvres constitutives du délit d'escroquerie doit être considéré comme n'en ayant jamais acquis la propriété; par suite, la restitution qu'il en a faite au propriétaire, après l'époque de la cessation de ses paiements, ne présente pas les caractères d'un paiement tombant sous l'application de l'art. 446 c. com. Ainsi le syndic de la faillite n'a pas le droit de demander le rapport à la masse des marchandises dont il s'agit, en se fondant sur ce que la restitution qui en a été consentie présenterait les caractères soit d'un paiement de dette non échue, soit d'un paiement de dette échue opéré autrement qu'en espèces ou effets de commerce; et si quelques-unes de ces marchandises ont été revendues à un tiers de mauvaise foi qui, après en avoir lui-même disposé, a versé son prix aux mains du propriétaire, le syndic ne peut pas non plus demander le rapport de ce prix, sous prétexte qu'il était dû au failli vendeur, le

tiers acquéreur n'ayant fait qu'acquitter une dette personnelle envers le propriétaire investi contre lui, à raison de sa mauvaise foi, d'une action en revendication (Lyon, 10 juill. 1862, aff. Sauvignet, D. P. 63. 2. 123, et, sur pourvoi, Civ. rej. 16 nov. 1864, D. P. 65. 1. 37). Ces arrêts ont fait une exacte application des principes. En l'espèce, le failli n'avait pu devenir propriétaire des marchandises dont il n'avait réussi à se faire mettre en possession que par des manœuvres frauduleuses; or, l'action en revendication triomphe toujours, même à l'encontre d'un détenteur en état de faillite.

Au surplus, la revendication eût-elle été impossible, par suite de la consommation des marchandises, que l'art. 446 serait demeuré sans application. La victime d'un délit d'escroquerie étant investie en tout cas contre le délinquant d'une créance en restitution immédiate, créance d'ores et déjà exigible, à quelque moment que la restitution des marchandises intervienne, elle n'est jamais que le paiement d'une dette échue (V. Civ. rej. 16 nov. 1864, aff. Coindet, D. P. 65. 1. 37).

**602.** La loi n'annule le paiement des dettes non échues qu'en cas de faillite. C'est toutefois une question délicate que celle de savoir si les effets légaux de la faillite, notamment ceux déterminés par les art. 446 et suiv., ne dérivent pas du seul fait de la cessation des paiements, sans qu'il soit besoin d'un jugement déclaratif (Comp. *Rép.* n° 119 et suiv.).

En tout cas, pour que la cessation des paiements ouvre à la masse les actions admises par ces articles, est-il au moins nécessaire que la faillite, si elle n'a pas été déclarée, soit susceptible de l'être. Jugé en ce sens que le débiteur principal peut remettre à la caution, notamment par voie d'endorsement, des valeurs destinées à la couvrir de son cautionnement, alors même qu'il se trouverait en état de cessation de paiements, si la faillite n'a pas été déclarée en temps utile, et notamment dans l'année du décès de ce commerçant (Req. 22 janv. 1868, aff. Huet, D. P. 68. 1. 168). Il est certain que, si la faillite eût été déclarée, cette remise devait tomber sous le coup de l'art. 446 (V. la note sur cet arrêt). Mais en fait il n'y avait pas eu déclaration de faillite, et même une telle déclaration était désormais impossible (c. com. art. 437). Restait un simple état de déconfiture; or l'art. 446 c. com. est inapplicable à la déconfiture, régie uniquement par l'art. 1467 c. civ.

**603.** — 2° *Paiements de dettes échues.* — A la différence des paiements de dettes non échues, nuls en tout cas s'ils interviennent au cours de la période suspecte, les paiements de dettes échues faits dans la même période se divisent en deux classes : les paiements faits autrement qu'en espèces ou effets de commerce, nuls de plein droit, et les paiements en espèces ou effets valables en principe (sauf application de l'art. 447). Sur les motifs de cette distinction, V. *Rép.* n° 287. Ce que la loi a entendu annuler, c'est la dation en paiement *lato sensu*, c'est-à-dire tout cet ensemble d'opérations suspectes de la part d'un individu en état de cessation de paiements, désignées, par l'art. 446 sous le nom de paiements par *transport, vente, compensation* ou autrement. — Réservant ce qui concerne le paiement par *compensation* et les remises en *compte courant*, nous traiterons successivement des paiements par *transport* ou par *vente*, et des paiements proprement dits, c'est-à-dire en espèces ou effets de commerce.

**604.** — A. *Paiements de dettes échues faits autrement qu'en espèces ou en effets de commerce.* — La loi annule tous les paiements de cette catégorie, par cela seul qu'ils ont lieu postérieurement à la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, alors même qu'il s'agirait d'une dette contractée antérieurement à la période suspecte (Civ. rej. 29 juin 1870, aff. Aubé, D. P. 71. 1. 289. Conf. Bédarride, t. 1, n° 121; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 239; Massé, t. 2, n° 1219). Peu importe également qu'ils aient été passés à une époque où le failli avait cessé d'exercer le commerce (Req. 29 déc. 1880, aff. Gérentet, D. P. 82. 1. 51)... Ou que le jugement qui a déclaré la faillite et fixé l'époque de la cessation des paiements du débiteur ait été rendu postérieurement au décès de celui-ci (Même arrêt).

**605.** Parmi les modes de paiement prohibés, figure en

premier lieu le paiement par *transport*. En d'autres termes, le débiteur ne peut se libérer en cédant à son propre créancier une créance dont il est lui-même investi contre un tiers (Orléans, 17 mai 1881, aff. Mery-Samson, D. P. 82. 2. 55). La prohibition est générale (exception faite pour le paiement en effets) et frappe toutes les cessions de créances sous quelque forme qu'elles se produisent. Ainsi, la *cession de créances* tombe sous le coup de l'art. 446... même quand elle est faite par un acte authentique (Orléans, 1<sup>er</sup> févr. 1853, aff. Paris, D. P. 54. 2. 222);... Même quand le cessionnaire a été régulièrement approprié de la créance, que le transport a eu lieu avec garantie de la part du failli, et que le paiement a été fait en espèces par le débiteur cédé (Caen, 18 juin 1872, aff. Verbeque, D. P. 73. 5. 259).

La cession de créance est également nulle lorsqu'elle résulte : 1<sup>o</sup> de la remise au créancier, par le failli, d'une reconnaissance de son débiteur, qui, ne constituant qu'une créance civile ordinaire, ne peut être assimilée à un effet de portefeuille (Orléans, 1<sup>er</sup> févr. 1853, précité); — 2<sup>o</sup> Ou de la remise des factures acquittées à encaisser chez un tiers (Aix, 2 déc. 1863(1); Bordeaux, 29 mars 1871, aff. Gièse, D. P. 73. 2. 213). Des factures acquittées, même accompagnées d'un mandat sur le débiteur, d'ailleurs non endossable, ne présentent aucune analogie avec un effet de commerce (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2750; Boistel, n° 951; Massé, t. 2, n° 1224; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 224). — Est nulle encore... la cession d'une police d'assurance consentie à l'un des créanciers (Req. 29 déc. 1880, aff. Garentel, D. P. 82. 1. 51);... — La *délégation*, par laquelle le failli charge son propre débiteur de payer le créancier (Civ. cass. 10 mai 1865, aff. Petit, Adam et comp., D. P. 65. 1. 230; 19 mars 1867, aff. Brouillet, D. P. 67. 1. 384; Req. 13 févr. 1877, aff. Desfranchais-Duverdier, D. P. 78. 1. 208).

A plus forte raison, doit-on déclarer nul à l'égard de la masse le paiement fait en vertu d'une délégation imaginaire, à l'existence de laquelle le *solvens* a cru fausement. Jugé, en ce sens, que les sommes remises par un débiteur du failli à un créancier de celui-ci, sans aucune disposition ni participation de sa part, doivent être rapportées à la faillite; et qu'il en est ainsi, spécialement, lorsque le débiteur du failli a cru, en payant sans ordre du failli, entre les mains de l'un de ses créanciers, exécuter une cession qui, en réalité, n'existait pas (Civ. rej. 29 juill. 1872, aff. Voruz, D. P. 72. 1. 222).

**606.** Sont également nulles, comme constituant paiement par transport : 1<sup>o</sup> l'attribution faite par le failli, dans un acte de partage, à ses copartageants, d'une somme lui revenant, pour les remboursements de droits de mutation par eux avancés et dont il est leur débiteur, ou pour les couvrir de poursuites auxquelles ils sont exposés à raison de dettes à lui personnelles, mais garanties par eux (Paris, 6 janv. 1875, aff. Fauvelle, D. P. 75. 2. 177); — 2<sup>o</sup> L'autorisation donnée par un mari tombé en faillite et par sa femme à leurs créanciers, de toucher le reliquat d'un prêt hypothécaire qui leur avait été consenti, une telle autorisation constituant un paiement par transport de leur créance sur le débiteur de ce prêt hypothécaire (Angers, 28 janv. 1871, aff. Dixneuf, D. P. 74. 2. 189);... Sans que le créancier ainsi payé puisse prétendre que le reliquat dudit prêt hypothécaire lui a été payé en l'acquit de la femme, et non en l'acquit du mari failli, en soutenant que le prêteur aurait pu se refuser de

verser les fonds à ce dernier à raison de son état de faillite; le prêteur, en effet, n'aurait pu se dispenser de verser les fonds qu'il avait promis, sous prétexte de la faillite de l'emprunteur (Même arrêt). Mais les deniers qui proviennent d'une succession échue de la femme d'un failli, mariée avec lui sous le régime de la communauté d'acquêts, et qui se trouvent entre les mains d'un tiers sans avoir jamais été remis aux époux, étant propres à la femme, l'emploi qu'elle en fait avec l'autorisation de son mari, pour payer les créanciers de celui-ci ne peut être critiqué par les syndics de la faillite, comme constituant un paiement par transport, fait par le mari tombé en faillite, d'une créance qui leur aurait appartenu contre le détenteur desdits deniers (Même arrêt).

**607.** Sur la question de savoir si une cession de créance consentie par le débiteur à son créancier antérieurement à la période suspecte doit être annulée, lorsque la signification de cette cession n'est intervenue que postérieurement à la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, V. *infra*, n° 635.

**608.** La prohibition de l'art. 446 n'est pas limitée à la cession de créance. Le failli ne peut pas davantage, au cours de la période suspecte, *donner en paiement* à l'un de ses créanciers, sous forme de vente ou autrement, des *marchandises* ou plus généralement des valeurs quelconques mobilières ou immobilières autres que des espèces ou des effets de commerce (V. *Rep.* n° 287). Sont donc nuls de plein droit les paiements en marchandises faits par le failli à l'un de ses créanciers, soit que l'opération affecte le caractère d'une vente dont le prix devrait se compenser avec la créance de l'acheteur (Poitiers, 27 mars 1884, aff. Chauvront, D. P. 86. 2. 17. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2754; Demangeat, t. 5, p. 231, note; Renouard, t. 1, p. 375; Boistel, n° 946 et 947; Alauzet, 3<sup>e</sup> éd., t. 7, n° 2504. *Comp. Rep.* n° 288); — ... Soit qu'elle affecte la forme d'un mandat donné au créancier de vendre lesdites marchandises pour en employer le prix à l'acquit de sa créance. Ainsi, est nulle la remise de valeurs de bourse (spécialement, d'obligations de chemins de fer) consentie par une banque en état de cessation de paiements, à un agent de change, créancier de ladite banque, avec mandat de vendre en bourse les titres cédés et de se payer sur le prix (Paris, 14 janv. 1882, aff. Syndic faillite Banque franco-hollandaise, D. P. 82. 2. 132).

**609.** La nullité de l'art. 446 frappe aussi de plein droit : 1<sup>o</sup> la restitution de marchandises que l'acheteur failli a faite aux vendeurs impayés (Paris, 18 août 1871, aff. Tencé, D. P. 72. 2. 80);... alors du moins qu'il en avait obtenu la vente et la livraison sans aucunes manœuvres frauduleuses (Même arrêt). S'il s'était au contraire rendu coupable de manœuvres constitutives du délit d'escroquerie, il ne fût pas devenu propriétaire des objets livrés, et par suite la restitution volontaire qu'il en pourrait faire ne saurait être critiquée par la masse (Civ. rej. 16 nov. 1864, cité *supra*, n° 601); — 2<sup>o</sup> La restitution, faite par l'acheteur failli à son vendeur non payé, de marchandises que celui-ci avait, avant la cessation des paiements, expédiées et livrées pour le compte du failli à un tiers chargé de leur faire subir une préparation (Besançon, 28 mars 1855, aff. Robbe, D. P. 55. 2. 324); — 3<sup>o</sup> Le paiement fait par le failli, pendant la période suspecte, au moyen de la vente à réméré d'un de ses immeubles (Req. 20 nov. 1871, aff. Keittinger, D. P. 72. 1.

(1) (Schlegel C. Syndic Goyon). — LA COUR; — Attendu... que la cessation des paiements de Goyon étant fixée au 28 juin 1859, les paiements faits par lui à Schlegel le 23 du même mois de juin ne rentrent plus sous l'application de l'art. 447 c. com., mais seulement sous celle de l'art. 446, comme ayant eu lieu dans les dix jours qui ont précédé la date de la cessation des paiements; — Attendu que la dette acquittée par Goyon le 23 juin 1859 était échue depuis le 14 du même mois; que, dès lors, aux termes dudit art. 446, ce paiement ne peut être annulé qu'autant qu'il aurait été fait autrement qu'en espèces ou en effets de commerce; — Attendu que le paiement dont il s'agit a été fait en effets de commerce, sauf pour une somme de 2497 fr. 20 cent., pour laquelle Goyon a remis à Schlegel les factures acquittées sur Rat et Giraud de Toulon; — Attendu que, par l'art. 446, le législateur a fait une exception en faveur des dettes échues, mais qu'il a limité cette exception au paiement en espèces ou en effets de commerce; que les cessions ou transports indiqués dans la pre-

mière partie de l'article n'ont pas été rappelés à la fin; que, dès lors, le législateur les a positivement exclus de l'exception; — Attendu que la remise des factures acquittées n'est qu'une cession ou transport d'une créance; que Schlegel ne peut donc invoquer le bénéfice de l'exception; — Attendu que l'art. 1167 c. civ. ne saurait recevoir son application dans la cause actuelle; que Schlegel a agi avec une entière bonne foi; que, créancier de Goyon pour une dette importante échue depuis plusieurs jours, il n'a fait qu'user légitimement de son droit en exigeant le paiement; que ce n'est que quatre ans après, et devant la cour seulement, qu'on essaye d'invoquer une fraude qu'on n'a pas même indiquée devant les premiers juges et que toutes les circonstances de la cause repoussent; — Par ces motifs; — Condamne Schlegel à rapporter à la masse de la faillite la somme de 2497 fr. 20 cent.

Du 2 déc. 1863. — C. d'Aix. — MM. Marquézy, pr. — Lescouvé, av. gén. — Tassy et Pascal Roux, av.

188). Le paiement en immeubles est même plus suspect que le paiement en marchandises; le règlement en marchandises peut effectivement être conforme aux usages des parties, tandis que la dation en paiement d'un immeuble, avec ou même sans clause de rachat, est presque toujours l'indice d'un embarras pécuniaire faisant présager la faillite (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2754, note 3).

610. Plusieurs applications intéressantes de l'art. 446 ont été faites par la jurisprudence au règlement, en effets de communauté, des reprises de la femme du failli après dissolution de cette même communauté par l'un des modes légaux, spécialement par la séparation de biens judiciaires. Une distinction essentielle doit être faite, à cet égard, entre la femme acceptante et la femme renonçante. Relativement à la femme acceptante, il a été jugé que, le partage n'étant pas au nombre des actes que la loi déclare nuls, lorsqu'ils ont été passés par le failli pendant la période suspecte, et la femme acceptante prélevant ses reprises sur les biens communs à titre de partage (art. 1471), les créanciers de son mari tombé en faillite ne peuvent attaquer en vertu des art. 446 et 447 l'attribution immobilière ou mobilière qui lui a été faite pour la couvrir de ses reprises (Bordeaux, 4 avr. 1876, aff. Brechelière fils, D. P. 79. 2. 265-267).

Mais cette solution est contestable, et nous estimons, au contraire, avec la majorité de la jurisprudence, que l'attribution de valeurs communes à la femme par le mari en état de cessation de paiements n'est pas opposable à la masse. Il est exact que le partage ne tombe pas sous le coup de l'art. 446 (pour l'art. 447, V. *infra*); mais il n'en résulte nullement que la remise de valeurs communes à la femme d'un failli, en paiement de ses reprises liquidées, doive échapper à la nullité édictée par cet article. En effet, cette remise est moins un partage qu'une opération préliminaire de partage (V. Aubry et Rau, t. 5, § 511, n° 13), et l'on ne peut nier qu'elle constitue, en définitive, un mode particulier de paiement des créances de la femme. En admettant même que la femme, en ce cas, se comporte plutôt comme copropriétaire et copartageante que comme créancière, le prélèvement qu'elle exerce n'en devrait pas moins tomber sous le coup de la loi, en présence des art. 559 et 560 c. com. Si, d'après ces articles, la femme ne peut revendiquer avec succès contre la faillite les biens meubles ou immeubles dont elle se prétend propriétaire exclusive, à moins de prouver directement son droit par les modes limitativement indiqués, à plus forte raison ne peut-elle se prévaloir contre la masse d'un règlement par lequel elle aurait reçu en paiement, au cours de la période suspecte, des valeurs communes faisant partie du gage des créanciers du mari. — Jugé en ce sens que, bien qu'en principe la femme commune dont les propres ont été aliénés puisse exercer son droit de reprise à titre de propriétaire lorsqu'elle accepte la communauté, la femme d'un commerçant failli n'a cependant pas le droit d'opérer le prélèvement de ses reprises, par préférence aux créanciers du mari, sur les effets mobiliers qui, aux termes de l'art. 560 c. com., se trouvent acquis à ces créanciers, soit par suite de leur confusion dans les biens de la communauté, soit parce qu'il n'a pas été dressé d'inventaire ou d'acte authentique constatant que la femme se les est constitués par contrat de mariage ou qu'ils sont advenus par succession, donation ou testament. En conséquence, la dation en paiement de ces effets mobiliers faite par le mari à la femme, postérieurement à l'époque de la cessation de ses paiements, est nulle, comme contraire aux dispositions des art. 446 et 560 c. com. (Bordeaux, 29 avr. 1853, aff. Syndic Grataud, D. P. 54. 2. 1, et sur pourvoi, Req. 24 janv. 1854, D. P. 54. 1. 81; Tropolong, *Contrat de mariage*, n° 1050). Et cette nullité doit atteindre même la dation de meubles que le failli aurait faite à sa femme en paiement de ses droits liquidés par son jugement de séparation de biens, surtout si ce jugement est lui-même postérieur au jour auquel a été reportée

l'ouverture de la faillite (c. civ. art. 1593 c. com. et 446, Mêmes arrêts). Au surplus, la femme n'étant pas présumée, en cas pareil, avoir ignoré le mauvais état des affaires de son mari, la dation en paiement pourrait toujours être annulée en vertu de l'art. 447 (Mêmes arrêts).

A plus forte raison, cette solution s'impose-t-elle depuis que la cour de cassation, par son arrêt des chambres réunies du 16 janv. 1858, aff. Moinet, D. P. 58. 1. 5, a abandonné sa jurisprudence antérieure sur l'art. 1471 c. civ., qui reconnaissait en principe à la femme, et sauf exception pour le cas de faillite (V. Req. 24 janv. 1854 précité), le droit d'exercer ses prélèvements sur la masse commune à titre de propriétaire. S'il est vrai, comme le décide aujourd'hui la jurisprudence et la doctrine dominantes (V. *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 834 et suiv.), que la femme, après la dissolution de la communauté, n'exerce ses prélèvements qu'à titre de créancière, sans être investie, même en dehors du cas de faillite, d'aucun droit de préférence à l'encontre des autres créanciers, les remises de valeurs mobilières ou immobilières qui lui sont faites en paiement de ses reprises constituent bien évidemment une dation en paiement, prohibé par l'art. 446 (Conf. Trib. com. de Marseille, 20 mai 1886, *Recueil de Marseille*, 1886. 213. V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3046, note 2).

En tout cas, la question n'est même pas discutable pour la femme renonçante. L'attribution de valeurs communes à une femme renonçante, pour la remplir de ses reprises, ne peut évidemment être soustraite à l'application de l'art. 446 sous couleur de partage, puisqu'il ne peut être question de partage en cas de renonciation de la femme, le mari devant dès lors être considéré comme propriétaire exclusif de la communauté (Rennes, 17 juin 1853, aff. Rolland, et Caen, 25 juill. 1853, aff. Pithou, D. P. 54. 2. 4).

Par la même raison, le paiement des reprises de la femme même acceptante, en biens propres du mari, présentant le caractère d'une dation en paiement pure et simple, doit tomber sous le coup de l'art. 446. Ainsi est nulle, lorsqu'elle intervient au cours de la période suspecte, la cession d'un fonds de commerce, faite par un mari à sa femme judiciairement séparée de biens, en paiement de ses reprises régulièrement liquidées (Trib. com. Marseille, 20 mai 1886, précité),... ou la cession, dans les mêmes conditions, d'un immeuble propre au mari (Bordeaux, 4 avr. 1876, aff. Brechelière fils, D. P. 79. 2. 265).

611. La cessation des paiements ne rendant pas le débiteur incapable de faire le commerce, toute remise de valeur ou même de marchandises faite de bonne foi par le failli dans la période suspecte est valable, si elle constitue non pas une dation en paiement, mais bien l'exécution d'un acte de commerce, d'une opération commerciale licite et faite dans les conditions ordinaires, alors même qu'elle aurait pour résultat l'extinction d'une dette du failli (Renouard, t. 1, p. 375; Pardessus, t. 3, n° 1439; Bédarrides, t. 1, n° 146 bis et 147; Alauzet, t. 4, n° 1686; Demangeat, t. 4, p. 230). — Jugé en ce sens que l'art. 446 est inapplicable : 1° au fait, par le commerçant qui a vendu certaines marchandises se trouvant dans ses magasins, d'avoir livré à l'acheteur d'autres marchandises de même nature, ce fait constituant, malgré la non-identité de la chose vendue et de celle livrée, l'exécution pure et simple de son marché, et non un paiement en marchandises (Req. 31 mars 1868, aff. Syndic Binaud, D. P. 69. 1. 292); — 2° Aux livraisons de marchandises faites par un commerçant dans les dix jours qui ont précédé la cessation de ses paiements, en exécution d'un contrat antérieur par lequel il s'était engagé à procéder à ces livraisons jusqu'à concurrence du montant des avances en numéraire à lui faites, ces livraisons devant être considérées comme l'exécution régulière d'un marché à livrer, et non comme un paiement en marchandises (Nîmes, 9 nov. 1863) (1); — 3° Au paiement, reçu par un créancier postérieurement à la cessation des paiements, des mains d'un banquier que le failli avait chargé, antérieurement à la période suspecte, de recouvrer

(1) (Laprade et Faure C. Laprade et Forestier.) — Le 29 juin 1861 intervint une convention d'après laquelle la société Laprade père et comp. avançait à la maison Laprade et Forestier une somme de 106000 fr., à charge par cette dernière de lui livrer

jusqu'à concurrence de la soie ouvrée à 85 fr. le kilo. Laprade et Forestier ayant été déclarés en faillite le 25 sept. 1861 et l'ouverture de la faillite ayant été reportée au 12 du même mois, les syndics demandèrent le rapport des diverses livraisons

certaines valeurs pour le compte dudit créancier (Civ. rej. 16 août 1869, aff. Legoux, D. P. 69. 1. 520). Ces valeurs étant, par suite de leur affectation spéciale au profit d'un créancier, devenues sa propriété, étaient, en effet, irrévocablement sorties du gage des créanciers du remettant; — 4<sup>e</sup> Au cas où le créancier stipule par contrat passé devant notaire, son paiement en marchandises, bien qu'il s'agisse d'une dette antérieurement contractée, si le débiteur cède ainsi ses marchandises dans des conditions équivalant à une vente sérieuse telle qu'elle aurait pu être faite à un tiers sans détriment pour son actif (Aix, 1<sup>er</sup> juin 1886, *Journal des faillites*, 1886, 284); — 5<sup>e</sup> A la remise des valeurs mobilières, faite par un failli pendant la période suspecte, lorsque cette remise n'est que la restitution, en titres de même nature et valeur, d'un prêt de consommation à lui fait plusieurs années avant sa faillite, et qu'aucun terme n'avait été fixé pour cette restitution, dont l'époque avait été abandonnée à la volonté du prêteur. Celui-ci ne saurait être tenu de rapporter ces valeurs à la masse de la faillite... ni en vertu de l'art. 446 c. com., cette remise ne pouvant être considérée comme une dation en paiement ni un mode de libération interdit par cet article (Req. 17 juill. 1883, aff. Faillite Mousseaux, D. P. 84. 1. 183);... ni en vertu de l'art. 447, s'il est constaté que le prêteur remboursé ne connaissait pas la cessation de paiements de son débiteur (Paris, 4 mars 1881, même affaire, D. P. 84. 1. 183).

Sont aussi valables les paiements, même faits autrement qu'en argent (par exemple, au moyen d'une cession) par un non-commerçant tombé en déconfiture, encore bien que le créancier qui a reçu ces paiements eût connaissance de l'état de déconfiture de son débiteur. Les art. 446 et 447 ne disposent en effet qu'en vue de la faillite; les actes faits par un non-commerçant en déconfiture restent soumis au droit commun de l'art. 1167 c. civ. (Caen, 24 juill. 1857, aff. Lépicié, D. P. 58. 2. 12).

612. D'autre part, l'art. 446 est inapplicable à la *novation*, cette opération juridique différant essentiellement du paiement, ainsi que de la dation en paiement par voie de cession-transport (Orléans, 16 juin 1852, aff. Chavanon, D. P. 54. 2. 222). Ainsi, l'acte intervenu entre le créancier et son débiteur, postérieurement à la cessation des paiements de ce dernier, et par lequel la dette, même échue, mais non payée, a été convertie en rente viagère, ne tombe pas sous l'application de l'art. 446 (Même arrêt). Et l'hypothèque consentie pour sûreté de la nouvelle dette n'est pas nulle, à moins qu'il ne soit prouvé que la nouvelle convention a été, pour les parties, un moyen détourné de se soustraire aux prohibitions de la loi (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2752, note 4). — Jugé, de même, que la souscription, faite par un commerçant en état de cessation de paiements, de billets qu'il a remis à l'un de ses créanciers, en échange de traites qu'il avait tirées sur des tiers au profit du même créancier, constitue un acte à titre onéreux, qui ne tombe pas sous l'application de l'art. 446 c. com.; et ne peut être annulé en vertu de l'art. 447, lorsque la bonne foi de ce

créancier est constatée (Req. 10 juin 1873, aff. Véron, D. P. 74. 1. 83).

De même, lorsque le commerçant à qui la marchandise vendue a été expédiée convient avec l'expéditeur, avant l'arrivée de la marchandise, qu'il la recevra, non plus à titre de vente, mais pour l'exploiter au compte de l'expéditeur qui en reste propriétaire, il se forme un contrat nouveau, non susceptible d'être attaqué par le syndic de la faillite du destinataire, comme constituant un paiement en marchandises (Toulouse, 16 nov. 1885, *Gazette des tribunaux du Midi*, 14 mars 1886). On doit considérer cette convention nouvelle comme un contrat synallagmatique ayant eu pour effet de convertir la vente en *louage d'industrie*, et ne donnant ouverture à aucune action en rapport au profit de la masse (Même arrêt).

613. — B. *Paiements de dettes échues faits en espèces ou effets de commerce*. — En déclarant nuls tous paiements de dettes même échues faits autrement qu'en espèces ou en effets de commerce, l'art. 446 valide *ipso facto* pour les dettes échues, ces deux derniers modes de paiement (Rép. n° 263). Est valable, tout d'abord, le paiement en espèces, c'est-à-dire en numéraire. Spécialement l'art. 446 est inapplicable au paiement en numéraire, fait du consentement d'un entrepreneur de travaux en faillite, moins de dix jours avant la cessation de ses paiements, au sous-entrepreneur par le tiers pour le compte duquel sont exécutés les travaux (Metz, 21 nov. 1865) (1).

614. Strictement, cette expression *paiements en espèces* ne s'applique qu'au paiement en numéraire. Il n'en est pas moins certain que, si la chose due est autre chose que de l'argent, la prestation de la chose due, à l'échéance, constitue un paiement valable; il en serait ainsi, par exemple, de la livraison, par un commerçant, des marchandises même qu'il s'est obligé à fournir par un contrat régulier (V. Massé, t. 3, n° 1224; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2745). Est valable, en tout cas, le paiement effectué au moyen de l'escompte des effets que le débiteur a en portefeuille; il importe peu que les effets négociés par le débiteur soient par lui remis à un tiers qui les lui escompte ou directement à son propre créancier qui, en les escomptant, s'en applique le montant (Lyon, 26 janv. 1886, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 16 juill. 1886). Dans le premier cas, il y a paiement en espèces, dans le second, paiement en effets; or, ces deux modes sont réguliers. — Doit-on assimiler à un paiement en espèces la délivrance du bordereau de collocation, effectuée pendant la période suspecte, en vertu d'un jugement d'ordre qui a acquis l'autorité de la chose jugée? (V. *infra*, n° 687).

615. *Quid des coupons d'actions au porteur?* Il est certain que ces coupons, même échus, ne peuvent être considérés comme équivalant à des espèces, s'il est constaté en fait que la valeur réelle desdits coupons dépend de l'issue incertaine de la liquidation de la société qui a émis les titres (Metz, 26 mai 1868, Syndic Aubé, D. P. 70. 2. 67, et sur pourvoi, Civ. rej. 29 juin 1870, D. P. 71. 1. 289). Mais s'il s'agissait de coupons échus d'une société non dissoute,

faites avant cette date ou dans les dix jours qui l'avaient précédé, comme constituant des paiements faits autrement qu'en espèces ou en effets de commerce. Par jugement du 9 mai 1863, le tribunal de commerce d'Alais rejeta la demande en ce qui concernait la première livraison et l'admit, au contraire, pour la seconde : — « Attendu, dit ce jugement, que l'envoi du ballot expédié le 7 sept. 1861 est l'exécution du marché de soie à livrer intervenu le 29 juin 1861, et ne peut pas être considéré comme un paiement fait en marchandises; — Attendu que le second ballot expédié l'a été le 16 septembre suivant, c'est-à-dire quatre jours après la cessation des paiements des sieurs Laprade et Forestier, et qu'à cette date Laprade père et Faure et comp. avaient connaissance de la cessation des paiements de Laprade Forestier ». — Appel principal par Laprade père, Faure et comp. et appel incident par le syndic. — Arrêt.

La cour; — Adoptant les motifs, etc. — Confirme. Du 9 nov. 1863. — C. de Nîmes, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Goirand de Labaume, 1<sup>er</sup> pr.-Blanchard, subst.-Rédarès et Balmelle, av.

(1) (Royon et Membré C. Syndic Oury et Drouin.) — La cour; — Attendu qu'il est établi que les sieurs Oury et Drouin, entrepreneurs associés pour la construction du pont de Homécourt, ont fait avec Royon et Membré une convention verbale, concernant

les travaux d'un devis supplémentaire pour divers terrassements et remblais; que les appelants ont exécuté ces travaux, et que, pour en assurer le paiement, ils ont, en vertu du droit spécial et privilégié qui leur appartient, formé une saisie-arrêt entre les mains du receveur municipal de la commune de Homécourt; — Attendu que, pour réaliser sans autres frais les effets de cette saisie-arrêt, Royon et Membré se sont transportés à Homécourt dans le courant du mois de janvier 1863, et là, avec l'assistance et sous la signature d'Oury et de Drouin, ont touché des mains du receveur municipal une somme de 2000 fr.; — Attendu qu'il résulte des documents du procès que cette somme a été appliquée exclusivement aux travaux de terrassement confiés à Royon et Membré, et alors exécutés par eux, et que le paiement qui en a été effectué, considéré dans les rapports des appelants, soit avec l'Administration, soit avec les entrepreneurs, constitue un paiement en espèces pour une dette échue, lequel n'est pas atteint par les dispositions de l'art. 446 c. com.; — Attendu qu'il n'est nullement établi que Royon et Membré aient, par des conventions particulières, renoncé en tout ou en partie à leurs droits;

Par ces motifs, réformant, etc.

Du 21 nov. 1865. — C. de Metz-MM. Alméras-Latour, 1<sup>er</sup> pr.-de Pierrefitte, av. gén.-Alfred Faultrier et Ramond, av.

donnant droit à une somme déterminée, peut-être viendrait-il de donner une autre solution, de tels coupons étant souvent, en pratique, assimilés au numéraire. Toutefois, en droit strict, on ne peut nier que la remise d'un coupon ne constitue une dation en paiement, nulle à ce titre (V. dans le sens de la nullité, Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2751, note 1). En tout cas, la dation en paiement de coupons échus ne saurait être validée comme paiement en effets de commerce. Les coupons de titres au porteur, pas plus d'ailleurs que les titres eux-mêmes (actions ou obligations), ne peuvent être qualifiés d'effets de commerce (Metz, 26 mai 1868, précité; Paris, 14 janv. 1882, Syndic de faillite Banque franco-hollandaise, D. P. 82. 2. 132). En effet, les actions ou obligations, valeurs de bourse, sujettes aux fluctuations du marché, diffèrent essentiellement du numéraire ou de la monnaie fiduciaire, par leur valeur mobile et indéterminée; la remise de ces valeurs en paiement n'est donc qu'une dation en paiement, nulle de droit, d'après l'art. 446 (Metz, même arrêt. V. cependant en sens contraire, Laurin, n° 1001).

**616.** Les effets de commerce, dont la remise peut être faite valablement même au cours de la période suspecte, sont donc uniquement les valeurs de circulation dont la négociation est soumise aux règles tracées par le code de commerce. — Cette définition s'applique tout d'abord aux *lettres de change* et aux *billets à ordre*. Et il faut entendre par *paiement en effets*, dans le sens de l'article, non pas seulement ceux que le débiteur aurait reçus de tiers, par voie de souscription ou d'endossement, mais encore les lettres de change qu'il aurait lui-même créées sur des tiers à raison de sommes à lui dues par les tirés. C'est ce qu'a décidé la chambre civile, dans un arrêt de cassation du 10 mai 1865, aff. Petit, D. P. 65. 1. 230 (V. conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2747, note 2; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n° 151 et suiv.; Boistel, n° 950).

Dans cette même affaire, l'arrêt attaqué (Amiens, 12 juill. 1862) avait refusé de considérer comme un paiement en effets de commerce, dans le sens de l'art. 446 c. com., la souscription, par un débiteur, au profit de son créancier, d'une lettre de change qu'il a créée lui-même, fût-elle couverte, dans les mains du tiré, par une provision en espèces. Affecter au remboursement d'une créance une somme due par un tiers, « c'est, dit cet arrêt, disposer de cette somme, qui n'est pas encore dans la caisse du failli, et créer une espèce de nantissement au profit du porteur, qui ne reçoit son paiement ni en espèces, ni en effets de commerce, propriété équivalant à des espèces pour celui qui paye, comme pour celui qui reçoit le paiement ». En d'autres termes, le débiteur ne pourrait, dans le système de la cour d'Amiens, payer qu'en espèces à sa disposition dans sa caisse ou qu'en effets de commerce constituant des valeurs négociables entrées dans son portefeuille, comme élément de son actif. Le commerçant en état de cessation de paiements qui s'acquitte envers l'un de ses créanciers, en lui remettant une lettre de change tirée sur l'un de ses débiteurs, crée, au contraire, une valeur inscrite à son passif, puisque sa souscription lui impose toutes les obligations auxquelles le tireur est assujéti. Elle implique, il est vrai, l'existence d'une créance contre le tiré, mais cette créance n'eût pas pu être donnée en paiement par voie de transport ordinaire. Permettre à celui qui en est investi de l'employer à sa libération, en la transformant, par sa seule volonté, en un effet de commerce négociable par voie d'endossement, n'est-ce pas lui ouvrir le moyen d'éluder la disposition prohibitive d'une cession purement civile? Il y avait là, on le voit, de sérieuses raisons pour repousser toute assimilation entre un paiement effectué en une lettre de change émanée du débiteur, et un paiement en effets de commerce que le débiteur aurait reçus d'un tiers (V. dans le même sens Bédarride, t. 1<sup>er</sup>, n° 113 bis). — La cour de cassation à laquelle a été déférée la décision de la cour d'Amiens ne s'y est pas arrêtée. « On ne peut établir, dit-elle, entre les effets créés par le débiteur, et ceux qui lui auraient été remis par des tiers, une distinction que repoussent les termes généraux de la loi, non moins que les usages et les nécessités du commerce ».

**617.** Mais il a été jugé que si un débiteur en état de cessation de paiements peut payer valablement une dette

échue, aussi bien en souscrivant à son créancier une lettre de change par lui créée sur un tiers qu'en lui endossant un effet de commerce souscrit ou endossé à son profit, ce mode de paiement est nul, lorsqu'il équivaut à un paiement en marchandises, prohibé par l'art. 446 c. com., et, notamment, lorsque, au moment où elle a été créée, la lettre de change donnée en paiement était couverte par des marchandises consignées au tiré avec mandat de les vendre pour le compte du tireur (Amiens, 9 juin 1882, aff. Gillet, D. P. 85. 1. 22). En tout cas, la dation en paiement faite par un débiteur qui a cessé ses paiements, au moyen d'une lettre de change émanée de lui, est nulle, quelle que soit la nature de la provision qui la couvrait, si la dette pour laquelle elle a eu lieu n'était pas encore échue (Req. 3 avr. 1883, même affaire, D. P. *ibid.*). — Il est à remarquer qu'un débiteur ne peut donner en paiement à l'un de ses créanciers une lettre de change qui serait pourvue d'une provision en marchandises, sans qu'il y ait lieu de distinguer, comme pour l'hypothèse où le preneur de l'effet l'aurait reçu contre une valeur versée au tireur, entre une provision concomitante ou postérieure à sa création. Pour ce dernier, il y a échange ou paiement, dans la cession qui lui est faite de la provision, selon que cette provision existait déjà où n'existait pas encore, lorsqu'il a donné la contre-valeur de la lettre de change souscrite à son profit, et on a vu que, quand cette cession équivaut à un paiement, elle tombe sous le coup des prohibitions de l'art. 446 c. com. L'hypothèse d'une dation en paiement ne comporte pas une pareille distinction. Le créancier ne reçoit jamais l'effet qu'à titre de paiement, qu'il le reçoive avec une provision actuelle ou future. Ce mode de paiement est donc régi par l'art. 446, et devra, dès lors, être annulé si la provision donnée en paiement avec la lettre de change a été faite en marchandises, quelle que soit la date où elle a été remise au tiré, pour servir, après sa réalisation, au remboursement de cet effet.

**618.** Que si la provision de la lettre de change donnée en paiement à un de ses créanciers par le tireur consiste, non pas en marchandises, mais en espèces, c'est-à-dire en une créance de somme d'argent existant au profit du tireur contre le tiré, la validité de la dation en paiement n'est pas douteuse. Et il en est ainsi alors même que la créance qui constitue la provision ne remonterait pas à l'époque où celui qui l'a affectée à l'un de ses créanciers était encore *in bonis*. Dès que la lettre de change créée par un commerçant en état de cessation de paiements est comprise au nombre des effets de commerce susceptibles d'être employés au paiement d'une dette échue, on ne peut l'isoler de sa provision sous prétexte qu'elle consisterait en une créance née elle-même pendant la période déterminée par l'art. 446 c. com. Quand le paiement est effectué en billets à ordre, on ne se demande pas à quelle époque le débiteur est devenu créancier du souscripteur. Pourquoi, lorsqu'il est fait en une lettre de change, se demanderait-on à quelle époque le débiteur est devenu créancier du tiré sur lequel il l'a créée? Il est même indifférent que la créance contre le tiré soit postérieure à la dation en paiement faite au moyen de la souscription d'une lettre de change. Que la provision soit ou ne soit pas faite au moment où cette lettre de change est née, le créancier ne sera pas moins payé, avant l'échéance, en un effet de commerce et, après l'échéance, en une somme d'argent. Il suffit que la créance à laquelle s'applique la dation en paiement soit échue au moment où intervient cette dation en paiement. Si les arrêts rendus à l'égard d'un preneur qui a fourni la valeur de l'effet ont annulé toute provision postérieure à cet effet, et, par suite même une provision en espèce (V. *supra*, n° 594 et suiv.), c'est parce qu'ils ont constaté que la remise tardive qui en était faite pour couvrir une créance à terme, équivaut au paiement d'une dette non échue. L'hypothèse où il s'agirait d'une dette échue est réservée; et c'est celle où nous place la souscription d'une lettre de change à titre de dation en paiement d'une créance préexistante et antérieurement échue.

Au surplus, la nullité qui frappe, en vertu de l'art. 446 c. com., la provision d'une lettre de change dont la remise a été faite après la création de l'effet, par un tireur en état de cessation de paiements, et équivaut, dès lors, à un paiement effectué soit autrement qu'en espèces ou effets de



commerce, si elle a eu lieu en marchandises, soit pour une dette non échue, si elle était destinée à couvrir une lettre de change à terme, ne peut servir de base à une action en répétition contre le preneur qui, à l'échéance, a été remboursé par le tiré, si celui-ci a opéré ce remboursement en exécution d'un engagement personnel résultant de son acceptation : en cas pareil, le tiré est réputé avoir payé de ses propres deniers, et être demeuré comptable de la provision envers la faillite du tireur qui l'a tardivement réalisée. C'est ce qui résulte d'un arrêt de rejet de la chambre civile du 22 déc. 1869 (aff. Syndic faillite Bonet-Desmazes, D. P. 70. 1. 80).

619. On a vu *suprà*, n° 595, qu'aux termes de l'arrêt d'Agén du 9 févr. 1881, un commerçant en état de cessation de paiements qui vend ses marchandises, a le droit d'en affecter le prix, comme provision, au remboursement d'une traite par lui tirée sur son acheteur, dans le cas où le preneur de cette traite lui en a fourni la valeur. Ce commerçant peut-il également donner la même traite, avec la provision qui la couvre, en paiement à l'un de ses créanciers ? La cour de cassation, dans l'arrêt du 10 mai 1865, analysé *suprà*, n° 616, a eu également à se prononcer sur cette question. La cour de Paris avait annulé ce mode de paiement pour le motif que « vendre une marchandise que le créancier ne peut prendre en paiement pour en attribuer le prix à ce créancier, c'est, en réalité, payer en marchandises ». Mais, elle n'avait pas pris garde qu'il y a là « deux actes distincts qui, pris isolément, sont valables, à savoir, une vente de marchandises, et le paiement en effets de commerce d'une dette échue ». C'est ce que juge l'arrêt de la chambre civile où on lit : qu'« aucune loi n'interdit au débiteur, dans l'intervalle qui s'écoule entre la cessation de ses paiements et le jugement déclaratif de la faillite, de vendre ses marchandises et de payer ses dettes avec le prix réalisé soit en espèces, soit en effets de commerce ; qu'un pareil paiement, sauf le cas de fraude, ne saurait être assimilé à un paiement en marchandises » (V. dans le même sens : Civ. cass. 6 juill. 1864, aff. Demandre, D. P. 64. 1. 281 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2754).

Comme on le voit, le cas où il y aurait eu fraude est réservé. Quel est précisément le sens de cette réserve ? Ce n'est pas à la disposition de l'art. 447, qu'a entendu se référer l'arrêt par ces expressions : *sauf le cas de fraude*. Il a voulu dire que, dans le cas où il serait établi que les parties ont cherché à éluder la prohibition écrite dans l'art. 446, elles encourraient la nullité qu'il prononce. Si donc, dans l'espèce, le syndic avait démontré qu'à l'aide d'une vente fictive de marchandises le créancier avait, sous l'apparence d'un paiement en une traite couverte par un simple prix de vente, reçu un véritable paiement en marchandises, l'opération aurait dû être annulée par application dudit article.

620. Les solutions diverses que comportent les difficultés relatives au cas où la provision d'une lettre de change a été fournie par un commerçant, postérieurement à la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, difficultés qui ont été examinées *suprà*, n° 593 et suiv., 616 et suiv. peuvent se résumer dans les quatre propositions suivantes : 1° toute provision concomitante à la création d'une lettre de change souscrite par un individu en état de cessation de paiements est acquise au bénéficiaire qui en a fourni la valeur, ou au tiers porteur qui lui succède, pourvu, s'il s'agit de marchandises, qu'elles aient été réalisées avant la déclaration judiciaire de la faillite du tireur, le droit de propriété d'une provision en marchandises à réaliser ne pouvant s'appliquer qu'au prix à en provenir par l'effet d'une vente qui ne peut plus être opérée qu'à la diligence du syndic et dans l'intérêt de la masse ; — 2° Toute provision fournie postérieurement à la même lettre de change, est nulle, comme équivalant, de la part du tireur, à un paiement effectué soit en marchandises, si la provision a été faite en marchandises, soit pour une dette non échue, si la provision couvre une lettre de change à terme, quelle qu'en soit la nature ; — 3° La provision d'une lettre de change donnée en paiement par le tireur à l'un de ses créanciers, pour une dette échue, est valable, malgré l'état de cessation de paiements du débiteur, si elle a été fournie en espèces, sans qu'il y ait à distinguer si elle a été fournie en même temps que la lettre de change ou après sa création ; — 4° La provision de la même lettre

de change est nulle, si elle a été fournie en marchandises, toujours, sans distinction entre celle qui serait concomitante ou postérieure à l'effet donné en paiement.

621. Les règles ci-dessus formulées pour la lettre de change sont également vraies du billet à ordre. La souscription, par le débiteur lui-même, d'un billet à ordre au profit de son créancier est donc valable, comme le serait l'endos d'un effet en portefeuille. Mais il en serait autrement du cas où les billets seraient souscrits non par le failli lui-même, mais par un débiteur du failli délégué par ce dernier à son créancier ; l'opération prend, en ce cas, le caractère d'un paiement par transport prohibé l'art. 446-3°. Jugé en ce sens que, lorsque le tiré, dont la dette envers le tireur ne peut servir de provision à la lettre de change créée sur lui, en ce qu'elle est postérieure à sa création et n'a pris naissance que depuis la cessation du paiement du tireur, souscrit, d'accord avec ce dernier, au profit du preneur, un billet à ordre destiné à remplacer, avant son échéance, l'effet ainsi dépourvu d'une provision valable, et à éteindre sa propre dette, la souscription d'un tel billet constitue, de la part du tireur, un paiement consenti au preneur par voie de transport de sa créance contre le tiré, et pour une dette non échue ; elle est donc frappée, à l'égard de la faillite du tireur, de la nullité prononcée par l'art. 446 c. com. Elle peut, de plus, être annulée en vertu de l'art. 447 du même code, s'il est établi qu'au moment où le preneur a reçu le billet, en remplacement de la lettre de change, il avait connaissance de l'état de cessation de paiements du tireur. En conséquence, le preneur auquel a été faite une semblable dation est tenu de rapporter à la faillite du tireur le billet que le tiré lui a ainsi souscrit par délégation du failli (Civ. cass. 3 mars 1873, aff. Syndic Currat et Bordes, D. P. 73. 1. 301).

622. Un chèque tiré d'un lieu sur un autre doit aussi être considéré comme un effet de commerce, quand il en est fait usage entre commerçants, pour les besoins de leurs affaires, et à raison de leurs engagements réciproques ; le paiement opéré au moyen de ce chèque constitue, dès lors, un paiement en effets de commerce dans le sens de l'art. 446 (Paris, 26 nov. 1880, aff. Lazard et comp., D. P. 82. 1. 147). Un chèque étant nécessairement payable à vue (L. 14 juin 1865, art. 1<sup>er</sup>) équivaut absolument au numéraire ; il est donc encore plus vrai de considérer comme un véritable paiement la remise d'un chèque que la remise d'une traite ou d'un billet (Comp. Crim. rej. 24 juill. 1873, aff. Grésillon, D. P. 76. 1. 94. V. Bédarride, *Des chèques*, p. 75 ; Alauzet, t. 4, n° 1591 ; Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1346, et t. 2, n° 2748).

623. Doit-on également assimiler aux effets de commerce les *récépissés* et *warrants* des marchandises déposées dans les *magasins généraux* ? Si l'on ne devait considérer que la forme extérieure de ces actes, l'affirmative s'imposerait, car ils sont à ordre et transmissibles par endossement (Conf. L. 28 mai 1858, art. 2, 3, 4 et 11 ; *Rép. v° Warrants*, n° 48). C'est en se plaçant à ce point de vue qu'une cour d'appel a décidé que les *récépissés* et *warrants* des marchandises déposées dans les magasins généraux devant être assimilés aux effets de commerce, la transmission qui en aurait été faite par voie d'endossement, pour le paiement d'une dette échue, devait être déclarée valable (Grenoble, 18 déc. 1862, aff. Charrin, D. P. 63. 2. 64). Mais cet arrêt a été cassé par la cour suprême, qui a décidé, au contraire, que les paiements faits au moyen de la transmission, par endossement, de *récépissés* et *warrants* de marchandises déposées dans un magasin général, ne doivent pas être assimilés à des paiements en effets de commerce, et, dès lors, sont nuls s'ils ont été faits par un débiteur en état de cessation de paiements (Civ. cass. 7 mai 1866, aff. Forest, D. P. 66. 1. 197). — « Attendu, dit cet arrêt, que le troisième alinéa de l'art. 446 c. com. déclare nuls tous les paiements pour dettes échues, faits dans les dix jours ultérieurs à la faillite autrement qu'en espèces ou en effets de commerce ; — Attendu que, dans l'esprit de cette disposition, on ne doit entendre par effets de commerce que des titres négociables dont l'endossement opère paiement, en transmettant au porteur une créance sur un tiers, tels, par exemple, qu'un billet à ordre endossé, ou une lettre de change garantie par une provision ; — Attendu

que, bien qu'assimilés aux effets de commerce par la loi du 28 mai 1858, des récépissés et des warrants délivrés par les magasins généraux ne remplissent pas cette condition, lorsque, dans les dix jours qui ont précédé sa faillite, un déposant les a endossés ensemble ou séparément au profit d'un de ses créanciers pour le couvrir d'une dette échue; — Qu'en effet, ils ne transmettent point alors de créances sur un tiers, les magasins généraux n'étant débiteurs d'aucune somme, mais étant seulement tenus à la représentation des marchandises déposées, et, d'autre part, le déposant restant seul débiteur du bénéficiaire de ce premier endos; — Attendu qu'une semblable négociation, quand elle s'applique simultanément, comme dans l'espèce, à des récépissés et à des warrants, constitue à la fois un paiement de marchandises et un nantissement également frappés de nullité par le même art. 446 ». — Toutefois, cette théorie paraît trop absolue, et nous estimons qu'une distinction doit être faite entre le récépissé et le warrant. Le warrant détaché du récépissé, simple instrument de crédit, ne conférant au prêteur qu'un droit de gage, peut fonctionner comme effet de commerce, car il mobilise la valeur de la marchandise et énonce une somme fixe. Il en est autrement du récépissé; ce titre est un véritable instrument de vente destiné à transférer la propriété des marchandises ou le droit d'en disposer, et ce caractère n'est pas modifié par la faculté légale d'endossement (Trib. com. Lyon, 28 juin 1865, aff. Syndic Maillot, D. P. 65. 3. 62; Lyon, 27 févr. 1866, aff. Godon et Cesano, D. P. 66. 2. 70). Par suite, la remise d'un récépissé, seul ou accompagné du warrant, par le déposant à son créancier, constitue en tous cas un paiement en marchandises, nul d'après l'art. 446 (Rennes, 26 avr. 1873) (1). La remise du warrant détaché peut, au contraire, valoir comme paiement en effets, sous le bénéfice toutefois d'une distinction parfaitement rationnelle, résultant implicitement de l'arrêt précité de la cour de Lyon. Le débiteur a-t-il lui-même détaché le warrant du récépissé pour l'endosser à son créancier, il y a dans ce fait une véritable constitution de gage tombant sous le coup de l'art. 446 *in fine* (V. *infra*, n° 654); s'est-il borné, au contraire, à endosser à l'un de ses créanciers un warrant qu'il avait en portefeuille et qu'il tenait d'un tiers, ici le warrant fonctionne comme un véritable effet de commerce, sorte de billet à ordre garanti par un gage, et l'endossement doit être tenu pour valable (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2749. Conf. Boistel, n° 951; Massé, t. 2, n° 1224).

(1) (Guillemet et Rochard C. Syndic Rousseau.) — La cour; — Considérant que pour résister à la demande en rapport de la somme de 8296 fr. 25 cent., formée contre eux par les syndics de la faillite Rousseau, Guillemet et Richard excipent d'un nantissement effectué à leur profit, à la date du 27 mars 1872, lequel aurait eu pour objet des farines déposées par Rousseau dans les magasins généraux à Nantes, et qu'ils soutiennent que ce nantissement leur ayant été consenti à une époque antérieure aux dix jours qui ont précédé l'époque fixée, comme étant celle de la cessation des paiements dudit Rousseau, ils ne peuvent être tenus de rapporter la somme représentant le prix de la vente de ces farines; — Considérant qu'en admettant qu'il faille voir un nantissement dans l'opération intervenue entre Guillemet et Richard d'une part et Rousseau de l'autre, ce nantissement, dont on ne fournit aucune preuve, ne pourrait résulter que de l'endossement du récépissé des marchandises déposées par Rousseau dans les magasins généraux; que cet endossement a été souscrit par Rousseau à la date du 10 avr. 1872, c'est-à-dire moins de dix jours avant l'époque de la cessation de ses paiements, et que l'art. 446 c. com. prononce la nullité d'un acte intervenu dans ces conditions; — Considérant que cet endossement a eu pour objet et pour résultat de transférer à Guillemet et Richard la propriété des farines déposées par Rousseau dans les magasins généraux de Nantes et que cette cession de marchandises a été faite à titre de paiement; qu'en effet, l'endossement des récépissés délivrés par les magasins généraux légalement établis transmet au cessionnaire le droit de disposer de la marchandise, à charge seulement pour lui de payer, le cas échéant, la créance garantie par le warrant, ou d'en laisser payer le montant sur le prix provenant de la vente de cette marchandise; — Considérant que Guillemet et Richard l'ont si bien compris eux-mêmes qu'ils ont payé au Comptoir d'escompte de Nantes la somme de 13253 fr. 75 cent. prêtée à Rousseau et garantie par l'endossement du warrant, souscrit par ce dernier au profit de cet établissement de crédit; — Considérant qu'il résulte de cette transmission au profit de Guillemet et Richard que ceux-ci,

624. Les lettres de change, billets à ordre, chèques et warrants, sous les distinctions qui précèdent, sont les seules valeurs auxquelles s'applique la dénomination d'*effets de commerce*. Comme le dit un arrêt (Bordeaux, 29 mars 1871, aff. Gièse, D. P. 73. 2. 213), l'art. 446 « n'a pu assimiler aux paiements en espèces que les paiements en effets assimilés aux espèces par la pratique habituelle du commerce, tels que les lettres de change ou les billets à ordre, dont la propriété se transmet immédiatement par la voie de l'endossement, tels encore que ceux dont la simple remise aux mains du porteur en assure à celui-ci le bénéfice ». Est nulle, par suite, la remise faite par le failli à son créancier, d'une reconnaissance de son débiteur, laquelle ne constituant qu'une créance civile ordinaire, ne peut être assimilée à un effet de portefeuille (Orléans, 1<sup>er</sup> févr. 1853, aff. Paris, D. P. 54. 2. 222); ... La remise d'un mandat non transmissible par endossement (Arrêt précité du 29 mars 1871). Il n'y a dans des opérations de cette nature, et autres semblables, comme la remise de factures acquittées (V. *supra*, n° 605), qu'un paiement par voie de transport, nul de plein droit d'après l'art. 446 (Boistel, n° 951; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2950 Massé, t. 2, n° 1224).

625. Il ne faudrait pas d'ailleurs conclure des dispositions de cet article qu'une remise quelconque d'*effets de commerce*, effectuée à un moment quelconque, soit opposable à la masse. Pour qu'il en soit ainsi, deux conditions sont nécessaires: 1<sup>re</sup> la transmission de l'effet, du failli au créancier, doit être réalisée complètement avant le jugement déclaratif. Or l'endossement d'un effet ne transfère au bénéficiaire la propriété de cette valeur qu'au moment où elle est reçue et acceptée par lui, et ce alors même que l'endosseur et le bénéficiaire seraient liés par un compte courant dans lequel l'endosseur se trouverait débiteur (c. com. art. 136; c. civ. art. 1138). Si la faillite survient avant cette date, le montant de l'effet est donc rapportable à la masse (Req. 7 mars 1882, aff. Lazard et comp., D. P. 82. 1. 147). Faisant l'application de ces principes au chèque, on doit décider que si l'endosseur qui a inscrit son endossement sur un chèque et l'a expédié au banquier dont il est le débiteur, tombe en faillite avant le moment où le chèque parvient à destination, ce paiement en effets de commerce n'est pas intervenu en temps utile, et la valeur dont il s'agit doit être restituée à l'actif de la faillite (Même arrêt); ... 2<sup>o</sup> La remise de l'effet doit être faite à titre de paiement, et non simplement à titre de dépôt ou de nantissement. Jugé, en ce sens, qu'une remise d'effets de

qui, le 27 mars 1872, demandaient à Rousseau de leur livrer des farines en couverture, ont obtenu, par l'endossement du 10 avril, l'objet de leur demande et ont reçu des marchandises en paiement de leur créance; — Qu'il ne résulte d'aucun des éléments de la cause que ces marchandises, déposées dans les magasins généraux, puissent être, à aucun titre, considérées comme ayant formé la provision des traites tirées par Rousseau sur Guillemet et Richard, et qu'il n'est d'ailleurs argué d'aucune convention intervenue à ce sujet entre les parties; — Considérant qu'on ne peut pas dire, avec plus de raison, qu'en s'appliquant le prix provenant de la vente des farines, Guillemet et Richard ont reçu, pour une dette échue, un solde en espèces avant la cessation de paiements, puisque cette cessation de paiements a été fixée, par le tribunal de commerce de Nantes, au 13 avr. 1872, et que ce n'est que le 20 mai suivant, qu'après avoir encaissé le prix de vente, ils en ont crédité Rousseau; — Considérant, d'ailleurs, qu'à ce moment Guillemet et Richard avaient parfaite connaissance du mauvais état des affaires de leur débiteur, et que leurs agissements trahissaient toutes leurs inquiétudes sur sa solvabilité; qu'en effet, dès la fin de mars, ils faisaient les plus vives instances auprès de lui, pour obtenir satisfaction par un moyen quelconque de libération; que le 17 avril, ils ont concouru au traité d'attribution intervenu entre Rousseau et ses créanciers; que les circonstances dans lesquelles ce traité a été accepté par ceux-ci proviennent à suffire que la gêne de Rousseau remontait à une époque bien antérieure et qu'elle était pour ainsi dire de notoriété publique; — Considérant que Guillemet et Richard n'ont pu, dès lors, se méprendre sur la situation commerciale de leur débiteur et que le paiement qu'ils ont reçu dans ces conditions devrait encore être annulé aux termes de l'art. 447 c. com.;

Par ces motifs; — Confirme.

Du 26 avr. 1873. — C. de Rennes, 3<sup>e</sup> ch. — MM. Grolleau-Villegueury, pr. — Nadault de Buffon, av. gén. — Waldeck-Rousseau et Richard, av.

commerce opérée à titre d'acompte par un débiteur à l'un de ses créanciers, ne constitue pas toujours et nécessairement un paiement en effets de commerce; et toutes les fois qu'elle ne présente pas ce caractère, notamment lorsque le créancier n'a pas considéré cette remise comme un paiement et a continué de poursuivre son débiteur pour le total de sa créance, elle peut, si elle a eu lieu dans la période suspecte, tomber sous le coup de l'art. 446 (Paris, 10 juill. 1879, aff. Guyot et Lancelin, D. P. 81. 2. 225-233).

**626. — C. Payements par compensation.** — L'art. 446 c. com., en prohibant les payements par compensation au cours de la période suspecte, n'a pas eu en vue la compensation légale. Celle-ci s'opérant de plein droit, à l'instar d'un double paiement, dès que les conditions prévues par la loi se trouvent réunies, ne suppose aucun acte susceptible d'être annulé pour cause de fraude présumée. Aussi est-il constant que la nullité frappe exclusivement la compensation conventionnelle entre deux dettes qui ne se trouvent pas dans les conditions requises pour la compensation légale (Orléans, 1<sup>er</sup> févr. 1853, aff. Crot, D. P. 53. 2. 166; Req. 21 févr. 1870, aff. Astruc, D. P. 71. 1. 100; Rouen, 14 juin 1870, aff. Langlois, D. P. 72. 2. 142; Req. 26 juill. 1881, aff. Pinet, D. P. 82. 1. 296. V. Bravard et Demangeat, t. 5; p. 232; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 715, note 6; Boistel, n° 943; Massé, t. 2, n° 1223. Comp. aussi Rép. n° 284). D'où il suit: 1<sup>o</sup> que si, avant la déclaration de la faillite, les dettes respectives du failli et de l'un de ses créanciers sont devenues exigibles et liquides, conformément à l'art. 1291 c. civ., la compensation entre ces deux dettes s'est irrévocablement opérée, encore bien que, par un jugement postérieur, la cessation des payements ait été reportée à une époque où la dette du failli n'était pas encore exigible (Req. 26 juill. 1881, précité; — ... 2<sup>o</sup> Que celui qui est à la fois créancier et débiteur d'un failli a le droit d'opposer la compensation, si la créance et la dette existaient l'une et l'autre et étaient portées sur les livres du failli, avant la faillite (Req. 8 juill. 1862, aff. Decombe, D. P. 62. 1. 511; — ... 3<sup>o</sup> Qu'une créance peut être déclarée éteinte par compensation, quoiqu'elle ait été, de la part de celui qui oppose la compensation, l'objet d'une contestation dont le jugement n'est intervenu qu'après la faillite du créancier déclarée au cours du procès, si elle était liquide et exigible avant cette déclaration de faillite (Civ. cass. 22 août 1865, aff. Audebert, D. P. 65. 1. 333).

**627.** Mais la compensation légale ne peut plus s'opérer après le jugement déclaratif de la faillite entre les dettes du failli, non encore échues lors de ce jugement, et des créances même alors échues, l'exigibilité résultant du jugement déclaratif de la faillite à l'égard des dettes du failli n'en autorisant pas la compensation légale. — V. sur ce principe, et sur les nombreuses applications pratiques qui ont été faites par la jurisprudence: Rép. n° 250 et suiv. et *supra*, n° 546 et suiv.

**628.** La compensation conventionnelle, prohibée par l'art. 446 c. com. dès avant le jugement déclaratif et pendant la période suspecte, a lieu toutes les fois que le failli débiteur et créancier d'un tiers consent à ce que sa dette se compense avec sa créance, quoique les conditions de la compensation légale fassent défaut, soit aux deux dettes respectives, soit à l'une d'elles. Or ces conditions sont au nombre de trois (c. civ. art. 1291): *exigibilité, fongibilité, liquidité*.

En ce qui concerne cette dernière condition, il importe, toutefois, de remarquer que, si les parties liquident amiable-

ment ou font liquider par justice le chiffre respectif de leur créance, la compensation doit s'opérer *ipso facto*, pourvu que la liquidation soit intervenue avant le jugement déclaratif; la compensation est, en ce cas, légale, et non pas conventionnelle (Conf. Req. 26 juill. 1881, aff. Pinet, D. P. 82. 1. 296). — On soutenait en vain, dans l'espèce, que les deux dettes n'étaient pas liquides, au moment où l'arrêté de compte était intervenu, et où la compensation avait dû s'opérer, parce que l'arrêté de compte n'était que la préparation de la compensation. Il est bien évident que les deux dettes n'avaient pu se compenser qu'après avoir été liquidées par le règlement de compte; mais dès que celui-ci était intervenu, la compensation devenait possible. On ajoutait que la compensation était manifestement conventionnelle, puisqu'elle résultait, dans l'espèce, d'une convention. Cette objection était peu sérieuse. La convention avait porté sur le règlement de compte; mais la compensation s'était opérée seulement en vertu de la loi. Du moment où cette compensation était celle de l'art. 1291 c. civ., il n'y avait pas lieu de rechercher si le débiteur qui l'opposait avait eu connaissance de l'état de cessation de payements du failli et s'il avait agi en fraude des droits des créanciers de celui-ci, puisque l'art. 446 c. com. n'était plus applicable. C'est ce que fait remarquer le dernier considérant de l'arrêt précité (Comp. sur la question Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 716, n° 2; Labbé, note sur Civ. cass. 27 juin 1876. Comp. au surplus, sur la question de savoir si l'art. 446 s'applique à la compensation judiciaire ou reconventionnelle: *infra*, n° 685).

**629.** Il en est autrement des conditions d'exigibilité et de fongibilité. La convention par laquelle les parties déclarent compenser leurs créances respectives jusqu'à due concurrence, nonobstant l'absence de l'une de ces deux conditions, tombe fatalement sous le coup de la loi. — En ce qui concerne la première condition, *exigibilité* des deux dettes, la convention par laquelle le failli aurait consenti, au cours de la période suspecte, à éteindre par compensation la créance échue qui lui appartient avec une dette passive non échue, constitue au premier chef un paiement de dette non échue, nul de droit d'après l'art. 446. — Il a été jugé que le débiteur d'un failli ne peut opposer en compensation, à l'action de la masse, un billet souscrit par le failli, si ce billet n'a été endossé par le tiers porteur au profit du débiteur que dans les dix jours qui ont précédé la cessation des payements: l'art. 446, en déclarant nul au regard de la masse le paiement par compensation, ne vise pas exclusivement les actes émanés directement du failli, mais aussi toutes les opérations dont l'objet, apparent ou déguisé, serait de permettre à l'un des créanciers du failli, débiteur de la masse pour une autre cause, d'échapper à la loi du dividende en compensant sa dette avec sa créance (Aix, 22 juin 1869) (1).

Le failli ne peut pas davantage consentir à compenser sa créance non encore exigible avec une dette passive même échue. Si, en effet, dans le cas où sa dette est à terme et sa créance échue, il fait à son créancier un avantage suspect en renonçant au bénéfice du terme; en revanche, si sa dette est échue et sa créance à terme, la renonciation du créancier au bénéfice du terme n'est pas moins suspecte, étant vraisemblablement motivée par la situation du débiteur (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 716, n° 2755 *in fine*; Rép. n° 253).

**630.** Si les deux dettes sont exigibles, mais n'ont pas pour objet des choses fongibles de même espèce, la compensation conventionnelle intervenue pendant la période suspecte entre le failli et son créancier est également nulle,

(1) (Synd. Burel C. Roumieu.) — Le 15 avr. 1869, jugement du tribunal de commerce d'Aix conçu en ces termes: — « Attendu que Roumieu convient qu'il est débiteur envers la faillite Burel d'une somme de 5644 fr. 40 c., moins 110 fr. 50 c., montant des droits d'octroi qu'il a payés à la décharge dudit sieur Burel, et ce pour solde de ventes et livraisons d'avoine à lui faites par ce dernier avant sa mise en faillite; mais qu'il prétend opposer en compensation un billet de 5000 fr. souscrit par ce dernier le 30 novembre 1868, payable le 10 février suivant, et à lui endossé par le sieur Delon, bénéficiaire, le 8 dudit mois, c'est-à-dire l'avant-veille de l'échéance; — Attendu que les livraisons dont s'agit ont été terminées le 4 février, et que c'est au terme des livraisons que Roumieu devait solder le prix; que toutefois, il a successivement dif-

féré sa libération malgré les demandes réitérées de Burel, et a, en définitive, offert à celui-ci en paiement son propre billet qu'il a formellement refusé; — Attendu qu'il est à remarquer que Delon est créancier de Burel; que le billet en litige, endossé par lui valeur reçue comptant à Gaidon et C<sup>ie</sup>, de Nîmes, le 23 décembre, est revenu en ses mains le 5 février par l'endossement que lui ont fait ces derniers valeur en compte; que ledit billet a été endossé par Delon à Roumieu le 8 février; qu'avant ce jour-là, soit le 5 février vraisemblablement, celui-ci s'étant rendu chez Delon pour régler les droits d'octroi dus par Burel à l'effet de pouvoir lui solder son compte, il est certain que des pourparlers ont eu lieu entre eux sur la situation précaire de ce dernier, et que ledit Roumieu a, sinon dans une intention frauduleuse, tout

comme équivalant à un paiement fait autrement qu'en espèces ou en effets de commerce (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2755, p. 716, note 2; *Rép.* n° 289). Ainsi, le créancier du failli qui, dans les dix jours précédant la cessation de ses paiements, s'est rendu acquéreur d'un objet appartenant au failli, et spécialement de son fonds de commerce mis en vente pour éteindre tout ou partie du passif, ne peut opposer la compensation du prix qu'il doit avec le montant de sa créance; une telle compensation équivaldrait à un paiement fait autrement qu'en espèces ou effets de commerce (Paris, 27 août 1866, aff. Flamand, D. P. 67. 5. 208. V. *supra*, n° 589. Comp. Demangeat, t. 5, n° 231; Renouard, t. 1, p. 375; Boistel, n° 946 et 947-A, 949-C. Est également nulle la clause de l'acte de vente portant compensation du prix ou d'une partie du prix de la vente avec une créance de l'acheteur, si cette vente a eu lieu après la cessation des paiements du vendeur (Bordeaux, 13 juill. 1849, aff. Chateau, D. P. 51. 2. 105; Req. 16 avr. 1860, aff. Devergie, D. P. 60. 1. 281).

Il en serait autrement si la convention de compensation était intervenue avant la période suspecte. Cette convention faite de bonne foi devrait recevoir son plein effet jusqu'au jugement déclaratif, à moins toutefois que les parties n'eussent expressément ou implicitement renoncé à s'en prévaloir. Il en serait ainsi, par exemple, si l'acquéreur d'une maison avait stipulé du vendeur que celui-ci achèterait annuellement une certaine quantité de marchandises dont le prix se compenserait avec celui de l'immeuble payable en dix ans. Mais il y aurait renonciation à cette faculté d'imputation dans le fait, de la part de l'acheteur de la maison, d'accepter, en paiement des marchandises livrées, des valeurs négociables; par suite, la mise en faillite du vendeur ferait obstacle à ce que cet acquéreur, revenant sur son option, opposât à la faillite la compensation stipulée (Civ. rej. 13 mars 1882, aff. Cessat, D. P. 83. 1. 160). En ce cas, l'acquéreur ne peut être admis à payer le solde de son prix par la livraison nouvelle de marchandises, ou à défaut de cette livraison, à former contre la faillite une demande en dommages-intérêts, si le juge du fond, interprétant souverainement la convention et l'intention des parties, reconnaît que la vente de la mai-

son n'était pas subordonnée à l'achat de marchandises par son vendeur, et que la faillite de celui-ci devait le dispenser de faire de semblables achats (Même arrêt). — Jugé même que le créancier devenu, par l'effet d'une *vente forcée*, et, par exemple, d'une vente sur licitation poursuivie sans fraude, adjudicataire de l'immeuble de son débiteur, peut compenser sa créance échue avec son prix d'acquisition, même dans le cas où le débiteur a été depuis déclaré en faillite par un jugement faisant remonter la cessation des paiements à une époque antérieure à ladite adjudication, alors surtout que l'adjudicataire n'est autre qu'un copropriétaire du même immeuble (Chambéry, 18 janv. 1870, aff. Mossière, D. P. 70. 2. 177).

631. Il est parfois difficile de distinguer la compensation légale, permise, de la compensation conventionnelle, prohibée. Cette difficulté se présente surtout dans le cas où la réciprocité de créances et de dettes résulte d'une cession de créances au cours de la période suspecte. La jurisprudence tend à annuler en ce cas la compensation. Jugé en ce sens que la cession-transport faite au cours de la période suspecte à un débiteur du failli, en retard de se libérer, d'une créance échue appartenant à un tiers contre le failli, est nulle au regard de la masse, bien que le failli soit demeuré étranger à l'opération, comme le serait la délégation par le failli à son créancier d'une créance contre un tiers. En conséquence, le débiteur cessionnaire ne peut opposer à la masse la compensation qui se serait opérée de plein droit, par la réunion en sa personne, par le fait du transport, de la double qualité de créancier et de débiteur (Orléans, 1<sup>er</sup> févr. 1853, aff. Crot, D. P. 53. 2. 166; Paris, 18 janv. 1865) (1). Cette décision peut se justifier, non comme le dit la cour d'Orléans, par l'idée d'une compensation conventionnelle, car celle-ci suppose le concours de volonté des deux parties entre lesquelles s'opère la balance des dettes, mais par l'analogie de l'opération dont il s'agit avec la délégation, prohibée par l'art. 446. Semblables par leur but qui est d'éteindre une dette du failli au moyen d'une de ses créances, elles diffèrent simplement en ce que la convention conclue à cet effet intervient, non plus entre le failli et l'un de ses créanciers, mais entre celui-ci et un débiteur du failli: il était nécessaire de les assimiler pour déjouer la fraude.

au moins complaisamment, accepté la proposition à lui faite par Delon de lui faciliter, par la négociation du billet, le paiement d'une partie de sa créance; — Qu'il est impossible d'expliquer autrement, soit les retards apportés par Roumieu dans sa libération alors qu'il devait payer comptant sur la dernière livraison faite le 4 février, ainsi que cela est établi au procès, soit la précipitation avec laquelle le sieur Delon, mettant à profit, sans doute sur ses propres instigations, la position de Roumieu vis-à-vis de Burel, s'est fait rétrocéder par Gaidon et comp. le billet en question et l'a endossé à Roumieu; — Que vainement ledit Roumieu soutient avoir fait une opération sérieuse en remettant à Delon un chèque de 5000 fr. sur la Banque de France, et en actionnant ce dernier devant le tribunal de commerce de Marseille, en paiement du montant en principal et frais du billet protesté; qu'il est évident, en effet, que la réalisation de ces faits, qui ne sont que la conséquence naturelle de l'endossement accepté par Roumieu, était indispensable pour donner une apparence de fondement au système de défense; mais que toutes les circonstances de la cause démontrent, au contraire, que Roumieu n'est pas un tiers porteur sérieux, et que, s'il n'a pas agi avec une intention frauduleuse, comme il le soutient, il s'est tout au moins associé complaisamment au désir et aux sollicitations de Delon pour sauvegarder à celui-ci une partie notable de sa créance sur Burel; — Attendu que la faillite de Burel a été déclarée le 18 février et l'époque de l'ouverture fixée au 11 du même mois; que la dette de Roumieu était liquide et exigible le 4 février, jour de la dernière livraison, tandis que le billet en litige n'était échu que le 10 février, et qu'il est de principe que la compensation ne peut s'opérer, soit de plein droit, soit par rapport aux tiers, qu'entre deux dettes également liquides et exigibles; — Attendu que, dans ces conditions, c'est avec raison que le syndic Burel refuse la compensation en se fondant sur les dispositions de l'art. 446 c. com., d'après lesquelles le paiement par compensation pour dette non échue est nul et sans effet relativement à la masse, lorsqu'il a été fait par le débiteur depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation de ses paiements, ou dans les dix jours qui ont précédé cette époque; — Attendu qu'en édictant les dispositions de l'article précité, le législateur a eu évidemment pour but de frapper de nullité non seulement les actes directement faits par les tiers, comme dans l'espèce, soit

par le failli, mais encore tous ceux dont la formation par des voies détournées aurait pour résultat d'éteindre, au préjudice de la masse, une dette du failli à l'aide d'une de ses créances; que c'est dans ce sens que s'est décidée la cour de Paris le 18 janv. 1865; — Que s'il en était autrement, d'ailleurs, la fraude que la loi a voulu prévenir serait trop facilement concertée, soit par les tiers comme dans l'espèce, soit par le failli lui-même qui voudrait favoriser un créancier au préjudice des autres; — Attendu, au surplus, que l'art. 446, en déclarant nuls et sans effet, relativement à la masse, les actes qu'il énumère, lorsqu'ils ont été faits dans la période indiquée, n'a aucun égard à la bonne foi des parties qui ont concouru à la formation de ces actes, et qu'à plus forte raison, dès lors, la nullité doit être prononcée lorsque, comme dans l'espèce, il est manifeste que la négociation du billet en litige, par Delon à Roumieu, a été opérée en connaissance, par le cessionnaire aussi bien que par le cédant, de l'état voisin et imminent de la faillite du souscripteur; — Qu'ainsi, sous tous les rapports, il y a lieu, en déclarant les offres de Roumieu non satisfaisantes, d'accueillir dès ce moment la demande du syndic, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la preuve par lui offerte; — Par ces motifs, etc. — Appel par le sieur Roumieu.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 22-juin 1869.-C. d'Aix.-MM. Rigaud, 1<sup>er</sup> pr.-Poilroux et Ch. Tavernier, av.

(1) (Mistou et Dethan C. Syndic Baillet.) — LA COUR; — Considérant que si le jugement déclaratif de faillite ne réagit pas sur la compensation qui s'est opérée de plein droit dans les dix jours qui l'ont précédé entre deux dettes également liquides et exigibles, il n'en est pas de même lorsque cette compensation serait le résultat de conventions intervenues entre un créancier et un débiteur du failli, connaissant l'un et l'autre le mauvais état de ses affaires, et qui, pour échapper aux conséquences d'une faillite imminente et prochaine, se sont proposé de réunir dans les mêmes mains, au moyen d'un transport, une créance et une dette, afin d'éteindre l'une par l'autre; — Que l'art. 446 c. com., qui interdit, après la cessation des paiements, ou dans les dix jours qui ont précédé cette époque, les délégations ou datations de

La question est cependant controversée. Jugé, en sens contraire, que la créance du failli échue à l'époque de la cessation de ses paiements peut être compensée avec la créance, également échue, que son débiteur a acquise de bonne foi contre lui postérieurement à cette époque (Metz, 16 juill. 1845, aff. Joliat, D. P. 46. 2. 14. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 715, note 6; Massé, t. 2, n° 1223). En tout cas, l'opération devrait être déclarée nulle au regard de la masse, si elle avait été concertée par le tiers en connaissance de la cessation des paiements de son débiteur et pour sauver sa créance des éventualités d'une déclaration de faillite (art. 447) (Même arrêt).

**632.** Une application intéressante des principes ci-dessus formulés a été faite à la faillite des *agents de change*. Il s'agissait de savoir si la compensation opérée par la *chambre syndicale*, dans le compte général de liquidation, entre la créance du failli en remboursement de sa part dans la bourse commune, et les créances des autres agents contre lui, était opposable à la masse. Cette question a été résolue négativement par un jugement du tribunal de commerce de Bordeaux, du 4 avr. 1872 (aff. Vergniat, D. P. 74. 2. 108). — Et, d'après le même jugement, la chambre syndicale, n'ayant pas le droit de retenir la somme correspondant à cette part pour la compenser avec les créances des autres agents, doit en faire le rapport à la masse de la faillite (Même jugement). On sait que la *bourse commune* ou *fonds commun* a surtout pour but de venir en aide aux agents qui, à un moment donné, auraient quelque peine à faire face à leurs engagements; c'est la chambre syndicale qui est chargée de ses avances (Comp. sur la *bourse commune*: Molliot, *Bourses de commerce*, n° 702; Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1518 bis; Bozérian, *De l'institution des agents de change*, t. 1, p. 221; *Règlement des agents de change de Paris*, art. 207 à 268). Mais, comme le dit le jugement précité, « si l'on comprend l'avantage du fonctionnement de la bourse commune qui vient en aide aux agents embarrassés en leur permettant, au moyen d'avances prises sur le capital social, de rembourser leurs confrères créanciers par compte de liquidation, il est juste de reconnaître que ce mode de règlement ne peut être mis en pratique que pour sauver une situation difficile, et qu'il n'est plus légalement possible lorsque la gêne momentanée a fait place à une chute définitive, à la faillite. » Celle-ci a, au contraire, pour effet d'exclure le failli du syndicat, et d'ouvrir à son profit une action-en restitution de sa mise. Cela étant, pourrait-il y avoir lieu à compensation légale entre cette créance et les sommes que l'agent failli peut devoir à ses confrères? Non, évidemment, puisque le syndicat, débiteur de la mise, n'est pas le créancier des soldes de liquidation; le syndicat, par son entremise, facilite les règlements de quinzaine, mais les créances et dettes respectives des agents n'en conservent pas moins leur individualité. — Quant à la compensation volontaire, elle est également impossible, la faillite y faisant obstacle.

**633.** — D. *Remises en compte courant*. — Le *compte courant* a pour caractère essentiel d'être un et indivisible; en d'autres termes, les créances entrées dans le compte perdent aussitôt leur individualité, pour se transformer en articles de débit et de crédit, dont la balance à la clôture du compte permettra d'établir un solde à la charge de l'un des

correspondants; ce solde exigible constitue seul une véritable dette. Les remises respectives faites entre parties se trouvant en compte-courant ne sont donc pas des paiements, mais des opérations à titre onéreux *sui generis*, soustraites à l'art. 446 (Comp. Bédarride, t. 1, n° 117; Demangeat, t. 5, p. 231; Massé, t. 4, n° 2274; Pardessus, t. 1, n° 474; Boistel, p. 594; Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1426 et suiv.; Ruben de Couder, v° *Compte courant*, n° 48; Delamarre et Lepoitvin, t. 3, n° 437 et suiv.; Feitu, *Compte courant*, p. 313. — Comp. *Rep.* v° *Compte courant*, n° 6 et suiv., *supra*, eod. v°, n° 15 et suiv.). — Jugé, en conséquence, que les créances résultant de versements effectués en compte courant, même dans les dix jours qui ont précédé la cessation des paiements de l'une des parties depuis tombée en faillite, se balancent valablement entre elles, jusqu'au jugement déclaratif de faillite, quoique le compte n'ait pas été réglé, et que, dès lors, le solde n'en soit pas devenu exigible avant ce jugement (Colmar, 20 juill. 1865, aff. Hofer, D. P. 66. 2. 186). Il en est de même des remises respectives d'effets de commerce que se font des parties, dans un compte courant existant entre elles, postérieurement à l'époque de la cessation des paiements de l'une d'elles; ces remises ne peuvent être assimilées à des paiements de dettes non échues par voie de compensation conventionnelle, prohibée par l'art. 446 (Civ. cass. 10 mai 1865, aff. Petit, Adam et comp., D. P. 65. 1. 230).

**634.** L'art. 446 ne concerne pas davantage les envois de marchandises que le failli a faits, durant cette période, à celui avec lequel il est en compte courant (Ruben de Couder, v° *Compte courant*, n° 48; Bédarride, t. 1, n° 117; Demangeat et Bravard, t. 1, p. 230; Comp. *Rep.* n° 292). Ainsi, des remises de marchandises en compte courant, commencées avant la cessation des paiements de l'une des parties et continuées depuis, ne tombent pas sous le coup de la nullité prononcée par l'art. 446 c. com.; elles peuvent seulement donner lieu à l'application de l'art. 447, si elles ont eu lieu en fraude des droits des autres créanciers (Caen, 8 juill. 1850, aff. Sionis-Béranger, D. P. 55. 2. 19; Req. 20 mai 1873, aff. Cayla, D. P. 73. 1. 409; 15 févr. 1875, aff. Barbaza, Jalabert et comp., D. P. 76. 1. 318; Lyon, 5 mai 1882, aff. Jarlot et Rodary, D. P. 83. 2. 235). Décidé, spécialement : 1° que la nullité prononcée par l'art. 446 ne peut être déclarée applicable à l'envoi de marchandises opéré en vertu de conventions antérieures pour garantir des avances faites ou à faire par le destinataire, qui avait mandat de les vendre, alors que le prix à provenir de cette vente devait être, et a été, en effet, inséré dans le compte courant existant entre les parties, et dont le résultat final pouvait seul fixer leur situation respective (Colmar, 3 juill. 1865, aff. Bernheim, D. P. 65. 2. 225); — 2° que la remise de warrants sur marchandises déposées dans un magasin général, faite au banquier qui a consenti à un commerçant un crédit illimité quant à sa durée, et devant consister en paiements et escomptes de traites, valeurs ou effets, ou en remises de fonds, et qui lui a ouvert un compte courant à l'effet de constater toutes les opérations quelconques faites entre le crédeur et le crédité, n'est pas un acte isolé de paiement ou de nantissement, mais un article de l'opération indivisible de compte courant; qu'en conséquence, elle ne peut être annulée, bien qu'elle ait eu lieu depuis la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précé-

crées en paiement, atteint, non seulement les actes directs, mais aussi les combinaisons préparées pour obtenir, par des voies détournées, les résultats contraires à ses dispositions, et éteindre une dette du failli à l'aide d'une de ses créances; — Que si les conventions faites dans ce but pouvaient être maintenues par cela seul qu'elles seraient intervenues, non plus entre le failli et un de ses créanciers, mais entre celui-ci et un débiteur du failli, les dispositions de l'art. 446 pourraient être facilement éludées par des actes concertés entre des créanciers et des débiteurs d'un commerçant à la veille d'être déclaré en état de faillite, pour enlever à la faillite une partie de son actif, et se mettre ainsi à l'abri de la perte commune; — Que de pareils actes doivent être annulés, surtout lorsqu'il résulte, comme dans l'espèce, de la correspondance et des documents produits, que le transport par Dethan frères de leur créance à Mistou, débiteur de Baillet, a eu lieu pour faire fraude à la loi, et pour avantager Dethan frères au préjudice des autres créanciers; — Qu'il est

établi, en effet, que Dethan frères, créanciers de sommes plus importantes, n'avaient pu en obtenir le paiement; que la facture relative à la créance, objet du transport, avait été présentée et non acquittée; qu'une sommation de payer signifiée à Baillet le 19 octobre était également restée sans effet; que le transport fait le lendemain 20 octobre, et au moyen duquel Dethan frères recevaient d'un débiteur de Baillet un paiement que celui-ci n'aurait pu lui faire valablement, doit donc être annulé comme le serait un paiement ou une délégation directe qui lui auraient été consentis par le failli dans les dix jours qui ont précédé la cessation des paiements; que Dethan frères et Mistou ne peuvent donc se prévaloir de ce transport et l'opposer à la demande en paiement de la somme de 25972 fr. 50 cent., formée contre Mistou par le syndic de la faillite Baillet;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 18 janv. 1865.-C. de Paris.-MM. Tardif, pr.-Genreau, subst., c. contr.-Dutard et Beaupré, av.



dée, alors que le compte courant dont cette remise fait partie a continué après elle et n'a pris fin que par la faillite du créancier (Civ. rej. 8 déc. 1875, faillite Wagon Rogerol, D. P. 76. 1. 105. V. *Rép.*, v° *Warrants*, n° 48).

Les mêmes principes ont été appliqués à la convention, analogue à celle de compte courant, par laquelle le débiteur de sommes d'argent, dont le chiffre est susceptible de variations s'engage à faire à son créancier des avances, également indéterminées, en stipulant qu'il sera remboursé de ces avances par l'extinction proportionnelle de sa dette, telle qu'elle sera plus tard fixée. Il a été jugé qu'une pareille stipulation constitue, non un contrat de gage ou un transport de créance, nulle aux termes de l'art. 446, mais une convention de compensation *in futurum*, licite en dehors de toute formalité spéciale; qu'il suffit que ladite convention soit intervenue entre deux parties capables, au moment où elle a été passée, pour qu'elle produise ses effets après la faillite de l'une d'elles et à l'égard des créanciers du failli (Amiens, 6 janv. 1883, aff. Boucher, D. P. 85. 2. 205). — De même, si le bénéficiaire d'un compte courant chez un banquier s'est engagé à garantir à ce dernier, dans une proportion déterminée, la perte qu'il pourrait éprouver sur le crédit ouvert à un tiers, et que les parties aient décidé, de bonne foi, de compenser cette perte avec l'actif du compte courant, cette compensation conventionnelle, qui a reçu un commencement d'exécution par le maintien de diverses sommes appartenant au bénéficiaire du compte courant dans les caisses du banquier, est opposable à la masse de la faillite du banquier (Paris, 30 avr. 1890) (1). Le bénéficiaire du compte courant est donc fondé à l'opposer au syndic qui réclame le paiement total de la garantie promise et ce, même si la dette ainsi garantie n'a pu être fixée et liquidée qu'après la déclaration de la faillite du banquier (Même arrêt).

635. Mais des envois d'argent et de marchandises qu'un commerçant fait à un autre commerçant, avec lequel il est en compte courant, peuvent être considérés comme de véritables paiements en marchandises, lorsqu'il est établi que ces envois étaient spécialement affectés au paiement de lettres de change détachées du compte courant (Req. 7 déc. 1868, aff. Schlégel, D. P. 69. 1. 189). — Il en est de même de la transmission par voie d'endossement des récépissés de marchandises déposées dans les magasins généraux, alors même qu'il existe un compte courant entre l'auteur et le

bénéficiaire de l'endossement, s'il est constaté, en fait, que la remise dont il s'agit avait une affectation spéciale et devait, à ce titre, demeurer étrangère audit compte courant (Req. 27 juin 1882, aff. Purnot et comp., D. P. 82. 1. 358). En conséquence, de telles remises d'argent, de marchandises, ou de récépissés tombent sous le coup de l'art. 446, si elles émanent d'un négociant en état de cessation de paiements (Mêmes arrêts).

De même, lorsqu'un commerçant, créancier à divers titres, et notamment pour solde de compte, d'un autre commerçant tombé en faillite, se fait remettre par son débiteur, depuis la cessation des paiements de celui-ci ou dans les dix jours qui l'ont précédée, des marchandises destinées à le couvrir, jusqu'à due concurrence, du montant de ses créances, ces remises de marchandises ne peuvent être assimilées à des remises opérées en exécution d'un compte courant, et constituent des paiements faits autrement qu'en espèces ou en effets de commerce et, par suite, nuls de droit (Req. 12 avr. 1875, aff. Bossus et comp., D. P. 76. 1. 38-39). Il ne peut, en effet, dépendre du créancier du failli d'éluder la prohibition édictée par l'art. 446, en introduisant dans un compte courant, depuis la cessation des paiements de son débiteur, et afin de se couvrir d'une créance antérieurement contractée, des livraisons de marchandises qu'il prétendrait assimiler à des espèces ou à des effets de commerce (Poitiers, 27 mars 1884, aff. Chauvront et Gautret, D. P. 86. 2. 17). Pour que l'art. 446 cesse de s'appliquer, il faut nécessairement que la remise ait lieu en vertu d'une convention préalable, aux termes de laquelle les envois respectifs que les parties pourraient se faire devraient se balancer réciproquement (Comp. Boistel, n° 747-A, p. 745).

Par les mêmes motifs, il a été jugé : 1° que l'envoi fait à un créancier de titres (des rentes sur l'Etat), avec mandat de les remettre à un tiers qui doit lui verser des espèces en échange, et à la charge de porter le montant de ces espèces en compte courant, constitue un paiement par transport ou par délégation, frappé de nullité, lorsqu'il a eu lieu depuis l'époque à laquelle a été fixée la cessation de paiements de ce débiteur, ou dans les dix jours qui ont précédé cette époque (Metz, 25 juin 1857, aff. Syndic Gœry, D. P. 58. 2. 36); — 2° Que le virement de compte au moyen duquel un commerçant inscrit au débit de l'un de ses créanciers et au crédit de l'un de ses débiteurs une somme d'argent, comme

(1) Leblanc C. Syndic faillite Bothelin.) — LA COUR; — Considérant que les parties sont d'accord pour reconnaître l'exactitude du compte établi dans le jugement dont est appel; que la seule question soumise à l'appréciation de la cour est celle de savoir si la somme de 55164 fr. 30 cent., revenant à Leblanc pour solde créancier de son compte courant avec Bothelin, doit être compensée avec celle de 55869 fr. 55 cent., représentant la moitié de la perte par lui garantie, subie en définitive par ce dernier sur le crédit ouvert à Souchay;

Considérant que la créance de Bothelin contre Loblan, du chef de Souchay, n'ayant pu être fixée et liquidée qu'après la déclaration de faillite dudit Bothelin, il ne saurait être question dans la cause, ainsi que l'ont à bon droit décidé les premiers juges, de la compensation légale régie par l'art. 1291 c. civ., et formellement prohibée en matière de faillite par l'art. 446 c. com.; mais que Leblanc réclame l'exécution d'une convention de plus de deux années antérieure à la faillite de Bothelin, arrêtant les conditions d'une compensation conventionnelle par eux librement et valablement stipulée; — Considérant qu'il résulte, en effet, des circonstances et documents de la cause, et spécialement d'une lettre écrite par Bothelin à Leblanc en date du 18 mai 1886, laquelle sera enregistrée en même temps que le présent arrêt, que dès avant cette époque et en garantie de l'engagement par lui pris de supporter la moitié de la perte que Bothelin pouvait éventuellement subir sur le crédit ouvert à Souchay, Leblanc s'était engagé à laisser dans la caisse du banquier toutes les sommes dont son compte courant avec lui l'établissait créancier, pour être, au jour du règlement de l'affaire par lui garantie, imputées jusqu'à due concurrence sur la somme dont il pourrait alors être constitué débiteur; que cette convention a commencé à recevoir son exécution, en ce sens que Leblanc a laissé aux mains de Bothelin, non seulement la somme de 6290 fr. 30 cent., montant du solde créancier de son compte à la date du 18 mai 1886, mais encore toutes celles qui sont venues s'y ajouter dans la suite et l'ont en définitive constitué créancier de la somme de 55164 fr. 30 cent., figurant dans le compte établi dans le jugement dont est appel; qu'il s'agit maintenant d'examiner si n'y

a pas lieu d'ordonner, comme le réclame Leblanc, que cette convention recevra son complément d'exécution par la réalisation de la compensation arrêtée par le commun consentement des parties; — Considérant que la convention ci-dessus rappelée n'est contraire à aucun principe d'ordre public, ni à aucune des règles de droit en matière de faillite; que les parties contractantes pouvaient indubitablement, alors qu'elles étaient l'une et l'autre maîtresses de leurs droits, et plus de deux années avant la déclaration de faillite de l'une d'elles, prévoir et déterminer, en dehors des exigences de l'art. 1291 c. civ., les conditions et le caractère d'une compensation par elles adoptée comme mode d'extinction de leurs créances respectives, éventuelles ou futures; qu'il est hors de doute qu'en agissant ainsi elles ont été inspirées par la plus entière bonne foi, et que Bothelin spécialement, qui était, en 1886, en pleine prospérité, n'a point eu l'intention d'avantager l'un de ses créanciers au préjudice des autres; — Considérant, dès lors, que, Leblanc n'ayant consenti à laisser ses fonds aux mains de son banquier qu'à la condition qu'ils seraient employés à éteindre, par compensation, la créance éventuelle que celui-ci pourrait avoir contre lui du chef de Souchay, il serait aussi contraire à l'équité que peu conforme à l'esprit des dispositions de l'art. 446 c. com. de les détourner de cette destination;

Par ces motifs; — Confirme le jugement dont est appel dans toutes ses dispositions relatives à l'établissement des comptes existant entre les parties; — Réforme, au contraire, ledit jugement en ce qu'il a refusé d'accorder à l'appelant le bénéfice de la compensation conventionnelle par lui invoquée; — Statuant à nouveau de ce chef, compense jusqu'à due concurrence la somme de 55164 fr. 30 cent., montant de la créance active de Leblanc, avec celle de 55869 fr. 55 cent., représentant la moitié à sa charge dans la perte subie par Bothelin sur sa créance contre Souchay; — Réduit, en conséquence, à 705 fr. 25 cent., le montant des condamnations prononcées contre Leblanc au profit de la faillite Bothelin, etc...

Du 30 avr. 1890.-C. de Paris.-MM. Bloch, av. gén.-Maugras et Beurdeley, av.

s'il l'avait reçue du second pour la payer au premier, peut être considéré comme constituant un paiement fait par transport de créance, et est, dès lors, frappé de nullité, s'il a eu lieu après la cessation des paiements de l'auteur de ce revirement ou dans les dix jours qui l'ont précédé (Civ. rej. 19 mars 1867, aff. Brouillet et Plombat, D. P. 67. 1. 384).

**636.** Lorsqu'une remise en effets de commerce est faite en exécution de compte courant, il est admis sans conteste aujourd'hui que cette remise est censée faite sous la condition *sans encaissement* : le récepteur crédite, il est vrai, l'envoyeur dès le jour de la remise de l'effet; mais, s'il n'est pas payé à l'échéance, il a le droit de supprimer le crédit au moyen d'une contre-passation d'écritures, c'est-à-dire par l'inscription au débit du compte du remettant d'une somme égale (Civ. rej. 10 janv. 1872, aff. Jalabert, D. P. 72. 1. 102. V. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1434; Delamarre et Lepoitvin, t. 3, n° 336; Feitu, p. 172). — Le droit de contre-passer le montant des effets impayés existe, au profit du récepteur, même au cas de faillite du remettant, et, en conséquence, les effets revenus impayés peuvent, après la faillite de l'envoyeur au crédit duquel ils ont été inscrits, être contre-passés à son débiteur (Civ. rej. 10 janv. 1872, précité). Vainement, objecterait-on que la déclaration de faillite met obstacle à la compensation; il ne s'agit pas ici de compensation, mais de l'exécution d'une convention expresse ou tacite, antérieure à la faillite, que le jugement déclaratif ne peut empêcher (Même arrêt. Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 1, p. 805).

Ce droit ne saurait exister, d'ailleurs, alors qu'il n'y a ni compte courant, ni convention spéciale, telle que la clause *sans encaissement*, ou toute autre de même nature. Jugé, qu'en pareil cas (Rép. n° 294 à 303), le banquier qui escompte, moyennant une retenue de garantie, des billets souscrits au profit d'un autre banquier, ne peut pas contre-passer au débit de ce dernier, tombé en faillite, les billets revenus impayés (Req. 21 févr. 1870, aff. Astruc, D. P. 71. 1. 100). Ce banquier ne peut pas non plus invoquer la compensation entre les sommes dues par le failli pour les billets revenus impayés avant la faillite, et les sommes dont le failli était créancier à raison des retenues, si ces créances respectives ne peuvent être liquidées qu'à l'aide d'un compte à établir par experts (Même arrêt).

**637.** — III. HYPOTHÈQUES CONVENTIONNELLES, JUDICIAIRES OU LÉGALES. — 1° *Hypothèques conventionnelles.* — L'art. 443 du code de 1807 annulait indistinctement toute hypothèque constituée sur les biens du failli dans les dix jours qui précédaient l'ouverture de la faillite, qu'elle fût consentie, même sans fraude, pour sûreté d'une dette contractée dans le même acte, ou qu'elle fût accordée pour une dette antérieurement contractée. La loi de 1838 (art. 446) a fait disparaître ce système, qui souvent précipitait les faillites qu'un

emprunt eût pu prévenir; elle maintient, en principe, l'hypothèque consentie pour prêt nouveau avant le jugement déclaratif, et ne frappe d'une nullité de plein droit l'hypothèque consentie par le failli après la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, qu'autant qu'elle a été constituée sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées (V. Rép. n° 294 et suiv.; Demangeat, t. 5, p. 235; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2758). De là, il suit que l'hypothèque constituée par un commerçant en état de cessation de paiements, pour sûreté d'une dette en même temps contractée, peut être déclarée valable, encore qu'elle ait été conférée en prévision de la faillite, si elle a été consentie de bonne foi et dans le but de prévenir cette faillite (Req. 8 mars 1854, aff. Syndic Hallette, D. P. 54. 1. 149). Et il a été jugé que cette disposition plus favorable de la loi nouvelle devait s'appliquer à toutes les faillites déclarées sous l'empire de la loi de 1838, même à celles dont le jugement déclaratif aurait fixé l'ouverture à une date antérieure à sa promulgation (Colmar, 12 janv. 1849, aff. Mérian, D. P. 51. 2. 118. V. Rép. n° 296).

**638.** Pour que l'art. 446 s'applique, il faut et il suffit que la dette préexiste à la constitution hypothécaire; il n'est pas nécessaire qu'elle ait été contractée pendant la période suspecte. Il importe peu que cette dette, née longtemps avant la faillite, soit pleinement valable, ou que, née pendant la période suspecte, elle soit elle-même sujette à annulation; par cela seul que la constitution d'hypothèque intervient après coup, elle est nulle de droit (Req. 11 juill. 1881, aff. Lambert et Fouché, D. P. 82. 1. 296).

Peu importe également la nature de l'objet hypothéqué. La loi de 1838 n'avait pu viser que l'hypothèque immobilière, seule admise à cette époque; mais il n'est pas douteux que l'art. 446 doive aussi s'appliquer, depuis les lois des 10 déc. 1874, D. P. 75. 4. 68, et 10 juill. 1885, D. P. 86. 4. 17, à l'hypothèque maritime sur les navires; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2761; ... Ou la date de l'inscription. Ce qu'il faut uniquement considérer, c'est la date de l'acte constitutif. Si l'hypothèque est constituée avant la période suspecte et que seule l'inscription soit postérieure, ce n'est plus l'art. 446, mais l'art. 448 c. com., qui doit s'appliquer (V. *infra*, n° 727). Mais il faut, pour que l'art. 446 soit écarté, que l'acte constitutif lui-même soit antérieur à la période suspecte; il ne suffirait pas d'une promesse d'hypothèque par acte sous seing privé. Jugé, en ce sens, que la promesse d'hypothèque, ne pouvant être considérée comme équivalant à sa constitution, laquelle nécessite un acte authentique, ne produit aucun effet vis-à-vis des tiers, lorsqu'elle est faite sous seing privé et sans date certaine; par suite, doit être annulée l'hypothèque constituée pendant la période suspecte, bien qu'elle ait été promise antérieurement et comme condition d'un prêt d'espèces, concomitant à cette promesse (Paris, 7 juill. 1886) (1); ... Ou la nature de la

(1) (Syndic faillite société Maliano et comp. C. Rousseau, Olivier et comp.). — La cour; — En ce qui touche l'hypothèque consentie par Eugène Maliano au profit de Sarrette sur le domaine de Taillay : — Considérant qu'il résulte des énonciations de l'acte passé devant M<sup>e</sup> Rigaud, notaire, le 29 mars 1883, que l'hypothèque consentie par cet acte au profit de Sarrette a été donnée par E. Maliano pour garantir le remboursement du prêt de 60000 fr. fait à ce dernier dès le 7 mars précédent; qu'en cas de faillite du débiteur, l'art. 446 c. com. déclare nulle et sans effet vis-à-vis de la masse toute hypothèque conventionnelle constituée sur les biens du failli dans les dix jours qui ont précédé la faillite pour dettes antérieurement contractées; — Considérant que la cessation de paiements de la société E. Maliano et comp. étant reportée par le présent arrêt au 2 avr. 1883, l'hypothèque consentie le 29 mars pour dette contractée le 7 mars précédent doit être déclarée nulle relativement à la masse par application de cet article; que, pour repousser cette nullité, Sarrette prétend, il est vrai, que, dès le 7 mars 1883, jour du prêt de 60000 fr., il avait été convenu entre lui et Maliano qu'une hypothèque lui serait consentie sur le domaine du Taillay, et que, par suite de cette convention, l'hypothèque doit être considérée comme concomitante avec le prêt dont elle a pour objet de garantir le remboursement; qu'il justifie, en effet, d'un acte sous seing privé non enregistré, mais portant la date du 7 mars 1883, aux termes duquel E. Maliano s'est engagé à donner et consentir une hypothèque sur le domaine du Taillay, pour garantie du prêt de 60000 fr., qui lui était fait le même jour par

Sarrette et à remettre à ce dernier dans un délai de deux mois les pièces et actes nécessaires pour établir la garantie hypothécaire dès à présent affectée audit prêt; — Mais considérant que la promesse d'une hypothèque ne peut être assimilée à sa constitution; qu'aux termes de l'art. 2127 c. civ. l'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte authentique; que la promesse d'une garantie de cette nature dans un acte sous seing privé et sans date certaine ne peut produire aucun effet vis-à-vis des tiers; que relativement aux créanciers de la faillite l'hypothèque consentie à Sarrette n'a été réellement conférée que par l'acte authentique du 29 mars 1883, et tombe, dès lors, sous l'application de l'art. 446 c. com.; — Considérant que vainement Sarrette invoque les dispositions de l'art. 448 du même code, aux termes duquel l'inscription hypothécaire prise après la déclaration de faillite ne peut être annulée que s'il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date de l'acte constitutif de l'hypothèque et celle de l'inscription; que cet article ne règle que les inscriptions prises pour un droit d'hypothèque valablement acquis, et qu'il ne déroge en aucune manière aux dispositions de l'art. 446 qui détermine dans quelles conditions l'hypothèque doit, en cas de faillite, être considérée comme valablement acquise relativement à la masse; que c'est donc à bon droit que le syndic demande la nullité de l'hypothèque conférée par E. Maliano au profit de Sarrette, le 29 mars 1883.

Par ces motifs, etc.

Du 7 juill. 1886.-C. de Paris-MM. Bresselle, pr.-Bertrand, av. gén., c. contr.-Barboux, Martini et A. Lefèvre, av.

*créance*. En parlant de dette antérieurement contractée, l'art. 446 a statué de *eo quod plerumque fit*; mais ce serait aller à l'encontre de l'esprit de la loi que d'en argumenter par *a contrario* pour refuser d'étendre la prohibition aux hypothèques constituées pour garantie d'une dette née d'un délit ou d'un quasi-délict. Est nulle, en conséquence, au regard de la masse, l'hypothèque constituée par le failli, depuis la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, pour garantir une obligation antérieure résultant d'un délit (Rouen, 16 mars 1878) (1). — Mais il a été jugé que, si le délinquant et la partie lésée avaient transigé pour une somme déterminée, et que le premier eût en même temps constitué une hypothèque au profit du second pour assurer le paiement de la somme promise, il y aurait novation, et l'hypothèque serait valable sauf le cas de fraude. L'hypothèque consentie par le failli, durant la période suspecte, pour sûreté d'une nouvelle obligation se substituant à une obligation antérieure par l'effet d'une novation, ne tombe pas en effet sous le coup de l'art. 446; elle ne peut être annulée que par application de l'art. 447 (Orléans, 16 juin 1852, aff. Chavanon, D. P. 54. 2. 222. — V. toutefois en sens contraire : Rép. n° 299).

**639.** L'hypothèque peut être stipulée tout à la fois pour garantir d'un nouveau prêt, fait pendant la période suspecte, et d'un prêt antérieur auquel elle n'avait pas été attachée. On admet généralement, en ce cas, que l'hypothèque ne doit être annulée que relativement à la créance déjà existante au moment où le second contrat est intervenu, à la condition toutefois que la somme nouvellement et réellement prêtée soit assez importante pour démontrer qu'elle n'est pas le prix d'un avantage obtenu contrairement aux dispositions de l'art. 446 (Poitiers, 20 avr. 1885, aff. Babut, D. P. 86. 2. 6. V. Rép. n° 297). L'hypothèque devrait, au contraire, être annulée pour le tout, s'il était établi en fait que les avances nouvelles consenties au failli ont été le prix de la garantie frauduleusement donnée au créancier pour des prêts antérieurs (Req. 13 août 1883, aff. Gallet, D. P. 84. 1. 207). — Ces solutions sont étrangères au cas où une hypothèque a été constituée pour la sûreté d'un crédit ouvert pendant la durée d'un compte courant. Cette hypothèque, qui s'applique sans distinction aux sommes dues par le crédit antérieurement à l'ouverture du crédit et à celles qui lui ont été avancées depuis, garantit nécessairement le solde entier du compte courant, dès lors que la balance définitive de ce compte n'excède pas le montant des avances opérées en vertu de l'ouverture du crédit. En conséquence, elle ne saurait être considérée comme s'appliquant pour partie à une dette antérieurement contractée, et ne peut être déclarée nulle comme s'appliquant pour partie à une dette antérieurement contractée, lorsque le crédit, dont la faillite a été déclarée depuis, était déjà en état de cessation de paiements lors de sa constitution (Civ. rej. 29 déc. 1880, aff. Faillite Pirmont, D. P. 81. 1. 54).

**640.** Que doit-on décider si le failli, débiteur d'un certain nombre d'effets échus et non payés, antérieurement souscrits à l'ordre d'un banquier, se fait ouvrir par celui-ci,

moyennant une constitution hypothécaire, un crédit égal au montant desdits effets, et s'il use de ce crédit non pour se faire consentir des avances en numéraire, mais pour faire renouveler les billets échus? — En principe, on admet que le créancier qui consent un renouvellement est censé avoir reçu paiement et prêté à nouveau même somme; la dette ancienne fait place à une nouvelle, par suite d'une novation, valable en principe, si elle n'est pas entachée de fraude. Jugé, en ce sens, qu'une ouverture de crédit doit être considérée comme réalisée par la souscription de billets faits lors du contrat, bien que ces billets soient relatifs à des dettes antérieures, s'ils sont causés « valeur suivant ouverture de crédit », et si cette indication de cause est conforme à l'intention des parties; en conséquence, le remboursement des sommes dues en vertu de ces billets est garanti par l'hypothèque afférente à l'ouverture de crédit, nonobstant la faillite ultérieure du débiteur (Paris, 4 juin 1886, aff. Petit, D. P. 87. 2. 100). En tout cas, l'hypothèque doit être considérée comme constituée en même temps que la créance et, dès lors, est valable, lorsqu'elle a été consentie pour sûreté d'un crédit ouvert à la date de l'acte constitutif de cette hypothèque et dont il n'a été fait usage que postérieurement (Req. 8 mars 1854, aff. Syndic Hallette, D. P. 54. 1. 149); ... Encore qu'une partie du crédit ait été imputée sur des sommes versées en vertu d'un crédit antérieur, ouvert dans l'intérêt du même débiteur à un tiers qui s'était porté fort pour ce dernier (Même arrêt).

Mais il a été décidé, au contraire, que l'hypothèque consentie par un commerçant en état de cessation de paiements, à raison de dettes antérieures, est nulle, bien qu'elle soit déguisée sous la forme d'une ouverture de crédit, et alors même que les parties, pour donner quelque validité à la constitution hypothécaire, y auraient compris, outre les dettes antérieures une certaine somme dont le créancier augmentait le crédit par lui fait à son débiteur (Nancy, 4 août 1860, aff. Jacquinet-Bourdon, D. P. 60. 2. 196). — Il convient de remarquer que, dans cette espèce, la mauvaise foi du créancier était établie. — Jugé aussi que l'hypothèque constituée en apparence pour garantir une ouverture de crédit sur les biens d'un commerçant, après la cessation de ses paiements, est nulle lorsqu'elle ne s'applique qu'à des dettes antérieurement contractées (Poitiers, 20 avr. 1885, aff. Babut, D. P. 86. 2. 6; Comp. Req. 7 janv. 1879, aff. Bloch, D. P. 79. 1. 286). — Il a été décidé également, dans le même sens, que si une hypothèque est valablement constituée même dans la période suspecte lorsqu'elle a pour but de garantir le solde éventuel d'un compte courant existant et continuant entre les parties, il en est autrement s'il s'agit de garantir la dette résultant d'un compte courant qui, à partir de cette époque, n'a plus continué et dont le solde n'a pas varié. Une telle hypothèque est en réalité constituée pour dette antérieure, et par conséquent nulle de droit (Lyon, 7 févr. 1883, aff. Mey, syndic Pernot, D. P. 83. 2. 236; Trib. com. Marseille, 24 août 1886) (2). Et l'on doit ranger dans cette catégorie un compte courant dans lequel ne figure aucune opération

(1) (Gosselin-Quertier C. Thuillier.) — LA COUR; — Attendu que la cessation des paiements de Vassout a été fixée au 1<sup>er</sup> févr. 1875, date de la constitution d'hypothèque consentie par le failli à Gosselin-Quertier pour une somme de 3120 fr.; qu'il résulte de l'acte constitutif de cette hypothèque qu'elle était consentie pour une dette préexistante, puisqu'il est dit dans cet acte que cette somme est le solde d'un compte arrêté verbalement entre les parties et hors la vue du notaire; — Attendu que d'après l'art. 446 c. com., sont nulles, relativement à la masse, les hypothèques constituées sur les biens du débiteur failli, depuis la cessation des paiements ou dans les dix jours qui ont précédé, pour dettes antérieurement contractées; — Attendu que l'appelant soutient que l'hypothèque qui lui a été conférée doit échapper à la nullité impérativement prononcée par l'art. 446, parce qu'il justifie que l'obligation qu'elle a eu pour objet de garantir est née d'un délit; — Mais attendu que l'art. 446 c. com. ne fait aucune distinction quant à la cause et à l'origine de l'obligation, et que dès lors que la dette est antérieure à la constitution d'hypothèque, le fait seul de cette antériorité entraîne la nullité de l'hypothèque; que ce qui démontre péremptoirement que l'art. 446 doit être appliqué, même lorsque la dette est née d'un délit, c'est que ce ne sont pas seulement les hypothèques conventionnelles qui sont frappées de nullité, qu'il en est de même des hypo-

thèques judiciaires, bien que les jugements desquels résultent ces dernières hypothèques puissent être rendus non seulement à raison de dettes dérivant de contrats, mais aussi pour sanctionner des obligations nées de délits ou de quasi-délits, etc.

Du 16 mars 1878. — C. de Rouen, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Lehucher, pr. Bligny, av. gén., c. conf.-Revelle et Marais, av.

(2) (Syndic faillite Bruno-Brian C. Meynard.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que la faillite du sieur Bruno-Brian a été déclarée par le tribunal de commerce et reportée au 27 juin 1880; — Que la dame Rosalie Meynard épouse du sieur Marbec, comme héritière du sieur Jean-Baptiste Bienvenu Meynard, vivant banquier à Martigues, prétend être admise au passif de cette faillite comme créancière hypothécaire pour une somme capitale de 13000 fr. et des intérêts 6 pour 100 en provenant; — Que l'inscription d'hypothèque pour ledit montant aurait été prise le 29 juill. 1880 au bureau des hypothèques d'Apt, en vertu d'un acte d'ouverture de crédit, passé le 21 juillet, dit mois, par devant M<sup>e</sup> Paul, notaire à Martigues; — Attendu qu'il résulte des opérations qui ont eu lieu contradictoirement devant l'arbitre rapporteur qui a été nommé, que le sieur Bruno-Brian et le sieur Jean-Baptiste Bienvenu Meynard étaient en relations d'affaires et en compte courant à partir du 20 juill. 1875; — Qu'au moment

nouvelle, et dont les articles postérieurs à l'hypothèque se bornent à des recouvrements d'effets anciens et à des versements de fonds destinés à en assurer le paiement (Même jugement). La même solution doit prévaloir, à plus forte raison, lorsque les avances nouvelles qui ont été faites par le créancier depuis l'acte d'ouverture de crédit constitutif d'hypothèque ne l'ont été que sous la garantie de nantissements spéciaux (Arrêt précité du 7 févr. 1883). Les parties, en affectant à la sûreté des nouvelles avances une garantie spéciale (dans l'espèce, un nantissement), au lieu de celle qui couvrirait le solde du compte courant, ont elles-mêmes distrait ces avances du compte, de telle sorte qu'en réalité ce compte n'a pas été alimenté postérieurement à la constitution de l'hypothèque. Rien n'est plus propre, d'ailleurs, à faire apparaître l'intention frauduleuse des parties au moment de cette constitution, et à démontrer que, sous la fausse apparence d'une ouverture de crédit, elles n'avaient d'autre but que de garantir une dette antérieure.

**641.** Dans toutes les espèces précédentes, il s'agit d'une constitution hypothécaire émanant du débiteur lui-même. L'art. 446 est, en effet, inapplicable au cas où la garantie, même donnée pour une dette antérieure, émanerait d'un tiers; une telle hypothèque serait pleinement valable, attendu qu'elle ne préjudicie pas à la masse. Il y a là une forme particulière de cautionnement (caution réelle); or si l'art. 446 prohibe la constitution de sûretés réelles par le débiteur sur ses propres biens, il n'interdit nullement aux tiers de s'obliger ou d'obliger leurs immeubles à la garantie de telle ou telle dette du failli, de tels engagements n'y affectant pas le gage des autres créanciers (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2760; Demangeat, t. 5, p. 232).

**642.** — 2° *Hypothèques judiciaires.* — L'art. 446 c. com. déclare nulle de plein droit l'hypothèque judiciaire, aussi bien que l'hypothèque conventionnelle, pour dettes antérieurement contractées (Rép. n° 294). Au fond, cette disposition revient à annuler dans tous les cas l'hypothèque judiciaire résultant de jugements de condamnation rendus contre le failli au cours de la période suspecte; en effet, les jugements étant, en principe, déclaratifs de droits préexistants, l'hypothèque judiciaire qui en découle se trouve nécessairement constituée pour dettes antérieures (V. Civ. rej. 19 nov. 1872, aff. Delafoy, D. P. 73. 1. 425; Req. 18 févr. 1873, aff. Rasay, D. P. 74. 1. 166; 17 mai 1887, aff. Davy et Legorgeu, D. P. 87. 1. 252. On a proposé, il est vrai, pour ne pas annuler dans tous les cas l'hypothèque judiciaire, de restreindre la nullité au cas où la demande en justice aurait été formée pendant la période suspecte (Bravard, t. 5, p. 247); mais cette distinction arbitraire est rejetée par la plupart des auteurs (Demangeat sur Bravard, note 1, p. 247; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2761, note 3; Renouard, t. 1, p. 389; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 382).

**643.** Il n'y a pas lieu non plus de distinguer suivant la nature des dettes; l'hypothèque est donc nulle, même si elle résulte d'une condamnation à des dommages-intérêts à raison d'un délit ou d'un quasi-délit; en ce cas encore,

l'obligation préexiste à la condamnation (Comp. Rouen, 16 mars 1878, cité *supra*, n° 638). Dans l'espèce de cet arrêt, il s'agissait d'une hypothèque conventionnelle garantissant une dette de dommages-intérêts née d'un délit; mais ses motifs s'appliquent avec la même force à l'hypothèque judiciaire. — Une exception doit cependant être faite en ce qui concerne la condamnation aux frais prononcée contre la partie perdante aux termes de l'art. 130 c. proc. civ. L'obligation de payer les frais naissant de la condamnation est concomitante à l'hypothèque judiciaire; celle-ci, dès lors, échappe à la nullité en tant qu'elle garantit le paiement desdits frais (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2762 *in fine*).

Si l'hypothèque judiciaire est nulle, il en doit être de même de la subrogation conventionnelle au bénéfice de cette hypothèque. Jugé, en conséquence, que, l'hypothèque judiciaire attachée à la condamnation obtenue par le créancier d'un commerçant au cours de la période suspecte devant être annulée, cette annulation est nécessairement encourue par le tiers qui a été subrogé à ladite hypothèque judiciaire en prêtant au commerçant des fonds pour rembourser le créancier primitif (Req. 17 mai 1887, cité *supra*, n° 642). Et l'hypothèque judiciaire étant nulle, l'inscription prise avant le jugement déclaratif est également sans effet au regard de la masse. A plus forte raison doit-on considérer comme non avenue, au regard de la masse, l'hypothèque inscrite postérieurement à la déclaration de faillite, en vertu d'un jugement postérieur aussi à cette déclaration et portant condamnation contre le failli pour dette antérieure (Req. 18 févr. 1873, aff. Rasay, D. P. 74. 1. 166). Cette solution est évidente, l'hypothèque et l'inscription étant l'une et l'autre entachées de nullité, la première d'après l'art. 446, la seconde d'après l'art. 448 c. com.

**644.** — 3° *Hypothèques légales.* — L'art. 446 ne vise que les hypothèques conventionnelles ou judiciaires; il est inapplicable aux hypothèques légales qui, par définition même, sont toujours contemporaines de la créance qu'elles doivent garantir (Rép. n° 300, et v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1421). En ce qui concerne l'hypothèque légale du mineur, aucun doute n'a jamais été émis, cette hypothèque prenant naissance par le fait seul de la tutelle et en dehors de toute convention. — On admettait, au contraire, assez généralement, sous l'empire du code de 1807, que l'hypothèque légale de l'Etat ou des établissements publics sur les biens des receveurs et autres comptables, et surtout l'hypothèque légale de la femme sur les biens de son mari, étaient nulles quand elles avaient pris naissance moins de dix jours avant l'ouverture de la faillite, c'est-à-dire quand l'entrée en fonctions des comptables ou le contrat de mariage étaient postérieurs à cette date (Rép. n° 300). Mais cette solution, admise par certains auteurs même au lendemain de la loi de 1838 (V. Pardessus, t. 3, n° 1135), est contraire au texte et à l'esprit de l'art. 446; aussi est-il admis, sans conteste, aujourd'hui que l'art. 446 est inapplicable aux hypothèques légales en général, et à l'hypothèque de

de la passation de l'acte, notaire Paul susvisé, le solde dudit compte courant, au profit de Meynard, était réduit à 15000 fr.; — Attendu que postérieurement au 21 juill. 1880, il n'a plus été fait entre les parties aucune opération, aucune avance de fonds nouvelle; — Que tout s'est exclusivement borné à de simples renouvellements des effets anciens, souscrits par Bruno-Brian au profit de Meynard, par de nouveaux billets; que si des fonds ont été avancés par Meynard, ce n'a été qu'en vue de retirer des mains des tiers porteurs réguliers les effets qu'il s'est agi de renouveler ainsi successivement; — Que Meynard est donc resté purement et simplement le créancier de Bruno-Brian du même solde de compte qui lui était dû à la veille du 21 juill. 1880, et que ce solde n'a été ni modifié, ni transformé par suite de causes nouvelles dans le compte courant; — Que les livres du sieur Meynard, dont le tribunal a pu prendre connaissance, témoignent de cette situation particulière, et l'établissent d'une manière indiscutable; — Qu'en réalité, à partir du 21 juill. 1880 il n'y a pas eu entre Bruno-Brian et Meynard de compte courant véritablement maintenu et continué; que c'est donc évidemment, non point en vue de garantir un solde éventuel pouvant provenir des relations nouvelles et poursuivies, c'est-à-dire d'une nouvelle confiance faite par Jean-Baptiste Meynard à Bruno-Brian, que l'hypothèque a été donnée par celui-ci à son créancier, mais bien, au contraire, exclusivement pour lui garantir une créance

ancienne qu'il se trouvait dans l'impossibilité de lui payer, à raison de l'insolvabilité dans laquelle il se trouvait déjà; — Que l'art. 446 c. com., qui prohibe toute hypothèque conventionnelle constituée sur les biens du débiteur pour dettes contractées antérieurement au jour déterminé comme étant celui de la cessation des paiements du débiteur, doit recevoir nécessairement son application; — Que le sieur Bruno-Brian a cessé ses paiements dès le 27 juin 1880; que l'hypothèque est postérieure, puisqu'elle est du 29 juill. 1880, et que la créance de Jean-Baptiste Meynard, au 27 juin 1880, était de 15000 fr. et n'a plus pu varier dès lors; — Par ces motifs, le tribunal déclare reprise et continuée selon ses anciens errements, l'instance introduite par exploit d'Agard, huissier, du 25 mai 1883; — Déclare nulle la constitution d'hypothèque consentie au sieur Jean-Baptiste-Bienvenu Maynard; en conséquence, prononce la mainlevée de l'hypothèque dont s'agit, prise au bureau des hypothèques d'Apt, le 29 juill. 1880, vol. 325, n° 95; ordonne que, sur le vu d'une expédition du présent jugement, le conservateur des hypothèques d'Apt sera tenu d'en effectuer la radiation, sinon contraint; — Dit que la dame Marbec ne sera admise au passif de la faillite Bruno-Brian qu'à titre de créancier chirographaire; dépens à sa charge.

Du 24 août 1886. Trib. com. de Marseille.

la femme mariée en particulier. Ainsi, le contrat de mariage d'un commerçant, passé dans les dix jours antérieurs à la date de la cessation des paiements, produit au profit de la femme l'hypothèque légale qui lui est conférée à raison de sa dot et de ses conventions matrimoniales (D.P. 67. 1. 5, note de M. Beudant; Nancy, 19 mars 1879, aff. Grandjean, D.P. 80. 2. 10; Poitiers, 5 mai 1879, aff. Sauge, D.P. 79. 2. 165. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2766; Renouard, t. 1, n° 382; Bravard, t. 5, p. 234; Massé, t. 2, n° 1211 et suiv.; Aubry et Rau, t. 3, p. 223; Pont, *Privileges et hypothèques*, t. 2, n° 886. V. *Rép.* n° 300). — Jugé aussi que les engagements contractés par la femme, conjointement avec son mari, pendant la période suspecte, étant valables, en principe, il n'est pas nécessaire que ces engagements aient acquis date certaine avant l'époque à laquelle a été fixée la cessation des paiements ou avant les dix jours qui ont précédé cette époque, l'art. 446 n'étant pas applicable aux hypothèques légales; qu'il suffit que l'obligation contractée par la femme ait une date certaine antérieure à la faillite (Douai, 29 janv. 1857, aff. Faillite Arnouts, D.P. 57. 2. 113, et sur pourvoi (Motifs), Civ. cass. 15 mars 1859, D.P. 59. 1. 105; Civ. rej. 19 févr. 1862, aff. Arnouts, D.P. 62. 1. 127), date certaine qui n'est nécessaire que pour fixer le rang de l'hypothèque légale de la femme à l'égard des autres créanciers hypothécaires du mari.

**645.** L'efficacité de l'hypothèque légale de la femme mariée au regard de la masse est toutefois contestée dans un cas spécial, celui où la femme, en s'obligeant solidairement avec son mari au paiement d'une dette antérieure, subrogerait le créancier au bénéfice de l'hypothèque légale, garantissant son recours éventuel contre le mari (c. civ. art. 1213-2°). — Il importe de bien préciser le terrain de la controverse; pour que la question se pose, il faut nécessairement que le créancier subrogé soit un créancier du mari ou un créancier de la communauté et, de plus, que la créance soit antérieure à l'engagement de la femme; car, d'une part, si la subrogation était consentie à un créancier personnel de la femme, le droit exercé par le subrogé ne pourrait nuire aux créanciers de la masse; et, d'autre part, si l'engagement de la femme était concomitant ou antérieur à la naissance de la dette du mari, l'art. 446 serait inapplicable, puisqu'en ce cas le mari eût pu valablement consentir une hypothèque conventionnelle sur ses propres biens. Au contraire, si l'on suppose une dette préexistante du mari, il est certain qu'une hypothèque conventionnelle par

lui consentie pendant la période suspecte, pour en assurer le paiement, serait nulle de droit; aussi plusieurs arrêts, voyant dans la subrogation du créancier à l'hypothèque légale de la femme une hypothèque conventionnelle pour dette antérieure, frauduleusement déguisée, ont-ils décidé que la femme qui s'engage solidairement avec son mari commerçant, envers un créancier antérieur auquel ce dernier ne pourrait valablement constituer une hypothèque conventionnelle, aux termes de l'art. 446, n'a pas d'hypothèque légale sur les biens de son mari pour l'indemnité du cautionnement qu'elle a souscrit (Poitiers, 16 janv. 1850, aff. Audry, D.P. 60. 2. 25; Nancy, 4 août 1860, aff. Jacquinet-Bourdon, D.P. 60. 2. 196; 4 mars 1876, aff. Lepage, D.P. 77. 1. 359. Conf. Bédarride, t. 1, n° 123 *ter*; Beudant, note sous Req. 9 déc. 1868, D.P. 69. 1. 5).

Mais cette doctrine est aujourd'hui abandonnée par la presque unanimité de la jurisprudence et de la doctrine. Elle a même été répudiée par les cours de Nancy et de Poitiers, qui l'avaient longtemps défendue. Il est donc à peu près constant aujourd'hui que la femme qui, après la cessation des paiements de son mari, s'engage solidairement envers un créancier de ce dernier au paiement d'une dette antérieurement contractée, a, pour l'indemnité à elle due par suite de cet engagement, une hypothèque légale dont elle peut transmettre le bénéfice à ce créancier par voie de subrogation (Civ. rej. 25 juill. 1860, aff. Martinal, D.P. 60. 1. 330; Besançon, 10 avr. 1865, aff. Bruchon, D.P. 65. 2. 82; Dijon, 6 févr. 1868, aff. Viallet, D.P. 69. 1. 5; Bourges, 1<sup>er</sup> avr. 1870, aff. Blanvillain, D.P. 72. 2. 30; Nancy, 19 mars 1879, aff. Grandjean, D.P. 80. 2. 10, et sur pourvoi; Civ. cass. 27 avr. 1881, D.P. 81. 1. 293; Poitiers, 20 avr. 1885, aff. Babut, D.P. 86. 2. 6, et sur pourvoi, Req. 18 avr. 1887, D.P. 87. 1. 155. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2767; Renouard, t. 1, n° 382; Pardessus, t. 3, n° 1135; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 242, note). Toutefois, d'après l'arrêt de la cour de Poitiers du 20 avr. 1885, précité, la femme ou le créancier subrogé ne pourra exercer ce recours que dans la mesure où elle a concouru à enrichir la faillite. V. en ce sens : note sous Req. 9 déc. 1868, précitée. — Jugé, en ce sens, que la dation en paiement d'une créance commune avec garantie solidaire, consentie par le failli et sa femme de lui autorisée, au cours de la période suspecte, est nulle pour la part appartenant au mari dans la créance cédée, mais valable pour la part de la femme (Bordeaux, 12 mai 1873) (1);... Et ce, alors

(1) (Joachim C. syndic Faure.) — LA COUR; — Attendu que, par contrat en date du 24 mai 1871, au rapport de M<sup>e</sup> Durand, notaire à Port-Sainte-Foy, Léonard Faure et la dame Grimaud, son épouse, ont cédé à Joachim une somme de 3500 fr., à valoir et à prendre sur celle de 4500 fr., due aux cédants par les époux Yonnet, pour solde du prix de la vente d'un immeuble qu'ils leur avaient consentie; qu'ils ont en même temps déclaré subroger le cessionnaire, sous toute garantie solidaire entre eux, dans leurs droits, actions, privilèges et inscriptions contre lesdits acquéreurs; — Que cette cession, dit le contrat, a eu lieu moyennant pareille somme de 3500 fr., que Joachim a payée aux époux Faure, qui l'ont reconnu et ont déclaré lui en accorder quittance, pour la cause dont il s'agit, sous leur garantie solidaire; — Attendu que, le 6 oct. 1871, le tribunal de commerce de Bergerac a déclaré Léonard Faure en état de faillite, et qu'un second jugement du 6 novembre suivant a reporté au 25 août 1870 l'époque de la cessation de ses paiements; — Que, dans cette situation, Coste, syndic de la faillite Faure, a fait assigner Joachim devant ledit tribunal, pour entendre déclarer nulle et de nul effet, par application de l'art. 446 c. com., la cession du 24 mai 1871, et ordonner que les débiteurs cédés ne devraient se libérer qu'entre ses mains; — Que, de son côté et tout en résistant à cette demande, Joachim a appelé la dame Faure à sa garantie, soutenant, que, pour le cas où ladite cession serait annulée, elle devait être tenue de le relever indemne des conséquences de cette nullité, ainsi que des condamnations qui seraient prononcées contre lui; — Attendu, sur la demande principale du syndic, qu'il est constant, et d'ailleurs reconnu par Joachim lui-même, que la cession du 24 mai 1871 ne lui a été faite que pour le payer à due concurrence d'une dette antérieurement contractée; mais qu'il est également certain que la créance cédée n'appartenait à Faure que pour une moitié, l'autre moitié de ladite créance étant la propriété exclusive de sa femme, qui pouvait seule en consentir la cession; — Que les époux Faure étaient, en effet, copropriétaires, chacun pour une moitié, de l'enclos du Petit-Montet, qu'ils avaient vendu aux époux Yonnet moyennant le

prix de 10500 fr., et que par suite, la moitié du solde de ce prix appartenait en propre à la dame Faure; — Que la cession faite par le mari, ainsi que la subrogation qu'il avait solidairement promise, tombaient donc sous le coup de l'art. 446 c. com., et que la nullité a été justement prononcée; — Attendu qu'il en était autrement de la cession consentie par la dame Faure, laquelle était, au contraire, pleinement valable; que ladite dame n'était dans aucuns cas d'exception qui peuvent restreindre la capacité des femmes mariées; qu'elle n'excipait d'aucune erreur ou d'aucune surprise, et que son mari, bien que déclaré en faillite, n'en était pas moins habile à l'autoriser; — Que, d'ailleurs, elle ne demandait pas devant le tribunal la nullité de la cession par elle faite, mais se bornait à contester la garantie dont Joachim la disait tenue; — Attendu que, si Coste, en sa qualité, pouvait être recevable à demander lui-même la nullité de cette cession, parce qu'elle ferait naître au profit de la dame Faure une hypothèque légale venant grever, au détriment de la masse, les immeubles de son mari, il devait au moins établir qu'elle est le résultat d'une fraude combinée entre Joachim et les époux Faure pour procurer au premier un avantage indirect retombant en définitive à la charge de l'actif du failli; mais que cette justification n'est pas même essayée; — Qu'il est sans doute naturel de soupçonner la fraude, lorsque la femme qui ne possède aucuns biens contracte avec son mari en état de cessation de paiements, une obligation solidaire dont la seule utilité est de créer en sa faveur une hypothèque légale à laquelle elle subroge un créancier préféré; mais qu'il n'en saurait être ainsi lorsque, comme dans l'espèce, elle cède à ce créancier des biens qui lui sont propres, ou contracte à son égard une obligation solidaire à laquelle sa fortune donne un aliment sérieux; — Que, dans ce cas, aucune fraude n'est imputable au créancier dont les droits restent les mêmes à l'égard de la masse, et au bénéfice éventuel de laquelle il n'est pas même subrogé; — Que les premiers juges ont donc à tort annulé la cession consentie par la dame Faure au profit de Joachim, dans le contrat du 24 mai 1871, et qu'à cet égard leur décision doit être infirmée;... — Par ces motifs, infirme le juge-



même que cette dation en paiement ouvrirait au profit de la femme un recours contre la communauté, garanti par une hypothèque légale sur les immeubles du mari, s'il n'est justifié d'ailleurs d'aucun concert frauduleux entre les époux et le créancier cessionnaire (Même arrêt).

Au reste, la masse des créanciers n'est pas désarmée, en présence d'une pareille subrogation consentie au préjudice de leurs droits; et l'on verra *infra*, n° 671 et suiv., que l'application de l'art. 447 suffit, en pareil cas, pour sauvegarder ses légitimes intérêts.

**646.** — IV. PRIVILÈGES. — A. Nantissement. — Les seuls privilèges que frappe l'art. 446 sont ceux qui résultent du nantissement, en prenant ce mot dans le sens le plus large qui comprend à la fois le gage ou nantissement des meubles, et l'*antichrèse* ou nantissement immobilier.

**647.** — 1° Gage. — L'art. 446 ayant placé sur la même ligne la constitution d'hypothèque et la constitution du gage, deux conditions sont nécessaires pour qu'il y ait nullité, à savoir : que le gage soit établi pour une dette antérieure, et pendant la période suspecte (V. *Rép.* n° 294 et 301). En conséquence, lorsqu'il a été consenti en même temps que l'obligation principale, le nantissement échappe à l'application de cet article. — A plus forte raison, en doit-il être ainsi du nantissement destiné à garantir une *créance future* : il ne pourrait être annulé que s'il présentait un caractère de fraude ou de dol, et si le créancier nanti avait eu, au moment de l'acte, connaissance de la cessation des paiements (Lyon, 16 juin 1874, aff. Syndic de l'Exposition universelle de Lyon, D. P. 76. 2. 171).

**648.** Si la créance ancienne a fait place à une créance nouvelle par suite d'une novation, spécialement d'une novation par changement de créancier, et que le créancier nouveau stipule, par l'acte même opérant novation, la dation d'un gage destiné à garantir la nouvelle créance, cette constitution de gage échappe en principe à l'art. 446 (V. *supra*, n° 638, ce qui a été dit sur la novation, à propos de l'hypothèque). — Mais il importe de ne pas confondre la novation par changement de créancier avec la cession de créance qui, laissant subsister l'ancienne créance, ne saurait être accompagnée d'une constitution de gage au profit du cessionnaire. Il a été jugé que, lorsque le créancier, dont le débiteur est ultérieurement tombé en faillite, rembourse avec *subrogation* un autre créancier de ce même débiteur pendant la période suspecte, et se fait simultanément constituer par ledit débiteur un gage pour la sûreté de cette avance nouvelle, les juges annulent à bon droit ce nantissement par application de

l'art. 446 c. com., s'ils reconnaissent, en fait, que le paiement avec subrogation n'a été, sous une forme déguisée qu'une cession de la créance primitive, qui a ainsi subsisté et était antérieure à l'acte de nantissement (Req. 22 juill. 1886, *infra*, n° 725) (1). Et, en admettant que le paiement avec subrogation ait eu réellement ce caractère, et ait créé ainsi une dette nouvelle à la charge du débiteur, le gage peut encore être déclaré nul, s'il est constant que ce nouveau prêt n'a été fait qu'en vue de la faillite imminente du débiteur, en contravention à l'art. 446 et dans le but de spolie la masse (Même arrêt). — En tout cas, est valable le gage constitué pour dette préexistante, dont la constitution remonte à une époque antérieure à la période suspecte. Valable, ce gage peut être liquidé même après la cessation des paiements. Jugé, en ce sens, que le paiement fait par le débiteur tombé depuis en faillite à un banquier investi du privilège de créancier gagiste, sur le prix des marchandises données en gage, est valable, bien qu'il ait eu lieu dans les dix jours qui ont précédé l'époque à laquelle la faillite a été reportée, le créancier nanti d'un gage obtenu sans fraude à un moment où le débiteur était en possession de ses droits pouvant exercer son privilège sur ce gage aussi bien après qu'avant la cessation de paiements du débiteur (Montpellier, 2 juin 1877, aff. Faillite Sagols, D. P. 79. 1. 69).

**649.** Le gage peut avoir pour objet des choses corporelles et des choses incorporelles; il y a lieu d'examiner successivement ces deux cas.

L'application des principes formulés ci-dessus au nantissement en marchandises, ou plus généralement au gage portant sur des objets corporels, conduit à décider que, pour être considéré comme antérieur à la période suspecte, il est inutile que le gage ait été effectivement remis au créancier avant les dix jours qui ont précédé la cessation des paiements; il suffit que le contrat du gage lui-même soit intervenu avant cette date. Jugé, en ce sens, que la promesse d'un gage faite au moment même de la naissance de la créance qu'il garantit, peut, sans tomber sous le coup de l'art. 446, être réalisée dans les dix jours qui précèdent la cessation des paiements, ou même après la cessation des paiements (Toulouse, 25 mars 1874, aff. Syndic Barbaza, Jalabert et C<sup>ie</sup>, D. P. 76. 1. 318). Ainsi, le nantissement en marchandises stipulé comme condition expresse d'un prêt, est valablement constitué, bien que la remise des marchandises, retardée par une cause involontaire, n'ait eu lieu qu'après les avances faites et dans les dix jours qui ont précédé l'ouverture de la faillite, si ces avances n'ont eu lieu qu'en vue du gage, et si l'emprunteur, en les demandant, a reconnu

ment en ce qu'il annule les cessions et subrogations consenties par la dame Faure au profit de l'appelant et portant sur la moitié qui lui appartenait dans le solde du prix de vente dont les époux Yonnet restaient débiteurs; émettant, dit, au contraire, que lesdites cessions et subrogations sont valables, et doivent recevoir leur effet à raison de 1750 fr., et accessoires légitimes dont les débiteurs cédés se libéreront valablement entre les mains de Joachim; etc...

Du 12 mai 1873.-C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Vaucher, pr.-Dufresne, av. gén.-Battar, Moulinier et Pommereau, av.

(1) (Victor et Henri Lemoine C. Decaux et qualités.) — La cour; Sur les deux moyens réunis du pourvoi fondés, le premier sur la violation de l'art. 446 c. com. et des art. 1317 et suiv. c. civ.; le second sur la violation des art. 1202 c. civ., 130 c. proc. civ. et 7 de la loi du 20 avr. 1810 : — Attendu que, par actes des 2 et 5 juill. 1882, Henri Lemoine, qui avait déjà contre les époux Moreau une créance chirographaire de 35000 fr. et une créance hypothécaire de 50000 fr. a versé encore 30000 fr. pour rembourser à la banque Journal et comp. une créance hypothécaire de pareille somme, qu'elle avait sur les époux Moreau, et a été subrogé dans les droits de la banque; que, par un autre acte, en date des 26 juin, 2 et 5 juill. 1882, les époux Moreau ont transporté, à titre de nantissement, à Henri Lemoine, les sommes qui pourraient leur être dues par la compagnie d'assurances *la Nationale*, par suite de deux assurances sur la vie par eux contractées; que la garantie de ce transport devait s'appliquer d'abord au paiement de 30000 fr. montant de la quittance subrogative, puis au remboursement de la créance chirographaire de 35000 fr. de Henri Lemoine et d'une autre créance de 85000 fr. au profit de Victor Lemoine; que Moreau a été déclaré en faillite le 5 juill. 1883, et que l'époque de cessation de ses paiements a été fixée au 7 juill. 1883; qu'à la suite du décès de Moreau, les frères Lemoine ont touché le montant de son assu-

rance; — Attendu que l'arrêt attaqué constate que Henri Lemoine connaissait les embarras notoires de la situation de Moreau, les menaces de son banquier Journal et l'imminence d'une faillite, dont la déclaration aurait entraîné la perte de sa créance chirographaire, et de celle de son frère, et compromis même sa créance hypothécaire de 50000 fr., et que le remboursement de la créance Journal n'a été, de sa part, qu'un moyen de se rendre maître de la situation hypothécaire, de s'emparer des polices d'assurances, seul actif du débiteur, et de retarder sa faillite; que l'arrêt déclare, d'une part, que le remboursement fait à la banque Journal n'a été qu'une cession, sous la forme déguisée d'un paiement avec subrogation de la créance Journal qui avait ainsi subsisté et qui était antérieure à l'acte de nantissement; que l'arrêt déclare, d'autre part, qu'en admettant même que ce remboursement pût être considéré comme ayant constitué une dette nouvelle à la charge des époux Moreau, ce prêt nouveau aurait été fait uniquement pour contrevenir aux dispositions de l'art. 446 c. com. et dépouiller la masse de son actif; qu'il résulte également de l'ensemble des constatations de l'arrêt que les frères Lemoine, après avoir participé tous deux à l'acte de nantissement, l'ont exécuté de concert en encaissant ensemble le montant de l'assurance sur la vie de Moreau; que, dans cet état et faits, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a déclaré nul pour le tout, au regard de la masse, le nantissement susénoncé et a prononcé contre les frères Lemoine une condamnation solidaire à la restitution des sommes touchées par eux en commun, ainsi qu'aux dépens du procès; que cette décision, justifiée par les faits constatés à la charge des demandeurs en cassation, n'a violé aucun des articles de lois visés au pourvoi et qu'elle satisfait aux exigences de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810;

Par ces motifs, rejette.

Du 22 juill. 1886.-Req. MM. Bédarides, pr.-George Lemaire, rap.-Chévrier, av. gén.-Roullier, av.

son obligation de fournir immédiatement le gage et l'a effectivement délivré aussitôt qu'il l'a pu (Colmar, 3 juill. 1865, aff. Bernheim, D. P. 65. 2. 225. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2763, note 2; Renouard, t. 1, p. 388; Boistel, n° 953. Mais l'acte constitutif du gage ne peut être considéré comme antérieur à la période suspecte qu'autant qu'il a acquis *date certaine* avant le commencement de cette période (C. civ., art. 2074); il en est ainsi, du moins, en matière civile. Jugé, en ce sens, que, bien qu'avant la cessation de ses paiements, un emprunteur ait consenti par acte authentique un nantissement en faveur d'une personne qui promettait de lui prêter certaines sommes déterminées, et qu'il apparaisse comme constant que la remise de ces sommes a eu lieu également avant cette époque, cependant, si les quittances sous seing privé qui constatent cette remise n'ont acquis *date certaine* par l'enregistrement que depuis l'ouverture de la faillite, le nantissement ne peut être opposé à la masse des créanciers (Angers, 20 déc. 1850, aff. Houette, D. P. 52. 2. 132). Si le gage est commercial, il est, au contraire, inutile que l'acte qui le constate ait acquis *date certaine* avant cette même période (c. com. art. 91 nouv.). C'est au juge qu'il appartient d'apprécier, d'après les circonstances, si l'acte est ou non antidaté (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 693, et t. 2, n° 2763).

**650.** En cas de substitution d'un gage à un autre au cours de la période suspecte, une distinction essentielle s'impose. Si la remise du nouveau gage est faite à un créancier encore nanti du gage ancien, l'art. 446 ne peut s'appliquer (Aix, 17 janv. 1866, aff. Moralès et comp. et, sur pourvoi, Req. 12 août 1867) (1);... pourvu toutefois que la chose nouvellement engagée ne soit pas d'une valeur supérieure à celle de l'ancien gage; car, en ce cas, c'est le contrat primitif de nantissement qui reçoit son exécution par équivalent (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 721).

Par contre, lorsqu'un nouveau gage est donné à un créancier dessaisi de l'ancien, ce nouveau nantissement, se trouvant accordé pour une créance dépourvue de toute garantie au moment où il est constitué, est sans lien avec le gage primitif; par suite, il n'en prend pas la date et doit être annulé s'il est postérieur à la cessation des paiements du débiteur (Civ. rej. 29 mars 1865, aff. Richault, D. P. 65. 1. 286; Lyon-Caen, loc. cit.; Boistel, n° 953; de Coudert, n° 380). Spécialement, lorsque le créancier, auquel une somme déposée, à titre de cautionnement, dans la caisse d'une compagnie de chemin de fer, a été donnée en nan-

tissement, a consenti au retrait de cette somme remplacée au moyen d'obligations achetées de ses deniers et déposées en son nom dans la même caisse, l'acte postérieur par lequel il rétrocede ces obligations au débiteur, qui les affecte à la créance que garantissait la somme retirée, constitue un nantissement distinct, frappé de nullité, s'il a été donné par un débiteur en état de cessation de paiements (Civ. rej. 29 mars 1865, précité). Et la nullité de cet acte ne doit pas être considérée comme faisant rentrer le créancier dans la propriété des obligations qu'il avait ainsi rétrocedées avec stipulation de nantissement, lorsqu'il est constaté qu'en les achetant de ses deniers, il n'a agi que pour le compte du débiteur, et que c'est à celui-ci que les obligations dont il s'agit ont toujours appartenu (Même arrêt).

— Décidé, dans le même sens, que la substitution faite par un débiteur en état de cessation de paiements d'un nouveau gage à celui qu'il avait régulièrement remis à son créancier, est nulle comme constituant un nantissement consenti pour une dette antérieurement contractée, lorsqu'il est constaté, d'une part, que le créancier, au moment où il a reçu ce nouveau gage, ne justifiait pas qu'il était encore nanti de l'ancien, et, d'autre part, qu'elle n'a pas eu lieu en exécution de la convention originaire (Req. 29 nov. 1882, aff. Société *The Algerian mineral company*, D. P. 83. 1. 376).

**651.** Si l'endossement d'un récépissé délivré par les magasins généraux constitue un véritable paiement en marchandises, nul en tout cas s'il intervient au cours de la période suspecte (V. *supra*, n° 635), l'endossement d'un warrant par le propriétaire des marchandises warrantées à son créancier constitue un véritable nantissement (Rennes, 22 mars 1866, aff. Syndic Villeneuve, D. P. 67. 2. 205). Cet endossement n'est donc nul que s'il a pour objet de garantir une dette antérieure.

**652.** La validité du nantissement portant sur des choses incorporelles, créances ou autres droits, doit s'apprécier, en principe, d'après les mêmes règles que pour le nantissement en marchandises. Ainsi, est nul de plein droit, au regard de la masse, l'acte par lequel un assuré en état de cessation de paiements a cédé à son créancier, en garantie d'une dette préexistante, le bénéfice de sa police d'assurance sur la vie (Trib. com. Marseille, 12 oct. 1886) (2). L'art. 446 c. com. est, au contraire, inapplicable à la constitution en gage d'une créance ou autre droit incorporel consenti par le failli au cours de la période suspecte, mais en même temps que la dette que ce transport est destiné à garantir (Civ. cass. 24 juin

(1) Moralès et Rostand C. Crédit agricole. — LA COUR; — Attendu qu'il est déclaré, en fait et souverainement par l'arrêt attaqué, qu'au 20 juin 1865, au moment où le nouveau gage fut remis au Crédit agricole, celui-ci était encore en possession des nantissements antérieurs; qu'il est pareillement déclaré, en fait, que le nouveau gage était d'une valeur à peine équivalente à la valeur de celui auquel il a été substitué; — Qu'en présence des faits ainsi précisés, la cour avait à rechercher, en droit, si l'art. 446 c. com., qui déclare nuls dans l'intérêt de la masse les nantissements consentis par le failli, pour dettes antérieures, dans les dix jours qui précèdent la cessation des paiements, doit être appliqué à la simple substitution, faite sans fraude, d'un gage à un autre de même valeur; — Attendu que la nullité établie par le dernier paragraphe de l'art. 446 ne l'a été que dans l'intérêt de la masse et pour empêcher que le débiteur, à la veille de faillir, ne crée, au profit de quelques-uns de ses créanciers, des causes de préférence qui deviendraient ruineuses pour les autres; mais que, si énergique que soit la protection accordée à la masse, elle ne va pas jusqu'à lui permettre de s'enrichir aux dépens d'autrui; qu'ainsi en prononçant la nullité des nantissements constitués pour dettes antérieures, l'art. 446 reconnaît la validité de ceux qui seraient consentis pour une dette nouvelle, parce qu'il serait inique que la masse profitât des valeurs remises au débiteur en s'affranchissant de la convention sous laquelle ces remises avaient été faites; — Attendu que la substitution d'un gage à un autre, accomplie dans les circonstances de fait que l'arrêt constate exister dans la cause actuelle, ne cause évidemment aucun préjudice à la masse, à laquelle il est indifférent que le privilège s'exerce sur une chose ou sur une autre de valeur équivalente; que, d'un autre côté, ces substitutions peuvent être souvent très utiles au crédit des commerçants, en leur permettant de retirer un gage dont ils peuvent avoir un placement avantageux, en lui substituant une chose de même valeur d'une réalisation actuellement moins avantageuse; — D'où il suit qu'en validant la substitution opérée le 20 juin 1865 entre Rostand et comp. et le Crédit agricole, l'arrêt attaqué,

loin de violer l'art. 446, en a fait une saine application à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 12 août 1867. — Ch. req. — MM. Bonjean, pr. — Nachet, rap. — Fabre, av. gén., c. conf. — Boiviel, av.

(2) Syndic faillite Charvet C. Proby. — LE TRIBUNAL; — Attendu que, suivant police en date du 10 déc. 1884, Charvet a contracté avec la Compagnie d'assurance *la France* une assurance sur la vie pour une somme de 10000 fr. payables à échéance fixe ou, en cas de décès, à ses héritiers; que suivant avenant en date du 9 mai 1885, dûment accepté et signé par le cessionnaire, il a été cédé le bénéfice de ladite assurance à l'un de ses créanciers, le sieur Proby, à titre de garantie pour dettes préexistantes; — Attendu que, le 23 sept. 1885, Charvet a été déclaré en état de faillite; que par jugement postérieur du 23 juill. 1886 la date de la cessation des paiements a été reportée au 25 oct. 1884; qu'entre temps Charvet est décédé, que le montant de l'assurance se trouve à cette heure exigible; — Attendu que Proby, bénéficiaire de l'assurance, en réclame le paiement à son profit; qu'il a mis en cause la compagnie d'assurance qui se déclare prête à payer en mains de qui il sera ordonné par justice, et Dufour, syndic de la faillite Charvet; — Attendu que le syndic se prévaut de l'art. 446 c. com. pour demander l'annulation de la cession faite à Proby et l'attribution à la masse du bénéfice de l'assurance; — Attendu qu'en l'état des faits et des dates ci-dessus rapportées, il est constant que l'acte attaqué est postérieur à la date de la cessation des paiements; que soit qu'on le considère comme une dation en paiement par transport de créance ou comme un nantissement pour dettes, antérieurement contractées, il tombe également sous l'application de l'art. 446 c. com. lequel dans ses paragraphes 3 et 4 édicte pour l'un et l'autre cas une nullité radicale; — Attendu qu'il n'est point douteux, conformément à une jurisprudence constante, qu'une assurance sur la vie, et surtout, comme dans l'espèce, une assurance mixte n'entre dans le patrimoine de l'assuré et ne doive, à ce titre, appartenir à l'actif de la faillite; — Par ces motifs; — La

1868, aff. Héritiers Lecomte, D. P. 68. 1. 326, et sur renvoi, Rouen, 9 févr. 1870 (1); Alger, 31 déc. 1869, aff. Housse, D. P. 71. 2. 101; Civ. rej. 30 déc. 1874, aff. Faillite Grosse, D. P. 76. 1. 25; Rennes, 13 juin 1889 (2). Et à ce sujet, il importe d'observer que, bien que l'art. 446 ne parle que de la constitution de gage, la jurisprudence s'attachant à l'esprit plutôt qu'à la lettre de la loi n'hésite pas à assimiler la cession-transport à la simple mise en gage de la créance : ainsi, la cession de créance consentie par le failli pendant la période suspecte est valable si elle est contemporaine de la dette qu'elle est destinée à garantir, et dont elle forme une condition essentielle. C'est ce qu'admettent tous les arrêts pro-

tribunal, sans s'arrêter aux fins prises par Proby, déclare nulle la cession consentie à Proby par Charvet; dit et ordonne que la Compagnie la France payera en mains du syndic de la faillite Charvet la somme de 10000 fr., montant échu de l'assurance contractée par Charvet; condamne Proby à tous les dépens.

Du 12 oct. 1886.-Trib. com. de Marseille.

(1) (Lecomte C. Syndic Lauvernier.) — La cour de Rouen était saisie de cette affaire en vertu du renvoi que lui en avait fait la cour suprême, par arrêt du 24 juin 1868 (D. P. 68. 1. 326), portant cassation d'un arrêt de la cour de Paris du 24 févr. 1866.

La cour; — Attendu que les termes des actes des 12 juill. et 12 oct. 1863 ne laissent aucun doute sur la nature des sûretés consenties par Lauvernier à Lecomte; qu'il y est formellement exprimé que, pour garantir à Lecomte l'effet des crédits ouverts par ces mêmes actes et le solde devant résulter, en sa faveur, de l'arrêté de compte final de toutes les opérations, Lauvernier cède, délègue et transporte à Lecomte, qui accepte, toutes les sommes qui peuvent ou pourront lui être dues dans le département d'Eure-et-Loir, pour prix de travaux en cours d'exécution ou à exécuter sur tous chemins et routes; — Qu'il résulte de là que c'est bien un transport-cession, et non pas un nantissement, qui a été consenti par le débiteur à son créancier; que l'art. 2076 c. nap., invoqué par l'appelant, est donc sans application à la cause; — Attendu que Lecomte a fait signifier les transports au payeur et au receveur général d'Eure-et-Loir, par exploits des 16 juill. et 16 oct. 1863; — Attendu que Lauvernier n'a été déclaré en faillite que le 25 févr. 1864; que, par un jugement ultérieur, la cessation des paiements a été reportée au 16 juillet précédent; qu'il ne se trouvait donc pas dessaisi de l'administration de ses biens à l'époque où il a traité avec Lecomte; que, par conséquent, les actes des 12 juill. et 12 oct. 1863 ne pourraient être annulés que par application, soit de l'art. 446, soit de l'art. 447 c. com.; — Attendu qu'aux termes du premier de ces articles, les paiements par voie de transport, les hypothèques ou les nantissements consentis par le failli depuis la cessation de ses paiements, ou dans les dix jours qui l'ont précédée, ne sont nuls de droit que lorsqu'ils ont eu pour objet des dettes antérieurement contractées; que cet article cesse d'être applicable lorsque les transports, les hypothèques ou les nantissements ont été consentis par le failli en même temps que la dette qu'ils sont destinés à garantir, et dont ils forment une condition essentielle; — Attendu, en fait, que c'est simultanément et par les mêmes actes qu'ont été constituées les obligations de Lauvernier envers Lecomte et les garanties au profit de celui-ci; — Que Lauvernier ne devait rien à Lecomte avant le 12 juill. 1863, et que si, lors de l'ouverture du crédit du 12 octobre suivant, les avances de Lecomte s'élevaient à 3900 fr., ce solde résultant de l'exécution régulière de l'acte du 12 juillet se trouvait complètement couvert et au delà par le transport consenti en ce dernier acte jusqu'à concurrence de 4000 fr.; — Attendu, quant à l'art. 447 c. com., que cette disposition n'est applicable, d'après ses termes mêmes, qu'au créancier qui, ayant traité avec le failli depuis la cessation de ses paiements, avait dès lors connaissance de cette situation; — Or, attendu qu'il n'est nullement établi que, ni au 12 juill., ni au 12 oct. 1863, l'état de cessation de paiements de Lauvernier fût connu de Lecomte; — Par ces motifs, etc...

Du 9 févr. 1870.-C. de Rouen, aud. sol.-MM. Massot, 1<sup>er</sup> pr.-Duval, av. gén.-Breulier et Thiroux (du barreau de Paris), av.

(2) (Martin C. Synd. faillite Mathoul.) — La cour; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que les paiements faits par voie de transport, depuis la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, ne sont nuls et de nul effet relativement à la masse que lorsqu'ils ont eu pour objet d'éteindre des dettes antérieurement contractées; que l'art. 446 c. com. est inapplicable à tout transport consenti par le failli en même temps qu'est contractée la dette dont il est destiné à garantir le remboursement; et que, si le transport a été fait tout à la fois pour le paiement de dettes antérieures et pour garantie d'avances nouvelles, la distinction que la loi elle-même établit entre ces deux opérations fait un devoir au juge, l'acte n'étant pas indivisible, de les apprécier distinctement afin de faire produire à celle qui n'est point frappée de nullité tous les effets dont elle est susceptible; — Attendu que,

cités. — Décidé cependant, en sens contraire, que le transport de créance consenti par le failli postérieurement au jour où la cessation de paiements a été reportée est nul, alors même que le cessionnaire a été régulièrement approprié de la créance, que le transport a eu lieu avec garantie de la part du failli, et que le paiement a été fait en espèces par le débiteur cédé (Caen, 18 juin 1872, aff. Verbeque, D. P. 73. 5. 259). Mais cet arrêt est resté isolé. Il n'existe en effet aucune analogie entre le fait du failli qui se libère d'une dette préexistante en donnant en paiement une créance à lui appartenant, et la cession-transport consentie à un bailleur de fonds au moment

le 1<sup>er</sup> juin 1887, dans les dix jours qui ont précédé la cessation des paiements de Mathorel, il a été passé entre ledit Mathorel et Etienne Martin un acte ainsi libellé : « M. Mathorel reconnaît devoir, à ce jour, à M. Et. Martin la somme de 7100 fr. que ce dernier lui a avancée à plusieurs reprises pour le règlement de différentes traites. M. Mathorel s'engage à rembourser cette somme de 7100 fr. à M. Martin qui accepte à première réquisition, avec intérêts commerciaux de 6 p. 100 l'an. Pour garantir d'autant plus à M. Martin le paiement de cette somme, M. Mathorel lui cède et délègue, par préférence et antériorité à tous autres créanciers, une somme de 4800 fr. déposée à la Société générale à Lorient... En conséquence, il autorise M. Martin à dénoncer cette délégation à la Société générale pour assurer son privilège, quand bon lui semblera »; — Attendu qu'à cette date du 1<sup>er</sup> juin 1887, E. Martin a tiré sur Mathorel une traite portant somme de 3563 fr. 75 cent. au 25 août, et qu'il est dès à présent établi que ce même jour le produit de l'escompte de ladite traite a été versé à Mathorel; que, le 20 avril précédent, Mathorel avait tiré sur E. Martin une traite portant somme de 3500 fr. au 20 juillet, et que le lendemain, 21 avril, ladite traite a été escomptée par Mathorel; que E. Martin est aujourd'hui porteur de ces deux traites pour les avoir acquittées de ses deniers aux échéances du 20 juillet et du 25 août, et que les sommes qu'il a ainsi payées s'élèvent à 7060 fr. 75 cent., chiffre inférieur de 39 fr. 25 cent. seulement à la somme totale que Martin reconnaissait devoir en raison d'avances faites pour le règlement de différentes traites; — Attendu que, pour faire écarter cette coïncidence, qui rend tout au moins très vraisemblable l'affirmation de l'appelant que le transport du 1<sup>er</sup> juin a été consenti en considération de la traite du 20 avril escomptée le lendemain et de la traite du 1<sup>er</sup> juin qui venait d'être ou qui allait être escomptée, l'intimé cherche à se prévaloir des termes dans lesquels Mathorel s'est reconnu débiteur; mais qu'il y a lieu de constater à cet égard, d'une part, que les mots « reconnaît devoir à ce jour » indiquent un règlement dont le dernier article portait la date du 1<sup>er</sup> juin, d'autre part, qu'il est spécifié que les sommes dues ont été fournies par le règlement de traites, et enfin que, suivant les habitudes du commerce, E. Martin pouvait se considérer comme étant d'ores et déjà créancier à titre conditionnel des sommes qu'il avait procurées à Mathorel en apposant sa signature sur des traites au profit de celui-ci; — Attendu que, si le montant de la seconde traite n'était point compris, comme l'est celui de la première, dans le règlement du 1<sup>er</sup> juin, il faudrait admettre contre toute vraisemblance, en premier lieu que E. Martin, créancier d'une somme de 7100 fr. dont le remboursement ne lui était pas garanti intégralement, se serait engagé, à découvert, jusqu'à concurrence de 3560 fr. 75 cent. et en second lieu que ledit E. Martin serait aujourd'hui créancier non pas de la somme de 7100 fr., mais bien de celle de 10660 fr. 75 cent., ainsi que le syndic l'allègue sans en justifier et sans offrir de le faire; — Attendu que de la production des deux traites acquittés par Martin, de la coïncidence ci-dessus relevée et des faits de la cause, il apparaît manifestement que, dans la pensée commune des parties, le transport de la somme de 4800 fr. sur la Société générale constituait, en réalité, un nantissement devant garantir à Martin, en cas de non-paiement par Mathorel des traites en circulation, le remboursement des sommes fournies audit Mathorel par l'escompte des deux traites du 20 avril et du 1<sup>er</sup> juin; — Attendu, relativement à la somme de 3560 fr. 75 cent., pour laquelle E. Martin demande que le transport-nantissement soit déclaré valable, qu'il serait sans intérêt de rechercher si la dette a été contractée le 1<sup>er</sup> juin, au moment où le produit de l'escompte a été appréhendé par Mathorel, ou bien le 25 août, au moment où l'appelant a payé la traite de ses deniers; qu'il suffit, en effet, que cette dette n'ait point été contractée antérieurement au 1<sup>er</sup> juin 1887, pour que les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'art. 446 c. com. soient inapplicables; — Attendu enfin qu'il n'est point établi que E. Martin ait eu, le 1<sup>er</sup> juin 1887, connaissance de l'état de cessation de paiements de Mathorel, d'où il suit que l'art. 447 c. com. n'est pas non plus applicable;

Par ces motifs, etc.

Du 13 juin 1889.-C. de Rennes.-MM. Frémont, av. gén.-Grivart et Jénouvrier, av.

même de l'emprunt, ou avant même que cet emprunt n'ait été réalisé. Dans le premier cas, il y a une dation en paiement qui est nulle de plein droit; dans le second, un emprunt avec garantie, c'est-à-dire une opération à titre onéreux, valable si elle est accomplie de bonne foi. Spécialement, est valable le transport de créances consenti par un commerçant au profit de la personne qui lui ouvre, par le même acte, un crédit en compte courant, bien que ce transport ait eu lieu dans les dix jours qui ont précédé l'époque de la cessation des paiements (Arrêt précité du 24 juin 1868). Et la cession étant valable, le débiteur cédé peut faire un paiement libératoire aux mains du cessionnaire, même avant la notification de la cession, pourvu cependant, si la notification n'a pas eu lieu, que le paiement précède la déclaration de faillite (Comp. Rép. n° 304). Ainsi, la faillite d'un adjudicataire de travaux qui avait cédé partie de son adjudication, c'est-à-dire des travaux à exécuter, longtemps avant la faillite, ne fait pas obstacle à ce que le cessionnaire touche directement de la commune le prix afférent à ces travaux, lequel, d'ailleurs, lui avait été délégué (Angers, 6 juin 1850, aff. Vallée, D. P. 51. 5. 258).

**653.** L'hypothèque et le nantissement, stipulés tout à la fois pour garantie de nouvelles avances faites depuis la période suspecte, et de prêts antérieurs, ne doivent être annulés qu'à l'égard de ces derniers (Poitiers, 20 avr. 1885, aff. Babut, D. P. 86. 2. 6; Rennes, 13 juin 1889, *supra*, n° 652); ... à moins cependant que les avances nouvelles ne doivent être considérées comme le prix de la sûreté donnée au créancier pour des prêts antérieurs, cas auquel hypothèque et nantissement doivent être annulés pour le tout (Req. 13 août 1883, aff. Gallet, D. P. 84. 1. 207).

Jugé, de même, que lorsqu'un transport a été fait par un failli, à la fois pour le paiement de dettes antérieures et pour garantie d'avances nouvelles, le juge doit apprécier distinctement ces deux opérations connexes, mais non indivisibles; et il a la faculté de décider que le bénéficiaire du transport n'est pas tenu de rapporter à la faillite les sommes reçues par lui en exécution de la cession, lorsqu'elles sont inférieures au montant de ses nouvelles avances (Civ. rej. 30 déc. 1874 cité *supra*, n° 652). — Au surplus, il appartient au juge du fond de déclarer, en vertu de son pouvoir souverain d'appréciation, qu'une convention relative à des avances et à des retenues respectives, en partie déjà faites et en partie futures, ne constitue ni un contrat de transport, ni un contrat de gage, mais bien une convention de compensation *in futurum* parfaitement licite, et par conséquent opposable à la masse, bien qu'elle n'ait pas été signifiée avant le jugement déclaratif (Req. 9 juin 1886) (1).

**654.** La constitution de gage, même pour dette antérieure, n'étant nulle que si elle intervient au cours de la période suspecte, il est essentiel d'être fixé sur la date de l'acte constitutif. En matière civile, il faut produire un acte ayant acquis date certaine avant cette période; mais en matière commerciale, l'antériorité de la date peut être établie par tous les modes de preuve (Lyon, 16 juin 1874 aff. Syndic exposition universelle de Lyon, D. P. 76. 2. 171). — En tout cas, il n'est pas nécessaire que le titre même de la créance ait été livré au créancier avant la cessation des paiements ou les dix jours qui précèdent; il suffit que cette tradition ait lieu avant le jugement déclaratif, qui seul opère le dessaisissement du failli, pourvu que la convention de gage elle-même soit antérieure à la période suspecte (Civ. rej. 20 janv. 1886, aff. Fouqueret, D. P. 86. 1. 406). Il est en effet de principe que le contrat de gage peut se former sans tradition, sauf à ne devenir parfait que par la livraison

(Req. 23 déc. 1879, aff. Hardy de Saint-Omer, D. P. 80. 1. 453). Dès lors, la remise intervenant en exécution du contrat, après la cessation des paiements, mais avant la faillite, n'est que le paiement d'une dette échue, valable en principe (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2763; Renouard, t. 1, p. 388; Boistel, n° 953; Pont, *Petits contrats*, n° 1134).

Mais du moins est-il nécessaire qu'avant la période suspecte il y ait eu entre le failli et le créancier un véritable contrat de gage, et non pas de simples pourparlers. Jugé, en conséquence, qu'un créancier n'étant valablement saisi, à l'égard de la masse de la faillite, d'une créance non négociable du failli, que par un acte régulier de transport ou de nantissement, la remise à lui faite, antérieurement à la cessation des paiements, d'une lettre du débiteur cédé qui s'engage à payer dans ses mains, et du titre de l'obligation, ne suffit pas pour l'investir de la propriété de la créance. Par suite, il ne peut faire entrer l'encaissement de cette créance, après la cessation des paiements, dans son compte courant, comme élément régulier d'actif au compte du failli, en extinction de la dette de celui-ci (Civ. rej. 30 déc. 1874, aff. Grosse, D. P. 76. 1. 25).

**655.** La date de l'acte constitutif est seule essentielle : celle de la signification importe peu. Dès lors que l'acte constitutif est antérieur à la cessation des paiements, la signification peut en être faite postérieurement, pourvu qu'elle ait eu lieu avant le jugement déclaratif, ... et cela alors même qu'elle serait postérieure de plus de quinze jours à l'acte de nantissement; ici ne s'applique pas l'art. 448 c. com., spécial aux inscriptions hypothécaires (Paris, 18 mai 1850, aff. Nquet, D. P. 50. 2. 176; Civ. rej. 18 juin 1862, aff. Vollot, D. P. 62. 1. 424; Lyon, 16 juin 1874, cité *supra*, n° 654. Comp. Rép. n° 304, 618; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 721, note 3). « Attendu, à la vérité, dit l'arrêt précité du 18 juin 1862, que le créancier n'a point encore de privilège et qu'il ne peut en avoir que par la signification de l'acte de nantissement au débiteur de la créance ou du droit incorporel, conformément à l'art. 2075; mais qu'il y a lieu de distinguer entre cette formalité imposée pour l'acquisition du privilège et celles établies pour la constitution de gage lui-même; que, si le gage ne peut exister par rapport aux tiers, sans l'acte qui le prouve et sans la remise du titre, il est néanmoins complètement indépendant, pour sa validité, de la signification, qui n'a d'autres effets que d'assurer le privilège à l'encontre de ceux qui pourraient acquérir, avant qu'elle fût faite, des droits sur la chose engagée; — Attendu que l'art. 446 c. com., en annulant tout droit de nantissement constitué sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées, s'est exclusivement attaché à préserver la masse contre les aliénations frauduleuses que les débiteurs peuvent être amenés à contracter; qu'il atteignait ce but en exigeant la perfection du contrat de nantissement par la constatation de sa date réelle et par la remise du titre, soit avant, soit depuis la cessation des paiements, pourvu, dans ce cas, que le nantissement fût donné en même temps que la dette contractée ou dans le même acte; qu'il n'avait pas à se préoccuper de la signification comme constitutive d'un privilège, puisque cette signification, n'étant plus que le fait exclusif du créancier, ne pouvait rien ajouter à la perfection du contrat... »

La solution donnée pour le nantissement en créances mobilières s'applique d'ailleurs à la cession transport, à titre de garantie, d'une créance ou d'une autre chose incorporelle (Mêmes arrêts). Décidé cependant, en sens contraire, sur ce dernier point, que le transport consenti par le failli

(1) (Faillite Hamerel.) — La cour; — Statuant sur le premier moyen du pourvoi : — Attendu que, pour déclarer valable et opposable à la masse de la faillite Hamerel l'acte du 18 avr. 1876, quoique non signifié avant le jugement déclaratif, l'arrêt attaqué reconnaît formellement « que la convention qu'il contient, s'appliquant à des avances et à des retenues respectives, en partie déjà faites et en partie futures, a été mal qualifiée soit de transport, soit de gage;... qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'un gage... qu'il ne s'agit pas non plus d'un transport (et cela par des considérations que l'arrêt indique et qui lui paraissent exclure même la possibilité de l'un ou de l'autre de ces contrats); qu'il induit de là « qu'il faut écarter la nécessité de l'accomplissement, pour la validité de l'acte, des formalités prescrites en matière de

transport ou de gage; qu'il déclare enfin que « d'après les stipulations de l'acte et la situation respective des parties, réciproquement créancières l'une de l'autre, au moment où il a été passé et devant augmenter encore leurs dettes et créances réciproques, la convention dont il s'agit n'a d'autre caractère que celui d'une convention de compensation *in futurum*, convention parfaitement licite; — Attendu que, dans ces conditions, l'arrêt attaqué n'a fait qu'user du pouvoir souverain d'interprétation des conventions et de l'intention des parties qui appartenait aux juges du fond et n'a pu ainsi violer aucun des articles de lois visés par le premier moyen; ...

Par ces motifs, rejette.

Du 9 juin 1886.-Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.

avant la période suspecte est nul vis-à-vis de la masse s'il n'a été signifié qu'après la cessation des paiements, bien que cette signification ait précédé le jugement déclaratif de la faillite (Colmar, 17 janv. 1866, aff. Jacob, D. P. 66. 5. 224). Mais cette doctrine n'a pas prévalu. En tout cas, la signification serait tardivement faite après le jugement déclaratif qui, dessaisissant le débiteur, doit produire le même effet qu'une saisie générale; or un cessionnaire ne pourrait faire valoir son droit sur la créance au préjudice d'une saisie-arrest antérieure à la signification (Civ. rej. 26 janv. 1863, aff. Couillaud, D. P. 63. 1. 47; Demangeat, t. 5, p. 295; Boistel, n° 919; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2720).

**656.** — 2° *Antichrèse.* — Une vive controverse s'est élevée sous l'empire du code de 1807, sur le point de savoir si ce droit n'était opposable par le créancier qu'au débiteur ou s'il l'était également aux autres créanciers. L'art. 446 par cela même qu'il annule l'antichrèse au regard de la masse dans un cas spécial, a implicitement reconnu qu'elle est, en principe, opposable aux créanciers. Comme l'acte constitutif du gage, l'acte de constitution d'antichrèse à raison d'une dette préexistante, doit, pour échapper à la nullité, avoir acquis date certaine avant la période suspecte; ainsi en est-il du moins en matière civile; mais il est indifférent que la transcription requise par la loi du 23 mars 1855 (art. 2) n'ait eu lieu que dans cette période. En ce dernier cas, c'est l'art. 448, non l'art. 446 qui devrait s'appliquer (Aubry et Rau, t. 4, § 498, note 9; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2764 et 2787).

**657.** — B. *Autres privilèges.* — L'art. 446 ne vise que le gage et l'antichrèse. Tous les privilèges immobiliers ou mobiliers autres que celui du créancier gagiste échappent donc à la nullité; la raison en est qu'à la différence du privilège dérivant du gage, ils résultent du seul effet de la loi, et qu'étant inhérents à la qualité de la créance, ils naissent toujours en même temps qu'elle, et non postérieurement. — Certaines difficultés se sont cependant élevées, en pratique, au sujet de quelques privilèges se rattachant à une idée de gage tacite; mais elles ont été généralement résolues dans le sens de la validité. C'est ainsi que, d'après une jurisprudence constante, le privilège résultant, au profit du bailleur, des baux passés en la forme authentique, ou qui ont acquis date certaine, n'est pas au nombre des droits de préférence dont la création est nulle relativement à la masse, si elle ne précède pas de plus de dix jours la cessation des paiements (Civ. cass. 2 mars 1869, aff. Descourt, D. P. 69. 1. 473; 30 mai 1870, aff. Marmiesse, D. P. 70. 1. 254, et sur renvoi, Aix, 19 janv. 1871, D. P. 71. 2. 46).

**658.** Les contestations relatives au privilège du commissionnaire sur les marchandises consignées entre ses mains par le failli ont également été résolues dans le sens du maintien du privilège. On sait qu'avant la loi du 23 mai 1863, on discutait sur l'étendue du privilège du commissionnaire; les anciens art. 93 et 94 ne parlant que de *frais, avances* et intérêts, on avait pu soutenir que le droit de commission n'était pas privilégié et même que, relativement à ses avances, le commissionnaire n'avait privilège qu'autant qu'elles auraient été faites au failli postérieurement à l'envoi des marchandises destinées à les couvrir. Ainsi, la cour de cassation refusait tout privilège pour les avances antérieures aux expéditions (Civ. cass. 14 mars 1855, aff. Syndic Reynard, D. P. 55. 1. 180. Comp. Rép. v° *Commissionnaire*, n° 173 et suiv.; Clamageran, *Du louage d'industrie, du mandat et de la commission*, n° 396. — *Contrà* : Bravard, t. 2, p. 299). Sous l'empire de cette législation, il a été jugé que le commissionnaire a privilège pour ses avances, bien que le connaissement constatant l'expédition des marchandises sur lesquelles les avances ont été faites ne lui ait été remis que dans les dix jours de la cessation des paiements du commettant, si ces avances sont *concomitantes* ou *postérieures* au nantissement (Rouen, 7 juill. 1853, aff. Davidson, D. P. 55. 2. 354). — La loi du 23 mai 1863, tranchant la controverse signalée plus haut, a étendu le privilège du commissionnaire aux avances même antérieures à l'expédition des marchandises destinées à les couvrir (c. com. art. 95 nouveau). Le privilège que le droit commun reconnaît ainsi au commissionnaire pour toutes ses avances, fussent-elles antérieures aux expéditions de marchandises à lui envoyées en nantisse-

ment, continue-t-il à tomber, en ce cas, sous l'application de l'art. 446? Décidé, depuis la loi nouvelle, que l'opération dont il s'agit présente les caractères d'une simple opération commerciale qui échappe à la présomption de fraude sur laquelle repose la disposition de l'art. 446, et que, spécialement, le prêteur qui a reçu mandat de vendre, pour le compte de l'emprunteur, des marchandises à lui expédiées, doit, à titre de commissionnaire, être admis à exercer le privilège de l'art. 95, quoique, d'une part, le commettant lui ait fait l'expédition constitutive du nantissement dans les dix jours antérieurs à la cessation de ses paiements, et que, d'autre part, le privilège soit réclamé pour sûreté d'avances antérieures à ce nantissement (Colmar, 3 juill. 1865, aff. Bernheim, D. P. 65. 2. 225. Conf. Boistel, n° 953; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2768).

**659.** Si l'art. 446 est inapplicable à tous autres privilèges que le nantissement, du moins le code de commerce, dans le but de maintenir l'égalité entre les créanciers, a-t-il supprimé le privilège du vendeur d'effets mobiliers (c. com. art. 550), et restreint le privilège du bailleur (c. com. art. 550; L. 12 févr. 1872). Pour l'interprétation de ces articles, et notamment pour la question de savoir si l'action résolutoire du vendeur survit à l'extinction de son privilège, V. *infra*, sect. 10, art. 2.

§ 2. — Actes dont l'annulation est facultative pour le tribunal (Rép. n° 364 à 349).

**660.** Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 266, il avait été question, au cours de la discussion de la loi de 1838, d'annuler indistinctement tous les actes postérieurs à la cessation des paiements du failli, comme le faisait le code de commerce de 1807, quoique les tribunaux n'aient pas toujours rigoureusement appliqué cette disposition. Mais ce système n'a pas prévalu. La loi de 1838, maintenue sans modification par la loi du 4 mars 1889, a voulu, au contraire, que la diminution de droits qui constitue l'état de failli fût établie par un titre connu de tous, c'est-à-dire par le jugement déclaratif de faillite. Jusqu'à ce jugement, le failli étant resté à la tête de ses affaires et ayant continué à les administrer, elle a maintenu, en principe, tous les actes qu'il a pu faire en dehors de ceux énumérés dans l'art. 446 (Rép. n° 187). L'art. 447 ne les a déclarés susceptibles d'annulation que sous certaines *conditions*. Et, même avec ces conditions, l'annulation n'en a généralement été considérée que comme *facultative* pour les tribunaux... A la différence, d'une part, des actes énumérés dans l'art. 446, lesquels sont frappés d'une nullité de *plein droit* (V. *suprà*, n° 575 et suiv.)... Et d'autre part, des actes postérieurs au jugement déclaratif de faillite, qui sont également nuls de plein droit, par cela seul qu'ils ont pour objet la disposition ou l'administration des biens dont le failli est dessaisi (V. *Rep. loc. cit.* et *suprà*, art. 1<sup>er</sup>).

**661.** — I. ACTES SOUMIS A LA NULLITÉ FACULTATIVE RÉSULTANT DE LA CESSATION DES PAIEMENTS. — 1° *Paiements.* — D'après l'art. 447, tous paiements autres que ceux prévus par l'art. 446 peuvent être annulés, etc. Or, l'art. 446 déclare nuls de droits tous paiements de *dettes non échues*, et les paiements de *dettes échues* autrement qu'en *espèces* ou *effets de commerce*. La première partie de l'art. 447 a donc en vue les paiements pour dettes échues, faits en espèces ou en effets de commerce (Comp. Rép. n° 305).

Peu importe, du reste, la cause de la dette (sauf une seule exception consignée dans l'art. 449) V. *infra*, § 5, n° 745 et suiv. La loi, en effet, ne distingue pas. Aussi l'art. 447 est-il applicable même au paiement d'une dette ayant pour cause un délit, ou un quasi-délit, telle, par exemple, que la réparation du dommage causé par un *abus de confiance* du failli. Dès lors, l'arrêt qui, par une erreur de droit, et sans que les juges du fond aient usé du pouvoir d'appréciation qui leur appartient, dispense le créancier payé de rapporter, en pareil cas, la somme indûment reçue, tombe sous la censure de la cour de cassation (Civ. cass. (deux arrêts) 19 mars 1883, aff. Faillite Avel-Mainguet, D. P. 84. 1. 28);... ou un *abus de blanc-seing* (Civ. rej. 9 janv. 1865, aff. de Bellussières, D. P. 65. 1. 38; Civ. cass. 13 nov. 1866, aff. De Lestrade, D. P. 66. 1. 435). Ainsi, dans le cas où un négociant a créé à son profit, à l'aide d'un abus de blanc-seing, des billets à ordre



qu'il a mis ensuite en circulation, le versement par lui fait après la cessation de ses paiements, à celui au nom duquel ces billets ont été créés, de la somme à rembourser aux tiers porteurs, tombe, malgré l'origine délictuelle de la dette du failli envers ce dernier, sous l'application de l'art. 447 (Mêmes arrêts)... Sans que l'auteur des blancs-seings puisse, pour échapper à la restitution qu'il est tenu de faire à la faillite, être considéré comme ayant reçu ce versement dans l'unique but de payer à titre de mandat, pour le compte de celui qui en a abusé, les effets sur lesquels il les avait apposés, ces effets étant dus personnellement par lui, et le commerçant à qui il les avait confiés n'ayant fait qu'acquitter, en lui en remettant le montant, l'obligation de réparer le préjudice résultant de son délit (Mêmes arrêts)... A la différence du tiers auquel le failli aurait remis les fonds pour les verser à l'auteur du blanc-seing, cas dans lequel l'action de l'art. 447 devrait être exercée, non contre ce tiers, vis-à-vis duquel il y a alors simple mandat de payer, mais contre l'auteur de l'abus de blanc-seing qui, par l'intermédiaire d'un mandataire, a reçu les fonds dont il s'agit (Arrêt précité du 13 nov. 1866. Comp. Demangeat et Bravard, t. 5, p. 223). L'art. 447 serait, au contraire, inapplicable, aussi bien que l'article 446 (V. *suprà*, n° 601), à la restitution par le failli, après la cessation de ses paiements, des marchandises qu'il se serait fait livrer à l'aide d'une escroquerie.

**662.** Par application des mêmes principes, et en présence de la généralité des termes de l'art. 447, on doit décider que, lorsqu'avant la déclaration de faillite, mais postérieurement à la date de la cessation des paiements, un failli verse des sommes d'argent à son créancier qui connaissait cette cessation, pour rentrer en possession de traites tirées par le failli sur ses débiteurs et remises audit créancier, ce versement ou paiement peut être annulé, s'il résulte des faits, souverainement appréciés par le juge du fond, que les sommes dues par les tirés au tireur étaient restées libres entre leurs mains à la disposition du failli, du patrimoine duquel elles n'étaient point sorties et à qui les débiteurs pouvaient les payer directement (Req. 21 mars 1883, aff. Congar et comp., D. P. 84. 1. 86). Une remise de fonds faite dans de telles conditions constitue, en effet, un véritable paiement de dettes échues.

Tombent également sous le coup de la nullité facultative de l'art. 447 : ... 1° l'endossement d'effets de commerce fait par le failli, au profit de la caution de l'une de ses dettes, dans le but de lui fournir le moyen de se procurer les fonds nécessaires au paiement de la dette cautionnée ; par suite, les effets ainsi endossés ou leur valeur doivent être rapportés à la faillite, sauf à la même caution à y produire, à raison de la somme par elle payée, en vertu de son cautionnement, au moyen de la négociation de ces effets (Metz, 26 mai 1868, aff. Aubé fils, D. P. 70. 2. 66). Le remboursement qui serait fait à la caution par le débiteur principal, en état de cessation de paiements de la somme payée au créancier par cette caution, tomberait incontestablement sous l'application de l'art. 447 ; il en doit être de même du remboursement anticipé dont il s'agissait en l'espèce ; — ... 2° Les paiements faits par un débiteur du failli à un créancier de celui-ci, même sans aucune disposition ni participation du failli, et lorsque, notamment, ce débiteur a cru, en payant, sans ordre, entre les mains de l'un de ses créanciers, exécuter une cession qui, en réalité, n'existait pas (Civ. rej. 29 juill. 1872, aff. Voruz, D. P. 72. 1. 222. — A plus forte raison, doit-on considérer comme annulables les paiements faits en vertu d'une délégation véritable consentie par le failli au préjudice de ses créanciers. Jugé en ce sens qu'en cas d'acceptation d'un transport de créance résultant de l'engagement pris par le débiteur cédé de se libérer entre les mains du cessionnaire, au moyen de traites à fournir sur lui par ce dernier, les paiements faits par le débiteur cédé entre les mains du cessionnaire postérieurement à la cessation des paiements du cédant peuvent être annulés à l'égard de la masse de la faillite de ce dernier, comme ayant eu lieu avec connaissance de cette cessation de paiements, et le cessionnaire peut être condamné à rapporter à la masse les sommes ainsi touchées par lui (Civ. rej. 26 juill. 1880, aff. Mathorel, D. P. 80. 1. 366).

**663.** Peuvent également être annulées, même lorsqu'elles ont été faites en exécution de marchés régulièrement passés,

les livraisons de marchandises faites par le failli à son cocontractant, si celui-ci a connu la cessation des paiements. Jugé, en ce sens, que s'il est vrai que l'exécution d'une vente de marchandises à livrer, antérieure à la faillite du vendeur, peut ne pas tomber sous le coup des art. 446 et 447 c. com., on doit annuler une livraison qui a suivi un premier refus de la même marchandise et a été accompagnée de diverses manœuvres tendant à payer, par préférence et par voie de compensation, l'acheteur, créancier du vendeur (Req. 5 août 1875, aff. André, D. P. 76. 1. 389). Il est bien vrai que l'art. 446 n'annule que la dation en paiement, le paiement en marchandises d'une somme d'argent due, et non le paiement de marchandises faisant elles-mêmes l'objet de la dette (V. *suprà*, n° 608). Mais ce paiement de marchandises, comme le paiement d'une somme d'argent, tombe du moins sous le coup de l'art. 447 ; il est annulable, à la condition que la fraude soit constatée, et avec faculté pour les juges d'apprécier s'il y a lieu ou non à la nullité. Or, dans l'espèce précitée, la réponse avait été affirmative sur tous ces points. — Par application des mêmes principes, on doit décider que, lorsqu'une remise de valeurs mobilières, faite par un failli dans le temps intermédiaire entre la cessation de ses paiements et la déclaration de faillite, n'est que la restitution, en titres de même nature et valeur, d'un prêt de consommation à lui fait plusieurs années avant sa faillite, et qu'aucun terme n'avait été fixé pour cette restitution, dont l'époque avait été abandonnée à la volonté du prêteur, celui-ci, sans doute, ne saurait être tenu de rapporter ces valeurs à la masse de la faillite en vertu de l'art. 446 c. com., cette remise ne pouvant être considérée comme une dation en paiement ni un mode de libération interdit par cet article (Paris, 4 mars 1881, aff. Syndic Mousseau, et sur pourvoi, Req. 17 juill. 1883, D. P. 84. 1. 183) ; mais il pourrait y être contraint aux termes de l'art. 447, s'il était constaté que le prêteur remboursé a connu la cessation des paiements de son débiteur (Mêmes arrêts, motifs).

**664.** Il y a lieu, au contraire, de valider le versement fait par le failli, à une autre faillite dont il avait été syndic, des sommes qu'il détenait en cette qualité ; et l'action en répétition doit être refusée à la faillite du syndic (Trib. com. Tinchebrai, 11 juin 1872, aff. Syndic Moulin, D. P. 77. 2. 60). — D'après les considérants de ce jugement, non seulement les juges du fond avaient le droit de valider un tel paiement, ce qui est incontestable, la nullité de l'art. 447 étant facultative ; ils n'auraient même pas pu l'annuler, attendu que le syndic n'était que mandataire à l'effet de recevoir les deniers de la faillite et de les déposer à la caisse des dépôts et consignations. Cette doctrine nous paraît inexacte : si, en cas de dépôt régulier, le déposant, demeuré propriétaire, peut toujours revendiquer contre la faillite (art. 574), ce droit de revendication ne s'applique pas au dépôt irrégulier ; dans cette dernière forme de dépôt, le déposant n'est au fond qu'un simple créancier, obligé de subir la loi du dividende (V. *infra*, sect. 15).

N'est pas non plus susceptible d'annulation, le paiement d'une lettre de change par le tiré accepteur, alors même que le tiré n'aurait reçu la provision que postérieurement à la cessation des paiements du tireur (Civ. rej. 22 déc. 1869, aff. Syndic faillite Bonet-Desmazes, D. P. 70. 1. 80). En effet, pour que l'art. 447 s'applique, il faut d'abord que ce paiement émane du débiteur failli, et non pas de toute autre personne obligée avec ou pour le failli. Or cette condition fait défaut lorsque le créancier reçoit ses paiements du tiré accepteur ; ce dernier devenant, par le seul fait de son acceptation, et même avant d'avoir reçu provision, débiteur personnel de l'effet.

**665.** La question de savoir quels sont les paiements annulables aux termes de l'art. 445 présente certaines difficultés quand ces paiements interviennent en exécution d'un contrat d'*utermoient* passé avant la faillite (ou la liquidation judiciaire), entre le débiteur et ses créanciers. Tout en renvoyant à la sect. 9, *infra*, pour les développements que comporte cette grave question des concordats amiables intervenant avant faillite, il importe de rappeler ici brièvement les solutions qui ont prévalu en jurisprudence.

Tout d'abord, il est de principe qu'un contrat d'*utermoient* n'a de valeur et ne peut produire d'effet qu'au-

tant qu'il est consenti par l'unanimité des créanciers ; s'il n'émane pas de tous les créanciers, il est nul, ou du moins inefficace ; par conséquent, sont nuls et rapportables à la masse les paiements faits, notamment à titre de dividendes, à ceux qui y ont adhéré (Conf. Nîmes, 23 juill. et 29 août 1860, aff. Bernard et aff. Dupuy, D. P. 61. 5. 229. V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2936).

Ces paiements, au contraire, seraient valables si le traité lui-même l'était par suite de l'adhésion de tous les créanciers. Jugé, en ce sens, que le traité amiable par lequel les créanciers d'un commerçant lui donnent, à l'unanimité, quittance totale moyennant un dividende stipulé payable comptant, en échange de la remise des titres de chacun d'eux, ne tombe pas, après avoir reçu sa complète exécution, sous le coup des art. 446 et 447, et ne peut, dès lors, être annulé par le motif qu'un jugement déclaratif de faillite, ultérieurement rendu contre le débiteur, aurait fait rétroagir la date de sa cessation de paiements au jour dudit traité (Bordeaux, 5 avr. 1870) (1).

666. Toutefois, même dans le cas où un concordat amiable a été consenti par l'unanimité des créanciers, l'art. 447 peut recevoir son application dans deux hypothèses distinctes : 1° le traité a reçu sa pleine et entière exécution vis-à-vis de tous ; mais certains créanciers se sont fait attribuer, depuis le traité, et par des conventions particulières, certaines sommes à titre de supplément de dividende ; ces conventions, à la différence du traité général, sont radicalement nulles (art. 597, V. *infra*, chap. 4) ; par conséquent, les paiements effectués en vertu d'icelles doivent être rapportés, aux termes des art. 446 et 447 (Bordeaux, 5 avr. 1870, *supra*, n° 665). Et le rapport à la masse des sommes ainsi perçues indûment ne saurait être subordonné à la restitution, par le syndic, des titres remis au failli lors des paiements par lui faits, et qui n'auraient pu être retrouvés, les créanciers obligés au rapport ne pouvant que s'imputer

à eux-mêmes de n'avoir pas fait valoir, en temps utile, les droits que, suivant eux, ces titres seraient susceptibles de leur conférer contre certains tireurs ou endosseurs (Même arrêt). Il en est de même des paiements et avantages particuliers qu'un négociant, après avoir conclu avec ses créanciers un atermolement régulier à des conditions déterminées, aurait extorqué de ses débiteurs au préjudice des autres signataires du traité, par ses menaces, et ses poursuites (Nancy, 7 avr. 1880, aff. Bouillard-Mennesson, et sur pourvoi, Req. 5 août 1881, D. P. 82. 1. 29) ; — 2° Le traité régulièrement conclu avec tous les créanciers, n'a pas été exécuté dans sa teneur ; le débiteur n'a payé que quelques-uns seulement d'entre eux, ou les a payés dans des proportions inégales, violant ainsi le principe d'égalité entre tous par des traitements de faveur que les art. 446 et 447 ont pour but d'empêcher. On s'accorde à décider qu'en pareil cas les créanciers qui n'ont touché que des acomptes inférieurs à ceux qui leur étaient dus, ou qui même n'ont rien reçu du tout, peuvent faire prononcer l'annulation de ces paiements par application de l'art. 447, si la date de la cessation des paiements du débiteur vient à être reportée au jour même du pacte d'atermolement (Bordeaux, 4 août 1866, aff. Syndic Pintaud, D. P. 71. 2. 104 ; Req. 5 août 1881, précité).

En dehors des deux cas précités, les paiements régulièrement effectués aux échéances fixées par le contrat de d'atermolement semblent devoir échapper à l'application l'art. 447.

667. Les mêmes principes sont applicables à la *cession de biens* faite par un débiteur, avant sa déclaration de faillite, mais postérieurement à la cessation de ses paiements. Cette cession peut donc être déclarée valable, s'il est reconnu qu'elle a eu lieu au profit de tous les créanciers, et que, consentie et exécutée par eux, elle leur a été avantageuse (Civ. rej. 24 juill. 1867) (2).

(1) (Synd. Brousse C. Tandonnet.) — La cour ; — Attendu, sur l'appel incident des liquidateurs de la société Tandonnet frères, que Brousse se trouvant, en 1863, dans l'impossibilité de faire face à ses obligations, obtint de tous ses créanciers, le 12 juin de la même année, un concordat amiable aux termes duquel ils lui donnaient quittance finale, moyennant un dividende de 30 pour 100 payable comptant contre la remise des titres de chacun d'eux ; — Que ce traité a reçu sa pleine exécution ; que sur l'actif qu'il possédait alors, Brousse acquitta le dividende promis, et se trouva ainsi complètement libéré envers ses créanciers, ce qui lui permit de continuer librement son commerce ; — Attendu qu'ultérieurement, plusieurs de ces mêmes créanciers ont exigé et obtenu de Brousse le paiement total ou partiel des 70 p. 100 dont ils lui avaient consenti le relâchement ; que, notamment, Tandonnet frères, en continuant avec lui des relations d'affaires, se sont fait payer, au moyen de retenues successives sur le prix des fournitures par eux reçues, et en sus de la somme de 1042 fr. 50 cent., montant du dividende de 30 p. 100 afférent à leur créance dont le chiffre s'élevait à 3475 fr. 45 cent., une somme de 1604 fr. 30 cent., formant un supplément de dividende d'environ 47 p. 100, moyennant lequel ils ont remis à Brousse les titres de créance dont ils étaient jusqu'alors demeurés porteurs ; — Que plus tard encore, et le 10 sept. 1867, Brousse a été déclaré en état de faillite, et que, sur la requête du syndic, un jugement du 7 févr. 1868, aujourd'hui passé en force de chose jugée, a fait remonter la date de la cessation de paiements au 12 juin 1863 ; — Attendu que c'est en conséquence de ce jugement, qu'ils ont considéré comme faisant tomber de plein droit le traité du 12 juin 1863, que les premiers juges ont condamné Tandonnet frères à rapporter à la masse de la faillite toutes les sommes par eux touchées de Brousse, y compris le dividende de 30 p. 100 payé en exécution de ce traité ; mais que le remontement de la faillite ne saurait par lui-même produire un tel effet, et qu'il faudrait encore, pour justifier la décision rendue, que la convocation du 12 juin 1863 et l'exécution qui lui a été donnée pussent rentrer sous l'application des art. 446 et 447 c. com., ce qui est manifestement impossible ; — Que ces articles, dont le but est d'annuler, par rapport à la masse, toutes les stipulations et tous les actes au moyen desquels certains créanciers pourraient obtenir de leur débiteur en état de cessation de paiements, et au détriment de ses autres créanciers, des avantages personnels et exorbitants, ne sauraient atteindre un traité souscrit par tous les créanciers faisant à tous une situation exactement pareille, et libérant le débiteur d'une manière définitive, moyennant un dividende payable comptant et pris sur l'actif dont il est actuellement en possession ; — Que, dans de telles circonstances, on cherche vainement quelle est la masse par rapport à laquelle ces conventions pourraient être annulées, puisque le

débiteur est, à ce moment, libéré envers tous ses créanciers, et quels sont les créanciers au préjudice desquels elles auraient été faites, puisque tous, à la suite d'un sacrifice égal, ont obtenu une égale condition ; — Qu'annuler un tel traité, ce serait, d'une part, attribuer aux créanciers survenus postérieurement au concordat amiable et à son exécution des droits sur un actif qui, n'étant plus dans le patrimoine de leur débiteur au moment où ils ont traité avec lui, n'a jamais été leur gage, et, d'autre part, appeler les créanciers concordataires, qui cependant avaient pleinement libéré leur débiteur, à prendre part à un nouvel actif sur lequel, n'étant plus créanciers, ils n'ont jamais eu aucun droit ; — Que les liquidateurs Tandonnet frères ne sauraient donc être assujettis au rapport du dividende de 30 p. 100 reçu en exécution du traité du 12 juin 1863 ; — Attendu qu'il en est tout autrement quant à la somme de 1604 fr. 30 cent., successivement reçue depuis ce traité par Tandonnet frères pour supplément de dividende ; qu'ils ont exigé ce paiement d'un débiteur qu'ils savaient être, relativement à leur créance antérieure, en état de cessation de paiements à concurrence de 70 p. 100 ; qu'ils avaient, d'ailleurs, définitivement libéré ce débiteur ; et que les sommes qu'ils ont ainsi perçues ont grevé d'autant l'actif nouveau qui formait le gage exclusif des créances créées depuis le concordat de 1863 ; — Que c'est donc à bon droit que le rapport à la masse en a été ordonné ; — Attendu, sur l'appel principal du syndic de la faillite Brousse, que le rapport à la masse auquel les liquidateurs Tandonnet frères sont condamnés ne saurait être subordonné à la restitution par le syndic de titres que ce dernier n'a pas en sa possession, et qui n'ont point été retrouvés dans les papiers de la faillite ; — Que si, par la remise à Brousse et la perte de ces titres, Tandonnet frères se trouvaient effectivement privés des droits qu'ils pouvaient leur conférer contre certains tireurs ou endosseurs, ils ne pourraient s'en prendre qu'à eux-mêmes, et s'imputer à faute de n'avoir pas exigé leur paiement de ceux de leurs garants qui pouvaient valablement l'effectuer, au lieu de s'adresser à Brousse qui ne pouvait leur donner une satisfaction légitime ; — Que l'option qu'ils ont ainsi faite prouve assez leur peu de confiance dans la solvabilité des coobligés de Brousse et l'impossibilité où s'est trouvé ce dernier de faire un usage utile des titres qu'il retirait, lesquels, pour la plupart, n'étaient que des effets de complaisance ; qu'enfin la destruction ou la perte par le failli des titres ne sauraient nuire aux autres créanciers et créer en faveur de Tandonnet frères une situation privilégiée ; — Par ces motifs, etc.

Du 5 avr. 1870. — C. de Bordeaux, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Gallibert, pr.-Bazot, subst.-Laroze et Faye, av.

(2) (Synd. Lartigue C. Lefèvre et Tiphaine.) — La cour ; — ... Sur le troisième moyen : — Attendu qu'il est constaté par

**668.** Quant à la *dation en paiement*, même pour dettes échues, elle est nulle de droit, nonobstant la bonne foi du créancier (V. *supra*, n° 575 et suiv.). — Jugé cependant : 1° que le transport d'une commandite fait par le failli à sa femme séparée de biens, pour la remplir de ses reprises, peut être annulé, en vertu de l'art. 447, s'il a eu lieu depuis la cessation des paiements du failli, et avec connaissance, de la part de la femme, de cette cessation de paiements; celle-ci exciperait vainement du droit, que lui donne l'art. 1472 c. civ., de se remplir de ses reprises sur les biens personnels du mari en cas d'insuffisance des biens de la communauté (Paris, 21 janv. 1858, aff. Syndic Firbach, D. P. 58. 2. 53); — ... 2° Qu'il y a lieu d'annuler par application des art. 446 et 447 la *dation en paiement* faite par un mari en état de cessation de paiements à sa femme, séparée judiciairement, à laquelle il a abandonné un mobilier pour la désintéresser de ses reprises, alors qu'au moment de l'abandon la femme connaissait la cessation des paiements de son mari, et qu'elle a ainsi cherché à se créer une situation meilleure que celle des autres créanciers (Req. 17 juin 1884, aff. Olympe Flips, D. P. 85. 1. 392). On aurait tort, en argumentant par *à contrario* de ces deux arrêts, de décider qu'une telle dation en paiement eût été valable si la femme avait été de bonne foi, car cette solution serait en contradiction formelle avec le texte et l'esprit de l'art. 446 (V. *supra*, § 1<sup>er</sup>, n° 575 et suiv.); la vérité est que, dans les deux arrêts qui précèdent, la constatation de la mauvaise foi de la femme, dictée par les circonstances de la cause, était surabondante et sans portée juridique.

**669.** — 2° *Actes à titre onéreux.* — Indépendamment des paiements pour dettes échues faits en espèces ou en effets de commerce, l'art. 447 permet aussi l'annulation de tous autres actes à titre onéreux passés avec le failli dans les conditions qu'il détermine. Ces mots *tous autres actes* ont la même signification que les mots de l'ancien art. 445, *tous actes et engagements*, sauf qu'ils comprennent, non seulement les actes et engagements commerciaux, mais

aussi les actes et engagements civils (Rép. n° 313). Il est donc loisible au juge d'annuler, en vertu de l'art. 447, et sous les conditions prévues par cet article : 1° des ventes à vil prix consenties par le failli, ainsi que des ventes même faites pour un prix suffisant, mais sous des conditions qui les rendent suspectes, telles que la vente à réméré consentie par un entrepreneur de travaux publics, de son matériel d'exploitation (Nancy, 18 déc. 1869, aff. Mayer, D. P. 70. 2. 55). — Mais les ventes de marchandises, même postérieures à la cessation des paiements, lorsqu'elles sont sérieuses et constituent l'exercice normal et régulier de la profession du failli, ne sont ni annulables ni résolubles par le fait de la faillite (Poitiers, 12 mars 1856, aff. Syndic Farran-Coulrant, D. P. 56. 2. 274; Civ. cass. 10 mai 1865, aff. Petit, et autres, D. P. 65. 1. 230; Aix, 25 mars 1877, aff. Syndic Toutaut, D. P. 78. 2. 111). En conséquence, les syndics peuvent, lorsque de telles ventes sont sérieuses, obliger les acheteurs à prendre livraison des marchandises qui en font l'objet, de même que ceux-ci peuvent exiger cette livraison, et, en cas de refus, des dommages-intérêts. Et ces dommages-intérêts ayant alors pour cause, non le fait du failli, mais celui des syndics représentant la masse, doivent être payés intégralement par cette masse, et non point venir seulement à contribution comme les créances ordinaires (Poitiers, 12 mars 1856, précité). D'ailleurs, quand, une vente passée par le failli est maintenue, les stipulations accessoires du contrat doivent également recevoir leur effet. Jugé, en ce sens, que, lorsque, dans l'acte de vente d'un fonds de commerce, les parties sont convenues qu'une commission déterminée serait allouée à la personne qui leur a servi d'intermédiaire, en stipulant que cette commission serait prélevée par elle sur le prix versé entre ses mains, le syndic ne peut exiger dudit intermédiaire le rapport à la masse de la commission ainsi perçue, alors même que le paiement en aurait eu lieu après la cessation des paiements, si d'ailleurs il a été effectué en espèces, alors que la dette était échue, et sans fraude aux droits de la masse (Paris, 21 déc. 1887 (1);

l'arrêt attaqué que l'acte du 8 août où figuraient, indépendamment de Lartigue, gérant de la société, tous les défendeurs au pourvoi, constituait en réalité une véritable cession de biens acceptée par tous les créanciers, et que, d'ailleurs, il ne pouvait résulter de ses dispositions, pas plus qu'il n'est résulté de son exécution, aucun avantage particulier pour aucun d'eux; — Que, de plus, ce même acte, considéré à un autre point de vue, avait directement pour objet la liquidation amiable de la Société Lartigue par Richard, ancien notaire, investi à cet effet de pleins pouvoirs; — Et enfin que, sous ce double rapport, l'acte précité du 8 août 1860 a été consenti et exécuté avec la plus entière bonne foi; — Que, notamment tous les biens meubles et immeubles appartenant à la société ont été vendus aux enchères, après annonces, affiches et publications; et, en outre, que cette société ayant été dissoute au cours de la liquidation amiable, n'en a pas moins été ultérieurement continuée pendant deux ans et conduite ainsi à terme sans la moindre contradiction de la part d'un intéressé; — Attendu que, si plus tard, elle a été déclarée en faillite par jugement du tribunal du 22 avr. 1863, et si, par ce même jugement, la cessation des paiements fut reportée au 1<sup>er</sup> mars 1860, c'est-à-dire à une époque antérieure à l'acte du 8 août 1860, et à tous les faits qui ont suivi, l'arrêt attaqué reconnaît que tous les actes de la liquidation amiable qui se placent par leurs dates entre le jour de la cessation des paiements et celui de la déclaration de faillite dont le syndic demande la nullité par application des art. 446 et 447 c. com., ont été du moins accomplis sans fraude et pour le plus grand avantage de tous les intéressés; — Attendu qu'en le jugeant ainsi, la cour impériale de l'île de la Réunion n'a fait qu'user du droit d'appréciation souveraine qui lui est attribué sur ce point par l'art. 447 invoqué par le pourvoi; — Qu'il y a donc lieu, sous ces divers rapports, de rejeter les premier et deuxième moyens comme non recevables, et le troisième comme mal fondé; ... — Par ces motifs, rejette.

Du 24 juill. 1867. — Ch. civ. — MM. Pascalis, pr. — Ayliès, rap. — Blanche, av. gén., c. conf. — Hérol, Brugnon et Guyot, av.

(1) (Syndic Châle C. Messine et comp.). — La cour; — Considérant que, par acte du 11 févr. 1885, la veuve Goettelmann a vendu aux époux Ducerf son fonds de commerce de café-brasserie, moyennant le prix de 105000 fr.; qu'il est dit dans l'acte que la vente a été faite par l'entremise de Messine et comp.; qu'une commission de 6000 fr., en espèces, leur est due par le vendeur et que tous pouvoirs leur sont donnés pour faire les publi-

cations légales, recevoir les oppositions et prélever sur les espèces de convention expresse entre les parties, la commission de cette vente; — Considérant que le 1<sup>er</sup> mars suivant, un autre acte, qui a été enregistré, a été signé par la veuve Goettelmann et les époux Ducerf, que le prix de vente est diminué de 5000 fr., les parties n'étant pas tombées d'accord sur l'inventaire du matériel; et que la veuve Goettelmann y donne aux acheteurs bonne et valable quittance et décharge dudit prix qui lui a été payé, savoir, 10000 fr. en espèces et 90000 fr. en billets; — Considérant que, le même jour, 1<sup>er</sup> mars, la veuve Goettelmann autorisait Messine et comp. à prélever leur commission et à faire la répartition du surplus entre les créanciers; qu'ils ont pu ainsi prélever immédiatement les 6000 fr. qui leur étaient dus; que ce prélèvement est aussi valable que l'aurait été le paiement fait par la veuve Goettelmann; qu'il peut même être considéré comme fait par elle, puisqu'il a eu lieu de son consentement exprès; — Considérant que la faillite n'a été déclarée que le 2 mai suivant, et n'a pas été reportée à une date antérieure; que, d'ailleurs, même dans ce cas, le paiement ayant eu lieu en espèces, pour une dette échue, serait inattaquable, à moins qu'il n'eût été fait en fraude, ou au préjudice des autres créanciers; que la créance de Messine et comp. ayant pour principe et pour cause les soins donnés et frais faits pour la réalisation du fonds de commerce, gage commun des créanciers, n'avait aucunement ce caractère; que la vente du fonds, non critiquée par le syndic, ayant profité à la masse, les frais faits pour la réaliser constituaient, au contraire, une créance dont le paiement ne peut être annulé; — Considérant qu'on prétendrait vainement que l'acte du 1<sup>er</sup> mars 1885, le seul qui ait été enregistré, aurait détruit celui du 11 février précédent et qu'il n'y est fait aucune mention de la commission due à Messine et comp.; — Considérant que l'acte du 1<sup>er</sup> mars n'a pu faire disparaître la clause de l'acte du 11 février, qui reconnaissait formellement qu'une commission de 6000 fr. était due par la venderesse à Messine et comp. et leur donnait le droit de la prélever sur le prix de la vente; que, du reste, en supposant même que l'acte du 11 février ait pu être annulé par les parties, il n'en resterait pas moins certain que, le 1<sup>er</sup> mars, la veuve Goettelmann a donné à Messine et comp. l'autorisation de prélever, sur le prix de vente qui avait été remis le jour même entre leurs mains, la somme de 6000 fr. pour leur droit de commission, ce qui suffirait pour rendre ce prélèvement valable; — Par ces motifs, etc.

Du 21 déc. 1887. — C. de Paris. — MM. Calary, av. gén. — Devin et Demange, av.

— ... 2° Des achats faits pour des prix exagérés (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2772); — ... 3° Des remises faites en compte courant (V. *supra*, n° 633 et suiv.; Caen, 6 juill. 1850, aff. Sionis-Béranger, D. P. 55. 2. 199 : si ces remises ne constituent pas des paiements, elles n'en sont pas moins des opérations à titre onéreux rentrant dans les termes généraux de l'art. 447, et susceptibles d'annulation, lorsqu'elles ont eu pour objet de créer au destinataire une situation privilégiée (Même arrêt); — ... 4° Les constitutions dotales faites par le failli, si l'on admet, avec la jurisprudence, que ce ne sont point des actes à titre gratuit soumis à l'art. 446 (V. *supra*, n° 576 et suiv.); — ... 5° Des constitutions de société, alors surtout qu'elles ont pour but de masquer une situation désespérée, ou de soustraire à la masse des créanciers l'actif qui est leur gage, sous couleur d'apport social. Jugé, en ce sens, que le syndic de la faillite d'une société en commandite, antérieurement dissoute pour parvenir à la création d'une société anonyme dans laquelle le liquidateur de la société en commandite a apporté tout l'actif de cette dernière, est recevable à demander, par application de l'art. 447, la nullité de cet apport (et de la société anonyme elle-même, par voie de conséquence), lorsqu'il a été effectué postérieurement à la cessation des paiements de la société faillie, et que chacun des souscripteurs d'actions a individuellement connu l'état de cessation de paiements de la commandite (Amiens, 24 déc. 1886, aff. Normand, *Recueil d'Amiens*, 1886, p. 251).

670. Sont également annulables les constitutions d'hypothèques ou de gage faites pour garantir des obligations nées soit en même temps, soit postérieurement. — Jugé en ce sens : 1° que si le transport de créance consenti postérieurement à la cessation des paiements n'est pas nul de droit lorsqu'il a été consenti en même temps que la dette qu'il est destiné à garantir (V. *supra*, n° 652), ce contrat pourrait du moins être annulé si le cessionnaire avait connu la cessation des paiements (Alger, 31 déc. 1869, aff. Housse, D. P. 71. 2. 101); — 2° Que lorsque des marchandises ont été engagées au mont-de-piété par un failli, postérieurement à l'époque de l'ouverture de la faillite, les syndics sont admis à revendiquer ces reconnaissances entre les mains de celui qui en a obtenu la cession du failli, en connaissance de la cessation des paiements (Aix, 4 juin 1845, aff. Ancelin, D. P. 45. 2. 191); — 3° Que si les baux authentiques dressés, ou les baux sous seing privé enregistrés postérieurement à la date de la cessation des paiements ne sont pas nuls de droit, il appartient du moins aux juges de les annuler en vertu de l'art. 447, et de rendre ainsi inopposable à la masse le privilège du bailleur (Civ. cass. 30 mai 1870, aff. Marniesse, D. P. 70. 1. 254); — 4° Que les juges peuvent, en vertu de leur pouvoir d'appréciation, annuler l'hypothèque conventionnelle qu'un tiers, après s'être fait subroger au bénéfice d'une hypothèque judiciaire nulle de droit par application de l'art. 446, se serait fait consentir personnellement, comme supplément de garantie, par le commerçant dont il a payé la dette, si d'ailleurs cette avance de fonds est postérieure à la cessation des paiements (Req. 17 mai 1887, aff. Davy et Legorgeu, D. P. 87. 1. 252).

671. Peuvent également être annulées, par application de l'art. 447, les subrogations à l'hypothèque légale de la femme du failli (Req. 9 déc. 1868, aff. Syndic Viallet, D. P. 69. 1. 5 (motifs); Nancy, 19 mars 1879, aff. Grandjean, D. P. 80. 2. 10, et sur pourvoi, Civ. cass. 27 avr. 1881, D. P. 81. 1. 295; Req. 18 avr. 1887, aff. Chaigneau, D. P. 87. 1. 155; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2767; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 242, note. — V. aussi *Rép. v° Privilèges et hypothèques*, n° 1420). — Comme on l'a vu *supra*, n° 645, l'art. 446 est inapplicable aux conventions de cette espèce, alors même que la subrogation est consentie à un créancier envers lequel le mari était tenu par suite d'un engagement antérieurement contracté. D'après le système qui a prévalu dans la jurisprudence, c'est l'art. 447 qui peut être invoqué par la masse de la faillite. — L'application de cet article étant subordonnée à la condition que le tiers avec lequel le failli a traité ait eu connaissance de sa situation, trois hypothèses peuvent à cet égard se présenter : l'état de cessation des paiements

pourra être connu, soit à la fois, du créancier cautionné par la femme de son débiteur, et de la femme elle-même, soit du créancier seul, soit de la femme seule.

672. Si le créancier et la femme connaissaient tous deux l'état de cessation des paiements du mari, il serait difficile que l'annulation ne fût pas prononcée. En général, les tribunaux n'usent de leur faculté d'appréciation qu'en faveur d'un créancier qui, en versant ses fonds au débiteur, ou en continuant avec lui des opérations commerciales, pouvait espérer le sauver, et non pas seulement retarder sa chute. Celui qui se borne à stipuler des garanties de paiement d'une créance dont la cause est antérieure ne pourra guère compter faire accueillir une pareille explication. Quant à la femme, elle n'a pas plus de chance de la faire admettre, et, comme il est alors exact de dire qu'elle a agi à ses risques et périls, on comprend que la nullité relative de l'art. 447 n'atteigne que l'hypothèque légale, seule préjudiciable à la masse. Le créancier sera donc réduit à un cautionnement purement chirographaire, et la femme à une action récursoire de même nature.

Si la cessation des paiements n'était connue que du créancier, et non de la femme, la situation de ce créancier est moins favorable encore que dans l'hypothèse précédente, puisqu'il a profité de l'erreur de la femme pour obtenir d'elle un cautionnement, puis une subrogation à l'hypothèque légale née de ce cautionnement. Dans l'impossibilité où est le juge d'annuler, en vertu de l'art. 447, l'hypothèque garantissant l'action récursoire d'une femme qui a contracté de bonne foi, annulerait-il du moins la subrogation? Mais le créancier n'aurait alors qu'à exercer le droit hypothécaire de la femme, en vertu de l'art. 1166 c. civ., et il ne souffrirait de la nullité de la subrogation que s'il avait à lutter contre d'autres créanciers de sa caution. La masse primée par la femme, ou par un créancier exerçant ses droits, serait toujours sacrifiée. Pour la relever de tout préjudice, il faudrait que la nullité fût étendue au cautionnement lui-même. Il n'importe qu'on ne constate pas à la charge du créancier cautionné un délit caractérisé qui autoriserait sans difficulté, selon nous, cette annulation; la femme n'en sera pas moins fondée à dire qu'elle ne s'est obligée que sous la condition implicite d'une hypothèque légale dont elle a été privée par un fait connu du créancier et engageant, dès lors, sa responsabilité. La femme qui, dans l'ignorance des périls que couraient les sûretés sans lesquelles elle ne se serait peut-être pas obligée, ne peut, ni juridiquement, ni équitablement, être contrainte d'exécuter son obligation par un créancier qui avait connaissance de ces périls. Il y a, dans la convention passée avec lui, une indivisibilité qui ne permet pas de la scinder. Le juge doit la maintenir ou l'annuler tout entière.

Supposons enfin que l'état de cessation de paiement ne fût connu que de la femme, et non du créancier. La subrogation devra, sans difficulté, être validée. Si le créancier a produit dans l'ordre, en sa qualité de créancier subrogé, son droit de priorité sera à l'abri de toute contestation de la part de la masse, qui ne peut invoquer contre lui l'art. 447. Mais, si la femme a payé ce créancier de ses deniers personnels, il nous semble également certain que son acquisition d'hypothèque légale pourra être annulée, dès qu'elle n'est plus enchaînée au sort d'une subrogation non utilisée par le créancier cautionné. C'est ici qu'il est vrai de dire que la femme a agi sciemment à ses risques et périls. Cette dernière hypothèse n'est d'ailleurs pas, en fait, de nature à se présenter fréquemment.

673. Mais l'hypothèque légale étant annulée au regard de la masse, il est une seconde question qui se pose : celle de savoir si la femme, privée de la garantie de son hypothèque légale pour assurer son recours, ne reste pas du moins valablement obligée envers le créancier de son mari, et si, en conséquence, la subrogation ne subsiste pas dans ses rapports avec ce créancier. Certains auteurs ont soutenu que l'obligation de la femme est nulle en ce cas comme ayant été contractée durant la période suspecte avant l'autorisation de son mari, qui ne pouvait plus valablement l'autoriser (Coin-Delisle, *Revue critique*, t. 3, p. 221; Pont, *Privilèges et hypothèques*, t. 1, n° 447. *Addé* : Nancy, 4 août 1860, aff. Jacquinet-Bourdon, D. P. 60. 2. 196, motifs). D'autres arrêts, sans adopter ce motif qui repose sur une véritable confusion entre le dessaisissement et l'incapa-

citée, admettent également que l'inefficacité de l'hypothèque légale de la femme a pour conséquence nécessaire d'entraîner la nullité de son engagement envers le créancier (Nancy, 4 mars 1876, aff. Lepage, D. P. 77. 1. 359, et 19 mars 1879, cité *supra*, n° 671. Conf. Bédarride, t. 1, n° 123). Mais la cour de cassation sur le pourvoi contre l'arrêt précité du 19 mars 1879, a décidé, au contraire, que, même dans le cas où l'hypothèque légale de la femme et la convention de subrogation ne seraient pas opposables à la masse à raison de la mauvaise foi des parties (art. 447), l'engagement de la femme et la subrogation qu'elle a consentie n'en demeurent pas moins obligatoires pour elle, bien qu'elle soit désormais privée de tout recours utile contre son mari (Civ. cass. 27 avr. 1881, aff. Grandjean, D. P. 81. 1. 295; Req. 18 avr. 1887, aff. Chaigneau, D. P. 87. 1. 155; Conf. Aubry et Rau, t. 3, p. 223 *ter*, note 27; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2767). En conséquence, le bénéfice de la subrogation ne peut être refusé au créancier, dès que son application est restreinte aux effets de l'hypothèque légale exercée par la femme pour la garantie de ses reprises matrimoniales, à raison de sa dot et de ses apports mobiliers, en un mot, de toutes ses créances étrangères à l'obligation par elle contractée au cours de la période suspecte (Civ. cass. 27 avr. 1881, précité. V. aussi Poitiers, 16 janv. 1860, aff. Syndic Audry, D. P. 60. 2. 25; Paris, 8 juin 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 599). Par le même motif, l'engagement personnel de la femme étant reconnu valable nonobstant l'inefficacité de l'hypothèque légale destinée à garantir son recours, l'hypothèque conventionnelle qu'elle aurait constituée sur ses biens personnels au profit du même créancier, à titre de garantie supplémentaire, est valable, et susceptible de produire son plein et entier effet (Poitiers, 16 janv. 1860, précité);... alors surtout que la femme qui, au moment où elle s'est engagée, connaissait l'état des affaires de son mari, a personnellement profité du traité dans lequel elle est intervenue comme caution (art. 1431 et 2135. Même arrêt).

674. Il a été décidé que l'annulation, prononcée en vertu de l'art. 447 c. com., de l'acte par lequel le créancier d'un commerçant a obtenu de lui, tout en connaissant son état de cessation de paiements, une hypothèque conventionnelle pour sûreté d'une créance résultant du même acte, frappe également la subrogation de ce créancier à l'hypothèque légale née, aux termes de l'art. 2135 c. civ., de l'obligation solidaire contractée envers lui par la femme de son débiteur, le bénéficiaire d'un tel acte ne pouvant pas plus exciper contre la masse, d'un droit de préférence emprunté à l'action récursoire de sa caution, que de celui attaché à l'hypothèque conventionnelle émanée du débiteur principal. Et la femme ne pouvant pas davantage exercer au préjudice de la masse l'hypothèque légale de l'art. 2135 c. civ., le cautionnement dont cette hypothèque légale était la condition virtuelle doit être pareillement annulé (Paris, 16 janv. 1854, aff. Moreau, D. P. 55. 2. 58).

Il suit encore de là que le créancier, sans action sur les biens personnels de la femme, n'est pas fondé à se faire colloquer du chef de celle-ci, sur les immeubles du mari, même dans la limite des reprises ayant une cause étrangère au cautionnement annulé (Même arrêt).

675. — 3° *Jugements et actes judiciaires*. — Si les actes volontaires accomplis par le failli au cours de la période suspecte tombent sans conteste, s'ils ne sont pas nuls de droit aux termes de l'art. 446, sous le coup de la nullité facultative de l'art. 447, la question est au contraire très vivement discutée en ce qui concerne les *jugements ou actes judiciaires* intervenus pendant cette même période, et plus généralement en ce qui concerne tous les actes déclaratifs de droits, formule large qui ne comprend pas seulement les jugements, mais aussi les partages et les transactions. Il convient d'observer toutefois que cette question de savoir si les jugements tombent ou non sous le coup des art. 446 et 447 ne peut se poser que pour les décisions susceptibles de conférer à des tiers certains avantages particuliers au détriment de la masse. Et encore faut-il que ces tiers n'aient pas agi en vertu de prérogatives spéciales leur assurant un droit de préférence à l'encontre des autres créanciers, telles qu'un privilège ou une hypothèque; car, étant donné qu'ils conservent, en pareil

cas, le droit d'exercer des poursuites individuelles contre le failli représenté par les syndics, et, à plus forte raison, le droit de continuer les poursuites déjà commencées, le maintien du jugement précédemment obtenu ne saurait soulever aucune difficulté (V. note de M. Levillain, D. P. 81. 2. 225).

676. Ces préliminaires établis, nous remarquerons que les jugements ou actes judiciaires peuvent être de deux sortes : les uns sont simplement déclaratifs de droits préexistants, les autres attributifs de droits nouveaux, c'est-à-dire de droits qui, auparavant, n'existaient tout au plus qu'à l'état d'expectative. Les jugements déclaratifs sont de beaucoup les plus nombreux; on peut même dire que les jugements, en général, présentent ce caractère. Bien que rendues au cours de la période suspecte, on s'accorde généralement à reconnaître que les décisions de cette nature échappent à l'application des art. 446 et 447, et doivent conserver leur pleine et entière efficacité; l'imminence de la faillite ne peut, en effet, porter atteinte à la faculté que possède toute personne de faire reconnaître et proclamer par l'autorité judiciaire l'existence des droits réels ou personnels qu'elle prétend avoir contre le futur failli. La déclaration de faillite elle-même ne serait pas un obstacle à l'exercice d'une pareille poursuite; elle aurait simplement pour effet d'imprimer à la procédure une marche un peu différente et de nécessiter la mise en cause des syndics (c. com. 443, 2<sup>e</sup> alin.). A plus forte raison, l'état de cessation de paiements laisse-t-il toute latitude au demandeur pour se pourvoir devant les tribunaux, et n'altère-t-il en aucune façon l'irrévocabilité de la décision qu'il aurait obtenue durant cette période (Paris, 24 déc. 1849, aff. Faillite Baudon, D. P. 50. 2. 195; Bordeaux, 17 mars 1879, aff. Cantelaube, D. P. 81. 2. 225. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2773; Dutruc et Laroque-Sayssinel, *Formulaire des faillites*, n° 199; Alauzet, t. 7, n° 2498).

677. Les syndics ne pourraient faire tomber le jugement, la faillite une fois déclarée, qu'en usant des voies de recours ouvertes au failli lui-même, par exemple, en formant opposition ou en interjetant appel. Or, l'emploi de ces voies de recours est subordonné à la réunion de deux conditions. Il faut d'abord que le jugement, considéré en lui-même, comporte un semblable mode de rétraction ou de réformation; il faut, de plus, que les délais accordés pour se pourvoir ne soient pas encore expirés. — Jugé, cependant, que le jugement par défaut rendu contre le failli seul, et auquel celui-ci a acquiescé avant le jugement déclaratif, mais à une époque où il était déjà en fuite et en état flagrant de cessation de paiements, ne peut être opposé à la masse des créanciers représentés par le syndic (Paris, 16 mai 1879, aff. Lambert, D. P. 80. 2. 143). L'arrêt a obéi à cette considération que l'acquiescement, constituant un avantage au profit de la partie adverse, pouvait être rangé dans la classe des actes à titre gratuit et tombait ainsi sous l'application de l'art. 446. Mais cette solution ne saurait être approuvée, en présence du caractère limitatif de l'article précité.

678. Les syndics pourraient aussi, mais seulement s'il y avait eu collusion entre les parties, former, dans l'intérêt de la masse, tierce opposition aux jugements rendus contre le failli en fraude de leurs droits. C'est ce qu'indiquent les art. 447 c. com. et 873 c. proc. civ. en ce qui concerne les jugements prononçant une séparation de biens; et l'on s'accorde à appliquer le même principe à tous les jugements en général; mais il n'y a là qu'une application du droit commun en matière de fraude (art. 1167 et 1174 et suiv. c. proc. civ. combinés), et la faillite de la partie condamnée est indifférente au point de vue de la recevabilité de l'action (Comp. Paris, 24 déc. 1849, aff. Faillite Baudon, D. P. 50. 2. 195; Civ. rej. 30 mars 1875, aff. Faillite Ollivier, D. P. 75. 1. 353). V. *Tierce opposition*, n° 187. Conf. Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure civile*, v° *Tierce opposition*, n° 56 et suiv.; Carré et Chauveau, *Lois de la procédure civile*, t. 4, quest. 1713; Boitard, *Leçons de procédure civile*, t. 2, n° 721; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique de code civil*, t. 5, n° 82 bis IV; Demolombe, *Objections*, t. 2, n° 157).

679. Les propositions qui précèdent s'appliquent à tous les jugements déclaratifs, quelle qu'en soit la nature et quelle



que soit la juridiction qui les a prononcés. Elles s'appliquent aux jugements avant faire droit comme aux jugements définitifs; aux ordonnances du président ou d'un juge commis par le tribunal comme aux décisions rendues par le tribunal tout entier. C'est ainsi que les ordonnances sur référé conservent, en tant qu'elles règlent provisoirement la situation respective des parties, leur plein et entier effet, bien qu'intervenues à la veille de la faillite. De même, il n'y a aucune distinction à établir suivant que la décision émane de la juridiction ordinaire ou qu'elle a été rendue par une juridiction d'exception, telle qu'un tribunal de commerce ou une justice de paix, ou qu'elle est l'œuvre de la juridiction administrative.

Il n'y a pas à distinguer non plus entre les jugements proprement dits et les sentences arbitrales rendues en vertu d'un compromis; car, de même que les jugements, ces sentences ont l'autorité de la chose jugée (Paris, 18 mars 1873, aff. Syndic Buisson, D. P. 74. 2. 137); et la nécessité de les faire déclarer exécutoires par ordonnance du président du tribunal civil (c. proc. civ. art. 1020 et 1021) ne met nullement obstacle à leur maintien, alors même que la partie condamnée aurait été déclarée en faillite dans l'intervalle (Même arrêt).

Enfin, peu importe que la décision émane d'un tribunal français ou d'un tribunal étranger. L'obligation qui incombe à la partie gagnante d'obtenir l'*exequatur* en France (c. civ. art. 2123 et c. proc. civ. art. 546) ne saurait, en effet, bien que cette formalité n'eût pas été remplie avant la déclaration de faillite, empêcher le jugement de conserver toute son autorité à l'encontre de la masse. Seulement, l'instance introduite dans ce but devant les tribunaux français devrait être dirigée contre les syndics au lieu de l'être contre le failli lui-même. C'est toujours l'application du droit commun en matière de faillite.

690. Aux jugements et actes judiciaires purement déclaratifs, échappant à ce titre à l'application des art. 446 et 447, la jurisprudence assimile les partages et les licitations lorsqu'elles équivalent à un partage (Colmar, 19 janv. 1856, aff. Dietlin, D. P. 56. 2. 197; Bordeaux, 4 avr. 1876, aff. Brechelière fils, et Pau, 28 févr. 1878, aff. Syndic Lamothe, D. P. 79. 2. 265). La doctrine, au contraire, est divisée; tous les auteurs admettent que l'art. 446 est inapplicable, le partage ne rentrant à aucun titre dans la liste limitative donnée par cet article. Mais l'art. 447, visant tous les actes à titre onéreux, et le partage étant un acte de cette nature, il semble au premier abord qu'il rentre bien dans la sphère d'application dudit article (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2773; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 265; Bouniceau-Gesmon, *Revue critique*, 1879, p. 449; note sous D. P. 79. 2. 255). Vainement opposerait-on à ce système l'effet déclaratif du partage : en effet, l'art. 883 a pour base une fiction, sur la portée de laquelle on est, d'ailleurs, loin de s'entendre (V. *Succession*; — *Rép. eod. v.*, n° 2078 et suiv.); et au fond le partage ressemble beaucoup à un échange.

Cependant la solution admise en jurisprudence peut à notre avis, se justifier par les considérations suivantes : le but de l'art. 447 n'est pas de frapper tous les actes à titre onéreux indistinctement, mais seulement ceux qui émanent de la volonté libre des contractants; or le partage, facultatif pour celui qui le réclame, est nécessaire pour celui qui le subit (c. civ. art. 815). Au surplus, la loi a pourvu aux intérêts des créanciers en traçant dans l'art. 882 la procédure à suivre pour sauvegarder leurs droits; s'ils ont négligé d'y recourir et ont laissé consommer le partage sans former opposition, il est juste de leur refuser aussi bien le bénéfice de l'action révocatoire spéciale de l'art. 447, que celui de l'action paulienne (Arrêts précités, motifs; Alauzet, t. 7, n° 2498; Bédarride, t. 4, n° 120 bis).

691. Par application de ces principes, il a été jugé : 1° que, bien qu'un partage anticipé fait par des père et mère au profit de leurs enfants, dont l'un a été mis en faillite quatre jours après, ait eu pour but et pour effet de soustraire les copartageants de ce dernier aux conséquences de la faillite imminente où il allait tomber, ses créanciers ne peuvent attaquer ce partage comme fait en fraude de leurs droits; le failli, ou ses créanciers agissant de son chef, pourront seulement intenter, s'il y a lieu, l'action en rescision pour lésion de plus du quart ou pour atteinte à la

réserve légale, lors de l'ouverture de la succession des ascendants donateurs; que les créanciers ne sont pas fondés, dans ce cas, à contester le prélèvement fait au profit des copartageants du failli, d'une part égale à ce dont il était débiteur envers les ascendants donateurs; que ce prélèvement ne peut être considéré comme un privilège exercé par les copartageants au détriment de la masse; que ce n'est qu'un simple rapport en moins prenant, et une conséquence du principe de l'égalité des partages; que, de même, les père et mère qui avaient cautionné le failli ont pu, lors du partage anticipé, faire entrer dans son lot des marchandises qui sont restées entre leurs mains pour le prix en être affecté au paiement de la dette par eux garantie, sans que la valeur desdites marchandises puisse, à un moment quelconque, être soumise à l'action des créanciers, sauf encore le droit, pour ces créanciers, d'intenter l'action en rescision pour lésion de plus du quart ou pour atteinte à la réserve légale; que de telles stipulations ou combinaisons de lots ne peuvent, d'ailleurs, être considérées comme un paiement fait par le failli au mépris des art. 446 et 447 c. com., puisque, d'un côté, le failli n'a rien payé, et que, de l'autre, les père et mère n'ont rien reçu; que l'acte qui contient ces stipulations constate seulement que, l'un des copartageants se trouvant nanti d'avance de sa part héréditaire, les biens qui restaient dans la succession appartenaient aux autres héritiers (Rennes, 25 août 1862, aff. Thébert, D. P. 64. 2. 209); ... — 2° Que la compensation dont peut se prévaloir le créancier devenu adjudicataire de l'immeuble de son débiteur, sur une licitation poursuivie sans collusion par une tierce personne, conserve son effet, même dans le cas où ce débiteur a été depuis déclaré en faillite par un jugement faisant remonter la cessation des paiements à une époque antérieure à ladite adjudication; qu'il en est ainsi, alors surtout que la créance se trouvait garantie par une hypothèque sur l'immeuble adjugé, et que l'adjudicataire n'est autre qu'un copropriétaire du même immeuble (Chambéry, 18 janv. 1870, aff. Mossière, D. P. 70. 2. 177).

692. Quant aux transactions, une distinction doit être faite. S'agit-il d'une transaction purement contractuelle, il semble difficile, malgré l'effet déclaratif qui y est attaché et son analogie avec un jugement, de la soustraire à l'annulation facultative de l'art. 447; car on ne peut dénier à la transaction le caractère d'un acte à titre onéreux volontairement accompli (Conf. *Rép. n° 313*; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2773). La jurisprudence tend cependant à assimiler les transactions même volontaires aux jugements. — Jugé, en ce sens : 1° que la convention par laquelle un associé participant renonce à la participation, faite par lui d'avoir fait à la société les versements de sommes auxquelles il s'était engagé, et pour être exonéré de son obligation, ne peut pas davantage, en cas de faillite de cet associé, tomber sous l'application de l'art. 447 c. com., un tel acte ne constituant pas un acte translatif de propriété (Paris, 16 mai 1860, aff. Napias, D. P. 62. 1. 118); — 2° Que lorsque le créancier gagiste d'une société en état de cessation de paiements, déclarée en faillite ultérieurement, poursuit la réalisation de son gage, et que la société, pour arrêter les poursuites, lui paye, à titre de transaction, le montant de sa dette, le syndic de la faillite ne peut obtenir l'annulation de ce paiement conformément à l'art. 447, alors même qu'il serait postérieur à l'époque à laquelle la cessation des paiements a été reportée (Amiens, 21 nov. 1885, *Recueil d'Amiens*, 1886, p. 63). Cette solution est d'autant plus discutable qu'en l'espèce, il y avait un véritable paiement, improprement qualifié transaction.

693. Doivent, en tout cas, échapper à l'application de l'art. 447, les actes transactionnels présentant un caractère judiciaire. Sont donc opposables à la masse, même lorsqu'elles interviennent au cours de la période suspecte, les décisions rendues à la suite d'un serment décisoire (D. P. 81. 2. 225, note). — Il en est de même des arrangements sanctionnés par un jugement *convenu* ou d'*expédient*, attendu que ces jugements ont, suivant la doctrine généralement admise la même autorité que ceux destinés à trancher un différend (V. *Jugement*; — *Rép. eod. v.*, n° 23).

694. Quant aux accords intervenus entre les parties devant le juge de paix en conciliation et à ceux qui se pro-

duisent sous les auspices d'*arbitres rapporteurs* nommés conformément à l'art. 429 c. proc. civ., la question de savoir s'ils tombent sous le coup de l'art. 447 est plus délicate. — Il a été jugé, dans le sens de la négative, que la transaction conclue, entre un négociant dont la faillite est imminente et un créancier qui l'a actionné, par les soins d'un expert commis judiciairement à l'effet de déterminer les dommages-intérêts que les parties se doivent respectivement et de les concilier s'il est possible, participe de l'autorité du jugement qui a ordonné l'expertise et échappe comme lui à la nullité prononcée par l'art. 447 précité (Bordeaux, 17 mars 1879, aff. Cantelaube, D. P. 81. 2. 225). — Mais cette solution est très contestable. Il est en effet difficile de voir, dans une transaction provoquée par les conseils, soit d'un magistrat légalement préposé à la conciliation des parties, soit d'un expert investi d'une mission judiciaire à cet effet, autre chose qu'un arrangement purement contractuel (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2773 *in fine*).

**685.** A côté des jugements déclaratifs, il existe des jugements *attributifs* qui, vu leurs effets, semblent pouvoir être assimilés à des actes d'aliénation ou à des paiements; d'où la question de savoir si les art. 446 et 447 ne leur sont pas applicables. Sans prétendre en donner une énumération complète, nous citerons comme rentrant dans la catégorie des jugements attributifs :

1° Tous les jugements et actes judiciaires qui confèrent l'*hypothèque judiciaire*, en tant qu'ils créent un droit de préférence au profit de ceux qui les obtiennent. — De ce chef, aucune difficulté ne saurait surgir, l'art. 446 visant textuellement l'*hypothèque judiciaire* (V. *supra*, n° 642);

2° Les décisions qui prononcent une *compensation* judiciaire ou reconventionnelle. — Il est certain que l'art. 446 est inapplicable à la compensation légale et qu'il s'applique, au contraire, à la compensation *conventionnelle* (V. *supra*, n° 575 et suiv.); mais il y a doute, au contraire, sur le point de savoir s'il doit ou non s'appliquer à la compensation *judiciaire* ou *reconventionnelle*. Deux personnes étant réciproquement créancières l'une de l'autre, et la non-liquidité de l'une des créances faisant obstacle à la compensation, le débiteur de la dette non liquide actionne l'autre en paiement. Ce dernier

forme alors une demande reconventionnelle tendant à faire admettre sa créance en compensation, nonobstant l'absence d'une des conditions prescrites par le texte. Le tribunal fait droit à cette demande, détermine le montant de la créance non liquide et opère la compensation; cette compensation, à supposer que le jugement intervienne au cours de la période suspecte, tombe-t-elle sous le coup de l'art. 446? La négative semble ici préférable. En effet, la demande reconventionnelle opposée par le débiteur poursuivi n'est qu'un moyen de défense absolument licite, et, au surplus, la compensation opérée judiciairement ne présente pas les dangers de la compensation conventionnelle (Req. 26 juill. 1881, aff. Pinet, D. P. 82. 1. 296, motifs). — Jugé toutefois, en sens contraire, que lors même qu'une compensation aurait été opposée reconventionnellement, l'admission de cette compensation par le jugement qui a réglé définitivement la distribution par contribution n'empêche pas l'examen ultérieur de cette compensation dans ses rapports avec la faillite et dans ses relations avec les art. 446 et 447 c. com. (Aix, 15 juill. 1889) (1).

3° Les jugements validant une *saisie-arrest* faite par un créancier du failli, il est constant que ces jugements confèrent au saisissant un droit exclusif sur la créance saisie et opèrent à son profit une attribution, un transport des sommes saisies-arrestées (Civ. cass. 20 nov. 1860, aff. Danvel, D. P. 60. 1. 478. Conf. Boitard, Colmet-Daage et Glisson, *Leçons de procédure civile*, t. 2, n° 833; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure civile*, v° *Saisie-arrest*, n° 606 et suiv. V. aussi *infra*, v° *Saisie-arrest*). Si donc le jugement déclaratif, survenant après la *saisie-arrest*, mais avant le jugement de validité, la rend inefficace (V. *supra*, art. 1<sup>er</sup>), le saisissant acquiert, au contraire, un droit définitif sur la créance saisie quand le jugement de validité intervient antérieurement au jugement déclaratif, pourvu qu'il ait acquis force de chose jugée avant cette date. S'il est rendu au cours de la période suspecte, les syndics ne peuvent-ils pas l'attaquer par application des art. 446 et 447? On s'accorde à reconnaître que l'art. 446 est inapplicable, la nullité qu'il édicte ne se référant qu'aux paiements par transport volontaire (Dijon, 3 juill. 1874 (2); Orléans, 24 juill. 1879, aff. Bassot, D. P. 82. 1. 498).

(1) (Société foncière lyonnaise C. Syndic faillite Palmiéri.) — La cour; — Sur l'exception de chose jugée résultant des jugements des 25 juill. 1884, 21 mars 1888, 8 déc. 1888, et de l'arrêt confirmatif de cette dernière décision du 28 févr. 1889 : — Considérant que le premier des jugements (celui du 25 juill. 1884) a eu pour effet de résilier le bail, avec promesse de vente, de la villa Krohn, consenti par la Société foncière lyonnaise à la veuve Palmiéri, de fixer l'indemnité de la résiliation, et d'arrêter les bases d'un règlement définitif ultérieur entre les parties au sujet d'une plus-value de construction; — Considérant que le jugement du 21 mars 1888, rendu sur rapport d'experts, a déterminé cette plus-value, et établi les compensations réciproques; que le jugement du 8 déc. 1888 et l'arrêt confirmatif du 28 févr. 1889 ont tranché des difficultés soulevées sur une production de la Société foncière lyonnaise à une distribution par contribution d'une somme de 28690 fr. 10 cent. provenant de la vente du mobilier d'hôtel exploité par sa débitrice, la veuve Palmiéri; — Considérant que le règlement provisoire de collocation a été arrêté et notifié aux créanciers produisant fin novembre 1885, et le procès-verbal clôturé à la date du 5 déc. 1885; — Considérant que la faillite de la veuve Palmiéri n'a été déclarée que le 13 juill. 1888; qu'à cette époque, si la procédure de distribution était encore en cours, aucun contredit ne pouvait plus se produire; que le syndic n'avait d'autre latitude que d'adhérer à une production déjà faite; — Considérant, au surplus, que les instances antérieures et celle pendante au moment de la déclaration de faillite n'ont eu pour effet que de déterminer le chiffre des différentes créances de la Société lyonnaise, d'en fixer le quantum, et d'arrêter le rang dans lequel les créanciers de la veuve Palmiéri devaient être appelés à la distribution; — Considérant que la survenance de la faillite ne laisse pas que d'exercer son influence même sur les situations antérieurement réglées par des décisions de justice; que les condamnations obtenues, les paiements opérés, alors qu'ils interviennent dans la période de cessation de paiements, peuvent être remis en question et n'assurer aux créanciers qui les ont obtenus aucun avantage particulier; qu'ainsi le veut le principe de l'égalité en matière de faillite; — Considérant que la procédure de distribution ouverte et clôturée avant la faillite, et dans laquelle le syndic n'a pas pu produire des contredits, et où il a dû subir les effets de droit d'une situation acquise aux créan-

ciers, ne saurait annihiler les conséquences de l'état de faillite; que, lors même qu'une compensation aurait été opposée, l'admission de cette compensation par le jugement prononçant le règlement définitif sur la distribution n'empêche pas l'examen ultérieur de cette compensation dans ses rapports avec la faillite et dans ses relations avec les art. 446 et 447 c. com.; que, par suite, l'appel du syndic doit être déclaré recevable; — Par ces motifs, etc...

Du 15 juill. 1889. — C. d'Aix. — M. Ruben de Couder, 1<sup>er</sup> pr.

(2) (Delarbre C. Redouté.) — La cour; — Considérant, au fond, que, par arrêt du 9 avr. 1873, la cour d'appel de Dijon a validé une *saisie-arrest* pratiquée par Delarbre le 15 juin 1871 entre les mains du ministre des finances sur le cautionnement de Redouté, et ordonné que les sommes saisies seront attribuées à Delarbre en déduction ou jusqu'à concurrence de sa créance; — Que cet arrêt, rendu contradictoirement avec Redouté, signifié les 6 et 13 mai 1873 tant à partie qu'au tiers saisi, est passé en force de chose jugée antérieurement à la faillite du saisi; — Qu'en attribuant à Delarbre les sommes arrêtées, l'arrêt en a dessaisi Redouté, a constitué le tiers saisi débiteur direct du saisissant et opéré au profit de celui-ci un véritable transport judiciaire; — Que la faillite de Redouté prononcée par jugement du 21 juill. 1873, en le dessaisissant au profit de la masse de ses créanciers, n'a pu frapper d'indisponibilité que les sommes qui lui appartenaient alors, à l'exclusion par conséquent des sommes transportées par l'arrêt du 9 avr. 1873, passé en force de chose jugée antérieurement à la faillite; — Que le report de la faillite au 20 févr. 1872, c'est-à-dire à une date antérieure à l'arrêt de validité, ne pourrait détruire l'effet du transport consommé quant que Delarbre serait passible des art. 446 ou 447 c. com.; — Qu'on ne saurait assimiler le paiement volontairement consenti par le débiteur instruit du mauvais état de ses affaires au profit d'un créancier qu'il favorise au paiement qu'un créancier vigilant se procure par des voies de contrainte inconciliables avec la connivence que l'art. 446 a voulu prévenir et réprimer; — Que l'art. 447 n'est pas davantage applicable, puisque la *saisie-arrest* est antérieure de plusieurs mois à la cessation des paiements de Redouté; que, s'il avait cessé de payer à la date de l'arrêt de validité, ce fait était si peu notoire que la procédure de saisie-

686. Mais il y a controverse sur le point de savoir si de tels jugements ne peuvent pas du moins être annulés, par application de l'art. 447, lorsqu'au moment de la demande le créancier saisissant a connu la cessation des paiements. Un assez grand nombre d'arrêts se sont prononcés en faveur de l'affirmative, en se fondant sur la généralité de l'art. 447, et sur les fraudes que de telles instances peuvent favoriser (Paris, 18 août 1860, aff. Perrin et Guyard, D. P. 60. 5. 174; Paris, 10 juill. 1879, aff. Guyot et Lancelin, D. P. 81. 2. 225; Conf. Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 264, note; Bédarride, t. 4, n° 119; Labbé, note sous Paris, 10 juill. 1879).

Toutefois, l'opinion contraire tend à prévaloir en jurisprudence et en doctrine, et la cour de cassation, ainsi que plusieurs cours d'appel, admettent aujourd'hui, à bon droit selon nous, que l'art. 447 n'est pas applicable au paiement effectué par le tiers saisi, en vertu d'un jugement de validité de saisie-arrêt passé en force de chose jugée, à moins que, par l'effet d'un concert entre le débiteur en état de cessation de paiements et son créancier, la poursuite en saisie-arrêt ait été destinée à masquer un paiement volontaire, fait en fraude des droits de la masse (Civ. cass. 24 janv. 1853, aff. de Courcelles, D. P. 53. 1. 124; Dijon, 3 juill. 1874, *suprà*, n° 685; Civ. cass. 21 déc. 1884, aff. Bassot, D. P. 82. 1. 198, et sur renvoi, Bourges, 14 juin 1882, D. P. 83. 2. 221. V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2784).

Cette solution est parfaitement juridique : dès l'instant que les poursuites individuelles sont autorisées jusqu'à la déclaration de faillite, le créancier qui a demandé la validité d'une saisie-arrêt antérieure n'a fait qu'user du droit qu'il tient de la loi. Si d'ailleurs le jugement de validité de saisie-arrêt devait être assimilé à une cession-transport, il devrait être déclaré nul de droit (art. 446), ce que personne n'admet.

687. Les mêmes difficultés surgissent encore en matière de distribution par contribution, ou même en matière d'ordre, quand il reste un excédent à distribuer entre les créanciers chirographaires. Dans une distribution par contribution, des créanciers peuvent se trouver forclos, tandis que des créanciers ayant produit en temps utile ont acquis un droit exclusif sur les sommes distribuées (Sur la question de savoir à quel moment de la procédure les créanciers acquièrent ce droit, et quelle en est la nature, V. *suprà*, v° Distribution par contribution, n° 23 et suiv.). Les syndics de la faillite peuvent-ils faire annuler les collocations et les faire tomber dans la masse au profit de tous les créanciers, si les créanciers qui ont produit n'ont acquis leur droit exclusif qu'après la cessation des paiements? De même, une procédure d'ordre s'étant ouverte sur le prix d'un immeuble du failli, le syndic a-t-il le droit, pour faire tomber les collocations de certains créanciers chirographaires, alors que quelques-uns ont été forclos, de se prévaloir des art. 446 et 447? La question se posant dans les mêmes termes que pour les jugements de validité, doit être résolue de la même manière, c'est-à-dire par le refus de toute action au syndic (V. en ce sens, en ce qui concerne la distribution par contribution : Civ. rej. 13 nov. 1861, aff. Syndic Adnot, D. P. 61. 1. 484, et en ce qui concerne la collocation dans un ordre : Req. 6 nov. 1848, aff. Syndic Labarre, D. P. 48. 1. 242; Paris, 28 févr. 1867, aff. Syndic Talcon, D. P. 69. 1. 331; Conf. Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 229; Alauzet, t. 7, n° 2527; et Laroque-Sayssinel et Dutruc, n° 320; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2784 bis).

Les arrêts précités ont poussé ce respect de l'autorité de la chose jugée jusqu'à ses dernières conséquences, en validant des collocations faites en vertu d'hypothèques manifestement nulles aux termes de l'art. 446 lui-même, et en décidant qu'une hypothèque judiciaire postérieure à l'ouverture de la faillite du débiteur ne peut être annulée si elle a fait l'objet d'une collocation définitive, non contredite par les syndics présents à l'ordre, bien qu'ils eussent connaissance de la cause de nullité, cette collocation ayant, vis-

à-vis des syndics et de la masse qu'il représente, l'autorité de la chose jugée.

D'après l'arrêt de la cour de Paris du 28 févr. 1867, il suffirait même d'une collocation provisoire et non contestée dans un ordre clôturé en l'absence du syndic. Toutefois, la chambre des requêtes a jugé, plus récemment, que la nullité des hypothèques judiciaires acquises depuis la faillite pour dettes antérieures peut être demandée et prononcée, même après que les créanciers hypothécaires ont été colloqués dans un ordre, et même payés; et, cette nullité entraînant la nullité des paiements faits, les créanciers hypothécaires ne peuvent invoquer la chose jugée dans le règlement de l'ordre contre les créanciers chirographaires qui n'y ont pas été représentés (Req. 19 nov. 1872, aff. Delafoy, D. P. 73. 1. 425). En conséquence, on ne saurait valider ces paiements sous prétexte que l'art. 447 c. com. n'annule que les paiements volontairement faits par le débiteur, tandis que ceux-ci ont été faits par l'adjudicataire, et en vertu de l'ordre du juge (Même arrêt). Mais, sauf cette divergence sur une question spéciale, la chambre des requêtes et la chambre civile s'accordent à reconnaître qu'en principe le syndic ne peut se prévaloir de l'art. 447, pour faire annuler dans l'intérêt de la masse des collocations définitives.

Seule, la cour d'Aix s'est prononcée nettement en sens contraire et a décidé, d'une façon générale, que la survenance de la faillite exerce son influence même sur des situations réglées antérieurement par des décisions de justice, et que, spécialement, la procédure de distribution ouverte et clôturée avant la faillite, dans laquelle le syndic n'a pu produire ses contredits, ne saurait annihiler les conséquences de l'état de faillite, et empêcher le syndic de requérir l'annulation des collocations obtenues en fraude des droits de la masse (Aix, 15 juill. 1889, *suprà*, n° 685). Mais cette opinion n'a pas prévalu.

688. Les solutions précédemment indiquées ne sont vraies qu'à l'égard des décisions judiciaires ayant acquis force de chose jugée avant le jugement déclaratif de faillite. En effet si, à cette date, le jugement validant une saisie-arrêt, par exemple, est encore susceptible d'opposition ou d'appel, la jurisprudence considère qu'il n'existe encore aucun droit exclusif au profit du créancier, et tient pour caduque la décision rendue à son profit (Civ. cass. 5 août 1856, aff. Tiphagne, D. P. 56. 1. 335; 20 nov. 1860, aff. Syndic Dauvel, D. P. 60. 1. 478; 13 févr. 1865, aff. Payen, D. P. 65. 1. 79; Lyon, 30 nov. 1866, aff. Brébant, D. P. 67. 2. 88. Conf. Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure civile*, v° Saisie-arrêt, n° 611 et suiv.).

Jugé, il est vrai, en sens contraire, que l'attribution découlant d'un jugement qui n'avait pas acquis l'autorité de la chose jugée, mais qui, par la suite, n'était pas rétracté ou réformé pour d'autres motifs, conservait toute son efficacité nonobstant la faillite (Bourges, 14 juill. 1851, aff. Syndic Maronat, D. P. 52. 2. 72; Civ. cass. 24 janv. 1853, aff. de Courcelles, D. P. 53. 1. 124. *Addé*: Boitard, *Leçons de procédures civiles*, t. 2, n° 834; Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1972 *ter*). Mais cette doctrine est aujourd'hui abandonnée en jurisprudence, depuis l'arrêt précité de la chambre civile du 5 août 1856.

689. — II. CONDITIONS DE LA NULLITÉ FACULTATIVE RÉSULTANT DE LA CESSATION DES PAYEMENTS. — 1° Cessation de paiements. — L'art. 447 n'autorise l'annulation des actes qu'il régit qu'autant qu'ils sont postérieurs à la cessation de paiements du débiteur; s'ils avaient eu lieu avant cette cessation, même dans les dix jours qui l'ont précédée, l'art. 447 ne serait pas applicable (Rép. n° 306). Ainsi, la disposition de l'art. 447, qui permet au juge d'annuler les paiements de dettes, même échues, faits par un commerçant avant la déclaration de faillite, mais postérieurement à l'époque de la cessation de paiements, ne s'applique pas à un paiement de dettes échues, qui a eu lieu dans les dix jours

arrêt, qui a duré près de deux ans, n'a éveillé aucune méfiance; qu'enfin le syndic lui-même y a été trompé, car ce n'est que postérieurement à la faillite et après une étude générale de la situation qu'il a pu reconnaître que la cessation de paiement remontait au 20 févr. 1872 et l'a fait décider par jugement du 27 août 1873; — Par ces motifs, réforme en ce que les premiers

juges ont déclaré que les sommes saisies-arrêtées appartenaient à la masse des créanciers de la faillite et seraient versées entre les mains du syndic pour être distribuées au marc le franc entre tous les créanciers.

Du 3 juill. 1874.-C. de Dijon, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Neveu-Lemaire, 1<sup>er</sup> pr.-Cardot, av. gén.-Ally et Lombart, av.

qui ont précédé la date de cette cessation de paiements, et cela encore bien qu'on alléguerait que le créancier a connu l'état de cessation de paiements ou d'insolvabilité de son débiteur (Lyon, 16 mai 1849, aff. Dobler, D. P. 50. 2. 85; Orléans, 16 janv. 1861, aff. Desnoyers, D. P. 61. 5. 225.) Mais l'art. 447 n'est pas exclusif de l'action en nullité que les créanciers peuvent exercer en vertu de l'art. 1467 c. civ., contre tous actes faits en fraude de leurs droits (Arrêt précité du 16 janv. 1861; Req. 13 nov. 1867, aff. Gallois, D. P. 68. 1. 212. Conf. *Rép.* n° 306).

**690.** Les paiements que l'un des associés solidaires, en cas de faillite d'une société en nom collectif, a faits à ses propres créanciers, après la cessation des paiements de la société, peuvent être annulés, par application de l'art. 447, quoique cet associé fût personnellement *in bonis*, à l'époque où ils ont eu lieu (Req. 17 avr. 1861, aff. Parel, D. P. 61. 1. 254). Cette solution est un corollaire de la théorie admise en jurisprudence, d'après laquelle la faillite d'une société en nom collectif, en même temps qu'elle entraîne la faillite personnelle de chacun des associés en nom, fait considérer ceux-ci comme étant en état de cessation de paiements dès l'époque où la société a elle-même cessé ses paiements, quoiqu'ils aient, jusqu'au jour de la déclaration de faillite, payé leurs dettes personnelles (V. *supra*, n° 284).

**691.** Il suffit, d'ailleurs, que l'antériorité de la cessation de paiements soit constante; il n'est pas nécessaire que le jugement d'annulation contienne, à cet égard, une déclaration expresse. Ainsi, le jugement qui condamne des créanciers à rapporter à la masse de la faillite une somme qu'il constate avoir été touchée par eux en vertu d'un traité qu'ils ont fait avec leur débiteur en connaissance du mauvais état de ses affaires, ne viole point l'art. 447 c. com. et motive suffisamment sa décision, bien qu'il ne constate pas, en outre, expressément que, lors de ce traité, le débiteur fût en état de cessation de paiements, s'il vise le jugement précédent qui a reporté l'ouverture de la faillite à une date antérieure à celle de ce même traité (Req. 18 nov. 1879, aff. Sofferande-Chapoton et comp., D. P. 80. 1. 389).

**692.** — 2° *Connaissance de la cessation des paiements.* — Il faut, en second lieu, pour que l'art. 447 soit applicable, que celui qui a traité avec le failli ait eu, au moment de l'acte, connaissance de la cessation des paiements. Et c'est au syndic représentant les créanciers à en apporter la preuve (*Rép.* 304). — La solution de cette question est laissée dans chaque espèce à l'appréciation souveraine des juges du fond (Req. 13 févr. 1877, aff. Desfranchis-Duverdier, D. P. 78. 1. 208; Orléans, 1<sup>er</sup> févr. 1882, aff. Veuve Sainte-Huile, D. P. 83. 2. 64). Mais ils sont tenus de s'en expliquer formellement (Mêmes arrêts).

**693.** La connaissance de la cessation des paiements doit être personnelle à celui avec lequel est intervenu l'acte attaqué, et porter sur le fait général de la cessation de paiements (Civ. cass. 18 avr. 1866, aff. Langenhagen et Hepp, D. P. 66. 1. 260). Et si l'acte a été passé avec plusieurs personnes ayant un intérêt commun et indivisible, il ne suffirait pas que l'une d'elles eût connu la cessation des paiements; il est nécessaire que toutes en aient eu connaissance. Jugé en ce sens que, si le syndic de la faillite d'une société en commandite, antérieurement dissoute pour parvenir à la création d'une société anonyme dans laquelle le liquidateur de la société en commandite a apporté tout l'actif de cette société, est recevable à agir en nullité, son action ne saurait être admise que s'il est établi que chacun des souscripteurs d'actions de la société anonyme a individuellement connu l'état de cessation de paiements de la commandite; il ne suffirait pas que quelques-uns seulement en aient eu connaissance, fussent-ils même les fondateurs de la nouvelle société (Amiens, 24 déc. 1886, aff. Normaud, cité *supra*, n° 669).

**694.** D'autre part, de simples soupçons ne sauraient équivaloir à la connaissance exigée par l'art. 447. Ainsi, il ne suffit pas, pour l'annulation d'un paiement fait au créancier, qu'il soit constaté que ce créancier, averti, par les bruits qui circulaient sur la situation de son débiteur, des embarras de ce dernier, ait exigé de lui un paiement immédiat, en prévision du danger dont sa créance se trouvait menacée, une telle constatation n'impliquant pas celle de la connaissance du fait même de la cessation de paiements

(Civ. cass. 18 avr. 1866, arrêt cité *supra*, n° 693; Lyon, 23 juin 1883, aff. Syndic faillite Delay frères, D. P. 84. 2. 110). — Mais il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu *fraude* ou entente coupable entre le créancier et les débiteurs (Req. 11 déc. 1876, aff. Lepage, D. P. 77. 1. 359; Lyon, 23 juin 1883 précité. Conf. *Rép.* n° 304; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2774, p. 728, note 1).

**695.** Il est généralement admis en jurisprudence que les demandes de délais de la part d'un commerçant qui se déclare hors d'état de faire face à ses engagements, sont une preuve de la cessation de ses paiements (V. *supra*, n° 592, 666). En conséquence, le concours d'un créancier au pacte d'attribution constitue à son encontre la preuve manifeste qu'il a connu la cessation des paiements, et autorise le juge à annuler, en vertu du pouvoir d'appréciation que lui confère l'art. 447, les paiements reçus par le créancier en exécution de ce pacte depuis la date à laquelle a été reportée la cessation des paiements (Nancy, 11 mai 1886, *supra*, n° 592). Il n'est même pas nécessaire que le paiement ait été reçu par le créancier à titre de dividende concordataire; il suffit qu'il ait connu les démarches du débiteur pour obtenir un concordat (Lyon, 12 juill. 1848, aff. Syndic Heymans de Rieqlès, D. P. 49. 5. 189, cité au *Rép.* 310-3°; Req. 24 avr. 1877, aff. Baveret, D. P. 78. 1. 88). — L'arrêt qui annule le paiement fait par un débiteur tombé depuis lors en faillite, motive suffisamment sa décision en constatant qu'à l'époque où ce paiement a eu lieu, le créancier connaissait l'état de cessation de paiements où se trouvait son débiteur, et que cet état était attesté par la notoriété publique et par l'appel fait par le débiteur à ses créanciers à l'effet d'obtenir un arrangement amiable (Req. 24 avr. 1877 précité).

**696.** — 3° *Pouvoir d'appréciation du juge.* — Lorsqu'il est établi que le créancier qui a reçu un paiement du failli en état de cessation de paiements, ou que le tiers qui a contracté avec lui, avait connaissance de cette situation, les tribunaux doivent-ils nécessairement annuler les paiements ou les actes à titre onéreux ainsi intervenus, ou bien la nullité n'est-elle, en ce cas, que *facultative*? Il paraît constant d'abord que la loi n'a entendu frapper de nullité que les actes préjudiciables à la masse des créanciers. L'emploi des mots *pourront être annulés* implique que les tribunaux ont le droit d'apprécier les circonstances; que le juge n'est pas obligé d'annuler, et que les syndics ne sont pas tenus de demander l'annulation; qu'en d'autres termes, ce n'est qu'autant qu'il y a préjudice pour les créanciers que l'annulation doit être provisoire. Ainsi l'art. 447 n'est applicable: ni au paiement d'un dividende fait à un créancier d'une société par le liquidateur de cette société, agissant au nom de la masse, alors qu'un pareil dividende a été versé ou offert aux autres créanciers, et que le syndic a ratifié l'opération du liquidateur (Lyon, 10 juin 1881, aff. Morel, D. P. 82. 2. 192);... ni au paiement d'une créance hypothécaire effectuée, à la suite de l'abandon d'actif fait par le débiteur aux autres créanciers, par le liquidateur constitué dans l'acte d'abandon; le créancier désintéressé, eût-il connu la cessation des paiements, ne saurait être tenu au rapport d'un paiement qui n'émane pas du débiteur, mais du représentant de la masse et qui, loin préjudicier à celle-ci, a été fait dans son intérêt, et pour mettre fin à des frais contre le débiteur commun (Paris, 23 févr. 1872, aff. Chatelain, D. P. 73. 2. 223).

**697.** Décidé, par application des mêmes principes, que les paiements faits aux créanciers d'un commerçant en état de cessation de paiements, en dehors des dividendes fixés dans un concordat amiable auquel ce créancier a figuré, ne peuvent être annulés ni par application des art. 446 et 447 c. com., ni en vertu des art. 565 et 598 même code, lorsqu'ils émanent d'un tiers, et non du débiteur lui-même (Req. 19 mai 1868, aff. Syndic Clérian, D. P. 69. 1. 92). Et il n'importe que le débiteur soit intéressé dans la maison de commerce de ce tiers, s'il est établi que les paiements dont il s'agit sont intervenus comme condition d'un contrat à titre onéreux passé entre le créancier et cette maison, et constituaient ainsi une charge de l'actif nouveau résultant, pour le débiteur, du travail qu'il y accomplissait (Même arrêt). Et spécialement, des paiements faits au moyen de retenues opérées par le créancier sur le montant d'effets de commerce

qu'il s'est obligé à escompter pour la maison où son débiteur a pris un intérêt après le concordat amiable qui lui avait été consenti, ne sont pas rapportables à la faillite ultérieure de ce débiteur, encore qu'ils excèdent les dividendes portés à ce concordat, alors qu'ils ne déguisent aucune combinaison préjudiciable à la masse et de nature à entamer le gage commun des créanciers (Même arrêt). — Jugé, toutefois, en sens contraire, que le créancier qui, sachant que son débiteur avait cessé ses paiements, a reçu de celui-ci le montant de sa créance, ne saurait être dispensé de rapporter à la masse la somme par lui touchée, sous le prétexte que le paiement aurait eu lieu en vertu d'une convention expresse et comme condition de l'exécution d'un *marché, avantageux* à la masse comme au failli (Lyon, 26 déc. 1863) (1). Mais la doctrine de cet arrêt est en opposition avec une jurisprudence aujourd'hui à peu près constante.

698. Faut-il conclure également des expressions *pourront être annulés*, employées par l'art. 447 c. com., que le même pouvoir d'appréciation appartient aux tribunaux à l'égard des actes passés entre le failli et des tiers connaissant son état de cessation de paiements, encore bien que ces actes soient, ou par leur nature, ou à raison des circonstances, préjudiciables pour la masse des créanciers ? La question est controversée.

Il a été décidé que les dispositions de l'art. 447 sont *impératives*, en ce sens que les tribunaux ne peuvent se dispenser d'annuler les paiements ou les actes consentis par le failli, postérieurement à la cessation de ses paiements, quoique avant la déclaration de faillite, s'il est établi que le bénéficiaire de tels actes avait connaissance de la situation des affaires du failli (Paris, 16 janv. 1854, aff. Moreau, D. P. 55. 2. 58; Poitiers, 16 janv. 1860, aff. Syndic Audry, D. P. 60. 2. 25; Angers, 25 avr. 1861, aff. Syndic Simon, D. P. 68. 5. 218; Orléans, 20 mai 1868, aff. de la Barbée, D. P. 68. 2. 211; Conf. Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n° 150; Massé, t. 3, n° 275); ... Qu'ainsi, l'hypothèque consentie par le failli dans l'intervalle compris entre la cessation de ses paiements et le jugement déclaratif de la faillite, doit être annulée, bien qu'elle ne s'applique pas à des dettes antérieures, et ne tombe pas, dès lors, sous le coup de la nullité de plein droit de l'art. 446, s'il est établi qu'au moment où elle a été constituée le créancier avait connaissance de la cessation des paiements (Arrêts précités des 16 janv. 1854 et 16 janv. 1860); ... Que les juges ne peuvent que dans des cas exceptionnels, et en respectant la règle de l'égalité des créanciers d'une faillite, s'abstenir de prononcer l'annulation des paiements de dettes échues faits par le failli, depuis la cessation de ses paiements, à des créanciers qui avaient connaissance de cette cessation de paiements (Arrêt précité du 25 avr. 1861); ... Que le créancier qui a reçu un paiement de son débiteur dans la période écoulée entre le jour auquel a été fixée la cessation de paiements et le jugement déclaratif de faillite, doit être, par cela seul que ce créancier connaissait l'état désespéré de ce débiteur, tenu de rapporter à la masse ce qu'il a reçu (Orléans, 20 mai 1868, aff. De la Barbée, D. P. 68. 2. 211). — Dans ce système, les termes facultatifs de l'art. 447 ont eu pour but de laisser aux juges le pouvoir de maintenir tout acte qui, bien que fait avec un tiers ayant connaissance de la cessation de paiements, ne serait pas préjudiciable à la masse; mais cette connaissance doit toujours entraîner l'annulation de l'acte, dès qu'il est établi que cet acte est préjudiciable à la masse (Rép. n° 309).

(1) (Grosheim et Scheurer C. Syndic Honoré fils et Joannon.) — La cour; — Attendu que le syndic (de la faillite Honoré fils) demande à Grosheim et Scheurer le rapport à la masse d'un paiement à eux fait par le failli, en espèces, pour dette liquide et échue, et postérieurement à la date définitivement fixée de la cessation de paiements; — Attendu que ceux-ci repoussent sa demande en ce que le paiement aurait eu lieu en vertu d'une convention par laquelle ils consentaient à poursuivre l'exécution d'un marché passé avec les faillies, et avantageux pour eux comme pour la masse, ce qui n'aurait pas été fait sans cette condition expresse. — Sur la demande principale : — Attendu que les défendeurs ont participé à un traité amiable d'atermoiement, passé entre le failli et divers de ses créanciers, traité qui a donné lieu, plus tard, à la fixation définitive de l'état de cessation de paiements; qu'ainsi, ils n'ont pas ignoré cet état, et qu'ayant dès lors pactisé avec leur débiteur, ils doivent, par application de

699. Mais la grande majorité des auteurs et des arrêts se prononce en faveur du pouvoir de libre appréciation des juges du fond, et décide que la nullité dont peuvent être frappés, aux termes de l'art. 447, les paiements de dettes échues faits par un débiteur, ou tous autres actes passés par lui, après la cessation de ses paiements, si ceux qui ont reçu des paiements de ce débiteur ou ont traité avec lui, avaient connaissance de son état, est *facultative*, quoiqu'il soit constaté que la masse en a souffert un préjudice (Civ. cass. 20 janv. 1857, aff. Marçais, D. P. 57. 1. 53; Douai, 19 août 1857, aff. Syndic Leroy, D. P. 68. 5. 218; Civ. cass. 24 déc. 1860, aff. Saugé, D. P. 61. 1. 71; 14 avr. 1863, aff. Mounier, D. P. 63. 1. 293; Besançon, 10 avr. 1865, aff. Bruchon, D. P. 65. 2. 82; 28 févr. 1866, aff. Pelletier, D. P. 66. 2. 85; Lyon, 26 déc. 1866, aff. Thierry Miegy, D. P. 69. 2. 16; Dijon, 27 nov. 1867, aff. Desgrez, D. P. 68. 2. 64; Req. 9 déc. 1868, aff. Viallet, D. P. 69. 1. 5; Civ. rej. 13 avr. 1870, aff. Bédouet, et 18 mai 1870, aff. Dufournel, D. P. 70. 1. 259; Aix, 19 janv. 1871, aff. Marmiesse, D. P. 71. 2. 46; Bourges, 16 mai 1874, aff. Ménage, D. P. 76. 2. 204; Civ. cass. 28 juin 1875, aff. Courtois et Germain, D. P. 75. 1. 469; Req. 11 déc. 1876, aff. Lepage, D. P. 77. 1. 359; 20 mars 1878, aff. Sagols, D. P. 79. 1. 69; Lyon, 10 juin 1881, aff. Philippe Morel, D. P. 82. 2. 192; Req. 29 mai 1883, aff. Choquenay, D. P. 84. 1. 150; Conf. Rép. n° 309; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 728, note 3; Bravard, t. 1, p. 264; Renouard, t. 1, p. 392; Boistel, n° 954; Alauzet, t. 7, n° 2515).

700. De là il suit que l'annulation dont sont susceptibles les actes à titre onéreux passés par un débiteur, après la cessation de ses paiements et avant le jugement déclaratif de sa faillite, n'étant pas une conséquence nécessaire de la connaissance que les tiers avaient, en traitant avec le débiteur, de son état de cessation de paiements, les juges doivent, malgré cette circonstance, rechercher, en vertu de leur pouvoir discrétionnaire, s'il y a lieu d'annuler ou de maintenir l'acte argué de nullité, en tenant compte, notamment, de la bonne ou mauvaise foi des parties et des effets de l'acte pour le débiteur et ses créanciers (Arrêts cités *supra*, n° 699). Et leur décision doit être cassée toutes les fois que ceux-ci ont prononcé la nullité sans faire usage du pouvoir d'appréciation qui leur est attribué (Civ. cass. 28 juin 1875, cité *ibid.*). Ainsi, le paiement d'une dette échue fait par un débiteur en état de cessation de paiements à un créancier ayant connaissance de cet état, ne peut être annulé sur le seul motif que cette connaissance, rapprochée du préjudice résultant nécessairement pour la masse du paiement d'une dette, est une cause impérative d'annulation, sans qu'il soit besoin de prouver autrement la fraude (Arrêts du 20 janv. 1857 et du 14 avr. 1863, cités *supra*, n° 699). Le tribunal qui annule un paiement en espèces fait par le failli dans la période écoulée entre la déclaration et l'ouverture de la faillite doit, au contraire, préciser les circonstances de mauvaise foi imputables au créancier qui le déterminent à prononcer cette nullité; il ne lui suffit pas d'alléguer la prétendue connaissance que le créancier aurait eue de l'état de cessation de paiements de son débiteur, alors, d'ailleurs, que les faits accomplis durant cette période étaient de nature à l'induire en erreur sur la véritable situation de ce débiteur (Arrêt du 28 févr. 1866, cité *ibid.*). Ainsi, le paiement d'une dette échue fait par un débiteur en état de cessation de paiements, à un créancier ayant connaissance de cet état, peut être validé,

l'art. 447 c. com., rapporter à la masse le paiement dont il s'agit; que la forme prise pour stipuler et effectuer ce paiement ne saurait en changer le fond; car, dans ce cas, il serait toujours loisible d'éluder la loi; que, d'ailleurs, il n'est pas exact de dire que la convention ait profité à la masse, puisque, en admettant que l'état de déconfiture d'Honoré et comp. pût autoriser les défendeurs à suspendre l'exécution du marché passé avec leur débiteur, ceux-ci pouvaient toujours exiger l'exécution de ce marché, en donnant bonne et solvable caution, ce qui a eu lieu par l'intervention de Joannon; — Par ces motifs, dit et prononce que Grosheim et Scheurer sont condamnés, pour être ensuite contraints par toutes les voies de droit, même par corps, à payer au syndic Grizard-Delarue, pour les causes dont s'agit, la somme de 2142 fr. 45 cent., etc...

Du 26 déc. 1863.-C. de Lyon, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Valois, pr.-Vachon, Lhuiss et Gayet, av.



lorsqu'il est démontré que les parties ont agi de bonne foi et dans la pensée que la position du débiteur déclaré depuis en faillite n'était pas désespérée (Arrêt du 19 août 1857, cité *ibid.*). De même, si des dividendes payés à un créancier par le liquidateur amiable institué avant la faillite du débiteur ont été reçus par ce créancier avec connaissance de la cessation des paiements et au préjudice de la masse, les juges du fond peuvent valider ces paiements, s'ils constatent que le créancier les a reçus de bonne foi (Arrêt du 29 mai 1883, cité *ibid.*).

**701.** Décidé aussi, par application des mêmes principes : 1° que l'hypothèque constituée par un débiteur en état de cessation de paiements, pour sûreté d'une ouverture de crédit stipulée dans le même acte, ne peut être annulée sur l'unique motif que, l'état des affaires du débiteur étant connu du créancier, la nullité de l'acte en résultait forcément, sans qu'il y eût lieu d'examiner les circonstances dans lesquelles cet acte était intervenu (Arrêt du 24 déc. 1860, cité *supra*, n° 699); — ... 2° Qu'il en est de même de la subrogation consentie, sans fraude, en faveur du créancier, dans l'hypothèque légale qui est née, au profit de la femme du débiteur, de l'obligation qu'elle a contractée envers lui solidairement avec son mari (Même arrêt). — Sur la validité d'une telle subrogation, au point de vue soit de l'art. 446, soit de l'art. 447, V. *supra*, n° 645; — ... 3° Que le bail fait par le failli, après la cessation de ses paiements, à un tiers qui connaissait l'imminence de la faillite du bailleur, peut être validé, lorsque la bonne foi du preneur est à l'abri de tout soupçon, que le prix de location est sincère et non inférieur à la valeur réelle de la chose louée, et surtout si, de l'aveu du syndic, l'actif du failli est supérieur à son passif; il n'importe, en ce cas, que le bail, à raison de sa durée (neuf années), soit de nature à rendre moins avantageuse la vente de l'immeuble qui en est l'objet (Dijon, 27 nov. 1867, cité *supra*, n° 699); — ... 4° Que le bail enregistré cinq jours avant le jugement déclaratif de faillite, en admettant même l'antériorité de la cessation de paiements et la connaissance qu'en aurait eue le bailleur, ne doit pas être annulé, si rien ne prouve que l'enregistrement ait été le résultat d'un concert frauduleux organisé avec le failli au préjudice de la masse plutôt que l'exercice d'un droit légitime et préexistant (Aix, 19 janv. 1874, cité *supra*, *ibid.*).

**702.** Toutefois, il suffit, pour que la décision annulant l'acte attaqué échappe à la censure de la cour de cassation, qu'il en résulte que, après avoir constaté la connaissance de la cessation des paiements, les juges ont réellement usé de leur pouvoir d'appréciation; la constatation de la fraude ou de la mauvaise foi n'est pas nécessaire (Req. 30 juill. 1850, aff. Girerd et Nicolas, D. P. 50. 1. 235; 30 déc. 1856, aff. Hébert et autres, D. P. 57. 1. 203; Civ. rej. 13 avr. 1870, aff. Bédouet, et 18 mai 1870, aff. Dufournel et fils, D. P. 70. 1. 259; Civ. rej. 18 juill. 1870, aff. Veuve de Saint-Ours, D. P. 70. 1. 348; Req. 11 déc. 1876, aff. Lepage, D. P. 77. 1. 359; Civ. rej. 26 juill. 1880, aff. Mathorel, D. P. 80. 1. 366; Caen, 14 déc. 1880 (1); Civ. rej. 3 déc. 1884, aff. Roy, D. P. 85. 1. 84; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 728, note 1; Conf. Rép. n° 310-1°). Ainsi, le juge est réputé avoir usé de son pouvoir discrétionnaire d'annulation ou de maintien de l'acte argué de nullité, en vertu de l'art. 447, lorsque, après avoir constaté la connaissance de la cessation des paiements il se fonde, pour annuler cet acte (par exemple, un paiement) sur l'ensemble des circonstances qui l'ont accompagné (Arrêt précité du 18 juill. 1870); telle

qu'une demande en déclaration de faillite et des poursuites exercées contre le même débiteur (Arrêts précités des 18 juill. 1870, 26 juill. 1880 et 3 déc. 1884); ... Ou lorsqu'il constate que le créancier, en recevant son paiement d'un débiteur dont l'état de cessation de paiements lui était connu, s'est proposé de sauvegarder ses intérêts propres dans des conditions qu'il savait être inconciliables avec le principe de l'égalité entre les créanciers, et a ainsi fait sciemment sa condition meilleure que celle des autres créanciers (Arrêts précités des 26 juill. et 14 déc. 1880); ... Ou lorsqu'il déclare que l'acte attaqué a été préjudiciable à la masse des créanciers et que l'annulation doit en être prononcée, eu égard à l'ensemble des circonstances de la cause (Arrêt précité du 18 mai 1870); ... Et qu'il s'agit, par exemple, d'un acte d'association en commandite contracté par le failli avec quelques-uns de ses créanciers, dans le but prétendu de relever l'état de ses affaires (Arrêt précité du 30 déc. 1856); ... Ou même, lorsqu'il se borne à la constatation de la connaissance de la cessation des paiements, s'il a eu le soin de ne pas la considérer comme une cause impérative de nullité (Arrêts précités des 30 juill. 1850 et 13 avr. 1870. Conf. Rép. n° 268).

De même, est suffisamment motivé l'arrêt qui, pour annuler les paiements faits au créancier d'une société commerciale en état de cessation de paiements et plus tard déclarée en faillite, par l'un des associés solidaires, constate que le créancier, connaissant la cessation des paiements de la société, et l'influence qu'elle allait exercer sur la situation personnelle de son débiteur, a, sans attendre l'époque accoutumée de ses règlements, arrêté son compte avec lui, et fait couvrir ce compte par des traites tirées sur des débiteurs, à l'égard desquels un tel mode de paiement n'était jamais employé (Req. 17 avr. 1864, aff. Parel, D. P. 64. 1. 254).

**703.** Mais si, en fait, la fraude a été constatée par les juges du fond, l'annulation de l'acte n'en est que mieux justifiée. — Jugé, à cet égard, que, si le paiement d'une dette échue fait par un failli, entre l'époque de la cessation de ses paiements et le jugement déclaratif de la faillite, n'est pas frappé de nullité par cela seul qu'au moment du paiement le créancier connaissait le mauvais état des affaires de son débiteur, le rapport en peut être exigé lorsqu'il résulte des faits constatés que ce paiement a été fait en fraude des droits des créanciers, et lorsque, par exemple, le créancier s'est engagé, moyennant le paiement qui lui était fait, à signer un traité d'attermolement présenté par le failli à ses autres créanciers (Lyon, 26 déc. 1866, aff. Thierry Mieg, D. P. 69. 2. 16). — Décidé aussi qu'alors même qu'un compte d'opérations réciproques d'achats et de ventes de souscriptions et endossements d'effets de commerce entre deux commerçants aurait été réglé avant la déclaration de faillite de l'un de ces commerçants, un tel acte peut être annulé, s'il résulte des faits de la cause que le débiteur du failli connaissait son état de cessation de paiements, et n'a eu d'autre but, en sollicitant le règlement dont il s'agit, que de se constituer une position privilégiée à l'égard de la masse des créanciers (Nancy, 4 mars 1873, aff. Franqueville, D. P. 74. 2. 41-42).

**704.** Le projet originaire de la commission parlementaire sur la réforme du livre des faillites apportait à l'art. 447, en ce qui concerne les pouvoirs du juge, une modification importante. S'inspirant de l'idée que tout paiement fait à l'un des créanciers au cours de la période suspecte est nécessairement préjudiciable à la masse, le projet contenait une disposition restreignant le pouvoir de libre apprécia-

(1) (Gorre C. Cortey.) — LA COUR; — Sur la demande en annulation du jugement dont est appel; — Considérant, en droit, que l'art. 432 c. com., au titre de la faillite, porte textuellement que le juge-commissaire fera au tribunal de commerce le rapport de toutes les contestations que la faillite pourra faire naître; que les termes de la loi sont impératifs, et que l'accomplissement de cette formalité est une condition indispensable de la régularité du jugement à intervenir; — Or, considérant, en fait, qu'il n'apparaît d'aucun document, non plus que des faits consignés au jugement dont il s'agit, qu'il ait été précédé du rapport soit écrit, soit verbal, du juge-commissaire à la faillite des sieurs Cortey frères; que, dès lors, l'annulation demandée doit être prononcée; — Sur la demande en nullité formée par les syndics des paiements de la somme de 6330 fr. 75 cent., du 22 mars 1879, et de la somme

de 8000 fr. du même mois, par application de l'art. 447 c. com.: — Considérant que, pour rendre cet article applicable, il n'est pas nécessaire, comme on l'a soutenu dans l'intérêt du sieur Gorre, que le créancier non seulement ait connu la cessation de paiements du débiteur, mais encore ait été de mauvaise foi; qu'il suffit, à cet égard, qu'en prévision d'une catastrophe inévitable, il ait fait sciemment sa condition meilleure que celle des autres créanciers; — Or, considérant qu'on ne saurait contester sérieusement qu'aux dates des 22 et 23 mars 1879, le sieur Gorre connaissait depuis longtemps déjà la situation embarrassée des sieurs Cortey, etc.;

Par ces motifs, etc.

Du 14 déc. 1880.-C. de Caen, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Blanche, pr.-Bénard, av. gén.

tion du juge aux actes à titre onéreux, et obligeant, au contraire, ce dernier (par la substitution du mot *devront* au mot *pourront*) à annuler les paiements des dettes échues faits depuis la cessation des paiements par cela seul que le créancier en a connaissance. — Cette innovation, dont le but était de tarir une source de procès, était au moins discutable; et nous estimons que le système de la loi de 1838 permet seul de tenir entre tous les intérêts en conflit une balance équitable. Tel a été le sentiment de législateur de 1889; la loi du 4 mars 1889 a, en effet, maintenu sans modification le texte de l'art. 447 c. com.

§ 3. — Action de la masse tendant au rapport des sommes indûment perçues. — Intérêts. — Solidarité (Rép. nos 320 à 328).

**705.** — I. EXERCICE DE L'ACTION EN NULLITÉ. — Les actions en nullité résultant des art. 446 et 447 sont ouvertes *au profit de la masse* seulement, ainsi qu'il résulte des termes mêmes de l'art. 446 « sont nuls *relativement à la masse* » (Rép. n° 325). Il en est de même de l'action tendant à faire annuler les inscriptions hypothécaires tardivement prises (art. 448), dont il sera question ci-après (V. *infra*, n° 727). Par suite, l'exercice de ces actions n'appartient qu'au syndic représentant de la masse, et non aux créanciers individuellement; un créancier isolé, agissant dans un intérêt particulier, distinct de celui de la masse, ne serait donc pas recevable à les exercer (Req. 17 juill. 1861, aff. Napias, D. P. 62. 1. 118; Lyon, 23 déc. 1862, aff. Grenetier et comp., D. P. 63. 2. 179; Limoges, 1<sup>er</sup> juin 1865, aff. Jacquemet et comp., D. P. 65. 2. 181; Dijon, 27 déc. 1871, aff. Constant, D. P. 74. 2. 237; Paris, 29 déc. 1887, aff. Boussard, D. P. 90. 1. 194, note. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, nos 2730 et 2789; Alauzet, t. 7, n° 2328; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 198; Boistel, p. 663). Et l'action individuelle des créanciers serait non recevable quand même ils auraient mis en cause les syndics, si ceux-ci n'ont pas comparu, ou si, comparissant, ils ont refusé de prendre une part active au débat. Peu importe que l'un des syndics fût le fondé de pouvoirs et le comptable de la personne contre laquelle procédait l'action en nullité : cette situation n'a rien d'incompatible avec les devoirs du syndic, et ne peut, en l'absence de tout concert frauduleux, modifier l'application des principes (Dijon, 27 déc. 1871, précité).

Jugé, de même, qu'un créancier du failli, et notamment sa femme, créancière de ses reprises, n'a pas qualité pour invoquer individuellement cette nullité; qu'elle est, dès lors, non recevable à se pourvoir en cassation contre la décision, non attaquée par le syndic, qui a déclaré mal fondée l'action en nullité formée par ce dernier (Req. 17 juill. 1861, précité).

**706.** Toutefois, si le créancier ne peut se prévaloir individuellement de la présomption de fraude édictée par les art. 446 et suiv., du moins est-il recevable à agir par la voie ordinaire de l'action paulienne (art. 1167), s'il est en mesure d'établir directement la fraude des tiers. Il est, en effet, constant que les nullités qui dérivent spécialement de l'état de faillite ne sont pas exclusives de l'action en nullité du droit commun édictée par l'art. 1167, et que cette action appartient en propre à chaque créancier individuellement (Orléans, 16 janv. 1861, aff. Desnoyers, D. P. 61. 5. 225; Req. 13 nov. 1867, aff. Gallois, D. P. 68. 1. 212. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2755, note 3);... sauf à la masse à réclamer le bénéfice de l'annulation ainsi prononcée, à la diligence de l'un des créanciers, par application de l'art. 1167 (Req. 13 nov. 1867, précité, Sol. impl. — V. au surplus, sur la question de savoir à qui profite l'action paulienne intentée par un ou plusieurs créanciers, *infra*, v° Obligations).

**707.** De ce que les nullités des art. 446 et suiv. sont établies dans l'intérêt exclusif de la masse, il résulte néces-

sairement qu'elles ne peuvent être invoquées en aucun cas par le failli, même concordataire; la faillite n'étant pas une cause d'incapacité, les actes qu'il a pu accomplir pendant la période suspecte demeurent, quant à lui, pleinement valables (Rép. n° 325. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, nos 2730 et 2922; Boistel, n° 1052). — Jugé que le failli concordataire ou son cessionnaire n'a pas qualité pour poursuivre l'exécution des jugements qui, sur la demande des syndics, ont annulé des paiements faits en contravention aux art. 446 et 447, cette annulation n'ayant été prononcée que dans l'intérêt de la masse, et la masse étant dissoute par l'effet du concordat (Req. 30 juill. 1866, aff. de Muller, D. P. 67. 1. 38); ... Que le failli concordataire est sans qualité pour demander soit la nullité d'une hypothèque constituée après la cessation des paiements du débiteur, ou dans les dix jours qui l'ont précédée, pour une dette antérieurement contractée (Civ. cass. 11 nov. 1856, aff. Syndics Senné-Barré, D. P. 57. 1. 153; Paris, 23 juill. 1857, aff. Sallerin, D. P. 57. 2. 207; Douai, 17 févr. 1859, aff. Tristram et Crujoet, D. P. 59. 2. 63; Req. 10 févr. 1863, aff. Auffant, D. P. 63. 1. 300; Bourges, 1<sup>er</sup> avr. 1870, aff. Blanvillain, D. P. 72. 2. 30; Req. 18 févr. 1878, aff. Des Essarts, D. P. 78. 1. 291); ... soit la nullité qui peut être prononcée en vertu de l'art. 447, à l'égard des actes à titre onéreux passés par le failli, après la cessation de ses paiements, avec des tiers qui avaient connaissance de cet état (Aix, 7 août 1856, aff. Tacel, D. P. 56. 5. 214, et sur pourvoi, Req. 15 juill. 1857, D. P. 57. 1. 385). Et il en est ainsi, bien que l'action en nullité de l'hypothèque constituée contrairement à l'art. 446 ait déjà été engagée par le syndic; le failli est non recevable à se prévaloir de cette action, laquelle doit être déclarée éteinte (Arrêt précité du 1<sup>er</sup> avr. 1870). Le failli concordataire ne peut pas même se prévaloir de la nullité de cette hypothèque, qui aurait été prononcée sur l'action des syndics, encore que les effets n'en aient été réservés, à l'encontre de ce failli, ni dans les conclusions du créancier actionné, ni dans l'arrêt d'annulation (Arrêts précités des 7 août 1856 et 15 juill. 1857). — Le failli concordataire n'a pas davantage qualité pour poursuivre l'exécution des jugements qui, sur la demande des syndics, ont annulé des paiements faits en contravention aux art. 446 et 447, cette annulation n'ayant été prononcée que dans l'intérêt de la masse, et la masse étant dissoute par l'effet du concordat (Req. 30 juill. 1866, aff. de Muller, D. P. 67. 1. 38; Aix, 23 août 1871, aff. Sailé, D. P. 73. 2. 225);... Ni pour défendre à l'appel émis contre ces jugements (Même arrêt du 23 août 1871). Mais il peut, bien que cet appel soit non recevable à son égard, être condamné à une partie des dépens (Même arrêt). — Les actions dont il s'agit ne peuvent, non plus, être exercées... par un cessionnaire du failli (Arrêt précité du 30 juill. 1866),... ni par ses héritiers (Rép. n° 328).

**708.** Jugé toutefois, en sens contraire, que les actions en nullité ou en annulation autorisées par les art. 446 et suiv., bien qu'ouvertes dans l'intérêt exclusif de la masse des créanciers, peuvent être exercées par le failli lui-même, lorsqu'il a obtenu un concordat (Poitiers, 2 mai 1854, aff. Marot, D. P. 55. 2. 115). — La cour de Colmar s'est prononcée dans le même sens, mais sous certaines réserves. D'après un arrêt de cette cour, du 10 juill. 1866 (1), le concordat obtenu par le failli n'entraînerait pas nécessairement l'action en rapport intentée par les syndics contre un créancier payé en temps suspect, non plus que le jugement qui a suivi. Si donc il résultait des circonstances que, lors du concordat, ni les créanciers, ni même celui auquel le rapport est réclamé, et qui a pris part à ce traité sous toutes réserves, n'ont entendu que l'action en rapport dût être considérée comme anéantie, cette action devrait être censée faire partie des biens restitués au failli, qui

(1) (Meich C. Ancel.) — La cour; — Considérant qu'Ancel, fabricant à Sainte-Marie-aux-Mines, a été, le 17 août 1865, déclaré en état de faillite par le tribunal de commerce de Colmar, et que, par un autre jugement du 24 novembre, passé en force de chose jugée, l'ouverture de cette faillite a été reportée au 4 mai précédent; — Que Constant Meich, commissionnaire en marchandises, créancier de plus forte somme, ayant obtenu du failli, comme paiement partiel, du 4 au 18 du même mois,

pour plus de 20000 fr. de marchandises, a été actionné par les syndics en rapport à la masse des valeurs ainsi reçues, rapport qu'un jugement a, en effet, ordonné le 13 avr. 1866; — Que ce jugement lui ayant été signifié, le 17 mai suivant, à la requête des syndics, Meich leur a notifié son appel le 24 du même mois; — Que le failli après avoir obtenu, le 9 juin suivant, un concordat homologué le 29 par le tribunal de commerce, a, le lendemain, déclaré par acte d'avoué qu'il reprenait l'instance continuée

dès lors, pourrait y donner suite, et notamment reprendre l'instance ouverte par l'appel du jugement condamnant le créancier au rapport (Même arrêt).

On fait remarquer, en faveur de cette thèse, que le failli sera souvent dans l'impossibilité d'exécuter les stipulations du concordat si les actes faits pendant la période suspecte sont maintenus à son égard (Demangeat, t. 5, p. 425; Ruben de Couder, v<sup>o</sup> *Concordat*, n<sup>o</sup> 199). Mais cette raison ne nous semble pas suffisante pour écarter les conséquences légales du caractère *relatif* de la nullité édictée par les art. 446 et suiv. Aussi doit-on décider, selon nous, non seulement que le failli concordataire ne peut demander la nullité des actes que le syndic n'aurait pas attaqués, mais encore qu'il ne peut même pas se prévaloir des nullités des art. 446 et suiv., lorsqu'avant même ce concordat elles ont été prononcées à la demande des syndics (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2922 bis. — *Contra* : Laurin, n<sup>o</sup> 1141).

**709.** On doit également décider, toujours à raison de ce caractère *relatif* de la nullité, que les parties avec lesquelles ont été passés les actes régis par les art. 446 et suiv. ne peuvent en demander la nullité; les syndics, seuls autorisés à s'en prévaloir, peuvent donc obliger les acheteurs du failli à prendre livraison des marchandises qui en font l'objet (Poitiers, 12 mars 1856, aff. Syndic Farran-Courant, D. P. 56. 2. 274).

Mais ils doivent opter entre l'exécution et l'annulation de l'acte; ils excéderaient leur droit en scindant une opération indivisible; et il a été jugé, conformément à ce principe d'équité, que, dans le cas où un débiteur, après l'époque fixée pour la cessation de ses paiements, a vendu à deux de ses créanciers un navire en stipulant que le prix resterait entre leurs mains pour les remplir d'autant de ce que le vendeur leur devait, il y a dans cet acte, non pas une vente suivie de compensation, mais une dation en paiement, indivisible dans la pensée des parties, et que l'on ne peut maintenir la vente en exigeant le versement du prix dans la masse (Caen, 4 août 1873, aff. Quétel de la Poterie, D. P. 77. 5. 234; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2757 *in fine*. — Et le créancier, pas plus que le syndic, ne peut demander cette division. Décidé, en ce sens, que, lorsqu'il a été stipulé que le prix de vente d'un immeuble se compenserait avec une pareille somme due par l'acquéreur, si la compensation vient à être annulée comme postérieure à l'époque à laquelle l'ouverture de la faillite a été reportée, la nullité doit être considérée comme indivisible et affectant aussi, contre la prétention de l'acquéreur, la vente de l'immeuble (Bordeaux, 13 juill. 1849, aff. Chateau, D. P. 51. 2. 105).

**710.** A plus forte raison, les nullités résultant des art. 446 et suiv. ne peuvent-elles être invoquées par les tiers. Ainsi, la nullité d'une hypothèque constituée et inscrite après la cessation des paiements du débiteur, pour dettes antérieurement contractées, ne peut être invoquée par le donataire de l'immeuble hypothéqué, dans le but de réduire le créancier hypothécaire à la qualité de simple créancier chirographaire, et de le faire déclarer non rece-

vable, en cette dernière qualité, à se prévaloir du défaut de transcription de la donation (Rouen, 7 avr. 1856, aff. Epoux, Huvey, D. P. 59. 1. 481). De même, lorsque des marchandises consignées entre les mains d'un commerçant, depuis tombé en faillite, ont été par lui vendues à l'un de ses créanciers en compensation de sa créance, le déposant ne peut se prévaloir de la nullité de ce mode de paiement, en vertu de l'art. 446, pour prétendre que le prix de la vente, étant encore dû par ce créancier, est susceptible d'être revendiqué par lui, aux termes de l'art. 575 c. com. (Lyon, 23 déc. 1862, aff. Grenettier, D. P. 63. 2. 179). De même encore, le tiré d'une lettre de change n'a pas qualité pour exciper de la nullité de la provision, dans le but de se soustraire au paiement de la lettre non acceptée par lui (Req. 12 mars 1861, aff. Kann, D. P. 61. 1. 447).

**711.** Les nullités prononcées par les art. 446 à 448 n'existant que relativement à la masse, l'action en nullité exercée par le syndic ne doit également, semble-t-il, profiter qu'à la masse. Sur le principe, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord; mais des difficultés particulières se sont élevées sur son application aux effets de l'annulation d'une hypothèque ou d'une inscription hypothécaire, prononcée conformément aux articles précités. La question est de savoir à qui doit profiter cette annulation, si c'est à la masse de la faillite, ou aux créanciers nantis d'hypothèques régulières inscrites postérieurement à l'hypothèque annulée. Elle a donné lieu récemment à un arrêt de la cour de cassation, aux termes duquel la nullité prononcée en vertu de l'art. 446 c. com. d'une hypothèque consentie par le failli, après la cessation de ses paiements, ou dans les dix jours qui l'ont précédée, pour sûreté d'une dette antérieurement contractée, n'a d'autre résultat que de supprimer cette hypothèque au regard de la masse, et non de la maintenir à son profit, à l'encontre des créanciers hypothécaires postérieurement inscrits, mais dont les hypothèques sont valables en ce qu'elles s'appliquent à des dettes résultant des actes où elles ont été constituées (Civ. rej. 11 déc. 1889, aff. Curet et Coueste, D. P. 90. 1. 193). En conséquence, l'arrêt décide que le syndic ne peut, dans l'ordre ouvert sur le prix de l'immeuble hypothéqué, obtenir la collocation de l'hypothèque ainsi annulée, en agissant du chef du créancier qui l'a stipulée, ou une collocation en sous-ordre au nom de la masse, à l'égard de laquelle la même hypothèque est réputée non existante; l'annulation dont elle a été frappée profite alors, vis-à-vis de la masse, aux créanciers valablement inscrits. — Cet arrêt a été rendu dans une espèce où le créancier annulé n'avait pas produit à l'ordre; il se considérait comme déchu de son hypothèque, en tant qu'elle pouvait lui profiter personnellement. Le jugement d'annulation, dans une disposition qui a été réformée comme empiétant sur les attributions du juge de l'ordre, portait, en effet, que le syndic exercerait ses droits dans cet ordre. L'hypothèse où le créancier annulé se présenterait lui-même à l'ordre est donc réservée. Si les créanciers postérieurs bénéficient du jugement d'annulation quand l'hypo-

contre les syndics par l'appel du 24 mai; — Que Meich oppose une fin de non-recevoir tirée de ce que l'action en rapport, qui existe seulement au profit de la masse, se serait trouvée éteinte par la cessation de l'état de faillite, conséquence de l'homologation du concordat; que le jugement du 13 avril, devenu, dès lors, sans objet, devrait être considéré comme non avenu, et que, dans tous les cas, le failli concordataire serait sans qualité pour reprendre l'instance d'appel; — Considérant que le concordat n'a point anéanti l'action en rapport exercée par les syndics et le jugement qui en a été la suite; — Que le bénéfice de cette action et de ce jugement figure dans l'exposé fait par l'un des syndics à l'assemblée des créanciers en exécution de l'art. 506 c. com., comme pouvant augmenter éventuellement l'actif de la masse; que cette éventualité a été l'un des éléments de la délibération; que, l'appelant, admis au passif, le 29 septembre, pour une somme de 29288 fr. 90 cent., puis le 1<sup>er</sup> juin, mais d'une manière éventuelle, à raison de la réserve par lui faite de son droit d'appel, pour le montant de la condamnation à rapport résultant du jugement du 13 avril, a pris part à la délibération et personnellement adhéré au concordat du 9 juin; — Qu'il ressort de l'ensemble des circonstances et documents de la cause que, lors de ce dernier acte, auquel l'appelant Meich a participé par son vote en renouvelant ses réserves du 1<sup>er</sup> du même mois relatives à l'appel, ni les créanciers,

ni ledit Meich n'ont entendu que l'action en rapport dût être considérée comme anéantie; — Que, dans l'état où elle se trouvait alors, cette action, à raison des obligations nouvelles qu'il contractait et pour lui en faciliter l'accomplissement au profit de la masse, a fait partie des biens remis au failli après l'homologation du concordat; qu'il peut conséquemment y donner suite aujourd'hui, à charge de remplir envers ses créanciers les engagements qu'il a souscrits; — Que la fin de non-recevoir n'est donc pas fondée; — Au fond : — Considérant que les faits de la cause, convenablement appréciés par le tribunal, justifient l'application qu'il a faite des art. 446 et 447 c. com., puisque les paiements attaqués par les syndics ont eu lieu après la cessation des paiements et autrement qu'en espèces ou effets de commerce; que, de plus, Meich, qui connaissait cette cessation des paiements, et son débiteur Ancel, avaient pour but commun d'assurer au premier un avantage illégitime au préjudice des autres créanciers; — Par ces motifs, donne acte à Ancel de ce qu'il a repris l'instance d'appel introduite par Meich contre ses syndics le 24 mai dernier, et, prononçant sur ledit appel émis du jugement rendu dans la cause le 13 avr. 1866 par le tribunal de commerce de Colmar, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, etc.

Du 10 juill. 1866. — C. de Colmar, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Hennau, pr.-George Lemaire, av. gén.-Simotel et Gérard, av.

thèque qui en a été frappée est invoquée contre eux par la masse, pourront-ils en exciper également pour faire rejeter de l'ordre une production émanée du créancier annulé lui-même?

**712.** Précisons d'abord l'intérêt et la portée de la question. Si l'hypothèque annulée doit être considérée comme supprimée entre le créancier qui l'a obtenue en violation de l'art. 446 et les créanciers postérieurement inscrits qui, sans cette hypothèque, eussent été utilement colloqués, la conséquence sera simple. L'hypothèque annulée ne fera plus obstacle à leur collocation. Le bénéfice de l'annulation leur sera acquis au préjudice de la masse, aussi bien que du créancier redevenu, à l'encontre de tous créanciers quelconques, un créancier chirographaire, comme il l'était à l'origine. Si, au contraire, la même hypothèque, quoique non opposable à la masse, conserve sa valeur à l'égard des créanciers postérieurs, il faudra alors régler l'étendue d'un droit hypothécaire qui, d'une part, est demeuré intact en tant qu'il prime des droits de même nature, et qui, d'autre part, est supprimé en tant que son exercice serait nuisible à la masse chirographaire.

**713.** Un arrêt de la cour de Paris, du 28 juin 1876 (aff. Lignel, D. P. 90. 1. 193, note a, adopte le système qui refuse toute collocation à l'hypothèque prohibée par l'art. 446, et dont le syndic a fait prononcer l'annulation. Il ne va pas jusqu'à l'idée de la suppression absolue d'une semblable hypothèque et de la radiation définitive de son inscription. Il reconnaît que le syndic a seul qualité pour en demander l'annulation, en poursuivant la nullité; et qu'elle survivra à son annulation relativement au failli; mais il ajoute que l'art. 446 n'a entendu exclure du bénéfice de la nullité qui y est établie que le failli, et non les créanciers hypothécaires, quelle que soit la partie qui ait la faculté de la provoquer; il conclut de là que le jugement d'annulation profite, en premier lieu, aux créanciers hypothécaires postérieurs, et subsidiairement à la masse. Le créancier annulé est, de la sorte, sacrifié aussi bien que la masse, aux créanciers valablement inscrits, alors même qu'il se serait présenté à l'ordre. La cour d'Aix, par un arrêt du 4 août 1887 (D. P. 90. 1. 193), rendu dans l'affaire sur laquelle la cour de cassation, s'est rangée au même système, sans se contenter, comme l'a fait la chambre civile, de consacrer le droit de priorité des créanciers valablement inscrits à l'encontre de la masse, qui seule le leur disputait.

**714.** Depuis lors, la cour de Paris, dans un autre arrêt du 29 déc. 1887 (aff. Boussard, D. P. 90. 1. 194), note, a également répudié l'interprétation extensive que l'arrêt de 1876 donnait ainsi à l'expression *masse* de l'art. 446. On y lit que « le caractère même de la nullité relative prévue par l'art. 446 c. com. démontre suffisamment que l'inscription (du créancier annulé) est inexistante à l'égard de la masse seulement, et qu'elle subsiste à l'égard de tous autres, et notamment, des créanciers hypothécaires; qu'il suit de là que les créanciers dont l'hypothèque a été annulée doivent être maintenus dans l'ordre, où ils avaient produit, au regard des autres créanciers hypothécaires au rang de leur inscriptions respectives ». A l'objection tirée des principes généraux et du régime hypothécaire, la cour répond, dans une autre partie de son arrêt, que la disposition de l'art. 446 apporte une dérogation au droit commun, et que « cette dérogation est non seulement expresse, mais encore compatible avec la publicité du système hypothécaire; que la radiation n'est pas, en effet, pure et simple, mais qu'elle doit, au contraire, être opérée dans les termes mêmes de l'art. 446 et du jugement qui l'ordonne, c'est-à-dire, *relativement à la masse seulement* ».

**715.** De ce second système naît immédiatement une autre question qui en est inséparable. Une fois admis que le créancier annulé demeure investi du droit de se faire colloquer dans l'ordre ouvert sur le prix de l'immeuble hypothéqué, dans quelle condition exercera-t-il ce droit vis-à-vis de la masse au profit de laquelle la nullité de son hypothèque a été prononcée, et qui, par conséquent, ne doit pas souffrir de sa collocation? La cour de Paris, dans l'arrêt du 29 déc. 1887, cité *supra*, n° 714 résout cette seconde question de la manière suivante. Le créancier annulé, dit-elle, a une double qualité : celle de créancier hypothécaire, en face des autres créanciers hypothécaires, et celle de créancier chiro-

graphaire, au regard de la masse. Il est donc tenu de *faire état*, en cette dernière qualité, au représentant légal de la masse, de tout ce qu'il aura touché en vertu d'un droit de préférence inexistante à l'égard de celle-ci. — Ainsi, le créancier dont l'hypothèque a été frappée de la nullité qui la vicie aux termes de l'art. 446 c. com. n'en sera pas moins colloqué au rang de son inscription dans l'ordre où la somme provenant de l'immeuble hypothéqué est distribuée entre lui et les autres créanciers inscrits; mais il ne recevra le montant de sa collocation qu'à la charge de le rapporter à l'actif qui forme le gage commun des créanciers de la faillite (V. aussi : Dijon, 20 mars 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 544; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2730; Boistel, n° 942; Laurin, n° 996; Rataud, *Revue critique*, 1867, p. 3).

En rapprochant l'un de l'autre les deux arrêtés que la cour de Paris a successivement rendus en 1876 et en 1887, on arrivera à la double conséquence suivante : la somme afférente à l'hypothèque annulée accroîtra tout entière, d'après le premier arrêt, à l'actif *distribué hypothécairement, entre les créanciers postérieurement inscrits*, et, d'après le second, à l'actif *chirographaire*, où elle sera rapportée après collocation préalable du créancier annulé, dans l'ordre distributif de l'actif hypothécaire.

**716.** Si l'on adopte le second système, c'est-à-dire celui qui admet la collocation préalable du créancier dont l'hypothèque a été annulée, il reste à résoudre une importante question : quel sera le sort de cette collocation à l'égard de la masse chirographaire, dans l'intérêt de laquelle l'hypothèque colloquée a été annulée?

L'arrêt de 1887, après avoir reconnu la validité de cette collocation, ordonne que le montant en soit *intégralement* rétabli dans l'actif chirographaire de la faillite. Cet arrêt n'a-t-il pas, en formulant une règle aussi absolue, été au delà du but que le législateur s'est proposé d'atteindre dans l'art. 446? Ce que cet article a voulu, c'est que la masse ne souffrit pas de l'hypothèque qu'il déclare, quant à elle, nulle de plein droit. Il y a lieu de la remettre dans la situation où elle aurait été si cette hypothèque n'avait pas existé. Pour faire disparaître le préjudice qu'elle cause à la masse, il suffira donc que le prix de l'immeuble hypothéqué soit supposé mis en distribution entre les seuls créanciers valablement inscrits. Deux cas se présenteront : les créanciers qui priment la masse, supposés seuls colloqués, auraient, ou n'auraient pas absorbé le prix en distribution.

S'il résulte de l'ensemble de leur production que ce prix eût été absorbé par eux, même à défaut de l'hypothèque annulée, et qu'en conséquence aucune somme susceptible d'accroître à l'actif chirographaire ne fût demeurée disponible, la collocation de cette hypothèque ne liera pas la masse : elle ne nuit qu'aux producteurs qu'elle empêchera de venir en rang utile. Le créancier qui n'a été colloqué qu'avec obligation de rapporter aux créanciers chirographaires ce qu'il leur aura pris sera, dès lors, affranchi de tout rapport, puisqu'il ne leur prend rien. La masse, au lieu d'être primée par les créanciers valablement inscrits, sera primée par celui dont le syndic avait fait annuler l'hypothèque. Dans la contribution qui s'ouvrira entre les créanciers qui la composent, les créanciers hypothécaires non utilement colloqués produiront pour la somme que leur a enlevée le créancier annulé, comme il l'eût fait lui-même. L'actif à distribuer chirographairement et le passif qui le grèvera ne seront pas modifiés. La masse primée par le créancier annulé, au lieu de l'être par ceux qui, inscrits après lui, occuperont sa place parmi les créanciers chirographaires, sera sans droit de répétition sur sa collocation, parce qu'elle sera sans intérêt. Elle se trouvera en présence d'une distribution hypothécaire et d'une détermination de rangs de collocation où la somme à distribuer sera nécessairement épuisée, sans qu'il puisse en sortir pour elle aucun excédent de quelque façon qu'elle soit répartie. Si au contraire, la production des créances hypothécaires opposables à la masse eût laissé un excédent libre, toujours abstraction faite de la collocation du créancier annulé, le créancier sera assujéti, sur le montant de sa collocation, à un rapport soit intégral, soit partiel, selon que l'excédent qui, sans lui, fût resté libre et affecté à la masse, sera égal ou inférieur à la somme que le règlement de l'ordre lui a attribué. Tel est le système qui avait été adopté par le tribunal de la Seine, par un jugement du 29 déc. 1885,

dans l'affaire sur laquelle a statué l'arrêt de la cour de Paris du 29 déc. 1887 (1).

**717.** La cour de Paris n'accepte pas ces distinctions : le créancier dont l'hypothèque a été annulée relativement à la masse n'a obtenu sa collocation qu'à la charge de tenir compte à celle-ci de tout ce qu'il aura reçu en vertu du règlement de l'ordre, et n'est pas fondé à retenir ce qui, en l'absence de sa collocation, aurait été alloué aux créanciers postérieurs. L'annulation de son hypothèque le prive, au regard de la masse, du droit de conserver une portion quelconque de la somme pour laquelle il a été colloqué en une qualité réputée inexistante vis-à-vis d'elle, que l'attribution lui en ait été faite sur l'actif hypothécaire ou sur la somme qui, à son défaut, eût accru à l'actif chirographaire. Constaté la nullité d'une hypothèque, pour lui faire produire effet en faveur de celui-là même contre qui l'annulation a été prononcée et au préjudice de ceux dans l'intérêt desquels elle a été annulée, ce serait, dit l'arrêt « créer une véritable antinomie juridique ».

L'assertion serait exacte, s'il était vrai que l'effet de l'hypothèque annulée à l'égard de la masse fût maintenu à son préjudice. Mais elle devient inexacte dès que le créancier colloqué en vertu de cette hypothèque, sauf les droits de la masse, ne conserve le bénéfice de sa collocation que dans une mesure où elle n'aura pas à en souffrir, parce que, au défaut du créancier colloqué, la somme qu'il garde aurait été attribuée à des créanciers postérieurement inscrits, et non pas à la masse. La véritable antinomie ne serait-elle pas bien plutôt dans une solution dont le résultat sera d'augmenter le gage chirographaire d'une portion d'actif hypothécaire qui eût échappé à la masse, dans un ordre réglé entre les seules créances hypothécaires qui lui sont opposables?

**718.** Du caractère relatif des nullités édictées par les art. 446 et suiv., il résulte également que ces nullités doivent disparaître en présence d'une renonciation, expresse ou tacite, de la masse. Mais cette renonciation ne peut s'induire que de faits non équivoques, et dont la signification ne soit pas douteuse; s'il y a doute, l'action subsiste. Ainsi, le syndic d'une faillite qui a pris livraison, dans l'intérêt de la faillite, de marchandises vendues au failli, avant que le vendeur ait usé de son droit de revendication, peut poursuivre la nullité du paiement du prix, que le failli a fait au vendeur avant l'échéance, en contravention à l'art. 446 c. com.; le vendeur objecterait vainement que le syndic doit, par l'effet de cette prise de livraison, être réputé

avoir consenti à maintenir le paiement fait en vertu du contrat dont il a ainsi réclamé l'exécution (Dijon, 19 févr. 1867, aff. Syndic Gault, D. P. 68. 2. 139).

**719.** Quand la faillite est définitivement close, la masse des créanciers se trouvant dissoute, nul ne peut plus se prévaloir des nullités dont il s'agit. Il en est ainsi, spécialement, en cas d'union, lorsque, la liquidation étant terminée, les créanciers ont tenu leur dernière réunion (c. com., art. 537). En cas de concordat, la faillite est également close et la masse dissoute; cependant, tant que le concordat n'est pas entièrement exécuté, il peut y avoir lieu à réouverture, et ainsi peuvent se justifier les décisions de jurisprudence admettant la survie des actions en nullité des art. 446 et suiv., à l'homologation du concordat. — Jugé en ce sens que la nullité d'une hypothèque consentie par le failli dans les dix jours qui ont précédé la cessation de ses paiements, pour dettes déjà existantes, n'est pas couverte, à l'encontre de la masse des créanciers... par le seul effet du concordat accordé au failli; ... ni par la ratification que ce dernier en aurait faite, alors, d'ailleurs, que le concordat a été résolu pour inexécution des conditions; et que les syndics sont recevables à l'attaquer, encore bien qu'un arrêt ait déclaré le failli concordataire non recevable à l'attaquer lui-même (Colmar, 16 avr. 1849, aff. Syndic Lardenois, D. P. 51. 2. 120). En effet, les créanciers d'une faillite doivent être considérés, non comme les ayants cause du failli, mais comme des tiers exerçant un droit personnel et distinct de celui de leur débiteur, lorsqu'ils poursuivent l'annulation d'un paiement fait par celui-ci. C'est à eux seuls qu'appartient l'action en nullité; la ratification émanant du failli ou la chose jugée contre lui ne saurait donc porter aucune atteinte aux droits de la masse (V. *supra*, § 1<sup>er</sup>, n<sup>os</sup> 575 et suiv. Civ. cass. 27 avr. 1869, aff. Falcon, D. P. 69. 1. 331; Civ. rej. 30 mars 1875, aff. Faillite Ollivier, D. P. 75. 1. 353; 27 janv. 1886, aff. Dupuy, D. P. 86. 1. 373). Il en est ainsi spécialement, lorsqu'ils demandent compte au mandataire du failli des sommes par lui reçues pour le failli pendant la période suspecte; en conséquence, le mandataire ne saurait opposer à la demande de compte faite par le syndic de la faillite une décharge sous seing privé donnée à ce mandataire par le failli et qui serait opposable à ce dernier (Civ. rej. 27 janv. 1886, précité).

**720.** Une hypothèque ne peut être annulée en vertu de l'art. 446 ou de l'art. 447, si elle a fait l'objet d'une collo-

(1) (Syndic Boussard es qualités C. Rousseau et autres.) — Le TRIBUNAL; — Attendu que, si les hypothèques ou les inscriptions hypothécaires frappées de la nullité de plein droit de l'art. 446 c. com. ou de la nullité facultative de l'art. 448 du même code, n'en doivent pas moins être maintenues à l'égard des autres créanciers inscrits, elles sont réputées non existantes relativement à la masse chirographaire; que par suite, il est inadmissible que dans l'ordre où ont été faites les collocations des créances qu'elles garantissent, la masse puisse se faire attribuer le montant de ces collocations soit par voie de contribution, soit à l'aide d'une délivrance des bordereaux dressés au nom du syndic, ce mode de procéder étant inconciliable avec la mise à néant, quant à la masse, du droit hypothécaire quelle entendrait ainsi exercer; que la masse ne peut davantage agir par voie de collocation en sous-ordre, ni même par voie d'opposition, ces deux voies n'étant ouvertes qu'aux créanciers de l'individu contre qui elles sont pratiquées; que le silence de la loi sur les moyens réservés à la masse pour arriver à s'approprier le bénéfice de la collocation annulée implique qu'elle n'a pas le droit de la rendre sienne et de revendiquer ainsi pour elle-même, avec le rang qui s'y trouvait attaché, une hypothèque ou une inscription déclarée sans effet quant à elle; que sa substitution dans la distribution de l'actif hypothécaire au créancier qu'elle a fait rentrer parmi les créanciers chirographaires aurait, de plus, une conséquence manifestement inacceptable; qu'il en résulterait que la masse chirographaire primerait comme le créancier dont elle occuperait la place, après l'en avoir fait déclarer déchu, toute hypothèque postérieurement inscrite, bien que la validité n'en fût pas contestable; qu'il s'ensuivrait ainsi que le gage hypothécaire, qui eût pu être épuisé par les créanciers valablement inscrits, pourrait venir accroître le gage chirographaire à la faveur de l'hypothèque annulée, hypothèque dont le montant y serait versé au détriment des créanciers restés sans collocation utile; — Attendu que les nullités des art. 446 et 448 c. com. deviendraient par là, pour les créanciers chirographaires, une source de profits; que telle n'a pu être la pensée du législateur, qui a seulement

voulu que les hypothèques constituées ou inscrites en infraction à ces deux articles ne fussent pas, pour la masse, une cause de préjudice; que c'est dans cet ordre d'idées qu'il faut en faire l'application; — Attendu qu'ainsi envisagés les art. 446 et 448 c. com. doivent être entendus en ce sens que la masse chirographaire n'est fondée à se prévaloir des nullités qui y sont prononcées, qu'autant que les collocations des hypothèques non valablement acquises ou non inscrites dans le délai légal amèneraient un amoindrissement de l'actif qui eût été affecté aux créanciers chirographaires en l'absence de ces hypothèques et en tenant exclusivement compte de celles opposables à la masse; que les collocations des créanciers hypothécaires, tombant sous le coup des art. 446 et 448 c. com., doivent donc être annulées pour le tout ou annulées en partie seulement, ou maintenues intégralement, selon que, sans elles, les hypothèques valables qu'elles priment, laisseraient libre soit une somme au moins égale, soit une somme inférieure au montant de ces collocations, ou qu'elles absorberaient la totalité de ce qui est mis en distribution; qu'en d'autres termes, le créancier atteint par les art. 446 et 448 peut se faire colloquer jusqu'à concurrence de ce qu'il prendra au détriment des autres créanciers inscrits, et n'a droit à aucune collocation sur la partie de la somme à distribuer, que ces derniers créanciers, s'il avaient été seuls, n'auraient pas absorbée, sa présence ne nuisant à la masse, suivant les prévisions de la loi commerciale, que sous la condition et dans les limites ainsi déterminées; — Attendu que le prix mis en distribution entre les créanciers hypothécaires du sieur Gasse eût été épuisé par les hypothèques opposables à la masse, même à défaut des hypothèques annulées à son égard; qu'on doit conclure de ce qui précède que les collocations faites en vertu de ces dernières hypothèques ne peuvent être considérées comme étant de nature à préjudicier à cette masse et qu'elles doivent, dès lors, être maintenues, aussi bien à son égard, qu'à l'égard des créanciers postérieurement inscrits;

Par ces motifs, etc.

Du 29 déc. 1885.-Trib. civ. de la Seine.



cation définitive non contredite par les syndics présents à l'ordre, bien qu'ils eussent connaissance de la cause de nullité; cette collocation a, en pareil cas, vis-à-vis des syndics et de la masse chirographaire qu'ils représentent, l'autorité de la chose jugée (Req. 6 nov. 1848, aff. Labarre, D. P. 48. 1. 242). Mais la nullité des hypothèques judiciaires acquises depuis la faillite, pour dettes antérieures, peut être demandée et prononcée même après que les créanciers hypothécaires ont été colloqués dans un ordre et même payés, si les syndics n'ont pas figuré dans cet ordre. En conséquence, ces paiements sont nuls, sans que les créanciers qui les ont reçus puissent invoquer la chose jugée dans le règlement de l'ordre contre les créanciers chirographaires qui n'y ont pas été représentés (Req. 19 nov. 1872, aff. Delafay, D. P. 73. 1. 425). — Jugé, au contraire, que l'action en nullité ouverte à la masse par l'art. 446 ne peut pas être exercée à l'égard d'une hypothèque qui a donné lieu à une collocation, définitive ou provisoire, non contestée même dans un ordre clôturé en l'absence du syndic et antérieurement à la déclaration de faillite (Paris, 28 févr. 1867, aff. Syndic Falcon, D. P. 69. 1. 331). En tout cas, il a été décidé, dans cette dernière affaire, que la masse des créanciers exerçant l'action en nullité de l'art. 446 c. com., en vertu d'un droit qui lui est propre, le syndic de la faillite est recevable à intervenir, par voie de *terce opposition*, pour demander la nullité de l'hypothèque en vertu de l'art. 446 c. com., dans l'instance engagée sur les contredits formés au cours de l'ordre, bien que le failli ait été forcé, faute d'avoir contredit en temps utile (Civ. cass. 27 avr. 1869, aff. Syndic Falcon, D. P. 69. 1. 331).

**721.** — II. RAPPORT DES SOMMES OU VALEURS INDUMENT REÇUES. — Le rapport dû à la masse, en vertu des art. 446 et 447, est un rapport réel et effectif. Les tribunaux, en ordonnant le rapport à la masse des valeurs indument reçues, ne peuvent, à supposer même qu'une pareille mesure ne soit pas contraire à la loi et au principe de l'égalité en matière de faillite, prescrire que ce rapport aura lieu en moins prenant seulement, au moment de la distribution des deniers; cette mesure, purement administrative au point de vue de la faillite, appartiendrait exclusivement au juge-commissaire (Orléans, 17 mai 1884, aff. Méry Samson et consorts, D. P. 82. 2. 55. Conf. Rouen, 10 août 1874, aff. Dazinotte, D. P. 77. 3. 233).

**722.** Le créancier qui doit rapporter à la faillite de son débiteur des sommes indument reçues, ne peut non plus invoquer la compensation, lorsque le dividende qui doit lui revenir n'est pas liquidé et ne peut pas être actuellement déterminé (Rouen, 10 août 1874, cité *supra*, n° 721. Comp. Camberlin, *Manuel pratique des tribunaux de commerce*, p. 508). — Jugé, conformément aux mêmes principes, que le créancier qui, par application de l'art. 446 c. com., est condamné à rapporter à la masse des marchandises à lui remises en paiement par le failli, à une époque où celui-ci n'en avait plus la libre disposition, doit restituer les marchandises mêmes qu'il a reçues, s'il les détient encore (Bordeaux, 13 mai 1868, aff. Grellou, D. P. 68. 2. 200). Et, s'il ne les a plus en sa possession, il ne peut être admis à remettre à leur place d'autres marchandises de même espèce et qualité; c'est la valeur en argent des marchandises qui lui a été remise en paiement qu'il doit rapporter à la masse (Même arrêt. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2757). — Décidé, toutefois, que, si les marchandises dont la vente a été annulée en vertu des art. 446 ou 447 ont été revendues par l'acheteur, le recomblement ne doit comprendre que le produit net de la revente, lorsque ce produit est inférieur au prix primitif (Aix, 4 mars 1873, aff. Syndic Blanchin, D. P. 74. 3. 256); ... Que, en cas d'annulation, de l'endossement d'un warrant par le propriétaire des marchandises warrantées, au profit d'un créancier, pour sûreté d'une dette antérieurement contractée, ce créancier, si les marchandises ont été vendues par un tiers porteur de bonne foi du warrant, n'est tenu de rapporter à la faillite que le produit net de la vente, et non les marchan-

dises elles-mêmes ou leur valeur estimative (Rennes, 22 mars 1866, aff. Villeneuve, D. P. 67. 2. 206).

**723.** En tout cas, et d'une manière générale, l'action en restitution ou en rapport à la masse de la faillite, qui est la conséquence de l'annulation, prononcée en vertu de l'art. 447 c. com., des actes passés par le failli, après la cessation de ses paiements, avec des tiers connaissant cette situation, ne peut avoir d'autre effet que de contraindre ceux qui ont traité avec le failli à rendre ce qu'ils ont reçu en exécution des contrats annulés. Ainsi, le banquier qui, postérieurement à la cessation des paiements, a escompté des effets de commerce au failli et a retenu sur le montant de l'escompte, en moins donnant, une certaine somme à titre de garantie, jusqu'à encaissement complet des valeurs escomptées, ne peut être condamné à rapporter cette somme à la masse, alors que, par suite de l'insolvabilité des souscripteurs, les valeurs escomptées sont restées impayées (Civ. cass. 8 juin 1886, aff. Athon, D. P. 87. 1. 86).

**724.** Dans les cas de restitution prévus par les art. 446 et 447, celui qu'on contraint à rapporter à la masse doit compte non seulement du capital, mais encore des *intérêts*. Et ces intérêts sont dus, non pas seulement du jour de la demande en restitution, mais bien du jour de l'indu payement (c. civ. art. 1378) (Douai 24 nov. 1877, aff. Lerut; Paris, 31 déc. 1877, aff. Syndic Longagne, et Amiens, 22 févr. 1878, aff. Duteil, D. P. 79. 2. 223; Orléans, 17 mai 1881, cité *supra*, n° 721). La jurisprudence n'admet à cet égard aucun tempérament, et repousse implicitement la distinction, proposée par certains auteurs, d'après laquelle les intérêts ne devraient courir qu'à dater de la demande en justice (art. 1153) contre le créancier dont la mauvaise foi n'est pas établie (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2757; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 265; Alauzet, t. 7, n° 2528; Laroque-Sayssinel et Dutruc, art. 446 et 447, n° 349). Les arrêts précités décident, au contraire, que les intérêts courent du jour de l'indu réception, non seulement dans le cas où l'annulation, prononcée par application de l'art. 447, est subordonnée à la condition que le créancier ait connu la cessation des paiements, mais aussi dans le cas d'un payement ou d'une dation en payement annulés par application de l'art. 446, sans avoir égard à la bonne ou à la mauvaise foi des tiers. Et le créancier ne peut même pas, en ce qui concerne ces intérêts, se prévaloir de la prescription quinquennale (Orléans, 24 juill. 1879, aff. Bassot, D. P. 82. 1. 198).

**725.** L'annulation des payements et autres actes faits par le failli pendant la période suspecte ne supposant pas nécessairement la mauvaise foi du tiers, il n'y a pas en principe *solidarité* entre ceux qui, ayant touché collectivement du failli une somme déterminée, sont contraints, par application des art. 446 et 447, à en faire le rapport à la masse. Mais il en serait autrement si les créanciers devaient, à raison des circonstances et de leur mauvaise foi manifeste, être considérés comme les coauteurs d'un délit civil. — C'est dans de semblables circonstances qu'un arrêt a pu décider que, lorsque deux créanciers ont participé à un acte de nantissement consenti dans le but de dépouiller la masse, et l'ont, depuis lors, exécuté de concert en encaissant la valeur du gage (dans l'espèce, le montant d'une police d'assurance sur la vie remise en nantissement par l'assuré, leur débiteur, décédé depuis lors), c'est à bon droit que le nantissement est annulé et que la condamnation à restituer les sommes indument reçues est prononcée contre eux avec solidarité (Req. 22 juill. 1886, *supra*, n° 648).

Décidé, de même, que, dans le cas où des liquidateurs nommés à une société anonyme ont commis la faute de continuer une gestion coûteuse malgré l'état notoire de cessation de paiements de la société, et bien que sa mise en faillite ne pût être évitée, les payements qu'ils ont faits au mépris des dispositions des art. 446 et 447 et au préjudice de la masse peuvent donner lieu contre eux, au profit de la faillite, à une condamnation en remboursement, *solidairement* avec les créanciers qui ont profité desdits payements (Paris, 17 mai 1888) (1).

(1) (Delions et autres C. Société générale des bitumes et asphaltes.) — La cour; — En ce qui touche le report de la faillite de la Société générale des bitumes et asphaltes : — Considérant qu'après la déconfiture survenue en janvier 1883 de la Société

française financière, son principal actionnaire, qui de plus devait souscrire pour elle plus de 60 millions d'obligations et avait gardé par ses administrateurs et agents sa pleine et entière administration, la Société générale des bitumes et asphaltes

**726.** — III. RESTITUTION PAR LA MASSE DES SOMMES OU VALEURS REÇUES EN EXÉCUTION DES ACTES ANNULÉS. — Lorsque les juges annulent un acte à titre onéreux passé par le failli depuis sa cessation de paiements, la *restitution*, aux parties qui ont contracté avec le failli, des sommes versées par elles en exécution de l'acte, en découle implicitement et n'a pas besoin, par suite, d'être ordonnée expressément (Req. 30 déc. 1856, aff. Hébert, D. P. 57. 1. 203).

Les tiers, auxquels des restitutions sont dues par suite d'annulations prononcées en vertu des art. 446 et 447, doivent être considérés, non comme des *créanciers directs* de la masse, mais comme de simples créanciers du failli lui-même. Par suite, dans le cas où un transport de créances, consenti par le failli, postérieurement à l'époque de la cessation de ses paiements, est annulé par application de l'art. 447 c. com., le cessionnaire ne peut réclamer contre la masse de la faillite le remboursement intégral du prix de transport qu'il a payé au failli : il ne peut qu'être admis au marc le franc comme tout créancier ordinaire de ce dernier (Nancy, 20 juin 1857, aff. Delangre, D. P. 57. 2. 187). — Sur les créances existant directement contre la masse, V. *infra*, sect. 12 et 13.

§ 4. — Inscription tardive de l'hypothèque ou du privilège  
(*Rép.* nos 329 à 336).

**727.** — I. INSCRIPTIONS POSTÉRIEURES AUX DIX JOURS QUI PRÉCÈDENT LA CESSATION DES PAYEMENTS. — Aucune inscription d'hypothèque ou de privilège ne pouvait être, sous le code de 1807, prise dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite du débiteur, encore qu'elle résultât d'un droit d'hypothèque antérieurement constitué (c. com. art. 443 ancien et c. civ. art. 2146; *Rép.* n° 331). La loi de 1838 a fait cesser cette prohibition, en autorisant en principe l'inscription des hypothèques ou privilèges valablement acquis jusqu'au jour du jugement déclaratif, et par conséquent, même après la cessation des paiements (art. 448, § 1<sup>er</sup>). Toutefois, s'il s'est écoulé, entre la date de l'acte constitutif d'hypothèque et celle de l'inscription, un délai de plus de quinze jours, il est loisible au juge de la déclarer nulle. — Sur le motif de cette annulation facultative des inscriptions tardives, V. *Rép.* n° 329.

**728.** Aucune difficulté ne s'est élevée sur l'application de l'art. 448 c. com. aux hypothèques conventionnelles ou judiciaires. Il convient simplement de remarquer que cet article est inapplicable au cas où une hypothèque conventionnelle a été consentie sur *biens à venir*, l'inscription ne pouvant être prise, dans ce cas, avant que les immeubles sur lesquels elle doit porter soient entrés dans le patrimoine du débiteur (Dijon, 7 févr. 1866, aff. de Bellegarde, D. P. 66. 2. 48). Plus généralement, la nullité de l'art. 448-2° ne doit frapper que les inscriptions qui, lorsqu'elles sont postérieures au jugement déclaratif, sont atteintes par le premier

alinéa du même article. Elle ne saurait donc atteindre les inscriptions d'hypothèques ou de privilèges prises en renouvellement (c. civ. art. 2154, ou les inscriptions ayant pour objet de garantir les intérêts d'une créance hypothécaire (art. 2151); ces inscriptions, valables même lorsqu'elles sont postérieures au jugement déclaratif (V. *infra*, nos 736 et 738), le sont, à plus forte raison, lorsqu'elles sont prises avant ledit jugement, mais au cours de la période suspecte (Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 272, p. 332).

**729.** En ce qui concerne les inscriptions d'hypothèques légales dont le rang est indépendant de toute inscription, c'est-à-dire des hypothèques de femme mariée, de mineur ou d'interdit, de graves difficultés se sont élevées.

Sous l'empire du code civil, cet article ne pouvait manifestement s'étendre aux hypothèques légales des femmes et des mineurs, qui étaient dispensées d'inscription d'une manière absolue. L'art. 8 de la loi du 23 mars 1855 veut que l'hypothèque légale de la femme ou des mineurs soit inscrite dans l'année de la dissolution du mariage ou de la cessation de la tutelle, non pas à peine de nullité de l'inscription qui ne serait prise qu'après ce délai, et, dès lors, de déchéance de l'hypothèque elle-même, mais sous l'unique sanction de la perte du rang que l'art. 2135 c. civ. assigne à cette hypothèque, rang qui ne sera plus déterminé que par la date de l'inscription tardive. Que décider si, lors de l'inscription, le mari ou le tuteur commerçant était en état de cessation de paiements? Sera-t-elle soumise à la disposition de l'art. 448 c. com.? En d'autres termes, l'inscription tardive sera-t-elle susceptible d'être annulée, avec l'effet extinctif de l'hypothèque produit par son annulation? Il est constant, d'abord, qu'une inscription prise *dans l'année* fixée par la loi de 1855 ne tombera pas sous l'application de l'art. 448, bien que plus de quinze jours se soient écoulés depuis le fait générateur de l'hypothèque légale et même depuis l'époque où cette hypothèque s'est trouvée assujettie à une inscription. Tant que ce délai spécial ne sera pas expiré, l'inscription de l'hypothèque légale de la femme ou du mineur lui conservera son rang, fût-elle postérieure à la cessation des paiements du mari ou du tuteur, et même à la déclaration de sa faillite. Il faut donc, pour que la question puisse se poser, que le délai de la loi de 1855 soit écoulé.

**730.** Dans un premier système, on décide que l'art. 448 demeure inapplicable à l'hypothèque légale devenue sujette à inscription en vertu de l'art. 8 précité, et que, par suite, l'inscription de cette hypothèque ne peut être déclarée nulle, quoiqu'elle ait été prise depuis la cessation des paiements du mari ou du tuteur, et plus de quinze jours après celui où l'hypothèque s'est trouvée soumise à la nécessité de l'inscription, c'est-à-dire plus de quinze jours après l'expiration de l'année qui a suivi la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle (Colmar, 15 janv. 1862, aff. Winckler, D. P. 62. 2. 101; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2788; Lyon-Caen, *Revue critique*, 1881, p. 282; Rousseau et

devait se trouver elle-même en état d'absolue déconfiture; que privée de ses ressources et voyant sa vie sociale s'arrêter, elle a dû, dès le 16 janvier 1883, convoquer une assemblée de ses actionnaires et provoquer la nomination d'un administrateur provisoire, puis de nouveaux administrateurs; — Considérant que les nouveaux administrateurs nommés, harcelés aussitôt de poursuites multiples, furent contraints de suspendre les travaux et en vinrent rapidement aux mesures les plus extrêmes pour faire face aux besoins les plus urgents; que c'est ainsi, qu'après avoir reçu cinq protêts pour une somme de 90000 fr. le 16 mars, ils durent réaliser toutes les marchandises et même vendre les chevaux de la Société le 19 avril de façon à solder des ouvriers et le personnel qu'ils avaient congédiés; que c'est ce qui résulte du rapport fait à l'assemblée générale des obligataires du 23 mai, rapport publié à cette date et joint aux pièces, dans lequel les liquidateurs qui avaient été nommés en remplacement des administrateurs par l'assemblée antérieure du 4 mai, déclaraient que dans les circonstances où se trouvait la Société, chaque créancier fournisseur ou obligataire était maître de faire déclarer sa faillite; — Considérant que, depuis lors, en conséquence, ce n'est plus qu'à l'aide d'expédients tout au moins critiquables au point de vue du droit que les administrateurs, s'autorisant du vote des obligataires, ont cru pouvoir prolonger l'existence apparente et toute factice de la Société; que c'est donc à bon droit que, dans de telles circonstances, la faillite a été reportée au 4 mai; — En ce qui touche le rapport à la masse des sommes touchées par Chambaz, créancier opposant, le

13 sept. 1883, sur le prix de l'usage de la rue d'Alésia, et ce en vertu d'une ordonnance de référé, jusqu'à concurrence des sommes dues à ce créancier: — Considérant qu'en réalité cette ordonnance de référé n'a fait que consacrer une convention intervenue entre Chambaz et les liquidateurs, laquelle, de quelque nom qu'on la qualifie, a eu pour objet d'aboutir au remboursement d'un créancier de préférence à la masse, alors que la Société était manifestement, depuis plusieurs mois, en état de cessation de paiements; — Considérant qu'il suffit de prouver qu'en recevant un paiement, Chambaz connaissait l'état des affaires de la Société, pour qu'il y ait lieu de faire à l'acte qui le réalisait en sa faveur, l'application de l'art. 447 c. com.; — Considérant que Chambaz ne saurait contester qu'il a connu l'état d'insolvabilité, d'ailleurs notoire, de la compagnie, étant donné les termes de son assignation des 2 et 5 juin 1883; — En ce qui touche la responsabilité personnelle et solidaire de Delions et consorts... (V. *supra*, n° 298).

Par ces motifs: — Annule le paiement du 13 sept. 1883 par application de l'art. 447 c. com.; — Condamne Chambaz à payer à Lissoty la somme de 25140 fr. avec les intérêts à 6 pour 100 à partir du 13 sept. 1883; — Dit que les liquidateurs ont commis une grave imprudence en retardant la déclaration de faillite; — Condamne personnellement Delions, Kahn, les héritiers Jullien à payer à Lissoty la somme, conjointement et solidairement avec Chambaz, la somme de 26140 fr. avec les intérêts ci-dessus fixés, etc.

Du 17 mai 1888.-C. de Paris.-MM. Pradines, pr.-Banastou, av. gén.-Durier, Lebel et Dufraisse, av.

Defert, sur l'art. 448, p. 138; Laroque-Sayssinel et Dutruc, sur l'art. 448, n° 391 et suiv.; Troplong, *Transcription*, n° 317). On fait observer, en ce sens, que les conditions auxquelles l'art. 448-2° subordonne la nullité facultative des inscriptions ne peuvent pas se trouver ici réunies : la loi exige, en effet, qu'il se soit écoulé plus de quinze jours entre la date de l'acte constitutif d'hypothèque et celle de l'inscription; or, pour les hypothèques légales, il n'y a pas d'acte constitutif en dehors de la loi qui les établit.

Dans un second système, qui nous semble préférable, on décide, au contraire, que l'art. 448-2° est applicable aux hypothèques légales du mineur et de la femme mariée, lorsque ces hypothèques sont inscrites après l'année de la cessation de la tutelle ou de la dissolution du mariage, l'expiration du délai légal ayant pour effet immédiat de les faire rentrer sous l'empire du droit commun (Civ. cass. 17 août 1868, aff. Barbier, D. P. 68. 1. 398; Bordeaux, 4 avr. 1876, aff. Brechelière, D. P. 79. 2. 265; Alger, 23 juin 1879, aff. Carboué, D. P. 80. 2. 33; Aubry et Rau, t. 3, § 269, note 21; Boistel, n° 916; Pont, *Privileges et hypothèques*, n° 890, 895; Mourlon, *Transcription*, t. 2, n° 878; Audier, *Effet de la loi de 1855 sur les hypothèques légales*, n° 70 et suiv.; Georges Le Baron, *Etude sur l'hypothèque légale de la femme mariée*, n° 432; Verdier, *De la transcription*, t. 2, p. 638; Briguiboul, *Revue pratique*, 1864, p. 150).

731. L'art. 448 s'applique aux privilèges comme aux hypothèques. Les inscriptions de privilèges valablement acquies, prises avant le jugement déclaratif, et dans le délai de quinze jours imparti par ledit article, sont donc pleinement valables; elles sont, au contraire, annulables, lorsqu'elles ont été prises passé ce délai (Rép. n° 333). Et cette nullité facultative s'applique même aux privilèges pour la publicité desquels la loi accorde un délai (c. civ. art. 2109), ainsi qu'à la transcription d'une vente faite au failli, en tant qu'elle a pour but la conservation du privilège du vendeur de l'immeuble (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2787). — Mais, étant spéciale aux inscriptions de privilèges et hypothèques, elle ne doit pas être appliquée aux autres formalités de publicité. Elle ne saurait donc frapper, même lorsqu'elles interviennent au cours de la période suspecte :... ni la transcription d'une vente, ni la transcription d'une donation d'immeubles consenties par le failli (Req. 26 nov. 1845, aff. Vassel, D. P. 46. 1. 53, et consultation de MM. Valette, de Vatimesnil et Bonjean; Rép. n° 279);... ni la signification de la cession ou de la constitution en gage d'une créance, consentie par le failli (Req. 19 juin 1848, aff. Odon-Rech, D. P. 48. 1. 481. V. *supra*, n° 647 et suiv. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2788 bis).

732. L'art. 448 porte que les inscriptions prises après le délai prescrit par sa disposition finale, *pourront* être déclarées nulles. Il résulte de ces dernières expressions que l'inscription pour laquelle ce délai n'a pas été observé n'est pas nécessairement frappée de nullité, et que les tribunaux sont souverains appréciateurs des circonstances qui ont fait retarder cette inscription (Rép. n° 334). Ainsi, l'inscription prise sur un immeuble du failli après la cessation des paiements de ce dernier, pour une hypothèque ou un privilège dont le titre date de plus de quinze jours, peut être validée... lorsque la tardiveté de cette inscription est le résultat d'un empêchement sérieux, tel que l'ignorance de la survenance au failli de l'immeuble sur lequel l'inscription a été prise (Rouen, 16 mai 1857, aff. Loyseau, D. P. 58. 2. 11);... Ou lorsqu'il est constaté que le retard du créancier n'a pas été le résultat d'une intention frauduleuse, ni la cause d'un préjudice pour les autres créanciers de la faillite (Rouen, 8 mai 1851, aff. Flaunet, D. P. 53. 2. 55; Colmar, 15 janv. 1862, aff. Winckler, D. P. 62. 2. 102, et sur pourvoi Req. 2 mars 1863, D. P. 64. 1. 25);... Ou lorsqu'il n'est pas établi que le retard soit le résultat d'une complaisance coupable ou d'une négligence grave, et qu'il ait pu induire les tiers en erreur sur la véritable situation du débiteur (Dijon, 7 févr. 1866, aff. de Bellegarde, D. P. 66. 2. 48).

733. La nullité facultative de l'art. 448 diffère, toutefois, de celle de l'art. 447, en ce que les tribunaux, souverains appréciateurs des circonstances, peuvent annuler l'inscription tardive toutes les fois que le retard a occasionné un préjudice aux tiers, nonobstant la bonne foi du créancier et son ignorance de la cessation des paiements,.... pourvu,

cependant, que le retard du créancier ne provienne pas d'un empêchement sérieux et qu'on puisse lui reprocher au moins une négligence (V. Rép. n° 334 et v° *Privileges et hypothèques*, n° 1416; Rouen, 16 mai 1857; Dijon, 7 févr. 1866, précitées. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2786; Bravard, p. 595; Alauzet, t. 7, n° 2536; Laroque-Sayssinel et Dutruc sur l'art. 448, n° 1 et suiv.; Pont, n° 888). — Décidé que l'inscription prise après la cessation des paiements du débiteur, ou dans les dix jours qui l'ont précédée, d'une hypothèque remontant à plus de deux années, peut être annulée en vertu du pouvoir discrétionnaire réservé aux tribunaux par l'art. 448 c. com., lorsque, par sa négligence et à raison de l'importance de la créance garantie par cette hypothèque, le créancier a entretenu, au préjudice de la masse des créanciers, les apparences chez leur débiteur d'un crédit mensonger, et a ainsi reculé l'événement de la faillite (V. cependant en sens contraire : Rouen, 8 mai 1851 et Colmar, 15 janv. 1862, cités *supra*, n° 732).

734. — II. INSCRIPTIONS POSTÉRIEURES AU JUGEMENT DÉCLARATIF DE LA FAILLITE. — Toute inscription d'hypothèque ou de privilège prise après le jugement déclaratif est radicalement nulle, du moins au regard des créanciers de la masse, dans l'intérêt de laquelle cette nullité est édictée (V. *supra*, § 3, n° 705 et suiv.). Cela résulte de l'art. 448, qui n'autorise la prise d'inscription que jusqu'au jugement déclaratif, et du principe de dessaisissement écrit dans l'art. 443 (Rép. n° 335 et v° *Privileges et hypothèques*, n° 1411. — V. *supra*, n° 387 et suiv.). Et l'art. 448 c. com., en disposant que les hypothèques ou privilèges valablement acquis avant la déclaration de faillite du débiteur pourront être inscrits *jusqu'au jour* du jugement déclaratif, doit être entendu en ce sens qu'elles ne peuvent plus l'être le jour même de ce jugement (Amiens, 26 déc. 1855, aff. Lebas, D. P. 57. 2. 35. V. aussi Rép. v° *Privileges et hypothèques*, n° 2267. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2710; Aubry et Rau, t. 3, § 272, note 18).

L'inscription postérieure au jugement déclaratif, étant radicalement nulle au regard de la masse, ne peut, en conséquence, être opposée à l'inscription prise par le syndic dans l'intérêt de la masse (Grenoble, 19 août 1882, aff. Régis, D. P. 83. 2. 101)... encore qu'elle ait été prise en vertu d'un jugement postérieur aussi à cette déclaration, mais portant condamnation contre le failli pour une dette antérieure (Req. 18 févr. 1873, aff. Rasay, D. P. 74. 1. 166);... Ou encore que les biens sur lesquels elle a été prise n'aient été réintégrés dans le patrimoine du failli que sur la poursuite du créancier qui a requis cette inscription (Civ. rej. 9 juin 1847, aff. Seguin, D. P. 53. 1. 306);... Surtout, à l'égard des créanciers qui ont été eux-mêmes parties dans ces poursuites et au jugement intervenu (Même arrêt).

735. Il ne faut pas, toutefois, s'exagérer la portée de l'art. 448-1°. Le but de cette disposition étant uniquement de fixer au jour même de la déclaration de faillite la situation respective des divers créanciers du failli, on doit en conclure que les créanciers ayant hypothèque, non du chef du failli, mais du chef du précédent propriétaire, pourront s'inscrire utilement même après la déclaration de faillite de l'acquéreur, si celui-ci, par hypothèse, n'a pas fait transcrire son titre d'acquisition (Aubry et Rau, t. 3, § 272, note 24; Pont, t. 2, n° 907; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2170, note 2). — D'autre part, l'art. 448 concerne seulement les privilèges et hypothèques nés antérieurement à la faillite (V. *supra*, n° 637 et suiv.). Or il en peut naître postérieurement. Supposons, par exemple, qu'une succession s'ouvre au bénéfice du failli : les créanciers héréditaires pourront demander la *séparation des patrimoines*, et prendre l'inscription nécessaire pour s'en assurer le bénéfice (art. 2111) (Req. 29 déc. 1858, aff. Védie, D. P. 59. 1. 102). De même, en cas de partage postérieur au jugement déclaratif, le copartageant créancier pourrait inscrire son privilège sur les immeubles mis dans le lot du failli débiteur (art. 2109) (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2711; Colmet de Santerre, *Cours analytique*, t. 9, n° 120 bis xvi; Boistel, n° 917).

736. D'autre part, l'art. 448 est également inapplicable aux inscriptions qui ont pour but, non d'attribuer au créancier privilégié ou hypothécaire un rang qu'il n'a pas, mais de lui conserver celui qu'il possède. Telles sont les inscriptions prises après le jugement déclaratif en renouvellement

d'une inscription antérieure faite en temps utile, c'est-à-dire avant la faillite, et non périmée (*Rép.* n° 336 et v° *Privileges et hypothèques*, n° 1417; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2712; Aubry et Rau, t. 3, § 280, note 30; Demangeat t. 5, p. 288, note 1. — Ces inscriptions sont donc pleinement valables; mais il en serait autrement si le créancier avait laissé passer le délai de dix ans imparti par l'art. 2154; la première inscription se trouvant en ce cas périmée, ne pourrait plus être utilement renouvelée après la déclaration de faillite (*Rép.* n° 336; Civ. rej. 2 déc. 1863, aff. Blanqui, D. P. 64. 1. 105). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2712; Colmet de Santerre, t. 9, n° 120 bis v).

Jugé, toutefois, que le créancier dont l'hypothèque judiciaire avait été régulièrement conservée par une inscription prise avant la faillite du débiteur, mais ultérieurement tombée en péremption faute de renouvellement dans les dix années, peut, au moyen d'une inscription nouvelle, faire valoir ses droits sur les immeubles acquis par le failli depuis le concordat (Req. 18 févr. 1878, aff. des Essarts, D. P. 78. 1. 291). Mais il importe de remarquer que cette décision ne préjuge en rien la question de savoir si les créanciers de la faillite ont, en cas de concordat, une véritable hypothèque portant même sur les immeubles à venir du failli; si l'on admet l'affirmative, qui est généralement enseignée (V. *infra*, sect. 9), il s'ensuivra que, dans l'espèce actuelle, les créanciers concordataires doivent primer les créanciers nouvellement inscrits.

**737.** En vertu des mêmes principes, on doit décider que les inscriptions d'hypothèque légale prises par les femmes mariées, mineurs ou interdits au cours du mariage ou de la tutelle, ou dans l'année qui suit la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, ayant un caractère purement conservatoire, sont valables nonobstant la faillite antérieure du tuteur ou du mari; tandis que, passé le délai d'une année imparti par l'art. 8 de la loi de 1855, l'inscription ne pourrait plus être utilement prise après la faillite (V. aussi : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2713; Colmet de Santerre, t. 9, n° 120 bis vi; Demangeat, t. 5, p. 288, note).

**738.** Il convient également de reconnaître le caractère conservatoire à l'inscription prise par un créancier pour sûreté des intérêts de sa créance. Jugé, en ce sens, que l'art. 448 n'a point dérogé à l'art. 2151 c. civ.; qu'ainsi, le créancier dont l'hypothèque a été inscrite avant la déclaration de faillite de son débiteur peut, après le jugement déclaratif, prendre une inscription particulière pour sûreté des intérêts non conservés par l'inscription principale; que la prohibition portée dans l'art. 448 c. com. ne concerne que cette inscription principale elle-même (Civ. rej. 20 févr. 1850, aff. Mérentie, D. P. 50. 1. 102; 24 févr. 1852, aff. Trésor public, D. P. 52. 1. 46; Poitiers, 30 janv. 1878, aff. Bousson, D. P. 78. 2. 70, et 7 déc. 1885, aff. Chaigneau, D. P. 87. 2. 60. Conf. *Rép.* n° 335; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2714; Aubry et Rau, t. 3, § 285, note 27; Colmet de Santerre, t. 9, n° 131 bis x et xi; Pont, t. 2, n° 889, 925 et 1024; Laurin, n° 988. — *Contrà* : Demangeat, t. 5, p. 292, Boistel, n° 916; Ruben de Couder, v° *Faillites* n° 452 et 453). Et, s'il néglige de prendre l'inscription particulière exigée par l'art. 2151, il ne pourra être colloqué hypothécairement que pour deux années d'intérêts plus l'année courante, la faillite ne devant pas plus lui profiter qu'elle ne peut lui nuire (Mêmes arrêts et mêmes auteurs).

**739.** Bien que l'art. 448 s'applique *in terminis* aux privilèges comme aux hypothèques, certains auteurs ont essayé de soustraire à cette disposition les privilèges les plus importants. On a prétendu, notamment, que la loi accordant au copartageant un délai de soixante jours, et à l'architecte ou constructeur un délai de six mois à compter de l'achèvement des travaux pour l'inscription du second procès-verbal exigé par l'art. 2103 c. civ., le copartageant ou l'architecte devaient être admis à s'inscrire utilement dans ces délais, nonobstant la faillite de leur débiteur survenue auparavant (Conf. Aubry et Rau, t. 3, § 278, notes 28 et 41; Pont, n° 899 et 927; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 457). Mais cette exception nous paraît condamnée par la généralité du texte des art. 2146 c. civ. et 448 c. com., qui ne comportent l'un et l'autre aucune distinction (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2715; Colmet de Santerre, t. 9, n° 120 bis; Boistel, n° 918; Demangeat et Bravard, t. 5, p. 289; Conf.

*Rép.* v° *Privileges et hypothèques*, n° 699 et 468-3°). Jugé, en ce sens, que le privilège du constructeur doit, pour être conservé à l'égard des créanciers du débiteur en faillite, être inscrit avant la déclaration de la faillite, alors même que les formalités tracées par la loi pour arriver à l'établissement du privilège auraient été commencées avant le jugement déclaratif de la faillite (Limoges, 1<sup>er</sup> mars 1847, aff. Chiron, D. P. 47. 2. 147).

**740.** Les mêmes controverses se sont élevées au sujet de la conservation du privilège du vendeur par la transcription. — Dans un premier système, on décide que, l'art. 448 ne visant que les inscriptions, le vendeur pourrait, même après la faillite de l'acheteur, conserver son privilège en faisant transcrire (Bordeaux, 15 févr. 1875, aff. Syndic Mingous, D. P. 77. 2. 191 (motifs). Conf. Pont, n° 903 et *Revue critique*, 1860, p. 289; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 458). Mais, ainsi que nous l'avons établi au *Rép.*, v° *Transcription hypothécaire*, n° 601, cet argument est sans valeur, attendu que, d'après l'art. 2108 lui-même, la transcription du contrat de vente vaut inscription; aussi la plupart des arrêts et des auteurs se sont-ils ralliés au système contraire, d'après lequel le vendeur ne peut, postérieurement à la déclaration de faillite de l'acheteur, conserver son privilège, ni par une inscription (Grenoble, 13 mars 1858, aff. Girard, D. P. 58. 2. 176);... ni par la transcription de l'acte de vente (Même arrêt. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2716; Colmet de Santerre, t. 9 n° 120 bis x et xi; Troplong, *Privileges et hypothèques*, t. 3, 650, et *Transcription*, n° 282; Rivière, *Revue critique*, 1859, p. 433; Mourlon, *Examen critique*, n° 379; Flandin, *Transcription*, t. 2, n° 1177 à 1180; Demangeat, t. 5, p. 289). — MM. Aubry et Rau, t. 3, § 278, note 8, se rallient en principe à ce système, mais en y apportant un tempérament qui nous paraît inacceptable, vu la généralité du texte; ils décident que le vendeur pourrait utilement publier son privilège, même après la faillite de l'acheteur, tant qu'il serait dans les quarante-cinq jours de la vente (Arg. art. 6, § 2, loi du 23 mars 1855). — Il a été décidé, récemment, que le privilège du vendeur, ne pouvant, aux termes de l'art. 448 c. civ., être valablement inscrit après le jugement déclaratif de la faillite de l'acheteur, il s'ensuit que si l'inscription qui en a été prise n'a été renouvelée que postérieurement à ce jugement, et à une époque où elle se trouvait frappée de péremption faute de renouvellement décennal, elle est sans effet à l'égard des créanciers de la faillite (Civ. rej. 24 mars 1891, aff. Georges Guizot, D. P. 91. 1. 145).

**741.** Mais le vendeur dont le privilège n'a pas été publié par une inscription spéciale ou par la transcription de l'acte de vente effectuée antérieurement à la déclaration de faillite de l'acheteur, conserve-t-il du moins le droit d'exercer l'action résolutoire à l'encontre des créanciers de ce dernier? Cette question a été résolue négativement par la cour de cassation dans son arrêt du 24 mars 1891, cité *suprà*, n° 740, aux termes duquel le vendeur déchu de son privilège vis-à-vis de la masse ne peut pas exercer contre elle l'action résolutoire de l'art. 1654 c. civ., le sort de cette action étant intimement lié, en vertu de l'art. 7 de la loi du 23 mars 1855, à celui du privilège de l'art. 2103-1<sup>er</sup> c. civ., pour tous ceux qui sont appelés à profiter de son extinction. La cour suprême s'était prononcée en sens contraire par un arrêt de rejet de la chambre civile du 1<sup>er</sup> mai 1860 (aff. Lavauzelle, D. P. 60. 1. 236). La solution admise par cet arrêt a été critiquée soit dans la note sur l'arrêt attaqué de la cour de Bordeaux du 15 juill. 1857 (D. P. 1857. 2. 185), soit au *Rép.* v° *Transcription hypothécaire*, n° 602, où l'on a soutenu que la survenance de la faillite de l'acheteur, en même temps qu'elle fait perdre au vendeur non encore inscrit son privilège, lui enlève nécessairement son action résolutoire, aussi bien à l'encontre de la masse chirographaire qu'à l'égard des créanciers hypothécaires, pourvu qu'avant ou après l'exercice de cette action, le syndic ait pris, dans l'intérêt de la masse, l'inscription de l'art. 490, et l'ait fait ainsi rentrer dans la catégorie de tiers que vise l'art. 7 de la loi de 1855 (V. les autorités citées dans l'un et l'autre sens, *Rép. loc. cit.* *Adde* dans le sens de l'arrêt de 1860 : Bordeaux, 15 févr. 1875, cité *suprà*, n° 740; Aubry et Rau, t. 3, § 278, notes 10 et 11; Colmet de Santerre, t. 9, n° 120 bis; Rivière, *Revue crit-*

que, 1859, p. 433 ; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 271, note ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2517).

Au nombre des partisans de la doctrine consacrée en dernier lieu par la cour de cassation, on a cité au *Rép. loc. cit.* M. Mourlon, qui avait embrassé cette doctrine, dans son *Examen critique, Appendice*, n° 379. Depuis, le même auteur (*Transcription*, t. 2, n° 817) s'est rangé à la jurisprudence de l'arrêt de 1860, aujourd'hui abandonnée, tout en désapprouvant les motifs sur lesquels il repose. Dans l'espèce où l'arrêt de 1860 est intervenu, le privilège du vendeur ne se trouvait conservé, lors de la déclaration judiciaire de la faillite de l'acheteur, ni par une transcription de l'acte de vente, ni, dès lors, par une inscription d'office. La cour de cassation, tout en reconnaissant que le vendeur est, en cas pareil, déchu de son privilège, décida qu'il demeure néanmoins investi de son action résolutoire, et qu'il peut y recourir contre la masse, le syndic eût-il pris au profit des créanciers chirographaires qui la composent l'inscription de l'art. 490 c. com. Ce privilège, quoique non opposable à la masse, n'est pas éteint dans le sens de l'art. 7 de la loi de 1855. Les mots « après extinction du privilège » doivent s'y entendre d'une extinction complète, absolue et ineffaçable. Or, quand le vendeur se laisse surprendre par la faillite de son acheteur, son privilège continue de subsister à l'égard de toute personne autre que la masse, et, notamment, à l'encontre du failli, des tiers détenteurs et des créanciers postérieurs à la faillite. La faillite de l'acheteur a donc pour seul effet d'entraver l'exercice du privilège que le vendeur n'a pas publié jusqu'au jour où elle a été déclarée : à proprement parler, elle ne l'éteint pas. Elle ne saurait, par suite, rentrer dans les prévisions de la loi de 1855. « Soutenir, dit M. Mourlon, *loc. cit.*, que, bien que le vendeur ne puisse se poser comme créancier privilégié au regard de la masse, son privilège n'a point véritablement péri, c'est nier l'évidence au moins en ce qui touche les rapports du vendeur avec la masse. Dire que, bien qu'éteint quant à la masse, le privilège conserve au regard de cette masse, le plus absolu de ses effets, à savoir la conservation de l'action en résolution, c'est reconnaître plein de vie le droit qu'on déclare inexistant... Le privilège, dit-on, subsiste contre le failli ; mais dans quels cas et sous quels rapports un créancier privilégié peut-il avoir intérêt à s'armer de son privilège contre son débiteur ? De même que les hypothèques, les privilèges n'ont d'effet que contre les tiers. Le privilège subsiste contre les tiers détenteurs... Lesquels ? La cour n'a pas en vue les tiers dont le titre est antérieur à la faillite de l'acheteur, puisqu'elle suppose que l'immeuble vendu appartient encore à l'acheteur au moment où il est constitué en état de faillite... Le privilège subsiste contre les créanciers postérieurs à la faillite... mais, entre le vendeur, créancier actuel du failli, et les créanciers postérieurs à la faillite, il n'y a pas de conflit possible, puisque les actes passés par le failli postérieurement au jugement qui l'a dessaisi de l'administration de ses biens sont nuls ou inexistantes au regard de la masse ». Ici, M. Mourlon a poussé peut-être un peu loin sa critique des motifs de l'arrêt de 1860. Il a perdu de vue que la cour faisait nécessairement allusion au cas où le failli serait réintégré par un concordat dans l'administration et la libre disposition de ses biens. C'est alors que le vendeur aura intérêt à soutenir que son privilège n'a pas complètement péri : 1° contre le failli, pour l'empêcher de disposer de son immeuble, ou de l'hypothéquer ; 2° contre tous créanciers nouveaux, et contre tous acquéreurs du failli concordataire. Le reproche fait à l'arrêt de s'être mis en contradiction avec lui-même, en concédant que le privilège était éteint vis-à-vis de la masse, et en conservant cependant au vendeur un droit de résolution inséparable de ce privilège, était beaucoup plus sérieux. A côté d'une déchéance purement relative du privilège, il était logique de placer une déchéance également relative de l'action résolutoire.

Au reste, nous l'avons dit, M. Mourlon ne combat pas, au fond, la décision de la cour. Il se borne à y substituer d'autres motifs. « L'art. 7 de la loi nouvelle, dit-il, *loc. cit.*, ne peut être invoqué ni par l'acheteur *in bonis*, ni par ses créanciers chirographaires. Ce point de droit est incontesté et incontestable. Si la loi nouvelle est étrangère aux créanciers chirographaires de l'acheteur, le code Napoléon seul les

régit. Si le code Napoléon les régit seul, on est forcé d'en conclure, d'une part, que l'immeuble n'est entré dans les mains de leur débiteur, et de son patrimoine, dans leur gage, qu'à l'état de propriété résoluble ; d'autre part, que la clandestinité de la vente n'efface point cette *révocabilité de leur gage*. Or si telle est leur condition pendant que leur débiteur est *in bonis*, l'événement postérieur de sa faillite n'y peut rien changer, car le droit réel qu'ils acquièrent sur ses biens par l'effet du jugement qui le dessaisit de l'administration de leur gage, n'affecte les biens actuels qu'en l'état où ils sont dans son patrimoine, et, par conséquent, que sous la réserve des charges qui les grevent. La loi, en un mot, ne les protège que contre les actes que leur débiteur pourra passer dans l'avenir ; ceux auxquels il a pris part avant sa faillite sont et demeurent, quant à eux, tels qu'ils étaient, quant à lui, au moment où il les a passés ». Le nouvel arrêt de la cour suprême n'a pas cru que l'on fût ainsi enchaîné, en ce qui touche la masse, par le texte de l'art. 7 de la loi de 1855. Il a sanctionné l'interprétation que, d'accord avec la première opinion de M. Mourlon lui-même, nous nous sommes efforcé de dégager de la situation faite aux créanciers chirographaires d'un failli par l'art. 490, rapproché, d'une part, de l'art. 448, et, d'autre part de l'innovation relative à l'action résolutoire. Ajoutons que, dans l'espèce de 1860, l'absence d'un acte de transcription avait conduit l'arrêt alors attaqué à dénier à tout créancier de l'acheteur la qualité de tiers susceptible d'être protégé contre une action résolutoire par la loi de 1855. M. le conseiller Bayle-Mouillard, sur le rapport duquel l'arrêt de 1860 a été rendu, s'était associé à la même idée. Nous l'avons réfutée au *Rép. loc. cit.*, et l'arrêt de 1860 ne l'a pas reproduite. Le présent arrêt n'a pas eu à s'en préoccuper, la vente dont il s'agissait ayant été transcrite et le débat ne portant que sur les conséquences, au point de vue de l'action résolutoire, de l'extinction d'un privilège du vendeur, qui avait été l'objet d'une inscription d'office définitivement périmée à raison de l'impossibilité d'en opérer le renouvellement.

**742.** Si l'art. 448 s'applique à la transcription de la vente consentie au failli, il est, au contraire, inapplicable à la transcription de la vente d'immeubles consentie par le failli. L'acheteur peut donc transcrire valablement son acquisition, même après la faillite de son vendeur, attendu qu'il ne s'agit pas pour lui de conserver un privilège, ou de mettre son droit de propriété à l'abri des droits réels qui pourraient être publiés du chef du vendeur (art. 3, L. 23 mars 1855 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2718. — *Contrà* : Demangeat, t. 5, p. 296). Et cette transcription est possible, même après l'inscription de l'hypothèque de la masse, sauf le droit pour le syndic d'exercer ses droits hypothécaires, contre l'acquéreur, conformément au droit commun (Req. 5 août 1869, aff. Syndic Bourson, D. P. 70.1.161. Conf. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.* ; Boistel, n° 919. — *Contrà* : Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 3, § 209, notes 92 et 93).

**743.** Mais il en serait autrement de la donation consentie par le failli. En effet, aux termes de l'art. 941 c. civ., le défaut de transcription des donations peut être opposé par toute personne y ayant intérêt, formule large comprenant même les créanciers chirographaires quand ils ont exercé une mainmise sur l'immeuble donné (Req. 23 nov. 1859, aff. Huvey, D. P. 59.1.481). Le jugement déclaratif opérant dessaisissement du failli au bénéfice de la masse, il s'ensuit que la donation ne peut plus être, au regard de la masse, utilement transcrite après ce jugement (Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 3, § 209, note 92 ; Demolombe, *Donations et testaments*, t. 3, n° 303 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2719 ; Boistel, n° 919).

Par identité de motifs, on doit décider, en cas de cession de créance consentie par le failli avant la faillite, que le cessionnaire ne pourrait plus utilement signifier la cession au débiteur cédé après le jugement déclaratif. Ce jugement, opérant dessaisissement, doit avoir autant d'effet qu'une saisie-arrêt ; or le cessionnaire ne peut invoquer son droit au préjudice d'une saisie-arrêt antérieure à la signification (V. *suprà*, n° 575 et suiv. ; Civ. rej. 26 janv. 1863, aff. Couillaud et Grassal, D. P. 63.1.47. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2719 ; Demangeat, t. 5, p. 195).

**744.** L'application de l'art. 448 est essentiellement subordonnée à la déclaration de la faillite du débiteur.



En conséquence cet article ne saurait autoriser les tribunaux à prononcer par analogie, la nullité des inscriptions d'hypothèque prises par les créanciers d'une société sur les immeubles de ladite société, postérieurement à sa mise en liquidation amiable ou même judiciaire (Lyon, 13 mai 1886) (1).

§ 5. — Rapport du paiement des effets de commerce  
(*Rép.* nos 337 à 342).

**745.** L'art. 447, qui déclare annulables les paiements de dettes échues, faits en espèces ou effets de commerce, par un débiteur en état de cessation de paiements, lorsque cette situation était connue du créancier au moment où il les a reçus, reçoit exception en faveur des tiers porteurs de lettres de change ou de billets à ordre (*V. Rép.* n° 337). Cette exception, consacrée par l'art. 449 c. com., était commandée par la logique et par l'équité. En effet, les tiers porteurs de titres de cette nature, étant contraints de les présenter au débiteur à l'échéance, et d'en recevoir le paiement, s'il leur est offert, sans être alors admis à faire le protêt auquel est subordonné leur recours en garantie, ne sauraient être déclarés responsables d'un tel paiement. Aussi la plupart des lois étrangères contiennent-elles des dispositions semblables ou analogues (c. belge, L. de 1851, art. 449; Loi allemande de 1877, art. 27; L. autrichienne du 16 mars 1884 sur la nullité des actes du débiteur en cas de faillite, art. 8; c. italien, art. 712).

De ce que l'art. 447 est inapplicable au tiers porteur d'un effet de commerce, il résulte, notamment, que le tiers porteur d'une lettre de change, qui en a reçu le paiement du tiré à une époque où ce dernier avait cessé ses paiements, mais avant le jugement déclaratif de sa faillite, est affranchi de l'obligation d'en faire le rapport à la masse de la faillite, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'il avait ou non connaissance de la cessation des paiements (Paris, 1<sup>er</sup> mai 1863, aff. Groux, D. P. 63. 5. 179). Toutefois, l'art. 447 s'appliquerait, et l'annulation pourrait être prononcée, si le tiers porteur n'avait pas seulement connu la cessation des paiements, mais s'était rendu coupable d'une véritable collusion, s'il s'agissait, par exemple, d'un créancier qui, pour bénéficier de l'art. 449, aurait fait souscrire par le failli un billet à ordre au nom d'un complice qui l'aurait immédiatement endossé à son profit (Conf. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2780).

**746.** — I. CONDITIONS SOUS LESQUELLES LE TIERS PORTEUR EST AFFRANCHI DE L'ACTION EN RAPPORT. — L'art. 449 ne déroge en faveur du tiers porteur de lettre de change ou de billet à ordre qu'à l'art. 447, non aux art. 443 et 446. C'est dire qu'il se réfère à des paiements de dettes échues, faits avant le jugement déclaratif, et en espèces ou en effets de commerce (Conf. *Rép.* n° 340; Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2778; Bédarride, t. 1<sup>er</sup>, nos 134 et 137; Boistel, n° 956; Bravard, t. 3, p. 269; Laroque-Sayssinel et Dutruc, sur l'art. 449, n° 2). Les paiements de dettes non échues et les paiements de dettes échues faits autrement qu'en espèces ou effets de commerce, restent frappés de la nullité de plein droit édictée par l'art. 446, même lorsque ces dettes résultent de lettres de change ou de billets à ordre (*Rép.* n° 340). Ainsi, le paiement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre non échu demeure frappé, même contre un tiers porteur, de la nullité générale et absolue édictée par l'art. 446 (Lyon, 19 févr. 1867, aff. Gault, D. P. 68. 2. 139). — Mais ce paiement ne peut tomber sous l'application de l'art. 446 qu'autant qu'il émane du failli lui-même. Spécialement, le bénéficiaire d'une lettre de change qui en a

reçu le paiement du tiré après cessation des paiements du tireur, ne peut être tenu d'en rapporter le montant à la faillite de ce dernier, quoiqu'il ait été fait au moyen d'une provision constituée depuis cette cessation de paiements, contrairement à la règle prohibitive du paiement des dettes non échues : la faillite du tireur ne peut actionner que le tiré (Civ. rej. 22 déc. 1869, aff. Bonet-Desmazes, D. P. 70. 1. 80).

**747.** D'après la jurisprudence de la cour de cassation, l'art. 449 est exclusivement applicable au cas où le tiers porteur s'est borné à recevoir le paiement qui lui a été offert à l'échéance et qu'il ne pouvait refuser. Cet article, aux termes de plusieurs arrêts de la chambre civile, en détournant l'action de l'art. 447 c. com., sur un autre que le porteur qui a été payé, n'a pas entendu en affranchir tout porteur quelconque : l'exemption de rapport résultant de cet article n'est applicable qu'au dernier porteur payé par le tiré à l'échéance (Civ. rej. 15 mai 1867, aff. Camuzen et comp., aff. Marion, aff. Klose et comp., D. P. 67. 1. 417; Civ. cass. 27 nov. 1867, aff. Coniée et Martin, D. P. 67. 1. 417-421). Ainsi le porteur remboursé après protêt et sur son recours en garantie, par un endosseur qu'il savait être en état de cessation de paiements, reste, conformément au droit commun, assujéti envers la faillite de cet endosseur à l'action en rapport de l'art. 447 c. com. L'action exceptionnelle destinée à y suppléer, aux termes de l'art. 449, ne pouvant être exercée contre l'auteur de l'émission du titre qui, d'une part, ne profite pas d'un remboursement non émané du débiteur sur lequel la lettre de change a été créée, et, d'autre part, ignorait nécessairement, lorsqu'il l'a émise, la cessation de paiements d'un endosseur dont l'obligation de garantie n'a pris naissance que postérieurement à cette émission (Arrêts précités du 15 mai 1867). — Il en est, à plus forte raison, de même d'un remboursement émané de l'auteur de l'émission, qui ne saurait être tenu d'en opérer le rapport à sa propre faillite (Arrêt précité du 27 nov. 1867). — *Adde* dans le même sens : Civ. rej. 9 déc. 1868, aff. Ténrière et comp., D. P. 69. 1. 16; Paris, 24 mars 1870, aff. David et Sossa, D. P. 70. 2. 188; Civ. cass. 5 mai 1873, aff. Faillite Duhoux, D. P. 73. 1. 356; Paris, 7 juin 1877, aff. Syndic Dupuis, D. P. 78. 2. 170; Civ. cass. 23 oct. 1888, aff. Julienne, D. P. 89. 1. 167. Conf. Boistel, n° 957; Ruben de Couder, *v° Faillite*, nos 529 et suiv.; Bravard, t. 3, p. 269.

De même, le preneur d'une lettre de change entre les mains duquel l'effet est revenu, après le protêt, est soumis à la disposition de l'art. 447, et, dès lors, le paiement qu'il en a reçu du tireur peut être déclaré rapportable à la faillite de ce dernier, s'il avait alors connaissance de l'état de cessation de paiements de son débiteur (Civ. cass. 18 déc. 1865, aff. Coniée, D. P. 66. 1. 17, et, sur renvoi, Bordeaux, 13 août 1866, D. P. 67. 2. 9; Civ. rej. 15 mai 1867, précité). De même encore, l'art. 449 ne peut être invoqué par l'endosseur qui, ayant remboursé le tiers porteur après le protêt, sans donner aucune suite à ce protêt et sans même le dénoncer aux endosseurs antérieurs contre lesquels il avait un recours, s'est adressé verbalement ou par lettres à son cédant, qu'il savait être en état de cessation de paiements, et a exigé de lui son remboursement par la menace d'une dénonciation au parquet; un tel paiement doit être annulé par application de l'art. 447 (Colmar, 29 mars 1865, aff. Viboux, D. P. 65. 2. 166). Le même article est également inapplicable au cas où il y a eu protêt contre le tiré, paiement par intervention, retour de la valeur impayée et remboursement de cette valeur

(1) (Lapierre C. Best, Pelpel et Hartmann.) — Le tribunal de Belley a rendu, le 30 juill. 1885, un jugement dont extrait suit : — ... Attendu que la Société des carrières est en liquidation volontaire ou amiable et que par conséquent les effets légaux inhérents à l'état de faillite ne peuvent se produire; que la liquidation des biens d'un commerçant entraîne des résultats dont ses créanciers ne peuvent bénéficier qu'autant qu'une disposition légale, un jugement déclaratif de faillite, permet de modifier les contrats préexistants et de déterminer, à partir d'une époque nettement précisée, celle de la cessation des paiements, quels sont les droits de chacun; — Attendu que l'on ne saurait au reste leur faire un grief (aux créanciers hypothécaires) d'avoir pris inscrip-

tion pour sûreté de leur créance à une époque postérieure à celle de la liquidation de la Société des carrières, puisqu'ainsi qu'il vient d'être dit, on ne peut, en principe, faire produire à l'état de liquidation amiable et même judiciaire les effets légaux attachés à l'état de faillite; que notamment, dans l'hypothèse de l'absence de jugement déclaratif de faillite, rien ne révélait auxdits créanciers qu'ils eussent à subir la loi commune imposée aux créanciers de la masse; que le fait par eux de requérir inscription n'était qu'une mesure conservatoire de leurs droits; — Par ces motifs, etc.

Du 13 mai 1886.-C. de Lyon.-MM. Devienne, f. f. pr.-Thévard, subst. proc. gén.-Gubian et Garin, av.

par le tireur failli (Douai, 20 juill. 1871, aff. Flipo van Oost, D. P. 71. 2. 80).

La loi allemande (art. 27) et la loi autrichienne du 16 mars 1884 sur les nullités d'actes faits par le failli (art. 8) consacrent formellement le système qui prévaut dans la jurisprudence française. L'art. 712 du code italien est conçu, au contraire, comme l'art. 449 de notre code, dans des termes très généraux.

748. La doctrine consacrée par la cour de cassation nous paraît entièrement fondée. L'art. 449 prévoyant le cas où un effet de commerce serait payé après cessation de paiement, spécifie celui des signataires de l'effet sur lequel il détourne l'action en rapport de l'art. 447, sans dire un mot des situations multiples où peut avoir lieu le paiement d'un effet de commerce, ni de celui qui devra profiter du détournement de l'obligation de rapporter ce paiement. Il laisse à l'interprète le soin de déterminer quel sera le bénéficiaire d'une immunité qui ne résulte qu'implicitement du mode exceptionnel de rapport que la loi y a établi.

L'argumentation très serrée des trois arrêts du 15 mai 1867, cités *supra*, n° 747, met en pleine lumière le véritable sens de l'article que la cour avait à interpréter. Voici ce qu'on lit dans l'un d'eux, textuellement reproduit par les deux autres : « D'après son économie générale et les motifs qui l'ont dictée, la disposition de l'art. 449 n'est applicable qu'à un paiement fait à l'échéance par le tiré. Il en résulte, en effet : 1° que les tiers porteurs d'effets négociables ont été affranchis de l'obligation du rapport par le motif que n'étant pas admis par la législation à protester lorsque le paiement leur est offert à l'échéance par le tiré, ni, par conséquent, à exercer les recours subordonnés à la condition du protêt, ils ne pourraient pas, sans injustice, être déclarés responsables de la validité d'un paiement qu'ils sont tenus de recevoir; 2° que le tireur se trouve, dans ce cas, soumis à l'obligation du rapport, parce que recevant, par l'intermédiaire du tiers porteur, le paiement de sa créance envers le tiré, c'est lui, et non le tiers porteur qui doit rapporter ce paiement; 3° que le tireur n'est soumis au rapport que s'il a connu la cessation de paiements lors de l'émission du titre, ce qui ne peut s'entendre que de la cessation de paiements du tiré. » Puis, l'arrêt ajoute que « la disposition de l'art. 449 perd, dès lors, sa raison d'être et cesse de recevoir son application lorsque, après avoir fait protester la lettre de change contre le tiré, le tiers porteur exerce son action en garantie contre les signataires antérieurs solidaires obligés envers lui; qu'en un tel cas, le tiers porteur, libre d'exercer son action contre celui de ses obligés solidaires qu'il lui plaît de choisir, doit, quant au paiement qu'il en a reçu, subir la loi commune des autres créanciers dans la faillite de leur débiteur, de même qu'il doit s'imputer de n'avoir pas exercé ou conservé son recours contre les autres obligés solidaires; que, d'autre part, le tireur ne peut être responsable des conséquences de la faillite des endosseurs qui, après l'émission de la lettre de change, ont pris part à sa négociation, ni être tenu de rapporter un paiement qu'il n'a pas reçu et qui ne lui profite pas. » Ainsi, la règle d'égalité que la loi commerciale a voulu maintenir avec une rigueur toute spéciale entre les créanciers d'un commerçant, à partir du jour où a commencé la cessation de ses paiements, frappe, en principe, les paiements d'effets de commerce comme tous autres paiements; elle ne fléchit que lorsqu'une sorte de force majeure impose le devoir d'y déroger. Il y aurait injustice, dit le premier des motifs de l'arrêt, à exposer le porteur à rapporter un paiement qu'il a été contraint de recevoir, et dont l'annulation, vis-à-vis de lui, le laisserait sans recours contre les garants de l'effet, par suite de l'impossibilité où il a été de s'assurer ce recours au moyen d'un acte de protêt interdit en cas de paiement offert à l'échéance. Il suit de là que la sollicitude du législateur ne saurait être étendue à un paiement que le porteur était libre de refuser, ce qui arrive dès que ce paiement n'est offert qu'après l'échéance. Le protêt, qui sauvegarde le recours du porteur contre les autres signataires de l'effet, est alors possible. Si le porteur a conservé ce recours, son devoir est de s'adresser à celui des obligés solidaires qui est en mesure de le payer, et c'est à ses risques qu'il fera choix d'un obligé, débiteur principal ou garant, qu'il savait être en état de cessation de

payements. Il serait même indifférent que tous fussent insolubles; le porteur, assimilé aux autres créanciers, quand il ne s'agit plus d'un paiement forcé, devant subir les conséquences d'une situation commune à tous ses débiteurs et n'étant pas autorisé à user de son immunité contre celle des faillites imminentes qu'il lui aura plu de choisir.

Au premier point de vue qu'on vient de signaler, le sort du paiement d'un effet de commerce, opéré après cessation de paiements, sera celui-ci : tantôt forcé et tantôt libre quand le porteur l'aura reçu du débiteur principal, ce paiement sera non rapportable dans la première hypothèse, et rapportable dans la seconde; toujours librement reçu quand il émanera d'un garant, il sera, dans cette troisième hypothèse, toujours rapportable. Ainsi s'explique et se justifie la règle posée par la cour suprême, lorsqu'elle dit, à propos d'une lettre de change, que l'exemption de rapport résultant de l'économie générale de l'art. 449, est exclusivement applicable au paiement qui en aura été fait au porteur, par le tiré, lors de sa présentation à l'échéance, seul cas où le porteur ne puisse pas le refuser.

749. La cour ne s'en tient pas là. Elle avait à statuer, dans trois de ses arrêts, sur un remboursement reçu d'un endosseur, et, dans un quatrième (Civ. rej. 27 nov. 1867, cité *supra*, n° 747), sur un remboursement reçu du tireur. Ici, le porteur a été déclaré passible de l'action en rapport, non seulement, parce qu'on était en présence d'un paiement librement accepté, mais encore par deux autres raisons particulières aux paiements émanés d'un garant, paiements que le texte même de l'art. 449 exclut de ses prévisions, comme inconciliables avec le mode particulier de rapport dont la loi a fait le correctif de l'immunité accordée aux porteurs d'effets de commerce. Cet article, il ne faut pas le perdre de vue, ne supprime pas l'action de l'art. 447; il en détourne l'exercice, en y soumettant un autre que le porteur qu'il a voulu exonérer de cette action. La faillite ne sera désarmée que vis-à-vis des porteurs à l'égard desquels ce déplacement de responsabilité sera possible; or, contre qui, par quels motifs et sous quelles conditions l'art. 449 l'a-t-il établi? Il rend responsable du paiement, maintenu au profit du porteur qui l'a reçu, l'auteur de l'émission du titre, c'est-à-dire le tireur de la lettre de change et le premier endosseur du billet à ordre. Quelle en est la raison? Celui qui a émis le titre ayant alors touché de son cessionnaire la valeur de l'effet, c'est lui qui sera réputé en avoir été payé, par l'intermédiaire des porteurs lorsque, à l'échéance, le débiteur du même effet en remboursera le montant à ce porteur; c'est, dès lors, lui qui devra rapporter. De plus, la somme rapportable consistant, en ce qui regarde l'obligé au rapport, dans la valeur qui lui a été versée à l'époque de l'émission, c'est à la même époque que l'art. 449 fait remonter la condition de connaissance de la cessation des paiements du débiteur, condition à laquelle l'action en rapport de cet article est subordonnée, aussi bien que celle de l'art. 447.

Ceci entendu, de quel débiteur peut-il être question dans l'art. 449? Quel peut être le paiement dont l'auteur de l'émission du titre a été ainsi déclaré responsable aux lieux et places du porteur? La responsabilité exceptionnelle de l'auteur de l'émission du titre ne peut manifestement avoir pour objet qu'un paiement extinctif de l'effet lui-même. L'article ne s'occupe que du cas où cet effet a été payé. Il faut donc qu'il s'agisse d'un paiement fait par le tiré, en matière de lettre de change, ou par le souscripteur, en matière de billet à ordre. Les remboursements intervenus de la part de celui qui a émis ou négocié l'effet ne constituent pas un véritable paiement de la lettre de change ou du billet à ordre; ils n'éteignent que l'obligation du garant envers le garanti. L'auteur de l'émission reste créancier de celui sur lequel elle a eu lieu. Loin de profiter d'un tel remboursement, il est soumis, à son tour, à l'action récursoire de l'endosseur qui l'a opéré. Il ne saurait être déclaré responsable, envers la faillite de ce dernier, d'une insolvabilité commerciale qu'il ne pouvait connaître en émettant le titre, si le remboursement émane d'un signataire ne figurant pas encore sur l'effet lors de cette émission, et dont il n'avait pas à se préoccuper même au cas où l'effet aurait été remboursé par le signataire avec lequel il a traité, dès que l'insolvabilité frappe un débiteur qui n'est pas le sien. La faillite du garant

qui a remboursé n'aurait donc pas la ressource, si elle était tenue de respecter ce remboursement, de l'action en rapport ouverte contre l'auteur de l'émission du titre par l'art. 449. Elle en serait, d'ailleurs, privée par la force des choses, dans le cas où c'est ce dernier lui-même qui aurait payé le porteur, en sa qualité de garant, le failli ne pouvant être condamné à rapporter à sa propre faillite.

La conclusion s'impose. Dès que l'obligation du rapport ne peut pas être détournée du porteur sur autrui, en vertu de l'art. 449, elle continue à peser directement sur ce porteur, en vertu de l'art. 447. Le détournement de l'action en rapport cesse, à la vérité, d'être impossible pour tout paiement quelconque qui émanerait du débiteur principal, qu'il ait eu lieu à l'échéance ou après protêt. Reçu forcément ou librement, ce paiement n'en provient pas moins du débiteur de celui qui a émis le titre, et d'un obligé dont l'auteur de l'émission pouvait connaître la situation lors de cette émission. Il n'y aurait donc nul obstacle à ce que la responsabilité du signataire qui, le premier, a mis l'effet en circulation, et en a été ainsi payé par anticipation, fût encourue à l'exclusion de celle du porteur, par cela seul que c'est le débiteur principal qui a payé. La cour de cassation n'a pas été jusque-là. La circonstance que le porteur a été payé à une époque où il était libre de ne pas s'adresser au débiteur principal lui a paru suffisante pour le faire rentrer dans le droit commun. Dans le conflit qui s'engage entre la faillite et le porteur, l'intérêt de la faillite ne doit céder que devant une annulation aux conséquences de laquelle le porteur ne pourrait pas se soustraire par l'exercice d'un recours en garantie qu'un paiement à l'échéance ne lui a pas permis de conserver. Les raisons qui viennent s'ajouter à cette considération, pour le cas où il s'agit d'un remboursement opéré par un garant, sont un simple complément de démonstration de l'inexistence, dans l'art. 449, d'une immunité absolue.

**750.** D'après une autre opinion, le tiers porteur serait affranchi du rapport à la masse dans le cas même où il n'a été payé qu'après avoir fait ou pu faire un protêt. On prétend, dans ce système, que l'art. 449, loin d'avoir été introduit uniquement en faveur du tiers porteur qui, payé à l'échéance, a été dans l'impossibilité de dresser protêt, est conçu au contraire dans les termes les plus généraux, et qu'il a eu pour objet de faciliter la circulation des effets de commerce en rendant les paiements inattaquables, motif général applicable même s'il y a eu protêt, et par quelque personne que le paiement ait été fait ou reçu. Ce système, qui avait été consacré par plusieurs arrêts antérieurs à ceux de la cour de cassation cités *supra*, n° 747 (Req. 26 nov.

1855, aff. Descottes et Yzot, D. P. 56. 1. 26; Poitiers, 18 mai 1864, aff. Lemotheux-Beaussier, 20 août 1864, aff. Boishamon, D. P. 66. 2. 35; Alger, 2<sup>e</sup> ch., 15 nov. 1866) (1) est encore soutenu par plusieurs auteurs (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2781; Renouard, t. 1, p. 404; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 272 note; Rataud, *Revue critique*, 1866, p. 489; Geoffroy, *Code des faillites*, p. 50; Namur, t. 3, n° 1667; Laurin, n° 1014; Alauzet, t. 7, n° 2539 et suiv.; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n° 152; Massé, t. 2, n° 1228). Le bénéfice de l'art. 449 est, dès lors, acquis au porteur, dans le cas même où le paiement, au lieu d'être fait par le tiré, l'a été par le tireur, qui était alors en état de cessation de paiements et qui, depuis, a été déclaré en faillite; peu importe donc que le tiers porteur qui, au moment où la traite lui a été remise, croyait à la solvabilité des divers obligés, ait connu, lors du paiement à lui fait par le tireur, la véritable situation de ce dernier (Mêmes arrêts); ... ou que le protêt ait été suivi d'un jugement condamnant le débiteur au paiement du billet, une telle condamnation n'ayant point pour effet d'opérer novation de la créance et de la transformer en une créance ordinaire dont le paiement donnerait lieu au rapport (Alger, 15 nov. 1866, précité). — Ce système étend abusivement l'immunité consacrée par l'art. 449, dont l'application doit, au contraire, ainsi que nous l'avons démontré *supra*, n° 748 et 749, être limitée aux seuls paiements effectués à l'échéance par le débiteur principal, c'est-à-dire à un paiement normal.

**751.** Dans un troisième système, soutenu par M. Bendant (note sur les arrêts de la cour de cassation des 15 mai et 27 nov. 1867, D. P. 67. 1. 417) et M. Labbé (note sur les mêmes arrêts), l'art. 449, ayant pour objet unique la protection des tiers porteurs, serait applicable au paiement intervenu entre personnes n'ayant pas contracté l'une avec l'autre, *même après protêt*; mais il cesserait de s'appliquer au paiement intervenu entre personnes unies entre elles par une cause antérieure à la création ou à la cessation du titre. On peut rattacher à ce système un arrêt d'après lequel l'art. 449 n'est applicable qu'au cas où le tiers porteur n'a été en contact avec le débiteur discrédité, et depuis failli, que par le hasard de la circulation des effets de commerce, et ne peut être invoqué par le porteur qui a traité directement avec le failli, quelles que soient la forme de l'effet souscrit et la qualité qu'il attribue au porteur (Lyon, 26 déc. 1866, aff. Thierry Mieg, D. P. 69. 2. 16).

Ce système, à notre avis, n'est pas mieux fondé que le précédent; il est en opposition avec le texte de la loi et avec son esprit, tel qu'il a été mis en lumière par les arrêts précités de la cour de cassation. Vainement a-t-on

(1) (Carentène C. Reppelin et Roget.) — LA COUR; — Attendu, en fait, que la somme de 2394 fr. 25 cent. payée par Carentène aux sieurs Reppelin et Roget, a été donnée par lui à compte d'une somme de 3000 fr., due en vertu de deux billets à ordre par lui souscrits et arrivés par voie d'endossements successifs entre les mains de ces créanciers; — Attendu, d'un autre côté, qu'il est établi qu'au moment où ce paiement a été effectué, ceux-ci étaient possesseurs desdits effets; — Attendu, dès lors, que, bien que ledit sieur Carentène soit tombé en état de faillite et que l'ouverture en ait été reportée à une époque antérieure audit paiement, aucune action en rapport ne saurait être admise contre lesdits sieurs Reppelin et Roget; qu'il est certain, en effet, qu'en leur qualité de tiers porteurs, ils en sont affranchis par les dispositions formelles de l'art. 449 c. com.; — Qu'à la vérité, il faut reconnaître que le paiement dont il s'agit n'a pas eu lieu à l'échéance, mais un peu plus tard et après protêt, poursuites judiciaires et même condamnation; mais que cela importe peu; — Que sans doute, à s'en tenir aux motifs exprimés par l'amendement qui a fait introduire dans le code ledit art. 449, il paraîtrait que ce qu'il avait principalement en vue c'était l'intérêt du tiers porteur qui, payé à l'échéance, et n'ayant pas eu de raisons, dès lors, pour exercer en temps utile un recours quelconque contre les autres engagés, se serait trouvé, par le rapport de ce qu'il aurait reçu, dans la position la plus fâcheuse et la plus injuste; mais, que ce n'est pas à ce seul point de vue que ledit art. 449 doit être envisagé; que loin de là, il est à remarquer que, dans sa discussion, le principe qui a servi de base audit article s'est agrandi; que, tout en songeant à l'intérêt qui s'attachait au tiers porteur, le législateur avait en effet à se préoccuper en outre de l'intérêt général; qu'il ne pouvait perdre de vue que pour la facilité des transactions commerciales et la négociation des billets qu'elles nécessitent, il importait au plus haut degré que ces effets ne fussent jamais

exposés, entre les mains des tiers, à perdre cette valeur, en quelque sorte monétaire qui fait leur force et sans laquelle le commerce ne pourrait exister; que, conséquemment, c'est autant par cette raison majeure que sous l'empire de toute autre considération que l'art. 449 a été édicté; — Attendu que s'il en a été ainsi, et cela ne saurait être douteux, il est hors de doute que la circonstance particulière qu'un protêt aura eu lieu et que des recours auront été exercés avant le paiement n'est en aucune façon de nature à changer la situation du tiers porteur au regard de la faillite du tiré; que, sans doute, ce tiers ne pourra plus invoquer l'intérêt qui se serait attaché à lui au cas de paiement à l'échéance, et par suite, de privations de tout recours contre ses autres débiteurs; mais que si ce moyen lui fait défaut, il lui en reste un autre, celui qu'il puise dans le principe général qui a, lui aussi, présidé à l'adoption de l'article, et qui, en lui faisant une position exceptionnelle, l'a mis par lui seul à l'abri du danger particulier qui pouvait le menacer; qu'on en sera convaincu si on se pénètre de cette vérité importante que c'est au moment même où le tiers porteur a accepté le billet à ordre qui était en circulation qu'il s'est trouvé placé sous la protection de la loi; que cela étant, il n'a pu la perdre, quelles que soient les circonstances dans lesquelles le paiement sera intervenu; — Que vainement on soutient que, par suite de la condamnation obtenue, ledit tiers porteur a abdiqué sa qualité, et est devenu un créancier ordinaire; qu'on ne saurait voir là, en effet, une novation à la créance, dans le sens de l'art. 1271, c. nap.; que ladite condamnation n'a eu qu'un seul but, celui d'en assurer le paiement; que, par voie de suite, le jugement intervenu ne peut en aucune manière être considéré comme constitutif d'une créance nouvelle, et comme opérant l'extinction d'une ancienne créance; qu'il ne saurait non plus placer les parties dans l'un des autres cas prévus par la loi; qu'il est, au reste, à considérer qu'en cette matière, tout

voulu argumenter, en faveur de la distinction proposée, des travaux préparatoires, et spécialement de ce fait que les orateurs ont toujours eu en vue le *tiers porteur*; cet argument est sans valeur, car, en matière d'effets de commerce, les expressions *tiers porteur* et *porteur* sont employées indifféremment.

**752. — II. ACTION EN RAPPORT CONTRE LE TIREUR, DONNEUR D'ORDRE OU PREMIER ENDOSSEUR.** — Aux termes de l'art. 449, le paiement fait au tiers porteur d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, entre l'époque de la cessation des paiements et le jugement déclaratif de faillite, ne peut donner lieu à l'action en rapport que contre celui pour le compte duquel la lettre de change a été fournie (c'est-à-dire le tireur ou le donneur d'ordre, suivant que la lettre a été émise par le tireur pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers), ou le premier endosseur du billet à ordre (*Rép.* n° 338). Cette règle doit être appliquée strictement; en conséquence, l'action en rapport, en matière de billet à ordre, ne peut être exercée, à raison d'un tel paiement, contre un *endosseur postérieur* à celui qui, le premier, l'a mis en circulation (Riom, 8 janv. 1855, aff. Cellier, D. P. 55. 2. 216). — Mais le rapport peut être exigé de celui qui ne figure sur le billet que comme second endosseur, si le premier endosseur n'est que la caution du souscripteur, et si le deuxième endosseur, véritable bénéficiaire du billet, est le premier qui ait réellement cédé le titre et en ait touché le prix (Angers, 25 avr. 1861, aff. Syndic Simon, D. P. 68. 5. 220; Lyon, 26 déc. 1866, cité *supra*, n° 751). Ne peut non plus être considéré comme un tiers porteur, dans le sens de l'art. 449, celui qui, créancier d'une personne sous la double garantie d'une caution et d'un certificateur de caution, a, pour le paiement de sa créance, fait tirer sur son débiteur, par la caution, au profit du certificateur de caution, une lettre de change que ce dernier lui a ensuite endossée; la lettre de change doit être réputée tirée pour son compte, et, dès lors, il en doit le rapport en vertu de l'art. 449, si le tiré a payé en état de cessation de paiements, et si le créancier connaissait cet état à l'époque de la création du titre (Dijon, 19 févr. 1867, aff. Syndic Gault, D. P. 68. 2. 139).

**753.** Le rapport de la somme payée est, d'ailleurs, en tous cas, conformément au principe de l'art. 447, facultatif pour le juge, et subordonné à la condition que le tireur ou le premier endosseur ait connu la cessation des paiements du tiré ou du souscripteur au jour de l'émission du titre. — Au surplus, cette condition n'est exigée que pour le cas où l'effet a été payé par le failli entre les mains d'un tiers porteur (Civ. rej. 15 mai 1867, aff. Paupe, D. P. 67. 1. 422; Req. 12 avr. 1875, aff. Bossus et comp., D. P. 76. 1. 38). Ainsi, peut être soumis à l'action en rapport, par cela seul qu'il avait connaissance de la cessation des paiements du débiteur de l'effet à l'époque du paiement, et quoique la preuve qu'il l'ait connue à l'époque de l'émission du titre ne soit pas fournie, ... le tireur de la lettre de change, si c'est à lui-même que le paiement en a été fait par le tiré en état de cessation de paiements (Arrêt précité du 12 avr. 1875); ... le bénéficiaire du billet à ordre qui, notamment, sans l'avoir endossé, en a touché directement le montant du souscripteur, après cessation des paiements de ce dernier (Arrêt précité du 15 mai 1867).

Ces solutions découlent du texte et de l'esprit de l'art. 449. En édictant cette disposition, le législateur a eu pour but de faciliter la circulation des effets de commerce; lors donc qu'il n'y a pas eu négociation, circulation desdits effets, la

est de droit étroit; qu'ainsi l'art. 1273 ne permet pas de présumer la novation; qu'il veut, au contraire, que l'intention d'opérer résulte clairement de l'acte; que cela étant, il est de toute impossibilité de trouver cette intention dans le fait de celui qui, pour arriver au paiement de ce qui lui est dû, fait consacrer par les tribunaux la légitimité de son droit; qu'en agissant ainsi, il annonce, au contraire, la volonté ferme de l'exercer, sans en vouloir surtout changer la nature et le caractère; que décider le contraire, ce serait placer le tiers porteur d'un billet à ordre dans la position la plus fautive; qu'il serait effectivement exposé, s'il n'agit pas, à perdre son recours contre certains de ses débiteurs, et s'il agit, à se voir enlever une des plus précieuses garanties attachées à sa situation; que cela ne saurait être; qu'il est du reste une dernière raison pour que, toujours et dans tous les cas, le tiers porteur d'un effet de commerce puisse, dans le cas dont il s'agit, s'abriter derrière les dispositions du susdit art. 449; qu'il

faveur légale n'a plus lieu de s'appliquer. Et, l'art. 447 reprenant son empire, c'est la date de la cessation des paiements, et non celle de l'émission qu'il faut prendre en considération; peu importe donc que l'émission ait précédé l'époque de la cessation des paiements (Arrêts précités, motifs; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2781; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 277, note 3; Laurin, n° 1015). Il n'importe pas non plus, dans la même hypothèse, que le billet soit garanti par des avals, le donneur d'aval ne pouvant être assimilé à un tiers porteur (Arrêt précité du 15 mai 1867).

Jugé aussi, en vertu des mêmes principes, que l'art. 449 ne peut plus être invoqué par le tiers porteur qui, après protêt, a accepté de nouveaux billets (Req. 19 mai 1868, aff. Bagot, D. P. 69. 1. 228). En effet, par le fait de cette acceptation, il a perdu sa qualité de tiers porteur et s'est lui-même réduit à la qualité de simple créancier (Même arrêt, motifs).

**754.** L'art. 449 ne vise *in terminis*, que la lettre de change et le billet à ordre, seules espèces d'effets usités en 1838. Mais il est constant que le bénéfice de cette disposition de faveur doit être étendu, par identité de motifs, au paiement d'une *chèque* effectué au cours de la période suspecte (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2782).

§ 6. — Actes faits avant les dix jours antérieurs à la cessation des paiements (*Rép.* n° 343 à 345).

**755.** La nullité de plein droit, ainsi que la nullité facultative édictées par la loi, ne peuvent atteindre les actes remontant à une époque antérieure aux dix jours qui ont précédé la cessation des paiements, lorsqu'il s'agit d'actes auxquels s'applique la première cause de nullité, et à la cessation des paiements elle-même, lorsqu'il s'agit d'actes susceptibles d'être atteints par la seconde cause de nullité: les actes intervenus avant l'une ou l'autre de ces périodes doivent produire leurs effets conformément aux règles du droit commun (*Conf. Rép.* n° 343). Ainsi, les conventions synallagmatiques conclues par le failli conservent, lorsqu'elles sont exemptes de fraude et de dol, leur pleine efficacité après la déclaration de faillite, et la masse des créanciers est tenue d'en subir l'entière exécution, sans pouvoir écarter les clauses qui seraient à sa charge (Civ. rej. 31 juill. 1872, aff. Tranchant, D. P. 72. 1. 300; 1<sup>er</sup> déc. 1886, aff. Cauchetier, D. P. 87. 1. 102). Et spécialement, la convention aux termes de laquelle les dividendes promis par un failli concordataire à l'un de ses créanciers devaient être compensés avec le prix de travaux, dont celui-ci l'avait chargé, doit recevoir son exécution, malgré une nouvelle faillite, alors que les compensations ont eu lieu à une époque non suspecte (deux mois avant la seconde faillite) (Rouen, 12 nov. 1853, aff. Querment, D. P. 55. 5. 219). — Sur les effets de la déclaration de faillite, relativement au bail consenti par le failli, et en cours de durée au moment de la faillite, V. *infra*, sect. 12.

**756.** Les créanciers du failli, étant ses ayants cause, doivent également respecter les jugements rendus contre celui-ci, alors qu'il était encore *intègre status*. Jugé, en ce sens, que le jugement rendu contre un commerçant avant sa déclaration de faillite n'est pas susceptible d'être attaqué par tierce opposition du chef des syndics, à moins qu'ils ne prouvent qu'il y a eu fraude entre le failli et celui qui a obtenu le jugement, ou à moins que les créanciers de la masse n'aient à faire valoir des droits personnels (Paris, 24 déc. 1849, aff. Baudon, cité au *Rép.* n° 1342, D. P. 50. 2. 195). De même, la *pension alimentaire* que le tribunal, en pro-

ne faut pas oublier, en effet, que l'un des motifs qui l'ont fait introduire dans le nouveau code de commerce est puisé dans cette circonstance que, comme tiers, celui qui en a obtenu le paiement a été étranger à la confection du billet et à l'affaire qui a nécessité son émission; qu'il suit de là que n'en ayant tiré aucun profit, il eût été injuste qu'il en subit toutes les chances; qu'il était dès lors bien plus naturel que les conséquences fâcheuses retombassent sur le premier endosseur, que c'est aussi ce qu'a voulu le législateur; — Attendu, en cet état, qu'en considérant les sieurs Reppelin et Roget comme tiers porteurs, et en les renvoyant des demandes formées contre eux en rapport, les premiers juges ont fait une saine application des principes à la cause; que cette décision doit donc être confirmée; — Par ces motifs, etc.

Du 15 nov. 1866.-C. d'Alger, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Marion, pr.-Rouchier, av. gén.-Poivre, Chabert-Moreau et Huré, av.

nonçant une séparation de corps, a accordée à la femme sur les biens de son mari, continue d'être due, quoique le mari ait, par la suite, cessé ses paiements et encouru la faillite (Civ. rej. 14 juin 1853, aff. Ogereau, D. P. 53. 1. 185).

**757.** Les actes antérieurs à l'époque pour laquelle a été édictée soit la nullité de plein droit de l'art. 446, soit la nullité facultative des art. 447 et 448, et qui échappent, dès lors, à ces nullités exceptionnelles, restant sous l'empire du droit commun, il n'est pas douteux que les tribunaux peuvent les annuler, conformément aux principes généraux de l'action paulienne, pour cause de fraude aux droits des créanciers (art. 1167 c. civ.) (Conf. Rép. n° 345. V. aussi code civil annoté, sur l'art. 1167; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2725, note 3). Mais il faut, pour que l'art. 1167 reçoive son application, que la fraude soit établie; il ne suffit pas que le tiers avec lequel l'acte a été conclu ait eu connaissance de la position critique du débiteur au moment où cet acte est intervenu, si d'ailleurs ledit acte est antérieur à la période suspecte (Civ. rej. 31 juill. 1872 et 1<sup>er</sup> déc. 1886, arrêts cités *suprà*, n° 755. Conf. Lyon, 15 déc. 1881, *Journal des faillites*, 1883, p. 91). — A plus forte raison, doit-on considérer comme valable l'hypothèque constituée antérieurement à la période suspecte en remplacement d'un gage que le débiteur aurait soustrait à son créancier, alors que le créancier n'a fait qu'user de son droit en exigeant une nouvelle garantie équivalente à celle dont il avait été privé, et qu'au surplus il ignorait l'imminence de la faillite (Civ. rej. 24 déc. 1866, aff. Guilhem, D. P. 67. 1. 163). Les créanciers pourraient, au contraire, faire annuler un paiement de dettes échues fait en effets de commerce, avant la cessation des paiements, en prouvant, conformément à l'art. 1167, que ce paiement a eu lieu en fraude de leurs droits (Orléans, 16 janv. 1861, aff. Desnoyers, D. P. 61. 5. 225).

**758.** Parfois même les tribunaux, sans invoquer l'art. 1167, prononcent des condamnations à des dommages-intérêts contre des tiers qui ont traité avec le failli avant la période suspecte, s'il y a eu de leur part dol ou faute lourde susceptible d'engager leur responsabilité dans les termes de l'art. 1382 c. civ. Jugé en ce sens que le commerçant qui, peu de temps avant la cessation des paiements d'un failli, lui achète à vil prix des marchandises neuves ou non défraîchies, commet, en l'absence même de toute complicité de fraude, une faute lourde, dont il doit la réparation aux créanciers de la faillite (Req. 3 mars 1869, aff. Sachsé, D. P. 71. 5. 192. V. Rép. n° 345-2°). De même, les actes intervenus entre un débiteur, depuis déclaré en faillite, et l'un de ses créanciers, avant l'époque de la cessation de paiements, peuvent être annulés sur la poursuite du syndic, si, à raison des circonstances qui les ont accompagnés, ces actes présentent, à l'égard des autres créanciers, les caractères d'un quasi-délit donnant lieu à l'application de l'art. 1382 c. civ. (Civ. rej. 23 août 1864, aff. Spinelli, D. P. 64. 1. 367). Ainsi, le créancier qui, profitant sciemment du mandat à lui confié de surveiller les opérations d'une société en commandite par actions, se fait payer par le gérant l'intégralité de sa créance, et s'assure ainsi une condition meilleure que celle de ses mandants dans une faillite devenue inévitable, peut être condamné à restituer la somme par lui reçue, quoiqu'elle lui ait été versée à une époque antérieure à celle où a été reportée la cessation des paiements de la société débitrice (Même arrêt). Et ce créancier a pu être condamné à cette restitution avec les intérêts à partir du jour de la réception de la somme à restituer, l'art. 1153 c. civ. étant étranger aux obligations nées d'un quasi-délit (Même arrêt).

**759.** Les créanciers d'une faillite qui, représentés par leur syndic, attaquent des actes de leur débiteur, comme faits en fraude de leurs droits, n'agissent point alors comme ayants cause du failli, mais comme des tiers exerçant un droit propre et personnel. En conséquence, on ne peut leur opposer les exceptions purement personnelles au failli (Civ. cass. 2 févr. 1852, aff. Belleisle, D. P. 52. 1. 49). — Sur la détermination des cas où les créanciers agissent comme tiers ou comme ayants cause, V. *suprà*, n° 530.

**760.** Au surplus, lorsque des créanciers agissent, non pas en vertu des art. 446 et 447 c. com., mais en vertu de l'art. 1167, il n'est pas nécessaire qu'ils soient représentés

par le syndic; ils peuvent, chacun individuellement, exercer cette action. Ce droit leur appartient même à l'encontre des actes frauduleux faits par le failli en cours de la période suspecte (V. *suprà*, n° 721 et suiv.); à plus forte raison, doit-il leur être reconnu quant aux actes du débiteur antérieurs à cette période (Req. 13 nov. 1867, aff. Gallois, D. P. 68. 1. 212; Douai, 7 août 1874, aff. Travaux et Courlin, D. P. 77. 5. 232);... alors surtout que le créancier, agissant individuellement, a mis en cause le syndic ou que celui-ci s'est joint à lui pour demander la nullité (Arrêt précité du 7 août 1874). Cette participation du syndic à l'action individuelle du créancier est d'autant plus rationnelle que le bénéfice de l'action doit revenir à la masse, sans aucune distinction entre les créanciers antérieurs et les créanciers postérieurs à l'acte attaqué (V. *suprà*, n° 705 et suiv.).

#### SECT. 5. — NOMINATION DU JUGE-COMMISSAIRE (Rép. n° 346-357).

**761.** Nous pourrions nous référer purement et simplement aux développements fournis au  *Répertoire* , sur le mode de nomination ou de remplacement du juge-commissaire (n° 346, 356 et 1310), ses attributions (n° 347 et suiv.), son pouvoir propre de juridiction (n° 351 et suiv.), si certaines difficultés ne s'étaient élevées sur l'application des art. 451 et 452-2° c. com., concernant soit le mode de nomination du juge, soit le rapport qui doit être fait par lui au tribunal, sur toutes les contestations issues de la faillite.

La nomination du juge-commissaire doit être faite dès le début de la faillite et dans le jugement qui la déclare (c. com., art. 451) (Rép. n° 346). Toutefois, un jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire, peut, en ce qui touche la nomination du juge-commissaire, se référer aux dispositions d'un jugement antérieur annulé, de telles dispositions se rapportant à des faits purement matériels dont la mention ne fait pas revivre le jugement (Req. 29 janv. 1850, aff. Rebour, D. P. 50. 1. 192).

Les jugements qui nomment le juge-commissaire, en prononcent le remplacement ou statuent sur les difficultés relatives à la faillite, doivent être considérés comme contradictoires avec les syndics, alors même que leur présence à ces jugements n'aurait pas été constatée. En conséquence, le délai de trois jours dans lequel la récusation contre le juge-commissaire nommé à une faillite doit être proposée, court, à l'encontre du syndic, même non présent au jugement de nomination, à partir de ce jugement, et non à partir de sa signification (Req. 2 juill. 1855, aff. Fontanié-Clauzel, D. P. 55. 1. 396).

Les jugements relatifs à la nomination du juge-commissaire ne sont susceptibles ni d'*opposition*, ni d', ni de *recours en cassation* (V. *infra*, sect. 17).

**762.** Le juge-commissaire peut être pris indifféremment parmi les juges titulaires ou les juges suppléants (Montpellier, 28 juin 1850, aff. Tréboulon, D. P. 52. 2. 52; Orléans, 23 nov. 1881, aff. Johanet, D. P. 82. 2. 241; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2806; Bravard et Demangeat, p. 96, note 2).

**763.** En dehors de son pouvoir général de contrôle sur les opérations de la faillite, le juge-commissaire exerce des fonctions propres qui peuvent se ramener aux trois chefs suivants : — 1° Il est appelé à donner son autorisation au syndic pour certains actes importants, que le syndic n'est pas admis à faire seul (art. 465, 469, etc.) (V. pour l'énumération de ces actes *Code de commerce annoté*, sur l'art. 452, n° 5 à 62 et Rép. n° 347); — 2° Il convoque et préside les assemblées de créanciers (art. 462, 493, 504, etc.); — 3° Il statue sur certaines contestations (V. *infra*, sect. 8). Ses ordonnances ne sont susceptibles de recours que dans les cas limitativement déterminés par la loi (art. 453). V. Rép. n° 352 et suiv.

Nous avons exprimé au  *Rép.*  n° 354 l'avis que le juge-commissaire ne peut pas siéger parmi les juges chargés de prononcer sur le recours formé contre ses ordonnances. Mais l'opinion contraire est suivie par MM. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2808; Demangeat et Bravard, t. 5, p. 103, en note; Laurin, n° 1033. Ces auteurs estiment que le tribunal ne joue pas, au regard du juge-commissaire, le rôle de tribunal d'appel; c'est plutôt, disent-ils, le corps entier



qui se prononce après instruction et avis préalable de son délégué; — 4° Le juge-commissaire fait au tribunal de commerce le rapport de toutes les contestations que la faillite peut faire naître et qui sont de la compétence du tribunal (art. 452) (Conf. *Rép.* n° 347). Ce rapport est une condition essentielle à la validité de tout jugement rendu sur une contestation issue de la faillite. Est nul, par conséquent, le jugement qui n'en aurait pas été précédé (*Rép.* n° 1037; Rennes, 23 août 1847, aff. Faillite Vossier, D. P. 49. 2. 114; Orléans, 20 mai 1868, aff. de la Barbée, D. P. 68. 2. 241; Douai, 27 févr. 1875, *Recueil de Douai*, 1875, p. 181; Civ. rej. 9 mars 1880, aff. Petit père et fils, sol. impl., D. P. 80. 1. 199; Caen, 14 déc. 1880, aff. Gorre, *supra*, n° 702; Orléans, 23 nov. 1881, aff. Johanet, D. P. 82. 2. 241; Civ. cass. 8 avr. 1884, aff. Bourjuge, D. P. 84. 1. 439, sol. impl.; Bourges, 14 mai 1888, aff. Buret, D. P. 89. 2. 206; Conf. *Rép.* n° 350 et 765; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2808; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 101, n° 1; Boistel, p. 690; Rivière, *Répétitions écrites sur le code de commerce*, p. 711, note 3; Sébire et Carteret, *Encyclopédie de droit*, v° *Concordat*, p. 94; Monnier, *Manuel du contentieux commercial*, p. 1109). — Jugé toutefois, en sens contraire, que le jugement rendu sur une contestation en matière de faillite n'est pas nul, bien qu'il n'ait pas été précédé d'un rapport du juge-commissaire, l'art. 452 n'exigeant pas cette formalité à peine de nullité (V. en ce sens : Bordeaux, 16 août 1854, aff. Daguez, D. P. 55. 5. 221; Rennes, 2 juin 1879, aff. Gay-Morgon, D. P. 81. 2. 32). Mais cette interprétation, contraire à l'esprit de l'art. 452 ainsi qu'aux travaux préparatoires (V. *Rép.* n° 350), n'a prévalu ni en doctrine ni en jurisprudence.

**764.** Cette formalité du rapport étant substantielle, la preuve de son accomplissement doit résulter du jugement lui-même (Orléans, 23 nov. 1881, aff. Johanet, D. P. 82. 2. 251; Civ. cass. 8 avr. 1884; aff. Bourjuge, D. P. 84. 1. 439). Mais est-il nécessaire que le jugement fasse mention du rapport, ou la preuve de l'accomplissement de cette formalité peut-elle s'induire du fait que le juge-commissaire aurait pris part au jugement de l'instance? La question est controversée. — Jugé, d'une part, que l'art. 452 ne spécifiant pas la forme dans laquelle le rapport peut être présenté, et n'exigeant pas qu'il en soit fait mention dans le jugement, les prescriptions de cet article sont suffisamment remplies lorsqu'il est constaté que le juge-commissaire a pris part au jugement rendu sur la contestation (Montpellier, 10 juill. 1858, aff. Catix et Coste, D. P. 59. 2. 107; Rennes, 2 juin 1879 précité; Lyon, 15 févr. 1882, aff. Raverot, D. P. 82. 2. 241; Caen, 27 févr. 1883, aff. Bourjuge, D. P. 84. 1. 439; Rouen, 18 mai 1888 (1). Conf. Alauzet, t. 7, n° 2684; Laroque-Saysinel, *Formulaire général des faillites*, t. 1, n° 809); que l'on doit conclure, en effet, de la présence du juge-commissaire, qu'il a donné au tribunal, de vive voix, les renseignements nécessaires pour statuer en connaissance de cause (Rouen, 18 mai 1888, précité). Mais jugé, en sens contraire,

que la formalité du rapport du juge-commissaire étant d'ordre public, le jugement rendu sur une contestation en matière de faillite doit, à peine de nullité, mentionner que le juge-commissaire a fait son rapport (Rennes, 23 août 1847, et Orléans, 20 mai 1868, cités *supra*, n° 763. Conf. Renouard, t. 1, p. 433; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 101; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2808, p. 752, note 2; Boistel, n° 962, p. 735; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, v° *Faillite*, n° 211 et 212); qu'en tout cas, la preuve de l'accomplissement de cette formalité ne saurait, à défaut d'une mention expresse dans le jugement, résulter de l'énonciation que le juge suppléant, commissaire à la faillite, a assisté au jugement avec voix simplement consultative (Orléans, 23 nov. 1881, aff. Johanet, D. P. 82. 2. 241). Cette dernière énonciation semble, en effet, démontrer, au contraire, que cette formalité a été omise, puisque le juge qui a seulement voix consultative ne délibère pas et ne fait pas de rapport.

**765.** Aux termes de l'art. 452, le juge-commissaire est tenu de faire le rapport, non pas dans toutes les contestations qui intéressent la faillite, mais seulement dans celles que la faillite a fait naître (Civ. rej. 9 mars 1880, aff. Petit, D. P. 80. 1. 199; 14 août 1889, aff. Godin, D. P. 90. 5. 282). En conséquence, le jugement rendu par le tribunal devant lequel se poursuivaient les opérations de faillite, sur la demande en paiement de sommes dues au failli par suite des conventions par lui conclues antérieurement à la faillite, est régulier, bien qu'il n'ait pas été précédé d'un rapport du juge-commissaire (Civ. rej. 9 mars 1880 précité).

**766.** Comme tout juge rapporteur, le juge-commissaire a qualité pour prendre part au jugement avec voix délibérative (*Rép.* n° 349). Mais sa présence est-elle indispensable à la régularité de la décision? — Décidé que le jugement du tribunal de commerce est nul, si le juge-commissaire n'y a pas participé, avec voix délibérative (Montpellier, 20 juin 1850, aff. Tréboulon, D. P. 52. 2. 52; Orléans, 23 nov. 1881, aff. Johanet, D. P. 82. 2. 241 (motifs); Conf. Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 104 et suiv., note; — *Contrà* : Renouard, t. 1, p. 414; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2808)... Encore bien que le juge-commissaire fût un juge suppléant et que le tribunal se trouvât composé de trois juges titulaires (Arrêt précité du 20 juin 1850). — Sur la question de savoir si les juges suppléants peuvent prendre part au jugement, lorsque les juges titulaires sont en nombre suffisant pour statuer, V. *infra*, v° *Organisation judiciaire*; — *Rép.* eod. v°, n° 149 et suiv.; *infra*, v° *Ordre entre créanciers*; — *Rép.* eod. v°, n° 26 et 805).

**767.** Le remplacement du juge-commissaire peut devenir nécessaire au cours de la faillite, soit par suite de sa démission ou de son décès, soit à raison de son incurie (*Rép.* n° 356). Ce remplacement doit être fait dans les mêmes formes que la nomination, c'est-à-dire par jugement rendu publiquement par le tribunal (Civ. cass. 4 janv. 1881, aff. Ville de Dôle, D. P. 81. 1. 123; Angers, 18 févr. 1889) (2),

pleine connaissance de cause; — Attendu que M. Bottureau n'a pas, il est vrai, pris part au jugement de débout d'opposition; mais qu'il n'y a lieu de s'arrêter à cette circonstance comme pouvant justifier la prétention de Champeaux; que, du moment où ce dernier ne comparait pas par lui-même ou par mandataire, il était par cela même présumé avoir renoncé à son opposition; qu'aucun nouvel examen de la contestation ne devant, par suite, avoir lieu, un rapport du juge-commissaire eût été sans objet.

Du 18 mai 1888.-C. de Rouen.-2<sup>e</sup> ch.-MM. Le Sénécal, pr.-Martin, subs. proc. gén.

(2) (Herbes et Moreau-Lebreton C. syndic faillite Herbert.) — LA COUR; — En ce qui concerne la nomination du juge-commissaire : — Attendu que de la combinaison des art. 454 et 583 c. com. ressort de la façon la plus évidente qu'en matière de faillite, la nomination du juge-commissaire ou son remplacement, le cas échéant, ne peuvent être régulièrement faits que par jugement rendu publiquement par le tribunal; que, d'autre part, la loi n'a fait aucune distinction entre un remplacement définitif et un remplacement temporaire; — Attendu qu'à tort les premiers juges, estimant qu'il s'agissait là d'une matière d'ordre intérieur ou d'un simple acte d'administration, ont déclaré valable et régulier le remplacement par M. Mercier de M. Bessonneau, juge-commissaire à la faillite momentanément empêché; que cette interprétation est, d'ailleurs, contraire aux principes généraux du droit public; — Attendu, en fait, qu'aucun jugement

(1) (Champeaux C. Bouteiller es qualité) — LA COUR; — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que Champeaux, mis en cause dans l'instance par Maugras contre Bouteiller, syndic de la faillite Dufour, et la dame veuve de Bilmare, a été condamné par défaut le 12 août 1887; qu'ayant fait opposition à ce jugement, il n'a pas comparu et ne s'est pas fait représenter; qu'itératif défaut a été prononcé contre lui le 29 novembre dernier, et que le précédent jugement a été maintenu en toutes ses dispositions; — Attendu que son appel de cette dernière décision s'applique également à celle du 12 août, qu'elle s'est identifiée; qu'interjeté régulièrement et dans les délais de la loi, il est recevable en la forme; — Sur la violation par lui prétendue des dispositions de l'art. 452 c. com., en ce que le juge-commissaire à la faillite de Dufour n'aurait pas, préalablement aux jugements précités, présenté au tribunal le rapport de l'affaire : — Sans qu'il soit besoin de rechercher, en dehors des faits soumis à l'appréciation de la cour, si l'omission de ce rapport aurait pour effet de produire une nullité qui n'est pas expressément édictée par la loi; — Attendu que, du silence de l'art. 452, relativement à la forme dans laquelle le rapport doit être fait, on est en droit de conclure qu'il peut être soit écrit, soit oral, suivant les convenances du juge; — Attendu que, si le jugement du 12 août ne mentionne pas que M. Bottureau, juge-commissaire à la faillite, a été entendu en son rapport, il constate que ce magistrat siégeait dans l'affaire en qualité de président; que, de ce fait, on est fondé à tirer la conséquence qu'il a, de vive voix, fourni au tribunal tous les renseignements dont il pouvait avoir besoin pour statuer en

qu'il s'agisse d'un remplacement définitif ou simplement temporaire; en conséquence, est nulle la réunion présidée par un juge commis d'office et sans jugement (Angers, 18 févr. 1889 précité. Conf. Garsonnet, *Traité de procédure*, t. 2, p. 513, notes 35 et 36). — A certains égards, toutefois, cette décision ne doit pas être considérée comme un véritable jugement, mais plutôt comme un simple acte d'administration, non susceptible d'opposition ni d'appel ou de recours en cassation (*Rép.* n° 356). D'autre part, la loi n'ayant pas tracé la marche à suivre pour provoquer ce remplacement, le failli ne saurait être admis à le demander, par voie d'*action principale* (Req. 25 févr. 1862, aff. Thiériot, D. P. 62. 1. 299). — C'est au tribunal seul qu'il appartient d'apprécier s'il y a lieu de donner suite aux plaintes qui peuvent être formulées contre le juge-commissaire par l'un quelconque des intéressés, failli, syndic ou créanciers (Même arrêt, motifs).

SECT. 6. — APPPOSITION DES SCELLÉS ET PREMIÈRES MESURES À PRENDRE À L'ÉGARD DE LA PERSONNE DU FAILLI. — INCARCÉRATION, SAUF-CONDUIT, SECOURS ALIMENTAIRES (*Rép.* n° 358 à 403).

**768.** Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 358, le jugement déclaratif doit ordonner l'apposition des scellés. Toutefois il est fait exception à cette règle pour le cas où le juge-commissaire estime que l'actif du failli peut être inventorié en un seul jour (*Rép.* n° 360). Et, lorsque le juge-commissaire, estimant que l'inventaire pourra être fait en un seul jour, ordonne qu'il ne sera point fait d'apposition de scellés, l'inventaire dressé sans apposition préalable des scellés est valable, alors même que, contrairement aux prévisions du juge-commissaire, il aurait duré plus d'un jour (Req. 13 févr. 1855, aff. Four et consorts, D. P. 55. 1. 339). — L'apposition de scellés est également inutile et ne doit pas, selon nous, être ordonnée, lorsque le jugement déclaratif est un jugement de conversion de la liquidation judiciaire en faillite (*V. supra*, n° 177). — Sur le mode d'apposition des scellés et sur l'autorité compétente pour procéder à cette formalité (art. 455, 457, 458 et 469 c. com.), *V. Rép.* n° 366 et suiv., 455 et suiv. art. 469 c. com. — Sur les objets que le juge de paix doit extraire des scellés et remettre aux syndics (livres, effets), *V. infra*, sect. 8.

**769.** Aux termes de l'art. 455, le jugement qui déclare la faillite ordonne le dépôt du failli dans la maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne par un officier de police ou de justice, ou par un gendarme (*V. Rép.* n° 370).

n'a investi M. Mercier des attributions de juge-commissaire à la faillite Herbert;... — Attendu, enfin que les formalités prescrites notamment par les art. 506 et 527 c. com., n'ayant pas été remplies, les opérations concordataires, y compris la délibération du 9 nov. 1888, sont entachées de nullité.

Du 18 févr. 1889.-C. d'Angers.-MM. Mérot, pr.-Binaud, av. gén.

(1) (Syndic Chéri-Duméz C. Pouzet). — LE TRIBUNAL. — Vu : 1° le jugement en date du 7 avr. 1882 par lequel le tribunal de commerce de Lille déclare Chéri-Duméz en état de faillite ouverte, et ordonne que la personne du failli sera mise en dépôt dans une maison d'arrêt pour dettes; 2° l'ordre donné, le 18 sept. 1882, par le procureur de la République au gardien chef de la maison d'arrêt de l'incarcérer à l'avenir aucun failli à déposer, en vertu d'un jugement du tribunal de commerce, sans que les pièces relatives à l'arrestation aient été visées par le parquet; 3° la déclaration de l'huissier Pollet en date du 26 oct. 1882, portant qu'il est chargé d'incarcérer Chéri-Duméz, en vertu du jugement précité du 7 avr.; 4° la mention apposée sur ladite pièce, à la même date par le procureur de la République, et portant que ce magistrat est d'avis qu'il y a lieu de surseoir momentanément; 5° enfin, la lettre en date du 9 novembre suivant, par laquelle le procureur de la République informe le président du tribunal de commerce de l'arrondissement de Lille, qu'aucun jugement prescrivant le dépôt d'un failli à la maison d'arrêt ne sera exécuté sans son ordre; — Attendu que la demande du syndic Obert a deux objets distincts; qu'elle tend d'abord à faire condamner le défendeur Pouzet, gardien chef de la maison d'arrêt à 500 fr. de dommages-intérêts, pour le préjudice causé jusqu'à aujourd'hui par son refus d'incarcération du failli; qu'elle tend en second lieu à le contraindre à opérer cette incarcération, malgré l'absence du visa du parquet, et ce, au péril de 1000 fr. de dommages-intérêts ou d'une somme de 25 fr. par chaque jour de retard; — Attendu que le syndic fonde sa prétention sur ce que, aux

Cette mesure a un objet tout différent de la contrainte par corps. Elle tend, non pas à contraindre le failli au paiement, mais à le tenir à la disposition des syndics pour leur donner les renseignements nécessaires, et de la justice, pour le cas où il serait reconnu coupable de faits délictueux (*V. Rép.* n° 371 et *supra*, v° *Contrainte par corps*, n° 27). Il s'ensuit : 1° que la disposition concernant le dépôt du failli dans la maison d'arrêt pour dettes n'a pas été abrogée par la loi du 22 juill. 1867 portant suppression de la contrainte par corps en matière civile et commerciale (*V. supra*, v° *Contrainte par corps*, n° 27; *Addé* Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2823; Florens, *De la surveillance des faillis*, p. 14 et suiv.; Camberlin, p. 403); — 2° Que le dépôt dans la maison d'arrêt, ou la garde du failli par un officier de police ou de justice ou par un gendarme, ne pouvant être assimilé à la contrainte par corps, le jugement qui ordonne ce dépôt n'est pas susceptible d'appel (Civ. rej. 22 mai 1867, aff. Bouguereau, D. P. 67. 1. 198. *V. en outre Rép.* n° 371).

**770.** D'après la disposition finale de l'art. 455, tant que le failli demeure en état d'arrestation provisoire, il ne peut être reçu contre lui d'écrou ou recommandation pour aucune espèce de dettes (*Rép.* n° 378). En d'autres termes, le failli cesse, à dater du jour même du jugement déclaratif, d'être *contrainnable par corps*; au régime de la contrainte, qui était de droit commun en matière commerciale avant la loi de 1867, succède le régime du *dépôt*, qui est resté le droit commun de la faillite, même depuis 1867 (*V. supra*, n° 769).

**771.** L'arrestation du failli, étant admise à la fois dans l'intérêt de la répression et dans l'intérêt de la masse, peut être opérée à la diligence soit du ministère public, soit des syndics (art. 460. *Rép.* n° 376). Le ministère public est évidemment libre de ne pas faire procéder à l'arrestation du failli en vertu du jugement; mais pourrait-il empêcher les syndics de le faire? Saisi de cette question, le tribunal de Lille, sans la résoudre *in terminis*, a simplement décidé qu'en tout cas, lorsque le gardien chef d'une prison, suivant les instructions émanées du parquet, s'est refusé à incarcérer le failli, le syndic ne peut actionner ce gardien pour le faire condamner, soit à des dommages-intérêts fondés sur son refus, soit à l'exécution de la clause du jugement prescrivant l'incarcération. La seule voie de recours qui lui soit ouverte est la *prise à partie* contre le magistrat du parquet dont le gardien chef a suivi les instructions (Trib. civ. de Lille, 29 déc. 1882) (1). — Il nous semble difficile, en présence du texte de l'art. 460, de refuser aux syndics le droit d'exiger l'incarcération du failli, malgré l'avis contraire du parquet (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2824;

termes de l'art. 460 c. com. les dispositions qui ordonnent le dépôt de la personne du failli dans une maison d'arrêt pour dettes sont exécutées à la diligence, soit du ministère public, soit du syndic de la faillite, c'est-à-dire à la diligence de chacun d'eux d'une manière absolue et indépendante, l'exercice de la contrainte par corps, en ce cas, ayant lieu dans un double intérêt distinct, l'intérêt public, d'une part, et, de l'autre, celui des créanciers; — Sur le premier chef de la demande : — Attendu qu'en refusant jusqu'ici d'obtempérer à la réquisition du syndic, Pouzet n'a fait que se conformer à un ordre du procureur de la République; qu'en exécutant de bonne foi cet ordre, qui émane d'une autorité légitime il n'a commis aucune faute, et n'est par suite passible d'aucuns dommages et intérêts; — Sur le deuxième chef : — Attendu qu'en admettant le bien fondé du système du syndic, il n'est pas moins constant que, dans l'espèce, l'obstacle qui empêche l'exécution de la disposition du jugement du 7 avr., prescrivant l'incarcération de Chéri-Duméz, provient uniquement de la défense faite par le procureur de la République au gardien chef de déposer sans son ordre la personne du failli dans la maison d'arrêt pour dettes; qu'il ne rentre pas dans les pouvoirs du tribunal de contraindre le gardien chef à accomplir un acte contraire à la défense d'une autorité supérieure, alors qu'il s'agit d'une autorité appartenant à l'ordre judiciaire; que c'est à cette autorité seule que le syndic devrait s'adresser directement s'il entend incriminer ladite défense et prétendre qu'elle lui a causé un préjudice; que, pour ce cas, le code de procédure civile, au titre de la prise à la partie, a établi une procédure spéciale, et institué une juridiction d'un ordre plus élevé, laquelle est seule compétente; qu'il s'ensuit que le syndic Obert doit être également débouté du deuxième chef de sa demande contre Pouzet;

Par ces motifs; — Déboute le syndic, en sa qualité, de ses demandes, fins et conclusions, etc.

Du 29 déc. 1882.-Trib. civ. de Lille, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Le Roy, pr.

*Journal du ministère public*, 1883, p. 123 et suiv. — V. toutefois, en sens contraire : Massabiau, *Manuel du ministère public*, t. 1, n° 1808 ; Le Poittevin, *Dictionnaire formulaire des parquets*, t. 2, v° *Faillite*, n° 5, qui cite en ce sens un avis du conseil d'Etat du 5 août 1850, et une circulaire ministérielle du 1<sup>er</sup> oct. 1840, rapportée par Gillet et Demoly, *Analyse des circulaires, instructions, etc., du ministère de la justice*, t. 2, n° 2825. Comp. sur la question une étude sur *l'incarcération des faillis*, publiée dans le journal *Le Droit*, numéro du 10 mars 1883, à l'occasion du jugement précité).

**772.** Afin de mettre le ministère public en mesure d'assurer l'exécution des dispositions du jugement relativement au dépôt et à la garde du failli et d'éveiller son attention sur les circonstances de la faillite susceptibles de motiver une poursuite criminelle, l'art. 459 prescrit au greffier du tribunal de commerce d'adresser, dans les vingt-quatre heures, au procureur de la République du ressort, extrait des jugements déclaratifs de faillite mentionnant les principales indications et dispositions qu'ils contiennent (*Rép.* n° 375). Des formalités analogues, tendant à éclairer le ministère public sur les causes et les circonstances, de la faillite, sont également prescrites au juge-commissaire, durant le cours de la faillite (V. pour plus de développements : *Rép.* n° 375 et suiv. et 468). — De plus, un décret du 25 mars 1880 (D. P. 80. 4. 83) prescrit la tenue, au greffe de chaque tribunal de commerce et de chaque tribunal civil jugeant commercialement, d'un registre sur lequel sont inscrits, pour chaque faillite, article par article et à leurs dates respectives, les actes relatifs à la gestion des faillites (art. 1) ; ce décret, par son art. 3, enjoint au greffier d'adresser tous les trois mois au procureur général un relevé sommaire de la situation de chaque faillite, conformément aux indications du registre.

**773.** Le tribunal peut affranchir le failli du dépôt ou de la garde de sa personne, lorsqu'il s'est conformé aux art. 438 et 439, c'est-à-dire lorsqu'il a fait au greffe la déclaration de cessation de ses paiements et a déposé son bilan ou fait connaître les motifs qui l'en ont empêché (*Rép.* n° 372). Jugé que, lorsqu'un tribunal de commerce, statuant sur une demande en déclaration de faillite, omet de se prononcer sur la mesure du dépôt de la personne du failli dans la maison d'arrêt, cette omission, volontaire ou non, peut être prise comme une manifestation de l'intention d'accorder un sauf-conduit au failli, dont l'effet, en cas d'abus, pourrait être suspendu par la simple volonté du tribunal (Amiens, 28 mai 1887, aff. Caisse de l'industrie, D. P. 88. 2. 226). — Aux termes de l'art. 456, le failli cesse de pouvoir être affranchi du dépôt de sa personne lorsqu'il était déjà détenu pour dettes au moment où il a fait la déclaration dont parle cet article, cette déclaration cessant d'être volontaire et de pouvoir profiter au failli, lorsque, déjà incarcéré, il ne se constitue en faillite qu'afin de se soustraire à la contrainte par corps. Depuis la loi du 22 juill. 1867, qui a aboli la contrainte par corps en matière civile et commerciale, et ne l'a maintenue qu'en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, l'exception dont il s'agit ne peut plus concerner que le failli qui, au moment de sa déclaration, se trouverait incarcéré pour une condamnation rentrant dans cette dernière catégorie. Mais il importe de remarquer qu'en ce cas l'incarcération du failli change de caractère. Ainsi qu'on l'a fait observer très justement, « si le failli demeure en prison, ce n'est plus dans l'intérêt du créancier qui l'a fait écrouer, c'est dans l'intérêt de la masse ; en d'autres termes, le dépôt s'est substitué *ipso facto* à la contrainte par corps » (Darbois, *Traité théorique et pratique de la contrainte par corps en matière criminelle*, n° 281).

**774.** Quand l'arrestation du failli est ordonnée, soit parce qu'il n'a pas déposé de bilan, soit parce que le tribunal n'a pas cru devoir l'en affranchir, cette mesure n'est pas irrévocable. Le failli peut obtenir un *sauf-conduit* provisoire (art. 472 et 473) (*Comp. Rép.* n° 382 et suiv.). La mise en liberté du failli, avec *sauf-conduit* provisoire, peut être accordée, soit sur la proposition du *juge-commissaire*, soit sur la demande du failli (*Rép.* n° 382). C'est au *tribunal de commerce* qu'il appartient de prononcer sur la demande du *sauf-conduit*, à l'exclusion... soit du tribunal civil (*Rép.*

n° 391 et 1310)... soit des syndics eux-mêmes ou des créanciers, la détention du failli intéressant, non seulement les créanciers, mais encore la vindicte publique (Bordeaux, 28 août 1827, *Rép.* n° 382).

**775.** La mise en liberté provisoire peut-elle être accordée au failli qui, au moment de la déclaration de faillite, se trouverait déjà incarcéré à la requête d'un créancier ? Cette question, qui s'est souvent élevée avant la loi du 22 juill. 1867 portant suppression de la contrainte par corps en *matière commerciale, civile* et contre les *étrangers*, peut encore se présenter pour le cas où le failli aurait, antérieurement à sa faillite, été incarcéré en vertu de condamnations pour l'exécution desquelles la loi de 1867 a maintenu la contrainte par corps, c'est-à-dire par suite de condamnations prononcées en matière *criminelle, correctionnelle* ou de *police*, soit à des amendes ou aux frais au profit de l'Etat, soit à des restitutions et dommages-intérêts au profit de l'Etat ou des particuliers (L. 22 juill. 1867, art. 1 et 2, D. P. 67. 4. 75 ; L. 19 déc. 1871, D. P. 71. 4. 167). Nous avons rapporté au *Rép.* n° 389 des arrêts de cours d'appel dans l'un et l'autre sens, et la question, depuis lors, n'a pas été soumise à la cour suprême. — Il semble que rien ne s'oppose à la mise en liberté provisoire. Il importe peu, en effet, que le failli ait été, avant la faillite, incarcéré à la requête des créanciers, dès l'instant que, depuis ce jugement déclaratif, son incarcération a changé de caractère. De ce que le régime du dépôt s'est, à ce moment précis, substitué au régime de la contrainte par corps, il résulte que d'une part, le créancier n'a plus le droit de faire élargir le débiteur de son propre chef, et que, d'autre part, le tribunal de commerce a, vis-à-vis de lui, les mêmes droits qu'au regard d'un failli dont l'arrestation aurait été la conséquence de la faillite, et qu'il peut, dès lors, lui accorder, comme à tout autre, un *sauf-conduit* (*Comp. supra*, v° *Contrainte par corps*, n° 144).

**776.** Le *sauf-conduit*, d'ailleurs, n'est jamais que *provisoire* et peut toujours être retiré. Jugé que le failli dont l'arrestation a été ordonnée, conformément à l'art. 455 c. com., ne peut, tant que dure la procédure de faillite, obtenir sa mise en liberté définitive, mais seulement un *sauf-conduit* provisoire et révocable (Civ. cass. 26 juill. 1853, aff. Dumoulin D. P. 53. 1. 254 ; Montpellier, 11 mars 1871, aff. N..., D. P. 72. 2. 28). — Cette jurisprudence est absolument conforme à l'esprit de la législation des faillites. Un élargissement irrévocable, qui mettrait le failli hors de la portée des créanciers, ne pourrait s'accorder avec le système de prudence et de juste sévérité qu'a entendu maintenir le législateur. On en trouverait au besoin la preuve dans une foule de dispositions particulières, notamment dans les art. 488, 505, 586-7° c. com., et ce n'est que lorsque la liquidation de la faillite est terminée et que l'union qui s'était formée à défaut de concordat est dissoute que le failli demeure définitivement affranchi de toute contrainte corporelle. De ces considérations il résulte que la suppression de la contrainte par corps n'a pu exercer aucune influence sur le caractère juridique du *sauf-conduit* accordé au failli ; aussi a-t-il été jugé, à bon droit, que, même depuis la loi du 22 juill. 1867 portant abolition de la contrainte par corps, le failli dont l'arrestation a été ordonnée conformément à l'art. 455 c. com., ne peut pas obtenir sa mise en liberté *définitive* tant que les opérations de la faillite n'ont pas été clôturées (Montpellier, 11 mars 1871 précité. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2836 ; Garsonnet, *Revue critique*, t. 33, p. 396). Nous avons vu, en effet, que le dépôt du failli n'a rien de commun avec la *contrainte par corps* ordonnée. La seule différence qui existe entre l'état de choses antérieur à la loi de 1867 et la situation nouvelle créée par cette loi est qu'aujourd'hui la clôture de la faillite affranchit toujours le failli de toute contrainte corporelle, tandis que, sous l'empire de l'ancienne législation, le failli non concordataire n'échappait, après la dissolution de l'union, au régime spécial de la garde et du *sauf-conduit* provisoire que pour retomber sous le régime de la contrainte par corps ordinaire (s'il plaisait aux créanciers d'user contre lui de cette voie), à moins toutefois qu'une déclaration d'*excusabilité* ne fût intervenue à son profit.

**777.** Le failli, même muni d'un *sauf-conduit*, demeu-

rant, tant que dure la faillite, sous le coup d'une arrestation, il est logique de conclure qu'il ne peut avoir (au regard de la masse), jusqu'à la clôture des opérations de la faillite, d'autre domicile que celui qu'il avait au moment de la prononciation du jugement déclaratif. Par suite, alors même qu'il aurait changé de résidence et transporté dans une localité nouvelle son principal établissement, c'est toujours à ce domicile originaire que doivent lui être adressées les notifications relatives aux opérations de la faillite, et s'il n'y a laissé aucun fondé de pouvoirs, la formalité de la signification est régulièrement accomplie par la remise d'une copie au maire de la commune (Douai, 7 févr. 1852, aff. Bakkers, D. P. 52. 2. 235; Conf. Camberlin, p. 417). — Mais, bien que l'arrêt précité ne semble faire aucune distinction, il nous semble impossible d'admettre qu'au regard de tiers étrangers à la faillite, le failli ne puisse changer de domicile dans les termes du droit commun. Dès l'instant que l'on reconnaît au failli la faculté de fonder, avec la tolérance de ses créanciers, une entreprise nouvelle, il est inadmissible que les tiers qui traiteront avec lui à l'occasion de ce nouveau commerce puissent être astreints, par une fiction de droit arbitraire, à aller plaider devant le tribunal de l'ancien domicile du failli, lorsque tout concourt à leur faire croire que le failli a acquis, au lieu de sa nouvelle entreprise, un domicile nouveau (Comp. en ce sens note D. P. 52. 2. 235).

**778.** Des difficultés se sont élevées dans la pratique sur la portée du sauf-conduit accordé à l'associé en nom d'une société en faillite. Il a été jugé que le membre d'une société déclarée en faillite sous sa raison sociale ne peut se prévaloir du sauf-conduit qui lui a été accordé en qualité de gérant de la société, pour se soustraire aux poursuites à fin d'incarcération dirigées contre lui par ses créanciers personnels (Paris, 15 janv. 1859, aff. Spinelli, D. P. 59. 2. 114). La cour de Paris se fonde, pour refuser au gérant d'une société déclarée en faillite le droit d'invoquer contre ses créanciers personnels le sauf-conduit qui lui a été accordé en sa qualité de membre de la société, sur ce que le gérant n'aurait eu ce droit qu'autant qu'il aurait été personnellement déclaré en faillite. L'arrêt suppose, en le décidant ainsi, que la faillite d'une société n'entraîne pas celle des associés responsables, puisqu'il exige qu'il y ait, à l'égard de ces associés, une déclaration spéciale de faillite. Mais cette question est controversée, et la majorité des cours se prononce pour le système contraire (V. *suprà*, n° 233 et suiv.). Dans ce second système, il paraît manifeste que le sauf-conduit devrait profiter à l'associé, tant contre ses créanciers personnels que contre les créanciers sociaux, puisque cet associé est réputé personnellement en faillite, par le seul effet de la déclaration de faillite de la société.

Sur les *secours alimentaires* accordés au failli, dans les termes de l'art. 474 c. com., V. *Rép.*, n° 398 à 402. — Sur la disposition de l'art. 461 c. com. tendant à mettre à la charge du Trésor, en cas d'insuffisance des deniers de la faillite, les frais de jugement, d'appel, etc., V. *Rép.* n° 403, et *infra*, sect. 10.

#### SECT. 7. — NOMINATION ET REMPLACEMENT DES SYNDICS PROVISOIRES. — DES CONTRÔLEURS (*Rép.* n° 404 à 428).

**779.** On a exposé au *Rép.* n° 404 à 428 les règles concernant le mode de nomination des syndics, tant provisoires que définitifs, leur nombre, leur remplacement ou leur révocation. Le système de la loi de 1838, et surtout les pratiques qui se sont introduites sous l'empire de cette législation, ont été l'objet de critiques souvent répétées, qui nous déterminent à indiquer les divers systèmes en présence, et les raisons pour lesquelles le législateur de 1889 a cru devoir conserver sans modification l'institution des syndics, telle que l'ont faite la loi et la pratique, sauf à la compléter par un corps de contrôle, émané des créanciers.

Trois systèmes principaux se partagent les législations européennes : 1° nomination des syndics, tant provisoires que définitifs, par le tribunal, les créanciers étant simplement consultés sur le choix ; 2° nomination du syndic provisoire par le tribunal, du syndic définitif par les créanciers, avec ou sans *veto* de la justice ; 3° nomination des syndics par les créanciers seuls. — Quant aux personnes appelées à

exercer les fonctions de syndic, certaines lois exigent la qualité de créancier ; d'autres autorisent le choix d'un étranger, d'autres enfin constituent les syndics en corporations reconnues, et en font sinon des fonctionnaires, du moins des officiers ministériels.

Le droit français applique le premier système : syndics provisoires et définitifs et syndics d'union sont nommés par le tribunal, parmi les créanciers ou les étrangers ; l'assemblée des créanciers est simplement appelée à donner son avis sur le choix, sans que cet avis lie le tribunal (*Rép.* n° 411). — Même disposition dans le code des Pays-Bas. — Les lois belge (art. 453, 466) et italienne (art. 703, 704, 714) se rattachent également au système français, avec cette différence importante toutefois que ces deux législations ont une tendance à circonscrire le choix du tribunal dans une catégorie légale de personnes, et à transformer ainsi les syndics de faillite en une corporation légalement reconnue, soumise au contrôle direct de la justice.

Dans la plupart des autres Etats, les créanciers ont, sur le choix des syndics, une action plus directe. Il en est ainsi particulièrement en Autriche (loi de 1868, art. 67 et suiv.), en Allemagne (loi de 1877, art. 70 et suiv.), en Espagne, en Russie, en Angleterre et en Suisse.

**780.** Faut-il conclure de cette tendance des législateurs européens les plus récents (la loi italienne mise à part) à donner aux créanciers une place prépondérante dans le choix des syndics, à la supériorité du système du code de 1807 sur celui de la loi de 1838 ? L'affirmative compte un certain nombre de partisans. Ce système, qui associait les créanciers à la nomination des syndics *provisoire*, par la désignation d'une liste sur laquelle les juges devaient choisir (*Rép.* n° 412), qui faisait même élire par les créanciers seuls les syndics d'union, et dont toutes les prescriptions tendaient d'une part à favoriser la désignation d'un créancier comme syndic, et d'autre part à empêcher celle d'agents d'affaires, est, en effet, assez séduisant à première vue. Mais l'expérience en avait promptement révélé les dangers ; on avait espéré que l'intérêt personnel stimulerait le zèle du syndic-crédancier, c'était une illusion : les créanciers élus syndics négligeaient trop fréquemment le mandat qui leur était confié ou, quand ils s'en occupaient, c'était parfois pour se faire, aux dépens de la masse, une situation privilégiée et se payer avant tous les autres (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2799). C'est afin de remédier à ces abus que la loi de 1838 a confié le choix des syndics au tribunal, mieux placé que les créanciers pour apprécier la compétence et la probité des personnes briguant les fonctions de syndic, et a supprimé la disposition qui interdisait de confier plusieurs faillites, dans la même année, à un même syndic. Sous l'empire de cette législation, il s'est constitué, dans les grands centres commerciaux, de véritables corporations extra-légales des syndics de faillite, analogues aux corporations d'agréés, concentrant entre leurs mains toutes les faillites et liquidations de la place.

**781.** Nous avons formulé au *Rép.* n° 414 quelques critiques contre cet usage, qui commençait alors à s'introduire au tribunal de commerce de la Seine, et qui depuis lors s'est généralisé ; il nous paraissait qu'il avait pour résultat de fausser l'institution des syndics et de méconnaître l'esprit de la loi de 1838. Les auteurs de la loi, en facilitant l'accès des étrangers aux fonctions de syndics, désiraient cependant qu'elles fussent confiées à un créancier toutes les fois qu'il se trouverait dans la masse des personnes capables de les remplir. Or ce vœu de la loi est méconnu, dès l'instant que les tribunaux de commerce concentrent aux mains des syndics de profession toutes les faillites. Il est indéniable, d'ailleurs, que la concentration d'un nombre trop considérable de faillites aux mains d'un seul agent a pour résultat inévitable de ralentir la marche de la procédure, que l'insuffisance des syndics de profession pour la tâche trop lourde que les tribunaux de commerce leur confient se manifeste surtout aux époques de crise industrielle ou financière, alors que les liquidations au lieu d'être retardées, devraient être, au contraire, activées afin de remettre promptement en circulation les valeurs immobilisées par la faillite, et prévenir ainsi de nouvelles ruines. De plus, la compétence de ces syndics de profession ne peut être universelle, et, dans certains cas, il serait préférable de

choisir une personne possédant les connaissances techniques indispensables dans le genre de commerce ou d'industrie qu'exerçait le failli. — Enfin on a prétendu que les errements actuels étaient funestes aux petites faillites qui, n'offrant aux syndics de profession que des honoraires assez modiques sont, a-t-on dit, négligées par eux, et se terminent trop souvent par une clôture pour insuffisance d'actif, alors qu'une enquête plus consciencieuse eût permis de découvrir et de réaliser des valeurs suffisantes pour couvrir les frais et même pour distribuer un certain dividende (Comp. sur les plaintes auxquelles a donné lieu l'organisation actuelle des faillites, Thaller, t. 2, n° 161 à 165; G. Durand, *Economiste français*, n° du 5 oct. 1885).

Ces critiques ont un fondement trop réel; cependant on peut dire, avec les commissions de la Chambre des députés et du Sénat qui ont étudié la réforme des faillites, que les reproches adressés au régime actuel sont exagérés; que, dans son ensemble, le système de la loi de 1838 est supérieur à celui qui l'a précédé, et doit être conservé, sous réserve de certaines modifications. Si les corporations de syndics, que nous n'avons pas vues sans inquiétude se constituer à Paris vers 1840, se sont ainsi développées, il faut bien reconnaître qu'elles répondaient à un besoin réel; si les tribunaux de commerce en ont favorisé le développement, c'est que les créanciers, par leur négligence même, avaient témoigné de leur peu d'aptitude pour ces fonctions. Ces corporations peuvent présenter, en effet, des garanties sérieuses d'honorabilité et de connaissances professionnelles; elles sont constituées dans les grands centres commerciaux sous la direction des tribunaux de commerce eux-mêmes, qui homologuent leurs statuts (1) et participent à la nomination de chaque nouveau membre (sur présentation du cédant): aussi croyons-nous que, loin de dissoudre par un acte d'autorité, comme on l'a proposé, ces corporations extra-légales issues des nécessités de la pratique et d'apporter, par une telle mesure, un trouble grave dans les usages commerciaux, il serait, au contraire, préférable de les reconnaître par un texte de loi formel, à l'exemple de la loi belge (liquidateurs assermentés nommés par le roi sur avis du tribunal de commerce), ou de la loi italienne (tableau dressé par les chambres de commerce). V. en ce sens: Thaller, t. 2, n° 168, p. 192.

782. Quoi qu'il en soit, cette consécration légale de l'existence des corporations de syndics n'a pas trouvé place dans la loi du 4 mars 1889, soit que l'on ait considéré comme suffisantes les garanties résultant de l'homologation des statuts de ces corporations par les tribunaux de commerce, soit que l'on ait préféré réserver, pour le moment où la réforme d'ensemble de la loi de 1838, depuis si longtemps projetée, sera entreprise par le Parlement, l'examen de la question du mode de nomination des syndics. — Les règles exposées au Rép. n° 404 et suiv. concernant le mode de nomination des syndics, tant provisoires que définitifs, n'ont donc reçu aucune modification. Comme les anciens agents provisoires du code de 1807, dont ils sont appelés à remplir

les fonctions, les syndics provisoires sont nommés par le tribunal de commerce, et dans le jugement même qui déclare la faillite (Rép. n° 404);... toutefois, la nomination de ces syndics peut être faite par relation à un jugement antérieur annulé, une telle disposition se référant à un fait purement matériel dont la mention ne fait pas revivre ce jugement (Req. 29 janv. 1850, aff. Rebour, D. P. 50. 1. 192). — Sur les formalités préalables à la nomination des syndics définitifs, l'avis des créanciers, etc., V. Rép. n° 405 et suiv.

783. Si la loi du 4 mars 1889 n'a pas cru devoir apporter de changement au mode de nomination des syndics, si elle a même repoussé le changement de terminologie proposé par la commission (*administrateurs*, au lieu de *syndics*), comme inutile et susceptible d'entraîner des confusions regrettables, surtout dans les faillites des sociétés, du moins a-t-elle confié aux créanciers, sur la gestion de ces agents, un pouvoir de contrôle inconnu de la loi de 1838, et qui, si les créanciers savent en user, sera de nature à atténuer notablement les abus qu'avait engendrés, sous l'empire de la législation antérieure, la trop grande étendue des pouvoirs du syndic, jointe à l'absence de toute surveillance effective. Le seul pouvoir de contrôle effectif auquel soient assujettis les syndics, d'après la loi de 1838, réside dans le juge-commissaire. Nous ne citons que pour mémoire les autres agents de la faillite dont le contrôle pourrait, théoriquement, s'exercer dans une mesure plus ou moins étendue sur le syndic, à savoir le failli d'abord, puis les assemblées des créanciers, le ministère public et le tribunal de commerce. Nous rechercherons, dans la sect. 8, dans quelle mesure et par quelles voies légales le failli, ou la société en faillite, peut contrôler les actes du syndic, mais quant aux autres agents de la faillite, la pratique a depuis longtemps démontré le caractère illusoire de leurs moyens d'action sur le syndic. Les assemblées des créanciers, en particulier, appelées à délibérer sur les questions importantes concernant l'administration de la faillite, la nomination des syndics, la vérification des créances, le concordat, etc., loin d'exercer sur le syndic une action pondératrice quelconque, sont plutôt entre ses mains des instruments dociles, et cela pour deux motifs principaux: 1° l'absence de tout lien antérieur entre ces créanciers que la faillite du débiteur commun met en présence pour la première fois; 2° l'absence de mandataires spéciaux capables de renseigner l'assemblée sur les forces de la faillite, sur la valeur des titres produits, ainsi que de contrôler la gestion des syndics ou les agissements du failli.

Quand au ministère public, n'étant pas représenté auprès des tribunaux de commerce, il ne connaît la marche de la procédure que par les rapports qui lui sont adressés (V. *infra*, n° 803) et manque par suite de tout moyen de contrôle direct (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2827). Un progrès a cependant été réalisé, dans cette voie, par le décret du 25 mars 1880 (2), qui a prescrit la tenue au greffe d'un registre sur lequel sont relatés les travaux faits

(1) Le tribunal de commerce de la Seine a homologué le 25 janv. 1876 les statuts de la Compagnie des syndics de faillite près le tribunal de commerce de la Seine; le tribunal de Lyon, le 26 nov. 1880, les statuts de la Compagnie des syndics de faillite près le tribunal de commerce de Lyon (*Idem* Marseille: 22 déc. 1882.) Les arbitres de commerce de Bordeaux forment un comité dont les statuts ont été approuvés dès l'année 1862. — Dans les autres grands centres, les syndics, sans être organisés en compagnies ou sociétés, sont cependant des syndics de profession, acceptés du tribunal; dans les villes moindres, les agréés, avoués, greffiers, ou commis greffiers remplissent le plus souvent les fonctions de syndic, leur qualité d'officiers ministériels permettant au tribunal d'exercer sur eux un contrôle efficace. Le cadre de cette étude ne nous permettant pas d'étudier les statuts des sociétés précitées, nous renvoyons au *Journal des faillites*, 63, p. 130: « Des essais d'organisation des syndics de faillites près les tribunaux de commerce » (*Journal des faillites*, 1883, p. 130).

(2) 25-26 mars 1880. — Décret portant qu'il sera tenu au greffe de chaque tribunal de commerce et de chaque tribunal civil jugeant commercialement un registre sur lequel seront inscrits, pour chaque faillite, les actes relatifs à la gestion des syndics (D. P. 80. 4. 83).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; — Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice; — Vu les art. 452, 489, 566 et 624 c. com.; — Le conseil d'Etat entendu; — Décrète:

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera tenu au greffe de chaque tribunal de commerce et de chaque tribunal civil jugeant commercialement un registre, coté et parafé, conformément aux prescriptions de l'art. 11 c. com., sur lequel seront inscrits, pour chaque faillite, article par article et à leurs dates respectives, les actes relatifs à la gestion des syndics, recettes, dépenses et versements à la Caisse des dépôts et consignations, d'après les états de situation fournis par les syndics.

2. Ce registre, tenu sous la surveillance spéciale du juge-commissaire de chaque faillite, sera communiqué au failli et aux créanciers, sur leur demande.

3. Tous les trois mois, un relevé indiquant sommairement la situation de chaque faillite, d'après les énonciations du registre, sera transmis au procureur général par le greffier du tribunal.

4. Les greffiers auront droit, pour la tenue du registre, les communications à faire au failli et aux créanciers et l'établissement des relevés trimestriels, à un émolument fixe de 2 fr. par trimestre et par faillite.

Cet émolument sera payé par la masse et par privilège comme frais de justice.



pour chaque faillite. Cette simple mesure paraît avoir produit un certain résultat, en stimulant quelque peu l'ardeur des syndics, trop disposés parfois à laisser trainer en longueur les faillites, dont la prolongation était pour eux une source de profit.

Reste le tribunal de commerce. Par lui-même, le tribunal de commerce ne peut, à cause des questions multiples qui lui sont journellement soumises, exercer sur la marche de la faillite une action quelconque. Le seul agent de contrôle effectif est donc bien, ou plutôt était, avant la loi du 4 mars 1889, comme nous l'avons dit, le délégué du tribunal, choisi dans son sein, c'est-à-dire le juge-commissaire. Or la pratique a démontré combien était insuffisante la surveillance exercée par ce magistrat. Ainsi qu'on l'a fait observer avec raison, le juge, en dehors de son rôle de commissaire, a ses affaires commerciales et les travaux de son siège, qui absorbent la majeure partie de son temps. Il est forcément amené à accepter, pour ainsi dire les yeux fermés, le rapport du syndic qui, par sa profession et ses connaissances techniques, connaît beaucoup mieux que le juge, le fort et le faible de chaque faillite (Comp. rapports de MM. Demôle et Laroze, devant le Sénat et la Chambre. Comp. aussi Thaller, t. 2, n° 162; Durand, *loc. cit.*). Aussi les syndics s'écartent trop souvent de prescriptions légales, s'affranchissent de formalités gênantes, en un mot, se comportent en maîtres absolus de la situation. De là des abus regrettables des mesures parfois désastreuses pour la masse, qu'un contrôle mieux organisé eût permis d'éviter (Comp. *Dolances des chambres syndicales*, *Économiste français*, n° du 5 oct. 1885; Thaller, t. 2, p. 186). — Cette omnipotence du syndic présente surtout des inconvénients dans la faillite des sociétés. Tant que la société est *intégri statûs*, aucune mesure collective ne peut être prise, aucun marché ne peut être passé, sans que dix ou vingt membres convoqués et réunis à cet effet en conseil d'administration ne l'aient examiné et approuvé, et, aussitôt la faillite déclarée, ces pouvoirs se trouvent concentrés aux mains d'un seul homme, presque toujours étranger au genre de négoce pratiqué par la société, qui peut, suivant son bon plaisir, prendre des mesures susceptibles de compromettre irrévocablement le gage des créanciers (Thaller, t. 2, n° 164; Pic, p. 145).

En admettant même, ainsi que nous l'établirons plus loin (sect. 8), que la faillite n'ait pas pour effet de mettre, de plein droit, fin au mandat des administrateurs ou des liquidateurs de la société, malgré le dessaisissement qui en est la conséquence, et que ces agents aient qualité pour exercer du chef de la société, les droits que la loi laisse à l'individu en faillite, il n'en est pas moins vrai que l'action de ces administrateurs et liquidateurs s'exercera exclusivement en vue des intérêts de la société ou des associés qu'ils représentent et au détriment des droits des créanciers, qui pourront ainsi se trouver à la merci d'une collusion entre le syndic et les associés.

784. Telles sont les considérations qui ont déterminé le législateur de 1889 à emprunter aux législations étrangères les plus récentes (V. *suprà*, n° 137 et suiv.) et à introduire dans notre législation commerciale, en matière de faillite déclarée comme en matière de liquidation judiciaire, l'institution des *contrôleurs*, élus par l'assemblée des créanciers et dans son propre sein, et placés auprès des liquidateurs judiciaires ou des syndics de faillite pour contrôler leurs actes et donner leur avis sur les mesures les plus importantes. L'art. 20, § 2, de la loi du 4 mars 1889 est ainsi conçu : « Sont également applicables à l'état de faillite les dispositions de la loi présente concernant l'institution des contrôleurs. » V. pour le mode de nomination et les attributions de ces agents (art. 9 et 10 de la loi de 1889), les explications données, *suprà*, n° 137 et suiv., sur les contrôleurs nommés par l'assemblée des créanciers pour assister les liquidateurs judiciaires.

Observons toutefois que l'on pourrait concevoir pour les contrôleurs placés auprès des syndics des pouvoirs plus larges, comportant une ingérence plus directe dans la gestion, que ceux impartis aux contrôleurs en cas de simple

liquidation judiciaire. Le liquidé n'étant qu'à demi dessaisi, et le liquidateur étant plutôt un curateur légal chargé de l'assister qu'un agent ayant mission de gérer aux lieu et place du débiteur, comme le syndic proprement dit, il est évident que les contrôleurs ne peuvent prendre alors aucune part directe et active dans la gestion. Mais, quand la faillite est déclarée, peut-être eût-il été préférable, sans aller jusqu'à transformer le comité de créanciers, simple conseil de surveillance d'après la loi de 1889, en un véritable conseil d'administration dont le syndic serait le président, comme l'ont proposé certains auteurs (Thaller, t. 2, p. 205), d'exiger, pour les actes les plus importants, l'avis conforme des contrôleurs, à l'exemple d'un certain nombre de lois étrangères (1), au lieu d'attribuer à la délibération des contrôleurs un caractère purement *consultatif*, sans caractère obligatoire pour ceux qui la requièrent. La commission a craint, en augmentant les attributions des contrôleurs, d'augmenter par là même leur responsabilité, et de rendre ainsi leur recrutement plus difficile. Voici en quels termes s'exprimait à ce sujet M. Laroze, dans son rapport : « On comprend que le contrôleur soit consulté... Mais si vous l'obligez à assister le débiteur et le liquidateur dans une transaction, c'est-à-dire sur la terminaison d'un litige pendant ou pour prévenir un litige qui va naître, vous l'engagez personnellement et vous risquez de ne plus trouver facilement des contrôleurs. Nous avons désiré que les contrôleurs fussent de simples *vérificateurs*, et, toutes les fois qu'il s'agit d'actions, c'est le débiteur qui doit les diriger ». — Ce point de vue a été adopté par l'un des premiers commentateurs de la loi nouvelle, M. Goirand, l'un des députés qui ont pris à la confection de la loi une part des plus actives : « Qu'on demande leur avis, qu'on s'éclaire de leurs conseils, rien de mieux, et la loi a sagement agi en rendant obligatoire cette demande de consultation. Il peut y avoir un incontestable avantage à connaître leur opinion; mais il eût été peu raisonnable de l'imposer au liquidateur, qui est directement mêlé aux affaires de la liquidation et peut avoir, sur l'utilité des actions à intenter ou à suivre, une opinion plus éclairée que celle des commissaires » (Goirand et Périer, *Commentaire de la loi du 4 mars 1889*, p. 107). — Comme on le voit par ces citations, les auteurs de la loi du 4 mars 1889 ont eu le tort, à notre avis, de se placer exclusivement, dans la discussion, au point de vue de la liquidation judiciaire, et de ne pas rechercher, dès l'instant qu'ils étendaient à la faillite cette institution des contrôleurs, s'il ne pouvait pas être utile d'en modifier un peu le mécanisme. L'une des critiques les plus sérieuses qui aient été élevées dans ces dernières années contre les syndics de profession est celle qui a trait à leur omnipotence; il est certain que cette omnipotence eût été notablement diminuée s'ils eussent été tenus, pour les actes importants de la gestion, de prendre et de suivre l'avis des représentants élus de l'assemblée des créanciers.

785. Remarquons, du reste, que l'institution des contrôleurs, ayant un caractère facultatif (art. 9, § 2) ne fonctionnera, en fait, que dans les faillites d'une certaine importance, notamment dans les faillites de sociétés, où l'obligation, pour le syndic, de se munir de l'autorisation préalable d'un comité de créanciers eût offert plus d'avantages que d'inconvénients. Il est même à craindre, précisément à raison de ce caractère facultatif, que les créanciers, par négligence, crainte des responsabilités, ou méfiance pour une institution nouvelle, ne s'abstiennent parfois, même dans les faillites importantes, de désigner des contrôleurs (V. en ce sens Observ. de M. Bouvattier, *Travaux préparatoires*, D. P. 89. 4. 9 et suiv.; Rousseau et Delert, p. 66; Goirand et Périer, p. 101). Peut-être le législateur aurait-il été mieux inspiré en s'arrêtant à un moyen terme : sans aller jusqu'à rendre l'institution des contrôleurs obligatoire dans tous les cas, attendu que, dans les petites faillites, où l'on doit avant tout rechercher la célérité et l'économie, elle serait inutile et encombrante, nous croyons

(1) D'après la loi autrichienne, le comité doit, sur la demande de l'administrateur, émettre un vote dans les *questions importantes* d'administration § 79 et 140).

Le code allemand des faillites (§ 121 et 122) énumère toute une

série d'actes que l'administrateur ne peut conclure qu'après avoir obtenu l'assentiment du comité des créanciers. Il en est de même en Angleterre, d'après la loi de 1883, qui oblige le *trustee* à se munir de l'autorisation du comité pour certains actes déterminés.

qu'il eût été prudent de la rendre obligatoire pour les *faillites de sociétés*, spécialement de sociétés par actions. Dans de telles faillites, un comité composé d'hommes compétents ne serait jamais une gêne; et il serait facile, eu égard au grand nombre d'intéressés, de trouver parmi eux « deux créanciers qui consentiraient à donner gratuitement leur temps et leur peine à la chose commune ». L'objection principale du rapporteur de la loi au Sénat, M. Demôle, contre le caractère obligatoire du contrôle ne serait donc pas de mise en pareille matière. Au surplus, le danger que nous signalons disparaîtra vraisemblablement, pour certains types de sociétés tout au moins, lorsque le parlement aura adopté le projet de loi sur les sociétés (voté par le Sénat). Ce projet qui organise, à côté des pouvoirs aujourd'hui existants, des assemblées générales d'obligataires et des commissaires nommés par ces assemblées pour veiller aux intérêts communs des porteurs d'obligations, nous semble appelé à exercer sur la faillite des sociétés à double capital (capital-actions et capital-obligations) une influence décisive à un double point de vue : 1° il aura un effet préventif, en ce qu'il rendra les fautes de gestion des administrateurs et les violations des statuts plus difficiles et plus rares; 2° les commissaires des obligataires, nommés alors que la société sera *integro statuto*, formeront en quelque sorte les cadres naturels du comité de contrôle, si la société vient à tomber en faillite. C'est parmi eux, à raison de leur connaissance antérieure des affaires sociales, que les créanciers, obligataires ou non, choisiront de préférence leurs représentants (Comp. Pic, p. 142-145; Fossé, *Le syndic de faillite, fonctions et pouvoirs*).

786. L'art. 25, § 2 (dispositions transitoires) de la loi du 4 mars 1889 contient une disposition ainsi conçue : « Les faillites déclarées antérieurement à la promulgation de la présente loi continueront à être régies par les dispositions du code de commerce; sont toutefois applicables à ces faillites les dispositions de la présente loi concernant l'institution des contrôleurs ». Il s'agit là, en effet, d'une institution de procédure constituant pour les intéressés, et spécialement pour les créanciers, un supplément de garantie; le principe de la non-rétroactivité des lois n'apportait donc aucun obstacle à l'adjonction de ce nouveau rouage au mécanisme de la procédure ancienne, très légèrement modifiée d'ailleurs par la loi nouvelle. Cette disposition se justifie d'autant mieux qu'aux termes de l'art. 9, § 3, les contrôleurs peuvent être élus à toute période de la liquidation, ou de la faillite.

L'élection de contrôleurs étant purement facultative pour les créanciers, les syndics en fonctions au moment de la promulgation de la loi nouvelle n'ont à prendre aucune initiative; c'est aux créanciers seuls qu'il appartient de provoquer cette nomination, s'ils le jugent convenable. Ce point a été nettement affirmé au cours des travaux préparatoires. Si une assemblée régulière de créanciers vient à être convoquée pour l'une quelconque des opérations de la faillite, chacun d'eux pourra donc profiter de cette réunion pour soulever la question. En dehors de cette hypothèse, les créanciers qui croiraient cette élection nécessaire devront adresser une requête au juge-commissaire, qui appréciera, suivant les circonstances, s'il y a lieu ou non de convoquer une assemblée extraordinaire des créanciers pour délibérer à cet effet. — Quant à la majorité nécessaire pour l'élection des contrôleurs, il a été décidé au cours des débats que cette

majorité serait la majorité *absolue*, c'est-à-dire la moitié plus un des intéressés (V. pour plus de développements : chap. 2, *supra*, et *Travaux préparatoires*, D. P. 89. 4. 9 et suiv. V. aussi : Frémont et Camberlin, *Code pratique des liquidations et faillites*, t. 1, n° 11, p. 10 et suiv.; Rousseau et Defert, *ibid.*, sur l'art. 25, § 2; Dutruc, *Commentaire de la loi* du 4 mars 1889, p. 164; Goirand et Périer, p. 257 et suiv.; André, p. 279 et suiv.; Maxime Lecomte, p. 558 et suiv.).

787. La seule réforme réalisée par la loi du 4 mars 1889 se résume, avons-nous dit, dans la faculté conférée aux créanciers d'élire parmi eux des contrôleurs, investis d'une mission générale de surveillance. En ce qui concerne le mode de nomination des syndics, aucune modification n'a été apportée à la législation de 1838.

Les syndics ne sont donc, dans le droit actuel, ni des *fonctionnaires*, ni même des *officiers ministériels*, et ce, alors même qu'il s'agirait des syndics constitués, de fait, en corporations auprès des tribunaux de commerce des villes principales. Ces derniers, il est vrai, cèdent leur cabinet comme les officiers ministériels cèdent leurs études, et leurs successeurs sont présentés à l'agrément du tribunal de commerce; mais cette organisation, comme d'ailleurs celle des agréés, est absolument extra-légale, et ne peut leur conférer une qualité qui ne saurait résulter que d'une loi (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2801 *bis*; Fossé, *op. cit.*). Aussi les tribunaux conservent-ils en droit une entière liberté dans le choix des syndics, sous les seules restrictions résultant du droit commun (V. *Rép.* n° 414 et 418). La seule incapacité *spéciale* édictée par le code de commerce est relative aux parents ou alliés du failli jusqu'au quatrième degré inclusivement (c. com. art. 463). — Spécialement, les fonctions de syndic ne sont nullement incompatibles avec celles d'*officier ministériel*, notaire, avoué, greffier ni même avec celles d'*huissier* (Bordeaux, 20 mars 1863) (1). Les tribunaux de commerce doivent toutefois s'abstenir, en thèse générale, de choisir des huissiers pour syndics. Dans le ressort de la cour d'appel de Paris, il est même interdit aux huissiers d'accepter ces fonctions (V. dans Camberlin, *Manuel des tribunaux de commerce*, p. 552 et suiv., le texte d'une circulaire du procureur général près la cour de Paris, du 25 août 1853, portant cette interdiction, purement réglementaire d'ailleurs, à la connaissance des intéressés).

788. Si les syndics ne sont point des *officiers ministériels*, du moins ont-ils le caractère de *mandataires judiciaires*, comme les curateurs à succession vacante. A ce titre, ils gèrent un *ministère public*. D'où il suit que les art. 224 et 230 c. pén. doivent être reconnus applicables aux outrages par paroles, gestes, ou menaces dont ils pourraient être victimes (Crim. rej. 12 févr. 1880, aff. Changenet, D. P. 80. 1. 139; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2801 *bis*).

789. Mais cette qualité de mandataire judiciaire, qui appartient à tout syndic, doit s'opposer, selon nous, à ce que l'on puisse considérer les syndics de profession comme des commerçants. Ce sont assurément des *agents d'affaires*, dans l'acceptation la plus large du mot; mais il paraît impossible de qualifier de commerçants des mandataires choisis *par justice*, et nommés pour chaque faillite par le tribunal, sans que les intéressés aient aucune part à l'élection. Il en résulte, notamment, que les syndics de profession ne

(1) (Jacob C. Syndic Hosteing.) — LA COUR; — Attendu qu'il s'agit de savoir, en premier lieu, si Château serait incapable, en sa qualité d'huissier, d'exercer les fonctions de syndic d'une faillite; — Attendu que les raisons d'incapacité sont de droit étroit; — Attendu que le code de commerce ne prohibe nullement aux huissiers l'acceptation des fonctions de syndic; que l'art. 627 c. com. ne défend autre chose à ses officiers ministériels que d'assister comme conseils ou de représenter les parties devant le tribunal de commerce en qualité de *procureur fondé*; que la loi du 25 mars 1840, art. 4, n'a point eu d'autre but; — Attendu qu'il y aurait, en effet, de grands inconvénients à ce que les huissiers pussent instrumenter et signifier des actes, notamment en donnant des assignations à comparaître, devant un tribunal, et venir ensuite plaider sur cette assignation comme mandataires; que l'appât du gain pourrait les entraîner à jeter les parties dans les embarras d'un procès, dans le seul but d'émolument; mais que le législateur n'a pas pris une pareille interdiction en ce qui concerne l'exercice des fonctions de syndic; qu'il ne peut y avoir d'abus à craindre à cet égard,

puisque c'est le tribunal de commerce lui-même qui délivre ce mandat; — Attendu que le décret du 14 juin 1813, qui déclare les fonctions d'huissier salariées, n'est pas un obstacle; qu'évidemment, la mission confiée aux syndics des faillites ne saurait être considérée comme une fonction publique; que l'autorité publique est celle qui, selon les limites légales de ses attributions, a caractère pour ordonner; qu'un syndic, au contraire, ne reçoit qu'un mandat pour gestion d'affaires privées; — Que l'on ne peut non plus considérer les fonctions de syndic comme *salarées*, l'art. 462 c. com. ne leur donnant aucun *droit* quant à ce, et laissant uniquement au tribunal de commerce la *faculté* d'allouer une indemnité, qu'il arbitre lui-même après que les syndics ont fini leur mission et rendu le compte de leur gestion; — Attendu que c'est donc régulièrement que, dans l'espèce, Château a été nommé syndic; — Que, par suite, les actes qu'il a fait en cette qualité sont parfaitement valables;... — Confirmer, etc.

Du 20 mars 1863.-C. de Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Troplong, pr.-Dulamon, av. gén.-Bayle et Faye, av.

doivent pas être portés sur la liste des électeurs consulaires (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2801, p. 750, note 3. — *Contrà*: Trib. de paix de Lille, 18 juin 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 417).

**790.** Il convient, toutefois, d'observer qu'à la différence des principales législations étrangères (loi allemande, § 76; code italien, art. 721), les syndics n'ont ni à prêter serment, ni à fournir caution ou toute autre garantie (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2800). Certains tribunaux ont suppléé à cette lacune en prescrivant la formation d'une *bourse commune* aux syndics de profession, constituant une garantie solidaire de leur gestion. Cette bourse commune, d'après le règlement édicté par le tribunal de commerce de la Seine en janvier 1876, sur le modèle de celui des agréés, se compose principalement des cautionnements de 20000 fr. imposés par le tribunal à chaque syndic lors de son entrée en fonctions.

**791.** Les syndics ne sont pas nécessairement rémunérés : l'art. 462 décide simplement qu'ils peuvent recevoir, quelle que soit leur qualité (créanciers ou étrangers) une indemnité que le tribunal arbitrera sur le rapport du juge-commissaire (V. *Rép.* n° 428, 854 et 855).

La loi n'interdisant, en aucun cas, l'allocation d'une indemnité au syndic, il a été jugé, à bon droit, qu'une indemnité peut être allouée au créancier investi des fonctions de syndic, même dans le cas où, au moment de sa nomination, il était le seul créancier de la faillite par suite de sa subrogation aux autres créanciers (Req. 19 janv. 1880, aff. Chevalier, D. P. 80. 1. 468). Dans la pratique, les syndics, même choisis parmi les créanciers, reçoivent toujours une indemnité, dont le taux est laissé à la discrétion du tribunal. Il convient, d'ailleurs, de tenir compte, dans la fixation de cette indemnité, non seulement de la durée et de la difficulté de leur travaux, mais encore des résultats qu'ils ont obtenus (Nancy 2 mai 1867, aff. de Beaumont, D. P. 67. 2. 83). — Le tribunal de commerce seul a qualité pour opérer cette fixation; elle ne saurait donc résulter d'un vote de l'assemblée; aussi le tribunal a-t-il le droit, nonobstant tout contrat intervenu entre les créanciers et les syndics, d'arbitrer librement, sur le rapport du juge-commissaire, l'indemnité qui doit être allouée à ces derniers (Req. 5 nov. 1878, aff. Syndic Montagnac et comp., D. P. 79. 1. 149. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 749, note 5). Il en est ainsi alors même que l'indemnité réclamée par les syndics aurait figuré dans leur compte de gestion, approuvé par les créanciers et homologué par le tribunal; et le droit de réclamer contre cette fixation de l'indemnité appartient, notamment, à un créancier qui a refusé d'approuver, avec les autres créanciers le compte des syndics (Même arrêt). La raison de douter venait, dans l'espèce, de ce que la convention alléguée, irrégulière en soi, semblait avoir obtenu l'approbation du tribunal, puisqu'elle figurait dans le compte homologué des syndics. Mais cette objection ne pouvait prévaloir, d'abord parce que l'allocation de l'indemnité au syndic n'avait pas été *explicite*, comme l'exige l'art. 462; ensuite, parce qu'à supposer qu'elle eût été réellement acceptée par le tribunal, cette allocation avait manqué d'une des formalités légales, puisqu'elle n'avait pas été précédée d'un rapport spécial du juge-commissaire (V. *Rép.* n° 855).

**792.** Les syndics d'une faillite ne doivent, en principe, recevoir le salaire de leur mandat qu'après avoir rendu le compte définitif de leur gestion (Pau, 12 févr. 1879, aff. Souviron, D. P. 80. 2. 94). Cependant, la loi n'interdit pas absolument de leur allouer, avant cette époque, dans des circonstances exceptionnelles, une certaine rémunération, soit à titre de provision, soit même à titre définitif (Même arrêt). Il est généralement admis, en doctrine, qu'une indemnité peut, nonobstant la lettre de l'art. 462, être allouée avant le compte définitif de gestion quand il y a interruption dans les fonctions, à la condition, toutefois, pour le syndic sortant, de rendre préalablement ses comptes à son successeur (*Rép.* n° 854; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2801). L'arrêt précité va plus loin; il déclare qu'une indemnité

peut être allouée aux syndics dans le cours des opérations, avant présentation du compte de gestion. C'est peut-être s'écarter beaucoup de l'art. 462 c. com.; cependant il faut remarquer que, dans l'espèce, il y avait la double garantie du rapport du juge-commissaire et de l'intervention du tribunal. En tout cas, les syndics qui, durant leur gestion, ont provisoirement perçu des sommes à titre d'acompte sur l'indemnité que l'art. 462 c. com. ne permet de leur attribuer qu'après reddition de leur compte, n'en doivent pas les intérêts, s'ils les ont touchées de bonne foi, en vertu d'ordonnances du juge-commissaire et sur l'avis du tribunal (Douai, 18 mai 1868, aff. Decoq et consorts, D. P. 68. 2. 107).

**793.** Certains tribunaux de commerce ont cru pouvoir, de leur propre autorité, établir des tarifs (V. sur les tarifs des tribunaux de commerce de Marseille et de Reims: *Journal des faillites*, 1883, p. 137 et suiv.). Peut-être serait-il désirable qu'un tarif général fût législativement édicté pour toutes les faillites: ce tarif pourrait consister dans l'allocation d'un tant pour cent sur le produit des ventes et encaissements. C'est le système qui prévaut dans la plupart des législations européennes (1).

**794.** Les syndics provisoires demeurent, en principe, en fonctions jusqu'à leur remplacement par les syndics définitifs, qui eux-mêmes y restent jusqu'au vote du concordat ou leur remplacement par les syndics de l'union. Mais, comme tous autres mandataires, les syndics de faillite sont révocables. Le droit de révocation appartient à l'autorité qui les a nommés, c'est-à-dire au tribunal de commerce (V. *Rép.* n° 421 à 426). — La révocation est proposée au tribunal par le juge-commissaire, soit sur les réclamations adressées par les créanciers ou les contrôleurs, ou par le failli, soit même d'office. Mais les créanciers ou le failli doivent s'adresser au juge-commissaire, et non pas directement au tribunal. Spécialement, le failli n'a pas qualité pour demander, par voie d'action principale, le remplacement des syndics (Req. 25 févr. 1862, aff. Thiérot, D. P. 62. 1. 299). — La décision du tribunal est sans appel (c. com. art. 583). V. *infra*, sect. 17. — Sur les droits des tiers de bonne foi, en cas de révocation du syndic, V. *Rép.* n° 424 et suiv.

**795.** Le syndic révoqué doit cesser immédiatement ses fonctions. Cette règle résulte non seulement des principes généraux du mandat, mais de la volonté, si fréquemment et si formellement manifestée par le législateur, d'imprimer la plus grande célérité possible aux opérations de la faillite; c'est dans ce but, notamment, que l'art. 583 c. com. a interdit toute voie de recours contre les jugements qui nomment ou révoquent les syndics.

Il doit se dessaisir de tous les titres, livres, pièces et papiers qu'il tenait de la faillite et qui sont indispensables à son successeur (V. *Rép.* v° *Mandat*, n° 253 et suiv.). Jugé, en ce sens, que le syndic d'une faillite, révoqué de ses fonctions, n'a pas qualité pour retenir arbitrairement les pièces et papiers de cette faillite, mais doit les remettre à son remplaçant, entre les mains duquel il peut, au besoin, les consulter pour l'apurement de son compte (Req. 19 mars 1879, aff. Delaune, D. P. 79. 1. 357). Et il appartient au tribunal de fixer le délai pendant lequel le syndic révoqué peut conserver lesdites pièces à l'effet d'établir et de justifier sa gestion (Civ. cass. 29 nov. 1874, aff. Clergeau, D. P. 74. 1. 209; Req. 19 mars 1879, précité). — On a cependant soutenu que cette remise ne peut avoir lieu qu'après la reddition du compte définitif, et que, jusque là, le syndic ne saurait être contraint à livrer les pièces qui doivent justifier l'exactitude de ses opérations (Bédarride, t. 2, n° 626). Mais il nous semble inadmissible qu'un syndic dont la négligence, l'incurie ou toute autre faute auront nécessité le remplacement, puisse être autorisé à retenir, à son gré, et pendant le temps qu'il jugera convenable, des documents que peut-être le tribunal a cru nécessaire, dans l'intérêt des créanciers, de retirer de ses mains. Il n'a pas, d'ailleurs, à souffrir de la remise immédiate des pièces; car, si ces pièces lui sont indispensables pour dresser son compte, et qu'il n'ait pu le dresser dans le délai qui lui a été imparti par

(1) Hollande: 4 pour 100 sur les ventes et encaissements, plus les honoraires extraordinaires; Espagne: 1 1/2 pour 100 sur les recouvrements, 2 pour 100 sur le produit des ventes de marchandises, etc...; En Allemagne, en Italie, le montant de la rétribution

n'est pas fixé; En Angleterre, l'assemblée des créanciers détermine, sauf recours au *Board of trade*, le tant pour cent, qui se prélève moitié sur les réalisations, moitié sur les distributions (V. pour plus de développements: Thaller, t. 2, p. 193).

justice pour la remise desdites pièces, rien ne s'oppose à ce qu'il en reçoive communication de son successeur, avec lequel il n'a aucun différend et qui ne saurait lui être suspect.

**796.** Aux termes de l'art. 466 c. com. le juge-commissaire est compétent pour statuer, sauf recours au tribunal de commerce, sur les réclamations élevées contre quelque une des opérations des syndics (V. Rép. n° 427). Mais cette compétence n'est relative qu'à celles de ces réclamations qui seraient de nature à entraver la marche de la procédure de la faillite (Bordeaux, 21 juill. 1856, aff. Emmanuel, D. P. 57. 2. 204). Ainsi l'action en dommages-intérêts intentée par le failli contre les syndics pour irrégularités dans leur gestion ne doit pas être portée devant le juge-commissaire, mais devant le tribunal (Même arrêt). Par suite encore, le jugement rendu par le tribunal sur une telle action n'est pas en dernier ressort, comme les jugements qui statuent sur les recours formés contre les ordonnances rendues par le juge-commissaire dans les limites de ses attributions (Même arrêt).

SECT. 8. — FONCTIONS DES SYNDICS (Rép. n° 429 à 654).

ART. 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales. — Apposition des scellés. — Remise de certains objets au failli et à sa famille. — Exploitation provisoire du fonds de commerce. — Arrêté des livres. — Bilan (Rép. n° 430 à 436).

**797.** Sur l'apposition des scellés, la remise de certains objets au failli et à sa famille, la vente des objets sujets à dépréciation ou à déperissement imminent, l'exploitation provisoire du fonds de commerce (c. com. art. 468 et suiv.). V. Rép. n° 430 à 438. — Il n'y a lieu d'ajouter qu'une observation en ce qui concerne les *contrôleurs*, que la loi du 4 mars 1889 autorise l'assemblée des créanciers à placer auprès des syndics. Aucune disposition de la loi nouvelle n'enjoignant aux syndics de requérir leur avis sur l'opportunité de la vente des objets sujets à dépréciation, ou sur la continuation de l'exploitation du fonds de commerce, l'autorisation du juge-commissaire, seule exigée par l'art. 470, suffira, en droit, comme par le passé. Mais, dans la pratique, les syndics agiront prudemment en sollicitant cet avis, ne fût-ce que pour éviter les critiques que pourraient élever les contrôleurs sur l'utilité de ces mesures, lorsqu'ils auront à rendre compte à ces derniers de l'état de la liquidation, des recettes effectuées et des versements faits, conformément à l'art. 10 de la loi du 4 mars 1889.

**798.** Aux termes de l'art. 471 c. com., les livres doivent être extraits des scellés et remis aux syndics par le juge de paix, qui les arrête auparavant et constate sommairement, par son procès-verbal, l'état dans lequel ils se trouvent. Il en est de même des effets de portefeuille à courte échéance et susceptibles d'acceptation (V. Rép. n° 435 à 442). Cette opération matérielle, qui consiste à coter et parapher les pièces et à arrêter les livres, est de la compétence exclusive du juge de paix; le syndic n'a donc pas qualité pour y procéder (Trib. Rouen, 16 juill. 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 393). — Les syndic seul, à moins de concordat, a qualité pour recevoir du juge de paix le dépôt des livres et papiers de la faillite; ce dépôt ne peut donc être fait au greffe du tribunal de commerce (Chambéry, 6 août 1873, aff. Faillite Grosse, D. P. 76. 1. 25).

**799.** Une fois nanti des livres et papiers du failli, le syndic procède à leur dépouillement, à l'effet d'établir la consistance exacte de l'actif et du passif du failli. Il doit clore et arrêter les livres en sa présence, ou lui dûment appelé (art. 475) (V. Rép. n° 444 à 447). Cette opération, qui exige un examen attentif des livres, ne doit pas être confondue avec l'opération toute matérielle que l'art. 471 désigne par la même rubrique, et qui incombe au juge de paix; elle consiste, en effet, à balancer les comptes divers et à arrêter les soldes pour établir la situation exacte du failli au regard de chacun de ses correspondants (V. Rép. n° 441; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2837 et p. 764, note 1).

Aux termes de l'art. 10 de la loi du 4 mars 1889, les *contrôleurs* sont spécialement chargés de vérifier les livres. S'il en a été nommé dès le début de la faillite, lors de la première assemblée générale des créanciers, et qu'il n'ait pas été pro-

cédé d'urgence, par les syndics provisoires, à l'examen des livres et pièces, ainsi que la loi leur en reconnaît le droit (Rép. n° 429), les contrôleurs pourront donc procéder, de concert avec les syndics définitifs, à l'examen des livres. Bien que la loi ne s'explique pas expressément sur ce point, il n'est pas douteux que leur abstention pourrait, si elle présentait, eu égard aux circonstances, les caractères d'une faute lourde, engager leur responsabilité, et même légitimer leur révocation (L. du 4 mars 1889, art. 10-3°). Conf. Goirand et Périer, p. 110.

Sur la formation du bilan par les syndics (c. com. art. 476 à 478), V. Rép. n° 448 à 456. — Sur les moyens d'information auxquels la loi autorise le syndic à recourir : ouverture de la correspondance du failli, interrogatoire du failli, de ses commis et employés, etc., V. Rép. n° 443, 451 et 452.

**800.** La plupart des législations autorisent les syndics, à l'instar du code de commerce français, à se faire remettre les lettres adressées au failli. Certaines d'entre elles n'autorisent, toutefois, l'ouverture des lettres qu'en la présence du failli, ou lui dûment appelé (Loi autrichienne, art. 89; Code des Pays-Bas, art. 807), tandis qu'aux termes de l'art. 471 c. com. français, les syndics ont le droit absolu d'ouvrir la correspondance, que le failli soit absent ou présent, sauf dans ce dernier cas, la faculté laissée au failli d'assister à l'ouverture des lettres. Le système suivi par les législations précitées est assurément préférable, car il restreint, dans les limites strictement nécessaires, l'atteinte portée au principe du secret de la correspondance (V. Rép. n° 443). — Il convient cependant d'observer que l'art. 471 ne semble pas devoir être étendu aux lettres autres que les lettres *commerciales*; il est inapplicable aux lettres particulières (confidentielles ou de famille) du failli, ainsi qu'aux lettres adressées à sa femme ou à ses enfants. Aussi le failli doit-il pouvoir se faire remettre les lettres de cette catégorie (Conf. Rousseau, *Traité de la correspondance*, n° 375; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2837 in fine. Rép. n° 443). Cette limitation est formellement consacrée par plusieurs lois étrangères récentes, notamment par le code de commerce italien (art. 749). — Nul doute, d'ailleurs, que l'art. 471 ne s'applique, par identité de motifs, aux *télégrammes commerciaux* (Rousseau, n° 567; Rousseau et Defert, *Code des faillites*, p. 182; Lyon-Caen et Renault, loc. cit.). — Les art. 833 à 836 de l'*Instruction générale sur le service des postes* du 20 mars 1868 règlent les formalités à accomplir par les syndics pour obtenir les lettres du failli : « Les lettres adressées à un négociant en faillite doivent être remises aux syndics provisoires ou définitifs de la faillite, alors même qu'il a été formé opposition, appel ou recours en cassation. La remise des lettres du failli au syndic provisoire ou définitif a lieu soit sur la signification des jugements qui nomment les syndics ou d'un extrait en forme de ces actes, soit sur la production d'un certificat sur timbre délivré par le greffier du tribunal de commerce, visé par le juge-commissaire, légalisé par le président et constatant la date du jugement et la désignation des syndics provisoires ou définitifs. Elle cesse, soit par la signification d'un extrait du jugement qui annule la déclaration de faillite, qui homologue un concordat ou qui dissout l'union des créanciers, soit par la production d'un certificat sur timbre du greffier ».

ART. 2. — Levée des scellés et inventaire (Rép. n° 457 à 471).

**801.** Sous l'empire de l'art. 486 du code de 1807, la réquisition de la levée des scellés et de l'inventaire était faite par les syndics provisoires, qui succédaient aux agents de la faillite, et non par ces agents eux-mêmes (Rép. n° 457). Depuis la loi de 1838, il est, au contraire, admis que les syndics provisoires, substitués aux anciens agents, ont, aussi bien que les syndics qui doivent les remplacer à l'expiration de la quinzaine de leur nomination, et qu'on appelle syndics définitifs, le droit de requérir la levée des scellés, et, par suite, de procéder à l'inventaire des biens du failli (Bourges, 14 janv. 1862, aff. Patry, D. P. 62. 2. 174. V. en ce sens, outre les auteurs cités au Répertoire : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2835; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 111 et 112; Laurin, n° 1065. — *Contrà* : Fay, *Traité des scellés*, n° 271). Sur les délais dans lesquels il doit être procédé à la levée des scellés, les personnes qui ont le droit

d'y assister ou d'y former opposition, V. *Rép.* n° 457 à 459.

**802.** Le président du tribunal civil est seul compétent pour statuer en *référé* sur les difficultés relatives aux scellés après faillite (*Rép.* v° *Référé*, n° 130). Mais il n'est pas compétent pour ordonner qu'il sera sursis à l'apposition des scellés, requise en vertu du jugement déclaratif de la faillite (*Rép.* eod. v°);... ni pour ordonner la mainlevée des scellés apposés sur les meubles du failli en vertu du jugement déclaratif de la faillite (Lyon, 26 août 1853, aff. Genton, D. P. 53. 2. 318. — Sur les formes de l'inventaire (c. com. art. 480 et 481), V. *Rép.* n° 460 à 466, et v° *Scellés et inventaires*, n° 494). — Il a été jugé que le syndic entre les mains duquel doit rester l'un des doubles de l'inventaire, aux termes de l'art. 480 c. com., est également autorisé à garder par devers lui l'un des doubles de l'état de répartition, qui en est la contre-partie (Caen, 23 juill. 1885, *infra*, n° 994).

**803.** Afin de faciliter l'exercice du droit de surveillance appartenant au ministère public sur les faillites, l'art. 482 astreint les syndics à dresser, dans les quinze jours de leur nomination ou de leur maintien, un *mémoire* ou compte rendu sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes ou circonstances et des caractères qu'elle paraît avoir. Ce mémoire est transmis immédiatement par le juge-commissaire, avec ses observations, au procureur de la République (V. *Rép.* n° 467 à 471).

Des termes généraux du texte, il semble résulter que cette obligation incombe aussi bien aux syndics définitifs qu'aux syndics provisoires, et aux syndics d'union qu'aux deux précédents. Trois mémoires successifs devraient donc, légalement, être remis au ministère public (V. *Rép.* n° 467; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 765, note 1; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 325, note). Mais, dans la pratique on se contente d'un seul mémoire, celui qui est dressé par les syndics provisoires dans les quinze jours qui suivent le jugement déclaratif (Mêmes auteurs).

Nous avons admis au *Rép.* n° 470 que le failli a le droit de demander communication du rapport adressé par le syndic au ministère public, et même de réclamer des dommages-intérêts si ce rapport renfermait des imputations calomnieuses. Ici encore, il convient de remarquer que la pratique est contraire. Cette communication n'eût pas été sans inconvénients pour l'instruction ouverte sur les faits délictueux reprochés au failli. Aussi a-t-il été jugé qu'elle participe du caractère *secret* de l'instruction criminelle proprement dite, le syndic devant être considéré à cet égard comme un auxiliaire du parquet, et qu'elle ne doit être communiquée ni au failli ni aux créanciers (Trib. com. Seine, 19 janv. 1880, *Journal des faillites*, 1883, p. 473).

**ART. 3. — Vente de marchandises et de meubles. — Recouvrements. — Actes conservatoires. — Hypothèque de la masse** (*Rép.* n° 472-498).

**804. — I. RECOURVEMENTS.** — Aussitôt après la remise des marchandises, livres et effets du failli, qui leur est faite en vertu de l'art. 484 (*Rép.* 472), les syndics doivent procéder à la liquidation de la faillite. Le recouvrement des dettes actives est l'acte le plus important de cette liquidation (V. *Rép.* n° 473 et suiv. et 492).

Certaines législations font aux syndics un devoir strict et impératif de poursuivre les débiteurs de la masse dès qu'il est établi qu'une dette légale existe, et confèrent à chaque créancier le droit de s'opposer à la répartition générale des deniers, en prouvant qu'il existe des *disponibilités non recouvrées* (Pays-Bas: C. de la Haye, 24 mai 1886, arrêt confirmé par la cour de cassation des Pays-Bas, le 11 mars 1887; V. Jitta, *Annales*, 1887, 1, p. 385). — En droit français, le syndic qui négligerait de procéder au recouvrement d'une dette liquide engagerait gravement sa responsabilité; mais il est difficile d'admettre que chaque créan-

cier soit ainsi investi du droit individuel de contraindre les syndics à agir en s'opposant à la répartition des deniers. Toutefois, depuis la loi du 4 mars 1889, il appartiendrait aux *contrôleurs* élus par les créanciers de veiller à ce que le syndic réalise l'intégralité de l'actif.

Le syndic ayant la mission légale de réaliser l'actif de la faillite ainsi que d'exercer toutes les actions appartenant soit au failli, soit à la masse, il a été jugé qu'il lui appartient d'agir en justice afin de faire ordonner que les sommes dues à un titre quelconque, par l'Etat au failli entrepreneur de travaux publics, soient versées dans la caisse de la faillite, sous l'engagement pris par le syndic d'admettre, comme ayant un droit de préférence sur ces sommes, les créanciers qui seraient désignés par la justice (Civ. cass. 4 mars 1889, aff. Berthaud, D. P. 89. 1. 427).

**805. — II. VENTE DES EFFETS MOBILIERS ET MARCHANDISES DU FAILLI — IMMEUBLES.** — Lorsque les recouvrements opérés par les syndics ne sont pas suffisants pour faire face aux dépenses et aux frais qu'occasionne la faillite, il peut y avoir lieu, dans l'intérêt de la masse des créanciers, à la vente des effets mobiliers ou marchandises du failli, même autres que ceux sujets à déperissement ou dispendieux à conserver dont il est parlé dans l'art. 470, (*Rép.* n° 477). La vente de ces marchandises et effets mobiliers, tant qu'il y a possibilité d'un concordat qui permette au failli de reprendre son commerce ou son industrie, n'est qu'une exception, et non une règle générale pour toutes les faillites. C'est pourquoi l'autorisation du juge-commissaire est exigée afin que les syndics puissent procéder à la vente dont il s'agit (*Rép.* n° 477 et 486).

L'autorisation est purement facultative de la part de ce magistrat, qui ne doit l'accorder qu'après avoir examiné si la vente est réellement dans l'intérêt de la masse (*Rép.* n° 477). Lui seul a qualité pour l'accorder. Ainsi, le juge des référés n'est pas compétent... pour autoriser les syndics à procéder à la vente des effets mobiliers et marchandises et pour régler le mode de vente, encore bien qu'antérieurement à la faillite il ait prescrit des mesures provisoires qui n'auraient pas reçu exécution (Paris, 4 janv. 1849, aff. Syndic Gilbert, D. P. 49. 5. 194. Conf. *Rép.* n° 477 et 478, 482 et suiv.);... ni pour ordonner, à la demande du bailleur, qu'il sera sursis à l'exécution de l'ordonnance du juge-commissaire d'une faillite autorisant le syndic à vendre le mobilier et les marchandises (Paris, 6 mai 1867) (1).

Les ventes faites sans les autorisations prescrites seraient, en principe, entachées de nullité, à moins cependant qu'il n'y eût péril en la demeure, et sous réserve du droit, pour les tiers acquéreurs de bonne foi, d'invoquer le bénéfice de l'art. 2279 c. civ. (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2831). Certains auteurs décident, cependant, que les ventes irrégulières sont valables et donnent simplement ouverture à une action en responsabilité contre les syndics (Laurin, n° 1073; Ruben de Couder, n° 544).

**806.** Bien que l'art. 486 semble avoir spécialement en vue les meubles corporels dépendant de la faillite, il n'est pas douteux qu'il ne doive être étendu aux aliénations de meubles *incorporels* qui pourraient être jugées nécessaires. Spécialement, le syndic peut, avec l'autorisation du juge-commissaire, faire vendre aux enchères les créances dépendant de la faillite d'une société et consistant en recouvrement du non versé sur les actions (Trib. com. Seine, 7 janv. 1881, *Journal des faillites*, 1882, 102, et 11 mai 1885, *ibid.*, 1885, 338; Comp. pour le cas de faillite d'un officier ministériel; sur la vente de l'office, ou plus exactement sur l'exercice par les syndics du droit de présentation inhérent à la charge, *Rép.* n° 485).

Il est, toutefois, une valeur incorporelle dont la vente ne sera presque jamais autorisée avant le concordat, à moins d'absolue nécessité, c'est la vente du fonds de commerce. En effet, si la vente des marchandises est de nature à rendre

(1) (Syndic Joshua C. Sargecel.) — LA COUR; — Considérant que, par ordonnance du juge-commissaire de la faillite Joshua, en date du 14 avril dernier, rendue conformément à l'art. 486 c. com., le syndic a été autorisé à procéder, dans l'intérêt de la masse et par conséquent dans l'intérêt du propriétaire bailleur, comme dans celui des autres créanciers, à la vente des effets mobiliers, du matériel et des marchandises du failli;

que le juge des référés est incompétent pour arrêter l'exécution d'une ordonnance rendue par le juge-commissaire d'une faillite dans les limites de ses attributions; — Déclare nulle l'ordonnance rendue par le président du tribunal de la Seine, le 30 avril dernier, etc.

Du 6 mai 1867.-C. de Paris, 5<sup>e</sup> ch.-MM. Massé, pr.-Descoitures, av. gén.-Beaupré et Pataille, av.



la conclusion d'un concordat difficile, la vente du fonds, mettant obstacle à la reprise du commerce, rendra cette solution de la faillite presque impossible (V. *infra*, sect. 11).

807. Nous avons admis au Rép. n° 487 que l'art. 486 n'autorisait que la vente du mobilier, les immeubles du failli ne pouvaient, en aucun cas, être vendus antérieurement à la période d'union, même avec l'autorisation du juge-commissaire et du failli, et qu'en admettant même que la majorité des créanciers, le failli et le juge-commissaire eussent décidé d'un commun accord de procéder à cette vente, jugée nécessaire pour la liquidation, les créanciers dissidents ne sauraient être liés par une telle vente et devraient être admis à la faire annuler, si elle leur causait préjudice. Il a été jugé, en ce sens, depuis la publication du Répertoire, que les immeubles du failli ne pouvant être vendus qu'après la formation de l'union, le juge-commissaire ne peut autoriser le syndic à vendre lesdits immeubles, même avec le consentement du failli (Douai, 28 mai 1857, aff. Syndic Masset, D. P. 57. 2. 166). — Cette solution est assurément la plus conforme au texte de l'art. 486, mais elle présente de réels inconvénients pratiques. Il peut, en effet, être indispensable de vendre même des immeubles pour se procurer les fonds nécessaires aux opérations de la faillite; or cette vente s'effectuerait dans les conditions les plus défavorables pour la masse, si l'adjudicataire ne jouissait pas d'une sécurité complète, et n'était pas à l'abri d'une éviction pouvant provenir de l'opposition des créanciers dissidents. Aussi est-il admis aujourd'hui, en pratique, que les ventes d'immeubles autorisées, non par le juge-commissaire seul, mais par le tribunal de commerce, sur la proposition du juge-commissaire, sont valables *erga omnes*, même au regard des créanciers dissidents. Jugé, en ce sens, que le syndic peut procéder à la vente des immeubles du failli, même avant la conclusion du concordat ou la formation de l'union, lorsqu'il agit à la fois avec l'assentiment du failli et sous l'autorisation du juge-commissaire et du tribunal de commerce, et que cette vente a été déterminée par les nécessités financières de la faillite (Req. 13 janv. 1869, aff. Thimonnier, D. P. 71. 5. 491-492; Trib. civ. de Bar-sur-Seine, 7 janv. 1885, *Journal des faillites* 1885, 96; Trib. civ. de Valenciennes, 18 mars 1886, *Revue du notariat et de l'enregistrement*, 1886, p. 741; V. aussi Civ. rej. 4 juin 1889, aff. Leclère-Lobbe, D. P. 90. 4. 133; Paris, 10 févr. 1886, aff. Bourdon, *infra*, n° 1229; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2853; que, par suite, le créancier, même hypothécaire, qui forme une opposition mal fondée à la vente des immeubles, est passible de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé à la faillite (Req. 13 janv. 1869, Trib. civ. de Valenciennes, 18 mars 1886, précités); et que, si le fonds peut être vendu sous ces conditions, il en est de même à plus forte raison des objets mobiliers attachés au fonds pour servir à l'exploitation; qu'ainsi, en cas de faillite du propriétaire d'une usine, le tribunal peut autoriser la vente séparée des animaux immobilisés par destination pour le service de l'usine, lorsque les intéressés sont d'accord pour réclamer cette vente séparée, et conviennent que le prix devant en provenir sera considéré comme une portion du prix total des immeubles (Jugement précité du 18 mars 1886). — Le tribunal reste, en tous cas, maître de refuser l'autorisation demandée, et il ne saurait l'accorder en présence d'une poursuite par un créancier hypothécaire (Nancy, 17 juill. 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 3).

La vente des immeubles, autorisée sous les conditions précédentes, a lieu dans les formes prescrites par les art. 572 et 573 pour les ventes des immeubles après l'union. Mais elle n'en conserve pas moins, à la différence des ventes après union, le caractère de vente volontaire; de là des différences importantes, quant aux effets (notamment au point de vue de la purge des hypothèques et des délais de surenchère) entre ces deux catégories de ventes immobilières après faillite. — V. sur ces différences, *infra*, sect. 11 et 14. Sur la location des immeubles du failli, V. Rép. n° 488.

808. Aux termes de l'art. 486, § 2, c'est au juge-commissaire qu'il appartient de décider si la vente des effets mobiliers ou des marchandises du failli doit se faire à l'amiable ou aux enchères publiques. Mais l'art. 486, § 2, n'ayant pas reproduit les mots « le failli entendu ou dûment appelé », qui figurent dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, il y

a lieu d'en conclure que, selon le vœu de la loi, le failli doit être entendu seulement sur la question de l'opportunité de la vente, et non sur la fixation du mode suivant lequel il y sera procédé. Jugé, en ce sens, que le syndic de faillite qui, sur une requête signée de lui et du failli, a été autorisé par le juge-commissaire à vendre, par adjudication publique, des effets mobiliers ou marchandises dépendant de la faillite, peut, s'il ne s'est pas présenté d'enchérisseur, être autorisé par le juge-commissaire à vendre ces objets à l'amiable, sans que le failli ait été de nouveau entendu ou appelé (Req. 7 août 1862, aff. Vignat, D. P. 62. 1. 435).

809. Lorsque le juge-commissaire opte pour la vente aux enchères, c'est aussi à lui qu'il appartient de désigner la classe d'officiers publics proposés à cet effet, courtiers ou autres, dans laquelle le syndic devra choisir l'agent chargé de recevoir les enchères (Rép. n° 479 et suiv.). Toutefois, la loi du 25 juin 1841 a introduit une distinction entre la vente des marchandises du failli et celle de ses autres effets mobiliers (Rép. v° *Vente publique de marchandises neuves*, n° 83). A l'égard des marchandises, l'art. 4 de cette loi dispose que la vente après faillite en sera faite, conformément à l'art. 486 c. com., par un officier public de la classe que le juge-commissaire aura déterminée (Rép. eod. v°, n° 83). Mais, lorsqu'il s'agit des autres effets mobiliers du failli, le même article enlève aux courtiers l'attribution qui résultait, à leur profit, de la disposition précitée du code de commerce, disposition qui constituait, en effet, un empiètement sur les fonctions des commissaires-priseurs et autres officiers proposés aux ventes de meubles. Aux termes de cet article, le mobilier du failli ne peut plus être vendu que par le ministère des commissaires-priseurs, notaires, huissiers et greffiers de justice de paix, conformément aux lois et règlements qui déterminent les attributions de ces différents officiers. Le droit de concurrence des courtiers se trouve ainsi limité aux seules marchandises (Rép. n° 481 et v° *Vente publique de marchandises neuves*, n° 87).

810. Certaines difficultés se sont élevées dans la pratique sur l'étendue des pouvoirs attribués au juge-commissaire. De droit commun, la loi établit, entre les divers agents précités pour la vente des marchandises neuves, un ordre de préférence auquel les tribunaux n'ont pas le droit de déroger. Les fonctions de courtiers se bornent aux ventes volontaires en gros des marchandises énumérées dans le tableau annexé à la loi du 28 mai 1858 (Rép. v° *Vente publique de marchandises neuves*, n° 80). Quant aux ventes au détail et aux enchères des marchandises neuves, dans les cas où la loi les autorise, ces ventes doivent être faites, conformément aux règles d'attribution établies par la loi de ventôse an 9, savoir : par les commissaires-priseurs exclusivement, dans tous les lieux où ils sont établis, et, dans le surplus de leur arrondissement, par ces mêmes officiers, en concurrence avec les huissiers, notaires et greffiers de justice de paix (L. 25 juin 1841, art. 3).

Ce départ d'attributions entre les courtiers d'une part, agents commerciaux proposés aux ventes en gros, et les différents officiers ministériels proposés aux ventes au détail, est-il obligatoire, en cas de faillite, pour le juge-commissaire? Nous avons résolu cette question au Rép. v° *Vente publique de marchandises neuves*, n° 83 et 84, par une distinction. Le conflit s'élève-t-il entre les commissaires-priseurs et les autres officiers publics subsidiairement admis à recevoir les enchères dans les ventes au détail, nous avons admis, conformément à la jurisprudence de la cour suprême fondée sur les travaux préparatoires des lois de 1838 et 1841, que ni l'art. 486 c. com., ni l'art. 4 de la loi de 1841 n'ont dérogé aux attributions respectives des officiers publics proposés aux ventes mobilières, et qu'en conséquence, ce n'est qu'à défaut de commissaires-priseurs que le juge-commissaire peut désigner un autre officier public, un huissier par exemple, pour procéder à la vente des meubles et marchandises d'un failli (Argum. des lois des 27 vent. an 9, art. 1 et 2; 28 avr. 1816, art. 89; du décret du 14 juin 1813, art. 37; Civ. cass. 5 janv. 1846, aff. Poitrineau, D. P. 46. 1. 65; Conf. Circ. min. just. 26 déc. 1843, Rép. v° *Vente publique de marchandises neuves*, n° 83). Dans le lieu de leur établissement, les commissaires-priseurs sont donc investis du monopole de la vente desdits effets et marchandises, tout au moins à l'encontre des notaires, huissiers et greffiers de justice de paix (Req. 23 nov. 1886, aff. Arthagnan et Bernal,

D. P. 87. 1. 373). Décidé cependant, en sens contraire, que l'art. 486 c. com., par ces mots : *proposés à cet effet*, et la loi de 1841, en s'y référant, ont entendu rendre le juge-commissaire arbitre du choix de la classe d'officiers publics qu'il désignera pour faire la vente, sans le soumettre à aucun ordre de préférence (Caen, 18 janv. 1844, cassé par l'arrêt précité du 5 janv. 1846, D. P. 44. 2. 50). Mais cette interprétation n'a pas prévalu.

811. En cas de conflit entre *courtiers* et *commissaires-priseurs*, nous avons cru devoir, tout au contraire, décider que les courtiers sont investis, par dérogation au droit commun, du droit de procéder à la vente *au détail* des marchandises du failli, concurremment avec les commissaires-priseurs dont c'est l'office habituel, et non pas seulement à la vente en bloc et par lots desdites marchandises (Rép. v° *Vente publique de marchandises*, n° 84 et *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 317). Nous avons fait observer, à l'appui de cette solution, qu'il eût été inutile d'édicter à deux reprises différentes (art. 486, loi de 1838, et loi du 25 juin 1841, art. 4) une disposition spéciale en faveur des courtiers, si l'on ne s'était proposé de leur conférer un droit qui, d'après la législation antérieure, ne leur appartenait pas.

Des doutes se sont élevés, toutefois, sur la légitimité de cette interprétation depuis la promulgation de la loi du 18 juill. 1866 sur la liberté du courtage (D. P. 66. 4. 118); la cour de Douai a cru devoir se prononcer en sens contraire et décider que les courtiers, même en cas de faillite, n'ont d'autre droit que celui qu'ils tiennent des lois réglant leur compétence, c'est-à-dire le droit de *vente en gros et par lots* (Douai, 9 nov. 1887, aff. Wiart, *suprà*, v° *Commissaire-priseur*, n° 4). Cette décision trouve un certain point d'appui dans les travaux préparatoires de la loi de 1866, et notamment dans certains passages de l'exposé des motifs de ladite loi, desquels il semble résulter que, si le législateur a cru devoir apporter une exception au principe de la liberté absolue du courtage, en instituant les courtiers inscrits, cette exception porte exclusivement sur les *ventes en gros*, et non sur les ventes au détail, qui resteraient en dehors des attributions tant des courtiers inscrits que des courtiers libres (V. Ch. Constant, *Ventes publiques aux enchères des marchandises, France judiciaire*, 1889, p. 33 à 52). Ces raisons, toutefois, n'ont pas paru suffisantes à la cour suprême pour écarter l'argument tiré de l'art. 486 c. com. et de la loi de 1841 et, sur pourvoi, la chambre civile a cassé l'arrêt de la cour de Douai et consacré le droit, pour les courtiers inscrits, de procéder aux ventes de marchandises *aux enchères et en détail* après faillite, concurremment avec les commissaires-priseurs (Civ. cass. 8 mai 1889, aff. Bourré, D. P. 90. 1. 393) et par suite, pour le juge-commissaire, le droit de décider, au mieux des intérêts de la faillite, si une vente de cette nature aura lieu par le ministère d'un courtier ou d'un commissaire-priseur (Même arrêt). La majeure partie de la doctrine est en ce sens (V. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1561; Ruben de Couder, v° *Courtiers*, n° 279; Fabre, *Des courtiers*, t. 2, n° 404; Bivort et Turlin, *Etude sur le courtage des marchandises*, p. 140; de Villepin, *Commentaire de la loi de 1841*, n° 37 et suiv.).

Il convient du reste d'observer que le droit de vendre les marchandises du failli, soit en gros, soit en détail, en admettant que la vente au détail ne rentre pas dans le monopole

des commissaires-priseurs, n'appartient pas à tous les courtiers; il est exclusivement réservé aux *courtiers assermentés* ou *inscrits* (art. 4 de la loi du 18 juill. 1866, D. P. 66. 4. 118). V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 313. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2852. — Sur la juridiction compétente pour trancher les conflits entre les diverses classes d'officiers publics, V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 320.

812. En principe, la vente des marchandises neuves dépendant de la faillite a lieu dans le ressort du tribunal qui a déclaré la faillite; mais ce principe n'est pas absolu. Le texte de l'art. 486 laisse toute latitude au juge-commissaire pour le choix du lieu de la vente; aussi a-t-on pu décider que le tribunal de commerce du lieu de la faillite peut autoriser le syndic, si les intérêts de la masse semblent l'exiger, à faire, en dehors des limites de son arrondissement, une vente de marchandises neuves dépendant de la faillite (Rennes, 1<sup>er</sup> févr. 1881) (1).

Vainement objecterait-on que cette décision conduit à sacrifier les intérêts des marchands sédentaires de la ville choisie pour la vente, contrairement à l'esprit de la loi de 1841, qui a entendu protéger les négociants en subordonnant expressément le droit de vente volontaire aux enchères de marchandises neuves à l'autorisation du tribunal de commerce *dans la circonscription* duquel la vente doit avoir lieu. Cette objection ne saurait prévaloir contre le texte de l'art. 486 c. com., qui n'apporte aucune limitation aux droits du juge-commissaire en cette matière, et contre les travaux préparatoires de la loi de 1841, desquels il résulte que les ventes après faillite ne pouvaient être et ne sont nullement atteintes par la nouvelle loi (rapports de MM. Quénauld et Persil). — Sur la conciliation de la loi de 1841 et de l'art. 486, V. Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 605; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, t. 2, v° *Commissaire-priseur*, n° 24. Remarquons, au surplus, que les intérêts des négociants sédentaires de la ville où la vente est ordonnée ne sont pas dépourvus de toute protection; ils devraient en effet, semble-t-il, être admis à faire valoir leurs droits par la voie de la *tierce opposition* devant le tribunal de la faillite (Mêmes auteurs).

813. Ainsi qu'on l'a vu *suprà*, n° 809, la loi du 25 juin 1841 (art. 4) a enlevé aux courtiers le droit de procéder à la vente du mobilier du failli, pour le réserver aux commissaires-priseurs, notaires, huissiers, suivant l'ordre de préférence établi pas la loi entre ces officiers publics. L'art. 4 de ladite loi n'attribue compétence pour les ventes dont il s'agit qu'aux greffiers de *justice de paix*. Les greffiers des tribunaux de commerce n'ont donc pas qualité pour procéder à la vente aux enchères du mobilier du failli (Trib. civ. de Marennes, 12 févr. 1884, aff. Autant, *Moniteur des huissiers*, 1884, p. 222); le greffier du tribunal de paix du canton du domicile du failli peut, en conséquence, poursuivre solidairement en dommages-intérêts le greffier du tribunal de commerce qui a procédé à une telle vente et le syndic qui l'a proposé au choix du juge-commissaire et assisté pour ladite vente (Même jugement).

814. L'art. 4 de la loi de 1841 ne mentionne pas les *agents de change*. Mais, suivant la distinction que nous avons admise au Rép. v° *Ventes publiques de meubles*, n° 33 entre les meubles corporels et les meubles incorporels, le privilège des commissaires-priseurs n'existerait que pour la

(1) (Faillite Avel-Minguet C. Fraisse et autres.) — LA COUR; — Considérant que c'est à tort que le tribunal de commerce de Nantes a décidé que, par application de l'art. 3 de la loi du 25 juin 1841, le tribunal de commerce de Saint-Nazaire ne pouvait autoriser une vente aux enchères de marchandises en dehors des limites de son arrondissement; — Considérant que l'art. 5 de ladite loi ne vise, en effet, que les ventes volontaires de marchandises neuves après cessation de commerce ou dans les autres cas de nécessité dont l'appréciation est soumise au tribunal de commerce; — Considérant que dans le cas, au contraire, où il s'agit de ventes prescrites par la loi ou de ventes après décès ou faillites, c'est-à-dire dans le cas où le recours à la voie des enchères est forcé, le texte renvoie purement et simplement aux règles qui régissent la matière; — Considérant que l'art. 4 de ladite loi du 25 juin 1841, applicable aux ventes après faillite, renvoie à l'art. 486 c. com.; que l'exposé des motifs de la loi du 25 juin 1841 précise nettement cette distinction; — Considérant que l'art. 486 c. com. n'impose ni au syndic, ni au juge-commissaire l'obligation de vendre les marchandises dans l'arron-

dissement où s'est ouverte la faillite; qu'elle leur laisse toute latitude dans le choix du lieu où cette vente devra être faite; qu'elle devra évidemment avoir lieu là où est l'intérêt des créanciers de la faillite; — Considérant qu'il est bien établi et même reconnu par les opposants que le tribunal de Saint-Nazaire a eu raison de donner l'autorisation de vendre sur place, à Nantes, les marchandises dont il s'agit, l'intérêt évident des créanciers de la faillite l'exigeant; — Considérant qu'en s'opposant à cette vente, Fraisse, Patasson, Laffargue, Hubert, Duvasnel, Coustard, intimés à l'instance actuelle, ont causé à la faillite Avel-Minguet un préjudice dont ils lui doivent réparation; que la cour a les éléments suffisants pour apprécier le *quantum* de ces dommages-intérêts; — Par ces motifs; — Réforme; — Juge que le tribunal de Saint-Nazaire a eu bon droit, aux termes de l'art. 4 de la loi du 25 juin 1841, ordonné que la vente aux enchères des marchandises de la faillite Avel-Minguet, qui étaient à Nantes, serait vendues dans cette ville, en dehors de son arrondissement, etc.

Du 1<sup>er</sup> févr. 1881.—C. de Rennes, 3<sup>e</sup> ch.—MM. Hamelin, pr.—Bonnet, av. gén.—Ravenel et Bodin, av.

vente des objets corporels auxquels seuls s'appliquerait la qualification de *mobiliers* ou *effets mobiliers*; la vente des objets incorporels, rentes, créances, actions, fonds de commerce, rentrerait, au contraire, dans la compétence des *notaires* et des *agents de change*. — L'art. 4 de la loi de 1841, écrit uniquement en vue des ventes d'objets corporels, n'avait pas à mentionner cette compétence, d'ailleurs certaine, des agents de change. Mais les notaires peuvent-ils, concurremment avec les agents de change, procéder à la vente aux enchères des *effets publics cotés* ou susceptibles d'être cotés, ou, au contraire, le monopole exclusif des agents de change, inscrit dans l'art. 76 c. com., s'applique-t-il même au cas de ventes ordonnées ou autorisées par justice ou de ventes après faillite? La solution de cette question est assez délicate. Nous avons admis la première solution (*Rép. v° Trésor public*, n° 1273, et *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 76) en nous fondant sur ce que le monopole des agents de change est limité à la *négociation* des valeurs, et que la négociation qui se fait d'agent à agent ne doit pas être confondue avec la vente publique aux enchères prescrite par les art. 986 et suiv. c. proc. civ. (notamment avec la vente publique d'effets appartenant à un incapable) (Conf. Civ. cass. 7 déc. 1853, aff. Delaire, D. P. 54. 4. 128; Buchère, *Opérations de bourse*, n° 102; Alauzet, t. 3, n° 963).

Bien que cette solution ait été donnée à l'occasion des ventes publiques par autorité de justice, il semble bien qu'elle doive être étendue aux ventes après faillite, dans le cas du moins où le juge-commissaire a ordonné que la vente des effets mobiliers devrait être faite aux enchères. — Cependant plusieurs arrêts et auteurs repoussent cette distinction et décident que, les ventes faites en bourse étant entourées de garanties qui remplacent les enchères proprement dites, les effets publics et autres susceptibles d'être cotés ne peuvent être, en droit, vendus que par l'intermédiaire des agents de change, à l'exclusion de tous autres officiers publics (Paris, 30 mai 1851, aff. Billaut, D. P. 52. 2. 92; Lyon-Caen et Renault, t. 4, n° 1484; Mollot, t. 4, p. 96).

En tout cas, le ministère des agents de change est certainement obligatoire pour la vente des rentes nominatives sur l'Etat appartenant au failli (à supposer que ces rentes fassent partie du gage des créanciers) (*V. supra*, n° 415 et

suiv.), attendu que ces rentes ne peuvent être transmises que par voie de transfert sur les registres de la Trésorerie, et que ce transfert ne peut être opéré que par les soins d'un agent de change (*Rép. v° Trésor public*, n° 1196).

Par contre, s'il existe dans le patrimoine du failli des titres non cotés ni susceptibles de l'être dans le sens de l'art. 76 c. com. (*V. supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 59), les enchères seront, conformément aux principes généraux, requises par un notaire (Rouen, 27 févr. 1856, aff. Billaut, D. P. 57. 2. 128).

**815.** — III. ACTES CONSERVATOIRES. — A compter de leur entrée en fonctions, les syndics sont tenus de faire tous actes pour la conservation des droits du failli. Ils doivent, notamment, sans avoir besoin de se munir d'aucune autorisation, interrompre les prescriptions, pratiquer des *saisies-arêts* (*Rép. n° 490*). Un syndic peut même prendre, sans le concours des autres syndics alors non présents sur les lieux, et sans l'autorisation du juge-commissaire, toutes les mesures auxquelles des événements de force majeure lui commandent de recourir immédiatement, et qui ne sont pas de nature à nuire aux intérêts de la faillite (*Rép. n° 517*; Req. 7 nov. 1848, aff. Syndic Lespinasse, D. P. 48. 1. 249). Ainsi, il peut vendre spontanément le mobilier du failli, pour en distribuer le prix entre ses ouvriers, alors qu'il serait à craindre que, faute de paiement, ces derniers ne se portassent à des actes de violence de nature à compromettre la sécurité publique; en tout cas, ces ventes et paiements ne peuvent être critiqués lorsqu'il n'en est résulté aucun dommage pour la faillite (Même arrêt).

**816.** Les syndics sont également tenus de requérir les *inscriptions* des privilèges ou des hypothèques sur les immeubles qui en sont grevés au profit du failli, si elles n'ont pas été prises par ce dernier (*Rép. n° 490*). Mais ils ne sauraient indifféremment exercer, du chef du failli, tous les droits attachés à la qualité de créancier hypothécaire. — Il a été jugé qu'ils ne pourraient former une *surenchère* au nom du failli, même avec l'autorisation du juge-commissaire (Chambéry, 31 déc. 1874) (1). En effet, la surenchère a un caractère mixte. Conservatoire par son but, elle exige cependant, à la différence des actes conservatoires proprement dits, eu égard à l'engagement auquel elle est subor-

la vente de l'actif; — Que, pour autant cependant, le failli ne cesse pas d'avoir la propriété de tous ses biens et que le syndic n'en a pas la disposition; — Que, jusqu'à l'union, ce n'est que le failli entendu, que le juge-commissaire peut autoriser le syndic à vendre les marchandises et le mobilier et à passer des transactions auxquelles, lorsqu'il s'agit d'immeubles, le failli peut toujours s'opposer; — Que si, après l'union, lorsque tout espoir de concordat a cessé, la vente du mobilier et des immeubles se poursuit de plein droit pour arriver à la liquidation, le failli doit cependant encore être entendu sur les transactions; — Que, pour autoriser le syndic à continuer l'exploitation de l'actif, il faut l'assentiment de la majorité des créanciers sous leur responsabilité, et l'autorisation du tribunal pour traiter à forfait des droits dont le recouvrement n'a pu être opéré; — Attendu qu'il ressort de l'ensemble de ces dispositions que le syndic n'a que l'administration, l'exercice normal des droits actifs, les pouvoirs qui tendent à une simple liquidation; — Que la surenchère éloigne la liquidation, puisque, si elle n'est pas couverte, l'immeuble devient la propriété du failli et doit être ensuite revendu; — Que l'exercice normal de l'action hypothécaire est la saisie, et que la surenchère n'en n'est qu'une garantie extraordinaire; — Que la jurisprudence ne permet la surenchère à la femme que sous l'autorisation de son mari, même pour les biens dont elle a la libre administration; — Qu'elle est flottante à l'égard du tuteur, dont la mission est cependant de conserver et d'augmenter le patrimoine du mineur, qui peut acquérir pour celui-ci, au moins comme placement de fonds, et qui, en général, a des pouvoirs beaucoup plus étendus que le syndic; — Attendu, que nulle part, la loi ne confère au juge-commissaire le droit d'autoriser des mesures en dehors de la marche régulière de la liquidation; — Attendu que, s'il peut y avoir quelques longueurs à entendre le failli et les créanciers, il y a plus de danger à accorder au syndic, sous la seule autorisation du juge-commissaire, le pouvoir de faire une opération qui peut être ruineuse pour les véritables intéressés; — Par ces motifs, reçoit l'appel, et réparant le jugement du tribunal de Thonon, du 21 août 1874; — Déclare le syndic à la faillite Fontaine non recevable dans la surenchère qu'il a fait signifier le 24 juin dernier.

Du 31 déc. 1874.—C. de Chambéry.—M. Greffier de Bellecombe, pr.

(1) (Merlinge C. Syndic Fontaine de Bonneville.) — LA COUR; — Attendu que Jean-Marie Merlinge, l'appelant, a, par un acte du 5 avr. 1869, acquis de Jean-Joseph Merlinge, son père, pour le prix de 6025 fr., une propriété située à Bellevonse, arrondissement de Thonon; — Qu'ayant, en mai 1874, fait la sommation pour la purge aux créanciers inscrits et, entre autres, à la banque générale suisse, inscrite le 13 avr. 1866, une surenchère lui fut signifiée de la part de l'intimé, syndic à la faillite Fontaine de Bonneville, comme subrogé aux droits de la Banque générale suisse; — Que l'intimé avait, pour garantie du cautionnement, versé à la caisse des consignations de Thonon une somme de 8000 fr., provenant des fonds de la faillite, existant à la caisse des consignations de Bonneville; — Qu'à ces fins, il avait demandé au juge-commissaire de la faillite l'autorisation de surenchérir et de retirer et verser pour cela ladite somme de 8000 fr., et qu'une ordonnance du 15 juin l'autorisa à retirer cette somme pour être employée, est-il dit, suivant les fins susénoncées; — Attendu que Merlinge contesta la validité de la surenchère, en soutenant qu'un syndic de faillite n'avait pas le pouvoir de la faire et que, d'un autre côté, la faillite Fontaine n'était pas subrogée aux droits de la Banque générale suisse; — Que, repoussé sur ces deux points, par le jugement du 21 août dernier, Merlinge fils a appelé; — Attendu que la surenchère sur aliénation volontaire a pour but de faire porter à leur juste prix les immeubles sur lesquels repose l'hypothèque du créancier surenchérisseur; — Qu'elle a pour condition l'offre par celui-ci de faire augmenter d'un dixième le prix stipulé, et pour conséquence, qu'à défaut d'autre enchérisseur, c'est lui, d'après l'art. 838 c. proc. civ., qui est déclaré adjudicataire, qui devient par conséquent propriétaire, à la charge de payer et le prix ainsi augmenté et les frais ordinaires; — Attendu que, sous le rapport de son but, la surenchère peut être considérée comme un acte conservatoire, mais qu'au point de vue de ses conséquences, elle est un acte de disposition et sort des limites d'une simple administration; — Attendu que, par le jugement déclaratif de faillite, le failli est dessaisi de l'administration de tous ses biens, qui passe au syndic; — Que c'est par ou contre ce dernier que doivent être intentées ou suivies toutes les actions actives ou passives, mobilières ou immobilières; — Que c'est le syndic qui fait toutes les rentrées et qui poursuit

donnée (engagement de porter ou faire porter les enchères à un dixième en sus), et à la forme sous laquelle elle doit se produire, que celui dont elle émane ait la capacité de s'obliger. L'arrêt précité dénie au syndic le droit de surenchérir, parce que la surenchère excède les pouvoirs d'administration qu'il tient de la loi; il lui refuse même le droit de requérir surenchère avec l'autorisation du juge-commissaire, parce que « nulle part la loi ne confère au juge-commissaire le droit d'autoriser des mesures en dehors de la marche régulière de la liquidation ». Peut-être cette dernière solution est-elle contestable, car il existe bien d'autres hypothèses dans lesquelles on voit le syndic contracter des obligations dans l'intérêt de la masse (continuation du commerce, etc.).

**§ 17.** — IV. HYPOTHÈQUE DE LA MASSE. — Aux termes de l'art. 490 *in fine*, les syndics sont aussi tenus de prendre inscription au nom de la masse sur les immeubles du failli dont ils connaissent l'existence. Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 494, de graves controverses se sont élevées sur le caractère véritable, sur le but et les effets de l'hypothèque de la masse. Sous le code de 1807, dont l'art. 500 prescrivait aussi l'inscription dont il s'agit, il était admis que cette formalité avait uniquement pour objet de rendre plus notoire l'état de faillite et d'empêcher que les immeubles fussent vendus à l'insu et au préjudice de la masse, qu'elle ne pouvait lui conférer un droit hypothécaire contre les créanciers postérieurs à la faillite.

Si l'art. 490 de la loi de 1838 reproduit littéralement la même disposition, l'art. 517, où sont déterminés les effets de l'homologation du concordat, ajoute que cette homologation « conservera à chacun des créanciers, sur les immeubles du failli, l'hypothèque inscrite en vertu du paragraphe 3 de l'art. 490... », et se borne à ordonner l'inscription de ce jugement, quand il n'en a été autrement décidé dans le concordat. Il résulte clairement du rapprochement de l'art. 490 avec le nouvel art. 517 que, dans le premier article, la loi de 1838 a entendu attacher à l'inscription l'effet de conférer aux créanciers de la faillite une véritable hypothèque, puisque le second la déclare conservée après l'homologation du concordat (Rép. n° 494).

Certains auteurs ont, il est vrai, persisté à soutenir, sans tenir aucun compte de l'art. 517, que l'inscription de l'art. 490 n'avait toujours, comme sous la loi ancienne, que le caractère d'un avertissement donné aux tiers de l'existence de la faillite et de l'état de dessaisissement du débiteur (V. outre les auteurs cités au Répertoire : Pont, *Privileges et hypothèques*, t. 2, n° 904; Mourlon, *Examen critique*, Appendice, n° 344, note). Jugé en ce sens que, des deux inscriptions prises sur les immeubles du failli, en exécution des art. 490 et 517, l'une est une formalité purement conservatoire, que l'autre a seule pour effet d'attribuer aux créanciers un droit hypothécaire individuel qui ne saurait, au surplus, rien garantir au delà du dividende promis par le concordat en vertu duquel elle a été requise; que, par suite, en cas de nouvelle faillite, c'est seulement pour la part correspondante de leurs créances primitives, que les concordataires de la première faillite peuvent obtenir d'être colloqués à l'ordre ouvert sur le prix des immeubles du failli (Paris, 22 juin 1850, aff. Bartinet, D. P. 52. 2. 213).

Mais l'opinion contraire a depuis longtemps prévalu; la jurisprudence et la doctrine s'accordent aujourd'hui pour reconnaître à la masse de la faillite une véritable hypothèque, résultant du jugement déclaratif lui-même. Ainsi que nous l'avons démontré au Rép. n° 494 et v° *Transcription hypothécaire*, n° 476, cette hypothèque est le corollaire du dessaisissement (V. en ce sens : Req. 29 déc. 1858, aff. Védie, D. P. 59. 1. 102; Besançon, 16 avr. 1862, aff. Viard, D. P. 62. 2. 85; Dijon, 5 août 1862, aff. Perret, D. P. 62. 2. 149; Paris, 27 mai 1865, aff. Crouillebois, D. P. 65. 2. 174; Req. 5 août 1869, motifs, aff. Synd. Bourson, D. P. 70. 1. 161; Paris, 6 mai 1881, *La Loi*, n° du 29 mai 1881. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2075; Aubry et Rau, *Droit civil français*, § 264, p. 203, note 11; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 447 et suiv.; Boistel, n° 914; Laurin, n° 992; Alauzet, t. 7, n° 2603; Girault, *Revue pratique*, 1867, t. 24, p. 80 et suiv.; Flandin, *Transcription*, t. 2, n° 857).

En législation, l'institution de l'hypothèque de la masse compte un certain nombre d'adversaires. Dans la plupart des cas, dit-on, le dessaisissement suffit à sauvegarder les

intérêts de la masse, et, dans le cas de concordat, il suffirait d'autoriser les créanciers à stipuler, comme garantie, une hypothèque sur tels ou tels immeubles : hypothèque conventionnelle, spéciale, sujette à inscription, gouvernée en un mot par le droit commun (c. com. italien, art. 338) (V. Thaller, *Faillite*, t. 2, p. 337 et suiv.).

**§ 18.** Certains arrêts ont décidé que l'hypothèque de la masse est une hypothèque judiciaire (Dijon, 5 août 1862 aff. Perret, D. P. 62. 2. 149; et Paris, 27 mai 1865, aff. Crouillebois D. P. 65. 2. 174; Conf. Alauzet, t. 7, n° 2603). Mais il semble plus juridique de la considérer comme une hypothèque légale, le jugement déclaratif n'étant point un jugement emportant condamnation, dans le sens de l'art. 2123 c. civ. (Rép. n° 494 et v° *Privileges et hypothèques*, n° 1095; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2707; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 264, note 12; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 309). — Au surplus, le point de savoir si c'est une hypothèque légale ou judiciaire importe peu, du moins si l'on admet que cette hypothèque grève non seulement les biens présents, mais encore les biens à venir du failli (Dijon 5 août 1862 et Paris, 27 mai 1865, précités)... y compris même les biens advenus au failli après la clôture de la faillite et la dissolution de l'union (Mêmes arrêts; Conf. Laurent, n° 992). Mais cette extension attribuée à l'hypothèque de la masse est loin d'être unanimement admise. D'après MM. Aubry et Rau et Lyon-Caen et Renault (*loc. cit.*), l'hypothèque de la masse ne grèverait pas indistinctement tous les immeubles à venir du failli, mais seulement ceux acquis par lui avant la clôture de la faillite. De plus, une inscription spéciale serait nécessaire pour chacun de ces immeubles, la spécialité de l'inscription formant le droit commun et le code civil n'y ayant fait exception que pour les hypothèques légales de la femme mariée, du mineur et de l'interdit. Plusieurs arrêts récents se sont ralliés à cette doctrine et ont décidé que l'hypothèque de la masse, n'étant point une hypothèque judiciaire, devait disparaître le jour de la dissolution de l'union (Caen, 10 juill. 1886, et Rouen, 27 avr. 1887, *Journal des faillites*, 1886, p. 430, et 1887, p. 473). En tout cas, et quel que soit le système adopté, il est certain que l'inscription peut être restreinte, par la volonté des créanciers, aux immeubles que possédait le failli, soit au jour de cette inscription, soit au jour du concordat (Paris, 27 mai 1865, précité). Une telle volonté peut s'induire des termes d'une inscription dans laquelle il est dit qu'elle est prise sur tous les immeubles que le failli possède, le sens grammatical de cette expression étant exclusif des biens à venir; elle peut s'induire également de ce que le concordat désigne nominativement chacun des immeubles qui restent grevés de l'hypothèque, et de ce que le failli s'y oblige à acquérir un terrain et à conférer à ses créanciers concordataires une hypothèque sur ce terrain dès qu'il en sera devenu propriétaire (Même arrêt).

**§ 19.** De ce que le droit acquis à la masse en vertu de l'inscription prise par les syndics constitue une véritable hypothèque, il suit que les créanciers d'un failli ont sur les immeubles du failli, par l'effet du jugement déclaratif de la faillite, une hypothèque qui les investit, à partir de l'inscription requise conformément à l'art. 490, de la qualité de tiers, dans le sens de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855 (Motifs, Req. 5 août 1869, aff. Bourson, D. P. 70. 1. 161). — Cette qualité de tiers, reconnue à la masse, entraîne à son profit plusieurs conséquences pratiques importantes :

1° Les aliénations non transcrites avant cette inscription ne sont pas opposables à la masse, quoiqu'elles aient eu lieu de bonne foi à une époque antérieure à la cessation des paiements (Req. 5 août 1869, précité). Mais le droit des créanciers du failli sur les immeubles dont l'aliénation n'a été transcrite qu'après l'inscription prise à leur profit par le syndic constitue un simple droit de créance hypothécaire, et non un droit de propriété, et, par suite, la masse ne peut se faire, du jugement déclaratif de la faillite, ni de l'inscription qui l'a suivi, un titre pour exercer une action en revendication contre les acquéreurs uniquement soumis, de leur part, à une action hypothécaire (Même arrêt) (V. en ce sens, outre les auteurs cités *supra*, n° 817, Rivière et Huguet, *Questions sur la transcription*, t. 2, n° 857). — Certains auteurs reconnaissent à la masse un droit opposable à l'acquéreur, dès le jour du jugement déclaratif et indé-

pendamment de toute inscription (Troplong, *Transcription*, n° 148; Sellier, *Transcription*, n° 309). Mais ce système, contraire à l'esprit de la loi, ne saurait être accueilli. Ainsi que l'a fait observer très justement M. Flandin (t. 2, n° 857), « ce n'est pas du dessaisissement que naît, pour les créanciers chirographaires, le droit d'opposer à un acquéreur dont le titre est antérieur à la faillite la non-transcription de son contrat. Ce droit, ils ne le puisent que dans l'hypothèque que la loi leur concède sur les immeubles du failli, hypothèque qui se rattache, à la vérité, au dessaisissement, qui en est la conséquence, mais qu'il ne faut pas confondre pour cela avec le dessaisissement, lequel ne fait autre chose, comme le déclare l'art. 443 c. com., que dépouiller le failli de l'administration de ses biens, pour la transporter à ses créanciers ». Or, l'hypothèque n'ayant d'existence à l'égard des tiers, et notamment de l'acquéreur de l'immeuble hypothéqué, que par l'inscription, il en résulte que jusqu'à l'inscription de l'art. 490, la masse n'est pas réputée avoir conservé son droit conformément à l'art. 3 de la loi de 1855, et doit subir les effets de la transcription qui a précédé cette inscription, quoiqu'elle soit postérieure au jugement déclaratif de faillite.

2° L'inscription prise en vertu de l'art. 490 rend inefficace celle qui serait prise postérieurement, du chef d'un précédent propriétaire, d'un immeuble dont le failli était détenteur lors de sa faillite (V. D. P. 74. 1. 169, note).

3° L'inscription prise par les syndics d'une faillite en vertu de l'art. 490 prime également toute hypothèque ultérieurement inscrite, même sur les biens advenus au failli après sa déclaration de faillite (Req. 29 déc. 1858, aff. Védie, D. P. 59. 1. 102; Besançon, 16 avr. 1862, aff. Viard, D. P. 62. 2. 85; Dijon, 5 août 1862, aff. Perret, D. P. 62. 2. 149). — Cette conséquence, toutefois, n'est point admise par les auteurs qui exigent une inscription spéciale sur chacun des immeubles acquis depuis le jugement déclaratif (V. *supra*, n° 818).

4° L'inscription de l'hypothèque de la masse prime également les hypothèques constituées avant la faillite sur les immeubles dont le failli était alors propriétaire, si ces hypothèques n'ont été inscrites que depuis le jugement déclaratif de la faillite, bien qu'antérieurement à celle des syndics, de telles hypothèques ne pouvant plus être utilement inscrites à partir de ce jugement.

5° En cas de succession échue au failli, ses créanciers, s'ils ont pris l'inscription dont s'occupe l'art. 490, priment les créanciers de la succession qui n'ont pas fait inscrire, dans le délai légal, le privilège de la *séparation des patrimoines*, et l'ont laissé par là dégénérer en une simple hypothèque qu'ils n'ont fait inscrire que postérieurement à l'inscription des syndics (Arrêt précité du 29 déc. 1858) (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2708, et p. 688, note 5).

6° Les syndics qui, aux termes de l'art. 490, ont pris inscription sur les immeubles du failli, peuvent opposer aux autres créanciers hypothécaires des *exceptions* qui ne pourraient pas leur être opposées par le failli lui-même (Paris, 24 avr. 1861, *Rep. v. Ordre entre créanciers*, n° 442-1°). Spécialement, les syndics sont recevables, dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix des immeubles grevés de cette inscription, à invoquer contre ceux des autres créanciers également inscrits, qui n'ont pas produit en temps utile, la *déchéance* édictée par l'art. 755 c. proc. civ. (Même arrêt). Et les mêmes syndics, derniers créanciers inscrits, qui, dans l'ordre ouvert sur le failli, ont demandé simplement et obtenu l'attribution de la somme restée disponible sans faire mention, dans leur demande de collocation, de leur droit hypothécaire, ne peuvent être considérées comme ayant renoncé à ce droit, dont ils sont toujours aptes à se prévaloir comme justifiant, en tant que de besoin, la collocation obtenue (Même arrêt).

820. L'inscription prise par le syndic produit des effets importants dans le cas où le failli obtient un concordat; elle confère, en effet, à la masse un droit de préférence sur les immeubles du failli à l'encontre des tiers à qui le failli, remis à la tête de ses affaires, pourrait consentir des droits, privilèges ou hypothèques (V. *infra*, sect. 9).

Mais l'inscription hypothécaire n'est pas seulement profitable à la masse après un concordat; elle peut également lui profiter en cas d'union; aussi doit-on décider que l'effet

de cette inscription subsiste après l'union, la vente des immeubles par le syndic et l'inscription du privilège du vendeur (Orléans, 28 mars 1885, aff. Biron et comp., D. P. 86. 2. 225). Par suite, dans le cas où les immeubles ainsi aliénés au profit de la faillite ont été postérieurement saisis et vendus à la requête d'un créancier de leur acquéreur, et où un ordre a été ouvert sur le prix de cette vente, le syndic peut, s'il est déclaré déchu de son privilège de vendeur, être colloqué, sur ce prix, à raison de la créance de la masse, au rang de l'inscription prise en exécution de l'art. 490 c. com. (Même arrêt). En effet, la propriété des immeubles dépendant de la faillite continuant à reposer sur la tête du failli après l'union, le syndic peut faire usage de l'hypothèque qu'il a fait inscrire en vertu de l'art. 490 pour se présenter dans l'ordre ouvert sur le prix d'adjudication d'un de ces immeubles vendus à sa requête, et demander sa collocation au rang de son inscription, encore bien qu'il ait, au nom de la masse, fait inscrire son privilège de vendeur, si, d'ailleurs, pour une raison quelconque, il n'a pas conservé ce privilège. Le privilège du vendeur conserve les droits du failli sur l'immeuble vendu; l'inscription hypothécaire prise en vertu de l'art. 490 c. com. conserve, au contraire, les droits de créance de la masse. Ce sont là des droits distincts qui peuvent coexister, et dont l'un ne saurait nuire à l'exercice de l'autre. — L'inscription du privilège de vendeur et l'inscription de l'hypothèque de la masse ne faisant point double emploi, et chacune d'elles ayant au contraire son utilité, il s'ensuit que le syndic n'a pas capacité pour donner, même avec l'autorisation du juge-commissaire, mainlevée de l'inscription prise au profit de la masse en vertu de l'art. 490, en tant qu'elle grève un immeuble du failli vendu sur adjudication, lorsque le prix de l'adjudication n'a été payé qu'en partie (Douai, 3 févr. 1880, aff. Moncharville, D. P. 80. 2. 157). Une mainlevée consentie dans ces conditions aurait, en effet, le caractère d'un acte de disposition, excédant les pouvoirs d'un administrateur.

821. Le rapport de la faillite n'a pas nécessairement pour effet d'anéantir l'hypothèque de la masse. Ainsi l'inscription prise par le syndic sur les immeubles du failli au profit de la masse n'est pas anéantie par l'effet du jugement qui rapporte le jugement déclaratif de la faillite sur le motif qu'une société nouvelle se charge de payer toutes les dettes par suite d'arrangements intervenus entre cette société et le failli, un tel jugement pouvant être considéré comme n'ayant statué que pour l'avenir et en vue de la cessation des opérations commencées, sans porter atteinte aux droits acquis et aux actes régulièrement faits par le syndic (Req. 8 nov. 1869, aff. Jouart, D. P. 72. 1. 195). En ce cas, les choses doivent se passer comme si la faillite eût été close par un concordat dûment homologué.

822. L'inscription prise par le syndic au nom de la masse, en vertu de l'art. 490, n'a pas pour objet de conserver les droits individuels des créanciers de la faillite les uns à l'égard des autres, mais seulement de conserver, au regard des tiers, les intérêts collectifs de la masse; dès lors, elle ne peut étendre, restreindre et modifier les droits respectifs des créanciers de la faillite (Civ. cass. 13 janv. 1874, aff. Préfet d'Alger, D. P. 74. 1. 169). En conséquence, cette inscription ne prime pas celle qui serait prise par le Trésor, même postérieurement, en vertu du privilège pour frais de justice criminelle, qui lui est conféré par l'art. 4 de la loi du 5 sept. 1807 (Même arrêt); et elle n'empêche pas davantage l'administration des contributions indirectes ou l'administration des douanes d'exercer, de préférence à la masse, le privilège mobilier qui leur est conféré par l'art. 47 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13, par l'art. 22, tit. 13, de la loi du 22 août 1791 et l'art. 4, tit. 6 de la loi du 4 germ. an 2 (Civ. cass. 16 mai 1888, aff. Montégut, *ès nom*; Civ. rej. 16 mai 1888, aff. Cinqalbre, *ès nom*, D. P. 88. 1. 353). — Mais l'état de faillite de l'individu, condamné criminellement ne dispense pas le Trésor public de faire inscrire son privilège pour frais de poursuites, dans les deux mois du jugement ou arrêt de condamnation (art. 549); il ne suffit pas, pour la conservation de ce privilège, de l'inscription générale prise au nom de la masse par les syndics, en vertu de l'art. 490 (Metz, 28 févr. 1856, aff. Metzger, D. P. 57. 2. 49; Besançon, 30 août 1856, aff. Sucillon, D. P. 57. 2. 51).



ART. 4. — *Gestion des syndics, responsabilité, solidarité, obligation personnelle, transaction, etc.* (Rép. n° 499 à 570).

**823.** — I. CARACTÈRES DU MANDAT DES SYNDICS. — Ainsi qu'on l'a vu au *Répertoire*, les pouvoirs du syndic ne sont pas limités à ceux d'un simple administrateur; son mandat embrasse tout les actes qui ont pour but... avant le concordat ou l'union, la conservation et le rétablissement de l'actif de la faillite;... et, après l'union, la liquidation de cet actif et les paiements à faire aux créanciers (Comp. sur le caractère essentiellement personnel de ce mandat, Rép. n° 499). — Dans l'exercice de leurs attributions, les syndics peuvent agir, en principe, sans avoir à se munir d'aucune autorisation. Ainsi, sont dispensés de toute autorisation les faits de gestion des syndics relatifs... à l'exécution de la décision du tribunal de commerce ordonnant le dépôt ou la garde de la personne du failli;... A l'apposition ou à la levée des scellés et à l'inventaire (V. art. 479 à 481);... Aux recouvrements des dettes actives (V. art. 471 et 485);... A l'ouverture des lettres adressées au failli (V. art. 471);... A la clôture des livres du failli (V. art. 475);... A la rédaction du mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes et circonstances et des caractères qu'elle peut avoir (V. art. 482);... A la prise de possession, après l'inventaire, des marchandises, de l'argent, des titres actifs, des livres et papiers, meubles et effets du failli (V. art. 484);... Au choix des auxiliaires que les syndics croient devoir employer;... A l'admission ou à la contestation des créances (V. *infra*, art. 5);... A l'exercice du droit d'opposition au concordat et à la demande d'homologation du concordat (V. *infra*, sect. 9) et, après l'union faite de concordat, à la liquidation de l'actif de la faillite (V. *infra*, sect. 11, etc.). — Pour l'énumération complète des actes que le syndic peut faire sans autorisation, V. *Code de commerce* annoté, art. 468, n° 44 à 79.

**824.** Les syndics n'ont pas non plus besoin d'autorisation lorsqu'ils exercent en justice les *actions actives et passives* du failli ou de la masse (V. *supra*, sect. 4. Comp. Rép. n° 539 et suiv.). Il semble, au premier abord, que la loi du 4 mars 1889 ait apporté à ce pouvoir des syndics une limitation : cet article dispose, en effet, que « les liquidateurs sont tenus de prendre l'avis des contrôleurs sur les actions à intenter et à suivre » ; et, comme l'art. 20 de la même loi déclare l'institution des contrôleurs commune à la faillite et à la liquidation judiciaire, on pourrait soutenir que, de la combinaison de ces deux textes, ressort pour les syndics l'obligation, lorsqu'il a été nommé des contrôleurs, de prendre leur avis avant d'ester en justice. Cette limitation aux pouvoirs du syndic serait, d'ailleurs, plus apparente que réelle, et ne donnerait que bien imparfaitement satisfaction au vœu des auteurs qui estiment que le syndic ne devrait pouvoir agir en justice qu'avec l'autorisation d'un comité de surveillance nommé par les créanciers (V. en ce sens : Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 766, note 1). En effet, l'avis que le liquidateur doit solliciter des contrôleurs est purement consultatif, et il ne lierait pas plus le syndic qu'il ne lie le liquidateur.

Mais, si faible qu'elle soit au fond, cette limitation au pouvoir du syndic ne nous paraît pas résulter de la loi nouvelle sagement interprétée. Le syndic de faillite, en effet, représentant à la fois le débiteur dessaisi et la masse des créanciers, doit avoir *autant de droits* que le liquidé et son liquidateur, agissant de concert; or du rapprochement des art. 6 et 10 de la loi, il ressort que l'avis des contrôleurs n'est pas exigé quand l'action est intentée ou suivie par le liquidé en personne, assisté du liquidateur. Cet avis ne saurait davantage être exigé quand le débiteur est en faillite, et que l'administration est entièrement concentrée aux mains d'un syndic.

**825.** Néanmoins, certains actes de gestion des syndics sont subordonnés soit à l'autorisation du *juge-commissaire*, soit à l'autorisation du *tribunal*, soit à celle de la masse des créanciers. Ainsi, les syndics ne peuvent, qu'avec l'autorisation du juge-commissaire, faire séparément des actes d'administration... s'abstenir de l'apposition des scellés ou faire extraire des scellés déjà apposés certains objets susceptibles de cette dispense ou de cette levée partielle de scellés...

procéder, avant le concordat ou la formation de l'union, à la vente des objets sujets à dépréciation ou à dépréciation imminente, ou dispendieux à conserver... ou à la vente, pour les besoins de la faillite, des effets mobiliers ou marchandises du failli (V. *supra*, n° 805)... poursuivre la vente des immeubles du failli après constitution de l'état d'union (V. *infra*, sect. 11)... opter pour la continuation ou la résiliation des baux des immeubles affectés au commerce ou à l'industrie du failli, y compris les locaux dépendant de ces immeubles et servant à l'habitation personnelle du failli et de sa famille (V. *infra*, sect. 12)... faire, avant le concordat ou la formation de l'union, des cessions de baux... consentir des baux d'immeubles appartenant au failli... retirer de la Caisse des dépôts et consignations les deniers qui ont été déposés par les syndics en vertu de l'art. 489, ou bien encore qui ont été consignés par des tiers... retirer des mains d'un créancier gagiste, en remboursant la créance, les objets donnés en nantissement, admettre les actions en revendication exercées en vertu des art. 574, 575 et 576 (V. *infra*, sect. 15)... ou exiger la livraison des marchandises vendues au failli, à charge d'un paiement intégral du prix (V. *infra*, sect. 15)... transiger, avant ou après l'union, sur les contestations qui intéressent la masse, et qui sont relatives à des droits et actions soit mobiliers, soit immobiliers;... sauf, en certains cas, la nécessité d'une homologation du tribunal. Enfin la continuation de l'exploitation de l'actif du failli, après la formation de l'union, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération des créanciers prise en présence du juge-commissaire, à la majorité des trois quarts en nombre et en sommes.

**826.** D'autre part, les transactions relatives aux *biens immobiliers* du failli, ne peuvent avoir lieu malgré l'opposition de ce dernier à l'homologation de ces transactions... lorsqu'il s'agit de transactions antérieures au concordat ou à la formation de l'union,... à la différence du cas où la transaction est postérieure à l'union (V. *infra*, sect. 11). Le failli doit être appelé à l'opération de clôture de ses livres de commerce;... à la levée des scellés et à l'inventaire (V. art. 479)... lors de la demande d'autorisation, adressée par les syndics au juge-commissaire avant le concordat ou la formation de l'union, de procéder à la vente des effets mobiliers ou marchandises... dans l'instance d'homologation de toute transaction soumise à cette formalité... à la vérification des créances (V. *infra*, art. 5)... aux assemblées de créanciers convoquées à l'effet de délibérer sur le concordat (V. *infra*, sect. 9); au jugement à intervenir sur l'opposition au concordat. — C'est au failli que les syndics doivent rendre leur compte définitif, après homologation du concordat, en présence du juge-commissaire (V. *infra*, sect. 9). Le failli doit être encore appelé au compte qui, en cas de formation de l'union, à défaut de concordat, et de nomination de nouveaux syndics, doit être rendu à ces derniers par les syndics remplacés (V. art. 529)... dans l'instance à fin d'autorisation, pour les syndics de l'union, de traiter à forfait, de tout ou partie des créances du failli, non recouvrées (V. *infra*, sect. 11)... à l'assemblée de créanciers où, après la liquidation complète de la faillite, les syndics de l'union doivent rendre leur compte définitif, et où il doit être statué sur l'excusabilité du failli (V. *infra*, sect. 11). De plus, il peut être employé comme auxiliaire des syndics (Rép. n° 499). — Cet ensemble de droits conférés au failli par le code de commerce démontre que, bien que dessaisi, le débiteur n'en possède pas moins, sur l'ensemble des opérations de la faillite, un droit de surveillance et de contrôle qui ne saurait, sous aucun prétexte, lui être enlevé. La faillite, en effet, ne peut priver le failli des droits essentiellement attachés à la personne, et parmi ces droits, du plus important de tous, celui de défendre en personne ses propres intérêts toutes les fois qu'ils se trouvent en opposition avec ceux de la masse.

**827.** — II. SOCIÉTÉ EN FAILLITE ; CONCOURS DU LIQUIDATEUR ET DU SYNDIC. — Mais à qui appartient-il, lorsque le failli est une société, c'est-à-dire un être de raison, de défendre à l'encontre du syndic, représentant des créanciers, les intérêts propres de la société et des associés ? Cette question, l'une des plus graves que soulève la faillite des sociétés, n'est résolue par aucun texte; mais les principes permettent d'en donner la solution. Puisque la société, être fictif, ne peut

agir que par représentants, il est indispensable qu'une fois en faillite, elle ait un autre mandataire que le syndic, un représentant spécial appelé à jouer le rôle légalement dévolu au failli, d'après les dispositions rappelées au numéro précédent. Si la société est en nom collectif, ce mandat sera dévolu à l'associé gérant, ou si tous gèrent concurremment, à celui des associés que les autres choisiront; si la société est en commandite, ce rôle reviendra aux commandités ou gérants. La société en faillite est-elle une société anonyme, c'est aux administrateurs en fonctions au jour de la déclaration de faillite que cette mission incombera. Le syndic, il est vrai, est légalement substitué au conseil d'administration pour les actes de gestion en raison du dessaisissement; mais, ainsi que nous l'avons démontré *suprà*, n° 446, le mandat des administrateurs survit nécessairement à la faillite, en tant du moins qu'il s'agit de l'exercice des droits que la loi confère à tout failli à l'encontre de la masse, et subsiste jusqu'à l'expiration normale de leurs pouvoirs, à moins de révocation par l'assemblée des actionnaires, ou à moins que le tribunal ne prononce la dissolution de la société (dissolution qui, nous l'avons établi, n'est point une conséquence forcée de la faillite, (V. *suprà*, n° 446. Comp. Paris, 12 juill. 1869, motifs, aff. Faillite chemin de fer de Lyon à Sathonay, D. P. 70. 2. 7). — Ces solutions, qui découlent des principes, sont expressément consacrées par le code de commerce italien (art. 837) : « ... les actes de procédure seront dirigés contre les administrateurs et directeurs, ou les liquidateurs; ils doivent comparaître à toute réquisition, et être entendus comme les représentants légaux de la société en faillite ».

828. Si la société est à la fois en faillite et en état de dissolution, soit que la dissolution ait précédé, soit qu'elle ait suivi le jugement déclaratif, c'est alors au liquidateur qu'il appartient de représenter la société (qui, bien que dissoute, est censée survivre pour les besoins de la liquidation) dans toutes les circonstances où la loi exige le concours, autorise l'intervention ou requiert l'avis du failli; c'est le liquidateur, en d'autres termes, qui, au lieu et place des gérants ou administrateurs dont le mandat a pris fin par le jugement de dissolution, s'acquittera des obligations que la loi impose, ou fera valoir les droits que la loi concède au failli (Civ. rej. 9 mai 1854, aff. Faillite canal Zola, D. P. 54. 1. 203; Req. 21 janv. 1874, aff. Jacob Pêtre, D. P. 74. 1. 312; Civ. cass. 10 avr. 1889, aff. Syndic Comptoir financier et industriel de Paris (motifs), D. P. 90. 1. 305. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3114; Rousseau, *Sociétés*, n° 2045; Pic, *Faillite des sociétés*, p. 154-165, et *Du concours dans une faillite de société d'un liquidateur et d'un syndic*, *Annales* 1887. 1. p. 130 et suiv.). Jugé : 1° que, si la dissolution a précédé la faillite, le jugement qui déclare en faillite la société dissoute et l'existence d'un syndicat organisé par la loi n'empêchent pas que la société continue à subsister comme être moral, et à être représentée par ses liquidateurs pour l'exercice des droits et facultés qui appartiennent à tout failli (Req. 21 janv. 1874; Civ. cass. 10 avr. 1889, précités); ... — 2° Que, réciproquement la faillite déclarée ne s'oppose pas à ce que le tribunal prononce ultérieurement la dissolution de la société et nomme un liquidateur à la société, bien qu'étant en faillite elle soit pourvue d'un syndic (Civ. rej. 9 mai 1854, précité); — 3° Que, spécialement, les liquidateurs nommés avant la déclaration de faillite peuvent être reçus *partie intervenante* dans une instance concernant la faillite, comme le pourrait le failli (Req. 21 janv. 1874, précité).

La commission de la cour de cassation, appelée en 1885 à donner son avis motivé sur le projet de réforme de la législation des faillites, avait cru devoir, il est vrai, répudier cette doctrine et condamner la pratique actuelle, sanctionnée par ses propres arrêts, qui assigne au syndic et au liquidateur dans la faillite d'une société dissoute des attributions distinctes. D'après la commission, cette pratique serait illégale et constituerait un empiétement sur les pouvoirs du syndic; aussi avait-elle proposé d'ajouter à l'art. 462 c. com. une disposition interdisant formellement tout concours d'un liqui-

dateur et d'un syndic dans une même faillite (V. rapport de M. le président Larombière, *Journal des faillites*, 1885, p. 381 et suiv.). Mais cette opinion procédait, selon nous, d'un point de vue inexact. Pour les mêmes motifs qui militent en faveur du maintien en fonctions, après le jugement déclaratif, des administrateurs en exercice, nous estimons que la présence du liquidateur en face du syndic est justifiée par la nécessité de protéger les intérêts collectifs des actionnaires; quoique dissoute, la société subsiste comme être moral pour les besoins de la liquidation; il faut donc qu'elle soit représentée pour l'exercice des droits que la loi confère à tout failli (Req. 21 janv. 1874, précité, motifs).

Cette doctrine est, d'ailleurs, expressément sanctionnée par l'art. 4, § 2, de la loi du 4 mars 1889, aux termes duquel, « dans le cas où une société est déclarée en état de liquidation judiciaire, s'il a été nommé antérieurement un liquidateur, celui-ci représentera la société dans les opérations de la liquidation judiciaire » De même que le liquidateur désigné antérieurement reste en fonctions en présence du liquidateur nommé par le jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, de même ce liquidateur doit-il continuer à représenter la société en présence du syndic institué par le jugement déclaratif de la faillite. La cour de cassation s'est, d'ailleurs, formellement ralliée à notre interprétation par son arrêt précité du 10 avr. 1889, postérieur à la promulgation de la loi du 4 mars 1889.

829. — III. RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE DES SYNDICS. — La responsabilité des syndics est engagée lorsqu'ils ont agi en dehors de leur mandat, ou qu'ils ont commis, dans l'exercice de ce mandat, une faute préjudiciable à la masse (Comp. *Rép.* n° 437, 501, 518 et suiv., 551 et suiv.). — L'application de ces principes à l'exercice par le syndic des actions en justice conduit aux solutions suivantes. Le syndic, mandataire légal du failli et des créanciers, ne peut, par l'exercice régulier de son mandat *ad litem*, engager sa responsabilité personnelle. S'il succombe dans l'instance, la condamnation aux dépens, prononcée contre lui *es qualités*, est en réalité prononcée contre la masse qu'il représente, et non pas contre lui personnellement. Mais il en est autrement s'il a témérairement engagé une instance dont il devait prévoir l'insuccès, et compromis ainsi les intérêts de la masse. L'exercice de l'action constitue, en ce cas, une faute engageant sa responsabilité, et autorisant le juge à le condamner *personnellement* aux dépens (Req. 22 août 1871, aff. Fleury, D. P. 71. 1. 228). Cette condamnation peut même être prononcée d'office et sans que la partie adverse y ait conclu (Même arrêt). Décidé également que si le syndic, en saisissant la justice, semble avoir plutôt obéi à un ressentiment personnel que consulté les intérêts bien entendus qu'il avait à défendre, il convient de mettre en grande partie à sa charge les conséquences d'un entraînement irréléché contre lequel il aurait dû, plus qu'un autre, se prémunir (Nancy, 31 déc. 1875, aff. Laporte C. syndic Lesnès-MM. Leclerc, 1<sup>er</sup> pr.-Angenoux, av. gén.). Dans l'espèce, le Syndic était condamné à payer deux tiers des frais en son nom personnel et un tiers en qualité de syndic (V. au surplus, sur la responsabilité des syndics à raison des fautes par eux commises dans l'exercice des actions en justice, *Rép.* n° 541, 551 et suiv. et 1049, et v° *Compétence commerciale*, n° 277. — Sur la question de savoir si les syndics ont, à raison de leur mandat, une action *solidaire* contre chacun des créanciers de la masse, V. *Rép.* n° 505 et suiv. et 966).

830. En cas de nomination de *plusieurs* syndics, ils ne peuvent, en principe, agir que *collectivement* : par suite, le concours de tous les syndics est, en règle générale, nécessaire à la validité de leurs actes de gestion (c. com. art. 465) Conf. *Rép.* n° 516; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2803).

Spécialement, un seul d'entre eux ne pourrait, à moins de délégation spéciale du juge-commissaire, procéder à la vente des immeubles du failli. Mais cette cause de nullité doit être proposée, à peine de déchéance, dans les délais déterminés par l'art. 728 c. proc. civ. (Aix, 18 févr. 1888) (1).

Jugé, de même, par application de la loi du 22 avr. 1871,

(1) (Arezzo C. Muauux et Narici). — Le 5 juill. 1887, jugement du tribunal civil de Nice, ainsi conçu : — « Attendu que Muauux, agissant comme syndic de la faillite des frères Sereco, a fait pro-

céder, le 13 nov. 1884, à la saisie réelle d'un immeuble situé à Nice, au quartier du Var, appartenant à Arezzo pour obtenir paiement d'une somme de 2365 fr. due par celui-ci à la faillite; que la

que la convention passée entre un commerçant en état de liquidation judiciaire et un tiers pour les besoins de la liquidation n'était pas valable, si elle n'avait été acceptée que par l'un des deux syndics en fonctions, non autorisée par le juge-commissaire à agir séparément (Civ. cass. 4 mai 1887, aff. Société Girerd-Nicolas et comp., D. P. 88. 1. 35). En effet, ainsi que nous l'avons établi *supra*, n° 47 et suiv. la loi du 22 avr. 1871, tout en enlevant exceptionnellement à la cessation des paiements la qualification de faillite et, comme conséquence de cette faveur, en affranchissant le débiteur malheureux des incapacités de failli, n'a pas entendu déroger, en dehors des immunités particulières qu'elle lui a accordées, aux règles générales de la faillite, et notamment aux prescriptions de l'art. 635 c. com. (Note sous Civ. rej. 24 janv. 1887, aff. Toche frères, D. P. 87. 1. 215).

**831.** Sous l'empire des art. 527 et 528 du code de 1807, les syndics pouvaient opérer individuellement le recouvrement des sommes dues au failli. Par suite, les paiements faits à un seul d'entre eux étaient valables et libératoires (Req. 19 mars 1861, aff. Ratier-Plat, D. P. 61. 1. 276). Aujourd'hui, au contraire, un syndic ne pourrait procéder seul, et sans le concours de ses co-syndics, au recouvrement de sommes dues au failli, qu'avec l'autorisation du juge-commissaire (art. 465). Le paiement fait aux mains d'un syndic seulement serait cependant libératoire si le débiteur avait obtenu la restitution du titre; car le fait d'avoir confié le titre à l'un d'eux équivaut de la part des autres, à un mandat d'en effectuer l'encaissement (Rép. n° 517). Or, il suffit, pour que l'acte émané d'un seul syndic soit régulier, que cet acte ait été effectué en exécution d'un mandat des autres syndics ou même que, accompli sans mandat, il ait été ratifié après coup (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2803). Ainsi, l'irrégularité résultant de ce que l'appel d'un jugement rendu dans une faillite a été interjeté par un seul des syndics, peut être réparée par l'intervention et l'adhésion des autres syndics (Req. 30 déc. 1856, aff. Hébert, D. P. 57. 1. 203).

**832.** Nous avons admis au Rép. n° 514, que, à part le droit qui appartient aux syndics opposants de faire réformer un acte que l'un d'eux aurait accompli malgré les autres, toute personne intéressée peut demander la nullité d'un pareil acte, comme émanant d'un individu sans pouvoir; l'art. 465, qui porte que les syndics doivent agir collectivement, implique, en effet, qu'un seul d'entre eux n'a pas capacité pour agir. — Il a été décidé, au contraire, que la partie capable qui a contracté avec l'un seulement des syndics d'une faillite, ne peut pas faire annuler la convention, la nullité dont il s'agit n'existant que dans l'intérêt exclusif de la masse des créanciers;... et que, spécialement, elle n'est pas recevable à arguer de nullité la prorogation du délai d'un compromis, consentie par un seul syndic en l'absence des autres (Req. 14 févr. 1873, aff. Lamy, D. P. 73. 1. 245). Mais cette doctrine nous paraît difficilement conciliable avec le texte de l'art. 465, ainsi qu'avec les principes généraux du mandat.

**833.** Les syndics sont responsables *en commun* des actes auxquels ils ont tous concouru... et même de ceux faits par l'un d'eux seulement, s'ils les ont autorisés formellement ou tacitement ratifiés (Rép. n° 511). Et le syndic, adjoint postérieurement à un syndic d'abord nommé, est tenu avec celui-ci de toutes les obligations de la gestion

collective; (Caen, 18 nov. 1873, aff. Moulin, D. P. 77. 2. 60-61). — En ce qui concerne les conséquences des actes faits par un seul syndic sans l'assentiment des autres, V. Rép. n° 512 et 517.

Avant 1838, la question de la *solidarité* entre les co-syndics était discutée et avait donné lieu à des décisions contradictoires (Rép. n° 501); mais l'affirmative n'est pour ainsi dire plus contestée depuis la loi de 1838, attendu que si l'art. 465 assujettit les co-syndics à l'obligation de gérer collectivement, ce principe n'a été admis que pour que tous puissent être assujettis à une responsabilité solidaire (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2803). Jugé, en ce sens, que les syndics démissionnaires qui ont reçu des sommes que le syndic définitif leur a indûment payées soit pour indemnité de gestion, soit pour reliquat de leur compte, sont tenus solidairement, au regard de la masse, de la restitution de ces sommes, sauf la division par moitié entre eux (Orléans, 5 avr. 1859, aff. Ismann, D. P. 59. 2. 57).

**834.** Aux termes de l'art. 465 c. com., le juge-commissaire peut donner à un ou plusieurs d'entre les syndics des autorisations spéciales à l'effet de faire *séparément* certains actes de l'administration (Rép. n° 500);... par exemple, exercer une action en justice (Chambéry, 24 nov. 1881 (Journal des faillites, 1882, p. 289);... poursuivre la nullité d'une vente d'immeubles qui aurait été faite par le failli en fraude des droits de la masse (Rouen, 31 mai 1851, aff. Batel, D. P. 54. 5. 357). Mais dans le cas où, l'action ayant été d'abord introduite par les deux syndics agissant collectivement, l'un d'eux s'en est ensuite désisté, par le motif qu'elle serait préjudiciable aux intérêts de la masse, l'autre syndic ne peut la suivre seul, même avec l'autorisation du juge-commissaire : il y a, en pareil cas, un débat sur lequel ce magistrat ne peut statuer que sauf recours au tribunal (Même arrêt).

**835.** — IV. TRANSACTIONS; COMPROMIS; DÉSISTEMENT. — Ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 805 et suiv., les syndics ne peuvent procéder à l'aliénation des biens du failli que sous certaines conditions et autorisations. La transaction étant un acte particulièrement grave, plus dangereux pour le failli qu'une aliénation proprement dite, il ne pouvait être question d'autoriser les syndics à transiger librement sur les droits du failli; il eût été préjudiciable à la masse, d'autre part, de prohiber les transactions d'une façon absolue; de là, le moyen terme adopté par l'art. 487, qui autorise les syndics à transiger, mais sous certaines conditions seulement (Rép. n° 523). Nous examinerons successivement l'étendue de ce droit, puis les conditions auxquelles il est subordonné.

Sur le premier point, la formule compréhensive de l'art. 487 c. com. conduit à décider que :... 1° les syndics ont qualité pour transiger sur toute contestation intéressant la masse, que le droit qui fait l'objet de la transaction appartienne au failli ou aux créanciers (Civ. cass. 16 févr. 1864, aff. Thourreau et Charbonneau, D. P. 64. 1. 89). Ainsi, le syndic de la faillite d'une société en commandite a qualité pour transiger avec les commanditaires actionnés soit par lui, soit par quelques-uns des créanciers, comme solidairement obligés avec le failli pour actes et faits de gestion, une telle action intéressant la masse de la faillite dans le sens de l'art. 487 (Même arrêt. — Conf. Lyon, 22 févr. 1866, même affaire *infra*, n° 1060. *Contrà* : Dijon, 11 août 1862, aff. Thourreau, D. P. 62. 2. 143, cassé par l'arrêt

procédure a été suivie par M<sup>e</sup> Narici, avoué près le siège, et que l'immeuble a été adjugé à l'audience des criées du 11 mars 1885, moyennant la somme de 14000 fr.; — Attendu qu'Arezzo estimant que la vente lui avait été préjudiciable, a actionné Muaux en dommages-intérêts, à raison de l'irrégularité de la procédure mise en œuvre et que celui-ci a appelé M<sup>e</sup> Narici en garantie; — Attendu qu'il est constant que Muaux avait été nommé syndic par un jugement du tribunal de commerce de Nice du 21 oct. 1884 et que par un autre jugement du même tribunal en date du 10 novembre suivant, quatre co-syndics lui furent adjoints; — Attendu que la nomination de cinq syndics dans la même faillite constituerait une violation des dispositions de l'art. 462 c. com., que le tribunal n'a pu commettre; que tout porte à penser que, dans l'esprit des magistrats, les quatre co-syndics désignés par le jugement du 10 nov. 1884 devaient simplement composer un comité aux conseils duquel le syndic pourrait recourir, ainsi du reste que cela

se pratique souvent, mais qu'en admettant qu'il en fût autrement, les moyens de nullité invoqués aujourd'hui auraient dû être proposés dans les délais déterminés par l'art. 723 c. proc. civ. et ne sauraient l'être alors que le jugement d'adjudication lui-même n'a été l'objet d'aucun recours et que les co-syndics de Muaux en ne protestant pas contre ces agissements sont présumés y avoir donné leur consentement; que, seuls les créanciers de la faillite pourraient agir contre Muaux, si un préjudice était résulté pour eux des actes irréguliers qu'il aurait accomplis;...

Par ces motifs, déclare Arezzo mal fondé dans sa demande; l'en déboute et le condamne aux dépens envers toutes les parties. — Appel par Arezzo.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

Du 18 févr. 1888.—C. d'Aix, 1<sup>re</sup> ch.

précité du 16 févr. 1864). — Quant aux syndics de l'union, V. *infra*, sect. 11);... — 2° Les syndics ont le droit de transiger sur les éléments de la masse *passive*, aussi bien que sur ceux de la masse *active*, et, par conséquent, avec les créanciers de la faillite : on objecterait vainement qu'un tel droit accordé au syndic enlève aux autres créanciers la faculté de contredire qui leur est conférée par l'art. 494 c. com. (Req. 26 avr. 1864, aff. d'Apréval, D. P. 64. 1. 308);... Sauf à ces autres créanciers la faculté d'intervenir dans l'instance en homologation à laquelle la transaction peut donner lieu (Même arrêt). — Il en est ainsi surtout quand la validité de la transaction est contestée par des créanciers mis en cause par le syndic dans cette instance d'homologation (Même arrêt). Il est vrai qu'en ce cas, la transaction avec un créancier de la faillite précède nécessairement l'époque de la vérification et de l'admission des créances, puisque, d'après la jurisprudence constante de la cour de cassation, les créances admises après vérification sont à l'abri de toute contestation ultérieure pouvant faire l'objet d'une transaction (V. Req. 15 déc. 1863, aff. Chabaudie, D. P. 64. 1. 108, et la note où l'on signale toutefois la controverse dont la question a été l'objet), et que, par suite, les créances couvertes par la transaction se trouveront, lors de ces opérations de vérification et d'admission, à l'abri du droit de contredit édicté par l'art. 494 c. com. C'est la considération sur laquelle on se fondait particulièrement pour dénier au syndic le droit de transiger avec des créanciers de la faillite. Mais les termes généraux et absolus de l'art. 487 ne permettent pas d'établir une semblable distinction entre les éléments de la masse *passive* et ceux de la masse *active*. Au surplus, le contrôle exercé par le juge-commissaire et la faculté qui appartient aux créanciers contestants d'intervenir dans l'instance à fin d'homologation de la transaction, sauvegardent suffisamment les intérêts de ceux qui voudraient combattre la créance à consolider par une transaction, et suffit pour détruire une considération d'ailleurs sans force légale contre la disposition si large de l'art. 487. — Spécialement, la faculté accordée aux syndics par l'art. 487, de transiger sur toute espèce de droits appartenant au failli, leur donne le pouvoir de reconnaître la sincérité et la validité d'une créance hypothécaire absorbant presque tout l'actif de la faillite, et même de plusieurs faillites régulièrement ou irrégulièrement confondues, moyennant la garantie par le créancier hypothécaire d'un minimum de dividende au profit des autres créanciers de chacune des faillites, alors, d'ailleurs, que, d'une part, il est constaté que la transaction, approuvée par la grande majorité des créanciers, est conforme à l'intérêt bien entendu de la masse, et que, d'autre part, l'administration de la faillite reste aux mains des syndics (Req. 13 déc. 1865, aff. Née et consorts, D. P. 66. 1. 146).

836. Les conditions de validité de la transaction varient comme on l'a dit, *supra*, n° 825, 826, suivant l'importance pécuniaire et la nature *mobilière* ou *immobilière* de l'objet de la transaction. Le principe général est que les syndics doivent obtenir l'autorisation du juge-commissaire, le failli dûment appelé (Rép. n° 523, 585). Mais ces conditions ne suffisent pas dans tous les cas, et l'on peut dire que pratiquement elles ne suffisent presque jamais. En effet, si la transaction est d'une valeur indéterminée ou excédant 300 fr., elle n'est obligatoire qu'après avoir été homologuée (Rép. n° 523). C'est la nature de l'objet litigieux qui détermine l'autorité à laquelle l'homologation doit être demandée. L'homologation est poursuivie, devant le tribunal de commerce, si la transaction porte sur des droits mobiliers (Rép. n° 527 et 1310), et devant le tribunal civil, si elle est relative à des droits immobiliers (Rép. n° 527 et 1319). Ainsi, le tribunal de commerce peut statuer sur l'homologation d'une transaction concernant une créance mobilière, même garantie par une hypothèque (Rép. n° 526). L'hypothèque n'est, en effet, que l'accessoire de la créance, or il suffit, pour qu'il appartienne au tribunal de commerce de statuer sur la demande en homologation d'une transaction consentie par les syndics d'une faillite, que l'action qui constitue le principal élément de cette transaction ait un objet purement mobilier (Crim. cass. 15 nov. 1880, aff. Bouteloup, D. P. 81. 1. 101).

837. Jugé même que l'homologation des transactions

passées entre le syndic d'une faillite et des créanciers du failli, sur des questions relatives au report de l'ouverture de la faillite et à la nullité dont les hypothèques conférées à ces créanciers pourraient être frappées par application de l'art. 446 c. com., est, comme l'eussent été ces questions elles-mêmes, de la compétence du tribunal de commerce ; de telles transactions ne tombent pas sous l'empire de la règle, qui confie aux tribunaux civils les transactions portant sur les droits immobiliers du failli (Req. 13 déc. 1865, aff. Née, D. P. 66. 1. 146). — Cette décision semble, au premier abord, difficilement conciliable avec le texte de l'art. 487, si l'on admet avec la cour de cassation (18 juill. 1843, *Rép. v. Minorité*, n° 514) que l'hypothèque, envisagée en elle-même et indépendamment de la créance qu'elle garantit, est un droit *immobilier*. Mais elle se justifie aisément si l'on recherche l'esprit de la loi, et si l'on reconnaît, avec MM. Bravard et Demangeat, que la distinction consacrée par l'art. 487 ne peut, rationnellement, s'expliquer que si on l'envisage comme une application des principes généraux sur la compétence. « Lorsque l'intérêt est d'une certaine importance, il faut l'homologation du tribunal. Mais quel sera le tribunal compétent pour cette homologation ? Ce sera le tribunal *saisi de la contestation*, ou bien, si elle n'est pas encore élevée, le tribunal qui *serait compétent* pour en connaître. Du reste, l'art. 487 a exprimé cette idée en termes qui pourraient induire en erreur, car il fait dépendre la compétence du tribunal de la nature mobilière ou immobilière de l'objet sur lequel porte la contestation : quand l'objet serait mobilier, ce serait le tribunal de commerce qui serait compétent, et le tribunal civil quand l'objet serait immobilier. En cela, on a statué sur ce qui arrive le plus souvent : le plus souvent, en effet, pour les contestations relatives à des meubles, ce sera le tribunal de commerce qui sera compétent et, au contraire, le tribunal civil pour les contestations relatives à des immeubles. Mais il peut arriver que la contestation, bien que relative à des immeubles, soit de la compétence du tribunal de commerce ; supposez, par exemple, qu'il s'agisse de faire annuler une vente d'immeubles, comme ayant été conclue depuis la cessation des paiements et avec connaissance par l'acheteur de cette cessation, ce serait alors au tribunal de commerce qu'il appartiendrait d'homologuer la transaction. De même, à l'inverse, il se pourrait qu'une contestation relative à des objets purement mobiliers, fût de la compétence du tribunal civil, comme par exemple, si elle était relative à des droits dans une succession mobilière, et alors ce serait au tribunal civil que l'homologation devrait être demandée. Voilà en quel sens il faut entendre, conformément aux principes généraux, ce qui est dit dans l'art. 487 au sujet des droits mobiliers ou immobiliers » (Bravard et Demangeat, t. 5 p. 335).

L'arrêt précité de la chambre des requêtes sanctionne complètement cette interprétation de l'art. 487, si éloignée qu'elle paraisse être de la lettre même de la loi. Les travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889 fournissent, d'ailleurs, un argument assez sérieux à l'appui de cette jurisprudence. En effet, la commission de la Chambre des députés avait, conformément aux conclusions de son rapporteur, M. Laroze, inséré dans le projet de réforme du liv. 3, un article conférant au tribunal de commerce, dans tous les cas, le droit d'homologuer les transactions relatives aux droits intéressant la masse. Or la commission du Sénat s'est énergiquement opposée à cette innovation : — « Pour reconnaître, dit son rapporteur, si le droit de la partie qui transige est suffisamment respecté par la transaction, il est nécessaire d'être fixé sur la valeur des prétentions respectives. Or, quand il s'agit de droits immobiliers prétendus, comment, sans transgresser les principes fondamentaux de notre droit, et sans mettre de côté toute garantie des intérêts engagés, comment attribuer aux juges consulaires la mission de rechercher et d'apprécier des questions de cette nature ? Nous pensons donc qu'il y a lieu de *conserver* aux tribunaux ordinaires leur *compétence naturelle* » (Rapport de M. Demôle, n° 170, Annexe au procès-verbal de la séance du 21 déc. 1888, p. 7).

Puisque le législateur de 1889 a entendu respecter les règles ordinaires de la compétence, il semble bien que l'homologation de la transaction sur droits immobiliers doive être réservée au tribunal de commerce dans les cas excep-

tionnels où ce tribunal aurait qualité pour statuer. Or tel était précisément le cas dans l'espèce de l'arrêt précité; en effet, l'hypothèque dont il s'agissait, à l'abri de toute attaque au point de vue du droit commun, n'était critiquable qu'en vertu des règles spéciales à la faillite.

Sur les formes de la demande d'homologation, tant devant le tribunal civil que devant le tribunal de commerce, V. *Rép.* n° 528.

**838.** Le tribunal saisi de la demande peut toujours refuser l'homologation, s'il estime qu'elle serait contraire aux intérêts de la masse (Civ. cass. 16 févr. 1864, aff. Thoureau et Charbonneau, D. P. 64. 1. 89). Il doit même la refuser, quand la transaction est relative à des droits immobiliers, et que le failli déclare s'y opposer : le *consentement* du failli est, en effet, lorsque la transaction intervient avant l'union, indispensable à la validité de toute transaction immobilière (V. *Rép.* n° 523 et suiv., et *suprà*, n° 826). Mais il faut que le failli ait réalisé son opposition pour empêcher la transaction de s'accomplir. Il suit de là que le tribunal civil peut homologuer la transaction, ... si le failli, au lieu de faire opposition, ne comparait pas, quoique dûment appelé (*Rép.* n° 529); ... ou par cela seul que le failli a figuré dans l'instance d'homologation avec mise en demeure de présenter ses observations et de sauvegarder ses intérêts (Req. 2 août 1865, aff. Beaumont, D. P. 66. 1. 25). Et il en est ainsi même dans le cas où la transaction, soumise à l'homologation, aurait eu lieu sans que le failli y eût été présent ou dûment appelé, dès qu'il a été en mesure d'exercer son droit d'opposition et de veto, lors de la requête en homologation (Même arrêt). — Cette dernière décision, toutefois, ne nous semble pas conforme au texte ni à l'esprit de l'art. 487. Des termes de cette disposition il ressort, en effet, clairement que le failli doit être mis en demeure de présenter ses observations : 1° devant le juge-commissaire auquel l'autorisation de transiger est demandée; 2° devant le tribunal dont l'homologation est nécessaire à la validité et à la force obligatoire de la transaction. Le vœu de la loi n'est donc rempli que si le failli a été mis à même de s'expliquer sur l'opportunité et l'utilité de la transaction, non seulement dans l'instance d'homologation, mais encore lors de la requête à fin d'autorisation préalable adressée au juge-commissaire. Aussi tous les auteurs, énumérant les formalités à observer à peine de nullité, en matière de transaction, par le syndic de la faillite, ont-ils le soin d'y faire figurer la convocation du failli devant le juge-commissaire, sans même mettre en question la nécessité de cette convocation (V. notamment Bédarride, *op. cit.* t. 4, n° 388 et 389; Alauzet, t. 7, n° 2595; Laroque-Sayssinel, *op. cit.*, p. 213; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 333. *Comp. Rép.* n° 523 et suiv.).

**839.** Tout acte qui, au fond, présente un caractère transactionnel, doit, pour sa validité, réunir les formes prescrites par l'art. 487. Ainsi, l'admission par le syndic, au passif de la faillite, d'une créance dont l'existence ou la quotité était l'objet d'un procès entre le failli et le créancier, au moment de la faillite, constitue une transaction qui, pour être opposée au failli, doit être accompagnée des formes prescrites par l'art. 487 c. com.; et, à défaut de ces formes, le failli a le droit de reprendre l'instance et la mener à fin (Bordeaux, 30 mai 1853, aff. Emanuel, D. P. 54. 2. 110).

**840.** Le jugement rendu sur une demande d'homologation relative à une transaction que l'opposition du failli ne suffit pas à empêcher (V. *suprà*, n° 838), est susceptible d'appel, si l'objet de la transaction est supérieur au taux du dernier ressort, soit de la part du failli, lorsque l'homologation a été prononcée malgré son opposition, soit de la part des syndics, lorsque l'homologation demandée par eux a été refusée (*Rép.* n° 529 et 530). — Mais le jugement d'homologation ne peut-il pas également être attaqué par la voie d'action principale en nullité? Sur la question de savoir quel est le caractère des jugements qui homologuent une transaction, la jurisprudence paraît admettre la distinction suivante: le tribunal a-t-il statué après contestation et discussion, ou bien encore a-t-il donné à la solution du litige des motifs de fait et de droit par lesquels il apprécie les prétentions respectives des parties; sa décision aurait alors le caractère d'un jugement susceptible d'appel, et partant, non susceptible d'action en nullité principale;

mais il en serait autrement dans le cas où le tribunal sanctionne simplement une transaction comme étant exclusivement l'œuvre de la volonté des parties: sa décision ne pourrait pas être considérée comme ayant acquis l'autorité de la chose jugée puisqu'il n'y a rien eu de jugé; elle ne constituerait qu'un acte de juridiction gracieuse (V. Civ. cass. 11 nov. 1873, aff. Ellie, D. P. 73. 1. 455; *suprà*, v° Appel civil, n° 8; *Comp. supra*, v° Chose jugée. V. au surplus *infra*, v° Transaction). La transaction, dans cette seconde hypothèse, conserve, nonobstant l'homologation, son caractère de contrat, et peut, dès lors, comme tout autre contrat, être attaquée par voie d'action en nullité pour cause de violence ou de dol, d'erreur de fait, et généralement pour toutes les causes énumérées dans les art. 2052 à 2058 c. civ. (V. sur ces causes de nullité *infra*, v° Transaction; *Rép.* eod. v°, n° 136 et suiv.). — Cette même distinction doit-elle être également admise en ce qui concerne les jugements qui homologuent une transaction conclue par le syndic d'une faillite? La raison de douter provient de la disposition de l'art. 583 c. com.; cet article, en effet, énumère, d'une manière limitative, les jugements qui, en matière de faillite, ne sont pas susceptibles d'être attaqués par les voies de recours établies par la loi, et les jugements homologuant une transaction ne sont pas compris dans cette énumération. Aussi est-il généralement admis que ces jugements constituent des décisions contentieuses qui sont toujours susceptibles d'appel et qui, en revanche, ne sauraient être attaquées par la voie d'action principale en nullité, ouverte seulement contre les contrats (V. Ruben de Couder, v° Faillite, n° 1134, et *Concordat*, n° 151). — Décidé en ce sens que le jugement qui homologue une transaction faite par le syndic étant une décision contentieuse, l'action en nullité de la transaction portée devant le tribunal qui a homologué est irrecevable si elle ne revêt pas les formes, soit d'une voie de recours ordinaire, comme l'appel, soit, dans le cas où le demandeur a renoncé à interjeter l'appel, d'une des voies de recours extraordinaires indiquées au liv. 4 c. proc. civ. (Nancy, 28 déc. 1886, aff. Stique, D. P. 88. 2. 142).

**841.** Les transactions opérées conformément à l'art. 487 sont obligatoires pour la masse. Mais elles ne sauraient porter atteinte aux droits individuels des créanciers, que la faillite laisse subsister. C'est ainsi que la transaction intervenue entre le syndic et les administrateurs sur l'action sociale de mandat est sans influence sur l'action individuelle appartenant aux actionnaires qui auraient à se plaindre des manœuvres dolosives pratiquées à leur préjudice (V. *suprà*, n° 492).

**842.** D'après le projet de réforme de la loi des faillites primitivement soumis au parlement, le taux maximum des transactions dispensées de la formalité de l'homologation devait être porté de 300 à 1500 fr. Ce dernier chiffre a prévalu en ce qui concerne les transactions conclues par un débiteur en état de liquidation judiciaire (L. 4 mars 1889, art. 7); mais, par une anomalie difficile à justifier, le taux de 300 fr. a été maintenu pour les transactions après faillite. Le motif de cette réforme, tiré de la dépréciation notable de l'argent depuis un demi-siècle, s'applique cependant avec autant de force à la faillite qu'à la liquidation judiciaire; et, dès l'instant que certaines des réformes introduites par la nouvelle loi, telles que la majorité nouvelle requise pour le concordat, le mode de production des créanciers, etc., avaient été déclarées communes à la liquidation judiciaire et à la faillite, il eût été logique d'agir de même en ce qui concerne le taux des transactions.

Observons d'ailleurs que la loi nouvelle n'est pas sans avoir exercé une influence au moins indirecte sur la procédure de la transaction. En effet, aux termes de l'art. 7, le débiteur en état de liquidation judiciaire qui veut transiger doit préalablement requérir l'avis des contrôleurs; l'institution des contrôleurs ayant été déclarée commune à la faillite, il nous paraît en résulter que, dans toutes les faillites où les créanciers auront élu des contrôleurs, l'avis de ces derniers devra être requis. Cet avis, du reste, ne lie pas les syndics, et ne saurait suppléer à l'homologation de justice dans les cas où la loi l'exige.

**843.** Nous avons admis au *Rép.* n° 532 et v° Désistement, n° 34, que les syndics d'une faillite peuvent se désister



d'une instance, mais non de l'action ou de la demande elle-même : pour donner un désistement de cette nature, qui attaque le fond même du droit, il faut avoir la capacité de transiger sur l'action qui en fait l'objet. Ils ne peuvent pas davantage acquiescer à une décision rendue à leur préjudice. Cette doctrine a été consacrée par un arrêt de la chambre civile, aux termes duquel le syndic d'une faillite, bien que puissant, dans ses pouvoirs d'administrateur, qualité suffisante pour se désister d'une instance, ne peut se désister de l'appel lui-même, sans remplir les formalités prescrites par les art. 535 et 487 c. com. (Civ. cass. 23 févr. 1885, aff. Faucheron, D. P. 85. 1. 284; Orléans, 17 avr. 1886, *Journal des faillites*, 1886, p. 271). Et en cas d'inaccomplissement de ces formalités, le failli a le droit de poursuivre en son nom personnel l'instance engagée (Même arrêt).

On a cependant soutenu qu'à défaut de texte spécial, les syndics peuvent faire seuls, sous leur responsabilité, un désistement ou un acquiescement (Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2848). Mais cette solution ne nous paraît pas exacte; sans doute les syndics n'ont besoin d'aucun pouvoir spécial pour les actes de simple administration; mais les actes de disposition leur sont, au contraire, interdits, à l'exception de ceux qu'un texte spécial les autorise à accomplir. Or, aucune disposition spéciale de la loi ne donne au syndic le droit de se désister d'une action intentée. Vainement prétendrait-on que ce droit, et notamment le droit de renoncer à un appel interjeté, est compris implicitement dans celui d'exercer les actions mobilières et immobilières du failli, dont il est investi par l'art. 443 c. com. Le désistement peut être considéré comme un acte de disposition; il peut être assimilé à une transaction, car ces deux actes supposent également une contestation née et prenant fin par une convention entre les parties; le désistement constitue même, à certains points de vue, un acte plus grave que la transaction, car il implique, de la part de l'une des parties, l'abandon de tous ses droits prétendus, sans aucune compensation. Il doit donc être assujéti aux mêmes formes (Conf. Bordeaux, 30 mai 1853, aff. Emanuel, D. P. 54. 2. 110). Cette théorie n'est point directement contredite par un arrêt de la cour de Paris, du 29 juin 1879 (*V. Journal des tribunaux de commerce*, t. 27, p. 42), qui a jugé que le syndic d'une faillite a le droit de déclarer qu'il n'entend pas suivre sur un appel interjeté par le failli avant le jugement déclaratif de faillite; il ne pouvait être question, dans cette espèce, de désistement assimilable à une transaction, le syndic n'étant point, à proprement parler, en cause.

La doctrine des arrêts précités nous semble du reste confirmée par le texte de l'art. 7, § 1<sup>er</sup> de la loi du 4 mars 1889, ainsi conçu : « Le débiteur peut, après l'avis des contrôleurs... avec l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire, accomplir tous actes de désistement, de renonciation ou d'acquiescement. Il peut, sous les mêmes conditions, transiger... etc. » Si le législateur de 1889 a cru devoir assimiler le désistement et l'acquiescement à la transaction en matière de liquidation judiciaire, cette assimilation s'impose par identité de motifs en matière de faillite.

L'art. 7 est même plus rigoureux que l'arrêt de cassation précité. Il ne distingue pas en effet, entre le désistement d'un droit et le simple désistement d'instance, et exige, dans tous les cas, l'observation des formes de la transaction. Bien que le désistement d'instance ne présente pas la même gravité que le désistement d'une action, il peut cependant avoir des conséquences préjudiciables pour la masse, en l'obligeant à des frais nouveaux si elle veut introduire une nouvelle instance : telle est la considération, peut-être contestable, qui a déterminé le législateur de 1889 à cette assimilation. Doit-elle être étendue à la faillite? La question est délicate : il serait étrange, en effet, que le syndic eût des droits plus étendus que le débiteur assisté de son liquidateur; et cependant, la loi n'ayant pas déclaré l'art. 7 applicable à la faillite, et le désistement d'instance n'ayant pas en soi le caractère d'une aliénation, il nous paraît difficile de considérer cette prescription comme obligatoire pour le syndic.

**844. — V. REMISES DE DETTES.** — Le pouvoir de transiger emporte, pour les syndics, le droit de faire des remises

de dettes en faveur des débiteurs du failli, avec l'observation des conditions prescrites en matière de transaction (*Rép.* n° 523). Ainsi, lorsqu'il y a intérêt pour la masse à ce que remise soit faite à un débiteur d'une partie de sa dette, afin d'assurer la rentrée du surplus, les syndics peuvent être autorisés par le juge-commissaire ou par le tribunal, suivant les circonstances, à faire remise d'une partie de la dette; il y a là, sinon une transaction dans le sens de l'art. 2044 c. civ., du moins un acte assimilable à la transaction au point de vue de l'art. 487. Jugé, en ce sens, que le concordat n'est pas une transaction dans le sens de l'art. 2044 c. civ., mais constitue une remise de dette consentie par les créanciers du failli au profit de celui-ci; que, en conséquence, le syndic ne peut accepter et signer le concordat d'un débiteur du failli sans l'autorisation du juge-commissaire (Bordeaux, 18 déc. 1878, aff. Guit, D. P. 81. 2. 215. — Sur l'assimilation du serment décisive à la transaction, *V. Rép.* n° 524; Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2846).

**845.** Le pouvoir de transiger n'emporte pas celui de compromettre (c. civ. art. 1989). Les droits d'un failli ne peuvent donc être l'objet d'un arbitrage (*Rép.* n° 534). D'où il suit que, lorsqu'un contrat stipule que les contestations relatives à son exécution seront soumises à un tribunal composé d'arbitres, cette clause ne peut recevoir effet après la faillite de l'une des parties, puisque le syndic, n'ayant pas qualité pour compromettre, ne peut adhérer à une clause compromissaire (Trib. com. Seine, 8 avr. 1885, *Journal des faillites*, 1886, 509).

**846. — VI. EMPLOI DES FONDS.** — Aux termes de l'art. 489 c. civ., les deniers provenant des ventes et recouvrements doivent être, sous la déduction des sommes arbitrées par le juge-commissaire pour le montant des dépenses et frais, versés immédiatement à la caisse des dépôts et consignations (*Rép.* n° 570). Il résulte de cette disposition que les syndics ne peuvent être dispensés par le juge-commissaire de verser le montant de leurs recouvrements à la caisse des dépôts et consignations, que pour des sommes déterminées et proportionnées aux dépenses, frais d'administration et besoins de la faillite : une autorisation générale de ne point consigner les encaisses de la faillite serait sans valeur (Douai, 18 mai 1868, aff. Decocq et comp., D. P. 68. 2. 107). Mais le versement que le syndic d'une faillite doit faire, à la caisse des consignations, des deniers provenant des ventes et recouvrements de créances par lui opérés, n'est pas une condition de validité de la réception de ces deniers : par suite, le conservateur des hypothèques ne peut subordonner à ce versement la radiation des inscriptions dont le syndic a donné mainlevée, en recevant le montant des créances qu'elles garantissaient (Caen, 26 juill. 1867, aff. Duchemin, D. P. 68. 2. 149). Les tiers n'ont, en effet, aucune surveillance à exercer de ce chef sur le syndic (Même arrêt).

**847.** Les syndics sont tenus de justifier des versements, au juge-commissaire, dans les trois jours des recettes. Que si, en fait, ils ont conservé les deniers par devers eux et ne peuvent justifier de répartitions par eux effectuées entre les ayants droit, ils doivent, lors de la liquidation, être condamnés à restituer des sommes dont ils doivent être présumés détenteurs. Jugé, en ce sens, que le syndic révoqué qui, pendant dix mois depuis son remplacement, a différé la reddition de son compte, et qui, assigné par son successeur en versement des deniers de la faillite, se borne à demander acte de son offre de rendre compte, peut être condamné à la remise intégrale de la somme réclamée, dont il ne justifierait point, d'ailleurs, s'être dessaisi en tout ou en partie (Req. 19 mars 1879, aff. Delaune, D. P. 79. 1. 357-358).

Les syndics, d'autre part, doivent les intérêts des sommes non versées ou dont le versement a été tardif (*Rép.* n° 570), sans préjudice des peines encourues au cas de malversations. Et ces intérêts sont dus d'après le taux légal ordinaire, et non d'après celui (3 pour 100) que sert la Caisse des dépôts et consignations (Douai, 18 mai 1868, aff. Decocq, D. P. 68. 2. 107. Conf. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2858). Mais les syndics ne seraient pas passibles des intérêts des sommes non versées ou tardivement versées, si aucune faute ne leur était imputable. Jugé en ce sens : 1° que le syndic qui a conservé entre ses mains, au lieu de les déposer à la Caisse des dépôts et consignations, des sommes provenant de ventes

ou recouvrements, n'est pas passible des intérêts de ces sommes, lorsqu'il n'est pas justifié qu'il ait été en faute et qu'il ait agi en dehors des autorisations du juge-commissaire (Rouen, 23 nov. 1857, aff. Smith, D. P. 58. 2. 182); — 2° Que les syndics qui, durant leur gestion, ont provisoirement touché des sommes à titre d'acompte sur l'indemnité que l'art. 462 c. com. ne permet de leur attribuer qu'après reddition de leur compte, n'en doivent pas les intérêts s'ils les ont touchés *de bonne foi*, en vertu d'ordonnance du juge-commissaire et sur l'avis du tribunal (Douai, 18 mai 1868, précité). La bonne foi constatée des syndics a, dans l'espèce, déterminé la cour à dispenser les syndics du paiement des intérêts; mais les allocations anticipées ainsi faites aux syndics n'en constituent pas moins une irrégularité. La règle, en effet, c'est que l'attribution de l'indemnité ne doit apparaître qu'après l'apurement du compte de gestion; et à cette première garantie contre les abus possibles, la loi, comme le fait remarquer M. Renouard, *Faillites*, t. 1, p. 435, en a ajouté une seconde, c'est l'intervention du tribunal pour régler la quotité des honoraires (V. *Rép.* n° 854, et *supra*, n° 791). Au surplus, il importe de remarquer que l'autorisation du juge-commissaire ne suffirait pas à dégager la responsabilité des syndics et à les affranchir du paiement des intérêts. Ils peuvent en être déclarés débiteurs, même au cas où ils auraient obtenu du juge-commissaire l'autorisation de conserver en caisse les sommes par eux recouvrées, si cette autorisation était illégale, en ce qu'elle ne porterait pas, par exemple, sur des sommes déterminées et proportionnées aux besoins de la faillite (V. Douai, 18 mai 1868, précité).

**848.** Les deniers versés par les syndics, et tous autres consignés par des tiers, pour compte de la faillite, ne peuvent être retirés qu'en vertu d'une ordonnance du juge-commissaire, et à la charge, par les syndics, s'il existe des oppositions, d'en obtenir préalablement la mainlevée (*Rép.* n° 570; Civ. rej. 4 juin 1888, aff. Barboux, et Civ. cass. 5 juin 1888, aff. Lacreche, D. P. 89. 1. 65), sans qu'il y ait d'ailleurs aucune distinction à faire entre les oppositions mises par les créanciers du failli et celles mises par les créanciers de ceux-ci (Rennes, 6 juin 1889) (1). Décidé, par suite, que le syndic ne peut actionner un commissaire-priseur qui a vendu le mobilier du failli antérieurement à la déclaration de faillite afin d'en obtenir le versement du produit de la vente, au cas où il existe des oppositions; que la survenance de la faillite ne saurait modifier l'obligation qui incombe au commissaire-priseur entre les mains duquel ont été formées des oppositions, de déposer le produit de la vente à la Caisse des dépôts et consignations, cet officier ministériel ne pouvant être astreint à se faire juge du mérite d'oppositions dont les unes peuvent bien disparaître par le fait de la faillite, mais dont les autres peuvent subsister malgré cet événement (Civ. rej. 4 juin 1888, précité); que, en conséquence, les sommes consignées par le commissaire-priseur, même depuis l'ouverture de la faillite, se trouvant valablement déposées, restent soumises aux oppositions existantes, jusqu'à mainlevée amiable ou judiciaire (Civ. rej. 4 juin 1888; Civ. cass. 5 juin 1888; Rennes, 6 juin 1889 précités).

**849.** Jugé toutefois, en sens contraire, que la saisie-arrêt ne conférant au saisissant aucun droit exclusif sur les sommes saisies tant qu'un jugement de validité passé en force de chose jugée n'est pas intervenu, et un jugement de cette nature ne pouvant plus intervenir après la faillite à raison de la suspension des poursuites individuelles, le tiers saisi est tenu de verser aux mains du syndic les sommes par lui dues au failli et saisies-arrêtées entre ses mains, alors même que la saisie-arrêt serait antérieure au jugement déclaratif (Trib. com. Seine, 5 oct. 1883, *Journal*

*des faillites*, 1884, p. 13; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2687).

Ce second système repose sur le principe de la suspension des poursuites individuelles. En effet, ainsi que nous l'avons établi *supra* (sect. 4), ce principe a deux corollaires importants : 1° les créanciers ne peuvent plus, après le jugement déclaratif, pratiquer de saisies-arrêts; 2° les saisies-arrêts formées antérieurement, et qui n'ont pas encore été validées par jugement passé en force de chose jugée, sont inopposables à la masse. Or, dit-on, si les oppositions ainsi formées sont sans effet au regard de la masse, pourquoi n'en serait-il pas de même soit vis-à-vis de l'officier ministériel qui les a reçues, soit vis-à-vis de la caisse des dépôts?

Nous croyons cependant que la thèse adverse, consacrée par la cour suprême, est plus juridique. En effet, il est de principe que ni les officiers publics, ni les préposés de la Caisse des dépôts ne peuvent se faire juges du mérite des oppositions; il ne suffit donc pas que l'opposant ait agi sans droit, pour que le tiers saisi puisse se dessaisir aux mains du syndic, il faut qu'on lui produise un titre, émanant de l'opposant ou de l'autorité judiciaire, et l'autorisant à livrer les fonds. — Cette solution, d'ailleurs imposée par le texte de l'art. 489, § 3, est d'autant plus rationnelle que la question de validité des saisies peut faire naître de sérieuses difficultés, puisque les oppositions émanées des créanciers hypothécaires ou privilégiés, à la différence de celles provenant des créanciers chirographaires, sont valables nonobstant la faillite.

#### ART. 5. — Vérification et affirmation des créances (*Rép.* n° 571 à 654).

**850.** — I. DES CRÉANCES SOUMISES A LA VÉRIFICATION. — La vérification des créances est une opération préalable au concordat ou au traité d'union, qui consiste, aussitôt que les actes les plus urgents ont été accomplis, dans l'examen et le contrôle des prétentions de ceux qui veulent se partager l'actif du failli (*Rép.* n° 571). — V. sur le but général de la vérification et de l'affirmation, et sur les caractères distinctifs de cette procédure, *Rép.* n° 571 et suiv. — Tous les créanciers du failli, sans distinction entre les créanciers chirographaires et les créanciers hypothécaires ou privilégiés, peuvent produire à la vérification. Cette solution ne saurait faire doute : en effet, aux termes de l'art. 552 c. com., « les créanciers privilégiés ou hypothécaires, non remplis sur le prix des immeubles, concourent, à proportion de ce qui leur restera dû, avec les créanciers chirographaires, sur les deniers appartenant à la masse chirographaire, pourvu toutefois que leurs créances aient été vérifiées et affirmées... »; or, il est évident qu'on ne peut les priver du droit d'accomplir un acte à l'exécution duquel est subordonné pour eux le droit de toucher ce qui leur revient dans l'actif de la faillite, en cas d'insuffisance de leur gage.

**851.** Mais la production à la faillite, dans les formes déterminées par les art. 491 et suiv., est-elle pour les créanciers une *faculté*, ou une *obligation*? C'est une obligation, sans aucun doute, pour tous les créanciers *chirographaires*; la faillite ayant pour effet de suspendre le droit de poursuites individuelles, toute autre voie leur est fermée; ils seraient donc irrecevables à exercer leurs droits par voie d'action en justice, de poursuite contre la faillite (Trib. com. Seine, 27 févr. 1886, *Le Droit* du 13 mars 1886; et 10 mars 1886, *La Loi* du 14 mai 1886).

Et il en est ainsi, quelle que soit la nature civile ou commerciale de la créance, quelle que soit également la nature, authentique ou privée, du titre qui la constate. En effet, malgré la similitude des dénominations, la vérification

(1) (Lebret C. Caisse des dépôts et consignations.) — LA COUR; — Attendu que l'art. 489 c. com. ne distingue pas entre les oppositions mises par les créanciers du failli et celles mises par les créanciers de ceux-ci : qu'en vertu de la disposition du paragraphe 2 dudit article, « s'il existe des oppositions, les syndics devront préalablement en obtenir la mainlevée; qu'aux termes de l'art. 9 du décret du 18 août 1807, les receveurs dépositaires ou administrateurs des caisses et des deniers publics entre les mains desquels il existe une saisie-arrêt ou opposition sur une partie prenante, ne peuvent vider leurs mains sans le concours des parties intéressées, ou sans y être autorisés par justice; que, spécialement,

les préposés à la caisse des dépôts et consignations sont autorisés par la disposition de l'art. 16 de l'ordonnance du 3 juill. 1816 à refuser les remises de fonds requises sur le fondement d'opposition dans leurs mains, soit sur la généralité de la consignation, soit sur la portion réclamée; que Poulin, es qualités qu'il agit, était donc fondé à refuser à Lebret la somme demandée, celui-ci n'ayant pas au préalable obtenu mainlevée des oppositions mises par les sieurs Guy, Richelot fils, Marc Lannier et Vierron;... — Par ces motifs; — Confirme.

Du 6 juin 1889, C. de Rennes.-MM. Adam, pr.-Frémont, av. gén.-Leborgne et Jénouvrier, av.

des créances en matière de faillite n'a rien de commun avec la vérification d'écritures régie par le code de procédure civile (art. 193 et suiv.). Tandis que cette dernière procédure a uniquement pour objet de contrôler la sincérité de la signature apposée à un acte sous seing privé, la procédure de la vérification de créances, au contraire, se réfère au fond du droit, et s'applique dès lors même aux créances constatées par un titre authentique (Alger, 31 janv. 1885, *Journal des faillites*, 1887, p. 485). — Elle est également applicable aux créances qui ne seraient pas constatées par écrit (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2860).

852. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne sont-ils pas, à la différence des créanciers chirographaires, dispensés de la vérification, lorsqu'ils se bornent à agir sur les biens qui constituent leur gage? Nous avons cru devoir au Rép. n° 574, repousser cette exception en nous appuyant notamment sur cette considération que la masse peut avoir intérêt à contester le quantum et la qualité des créances prétendues hypothécaires ou privilégiées, que des tiers s'aviseraient de faire valoir contre la faillite. Il a été jugé depuis en ce sens que les créanciers hypothécaires ou privilégiés sont soumis, comme les créanciers chirographaires, à la formalité de la vérification, même quand ils se bornent à réclamer leur droit de préférence (Bordeaux, 19 mars 1860, aff. Promis, D. P. 62. 1. 332); qu'il en est ainsi, notamment, soit du Trésor public exerçant sur les objets mobiliers appartenant à un individu condamné criminellement après sa faillite, le privilège établi à son profit par la loi du 5 sept. 1807, pour le recouvrement des frais de justice criminelle; que le Trésor ne peut agir par voie de commandement, et doit simplement, comme les autres créanciers, demander la vérification de sa créance (Besançon, 30 août 1856, aff. Sucillon, D. P. 57. 2. 51); ... soit du bailleur exerçant son privilège sur l'immeuble vendu (Bordeaux, 19 mars 1860, précité). — V. en ce sens, outre les auteurs cités au Répertoire, Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 343, note; Alauzet, t. 7, n° 2606; Rivière, *Répétitions sur le code de commerce*, p. 634.

853. Mais la plupart des cours d'appel sont aujourd'hui fixées en sens contraire et décident que les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne sont obligés de se soumettre aux formalités de la vérification que lorsqu'ils veulent prendre part à la distribution des deniers appartenant à la masse chirographaire, et non lorsqu'ils se bornent à poursuivre la réalisation du gage qui leur est spécialement affecté (V. en ce sens, outre les arrêts cités au Rép. n° 574 et v° *Privilèges et hypothèques*, n° 228: Paris, 14 oct. 1857, aff. Lutrot, D. P. 58. 2. 63; Nîmes, 4 avr. 1865, aff. Veuve Philipon, D. P. 65. 2. 76; Agen, 20 févr. 1866, aff. Saus, D. P. 66. 2. 149, et 6 mars 1866, aff. Saus, D. P. 67. 2. 72; Bordeaux, 2 juin 1874, aff. Syndic Vié, D. P. 72. 2. 195; 12 juin 1873, aff. Syndic Montouroy, D. P. 77. 5. 237; Alger, 14 juin 1877, *Recueil d'Alger*, 77, p. 292; Bordeaux, 25 févr. 1878, *Recueil de Bordeaux*, p. 78, n° 36; Poitiers, 28 janv. 1878, aff. Crédit agricole, D. P. 78. 2. 145; Lyon, 16 févr. 1881, aff. Souvaneau, D. P. 81. 2. 237. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2877; Marcadé, sur l'art. 1188; Boistel, n° 988; Laurin, n° 1083; Bioche, v° *Faillite*, n° 227; Thaller, t. 2, n° 131, p. 56; Lancelin, *Revue critique*, t. 15, p. 77).

La cour de cassation, appelée pour la première fois à se prononcer sur cette question, a, par un arrêt récent, consacré la jurisprudence des cours d'appel (Civ. rej. 19 juin 1889, aff. Chelet, D. P. 89. 1. 377). L'on fait valoir en faveur de cette interprétation un double argument de texte : 1° l'art. 552 c. com. n'exige la vérification que si le prix du bien grevé d'hypothèque ou de privilège ne suffit pas pour désintéresser ces créanciers; d'où l'on doit conclure par a contrario que ces mêmes créanciers, lorsqu'ils se contentent de leur privilège ou de leur hypothèque, sont, en réalité, en dehors de la faillite et n'ont pas à subir les lenteurs des procédures spéciales établies par le liv. 3 c. com.; — 2° Si la créance garantie par un gage était soumise à vérification, le retrait du gage ne pourrait s'effectuer qu'après vérification et affirmation de ladite créance; or, loin de mentionner cette condition préalable, l'art. 547 permet aux syndics de retirer le gage à toute époque (Mêmes arrêts, motifs, et mêmes auteurs).

Ainsi dans ce système, les formalités de la vérification des créances ne sont obligatoires ni pour les créanciers privilégiés ou hypothécaires qui poursuivent, avant l'union, en vertu de l'art. 571, l'expropriation des immeubles affectés à leur privilège ou à leur hypothèque, ou qui se présentent à l'ordre ouvert pour la distribution du prix de vente de ces immeubles (Mêmes arrêts);... — Ni pour le créancier nanti du gage (Bordeaux, 2 juin 1871 et Civ. rej. 19 juin 1889, précités) notamment pour un commissionnaire (Bordeaux, même arrêt), ou pour le bailleur d'immeubles (V. en ce sens, les arrêts cités au Rép. n° 574 et v° *Privilèges et hypothèques*, n° 228). En conséquence, le créancier nanti d'un gage, et spécialement le commissionnaire (agissant en vertu de l'art. 548) peut, en cas de faillite du débiteur, exercer son droit de créancier gagiste, et par conséquent, procéder à la vente des valeurs à lui constitués en gage, conformément aux prescriptions de l'art. 93 c. com., sans avoir fait préalablement vérifier sa créance, ni l'avoir affirmée (Bordeaux, 2 juin 1871, et Civ. rej. 19 juin 1889, précités).

Le bailleur peut également, en cas de faillite du preneur, actionner ce dernier ou ses syndics devant la juridiction civile, afin de faire maintenir son privilège sur les meubles garnissant les lieux loués, sans être obligé de faire au préalable vérifier sa créance (Caen, 24 mars 1846, précité) surtout quand le tribunal civil était déjà saisi au moment de la déclaration de faillite (Même arrêt).

854. Mais le créancier gagiste est obligé de se soumettre à la procédure de vérification et d'affirmation lorsqu'il prétend faire valoir ses droits dans la faillite, soit en produisant au marc le franc avec les créanciers chirographaires pour la partie de sa créance non couverte par la réalisation du gage, soit en se présentant pour prendre part au vote sur le concordat (Civ. rej. 19 juin 1889, précité).

Il en est de même de tout autre créancier ayant un privilège spécial, et qui, au lieu d'agir sur la chose affectée au paiement de sa créance, poursuit son paiement sur l'ensemble des deniers de la faillite. Jugé, en ce sens, que le vendeur d'un immeuble, qui signifie au syndic de la faillite de son débiteur un commandement de payer, étant réputé agir en vertu de son droit de créancier, abstraction faite du privilège qui y est attaché, ce commandement ne saurait avoir le caractère d'une mise en demeure, donnant lieu notamment à la résolution de la vente, qu'autant que la créance a été préalablement vérifiée et affirmée (Civ. rej. 8 avr. 1862, aff. Promis, D. P. 62. 1. 332).

855. En tout cas, et quelle que soit la situation faite aux autres créanciers privilégiés, il a été jugé que l'administration des contributions indirectes est autorisée à recouvrer le paiement des droits par voie de contrainte, de commandement et de saisie-arrest, sauf opposition devant le tribunal civil, sans que l'état de faillite du redevable puisse lui imposer l'obligation de faire vérifier et admettre sa créance par le syndic (Civ. cass. 25 avr. 1883, aff. Chamois, D. P. 84. 1. 40).

Il en doit être de même, par identité de motifs, pour le recouvrement des contributions directes dues lors de la faillite. Jugé, en ce sens, que le percepteur des contributions qui réclame au syndic d'une faillite les impôts non encore acquittés par le failli, est affranchi de l'obligation de faire vérifier sa créance (Nancy, 31 déc. 1875, aff. Laporte C. Syndic Lesnès.-MM. Leclerc, pr.-Angenou, av., gén. Conf. Bruxelles, 12 août 1841, *Rép.* n° 233-5°).

Il suffit, pour que les privilèges du Trésor soient de droit opposables à la masse, que le fait qui sert de base à la perception soit antérieur au jugement déclaratif (art. 2098) (Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 263 bis... V. *infra*, section 12).

856. D'autre part, la procédure de vérification est inapplicable aux tiers qui, sans être créanciers du failli pour une cause antérieure au jugement déclaratif, viendraient à acquérir des droits à exercer de leur propre chef dans la faillite. Ainsi, notamment, cette procédure ne saurait être imposée aux créanciers de la masse (V. sur les créanciers dits de la masse, *infra*, sect. 12).

Jugé aussi qu'en matière de négociation de valeurs de bourse, dans le cas où le vendeur fonde sa demande d'ad-

mission à la faillite de l'acheteur sur un ordre de vente d'actions donné à un agent de change, qui aurait acheté pour le compte du défendeur, présentement failli, le secret professionnel fait que vendeur et acheteur sont restés sans relation directe, et que le créancier, qui n'a traité qu'avec l'agent de change, est irrecevable à réclamer son admission à la faillite de l'acheteur (Paris, 10 juill. 1885, aff. Union générale, D. P. 86.2.190). — Toutefois cette solution nous paraît contestable. Par suite du secret professionnel, il est vrai, l'agent de change, en exécutant les ordres qui lui sont donnés, masque les deux opérateurs l'un à l'autre, et par conséquent est censé acheter et vendre en son nom propre. Du moment que l'acheteur est inconnu, le vendeur ne saurait le traiter comme son débiteur direct. Mais alors la situation, ainsi que la cour le dit elle-même, se rapproche de celle résultant d'un contrat de commission, en admettant que les deux cas ne se confondent pas entièrement. C'est bien le moins que le vendeur puisse agir contre l'acheteur, de la même manière qu'un commettant est recevable à poursuivre le tiers qui a promis le paiement du prix de marchandises au commissionnaire. Or, l'art. 575, al. 2, c. com. autorise le commettant à revendiquer dans la faillite ou dans la liquidation du commissionnaire (ici l'agent de change) le prix non encore soldé par le tiers (ici l'acheteur, l'Union générale). On peut soutenir, d'ailleurs, que ce secret, n'ayant d'autre raison d'être que la nécessité de ne pas influencer les cours par des révélations personnelles jusqu'à l'échéance du marché, ne doit point se prolonger au delà du terme assigné à l'opération. L'idée que les actions se seraient fixées sur la tête de l'agent de change n'est qu'une fiction, puisqu'une interdiction est faite à l'agent de spéculer pour lui-même (Comp. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 154 et suiv.).

**857.** — II. FORMES ET DÉLAIS DE LA VÉRIFICATION. — L'art. 491 c. com., dans le but d'activer et de faciliter la vérification, autorise les créanciers à remettre leurs titres au greffier, à partir du jugement déclaratif et par conséquent même avant la nomination des syndics définitifs. «... En faisant cette remise, chaque créancier sera tenu d'y joindre un bordereau énonçant ses nom, prénoms, profession et domicile, le montant et les causes de sa créance, les privilèges, hypothèques ou gages qui y sont affectés » (L. 4 mars 1889, art. 11). Cette disposition, écrite en vue de la liquidation judiciaire, mais étendue à la faillite par l'art. 20 de la même loi, n'a guère été que consacrer, sur les énonciations du bordereau, une pratique constante; ces mentions, contenant tout ce qu'il importe à la masse de connaître, étaient toujours, en effet, dans la pratique, exigées du créancier produisant. Rien dans les travaux préparatoires de la loi n'indique que le législateur de 1889 ait entendu, en disposant que le bordereau devrait mentionner les privilèges, hypothèques ou gages affectés à la créance, trancher la controverse antérieure sur le point de savoir si les créanciers privilégiés ou hypothécaires sont ou non tenus de se soumettre à la vérification, lorsqu'ils se bornent à la réalisation du gage qui leur est spécialement affecté (V. *supra*, n° 852 et suiv.). Nous ne croyons pas, dès lors, que cette disposition soit susceptible de déterminer un changement de jurisprudence sur cette question.

Ainsi qu'on l'a indiqué au Rép. n° 573, le bordereau remis par le créancier au greffier doit être sur papier timbré. Le timbre reste à la charge de chaque créancier (Trib. com. Seine, 25 févr. 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 213).

C'est une pure faculté pour le créancier produisant de remettre ses titres au greffier; il peut, s'il le préfère, les remettre aux syndics définitifs aussitôt après leur nomination (Rép. n° 577; L. 4 mars 1889, art. 11, § 1<sup>er</sup>). — La remise faite au syndic doit, aux termes de cette dernière disposition, être accompagnée, comme celle faite au greffe, d'un bordereau contenant les mentions précédemment rappelées. Aux termes de l'art. 11, §§ 3 et 4 de la loi du 4 mars 1889 « le greffier tient état des titres et bordereaux qui lui sont remis et en donne récépissé. — Il n'est responsable des titres que pendant cinq années à partir du jour de l'ouverture du procès-verbal de vérification. Les liquidateurs (syndics) sont responsables des titres, livres et papiers qui leur ont été remis, pendant dix ans, à partir du jour de la reddition de leurs comptes ». En ce qui concerne le greffier, l'art. 11 ne

fait que reproduire la disposition finale de l'art. 491 c. com. La prescription décennale édictée au profit des liquidateurs (et des syndics) est au contraire une innovation. Il était en effet admis, sauf quelques divergences, que l'obligation pour les syndics de restituer les titres à eux confiés, étant celle des dépositaires ordinaires, ne s'éteignait que par la prescription trentenaire (Rép. n° 578). Le législateur de 1889 a pensé que ce délai était trop long, et qu'il convenait d'affranchir le syndic de toute responsabilité au bout de dix ans, ce délai étant celui imposé aux commerçants pour conserver leurs propres livres (Conf. Goirand et Périer, p. 93 et note 1).

**858.** Ainsi que nous l'avons fait observer au Rép. n° 573, le titre de créance du produisant n'a pas besoin d'être enregistré. Il arrivera même fréquemment que la créance ne sera constatée par aucun titre; le créancier produira en ce cas un extrait de ses livres, ou des lettres, des télégrammes échangés entre le failli et lui, et susceptibles de faire preuve conformément à l'art. 109 c. com. (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2861). Mais s'il existe un titre, c'est ce titre lui-même qui doit être produit; aucune autre pièce n'en tiendrait lieu. Ainsi, lorsqu'un cessionnaire produit à la faillite du débiteur cédé, il ne lui suffirait pas de déposer l'acte de cession, il doit également effectuer le dépôt de l'acte constitutif de la créance au profit du cédant (Trib. com. de la Seine, 18 avr. 1885, *Journal des faillites*, 1885, p. 346).

**859.** Si les créanciers peuvent produire aussitôt la faillite déclarée, ce n'est pas à dire qu'ils aient un délai indéfini pour le faire. L'art. 462, en effet, impartit un délai, pour effectuer ce dépôt, aux créanciers qui ne l'ont point encore fait lors de la première assemblée convoquée pour donner son avis sur le maintien des syndics provisoires. Ce délai est, pour les créanciers domiciliés dans le lieu où siège le tribunal, de vingt jours à compter de l'avertissement que le greffier doit faire insérer dans les journaux d'annonces légales immédiatement après l'assemblée (Rép. n° 588). Le même article exige qu'indépendamment des insertions faites dans les journaux, les créanciers connus ou portés au bilan soient aussi avertis par lettres individuelles; il suffit d'ailleurs d'une lettre non chargée, sous bande, et affranchie (Douai, 24 juin 1887, *Journal des faillites*, 1888, p. 177). Mais ces lettres individuelles ne sont pas exigées à peine de nullité, et l'insertion dans les journaux constitue une mise en demeure suffisante pour faire courir le délai de la production (Même arrêt. Conf. Rép. n° 656 et 801). Pour les créanciers domiciliés en France mais hors du siège du tribunal, le délai est augmenté d'un jour par cinq myriamètres; quant aux créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France, le délai de la production est augmenté conformément à l'art. 73 c. proc. civ. (Rép. n° 579).

Bien qu'aux termes de la loi de 1838, la vérification puisse commencer dans les trois jours de l'expiration du délai imparti au créancier de France le plus éloigné du lieu de la faillite, et sans attendre les créanciers étrangers (art. 493, Rép. n° 583), de vives critiques se sont élevées contre les lenteurs de la procédure de vérification, dont les délais sont évidemment excessifs eu égard à la rapidité actuelle des communications. Aussi le législateur a-t-il cru devoir, dans la loi du 4 mars 1889, inaugurer pour la liquidation judiciaire un nouveau système plus expéditif, dont le principe est emprunté aux lois étrangères les plus récentes, et qui consiste à substituer au délai fixe de vingt jours augmenté de délais gradués selon la distance, un délai variable au gré du juge, et dont le maximum seul est fixé par la loi; c'est le juge-commissaire qui fixe la période, suivant l'éloignement plus ou moins grand des créanciers, et le jour de l'assemblée de vérification, à la seule condition de respecter le maximum légal (L. du 4 mars 1889 art. 9 et 12. V. *supra*, chap. 2). D'après le projet primitif, cette innovation devait être rendue commune à la faillite et à la liquidation judiciaire; mais l'art. 11 du projet définitif ayant seul été déclaré commun aux deux institutions (L. du 4 mars 1889, art. 20), il s'ensuit nécessairement que rien n'a été changé en ce qui concerne les délais de production à la faillite, et que l'art. 492 doit recevoir, comme par le passé, son application. Les travaux préparatoires de la loi nouvelle ne contiennent d'ailleurs aucun éclaircissement sur les motifs qui ont déterminé le législateur à établir, au point de vue des délais, une telle différence entre la liquidation judiciaire et la faillite,

différence d'autant moins justifiable que, la liquidation judiciaire étant susceptible de dégénérer en faillite, et la vérification faite après la déclaration de liquidation ne devant pas être reprise après la conversion de la liquidation en faillite, il semblait rationnel de n'organiser qu'une seule procédure de vérification, applicable indifféremment en cas de faillite et en cas de liquidation judiciaire.

860. Les créanciers sont autorisés à se présenter en personne ou par *fondés de pouvoirs* (Rép. n° 544). Ces pouvoirs peuvent être conférés par acte sous seing privé (Rép. n° 662); mais la production d'un pouvoir écrit est nécessaire et conforme à l'esprit de la loi. Le syndic peut donc refuser d'accepter comme mandataires les tiers dépourvus d'un mandat régulier, qui se prétendraient investis d'un mandat verbal.

Les créanciers peuvent, d'ailleurs, choisir pour mandataires toutes personnes qui, en vertu du droit commun, sont capables de se charger d'un mandat (Rép. n° 584). Toutefois les *syndics*, étant appelés à contrôler les titres qui sont produits, ne sauraient accepter un semblable mandat; mais comme les nullités ne se présument pas, le fait, constaté par le procès-verbal, que le syndic aurait figuré comme mandataire d'un créancier, ne saurait entraîner la nullité de la production, alors surtout que le juge-commissaire a déclaré avoir vérifié la créance (V. Rép. n° 584). Les mêmes observations s'appliquent au *juge-commissaire* ou au *greffier* (Rép. n° 585).

Quant aux *huissiers*, la question de savoir s'ils peuvent être choisis pour mandataires est controversée. Nous avons proposé au Rép. n° 586, une distinction que la plupart des auteurs ont adoptée. L'huissier peut accepter le mandat de *présenter simplement* un titre de créance à la vérification; mais il doit le refuser s'il y a lieu de fournir des *contredits*, l'art. 4 de la loi du 3 mars 1840 (c. com. art. 627), interdisant aux huissiers, sous peine d'amende, d'assister les

parties comme conseil ou de les représenter comme procureur fondé devant le tribunal de commerce (Conf. Renouard, t. 1, n° 649, p. 514 et 515; Alauzet, t. 7, n° 2610; Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° *Faillite*, n° 649, et *Huissier*, n° 253; Dutruc, *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° *Faillite*, n° 735; Marc Deffaux et Harel, *Encyclopédie des huissiers*, v° *Huissier*, nos 221 à 223, qui citent à l'appui de cette distinction : Trib. com. Versailles, 9 nov. 1850, et Trib. com. Orléans, 11 août 1853; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, v° *Faillite*, n° 380). — La cour de cassation, toutefois, a décidé que la prohibition de l'art. 627 c. com. s'applique au cas où un huissier se présente pour affirmer une créance dans une faillite en vertu d'un mandat portant pouvoir d'affirmer la créance du mandant et de prendre part à toutes les opérations de la faillite (Req. 10 mars 1847, aff. Hoart, D. P. 47. 1. 98. V. conf. Trib. com. Toulon, 25 juin 1877) (1). Et la sanction de cette prohibition consiste, d'une part, dans la nullité du mandat, d'autre part, dans l'amende prononcée par l'art. 627 précité contre l'huissier contrevenant (Mêmes décisions). Toutefois, cette amende ne peut être prononcée qu'à la suite d'un débat contradictoire, l'huissier incriminé étant présent ou dûment appelé (Civ. cass. 9 juin 1879 rendu sur pourvoi contre le jugement précité du 25 juin 1877) (2). En conséquence, le jugement du tribunal de commerce qui prononce l'amende édictée par l'art. 627 contre un huissier, pour avoir accepté le mandat d'un créancier, doit être annulé lorsque le juge-commissaire n'avait point fixé, par son ordonnance de renvoi, le jour où il devait présenter au tribunal son rapport sur l'incident, et que l'huissier inculqué n'avait été appelé à l'audience par aucun mode d'ajournement (Même arrêt).

861. La vérification commence dans les trois jours qui suivent l'expiration des délais impartis aux créanciers domiciliés en France pour déposer leurs titres. L'avertissement d'avoir à produire, donné aux créanciers conformément à

(1 et 2) (Lucciani). — Le 25 juin 1877, le tribunal de commerce de Toulon a rendu un jugement ainsi conçu : « Vu le rapport de M. Reynaud juge-commissaire de la faillite des sieurs Lucciani et comp., qui soumet au tribunal un incident survenu dans l'assemblée des créanciers de cette faillite du 11 mai dernier : — Attendu que ce magistrat faisant application des dispositions de l'art. 627 c. com. n'a pas voulu admettre le sieur C..., huissier, comme procureur fondé par M. Mayeur, et que sur ce refus, l'huissier C... a déposé sur le bureau les conclusions suivantes : — « Plaise à M. le juge-commissaire de la faillite Lucciani et comp. concéder acte à M. C..., huissier mandataire d'un sieur Mayeur, suivant pouvoir sur timbre enregistré, joint aux présentes : 1° du dépôt qu'il fait entre les mains du syndic de la faillite, des titres et bordereaux de la créance, de son mandat et de sa présentation à la séance pour faire vérifier et affirmer ladite créance; 2° du refus d'admission de M. C... à représenter le sieur G. Mayeur et des réserves expresses qu'il fait de tous les droits de ce dernier ; — Renvoyer l'incident à l'audience du tribunal pour être statué ce que de droit : signé C. » ; — Attendu que c'est sur le mérite et la légalité de ces conclusions que le tribunal a à statuer ; — Attendu que l'art. 4 de la loi du 3 mars 1840, devenu le deuxième paragraphe de l'art. 627 c. com., est ainsi conçu : — « Dans les causes portées devant les tribunaux de commerce, aucun huissier ne pourra ni assister comme conseil, ni représenter les parties en qualité de procureur fondé, à peine d'une amende de 25 à 50 fr., qui sera prononcée sans appel par le tribunal, sans préjudice des peines disciplinaires contre les huissiers contrevenants » ; — Attendu que cette interdiction est sans réserve et s'applique à toutes les causes, quelles qu'elles soient, portées devant les tribunaux de commerce, sans avoir à distinguer si le mandat donné à l'huissier est plus ou moins étendu ou plus ou moins restreint ; — Attendu qu'une faillite est une cause dont est saisi le tribunal de commerce, et que les diverses opérations qui ont eu lieu devant le juge-commissaire offrent nécessairement un caractère contentieux; que les difficultés qu'elles soulèvent doivent être résolues par le tribunal, et que, dans ce cas, le créancier qui y a donné lieu comparait par son procureur fondé, puisque c'est lui qui, en cette qualité, est appelé, soit à demander, soit à défendre, alors même qu'il ne se présenterait pas lui-même à l'audience et se mettrait à l'abri derrière le défenseur officieux qu'il placerait à la barre au nom de son client ; — Attendu, dès lors, que le mandat donné à l'huissier, pour représenter dans les faillites, n'est pas seulement un mandat *ad negotium*, mais encore un mandat *ad litem*, par suite des incidents qui ne peuvent manquer de surgir et qui tous viennent se dérouler devant le tribunal ; — Attendu que la loi du 3 mars 1840 est venue confirmer une interdiction qui existait déjà précédemment par

les art. 39 et 40 du décret du 14 juin 1813, ainsi conçus : — « Art. 39. Les huissiers sont tenus de se renfermer dans les bornes de leur ministère sous les peines portées par l'art. 132 c. proc. civ. — Art. 40. L'exercice du ministère d'huissier est incompatible avec toute autre fonction publique salariée » ; — Attendu que le législateur a voulu ainsi donner une sanction éclatante, qui ne pût plus être controversée, en édictant, dans la loi du 3 mars 1840, non seulement l'interdiction absolue, mais encore la clause pénale qui y est insérée ; — Attendu que la cour de cassation, par son arrêt du 10 mars 1847 l'a souverainement jugé ainsi, en rejetant le pourvoi de l'huissier M... ; — Attendu, dès lors, que l'intervention de l'huissier C..., en qualité de procureur fondé du sieur Mayeur, ne doit pas être admise, et que cet huissier a encouru l'amende édictée au susdit art. 627 ; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs ; — Après en avoir délibéré, dit que l'huissier C... est sans droit pour se présenter en qualité de fondé de pouvoirs du sieur Mayeur, qu'il a contrevenu aux dispositions de l'art. 627 c. com. et le condamne à 20 fr. d'amende et aux dépens, soit au coût du présent jugement » — Pourvoi de M. C.

La cour. — Statuant sur le premier moyen du pourvoi : — Vu l'art. 14, tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790 et l'art. 498 c. com. : — Attendu que les tribunaux ne peuvent, sans porter atteinte au principe protecteur des droits de la défense, infliger à un huissier l'amende prononcée par l'art. 627 c. com., s'il n'a point été appelé à se défendre contre l'inculpation dont il est l'objet ; que si, aux termes des art. 452 et 498 c. com., combinés le juge-commissaire à une faillite peut renvoyer *sans citation*, à l'audience du tribunal, les contestations et incidents qui s'élèvent au cours de la vérification des créances, il est indispensable que ce magistrat fasse connaître aux parties intéressées le jour où il fera son rapport, et les mette ainsi en demeure de se présenter à l'audience et d'y soutenir leurs prétentions ; qu'en fait, il n'apparaît d'aucune des énonciations du jugement attaqué que le juge-commissaire ait fixé par son ordonnance de renvoi, le jour où il ferait son rapport au tribunal sur l'incident qui s'est produit à l'occasion du mandat représenté par C... au nom d'un des créanciers de la faillite Lucciani, ni que cet huissier ait été appelé par aucun autre mode d'ajournement à l'audience où il a été condamné à 25 fr. d'amende ; — D'où il suit que le tribunal de commerce de Toulon, en prononçant cette condamnation, a méconnu les droits de la défense et violé les dispositions de loi susvisées ; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi ;

Par ces motifs, casse, etc.

De 9 juin 1879. Ch. civ.-MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr.-Greffier, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Aguillon, av.



l'art. 492, indique le lieu, jour et heure auxquels il doit être procédé. Toutefois, afin d'éviter les oublis, l'art. 493 exige que les créanciers soient de nouveau et spécialement convoqués à cet effet, tant par lettres du greffier que par insertion dans les journaux. — Sur ces délais et formalités, V. Rép. n°s 579, 589 à 591.

**562.** Aucun délai n'est fixé par la loi pour l'achèvement des opérations de la vérification. L'art. 493 se borne à exiger que la vérification, une fois commencée dans le délai prescrit, soit *continué sans interruption* (Rép. n° 593), c'est-à-dire le plus diligemment possible; mais la loi n'édicte aucune forclusion ni déchéance dont les tiers puissent se prévaloir (Paris, 19 juin 1885, *Journal des faillites*, 1885, p. 513. Conf. Rép. n°s 593 et 603-1°). La loi désire, il est vrai, que cette vérification des créances soit rapide, mais elle n'a attaché aucune sanction à l'expression de ce vœu, et de son silence on peut conclure, alors que les nullités sont de droit étroit, que jusqu'au jour où la clôture du procès-verbal sera prononcée, les créanciers pourront demander la vérification de leurs titres, et, par suite, le report de la faillite, puisqu'aux termes de l'art. 581 c. com., ce report peut être demandé tant que les délais pour l'affirmation et la vérification des créances ne sont pas expirés. — La jurisprudence semble confirmer cette solution. Un arrêt de la cour d'Orléans, du 9 déc. 1851 (aff. Rozier, D. P. 54. 5. 362), déclare que « si la loi n'a, dans aucune de ses dispositions, fixé de terme fatal pour la vérification des créances, c'est qu'elle a voulu, avec raison, laisser au juge-commissaire la faculté de déterminer, suivant les circonstances, le plus ou moins de durée de cette opération ». Dans un arrêt du 21 déc. 1858 (aff. Syndic Mathieu, D. P. 59. 1. 35), la chambre des requêtes dit : « Attendu que les délais pour la vérification des créances ne peuvent être considérés comme expirés et l'opération de la vérification comme terminée qu'autant qu'il existe un acte qui le constate; que cet acte est le procès-verbal portant clôture de la vérification » (V. aussi Req. 12 août 1868, aff. Caumont, D. P. 71. 5. 188; Req. 1<sup>er</sup> avr. 1879, aff. Ferrier, D. P. 79. 1. 353, d'après lesquels la forclusion n'existe pas lorsque le juge-commissaire a, par une ordonnance non frappée d'appel, sursis à la vérification des créances). Enfin il a été jugé récemment que les délais de vérification et d'affirmation de créances après lesquels, selon l'art. 581 c. com., l'époque de la cessation des paiements du failli est irrévocablement fixée à l'égard des créanciers qui sont, dès lors, déchus du droit d'en demander le report à une date autre que celle résultant du jugement déclaratif de la faillite ou d'un jugement postérieur, ne prennent fin, quant aux opérations de vérification, dont aucune disposition de loi n'a déterminé la durée, qu'au jour où la clôture définitive en a été déclarée par le juge-commissaire en son procès-verbal, et quant aux délais d'affirmation, qu'à l'expiration de la huitaine qui suit cette déclaration; que, en conséquence, la déchéance édictée dans l'art. 581 c. com. ne saurait être encourue tant qu'une telle déclaration n'est pas intervenue; et que, lorsque la clôture mentionnée au procès-verbal y est qualifiée de clôture provisoire, les juges saisis de l'action en report ne peuvent la considérer comme ayant, en réalité, un caractère définitif, dans le sens de l'art. 581, en se fondant, notamment, sur ce que le juge-commissaire lui aurait donné cette dénomination à raison de productions restant à faire dans des délais exceptionnels qui ne devaient pas mettre obstacle à ce que les opérations de vérification fussent définitivement, clôturées... alors surtout que les mêmes juges constatent, d'autre part, que la vérification s'est prolongée, en fait, après la séance où elle n'a été que provisoirement clôturée (Civ. cass. 10 déc. 1890, aff. Lemaitre-Henry, syndic de la faillite Muratet, D. P. 91. 1. 257. — V. la note *ibid.*).

**563.** Les créances des syndics sont vérifiées par le juge-commissaire (c. com. art. 493, Rép. n° 597). Les autres le sont, contradictoirement entre le créancier ou son fondé de pouvoirs et les syndics, en présence du juge-commissaire. Mais, ainsi qu'on l'a fait observer au *Répertoire*, il ne faudrait pas conclure de cette disposition finale que le législateur de 1838 ait entendu maintenir le système du code de 1807, d'après lequel la vérification se faisait au fur et à mesure de chaque production. Le double avertissement donné à tous les créanciers du jour et de l'heure de la véri-

fication implique manifestement que cette opération doit avoir lieu en *assemblée générale* des créanciers (Rép. n°s 593, 594 et 598). — Il arrivera du reste fréquemment que cette vérification ne pourra s'achever en une seule séance; le juge-commissaire indiquera alors la continuation au jour le plus prochain, sans qu'il soit besoin de faire de nouvelles convocations (Rép. n° 593).

La loi du 4 mars 1889 a inauguré un nouveau système, comportant en principe deux assemblées de vérification, à quinze jours de distance; la deuxième assemblée est destinée à la vérification des titres des créanciers retardataires, et doit être précédée d'une nouvelle convocation (art. 13). Cette disposition n'a pas été étendue à la faillite; et le juge-commissaire qui renverrait la deuxième séance de vérification à *quinzaine* s'écarterait assurément du vœu de la loi, puisque celle-ci prescrit que les opérations se continuent *sans interruption*. En revanche, aucune disposition de la loi de 1838 n'exige, comme la loi du 4 mars 1889, que la vérification soit achevée dans la seconde séance. La loi laisse sur ce point au juge la plus grande liberté d'appréciation; c'est là une différence importante entre la liquidation judiciaire, régie par la loi de 1889, et la faillite, pour laquelle aucune modification n'a été, de ce chef, apportée à la législation antérieure, qui pour être moins expéditive, présente peut-être plus de garanties que la procédure nouvelle.

**564.** Si, théoriquement, la vérification des créances doit avoir lieu en assemblée générale, il faut reconnaître que, dans la pratique, les choses se passent bien différemment. Le plus souvent les créanciers remettent leur procuration en blanc à un agent d'affaires, lequel, une fois muni de la procuration d'un certain nombre de créanciers de la même faillite, se rend auprès du syndic et débat avec lui à huis clos les titres de ses mandants. Ces vérifications individuelles et quasi-clandestines une fois achevées, l'assemblée de vérification est convoquée, pour la forme; mais ceux des créanciers qui assistent à l'assemblée, n'ayant point pris part aux discussions qui ont eu lieu antérieurement entre syndics et agents d'affaires, ne sont point en mesure de contester sérieusement les titres même les plus contestables; et quant aux agents qui représentent les absents, non seulement ils défendent en bloc les prétentions, même les plus discutables, de tous ceux qui leur ont confié leurs titres, mais ils s'entendent parfois avec leurs collègues pour ne soulever aucun contredit. — Plusieurs remèdes ont été proposés pour mettre fin à ce fâcheux état de choses : les uns proposent d'inscrire dans la loi des faillites un texte interdisant à une même personne de représenter dans une faillite plus d'un créancier (Thaller, t. 2, p. 239); d'autres, sans interdire la pluralité des mandats, réclament la suppression des procurations en blanc, dont l'abus a des conséquences graves aussi bien dans les assemblées concordataires que dans les assemblées de vérification. Plusieurs législations étrangères sont entrées dans cette voie. C'est ainsi que, d'après la loi anglaise de 1883, un créancier ne peut prendre part aux opérations de la faillite *par fondé de pouvoirs* qu'à la condition de remplir lui-même une formule *spécifiée* de procuration. Le législateur de 1889, peut-être à tort, n'a pas cru devoir suivre leur exemple.

Dans l'état actuel de la législation, le groupement de plusieurs créanciers qui se font représenter par le même mandataire n'a rien d'illicite; mais l'agent qui représente un groupe de créanciers, bien qu'on le qualifie parfois du nom de *syndic*, n'est point un syndic proprement dit; c'est un simple mandataire qui, opérant simultanément au nom et pour le compte de ses divers mandants, centralise leurs actions, et dont l'intervention devient ainsi une cause de simplification dans les opérations et, par suite, d'économie. Sa présence n'empêche pas la faillite de suivre son cours régulier. La marche tracée par le code a été établie dans l'intérêt général de tous les ayants droit, c'est-à-dire non seulement des créanciers, mais encore des tiers avec lesquels le failli a traité et du failli lui-même, et cette marche ne peut subir de modifications sans leur assentiment. La désignation en commun, par les créanciers, de mandataires spéciaux chargés de les représenter collectivement ne met donc pas obstacle à la nomination des syndics ordinaires et à l'exercice par ceux-ci des attributions normales dont la loi les investit. Ils conservent, notamment, le droit d'exercer

les actions à introduire dans l'intérêt de la masse. De même, l'arrangement intervenu entre les créanciers reste sans influence sur le mode de vérification à adopter en vue de l'admission au passif des diverses créances, la vérification devant toujours se faire créance par créance, conformément au droit commun (Paris, 24 déc. 1877, aff. Cruchet et, sur pourvoi, Req. 8 août 1878, D. P. 79. 1. 272). Ainsi des créanciers privilégiés sur navires pour fournitures ne sauraient être admis, après avoir préalablement fait une masse unique de leurs créances et s'être entendus pour nommer des syndics à l'effet d'en poursuivre le recouvrement, à faire substituer une vérification collective de l'emploi in *globo* de toutes leurs fournitures, à la vérification individuelle et détaillée qui doit être faite séparément pour chaque créancier, en tenant compte uniquement des fournitures émanées de lui et de leur emploi à la construction de tel ou tel navire (Paris, 24 déc. 1877 précité). Et le syndic de la faillite, qui seul représente la masse des créanciers, conserve intact le droit d'élever, à propos de chaque créance, les mêmes contestations qu'il juge utiles à ses intérêts (Req. 8 août 1878 précité).

**865.** Les opérations relatives à la vérification des créances, sont closes par le juge-commissaire qui en dresse procès-verbal (*Rép.* n° 598). Sur les énonciations que doit renfermer ce procès-verbal, V. *Rép.* n° 599 et suiv. et 608. — La loi ne détermine pas, d'ailleurs, la durée de la vérification (V. *suprà*, n° 862); donc, quel que soit le temps écoulé, elle n'est pas terminée si le juge n'a pas accompli les formalités de la clôture (Paris, 4 août 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 305). ... et à plus forte raison, s'il a, par une ordonnance non frappée d'appel, sursis à la vérification des créances, décision impliquant la continuation de la procédure (Req. 12 août 1868, aff. Caumont, D. P. 71. 5. 188; Req. 1<sup>er</sup> avr. 1879, aff. Ferrier, D. P. 79. 1. 353). Les délais pour la vérification ne peuvent donc être considérés comme expirés et l'opération comme terminée qu'autant qu'il existe un acte qui la constate, c'est-à-dire un procès-verbal de clôture (Req. 21 déc. 1858, aff. Syndic Mathieu, D. P. 59. 1. 35; Paris, 19 juin 1885, *Journal des faillites*, 1885, p. 513); ... ou un autre acte équivalent, manifestant clairement la décision prise par le juge (Paris, 19 juin 1885 précité).

Cette clôture des opérations ne comporte pas, d'ailleurs, de formule sacramentelle. Ainsi, la volonté du juge-commissaire pourrait s'induire de la convocation des créanciers pour le concordat (Paris, 19 juin 1885 précité). Jugé même que les opérations de vérification et d'affirmation des créances produites dans une faillite sont réputées closes après l'expiration des délais fixés par les art. 495 et 497 c. com., alors même que le procès-verbal signé par le juge-commissaire, le syndic et le greffier ne renferme pas la mention expresse de sa clôture, s'il n'indique point qu'il y a lieu de surseoir à la suite des opérations (Paris, 21 févr. 1883, aff. Deteure, D. P. 84. 2. 173); d'où il suit qu'un créancier n'est pas recevable à former, après l'expiration de ces délais, une demande en report de faillite (Même arrêt). — Toutefois, la solution de ce dernier arrêt nous semble difficilement acceptable. Sans doute, la loi n'a pas exigé de formule sacramentelle. Mais, de ce que le juge-commissaire n'a pas sursis expressément à la vérification, faut-il conclure qu'il a nécessairement clos le procès-verbal en le signant? Ne doit-on pas au moins exiger de lui une manifestation plus formelle et plus claire de sa volonté de terminer l'opération? Quand, dans l'intérêt plus ou moins bien entendu des créanciers ou de la faillite, il a toléré la prolongation de l'opération de la vérification, n'est-il pas bon, n'est-il pas prudent qu'il prononce la clôture du procès-verbal, afin qu'à partir de ce moment, la fin de non-recevoir tirée de l'art. 581 c. com. puisse être opposée à l'action d'un créancier qui demande le report de la faillite? Et, s'il ne l'a pas fait, le créancier n'est-il pas fondé à dire : « J'étais de bonne foi, je n'ai pas été suffisamment averti que le délai dans lequel je pouvais exercer mon action était expiré »? La signature du procès-verbal par le juge-commissaire, le syndic et le greffier est, il est vrai, une présomption grave de sa clôture; mais elle n'atteste pas complètement ce dernier fait, en dehors d'une mention relative à la cessation des opérations de vérification, car elle peut être apposée à

la suite de chaque vacation, pour mieux en établir la date et la régularité.

**866.** En tout cas, le droit de déclarer la clôture de la vérification des créances appartient au juge-commissaire, et non au tribunal, même en cas de contestation de quelques-unes des créances produites; et le juge-commissaire peut dresser son procès-verbal de clôture sans attendre qu'il ait été définitivement statué sur ces contestations, ou que le tribunal ait ordonné l'admission provisoire des créances contestées (Req. 21 déc. 1858, aff. Syndic Mathieu, D. P. 59. 1. 35); ... à la différence de ce qui avait lieu sous le code de 1807, d'après lequel, quand il s'élevait un procès sur une créance, on ne pouvait clore les opérations de vérification qu'après que ce procès avait été jugé en dernier ressort (*Rép.* n° 579). En conséquence, c'est après ce procès-verbal de clôture, suivi de l'affirmation des créances non contestées, et non après le jugement qui a statué sur les contestations ou admis provisoirement les créances contestées, que sont réputées achevées les opérations de vérification ou d'affirmation, et que devient, dès lors, non recevable, aux termes de l'art. 581 c. com., l'action des créanciers à fin de report de l'ouverture de la faillite (Arrêt précité du 21 déc. 1858).

**867.** — III. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ DES CRÉANCIERS AU PASSIF. — DES CONTREDITS. — Nous avons admis au *Rép.* (n° 608) que les syndics doivent, en principe, se déterminer, sur la question d'admissibilité ou de non-admissibilité des créances au passif de la faillite, d'après les principes généraux du droit. Et il a été jugé, notamment, en ce sens, que, lorsqu'un créancier apporte, à l'appui de sa production à la faillite du débiteur, ses titres de créances « c'est au syndic qu'incombe la preuve de la libération du failli » (Paris, 23 juin 1885, aff. Siegmund, Robinow et John C. Syndic Lionnet et comp.-MM. Ducreux, pr.-Courtois et Genets av.). Cette solution ne doit être admise, toutefois, qu'avec une certaine réserve; il semble bien résulter de l'esprit des art. 494 et suiv. c. com. qu'en matière de faillite, le principe de droit commun « *provision est due au titre* » n'est vrai qu'autant que les circonstances ne permettent pas d'en suspecter la sincérité; l'exigence même de l'affirmation, formalité exorbitante du droit commun, le prouve surabondamment (*Rép.* n° 622 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2860). Ainsi, notamment, la demande à fin d'admission au passif d'une faillite, formée par un banquier avec titre à l'appui, peut être rejetée par ce seul motif que ce banquier aurait refusé de fournir un compte régulier de ses opérations avec le failli (Req. 19 avr. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 388).

Jugé de même que, l'acceptation ne supposant la provision qu'au regard du tiers porteur, et ne mettant pas obstacle à la revision, entre tireur et tiré, du compte pour règlement duquel la traite a été créée, le syndic d'une faillite n'est pas tenu d'admettre le tireur au passif sur la seule production des traites acceptées par le failli (Trib. com. Seine, 28 oct. 1887, *Le Droit*, n° du 4 nov. 1887). Il peut au contraire exiger la communication des livres et de la comptabilité pour contrôler l'exactitude de la créance (Même jugement).

A plus forte raison, le syndic d'une société en faillite est-il recevable à opposer l'irrégularité de la comptabilité sociale au prêteur dont la créance n'est constatée que par les livres de la société (Paris, 24 nov. 1871, aff. Wittersheim, D. P. 72. 5. 245). En ce cas, en effet, le créancier est dépourvu de titre; il est vrai qu'entre commerçants les livres font foi; mais c'est à la condition d'être tenus régulièrement (c. com. art. 12). Et à supposer que le débiteur lui-même ne puisse exciper de sa propre négligence pour contester l'aveu résultant d'une mention de ses propres livres, le syndic qui, dans la faillite, occupe ses lieu et place, ne saurait être dans la même situation. N'ayant pas contribué à la confection des livres, que leur irrégularité même rend suspecte, il doit être considéré comme un tiers, et, par suite, est fondé à exiger du produisant une autre justification. (Comp. au surplus, sur les mesures d'instruction auxquelles peut donner lieu la vérification des créances, et spécialement sur le droit pour le juge-commissaire d'ordonner, même d'office, la représentation des livres du créancier (art. 496) : *Rép.* n° 612, 620 à 625, et v° *Compulsoire*, n° 56 et suiv., et *Commerçant*, n° 264 et suiv.) — Nous nous bornerons à faire observer ici que la communication des livres d'un commer-

cant, étant une mesure exceptionnelle, ne peut être ordonnée par cela seul que le litige dans lequel elle est demandée a lieu à l'occasion d'une faillite; il faut que ce litige concerne directement la faillite, et que le failli y soit intéressé (Caen, 28 avr. 1874, aff. Gatelou-Marest, D. P. 76. 2. 173).

**868.** Le syndic peut également, en principe, opposer au produisant l'exception de *prescription* que pourrait invoquer le failli. Cette proposition n'est pas contestable en ce qui concerne la prescription trentenaire ou même décennale. Mais en est-il de même pour les courtes prescriptions, notamment pour la prescription quinquennale de l'art. 189, qui repose sur une présomption de paiement? Le tribunal de commerce de la Seine s'est prononcé pour la négative et a jugé que la prescription de cinq ans établie par l'art. 189, ne reposant que sur une présomption de paiement, est corrélatrice à l'obligation pour le débiteur, s'il en est requis, d'affirmer *sous serment* qu'il n'est plus redevable de la somme réclamée; que ce serment est personnel au débiteur; que, par suite, le syndic, ne pouvant être astreint ni admis à prêter ce serment, ne peut opposer ladite prescription (Trib. com. Seine, 23 mars 1889) (1).

Mais cette décision nous paraît être en opposition avec la jurisprudence de la cour suprême, d'après laquelle les prescriptions dont il s'agit pourraient être invoquées par les créanciers du débiteur, le *serment* ne pouvant, d'ailleurs, si les créanciers jugeaient à propos de le déférer, être déferé qu'au débiteur lui-même (Civ. cass. 12 juill. 1880, aff. Cassin, D. P. 81. 4. 437. Conf. *Rép. v. Effets de commerce*, n° 856; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, p. 136, note 36. *Rép. v. Prescription civile* n° 140).

**869.** La question de savoir quels sont les créanciers admis à produire dans la faillite soulève certaines difficultés dans deux hypothèses, à savoir : 1° au cas de faillites successives du même commerçant; 2° dans le cas d'une faillite de société ayant entraîné la faillite individuelle de chacun des associés solidaires.

La difficulté provient, dans le premier cas, du droit que la jurisprudence reconnaît au failli de se livrer seul à un *nouveau commerce* au cours de sa faillite, à la condition d'y engager des ressources indépendantes de l'actif (*V. supra*, sect. 4, art. 1<sup>er</sup>). Il est certain que les nouveaux créanciers ne sauraient être admis à produire dans la faillite déjà ouverte, le dessaisissement attaché au jugement déclaratif ayant pour effet d'opérer, au profit des seuls créanciers antérieurs à ce jugement, une mainmise sur toutes les valeurs composant à ce jour l'actif du failli (Civ. cass. 22 nov. 1887, aff. Bourjuge, D. P. 88. 1. 326; Trib. com. Seine, 14 déc. 1887, aff. Bang et Ruffier, *Annales*, 1888. 1. 48). Mais que doit-on décider relativement aux biens nouveaux, si le débiteur vient à être une seconde fois déclaré en faillite à la requête de ses nouveaux créanciers? Il est hors de doute que tous les créanciers postérieurs au jugement déclaratif, dont les droits auraient une cause étrangère au nouveau commerce seront exclus sur les biens provenant de ce commerce comme sur les biens antérieurs, attendu que le dessaisissement rend indisponibles, dans l'intérêt des anciens créanciers, même les biens acquis par le failli depuis le jugement déclaratif. Il est certain, au contraire, que ceux dont la créance se rattache audit commerce auront le droit de produire à la faillite nouvelle; mais

devront-ils, sur les biens nouveaux acquis par leur débiteur et provenant de l'exploitation commerciale, subir le concours des créanciers de la première faillite? La cour de cassation, dans son arrêt précité du 22 nov. 1887, a cru devoir poser le principe du concours. Mais, ainsi qu'on l'a fait observer précédemment (*V. supra*, n° 445), cette solution est contestable. Les créanciers dont le titre de créance se rattache au commerce entrepris par le débiteur après sa première faillite ont, en somme, contribué à la formation de ce nouvel actif, *causam pignoris fecerunt*: il semble donc que l'on doive les considérer comme des créanciers de la masse (*V. infra* sect. 12) et leur attribuer, sur lesdits biens, un droit de préférence. C'est seulement dans le cas où la première faillite eût été close avant que le failli eût entrepris un nouveau commerce et encouru une seconde faillite, que, selon nous, les créanciers de la première masse auraient pu produire pour le solde non recouvré, à côté des nouveaux créanciers dans la deuxième liquidation.

**870.** On sait que, d'après la jurisprudence, la faillite d'une société en commandite ou en nom collectif entraîne *ipso facto* la faillite personnelle des associés solidaires (*V. supra*, n° 233 et suiv.). Mais il serait inexact d'en conclure que ces faillites se confondent et qu'elles ne comprennent qu'une seule masse de créanciers. Ces faillites n'ont, au contraire, ni le même actif ni le même passif. S'il est vrai que les créanciers sociaux aient à la fois pour gage le fonds social et le patrimoine propre de chaque associé solidaire, les créanciers personnels de ces mêmes associés n'ont pour gage, au contraire, que les biens personnels de leur débiteur; ils ne peuvent donc prétendre se faire payer sur le fonds social qu'après achèvement de la liquidation et désintéressement intégral des créanciers sociaux. De l'application de ces principes à la vérification des créances, il résulte que tous les créanciers sociaux et tous les créanciers personnels des différents associés peuvent assister à la vérification des créances de chaque créancier de la société, et fournir leurs *contredits*; tandis que, si c'est un créancier personnel d'un associé qui fait vérifier sa créance, le droit de contestation n'appartient qu'aux créanciers sociaux et aux créanciers personnels de cet associé seulement (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3125; Pic, p. 137).

**871.** Aux termes de l'art. 494, tous les créanciers ont le droit d'élever des *contredits* par cela seul qu'ils sont admis à se présenter à la vérification, c'est-à-dire sous l'unique condition d'être portés au bilan (*Rép.* n° 594).

Le failli peut également contredire toute créance produite au passif de la faillite (*Rép.* n° 595). Spécialement, le débiteur qui ne s'est pas régulièrement inscrit en faux contre un titre sur lequel figure son acceptation, doit veiller à ce qu'il ne soit ni produit ni admis au passif de sa faillite et, le cas échéant, élever un *contredit* à cet effet (Trib. com. Seine, 18 déc. 1885, *Journal des faillites*, 1887, p. 189).

**872.** Le droit de contester les créances produites est, pour chaque créancier, un *droit individuel* qu'il exerce par lui-même, en présence des syndics, du failli et des autres créanciers. Mais ce droit individuel de contestation implique-t-il la faculté, pour le créancier contestant, de soutenir en justice le bien fondé de sa prétention, contrairement au principe de l'art. 443, d'après lequel toutes les actions sont concentrées aux mains du syndic? Cette question est vivement controversée. Nous l'avons résolue au *Rép.* n° 596,

cette dette au passif de Bouchet dans le bilan qu'il a déposé au greffe de ce siège le 20 nov. 1888; que, dans ces conditions, il ne saurait y avoir lieu de faire droit aux conclusions de Lissoty de ce chef;

Attendu que le titre dont s'agit énonce que la somme due par Bouchet fils sera productive d'intérêt à 5 pour 100 l'an; que Lissoty es nom ne justifie point que Bouchet fils ait payé les annuités échues; qu'il convient, en conséquence, de reconnaître qu'il est débiteur des intérêts à 5 pour 100 afférents aux cinq dernières années écoulées, soit de la somme de 981 fr. 75 cent;

Attendu enfin que de ce qui précède il résulte que les demandeurs sont fondés à se porter créanciers chirographaires de la faillite Bouchet fils, d'une somme totale de 4908 fr. 75 cent; qu'il y a lieu, dès lors, d'obliger Lissoty es nom à les admettre audit passif pour ladite somme;

Par ces motifs, etc.

Du 23 mars 1889.-Trib. com. de la Seine.-MM. Droin, pr.-Regnault et Sabatier, agréés.

(1) Lissoty C. Syndic de la faillite Bouchet, Pouget et Brion.) — LE TRIBUNAL; — ... Sur la prescription tirée de l'art. 189 c. com. : — Attendu que, s'il est vrai que le syndic qui, en principe, représente la masse créancière, peut néanmoins, dans certains cas, exercer les droits et actions du failli, il est manifeste qu'il ne saurait en être ainsi dans l'espèce; qu'en effet, la prescription de cinq années portée par l'art. 189 c. com. ne reposant que sur une présomption de paiement, est corrélatrice à l'obligation pour le débiteur, s'il en est requis, d'affirmer sous serment qu'il n'est plus redevable de la somme réclamée; que ce serment est personnel au débiteur; qu'ainsi Lissoty es qualité, ne pouvant être astreint ni admis à passer, du chef de Bouchet, la déclaration assermentée susvisée, ne peut, par voie de conséquence, opposer ladite prescription aux droits et actions du failli; qu'on s'explique, d'ailleurs, d'autant moins l'intervention du syndic, en la circonstance, qu'il ressort des explications par lui fournies que Bouchet n'argue même point s'être libéré du montant du billet, objet du litige, et qu'en outre, Lissoty a lui-même inscrit

par la négative; et pendant longtemps, la cour suprême a consacré cette solution, qui nous semble la plus juridique (Civ. cass. 18 févr. 1863, aff. Viguerie, D. P. 63. 1. 149). D'après cet arrêt, si chaque créancier peut individuellement élever des contredits, le syndic n'en demeure pas moins seul admis à exercer l'action judiciaire née de ces contestations, sauf la faculté pour le tribunal d'admettre les créanciers ou le failli à intervenir. — En conséquence, la décision intervenue sur le contredit est nulle si elle a été rendue entre les créanciers contestants et le créancier contesté, en dehors de la présence du syndic, et sans même qu'il ait été appelé (Civ. cass. 18 févr. 1863, précité; Paris, 17 avr. 1885, *Journal des faillites*, 1885, p. 327. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2814, et p. 773, note 3). Ainsi qu'on l'a fait observer justement, en matière de vérification, c'est le syndic qui est le *contradictoireur légal* du créancier contesté (art. 493, *in fine*). L'art. 494 signifie simplement que chaque créancier peut porter à la connaissance des intéressés le moyen que le syndic ignorerait ou négligerait de faire valoir contre l'admission d'une créance douteuse. Mais il n'implique nullement le droit, pour chaque créancier, de substituer son action à celle du syndic et de saisir directement la justice de sa protestation. Il était d'autant moins nécessaire de déroger ici au principe de la suspension des poursuites individuelles, que le contrôle supérieur exercé par le juge-commissaire sur les opérations de la faillite assure aux intéressés un examen sérieux et attentif des contredits. A cette première garantie, est venue s'en ajouter une nouvelle depuis la loi du 4 mars 1889, à savoir la présence des *contrôleurs*, qui, d'après cette loi, peuvent être désignés par l'assemblée des créanciers (V. Cabouat, note, *Annales*, 1888. 1. p. 24 et suiv.).

873. Quoi qu'il en soit, un revirement s'est produit en 1867 dans la jurisprudence de la cour suprême qui, depuis lors, a, par plusieurs arrêts, reconnu aux créanciers le droit de soutenir individuellement en justice les contredits par eux élevés, sans même être tenus de mettre en cause le syndic (Req. 13 nov. 1867, aff. Gallois, D. P. 68. 1. 212; Lyon, 2 févr. 1884, aff. Raverot, et sur pourvoi, Civ. rej. 8 juin 1886, D. P. 87. 1. 77. Comp. aussi Amiens 19 déc. 1851, aff. Veuve Woimant, D. P. 52. 2. 12).

La thèse juridique qui se dégage de ces arrêts, est que le droit, conféré par l'art. 494 à tout créancier vérifié ou porté au bilan, de fournir des contredits est *absolu* et indépendant de celui qui appartient aux syndics. En conséquence, les créanciers contestants sont autorisés à agir en justice à leurs risques et périls, dans l'intérêt de la masse qu'ils *représentent*, au moins jusqu'à concurrence du profit devant résulter pour elle de l'admission de leur contredit. Le syndic a, d'ailleurs, le droit d'intervenir dans l'instance, comme les parties intéressées ont le droit de l'y appeler, et d'opposer aux créanciers contredisants une exception dilatoire jusqu'à sa mise en cause; mais il leur est loisible de renoncer à cette exception, laquelle n'est pas d'ordre public et n'eserait pas recevable pour la première fois en appel. Le créancier contesté, en négligeant d'appeler le syndic en cause ou de mettre le contestant en demeure de l'y appeler, est donc censé accepter ce dernier comme le représentant de la masse créancière; et par suite, si l'instance aboutit à une décision favorable à la masse, celle-ci pourra s'en prévaloir contre lui, comme si elle eût été rendue en présence du syndic, et repousser par l'exception de chose jugée toute action par laquelle le créancier contesté et condamné, voudrait faire valoir à nouveau ses prétendus droits, reconnus mal fondés par la première décision (Mêmes arrêts, motifs, Alauzet, t. 7, n° 2614; Boistel, n° 979).

Ces arrêts appliquent, en somme, à la faillite les principes de la gestion d'affaires, et la théorie de la *représentation judiciaire imparfaite*, qui n'est qu'un corollaire de ces principes (V. sur cette théorie, *supra*, v° *Chose jugée*, n° 163; Aubry et Rau, t. 8, p. 379, § 769; Laurent, t. 20, n° 118; Allard, *Chose jugée*, p. 306). De même que, dans ce système, le nu-propriétaire, le propriétaire sous condition suspensive, la caution, les créanciers ou débiteurs solidaires, sont respectivement représentés en justice par l'usufruitier, le propriétaire sous condition résolutoire, le débiteur principal, l'un des créanciers ou codébiteurs solidaires, lors-

qu'il s'agit de jugements rendant leur *condition meilleure*, tandis qu'ils sont des tiers au regard des jugements défavorables à leurs prétentions; de même aussi, d'après les arrêts précités, la masse des créanciers doit être admise à se prévaloir de tous les jugements obtenus par le créancier contestant, sans que celui-ci puisse être admis, à l'inverse, à lui opposer les jugements rendus en sa faveur, à moins qu'il n'ait pris soin de mettre en cause le syndic.

Quoique cette jurisprudence paraisse aujourd'hui bien établie, nous croyons devoir persister dans notre interprétation de l'art. 494; et nous estimons qu'en l'absence d'un texte précis et formel, il ne saurait être permis de déroger au principe de la suspension des poursuites individuelles en faveur des créanciers contestants, à l'exception, toutefois, des créanciers qui auraient des droits propres et individuels à faire valoir, lesquels sont évidemment recevables à soutenir en justice les contestations qu'ils soulevaient au cours de la vérification, dans le but de sauvegarder ces intérêts particuliers (Req. 25 févr. 1862, aff. Boquet, D. P. 62. 1. 295). Il ne nous paraît pas démontré que la théorie de la *représentation imparfaite*, d'ailleurs repoussée encore aujourd'hui par de nombreux auteurs (V. *supra*, v° *Chose jugée*, n° 163), ait une base juridique bien sûre, tout au moins dans son application à la faillite, et que ce droit d'action individuelle reconnu aux créanciers, même avec les restrictions dont on l'entoure, ne soit pas de nature à entraver parfois les opérations de la faillite, et à compromettre l'unité de direction, nécessaire à la bonne gestion des intérêts de la masse.

874. — IV. ADMISSION ET VÉRIFICATION. — EFFETS DE L'ADMISSION. — L'admission au passif d'une faillite ne peut avoir lieu qu'autant que la créance produite n'est contestée par personne. Elle ne doit donc pas être prononcée s'il y a opposition... soit de la part de l'un des créanciers vérifiés ou portés au bilan (*Rép.* n° 627);... soit de la part du failli (*Rép.* n° 627);... soit de la part des syndics, même dans le silence des créanciers et du failli. — L'admission peut, d'ailleurs, n'être prononcée qu'avec *réserve*, soit de la part d'un créancier, soit de la part du failli, soit même de la part du créancier admis (*Rép.* n° 601 et suiv.). — Sur le mode de constatation de l'admission, V. *Rép.* n° 626.

875. Chaque créancier, dans la huitaine, au plus tard, après que sa créance aura été vérifiée, sera tenu d'*affirmer*, entre les mains du commissaire, que ladite créance est sincère et véritable (*Rép.* n° 629). Cette formalité de l'*affirmation* orale, qui prolonge la procédure sans augmenter sensiblement les garanties de sincérité des productions, a été maintes fois critiquée. Pour remédier aux inconvénients de la procédure actuelle, la commission de la réforme des faillites avait proposé de rattacher l'affirmation à la production : le créancier, en produisant le titre, signerait une formule dans laquelle il se porterait fort de la loyauté de la créance. Ce système inspiré des lois belge (art. 498) et italienne (art. 760), et approuvé par plusieurs auteurs (V. Thaller, t. 2, p. 231) n'a pas trouvé faveur devant les Chambres : on lui a surtout reproché d'intervertir l'ordre logique des choses en plaçant l'affirmation avant la vérification, c'est-à-dire à une date où, très sincèrement, le créancier pourrait se faire illusion sur ses droits. Aussi le législateur de 1889 s'est-il borné à décider qu'en cas de liquidation judiciaire, l'affirmation, suivrait immédiatement l'admission de chaque créance et a-t-il, en ce qui concerne la faillite, maintenu purement et simplement le droit antérieur. Rien n'empêche d'ailleurs, en cas de faillite, de procéder à l'affirmation aussitôt l'admission prononcée (Civ. rej. 8 mai 1860, aff. Poitevin, D. P. 60. 1. 242; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2863; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 356).

876. L'affirmation peut se faire par fondé de pouvoirs (*Rép.* n° 629). D'autre part, un créancier, pouvant se présenter à la vérification au nom de son débiteur, est recevable à affirmer la sincérité de la créance de ce dernier (Lyon, 19 janv. 1850, aff. Dressy, D. P. 52. 2. 250). Mais il a uniquement à déclarer qu'il n'est pas à sa connaissance que la créance soit éteinte (Même arrêt. Conf. *Rép.* n° 587; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2863, p. 774, note 2; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 357, note 2).

**877.** L'admission a-t-elle un caractère *irrévocable*, en sorte qu'une créance une fois *admise* ne serait plus susceptible de contestation? Il est constant en doctrine et en jurisprudence qu'une créance, même après l'admission et jusqu'à l'affirmation, peut être contestée, l'admission n'ayant qu'un caractère *provisoire* tant que l'affirmation n'a pas eu lieu (Besançon, 9 déc. 1872, aff. Jouart, D. P. 73. 2. 77; Orléans, 6 juin 1882, aff. Darmandaritz, D. P. 83. 2. 199; Conf. Rép. n° 595 et 605; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2866). Spécialement, un créancier hypothécaire a le droit de contester une créance, même après qu'elle a été admise contradictoirement entre le créancier vérifié et les syndics (Besançon, 9 déc. 1872, précité). Et ce droit de contestation n'est même pas renfermé dans les délais de la vérification; il subsiste au profit de tous les intéressés, tant qu'un jugement passé en force de chose jugée n'est pas intervenu en faveur du créancier produisant et que, d'ailleurs, les opérations de la faillite ne sont pas terminées (Rép. n° 604 à 607). Ainsi, une créance même admise sans contradiction par les syndics peut être contestée par le failli (Rép. n° 595); et ce dernier, absent lors de la vérification des créances, peut même la critiquer après la clôture du procès-verbal de vérification (Paris, 11 août 1849, cité au Rép. n° 605-4°).

Mais cette règle s'applique-t-elle même aux créances qui, après vérification, ont été non pas seulement admises, mais *affirmées*? La question est controversée. On a soutenu au Rép. n° 605 et 631 que la déchéance du droit de contester ne peut pas plus s'induire de la formalité de l'affirmation que de l'admission (Rép. n° 605 et 631). Cette opinion s'appuie spécialement sur cette considération que les syndics, quand ils admettent une créance, ne statuent pas comme juges, et que, par suite, il ne saurait être interdit aux intéressés d'en contester la légitimité, même après clôture des opérations de vérification, tant qu'une décision contentieuse n'est pas intervenue en faveur du produisant (V. en ce sens : Boistel, n° 990). Il a été jugé, en ce sens : 1° que l'admission d'une créance au passif d'une faillite, quoiqu'elle ait été suivie d'affirmation, ne met pas obstacle à ce que cette créance puisse être contestée, en cas d'erreur, soit de fait, soit de droit (Lyon, 21 nov. 1849, aff. Rolland, D. P. 50. 5. 225; Nîmes, 29 nov. 1849, aff. Cabrol, *ibid.*; Rouen, 2 janv. 1851, aff. Duteurtre, D. P. 55. 2. 179; Besançon, 28 mars 1855, aff. Liquidation Robbe, D. P. 55. 2. 324; Pau, 27 mars 1871, aff. Syndic Dassé, D. P. 72. 2. 24)... comme, par exemple, si l'admission de la créance a été le résultat de l'ignorance, de la part du syndic et du juge-commissaire, de certaines opérations du failli de nature à modifier les droits du créancier; que, en conséquence, il appartient au juge, tant que la faillite n'est pas complètement liquidée, d'apprécier et réparer les erreurs que les syndics ont pu commettre, en arrêtant un compte dont ni le créancier ni le failli ne lui auraient préalablement fait connaître tous les éléments (Besançon, 28 mars 1855 précité); — ... 2° Que la vérification, l'admission et l'affirmation d'une créance au passif d'une faillite ne constituent pas un règlement définitif et irrévocable en ce qui concerne la *nature* et la *qualité* de la créance; qu'ainsi, même après ces opérations, les syndics ont le droit de contester, au nom de la masse des créanciers, les privilèges et hypothèques qui peuvent y être attachés..., surtout si le procès-verbal d'admission ne mentionne ni le vice qu'il aurait couvert, ni l'intention de le couvrir (Douai, 17 févr. 1859, aff. Tristram et Crujeot, D. P. 59. 2. 63); — ... 3° Que l'admission d'une créance avec affirmation n'est jamais définitive à l'égard des sommes qui ont été payées après l'époque à laquelle a été ultérieurement reportée l'ouverture de la faillite, et que le syndic n'en reste pas moins recevable à demander le rapport de ces sommes à la masse (Dijon, 12 mai 1856, aff. Poilloux-Corbot, D. P. 57. 2. 64); — ... 4° Que le syndic qui a laissé admettre au passif de la faillite, sans faire de réserves, le solde d'une créance sur laquelle un acompte avait été payé par le failli, n'est pas, pour cela, déchu du droit de contester plus tard la validité du paiement de cet acompte, en ce qu'il aurait eu lieu à une époque prohibée, et à demander le rapport à la masse de la somme payée (Colmar, 27 déc. 1855, aff. Basot, D. P. 56. 2. 180).

**878.** Mais la jurisprudence de la cour suprême s'est depuis longtemps fixée en sens contraire, et les cours d'appel dissidentes ont elles-mêmes adopté ce système. Aux termes des arrêts de la chambre des requêtes des 19 févr. 1850, 8 avr. 1851, rapportés au Rép. n° 631, qui ont inauguré la série, et des nombreux arrêts qui ont, depuis lors, adopté la même thèse, l'admission pure et simple d'une créance au passif de la faillite, lorsqu'elle a été suivie de l'affirmation devant le juge-commissaire, en exécution de l'art. 497, met la créance affirmée à l'abri de toute contestation ultérieure (Req. 19 févr. 1850, aff. Tausiet et Nunez, D. P. 51. 5. 261; 8 avr. 1851, aff. Syndic Jouviet, D. P. 51. 1. 121; Poitiers, 20 janv. 1853, aff. Faillite Lemoyne, D. P. 55. 2. 23, et sur pourvoi, Req. 11 juill. 1853, D. P. 54. 1. 308; Civ. cass. 1<sup>er</sup> mai 1855, aff. Varnier-Roger, D. P. 55. 1. 311; Amiens, 10 janv. 1856, aff. Decaux, D. P. 56. 5. 214; Paris, 12 déc. 1857, aff. Dubois, D. P. 60. 5. 175; Civ. rej. 16 janv. 1860, aff. Caisse d'escompte de Tonneins, D. P. 60. 1. 75; Req. 25 févr. 1861, aff. Boulanger, D. P. 61. 1. 200; 25 févr. 1862, aff. Boquet, D. P. 62. 1. 295; 15 déc. 1863, aff. Chabaudie, D. P. 64. 1. 108; 21 juill. 1868, aff. Tournaire, Girard et autres, D. P. 68. 1. 489; Alger, 31 déc. 1869, aff. Housse, D. P. 71. 2. 101; Aix, 1<sup>er</sup> mars 1870, aff. Eloy, D. P. 72. 2. 23; Req. 28 juin 1870, aff. Duval et comp., D. P. 74. 1. 334; Pau, 27 mars 1871, aff. Dassé, D. P. 72. 2. 24; Dijon, 27 déc. 1871, aff. Constant, D. P. 74. 2. 237; Civ. cass. 3 juill. 1872, aff. Salvaire, D. P. 72. 1. 229; Req. 17 févr. 1873, aff. Eyraud, D. P. 73. 1. 298; Rouen, 10 mai 1873, aff. Dubois, D. P. 74. 2. 60; Poitiers, 25 juin 1873, aff. Pujol, D. P. 73. 5. 260; Req. 18 mars 1874, aff. Birot, D. P. 76. 1. 388; Dijon, 20 juill. 1875, aff. Cottin, D. P. 78. 2. 25; Req. 3 août 1875, aff. Rollet, D. P. 76. 1. 81; Civ. rej. 27 févr. 1877, aff. Michel, D. P. 77. 1. 209; Civ. cass. 19 mars 1879, aff. Barabino et Aquadro, D. P. 79. 1. 180; Req. 28 nov. 1881, aff. Loth-Anciaux, D. P. 82. 1. 247; Civ. cass. 8 mars 1882, aff. Société générale algérienne, D. P. 82. 1. 405; Orléans, 6 juin 1882, aff. Darmandaritz, D. P. 83. 2. 199; Paris, 30 juin 1883, aff. Dubouche, D. P. 85. 2. 18; Req. 14 janv. 1885, aff. Lambert, D. P. 85. 1. 403; 23 févr. 1885, aff. Perron et Colin, D. P. 85. 1. 413; Civ. rej. 11 nov. 1885, aff. Banon, D. P. 86. 1. 69; 1<sup>er</sup> févr. 1888, aff. Bellamy, D. P. 88. 1. 213. — Conf. outre les auteurs cités au Répertoire : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2867; Camberlin, p. 433; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 345; Laurin, n° 1052; Thaller, t. 2, p. 226; Rousseau et Defert, p. 207). — Cette jurisprudence, si fortement établie aujourd'hui, peut s'appuyer à défaut du texte de la loi, sur des considérations pratiques dont il est impossible de méconnaître la gravité. Si, sous le prétexte d'une erreur commise, une admission suivie d'affirmation pouvait être remise en question, la situation de tous les intéressés demeurerait indéfiniment dans l'incertitude, et aucune liquidation ne pourrait se poursuivre avec sécurité.

Entre ces deux systèmes absolus, a pris place, dans la doctrine, un système mixte, d'après lequel les créances, même admises et affirmées, pourraient être encore contestées, mais seulement jusqu'à la clôture du procès-verbal de vérification et d'affirmation, époque à laquelle l'art. 581 arrête toute contestation sur la date de la cessation des paiements (V. Bédarride, t. 2, n° 443; Massé, t. 4, n° 2199; Alauzet, t. 7, n° 2626; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 351; Em. Ollivier, *Revue critique*, t. 1, p. 24). — Bien que ce troisième système n'ait pas les inconvénients pratiques du premier, et qu'il ait sur le second la supériorité de pouvoir s'appuyer sur un argument de texte au moins spécieux, il n'a été consacré, à notre connaissance, par aucun arrêt.

**879.** La plupart des décisions citées au numéro qui précède reposent sur l'idée d'un *contrat judiciaire* formé entre le créancier admis et la masse. Cette idée conduit aux applications suivantes : 1° les syndics de l'union ne sont pas recevables à critiquer des créances admises et affirmées lors de la vérification qui a précédé le rejet du concordat. Et cette solution a été jugée applicable alors même que la vérification aurait eu lieu pendant la durée du sursis judiciaire accordé, en vertu du décret du 19 mars 1848, au débiteur poursuivi, avec faculté d'obtenir un concordat amiable (Décr. 22 août 1848, art. 22; Req. 8 avr. 1851, aff. Jouviet).



D. P. 51. 1. 121); — 2° Pareillement, les créanciers d'un failli qui soutiennent seulement avoir les droits des autres créanciers, sans réclamer ni privilège, ni hypothèque, ne sont pas recevables à contester des arrêts de comptes intervenus entre le failli et d'autres créanciers et qui ont été acceptés par les syndics, alors, d'ailleurs, qu'il est établi qu'on ne peut imputer aux créanciers contestés aucune collusion dolosive à l'égard des tiers (Req. 25 févr. 1862, aff. Boquet, D. P. 62. 1. 295); — 3° Le contrat judiciaire né de l'admission et de l'affirmation d'une créance produite au passif de la faillite et régulièrement vérifiée, ne permet même pas de contester cette créance pour erreur de fait ou de droit, et, par exemple, sur le motif qu'une créance pour reliquat d'un compte courant commencé avec une maison de banque, puis continué avec la société dont le chef de cette maison est devenu le gérant, a été admise au passif de la société déclarée en faillite séparément de son gérant, alors qu'elle eût dû être mise à la charge de la faillite personnelle du gérant, si, d'ailleurs, la séparation des deux faillites existait déjà, à l'époque de cette admission. Et il n'importe que le créancier n'ait pu confondre la nouvelle société et l'ancienne maison, si l'origine du compte avec cette ancienne maison était pareillement à la connaissance des syndics (Civ. cass. 1<sup>er</sup> mai 1855, aff. Varnier-Roger, D. P. 55. 1. 311); ... ou sous le prétexte d'une erreur de fait ou de droit dans l'appréciation des titres et documents, alors connus, sur lesquels l'admission a été prononcée, erreur qui serait de nature à faire remettre en question l'existence ou la quotité de la créance (Amiens, 10 janv. 1856, aff. Decaux, D. P. 56. 5. 211); ... ou à raison des appréciations erronées des autres créanciers, comme dans le cas où la réalisation du gage garantissant une créance admise comme privilégiée n'a pas produit une somme égale au chiffre de cette créance (Pau, 27 mars 1871, aff. Dassé, D. P. 72. 2. 24).

Jugé encore que ce contrat judiciaire s'oppose à ce que la créance admise et affirmée après vérification soit contestée, non seulement quant à son existence ou à sa quotité, mais encore quant à sa *qualité*, et, par exemple, quant à sa nature de créance privilégiée (Req. 23 févr. 1861, aff. Boulanger, D. P. 61. 1. 200; Pau, 27 mars 1871, aff. Dassé, D. P. 72. 2. 24; Civ. cass. 19 mars 1879, aff. Barabino et Aquadro, D. P. 79. 1. 180; ... sauf l'opposition des créanciers qui auraient à se plaindre de la lésion d'un droit à eux personnel, distinct des droits de la masse, et que les syndics n'auraient pas eu à sauvegarder (Arrêt précité du 27 mars 1871); — Qu'ainsi, une *créance hypothécaire*, mise à l'abri de toute contestation de la part du débiteur par suite de la vérification et de l'affirmation dont elle a été l'objet au cours de la faillite de ce dernier, n'est pas davantage susceptible d'être contestée même par des créanciers hypothécaires, s'ils ne se fondent pas sur des moyens qui leur soient personnels, et si, par exemple, ils se bornent à nier, non pas la validité de l'hypothèque, mais l'existence de la créance; que, en conséquence, ces créanciers ne sont pas recevables à former tierce opposition au jugement qui a rejeté l'action que le failli concordataire avait déjà exercée, afin de faire déclarer non existante la créance ainsi vérifiée et affirmée, pour défaut, par exemple, de réalisation de l'ouverture de crédit sur laquelle elle reposait; ... et que la tierce opposition est non recevable, surtout de la part de créanciers postérieurs au jugement, ou qui, en signant au concordat, ont acquiescé au contrat judiciaire résultant du procès-verbal de vérification et d'affirmation de la créance par eux contestée (Req. 21 juill. 1868, aff. Tournaire, D. P. 68. 1. 489. V. la note *ibid.*).

880. Décidé également que le contrat judiciaire résultant de l'admission suivie d'affirmation ne peut être détruit ni par des protestations ultérieures, alors même qu'elles interviendraient avant l'expiration des délais fixés pour la vérification et l'affirmation des créanciers (Civ. cass. 19 mars 1879, aff. Barabino, D. P. 79. 1. 180; ... ni même par un jugement subséquent qui reporterait à une date plus ancienne la cessation des paiements (Poitiers, 20 janv. 1853, aff. Faillite Lemoyne, D. P. 53. 2. 23; et sur pourvoi, Req. 11 juill. 1853, D. P. 54. 1. 308; Req. 15 déc. 1863, aff. Chabaudie, D. P. 64. 1. 108; Rouen, 10 mai 1873, aff. Dubois, D. P. 74. 2. 60; Req. 18 mars 1874, aff.

Briot, D. P. 76. 1. 388; Civ. cass. 19 mars 1879, précité). Un tel jugement, intervenant après l'admission et l'affirmation, ne saurait avoir pour effet de modifier cette créance, ni de réagir contre des droits irrévocablement fixés. Ainsi le syndic est non recevable: 1° à demander, contre le créancier définitivement admis, le rapport à la masse de paiements qu'il aurait reçus contrairement aux dispositions des art. 446 et 447 c. com. (Arrêts précités des 8 avr. 1851, 20 janv. et 11 juill. 1853; 15 déc. 1863, 10 mai 1873, 18 mars 1874); ... surtout lorsque l'éventualité du report de la faillite n'a pas échappé aux prévisions du syndic lors de la vérification, et que le contrat judiciaire s'est formé entre les parties en vue de cette éventualité (Arrêt précité du 18 mars 1874). Et il n'importe, d'ailleurs, qu'au moment de l'affirmation, l'époque de la cessation de paiements ne fût pas encore judiciairement fixée, si la demande sur laquelle la fixation de la créance a eu lieu était déjà formée (Arrêt précité du 11 juill. 1853); ... ou que le jugement de report rendu après vérification et affirmation soit intervenu en exécution d'une disposition du jugement déclaratif de la faillite qui avait réservé la fixation ultérieure de la date de la cessation des paiements du failli, une telle réserve n'ayant pas pour effet de rendre conditionnelle l'admission à la faillite des créances régulièrement produites et affirmées (Arrêt précité du 15 déc. 1863); — ... 2° A contester la créance résultant d'un règlement de compte entre le créancier et le failli, bien que, après l'affirmation de cette créance, la cessation des paiements ait été reportée à une époque antérieure audit règlement, si le syndic a été averti, par l'exploit d'assignation contenant la demande en report de la faillite, de la prétention élevée par certains créanciers, de faire remonter l'ouverture de cette faillite à une date antérieure à celle à laquelle elle avait été provisoirement fixée (Arrêt précité du 20 janv. 1853); ... ou le paiement par compensation à raison duquel une créance a été admise à la faillite pour une certaine quotité, sous prétexte que la compensation simplement promise au créancier par le failli, alors qu'il était *in bonis*, serait restée sans effet, et que, par exemple, le créancier aurait consenti à renouveler, après leur échéance, les billets avec lesquels la compensation devait s'opérer (Req. 19 févr. 1850, aff. Taussoit et Nunez, D. P. 51. 5. 261).

881. L'affirmation d'une créance admise sans protestations ni réserves ne met pas seulement obstacle, en principe, à toute contestation ultérieure de la part des syndics, des créanciers ou du failli: elle est également opposable au *créancier admis* (Rép. n° 628). Ainsi l'affirmation, sans réserves ni protestations, d'une créance réduite par les syndics rend le créancier non recevable à demander, après l'homologation du concordat, que le chiffre de sa créance soit rétabli dans son état primitif, et que les dividendes stipulés lui soient payés sur ce chiffre ainsi rétabli (V. *infra*, sect. 9). De même, le chiffre d'une créance affirmée après discussion contradictoire et vérification par expert ne peut être remis ultérieurement en question par le créancier, alors qu'il n'a fait, lors de l'affirmation, ni protestations ni réserves (Paris, 12 déc. 1857, aff. Dubois, D. P. 60. 5. 175).

882. La théorie du contrat judiciaire, telle qu'elle ressort des arrêts de la cour suprême, n'est cependant pas absolue, et comporte un certain nombre de tempéraments et d'exceptions. Ainsi, l'admission d'une créance suivie d'affirmation, ne forme entre le créancier et le syndic un contrat judiciaire dont les effets ne sauraient être amoindris par la survenance de circonstances postérieures, telles qu'un jugement de report de la faillite, qu'autant que le créancier a produit tous les documents propres à éclairer le syndic sur les conséquences de l'admission par lui demandée (Alger, 31 déc. 1869, aff. Housse, D. P. 71. 2. 101). Le contrat ne se forme donc pas, et les contestations demeurent possibles de la part de tout intéressé, si un moyen dissimulé aux syndics vient à leur être révélé (Civ. cass. 1<sup>er</sup> mai 1855, aff. Varnier-Roger, D. P. 55. 1. 311). Spécialement, lorsqu'un créancier, porteur de billets souscrits en exécution d'un règlement de compte, n'a produit que les billets sans le règlement, le syndic est recevable à contester ultérieurement la validité de la créance et à demander le rapport des sommes payées après l'époque à laquelle a été reportée la date de la cessation des paiements (Alger, 31 déc. 1869,

précité). Pareillement, une créance peut, même après avoir été vérifiée, admise et affirmée, être contestée en cas de *double emploi* (Civ. cass. 1<sup>er</sup> mai 1855 précité). A plus forte raison, l'admission et l'affirmation de la créance cessent-elles d'être irrévocables si des circonstances de *dol*, de *fraude*, de *violence* ou de *force majeure*, n'ont pas permis d'en faire une vérification exacte et sincère (Civ. cass. 1<sup>er</sup> mai 1855, précité; Civ. rej. 16 janv. 1860, aff. Caisse d'escompte de Tonneins, D. P. 60. 1. 75; 28 juin 1870, aff. Duval, D. P. 71. 1. 334; Pau, 27 mars 1871, aff. Dassé, D. P. 72. 2. 24; Req. 17 févr. 1873, aff. Evrard, D. P. 73. 1. 298; Dijon, 20 juill. 1875, aff. Cottin, D. P. 78. 2. 25; Req. 28 nov. 1881, aff. Loth-Anciaux, D. P. 82. 1. 247; 23 févr. 1885, aff. Perron et Colin, D. P. 85. 1. 413). Ainsi, l'admission avec affirmation d'un créancier au passif de la faillite, pour le solde d'un compte courant dans lequel figuraient des paiements en espèces, ne met pas obstacle à ce que le syndic poursuive la nullité de ces paiements comme ayant, en réalité, été faits en marchandises après l'époque de la cessation des paiements du débiteur, si la fraude n'a été découverte que postérieurement, et si, par exemple, la connaissance n'en est arrivée au syndic que par suite du dépouillement de la correspondance du failli, opéré après la clôture de la vérification et de l'admission des créances (Civ. rej. 16 janv. 1860, précité). Et, lorsque la créance elle-même est entachée de fraude ou de simulation, elle est susceptible, bien que vérifiée, admise et affirmée, d'être ultérieurement contestée par un créancier et rejetée du passif, bien que l'admission n'en ait pas été contredite et qu'aucune manœuvre dolosive n'ait été pratiquée pour la faire prononcer (Amiens, 19 déc. 1851, aff. Woimant, D. P. 52. 2. 12). Spécialement, le créancier hypothécaire dont la collocation provisoire dans un ordre ouvert sur les immeubles du failli est contestée par le syndic, ne peut invoquer utilement, à titre de fin de non-recevoir contre cette contestation, son admission sans réserve au passif de la faillite, si le syndic allègue qu'elle a été le résultat d'un concert frauduleux; et le syndic doit être autorisé à faire la preuve de son allégation (Req. 28 nov. 1881 précité).

Il a été jugé, d'autre part, que l'admission d'une créance au passif de la faillite, lorsqu'elle a lieu en vertu d'un jugement intervenu sur une contestation relative au chiffre de cette créance, n'a pas le caractère d'un contrat judiciaire en ce qui concerne l'action en rapport des acomptes reçus par le créancier, soit autrement qu'en espèces ou effets de commerce dans la période suspecte de l'art. 446 c. com., soit avec connaissance de la cessation des paiements du failli, dans celle de l'art. 447, lorsque le jugement d'admission n'a pas porté sur la question du rapport de ces acomptes à la faillite (Orléans, 6 juin 1882, aff. Faillite Darmandaritz, D. P. 83. 2. 199).

En outre, le contrat judiciaire résultant de l'admission suivie d'affirmation, ne peut pas plus déroger que les autres conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public, notamment aux lois qui limitent le taux maximum de l'intérêt de l'argent (Civ. cass. 28 juin 1876, aff. Demoiselle Gary, D. P. 76. 1. 385; Civ. rej. 11 nov. 1885, précité). En conséquence, est recevable l'action du failli concordataire tendant à faire réduire, comme entaché d'usure, le chiffre d'une créance précédemment admise au passif (Arrêt précité du 11 nov. 1885).

**863.** L'admission d'une créance au passif, eût-elle été

suivie d'affirmation, n'entraîne pas non plus déchéance du droit de la contester, quand elle n'a eu lieu que sous réserve de l'exercice ultérieur de ce droit. Cette simple réserve suffit pour empêcher le contrat judiciaire de se former, et rendre possibles toutes contestations ultérieures, encore que la créance ait été ensuite vérifiée et affirmée sans un contredit formel et une contestation immédiate dans les termes des art. 494 et 498 c. com. (V. en ce sens, outre les arrêts cités au Rép. n° 606 : Dijon, 27 déc. 1871, aff. Constant, D. P. 74. 2. 237; Rouen, 10 mai 1873, aff. Dubois, D. P. 74. 2. 60; Req. 3 août 1875, aff. Rollet, D. P. 76. 1. 81; Civ. rej. 11 nov. 1885, aff. Banon, D. P. 86. 1. 69). A plus forte raison l'admission d'une créance au passif d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire ne met-elle pas cette créance à l'abri des contestations, si elle n'a eu lieu que sous réserve de contestations antérieurement soulevées, et actuellement pendantes (Req. 3 août 1875, précité).

Ce tempérament apporté à la théorie du contrat judiciaire nous semble absolument juridique. En effet, il n'est dit niu part, dans le code de commerce, que les réserves doivent nécessairement prendre telle ou telle forme, sous peine d'être considérées comme non avenues. Le code suppose que l'on recourra immédiatement à la procédure abrégée qu'il indique, mais il ne l'ordonne pas. Il n'exige pas non plus que les droits de tous soient réglés avant la clôture du procès-verbal de vérification, puisqu'il admet que le tribunal, au lieu d'ordonner le sursis à l'assemblée du concordat, peut ordonner l'admission provisoire de la créance. En résumé, c'est par interprétation de la volonté du législateur qu'on admet la formation de ce contrat judiciaire; on ne saurait aller plus loin et admettre qu'une volonté contraire formellement exprimée ne peut pas empêcher la formation de ce contrat. Dans l'espèce sur laquelle est intervenu l'arrêt du 3 août 1875, le débiteur était, non pas en état de faillite, mais en état de *liquidation judiciaire*, par application de la loi du 22 avr. 1871; mais la question a été résolue conformément au droit commun de la faillite, l'art. 2 de la loi de 1871 décidant que les dispositions du code de commerce relatives à la vérification des créances s'appliqueraient aux liquidations judiciaires. La même solution devrait être admise pour les *liquidations judiciaires* ouvertes sous l'empire de la loi du 4 mars 1889; en effet, aux termes de l'art. 24 de cette loi, toutes les dispositions du liv. 3 c. com., compatibles avec les prescriptions de la loi nouvelle, sont applicables à la liquidation judiciaire.

**864.** Il n'est même pas indispensable que les réserves soient *expresses*. Ainsi, l'admission d'une créance, même sans réserves formelles, peut n'être pas envisagée comme élevant une fin de non-recevoir contre toute contestation ultérieure, si elle n'implique pas nécessairement abdication d'un droit susceptible d'être ensuite exercé dans une procédure spéciale, telle qu'une procédure d'ordre. Jugé, spécialement, que l'admission d'une créance née d'une ouverture de crédit avec affectation hypothécaire jusqu'à concurrence d'une certaine somme, à titre hypothécaire pour la somme garantie et à titre chirographaire pour l'excédent, n'implique pas renonciation par les syndics à la faculté de discuter à l'ordre qui devait en terminer le règlement, le solde définitif de cette créance; et qu'il en est de même de l'acceptation sans réserves, par les syndics, de quittances à valoir sur le montant de la créance hypothécaire (Amiens, 3 févr. 1876) (1).

(1) (Crédit du Nord C. Syndic Pain.) — La cour; — En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée par l'appelant: — Considérant qu'après une première difficulté sur l'admission de la créance du Crédit du Nord à la faillite Pain, les syndics l'ont consentie: 1<sup>o</sup> pour la somme principale de 300000 fr., montant de l'acte d'ouverture de crédit du 12 sept. 1871, pour sûreté duquel inscription hypothécaire a été prise; 2<sup>o</sup> pour 254538 fr. 21 cent., montant des *titres en sus* de l'ouverture de crédit, les intérêts tels que de droit et les frais et accessoires de ces titres, d'après la taxe qui en sera faite; que les termes de cette admission n'impliquent nullement l'acceptation, même tacite, du système soutenu par l'appelant; — Considérant que les syndics, sans pouvoirs pour compromettre sur les intérêts de la masse, ne doivent pas être facilement présumés avoir eu la volonté de le faire; que le débat soulevé par eux à l'origine est resté ouvert et qu'ils ont suffisamment accusé la prétention qui fait le fond du litige actuel,

en libellant dans les termes ci-dessus repris le deuxième paragraphe de leur admission, comme aussi en écartant par leur silence les réserves mentionnées dans la production; — Que si, depuis l'admission jusqu'à la présente contestation, un accord apparent a existé entre les parties, il était fondé sur leur intérêt réciproque (la prompte réalisation du prix des immeubles de la faillite afin de payer de moindres intérêts, le crédit pour obtenir plus rapidement la disposition de sommes importantes); — Que, dès lors, la remise de l'acceptation sans réserves de quittances à valoir sur le montant de la créance hypothécaire ne prouve pas que les syndics aient renoncé au droit de discuter à l'ordre, qui devait en terminer le règlement, le solde définitif de cette créance; — Que le droit de contester reste, donc entier, etc....

Du 3 févr. 1876. — C. d'Amiens. — MM. Jacquin de Cassières, pr. — Gesbert de la Noë-Seiche, 1<sup>er</sup> av. gén. — Dauphin et Obry, av.

Il a été jugé, d'autre part, il est vrai, que l'admission pure et simple au passif de la faillite de la créance résultant pour solde de l'arrêté définitif d'un compte courant, s'oppose à ce que le syndic puisse contester des créances antérieurement admises sous réserves et résultant d'arrêtés partiels et provisoires du même compte (Civ. cass. 8 mars 1882, aff. Faillite Peyron, D. P. 82. 1. 405). Mais il n'existe, au fond, aucune antinomie entre cet arrêt et les précédents. Dans l'espèce sur laquelle la Chambre civile a statué, le principe de l'indivisibilité du compte courant justifiait la fin de non-recevoir proposée contre l'ensemble de l'action en rapport, sans distinction des créances, et rendait nécessaire la cassation de l'arrêt, tant à l'égard de la somme admise à la faillite sans protestation qu'à l'égard des deux autres, qui avaient fait l'objet des réserves du syndic. En effet, les créances admises sous réserve portaient sur des sommes partiellement détachées du compte courant, ainsi arrêté provisoirement. Ces sommes n'étaient que les éléments du compte; elles concouraient à la formation de la dette unique qui devait résulter de ce compte, et dont le chiffre ne pouvait être déterminé que par la balance définitive; mais elles ne constituaient pas des créances distinctes qu'il fût possible de séparer du reliquat. L'unité du compte courant et de la créance qui le clôt s'y opposait absolument (V., sur cette règle, Rouen, 19 janv. 1849, aff. Bony, D. P. 51. 2. 128; Civ. cass. 24 mai 1854, aff. Rousseau, D. P. 54. 1. 179; 6 mai 1868, aff. Ficatier, D. P. 68. 1. 316; *suprà*, v° *Compte courant*, n° 40 et suiv.; — *Rép. eod. v°*, n° 50 et suiv., 133 et suiv., et v° *Banquier*, n° 38 et suiv.; Emile Feitu, *Traité du compte courant*, p. 339 et suiv. — *Addé note sous Civ. rej. 29 déc. 1880, D. P. 81. 1. 54*).

885. Lorsqu'une créance a été admise au passif et affirmée, c'est au syndic, ou à la partie à laquelle est opposée la fin de non-recevoir résultant de cette admission, qu'incombe la charge de prouver, soit qu'elle a été le résultat du dol et de la fraude, soit qu'elle a été accompagnée de protestations et de réserves. Et le juge se fonde vainement, pour écarter cette fin de non-recevoir, sur ce que l'absence de réserves ne serait établie par aucun document, alors que l'existence des réserves n'a été ni prouvée, ni même alléguée par les adversaires du créancier admis (Civ. cass. 3 juill. 1872, aff. Salvaire, D. P. 72. 1. 229).

A défaut de cette preuve, le *contrat judiciaire* produit son plein effet. Mais il importe d'en bien délimiter le champ d'application. Ainsi que l'a fait observer très justement un arrêt, la chose jugée ou convenue entre le créancier vérifié et la faillite ne peut résulter que du dispositif de l'ordonnance d'admission rendue par le juge-commissaire, et non de la mention inscrite par le syndic sur le bordereau du créancier, une telle mention n'ayant de valeur qu'autant qu'elle est conforme au procès-verbal de vérification (Dijon, 20 juill. 1875, aff. Cottin, D. P. 78. 2. 25). Par suite, le créancier qui a demandé son admission au passif comme créancier privilégié ne peut soutenir qu'il a été admis en cette qualité, si le dispositif et les motifs de son admission ne contiennent aucune expression impliquant l'idée d'un privilège et ne sont que la reproduction d'une formule générale employée pour l'admission de tous les créanciers chirographaires, alors même que le syndic aurait mentionné sur le bordereau dudit créancier que son admission avait eu lieu par privilège (Même arrêt). Le bordereau signé par le syndic et le juge-commissaire n'a d'autre valeur, en effet, que celle d'un extrait du procès-verbal, et il est de principe que « les copies, lors que le titre original subsiste, ne font foi que de ce qui est contenu au titre, dont la représentation peut toujours être exigée » (C. civ. art. 1334; *Rép. v° Obligations*, n° 4269 et suiv.).

886. Par application des mêmes principes, on doit décider que la demande tendant à attribuer à la masse, comme tardivement constituée, la provision en marchandises affectée au paiement d'une lettre de change endossée à un banquier, créancier du failli, n'est pas irrecevable en raison du contrat judiciaire qui résulte, au regard du syndic, de l'admission du banquier à la faillite, pour le solde de son compte général, dans lequel entre ladite lettre de change, alors que cette admission a eu lieu chirographairement, sous réserve d'ajouter le montant des effets échus ou à échoir qui ne seraient pas payés. Dans tous

les cas, le juge du fond, en interprétant ainsi le contrat judiciaire dont il s'agit, ne le dénature pas, et ne fait qu'user de son pouvoir d'appréciation (Civ. rej. 1<sup>er</sup> févr. 1888, aff. Bellamy, D. P. 88. 1. 213).

887. L'arrêt qui précède détermine l'effet de l'admission au regard du syndic et des créanciers. En ce qui concerne l'effet du contrat judiciaire résultant de l'admission au passif de la faillite, au regard des tiers, il suffit d'appliquer le principe de l'effet relatif de la chose jugée. Décidé, en ce sens, que la vérification d'une créance et son admission au passif d'une faillite, bien qu'ayant un caractère définitif entre le créancier et le débiteur, ne s'oppose pas à ce que la caution du failli puisse contester que cette créance soit comprise dans le cautionnement qu'elle a donné (Caen, 28 avr. 1874, aff. Gatelou-Marest, D. P. 76. 2. 173). En effet, la caution, à la différence des créanciers de la faillite, n'ayant pas été partie à la vérification, le contrat judiciaire qui en est résulté est, par rapport à elle, *res inter alios acta* (c. civ. art. 1165 et 1351).

A l'inverse, la vérification des créances des fournisseurs d'un navire, faite par la faillite de l'armateur, est opposable à tous les copropriétaires de ce navire; ... alors surtout que ceux-ci, qui pouvaient contester ces créances, n'ont fait aucune protestation (Civ. rej. 27 févr. 1877, aff. Michel, D. P. 77. 1. 210-213). Cette décision se concilie parfaitement avec la précédente. En effet, dans l'espèce, les copropriétaires du navire étaient déclarés solidairement responsables avec l'armateur; or ce qui est jugé à l'égard d'un débiteur solidaire est jugé à l'égard des autres (Comp. sur ce point *infra*, v° *Obligations*; — *Rép. eod. v°*, n° 1421 et suiv.). D'ailleurs, la loi elle-même (c. com. art. 129-6<sup>e</sup>) donne à l'armateur le mandat d'arrêter les créances des fournisseurs, et, s'il est en faillite, le syndic a qualité pour y procéder en son lieu et place.

888. L'admission sans réserves d'une créance, même suivie d'affirmation, n'est au fond que la constatation d'un droit préexistant; elle ne saurait être considérée, en l'absence d'un texte formel, comme entraînant *novation*, et impliquant, par suite, renonciation aux privilèges et hypothèques qui peuvent y être attachés; la novation, en effet, ne se présume point (c. civ. art. 1273). En conséquence, le créancier qui n'a pas, lors de la vérification et de l'affirmation, réclamé le privilège attaché à sa créance, ou excipé de son hypothèque, n'est point pour cela déchu du droit de la faire valoir (Rouen, 2 janv. 1851, aff. Duteurtre, D. P. 55. 2. 179; Douai, 30 juin 1855, aff. Halette, D. P. 56. 2. 175; Civ. rej. 14 juill. 1879, aff. Crédit agricole, D. P. 79. 1. 422; Req. 27 mai 1889, aff. Pouilly, D. P. 90. 5. 284-285), et de se faire colloquer hypothécairement sur les immeubles du failli (Mêmes arrêts. Conf. *Rép. n° 602*; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2867 bis; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 343; Alauzet, t. 7, n° 2606 et suiv., 2619; Ruben de Couder, v° *Vérification des créances*, n° 5). Il en est ainsi, du moins, tant que le créancier n'a pas voté au concordat (Arrêts précités du 2 janv. 1851 et du 14 juill. 1879). On ne saurait voir davantage une renonciation à son privilège, de la part de ce créancier, dans le consentement qu'il aurait donné à ce que sa créance fût admise au marc le franc dans le passif de la faillite, une telle renonciation ne se présumant pas, et le marc le franc pouvant d'ailleurs exister même pour les créances privilégiées (Arrêt précité du 30 juin 1855). En tout cas, cette renonciation n'aurait pas lieu, si le consentement duquel on voudrait la faire résulter était émané d'un mandataire ayant seulement reçu du créancier le pouvoir de voir, examiner et affirmer la créance (Même arrêt).

889. Mais l'admission à la faillite implique reconnaissance de la créance admise et, par suite, interrompt la prescription. Lors donc que le porteur d'un effet de commerce produit à la faillite du débiteur et que sa créance est admise, la prescription quinquennale se trouve *ipso facto* interrompue (Req. 7 avr. 1857, aff. Charpentier, D. P. 57. 1. 362; Paris, 11 déc. 1883, *Journal des faillites*, 1884, 374; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2867 bis; Demangeat sur Bravard, t. 3, p. 565; Ruben de Couder, *Dictionnaire*, v° *Lettre de change*, n° 779 et 795). Mais, à défaut de reconnaissance par acte séparé, la prescription trentenaire n'est pas, après la clôture de la faillite, substituée à la pres-

cription quinquennale. Cette dernière prescription recommencera donc à courir à compter du dernier acte de la procédure des faillites (Arrêt précité du 7 avr. 1857; Civ. cass. 5 janv. 1864, aff. Denambrides, D. P. 64. 1. 41; Aix, 29 mai 1872, aff. Babut, D. P. 74. 2. 121 et note de M. Boistel, *ibid.*; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1286, note 1; et Bravard et Demangeat, t. 3, loc. cit.)

**890.** Ce n'est qu'autant que l'admission d'une créance au passif de la faillite est suivie de l'affirmation que le créancier admis a le droit de prendre part aux dividendes que fournira l'actif de la faillite (Rép. n° 603 et 628). Mais, ainsi que nous l'avons établi au Rép. n° 630, le défaut d'affirmation dans la huitaine de l'admission n'entraîne pas la déchéance des droits du créancier. Les déchéances sont en effet de droit étroit, et il n'est pas permis de prononcer une forclusion non inscrite dans la loi. Jugé, en ce sens : 1° que l'affirmation des créances, en matière de faillite, peut avoir lieu le jour même où les créanciers se sont assemblés pour délibérer sur le concordat; qu'il suffit que la clôture du procès-verbal d'affirmation des créances ait précédé la réunion des créanciers (Req. 20 juill. 1858, aff. Liégard, D. P. 58. 1. 403); — 2° Que la tardiveté de la vérification et de l'affirmation des créances produites contre un failli ne peut être opposée par ceux qui ont consenti à cette vérification, à l'effet, notamment, de faire annuler le concordat, comme consenti avec le concours de créanciers qui, tardivement vérifiés, n'avaient pas le droit d'y figurer (Req. 13 févr. 1855, aff. Four, D. P. 55. 1. 339).

**891.** — V. JUGEMENT DES CONTESTATIONS; SURSIS; ADMISSION PROVISIONNELLE. — Quand une créance, au lieu d'être admise, est contestée, fût-ce par un seul intéressé, la contestation doit être renvoyée par le juge-commissaire devant la juridiction compétente (Rép. n° 632). Et il suffit, pour qu'il y ait contestation dans le sens de l'art. 498 c. com., que l'un quelconque des créanciers ait, par acte extrajudiciaire signifié au syndic et au créancier produisant, fait connaître son intention de contester la créance; il n'est pas nécessaire que cette déclaration soit renouvelée devant le juge-commissaire (Lyon, 1<sup>er</sup> févr. 1849, aff. Sadot, D. P. 51. 5. 253).

La juridiction compétente sera le tribunal de commerce, si la contestation est née de la faillite, s'il s'agit notamment d'une demande en nullité fondée sur les art. 446 et suiv. (V. *infra*, sect. 16). Ce sera, au contraire, le tribunal civil, si la contestation n'est pas née de la faillite (Rép. n° 643), s'il s'agit, par exemple, d'une demande en nullité fondée sur un vice de consentement, une cause légale d'incapacité, etc..., ou d'une demande en paiement de loyer (Caen, 24 mars 1846, aff. Schier, cité au Rép. n° 1310. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2868). Ce pourrait même être un tribunal répressif, si des faits délictueux étant reprochés au failli, la personne lésée s'était portée partie civile et réclamait des dommages-intérêts (Lyon-Caen et Renault, loc. cit.).

Sur les formes et délais de l'enquête, V. Rép. n° 622 à 634.

**892.** Lorsqu'une contestation est soulevée, deux questions doivent être résolues préalablement à la convocation concordataire : 1° y a-t-il lieu de surseoir à cette assemblée jusqu'au jugement de la contestation? 2° s'il n'y a pas sursis, le créancier contesté doit-il être admis, provisionnellement, à prendre part au vote? La solution de la première question est de la compétence exclusive du tribunal de commerce, quelle que soit la juridiction saisie, même s'il s'agit d'une contestation dont le jugement appartient au tribunal civil (Rép. n° 635, 639 et 723). Au contraire, l'admission par provision est prononcée, soit par le tribunal de commerce, s'il retient la connaissance de la contestation, parce qu'elle est de sa compétence (Rép. n° 635);... soit par le tribunal civil, si, au contraire, le tribunal de commerce, après avoir décidé qu'il serait passé outre au concordat, malgré la contestation renvoyée devant lui, la renvoie devant la juridiction civile, parce qu'elle est de la compétence exclusive de cette dernière juridiction. — Sur les formes de la demande, et les pouvoirs du juge, V. Rép. n° 699 et suiv. — En principe, le tribunal jouit d'une entière liberté d'appréciation, pour trancher cette question. Toutefois, l'admission provisionnelle ne peut être accor-

dée lorsque la créance est l'objet d'une instruction criminelle ou correctionnelle, et le créancier contesté ne peut, en ce cas, prendre part aux opérations de la faillite tant que le tribunal répressif n'a pas statué (Paris, 14 déc. 1886, *Journal des faillites*, 1887, p. 64).

**893.** Les jugements prononçant sursis au concordat ou admission provisionnelle ne sont, aux termes de l'art. 583-4°, susceptibles d'aucun recours (Rép. n° 638 et 642; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2873; Laurin, n° 1097). V. *infra*, sect. 17. — Mais, dans le silence de la loi, on doit admettre, au contraire, que les jugements qui rejettent, soit le sursis, soit l'admission provisoire, peuvent être attaqués par les voies de recours ordinaires de l'opposition ou de l'appel, et par la voie extraordinaire du pourvoi en cassation (Lyon-Caen et Renault, loc. cit.; Boistel, n° 961; Ruben de Couder, n° 1133; Laurin, n° 1098). — Sur les délais de recours, V. *infra*, sect. 17. — Décidé, en ce sens, que le jugement qui refuse un sursis au concordat est susceptible d'appel (Caen, 20 janv. 1868, aff. Delattre, D. P. 69. 2. 100; Paris, 14 déc. 1886, *Journal des faillites*, 1887, p. 64)... Et que, lorsqu'un créancier a interjeté appel d'un jugement rejetant une demande d'admission, et que la cause n'est pas encore en état, c'est la cour régulièrement saisie du fond qui a compétence pour statuer sur l'admission provisoire (Paris, 14 déc. 1886, précité). — Sur le droit d'opposition conféré par l'art. 503 aux créanciers retardataires, sur les formes de cette opposition, et ses effets, V. Rép. n° 579, 630, 648 à 654).

#### SECT. 9. — DU CONCORDAT.

**894.** Aux termes de la loi de 1838, complétée par la loi du 17 juill. 1856, la faillite peut recevoir trois solutions : l'union, le concordat simple, ou le concordat par abandon d'actif. — L'union, qui comporte la liquidation intégrale de l'actif du failli et laisse ce dernier, après la vente de tous ses biens, sous le coup des poursuites individuelles des créanciers, est la solution la plus rigoureuse; aussi ne s'ouvre-t-elle que dans le cas où les créanciers, régulièrement convoqués pour délibérer sur les propositions de concordat, n'accordent au failli ni un concordat simple, ni un concordat par abandon d'actif, ou que le tribunal refuse son homologation au traité voté par l'assemblée. La délibération sur le concordat est donc, en droit français, une phase normale et régulière de la procédure de faillite, à la différence de certaines législations étrangères, telles que la loi allemande, où le concordat n'est qu'un incident éventuel de la faillite, incident que le failli peut, d'ailleurs, faire naître à toute époque de la procédure en soumettant à ses créanciers un projet de traité.

Ainsi que nous l'avons vu au chap. 1<sup>er</sup>, le projet de la commission parlementaire sur la réforme des faillites (déposé en 1884 sur le bureau de la Chambre et repris en 1886), avait apporté, dans l'économie générale de la loi sur ce point, une modification essentielle, consistant à n'autoriser de concordat simple ou par abandon d'actif qu'au profit des débiteurs admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, le régime de l'union s'imposant au contraire à tout débiteur déclaré en faillite, soit *ab initio*, soit à la suite de l'avortement des propositions de concordat par lui présentées à ses créanciers au cours d'une liquidation judiciaire précédemment obtenue.

Ce système ayant paru trop rigoureux, la commission proposa et fit voter par la Chambre des députés un texte ainsi conçu : « Après la déclaration de faillite, il ne peut intervenir de concordat que si le failli a été déclaré excusable par jugement du tribunal, dans les formes prescrites par l'art. 538 c. com. » Même ainsi atténué, le régime de la faillite, tel que l'avait conçu la commission de la Chambre, parut inacceptable à la commission du Sénat, qui proposa, et finalement fit passer dans le texte définitif de la loi du 4 mars 1889, une rédaction impliquant le maintien de la délibération sur le concordat comme une phase normale de la procédure, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où le failli aurait été déclaré excusable et le cas inverse (V. *supra*, n° 41 et suiv.). D'où il suit que, depuis la promulgation de la loi du 4 mars 1889 comme sous l'empire de la loi de 1838, tout débiteur en état de cessa-

tion de paiements est admis, à un moment précis de la procédure, c'est-à-dire après l'expiration des délais impartis pour la vérification ou l'affirmation des créances, à soumettre à ses créanciers un projet de concordat. Le contrôle de la justice ne s'exerce jamais qu'après le vote du concordat à une double majorité, et ce, sous forme de jugement prononçant ou refusant l'homologation.

895. Il importe toutefois de remarquer que, depuis la loi du 4 mars 1889, il est une certaine catégorie de faillites qui ne comportera plus de délibération sur le concordat. Il y aura une assemblée concordataire : 1° dans toutes les faillites non précédées d'une liquidation judiciaire ; — 2° Dans les faillites consécutives à une liquidation pour l'une des causes indiquées dans l'art. 19, lorsque la conversion de la liquidation judiciaire en faillite aura eu lieu avant que les créanciers n'aient été appelés à délibérer sur le concordat (Sur les causes de conversion, V. *suprà*, n° 166 et suiv.). — Mais la faillite, au contraire, ne comporte pas de concordat, lorsque la conversion de la liquidation judiciaire en faillite a été la conséquence du rejet ou du refus d'homologation du concordat (art. 19, § 1<sup>er</sup>-2°). A plus forte raison ne saurait-il être question de concordat lorsque, le juge ayant cru devoir, à la suite du rejet des propositions de concordat, maintenir la liquidation judiciaire, a dû ensuite déclarer la faillite pour cause de *dol* ultérieurement découvert, par application de l'art. 19 § 2 de la loi du 4 mars. Dans ces deux cas, en effet, comme les opérations de la faillite doivent être suivies sur les derniers errements de la procédure de liquidation (art. 19 *in fine*), et que le législateur de 1889 n'a, pas plus que le législateur de 1838, admis la possibilité, pour un débiteur dont les premières propositions ont été rejetées, de renouveler ces propositions à un moment quelconque de la procédure, l'union s'ouvre de plein droit, et le failli n'a plus aucun moyen de s'y soustraire et d'arrêter la vente forcée de ses biens. L'art. 19 de la loi du 4 mars 1889 est très explicite sur ce point : « La faillite d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire peut être déclarée par jugement du tribunal de commerce, soit d'office, soit sur la poursuite des créanciers : 1° s'il est reconnu que la requête à fin de liquidation judiciaire n'a pas été présentée dans les quinze jours de la cessation des paiements ; — 2° Si le débiteur n'obtient pas de concordat. Dans ce cas, si la faillite n'est pas déclarée, la liquidation judiciaire continue jusqu'à la réalisation et la répartition de l'actif, qui se feront conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'art. 15 de la présente loi. Si la faillite est déclarée, il est procédé conformément aux art. 529 et suiv. c. com. ».

A cet égard, la loi de 1889 est plus sévère que les autres législations qui l'ont précédée dans la voie du *concordat préventif* de la faillite. En effet, ainsi que nous l'avons vu *suprà*, n° 8, d'après le droit anglais, le rejet des propositions de concordat formulées par le débiteur au cours de la procédure préventive préalable à la faillite n'exclut pas le droit pour le débiteur, une fois la faillite (*bankruptcy*) ouverte, de soumettre à ses créanciers un nouveau projet de traité, qui deviendra obligatoire pour la masse aux mêmes conditions de majorité que celles requises pour l'adoption des propositions formulées au cours de la procé-

ture préparatoire. De même, d'après la loi belge, le rejet des propositions formulées au cours de la procédure du *concordat préventif* qui peut, sous certaines conditions, précéder la déclaration de faillite, n'a d'autres conséquences que d'entraîner la déclaration de faillite ; mais celle-ci est alors reprise *ab initio*, et, par conséquent, le débiteur peut de nouveau solliciter un concordat. — La faculté pour le failli de renouveler les propositions du concordat a trouvé, en France, des partisans (V. les considérations présentées en ce sens par M. Thaller, t. 2, p. 258 et suiv.) ; mais nous estimons que le législateur a sagement agi en la proscrivant. Cette faculté dégènerait presque fatalement en abus ; le failli, trop souvent, pour gagner du temps, formulerait des propositions peu sérieuses, partant inacceptables, au grand détriment des créanciers intéressés à un prompt achèvement des opérations de la faillite, déjà si longues, même quand elles sont déchargées de tous les incidents de procédure qui peuvent en arrêter la marche.

896. Sous le bénéfice de ces observations, et sous réserve des modifications qui seront indiquées plus loin, et qui se réfèrent, soit au taux de la majorité requise pour le vote du concordat, soit à la validité des *concordats amiables*, les dispositions de la loi de 1838 sur le concordat simple, n'ont reçu aucune modification. Aussi traiterons-nous des différentes questions auxquelles donne lieu le concordat dans le même ordre que le *Répertoire*, sauf à consacrer deux articles distincts aux concordats amiables, et à la *faillite des sociétés*, ces deux questions ayant pris, depuis la publication du *Répertoire*, une importance exceptionnelle. Un article spécial sera également consacré au commentaire de la loi du 17 juill. 1856 (art. 541 c. com. nouveau) sur le *concordat par abandon d'actif*.

#### ART. 1<sup>er</sup>. — Du concordat simple.

##### § 1<sup>er</sup>. — Convocation et assemblée des créanciers.

897. Quand les délais fixés pour la vérification et l'affirmation des créances, à l'égard des personnes domiciliées en France, sont expirés, les créanciers doivent être réunis pour délibérer sur la formation du concordat (*Rép.* n° 635). Cette convocation doit être faite dans les trois jours qui suivent l'expiration du délai imparti pour l'affirmation, c'est-à-dire dans les trois jours qui suivent les délais prescrits pour l'affirmation des créances vérifiées et admises qui appartiennent aux créanciers domiciliés en France dont le domicile est le plus éloigné du siège de la faillite (*Rép.* n° 636).

898. Mais la loi ne détermine pas le jour de la réunion ; c'est au juge-commissaire qu'il appartient de le fixer, suivant les circonstances. Il suffit donc, pour la régularité de la convocation, que le délai entre la convocation et la réunion soit assez étendu pour que les créanciers domiciliés hors du siège de la faillite aient, en fait, le temps de s'y rendre, ou tout au moins d'envoyer leurs instructions à leurs mandataires ; mais dans le silence de la loi, il n'y a pas lieu d'appliquer le délai de vingt jours imparti par l'art. 492 c. civ. pour la remise des titres préalablement à la vérification des créances (Nancy, 11 févr. 1888) (1). Cette

(1) (Mésière C. Syndic Mésière.) — La cour ; — Sur les conclusions principales de l'appelant : — Attendu que les causes de nullité invoquées par Mésière contre l'assemblée de créanciers tenue le 10 juin 1887, sous la présidence du juge-commissaire à sa faillite, ne sont fondées ni en fait ni en droit ; — En ce qui touche le premier moyen de nullité invoqué par Mésière, et relatif aux créanciers privilégiés et hypothécaires : — Attendu que le juge-commissaire a valablement agi en comprenant parmi les créanciers aptes à prendre part aux délibérations relatives au concordat douze créanciers admis comme privilégiés ou hypothécaires ; — Attendu qu'aucun texte de loi n'interdit aux créanciers privilégiés ou hypothécaires de participer à une délibération concernant le concordat à accorder à un failli ; — Attendu qu'il appartient aux créanciers de cette catégorie d'apprécier s'ils doivent s'abstenir de voter ou prendre part au vote, en renonçant par là implicitement à leur privilège ou à leur hypothèque ; mais que le juge-commissaire a le droit évident de les convoquer à l'assemblée concordataire ;

En ce qui touche le second moyen de nullité, tirée de la convocation indue de 784 créanciers domiciliés en Allemagne,

ou tout au moins de l'inobservation du délai de distance dans la convocation donnée à ces 784 créanciers étrangers : — Attendu que les 784 créanciers, dont l'appelant critique la convocation à l'assemblée concordataire, ont vu leurs créances régulièrement admises à la faillite ; qu'aucune contestation ne s'est élevée dans les délais légaux contre leur admission ; que leur créance ainsi admise ne peut dès lors plus être contestée, et que leur convocation par les soins du syndic Bloch, convocation régulièrement faite en vertu de l'art. 504 c. com., ne peut être considérée comme une cause de nullité des opérations de l'assemblée tenue le 10 juin 1887 ; — Attendu que c'est vainement encore que l'appelant Mésière prétend trouver une cause de nullité de la réunion susvisée dans ce fait que lesdits 784 créanciers étrangers n'auraient pas été convoqués dans les délais impartis par la loi, et que la publicité de la convocation par la voie des journaux n'a pas été suffisante ; — Attendu, en effet, que, si la loi impartit, dans l'art. 504 c. com., un délai de trois jours au juge-commissaire pour faire convoquer par le greffier les créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision (délai qui, dans l'espèce, a été observé), elle ne fixe pas le jour précis pour



extension de l'art. 492 serait d'autant moins rationnelle qu'il s'agit de créanciers ayant déjà connaissance de la faillite, puisqu'ils ont été soumis à la vérification (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2886, p. 717; Rousseau et Defert, p. 218, sur l'art. 504, n° 9).

**899.** Le juge-commissaire fait faire la convocation par le greffier, au moyen d'insertions dans les journaux ou de lettres de convocation indiquant l'objet et la date de l'assemblée. C'est une question controversée que de savoir si ces deux formalités doivent être simultanément remplies à peine de nullité. Il a été jugé, dans le sens de l'affirmative, que l'avertissement collectif par la voie des journaux est insuffisant, et que l'avertissement individuel au moyen de convocation, indiquant l'objet de la réunion, est requis à peine de nullité radicale (Caen, 7 janv. 1863, aff. Royer, D. P. 63. 2. 115. Conf. Rousseau et Defert, p. 218, art. 504, n° 7; Boistel, n° 1031). Mais cette solution nous a paru trop rigoureuse, et nous avons admis, au contraire, au Rép. n° 678, que le défaut de notification individuelle n'est point une cause de nullité. — Une fraction de la jurisprudence s'est ralliée à un système mixte, d'après lequel la nullité résultant du défaut de convocation individuelle serait facultative pour le juge et subordonnée aux circonstances. Jugé qu'il appartient au tribunal d'apprécier si la nullité doit ou non être prononcée à raison de l'importance de la créance du créancier non averti et des causes qui l'ont empêché de participer à l'assemblée ou de s'y faire représenter (Alger, 30 nov. 1878, aff. Tessier, D. P. 80. 2. 212. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 786, note 3); qu'ainsi la délibération à la suite de laquelle l'état d'union a été déclaré doit être annulée, s'il est établi d'une part que l'un des créanciers n'avait pas reçu en temps utile la lettre de convocation, qui avait été adressée à un tiers sans mandat, et que d'autre part le concordat est devenu impossible faute de représentation dudit créancier par son chiffre de créance (Même arrêt). Au contraire, la nullité ne devrait pas être prononcée, dès l'instant qu'il serait établi que le créancier avait été prévenu en temps utile du jour de l'assemblée. Décidé que la loi ne

lequel la convocation à la réunion concordataire doit être faite; qu'il suffit qu'un temps moral suffisant s'écoule entre la convocation et le jour de l'assemblée chargée de délibérer sur le concordat; que, dans la cause, ce délai moral a été largement suffisant, la convocation ayant été donnée bien longtemps avant le jour fixé pour la réunion; — Attendu que, ni l'art. 492 c. com., qui ne se réfère qu'au délai imparti pour la remise des titres préalable à la vérification des créances, ni, par suite, l'art. 73 c. proc. civ., visé par ledit article, ne sont applicables à la convocation des créanciers vérifiés et admis, convocation régie seulement par l'art. 504 c. com.; — Attendu, d'autre part, que la publicité par la voie des journaux de Lunéville a satisfait pleinement au vœu de l'art. 504, et que le juge-commissaire n'avait pas à recourir à un autre mode de publicité qu'à l'insertion de la convocation dans les organes de la presse locale, aucun texte de loi n'exigeant que cette insertion soit faite dans les journaux du domicile de chaque créancier; — Attendu que, des considérations ci-dessus exposées, il résulte que les causes de nullité invoquées par Mézière doivent être repoussées, et que l'appelant ne saurait par suite soutenir, comme il a été allégué au cours des plaidoiries devant la cour, que, s'il n'a pas assisté à la réunion concordataire du 10 juin 1887, c'est qu'il a voulu protester contre l'illégalité et l'irrégularité de cette assemblée; — En ce qui touche l'absence du failli Mézière à la réunion concordataire du 10 juin 1887... (Sans intérêt); — Par ces motifs; — Dit que c'est avec raison que le juge-commissaire a pris en considération : 1° les 12 créanciers admis comme privilégiés ou hypothécaires, ceux-ci ayant toujours le droit de renoncer à leur privilège ou hypothèque, pour prendre part au vote relatif au concordat; — 2° les 784 créanciers domiciliés en Allemagne admis à la faillite, l'admission de ces derniers à la faillite n'ayant pas été contestée dans les délais de la loi, et, d'autre part, ces 784 créanciers ayant été convoqués conformément à l'art. 504 c. com., dans les délais légaux et avec la publicité voulue par la voie des journaux, etc.

Du 11 févr. 1888.-C. de Nancy, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Serre, 1<sup>er</sup> pr.-Villard, av. gén.-Lallement et Grillon, av.

(1) (Vallois C. Syndic Vallois.) — La cour; — Sur la fin de non-recevoir : — Considérant que si la loi confie au juge-commissaire la mission de faire convoquer les créanciers par le greffier pour les consulter sur la formation du concordat, il ne s'ensuit pas que ce soit contre l'un ou l'autre que doit être poursuivie la réparation des erreurs ou omissions qui auraient

prescrivant pour les insertions dans les journaux non plus que pour la convocation des créanciers l'emploi d'aucune forme particulière ou sacramentelle, ces opérations préliminaires doivent être reconnues régulières dès qu'il est certain que les intéressés ont été prévenus et mis en demeure d'exercer leurs droits (Paris, 28 août 1865) (1).

En tout cas, bien que la loi confie au juge-commissaire le soin de faire convoquer les créanciers par le greffier, ce n'est ni contre le juge-commissaire, ni contre le greffier, mais bien contre le syndic que doit être intentée l'action en nullité des délibérations basée sur l'irrégularité de la convocation (Paris, 28 août 1865, précité).

**900.** En ce qui concerne les insertions dans les journaux, il suffit qu'elles aient lieu dans les journaux du domicile du failli, sans qu'il soit nécessaire de les répéter dans les journaux du domicile de chaque créancier (Nancy, 11 févr. 1888, aff. Mézière, *supra*, n° 898).

**901.** Doivent être appelés à l'assemblée tous les créanciers vérifiés et affirmés et ceux admis par provision conformément à l'art. 499 c. com., sans distinction entre les créanciers purement chirographaires et les créanciers privilégiés ou hypothécaires (Nancy, 11 févr. 1888, aff. Mézière, *supra*, n° 898)... Sauf à ces derniers à apprécier s'ils doivent s'abstenir de voter ou prendre part au vote en renonçant implicitement à leurs privilèges ou hypothèques (Même arrêt). Cette faculté d'option que la loi leur confère implique, en effet, l'obligation, pour le juge-commissaire, de les comprendre dans la convocation, et de les mettre ainsi en mesure d'user de ce droit d'option. Mais on ne doit ni convoquer ni recevoir à cette assemblée les créanciers non vérifiés qu'un jugement n'a pas admis par provision, alors même qu'ils établiraient que personne ne conteste leurs créances (Rép. n° 659. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2887).

**902.** Les créanciers admis par provision peuvent se présenter à l'assemblée sans avoir affirmé leurs créances, ces créanciers ne pouvant être soumis à l'affirmation dès que leur créance est contestée, et l'affirmation supposant

pu être commises; — Considérant que, en matière de faillite, les créanciers ou le failli lui-même ne peuvent demander en justice le redressement des griefs dont ils se plaignent que contre le syndic, qui est leur contradicteur légitime en même temps que le représentant des intérêts de tous; — Considérant, dès lors, qu'en assignant son syndic, Vallois a régulièrement procédé en la forme; — Sur le fond : — Considérant que l'art. 504 c. com. ne prescrit, pour les insertions dans les journaux non plus que pour la convocation des créanciers, l'emploi d'aucune forme particulière ou sacramentelle, et que, la régularité de ces opérations préliminaires doit être reconnue toutes les fois qu'il est certain que la forme employée a suffi pour prévenir les intéressés et les mettre en demeure d'exercer leurs droits; — Considérant, en fait, que les lettres ou avis de convocation signés par le greffier ont été mis à la poste de Corbeil en temps utile, et que l'insertion en a été faite dans l'*Abeille*, seul journal désigné par l'Administration pour recevoir les annonces légales; — Considérant que soixante-neuf créanciers sur cent cinq se sont présentés en personne ou fait représenter par divers mandataires, et qu'il est dès lors constant que les créanciers dont la plupart demeurent dans l'arrondissement de Corbeil, ont été prévenus à temps; — Considérant, toutefois, que Vallois représente devant la cour la correspondance de quatre de ces créanciers, qui déclarent avoir reçu tardivement leur convocation; — Mais considérant que parmi ces quatre créanciers se trouve le nommé Soucherat, dont la présence à l'assemblée est constatée par le procès-verbal et qui a refusé de prendre part à la délibération; — Considérant, au surplus, qu'en ajoutant le montant des sommes dues à ces quatre créanciers, à celles des créanciers qui ont voté pour le concordat, on reste encore notablement au-dessous du chiffre nécessaire pour sa formation; — Considérant que Vallois ne saurait donc être admis à se prévaloir de ces prétendues irrégularités qui ne lui font aucun grief et qu'il n'a pas relevées au moment de la délibération, dans laquelle il s'est borné à formuler les propositions que ses créanciers ont repoussées; — Considérant qu'il le peut d'autant moins que sa demande aurait pour résultat, si elle était admise, de faire tomber le jugement du 24 mai, qui nomme Guichard syndic définitif de l'union, et de permettre ainsi à Vallois d'arriver indirectement à la réformation d'une décision que les dispositions de l'art. 533 c. com. lui interdisent d'attaquer directement;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 28 août 1865.-C. de Paris, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Casenave, pr.-Merueilleux-Duvignaux, subst.-Cresson et Ducagny, av.

une admission définitive (*Rép.* n° 660; Req. 20 juill. 1858, aff. Liégeois, D. P. 58. 1. 403). Lorsqu'une créance n'est contestée qu'en partie, elle se trouve admise pour le reste et le créancier peut, dès lors, se présenter dans l'assemblée, si, d'ailleurs, il a satisfait à l'affirmation, et se faire comprendre dans l'état des créances vérifiées jusqu'à due concurrence (*Rép.* n° 685). De même, les créanciers dont les créances, contestées par le failli, ont été reconnues par jugements, peuvent, en vertu de ces jugements qui doivent recevoir provisoirement leur exécution, être admis aux assemblées des créanciers réunis pour délibérer sur le concordat (Req. 20 juill. 1858, précité). — Sur les conditions auxquelles les *codébiteurs* ou *cautions* du failli peuvent figurer au concordat, V. *Rép.* n° 661. V. aussi *infra*, sect. 12.

**903.** Les créanciers admis à faire partie de l'assemblée convoquée pour délibérer sur le concordat peuvent s'y présenter en personne ou par *fondés de pouvoirs*. Les pouvoirs peuvent être donnés par acte sous seing privé; il n'est pas nécessaire qu'ils soient constitués par acte authentique (*Rép.* n° 662). Une preuve écrite n'est même pas indispensable; s'agissant en effet d'une matière commerciale, l'existence d'un mandat de cette nature peut être établie, conformément au droit commun, par tous les modes de preuve (Req. 11 févr. 1880) (1).

La loi n'interdisant pas l'acceptation d'un mandat multiple, un même mandataire peut être constitué par plusieurs créanciers du failli pour les représenter au concordat et le signer (Montpellier, 10 juill. 1858, aff. Catix et Coste, D. P. 59. 2. 107. Conf. *Rép.* n° 688). Nous avons fait ressortir (V. *supra*, n° 864), à propos de la vérification des créances, les inconvénients sérieux que présente, dans la pratique, l'abus des procurations multiples, et indiqué les principaux remèdes qui ont été proposés, ou même appliqués à l'étranger, en vue de remédier à cet abus. Il importe de remarquer que le danger est particulièrement grave lors de la délibération sur le concordat, la concentration de pouvoirs multiples dans une seule main favorisant les fraudes et faussant le système du code de commerce qui, en exigeant une majorité en nombre, s'était proposé de grouper, sous la présidence du juge-commissaire, une assemblée assez nombreuse, en fait, pour que le vote n'intervînt qu'après une discussion contradictoire sérieuse, susceptible d'éclairer la masse sur ses véritables intérêts.

**904.** Le concordat ne peut se former, en principe, qu'en présence du failli ou de son fondé de pouvoirs; car le concordat est un contrat entre le failli et la masse des créanciers, et il ne peut y avoir contrat entre deux parties qu'autant qu'elles sont d'accord l'une et l'autre (*Rép.* n° 668. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2888). — Une fois l'assemblée des créanciers régulièrement constituée, les syndics font à cette assemblée un *rapport* sur l'état de la faillite, sur les formalités qui ont été remplies et les opérations qui ont eu lieu. V. sur l'objet et les formes de ce rapport : *Rép.* n° 669 et 670. Le failli doit être entendu dans ses observations sur le rapport des syndics. Ce rapport étant de nature à exercer une très grande influence sur la détermination des créanciers, il était juste de mettre le failli à même de les éclairer, en contredisant les inexactitudes ou les exagérations qu'il peut renfermer (*Rép.* n° 669). Mais lorsque le syndic a fait son rapport à l'assemblée et que celle-ci n'a pas refusé d'entendre le failli, il n'y a pas violation de

l'art. 506 c. com. dans le fait du syndic d'avoir, avant l'assemblée, distribué un mémoire à quelques-uns des créanciers. Et l'arrêt qui refuse d'admettre le failli à faire la preuve de cette distribution motive suffisamment sa décision en disant que les conclusions du failli ne sont ni sérieuses ni pertinentes (Req. 11 nov. 1873, aff. Société du crédit des paroisses, D. P. 74. 5. 258).

§ 2. — Formation du concordat. — Délibération. — Majorité (*Rép.* n° 672 à 726).

**905.** — I. CONDITIONS PRÉALABLES A LA FORMATION DU CONCORDAT. — Ces conditions sont relatives : ... à la détermination définitive de l'époque de la *cessation des paiements*, qui permet d'apprécier la validité des actes du failli antérieurs à la déclaration de la faillite, et notamment la validité des créances produites à la faillite (*Rép.* n° 674); ... au *bilan* qui fait connaître tous les créanciers (*Rép.* n° 672); ... à l'*inventaire*, qui fait connaître l'actif de la faillite; ... à la *vérification des créances* et à leur *affirmation*, qui font connaître les véritables créanciers.

Ainsi que nous l'avons établi au *Rép.* n° 672, l'accomplissement régulier des formalités préalables dont il s'agit est une condition essentielle de la validité du concordat. Spécialement, aucune délibération sur le concordat ne peut intervenir valablement avant que l'époque de la cessation des paiements ne soit *définitivement* fixé. Par suite, en cas d'appel du jugement qui l'a déterminée, il doit être sursis au concordat jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cet appel (Caen, 20 janv. 1868, aff. Delattre, D. P. 69. 2. 100).

Ce n'est pas à dire toutefois qu'un jugement doive en tous cas intervenir, préalablement à l'assemblée concordataire, pour fixer la date de la cessation des paiements. En effet, depuis la loi de 1838, en cas de non-fixation, par un jugement spécial, de l'époque de la cessation des paiements, celle-ci est réputée avoir eu lieu au jour du jugement déclaratif (art. 441), et, d'un autre côté, la date ne peut plus en être changée après la vérification des créances (art. 581). Il résulte de là qu'on ne peut plus aujourd'hui déclarer nul un concordat souscrit malgré l'omission, par le tribunal, de fixer l'époque de la cessation des paiements, cette fixation résultant implicitement de la déclaration judiciaire de la faillite et étant forcément définitive lors du concordat (Conf. *Rép.* n° 675).

**906.** — II. CONDITIONS DE LA FORMATION DU CONCORDAT. — Ces conditions se réfèrent : 1° à la capacité du failli; 2° à la double majorité en nombre et en somme requise par la loi.

En principe, tout commerçant en état de faillite est capable d'obtenir un concordat (V. toutefois *supra*, n° 895). Aucune distinction à cet égard ne doit être faite entre les individus commerçants et les *sociétés commerciales* (Paris, 12 juill. 1869, aff. Faillite Chemin de fer de Lyon à Sathonay, D. P. 70. 2. 7) (V. *infra*, art. 4); entre les commerçants français et les commerçants *étrangers* (V. *infra*, chap. 6. Conf. *Rép.* n° 724 et 725). La seule cause d'incapacité édictée par le code de commerce est relative au *banqueroutier frauduleux* (art. 510). (Comp. sur l'interprétation de l'art. 510, et sur le sursis auquel les poursuites en banqueroute peuvent donner lieu : *Rép.* n° 708 à 722, 761 à 763; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2908 et suiv.).

(1) (Barbas C. Sauviat.) — LA COUR; — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 2160 c. civ. et de l'art. 501 c. com., par fausse application de l'art. 508 de ce dernier code : — Attendu qu'il ressort de la combinaison des art. 501 et 508 c. com. que si les créanciers, dont on conteste seulement l'hypothèque ou le privilège, doivent être admis, comme créanciers ordinaires, dans les délibérations de la faillite, ils ne peuvent néanmoins voter au concordat sans être déchu de leur droit de préférence;

Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 et de l'art. 1985 c. civ. : — Attendu que suivant l'art. 505 c. com., les créanciers convoqués à l'effet de délibérer sur la formation du concordat peuvent se présenter en personne ou par un fondé de pouvoir; que le mandat par lui-même tient sa perfection du seul consentement des parties; que la loi sur le concordat n'en astreint la preuve ni à l'écriture, ni à aucune autre formalité; et,

que, dès lors, à raison de la matière, qui est purement commerciale, le mandat, dans l'hypothèse de l'art. 505 c. com. se constate par tous les modes de preuve, aussi bien par ceux du droit commercial, que par ceux du droit civil; — Attendu, dans l'espèce, que l'arrêt dénoncé considère et reconnaît, par une appréciation de fait puisée dans les documents de la cause et suffisante pour justifier sa décision, que le demandeur a été régulièrement représenté au concordat intervenu, le 18 nov. 1874, entre Jean Sauviat et ses créanciers; — D'où il suit que l'arrêt, en déclarant le demandeur déchu de son droit d'hypothèque, aux termes de l'art. 508 c. com., n'a fait qu'une juste application de cet article et n'a contrevenu ni aux principes qui régissent la preuve du mandat, ni à la loi du 20 avr. 1810;

Par ces motifs, rejette, etc.  
Du 11 févr. 1880.-Ch. req.-MM. Bédarides, pr.-Guillemard, rap.-Ronjat, av. gén.-c. conf.-Godart, av.

En cas d'acquiescement, le failli poursuivi pour *banqueroute frauduleuse* doit être considéré comme n'ayant jamais été incapable d'obtenir un concordat. Est-ce à dire qu'il lui soit loisible de solliciter un concordat, même si les créanciers, au lieu de surseoir, comme la loi leur en donne la faculté, ont préféré passer outre et se sont constitués en état d'union? Il a été jugé, dans le sens de l'affirmative, qu'il peut être procédé au concordat après l'acquiescement intervenu sur l'action publique, même au cas où les créanciers, au lieu de surseoir au concordat, se seraient mis en état d'union sans attendre le résultat des poursuites (Angers, 14 août 1816, aff. N..., D. P. 54. 5. 367), et qu'en pareille hypothèse, il n'est pas nécessaire de faire préalablement rescinder l'union par une décision judiciaire (Même arrêt). Mais la négative nous semble plus juridique. C'est précisément parce que l'ouverture de l'union est exclusive de la faculté pour les intéressés de revenir en arrière et de rouvrir un débat sur la concession au débiteur d'un concordat judiciaire, dans les conditions de majorité requises par la loi, que l'art. 510 a cru devoir autoriser les créanciers à surseoir à délibérer sur le concordat; le fait, par l'assemblée des créanciers, de passer outre, équivaut au rejet définitif du concordat.

**907.** Aux termes de l'art. 507, § 2. c. com., le concordat ne pouvait s'établir que « par le concours d'un nombre de créanciers formant la majorité, et représentant, en outre, les *trois quarts* de la totalité des créances vérifiées et affirmées, ou admises par provision... » (V. Rép. n° 672 et 679). La loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire a, dans son art. 15, § 1<sup>er</sup> (étendu à la faillite par l'art. 20), maintenu l'exigence d'une double majorité en nombre et en sommes, consacrée par la plupart des législations, mais en réduisant des trois quarts aux *deux tiers* la majorité en sommes : « Le traité entre le créancier et le débiteur, porte cet article, ne peut s'établir que s'il est consenti par la majorité de tous les créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision, représentant, en outre, les deux tiers de la totalité des créances vérifiées et affirmées ou admises par provision. Le tout à peine de nullité. » V. les considérations par lesquelles le rapporteur de la loi nouvelle, M. Laroze, s'est attaché à justifier cette innovation, D. P. 89. 4. 19, note 3. — La loi française, qui occupait jusqu'ici le juste milieu entre les législations trop rigoureuses de certains pays d'Europe et les dispositions trop indulgentes de plusieurs codes de l'Amérique, figure désormais, depuis la promulgation de la loi de 1889, dans la catégorie des législations les plus favorables au débiteur. Le bénéfice de la liquidation judiciaire constituait, croyons-nous, un adoucissement suffisant aux rigueurs du code de commerce à l'égard du débiteur en état de cessation de paiements, et le législateur eût été mieux avisé de maintenir le taux des *trois quarts* en sommes admis par la loi de 1838.

Aux termes de l'art. 25 de la loi du 4 mars 1889, « les faillites déclarées antérieurement à sa promulgation continueront à être régies par les dispositions du code de commerce; sont toutefois applicables à ces faillites les dispositions de la présente loi concernant l'institution des contrôleurs ». Il semble bien résulter de cet article que les commerçants déclarés en faillite par jugement antérieur à la promulgation de la loi restent entièrement sous l'empire de la loi ancienne; d'où il suit qu'ils devront obtenir une majorité des trois quarts en sommes. — Il est fait exception, il est vrai, à ce principe de non-rétroactivité, en ce qui concerne les contrôleurs, mais cette exception n'a, en notre matière, qu'un intérêt théorique, la loi de 1889 ayant négligé d'assigner au comité de contrôle, une mission définie dans la procédure de concordat. En Allemagne (art. 164), le comité de créanciers doit donner son avis sur l'opportunité du traité proposé. En droit français, au contraire, il est certain que, dans le silence de la loi, la non-intervention des contrôleurs, s'il en a été nommé, ne saurait être une cause de nullité de concordat.

**908.** C'était une question controversée, sous l'empire de la loi de 1838, que de savoir si la majorité en nombre devait être calculée d'après le nombre des créanciers *présents* et *délibérants*, ou d'après le nombre total des créanciers *vérifiés* et affirmés, ou admis par provision. Sous le code de 1807, la question ne faisait pas de doute. Elle était

résolue par l'art. 522, qui portait : « si la majorité des créanciers *présents* consent au concordat..., etc. » (Rép. n° 680). La loi de 1838 n'a pas reproduit cette disposition; mais, le législateur n'ayant point exprimé l'intention de changer la loi précédente sur le point dont il s'agit, et s'étant en outre montré plus favorable au concordat que ne l'était celle-ci, certains arrêts avaient admis que la majorité en nombre devait s'entendre des créanciers *présents* à la délibération (Comp., outre les arrêts cités au Rép. n° 704 : Rouen, 30 juin 1853, aff. Lefrançois, D. P. 54. 2. 262; Bordeaux, 21 mars 1865, aff. Sen, D. P. 65. 2. 172. Conf. Bédarride, t. 2, n° 530; Laurin, n° 1123).

Toutefois l'opinion contraire, soutenue au Rép. n° 680, et consacrée par un arrêt de la cour suprême, a définitivement prévalu en jurisprudence et en doctrine. Jugé, en ce sens, que la majorité en nombre, exigée comme condition de la validité du concordat, doit être calculée, non point d'après le nombre des créanciers présents à l'assemblée, mais d'après celui des créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision (Paris, 14 mars 1849; Rép. n° 680; Metz, 22 déc. 1863, aff. Camion, D. P. 64. 2. 24, et sur pourvoi, Civ. rej. 7 janv. 1867, D. P. 67. 1. 55)... sans défalquer les abstentions ni les annulations de votes (Paris, 19 mai 1882, aff. Cadot, D. P. 83. 2. 111). Ce mode de calcul est en effet seul applicable, d'après les termes exprès de l'art. 507, à la majorité en sommes, et il serait peu logique qu'un même article consacrait deux systèmes opposés pour les deux majorités (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2896; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 393 et 394; Boistel n° 1034). C'est en ce sens que l'art. 15 de la loi du 4 mars 1889 a résolu définitivement la controverse, en disposant expressément que « le traité ne peut s'établir que s'il est consenti par la majorité de tous les créanciers vérifiés... etc. ». Le code de commerce italien contient une disposition dans le même sens. — La même interprétation prévalant en Belgique (Namur, n° 1031; Thaller, t. 2, p. 165). Par contre, en Allemagne, en Autriche et en Hollande, la majorité numérique se base sur le total des créanciers *comparants*. Pour que le concordat puisse être homologué, il faut donc que le tribunal ait la preuve que la majorité des créanciers vérifiés a voté pour le concordat. La preuve qu'un créancier a pris part à un concordat doit résulter de l'acte de concordat lui-même, et, dans le silence de cet acte, elle ne saurait être admise autrement que par voie d'*inscription de faux* (Paris, 7 août 1850, aff. Magne, D. P. 51. 2. 32).

**909.** Ainsi qu'on l'a établi au Rép. n° 687, le droit de voter au concordat est un droit individuel qui ne peut être exercé qu'une seule fois par une même personne, quel que soit le nombre des titres qu'elle invoque, et alors même qu'elle se serait rendue cessionnaire de plusieurs créances, postérieurement au jugement déclaratif (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2898). — Mais ce droit individuel appartient à quiconque peut se dire créancier; et, par suite, lorsque, à l'inverse de l'hypothèse précédente, un créancier a transporté des parties de sa créance à plusieurs personnes, chacun des cessionnaires a droit à une voix (Rép. n° 690; Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*; Laurin, n° 1125). Toutefois, d'après certains auteurs, les cessionnaires n'auraient droit qu'à une seule voix à eux tous quand la cession est postérieure au jugement déclaratif, attendu, dit-on, que le jugement déclaratif fixe la position du failli et des créanciers, de telle sorte que le nombre des ayants droit ne saurait être augmenté postérieurement par la volonté d'un créancier (Bravard et Demangeat, t. 5, p. 389 et suiv.; Boistel, n° 1034). Nous croyons plus juridique de maintenir la solution proposée au Rép. n° 690, d'après laquelle chaque cessionnaire a droit à une voix, sauf au tribunal à examiner, avant d'homologuer le concordat, si ces cessions sont sérieuses et exemptes de fraude, ou s'il n'y a pas lieu d'écarter les cessionnaires comme n'étant que les prête-noms du cédant. — Il est, au surplus, incontestable qu'en cas de décès d'un créancier laissant plusieurs héritiers, chaque héritier a une voix, si la créance n'est pas mise dans le lot d'un seul, et ce, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que l'ouverture de la succession est antérieure ou postérieure à la faillite (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2898, note 2; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 391, note 1).

**910.** Lorsqu'une même personne est investie du mandat de plusieurs créanciers, elle a autant de voix qu'elle a de mandants, et elle peut, si elle est créancière, voter séparément pour elle-même et pour chacun de ses mandants, chaque vote qu'elle émet n'étant toujours que l'exercice d'un droit individuel pour lequel elle a dû recevoir des instructions séparées l'autorisant à voter en faveur du concordat comme représentant certains créanciers, et, contre le concordat, comme mandataire d'autres créanciers (Rép. n° 662 et 688; Montpellier, 10 juill. 1858, aff. Catix et Coste, D. P. 59. 2. 107. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2897). — Mais, par suite de la personnalité des sociétés commerciales, le gérant d'une société de cette nature, spécialement d'une société en nom collectif, ne dispose que d'une seule voix (Paris, 19 mai 1882, aff. Cadot, D. P. 83. 2. 111).

**911.** Pour la majorité en sommes, l'art. 507, dont les prescriptions sont demeurées en vigueur (sauf la substitution du taux des deux tiers à celui des trois quarts), décide expressément qu'elle se calcule sur l'ensemble des créances vérifiées et affirmées ou admises par provision (Rép. n° 681), les créances admises par provision ne devant, d'ailleurs, compter que pour la somme fixée dans le jugement d'admission (Rép. n° 684).

Par cela seul que le projet de concordat est voté par la majorité des créanciers vérifiés représentant les deux tiers des créances (ou les trois quarts si le jugement déclaratif est antérieur à la promulgation de la loi nouvelle), le concordat est valable. Il importe peu que plusieurs créanciers non vérifiés y aient illégalement participé, dès lors qu'indépendamment du concours de ces créanciers, il réunit les deux majorités en nombre et en sommes exigées par la loi (Req. 13 févr. 1855, aff. Four et consorts, D. P. 55. 1. 339).

**912.** Aux termes de l'art. 508 c. com., les créanciers hypothécaires ou privilégiés n'ont pas voix aux opérations relatives au concordat, à moins qu'ils ne renoncent à leurs hypothèques ou privilèges. Sur les motifs de cette disposition, consacrée par la plupart des législations, V. Thaller, t. 2, p. 266 (Rép. n° 694). Mais ils peuvent assister aux délibérations sur le concordat, et prendre part à ces délibérations, sans vote délibérative: il leur est seulement interdit de voter sur les propositions relatives au concordat, l'intérêt de ces créanciers n'étant en opposition avec celui de la masse que dans ce dernier cas (Rép. n° 645. V. Req. 4 juill. 1855, aff. Frayssinet, D. P. 55. 1. 277). Ce droit appartient notamment, en vertu d'une disposition formelle de la loi, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires dont la créance est reconnue, et dont le privilège ou l'hypothèque sont seuls contestés (Req. 11 févr. 1880, aff. Barbas, *supra*, n° 903). Cette solution s'induit logiquement du texte de l'art. 504. Le projet de loi soumis en 1884, à la Chambre des députés la consacrait expressément en ces termes: « le créancier dont le privilège, l'hypothèque ou le gage seulement est contesté, a voix consultative ». Cette disposition, il est vrai, n'a pas été maintenue dans le projet définitif; mais la solution qu'elle tendait à consacrer n'en demeure pas moins certaine. Décidé, par application des mêmes principes, que le créancier hypothécaire qui, menacé d'une action en report d'ouverture de faillite dont le résultat pourrait être de faire tomber son hypothèque, intervient au concordat dans l'unique but de renoncer à tout droit sur l'actif mobilier du failli, pour ce qui lui resterait dû après l'exercice de son hypothèque, et d'obtenir, au moyen de ce sacrifice, le désistement de l'action des syndics, ne peut être déclaré déchu de son hypothèque, s'il n'a pas, en outre, voté au concordat (Req. 4 juill. 1855 précité).

**913.** Le vote d'un créancier hypothécaire ou privilégié au concordat emporte de plein droit renonciation à sa garantie, et il tombe par ce seul fait au rang des créanciers chirographaires, sans qu'il lui soit loisible de se faire relever de cette déchéance en protestant de son ignorance de la loi (Req. 4 juill. 1855, cité *supra*, n° 912);... ou de s'y soustraire par des réserves quelconques (Rouen, 2 janv. 1851 aff. Duteurtre, D. P. 55. 2. 179; Civ. cass. 26 août 1851, aff. Dulac, D. P. 51. 1. 283);... Et ce, alors même que son droit d'hypothèque ou de privilège ferait l'objet d'une contestation à l'époque de son vote. Jugé, en ce sens, que si les

créanciers dont on conteste seulement l'hypothèque ou le privilège doivent être admis comme créanciers ordinaires dans les délibérations de la faillite, ils ne peuvent néanmoins voter au concordat sans être déchus de leur droit de préférence (Req. 11 févr. 1880, aff. Barbas, *supra*, n° 903). L'art. 508 ne fait en effet aucune distinction; il s'applique donc au créancier dont la créance est reconnue et l'hypothèque seule contestée, comme à tous autres créanciers hypothécaires (Ruben de Couder, v° Concordat, n° 46; Alauzet, t. 7, n° 2638). — Mais le créancier qui a, à la fois, une créance chirographaire et une créance hypothécaire, a incontestablement le droit de voter au concordat pour la première, sans perdre son hypothèque pour la seconde (Req. 22 juill. 1872, aff. Puech, D. P. 73. 1. 349. Sol. implic.);... alors surtout qu'il est prouvé que son intention certaine est de ne figurer qu'en qualité de chirographaire (Nîmes, 23 avr. 1884, *Journal des faillites*, 1885, p. 536). L'appréciation de cette intention est, d'ailleurs, laissée aux juges du fond, et il n'est pas indispensable que le créancier ait pris soin, en votant au concordat, de faire des réserves formelles à cet égard (Req. 22 juill. 1872, précité (motifs); V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2892; Rép. n° 692). Par identité de motifs, celui qui est investi de deux créances hypothécaires doit pouvoir, en déclarant qu'il n'entend prendre part au vote que pour l'une d'elles (celle qu'il suppose ne pas devoir venir en ordre utile), conserver l'hypothèque attachée à l'autre créance (Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*).

**914.** Décidé même que le créancier hypothécaire qui vote au concordat pour une portion seulement de sa créance, et se réserve, pour l'autre portion, ses droits hypothécaires, n'est déchu de son hypothèque que jusqu'à concurrence de la portion de créance à raison de laquelle il a ainsi voté (Trib. de Lons-le-Saunier, 4 juill. 1853, aff. Cassaboïs, D. P. 53. 3. 32)... les choses devant se passer comme s'il avait deux créances distinctes, l'une hypothécaire, l'autre chirographaire (Même jugement). — Ce système serait assurément le plus équitable; il permettrait au créancier, qui estimerait que son hypothèque ne peut lui assurer le paiement que d'une partie de sa créance, de renoncer à son hypothèque pour l'excédent afin d'être admis à voter au concordat (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2852; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 377; Alauzet, t. 7, n° 2660). Mais quels qu'en puissent être les avantages en législation, il ne nous paraît pas acceptable en droit positif (V. Rép. n° 695); et nous croyons, au contraire, avec la majorité des auteurs, que les créanciers n'ont d'autre alternative que de renoncer absolument, et d'une manière complète, à leur privilège ou hypothèque, ou de s'abstenir de toute participation au vote du concordat. Plusieurs lois étrangères confèrent expressément au créancier ce droit de renonciation partielle à son hypothèque. D'après la loi allemande (§ 88), le tribunal fixe, à la demande du créancier intéressé, la somme approximative pour laquelle la créance n'a point chance d'être utilement colloquée et détermine le droit de vote en conséquence. Même disposition dans la loi autrichienne (§ 213 et 214); seulement l'évaluation est faite par le comité de créanciers, non par le tribunal.

**915.** La renonciation résultant du vote au concordat n'a d'effets que pour l'avenir. En conséquence, le créancier qui, ayant reçu en nantissement des actions ou obligations, renonce, en votant au concordat, à sa qualité de créancier gagiste, peut néanmoins conserver les dividendes ou intérêts échus depuis le jugement déclaratif de faillite, qu'il a touchés et qui sont imputables sur les intérêts de sa créance (Req. 7 juill. 1870, aff. Riant, D. P. 71. 1. 337, et la note *ibid.*).

**916.** Le vote au concordat, d'autre part, ne fait perdre au créancier ses privilèges et hypothèques qu'autant qu'il émane d'une personne capable ou du représentant légal de l'incapable (Rép. n° 697, v° Privilèges et hypothèques, n° 2489 et suiv.). Ainsi, le tuteur, quoiqu'il ait qualité pour représenter son pupille dans la faillite et concourir au concordat, comme le pourrait le créancier lui-même s'il était majeur, sans être astreint aux conditions prescrites en matière de transaction sur les droits même mobiliers du mineur, ne peut, en l'absence de ces formalités, faire perdre à son pupille le bénéfice des droits privilégiés ou hypothécaires appartenant à ce dernier, par le seul effet de son vote au concordat (Civ. rej. 18 juill. 1843, Rép. v° Minorité, n° 514).

De même, la renonciation à l'hypothèque légale des enfants mineurs du failli sur les immeubles de leur père et tuteur ne peut résulter du vote de leur subrogé tuteur au concordat qu'autant que ce subrogé tuteur était autorisé à voter au concordat par une délibération du conseil de famille revêtue de l'homologation du tribunal (Paris, 17 juill. 1866) (1). — De même encore, le vote de la femme du failli au concordat de son mari n'emporte renonciation à son hypothèque légale qu'autant qu'elle a été autorisée par son mari, ou par justice, à prendre part au concordat (Conf. outre les arrêts cités au *Rép.* n° 701 et v° *Privilèges et hypothèques*, n° 2490; Trib. civ. Seine, 3 mai 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 295);... et qu'en outre, elle est mariée sous un régime qui lui permet l'aliénation de ses biens (*Rép.* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 2489; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2890; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 5, § 537 bis; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 374, note). Par suite, étant donné le principe de l'inaliénabilité de la dot mobilière, le vote ou le concours de la femme mariée sous le régime dotal au concordat obtenu par son mari n'entraîne pas renonciation à son hypothèque légale (*Rép.* n° 1109 et *Privilèges et hypothèques*, n° 2492, Rouen, 9 mars 1846, aff. Lavolez, D. P. 46. 4. 167);... en tant du moins qu'elle garantit ses reprises dotales. Mais elle perd le droit de faire valoir son hypothèque pour le montant de ses reprises paraphernales (Paris, 9 mai 1888, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1888). — Sous le bénéfice de ces réserves, la femme créancière peut, d'ailleurs, avec l'autorisation de son mari, ou de justice, consentir telles renonciations qu'elle jugerait opportunes. Ainsi, la demande formée par le créancier d'une femme mariée à fin de liquidation des reprises de celle-ci ne fait pas obstacle à ce que, dans le concordat passé postérieurement entre son mari et les créanciers de ce dernier, elle renonce à exercer ses reprises et à recevoir aucun dividende, jusqu'à ce que la masse ait été payée des dividendes à elle promis (Paris, 9 mars 1875, aff. Marnat-Solenne, D. P. 77. 2. 106). Le créancier n'est pas recevable à prétendre que cette renonciation doit être tenue pour frauduleuse, alors qu'il n'a pas attaqué le concordat dont elle formait la condition et qui lui était opposable en sa qualité de créancier du mari (Même arrêt). En conséquence, ce créancier ne peut se faire attribuer par préférence les dividendes reve-

nant à la femme en raison de son admission au passif de la faillite du mari, encore bien qu'il ait pratiqué, sur le montant de ces dividendes, entre les mains du syndic, une saisie-arrest validée depuis par un jugement passé en force de chose jugée (Même arrêt).

§ 17. L'art. 508 constitue une disposition de rigueur. Elle est donc de droit étroit et ne comporte pas d'extension par analogie. Elle ne saurait, par suite, être appliquée au créancier dont la créance est garantie par une caution. — De ce que l'art. 508 est une disposition de droit étroit, il résulte également que le vote au concordat n'emporte déchéance des droits de préférence existant au profit du créancier votant, qu'autant qu'il s'agit de droits grevant les biens mêmes du failli : les hypothèques, privilèges et gages dont sont frappés les biens appartenant à des *coobligés* ou à des *tiers* continuent de subsister malgré le vote (Rennes, 31 mars 1849, aff. Durand, D. P. 49. 2. 157; Civ. rej. 20 juin 1854, aff. Bourdel-Eudé, D. P. 54. 1. 305; Paris, 16 avr. 1864, aff. Epoux Délécolle, D. P. 64. 2. 127). Cette solution est, d'ailleurs, corroborée par cette considération que, dans les dispositions qui précèdent l'art. 508, comme dans les sect. 2 et 3 du chap. 7, il n'est question des droits des créanciers que par rapport à la personne et aux biens du failli (Civ. rej. 20 juin 1854, précité, motifs. Conf. Boistel, n° 1036). Ainsi le créancier qui a une hypothèque sur un immeuble du codébiteur solidaire du failli peut voter au concordat sans encourir aucune déchéance (Aix, 3 mai 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 205). Jugé, de même, que le créancier hypothécaire qui a, sans novation et sous réserve de ses droits antérieurs, accepté la délégation du prix de vente de l'immeuble hypothéqué, et reçu, en représentation du prix, des effets qu'il a négociés, conserve son droit hypothécaire nonobstant la participation des tiers porteurs au concordat consenti à l'acquéreur tombé en faillite, alors surtout qu'il n'est pas établi que les effets admis au concordat représentaient tout ou partie de la créance hypothécaire (Req. 22 juill. 1872, aff. Puech, D. P. 73. 1. 350). Il peut, en vertu de ce droit hypothécaire, se faire attribuer la totalité du prix de la revente de l'immeuble, en justifiant que la créance hypothécaire est supérieure à ce prix (Même arrêt). Il en est de même de l'hypothèque consentie par la femme du failli sur ses propres biens; le vote du créancier hypothécaire au

(1) (Syndic Guillois-Teissère C. Guillois.) — LA COUR; — Considérant que, par son assignation du 29 nov. 1864, Heurtey es nom demandait la nullité et la radiation de l'inscription d'hypothèque légale prise au nom des mineurs Guillois contre Guillois-Teissère, leur père et tuteur légal, au bureau des hypothèques de la Seine le 5 juill. 1864; — Que le 28 juill. 1865, Georges Guillois a signifié des conclusions tendant à ce que Heurtey, es nom, fût débouté de sa demande, et à ce que ladite inscription fût déclarée valable; — Qu'enfin, par conclusions incidentes, Heurtey, es nom, a demandé la nullité et la radiation de deux autres inscriptions d'hypothèque légale prises au nom des mineurs Guillois au bureau des hypothèques de Dreux (le 16 févr. 1863) et à celui de Sétif (le 6 nov. 1861); — Qu'ainsi, devant les premiers juges, le procès portait uniquement sur la nullité ou la validité des inscriptions d'hypothèque légale prises au nom des enfants Guillois sur les biens présents et à venir de Guillois-Teissère, leur père et tuteur; — Considérant que devant la cour le débat se présente dans les termes où il est soumis au tribunal de première instance; — Qu'il n'y a point à statuer sur les droits de la femme Guillois-Teissère qui, par l'effet de son vote au concordat du 18 août 1855, aurait définitivement perdu la qualité de créancière hypothécaire pour devenir simple créancière chirographaire de son mari, ni à rechercher quelles seraient les conséquences de l'exécution de ce concordat, ni à déterminer l'étendue des droits absolus ou alternatifs que les héritiers de ladite femme Guillois peuvent avoir à exercer dans la deuxième faillite déclarée le 26 avr. 1862; qu'il s'agit seulement d'apprécier le mérite de l'inscription d'hypothèque légale des enfants Guillois; — Considérant que la femme Guillois, a été séparée de biens le 21 févr. 1855, et que le 15 juin suivant, ses reprises contre son mari ont été liquidées à la somme principale de 43333 fr. 61 cent.; — Qu'elle est décédée le 30 août 1855 laissant pour héritiers ses cinq enfants mineurs, sous la tutelle légale de leur père; — Considérant que, du jour de l'ouverture de cette tutelle, les mineurs Guillois ont, indépendamment de toute inscription, une hypothèque légale sur tous les immeubles présents et à venir de leur père et notamment les immeubles frappés des inscriptions dont la radiation est demandée; — Considérant que les

mineurs Guillois, représentés par leur subrogé tuteur (autorisé par délibération du conseil de famille du 13 mars 1863), ont produit à la seconde faillite de leur père le 22 juin 1863, y ont été admis pour le montant des reprises de leur mère et ont voté au concordat du 21 juillet; mais que ces circonstances n'ont porté aucune atteinte à leur hypothèque légale; — Qu'en effet, la disposition de l'art. 508 c. com. ne peut être arbitrairement étendue à l'hypothèque légale des mineurs; que dans tous les cas, les mineurs n'auraient pu valablement aliéner un droit immobilier ou transiger avec autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal, et que, dans l'espèce, l'avis de parents du 13 mars 1863 n'a pas été suivi de l'homologation de justice; — Considérant que le droit hypothécaire des enfants Guillois, à raison de la gestion de leur père, tuteur légal, continue de subsister sur tous les immeubles de ce dernier, tant qu'il n'est pas éteint ou purgé, conformément à l'art. 2169 c. nap.; — Que les mineurs auront à exercer ce droit sur le prix des immeubles, en faisant valoir, lors de la distribution, contradictoirement avec les parties intéressées, les créances dont ils pourront se prévaloir contre le tuteur; que jusque-là il est impossible de déterminer par avance les conséquences des faits de gestion, et de fixer la quotité de la somme conservée par l'inscription; qu'aucune disposition de la loi n'autorise, soit le tuteur, soit ses créanciers, à demander que l'effet de l'hypothèque légale soit, dès à présent, réduit à une certaine somme; — Que le droit du tuteur se bornerait à demander, s'il y avait lieu, et en se conformant aux prescriptions des art. 2141 et suiv. c. nap., que l'inscription d'hypothèque légale fût restreinte à certains immeubles; — Considérant que, dans l'état des conclusions qui leur étaient soumises, les premiers juges devaient se borner à débouter purement et simplement Heurtey es nom de sa demande en radiation; que c'est à tort qu'ils ont, dans le dispositif, rapproché des motifs de la sentence, déclaré l'inscription valable seulement pour la conservation de la créance de 6500 fr. 79 cent. au profit des enfants Guillois; — Par ces motifs, etc.

Du 17 juill. 1866.-C. de Paris, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Casenave, pr.-de Vallée, 1<sup>er</sup> av. gén.-Clausel de Caussergues et Fontaine (du barreau de Rambouillet), av.



concordat du mari n'implique nullement renonciation de celui-ci à son action hypothécaire à l'encontre de la femme (Arrêt précité du 31 mars 1849).

Certains auteurs ont toutefois soutenu, contrairement à la doctrine précédemment exposée, que l'art. 508 doit s'appliquer même au cas où le bien grevé de privilèges ou d'hypothèques appartient à un tiers, sous le prétexte que le tiers acquéreur de l'immeuble hypothéqué, si l'hypothèque subsistait, aurait un recours contre le failli; or, dit-on, l'on n'aurait pas admis à la fois pour le tout, aux opérations de la faillite, le créancier et le tiers qui doit le désintéresser (Bravard et Demangeat, t. 5, p. 378, note; Alauzet, t. 7, n° 2662). — Ce système n'a été consacré par aucune décision judiciaire. — MM. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2894 *in fine*, proposent une solution mixte, qui nous paraît rationnelle. Ils estiment qu'une distinction doit être faite entre le cas où l'hypothèque a été constituée par un tiers (caution réelle) ou par un coobligé à la dette sur son immeuble, et le cas où l'hypothèque grèverait un immeuble qui, après avoir appartenu au failli, aurait passé dans les mains d'un tiers acquéreur. Dans le premier cas, le vote du créancier n'emporterait jamais déchéance de son droit hypothécaire; dans le second cas, au contraire, l'art. 508 recevrait son application, lorsque le tiers acquéreur serait en droit de recourir contre le failli à raison de l'exercice du droit de suite auquel l'hypothèque l'assujettit.

Il a été jugé, d'ailleurs, avec raison que le créancier qui a pris part au vote du concordat ne peut plus se prévaloir

de l'hypothèque légale que la femme du failli lui avait cédée en garantie de sa créance (Civ. rej. 14 juill. 1870, aff. Crédit agricole, D. P. 79. 1. 422). Dès l'instant, en effet, que cette hypothèque grève les immeubles du failli, l'art. 508 s'applique *in terminis*, et il importe peu, dès lors, pour son application, qu'il s'agisse d'une hypothèque qui ne garantissait pas originairement la créance, mais qui a fait l'objet d'une cession ou subrogation postérieure au profit d'un créancier du failli (D. P. 79. 1. 422, note). Décidé aussi que le vote au concordat fait perdre au créancier le droit de se prévaloir des hypothèques qui lui appartiennent sur des immeubles du failli, alors même que ces hypothèques n'auraient pas été acquises contre le failli lui-même, mais contre de précédents propriétaires desdits immeubles (Metz, 26 déc. 1860) (1).

**918.** La présomption de renonciation à l'hypothèque, résultant du vote au concordat, n'est établie qu'en faveur de la masse. Par suite, l'adhésion de la femme du failli au concordat accordé à son mari, et la réception des dividendes afférents à ses créances matrimoniales, n'empêche pas qu'elle jouisse, pour le complément de sa dot, d'une hypothèque légale sur les biens acquis postérieurement par son mari (Rouen, 6 juin 1844, cité au Rép. n° 1109). De même, quand l'hypothèque dont le créancier s'est trouvé déchu par suite de son vote à la délibération qui a repoussé le concordat, est une hypothèque de biens présents et à venir, le créancier conserve, malgré ce vote, le droit de prendre inscription sur les immeubles acquis par le

l'hypothèque n'est plus d'aucun intérêt pour les créanciers chirographaires; qu'ils sont primés également par une hypothèque ancienne ou récente; qu'il leur est indifférent que celui qui se prétend créancier hypothécaire excipe d'un acte émané du débiteur failli, on n'invoque que le droit de suite dérivant de l'hypothèque consentie par un précédent propriétaire; que, dans tous les cas, l'hypothèque cause aux créanciers chirographaires un préjudice de même nature et leur arrache de la même manière une partie de l'actif de la faillite; — Attendu que c'est le fait de ce prélèvement exercé sur l'avoir du failli par le créancier, privilégié qui fixe la conduite à tenir par ce créancier; que la loi lui défend de faire valoir à la fois deux droits contradictoires; qu'il doit s'abstenir de toute participation au concordat s'il veut conserver un privilège qui diminue la masse de l'actif, ou bien perdre son privilège s'il veut voter au concordat comme les autres chirographaires; — Attendu que l'art. 545 c. com. se concilie parfaitement avec le sens qui vient d'être donné à l'art. 508, parce que ces deux articles s'appliquent à des dispositions dissemblables; — Attendu qu'il est incontestable que le créancier qui a plusieurs débiteurs coobligés ne perd point, par son vote au concordat de l'un d'eux, son action contre les autres, niles sûretés qu'il a obtenues contre ceux-ci sur des biens autres que les immeubles appartenant au failli, au jour de la faillite; — Qu'il est vrai encore que le créancier ainsi muni de sûretés multiples n'est pas, quand il vote au concordat, dans des conditions de complète égalité avec des créanciers chirographaires, qui n'ont que le failli pour obligé; mais que cette sorte d'inégalité n'a pas dû être prise en considération par le législateur parce qu'elle provient d'une cause non moins étrangère aux créanciers qu'à la personne du failli, et parce que le privilège, conservé dans ce cas, n'affecte et n'entraîne en aucune sorte les biens du failli; — Attendu que les créanciers chirographaires du failli seraient non recevables et non intéressés à se plaindre que celui-ci qui plus soupçonneux qu'eux-mêmes, a multiplié ses garanties puisse faire valoir ces garanties contre les tiers et sur des biens étrangers à la faillite, et puisse, en même temps, comme eux, prendre part au concordat; car ce créancier, qui leur profite en agissant contre d'autres débiteurs, est demeuré leur égal à l'égard de la faillite, et ne réclame point de droits supérieurs aux leurs; mais que ces créanciers chirographaires sont fondés à ne pas permettre que la même personne se présente d'abord sur le pied d'égalité avec eux pour prendre part au concordat, puis se présente plus tard avec un titre privilégié, pour emporter, elle seule, une partie de l'actif de la faillite; que cette double prétention aurait un caractère de mensonge que la loi a voulu proscrire en réduisant le créancier à une seule qualité, c'est-à-dire en l'obligeant, comme il a été dit plus haut, à perdre son hypothèque s'il vote au concordat, ou à ne pas voter au concordat s'il veut conserver son hypothèque; — ... Réforme le jugement; condamne les héritiers Estignard à donner mainlevée de l'inscription prise au bureau des hypothèques de Briey, le 19 juill. 1854, etc.

Du 26 déc. 1860. — C. de Metz, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Woirhaye, 1<sup>er</sup> pr. — Leclerc, 1<sup>er</sup> av. gén., c. contr. — Boulanger et Dutard (du barreau de Paris), av.

(1) (Commissaires Aubé, Tronchon et comp. C. Simon et héritiers Estignard.) — Par jugement du 15 juin 1854, les sieurs Aubé et Tronchon et les héritiers Estignard ont été condamnés à payer au sieur Simon une somme de 41 770 fr., montant de divers billets souscrits par les sieurs Aubé et Tronchon et endossés par les héritiers Estignard au profit dudit sieur Simon. Ce dernier a pris, en vertu de ce jugement, une inscription hypothécaire sur les immeubles appartenant à ses débiteurs. Les sieurs Aubé et Tronchon ont ensuite acquis de l'un des héritiers Estignard un des immeubles sur lesquels portait ladite inscription. En novembre 1854, ils ont été déclarés en faillite. Le sieur Simon a produit dans cette faillite pour sa créance de 41 770 fr. et il a voté au concordat proposé à leurs créanciers par les sieurs Aubé et Tronchon. Les héritiers Estignard, ayant désintéressé le sieur Simon et se trouvant, par suite, subrogés dans ses droits, ont fait valoir l'hypothèque appartenant à ce dernier sur l'immeuble qu'ils avaient eux-mêmes vendu aux sieurs Aubé et Tronchon. Les syndics de la faillite leur ont opposé une fin de non-recevoir tirée de ce que le sieur Simon avait voté au concordat. — Le 4 avr. 1860, jugement du tribunal de Briey qui rejette cette fin de non-recevoir. — Appel.

La cour; ... — Attendu qu'il paraît certain, au contraire, que l'hypothèque inscrite le 19 juin 1854 doit tomber sous le coup de la renonciation de plein droit prononcée par l'art. 508 c. com.; — Attendu que le texte de cet article peut sembler sévère, mais qu'il est juste pourtant; que, dans tous les cas, il est exprès, très général, et embrasse dans l'énergie absolue de ses dispositions, les droits hypothécaires assis sur les immeubles que possédait le failli et qui constituaient sa propriété au jour de la faillite; — Attendu que les héritiers Estignard essaient vainement de restreindre la règle écrite dans l'art. 508 aux hypothèques conférées par le failli, ou prises par le failli dans le temps où celui-ci était déjà propriétaire de l'immeuble hypothéqué; que l'esprit dans lequel a été conçu cet article résiste péremptoirement à une pareille interprétation et ne permet pas de tenir compte de l'origine de l'hypothèque pour affranchir celui qui veut s'en prévaloir du devoir que lui impose l'article précité; — Attendu qu'il existe des cas où l'origine de l'hypothèque exerce de l'influence sur sa validité, et qu'il est certain, par exemple, que le droit hypothécaire conféré par un autre débiteur que le failli ne peut, ni être affecté par le jugement de report de la faillite, ni périr par l'effet des nullités conditionnelles mentionnées aux art. 446 et 448 c. com.; — Mais attendu que l'art. 508 prévoit et règle une époque de la faillite plus avancée que celle dont parlent les art. 446 et 448; qu'il suppose les créances vérifiées, les hypothèques valablement assises et les créanciers placés en présence les uns des autres pour essayer un concordat; — Attendu que, dans cette situation, la première chose à faire était de déterminer la composition de l'assemblée où se discutent les propositions du failli; que l'art. 508 fait dépendre l'aptitude à voter de la qualité de la créance, et interdit, sous une sanction pénale, le droit de vote à tous les créanciers qui, pourvus d'un gage, d'un privilège ou d'une hypothèque, doivent se soucier fort peu que la masse concède ou refuse au failli les avantages qui n'enlèvent jamais rien aux créanciers exceptionnellement privilégiés; — Attendu qu'à cette époque du concordat l'origine de

failli postérieurement à la dissolution de l'union (Dijon, 8 févr. 1865, aff. Veuve Royer, D. P. 65. 2. 89). Et il en est ainsi, même quand il s'agit d'une hypothèque nulle par application de l'art. 446, cette nullité ne pouvant être invoquée par le failli (Même arrêt).

**919.** La déchéance attachée au vote des créanciers hypothécaires, dans les limites et sous les conditions que l'on vient de préciser, est-elle définitive et irrévocable, ou n'est-elle pas, au contraire, subordonnée à l'homologation ou au maintien du concordat? Nous avons cru devoir, au *Rép.* n° 701, adopter cette dernière solution, seule conforme aux principes de l'égalité, et à l'esprit de la loi, sinon à son texte. En conséquence, nous avons admis que le créancier était relevé de la déchéance qu'il a encourue par l'effet du vote, si le concordat était rejeté par l'assemblée des créanciers, ou si, étant voté par elle, il n'était pas homologué, ou si enfin, étant voté et homologué, il venait par la suite à être annulé ou résolu pour inexécution des conditions qu'il imposait au failli. Il a été jugé en ce sens, depuis le *Répertoire*, que le vote d'un créancier hypothécaire dans les assemblées ayant pour but de délibérer sur le concordat ne saurait entraîner déchéance de son hypothèque, lorsque, par suite de l'insuffisance des sommes représentées par les créanciers présents à ces assemblées, aucun concordat ne pouvait en résulter et que, par suite, les votes émis ne pouvaient avoir aucune influence sur l'admission ou le rejet des propositions du failli (Bourges, 15 mars 1865) (1).

Mais dans un autre système, qui s'attache à la lettre de l'art. 508, on admet que le seul fait de la participation au concordat implique renonciation irrévocable à l'hypothèque, quelle que puisse être l'issue des délibérations. Jugé, en ce sens, que le vote au concordat emporte déchéance de l'hypothèque, même si le concordat n'est pas voté, ou si, ayant été voté et homologué, il a été, par la suite, résolu ou annulé (Trib. de Saint-Gaudens, 5 janv. 1887, aff. Sabouillard, D. P. 87. 3. 55; Trib. Seine, 17 mai 1887 *Journal des faillites*, 1887, p. 268. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2890 *in fine*).

**920.** Des principes que nous venons de formuler, il résulte que les créanciers hypothécaires ou privilégiés ne doivent concourir avec les créanciers chirographaires, pour former la majorité en nombre et en sommes nécessaire à la validité du concordat, que lorsqu'ils votent au concordat et renoncent ainsi à leur privilège ou à leur hypothèque (Conf. *Rép.* n° 692 et 731; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2890 *in fine*). Il a été jugé que la somme due au créancier hypothécaire ou privilégié qui a voté au concordat ne doit entrer dans le calcul de la majorité des trois quarts en sommes qu'autant que, par l'effet de son vote, ce créancier se trouve déchu de son hypothèque (Poitiers, 29 août 1850, aff. Coppin et Cappé, D. P. 51. 2. 176); qu'ainsi, le concordat auquel a pris part le créancier du failli qui a hypo-

thèque sur les biens d'un tiers, et non sur les biens du failli, est nul si, par sa présence, il a contribué à former les trois quarts en sommes, le vote de ce créancier laissant, en cas pareil, subsister son droit hypothécaire (Même arrêt). Cette solution, toutefois, nous semble très contestable. Si l'on admet qu'un créancier ayant hypothèque sur les biens d'un tiers ne perd pas son hypothèque en votant au concordat, il nous semble difficile d'admettre que sa créance ne doive pas entrer en ligne de compte pour le calcul de la majorité.

**921.** Le vote de l'assemblée concordataire peut aboutir à trois résultats différents : 1° aucune des majorités requises n'est obtenue. Le concordat, en ce cas, est rejeté, et l'union s'ouvre de droit. Aucune proposition de concordat ne peut plus être discutée désormais, dans les formes édictées par le code de commerce (*Rép.* n° 704). De même, lorsque le failli ne fait aucune proposition de concordat et que la majorité de l'assemblée des créanciers refuse le sursis par lui sollicité, le juge-commissaire doit déclarer les créanciers en état d'union (Paris, 11 nov. 1873, aff. Société du crédit des paroisses, D. P. 74. 5. 259). — Le failli pourrait-il du moins obtenir un concordat amiable émané de l'unanimité des créanciers? V. *infra*, art. 4, pour la solution de cette question.

**922.** — 2° Le concordat réunit la double majorité en nombre et en sommes. En ce cas, l'art. 509 exige qu'il soit, à peine de nullité, signé séance tenante, afin de mettre obstacle à l'obtention, après coup, de signatures qui seraient accordées par faiblesse, séduction ou corruption (*Rép.* n° 703 et 693). Au surplus, de même qu'un seul mandataire peut être constitué par plusieurs créanciers, un seul mandataire peut également signer pour plusieurs mandants (Montpellier, 10 juill. 1858, aff. Catix et Coste, D. P. 59. 2. 107). On ne doit pas conclure de cette disposition qu'il est interdit de consacrer plusieurs séances à la délibération du concordat. Ce que veut la loi, c'est que les signatures soient données à la séance même où le concordat est définitivement consenti (*Rép.* n° 703). Ainsi, les renvois successifs prononcés par l'assemblée des créanciers ne sont point une cause de nullité du concordat, s'ils ont eu lieu avant tout vote et toute délibération touchant l'admission ou le rejet de ce concordat (Aix, 5 juin 1873, aff. Huri, D. P. 74. 5. 258). A plus forte raison, la simple suspension de la séance dans laquelle le concordat a été délibéré n'est pas une cause de nullité de ce concordat, si elle a eu lieu avant tout vote et toute délibération, et dans le but, par exemple, de donner aux créanciers absents ou empêchés le moyen de se faire représenter (Req. 13 févr. 1855, aff. Four, D. P. 55. 1. 339). — Mais l'on doit considérer comme nul le concordat qui a été formé au moyen de deux actes séparés par un intervalle de plus de huitaine, et délibérés l'un et l'autre à la double majorité de la moitié en nombre et des trois quarts en

(1) (Arnaud C. Vrinat.) — La cour; — Considérant que le sieur Vrinat, commerçant failli, a, le 18 sept. 1862, dans une réunion de créanciers admis au passif de sa faillite, proposé à ceux-ci un concordat, et que les propositions par lui faites ont été acceptées par tous les créanciers présents, au nombre desquels se trouvait sa femme, qui avait, aux termes de droit, une hypothèque légale sur tous ses biens; mais que, ce jour-là, il ne put intervenir de traité valable, à raison de ce que les créanciers présents ne représentaient pas les trois quarts de la totalité des créanciers affirmés et vérifiés; — Que la délibération n'eut d'autre résultat qu'une remise à huitaine, conformément aux prescriptions de l'art. 509 c. com.; — Considérant que, dans la deuxième réunion, indiquée au 25 du même mois de septembre, et à laquelle se présenta de nouveau la dame Vrinat, les créanciers ayant été moins nombreux qu'à la première et ne représentant qu'une portion bien plus faible encore des créanciers vérifiés, tout concordat devint définitivement impossible, et l'état d'union fut alors déclaré par le juge-commissaire; — Considérant que de ces faits il résulte qu'il n'y a eu qu'une tentative de concordat, laquelle n'a abouti à aucun contrat complètement formé; — Que cette tentative ne peut avoir les mêmes effets que le concordat lui-même et qu'elle doit laisser tous ceux qui y ont pris part dans l'état où ils étaient antérieurement; — Considérant que, pour que le vote au concordat emporte la déchéance du droit hypothécaire il faut qu'il y ait un concordat; — Qu'on ne peut pas, en effet, facilement admettre que le créancier hypothécaire abandonne un droit aussi important que celui d'hypothèque s'il ne doit et ne peut pas avoir, en compensation, les avantages qui étaient

la condition de cet abandon; — Qu'il semble de toute justice que le créancier conserve sa position primitive lorsque celle des chirographaires et du failli reste la même; — Considérant que si la loi veut que les créanciers hypothécaires n'aient pas voix dans les opérations relatives au concordat, elle ne déclare pas cependant que toute immixtion quelconque dans ces opérations, alors qu'en définitive il n'intervient pas de concordat, entraînera la déchéance de leurs droits hypothécaires; — Que c'est seulement au vote au concordat qu'elle attache cette conséquence, ce qui suppose manifestement un concordat, ou tout au moins une situation telle qu'un vote pour ou contre serait possible et devrait être compté; — Considérant que, dans la cause, les votes des créanciers ont été sans influence sur l'admission ou le rejet des propositions du failli; — Que les assemblées des 18 et 25 septembre ne réunissaient pas les éléments nécessaires pour que les créanciers pussent utilement délibérer sur ces propositions et y statuer définitivement; — Que la délibération du 18, dans laquelle la dame Vrinat a voté, n'a abouti qu'à une remise à huitaine, et que dans la réunion qui a suivi, c'est-à-dire dans celle du 25, où elle a, il est vrai, également assisté, les propositions de son mari n'ont pas même été renouvelées, l'assemblée n'étant pas constituée dans les conditions voulues par la loi pour qu'on pût les examiner utilement; — Qu'ainsi le vote donné par ladite dame Vrinat n'est pas un vote au concordat emportant, aux termes de l'art. 508 c. com., renonciation aux hypothèques;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 15 mars 1865.-C. de Bourges.-M. Bazenerie, pr.

sommes,... alors surtout que la seconde assemblée n'a pas délibéré sous la présidence du juge-commissaire (Paris, 12 juill. 1869, aff. Chemin de Lyon à Sathonay, D. P. 70. 2. 7).

**923.** — 3° Lorsque le concordat a été consenti seulement par la majorité en nombre, ou par la majorité des deux tiers (trois quarts avant la loi du 4 mars 1889) en sommes, la délibération doit être remise à huitaine pour tout délai, à l'effet de délibérer de nouveau sur le concordat (Rép. n° 703). Dans une opinion, la majorité en nombre dont parle l'art. 509, et qui donne lieu à la remise de la délibération à huitaine, est la majorité des créanciers présents et délibérants, et non celle des créanciers vérifiés et affirmés (Caen, 2 févr. 1842, Rép. n° 704; Rouen, 30 juin 1853, aff. Lefrançois, D. P. 54. 2. 262; Bordeaux, 21 mars 1865, aff. Sen, D. P. 65. 2. 172);... solution étendue dans les motifs de l'arrêt du 30 juin 1853, à la majorité en nombre nécessaire pour la formation définitive du concordat. Mais, ainsi que nous l'avons vu *suprà*, n° 908, la thèse contraire prévaut aujourd'hui en jurisprudence, et l'on admet généralement que la disposition de l'art. 509 qui, en matière de concordat, dispose que si le concordat est consenti seulement par la majorité en nombre des créanciers, ou par la majorité des trois quarts en sommes, la délibération sera remise à huitaine, entend parler, quant à la majorité en nombre, de la majorité, non pas seulement des créanciers présents à cette délibération, mais de tous les créanciers admis et légalement convoqués (Paris, 14 mars 1849, cité au Rép. n° 680; Paris, 7 août 1850, aff. Magne, D. P. 51. 2. 33; Metz, 22 déc. 1863, aff. Camion, D. P. 64. 2. 24, et sur pourvoi, Civ. rej. 7 janv. 1867, D. P. 67. 1. 55). Et les créanciers dont le titre n'était point encore vérifié au jour de la première délibération doivent être admis à prendre part à la seconde délibération, si leur titre a été vérifié dans la huitaine qui sépare les deux assemblées (Trib. com. Seine, 25 oct. 1882 et 14 juin 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 314).

**924.** Le délai de huitaine fixé par l'art. 509 pour la deuxième délibération est de rigueur : il ne peut être ni diminué ni excédé (Req. 15 nov. 1871, aff. Montel, D. P. 71. 1. 326). Toutefois, le failli pourrait obtenir un sursis s'il établissait qu'il a été, par suite de force majeure, dans l'impossibilité d'assister à la seconde délibération du concordat ou de s'y faire représenter (Même arrêt). C'est d'ailleurs au failli qui prétend n'avoir pu, par suite de force majeure, ni assister, ni se faire représenter à la deuxième délibération du concordat, qu'incombe la preuve de cette impossibilité (Même arrêt). D'autre part, les irrégularités résultant, soit de ce que la convocation n'a pas eu lieu par lettres, soit de ce que les lettres n'indiqueraient pas l'objet de la réunion, doivent faire considérer cette réunion comme non avenue. Lors donc que deux premières réunions ont été ainsi annulées, la disposition de l'art. 509, qui n'admet qu'une remise à huitaine pour tout délai, ne fait pas obstacle à ce qu'une troisième réunion ait lieu et donne des résultats valables (Caen, 7 janv. 1863, aff. Royer, D. P. 63. 2. 115). — Il a été jugé, d'ailleurs, que le délai de huitaine, prescrit par l'art. 509, ne s'applique qu'au cas où un vote est intervenu sur les propositions faites par le failli; que s'il n'a été pris aucune décision relative à l'acceptation ou au refus de ces propositions, la délibération a pu être remise à

un délai plus éloigné, sans qu'il y ait violation dudit article (Toulouse, 1<sup>er</sup> déc. 1884) (1).

**925.** Le procès-verbal de la délibération des créanciers étant revêtu de la signature du juge-commissaire et du greffier, le concordat est un acte authentique. Il faudrait, par suite, recourir à la voie de l'inscription de faux pour contester les énonciations du procès-verbal, et spécialement pour être admis à établir qu'un créancier porté comme ayant voté n'était pas présent à l'assemblée (Paris, 7 août 1850, aff. Magne, D. P. 51. 2. 33).

Il a été jugé que l'on doit considérer comme nul le procès-verbal de refus de concordat, s'il a été reçu par le juge-commissaire avec l'assistance d'un commis-greffier, syndic provisoire de la faillite, et nommé, par le même procès-verbal, syndic définitif (Besançon, 4 déc. 1872, aff. Baille, D. P. 73. 2. 96, et la note).

### § 3. — Opposition au concordat.

**926.** Aux termes de l'art. 512, § 1<sup>er</sup>, de la loi de 1838, la faculté de faire opposition au concordat est expressément limitée... aux créanciers ayant eu droit de *concourir* au concordat (Rép. n° 727),... et à ceux dont les droits ont été *reconnus* depuis le concordat (Rép. n° 727). Ce droit n'appartient donc qu'aux créanciers *admis* définitivement et *affirmés* ou *admis par provision*, ces créanciers étant les seuls qui doivent être appelés à délibérer sur le concordat. Mais il appartient à tous les créanciers de cette catégorie, y compris ceux qui ont *signé* au concordat (Rép. n° 730; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2902). Quant aux créanciers *non vérifiés* ni *affirmés* ou *non admis par provision*, le droit d'opposition leur est formellement refusé par la disposition précitée (Rép. n° 727). Ces créanciers sont donc non recevables dans leur opposition au cas même où cette opposition serait fondée sur ce que le concordat serait nul, ... soit comme n'ayant pas été précédé de toutes les formalités prescrites (Rép. n° 728-2°, 714 et 757);... soit comme consenti postérieurement à la formation de l'état d'union (Req. 2 mai 1864, aff. Verré et Saunier, D. P. 65. 1. 126). Pour les créanciers privilégiés et hypothécaires, il résulte de l'art. 512 combiné avec l'art. 499, qui les exclut du vote au concordat, que le droit d'opposition leur est interdit à moins cependant que ces créanciers n'invoquent un *dol*, pratiqué à leur détriment (Rép. n° 731);... ou qu'ils n'aient renoncé à leur hypothèque ou privilège après le vote du concordat, mais avant la clôture des délais d'opposition (Rép. *ead. loc.*; Amiens, 24 juin 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 410).

En tout cas, l'individu admis à produire à la faillite, en qualité de créancier hypothécaire, n'est pas recevable à prétendre ultérieurement que sa créance est pour partie hypothécaire et pour partie chirographaire; par suite, il ne peut former opposition au concordat, après s'être abstenu d'y prendre part, qu'à la condition d'une renonciation expresse au bénéfice entier de son hypothèque (Besançon, 9 mars 1874, aff. Faivre et Merklen, D. P. 74. 2. 123).

**927.** Aux termes de l'art. 512, § 2, l'opposition doit être *motivée et signifiée* : 1° aux syndics, en leur qualité de représentants de la masse (Rép. n° 743 et 1337; Rennes, 2 juin 1879, aff. Gay-Morgan, D. P. 81. 2. 31; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2904; Alauzet, t. 7, n° 2676; Bra-

(1) (Marié C. Besset et Cassan-Azémar). — Le tribunal de Lavaur a rendu le 19 août 1884, un jugement ainsi conçu : — En ce qui concerne l'action intentée par Marié contre Cassan et Besset, syndic de la faillite, tendant à faire prononcer la nullité du concordat consenti par le créancier dudit Cassan, failli, suivant délibération en date du 4 juill. 1884, les motifs pris de ce que, contrairement aux dispositions de l'art. 509 c. com., cette délibération aurait eu lieu plus de huit jours après une première réunion relative au concordat, tenue le 10 juin précédent; — Attendu que l'art. 509 trace les règles à suivre dans les deux cas qu'il prévoit : un concordat intervient-il, il doit être signé séance tenante; le concordat n'est-il consenti que par la majorité en nombre des créanciers, ou seulement par les trois quarts en somme, la délibération doit être remise à huitaine pour tout délai; dans ces divers cas, un vote est émis, touchant l'acceptation ou le refus des propositions faites par le failli; or l'espèce actuelle ne rentre dans aucun des cas prévus par l'art. 509; en effet, dans la réunion du 18 juin, il n'est pris aucune décision

relative à l'acceptation ou au refus de proposition du failli; aucun vote n'a lieu, les voix des créanciers présents ne sont pas recueillies pour savoir s'ils consentent ou non le concordat, s'ils constituent la majorité en nombre, et la majorité en somme, ou l'une et l'autre de ces majorités, les choses restent entières, la délibération est suspendue et remise, et, dès lors, l'art. 509 est inapplicable; on ne saurait voir une nullité dans ce fait que la délibération aurait été remise à un délai plus long que celui qu'il prescrit d'observer dans les cas qu'il prévoit et régit; — Attendu, d'un autre côté, qu'aucune disposition de loi n'oblige les créanciers, à peine de nullité, de voter le concordat dans la première réunion; qu'ils ont la faculté de délibérer pendant plusieurs séances, avant tout vote, et que l'état d'union n'existe que si, après vote, le concordat a été refusé; — Déclare Marié mal fondé, etc... — Appel par Marié.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 1<sup>er</sup> déc. 1884.-C. de Toulouse, 2<sup>e</sup> ch.-M. Bernard, pr.

vard et Demangeat, t. 5, p. 699; Rousseau et Defert, chap. 9, n° 17; Boistel, n° 903; — 2° au *failli*, qu'il est nécessaire de mettre personnellement en cause, bien que les syndics le représentent également, l'opposition remettant en question un traité passé individuellement entre lui et ses créanciers (Rép. n° 743).

L'opposition devrait également être signifiée, d'après plusieurs auteurs et quelques arrêts, au créancier qui a provoqué la faillite (Civ. rej. 15 mai 1854, aff. Rossi, D. P. 54. 1. 205; Chambéry, 29 déc. 1877, aff. Syndic Masson, D. P. 79. 5. 228; Boistel, Alauzet, Bravard et Demangeat, *loc. cit.*; Rousseau et Defert, chap. 9, n° 18. *Contrà*: Aix, 13 janv. 1872, aff. Devraïne, D. P. 73. 5. 263; Laroque-Sayssinel et Dutruc, t. 2, n° 1765).

**928.** L'opposition doit être formée dans les huit jours qui suivent le concordat (Rép. n° 732). Ce délai est de rigueur et ne peut être prolongé à raison des distances (Amiens, 1<sup>er</sup> août 1885, *Journal des faillites*, 1886, p. 384. Conf. Rép. n° 732).

C'est du jour du concordat que court le délai de huitaine accordé pour former opposition (Rép. n° 734). Et cette règle s'applique même aux créanciers dont les droits ont été reconnus depuis le concordat, bien qu'ils ne fissent pas partie, lors du concordat, de la classe des créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision, et que leur droit d'opposition ne soit, par suite, né que postérieurement à ce concordat (Rép. n° 735). Mais cette règle, toute rigoureuse qu'elle puisse être, doit recevoir exception en cas de fraude (Rép. n° 738). — Jugé aussi que le créancier qui, s'étant fait connaître au syndic, n'a pas été convoqué, soit qu'il y ait fraude, soit qu'il y ait négligence, par lettre du greffier, est recevable à former opposition au concordat, sans qu'on puisse lui opposer l'art. 512 c. com. (Aix, 14 mars 1867, aff. Fourgassier frères, D. P. 67. 5. 209). Sur les formalités à suivre dans le cas où l'opposition émane de l'un des syndics, V. Rép. n° 745. — Sur la compétence des tribunaux de commerce en matière d'opposition et le jugement des questions préjudicielles, V. Rép. n° 747, 749 et 750, 1311 et 1319.

**929.** Les jugements rendus sur les oppositions au concordat sont susceptibles d'appel, l'art. 583 n'ayant pas interdit l'appel de ces jugements (Rép. n° 753). Le délai de l'appel est de quinzaine, comme celui de tous les jugements rendus en matière de faillite (V. *infra*, sect. 17). — L'appel du jugement qui statue sur une opposition au concordat doit être formé par ou contre les syndics et le failli, qui, seuls aussi, et à l'exclusion des créanciers, ont eu le droit de figurer dans l'instance d'opposition (Rép. n° 743). De là il suit que les créanciers qui ont concouru à un concordat ne sont pas recevables à soutenir, en appel, contre les créanciers opposants, l'homologation de ce concordat (Douai, 17 févr. 1849, aff. Rouzé, D. P. 50. 5. 225).

#### § 4. — Homologation du concordat (Rép. n° 755 à 781).

**930.** Le concordat étant un contrat en dehors des règles du droit commun, en ce sens que le vote de la majorité qui l'a consenti est obligatoire pour la minorité, il n'est investi de cette force tout exceptionnelle qu'après avoir été homologué, par le tribunal de commerce (Rép. n° 755, 756, et 1311).

L'homologation est poursuivie à la requête de la partie diligente, c'est-à-dire par tout intéressé; par le syndic représentant la masse, par un ou plusieurs créanciers, ou par

le failli (Paris, 28 avr. 1855, aff. Pluchet, D. P. 56. 2. 188). Et s'il a été nommé deux syndics, cette homologation peut être poursuivie à la requête d'un seul, même sans l'autorisation du juge-commissaire, si l'autre a, en qualité de créancier personnel du failli, voté contre le concordat, et ne peut, dès lors, vouloir en obtenir l'homologation; à ce cas ne s'applique pas l'art. 465 c. com. (Arrêt précité du 28 avr. 1855. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 793. note).

**931.** Le jugement qui statue sur l'homologation du concordat ne peut être rendu, à peine de nullité, avant l'expiration du délai de huitaine accordé par la loi pour l'opposition à ce concordat (Rép. n° 757 à 760);... ou, dans le cas où l'opposition tend à ce qu'il soit sursis à l'homologation, avant la solution de la question qui donne lieu au sursis (Rép. n° 721). Mais il n'y a pas lieu, pour le tribunal, de surseoir à l'homologation d'un concordat sur la demande d'un créancier opposant qui s'est abstenu de réclamer aucun sursis lors du concordat (Besançon, 9 mars 1874, aff. Faivre et Merklen, D. P. 74. 2. 123).

Le jugement d'homologation d'un concordat auquel a participé comme juge un créancier du failli, est nul (Poitiers, 29 août 1850, aff. Coppin et Cappé, D. P. 51. 2. 176). — V. au surplus, sur les formes et les effets du jugement qui statue sur l'homologation et les oppositions au concordat, Rép. n° 752, 756, 1311.

**932.** Aux termes de l'art. 514, le juge-commissaire doit, dans tous les cas, avant qu'il soit statué sur l'homologation, faire au tribunal de commerce un rapport sur les caractères de la faillite et l'admissibilité du concordat. Ce rapport, ayant pour objet d'assurer le tribunal contre toute surprise, est, ainsi que nous l'avons établi au Rép. n° 765, une formalité essentielle, requise à peine de nullité (Req. 8 janv. 1866, aff. Pradier, D. P. 66. 1. 253; Aix, 12 déc. 1877 (1). Comp. outre les auteurs cités au Répertoire: Boistel, n° 1039; Dutruc, *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° *Faillite*, n° 835).

Quant à la forme de ce rapport, une distinction doit être faite. Ou bien le juge-commissaire siège, comme il en a le droit (Req. 8 janv. 1866, précité), et dans ce cas, un rapport écrit n'est pas nécessaire, sa participation au jugement en tenant lieu (Civ. rej. 2 mai 1853, aff. Verdier, D. P. 53. 1. 149; Montpellier, 10 juill. 1858, aff. Catix et Coste, D. P. 59. 2. 107; Aix, 12 déc. 1877, précité. Comp. *supra*, n° 764). Ou au contraire, le juge-commissaire s'abstient de siéger, son concours au jugement n'étant pas exigé par la loi (Req. 8 janv. 1866, précité); en ce cas, son rapport doit être rédigé par écrit et soumis au tribunal (Req. 8 janv. 1866 et Aix, 12 déc. 1877, précités. Conf. Rép. n° 764; Alauzet, t. 7, n° 2682). Rappelons toutefois que certains arrêts et plusieurs auteurs admettent, contrairement à la cour de cassation, que dans toute affaire jugée sur rapport, le rapporteur doit nécessairement concourir au jugement avec voix délibérative (V. *supra*, n° 762). Dans ce système, la non-participation du juge-commissaire au jugement d'homologation serait donc une cause de nullité dudit jugement; mais en revanche la rédaction par écrit du rapport ne serait jamais nécessaire (Comp. *supra*, n° 764).

**933.** Nous avons admis au Rép. n° 764 que mention dudit rapport devait être faite dans le jugement qui statue sur l'homologation. Cette doctrine a été consacrée par l'arrêt précité de la cour d'Aix du 12 déc. 1877, aux termes duquel le défaut de mention dans le jugement du rapport écrit ou oral du juge-commissaire entraîne la nullité du

(1) (Bonnetfous C. Syndic Aune.) — LA COUR; — Sur le premier moyen d'annulation: — Attendu que l'art. 514 c. com. dispose que, dans tous les cas, avant qu'il soit statué sur l'homologation du concordat, le juge-commissaire doit faire au tribunal de commerce un rapport sur les caractères de la faillite et sur l'admissibilité du concordat; — Attendu que la loi est impérative; qu'il résulte formellement des termes de l'article précité que l'homologation ne peut être prononcée qu'après rapport; — Attendu que l'art. 515 du même code est non moins clair que le précédent, puisqu'il déclare qu'en cas d'inobservation des règles ci-dessus prescrites, le tribunal refusera l'homologation du concordat; — Attendu que l'art. 515 susvisé ne prescrit pas que le rapport sera fait par écrit; que cette rédaction devient tout au moins nécessaire quand le juge-commissaire ne siège pas parmi les juges appelés à statuer sur la demande en homologation, ou quand il

y a appel de la décision qui l'a admise ou refusée; — Attendu que ce rapport n'est point produit dans l'espèce, et que, d'autre part, si le juge-commissaire faisait partie du tribunal de commerce de Nice, qui a homologué le concordat, le jugement ne mentionne pas qu'il ait été rendu sur rapport écrit ou oral dudit juge-commissaire; — Attendu, dès lors, que le jugement qui a homologué le concordat intervenu entre les créanciers de la faillite Aune frères et lesdits frères Aune est mal obtenu; — Faisant droit à l'appel de Bonnetfous, Trépagne et comp., envers le jugement rendu par le tribunal de commerce de Nice, le 14 septembre dernier, annule ledit jugement homologatif du concordat consenti entre les créanciers de la faillite Aune frères, le 4 sept. 1877.

Du 12 déc. 1877. — C. d'Aix, 2<sup>e</sup> ch. — MM. Mahyet, pr. — Melcot, av. gén. — Garcin et Paul Rigaud, av.

jugement. Mais la question est controversée et il a été jugé, en sens contraire, qu'un jugement d'homologation de concordat n'est pas nul par cela seul qu'il ne contient pas la mention expresse du rapport. La preuve de ce rapport peut s'induire des circonstances de la cause, et spécialement du concours du juge-commissaire au jugement d'homologation (Montpellier, 10 juill. 1858, précité. Conf. Alauzet, t. 7, n° 2681; Dutruc, n° 936. Comp. *supra* n° 764). En tout cas, il n'est pas nécessaire que le rapport fait au tribunal de commerce par le juge-commissaire sur le caractère de la faillite et l'admissibilité du concordat, soit produit devant la cour saisie de l'appel du jugement qui, notamment, a refusé l'homologation de ce concordat (Civ. rej. 2 mai 1853, précité).

934. Le tribunal saisi de la requête à fin d'homologation du concordat n'a d'autre alternative que de l'approuver ou de la rejeter; il ne peut y apporter aucune modification (Rép. n° 775). — L'homologation peut être refusée : 1° pour inobservation des règles prescrites pour la validité du concordat (Rép. n° 766 et 768). En cas d'inobservation de ces règles, les juges sont tenus de refuser l'homologation (Rép. n° 766). C'est ainsi, notamment, qu'un concordat ne pouvant être valablement accordé au failli après la formation de l'état d'union, dans les conditions prévues par l'art. 507, le tribunal, sur opposition régulière émanée des créanciers vérifiés, devrait refuser l'homologation d'un concordat consenti, dans ces conditions, par la majorité des créanciers vérifiés représentant les trois quarts des créances (Req. 2 mai 1864, aff. Verré et Saunier, D. P. 65. 1. 125). — Pour le cas où ce concordat après union serait consenti par l'unanimité des créanciers, V. *infra*, art. 3; — 2° pour des motifs tirés de l'intérêt public ou de l'intérêt des créanciers. — Sous le code de 1807, le tribunal ne pouvait refuser l'homologation d'un concordat, d'ailleurs régulièrement intervenu, que pour cause d'inconduite ou de fraude de nature à servir de base à une prévention de banqueroute soit simple, soit frauduleuse (Rép. n° 766). La loi de 1838 a étendu les pouvoirs ainsi conférés au tribunal de commerce pour l'appréciation du concordat. Ce tribunal est appelé à examiner le traité, tant dans l'intérêt de l'ordre public que dans l'intérêt privé des créanciers, abstraction faite de toute inconduite ou de toute fraude de la part du failli (Rép. n° 768). Le refus d'homologation peut sans doute encore être motivé sur l'inconduite ou la fraude du failli. Jugé que le tribunal de commerce saisi d'une demande en homologation a le droit et le devoir d'examiner l'ensemble des opérations de la faillite, leur caractère, leurs conséquences, la conduite du failli surtout, pour n'accorder la faveur du concordat qu'au commerçant qui a été plus malheureux que coupable (Alger, 27 janv. 1879) (1); et c'est avec raison qu'il refuse l'homologation lorsque le failli s'est jeté avec une complète imprévoyance dans des spéculations aventureuses, s'est livré à des dépenses personnelles excessives, et n'a soutenu son crédit qu'à l'aide de la circulation d'effets fictifs (Même arrêt). Mais le tribunal est investi d'un pouvoir discrétionnaire qui l'autorise à refuser l'homologation pour des motifs tirés de l'ordre public ou même de l'intérêt privé des créanciers, alors même qu'aucun fait d'inconduite, de fraude ou de mauvaise foi ne serait allégué ou prouvé à la charge du failli (Req. 23 mai 1864, aff. Circaud et May, D. P. 64. 1. 365, motifs. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2905 *in fine*; Ruben de Couder, n° 135;

Rousseau et Defert, p. 251, n° 36). D'où il suit notamment : 1° que la circonstance que la femme du failli a sacrifié les sûretés de sa dot, sous le régime dotal, peut autoriser le refus d'homologation du concordat (Rouen, 9 mars 1846, aff. Danguy, D. P. 46. 4. 167); — 2° Qu'il suffit qu'un commerçant soit tombé deux fois en faillite par le résultat de son incapacité et de la mauvaise gestion de ses affaires, et sans qu'il justifie d'aucun événement indépendant de sa volonté qui ait pu l'entraîner au dépôt de son bilan, pour que, même en l'absence de toute fraude ou mauvaise foi, le juge doive, dans un intérêt général et d'ordre public, et sans se préoccuper davantage de l'intérêt privé des créanciers de ce commerçant, refuser de prononcer l'homologation du concordat que lui ont accordé ceux-ci (Paris, 13 mars 1856, aff. Locquet, D. P. 56. 2. 234); — 3° Que les juges peuvent refuser l'homologation du concordat par abandon d'actif intervenu entre un imprimeur et ses créanciers, à raison du refus fait par celui-ci de réaliser la cession de son brevet, lorsque la valeur de ce brevet avait été portée au bilan de la faillite, et que les termes du concordat devaient le faire considérer comme faisant partie de l'actif abandonné (Req. 13 déc. 1869, aff. Wiesener, D. P. 71. 1. 116);... sans que le failli puisse, d'ailleurs, prétendre que le brevet ne pouvait pas être cédé parce qu'il constituait un droit attaché à sa personne (Sol. impl. Même arrêt).

935. Mais un concordat régulier en la forme doit être homologué lorsqu'il n'apparaît pas qu'il soit contraire à l'ordre public ou à l'intérêt des créanciers (Lyon, 18 mars 1884, aff. Canavy, D. P. 84. 2. 211). Ainsi jugé qu'il n'y a pas lieu de refuser l'homologation d'un concordat accordé au failli par ses créanciers : 1° par cette seule raison que, précédemment déjà, il s'était trouvé en état de faillite, et qu'il y avait eu contrat d'union, alors, d'ailleurs, qu'il est établi que le failli avait réussi à désintéresser presque tous les créanciers de la première faillite, et qu'à l'occasion de la seconde, il n'est produit contre lui aucune allégation de fraude ni de désordres (Paris, 10 août 1857, aff. Syndic B..., D. P. 59. 5. 179); — 2° Ni, en l'absence de toute articulation de dol, d'inconduite ou d'indignité contre le failli, à raison de ce que, par acte séparé de la même date que le concordat, le failli aurait pris avec les créanciers, comme conséquence de l'obtention de ce concordat, l'engagement de former, pour l'exploitation de son commerce, une association nouvelle dans laquelle ils auraient la faculté d'être admis en même temps que des tiers (Besançon, 9 mars 1874, aff. Faivre et Merklen, D. P. 74. 2. 123).

936. Les circonstances de fait qui peuvent être un obstacle à l'homologation d'un concordat entre un failli et une partie de ses créanciers rentrent, d'ailleurs, dans le domaine exclusif des juges du fait et ne peuvent être appréciées par la cour de cassation. Ainsi, le refus d'homologation du concordat, par des motifs tirés de l'intérêt public ou de celui des créanciers, ne tombe pas sous la censure de la cour suprême (Civ. rej. 2 mai 1853, aff. Verdier, D. P. 53. 1. 149). Spécialement, les juges peuvent, en vertu de leur pouvoir discrétionnaire, refuser l'homologation d'un concordat par des raisons tirées de l'ordre public ou de l'intérêt des créanciers, même lorsque les faits relevés par eux à l'appui de ce refus ont donné lieu à une poursuite correctionnelle en banqueroute simple, suivie du renvoi du failli des fins de la poursuite, ce renvoi ne pouvant porter atteinte à leur libre pouvoir d'appréciation (Comp. en ce sens, outre

(1) (Sebah C. Syndic Sebah.) — LA COUR; — Attendu que l'art. 515 c. com. a conféré aux tribunaux consulaires les pouvoirs d'appréciation les plus larges et les plus nécessaires; que le législateur, justement soucieux de prévenir le fléau des faillites par une exemplarité salutaire, n'a pas fait seulement dépendre l'obtention du concordat de l'exacte observation de certaines formalités; qu'invitant les magistrats à se placer à un point de vue plus élevé et les instituant, en quelque sorte, les gardiens de la moralité commerciale, il n'a pas enchaîné leurs consciences au vote plus ou moins éclairé des créanciers, et leur a permis, dans un intérêt public, de refuser le bénéfice du concordat même au failli qui aurait trouvé grâce devant ses créanciers; que les tribunaux de commerce, pour remplir cette haute mission, ont le droit et le devoir d'examiner l'ensemble des opérations de la faillite, leur caractère, leurs conséquences, la conduite du failli surtout, pour n'accorder la faveur du con-

cordat qu'au commerçant qui a été plus malheureux que coupable; — Attendu qu'il résulte des pièces et documents du procès que les frères Sebah se sont jetés dans des spéculations aventureuses, agissant dès le début avec une complète imprévoyance, ne prenant aucune des précautions dont doit s'entourer un commerçant honnête et sage, se livrant à des dépenses personnelles excessives, soutenant leur crédit à l'aide de la circulation d'effets fictifs et aboutissant ainsi à une faillite désastreuse, résultat de leur incurie et de leur légèreté; — Attendu, dès lors, qu'en refusant dans ces conditions d'homologuer le concordat, le tribunal de commerce a fait une application aussi juste que ferme de la loi; — Par ces motifs; — Rejette l'appel, confirme le jugement déféré pour être exécuté dans sa forme et teneur, etc.

Du 27 janv. 1879. — C. d'Alger, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Bazot, 1<sup>er</sup> pr.-Piette, av. gén.-Chéronet et F. Huré, av.



les arrêts rapportés n° 770 et v° *Chose jugée*, n° 587 et 597 ; Req. 23 mai 1864, aff. Circaud et May, D. P. 64. 1. 365). Dès l'instant, en effet, que l'homologation peut être refusée, aux termes de l'art. 515, abstraction faite de toute inconnue ou de fraude de la part du failli, la décision par laquelle les juges consulaires refusent l'homologation n'implique aucune présomption de banqueroute, et il n'existe dès lors aucune contradiction entre ce refus d'homologation et la décision des juges correctionnels acquittant le failli sur le chef de banqueroute (*Rép.* n° 768) ;... à la condition toutefois que les faits sur lesquels les juges consulaires appuient leur décision n'aient point été déclarés *inexistants* par le tribunal correctionnel (Arrêt précité du 23 mai 1864, motifs). Le pouvoir d'appréciation que la loi confère aux juges consulaires ne saurait aller, en effet, jusqu'à les autoriser à se mettre, pour motiver leur décision, en contradiction flagrante avec une décision correctionnelle passée en force de chose jugée ; une telle solution serait contraire à ce principe d'ordre public d'après lequel l'autorité de la chose jugée doit être attribuée envers et contre tous aux décisions rendues au criminel qui affirment ou nient le fait servant ultérieurement de base à un débat civil ou commercial (*V. supra*, v° *Chose jugée*, n° 409, 410).

Réciproquement, les condamnations prononcées contre le failli par une juridiction répressive ne sauraient empêcher le tribunal de commerce d'accorder l'homologation, s'il estime que le concordat voté par le créancier n'est contraire ni à l'ordre public, ni à l'intérêt des créanciers ; le pouvoir discrétionnaire des juges consulaires ne comporte, à cet égard, qu'une seule restriction, inscrite dans l'art. 510 : un banqueroutier frauduleux ne peut obtenir un concordat. Mais cette exception est unique, et rien ne s'oppose, notamment, à ce que l'homologation soit accordée à un failli condamné pour faux, lorsque depuis, et ayant subi sa peine, il a manifesté des sentiments honnêtes, et témoigné le désir de racheter son passé par sa conduite présente (Bordeaux, 18 déc. 1884, *Journal des faillites*, 1885, p. 286). Une telle décision échapperait, en tout cas, à la censure de la cour suprême.

937. Ainsi que nous l'avons établi au *Rép.* n° 778, le jugement relatif à l'homologation du concordat est réputé *contradictoire* non seulement à l'égard de la partie la plus diligente qui, conformément à l'art. 513, a requis l'homologation, et de ceux qui y ont formé opposition conformément à l'art. 513, mais encore à l'égard des créanciers non opposants : en conséquence, la voie de l'opposition dont sont susceptibles les seuls jugements par défaut, n'est pas ouverte à ces derniers (*Rép.* n° 778). Ainsi, le jugement qui statue sur la demande en homologation du concordat ne peut être attaqué par voie d'opposition par les parties qui sont restées étrangères à cette demande, ces parties ayant été représentées par celle à la requête de laquelle l'homologation a été poursuivie (Paris, 28 avr. 1855, aff. Pluchet, D. P. 56. 2. 188).

Mais ce jugement est susceptible d'appel, l'art. 583 n'interdisant pas cette voie de recours contre les jugements concernant l'homologation, et l'art. 519 supposant l'exercice du droit d'appel, puisqu'il parle d'un jugement d'homologation passé en force de chose jugée (*Rép.* n° 1366 et v° *Appel civil*, n° 309). Si le tribunal a refusé l'homologation, l'appel peut être interjeté par tout intéressé, c'est-à-dire par le failli, par le syndic ou par tout créancier. Seuls, au contraire, les créanciers qui avaient formé opposition à l'homologation dans le délai de huitaine imparti par l'art. 512 peuvent interjeter appel du jugement qui l'a accordée (*Rép.* n° 778 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2906). Ainsi, à défaut d'opposition dans la huitaine du concordat, il ne peut y avoir appel du jugement d'homologation (*Rép.* n° 1366 et 734)... à moins que l'appel ne soit fondé sur un vice propre à ce jugement (*Rép.* n° 778). Spécialement, le créancier qui n'a pas, dans le délai de huit jours, formé opposition au concordat, n'en conserve pas moins le droit d'interjeter appel du jugement d'homologation, si les formes prescrites par la loi pour sa validité n'ont pas été observées, par exemple, s'il a été rendu par un tribunal incomplet et irrégulièrement composé, notamment par un tribunal de commerce composé de deux juges et d'un électeur consulaire (Caen, 2 août 1875, aff. Lemesle, D. P. 76. 2. 105). — Sur le délai de l'appel, *V. Rép.* n° 779. — Le

syndic peut d'ailleurs, en appel, prendre telles conclusions qu'il juge opportunes et, notamment, conclure à l'annulation du concordat, sans être obligé de procéder conformément à l'art. 512 c. com., cet article ne concernant que l'hypothèse où le syndic introduit directement lui-même l'instance en annulation (Lyon, 18 mars 1884, aff. Canavy, D. P. 84. 2. 211). — Les principes que nous venons d'exposer ne sont point admis par tous les auteurs. C'est ainsi que, d'après M. Alauzet, t. 7, n° 2685, le jugement relatif à l'homologation du concordat ne serait pas, en principe, susceptible d'appel : toutefois, le délai de l'art. 512, n'étant pas opposable au créancier qui invoque le dol et la fraude, l'appel fondé sur des faits dolosifs ou frauduleux découverts depuis le jugement serait recevable. L'appel serait aussi recevable pour inobservation des formes légales ou incompétence des juges ; mais le demandeur ne pourrait attaquer directement le concordat, ni s'opposer à son homologation (*V. aussi* Dutruc, *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° *Faillite*, n° 1764).

Le jugement d'homologation peut-il être attaqué par la voie de la tierce opposition de la part de ceux des créanciers pour lesquels ce concordat n'est pas obligatoire ? *V. infra*, § 5.

938. Le refus d'homologation du concordat a pour effet de mettre le concordat à néant à l'encontre de tous les créanciers, et de les constituer, de plein droit, en état d'union, même lorsqu'il est prononcé sur une opposition faite conformément à l'art. 512. Lors donc que le tribunal a refusé d'homologuer le concordat, le failli ne peut plus être admis à proposer un nouveau concordat (Alger, 15 mai 1854, aff. Dame Caze, D. P. 55. 2. 53) ;... alors même que ce refus serait prononcé pour une cause qui ne serait pas personnelle au failli, par exemple, parce que sa femme aurait consenti à un sacrifice plus grand que celui imposé aux autres créanciers, et préjudiciable à sa dot (Rouen, 13 mai 1846, aff. Lavoley, D. P. 55. 2. 52). — Jugé toutefois, en sens contraire, que le jugement qui refuse d'homologuer un concordat, par le motif, notamment, qu'il n'aurait obtenu que l'une des majorités exigées par l'art. 509, ne met pas obstacle à ce que les créanciers soient de nouveau convoqués pour délibérer sur le concordat, alors même que cet arrêt aurait, en même temps, déclaré comme conséquence du refus d'homologation, les créanciers en état d'union (Req. 10 août 1847, aff. D... D. P. 54. 5. 366). Cet arrêt, d'ailleurs insuffisamment motivé, semble venir à l'appui de la doctrine professée par certains auteurs, d'après laquelle le refus d'homologation laisserait subsister, dans certains cas, la possibilité, pour le failli, de solliciter un nouveau concordat. A cet égard, une distinction essentielle devrait être faite : l'homologation est-elle refusée pour des motifs non susceptibles de disparaître, comme l'indignité du failli, le concordat serait désormais impossible ; le refus de l'homologation est-il fondé, au contraire, sur des motifs qui peuvent disparaître, comme l'inobservation d'une formalité, le tribunal aurait le droit d'accorder l'homologation qu'il avait d'abord refusée, si la formalité venait à être remplie (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2907). Il est certain qu'en législation, cette distinction pourrait être soutenue mais nous ne la croyons pas conforme à la loi. Il résulte, en effet, de toute l'économie du livre 3 c. com., d'une part, que le défaut d'homologation a pour effet immédiat et nécessaire de donner ouverture à l'état d'union, et, d'autre part, qu'au cours de l'union le failli ne saurait en principe obtenir de concordat, si ce n'est peut-être un concordat consenti par l'unanimité des créanciers (Conf. Thaller, t. 2, p. 258). Il est vrai que l'art. 524 admet la possibilité d'un second concordat après l'annulation du premier ; mais, ainsi que l'a fait observer avec raison la cour d'Alger dans les considérants de l'arrêt précité, cet article se réfère uniquement, quant à la possibilité d'un second concordat, au cas où le premier traité est annulé ou résolu postérieurement à son homologation. C'est donc *a contrario*, et non pas *a simili*, qu'il convient d'argumenter de cet article.

#### § 5. — Effets du concordat (*Rép.* n° 782 à 843).

939. On peut définir le concordat : un traité conclu entre le failli et l'assemblée de ses créanciers, par lequel le failli est remis à la tête de ses affaires, moyennant l'enga-

gement pris par lui de payer, dans les délais déterminés, soit la totalité, soit, plus généralement, une quote-part de ses dettes. Théoriquement, en effet, le concordat peut ne contenir qu'une concession de délais; mais, dans la pratique, il comporte presque toujours une remise partielle du passif, de telle sorte que le failli concordataire se trouve libéré envers ses créanciers par l'acquiescement d'un dividende convenu, c'est-à-dire d'un tant pour cent de ce qu'il leur doit (*Rép.* n° 855 et 827). Ce traité a, en outre, pour caractère distinctif et essentiel d'être opposable à tous les créanciers, et non pas seulement à ceux qui l'ont voté. Nous rechercherons successivement : 1° quels sont les effets du concordat, tant au regard du failli que des coobligés du failli ; 2° les caractères juridiques de la remise concordataire ; 3° à qui le concordat est opposable ; 4° quelles sont les garanties conférées par la loi aux créanciers pour assurer le paiement du dividende concordataire.

**940. — I. EFFETS DU CONCORDAT TANT AU REGARD DU FAILLI QUE DE SES COOBLIGÉS. — 1° Cessation du dessaisissement.** — Ainsi qu'il résulte de la définition précédente, l'un des effets les plus importants du concordat est de mettre fin au dessaisissement produit par le jugement déclaratif de la faillite (*Rép.* n° 809). La cessation du dessaisissement du failli, qui s'opère à son profit à partir de l'époque où le jugement d'homologation du concordat a acquis l'autorité de la chose jugée (*Rép.* n° 804, 806 et 809), a en même temps pour effet de mettre fin aux fonctions des syndics, qui doivent dès lors rendre compte de leur gestion au failli (*V. infra* § 6), et de remplacer ce dernier à la tête de ses affaires : la loi lui restitue la plénitude de l'exercice de ses droits et actions, tout en laissant subsister contre lui les incapacités attachées à sa qualité de failli (*Rép.* n° 809). En d'autres termes, le failli reprend, à dater de ce jour, l'administration et la libre disposition de son patrimoine (*Rép.* n° 809 et suiv.). Il peut donc, soit contracter des engagements nouveaux (*Rép.* n° 813), soit même exécuter des engagements anciens, par lui contractés avant la faillite, en vue d'en retirer certains avantages stipulés. C'est ainsi qu'il est loisible au failli concordataire d'user du crédit qui lui avait été ouvert avant la faillite, aux conditions primitivement arrêtées entre les parties ; et il a été jugé, en ce sens, que les avances faites à un failli après l'homologation de son concordat, en vertu d'une ouverture de crédit antérieure à la faillite, sont garanties par l'hypothèque constituée pour sûreté de cette ouverture de crédit (Civ. rej. 14 nov. 1859, aff. Dufour, D. P. 60. 4. 221).

De ce que le failli reprend après le concordat la gestion de sa fortune, il s'ensuit que l'exercice de ses actions actives et passives, concentré jusque-là aux mains du syndic, lui est immédiatement restitué (*Rép.* n° 853). Ainsi, c'est par le failli concordataire que doivent être intentées les actions nouvelles, ou continuées celles déjà intentées par les syndics (*Rép.* n° 853). Spécialement, le failli concordataire peut exercer l'action en nullité d'une inscription hypothécaire prise contre lui (Poitiers, 2 mai 1854, aff. Marot et Leblanc, D. P. 55. 2. 175). Réciproquement, c'est contre le failli concordataire personnellement... que doivent être intentées les actions à exercer contre lui, ou suivies celles déjà intentées contre les syndics (*Rép.* n° 787 et 810). Mais la cessation du dessaisissement, mettant fin à l'état de faillite, interdit *ipso facto* au failli concordataire de bénéficier désormais des avantages légaux inhérents à cet état. C'est ainsi, notamment, que le failli ainsi remis à la tête de ses affaires n'est pas admis à réclamer un *secours alimentaire*, ce secours ne pouvant lui être accordé que pour la période antérieure au concordat, ou qu'après constitution de l'état d'union (*V. infra*, n° 1049; Lyon, 30 déc. 1865, aff. Demeure, D. P. 67. 5. 214). Et, dans le cas où le concordat dispose que le failli pourra recevoir une rémunération pour soins donnés à la liquidation, mais seulement après qu'un certain dividende minimum aura été payé aux créanciers, les juges ne peuvent autoriser aucun prélèvement pour cet objet, tant que les sommes disponibles sont insuffisantes pour acquitter le dividende stipulé (Même arrêt).

**941.** L'homologation du concordat ne met fin au dessaisissement que pour l'avenir, et laisse subsister les effets qu'il a produits dans le passé. En conséquence, le failli remplacé, après concordat, à la tête de ses affaires, les reprend

dans l'état où elle se trouvent ; il est obligé de respecter les actes accomplis par les syndics dans les limites de leur mandat (*Rép.* n° 518). Et si les syndics ont, avant l'homologation du concordat, introduit une instance, le failli régulièrement représenté par eux jusqu'à l'expiration de leur mandat, peut reprendre l'instance au point où les syndics sortant de charge l'ont laissée ; spécialement, il peut interjeter appel des jugements dans lesquels les syndics ont été parties (Poitiers, 19 mars 1863, aff. Dimppe et Diétrich, D. P. 63. 2. 214. Conf. Trib. com. Seine, 29 avr. 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 294).

Les créanciers peuvent, d'ailleurs, même pour l'avenir, limiter la liberté d'action du failli concordataire, en plaçant auprès de lui des commissaires pour surveiller l'exécution du concordat. Ces commissaires sont choisis le plus souvent parmi les créanciers, mais la loi n'en fait pas une obligation (*Rép.* n° 816). La loi du 4 mars 1889 ayant institué les contrôleurs, la mission de commissaires au concordat se trouvera tout naturellement dévolue à ces derniers, lorsqu'il en aura été nommé par l'assemblée des créanciers. La mission des commissaires varie suivant l'étendue du mandat qui leur est conféré. Parfois leur mandat consiste exclusivement à assister à la vente des biens du failli concordataire, et à assurer la répartition du prix en provenant aux divers créanciers au prorata de leurs droits (*Rép.* n° 821). Quelquefois, au contraire, le traité porte que le failli ne sera capable d'aucun acte de disposition ou même d'administration, sans le concours et le consentement exprès de commissaires nommés par eux (*Rép.* n° 816). Et en ce cas, leur mandat se généralise et présente une certaine analogie avec les pouvoirs du curateur d'un mineur émancipé ou du conseil d'un prodigue. La loi n'ayant ici apporté aucune restriction au principe de la liberté des conventions, la plus grande latitude est laissée à cet égard aux créanciers. Spécialement, la condition mise au concordat et acceptée par le failli, qu'un liquidateur sera nommé par les créanciers, avec la mission de gérer les affaires commerciales de leur débiteur, jusqu'à parfait paiement de leurs créances en capital et frais, et à la charge de rendre ses comptes à ce dernier, aussitôt le paiement effectué, est licite ; en conséquence, si le failli concordataire vient à tomber de nouveau en faillite, avant d'avoir rempli les conditions du concordat, le liquidateur doit continuer sa gestion sur toutes les valeurs comprises dans la première faillite, et exclusivement affectées au paiement des créanciers de cette faillite (Rennes, 24 mai 1851, aff. Perdreau, D. P. 54. 2. 45).

**942.** C'est d'après les termes de l'acte par lequel les commissaires au concordat ont été nommés, et les règles générales du mandat que doit être appréciée l'étendue de leurs pouvoirs et de leur responsabilité (*Rép.* n° 819). Ainsi, la clause d'un concordat portant que toutes les opérations relatives à la liquidation seront accomplies sous la direction et la surveillance d'une commission qui agira par le fait d'un ou plusieurs liquidateurs, emporte pour ceux-ci le droit d'agir en justice au nom de la masse de la faillite ; ce droit ne peut surtout leur être contesté par les créanciers qui ont concouru à la formation du concordat (Besançon, 28 mars 1855, aff. Robbe, D. P. 55. 2. 324). Et lorsque les créanciers d'un failli ont délégué des commissaires chargés de les représenter dans les opérations du concordat, l'appel d'un jugement formé par la majorité de la commission est valable, nonobstant l'abstention d'un commissaire à l'égard duquel le jugement a acquis force de chose jugée (Rennes, 11 juill. 1870, aff. Kervella, D. P. 72. 2. 205). Mais la règle d'après laquelle toute action à intenter contre un failli après sa faillite, ne peut l'être que contre les syndics, ne saurait être étendue au cas où le failli a obtenu un concordat l'autorisant à administrer ses biens sous la surveillance et avec l'assistance des commissaires (*Rép.* n° 810-3°). En effet, quelle que soit l'étendue des pouvoirs dévolus aux commissaires, le failli ne saurait être représenté par eux, comme il l'était par les syndics, mais seulement assisté. Ainsi, le failli qui a été représenté en première instance par le syndic et qui, depuis le jugement, a obtenu un concordat, a le droit de comparaître en appel, et, dès lors, peut y être assigné concurremment avec le syndic, devenu commissaire au concordat (Poitiers, 19 mars 1863, aff. Dimppe et Diétrich, D. P. 63. 2. 214).

En tout cas, si la mission des commissaires doit, d'après les clauses du traité, se limiter à une simple surveillance, la liberté d'action du failli concordataire doit, en principe, subsister entièrement. Ainsi, le failli nommé, par concordat, liquidateur d'une société dont il était gérant, et à qui a été accordée la faculté de disposer de l'actif et de le recouvrer, comme les créanciers le pourraient faire eux-mêmes, peut, sans excéder ses pouvoirs, consentir une remise partielle à l'un de ses débiteurs, au moyen d'une transaction sérieuse et de bonne foi (Paris, 6 janv. 1854, aff. Veuve Frémont, D. P. 54. 5. 713).

**943.** Les commissaires des créanciers, nommés à l'exécution du concordat sont responsables du mandat qui leur a été confié dans les termes du droit commun (Rép. n° 819). Ils sont donc tenus de rendre des comptes, mais seulement après achèvement de la liquidation (Rép. n° 605 et 823). Jusque-là, les créanciers peuvent seulement se faire remettre par les commissaires un tableau de situation de l'actif et du passif; mais les carnets et notes dits commissaires sont leur propriété, et les créanciers n'ont d'autres droits que d'en prendre communication au greffe (Rennes, 11 juill. 1870, aff. Kervella, D. P. 72. 2. 205). — C'est par la voie de l'action principale *directa mandati* que les créanciers peuvent obtenir la reddition des comptes des commissaires, et non par la voie incidente de la saisie-arrêt (V. *infra*, v° *Saisie-arrêt*). — Sur le tribunal compétent sur l'action en reddition du compte des commissaires, V. Rép. n° 817 et 1318.

**944.** La cessation du dessaisissement n'a pas pour effet d'annuler rétroactivement la faillite. Aussi laisse-t-elle subsister toutes les incapacités attachées par la loi à l'état de failli. Ces incapacités ne peuvent disparaître que par la *réhabilitation*, laquelle est subordonnée à l'acquiescement *intégral* du passif, en capital et intérêts. Peut-être serait-il préférable que l'homologation du concordat, qui implique l'examen de la moralité du failli, fût équivalent à une réhabilitation partielle, et eût pour effet de relever le failli d'une partie des incapacités qui le frappent. Mais, ainsi que nous l'avons fait observer en traitant de la liquidation judiciaire (V. *supra*, n° 23, 32 et 87) le parlement a rejeté les divers projets conçus en ce sens, et dans le texte définitivement adopté, une situation identique est faite, au point de vue des incapacités légales, d'une part, à tous les *liquidés* judiciairement, même non concordataires, d'autre part à tous les faillis, même concordataires. Les premiers bénéficient d'un régime de faveur, sous l'empire duquel ils peuvent rester placés, même au cas de rejet ou de non-homologation de leurs propositions de concordat, la conversion de la liquidation judiciaire en faillite demeurant, même en ce cas, facultative pour le tribunal. Les seconds restent assujettis au régime rigoureux institué par la loi de 1838, sans que l'homologation du concordat soit, en aucun cas, une cause d'atténuation des incapacités inhérentes à la faillite (Sur les divers projets auxquels cette question avait donné lieu, V. *supra*, n° 23, 32 et 87; et *infra*, chap. 5). — Il est cependant un cas où l'homologation du concordat pourra, d'après la loi du 4 mars 1889, relever le failli d'une partie des incapacités qui le frappent, et deviendra pour lui comme une demi-réhabilitation : c'est le cas prévu par l'art. 25, § 3 (dispositions transitoires), ainsi conçu : « Le jugement qui homologuera le concordat obtenu par le débiteur dont la faillite aura été déclarée antérieurement à la promulgation de la présente loi, ou qui déclarera celui-ci excusable, pourra décider que le failli ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'art. 21 contre les débiteurs admis à la liquidation judiciaire ». Le paragraphe 4 du même article étend, d'ailleurs, cette disposition à tout ancien failli qui a obtenu un concordat ou a été déclaré excusable. — Certaines législations consacrent des principes différents. C'est ainsi que, d'après la loi anglaise, la décision homologuant le concordat emporte annulation de la faillite (Comp. Thaller, t. 2, p. 252).

**945.** Au regard des créanciers, la cessation du dessaisissement a pour effet essentiel et immédiat de leur restituer l'exercice des *actions individuelles* dont la faillite les avait privés. La seule restriction apportée à ce droit de poursuites individuelles consiste dans l'obligation pour tous les créanciers, quel qu'ait été leur vote, de respecter les délais et les remises consenties (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2917).

Mais que faut-il décider des voies d'exécution sur la per-

sonne ? La contrainte par corps (dans les cas où elle est demeurée en vigueur depuis la loi du 22 juill. 1867), ne peut être exercée contre le failli, tant que dure le dessaisissement résultant de l'état de faillite (V. Rép. n° 786, 799 et v° *Contrainte par corps*, n° 479, et *supra*, eod. v°, n° 144). En est-il de même à l'égard du failli remis à la tête de ses affaires par suite d'un concordat ? Jugé, avant la loi précitée, que le failli concordataire reste affranchi de la contrainte par corps à raison des dettes comprises dans le passif de la faillite, et auxquelles la contrainte par corps était attachée, notamment, à raison de celles de ces dettes qui avaient un caractère commercial (Paris, 24 mai 1856, aff. Morin, D. P. 57. 2. 45; 24 avr. 1858, aff. Bayle-Dezeaux, D. P. 58. 2. 157-158)... et cela, même pour l'exécution de l'engagement contracté par le failli, depuis le concordat, envers l'un des créanciers liés par ce concordat, de rembourser la totalité de la créance de celui-ci (Mêmes arrêts)... ou encore bien qu'il aurait été stipulé dans l'acte qu'il n'était pas fait novation aux titres originaux du créancier, lesquels emportaient la contrainte par corps (Arrêt précité du 24 mai 1856). Il était également admis que la contrainte par corps ne pouvait être exercée contre le failli concordataire, pour le recouvrement d'une amende de police et de frais de justice, compris dans le passif de la faillite (Délib. adm. enreg., 2 mars 1847, D. P. 48. 5. 68). Le failli a encore intérêt à invoquer le bénéfice dont il s'agit, pour les dettes de cette dernière nature, même depuis la loi du 22 juill. 1867, portant suppression de la contrainte par corps en matière civile et commerciale, et contre les *étrangers*, la contrainte par corps ayant été maintenue à l'égard des condamnations prononcées en matière *criminelle*, *correctionnelle* et de *police*, soit à des amendes ou aux frais au profit de l'Etat, soit à des restitutions et à des dommages-intérêts au profit de l'Etat ou des particuliers (L. 22 juill. 1867, art. 1 et 2, D. P. 67. 4. 75; L. 19 déc. 1871, D. P. 71. 4. 167). Le failli concordataire ne serait soumis à la contrainte par corps que si la dette à laquelle elle est attachée était postérieure au concordat (Paris, 21 août 1851, aff. Sédillon, D. P. 54. 5. 184).

**946.** — 2° *Caractère transactionnel du concordat.* — Le concordat homologué forme, entre le failli et ses créanciers, une sorte de *transaction*, qui ne lui permet plus d'attaquer aucune des créances comprises dans le traité, s'il est d'ailleurs prouvé qu'il n'y a eu, lors de la vérification de ces créances, ni erreur dans la personne, ni erreur sur l'objet de la contestation (c. civ. 2053). Rép. n° 807. Comp. sur les applications multiples de cette règle : Rép. n° 787, 789, 807 et 824.

**947.** — 3° *Le concordat opère-t-il novation ?* — Nous avons admis l'affirmative au Rép. n° 803. Il nous paraissait que le concordat étant obligatoire indistinctement pour tous les créanciers, commerciaux ou non, il ne pouvait y avoir deux catégories de créanciers quant aux voies d'exécution; que, dès lors, la créance de dividende était une créance *nouvelle*, commerciale de sa nature, et garantie par la *contrainte par corps*. Ces considérations sont devenues sans objet, depuis la suppression de la contrainte par corps en matière commerciale. Aussi croyons-nous devoir nous rallier à la thèse qui prévaut aujourd'hui en jurisprudence et en doctrine, et qui comptait déjà de nombreux partisans avant 1867, d'après laquelle le concordat n'opère pas novation des créances contre le failli, lesquelles créances continuent dès lors de subsister avec le caractère *civil* ou *commercial* qui leur est propre. La novation, en effet, ne se présume pas plus en matière commerciale qu'en matière civile; il faut qu'elle résulte clairement de l'acte (art. 1273 c. civ.). Or, en cas de concordat, l'intention de novier ne résulte nullement du traité intervenu, attendu qu'il est naturel de supposer que les parties ont entendu réduire les dettes du failli au montant des dividendes stipulés, sans d'ailleurs en changer la nature (V. en ce sens, outre les arrêts cités au Rép. n° 803 : Paris, 8 nov. 1855, aff. Philippon, D. P. 56. 2. 152; 16 avr. 1864, aff. Délécolle, D. P. 64. 2. 127; Req. 7 mars 1866, aff. Boutin, D. P. 66. 1. 298. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 599; et t. 2, n° 2919; Demangeat sur Bravard, t. 3, p. 430, note; Ruben de Couder, v° *Concordat*, n° 211. V. cependant *Contrà* : Paris, 20 juin 1870, aff. Dame Delphien, D. P. 71. 2. 3, et Laurin, n° 1142, in fine).

**948.** De ce que le concordat n'emporte pas novation des

créances, il résulte notamment : 1° que l'homologation du concordat ne modifie point, pour les contestations auxquelles le paiement de ces créances peut donner lieu, les règles ordinaires de la compétence. En conséquence, le tribunal régulièrement saisi du litige antérieur à la faillite demeure compétent pour en connaître, à l'exclusion du tribunal de la faillite (Alger, 19 sept. 1851, aff. Cohen-Solal, D. P. 54. 5. 163). — De même l'art. 545, d'après lequel les créanciers du failli conservent, nonobstant le concordat, leurs droits contre les coobligés solidaires du failli, est applicable, même au cas où le failli se serait engagé, dans le concordat, à payer l'intégralité de son passif, sous le cautionnement solidaire consenti par un tiers jusqu'à concurrence d'un certain dividende, cette obligation n'emportant pas novation dans les créances originaires, et n'ayant pas, dès lors, pour effet de libérer les codébiteurs solidaires du failli conformément à l'art. 1281 c. civ. (Req. 7 mars 1866, aff. Boutin, D. P. 66. 1. 298). Spécialement, le vote d'un créancier hypothécaire ne peut être considéré comme emportant, par l'effet d'une novation, et par application de l'art. 1281, c. civ., extinction des droits qui lui appartenaient contre les coobligés solidaires du failli, et notamment contre la femme du failli, qui s'est engagée solidairement avec ce dernier (Paris, 16 avr. 1864, aff. Délécalle, D. P. 64. 2. 127). Le vote d'un créancier hypothécaire au concordat n'a d'autre effet que d'entraîner la déchéance du droit hypothécaire; mais la dette ancienne n'en subsiste pas moins avec ses caractères juridiques et les garanties personnelles qui pouvaient y être attachées (Même arrêt); — 2° Que le concordat n'emporte pas substitution de la prescription trentenaire aux prescriptions plus courtes qui pouvaient être applicables jusqu'alors, à raison de la nature de la dette. Ainsi, pour les créances résultant d'effets de commerce, la prescription quinquennale de l'art. 189 c. com. continuera à s'appliquer, même après l'homologation du concordat consenti au débiteur de la lettre de change ou du billet à ordre (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2919). — V. aussi *Rep. v° Obligations*, n° 2411.

949. — II. CARACTÈRES JURIDIQUES DE LA REMISE CONCORDATAIRE. — Le concordat contient presque toujours une remise de dette partielle, permettant au failli de se libérer par le paiement d'un dividende, c'est-à-dire d'un tant pour cent sur le montant de chaque créance. La remise concordataire présente donc quelque analogie avec la remise de dette prévue par les art. 1282 et suiv. c. civ.; mais il n'en existe pas moins, entre ces deux modes de remise, plusieurs différences profondes, qui se rattachent toutes à cette même idée, à savoir que la remise de dette de l'art. 1282 est une donation, et par suite un acte purement volontaire de la part de celui ou de ceux qui la consentent et n'engageant que ceux de qui elle émane, tandis que la remise résultant d'un concordat dûment homologué est une opération *sui generis*, qui diffère de la convention de remise, tout d'abord en ce qu'elle est obligatoire, comme d'ailleurs toutes les clauses du traité, même pour les créanciers absents ou dissidents, et aussi en ce que l'*animus donandi* y est étranger. Elle n'a le caractère d'une libéralité ni au regard des créanciers dissidents, qui se trouvent privés malgré eux d'une partie de leur créance, ni même au regard de ceux qui ont voté le concordat, *transactionis causâ*, afin d'éviter des pertes plus grandes, et non pas *donandi animo* (*Rep.* n° 824; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2912).

De cette idée découlent plusieurs conséquences, qui constituent autant de différences entre la remise concordataire et la remise de dette ordinaire :

950. — ... 1° Tandis que la remise partielle d'une dette entraîne l'extinction complète et absolue jusqu'à due concurrence, la remise concordataire n'a d'autre effet que de restreindre l'obligation civile du failli au montant du dividende qu'il s'est obligé à payer, et d'enlever au créancier toute action en justice pour le surplus, même sur ses biens à venir, contre le failli ou ses ayants droit, héritiers ou autres (*Comp. Rep.* n° 200 et 824). Elle laisse subsister à la charge du failli une obligation naturelle, quant à la portion de ses dettes excédant le dividende stipulé dans le concordat (Req. 1<sup>er</sup> déc. 1863, aff. Salles, D. P. 64. 1. 132; Poitiers, 2 juill. 1872, aff. Maître, D. P. 72. 2. 166; Rennes, 8 janv. 1872, aff. Cordier, D. P. 73. 2. 14, et sur pourvoi, Civ. rej. 29 avr.

1873, D. P. 73. 1. 207). La preuve de la survivance de cette obligation naturelle résulte suffisamment de l'art. 604 c. com., qui subordonne la réhabilitation du failli à la condition préalable du remboursement intégral de ses dettes en capital et intérêts (*Rep. v° Obligations*, n° 1067; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2913; Aubry et Rau, t. 4, § 297, p. 7; Colmet de Santerre, t. 5, n° 174 bis; Massol, *Traité de l'obligation naturelle*, p. 266). Et cette obligation naturelle, conformément aux principes généraux, peut faire l'objet d'un paiement valable, et dès lors, non sujet à répétition (Arrêts précités). Ainsi, le mari commun en biens qui a obtenu un concordat portant réduction des dettes dont il était tenu comme maître de la communauté, et qui, après dissolution de cette communauté, en paye l'intégralité, acquitte une obligation naturelle, dont le paiement ne lui ouvre pas plus d'action en répétition contre les héritiers de sa femme, proportionnellement à leurs droits dans la communauté, que ceux-ci n'auraient été soumis à une action en paiement de la part des créanciers désintéressés (Arrêt précité du 1<sup>er</sup> déc. 1863). — Jugé, par application des mêmes principes, que le failli, qui a souscrit une police d'assurances contre certains risques, a droit au paiement intégral de cette assurance, quoique la créance de dommages-intérêts couverte par l'assurance se trouve réduite par l'effet d'un concordat, le failli restant, en ce qui concerne les dommages-intérêts qu'il a assurés, dans les liens d'une obligation naturelle, et demeurant obligé à les payer en totalité, s'il veut obtenir sa réhabilitation. Ainsi, l'assureur des risques locatifs est tenu de payer le montant intégral de l'indemnité due au failli à raison de ces risques, sans qu'il puisse opposer à ce dernier le concordat par l'effet duquel la créance du propriétaire s'est trouvée réduite à un simple dividende (Paris, 28 juill. 1875, aff. Dame Glatz-Meyer, D. P. 77. 2. 116).

951. La même obligation naturelle peut aussi, *postérieurement* au concordat, servir de base à un engagement civil dont elle devient une cause licite (Rennes, 8 janv. 1872; Poitiers, 2 juill. 1872; Civ. rej. 29 avr. 1873, cités *supra*, n° 950). (V. sur le principe que l'obligation naturelle est susceptible d'être convertie par novation en obligation civile, *infra*, *v° Obligations*; — *Rep. eod. v°*, n° 2369 et 2373). — Jugé : 1° qu'est obligatoire l'engagement d'honneur, pris par un failli qui a recouvré la disposition de ses biens, de désintéresser un créancier de la perte à lui imposée par le concordat, alors que cette promesse, inspirée par la reconnaissance pour un vote favorable, est subordonnée à l'accomplissement du concordat vis-à-vis de tous les créanciers et à l'éventualité du rétablissement de la fortune du débiteur (Mêmes arrêts); — 2° Qu'il en est de même de l'engagement, pris par un ancien membre d'une société en faillite, de désintéresser un des créanciers de la perte imposée par le concordat; cet engagement est licite, et ne peut, dès lors, être attaqué par le syndic de la faillite personnelle et postérieure de ce débiteur (Poitiers, 2 juill. 1872, précité).

952. Est également valable l'engagement pris par le failli, dans le concordat lui-même, de payer, en cas de bonne fortune, outre le dividende stipulé, la totalité des créances vérifiées et affirmées (mais sans intérêts); par suite, l'exécution d'un pareil engagement peut être poursuivie en justice, lorsque le cas de bonne fortune s'est réalisée (Req. 26 janv. 1874, aff. Vimard (D. P. 75. 1. 23). Et la remise faite par le concordat à un failli, sauf le cas de retour à meilleure fortune, renferme une condition résolutoire dont l'accomplissement a pour effet d'annihiler la libération et de faire revivre les droits des créanciers (Rouen, 28 déc. 1869, aff. Quesney, D. P. 71. 2. 198; Aix, 11 juin 1872, aff. Bouyer, D. P. 73. 2. 177). Toutefois, lorsque, dans un concordat, après une série de clauses se terminant par la remise faite au failli d'une portion de ses dettes, une dernière clause ajoute que « celui-ci remercie ses créanciers et s'oblige, en cas de bonne fortune, à leur restituer la remise qu'ils lui ont faite », on ne doit voir dans cette clause que la reconnaissance d'une obligation purement naturelle, ne donnant aucune action civile (Bordeaux, 7 janv. 1874, aff. Léon, D. P. 76. 5. 244). Il en est ainsi, surtout quand il s'agit d'une clause passée en usage dans le pays où le concordat a été consenti (Même arrêt. V. aussi Req. 1<sup>er</sup> déc. 1863, aff. Salles, D. P. 64. 1. 132).

En résumé, c'est aux juges du fond qu'il appartient, en présence d'une clause de retour à meilleure fortune, de déterminer, suivant les circonstances, le sens de cette clause, et de décider si elle laisse ou non subsister, au profit des créanciers, une obligation civile, dont l'exigibilité est subordonnée à la réalisation d'un événement incertain. Et, dans le cas où le caractère obligatoire de la clause a été reconnu, c'est encore aux juges du fond qu'il appartient de résoudre les difficultés d'application qu'elle présente, d'après la commune intention des parties (Arrêt précité du 28 déc. 1869 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2913). C'est en vertu de ce pouvoir souverain d'appréciation que la cour de Rouen a pu décider, d'après les circonstances, que la réalisation de la condition de meilleure fortune n'était pas nécessairement subordonnée à la condition que le failli eût recouvré non seulement de quoi rembourser intégralement toutes ses dettes, mais encore tout ce qui lui est nécessaire pour vivre convenablement, lui et les siens, selon sa situation sociale (Même arrêt). Mais il n'est pas moins vrai que les juges ne doivent pas s'arrêter à une interprétation draconienne, et que la condition ne doit pas, en principe, à moins d'une clause particulière impérative, être réputée réalisée par cela seul que le failli concordataire se trouverait avoir acquis des biens strictement suffisants pour acquitter ses dettes. Elle ne sera le plus souvent réputée accomplie qu'à la suite d'un changement notable dans sa condition, généralement à la suite d'une succession qui lui est échue (Paris, 11 déc. 1876, *Journal des tribunaux de commerce*, 1877, p. 74). — V. sur l'histoire de la clause de retour à meilleure fortune : Frémery, *Études de droit commercial*, p. 416 et suiv. — D'après la législation belge (loi de 1883) cette clause est sous-entendue, de droit, dans tout concordat préventif (V. Thaller, t. 1, p. 279 et t. 2, p. 255). Ce système, qui n'a pas été étendu d'ailleurs, par la loi belge au concordat après faillite, n'est pas sans inconvénients ; il est fâcheux, en effet, pour le crédit du débiteur concordataire que ses créanciers soient légalement investis du droit de pratiquer par la suite des investigations dans les papiers ou les biens du débiteur, pour savoir si ses nouvelles ressources lui permettent d'acquitter le reliquat.

**953.** — ... 2° Une deuxième différence non moins importante entre la remise de dette civile et la remise de dette concordataire est consignée dans l'art. 545 c. com., aux termes duquel, « nonobstant le concordat, les créanciers conservent leur action pour la totalité de leurs créances contre les coobligés du failli » tandis que, d'après le code civil, au contraire, la remise faite par le créancier à l'un des codébiteurs solidaires, et celle faite au débiteur principal, libèrent *ipso facto* les autres débiteurs et la caution (*Rép.* n° 828 à 835. — Pour l'interprétation de l'art. 545, V. *infra*, sect. 12).

**954.** — ... 3° Les remises concordataires, n'étant pas des libéralités, ne sauraient être sujettes à réduction (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2920). Mais ne doivent-elles pas être assujetties au rapport ? Il est certain qu'il ne saurait être question du rapport des dons ; mais ne conviendrait-il pas du moins d'appliquer ici les principes du code civil (art. 829) sur le rapport des dettes, et d'exiger ce rapport, même pour la portion dont le failli a été exonéré par le concordat ? Trois opinions se sont fait jour à cet égard.

Dans un premier système, on décide que le rapport est toujours dû pour la portion remise (Bordeaux, 16 août 1870, aff. Gravier, D. P. 71. 2. 235. Conf. Pothier, *Succes-*

sions, chap. 4, art. 2, § 2 ; Labbé, *Revue pratique*, 1859, t. 7, p. 187 et suiv.).

Dans un second système, diamétralement opposé, l'on décide que le rapport doit être, dans tous les cas, exclu pour la portion de la dette remise par le concordat (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2920 *in fine* ; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 443 ; Laurin, n° 1139). Ce système se fonde sur ce que la dette n'existe plus que comme dette naturelle ; or il est de principe que les dettes de cette catégorie ne peuvent donner lieu à aucune contrainte, et doivent par suite échapper au rapport des dettes.

Enfin, d'après une troisième opinion, il y a lieu de distinguer : le successible concordataire n'est pas tenu au rapport de la portion remise, s'il était débiteur du de *cujus* par suite d'un acte à titre onéreux, vente, prêt à intérêt, etc. ; mais il est tenu au rapport, dans toutes les hypothèses où la dette proviendrait d'un acte gratuit de la part du de *cujus*, spécialement d'un prêt sans intérêt, et plus généralement, d'avances consenties au successible dans son intérêt, par exemple, en vue de faciliter son établissement, ou de cautionnements contractés en vue de lui procurer du crédit ; dans ce dernier cas, l'obligation au rapport repose sur ce principe que l'héritier doit le rapport de tous les avantages reçus du de *cujus* (Pont, *Revue de législation*, 1844, t. 3, p. 610 et suiv. ; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 443 ; Rousseau et Defert, p. 263 ; Alauzet, t. 7, n° 2690. V. au surplus sur cette question *infra*, v° Succession ; — *Rép. eod. v.*, n° 1150 et suiv.).

**955.** Sur la question de savoir si l'homologation du concordat ne met point obstacle à l'exercice des actions en nullité basées sur les art. 446 à 449, V. *supra*, n° 707 et suiv., 719.

**956.** — III. DES CRÉANCIERS AUXQUELS LE CONCORDAT EST OPPOSABLE. — Ainsi que nous l'avons dit *supra*, n° 949, le concordat dûment homologué est opposable indistinctement à tous les créanciers du failli antérieurs au vote de l'assemblée générale, à la différence de la remise de dette civile, qui n'oblige, conformément au droit commun (art. 1165), que ceux qui l'ont consentie (V. *Rép.* n° 785 et suiv.). — Sous l'empire du code de 1807, on discutait toutefois la question de savoir si le concordat pouvait être déclaré opposable même aux créanciers non portés au bilan. La jurisprudence avait d'abord admis que le concordat n'était pas obligatoire pour les créanciers dont la créance, par suite de son omission au bilan, n'avait été ni vérifiée ni affirmée, et qui, dès lors, n'avaient pas figuré à l'assemblée où ce traité avait été délibéré (Poitiers, 14 janv. 1831 ; Civ. rej. 17 janv. 1826 et 24 août 1836, *Rép.* n° 783 et 694)..., à moins cependant que la créance n'eût été omise de bonne foi dans le bilan et que le créancier eût connu la faillite et ses suites, bien que n'ayant pas figuré au concordat, auquel cas le failli était fondé à ne lui offrir que le dividende concordataire (Civ. rej. 18 nov. 1829, *Rép.* n° 784). Mais cette doctrine n'était pas admise par tous les auteurs, et la chambre des requêtes, dans un arrêt intervenu à l'occasion d'une faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de la Réunion, le 2 août 1847, et régie par les dispositions du code de 1807 (la loi de 1838 n'ayant été promulguée à l'île de la Réunion que le 31 mai 1851), a décidé, au contraire, dans les termes les plus généraux que, le concordat obtenu par le failli était, après son homologation, obligatoire pour les créanciers omis, aussi bien que pour les créanciers portés au bilan (Req. 22 juill. 1868) (1)... à moins de dol et de fraude pratiqués envers les

(1) (Deroux C. Pouget.) — LA COUR ; — Sur le premier moyen : — Attendu que la loi du 28 mai 1838, modificative des dispositions du code de commerce, n'a été promulguée à l'île de la Réunion que par arrêté du gouverneur en date du 31 mai 1851 ; que la faillite de la société l'*Amitié*, ayant été déclarée par jugement en date du 2 août 1847, doit être régie par les dispositions du code de commerce de 1807 ; — Attendu que l'art. 524 de ce code disposait en termes formels que l'homologation rendait le concordat obligatoire pour tous les créanciers ; que ces expressions *tous les créanciers* sont générales et comprennent les créanciers omis aussi bien que ceux portés au bilan ; qu'il ne saurait en être autrement sans briser l'unité de la faillite et constituer deux ordres de créanciers, dont l'un serait soumis à la loi du concordat, tandis que l'autre en serait affranchi ; qu'un pareil résultat est condamné par les principes essentiels de la faillite ;

— Attendu qu'en disposant que l'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers, portés ou non au bilan, vérifiés ou non, l'art. 516 de la loi du 8 juin 1838 a moins consacré une innovation que rendu plus explicite la pensée du législateur de 1807, telle qu'elle était formulée dans l'art. 524 de cette loi ; — Attendu que le principe consacré par l'art. 524 de l'ancien code de commerce, et reproduit dans l'art. 516 du nouveau code, ne saurait souffrir d'exception que dans les cas de dol ou de fraude pratiqués envers le créancier pour lui dissimuler les opérations de la faillite et conclure un concordat à son insu ; mais que, loin qu'il en soit ainsi dans la cause, l'arrêt attaqué constate, d'une part, que l'omission de Deroux au bilan s'explique par la nature de son titre, et que l'omission de ce créancier ne peut être attribuée à aucune intention de dol et de fraude qui n'est pas même alléguée, et, d'autre part, que Deroux



créanciers pour leur dissimuler les opérations de la faillite et conclure un concordat à leur insu (Même arrêt).

Cette solution ne saurait faire doute sous l'empire de la loi de 1838, l'art. 516 disposant expressément que « l'homologation du concordat le rendra obligatoire pour tous les créanciers portés ou non portés au bilan... ». Ainsi, depuis la loi de 1838, tous les créanciers, même non convoqués aux délibérations du concordat, parce qu'ils n'étaient pas compris dans le bilan et qu'ils ne se sont pas présentés à la vérification, sont liés par ce concordat qui, à défaut d'opposition dans le délai prescrit par l'art. 512, a contre eux l'autorité de la chose jugée. (Conf. Trib. civ. Seine, 11 août 1886, *Le Droit*, 17 nov. 1886). Seul, le créancier qui établirait qu'il y a eu, à son égard, omission frauduleuse, soit de sa créance dans le bilan, soit des formalités qui avaient pour objet de le mettre en demeure, serait recevable à faire déclarer que le concordat, quoique dûment homologué, n'a pas force obligatoire contre lui, et à l'attaquer par la voie de la tierce opposition, comme n'y ayant pas été légalement représenté (*Rép.* n° 738 et 785. V. Req. 22 juill. 1868, précité, motifs). — Jugé même que le créancier non convoqué à l'assemblée appelée à délibérer sur le concordat, est recevable à demander de ce chef l'annulation du concordat à son égard, même après le jugement d'homologation (Aix, 14 mars 1867, aff. Fourgassier, D. P. 67. 5. 209). Mais cette proposition, dans sa généralité, ne saurait être accueillie en présence du texte formel de l'art. 516. Ainsi que l'a établi la cour suprême, le créancier non convoqué ne saurait être admis à méconnaître le concordat qu'à la condition de justifier d'une fraude dont il aurait été l'objet (*Conf. Rép.* n° 736).

957. Ce caractère distinctif du concordat, d'être opposable à tous les créanciers différencie le concordat après faillite non seulement de la remise de dette ordinaire, mais aussi de la remise consentie, en dehors de toute intention libérale, par les créanciers d'un non-commerçant en déconfiture. Effectivement, en droit français, comme aussi dans toutes les législations européennes qui envisagent la faillite comme une institution essentiellement commerciale (loi italienne et belge notamment), la déconfiture n'entraîne pour l'individu insolvable ni dessaisissement ni incapacité d'aucune sorte (V. *supra*, sect. 1); mais, en revanche, elle ne lui confère aucun des avantages, tels que le concordat par exemple, subordonnés à l'état de faillite (ou de liquidation judiciaire, depuis la loi du 4 mars 1889). C'est même là un des principaux griefs formulés par les partisans de la faillite des non-commerçants contre le régime actuel (1) (Thaller, t. 1, p. 157; de Montluc, *Revue du droit international*, t. 1, p. 569 et suiv.; Vidari, *Corso di diritto com.* t. 8, n° 4303). Si la concession d'un concordat au commerçant failli, concordat voté par une majorité légale des créanciers en nombre et en sommes et homologué par justice, est ou peut être avantageuse à la fois à la masse des créanciers et au failli, pourquoi en refuser le bénéfice au débiteur en état de déconfiture? S'il est vrai qu'un commerçant remis à la tête de ses affaires puisse, par une bonne gestion de son patrimoine, réunir, dans un délai plus ou moins long, les capitaux nécessaires pour payer aux créanciers un dividende supérieur à celui qu'eût produit la liquidation de l'actif, pourquoi ce même fait ne serait-il pas vrai en dehors du commerce? Au surplus, et quelle que puisse être la valeur de ces considérations, il est certain que, dans le droit actuel, la remise consentie à un non-commerçant en déconfiture n'oblige que les créanciers qui y ont adhéré, et laisse aux dissidents le droit de poursuivre contre le

débiteur le paiement intégral de leur créance. Le consentement de l'unanimité des créanciers peut donc seul mettre le débiteur à l'abri des poursuites.

Le concordat après faillite diffère également à ce point de vue du concordat amiable consenti à un commerçant, soit avant le jugement déclaratif, soit après la déclaration de faillite, et notamment au cours de l'union. Ainsi que nous l'établirons *infra* n° 1015, 1022 et suiv., de tels traités ne sauraient avoir d'efficacité qu'à la condition d'émaner de l'unanimité des créanciers (V. d'ailleurs sur la question de savoir si ces concordats peuvent encore intervenir après le jugement déclaratif, *infra*, n° 1026).

958. Du principe que le concordat est opposable, en règle générale, à tous les créanciers du failli antérieurs audit concordat, il résulte notamment : 1° que le concordat est opposable même aux créanciers contestés qui n'avaient pas bénéficié d'une admission provisionnelle, et dont le titre a été ultérieurement reconnu par jugement (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2921; *Rép.* n° 785); d'où il suit que les créanciers vérifiés n'ont aucun intérêt légitime à exiger qu'il soit sursis au concordat jusqu'au règlement des droits litigieux; — ... 2° Que le concordat est opposable à l'assureur, aussi bien qu'aux autres créanciers. Toutefois, il en est autrement en ce qui concerne les primes afférentes à la période qui a suivi la déclaration de faillite : la police d'assurance souscrite par un assuré depuis tombé en faillite a le caractère d'une dette de la masse, obligatoire comme telle pour la masse jusqu'au concordat, et ultérieurement pour le failli (V. *infra*, sect. 12); — ... 3° Au créancier d'une rente viagère, dont le failli est débiteur. (V. *Rép.* n° 790).

959. Il est, toutefois, une catégorie de créanciers antérieurs au concordat, et auxquels ce traité ne saurait être opposé : c'est celle des créanciers privilégiés ou hypothécaires qui sont demeurés étrangers au vote du concordat, et ont ainsi conservé leur qualité spéciale (*Rép.* n° 797). Ces créanciers demeurent donc investis de la plénitude de leurs droits sur les objets affectés à leurs privilèges ou à leurs hypothèques;... alors même qu'ils auraient assisté à la délibération, à laquelle ils ont dû être appelés comme tous les autres créanciers, si, d'ailleurs, ils n'ont pas pris part au vote (Req. 4 juill. 1855, aff. Frayssinet, D. P. 55. 1. 277). Ainsi, le concordat auquel un créancier hypothécaire (la femme, par exemple, investie de son hypothèque légale) n'est pas intervenu, n'est pas opposable à ce créancier (Rennes, 26 janv. 1849, aff. Malard, D. P. 51. 2. 119).

Les créanciers privilégiés ou hypothécaires n'échappent aux effets du concordat que relativement aux objets affectés à leurs privilèges ou à leurs hypothèques. Le concordat leur est opposable, lorsqu'ils agissent sur les autres biens du failli (*Rép.* n° 799. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2921). Et, de ce que les créanciers privilégiés ou hypothécaires sont soumis au concordat, lorsqu'ils veulent se faire payer sur des biens autres que ceux affectés à leurs créances, il résulte que le failli peut leur opposer le concordat qu'il a obtenu, quand ils sont devenus, pour le tout ou pour partie, simples créanciers chirographaires par suite de l'insuffisance des biens affectés à leurs privilèges ou à leurs hypothèques (*Rép.* n° 799). — Toutefois, il n'appartient pas à un créancier hypothécaire de s'en prévaloir et de réclamer sa part de dividende aux échéances stipulées, et de plaider aux fins de résolution du concordat sur le refus que le débiteur lui opposerait, s'il n'a préalablement liquidé sa sûreté spéciale, et fait constater ainsi l'insuffisance de son gage (Trib. com. Seine, 23 juin 1885), *Journal des faillites*, 1885, p. 376. Vainement se prévaudrait-

ne pouvait imputer qu'à lui-même le défaut de diligence pour se faire porter sur le bilan et concourir ensuite à l'assemblée des créanciers qui ont consenti au concordat; qu'il suit de là que le premier moyen doit être rejeté;

Sur le deuxième moyen : — Attendu que le rejet du premier moyen emporte le rejet du second; qu'en effet, du moment où il est décidé que le concordat du 30 oct. 1852 est obligatoire pour Deroux et que celui-ci n'y pouvait former opposition, il en résulte que ce créancier est non recevable à opposer contre le concordat aucune espèce de nullité; que Deroux ne pouvait donc pas plus se prévaloir de la nullité prise du concordat consenti avec un seul des créanciers de la faillite que de toute autre nullité; — Que, pour l'avoir ainsi jugé, l'arrêt attaqué n'a ni

violé ni fausement appliqué les articles précités; — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour de la Réunion du 13 juill. 1866, etc.

Du 22 juill. 1868.—Ch. req.—MM. Bonjean, pr.—d'Oms, rap.—P. Fabre, av. gén. c. conf.—Morin, av.

(1) Dans la plupart des législations qui admettent la faillite des non-commerçants, ceux-ci, au contraire, peuvent obtenir, de la majorité de leurs créanciers, un concordat obligatoire pour tous (lois allemande, anglaise, hongroise). Toutefois, la législation autrichienne n'admet le concordat qu'au profit du commerçant failli (art. 207 et suiv.). V. Thaller, t. 1, p. 156 et suiv.

il de l'art. 553, qui lui permet de concourir aux répartitions pour sa créance totale ; ce texte n'est relatif qu'à l'union, et l'on ne saurait admettre que le concordat auquel il n'a pas participé, et qui est exclusivement l'œuvre de la masse, pût servir de base à sa réclamation (Même jugement, motifs). Mais une fois son gage liquidé et l'insuffisance dûment constatée, le créancier hypothécaire concourt aux répartitions, concurremment avec les créanciers chirographaires, pour tout ce qui lui reste dû sur sa créance, à moins toutefois qu'il n'ait, en intervenant au concordat, déclaré renoncer à tout droit sur l'actif mobilier du failli existant au moment de l'ouverture de la faillite, afin d'assurer aux autres créanciers le paiement du dividende à eux promis, auquel cas il ne peut se faire payer de son dividende sur cet actif qu'après l'acquittement intégral des autres dividendes, si même il ne doit pas être réputé avoir restreint ses droits, d'une manière absolue, à l'actif futur du failli (Req. 4 juill. 1855, précité). La solution de cette question rentre, d'ailleurs, dans les pouvoirs des juges du fond, et ceux-ci peuvent décider, sans encourir la censure de la cour de cassation, que la renonciation ne s'appliquait qu'à l'actif nécessaire au paiement des dividendes promis, qu'elle ne devait pas être étendue à l'actif demeuré libre après ce paiement (Même arrêt, motif). — V. *infra*, n° 1138.

960. Au reste, le concordat ne saurait, en aucun cas, être opposé aux créanciers hypothécaires victimes d'une fraude ou d'une collusion. En conséquence, le créancier hypothécaire non utilement colloqué sur les biens de son débiteur failli peut, alors que ce dernier s'est rendu coupable de stellionat à son égard, en lui déclarant des hypothèques moindres que celles dont ces biens se trouvaient grevés, le faire condamner à lui payer le montant intégral de sa créance, encore bien qu'il y ait eu entre le failli et les autres créanciers un concordat dûment homologué (V. en ce sens, outre les arrêts rapportés au *Rép.* n° 798 à 800 ; Toulouse, 19 janv. 1864, aff. Montès, D. P. 64. 2. 44). — La question était toutefois controversée en ce qui concernait l'exercice de la contrainte par corps autorisée en cas de stellionat, avant la loi du 22 juill. 1867, qui a aboli la contrainte par corps en matière civile et commerciale (*Rép.* n° 800). Il avait été jugé que le stellionataire tombé en faillite n'était point affranchi de la contrainte par corps par le concordat (Civ. cass. 28 janv. 1840, *Rép. loc. cit.* ; Rennes, 26 janv. 1849, cit. *supra*, n° 959). Mais il avait été décidé que la contrainte par corps autorisée, en cas de folle enchère, par l'art. 740 c. proc. civ., ne pouvait, dans le cas où le fol enchérisseur était tombé en faillite depuis l'adjudication prononcée à son profit et avait obtenu un concordat, être exercée contre ce fol enchérisseur, même par les créanciers hypothécaires (Bourges, 7 mai 1852, aff. Lyons et Petit, D. P. 54. 2. 194).

961. Si le concordat est, en principe, et sous les réserves ci-dessus formulées, opposable à tous les créanciers antérieurs au concordat, ce traité, au contraire, n'est pas opposable à ceux dont le titre a une cause postérieure, et qui, dès lors, n'étaient pas appelés à le voter. C'est ainsi qu'il ne saurait être opposé à celui qui n'est devenu créancier qu'entre le jugement de clôture de la faillite pour cause d'insuffisance d'actif et le jugement de réouverture de la faillite (Trib. civ. Seine, 5 oct. 1860, aff. Hungester, D. P. 60. 5. 170 ; V. *Rép.* n° 794). Il suffit même, pour que le concordat soit inopposable au créancier, que sa créance, bien que se rattachant à une cause antérieure, n'ait reposé sur un titre certain ou judiciairement reconnu en justice qu'à une époque ultérieure. Spécialement, échappe à la loi du concordat la créance résultant de l'éviction subie par l'acquéreur d'un immeuble vendu par le failli avant sa faillite, par cela seul que cette éviction est postérieure au concordat, bien qu'elle soit la conséquence d'une résolution prononcée antérieurement à ce concordat entre le failli et son propre vendeur, alors, d'ailleurs, que l'acheteur évincé n'a pas été partie au jugement de résolution (Req. 6 juill. 1857, aff. Lemaître, D. P. 57. 1. 440).

A plus forte raison, le concordat n'est-il pas opposable aux tiers autres que les créanciers du failli, et spécialement aux créanciers de la masse (Civ. cass. 2 janv. 1849, aff. Serrasaint, D. P. 49. 1. 85 ; Trib. com. Seine, 5 oct. 1860, précité). Ces tiers, ayant la masse pour débitrice, ne sauraient évidemment pas être obligés de subir les réductions que

celle-ci s'est imposées ; le traité, avec toutes les remises qu'il comporte, est à leur égard *res inter alios acta*, et ils conservent, en tout cas, leur droit à un remboursement intégral, garanti par privilège sur l'actif de la faillite (V. *infra*, sect. 12 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2921). Constituent, notamment, une dette de la masse les primes, échues depuis le jugement déclaratif, de la police d'assurance contractée par le failli avant le jugement déclaratif, alors du moins que les syndics ont omis de faire la déclaration de résiliation autorisée par cette police, en cas de faillite ; en conséquence, les primes échues depuis la faillite doivent être payées intégralement, nonobstant le concordat intervenu entre le failli et ses créanciers (Paris, 21 août 1850, aff. Jouanny et Vessière, D. P. 54. 5. 358 ; Trib. Seine, 15 déc. 1887, *Revue des assurances*, 1888, p. 13).

962. — IV. GARANTIES STIPULÉES. — HYPOTHÈQUES DE LA MASSE. — Le failli concordataire est civilement obligé envers ses créanciers jusqu'à concurrence du dividende convenu. Les créanciers recouvrent, à cet effet, l'exercice de leurs actions individuelles, suspendu par le dessaisissement. De plus, ils exigent fréquemment du failli certaines garanties spéciales, telles que l'engagement accessoire d'une ou de plusieurs cautions. Les tiers qui ont garanti l'exécution du concordat sont tenus envers tous les créanciers auxquels des sommes sont dues en vertu de ce concordat, sans distinction entre les créanciers admis au passif de la faillite et les créanciers non vérifiés ou affirmés (*Rép.* n° 788)... pourvu, toutefois, que ces tiers aient connu les créanciers appartenant à cette dernière classe quand ils se sont portés garants du concordat. Mais ils ne garantissent que les dividendes promis par le failli concordataire, et ne sont tenus d'aucune obligation quant à l'excédent des dettes (Grenoble, 14 janv. 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 364). Outre ces garanties personnelles éventuelles, les créanciers ont, en tout cas, une garantie réelle que la loi leur confère, à savoir l'hypothèque légale de la masse (art. 490 et 517). — Sur les caractères juridiques, les effets et le mode de publicité de cette hypothèque, V. *supra*, sect. 8. V. aussi *Rép.* n° 838 à 843.

§ 6. — Cessation des fonctions des syndics. — Compte. — Indemnité (*Rép.* n° 844 à 855).

963. Les fonctions des syndics cessent de plein droit, dès que le jugement d'homologation du concordat a acquis force de chose jugée (art. 519) (*Rép.* n° 844). Jusqu'à ce moment, et tant que les opérations de la faillite ne sont pas closes, le failli n'a pas le droit de demander directement aux syndics définitifs le compte de leur gestion ; il ne peut que présenter ses réclamations au juge-commissaire et au tribunal ; toutefois, il serait recevable à attaquer directement la gestion des syndics, s'il établissait qu'il est victime d'une fraude (Caen, 11 août 1858, aff. Brunet, D. P. 59. 2. 29). Mais du jour où leurs fonctions ont pris fin par suite d'un concordat homologué par jugement passé en force de chose jugée, commence pour les syndics l'obligation de rendre compte, obligation dont rien ne saurait les décharger (*Rép.* n° 850).

Le compte est rendu au failli en présence du juge-commissaire ; et, s'il est approuvé, il est arrêté, également en présence du juge, qui dresse procès-verbal du tout (*Rép.* n° 843). Après la reddition de leur compte définitif, les syndics font la remise de tous ses biens, livres, papiers et effets au failli, qui en donne décharge (Chambéry, 27 déc. 1881, *Journal des faillites*, 1882, p. 289). V. *Rép.* n° 845 — (Comp. pour plus de développements sur les formes de la reddition des comptes et le jugement des contestations auxquelles elle peut donner lieu, *Rép.* n° 844 à 855). — En ce qui concerne l'indemnité des syndics, V. *supra*, n° 791 et suiv.

§ 7. — Annulation et résolution du concordat (*Rép.* n° 856 à 877).

964. Le concordat homologué est, en principe, irrévocable. Toutefois la loi fait exception à ce principe dans trois cas : 1° lorsque le failli a été condamné pour banqueroute frauduleuse ou est convaincu de faits de dol pouvant entraîner cette condamnation ; 2° en cas d'inexécution des charges ; 3° en cas de déclaration d'une seconde faillite. Dans la

première hypothèse, le concordat est annulé; dans les autres cas, il est résolu (Rép. n° 859 et 901).

**965.** — I. ANNULATION DU CONCORDAT. — Aux termes de l'art. 518 c. com., le concordat dûment homologué ne peut être annulé que pour cause de *dol*, *découvert depuis l'homologation*, et résultant, soit de la *dissimulation de l'actif*, soit de l'*aggrégation du passif*, c'est-à-dire pour des faits présentant les caractères juridiques du crime de *banqueroute frauduleuse* (Rép. n° 859). — Deux situations sont d'ailleurs possibles : ou le failli est, après homologation du concordat, poursuivi et condamné comme banqueroutier frauduleux, et, en ce cas, le concordat est *nul de plein droit*, tout banqueroutier frauduleux étant incapable d'obtenir un concordat (art. 510; Rép. n° 885)... ou au contraire, en l'absence de toutes poursuites émanées du ministère public, les créanciers acquièrent la preuve que le débiteur a dissimulé une partie importante de son actif, ou que de faux créanciers se sont présentés, d'accord avec le débiteur, et ont composé la majorité en nombre, ou les trois quarts en sommes, et, en ce cas, ils peuvent demander la nullité du concordat, sans être astreints à la nécessité de former une plainte en *banqueroute frauduleuse*, bien que de tels faits soient constitutifs de ce crime (Rép. n° 859). — Sur les créanciers admis à invoquer le bénéfice de l'action en nullité ouverte par l'art. 518, V. Rép. n° 868 et 869. — Sur la durée de l'action en nullité, V. Rép. n° 875.

**966.** Hors le cas de *dol* prévu par l'art. 518, aucune action en nullité du concordat n'est recevable après son homologation. En conséquence, le concordat n'est pas nul pour omissions faites sans intention de fraude (Req. 22 juill. 1868, aff. Deroux, *supra* n° 956. Conf. Rép. n° 454, 720, 738 et 858). Spécialement, l'omission involontaire, dans le bilan déposé par le failli, d'un objet de minime valeur, n'a pas les caractères du *dol* qui pourrait donner lieu à l'annulation du concordat alors surtout qu'il est reconnu, en fait, que cette omission n'a pu exercer aucune influence sur la conclusion de ce traité (Req. 27 janv. 1874, aff. Boyer, D. P. 74. 1. 352).

L'inobservation des formalités prescrites pour la validité du concordat, qui peut motiver un refus d'homologation, n'est pas non plus, d'après la jurisprudence, une cause de nullité du concordat. Jugé, en ce sens, que le créancier pour qui le concordat est obligatoire, et qui n'y peut former opposition, n'est recevable à opposer contre le concordat aucune espèce de nullité, qu'il ne peut donc l'attaquer en se fondant sur ce qu'il aurait été consenti avec un seul des créanciers de la faillite (Arrêt précité du 22 juill. 1868).

**967.** Que faut-il cependant décider au sujet du concordat conclu postérieurement à la formation de l'état d'union, et qui aurait homologué par le tribunal de commerce au mépris de la loi? L'art. 529 c. com., d'après lequel « s'il n'intervient point de concordat, les créanciers seront, de plein droit, en état d'union », implique nécessairement qu'un concordat ne peut valablement être accordé au failli par ses créanciers, après la formation de l'état d'union. Toutes les règles auxquelles est assujettie l'union entre les créanciers du failli sont exclusives de la possibilité de ce concordat (V. Rép. n° 917 et suiv.). Il semble, dès lors, que le concordat qui, en fait, a été consenti par les créanciers en état d'union, est plutôt *inexistant* qu'annulable, en tant que concordat, et qu'il ne doit être considéré que comme une convention ordinaire de remise n'obligeant que ceux qui y ont été parties. La cour de cassation admet cependant, au contraire, qu'il constitue un véritable concordat, simplement *annulable*, et elle en conclut : 1° que la nullité du concordat dont s'agit ne peut être prononcée qu'à la diligence des créanciers vérifiés et affirmés, et par voie d'opposition au jugement d'homologation (Req. 2 mai 1864, aff. Verré et Saunier, D. P. 65. 1. 125); — 2° Qu'après l'homologation, le même concordat est couvert par l'autorité de la chose jugée, sauf les causes d'annulation ou de résolution limitativement établies par la loi commerciale contre les actes de cette nature; — 3° Que le concordat, dès qu'il est à l'abri de toute action en nullité, produit alors tous les effets attachés à un pareil traité, comme s'il avait été obtenu durant la période de la faillite où il aurait pu être régulièrement consenti, et qu'il est, par suite, obligatoire pour tous les créanciers du failli, vérifiés ou non vérifiés (Même arrêt, motifs).

**968.** — II. RÉSOLUTION DU CONCORDAT. — Indépendamment des causes d'*annulation* qui peuvent atteindre le concordat même revêtu d'un jugement d'homologation passé en force de chose jugée, ce concordat peut encore, aussi bien que toute autre convention synallagmatique, être *résolu*, en cas d'inexécution, par le failli, des engagements qui y ont été contractés (Rép. n° 857). La résolution n'a pas lieu de *plein droit*, pas plus que dans les contrats ordinaires, la loi sur les faillites n'ayant pas dérogé aux règles établies à cet égard en matière de contrats synallagmatiques (Rép. n° 873). Les créanciers peuvent, à leur choix, en cas de non-paiement, poursuivre l'exécution forcée du traité sur les biens du débiteur, ou former une demande en résolution devant le tribunal de commerce (Rép. n° 874, 877 et 1314). Et, comme après le concordat il n'existe plus de masse ayant des droits et des intérêts collectifs, l'action en résolution peut être intentée *individuellement* par l'un quelconque des créanciers auxquels le concordat est opposable, et par cela seul que les conditions n'en ont pas été exécutées à son égard, alors même qu'elles auraient été exécutées au regard des autres créanciers (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2928). Mais la résolution ne peut être demandée par les créanciers qui sont en dehors de la loi commune et ne sont pas liés par le concordat, spécialement par les créanciers hypothécaires (Trib. com. Seine, 23 juin 1885, *Le Droit*, n° du 12 juill. 1885).

La résolution du concordat pour inexécution n'est pas admise par toutes les législations. Consacrée par les lois belge (art. 523) et italienne (art. 843), elle est expressément écartée par la loi allemande (art. 181). La loi italienne distingue deux sortes de demandes en résolution du concordat : l'une émanée de la majorité des créanciers qui a voté au concordat, l'autre susceptible d'être formée par chaque créancier individuellement et dans son intérêt propre. La majorité qui statue sur l'exercice de l'action en résolution est la même que celle requise pour le vote du concordat.

**969.** La demande en résolution pour inexécution des conditions du concordat doit être formée contre le *failli*, et non contre les syndics dont les fonctions ont cessé par l'effet du concordat, et les *cautions* dûment appelées (Rép. n° 877). — Elle peut être poursuivie contre les héritiers ou ayants cause du failli *décédé*, même après le délai d'une année depuis le décès de ce dernier, bien qu'elle doive aboutir nécessairement à la réouverture de la faillite (Besançon, 8 mars 1875, aff. Thiébaud, Martelet et Faivre, D. P. 76. 2. 10). Effectivement, aucun des motifs pour lesquels la loi de 1838 a réduit à un an, après le décès du commerçant mort en état de cessation de paiements, le délai dans lequel la faillite peut être demandée ou prononcée d'office (V. *supra*, n° 247), n'est applicable au cas de réouverture d'une faillite déjà déclarée. Le principal de ces motifs est, on le sait, qu'on n'a pas voulu laisser en suspens pendant plus d'un an après la mort du commerçant *décédé integro statu*, le sort non seulement des actes faits par lui-même, après la cessation de ses paiements, mais aussi des actes faits par ses héritiers, le partage intervenu entre eux, les aliénations consenties, les hypothèques ou autres droits réels, constitués à la suite de ce partage. Il est clair qu'après le concordat, les actes passés avec ou par les héritiers n'ont dû l'être qu'en vue de ce concordat et de ses suites, au nombre desquels il était impossible de ne pas éventuellement prévoir la réouverture de la faillite.

La demande en résolution doit être introduite par voie d'*ajournement*, avec mise en cause de toutes les parties intéressées : en conséquence, il ne peut être statué en pareil cas, par jugement sur simple *requête* (Besançon, 8 mars 1875, précité). A plus forte raison, cette demande ne pourrait-elle être formée *incidemment* et par voie d'*exception*. Jugé, en ce sens, que, dans le cas d'inexécution d'un concordat, un créancier ne peut assigner le failli en paiement intégral de sa créance, ni demander *incidemment* la résolution du concordat qui lui est opposé; il doit au préalable et par voie d'action principale faire prononcer la résolution (Gand, 5 déc. 1885, aff. de Maret, *Pasicrisie belge*, 1886. 2. 145. — Sur la durée de l'action, V. Rép. n° 876).

**970.** Les juges saisis de la demande doivent rechercher tout d'abord si les faits allégués par le demandeur constituent véritablement une inexécution du contrat. Ils

peuvent également, même dans le cas où l'inexécution est constante, user du pouvoir d'appréciation que la loi leur confère (art. 1184 et 1244) pour accorder au débiteur, un délai de grâce (*Rép.* n° 871 et 872; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2927). — Lorsque'il a été stipulé dans le concordat que le défaut de paiement d'un seul des dividendes en entraînerait de plein droit la résolution, le débiteur peut néanmoins se libérer tant que le créancier ne lui a pas fait sommation; il peut même se faire accorder par justice un délai, lorsqu'il prouve qu'il y a un simple retard ne provenant pas de son fait (Angers, 13 févr. 1852, aff. Ronné, D. P. 52. 2. 286. *Comp. Rép.* n° 873).

§ 8. — Effets de l'annulation et de la résolution du concordat.  
— Faillite nouvelle (*Rép.* n° 878 à 904).

**971.** L'annulation ou la résolution du concordat font rentrer les créanciers, pour lesquels ce concordat était obligatoire, dans la plénitude de leurs droits contre le failli (*Rép.* n° 866) ... encore que ce concordat n'ait été annulé ou résolu que sur la demande de l'un d'eux, le concordat étant, quant aux créanciers qu'il oblige, un acte indivisible (*Rép.* n° 866). Si, au regard des créanciers, l'annulation et la résolution produisent des effets identiques, il n'en est pas de même en ce qui concerne les *cautions* de l'exécution du concordat. L'annulation les libère de plein droit, conformément au principe que l'annulation de l'obligation principale fait disparaître les obligations accessoires (art. 520, § 1<sup>er</sup>). La résolution, au contraire, laisse subsister leur engagement, d'où il suit que les créanciers ont, à la fois, le droit de poursuivre les cautions et d'en exiger l'exécution du concordat, et le droit de faire, en même temps, anéantir ce traité à l'égard du failli, à l'effet d'agir contre celui-ci pour l'intégralité de leurs créances, tout comme s'ils n'avaient jamais consenti de remise (*Rép.* n° 879). *Comp.* sur les motifs de cette différence, *Rép.*, *ibid.* — Mais cette disposition, étant exorbitante du droit commun, doit être appliquée strictement; ainsi, la déclaration faite par un créancier, dans un concordat, qu'il consent à ne recevoir de dividende qu'après le paiement intégral des dividendes promis aux autres créanciers, ne saurait être assimilée à un cautionnement: c'est là un simple abandon de droits, subordonné à l'existence du concordat, et qui, à la différence du cautionnement donné pour garantir l'exécution de ce contrat, demeure sans effet, et ne peut, dès lors, être opposé à celui qui l'a consenti, si le concordat vient à être résolu (Paris, 19 juill. 1852, aff. Devercy, D. P. 54. 5. 366. *Trib. com. Seine*, 20 mars 1885, *Journal des faillites*, 1886, p. 504).

**972.** De ce que la résolution du concordat, même prononcée sur la poursuite d'un seul créancier non payé de son dividende, profite aux autres créanciers également non payés et fait revivre de plein droit la faillite, il suit que la faillite doit être reprise aux derniers errements qui ont précédé le concordat (Colmar, 16 avr. 1849, aff. Syndic Lardenois, D. P. 51. 2. 120; Riom, 2 août 1853, aff. Fourret, D. P. 54. 2. 99. *Comp. Rép.* n° 885). L'ancien bilan et l'ancien inventaire sont utilisés, la vérification et l'affirmation des créances ne sont pas recommencées; on se borne au récolement, sur l'ancien inventaire, des valeurs et actions, à la confection d'un bilan supplémentaire, et à la vérification des créances nouvelles (*Comp.* au surplus, sur ces diverses formalités: *Rép.* n° 886 à 892).

Le failli concordataire, replacé dans les liens du dessaisissement, est affranchi à nouveau de toute action individuelle de la part de ses créanciers; et celui d'entre eux qui a fait prononcer la résolution du concordat ne peut, au détriment des autres, comme lui non payés, obtenir, sur le gage commun, son paiement intégral et immédiat (Riom, 2 août 1853, précité)... ni même le paiement, soit en numéraire, soit par voie de compensation, des dividendes échus et non payés au jour de la résolution du concordat (Paris, 16 avr. 1872, aff. Heimann et comp. D. P. 73. 2. 224). — Jugé, en ce sens, que le jugement qui, après la résolution du concordat et la réouverture des opérations de la faillite, ordonne le rapport à la masse des sommes qu'un créancier avait stipulées et reçues à raison de son vote dans les délibérations du concordat résolu, ne doit pas déduire desdites sommes, par voie de compensation, le montant des divi-

dendes qui étaient dus à la créance au jour de la résolution prononcée; que ces sommes doivent, au contraire, être rapportées intégralement, augmentées des intérêts, non pas du jour de la demande, mais du jour de la réception indue (Même arrêt. — En ce qui concerne le point de départ des intérêts, V. conf. Civ. cass. 17 mai 1865, aff. Morin, D. P. 65. 1. 273).

**973.** Au cas de résolution du concordat pour inexécution des engagements pris, le failli peut obtenir un nouveau concordat (V. *Rép.* n° 893). Un nouveau concordat est, au contraire, impossible, lorsque le concordat a été annulé à raison de la condamnation du failli pour banqueroute frauduleuse (V. *Rép.* n° 893). La même solution doit être donnée, à notre avis, au cas où l'annulation a lieu pour cause de dol; il nous paraîtrait contradictoire d'annuler un premier concordat, à cause de l'indignité du failli, et d'en admettre un nouveau malgré cette indignité (V. *Rép.* n° 893; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2931; Bravard, t. 5, p. 464, n° 2). — M. Demangeat sur Bravard, *loc. cit.*, note 2, semble, toutefois, d'avis contraire: « Si le premier concordat, dit-il, a été simplement annulé aux termes de l'art. 518, il ne m'est pas démontré qu'en droit la concession d'un nouveau concordat soit impossible; les termes de l'art. 524 c. com., qui prévoit un nouveau concordat, sont en effet généraux et peuvent comprendre le cas d'annulation aussi bien que le cas de résolution du concordat, du moment qu'on ne se trouve plus en présence de l'incapacité dont l'art. 510 frappe le banqueroutier frauduleux ».

**974.** En principe, l'annulation ou la résolution a un effet *retroactif* et fait considérer le concordat comme non venu. Mais à ce principe, le code de commerce apporte deux exceptions dans les art. 525 et 526, en ce qui concerne, d'une part les remises contenues dans le concordat et, d'autre part, les actes accomplis par le failli dans l'intervalle qui sépare l'homologation du concordat de son annulation ou résolution: 1° la loi restreint les effets de l'annulation ou résolution dans le passé au point de vue des remises concordataires, en ce que les créanciers antérieurs au concordat, qui ont touché une partie du dividende, ne sont pas admis à produire à la faillite réouverte pour le reliquat entier de leurs créances, mais pour la portion de leurs créances correspondant au dividende partiel qu'ils n'ont pas touché, l'autre portion étant, vis-à-vis de la masse, réputée éteinte par le paiement à eux fait du dividende qui la représente (*Rép.* n° 898); — 2° L'annulation ou la résolution n'ont pas pour effet de replacer *retroactivement* le failli sous le coup du dessaisissement, en ce sens que les actes accomplis de bonne foi par le failli entre l'époque où il a été remis à la tête de ses affaires et l'annulation ou la résolution du concordat, ne peuvent être annulés ni en vertu de l'art. 443, ni par application des art. 446 et suiv. c. com.; il ne peuvent être attaqués que pour cause de fraude aux droits des créanciers, conformément à l'art. 1167 c. civ. (V. *Rép.* n° 857 et 896).

**975.** La jurisprudence de la cour suprême décide toutefois que cette restriction au principe de la *retroactivité* de l'annulation ou de la résolution du concordat n'est applicable qu'aux actes faits par le failli concordataire *postérieurement* au concordat, à l'exclusion de ceux qui dérivent de faits antérieurs au concordat et se rattachent à son exécution, lesquels actes seraient au contraire nuls ou annulables dans les termes des art. 446 et 447 c. com. (Req. 7 déc. 1874, aff. de Buisson de Sainte-Croix, D. P. 75. 1. 457; Nancy, 7 avr. 1880, aff. Bouillard-Mennesson, D. P. 82. 1. 29; Req. 16 juill. 1883, aff. Prévost, D. P. 84. 1. 183. V. *Rép.* n° 886. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2932 *bis in fine*; Rousseau et Defert, art. 525, n° 7).

Cette jurisprudence ne nous semble pas à l'abri de toute critique. Ainsi que nous l'avons fait observer en note sous l'arrêt du 7 déc. 1874 (D. P. 75. 1. 457), le principe qui lui sert de point de départ, à savoir que la résolution du concordat pour inexécution des conditions, en amenant la réouverture de la faillite, replace les parties dans la situation où elles étaient au *début des opérations* de la faillite, est difficilement conciliable dans sa généralité avec le texte de l'art. 525. Si cet article signifie, comme ses termes semblent l'indiquer, que le dessaisissement ne reparait pas *retroactivement* par l'effet de la résolution du concordat, tous les

actes que le failli a faits *sans fraude* doivent, semble-t-il, être valables. On ne peut plus invoquer ni les art. 446 et 447, ni l'art. 443, pour faire tomber certains actes. Pourquoi, d'ailleurs, condamner plus sévèrement les actes qui sont faits en exécution du concordat? La capacité qu'a reprise le failli, que lui ont rendue ses créanciers, a précisément pour but de permettre d'exécuter le concordat, et c'est pour cette exécution qu'on voudrait la restreindre! Et, qu'on le remarque bien, si l'art. 525 est inapplicable à ces actes d'exécution, il faudra dire qu'ils sont toujours nuls en vertu de l'art. 443 c. com., même lorsque les paiements faits auront eu lieu aux termes mêmes fixés par le concordat; or, cette solution est inconciliable avec l'art. 526, qui reconnaît évidemment la validité de ces paiements. — L'arrêt précité cherche à échapper à cet argument en invoquant, non pas l'art. 443, mais les art. 446 et 447, et il distingue implicitement les paiements faits normalement et les paiements anticipés. Mais un examen attentif de la question démontre qu'il est impossible d'appliquer ici les art. 446 et 447. En effet, ces articles frappent des actes antérieurs au jugement déclaratif de faillite, et même l'art. 446 s'applique à des actes passés dans les dix jours qui précèdent la cessation des paiements; or, si l'on suppose que la faillite a toujours existé, malgré le concordat, on ne fera jamais que le paiement critiqué dans l'espèce se soit placé avant le jugement déclaratif; il lui est de beaucoup postérieur, puisqu'il est postérieur même au concordat. Il faut donc que tous les paiements faits au créancier soient nuls de droit en vertu de l'art. 443, ou bien que tous soient soumis seulement aux règles des art. 525 c. com. et 1167 c. civ. C'est cette dernière alternative qui nous semble la plus juridique; et nous estimons, en conséquence, que les *paiements anticipés* ne pourraient être annulés que pour fraude si l'on démontrait qu'ils ont été faits pour avantager le créancier payé particulièrement par anticipation (V. Boistel, p. 773).

**976.** Le tribunal de commerce peut, au lieu d'ordonner la résolution du concordat, déclarer de nouveau le failli concordataire en état de faillite, s'il lui apparaît que les faits, sur lesquels l'action en résolution repose, constituent une véritable *cessation de paiements* (Rép. n° 867).

La déclaration d'une seconde faillite diffère de la résolution, notamment aux deux points de vue suivants : 1° elle a lieu pour cause de non-paiement des créanciers *postérieurs*, tandis que la résolution provient de l'inexécution du concordat conclu avec les créanciers *antérieurs*, lesquels ne sauraient être admis, en aucun cas, à demander une nouvelle déclaration de faillite, par application du principe : *faillite sur faillite ne vaut* (Rép. n° 904. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2934. V. cependant Laurin, n° 1155); — 2° Au cas de déclaration d'une faillite nouvelle, il y a deux faillites successives, et non pas réouverture d'une faillite close d'abord par un concordat. Par suite, il y a lieu de remplir les mêmes formalités que pour la première faillite. Il faudra procéder à une nouvelle vérification des créances, et le jugement déclaratif devra fixer une nouvelle date pour la cessation des paiements. Cette nouvelle cessation de paiements produit, quant aux actes du failli, les mêmes

effets que toute cessation de paiements, et, dès lors, ouvre à la masse les actions en nullité édictées par les art. 446 et suiv., à la différence du cas d'annulation ou de résolution du concordat. — Décidé, à cet égard, que la convention, aux termes de laquelle les dividendes promis par un failli concordataire à l'un de ses créanciers, devaient être compensés avec le prix de travaux dont celui-ci l'avait chargé, doit recevoir son exécution, malgré une nouvelle faillite, alors que les compensations ont eu lieu à une époque non suspecte (deux mois avant la seconde faillite) (Rouen, 12 nov. 1853, aff. Querment, D. P. 55. 5. 219).

**977.** Certaines règles, toutefois, sont communes à la résolution du concordat et au cas d'une faillite nouvelle. Il en est ainsi, notamment, de la disposition de l'art. 526. Les solutions du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article, qui font rentrer les créanciers antérieurs au concordat annulé ou résolu dans l'intégralité de leurs droits à l'égard du failli, et qui règlent les proportions suivant lesquelles les créanciers antérieurs au concordat résolu pour inexécution des engagements du failli, seront admis aux répartitions de l'actif, soit entre eux, soit avec les créanciers nouveaux, sont étendues, par le paragraphe 2, au cas où le failli concordataire est, par suite d'une nouvelle cessation de paiement, de nouveau déclaré en faillite, avant l'exécution complète du concordat, même sans qu'il y ait eu préalablement annulation ou résolution de ce concordat (Rép. n° 904). Il s'ensuit que les créanciers de la première faillite sont en droit de se faire admettre au passif de la seconde faillite pour la portion de leur créance primitive correspondante à la portion du dividende promis qu'ils n'ont pas touchée; et ils n'ont à demander la résolution ou l'annulation du concordat ni avant, ni après la déclaration de la seconde faillite, qui rend ce concordat sans valeur (Conf. Bruxelles, 4 mars 1881) (1).

Il est incontestable que les créanciers de la première faillite jouissent, relativement aux créanciers de la seconde, du bénéfice de l'hypothèque inscrite à leur profit sur les immeubles du failli en vertu des art. 490 et 517, les effets de la seconde faillite ne pouvant pas rétroagir contre les droits acquis avant la seconde cessation de paiements (Rép. n° 903); ... hypothèque qui, d'ailleurs, comme en cas de résolution, ne s'applique qu'aux *dividendes* stipulés dans le concordat. Quant au surplus, les créances que le concordat avait réduites à ces dividendes seront admises, avec les créances de la seconde faillite, dans la répartition de l'actif chirographaire de cette seconde faillite (Rép. n° 903. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2934 *in fine*).

#### ART. 2. — Concordat par abandon d'actif.

**978.** Le concordat par abandon d'actif est un traité par lequel le failli fait à ses créanciers l'abandon de tout ou partie de ses biens, en échange de salubrité, pour le cas où les biens abandonnés ne suffiraient pas à les désintéresser complètement. Ce traité présente un caractère *mixte* : il tient du concordat simple, en ce qu'il contient un pacte de remise; il en diffère et se rapproche de l'union, en ce que le failli, après l'abandon, demeure dessaisi, et que les biens aban-

le cinquième du dividende promis, ils ont droit de figurer, pour le cinquième de leur créance, c'est-à-dire, pour la somme de 8675 fr. 38 cent.; — Attendu que, pour en décider autrement et réduire le chiffre de l'admission des appelants au passif de la seconde faillite au cinquième du dividende promis, le premier juge entend restreindre l'application du paragraphe final dudit art. 527 au cas de résolution ou d'annulation du concordat prononcée, soit antérieurement, soit postérieurement à la seconde faillite; — Attendu que cette interprétation consacrerait une restriction que ne comportent par les termes généraux de l'art. 527, en même temps qu'elle rendrait le paragraphe final de cet article sans objet, et que, de plus, elle obligerait, sans profit et sans utilité, les créanciers antérieurs à la première faillite à poursuivre la résolution ou l'annulation d'un concordat que le fait seul de la seconde déclaration de faillite a rendu désormais sans valeur; — Par ces motifs; — Met le jugement dont est appel à néant; — Emendant, dit pour droit que les appelants seront admis au passif de la faillite Wéry-Bovy ouverte à Anvers, pour un cinquième de leur créance primitive, soit pour 8675 fr. 38 cent.

Du 4 mars 1881.-C. de Bruxelles.

(1) (Jacobs frères C. Syndic Wéry-Bovy). — La cour; — Attendu que l'art. 527 de la loi du 18 avr. 1851, stipulant le cas de réouverture d'une faillite par suite d'annulation ou de résolution d'un concordat, décide que les créanciers antérieurs au concordat, s'ils ont reçu une partie du dividende qui y est stipulé, ne pourront figurer dans la masse que pour la portion de leurs créances primitives correspondante à la portion du dividende promis qu'ils n'auront pas touchée; — Attendu que le paragraphe final de l'art. 527 ajoute que ces dispositions seront applicables au cas où une seconde faillite viendrait à s'ouvrir, sans qu'il y ait eu préalablement annulation ou résolution du concordat; — Attendu que cet art. 527 est formel et précis, et que les appelants créanciers du sieur Wéry-Bovy, avant son concordat du 2 févr. 1875, sont en droit de se faire admettre au passif de la seconde faillite de leur débiteur pour la portion de leur créance primitive correspondante à la portion du dividende promis qu'ils n'ont pas touchée; — Attendu que les appelants, créanciers de Wéry-Bovy de la somme de 43376 fr. 90 cent., devaient, aux termes du concordat de ce dernier, recevoir 25 pour 100 de leur créance; qu'il est reconnu qu'ils n'ont touché qu'un dividende de 20 pour 100; que le failli n'ayant point payé les 5 pour 100 restants, soit



donnés sont liquidés dans les formes prévues par le code de commerce pour la vente des biens après union.

**979.** Cette variété de concordat après faillite n'avait été prévue ni par le code de 1807, ni par la loi de 1838. Aucune législation étrangère n'organise le concordat par abandon d'actif, dont les clauses et conditions sont abandonnées à la libre appréciation des créanciers (V. Thaller, t. 2, p. 294). C'est par la pratique qu'elle s'était introduite dans notre droit. Sa légitimité n'était d'ailleurs pas douteuse; toutes les clauses qui ne sont pas contraires à l'ordre public peuvent, en effet, figurer dans un concordat (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2969). L'art. 541 de la loi de 1838, il est vrai, refusait au commerçant le bénéfice de *cession de biens*, que le code de 1807 lui avait laissé; mais il est constant, en doctrine et en jurisprudence, que cette prohibition ne visait que la *cession de biens judiciaire*, imposée aux créanciers par décision de justice, et non pas la *cession de biens volontaire* ou *contrat d'abandonnement*, qui émane de la libre volonté et de l'accord unanime des créanciers, et dont les clauses et conditions sont arrêtées d'un commun accord entre eux et le débiteur (*Rép.* n° 977 et v° *Obligations*, n° 2273). Si le législateur de 1838 avait cru devoir enlever à tout débiteur commerçant le bénéfice de la cession de biens judiciaire, c'est par la raison qu'elle équivaut à l'état de faillite, qu'elle se confond, dans ses effets, avec l'état d'union des créanciers, qu'enfin, les cessions de biens étant portées devant les tribunaux civils, tandis que les faillites l'étaient devant les tribunaux de commerce, donnaient lieu à des distinctions de compétence que rien ne justifiait, et à deux jugements sur une même affaire par deux tribunaux différents (*Rép.* n° 977). Or ces considérations étaient manifestement sans objet, en ce qui concerne le traité d'abandon. Aussi admettait-on qu'une telle cession pouvait être faite même par un débiteur commerçant en état de cessation de paiements (*Rép. ibid.*; Massé, t. 3, p. 441; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, sur l'art. 1287, n° 2. Conf. Req. 18 avr. 1849, aff. Pierrot, D. P. 49. 1. 110).

**980.** La cession de biens volontaire, consentie avant le jugement déclaratif, ne produisait son plein effet qu'à la condition de réunir l'adhésion de tous les créanciers : elle ne pouvait être opposée qu'à ceux qui l'avaient consentie ; par suite, un seul créancier dissident pouvait faire déclarer la faillite et faire tomber ainsi la cession par application des art. 446 et suiv. (Conf. *Rép.* v° *Obligations*, n° 2274; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 8, § 781).

La validité de la cession de biens volontaire avait conduit à reconnaître, par identité de motifs, la légitimité de l'abandon d'actif consenti, après faillite, dans un *concordat judiciaire*; l'abandon, en ce cas, n'était plus qu'une des clauses de ce traité, qui, dès lors, pouvait être consenti aux *conditions de majorité ordinaires*, pourvu toutefois qu'il intervint avant l'ouverture de l'union. — Sur les traités et abandons qui peuvent être consentis par l'unanimité des créanciers au cours de l'union, V. *infra*, art. 4.

Cet abandon concordataire présentait, en pratique, des avantages sérieux, soit pour les créanciers, soit pour le failli. Les créanciers y trouvaient l'avantage, dans le cas où le failli ne leur inspirait pas une entière confiance, de ne pas restituer au débiteur la libre disposition de son actif; et à cet avantage de la prise de possession immédiate, que leur offrait l'état d'union, mais dont les eût privés un concordat ordinaire, s'ajoutait celui d'éviter les lenteurs coûteuses des formalités de l'union, attendu que les conditions et le mode de vente étaient laissés à leur discrétion. Le débiteur, de son côté, grâce à cet abandon, se trouvait libéré pour l'avenir et affranchi de la contrainte par corps, sans avoir à solliciter un jugement d'excusabilité. Sa faillite se trouvait donc virtuellement terminée, comme en cas de concordat ordinaire.

**981.** Si le concordat par abandon, ainsi affranchi de toute réglementation, présentait certains avantages, ce défaut de contrôle ne laissait pas que d'ouvrir la porte à de nombreux abus. Le concordat par abandon n'étant pas jusqu'ici régi par la loi, la liquidation des biens abandonnés aux créanciers s'accomplissait sans l'emploi d'aucune de ces formalités qui protègent à la fois les intérêts des créanciers, ceux du failli, ceux même de la société. Les créanciers

choisissaient des commissaires, souvent inexpérimentés, le plus souvent négligents, quelquefois même peu scrupuleux. Ces commissaires n'étaient astreints à aucune surveillance : libres de toute responsabilité, affranchis de tout contrôle, ils ne rendaient pas de comptes, laissaient la liquidation se prolonger indéfiniment, en un mot administraient mal, au grand détriment des créanciers et du failli lui-même. Comme il n'y avait plus de faillite, et plus de syndics, on ne pouvait plus suivre la marche prescrite par le code de commerce pour les répartitions, et celles-ci se faisaient arbitrairement. D'autre part, quand le failli voulait obtenir sa réhabilitation, le défaut de comptabilité régulière mettait souvent obstacle à la justification du paiement intégral de ses dettes. Enfin des faits de banqueroute étaient fréquemment découverts sans que des poursuites fussent exercées, les fonctions du juge-commissaire ayant pris fin (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2969; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 478 et suiv.).

**982.** C'est pour remédier à ces abus que le législateur a, par la loi du 17 juill. 1856, modificative de l'art. 541 c. com. (D. P. 56. 4. 114) réglementé le concordat par abandon. Le nouvel art. 541 est ainsi conçu : « Aucun débiteur commerçant n'est recevable à demander son admission au bénéfice de cession de biens. — Néanmoins, un concordat par abandon total ou partiel de l'actif du failli peut être formé, suivant les règles prescrites par la sect. 2 du présent chapitre. — Ce concordat produit les mêmes effets que les autres concordats; il est annulé ou résolu de la même manière. — La liquidation de l'actif abandonné est faite conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'art. 529, aux art. 532, 533, 534, 535 et 536 et aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 537. Le concordat par abandon est assimilé à l'union pour la perception des droits d'enregistrement ». — Cette disposition semble présenter la consécration légale du concordat par abandon comme une exception à la prohibition de la cession de biens judiciaire pour les débiteurs commerçants. Ce point de vue serait cependant inexact, attendu qu'il existe entre le concordat par abandon et la cession de biens judiciaire, ou même volontaire, plusieurs différences essentielles.

Le concordat par abandon d'actif, autorisé par la disposition additionnelle de l'art. 541, diffère tout d'abord de la cession de biens judiciaire... par sa *forme*, en ce qu'il est soumis aux règles des *concordats ordinaires*,... par son *caractère*, en ce que les créanciers ne peuvent être forcés de l'accepter, un tel concordat ne se formant qu'à la majorité en nombre et en sommes prescrite pour tout concordat,... par ses *effets*, en ce que le concordat par abandon libère définitivement le débiteur, tandis que la cession judiciaire ne le libère que jusqu'à concurrence de la valeur des biens cédés (*Rép.* v° *Obligations*, n° 2312).

Le concordat par abandon diffère également de la *cession volontaire* (toujours permise, comme sous le code de 1807 et la loi de 1838, V. *supra*, n° 979), en ce que cette cession et les stipulations dont elle est accompagnée ne sont obligatoires que pour ceux des créanciers qui l'ont consentie, tandis que le concordat par abandon est opposable à tous les créanciers, comme le concordat ordinaire, dès qu'il réunit la double majorité nécessaire à la formation de tout concordat, et qu'il a été régulièrement homologué.

Le concordat par abandon ne se rapproche de la cession de biens qu'en ce que, aussi bien que cette cession, il emporte : 1° exonération de la *contrainte par corps*, en faveur de la personne du failli, pour les cas où cette voie d'exécution est encore autorisée (L. 22 juill. 1867, art. 2, D. P. 67. 4. 75; L. 19 déc. 1871, D. P. 71. 4. 4. 67), comme en cas de concordat ordinaire, V. *supra*, n° 945; et 2° *dessaisissement*, de la part du débiteur, entre les mains des créanciers, des biens compris dans l'abandon, ce qui distingue le concordat par abandon du concordat ordinaire.

**983.** — I. FORMATION DU CONCORDAT PAR ABANDON. — Le concordat par abandon d'actif est assujéti aux mêmes conditions de formes que le concordat ordinaire (art. 541, § 2). Il est discuté, comme le concordat simple, dans l'assemblée consécutive à la vérification et à l'affirmation des créances, et sa formation exige le concours de la majorité des créanciers en nombre et de la majorité en sommes des trois quarts avant la loi du 4 mars 1889, et des deux tiers depuis

cette loi, et l'homologation du tribunal (*Rép. v° Obligations*, n° 2312, Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2970).

984. — II. EFFETS DU CONCORDAT PAR ABANDON. — 1° *Dessaisissement*. — Le concordat par abandon, tel qu'il a été organisé par la loi de 1856, diffère essentiellement du concordat ordinaire, en ce qu'il ne met pas fin au dessaisissement du failli pour ses biens présents, ou pour la portion de ces biens présents qui ont fait l'objet de l'abandon, dans le cas où l'abandon ne serait que partiel. Au regard de ces biens, l'état de faillite subsiste, et la liquidation s'en opère sous la direction du syndic, conformément aux règles de l'union. Cette survie de l'état de faillite au concordat par abandon est, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, une innovation de la loi de 1856; avant la promulgation de cette loi, il était au contraire généralement admis que le concordat homologué mettait fin en tout cas à la faillite, alors même qu'il renfermait un abandon d'actif à liquider, cette liquidation créant entre les créanciers une simple communauté d'intérêts qui ne pouvait ni continuer, ni faire revivre la faillite (Civ. cass. 14 avr. 1856, aff. Provin, D. P. 56. 1. 203). Plusieurs cours d'appel, s'inspirant de considérations pratiques, avaient, il est vrai, jugé, en sens contraire, que le concordat par abandon ne devait faire cesser les effets de la faillite que *respectivement au failli*, l'état de faillite subsistant, au contraire, dans l'intérêt des tiers (Bordeaux, 27 août 1850, aff. Faillite Jalama, D. P. 51. 2. 28; Besançon, 28 mars 1855, aff. Liquid. Robbe, D. P. 55. 2. 324, arrêt cassé par l'arrêt précité du 14 avr. 1856 de la chambre civile). Mais ce tempérament était manifestement inconciliable avec le texte de la loi, qui ne reconnaissait alors qu'un seul type de concordat, dont l'effet essentiel était précisément de supprimer *ipso facto* et *erga omnes* l'état de faillite. Il ne pouvait évidemment pas dépendre des créanciers, par une convention insérée dans le concordat, de prolonger la faillite et les pouvoirs des syndics et du juge commissaire au delà de leur terme légal. Ils en étaient réduits à désigner parmi eux des *commissaires*, chargés de procéder pour leur compte à la liqui-

tion des biens abandonnés; et ce sont précisément les lacunes et les abus auxquels cette insuffisance de réglementation avait donné lieu qui ont déterminé le législateur à ériger en règle la survie de l'état de faillite au concordat par abandon, et à confier la liquidation de l'actif abandonné aux syndics maintenus ou remplacés conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'art. 529, relatifs au cas d'union... les créanciers demeurant d'ailleurs libres de désigner des commissaires, chargés de contrôler la liquidation, mais incapables de se substituer aux syndics.

985. Aux termes de l'art. 541, § 4, « la liquidation de l'actif abandonné est faite conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'art. 529, aux art. 532, 533, 534, 535 et 536, et aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 537 ». En d'autres termes, elle s'opère comme s'il y avait union (Rennes, 29 janv. 1861, aff. Robin Morhéry, D. P. 61. 2. 126; Civ. cass. 10 févr. 1864, aff. Galliet, D. P. 64. 2. 236; Orléans, 20 mai 1868, aff. De la Barbée, D. P. 68. 2. 211). L'art. 541, il est vrai, ne renvoie expressément qu'à quelques articles de la sect. 4 (consacrée à la procédure de l'union); mais il est certain que cette énumération n'est pas limitative et que, notamment, les articles du code de commerce concernant les formalités des ventes et les répartitions après union, quoique non visés par le texte, sont applicables, par identité de motifs, au concordat par abandon (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2972; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 484; Boistel, n° 1064; Ruben de Couder, *v° Concordat*, n° 369; Alauzet, t. 7, n° 2753). Il en est de même de l'art. 503 c. com., concernant le droit d'opposition accordé aux retardataires pour leur permettre de prendre part aux répartitions (Trib. civ. Lyon, 24 avr. 1885, *Moniteur de Lyon*, 12 juin 1885).

986. Il a été jugé, conformément à ces principes, que l'art. 572 c. com. qui règle la forme des ventes des immeubles au cas d'union est applicable au cas de concordat par abandon (Rennes, 29 janv. 1861, précité; Bordeaux, 24 déc. 1866 (1). — V. sur l'art. 572 et sur les règles applicables au cas d'union, *infra*, n° 1212 et suiv.). Décidé toute-

(1) (Syndic Ferré C. Soumet.) — Le 21 févr. 1866, jugement du tribunal civil de Bordeaux ainsi conçu : — « Attendu que l'art. 572 c. com. dispose, en matière de faillite, que s'il n'y a pas de poursuites en expropriation des immeubles du failli commencées avant l'époque de l'union, les syndics seuls seront tenus d'y procéder dans la huitaine, sans l'autorisation du juge-commissaire, suivant les formes prescrites pour la vente des biens des mineurs; — Que la seule difficulté soumise au tribunal consiste à savoir si cet article doit recevoir son application dans le cas d'un concordat par abandon d'actif; — Que pour résoudre cette question, il est utile de bien préciser le caractère et les effets de ce concordat, reçu dans l'usage et toléré par la jurisprudence avant d'être reconnu et consacré par la loi du 17 juill. 1856; — Attendu que le rapporteur de cette loi, dans l'exposé des motifs présenté au Corps législatif, a défini ce concordat comme un contrat qui pourrait se former entre le failli de bonne foi et ses créanciers, et qui aurait pour résultat de libérer le failli par l'abandon de ses biens, et de l'affranchir de la contrainte par corps, sans jugement d'excusabilité; — Que cette définition indique bien nettement que la loi nouvelle, destinée, par une raison de justice et d'humanité, à modifier l'ancien contrat d'union dont les effets étaient trop rigoureux, n'a eu qu'un seul but : celui d'apporter un juste tempérament à la position malheureuse du failli, en lui rendant sa liberté et en lui permettant de recommencer une nouvelle vie de travail et de réparation; — Que cette appréciation est d'autant plus sûre, qu'elle trouve sa justification dans une de ses dispositions portant que la liquidation de l'actif abandonné serait faite conformément aux règles relatives au contrat d'union auxquelles elle renvoie; qu'il ressort évidemment de cette disposition que, si la faillite a cessé pour le failli, désormais affranchi de l'action de ses créanciers par l'abandon de son actif, elle subsiste toujours quant aux biens abandonnés, qui doivent rester sous les liens de l'union jusqu'à ce que la liquidation soit complète et définitive; que cette distinction entre la personne du failli qui échappe aux liens de la faillite, et ses biens qui restent soumis au régime de l'union, est clairement indiquée par M. Benoît-Champy dans son rapport au Corps législatif; — Qu'il est donc juste de reconnaître que la vente des immeubles d'un failli concordataire par abandon d'actif tombe sous l'application de l'art. 572 c. com., qui prescrit les mêmes formes que pour la vente des biens de mineurs; — Attendu, au surplus, qu'il est de principe, en droit, que les créanciers hypothécaires sont hors de la faillite; que le concordat qui intervient entre le failli et ses créanciers chirographaires ne peut

avoir effet qu'entre les parties contractantes; qu'il ne peut être opposé aux créanciers hypothécaires qui n'y ont point été parties, quand surtout les clauses qu'il renferme ont pour objet de leur enlever ou d'amoindrir les garanties que la loi leur accorde pour la réalisation du gage affecté au paiement de leur créance, — Attendu, en fait, que la dame Soumet est créancière hypothécaire de Ferré, failli concordataire par abandon de son actif; que, si le syndic de la faillite a été autorisé par les créanciers chirographaires à procéder sans l'autorisation de M. le juge-commissaire, à la vente des immeubles abandonnés, sans observer les formalités prescrites par l'art. 572 c. com., cette clause ne peut être obligatoire pour la dame Soumet; — Par ces motifs, etc.

— Appel par le syndic de la faillite Ferré.  
LA COUR; — Attendu que l'art. 572 c. com., qui règle la forme dans laquelle les biens immeubles du failli en état d'union doivent être vendus, n'est que le corollaire de l'art. 534, qui autorise les syndics à poursuivre cette vente; que, pour le rendre applicable à la vente d'immeubles appartenant au failli concordataire amiable, il n'était pas nécessaire que la loi du 17 juill. 1856 le mentionnât expressément et qu'il suffisait qu'elle se référât, comme elle l'a fait, à l'art. 534, lequel doit naturellement apporter avec lui toutes ses conséquences; — Attendu qu'il doit d'autant mieux en être ainsi que, dans le système contraire, les créanciers qui acceptent le concordat par abandon, restant libres de déterminer à leur gré le mode de vente des biens du failli, sans la participation de celui-ci et sans celle des créanciers hypothécaires pourraient laisser l'intérêt à venir de l'un, et l'intérêt présent des autres, en diminuant les garanties par lesquelles, dans le cas d'une union ordinaire sur faillite, la loi a voulu leur assurer une adjudication en rapport avec la valeur réelle; — Attendu que l'art. 570 c. com., dont l'applicabilité en matière de concordat amiable n'est ni contestée ni douteuse, ne se trouve cependant pas non plus au nombre de ceux auxquels la loi de 1856 s'est expressément référée, en ce qui concerne la liquidation de l'actif abandonné, ce qui démontre de plus fort qu'en donnant aux créanciers et aux syndics, après concordat amiable, pouvoir de faire, pour cette liquidation, les mêmes opérations de réalisation et de vente, que s'ils agissaient en état d'une union ordinaire, la loi de 1856 a voulu leur imposer, par voie de conséquence virtuelle, l'obligation d'y procéder dans les mêmes formes tutélaires; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 24 déc. 1866. — C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Raoul Duval, 1<sup>er</sup> pr. — Jorant, 1<sup>er</sup> av. gén. — Monteau et Goubeau, av.

fois que l'adjudication des immeubles d'un failli, après concordat par abandon d'actif, n'a pas pour effet de purger les hypothèques inscrites sur ces immeubles; qu'elle est soumise non seulement à la surenchère réglée par l'art. 573 c. com., mais encore à la surenchère accordée aux créanciers inscrits par l'art. 2185 c. civ.; que, en conséquence, l'acquéreur doit, pour se soustraire aux poursuites de ces créanciers, accomplir les formalités prescrites par les art. 2183 et suiv. c. civ. (Trib. civ. de Nantes, 21 août 1884, aff. Chauveau, D. P. 86. 3. 96). « L'union, dit le jugement précité, est un état qui laisse subsister la faillite, et qui s'impose à tous, tandis que le concordat par abandon qui met fin à la faillite, et libère entièrement le failli, procède d'un contrat imposé à tous les créanciers par la masse chirographaire seule. On ne peut donc raisonner par analogie d'un cas à l'autre ». Cet argument, qui est le principal motif de la décision du tribunal, ne paraît pas suffisant pour la justifier. Peu importe, en effet, la nature ou l'origine de l'union et du concordat par abandon : le seul point à examiner est celui de savoir si, lors de la vente de l'immeuble hypothéqué, le rôle du créancier inscrit est le même dans les deux hypothèses. Or, il est incontestable que, en cas de concordat par abandon, comme en cas d'union, le prix des immeubles vendus, objet essentiel et final de la purge, est réglé contradictoirement avec les créanciers du failli, représentés par le syndic; dans l'une comme dans l'autre hypothèse, les créanciers hypothécaires sont avertis par la publicité qu'a reçue la faillite; ils seraient donc mal fondés à se plaindre de n'avoir pas été mis en demeure, par des notifications individuelles, d'exercer la faculté de surenchérir. En un mot, dans les deux cas, les garanties offertes aux créanciers inscrits étant identiques, les raisons de décider doivent être les mêmes. Le but de la loi du 17 juill. 1856, en accordant au failli le bénéfice du concordat par abandon, a été d'affranchir sa personne des liens de la faillite; mais celle-ci continue de subsister, quant aux biens abandonnés, qui restent, jusqu'à la liquidation définitive, soumis aux règles propres de l'union (Civ. cass. 10 févr. 1864, aff. Syndic Galliet et comp., D. P. 64. 1. 236, et les autorités citées en note). Pourquoi, dès lors, si l'on accepte la jurisprudence de la cour de cassation pour le cas d'union (V. *infra*, n° 1222, 1223) ne pas l'étendre, par identité de motifs, au cas de concordat par abandon? L'art. 541, § 4, c. com., qui renvoie pour la liquidation de l'actif abandonné aux règles posées pour le cas d'union, ne vise pas, il est vrai, l'art. 573 c. com.; mais il est évident que ce dernier article doit être également applicable à la vente après concordat par abandon; car l'art. 541 se réfère à l'art. 534, dont les art. 572 et 573 ne sont que le corollaire.

987. L'observation des formalités édictées par les différents articles relatifs à l'union, pour la liquidation des biens abandonnés, est d'ordre public; il ne saurait dépendre des créanciers, par une clause insérée dans le concordat, ni même du juge, par une mention insérée dans le jugement d'homologation, d'en affranchir le failli, et d'organiser, au lieu et place de la procédure légale impliquant le dessaisissement du débiteur relativement à ses biens présents et la concentration des pouvoirs de gestion aux mains des syndics, un mode de liquidation amiable, plus expéditif et moins coûteux, quels qu'en puissent être, dans certaines circonstances, les avantages pratiques. Jugé, en ce sens, que la liquidation des biens abandonnés doit être faite selon les errements accoutumés en matière de faillite et en suivant la procédure édictée aux art. 450 et suiv. c. com.; spécialement, que le jugement qui, après abandon d'actif par le failli, oblige un créancier à rapporter des sommes par lui reçues dans le cas prévu par l'art. 447, n'est régulièrement rendu que s'il a été précédé d'un rapport du juge-commissaire de la faillite (Orléans, 20 mai 1868, aff. de la Barbée, D. P. 68. 2. 241). Jugé même que, si le failli recouvre, par l'effet du concordat par abandon, la plénitude de sa capacité contractuelle, il ne s'ensuit pas qu'il ait le droit d'exiger, comme au cas d'un concordat ordinaire, la remise de ses livres de commerce, ni même le dépôt de ces livres entre les mains

d'un séquestre; qu'il n'importe, d'ailleurs, que le jugement d'homologation ait déclaré que le failli était remis à la tête de ses affaires, le jugement d'homologation ne pouvant rien ajouter aux effets du concordat (Orléans, 1<sup>er</sup> déc. 1869, aff. Chambert, D. P. 70. 2. 89). — La formule de ce dernier arrêt nous semble toutefois trop absolue, et nous croyons qu'il n'y aurait aucun inconvénient à reconnaître au failli le droit de se faire restituer ses livres, une fois la liquidation terminée. Sans doute ce droit n'appartient pas au failli après le contrat d'union; mais il ne faut pas oublier que le failli auquel un concordat par abandon a été consenti peut exercer tel négoce qu'il lui convient de choisir, et peut notamment continuer le genre d'affaires qu'il traitait avant la faillite; c'est même ce qui, en fait, se produira le plus souvent. Or, dans ce dernier cas, il a un intérêt considérable à rentrer en possession de ses livres, et l'on ne voit pas quel motif les créanciers pourraient avoir, une fois la liquidation terminée, de s'opposer à cette restitution.

En tout cas, et à supposer que l'autorisation donnée au syndic par les créanciers chirographaires de vendre les immeubles abandonnés sans observer les formalités prescrites par l'art. 572 c. com. puisse recevoir quelque effet, une telle autorisation ne saurait être opposée aux créanciers hypothécaires (Bordeaux, 24 déc. 1866, *supra* n° 986).

988. L'arrêt de la cour d'Orléans du 20 mai 1868, cité *supra*, n° 987, relève incidemment une autre différence entre les deux formes de concordat. Il admet, en effet, comme un corollaire du maintien du dessaisissement, que les nullités des art. 446 et suiv. continuent à pouvoir être invoquées après le concordat par abandon, tandis que, d'après l'opinion la plus générale, ces nullités ne peuvent plus être invoquées après le concordat simple (Comp. en ce sens, Rennes, 29 janv. 1861, aff. Robin Morhery, D. P. 61. 2. 126; Civ. cass. 10 févr. 1864, aff. Syndic Galliet, D. P. 64. 1. 236).

989. L'abandon d'actif pouvant être total ou partiel, des difficultés s'élèveront parfois dans la pratique sur le point de savoir quelle a été l'intention des parties. Toutefois, dans le doute, et à défaut de réserves formelles de la part du débiteur, les tribunaux devront plutôt se prononcer dans le sens de l'abandon total des biens présents. Ils auront à examiner, dans tous les cas, si à raison des circonstances, de la valeur respective des diverses natures de biens comprises dans l'actif, etc., les créanciers doivent être considérés comme ayant compté sur telle ou telle partie de l'actif dont le failli prétendrait, par la suite, avoir entendu conserver la libre disposition. Jugé, à cet égard, que les juges peuvent refuser l'homologation du concordat par abandon d'actif intervenu entre un imprimeur et ses créanciers, à raison du refus fait par celui-ci de réaliser la cession de son brevet, lorsque la valeur de ce brevet avait été portée au bilan de la faillite, et que les termes du concordat devraient le faire considérer comme faisant partie de l'actif abandonné (Req. 13 déc. 1869, aff. Wiesener, D. P. 71. 1. 116). Le failli prétendrait vainement que le brevet ne pouvait pas être cédé, parce qu'il constituait un droit attaché à sa personne attendu que, sous l'empire de la législation alors en vigueur, un imprimeur pouvait toujours céder son brevet en présentant un successeur à l'agrément de l'Administration (Même arrêt). — Le concordat par abandon d'actif comprend, à plus forte raison, la valeur vénale du fonds de commerce exploité par le débiteur. Le syndic peut donc en disposer, comme de toute autre valeur mobilière comprise dans la liquidation: il peut, notamment, rétrocéder le fonds à son ancien titulaire, ou lui restituer, moyennant finances, la liberté d'exploiter un commerce similaire qu'il avait aliénée avec le fonds.

990. Le syndic préposé à la liquidation de l'actif abandonné, ayant en principe les mêmes pouvoirs qu'un syndic d'union, a qualité, de même que ce dernier, pour exercer au nom de la masse, toutes les actions relatives aux valeurs mobilières ou immobilières comprises dans cet actif (Rennes, 29 janv. 1861, et Civ. cass. 10 févr. 1864, cités *supra*, n° 988; Paris, 4 juin 1889) (1);... et spécialement les actions, telles que l'action en rapport des sommes indûment payées par le

(1) (Michelet C. Pradon.) — LA COUR; — Considérant qu'il est constant en fait et reconnu par toutes les parties que le concordat consenti à Michelet par ses créanciers le 6 mai 1876 et

homologué par jugement du tribunal de commerce de la Seine du 8 juin a été formé par abandon de l'actif réalisé ou à réaliser, c'est-à-dire par l'abandon de l'actif du failli; que les const-

failli à l'un de ses créanciers depuis la faillite ou dans les dix jours qui l'ont précédée, qui étant nées de la faillite doivent être considérées comme faisant virtuellement partie de l'actif abandonné (Rennes, 29 janv. 1861 et Civ. cass. 10 févr. 1864, précités). Le failli, au contraire, étant dessaisi par l'abandon de son actif des droits et actions qui y sont attachés, ne saurait être admis à les faire valoir en justice. Spécialement, il est sans qualité pour demander la *péremption d'une instance* introduite à une date antérieure à la déclaration de faillite (Paris, 4 juin 1889, précité).

991. Le dessaisissement du failli a encore pour conséquence d'obliger les syndics à rendre leurs comptes aux créanciers, à l'expiration de la liquidation, dans les formes prévues par l'art. 537 au titre de l'union. Le failli doit être présent ou dûment appelé à la reddition du compte définitif, mais ce n'en est pas moins à l'assemblée des créanciers seule, et non pas au failli, comme dans le concordat ordinaire, que ce compte est légalement rendu (Caen, 23 juill. 1885) (1). Et le failli ne peut, après la reddition du compte aux créanciers, réclamer du syndic la remise des pièces justificatives qui sont l'accessoire de ce compte; il a seulement le droit de se faire remettre les autres pièces, qui, après l'achèvement de la liquidation, ont cessé d'être utiles aux créanciers (Même arrêt du 23 juill. 1885. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2972, *in fine*; Boistel, n° 1065; Ruben de Couder, v° *Concordat*, n° 378). A plus forte raison, le failli concordataire par abandon ne peut-il réclamer aux syndics aucun compte, avant l'achèvement de la liquidation (Caen, 14 août 1858, aff. Brunet, D. P. 59. 2. 29; Orléans, 1<sup>er</sup> déc. 1869, aff. Chambert, D. P. 70. 2. 89).

Mais le failli, quoique dessaisi de l'actif abandonné par le concordat, a néanmoins intérêt et, par suite, qualité pour surveiller la gestion des biens abandonnés; il peut, notamment poursuivre des recouvrements négligés par ses

créanciers, sauf aux tribunaux à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les sommes ainsi recouvrées par l'initiative du failli seront versées, non pas dans ses mains, mais dans celles de ses créanciers, et en déduction de leurs droits (Colmar, 29 déc. 1859, aff. Pernet, D. P. 61. 5. 222. Conf. sous le code de 1807, Paris, 5 avr. 1834, *Rép.* n° 810-7°). Et ce droit de surveillance doit lui être spécialement reconnu dans le cas où l'abandon de l'actif a été accompagné d'une promesse de payer un dividende minimum; en ce cas, en effet, le failli concordataire étant tenu de parfaire, au moyen de l'actif qui pourrait lui advenir, le dividende minimum promis, en cas d'insuffisance de l'actif abandonné, a un intérêt évident à veiller à ce que la liquidation s'effectue au mieux de ses intérêts. Il en serait ainsi, à plus forte raison, dans le cas où il se serait engagé, après avoir abandonné son actif à ses créanciers, à leur payer, dans un délai déterminé, l'intégralité de ce qui leur resterait dû, l'actif une fois liquidé, à supposer d'ailleurs qu'un tel traité puisse être considéré comme un véritable concordat par abandon (Amiens, 6 janv. 1883, aff. Boucher, D. P. 85. 2. 205, motifs).

992. Le syndic au concordat par abandon, comme le syndic d'union, doit continuer ses fonctions jusqu'à ce que la liquidation soit terminée. Il arrive, d'ailleurs, assez fréquemment, même depuis la promulgation du nouvel art. 541 qui a investi les syndics de la mission de liquider l'actif, que les créanciers désignent un ou plusieurs d'entre eux en qualité de *commissaires*, à l'effet de surveiller la liquidation. L'étendue des attributions de ces commissaires varie naturellement suivant les termes du mandat qui leur est conféré par le concordat (V. *supra*, n° 941 et suiv. ce qui a été dit au sujet des commissaires nommés pour surveiller l'exécution d'un concordat ordinaire); mais, en ce qui concerne spécialement l'exercice des actions judiciaires, la jurispru-

quences juridiques d'un traité de ce genre sont déterminées par les dispositions de l'art. 541 c. com. modifié par la loi du 17 juill. 1856; qu'il résulte de ces dispositions que, si un tel concordat produit les mêmes effets que les autres concordats, c'est sous la réserve exprimée par la loi susdite, que la liquidation de l'actif abandonné sera faite conformément aux règles propres à l'état d'union, telles qu'elles sont édictées par les art. 529 et suiv. c. com.; — Considérant que, sous l'empire de ces règles, les syndics de la faillite, loin de cesser leurs fonctions, sont maintenus ou remplacés et qu'eux seuls représentent la masse des créanciers et sont chargés de procéder à la liquidation de l'actif, à charge de rendre compte de leur gestion à l'assemblée des créanciers qu'ils représentent; que la conséquence de cette situation est de maintenir le failli, relativement aux biens, droits et actions dont il a fait l'abandon, dans l'état d'incapacité où l'avait placé sa mise en faillite; qu'on ne saurait, dès lors, considérer Michelet, déclaré en faillite le 2 févr. 1875, avec report ultérieur de la cessation de ses paiements au 1<sup>er</sup> mars 1874, comme ayant eu qualité pour former le 22 janv. 1889 une demande en péremption de l'instance d'appel introduite par Pradon et la demoiselle Lesienne, le 19 janv. 1875, contre le jugement du tribunal de commerce du 10 déc. 1874; que ladite demande n'est donc pas recevable;

Par ces motifs; — Déclare Michelet non recevable en sa demande en péremption d'instance; l'en déboute; — Le condamne aux dépens.

Du 4 juin 1889.-C. de Paris.-MM. Villetard de Laguerie, pr.-Sick et Closset, av.

(1) (Lebuffe C. Syndic Lebuffe.) — LA COUR; — Sur la demande en reddition de comptes: — Attendu qu'à la différence du concordat ordinaire, qui rend au failli l'administration de ses biens, et oblige le syndic à lui rendre compte de sa gestion, le concordat par abandon d'actif, tout en restituant au failli sa liberté contractuelle et en faisant cesser, quant à sa personne, les effets de la faillite, ne l'autorise pas à exiger la reddition d'un compte, qui intéresse principalement, sinon exclusivement, ses créanciers; qu'aux termes des art. 541 et 537 c. com. combinés, le syndic représentant les créanciers auxquels a été fait ledit abandon est, à l'égard des biens qu'il comprend, vis-à-vis du failli concordataire, dans une situation analogue à celle du syndic de l'union au respect du failli qui n'a pas obtenu de concordat; que c'est donc aux créanciers, ses mandants, qu'il doit compte, l'intérêt du failli se trouvant d'ailleurs sauvegardé par le fait qu'il doit être présent ou dûment appelé à cette opération, qu'il a dès lors la faculté de contrôler; — Attendu qu'en vain et à tort Lebuffe prétend n'avoir fait qu'un abandon partiel de son actif; qu'en effet, la proposition par lui faite et consignée dans le rapport

préalable au concordat, acceptée par ses créanciers comme condition de son obtention, vise un abandon total, sans exception ni réserve; — Attendu que le syndic Dauvin ayant rendu son compte définitif aux créanciers, qui l'ont accepté en présence de Lebuffe qui n'y a pas contredit, ce dernier est sans qualité et non recevable dans sa demande, et qu'à bon droit ainsi l'ont déclaré les premiers juges; qu'il devient, dès lors, inutile de rechercher quels devraient être les éléments du compte réclamé, et si les critiques tardives du failli seraient de nature à être accueillies en tout ou partie;

Sur la demande en remise de pièces; — Attendu que le syndic Dauvin a consenti à restituer à Lebuffe les pièces inventoriées, mais s'est refusé à la remise des autres titres et documents dont il était devenu détenteur au cours des opérations de la faillite; que c'est seulement en instance d'appel qu'il a passé des obsèques, en réservant toutefois le double de l'inventaire, le double de l'état élargé de répartition des dividendes, les reçus et pièces justificatives des sommes par lui versées ou dépenses faites pour le compte de la faillite qu'il prétend être en droit de conserver; — Attendu qu'aux termes de l'art. 480 c. com., un des doubles de l'inventaire doit être déposé au greffe et l'autre rester aux mains du syndic; qu'en outre, il est d'usage que les états de répartition des dividendes soient également dressés en double expédition, dont l'une est remise au greffe et l'autre demeure en la possession du syndic; — Attendu qu'il est rationnel que ce dernier, autorisé par la loi à conserver l'inventaire qui le constitue comptable des deniers de la faillite, garde par devers lui l'état de répartition, qui en est, en quelque sorte, la contrepartie, et au moyen duquel il puisse, le cas échéant, justifier de sa libération au respect de qui de droit; que la prétention du syndic à cet égard, conforme à la pratique constante, doit être accueillie; — Attendu que le syndic ne devant pas de compte à Lebuffe, mais ayant dû le rendre aux créanciers, ne peut être tenu davantage à se dessaisir des pièces justificatives qui sont l'accessoire de son compte, et desquelles, au reste, le failli, à diverses reprises, a reçu communication; — Attendu, relativement au surplus des pièces réclamées, que la liquidation de l'actif étant terminée et les pièces dont il s'agit ayant cessé d'être utiles aux créanciers, le failli concordataire était en droit d'en obtenir la remise; qu'à tort donc le tribunal, sans distinguer entre les documents réclamés par lui, a repoussé sa demande;

Par ces motifs; — Déclare Lebuffe non recevable en son action en reddition de compte et l'en déboute; — Dit que remise sera faite à Lebuffe des pièces réclamées sous les nos 4, 5, 6 de ses dernières conclusions; — Rejette toute autre demande de Lebuffe, etc.

Du 23 juill. 1885.-C. de Caen, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Hue, pr.-Vaudrus, subst.-Le Gost et Bénard, av.

dence tend à les considérer comme virtuellement investis, concurremment avec les syndics, de la qualité de représentants de la masse. Jugé, en ce sens, que le commissaire au concordat peut former, conjointement avec les syndics, un pourvoi en cassation contre un jugement rendu au préjudice de la masse (Civ. cass. 10 févr. 1864, aff. Galliet, D. P. 64. 1. 236). — Décidé même que les jugements rendus avec le syndic au concordat par abandon d'actif consenti à un failli, peuvent être frappés d'appel par le commissaire que les créanciers ont nommé pour l'exécution du même concordat, quoique ce commissaire n'ait pas personnellement figuré aux jugements dont il s'agit, l'appel étant interjeté au nom de la masse des créanciers qui y étaient incontestablement parties (Civ. cass. 5 juill. 1865, aff. Guichard D. P. 65, 1. 496).

Mais il n'appartient en aucun cas aux commissaires de se substituer à l'action de la justice et d'empiéter sur les attributions du juge-commissaire ou du tribunal de commerce, dont la mission est, en cas de concordat par abandon d'actif, aussi étendue que dans le cas d'union.

**993.** — 2° *Libération du failli.* — *Absence de dessaisissement quant aux biens futurs.* — Le failli concordataire est, après la vente de ses biens, libéré envers ses créanciers pour toute la portion de son passif non couverte par le produit de la vente. Cette remise concordataire, essentiellement variable dans sa quotité, est régie par les mêmes règles et présente les mêmes caractères que la remise contenue dans le concordat simple (V. *supra*, n° 949 et suiv.). — De même que la remise contenue dans un concordat simple, elle est opposable à tous les créanciers, portés ou non au bilan, vérifiés ou non vérifiés (Trib. Lyon, 24 avr. 1885, cité *supra*, n° 985). Cet acte de remise, qui accompagne tout concordat par abandon, a pour effet de placer en dehors du dessaisissement tous les biens que le failli pourrait acquérir postérieurement au concordat même au cours de la liquidation ; le failli a donc la libre administration et la pleine disposition des biens qu'il acquerra, depuis cette date, dans l'exercice d'un nouveau commerce ou de tout autre manière (Civ. cass. 10 févr. 1864, aff. Syndic Galliet, D. P. 64. 1. 236 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2973 *in fine*).

**994.** Les concordats par abandon, tels que les a organisés la loi de 1856, n'offrent, pour ainsi dire, aucun avantage aux créanciers. D'une part, en effet, ils libèrent le failli de l'excédent de ses dettes sur le prix de ses biens, et d'autre part, ils ne procurent à la masse, à la différence du concordat simple, en échange du sacrifice qu'elle s'impose, aucun engagement du failli de payer un certain dividende. Il semble donc que, l'art. 541 interdisant aux créanciers de substituer un mode de liquidation plus expéditif et moins coûteux aux formalités protectrices, mais longues et compliquées, de l'union, les créanciers n'aient plus aucun profit à souscrire à un semblable traité. Aussi certains auteurs proposent-ils le retour à la liberté et aux liquidations conventionnelles telles qu'elles étaient pratiquées avant la loi de 1856 (Thaller, t. 2, p. 294).

Malgré ces inconvénients, le nombre de ces concordats atteint encore aujourd'hui un chiffre assez appréciable, 11 pour 100 environ du chiffre total des concordats pour l'ensemble des tribunaux de commerce. Cette proportion est même beaucoup plus considérable dans le ressort du tribunal de commerce de la Seine. D'après la statistique de ce tribunal pour 1889, sur 2077 faillites terminées en 1889, 161 faillites ont pris fin par concordat simple et 82 par concordat à la suite d'abandon d'actif. Mais il convient de remarquer qu'un assez grand nombre de ces concordats renferment des clauses adjointes par lesquelles le failli garantit un *tant pour cent minimum*. — Parfois aussi le concordat contient une renonciation de la femme du failli

à une part de ses droits. Elle peut, notamment, renoncer à faire valoir ses reprises vis-à-vis de la faillite « jusqu'au moment où les dividendes reçus par la masse auront atteint un dividende minimum » (Req. 23 juill. 1878) (1). Et cette clause peut être interprétée en ce sens que la femme abandonne aux créanciers de son mari, avec le consentement de celui-ci, tous ses biens, meubles et immeubles, sous la réserve de se porter créancière seulement après que tous les créanciers chirographaires auraient reçu le dividende minimum stipulé (Même arrêt).

**995.** — III. *ANNULATION ET RÉSOLUTION DU CONCORDAT PAR ABANDON.* — Le concordat par abandon peut être annulé pour les mêmes causes que le concordat simple, et dans les mêmes formes. L'annulation doit donc être prononcée par jugement, et le concordat demeure obligatoire tant qu'un jugement d'annulation n'est point intervenu. L'annulation doit être demandée par voie principale, et non pas incidemment, à l'occasion d'une saisie ou de toute autre voie d'exécution (Comp. *supra*, n° 969).

Théoriquement, le concordat par abandon est sujet aux mêmes causes de résolution que le concordat simple. Il convient cependant de remarquer qu'en principe la résolution n'est pas possible, en cas de concordat par abandon, puisque le failli ne contracte aucun engagement. Il ne peut y avoir résolution que dans le cas où le failli a garanti aux créanciers un dividende minimum (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2976). En ce cas, les règles édictées par l'art. 526 s'appliqueront sans contestation. — Au cas de déclaration d'une faillite nouvelle, il en est autrement. Tandis que, en cas de concordat simple, les créanciers de la nouvelle faillite ont le droit de concourir avec les créanciers antérieurs, sous réserve du droit hypothécaire de ces derniers, sur les immeubles existant au jour de la première faillite, ce concours n'a pas lieu dans le cas où la première faillite s'est terminée par un concordat par abandon : le créancier ou les créanciers de la seconde faillite, n'ayant que les droits qui pouvaient appartenir au failli, au jour de la nouvelle cessation de paiements, ne peuvent se faire payer sur l'actif abandonné qu'après l'entière libération du failli envers les créanciers de sa première faillite (Comp. Rennes, 24 mai 1851, aff. Perdreau, D. P. 54. 2. 45).

**996.** — IV. *DROITS D'ENREGISTREMENT.* — La loi du 17 juill. 1856 (art. 541 *in fine*), renferme une disposition de faveur pour le concordat par abandon, en ce qui concerne les droits d'enregistrement. L'union et le concordat simple acquittent simplement un droit fixe de 4 fr. 50 (L. 22 frim. an 8, art. 68, § 3, n° 6 ; L. 24 mai 1834 ; L. 28 févr. 1872, art. 4). On appliquait au contraire avant 1856, au concordat par abandon, l'art. 69, § 3, n° 3 de la loi du 22 frim. an 8, aux termes duquel tous les transports ou cessions de créances à terme sont passibles d'un droit *proportionnel* de 1 pour 100. Aux termes de l'art. 541 nouveau, le concordat par abandon n'est plus assujéti qu'à un droit fixe identique à celui qui frappe le concordat simple et l'union.

### ART. 3. — Concordat des sociétés.

#### § 1<sup>er</sup>. — Concordat des sociétés en nom collectif et en commandite.

**997.** Les sociétés en nom collectif et en commandite, simple ou par actions, peuvent, comme les individus commerçants, obtenir un concordat. Cette solution s'induit par *contrario* du texte de l'art. 531. Mais la présence, dans ces deux types de sociétés, d'associés personnellement obligés, dont la faillite sociale entraîne la faillite personnelle (V. *supra*, sect. 1<sup>re</sup>), donne lieu à certaines difficultés, notamment en ce qui concerne : 1° la composition des assemblées

pour 100, le surplus de l'actif, s'il y en avait, devant alors être réparti au marc le franc, entre tous les créanciers, elle comprise, sans qu'elle pût exercer aucune répétition à raison des 40 pour 100 répartis aux créanciers étrangers ; — Attendu que, pour résoudre cette difficulté, les juges du fond ont pris en considération les circonstances dans lesquelles la dame Perthuy-Martineau est intervenue au concordat, le but qu'elle s'est proposé par cette intervention, et l'interprétation qu'elle a elle-même donnée

(1) (Perthuy-Martineau C. Syndic Perthuy-Martineau.) — LA COUR ; — Sur le premier moyen pris de la violation des art. 1134, 1109, 1341, 1985 et 1988 c. civ. : — Attendu qu'il s'agissait, dans l'espèce, de déterminer le sens de la clause par laquelle la dame Perthuy-Martineau avait déclaré « à raison du concordat par abandon d'actif accordé à son mari, renoncer à faire valoir ses reprises vis-à-vis de la faillite, jusqu'au moment où les dividendes reçus par la masse chirographaire auraient atteint 40



appelées à délibérer tant sur le concordat social que sur les concordats individuels sollicités par les associés; 2° la détermination des personnes chargées de représenter la société dans la négociation du concordat social; 3° l'influence du vote émis pour ou contre le concordat social sur la faillite personnelle de chaque associé, et réciproquement.

**998.** — I. ASSEMBLÉES CONCORDATAIRES. — Lorsqu'une société comprenant des associés en nom tombe en faillite, deux sortes d'assemblées concordataires doivent être distinguées : l'assemblée appelée à délibérer sur le projet de concordat social, d'une part, et les assemblées saisies des propositions concordataires émanées de chacun des associés solidaires, d'autre part. Ces assemblées ont une composition différente ; en effet, les créanciers sociaux ont seuls qualité pour prendre part au vote sur le projet de traité émané de la société, tandis que l'assemblée appelée à délibérer sur le concordat particulier à chaque associé comprend non seulement ces mêmes créanciers sociaux, mais encore les créanciers personnels dudit associé (Conf. Rép. v° Société, n° 882; Laisné, *Revue de droit français et étranger*, t. 2, p. 805; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 681, V. aussi note de M. Cazalens, D. P. 71. 1. 5).

**999.** — II. QUI A QUALITÉ POUR NÉGOCIER LE CONCORDAT SOCIAL? — Il est tout d'abord un point hors de toute controverse, c'est que les sociétés en nom collectif ou en commandite ne peuvent être représentées au concordat que par les associés solidaires, dont la faillite sociale entraîne *ipso facto* la faillite individuelle (V. *supra*, sect. 1<sup>re</sup>), à l'exception des associés à responsabilité limitée, c'est-à-dire des commanditaires, que la faillite n'atteint pas, en principe (V. Rép. n° 666). — Mais une question plus délicate est celle de savoir si le concordat, pour être régulier, doit être proposé par tous les associés en nom. Cette question, selon nous, doit être résolue par l'affirmative, et nous estimons que l'un des membres d'une société tombée en faillite n'a qualité ni pour représenter légalement la société, ni pour stipuler au nom de ses coassociés qui ne lui ont pas donné leur procuration (Trib. com. Bordeaux, 27 avr. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 664. Conf. Pic, *Faillite des sociétés*, p. 172). Telle est la règle, consacrée par plusieurs législations étrangères, notamment par la loi allemande, dont l'art. 200 dispose qu'« un concordat ne pourra être conclu que sur la proposition de tous les associés personnellement tenus ». Vainement objecterait-on que ce système, où le défaut d'entente entre les associés sur les termes d'un projet de concordat a pour conséquence nécessaire l'ouverture immédiate de l'union, est contraire à l'esprit du code de commerce français, qui envisage la délibération sur le concordat comme une phase essentielle de la procédure. Il est bien vrai que la réunion d'une assemblée concordataire est une des phases régulières de la procédure ; mais il ne faut pas perdre de vue, d'autre part, que le concordat est un traité, conclu entre les créanciers et le failli, c'est-à-dire, en l'espèce, entre les créanciers et le représentant légal de la société. Or, peut-on reconnaître la qualité de représentant de la société en nom collectif à un seul membre d'une société en nom collectif, ou même à l'un des gérants d'une commandite, agissant sans mandat de ses coassociés ou de ses cogérants ? Non évidemment ; la signature d'un concordat, d'où peut dépendre l'avenir de la société, actuellement compromis par la faillite, est un acte qui dépasse les droits des coassociés, ou même le pouvoir général d'administration dont les gérants sont investis. A plus forte raison cette solution s'impose-t-elle si l'on admet, avec le jugement précité du tribunal de commerce de Bordeaux, que la faillite est une cause de dissolution de la société.

En résumé, pour que les créanciers d'une société en nom collectif en faillite puissent être appelés à délibérer sur le concordat, il faut préalablement que les propositions concordataires aient été délibérées entre les associés ; une fois adoptées par les associés, elles sont portées devant l'assemblée des créanciers et défendues par le gérant, ou, s'il n'y a

pas de gérant, par un délégué spécial. S'agit-il d'une société en commandite simple, les termes du concordat seront arrêtés par tous les *commandités*, investis ou non de la gérance, et défendus par l'un d'eux. Enfin, si la société est une commandite par actions, les propositions concordataires devront, à notre avis, être approuvées par l'assemblée générale des actionnaires (Conf. Pic, p. 174).

**1000.** — III. DE L'INFLUENCE DU VOTE ÉMIS POUR OU CONTRE LE CONCORDAT SOCIAL SUR LA FAILLITE PERSONNELLE DES ASSOCIÉS, ET RÉCIPROQUEMENT. — Deux hypothèses doivent être envisagées :

1<sup>re</sup> *Hypothèse.* — *Refus de concordat social et concession de concordats individuels.* — Cette première hypothèse, seule expressément prévue par le législateur, fait l'objet de l'art. 531 c. com. aux termes duquel « lorsqu'une société de commerce sera en faillite, les créanciers pourront ne consentir de concordat qu'en faveur d'un ou de plusieurs des associés ». Nous avons suffisamment exposé au Rép. n° 939, les motifs qui ont déterminé le législateur de 1838, contrairement au système du code de 1807, à autoriser les créanciers à traiter diversement les associés, en concédant aux uns un concordat qu'ils refusent à la société ainsi qu'aux autres associés. Depuis la loi de 1838, les créanciers sociaux peuvent donc, tout en retenant l'actif social sous le régime de l'union, accorder un concordat à chacun des associés ou à l'un ou plusieurs d'entre eux, et faire ainsi aux associés ou à quelques-uns d'eux, quant à l'obligation solidaire qui pèse sur leurs biens personnels, des remises partielles dont ne seraient appelés à bénéficier ni la société, quant à son actif social, ni ceux des associés qui n'auraient pas obtenu la même faveur.

**1001.** Mais, si le principe est certain, des difficultés se sont élevées, dans l'application, sur la composition de la majorité requise pour la concession, à tel ou tel associé, d'un concordat individuel, lorsque cet associé a des créanciers personnels qui, exclus de la faillite sociale, figurent au contraire dans sa faillite personnelle concurremment avec les créanciers sociaux. Trois opinions se sont fait jour sur cette question :

Dans une première opinion, ce concordat individuel doit, dans le cas dont on s'occupe, subir l'épreuve de *trois* délibérations successives : 1° délibération des créanciers sociaux, refusant de consentir un concordat à l'être moral *société* ; 2° délibération des mêmes créanciers sociaux décidant que l'associé est admissible à obtenir un concordat particulier ; 3° délibération des créanciers personnels, réunis en une seule assemblée avec les créanciers sociaux, et statuant définitivement sur ce même concordat (Rép. n° 942; Renouard, t. 2, p. 139).

Une seconde opinion exige également, pour la formation d'un concordat individuel au profit de l'un des associés solidaires, ces trois délibérations successives. Mais, suivant cette seconde opinion, les créanciers personnels sont seuls appelés, dans la dernière délibération, à voter sur le concordat consenti par les créanciers sociaux : ceux-ci ne concourent pas à cette délibération (V. Mathieu-Bodet, *Revue de droit français et étranger*, t. 2, p. 849 et suiv.). Dans l'une et l'autre de ces deux opinions, le concordat individuel ne pouvant résulter, au profit de l'un des associés solidaires, que du vote successif, d'une part, des créanciers sociaux, et, d'autre part, des créanciers personnels, réunis aux créanciers sociaux d'après le premier système, ou délibérant seuls dans le second, il faut en conclure que, lorsqu'une société faillie est placée en état d'union, l'un des associés ne peut obtenir un concordat de ses créanciers personnels, que si le concordat particulier autorisé par l'art. 531, lui a été d'abord consenti par la majorité, en nombre et en sommes, des créanciers sociaux (Colmar, 25 mai 1855, aff. Haxaire, D. P. 57. 2. 64). D'où la conséquence que le membre d'une société commerciale tombée en faillite et déclarée en état d'union, auquel les créanciers sociaux ont refusé ce concordat particulier, ne peut obtenir de concordat valable dans

à la convention, par la manière dont elle l'a exécutée tout d'abord ; qu'en décidant, d'après toutes ces bases d'appréciation, qu'elle a abandonné aux créanciers de son mari, avec le consentement de celui-ci, tous ses biens meubles et immeubles, sous la réserve de se porter seulement créancière après que tous les

créanciers chirographaires auraient reçu 40 pour 100, ils n'ont violé aucun des articles susvisés ;

Par ces motifs ; — Rejette, etc.

Du 23 juill. 1878.-Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Petit, rap.-Robinet de Cléry, av. gén., c. conf.-Chambareaud, av.

sa faillite personnelle, le même débiteur ne pouvant être à la fois soumis au régime de l'union et au régime du concordat (Même arrêt).

Dans une troisième opinion, deux délibérations sont suffisantes : 1<sup>re</sup> délibération des créanciers sociaux portant rejet des propositions de concordat faites au nom de la société ; 2<sup>e</sup> délibération des créanciers personnels réunis aux créanciers sociaux, pour voter sur le concordat particulier sollicité par l'associé, sans qu'il soit besoin, quant à ce concordat particulier, d'un vote préalable et distinct des créanciers sociaux (V. note de M. Cazalens, D. P. 71. 1. 5 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3127, note 2 ; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 684 ; Rousseau, *Sociétés*, n° 1971 ; Pic, p. 475).

**1002.** Les conditions de majorité nécessaires à la formation du concordat individuel, après rejet du concordat social, varient avec ces divers systèmes. — Dans le premier système, le concordat individuel se forme si, après avoir obtenu la majorité en nombre et en sommes des créanciers sociaux, l'associé l'obtient une seconde fois des mêmes créanciers sociaux et des créanciers personnels réunis dans une même assemblée. Dans le deuxième système, le concordat voté par la majorité en nombre et en sommes des créanciers sociaux, n'a son effet que s'il est également voté par la majorité en nombre et en sommes des créanciers personnels et des créanciers sociaux votant isolément. Dans le troisième système, le concordat individuel n'est pas subordonné à cette adhésion de la majorité en nombre et en sommes des créanciers personnels ; les créanciers sociaux contribuent, dans une délibération commune, comme d'après le premier système, à composer cette majorité ; mais, à la différence du premier système, il suffit que la majorité ainsi composée se rencontre à l'assemblée des deux classes de créanciers réunis, sans qu'il soit nécessaire, en outre, qu'elle ait été préalablement obtenue des créanciers sociaux, dans un vote antérieur, auquel ce troisième système n'assujettit pas le concordat. — On a reproché aux deux premiers systèmes de contrevenir l'un et l'autre, bien qu'à des degrés différents, à un des principes essentiels en matière de faillite, l'égalité entre les créanciers du failli : le premier, en ce qu'il ne permet à la masse entière des créanciers personnels réunis aux créanciers sociaux de voter sur le concordat individuel, qu'autant que ce concordat a été préalablement déclaré acceptable par l'assemblée spéciale des créanciers sociaux ; le second, d'abord en ce qu'il admet, comme le premier, que les créanciers sociaux peuvent dicter la loi aux créanciers personnels ; ensuite, en ce qu'il enseigne que le vote négatif des créanciers personnels peut faire échec au vote affirmatif des créanciers sociaux, ce qui, sous prétexte d'opérer une sorte de compensation, ne fait qu'aggraver, en la redoublant, la violation de la règle d'égalité. De plus, ce second système contrevient, en même temps, aux dispositions des art. 504, 505 et 507, qui veulent évidemment que tous les créanciers du failli délibèrent en commun, et que les majorités acquises soient formées dans une seule assemblée, composée de tous les créanciers indistinctement (V. note de M. Cazalens, D. P. 71. 1. 5).

**1003.** A quel moment doit intervenir la délibération relative au concordat individuel sollicité par un associé, au cas de rejet du concordat social ? — Il a été jugé que le concordat particulier, qui peut être consenti à un ou plusieurs des associés, doit être demandé, à peine de déchéance, dans l'assemblée des créanciers où sont examinées les propositions de concordat faites au nom de la société ... soit lorsqu'il n'y a que des créanciers sociaux (Alger, 2 oct. 1867, aff. Bianchi, D. P. 71. 2. 75) ... soit lorsque, la faillite de la société et celle des associés solidaires, et notamment des gérants ayant été administrées en commun par les mêmes syndics, sous la surveillance du même juge-commissaire, les créanciers personnels des gérants de ces derniers ont été convoqués en même temps que les créanciers de la société, pour entendre les propositions de concordat (Req. 26 avr. 1869, aff. Adam et Labarre, D. P. 71. 1. 5). Par suite, doivent être déclarés déchus de tout droit à un concordat individuel les associés solidaires qui, interpellés de le proposer tant dans la première réunion convoquée pour l'examen des propositions de concordat qui seraient faites au nom de la société et au nom personnel des associés, que dans la seconde réunion, renvoyée à

huitaine, conformément à l'art. 509, pour reprendre la délibération sur ce double objet, en l'absence de l'une des majorités en nombre ou en sommes, qui étaient nécessaires à la formation du concordat proposé au nom de la société, se sont bornés, quant à leurs propositions personnelles, à se réserver de les faire ultérieurement (Même arrêt). Décidé, même d'une manière absolue, dans cette même espèce, par l'arrêt attaqué, que le concordat particulier qui, en cas de faillite d'une société, peut être consenti à un ou plusieurs des associés ou des gérants responsables, doit être demandé, sous peine de déchéance, dans l'assemblée même qui a rejeté les propositions de concordat faites au nom de la société (Amiens, 27 nov. 1868, aff. Adam et Labarre, D. P. 71. 1. 5. Conf. Colmar, 25 mai 1855, cité *supra*, n° 1001, motifs).

Cette solution paraît très contestable. La cour d'Amiens invoque, pour la justifier, des arguments de texte : « Attendu, dit le jugement, confirmé sur appel, qu'aux termes des art. 504 et 509, la convocation se fait dans les trois jours de la dernière affirmation des créances, et que le concordat doit, à peine de nullité, être signé séance tenante ; que, cependant, si les propositions du ou des faillis ne sont acceptées que par l'une des majorités indiquées par ledit article, la délibération est remise à huitaine pour tout délai ; — Attendu que ces mots : *signé séance tenante, délibération remise à huitaine pour tout délai*, indiquent de la façon la plus manifeste qu'une réunion ultérieure ne peut en aucun cas être autorisée ; — Attendu, il est vrai, que lorsqu'il s'agit d'une société de commerce, l'art. 531 déclare que les créanciers pourront ne consentir de concordat qu'en faveur d'un ou de plusieurs des associés ; mais que ledit article, ne fixant pas l'époque de cette délibération spéciale, il est de toute évidence qu'elle ne saurait être autre que celle indiquée par les art. 504 et 509, dont les termes sus rappelés sont d'une précision absolue et s'appliquent nécessairement, puisqu'aucune réserve n'y est faite, à toute espèce de concordat général ou particulier ».

Cette argumentation, comme l'a fait observer avec raison M. Cazalens (note, D. P. 71. 1. 5.) à un vice capital : c'est d'appliquer les articles dont elle se prévaut à une situation en vue de laquelle ils n'ont pas été édictés. En effet, tout d'abord, si l'art. 531 n'a pas fixé l'époque de la délibération spéciale dont parle le jugement, la raison en est que cet article s'est occupé exclusivement de la faillite de la société et de ses résultats à l'égard des créanciers sociaux, et n'a pas prévu le cas où, en dehors du passif social, chaque associé a un passif particulier. A supposer donc qu'on puisse se fonder sur le silence de l'art. 531 pour prétendre que les propositions de concordat particulier doivent être soumises à l'assemblée même qui vient de voter négativement sur le concordat social, il faut reconnaître que cet argument n'aura de valeur que pour le cas où les associés n'auraient pas de créanciers personnels. — C'est par une raison identique que l'on doit écarter l'objection tirée de l'art. 509. Il est bien vrai que l'art. 509 ne permet qu'une ou tout au plus deux délibérations pour le vote du concordat ; mais il est clair aussi que cette disposition suppose une seule faillite à terminer, un seul concordat à voter, et non pas plusieurs faillites séparées, plusieurs concordats distincts, soumis aux délibérations d'autant d'assemblées différentes. On applique donc la disposition dont il s'agit avec la plus rigoureuse exactitude lorsque, dans cette seconde hypothèse, on décide qu'il doit y avoir une ou deux assemblées pour délibérer sur le concordat social, et ensuite une ou deux assemblées pour délibérer sur chacun des concordats individuels, et que, par suite, c'est à ces dernières assemblées que les associés doivent soumettre leurs propositions particulières. — Il n'y a pas lieu non plus de prendre en considération, l'argument tiré de l'art. 504. Rien ne s'oppose, en effet, à ce que, dans le délai déterminé par cet article, le juge-commissaire fasse procéder à deux convocations distinctes : l'une adressée aux seuls créanciers sociaux, l'autre adressée à ces mêmes créanciers et aussi aux créanciers personnels des associés, en ayant soin de fixer le jour de la réunion générale de tous les créanciers à une époque assez éloignée de celui de la réunion particulière des créanciers sociaux, pour que ceux-ci aient le temps de tenir au besoin la double assemblée

prévue par l'art. 509. Ainsi, les créanciers sociaux étant convoqués pour le 1<sup>er</sup> février, la réunion générale des créanciers sociaux et des créanciers personnels serait indiquée au plus tôt pour le 10 du même mois.

Nous hésitons même à admettre la théorie mixte consacrée par l'arrêt de la chambre des requêtes du 26 avr. 1860, d'après laquelle les concordats individuels devraient être demandés, à peine de déchéance, dans l'assemblée appelée à statuer sur le concordat social, lorsque des convocations ont été adressées *en même temps*, par le juge-commissaire, aux créanciers personnels des gérants et aux créanciers sociaux. La raison de douter provient de ce que, selon nous, de telles convocations sont irrégulières. En admettant qu'il ne doive y avoir, pour la faillite de la société et les faillites individuelles des associés, qu'un seul jugement déclaratif, un seul juge-commissaire et un seul syndicat, il n'en est pas moins certain que l'unité de syndicat n'empêche pas la pluralité des faillites; d'où il suit que les créanciers sociaux doivent seuls être appelés à délibérer sur le concordat proposé au nom de la société, sauf à réunir ensuite ces mêmes créanciers aux créanciers personnels des associés pour voter sur les concordats particuliers. Le mode de convocation suivi dans l'espèce méconnaît ce principe, et, de plus, il est contraire au texte et à l'esprit des art. 504 et suiv. c. com.; aux termes desquels l'assemblée générale appelée à délibérer sur le concordat doit être composée de tous les créanciers du failli, mais ne doit être composée que de ces créanciers. Les créanciers personnels des gérants ne sont pas créanciers de la société et, dès lors, ils sont sans droit ni qualité, non seulement pour participer aux délibérations relatives au concordat social, mais même pour assister à ces délibérations (Conf. Cazalens, note, D. P. 71. 1. 5).

**1004.** Ainsi qu'on l'a vu au *Rep.* n° 939 et 945, lorsque le concordat réclamé au nom de la société est refusé, le régime de l'union comprend : 1° tout l'actif social; 2° la mise de chacun des associés, solidaires ou non, y compris même la mise de ceux d'entre eux qui ont obtenu un concordat particulier; 3° les biens personnels des associés qui n'ont pas obtenu de concordat individuel. Mais les biens personnels des associés auxquels un concordat individuel a été consenti sont exclus de l'union : ces associés conservent l'administration des biens n'appartenant pas à l'actif de la société, comme tout failli concordataire, à la seule charge de payer, sur ces biens, le dividende stipulé dans le concordat qui leur a été accordé, sans que l'associé concordataire puisse être autorisé par les créanciers sociaux à affecter à sa libération, en tout ou en partie... ni sa portion dans l'actif social, cet actif étant destiné à éteindre, jusqu'à due concurrence, le passif social, à la décharge des associés non concordataires et de l'obligation solidaire qui, en l'absence de concordat particulier, continue de peser sur leurs biens personnels (*Rep.* n° 939),... ni, dès lors, sa mise sociale non encore versée, mise qui doit être réputée faire partie de l'actif social placé sous le régime de l'union, aussi bien que le surplus de cet actif, et doit ainsi rester en dehors de l'abandon résultant du concordat (V. Trib. com. Bordeaux, 27 avr. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 664).

L'art. 531, d'après lequel tout l'actif social demeure sous le régime de l'union, si les créanciers ne consentent de concordat qu'en faveur d'un ou de plusieurs associés, ne s'étend pas au cas où des concordats ont été accordés à tous les associés. Les créanciers ont alors le droit de faire à l'un des concordataires, comme condition du dividende qu'il s'engage à payer, l'abandon de tout l'actif social (Paris, 25 mars 1858, aff. Martin et Boudet, D. P. 58. 2. 77). — Sur la décharge de la solidarité, dont bénéficie l'associé concordataire, et sur les actions récursoires qui peuvent en résulter dans ses rapports avec ses coassociés placés sous le régime de l'union, V. *Rep.* n° 940 et 941. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3128; Namur, t. 3, n° 1906).

**1005.** — 2° *Hypothèse.* — *Concordat social; concordats individuels.* — Si un concordat est consenti à la société par ses créanciers, il n'est pas douteux, bien que la loi ait gardé le silence sur ce point, que ce concordat doit profiter à la fois à la société et aux associés solidaires qui, vis-à-vis des créanciers sociaux, ne sont tenus soit sur l'actif social,

soit sur leurs biens personnels, que dans les limites du concordat social ainsi intervenu. Ainsi, le concordat accordé à une société en commandite tombée en faillite profite également aux associés commanditaires, déclarés solidairement responsables des engagements sociaux par suite de leur immixtion dans la gestion de la société; ces associés ne doivent pas être assimilés aux tiers qui se sont rendus les coobligés ou les cautions du failli par des conventions particulières, mais doivent être réputés avoir été représentés au concordat par le gérant, en leur qualité de membres de la société en faillite, surtout quand la responsabilité solidaire encourue par eux a été prononcée antérieurement au concordat (Civ. cass. 5 déc. 1864, aff. Lecampion et Théroutte, D. P. 65. 1. 15. V. aussi cass. 7 janv. 1873, aff. Lartigue, D. P. 73. 1. 257, motifs. Conf. *Rep.* n° 829; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3129).

Mais le concordat social n'est pas opposable aux créanciers personnels des associés, qui n'ont pas été parties au concordat, et ne sauraient, dès lors, en leur qualité de tiers, se voir opposer un traité qui est à leur égard *res inter alios acta*; il existe, en pareil cas, deux faillites dont les intérêts passifs et actifs ne se confondent point, et qui laissent les droits des créanciers personnels distincts de ceux des créanciers sociaux (Civ. cass. 7 janv. 1873 précité; Lyon, 15 janv. 1886, *Journal des faillites*, 1886, p. 427. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3129; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 680, n° 2; Alauzet, t. 6, n° 2729). Ces créanciers sont donc en droit d'exiger que la liquidation du patrimoine de leur débiteur suive les règles de l'union. En conséquence, est recevable, malgré le concordat par abandon d'actif consenti à une société en commandite, l'action intentée contre le gérant de cette société par un créancier que sa qualité de créancier personnel du gérant aurait fait écarter du passif de la faillite (Civ. cass. 7 janv. 1873, Lyon, 15 janv. 1886, précités). Il importe peu, d'ailleurs, que, dans l'actif abandonné, aient figuré des biens personnels du gérant, et que celui-ci ait entendu, par l'abandon de son propre actif, se libérer, même à l'égard de ses créanciers personnels (Arrêt précité du 7 janv. 1873). Mais les gérants d'une société en commandite tombée en faillite, qui ont été déclarés libérés par un concordat, doivent être réputés libérés même des engagements par eux souscrits, tant comme gérants qu'en leur nom personnel, alors que les créanciers porteurs de ces actes n'ont pas fait de réserves à leur égard (Paris, 9 janv. 1880, aff. Wasse, D. P. 80. 2. 182).

**1006.** Les créanciers sociaux pourraient-ils, après avoir accordé à la société un concordat renfermant, au profit de la société, et, dès lors, des associés solidaires, réduction de leurs créances à un certain dividende, consentir à l'un de ces associés, par un concordat distinct, une réduction plus considérable que celle dont le concordat social a fait bénéficier les autres associés? — Sous le code de 1807, il n'était pas permis aux créanciers d'une société tombée en faillite de traiter ainsi diversement les associés (*Rep.* n° 939).

**1007.** L'art. 531 de la loi de 1838, qui permet de consentir un concordat particulier soit à tous les associés, soit à l'un ou à plusieurs d'entre eux, en cas de refus de concordat à la société, est applicable même au cas où la société a, de son côté, également obtenu un concordat (Paris, 18 juill. 1870, aff. Loudouze, D. P. 71. 2. 25). Et les créanciers sociaux peuvent concourir à la formation de ce concordat particulier concurremment avec les créanciers personnels de l'associé, obligé solidairement envers eux (Même arrêt). On argumenterait vainement de la remise qu'ils lui ont déjà consentie par l'effet du concordat social, les créanciers sociaux n'en étant pas moins demeurés créanciers des membres de la société concordataire, jusqu'à concurrence de cette remise, et ayant intérêt à participer à un traité dont le résultat sera d'enlever aux créanciers personnels le droit de venir à contribution avec eux pour la totalité de leurs créances... sauf à subir sur leurs créances sociales, et dans la distribution de l'actif personnel de l'associé, la réduction plus considérable et commune à tous les créanciers, qui pourra résulter du concordat particulier consenti à cet associé... et sous la réserve, quant à la portion du même associé dans l'actif de la société, du maintien du dividende stipulé dans le concordat social (D. P. 71. 2. 25, note).

## § 2. — Sociétés anonymes.

**1008.** Ainsi qu'on l'a établi au *Rép.* n° 724, les sociétés anonymes en faillite peuvent, comme toute autre société commerciale, obtenir un concordat, bien que le code de commerce ne se soit pas formellement prononcé sur point. Vainement s'est-on prévalu, en sens contraire, du caractère particulier de la faillite des sociétés anonymes, dont l'effet nécessaire serait, prétendait-on, d'entraîner la dissolution immédiate de la société. Nous avons déjà réfuté par avance cet argument en démontrant (V. *suprà*, n° 446) que la dissolution de la société n'est point une conséquence nécessaire de la faillite, et que l'être moral subsiste au contraire tant qu'un jugement spécial de dissolution n'est pas intervenu. Cela étant, aucune raison juridique ne s'oppose à ce que les sociétés anonymes en faillite non dissoutes obtiennent un concordat, dans les termes du droit commun. Telle est, du reste, l'opinion qui prévaut aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence (Paris, 12 juill. 1869, aff. Chemin de fer Lyon à Sathonay, D. P. 70. 2. 7. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3126; Rousseau, n° 2038; Thaller, t. 2, p. 325 et 329 Pic, p. 168). — La plupart des législations étrangères admettent le concordat des sociétés anonymes, même celles qui, envisageant la faillite comme une cause de dissolution nécessaire de la société, auraient dû logiquement le prohiber (loi allemande art. 196; c. com. italien, art. 841). Remarquons toutefois que si, en droit positif, la légalité du concordat des sociétés anonymes ne saurait faire de doute, en législation, cette solution a quelques adversaires. Certaines personnes inclinent à penser qu'il vaudrait mieux soumettre toute société en faillite à une liquidation forcée, c'est-à-dire la frapper de mort sans rémission, plutôt que de favoriser la reprise de ses opérations à la suite d'un concordat, avec des ressources financières dont l'insuffisance peut faire craindre un nouveau désastre (V. en ce sens : Observations de la chambre de commerce de Lyon sur le projet de réforme de la loi des faillites, rapportées par M. Thaller, t. 2, p. 328).

**1009.** Il est généralement admis, dans la pratique, que les propositions de concordat doivent être discutées dans une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, spécialement convoquée à cet effet, et délibérant suivant les formes édictées par la loi de 1867, avant d'être déferées à l'assemblée des créanciers, qui statue définitivement, sauf refus d'homologation du tribunal (Thaller, *Revue critique*, 1885, 298; Pic, p. 178). Toutefois, il n'est pas nécessaire que le concordat soit arrêté dans tous ses détails par l'assemblée des actionnaires; leurs délégués doivent, en effet, avoir une certaine latitude, leur permettant d'apporter au projet primitif les changements qui leur paraîtraient nécessaires pour assurer le succès des négociations engagées par eux avec les créanciers. — Ainsi que nous l'avons démontré au *Rép.* n° 666, cette délégation incombe, de droit, aux administrateurs, à moins que l'assemblée n'ait révoqué leur mandat. Certains auteurs combattent, il est vrai, cette doctrine, sous le prétexte que le mandat du conseil d'administration cesserait de plein droit par la déclaration de faillite de la société; mais nous avons déjà réfuté cette thèse (V. *suprà*, n° 446, 827). Les administrateurs, il est vrai, n'auraient pas le droit de conclure un concordat au nom de la société sans avoir préalablement soumis le projet de traité à l'examen de l'assemblée des actionnaires, qui pourra, une fois convoquée, révoquer leur mandat; mais, tant qu'elle n'a point usé de cette faculté de révocation, c'est à eux seuls, et non point à des mandataires spéciaux, qu'il appartient de représenter la société au cours des négociations.

**1010.** La faillite des sociétés anonymes, à la différence de la faillite des autres types de sociétés, n'entraînant la faillite personnelle ni des associés, dont la responsabilité est limitée au taux nominal des actions souscrites, ni des administrateurs, ne comporte, par conséquent, de concordat individuel, ni au profit des associés, ni même au profit des administrateurs. Fréquemment, il est vrai, les concordats accordés à une société anonyme contiennent des clauses portant remise partielle du versement dû sur les actions, exemptant les administrateurs de tout recours en responsabilité pour faute de gestion. Ces stipulations sont inu-

tiles quand la société obtient un concordat pur et simple, moyennant l'engagement formel de payer un dividende déterminé; en pareil cas, en effet, la société reprenant possession de son actif, les créanciers doivent se contenter de leur créance de dividende et ne peuvent actionner, de son chef, ni les actionnaires ni les administrateurs. Mais il en est autrement lorsque la société obtient un concordat par abandon d'actif. Dans cette hypothèse, en effet, si les actionnaires et administrateurs n'obtiennent pas, accessoirement au concordat, une remise partielle de ce qu'ils peuvent devoir à la société, les créanciers agissant du chef de celle-ci pourront les poursuivre jusqu'à libération intégrale (Comp. Pic, p. 180 à 182).

Mais ces remises consenties aux actionnaires et aux administrateurs n'en sont pas moins de simples transactions, que le syndic, chargé de la liquidation de l'actif, pourrait valablement consentir en observant les conditions prévues par l'art. 487, c. com. et sans être tenu de consulter l'assemblée des créanciers (Thaller, t. 2, p. 329; Pic, p. 182).

## § 3. — Sociétés dissoutes ou nulles.

**1011.** Ainsi que nous l'avons établi au *Rép.* n° 724, une société ne peut obtenir un concordat qu'à la condition d'exister légalement : une société dissoute et en liquidation, et à plus forte raison, une société dont la nullité a été prononcée par jugement, soit avant, soit depuis le jugement déclaratif, ne saurait donc bénéficier d'un concordat. L'objet du concordat est, en effet, de remettre le failli à la tête de ses affaires, en faisant cesser le dessaisissement, et en lui restituant la gestion de ses biens, en échange de l'obligation contractée par lui de parfaire un certain dividende; or un tel traité ne se conçoit évidemment pas au profit d'une société qui n'ayant plus, ou même qui n'ayant jamais eu d'existence légale, ne peut songer à continuer ses opérations (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3134; Thaller, t. 2, p. 326, et *Revue critique*, 1885, p. 297). Vainement invoquerait-on, contre cette solution, le principe qu'une société dissoute ou nulle, étant censée subsister pour les besoins de la liquidation, peut être déclarée en faillite. Il est vrai qu'une société dissoute ou nulle peut, dans l'intérêt des créanciers, être déclarée en faillite; mais la faillite, en pareil cas, ne comporte, par la force même des choses, d'autre solution que l'union, attendu que la concession d'un concordat, dont le but est d'empêcher la liquidation, serait en contradiction manifeste avec le jugement de dissolution ou de nullité, qui implique la liquidation immédiate du fonds social. Au surplus, le concordat est une convention impliquant l'accord de deux volontés; or, en l'espèce, cet accord fait nécessairement défaut, la société n'ayant plus d'existence légale.

**1012.** La jurisprudence et une fraction importante de la doctrine tendent, il est vrai, à admettre une théorie mixte d'après laquelle une société anonyme en dissolution ou nulle et déclarée en faillite pourrait obtenir un concordat par abandon d'actif (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3134; Rousseau, n° 2040). En ce cas, la société serait représentée par son liquidateur, et non par les anciens administrateurs, alors même que le concordat contiendrait des stipulations à leur profit. Jugé, en ce sens, que les administrateurs et fondateurs d'une société en faillite sont des tiers, et non les faillis; et, par suite, que leur présence au concordat et leur signature séance tenante ne sont point une condition de validité du concordat (Lyon, 18 mars 1884, aff. Canavy, D. P. 84. 2. 211). Cette doctrine ne nous paraît pas juridique. Nous reconnaissons la légitimité d'un tel concordat intervenant au profit d'une société en nom collectif ou en commandite dissoute, car si ce traité ne peut faire revivre l'être social, il profitera du moins aux associés solidaires qui seront, pour l'avenir, libérés de toute obligation du chef de la société, moyennant l'abandon du fonds social et, éventuellement, de tout ou partie de leurs biens personnels. Mais il nous semble impossible d'assigner une utilité quelconque à un semblable concordat, intervenant au profit d'une société anonyme dissoute : en effet, puisqu'une telle société n'a plus d'existence légale, tous ses biens, sans exception, vont être liquidés dans les mêmes formes que les

biens d'une société en état d'union, et comme elle n'en peut acquérir de nouveaux, puisqu'elle n'existe plus, la conclusion d'un traité affranchissant ses biens à venir de toutes poursuites est absolument sans objet.

Dans la pratique, il est vrai, les tribunaux qualifient improprement de concordat et homologuent, comme tels, les traités intervenant entre le syndic, d'une part, les actionnaires et administrateurs responsables de la ruine ou de la nullité de la société, d'autre part, à l'effet de libérer partiellement les actionnaires du non versé sur les titres, et de limiter à un certain chiffre la responsabilité des administrateurs (V. comme exemple de cette confusion : Lyon, 18 mars 1884, précité). Mais, ainsi que nous avons eu l'occasion de le démontrer (V. *suprà* n° 1010), de tels traités n'ont au fond rien de commun avec un concordat; ce sont, purement et simplement, des *transactions* sur droits du failli. C'est par une véritable confusion que certains arrêts ont été induits à considérer comme nécessaires le vote de l'assemblée des créanciers, la réunion de la double majorité prescrite par l'art. 507, et les autres prescriptions du chap. 6, sect. 2, de notre titre, alors qu'en droit il suffisait au syndic d'obtenir l'homologation du tribunal de commerce ou du tribunal civil; suivant les distinctions faites par l'art. 487, et que la convocation des créanciers était absolument superflue (Thaller, *Revue critique*, 1885, p. 297; Pic, p. 187 et suiv.).

Les législations étrangères qui ont expressément réglementé le concordat des sociétés ne font aucune distinction, et prohibent tout concordat au profit des sociétés en liquidation (code italien, art. 841; code espagnol, art. 928).

#### ART. 4. — Concordats amiables.

**1013.** Le terme de *concordat amiable* a, en droit, plusieurs sens qu'il importe d'abord de rappeler. On désigne, en premier lieu, sous le nom de *concordat amiable*, tout accord intervenu entre un débiteur en état de cessation de paiements et ses créanciers, en vue de le rétablir à la tête de ses affaires et de le soustraire à une déclaration de faillite imminente, et aux déchéances qui en résultent. Constitue, en second lieu, un *concordat amiable*, l'accord conclu, au cours de la faillite, entre le failli et ses créanciers, en dehors des formes et des conditions déterminées par le code de commerce. Telles sont les deux seules formes de concordats amiables que nous ayons à examiner ici.

On désigne parfois aussi sous ce nom les concordats intervenus en exécution des lois provisoires de 1848 et 1870; ces concordats, improprement qualifiés amiables (puisqu'ils nécessitaient une homologation de justice) ont fait l'objet de développements spéciaux, *suprà* n° 17 et suiv. — Quant au concordat prévu et réglementé par la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire, c'est un concordat *judiciaire* au premier chef, puisqu'il est, comme le concordat après faillite, délibéré sous la présidence du juge-commissaire, par les créanciers dûment vérifiés ou admis par provision, qu'il est soumis à l'homologation de justice, et une fois homologué, obligatoire pour les dissidents. C'est même, en partie, pour remédier à l'abus des concordats amiables, qui ne paraissent pas offrir des garanties suffisantes aux intéressés, que le législateur s'est efforcé de faciliter aux débiteurs en état de cessation de paiements l'obtention d'un *concordat judiciaire*, sans encourir les déchéances civiles et la flétrissure attachées à la déclaration de faillite (V. *suprà*, n° 28 et suiv., et rapport de M. Laroze, cité *suprà*, chap. 1<sup>er</sup>).

#### § 1<sup>er</sup>. — Concordats amiables antérieurs au jugement déclaratif.

**1014.** Lorsqu'un débiteur commerçant vient à cesser ses paiements, il arrive assez fréquemment, dans la pratique, que les créanciers, au lieu de demander la faillite, concluent avec leur débiteur une convention *amiable* par laquelle ils lui accordent des délais ou même lui consentent une remise partielle de ses dettes, et stipulent en retour soit le paiement d'un certain dividende à des échéances déterminées, soit l'abandon de son actif. Cette convention, ou concordat amiable, comporte trois formes différentes : 1° pacte d'attribution,

ou de *sursis*, si les créanciers se bornent à accorder au débiteur des délais sans, d'ailleurs, lui remettre une fraction du passif; — 2° *Concordat amiable* proprement dit, si les créanciers consentent à rétablir le débiteur à la tête de ses affaires, en échange de l'obligation par lui contractée d'acquitter un certain dividende, dont le paiement aux échéances convenues vaudra libération totale; — 3° *Cession de biens volontaire* ou contrat d'*abandonnement*, par lequel le débiteur abandonne à ses créanciers tout ou partie de son actif présent. Cette cession est presque toujours accompagnée, comme le concordat par abandon d'actif prévu et réglementé par l'art. 541, d'une clause portant libération du débiteur pour tout l'excédent de son passif sur le prix de ses biens, que ses créanciers se chargent de réaliser.

Aucun doute ne saurait exister sur la validité de conventions de cette nature, intervenant entre un débiteur non encore dessaisi, et par conséquent *integro status* et maître de ses droits, et la masse de ses créanciers. Ainsi qu'on l'a précédemment établi (V. *suprà*, n° 979) l'art. 541 c. com. n'interdit au débiteur commerçant que la cession de biens judiciaire; mais la cession de biens volontaire, pacte librement consenti par les intéressés, et qui n'a d'autre effet que celui qui résulte des stipulations échangées (art. 1267 c. civ.) est, au contraire, accessible au débiteur commerçant comme au non commerçant; et il ne saurait en être différemment, soit du *sursis*, soit de la remise concordataire non accompagnée de l'abandon de l'actif aux créanciers (V. en ce sens : Civ. rej. 22 août 1866, aff. Marrot, D. P. 66. 1. 442; 6 nov. 1866, aff. Ricard, D. P. 66. 1. 441; Aix, 16 juin 1870, aff. Roche, D. P. 71. 2. 107; Crim. rej. 19 févr. 1876, aff. Degalle, D. P. 76. 1. 406; Paris, 5 mars 1879, aff. Foubert, D. P. 79. 2. 147). Tous ces arrêts, déclarant nulles des conventions clandestines par lesquelles tel ou tel créancier s'était assuré des avantages particuliers comme prix de son vote en faveur d'un concordat amiable, impliquent nécessairement, par leur contexte même, reconnaissance de la légitimité des concordats amiables antérieurs au jugement déclaratif.

Le silence du code de commerce relativement à ces conventions, loin d'autoriser une contestation quelconque sur leur validité, démontre, au contraire, que le législateur de 1838 a entendu maintenir ces conventions sous l'empire du droit commun (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2935). La loi du 4 mars 1889 n'a, sur ce point, apporté d'autre modification à la législation antérieure que celle résultant de la substitution, au jugement déclaratif de faillite, du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire qui, plaçant le débiteur dans un demi-dessaisissement, a pour effet nécessaire de frapper de nullité tout arrangement amiable postérieur audit jugement. Mais les concordats amiables intervenus entre un débiteur en état de cessation de paiements, avant tout jugement de liquidation judiciaire ou de faillite, n'en demeurent pas moins valables et obligatoires dans les termes du droit commun. C'est ce qui résulte nettement du texte même de l'art. 16 de ladite loi, qui prohibe uniquement les concordats amiables *postérieurs* à l'ouverture de la liquidation, ainsi que des travaux préparatoires. M. Laroze, en effet, dans son rapport, après avoir rappelé que le but de la loi était de détourner les commerçants de la pratique dangereuse des concordats amiables, en mettant à leur disposition une procédure plus douce que la faillite, et présentant les mêmes garanties que cette dernière, a pris soin d'ajouter que ces concordats, dans le cas où l'on y aurait encore recours, continueraient à être respectés s'ils émanaient de l'*unanimité* des créanciers : « ... Sans doute la règle ne sera pas sans exceptions. La loi n'empêchera pas certains commerçants embarrassés d'espérer contre toute espérance, et de se livrer à la pratique décevante de ce qu'on appelle très improprement les *concordats amiables*; mais il suffit que le plus grand nombre comprenne les avantages de la réforme projetée pour qu'un grand progrès soit réalisé » (V. D. P. 89. 4. 10).

**1015.** De ce que le concordat amiable antérieur au jugement déclaratif de faillite (ou au jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire) est une convention ordinaire, licite, mais soumise au droit commun des contrats, résultent d'importantes différences entre ce concordat et le concordat judiciaire, au triple point de vue de ses conditions de forme,



de ses effets, et de ses causes d'annulation ou de résolution. La différence la plus importante est que le concordat amiable n'est obligatoire que pour les créanciers qui l'ont voté et signé. D'où il suit que, pour être efficace, il doit avoir été consenti par l'unanimité des créanciers (Nîmes, 23 juill. et 29 août 1860, aff. Dupuy, D. P. 61. 5. 229; Toulouse, 17 août 1864, aff. Cassède, D. P. 64. 2. 189). C'est précisément dans ce fait que réside l'infériorité manifeste du concordat amiable; tandis que le concordat judiciaire, pourvu qu'il soit voté par la double majorité en nombre et en sommes requise par la loi et dûment homologué, est obligatoire pour les créanciers dissidents ou inconnus, le débiteur qui obtient un concordat amiable et les créanciers qui y adhèrent ne sont jamais certains qu'il ne se présentera pas, tôt ou tard, un créancier dissident ou inconnu qui, n'étant pas lié par une convention à laquelle il est demeuré étranger, pourra n'en tenir aucun compte et aura le droit, s'il n'est intégralement désintéressé, de faire déclarer le débiteur en faillite, conséquence d'autant plus grave, pour les autres créanciers, que la faillite, a pour effet nécessaire d'anéantir *ipso facto* le pacte amiable et d'obliger les créanciers à rapporter les dividendes qu'ils auraient pu toucher.

Il importe donc, avant la conclusion d'un concordat amiable, de s'efforcer, par tous les moyens de publicité, de convoquer tous les créanciers à l'assemblée. S'il y a des dissidents parmi ceux qui y assistent, les partisans du concordat n'ont d'autre moyen de résoudre la difficulté que de les rembourser intégralement (Nîmes, arrêts précités; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2936). En admettant que les art. 597 et 598 soient applicables aux stipulations accessoires d'un concordat amiable, intervenu en dehors de toute faillite déclarée, ainsi que l'ont affirmé de nombreux arrêts (V. *infra*, chap. 4), ces dispositions ne frapperaient de nullité, en tout cas, que les conventions clandestines par lesquelles certains créanciers se feraient payer leur adhésion au concordat, au détriment et à l'insu de la masse, mais la nullité qu'ils édictent ne saurait évidemment pas être étendue aux avantages particuliers stipulés *ouvertement*, par les dissidents, de la masse des créanciers elle-même, qui consent à ce sacrifice en vue de faire aboutir un arrangement considéré comme avantageux dans son ensemble. Ces avantages, en ce cas, constituent moins un traité particulier qu'une clause accessoire du concordat général intervenu entre le débiteur et ses créanciers. — Doit être considérée, d'autre part, comme valable, la convention par laquelle les créanciers d'un commerçant failli s'engagent, en lui accordant la remise d'une partie de ses dettes, avec stipulation qu'il les indemniserait s'il revient à meilleure fortune, à ne rien recevoir au détriment de l'actif, par des conventions particulières (Civ. rej. 6 nov. 1866, aff. Ricard, D. P. 66. 1. 444). Jugé même qu'une telle convention peut, au cas de faillite ultérieure du même commerçant, être invoquée par les créanciers étrangers à cette convention (Même arrêt). Par suite, si ce commerçant est postérieurement déclaré en faillite, le syndic a le droit, dans l'intérêt de tous les créanciers dont il est le représentant, d'exiger le rapport à la masse des sommes

que l'un des créanciers signataires de la convention dont il s'agit a reçues du débiteur, en vertu d'un traité particulier, contrairement à l'engagement par lui contracté (Même arrêt).

**1016.** De ce que le concordat amiable est un simple contrat, n'obligeant que les créanciers qui y ont adhéré, il suit que l'homologation judiciaire n'est pas requise pour sa validité. Les tribunaux auxquels elle serait demandée devraient même, semble-t-il, refuser de déférer à cette demande, attendu que cette homologation n'ajouterait aucune force à l'engagement pris par les signataires, et qu'elle ne saurait avoir pour effet d'obliger les dissidents (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2936).

**1017.** Le concordat amiable, lorsqu'il est consenti par l'unanimité des créanciers, a pour effet de mettre fin à l'état de cessation de paiements du débiteur. S'il est pleinement exécuté, il fait désormais obstacle à toute déclaration de faillite pour cause antérieure; le débiteur ne pourrait être déclaré en faillite que pour une cause nouvelle, et, en ce cas, le juge ne serait pas autorisé à reporter la faillite à une époque antérieure à la conclusion du concordat amiable. Jugé, en ce sens, que le traité amiable souscrit par tous les créanciers, faisant à tous une situation exactement pareille et libérant le débiteur d'une manière définitive moyennant un dividende payé *comptant* en échange de la remise des titres de chacun d'eux, ne peut être annulé par application des art. 446 et 447, sous prétexte qu'un jugement déclaratif de faillite postérieur aurait fait remonter l'époque de cessation de paiements au jour dudit traité (Bordeaux, 5 avr. 1870, aff. Syndic Brousse, *supra*, n° 665).

**1018.** Si le liquidateur, choisi par les créanciers ou désigné par le tribunal à défaut d'accord entre les créanciers, à l'effet de réaliser l'actif abandonné, doit être considéré comme le représentant des créanciers, et s'il peut notamment, à ce titre, poursuivre les débiteurs du liquidé, il n'en existe pas moins entre lui et le syndic de faillite, chargé de liquider l'actif à la suite d'un concordat judiciaire par abandon d'actif, cette différence essentielle, à savoir qu'il ne représente pas le débiteur; celui-ci, en effet, n'ayant pas été déclaré en faillite, n'est pas dessaisi. Jugé, en ce sens, que, lorsqu'à la suite d'arrangements amiables, intervenus entre un débiteur commerçant et ses créanciers, un liquidateur a été nommé simplement pour assurer l'exécution de ces engagements, ce débiteur peut être considéré comme n'étant pas dessaisi, et comme conservant son droit d'agir en justice sans avoir besoin de se faire assister du liquidateur ou de le mettre en cause (Civ. rej. 18 nov. 1885, aff. Moassy, D. P. 86. 1. 88).

**1019.** Le concordat par abandon d'actif régi par l'art. 541 c. com. suppose la faillite déclarée; par suite, lorsqu'une convention de remise de dettes moyennant abandon d'actif est intervenue entre un débiteur non failli et ses créanciers, ceux-ci ne peuvent se prévaloir de l'art. 541 c. com. pour poursuivre leur paiement intégral contre les coobligés de leur débiteur (Civ. cass. 8 avr. 1868 (4); Req. 30 mars 1869, aff. Luchinaci, D. P. 69. 1.

(1) (Bacqué et comp. C. Marrot.) — Le 12 avr. 1866, arrêt de la cour de Bordeaux, ainsi conçu : — « Attendu que la lettre de change dont Marrot est porteur, tirée par Rouchon fils et endossée par J.-M. Bacqué et comp., n'a pas été payée à l'échéance, et que comme endosseurs J.-M. Bacqué et comp., sont tenus solidairement envers lui avec le tireur ; — Attendu qu'en concourant au concordat par abandon intervenu le 28 avr. 1862, entre Rouchon fils et ses créanciers, Marrot n'a renoncé à son recours contre J.-M. Bacqué et comp. ni en fait, puisqu'il n'existe aucune stipulation à ce sujet, ni de plein droit, puisqu'aux termes de l'art. 545 c. com., nonobstant le concordat, les créanciers conservent leur action pour la totalité de leur créance contre les coobligés du failli, et que l'art. 541 du même code, modifié par la loi du 17 juill. 1856, dispose que le concordat par abandon produit les mêmes effets que les autres concordats ; — Attendu que J.-M. Bacqué et comp. ont eux-mêmes concouru au concordat de 1862 ; qu'ils y ont été représentés par B. Bacqué notoirement connu pour les représenter en France et agir pour leur compte, soit comme associé, soit comme fondé de pouvoir, et qui n'avait personnellement aucun titre ni qualité pour prendre part à ce concordat ; qu'ils ne peuvent donc se prétendre affranchis de tout recours de la part de Marrot, soit parce que les art. 541 et 545 c. com. ne s'appliqueraient qu'aux concordats

faits judiciairement après faillite déclarée, et non aux concordats amiables, sans déclaration préalable de faillite, et que le concordat de 1862 qui a ce caractère, constituerait, de la part des créanciers de Rouchon, une remise ou décharge conventionnelle accordée à leur débiteur, que l'art. 1287 c. nap. déclare libératoire pour les cautions ; soit parce que, par cette remise, Marrot ayant dépouillé la lettre de change de tout recours contre le tireur et les autres coobligés, l'art. 2037 du même code déclare, dans ce cas, les cautions déchargées de plein droit ; — Qu'en admettant, en effet, que ces articles s'appliquent aux coobligés solidaires en matière de commerce ou de lettres de change, comme aux simples cautions, ce qu'il est inutile d'examiner, il est évident qu'en adhérant au concordat, Marrot n'a pu porter aucun préjudice à J.-M. Bacqué et comp., qui, y ayant pris part, ont eux-mêmes consacré la libération de Rouchon vis-à-vis d'eux, et se trouveraient par suite dans l'impossibilité d'utiliser contre lui le recours que Marrot pourrait leur transmettre, s'il l'avait conservé ; — Que c'est donc avec toute raison que les premiers juges les ont condamnés au paiement de la lettre de change réclamée par ces derniers et les ont déclarés mal fondés dans leur recours contre Rouchon fils ; — Par ces motifs, confirme.

Pourvoi en cassation par les sieurs Bacqué et comp., pour

572; Dijon, 9 mars 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 312). Les cautions et coobligés sont libérés dans la même mesure que le débiteur, conformément au droit commun (art. 1287 c. civ.), à moins cependant que, par une stipulation expresse, le créancier signataire du concordat n'ait eu soin de réserver ses droits contre les coobligés. Cette libération sera, spécialement, acquise aux endosseurs d'un effet de commerce souscrit par le failli vis-à-vis des tiers porteurs qui n'ont pas expressément réservé leurs droits contre eux (Civ. cass. 8 avr. 1868 précité). Peu importe, d'ailleurs, que ces endosseurs aient personnellement concouru à la convention, leur adhésion au pacte d'attribution ne pouvant équivaloir à une réserve formelle, ou qu'ils aient reçu du tireur la valeur des effets litigieux en marchandises; cette circonstance peut bien servir de fondement à un recours du tireur ou de ses créanciers contre les endosseurs, mais elle ne saurait réduire à néant l'effet de la remise consentie par le tiers porteur (Même arrêt).

**1020.** A défaut de texte exprès, il convient d'appliquer au concordat amiable les principes généraux sur les nullités et la résolution des contrats (Bordeaux, 4 août 1868, aff. Syndic Pintaud, D. P. 71. 2. 104). En conséquence, la nullité pourrait en être demandée pour cause de *dol*, alors même que le *dol* ne consisterait pas dans l'exagération du passif ou la diminution de l'actif (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2938 *in fine*). — Quant à la résolution, elle peut être demandée, conformément à l'art. 1184 c. civ., pour inexécution des obligations du débiteur par l'un quelconque des créanciers. Mais, lorsqu'elle est demandée et prononcée par jugement, fût-ce à la requête d'un seul, le contrat doit être considéré comme résolu et anéanti *erga omnes*. En d'autres termes, tant que les signataires demeurent dans les liens du contrat, ou que ceux envers lesquels le débiteur n'a pas satisfait à ses engagements demeurent dans l'inaction, le traité conserve son efficacité; du jour où l'un des signataires se prévaut, pour demander et faire prononcer la résolution du concordat, soit de l'inexécution des engagements du débiteur, soit de la défaillance d'une condition à laquelle il avait subordonné son adhésion, l'équilibre du traité se trouve détruit; son but, qui était de faire obstacle à toute déclaration de faillite, cesse d'être rempli, et tous les autres signataires, même ceux qui auraient reçu le paiement de leurs dividendes, reprennent leur liberté d'action et peuvent, faisant abstraction du traité par eux consenti, demander la faillite, si elle ne l'a été déjà par le demandeur à l'action en résolution. Et, le concordat amiable disparaissant, les cautions que le débiteur avait fournies pour garantir l'exécution du traité sont de plein droit libérées. Ici ne s'applique pas la disposition exceptionnelle de l'art. 520 *in fine*, aux termes de laquelle la résolution du concordat judiciaire, à la différence de l'annulation, ne libère point les cautions dudit concordat (Toulouse, 30 juin 1886, *Journal des faillites*, 1886, p. 498).

§ 2. — Concordats amiables postérieurs au jugement déclaratif.

**1021.** C'était une question controversée, avant la promulgation de la loi du 4 mars 1889, que celle de savoir si les créanciers pouvaient, par une délibération prise à l'una-

nimité, accorder un concordat amiable au failli postérieurement au jugement déclaratif, en dehors des formes et conditions prévues par les art. 504 et suiv. sur le concordat judiciaire. Nous avons admis au *Rép.* n° 968, et la jurisprudence avait, depuis lors, consacré, par plusieurs arrêts, la légitimité des concordats amiables consentis par l'unanimité des créanciers de la masse à un débiteur en état de faillite déclarée, soit avant la vérification des créances (Angers, 2 févr. 1849, aff. C..., D. P. 49. 2. 136), soit même au cours de l'union (Lyon, 29 août 1849, aff. Sornay, D. P. 50. 2. 38; Agen, 23 juin 1859, aff. Trémouillère, D. P. 59. 2. 175; Nîmes, 23 juill. et 29 août 1860, aff. Bernard et Dupuy, D. P. 61. 5. 229; Paris, 15 déc. 1863, aff. Cauchy, D. P. 63. 5. 178; Paris, 12 juill. 1872, aff. Deletrée, D. P. 74. 2. 9; Toulouse, 24 mars 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 452).

On faisait observer, à l'appui de ce système, qu'un arrangement intervenu entre un débiteur failli et l'unanimité de ses créanciers doit avoir, logiquement, la même efficacité qu'un paiement effectif et intégral du passif social, lequel, intervenant à une époque quelconque de la procédure, a pour effet nécessaire de mettre fin à la faillite (V. *infra*, sect. 11); qu'il n'existe d'ailleurs aucune disposition légale interdisant de conclure un semblable traité et faisant exception, à cet égard, au principe général de la liberté des conventions (Arrêts précités, motifs; Boistel, n° 1068; Alauzet, t. 7, n° 2726; Bravard, p. 634; Laroque-Sayssinel et Dutruc, n° 942; Rousseau et Defert, art. 537, n° 24).

**1022.** La seule condition requise par la jurisprudence pour la validité d'un tel traité était l'adhésion *unanime* des créanciers (Angers, 2 févr. 1849; Paris, 15 déc. 1863, 12 juill. 1872 cités *supra*, n° 1021). Peu importait, d'ailleurs, que le failli s'engageât, par ce traité, à payer ses dettes à des conditions et à des termes différents pour chacun d'eux, si, d'ailleurs, cette inégalité d'avantages était acceptée d'un commun accord par les créanciers (Agen, 23 juin 1859, aff. Trémouillère, D. P. 59. 2. 175). Ainsi, au cas de refus de quelques créanciers d'adhérer au traité, le failli aurait pu désintéresser intégralement les dissidents avec l'assentiment des signataires (Nîmes, 23 juill. 1860, cité *supra*, n° 1021). — En ce qui concerne la nullité des avantages particuliers stipulés *clandestinement*, V. *infra*, chap. 4.

Mais l'homologation du tribunal n'aurait été, en aucun cas, indispensable, et n'aurait eu d'utilité que pour dégager la responsabilité des syndics (*Rép.* n° 968 et 1540). — Décidé, toutefois, en sens contraire, que l'arrangement dont il s'agit n'avait de valeur qu'autant qu'il avait été homologué par le tribunal (Lyon, 29 août 1849, aff. Sornay, D. P. 50. 2. 38, cité *Rép.* n° 1540; V. aussi Pardessus, t. 3, n° 1268, et Alauzet, t. 7, n° 2726).

En tout cas, il est certain que cette homologation ne pouvait avoir pour effet de rendre opposable aux dissidents un traité consenti par la majorité des créanciers. Jugé, en ce sens, que les traités conclus entre la majorité des créanciers d'un failli en état d'union et le failli, et approuvés par le tribunal de commerce, n'avaient aucun caractère obligatoire pour la minorité qui avait refusé d'y adhérer (Orléans, 9 avr. 1878) (1).

**1023.** D'après la même jurisprudence, le traité émané de l'unanimité des créanciers, homologué ou non, avait pour

deux a violé les art. 1285 et 1287 c. nap., et faussement appliqué la loi du 17 juill. 1856 et l'art. 545 c. com.; — Casse, etc.

Du 8 avr. 1868.-Ch. civ.-MM. Pascalis, pr.-Eugène Lamy, rap.-Blanche, av. gén., c. conf.-Guyot, av.

violation des art. 1285, 1287 et 2037 c. nap., ainsi que des principes généraux en matière de lettres de change, en ce que l'arrêt attaqué a admis le porteur d'une lettre de change à recourir contre les endosseurs, alors qu'il avait libéré volontairement le tireur.

LA COUR; — Vu les art. 1285 et 1287 c. nap. et la loi du 17 juill. 1856, ainsi que l'art. 545 c. com.; — Attendu que la convention du 22 avr. 1862, par laquelle Marrot, Bacqué et comp. et d'autres créanciers de Rouchon fils, non failli, ont fait remise à ce dernier, moyennant l'abandon de toutes ses valeurs actives, de ses dettes envers chacun d'eux, par conséquent à raison des deux traites dont Marrot était porteur et Bacqué et comp. endosseurs, n'a point le caractère du concordat par abandon d'actif autorisé seulement en matière de faillite par la loi du 17 juill. 1856; que cette convention constitue une remise volontaire, qui, faite par Marrot sans aucune réserve de recours contre les endosseurs desdites traites, a libéré ceux-ci vis-à-vis de lui; — D'où il suit que c'est sans droit que Marrot a actionné Bacqué et comp. afin de paiement du montant de ces traites, et qu'en faisant droit à sa demande, la cour impériale de Bor-

(1) (Michau C. Michau.) — LA COUR; — Attendu que le sieur Michau-Granger, ancien épicier à Orléans, a été déclaré en état de faillite le 25 août 1875; qu'il n'avait pu obtenir de concordat de la part de ses créanciers, mais qu'au cours de l'union, ayant recueilli dans la succession de son père, décédé le 19 juill. 1876, un titre de rente de 5 pour 100 française de 892 fr., il contesta à M<sup>e</sup> Breton, agréé, son syndic, le droit de disposer de ce titre, en offrant toutefois de céder sur cette valeur portion suffisante pour parfaire avec l'actif réalisé par ailleurs un dividende de 65 pour 100 à chacun de ses créanciers; — Attendu qu'à la date du 3 oct. 1876, les créanciers, réunis sous la présidence du juge-commissaire, autorisèrent, au nombre de vingt-huit sur trente présents, le syndic à céder les droits successifs de leur débiteur dans les limites et conditions susénoncées, et que le 17 janvier suivant cette délibération fut homologuée par le tribunal de

effet, s'il intervenait avant que le jugement déclaratif eût acquis force de chose jugée, d'obliger le tribunal de commerce à rapporter ledit jugement sur opposition ou sur appel, et, si le jugement n'était plus susceptible de recours, d'entraîner la clôture de l'état de faillite et la cessation du dessaisissement, comme s'il y avait eu un concordat judiciaire régulier. Si le traité comportait une remise de tant pour cent sur les dettes, le failli reprenait donc immédiatement la libre disposition de ses biens, comme dans le cas d'un concordat judiciaire proprement dit (*Rép.* n° 969). S'agissait-il, au contraire, d'un concordat par abandon d'actif, le dessaisissement cessait également, et le mandat des syndics prenait fin; mais la liquidation de l'actif abandonné était alors confiée à un liquidateur amiable, désigné par les créanciers, à moins que ceux-ci ne préférassent charger de la liquidation le failli lui-même, en désignant parmi eux un ou plusieurs commissaires chargés de l'assister et de contrôler sa gestion. A défaut d'entente entre les créanciers, ou si le liquidateur amiable venait par une cause quelconque à résigner ses fonctions, les créanciers pouvaient demander à la justice la nomination d'un liquidateur judiciaire.

Lorsque les créanciers ne confiaient pas au failli lui-même le mandat de liquider, il n'en conservait pas moins le droit de surveiller la gestion des biens abandonnés. Le failli pouvait, notamment, si l'agent des créanciers négligeait de poursuivre des dettes exigibles, exercer lui-même l'action, sauf au tribunal à prendre les mesures nécessaires pour que les sommes ainsi recouvrées, grâce à l'initiative du failli, fussent versées, non point entre ses mains, mais aux mains des créanciers, et en déduction de leurs droits (*Colmar*, 29 déc. 1859, aff. Pernet, D. P. 61. 5. 222).

commerce; — Attendu que, pour en assurer l'effet, le titre de rente de Michau fut, suivant acte passé devant M<sup>rs</sup> Dubec et Gitton, notaires à Orléans, en date du 17 oct. 1876, enregistré, cédé par Breton à une dame Gombault, sœur de Michau, moyennant un prix de 6700 fr., calculé en vue de fournir aux créanciers unis le dividende nouveau. Mais il est à observer que le même jour, devant les mêmes notaires, la dame Gombault, rétrocedait au sieur Michau, par un second acte identique avec le précédent, tous les droits qu'elle venait elle-même d'acquiescer; — Attendu que Michau ayant assigné Breton, son syndic, en remise de la portion du titre de rente restant libre, ce dernier a réuni les créanciers pour leur rendre son compte; — Qu'au procès-verbal de reddition de compte sont intervenus, indépendamment du failli, la dame Michau-Granger, judiciairement séparée de biens d'avec son mari, et le sieur Granger, son père, protestant l'un et l'autre contre la proposition de Michau et le projet de compte, réclamant, au contraire, le maintien du titre de rente tout entier dans l'actif de la faillite et sa réalisation intégrale afin de pouvoir payer tous les créanciers ou tout au moins de les désintéresser eux-mêmes complètement; lesquels intervenant ont ensuite formé opposition en conformité de l'art. 532 c. com.; — Attendu qu'il a été statué tant sur cette demande des opposants que sur les conclusions en défense du syndic par jugement du tribunal de commerce d'Orléans du 12 décembre dernier, lequel a débouté Granger père et la dame Michau de leurs prétentions, validé le traité de cession du 17 oct. 1876 pour être exécuté selon sa forme et teneur, et débouté de même le sieur Michau de l'action en garantie qu'il avait formée de son côté contre son syndic; — Attendu que la dame Michau-Granger a pu seule, à raison du chiffre de sa créance, interjeter appel de ce jugement, et reproduit devant la cour ses conclusions primitives; — Attendu que diverses fins de non-recevoir lui sont opposées; — Sur le deuxième moyen tiré de ce que l'appelante serait liée par la résolution prise par la majorité des créanciers de son mari, le 3 oct. 1876, et par le pacte intervenu en conformité de cette délibération dûment homologuée: — Attendu qu'une fois les créanciers constitués en état d'union, le débiteur failli cesse de jouir de l'avantage anormal qu'aurait pu lui conférer un concordat, d'imposer à tous ses créanciers, même aux dissidents, tous traités consentis par la majorité de l'art. 507 c. com.; que, désormais, il ne peut plus prétendre à une telle faveur, et qu'il ressort du système général de la loi sur la faillite et du texte même de l'art. 570 que cet article ne peut évidemment viser que des traités pouvant intervenir entre la majorité des créanciers et des tiers, mais non pas entre les créanciers et le failli lui-même; — Que c'est dans ce sens que doivent être interprétées les décisions de jurisprudence et de doctrine formulées sur cette question; — Attendu que, dans l'espèce, les contrats passés entre le syndic Breton au nom de Michau et de la dame Gombault, sœur de ce dernier, puis entre ladite dame et son frère, forment un seul tout qui ne saurait être divisé et présentent absolument le caractère d'un traité en réalité conclu entre les créanciers et le failli

Au surplus, la régularité du mandat conféré au liquidateur par les créanciers de la masse, à la suite d'un concordat amiable par abandon d'actif, était nécessairement subordonnée à la régularité du concordat lui-même; en sorte que, si le liquidateur venait, au cours des opérations, à être informé de l'existence d'un créancier dissident, il devait, sous peine d'engager gravement sa responsabilité, s'abstenir de toute opération nouvelle jusqu'à ce que l'adhésion de ce créancier nouveau eût pu être obtenue.

**1024.** Si ces solutions étaient appliquées, à la veille de la promulgation de la loi du 4 mars 1889, par la majorité des cours d'appel, certaines d'entre elles cependant avaient cru devoir revenir à une doctrine plus conforme au texte, et peut-être aussi à l'esprit de notre législation des faillites. Ainsi que l'avaient fait observer les auteurs les plus autorisés, la thèse d'après laquelle tout concordat amiable conclu, après faillite, entre le débiteur et l'unanimité des créanciers connus, aurait eu pour effet de mettre fin à la faillite, se heurtait à des objections très sérieuses: ce concordat intervenait-il dans la première phase de la procédure, avant l'expiration des délais de production, il était manifestement impossible de savoir si les adhérents représentaient la totalité des créanciers, et s'il n'en surgirait pas d'autres au lendemain de l'accord, les délais courant encore. Comment admettre dès lors la cessation des fonctions des syndics provisoires, et du dessaisissement? Il y avait vraiment contradiction à décider qu'un concordat amiable exigeait le concours de *tous* les créanciers, et à valider le concordat amiable conclu avant la vérification des créances, à une époque où il était impossible de savoir si cette condition de l'adhésion *unanime* des créan-

lui-même, au moyen de l'intervention de sa sœur, qui n'avait aucun intérêt personnel dans l'affaire et n'y a joué d'autre rôle que celui d'une personne un instant interposée; — Que la dame Michau, créancière dissidente, n'est donc pas liée par la concession consentie au profit de son mari par la majorité des autres créanciers, dont la décision ne lui est pas opposable; que, comme conséquence de cette solution, la dame Michau n'est pas liée davantage par le jugement du tribunal de commerce, homologuant la délibération dont il s'agit et qui n'a pas force de chose jugée en ce qui la concerne; qu'il en est enfin de même à l'égard des conventions arrêtées entre le syndic et la dame Gombault, lesquelles lui sont demeurées étrangères, et qu'elle n'était pas tenue d'appeler cette dernière en cause;

Attendu qu'il est encore objecté à la dame Michau qu'en vertu de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, elle ne saurait rien prétendre contre le gré de son mari sur le titre de 892 fr. de rente recueilli par celui-ci dans la succession de son père; — Mais attendu que les rentes sur l'Etat ne sont pas insaisissables de leur essence; qu'à l'origine, au contraire, elles avaient été expressément déclarées, par la loi du 24 août 1793, soumises à toutes oppositions de la part des créanciers de chaque rentier; que si, pour favoriser le crédit de l'Etat et dans un intérêt d'administration financière, les lois des 8 niv. an 6 et 22 flor. an 7 ont déclaré qu'à l'avenir les rentes et leurs arrérages ne pourraient plus être frappés de saisie-arrest, il ne ressort ni du texte ni des motifs de ces lois pris dans leur ensemble que le législateur ait entendu imprimer à ces valeurs, devenues aujourd'hui l'un des principaux éléments de la richesse publique, un caractère d'insaisissabilité absolue et conférer aux titres ce privilège exorbitant de les voir, même en cas de faillite, échapper à toute atteinte, même de la part des créanciers les plus légitimes; — Attendu que, ramenées à leur véritable signification et renfermées dans leurs cadres, les dispositions des lois précitées ne sont donc point inconciliables avec le prescrit si formel de l'art. 443 c. com.; et il faut reconnaître que, par l'effet du dessaisissement prononcé contre le failli par cet article, les titres de rente échus dans le patrimoine d'un débiteur, soit avant l'ouverture de sa faillite, soit durant le cours de cette faillite, et avant la cessation de cet état, tombent dans l'actif devenu le gage commun des créanciers, et cela sans que ces derniers aient besoin de recourir à la voie d'action prohibée par les lois de l'an 6 et de l'an 7; — D'où il suit que la dame Michau-Granger, n'étant pas liée personnellement par l'arrangement intervenu le 3 oct. 1876 entre son mari et la majorité de ses créanciers, est fondée à exiger que le titre de rente dont il s'agit soit réalisé par l'entremise du syndic, à concurrence de la somme nécessaire pour le remboursement intégral de sa créance vérifiée;

Par ces motifs, etc.

Du 9 avr. 1878.-C. Orléans, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Boussion, pr.-d'Artemare, av. gén.-Léon Choppard (du barreau de Paris), Mouroux et Desplanches, av.

ciers était ou non remplie. En fait, la clôture de la faillite à la suite d'un semblable concordat était donc essentiellement provisoire : mais cette clôture provisoire de la faillite était un incident extra-légal, que la loi proscrivait implicitement, puisqu'elle n'organise et ne reconnaît qu'un seul type de clôture provisoire, la *clôture pour insuffisance d'actif* (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 814, note 2; Thaller, t. 2, n° 244).

La légalité du concordat amiable *après union* soulevait des objections non moins graves. Sans doute la survenance d'un créancier inconnu au jour du traité était moins à craindre ; mais ce n'en était pas moins une éventualité possible, puisque, dans notre législation, les retardataires ont toujours le droit de se joindre à la masse au cours de la faillite et de venir participer aux distributions non encore faites (art. 503). « Or que pouvait répondre le syndic à un de ces tard-venus, lui reprochant d'avoir clôturé les opérations sous prétexte d'un accord unanime et sans avoir suivi les énonciations de la loi ? L'événement démontrait que l'accord n'était pas unanime du tout et le syndic, par sa complaisance envers les présents, avait causé à un absent un tort dont il était, pour le moins, difficile d'exonérer sa responsabilité » (Thaller, t. 2, p. 245). Dès l'instant que la faillite est ouverte, tout créancier, *fût-il ignoré du syndic et non porté sur les livres*, a un droit acquis à sa *continuation*, conformément aux prescriptions légales. Or le concordat judiciaire, émané d'une assemblée réunie et convoquée suivant les formes prescrites par les art. 504 et suiv., et dûment homologué, est le seul mode de procéder reconnu par la loi pour permettre au failli de reprendre l'exploitation de son commerce dans des conditions donnant pleine sécurité à la société comme à ses créanciers ; l'union, qui comprend une collection d'individus, entre lesquels elle établit une sorte de contrat judiciaire, a ses règles impératives, parce qu'elle intéresse l'ordre public ; on s'expliquerait difficilement qu'un failli dont la justice avait refusé d'homologuer le concordat pût se soustraire, par un moyen détourné, à l'exécution de sa décision, et que le consentement des créanciers, qui avaient pu être abusés sur leur véritable intérêt, suffit à détruire une mesure protectrice, qui apparaît, de sa nature, comme irrévocable (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2039 *in fine*; Camberlin, *Manuel des tribunaux de commerce*, p. 479 et 488).

**1025.** Tels sont les principes que nous trouvons nettement formulés dans deux arrêts de la cour de Paris, où il est dit que la constitution régulière de l'union des créanciers d'un failli, après refus d'homologation d'un concordat, a pour effet la dévolution absolue des biens du débiteur au profit de la masse des créanciers, sauf leur réalisation par le syndic dans les formes prescrites par la loi, et que le failli n'a plus le droit de modifier cette situation par des arrangements ultérieurs (Paris, 23 mars 1877, aff. Lévy, D. P. 80. 2. 21 ; 3 juill. 1880, aff. Deneubourg-Ligier, D. P. 82. 2. 62) ; spécialement, qu'il ne peut, à l'effet d'obtenir la dissolution de l'union et sa réintégration dans l'administration de ses biens, se prévaloir du traité postérieur au refus d'homologation et par lequel ses créanciers l'ont libéré et ont accepté pour débiteur un tiers (sa femme), auquel il avait cédé son actif ; et ce, quels que soient les motifs du refus d'homologation, alors même qu'ils ne seraient pas tirés de l'intérêt public (Mêmes arrêts. — V. *contrà* : Trib. com. Châlons-sur-Marne, 17 avr. 1872, aff. Deletrée, D. P. 74. 2. 9) ; qu'il objecterait vainement que l'acceptation de ces conditions par les créanciers a eu pour effet de révoquer le mandat par eux donné au syndic de la faillite, ce syndic ayant, en sa qualité de mandataire de justice, le devoir de mener à fin les opérations de la faillite, dont la gestion lui a été confiée par le tribunal (Mêmes arrêts).

**1026.** Ces considérations, jointes au désir d'encourager les débiteurs à recourir aux formes protectrices de la liquidation judiciaire plutôt qu'à des concordats amiables, conclus en dehors de tout contrôle, ont déterminé les promoteurs de la réforme de la loi des faillites à proscrire rigoureusement le concordat amiable postérieur à l'ouverture de la liquidation judiciaire : *Sont nuls et sans effet, tant à l'égard des parties intéressées qu'à l'égard des tiers, tous traités ou concordats qui, après l'ouverture de la liqui-*

*dation judiciaire, n'auraient pas été souscrits dans les formes ci-dessus prescrites.* Cette disposition, formant l'art. 463 du projet Laroze, a passé sans modification dans la loi du 4 mars 1889 (art. 16). Quant au concordat amiable après faillite déclarée, on n'avait pas jugé nécessaire de le proscrire expressément, puisque, dans le système du projet primitif, la faillite était exclusive de tout concordat, même judiciaire. On sait qu'avant d'être converti en loi, le projet avait subi une modification essentielle, consistant à admettre le concordat judiciaire après faillite déclarée. Il eût donc été nécessaire de modifier en ce sens l'art. 16 et d'ajouter aux mots *liquidation judiciaire* les mots : *ou de la faillite*. Mais nul n'y a pris garde, tant la discussion a été hâtive (l'art. 16, que l'on considérait à juste titre comme un corollaire obligé de l'institution de la liquidation judiciaire, a été voté sans débats) ; si bien qu'aujourd'hui, à prendre le texte à la lettre, il semblerait que les traités amiables, nuls s'ils sont conclus au cours de la liquidation judiciaire, fussent être considérés comme valables (à supposer qu'ils le fussent antérieurement, ce qui est contestable) lorsqu'ils interviennent au cours d'une faillite. Mais cette interprétation, déjà suspecte puisqu'elle ne repose que sur un argument *à contrario*, est manifestement condamnée par ses conséquences même ; si elle était vraie, il en résulterait cette conséquence absurde, que les traités amiables intervenus au profit d'un liquidé judiciairement, nuls aux termes de l'art. 16, deviendraient rétroactivement valables lorsque la liquidation judiciaire serait rapportée et la faillite déclarée. Aussi, pour nous, la solution n'est-elle pas sérieusement discutable. Le législateur de 1889 a entendu, d'une part, rendre plus rares, sans cependant les prohiber, les concordats amiables avant faillite ; et, d'autre part, proscrire absolument toutes conventions postérieures à la liquidation judiciaire ou à la faillite déclarée, qui ne seraient pas entourées des formalités qu'il édicte. Si l'on s'attache à l'esprit plutôt qu'au texte défectueux de la loi nouvelle, il devient manifeste que le législateur de 1889 a entendu résoudre, dans le sens de la nullité, la controverse, jusqu'alors pendante, au sujet de la légitimité des concordats amiables après faillite.

Sont donc prohibés, par interprétation de l'art. 16 de la loi du 4 mars 1889, soit les concordats amiables postérieurs au jugement déclaratif et antérieurs à la vérification des créances, soit les concordats conclus au cours de l'union. Que si, en fait, le failli vient à conclure un arrangement avec tous ses créanciers connus, la mission du syndic n'est pas terminée, et le juge n'a pas le droit d'homologuer un tel arrangement et de prononcer la clôture de la faillite. A supposer même que, contrairement à la loi, le tribunal homologue le traité, la nullité en pourra être demandée par application de l'art. 16, contrairement à la jurisprudence qui prévalait sous l'empire de la loi de 1838.

#### SECT. 10. — CLÔTURE DES OPÉRATIONS DE LA FAILLITE EN CAS D'INSUFFISANCE D'ACTIF (Rép. nos 905 à 915).

**1027.** Aux termes de l'art. 461 c. com., « lorsque les deniers appartenant à la faillite ne pourront suffire immédiatement aux frais du jugement de déclaration de faillite..., l'avance de ces frais sera faite, sur ordonnance du juge-commissaire, par le Trésor public... ». Sous l'empire du code de 1807, au contraire, les créanciers étaient obligés de faire eux-mêmes l'avance des frais, et souvent ils préféraient traiter avec leur débiteur dans des conditions désastreuses plutôt que faire déclarer la faillite, sans être certains de jamais rentrer dans leurs avances. En présence de la disposition de l'art. 461, il est certain que l'insuffisance de l'actif d'un commerçant en état de cessation de paiements ne saurait être, en aucun cas, pour ce débiteur, une cause d'exemption de la faillite. Quelqu'insuffisant que puisse être cet actif, dès l'instant que le Trésor doit, en cas de nécessité, faire l'avance des premiers frais, il s'ensuit que la faillite n'en doit pas moins être déclarée (ou la liquidation judiciaire ouverte) et suivie des opérations préliminaires d'aposition des scellés, d'inventaire, etc (Rép. n° 905). D'après les lois allemande (§ 190) et autrichienne (§ 154) l'insuffisance des fonds nécessaires aux opérations met, au contraire, obstacle à l'ouverture même de la faillite.

Mais le législateur n'a ainsi pourvu qu'aux premiers frais

à faire après le jugement déclaratif : frais du jugement de déclaration de faillite et d'affichage, frais d'apposition de scellés et d'incarcération, et aussi, d'après la décision des ministres des finances et de la justice du 12 nov. 1878 (D. P. 79. 3. 87), frais de signification de jugement déclaratif. Les avances du Trésor ne peuvent s'appliquer aux autres frais, notamment aux frais de dépôt de bilan (Conf. Décis. min. 28 févr. 1877, *Bulletin officiel du ministère de la justice*, 28 févr. 1877, p. 16); et comme, d'autre part, le bénéfice de l'assistance judiciaire ne peut jamais être accordé à une faillite, il arrive fréquemment, dans la pratique, que les fonds viennent à manquer pour continuer les opérations commencées; alors peut intervenir, à la requête des intéressés, ou même d'office et sur le rapport du juge-commissaire, un jugement de clôture des opérations de la faillite pour insuffisance d'actif, conformément à l'art. 527.

**1028.** L'art. 527 est, ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 903, une innovation de la loi de 1838; sous l'empire du code de commerce, beaucoup de faillites étaient ouvertes et ne se terminaient jamais, de telle sorte qu'à chaque renouvellement des juges d'un tribunal de commerce, une multitude de faillites, nominalement ouvertes, étaient transmises à de nouveaux juges-commissaires sans recevoir aucune solution. La nouvelle disposition qui fut alors proposée avait, dans l'esprit du législateur, un double but : celui de remédier aux graves inconvénients résultant de faillites qui restaient perpétuellement en suspens, et celui d'empêcher que la faillite, devenant une simple exemption de contrainte par corps, ne fournisse aux débiteurs peu honnêtes un moyen de tromper leurs créanciers nouveaux. L'esprit de sévérité dans lequel cette disposition nouvelle était édictée ressort, notamment, du rejet d'un amendement présenté par MM. Sevin, Moreau et Martin (de Strasbourg), d'après lequel le jugement de clôture devait statuer sur l'excusabilité du failli, la déclaration d'excusabilité devant avoir pour effet d'affranchir le failli de la contrainte par corps. Cet amendement fut repoussé comme étant en opposition manifeste avec le but de l'institution; il importait, en effet, que la clôture, avec la faculté pour les créanciers d'agir individuellement et de faire écrouer le débiteur à leur gré, apparût aux yeux des faillis comme une menace, assez sérieuse pour les inciter à faire tous leurs efforts, à réaliser toutes leurs ressources pour se procurer la somme nécessaire à la continuation des opérations. Pour échapper à la contrainte par corps et à l'incarcération, les faillis même les moins scrupuleux s'abstiendraient, on l'espérait du moins, de détourner les fonds nécessaires à la liquidation, et s'emploieraient, au contraire, à faciliter la tâche du syndic, à l'effet d'obtenir, à la clôture de l'union, une déclaration d'excusabilité, incompatible avec le jugement de clôture des opérations pour insuffisance d'actif. En présence des travaux préparatoires de la loi de 1838 et du rejet de l'amendement précité, il est donc certain qu'un failli ne saurait, en aucun cas, être déclaré excusable, lorsque le cours des opérations de la faillite se trouve arrêté par insuffisance de l'actif et qu'un jugement en a prononcé la clôture pour ce motif (Toulouse, 11 janv. 1867, aff. Cohen, D. P. 67. 2. 8).

**1029.** Mais cette constatation n'a plus guère qu'un intérêt théorique, depuis la promulgation de la loi du 22 juill. 1867 abolitive de la contrainte par corps (D. P. 67. 4. 75), dont l'effet immédiat a été d'enlever à la clôture pour insuffisance d'actif son caractère comminatoire et sa vertu préventive, si bien que, depuis cette époque, les clôtures pour insuffisance d'actif se sont multipliées dans une proportion véritablement inquiétante, attestée par les statistiques officielles. La proportion des clôtures pour insuffisance d'actif, eu égard au nombre total des faillites arrivées à leur terme, qui n'était que de 18 pour 100 de 1846 à 1850, et de 23 pour 100 de 1861 à 1865, s'est élevée brusquement à 30 pour 100 pour la période comprise entre les années 1866 et 1870, pour atteindre les chiffres de 36 pour 100 de 1871 à 1875, de 40 pour 100 de 1876 à 1880, de 44 pour 100 en 1883, et de 46 pour 100 en 1884 (Relevés du ministère de la justice; Sabatier, *Essai sur les faillites closes pour insuffisance d'actif*, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1878, p. 344 et suiv.; Thaller, t. 1, p. 211; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 839, note 1). Depuis cette date, le mal n'a

fait que s'aggraver, surtout dans le ressort du tribunal de commerce de la Seine, ainsi qu'il résulte des chiffres suivants : en 1888, sur 1956 faillites terminées, 307 ont pris fin par concordat, 496 par union, 41 par rapport du jugement déclaratif, 1112 par clôture pour insuffisance d'actif. En 1890, sur 1807 faillites réglées, 185 ont pris fin par concordat, 77 par abandon, 503 par union, 989 par insuffisance d'actif : soit une proportion de près de 60 pour 100 (V. Rapport de M. Guilloin, président sortant, présenté au tribunal de commerce de la Seine le 29 janvier 1891).

Il y a, dans cette progression continue du chiffre des clôtures pour insuffisance d'actif, un danger des plus graves, qui mériterait d'attirer l'attention du législateur. Le remède le plus efficace au mal que nous signalons devrait être cherché, selon nous, d'une part, dans l'extension du principe de la gratuité des frais de procédure, restreint dans des limites trop étroites par l'art. 461 c. com. d'autre part, dans la diminution de ces frais et peut-être dans la simplification des rouages de la procédure pour les *petites faillites*.

Au premier de ces points de vue, les législations belge et italienne ont consacré d'heureuses innovations. Le code italien, en effet, exempte l'inventaire des frais d'enregistrement et de timbre (art. 741); de plus, l'art. 941 du même code met à la charge de l'Etat l'avance intégrale des frais si l'argent fait défaut au syndic, depuis le jugement déclaratif jusqu'à la clôture faute d'actif; celle-ci, dès lors, ne peut plus avoir pour cause l'absence des fonds indispensables à la marche de la procédure. — Le législateur belge s'est aussi préoccupé d'assurer la liquidation des faillites dont l'actif apparent est le plus faible, en instituant par la loi du 26 déc. 1882 (*Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 756 et suiv.) la gratuité de la procédure en cas d'insuffisance d'actif. D'après cette loi, lorsque l'actif sera jugé insuffisant pour couvrir les premiers frais de liquidation, le tribunal de commerce, d'office ou à la requête du curateur (syndic) ordonnera la gratuité de la procédure pour le jugement déclaratif, l'affichage, les scellés, l'inventaire, le procès-verbal de la réunion tenu d'après l'art. 553 c. com. (537 c. com. français) et le jugement sur l'excusabilité. On voit combien ce système est supérieur à celui de notre art. 461, qui n'admet la gratuité que pour quelques actes de procédure, tous les autres restant à la charge de la faillite, qui ne peut, en aucun cas, obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire (Jurisprudence constante, *Journal des faillites*, 1882, p. 206).

Sur le deuxième point, peut-être conviendrait-il de faire quelques emprunts à la loi anglaise de 1883. D'après cette loi, dans les *petites faillites* (celles dont l'actif ne paraît pas dépasser 100 liv. sterl.), le séquestre officiel remplit les fonctions de syndic et administre seul sans assistance du syndic ni du comité de surveillance sous le contrôle du *Board of trade* et de la cour (art. 121). Cette procédure (*administration order*) est d'ailleurs facultative pour les créanciers qui peuvent, s'ils le préfèrent, s'en tenir à la procédure du droit commun, beaucoup plus coûteuse (V. Thaller, t. 2, n° 300).

Il pourrait être utile, également, de prévenir les fraudes et les dissimulations d'actif, devenues trop fréquentes, depuis la suppression de la contrainte par corps, par un remaniement, dans un sens plus rigoureux, de nos lois sur la banqueroute. Certains auteurs proposent, dans ce but, la création d'un délit spécial, ou plutôt d'un nouveau cas de banqueroute simple, consistant dans le fait, de la part du failli, de s'être procuré un crédit que ne comportaient pas ses ressources commerciales. Le syndic, partie civile dans l'instance pénale, pourrait, à raison de ce délit, obtenir une indemnité au profit de la masse, indemnité facilement recouvrable, la *contrainte par corps* subsistant en matière pénale; l'on recouvrerait ainsi indirectement sous forme d'indemnité les valeurs que le failli aurait cherché à soustraire à la faillite (Sabatier, *Etudes sur les faillites closes pour cause d'insuffisance d'actif*, *Revue critique*, 1879, p. 344 et suiv., et *Bulletin de la société de législation comparée*, 1878, p. 298 et suiv.).

**1030.** Lorsque le cours des opérations de la faillite vient à être arrêté par l'insuffisance de l'actif, le tribunal de commerce peut en prononcer la clôture, sur le rapport du juge-commissaire, soit à la diligence des syndics ou des créanciers (Rép. n° 906),... soit même d'office. Il n'y a,



d'ailleurs, insuffisance d'actif qu'en l'absence de toutes ressources; la clôture ne peut être prononcée, lorsqu'il existe un actif suffisant, quelle qu'en soit la nature (*Rép.* n° 913), et alors même que cet actif se composerait de valeurs difficilement réalisables. Cette clôture peut être prononcée à quelque époque que ce soit, avant toutefois l'homologation du concordat, ou la formation de l'union (*Rép.* n° 906). — V. cependant, sur la clôture anticipée de l'union en cas d'insuffisance de l'actif pour couvrir les frais, et la possibilité de rouvrir l'union une fois close, lorsque des biens nouveaux viennent à être découverts après la clôture, *infra*, sect. 11

**1031.** — I. EFFETS DE LA CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF. — La clôture prononcée en vertu de l'art. 527, à la différence du concordat ou de la clôture de l'union, qui sont de véritables solutions de la faillite, ne met pas fin à l'état de faillite; elle en suspend simplement les opérations et restitue à chaque créancier l'exercice de ses actions individuelles contre les biens du failli; les voies d'exécution sur la personne, que les créanciers recouvraient *ipso facto*, aux termes de l'art. 527, ont été abolies par la loi de 1867. — Bien qu'il soit parfois difficile de concilier le caractère essentiellement provisoire de la clôture, dont la survie de l'état de faillite est le corollaire obligé, avec la restitution aux créanciers du libre exercice de leurs actions individuelles, la jurisprudence est aujourd'hui, après de longues hésitations, fixée sur la plupart des conséquences qui découlent logiquement de ces principes.

Au regard du failli, tout d'abord, il est constant : 1° que les incapacités dont le failli est frappé dans sa personne par l'effet du jugement déclaratif de la faillite (*V. supra*, sect. 3), continuent de subsister après la clôture des opérations de la faillite, comme au cas de clôture de l'union après liquidation totale (*Rép.* n° 906). Le doute est d'autant moins permis à cet égard que ces incapacités survivent même à la clôture définitive de la faillite par le concordat ou la dissolution de l'union; — 2° Que le failli demeure, même après le jugement de clôture, soumis au dessaisissement dont le frappe l'art. 443 (Rouen, 21 mars 1851, aff. Julienne, D. P. 52. 2. 274; Paris, 18 déc. 1858, aff. Chevallier, D. P. 68. 5. 214; Trib. de paix du Havre, 17 déc. 1862, aff. Dellery, D. P. 64. 3. 24; Trib. com. Marseille, 28 avr. 1863, aff. Gerbaldy, D. P. 64. 3. 8; Toulouse, 11 janv. 1867, cité *supra*, n° 1028; Paris, 25 mars 1879, aff. Boudin, D. P. 79. 2. 97; Rouen, 3 mai 1879, aff. Moret, D. P. 80. 2. 15; Civ. cass. 5 nov. 1879, aff. Kintzinger, D. P. 80. 1. 5; Nîmes, 15 janv. 1881, aff. Roque, Paris, 29 mars 1881, aff. Dejean; 10 mai 1881, aff. Chemin de fer de Ceinture, D. P. 83. 2. 108-110; C. de justice de Genève, 10 sept. 1883 (1); Aix, 20 mars 1884, *supra*, n° 551; Paris, 17 avr. 1885, aff. Mornac, D. P. 86. 2. 41; Req. 26 oct. 1885, aff. Benoist, D. P. 86. 1. 51; Civ. rej. 10 nov. 1885, aff. Fréar, D. P. 86. 1. 49; Paris, 27 nov. 1885 et 4 mars 1887, *Journal des faillites*, 1886, p. 8, et 1887, p. 158; Trib. civ. Seine, 8 déc. 1885, *Le Droit*, n° du 10 janv. 1886. Conf. outre les auteurs cités au *Rép.* n° 906 et 907; Lyon-Caen et Renaut, t. 2 n° 2982 et 2983; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 490; Boistel, n° 1027; Laurin, n° 1110; Beudant, note sous D. P. 68. 2. 113; Alauzet, t. 7, n° 2720; Camberlin, p. 455). — Jugé, toutefois, en sens

contraire, que le jugement de clôture pour insuffisance d'actif, tant qu'il n'est pas rapporté, doit faire considérer la faillite comme non existante (Paris, 30 août 1867, aff. de Lara, D. P. 68. 2. 113). Mais cette doctrine, encore défendue par quelques rares auteurs (Namur, t. 3, n° 1928), est aujourd'hui définitivement condamnée par la jurisprudence; elle est, en effet, en opposition flagrante avec le texte non moins qu'avec l'esprit de l'art. 527 c. com.

**1032.** Le jugement de clôture, laissant subsister le dessaisissement, ne met pas fin non plus, dans l'opinion dominante, aux fonctions des syndics. Les actions de la masse ne sont plus, il est vrai, centralisées entre leurs mains, puisque chaque créancier est autorisé à agir individuellement; mais ils demeurent investis de la mission de veiller aux intérêts de la masse, et d'empêcher toute collusion aux dépens de celle-ci (*V. les arrêts et les auteurs cités supra*, n° 1031. *Comp. Rép.* n° 909). On a objecté, contre cette doctrine, que le jugement de clôture, restituant à chaque créancier l'exercice de ses actions individuelles, dissout *ipso facto* la collectivité des créanciers, et met fin, par suite, au mandat des syndics (Bédarride, t. 2, n° 701; Paris, 8 août 1878, cassé par un arrêt de la chambre civile du 5 nov. 1879, aff. Syndic Kintzinger, D. P. 80. 1. 5, et la note). On a répondu que cette objection ne saurait prévaloir contre les travaux préparatoires, desquels il ressort que la restitution aux créanciers du droit de poursuites individuelles a uniquement pour but de faciliter la découverte de l'actif dissimulé par le débiteur : le législateur a voulu que, si tel ou tel créancier venait à découvrir des valeurs demeurées ignorées ou des biens nouvellement acquis, il pût les faire mettre immédiatement sous la main de justice, sans même être obligé de prévenir préalablement les syndics. Par voie de conséquence, le failli est nécessairement admis à défendre aux poursuites dirigées contre lui; mais là se borne l'effet du jugement de clôture; à tous autres égards, les choses restent en l'état; le dessaisissement subsiste, les syndics conservent leurs fonctions et leur concours est nécessaire pour l'accomplissement des actes autres que ceux dont il vient d'être parlé, qui sont de nature à intéresser les créanciers. La preuve que les fonctions des syndics survient au jugement de clôture résulte, d'ailleurs, du rapprochement des art. 537 et 528. Aux termes de l'art. 537, les syndics doivent rendre leurs comptes, ce qui implique que leur mission est terminée et que leurs fonctions prennent fin. Aucune disposition de ce genre ne se rencontre dans la section précédente, consacrée à la clôture pour insuffisance d'actif. Loin de là, l'art. 528 décide que le failli, ou tout autre intéressé désireux de faire rapporter le jugement de clôture, peut arriver à ce résultat en faisant consigner entre les mains des syndics les sommes suffisantes pour faire face aux frais des opérations de la faillite; d'où la conséquence évidente que, dans la pensée du législateur, les syndics restent en possession du mandat dont ils étaient investis.

**1033.** Le failli demeurant dessaisi, et les syndics continuant à représenter la masse, il s'ensuit que le failli demeure incapable, même après le jugement de clôture, de tous actes d'administration ou de disposition susceptibles de nuire à la masse. Il ne peut donc pas, sans le concours des

(1) (Vincent-Bonnet C. syndic Boy.) — La cour : — Considérant que, aux termes de l'art. 443 de la loi sur les faillites, le jugement déclaratif emporte, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de ses biens; qu'ainsi, tous actes d'aliénation consentis par ce dernier sont nuls, comme faits par un incapable; qu'en fait, l'acte attaqué a été passé par Boy à Vincent-Bonnet postérieurement au jugement déclaratif de la faillite; — Considérant que, pour échapper aux dispositions de l'article de loi susrappele, Vincent-Bonnet fait observer que l'acte du 21 juill. 1880 a été passé après le jugement qui a clos les opérations de la faillite, et avant celui qui en a ordonné la réouverture; qu'il invoque, à l'appui de la validité du contrat, la disposition de l'art. 527, de la loi sur les faillites, qui règle durant cet intervalle les droits des créanciers du failli; — Considérant que l'art. 527 invoqué par Vincent-Bonnet, n'a point pour but de clore la faillite elle-même, ni de suspendre ou d'arrêter tous les effets légaux qui en découlent; que cet article se borne, par voie exceptionnelle, dans le cas de clôture des opérations, à restituer aux créanciers l'exercice de leurs actions indi-

viduelles contre le failli, et, par une conséquence nécessaire, à rendre à celui-ci la capacité personnelle de contester les demandes qui lui sont faites et d'opérer des paiements sur les poursuites dirigées contre lui; que là se borne l'exception apportée par l'art. 527 aux dispositions générales de l'art. 443; — Considérant que la cession du 21 juill. 1880 ne rentre pas dans l'exception ci-dessus indiquée de l'art. 527; qu'il ne s'agit pas, en effet, dans l'espèce actuelle, d'une action intentée par un créancier contre le failli, ni d'un paiement effectué par ce dernier sur des poursuites exercées contre lui; que, en réalité, la cession du 21 juillet constitue un acte véritable d'aliénation de valeur mobilière, volontairement consenti par les deux parties, en dehors de toutes poursuites, et pour un prix déclaré payé comptant; qu'un acte de cette nature se trouve ainsi en dehors de ceux permis par l'art. 527, et reste exclusivement régi par les dispositions prohibitives de l'art. 443 de la loi sur les faillites;

Par ces motifs; — Confirme, etc.

Du 10 sept.-1883.-C. just. de Genève.-M. Dufernex, pr.

syndics, recevoir le paiement d'une créance (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2985). Jugé, notamment, qu'il appartient au syndic, en sa qualité toujours persistante de représentant du failli, de poursuivre devant le jury d'expropriation le règlement de l'indemnité due au failli à raison de l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble qui lui était affermé, et d'en réclamer le paiement contre l'expropriant, bien que, par un traité amiable antérieur, celui-ci l'ait réglée avec le failli, et lui ait versé le montant de la somme fixée dans ce traité : que l'expropriant ne saurait être admis à opposer au syndic la convention qu'il a ainsi passée avec un incapable et le paiement qu'il lui a fait au préjudice de la masse (Paris, 10 mai 1881, aff. Syndic Bouquin, D. P. 83. 2. 108).

Le failli ne peut pas davantage consentir un acte destiné à éteindre la créance, comme une remise de dette, une novation, ni accepter d'un de ses débiteurs, devenu son créancier pour une autre cause, son paiement par voie de compensation, l'état de faillite mettant obstacle à la compensation (Aix, 20 mars 1884, aff. Bouvier, *supra*, n° 551. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2666; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 490; Alauzet, t. 7, n° 2487, 2507 et 2720; Boistel n° 527; Ruben de Couder, *v° Faillite*, n° 656);... Ni consentir la cession-transport d'une créance (Paris, 18 déc. 1858, aff. Chevalier, D. P. 68. 5. 214; et 17 avr. 1885, aff. Mornac, D. P. 86. 2. 41; C. de justice de Genève, 10 sept. 1883, aff. Vincent-Bonnet, *supra*, n° 1031). Ainsi, la cession de créance, que le failli aurait consentie à l'un de ses créanciers, depuis le jugement de clôture, peut être critiquée par les autres créanciers, et ces derniers ont le droit d'exiger le rapport à la masse des sommes touchées par le cessionnaire en vertu de ladite cession (Paris, 17 avr. 1885, précité).

**1034.** Le dessaisissement continue, d'ailleurs, à s'appliquer, non seulement aux biens présents du failli, mais encore à ceux qui peuvent lui échoir, notamment par succession (Rouen, 3 mai 1879, aff. Moret, D. P. 80. 2. 15; Paris, 27 nov. 1885, *Journal des faillites*, 1886, p. 8; Trib. com. Seine, 15 oct. 1887, *Le Droit*, n° du 1<sup>er</sup> nov. 1887). Lors donc qu'il recueille une succession, il ne peut exercer sur les biens qui en dépendent qu'un droit de conservation, sans pouvoir aliéner, vendre ou hypothéquer (Trib. com. Seine, jugement précité). Et si la succession est indivise entre le failli et d'autres héritiers, il ne peut procéder seul au partage des biens qui lui échoient ainsi (Arrêts précités de Rouen et d'Anvers). Les syndics ont le droit et le devoir de demander la nullité d'un tel partage, sans être astreints à faire préalablement rapporter le jugement de clôture (Mêmes arrêts).

**1035.** Le failli est également incapable de contracter, postérieurement au jugement de clôture, des engagements nouveaux au préjudice de la masse ; par suite, les créanciers de la faillite conservent, à l'encontre des créanciers nouveaux, le droit d'être payés par préférence à ceux-ci, sur les biens advenus au failli, notamment par succession, postérieurement à la clôture : ici s'applique la règle d'après laquelle le failli ne peut, tant que dure le dessaisissement résultant de la faillite, contracter de nouvelles dettes au détriment de la masse (Rouen, 21 mars 1851, aff. Julienne, D. P. 52. 2. 274; Nîmes, 15 janv. 1881, aff. Roque, D. P. 83. 2. 409). Et les créanciers de la faillite peuvent valablement frapper lesdits biens de saisie-exécution afin d'en prévenir le détournement ou la disparition (Même arrêt du 15 janv. 1881).

Il a été décidé, toutefois, que le jugement de clôture pour insuffisance d'actif, tant qu'il n'est pas rapporté, doit faire considérer la faillite comme non existante; que, dès lors, si le débiteur est de nouveau déclaré en faillite après le jugement de clôture, la deuxième faillite doit être maintenue comme régulièrement déclarée, quoique le jugement lors de clôture soit ultérieurement rapporté : les deux faillites seront simultanées et isolément liquidées (Paris, 30 août 1867, aff. de Lara, D. P. 68. 2. 113). Mais cette solution est en contradiction, d'une part, avec le principe de l'unité et de l'indivisibilité de la faillite, dont, il est vrai, une fraction importante de la jurisprudence tend à s'écarter (V. *supra*, n° 289, 290), et d'autre part avec cet autre principe, consacré par une jurisprudence à peu près unanime, que la clôture pour insuffisance d'actif ne met pas

fin à l'état de faillite, dont elle suspend simplement les opérations. (V. la note de M. Beudant, sur le même arrêt, D. P. 68. 2. 113).

**1036.** Il convient d'observer cependant que le failli, n'étant point un interdit, peut, nonobstant la faillite, se livrer à certains travaux moyennant salaire et percevoir, pour subvenir à ses besoins personnels et à ceux de sa faillite, la rémunération qui lui est due (Aix, 23 juin 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 376); qu'il peut même exercer un commerce ou une industrie : ce droit, reconnu à tout failli, même au cours des opérations de la faillite, lui appartient, à plus forte raison, lorsque ces opérations se trouvent suspendues par un jugement de clôture pour insuffisance d'actif (Trib. com. Nantes, 30 juin 1886, *Recueil de Nantes*, 1886, p. 401). Or, s'il est vrai que les syndics peuvent intervenir dans les opérations nouvelles du failli pour sauvegarder les droits de la masse et même s'opposer à celles qui leur sembleraient dangereuses pour les créanciers (Rouen, 3 mai 1879, aff. Moret, D. P. 80. 2. 15); s'il est vrai également qu'ils peuvent revendiquer, au nom de la masse, les valeurs nouvelles entrées dans le patrimoine du failli par suite de ces opérations (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2674. V. aussi *supra*, n° 440 et suiv.), du moins ce principe doit-il être tempéré par cette règle d'équité que les dettes, contractées par le failli en vue de son nouveau commerce, doivent être acquittées sur les valeurs provenant dudit commerce avant que la masse puisse rien y prétendre (Civ. cass. 12 janv. 1864, aff. Roche et Lacoste, D. P. 64. 1. 130, motifs). — Jugé aussi, dans le même sens, que les tiers qui ont traité avec le failli postérieurement au jugement qui a prononcé la clôture des opérations de la faillite pour insuffisance d'actif, n'étant pas devenus créanciers de la faillite, mais créanciers du failli personnellement, le concordat obtenu depuis par le failli, à la suite de la réouverture des opérations de la faillite, ne peut pas leur être opposé, cette réouverture ne constituant pas une seconde faillite (Trib. civ. de la Seine, 5 oct. 1860, aff. Hungester, D. P. 60. 5. 170; Paris, 24 avr. 1866, aff. Collart, D. P. 66. 2. 82).

**1037.** En ce qui concerne l'exercice par le failli des actions en justice, la survie du dessaisissement au jugement de clôture, combinée avec le droit restitué aux créanciers d'agir individuellement, conduit à refuser en principe au failli la capacité d'ester en justice comme demandeur (Civ. cass. 5 nov. 1879, aff. Kintzinger, D. P. 80. 1. 5, motifs). En conséquence, le failli ne peut, postérieurement au jugement de clôture, poursuivre directement et en son nom personnel le recouvrement d'une créance qu'il prétend avoir à l'encontre d'un tiers, et doit, à la demande de celui-ci, être déclaré non recevable dans son action (Trib. de paix du Havre, 17 déc. 1862, aff. Dellery, D. P. 64. 3. 24; Trib. com. Marseille, 28 avr. 1863, aff. Gerbaldy, D. P. 64. 3. 8; Trib. civ. Seine, 8 déc. 1885, *Le Droit*, 10 janv. 1886). — Jugé toutefois, en sens contraire, que l'action intentée par le failli postérieurement à la clôture des opérations de la faillite pour cause d'insuffisance d'actif, ne peut être repoussée par une fin de non-recevoir tirée de l'incapacité du demandeur à raison de sa qualité de failli (Cons. d'Et. 5 juill. 1878, aff. Jarry, D. P. 79. 3. 27); qu'il en est ainsi spécialement de l'action en indemnité intentée devant le conseil de préfecture contre une ville, à raison de faits antérieurs à la faillite (Même arrêt). Décidé de même, que, dans le cas d'une cession-transport consentie par le failli à l'un de ses créanciers, depuis le jugement de clôture, le débiteur cédé actionné en paiement ne saurait, alors qu'aucun des intéressés éventuels n'y fait opposition, refuser de payer entre les mains du cessionnaire, en excipant de l'illégalité de la cession (Paris, 17 avr. 1885, aff. Mornac, D. P. 86. 2. 41). Dans cette dernière espèce, il est vrai, le demandeur à l'action possédait une double qualité, celle de créancier et celle de cessionnaire; en tant que créancier, il pouvait incontestablement exercer l'action de son débiteur (art. 1166) sauf à en communiquer le profit aux autres créanciers, dès l'instant que, par l'effet du jugement de clôture, il avait recouvré le droit de poursuites individuelles, et de ce chef la solution de l'arrêt était pleinement justifiée. Mais pouvait-il agir en vertu d'un droit propre, et en se prévalant de sa qualité de cessionnaire? Nous ne le pensons pas; il eût été plus juridique de décider que son action basée sur

une convention de cession irrégulière et non opposable à la masse, devait être déclarée irrecevable sous ce rapport, à la requête du défendeur, comme devraient être déclarées irrecevables, d'après la jurisprudence dominante, les actions intentées par le failli sans assistance des syndics. Le cessionnaire ne saurait, en effet, avoir plus de droits que le cédant (V. la note sous l'arrêt précité, D. P. 86. 2. 41).

**1038.** Il a été jugé : 1° que, la clôture des opérations de la faillite pour insuffisance d'actif laissant subsister l'état de faillite quant au dessaisissement et aux pouvoirs des syndics, le failli ne peut, sans l'assistance de ces derniers, arguer de nullité, par la voie de la requête civile, une décision de justice intéressant la masse, ni se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui le déboute de cette poursuite; et que la fin de non-recevoir, tirée de l'irrecevabilité de la demande, est, en pareil cas, valablement opposée devant la cour de cassation, lorsque le défendeur a déjà excipé de cette irrecevabilité dans ses conclusions devant la cour d'appel (Civ. rej. 10 nov. 1885, aff. Fréar, D. P. 86. 1. 49). — On s'accorde, toutefois, assez généralement à reconnaître au failli le droit de prendre, sans le concours des syndics, des mesures purement conservatoires; le dessaisissement, en effet, existe dans l'intérêt exclusif de la masse; les mesures dont il vient d'être parlé étant utiles à tous, la masse ne peut songer à se plaindre de leur accomplissement (Rep. v° Faillite, n° 206; Demangeat sur Bravard, p. 77, note 1; Alauzet, t. 7, n° 2467 *in fine* et 2472; Laroque-Sayssinel et Dutruc, t. 1<sup>er</sup>, n° 165 et 166; Boistel, n° 913 *in fine*; Lyon-Caen et Renault, n° 2679). Or, au nombre des actes conservatoires dont s'agit, il semble bien que l'on doive faire figurer l'introduction d'un appel ou même d'un pourvoi en cassation contre une décision dont il y a intérêt à obtenir la réformation ou la rétractation (Req. 7 avr. 1830, sol. impl., Rep. n° 242; Bordeaux, 28 juin 1867, aff. Thomas, D. P. 67. 5. 210. V. aussi les auteurs précités, et *supra*, n° 522 et suiv.).

**1039.** En tout cas le failli conserve incontestablement le droit d'agir sans l'assistance des syndics dans deux hypothèses : 1° si l'action est relative à l'exercice de son nouveau commerce, ou tend à obtenir le paiement du salaire qui lui est personnellement dû pour des travaux exécutés depuis le jugement de clôture (Aix, 23 juin 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 376. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2683; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 74, note); ... 2° Si l'action n'est pas de nature à porter préjudice à la masse. En effet, la règle suivant laquelle le dessaisissement du failli subsiste après le jugement qui prononce la clôture des opérations de la faillite pour insuffisance d'actif est édictée uniquement dans l'intérêt de la masse des créanciers; par suite, le failli n'est pas absolument incapable d'exercer des droits qui lui appartiennent avant l'ouverture de la faillite, et il peut le faire s'il ne porte aucune atteinte à l'intérêt de la masse, et si le syndic n'exerce pas ces droits (Req. 26 oct. 1885, D. P. 86. 1. 51). Spécialement, celui qui, avant la faillite, avait fait au failli une promesse de vente, ne saurait valablement se refuser, vis-à-vis de ce failli, à la réaliser, bien que le syndic, toujours habile à agir nonobstant la clôture pour insuffisance, ne réclame pas dans l'intérêt de la masse l'exécution de cette promesse, alors que le failli est à même de payer la chose vendue avec une somme mise bénévolement à sa disposition par un tiers (Mêmes arrêts).

**1040.** Si le failli est, en principe, incapable d'agir comme demandeur sans l'assistance du syndic, du moins peut-il être valablement assigné en l'absence de son syndic et défendre seul aux actions intentées contre lui; ce droit est la contre-partie obligée de la restitution, aux créanciers, de leur droit de poursuites individuelles (Civ. cass. 5 nov. 1879, aff. Kintzinger, D. P. 80. 1. 5 (motifs); Grenoble, 7 juin 1886, *Recueil de Grenoble*, 1886, p. 253). Mais, si le failli est implicitement habilité à ester en justice sur les actions individuelles de ses créanciers, les syndics peuvent cependant, sans qu'il soit nécessaire de faire rapporter le jugement de clôture, intervenir dans les instances auxquelles ces actions peuvent donner lieu, à l'effet d'y défendre les intérêts de la masse et d'empêcher, soit des collusiones aux dépens de celle-ci, soit l'attribution de tout ou partie de l'actif commun au profit exclusif de l'un des créanciers

(arrêts précités). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2985, *in fine*. Il ont, notamment, qualité pour intervenir dans une instance en partage introduite contre le failli, et même pour l'intenter en son nom contre les cohéritiers de celui-ci (Paris, 29 mars 1881, aff. Dejean, D. P. 83. 2. 108); mais ils n'auraient pas qualité pour la diriger personnellement contre lui (Même arrêt).

**1041.** Le créancier qui, usant de son droit de poursuites individuelles, est parvenu à se faire payer sur le prix des biens saisis et vendus à sa requête, peut-il conserver par devers lui les sommes recouvrées? Nous avons cru devoir, au Rép. n° 907 et suiv., décider que le créancier poursuivant doit seul bénéficier des poursuites, attendu qu'il eût été illusoire de lui restituer le droit de poursuites individuelles s'il n'avait pas eu le droit d'en conserver le bénéfice, sous réserve du droit pour les autres créanciers, conformément au droit commun, de s'associer aux poursuites, par voie d'opposition à la saisie, et de faire annuler les paiements entachés de fraude (Comp. note D. P. 80. 1. 5). Mais cette doctrine n'a pas prévalu, et la jurisprudence reconnaît, au contraire, au syndic le droit d'intervenir dans toutes les instances engagées par un créancier contre le failli, après le jugement de clôture, à l'effet d'empêcher l'attribution de tout ou partie de l'actif commun au profit exclusif de l'un des créanciers (Civ. cass. 5 nov. 1879, aff. Syndic Kintzinger, D. P. 80. 1. 5). D'après cet arrêt, le droit de poursuivre le failli n'est restitué à chaque créancier, à la suite du jugement de clôture, que pour permettre à chacun de suppléer à l'inaction des syndics et non pour favoriser le créancier le plus diligent. Tous doivent donc être admis à réclamer, soit directement, soit par l'intermédiaire de leur représentant le syndic, le rapport de leur quote-part. Jugé encore, à plus forte raison, que le créancier qui, amiablement ou à la suite de poursuites exercées contre le débiteur, est parvenu à se faire payer tout ou partie de ce qui lui est dû peut être contraint, dans le cas où le jugement de clôture vient à être rapporté, à rétablir à la masse les sommes versées entre ses mains (Paris, 8 mars 1856, aff. Courtois, D. P. 56. 2. 139). On allègue, à l'appui de ce système, que l'attribution définitive au créancier poursuivant du bénéfice des poursuites par lui pratiquées avant le jugement de rapport ne serait pas seulement inconciliable avec le maintien du dessaisissement, mais qu'elle serait également contraire au principe que le rapport du jugement de clôture doit faire considérer celui-ci comme non avenu *même dans le passé*; que la démonstration de cette doctrine se trouve d'ailleurs implicitement contenue dans le texte de l'art. 528-2°, aux termes duquel les frais de poursuites individuellement exercées par les créanciers doivent leur être remboursés *préalablement* au rapport du jugement de clôture; que l'on ne comprendrait pas l'affectation privilégiée des valeurs actives de la masse à un remboursement de frais, si ces frais n'avaient dû servir qu'à un recouvrement individuel dont la masse n'aurait point à profiter (Renouard, t. 2, p. 122; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2987; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 490 et suiv.; Boistel, n° 1028; Laurin, n° 1111. Comp. note D. P. 80. 1. 5).

**1042.** — II. CARACTÈRE PROVISOIRE DU JUGEMENT DE CLÔTURE. — RAPPORT DE CE JUGEMENT. — Afin de tempérer la rigueur des dispositions relatives à la clôture des opérations de la faillite, l'art. 527-3° dispose que « pendant un mois, à partir de sa date, l'exécution de ce jugement sera suspendue ». Cette disposition avait principalement pour objet de soustraire le failli, pendant ce délai de grâce, à la contrainte par corps, et de lui laisser le temps de réunir les fonds nécessaires pour faire rapporter le jugement de clôture; mais, comme elle ne tendait en définitive qu'à prolonger le *statu quo*, le failli ne pouvait s'en prévaloir pour se faire élargir s'il avait été, ensuite de la faillite, décrété de prise de corps. Jugé, en ce sens, que la suspension de l'exécution du jugement de clôture, devant se produire à l'égard du failli tout aussi bien qu'à l'égard des autres intéressés, a pour effet de laisser subsister la disposition du jugement déclaratif de faillite qui a ordonné que le failli, déjà incarcéré, serait déposé dans la maison d'arrêt; et que, dès lors, celui-ci reste, du moins pendant le temps de la suspension, dans les liens de ce dépôt (Alger, 17 mars 1856, aff. Boiguérin, D. P. 56. 2. 156). Bien que la disposition de

l'art. 527-3° ait perdu en partie sa raison d'être depuis que la suppression de la contrainte par corps, en 1867, a enlevé au jugement de clôture son caractère comminatoire, elle n'en est pas moins demeurée en vigueur et, par suite, les créanciers ne recouvrent leur droit de poursuite individuelle sur les biens du failli qu'à l'expiration du délai fixé par ledit article. Mais jusqu'à l'expiration de ce délai, leur situation ne saurait être moins favorable qu'avant le jugement; ils peuvent donc continuer les poursuites commencées auparavant, dans les cas exceptionnels où cette continuation est autorisée par la loi après la faillite déclarée.

**1043.** A l'expiration de ce délai mensuel, le jugement de clôture produit son plein effet. Mais ce jugement est plutôt un *acte d'administration* qu'un véritable jugement, et n'est pas, dès lors, susceptible d'acquiescer l'autorité de la chose jugée; aussi peut-il être rapporté à toute époque (Rép. n° 911).

Le rapport du jugement de clôture peut être provoqué, soit sur la demande du failli, soit sur celle de tout autre intéressé (Rép. n° 914). Et cette formule large comprend non seulement les créanciers antérieurs à la faillite, mais même ceux qui le sont devenus depuis cette époque. Le jugement de clôture peut même, bien que le code ne le dise pas expressément, être rapporté d'office (Amiens, 6 déc. 1881, *Journal des faillites*, 1881, p. 406). On ne voit pas, en effet, pourquoi il n'en serait pas, à cet égard, du jugement rapportant la clôture, comme du jugement qui la prononce.

Sur les formes de la demande, V. Rép. n° 911 à 915 et n° 1311. Sur les caractères juridiques du jugement de rapport, et le droit de recours ouvert à tout intéressé contre ledit jugement, V. Rép. n° 915.

**1044.** La clôture pour insuffisance d'actif étant, à la différence de la clôture de l'union, un état provisoire, d'ailleurs susceptible d'une durée indéfinie, qui laisse virtuellement subsister l'état de faillite, ainsi que le dessaisissement et le mandat des syndics qui en sont la conséquence, le seul moyen, pour le failli, de sortir de cet état et d'aboutir à une solution définitive qui lui restitue sa capacité juridique, est, s'il peut réunir les fonds nécessaires à la reprise de la procédure, de solliciter le rapport du jugement de clôture et la réouverture des opérations. (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2986 et 2988). Et cela est vrai non seulement du failli, mais encore des héritiers du failli qui voudraient échapper à la mainmise virtuelle existant sur les valeurs de la succession du fait de la faillite, à quelque date ancienne que puisse remonter, soit le jugement déclaratif de la faillite, soit le jugement de clôture qui est venu, par la suite, en suspendre les opérations. Jugé, en ce sens, qu'après le jugement prononçant la clôture de la faillite pour insuffisance d'actif, les héritiers du failli n'ont pas le droit de s'immiscer dans l'administration de cette faillite en se fondant sur ce qu'ils auraient trouvé des capitaux dans la succession de leur auteur; ce droit d'intervention est exclusivement réservé aux syndics (Rouen, 11 mai 1878, aff. Hérît. Hédiard, D. P. 80. 2. 16).

**1045.** Jugé d'autre part, et par application des mêmes principes, que le paiement intégral de ses créanciers par un failli après un jugement qui avait prononcé la clôture des opérations de la faillite pour insuffisance d'actif, n'autorise pas les tribunaux à décider d'une manière générale et absolue que la faillite ne sera pas réouverte (Paris, 25 mars 1879, aff. Boudin, D. P. 79. 2. 97). Les tribunaux ne peuvent pas davantage déclarer, en dehors des règles légales, la faillite définitivement clôturée faute d'intérêt de masse et relever le syndic et le juge-commissaire de leurs fonctions (Même arrêt). La loi, en effet, a déterminé les formes de procédure qui doivent être accomplies pour mettre un terme aux opérations de la faillite et le failli ne peut être dispensé de les remplir. Le jugement qui a prononcé la clôture des opérations de la faillite doit être rapporté, et les opérations de la faillite réouvertes; car la faillite ne peut, en

règle générale, se terminer que par un concordat ou un contrat d'union. Sans doute, lorsque tous les créanciers ont été désintéressés, il n'y a plus matière ni à un concordat ni à un contrat d'union; mais il ne s'ensuit pas que le failli puisse demander directement aux tribunaux la clôture définitive de la faillite et la déclaration que la faillite ne sera pas réouverte. Il peut se faire que, malgré l'affirmation du failli, même non contredite par le syndic, il existe d'autres créanciers inconnus qui n'aient pas été désintéressés, et les juges ne pourraient, par une disposition générale, les priver du droit que leur reconnaît l'art. 528 c. com., de faire rapporter le jugement de clôture, et d'obtenir la réouverture des opérations de la faillite. Dans de telles circonstances, le failli ne serait pas recevable non plus à demander la rétraction du jugement déclaratif; car, à un tel moment, ce jugement a bien certainement acquis force de chose jugée, et, dès lors, il ne peut plus être réformé (V. Alauzet, t. 8, n° 2847, 2888). Il semble donc que, dans un tel cas, le failli n'a d'autre ressource que de poursuivre sa réhabilitation par les voies légales (V. Lyon, 31 août 1841, Rép. n° 970; Alauzet, *op. cit.*, art. 437, n° 2417. V. aussi Camberlin, p. 459; Rousseau et Defert, art. 528, n° 27). Il a été jugé, néanmoins, que la procédure de la faillite ayant été mise à fin par le jugement qui a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif, rien ne s'oppose à ce que le failli, sans décision de justice, puisse reprendre l'administration de ses biens et en disposer librement (Paris, 25 avr. 1879, précité). Cette dernière partie de l'arrêt se justifie par les circonstances de fait dans lesquelles il est intervenu. Sans doute la faillite n'avait pas cessé d'exister, la cour avait pris soin de le reconnaître, mais, de ce que la faillite n'avait pas encore pris fin, résultait-il que la cour aurait dû *intervenir* au failli de reprendre l'administration de ses biens? Nullement: les créanciers seuls ont intérêt à empêcher le failli de reprendre cette administration; s'ils ne s'y opposent pas, les tribunaux n'ont pas d'office le pouvoir d'y mettre obstacle. Dans l'espèce, ni le syndic ni le créancier en cause n'avaient contesté la demande du failli à cet égard; la cour n'aurait donc pu prononcer une pareille interdiction sans prononcer *ultra petita*. Devait-elle, en sens inverse, *autoriser* le failli à rentrer dans la libre disposition de ses biens? Pas davantage; car elle eût ainsi fait cesser les effets de la faillite sur un point spécial, ce qui excédait ses pouvoirs. Elle s'est donc bornée, et avec raison, à déclarer que les créanciers étant désintéressés, fait qui n'était pas contredit par les parties en cause, rien ne s'opposait à ce que le failli reprît l'administration de ses biens, mais, bien entendu, à ses risques et périls.

SECT. 11. — DE L'UNION DES CRÉANCIERS (Rép. n° 916 à 991).

ART. 1<sup>er</sup>. — Formation de l'union (Rép. n° 917 à 966).

**1046.** Aux termes de l'art. 527, § 1<sup>er</sup>, s'il n'intervient pas de concordat, les créanciers sont de plein droit en état d'union. De cette formule il résulte qu'il y a union dans les cas suivants: 1° rejet du concordat par l'assemblée des créanciers; 2° refus d'homologation par le tribunal du concordat voté par les créanciers; 3° annulation du concordat en vertu de l'art. 518 ou pour banqueroute frauduleuse; 4° résolution du concordat pour inexécution des conditions qui y ont été stipulées, mais seulement s'il n'intervient pas de nouveau concordat (V. *supra*, sect. 9; Rép. n° 916). L'union est également de droit, quand le failli n'a pas présenté de projet de concordat: fait assez rare, mais dont la pratique offre cependant des exemples (Req. 11 nov. 1873, aff. Société du crédit des paroisses, D. P. 74. 5. 259). Vainement objecterait-on qu'en droit français la délibération sur le concordat est une phase obligatoire et régulière de la faillite, préalable à l'ouverture de l'union (1); le concordat, en effet, est un contrat entre le débiteur et les

(1) Ainsi que nous l'avons déjà fait observer (V. *supra*, n° 894), toutes les législations ne connaissent pas cette phase particulière de la faillite. En Angleterre et en Allemagne, notamment, les pouvoirs des syndics sont identiques avant ou après l'assemblée de concordat; celle-ci n'étant envisagée que comme un simple incident de procédure, la faillite est organisée *ab initio* en vue de

la liquidation, et les pouvoirs des syndics se déterminent d'après cet objet. — Rappelons à ce propos que le projet primitif de réforme de la loi des faillites ne comportait pas non plus deux phases successives: le concordat était purement préventif, et la faillite que subissait le débiteur exclu du bénéfice de la liquidation judiciaire n'était autre chose que l'union du droit actuel.

créanciers, et ne se conçoit dès lors que si le débiteur formule des propositions ou adhère explicitement à celles qui pourraient lui être faites par l'un des intéressés. Si le failli dûment convoqué s'abstient de se présenter, ou si, étant présent en personne ou par fondé de pouvoirs, il ne fait aucune proposition, l'assemblée concordataire n'ayant plus d'objet, le juge-commissaire doit alors déclarer que les créanciers sont en état d'union (Même arrêt. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 815, note 4). Il en serait de même si le failli, sans faire aucune proposition ferme, s'était borné à solliciter un sursis que la majorité des créanciers lui a refusé (Arrêt précité du 11 nov. 1873).

Il est même un cas où cette procédure s'imposera ; c'est lorsque, le failli étant décédé et tous ses héritiers ayant renoncé à sa succession, personne n'a plus qualité pour proposer un concordat (V. *Journal des faillites*, 1883, p. 272).

**1047.** Il importe peu, du reste, pour l'application de l'art. 527-1°, que le rejet ou le refus d'homologation, l'annulation ou la résolution du concordat soient intervenus au préjudice d'un commerçant préalablement déclaré en état de faillite, ou d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire : dans les deux cas, l'union est de droit. C'est ce qui résulte formellement du texte de l'art. 19, § 2, de la loi du 4 mars 1889, ainsi conçu : « La faillite d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire peut être déclarée par jugement du tribunal de commerce... 2° Si le débiteur n'obtient pas de concordat. Dans ce cas, si la faillite n'est pas déclarée, la liquidation judiciaire continue jusqu'à la réalisation et la répartition de l'actif, qui se feront conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'art. 15 de la présente loi. Si la faillite est déclarée, il est procédé conformément aux art. 529 et suiv. du code de commerce ».

Cet article semble, il est vrai, établir une distinction entre le cas où le tribunal, en vertu de la faculté d'option que la loi lui confère, croit devoir déclarer la faillite, et le cas où, faisant preuve d'indulgence, il laisse subsister au profit du débiteur le bénéfice de la liquidation judiciaire. Mais un examen plus attentif du texte démontre que cette distinction n'est qu'apparente. Dans le premier cas, tout d'abord, la faillite qui succède à la liquidation judiciaire n'est autre chose que la procédure d'union ; il ne saurait être question en effet de reprendre *ab initio* la procédure ordinaire de la faillite ; et toutes les opérations qui se sont antérieurement déroulées depuis l'ouverture de la liquidation jusqu'au rejet du concordat, cause de la déclaration de faillite, restent acquises comme si elles eussent été accomplies sous l'empire d'une faillite déclarée. Le texte est d'ailleurs formel et renvoie expressément aux art. 529 et suiv.

Mais, dans le second cas, c'est-à-dire dans l'hypothèse où le juge n'a pas cru devoir déclarer la faillite, l'art. 19-2° de la loi du 4 mars 1889 renvoie, non pas aux art. 529 et suiv. c. com., mais bien à l'art. 15-2° de la même loi. Est-ce à dire que la liquidation de l'actif du débiteur doive, en ce cas, s'opérer suivant des règles propres, différentes de celles de l'union ? Nullement, et ce qui le prouve, c'est que l'art. 15-2° lui-même renvoie à l'art. 541 c. com. sur le concordat par abandon d'actif. Or, aux termes de l'art. 541, la liquidation de l'actif abandonné s'effectue suivant les règles de l'union. Il eût été sans doute préférable que le législateur de 1889 s'abstînt d'employer ainsi deux formules différentes pour n'organiser, en définitive, dans les deux hypothèses, qu'une procédure unique, mais le sens de l'article n'en est pas moins certain. Dès l'instant que les propositions concordataires émanées d'un liquidé sont rejetées, l'union s'ouvre de droit, même s'il a plu au tri-

bunal de l'exempter de la qualification de failli ; et par suite, le débiteur passe immédiatement de l'état de dessaisissement qui est l'effet caractéristique du jugement d'ouverture de liquidation judiciaire, dans un état de dessaisissement complet, inhérent à la procédure d'union. Les fonctions du ou des liquidateurs subissent une transformation correspondante ; alors en effet que, jusqu'au concordat, le liquidateur judiciaire n'est à vrai dire qu'un conseil placé auprès du débiteur pour l'assister et contrôler ses actes, le liquidateur judiciaire ancien, maintenu dans ses fonctions ou le liquidateur nouveau nommé par le tribunal au lieu et place de l'ancien sont désormais investis de tous les pouvoirs d'un syndic d'union, et deviennent ainsi des liquidateurs au sens le plus large du mot, chargés, comme les syndics de faillite, de poursuivre, dans l'intérêt de la masse, la vente des immeubles, marchandises et effets du débiteur qu'ils représentent désormais légalement, et qu'il n'est même plus nécessaire de convoquer pour les divers actes de la liquidation (argument. art. 534 *in fine*. V. *supra*, chap. 2) (1).

**1048.** Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 923, les syndics nommés par le tribunal, conformément à l'art. 462 (c. com. loi de 1838) ne sont plus désignés, comme sous le code de commerce, pour rester seulement en fonctions jusqu'à la formation ou au rejet du concordat : ce sont des syndics appelés à rester en fonctions jusqu'à la fin de la faillite. Toutefois, après la constitution de l'union, le tribunal de commerce doit examiner s'il y a lieu de maintenir ou de remplacer les syndics alors en fonctions (Rép. n° 923). A cet effet, le juge-commissaire est tenu de consulter les créanciers sur les faits de gestion de ces syndics, et sur l'utilité de leur maintien ou de leur remplacement (Rép. n° 923). Mais il importe de remarquer que les créanciers ne donnent sur ce point qu'un simple avis que le tribunal de commerce n'est pas tenu de suivre.

En ce qui concerne les formalités de la délibération des créanciers sur le maintien ou le remplacement des syndics, la composition de l'assemblée, la reddition des comptes des syndics remplacés, etc., V. Rép. n° 923 à 932. Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2913.

**1049.** Dans cette même assemblée, ou dans une réunion ultérieure, les créanciers doivent être consultés sur la question de savoir si un secours doit être accordé au failli sur l'actif de la faillite. — Sur les formes de la délibération, sur la majorité requise, et sur la fixation par le juge-commissaire de la quotité du secours V. Rép. n° 933 à 938. — L'art. 530 ne prévoit expressément que l'allocation de sommes prélevées sur l'actif de la faillite ; mais dans la pratique, le secours alloué au failli consiste fréquemment dans son mobilier même, qui est remis à sa disposition. Cet usage, peu conforme au texte de l'art. 530, n'est pas sans inconvénient : ainsi qu'on l'a fait observer justement, il arrive souvent qu'un mobilier a une valeur supérieure à celle portée dans l'inventaire, et l'on est plus facilement entraîné en fait à l'abandon qu'à allouer la somme qu'il représente (Camberlin, p. 490 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 818, note 1).

**1050.** L'union n'est point un contrat : elle n'est établie donc pas une association, mais une simple communauté d'intérêts entre les créanciers qui, après comme avant l'union, continuent à former une masse représentée par le syndic (Rép. n° 922 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2941). Les syndics d'union représentent donc à la fois le failli, dont le dessaisissement subsiste, et les créanciers, qui demeurent privés en principe, comme ils l'étaient depuis le jugement déclaratif de l'exercice, de toute action et de toute voie d'exécution individuelle (Rép. n° 946 et 967). Mais le failli, pas plus après qu'avant l'union, ne doit être, malgré le

Mais nous avons vu que ce projet primitif avait été abandonné, et que la faillite organisée par la loi du 4 mars 1889 parallèlement à la liquidation judiciaire comporte, comme celle-ci, la procédure préliminaire du concordat, à l'exception toutefois du cas où la déclaration de faillite intervient à la suite du rejet des propositions de concordat formulées par un débiteur antérieurement admis au bénéfice de la liquidation judiciaire (V. *supra*, sect. 9, et *infra*, n° 1047).

(1) Cette interprétation est du reste confirmée par les travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889. Voici, en effet, en quels

termes M. Demôle, rapporteur de la loi au Sénat, s'exprimait au sujet de l'art. 15 : « Mais alors, comment devront se faire la réalisation et la répartition de l'actif abandonné aux créanciers ? Le cas est prévu, en matière de faillite, par l'art. 541 c. com. Aux termes de cet article, la liquidation de l'actif abandonné se fait suivant les règles établies pour le cas où, le concordat n'étant pas intervenu, les créanciers se sont trouvés de plein droit sous le régime de l'union. C'est vraisemblablement cette solution que la Chambre a eue en vue. Mais il nous a paru utile de l'énoncer en termes clairs et formels » (V. D. P. 89. 4. 19, note 4).



dessalement qui le frappe, considéré comme un incapable, et assimilé à un interdit (V. *supra*, sect. 4).

**1051.** En ce qui concerne les créanciers, le syndic les représente toutes les fois que leur intérêt particulier est conforme à celui de la masse. Il en est ainsi notamment des créanciers d'une société en faillite; ces créanciers sont donc représentés dans les instances judiciaires par les syndics, et ne peuvent intervenir pour demander la cassation d'un arrêt rendu conformément aux conclusions des syndics (Civ. rej. 14 juill. 1873, aff. Schwabacher et autres, D. P. 76. 1. 160). De même, les créanciers d'une société en commandite par actions, déclarée en faillite, n'ont pas qualité pour exercer individuellement, contre les membres du conseil de surveillance, une action tendant à les indemniser des pertes par eux subies dans la faillite, alors qu'ils n'invoquent aucun motif spécial personnel de lésion (Civ. rej. 21 déc. 1875, aff. Lagelouze, D. P. 77. 4. 17; Douai, 8 mai 1877, aff. Bouva, D. P. 79. 2. 199).

**1052.** Jugé de même que les syndics de l'union représentent les créanciers hypothécaires (ou privilégiés) aussi bien que les créanciers chirographaires, quand il n'y a pas d'opposition d'intérêt entre ces deux classes de créanciers (Montpellier, 30 août 1831, aff. Syndic Gourg de Mourre, D. P. 54. 2. 202; Req. 7 juin 1859, aff. Henry et Donnat, D. P. 60. 1. 21). Ainsi le syndic a qualité, en cas d'union, pour actionner en délaissement ou en paiement au nom des créanciers hypothécaires du failli, les tiers détenteurs des immeubles hypothéqués; en conséquence, l'action ne peut être repoussée par ces tiers détenteurs, pour défaut de qualité (Req. 7 juin 1859, précité).

Mais les syndics de l'union ne représentent pas les créanciers hypothécaires ou privilégiés lorsqu'ils ont un intérêt contraire à ceux de la masse (Rép. n° 948, Orléans, 13 mai 1851, aff. Leprince-Duclos et Cosson, D. P. 52. 2. 177; Trib. de Sedan, 27 août 1851, aff. Varin-Bernier, D. P. 52. 2. 152; Colmar, 8 déc. 1868) (1). Ainsi, ils ne représentent les créanciers hypothécaires que comme éventuellement chirographaires, mais non en tant qu'hypothécaires, et ne peuvent user de leur mandat légal pour porter atteinte au droit réel de ces derniers (Trib. Sedan, 27 août 1851 précité). — Par suite, les créanciers privilégiés ont qualité pour s'opposer aux clauses d'un cahier des charges de nature à porter atteinte à leurs droits (Colmar, 8 déc. 1868 précité). Spécialement, le délai consenti par les syndics dans le cahier des charges, lors de la vente des immeubles du failli, pour le paiement du prix d'adjudication, ne peut lier les créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble, ni suspendre leur action en paiement; et, en pareil cas, les frais par eux déboursés pour arriver à un paiement immédiat doivent être colloqués sur le prix d'adjudication comme accessoires de créance (Trib. Sedan, 27 août 1851, précité).

**1053.** Avant l'union, les syndics peuvent, avec l'autorisation du juge-commissaire, conserver provisoirement le fonds de commerce du failli qu'un concordat peut remettre à la tête de ses affaires, et en continuer l'exploitation jusqu'au concordat ou à la formation de l'union. L'union ayant pour objet la liquidation de l'actif du failli, dans l'intérêt des créanciers, cette exploitation, jusque-là provisoirement continuée, doit cesser, et le juge-commissaire n'a plus le pouvoir d'en autoriser la prolongation (Pau, 16 juin 1886, aff. Souberbielle, D. P. 87. 2. 133, motifs. V. Rép. n° 438). Cependant, la masse peut être intéressée à ce que l'exploitation de l'actif du failli, c'est-à-dire de ses établissements commerciaux ou industriels, ne soit pas brusquement arrêtée. C'est pourquoi l'art. 532 admet que, malgré l'union, les créanciers peuvent autoriser les syndics à ne pas vendre le fonds de commerce et à continuer l'exploitation. Mais, comme cette mesure est exceptionnelle et contraire au but normal de l'union qui est de liquider l'actif, des conditions

toutes spéciales sont requises pour sa validité. La délibération qui confère ce mandat aux syndics doit être prise en présence du juge-commissaire (Rép. n° 946), et à une majorité qui est particulière à cette délibération, savoir celle des *trois quarts*, en nombre et en sommes... des créanciers vérifiés et affirmés et non pas seulement des créanciers présents à la réunion (Pau, 16 juin 1886, précité; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2896, Boistel, n° 1034 *in fine*)... les créanciers présents ne disposant, d'ailleurs, chacun que d'une voix alors même qu'ils seraient cessionnaires de plusieurs créances (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2898; Boistel, n° 1034. V. *supra*, sect. 8). Les créanciers hypothécaires, privilégiés ou nantis de gages, peuvent y participer, et comptent, dès lors, pour déterminer cette majorité, l'art. 529 appelant formellement ces créanciers aux délibérations qui doivent suivre le rejet du concordat (Rép. n° 952. Conf. Boistel, n° 1073).

Mais aucune formule sacramentelle n'étant exigée par la loi, une délibération de créanciers ne saurait être annulée, en principe, par ces motifs, notamment, que le procès-verbal dressé par le juge-commissaire ne porte pas les noms des créanciers présents, ou que les votes des créanciers n'ont pas été constatés par leurs signatures, ou que le juge-commissaire n'a pas expressément mentionné dans le procès-verbal, qu'il a vérifié, au début de la séance, les pouvoirs des mandataires et exigé d'eux la justification de leur mandat, alors que le procès-verbal énonce que tous les créanciers ont comparu, sauf un certain nombre expressément désignés (Pau, 16 juin 1886, précité). En supposant qu'une société entreprenant une double exploitation ait tout à la fois un actif civil et un actif commercial, ces deux actifs n'en doivent pas moins, en cas de faillite, être confondus et former une seule masse dont la liquidation est régie conformément aux prescriptions du code de commerce. Il suit de là, notamment, que les conditions imposées par l'art. 532 c. com. pour la continuation de l'exploitation doivent être observées aussi bien en ce qui concerne l'actif civil qu'en ce qui concerne l'actif commercial (Même arrêt). Cette solution découle naturellement du principe de l'indivisibilité de la faillite et de l'indivisibilité du patrimoine (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2668; Alauzet, t. 7, n° 2462). — Mais, pourvu que ces conditions soient réunies, la continuation de l'exploitation est licite, quel qu'en soit l'objet, et quelles que puissent être les charges de cette exploitation. Ainsi, bien que l'union des créanciers doive avoir principalement pour but la liquidation de la faillite et ne puisse entreprendre de véritables spéculations, néanmoins les créanciers en état d'union peuvent valablement autoriser le syndic à faire des constructions, à contracter des emprunts, lorsque ces opérations forment la condition même du droit de continuer l'exploitation, et, par conséquent, sont nécessaires à la conservation de leurs créances (Même arrêt). Et l'autorisation d'exploiter accordée au syndic par la double majorité requise n'en est pas moins valable, alors même qu'elle lui aurait été refusée dans une délibération antérieure, des créanciers en état d'union pouvant, aussi bien que toute personne juridique, revenir sur une décision qu'ils considèrent, après une connaissance plus exacte des faits, comme préjudiciable à leurs intérêts (Même arrêt). Il ne saurait être question, en effet, d'assimiler la situation prévue par l'art. 532 à celle qui résulte de votes émis à l'occasion d'un concordat (V. note D. P. 87. 2. 133).

**1054.** La voie de l'opposition devant le tribunal de commerce est ouverte... aux créanciers dissidents (Rép. n° 946)... et même au failli, s'il prévoit, par exemple, que la continuation de l'exploitation devra produire des pertes au lieu de bénéfices (Pau, 16 juin 1886, cité *supra*, n° 1053). Et ce droit d'opposition qui, d'ailleurs, n'est pas suspensif de

(1) (Syndic Hodel C. Klein.) — Le tribunal de Colmar a rendu le 29 juill. 1868, le jugement dont extrait suit : — En ce qui touche le défaut de qualité ou fin de non-recevoir opposé au demandeur : — Attendu que le syndic d'une faillite ne peut représenter les créanciers hypothécaires ou privilégiés, alors que leurs intérêts sont en opposition directe avec ceux des autres créanciers de la masse; qu'un créancier privilégié a qualité et intérêt à s'opposer à la clause d'un cahier des charges qui serait

de nature à porter atteinte à son privilège; que, dès lors, le défaut de qualité ou fin de non-recevoir doit être écarté... — Appel par le syndic.

La cour; — Sur le défaut de qualité opposée à Klein par le syndic : — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 8 déc. 1868. -C. de Colmar, 1<sup>re</sup> ch. -MM. Hennau, pr.-de Luagardièrre, av. gén. -Sée et Simottel, av.

l'exécution de la délibération, n'est renfermé par la loi dans aucun délai. Le législateur a entendu ainsi permettre aux intéressés de solliciter, à toute époque, un jugement mettant fin à cette continuation du commerce, qui ne saurait jamais avoir qu'un caractère provisoire (*Rép.* n° 946, 950 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2947).

**1055.** Quand l'exploitation de l'actif du failli produit des bénéfices, ils sont partagés entre tous les créanciers, proportionnellement à leurs créances, et à mesure que les répartitions en sont ordonnées (*Rép.* n° 954). Mais la continuation de l'exploitation comporte nécessairement des engagements qui, dans le cas où l'exploitation ne réussit pas, et au lieu de procurer des profits a entraîné des pertes, doivent être acquittés sur l'actif et jusqu'à épuisement de cet actif. Les tiers qui ont traité avec le syndic, à l'occasion de cette exploitation ne sont pas, en effet, créanciers *dans la masse*; ce sont, au contraire, des créanciers *de la masse*, auxquels ne saurait s'appliquer la loi du dividende (Pau, 16 juin 1886, cité *supra*, n° 1053, motifs). Mais si les engagements contractés par les syndics viennent à excéder l'actif, les créanciers qui ont autorisé la continuation du commerce sont seuls tenus sur leurs biens personnels, et au prorata de leurs créances, desdits engagements (*Rép.* n° 954).

D'ailleurs, les tiers qui ont traité avec les syndics de l'union n'ont de droits contre les créanciers qu'autant que les engagements des syndics ont été pris dans les limites du mandat dont la délibération émanée de ces créanciers a limité et dû limiter la mesure et la durée. Tout ce qui est fait en dehors du mandat reste donc à la charge des syndics ou des tiers, suivant les distinctions posées dans l'art. 1997 c. civ. (*Rép.* n° 955). Jugé, conformément à ces principes, que le concessionnaire d'une mine qui, après la faillite du fermier de cette mine, n'a point poursuivi la résolution du bail, mais a, d'accord avec les créanciers du failli en état d'union, provisoirement autorisé le syndic à continuer l'exploitation et a fourni des fonds à cet effet, n'est pas fondé à demander à la masse la réparation du dommage causé soit par les fautes du syndic, soit par la cessation de l'exploitation interrompue contrairement aux clauses et conditions originaires du bail (Req. 2 avr. 1879, aff. Stiévenart et Blazer, D. P. 79. 1. 470); que la convention intervenue dans ces termes entre le concessionnaire et les créanciers de la faillite ne confère au syndic qu'un simple mandat de gestion d'affaires, dont l'effet ne saurait être d'imposer à la masse, représentée par le syndic, les obligations mises par le bail à la charge du fermier (Même arrêt). — V. la note sur cette arrêt, D. P. *ibid.*

**1056.** En dehors du fait tout exceptionnel d'une exploitation de l'actif du failli continuée par les syndics de l'union, et qui, en toute hypothèse, doit être de courte durée, le but de la loi étant, non pas d'autoriser des spéculations sur les biens du débiteur commun, mais d'arriver à saisir une bonne occasion pour liquider, la principale mission des syndics est de liquider le plus promptement possible la communauté d'intérêts que l'union établit entre les créanciers du failli (*Rép.* n° 956). A cet effet, l'art. 534 confère aux syndics le pouvoir de poursuivre la vente des marchandises et effets mobiliers du failli (*Rép.* n° 956)... et même des immeubles, à la différence des syndics antérieurs à la formation de

l'union (Douai, 28 mai 1857, aff. Syndic Masset, D. P. 57. 2. 166)... à l'exception, toutefois, des immeubles dont l'expropriation aurait été poursuivie avant l'époque de l'union, par les créanciers hypothécaires ou privilégiés aux créances desquelles ces immeubles seraient affectés (V. *supra*, sect. 4). — En ce qui concerne les immeubles dont l'expropriation aurait été commencée, même par de simples créanciers chirographaires, avant le jugement déclaratif de la faillite, V. *supra*, n° 512, 513.

**1057.** Les syndics peuvent vendre les marchandises et effets mobiliers du failli, sans qu'il soit besoin d'appeler le failli à cette vente (*Rép.* n° 956)... et sans l'autorisation du juge-commissaire, à la différence du cas où il s'agit de ventes des mêmes objets antérieures à l'union (*Rép.* n° 957). Décidé, en effet, que l'art. 486, qui subordonne à l'autorisation du juge-commissaire la vente, par les syndics, des effets mobiliers ou marchandises appartenant au failli, cesse de recevoir son application, lorsque les créanciers se sont constitués en état d'union; que les syndics peuvent, en ce cas, procéder seuls à la vente, et, par exemple, consentir seuls la cession, à des tiers, des droits résultant de marchés passés avec le failli (Req. 23 févr. 1858, aff. Hérit. Bonnejoy, D. P. 58. 1. 391).

Nous avons admis au *Rép.* n° 957 que la vente des meubles se fait dans les formes prescrites par l'art. 486, c'est-à-dire à l'amiable, ou aux enchères, selon ce que détermine le juge-commissaire. Toutefois, la question est controversée, l'art. 486 ne se référant *in terminis* qu'aux ventes antérieures à l'union (V. *supra*, sect. 8). Aussi, certains auteurs, se fondant sur ce qu'aucun texte de loi n'admet qu'on puisse opter entre la vente amiable et la vente aux enchères, décident-ils que, s'agissant de *ventes forcées*, elles ne peuvent être faites qu'aux enchères, et par les officiers publics compétents d'après le droit commun (Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 679, et t. 2, n° 2951).

**1058.** En principe, la vente des biens meubles dont les syndics sont chargés comprend tout ce qui n'est pas immeuble, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les meubles corporels et les meubles incorporels (*Rép.* n° 957). Parmi les meubles incorporels qui doivent être vendus après union, figure en premier lieu le *fonds de commerce* du failli, à moins toutefois que la continuation de l'exploitation n'ait été autorisée dans les formes précédemment indiquées. Mais, si le syndic peut vendre le fonds, il ne lui est pas permis de vendre à des tiers le *nom commercial* appartenant au failli; il a seulement le droit de leur permettre d'employer ce nom concurremment avec le failli, sans préjudice du droit, pour ce dernier, d'exiger de ces tiers qu'ils prennent des mesures suffisantes pour éviter toute confusion entre les deux établissements.

La vente d'un fonds de commerce engendre, comme toute autre vente, l'obligation de *garantie* pour éviction à la charge du vendeur; elle implique virtuellement, en conséquence, l'interdiction de tout acte tendant à diminuer l'achalandage et à détourner la clientèle (Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 686; Pouillet, *Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale*, n° 581 et suiv.);... même si elle a lieu après faillite, à la requête des syndics (Amiens, 30 avr. 1875) (1). Mais cette interdiction de détourner la clientèle n'équivaut pas à l'interdiction absolue

qu'il l'y établissait, en effet, et en continuait la gestion, non à Hiénard, qui avait fui pour échapper aux poursuites dont il était l'objet pour banqueroute simple, mais à sa femme; — Considérant que cette exploitation d'un nouveau fonds, à proximité du premier, par la femme même du failli, était destinée à causer et a causé, en effet, un grave préjudice à l'adjudicataire; — Considérant, en droit, que la vente d'un fonds de commerce comporte virtuellement l'interdiction de tout acte tendant à diminuer l'achalandage et à détourner la clientèle, — Que le syndic, à la requête duquel s'était effectuée la vente était le représentant légal non seulement du failli, mais de la masse, ou, en d'autres termes, de l'universalité des créanciers, dont la chose vendue était le gage commun; — Que ceux-ci, dans l'intérêt collectif desquels le prix était réalisé pour être ultérieurement réparti au prorata de leurs créances, étaient indivisément tenus de l'obligation synallagmatique dérivant du contrat; — Qu'ils ne pouvaient à la fois toucher le prix et conserver la jouissance de la chose, ou ce qui revient au même, diminuer de parti-pris l'achalandage et détourner la clientèle vendus; — Que les agissements de

(1) (Quentin C. Flan.) — La cour; — Considérant, en fait, que suivant jugement du tribunal de Château-Thierry, en date du 19 oct. 1874, le sieur Hiénard-Joly a été déclaré en état de faillite et M<sup>e</sup> Chaloin, avoué près le même tribunal, nommé syndic provisoire; — Que le passif de la faillite, ainsi qu'il résulte du procès-verbal de vérification des créances, s'élevait à la somme de 37686 fr. sur laquelle figure jusqu'à concurrence de 17065 fr. 96 cent., la créance de Quentin, meunier à Noroy-sur-Ourcq, pour fournitures de farines faites au failli; — Que de la faillite dépendait le fonds de commerce de marchand boulanger, qui était exploité par le failli à Château-Thierry, rue Saint-Martin, n° 81; — Que, le 30 octobre, à la requête du syndic dûment autorisé et devant M<sup>e</sup> Dupuy, notaire à Château-Thierry, « le fonds de commerce susdésigné, l'achalandage attaché audit fonds de commerce, la clientèle en dépendant » étaient adjugés à l'intimé moyennant le prix principal de 3000 fr.; — Que, dans la huitaine, devant le notaire précité, Quentin louait une maison située même rue, n° 73, à moins de vingt-cinq mètres de la première, à l'effet d'y établir un fonds de marchand boulanger;

pour le négociant failli de fonder sous son nom un établissement semblable à celui qui fait l'objet de la cession : le droit de l'acheteur se borne à exiger qu'il ne lui soit pas fait une concurrence déloyale par le failli (Pouillet, n° 601 ; Trib. com. Seine, 19 déc. 1888, *supra*, n° 438). Ainsi ce dernier ne pourrait, dans le but de créer une confusion, fonder une nouvelle maison de commerce dans le voisinage de celle qu'il exploitait jadis (Même jugement).

Même restreinte dans ces termes, l'obligation de garantie inhérente à la vente consentie par le syndic ne pèse que sur la masse, qui seule doit être exposée à l'action en recours de l'acquéreur évincé, et ne saurait être étendue personnellement, ni au syndic (*Rep.* n° 519 et 1164)... ni aux créanciers du failli (*Req.* 17 mars 1840, aff. Barberoux, *Rep.* n° 1162). — Jugé, toutefois, que les créanciers dans l'intérêt collectif desquels le prix est réalisé pour être ultérieurement réparti au prorata de leurs créances, sont tenus individuellement de l'obligation née du contrat ; et qu'il y a lieu, en conséquence, d'ordonner la fermeture d'un fonds de commerce ouvert par l'un de ces créanciers dans le voisinage du fonds vendu, alors surtout qu'il en a confié la gérance à la femme du failli (Amiens, 30 avr. 1875, précité). Mais cette doctrine ne saurait prévaloir, attendu qu'elle est en contradiction évidente avec le principe que, malgré la faillite, le failli n'est pas dessaisi de son droit de propriété : celle-ci ne passant point sur la tête des créanciers, ni le syndic ni les créanciers n'ont la qualité de vendeurs ; ils ne font que provoquer la vente et ne sauraient, dès lors, être personnellement responsables des conditions de la vente, pas plus qu'un créancier hypothécaire qui poursuit l'expropriation des biens hypothéqués (Conf. Renouard, t. 2, sur l'art. 572, p. 333 ; Alauzet, t. 8, n° 2816).

Quentin, en opposition directe avec les principes fondamentaux du droit, ne sont pas moins contraires à la bonne foi commerciale, à l'équité la plus vulgaire et à ce principe de toute législation que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui ; — Considérant que le préjudice justement évalué par les premiers juges, à la date du jugement qui ordonnait la fermeture immédiate du fonds de boulangerie, s'est aggravé pendant l'instance d'appel par l'exploitation de ce fonds et la gestion de la femme du failli jusqu'au commencement de mars, que les dommages intérêts demandés de ce chef par l'intimé n'ont rien d'exagéré ; — Considérant que c'est à bon droit que les premiers juges ont défendu à Quentin d'ouvrir un nouveau fonds de boulangerie à une distance moindre de 500 mètres du fonds adjugé à l'intimé ; — Que, toutefois, il n'y avait lieu d'ajouter la défense d'employer comme auxiliaires les époux Hiénard-Joly, laquelle équivaudrait pour ceux-ci à l'interdiction absolue d'exercer désormais leur industrie à Château-Thierry ; — Confirme ; — Supprime, néanmoins, la défense faite à Quentin d'employer soit directement soit indirectement les époux Hiénard-Joly pour la gestion et l'administration de tout fonds de commerce que l'appelant voudrait ouvrir à Château-Thierry au delà de la distance déterminée par les premiers juges.

Du 30 avr. 1875. — C. d'Amiens, 2<sup>e</sup> ch.-MM. de Roquemont, pr.-Bédarrides, subst.-Dauphin et Dubois, av.

(1) (Peynaud C. Molinier.) — Le sieur Dalifard, qui exploitait un lavoir public dans une propriété par lui louée au sieur Deschamps a été déclaré en faillite en 1861. Le syndic de l'union a mis en vente aux enchères publiques le fonds de commerce comprenant : 1<sup>o</sup> la clientèle du lavoir et l'achalandage ; 2<sup>o</sup> les ustensiles et le matériel, décrits en un état annexé au cahier des charges et comprenant trente-quatre articles ; 3<sup>o</sup> les constructions élevées par Dalifard sur le terrain à lui loué ; 4<sup>o</sup> le droit au bail des lieux et le droit d'acheter la propriété entière dans un délai déterminé, moyennant un prix de 50000 fr. En ce qui concerne le droit au bail ainsi compris dans la vente, une clause du cahier des charges stipulait que l'adjudicataire serait subrogé dans tous les droits et obligations résultant du bail et de la location, sans aucune garantie, et le sieur Hennicle se rendit adjudicataire, le 6 sept. 1861, moyennant 20050 fr., payés entre les mains du syndic. Cependant le sieur Deschamps, propriétaire-bailleur, exigea le paiement de la totalité des loyers à échoir, et, faute de ce paiement, fit prononcer la résiliation du bail. Le sieur Hennicle, expulsé, a demandé alors le remboursement du prix de vente par lui payé. Les sieurs Penaud et autres, créanciers du failli, intervenant dans l'instance, ont soutenu que la clause de non-garantie de la part de la faillite enlevait au sieur Hennicle le droit de prétendre à aucune restitution de prix, alors d'ailleurs qu'il avait dû connaître les circonstances dans lesquelles il achetait.

Le 14 août 1866, jugement du tribunal civil de la Seine qui

Le syndic peut, d'ailleurs, exonérer la masse elle-même, par une clause de non-garantie, de la responsabilité de l'éviction. Mais cette clause ne saurait avoir, en cas de faillite, une portée plus étendue que dans les ventes ordinaires. Ainsi il a été jugé que, lorsque les syndics d'une faillite ont inséré dans l'acte de vente du fonds de commerce exploité par le failli, avec droit au bail des lieux loués pour l'exploitation de ce fonds, une stipulation de non-garantie, l'éviction totale ou partielle résultant pour l'acquéreur du fait personnel de la faillite et par exemple la résiliation du bail survenu pour défaut d'offres suffisantes au bailleur, doit être réparée aux frais de la masse, alors que le cessionnaire n'a pas connu le danger d'éviction, et qu'il n'a point acheté à ses risques et périls (*Req.* 3 août 1868) (1).

1059. Les syndics de l'union n'ont pas seulement pour mission de vendre les meubles dépendant de la faillite ; ils ont, en outre, celle de liquider les créances actives de la faillite (*Rep.* n° 958). Mais ne peuvent-ils pas les céder, comme tout autre meuble incorporel, ou la validité des cessions de créances de la masse consenties par le syndic est-elle subordonnée à l'accomplissement des formalités requises par l'art. 570 pour les traités à forfait ? (V. *infra*, sect. 13).

En ce qui concerne le dépôt des fonds recouvrés à la Caisse des dépôts, V. *supra*, sect. 8 ;... les répartitions, V. *infra*, sect. 13 ;... les ventes d'immeubles après union, V. *infra*, sect. 14.

1060. Le droit de transiger, reconnu par l'art. 487 aux syndics antérieurs à l'union, a dû être attribué à plus forte raison aux syndics de l'union (Lyon, 22 févr. 1866 (2) ; *Rep.* n° 959). Ce droit est soumis, comme avant l'union... 1<sup>o</sup> à l'autorisation du juge-commissaire ;... 2<sup>o</sup> à l'homologation

fait droit à la demande du sieur Hennicle par les motifs suivants : — « Attendu que si la vente par la faillite Dalifard à Hennicle du droit au bail et accessoires dont il s'agit a été faite sans garantie, cette clause ne peut, aux termes de l'art. 1632 c. nap., couvrir le fait personnel de cette faillite de n'avoir pas rempli ses obligations vis-à-vis du propriétaire ; — Que les obligations dans lesquelles Hennicle a été subrogé sans garantie, et dont il devait faire son affaire personnelle, étaient celles qui résultaient du bail et non de l'état de faillite ; — Que, d'autre part, on ne peut dire qu'il ait connu le danger de l'éviction ; qu'il n'a pas non plus acheté à ses périls et risques ; — Mais, attendu que Hennicle n'est évincé que d'une partie de la chose vendue, puisque, d'une part, il a joui, pendant cinq ans, des lieux loués, et que, de l'autre, il a conservé le matériel vendu, dont il a retiré récemment une somme de 6000 fr. ; — Que, dans ces circonstances, et en l'absence d'une résiliation demandée par Hennicle, c'est le cas, aux termes de l'art. 1637 c. nap., d'un remboursement à son profit de la valeur de ce dont il est évincé ; que la somme de 1000 fr. concédée subsidiairement par Peynaud et consorts n'est pas suffisante ; — Dit qu'il est dû par le syndic de la faillite Dalifard à Hennicle pour remboursement de la partie de la chose vendue dont il est évincé, la somme de 13000 fr. à lui payer intégralement, etc. » — Sur l'appel, arrêt confirmatif de la cour de Paris, en date du 2 mars 1868. — Pouvoi en cassation par les sieurs Peynaud et consorts.

La cour ; — Sur les quatre moyens proposés : — Attendu que les quatre moyens se rattachent à la question unique de savoir si la faillite Dalifard était tenue de garantir Hennicle de l'éviction soufferte par celui-ci du bail dont il était cessionnaire ; — Attendu qu'il est déclaré, en fait, par le jugement de première instance, dont l'arrêt attaqué adopte les motifs : 1<sup>o</sup> que si la cession du fonds de commerce et du droit au bail, consentie par le syndic de la faillite Dalifard au profit d'Hennicle, a eu lieu sans garantie, l'éviction est survenue par le fait personnel de la faillite qui n'a pas su faire au bailleur des offres suffisantes pour empêcher la résiliation du bail cédé ; — 2<sup>o</sup> Que le cessionnaire Hennicle n'a pas connu le danger de l'éviction et n'a pas non plus acheté à ses périls et risques ; — Attendu que, dans ces circonstances, en condamnant le syndic de la faillite Dalifard, et nom, à payer à Hennicle une somme de 13000 fr. représentant l'importance de l'éviction partielle subie par celui-ci, l'arrêt attaqué non seulement n'a pas violé les articles visés au pourvoi, mais encore en a fait une juste application aux faits par lui souverainement constatés et appréciés ; — Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt contient des motifs, implicites et explicites, sur chacune des questions à juger ; — Rejette, etc.

Du 3 août 1868. Ch. req.-MM. Bonjean, pr.-Alméras-Latour, rap.-P. Fabre, av. gén., c. conf.-Larnac, av.

(2) (Syndic Thoureau C. Echalié et Dunoyer.) — Sur le renvoi prononcé par l'arrêt de cassation du 16 févr. 1864 (D. P. 64. 1.

tion du tribunal suivant les distinctions établies par l'art. 487 (Rép. n° 959). Le failli doit, comme avant l'union, être appelé à la transaction, car il est toujours intéressé à ce qu'on ne lui fasse pas subir, sans l'entendre, une réduction ou un abandon de droits qu'il croit fondés (Rép. n° 959). Mais, avant l'union, l'art. 487 permet au failli d'empêcher, par son seul veto, toute transaction sur ses droits immobiliers. (V. *supra*, n° 826). Après l'union, au contraire, la loi ne distingue plus entre les meubles et les immeubles. — Sur les motifs de cette suppression, après l'union, du droit de veto du failli, V. Rép. n° 959.

L'homologation des transactions consenties par les syndics n'est soumise à aucun délai; elle peut être requise jusqu'à la dissolution de l'union (Alger, 30 mars 1868, aff. Garcin, D. P. 72. 5. 246).

Il n'est pas permis aux syndics de transiger avec le failli lui-même et de lui faire remise d'une partie de ses dettes : une telle transaction ne serait qu'un concordat déguisé, acte qui ne peut être consenti que dans les formes et sous les conditions tracées par la loi (Rép. n° 960). Mais les syndics de l'union formée entre les créanciers d'une société commerciale en faillite peuvent, de même que les syndics antérieurs à l'union, transiger avec les commanditaires actionnés comme solidairement obligés aux dettes de la société pour faits d'immixtion dans la gestion sociale, cette action intéressant la masse de la faillite dans le sens des art. 487 et 535 (Civ. cass. 16 févr. 1864, aff. Thoureau, D. P. 64. 1. 89. — *Contrà* : Dijon, 11 août 1862, D. P. 62. 2. 143, cassé par l'arrêt précité. V. *supra*, n° 835). La solution admise par la cour de Dijon semblait avoir pour elle le texte de l'art. 535. En effet, tandis que l'art. 487 autorise les syndics à transiger sur toutes contestations intéressant la masse, expression large comprenant, sans aucun doute, l'action sociale dirigée contre les commanditaires qui se sont immiscés indûment dans la gestion, l'art. 535 l'autorise simplement à transiger sur toutes espèces de droits appartenant au failli; or, dit-on, l'action en responsabilité que les syndics de la faillite sociale intentent contre les commanditaires au cas dont il s'agit dans l'intérêt de la masse, n'est point une action appartenant au failli, c'est-à-dire à la société. C'est bien plutôt une action propre aux créanciers. Mais la cour de cassation ne s'est point arrêtée à cette interprétation trop littérale de l'art. 535 : « C'est à tort, fait observer justement la cour suprême, que l'on voudrait inférer des termes de l'art. 535 c. com. que cet article, en ce qui touche le droit de transiger du syndic, tend à modifier et à restreindre celui qui lui est conféré, en ce point, par l'art. 487 précité de ce même code, puisque, par le régime de l'union des créanciers auquel se réfère l'art. 535, les pouvoirs du syndic, loin d'être réduits, ont reçu au contraire, et à tous égards, une très notable extension; — Que cela est tellement vrai, au point de vue de la difficulté actuelle, que cet article a précisément pour objet de neutraliser le droit d'opposition péremptoire et absolu aux transactions consenties par le syndic qui jusque-là, d'après l'art. 487 précité, appartenait au failli... ».

1061. Le code de 1807 ne soumettait les syndics à

l'obligation de rendre compte de leur gestion qu'à l'expiration de l'union. Il résultait de là de graves abus, auxquels l'art. 536 de la loi de 1838 a remédié en décidant que les créanciers en état d'union sont convoqués au moins une fois dans la première année, et, s'il y a lieu, dans les années suivantes, par le juge-commissaire et que, dans ces assemblées, les syndics doivent rendre compte de leur gestion. — Sur les formes de cette assemblée, V. Rép. n° 965 et suiv. — Quoique l'art. 536 ne prescrive pas d'appeler le failli aux assemblées annuelles, nous avons cru devoir admettre au Rép. n° 964, qu'il pouvait y être admis sur sa demande. La question est cependant controversée, et certains arrêts décident, au contraire, que, l'art. 536 n'exigeant point qu'il soit appelé à cette réunion, sa présence y serait sans objet, le failli n'ayant pas qualité pour y prendre part (Caen, 11 août 1858, aff. Brunet, D. P. 59. 2. 29, motifs).

En tout cas, tant que les opérations de la faillite ne sont pas closes, le failli n'a pas le droit de demander directement aux syndics définitifs le compte de leur gestion, il ne peut que présenter ses réclamations au juge-commissaire et au tribunal (Même arrêt). Toutefois, il serait recevable à attaquer directement la gestion des syndics, s'il établissait qu'il est victime d'une fraude (Même arrêt, motifs).

#### ART. 2. — Fin de l'union (Rép. n° 967 à 976).

1062. Lorsque la liquidation de l'actif et du passif de la faillite, liquidation dont les règles sont tracées dans les art. 542 à 579, est terminée, le juge-commissaire convoque les créanciers dans une dernière assemblée (Rép. n° 971). Cette assemblée, dont ne parlait pas le code de 1807, a pour mission : ... 1° de recevoir les comptes définitifs des syndics ; ... 2° de donner son avis sur l'excusabilité du failli. V. *infra*, n° 1072. C'est aux créanciers réunis en assemblée générale et non point au failli, à la différence du cas où un concordat est accordé au débiteur, que les syndics doivent rendre leurs comptes définitifs (Rép. n° 971). Mais ce compte doit être rendu en présence du failli, ou lui dûment appelé, d'où cette double conséquence : 1° que, s'ils ne lui ont pas fait sommation d'assister à ce compte, les syndics peuvent être actionnés par lui en reddition de leur compte, malgré celui qu'ils ont rendu aux créanciers; 2° que le failli a le droit de contester les comptes définitifs des syndics, s'ils lui paraissent inexacts ou frauduleux (Alger, 30 mars 1868, aff. Garain, D. P. 72. 5. 244). Le même droit appartient soit à la masse entière des créanciers (Rép. n° 972)... soit à l'un ou à plusieurs des créanciers pris individuellement (Rép. n° 972). — Quand il s'élève des difficultés entre les syndics et quelques-uns des créanciers ou la masse entière, ou bien entre le failli et les syndics, le juge-commissaire doit renvoyer les parties à se pourvoir devant le tribunal (Rép. n° 972). La décision du tribunal, s'il y a lieu, est poursuivie, dans la forme ordinaire, entre les syndics et la partie qui conteste (Rép. n° 972).

Ainsi, le failli, qui a contesté certains articles des comptes des syndics et qui est renvoyé devant le tribunal par le juge-commissaire, est recevable à assigner directement le

89), la cour de Lyon a statué en ces termes : Sur le défaut de qualité reproché aux syndics : — Considérant que la fonction du syndic a essentiellement pour objet de recueillir, dans l'intérêt du failli et de ses créanciers, toute la masse possible de l'actif, pour la faire servir à la liquidation de la faillite ; — Que, dans ce but, le syndic peut incontestablement exercer l'action en responsabilité contre l'associé commanditaire qui s'est immiscé dans la gestion, puisque cette action tend à augmenter la masse de l'actif, et qu'elle se rattache à un intérêt identique et collectif de tous les créanciers ; — Considérant que la transaction faite avec le syndic sur l'exercice de cette action est ainsi une transaction qui intéresse la masse de la faillite, et qu'à ce titre elle rentre dans les termes de celles que, suivant l'art. 487 c. com., le syndic a qualité pour consentir ; — Que le législateur a voulu, en effet, que dans la personne du syndic, le pouvoir de transiger répondît entièrement au pouvoir de plaider ; — Que vainement on présenterait une distinction entre les droits appartenant au failli et ceux appartenant aux créanciers, et on arguerait des termes de l'art. 535 c. com., pour soutenir que, sous le régime de l'union, une transaction du genre de celle qui vient d'être spécifiée est interdite au syndic ; — Que cet argument ne pourrait avoir de vérité que si le légis-

lateur avait entendu restreindre pendant l'état d'union le pouvoir syndical de transiger ; — Mais que ce pouvoir a reçu au contraire, dans la phase de la faillite dont s'agit, une évidente extension, puisque, d'après l'art. 535, les transactions faites alors par le syndic ne sont plus subordonnées, comme le voulait l'art. 487, à l'assentiment du failli ; — Considérant qu'une autre solution serait directement contraire aux vues du législateur dans l'organisation de la faillite ; qu'elle ne pourrait que préjudicier à l'ensemble des intérêts qui sont mis en présence, en enlevant un moyen d'augmentation de la masse de l'actif et en renvoyant chaque créancier à l'exercice d'action individuelle avec tous les inconvénients qui résulteraient de la multiplicité des procès, de l'aggravation des frais et du sort divers des actions ; qu'elle ne serait ainsi pas moins repoussée par l'esprit tout entier de la loi que par sa lettre ; — Au fond : — Considérant que la transaction conclue par le syndic avec Henri Thoureau et Frédéric Charbonneau paraît à la cour présenter de réels avantages, et que nulle contestation n'existe, au surplus, sur ce point entre les parties ;

Par ces motifs, réformant, etc.  
Du 22 févr. 1866.-C. de Lyon, aud. sol.-MM. Gilardin, 1<sup>er</sup> pr.-de Gabrielli, 1<sup>er</sup> av. gén.-Ally (du barreau de Dijon), av.

syndic devant le tribunal (Arrêt préc. du 30 mars 1868), et même à comprendre de nouveaux griefs dans sa demande (Même arrêt).

**1063.** Tant qu'il reste des facultés au failli, l'union subsiste, et avec elle les pouvoirs des syndics, la surveillance du juge-commissaire et la compétence du tribunal (Rép. n° 967). L'état d'union ne peut, en effet, prendre fin par la prescription (Trib. com. Alger, 29 févr. 1888, *Journal des faillites*, 1888, p. 379). Mais l'union est dissoute de plein droit, et le dessaisissement du failli cesse *ipso facto* après la clôture de l'assemblée où ont été rendus les comptes définitifs des syndics et qui a donné son avis sur l'excusabilité du failli (Rép. n° 974). — Toutefois, l'art. 537, d'après lequel l'union est dissoute après la clôture de l'assemblée dans laquelle les syndics ont rendu leurs comptes, ne s'applique qu'au cas où ces comptes n'ont été l'objet d'aucune contestation : s'ils ont été contestés ou sont devenus l'objet d'une instance judiciaire, l'union subsiste jusqu'à leur apurement définitif (Alger, 30 mars 1868, cité *supra*, n° 1062). Décidé également que les syndics qui, par la reddition de leurs comptes, ont été déchargés du mandat général de gestion des affaires de la faillite, n'en restent pas moins les mandataires des créanciers à l'effet de poursuivre les actions par eux intentées, jusqu'à apurement définitif de ces comptes (Rennes, 23 juin 1870, aff. Paumard, D. P. 71.2.112).

**1064.** Généralement, la réalisation de l'actif ne permet que de répartir un dividende entre les créanciers. Toutefois, il arrivera parfois que cette liquidation donne cent pour cent et permette ainsi de solder intégralement le principal des créances admises. S'il reste un reliquat actif, le syndic doit le remettre au failli rétabli à la tête de ses affaires.

Il peut également arriver que le failli vienne à acquérir, au cours de l'union, et avant l'achèvement de la liquidation, par succession ou autrement, des biens suffisants pour désintéresser tous ses créanciers. En ce cas, s'il offre de payer toutes les dettes connues et vérifiées, les syndics peuvent être contraints par le tribunal de rendre compte au failli et de le réintégrer dans ses biens, leur administration n'ayant plus d'objet, dès qu'il ne reste plus de créanciers qu'ils soient chargés de représenter (Rép. n° 970). Mais le failli qui, au cours de l'union, paye ainsi l'intégralité de ses créanciers, ne peut pas obtenir, par le seul effet de ce paiement, la rétractation du jugement déclaratif de sa faillite : il n'a droit à cette rétractation qu'en se soumettant à la procédure de la *réhabilitation* (V. *infra*, chap. 5).

Lorsque les créanciers ont ainsi obtenu leur paiement intégral, l'hypothèque prise au nom de la masse par le syndic est désormais sans objet, et, par suite, le syndic peut seul, sans même qu'il soit besoin de l'autorisation du juge-commissaire, donner mainlevée de l'inscription qu'il a prise en vertu de l'art. 490 (Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 281, p. 387; Demolombe, t. 7, n° 666; Pont, *Privilèges et hypothèques*, t. 2, n° 1079; Boulanger et de Récy, *Traité des radiations hypothécaires*, t. 1, n° 114). — En fait, dans cette hypothèse, la mainlevée sera le plus souvent ordonnée par le jugement de clôture. Si le tribunal de commerce, en prononçant, après le paiement intégral de tous les créanciers, la clôture de la faillite, apurant le compte des syndics et leur donnant décharge, omet d'ordonner la radiation des inscriptions prises par le syndic, l'action tendant à obtenir cette radiation est valablement intentée contre le syndic par-devant le tribunal civil (Caen, 13 févr. 1865) (1).

Que si la mainlevée n'est pas précédée d'un paiement intégral, le syndic ne peut plus, seul, donner mainlevée de l'inscription ; mais il peut le faire avec la seule autorisation

du juge-commissaire lorsque l'inscription n'offre plus pour la faillite d'intérêt appréciable. Ainsi il lui appartient de donner cette mainlevée quand le prix à distribuer est absorbé par des créanciers antérieurs à la faillite. Le syndic ne fait, en ce cas, qu'un simple acte d'administration qui a pour but de faciliter la liquidation ; il abandonne un droit sans valeur, dont la cession ne peut être assimilée à une aliénation. On pourrait en dire autant dans le cas où l'inscription de l'hypothèque deviendrait absolument inutile par suite de sûretés nouvelles acquises à la faillite. La radiation ne porte alors à celle-ci aucun préjudice. — Mais, en dehors de ces hypothèses exceptionnelles, le syndic de l'union ne peut, même avec l'autorisation du juge-commissaire, donner mainlevée de l'inscription prise au nom de la masse sur les immeubles du failli, lorsque cette mainlevée n'est pas précédée du paiement intégral de la créance ; en ce cas il a besoin de l'homologation du tribunal (Req. 21 déc. 1880, aff. Moncharville, D. P. 81.1.193, et la note).

**1065.** Par l'effet de la dissolution de l'union, l'état de faillite cesse, et, dès lors, le failli recouvre la capacité de contracter, reprend l'exercice de ses actions actives et passives ; il se trouve, relativement aux biens qu'il peut acquérir par la suite, replacé sous l'empire du droit commun (Rép. n° 975). Quant aux anciens créanciers, ils rentrent dans leurs droits et actions contre le failli, lequel, après la dissolution de l'union, se retrouve, à leur égard, et sauf les effets de l'excusabilité (V. *infra* n° 1073 et suiv.), dans la même situation qu'avant la déclaration de la faillite : il reste tenu envers eux, toujours conformément au droit commun, de tout ce qu'il ne leur a pas payé (Rép. n° 975 et 982). — En ce qui concerne les syndics, leurs fonctions prennent fin par la reddition de leurs comptes ; leur mission, en effet, est terminée dès l'instant que le failli et les créanciers reprennent les uns et les autres le libre exercice de leurs actions. C'est aux créanciers désormais à veiller, chacun en ce qui les concerne, à la conservation de leurs droits : c'est ainsi, notamment, qu'ils doivent veiller au renouvellement de l'inscription hypothécaire de l'art. 490, les syndics n'y étant plus tenus (Rouen, 27 avr. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 473). Toutefois, l'arrêt d'admission, dans un pourvoi intéressant la masse, est valablement signifié au syndic, même après la reddition de ses comptes (Civ. cass. 5 août 1885, aff. Lagorce, D. P. 86.1.167 ; 21 nov. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 871 ; Comp. *supra*, v° Cassation, n° 239).

**1066.** La clôture de la faillite, après dissolution de l'union, est, en principe, *définitive*, à la différence de la clôture des opérations pour cause d'insuffisance d'actif. (V. *supra*, n° 1043). En conséquence, les anciens créanciers ne seraient pas fondés, en cas de survenance d'un nouvel actif au failli, à demander la réouverture des opérations de la faillite ainsi que la nomination d'un nouveau juge-commissaire et de nouveaux syndics ; ils peuvent seulement exercer contre le failli leurs actions individuelles (Req. 13 août 1862, aff. Luton, D. P. 62.1.440 ; Req. 2 août 1866, aff. Royer, D. P. 67.1.37 ; Civ. rej. 5 nov. 1879, aff. Syndic Kintzinger, D. P. 80.1.5. — Conf. Rép. n° 982 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2967 bis ; Demangeat et Bravard, t. 5, p. 644, note ; Boistel, n° 1084).

**1067.** Le droit de faire déclarer une faillite nouvelle ne saurait appartenir qu'aux créanciers nouveaux, c'est-à-dire postérieurs à la dissolution de l'union. A plus forte raison, le tribunal de commerce qui a prononcé la clôture d'une faillite et déclaré, suivant l'avis des créanciers, le failli excusable, ne peut-il rapporter d'office cette dernière, et déclarer de nouveau la faillite, alors surtout qu'il n'apparaît pas qu'aucun acte de commerce ait été fait depuis

(1) (Syndic Chauvin C. Chauvin.) — LA COUR ; — Considérant que, par son jugement du 13 févr. 1862, le tribunal de commerce de Granville, en prononçant la clôture de la faillite Chauvin, dont tous les créanciers avaient été désintéressés, en apurant le compte du syndic Mancel et en donnant à ce dernier décharge complète et définitive, a omis d'ordonner la radiation des deux inscriptions prises par les syndics et dont Chauvin fils demande aujourd'hui la mainlevée ; — Considérant que le tribunal de commerce étant dessaisi, c'est aux tribunaux civils qu'il appartient de statuer sur la réclamation de Chauvin ; que Mancel, quoiqu'il ait cessé ses fonctions de syndic, était le seul contra-

dacteur possible à qui Chauvin pût s'adresser, et que, comme exécution complémentaire du mandat qui lui avait été confié, il doit consentir la mainlevée des deux inscriptions qu'il avait prises ; — Considérant que Mancel, en rendant ses comptes, s'est dessaisi du reliquat de l'actif de la faillite, lequel est aujourd'hui entre les mains de Chauvin fils ; qu'ainsi c'est ce dernier qui doit payer les frais desdites mainlevées et radiations, qui sont la dernière opération nécessitée par l'administration de la faillite ; — Par ces motifs, etc.

Du 13 févr. 1865. — C. de Caen, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Dagallier, 1<sup>er</sup> pr. — Dupray de la Mahérie, subst. — Bertauld et Carrel, av.



le premier jugement (Angers, 5 mai 1854, aff. Cosson, D. P. 54. 2. 145).

**1068.** Mais ce principe ne reçoit-il pas exception dans le cas où l'on viendrait à découvrir, après la dissolution de l'union, des biens ayant appartenu au failli dès avant cette dissolution et qui, par suite d'une erreur ou d'un dol, n'auraient pas été compris dans la liquidation ? Cette question est vivement controversée en doctrine. L'on fait observer, en faveur de la négative, c'est-à-dire de la non réouverture de la faillite, que la loi n'a pas établi au profit des créanciers du failli un droit de gage perpétuel sur les biens de celui-ci ; sauf l'effet des inscriptions hypothécaires prises par le syndic en vertu de l'art. 490 c. com., la masse ne conserve, après la clôture de la faillite, aucun droit de préférence sur les biens du failli. Le privilège de la masse, dit-on, résulte seulement du dessaisissement dont le failli est atteint, il dure aussi longtemps que ce dessaisissement, mais ne peut lui survivre. D'ailleurs, la loi n'a pas subordonné la dissolution de l'union et la clôture de la faillite à l'épuisement des biens à répartir entre les créanciers ; elle s'oppose seulement à ce que cette clôture soit prononcée avant la fin des opérations de la liquidation (c. com. art. 537). Or, la liquidation ne peut comprendre que les biens connus du syndic. Si celui-ci soupçonne l'existence de valeurs non révélées, et susceptibles d'être réalisées, il est libre de différer la reddition de ses comptes ; mais, en convoquant la dernière assemblée, conformément à l'art. 537, il renonce à faire de nouvelles recherches et met un terme aux poursuites de la masse (V. Boistel, n° 1084, et notes D. P. 78. 1. 225 et D. P. 87. 1. 309). Et il a été jugé, en ce sens, que lorsque la faillite a été close par un jugement d'excusabilité passé en force de chose jugée, des créanciers ne peuvent plus, sous prétexte de fraude dans les énonciations du bilan, demander la réouverture des opérations de la faillite (Trib. com. Marseille, 11 mai 1863, aff. Jaubert de Delord, D. P. 63. 5. 180).

Mais la jurisprudence est aujourd'hui fixée en sens contraire et décide que, dans le cas où la liquidation de la faillite n'est considérée comme terminée que par suite d'une erreur, l'union n'est pas réellement dissoute, et que le dessaisissement du failli subsiste avec toutes ses conséquences, quant aux valeurs qui, à tort, n'ont pas été comprises dans la liquidation (Paris, 10 août 1885, et sur pourvoi, Req. 20 déc. 1886, aff. Guérin-Hédiard, D. P. 87. 1. 309 ; Paris, 27 juill. 1889) (1) ; que par suite, il y a lieu de déclarer nulle la cession, faite par le failli, d'une créance qui, faisant partie de l'actif de la faillite, a été omise par erreur dans la liquidation (Mêmes arrêts) ; et qu'à plus forte raison la

faillite est, à bon droit réouverte, si l'on vient à découvrir une partie d'actif qui aurait été frauduleusement soustraite par le failli à la connaissance du syndic (Caen, 31 août 1870, aff. Piédagnel, *suprà*, n° 292).

La solution consacrée par la jurisprudence est certainement la plus équitable. Si l'on n'admettait pas, en cas de découverte de biens omis, la réouverture de la faillite, ceux qui seraient les plus proches bénéficiaires seuls de la découverte des biens dissimulés ; les créanciers éloignés seraient donc complètement sacrifiés. Pour admettre un tel résultat, manifestement contraire à l'esprit d'égalité de la loi des faillites, il faudrait être lié par un texte formel ; or est-il bien exact que ce texte existe ? Nullement. Aux termes de l'art. 537, la dissolution de l'union est subordonnée à cette condition préalable, que la liquidation soit terminée. Or, ainsi que l'a fait observer justement la cour suprême, elle n'est vraiment terminée, que lorsque l'actif a été réalisé et réparti dans son intégralité. Si, par suite d'erreur ou de fraude des biens restent en dehors de la liquidation, il faut que cette erreur essentielle soit réparée, ce qui nécessite la réouverture de la faillite (Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2967 ; Dutruc, v° *Faillite*, n° 1155 ; Rousseau et Defert, sur l'art. 539 n° 10 ; Lacour, note sous Req. 20 déc. 1886 (*Annales*, 1887. 2. 105)).

Le principe de la réouverture de la faillite étant admis, l'annulation de la cession consentie par le débiteur en découle logiquement. Ce contrat n'était pas plus opposable aux créanciers de la masse que s'il avait été passé avant la clôture de l'union. Sans doute, la cour de cassation, dans l'arrêt précité du 20 déc. 1886, n'a pas entendu décider que tous les effets de la faillite continuaient à s'appliquer en l'espèce, et qu'à tous égards la clôture de l'union devait être réputée non avenue. Il est certain, au contraire, qu'à dater de cette clôture le dessaisissement cesse pour l'avenir ; mais il subsiste relativement aux biens omis par erreur dans la liquidation, d'où nullité, au regard de la masse, des actes de disposition concernant lesdits biens.

**1069.** Les mêmes principes ont été, antérieurement à l'arrêt de la cour suprême, appliqués par la cour de Lyon au cas très spécial d'un legs fait aux créanciers du failli. Décidé, en effet, que le syndic d'une faillite antérieurement close peut être autorisé à recueillir, au nom de la masse, le montant d'un legs fait par un tiers aux créanciers du failli (Lyon, 2 juin 1876, aff. Vouthier, sous Req. 26 mars 1877, D. P. 78. 1. 225). Et il importe peu que cette libéralité soit contenue dans un testament postérieur à la dissolution de l'union : elle peut néanmoins être considérée comme s'adressant à la masse, et non pas individuellement

quant aux valeurs non comprises dans la liquidation, comme s'il était encore en état d'union ; — Considérant que la somme de 5000 fr. transportée à la dame Vuarin le 11 févr. 1885 est due à Sébaud en exécution d'une obligation consentie à son profit par Joureau le 25 nov. 1882, antérieurement à sa faillite ; que, lors de la vente à lui faite par Joureau de son fonds de commerce, le même jour 25 nov. 1882, Sébaud s'était engagé à fournir à son successeur une prolongation de bail de sept années ; que cette prolongation n'ayant été obtenue par lui qu'avec une augmentation de loyer de 1000 fr. par année, le prix de vente du fonds de commerce a été réduit de 5000 fr. ; mais qu'il a été stipulé que, dans le cas où Joureau revendrait son établissement avant le 1<sup>er</sup> avr. 1891, ou même s'il était exproprié pour cause d'utilité publique avant cette époque, il payerait à Sébaud une somme de 5000 fr. ; — Considérant que, l'expropriation prévue par cette convention s'étant réalisée dans le courant de décembre 1884, la somme de 5000 fr. stipulée par Sébaud par la convention du 25 nov. 1882 est devenue exigible ; que cette exigibilité est, il est vrai, survenue postérieurement à la clôture de la faillite de Sébaud ; mais que la créance résulte d'une obligation antérieure, soumise à l'événement d'une condition incertaine, mais qui constituait, au profit de Sébaud, un droit faisant partie de l'actif de sa faillite et qu'il a eu le tort de dissimuler au syndic ; — Considérant que, dans ces circonstances, Sébaud n'a pu transporter valablement cette créance à la dame Vuarin au préjudice de ses autres créanciers, et qu'à bon droit les premiers juges ont ordonné que la somme de 5000 fr. due par Joureau serait versée à la Caisse des consignations pour être distribuée aux créanciers de la faillite ; qu'il est justifié que ce versement a eu lieu le 8 févr. 1888, depuis le jugement dont est appel, et qu'il y a lieu d'en donner acte à Joureau ; — Par ces motifs, etc. . .

Du 27 juill. 1889-C. de Paris.-MM. Bresselles pr.-Roullier, av. gén.-Lalle, Lebaruzer, Bilhaud-Durouyet, av.

(1) (Dame Vuarin et autres C. Astier et comp.) — LA COUR ; — Considérant que la demande formée par Astier et comp. et dont la cour est saisie a pour objet, d'une part, de faire prononcer la nullité d'un transport consenti par un sieur Sébaud au profit de la dame Vuarin le 11 févr. 1885, et, d'autre part, d'obtenir le remboursement, au profit de la masse des créanciers de Sébaud, de la somme de 6725 fr. versée entre les mains de ladite dame ; qu'il y a lieu d'examiner séparément ces deux chefs de demande ; — En ce qui touche la nullité du transport du 11 févr. 1885 : — Considérant que Sébaud a été déclaré en état de faillite le 10 oct. 1883 ; qu'aucun concordat ne lui ayant été accordé, les créanciers se sont trouvés en état d'union, et qu'il appert d'un procès-verbal dressé par le juge-commissaire nommé par le tribunal de commerce de la Seine, que la faillite a été close le 1<sup>er</sup> mai suivant par la reddition des comptes du syndic dans les termes de l'art. 537 c. com. ; — Considérant que, postérieurement à cette époque, et par acte sous seings privés en date du 11 févr. 1885, dûment enregistré, Sébaud a cédé à transporté à la dame Vuarin, créancière antérieure à sa faillite, une somme de 5000 fr. à lui due par Joureau, acquéreur de son fonds de commerce, sur le montant d'une indemnité allouée à ce dernier par suite de l'expropriation de son fonds de commerce pour cause d'utilité publique ; — Considérant qu'à la date de ce transport, Sébaud avait repris la plénitude de ses droits par suite de la clôture de sa faillite et de la dissolution de l'union ayant existé entre ses créanciers ; qu'il aurait pu disposer, au profit d'un de ses créanciers, de sommes ou créances qui lui seraient advenues depuis la clôture de sa faillite ; mais qu'il en est autrement de sommes ou créances faisant partie de l'actif de la faillite et qu'il avait dissimulées au syndic ; que la découverte de créances dépendant de l'actif du failli suffit pour établir que la clôture de la faillite a eu lieu par erreur, et que le dessaisissement du failli continue à subsister

aux créanciers du failli, si elle a été subordonnée à la condition que les créanciers renonceraient à faire valoir leurs droits à une succession échue au failli antérieurement à la dissolution de l'union (Même arrêt). En tous cas, les tiers détenteurs des valeurs en vue desquelles la réouverture de la liquidation a été ordonnée ne peuvent, après avoir accepté et exécuté les décisions qui ont prescrit cette mesure, en contester la régularité et méconnaître la qualité du syndic dans les poursuites exercées contre eux par celui-ci (Req. 26 mars 1877, précité).

**1070.** Dans les différentes hypothèses que nous venons d'envisager, la réouverture de la faillite ne saurait avoir lieu qu'en faveur des créanciers de la masse. C'est donc au profit de ces créanciers seuls, à l'exclusion des créanciers postérieurs, que la réalisation des biens omis dans la première liquidation devra s'effectuer (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2967 bis). Les choses doivent se passer, en ce cas, comme dans l'hypothèse où le failli viendrait à être déclaré une seconde fois en faillite avant la clôture de la première (à supposer qu'une seconde déclaration de faillite antérieure à la clôture de la première soit légalement possible, V. *supra*, n° 289, 290). Nous avons, en effet, indiqué qu'en ce cas, sauf controverse, les créanciers de la première faillite doivent en principe être préférés aux créanciers de la seconde (V. *supra*, n° 445). Dans le cas, au contraire, où l'union est réellement dissoute, les créanciers de la faillite n'ont aucune préférence à réclamer, contre les créanciers postérieurs, sur les biens à venir du failli dont l'incapacité de contracter de nouveaux engagements au détriment de ces créanciers a cessé par la dissolution de l'union (Rép. n° 976)... sauf les droits résultant de l'hypothèque prise au profit de la masse, en vertu de l'art. 490 c. com., hypothèque qui, en effet, s'étend aux biens futurs comme aux biens présents (V. *supra*, n° 817 et suiv. V. aussi, notes D. P. 65. 2. 89 et D. P. 67. 1. 37).

**1071.** Dès lors qu'après la dissolution de l'union il n'y a plus de masse, sauf peut-être à l'unique point de vue de la survivance du droit hypothécaire ci-dessus rappelé, il s'ensuit que les nullités des art. 446 et suiv. ne peuvent plus être invoquées, et que les actes visés par ces dispositions peuvent désormais être exécutés à l'encontre du failli et des créanciers. Ainsi, la cessation de l'état d'union entre les créanciers du failli fait renaître les hypothèques annulées par application de l'art. 446 (Dijon, 8 févr. 1865, aff. Royer, D. P. 65. 2. 89, et sur pourvoi, Req. 2 août 1866, D. P. 67. 1. 37. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2967 ter). D'où il suit :... 1° que le créancier du failli peut, en vertu d'un jugement par lui obtenu depuis la dissolution de l'union, faire inscrire son hypothèque judiciaire sur les immeubles survenus à son débiteur, alors même que ce jugement aurait pour objet une créance antérieure à la faillite (Dijon, 8 févr. 1865, aff. Royer, D. P. 65. 2. 89); ... — 2° Que les créanciers au profit desquels le failli avait constitué ces hypothèques sur ses biens présentent et à venir peuvent valablement les faire inscrire sur les immeubles advenus à ce failli après la dissolution de l'union (Arrêt précité du 2 août 1866); ... Et que ces hypothèques sont opposables aux autres créanciers, comme au failli lui-même (Même arrêt)... encore que les créanciers qui ont pris ces inscriptions aient participé au vote par lequel le concordat a été refusé : la déchéance qui résulte de l'art. 508 s'appliquant seulement aux créanciers qui, ayant une hypothèque dont ils peuvent se prévaloir contre la masse, prennent part au vote du concordat (Arrêt précité du 8 févr. 1865); ... — 3° Que la renonciation tacite à une hypothèque générale, qui s'induit de la participation du créancier à la délibération relative au concordat dont le refus a amené l'état d'union, ne survit pas à la dissolution de cette union, et ne fait pas, dès lors, obstacle à ce que l'hypothèque qui en est l'objet soit inscrite sur les nouveaux biens du failli (Même arrêt, motifs).

Il convient toutefois d'observer, pour délimiter la portée exacte des arrêts précités, que les principes qui y sont exposés ne sauraient s'appliquer que s'il n'y a point d'inscription prise par le syndic au nom de la masse, ou si cette inscription se trouve périmée (elle était précisément périmée dans l'espèce sur laquelle sont intervenus les arrêts précités de Dijon et de la chambre des requêtes). Cette inscription, en effet, tant qu'elle serait susceptible de produire un

effet utile, primerait nécessairement, au profit des créanciers de la faillite, l'inscription postérieurement prise par le créancier qui avait obtenu l'hypothèque atteinte par l'art. 446; et elle suffirait, d'autre part, pour assurer à ce dernier un droit de préférence à l'encontre de ceux dont les droits auraient pris naissance depuis la dissolution de l'union.

### ART. 3. — Excusabilité du failli (Rép. n° 977 à 991).

**1072.** Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 978 et 1311, les créanciers sont appelés à donner un simple avis sur l'excusabilité du failli dans l'assemblée finale de l'union. C'est au tribunal de commerce qu'il appartient de décider, en toute liberté, si le failli est ou non excusable. En principe, le failli ne doit être déclaré excusable qu'autant qu'il prouve que sa faillite a été amenée, soit par des événements de force majeure, soit par des circonstances de nature à échapper aux prévisions d'une prudence ordinaire (Alger, 2 déc. 1850, aff. Syndic Gaffan, D. P. 54. 5. 373). Ainsi, pour pouvoir obtenir la faveur d'une déclaration d'excusabilité, ce n'est pas assez que le failli ne se soit rendu coupable d'aucune infraction réprimée par la loi pénale; il faut encore qu'aucun fait de dol ou de fraude entachant d'une manière grave sa réputation commerciale ne puisse lui être régulièrement reproché (Paris, 29 janv. 1859, aff. de Marulaz, D. P. 59. 2. 174). Il a même été décidé que l'excusabilité ne peut être admise qu'autant que le failli a été de la plus entière bonne foi (Alger, 2 déc. 1850, précité).

Au reste, l'appréciation des causes d'excusabilité est abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges du fait et ne tombe pas sous le contrôle de la cour de cassation. Mais, en dehors des obstacles de fait, que l'examen des circonstances de la faillite peut élever contre la déclaration d'excusabilité, il est certains cas où le bénéfice de cette déclaration doit être refusé au failli par l'effet d'une véritable incapacité attachée à sa personne : cette incapacité crée un obstacle *légal* à l'excusabilité, et le jugement qui l'aurait admise au profit du failli incapable devrait être cassé (Rép. n° 989). Ces causes d'incapacité, énumérées dans l'art. 540 c. civ., se réfèrent : 1° aux *banqueroutes frauduleuses*; 2° aux *stellionataires*; 3° aux personnes condamnées pour vol, *escroquerie* ou *abus de confiance*; 4° aux *comptables de deniers publics* (V. Rép. n° 989).

**1073.** Sous l'empire de la loi de 1838, la déclaration d'excusabilité avait pour effet d'affranchir le failli de la contrainte par corps, à laquelle était exposé le failli non déclaré excusable, par suite de la restitution aux créanciers de leur droit de poursuites individuelles (Rép. n° 978 et 979). Jugé, en ce sens, que le jugement qui déclare le failli excusable a pour effet d'abolir, au profit de celui-ci, tout droit à la contrainte par corps né, et surtout mis en mouvement par l'exercice de l'action dont il dérive, au moment de sa prononciation (Lyon, 17 déc. 1852, aff. Poncet et Savoye, D. P. 53. 2. 24). — Cette déclaration a perdu presque toute son efficacité et n'a plus guère qu'une valeur morale depuis l'abolition de la contrainte par corps en matière commerciale. Toutefois, le failli a encore intérêt à s'en prévaloir dans les cas particuliers où la contrainte par corps reste susceptible d'être exceptionnellement exercée. Effectivement, même depuis la loi du 22 juillet 1867, les faillitis non déclarés excusables, et à plus forte raison ceux qu'une des condamnations prévues par l'art. 540 rend incapables de bénéficier d'une déclaration d'excusabilité demeurent contraignables par corps, dans les cas particuliers où cette voie d'exécution a été maintenue, c'est-à-dire à l'égard des créances qui auraient leur cause dans une condamnation criminelle, correctionnelle ou de police, soit à des amendes ou aux frais au profit de l'Etat, soit à des restitutions ou à des dommages-intérêts au profit de l'Etat ou des particuliers (L. 22 juill. 1867, art. 1 et 2, D. P. 67. 4. 75; L. 19 déc. 1871, D. P. 71. 4. 167).

Les faillitis excusables, au contraire, même pour ces créances, sont affranchis de la contrainte par corps. Mais ils n'en demeurent pas moins assujettis au paiement du reliquat non couvert par la liquidation sur tous leurs biens présents et à venir, et le tribunal de commerce ne pourrait, sous aucun prétexte, insérer dans un jugement

d'excusabilité une clause de remise partielle; c'est à l'assemblée des créanciers seule qu'il appartient d'accorder, sous forme de concordat, des remises au débiteur.

Ce principe est consacré par la plupart des législations. La loi anglaise, cependant, fait exception, et autorise le juge à compléter sa déclaration d'excusabilité par un *order of discharge*, dont l'effet essentiel est d'affranchir le failli sur tous ses biens à venir, comme dans l'hypothèse d'un concordat par *abandon d'actif*. Il suffit, pour que l'*order* soit possible, qu'un rapport du *receiver* ait été déposé, que les créanciers dûment convoqués aient pu se présenter à l'audience pour discuter l'opportunité de la mesure de faveur sollicitée par le failli et que ce dernier ne se soit pas rendu coupable d'un délit (*misdeemeanor*) prévu et réprimé par la loi de 1869 ou celle de 1883 (V. au surplus Thaller, t. 2, p. 253 et suiv.).

**1074.** La déclaration d'excusabilité n'a pas davantage pour effet de relever le failli de tout ou partie des déchéances attachées à la déclaration de faillite. Sous l'empire de la loi du 4 mars 1889, comme sous la législation antérieure, ces incapacités ne peuvent cesser que par la réhabilitation, qui elle-même est subordonnée au paiement intégral du passif, en capital, intérêts et frais (V. *infra*, n° 1485 et suiv.). D'après le projet voté en première lecture par la Chambre des députés, la déclaration d'excusabilité produisait, au contraire, deux effets importants : 1° le failli déclaré excusable pouvait obtenir un concordat; — 2° il reprenait l'exercice de ses droits électoraux suspendu par le jugement déclaratif. Mais la commission sénatoriale se refusa énergiquement à consacrer cette double innovation et le Sénat, malgré l'avis contraire formulé une seconde fois par la Chambre, fit prévaloir les vues de sa commission (V. *supra*, n° 43 et suiv., et les motifs donnés par le rapporteur M. Dersôle, D. P. 89. 4. 21, note 2). Il convient d'ailleurs de remarquer, ce que le rapporteur de la loi au Sénat a omis de signaler, qu'étant donnée la substitution à l'art. 19 du projet primitif d'après lequel le rejet du concordat entraînait de plein droit la faillite, d'une disposition conférant au juge, même en cas de rejet du concordat, la faculté de ne pas déclarer la faillite, et de conserver au débiteur le bénéfice de la liquidation judiciaire, il était inadmissible que la déclaration d'excusabilité, intervenue au profit du débiteur déclaré en faillite, pût avoir pour effet de l'affranchir, même partiellement, de ses incapacités. Le fait, par le tribunal, de déclarer la faillite du liquidé non concordataire équivalait en effet à une déclaration de *non-excusabilité*, tandis que le refus par le tribunal de déclarer la faillite, dans cette même hypothèse d'un rejet ou refus d'homologation du projet de concordat, constitue en réalité une déclaration d'excusabilité, dont l'effet est des plus importants, les incapacités qui frappent le liquidé (art. 21) étant beaucoup moins graves que celles qui atteignent le failli.

**1075.** En résumé, la déclaration d'excusabilité qui clôt la procédure d'union est demeurée, nonobstant la loi de 1889, ce qu'elle était depuis la loi de 1867, abolitive de la contrainte par corps, à savoir une formalité sans importance, dont la suppression ne présenterait aucun inconvénient sérieux. Il est cependant deux hypothèses où, d'après la loi du 4 mars 1889, la déclaration d'excusabilité du failli est appelée à exercer une certaine influence sur sa capacité. Ces deux hypothèses sont prévues par les §§ 3, 4 et 5 de l'art. 25 de la loi (dispositions transitoires). Ces dispositions ayant été commentées, *supra*, n° 182, 183, nous nous bornerons à en rappeler le texte : « ... Le jugement qui homologuera le concordat obtenu par le débiteur dont la faillite aura été déclarée antérieurement à la promulgation de la présente loi, ou qui déclarera celui-ci excusable, pourra décider que le failli ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'art. 21 contre les débiteurs admis à la liquidation judiciaire. Cette disposition sera applicable à tout ancien failli qui aura obtenu son concordat ou qui aura été déclaré excusable. Il devra saisir par requête le tribunal de commerce qui a déclaré sa faillite et produire son casier judiciaire. Cette requête sera affichée pendant quinze jours dans l'auditoire. Le tribunal statuera en chambre du conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours. L'inscription sur les listes électorales pourra être faite, à la suite de ces formalités, jusqu'au 31 mars, date de la clôture des listes ».

SECT. 12. — DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CRÉANCIERS ET DE LEURS DROITS EN CAS DE FAILLITE (Rép. n° 992 à 1129).

ART. 1<sup>er</sup>. — *Créanciers porteurs d'engagements souscrits par des coobligés ou des cautions* (Rép. n° 993 à 1027).

**1076.** — I. DE LA SOMME POUR LAQUELLE LE CRÉANCIER PORTEUR D'ENGAGEMENTS SOUSCRITS PAR DES COOBLIGÉS SOLIDAIRES OU GARANTIS PAR UN CAUTIONNEMENT PEUT PRODUIRE DANS LA FAILLITE DE CHACUN DES OBLIGÉS OU CAUTIONS. — AUX TERMES DE l'art. 542 c. com. le créancier porteur d'engagements souscrits, endossés ou garantis solidairement par le failli et d'autres coobligés qui sont en faillite, participera aux distributions, dans toutes les masses et y figurera pour la valeur nominale de son titre jusqu'à parfait paiement. Nous avons fait connaître au Rép. n° 993, l'origine historique et les motifs de cette disposition exceptionnelle, qui permet au créancier de figurer dans la faillite de chacun des débiteurs solidaires pour la valeur nominale de sa créance, même si ces faillites se sont ouvertes successivement, et alors même qu'il aurait reçu des acomptes, soit à titre de dividende dans les premières faillites liquidées, soit même comme créancier privilégié ou hypothécaire, les créanciers hypothécaires ou privilégiés ne devant subir, dans la répartition de l'actif chirographaire, la déduction de ce qui leur a été payé en vertu de leur hypothèque ou de leur privilège, que si ce paiement et cette répartition ultérieure sont opérés dans la même faillite (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3063). — Jugé, en ce sens, que l'art. 542 est applicable au créancier hypothécaire qui, non intégralement payé en vertu de son hypothèque dans l'une des faillites, produit dans les autres comme créancier chirographaire (Colmar, 14 mai 1851, aff. Thibault, D. P. 54. 2. 16). Ainsi, le créancier hypothécaire qui, dans la faillite dont dépend l'immeuble à lui hypothéqué, n'a obtenu sur le prix de cet immeuble qu'une collocation partielle, peut produire à la faillite d'un coobligé, pour la valeur nominale de sa créance, sans déduction du montant de cette collocation, aussi bien que le créancier chirographaire qui aurait reçu un simple dividende (Même arrêt). De même, le créancier non intégralement payé d'une créance privilégiée dans la masse du débiteur principal, peut participer aux dividendes dans la masse de la caution solidaire pour la valeur nominale de son titre (Amiens, 29 juill. 1851, aff. Hugues, D. P. 51. 2. 130). De même encore, le créancier gagiste, dont le gage a été vendu pour une somme inférieure au montant de sa créance, doit être admis pour le tout au passif de la faillite du coobligé de celui qui a fourni ce gage comme supplément de garantie de l'obligation solidaire (Civ. rej. 23 nov. 1852, aff. Liquidateurs Debladis et Fillion, D. P. 52. 1. 324).

**1077.** Les expressions de l'art. 542 : *Jusqu'à parfait paiement*, signifient que le créancier peut se présenter dans chaque masse, quels que soient les dividendes partiels qu'il ait déjà obtenus, pour le total de sa créance en capital, intérêts et frais (Rép. n° 999). Ce principe s'applique rigoureusement en ce qui concerne les *frais*. Par contre, en ce qui concerne les *intérêts*, l'art. 542 doit être combiné avec l'art. 445, aux termes duquel le jugement déclaratif de faillite arrête les intérêts de toute créance non privilégiée (Rép. n° 1000).

Mais il a été jugé que, la suspension par la faillite du cours des intérêts ne s'appliquant pas aux créanciers hypothécaires qui se font payer sur les immeubles hypothéqués, ces créanciers peuvent, après avoir reçu les intérêts et une partie du capital sur le prix de ces immeubles, figurer pour le surplus de ce capital dans la masse chirographaire (Civ. cass. 26 déc. 1871, aff. Caisse commerciale de la Sarthe, D. P. 73. 1. 145). — Par cette solution, la chambre civile de la cour de cassation se met en opposition avec la jurisprudence de la chambre des requêtes, résultant d'un arrêt du 17 nov. 1862 (aff. Héritiers Dubouché, D. P. 63. 1. 305), rendu sur le pourvoi formé contre un arrêt de la cour de Lyon du 30 août 1861 (D. P. 61. 2. 227). La nouvelle décision nous paraît plus conforme à l'esprit de l'art. 445 c. com. Aux termes de cet article, la suspension, par la faillite, du cours des intérêts ne s'applique pas aux créances privilégiées ou hypothécaires; mais ces intérêts ne peuvent

être réclamés que sur les biens affectés au privilège ou à l'hypothèque. On en a conclu que les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne peuvent, ni directement, ni indirectement, se faire payer sur la masse chirographaire. Or, dit-on, ils se feraient payer indirectement, si, payés partiellement sur les immeubles hypothéqués, ils imputaient ce paiement d'abord sur les intérêts en vertu de l'art. 1254 c. civ., et venaient ensuite, pour une portion correspondante du capital, sur la masse chirographaire. L'art. 445 c. com. fait ici échec à l'art. 1254 c. civ. (Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 186, note; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2704). Cette argumentation dépasse la portée de l'art. 445 c. com. S'il défendait de faire supporter, *même indirectement*, par la masse chirographaire, les intérêts des créances hypothécaires postérieurs à la faillite, la réserve qu'il fait en leur faveur n'aurait plus aucune application. Car *toujours* le paiement de ces intérêts sur les immeubles hypothéqués nuira indirectement à la masse chirographaire. En effet, ou bien après le paiement de tous les créanciers hypothécaires ou privilégiés, il doit rester une certaine somme libre sur l'immeuble, et alors cette somme, qui doit être versée dans la masse, sera diminuée d'autant par le paiement des intérêts aux créanciers hypothécaires ou privilégiés; ou bien la valeur de l'immeuble sera insuffisante pour payer tous ceux qui sont inscrits sur lui, et alors, si les premiers en rang se font payer leurs intérêts, les derniers recevront d'autant moins sur leur capital, et viendront figurer pour une somme d'autant plus forte dans la masse chirographaire. Dans l'espèce sur laquelle a statué l'arrêt du 26 déc. 1871, où le créancier ayant droit à des intérêts était le dernier en rang, le même résultat se produisait par l'imputation conforme à l'art. 1254 c. civ. Il n'y a donc, dans l'art. 445, aucune raison spéciale pour déroger à cette imputation. Ou il faut supprimer complètement la faveur faite par l'art. 445 aux créanciers hypothécaires ou privilégiés, ou il faut l'appliquer dans toutes les hypothèses.

**1078.** L'art. 542 ne s'applique qu'au cas de production du créancier dans les faillites de coobligés *solidaires*. S'il n'y a pas solidarité, on doit suivre les principes généraux du droit, et dès lors, le créancier ne peut agir contre chacun des *codébiteurs principaux* en faillite que pour sa part et portion dans la dette, l'état de faillite ne modifiant en rien la nature et l'étendue de ses droits (Rép. n° 1003). Jugé, par application de ces principes, que le droit exclusif du porteur d'un effet de commerce ne créant à son profit contre le tiré non-accepteur aucun lien *solidaire*, ni même personnel, ce porteur ne saurait être admis, au cas de refus d'acceptation, à produire à la masse de la faillite de l'un des endosseurs pour la valeur nominale de son titre, alors que, depuis la faillite, il a perçu un acompte par l'exercice de ses droits sur la provision (C. cass. Belgique, 27 oct. 1887, aff. Banque centrale de Namur, *Pasicrisie belge*, 1888. 1. 5).

Bien que l'art. 542 parle seulement des coobligés *solidaires*, il n'est pas douteux qu'il ne s'applique également aux *cautions*, lorsque celles-ci sont tenues *solidairement* avec le débiteur, ou même, au moins dans une certaine mesure, si, n'étant pas solidaires avec le débiteur, elles sont *solidaires* entre elles (Rép. n° 1023). — Mais en est-il de même de la caution *non solidaire* qui a garanti la totalité de la créance? La question est controversée. Nous avons admis au Rép. n° 1021 que l'art. 542 ne s'applique pas plus

aux cautions non solidaires qu'aux codébiteurs principaux non solidaires, et que, par suite, en cas de faillite du débiteur principal et de sa *caution* non solidaire, le créancier qui a touché un dividende dans la masse du débiteur principal ne peut se faire admettre au passif de la caution que sous la déduction du dividende qu'il a déjà reçu. La question est cependant controversée; et plusieurs auteurs décident, au contraire, que l'art. 542 s'applique même à la caution non solidaire, attendu que la rubrique de la section vise toutes les cautions, et que les motifs de l'art. 542 s'appliquent dans tous les cas où deux ou plusieurs personnes se trouvent tenues au paiement du tout (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 881, note 1). On fait observer, en outre, que, dans le cas où la dette est garantie par plusieurs cautions, l'absence de solidarité stipulée n'empêche pas que chacune d'elles ne soit tenue *in solidum*; lorsque les cautions sont en faillite, il ne peut, en effet, y avoir lieu au bénéfice de *division*, l'insolvabilité des cautions faisant cesser ce bénéfice pour chaque caution qui, par conséquent, demeure obligée à toute la dette (art. 2025 c. civ. Rép. n° 1023). Le créancier pourrait, dès lors, produire à la faillite de chacune d'elles pour l'intégralité de sa créance, sans être tenu de défalquer le dividende reçu dans la faillite du débiteur principal.

**1079.** Les principaux cas d'application de l'art. 542 se réfèrent aux dettes de change, les signataires d'un effet de commerce étant *solidairement* obligés au paiement de l'effet, et aux obligations mises, par un contrat de société, à la charge des associés personnellement obligés (associés en nom collectif ou commandités). Ainsi, les créanciers d'une société commerciale ayant contre les associés en nom collectif, pour obtenir le remboursement des dettes sociales non couvertes par l'actif de la société, une action directe et solidaire (V. *infra*, v° *Société*), peuvent, en cas de faillite de l'un ou de plusieurs d'entre eux, se prévaloir de l'art. 542 (Rép. n° 1004). Spécialement, le cessionnaire de créances solidaires contre une société et contre les associés personnellement doit être admis au passif de la faillite sociale et au passif de la faillite de chacun des associés, bien que le cédant ait réservé ses droits contre la faillite de l'un d'eux; seulement, le cédant et le cessionnaire doivent procéder, ensemble ou séparément, de la même manière que le pourrait faire une seule personne investie de l'ensemble de leurs droits (Paris, 28 août 1869, aff. Jeanne, D. P. 71. 2. 117. Comp. au surplus, sur les effets de la solidarité vis-à-vis des débiteurs, Rép. v° *Obligations*, n° 1386 et suiv.).

Mais, pour qu'un créancier ait le droit d'agir simultanément ou séparément contre plusieurs personnes, il est, avant tout, nécessaire qu'il ait ces personnes pour obligées; il ne peut avoir d'action, soit solidaire, soit autre, contre celles qui ne sont pas liées envers lui (Rép. n° 997). — Il a été jugé que l'associé en nom collectif n'est pas, en ce qui concerne les dettes sociales, le coobligé de la société; que l'hypothèque par lui consentie sur ses biens personnels pour sûreté d'une dette sociale ne peut lui attribuer la qualité de coobligé ou de caution de la société; que, par suite, le créancier hypothécaire, utilement colloqué pour une partie de sa créance, dans l'ordre ouvert sur les immeubles de cet associé, ne peut prétendre, sur l'actif social, à un dividende calculé sur l'intégralité de sa créance originaire (Paris, 26 avr. 1867) (4). Comp. toutefois *infra*, n° 1082.

(4) (Lestienne C. Ménessier et Chargueraud.) — La cour; — Considérant que, par acte notarié du 29 juill. 1862, Lestienne frères ont prêté diverses sommes et ouvert un crédit à Ménessier et Chargueraud, agissant tant en leur nom personnel que comme ayant la signature sociale de la société en nom collectif Ménessier, Chargueraud et Pennin, et que par le même acte, Ménessier, pour sûreté et garantie de ce prêt et de cette ouverture de crédit, a donné à Lestienne frères une hypothèque sur les immeubles qui lui appartenaient personnellement; — Considérant qu'en 1864, après la retraite de Pennin, la société Ménessier et Chargueraud a été déclarée en faillite, et que, le 29 mars 1865, Lestienne frères, à raison du prêt et de l'ouverture de crédit du 29 juill. 1862, ont été admis au passif de cette faillite, hypothécairement pour 252280 fr. et chirographairement pour 20306 fr. 50 cent., au total pour 272586 fr. 50 cent.; — Considérant qu'en cet état il est intervenu entre Ménessier et Chargueraud et leurs créanciers un concordat au vote duquel Lestienne frères ont concouru pour la portion chirographaire de

leur créance, concordat aux termes duquel les faillis se sont engagés à payer à leurs créanciers 35 pour 100 de leurs créances en paiements divers dont le premier était de 10 pour 100; — Considérant qu'antérieurement à la faillite, les immeubles de Ménessier sur lesquels Lestienne frères avaient hypothèque avaient été saisis et adjugés pour partie à Lestienne frères, et que postérieurement au concordat, Lestienne frères qui avaient produit à l'ordre ouvert pour la distribution du prix de ces immeubles, y ont été colloqués pour une somme de 130112 fr. 60 cent., collocation qui réduit leur créance à 142473 fr. 90 cent.; que néanmoins et malgré cette réduction, Lestienne frères soutiennent que le dividende auquel ils ont droit doit être calculé, non sur leur créance réduite, mais sur la totalité de leur créance originaire, et qu'ils fondent leur prétention sur ce que Ménessier, dont les immeubles étaient hypothéqués à leur créance, n'aurait hypothéqué ses immeubles que comme caution de la société Ménessier et Chargueraud, et sur ce qu'aux termes de l'art. 542 c. com., le créancier porteur d'engagements souscrits, endossés

**1080.** La règle de faveur édictée par l'art. 542 au profit du créancier cesse de s'appliquer lorsque, tous les débiteurs et cautions étant encore solvables, l'un d'eux a payé une fraction de la dette; dans ce cas, l'art. 544, revenant au droit commun, décide que le créancier ne pourra produire à la masse de la faillite d'un coobligé, postérieurement déclarée, que sous la déduction de l'acompte reçu (Rép. n° 1004). Il suffit, d'ailleurs, pour que cette déduction soit obligatoire, que l'acompte ait été payé avant le jugement déclaratif; il n'est pas nécessaire que le paiement soit antérieur à l'époque à laquelle la faillite a été reportée (Rép. n° 1006).

Il existe entre les solutions contenues dans les art. 542 et 544 une antinomie au moins apparente dont l'explication n'est pas sans difficulté. Selon nous, il est indéniable que le premier de ces articles déroge au droit commun, dont le second fait au contraire l'application (Rép. n° 1005). Mais il nous semble qu'on peut justifier dans une certaine mesure cette divergence par une considération d'équité; il a semblé juste de faire produire au paiement partiel son effet extinctif naturel dans l'hypothèse où le créancier, au moment où il recevait cet acompte, a dû compter sur un paiement intégral; or tel est précisément le cas si l'on suppose que tous les codébiteurs étaient solvables à cette date (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3066). — Toutefois, d'autres explications ont été proposées. D'après M. Boistel, n° 993, les deux articles ne seraient que l'application d'un principe de droit commun, d'après lequel la réception d'un paiement partiel par le créancier l'empêcherait ou non de produire pour le montant intégral de la créance, selon que ce paiement aurait été reçu par lui, *volontairement* ou *forcément* à raison de l'état de faillite ou de déconfiture du débiteur. Ce système est ingénieux, mais inconciliable avec le texte des art. 542 et 544 : ces articles, en effet, ne distinguent pas suivant que le paiement partiel émane d'un débiteur solvable ou d'un insolvable, mais selon qu'il a eu lieu avant qu'aucun des débiteurs ne fût en faillite, ou alors que l'un d'eux au moins était en faillite. Cette interprétation étant donnée, il nous paraît impossible d'étendre, comme le propose l'auteur précité, l'art. 542 au cas de *déconfiture* d'un non-commerçant.

**1081.** Aucune difficulté ne saurait s'élever, dans les deux hypothèses que nous venons d'examiner, sur le champ d'application des art. 542 et 544. L'art. 542 est incontestablement applicable lorsque le créancier a touché un dividende dans la faillite d'un coobligé à une époque où tous étaient en faillite; et, inversement, l'art. 544 s'applique certainement au cas où le créancier a reçu un acompte d'un coobligé solvable alors qu'aucun des coobligés n'était encore en état de faillite déclarée. Mais deux autres hypothèses sont possibles, qui ont donné lieu à controverse :

1° Le créancier ayant reçu un dividende dans la faillite de l'un des coobligés, tous les autres étant encore *in bonis*, ceux-ci ou plusieurs d'entre eux sont ultérieurement déclarés en faillite. — Certains auteurs ont prétendu qu'en ce cas l'art. 544 était applicable, sous le prétexte que la loi n'a pas à protéger spécialement un créancier qui peut obtenir son paiement intégral de l'un des coobligés non faillis. Mais il nous semble plus juridique d'appliquer ici la disposition favorable de l'art. 542 : en effet, dès qu'il y a faillite de l'un des coobligés lors du paiement partiel, le créancier peut craindre de n'être pas intégralement désintéressé, et il est logique de ne pas attribuer à ce paiement partiel un effet extinctif (Req. 24 juin 1851, aff. Croquevielle (motifs), D. P. 54. 5. 368. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3068; Boistel, n° 977; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 600 et 601, note). Ainsi, lorsqu'un associé en nom collectif ou un gérant de commandite vient à tomber en faillite, les créanciers sociaux, qui ont produit dans sa faillite pour tout le passif social et obtenu ainsi le paiement d'un dividende, ont le droit de produire néanmoins pour le total de leurs créances dans la faillite de la société, ultérieurement déclarée (Pic, *Faillite des sociétés*, p. 128).

**1082.** — 2° Le créancier a reçu un acompte d'un coobligé solvable, mais postérieurement à la déclaration de faillite d'un ou de plusieurs autres coobligés. Un parti important dans la doctrine soutient qu'en ce cas c'est l'art. 544 qui doit seul être appliqué et que, par suite, le créancier ne doit figurer dans la masse de chaque faillite que sous la déduction de l'acompte antérieurement touché (Boistel, n° 996; Devilleneuve, note sous Civ. cass. 24 juin 1851; Namur, t. 3, n° 1936; Alauzet, t. 8, n° 2766). La jurisprudence belge est adss en ce sens (Bruxelles, 4 mai 1876, *Pastcrisic belge*, 1876. 2. 88).

Mais la jurisprudence française est depuis longtemps fixée en sens contraire, et décide unanimement que l'art. 542 est applicable au cas où le créancier a, *depuis* la déclaration de la faillite à laquelle il produit, reçu un acompte sur sa créance, d'un coobligé solidaire *non failli* (Req. 24 juin 1851, cité *supra*, n° 1081; Civ. rej. 23 nov. 1852, aff. Liquidation Debladis et Fillion, D. P. 52. 1. 324; Rouen, 27 avr. 1861, aff. Tennesières, D. P. 62. 2. 157; Civ. rej. 5 déc. 1866, aff. Piéton, D. P. 66. 1. 423; Besançon, 26 mai 1873, aff. Guillaume, D. P. 74. 2. 34; Civ. cass. 25 févr. 1879, aff. Gillet aîné, D. P. 79. 1. 149);... et que le créancier n'est tenu de déduire les acomptes reçus d'un coobligé solvable que dans le cas où ce paiement serait intervenu *avant toute faillite*; que par cela seul qu'à l'époque du paiement, l'un des coobligés était en état de faillite déclarée, le créancier doit être admis à produire dans toutes les faillites pour la valeur nominale de ses titres, jusqu'à parfait paiement, sans aucune déduction (Mêmes arrêts).

ou garantis solidairement par le failli et d'autres coobligés qui sont en faillite, doit participer aux distributions dans toutes les masses et y figurer pour la valeur nominale de son titre jusqu'à parfait paiement, dans la masse de la faillite de la société Ménéssier et Chargueraud; — Mais considérant que Lestienne frères n'ont pas plusieurs coobligés pour débiteurs; que s'agissant d'une dette sociale, ils n'ont qu'un seul débiteur, la société Ménéssier et Chargueraud; qu'ils n'ont action contre chacun des associés que parce que chacun des associés est tenu de toutes les dettes de la société, de telle sorte que lorsqu'un associé paye une dette sociale, il ne se libère lui-même que parce que, la société étant libérée par le paiement fait par un associé, il ne saurait jamais y avoir lieu dans ce cas à l'application de l'art. 542 c. com., qui suppose plusieurs coobligés ou cautions; — Considérant que Ménéssier étant, comme associé, solidairement et indéfiniment tenu sur tous ses biens de toutes les dettes sociales, l'hypothèque par lui consentie au profit de Lestienne frères sur ses biens personnels ne peut lui attribuer ni la qualité de coobligé de la société, ni celle de caution de la société, et changer ainsi le titre originaire de son obligation; qu'en effet, d'une part, étant tenu de plein droit, en tant qu'associé, sur tous ses biens personnels, la convention hypothécaire, qui n'a fait que donner à Lestienne frères un droit de préférence sur des biens qui étaient déjà le gage de leur créance, n'a pu créer l'obligation dans les liens de laquelle se trouvait Ménéssier au moment de cette convention, et que, d'autre part, étant déjà débiteur en qualité d'associé, il n'a pu, en ajoutant une sûreté hypothécaire à son obligation, devenir sa propre caution; — Qu'il suit de là que la collocation obtenue par Lestienne frères sur le prix des biens de Ménéssier,

hypothéqués à leur créance, a réduit non une créance personnelle à Ménéssier, mais une créance de la société Ménéssier et Chargueraud, et que, dès lors, c'est sur cette créance ainsi réduite que doit être calculé le dividende dû par la société ou par Ménéssier et Chargueraud en tant qu'ils représentent la société;

Considérant qu'il importe peu que Lestienne frères n'aient été colloqués dans l'ordre que postérieurement au concordat; qu'en effet, si Lestienne frères ont été admis à la faillite pour 272586 fr. 50 cent., ils n'avaient produit et n'avaient été admis chirographairement que pour 20000 fr., le surplus étant hypothécaire; qu'il suit de là que la somme sur laquelle devaient être calculés les dividendes auxquels ils avaient droit, aux termes du concordat, restait subordonnée au résultat de la distribution du prix des immeubles sur lesquels ils avaient hypothèque; — Qu'il en devait être ainsi avec d'autant plus de raison, qu'adjudicataires de partie de ces immeubles dont le prix était resté entre leurs mains, ils étaient en quelque sorte payés d'avance, au moment du concordat, du montant de leur collocation future; que s'il en était autrement, Lestienne frères se trouveraient avoir été payés deux fois, puisque après avoir touché dans le prix des immeubles de Ménéssier une partie de la créance pour laquelle ils avaient été hypothécairement admis à la faillite, ils percevraient un dividende sur la totalité de leur créance sans déduction des sommes par eux touchées; que c'est donc à bon droit que leur prétention a été rejetée par les premiers juges;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 26 avr. 1867.-C. de Paris, 5<sup>e</sup> ch.-MM. Massé, pr.-Merveilleux-Duvignaux, subst.-Delsol et Champetier de Ribes, av.



Cette doctrine, que nous avons déjà soutenue au *Rép.* n° 996, paraît seule conforme au texte et à l'esprit de l'art. 544. Elle est d'abord conforme au texte qui suppose un acompte reçu *avant* la faillite, sans spécifier qu'il s'agit de la faillite du *solvant*; d'où il suit qu'il cesse d'être applicable dès qu'il y a eu déclaration de faillite fût-ce d'un autre, antérieurement au jour de ce paiement. Cette doctrine n'est pas moins en harmonie avec l'esprit de l'art. 544. En effet, le législateur a voulu que les situations fussent irrévocablement fixées dès le moment de l'ouverture de la faillite : le créancier, qui, à cette époque, avait le droit de figurer au passif pour le total de sa créance, ne saurait perdre ce droit par l'effet d'un événement ultérieur. Ce point de vue est du reste parfaitement rationnel ; dès que, par suite de la déclaration de faillite de l'un de ses codébiteurs, le créancier se voit exposé à ne pas toucher le montant intégral de la créance, il est logique de ne pas attribuer un effet extinctif au paiement partiel qu'il a reçu (V. en ce sens : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3068 ; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 604, note ; Laurin, n° 1222 ; Pic, p. 128 et suiv.). Quant à la divergence signalée plus haut entre les jurisprudences française et belge, elle s'explique par les travaux préparatoires de la loi belge de 1851 sur les faillites, desquels il résulte que l'intention du législateur a été d'étendre le champ d'application de l'art. 539, qui correspond à l'art. 544 du code de commerce français.

Par application de la doctrine précitée, il a été jugé que lorsque le porteur d'une lettre de change a reçu du tiré non failli un paiement partiel postérieurement à la faillite du tireur, et, par exemple, lorsque le non-accepteur ne l'a payé que jusqu'à concurrence de la provision partielle à lui faite par le tireur après sa faillite, il a le droit de produire à cette faillite pour l'intégralité de son titre, sans déduction du montant de la provision (Rennes, 25 nov. 1871, aff. Buet, D. P. 72. 5. 242). Décidé, de même, que, lorsqu'un des associés d'une société en nom collectif vient à être déclaré en faillite, et que la société est, par suite, dissoute et mise en liquidation, le créancier de la société doit être admis simultanément dans la faillite particulière de l'associé et dans la liquidation de la société pour la valeur nominale de la créance (Dijon, 4 mai 1881) (1). Vainement prétendait-on qu'il ne doit figurer que provisoirement au passif de la faillite et sous réserve de restituer, après achèvement des opérations de la liquidation de la société, le dividende touché sur la faillite pour la somme reçue dans la liquidation (Même arrêt). Effectivement, s'il est vrai, comme l'admet la jurisprudence, que la nécessité de déduire l'acompte se restreigne au cas où il a été reçu *avant* la faillite, à plus forte raison ne pouvait-on imposer aucune déduction au créancier dans l'espèce de l'arrêt précité, puisqu'aucun acompte n'avait été versé. — Comp. toutefois, *supra*, n° 1079.

(1) (Boursel frères C. Syndic Gousset.) — Le 25 janv. 1881, jugement du tribunal de Beaune ainsi conçu : « — LE TRIBUNAL ; — Sur la demande d'admission formée par Boursel frères au passif de la faillite Gousset-Martin : — Considérant que Gousset-Martin et Gousset-Guyot ont été associés en nom collectif pour la tannerie et la corroierie sous la raison sociale Gousset-Martin et comp. ; que, durant cette association, commencée le 17 déc. 1877, les sieurs Boursel frères leur ont livré, à la date du 28 juin 1879, pour 2037 fr. 15 cent. de cuirs, qui étaient payables fin novembre suivant ; que Gousset-Martin, en dehors de la société, faisait à Beaune, en son nom seul, un commerce de cuirs corroyés, pour lequel il a été déclaré en faillite, le 14 nov. 1879 ; qu'en suite de cette faillite, la dissolution de la société Gousset-Martin et comp. fut prononcée par le tribunal le 9 décembre suivant, et la société mise en liquidation ; — Considérant que les sieurs Boursel frères, créanciers de la société en liquidation, soutiennent qu'ils ont droit à leur admission au passif de la faillite Gousset-Martin pour le montant intégral de leur créance encore entièrement due ; — Considérant que le syndic ne veut les admettre que provisoirement et sous réserve de se faire restituer, après les opérations de la liquidation de la société, le dividende touché sur la faillite pour la somme reçue dans la liquidation, somme qui, d'après lui, devant être payée par la liquidation, devait réduire au solde redû les droits de Boursel sur la faillite ; — Mais, considérant que les créanciers d'une société en nom collectif ont pour débiteurs solidaires tous les associés désignés dans l'acte, lesquels sont tenus personnellement envers eux sur l'étendue de leurs biens jusqu'à concurrence de parfait paiement ;

**1083.** Le principe de la non-déduction des acomptes reçus depuis la faillite s'applique, d'ailleurs, aussi bien aux acomptes reçus d'une caution qu'à ceux payés par un codébiteur solidaire. Ainsi, lorsqu'un créancier a reçu un acompte de la caution non faillie postérieurement à la faillite du débiteur principal, il a le droit néanmoins de toucher, dans cette faillite et dans celle des autres coobligés également en faillite, tous les dividendes afférents à la valeur nominale de sa créance, jusqu'à parfait paiement (Paris, 18 janv. 1862, aff. Robillard, D. P. 63. 2. 124 ; Arrêts des 5 déc. 1866 et 26 mai 1873 cités *supra*, n° 1082) sans que la caution puisse, dès lors, concourir, sur ces dividendes, avec le créancier (Mêmes arrêts). Telle est du moins la règle admise presque unanimement lorsque la caution a garanti la totalité de la dette (V. cependant *contra* : Alauzet, t. 4, n° 1847). — Mais la question est controversée lorsque l'acompte, postérieur à la faillite du débiteur principal émane d'une caution partielle qui s'est libérée complètement envers le créancier par le paiement de toute la portion de la dette qu'elle avait garantie. Même en ce cas, la jurisprudence décide que l'art. 542 est applicable à l'exclusion de l'art. 544. Jugé, en ce sens, que l'art. 544 est inapplicable au cas où le paiement partiel n'a eu lieu qu'après la faillite et alors même qu'il aurait complètement libéré la caution *obligée seulement à une partie de la dette* ; que, en conséquence, le créancier conserve, malgré un tel paiement, le droit de se faire admettre à la faillite du débiteur pour la valeur nominale de sa créance, sans déduction de la somme à lui versée par la caution depuis la faillite (Paris 18 janv. 1862, aff. Robillard, D. P. 63. 2. 124 ; Civ. rej. 5 déc. 1866, Besançon, 26 mai 1873, cités *supra*, n° 1082 ; Conf. Ruben de Couder, n° 676). Mais plusieurs auteurs repoussent cette extension de l'art. 542 à la caution partielle, en raison de l'effet *libératoire* du paiement au regard de cette dernière. Pour elle, en effet, la dette est éteinte en totalité dès qu'elle a payé la fraction par elle garantie ; on doit donc la traiter comme on traite la caution qui a payé la dette entière ; or, dans cette dernière hypothèse, un recours est certainement ouvert à la caution contre la faillite du débiteur principal (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3068 bis, *in fine* ; Alauzet, t. 8, n° 2766).

**1084.** L'application des art. 542 et 544 aux obligations solidaires résultant d'effets de commerce n'est pas sans présenter quelques difficultés, dans l'hypothèse spéciale où les remises d'effets ont été faites en *compte courant*. On sait que, d'après la doctrine qui prévaut aujourd'hui sans conteste en doctrine et en jurisprudence (V. *supra*, v° *Compte courant* n° 28 et suiv.), ces remises sont tacitement subordonnées à la clause *sauf encaissement* ; en d'autres termes, le récepteur a le droit d'annuler, par une contre-passation d'écritures, le *crédit* donné à l'envoyeur ou remettant lors de l'envoi des effets, si ceux-ci restent impayés à l'échéance. Ce droit de contre-passer le montant des effets non payés existe

que si l'admission n'avait, pour la part qui revient à Boursel frères dans la liquidation, que le caractère provisoire que lui veut le syndic, et grâce auquel il pourrait, après détermination de cette part, se faire réserver le dividende y afférent dans la faillite, la solidarité n'aurait pas tous ses effets, lorsque, comme dans l'espèce, le créancier, malgré sa part dans la liquidation et son dividende dans la faillite, ne sera pas rempli du montant de sa créance ; que ce n'est que pour le cas où les deux parts réunies excéderaient la somme due aux créanciers par la société, que le droit à la restitution existerait pour l'excédent au profit de la faillite, et que Boursel frères sont donc bien fondés à invoquer le bénéfice de l'art. 542 c. com., qui permet, lorsqu'on a pour coobligés plusieurs débiteurs solidaires en faillite, de produire dans toutes les masses et d'y figurer pour l'intégralité de la créance jusqu'à parfait paiement ; que l'exercice de ce droit destiné à remplir par tous les moyens possibles le créancier qui a des débiteurs tenus solidairement, ne porte d'ailleurs point atteinte à celui de la faillite, acquittant une part des dettes de la société, d'exercer son recours contre qui de droit pour la quotité qu'à raison de la solidarité elle paye pour les coobligés du failli ; qu'ainsi l'admission de Boursel frères doit être faite à titre définitif pour le montant intégral de leur créance. — Appel par le syndic Gousset. — Arrêt.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc.

Du 4 mai 1881. — C. de Dijon, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Cantel, 1<sup>er</sup> pr.-Cardot, av. gén., c. conf.-Ally, av.

au profit du récepteur, ainsi que nous l'avons établi *suprà*, n° 555 même dans le cas où le remettant a été déclaré en faillite. Mais, si la condition *sauf encaissement* peut être invoquée par le récepteur, la question de savoir si elle peut aussi, à l'inverse, être invoquée par le remettant est vivement controversée. D'après l'opinion générale, le remettant ne peut exiger la contre-passation (Req. 5 févr. 1861, aff. Syndic Delfès, D. P. 61. 1. 313; 14 mai 1862, aff. Lehideux, D. P. 63. 1. 173). On fait remarquer, en ce sens, que la condition résolutoire de l'encaissement n'est exprimée ou sous-entendue qu'au profit du récepteur : le remettant est en faute de lui avoir remis un effet resté impayé; s'il avait le droit d'exiger l'annulation du crédit, il y aurait lieu à revendication de l'effet, ce qui serait contraire au texte de l'art. 574, duquel il résulte que les effets remis en compte courant avant la faillite du récepteur ne sont plus susceptibles de revendication (V. *suprà*, v° *Compte courant*, n° 36; Feitu, *Traité du compte courant*, n° 184 et suiv.; Boistel, n° 883). Dans cette opinion, le récepteur peut donc, à son choix, demander l'annulation du crédit ou en exiger le maintien. Il aura intérêt à son maintien dans plusieurs hypothèses, et notamment dans le cas où il aurait obtenu un paiement partiel de l'effet, sous forme de dividende dans la faillite du tiré (art. 542). Supposons, par exemple, qu'un banquier ait ouvert un crédit de 10000 fr. à l'un de ses clients, et que celui-ci l'ait réalisé en couvrant le créancier au moyen d'un effet représentant pareille somme de 10000 fr., en sorte que le compte courant des deux parts se balance exactement. Si le tiré et le crédit, endosseur de l'effet, tombent l'un et l'autre en faillite, le banquier pourra produire à la faillite du crédit pour le montant intégral du crédit, soit 10000 fr., quelle que soit l'importance du dividende qu'il aurait pu obtenir dans la faillite du tiré, antérieurement liquidée. Vainement se prévaudrait-on contre cette solution de l'art. 546 c. com. aux termes duquel « les créanciers du failli qui seront valablement nantis de gage ne seront inscrits dans la masse que pour mémoire ». Cet argument ne porte pas, attendu que le banquier, n'ayant pas fait annuler le crédit de 10000 fr. inscrit sur ses livres à l'actif du client en échange de la remise de l'effet, est demeuré *propriétaire* de l'effet, et qu'il a sur lui tous les droits d'un propriétaire, et non ceux d'un gagiste. Or parmi ces droits du propriétaire de l'effet, figure au premier rang celui de produire à la faillite de chacun des débiteurs principaux ou accessoires dudit effet jusqu'à parfait paiement.

Le système que nous venons d'exposer n'est pas admis par tous les auteurs. D'après MM. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1438, notamment, il y aurait, en cas de non-paiement d'un effet entré dans le compte courant, nullité de la translation de propriété pour défaut de cause; nullité dont tous les intéressés, y compris celui par la faute duquel le défaut de cause existe, seraient admis à se prévaloir. L'art. 574 n'y apporte aucun obstacle; car il ne saurait exclure la revendication des effets remis au failli qu'autant que le transfert de propriété dont ils ont fait l'objet n'est pas entaché de nullité (Comp. *suprà*, v° *Compte courant*, n° 36).

Il convient, toutefois, d'observer que l'intérêt de la controverse disparaît si l'on admet avec certains auteurs, dont un arrêt récent de la cour de cassation a consacré la doctrine, que l'annulation du crédit en compte courant n'annule point par contre-coup la négociation des traites, qui a eu pour effet d'en faire acquérir la propriété au créancier (Civ. cass. 19 nov. 1888, aff. Henquel, D. P. 89. 1. 409; Boistel, n° 883). Dans ce système, l'annulation du crédit a bien pour résultat de faire sortir la valeur du compte, puisqu'elle n'y est entrée que *sauf recouvrement*, mais non pas du patrimoine du banquier, nouveau porteur. D'où il suit que l'option de ce dernier pour l'annulation du crédit ne l'empêche pas de garder les effets par devers lui et d'agir contre les autres signataires, sans avoir aucun compte à rendre à la faillite des paiements qu'il reçoit (Même arrêt). Admis à produire pour le tout dans la faillite de chacun des codébiteurs des effets qui lui ont été remis, conformément à l'art. 542, il n'en devrait le rapport, que si ces paiements, joints à son dividende de solde de compte courant, formaient un total supérieur à ce qui lui est finalement dû (Boistel, *loc. cit.*). Cette théorie étant admise,

il est clair que la question de savoir si le remettant peut se prévaloir de la clause *sauf encaissement* pour faire annuler le crédit, quand le récepteur a intérêt à le maintenir, devient sans objet. Le récepteur n'aura jamais intérêt à empêcher l'annulation du crédit si, nonobstant cette annulation, il conserve, sur les effets qui lui ont été remis, tous les droits d'un propriétaire.

**1085.** L'arrêt du 19 nov. 1888, cité *suprà*, n° 1084, a une importance capitale à un autre point de vue, en ce qu'il consacre implicitement un revirement de jurisprudence sur la question de savoir quels sont les droits du banquier créancier, dans le cas où *plusieurs effets* lui ayant été successivement remis par le crédit pour le couvrir de ses avances, un ou plusieurs de ces effets lui ont été intégralement remboursés lors de la faillite du crédit. La chambre civile avait décidé que celui qui a payé, comme endosseur, au tiers porteur, un certain nombre d'effets de commerce souscrits par divers, a, contre un endosseur précédent tombé en faillite, autant de créances distinctes qu'il y a de souscripteurs différents (Civ. cass. 26 déc. 1871, aff. Caisse commerciale de la Sarthe et Comptoir d'escompte du Mans, D. P. 73. 1. 145); qu'en conséquence, s'il est admis à produire à la faillite de ce précédent endosseur pour la valeur nominale de chaque effet sans déduction de ce que, depuis cette faillite, il a reçu du souscripteur, il ne peut faire cette production qu'à raison de ceux des effets par lui payés qui ne lui ont pas été intégralement remboursés, et qu'il n'a droit au dividende afférent à leur chiffre total que jusqu'à concurrence de ce qui lui reste dû sur chacun de ces effets pris isolément; qu'il n'est pas fondé à imputer en bloc sur tous les effets qu'il a payés les remboursements par lui reçus, et à se faire attribuer le dividende en distribution sur le reliquat également pris en bloc, de la créance résultant de ce paiement (Même arrêt)... Et qu'il en est ainsi, alors même que l'endosseur précédent à la faillite duquel il demande à faire en bloc cette production des effets revenus dans ses mains par suite de remboursement au tiers porteur, les lui aurait endossés, à lui ou à son cédant, pour sûreté d'une *ouverture de crédit*, ces effets n'en conservant pas moins leur caractère de créances distinctes et n'en devant pas moins être l'objet de productions séparées (Même arrêt). Décidé, de même, que l'endosseur qui, après paiement au tiers porteur, a produit à la faillite d'un précédent endosseur, pour la valeur nominale des effets par lui payés, et a été remboursé, dans cette faillite, de quelques-uns jusqu'à concurrence d'un simple dividende, et des autres intégralement parce qu'ils étaient à la charge personnelle de la faillite, ne peut imputer en bloc sur l'ensemble des mêmes effets les remboursements par lui reçus, afin d'en conclure que les uns et les autres ne lui ont été remboursés que partiellement par son garant, et de les faire tous admettre, à l'exclusion de ce dernier, aux faillites des souscripteurs; qu'il n'est admissible à ces faillites, par préférence au précédent endosseur, qu'à raison des effets sur lesquels il n'a touché de lui qu'un simple dividende, ce précédent endosseur étant seul investi de l'action récursoire contre les souscripteurs, pour ceux qu'il a intégralement remboursés (Civ. rej. 26 déc. 1871, aff. Comptoir d'escompte du Mans, D. P. 73. 1. 148).

Ces décisions s'appuyaient sur des considérations des plus sérieuses. Un point paraît d'abord incontestable : c'est que le banquier qui a reçu à l'escompte une série d'effets émanés de souscripteurs divers et endossés par le même négociant, ne pourrait, pour le seul fait de ces endossements provenant de la même personne, faillie depuis, prétendre à une créance unique contre sa faillite. Il devrait diviser l'imputation des paiements qu'il aurait reçus pour chaque effet, sans pouvoir reporter sur les moins bons ce qu'il aurait reçu en trop pour ceux dont les garants étaient plus solvables. La solution devrait-elle changer, si la prise à l'escompte avait été précédée d'une ouverture de crédit par le banquier escompteur? Cette convention aurait-elle pour effet de fondre en une seule créance toutes celles résultant des divers endossements des billets escomptés? La cour de cassation, en 1871, ne l'a pas pensé. En effet, la convention par laquelle on ouvre un crédit qui sera réalisé par la prise à l'escompte des effets endossés par le crédit, a seulement pour objet d'autoriser celui-ci à pré-

senter ces effets à l'escompte et de limiter la somme jusqu'à concurrence de laquelle il pourra le faire; elle n'a nullement pour but de changer la nature de l'opération. Il est impossible d'admettre qu'elle contienne novation actuelle des créances résultant des endossements. Telle n'est pas l'intention des parties, et, en tout cas, cette volonté n'est pas clairement exprimée (c. civ. art. 1273).

Quelle que puisse être la valeur de ces considérations, il suffit de se reporter aux considérants de l'arrêt du 19 nov. 1888 pour constater que, dans sa dernière jurisprudence, la chambre civile attache, au contraire, à la convention d'ouverture de crédit, cet effet, que lui déniaient les arrêts de 1871, de fonder en une seule créance toutes celles résultant des divers endossements des billets escomptés. En effet, de ce qu'elle n'autorise le syndic de la faillite du créancier à produire à la faillite des cosignataires des différents effets escomptés, concurremment avec le banquier, que dans le cas où les paiements effectués aux mains de celui-ci, augmentés des dividendes par lui perçus, excéderaient le montant de sa créance en capital et accessoires, il suit nécessairement que, d'après l'arrêt de 1888, le banquier n'est pas tenu de déduire de sa production le montant des effets intégralement remboursés, tant qu'il reste un seul effet impayé (V. en ce sens : *Rép.* n° 1124. V. aussi *supra*, v° *Compte courant*, n° 36 et suiv.).

**1086.** — II. DES ACTIONS RÉCURSIVOIRES ENTRE COOBLIGÉS ET CAUTIONS, OU LEURS FAILLITES. — 1° *Recours entre les faillites des coobligés, lorsque le créancier a produit à chaque faillite, pour la valeur nominale de sa créance* (art. 543). — Aux termes de l'art. 543 c. com., aucun recours, à raison des dividendes payés, n'est ouvert aux faillites des coobligés les uns contre les autres, si ce n'est lorsque la réunion des dividendes que donneraient ces faillites excède le montant total de la créance, en principal et accessoire, auquel cas cet excédent sera dévolu, suivant l'ordre des engagements, à ceux des coobligés qui auraient les autres pour garants. De ce que la faillite d'un coobligé n'a pas de recours contre la faillite de son coobligé, à raison des dividendes qu'elle a payés au delà de la part du failli dans la dette, ou en vertu d'un cautionnement, il résulte que la faillite de l'endosseur d'un effet de commerce ne peut, à raison d'un semblable paiement, être admise à la faillite du tiré accepteur ou de l'un des endosseurs antérieurs, le tiers porteur conservant, en ce cas, le droit d'y produire pour la valeur nominale de la créance (*Rép.* n° 1012);... encore que l'effet ait été remis à cet endosseur en *compte courant* (Comp. Req. 15 mars 1848, aff. Balleydier, cité *Rép.* n° 1012). Il en résulte également... que la faillite de l'accepteur d'une lettre de change ne peut, à raison du dividende par elle payé au tiers porteur, être admise conjointement avec le tiers porteur, à la faillite du tireur qui n'avait point fait la provision (Civ. cass. 14 mars 1853, aff. Lemoine, D. P. 53. 1. 87)... même pour le cas où le recours de l'accepteur serait fondé sur une convention particulière, par laquelle le tireur s'est engagé à garantir le tiré de toutes actions auxquelles celui-ci pourrait être soumis (Sol. impl. Même arrêt). Il est, en effet, inadmissible qu'un titre puisse être produit deux fois, pour sa valeur nominale, à la même faillite, une première fois à la requête du coobligé solidaire exerçant son action récursoire, une deuxième fois à la requête du tiers porteur exerçant son action directe (Même arrêt, motifs). — Sur l'impossibilité d'appliquer l'art. 543, dans le cas où le créancier a plusieurs *débiteurs principaux*, sans solidarité entre eux, V. *Rép.* n° 1003.

Le principe consacré par l'art. 543 est admis et formulé expressément par la plupart des législations étrangères (c. com. italien art. 785; code suisse des obligations art. 810). Le même principe a été admis, malgré le silence de la loi allemande des faillites sur ce point, par un arrêt solennel du tribunal suprême de l'Empire (*Reichsgericht*, 15 févr. 1886, chambres réunies; *Annales*, 1888, 2. 140).

**1087.** L'art. 543 se borne à interdire tout recours entre les *faillites* des coobligés, d'où il semblerait résulter que cet article concerne uniquement le recours exercé à raison de *dividendes* payés (*Rép.* n° 1008). Mais, d'après l'art. 544, le créancier qui a plusieurs coobligés solidaires, n'est tenu de déduire de sa production dans la faillite de l'un d'eux l'acompte par lui reçu d'un autre coobligé non failli, que lorsqu'il lui a été payé avant la faillite. Ce créan-

cier conserve donc le droit de produire à cette faillite pour la valeur nominale de son titre, sans déduction des acomptes qui lui ont été payés *postérieurement* à la même faillite. Il résulte forcément de là que le coobligé non failli ne peut pas se faire admettre à la faillite de son coobligé à raison des acomptes postérieurs à cette faillite, sa production étant alors aussi inconciliable avec celle du créancier que le serait la production faite à raison de dividendes payés par les faillites des coobligés (Req. 24 juin 1851, aff. Croquevielle, D. P. 54. 5. 368; Rouen, 27 avr. 1861, aff. Tennes, D. P. 62. 2. 157; Besançon, 26 mai 1873, aff. Guillaume, D. P. 74. 2. 34; Civ. cass. 25 févr. 1879, aff. Gillet, D. P. 79. 1. 149. Conf. *Rép.* n° 1004 et 1045). Et ce principe s'applique à la *caution* comme au coobligé solidaire. Décidé, en ce sens, que la caution même non faillie qui, depuis la faillite du débiteur principal, a payé au créancier une portion de sa créance, ne peut être admise à cette faillite conjointement avec le créancier qui, de son côté, y a produit, conformément à l'art. 542, pour la valeur nominale de son titre sans déduction de ce qu'il a reçu de cette caution (Paris, 18 janv. 1862, aff. Robillard, D. P. 63. 2. 124; Civ. rej. 5 déc. 1866, aff. Piéton, D. P. 66. 1. 423; Besançon, 26 mai 1873, précité). — Jugé qu'il en est ainsi, alors même que la caution, n'ayant cautionné la dette que pour partie, se serait entièrement libérée envers le créancier (Mêmes arrêts; Bruxelles, 1<sup>er</sup> févr. 1887, aff. Darlay C. de Regny et autres, *Pasicrisie belge*, 1887. 2. 78). Dans l'arrêt précité, la cour de Bruxelles a dû faire l'application de ces principes à un cas particulier, non prévu par la jurisprudence française. Le failli s'était engagé, par concordat, à payer annuellement à ses créanciers un dividende de 10 pour 100. L'un d'eux, partiellement garanti par une caution, avait été payé par elle postérieurement au jugement déclaratif et n'était plus créancier que d'un solde de 15 pour 100. La question était de savoir s'il fallait calculer les 10 pour 100 annuels promis par le concordat sur la créance nominale ou sur le solde encore dû. La cour de Bruxelles, prenant pour point de départ les principes exposés précédemment, a consacré la première solution.

La caution qui n'a encore rien payé à la décharge du failli ne peut davantage demander à être admise au passif, même éventuellement et dans le seul but de sauvegarder ses droits par rapport au créancier cautionné (c. civ. art. 2032). Elle a seulement le droit d'intervenir dans la faillite à ses frais pour y surveiller ses intérêts (Aix, 3 juill. 1855, aff. Avril, D. P. 56. 2. 222).

**1088.** Si l'ensemble des dividendes auxquels le créancier peut prétendre dans chaque faillite se trouve supérieur au montant de la créance en principal et accessoires, l'excédent demeuré libre après son entier paiement est dévolu aux faillites de ceux des coobligés qui ont les autres pour garants (V. *Rép.* n° 1016). La dévolution ordonnée par l'art. 543 varie donc avec la situation respective des coobligés, quelle que soit la date des divers engagements. — Sur les applications de ce principe à la dévolution des dividendes disponibles, entre codébiteurs principaux solidaires et cautions, entre cautions, et enfin, entre coobligés solidaires d'un effet de commerce, V. *Rép.* n° 1007, 1016, 1017 et 1024.

Sur la dévolution qui s'opère au profit des coobligés non faillis qui ont payé intégralement le créancier, V. *Rép.* n° 832 et suiv., 1011 et suiv. 1017 et v° *Obligations*, n° 1499. — Sur le cas particulier du codébiteur qui acquitte la dette de son codébiteur en faillite pour le compte de la masse, V. *infra*, sect. 12. — Sur l'action récursoire de l'endosseur de deux ou plusieurs effets remis par un précédent porteur pour sûreté d'une ouverture de crédit en cas de paiement intégral de l'un des effets, V. *supra*, n° 1085.

**1089.** — 2° *Production de la faillite du coobligé ou de la caution, concurremment avec le créancier, dans le cas prévu par l'art. 544.* — Dès que le créancier qui a reçu de l'un des débiteurs non failli, avant la faillite d'un coobligé solidaire, le paiement d'une partie de sa créance, est tenu de le déduire de sa production à cette faillite, rien ne s'oppose plus à ce que le codébiteur qui a fait ce paiement partiel puisse se présenter dans la masse faillie pour y exercer son action récursoire, conjointement avec le créancier, son droit restant distinct de celui de ce dernier (*Rép.* n° 1004). — Si,

aux termes de l'art. 544, le coobligé solidaire ou la caution non faillie qui ont payé un acompte au créancier avant la faillite d'un coobligé, sont admis à produire à cette faillite, jusqu'à concurrence de ce qu'ils ont payé à la décharge du failli, il n'est pas douteux, cependant, que le créancier a le droit, dans ses rapports avec ce coobligé ou cette caution, contre lesquels il conserve son action jusqu'à parfait paiement, de se faire attribuer le dividende afférent à leur production (Rép. n° 1019 et 1022).

Mais a-t-il ce droit à l'exclusion des créanciers du coobligé ou de la caution que l'art. 544 autorise ainsi à concourir avec lui dans la faillite du débiteur commun? Faut-il, en d'autres termes, appliquer, en cas pareil, l'art. 1252 c. civ., d'après lequel le créancier, qui n'a été désintéressé qu'en partie par un débiteur solidaire ou une caution, peut, pour ce qui lui reste dû, exercer ses droits sur les biens du coobligé, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel? Ou doit-il subir, au contraire, sur la collocation attribuée à la caution, le concours de ses créanciers? La question est controversée. D'après quelques auteurs, le créancier aurait le droit de prendre, sur le dividende afférent à la caution, à l'exclusion des autres créanciers de celle-ci, une part afférente à ce dont son propre dividende est diminué par le concours de la caution (Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 661, note 1; Laurin, n° 1223 et 1226; Max Villemain, *Revue pratique*, t. 2, p. 391 et suiv.). — Cette doctrine s'appuie principalement sur l'art. 1252 c. civ., aux termes duquel la subrogation ne peut nuire au créancier qui n'a été payé que partiellement. — Mais la cour de cassation s'est prononcée, avec raison, en sens contraire, et a décidé, par un arrêt fortement motivé, que le dividende afférent à l'acompte payé au créancier fait partie intégrante du patrimoine de la caution, et ne saurait, dès lors, être distrait du gage général de ses créanciers, pour être exclusivement attribué au créancier cautionné (Req. 1<sup>er</sup> août 1860, aff. Millet, D. P. 60. 1. 502). Effectivement, ainsi qu'on l'a établi au Rép. n° 1019, l'argument tiré de l'art. 1252 c. civ. est ici sans objet. Cet article suppose que la caution recourt contre le débiteur principal comme subrogé au créancier; or, la caution, indépendamment du bénéfice de la subrogation, est investie, contre le débiteur principal d'un recours direct (action de mandat ou de gestion d'affaires) qu'elle exerce de son chef; lorsqu'elle se borne à exercer ce recours, l'art. 1252 demeure sans application, même hors le cas de faillite (Même arrêt, motifs. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3067; Boistel, n° 605; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 4, § 324, note 91; Mourlon, *Traité des subrogations personnelles*, p. 19).

Le texte de l'art. 544 vient, d'ailleurs, à l'appui de cette interprétation; cet article n'eût pas disposé sans restriction que la caution sera comprise dans la masse pour ce qu'elle aura payé, si, dans la pensée des rédacteurs, elle n'eût pas dû conserver le dividende que la loi lui attribue. A plus forte raison, la caution qui est personnellement créancière du débiteur, peut-elle recevoir pour elle-même le paiement de ses créances personnelles, sans que le créancier de l'obligation cautionnée puisse exiger de cette caution le rapport de tout ou partie des sommes ainsi reçues (Civ. rej. 26 déc. 1874, aff. Comptoir d'escompte du Mans, D. P. 73. 1. 145; Mêmes auteurs). Cette solution se concilie parfaitement avec l'obligation de la caution. Celle-ci a promis de procurer le paiement par le débiteur principal; et elle n'est pas, par conséquent, engagée à supprimer tous ses droits personnels pour favoriser ce paiement.

Mais les raisons même données à l'appui de la thèse exposée ci-dessus démontrent qu'elle ne saurait être invoquée que relativement à la caution qui se présente de son chef, sans le secours de la subrogation, comme créancier chirographaire, pour réclamer un dividende dans la faillite du débiteur principal à raison de l'acompte payé par elle. L'art. 1252, au contraire, reprend son empire quand la caution veut se prévaloir des sûretés, privilèges ou hypothèques du créancier, ce qu'elle ne peut évidemment faire que grâce au bénéfice de la subrogation légale (Req. 1<sup>er</sup> août 1860 précité, motifs, auteurs précités).

1090. — III. DE L'ACTION DES CRÉANCIERS CONTRE LES COOBLIGÉS DU FAILLI CONCORDATAIRE. — En principe, la remise

conventionnelle d'une dette a pour effet, lorsqu'elle est faite à l'un des *débiteurs principaux* obligés solidairement, de libérer, pour la *totalité* de la dette, les autres codébiteurs, si elle a eu lieu sans réserves (V. Rép., v° *Obligations*, n° 2599, etc.);... si elle a eu lieu avec réserve des droits du créancier contre les autres codébiteurs, de libérer ces derniers jusqu'à concurrence de la *part* incombant, dans la dette, à celui au profit duquel la remise a été consentie (V. Rép., v° *Obligations*, n° 2601);... lorsqu'elle est faite au *débiteur principal*, de libérer la *caution*, qu'elle ait eu lieu avec ou sans réserve (Rép., *ibid.*, n° 2603);... lorsqu'elle est faite à l'une des *cautions*, de libérer les autres cautions jusqu'à concurrence de la *part*, dans la dette et dans les insolvabilités, de la caution au profit de laquelle la remise a eu lieu, s'il n'y a pas solidarité... et pour la *totalité* de la dette, s'il y a solidarité (V. *Obligations*; — Rép., *eod.* v°, n° 2606).

Sous le code de 1807, la question de savoir si ces règles s'appliquaient à la remise résultant d'un concordat était controversée, en l'absence d'une disposition formelle à cet égard (Rép. n° 828). Mais la loi de 1838 est venue trancher la difficulté en décidant formellement, dans le nouvel art. 545, que, nonobstant le concordat, les créanciers conservent leur action pour la *totalité* contre les coobligés, cautions ou codébiteurs solidaires du failli (Rép. n° 830, et v° *Obligations*, n° 1498). Cette dérogation au droit commun est facile à justifier en raison; en effet, lorsqu'un créancier exige une caution de son débiteur commerçant, c'est dans le but d'avoir une garantie en cas de faillite de celui-ci; il serait donc étrange que, cette éventualité se réalisant, la garantie disparût. Aussi la plupart des lois étrangères récentes consacrent-elles la même règle (art. 178 loi allemande; art. 18 loi anglaise). — Décidé, par application de cet article : ... 1° que la remise faite dans un concordat n'a pas le caractère d'une remise volontaire dont puisse se prévaloir la caution du failli (Req. 9 août 1842, Rép. v° *Compétence commerciale*, n° 257); — 2° que le concordat ne profite qu'au débiteur ou à ses représentants, sans qu'on puisse en étendre les effets aux codébiteurs solidaires: qu'en conséquence, la femme qui a souscrit un effet de commerce solidairement avec son mari ne peut profiter du bénéfice du concordat obtenu par celui-ci, et reste débitrice de la totalité de la dette (Paris, 20 juin 1870, aff. Delphien, D. P. 71. 2. 3); et que, réciproquement, le mari qui a autorisé sa femme à faire le commerce ne jouit pas de la remise stipulée dans le concordat obtenu par celle-ci (Paris, 19 févr. 1845, aff. Scellier, D. P. 45. 4. 80. Comp. *suprà*, v° *Contrat de mariage*, n° 324); — 3° que le concordat consenti au souscripteur d'un billet à ordre n'enlève pas au porteur le droit de contraindre les autres obligés, et notamment les donneurs d'aval, à fournir caution pour le paiement à l'échéance, ou à payer immédiatement (Paris, 9 août 1869, aff. Duffo, D. P. 70. 2. 10); — 4° que le concordat dans lequel le failli s'engage à payer l'intégralité de son passif, sous le cautionnement solidaire consenti par un tiers jusqu'à concurrence d'un certain dividende, n'emporte pas novation dans les créances originaires, et les laisse subsister, par conséquent, à l'égard des coobligés du failli (Req. 7 mars 1866, aff. Boutin, D. P. 66. 1. 298). Il est, en effet, constant que le concordat consenti à un failli n'emporte pas novation à l'égard des coobligés du failli, et c'est ce que suppose, d'ailleurs, sans aucun doute, l'art. 545 c. com., d'après lequel ces coobligés restent, malgré le concordat, soumis à l'action des créanciers, dont les droits seraient, au contraire, éteints vis-à-vis d'eux, si leurs créances avaient été l'objet d'une novation par l'effet du concordat (c. civ. art. 1281). Il n'importe, d'ailleurs, que les créanciers, en accordant à leur débiteur failli le bénéfice d'un concordat, aient stipulé des sûretés nouvelles. Cet accroissement de garanties laisse aux créances qui s'en trouvent investies leur caractère primitif, et n'a pas pour résultat d'amener l'extinction des sûretés que les parties y avaient antérieurement attachées, notamment par l'engagement de codébiteurs (V. Rép. n° 993 et suiv.). Et il en est ainsi même quand les garanties nouvelles créées dans le concordat auraient été stipulées de l'un des coobligés du failli qui y serait intervenu. Ce coobligé est alors tenu tout à la fois, en vertu de l'obligation qu'il avait contractée avec le failli, pour l'intégralité de la dette, conformément à l'art. 545

précité, et en vertu du concordat, avec les garanties spéciales qu'il a promises, pour la portion de la même dette à laquelle ont été ajoutées ces garanties.

**1091.** La jurisprudence tendait à admettre, à l'époque du *Répertoire*, que l'art. 545 ne concerne pas la remise résultant du concordat, lorsqu'elle n'a, en réalité, que le caractère d'une *remise volontaire* (Rép. n° 836); et que, spécialement, la remise faite dans le concordat libère les coobligés solidaires ou cautions du failli, conformément aux art. 1285 et 1287 c. civ., si elle émane d'un *créancier hypothécaire*, de la part duquel elle ne saurait, en effet, constituer une remise forcée, son concours au concordat étant purement volontaire (Bordeaux, 28 août 1826, cité Rép. n° 828). Mais cette distinction n'a pas prévalu, et la jurisprudence actuelle admet, au contraire, que le créancier hypothécaire qui, en votant au concordat, a renoncé à ses garanties hypothécaires contre le failli, conserve néanmoins tous ses droits contre les coobligés de ce dernier, la remise résultant du concordat n'étant pas plus volontaire de la part du créancier hypothécaire que la part du créancier chirographaire, tous deux subissant la situation que leur a faite la faillite (Rennes, 31 mars 1849, aff. Durand, D. P. 49. 2. 157; Paris, 16 avr. 1864, aff. Delécolle, D. P. 64. 2. 127).

**1092.** En tout cas, il est certain que la disposition exceptionnelle de l'art. 545 est inapplicable à la remise consentie dans un *concordat amiable*: les effets de cette remise sont régis par les dispositions des art. 1285 et 1287 c. civ. (Rép. n° 836, Dijon, 9 mars 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 512; Grenoble, 14 janv. 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 564). Ainsi, la remise que les créanciers d'un commerçant en état de cessation de paiements, mais sans faillite déclarée, accordent à leur débiteur, en échange de l'abandon de l'actif de ce dernier, emporte libération complète des autres codébiteurs solidaires, si elle n'a pas été accompagnée contre eux des réserves autorisées par l'art. 1285 c. civ. (Civ. cass. 12 nov. 1867, aff. Bacqué et Comp., D. P. 67. 1. 483). ... réserves auxquelles ne saurait équivaloir la présence de ces codébiteurs solidaires au traité (Même arrêt). De même, une semblable remise, quand elle a été faite au débiteur principal, libère les cautions (Civ. cass. 17 juin 1867, aff. Hauvel, D. P. 67. 1. 219; sur renvoi, Caen, 10 juin 1868, D. P. 68. 2. 97, et sur pourvoi, Req. 30 mars 1869, D. P. 69. 1. 512); ... Et il n'importe que les créanciers se soient réservé leurs droits contre les cautions, de telles réserves n'ayant de valeur que contre des codébiteurs solidaires (Arrêts précités des 10 juin 1868 et 30 mars 1869). — D'autre part, l'art. 545, supposant qu'il y a *pluralité* de dettes, est inapplicable au cas où il y aurait une dette unique. Ainsi, lorsqu'un époux commun en biens bénéficie d'un concordat, la communauté se trouve *ipso facto* libérée dans la même mesure que lui (Req. 17 janv. 1881, aff. Lesplacq, D. P. 81. 1. 145; Trib. com. Seine, 1<sup>er</sup> sept. 1886, *Journal des tribunaux de commerce*, 1887).

**1093.** Lorsque les coobligés du failli concordataire ont payé le créancier sur l'action exercée par ce dernier conformément à l'art. 545, ils peuvent recourir contre le failli, proportionnellement aux paiements qu'ils ont opérés à sa décharge, mais seulement jusqu'à concurrence du *dividende* afférent, dans le concordat, à la créance par eux éteinte, le failli étant libéré même vis-à-vis de ses coobligés, pour tout ce qui excède la somme à laquelle le concordat a réduit cette créance (Rép. n° 834). Et si le créancier n'a actionné les mêmes coobligés qu'après avoir reçu le dividende stipulé au concordat, ils sont sans recours contre ce failli, à l'effet d'obtenir pour eux un dividende distinct et proportionnel à la somme qu'ils ont été obligés de payer par application de l'art. 545, la même créance ne pouvant figurer qu'une fois dans le concordat (Rép. n° 834 et 1009. Conf. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 2915).

Il a été jugé que, lorsque la caution d'un débiteur failli s'est obligée, dans le but unique de faire obtenir à celui-ci le bénéfice d'un concordat, à payer l'intégralité de la dette du failli envers l'un de ses créanciers, et qu'il est entré dans la commune intention des parties, y compris les autres créanciers du failli, de ne pas appliquer à cet engagement les stipulations du concordat lui-même, la caution a un recours contre le débiteur, non seulement dans les limites du traité concordataire, mais pour la totalité de

la somme payée par elle, ainsi que des intérêts; qu'on ne saurait opposer à cette décision l'autorité de la chose jugée par un arrêt antérieur qui a statué uniquement sur la dette du failli envers son créancier et a, d'ailleurs, réservé le recours de la caution contre le débiteur principal (Civ. rej. 27 janv. 1886, aff. Julien-Mercier, D. P. 86. 1. 396). — L'arrêt précité, qui a toute l'autorité d'un arrêt de principe, revient en somme, à dire que l'art. 545 est applicable, lorsque, comme dans l'espèce, il ne s'agit pas d'une dette de la faillite, mais d'une obligation nouvelle, expressément contractée par la caution en vue de l'obtention du concordat, et faisant en quelque sorte, partie des stipulations de celui-ci. En d'autres termes, quand il résulte de l'intention commune des parties que cette obligation de payer la totalité de la dette du failli à l'un de ses créanciers a été contractée par la caution dans le seul but de faciliter son arrangement avec les autres créanciers, et sans porter aucun préjudice à ceux-ci, on ne saurait refuser à la caution un recours pour la totalité de la dette acquittée par elle, bien que le concordat ait stipulé une remise partielle des autres dettes en faveur du failli. C'est, en effet, un nouveau contrat, qui ne se confond pas avec le concordat, quoiqu'il y soit corrélatif, et qui oblige le débiteur failli à indemniser complètement la caution du paiement effectué par celle-ci à sa décharge.

**ART. 2. — Créanciers nantis de gage et créanciers privilégiés sur les biens meubles** (Rép. n° 1028 à 1064).

**1094.** En thèse générale, la faillite n'apporte aucune atteinte aux privilèges et hypothèques qui ne tombent point sous le coup des art. 446 à 448. Toutefois, et par exception, elle supprime ou restreint certains privilèges, et apporte à l'hypothèque légale de la femme mariée des limitations importantes. Nous traiterons ici successivement des privilèges généraux et des privilèges spéciaux sur meubles: les principes de la législation de 1838 en ce qui concerne les droits de la femme seront exposés dans l'art. 4.

#### § 1<sup>er</sup>. — Privilèges généraux.

**1095. — I. PRIVILÈGES GÉNÉRAUX ÉTABLIS PAR LE CODE CIVIL.** — Ces privilèges, qui résultent de l'art. 2101 c. civ., sont au nombre de cinq: ils grèvent les meubles et subsidiairement les immeubles du débiteur. Ils peuvent être invoqués au cas de *faillite* d'un commerçant aussi bien qu'au cas de *déconfiture* d'un non-commerçant.

**1<sup>o</sup> Frais de justice.** — Les frais de justice déclarés privilégiés par l'art. 2101, § 1<sup>er</sup>, c. civ., ne sont autres, en matière de faillite, que les frais d'*administration* et de *gestion* de la faillite. — Sur le privilège accordé pour le recouvrement de ces frais, et plus généralement sur la distinction des créanciers de la masse et des créanciers dans la masse (V. *infra*, art. 3 de notre section, et sect. 13. — V. aussi Rép., v° *Privilèges et hypothèques*).

**1096. — 2<sup>o</sup> Frais funéraires.** — Sur l'étendue de ce privilège, V. Rép., n° 1054, et v° *Privilèges et hypothèques*, n° 175 et suiv.

**1097. — 3<sup>o</sup> Frais de la dernière maladie.** — Au sujet de ce privilège, une controverse s'est élevée. Dans un premier système, auquel nous avons cru devoir nous rallier (Rép. n° 1055, et v° *Privilèges et hypothèques*, n° 186), le privilège pour frais de dernière maladie doit être reconnu, quoique le débiteur ait survécu, si cette dernière maladie a été suivie de la faillite de ce débiteur. Au cas de faillite, en effet, le failli ne peut, pas plus qu'au cas de décès, se créer des ressources pour payer son médecin; il est donc de toute équité d'accorder à ce dernier le droit de préférence qui ne lui serait pas contesté au cas de décès de son malade (Trib. com. Reims, 14 oct. 1887, *Journal des faillites*, 1888, p. 100; Conf. Pont, *Privilèges et hypothèques*, n° 76). Mais la majorité des auteurs et la jurisprudence, appliquant rigoureusement le texte de l'art. 2101-3<sup>o</sup> (argument du mot *la dernière maladie*), décide que la créance d'honoraires de médecin ne jouit dans la faillite ou dans la déconfiture du privilège général de l'art. 2101-3<sup>o</sup> que pour la maladie à laquelle le débiteur a succombé. — Quelque étrange que puisse paraître cette solution, les frais de la dernière maladie du débiteur ne sont



pas privilégiés si ce débiteur a été guéri, quoique cette maladie ait été suivie de la faillite (Trib. com. de la Seine, 17 déc. 1857, *Rép. v. Privilèges et hypothèques*, n° 186; Trib. com. de la Seine, 11 déc. 1862, aff. Bonnière, D. P. 66. 3. 39; Civ. rej. 21 nov. 1864, aff. Vergnes, D. P. 64. 1. 457; Trib. com. de Nantes, 13 déc. 1865, aff. Perthuis, D. P. 66. 3. 39; Trib. com. Caen, 28 oct. 1882, et Trib. com. Rouen, 23 déc. 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 541 et 543; Conf. Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 260; Pardessus, t. 3, n° 1194; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 849, note 2). Ainsi, dans ce cas, il n'y a pas lieu d'admettre, comme privilégiée, la créance du médecin pour ses honoraires ni celle du pharmacien pour ses fournitures de remèdes (Mêmes jugements et arrêts), encore que le médecin ait donné ses soins au débiteur jusqu'au jour de la déclaration de la faillite (Jugement et arrêt précités des 14 déc. 1862 et 21 nov. 1864);... sauf la faculté, pour le failli, de former une demande spéciale de secours sur l'actif, à l'effet de solder les frais sanitaires que réclamerait sa situation (Jugement précité du 14 déc. 1862). — D'autre part, les frais de maladie postérieurs à la faillite, que le failli ait ou non succombé, ne peuvent être mis à la charge de la masse, le jugement déclaratif ayant fixé le passif que doivent supporter les biens possédés par le débiteur à ce moment (*Rép.* n° 1053). Toutefois, ces frais peuvent être payés sur l'actif du failli, à titre de secours, conformément à l'art. 474 (*Rép.* n° 1055). Jugé, en ce sens, que, lorsque les frais de maladie dus par le failli à son médecin ont donné lieu à production et admission chirographaires, la mort du débiteur survenant ensuite ne saurait justifier une admission par privilège, en raison du caractère définitif du contrat judiciaire né de l'admission (Trib. com. Seine, 2 mai 1888, aff. Tolédano, *Annales de droit commercial*, 88. 1. 209). Peut-être cependant serait-il à la fois plus juridique et plus équitable d'admettre ici une distinction; si le failli succombe à une maladie nouvelle, il est évident que le médecin ne saurait faire valoir aucun privilège; mais s'il vient à succomber à la maladie dont il était atteint lors de la déclaration de faillite, ne devrait-on pas dire qu'en ce cas son admission comme simple créancier chirographaire a été viciée par une erreur substantielle sur la gravité de la maladie, et qu'il doit, en conséquence, être admis à faire valoir son privilège.

**1098. — 4<sup>e</sup> Salaire des gens de service, ouvriers, commis.** — A. Gens de service. — Aux termes de l'art. 2101, § 4, c. civ., les salaires des gens de service sont privilégiés pour l'année échue et pour ce qui est dû sur l'année courante (*V. Rép. v. Privilèges et hypothèques*, n° 187 et suiv.). Sur ce qu'on entend par gens de service, dans le sens de cet article, *V. ibid.* — Le privilège dont il s'agit peut être invoqué en cas de faillite (*Rép.* n° 1056).

**1099. — B. Ouvriers.** — Avant 1838, on discutait la

question de savoir si le privilège de l'art. 2101-4<sup>e</sup> appartenait aux ouvriers. La controverse a été tranchée, pour le cas de faillite, par la loi de 1838. L'art. 549 dispose que le salaire acquis aux ouvriers employés directement par le failli, doit être admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'art. 2101 c. civ. pour le salaire des gens de service (*Rép.* n° 1056). Toutefois, la créance de l'ouvrier n'était privilégiée que pour le mois qui a précédé la déclaration de la faillite, et non pour l'année échue et la somme due pour l'année courante, comme lorsqu'il s'agit de gens de service (*Rép.* n° 1056). Cette restriction était basée sur ce que, dans la pratique, les ouvriers reçoivent leur salaire au moins une fois par mois. Ce délai d'un mois, ayant été par la suite jugé insuffisant, a été porté à trois mois par l'art. 22 de la loi du 4 mars 1889 ainsi conçu : L'art. 549 c. com. est modifié ainsi qu'il suit : « Art. 549. Le salaire acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur, pendant les trois mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou la faillite, est admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'art. 2101 c. civ. pour le salaire des gens de service. Les salaires dus aux commis pour les six mois qui précèdent le jugement déclaratif sont admis au même rang ». Peut-être eût-il été préférable d'assimiler entièrement le privilège de l'ouvrier au privilège des gens de service, car il est parfois difficile de déterminer les véritables fonctions du subalterne, domestique à certains égards, ouvrier à certains autres. La loi allemande a consacré cette unification (*V. Thaller*, t. 2, p. 64 et suiv.). — Jugé, avant la loi de 1889, que le chef ouvrier qu'un commerçant failli a employé pour la direction de ses travaux, avait, comme les simples ouvriers, un privilège pour les salaires du dernier mois (Trib. com. de Marseille, 27 avr. 1870, aff. Tavernier, D. P. 71. 3. 55); que le privilège acquis aux ouvriers d'un commerçant failli, pour les salaires du mois qui avait précédé la déclaration de faillite, comprenait, lorsque ces ouvriers avaient été engagés pour un travail à faire au dehors, l'indemnité de retour qui leur avait été promise comme supplément d'appointements (Même jugement). Mais les ouvriers ne sont privilégiés, à raison de leurs salaires, qu'autant qu'ils sont directement employés par le failli. Lorsqu'ils sont mis en œuvre par un entrepreneur chargé de travaux pour le compte du failli, c'est à l'entrepreneur qu'ils doivent s'adresser, puisque c'est lui qui est directement obligé envers eux (*Rép.* n° 1056). — L'entrepreneur ou commissionnaire qui a employé des ouvriers à l'accomplissement des travaux que le failli l'avait chargé d'exécuter ne peut, d'ailleurs, se prévaloir de l'art. 549 pour se faire rembourser par privilège, par la faillite, le dernier mois d'appointements de ces ouvriers (Rouen, 10 nov. 1860) (1); ... Même dans le cas où il aurait payé les ouvriers

constance ne pourrait créer aucune subrogation à son profit; qu'il faut donc reconnaître que les sommes avancées par lui pour le paiement des salaires des ouvriers ne constituent qu'une créance ordinaire pour laquelle aucun privilège ne peut être revendiqué; — Sur le privilège fondé sur la qualité de commis : — Attendu que le salaire dû aux commis n'a été l'objet d'aucun privilège, comme celui des ouvriers, que parce qu'il représente les choses nécessaires à la vie et à l'entretien de la famille; qu'il doit donc avoir pour objet une contribution fixe et non des bénéfices éventuels soumis à la prospérité et aux chances du commerce; — Que la rétribution accordée à Lasseur, étant proportionnelle au travail accompli par les ouvriers qu'il réunissait, était par cela même variable comme la quantité de travail accompli, et par cela même ne peut être considéré comme le salaire que l'art. 549 a entendu protéger; — Que d'ailleurs, à aucun titre, Lasseur ne peut être regardé comme un commis; qu'en effet, il ne devait point l'emploi de son temps au profit de Louvet et Rebutet; qu'il pouvait faire accomplir par qui il voulait la surveillance qui lui était confiée; qu'il n'était assujéti qu'à l'accomplissement d'un mandat déterminé; qu'il est incontestable que la maison qu'il occupait était louée en son nom, et qu'il payait une patente; que tous ses agissements constituent ceux d'un commissionnaire; qu'on ne peut pas tirer argument de ce que Lasseur ne pouvait faire aucun bénéfice sur le prix de façon, qu'en effet, le commissionnaire ne doit se faire rembourser que ce qu'il a payé, et n'est rétribué que par la commission stipulée; que, d'ailleurs, ce qui prouve surabondamment qu'il n'était point un employé, c'est qu'il se procurait en son nom les sommes nécessaires au paiement des salaires des ouvriers, et se couvrait

(1) (Lasseur C. Syndic Louvet et Rebutet.) — Jugement du tribunal de commerce de Rouen, qui le décidait en ces termes : « Attendu que la contestation soumise au tribunal consiste à savoir si la créance de Lasseur sur Louvet et Rebutet, s'élevant à 5840 fr. 90 cent., doit être admise en privilège, aux termes de l'art. 549 c. com., ou si, au contraire, cette créance doit être chirographaire; — Attendu que la créance du demandeur se compose de deux éléments; l'un représentant les avances faites par lui pour payer le salaire des ouvriers; l'autre, la rétribution qui lui est allouée; — Attendu qu'en principe général, en matière de faillite, l'actif du débiteur doit être partagé également entre tous les créanciers; que ce n'est que par exception que la loi a créé des privilèges; qu'ils sont donc de droit étroit, et qu'il n'appartient pas aux juges de les étendre; — Que, parmi les créanciers privilégiés, le code de commerce range le salaire acquis aux ouvriers employés directement par le failli pendant le mois qui aura précédé la déclaration de faillite; mais que, pour que l'art. 549 puisse être invoqué, il faut que la créance à admettre ait pour cause un salaire dû pour le travail accompli par le créancier même pour le compte du failli; — Attendu que telle n'est pas l'origine de la créance de Lasseur; Louvet et Rebutet ne sont pas devenus ses débiteurs pour des salaires acquis par son travail; qu'il est établi que sa créance provient d'avances faites par lui pour le paiement des ouvriers employés aux travaux qu'il était chargé de faire accomplir; qu'il est inutile de rechercher si les ouvriers étaient employés au nom de Lasseur ou des faillits, puisqu'ils sont tous payés par le demandeur; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à ce que ce dernier aurait payé pour Louvet et Rebutet des créanciers privilégiés, puisque cette cir-

pour le compte du failli, ce paiement ne pouvant pas avoir pour effet de le subroger légalement dans leur privilège, qui par hypothèse n'a pu prendre naissance (Même arrêt).

**1100.** La question de savoir si les *commis* pouvaient être considérés comme *gens de service* dans le sens de l'art. 2101-4° était, avant la loi de 1838, controversée comme pour les ouvriers. La controverse a été résolue par le même texte, l'art. 549 c. com., lequel accorde aux *commis*, pour leur salaire, un privilège ayant le même rang que le privilège établi par l'art. 2101 au profit des *gens de service* (Rép. n° 1056); ... privilège qui, toutefois, ne leur est conféré que pour le salaire des six mois antérieurs à la déclaration de la faillite, sans s'étendre à celui de l'année échue et de l'année courante, comme à l'égard des *gens de service* (Rép. n° 1056). D'où il suit qu'à défaut d'une déclaration judiciaire de faillite, le bénéfice de l'art. 2101-4° ne pouvant être invoqué que par les *gens de service*, *stricto sensu*, les *commis* sont privés de tout privilège, et doivent subir le concours des autres créanciers. Le privilège que l'art. 549 accorde aux *commis* du commerçant déclaré en faillite, pour le paiement des salaires des six derniers mois, ne s'applique qu'aux *appointements fixes*, et ne saurait être étendu aux *remises proportionnelles* qui leur sont allouées sur le montant des ventes (Trib. com. de la Seine, 27 janv. 1857, aff. Tournelle, D. P. 58. 3. 48; 1<sup>er</sup> mai 1857, aff. Flegenheimer, D. P. 58. 3. 48. V. aussi Rép. n° 1056; Rouen, 10 nov. 1860, aff. Lasseur, *supra*, n° 1099). En conséquence, ce privilège doit être refusé au *voyageur* d'une maison en faillite, qui n'est rémunéré qu'au moyen d'une indemnité par chaque jour de route et d'un intérêt sur les affaires par lui faites (Jugement précité du 1<sup>er</sup> mai 1857); ... Alors surtout qu'il voyage pour plusieurs maisons, cas dans lequel il ne peut être considéré comme *commis* (Même jugement). Jugé, dans le même sens : 1° que le privilège accordé par l'art. 549 c. com. pour le salaire des *commis* du failli ne s'étend ni aux commissions afférentes à certaines affaires déterminées, ni aux avances de fonds pour voyages qui ne sont pas payables mensuellement et ne présentent pas le caractère alimentaire (Paris, 21 juin 1887, aff. Raymond, D. P. 88. 2. 20); — 2° Que ce privilège doit être refusé à celui qui était au service d'une maison en faillite, non à titre de simple employé à appointements fixes, mais à titre de gérant avec une bonification sur les affaires par lui traitées directement (Lyon, 1<sup>er</sup> avr. 1881, aff. Mure, D. P. 82. 2. 44); — 3° Qu'il ne garantit pas la créance d'indemnité due à un *commis* congédié en vertu d'une convention même antérieure au jugement déclaratif (Trib. com. Marseille, 25 janv. 1883, *Journal des faillites*, 1883, p. 218).

**1101.** Les privilèges étant de droit étroit, le privilège de l'art. 549 c. com. appartient exclusivement aux personnes auxquelles s'appliquent, dans la langue usuelle, les dénominations de *commis* ou d'*ouvriers*. Ainsi, ne sont privilégiés... ni les *clercs de notaire* (Aix, 21 mars 1844, Rép. v° *Privilèges et hypothèques*, n° 190; Civ. cass. 15 janv. 1855, aff. Margotteau, D. P. 55. 1. 5); ni les *professeurs* attachés à une maison d'éducation (V. Toutefois, Rép. v° *Privilèges et hypothèques*, n° 191, *ibid.*); ni le *mandataire salarié* chargé de la gestion d'une entreprise commerciale, pour son traitement et la part de bénéfices qu'il a stipulée (Req. 8 janv. 1839, Rép. v° *Privilèges et hypothèques*, n° 193. V. au surplus *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*).

de ses avantages par des traites à un mois; qu'il accordait ainsi un crédit à Louvet et Rebutet; que ce fait révèle à lui seul sa véritable position; — Par ces motifs, dit mal fondée la demande de Lasseur en admission de sa créance à titre de privilège et la rejette; dit et juge qu'il sera admis au passif de la faillite Louvet et Rebutet chirographairement pour la somme de 5840 fr. 90 cent., etc. — Appel de la part du sieur Lasseur.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 10 nov. 1860.-C. de Rouen, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Pinel, av. gén.-Deschamps et Lemarcis, av.

(1) (Syndic Delamare C. Cavalier.) — La cour; — Attendu qu'il est prouvé devant la cour, comme il l'avait été devant le premier juge, que l'imputation des paiements avait eu lieu sur la créance de viande et non sur celle des loyers qui restait entière; que, par conséquent, la disposition relative à cette imputation est à tort critiquée par le syndic Closset et que, sur ce point, le jugement doit être confirmé; — Attendu qu'il ne reste

**1102.** Suivant un arrêt, l'engagement des *artistes* envers les directeurs d'une entreprise théâtrale, a le caractère de louage d'industrie, et, par suite, ces artistes, en cas de faillite du directeur, ont droit, pour le paiement de leurs appointements, au privilège établi par l'art. 549 (Montpellier, 25 mars 1862, aff. N..., D. P. 62. 5. 260). Mais cette solution est repoussée par la jurisprudence, d'après laquelle les *artistes dramatiques* n'ont droit, en cas de faillite du directeur du théâtre, ni au privilège établi par l'art. 2101, § 4, c. civ. en faveur des *gens de service*, ni à celui attribué aux *commis* par l'art. 549 c. com. (Paris, 20 juin 1863, aff. Teissier, D. P. 63. 2. 169, et sur pourvoi, Req. 24 févr. 1864, D. P. 64. 1. 135; Trib. com. du Havre, 14 janv. 1865, aff. Verpy, D. P. 65. 3. 31. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3008. V. au surplus, *infra*, v° *Théâtre*).

Il en est de même à l'égard des *musiciens* de l'orchestre (Jugement précité du 14 janv. 1865), ou des *sapeurs-pompiers de service* dans le théâtre (Trib. com. Seine, 23 juill. 1885, *Journal des faillites*, 1885, p. 378). — En cas de faillite d'un directeur de théâtre, les *artistes dramatiques* et les *musiciens* de l'orchestre n'ont pas droit à être payés, par préférence aux autres créanciers, sur le cautionnement imposé par l'administration municipale au directeur à titre de garantie de l'entreprise (Jugement précité du 23 juill. 1885). Jugé, de même, que l'administrateur général d'un concert, qui touche à la fois des appointements élevés et une part dans les bénéfices, ne saurait être rangé ni dans la catégorie des *gens de service*, ni dans celle des *commis*, et, par suite, ne jouit pas, en cas de faillite du directeur de l'établissement, du privilège établi par l'art. 549 c. com. (Paris, 20 mai 1879, aff. Dignat, D. P. 80. 2. 120).

**1103.** — 5° *Fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille.* — Le privilège établi par l'art. 2101, § 5 c. civ., pour les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, peut être invoqué en cas de faillite, pour les fournitures antérieures au jugement déclaratif de la faillite (Rép. n° 1058). Ce privilège comprend, aux termes de la disposition précitée... pour les marchands en détail, les fournitures des *six mois* qui ont précédé le jugement déclaratif de faillite (Rép. n° 1058); et pour les marchands en gros et maîtres de pension, les fournitures de l'année (Rép. n° 1058). Mais il ne s'étend jamais au delà, alors même qu'un second jugement aurait reporté à une date antérieure l'ouverture de la faillite; le fournisseur ne saurait être admis, en pareil cas, à prétendre exercer son privilège pour la période de six mois qui a précédé la date de la cessation des paiements (Rouen, 31 août 1867) (1). — Sur les fournitures qui doivent être considérées comme privilégiées (V. Rép. v° *Privilèges et hypothèques*, n° 213 et suiv.). — La Compagnie générale des Eaux de Paris n'a aucun privilège pour le prix des eaux fournies à un commerçant avant sa faillite, alors même que, dans le but d'empêcher la compagnie d'user de son droit de fermer les conduites d'eau, le syndic aurait consenti, sous réserves, à verser le prix des eaux fournies antérieurement à la déclaration de faillite (Civ. cass. 16 juin 1874, aff. Faillite Billoir, D. P. 74. 1. 445).

**1104.** — II. PRIVILÈGES GÉNÉRAUX RÉSULTANT DE LOIS PARTICULIÈRES. — Des lois particulières ont établi soit sur les

plus qu'à examiner si, pour les 161 fr. 35 cent. d'excédant sur les fournitures de viande faites entre le 1<sup>er</sup> janvier et le mois de septembre 1865, Cavalier peut invoquer le privilège du n° 5 de l'art. 2101 c. nap.; — Attendu que les privilèges sont de droit étroit; qu'ils ne peuvent résulter que des dispositions expresses de la loi; que l'art. ci-dessus limite le privilège aux fournitures de viande faites aux débiteurs dans les six mois qui ont précédé son décès; qu'il en est de même si ce débiteur a été déclaré en faillite; que ni dans la loi, ni dans la jurisprudence, rien n'autoriserait le premier juge à prendre la date du report comme point initial du calcul des six mois pour lesquels le n° 5 de l'art. 2101 accorde privilège pour fournitures de viande; que conséquemment Cavalier n'était pas créancier privilégié, mais simplement créancier chirographaire, dans la faillite de Delamarre, pour la somme de 161 fr. 35 cent.; — Que le jugement doit sur ce point être écarté;

Par ces motifs, etc.

Du 31 août 1867.-C. de Rouen, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Forestier, pr.-Raoul Duval, av. gén.-Decorde et Revelle, av.

meubles et immeubles du débiteur, soit sur ses meubles et effets mobiliers seulement, certains privilèges généraux, qui peuvent être exercés en cas de faillite d'un commerçant, comme en cas de déconfiture d'un non-commerçant.

1° *Privilège du Trésor public sur les biens des comptables.* — Le Trésor public a un privilège sur tous les biens meubles et certains immeubles des comptables chargés de la recette et du paiement de ses deniers (L. 5 sept. 1807, art. 1<sup>er</sup>). Sur ce privilège, V. *Rép. Privilèges et hypothèques*, n° 556 et suiv.

2° *Privilège du Trésor public pour le recouvrement des frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de police.* — Ce privilège grève les meubles et effets mobiliers du condamné (V. *Rép. v° Privilèges et hypothèques*, n° 569 et suiv.). — Il importe peu, d'ailleurs, pour que ce privilège puisse s'exercer à l'encontre de la faillite, que le jugement ou l'arrêt liquidant les frais ne soit intervenu qu'après le jugement déclaratif. « A l'égard de ces frais, en effet, l'arrêt de condamnation ne fait que constater et déclarer, en faveur du Trésor public, un droit préexistant; une telle créance affecte, dès lors, les biens du condamné au même titre que toute autre obligation civile, qui, ayant une cause antérieure à la déclaration de faillite, aurait été judiciairement reconnue et déclarée à une époque ultérieure » (Civ. cass. 11 août 1857, aff. Syndic Metzger, D. P. 57. 1. 342). Ainsi, et spécialement, la créance des frais avancés par le Trésor pour une poursuite dirigée contre le failli à raison de faits d'escroquerie antérieurs à la faillite doit être colloquée par privilège (Trib. com. Seine, 22 janv. 1890) (1). Mais il en est autrement de l'amende, qui n'a d'existence légale que par le jugement de condamnation : l'administration de l'enregistrement n'en peut donc poursuivre le recouvrement par privilège contre la faillite, qu'autant que la condamnation est intervenue avant le jugement déclaratif (Même arrêt du 11 août 1857, motifs). En effet, la déclaration de faillite dessaisissant le débiteur de l'administration de ses biens et opérant dès ce moment, en faveur de ses créanciers, une mainmise avec droit de gage sur tout son actif, aucune créance nouvelle ne peut, à partir de ce moment, être créée au préjudice de la masse et concourir avec les créances dont l'existence ou l'origine est antérieure à la déclaration de faillite (Même arrêt, motifs).

3° *Privilège pour frais de la défense des condamnés en matière criminelle, correctionnelle et de police.* — V. sur ce privilège, *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*, et *Rép. eod. v°*, n° 574.

4° *Privilège de l'administration des Douanes.* — L'administration des Douanes a un privilège sur tous les meubles et effets mobiliers des redevables, pour le recouvrement des droits auxquels ces derniers sont assujettis (L. 8 août 1791, tit. 13, art. 22). — Sur ce privilège, V. *infra* v° *Privilèges*

et *hypothèques*; — *Rép. eod. v°*, n° 543 et suiv., — ... indépendamment de l'hypothèque légale qui lui est également conférée sur leurs immeubles (L. 6 août 1791, tit. 3, art. 23).

5° *Privilège de l'administration des Contributions indirectes.* — L'administration des Contributions indirectes a un privilège sur tous les meubles et effets mobiliers des redevables, pour le recouvrement des droits auxquels ces derniers sont assujettis (L. 1<sup>er</sup> germ. an 13, art. 47). — Sur ce privilège, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — *Rép. eod. v°*, n° 549 et suiv.

Des principes exposés ci-dessus, il résulte que l'administration des Douanes, non plus que la Régie des contributions indirectes, ne peut être admise à exercer un privilège, à l'encontre de la masse, sur le prix de la vente des meubles et effets mobiliers du redevable failli, pour une créance née postérieurement au jugement déclaratif (Req. 30 avr. 1889, aff. Gaurand, D. P. 90. 1. 20) et spécialement pour les droits dus à raison d'un débit de boissons ouvert à une date postérieure à la déclaration de faillite, sans l'autorisation du syndic ni du juge-commissaire (Même arrêt). — Jugé, il est vrai, que le privilège du Trésor est régi par des lois spéciales, auxquelles le droit commun ne peut déroger que par des dispositions formelles; et que, spécialement, le privilège sur les meubles attribué à la douane par les lois du 22 août 1791 et du 4 germ. an 2, s'exerce sur le prix d'un immeuble du failli, réalisé par une vente même postérieure au jugement déclaratif (Civ. rej. 16 mai 1888, aff. Cinqualbre, D. P. 88. 1. 353). Mais cette solution, donnée par la chambre civile, n'est aucunement en contradiction avec celle admise par la chambre des requêtes. Celle-ci décide que les créances du Trésor doivent avoir été acquises antérieurement au jugement déclaratif pour être garanties par un privilège opposable à la masse : la chambre civile, sans examiner cette question, et statuant uniquement sur une question de procédure, reconnaît à la Régie, à la différence des autres créanciers pourvus de privilèges généraux, un droit de poursuites individuelles survivant à l'état de faillite du redevable; mais il est évident que ce droit de poursuite est subordonné à l'existence même du privilège, lequel ne garantit que les créances du Trésor nées antérieurement à la faillite. Ces deux décisions de la cour suprême sont donc faciles à concilier.

6° *Privilège de l'administration des Contributions directes.* — L'administration des Contributions directes a, pour l'année échue et l'année courante des contributions foncière, mobilière, des portes et fenêtres, des patentes, et de toute autre contribution directe et personnelle, un privilège qui grève, pour la première, les fruits de l'immeuble imposé, pour les autres, tous les meubles et autres effets

été commis par lui dans la période antérieure à sa déclaration de faillite; que la créance résultant des frais avancés par le trésor public ne procède pas seulement du jugement de condamnation qui les liquide et les met à la charge du condamné; qu'elle procède, surtout, des faits qui ont rendu la poursuite nécessaire (arrêt de la cour de cassation du 11 août 1857, D. P. 57. 1. 342); que le jugement correctionnel qui a frappé Cordier n'a fait que fixer, en faveur du trésor public, un droit préexistant; que, contrairement aux prétentions de Maillard és-qualité, les art. 587 et 592 c. com. n'ont point abrogé la loi du 5 sept. 1807 et ne sauraient faire obstacle à l'action du Trésor public; qu'en effet, les dispositions de ces articles doivent être restreintes aux frais y énoncés, c'est-à-dire aux frais de banqueroute; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que ce deuxième moyen de défense ne saurait davantage être admis; — Et attendu que le chiffre de cette créance n'est pas contesté; qu'il convient d'ordonner que le trésor public sera admis par privilège au passif de la faillite du sieur Cordier, pour la somme de 2485 fr. 29 cent., montant de la demande;

Par ces motifs; — Dit que le syndic sera tenu d'admettre le trésor public au passif de la faillite du sieur Cordier, par privilège, pour la somme de 2485 fr. 29 cent., sinon et faute de ce faire; — Dit que, sur le vu du présent jugement, il sera admis et inscrit au procès-verbal d'affirmation pour ladite somme, à charge, dans tous les cas, d'affirmer entre les mains de M. le juge-commissaire la sincérité de sa créance en la forme ordinaire et accoutumée; — Dit que les dépens seront employés en frais de syndic.

Du 22 janv. 1890.-Trib. com. de la Seine.-MM. Martel et Ligneux agréés.

(1) Ministre des finances C. Maillard, syndic de la faillite Cordier. — Le tribunal; — Attendu que le Trésor public expose que, suivant jugement du 22 mai 1885, le tribunal correctionnel de la Seine a condamné le sieur Cordier, commerçant failli, pour abus de confiance, escroquerie et banqueroute simple, à treize mois de prison, 50 fr. d'amende, et aux dépens, liquidés à 3293 fr. 10 cent.; que, par un second jugement du 27 avr. 1887, le même tribunal a fait une ventilation des frais relatifs à la condamnation pour abus de confiance et escroquerie; que ces frais s'élèvent à 2485 fr. 29 cent. pour le montant desquels le trésor public demande son admission par privilège au passif de la faillite du sieur Cordier; — Attendu que, renonçant au motif qu'il avait primitivement invoqué et tiré de l'art. 2101 c. civ., le trésor public fait plaider que la loi du 5 sept. 1807 lui accorde un privilège sur les biens du condamné, pour les frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de police; que cette loi est applicable au condamné, même en état de faillite, alors surtout qu'il s'agit, comme dans l'espèce, de frais exposés à l'occasion de faits d'abus de confiance et d'escroquerie, commis antérieurement à l'époque de la déclaration de faillite;...

Sur le deuxième moyen: — Attendu que Maillard és-qualité soutient encore que le privilège réclamé par le Trésor public ne pourrait s'exercer au préjudice des droits antérieurement acquis aux tiers, résultant du dessaisissement qui s'est opéré à leur profit, par suite de déclaration de faillite de leur débiteur; qu'au surplus, la loi du 5 sept. 1807 n'a créé aucun privilège en matière de faillite, et qu'elle ne saurait, dans l'espèce, recevoir son application; — Mais attendu qu'il n'est pas contesté que les faits d'abus de confiance et d'escroquerie reprochés à Cordier aient

*mobiliers* appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent (L. 12 nov. 1808, art. 1<sup>er</sup>). Sur ce privilège, V. *Privilèges et hypothèques*; — *Rép. eod. v.*, n° 536 et suiv.

§ 2. — Privilèges spéciaux sur certains meubles et effets mobiliers.

**1105.** — I. PRIVILÈGES ÉTABLIS PAR LE CODE CIVIL. — Les privilèges établis sur certains meubles par le code civil, et qui sont au nombre de sept, se trouvent énumérés dans l'art. 2102 de ce code (V. *Rép. v. Privilèges et hypothèques*, n° 218). Bien que le privilège du créancier gagiste ne figure que sous le n° 2 de l'art. 2102 c. civ., il en sera traité ici en premier lieu, le privilège du bailleur d'immeubles, qui fait l'objet de l'art. 2102-1<sup>er</sup>, n'étant au fond qu'une variété de privilège de gagiste.

**1106.** — 1<sup>o</sup> *Privilège du créancier gagiste.* — Le créancier valablement nanti d'un gage et investi légalement d'un droit exclusif sur la valeur de ce gage se trouve en réalité hors de la faillite. Il peut donc faire vendre régulièrement les valeurs qui lui ont été constituées en nantissement, sans être tenu préalablement de faire vérifier sa créance et de l'affirmer (V. en ce sens arrêts rapportés *supra*, n° 853, 854, et spécialement Civ. rej. 19 juin 1899, aff. Chelet, D. P. 89. 1. 377. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2685; Ruben de Couder, n° 264; Lancelin, *Revue critique*, t. 15, p. 77. — *Contrà*: Demangeat sur Bravard, t. 2, p. 343, note 4; Alauzet, t. 7, n° 2606).

Le créancier n'est assujéti à cette obligation que lorsqu'il veut faire valoir ses droits dans la faillite, soit en venant concourir avec les créanciers chirographaires pour le surplus de sa créance quand le gage a été reconnu insuffisant, soit en venant voter au concordat (Mêmes arrêts et auteurs). Le syndic peut, à toute époque, avec l'autorisation du juge-commissaire, reprendre le gage en remboursant la dette (art. 547). V. *Rép.* n° 521 et 1031.

**1107.** Le créancier gagiste peut poursuivre la vente du gage, en cas de refus par la masse d'acquitter sa créance, afin d'en être payé : ici ne s'applique pas l'art. 443, d'après lequel les syndics ont seuls qualité pour procéder aux voies d'exécution sur les biens du failli (*Rép.* n° 1062. V. *supra*, sect. 4). Si le prix de la vente du gage excède la créance du gagiste, le surplus est recouvré par les syndics (*Rép.* n° 1033). Si, au contraire, ce prix est inférieur à la créance, le créancier nanti vient à contribution pour la différence, comme créancier ordinaire (*Rép.* n° 1033). D'où la conséquence que le créancier, nanti d'un gage, ne peut, avant d'avoir fait vendre ce gage, se présenter pour toucher des dividendes, même dans le cas où un concordat a été accordé au failli, cette vente pouvant seule faire connaître s'il demeurera créancier (Paris, 16 déc. 1836, *Rép.* n° 1033). C'est ce qu'exprime l'art. 546 c. com. en disposant que les créanciers du failli valablement nantis de gage ne seront inscrits dans la masse que pour mémoire (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2963; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 573; Laurin, n° 1217). De là une différence essentielle entre la solution admise pour les créanciers hypothécaires par les art. 554 et 555 (V. *infra*, art. 3), et celle admise pour les créanciers gagistes. Cette différence est facile à justifier : la réalisation du gage, surtout du gage commercial depuis les simplifications apportées au droit antérieur par la loi de 1863 (c. com. art. 91 et 92) peut s'achever promptement et à peu de frais : il est donc logique de présumer, si le gagiste ne réalise pas le gage, qu'il y trouve une sûreté suffisante, tandis qu'un créancier hypothécaire est souvent dans l'impossibilité, à raison des lenteurs de la procédure, de réaliser l'immeuble avant les répartitions chirographaires. La disposition de l'art. 546 se justifie plus aisément encore si l'on admet, avec la jurisprudence, que les créances à terme deviennent exigibles par l'effet du jugement déclaratif, même lorsqu'elles sont garanties par un gage (Angers, 15 mai 1861, aff. Fouquet-Simon, D. P. 61. 2. 107; Agen, 20 févr. 1866, aff. Saus, D. P. 66. 2. 149; Lyon, 16 févr. 1884, aff. Souvaneau, D. P. 81. 2. 237. Conf. Ruben de Couder, n° 263; Namur, t. 3, n° 1670. — *Contrà*: Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2693. V. *supra*, sect. 4).

Certains auteurs, toutefois, n'admettent pas l'interprétation que nous avons donnée de l'art. 546. D'après M. Boistel

(n° 1025), l'art. 546 statuerait en vue du cas où le gage est suffisant; mais si la valeur du gage n'est pas connue à la date des répartitions, le gagiste aurait le droit de s'y faire colloquer, sauf à recourir ensuite, après la réalisation du gage, à un règlement analogue à celui des art. 554 et 555. Mais cette restriction à l'art. 546, et cette extension des art. 554 et 555 à une hypothèse toute autre que celle en vue de laquelle ces articles ont été édictés, sont également arbitraires, et ne sauraient être admises.

Toutefois, la jurisprudence et la doctrine s'accordent à admettre que l'art. 546 est inapplicable au cas où le gage a été constitué non par le failli lui-même, mais par un tiers, et, par exemple, par un coobligé (Req. 24 juin 1851, aff. Croquevielle, D. P. 54. 5. 368). En conséquence, le créancier qui tient son gage d'un tiers a le droit de produire à la faillite comme tout créancier chirographaire, sans qu'on puisse exciper contre lui de l'existence de ce gage pour l'écarter des distributions faites à la masse chirographaire (Même arrêt. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2964; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 574, note 3; Boistel, n° 1024).

**1108.** — 2<sup>o</sup> *Privilège du bailleur d'immeubles* (art. 2102-1<sup>er</sup> c. civ., modifié par la loi du 12 févr. 1872 (art. 450 et 550 du nouveau code de commerce). — La loi du 12 févr. 1872, incorporée au code de commerce sous les art. 450 et 550, ayant considérablement restreint les droits du bailleur dans la faillite du locataire, tels qu'ils résultaient de l'art. 2102-1<sup>er</sup> c. civ., interprété par la jurisprudence, il convient de rappeler tout d'abord, avant de présenter le commentaire de cette loi, quelle était la situation du bailleur sous l'empire de la loi de 1838.

Sous le code de 1807, le propriétaire bailleur pouvait, comme tout créancier gagiste, poursuivre la vente des meubles affectés à son privilège, et, par suite, continuer des poursuites de saisie-gagerie, malgré la faillite de son débiteur (*Rép.* n° 234-3<sup>o</sup>). La loi de 1838 avait réglé, par une disposition formelle, l'exercice de ce droit de poursuites du bailleur. Elle disposait (art. 450) que toutes voies d'exécution pour parvenir au payement des loyers sur les effets mobiliers servant à l'exploitation du commerce du failli seraient suspendues pendant trente jours, à partir du jugement déclaratif de la faillite, sans préjudice de toutes mesures conservatoires, etc. (*Rép.* n° 232). Cette dérogation au droit de poursuite reconnu, en principe, à tout créancier gagiste, avait eu pour but d'empêcher « que le propriétaire ne vint, en saisissant les meubles et marchandises, rendre immédiatement impossible toute exploitation du fonds de commerce » (*Rép.* n° 232). La suspension imposée à l'exercice des droits du propriétaire était restreinte par l'art. 450 aux effets mobiliers servant à l'exploitation du commerce du failli : le propriétaire n'était pas tenu, pour tous autres objets, d'attendre un délai de trente jours après la faillite pour les faire vendre, pourvu qu'ils fussent grevés de son privilège (*Rép.* n° 235). ... Et cette suspension n'ayant lieu que pendant les trente jours qui suivaient le jugement déclaratif de la faillite, elle ne pouvait être invoquée par les syndics pour arrêter l'action en payement de loyers qui seraient échus pendant la faillite (*Rép.* n° 235). La suspension des voies d'exécution établie contre le propriétaire cessait, d'ailleurs, aux termes du même art. 450, dans le cas où il avait la faculté de reprendre possession des lieux loués (*Rép.* n° 236); et par exemple, dans l'hypothèse où le propriétaire avait stipulé la résiliation de plein droit du bail, à défaut de payement des loyers, après quinzaine du jour du commandement opéré (*Rép.* n° 236).

**1109.** L'art. 450 était la seule disposition du code de commerce relative au bailleur. En l'absence de toute règle spéciale, le bailleur pouvait donc, en cas de faillite du locataire, se prévaloir du privilège de l'art. 2102-1<sup>er</sup> dans toute son étendue. Or, l'art. 2102, § 1<sup>er</sup> c. civ., établit au profit du bailleur d'un immeuble un privilège sur tout ce qui garnit les lieux loués, pour tous les loyers échus et à échoir, si le bail est authentique ou a acquis date certaine (V. *Rép. v. Privilèges et hypothèques*, n° 265 et suiv.), et si le bail n'a pas date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante, année à laquelle il faut ajouter, d'après l'interprétation qui a prévalu, les loyers échus et l'année courante elle-même (V. *Rép. eod. v.*, n° 271 et suiv.). Sous l'empire de cet article, la détermination des droits du

bailleur soulevait deux questions graves : 1° le jugement déclaratif de faillite avait-il pour effet immédiat et nécessaire la résiliation du bail ? — 2° La seule déclaration de faillite, à supposer qu'elle n'entraînât pas résiliation de droit, autorisait-elle du moins le bailleur à exiger le paiement immédiat par privilège non seulement des loyers échus, mais encore des loyers à échoir, et, à défaut de ce paiement, la résiliation du bail.

1110. Sur la première question, la jurisprudence et la doctrine s'accordaient à repousser la thèse de la résiliation de plein droit. Le jugement déclaratif laissant subsister les contrats passés par le débiteur alors qu'il était *integro status*, sous réserve de l'application des art. 446 et 447 (V. *supra*, sect. 4), ne pouvait être considéré comme une cause suffisante de résiliation (Paris, 27 nov. 1862, aff. Bonnaire, D. P. 63. 2. 12; Rouen, 23 déc. 1864, aff. De Captot, D. P. 65. 2. 162). — Mais si le locataire, outre qu'il était tombé en faillite, n'avait pas exécuté le contrat, si, par exemple, il n'avait pas payé au bailleur les loyers que celui-ci était en droit de réclamer, s'il avait commis des abus de jouissance, etc., le bailleur pouvait alors demander la résiliation par application des principes généraux (Mêmes arrêts. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3030).

1111. La seconde question, au contraire, avait donné lieu aux plus vives controverses. La solution à lui donner dépendait, au moins dans une certaine mesure, de la nature que l'on reconnaissait à la créance du bailleur. Les difficultés qui s'élevaient à ce sujet ont été retracées dans les termes suivants par M. Delsol, rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi voté en 1872 (D. P. 72. 4. 36, n° 11) : « Une première opinion développée par M. Thiercelin (note, D. P. 62. 2. 1) consistait à soutenir que la créance du bailleur prend naissance non par le seul fait du contrat, mais par le fait de la jouissance qui est fournie au preneur : « L'obligation du locataire, dit-il, n'est ni conditionnelle, ni à terme, ni pure et simple, en ce sens qu'elle pourrait se résumer en un fait unique, en un paiement immédiat et complet. A moins d'une convention qui modifierait la situation naturelle des parties, elle sera, comme celle du bailleur, immédiate, quant au point de départ, mais durable, continue, successive, et aucun des principes qui régissent l'obligation conditionnelle et l'obligation à terme ne pourra lui être appliqué ». En un mot, il y a dans le louage obligation *successive* de la part du bailleur, de faire jouir le preneur, et obligation *successive* de la part du preneur de payer ses loyers au bailleur. La dette des loyers a pour cause la jouissance des lieux loués, et si cette jouissance n'a pas existé, la dette des loyers n'a pas pu prendre naissance. Dans cette opinion, il ne pouvait être question de déclarer exigibles les loyers à échoir en vertu de l'art. 444 c. com. La dette des loyers à échoir n'est qu'éventuelle, actuellement elle est dépourvue de toute existence. Malgré ce que les raisons invoquées à l'appui de cette théorie ont de séduisant, votre commission n'a pas jugé à propos de l'adopter. Le principal motif qui l'a déterminée, c'est qu'en bonne logique elle est exclusive de toute collocation privilégiée pour l'avenir, et qu'elle se trouve ainsi en contradiction avec toutes les traditions de notre droit français, ainsi qu'avec les dispositions de l'art. 2102-1° c. civ. ;... Et, en effet, du moment que la dette des loyers est corrélatrice à la jouissance et a pour cause cette jouissance, il est clair que non seulement le bailleur ne peut pas prétendre à l'exigibilité de sa créance par le fait de la faillite, mais encore qu'il ne peut demander à être colloqué pour l'avenir, ni comme créancier privilégié, ni même comme créancier chirographaire. On lui répondra toujours avec raison : la jouissance procurée par vous au preneur n'a existé que dans le passé, et votre créance ne peut avoir pris naissance pour l'avenir. Le seul droit que vous ayez est celui de réclamer le paiement de vos loyers pour les termes échus et pour le terme courant jusqu'au jour de votre collocation. Vous n'avez rien à prétendre pour l'avenir, puisque pour l'avenir vous n'avez fourni aucune jouissance à votre locataire.

« Une seconde opinion, qui conduit comme la précédente à la non-exigibilité des loyers à échoir en cas de faillite du preneur, soutient que la dette du locataire est subordonnée à une condition *suspensive*, celle de la prestation de

la jouissance par le locateur. Cette dette serait, non une dette successive comme dans le système précédent, ni même une dette à terme, mais une véritable dette conditionnelle, qui échapperait par ce motif à l'application de l'art. 444 c. com. Cette opinion a été défendue par des auteurs considérables. On peut citer MM. Pont (*Revue de législation*, 1866, t. 29, p. 17 et suiv. ; Mourlon, note D. P. 65. 1. 201; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 144, note ; Boistel, n° 926). Leur argumentation repose sur cette raison principale, que la jouissance étant chose future et incertaine, l'obligation du preneur, qui a pour cause cette jouissance, est elle-même future et incertaine, c'est-à-dire conditionnelle (V. en ce sens, Paris, 12 déc. 1861, aff. Jarsain, D. P. 62. 2. 1; Paris, 26 juin 1863, aff. Deschamps, D. P. 63. 2. 110).

« On répond, dans un troisième système, que, par le seul fait du contrat, les obligations respectives du bailleur et du preneur ont pris naissance pour le tout, et que, si, par la nature même des choses, leur exécution se trouve divisée et répartie sur différentes périodes, il n'en est pas moins vrai que l'obligation du preneur existe dès l'origine pour l'intégralité de son loyer, et ne cessera que si l'intégralité de la jouissance ne peut pas lui être fournie par le bailleur ; autrement dit, la condition qui est implicitement contenue dans le contrat est une condition *résolutoire* qui mettra fin aux obligations du locataire à partir du moment où le bailleur ne lui fournira plus la jouissance, soit par la perte de la chose louée, soit pour toute autre cause, et non une condition *suspensive* qui empêcherait les obligations du preneur de prendre naissance tant que la jouissance ne lui aurait pas été procurée par le bailleur. — La preuve que cette théorie est exacte est que, dans le cas où les termes de loyer sont payables d'avance, nul ne songe à dire que le paiement en soit fait indûment, ce qui aurait lieu si la dette n'avait d'existence que dans le passé.

« La vérité, telle quelle est apparue à votre commission, est donc que la dette du preneur est une dette à terme, elle existe tout entière dès le jour du contrat, et la succession des paiements ne saurait lui imprimer le caractère d'obligation sous condition *suspensive* ; seulement, il arrive ici ce qui est de règle dans tous les contrats synallagmatiques : Une condition *résolutoire* est toujours sous-entendue pour le cas où l'une des parties ne satisferait point à ses engagements (c. civ. art. 1184). Dès lors, si la jouissance des lieux loués vient à cesser, la dette du preneur cessera également, mais ce ne sera pas une dette qui aura manqué de prendre naissance par la défaillance d'une condition *suspensive*, ce sera une dette actuelle qui prendra fin par l'événement d'une condition *résolutoire*. Les mots mêmes de *résolution*, de *résiliation*, indiquent que c'est là la vérité juridique, car, lorsqu'une condition *suspensive* vient à manquer, on ne dit pas que le contrat est *résolu* ou *résilié*, on se contente de dire qu'il n'a jamais existé » (V. Rapport de M. Delsol, D. P. 72. 4. 34. V. dans le même sens Civ. cass. 28 mars 1865, aff. Jarsain, D. P. 65. 1. 201; Aubry et Rau, *Droit civil français*, § 261, note 26; Desjardins, *Revue critique*, 1866, t. 25, p. 1; Thiercelin, note, D. P. 62. 2. 3; Sevin, *Revue critique*, t. 18, p. 232).

1112. Mais le caractère de dettes à terme ainsi reconnu à la dette des loyers à échoir, devait-il la rendre nécessairement *exigible*, par le seul fait de la faillite, en vertu de l'art. 444? Ainsi que nous l'avons déjà fait observer au Rép. n° 246 et *supra*, sect. 4, les raisons les plus sérieuses militaient en faveur de la négative. Nous les trouvons magistralement exposés dans le rapport Delsol (D. P. 72. 4. 34, n° 12) : « Le principe de l'exigibilité posé par cet article est général, et il paraît bien s'appliquer aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, tout comme aux créanciers chirographaires. Néanmoins, l'exigibilité ne doit s'entendre pour les créances privilégiées ou hypothécaires que du droit de prendre part à la distribution des deniers, alors qu'elle se fait à la suite de la liquidation opérée au nom de la masse ; mais elle ne va pas jusqu'à autoriser les créanciers privilégiés ou hypothécaires, dont la créance n'est pas échue, à poursuivre en leur nom la vente publique des meubles ou des immeubles qui leur servent de garantie. Ainsi il est incontestable qu'un créancier à terme, dont les droits sont garantis par un privilège ou une hypothèque,



ne peut pas, tant que le gage spécial de sa créance n'est pas réalisé, se prévaloir de l'art. 444 c. com. pour exercer les poursuites qui lui seraient permises si sa créance était réellement échue. En un mot, les créanciers privilégiés ou hypothécaires restent, en quelque sorte, en dehors de la faillite, parce que, n'ayant pas suivi la foi de leur débiteur, ils ont toujours le bénéfice des sûretés particulières en vue desquelles ils ont contracté. Ils peuvent bien prendre part à la distribution des deniers provenant de la vente des biens du failli, non affectés à la sûreté de leurs droits; mais ce n'est qu'en dépouillant leur qualité de créanciers privilégiés ou hypothécaires et à titre de simples créanciers chirographaires. Appliquons ces principes à la créance du bailleur auquel, par hypothèse, il n'est rien dû pour le passé, et qui n'a de loyers à réclamer que pour l'avenir. De deux choses l'une : ou les marchandises et les autres effets mobiliers sur lesquels il a privilège garnissent toujours les lieux loués, ou bien ces marchandises et effets mobiliers ont été réalisés par une vente faite soit à la diligence des syndics, soit sur les poursuites d'un autre créancier. Dans le premier cas, la situation du bailleur n'est pas changée; ses sûretés sont les mêmes, et il ne peut pas plus arguer de la faillite pour demander le paiement de tous les loyers à échoir, qu'un créancier privilégié quelconque dont la créance est à terme, ne peut en arguer pour saisir et faire vendre les biens grevés de son privilège. Le droit commun ne permet donc pas, dans ce cas, de dire que la faillite rend exigible tous les loyers à échoir. Passons à la seconde hypothèse. Les meubles garnissant les lieux loués ont été vendus, et les sûretés réelles du propriétaire ont disparu. La créance des loyers devient alors exigible tout entière, non pas précisément en vertu de la faillite, mais à cause de la réalisation du gage qui la garantissait, et le bailleur a droit, pour les loyers à échoir, à une collocation dont nous déterminerons tout à l'heure l'étendue et le caractère » (V. aussi Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3030 *in fine*).

Cette interprétation, qui conduisait d'ailleurs aux mêmes résultats pratiques que la seconde opinion précédemment exposée sur le caractère de la créance du bailleur, avait été admise par quelques arrêts. Jugé, en ce sens, que la faillite du preneur n'était une cause de résiliation du bail qu'autant que les droits du bailleur se trouvaient en péril (Paris, 16 mars 1840, aff. Guillemot, D. P. 47. 2. 170; Caen, 25 août 1846, aff. Legrix, *ibid.*; Paris, 27 nov. 1862, aff. Syndic Bonnaire, D. P. 63. 2. 12; Rouen, 23 déc. 1864, aff. de Captot, D. P. 65. 2. 162). Décidé aussi : 1° que le bail devait être maintenu, lorsque le bailleur recevait des sûretés suffisantes, et au cas, par exemple, de paiement anticipé, alors d'ailleurs que les lieux loués devaient être garnis d'un riche mobilier (Arrêts précités des 16 mars 1840, et 27 nov. 1862); — 2° Que, dans ce cas, la faillite du locataire ne donnait pas au bailleur le droit d'exiger une caution, une hypothèque, ou la consignation des loyers à échoir (Arrêts précités des 16 mars 1840 et 23 déc. 1864); — 3° Que, de même, il n'y avait pas lieu à résiliation du bail, lorsque le syndic de la faillite présentait un sous-locataire solvable (Arrêt précité du 25 août 1846); mais que le bail était résilié par la faillite du preneur, si les syndics ne procuraient pas les garanties suffisantes pour en assurer l'exécution (Paris, 20 févr. 1847, aff. Chabral, D. P. 47. 4. 325. Conf. Paris, 24 août 1839, *Rép.* n° 236-2° et 1041).

**1113.** La grande majorité de la jurisprudence, et en particulier la cour suprême, décidait, au contraire, que le bailleur, en vertu d'un bail authentique ou ayant date certaine, avait le droit d'exiger, par privilège, à l'encontre de la masse, le paiement *immédiat* de la *totalité des loyers à échoir*, et, à défaut de ce paiement, la résiliation du bail,

la faillite du bailleur rendant exigibles *tous les loyers à échoir* (Req. 28 déc. 1858, aff. Berthet, D. P. 59. 1. 63; Civ. cass. 28 mars 1855, aff. Jarsain, D. P. 65. 1. 201, et sur renvoi, Orléans, 5 août 1865, D. P. 65. 2. 136; Civ. cass. 28 mars 1865, aff. Deschamps, D. P. 65. 1. 208, et sur renvoi, Orléans, 10 nov. 1865, D. P. 65. 2. 227; Req. 15 juill. 1868, aff. Héroult et Lameray, D. P. 72. 1. 95; Civ. cass. 16 févr. 1870, aff. Cognieux, D. P. 70. 1. 260); et que le paiement des loyers échus et à échoir ne pouvait être remplacé... par l'offre d'une caution ou d'une hypothèque (Arrêt précité du 28 déc. 1858); ... ni même par l'offre d'une consignation faite avec la condition que les sommes consignées ne pourraient être touchées que par quotités correspondantes aux échéances successives des termes du bail (Arrêts précités des 15 juill. 1868 et 16 févr. 1870); ... surtout par l'offre d'une consignation partielle (Orléans, 10 nov. 1865, précité); que le bailleur avait le droit de faire résilier le bail faute de paiement de tous les loyers à échoir... bien que le bail eût été cédé à un tiers par les syndics, et que le tiers auquel avaient été vendus les meubles et les marchandises garnissant les lieux loués, les y eût maintenus (Civ. cass. 28 mars 1865) (2<sup>e</sup> espèce); ... ou encore bien que le failli, après avoir obtenu son concordat, laissât ou apportât dans les lieux loués des meubles et des marchandises en assez grande quantité pour assurer le paiement des loyers à échoir (Sol. impl. Civ. cass. 28 mars 1865, aff. Jarsain, D. P. 65. 1. 201); que toutefois, lorsque le bailleur avait conclu au paiement immédiat, ou à la consignation des loyers à échoir, les créanciers de la faillite ou le failli concordataire conservaient, par cette consignation, le droit de continuer le bail et de l'exploiter à leur profit (Civ. cass. 28 mars 1865, aff. Deschamps, D. P. 65. 1. 208); que le bailleur n'avait pas non plus le droit, en cas de faillite du preneur, d'exiger le dépôt à la Caisse des consignations de tous les loyers à échoir, et, faute de ce dépôt, la résiliation immédiate de ce bail, lorsque le locataire, autorisé par une clause de son bail à sous-louer, de son chef, et comme il lui plairait, sans aucune garantie de sa part, avait, avant la demande en résiliation, et avec l'assentiment du commissaire à son concordat, signifié au bailleur la cession de son bail à un tiers dont la solvabilité n'était pas contestée, et qui avait garni les lieux de meubles suffisants (Metz, 27 mars 1862, aff. Menaille, D. P. 62. 2. 166).

**1114.** L'interprétation admise par la cour de cassation avait, dans la pratique, les conséquences les plus regrettables. Le bailleur pouvait, en effet, en exigeant la liquidation du gage malgré l'offre faite par le syndic de maintenir dans les lieux loués des sûretés suffisantes pour garantir son paiement aux échéances, faire avorter toutes tentatives de concordat et réduire, par le prélèvement des loyers à échoir, les créanciers chirographaires à un dividende illusoire. De là, bien des liquidations désastreuses dont une législation plus prévoyante, ou une jurisprudence plus soucieuse des intérêts de la masse auraient pu préserver le commerce.

Dès le lendemain des arrêts de 1865, le Gouvernement s'était préoccupé de remédier à ce danger par une législation restrictive des droits du bailleur. Un projet de loi fut déposé en ce sens sur le bureau du Corps législatif le 26 déc. 1867 (*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janv. 1868, annexe n° 19). La guerre de 1870 et la chute du régime impérial empêchèrent ce projet d'aboutir. Mais, les désastres de 1870-1871 ayant multiplié le nombre des faillites, il importait plus que jamais de protéger la masse contre l'exagération du privilège du bailleur; aussi, le 7 avr. 1871, M. Courbet-Poulard saisit-il l'Assemblée nationale d'une proposition de loi qui est devenue la loi du 12 févr. 1872 (1). Cette loi a un double objet : 1° réglementer à nouveau la suspension du droit de pour-

(1) **12-20 févr. 1872.** — *Loi portant modification des art. 450 et 550 du code de commerce* (Bull., n° 926).

Art. 1. Les art. 450 et 550 c. com. sont modifiés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 450. Les syndics auront, pour les baux des immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, y compris les locaux dépendant de ces immeubles et servant à l'habitation du failli et de sa famille, huit jours, à partir de l'expiration du délai accordé par l'art. 492 c. com. aux créanciers domiciliés en France,

pour la vérification de leurs créances, pendant lesquels ils pourront notifier au propriétaire leur intention de continuer le bail, à la charge de satisfaire à toutes les obligations du locataire.

Cette notification ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du juge-commissaire et le failli entendu.

Jusqu'à l'expiration de ces huit jours, toutes voies d'exécution sur les effets mobiliers servant à l'exploitation du commerce ou de l'industrie du failli, et toutes actions en résiliation du bail, seront suspendues, sans préjudice de toutes mesures conserva-

suites du bailleur et son action en résiliation; 2° restreindre l'étendue de la créance privilégiée du bailleur. A ce double objet, correspondent deux dispositions distinctes, insérées l'une sous l'art. 450, l'autre sous l'art. 550 c. com.

V. spécialement, sur la loi du 12 févr. 1872 : F. Verdier, *Du privilège du propriétaire en matière de faillite*; Gênois, *Du privilège du propriétaire*; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3029 à 3040.

1115. Avant d'exposer en détail les règles nouvelles édictées par la loi du 12 févr. 1872, il convient de faire remarquer tout d'abord que cette loi n'est applicable qu'aux baux des immeubles affectés au commerce ou à l'industrie du failli, y compris les locaux dépendant de ces immeubles et servant à l'habitation personnelle du failli et de sa famille. Les baux des immeubles loués au commerçant failli, mais dont la destination n'est ni industrielle ni commerciale, tels qu'une ferme ou une maison de campagne, restent soumis au droit commun de l'art. 2102 c. civ. (V. Rapport, D. P. 72. 4. 35, n° 3 et 4). Voici par quelles considérations le rapporteur de la commission s'est efforcé de justifier cette distinction : « Votre commission n'a pas pensé, dit-il, que l'on pût mettre sur la même ligne tous les baux faits à un commerçant failli, quelle qu'en soit la nature. Lorsque les lieux loués sont affectés à l'exercice de son commerce ou de son industrie, la réduction du privilège se comprend et se justifie. C'est, en effet, en vue de ce commerce et de cette industrie que les créanciers ont fait confiance au débiteur; c'est dans ces locaux que leurs marchandises sont entrées; et, lorsque le conflit vient à éclater entre eux et le propriétaire, il est tout naturel que les marchandises livrées par eux et non payées par le locataire ne deviennent pas le gage exclusif du bailleur. Lorsque, au contraire, les lieux loués au commerçant failli consistent, par exemple, dans une ferme, ou dans une maison de campagne, ou dans un appartement séparé de ses magasins ou de ses ateliers, il n'y a aucune raison de modifier l'exercice du privilège. En tant que locataire d'immeubles de cette nature, le commerçant ne se distingue pas du non-commerçant » (V. D. P. 72. 4. 35 n° 3).

Depuis la promulgation de la loi, cette distinction entre les baux des immeubles affectés au commerce et les baux civils a soulevé de vives critiques, qui ont finalement déterminé, non pas l'abrogation totale de l'art. 2102-1<sup>er</sup>, mais du moins l'application aux baux ruraux de règles analogues à celles qu'avait édictées, pour le cas de faillite, la loi de 1872 à l'égard des baux commerciaux. La loi du 19 févr. 1889, art. 1<sup>er</sup> (D. P. 89. 4. 29), dispose en effet que le privilège accordé au bailleur d'un fonds rural par l'art. 2102 c. civ. ne peut être exercé, même quand le bail a acquis date certaine, que pour les fermages des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année, à partir de l'expiration de l'année courante, ainsi que pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et pour les dommages-intérêts... ».

Ajoutons au surplus que la loi de 1872 n'est pas sans avoir exercé une influence indirecte sur les droits du bailleur des

immeubles loués au failli, et dont la destination n'est ni commerciale ni industrielle. L'art. 2 de cette loi, en décidant que le propriétaire qui, en vertu de baux ayant acquis date certaine avant la promulgation de la loi (baux auxquels ne s'appliquent pas les dispositions nouvelles), a un privilège pour tout ce qui est échu et tout ce qui est à échoir, ne pourra exiger par anticipation les loyers à échoir « s'il lui est donné des sûretés suffisantes pour en garantir le paiement », a condamné implicitement, mais nettement, la jurisprudence des arrêts de cassation de 1868 et 1870, et résolu législativement, dans le sens le plus favorable à la masse, la controverse jusqu'alors pendante entre la doctrine et la jurisprudence sur l'étendue des droits du bailleur (V. *infra*, n° 1124).

En général, les législations étrangères protègent mieux que la loi française les intérêts de la masse; la plupart refusent au bailleur tout privilège pour les loyers à échoir, beaucoup même limitent son privilège pour les années échues, quelle que soit la cause de distribution des deniers, déconfiture ou faillite, plus étroitement que ne l'a fait le législateur français pour le seul cas de faillite. C'est ainsi que d'après la loi allemande, le bailleur de biens ruraux a un privilège pour le fermage courant et les arriérés, et le bailleur de maison seulement pour le loyer courant et la dernière année échue; en droit anglais, pour tous les loyers dus en principe, pour l'année antérieure à la faillite seulement si la saisie-gagerie n'a été pratiquée qu'après l'ouverture de la faillite; dans le canton de Zurich, pour six mois échus et six mois courants, etc. La loi italienne fait seule exception; l'art. 1958 c. civ. italien, conférant au bailleur un privilège presque aussi étendu que l'art. 2102 c. civ. français, demeure applicable en cas de faillite, sous la réserve d'une restriction apportée au droit de revendication des objets garnissant déplacés sans l'aveu du bailleur (c. com. italien art. 760). Pour plus de développements, V. Thaller, t. 2, p. 84 et suiv.

1116. — A. *Suspension du droit de poursuites : action en résiliation.* — La loi nouvelle écarte tout d'abord formellement, consacrant sur ce point la jurisprudence antérieure, la résiliation du bail comme résultant de plein droit du jugement déclaratif. Le bailleur a seulement le droit de faire résilier le bail quand il est en mesure d'invoquer une cause spéciale à cet effet, quand il y a par exemple des loyers arriérés, quand les locaux ont été dégarnis des meubles qui servaient de garantie au bail, que des abus de jouissance ont été commis, etc. De plus, et ici le législateur de 1872 s'écarte du droit antérieur, la loi nouvelle édicte un ensemble de mesures tendant à faciliter un arrangement entre le syndic et le bailleur, et à éviter une résiliation ruineuse pour la masse. Dans ce but, l'art. 450 nouveau, tout en imposant au bailleur, comme le faisait l'ancien article, la suspension de toutes voies d'exécution sur les effets mobiliers servant à l'exploitation du commerce ou de l'industrie du failli, en a modifié le délai : ce délai, dont le point de départ reste le jugement déclaratif, se prolonge jusqu'à l'ex-

toires et du droit qui serait acquis au propriétaire de reprendre possession des lieux loués. Dans ce cas, la suspension des voies d'exécution établie au présent article cessera de plein droit.

« Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui serait faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

« Faute par lui de l'avoir formée dans ledit délai, il sera réputé avoir renoncé à se prévaloir des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

« Art. 550. L'art. 2102 c. civ. est ainsi modifié à l'égard de la faillite :

« Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli aura privilège pour les deux dernières années de location échues avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante, pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et pour les dommages-intérêts qui pourront lui être alloués par les tribunaux.

« Au cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra pas exiger le paiement des loyers en cours ou à échoir, si les sûretés qui lui ont été données lors du contrat sont maintenues, ou si celles qui lui ont été fournies depuis la faillite sont jugées suffisantes.

« Lorsqu'il y aura vente et enlèvement des meubles garnissant les lieux loués, le bailleur pourra exercer son privilège comme

au cas de résiliation ci-dessus et, en outre, pour une année à échoir à partir de l'expiration de l'année courante, que le bail ait ou non date certaine.

« Les syndics pourront continuer ou céder le bail pour tout le temps restant à courir, à la charge par eux ou leurs cessionnaires de maintenir dans l'immeuble gage suffisant, et d'exécuter, au fur et à mesure des échéances, toutes les obligations résultant du droit ou de la convention, mais sans que la destination des lieux loués puisse être changée.

« Dans le cas où le bail contiendrait interdiction de céder le bail ou de sous-louer, les créanciers ne pourront faire leur profit de la location que pour le temps à raison duquel le bailleur aurait touché ses loyers par anticipation, et toujours sans que la destination des lieux puisse être changée.

« Le privilège et le droit de revendication établis par le n° 4 de l'art. 2102 c. civ., au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne peuvent être exercés contre la faillite ».

2. La présente loi ne s'appliquera pas aux baux qui, avant sa promulgation, auront acquis date certaine.

Toutefois, le propriétaire qui, en vertu desdits baux, a un privilège pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, ne pourra exiger par anticipation les loyers à échoir, s'il lui est donné des sûretés suffisantes pour en garantir le paiement.

piration des huit jours qui suivent la période impartie par l'art. 492 aux créanciers domiciliés en France pour la *vérification de leurs créances* (Rapport, D. P. 72. 4. 36, n° 9).

Le même article reproduit l'exception que l'ancien art. 450 apportait à la suspension du droit de poursuites du bailleur, pour le cas où, à l'époque de la faillite du preneur, il y aurait, au profit du bailleur, droit acquis à la reprise de possession des lieux loués (D. P. 72. 4. 38, note 1; Paris, 6 août 1884; *La Loi*, n° du 23 août 1884);... et consacre également le droit pour le failli, nonobstant la suspension de son droit de poursuites pendant le délai précité, de procéder à toutes mesures conservatoires. Ce droit est facile à justifier, étant donné le but que le législateur de 1872 s'est proposé d'atteindre. Il a entendu accorder au syndic un certain temps à l'effet de rechercher s'il y a lieu ou non de continuer les opérations du failli, et, en conséquence, d'opter ou non pour la continuation du bail; il n'a pas voulu que le propriétaire pût, par l'exercice de son droit de gage, enlever des lieux loués les effets mobiliers servant au commerce ou à l'industrie du failli. Le bailleur ne saurait donc les faire vendre; il a seulement le droit, pendant cette huitaine, de pratiquer sur eux une saisie-gagerie, car il s'agit là d'une mesure purement conservatoire. Mais, en dehors de ces circonstances, le droit d'exécution du bailleur reste intact. Il a, dès lors, la faculté de pratiquer une saisie-arrière et d'agir en validité de cette saisie sur les effets mobiliers vendus à la requête du syndic. — Jugé, en ce sens, que, malgré la faillite du locataire, le propriétaire peut, pour le paiement des loyers qui lui sont dus, pratiquer une saisie-arrière sur le prix du mobilier réalisé par le commissaire-priseur sur l'ordre du syndic, et que ce dernier ne saurait demander la nullité de cette saisie sous prétexte qu'il est chargé de toucher et d'administrer les deniers de la faillite pour les distribuer ensuite suivant les formes de l'art. 551 c. com. (Rouen, 8 mai 1886, aff. Chaudet, D. P. 88. 2. 114).

**1117.** Une fois la vérification des créances achevée, l'on connaît généralement la consistance active et passive de la faillite; les syndics se trouvent donc en situation d'apprécier s'il existe ou non des chances sérieuses de conclure un concordat. Ainsi se justifie le droit d'option que la loi nouvelle confère aux syndics. Ceux-ci, en effet, aux termes de l'art. 450 nouveau, ont, pour les baux des immeubles affectés, à l'industrie et au commerce du failli, y compris les locaux dépendant de ces immeubles et servant à l'habitation personnelle du failli et de sa famille, le droit de continuer le bail, sous la seule charge de satisfaire à toutes les obligations du locataire (Rapport, D. P. 72. 4. 35, n° 6);... Ou, en d'autres termes, sous la seule condition de payer les loyers échus, et, quant aux loyers à échoir, d'en garantir le paiement aux échéances stipulées dans le bail, en laissant les lieux loués garnis des marchandises et autres objets mobiliers, suffisant pour couvrir, lors de ces échéances successives, la créance privilégiée du bailleur (Rapport, D. P. 72. 4. 36, n° 12). Dans ce cas, la faillite ne rend donc plus exigibles les loyers à échoir, à la différence de ce qui était décidé dans le troisième des systèmes ci-dessus rappelés (V. *supra*, n° 1113). En d'autres termes, depuis la loi nouvelle, le bailleur ne peut plus demander la résiliation du bail que pour défaut de paiement des loyers échus, ... ou qu'en vertu d'une clause expresse de résiliation, et pourvu que la demande en résiliation basée sur une semblable cause ait été formée dans un certain délai à partir de cette déclaration. — Le droit d'opter ainsi pour la continuation du bail appartient exclusivement aux syndics, qui ne peuvent l'exercer qu'avec l'autorisation du juge-commissaire, et le failli entendu; ce n'est pas au bailleur à faire cette option (Rapport, D. P. 72. 4. 35, n° 7). — La déclaration doit en être notifiée au propriétaire dans les huit jours de l'expiration du délai accordé par l'art. 492 pour la vérification des créances: elle n'est donc exigée qu'après les opérations qui ont fait connaître aux syndics la situation active et passive du failli, et elle précède les formalités relatives au concordat, dont les stipulations ne peuvent utilement intervenir que si les créanciers sont fixés sur le sort du bail des lieux où le failli exploite son commerce ou son industrie (Rapport, D. P. 72. 4. 35, n° 6 et 8).

Le propriétaire conserve, malgré la déclaration que les syndics lui ont notifiée de leur volonté de continuer le bail,

le droit de faire valoir les causes de résiliation qui pourraient lui être acquises, mais il doit former sa demande en résiliation dans la quinzaine de cette notification (Rapport, D. P. 72. 4. 35, n° 7). Faute par lui d'avoir agi dans le délai qui lui est imposé, il est réputé avoir renoncé à ces causes de résiliation (Rapport, D. P. 72. 4. 35, n° 7 et 10). Dans le cas où les syndics ne notifieraient point, dans le délai qui leur est fixé, leur intention de continuer le bail, on reste dans le droit commun, et le propriétaire peut toujours invoquer les différentes causes de résiliation ouvertes à son profit (Rapport, D. P. 72. 4. 35, n° 7. Conf. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 3031, *in fine*). — Mais, d'un autre côté, le défaut de notification n'emporte pas déchéance contre le syndic, qui, malgré l'expiration du délai, conserve encore le droit d'opter pour la continuation du bail; en cet état, il appartient aux tribunaux d'apprécier les circonstances, et ils peuvent accueillir la demande des syndics, si les droits et les intérêts du bailleur leur paraissent suffisamment garantis (Aix, 30 déc. 1875, aff. Belleudy, D. P. 78. 5. 269). Au surplus, la demande en résiliation du bail des locaux occupés par un failli est valablement formée contre le syndic, sans qu'il y ait nécessité d'appeler le failli en cause, alors d'ailleurs que le syndic n'a pas, dans le délai imparti par la loi, dénoncé le bail et manifesté, pour les créanciers, l'intention de le continuer. Il en est ainsi, alors même que le failli aurait obtenu un concordat par abandon d'actif, ce concordat ne rendant pas au failli l'administration des biens abandonnés (Nancy, 16 avr. 1877, aff. Burgaux, D. P. 79. 2. 205).

**1118.** — *B. Étendue du privilège du bailleur, d'après la loi de 1872.* — Après avoir ainsi réglé le sort du bail au cas de faillite du preneur, la loi de 1872, dans d'autres dispositions placées en tête de l'ancien art. 550, détermine l'étendue du privilège du bailleur, soit pour le cas où le bail a été résilié, soit pour le cas où les syndics ont usé du droit de le continuer.

*a. Étendue du privilège du bailleur en cas de résiliation du bail.* — Avant la loi de 1872, quand le bail était résilié sur la demande du bailleur, le bailleur avait droit à son privilège pour tous les loyers échus, et pour l'année courante, ainsi que pour toute somme due en exécution du bail et à titre de dommages-intérêts (Rapport sur la loi de 1872, D. P. 72. 4. 36, n° 13), ... mais non pour les loyers à échoir, toute dette de loyers ayant cessé à partir du jour de la résiliation prononcée ou consentie (Rapport, *ibid.*), ... à moins que la résiliation, non demandée par le bailleur, fût la conséquence forcée de ce que les créanciers auraient négligé d'exercer leur droit de relocation, et ne se trouvât ainsi imposée au bailleur dont le privilège ne pouvait subir aucune atteinte d'un fait qui lui était étranger (V. *Rép. v° Privilèges et hypothèques*, n° 268-2°). La loi de 1872, dans le nouvel art. 550 c. com., restreint le privilège du bailleur dont le bail est résilié. Elle maintient l'application de ce privilège à l'année courante et aux sommes dues en exécution du bail et à titre de dommages-intérêts; mais en ce qui concerne les loyers échus, et, par analogie de l'art. 2151 c. civ., elle limite le privilège aux deux dernières années de location échues avant le jugement déclaratif de la faillite (Rapport, D. P. 72. 4. 36, n° 13).

**1119.** — *b. Étendue du privilège du bailleur en cas de non-résiliation du bail.* — En cas de non-résiliation du bail, il faut distinguer deux hypothèses. — Si les sûretés données au bailleur, lors du bail, sont maintenues, ou si celles qui lui ont été fournies depuis la faillite sont jugées suffisantes, et lorsque les choses grevées de son privilège ne sont ni enlevées, ni vendues, le bailleur, une fois payé des loyers échus et de toute somme à lui due en exécution du bail ou à titre de dommages-intérêts, ne peut rien réclamer pour les loyers à échoir (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 14). La loi de 1872 dénie ainsi au bailleur, en termes formels, le droit qui lui était antérieurement reconnu par la jurisprudence la plus accréditée de réclamer, malgré le maintien des sûretés qui lui étaient constituées, les loyers à échoir (V. *supra*, n° 1113), loyers auxquels il lui est interdit de prétendre soit comme créancier privilégié, en vertu de l'art. 2102, soit même comme simple créancier chirographaire ... (Rapport, D. P. 72. 4. 36, n° 12).

**1120.** Mais s'il y a enlèvement ou vente soit à la diligence

du bailleur non payé des loyers échus, soit sur la poursuite d'autres créanciers, des meubles garnissant les lieux loués, la créance des loyers devient alors exigible, même en tant que créance privilégiée, non pas à cause de la faillite, mais à raison de la réalisation du gage qui cesse d'être, pour l'avenir, une garantie des loyers à échoir (Rapport, D. P. 72. 4. 36, n° 12). Dans ce cas, le bailleur a un privilège sur le prix des meubles ainsi enlevés ou vendus, ... pour les deux dernières années de loyers échus et pour les sommes à lui dues en exécution du bail ou à titre de dommages-intérêts, comme au cas de résiliation (V. *supra*, Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 14), ... et, en outre, quant aux loyers à échoir, pour une année, à partir de l'expiration de l'année courante (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 14). La loi de 1872 fait donc au bailleur, exerçant son privilège sur le gage réalisé sans résiliation de bail, une situation toute nouvelle. D'une part, elle ne lui accorde de privilège que pour un certain nombre d'années échues, aussi bien que s'il y avait eu résiliation, alors que, sous la jurisprudence antérieure, tous les loyers échus étaient, dans l'un et l'autre cas, incontestablement privilégiés (V. *supra* n° 1108). D'autre part, elle n'étend ce privilège, pour les loyers à échoir, qu'à l'année courante et à celle qui la suit, comme le faisait l'art. 2202 c. civ., à l'égard du bailleur dont le bail n'avait pas date certaine, sans plus se préoccuper de la nature du bail, et elle enlève ainsi aux loyers à échoir en vertu d'un acte authentique ou ayant date certaine, le bénéfice de la jurisprudence qui les rendait tous exigibles et payables par privilège pour toute la durée du bail (V. *supra* n° 1113). L'année courante est celle au cours de laquelle se place l'événement qui motive l'exercice du privilège (Trib. civ. Seine, 1<sup>er</sup> août 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 516); Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3036).

**1121.** Parlà disparaît, avec la distinction entre les baux avec ou sans date certaine, la question qui s'était élevée sous l'art. 2102 c. civ., de savoir si le bailleur avait privilège pour tous ses loyers à échoir, conformément à l'interprétation donnée généralement à cet article, même au cas où le bail n'avait acquis date certaine qu'après cessation des paiements du failli, question résolue, d'ailleurs, par l'affirmative (Rép. n° 237). Décidé, en effet, sur cette question, que le privilège résultant, au profit du bailleur, des baux passés en la forme authentique ou ayant acquis date certaine, n'était pas au nombre des droits de préférence dont la création est nulle relativement à la masse des créanciers, si elle ne précède de plus de dix jours la cessation des paiements (Civ. cass. 2 mars 1869, aff. Faillite Descourt, D. P. 69. 1. 473; 30 mai 1870, aff. Marmiesse, D. P. 70. 1. 254, et sur renvoi, Aix, 19 janv. 1871, D. P. 71. 2. 46); que toutefois, un bail qui recevait la forme authentique, ou à qui l'on conférait une date certaine après la cessation des paiements, pouvait être annulé par le juge, si cet acte avait eu lieu, de la part du bailleur, en connaissance de la cessation des paiements du locataire (Arrêt précité du 30 mai 1870); mais que le bail enregistré cinq jours avant le jugement de déclaration de faillite, en admettant même l'antériorité de la cessation de paiements et la connaissance qu'en aurait eue le bailleur, ne devait pas être annulé, si rien ne prouvait que l'enregistrement eût été le résultat d'un concert frauduleux organisé avec le failli au préjudice de la masse plutôt que l'exercice d'un droit légitime et préexistant (Arrêt précité du 19 janv. 1871). A plus forte raison devait-on reconnaître au propriétaire, sous l'empire de la loi de 1838, le droit de faire valoir contre la masse son privilège pour le paiement des loyers à échoir, lorsque le bail avait acquis date certaine après la cessation des paiements, mais antérieurement au jugement déclaratif par le décès du locataire, ou de l'un des locataires, la date certaine se trouvant acquise à l'acte, dans cette hypothèse, par un fait indépendant de la volonté des parties contractantes (Paris, 23 nov. 1850, aff. Syndic Nardon et Pin, D. P. 54. 5. 371).

**1122.** En ce qui concerne les années postérieures à celle qui suit l'expiration de l'année courante, le bailleur se trouve réduit, dans la distribution de l'actif de la faillite, y compris même les meubles garnissant les lieux loués, à la condition d'un simple créancier chirographaire (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 15). — La créance afférente à ces loyers

non privilégiés, devient, en effet, exigible tout entière par application de l'art. 444, puisqu'elle est dégénérée en créance chirographaire (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 15). — Dès lors, le bailleur a le droit de produire à la faillite avec la masse des créanciers, et de toucher les dividendes pour toute la partie de sa créance non garantie par son privilège (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 15); mais s'il consent à prendre place parmi les créanciers chirographaires pour ses loyers non privilégiés, au lieu de demander que le bail soit résilié pour la période non couverte par son privilège, il doit être réputé avoir été intégralement payé des annuités auxquelles correspondent les dividendes par lui reçus, et doit, par suite, laisser aux créanciers ou au failli concordataire la jouissance des lieux loués jusqu'à l'expiration du bail, comme s'il en avait reçu tous les loyers par anticipation (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 15).

Les conséquences de cette solution, d'ailleurs parfaitement juridique, montrent qu'elle n'a rien de pratique et qu'il n'y a pas à se préoccuper de ce point de vue purement abstrait. Il n'est pas un bailleur qui ne préfère résilier le contrat à partir de l'expiration de l'année courante, plutôt que de recevoir, en monnaie de faillite, le paiement de tous les loyers ultérieurs (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2037). Lors donc que le failli concordataire ou ses représentants ne sont pas en mesure de remplir tous leurs engagements, le bailleur demandera invariablement la résiliation; dans le cas contraire, le bail continuera à recevoir son exécution. On rentrera ainsi purement et simplement dans le droit commun.

Les développements qui précèdent suffisent à démontrer que les loyers de l'année à échoir sont payés au bailleur, non pas à titre d'indemnité et de forfait de résiliation, mais à titre de loyers, puisque le bail existe jusqu'à la résiliation, et que celle-ci n'a pas été prononcée. D'ailleurs, il n'est pas douteux que, si la résiliation devait avoir lieu à une époque ultérieure quelconque, le bailleur pourrait avoir droit à une indemnité pour le préjudice qu'elle lui ferait alors éprouver, et que cette indemnité serait toujours garantie par un privilège (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 16).

**1123.** — c. Droit de relocation par les créanciers du failli. — Sous l'empire de l'art. 2102 c. civ., les créanciers du failli avaient le droit de relouer l'immeuble loué à ce dernier pour une période de temps correspondant aux loyers à échoir que le bailleur s'était fait payer par anticipation, en vertu de son privilège, c'est-à-dire... pour toute la durée du bail, si tous les loyers à échoir avaient été payés, conformément à la jurisprudence qui étendait à l'intégralité des loyers à échoir le privilège du bailleur par bail authentique ou par bail sous seing privé ayant date certaine (V. *supra*, n° 1113);... pour la durée du même bail représentée par la portion de ces loyers qui avait été payée, lorsque le bailleur n'en avait touché qu'une partie à raison de l'insuffisance de la somme mise en distribution (V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 277);... pour l'année courante et celle qui la suivait, lorsque le privilège du bailleur était réduit à cette limite, parce que son bail était sans date certaine (V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 279). Et il était généralement admis que les créanciers du failli avaient ce droit de relocation, bien que le bail renfermât une clause expresse d'interdiction de sous-louer, le bailleur étant réputé, en recevant le paiement des loyers à échoir, avoir renoncé au bénéfice de cette clause (V. *infra*, v° *Louage*; — Rép. eod. v°, n° 477; *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 276). — Depuis la loi de 1872, le droit, pour les syndics de la faillite, de céder le bail ou de sous-louer, est subordonné à une distinction : 1° si, conformément à cette loi, ils ont déclaré leur volonté de continuer le bail, en remplissant toutes les obligations qui en dérivent, et sans que, dès lors, le bailleur puisse exiger le paiement d'aucuns loyers à échoir (V. *supra*, n° 1119), ils sont purement et simplement substitués aux droits du preneur, et, dès lors, ils ne peuvent céder le bail ou sous-louer que dans l'hypothèse où cette faculté n'a pas été interdite au preneur par une stipulation formelle du bail (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 17); — 2° Lorsque, au contraire, le bailleur a, en vertu de son privilège, reçu par anticipation le paiement des loyers de l'année courante en

cas de résiliation (V. *suprà*, n° 1118), ou le paiement des loyers de l'année courante et de l'année qui la suit, en cas de non-résiliation, puis d'enlèvement ou de vente des meubles garnissant les lieux loués (V. *suprà*, n° 1120) les créanciers ont le droit de faire leur profit de la location pour la période du bail correspondant aux loyers ainsi payés par anticipation, soit qu'il existe, soit qu'il n'existe pas d'interdiction de céder le bail ou de sous-louer (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 17). — Quant au droit de relocation résultant du paiement de loyers à échoir non couverts par le privilège du bailleur, V. *suprà*, n° 1122 et rapport Delsol (D. P. 72. 4. 37, n° 15). — Lorsque les créanciers exercent leur droit de relocation, ils sont soumis à toutes les conditions qui liaient le preneur. Ainsi, la relocation ne peut avoir lieu que dans les termes mêmes du contrat originaire, et à la charge, notamment, de faire les travaux qui ont pu être imposés par ce contrat, de ne pas changer la destination des lieux loués, et d'y laisser des effets mobiliers suffisants pour garantir le paiement des loyers, ou de les faire remplacer par d'autres effets d'une valeur égale ou supérieure (Rapport, D. P. 72. 4. 37, n° 17 et 18).

**1124.** — *d. Rétroactivité.* — Le nouvel art. 550 ne s'applique pas aux baux qui ont acquis date certaine avant sa promulgation, dans celles de ses dispositions qui concernent : ... 1° la limitation du privilège du bailleur, soit au cas de résiliation du bail (Rapport suppl., D. P. 72. 4. 38, note 3), ... soit au cas de non-résiliation suivie de l'enlèvement ou de la vente des meubles garnissant les lieux loués (Rapport suppl., *ibid.*) ; — 2° L'exercice du droit de relocation par les créanciers, pour la période du bail correspondant aux loyers à échoir payés par anticipation (Rapport suppl., *ibid.*) ; ... surtout, lorsque l'instance relative à l'étendue du privilège du bailleur était déjà engagée au moment de la promulgation de cet article (Caen, 5 déc. 1872, aff. Léveillé, D. P. 74. 2. 81). — Mais la disposition du nouvel art. 550, qui enlève au bailleur le droit d'exiger le paiement par anticipation de loyers à échoir, s'il lui est donné des garanties suffisantes pour en assurer le paiement, est rendue applicable par l'art. 2 de la loi de 1872 aux baux antérieurs comme aux baux postérieurs à sa promulgation, la disposition dont il s'agit renfermant une simple interprétation, en matière de créance privilégiée à terme, de l'art. 444 (Rapport suppl., D. P. 72. 4. 38, note 3).

**1125.** — 3° *Privilège pour frais relatifs à la conservation de la chose.* — Les règles du droit civil concernant ce privilège sont complètement applicables au cas de faillite. — Sur ces règles et sur les applications qui en ont été faites en matière civile ou commerciale, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; *Rép. eod. v°*, n° 306 et suiv. Ainsi, ce privilège ne peut porter que sur un objet déterminé, et non sur la généralité de l'actif du débiteur (Lyon, 1<sup>er</sup> avr. 1881, aff. Mure, D. P. 82. 2. 44. — V. cependant ce qui sera dit *infra*, art. 5, même sect., et sect. 13, sur les créanciers de la masse). Et il ne peut être étendu aux frais faits pour l'amélioration de la chose (Même arrêt).

**1126.** — 4° *Privilège du vendeur d'effets mobiliers non payés.* — Sur ce privilège en général, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; *Rép. eod. v°*, n° 327 et suiv. Sur la suppression de ce privilège en cas de faillite (art. 550), et plus généralement sur l'ensemble des droits du vendeur non payé en cas de faillite de l'acheteur, notamment sur son droit de revendication (art. 576 à 578), V. *infra*, sect. 15.

**1127.** — 5° *Privilège de l'aubergiste pour ses fournitures.* — Les règles du droit civil relatives à ce privilège sont applicables en cas de faillite. — Sur ces règles, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 387 et suiv.

**1128.** — 6° *Privilège du voiturier pour frais de voiture et dépenses accessoires.* — Il y a lieu également d'appliquer, en cas de faillite, les règles du droit civil concernant ce privilège. — Sur ces règles, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 395 et suiv.

**1129.** — 7° *Privilège sur le cautionnement des fonctionnaires publics.* — Les règles auxquelles ce privilège est assujéti, d'après le droit civil, sont applicables au cas où le fonctionnaire dont il grève le cautionnement a été déclaré en faillite, malgré sa qualité de fonctionnaire. — Sur ces règles, V. *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 302 et suiv.

**1130.** — II. PRIVILÈGES ÉTABLIS PAR LE CODE DE COMMERCE. — Les privilèges créés par le code de commerce sont ceux existant : ... 1° En faveur du *commissaire* (V. *suprà*, v° *Commissaire*, n° 43 et suiv.) ; — ... 2° Sur les navires, art. 191, c. com. ; — ... 3° Sur les *chargements* des navires (c. com. art. 307 et 308) ; — ... 4° En faveur du prêteur à la grosse (c. com., art. 320 et suiv.) (V. sur ces privilèges, *suprà*, v° *Droit maritime*, n° 334 et suiv.)

**1131.** — III. PRIVILÈGES ÉTABLIS PAR DES LOIS ET RÈGLEMENTS SPÉCIAUX. — Diverses lois et divers règlements spéciaux ont créé sur certains effets mobiliers du débiteur un privilège qui peut être exercé en cas de faillite, comme en cas de déconfiture.

1° *Privilège des ouvriers et fournisseurs en matière de travaux publics.* — Les ouvriers et fournisseurs d'un entrepreneur de travaux publics ont un privilège spécial qui grève les sommes destinées au paiement du prix de ces travaux (L. 28 pluv. an 2, art. 3). — Sur ce privilège, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 515 et suiv. ; *infra*, v° *Travaux publics* ; — *Rép. eod. v°*, n° 640 et suiv.

2° *Privilège des sous-traitants, préposés ou agents d'une entreprise de marchés de fournitures pour les armées.* — Les sous-traitants, préposés ou agents d'une entreprise de fournitures pour le service de la guerre, ont, à raison de leurs créances contre les traitants, un privilège spécial qui grève les sommes dues à ces derniers par l'Etat et le montant du cautionnement fourni par eux (Décr. 12 déc. 1806). — Sur ce privilège, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 521 et suiv.

3° *Privilège sur le cautionnement des agents de change et des courtiers.* — V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 48.

4° *Privilège de l'administration des Contributions directes.* — Sur ce privilège, V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 536 et suiv., et *infra*, v° *Impôts directs*.

5° *Privilège de l'administration de l'Enregistrement pour le recouvrement des droits de mutation par décès, sur le revenu des biens à déclarer* (L. 22 frim. an 7, art. 32). — V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 542.

6° *Privilège du Trésor public en matière de drainage pour l'annuité échue et l'annuité courante sur les récoltes ou revenus des terrains drainés* (L. 17 juill. 1856, art. 1<sup>er</sup>). — V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques* ; — *Rép. eod. v°*, n° 579 et suiv.

7° *Privilège au profit des aliénés.* — Le cautionnement des receveurs d'établissements publics d'aliénés est affecté par privilège à la garantie des deniers versés dans la caisse de l'établissement pour le compte de l'aliéné (L. 30 juin 1838, art. 31). — Sur ce privilège, qui peut être exercé au cas où le receveur a été déclaré en faillite, V. *Rép. v° Aliéné*, n° 246.

### § 3. — Droits de poursuite individuelle des créanciers privilégiés. — Compétence.

**1132.** — I. DROIT DE POURSUITE. — Les créanciers ayant un *privilège général* sur les meubles, et subsidiairement sur les immeubles, n'ont pas qualité pour poursuivre la vente des immeubles : les syndics sont seuls chargés de cette vente (V. *suprà*, n° 515). — Ce droit de poursuite individuelle n'appartient qu'aux créanciers investis, sur les immeubles du failli, d'un *privilège spécial* (V. *suprà*, *ibid.*). ... et à la condition qu'ils l'exercent avant la formation de l'union (V. *suprà*, n° 514). Quant aux meubles et effets mobiliers du failli, les créanciers ayant privilège sur cette nature de biens peuvent en poursuivre la vente quand ils sont en possession du gage qui leur est affecté (V. *suprà*, n° 1106, 1107). En ce qui concerne le bailleur, V. *suprà*, n° 1108 et suiv. — V. aussi *Rép. n°* 233 et 834, 1061 à 1064.

**1133.** — II. COMPÉTENCE. — Dans l'opinion dominante, les questions de privilège dans une faillite, entre créances purement civiles, sont de la compétence du tribunal civil, et non du tribunal de commerce, qu'il s'agisse de l'existence ou du rang des privilèges (Civ. cass. 17 juill. 1849, aff. Doré, D. P. 50. 1. 131 ; 21 juill. 1851, aff. Catherine, D. P. 51. 1. 199 ; Nancy, 13 juill. 1853, aff. Guérin, D. P. 54. 2. 68. V. *Rép. n°* 532 et suiv., 643, 1063, 1312 et suiv. — V. *suprà*, v° *Compétence commerciale*, n° 85 et *infra*, n° 1133).



## ART. 3. — Créanciers hypothécaires et créanciers privilégiés sur les immeubles (Rép. n° 1065 à 1075).

§ 1<sup>er</sup>. — Droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur immeubles relativement aux immeubles grevés de l'hypothèque ou du privilège.

**1134.** Les créanciers peuvent être investis, sur certains immeubles, ou même sur tous les immeubles dépendant de la faillite, soit d'un droit d'hypothèque, conventionnelle, judiciaire ou légale, soit d'un privilège spécial.

**1135.** — I. PRIVILÈGES ÉTABLIS PAR LE CODE CIVIL. — Les privilèges établis sur certains immeubles par le code civil sont au nombre de six.

1° *Privilège du vendeur d'immeubles* (V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 411 et suiv.).

2° *Privilège du prêteur de deniers pour l'acquisition d'un immeuble* (V. *infra*, *ibid.*; — Rép. *ibid.* n° 473 et suiv.).

3° *Privilège des cohéritiers et copartageants* (V. *infra*, *ibid.*; — Rép. *ibid.* n° 440 et suiv.).

4° *Privilège des architectes, entrepreneurs, maçons et ouvriers, sur la plus-value résultant de leurs travaux* (V. *infra*, *ibid.*; — Rép. *ibid.* n° 456 et suiv.).

5° *Privilège du prêteur de deniers pour le paiement des ouvriers* (V. *infra*, *ibid.*; — Rép. *ibid.*, n° 473 et suiv.).

6° *Privilège de séparation des patrimoines sur les immeubles d'une succession en faveur des créanciers et légataires du défunt* (V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques et Succession*).

**1136.** — II. PRIVILÈGES RÉSULTANT DE LOIS PARTICULIÈRES. — Diverses lois particulières ont créé sur certains immeubles des privilèges spéciaux qui peuvent être exercés en cas de faillite d'un commerçant, comme en cas de déconfiture d'un non-commerçant.

1° *Privilège du Trésor public sur les immeubles acquis à titre onéreux par les comptables ou leurs femmes depuis leur nomination* (L. 5 sept. 1807, art. 4). — V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 579 et suiv.

2° *Privilège pour indemnité de plus-value en matière de dessèchement de marais* (L. 16 sept. 1807). — V. *infra*, v° *Marais*; — Rép. eod. v°, n° 49 et suiv.

3° *Privilège des prêteurs de fonds pour les travaux de recherche de mines et les travaux de constructions* (L. 21 avr. 1810, art. 20).

4° *Privilèges en matière de drainage au profit du Trésor public, du Crédit foncier, des syndics, des prêteurs et des entrepreneurs sur les terrains drainés* (L. 17 juill. 1856, art. 3 à 8; L. 28 mai 1858). — V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 579 et suiv.

§ 2. — Droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur immeubles relativement à la masse.

**1137.** Aucune restriction n'est apportée, en cas de faillite, au droit de poursuite des créanciers, ayant hypothèque ou privilège immobilier, sur les biens affectés à leur gage... pourvu, toutefois, que l'acte constitutif de l'hypothèque ne tombe pas sous le coup de l'art. 446, ni l'inscription du privilège ou de l'hypothèque sous l'application de l'art. 448 (V. *supra*, sect. 4, art. 3, § 1 et 4). En d'autres termes, les droits d'hypothèque et de privilège sur des immeubles peuvent être exercés, au cas de faillite d'un commerçant, comme au cas de déconfiture d'un non-commerçant, sauf une exception unique, concernant l'hypothèque légale de la femme du failli (V. *infra*, art. 4).

**1138.** Les créanciers hypothécaires et les créanciers privilégiés sur certains immeubles du failli conservent leur qualité de *créanciers chirographaires*, par rapport à la masse mobilière ou aux immeubles qui ne leur sont point engagés, car tous les créanciers, quelle que soit leur qualité, ont un droit de gage général sur les biens de leur débiteur (c. civ. art. 2092. Rép. n° 1065). Lors donc que les créanciers hypothécaires ou privilégiés sur des immeubles n'ont pas été payés intégralement sur le prix de ces immeubles, ils ont, à titre de créanciers ordinaires, le droit de concourir, avec la masse chirographaire dans laquelle ils rentrent, aux distributions ultérieures des deniers provenant des autres biens mobiliers ou immobiliers du failli, ... alors, d'ailleurs, qu'ils ont été régulièrement vérifiés et affirmés (Rép. n° 1067,

c. com. art. 551). Mais ils ne peuvent produire à ces distributions ultérieures des deniers revenant à la masse chirographaire, que pour ce qui leur *reste dû*, et non pour la *valeur nominale* de leurs créances (Rép. n° 1072). ... à la différence du cas de production aux faillites de *coobligés solidaires*. V. *supra*, art. 1<sup>er</sup>.

Il en est autrement si les créanciers hypothécaires ou privilégiés veulent concourir, comme c'est leur droit, aux distributions de l'actif chirographaire avec la masse des créanciers, avant l'ouverture de l'ordre distributif du prix des immeubles spécialement affectés à leurs créances; comme en ce cas, leurs créances sont encore entières, ils sont admis à se présenter à la distribution de cet actif pour la *valeur nominale de leurs titres* (c. com. art. 553) (Rép. n° 1069 et 926).

Toutefois, les créanciers hypothécaires ou privilégiés sur certains immeubles n'ont le droit de concourir avec la masse chirographaire aux distributions de l'actif chirographaire antérieures aux distributions de l'actif qui leur est affecté qu'en cas de formation de l'état d'*union* (Req. 25 mai 1864, aff. Bonnard et Vanel, D. P. 64. 1. 363; Trib. com. Seine, 23 juin 1885, La Loi du 14 juill. 1885. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2960; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 557 note; Laurin, n° 1218). Ils ne peuvent exercer ce droit sur les sommes distribuées en exécution d'un *concordat* (Mêmes arrêts). Ainsi, les créanciers hypothécaires d'un failli concordataire, qui n'ayant pas concouru au concordat, ont conservé leur gage hypothécaire, n'ont droit au dividende fixé par le concordat que, s'il y a insuffisance, pour le paiement intégral de leur créances, du prix des immeubles à eux hypothéqués, et, dès lors, qu'après la distribution de ce prix, et seulement jusqu'à concurrence de la portion de leurs créances non utilement colloquée (Mêmes arrêts). Par suite, un créancier hypothécaire ne peut, tout en maintenant son droit d'être ultérieurement colloqué sur le prix de l'immeuble hypothéqué non encore vendu, exiger, en déduction de sa créance hypothécaire, le dividende stipulé dans le concordat, et poursuivre, à défaut de paiement de ce dividende, la résolution de ce concordat (Mêmes arrêts) (V. *supra*, n° 959, 960).

**1139.** Les créanciers hypothécaires ou privilégiés qui, avant l'ordre distributif du prix des immeubles grevés de leurs hypothèques ou de leurs privilèges, ont touché, dans les répartitions des deniers chirographaires, en vertu de l'art. 553, les dividendes afférents à la valeur nominale de leurs créances, conservent le droit de produire, à l'ordre ultérieurement ouvert, pour la totalité de cette créance, y compris les dividendes qu'ils ont perçus (Rép. n° 1069). Mais s'ils obtiennent une collocation *intégrale*, ils ne peuvent toucher, sur le montant de cette collocation, que ce qui leur reste dû, défalcaton faite des dividendes qu'ils n'ont perçus que provisoirement; et ces dividendes, ainsi demeurés disponibles, doivent, à l'exclusion des autres créanciers hypothécaires ou privilégiés, pour lesquels la créance colloquée est toujours entière, être reversés pour le tout à la masse chirographaire d'où ils n'étaient sortis que sauf remboursement sur l'excédent de collocation qui pouvait en résulter (c. com. art. 554; Rép. n° 1070); — Et la faillite qui, sur les deniers de la masse chirographaire, a payé une portion de la créance privilégiée du vendeur originaire d'un immeuble revendu au failli, peut se faire colloquer dans la masse hypothécaire, pour la valeur de cette somme, par subrogation aux droits de ce créancier et en sous-ordre, alors même que le paiement dont il s'agit aurait eu lieu, en outre, par suite d'un cautionnement consenti par le failli lors de la revente à lui faite: les créanciers hypothécaires postérieurs objecteraient vainement qu'en payant en de telles circonstances, la faillite n'a fait que payer sa *propre dette*, laquelle, par l'effet de ce paiement, aurait été partiellement éteinte au profit de la masse hypothécaire, et ne saurait dès lors revivre en faveur de cette faillite (Req. 4 juill. 1844, Rép. n° 1073-2°). — Jugé, toutefois, en sens contraire, que si, dans la liquidation d'une faillite, la masse hypothécaire ne peut, en principe, s'enrichir aux dépens de la masse chirographaire qui a droit de répéter sur le prix de vente des immeubles aliénés les sommes qu'elle a avancées pour désintéresser un créancier inscrit sur ces immeubles, il n'en est ainsi que sous la condi-

tion que le syndic se soit conformé, pour la conservation des droits de la masse chirographaire, aux règles tracées par la loi (Rennes, 2 janv. 1880, aff. Ollivier et Bouvier, D. P. 81. 2. 30). Ainsi, le syndic ne peut exercer, au nom et dans l'intérêt de la masse chirographaire, les droits d'un créancier privilégié ou hypothécaire qu'il a désintéressé et dont l'inscription a été radiée, si sa créance n'a pas été inscrite, aucune disposition de loi ne dispensant d'inscription les créances du syndic (Même arrêt). Et, le paiement fait par le syndic à ce créancier avec les deniers de la faillite étant réputé fait au nom et en l'acquit du débiteur, le syndic ne peut prétendre avoir été subrogé légalement dans le privilège ou l'hypothèque qui garantissait la créance remboursée, la subrogation supposant nécessairement le paiement par un tiers (Même arrêt).

**1140.** La dévolution à la masse chirographaire de la portion de collocation correspondant aux dividendes antérieurement perçus, est inapplicable au cas de dividendes payés en exécution d'un concordat (Rouen, 25 janv. 1855, aff. Lejongleur, D. P. 55. 2. 94). Ainsi, bien qu'un créancier hypothécaire n'ait pas le droit de prendre part aux dividendes distribués en vertu d'un concordat avant le règlement définitif de l'ordre (V. *suprà*, n° 1138), cependant, si le failli concordataire lui a volontairement payé, sans attendre l'ouverture de l'ordre, le dividende afférent à sa créance, ce paiement ne saurait, comme celui fait au cours de la faillite, être réputé avoir le caractère d'une avance à rembourser à la masse chirographaire au moyen des deniers qu'il a rendus libres dans la masse hypothécaire; il emporte extinction *pure et simple* de la créance jusqu'à concurrence du dividende payé (Même arrêt). De là il suit que les dividendes ainsi payés par le failli concordataire à ceux de ses créanciers hypothécaires qui ont été plus tard colloqués utilement dans l'ordre distributif du prix de ses immeubles, ne peuvent être ni réclamés par les créanciers chirographaires (Même arrêt, motifs),... ni répétées par le failli (Même arrêt); ... et qu'en conséquence, ils doivent rester dans la *masse hypothécaire* pour être attribués, suivant leur rang, aux autres créanciers hypothécaires ou privilégiés, au profit desquels la créance est, par l'effet d'un tel paiement, frappée d'une véritable extinction partielle (Même arrêt).

**1141.** Le créancier hypothécaire ou privilégié qui, dans l'ordre distributif du prix de l'immeuble à lui affecté, n'a obtenu de collocation utile que pour une *portion* de sa créance devient, pour la portion non utilement colloquée, un simple *créancier chirographaire* investi, sur l'actif chirographaire, d'un droit proportionnel à ce reliquat (Rép. n° 1070). Si donc, antérieurement à l'ordre, le créancier hypothécaire ou privilégié a touché, dans les répartitions de cet actif chirographaire, un dividende basé, conformément à l'art. 553, sur la *valeur nominale* de son titre, il n'est pas assujéti à la restitution totale qui lui est imposée au cas de collocation intégrale (V. *suprà*, n° 1139). Il peut conserver ce dividende, mais seulement pour la somme afférente à la portion de sa créance non payée dans l'ordre, et ainsi dégénérée en créance chirographaire: quant à la portion du même dividende correspondant au montant de sa collocation partielle, elle doit être restituée à la masse (Rép. n° 1070, c. com. art. 555). Et, comme le paiement partiel fait au créancier hypothécaire d'un failli sur le prix de l'immeuble affecté à son hypothèque doit être imputé d'abord sur les intérêts, et non sur le capital de sa créance, la somme représentative des intérêts de ladite créance courus depuis le jugement déclaratif de la faillite et payés dans l'ordre, doit figurer, au même titre d'intérêt, dans le compte ayant pour objet de déterminer, après le paiement partiel effectué avec le prix du bien hypothéqué, la somme pour laquelle le créancier hypothécaire sera admis à prendre part aux répartitions dans la masse chirographaire (Civ. cass. 12 juill. 1876, aff. Crédit agricole, D. P. 77. 1. 305. Comp. *suprà*, n° 1075).

**1142.** La restitution partielle de dividende imposée au créancier hypothécaire réduit, par suite d'une collocation non intégrale, à la situation d'un simple créancier chirographaire pour la portion non colloquée de sa créance, ne peut être exigée du créancier lorsque l'hypothèque lui a été consentie, non par le failli, mais par un tiers (Caen, 13 déc. 1867, aff. Dumaine, D. P. 68. 2. 228). Spécialement, le

créancier qui, après avoir produit dans la faillite de son débiteur pour la valeur nominale de sa créance, et y avoir touché le dividende afférent à cette créance, a été colloqué sur le prix de l'immeuble à lui hypothéqué par une caution, n'est pas tenu de restituer à la masse le dividende correspondant à la portion de créance touchée en vertu de cette collocation, les paiements partiels faits depuis la faillite par l'un des coobligés du failli, laissant subsister, en faveur du créancier, son droit de participer aux distributions de l'actif de ce failli pour la valeur totale de son titre (Même arrêt, V. *suprà*, n° 1076 et suiv.). Et il en est ainsi, alors même que débiteur failli serait devenu héritier de la caution hypothécaire, l'inscription prise par le créancier sur les immeubles de la caution décédée mettant obstacle à la confusion des patrimoines du défunt et de l'héritier failli (Même arrêt).

**1143.** Quand les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne viennent pas en ordre utile, ils sont considérés comme chirographaires pour la totalité de leur créance. Ils ne participent, en conséquence, au partage de l'actif qu'au marc le franc des créances pour lesquelles ils ont été vérifiés et affirmés (Rép. n° 1074). ... Et ils sont soumis à tous les effets du concordat (Rép. n° 1074, c. com. art. 556). Toutefois, le concordat intervenu entre un failli et ses créanciers chirographaires ne peut préjudicier à un créancier hypothécaire, qui n'est pas venu en rang utile dans la distribution des biens affectés à sa créance et est victime d'un stellionat; celui-ci pouvait (avant la loi de 1867), nonobstant ce concordat et la fixation d'un dividende, poursuivre son débiteur par la voie de la contrainte par corps, et ce, pour la totalité de sa créance (Toulouse, 19 janv. 1864, aff. Montès, D. P. 64. 2. 44).

#### ART. 4. — Droits de la femme du failli (Rép. n° 1076 à 1119).

**1144.** Les droits de la femme du failli sont de deux sortes. Tantôt elle se présente comme *propriétaire*, et vient revendiquer contre la faillite les biens, meubles ou immeubles, que son mari détenait en qualité d'administrateur; tantôt elle se présente comme *créancière*, et demande à faire valoir contre la masse son *hypothèque légale*. A ce double point de vue, le code de commerce (art. 558 et suiv.) apporte aux droits de la femme de notables restrictions (V. Rép. n° 1076, et suiv.). L'un des projets de réforme de la loi des faillites déposés à la Chambre des députés dans ces dernières années, le projet Saint-Martin, contenait certaines dispositions draconiennes rappelant les rigueurs du code de 1807. C'est ainsi, notamment, qu'aux termes de ce projet, « l'hypothèque légale de la femme est déclarée inopposable à la masse; les biens acquis à titre onéreux au nom de la femme, les dettes du mari acquittées par elle sont présumées acquies ou payées des deniers du mari, sans que la preuve contraire puisse être fournie; les deniers constitués en dot à la femme seront réunis de plein droit à la masse toutes les fois que la déviance de ces deniers aura été faite au mari, et qu'il n'en aura pas été fait emploi déterminé en immeubles ou en valeur nominatives dont les séries et les numéros d'ordre seront inscrits dans un acte authentique constatant cet emploi ... ». Mais la commission parlementaire, chargée de l'examen des projets de réforme, n'a pas hésité à rejeter ces dispositions qui, sous prétexte de protéger les créanciers contre la fraude, ne tendaient à rien moins qu'à consacrer la spoliation légale de la femme du failli. Aussi la loi du 4 mars 1889 n'a-t-elle apporté, sur ce point, aucun changement à la loi de 1838.

En ce qui concerne le droit de revendication de la femme, les règles admises en droit français figurent aussi dans les lois belge, italienne, allemande, hongroise, espagnole, etc.: la loi des Pays-Bas n'apporte même aucune restriction, en cas de faillite, au droit de propriété de la femme. Les différences sont plus marquées entre les diverses lois européennes en ce qui concerne la femme créancière. Ces lois, en effet, ne s'accordent même pas sur le principe de l'hypothèque légale, institution inconnue des législations qui n'admettent pas l'incapacité civile de la femme mariée (Autriche, Russie, Angleterre); en Allemagne, où les régimes matrimoniaux et l'incapacité de la femme sont encore de statut local, l'hypothèque légale admise par la majorité

des pays de l'Empire varie de pays en pays quant aux biens grevés de l'hypothèque et aux créances garanties. D'autres législations comme les lois belge et italienne qui consacrent l'hypothèque légale, la soumettent, comme la loi française, à certaines restrictions en cas de faillite, mais se distinguent du droit français par l'exigence d'une inscription, précieuse garantie pour les créanciers : le syndic sait, en effet, dès le premier jour de la faillite, quelles sont les hypothèques qui primeront les créanciers chirographaires, puisque la loi n'admet pas d'hypothèques occultes et que, par suite, la femme du failli qui n'a pas pris inscription avant la faillite est réduite au rang d'un simple créancier chirographaire. — Comp. Bressoles, *De la femme du commerçant*.

§ 1<sup>er</sup>. — De la femme propriétaire. — Revendication.

**1145.** — I. REVENDICATION DES IMMEUBLES. — En cas de faillite, la femme reprend en nature ses *apports immobiliers* non mis en communauté. Elle reprend également en nature les immeubles non mis en communauté qui lui sont survenus au cours du mariage par *succession* (Rép. n° 1086) ; par *donation entre vifs* ou *testamentaire*, art. 557 (Rép. n° 1086), et aussi par voie d'*institution contractuelle*, le mot *donation* de l'art. 557 comprenant ce genre de libéralités (Rép. n° 1087). Le droit de reprise en nature des immeubles *advenus* à la femme pendant le mariage, par succession et par donation entre vifs ou testamentaire, s'étend aux immeubles que la femme aurait *acquis*, à titre d'*emploi*, des deniers provenant desdites successions et donations (Rép. n° 1087). — Malgré le silence de la loi, le même droit de reprise en nature s'applique pareillement aux immeubles acquis par la femme de deniers par elle *apportés* lors du mariage (Rép. n° 1088), ... aux immeubles acquis par la femme en *échange* des immeubles dont la reprise en nature est formellement autorisée (Rép. n° 1088), ... aux immeubles acquis par la femme à titre de *remploi* des deniers provenant de l'aliénation de ces mêmes immeubles (Rép. n° 1088). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3043.

**1146.** Mais la loi subordonne la reprise en nature des immeubles acquis en remploi du prix d'aliénation d'un propre, à la double condition : 1<sup>o</sup> que la déclaration d'emploi soit expressément stipulée au contrat d'acquisition, et 2<sup>o</sup> que l'origine des deniers soit constatée par inventaire ou tout autre acte authentique (c. com. art. 558). C'est à ce prix qu'elle fait tomber la présomption légale de l'art. 559 c. com., d'après laquelle les biens acquis à titre onéreux par la femme du failli durant le mariage, appartiennent au mari et doivent être réunis à son actif, parce qu'ils sont réputés avoir été achetés des deniers du mari, sauf à la femme à fournir la preuve contraire. Ainsi, pour que la femme puisse revendiquer contre la faillite de son mari les immeubles acquis par elle et en son nom à titre de remploi des deniers provenant de ses apports ou de l'aliénation de ses propres, il faut que la déclaration d'emploi soit mentionnée dans l'acte d'acquisition de ces immeubles, et que l'origine des deniers ayant servi à l'acquisition soit constatée par un acte authentique (V. Rép. n° 1087 ; Alauzet, t. 8, n° 2789 et 2792 ; Bédarride, t. 3, n° 999 et suiv. ; Boistel, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> éd., n° 1014).

Des difficultés s'élèvent assez fréquemment, dans la pratique, sur le point de savoir si les conditions de la loi sont ou non suffisamment remplies. — Il a été jugé, notamment, à cet égard, qu'en cas de faillite du mari, la femme peut reprendre les immeubles acquis par elle et en son nom, des deniers provenant ou à provenir de l'aliénation de ses propres, sous la seule condition que, conformément aux prescriptions de l'art. 558 c. com., la déclaration d'emploi soit expressément constatée dans les contrats d'acquisition, et que les aliénations d'où proviennent les sommes employées à ces acquisitions aient été faites par actes authentiques ; il n'est pas nécessaire que les quittances des prix versés par la femme à son vendeur mentionnent, en outre, l'origine des deniers qui ont servi à les payer, l'art. 1250, § 2, c. civ., qui exige cette mention en matière de subrogation personnelle émanée d'un débiteur, n'étant pas applicable à la subrogation réelle qui résulte d'un remploi. Et la quotité des sommes provenant d'aliénation d'immeubles indivis entre la femme et des tiers est rendue

suffisamment certaine par l'authenticité des actes renfermant ces aliénations, alors même qu'il faudrait déduire de leurs prix la part représentative des droits des autres copropriétaires (Req. 8 nov. 1866, aff. Gaillard, D. P. 87. 1. 395).

**1147.** Bien qu'un inventaire ou tout autre acte authentique ne soit exigé par l'art. 558, pour la constatation de l'origine des deniers qui ont servi à l'acquisition de l'immeuble réclaté par la femme, comme ayant été acquis de ses deniers personnels, que dans le cas où il s'agit de l'emploi de sommes provenant à la femme de succession ou de donation, il y a même raison d'exiger ces formalités alors qu'il s'agit du remploi du prix provenant de l'aliénation d'immeubles propres à la femme, encore que ces immeubles ne lui soient advenus ni par succession, ni par donation (Rép. n° 1088. Conf. Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 529). On objecterait vainement que, d'après l'art. 559, la femme est admise à combattre par toutes sortes de preuves la présomption légale que les biens acquis par elle appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers, et doivent être réunis à la masse de son actif : les cas rentrant dans les termes de l'art. 558 sont, en effet, exceptés de cette disposition (V. *infra*, n° 1148 ; Rép. n° 1088). — La question est cependant controversée. Certains auteurs, arguant du silence du code, décident, au contraire, que l'on ne saurait exiger que l'acquisition en échange soit faite par acte authentique ou qu'en cas de remploi, un acte authentique prouve l'origine des deniers (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3044). D'autres distinguent : ils admettent qu'en cas de remploi, l'aliénation et l'acquisition nouvelle doivent être faites l'une et l'autre par acte authentique ; mais ils écartent toute exigence semblable pour l'hypothèse d'un échange (Boistel, n° 1014).

**1148.** Les immeubles acquis à titre *onéreux* par la femme du failli, *durant le mariage*, sont, en principe, réputés avoir été achetés des deniers du mari, et, dès lors, être la propriété de ce dernier, relativement à la masse de sa faillite : ils doivent donc être réunis à l'actif du failli (Rép. n° 1089). Cette présomption cesse dans les cas textuellement prévus par l'art. 558. Elle cesse également, sous les mêmes conditions de déclaration d'emploi et de mode de constatation d'origine des deniers... à l'égard des immeubles acquis par la femme à titre d'*emploi* des deniers compris, lors du mariage, dans ses *apports*... à l'égard des immeubles acquis par la femme en *remploi* du prix provenant de l'aliénation de ses propres (V. *supra*, n° 1145). Elle cesse encore, à l'égard des immeubles acquis en *échange* des biens propres, avec énonciation dans l'acte d'échange qu'il est fait en remplacement d'un propre (V. *supra*, n° 1145).

Lorsque des acquisitions d'immeubles faites à titre onéreux par la femme durant le mariage ne rentrent pas dans l'une des catégories qui viennent d'être indiquées, c'est-à-dire quand elles n'ont eu lieu ni à titre d'emploi ou de remploi de deniers ayant l'origine ci-dessus énoncée, ni à titre d'échange, la femme n'en conserve pas moins le droit de prouver que la présomption légale de propriété du mari est contraire à la réalité des faits, et d'établir que les biens par elle acquis lui appartiennent comme provenant de ses deniers (Rép. n° 1089). Dans un système, la femme est tenue de faire cette preuve, selon le mode prescrit par l'art. 558, c'est-à-dire par acte authentique : on ne comprendrait pas, dit-on, que le législateur se fût montré plus sévère dans le cas de l'art. 558, où la femme a déclaré, en achetant, l'origine des deniers, que dans le cas de l'art. 559, qui ne lui impose pas une pareille condition (Rép. n° 1089). Mais, il est généralement admis que, en l'absence de toute exigence d'un mode spécial de preuve dans l'art. 559, on doit, en ce qui touche la *preuve contraire* autorisée par la disposition finale de cet article, se référer au droit commun (Rép. n° 1089 ; Lyon-Caen et Renault, t. 8, n° 2793 ; Alauzet, t. 8, n° 2793 ; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 529).

**1149.** Les tribunaux sont souverains appréciateurs des moyens invoqués par la femme ; c'est à eux à tenir la balance égale entre les droits des créanciers et ceux de la femme (Rép. n° 1089). — Jugé que la règle suivant laquelle la femme d'un failli ne peut reprendre en nature, comme lui étant propres, les immeubles dont l'acquisition faite par elle et en son nom a l'une des causes prévues par l'art. 558, que

sous la double condition d'une déclaration d'emploi dans l'acte d'acquisition, et d'une justification par inventaire ou acte authentique de l'origine des deniers, n'est pas applicable aux immeubles dont l'acquisition aurait toute autre cause non susceptible d'être constatée par inventaire ou acte authentique (Paris, 9 févr. 1867, aff. Devina, D. P. 68. 2. 29), et que, spécialement, la femme peut invoquer tout moyen de preuve abandonné à l'appréciation discrétionnaire du juge, lorsqu'elle offre d'établir sa propriété à l'égard d'immeubles qu'elle prétend avoir acquis à titre onéreux, au cours du mariage, à l'aide de deniers provenant... soit d'économies faites par elle sur ses revenus de femme séparée de biens (Même arrêt)... soit du produit de son industrie (Même arrêt)... soit de dons manuels (Même arrêt).

**1150.** — II. REVENDICATION DES MEUBLES. — L'art. 560, écartant les restrictions mises par le code de 1807 au droit de reprise de la femme en ce qui concerne les effets mobiliers, l'admet à reprendre en nature tous les *effets mobiliers*, sans distinction, qu'elle justifie s'être constitués par *contrat de mariage*, ou lui être advenus soit par *succession*, soit par *donation entre vifs ou testamentaires* (Rép. n° 1090). — Mais si l'art. 560, quant à l'étendue des reprises mobilières qu'il autorise, est plus favorable que l'ancien art. 554, il est, quant aux *justifications* imposées à la femme, plus rigoureux que le code de 1807. L'ancien art. 554 se bornait, en effet, à exiger que la femme justifiait de sa *propriété* par un état légalement dressé, annexé aux actes, ou par un inventaire, tandis que, depuis la loi de 1838, la femme doit prouver, en outre, l'*identité* des objets qu'elle est autorisée à reprendre en nature (Rép. n° 1090). Cette preuve doit être faite par *inventaire* ou tout autre *acte authentique* (Rép. n° 1090), tel que le contrat de mariage (Rép. n° 1091), un partage notarié entre cohéritiers, l'état estimatif annexé à l'acte de donation, en vertu de l'art. 948 c. civ. (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3045).

Le mode de preuve prescrit par l'art. 560 est obligatoire, même à l'égard des effets mobiliers qui se trouveraient en la possession de la femme séparée de biens; en effet, l'art. 560, d'après lequel tous les effets mobiliers, tant à l'usage du failli qu'à celui de sa femme, quel que soit le régime sous lequel ils sont mariés, sont acquis à la masse des créanciers, faute par la femme d'en établir l'origine et l'identité par un inventaire ou autre acte authentique, emporte présomption que, à défaut d'une telle preuve, toute valeur possédée par la femme lui provient de son mari (Metz, 26 mai 1868, aff. Dame Aubé, D. P. 70. 2. 80). Et les époux ne peuvent déroger à la règle de l'art. 560, par les stipulations de leur contrat de mariage (Paris, 9 févr. 1867, aff. Devina, D. P. 68. 2. 29; Metz, 26 mai 1868, précité. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3045). — Ainsi la femme, même mariée sous le régime de la séparation de biens, ne peut opposer aux créanciers de la faillite du mari... ni la clause de son contrat de mariage par laquelle, après déclaration que tout le mobilier garnissant les lieux par elle habités est sa propriété, elle a stipulé qu'elle pourra le reprendre sans aucune justification: malgré cette clause, elle n'a le droit, en cas de faillite du mari, de revendiquer le mobilier existant au jour de la faillite, qu'à la charge de prouver l'identité de ce mobilier avec celui existant au jour du mariage, conformément à l'art. 560 (Arrêt précité du 9 févr. 1867); ... ni la clause de son contrat de mariage, qui l'autoriserait à prouver ses acquisitions de meubles par les quittances des marchands ou autres actes équivalents (Arrêt précité du 26 mai 1868). A plus forte raison, les déclarations du mari ne peuvent-elles suppléer à la preuve exigée par l'art. 560 (Arrêt précité du 9 févr. 1867).

**1151.** La femme qui revendique ses apports mobiliers contre les créanciers de la faillite de son mari, est tenue d'en établir l'identité par un inventaire ou autre acte authentique, même dans le cas où le mari n'est devenu commerçant que plus d'une année depuis le mariage; la loi n'applique pas ici une règle semblable à celle de l'art. 563, qui, en ce cas, remplace la femme sous l'empire du droit commun relativement à son *hypothèque légale* (Rouen, 16 avr. 1857, aff. Dame D..., D. P. 58. 5. 189; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3055). Ainsi que le font remarquer ces derniers auteurs, « il y a là une différence qui n'est pas satisfaisante au point de vue rationnel; car, en

dehors des deux cas visés par l'art. 563, on peut dire que la femme n'ayant pas été à même de prévoir qu'elle serait peut-être exposée aux dispositions rigoureuses des art. 557 à 560, n'a pas dû prendre ses précautions ».

**1152.** Nous avons cru devoir admettre au Rép. n° 1090, que le droit de reprise en nature accordé à la femme du failli, en ce qui concerne les effets mobiliers, ne s'applique qu'à ceux compris dans ses apports, où à elle échus, durant le mariage, par succession, donation ou testament; qu'il ne s'étend ... ni à ceux qui ont une autre origine, et, par exemple, aux biens mobiliers provenant, soit des économies faites sur ses revenus par la femme séparée de biens, soit d'une industrie qui lui serait personnelle, soit de dons manuels, la disposition de l'art. 560 étant *limitative*, comme l'était celle de l'ancien art. 554, ... ni même aux valeurs mobilières que la femme justifierait avoir acquises, soit à titre d'*emploi* des deniers compris dans ses apports ou à elle échus, durant le mariage, par succession, donation ou testament, soit à titre de *remploi* des deniers provenant de la vente des effets mobiliers ayant la même origine, la reprise en nature ne pouvant être exercée par la femme du failli, à l'égard des effets mobiliers, qu'autant qu'il y a *identité* entre les objets réclamés et ceux qu'elle a apportés ou qui lui sont advenus par l'un des modes d'acquisition à titre gratuit énumérés dans l'art. 560. — Mais cette doctrine rigoureuse n'a pas prévalu, et il est aujourd'hui généralement admis que la femme peut aussi revendiquer les meubles acquis par elle à *titre onéreux*, spécialement ceux acquis en *emploi* de deniers propres (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3047). Et, la loi n'exigeant aucune preuve spéciale pour la justification de la propriété des meubles ainsi acquis à titre onéreux, il ne paraît même pas possible d'appliquer par analogie la disposition de l'art. 558 au cas où la femme voudrait revendiquer des meubles incorporels (ventes, actions, obligations)... comme acquis en *emploi* de deniers propres. Jugé, en ce sens, que l'art. 558, d'après lequel la femme du failli ne peut reprendre les immeubles acquis par elle et en son nom des deniers qui lui sont provenus de donations ou successions, que si l'origine des deniers a été constatée par acte authentique et si la déclaration d'emploi a été expressément stipulée au contrat d'acquisition, s'applique exclusivement aux reprises immobilières; que, en conséquence, la femme du failli peut reprendre une rente sur l'Etat, valeur mobilière, à la seule condition d'établir que la rente a été payée de deniers lui appartenant (Req. 1<sup>er</sup> déc. 1879, aff. Faure et Rochas, D. P. 80. 1. 230. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3047).

## § 2. — De la femme créancière. — Hypothèque légale.

**1153.** — I. DROIT DE CRÉANCE DE LA FEMME. — **PREUVE.** — La femme du failli, déchue du droit de reprendre en nature les effets mobiliers dont elle n'établit pas l'identité par inventaire ou tout autre acte authentique, n'a, quant à ces effets, qu'un simple droit de créance ... garanti par son *hypothèque légale* sur les immeubles du mari, sous les restrictions que l'art. 563 fait subir à cette hypothèque (Bordeaux, 29 avr. 1853, aff. Syndic Grataud, D. P. 54. 2. 4, et sur pourvoi, Req. 24 janv. 1854, D. P. 54. 1. 81; Rennes, 17 juin 1853, aff. Rolland, D. P. 54. 2. 3; Paris, 8 avr. 1854, aff. Laforest, D. P. 55. 2. 25; Colmar, 13 juill. 1854, aff. Lesage, D. P. 56. 5. 209; Paris, 23 déc. 1854, aff. Minard, D. P. 55. 5. 218; Metz, 12 juin 1855, aff. Fournet, D. P. 55. 2. 283); ... et purement *chirographaire* sur l'actif mobilier de la faillite (Mêmes arrêts). Elle ne jouit d'ailleurs, à cet égard, d'aucun droit de *prélèvement* sur les biens de la communauté, même dans le système d'après lequel la femme pourrait exercer ses reprises sur les valeurs composant la communauté, à titre de *propriétaire*, à l'exclusion des créanciers du mari ou de la communauté (Mêmes arrêts. Conf. Req. 19 août 1856, aff. Poupinel, D. P. 57. 1. 33), ... système qui, d'ailleurs, après avoir longtemps prévalu en jurisprudence (V. notamment Civ. cass. 10 juill. 1855, aff. du Blaisel, D. P. 55. 1. 251), a été finalement condamné par l'arrêt des chambres réunies du 16 janv. 1858, aff. Moinet, D. P. 58. 1. 5 (V. sur cette importante question, et sur la grave controverse qu'elle a soulevée, en dehors du

cas de faillite, tant en doctrine qu'en jurisprudence, *suprà*, v° *Contrat de mariage*, n° 849 et suiv.).

La femme, lorsqu'il lui est interdit de reprendre en nature ses effets mobiliers, faute d'inventaire ou d'acte authentique (V. *suprà*, n° 1150), ne peut non plus s'en faire attribuer la valeur intégrale en argent : un tel droit équivaldrait, en effet, à l'égard des créanciers du mari en faillite, à une véritable reprise opérée à titre de propriété (Angers, 23 déc. 1875, aff. Defos, D. P. 76. 2. 197). Ainsi, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, les effets mobiliers que la femme s'est constitués en dot dans son *contrat de mariage* étant, aux termes de l'art. 1499 c. civ., réputés acquêts de communauté, lorsqu'ils n'ont pas été constatés par inventaire ou état en bonne forme, la femme, en l'absence de cette constatation, n'est pas plus admise à réclamer la valeur intégrale de ces objets qu'il ne lui est permis d'en opérer la reprise en nature à titre de propriétaire (Même arrêt).

**1154.** La femme du failli, qui se présente à la faillite de son mari comme simple créancière, à raison d'effets mobiliers par elle apportés lors du mariage, ou qu'elle aurait acquis personnellement durant le mariage, reste, quant à la preuve de l'origine et de la valeur de ces effets, sous l'empire du droit commun, l'art. 560 étant exclusivement relatif à l'existence et à l'exercice de son droit de reprise en nature ou de revendication (Lyon, 29 avr. 1850, aff. Cuzin, D. P. 52. 2. 283; Dijon, 4 févr. 1884, aff. Gaulin, D. P. 84. 2. 169). Ainsi, la femme du failli peut, à l'effet d'établir l'existence et le montant de sa créance, être admise, faute d'inventaire ou état authentique, à établir l'origine et la valeur d'effets mobiliers à elle échus personnellement durant le mariage, suivant les modes de preuve autorisés par les art. 1415 et 1504 c. civ., c'est-à-dire par témoins, titres, papiers domestiques, et, au besoin, par la commune renommée (Mêmes arrêts). Et, la valeur de ces objets peut être considérée comme suffisamment établie par le prix qui leur a été attribué dans une vente publique faite sur une saisie pratiquée par le propriétaire du local (Lyon, 29 avr. 1850, précité).

Cette distinction, au point de vue des preuves exigées, entre le cas où la femme se présente comme propriétaire et celui où elle produit simplement comme créancière, est facile à justifier rationnellement ; car la masse des créanciers souffre plus d'une revendication exercée par la femme que de sa collocation dans la faillite comme créancière. Aussi est-elle généralement admise en doctrine (Aubry et Rau, t. 5, § 264 *ter*, note 18; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3048), et elle paraissait également consacrée par la jurisprudence jusqu'à une décision récente de la cour de cassation, qui impliquerait, si elle devait fixer la jurisprudence, un revirement complet. Jugé, en effet, que la femme d'un commerçant ne peut réclamer, soit hypothécairement, soit chirographairement, à l'encontre de la faillite de son mari, la valeur des capitaux ou titres à elle échus au cours du mariage et touchés par le mari, à moins que la consistance desdites valeurs n'ait été établie par un inventaire ou autre acte authentique (Civ. cass. 22 nov. 1886, aff. Gaulin, D. P. 87. 1. 143). Mais il nous paraît difficile d'admettre que la cour suprême persévère dans cette jurisprudence regrettable : l'argument qu'elle déduit du texte des art. 1499 et 1510 pour justifier l'assimilation, au point de vue des justifications à fournir, de la femme créancière à la femme revendiquante, ne résiste pas à l'examen attentif de ces dispositions. L'un et l'autre article, en effet, se réfèrent uniquement au cas où la femme voudrait reprendre *in specie* les objets mobiliers à elle échus. L'extension de cette doctrine à la reprise en valeur, et particulièrement à la reprise chirographaire, ne se justifie donc pas plus sur le terrain des textes que sur celui des principes (V. sur cette question : Bufnoir, note sur Civ. cass. 22 nov. 1886; Louis Guénée, note sur le même arrêt, D. P. 87. 1. 143; Pétiet, *France judiciaire*, 1885-1886, t. 1, p. 72 et suiv.).

**1155.** — II. HYPOTHÈQUE LÉGALE DE LA FEMME. — RESTRICTION EN CAS DE FAILLITE DU MARI. — 1° Cas où l'hypothèque légale de la femme est restreinte par l'effet de la faillite du mari. — *Mari commerçant lors du mariage.* — L'art. 563 soumet l'hypothèque légale de la femme, en cas de faillite du mari, à des règles spéciales soit quant à son étendue, c'est-à-dire quant aux immeubles qui en sont grevés,

soit quant au mode de preuve des créances à raison desquelles elle est exercée, lorsque le mari était commerçant au moment de la célébration du mariage (Rép. n° 1103).

Pour savoir si le mari était ou non commerçant à cette date, il faut uniquement s'en tenir à la réalité des choses, c'est-à-dire à la profession effective du mari, abstraction faite de la qualité qu'il lui a plu de prendre dans son contrat de mariage (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3056; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 2, § 264 *ter*; Pont, *Privilèges et hypothèques*, t. 1, n° 443). La qualification de commerçant prise par le mari dans un acte public, tel que son contrat de mariage ou l'acte de célébration qui l'a suivi, ne suffit donc pas pour soumettre la femme, en cas de faillite du mari, à l'application de l'art. 563 c. com. (Besançon, 13 févr. 1856, aff. Amet, D. P. 56. 2. 118; Sol. impl. Req. 24 janv. 1872, aff. Amadou, D. P. 72. 1. 93). Mais il en résulte une présomption qui doit prévaloir, à défaut de preuve contraire, et que la femme ne peut écarter qu'en prouvant l'inexactitude de cette qualification (Arrêt précité du 24 janv. 1872). Et inversement, lorsqu'il est établi qu'au moment du mariage le mari se livrait à des actes de commerce assez fréquents pour qu'il dût être considéré comme commerçant, l'hypothèque légale de la femme subit les restrictions résultant de la faillite, encore que, à la même époque, le mari exerçât une profession non commerciale : la femme invoquerait en vain sa bonne foi pour échapper à ces restrictions (Req. 5 juill. 1837, Rép. n° 1105, et v° *Commerçant*, n° 89; Nîmes, 10 juill. 1851, aff. Martin, D. P. 52. 2. 216). Et il en est ainsi, alors même que cette profession serait incompatible avec la qualité de commerçant, ... comme celle de notaire (Arrêt précité du 10 juill. 1851).

**1156.** La femme peut, d'ailleurs, pour échapper aux restrictions de l'art. 563, soutenir que son mari, étant mineur lors de la célébration du mariage, ne pouvait être légalement considéré comme commerçant, attendu qu'il n'avait point obtenu l'autorisation exigée par l'art. 2 c. com. (Civ. rej. 18 avr. 1882, aff. Naquet père et fils, D. P. 83. 1. 73). Vainement objecterait-on que le mineur seul peut se prévaloir de la nullité des actes par lui faits : la femme, en effet, dans ce cas, n'agit point en nullité, mais demande simplement à établir l'absence de l'une des conditions essentielles requises pour l'application de la disposition légale dont on se prévaut contre elle (Même arrêt (motifs). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3056 *in fine*; Lyon-Caen, note sous Civ. rej. 18 avr. 1882).

**1157.** L'art. 563 assimile à la femme dont le mari était commerçant lors du mariage celle dont le mari, devenu commerçant dans l'année du mariage n'avait pas, au moment du mariage, une profession déterminée autre que celle de commerçant (Rép. n° 1103). La loi laisse ainsi l'hypothèque légale dans les termes du droit commun, à la différence du code de 1807, si le mari avait, à l'époque où il s'est marié, une profession non commerciale déterminée, fût-il devenu commerçant dans l'année du mariage (Rép. n° 1103) ... ou s'il n'est devenu commerçant qu'après l'expiration de cette année, fût-il *filz de négociant*, sans profession déterminée au moment du mariage (Rép. n° 1104). Un principal clerc de notaire n'a pas une profession déterminée, dans le sens de l'art. 563. Par suite, s'il devient commerçant dans l'année de la célébration de son mariage, l'hypothèque légale de sa femme subit la restriction établie par le même article (Paris, 9 févr. 1867, aff. Devina, D. P. 68. 2. 29).

**1158.** — 2° Immeubles grevés de l'hypothèque légale. — De droit commun, l'hypothèque légale des femmes mariées frappe tous les immeubles de leurs maris. En cas de faillite du mari, cette hypothèque est restreinte à certains immeubles, à savoir : 1° ceux qui appartaient au mari au jour de la célébration du mariage ; 2° ceux qui lui sont advenus depuis par succession, donation et testament (art. 563). Elle ne s'étend pas aux biens que le mari aurait acquis à titre onéreux pendant le mariage, ces biens devant être réputés avoir été acquis avec les deniers des créanciers (Rép. n° 1103); ... encore que la femme eût fait inscrire cette hypothèque au fur et à mesure des acquisitions de son mari (Rép. n° 1106). Le principe de l'exclusion du droit hypothécaire de la femme sur les immeu-



bles acquis à titre onéreux pendant le mariage est, en effet, général et absolu; aussi doit-il être appliqué même à ceux de ces immeubles que le mari a revendus antérieurement au jugement déclaratif, sans aucune distinction (Nancy, 27 mai 1865) (1).

Une exception doit cependant être faite, semble-t-il, pour le cas d'échange. En effet, lorsque le mari échange après le mariage un immeuble grevé de l'hypothèque légale, on ne peut pas dire qu'il a affecté l'argent de ses créanciers à l'acquisition de l'immeuble acquis en contre-échange, lequel doit, dès lors, être atteint par l'hypothèque (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3051; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 564, note). La même solution devrait même être admise au cas d'échange avec soulte, alors du moins que la soulte payée par le mari est de minime importance (Mêmes auteurs).

En tout cas, l'art. 563 n'est point applicable si la femme est en mesure de prouver, contre les énonciations de l'acte d'acquisition, passé par son mari, que ledit acte est en réalité antérieur à la célébration du mariage. — Jugé en ce sens, que la femme du failli est recevable à prouver par témoins, contre les créanciers, qui ne sont ici que les ayants cause du mari, qu'une acquisition immobilière de celui-ci, dont l'acte public n'a été passé que postérieurement au mariage, lui a été en réalité consentie par convention verbale à une époque antérieure, et que l'immeuble acquis se trouve ainsi soumis à son hypothèque (Grenoble, 28 juin 1858, aff. Bonnet Ballot, D. P. 59. 2. 191).

**1159.** L'art. 563 est-il applicable à l'hypothèque judiciaire résultant, au profit de la femme séparée de biens par son contrat de mariage ou par justice, d'un jugement par lequel elle se serait fait reconnaître créancière de son mari? La question est délicate. Nous avons cru devoir la résoudre au *Rép.* n° 1106 par l'affirmative; mais la cour de cassation s'est prononcée en sens contraire. Décidé, en effet, que l'art. 563 c. com. n'est point applicable à l'inscription prise par la femme antérieurement à la faillite, pour assurer le service d'une pension alimentaire à elle accordée sur les biens de son mari par le jugement qui, sur sa demande, a prononcé la séparation de corps (Civ. rej. 14 juin 1853, aff. Ogereau, D. P. 53. 1. 185).

**1160.** L'hypothèque légale de la femme grève incontestablement les portions indivises d'immeubles appartenant à son mari lors du mariage, ou à lui advenus au cours du mariage, par succession, donation ou testament (*Rép.* n° 1108). Mais doit-elle être étendue à la totalité de l'immeuble indivis, si le mari acquiert à titre onéreux, pendant le mariage, les portions de ses copropriétaires? Cette question a été diversement résolue (V. *infra*, vo *Privilèges et hypothèques*). Dans un premier système, basé sur la fiction du partage déclaratif, système auquel nous nous sommes ralliés au *Rép.* n° 1108, on décide que l'immeuble est soumis tout entier à l'hypothèque légale de la femme, comme si la propriété en avait appartenu exclusivement au mari dès l'époque du mariage, ou lui était échue tout entière au cours du mariage par succession, donation ou testament. — Jugé, en ce sens, que les dispositions de l'art. 563, d'après lequel tous les biens advenus par succession au commerçant restent, en cas de faillite de celui-ci, soumis à l'hypothèque légale de sa femme, n'ont point dérogé au droit commun, aux termes duquel tout copartageant est censé avoir été seul propriétaire *ab initio* des immeubles à lui échus sur licitation (Grenoble, 5 août 1857, aff. Beau, D. P. 66. 2. 11, note 1; Metz, 20 déc. 1865, aff. Morel, D. P. 66. 2. 10; Metz, 14 nov. 1867, aff.

Vassal, D. P. 69. 2. 43; Douai, 26 nov. 1868, aff. Malherbe, D. P. 69. 2. 43; Civ. rej. 10 nov. 1869, aff. Vassal, D. P. 69. 1. 501. Conf. Pont, n° 536; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 565, note; Namur, t. 3, n° 1990; qu'en conséquence, l'hypothèque légale de la femme d'un commerçant failli frappe la totalité de l'immeuble dont le mari s'est rendu adjudicataire sur licitation durant le mariage, lorsque cet immeuble était déjà sa copropriété indivise à l'époque du mariage (Arrêts précités des 14 nov. 1867, 26 nov. 1868 et 10 nov. 1869)... ou lorsqu'il lui était échue par succession pendant le mariage, indivisément avec d'autres cohéritiers (Mêmes arrêts, et arrêts précités des 5 août 1857 et 20 déc. 1865). Décidé, de même, que l'hypothèque légale de la femme frappe les portions de biens acquises par le mari, moyennant soulte, dans un partage d'ascendant (Limoges, 14 mai 1853, aff. Meymat, D. P. 54. 2. 113).

**1161.** Dans un second système, diamétralement opposé, on décide, au contraire, que la fiction de la loi qui fait remonter le droit du propriétaire par indivis sur les portions de ses copropriétaires dont il se rend acquéreur, au jour où il avait acquis sa part indivise, ne peut être invoquée par la femme d'un commerçant failli, à l'égard des portions indivises d'immeubles acquises à titre onéreux pendant le mariage, par le mari déjà copropriétaire de ces immeubles avant le mariage, ou qui, depuis le mariage, en était devenu copropriétaire par succession, donation ou testament; qu'en conséquence, l'hypothèque de la femme reste limitée à la portion de l'immeuble qui appartenait au mari avant la licitation, les acquisitions des autres portions constituant de véritables acquisitions à titre onéreux, non atteintes par cette hypothèque, en vertu de l'art. 563 (Bourges, 2 févr. 1836, *Rép.* n° 1108, et vo *Privilèges et hypothèques*, n° 875; Paris, 8 avr. 1851 (et non 1853), aff. Dumont, D. P. 54. 2. 112; Caen, 21 avr. 1866, aff. Lucas, D. P. 69. 2. 44). On s'appuie, dans ce système, sur ce que la fiction de l'art. 883 n'a qu'une portée relative, et ne doit pas être étendue en dehors de son objet, qui est de prévenir les recours auxquels donnerait lieu, entre copropriétaires, le maintien des droits réels consentis durant l'indivision (V. Demolombe, t. 17, n° 328; Bertault, *Revue critique*, 1864, t. 24, p. 392).

**1162.** Enfin, une fraction de la doctrine se rallie à un troisième système qui, écartant l'application de l'art. 883, s'inspire uniquement de l'esprit de l'art. 563, et distingue, en conséquence, suivant que la totalité de l'immeuble est attribuée au mari par un partage ou lui est adjugée par licitation. Dans le premier cas (partage), l'hypothèque légale s'étend à l'immeuble entier parce que, les copropriétaires du mari ayant été remplis de leurs droits au moyen de valeurs antérieurement indivises, la présomption légale d'après laquelle l'acquisition aurait été payée des deniers des créanciers ne peut ici trouver son application. Dans le second cas, au contraire (licitation), la présomption doit s'appliquer, à moins toutefois que les copropriétaires du mari n'aient, en ce cas, été payés en valeurs comprises dans l'indivision, et non pas en numéraire (Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 264 *ter* et note 52; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3053).

**1163.** C'est une question controversée que celle de savoir si l'hypothèque légale de la femme s'étend, conformément à l'art. 2133 c. civ., aux améliorations faites par le mari, durant le mariage, sur les immeubles soumis à l'hypothèque, ainsi qu'aux constructions édifiées sur lesdits immeu-

(1) (Saincère C. Pasquin.) — Le 2 août 1864, jugement du tribunal civil de Toul ainsi conçu : — « Attendu que Michel-Ange Cahen a été déclaré en état de faillite, par jugement du 6 déc. 1860; qu'il est, en outre, reconnu qu'il était commerçant à l'époque du mariage qu'il a contracté avec Jeanne-Henriette Haas, et que la tuilerie de Bois-le-Comte a enfin été acquise par lui le 28 mai 1850, c'est-à-dire pendant l'existence du mariage; qu'il suit de cet état de choses que la femme Cahen n'a point d'hypothèque légale à réclamer aujourd'hui sur cet immeuble, quoiqu'il ait été vendu longtemps avant la faillite de son mari et qu'il n'ait pas ainsi fait partie de la masse; — Que l'art. 563 c. com. est, en effet, général et absolu; qu'il règle les droits des femmes en cas de faillite; qu'il s'oppose virtuellement à ce que les immeubles acquis par le mari durant la communauté servent,

sous quelque prétexte que ce soit, de gage à leurs droits, et qu'il doit leur être appliqué par cela même qu'il y a faillite, qu'il s'agisse ou non d'en opérer la liquidation, et sans aucune distinction entre les diverses espèces de créanciers intéressés; — Attendu que Saincère, simple concessionnaire de la femme Michel-Ange Cahen, n'a pas plus de droits qu'elle n'en pourrait prétendre elle-même aujourd'hui, et que c'est, dès lors, avec raison que Pasquin a été colloqué de préférence à lui, en qualité de créancier hypothécaire, pour absorber la totalité du reliquat de 25666 fr. 15 cent., etc. — Appel par le sieur Saincère.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 27 mai 1865.-C. de Nancy, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Lesaud, 1<sup>er</sup> pr.-Doyen et Volland, av.

bles. Nous nous sommes (*Rép.* n° 1107), prononcés pour la négative, en nous appuyant sur les motifs et l'esprit de l'art. 563; ces constructions ou améliorations constituent, en effet, une *valeur nouvelle*, acquise à titre onéreux par le mari au cours du mariage; il est donc à présumer que l'argent des créanciers en a fait les frais. D'où il suit que l'on doit procéder à une ventilation du prix, afin de limiter la collocation hypothécaire de la femme à la portion du prix représentant la valeur de l'immeuble, déduction faite de celle des améliorations ou constructions (Montpellier, 29 juill. 1867 (1). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3052; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 566). — Décidé cependant, en sens contraire, que les constructions faites par le mari sur un terrain qu'il possédait lors du mariage sont, en cas de faillite, soumises, comme ce terrain lui-même, à l'hypothèque légale de la femme; qu'ici s'applique l'art. 2133 c. civ. (Rouen, 29 déc. 1855, aff. Courcelle, D. P. 57. 2. 197; Grenoble, 28 juin 1858, aff. Bonnet-Ballot, D. P. 59. 2. 491). — Certains auteurs proposent une distinction : l'hypothèque légale de la femme ne s'étendrait pas aux constructions, mais elle frapperait les améliorations, attendu qu'en ce qui concerne celles-ci, la ventilation est beaucoup plus difficile (Boistel, n° 1022). Mais il nous semble difficile d'admettre que cette considération de pur fait doive prévaloir contre le texte et l'esprit de l'art. 563.

**1164.** — 3° *Créances auxquelles s'applique l'hypothèque légale de la femme du failli.* — La femme du failli peut exercer son hypothèque légale sur les immeubles désignés dans l'art. 563 : ... 1° pour les deniers et effets mobiliers par elle apportés en dot, ou qui lui sont advenus, depuis le mariage, par succession, donation ou testament (*Rép.* n° 1110); alors, d'ailleurs, qu'il n'y a pas lieu, quant aux effets mobiliers, à une *reprise en nature* (V. *supra*, n° 1150 et suiv.); — ... 2° Pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage (*Rép.* n° 1110); — ... 3° Pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari (*Rép.* n° 110).

**1165.** — A. *Deniers et effets mobiliers apportés par la femme du failli ou à elle échus durant le mariage.* — La femme du failli qui veut exercer son hypothèque légale pour le remboursement des deniers par elle apportés en dot, ou de la valeur des effets mobiliers à elle advenus durant le mariage, par succession, donation ou testament, doit prouver qu'il y a eu *paiement* ou *délivrance* des deniers ou effets mobiliers ainsi apportés lors du mariage ou échus depuis. Sous le code de 1807, cette preuve devait être faite par acte *authentique*; la loi de 1838 (art. 563) se contente d'un acte ayant *date certaine*, se montrant ainsi moins rigoureuse pour la femme créancière, qui se prévaut de son hypothèque légale, que pour la femme qui revendique en qualité de propriétaire (art. 560). Même ainsi modifié, le régime organisé par le code de commerce est plus rigoureux que celui du code civil; car s'il est admis, de droit commun, que les créances de la femme auxquelles l'art. 2135 c. civ. attache une hypothèque légale indépendante de toute inscription, ne sont investies de cette hypothèque qu'autant qu'elles ont une date certaine conforme aux prescriptions de l'art. 1328 (Civ. cass. 5 févr. 1854, aff. Lévesque, D. P. 54. 1. 14; 15 mars 1859, aff. Dame Arnoutz, D. P. 59. 1. 105), du moins n'exige-t-on pas que l'acte établissant le paiement des valeurs constituées en dot, ou la délivrance des valeurs données ou léguées soit lui-même revêtu d'une date certaine (arg., art. 1569 c. civ.; *infra*, v° *Privileges et hypothèques*, *Rép.* eod. v°, n° 909).

**1166.** On doit considérer comme constatant suffisamment le paiement ou la délivrance des deniers ou effets mobiliers apportés par la femme dans son *contrat de mariage*, et comme pouvant, par suite, servir de base à l'exercice de son hypothèque légale, en cas de faillite du mari, pour le remboursement de ses apports : 1° le contrat de mariage

portant que la célébration du mariage *vaudra quittance*, alors que, d'autre part, le mariage a été célébré sans constatation du non-versement de la dot (Rennes, 26 janv. 1849, aff. Malard, D. P. 51. 2. 119; Req. 22 févr. 1860, aff. Luder, D. P. 60. 1. 181. Conf. sous le code de 1807, Req. 19 janv. 1836, *Rép.* n° 1091-2°, et v° *Contrat de mariage*, n° 4144-2°; — 2° Le contrat de mariage portant que le futur *se charge de la dot par le seul fait de la célébration du mariage*, une telle clause équivalant à la déclaration, par le futur, que l'acte de célébration vaudra quittance de la dot au profit de la femme (Colmar, 28 déc. 1853, aff. Kauffmann, D. P. 56. 2. 285. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3054; Pont, n° 448).

**1167.** Mais la preuve du paiement de la dot, à l'effet d'autoriser l'exercice de l'hypothèque légale de l'art. 563, ne peut résulter de simples *présomptions* (*Rép.* n° 1093). Ainsi, et spécialement, l'art. 1569 c. civ., aux termes duquel le mari est présumé avoir reçu la dot, par cela seul que le mariage a duré *dix ans* depuis l'échéance des termes pris pour le paiement, ne peut être invoqué par la femme que contre son mari. La présomption édictée par cet article ne saurait, au cas de faillite du mari, dispenser la femme qui prétend, à raison de sa dot, hypothèque légale sur les biens du failli, de prouver par acte ayant date certaine le paiement effectif de cette dot (Angers, 23 déc. 1868, aff. Bourjuge, D. P. 69. 2. 33; Poitiers, 21 juin 1881, aff. Legris, D. P. 82. 2. 224). — La solution à laquelle s'est arrêtée la cour d'Angers, dans l'espèce ci-dessus, est évidemment juridique. Sans doute la présomption écrite dans l'art. 1569 c. civ., en faveur de la femme se trouve écartée dans des circonstances où l'intérêt de la femme demanderait qu'on l'appliquât. Mais si, dans la loi civile, le législateur a surtout considéré l'intérêt de la femme, c'est, dans la loi commerciale, en matière de faillite surtout, l'intérêt des créanciers qu'il a entendu faire prévaloir. Cela est hors de doute; l'ensemble des dispositions de la sect. 4 du tit. 3 c. com. est évidemment inspiré par cette idée que les privilèges accordés à la femme par le droit commun à l'encontre du mari doivent sinon disparaître, du moins s'amoindrir singulièrement, lorsque la femme se trouve en concours avec les créanciers de son mari failli (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3054; Pont, n° 761; Demolombe, *Revue critique*, t. 1, p. 527; Persil, *Régime hypothécaire*, sur l'art. 2135, § 2, n° 11).

**1168.** A l'égard des deniers ou effets mobiliers advenus à la femme *durant le mariage* par succession, donation ou testament, la preuve par acte ayant date certaine, du paiement ou de la délivrance de ces deniers et effets mobiliers résulte suffisamment... d'une quittance notariée constatant que la femme a reçu ces deniers et effets mobiliers avec l'autorisation et l'assistance de son mari, sans qu'il faille, en outre, établir que les deniers ont été versés entre les mains de celui-ci personnellement (Civ. rej. 27 déc. 1852, aff. Deshours-Farel, D. P. 53. 1. 39); ... d'un acte de vente publique. Ainsi, le chiffre auquel il convient d'évaluer la valeur d'effets mobiliers échus personnellement durant le mariage à la femme du failli, et pour laquelle celle-ci demande à être admise au passif de la faillite, peut être considéré comme suffisamment établi par le prix attribué à ces objets dans la vente publique qui en a été faite sur la saisie du propriétaire du local qu'ils garnissaient (Lyon, 29 avr. 1850, aff. Veuve Cuzin, D. P. 52. 2. 283). — Mais la mention inscrite sur les livres d'un commerçant, et de laquelle il résulte, qu'à une époque indiquée, il a touché une somme paraphernale revenant à sa femme, n'a pas date certaine, et n'est pas, en conséquence, susceptible d'être opposée aux tiers. Par suite, dans un ordre ouvert sur le prix d'un immeuble dudit commerçant tombé en faillite, la femme de celui-ci ou le cessionnaire de cette femme ne peut faire

(1) (Mazarin C. X...) — La cour; — Attendu que la veuve Mazarin demande pour la première fois que son hypothèque porte sur les constructions et améliorations effectuées par son mari sur les immeubles à lui advenus par donation; — Que cette prétention ne saurait être admise; — Qu'aux termes de l'art. 563 c. com., la femme de l'individu qui est commerçant au moment du mariage n'a d'hypothèque que sur les biens appartenant à son mari à l'époque de la célébration du mariage et sur ceux qui lui adviennent par donation ou succession; — Que les constructions ou améliorations faites par le mari à titre

onéreux doivent être considérées comme des acquisitions ordinaires et affranchies de l'hypothèque légale; — Que cette assimilation résulte de l'esprit de la loi; qu'elle est sanctionnée par un arrêt de la cour de cassation du 24 janv. 1838, et que décider autrement serait autoriser indirectement ce qui est prohibé directement par l'art. 563; — Que, du reste, la veuve Mazarin n'insiste pas sur ce chef de ses conclusions; — Par ces motifs, etc.

Du 29 juill. 1867.—C. de Montpellier, 1<sup>re</sup> ch.—MM. Pégat, pr.—Petiton, subst.—Bédarides, Agniel et Lisonne, av.

valoir la mention dont il s'agit contre un créancier hypothécaire du failli, pour obtenir, en vertu de l'hypothèque légale, une collocation primant celle de ce créancier (Req. 31 nov. 1887, aff. Planès, D. P. 88. 1. 204).

**1169.** L'art. 563, qui exige que la femme justifie, par acte ayant date certaine, du paiement ou de la délivrance des deniers ou effets mobiliers à raison desquels elle veut exercer son hypothèque légale, en cas de faillite du mari, ne s'applique qu'au cas où la femme entend exercer son hypothèque légale, et non à celui où elle voudra simplement établir sa qualité de *créancière chirographaire* (Req. 13 août 1868, aff. Neveu, D. P. 70. 4. 126). Dans ce dernier cas, elle est replacée dans les termes du droit commun, et se trouve, dès lors, admise à recourir à la preuve par titres, par témoins et même par commune renommée, conformément aux art. 1415 et 1504 c. civ. (Rép. n° 1111);... mode de preuve également admis, dans ce cas, quand il s'agit de la justification des apports eux-mêmes ou des acquisitions à titre gratuit faites durant le mariage (V. *suprà*, n° 1134). De même, la femme ou ses héritiers peuvent, alors qu'il s'est écoulé plus de dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, répéter cette dot contre le mari à titre chirographaire, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, encore bien que ce dernier soit en état de faillite (Colmar, 2 févr. 1857, aff. Maimbourg, D. P. 58. 2. 61-62).

**1170.** — B. *Remploi des biens de la femme du failli aliénés pendant le mariage.* — La femme du failli peut, en cas d'aliénation d'un de ses propres sans remploi, exercer son hypothèque légale sur les immeubles désignés dans l'art. 563, à la seule charge de prouver l'*aliénation*; mais elle n'est pas tenue, comme lorsqu'il s'agit de deniers apportés en dot ou à elle advenus, durant le mariage, par succession, donation ou testament, d'établir, par acte ayant date certaine, le versement du prix de cette aliénation aux mains du mari (Civ. rej. 27 déc. 1852, aff. Deshours-Farel, D. P. 53. 1. 39);... Et il n'est même pas besoin que l'acte d'aliénation soit revêtu d'une date certaine, lorsque l'hypothèque légale est invoquée contre les créanciers chirographaires du failli: il suffit que l'existence en soit constante, (V. *suprà*, sect. 4). — Cette condition d'une date certaine ne serait nécessaire qu'à l'égard des *tiers*, et, notamment, des autres créanciers hypothécaires (V. *Rep. v. Obligations*, n° 3996, 3997; *Privileges et hypothèques*, n° 923 et suiv. Conf. Aubry et Rau, t. 3, § 264 *ter*, p. 241; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3054 *in fine*).

**1171.** — C. *Indemnité à raison des dettes contractées par la femme du failli avec son mari.* — La femme du failli peut exercer son hypothèque légale sur les immeubles désignés dans l'art. 563, à raison des engagements par elle contractés avec son mari, alors qu'il n'est pas établi que ces engagements ont été pris dans son intérêt personnel, sans qu'elle soit tenue, vis-à-vis de la masse chirographaire, de prouver ces engagements par acte ayant date certaine: ici ne s'applique pas la disposition de l'art. 563, relative au paiement des deniers apportés en dot par la femme ou à elle advenus durant le mariage par succession, donation ou testament;... à la différence des cas où l'hypothèque légale serait exercée contre des *tiers*, et, notamment, contre d'autres créanciers hypothécaires (V. *infra*, v° *Obligations*; — *Rep. eod. v.*, n° 3996; *infra*, v° *Privileges et hypothèques*; — *Rep. eod. v.*, n° 923). L'hypothèque légale peut également être exercée par la femme du failli, à raison d'un engagement contracté en qualité de caution du mari, non par elle, mais par une autre personne, si elle s'est trouvée tenue de cet engagement comme héritière de celle-ci (Paris, 27 juill. 1850, aff. Pourtales, D. P. 51. 2. 168); ... et l'hypothèque légale prend alors rang du jour de l'ouverture de la succession (Même arrêt).

(1) (Syndic Albert C. Héritiers Ferbos.) — LA COUR; — Attendu que la faillite d'Albert a été déclarée le 26 févr. 1863; que, dès le 6 sept. 1845, c'est-à-dire dix-huit ans avant la faillite, le premier mariage par lui contracté avec Marie Ferbos avait été dissous par le décès de cette dernière; que, le 25 janv. 1849, au moment où Albert contractait une seconde union avec Anne Philibert, les héritiers de Marie Ferbos faisaient inscrire l'hypothèque légale que celle-ci avait contre son mari, pour les reprises et avantages résultant de son contrat de mariage, et que la collocation qu'ils ont obtenue en vertu de cette hypothèque porte sur le prix des immeubles propres à Albert qui les possédait même

**1172.** — 4° *Exercice de l'hypothèque légale de la femme du failli après concordat.* — Les restrictions apportées, en cas de faillite, à l'hypothèque légale de la femme du failli, sont applicables même après que la faillite a pris fin par un *concordat*, la réhabilitation faisant seule cesser les effets de la faillite; elles ne concernent pas seulement le cas où il y aurait *union* (Civ. cass. 1<sup>er</sup> déc. 1858, aff. Blanchy, D. P. 59. 1. 11. Conf. Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 567, note). — Est-il vrai, comme le dit la cour de cassation dans l'arrêt du 1<sup>er</sup> déc. 1858 précité, que les effets de la faillite subsistent jusqu'à la réhabilitation? A cet égard, un jugement du tribunal de Foix, du 5 déc. 1864, aff. Escolier-Taurines, D. P. 65. 2. 77, dont la cour de Toulouse a adopté les motifs, fait une distinction qui nous paraît juste entre les effets de la faillite qui touchent à l'ordre public et ceux qui sont relatifs aux intérêts des créanciers de la faillite. Les premiers seuls ne sont effacés que par la réhabilitation; quant aux créanciers de la faillite, du moment où le concordat a été fidèlement exécuté, ils n'ont plus de droits à exercer contre le failli (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3060; Aubry et Rau, t. 3, § 264 *ter*, p. 237).

En tout cas, l'hypothèque légale de la femme est replacée sous l'empire du droit commun, même en ce qui concerne les immeubles dont le mari était déjà propriétaire avant son concordat, et qu'il a conservés, à l'égard des *créanciers nouveaux* envers lesquels il s'est obligé, après avoir exécuté intégralement son concordat et cessé même le commerce; par suite, la femme peut exercer son hypothèque légale, à l'encontre de ces nouveaux créanciers, sur les immeubles de son mari, encore qu'ils aient été acquis à titre onéreux postérieurement au mariage (Toulouse, 7 avr. 1865, aff. Escolier-Taurines, D. P. 65. 2. 77).

### § 3. — Annulation des avantages matrimoniaux.

**1173.** L'art. 549 du code de 1807 disposait que la femme ne pourrait exercer, dans la faillite, aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage, et réciproquement, que les créanciers ne pourraient se prévaloir, dans aucun cas, des avantages faits par la femme au mari dans le même contrat (Rép. n° 1113). Depuis la loi de 1838, la femme du failli n'est privée de toute action contre la faillite, à raison des *avantages* portés au *contrat de mariage*, que lorsqu'elle s'est mariée dans les conditions prévues par l'art. 563, relatif aux restrictions apportées à son hypothèque légale; le seul fait de la faillite du mari ne suffit plus (Rép. n° 1113). Elle n'est donc déchuée de ces avantages dans la faillite du mari que si elle a épousé un *commerçant* (Rép. n° 1113);... ou que si son mari, *non-commerçant* lors du mariage, l'est devenu *dans l'année*, pourvu qu'à l'époque où il s'est marié, il n'exerçât pas une profession déterminée étrangère au commerce (Civ. rej. 18 avr. 1882, aff. Naquet, D. P. 83. 1. 73. V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3057).

La disposition de l'art. 564 concerne les libéralités qui ont un effet *actuel*, comme celles dont l'effet est subordonné à la condition de *survie* (Rép. n° 1114). Mais on ne peut considérer comme un avantage tombant sous l'application de cet article la stipulation contractuelle qui donne à la femme la faculté de reprendre, à son choix, ou le mobilier à elle constitué en dot, ou la valeur estimative donnée à ce mobilier (Rennes, 26 janv. 1849, aff. Malard, D. P. 51. 2. 119). D'autre part, cette disposition est inapplicable dans l'hypothèse où, la femme étant décédée avant la déclaration de faillite, l'action est intentée par les héritiers (Bordeaux, 8 mai 1867) (1).

**1174.** Bien que la loi ne prononce textuellement la antérieurement à son premier mariage; — Attendu que la prétention du syndic, qui refuse tout effet à la donation entre vifs de 3000 fr., sous réserve d'usufruit en sa propre faveur, faite par Albert à Marie Ferbos, est contraire à la lettre de l'art. 564 c. com.; qu'il ne s'agit pas de la femme du failli venant exercer dans la faillite une action, mais des héritiers de la première femme, depuis longtemps décédée, dont les droits ont été fixés par la dissolution du mariage, arrivé bien avant la faillite, alors qu'Albert jouissait lui-même sur ses biens de la plénitude de ses droits, et que, dans ces circonstances, les inconvénients que la loi a voulu prévenir n'ont pas pu se présenter; — Attendu

déchéance produite par la faillite du mari que pour les avantages portés au contrat de mariage, la même déchéance doit, à plus forte raison, s'appliquer aux avantages qui auraient été faits à la femme pendant le mariage, d'une part, parce qu'ils sont essentiellement révocables (c. civ. art. 1096), et, d'autre part, parce qu'ils sont justement suspects (Rép. n° 1115; Req. 2 mars 1881, aff. Boulard, D. P. 81. 1. 401; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3057; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 571; Ruben de Couder, n° 991).

Certains auteurs décident même, à raison de ce caractère particulièrement suspect des donations faites par le mari à la femme pendant le mariage, que ces donations doivent tomber par cela seul que le mari donateur vient à être déclaré en faillite, sans qu'il soit nécessaire de rechercher s'il était déjà commerçant au jour de la donation, ou s'il l'est devenu dans l'année (Demangeat, loc. cit.).

En tout cas, pour frapper de nullité ces donations, l'art. 564 ne se préoccupe nullement, comme pour les nullités des art. 446 et suiv., de la date à laquelle elles sont intervenues; il importe peu, dès lors, qu'elles remontent à une époque antérieure à la période suspecte (Lyon-Caen et Renault, loc. cit.).

**1175.** L'application des art. 559 et 564 au bénéfice de l'assurance contractée par le mari au profit de sa femme a donné lieu, dans ces dernières années, à une grave controverse que nous avons exposée *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 447 à 450, et à laquelle la chambre civile paraît avoir mis fin en 1888 par une série d'arrêts, conçus dans le sens de la non-applicabilité desdits articles à la femme bénéficiaire de la police.

Antérieurement à cette date, la jurisprudence, après avoir varié, tendait, au contraire, à admettre le droit pour la masse de s'approprier le capital assuré à l'encontre de la femme bénéficiaire, en se fondant sur ce que, la stipulation par le mari constituant une offre de libéralité, laquelle se transformait en un contrat de donation par l'acceptation de la femme, celle-ci devait être déclarée déchue du bénéfice de ladite donation par application de l'art. 564 c. com. (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 446; Req. 2 mars 1881, aff. Boulard, D. P. 81. 1. 401; Douai, 9 juin 1886, *Journal des faillites*, 1886, p. 272; Amiens, 8 mai 1888, aff. Rietsch, D. P. 90. 1. 383, et autres arrêts cités par Lefort, *Etudes sur les assurances sur la vie*, p. 5 et suiv. Conf. Herbault, *Assurances sur la vie*, n° 263 bis; Ruben de Couder, eod. v°, n° 106).

**1176.** Mais, à la suite des arrêts de la chambre civile, affirmant une doctrine nouvelle d'après laquelle la créance du capital assuré serait directement acquise au bénéficiaire, et se fixerait immédiatement sur sa tête dès le jour de son acceptation sans jamais avoir fait partie du patrimoine du stipulant (Civ. rej. 2 juill. 1884 et arrêts subséquents. V. *supra*, n° 404 et suiv.), un revirement s'est produit dans la jurisprudence au sujet de la question qui nous occupe. Tant que l'on admit l'idée d'une transmission, de la part du stipulant, au tiers bénéficiaire, cette transmission s'effectuant à titre gratuit, l'application de l'art. 564 s'imposait. Avec l'interprétation nouvelle, au contraire, la somme stipulée n'ayant jamais fait partie du gage des créanciers, la femme bénéficiaire n'en doit pas le rapport; elle n'est tenue qu'à rapporter les primes, qui seules ont été réellement fournies par le stipulant et doivent être présumées payées avec l'argent des créanciers. Jugé, en ce sens, que la stipulation par le mari commerçant d'une assurance sur la vie au profit de sa femme ne tombe pas sous le coup des art. 559 et 564: celle-ci peut donc recueillir le bénéfice de la police à l'encontre de la masse, sauf à récompenser la faillite du montant des primes, tout au moins si elles ont été prises sur le capital et non sur les revenus (Civ. cass. 16 janv. 1888, aff. Despretz, D. P. 88. 1. 77; Civ. rej. 6 févr. 1888, aff. Dutigny; Civ. cass. 8 févr. 1888 aff. Tourbez;

Civ. rej. 22 févr. 1888, aff. Barbier; 27 mars 1888, aff. Dubois, D. P. 88. 1. 193. Adde Civ. cass. 7 août 1888, aff. Rommel, D. P. 89. 1. 118; 23 juill. 1889, aff. Rietsch, D. P. 90. 1. 383; Caen, 3 janv. 1888, aff. Lemonnier, D. P. 89. 2. 129; Nancy, 17 janv. 1888, aff. Syndic Petit-Jean, D. P. 89. 2. 153. — Comp. aussi notes de M. Thaller, D. P. 88. 2. 1; Boistel, D. P. 89. 2. 153; note de M. Crépon, sous Civ. cass. 16 janv., 6 févr., 8 févr., 22 févr., et 27 mars 1888; note de M. Labbé, sous Amiens, 8 mai 1888; Bonfils, *Examen doctrinal, Revue critique*, 1889, p. 372). Et il en est ainsi, même quand la police, primitivement au nom de l'assuré, a été plus tard, au moyen d'un *avenant*, titularisée au nom d'un tiers; il y a en effet, en ce cas, non pas cession, mais novation (Mêmes arrêts); ... ou même dans le cas d'une assurance mixte, par laquelle l'assuré stipule d'abord conditionnellement pour lui-même, pour le cas où il vivrait encore à telle date, et subsidiairement pour un tiers (Arrêt précité du 6 févr. 1888).

**1177.** Pratiquement, cette jurisprudence présente les plus grands avantages; l'assurance étant dictée par un sentiment de prévoyance et par le désir d'assurer la vie matérielle de la veuve et des enfants, les négociants hésiteraient à souscrire des polices, s'ils n'avaient la certitude qu'après leur décès leurs veuves en recueilleraient le capital, même en présence d'une liquidation ou d'une faillite (V. Mornard, *De la nature de l'assurance sur la vie*, p. 332; Dubois, *Journal des assurances* 1883, p. 104).

Mais, théoriquement, la doctrine des arrêts précités mérite une double critique: 1° Elle est difficilement conciliable avec la doctrine de ces mêmes arrêts, qui envisage le capital assuré comme une libéralité au point de vue de l'application des règles du code civil sur le rapport et la réduction; 2° Il est illogique de distinguer, au point de vue du rapport à la masse, suivant la provenance des primes; or la cour suprême laisse à entendre, sans d'ailleurs se prononcer nettement à cet égard, que les primes ne seraient pas rapportables si elles avaient été prélevées sur les revenus. Selon nous, au contraire, ces primes doivent être rapportées dans tous les cas, car le failli, en les acquittant, a tout au moins fait au bénéficiaire, à sa femme en l'espèce, une libéralité indirecte dont il convient d'indemniser la masse.

§ 4. — Des personnes admises à se prévaloir des art. 557 à 564.  
— Faillite non déclarée.

**1178.** La masse des créanciers, représentée par les syndics, peut évidemment opposer à la femme les dispositions restrictives des art. 557 à 564. Mais d'autres personnes ne peuvent-elles pas se prévaloir de ces dispositions dans leur intérêt personnel? Et, spécialement, ces articles ne peuvent-ils pas être invoqués, soit par les créanciers hypothécaires du mari, soit par les tiers acquéreurs d'immeubles acquis à titre onéreux, aliénés par lui au cours du mariage? La question est controversée. — Il a été jugé que toute personne intéressée a le droit de se prévaloir de ces articles, attendu qu'ils édictent des dispositions restrictives sans en restreindre le bénéfice à la masse des créanciers (Nancy, 27 mai 1865 aff. Saincère, *supra*, n° 1158; Grenoble, 13 nov. 1888, aff. Girard, *supra*, n° 365)... que ce droit appartient, notamment, aux créanciers hypothécaires du failli (Nîmes, 17 juill. 1867, aff. Roux, D. P. 68. 5. 216). Plusieurs auteurs se prononcent dans le même sens (V. Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 264 ter, p. 233; Massé, t. 2, n° 1350; Bédarrides, t. 3, n° 991; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 566, note). — Dans un autre système, on ne reconnaît qu'à la masse seule le droit d'invoquer ces dispositions. On argumente, en ce sens, du but de ces articles, analogue à celui des art. 446 et suiv., dont la masse est seule admise à se prévaloir (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3059; Boistel, n° 1024). Le droit d'invoquer l'art. 563

que les droits échus en temps non suspect aux héritiers de Marie Ferbos sur la nue propriété de la somme de 3000 fr., et, par suite, acquis définitivement par eux, ne pouvaient pas leur être enlevés par l'événement d'une faillite de beaucoup postérieure; que ce n'est certainement pas en vue d'une semblable situation qu'a été édicté l'art. 564 c. com., et qu'il y a d'autant plus lieu de considérer cet article comme inapplicable dans la cause, que

la somme à distribuer dans l'ordre, au sujet de laquelle la difficulté est née provient de l'avoir immobilier propre au failli qui le possédait avant que ses créanciers actuels eussent des droits à faire valoir contre lui;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 8 mai 1867. — C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Dégrange-Touzin, pr. — de Larouverade, subst. — Laroze et Vaucher, av.

doit, toutefois, être reconnu au tiers détenteur, même dans ce système, dans le cas où l'action hypothécaire exercée par la femme contre lui devrait donner naissance à un recours en garantie contre le failli, susceptible de rejaillir contre la masse (Agen, 22 juill. 1859) (1).

**1179.** A supposer que l'art. 563 ne doive pas profiter exclusivement aux créanciers de la masse, une autre question doit alors être résolue : celle de savoir si, en l'absence d'un jugement déclaratif émané du tribunal de commerce compétent, l'art. 563 pourrait être appliqué par un tribunal civil qui constaterait simplement l'état de cessation de paiements du mari. Ainsi que nous l'avons établi *suprà*, n° 362 et suiv., la majorité de la doctrine se prononce pour la négative, et décide que les effets attachés par le code à la faillite présupposent une déclaration de faillite émanée du tribunal de commerce (Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 3059);... et qu'il en est ainsi, spécialement, des restrictions apportées à l'hypothèque légale de la femme par l'art. 563 (Caen, 15 mai 1854, aff. Pannier, D. P. 54. 2. 243). Mais la jurisprudence, à part quelques cours dissidentes, paraît fixée en sens contraire, et décide que, si la juridiction consulaire est spécialement compétente pour déclarer l'ouverture d'une faillite et en fixer l'époque, il appartient néanmoins aux tribunaux civils de reconnaître, dans la plénitude de leur juridiction, si le débiteur commerçant a, en réalité, cessé ses paiements, et d'appliquer les effets légaux de cette situation aux contestations qui leur sont soumises; que, en conséquence, les dispositions de l'art. 563 c. com., qui restreignent l'hypothèque légale de la femme d'un commerçant failli aux immeubles appartenant à son mari à l'époque de la célébration du mariage ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession, soit par donation entre-vifs ou testamentaires, sont applicables, aussi bien dans le cas de simple cessation de paiements, non suivie de la déclaration de faillite, que dans le cas où la faillite a été déclarée par jugement (Grenoble, 28 août 1847, aff. Planet, D. P. 48. 2. 137; Metz, 20 déc. 1865, aff. Morel, D. P. 66. 2. 10; Grenoble, 13 nov. 1888, précité; Req. 29 avr. 1889, aff. Fabre, D. P. 90. 1. 19);... et notamment au cas où le mari a obtenu un *concordat amiable* après cessation de paiements constatée par une cession de biens, comme au cas de faillite judiciairement déclarée (Arrêts précités de Grenoble et de Metz).

**1180.** Toutefois, l'hypothèque légale de la femme du failli, ne peut être restreinte, par l'effet de la faillite du mari même non judiciairement déclarée, que si le jugement déclaratif peut encore valablement intervenir (Rép. n° 1076). Ainsi, l'hypothèque légale de la femme d'un commerçant *décédé* en état de cessation de paiements, mais dont la faillite n'a point été provoquée *dans l'année* de ce décès, doit être réglée d'après le droit commun, et non en vertu de

l'art. 563. Après ce délai, en effet, les tribunaux civils ne peuvent, pas plus que les tribunaux de commerce, constater l'état de cessation de paiements du commerçant *décédé*, à l'effet, notamment, de soumettre l'hypothèque légale de la femme aux restrictions que subit cette hypothèque en cas de faillite du mari (Grenoble, 15 févr. 1845, aff. Varnet, D. P. 45. 4. 271; Lyon, 21 févr. 1851, aff. Clary, D. P. 51. 2. 194; Caen, 15 mai 1854, aff. Pannier, D. P. 54. 2. 243, et sur pourvoi, Req. 4 déc. 1854, D. P. 55. 1. 20; Req. 28 avr. 1869, aff. Gastel, D. P. 69. 1. 443). — De même, les restrictions apportées par l'art. 563 à l'hypothèque légale de la femme du failli cessent d'être applicables quand, au moment où la femme exerce son droit hypothécaire, le mari ne peut point être déclaré en faillite, parce qu'il a *cessé d'être commerçant* et n'a plus que des dettes civiles (Req. 14 avr. 1858, aff. Raffin et Bouzanquet, D. P. 58. 1. 389). Mais il en serait autrement si le mari, en quittant le commerce, avait laissé en souffrance certaines dettes commerciales à raison desquelles il demeurerait passible de la faillite. Décidé, en effet, que le tribunal civil, devant lequel on se prévaut du fait qu'un ancien commerçant était en état de cessation de paiements à l'époque où il a cessé le commerce, a qualité pour constater ce fait, et décider, en conséquence, que la femme de cet ancien commerçant qui exerçait le commerce au moment de son mariage, ne peut réclamer le bénéfice de l'hypothèque légale sur un immeuble acheté par son mari durant le mariage (Req. 29 avr. 1889, *cié* *suprà*, n° 1179).

#### § 5. — Questions transitoires.

**1181.** La divergence des législations qui, depuis le code de 1807, ont régi les droits des femmes des faillis, a fréquemment donné lieu à la question de savoir comment ces droits doivent être réglés dans les faillites déclarées sous chacune d'elles (Rép. n° 1077). L'art. 557 du code de 1807 disposait, en termes formels, que les restrictions apportées par ce code aux droits des femmes de faillis n'étaient point applicables aux droits et actions des femmes acquis avant sa publication (Rép. n° 1077). Décidé, en conséquence, sous le code de 1807, que l'ancien art. 551, qui restreignait l'hypothèque légale de la femme du commerçant tombé en faillite aux seuls immeubles que celui-ci possédait à l'époque du mariage, n'était pas opposable à la femme mariée avant la promulgation du code de commerce, et sous le code civil (Rép. n° 1077; Grenoble, 8 mars 1853, aff. Berquet, D. P. 56. 5. 213; Civ. cass. 8 mars 1865, aff. Perrot, D. P. 65. 1. 128);... même pour les créances d'indemnité nées depuis le code de commerce, l'hypothèque légale attachée à la créance remontant au jour du mariage, et constituant, à partir de la même

(1) (Beyssac C. Chambard.) — LA COUR; — Attendu que le sieur Chambard, à l'époque de son mariage contracté en 1821, était fils de négociant sans profession déterminée; qu'il a succédé, en 1824, au commerce de son père, et que, par jugement du 4 juin 1830, il a été déclaré en état de faillite; — Attendu que cette faillite, ouverte avant la loi du 28 mai 1836, doit être réglée par les anciennes dispositions du code de commerce aux termes desquelles la femme qui avait épousé un fils de négociant n'ayant, à l'époque du mariage, aucune profession déterminée, et devenu lui-même négociant, ne pouvait, en cas de faillite, exercer son hypothèque légale que sur les immeubles qui appartenaient à son mari au jour de la célébration du mariage; — Attendu que l'immeuble dont le sieur Beyssac est détenteur, avait été acquis par Chambard le 2 avr. 1824, trois ans après la célébration du mariage; d'où il suit que la dame Chambard ne peut, après la faillite de son mari, faire valoir son hypothèque légale sur cet immeuble ni exercer aucun droit de suite contre les tiers détenteurs; — Attendu qu'on objecte en vain que l'immeuble possédé par Beyssac avait été revendu par Chambard, le 15 mai 1828, deux ans avant la faillite, au sieur Labessières, qui l'a transmis plus tard au détenteur actuel; qu'en conséquence, il n'a pu faire partie de la masse, et que les créanciers de la faillite, en faveur desquels l'hypothèque légale de la femme a été restreinte, n'ayant jamais eu aucun droit sur cet immeuble, sont complètement étrangers à la contestation; — Attendu, en effet, que la disposition de la loi qui, dans le cas de faillite, prive la femme de son hypothèque légale sur les biens acquis depuis le mariage, est générale et absolue, et qu'elle ne fait aucune distinction entre ceux de ces immeubles que le mari

possédait encore à l'ouverture de la faillite et ceux qu'il aurait pu revendre à cette époque; que tous ces immeubles sont légalement présumés avoir été acquis avec les ressources commerciales du mari; d'où il suit que leur valeur est considérée comme faisant partie de la masse commerciale et ne doit pas servir de gage aux droits de la femme; — Qu'il importe peu que le mari ait revendu quelqu'un de ces immeubles, et même qu'il en ait reçu le prix avant la faillite; que, dans ce dernier cas, en effet, le prix du bien revendu n'a fait que rentrer dans la masse commerciale, où il est présumé avoir été puisé; que le but de la loi a été ainsi atteint, et que la femme ne pourrait sans injustice revendiquer comme son gage un immeuble acquis aux dépens des créanciers commerciaux de son mari; — Attendu, sans doute, que si, avant la faillite, la dame Chambard eût obtenu sa séparation de biens et exercé son action hypothécaire contre Labessières, acquéreur de l'immeuble revendu par son mari, on n'aurait pu alors lui opposer les dispositions restrictives du code de commerce qui ne s'appliquent qu'à l'état de faillite; mais que la dame Chambard n'a fait prononcer sa séparation de biens qu'en 1857, et n'a fait sommation au tiers détenteur que le 8 avr. 1858, lorsque son mari avait été depuis longtemps déclaré en faillite; que, par conséquent, son hypothèque légale se trouvait alors restreinte aux immeubles possédés par ce dernier à l'époque de son mariage et ne pouvait plus atteindre ceux qu'il avait acquis postérieurement;

Par ces motifs, réformant, déclare nulle la sommation de payer ou de délaisser signifiée par la dame Chambard au sieur Beyssac, etc.

Du 22 juill. 1859.—C. d'Agen.



époque, un droit acquis, à l'abri des effets de toute loi postérieure (Arrêt précité du 8 mars 1865).

**1182.** La loi de 1838, après avoir adouci les restrictions très rigoureuses que le code de 1807 faisait subir à l'hypothèque légale des femmes des faillis, ne s'étant pas prononcée, comme ce code, sur la non-applicabilité de ses dispositions aux femmes mariées antérieurement, la question de non-rétroactivité tranchée par l'ancien art. 557, a, sous la loi nouvelle, soulevé des dissentiments (*Rép.* n° 1079).

Suivant un système, la femme, même mariée sous le code de 1807, devait, en principe, profiter des améliorations de la loi nouvelle, si la faillite du mari n'avait été déclarée que depuis la promulgation de cette loi. La femme du commerçant, en effet, est placée, comme toute autre, sous le droit commun, tant que son mari est à la tête de ses affaires; c'est par l'événement de la faillite qu'elle est placée dans un état exceptionnel; il est, dès lors, juste que l'étendue de l'exception soit réglée par la législation en vigueur au moment où éclate la faillite (*Rép.* n° 1079). Jugé, en ce sens, que les droits hypothécaires de la femme d'un commerçant, mariée sous l'empire du code de commerce de 1807, devaient être réglés d'après la loi du 28 mai 1838, lorsque la faillite du mari s'était ouverte depuis la promulgation de cette loi (*V. Rép.* n° 1079); ... encore que la cessation des paiements eût été reportée à une époque antérieure à la loi nouvelle (Req. 10 avr. 1850, aff. Petit, D. P. 50. 1. 88). — D'après un autre système, au contraire, l'hypothèque légale des femmes mariées sous le code de 1807, demeurait soumise aux dispositions restrictives de ce code, bien que la faillite du mari n'eût été déclarée que depuis la loi de 1838, lorsqu'elle était exercée contre des créanciers antérieurs à cette loi, ceux-ci ayant sur les immeubles de leur débiteur un droit acquis que la survenance d'une loi postérieure n'avait pu leur ôter pour rendre meilleure la condition de la femme (*Rép.* n° 1079); ... Surtout, si la cessation des paiements du mari avait eu lieu sous l'empire de l'ancien code de commerce (Bordeaux, 6 mai 1848, aff. Mousson-Létang, D. P. 50. 2. 11).

ART. 5. — *Créanciers chirographaires et créanciers de la masse* (*Rép.* nos 1120 à 1129).

**1183.** Aux termes de l'art. 565 c. com., le montant de l'actif mobilier, distraction faite des frais et dépenses de l'administration de la faillite, des secours qui auraient été accordés au failli, et des sommes payées aux créanciers privilégiés, sera réparti entre tous les créanciers au marc le franc de leurs créances vérifiées et affirmées. — Sur le mode de répartition, *V. infra*, sect. 13 et 14.

La répartition au marc le franc est donc la règle, et cette règle s'impose à tous les créanciers qui ne peuvent faire valoir un privilège, une hypothèque, ou une autre cause de préférence basée sur un texte de loi formel. Nous avons énuméré *supra*, n° 1094 et suiv., les différentes causes du privilège; mais on peut encore citer d'autres causes de préférence susceptibles d'être invoquées par un créancier à l'encontre des créanciers de la masse. Ainsi, lorsqu'après l'ouverture d'une succession, l'un des héritiers est tombé en faillite, les droits de l'autre héritier doivent être réglés vis-à-vis des créanciers du cohéritier failli, comme ils l'auraient été vis-à-vis de ce cohéritier lui-même, conformément aux règles du droit civil, et non par application des dispositions exceptionnelles de la loi des faillites (Req. 28 juin 1869, aff. Dubois, D. P. 71. 1. 48). En conséquence, si l'héritier failli doit un rapport qu'il n'effectue pas en nature, le cohéritier à qui ce rapport est dû a le droit de prélever une portion égale sur la masse de la succession (Même arrêt). Il importe peu que, par suite d'une convention intervenue entre les héritiers, l'indivision ait continué jusqu'à la fin de la faillite, si, d'ailleurs, il n'est justifié d'aucune autre circonstance qui

aurait transformé la qualité de copartageant de l'héritier resté *in bonis* en celle de simple créancier (Même arrêt).

**1184.** D'autre part, le concours au marc le franc que les créanciers chirographaires sont obligés de subir ne concerne que les créanciers du failli, et non ceux qui auraient la masse pour débitrice. Aussi oppose-t-on, généralement, aux créanciers représentés par le syndic, dits créanciers dans la masse, les créanciers dits de la masse qui, étant créanciers de la faillite, échappent à l'obligation de faire vérifier et d'affirmer leurs créances (*V. supra*, n° 856), ainsi qu'à la loi du dividende; ayant fait, par hypothèse, l'affaire de la masse, ils sont nécessairement payés par préférence sur l'actif de la faillite, et reçoivent par conséquent un paiement intégral, à la seule condition que cet actif soit suffisant pour les remplir de leurs droits (*Rép.* n° 1126; arg. art. 560 c. com.). Mais ils n'ont qu'à titre exceptionnel, et dans le cas spécial prévu par l'art. 533 c. com. (*V. supra*, n° 1055 et 1058), une action individuelle contre chacun des créanciers faisant partie de la masse; en principe, leur droit se limite à une faculté de prélèvement sur l'actif de la faillite (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2878). A la différence de plusieurs lois étrangères (1), le code de commerce n'a pas défini et précisé ce qu'il faut entendre par créanciers de la masse; mais la jurisprudence, s'inspirant de l'esprit de la loi (art. 565, 2101-1° et 2101-3° combinés) a suppléé à cette lacune (*V. Thaller, Créanciers dans la masse et créanciers de la masse, Revue critique*, 1881, p. 630 et suiv.). Les dettes de la masse peuvent, en somme, se diviser en trois catégories: 1° dettes provenant du fait d'un tiers; 2° dettes provenant de la gestion du syndic; 3° dettes nées à l'occasion des procès soutenus par les syndics (*V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2878 in fine*; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 501 et suiv.).

**1185.** — 1° *Dettes provenant du fait d'un tiers.* — Le tiers qui a fait l'affaire de la faillite doit être considéré comme un créancier de la masse, investi en cette qualité d'un droit de prélèvement sur l'actif de la faillite. On a parfois invoqué, pour justifier cette cause de préférence, l'art. 2101-3° aux termes duquel celui qui a fait des frais pour la conservation de la chose est investi d'un privilège spécial portant sur cette chose, sous le prétexte que le tiers qui, par son fait, a amélioré la situation des créanciers du failli, doit être considéré comme ayant conservé le gage des créanciers et, par conséquent, investi d'un privilège sur tout l'actif. Peut-être n'est-il pas très juridique de transformer ainsi un privilège spécial en un privilège général, portant sur tout l'actif; il suffit, pour justifier le droit de préférence reconnu au tiers en cette occurrence, de faire remarquer qu'il est créancier de la faillite, et non point du failli, et qu'il échappe, par conséquent, à la loi du concours par cela seul qu'il n'a jamais fait partie de la masse; telle paraît bien être, d'ailleurs, la signification de l'art. 563 c. com. — Jugé, par application de ces principes, qu'en cas de faillite du débiteur d'une obligation de faire, l'exécution qu'un coobligé a donné à l'obligation, postérieurement à la faillite, crée contre la masse, au profit de ce coobligé, un droit de remboursement intégral, et non pas seulement un droit de concours au marc le franc, s'il résulte des circonstances qu'il a libéré, non le failli, mais la masse à laquelle la dette était devenue personnelle (Req. 4 janv. 1858, aff. Videococq, D. P. 59. 1. 198). Spécialement, au cas d'obligation solidairement contractée envers un auteur, par un libraire et un imprimeur, d'imprimer son ouvrage, l'imprimeur qui a exécuté cette obligation, mise à la charge exclusive du libraire par décision rendue depuis la faillite de ce dernier, est réputé, pour toutes les impressions postérieures à la faillite, avoir acquitté une dette personnelle à la masse, et doit, dès lors, en être remboursé pour la totalité, et non pas seulement au marc le franc (Même arrêt).

Il a même été jugé que, la loi tenant le commerçant

(1) Le code allemand des faillites, notamment, distingue nettement les créanciers de la masse (*Massegläubiger*) des créanciers du failli (*Konkursgläubiger*). Les art. 50 à 53 contiennent une énumération complète des dettes de la masse, qui se subdivisent elles-mêmes en deux classes: 1° les *frais* (frais de justice pour procédure commune, débours pour administration, réalisation et répartition de la masse, secours au failli);

2° les *dettes de la masse, stricto sensu* (actions provenant de faits et agissements du syndic, de contrats bilatéraux dont l'exécution est demandée en faveur de la masse, d'un enrichissement indu de la masse). — Dans la répartition, les dettes passent avant les frais et parmi les frais, les débours en argent comptant viennent en première ligne, les secours au failli en dernière ligne.

pour failli avant toute déclaration par cela seul qu'il a cessé ses paiements, celui qui a géré l'affaire du failli, avant le jugement déclaratif, mais postérieurement à la date à laquelle ce jugement fait remonter la cessation des paiements, doit être réputé avoir géré l'affaire de la faillite; et qu'il a, de ce chef, contre la masse des créanciers, les droits qu'il aurait vis-à-vis du failli, si celui-ci était resté *in bonis* (Civ. cass. 22 févr. 1888, aff. Mairat, D. P. 88. 1. 310); que, spécialement, lorsqu'un banquier a payé dans la période suspecte, pour le compte du failli, une somme due à un tiers, auquel un warrant de marchandises avait été remis en garantie, ledit banquier peut, après avoir fait vendre les marchandises dont un nouveau warrant lui avait été délivré, retenir sur le montant de la vente, au regard de la masse des créanciers, la somme totale par lui payée utilement en l'acquit du failli (Même arrêt). — Jugé également que, si les avances faites à la liquidation d'une société dans un intérêt général et pour prévenir la faillite survenue postérieurement, ne donnent pas à la créance le caractère légal de créance privilégiée, elles doivent être remboursées par préférence aux créanciers comme frais de liquidation et comme représentant des avances consenties non seulement à la société, mais encore à la masse des créanciers (Paris, 24 janv. 1889, *Le Droit*, n° du 20 sept. 1889). Jugé même, sur pourvoi, que ces avances constituent une véritable créance privilégiée, conformément à l'art. 2101-1° c. civ. (Req. 1<sup>er</sup> avr. 1890, *Annales de droit commercial*, 1890. 1. 127). — Mais, ainsi que nous l'avons fait observer *supra*, n° 362 et suiv., cette conception de la faillite non déclarée est contestée. En tout cas, la masse n'existe véritablement, à l'état de collectivité juridique pourvue d'un représentant légal, que par l'effet du jugement déclaratif; aussi, nous paraît-il peu juridique d'admettre, soit qu'un liquidateur amiable, qui aurait géré les affaires du débiteur avant l'entrée en fonctions des syndics, puisse réclamer ses honoraires par voie de prélèvement, ce qui équivaut à lui reconnaître un *privilège*, soit qu'un tiers quelconque, qui allègue avoir géré ces mêmes affaires avant la faillite, puisse se faire rembourser par préférence le montant de ses impenses utiles (V. en ce sens : note, D. P. 88. 1. 340; Thaller, *Examen doctrinal, Revue critique*, 1886, p. 294; Bonfils, *Examen doctrinal, Revue critique*, 1889, p. 377).

**1186.** — 2° *Dettes provenant des actes de gestion du syndic.* — Les syndics, lorsqu'ils sont autorisés à continuer le commerce du failli, agissent pour le compte de la masse. Les tiers avec qui ils contractent ont donc la masse pour débitrice (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2879). Jugé, en ce sens, que la masse des créanciers d'une faillite, contractant par ses syndics avec des tiers, est tenue envers ces derniers des mêmes obligations que les commerçants *in bonis* (Rouen, 23 nov. 1857, aff. Smith, D. P. 58. 2. 182). Ainsi, lorsqu'en exécution d'un arrêt qui avait annulé le gage conféré par le failli à un commerçant sur certaines marchandises, le syndic a retiré et fait vendre ces marchandises, si cet arrêt vient à être cassé et que la cour de renvoi reconnaisse la validité de l'engagement et l'existence du privilège qui en résultait, le commerçant qui se trouve avoir été indûment dépossédé de son gage, a le droit d'exercer son privilège sur le prix de vente, à l'exclusion de la masse (Même arrêt).

Ce ne sont pas seulement des obligations contractuelles qui peuvent, du fait du syndic, naître à la charge de la masse. Celle-ci peut également se trouver obligée *quasi ex contractu* ou *ex delicto*. Ainsi, la faillite qui a reçu, par erreur, le paiement d'une somme due non au failli, mais à un tiers, et, par exemple, à sa femme, en doit la restitution intégrale, la créance qui résulte de ce paiement indû constituant une créance contre la faillite même et non pas contre le failli (Req. 11 déc. 1848, aff. Faillite Bourse,

D. P. 49. 1. 236). Spécialement, la femme qui a été, par erreur, expropriée sous le nom de son mari, peut répéter contre la faillite de ce dernier le montant intégral de l'indemnité d'expropriation touchée par les syndics de cette faillite (Même arrêt). — Décidé dans le même sens : 1° que le dépôt fait entre les mains des syndics d'une faillite, de sommes destinées à garantir l'exécution d'engagements contractés envers le failli par le déposant, oblige la faillite, après cette exécution, à la restitution de la totalité de la somme déposée, les obligations de la masse elle-même n'étant pas réductibles comme celles du failli (Civ. cass. 9 juill. 1860, aff. Calderari, D. P. 60. 1. 308). Il en serait autrement si le dépôt avait été fait entre les mains du failli (Même arrêt); — 2° Qu'en cas d'exercice de l'action résolutoire contre les créanciers de la faillite de l'acheteur, le vendeur, pour la restitution des fruits, a le droit d'être payé par prélèvement sur l'actif relativement aux fruits perçus par le syndic depuis la faillite, mais non relativement à ceux antérieurement perçus par l'acheteur (Riom, 1<sup>er</sup> juin 1859, aff. Maigne, D. P. 59. 2. 124); — 3° Que les dommages-intérêts auxquels donne lieu le refus, par les syndics, de livrer des marchandises vendues par le failli avant la déclaration de la faillite constituent une dette directe de la masse, et doivent, dès lors, être payés intégralement (Poitiers, 12 mars 1856, aff. Farran-Courant, D. P. 56. 2. 274); — 4° Que, lorsque les syndics se sont maintenus en possession des lieux loués, après l'expiration du bail, malgré la résistance du bailleur, les dommages-intérêts dus à ce dernier sont à la charge directe de la masse (Civ. rej. 7 avr. 1857, aff. Syndic Leclerc, D. P. 57. 1. 171); — 5° Que les primes dues en vertu d'un contrat d'assurances continuent à être dues intégralement par la masse, en cas de faillite de l'assuré, faute, par les syndics, d'avoir demandé la résiliation de ce contrat, autorisée par la police (Paris, 21 août 1850, aff. Jouanny, D. P. 54. 5. 358).

**1187.** — 3° *Dettes nées à l'occasion des procès soutenus par les syndics.* — Lorsque les syndics soutiennent une instance dans l'intérêt de la masse, les frais faits par eux sont naturellement privilégiés comme *frais de justice* sur tout l'actif du failli (Req. 13 avr. 1859, aff. Trône, D. P. 59. 1. 417; 1<sup>er</sup> avr. 1890, cité *supra*, n° 1185. — V. *supra*, n° 1095. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2880). Ainsi, le syndic de faillite qui, en vertu d'un mandat de justice, a recouvré des sommes dans l'intérêt d'un créancier privilégié du failli, et notamment de l'administration des Douanes, a, pour ses honoraires qui prennent alors le caractère de frais de justice à la charge de cette administration, une action directe en vertu de laquelle il peut se faire colloquer en sous-ordre, sur le montant de la collocation que la même administration a obtenue, comme créancière hypothécaire, dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix des immeubles du failli (Req. 13 avr. 1859, précité). Mais le syndic qui, dans sa production à l'ordre ouvert sur les biens du failli, n'a pas soin de requérir spécialement collocation pour les frais par lui exposés dans l'intérêt de la masse, encourt la déchéance édictée par l'art. 755 c. proc. civ. (Riom, 24 août 1863, aff. Bouchet et Bonnet, D. P. 63. 2. 161).

**1188.** Quant aux *dépens* et *dommages-intérêts* auxquels le syndic es qualités est condamné quand il succombe, le privilège de frais de justice ne saurait, il est vrai, les garantir; mais la partie gagnante n'en échappe pas moins à la loi du concours : elle n'est point, en effet, à raison de ces dépens, créancière dans la faillite, mais bien créancière de la faillite, et ne saurait, par suite, être soumise à la contribution commune par voie de dividende (Civ. rej. 7 avr. 1857, cité *supra*, n° 1186; Req. 11 juin 1877 (1); Paris, 7 mai 1885, *La Loi*, n° du 7 juin 1885). V. aussi *Rép.* n° 1052; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2880; et *infra*, sect. 13). — Sur l'application de ces principes aux dépens de l'instance

(1) (Syndic Dieudonné C. Baudot.) — LA COUR; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 2101, § 1<sup>er</sup>, c. civ. : — Attendu que la condamnation aux dépens prononcée contre la partie qui succombe oblige personnellement cette partie au remboursement des frais d'instance exposés par son adversaire; — Que, si elle a été encourue par une faillite régulièrement représentée par ses syndics, c'est à la masse des créanciers

qu'incombe l'obligation de relever indemne la partie qui a gagné son procès; que cette dernière n'est point, quant aux dépens qui lui ont été alloués, créancière dans la faillite et soumise, comme telle, à la contribution commune par voie de dividende; mais qu'elle est créancière de la faillite, dont l'actif forme le gage de sa créance des dépens contre la masse débitrice; — D'où il suit que le prélèvement accordé à la dame

en séparation de biens formée par la femme du failli, V. *supra*, n° 464. Sur la question de savoir si les syndics peuvent être condamnés personnellement à des dommages-intérêts, V. *supra*, sect. 4 et 8.

SECT. 13. — LIQUIDATION DU MOBILIER ET DE SA RÉPARTITION ENTRE LES CRÉANCIERS (Rép. n° 1130 à 1147).

§ 1<sup>er</sup>. — Liquidation de l'actif mobilier.

**1189.** L'actif mobilier à répartir entre les créanciers chirographaires du failli se compose : 1° du produit de la vente des marchandises et effets mobiliers du failli ; 2° des recouvrements des dettes actives ; 3° du produit de l'exploitation de l'actif du failli, lorsque les syndics ont été chargés de continuer cette exploitation (c. com. art. 534) ; 4° du reliquat du prix d'aliénation des immeubles, lorsque les créanciers hypothécaires et privilégiés ont été complètement désintéressés (c. com. art. 554).

**1190.** Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 1130, et par dérogation à l'art. 534, l'art. 570 permet à l'union « de se faire autoriser par le tribunal de commerce, le failli dûment appelé, à traiter à forfait de tout ou partie des droits et actions, dont le recouvrement n'aurait pas été opéré, et à les aliéner ». D'après le même article « tout créancier pourra s'adresser au juge-commissaire pour provoquer une délibération de l'union à cet égard ».

Ce mode d'aliénation, étant exceptionnel, ne peut être employé que pour les créances douteuses, et non pour celles dont le recouvrement est certain. « Attendu, porte un arrêt de la chambre des requêtes du 23 févr. 1858 (aff. Bonnejoy, D. P. 58. 1. 390), qu'on ne peut opposer les dispositions de l'art. 570, qui ne sont faites que pour le cas où il s'agit de traités à forfait sur des valeurs dont le recouvrement est douteux et qui forment comme le résidu de l'actif qu'on ne peut réaliser qu'à l'aide de sacrifices que la prudence de la loi ne devait autoriser que sous la sanction et la garantie du tribunal, etc... » — Il est subordonné au consentement direct des créanciers de l'union et à l'avis du failli (Rép. n° 1131). Les créanciers sont donc convoqués par le juge-commissaire pour délibérer sur cette mesure. La décision se prend à la majorité des créanciers présents (Rép. n° 1131 et 1133 ; Bédarride, *Faillite*, t. 3, n° 1068). Pour le calcul de cette majorité, on ne doit pas tenir compte des créanciers qui, quoique présents à la délibération, se sont abstenus de prendre part au vote (Amiens, 30 juill. 1873, aff. Ricard, D. P. 74. 5. 266). L'avis de la majorité ne lie du reste aucunement le tribunal de commerce, qui reste libre d'autoriser le traité ou de refuser son homologation (Rép. n° 1134 et 1313).

Le failli doit, à peine de nullité, être mis en cause dans l'instance engagée, à cet effet, par les syndics devant le tribunal (Rép. n° 1134). Et cette mise en cause n'a pas seulement pour but de mettre le failli en mesure de fournir ses observations, elle le constitue véritablement partie dans l'instance (Nancy, 16 mai 1860, aff. Thiriot, D. P. 61. 5. 230). D'où il suit que le jugement d'homologation peut être, par lui, frappé d'appel ou d'opposition (Rép. n° 1134).

**1191.** La vente aux enchères publiques des créances du failli est-elle possible, et cette vente est-elle subordonnée aux formalités prescrites par l'art. 570 c. com. ? Deux systèmes se sont produits sur cette question.

Un premier système admet qu'« en chargeant les syndics de poursuivre la vente des marchandises et effets mobiliers du failli » l'art. 534 c. com. n'a pas entendu distinguer entre les meubles meublants et les valeurs mobilières. Il en conclut que ces dernières tout comme les meubles meublants peuvent être aliénées aux enchères publiques et qu'il n'est pas nécessaire d'observer les formalités prescrites par l'art. 570, cet article ne devant pas être étendu en dehors du cas spécial qu'il prévoit, c'est-à-dire de la vente de gré à gré et à forfait des créances du failli. C'est le système que nous avons adopté au Rép. n° 957.

Un second système part de ce point de vue que l'art. 534 c. com., en chargeant les syndics de poursuivre la vente des effets mobiliers du failli et la liquidation de ses dettes actives et passives, a entendu distinguer entre les valeurs mobilières corporelles et les valeurs mobilières incorporelles du failli. Dans ce système, le législateur n'aurait prescrit que la vente des premières et aurait ordonné le recouvrement des secondes. La vente aux enchères publiques des créances du failli ne serait donc pas possible en vertu de l'art. 534 c. com. Mais l'art. 570 c. com. l'autoriserait exceptionnellement, sous la condition de remplir les formalités qu'il prescrit, et seulement lorsqu'il s'agit de créances douteuses (V. *supra*, n° 1190). D'après les partisans de ce système, en effet, les expressions « traiter à forfait » ne désignent pas nécessairement un marché de gré à gré, mais peuvent s'entendre même d'une vente publique. Certains d'entre eux (Bédarride, t. 3, n° 1066) estiment même que c'est là le seul mode d'aliénation prévu par l'art. 570 c. com., le syndic n'ayant le droit d'aliéner à forfait et avec perte aucune partie de l'actif mobilier du failli. — Ce dernier système nous paraît en contradiction soit avec le texte de l'art. 534 c. com., dont l'expression générale, *effets mobiliers*, se réfère indistinctement à tous les éléments de l'actif mobilier (arg. art. 535 c. civ.), soit avec l'esprit de la loi, qui est de faciliter la liquidation de l'actif, préliminaire indispensable de toutes répartitions entre les créanciers (V. *supra*, n° 806).

§ 2. — Répartition du montant de l'actif mobilier.

**1192.** — I. PRÉLÈVEMENTS. — L'actif mobilier étant ainsi formé, l'art. 565 prescrit certains prélèvements à faire sur cette masse pour : 1° Frais et dépenses de l'administration de la faillite ; — 2° Secours accordés au failli et à sa famille ; — 3° Sommes payées aux créanciers privilégiés. — Il convient d'ajouter à cette énumération les prélèvements opérés pour le paiement des créances nées contre la masse de la faillite.

**1193.** — 1° *Frais d'administration de la faillite.* — A. *Frais de justice.* — Les frais de justice sont, non pas les dépens auxquels donne lieu une contestation portée en justice, mais tous les frais judiciaires ou extrajudiciaires faits dans l'intérêt commun des créanciers (Rép. n° 1046, 1047 et 1049). Ces frais sont payés par préférence à la masse des créanciers soit en vertu de l'art. 2101, § 1<sup>er</sup> c. civ., soit en vertu de l'art. 565 c. com. (Rép. n° 1046. V. *supra*, n° 1095 et 1187). — Sont également privilégiées les avances que les syndics peuvent avoir faites dans l'intérêt de la masse (Rép. n° 966) et les sommes qui leur sont dues à titre d'honoraires.

Jugé que le créancier qui, sur la demande du syndic, a payé, dans l'intérêt de la faillite, la prime d'assurance d'un immeuble du failli, n'a pas, pour le recouvrement de cette avance sur l'immeuble assuré, le privilège attaché par l'art. 2102-3° c. civ., aux frais faits pour la conservation de la chose ; mais il a sur l'actif de la faillite le privilège accordé aux frais de justice (Nancy, 20 déc. 1871, aff. Simon Rémy, D. P. 72. 2. 35).

**1194.** Comme la cause du privilège accordé aux frais de justice est dans l'intérêt qu'avaient les créanciers à ce qu'ils fussent faits, on ne considère pas comme privilégiés les frais faits contre le failli avant le jugement déclaratif, à moins que ces frais n'aient profité à la masse (Rép. n° 1051. V. sur l'admission du privilège, dans ce dernier cas, *supra*, n° 1185). Mais, ainsi que le décide la jurisprudence à l'égard des frais faits pour la conservation de la chose (Civ. cass. 10 mai 1887, aff. Sassy, D. P. 87. 1. 397), le privilège existe par cela seul que les frais de justice ont profité à la masse, alors même que le créancier les aurait faits dans un intérêt personnel. — Par application du même principe, on décide que, lorsque l'actif d'une faillite est insuffisant pour payer tous les frais de justice, le syndic doit payer ceux de ces frais qui ont profité à tous les

Baudot sur l'actif de la faillite, des dépens auxquels les syndics étaient condamnés, est justifié par le principe écrit dans l'art. 130 c. proc. civ. : — Attendu que si l'arrêt attaqué a basé cette solution sur un motif erroné en droit, il appartient à la cour de cassa-

tion, en présence d'une décision conforme au vœu de la loi, de lui donner les motifs qui la justifient ; — Rejette, etc.

Du 11 juin 1877.—Ch. req.—MM. de Rayna, pr.—Cuniac, rap.—Godelle, av. gén., c. conf.—Coulombel, av.

créanciers, de préférence à ceux qui n'ont été utiles qu'à la masse chirographaire. Jugé, en ce sens, que les frais faits par le greffier, ayant profité à tous les créanciers, doivent être payés avant tous autres (Trib. civ. Reims, 31 janv. 1884) (1).

**1195.** Les frais d'administration et de gestion de la faillite sont prélevés, conformément à l'art. 565 c. com., sur l'actif mobilier du failli et sur le produit de la vente des immeubles, le privilège pour frais de justice s'étendant à ces derniers (c. civ. art. 2104; *Rép.* n° 1049). Toutefois, ainsi que nous l'avons vu au *Rép.* n° 1048 et 1050, et v° *Privilèges et hypothèques*, n° 159 et suiv., on discute sur le point de savoir si les frais de justice doivent être payés sur le prix des immeubles par préférence aux créances privilégiées ou hypothécaires sur ces immeubles. Dans un premier système, les *frais de justice* devraient toujours être préférés aux créances privilégiées ou hypothécaires. — Dans un second système, diamétralement opposé, les créanciers pour frais de justice seraient toujours primés par les créanciers ayant hypothèque ou privilège spécial sur immeuble. — Enfin, dans un troisième système, qui prévaut aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence (V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*), il y a lieu de distinguer entre les frais de justice qui ont profité et ceux qui n'ont pas profité aux créanciers hypothécaires et privilégiés; les premiers seuls doivent être prélevés sur le prix des immeubles par préférence aux créances privilégiées et hypothécaires. Jugé, en ce sens, que les frais de *scellés* et d'inventaire, doivent être payés sur le prix des immeubles du failli, même par préférence aux créanciers hypothécaires ou privilégiés, ces créanciers ayant intérêt, aussi bien que les créanciers chirographaires, à l'apposition des scellés et à l'inventaire, puisqu'ils ont le droit, comme ceux-ci, de se présenter à la distribution du prix du mobilier (art. 553), et qu'en outre, les scellés et l'inventaire peuvent empêcher le divertissement des titres de propriété immobilière (Riom, 24 août 1863, aff. Bouchet, D. P. 63. 2. 161).

Ne sauraient, au contraire, être privilégiés à l'encontre

des créanciers hypothécaires ou privilégiés, qui n'en retirent aucun profit : 1° les frais du jugement déclaratif (Rouen, 2 déc. 1841, *Rép.* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1060); — 2° Les frais du jugement de report de la cessation des paiements, ces jugements n'intéressant, en général, que la masse chirographaire (Riom, arrêt précité du 24 août 1863); — 3° Les frais faits pour arriver au recouvrement et à la liquidation de l'actif mobilier de la faillite (Req. 28 nov. 1810, *Rép.* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 162); — 4° Les honoraires dus au syndic d'une faillite, à raison du recouvrement et de la liquidation de l'actif mobilier du failli (Nîmes, 20 juill. 1858, aff. Trône, D. P. 59. 1. 417); — 5° Les frais faits avant la formation de l'union, lorsque ces frais, inutiles, en principe, aux créanciers privilégiés et hypothécaires, n'ont en rien amélioré la position de ces créanciers (Civ. rej. 8 mars 1848, aff. Petit, D. P. 48. 5. 304).

**1196.** — B. *Dépens des instances judiciaires.* — Les dépens faits par les syndics, ou auxquels ils ont été condamnés, dans les procès faits et soutenus, soit en demandant, soit en défendant, conformément à l'art. 443, n'ont pas le caractère de frais de justice privilégiés dans le sens de l'art. 2104 c. civ.; mais, lorsqu'ils ont été faits dans des procès engagés ou soutenus dans l'intérêt commun des créanciers, ils doivent être acquittés, en vertu de l'art. 565 c. com., par voie de prélèvement sur les deniers de la faillite, comme frais de syndicat (*Rép.* n° 1049, 1052 et 1064; *supra*, n° 1188. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2880). — Ainsi, la partie qui a obtenu une condamnation aux dépens contre une faillite est créancière de la masse des créanciers, à raison de ces dépens, et n'est pas soumise à la contribution commune par voie de dividende (Riom, 1<sup>er</sup> juin 1859, aff. Maigne, D. P. 59. 2. 124; Civ. rej. 20 avr. 1860, aff. Legoux, D. P. 69. 1. 340; Req. 14 juin 1877, aff. Syndic Collet, D. P. 77. 1. 502; Civ. cass. 18 août 1880, aff. Dupré, D. P. 80. 1. 444). — Même solution pour le cas où les dépens auraient été alloués à titre de dommages-intérêts (Bordeaux, 13 août 1888) (2).

(1) (Boulaire C. Bonfait.) — LE TRIBUNAL; — En ce qui touche la faillite Bonenfant: — Attendu qu'il n'est pas contesté que Bonfait ait recouvré comme actif de cette faillite une somme de 806 fr. 60 cent., qui a été employée à payer divers frais jusqu'à concurrence de 616 fr. 70 cent.; — Attendu que, par ses conclusions, Bonfait offre à Boulaire la somme de 189 fr. 90 cent. restant non employée; — Attendu que Boulaire repousse ces offres comme insuffisantes, prétendant que sa note de frais s'élevant à 373 fr. 10 cent. doit lui être payée intégralement; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher, en dehors de la question de principe ci-dessus examinée, quel emploi a été fait par Bonfait des sommes recouvrées, et si les diverses créances par lui payées étaient préférables à la créance du greffier; — Attendu que Bonfait soutient avoir valablement payé par l'unique raison que les sommes versées s'appliquaient à des frais de justice; — Mais attendu que les frais de justice, bien que compris sous un même numéro de l'art. 2101 ne sont pas tous privilégiés au même titre; — Qu'ils doivent être colloqués et par suite payés suivant le degré d'utilité qu'ils présentent, et primer, en principe, toute créance, quelle qu'elle soit, à laquelle ils ont été utiles; — Attendu, d'une part, que les frais avancés par le greffier ont profité à tous les créanciers, puisque sans les formalités qui les ont occasionnés, aucune distribution n'aurait pu avoir lieu; — Attendu, d'autre part, qu'un nombre des frais payés par Bonfait figurent ceux d'un procès intenté contre un sieur Cerf-Lévy pour faire annuler la vente du fonds de commerce du failli; — Qu'il serait juste, si ce procès avait fait entrer dans la faillite une certaine somme, de prélever sur cette somme les frais de l'instance qui aurait eu ce résultat; — Mais qu'en l'espèce, la demande de Bonfait ayant été repoussée, les créanciers de la faillite n'en ont retiré aucun profit; — Attendu qu'il est vrai que les décisions rejetant l'instance de Bonfait ont autorisé l'emploi des dépens par préférence à la masse des créanciers du failli; — Mais qu'on ne peut comparer la masse des créanciers, pour lesquels le gain du procès était la seule chance d'actif, aux créanciers des frais de justice déjà exposés qui se trouvaient suffisamment garantis par l'état actuel des ressources de la faillite, et n'avaient dès lors aucun intérêt dans le succès de la demande introduite par Bonfait; — Attendu que le syndic doit payer les divers créanciers suivant leur rang de préférence et ne peut, dès lors, opposer à Boulaire des paiements faits à des créanciers moins favorables; — Par ces motifs; — Déclare Boulaire bien fondé dans le chef de sa demande relatif aux frais de la faillite Bonenfant; — En conséquence, sans s'arrêter aux

offres faites par Bonfait, lesquelles sont insuffisantes, condamne ledit Bonfait à payer à Boulaire la somme de 373 fr. 10 cent. montant de son mémoire de frais avec intérêts à 5 pour 100 par an du 17 sept. 1883, date de la demande.

Du 31 janv. 1884.—Trib. civ. de Reims.—M. Vassard, pr.

(2) (Duprada C. Desmartin-Duvigneau.) — LA COUR; — Attendu qu'à la date du 13 janv. 1882, le sieur Maldant, qui avait constitué M<sup>e</sup> Duprada pour avoué, assigna devant le tribunal de Bordeaux les sieurs Courbet et Dupuis pour les faire condamner à opérer, dans une usine dont ils étaient devenus locataires, des réparations importantes et à payer des dommages-intérêts; que Courbet, l'un des défendeurs, ayant été plus tard déclaré en état de faillite, l'instance fut régulièrement reprise et poursuivie contre le syndic Desmartin-Duvigneau;

Attendu qu'un jugement du 27 mars 1884, confirmé sur l'appel du syndic, le 2 mai 1885, condamna Dupuis et Courbet à payer solidairement à Maldant 41177 fr. 40 cent. à titre de dommages-intérêts, ainsi que tous les dépens, dont distraction était en même temps prononcée au profit de M<sup>e</sup> Duprada, sur son affirmation qu'il en avait fait l'avance; qu'après taxe régulière ce dernier a obtenu un exécutoire pour les dépens qui s'élevaient à 3,384 fr. 44 cent.; — Attendu que cette somme représente, non une dette du failli, dont le paiement serait soumis à la loi du dividende, mais une dette de la masse des créanciers qui doit être intégralement acquittée, cette masse étant devenue débitrice directe par suite de la condamnation dont elle a été l'objet dans le procès soutenu, en son nom, par le syndic, qui la représente; que, d'autre part, la distraction prononcée au profit de M<sup>e</sup> Duprada a conféré à cet officier ministériel un droit de créance propre qui, d'après des principes certains, ne permet pas à la partie condamnée aux dépens d'opposer les exceptions dont elle aurait pu se prévaloir contre son adversaire au procès; qu'ainsi M<sup>e</sup> Duprada, en vertu du titre qui lui est personnel, a pu pratiquer une saisie-arrest sur les sommes appartenant à la faillite, pour le recouvrement de sa créance; — Attendu que le syndic se prévalait vainement de ce que les dépens de première instance ont été alloués solidairement à titre de supplément de dommages-intérêts; que cette disposition qui n'a d'autre but que de justifier la solidarité prononcée pour ces mêmes dépens n'a modifié ni la cause, ni la nature de cette partie de la créance; que les défendeurs ont été condamnés à tous les frais, par application de la règle générale posée par l'art. 130 c. proc. civ., parce que, malgré l'indication inexacte du jugement dont est appel, ils ont

Jugé encore : 1° que lorsqu'une instance, commencée avant la déclaration de faillite, a été reprise par le syndic au nom de la masse des créanciers, les frais que doit supporter la masse, si elle succombe, comprennent même ceux relatifs aux procédures antérieures au jugement déclaratif (Paris, 2 mai 1850, aff. Noël, D. P. 52. 2. 136. Conf. Bordeaux, 13 août 1888 précité); — 2° Que la condamnation aux dépens en cas de rejet du pourvoi en cassation formé par un failli antérieurement à la déclaration de faillite, ne peut être prononcée personnellement contre ce dernier (Civ. rej. 23 juill. 1873, aff. Legeay, D. P. 74. 1. 102). — Décidé, toutefois, en sens contraire, que lorsque le syndic d'une faillite a continué une instance commencée avant la déclaration de faillite et a été condamné aux dépens, il y a lieu de distinguer entre les frais antérieurs et les frais postérieurs à la reprise d'instance; les premiers devant seuls être prélevés par privilège, les autres suivant le sort de la créance principale (Trib. com. Mulhouse, 15 nov. 1867) (1).

1197. On s'est demandé si, par application de ce même principe, les dépens de l'instance en *séparation de biens* engagée par la femme du failli, doivent être mis à la charge du syndic (V. sur cette question, *supra*, n° 464).

1198. Quant aux créances privilégiées ou hypothécaires, il a été jugé qu'elles ne peuvent être primées par les frais exposés par les syndics qu'autant que ces frais ont été faits dans l'intérêt commun des créanciers chirographaires et des créanciers hypothécaires ou dans l'intérêt des créanciers hypothécaires seuls (Alger, 26 déc. 1888 (2). Comp. Rép. n° 1052; *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; Rép. cod. v° n° 131 et suiv.).

1199. Sur la question de savoir si les dépens des contestations soutenues dans l'intérêt de la masse peuvent être mis à la charge *personnelle* des créanciers formant la masse, en cas d'insuffisance de l'actif de la faillite, et même être recouvrés contre les syndics, sauf le recours de ces derniers contre la masse, V. Rép. n° 504.

1200. — 2° *Secours accordés au failli ou à sa famille.* — Ces secours, qu'ils soient accordés avant la formation du

concordat (art. 474) ou après la formation de l'union (art. 530), constituent une dette directe de la masse et doivent, aux termes de l'art. 565, être prélevés avant toute répartition.

1201. — 3° *Créances privilégiées sur les meubles.* — Nous avons donné plus haut (sect. 12) la liste des créanciers privilégiés sur les meubles. Ces créanciers doivent également toucher le montant de leur créance avant toute répartition.

1202. — 4° *Créances directes contre la masse de la faillite.* — Enfin doivent être payées intégralement et avant toute répartition, les créances qui ont pris naissance, non contre le failli, mais contre la masse de la faillite (V. en ce qui concerne ces créances *supra*, n° 1184 et suiv.).

1203. — II. RÉPARTITION DU MONTANT DE L'ACTIF MOBILIER ENTRE LES CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES DU FAILLI. — Quand l'actif mobilier est réalisé, le produit en est, après les prélèvements opérés conformément à l'art. 565, réparti entre tous les créanciers chirographaires du failli dont les créances ont été vérifiées et affirmées (Rép. n° 1135). Le juge-commissaire peut, d'ailleurs, ordonner une distribution avant la réalisation totale de l'actif (Rép. n° 1136).

Les dividendes distribués aux créanciers s'imputent proportionnellement sur chacune des dettes du failli, qui toutes se trouvent éteintes dans la même proportion, sans distinction entre les dettes cautionnées et celles qui ne le sont pas. Par suite, la caution dont l'engagement ne s'applique qu'à l'une des dettes existant au profit d'un même créancier du failli, ne peut se prétendre libérée du montant total des dividendes perçus par ce créancier dans la faillite du débiteur principal (Req. 12 mars 1883, aff. Veuve Faure, D. P. 84. 1. 13).

Les créanciers hypothécaires ou privilégiés sur les immeubles peuvent, sous les conditions prévues aux art. 553, 554, 555 c. com. (*supra*, n° 1138 et suiv.), prendre part aux distributions du montant de l'actif mobilier.

1204. D'après l'art. 566 c. com., c'est le juge-commissaire qui doit ordonner la répartition, après avoir consulté les états de situation remis mensuellement par les syndics (3). (Rép. n° 1137 et 1138). — Il a été jugé qu'un créancier

suivant le sort du principal, doivent être admis à la masse comme créance chirographaire, et que les autres devront être recouvrés directement contre le syndic, qui les passera en frais de syndicat; — Que toute décision contraire constituerait la violation des éléments de la matière, en ce qu'elle donnerait un caractère de privilège à une créance, qui n'avait pas ce caractère, lorsque la faillite a été déclarée; — Par ces motifs, etc.

Du 15 nov. 1867.-Trib. com. de Mulhouse.-MM. Lœderich-Kiltz, pr.-Laurent et Schraye, av.

(2) (Comptoir d'escompte de l'Arba C. Prévot, Roussel et Compagnie Algérienne.) — La cour; — En ce qui touche le fond sur les contestations du Comptoir d'escompte: — Attendu que la principale question à examiner au procès est celle de savoir si la somme de 2223 fr. 07 cent. réclamée par le syndic Roussel doit lui être attribuée par privilège sur le prix de l'immeuble Sastre, ainsi qu'il le demande et ainsi que le tribunal le lui a accordé; — Attendu que, pour qu'un syndic puisse jouir d'un privilège sur les immeubles de la faillite, à défaut d'actif mobilier, il faut que les frais à l'occasion desquels il demande privilège aient été exposés par lui ou dans l'intérêt commun des créanciers chirographaires et des créanciers hypothécaires ou dans l'intérêt des créanciers hypothécaires seuls; — Attendu que peuvent être rattachés à la catégorie des frais faits dans l'intérêt commun des masses chirographaire et hypothécaire, et, à ce titre, considérés comme privilégiés sur les immeubles, à défaut d'actif mobilier, ceux relatifs à l'apposition des scellés, à leur levée et à l'inventaire; que les mesures qu'occasionnent ces frais ont souvent même pour effet et pour but d'empêcher le divertissement soit des titres de propriété, soit des meubles, ayant dans les immeubles le caractère d'immeubles par destination; qu'il convient d'ajouter à la catégorie des frais privilégiés qui précède les frais de déclaration de faillite; — Mais attendu qu'il faut, d'une manière absolue, écarter du chapitre des privilèges tous autres frais étrangers à la masse hypothécaire exposés dans le seul intérêt de la masse chirographaire tels que frais de gestion de faillite ou autres afférant à cette gestion, etc.

Du 26 déc. 1888.-C. d'Alger.-MM. Dedreuil-Paulet, pr.-Dain et Doudart de la Grée av.

(3) En Espagne, la répartition doit être ordonnée dès que les sommes recouvrées permettent de distribuer un dividende de 5 pour 100 (art. 1182 c. com. de 1829, 1290 et 1291 Enjuc. civ.). En Hollande (art. 874), le juge peut décider provisoirement

succombé sur tous les chefs de demande, la décision du 27 mars 1884 ayant seulement réduit le chiffre des dommages-intérêts réclamés; — Attendu que la condamnation aux dépens n'a pas été dénatée au regard de M<sup>e</sup> Duprade, puisqu'en accordant la distraction, le jugement a entendu assurer le recouvrement des avances faites par cet avoué et n'a pu songer à lui allouer des dommages-intérêts qu'il ne pouvait même pas réclamer; — Sur les conclusions subsidiaires de l'intimé: — Attendu que les frais antérieurs à la reprise d'instance ont été, comme les frais postérieurs, indispensables pour l'instruction de l'affaire et pour sa solution définitive; qu'il n'y a donc pas lieu de faire une distinction que repousse la nature même des choses et la généralité de la condamnation prononcée; — Par ces motifs, etc.

Du 13 août 1888.-C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Dulamon, pr.-Habasque et Moulinier, av.

(1) (Compagnie la Rouennaise C. Syndic Peltier.) — Le tribunal; — ...Attendu, en ce qui concerne les frais, que c'est sans fondement que la demanderesse réclame un privilège qui n'est pas écrit dans la loi; — Attendu, d'autre part, que si le syndic a été condamné aux dépens, il ne s'ensuit pas que la demanderesse ait le droit de réclamer ces dépens par voie de prélèvement; qu'il en est de même de se soumettre à la loi spéciale et aux éléments qui régissent la procédure en matière de faillite; — Attendu qu'une partie notable des frais taxés ont été faits avant la faillite Peltier et la reprise d'instance contre le syndic; — Que si ce dernier, alors qu'il a été mis en cause, avait renoncé à donner suite au litige et à appuyer les contestations et contre-prétentions du failli; que s'il s'était soumis à reconnaître volontairement la légitimité de la dette, les frais faits jusqu'à la reprise d'instance s'ajouteraient comme les intérêts au capital dû à la demanderesse et constitueraient un capital à produire à la masse, sans aucune possibilité de privilège, de préférence ou de prélèvement; — Attendu que si, à partir du 6 mars 1866, le syndic a provoqué de nouveaux frais, ces derniers frais seuls peuvent être réclamés intégralement; que les masses, qui plaident, étant comme les justiciables, soumises aux conséquences de leur témérité, il est équitable de décider qu'un syndic est mal fondé à n'offrir qu'un simple dividende sur les frais qu'il a occasionnés en sa qualité, et qu'il est condamné à payer; — Qu'il y a lieu, en conséquence, de distinguer, au cas particulier, entre les frais qui ont été faits contre le débiteur personnellement antérieurement à la faillite, et ceux qui ont été faits contre la masse à raison de sa résistance; — Que les uns,



n'est pas fondé à demander que le syndic soit tenu de répartir dans un délai déterminé les sommes disponibles et déposées à la caisse des dépôts et consignations, lorsqu'il y a des difficultés empêchant d'établir pour le moment la situation de tous les créanciers (Rouen, 10 août 1874, aff. Dazin-Motte, D. P. 77. 5. 239).

**1205.** Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 1439, l'art. 567 c. com. prescrit la mise en réserve de la part correspondante aux créances pour lesquelles les créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France sont portés au bilan, et leur dépôt à la caisse des dépôts et consignations; l'art. 568 c. com. édicte la même règle pour les créances contestées et sur l'admission desquelles il n'a pas été statué définitivement (1). Cette consignation donne lieu, pendant toute sa durée, à la production d'intérêts à 3 pour 100 (Ordonn. du 3 juill. 1816, art. 4). A qui doivent revenir ces intérêts : au créancier attributaire du capital, accessoirement à son dividende, ou à la masse qui se partagera cette valeur au marc le franc comme un complément des ressources de la faillite? C'est là une question fort débattue en doctrine et en jurisprudence. — MM. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 637; Laroque-Sayssinel et Dutruc, t. 2, n° 1607; Alauzet, t. 8, n° 2809, se prononcent en faveur de l'attribution de ces deniers au créancier. La cour de Lyon, par arrêt du 10 nov. 1888 (aff. Regaud, synd. faill. Banque de Lyon et Loire, D. P. 89. 2. 217), a tranché la question dans le même sens. — MM. Renouard, t. 2, p. 322, et Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 1042, sont d'un avis contraire. C'est cette dernière doctrine que nous avons enseignée au *Rép.* n° 1140; elle est également professée par M. Thaller qui, dans une note insérée (D. P. 89. 2. 217) sous l'arrêt précité de la cour de Lyon, a résumé très nettement les éléments de la controverse. « Il semble à première vue, dit-il, que la consignation n'est pas un paiement et qu'il convient de continuer à suivre la règle de l'art. 445 c. com., en vertu de laquelle le jugement déclaratif arrête le cours des intérêts. Il est vrai que M. Bravard répond, en faisant remarquer : « 1° que l'idée de la « loi est certainement que la consignation doit avoir, autant « que possible, le même effet qu'un paiement (V. notam- « ment l'art. 1257 *in fine*, c. civ.); 2° que l'art. 445 s'appli- « que uniquement aux intérêts qu'une créance était en « train de produire, lors du jugement déclaratif, et que cet « article est réellement défavorable à l'opinion ci-dessus, « attendu qu'il a pour but d'assurer l'égalité de condition « entre tous les créanciers, réduits à n'obtenir qu'un divi- « dende. Surtout quand il s'agit d'un créancier à qui il n'a « pas été possible de toucher son dividende lors de la « répartition, parce qu'il était domicilié aux Indes, ou parce

« qu'on a contesté mal à propos la créance d'un créan- « cier qui n'a aucune négligence à se reprocher, ne serait-il « pas souverainement inique de refuser même le maigre « intérêt que paye la Caisse des dépôts et consignations, « intérêt qui certes le laissera encore dans une condition « inférieure à celle des créanciers qui ont pu toucher leurs « dividendes dès le jour de la répartition ? » Ces deux rai- « sons, l'une de droit, l'autre d'équité, ne sont pas également « concluantes. Assimiler la mise en réserve des art. 503, « 567 et 568 c. com. à une consignation, dans le sens techni- « que du mot, alors surtout que la loi s'abstient soigneuse- « ment de la qualifier ainsi, est chose téméraire. En réalité, « il n'y a d'autre rapport entre cette opération et celle dont s'oc- « cupent les art. 1257 et suiv., c. civ., que par le fait du dépôt « des sommes dans une même caisse. A tous autres égards, « les deux actes sont dissemblables. Les motifs de droit qui « militent en faveur de l'application des intérêts de la consi- « gnation au créancier qui a refusé des offres ne se retrouvent « plus ici. Le débiteur, qui entend se libérer de force, atteint « son but, en suivant la procédure de la loi. Il se dessaisit « comme dans un paiement et fait passer au créancier les « risques et périls des sommes consignées. Ce n'est pas sans « doute une libération irrévocable, tant que le créancier n'a « pas accepté la consignation ou qu'elle n'a pas été reconnue « bonne et valable par un jugement passé en force de chose « jugée; le débiteur peut la retirer par le seul fait de sa « volonté (c. civ. art. 1261). Mais, à tous autres points de vue, « la situation est la même que si la propriété des espèces avait « été effectivement transmise au créancier au moment du « dépôt à la caisse publique. Il n'est pas inexact de considérer « celui-ci, lorsqu'il accepte la consignation, comme ayant été « investi de cette propriété rétroactivement depuis le début : « ce n'est même que par là que peuvent se concevoir la mise « de l'argent à ses risques et la cessation, au jour de cette « même consignation, des intérêts conventionnels ou mora- « toires auxquels il était jusque-là en droit de prétendre « (c. proc. civ. art. 816). En réalité, la somme, une fois con- « signée, se trouve inscrite au nom du créancier, elle doit « porter intérêt pour lui, en vertu de la règle que l'accessoire « suit le principal. Le rapprochement des art. 14 et 15 de « l'ordonnance du 3 juill. 1816 ne permet guère de douter de « la dévolution des intérêts à la personne même à laquelle le « principal revient... L'attribution des intérêts de consignation « n'est en somme qu'une compensation du danger qu'il court « de voir l'argent périr pour lui, si le consignataire cesse de « pouvoir le rendre : c'est un danger plus théorique que réel, « dans notre organisation financière, mais auquel la loi, dans « sa très grande logique, ne doit pas demeurer insensible. « Que maintenant on passe aux mises en réserve de fonds

une répartition au marc le franc, même avant que les questions touchant la priorité de rang n'aient été tranchées. Même législation en Belgique (art. 561 et suiv.).

En *Italie* (art. 809 et suiv.) les paiements aux créanciers sont faits directement par la caisse des dépôts et consignations.

En *Angleterre*, le *trustee* n'a pas à en référer au juge; il agit de lui-même en prévenant les intéressés (sect. 58); la cour, en cas de retard, peut lui intimer l'ordre de faire la répartition. Le premier dividende doit être distribué dans les quatre mois de la réunion du premier meeting et les autres de six en six mois (sect. 58-2° et 3°).

En *Danemark* (art. 124) et en *Norvège* (art. 96) on renouvelle les répartitions chaque fois que l'on peut distribuer aux créanciers 10 0/0.

En *Allemagne* il y a trois sortes de répartitions : 1° Répartition d'acomptes, *Abschlag*; 2° Répartition finale, *Schluss*; 3° Répartition supplémentaire, *Nachtrag*. Les répartitions d'acomptes sont subordonnées à l'assentiment des créanciers (§ 138) qui fixent le montant du dividende. La répartition finale, au contraire, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du tribunal (§ 149). Les répartitions sont effectuées par l'administrateur qui n'a pas besoin de solliciter un ordre. A cet effet il dresse un tableau de répartition. Ce tableau est affiché au greffe avec mise en demeure aux opposants d'avoir à se faire connaître dans un certain délai. Le délai écoulé, l'administrateur corrige le tableau et dans la semaine, les intéressés qui n'ont pas obtenu satisfaction amiable peuvent se pourvoir en justice. Lorsqu'il s'agit de répartition finale, les objections au tableau doivent être formulées dans une assemblée dont le tribunal fixe la date en ordonnant la répartition (§ 139 et 150). Les répartitions supplémentaires n'ont lieu que lorsque de nouvelles valeurs de la faillite viennent à se

révéler. Le syndic rentre en fonctions et procède à ces répartitions.

En *Autriche* (§ 168 à 190) il existe une législation semblable avec quelques différences de détail seulement. Le projet de répartition est approuvé par le *Comité* et transmis au juge-commissaire (§ 176). Les créanciers des trois premières classes et surtout des deux premières (privileges généraux français) bénéficient d'une procédure de faveur exemptant l'administrateur de la publication d'un tableau de répartition (§ 169, 170, 172). C'est le juge qui avertit les créanciers, par voie de publication et par lettres, à prendre communication du projet de répartition auprès de lui ou de l'administrateur (§ 176). Le délai pour présenter des observations sur ce projet est fixé par le juge-commissaire lui-même et est de 14 jours au plus (§ 177).

Lorsqu'il y a lieu à des distributions supplémentaires, le *Comité* des créanciers rentre en charge pour y procéder (§ 190).

(1) En *Espagne*, le dividende des créances contestées est assigné, mais les créanciers admis par la majorité de l'assemblée de vérification et contestés seulement par un nombre dissident reçoivent de suite leur part à charge de restitution (1289 Eni.).

En *Allemagne*, on ne met en réserve la part des créanciers contestés que s'ils justifient du commencement du procès par eux intenté pour se faire admettre. Il en est de même en *Autriche* (§ 175).

En *Angleterre*, avant de distribuer le dernier dividende (*final dividend*), le *trustee* doit signifier aux créanciers contestés que, s'ils n'arrivent pas à établir leurs droits dans un temps déterminé, on passera outre sans avoir égard à leurs réclamations (sect. 52).

imposées par la loi des faillites et l'on s'aperçoit qu'il devient impossible de raisonner de la même manière. S'il fallait chercher dans le droit civil un point de comparaison avec cette règle commerciale on le trouverait bien plutôt dans l'obligation impartie à l'officier public, après vente sur saisie, de déposer à la Caisse des dépôts et consignations, dans un délai déterminé le montant de la vente (c. proc. civ. art. 657). Mais pareille observation est faite pour nous mettre graduellement sur la voie de la vérité dans la question qui nous occupe. Que l'on suppose, si étrange que cela paraisse, que la Caisse, après la mise en réserve des dividendes, vienne à fermer ses guichets! La perte sera-t-elle pour le créancier contesté (ou pour le créancier étranger), en telle manière que la masse sera censée lui avoir réglé la somme, et n'aura plus l'obligation de la lui faire servir derechef sur les disponibilités actuelles ou futures de la faillite? Personne ne le soutiendra : ce qui laisse aussitôt deviner un mécanisme de l'opération diamétralement différent de celui de la consignation proprement dite. Pourquoi en est-il ainsi? Apparemment parce que cette valeur mise en réserve a continué à être inscrite au nom de la masse. La comptabilité de la faillite ne permet pas qu'il en soit autrement. Qu'on y réfléchisse en effet. Ce n'est pas seulement l'argent provenant d'une vente sur saisie signalée ci-dessus, qu'il faut déposer à la Caisse des consignations, mais tous les deniers que le syndic recouvre dans une faillite. La consignation, au sens large du mot, consignation générale et collective des espèces, tel est le préliminaire forcé, inévitable de tous les mouvements de caisse auxquels donnera lieu le numéraire de la faillite (c. com. art. 489 et 566, et pour la liquidation judiciaire L. 4 mars 1889, art. 6). C'est donc par un véritable abus de langage que l'on dit que le dividende du créancier contesté est mis en réserve ou consigné. Ce qui est vrai, c'est qu'on laisse sur une somme antérieurement consignée une valeur égale à ce dividende. La constatation n'est pas indifférente. Rien n'est plus faux que de s'imaginer que le syndic, sur l'ordonnancement du juge-commissaire, va retirer d'abord le total des dividendes afférents à toutes les créances, y compris les créances contestées, pour reverser immédiatement dans la même caisse à un titre et à un nom nouveau la part revenant à ces dernières : ce serait une décomposition peu utile en elle-même et que le législateur, partisan des procédés simples, n'a pas voulu. La vérité est que le retrait s'effectue sur un ensemble de deniers, déduction faite de ce qui est nécessaire pour sauvegarder les créances litigieuses. Jusqu'à ce retrait, c'est la masse que la Caisse des consignations a créditée des intérêts : le retrait n'est que partiel, les portions restantes continuent par la force du raisonnement à porter intérêt au profit de la même masse. Il y a là une considération décisive qui enlève toute valeur au motif d'équité, allégué d'autre part. Oui, il serait bon que l'on pût attribuer individuellement les intérêts de ces parts réservées au créancier, qui n'a rien fait pour subir un retard, de plusieurs mois et de plusieurs années dans le règlement de son dividende. Mais pour lui être donnée, cette compensation devrait trouver dans une disposition expresse et bienveillante de la loi son point d'appui et sa justification. Or la loi, quand on la raisonne, dit positivement le contraire ».

**1206.** Tout l'actif de la faillite devant être distribué au marc le franc entre les créanciers vérifiés et affirmés (art. 565), y a-t-il lieu de procéder à des répartitions de dividendes supplémentaires, lorsqu'après la dissolution de l'union, des créances dissimulées jusqu'à cette époque viennent à se révéler? Nous avons dit *suprà*, n° 1067 et suiv. que les auteurs sont divisés sur le point de savoir si la faillite déclarée close après liquidation de l'union peut être réouverte au cas de découverte de créances omises, mais que la jurisprudence admet en pareil cas la réouverture de la faillite. Dès que la faillite est réouverte, le juge-commissaire et le syndic rentrent en fonctions, et l'actif nouvellement mis à jour doit faire l'objet de répartitions supplémentaires.

**1207.** Ainsi que nous l'avons exposé au *Rép.* n° 1141, 1142, 1143, 1144, l'art. 569 c. com. règle les diverses formalités que le syndic doit observer, lorsqu'il procède au paiement des dividendes. Comme nous l'avons dit, il doit, avant tout, se faire représenter par chaque créancier le titre constitutif de sa créance. Toutefois, malgré la généralité de cette règle, il y est fait exception lorsque le créancier a été auto-

risé par le juge-commissaire, sur la demande des syndics eux-mêmes, à remettre ce titre à un autre obligé, aussi en faillite, de qui il recevait une partie du prix (*liv. rej.* 23 nov. 1852, aff. Debladis, D. P. 52. 1. 324).

#### SECT. 14. — VENTE DES IMMEUBLES DU FAILLI. — RÉPARTITION DU PRIX (*Rép.* n° 1148 à 1174).

##### § 1<sup>er</sup>. — Expropriation forcée des immeubles du failli. — Action hypothécaire contre les tiers détenteurs.

**1208.** — I. EXPROPRIATION FORCÉE DES IMMEUBLES DU FAILLI. — Ainsi que nous l'avons vu au *Rép.* n° 1148-1156 du rapprochement des art. 571 et 572 c. com., il résulte que : 1° les *créanciers chirographaires* ne peuvent, à partir du *jugement déclaratif de la faillite*, poursuivre l'expropriation des immeubles du failli; — 2° Les *créanciers hypothécaires*, ou investis d'un *privilege spécial* sur ces immeubles, ont le droit d'en poursuivre l'expropriation forcée et la vente jusqu'à la formation de l'union ou jusqu'aux événements qui en tiennent lieu, à savoir le *refus du concordat* ou la *résolution* du concordat antérieurement consenti. Ils n'ont pas besoin, pour y être admis, d'affirmer et de faire vérifier leurs créances, l'art. 553 c. com. ne s'appliquant qu'aux cas où les créanciers hypothécaires et privilégiés sont en concours avec les créanciers chirographaires (Paris, 14 oct. 1857, aff. Syndic Lutrot, D. P. 58. 2. 63; Poitiers, 28 janv. 1878, aff. Crédit agricole D. P. 78. 2. 145; V. *suprà*, n° 852, 853). — 3° Dès l'époque de la formation de l'union, les syndics ont seuls qualité pour faire procéder à la vente des immeubles. — A cette dernière règle l'art. 572 apporte une exception. Les créanciers hypothécaires ou investis d'un *privilege spécial* qui, avant l'époque de l'union, avaient commencé des poursuites en expropriation, peuvent continuer ces poursuites après la formation de l'union (V. *suprà*, n° 514 et suiv.). Faut-il étendre cette règle par analogie aux *créanciers chirographaires*, et décider que ceux-ci, qui, à partir du jugement déclaratif, ne peuvent plus exercer contre le failli des poursuites individuelles, peuvent cependant continuer celles qu'ils auraient commencées avant? (V. sur cette question *Rép.* n° 230, et *suprà* n° 512, 513).

**1209.** Il a été jugé que les créanciers d'une faillite, constitués en état d'union, étant représentés par le syndic de l'union, dans les jugements ordonnant la liquidation du gage commun et notamment la vente des immeubles du failli, sont sans qualité pour former *tierce opposition* à ces jugements (*Req.* 25 févr. 1857, aff. Béguey, D. P. 57. 1. 113. *Comp. Rép.* n° 1151).

**1210.** Les art. 534 et 572 c. com. ne règlent le droit des syndics de faire procéder à la vente des immeubles du failli, que dans le cas où, à défaut de concordat, les créanciers sont en état d'union; mais est-ce à dire que, jusqu'à ce moment, un tel droit n'appartienne en aucune manière aux syndics? (V. sur cette question, *suprà* n° 807).

**1211.** — II. ACTION HYPOTHÉCAIRE CONTRE LES TIERS DÉTENTEURS. — Les syndics de l'union ont qualité pour actionner en *délaissement* ou en *payement*, au nom des créanciers hypothécaires du failli, les tiers détenteurs. C'est là, en effet, une opération de liquidation de l'actif du failli, rentrant dans le mandat des syndics de l'union, lesquels représentent les créanciers privilégiés ou hypothécaires aussi bien que les créanciers chirographaires, quand il n'existe pas, entre ces deux classes de créanciers, d'opposition d'intérêts (*Req.* 7 juin 1859, aff. Henry, D. P. 60. 1. 21).

##### § 2. — Délai et formes de la vente.

**1212.** L'art. 572 c. com. impartit aux syndics un délai de huit jours pour la vente des immeubles du failli; mais on s'accorde à reconnaître que ce n'est pas là un délai de rigueur (V. *Rép.* n° 1158; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2952; Alauzet, t. 8, n° 2816).

**1213.** Avant de poursuivre la vente des immeubles du failli, le syndic doit obtenir l'autorisation du juge-commissaire (*Rép.* n° 1159). Les poursuites doivent être exercées devant le *tribunal civil*, dans le *ressort* duquel est situé

l'immeuble (*Rép.* n° 1160; Lyon-Caen et Renault, n° 2952; Alauzet, t. 8, n° 2815; Observations de M. le conseiller rapporteur d'Oms, D. P. 57. 1. 114; Trib. civ. de Narbonne, 18 janv. 1888) (1). Jugé toutefois que la vente est régulière si elle a été faite au lieu du domicile du failli et précédée, dans ce lieu, de toutes les conditions de publicité prescrites par la loi (Paris, 12 avr. 1856, aff. Béguery, D. P. 57. 1. 113. Conf. Toulouse, 10 janv. 1884, aff. Delmas, *infra*, n° 1220).

Le tribunal compétent ordonne la vente sur le vu de l'autorisation donnée par le juge-commissaire (*Rép.* n° 1161). Il doit rendre son jugement en *audience publique* sous peine de nullité (Douai, 29 avr. 1884) (2).

Dans beaucoup de pays étrangers les formalités exigées pour la vente des immeubles sont plus compliquées. — En *Espagne*, le commissaire et le juge statuent sur le projet d'aliénation, fixent la mise à prix, désignent même à l'occasion des experts pour ce faire. D'après la *ley de enjuic*, si la mise à prix n'est pas atteinte à la première enchère, la loi prend soin de régler le rabais de la seconde (25 pour 100) et même de l'enchère subséquente. — En *Allemagne*, pour la vente amiable des immeubles il faut l'autorisation du tribunal ou une décision des créanciers, suivant que la vente précède ou suit la vérification (§ 148-1°). — En *Italie*, même système qu'en France; mais l'absence d'enchérisseurs justifie la vente amiable.

1214. Ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 1161, l'art. 572 renvoie aux formes prescrites, *pour la vente des biens de mineurs* par les art. 954 et suiv. c. proc. civ. modifiés par la loi du 2 juin 1841. La vente, en vertu de ces règles, peut avoir lieu, soit devant l'un des juges du tribunal à l'audience des criées, soit devant un notaire commis à cet effet. — La désignation du notaire chargé de procéder à la vente d'immeubles d'un failli est laissée au pouvoir discrétionnaire du tribunal (Civ. cass. 30 juin 1856, aff. Lesueur, D. P. 56. 1. 261). Le tribunal peut même désigner des officiers publics différents pour procéder à la vente des immeubles du failli situés dans des arrondissement différents (Pardessus, n° 1265; Demangeat, t. 4, n° 623; Alauzet, t. 8, n° 2815; Boistel, n° 1077).

1215. Comme nous l'avons vu au *Rép.* n° 1162, les syndics rédigent le cahier *des charges, clauses et conditions de la vente*, sans qu'il puisse en résulter, pour eux ou pour

les créanciers qu'ils représentent, aucune responsabilité vis-à-vis des adjudicataires. Ils peuvent même accorder des délais convenables aux adjudicataires pour le paiement des prix de vente (*Rép.* n° 1163). — Jugé toutefois que le délai consenti par les syndics, dans le cahier des charges, lors de la vente des immeubles du failli pour le paiement du prix d'adjudication, ne peut lier les créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble, ni suspendre leur action en paiement; qu'en pareil cas, les frais par eux déboursés pour arriver à un paiement immédiat doivent être colloqués sur le prix d'adjudication comme accessoires de leur créance (Trib. Sedan, 27 août 1851, aff. Varin-Bernier, D. P. 52. 2. 152).

1216. Les syndics peuvent-ils se rendre adjudicataires des biens du failli? Cette question a été résolue au *Rép.* n° 1164 dans le sens de l'affirmative (Conf. Alauzet, t. 8, n° 2816).

1217. Il a été jugé que les dispositions de l'art. 732 c. proc. civ., relatives aux formalités de l'appel en matière de saisie immobilière, ne s'appliquent pas au cas de vente d'immeubles dépendant d'une faillite (Douai, 7 déc. 1877, aff. Gloos, D. P. 78. 2. 39).

1218. Décidé que l'adjudication d'un immeuble dont le failli n'a pas payé le prix, faite dans une vente publique suivie à la requête des syndics de l'union, ne fait pas obstacle à ce que le créancier colloqué sur ce prix demande la *résolution* de la vente précédemment faite au failli (Orléans, 13 mai 1851, aff. Leprince-Duclos, D. P. 52. 2. 177). — En ce qui concerne l'ouverture de l'ordre pour la distribution du prix des immeubles, V. *Rép.* n° 1170.

### § 3. — Surenchère. — Vente sur surenchère.

1219. La vente des immeubles du failli peut être suivie, comme toute vente publique d'immeubles, d'une revente sur folle enchère ou d'une revente sur surenchère. Mais après une revente sur surenchère, une seconde revente sur surenchère n'est pas possible, par application de la règle : *surenchère sur surenchère ne vaut* (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2953).

La folle enchère est réglée par les art. 964 et suiv. c. proc. civ. Les règles de la surenchère diffèrent suivant que l'ad-

Par ces motifs, se déclare incompetent.

Du 18 janv. 1888.-Trib. civ. de Narbonne.-M. Delpech, pr.

(1) (Faillite Zabet.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que les sieurs Causse et Capide, syndics de la faillite Zabet, demandent au tribunal d'ordonner la vente des immeubles appartenant au failli, et situés en totalité dans l'arrondissement de Montpellier; — Attendu qu'il échet d'examiner la compétence du tribunal civil dans les ventes des biens de failli; — Attendu que l'art. 572 c. com., en édictant les formes prescrites pour la vente des biens de mineurs, a simplement réglé la procédure à suivre et n'a eu nullement pour effet de changer la compétence des tribunaux civils en ce qui concerne les ventes judiciaires d'immeubles; — Attendu que le tribunal compétent en règle générale et en matière réelle est celui de la situation des biens; qu'il en est notamment ainsi, quand il s'agit de la vente forcée d'un immeuble; qu'il doit en être ainsi en matière de faillite; — Attendu, en effet, que le domicile du failli est indifférent et ne saurait, en cette circonstance, être attributif de compétence; qu'on ne saurait pas plus tenir compte de ce domicile que de celui du saisi; car, entre ces deux personnes, commerçant failli et non-commerçant saisi, l'assimilation est complète, puisque l'un et l'autre sont en déconfiture, et qu'en l'absence d'un texte formel qui déroge à la règle générale susénoncée, il y a lieu de décider que la situation de l'immeuble entraîne la compétence; — Attendu qu'on ne saurait arguer de la compétence en matière de succession, puisque, dans ce cas, le tribunal civil du dernier domicile du *de cuius* connaît de toutes les actions qui naissent de la succession, tandis qu'en matière de faillite toutes les actions sont de la compétence commerciale, et le tribunal civil tranche quelquefois seulement des difficultés sur exécution, d'où il suit, que, lorsqu'il s'agit d'une succession, le tribunal du lieu de l'ouverture connaît exactement tous les droits et actions la composant, tandis qu'il est dans l'ignorance la plus absolue sur les actes intervenus dans les faillites; — Attendu enfin qu'au point de vue de la bonne administration de la justice, il y a intérêt à ce que le tribunal du lieu où se trouvent les immeubles soit saisi, puis qu'il trouve sur les lieux tous les éléments nécessaires au lotissement s'il y a lieu et à la fixation de la mise à prix; — Attendu que les immeubles appartenant à Zabet, commerçant failli, sont situés hors du ressort du tribunal de céans;

(2) (Faillite Lemette.) — LA COUR; — Attendu que le jugement dont est appel a été rendu non en audience publique, mais en la chambre du conseil, portes closes; — Attendu que la publicité des jugements en matière civile est de droit public en France, depuis longtemps (art. 32, tit. 11, ordonn. d'avril 1867; art. 14, tit. 2, loi des 16-24 août 1790; art. 13, loi des 27 sept.-1<sup>er</sup> déc. 1790; art. 7, loi des 16-20 avr. 1810; art. 81, Constitution du 4 nov. 1848); — Qu'à la vérité, aux termes de l'art. 458 c. civ. auquel le code de commerce renvoie pour les ventes d'immeubles de failli après union, le tribunal peut statuer en chambre du conseil; mais que cet article, promulgué le 3 avr. 1803, ne peut supprimer l'obligation de publicité requise par la loi postérieure des 16-20 avr. 1810, art. 7, publicité plus tard et itérativement requise en matière civile ou criminelle par l'art. 8 de la constitution du 4 nov. 1848; — Que d'après ce, il est inutile de rechercher si les art. 87 et 111 c. proc. civ., promulgués le 14 avr. 1806, ont supprimé la non-publicité permise par l'art. 458 c. civ.; qu'en conséquence, le jugement dont est appel est radicalement nul; — Mais attendu que l'affaire est en état de recevoir une solution au fond; que, par conséquent, la cour peut évoquer aux termes de l'art. 473 c. proc. civ.; — Au fond: — Attendu que Ducrocq a été régulièrement autorisé par le juge-commissaire à vendre, sur publications judiciaires, les immeubles dépendant de la faillite Lemette; — Attendu que la cour possède les éléments nécessaires pour fixer les mises à prix sans expertise préalable; — Sur le mode de vente: — Attendu qu'il est de principe que toute vente judiciaire doit avoir lieu ordinairement, sauf exception, à la barre du tribunal, les art. 955 et 969 c. proc. civ. énonçant ce mode de vente avant le mode d'adjudication devant notaire; que, dans l'espèce, eu égard à la situation des immeubles, à leur peu d'importance, il y a lieu à titre exceptionnel d'en renvoyer la vente sur les lieux, par un notaire commis; — Par ces motifs, etc.

Du 29 avr. 1884.-C. de Douai.-MM. Mazeaud, 1<sup>er</sup> pr.-Berton, av. gén.-Maillard, av.

judication a été poursuivie ou non par les syndics, et suivant que ces poursuites ont eu lieu avant ou après la formation de l'union.

**1220.** — I. SURENCHÈRE AU CAS D'ADJUDICATION POURSUIVIE PAR LES SYNDICS, APRÈS LA FORMATION DE L'UNION. — 1° *Surenchère de l'art. 573 c. com.* — Conditions et formes de cette surenchère. — L'art. 573 organise pour ce cas une surenchère spéciale : « Elle devra être faite dans la quinzaine. Elle ne pourra être au-dessous du dixième du prix principal de l'adjudication. Elle sera faite au greffe du tribunal civil, suivant les formes prescrites par les art. 710 et 711 c. proc. civ. ; toute personne sera admise à surenchérir... » (Sur les conditions de cette surenchère, V. *Rép.* n° 1165-1169).

La surenchère doit, conformément à l'art. 709 c. pr. civ., être faite au greffe du tribunal civil qui a ordonné l'adjudication ; même dans le cas où, à raison de la situation des biens, cette adjudication a eu lieu devant un notaire d'un autre ressort, elle ne doit pas être faite au greffe du tribunal de ce dernier ressort (Trib. de Caen, 11 juin 1868, aff. Poisson, D. P. 71. 3. 56 ; Aix, 10 févr. 1876, aff. Millaud, D. P. 78. 5. 435 ; Limoges, 27 nov. 1880 (1) ; Toulouse, 10 janv. 1884 (2) ; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, t. 8, v° *Vente judiciaire d'immeubles sur surenchère*, n° 293 et suiv. V. toutefois en sens contraire, au cas de surenchère de biens de mineurs, Grenoble, 10 juill. 1874, aff. Fournier, D. P. 75. 2. 32).

**1221.** — 2° *Droit spécial de surenchère accordé par le code civil aux créanciers inscrits.* — Le droit de surenchérir conféré à toutes personnes par l'art. 573 c. com., est-il

exclusif du droit de surenchère spécial accordé aux créanciers inscrits par l'art. 2185 c. civ. ? Comme nous l'avons dit au *Rép.* n° 1174, sous le code de 1807, l'art. 565 était interprété en ce sens que les créanciers même chirographaires pouvaient surenchérir du dixième dans les huit jours de l'adjudication, mais que l'adjudicataire des immeubles du failli n'était pas dispensé de l'obligation de remplir, à l'égard des créanciers inscrits, les formalités de la purge, et que, dès lors, ceux-ci pouvaient répondre à l'offre qui devait leur être faite du prix de l'adjudication, par une surenchère soumise aux conditions et aux délais de l'art. 2185. Sous l'empire de l'art. 573 actuel c. com. la question est plus délicate, le texte énonçant que la surenchère après la vente des immeubles du failli « n'aura lieu qu'aux conditions et dans les formes, qu'il détermine », ce qui semble exclure la possibilité de former une autre surenchère que celle prévue par cet article. Aussi existe-t-il une vive controverse sur la solution à donner à cette question.

Un point certain nous paraît tout d'abord devoir être écarté du débat. Si la surenchère de l'art. 573 c. com. a été formée et suivie d'adjudication, celle de l'art. 2185 c. com. n'est plus possible. Cela résulte explicitement du texte de l'art. 573 c. com., aux termes duquel « cette adjudication demeurera définitive et ne pourra être suivie d'aucune autre surenchère ». C'est d'ailleurs l'application pure et simple de la règle : surenchère sur surenchère ne vaut.

**1222.** Mais que décider si la surenchère organisée par l'art. 573 n'a pas été formée en temps utile ? Les créanciers hypothécaires inscrits seront-ils déchus de leur droit de former la surenchère de l'art. 2185 c. com., et les adjudica-

et limitée et ne comporte pour le notaire que le droit de procéder à l'adjudication ; que le tribunal reste saisi, par conséquent, de tous les autres droits que la loi lui confère et qu'il ne saurait déléguer, et notamment de celui de statuer sur la surenchère comme sur les autres incidents ; — Que le syndic de la faillite l'a si bien compris lui-même, qu'après une première tentative infructueuse pour parvenir à l'adjudication il s'est pourvu devant le tribunal d'Albi pour obtenir un jugement abaissant la mise à prix ; que c'était là cependant un incident de la vente et que la décision du tribunal d'Albi ne se pourrait comprendre, si, comme on le prétend, à partir de la désignation par lui faite d'un notaire de Gaillac, tous les incidents de la vente étaient soustraits à sa juridiction ; — Attendu que ces principes généraux sont appuyés sur des textes formels ; — Attendu, en effet, que l'art. 573 c. com. dispose qu'en matière de faillite les règles à suivre pour la vente des immeubles sont celles relatives à la vente des biens de mineurs, et que l'art. 965 c. proc. civ., au titre concernant ces ventes, renvoie pour les formalités de la surenchère à l'art. 709 du même code ; — Que, d'après ce dernier article, la surenchère doit être faite au greffe du tribunal civil qui a prononcé l'adjudication ; — Attendu que le tribunal de Gaillac, n'ayant pas prononcé l'adjudication, ne saurait trouver dans ledit article un argument à l'appui de sa compétence ; — Que le notaire, au contraire, dont la vente est émanée, n'agissant pas en vertu d'un pouvoir qui lui fût propre, n'était que le délégué du tribunal d'Albi qui le lui avait conféré, et n'a pu prononcer l'adjudication qu'en sa qualité de mandataire de celui-ci et son représentant ; que c'est donc le tribunal d'Albi qui avait seul le droit de recevoir la surenchère, aux termes de l'art. 709 précité ; — Attendu, à la vérité, que les intimés contestent, sans donner à cet égard aucun motif sérieux, que le notaire ait agi par suite d'une délégation proprement dite, tout en reconnaissant d'ailleurs que le tribunal de Gaillac, n'ayant pas lui-même prononcé l'adjudication, ne pouvait invoquer, pour établir sa compétence, les dispositions de l'art. 709 ; — Qu'ils soutiennent, contrairement aux dispositions formelles des art. 573 c. com. et 965 c. proc. civ., que l'art. 709 ne serait pas applicable dans la cause et qu'il faut recourir aux principes du droit commun ; — Que la surenchère, disent-ils, est une action réelle immobilière et que, d'après l'art. 59 du même code, elle devrait être portée devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux, c'est-à-dire, dans l'espèce, devant le tribunal de Gaillac ; — Mais attendu que les actions dont parle cet article sont les actions principales et introductives d'instance, et qu'on ne saurait évidemment donner ce caractère à une surenchère qui est accessoire à l'action principale, à la procédure dont est saisi le tribunal d'Albi et dont elle n'est qu'un incident et une dépendance nécessaire ; — Qu'à ce point de vue encore, la compétence du tribunal de Gaillac ne serait pas justifiée ; — Qu'il convient donc de réformer sa décision par laquelle il s'est attribué une juridiction qu'il ne pouvait fonder sur aucun texte de loi ni sur le droit commun ; — Par ces motifs ; — Dit, etc.

Du 10 janv. 1884.-C. de Toulouse, 2<sup>e</sup> ch.-M. Bermond, pr.

(1) (Jamet et Glandy C. Durand et Desfosses.) — LA COUR ; — Considérant que l'art. 574 c. com., relatif à la surenchère après adjudication des immeubles du failli, renvoie aux art. 708 et 709 c. proc. civ., lesquels disposent que la surenchère sera faite au greffe du tribunal qui a prononcé l'adjudication ; — Considérant, dès lors, que le tribunal compétent pour recevoir la surenchère des sieurs Jamet et Glandy était celui de Montluçon, puisque c'est ce tribunal qui, par l'organe de M<sup>e</sup> Desfosses, son délégué, a prononcé l'adjudication ; qu'au surplus, la surenchère doit être soumise aux mêmes attributions de compétence que la procédure d'adjudication dont ce n'est qu'un incident ; — Considérant que, par conclusions prises devant la cour, Jamet et Glandy prétendent qu'il a été dérogé à cette compétence par l'art. 25 du cahier des charges, lequel désigne le tribunal de Chambon pour tous les actes qui suivront l'adjudication, quelle qu'en soit la nature ; — Mais que cette stipulation ne saurait produire effet, puisqu'elle n'a pu déroger à la règle de compétence inscrite dans l'art. 708 c. proc. civ., et dont l'observation est prescrite à peine de nullité par l'art. 715 du même code ; — Dit que le tribunal de Montluçon était seul compétent pour recevoir l'enchère, etc.

Du 27 nov. 1880.-C. de Limoges, 5<sup>e</sup> ch.-M. Peyrot, pr.

(2) (Delmas C. Lavergne.) — LA COUR ; — Attendu que le sieur Raymond Sarny ayant été déclaré en faillite par le tribunal de commerce d'Albi, le tribunal civil de la même ville a ordonné, sur la poursuite du syndic, la vente des biens immeubles de cette faillite ; — Attendu que ces biens étant situés dans l'arrondissement de Gaillac, ledit tribunal a commis M<sup>e</sup> Lauzeral, notaire à Gaillac, pour recevoir les enchères et procéder à l'adjudication ; — Attendu qu'une première tentative de vente étant demeurée sans résultat, le syndic obtint du tribunal d'Albi un jugement qui abaissait la mise à prix, et qu'après de nouvelles affiches les immeubles furent adjugés par M<sup>e</sup> Lauzeral au sieur Delmas, le 30 septembre dernier ; — Attendu que, par acte du 15 octobre suivant, une surenchère fut effectuée sur le prix de l'adjudication par le sieur Lavergne, au greffe du tribunal civil de Gaillac, et que le tribunal civil de cette ville, se déclarant compétent pour apprécier les contestations élevées sur cette surenchère, l'a déclarée valable et régulière ; — Qu'appel a été interjeté par l'adjudicataire, et que la question, posée à la cour, est celle de savoir quel est celui des deux tribunaux d'Albi ou de Gaillac, qui avait le droit soit de recevoir la surenchère, soit de statuer sur les difficultés qu'elle pouvait faire naître ; — Attendu, à cet égard, que le tribunal civil du lieu de la faillite a une compétence spéciale pour la procédure relative à la vente des immeubles dépendant de cette faillite ; qu'étant saisi de ladite procédure, il est par cela même investi du pouvoir d'apprécier toutes les questions qui s'y rattachent et tous les incidents qui peuvent en retarder le cours ou sont nécessaires à son complément ; — Que la loi permet, sans doute, pour faciliter la vente, lorsqu'il s'agit d'immeubles situés dans un autre arrondissement, de commettre un notaire de cet arrondissement pour recevoir les enchères, mais que cette délégation est circonscrite

taires, seront-ils, par suite, dispensés de l'obligation de remplir à leur égard les formalités de la purge ?

Un premier système se prononce pour l'affirmative et enseigne que la vente des immeubles du failli sur la poursuite des syndics, après la formation de l'union, *opère, par elle-même, purge des hypothèques inscrites*. La faillite et le dessaisissement qui en résultent, équivalent dit-on, à une *saisie* faite dans un intérêt collectif. La tentative de concordat ayant échoué, les syndics réalisent le gage des créanciers, absolument comme chaque créancier pourrait le faire par des poursuites individuelles, si la faillite n'avait dessaisi le débiteur. La vente à la requête des syndics doit donc produire les mêmes effets que la vente sur *expropriation* à la requête d'un créancier. A l'objection que, dans la vente sur expropriation forcée, les créanciers sont mis directement en cause et qu'il n'en est pas de même dans la procédure de vente des immeubles du failli à la requête des syndics, les partisans de ce système répondent : sans doute les créanciers hypothécaires ne sont pas mis en cause dans la procédure de vente des immeubles du failli. Mais la faillite a un grand retentissement ; elle a reçu une publicité étendue, réitérée qui a mis les créanciers hypothécaires à même de connaître le jour de l'adjudication des immeubles du failli et d'y concourir, si bon leur semblait. D'ailleurs, certains créanciers hypothécaires inscrits auront reçu une convocation individuelle, à savoir ceux qui, ayant à craindre que la collocation hypothécaire ne leur soit pas utile (et ce sont ceux-là que la question de surenchère intéresse) auront fait vérifier leurs créances, afin de participer aux répartitions chirographaires. Ces créanciers suivront toutes les opérations de la faillite. Cet ensemble de mesures remplace donc avantageusement les avertissements individuels prescrits par l'art. 692 c. proc. civ. En outre, l'art. 573 prouve que le législateur a entendu retirer aux créanciers inscrits, dans le cas de vente d'immeubles du failli par les syndics après l'union, le bénéfice de la surenchère spéciale qui leur est accordé par l'art. 2185 c. civ. en disposant que cette surenchère « ne pourra avoir lieu que dans les formes et conditions, qu'il détermine ». D'après ce système, l'intention du législateur aurait été de fondre en une seule la surenchère ordinaire du sixième ouverte à tout le monde dans les huit jours de l'adjudication et la surenchère du dixième ouverte aux seuls créanciers hypothécaires, en prenant le taux, le plus bas, un dixième, et en donnant un délai spécial de quinze jours pour la former. Enfin l'on argumente, en faveur de cette opinion, des conséquences auxquelles conduirait le système contraire. Si les immeubles du failli étaient vendus sur la poursuite d'un créancier hypothécaire, l'adjudication opérerait purge des hypothèques inscrites ; si, au contraire, la vente avait lieu sur la poursuite des syndics, ayant intenté eux-mêmes l'action où s'étant fait subroger à des créanciers hypothécaires, l'adjudication n'opérerait pas purge des hypothèques inscrites. Les deux procédures ont pourtant le même but : convertir le gage en argent pour le compte des créanciers. Ne doivent-elles pas aboutir à ce résultat avec la même célérité ? (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2954 ; Rodière, *Cours de compétence et procédure en matière civile*, t. 3, n° 453 ; Laisné sur l'art. 573, p. 488 ; Alauzet, t. 8, n° 2818 ; Laurin, n° 1194 ; Labbé, *Revue critique*, 1861, t. 19, p. 301 et suiv.).

1223. La cour de cassation et la plupart des cours d'appel se sont prononcées en ce sens (V. Orléans, 20 mars 1850, aff. Vangermees, D. P. 50.2.69, et sur pourvoi, Req. 19 mars 1851, D. P. 51.1.292 ; Nîmes, 28 janv. 1856, aff. Trintignan, D. P. 56.2.98 ; Caen, 1<sup>er</sup> juill. 1864, aff. Galmard, D. P. 64.2.235 ; Civ. cass. 3 août 1864, aff. Arnouts, D. P. 64.1.329 ; Civ. rej. 8 avr. 1867, aff. Arnouts, D. P. 67.1.380 ; Civ. cass. 13 août 1867, aff. Herbecq, D. P. 67.1.375 ; Req. 24 févr. 1869, aff. Herbecq, D. P. 69.1.451 ; Riom, 6 févr. 1874, aff. Allard, D. P. 75.1.241, et sur pourvoi, Civ. rej. 20 avr. 1875, D. P. 75.1.209). Déduisant toutes les conséquences logiques du principe qu'ils formulent, ces arrêts décident : 1° que passé le délai de quinzaine fixé par l'art. 573 c. com., tout *droit de suite* sur l'immeuble est éteint ; — 2° Que, pour s'affranchir de ce droit de suite, l'adjudicataire n'est pas tenu de *notifier* son titre d'adjudication aux créanciers inscrits (arrêts précités des 20 mars 1850, 19 mars 1851 et 28 janv. 1856) ; — 3° Qu'il

ne peut pas être contraint au *délaissement* des immeubles par lui acquis, faute par lui d'avoir fait cette notification (Mêmes arrêts) ; — 4° Que la sommation de *payer* ou de *délaisser* faite à cet adjudicataire, en conformité de l'art. 2169 c. civ. est nulle, l'adjudicataire n'étant tenu à autre chose qu'au paiement de son prix par la voie de l'ordre dont tout créancier hypothécaire peut provoquer l'ouverture (Mêmes arrêts) ; — 5° Qu'il n'y a pas lieu au *renouvellement* ultérieur des inscriptions existantes sur les immeubles vendus (arrêt précité du 6 févr. 1874) ; — 6° Que l'art. 772 c. proc. civ., d'après lequel l'ordre pour la distribution du prix ne peut être ouvert qu'après la purge des hypothèques, n'est pas applicable à l'adjudication dont il s'agit ; — 7° Que les créanciers inscrits ont droit aux *intérêts* du prix de l'adjudication à partir du jour même de cette adjudication, dont l'effet est de régler définitivement le prix, comme le ferait la purge en matière de vente volontaire, et non pas seulement à partir de la sommation de payer ou de délaisser avec offre de paiement du prix, qui doit précéder l'accomplissement de la purge (Civ. rej. 25 févr. 1863, aff. Arnouts, D. P. 63.1.147 ; arrêt précité du 8 avr. 1867).

1224. Toutefois, par exception à ce principe, plusieurs arrêts paraissent admettre que l'adjudicataire des immeubles du failli, vendus à la diligence des syndics de l'union, n'est pas dispensé des formalités de la purge à l'égard des créanciers inscrits qui n'ont pas le failli pour *débiteur direct et personnel*, comme par exemple les créanciers inscrits du chef des *précédents propriétaires*, ces créanciers ne pouvant être réputés avoir été représentés à la procédure par les syndics de l'union (Civ. cass. 3 août 1864, aff. Arnouts, D. P. 64.1.329 ; 13 août 1867, aff. Herbecq, D. P. 67.1.375. Conf. Labbé, *Revue critique*, 1865, p. 301 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2954).

1225. Dans un second système, on décide que l'adjudicataire doit remplir les formalités de la purge à l'égard de tous les créanciers hypothécaires qui n'ont pas concouru aux opérations de la faillite, sans distinction entre ceux qui tiennent leurs droits du failli et ceux qui les tiennent de propriétaires antérieurs au failli ; « la vente des immeubles d'un failli et les formes qui lui sont propres, dit-on, ne s'accomplissant nécessairement ni dans l'intérêt spécial, ni avec le concours des créanciers hypothécaires, ne peuvent par elles-mêmes, en l'absence et à l'insu de ces créanciers, avoir pour effet de porter atteinte à leur droit réel et de le transformer en un simple droit sur le prix » (Civ. rej. 9 nov. 1858, aff. Ahlon, D. P. 58.1.440 ; *Rép. v<sup>o</sup> Privileges et hypothèques*, n° 2042 ; *Surenchère*, n° 422). D'après l'arrêt précité du 9 nov. 1858, les notifications prévues par l'art. 2183 c. civ. auraient leur raison d'être même « en supposant l'impossibilité légale pour tout créancier inscrit de requérir la mise aux enchères aux conditions réglées par l'art. 2185 c. civ., car elles n'ont pas seulement pour but de mettre les créanciers hypothécaires en demeure de provoquer, par une surenchère, l'élévation du prix ; elles ont aussi pour objet d'avertir les créanciers inscrits de la transmission de propriété de l'immeuble grevé et de la soumission de l'acquéreur de mettre immédiatement son prix à leur disposition, avec renonciation de sa part, soit aux termes stipulés vis-à-vis du vendeur pour l'acquiescement de son prix, soit à toute distinction entre les dettes exigibles ou non exigibles » (V. au surplus *infra*, v<sup>o</sup> *Privileges et hypothèques et Surenchère*).

1226. Suivant un troisième système, la vente des immeubles du failli à la diligence des syndics de l'union n'opère pas par elle-même purge des hypothèques inscrites (Laroque-Sayssinel et Dutruc, sur l'art. 573, n° 2 et 3 ; Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. 3, § 293 bis, note 15 ; Esnault, *Faillites*, t. 3, p. 581 ; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 627 ; Boistel, n° 1078 ; Boileux, *Des faillites*, t. 2, p. 242 ; Morin, *Journal des avoués*, t. 68, p. 449). Il ne suffirait pas, dit-on en ce sens, que la vente des biens du failli fût une vente forcée pour qu'elle dût opérer, par elle-même, purge des hypothèques inscrites. Au surplus, loin de l'assimiler à une vente forcée, l'art. 572 c. com. la compare expressément à la vente des biens de mineurs, qui ne peut produire cet effet. La publicité dont sont entourées les opérations de la faillite ne pourrait conduire non plus à ce résultat : ce n'est pas à cause de leur publicité que les ventes



sur expropriation forcée purgent par elles-mêmes les hypothèques. Si on attribuait un tel effet à la publicité, il faudrait le lui reconnaître dans toutes les autres ventes où elle joue un rôle, comme la vente des biens de mineurs, la vente des biens d'une succession vacante, c'est-à-dire dans presque toutes les ventes d'immeubles. Quant à l'argument invoqué par certains arrêts, qui consiste à dire que le syndic est le mandataire légal de tous les créanciers, il suffit, pour lui ôter toute valeur, de remarquer qu'il est une classe de créanciers que le syndic ne représente certainement pas, ce sont ceux qui n'ont pas comme débiteur personnel et direct le failli, par exemple, ceux qui ont une hypothèque du chef des précédents propriétaires. — On prétend encore que l'art. 573 c. com. a fondu en une seule les surenchères de droit commun, la surenchère du sixième ouverte à tout le monde et la surenchère du dixième ouverte aux seuls créanciers hypothécaires. Mais rien, dans le texte de cet art. 573, ne permet de conclure à une pareille innovation. C'est en des termes non équivoques que le législateur a fait échec aux règles fondamentales du droit commun, lorsqu'il a cru devoir prendre une pareille décision; c'est ainsi par exemple que l'art. 717 c. proc. civ. dispose que « le jugement d'adjudication, dûment transcrit, purge les hypothèques ». D'autre part, la surenchère, organisée par l'art. 573 c. com., paraît remplacer la surenchère ordinaire du sixième, car elle présente exactement les mêmes caractères : *Toute personne est admise à surenchérir... et toute personne est admise à concourir à l'adjudication par suite de surenchère.* Enfin, le texte même de l'art. 573 c. com. fournit un dernier argument. Il y est dit que *cette adjudication demeurera définitive et ne pourra être suivie d'aucune autre surenchère.* Si, dans le cas où la surenchère spéciale de l'art. 573 s'est produite, aucune autre surenchère (c'est-

à-dire la surenchère du dixième prévue par l'art. 2185 c. civ.) n'est possible, c'est que, dans tous les autres cas, cette surenchère du dixième était ouverte à tous les créanciers hypothécaires.

**1227.** Il a été décidé en ce sens que la vente judiciaire des immeubles du failli, faite à la requête des syndics, n'opère pas la purge des hypothèques inscrites, et que, par suite, les créanciers inscrits ont le droit de surenchérir pendant le délai de *quarante jours*, à partir de la notification qui doit leur être faite aux termes de l'art. 2183 c. civ. (Trib. de Caen, 29 janv. 1845, *Rép.* n° 2038; Trib. de Sedan, 27 août 1851, aff. Varin-Bernier, D. P. 52. 2. 152; Douai, 4 août 1859, aff. Delemotte, D. P. 60. 2. 85; Paris, 21 août 1862 (1); Douai, 18 août 1865, aff. Herbecq, D. P. 66. 2. 38; Amiens, 3 févr. 1887, *Journal des faillites*, 1887, p. 467).

**1228.** Les effets de la surenchère de l'art. 573 sont les mêmes que ceux de la surenchère ordinaire du sixième (*Rép.* n° 1169 et v° *Surenchère*, n° 417). — L'adjudication sur la surenchère, faite en vertu de l'art. 573, ne peut avoir lieu qu'à la barre du tribunal, même au cas où la vente frappée de cette surenchère aurait eu lieu devant un notaire; ainsi, la nouvelle adjudication ne peut être renvoyée devant ce notaire et doit nécessairement avoir lieu à l'audience des criées du tribunal qui avait ordonné la vente publique (Besançon, 27 août 1844, *Rép.* v° *Surenchère*, n° 423; Trib. Caen, 11 juin 1868, aff. Poisson, D. P. 71. 3. 56. V. au surplus *infra*, v° *Surenchère*).

**1229.** — II. SURENCHÈRE AU CAS D'ADJUDICATION POURSUIVIE PAR LES SYNDICS, AVANT LA FORMATION DE L'UNION. — Dans l'opinion qui admet la possibilité pour les syndics de vendre les immeubles du failli, avant la formation de l'union (V. *supra*, n° 807), on s'est demandé quelle est la surenchère

(1) Rogé C. Bonjour et Chassonneau.) — La cour; — En ce qui touche la question de savoir si la vente judiciaire des immeubles d'un failli produit les mêmes effets que la vente sur expropriation forcée, et si, dans l'espèce, Rogé était dispensé de renouveler l'inscription conservatoire de son privilège; — Considérant que l'effet des inscriptions hypothécaires n'est complet et qu'elles ne sont dispensées de renouvellement que lorsque le prix de l'immeuble a été fixé définitivement, soit par le défaut de surenchère dans les délais légaux, soit par l'adjudication intervenue à la suite de l'une des surenchères particulières aux différentes espèces de ventes; — Considérant que, s'agissant dans la cause de la vente d'un immeuble dépendant d'une faillite ouverte en mars 1855, il importe de rechercher à quelle surenchère elle pouvait donner lieu sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 21 mai 1858; — Considérant qu'il ressort d'une saine interprétation de cette législation, qu'il n'y a, au point de vue hypothécaire, aucune analogie entre les effets de la vente judiciaire par suite de faillite et ceux de la vente sur saisie immobilière; — Que cette dernière, à défaut de surenchère dans la huitaine, ou sa réadjudication en cas de surenchère, avait seule pour effet de fixer le prix d'une manière définitive, de le mettre à la disposition des créanciers inscrits, et conséquemment de les dispenser du renouvellement de leurs inscriptions, comme aussi d'affranchir l'adjudicataire des notifications prescrites par les art. 2183 et suiv. c. civ., en un mot de faire produire aux inscriptions tout leur effet; — Que ce résultat s'explique par l'avertissement que la notification du placard a donné aux créanciers inscrits, qui sont par là mis à même d'enchérir, de surenchérir et de porter la valeur de leur gage à un prix susceptible de couvrir leur hypothèque; — Considérant qu'il n'en est pas ainsi pour la vente des immeubles du failli; que les créanciers inscrits n'en sont directement instruits par aucun acte judiciaire ou extrajudiciaire, et que ceux d'entre eux qui sont domiciliés loin du lieu de la situation, ou qui, subrogés dans les droits d'un tiers, sont demeurés étrangers à la personne du détenteur et ignorent son état de faillite, seraient exposés à voir disparaître leur gage, sans avoir pu le porter à sa valeur, si, à défaut de la surenchère autorisée par l'art. 573 c. com., l'adjudication suffisait pour affranchir l'acquéreur de l'obligation de purger; — Qu'un pareil système serait la négation et la ruine des garanties dont le législateur s'est efforcé d'entourer les créances hypothécaires; — Qu'au contraire il y a lieu de décider que si, dans le délai prévu par l'art. 573 précité, il ne s'est pas présenté de surenchérisseur, l'adjudicataire est tenu, pour purger l'immeuble, de faire aux créanciers inscrits les notifications prescrites par l'art. 2184 c. civ. et dont la conséquence nécessaire est pour chacun d'eux la faculté de surenchérir dans les conditions que règle l'art. 2185; — Considérant que les termes mêmes de l'art. 573 viennent à l'appui de cette interprétation; qu'en effet, après avoir fixé le délai de quinze jours dans lequel toute personne est admise à surenchérir

du dixième du prix principal de l'adjudication, ce même article ajoute dans sa disposition finale : « Toute personne sera également admise à concourir à l'adjudication par suite de surenchère. Cette adjudication demeurera définitive et ne pourra être suivie d'aucune autre surenchère »; — Que cette disposition n'est applicable qu'au cas d'une surenchère formée dans la quinzaine et suivie d'une réadjudication, laquelle, d'après la règle « surenchère sur surenchère ne vaut » ne peut être suivie d'une nouvelle surenchère; mais que, à défaut de surenchère dans la quinzaine, elle n'est aucunement exclusive de la surenchère de droit commun; — Qu'une semblable disposition se rencontre au titre de la vente des biens de mineurs, à laquelle sont assimilées, pour les formes, les ventes d'immeubles des faillis, et qu'on ne saurait en induire que le défaut de surenchère du sixième, dans les dix jours de l'adjudication, affranchit l'acquéreur de l'obligation de notifier; — Considérant qu'on ne serait pas plus fondé à invoquer, en cette matière, la considération de l'urgence particulière à toutes les opérations des faillites, les immeubles qui en dépendent étant généralement grevés d'hypothèques qui excèdent leur valeur et ôtent à la masse des créanciers toute espèce d'intérêt dans la distribution du prix; qu'enfin, il s'agit d'un droit inhérent à l'hypothèque et sur lequel la faillite du détenteur ne peut, en l'absence d'une disposition expresse de la loi, exercer aucune influence; — Qu'il suit de là que l'adjudication des immeubles d'un failli, suivie d'un délai de quinzaine sans surenchère, ne suffisant pas pour purger les hypothèques dont ils sont grevés, l'effet des inscriptions n'est pas acquis, et qu'elles doivent, à peine de péremption, être renouvelées dans les dix ans de leur date, sans distinction de celles qui conservent des créances privilégiées ou ordinaires; — Considérant que Rogé, comme cessionnaire de Remijean, avait été subrogé à l'inscription prise au bureau des hypothèques de Sens au profit de ce dernier, le 17 févr. 1848, vol. 277, n° 133, pour la conservation d'un privilège de vendeur sur la maison dont le prix est en distribution; — Que devenu adjudicataire de cette maison à la date du 20 juill. 1855, sur la vente judiciaire qui en a été poursuivie par le syndic de la faillite de Pierre-Edme Quilliet, Rogé a négligé de renouveler dans les dix années de sa date l'inscription conservatrice de son privilège; — Que c'est dans cette situation que pour ouvrir l'ordre et satisfaire aux dispositions de la loi du 21 mai 1858 (art. 772 c. proc. civ.), il a, conjointement avec les autres adjudicataires et à la date du 1<sup>er</sup> mars 1860, rempli les formalités de notification aux créanciers inscrits pour la purge des hypothèques; — Qu'en cet état, c'est à bon droit que la demande de Rogé afin d'être colloqué par privilège, a été écartée par les premiers juges, par le motif qu'en laissant tomber en péremption l'inscription qui conservait son privilège, il avait encouru la déchéance de ce droit.

Du 21 août 1862.-C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Eug. Lamy, pr.-Sapey, av. gén.-Taillandier, Bétolaud et Pignon, av.

applicable à ces sortes de vente : la surenchère ordinaire du sixième ou la surenchère spéciale du dixième organisée par l'art. 573 c. com. — Certains auteurs pensent qu'il n'y a pas lieu de distinguer les ventes des immeubles du failli poursuivies par les syndics avant l'union de celles poursuivies après l'union, « leur caractère dominant étant de s'appliquer à des immeubles du failli ». Ils décident, en conséquence, que la surenchère du dixième organisée par l'art. 573 c. com. doit s'appliquer aux unes et aux autres (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2853; Trib. Evreux, 21 avr. 1877, aff. Duval, D. P. 79. 1. 34; Paris, 10 févr. 1886 (1); Trib. civ. Seine, 1<sup>er</sup> août 1889, et sur appel : Paris, 28 janv. 1890, aff. Société de Saint-Gobain, D. P. 91. 1. 165). — D'autres auteurs, au contraire, décident que la surenchère organisée par l'art. 573 c. com., étant exceptionnelle, ne peut être appliquée qu'au cas prévu expressément par cet article, c'est-à-dire à la vente des immeubles du failli par les syndics de l'union. D'ailleurs, ajoutent-ils, la distinction entre ces deux espèces de ventes est parfaitement logique; les unes

sont des ventes volontaires, et doivent être régies par les règles du droit commun; les autres sont des ventes forcées et doivent être soumises aux règles exceptionnelles édictées par les art. 572 et 573 c. com.: « Attendu, dit un arrêt de la chambre civile du 4 juin 1889, aff. Leclère-Lobbé, D. P. 90. 1. 133, que l'exception ne saurait être étendue aux ventes qui auraient été effectuées par le syndic avant l'union d'une part, parce que le texte des articles précités s'y oppose; d'autre part, parce que les ventes ainsi opérées doivent être considérées comme volontaires, dès lors qu'elles ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement du failli et sur une autorisation que le tribunal peut donner ou refuser » (V. ce sens Req. 6 juill. 1881, aff. Schlosser, D. P. 82. 1. 449; Trib. civ. de Mâcon, 23 janv. 1883, aff. Clément-Dumont, La Loi, n° du 12 février 1883; Amiens, 8 févr. 1887 (2); Civ. cass. 28 juill. 1890, aff. Société de Saint-Gobain, D. P. 91. 1. 165, et Orléans, 24 déc. 1890, même affaire, D. P. *ead. loc.*)

### 1230. — III. SURENCHÈRE AU CAS D'ADJUDICATION NON POUR-

(1) (Bourdon C. Lepeyre.) — LA COUR; — Considérant qu'il s'agit, en la cause, de la vente d'un immeuble du failli; — Que ce genre de vente fait l'objet d'un chapitre spécial du code de commerce lequel a édicté des règles qui lui sont propres; — Que l'art. 571 du même code suspend, à partir de la déclaration de faillite, le droit des créanciers non hypothécaires à poursuivre l'expropriation des immeubles; — Que l'art. 572 enlève ce même droit aux créanciers hypothécaires à partir de l'union, s'il n'y a pas eu de poursuites commencées avant cette époque, et dispose que les syndics seuls sont admis à l'exercer; — Que le même article prescrit les formes suivant lesquelles la vente doit avoir lieu; — Que l'art. 573 détermine les conditions dans lesquelles il pourra être surenchéri; — Considérant que ces diverses dispositions s'enchaînent et se complètent les unes les autres; — Que l'art. 572 en conservant aux créanciers hypothécaires leur droit de poursuite jusqu'à l'époque de l'union, n'exclut pas le droit des syndics, que l'art. 443 a investis d'une manière générale de l'exercice des actions tant immobilières que mobilières de la faillite et des voies d'exécution tant sur les immeubles que sur les meubles; — Que la situation de la faillite peut exiger de promptes réalisations; — Qu'on ne conteste pas que les syndics puissent y procéder, le failli présent et consentant, sous l'autorisation d'un juge-commissaire; — Que lorsque le cas se présente, comme dans l'espèce, il est rigoureusement exact de dire que l'adjudication a eu lieu sur la poursuite des syndics; — Que dès lors, d'après le texte même de l'art. 573, c'est le mode de surenchère organisé par cet article qui est applicable; — Que si une vente intervenue dans de pareilles conditions a pu être volontaire de la part du failli, qui y a donné son assentiment, il ne peut être méconnu que son caractère dominant est celui d'une vente d'immeubles dépendant d'une faillite accomplie conformément à l'art. 572 c. com.; — Que c'est donc avec raison que, dans les circonstances de la cause, les premiers juges ont validé la surenchère faite par Lepeyre; — Considérant qu'il n'y a lieu, d'ailleurs, de rechercher quelle est la situation qui résulte de là pour les créanciers inscrits, puisque ces créanciers ne sont pas intervenus et qu'aucun d'eux n'a cru devoir s'opposer à la procédure qui a été suivie; — Par ces motifs; — Confirme.

Du 10 févr. 1886. — C. de Paris, 3<sup>e</sup> ch.-MM. Bresselle, pr.-Harel, subst. proc. gén.-Du Buit, Muzart, de Bigault de Grandrut, av.

(2) (Leclère-Lobbé.) — Le tribunal civil d'Amiens a rendu, le 28 juill. 1886, un jugement ainsi conçu : — Attendu que Leclère-Lobbé, reprenant le moyen indiqué dans son dire de contestation, soutient que l'adjudication, poursuivie antérieurement à l'union des créanciers, n'était qu'une aliénation volontaire soumise aux formalités prescrites par les art. 2183 et suiv. c. civ., et que ces formalités n'ayant pas été remplies, comme le voulait l'art. 772 c. proc. civ., avant la réquisition d'ouverture, la procédure d'ordre suivie par Boinet doit être déclarée nulle; que le Crédit foncier de son côté prétend que la vente des biens dépendant d'une faillite, qu'elle soit faite avant ou après l'union, est régie par l'art. 573 c. com., et qu'elle a le caractère d'une vente forcée, dont le prix doit être mis en distribution sans l'observation des formalités de purge; que, dans tous les cas, M. Leclère-Lobbé serait non recevable à se prévaloir de ce moyen, tous les créanciers ayant, au moins implicitement, accepté le prix mis en distribution, en se présentant aux réunions, et en assistant à l'ordonnance d'ouverture d'ordre judiciaire sans faire aucune réclamation; que, quant aux autres créanciers mis en cause par Leclère-Lobbé, ils déclareront s'en rapporter à justice sur cette contestation; — Attendu que, si par l'art. 573 c. com., le législateur de 1838 a organisé, pour la vente des immeubles dépendant d'une faillite, une surenchère spéciale qui ne peut se former que dans la quinzaine et est exclusive de toute autre surenchère, cela ne s'applique qu'aux

ventes faites après l'union, conformément à l'art. 572, et ne se justifie que par cette considération qu'à partir de l'époque de l'union, le syndic se trouve être le seul représentant des créanciers hypothécaires, qui deviennent ainsi vendeurs par son intermédiaire; mais qu'il en est autrement lorsque la vente a lieu avant l'union et n'est réalisable qu'avec le concours du failli; que dans ce cas, l'art. 573 c. com. est inapplicable à la surenchère qui, au regard des créanciers hypothécaires, continue d'être régie par le droit commun; — Attendu que si, étant faite après l'union, et parce que l'art. 572 c. com. la rend obligatoire, la vente d'un immeuble, provenant d'une faillite, peut être considérée comme vente forcée, elle doit conserver son caractère de vente volontaire lorsqu'avant lieu avant l'union, elle n'est que facultative, et ne peut être requise qu'avec le consentement du failli; qu'aucune autre surenchère n'ayant été portée sur le prix de la vente du 27 juin 1884, les créanciers hypothécaires de Crépin conservaient donc nécessairement le droit de former celle prévue par l'art. 2183 c. civ., et que, dans cet état de choses, Boinet devait attendre que la notification prescrite par l'art. 2183 fût faite pour requérir la mise en distribution des prix, sauf à provoquer cette notification par la sommation indiquée en l'art. 2169 c. civ., si Leclère-Lobbé négligeait de la faire; — Attendu que vainement le Crédit foncier fait plaider que, s'étant présentés aux réunions et ayant laissé ouvrir l'ordre judiciaire sans réclamer ni protester, les créanciers inscrits ont implicitement accepté le prix et en conséquence dispensé l'acquéreur de notifier; que la dispense de notifier est un acte trop important pour qu'il soit possible de l'induire du silence gardé par les créanciers, surtout lors d'une réunion qui n'avait pour but qu'un règlement amiable; que cette dispense ne pouvait résulter que d'un accord consigné par le juge-commissaire et spécialement mentionné dans son procès-verbal; que d'ailleurs tous les créanciers inscrits, comme les acquéreurs, n'ont été représentés devant le juge-commissaire que par leurs avoués; que, s'il est généralement admis que les avoués, constitués comme officiers ministériels, sont affranchis de l'obligation du mandat en matière d'ordre amiable, lorsqu'ils sont porteurs de pièces de leurs clients, cela ne peut s'appliquer qu'aux opérations qui rentrent dans le cadre de l'ordre amiable, tel qu'il a été prévu par loi; — Attendu que la dispense de notifier, qui a pour conséquence d'enlever aux créanciers le droit de surenchérir, et doit, lorsqu'elle est consentie, précéder la mise en distribution régulière, ne saurait être considérée comme une opération d'ordre amiable; que, pour la consentir, les avoués comme tous autres mandataires ont besoin de pouvoirs spéciaux, et que dans l'espèce, l'existence de pareils pouvoirs n'est même pas alléguée; d'où il suit que leur présence à l'ouverture de l'ordre judiciaire ne prouvait rien à cet égard, et ne pouvait garantir Leclère-Lobbé contre la surenchère à laquelle il était exposé; que s'il n'apparaît pas qu'il ait été menacé d'une surenchère, et s'il semble certain qu'il n'a fait la contestation que pour se relever de la déchéance qu'il avait encourue par sa négligence, il n'en faut pas moins reconnaître que la surenchère restait possible au jour de l'ouverture de l'ordre judiciaire et qu'aujourd'hui Leclère-Lobbé est fondé à attaquer une procédure qui, comme acquéreur, l'a constitué débiteur du prix d'un immeuble dont il pouvait être évincé, et comme créancier l'a irrégulièrement forcé; — Attendu que depuis les sommations plusieurs créanciers ont, il est vrai, accepté le prix de l'adjudication, en produisant à l'ordre, et qu'à leur égard Leclère-Lobbé, comme acquéreur, doit être sans crainte; mais que la situation ne peut être appréciée qu'en se reportant, au moins, à la date de l'ordonnance, qui a déclaré ouvert l'ordre judiciaire, et qu'à cette époque aucun des créanciers inscrits n'avait renoncé à son droit; que d'ailleurs, aujourd'hui encore, on ne saurait contester le droit de surenchérir à la dame Crépin, créancière inscrite, qui n'a, pas plus que Leclère-Lobbé, produit

SUITE PAR LES SYNDICS. — La surenchère de l'art. 573 c. com. étant spéciale au cas de vente des biens du failli *sur la poursuite des syndics*, ne peut s'appliquer aux cas où la vente est poursuivie par d'autres personnes que les syndics. Décidé qu'il n'y a pas lieu de l'appliquer : 1° aux ventes poursuivies par les créanciers hypothécaires en vertu des art. 571 et 572 c. com. (Rép. v° *Privilèges et hypothèques*, n° 2043), alors même que ces ventes auraient été converties en ventes volontaires sur la demande du débiteur antérieurement à sa faillite et terminées sur reprise des poursuites par les syndics (Paris, 7 janv. 1860 (1); Paris, 13 juin 1874, aff. Renard, D. P. 76. 2. 166); — 2° A l'adjudication sur licitation à laquelle il a été procédé sur une demande formée par un créancier du failli en vertu de l'art. 1166 c. civ., et accueillie avant la déclaration de faillite, sans que le syndic ait pu, depuis, s'y faire subroger : cette adjudication reste soumise à la surenchère ouverte aux créanciers inscrits par l'art. 2185 c. civ.; par suite, ces créanciers sont tenus, jusqu'aux notifications prescrites par l'art. 2185 c. civ., d'opérer, à peine de déchéance, le renouvellement décennal de leurs inscriptions, conformément à l'art. 2154 du même code (Req. 14 nov. 1866, aff. Durand, D. P. 67. 1. 58); — 3° A l'adjudication sur licitation dirigée, au nom du failli, contre des cohéritiers mineurs, sans observation des formalités prescrites pour la vente forcée des immeubles du failli (Req. 24 févr. 1869, aff. Herbecq, D. P. 69. 1. 451); — 4° A la vente des immeubles du failli

après concordat par abandon d'actif (Trib. civ. de Nantes, 21 août 1884, aff. Chauveau, D. P. 86. 3. 96).

#### SECT. 15. — REVENDICATION EN MATIÈRE DE FAILLITE (Rép. n° 1175 à 1307).

**1281.** La revendication est l'action intentée par une personne qui se prétend propriétaire d'objets se trouvant, en fait, entre les mains du failli, bien qu'il n'en ait point acquis la propriété. Le code de commerce qualifie également de *revendication* l'action en résolution du vendeur qui, sous certaines conditions, lui appartient malgré la faillite de l'acheteur (V. *infra*, n° 1263 et suiv.).

Le code de commerce s'est occupé spécialement des quatre cas de revendication les plus fréquents : 1° revendication des effets de commerce et autres titres (art. 574); 2° revendication des marchandises consignées et déposées (art. 575); 3° revendication du vendeur non payé (art. 576); 4° revendication de la femme du failli (art. 577 et suiv.). Cette quatrième catégorie de demandes en revendication ayant été étudiée *supra*, n° 1145 et suiv., nous ne traiterons ici que des trois premiers cas; mais, à propos de la revendication du vendeur nous examinerons l'ensemble des restrictions apportées par la faillite aux droits du vendeur non payé. Nous grouperons également, dans un article spécial, l'examen des principaux cas de revendication non prévus par le code, et

dans le délai de quarante jours; — Attendu que, d'un autre côté, il y a lieu de remarquer que le juge-commissaire a ouvert l'ordre judiciaire avant l'expiration du délai d'un mois indiqué en l'art. 571 c. proc. civ.; que l'observation de ce délai n'étant pas prescrite à peine de nullité, il paraît certain qu'après avoir reconnu et constaté l'impossibilité de procéder au règlement amiable, le juge peut l'abréger avec le consentement de tous les intéressés; mais que si, en général, ce consentement peut résulter implicitement de l'absence de toute réclamation de la part des créanciers présents à l'ordonnance d'ouverture, il n'en saurait être ainsi lorsque, comme dans l'espèce, le silence des créanciers doit entraîner non seulement l'acceptation de l'abréviation des délais, qui ne compromet aucun de leurs droits, mais encore la dispense de notification par l'acceptation du prix, ce qui est beaucoup plus grave et ne peut résulter que d'un consentement formel; — Attendu qu'à tous égards la procédure d'ordre dont s'agit doit donc être déclarée irrégulière et nulle; — Par ces motifs; — Déclare irrégulière la procédure d'ordre ouverte, etc.

Le Crédit foncier et plusieurs autres créanciers inscrits, les sieurs Leprou et Greffier, notamment, ont interjeté appel de ce jugement. Mais il a été maintenu par un arrêt de la cour d'Amiens, en date du 3 févr. 1887, conçu dans les termes suivants : — Adoptant les motifs des premiers juges; — Et considérant, en outre, que les art. 564 et 565 de l'ancien code de commerce ne visaient que les ventes d'immeubles du failli, faites « par les syndics de l'union », et étaient, par suite, sans application aux ventes antérieures à l'état d'union, lesquelles demeuraient exclusivement régies, quant au mode de purger les hypothèques, par les règles générales du code civil; — Considérant que rien dans les travaux préparatoires, non plus que dans le texte même de la loi du 28 mai 1838, n'indique que le législateur ait entendu innover sur ce point; qu'il a voulu seulement par l'art. 573 nouveau, qui remplace l'art. 563 ancien, abréger les délais de la surenchère et étendre le droit de surenchérir à toute personne même non créancière; que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont décidé que l'adjudication du 22 juin 1884 faite, avant l'union des créanciers, à la requête tant du syndic de la faillite que du sieur Crépin, failli, n'avait pu avoir pour effet d'opérer la purge; qu'il importe peu que le failli et son syndic aient fait insérer dans le cahier des charges une clause portant que l'adjudicataire serait propriétaire des biens mis en vente le seizième jour après l'adjudication, à défaut de surenchère dans ce délai; que ledit failli et son syndic étaient, en effet, sans qualité, comme sans droit, pour modifier la situation des créanciers hypothécaires et pour leur enlever sans leur consentement les droits que leur confèrent les art. 2185 et suiv. c. civ.; qu'on ne saurait davantage tirer d'une autre clause du cahier des charges, qui paraît en contradiction absolue avec la précédente, et qui stipulait que le prix serait payable aussitôt après la purge et au plus tard dans les quatre mois de l'adjudication, cette conséquence que l'acquéreur était tenu dans ledit délai de quatre mois d'opérer la purge des hypothèques; que cette clause n'a évidemment trait qu'à l'exigibilité du prix; — En ce qui touche le chef des conclusions des appelants tendant à ce que l'ordre ne soit pas annulé au regard des créanciers qui ont produit à l'ordre judiciaire en demandant sans réserves l'attribution à leur profit des prises de distribution; — Considérant que, s'il est vrai de dire que les

créanciers dont il s'agit ont, en produisant à l'ordre judiciaire, accepté le prix d'adjudication et ont par là même renoncé à surenchérir, il n'en résulte pas qu'ils ne puissent profiter de la surenchère portée par d'autres créanciers; qu'il est certain, comme l'ont constaté les premiers juges, que la dame Crépin, notamment, est encore dans les délais pour surenchérir; que si, en effet, des créanciers qui lui étaient subrogés ont, en vertu de l'art. 1166 c. civ., produit en son nom à l'ordre judiciaire, ils ne l'ont fait que pour une partie de ses droits, et que pour le surplus elle reste libre d'user de la faculté que lui accorde l'art. 2185 c. civ.; que le prix à mettre en distribution n'est donc pas définitivement fixé, et que si l'ordre doit, par cette raison, être déclaré nul, il doit l'être au regard de toutes les parties en cause; — « Par ces motifs; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, moyens et conclusions des appelants dans lesquels ils sont déclarés mal fondés et dont ils sont déboutés; — Confirme.

Du 8 févr. 1887.-C. d'Amiens.

(1) (Brosser C. Barat.) — Le 14 avril 1859, jugement du tribunal civil de la Seine qui déclare la surenchère valable, par les motifs suivants : « Attendu que Brosser a, suivant exploit de Gillet, huissier à Paris, en date du 12 février dernier, fait aux créanciers inscrits sur l'immeuble à lui adjugé les notifications prescrites par la loi; — Attendu que, sur ces notifications, Barat, créancier inscrit sur l'immeuble, a formé une surenchère du dixième sur le prix et les charges de l'adjudication prononcée au profit de Brosser par le jugement ci-dessus relaté, et a présenté pour caution de sa surenchère la personne de Athanase Boulengre, propriétaire, rue Neuve-des-Bons-Enfants, 5, lequel a fait sa soumission au greffe en déposant les titres justificatifs de sa solvabilité; — Attendu que Brosser demande la nullité de cette surenchère par le motif qu'elle est tardive et faite contrairement aux dispositions de l'art. 573 c. com., qui n'admet pas d'autre surenchère que celle faite dans la quinzaine de l'adjudication; — Attendu qu'en l'espèce le syndic de la faillite Morey n'a pas poursuivi la vente de l'immeuble surenchéri par Barat, en vertu des art. 572 et 573 c. com.; mais qu'il a simplement repris les poursuites commencées à la requête de Morey, en exécution du jugement de conversion rendu antérieurement à la déclaration de faillite de ce dernier; que, dès lors, les dispositions des articles ci-dessus cités et invoqués par Brosser ne peuvent être opposées à Barat; — Attendu qu'il est constant que Brosser, en faisant les notifications prescrites par les art. 2183 et suiv. c. civ., a eu pour but et pour objet de purger l'action hypothécaire, qui appartient à tout créancier inscrit sur l'immeuble vendu hors sa présence et en dehors des formalités particulières à l'expropriation forcée; qu'il a ainsi provoqué les créanciers inscrits à user du droit de surenchérir, conformément à l'art. 2185 c. com.; — Qu'il résulte de tout ce qui précède que la surenchère de Barat est régulière et valable, que la caution par lui fournie doit être admise comme offrant une garantie suffisante. — Par ces motifs, sans s'arrêter aux moyens de nullité proposés par Brosser, dont il est débouté, déclare régulière, bonne et valable la surenchère du dixième faite à la requête de Barat, etc. — Appel.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme. Du 7 janv. 1860.-C. de Paris, 4° ch.-MM. Poinso, pr.-Goujet, av. gén.-Salle et Bertrand-Taillet, av.

l'exposé de certaines règles communes à tous les cas de revendication.

ART. 1<sup>er</sup>. — *Revendication des remises en effets de commerce ou autres* (Rép. n<sup>os</sup> 1178 à 1205).

**1232.** Les effets de commerce peuvent, sous les conditions indiquées dans l'art. 573, être revendiqués dans une faillite, comme les *marchandises*. En effet, toutes les valeurs ou tous les objets déterminés remis au failli, à titre de dépôt ou de mandat, pour recevoir un emploi déterminé, restent la propriété du déposant ou du mandant, à moins de convention contraire, tant qu'ils restent en nature entre les mains du dépositaire ou du mandataire (ou de ses préposés), et peuvent être revendiqués contre les syndics, comme ils auraient pu l'être contre le failli lui-même, s'il était encore *in bonis*. Ils doivent être restitués au déposant dont ils sont demeurés la propriété, sans que les créanciers de la faillite survenue ultérieurement puissent critiquer cette restitution ou la revendication dont les valeurs seraient l'objet. — Jugé, en ce sens, que les créanciers d'un failli n'ont aucun droit sur les valeurs qui se trouvent accidentellement, à titre de mandat ou de dépôt, en la possession du failli ou en celle de ses mandataires ou préposés; et que les tiers propriétaires de ces valeurs peuvent les revendiquer contre la faillite, à la double condition de justifier de leur propriété et de l'identité de l'objet réclamé (Rouen, 4 mai 1880, aff. Faillite Longé, D. P. 81. 1. 346). — Sur les conditions auxquelles est soumise la preuve de l'identité des titres, V. de Folleville, *De la revendication des titres au porteur en matière de faillite*, *Revue pratique*, t. 21, p. 282, et *Traité des titres au porteur*, n<sup>o</sup> 519.

**1233.** Mais il est d'autres hypothèses, spécialement prévues par l'art. 574 c. com., où la loi autorise la revendication d'effets de commerce ou autres titres de créance se trouvant entre les mains du failli. Aux termes de cet article, peuvent être revendiquées les remises d'effets qui se trouveront *en nature* dans le portefeuille du failli, lorsqu'elles auront été faites par le propriétaire, avec le simple mandat d'en faire le recouvrement ou qu'elles auront été spécialement affectées à des paiements déterminés.

Des termes de cet article, il résulte que, lorsqu'un effet de commerce (lettre de change, billet à ordre, chèque) a été endossé au failli, la revendication n'en est possible qu'à une triple condition : 1<sup>o</sup> que la remise de l'effet au failli émane du propriétaire; 2<sup>o</sup> que l'endossement n'ait eu lieu qu'à titre de procuration; 3<sup>o</sup> que l'effet endossé se retrouve en nature dans le portefeuille du failli.

**1234.** — 1<sup>o</sup> La remise de l'effet doit émaner du propriétaire. En conséquence, les titres au porteur qu'un banquier, tombé plus tard en faillite, a attribués par ses écritures à un de ses clients pour l'indemniser d'autres titres dont il avait disposé sans y être autorisé, ne peuvent pas être revendiqués par le client, qui, ignorant avant la faillite l'attribution faite à son profit, n'avait pas pu l'accepter (Rouen, 24 nov. 1876, aff. Syndic Caudebec, D. P. 78. 2. 205). Sans doute, rien ne s'oppose à ce que, soit au moment du dépôt, soit après, les parties conviennent que le dépositaire aura le droit de disposer des titres placés entre ses mains, à la condition de les remplacer par d'autres titres nettement spécifiés, auquel cas le déposant peut, sans contredit, revendiquer dans la faillite du dépositaire les titres que ce dernier lui a attribués en remplacement de ceux originellement déposés. Mais précisément, dans l'espèce précitée, cette subrogation de titres nouveaux aux anciens titres n'avait pas pu s'accomplir. En effet, au

moment où le banquier avait fait à son client l'attribution contestée, celui-ci, ignorant cette opération, n'avait pu y consentir; et au moment où le client avait donné son consentement, la faillite survenue empêchait toute transmission de propriété au détriment de la masse. Par contre, la propriété de titres au porteur achetés au nom d'un banquier, depuis tombé en faillite, mais sur l'ordre et pour le compte de ses clients, est valablement transférée à ceux-ci par la remise que leur en fait l'agent de change, dès qu'il n'existe aucun doute sur l'identité de ces titres (Req. 6 déc. 1880, aff. Longé, D. P. 81. 1. 346). Aussi, en ce cas, la revendication devrait-elle être admise (Même arrêt).

**1235.** — 2<sup>o</sup> Il faut que l'endossement n'ait eu lieu qu'à titre de procuration. Lors donc que le porteur d'un effet de commerce en a fait un endossement *translatif*, la revendication ne saurait être admise; et il en est ainsi, spécialement, lorsque le failli tient l'effet d'un porteur avec lequel il était en compte courant. En effet, ainsi que nous l'avons fait observer au Rép. n<sup>o</sup> 1202, les remises ainsi faites en compte courant n'ayant eu lieu ni à titre de dépôt, ni à titre de mandat, sont la conséquence de la confiance accordée au failli. La personne qui a suivi la foi de ce failli l'a volontairement constitué son débiteur et doit être placée dans la même catégorie que les autres créanciers avec lesquels il se trouve en compte (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 3001). Ces remises doivent donc être maintenues, au débit du failli avec droit, pour la faillite, d'en recouvrer la valeur, et cette valeur, une fois encaissée, entre dans la composition de son solde débiteur pour lequel le remettant n'a plus à recevoir qu'un simple dividende. Décidé, par application de cette règle, que, lorsque des remises en effets de commerce ont été faites en compte courant à l'une des parties depuis tombée en faillite, sans affectation spéciale à un paiement déterminé, le remettant ne peut exercer, à l'égard de ces effets, l'action en revendication autorisée par l'art. 574 (Rouen, 28 janv. 1858, aff. Derodde, D. P. 58. 2. 104; Orléans, 17 janv. 1860, aff. Vaulquière, D. P. 61. 5. 101; Req. 14 mai 1862, aff. Lehideux, D. P. 63. 1. 173; Trib. com. Marseille, 24 nov. 1884, *Journal des faillites*, 1882, p. 616; Douai, 24 août 1883, *La Loi*, n<sup>o</sup> du 17 nov. 1883). Mais l'incapacité survenue à l'un des correspondants, ou son décès, mettant fin au compte courant, le remettant est fondé à revendiquer des traites expédiées à son correspondant pour être encaissées et portées à son crédit, et qui sont arrivées après la faillite ou le décès de ce dernier (Civ. cass. 20 juill. 1846, aff. Goudchaux, D. P. 46. 1. 335). Pareillement, si une remise a été comprise par erreur dans le compte courant, elle doit en être retranchée, et, dès lors, l'envoyeur peut revendiquer les valeurs qui en sont l'objet contre la faillite du réceptionnaire (Caen, 8 juill. 1850, aff. Sionis Béranger, D. P. 55. 2. 19).

**1236.** Jugé encore : 1<sup>o</sup> que la clause d'après laquelle les effets passés en compte courant demeurant affectés à la garantie du solde de ce compte, ne peut avoir pour résultat de faire considérer ces effets comme restant à la disposition de leurs envoyeurs pour le montant de leur valeur; que par suite, en cas de faillite, les envoyeurs ne sont pas autorisés à exercer à leur profit, la revendication prévue par l'art. 57 c. com. (Paris, 24 déc. 1888, *La Loi* du 9 févr. 1889); — 2<sup>o</sup> Que l'endosseur qui a stipulé expressément ou tacitement, pour les effets passés en compte courant, les clauses de sauf encaissement ou de retour sans frais, n'a pas moins transmis la propriété des effets négociés; que, en conséquence, la faillite du créancier ne donne point à l'endosseur le droit de revendiquer ces effets en cas de non-paiement (Rennes, 27 nov. 1867) (1).

(1) (Martel C. Syndic Gouin.) — Le tribunal de commerce de Nantes a rendu, le 15 juin 1867, un jugement ainsi conçu : — Attendu que l'action en revendication de Martel ne peut se justifier que si, au lieu de transférer à Ed. Gouin père et fils la propriété de ses lettres de change et billets, il en est toujours lui-même resté propriétaire; — Attendu, en effet, qu'en cas de faillite, de même que pour les remises qui auraient été, de la part du propriétaire, spécialement affectées à des paiements déterminés, l'art 574 c. com. n'autorise la revendication des remises en effets de commerce ou autres titres non encore payés, se trouvant en nature dans le portefeuille du failli à l'époque de sa faillite, que lorsque ces remises ont été faites par le propriétaire

avec le simple mandat d'en faire le recouvrement et d'en garder la valeur à sa disposition; que cet article ne fait qu'appliquer, en matière de faillite, la règle de droit commun d'après laquelle le mandataire ne peut légalement s'approprier la chose de son mandant; qu'il s'agit donc uniquement, dans l'espèce, de rechercher si Ed. Gouin père et fils étaient mandataires de Martel, dans le sens de l'art. 594, ou s'ils étaient devenus, avant la faillite, propriétaires des effets que celui-ci leur avait négociés; — En fait : — Attendu que Martel était de fait en compte courant et d'intérêts avec Ed. Gouin père et fils, auxquels il remettait des effets de commerce sur ses débiteurs, afin que le net des bordereaux de négociation fût immédiatement porté au crédit de

**1237.** Le propriétaire d'effets de commerce ou autres titres, qui les revendique sur le motif qu'il n'en a fait la remise à l'individu depuis tombé en faillite, qu'avec mandat, pour ce dernier, d'en opérer le recouvrement et d'en garder la valeur à sa disposition, doit prouver l'existence de ce mandat (Rép. n° 1188). Cette preuve peut être faite, conformément aux modes de preuve admis en matière commerciale.

Lorsqu'il s'agit d'effets de commerce, il y a présomption que le failli ne les a reçus qu'afin d'en opérer le recouvrement

son compte courant, à la valeur commune des effets négociés, et qu'il pût disposer du crédit de son compte selon ses besoins et sa convenance ; — Que l'existence d'un compte courant entre les parties, déniée par Martel, est, au contraire, démontrée par tous les documents de la cause, notamment par la représentation du compte courant et d'intérêts dont un double était remis périodiquement au demandeur par les faillis, par les bordereaux de négociation des effets dont le net était porté à son crédit à la valeur commune des effets négociés, et par les récépissés à souche des retours, versements directs au demandeur, et paiements à des porteurs désignés, lesquels sont tous libellés en compte courant par Martel lui-même ; — Attendu que le compte courant et d'intérêts de Martel chez Ed. Gouin père et fils, arrêté au 27 févr. 1867, date de la faillite, se solde en faveur du demandeur par 8842 fr., et que le syndic offre d'admettre ce dernier au passif chirographaire de la faillite sur l'affirmation de sa créance ; — En droit : — Attendu que l'art. 574 n'autorise la revendication des effets de commerce que lorsque ces effets ont été remis au failli par le propriétaire avec le simple mandat d'en faire le recouvrement et d'en garder la valeur à sa disposition ; — Attendu que les remises en effets de commerce faites dans ces conditions n'en transfèrent pas la propriété au recevant, lequel ne devient que le mandataire du remettant pour en opérer le recouvrement ; — Que le mandat spécial de recouvrement, pour autoriser la revendication, doit être pur et simple, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être affecté d'une négociation qui permette au remettant de recevoir le net produit des effets avant leur échéance, au moyen de l'escompte, ni d'en recevoir le montant après recouvrement, plus les intérêts à partir de l'encaissement ; — Attendu que les remises faites par Martel à Ed. Gouin père et fils n'avaient pas lieu dans de pareilles conditions, car le net des bordereaux était porté au crédit du compte courant du demandeur à la valeur commune des effets, ce qui faisait bénéficier Martel de l'intérêt sur chacun d'eux à partir de son échéance particulière déterminée dans les bordereaux de négociation en compte courant, d'après l'art. 5 des conditions de recouvrement de la maison de banque Ed. Gouin père et fils ; que si le montant des effets avait dû, après le recouvrement, être simplement gardé à la disposition de Martel, comme dans le cas de mandat prévu par l'art. 574, Ed. Gouin père et fils n'eussent pas eu à lui tenir compte des intérêts comme ils l'ont fait ; — Attendu que par suite du compte courant et d'intérêts qui existait entre les parties, les remises que Martel faisait au crédit de son compte avaient pour effet de transférer à Ed. Gouin père et fils la propriété des effets de commerce qu'il leur remettait ainsi ; d'où il suit que depuis la tradition de ces effets, le demandeur ne peut plus en faire la revendication dans la faillite de leurs nouveaux propriétaires ; — Attendu que les diverses objections faites par Martel ne peuvent prévaloir contre un principe qui est aussi universellement admis aujourd'hui par la coutume commerciale et par la jurisprudence, et ne sauraient autoriser le tribunal à ne pas en faire l'application dans la cause ; — Attendu, en effet, que la circonstance que Martel était créancier chez Ed. Gouin père et fils ne peut légitimer son action, puisque l'ancien art. 584 c. com., qui admettait la revendication des effets entrés en compte courant, lorsque le remettant était créancier à l'époque de ses remises, a été supprimé par la loi du 28 mai 1838 sur les faillites ; que la suppression de cet article a donc eu précisément pour objet d'empêcher la revendication des effets entrés en compte courant, aussi bien pour le cas où le remettant était créancier, que pour le cas où il était débiteur à l'époque des remises ; — Attendu que la circonstance que les effets que Martel remettait en compte courant étaient endossés en blanc par lui à Ed. Gouin père et fils, et qu'ensuite ceux-ci remplaçaient le blanc au moyen d'une griffe ainsi conçue : « Payez à l'ordre de MM. Ed. Gouin père et fils, valeur comptant », plus la date de l'endos qui, pour partie des effets revendiqués, est du 1<sup>er</sup> févr. 1867, et pour l'autre du 22 du même mois ne saurait changer le caractère de la remise en compte courant qui a été voulue et acceptée par les parties, et autoriser la revendication des effets ; — Que, lorsque les valeurs sont remises en compte courant, leur propriété est transmise, par l'effet même du compte, à celui qui les reçoit et qui en donne crédit au remettant, indépendamment de la forme de l'endossement, lequel peut n'être que postérieur à la transmission de propriété et à la tradition des lettres de change et billets que l'on escompte en compte courant ; que la loi n'exige

pour le compte du propriétaire, quand ils lui ont été remis au moyen d'un simple endossement irrégulier ou en blanc ; cet endossement ne vaut, en effet, que comme procuration (V. Rép. n° 1188 ; *supra*, v° Effets de commerce, n° 174 et suiv., 187 et suiv.), ... sauf le droit qui appartient au failli ou à la masse d'établir que cet endossement a réellement transféré au failli la propriété de l'effet ; cette preuve peut être faite par tous les moyens admis en matière commerciale (V. *supra*, v° Effets de commerce, n° 177) ; ... sauf le droit pour le porteur d'établir contre la masse que l'endos

pas que l'endossement soit écrit de la main de l'endosseur ; que celui auquel un effet de commerce est remis avec une simple signature, peut se transférer lui-même la propriété de cet effet en remplissant l'endossement s'il a cause légitime ; que, dans l'espèce, cette cause légitime existait pour Ed. Gouin père et fils, dans la remise que Martel leur en avait faite au crédit de son compte courant ; — Attendu, enfin, que la condition de « sauf encaissement », inhérente au crédit que le recevant donne en échange des effets qui lui sont remis en compte courant, n'altère en rien la transmission de ces mêmes effets du cédant au cessionnaire ; que si cette condition, qui est toujours exprimée ou sous-entendue, était de nature à autoriser pour le cédant la revendication des effets qui pourraient revenir impayés aux mains du syndic de la faillite du recevant, il serait trop facile au cédant d'invoquer dans ce but ses débiteurs à ne pas payer leurs effets exactement à l'échéance ; — Que ladite condition n'existe qu'en faveur de celui qui donne crédit au cédant du montant des effets qu'il escompte avant de savoir s'il les encaissera à l'échéance ; qu'aussi n'a-t-elle pas empêché la jurisprudence, depuis la loi du 28 mai 1838, de rejeter indistinctement les revendications d'effets négociés en compte courant et d'intérêts ; — Que si le cessionnaire des effets passés en compte courant, lorsqu'il est encore *in bonis*, peut, à sa volonté, rendre au cédant les effets qui lui reviennent impayés ou les garder pour en faire lui-même le recouvrement, il n'en est plus de même après sa déclaration de faillite ; — Que la faillite a pour effet de fixer les droits de tous les créanciers de manière que leur situation particulière ne puisse être aggravée à leur détriment ni améliorée au préjudice de la masse ; d'où suit que le syndic ne peut suivant la faculté qui appartenait au failli avant la faillite, rendre au cédant, ou les garder, selon son bon plaisir, les valeurs impayées qui lui reviennent entre les mains ; que le syndic doit les garder pour les recouvrer au profit des créanciers du failli, auquel elles appartiennent, sauf à remettre le remettant au passif chirographaire de la faillite pour le solde de son compte ; — Par ces motifs, déboute Martel de ses demandes et conclusions, etc. — Appel par le sieur Martel.

LA COUR ; — Considérant qu'il n'est nullement contraire à l'essence de la convention de compte courant que l'une des parties y apporte constamment des espèces, et l'autre des valeurs d'une certaine nature, comme des effets de commerce, ou que l'une des parties soit habituellement ou constamment créateur ; — Qu'en fait, la convention de compte courant entre Gouin et Martel est constatée, non seulement par les livres réguliers de la maison Gouin, contre lesquels Martel ne produit aucune indication résultant de ses propres livres, mais encore par l'acceptation de la part de Martel de comptes intitulés *comptes courants*, et par la remise à Gouin de reçus signés par Martel, mentionnant expressément que les sommes par lui touchées étaient en compte courant ; — Qu'il n'importe que ces divers reçus aient été donnés sur des imprimés de la maison Gouin, puisque l'indication du compte courant y figurant en caractères très apparents, n'eût pas manqué d'amener la protestation de Martel, si cette indication eût été contraire à la convention ; — Que, de plus, cette convention résulterait de ce que crédit était donné à Martel du jour de ses remises d'effets, de ce que les intérêts lui étaient comptés du jour de l'échéance, et ce que les sommes par lui perçues étaient en chiffres ronds, selon ses besoins, et nullement en rapport avec le produit net de telle ou telle négociation d'effets ; qu'elles étaient, dès lors, puisées dans la balance du compte, ce qui est exclusif du simple mandat de recouvrement avec maintien de valeur à la disposition du mandant ou affectation spéciale à des paiements déterminés ; — Qu'au contraire, la propriété des effets était, dès leur remise, transférée à Gouin par l'endossement en blanc comme par l'endossement régulier que la convention lui donnait le droit de compléter ; — Que la clause de « retour sans frais » inscrite sur les billets revendiqués est sans influence sur la translation de leur propriété, et n'a trait qu'au mode de recours contre le cédant ; — Qu'enfin la condition résolutoire pouvant résulter du non-encaissement des effets à leur échéance, n'est qu'en faveur du porteur et ne peut permettre au cédant de modifier sa situation quant à la masse de la faillite ;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 27 nov. 1867.-C. de Rennes, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Camescasse, 1<sup>er</sup> pr.-Gaillard de Kerbertin, 1<sup>er</sup> av. gén.



irrégulier à lui consenti, par le failli avant la faillite, lui avait néanmoins transféré la propriété (V. *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 179). On décide, il est vrai, dans l'opinion dominante, que cette présomption de l'art. 138 c. com., susceptible d'être combattue par la preuve contraire dans les rapports des parties entre elles, est absolue au regard des tiers, qui ont toujours le droit de s'en tenir aux apparences et d'exiger l'application des règles posées par le code de commerce pour le cas où il y a réellement simple endos de procuration (V. *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 178 et suiv., 189); mais on admet que la faillite de l'endosseur ne doit point être considérée comme un tiers, qu'elle est, au contraire, passible de toutes les exceptions opposables au failli lui-même (V. *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 179 et 190).

**1238.** Le failli est, au contraire, réputé propriétaire des effets de commerce qui lui ont été remis par voie d'endossement régulier (V. *Rép.* n° 1188). Il suit de là qu'en principe celui qui a transmis des effets à une personne par un endossement régulier, ne peut les revendiquer dans la faillite de cette personne (*Rép.* n° 1186).

Cependant, le failli peut, malgré la régularité de l'endos, être déclaré n'avoir reçu l'effet que comme simple mandataire (V. *Rép.* n° 1186 et *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 170). Et l'endosseur est recevable à en faire la preuve à l'aide de tous les moyens admis en matière commerciale, même contre la faillite de son cessionnaire (*Rép.* n° 1186. Conf. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 525; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3001; V. aussi *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 171). En conséquence, des effets de commerce peuvent être revendiqués, en vertu de l'art. 574, par l'endosseur qui justifie ne les avoir remis au failli qu'à titre de mandat et en vue d'une négociation non effectuée, alors même que la remise en aurait eu lieu par voie d'endossement régulier, et non au moyen d'un simple endossement en blanc (Req. 12 mars 1867, aff. Dubois, D. P. 67. 1. 395).

**1239.** — 3° Il faut, en troisième lieu, pour que la revendication soit recevable, que l'effet de commerce se retrouve en nature dans le portefeuille du failli, à la date du jugement déclaratif. La revendication serait donc impossible : 1° dans le cas où les effets, qui figuraient dans ce portefeuille à la date de la cessation des paiements, auraient cessé de s'y trouver lors du jugement déclaratif (Rouen, 20 juill. 1883, *Journal de Rouen*, 1885, p. 86); — 2° Si le failli lui-même a fait, de la lettre de change qui lui avait été endossée à titre de procuration, un endos translatif de propriété (Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1097 et t. 2, n° 3002. V. pour plus de développements : *Rép.* n° 1191 et suiv., 1203 et suiv.). Mais l'effet doit être considéré comme se trouvant encore dans le patrimoine du failli, si celui-ci ne l'a endossé à un tiers qu'à titre de procuration et pour en effectuer le recouvrement... ou si l'effet a été simplement renouvelé, attendu qu'en ce cas le droit que représente le titre subsiste toujours (*Rép.* n° 1183. Conf. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*; Delamarre et Lepoitvin, t. 3, n° 233; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 525).

**1240.** La preuve de l'identité des titres nominatifs qui peuvent se trouver dans le portefeuille du failli ne présente aucune difficulté, attendu qu'ils portent à la fois un numéro d'ordre et le nom du titulaire (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3003; Laurin, n° 1176). Mais cette preuve est plus difficile en ce qui concerne les titres au porteur, étant donné que ces titres ne se distinguent que par leurs numéros. C'est surtout dans les faillites des agents de change ou des banquiers que s'élèvent des difficultés relativement à la revendication des titres au porteur qu'ils sont chargés, soit de vendre, soit d'acheter pour le compte de leurs clients.

Dans le premier cas, l'agent de change, ayant reçu les titres en qualité de mandataire chargé de vendre, le client peut les revendiquer contre la faillite de cet agent dans les termes de l'art. 574, s'ils existent encore dans son portefeuille, et si le mandant est en mesure de désigner les numéros des titres.

La revendication des titres au porteur est également admissible, de la part du client qui a donné à l'agent de change l'ordre, soit de les acheter au moyen de fonds qu'il lui a remis à cet effet, soit de les convertir en titres nomi-

natifs, pourvu toutefois que l'identité entre les titres ainsi achetés ou remis et ceux trouvés dans le portefeuille de l'agent de change failli soit établie. Cette preuve d'identité résulte suffisamment... soit de ce que les titres trouvés dans le portefeuille de l'agent de change failli portent une étiquette spéciale avec le nom du client par ordre et avec les deniers duquel ils ont été achetés (Trib. com. de Lille, 26 déc. 1866, D. P. 73. 1. 121, note; Douai, 31 janv. 1867, et 8 févr. 1867, cités *ibid.*; Paris, 7 août 1886, *Journal des Sociétés*, 1887, p. 449. Conf. Lyon-Caen et Renault, n° 3003);... soit de ce que le client avait laissé à l'agent de change un certain nombre de titres au porteur destinés à être convertis en titres nominatifs, et qu'on en a retrouvé exactement le même nombre dans le portefeuille de cet agent, après sa faillite survenue sans que la conversion ait été opérée (Arrêt précité du 8 févr. 1867). — Mais la revendication de titres au porteur n'est pas possible à défaut de justification d'identité, lorsqu'il n'existe aucun signes réunis et concordants qui soient de nature à individualiser ou spécialiser les titres au porteur trouvés chez l'agent de change failli, notamment, lorsqu'en l'absence de tels éléments d'appréciation, ces titres sont insuffisants pour désintéresser tous ceux qui réclament des titres de la même espèce (Douai, 26 mars 1867, D. P. 73. 1. 121, note; Douai, 21 et 25 mai 1867, 3 juin 1867, cités *ibid.*; Trib. com. Lyon, 13 juin 1882, et 2 déc. 1882, *Journal des faillites*, 1882, p. 489, et 1883, p. 167). Et la revendication ne peut davantage être exercée contre le collègue de l'agent de change failli auquel ce dernier a versé en compte courant les titres par lui achetés pour les revendiquants, ni en ce qui concerne ces titres, le versement qui en a été ainsi effectué dans un compte courant en ayant détruit la propriété exclusive pour les revendiquants, comme pour l'agent de change acheteur, devenu simple créancier du solde de son compte courant (Douai, 20 déc. 1869, aff. Pollet, D. P. 73. 1. 121);... ni en ce qui concerne la créance résultant du même compte courant, cette créance n'étant pas plus individualisée que les titres, et constituant, d'ailleurs, dût-on l'envisager comme le prix des valeurs revendiquées, un prix compensé par voie du compte courant, dans le sens de la disposition finale de l'art. 575. En tout cas, le droit à la revendication de cette créance en compte courant ne peut être invoqué pour la première fois devant la cour de cassation (Civ. rej. 14 juin 1872, aff. Pollet, D. P. 73. 1. 121).

Il a été décidé, toutefois, en sens contraire, que les titres au porteur d'une même espèce, qui se trouvent dans le portefeuille d'un agent de change failli, peuvent être revendiqués collectivement par tous ceux qui lui avaient donné ordre d'acheter des titres de cette espèce, encore qu'on ne trouve pas un nombre de titres suffisant pour les désintéresser tous, alors qu'il est certain que l'agent de change n'a fait aucune opération de ce genre pour son propre compte, et que, d'ailleurs, il s'agit de titres provisoires laissés à l'agent de change à titre de dépôt pour remplir une série de formalités et les convertir en titres définitifs (Douai, 14 janv. 1869, aff. Jouart, D. P. 73. 2. 77). Mais cette solution, contraire à la jurisprudence dominante, ne saurait être admise. Elle aurait, en effet, pour résultat, en cas de faillite d'un agent de change, de donner lieu à autant de règlements particuliers, d'ouvrir en réalité autant de faillites spéciales qu'il y aurait d'espèces différentes de titres dans le portefeuille de l'agent de change; or, un pareil résultat serait évidemment contraire aux principes du code de commerce (Conf. de Folleville, *Traité des titres au porteur*, n° 516 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 847, note 2).

**1241.** Pour que la revendication soit possible, il faut donc nécessairement que les titres trouvés chez le failli puissent être individualisés. C'est là une condition nécessaire, mais suffisante : ainsi, lorsqu'un bon au porteur, trouvé parmi les papiers d'un failli et dont l'identité ne peut être contestée, porte la mention que ce titre appartient à un tiers et que cette mention écrite par le failli n'est entachée d'aucune fraude, ce tiers doit être considéré comme propriétaire dudit bon, et son action en revendication contre la faillite doit être admise (Req. 9 janv. 1888, aff. Fouché, D. P. 89. 1. 207).

ART. 2. — *Revendication des marchandises consignées au failli à titre de dépôt ou pour être vendues* (Rép. n° 1206 à 1227).

**1242.** — I. CAS OÙ IL Y A LIEU A REVENDICATION DES MARCHANDISES. — D'après l'art. 575, lorsque les marchandises ont été remises à un individu depuis tombé en faillite, soit à titre de *dépôt*, soit en *consignation*, avec mandat de les vendre pour le compte du propriétaire, celui-ci peut, sous certaines conditions, les revendiquer contre la faillite du dépositaire ou du consignataire (Rép. n° 1206). — L'art. 575 est applicable non pas seulement au cas où le failli détient des marchandises à titre de *dépôt* ou de *consignation* avec mandat de les vendre pour le compte du propriétaire, mais à tous les cas où le failli détient, à un titre quelconque, des marchandises dont la propriété appartient au revendiquant. Ainsi, cet article s'applique :... 1° aux marchandises ou autres objets que le failli a achetés, pour le compte de son commettant, au moyen de fonds que ce dernier lui a remis avec affectation spéciale à ces acquisitions (Rép. n° 1223);... 2° aux matières premières confiées à un ouvrier, en vertu d'un *louage d'industrie*, pour être travaillées (Paris, 23 août 1865, aff. Duquesnois, D. P. 67. 5. 213);... 3° aux marchandises reçues en dépôt par un commissionnaire avec mandat de les vendre (Aix, 18 déc. 1886, *Bulletin d'Aix*, 1887, p. 278).

**1243.** — II. CONDITIONS AUXQUELLES EST SOUMISE LA REVENDICATION DES MARCHANDISES. — 1° *Qualité de propriétaire.* — La première condition imposée à celui qui revendique est de prouver son droit de *propriété* sur la chose revendiquée, et, dès lors, d'établir que le failli la détient pour son compte en vertu de conventions intervenues, soit lors de la remise, soit depuis (Rép. n° 1214). Cette preuve peut être faite à l'aide de tous les modes de preuve admis en matière commerciale (Rép. n° 1214);... et, notamment, à l'aide de la correspondance, des livres, des témoignages, etc. Si le revendiquant ne réussit pas à faire cette preuve et, à plus forte raison, s'il est établi que le failli avait acquis la propriété des objets et n'en était pas simple détenteur, l'action en revendication doit être rejetée. — Jugé, en ce sens : 1° que des marchandises existant dans les magasins d'un failli peuvent être considérées comme sa propriété, lorsqu'elles ont été achetées pour son compte et à ses risques et périls, quoique, à raison du discrédit dans lequel il était tombé, les factures en aient été faites au nom d'un tiers qui en fournissait les fonds et l'en débitait; que, en conséquence, ce tiers n'est pas fondé à exercer, à l'égard de ces marchandises, l'action en revendication établie par l'art. 575 c. com. (Req. 8 avr. 1868, aff. Drouot, D. P. 68. 1. 395); — ... 2° que les deniers qu'un notaire reçoit de l'acquéreur d'un immeuble, pour désintéresser les créanciers inscrits, sont censés remis à titre de mandat, et non à titre de dépôt; que, par suite, en cas de faillite du notaire, si ces deniers n'ont pas reçu leur destination, l'acquéreur n'a, pour en obtenir la restitution, aucun privilège à l'encontre des créanciers de la faillite (Bourges, 6 mai 1851, aff. Bouchard, D. P. 53. 2. 3). — Mais il a été décidé que le commissionnaire chargé de vendre, qui a consigné aux mains d'un tiers les marchandises

à lui confiées, n'a pu transférer à ce second consignataire qu'une détention précaire comme la sienne, qui ne saurait mettre obstacle à la revendication du commettant dans la faillite du commissionnaire, lorsque l'identité des marchandises se trouvant aux mains du consignataire n'est pas douteuse (Paris, 26 août 1875) (1).

**1244.** — 2° *Identité de la chose revendiquée avec celle remise au failli ou achetée par lui pour le revendiquant.* — La seconde condition imposée au revendiquant est de prouver l'identité de la chose réclamée avec celle dont le failli est devenu détenteur pour le compte du revendiquant (Rép. n° 1212). La confusion de cette chose avec d'autres de même nature n'empêcherait pas la revendication, au cas où la séparation serait possible (Rép. n° 1212). Mais, lorsque la revendication a pour objet des *matières premières* remises au failli pour les mettre en œuvre, la revendication n'est possible que si ces matières sont retrouvées chez le failli à l'état brut ou, en d'autres termes, non transformées par le travail : ici ne s'appliquent pas les règles édictées par les art. 570 et suiv. c. civ., relatifs à la *spécification* : la revendication en matière de faillite est, en effet, régie par la loi commerciale, à l'exclusion des règles du droit civil (Paris, 23 août 1865, précité, et, sur pourvoi, Civ. rej. 15 janv. 1868, aff. Duquesnois, D. P. 68. 1. 199). En conséquence, la revendication doit être rejetée... lorsqu'il est constaté en fait, par les juges du fond, que les marchandises, par suite de la façon qu'elles ont reçue, ne se retrouvent plus en nature dans les magasins du failli;... et, notamment, lorsque les matières, fussent-elles encore reconnaissables, ont subi différentes préparations qui font de la chose une espèce nouvelle (Mêmes arrêts). Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2995; Delamarre et Lepoitvin, t. 3, n° 908; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 516);... alors même que le revendiquant offrirait le prix de la main-d'œuvre commencée (Mêmes arrêts). — En ce qui concerne les choses que le failli était chargé d'acheter avec des deniers spécialement affectés par le commettant à cette acquisition (V. Rép. n° 223).

**1245.** Il a été jugé, de même, que les objets mobiliers donnés en location ne peuvent être revendiqués après la faillite du preneur que s'ils se retrouvent en nature dans ses magasins (motifs, Trib. com. de la Seine, 25 juill. 1876, aff. Tore, D. P. 79. 1. 356-357). En cas de non-représentation, le locateur ne peut poursuivre le paiement de ces objets par une action personnelle et directe contre la faillite ou contre le syndic;... alors, du moins, qu'il n'est point établi que la faillite ait continué la location de ces objets, qu'elle en ait fait usage et tiré profit; le locateur, devenu simple créancier du failli, peut seulement produire au passif et demander son admission aux distributions de la faillite, pour y prendre sa part au marc le franc et sans privilège (Civ. cass. 27 mai 1879, aff. Syndic Tore, D. P. 79. 1. 356).

**1246.** Mais lorsqu'un contrat de vente, souverainement interprété par les juges du fait, a laissé au vendeur la faculté de choisir d'autres marchandises de même espèce destinées à remplacer celles qui avaient fait l'objet de la vente, l'arrêt qui constate que les marchandises ainsi choisies existaient

(1) (Cornier C. Syndic Maury.) — La cour; — Considérant qu'il est constant, en fait, qu'à la date du 29 janv. 1875, Cornier, fabricant de gants, a confié à Maury, commissionnaire à Paris, trois cents douzaines de peaux de chevreau, pour effectuer la vente, et, qu'abusant du mandat qu'il avait reçu de Cornier, Maury a consigné ladite marchandise à un sieur Desmarest, pour en obtenir un prêt de 12000 fr.; — Que Maury, ayant disparu après cette consignation frauduleuse, Cornier a fait saisir par le commissaire de police la somme prêtée, aux mains de Bury, qui avait opéré la consignation, et que la faillite de Maury ayant été déclarée par jugement du 5 février suivant, Cornier revendique la marchandise et la somme de 12000 fr., sauf à tenir compte des effets du contrat de nantissement; — Considérant qu'aux termes de l'art. 575 c. com., « peuvent être revendiquées aussi longtemps qu'elles existeraient en nature, en tout ou en partie, les marchandises consignées au failli à titre de dépôt ou pour être vendues pour le compte du propriétaire; pourra aussi être revendiqué le prix ou la partie du prix desdites marchandises qui n'aura été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en compte courant entre le failli et l'acheteur »; — Considérant que la consignation n'est pas, comme la vente, une aliénation du droit de propriété; que Maury, simple commissionnaire, n'a jamais

détenu la marchandise à titre de propriétaire, et que, par l'acte délictueux dont il s'est rendu coupable, il n'a pu transférer à Desmarest, second consignataire, qu'une détention précaire comme la sienne, sans affecter le droit de propriété qui a toujours résidé sur la tête de l'appelant; — Considérant que le droit de revendication de la marchandise, conséquence du droit de propriété, ne saurait être contesté dans l'espèce, la marchandise se trouvant en nature avec son origine et son identité, et la loi n'exigeant pas qu'elle se trouve encore dans les magasins du failli; qu'il suffit, pour l'exercice du droit de revendication, que celui qui l'exerce ait conservé la propriété, malgré le déplacement de la marchandise; — Considérant que le droit de revendication s'applique également à la somme de 12000 fr. versée contre la remise de la marchandise, et représentant partie du prix ou de la valeur de cette marchandise; — Qu'en effet, ladite somme ayant conservé son origine et son identité, et n'étant pas entrée dans le patrimoine du failli, ses créanciers ne sauraient y prétendre au détriment du propriétaire, ni bénéficier du délit commis par leur débiteur;

Par ces motifs, infirme, etc.  
Du 26 août 1875.-C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Puget, pr.-Choppin d'Arnouville, av. gén.-Dutard et Cluquet, av.

dans les magasins du vendeur, au moment de sa faillite, à l'état de corps certain sur l'identité duquel aucun doute ne pouvait s'élever, admet à bon droit l'action en revendication formée par l'acheteur (Civ. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1874, aff. Garnier, D. P. 76. 1. 473). Ainsi, lorsque la vente d'une certaine quantité de peaux en poils a été faite à la double condition qu'elles seraient comptées et mises en mégie par le vendeur, les juges du fond ont pu décider, par une appréciation souveraine des faits de la cause, que, à raison de la numération et de la mise en mégie effectuées par le vendeur avant la cessation de ses paiements, la propriété desdites peaux avait été transmise à l'acheteur, qui, dès lors, a pu les revendiquer dans la faillite du vendeur (Même arrêt). Et les juges du fond ont pu, d'autre part, refuser d'admettre la revendication de l'acheteur pour une autre portion des peaux ayant fait l'objet du même marché, alors qu'ils ont souverainement constaté, d'une part, que ces peaux n'avaient pas été, avant la cessation des paiements du vendeur, séparées des quantités plus considérables existant dans les magasins de ce dernier; et, d'autre part, que l'apposition, sur lesdites peaux, d'étiquettes portant le nom de l'acheteur, ne pouvait pas être considérée comme une spécification suffisante de la marchandise vendue (Même arrêt).

**1247.** Le principe que la revendication ne s'applique qu'aux objets se retrouvant en nature dans la faillite doit conduire à décider : 1<sup>o</sup> que l'aliénation des marchandises par le failli qui les avait reçues en consignation avec mandat de les vendre, met obstacle à la revendication (V. Rép. n<sup>os</sup> 1207 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2995); — 2<sup>o</sup> Que la personne qui remet à un industriel des marchandises pour les travailler à façon, ne peut, en cas d'incendie, et si cet industriel a été déclaré en faillite, revendiquer l'indemnité payée par la compagnie d'assurances (Grenoble, 12 mars 1883, aff. Senn, D. P. 83. 2. 233); — 3<sup>o</sup> Que les dépôts effectués en banque ne peuvent être revendiqués contre la faillite du banquier que dans le cas exceptionnel où les deniers ont été individualisés, renfermés par exemple dans un sac scellé et cacheté, et non dans le cas, beaucoup plus ordinaire, où le banquier s'oblige simplement à restituer une somme égale. Le dépôt irrégulier étant attributif de propriété au profit du dépositaire, le déposant se trouve nécessairement réduit, à l'encontre de la faillite, à une pure action chirographaire. Jugé, en ce sens, qu'une société anonyme, en cas de faillite d'un banquier, son directeur, qui a fait usage des fonds déposés chez lui par la société pour les besoins de sa maison de banque, ne peut pas revendiquer ces fonds, mais simplement produire à la faillite comme un créancier ordinaire (Bordeaux, 14 févr. 1886, *Recueil de Bordeaux*, 14 févr. 1886). Et il en est ainsi, même en cas de faillite d'une banque d'émission, dont la fonction est d'encaisser les souscriptions aux titres des sociétés nouvelles qu'elle contribue à fonder (Lyon, 15 mai 1883, Jurisprudence de la cour de Lyon, 1885, p. 225). Il est vrai que les souscriptions aux titres de la nouvelle société sont alors encaissées par la société émettrice, avec une affectation spéciale; le banquier n'est vraiment qu'un dépositaire, n'ayant pas le droit d'user des fonds encaissés et tenu de les restituer intégralement à la société dont il a placé les titres. Mais il n'en est pas moins certain qu'en fait les souscriptions se confondent, dans les caisses de la banque, avec les valeurs lui appartenant en propre; et cette confusion suffit, en présence du texte formel et rigoureux de l'art. 575, pour enlever aux souscripteurs le droit de revendiquer contre la faillite, à titre de déposants, des deniers qui n'existent plus *in specie* (Même arrêt, motifs. Conf. Pic, p. 131. — *Contrà* : Hochster et Oudin, *Manuel du droit commercial français et étranger*, sur les art. 575 et suiv. c. com.). — Mais, si le dépôt irrégulier fait entre les mains du débiteur avant la déclaration de faillite ne confère pas au déposant le droit de revendication, il en est autrement du dépôt fait aux mains des syndics. Jugé, en ce sens, que le dépôt fait entre les mains des syndics d'une faillite, de sommes destinées à garantir l'exécution d'engagements contractés envers le failli par le déposant, oblige la faillite, après cette exécution, à la restitution de la totalité de la somme déposée, les obligations de la masse elle-même n'étant pas réductibles comme celles du failli (Civ. cass. 7 juill. 1860, aff. Calderari, D. P. 60. 1. 308).

**1248.** — III. REVENDICATION DU PRIX DES MARCHANDISES CONSIGNÉES. — L'art. 575 n'autorise pas seulement la revendication des objets consignés au failli à titre de dépôt ou pour être revendus, qui se retrouvent en nature chez le failli. Il dispose, en outre, que le propriétaire pourra revendiquer « le prix ou la partie du prix des marchandises qui n'aura été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en compte courant entre le failli et l'acheteur » (Rép. n<sup>o</sup> 1215).

**1249.** — IV. CONDITIONS DE LA REVENDICATION DU PRIX. — 1<sup>o</sup> Preuve que la chose vendue était la propriété du revendiquant. — La première condition imposée à celui qui revendique le prix de la chose vendue par le failli est d'établir que ce failli la détenait pour le compte du revendiquant, soit à titre de dépôt, soit avec mandat de la vendre ou de l'acheter (Rép. n<sup>o</sup> 1216)... comme lorsqu'il s'agit de la revendication de la chose elle-même, retrouvée en nature chez le failli (V. *suprà*, n<sup>o</sup> 1243).

**1250.** — 2<sup>o</sup> Preuve de l'identité entre la chose détenue pour compte par le failli et celle vendue. — La preuve d'identité exigée pour la revendication de la chose détenue pour compte par le failli, et retrouvée en nature dans ses magasins ou dans son portefeuille (V. *suprà* n<sup>o</sup> 1244), est également nécessaire pour la recevabilité de la revendication du prix de la revente de cette chose (Rép. n<sup>o</sup> 1216).

**1251.** — 3<sup>o</sup> Non-paiement du prix revendiqué. — La revendication du prix de la chose détenue pour compte par le failli, et qu'il a vendue, est subordonnée, en troisième lieu, à la condition que ce prix n'ait été ni payé au failli, ni réglé en valeurs, ni compensé en compte courant entre lui et l'acheteur (Rép. n<sup>o</sup> 1216). Il n'est pas besoin qu'il y ait eu un paiement réel; ainsi, la revendication cesse d'être recevable, quand le paiement du prix résulte d'une compensation, même légale, entre une dette du failli et celle de l'acheteur, celui-ci se trouvant libéré par l'effet de cette compensation et ne pouvant plus être contraint de payer son prix, qui ne peut davantage être revendiqué contre la faillite (Rép. n<sup>o</sup> 1220). — La novation a le même effet que le paiement; elle éteint la dette. Il est donc hors de doute que, si l'acheteur s'était obligé envers le commissionnaire à payer une dette pour son compte, et que le créancier eût pris part à cette convention, le commissionnaire ne pourrait réclamer le prix de sa marchandise (Rép. n<sup>o</sup> 1226). — Jugé, par application de ces principes : 1<sup>o</sup> que le banquier qui a fourni la valeur de traites endossées à son profit en représentation du prix de marchandises vendues à un tiers par le failli, n'est pas fondé à revendiquer le montant de ces traites à l'encontre de la faillite, alors que lesdites marchandises ont été livrées à l'acquéreur et que le prix en a été payé intégralement (Trib. com. Seine, 6 oct. 1886, *Journal des tribunaux de commerce*, 1888, p. 87); — 2<sup>o</sup> Que la confusion du prix dans l'actif général du débiteur apportant un obstacle absolu à toute revendication, celle-ci est irrecevable même dans le cas où le prix des marchandises expédiées par un commissionnaire à son commissionnaire aurait été touché par un administrateur judiciaire des affaires du consignataire dont la succession est en état de suspension de paiements (Trib. com. Havre, 18 nov. 1885, *Recueil du Havre*, 1885, p. 216). En cas de perte de son privilège, le revendiquant ne peut le ressaisir d'une manière indirecte par exemple, par une demande en dommages-intérêts, en se fondant sur ce fait que le commissionnaire aurait warranté la marchandise et disposé du récépissé, et en prétendant que ce commissionnaire l'aurait ainsi, par son fait et sa faute, dépouillé du droit de revendication (Même jugement).

**1252.** Au paiement, l'art. 575 assimile le règlement en valeurs entre le failli qui a vendu la chose qu'il détenait pour compte et l'acheteur (Rép. n<sup>o</sup> 1217). — Mais le prix de marchandises vendues par un consignataire depuis tombé en faillite, n'échappe, comme réglé en valeurs entre ce consignataire et l'acheteur, au droit de revendication du propriétaire pour le compte duquel la vente a eu lieu, qu'autant qu'il a été réglé, soit en valeurs transmissibles par endossement ou par la voie du transport ordinaire, soit en valeurs au porteur; ce prix reste donc susceptible de revendication, lorsqu'il a été réglé par l'acheteur en un bon ou récépissé de caisse payable sur un banquier, ce bon ou récépissé n'étant ni un titre transmissible, ni un titre au porteur (Req. 27 juill. 1858, aff. Gareau, D. P. 58. 1. 436).

Bien que l'art. 575 prohibe toute revendication du prix de la chose vendue pour compte par le failli, quand ce prix a été réglé en valeurs, cependant, si les effets remis en paiement au commissionnaire vendeur ont été créés ou endossés à l'ordre du *commettant* lui-même, ceux de ces effets trouvés dans le portefeuille du commissionnaire peuvent être revendiqués par le commettant (Rép. n° 1217); car il y a lieu de les assimiler à des effets remis au failli avec mandat de les recouvrer (V. *supra*, n° 1233).

**1253.** La revendication du prix des marchandises vendues par le failli détenteur pour compte, ne peut non plus être exercée lorsqu'avant la faillite ce prix a été *compensé* par l'effet d'un règlement en *compte courant* entre le failli et l'acheteur (Rép. n° 1224). — Mais quand peut-on dire que le prix est compensé en compte courant? Plusieurs hypothèses doivent être distinguées : 1° lors du crédit donné par l'acheteur au commissionnaire, aucune somme n'a été portée au débit de ce dernier, qui reste exclusivement créancier jusqu'à la faillite. En ce cas, et nonobstant l'effet novatoire du compte courant, la créance du prix subsiste, et la revendication reste possible (arg. du mot *compensé* substitué au mot *passé*, de l'ancien art. 581) (Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1447); — 2° A la date de l'entrée du prix en compte, le commissionnaire avait été antérieurement débiteur d'égale somme par l'acheteur. En ce cas, bien évidemment, la compensation prévue par l'art. 575 s'est opérée, et le droit de revendiquer le prix est définitivement perdu; — 3° Le compte courant renfermant, par hypothèse, des articles se balançant exactement ou se balançant à l'avantage du commissionnaire, le prix de vente est porté à son crédit, de telle sorte qu'à la clôture du compte, le solde à son profit se trouve être d'une somme égale à ce prix. La question de savoir si, en ce cas, la revendication est encore possible est controversée. Certains auteurs ont soutenu que le prix peut alors être revendiqué, puisqu'il est reconnaissable (Da, *Théorie du compte courant*, n° 44; Boistel, n° 1003). Mais il nous semble plus juridique de repousser la revendication. En effet, par suite du principe de l'indivisibilité du compte courant, la compensation s'effectue sur la masse des crédits et des débits, sans qu'il soit possible de préciser quelles dettes subsistent et quelles dettes ont été éteintes par la compensation (Feitu, *Compte courant*, n° 221; Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 1447, p. 814).

**1254.** — V. EXERCICE DU DROIT DE REVENDICATION DU PRIX. — Lorsque les conditions de la revendication du prix de la vente faite pour compte par un commissionnaire depuis tombé en faillite sont réunies, ce prix peut être revendiqué, même au cas où le commissionnaire répondrait, par l'effet de la convention appelée *ducroire*, de la solvabilité de ses acheteurs : une telle stipulation ne constitue pas le commissionnaire *débiteur direct* du prix, et laisse, dès lors, subsister au profit du commettant son droit d'agir contre l'acheteur, par lequel ce prix est encore dû, au moyen de la revendication autorisée par l'art. 575 (Rép. n° 1210 et 1221; Delamarre et Lepoitvin, t. 3, n° 213, 214; Bravard, t. 2, p. 275 et suiv.). En tout cas, de ce qu'un commissionnaire a reçu son mandat d'un associé en participation chargé de vendre pour la société avec stipulation d'une commission de *ducroire*, il ne s'ensuit pas que le commissionnaire devienne lui-même *ducroire*; en conséquence, s'il tombe en faillite, la revendication du prix non payé par l'acheteur des marchandises vendues à terme n'en appartient pas moins au commettant (Lyon, 4 janv. 1849, aff. Verne, D. P. 50. 5. 68).

Bien que le commettant qui exerce le droit de revendication du prix des marchandises vendues pour son compte par le commissionnaire depuis tombé en faillite, agisse

contre l'acheteur, encore débiteur de ce prix, en vertu d'un droit qui lui est propre, cependant, il reste soumis aux exceptions que l'acheteur peut puiser dans la convention intervenue entre lui et le commissionnaire (Paris, 10 déc. 1854, aff. Veuve et héritiers Baunier, D. P. 58. 2. 92). Si donc, aux termes du marché, l'acheteur avait droit à une seconde livraison qui n'a pas été effectuée, et qu'à défaut de cette livraison il ait été contraint de se pourvoir ailleurs à un prix plus élevé, il est fondé à retenir cette différence sur le prix du marché (Même arrêt).

**1255.** — VI. CAS OU IL N'Y A PAS EU DÉCLARATION JUDICIAIRE DE FAILLITE. — L'état de faillite résultant, d'après la jurisprudence, du seul fait de la cessation des paiements (V. *supra*, n° 362 et suiv.), le droit exceptionnel de revendication établi par l'art. 575 peut être exercé même en l'absence d'une *déclaration judiciaire* de la faillite (Paris, 10 déc. 1854, cité *supra*, n° 1254). Ainsi l'état notoire de cessation de paiements d'un commissionnaire, au jour de son décès, suffit pour autoriser le commettant à revendiquer le prix encore dû de marchandises vendues pour son compte par ce commissionnaire (Même arrêt. Conf. Aix, 18 déc. 1886, *Bulletin d'Aix*, 1887, p. 278).

ART. 3. — *Revendication des marchandises vendues au failli.* — *Privilège; action en résolution; rétention* (Rép. n° 1228 à 1285).

**1256.** De droit commun, les garanties du vendeur non payé sont au nombre de quatre : 1° droit de *rétention*, si la vente a été faite au comptant (c. civ. art. 1612); 2° privilège sur la chose vendue, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre la vente au comptant et la vente à terme (art. 2102-4° c. civ.); 3° action en résolution, également dans toute vente (c. civ. art. 1184 et 1654); 4° droit de *revendication sui generis*, conféré par l'art. 2102 c. civ. au vendeur au comptant. — D'après l'opinion qui prévaut aujourd'hui en jurisprudence et en doctrine ce droit, subordonné d'ailleurs à plusieurs conditions énumérées par l'art. 2102, ne tend qu'à réintégrer le vendeur dans la possession de la chose vendue et à lui restituer la *rétention* dudit objet; il serait donc inexact de l'envisager comme un droit de résolution anéantissant la vente (V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 368 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3040).

Nous devons examiner ici les restrictions que la déclaration de faillite de l'acheteur apporte aux droits du vendeur. Pour l'étude de ces restrictions, il convient, avec le code de commerce, de distinguer trois hypothèses : 1° lors de la faillite de l'acheteur, les marchandises se trouvent déjà dans ses magasins; 2° les marchandises ont été expédiées à l'acheteur, mais elles étaient encore en cours de route au jour du jugement déclaratif; 3° les marchandises se trouvent encore chez le vendeur.

§ 1<sup>er</sup>. — Cas où, lors du jugement déclaratif de la faillite de l'acheteur, les marchandises se trouvent déjà dans son magasin.

**1257.** Dans cette première hypothèse, la loi se montre particulièrement rigoureuse pour le vendeur. L'art. 550 *in fine* lui enlève, en effet : 1° son privilège; 2° l'action en revendication spéciale de l'art. 2102-4°, et le réduit ainsi à la condition d'un créancier chirographaire. Il est vrai que l'art. 550 est muet au sujet du *droit de résolution*; mais l'on s'accorde néanmoins à reconnaître que la faillite met fin simultanément au privilège du vendeur et à son action résolutoire (V. Rép. n° 1236; Agen, 26 mai 1868 (1); Paris, 21 mai 1887, aff. Saunier, et sur

(1) Lacampagne C. Syndic Dubourg. — Le sieur Lacampagne vendit au sieur Dubourg un certain nombre de pins pour être débités en planches, à condition que les arbres ou les planches ne seraient eulévés qu'après paiement du prix. — Au cours de l'exploitation des arbres, un sieur Benech, créancier de Dubourg, les fit saisir contradictoirement. Lacampagne, qui n'était pas encore payé, forma alors une demande en résolution de la vente, ou en paiement de 1502 fr. somme restant due sur le prix. — Par jugement du 28 oct. 1867, Dubourg fut déclaré en faillite et l'ouverture en fut reportée au 15 mai 1867, c'est-à-

dire antérieurement à l'action intentée par le sieur Lacampagne. Le tribunal de commerce de Nérac, par jugement du 14 nov. 1867, conformément aux conclusions du syndic, rejeta la demande en résolution de la vente; — Appel par le sieur Lacampagne.

La cour; — Attendu que les premiers juges n'ont pas décidé que la procédure suivie dans le cours de l'instance eût été irrégulière, mais qu'ils ont seulement déclaré que Lacampagne n'était pas recevable, c'est-à-dire n'était pas fondé à intenter l'action en résolution de la vente qu'il avait consentie à Dubourg; — Qu'en

pourvoi, Civ. cass. 24 déc. 1889, D. P. 90. 1. 161). Cette solution s'induit avec évidence : 1° de l'esprit de la loi; il serait étrange en effet que le droit de résolution fût laissé au vendeur alors qu'il est privé du droit de revendication, beaucoup moins préjudiciable aux créanciers de l'acheteur; 2° de la combinaison de l'art. 550, avec les art. 576 et 577 c. com., desquels il résulte que le vendeur est privé de son action en résolution lorsque, au jour de la faillite, les marchandises étaient déjà entrées dans les magasins de l'acheteur (V. Rép. n° 1230 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3012; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 577, note 2; Ruben de Couder, n° 868; Rousseau et Defert, p. 341, n° 43).

**1258.** Bien que la rigueur de l'art. 550 se comprenne surtout pour les marchandises du commerce du failli, dont la présence dans ses magasins a dû contribuer à augmenter son crédit, cette disposition est absolument générale et peut être invoquée, dès lors, contre tout vendeur d'effets mobiliers sans distinction entre les marchandises et autres meubles, entre les choses corporelles et les choses incorporelles.

Ainsi, et spécialement, le privilège reconnu, en principe, au vendeur d'un office sur le prix de la revente de cet office (V. *infra*, v° *Privilèges et hypothèques*; — Rép. eod. v°, n° 337 et suiv.) cesse de lui appartenir dans le cas où le cessionnaire, malgré sa qualité d'officier public, s'est livré à des actes de commerce qui lui ont fait attribuer la qualité de commerçant, et a été déclaré en faillite (Rép. n° 1040 et v° *Office*, n° 334). On objecterait vainement que le vendeur d'un office, investi d'un privilège en vertu de la cession, ne saurait perdre ce privilège par le fait que son cessionnaire, dont les fonctions sont incompatibles avec l'exercice d'un commerce ou d'une industrie, aurait, au mépris du devoir qui lui était imposé de ne pas faire d'actes de commerce, changé ultérieurement de position en devenant commerçant, et serait tombé en faillite. C'est là une éventualité qui peut atteindre le privilège résultant de la cession d'un office, aussi bien que celle d'une destitution (Rép. v° *Office*, n° 334, et *Privilèges et hypothèques*, n° 342; Pont, *Privilèges et hypothèques*, sur l'art. 2102, n° 148; Alauzet, t. 8, n° 2782 et suiv.; Conf. Trib. com. Seine, 7 janv. 1887, *Annales de droit commercial*, 1887, p. 174). Par suite, en cas de faillite du cessionnaire, le privilège de l'art. 2102, § 4, c. civ., ne peut être exercé à l'encontre des créanciers du failli, ... ni par le vendeur d'un office de notaire (Civ. cass. 23 août 1853, aff. Martin, D. P. 53. 1. 257; Bourges, 14 août 1855, aff. Dantin, D. P. 56. 2. 100, et sur pourvoi, Civ. cass. 10 févr. 1857, D. P. 57. 1. 87; Req. 18 déc. 1867, aff. Petitpas, D. P. 69. 1. 289), ... ni par le vendeur d'un office d'huissier (Paris, 25 févr. 1860, aff. Picot, D. P. 60. 2. 115), ... ni par le vendeur d'un office d'agent de change (Lyon, 9 déc. 1850, aff. Mège, D. P. 51. 2. 9); ... Et le vendeur d'un office est déchu de son privilège en cas de faillite du cessionnaire, soit que ce dernier ait été mis en faillite pendant qu'il était encore pourvu de la charge, soit qu'il y ait été mis postérieurement, après avoir entrepris un commerce (Arrêt précité du 25 févr. 1860). Il n'importe, d'ailleurs, que le privilège du vendeur ait été reconnu antérieurement, lors de la distribution d'une partie du prix de l'office : cette reconnaissance, irrévocable quant au fait accompli, n'a pu avoir pour effet de paralyser dans l'avenir, en cas de faillite ultérieure du cessionnaire, le principe de l'égalité de condition et de traitement entre les créanciers

cela ils ont fait une saine application des principes, parce que l'action en résolution est implicitement comprise dans la prohibition écrite dans l'art. 550 c. com.; qu'il est certain que sa volonté a été de maintenir, autant que possible, l'égalité entre les créanciers, et de conserver intégralement l'actif qui avait servi à fonder le crédit du failli; — Que l'exercice de l'action résolutoire empêcherait ce résultat de se réaliser, aussi bien que la revendication, puisque, comme elle, cette action ferait sortir la chose vendue de l'actif de l'acquéreur failli pour la faire rentrer dans celui du vendeur au préjudice des autres créanciers; — En ce qui touche la demande relative au droit de rétention : — Attendu qu'il avait été convenu de la manière la plus expresse, et le fait n'a jamais été méconnu, que Dubourg ne pouvait enlever les bois à lui vendus par Lacampagne qu'après en avoir payé le prix; que les bois ont été, dit-on, transformés en planches sur

du failli pour des sommes n'ayant pas été l'objet de la première distribution (Même arrêt).

De même, le vendeur d'un fonds de commerce ne peut, en cas de faillite de l'acheteur, faire valoir son privilège contre la masse (Paris, 12 déc. 1850, aff. Aretz, D. P. 51. 2. 62; Trib. com. Seine, 11 janv. 1887, *Journal des tribunaux de commerce*, 1888, p. 156, ... ni demander la résolution du contrat (Mêmes décisions; Paris, 21 mai 1887, aff. Saunier, D. P. 90. 1. 161). Jugé même que, si le jugement qui a prononcé la résolution de la vente, antérieurement à la déclaration de faillite, n'est qu'un jugement *par défaut*, susceptible d'opposition, le syndic a le droit de former opposition et d'invoquer ensuite contre le vendeur, en cours d'instance, le bénéfice de l'art. 550 (Paris, 21 mai 1887, précité). Mais cette décision a été cassée par un arrêt de la chambre civile du 24 déc. 1889 (D. P. 90. 1. 161) aux termes duquel la suppression du droit de résolution du vendeur n'est édictée que pour le cas où l'action en résolution est exercée à l'encontre de la faillite, et ne saurait, en conséquence, être opposée au vendeur qui a intenté son action avant la déclaration de faillite, alors même que sa demande aurait été suivie d'un jugement *par défaut*, frappé d'opposition avant la même époque, et que le jugement contradictoire rendu depuis la déclaration de faillite aurait été l'objet d'un appel (V. la note de M. Boistel sur cet arrêt, D. P. 90. 1. 161).

**1259.** Jugé également, par application des mêmes principes, que la cession d'une ligne de chemin de fer, qui a pour objet non la ligne elle-même qui fait partie du domaine public, mais le droit à son exploitation et aux bénéfices pouvant en provenir, est une vente d'objets mobiliers incorporels, tombant sous le coup de l'art. 550 c. com. en cas de faillite de la compagnie cessionnaire (Paris, 2 févr. 1888, aff. Crenières et consorts, D. P. 89. 2. 163; et sur pourvoi, Civ. rej. 3 mars 1890, D. P. 91. 1<sup>re</sup> partie); — Qu'il en est ainsi, spécialement, de la cession de lignes de chemins de fer d'intérêt local à une compagnie de chemins de fer d'intérêt général, qui a pour effet d'incorporer les lignes cédées à celles de la compagnie cessionnaire et ne maintient pas à chaque réseau une individualité et un patrimoine distincts; que l'état de faillite du cessionnaire rend donc caduc le droit de résolution, aussi bien que le privilège et le droit de revendication du vendeur (Mêmes arrêts). L'engagement pris par la compagnie cessionnaire envers les compagnies cédantes de servir aux obligataires de ces dernières les intérêts de leurs obligations et d'assurer, à leur profit, le service de l'amortissement de ces obligations dans les termes du contrat d'émission, n'est qu'un mode spécial convenu entre les parties contractantes pour le paiement de l'un des éléments du prix de la cession. En conséquence, les obligataires qui devaient être ainsi payés se trouvent, au regard de la compagnie cessionnaire tombée en faillite, dans la situation de créanciers d'un vendeur non payé de son prix de vente, et n'ayant, aux termes de l'art. 550 c. com., ni l'action en résolution, ni l'action en revendication, mais seulement une action en paiement par voie de production au marc le franc du passif de la faillite (Mêmes arrêts).

**1260.** Il est certain que le vendeur ne peut, par une convention, stipuler directement que son privilège survivra à la faillite de l'acheteur (Civ. cass. 4 août 1852, aff. Courroux, D. P. 52. 1. 297). Mais s'ensuit-il que l'on doive refuser de donner effet, en cas de faillite, à la clause insérée dans le contrat de vente, par laquelle le vendeur se réserve la pro-

place, mais que ces planches ont toujours resté là où étaient les arbres et n'ont point passé dans les magasins Dubourg; — Que jamais Lacampagne ne lui a fait la délivrance des objets vendus et n'a renoncé au bénéfice de la convention qui vient d'être rappelée; — Qu'il n'est pas naturel de penser que Lacampagne eût voulu sans recevoir aucun dédommagement, aucune garantie, que Dubourg s'emparât des bois, les enlevât et vint ainsi dépouiller le vendeur du seul gage de sa créance; — Que l'art. 577 c. com. n'est qu'une application des principes contenus dans les art. 1612 et 1613 c. civ., qui déclarent que le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur ne paye pas le prix; qu'en fait, ici, la délivrance n'a jamais eu lieu; — Par ces motifs, réformant, etc.

Du 26 mai 1868. — C. d'Agén. — MM. Sorbier, 1<sup>er</sup> pr. — Drème, 1<sup>er</sup> av. gén. — Bretter et Samazeuilh (du barreau de Nérac), av.



priété de la chose vendue, contrairement au droit commun de l'art. 1138, jusqu'au paiement intégral du prix? La question est controversée. Dans un premier système, consacré par la cour de cassation française, on décide que cette clause est valable et opposable à la masse, et que le vendeur non payé peut s'en prévaloir pour revendiquer l'objet contre la faillite (Civ. rej. 28 janv. 1869, aff. Syndic Vimont, D. P. 69. 1. 134; Req. 2 juin 1869, aff. Syndic Picourt, D. P. 70. 1. 123); que spécialement est valable, et opposable aux créanciers du locataire tombé en faillite, le contrat par lequel un constructeur de machines déclare donner, à titre de location, une machine avec cette clause que ladite machine sera payable par termes mensuels, et que le locataire en deviendra propriétaire dès que ces versements mensuels auront atteint une somme indiquée dans la convention; que, par suite, le syndic ne peut pas prétendre retenir cette machine dans le gage général des créanciers, et que le constructeur a le droit de la revendiquer, puisqu'il en est toujours resté propriétaire (Rouen, 17 nov. 1887, *Recueil de Rouen*, 1888. 361; Alger, 18 févr. 1888, *Revue algérienne*, 1888, p. 415). Mais cette solution est très contestable puisqu'on est en présence d'une vente, et non pas d'un louage. Il n'y a pas louage puisqu'il n'y a pas obligation de restituer à l'expiration du bail. Il y a vente avec cette particularité que le transfert de propriété est reporté à une époque postérieure à la livraison, et que le paiement du prix doit avoir lieu à des époques fixes. Or si, *inter partes*, au point de vue du droit commercial, on ne peut pas contester la validité de la stipulation par laquelle le vendeur s'est réservé la propriété jusqu'au paiement intégral du prix, il semble bien qu'une telle clause ne puisse être opposée à la masse.

Aussi déciderons-nous, avec la jurisprudence de plusieurs cours d'appel françaises ou belges, que la disposition de l'art. 550 c. com. étant d'ordre public, il ne peut y être dérogé par aucune convention (V. *Rép.* n° 1043; Bordeaux, 28 févr. 1870, aff. Barbe, D. P. 71. 2. 54; Montpellier, 20 févr. 1885, aff. Malbec, D. P. 86. 2. 171; Trib. com. Seine, 11 janv. 1887, *Journal des tribunaux de commerce*, 1888, p. 156; Bruxelles, 9 févr. 1887, *Pasicrisie belge*, 1887. 2. 419). Vainement alléguerait-on que la clause retardant la transmission de propriété jusqu'au paiement du prix transforme l'opération, soit en un bail, soit en une vente sous condition suspensive: cette interprétation est inacceptable, attendu que, dans toutes les hypothèses précitées, il s'agissait d'une vente ferme, affectée d'une clause équivalant à la rétention conventionnelle d'un privilège, clause manifestement contraire à l'ordre public (Mêmes arrêts, motifs). Comp. note de M. Colin sous l'arrêt précité de la cour d'Alger, *Revue algérienne*, 1888, p. 415).

**1261.** L'art. 550 dispose exclusivement en vue du cas où la livraison des marchandises aurait eu lieu au jour du jugement déclaratif, le vendeur n'ayant point encore, à cette date, fait valoir son privilège. En conséquence, la saisie-revendication validée *antérieurement* à la déclaration de faillite, ne tombe pas sous l'application de l'art. 550 (Douai, 17 juin 1875, aff. syndic Darras, D. P. 76. 2. 66), ... alors même qu'elle aurait eu lieu postérieurement à l'époque à laquelle a été reportée la cessation des paiements (Même arrêt).

Jugé, de même, que la disposition de l'art. 550 c. com., qui écarte, en cas de faillite, le privilège du vendeur d'effets mobiliers, ne s'applique pas, lorsque le débiteur a été déclaré en faillite postérieurement au règlement provisoire de la contribution ouverte sur le prix de vente d'un fonds de commerce. Les créanciers colloqués sur la somme mise en distribution sont investis par le règlement provisoire, à l'exclusion de ceux qui n'ont pas produit dans le délai légal, de droits auxquels la faillite postérieurement déclarée ne peut porter atteinte et qui s'opposent à ce que la somme mise en distribution soit comprise dans la répartition de l'actif. Il importe peu que les créanciers non produisant aient contredit le règlement provisoire avant la déclaration de faillite, et qu'il n'ait été statué sur ce contredit qu'après cette déclaration (Paris, 25 juill. 1882, aff. Dame Tartara, D. P. 83. 2. 215-216).

**1262.** La déchéance résultant de l'art. 550 c. com. s'applique-t-elle au cas de vente d'un navire? L'affirmative est enseignée au *Rép.* n° 1044; mais l'opinion contraire

est plus généralement admise (V. *suprà*, v° *Droit maritime*, n° 369).

§ 2. — Cas où, lors de la faillite de l'acheteur, les marchandises sont en cours de route.

**1263.** Il a paru trop rigoureux, dans le cas où les marchandises expédiées par le vendeur sont encore *en cours de route*, de priver le vendeur de son droit de résolution; les créanciers de l'acheteur, en effet, n'ont pas dû compter sur des marchandises qui ne sont point encore entrées dans les magasins de l'acheteur. C'est ce droit de résolution pour défaut de paiement du prix, limité à la durée du transit de la marchandise que le code de commerce désigne sous le nom de droit de *revendication*, dénomination impropre évidemment, attendu qu'il ne peut s'agir ici ni de la revendication de la propriété, puisque souvent le vendeur aura cessé d'être propriétaire au jour de la livraison, ni même de la revendication de la possession régie par l'art. 2102-4°, puisque s'il s'agissait seulement, dans le cas prévu par l'art. 576, d'une revendication de la *rétention*, et non d'une résolution du contrat, la loi n'obligerait point le vendeur à restituer les acomptes reçus (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3013; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 534; Boistel, n° 1005; Laurin, n° 1078 et suiv., V. cependant Delamarre et Lepoitvin, t. 6, p. 402. *Comp. Rép.* n° 1228 et 1285, et note D. P. 78. 1. 17).

La plupart des législations contiennent des dispositions analogues à celles de l'art. 576 français (V. art. 568 code belge, 804 code italien, § 36 loi allemande de 1877). Ce droit de revendication-résolution est également consacré par le droit anglais sous le nom de *stoppage in transitu* (Smith, *Acompendium of mercantile law*, p. 549). *Comp.* pour plus de développements : Thaller, t. 2, p. 104 et suiv.

**1264.** Si le droit de revendication *sui generis* conféré au vendeur non payé dans le cas particulier, prévu par l'art. 576, diffère profondément, par son caractère, de celui que l'art. 550 lui enlève, il convient toutefois de remarquer que la revendication autorisée par l'art. 576 est, comme celle de l'art. 2102 c. civ., soumise à la forme simple et rapide de la *saisie-revendication*. Et à supposer que la revendication du vendeur puisse s'exercer autrement que par un exploit de demande ou par une saisie, et qu'elle puisse avoir lieu notamment par lettre ou dépêche, encore faut-il que la lettre ou la dépêche précise formellement l'objet de l'opposition qu'elle contient et ne puisse pas laisser de doute sur le but que se proposent ceux qui l'envoient (Req. 29 juill. 1875, aff. Viéville, D. P. 76. 1. 113).

**1265.** — I. A QUI APPARTIENT L'ACTION EN REVENDICATION; CHOSSES QUI EN SONT SUSCEPTIBLES. — Le droit spécial de revendication édicté par l'art. 576 peut être exercé contre la faillite de l'acheteur par tout vendeur non payé, alors même qu'il ne serait pas *commerçant*, et que la vente n'aurait pas, de sa part, le caractère d'un *acte de commerce* (*Rép.* n° 1233). Ainsi la revendication, en cas de faillite de l'acheteur, peut être exercée, même par le propriétaire qui, en vendant, par exemple, le produit de sa récolte, n'a point fait acte de commerce (Bordeaux, 22 févr. 1850, aff. Peyronnet-Descombes, D. P. 52. 2. 252) ... à l'exclusion, d'ailleurs, même pour ce vendeur non commerçant, du droit de revendication établi par la loi civile, les dérogations apportées à cette loi dans l'art. 576 devant recevoir leur application par le seul effet de la faillite de l'acheteur, quelle que soit la qualité du vendeur (*Rép.* n° 1233. Même arrêt, motifs).

Le vendeur, exerçant ses droits de revendication plutôt comme *créancier* admis à se ressaisir de son gage que comme propriétaire, conserve ce droit, quoique, en sa qualité de créancier, il ait poursuivi la déclaration de faillite de son débiteur, et que le jugement déclaratif, *passé* en force de chose jugée, lui ait donné la qualité de créancier, et non celle de propriétaire (Req. 18 févr. 1874, aff. Avrillean, D. P. 74. 1. 300-301). — Sur la question de savoir si le droit dont il s'agit peut être exercé par le *commissaire* qui, chargé par son commettant d'acheter des marchandises, en a payé le prix au vendeur, V. *Rép.* n° 1232, 1279, et v° *Obligations*, n° 1964; *Commissaire*, n° 50 et 51.

**1266.** — II. CONDITIONS DE LA REVENDICATION DU VENDEUR.

— La revendication du vendeur est subordonnée à quatre conditions, savoir : 1° que le prix n'ait pas été payé, ou que le vendeur n'ait pas été satisfait d'une autre manière; — 2° Que l'identité des choses vendues soit prouvée; — 3° Que la tradition des marchandises expédiées au failli n'ait point été effectuée dans ses magasins ou dans ceux du commissionnaire chargé de les vendre pour le compte du failli; — 4° Qu'avant leur arrivée, les marchandises n'aient pas été vendues sans fraude, sur factures et connaissements ou lettres de voitures signées par l'expéditeur.

**1267.** — 1° *Non-paiement du prix.* — Cette première condition ne soulève aucune difficulté. Le droit de revendication étant une garantie de la créance du prix, il va de soi qu'il disparaît, lorsque cette créance se trouve éteinte par quelque cause que ce soit.

**1268.** — 2° *Identité entre la marchandise vendue et la marchandise revendiquée.* — La revendication n'est autorisée que si le revendiquant peut établir que la marchandise revendiquée est *identiquement* la même que celle qu'il a vendue. Il convient toutefois de remarquer que, le code de 1838 n'ayant pas reproduit l'énumération minutieuse des *signes d'identité* qui figurait dans le code de 1807 (ancien art. 480), la question d'identité est devenue une question de pur fait, abandonnée à l'appréciation des juges du fond (Civ. rej. 17 août 1871, aff. Syndic Rety, D. P. 71. 1. 287. Conf. Rép. nos 1273 et 1283).

De cette seconde condition, il résulte que toute *confusion ou mélange* entre les marchandises de *qualités différentes*, quoique de même espèce, en détruisant l'identité, met obstacle à la revendication (Req. 20 juin 1859, aff. Veillet, D. P. 59. 1. 388, Rép. n° 1280). Il en est de même de tout *changement* non prévu par la convention, tel que la transformation de vins en esprits, de blés en farines, de laines en draps (Rép. nos 1280 et 1283). Ainsi, la revendication des *matières premières* livrées au failli pour être mises en œuvre ne peut être exercée qu'autant que ces matières sont encore à l'état brut. Elle est irrecevable lorsque ces matières ont subi une manipulation qui les a transformées et en quelque sorte métamorphosées, alors même qu'elles seraient encore reconnaissables (Paris, 23 août 1865, aff. Duquesnois, D. P. 67. 5. 213 et, sur pourvoi, Civ. rej. 15 janv. 1868, D. P. 68. 1. 198, motifs). Et il en est ainsi, particulièrement, lorsque le travail effectué sur ces matières leur a procuré une plus-value supérieure à leur valeur originaire, encore qu'il soit fait offre du prix de la main-d'œuvre (Paris, 23 août 1865, précité).

Mais l'identité n'est pas détruite par le mélange, en un seul tas, de marchandises de *même espèce et de même qualité*, tels que des grains vendus par différents vendeurs. Les marchandises ainsi mélangées restent, dès lors, malgré ce mélange, susceptibles de l'action en revendication autorisée par l'art. 576, alors surtout que les vendeurs sont d'accord dans l'exercice de leur droit de revendication (Req. 16 avr. 1866, aff. Franck, D. P. 66. 1. 491). Pareillement, le mélange de grains vendus au failli par deux vendeurs différents ne détruit pas leur identité, alors qu'ils sont de même qualité et de *même prix*, et ce mélange n'empêche pas, dès lors, de la part de chacun d'eux, la revendication autorisée par l'art. 576 (Civ. rej. 17 août 1871, précité). — D'autre part, un changement de forme nécessairement prévu par la convention, par exemple, l'abatage d'une coupe de bois vendue sur pied, n'empêcherait pas la revendication des bois coupés et restés sur les lieux (Rép. n° 1278). De même, l'équarrissage de bois vendus en grume (avec écorce) n'empêche pas que ces bois, en cas de faillite, puissent être revendiqués, lorsque leur identité est parfaitement constatée par les numéros d'ordre et les chiffres dont ils ont été marqués, surtout si la revendication a eu lieu lorsque les arbres étaient encore déposés sur le chemin de halage (V. arrêts, *infra*, nos 1286 et suiv.);... sauf le cas où les bois dont il s'agit devraient être considérés, par l'effet de cette prise de possession, comme entrés dans les magasins de l'acheteur (V. *infra*, n° 1284 et suiv.).

**1269.** — 3° *Tradition dans les magasins de l'acheteur.* — Le droit de revendication est perdu pour le vendeur si la tradition des marchandises a eu lieu dans les magasins de l'acheteur avant le jugement déclaratif. Les créanciers ont dû, en effet, considérer comme faisant partie de leur gage

les marchandises entrées dans ces magasins. Les motifs mêmes qui justifient la disposition de l'art. 576 conduisent à cette double proposition, dans laquelle se résume la théorie légale, et dont les exemples qui suivent préciseront le sens : 1° la revendication n'est exclue que s'il y a eu *mise en possession effective et apparente* de l'acheteur; 2° l'expression *magasin* doit être prise dans l'acception la plus large : elle s'entend de *tout local*, et même, si les marchandises ne sont pas susceptibles d'être emmagasinées à raison de leur nature encombrante, de *tout emplacement* où la marchandise vendue a été, après la délivrance par le vendeur, l'objet, de la part de l'acheteur, d'une prise de possession suffisamment caractérisée (V. les arrêts rapportés *infra*, nos 1270 et suiv. (motifs). V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3017; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n° 196; Alauzet, t. 8, n° 2838; Boistel, n° 1005. Conf. Rép. n° 1259). En d'autres termes, le droit de revendication concédé au vendeur par l'art. 576 c. com. subsiste à son profit jusqu'au jour où l'acheteur, devenu possesseur ostensible de la chose vendue, en a eu *personnellement* la disposition et a pu la revendre ou en augmenter son crédit. En conséquence, si l'acheteur a été déclaré en faillite avant l'arrivée des marchandises à lui expédiées, et, par suite, n'en a jamais eu la possession, le vendeur peut revendiquer ces marchandises entre les mains des syndics qui en ont seuls pris livraison (Civ. cass. 13 août 1879, aff. Collot, D. P. 80. 1. 181). — Examinons successivement les principales applications de ces principes.

**1270.** — A. *Tradition en magasins au cours du voyage.* — a) *Expédition par le vendeur.* — Quand l'expédition des marchandises vendues est faite par les soins du vendeur, ces marchandises, bien que voyageant aux risques de l'acheteur, sont susceptibles, en cas de faillite de celui-ci, d'être revendiquées, conformément à l'art. 576, jusqu'à ce qu'elles soient entrées dans les magasins de l'acheteur, et se trouvent ainsi à la libre et directe disposition du destinataire (Rép. n° 1254). De même, le vendeur qui s'est chargé d'abattre, d'égober et de façonner les arbres qui font l'objet du contrat, puis de les faire transporter à une gare voisine, et d'en opérer le chargement sur wagon et l'expédition par chemin de fer à l'usine de l'acheteur, même aux frais de ce dernier, peut, en cas de faillite dudit acheteur, revendiquer les bois par lui expédiés, jusqu'à ce que la tradition en ait été effectuée dans l'usine du failli, bien que la marchandise ait été rentrée, numérotée et contradictoirement marquée avant le départ, si, d'après l'intention des parties, ces signes symboliques n'avaient pas pour objet de mettre l'acheteur en possession complète et définitive de la chose vendue, mais uniquement de fixer le choix de ce dernier, de faciliter les transports et d'éviter une réexpédition des rebuts (Bessançon, 27 févr. 1865, aff. Chamecin, D. P. 65. 2. 46). De même encore, une gare de chemin de fer, où une marchandise vendue a été déposée pour être expédiée à l'acheteur, constitue un lieu d'attente et de transit dans lequel la marchandise est réputée en cours de route, et ne peut être considérée comme un entrepôt public, ou comme un dock ou magasin général qui doit être assimilé à un magasin de l'acheteur, dans le sens de l'art. 576 (Aix, 4 mai 1869, aff. Requiston, D. P. 70. 2. 133; Limoges, 24 mars 1870, aff. Pasquier, D. P. 70. 2. 133). Et il n'importe que le prix de la lettre de voiture ait été payé (Arrêt précité du 4 mai 1869). En conséquence, le vendeur non payé peut, en cas de faillite de l'acheteur, revendiquer cette marchandise tant qu'elle n'a pas été l'objet de la tradition en magasin exigée par l'art. 576 (Arrêts précités des 4 mai 1869 et 24 mars 1870).

**1271.** — b) *Expédition par l'acheteur.* — Le vendeur de marchandises non payées pouvant les revendiquer contre la faillite de l'acheteur, quoique la tradition réelle en ait été faite, tant qu'elles n'ont pas été l'objet d'une prise de possession opérée au moyen d'une tradition en magasins, il ne suffit pas, pour que des marchandises vendues et destinées à être transportées cessent d'être sujettes à revendication, que le chargement et le transport de ces marchandises soient effectués par les soins de l'acheteur ou de son préposé, après la délivrance qui lui en a été faite par le vendeur : il faut que ce chargement et cette expédition impliquent une prise de possession constitutive de l'entrée en magasins prescrite par l'art. 576 (Rép. n° 1250; Montpellier,

7 févr. 1874) (1); Req. 29 nov. 1875. aff. Syndic Sauvaget, D. P. 78. 1. 17).

Par *magasins du failli*, l'on doit entendre, en effet, un local dont il ait la personnelle et libre disposition, et de nature à persuader aux tiers qu'il est bien possesseur de la marchandise qui y est entrée, de nature, par suite, à augmenter son crédit (Arrêt précité du 7 févr. 1874). Ainsi, l'expédition de vins par un préposé de l'acheteur et dans des futailles lui appartenant, ne met pas obstacle à l'action en revendication du vendeur contre la faillite de cet acheteur, ces circonstances ne pouvant suppléer ni équivaloir à la tradition des marchandises dans les magasins du failli (Req. 29 nov. 1875, précité). Et les vins dont il s'agit peuvent être revendiqués même à leur arrivée en gare de destination (Même arrêt). A plus forte raison, le vendeur de marchandises peut les revendiquer, en cas de faillite de l'acheteur, au cours du chargement qu'il en a fait faire, pour le compte de cet acheteur, sur un bateau n'appartenant ni à lui ni à ce dernier, et qui ne constitue ainsi qu'un simple moyen de transport : la tradition de la chose vendue n'est alors réputée effectuée ni dans les magasins du failli, ni dans ceux du commissionnaire chargé de les vendre pour le failli, selon les termes de l'art. 576 c. com. (Req. 16 avr. 1866, aff. Franck, D. P. 66. 1. 490). Et la revendication des mêmes marchandises est permise malgré la revente qui en a été faite par l'acheteur à un tiers, si cette revente n'a pas été faite sur facture, connaissance ou lettre de voiture (Même arrêt) Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3017; Demangeat sur Bravard, p. 539).

1272. Mais des marchandises ne sont plus susceptibles d'être revendiquées par le vendeur non payé, en cas de faillite de l'acheteur, comme entrées dans les magasins de ce dernier, lorsque, même avant leur arrivée au lieu de destination, l'acheteur les a mises dans le lieu qu'il a choisi pour en prendre une possession apparente et réelle (Req. 20 juin 1859, aff. Veillet, D. P. 59. 1. 388). Ainsi, des marchandises, même en cours de voyage, ne peuvent plus être frappées de revendication, lorsqu'elles se trouvent chargées dans un bateau dont l'acheteur est propriétaire, et où elles sont ainsi à sa disposition personnelle et exclusive (Même arrêt),.... alors surtout qu'elles y ont été mélangées avec d'autres marchandises appartenant au même acheteur (Même arrêt). En conséquence, le vendeur ne peut pas revendiquer la marchandise dont il s'agit contre le tiers

auquel l'acheteur les a revendues pendant le voyage, sans qu'il soit besoin qu'elles aient été revendues sur facture et connaissance ou lettre de voiture, le connaissance ou la lettre de voiture n'étant nécessaires que lorsqu'il s'agit de marchandises en cours d'expédition, qui, sans la revente, eussent été susceptibles de revendication (Même arrêt).

1273. — B. Tradition en magasins après l'arrivée au lieu de destination. — L'arrivée des marchandises vendues en gare du lieu de destination n'équivaut pas, si elle n'a pas été suivie d'une prise de possession réelle de la part de l'acheteur ou de son préposé, à une entrée dans les magasins de ce dernier, et ne met pas, dès lors, obstacle, dans le cas de faillite de l'acheteur, à l'action en revendication du vendeur non payé (Orléans, 24 mai 1859, aff. Aussère, D. P. 59. 2. 100; Req. 29 nov. 1875, aff. Syndic Sauvaget, D. P. 78. 1. 17; Poitiers, 19 févr. 1877, aff. Syndic Gâtineau, D. P. 77. 2. 109),... et cela, encore que la marchandise ait été transportée par les soins de l'acheteur ou de son préposé et dans des futailles lui appartenant (Arrêt précité du 29 nov. 1875). Est également passible de revendication la marchandise arrivée à la gare de destination, même lorsqu'elle a été remise à un voiturier pour être transportée à l'usine, lieu de sa destination définitive, si ce voiturier n'est pas un simple employé de l'acheteur, mais travaille pour son compte, et s'il a entreposé provisoirement cette marchandise sur un terrain par lui loué et dont il n'est pas démontré qu'il avait concédé l'usage au destinataire (Besançon, 27 févr. 1865, aff. Chamecin, D. P. 65. 2. 46).

Au contraire, les marchandises arrivées au lieu de destination doivent être considérées comme entrées dans les magasins de l'acheteur et ne peuvent plus, dès lors, être revendiquées, en cas de faillite de cet acheteur, par le vendeur non payé : ... 1° lorsque (s'il s'agit de spiritueux) elles ont été déposées dans le lieu indiqué comme lieu de destination sur les acquits-à-caution (Poitiers, 19 févr. 1877, précité); — 2° Lorsque l'acheteur les a déposées volontairement à l'entrepôt réel des douanes, pour y attendre le moment où elles seront vendues (Rennes, 20 févr. 1862, aff. Schon, D. P. 63. 2. 47); — ... 3° Lorsqu'elles sont entrées dans les magasins d'un créancier à qui l'acheteur les avait données en gage avant leur arrivée (Req. 27 avr. 1853, aff. Deckens, D. P. 53. 1. 220); ... encore que le contrat de nantissement pût être déclaré nul, en ce que, par exemple, la tradition de la chose donnée en gage n'aurait eu lieu

(1) (Syndic Kôlher C. Vernière.) — Le tribunal de commerce de Montpellier a rendu, le 25 nov. 1873, le jugement suivant : — « Attendu que le 15 octobre dernier, le sieur Pierre Vernière a vendu au sieur Alexandre Kôlher cinq barriques cristaux de tarte, marquées A. K. C. 11/17, pesant brut 3229 kilog. 5 hectog., s'élevant à la somme de 7217 fr. 45 cent., qui devait être payée comptant; — Attendu que ces marchandises sans tradition effectuée et matérielle dans les magasins du sieur Kôlher, pouvant accréditer ledit Kôlher aux yeux des tiers, ont été camionnées sur son ordre, directement, des magasins de Vernière à la gare du chemin de fer, et expédiées à Mannheim (Allemagne); — Attendu que le sieur Kôlher ayant été déclaré en faillite le 23 oct. 1873, le sieur Vernière s'est mis à la recherche de se marchandise et a pu la faire saisir et arrêter en cours de transport, à Belfort, le 23 octobre suivant; — Attendu que le sieur Kôlher, au lieu de payer le prix convenu, a disparu après s'être assuré du départ des susdites marchandises; — Attendu qu'à cette date les cinq barriques cristaux de tarte n'avaient pas été vendues par le sieur Kôlher, ni mises dans les magasins d'aucun commissionnaire chargé de les vendre; — Qu'aucune réclamation des tiers intéressés n'a été produite; — Qu'il est évident que le sieur Kôlher avait pour but de les soustraire à Vernière comme il l'a fait malheureusement à d'autres créanciers; — Attendu que les marchandises en question ont été reconnues pour celles livrées par Vernière et trouvées intactes, qu'il n'a été fait aucune objection à cet effet; — Que, dès lors, le sieur Vernière est bien fondé à les revendiquer; — Attendu que le syndic de la faillite Kôlher, représentant la masse des créanciers, n'est nullement fondé dans son opposition; — Par ces motifs, déclare bien intervenue la revendication du sieur Pierre Vernière; ordonne que sur le vu du présent jugement, la compagnie de l'Est mettra à la disposition du sieur Vernière les cinq barriques cristaux de tarte. » — Appel par le syndic.

La cour; — Attendu que le code de commerce admet la revendication des marchandises expédiées au failli, toutes les fois que la tradition n'en aura pas été effectuée dans les magasins de ce dernier, ou dans ceux d'un commissionnaire chargé de les

vendre pour son compte; — Attendu qu'en l'absence d'une définition légale plus précise, il faut entendre par *magasins de l'acheteur* le lieu quel qu'il soit, choisi par lui pour se mettre en possession apparente et réelle de la chose achetée; — Attendu qu'il importe peu que la délivrance ait été complète, et que la tradition de la marchandise ait été matériellement effectuée, car, en dehors d'un dessaisissement préalable, c'est le droit de rétention qui serait en son cas et non celui de revendication; — Attendu que la revendication n'est admise que lorsque la marchandise n'a encore, aux yeux de personne, augmenté le crédit de l'actif de celui qui est devenu propriétaire sans être possesseur; — Attendu que le seul obstacle qui doit légalement faire échec à la revendication est la possession apparente et réelle de la chose achetée; car cette possession a pu solliciter le crédit, déterminer la confiance, et servir de base à des opérations nouvelles; — Attendu qu'en présence des considérations, qui ont évidemment dicté les dispositions restrictives de l'art. 576, il importe peu que la marchandise ait été expédiée ou non au failli, qu'elle ait été réexpédiée par ce dernier, revêtue de sa marque dans les magasins du vendeur, et même dirigée par l'acheteur vers une destination inconnue; que ces divers agissements constituent, dans l'espèce, de véritables manœuvres frauduleuses, qui ne sauraient constituer un obstacle légal à l'exercice du droit de revendication; — Attendu que la marchandise livrée à Kôlher, dans les magasins de Vernière, n'avait encore, aux yeux de personne, augmenté le crédit et l'actif de Kôlher, bien qu'il en fût légalement propriétaire, sans en être pourtant le véritable possesseur; — Attendu, d'ailleurs, qu'en fait les créanciers ont d'autant moins intérêt à critiquer la revendication admise par les premiers juges que, sans les diligences de Vernière, la valeur du tarte expédié à Mannheim eût été perdue pour tous, et que la faillite, dont l'actif ne se serait point augmenté, compterait, en réalité, un créancier de plus; — Par ces motifs et ceux des premiers juges, démet le sieur Deidier, es qualités, de son appel.

Du 7 févr. 1874.-C. Montpellier, 2<sup>e</sup> ch.-MM. de la Baume, pr. Villetard de Laguerie, av. gén.-Roussel et Lisbonne, av.

la pesée contradictoirement faite sur le terrain et la remise des bons de pesée au vendeur, elles ont été conduites et mises en silos par ce dernier à l'endroit désigné dans l'acte de vente, où elles étaient à la disposition et aux risques de l'acheteur. Peu importe que les silos aient été, conformément à la convention, creusés par le vendeur dans un champ lui appartenant (Douai, 19 mars 1861, aff. Tamboise, D. P. 61. 2. 104).

**1284.** — H. *Coupes de bois.* — Depuis longtemps, une jurisprudence constante décide que le parterre de la coupe doit être réputé le magasin de l'acheteur, et qu'en conséquence, au cas de faillite de l'acheteur, le vendeur n'a pas le droit de revendiquer ou retenir les bois déposés sur ce parterre (Req. 16 janv. 1850, aff. Lefebvre, D. P. 51. 5. 260; Besançon, 14 déc. 1864, cité *supra*, n° 1283; Orléans, 13 avr. 1867, aff. Légal, D. P. 68. 2. 143; Bordeaux, 28 févr. 1870, aff. Barbe, D. P. 71. 2. 54; Civ. cass. 2 août 1880, aff. Commune de Plancher-les-Mines, D. P. 81. 1. 39, motifs). Cette fiction, d'après laquelle le parterre de la coupe doit être considéré comme étant momentanément le magasin de l'acheteur, repose sur le droit qui lui est accordé par le cahier des charges d'occuper le terrain pour abattre, façonner et revendre les bois à lui vendus, jusqu'à la fin de l'exploitation; par suite, ces bois sont réputés délivrés à l'acheteur dans ses magasins dès la délivrance du permis d'exploiter; et, au cas de faillite de l'acheteur, le vendeur ne peut plus exercer ni l'action en revendication établie par l'art. 576 c. com., ni le droit de rétention prévu par l'art. 577 du même code (Arrêts précités. Conf. *Rép.* n° 1247). Il suffit, dès lors, que le sous-acquéreur d'un lot d'une coupe de bois en ait pris possession, par exemple en faisant l'équarrissage de la plus grande partie des arbres, pour qu'en cas de faillite de cet acquéreur, la revendication des bois vendus ne puisse plus être exercée contre lui par l'adjudicataire vendeur, alors même qu'ils se trouveraient encore sur le parterre de la coupe (Trib. com. Seine, 23 févr. 1856, aff. Happe, D. P. 56. 3. 22). — Jugé, toutefois, que la tradition des marchandises qui, aux termes des art. 576 et 577 c. com., met obstacle au droit de rétention ou de revendication du vendeur, en cas de faillite de l'acheteur, doit s'entendre d'une délivrance réelle, telle qu'elle s'opère en général quant aux effets mobiliers, et non d'une tradition fictive, résultant du consentement, et antérieure à toute expédition ou prise de possession effective, comme, par exemple, le simple fait de l'introduction de l'acheteur d'une coupe de bois dans le périmètre de cette coupe, sans travail d'exploitation; que, par suite, en admettant que le parterre ou plateau d'une coupe de bois puisse être considéré comme le *magasin* de l'acheteur commerçant, dans le sens de l'art. 576 précité, ce ne saurait être qu'à l'égard du bois

mobilisé par l'exploitation, mais non à l'égard du bois non gisant ou étant sur pied; que, en conséquence, le vendeur peut toujours revendiquer la partie non abattue des bois par lui vendus (Bourges, 26 mars 1855, aff. de Montaigny, D. P. 55. 2. 308; Orléans, 30 avr. 1879, aff. Aubry, et 25 août 1880, aff. de Bizemont, D. P. 82. 2. 47). Mais cette interprétation n'a pas prévalu, et nous croyons plus juridique d'admettre, avec la jurisprudence dominante, que le propriétaire qui a vendu une coupe de bois et délivré le permis d'exploiter à un négociant, lequel a commencé l'exploitation, puis est tombé en faillite avant de l'avoir terminée, ne peut exercer, même sur les bois encore sur pied, le droit de revendication autorisée par l'art. 574 c. com. N'y a-t-il pas eu, en effet, prise de possession de toute la coupe, par cela seul que l'exploitation a été entreprise?

**1285.** Les vendeurs de coupes de bois ont essayé, par divers moyens, d'éluder la rigueur de cette jurisprudence. Quelques-uns ont simplement stipulé qu'ils auraient la faculté de retenir les bois exploités partout où ils se trouveraient. Mais il a été jugé que cette clause est sans valeur, parce qu'il n'appartient pas aux parties de créer, par leurs conventions, des droits de privilège ou de rétention en dehors des conditions déterminées par la loi et notamment de la possession qu'exigent les art. 576 et 577 c. com. (Civ. cass. 4 août 1852, aff. Courroux, D. P. 52. 1. 297; Paris, 20 déc. 1849, aff. Lefebvre, D. P. 50. 2. 207). La jurisprudence a, au contraire, reconnu sans difficulté que le vendeur peut retenir les bois encore déposés sur le parterre, lorsqu'il s'était lui-même chargé de les abattre et de les transporter dans les magasins de l'acheteur (V. notamment Bordeaux, 22 févr. 1850, aff. Peyronnet-Descombes, D. P. 52. 2. 252; Besançon, 17 janv. 1865, aff. Comte, D. P. 65. 2. 14, et 27 févr. 1865, aff. Chamecin, D. P. 65. 2. 46).

**1286.** Une autre clause, plus commode et plus usitée a donné lieu à des arrêts contradictoires : tout en laissant à l'acheteur le soin d'abattre les arbres et de les transporter dans ses magasins, le vendeur stipule que le parterre ne sera pas considéré comme le magasin de l'acheteur, et qu'en conséquence, il aura le droit, en cas de faillite de l'acheteur, de revendiquer les bois déposés sur le parterre. Cette clause est-elle opposable aux créanciers? La question est controversée. Quelques cours d'appel ont cru devoir déclarer cette clause nulle au regard des tiers, comme contraire aux dispositions de la loi qui excluent tous droits de revendication, en cas de faillite, dès que le meuble vendu est entré dans les magasins de l'acheteur (Orléans, 13 avr. 1867, aff. Légal, D. P. 68. 2. 146; Bordeaux, 28 févr. 1870, aff. Barbe, D. P. 71. 2. 54). Telle est la doctrine consacrée par la cour de cassation de Belgique (C. cass. de Belgique, 2 nov. 1883) (1).

**1287.** Mais la cour de cassation française et la majorité

ont pu constituer à leurs yeux un actif réel au profit de leur débiteur et déterminer le crédit qu'ils lui ont accordé; — Par ces motifs...

Du 1<sup>er</sup> mars 1889.-Trib. com. de Rennes.

(1) Frézard C. Syndic Lizni.) — La cour; — Sur le moyen du pourvoi, tiré de la fausse application des art. 6 c. civ. et 546 c. com., et violation des art. 1134 et 1319 c. civ., 568 c. com. (L. 18 avr. 1851), en ce que l'arrêt attaqué repousse la revendication d'arbres vendus au failli sous la condition que le parterre de la coupe ne sera pas considéré comme le magasin de l'acheteur et que les bois pourront y être revendiqués en cas de faillite: — Considérant que l'art. 546 c. com. statue qu'en cas de faillite, le privilège et le droit de revendication établis par la loi civile ne sont pas admis en faveur du vendeur d'effets mobiliers; que cette disposition, en empêchant celui-ci de soustraire à la masse de la faillite des marchandises dont la possession chez l'acheteur « a pu induire en erreur et exciter la confiance par des apparences trompeuses », a pour but de maintenir la sécurité commerciale, et qu'elle est ainsi d'ordre public; qu'exceptionnellement, l'art. 568 autorise la revendication des marchandises expédiées au failli, tant que la tradition n'en a pas été effectuée dans ses magasins; que cette expression *magasins* doit être entendue dans le sens le plus large, et comprend tous les lieux quelconques, appartenant ou non au failli, publics ou privés, où les effets mobiliers déposés se trouvent sous la main et à la disposition de l'acheteur; — Considérant que le jugement, dont l'arrêt attaqué adopte les motifs, constate, en fait, que la plus grande partie, si ce n'est la totalité des arbres acquis par le failli, avaient été abattus, et, sur le parterre de la coupe, marqués du chiffre de l'acheteur, dégarnis de leurs branches,

écorcés ou façonnés en bois à brûler, que les écorces avaient été vendues à des tiers qui en ont pris livraison; qu'en cet état, on objecte vainement la clause du cahier des charges de l'adjudication stipulant, comme condition de la vente, que le parterre de la coupe ne sera pas considéré comme le magasin de l'acheteur, et, qu'en cas de faillite, le vendeur pourra exercer la revendication; — Considérant que cette clause, quelle que soit sa valeur entre les parties contractantes, est nulle et doit être tenue pour non écrite vis-à-vis des créanciers de la faillite; que l'art. 546 c. com., en modifiant les effets légaux des conventions, crée, en faveur des tiers, un droit propre, inhérent à l'état de faillite, et qu'ils ne tiennent aucunement de leur débiteur; que cette disposition a été établie dans des vues d'intérêt général; qu'il ne peut y être porté atteinte par des stipulations particulières entre le vendeur et l'acheteur, et que les exceptions prévues par le législateur ne sont pas susceptibles d'être étendues en dehors des conditions qu'il a déterminées; — Considérant qu'il résulte des faits prérapelés et souverainement constatés par le juge du fond que, dans la cause, l'acheteur avait été mis en possession apparente et réelle des arbres vendus dans un lieu devenu par là momentanément son magasin; que, dès lors, la condition à laquelle l'art. 568 est subordonné faisant défaut, l'art. 546 conservait toute sa force et rendait la revendication légalement impossible; qu'en le décidant ainsi, loin d'avoir contrevenu aux textes cités par le pourvoi, l'arrêt dénoncé a fait une juste application des dispositions légales sur la matière;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 2 nov. 1883.-C. cass. belge, 1<sup>re</sup> ch.-MM. De Longé, 1<sup>er</sup> pr.-Bougard, rap.-Mesdach de ter Kiele, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.-Lejeune et De Mot, av.

des cours d'appel se prononcent, au contraire, pour la validité de la clause dont il s'agit. Jugé, en ce sens, que la clause de l'adjudication d'une coupe de bois portant que le parterre de la coupe ne sera pas considéré comme le magasin de l'acheteur, et que, par suite, en cas de faillite de cet acheteur, les bois non encore enlevés pourront être revendiqués par le vendeur non payé, est licite, une telle clause ayant pour objet non pas de créer un privilège au profit du vendeur et au préjudice de la masse, mais de subordonner la vente elle-même, et, dès lors, la transmission de propriété de la chose vendue, à une condition résolutoire non prohibée par la loi (Amiens, 20 nov. 1847, aff. de Chezelles, D. P. 51. 2. 64; Paris, 26 avr. 1867, aff. Briquet, D. P. 67. 2. 175; Civ. rej. 25 janv. 1869, aff. Vimont, D. P. 69. 1. 134; Req. 2 juin 1869, aff. Syndic Picourt, D. P. 70. 1. 123; Paris, 7 (ou 17) janv. 1878, aff. Princes d'Orléans, D. P. 78. 2. 235; Civ. cass. 2 août 1880, aff. Commune de Plancher-les-Mines, D. P. 81. 1. 39; Req. 23 mai 1881, aff. Saulnier, D. P. 82. 1. 176). Par suite, en cas de faillite de l'adjudicataire, le vendeur peut revendiquer les bois gisants sur le parterre de la coupe à charge par lui de rembourser les frais d'abatage et de façon (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 855, note 5; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 547). — Toutefois, comme une telle clause serait de nature à induire les tiers en erreur, la jurisprudence exige, pour que la clause soit opposable aux tiers, qu'elle ait été rendue publique; telle est du moins la condition qui paraît se dégager des décisions les plus récentes. Jugé, en ce sens, que la clause du cahier des charges dressé pour la vente d'une coupe de bois portant que « le parterre des coupes ne sera pas considéré comme le chantier ou le magasin des adjudicataires, et que les bois qui s'y trouveront déposés pourront être saisis et revendiqués en cas de faillite, conformément aux art. 2102 c. civ. et 576 c. com. », n'a rien d'illicite et peut être opposée aux tiers lorsqu'elle a été insérée sans fraude dans un acte porté à la connaissance du public par la publicité des enchères (Civ. cass. 2 août 1880, précité; Dijon, 11 févr. 1881, aff. Commune de Plancher-les-Mines, D. P. 81. 2. 196). Par suite, en cas de faillite de l'adjudicataire, le vendeur non intégralement payé du prix d'adjudication est, aux termes de la convention, investi, non pas d'un droit de suite qui lui permettrait de revendiquer et faire rentrer en ses mains les bois qui en seraient sortis, mais d'un droit de rétention qui lui permet de retenir les bois restant sur le parterre de la coupe dont il s'est réservé la possession (Mêmes arrêts). Il en est ainsi, alors même qu'il résulte des circonstances de la cause que faculté était laissée à l'adjudicataire d'exploiter même avant le paiement du prix d'adjudication, si, d'ailleurs, il n'y a pas eu délinquance matérielle et effective des bois vendus (*Ibid.*). Et le tiers, qui a acheté des bois de l'adjudicataire, privé de tout droit propre sur les bois restant sur le parterre de la coupe en présence de la possession retenue par le vendeur primitif, ne peut invoquer la maxime : *En fait de meubles, possession vaut titre* (*Ibid.*).

**1288.** — 1. *Valeurs de bourse.* — Dès qu'elles font l'objet de transactions commerciales, les *valeurs de bourse* pren-

nent le caractère de *marchandises*, susceptibles d'être revendiquées contre la faillite de l'acheteur dans les termes de l'art. 576 (Poitiers, 17 févr. 1885, *Journal des faillites*, 1885, p. 184). Ce droit de revendication ne disparaît que lorsque l'acheteur a été mis effectivement en possession des titres avant la faillite; la revendication en serait donc possible si les titres expédiés à l'acheteur ne lui sont parvenus qu'après qu'il a perdu, par l'effet de la faillite, qualité pour les recevoir; et le syndic ne serait pas fondé à les retenir comme faisant partie de l'actif de la masse (Même arrêt). L'agent de change, bien qu'il ne soit pas vendeur direct et personnel, a également le droit de revendiquer contre la faillite de son client les titres qu'il aurait achetés pour le compte dudit failli (Même arrêt).

**1289.** — 4<sup>e</sup> *Cas de revente sur factures et connaissements ou lettres de voiture; Dation en nantissement; Revente sur factures et connaissements ou lettres de voiture.* — En principe, le vendeur non payé peut, en cas de faillite de l'acheteur, revendiquer, en vertu de l'art. 576, les marchandises vendues, tant que la tradition n'en a pas été effectuée dans les magasins du failli ou dans ceux du commissionnaire chargé de les revendre pour son compte, même au cas où, avant cette tradition en magasins, elles auraient été revendues à un tiers de bonne foi, à moins qu'il ne résulte des circonstances qu'il a consenti à la vente. La revendication est alors permise au vendeur, parce qu'il n'est pas censé avoir autorisé cette revente, tant que l'acheteur n'est pas devenu maître de disposer de la chose vendue par l'effet du mode spécial de prise de possession déterminé par l'art. 576 (*Rép.* n° 1267). — Cette règle, toutefois, souffre exception, aux termes de l'art. 576, lorsque la revente ainsi faite avant la tradition en magasins a eu lieu sur *factures et connaissements ou lettres de voiture* : la marchandise revendue cesse alors d'être susceptible de revendication par le seul effet de la revente, et sans qu'aucune tradition en magasins soit nécessaire (*Rép.* n° 1261). Les tiers de bonne foi, en traitant avec l'acheteur sur le vu des factures et connaissements, ont dû, en effet, croire que le vendeur s'était définitivement dessaisi, au profit de l'acheteur, et l'avait autorisé à revendre les marchandises vendues, même avant de les avoir reçues en magasins, conformément à l'art. 576 (*Rép.* n° 1261).

**1290.** Il est généralement admis que la revente, pour être opposable au vendeur originaire non payé, doit à la fois être faite sur facture et connaissement ou lettre de voiture, ces deux titres pouvant seuls consommer l'opération entre le vendeur originaire et l'acheteur. En effet, la facture constate le droit à la *propriété*, et le connaissement ou la lettre de voiture le droit à la *prise de possession* (*Rép.* n° 1261). Jugé, en ce sens, que la constatation de la revente sur connaissement, faite sans fraude par l'acheteur des marchandises en cours de route suffit à motiver l'arrêt déclarant le vendeur non recevable à les revendiquer, si les motifs du jugement confirmé sur appel, auxquels l'arrêt se réfère, impliquent que la revente a eu lieu à la fois sur facture et sur connaissement (Req. 3 avr. 1878) (1). V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3023; Alauzet, t. 4,

(1) Lenersan et comp. C. Duhar. — Le 24 avr. 1875, la cour de Bordeaux a rendu un arrêt ainsi conçu : — « Attendu que la question soumise à la cour par l'appel de Lenersan consiste à savoir s'il est en droit de revendiquer les marchandises qu'il avait expédiées à Barbaudy, et que ce dernier avait revendues à Duhar avant leur arrivée; — Attendu que la vente faite à Duhar était sérieuse et qu'il en a payé le montant intégral à Barbaudy avant sa faillite, sur la remise que ce dernier lui avait faite du connaissement et de la police d'assurance endossés en blanc; que ces faits sont reconnus par Lenersan dans ses conclusions et qu'ils sont, d'ailleurs, constants au procès; — Attendu que la solution du litige se trouve, dès lors, dans l'art. 576 c. com., portant que la revendication ne sera pas recevable si, avant l'arrivée des marchandises, elles ont été vendues sans fraude, sur facture et connaissement, ou lettres de voiture signées par l'expéditeur; — Attendu que Lenersan allègue vainement que Barbaudy et Duhar doivent être considérés comme de simples mandataires, le connaissement leur ayant été remis avec des endossements en blanc; — Attendu que si Lenersan peut soutenir, en se fondant sur l'art. 138 c. com., que Barbaudy était à son égard un simple mandataire, on doit au moins reconnaître qu'il lui avait donné le mandat le plus étendu

en lui transmettant le connaissement et la police endossée en blanc; — Attendu que, dans l'intention des parties, ce mandat comprenait incontestablement le pouvoir de vendre, puisque Lenersan a tiré sur Barbaudy pour une somme équivalente à la valeur des marchandises chargées sur le *Gézina* et que des traites ont été acceptées et acquittées, sauf trois lettres de change d'une valeur de 11000 fr. qui sont restées impayées par suite de la faillite Barbaudy; — Attendu que Lenersan, qui est tenu d'exécuter les engagements pris par son mandataire, ne peut se refuser à reconnaître la vente faite par Barbaudy en vertu des pouvoirs qu'il lui avait donnés; que, de son côté, Duhar est en droit de lui opposer toutes les exceptions qu'il pourrait invoquer contre Barbaudy lui-même et peut, en conséquence, se prévaloir vis-à-vis de lui de la vente qui lui a été faite avant l'arrivée des marchandises; — Par ces motifs, etc. » — Pourvoi en cassation par les sieurs Lenersan et comp., pour violation de l'art. 576 c. com., en ce que l'arrêt attaqué, tout en constatant que la vente faite par Barbaudy à Duhar n'avait pas eu lieu sur facture et connaissement, a néanmoins refusé d'accueillir la revendication du vendeur impayé, contrairement au paragraphe 2 dudit article.

La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la vio-



n° 1909. — Jugé toutefois, en sens contraire, que l'art. 576 c. com., qui déclare non recevable la revendication des marchandises expédiées au failli qui, avant leur arrivée, ont été revendues sur *factures et connaissements*, n'entend pas exiger la réunion de ces deux éléments : qu'ainsi il suffit, pour mettre obstacle à la revendication, que les marchandises aient été revendues sur *connaissance* (Paris, 1<sup>er</sup> déc. 1860, aff. Noël, D. P. 61. 2. 88). Mais cette décision, manifestement contraire au texte et à l'esprit de l'art. 576, est demeurée isolée.

**1201.** L'art. 576 veut que la lettre de voiture et le *connaissance* soient signés par l'expéditeur, signature que n'exigeait pas l'ancien art. 578, et dont le but est de remédier au défaut de garantie résultant de la faculté qu'avait alors l'acheteur de revendre sur des *factures* ou des *duplicata* de *connaissances* ou lettres de voiture qu'il se serait procurés à l'insu du vendeur (Rép. n° 1271). De là il suit que, toutes les fois que l'expéditeur n'aura pas signé le *connaissance* ou la lettre de voiture, la revendication sera recevable malgré la revente (Rép. n° 1271. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3020).

Mais les *récépissés* que les compagnies de chemins de fer délivrent aux expéditeurs de marchandises doivent, pour l'application de l'art. 576, être assimilés aux *lettres de voiture*, bien qu'ils ne soient pas signés de l'expéditeur (Douai, 21 déc. 1874, aff. Viéville, D. P. 76. 1. 113). C'est là une dérogation à l'exigence de la double signature, qui paraît d'ailleurs légitimée par les lois budgétaires postérieures à la loi de 1838. Dès avant la loi budgétaire de 1863, la cour de cassation avait décidé, en matière fiscale, que les *récépissés* des chemins de fer, qu'ils fussent ou non signés de l'expéditeur, tenaient lieu de lettres de voitures, lorsqu'ils contenaient les principales énonciations de celles-ci (Req. 5 mai 1846, aff. Chemin de fer de Paris à Rouen, D. P. 46. 1. 142; V. au surplus *supra*, v° *Commissionnaire*, n° 105 et suiv.). Cette assimilation a été admise dans les discussions préparatoires de la loi de 1863. Le 27 avril, au moment du vote de l'art. 10 de cette loi, qui avait pour objet de réduire le droit de timbre des *récépissés*, M. Javal s'est exprimé en ces termes : « Il demeure donc bien entendu que le *récépissé* aura identiquement les mêmes effets que les lettres de voiture, sauf la fixation du chiffre de l'indemnité... Il est bon que le public soit bien fixé sur les nouveaux droits que lui confère le *récépissé* ». M. Vuitry, commissaire du Gouvernement, lui a répondu : « Oui, c'est entendu, les *récépissés* auront les mêmes effets que les lettres de voiture, pour les expéditions par les chemins de fer ». L'assimilation s'induit encore dudit art. 10, aux termes duquel les « *récépissés* contiennent les indications qui n'étaient pas dans les *récépissés* dressés conformément à l'art. 49 du cahier des charges, et qui ne figuraient que dans les lettres de voiture », et notamment le nom du destinataire. Enfin cette assimilation a été reconnue de nouveau et complétée par la loi des 30 mars-4 avr. 1872 (D. P. 72. 4. 77). D'après la loi de 1863, les *récépissés* n'avaient de valeur égale à celle des lettres de voiture que lorsque le transport s'effectuait par chemins de fer. L'art. 1<sup>er</sup> de la loi de 1872 met fin à cette inégalité qui n'avait aucune raison d'être ; il étend à tous les modes de transports l'usage des *récépissés*, et porte que « ces *récépissés* pourront servir de lettres de voiture pour les transports qui, indépendamment des voies ferrées, emprunteront les routes, canaux et rivières » (V. sur les *récépissés* MM. Palaa, *Dictionnaire des chemins de fer*, v° *Récepissé*; Lamé-Fleury, *Code annoté des chemins de fer*, p. 902; Sarrut, *Législation et jurisprudence sur le transport des marchandises par chemin de fer*, n° 385 et suiv., p. 263 et suiv., et n° 641, p. 392).

**1202.** Le vendeur non payé peut revendiquer contre l'acheteur tombé en faillite la marchandise vendue, tant

qu'elle n'a pas été remise à ce dernier, conformément à l'art. 576, malgré la revente qui en a été faite avant l'arrivée, même sur *facture et connaissance* ou lettre de voiture signés de l'expéditeur, si cette revente a eu lieu sous une *condition* non réalisée, et si, par exemple, la marchandise a été refusée par le second acheteur comme non conforme à l'échantillon (Limoges, 24 mars 1870, aff. Pasquier, D. P. 70. 2. 133).

**1203.** Quelle est, d'une façon précise, la signification de cette formule « revente sur *factures et connaissements* » ? Suffit-il, pour que le droit de revendication soit perdu, que les deux pièces en question aient été montrées, *exhibées* au sous-acquéreur par le vendeur qui les détenait, ou ne doit-on pas, au contraire, exiger que le *connaissance* (ou la lettre de voiture) ait été *régulièrement transmis* à l'acheteur, c'est-à-dire endossé s'il est à ordre, ou remis de la main à la main si le titre est au porteur ? La jurisprudence ne paraît pas avoir statué directement sur la question, qui est controversée entre les auteurs. Certains auteurs exigent un endossement régulier : « Pour nous, dit M. Boistel, (n° 1008) il nous semble impossible de restreindre ainsi l'application de l'art. 576 2° al., à une hypothèse aussi peu probable, et, on peut même le dire, à peu près irréalisable en pratique ; car comment supposer que le sous-acheteur à qui on aura montré ou remis le *connaissance* ou la lettre de voiture n'en ait pas exigé un transport régulier, qu'il ait voulu se porter acheteur ferme en restant exposé à ce que son vendeur transmitt à un autre la possession régulière de ces titres et anéantit ainsi la première transmission de propriété ? De plus on ne voit pas du tout pourquoi la loi protégerait le sous-acheteur : dans ce cas, il a commis une très grande imprudence en n'exigeant pas un transfert régulier du *connaissance* ou de la lettre de voiture. » — M. Demangeat, t. 5, p. 541, et MM. Lyon-Caen et Renault (n° 3021) combattent cette solution : « L'art. 576-9°, disent ces derniers auteurs, n'exige nullement la transmission des titres, il parle seulement d'une revente faite sur *facture et connaissance* ou lettre de voiture. Il suffit donc que le failli ait produit ces deux titres au sous-acheteur ou lui en ait fait une remise n'ayant pas le caractère d'une transmission régulière. D'abord le failli a intérêt à conserver ces titres pour régler son compte avec le premier vendeur. Puis le système opposé à un grave inconvénient : avec lui, des reventes partielles supprimant le droit de revendication seraient impossibles par cela même qu'on ne peut pas fractionner un *connaissance* ou une lettre de voiture ».

**1204.** L'art. 576, 2° al. n'a pas prévu l'hypothèse où le failli a, en fait, transmis régulièrement au sous-acheteur le *connaissance*, la lettre de voiture ou le *récepissé* ; faudrait-il alors refuser au premier vendeur le droit de revendication ? L'affirmative s'impose ; car selon les principes généraux qui reprennent leur empire dans le silence du texte, un vendeur de meubles ne peut, à l'encontre d'un tiers possesseur de bonne foi, demander la résolution (Arg. art. 2279. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3022; Paris, 1<sup>er</sup> déc. 1860, aff. Noël, D. P. 61. 2. 88). — Jugé, dans le même sens, que l'art. 576, qui ne permet d'opposer au vendeur non payé, revendiquant contre la faillite de l'acheteur sa marchandise en cours de voyage, la revente que l'acheteur en a faite, qu'autant que cette revente a eu lieu à la fois sur *connaissance* ou lettre de voiture et sur *facture*, est inapplicable lorsqu'il s'agit de revendication exercée dans une faillite par toute autre personne qu'un vendeur non payé (Req. 13 janv. 1862, aff. Thiriez, D. P. 62. 1. 135). Ainsi, lorsque celui auquel des marchandises sont expédiées les revendique contre la faillite de l'individu qu'il avait chargé d'en prendre livraison en lui en remettant le *connaissance*, son action en revendication doit être déclarée non recevable vis-à-vis du tiers auquel cet individu a transmis la propriété de la marchandise, par voie

de l'art. 576 c. com., en ce que l'arrêt attaqué, tout en constatant que la vente faite par Barbaudy à Duhar n'avait pas eu lieu sur *facture et connaissance*, a néanmoins refusé d'accueillir la revendication du vendeur impayé, contrairement au paragraphe 2 dudit article : — Attendu qu'il résulte des constatations soit de l'arrêt attaqué, soit du jugement confirmé, auxquelles l'arrêt se réfère implicitement en l'état des conclusions

des parties, que les marchandises revendiquées par Lenersan et comp. ont été revendues par Barbaudy à Duhar, non sur *connaissance* seul, mais à la fois sur *facture et connaissance* : — D'où il suit que le moyen manque par le fait qui lui sert de base ; — Rejeté, etc.

Du 3 avr. 1878.-Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Cuniac, rap.-Babinet, av. gén., c. conf.-Duboy, av.

d'endossement du connaissement qui la représentait, alors même que cet endossement n'aurait pas été accompagné de la remise de la facture, la revendication n'étant pas exercée, en ce cas, par un vendeur non payé, contre la faillite de son acheteur (Même arrêt).

**1295.** Les principes généraux conduisent à décider, même en l'absence de texte, que la revendication du vendeur peut être arrêtée, non seulement par une revente, mais encore par la constitution d'un gage sur les marchandises vendues (Req. 27 avr. 1853, aff. Deckens, D. P. 53. 1. 220; Douai, 12 déc. 1874, aff. Viéville, et sur pourvoi, 29 juill. 1875, D. P. 76. 1. 113; *Contrà* : Bruxelles, 24 déc. 1885, aff. Raoult, *Pasicrisie belge*, 1886. 2. 121). Il n'est même pas besoin, en ce cas, de la remise *simultanée* d'un connaissement ou d'une lettre de voiture, et d'une facture conformément à l'art. 576; il suffit qu'il y ait eu endos régulier à titre de gage, du connaissement, de la lettre de voiture, ou du récépissé de chemin de fer (Mêmes arrêts. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3023; Namur, t. 3, n° 2046). Jugé même, en ce qui concerne le récépissé, que la tradition manuelle de cette pièce est suffisante (Douai, 12 déc. 1874, précité). Mais la simple remise du connaissement à un tiers chargé de surveiller l'exécution du marché ne suffirait pas à exclure la revendication, à moins toutefois que le porteur ne justifie avoir consenti des avances contre la remise de ce connaissement (Arg. c. com. art. 92; Rouen, 21 déc. 1886, *Recueil du Havre*, 1887, p. 102). Il est évident, du reste, qu'en remboursant le créancier gagiste, le vendeur recouvrerait son droit de revendication (Mêmes arrêts, motifs).

**1296.** Sur les charges imposées au vendeur revendiquant, restitution des acomptes reçus, avances pour fret ou voiture, commission, assurances ou autres frais (art. 576 *in fine*), V. *Rép.* n° 1300 à 1306.

§ 3. — Cas où l'expédition des marchandises n'a pas encore eu lieu lors de la déclaration de la faillite de l'acheteur.

**1297.** En cas de faillite de l'acheteur de marchandises non payées, le vendeur qui a le droit de *revendiquer* ces marchandises, après les avoir *livrées* ou *expédiées* au failli ou à un tiers pour son compte, tant qu'elles n'ont pas été l'objet de la *tradition en magasins* ou de la *revente* en cours de voyage dont parle l'art. 576, est, à plus forte raison, investi du droit de les *retenir*, lorsque la vente n'a pas même été suivie de livraison ou d'expédition (*Rép.* n° 1240 et 1286). Il est, en effet, de principe que le vendeur n'est pas tenu de se dessaisir de la chose vendue et non encore délivrée si l'acheteur ne lui en paye pas le prix, quand la vente a été faite *au comptant* (*Rép.* n° 1287), et qu'il n'est pas davantage obligé de la délivrer, encore qu'il ait accordé un *délai* pour le paiement, s'il est en danger imminent de perdre son prix par suite de la faillite de l'acheteur (*Rép.* n° 1241, 1286 et 1287. L'art. 1613 c. civ. semble ne donner au vendeur le droit de retenir la chose vendue à terme que lorsque l'acheteur est tombé en faillite *depuis la vente*. L'art. 577 c. com., en lui reconnaissant le même droit, ne le subordonne pas à cette condition. Le vendeur est donc admis à l'exercer, lors même que l'acheteur se trouvait déjà en état de faillite *au moment de la vente* (Paris, 22 janv. 1856, aff. D..., D. P. 56. 2. 94. *Observ. conf. Rép. v° Vente*, n° 710), ... à moins que le vendeur n'ait accordé un *délai* à l'acheteur, bien qu'il eût connaissance de son état de faillite, auquel cas il ne jouirait ni du droit de rétention résultant de l'art. 577 (*Rép. v° Vente*, n° 710); ... ni du droit de *revendication* écrit dans l'art. 576.

**1298.** — I. DE LA DÉLIVRANCE QUI EMPÊCHE L'EXERCICE DU

(1) (De Framond C. Syndic faillite Messenger.) — M. le comte de Framond avait vendu au sieur Messenger 750 peupliers à charge par lui de les faire transporter pour les débiter dans une scierie mécanique appartenant à l'acheteur. Messenger tomba en faillite; 579 peupliers étaient encore sur la propriété du sieur de Framond, dont 236 non abattus. Celui-ci somma le syndic d'exécuter le contrat aux termes de l'art. 578 c. com., lui signifiant qu'au cas contraire il se prévaldrait des art. 576 et 577 et userait de son droit de rétention. Le syndic se disant propriétaire de tous les arbres, le tribunal civil de Joigny a rendu le jugement suivant : — « Considérant que la demande du sieur de Framond tend à exercer un droit de rétention ou de revendication sur

DROIT DE RÉTENTION. — Le code civil définit la délivrance de la chose vendue le transport de cette chose en la puissance et possession de l'acheteur (art. 1604). En principe, la délivrance des effets mobiliers corporels s'opère : 1° par la *tradition réelle*; 2° par la remise des clefs des bâtiments qui les renferment; 3° par le *consentement* des parties. Ces divers modes de délivrance ne font pas tous indistinctement obstacle au droit de rétention du vendeur non payé; il n'y a livraison, dans le sens de l'art. 577, et, dès lors, extinction de ce droit, que lorsque la chose vendue a été l'objet d'une *tradition réelle*, c'est-à-dire d'une *délivrance effective et matérielle* résultant de la remise de *fait* des objets vendus, dans les mains de l'acheteur (*Rép.* n° 1240), ou d'une *expédition* faite soit à cet acheteur, soit à un tiers pour son compte (*Rép.* n° 1286), sans toutefois qu'il soit nécessaire que cette livraison ait été suivie de la *tradition en magasins* exigée uniquement pour faire cesser le droit de *revendication* également accordé au vendeur par l'art. 576. Ainsi le vendeur conserve son droit de rétention à l'égard des marchandises *laissées dans ses magasins*, nonobstant la *tradition légale* qui se serait opérée au moment de la vente par l'effet de la clause de l'acte de vente portant que la marchandise vendue restera dans les magasins du vendeur, à la disposition de l'acheteur, moyennant un droit de magasinage (Civ. cass. 24 janv. 1859, aff. Régnier, D. P. 59. 1. 67). Mais le droit de rétention ne peut plus être exercé lorsqu'il y a eu mise en possession réelle de l'acheteur même opérée sur l'emplacement de la vente (*Rép.* n° 1240).

**1299.** L'application de ces principes, en matière de coupes de bois, conduit à décider qu'il peut y avoir tradition réelle sur le parterre même de la vente, et, dès lors, extinction du droit de rétention (*Rép.* n° 1247. V. les arrêts rapportés *suprà*, n° 1284 et suiv.). Ainsi, en cas de vente d'une coupe de bois *en bloc* et pour un *prix unique*, si c'est l'acheteur qui est chargé d'abattre les bois vendus, la tradition doit être considérée comme matériellement opérée pour toute l'étendue de la coupe, ... par le seul effet de la délivrance du permis d'exploiter (Nancy, 24 août 1844, *Rép.* n° 1247-3°; Orléans, 13 avr. 1867, aff. Légal, D. P. 68. 2. 143; Bordeaux, 28 févr. 1870, aff. Barbe, D. P. 71. 2. 54; Caen, 11 janv. 1877, aff. Fouet, D. P. 78. 1. 300). En conséquence, le vendeur non payé perd son droit de rétention même à l'égard des arbres *non encore abattus* au moment de la faillite de l'acheteur (Mêmes arrêts). Décidé, au contraire, sur ce dernier point, que le droit de rétention du vendeur non payé n'est éteint par l'effet de la délivrance du permis d'exploiter suivie d'un commencement d'exploitation, que pour le bois mobilisé par cette exploitation, et non pour les arbres encore sur pied lors de la faillite de l'acheteur (Bourges, 26 mars 1855, Orléans, 30 avr. 1879 et 25 août 1880, cités *suprà*, n° 1284). Mais, ainsi que nous l'avons indiqué *suprà*, n° 1284, cet arrêt est en désaccord avec la doctrine généralement admise (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 855, note 5; Alauzet, t. 8, n° 2836).

**1300.** En tout cas, et quelle que soit l'opinion que l'on adopte, en thèse générale, sur la possibilité de revendiquer les arbres abattus, mais non enlevés, le sol ne peut être considéré comme devenu momentanément le chantier ou le magasin de l'acheteur dans une vente d'arbres où il a été stipulé que l'acheteur n'aurait pas le droit de les exploiter et de les débiter sur place; en cas de faillite, par conséquent, le droit de rétention de l'art. 577 c. com. peut être exercé par le vendeur sur les arbres abattus mais non encore transportés au lieu de l'exploitation de l'acheteur (Paris, 9 nov. 1888) (1).

tous les peupliers restant encore sur sa propriété, abattus ou non abattus, et même débités en tronçons; que le syndic conteste cette demande et prétend à son tour que la vente ayant été faite en bloc, forme un contrat indivisible, et que l'exploitation commencée par le sieur Messenger fait obstacle au droit de rétention ou de revendication, même pour les peupliers non abattus; — En ce qui touche lesdits peupliers non abattus s'élevant au nombre de 236 : — Considérant qu'aux termes des art. 576 et 577 c. com., le vendeur non payé a le droit de rétention ou de revendication sur les marchandises dont la tradition réelle n'a pas été opérée dans les magasins de l'acheteur; que, dans l'espèce, les peupliers non abattus, restant encore inhérents au

**1301.** D'un autre côté, la tradition qui met obstacle au droit de rétention du vendeur non payé n'existant qu'autant que la chose vendue est sortie de la possession réelle du vendeur et a été l'objet d'une délivrance matérielle ou d'une délivrance virtuelle équivalant à une tradition matérielle, il s'ensuit : 1° que le vendeur qui s'est chargé d'abattre, d'égober (façonner à moitié), les arbres qui font l'objet du contrat, puis de les faire transporter à une gare voisine, et d'en opérer le chargement sur wagon et l'expédition par chemin de fer à l'usine de l'acheteur, même aux frais de ce dernier, peut retenir, en cas de faillite, la marchandise soit en forêt, soit en gare, lors même que les arbres auraient été rentrés, numérotés et frappés du marteau des deux parties (Besançon, 27 févr. 1865, aff. Syndic Chamecin, D. P. 65. 2. 46); — 2° Que le vendeur peut retenir, en cas de faillite de l'acheteur, les marchandises non payées qu'il a vendues, sauf *dégustation, pesage, mesurage*, quoiqu'elles aient été pesées, mesurées, dégustées et agréées, si elles sont restées dans ses magasins sans être mises à la disposition de l'acheteur (Rép. n° 1240); — 3° Que, même au cas où les magasins du vendeur auraient été mis à la disposition de l'acheteur, les marchandises vendues à la mesure n'échappent au droit de rétention du vendeur qu'autant que le mesurage a été effectué, et pour la portion seulement des marchandises mesurées (Paris, 28 janv. 1852, aff. Coq, D. P. 53. 2. 18; Civ. cass. 24 févr. 1857, aff. Payen, D. P. 57. 1. 65). — Jugé, dans le même sens, que des bois, d'une coupe affouagère, vendus pour être convertis en charbons dans la vente, ne sont, à défaut de réserve, et suivant l'usage du commerce, réputés livrés qu'au fur et à mesure qu'ils sont confectionnés dans la vente et dressés en cordes, au vu de l'acheteur, ou en présence du charbonnier qu'il a envoyé pour cuire; que, par suite, en cas de faillite de celui-ci, le vendeur est fondé à retenir toutes

sol dont ils font encore partie intégrante, n'ont pas été mobilisés et n'ont pu faire l'objet d'une tradition réelle au profit du failli acheteur qui n'en a pas pris la possession effective; — Déclare le sieur de Framond fondé à exercer le droit de rétention déterminé par l'art. 577 c. com. sur les 236 peupliers non abattus faisant partie de la vente par lui faite au sieur Messenger, au mois de septembre 1887; — Dit que la valeur desdits peupliers sera déterminée par le sieur Lignot, marchand de bois, demeurant à Joigny, expert que le tribunal commet à cet effet, pour le montant en être distrait de la créance due au sieur de Framond; — En ce qui touche les bois abattus et tronçonnés: — Considérant que, pour cette partie, la prise de possession par le sieur Messenger failli a été réelle, effective; qu'en les abattant, en les détachant du sol, en les tronçonnant en tout ou en partie, il les a mobilisés, et la tradition réelle en a été effectuée à son profit; que le sol, où les peupliers devaient forcément tomber par l'abatage, où ils ont été coupés par morceaux par les ouvriers du sieur Messenger, et à ses frais, est devenu forcément et momentanément son magasin, son atelier, à la charge par lui d'indemniser les fermiers du dégat qu'il pourrait occasionner; — Rejette comme mal fondée cette partie de la demande du sieur de Framond; — Dit que les peupliers abattus et tronçonnés resteront la propriété de la faillite ». — Appel par le comte de Framond.

La cour; — Considérant que de Framond a vendu à Messenger, le 3 sept. 1887, 750 peupliers plantés en bordure sur diverses prairies lui appartenant; qu'au mois de janvier suivant, Messenger a été déclaré en faillite, et qu'à cette date 579 des arbres vendus, dont 343 venaient d'être abattus, se trouvaient encore sur la propriété du vendeur; qu'il est constant qu'aux termes des stipulations intervenues entre les parties, l'acheteur n'avait obtenu de son vendeur d'autre droit que celui d'abattre et d'enlever les peupliers pour les transporter dans sa scierie mécanique, où ils devaient faire l'objet de son industrie particulière et être mis en vente; qu'il est établi que Messenger avait sollicité de de Framond l'autorisation d'exploiter et de débiter sur place, mais que cette autorisation lui avait été refusée, et que, comme les peupliers vendus se trouvaient situés sur des prés loués à des particuliers, le vendeur avait exigé de l'acheteur l'engagement formel d'indemniser les locataires des prés dont s'agit des dégâts qui pourraient être commis à leur préjudice en procédant à l'enlèvement des peupliers; — Considérant que, dans les circonstances particulières de la cause, on ne saurait admettre que le sol, sur lequel les arbres étaient abattus, soit devenu momentanément le chantier ou le magasin de l'acheteur; que, dès lors, de Framond est fondé à exercer le droit de rétention déterminé par l'art. 577 c. com.; — Par ces motifs; — Dit et juge que de Framond est en droit de retenir, en vertu de l'art. 577 c. com., les peupliers abattus ou non, qui se trouvaient

les cordes dressées dans la vente qui n'ont pas encore été l'objet d'une vérification de la part de l'acquéreur; mais, quant à celles déjà vérifiées, quoique non encore converties en charbons, elles appartiennent à la masse de la faillite (Paris, 28 janv. 1852, précité). Décidé même que, dans toute vente, même dans celles qui ne présentent aucun caractère conditionnel, les parties peuvent toujours insérer une clause portant que le parterre de la vente ne sera point considéré comme le magasin de l'acheteur. Ainsi qu'on l'a vu précédemment, la jurisprudence est aujourd'hui à peu près unanime à décider que cette clause est valable et opposable aux tiers, au moins lorsqu'elle a été rendue publique par le cahier des charges: lorsqu'une telle clause a été insérée, le vendeur peut donc retenir, à l'encontre de la faillite de l'acheteur, les arbres restés sur pied ou même abattus, mais non enlevés (V. *suprà*, n° 1286 et suiv. Comp. notamment Civ. cass. 2 août 1880, aff. Commune de Plancher-les-Mines, D. P. 81. 1. 39, et sur renvoi, Dijon, 11 févr. 1884, D. P. 81. 2. 196).

**1302.** — II. A QUI APPARTIEN LE DROIT DE RÉTENTION. — Le droit de rétention appartient au *cessionnaire* de billets souscrits pour prix de vente de marchandises non livrées, même dans le cas de stipulation de non-garantie (Civ. rej. 31 mai 1864, aff. Lapiente, D. P. 64. 1. 285). Celui qui est *subrogé* aux droits du vendeur peut exercer le droit de rétention en son lieu et place, même à son préjudice (Rép. n° 1288). Ce droit appartient, notamment, au cas d'adjudication aux enchères publiques d'une coupe de bois dans une forêt de l'Etat, à la caution qui paye le prix de vente au lieu et place de l'adjudicataire en faillite (Douai, 31 oct. 1888) (1). Subrogée légalement aux droits de l'Etat vendeur qu'elle a désintéressé de ses deniers, elle a le droit de se prévaloir de la clause, insérée au cahier des charges, portant que le parterre de la coupe ne serait pas considéré

encore sur ses propriétés au jour de la déclaration de faillite de Messenger.

Du 9 nov. 1888. — C. de Paris. — MM. Simonnet, subst. proc. gén. — De Las Cazes et Bertin, av.

(1) (Faillite Debarbieux C. Veuve Sculfort.) — La cour; — Attendu que le nommé Debarbieux s'est porté adjudicataire moyennant 40000 fr., les 7 août et 11 oct. 1887, de deux coupes de bois n° 7 et 13, dans la forêt de Compiègne; que ces deux coupes comprenaient sept lots; — Attendu que Sculfort s'est rendu caution pour les deux adjudications de Debarbieux; que ce dernier a payé jusqu'à concurrence seulement de 16000 fr.; de telle sorte qu'aux dates des 23 août et 20 déc. 1887, la caution Sculfort ou qui que soit son ayant cause, a dû former le supplément, soit 14818 fr.; — Mais attendu qu'avant ces deux paiements, le 24 sept. 1887, un jugement a prononcé la faillite de Debarbieux avec report de la cessation de paiements au 30 juill. 1887; — Attendu que le sieur Duet, syndic de la faillite, ayant voulu alors procéder, dans l'intérêt de la masse, à la vente aux enchères des bois qui restaient encore non débités, la veuve Sculfort s'y est opposée et l'a assigné pour voir dire que ces bois n'étaient jamais entrés dans le patrimoine de la faillite; qu'elle soutient, en effet, que grâce aux paiements qu'elle a effectués entre les mains de l'administration forestière, à la décharge de l'adjudicataire, elle a été *ipso facto* subrogée jusqu'à concurrence à tous les droits que pouvait invoquer cette administration; — Attendu, en droit, que le paiement fait par la veuve Sculfort emporte, en effet, à son profit, subrogation aux droits de l'Etat vendeur; qu'il convient donc de rechercher quels étaient les droits que pouvait invoquer ce vendeur; qu'il avait la faculté de retenir les marchandises vendues et non encore livrées à l'acheteur jusqu'au paiement; mais que ce droit de rétention, par sa nature même, ne peut évidemment s'exercer que sur les marchandises qui n'ont pas été livrées, dont le vendeur ne s'est pas dessaisi; qu'il convient, dès lors, de distinguer parmi les marchandises adjudicées à Debarbieux : 1° celles qui sont encore sur le sol de la coupe; 2° celles qui ont été transportées hors de la forêt, au port Lacroix par exemple;

En ce qui touche les premiers : — Attendu que l'art. 15 du cahier des charges dispose expressément que le parterre des coupes comprenant les lieux de dépôt désignés dans la forêt, ne sera point considéré comme le chantier ou le magasin des adjudicataires des bois qui s'y trouvent déposés, et pourront, par suite, être retenus en cas de faillite, conformément aux dispositions de l'art. 577 c. com.; que cet article, qui a pour conséquence de faire que les bois adjudicés ne sont pas encore entrés dans le patrimoine de l'adjudicataire tant qu'ils se trouvent sur le parterre des coupes et les lieux de dépôts, est régulier et valable; que l'adjudicataire, réputé ne s'être pas encore dessaisi de ces

comme le magasin de l'acheteur, et de retenir, en conséquence, conformément à l'art. 577, les bois restés sur le parterre de ladite coupe (Même arrêt).

**1303.** — III. CHOSSES QUI PEUVENT ÊTRE L'OBJET DU DROIT DE RÉTENTION. — Le droit de rétention édicté par l'art. 577 s'applique aux meubles *incorporels* comme aux meubles *corporels* (Rép. n° 1286). Le vendeur d'un *fonds de commerce* dont l'acheteur n'aurait pas pris possession, peut le retenir au cas de faillite de cet acheteur (Rép. n° 1286 et 1040). — De même, les actionnaires d'une société commerciale qui, en vertu d'une garantie souscrite par un tiers, ont exigé de lui le rachat au pair de leurs actions, ont le droit de retenir ces actions en cas de faillite de ce dernier (Paris, 18 déc. 1871, aff. Saint-Paul, D. P. 73. 2. 72. V. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 550; Alauzet, t. 8, n° 2844).

**1304.** — IV. EFFETS DE LA RÉTENTION. — Lorsque le vendeur non payé a opté, en cas de faillite de l'acheteur, pour la rétention de la chose vendue et non encore livrée, et que les syndics de la faillite n'ont pas usé du droit que leur donne l'art. 578 d'exiger la livraison de cette chose en en payant *intégralement* le prix, la vente est résolue et le vendeur est tenu, par suite, de restituer les acomptes par lui reçus (note D. P. 59. 1. 229), comme au cas où il a repris possession de la chose vendue et délivrée, par voie de *revendication*. Il ne peut donc faire vendre la chose sur laquelle il exerce son droit de rétention, pour affecter le produit de la vente au paiement de son prix ou de ce qui lui reste dû, le vendeur non payé n'ayant pas de privilège en cas de faillite de l'acheteur, et la rétention n'ayant pour effet que de mettre les syndics de la faillite en demeure d'opter entre le maintien de la vente, à la charge de payer la totalité du prix, ou sa résolution avec rétablissement des parties dans le même état que si la vente n'avait pas existé. Mais le vendeur qui use de son droit de rétention en vertu d'une clause de l'acte de vente lui réservant la faculté de retenir la chose vendue jusqu'au paiement intégral du prix, clause dont la validité est reconnue, devient un véritable créancier gagiste (Paris, 26 mars 1858, aff. Bischoffsheim, D. P. 59. 2. 24, et, sur pourvoi, Req. 17 janv. 1859, D. P. 59. 1. 229). — Par suite, il est fondé, faute de paiement intégral par les syndics de la faillite, à réclamer l'autorisation de faire vendre, jusqu'à concurrence de ce qui lui reste dû, les valeurs laissées en garantie entre ses mains : ici ne s'applique pas la faculté exclusivement conférée aux syndics, lorsqu'il y a rétention, par le vendeur, de la chose vendue, d'exiger la livraison en payant le prix convenu, ou de tenir la vente pour non avenue (Mêmes arrêts). — Sur la conséquence de l'exercice du droit de rétention en ce qui concerne les *risques*, V. Rép. n° 1244.

**1305.** — V. RÉSOLUTION; DOMMAGES-INTÉRÊTS. — L'une des questions les plus graves auxquelles donne naissance l'application de l'art. 577 est celle de savoir si le vendeur de marchandises achetées par le failli et non encore livrées, a le droit, en cas de refus par le syndic de prendre livraison

et de payer le prix convenu, de demander la *résolution* de la vente avec *dommages-intérêts*, conformément au droit commun (art. 1184 et 1154 c. civ.)? Par arrêt en date du 4 mars 1886 (aff. Hurtey, D. P. 87. 1. 201), la cour de Paris s'est prononcée pour la solution affirmative. Mais, sur pourvoi, la cour de cassation s'est prononcée en sens contraire, et a décidé que le vendeur de marchandises non encore livrées à l'acheteur lors de la déclaration de la faillite de celui-ci, n'a qu'un droit d'option entre la rétention de ces marchandises, dont il reprendra alors la libre disposition comme si la vente était résolue, et leur livraison, avec production à la faillite, de sa créance de vendeur : il ne peut, s'il les retient, réclamer des dommages-intérêts à raison de l'inexécution du marché (Civ. cass. 16 févr. 1887, D. P. 87. 1. 201, et sur renvoi, Amiens, 13 juill. 1887, D. P. 88. 2. 228). « La faillite, dit l'arrêt de cassation, constitue un état particulier, qui a ses règles propres, principalement destinées à établir une égalité de traitement entre les divers créanciers du failli ; si, en certaines circonstances, la loi s'écarte de cette règle de l'égalité, les exceptions qu'elle y apporte ne sauraient être étendues par le juge, sous prétexte de rentrer dans les principes du droit commun ; cette règle d'interprétation est spécialement applicable au vendeur d'effets mobiliers, dont le sort, en matière de faillite, est expressément et limitativement réglé par les art. 550, 576 et suiv. c. com. ; en principe, la faillite ne résolvant pas les contrats passés antérieurement avec le failli, le vendeur qui, comme dans l'espèce, lui a consenti un *marché à livrer*, devrait livrer les marchandises au représentant de la faillite, dont elles accroîtraient l'actif, sauf à produire au passif dans les formes légales, pour être payé du prix au marc le franc ; toutefois, il est certain que la loi ne l'a pas traité avec cette rigueur, et que, par l'art. 577, elle lui permet, s'il n'a point encore livré la marchandise, de la retenir en ses magasins et, par conséquent, d'en reprendre la libre disposition, comme si le contrat était résolu, sauf bien entendu, la faculté réservée au syndic par l'art. 578 ; mais cette faveur faite au vendeur ne saurait recevoir d'extension au delà des termes dont s'est servi le législateur. Il accorde au vendeur un droit de rétention et rien de plus ; vainement, pour juger le contraire, l'arrêt attaqué invoque soit l'art. 1184 c. civ., soit d'autres articles empruntés au titre *De la vente*, qui permettent d'allouer des dommages-intérêts à la partie vis-à-vis de laquelle une autre manque à ses engagements ; ces articles, dont l'application se justifie parfaitement dans les rapports du vendeur avec l'acheteur, cessent d'être applicables dans les rapports du vendeur avec la masse des créanciers, qui luttent comme lui de *damno vitando* et n'ont pas moins de droits que lui à se plaindre du préjudice que leur cause l'état de faillite et l'inaccomplissement des obligations du failli ».

Quelle que puisse être la valeur de ces considérations, nous ne croyons pas pouvoir nous rallier à la thèse de la cour suprême, et nous estimons au contraire, avec la cour de Paris et la majorité de la doctrine, que la faillite de

marchandises, pouvait donc exercer son droit de rétention ; d'où la conséquence que la veuve Sculfort, subrogée à tous les droits de cet adjudicataire, le peut également ;

Quant aux bois transportés hors de la forêt et déposés au port Lacroix-Saint-Ouen, et spécialement ceux que Debarbieux lui-même y a transportés : — Attendu que ces bois ont été effectivement délivrés à l'adjudicataire ; que l'Administration forestière s'est dessaisie sans réserves et que Debarbieux a pris possession ; qu'elles ont, depuis ce moment, fait partie de son patrimoine, gage de tous ses créanciers, sans que l'Administration, qui a livré volontairement, puisse exercer aucun droit de rétention sur des marchandises dont elle s'est dessaisie ; — Attendu que la veuve Sculfort voudrait vainement invoquer l'acte du 24 sept. 1887, par lequel Debarbieux a cédé à la dame Sculfort ses droits dans les coupes de bois qu'il a acquises dans la forêt de Compiègne ; que cet acte, consenti par le débiteur impuissant à se libérer au profit de la caution qui a déjà payé pour lui 7751 fr. 40 cent., est une véritable dation en paiement ; que cet acte, qui porte la date du 24 sept. 1887, est postérieur à la cessation des paiements, qui a été fixée par le jugement au 30 juill. 1887 ; qu'il ne saurait donc produire aucun effet ; — Attendu que la déclaration du garde-port de Pont Saint-Marcen aurait pour conséquence d'établir que, par avis de Debarbieux, les 350 stères de bois qu'il avait fait lui-même conduire à Port-Lacroix, ont été enregistrés au nom de Sculfort ; — Attendu que

cet avis aurait été donné le 4 août 1887, c'est-à-dire après la cessation des paiements, alors que Debarbieux ne pouvait plus disposer de ses marchandises au profit de l'un de ses créanciers ; — Attendu que la veuve Sculfort ne peut donc rien prétendre sur les bois sortis du parterre des coupes et des lieux de dépôt ; que son droit se limite aux bois restés dans les lieux visés par l'art. 15 du cahier des charges ; — Mais attendu que la subrogation de la veuve Sculfort à l'Administration venderesse et, par suite, le droit de rétention qui lui est reconnu, ne s'appliquent qu'aux coupes pour lesquelles elle a fait à l'Administration un paiement pour l'adjudicataire ; que ce droit de rétention devra garantir pour chaque coupe le paiement des sommes y afférentes payées par la veuve Sculfort ; — Attendu, en outre, que les parties soutiennent avoir fait des dépenses sur les bois litigieux ; qu'il y a compte à faire entre les parties ; — Attendu que la cour ne possède pas les éléments de ce compte ; qu'il y a lieu de renvoyer les parties à compter devant un des magistrats du tribunal de commerce de Cambrai qui dressera les comptes d'entre les parties conformément aux bases prises par le présent arrêt ; — Attendu qu'il y a lieu de réserver à statuer sur les dommages-intérêts et sur les dépens ;

Par ces motifs, etc.

Du 31 oct. 1888.—C. de Douai-MM. Mazeaud, 1<sup>er</sup> pr.-de Savignon, av. gén.-Dubron et Allaert, av.

l'acheteur n'a aucunement pour effet de priver le vendeur du droit de produire à la faillite pour les dommages-intérêts auxquels lui donne droit l'inexécution du marché, par application des principes généraux (V. Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n° 132; Bédarrides, t. 3, n° 1168; Appleton, *Annales de droit commercial*, 1887, 1, p. 257 à 294, *Des droits du vendeur à livrer dans la faillite de l'acheteur*; Labbé, note sous Paris 19 janv. 1886; Pic, *Revue de la jurisprudence commerciale, France judiciaire*, 1888, p. 268 et suiv.).

Les règles du droit commun, dont les art. 1184 et 1654 c. civ. sont l'expression, doivent en effet recevoir leur application même en matière commerciale, toutes les fois qu'il n'y est pas dérogé expressément (V. Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 450). Or les articles du code de commerce dont se prévaut la cour suprême semblent étrangers à la question. C'est ainsi que les art. 550 et 576 refusent simplement au vendeur, qui s'est dessaisi, la faculté de se créer une situation privilégiée; mais, dans l'hypothèse que nous envisageons, il s'agit d'un vendeur encore nanti qui réclame, non point un privilège, mais simplement la résolution du contrat, en vue d'obtenir des dommages-intérêts adéquats au préjudice que la dépréciation des cours peut lui causer, dommages pour lesquels il demande à produire, non par préférence, mais au marc le franc. La cour suprême invoque également l'art. 578; or cet article est bien plutôt favorable à la thèse adverse; si en effet le syndic a le droit d'exiger l'exécution du marché, quand elle lui paraît avantageuse pour la masse, n'est-il pas équitable et rationnel de reconnaître corrélativement au vendeur, dans le cas où le syndic se refuse à exécuter le marché, le droit de se faire indemniser du préjudice que peut lui causer l'inexécution.

Telle est, en effet, la solution généralement admise par les législations étrangères. — Dans le code allemand des faillites de 1877 (*Traduction des lois de justice allemandes*, Strasbourg, Schultz, 1879, p. 9), on lit : « Art. 516. Lorsqu'il a été stipulé que des marchandises cotées aux bourses et marchés publics seraient livrées à jour fixe ou dans un délai déterminé, et que l'échéance du jour ou du délai n'arrive qu'après l'ouverture de la faillite, on ne pourra pas demander l'exécution de la convention, mais on pourra faire valoir une réclamation pour cause d'inexécution. Le montant de cette réclamation se déterminera d'après la différence entre le prix d'achat et la cote du marché ou de la bourse, différence calculée d'après les cours auxquels les marchandises livrables à terme seront cotées au lieu de l'exécution de la convention ». — En Autriche, dans le

code de 1868 (traduction Salles, Paris, 1877, p. 14), on lit : « Art. 22. Relativement aux conventions qui emportent des obligations réciproques, lesquelles n'ont pas encore été remplies par les deux parties, lors de l'ouverture de la faillite, il faut appliquer les principes généraux qui suivent : si la masse renonce à la convention, l'autre partie a droit à la restitution de ce qu'elle aurait déjà donné et, au cas contraire, à des dommages-intérêts seulement. Les présentes dispositions ne modifient en rien, d'ailleurs, les stipulations du droit civil et du droit commercial sur la résiliation des contrats ». — Le même principe se retrouve dans la législation scandinave (V. *Bulletin de la société de législation comparée*, 1885, p. 69, article de M. Blanchet). — En Suisse, le code fédéral des obligations renferme une disposition (art. 220) ainsi conçue : « Lorsqu'il existe un contrat bilatéral conclu par le failli et imposant encore à ce dernier des obligations, la masse peut, à son choix, reprendre l'opération en lieu et place du failli ou y renoncer... Si elle renonce, l'autre partie peut réclamer par intervention (production à la faillite) des dommages et intérêts, si cette renonciation lui cause un préjudice ».

**1306.** — VI. DROIT D'OPTION DES SYNDICS. — Lorsque le vendeur non payé exerce, en cas de faillite de l'acheteur, le droit de revendication édicté par l'art. 576, ou use du droit de rétention résultant de l'art. 577, les syndics peuvent, à leur choix... ou exiger l'exécution de la vente, c'est-à-dire la livraison, par le vendeur, des marchandises vendues, mais à la charge de payer la totalité du prix convenu ou de ce qui reste dû sur ce prix (*Rép.* n° 1289);... ou opter pour la résolution du contrat, en accueillant soit la demande en revendication, soit la rétention, avec les effets résolutoires qui y sont alors attachés. La revendication ou la rétention, opérées par le vendeur n'entraînent donc pas de plein droit la résolution du contrat (*Rép.* n° 1289; V. Lyon-Caen et Renault, n° 3028). L'opération, en effet, peut devenir avantageuse à la masse; les marchandises achetées ont pu augmenter de valeur, avoir été revendues avec bénéfice. Il serait injuste d'empêcher les créanciers de profiter d'un contrat qui accroîtra leur dividende sans causer préjudice au vendeur, puisqu'il ne devait s'attendre à recevoir que le prix stipulé (*Rép.* n° 1289). L'option entre le maintien ou la résolution de la vente doit être faite par les syndics de l'acheteur, dès que le vendeur les a mis en demeure de la faire (note, D. P. 77. 2. 109). Aucun délai ne peut leur être accordé, si ce n'est le délai indispensable pour se faire autoriser par le juge-commissaire de la faillite (Trib. com. Arras, 27 févr. 1888 (4); Trib. com. Havre, 30 mai 1888,

(4) (Carré C. Claeys.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que par exploit du 5 janv. 1888, enregistré, Carré a fait assigner Claeys en sa qualité de syndic de la faillite Van Besclaëre, Cloët et comp., à comparaître devant ce tribunal pour voir prononcer la résolution du marché verbal par lui conclu avec Van Besclaëre le 27 juill. 1888 et se voir condamner à 200 fr. de dommages-intérêts; — Attendu que par exploit enregistré du 11 février, Claeys es-qualité a formé contre Carré une demande reconventionnelle à l'effet de voir dire que, dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir, il sera tenu d'exécuter ledit marché verbal à peine de 200 fr. de dommages-intérêts par chaque jour de retard, et ce pendant un mois, après lequel délai il sera fait droit; — Sur la demande principale : — Attendu que par marché verbal précité Carré avait vendu à Van Besclaëre environ 100000 kilogrammes de chicorée séchée de sa récolte 1887-1888; que la livraison devait avoir lieu sur wagons, gare Boisieux au fur et à mesure du séchage, paiement comptant à la livraison; — Attendu que Van Besclaëre a été mis en faillite par le tribunal de Courtrai (Belgique); que Claeys a été nommé syndic; qu'à la date du 20 déc. 1887, Carré le faisait sommer de déclarer s'il entendait prendre livraison contre le paiement comptant des 100000 kilos chicorée dont s'agit; — Attendu que le syndic prétend que cette interpellation ne constitue pas une mise en demeure régulière; que Carré aurait dû mettre la marchandise à sa disposition et l'appeler à en prendre livraison; qu'il n'était donc pas tenu de s'exécuter immédiatement; qu'au surplus, en répondant qu'il allait en référer à son juge-commissaire il n'a fait que se conformer aux prescriptions de l'art. 578 c. com.; qu'il n'est donc pas forcé dans son droit d'exiger aujourd'hui la livraison; — Attendu en fait que Carré ne se trouvant plus en face de son acheteur, mais du syndic de sa faillite, ne pouvait être tenu, avant de sommer, de remettre en gare une marchandise que ledit syndic avait le droit de déclarer ne pas vouloir prendre; que Carré, avant de risquer les frais importants de

mise en wagons, était en droit d'interpeller le syndic Van Besclaëre sur ses intentions; qu'on ne saurait donc prétendre que la sommation du 20 déc. 1887 ne constitue pas une véritable mise en demeure; que la réponse du syndic montre du reste qu'il l'a considérée comme telle; — Attendu qu'aux termes de l'art. 577 c. com., la faillite de l'acheteur donne au vendeur le droit de retenir les marchandises vendues et non livrées; que, d'autre part, l'art. 578 apporte une restriction à ce droit de rétention du vendeur en conférant au syndic la faculté, après autorisation du juge-commissaire, d'exiger la livraison des marchandises contre paiement du prix convenu entre le vendeur et le failli; — Attendu que l'option entre le maintien et la résolution de la vente doit être faite par le syndic, dès que le vendeur l'a mis en demeure d'avoir à l'exercer; qu'il ne saurait lui être loisible de laisser le vendeur dans l'incertitude pendant un laps de temps indéterminé, le privant ainsi de ses capitaux par l'immobilisation de sa marchandise et laissant en outre à sa charge les risques de conservation de la chose et de fluctuation des cours; que le délai laissé au syndic pour se prononcer ne peut être autre que celui nécessaire pour obtenir l'autorisation du juge-commissaire; qu'il appartient au juge d'apprécier si le syndic a répondu aussi vite que possible à la mise en demeure du vendeur; — Attendu que dans l'espèce, le syndic Van Besclaëre mis en demeure le 28 déc. 1886, n'a fait connaître sa décision que par son assignation du 11 févr. 1887; qu'on ne peut admettre qu'il lui eût fallu cinquante-cinq jours pour prendre un parti; qu'il résulte, en outre, d'une lettre du 28 déc. 1887, qui sera enregistrée avec le présent jugement, adressée par les sieurs Gaudeliez et Deveaux au syndic Van Besclaëre que celui-ci, dès le 27 décembre, voulait revendre pour le compte de la faillite les 100000 kilos de chicorée provenant de Carré; que son juge-commissaire l'avait donc à cette date autorisé à prendre livraison; qu'il était de son devoir d'en donner immédiatement avis à Carré, ce qu'il n'a pas fait; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que Carré est



*Recueil du Havre*, 1888, p. 126). Jugé que les syndics qui, sur leur refus de payer l'intégralité du prix, sous prétexte, notamment, que la marchandise se trouvait dans les magasins du failli, ont été actionnés en revendication, ne peuvent plus, si cette action a été accueillie par un jugement dont l'exécution provisoire a été ordonnée, user de la faculté d'exiger la livraison des marchandises en payant au vendeur le prix convenu entre lui et le failli, dans des conclusions subsidiaires posées pour la première fois en appel (Poitiers, 19 févr. 1877, aff. Syndic Gâtineau, D. P. 77. 2. 109).

**1307.** La faculté qui appartient aux syndics d'exiger l'exécution des ventes faites au failli de marchandises non encore livrées, implique le maintien de ces ventes, malgré la faillite (Req. 23 févr. 1858, aff. Hérit. Bonnejoy, D. P. 58. 1. 390); d'où il suit : 1° que les syndics qui exigent la livraison sont tenus de payer l'intégralité du prix avant cette livraison, si la vente est au comptant; à l'arrivée du terme, en fournissant caution, si la vente est à terme (V. Rép. n° 1290); — 2° Que les syndics ont le pouvoir de céder à des tiers les droits résultant du contrat (Arrêt précité du 23 févr. 1858).

**1308.** L'art. 578 c. com., qui donne aux syndics de l'acheteur tombé en faillite la faculté d'exiger la livraison des marchandises, en payant au vendeur le prix convenu, n'accorde pas réciproquement au vendeur la faculté d'exiger le prix des marchandises aux lieux et places des marchandises elle-mêmes (Rennes, 7 janv. 1879, aff. Selle, D. P. 79. 2.

fondé à demander la résiliation du marché verbal du 27 juill. 1887; mais que, ne justifiant d'aucun préjudice, il n'y a pas lieu de lui accorder de dommages-intérêts; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que des considérations développées ci-dessus il résulte que le syndic Van Besclaère, par son option tardive, a perdu tout droit d'exiger la livraison des chiorées vendues au failli; que sa demande reconventionnelle doit être écartée; — Par ces motifs; — Prononce la résolution pure et simple du marché verbal intervenu le 27 juill. 1887 entre Carré et Van Besclaère...

Du 27 févr. 1888.—Trib. com. d'Arras.

(1) (Société des chaux de Meyse C. Syndic Sabatier). — Le tribunal de commerce d'Avignon a rendu, le 12 déc. 1884, le jugement suivant : — LE TRIBUNAL; — Attendu que, par suite de conventions verbales entre la société et Sabatier, celle-ci fournissait audit Sabatier les chaux dont il avait besoin pour les travaux de construction des rotondes du chemin de fer, dont il était adjudicataire; que, Sabatier étant mort subitement le 20 sept. 1884, les expéditions de chaux arrivées à la gare du Pont-d'Avignon, les 19, 20 et 21 sept., formant un total de quatre wagons et de six cent vingt sacs, n'ont point été remises au destinataire, personne ne voulant assumer la responsabilité de les recevoir; — Attendu que Sabatier a été déclaré en état de faillite, par jugement en date du 2 octobre dernier, et, par exploit du 22 novembre, la Société des chaux a fait assigner le syndic aux fins d'entendre dire et déclarer par le tribunal que les chaux sont à la gare du Pont-d'Avignon aux risques du syndic, et le faire condamner à en prendre livraison et à en payer le montant; que, subsidiairement ladite société a coté des faits et a demandé à être admise à en faire preuve; — Attendu que le syndic refuse de prendre livraison de ces marchandises qui sont grevées de frais de magasinage à la gare, qui s'élèvent à 2500 fr., lesquels frais n'ont point été occasionnés par lui; — Attendu, en droit, que, s'il résulte de la combinaison des art. 577 et 578 c. com., que la déclaration de faillite ne résout pas de plein droit la vente, il n'est pas admissible que, dans le cas où le vendeur voudrait en poursuivre l'exécution, il puisse se faire une situation privilégiée, et exiger que le syndic lui paye intégralement le montant de la marchandise livrée; que la seule prétention qu'il puisse logiquement soutenir est celle de se faire admettre au passif de la faillite pour le montant de la marchandise et à recevoir, comme les autres créanciers, un dividende proportionnel; — Attendu qu'il est peut être sans précédent qu'une pareille prétention se soit jamais produite; car le vendeur livrerait une marchandise dont il ne recevrait le prix que partiellement, ce qui lui imposerait une perte plus ou moins forte, tandis que l'art. 577 lui permet de sauvegarder ses intérêts en retenant les marchandises; — Attendu que, ces principes posés, le tribunal doit examiner s'il convient d'ordonner que le syndic prenne livraison des chaux dont il s'agit, lesquelles, faute par lui de ce faire, resteraient à ses risques et périls, et d'admettre la société comme créancière au passif de la faillite pour le montant de la facture, augmentée de frais considérables de magasinage, ou si, par suite des frais qui se sont produits et des

106). Jugé, en conséquence, que, dans une vente à livrer, le vendeur qui renonce à user de son droit de revendication n'est pas fondé à agir contre le syndic à l'effet d'obtenir l'exécution du marché avec paiement intégral (Besançon, 30 mai 1888, *Journal des faillites*, 1888, p. 368). Mais il est loisible au vendeur de renoncer à l'exercice de ses droits de revendication ou de rétention; et, en ce cas, il peut contraindre les syndics à prendre livraison de la marchandise, sauf à ne recevoir qu'un dividende dans la faillite; mais les droits de magasinage résultant du refus par le syndic de prendre livraison demeurent, en pareil cas, à la charge de la faillite (Nîmes, 4 juill. 1885) (1).

**ART. 4. — Règles communes à tous les cas de revendication.**  
— Cas de revendication non prévus par le code (Rép. n° 1286 à 1307).

**1309.** — I. RÈGLES COMMUNES AUX DIVERS CAS DE REVENDICATION. — Les demandes en revendication formées en vertu des art. 574 à 576 ne sont soumises à aucun délai : elles peuvent être formées tant que dure la faillite (Rép. n° 1291). Quand les syndics, dûment autorisés, ont admis la revendication qu'un tiers demandait à exercer contre la faillite, l'accord intervenu entre ce tiers et les syndics produit les effets d'une transaction (Rép. n° 1299). Toutefois, il n'est pas besoin, pour que l'exercice du droit de revendication ou de rétention soit réputé consommé, de la part du revendiquant ou du rétenteur, que les syndics l'aient admis.

modifications profondes que le long séjour des wagons en gare ont apportées dans la situation respective des parties, il y a lieu de prononcer la résiliation du marché; — Attendu, en fait, que la seule difficulté qui fasse obstacle à l'exécution du marché provient du chiffre énorme des frais de magasinage dont ces marchandises sont grevées, et qu'il convient donc de rechercher par la faute de laquelle des parties ils se sont produits...; — Attendu que c'est par la faute de la Société des chaux que ces frais de magasinage ont été occasionnés, car elle a été prévenue immédiatement du décès de Sabatier, qui empêchait d'une manière absolue la livraison des quatre wagons, et elle a été itérativement mise en demeure par le chef de gare de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser la souffrance, sans qu'elle ait donné aucun ordre jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre; — Attendu que la situation se trouve ainsi considérablement modifiée, et que l'on comprend très bien que le syndic se refuse à exécuter un marché dont l'exécution aurait pour la masse des créanciers, par la faute du vendeur, des conséquences si onéreuses; — Par ces motifs; — Prononce en tant que de besoin la résiliation de la vente des quatre wagons de chaux formant ensemble six cent vingt sacs, etc. » — Appel par la Société des chaux de Meyse.

LA COUR; — Attendu que, suivant conventions verbales intervenues entre Sabatier et la Société des chaux de Meyse, celle-ci a fait à Sabatier, les 19, 20 et 21 sept. 1884, des expéditions de six cent vingt sacs de chaux; que Sabatier, étant venu à mourir le 20 septembre, la marchandise, qui était arrivée en gare de Pont-d'Avignon, y est restée en souffrance, et que sa non-livraison a entraîné des droits de magasinage; — Attendu que, le 2 octobre dernier, Sabatier a été déclaré en faillite; qu'à cette époque, les sacs de chaux n'avaient pas été retirés de la gare; que l'appelante, à laquelle l'art. 576 c. com. donnait la faculté de revendiquer la marchandise non payée, n'a pas jugé à propos d'user de ce droit, et qu'elle a déclaré laisser aux risques et périls du syndic les six cent vingt sacs de chaux demandés par son acheteur, Sabatier; — Attendu, il est vrai, qu'en procédant ainsi, l'appelante, au lieu de recouvrer sa marchandise, s'exposait à être payée en monnaie de faillite et à voir le dividende d'autant plus réduit que les frais de magasinage seraient plus élevés; mais que l'appelante, parfaitement juge de ses actions et des conséquences de sa détermination, n'a fait qu'user du droit de non-revendication, qui résulte implicitement des dispositions de l'art. 576 susvisé, et que la solution adoptée par les premiers juges rendrait illusoire; — Attendu, dès lors, que la marchandise expédiée à Sabatier et devenue la propriété de celui-ci est tombée dans la masse de la faillite, et que le syndic, en présence du refus de l'appelante de la revendiquer, aurait dû en prendre livraison; qu'en ne le faisant point, il a occasionné des frais de magasinage qui doivent rester à sa charge; — Par ces motifs; — Condamne le syndic, en qualité, à prendre livraison des six cent vingt sacs de chaux expédiés à Sabatier, et à en payer le prix avec les frais de magasinage, etc.

Du 4 juill. 1885.—C. de Nîmes, 3<sup>e</sup> ch.—MM. Chaloupin, pr.—Caze-navette, av. gén.—Manse et Brunel, av.

Ainsi, le vendeur non payé doit être considéré comme ayant définitivement opté pour ce droit de rétention, et, par conséquent, est non recevable à réclamer, à titre de créancier, le bénéfice du concordat homologué, lorsqu'il a négligé de se présenter à la vérification des créances malgré les avis réitérés du syndic (Paris, 18 déc. 1871, aff. Saint-Paul, D. P. 73. 2. 72). — Sur les personnes à qui appartient l'action en revendication, V. Rép. n° 1292. — Sur les effets de la revendication, V. Rép. n° 1203 et suiv.

**1310.** — II. CAS DE REVENDICATION NON PRÉVUS PAR LE CODE. — Quoique l'art. 574 ne s'occupe que de la revendication des effets et autres titres envoyés au failli avec destination spéciale, ou qui se retrouvent en nature dans son portefeuille au moment de la faillite au lieu d'avoir été payés, il n'est pas douteux que tous les autres objets dont la propriété n'aurait pas été transmise à ce failli pourraient également être revendiqués (Rép. n° 1205). Ainsi, la revendication est recevable au sujet de toutes choses certaines qui auraient été remises au failli pour le compte du propriétaire et qui n'auraient pas été confondues avec les biens de ce failli (Rép. n° 1205). Par exemple, la chose prêtée à usage au failli, celle qui a été donnée en nantissement, ou à titre de dépôt, en un mot, toutes les choses sur lesquelles le droit de propriété d'un tiers est établi, peuvent être revendiquées contre le failli, comme elles l'auraient été contre toute autre personne (Rép. n° 1176 et 1285).

**1311.** Ainsi la revendication est possible : 1° Au profit de la personne qui a prêté des objets à usage au failli, ou qui les lui a donnés en gage, quand la dette garantie est éteinte (Trib. civ. Corbeil, 8 mai 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 593)... notamment au profit du tiers qui a prêté à usage des titres au porteur à un banquier, lequel en avait fait l'emprunt pour les remettre en nantissement à d'autres banquiers, et s'était engagé à restituer identiquement les mêmes titres (Même jugement). — Jugé toutefois qu'il y a un véritable prêt de consommation, faisant obstacle à toute revendication de la part du prêteur, et non pas un prêt à usage dans la remise de titres au porteur prêtés à un tiers par leur propriétaire pour constituer le fonds de cautionnement que celui-ci devait fournir à l'Etat (Besançon, 21 avr. 1886, aff. Lallement, D. P. 86. 2. 268, sol impl.); — Qu'il en est ainsi, alors surtout que le prêteur n'avait fait aucune déclaration de propriété à l'Etat, et n'avait pas rempli les formalités imposées aux bailleurs de fonds pour acquérir le privilège de second ordre (Même arrêt).

**1312.** — 2° Au profit de la personne qui a confié du numéraire au failli à titre de dépôt (Lyon, 11 nov. 1863, aff. Decouvrière, D. P. 65. 2. 69; Bordeaux, 24 févr. 1886, aff. Société du gaz de Libourne, D. P. 87. 2. 94)... pourvu qu'il s'agisse d'un dépôt régulier (V. ce qui a été dit *supra*, n° 1247 sur le dépôt irrégulier), et que, par conséquent, les espèces déposées soient demeurées distinctes, et ne se soient

pas confondues avec l'actif du failli, condition dont la réalisation exige que le déposant ait pris soin de les renfermer dans des coffres, ou des sacs spéciaux et revêtus d'un signe d'identité (Mêmes arrêts; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 848, n° 3003; Rousseau et Defert, p. 436, n° 42; Alauzet, t. 8, n° 2831; Delamarre et Lepoitvin, t. 3, n° 200).

**1313.** — 3° Au profit du participant dont l'associé a été déclaré en faillite, lorsqu'il y a copropriété entre eux, ou qu'il est seul propriétaire des marchandises achetées par lui pour le compte commun et expédiées au failli. Il est vrai qu'en thèse générale, en cas de faillite du gérant d'une participation, l'actif de cette association étant censé la propriété du seul gérant et se confondant avec ses biens propres, le participant n'a, pour les sommes qu'il a versées, qu'un droit de créance contre la faillite, et qu'il vient, pour cette créance, au même rang que les créanciers personnels du failli et que ceux de la participation (Civ. rej. 14 mai 1873, aff. Lafargue, D. P. 73. 1. 428; Poitiers, 22 déc. 1887, *Annales du droit commercial*, 1888, 1, p. 52. Conf. Pont, *Sociétés*, n° 1842; Ruben de Couder, n° 67). Mais ces principes n'ont rien d'absolu : la loi n'interdit pas aux participants d'établir entre eux une copropriété (Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 528). De plus, et dans le cas même où le gérant conserve la propriété exclusive des marchandises achetées, il peut y avoir lieu à revendication, si l'on suppose que ce gérant, après avoir acheté les marchandises, les a expédiées à son coparticipant, et que celui-ci soit tombé en faillite (Req. 23 févr. 1864, aff. Queyrel, D. P. 64. 1. 136).

**1314.** Il est admis généralement qu'en cas de construction d'un navire à l'entreprise, opération juridique qui constitue, dans l'opinion dominante une vente à livrer et non pas un contrat de louage d'industrie (V. *supra*, v° *Droit maritime*, n° 90 et suiv.), l'armateur qui a fait la commande ne devient pas propriétaire des portions terminées du navire, quand il fait des avances sur le prix au fur et à mesure de l'avancement de la construction. La propriété du navire, ouvrage indivisible considéré comme formant un tout, ne lui est acquise qu'après achèvement complet, à moins de clause contraire (V. *supra*, v° *Droit maritime*, n° 95 et suiv.; V. aussi Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 1633; Delamarre et Lepoitvin, t. 5, n° 90; Bravard et Demangeat, t. 4, p. 14). D'où il suit qu'en cas de faillite du constructeur, l'armateur n'a pas le droit de revendiquer les portions achevées du bâtiment; il ne peut que produire à la faillite pour un dividende comme simple créancier du remboursement de ses avances ((Rennes, 24 janv. 1870, aff. Syndic Barnès, D. P. 71. 2. 140; Delamarre et Lepoitvin, t. 5, n° 90; Bravard et Demangeat, t. 4, p. 14. V. au surplus *supra*, v° *Droit maritime*, n° 122 et suiv. *Addé* : Amiens, 28 mars 1889) (1). Cette solution doit même être généralisée et étendue à toutes les hypothèses où un entre-

(1) (Frétigny C. Faillite Bouraine.) — Le 8 févr. 1889, jugement du tribunal de commerce de Compiègne ainsi conçu : — « Attendu que, suivant deux actes sous signatures privées des 27 juin 1887 et 6 octobre de la même année enregistrés, Bouraine s'est engagé à construire en ses chantiers, à Compiègne, deux chalands en fer et bois, pour le compte de Frétigny et fils, moyennant le prix de 28000 fr., payable par acomptes au fur et à mesure de l'avancement des travaux; — Attendu qu'en exécution de ces conventions, Bouraine a commencé la construction des bateaux dont s'agit en fournissant les fers, bois et matériaux, ainsi que son travail et celui de ses ouvriers, lesquels bateaux ne sont pas encore terminés; que Bouraine a été déclaré en état de faillite, sur dépôt de son bilan, par jugement de ce tribunal du 22 décembre dernier, et qu'aujourd'hui Frétigny et fils ont assigné le syndic de la faillite Bouraine afin de le faire contraindre à la continuation et au complet achèvement des bateaux par eux commandés au failli; — Attendu que, pour appuyer leur demande, Frétigny et fils soutiennent qu'il s'agit d'un contrat de louage d'industrie non rompu par le fait de la faillite, et que le syndic doit exécuter aux lieux et places du failli; — Mais attendu que cette prétention repose uniquement sur une qualification inexacte par eux donnée aux conventions qu'ils invoquent; qu'en effet, il ne peut être question dans l'espèce d'un contrat de louage d'industrie, puisque, outre son travail et celui de ses ouvriers, Bouraine était tenu de fournir tous les matériaux nécessaires à la construction des bateaux; que ce fait n'est pas contesté, et qu'il est constant également que lesdits bateaux, non terminés, n'ont pas été vérifiés ni reçus par les demandeurs, et que la livraison

n'a pas été effectuée avant la faillite; que l'état de faillite de Bouraine a empêché leur achèvement; — Attendu que les conventions intervenues entre les parties ne constituaient pas un contrat de louage d'industrie, mais un marché à forfait, c'est-à-dire une vente à livrer d'une chose déterminée et entière; que la propriété de cette chose n'est transférée à l'acheteur qu'après son achèvement complet et la livraison effectuée, et qu'en cas de faillite du constructeur, l'armateur, encore bien qu'il ait versé des acomptes, n'est pas fondé à en revendiquer la propriété; que le constructeur reste propriétaire des bateaux tant qu'ils ne sont pas achevés par lui, vérifiés et livrés à ses acheteurs; que, si la chose vient à périr avant la livraison, la perte est pour le compte du constructeur ou de sa faillite, ce qui indique encore qu'il en est toujours propriétaire; que ces principes sont établis par une jurisprudence constante; qu'ils sont d'accord avec les faits et l'équité; qu'il y a lieu pour le tribunal de les maintenir dans la cause actuelle; — Attendu qu'ils ont été consacrés, d'ailleurs, au cours de la discussion de la loi de 1874 sur l'hypothèque maritime, laquelle, en permettant à l'armateur d'un navire en construction de s'assurer de préférence une garantie pour les avances de fonds par lui faites au moyen de l'hypothèque, démontre encore que la propriété des bateaux réside toujours sur la tête du constructeur et non sur celle de l'armateur qui a fait les avances; — Attendu que, sous la forme par eux donnée à leur action, Frétigny et fils dissimulent le véritable but qu'ils veulent atteindre, c'est-à-dire une déclaration à leur profit de la propriété des bateaux; — Mais attendu qu'en aucun point leur demande ne peut être accueillie; qu'il n'existe pas dans l'espèce, de contrat

preneur fournit la matière et son industrie. Il convient toutefois d'observer que, pour se garantir contre le préjudice éventuel pouvant résulter de la faillite du constructeur, l'armateur qui fait construire un bâtiment de mer à l'entreprise a la ressource d'exiger la constitution d'une hypothèque sur le navire en construction (Loi du 10 juill. 1885, V. *supra*, v° *Droit maritime*, n° 124).

SECT. 16. — COMPÉTENCE (Rép. n° 1308 à 1330).

**1315.** Aux termes de l'art. 635 c. com., les tribunaux de commerce connaissent de tout ce qui concerne les faillites, conformément aux dispositions du liv. 3, c. com. Toute action née de la faillite est donc de la compétence du tribunal de commerce, quelle que soit la nature, civile ou commerciale, de la contestation, et doit être portée devant le tribunal de commerce du lieu d'ouverture de la faillite, sans qu'on ait à se préoccuper des règles sur la compétence territoriale (c. proc. art. 59). Mais cette double dérogation aux principes qui servent à déterminer en principe la compétence d'attribution et la compétence territoriale est subordonnée à la condition que l'action soit née de la faillite, c'est-à-dire à la condition qu'elle ait sa cause dans l'événement même de la faillite et qu'elle ne puisse se concevoir sans cet événement. — Nous traiterons successivement de la compétence *ratione materiæ* ou compétence d'attribution des tribunaux de commerce en matière de faillite, et de la compétence territoriale du tribunal de commerce du lieu d'ouverture de la faillite (V. au surplus, pour plus de développements sur ces deux questions, Rép. v° *Compétence civile* et *Compétence commerciale*, *passim*, et *supra*, v° *Compétence civile*, n° 77 à 89 et *Compétence commerciale*, n° 82 à 92).

ART. 1<sup>er</sup>. — *Compétence ratione materiæ.*

**1316.** L'art. 635 c. com., attribue compétence aux tribunaux de commerce pour tout ce qui concerne les faillites. Malgré sa généralité, cette formule est loin de comprendre toutes les contestations dans lesquelles figurent les syndics, tant en demandant qu'en défendant. On l'a parfois, il est vrai, soutenu (V. Caen, 30 mai 1876, aff. Lehomme, D. P. 78. 2. 122). Mais le code de commerce contredit formellement ce système, puisqu'il mentionne expressément certains litiges relatifs à la vérification des créances, qui sont dévolus au tribunal civil (art. 500 c. com. V. *supra*, sect. 8 art. 5). La vérité est que le tribunal de commerce connaît uniquement : 1° des questions dont la connaissance lui est expressément attribuée par un texte formel du liv. 3 ; 2° des procès qui sont nés de la faillite. Sur le premier chef de compétence, aucune difficulté ne peut s'élever. Compétent pour déclarer la faillite (art. 440 c. com. V. *supra*, sect. 2), le tribunal de commerce est également compétent pour fixer la date de la cessation des paiements (art. 441), pour homologuer les transactions relatives à des droits mobiliers (art. 487), pour statuer sur les oppositions au concordat et pour l'homologuer (art. 512 et suiv.), pour statuer sur les contestations relatives au compte des syndics après homologation du concordat (art. 519) etc., etc... V. art. 454, 456, 462, 464 et suiv., 472 et suiv., 498, 512 et suiv., 530, 570, 580).

**1317.** Le tribunal de commerce est également compétent, même en l'absence de toute disposition expresse du livre 3, pour statuer sur les litiges nés de la faillite. Dès l'instant qu'une contestation a sa cause dans la faillite, qu'elle se réfère ou non à un acte commercial, la juridiction commerciale

doit être saisie (Req. 4 août 1847, aff. Bouchardier, D. P. 47. 1. 337; Civ. cass. 19 avr. 1853, aff. Pigache, D. P. 53. 1. 147; Req. 11 janv. 1869, aff. Duquesnoy, D. P. 74. 5. 125; Civ. rej. 29 juin 1870, aff. Commissaire Aubé, D. P. 71. 1. 289; Caen, 11 juin 1872, aff. Pinat, D. P. 73. 2. 233; Req. 24 juin 1872, aff. Barau, D. P. 73. 1. 123; 27 avr. 1874, aff. Perrette, D. P. 76. 1. 393; 7 déc. 1881, aff. Chemin de fer du Vieux port de Marseille, D. P. 83. 1. 79; Civ. rej. 8 avr. 1884, aff. Bourjuge, D. P. 84. 1. 439. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3179; Boistel, n° 959). Certains auteurs et arrêts semblent exiger, pour attribuer compétence à la juridiction consulaire, non seulement que le litige ait sa cause dans la faillite, mais encore qu'il ne puisse pas être résolu d'après le droit commun, qu'il doive être tranché d'après les règles spéciales de la matière édictées par le livre 3 (Paris, 4 mars 1873, aff. Paquelet, D. P. 75. 5. 240, et 10 janv. 1877, aff. Heurtey, D. P. 77. 2. 227; Conf. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*) ... Mais la jurisprudence qui a prévalu paraît se contenter de la première condition (V. en ce sens arrêts précités (motifs). Conf. Limoges, 29 juin 1885, aff. Chemin de fer du Nord de l'Espagne, D. P. 85. 2. 265).

**1318.** Ainsi, l'on doit considérer comme nés de la faillite, et rentrant par suite dans la compétence consulaire : — 1° *Tous les procès relatifs aux opérations de la faillite* ... ou de la liquidation judiciaire substituée à la faillite conformément à la loi transitoire du 22 avr. 1871 (Civ. rej. 24 janv. 1887, aff. Toche, D. P. 87. 4. 215). Les opérations d'une faillite forment en effet une sorte d'ensemble indissoluble, et toutes les contestations qui s'y réfèrent ne sont, en réalité, que des incidents d'une seule et même instance, pendant devant le tribunal de la faillite.

**1319.** — 2° *Les actions en nullité d'actes passés par le failli au cours de la période suspecte* (art. 446 et suiv. V. *supra*, sect. 4, art. 3)... et spécialement : l'action en annulation d'un paiement fait par un failli après la cessation des paiements (Bordeaux, 31 déc. 1887, aff. Chevalier, D. P. 89. 2. 231);... l'action en rapport à la masse de marchandises données en paiement au cours de la période suspecte (Req. 24 juin 1872, aff. Barau, D. P. 73. 1. 123);... ou l'action en nullité d'une vente d'immeubles consentie à un tiers qui avait eu connaissance de la cessation des paiements (Trib. com. Bône, 25 oct. 1886, *Journal des faillites*, 1887, p. 281; V. aussi Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3179. *Contrad.* Rouen, 18 janv. 1851, aff. Daux, D. P. 51. 2. 186)... ou l'action en rapport à la masse du capital d'une assurance contractée par le mari au profit de sa femme (Dijon, 16 déc. 1887, *Journal des faillites*, 1888, p. 370; Lyon, 9 mai 1888, *Monteur judiciaire de Lyon*, n° du 9 août 1888. V. *supra*, sect. 4, art. 3).

**1320.** Jugé toutefois que le conseil de préfecture est seul compétent, en cas de faillite d'un entrepreneur de travaux publics, pour statuer sur la demande du syndic tendant à faire annuler, dans l'intérêt de la masse, une résiliation du marché intervenue entre l'Etat et l'entrepreneur au cours de la période suspecte (Req. 15 juin 1887, aff. Vermeesch, D. P. 89. 1. 144). Mais nous ne saurions approuver cette décision, qui ne tend à rien moins qu'à attribuer à l'Etat un privilège de juridiction, contrairement à la loi. La compétence des tribunaux administratifs en matière de travaux publics est en effet exceptionnelle, et dès l'instant que l'on ne se trouvait pas dans l'un des trois cas prévus par la loi du 28 pluv. an 8, l'art. 635 c. com. devait recevoir son application. Le conseil d'Etat lui-même semble d'ailleurs avoir condamné la thèse soutenue par la cour de

de louage d'industrie, et qu'à aucune époque les demandeurs n'ont été propriétaires d'une partie quelconque des bateaux en construction; que la faillite a pour résultat d'établir l'égalité entre les créanciers, et que Frégnigny et fils ne peuvent obtenir une situation meilleure que les autres; — Par ces motifs, déclare Frégnigny et fils mal fondés dans leur demande, les en déboute et les condamne, en outre, aux dépens. — Sur l'appel interjeté par les parties Frégnigny, la cour a statué comme suit :

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges, et considérant qu'il s'agit, ainsi que l'appelant le reconnaît, d'un marché à livrer passé par le failli; qu'en conséquence, les bateaux en construction sont restés la propriété de celui-ci; que, par l'effet de la déclaration

de faillite, la masse a fait mainmise sur cette propriété; qu'elle est le gage de tous les créanciers; que le concours des créanciers empêche l'exécution du contrat, puisque la chose qui est leur gage commun doit être réalisée et partagée entre tous suivant les règles spéciales à la matière des faillites; que, si le contrat n'est pas résolu par le seul fait de la faillite, il ne s'ensuit pas que le créancier de l'exécution du marché puisse poursuivre cette exécution, non plus contre le failli, mais contre la masse, autrement que dans la mesure du dividende qui doit lui revenir; — Par ces motifs, confirme, etc.

Du 28 mars 1889-C. d'Amiens-MM. Delpech, pr.-Prouvost et Rodolphe Rousseau (du barreau de Paris), av.

cassation, lorsqu'il a décidé que les tribunaux judiciaires sont seuls compétents, en cas de faillite de l'entrepreneur, pour dire si l'administration a ou non le droit, pour se récupérer de ses avances, de toucher, par préférence aux autres créanciers, la somme représentant la valeur du matériel repris par le nouvel entrepreneur auquel a été adjugé l'achèvement des travaux (Cons. d'Et. 15 avr. 1858, aff. Pelissié, D. P. 60. 5. 391, et 15 mai 1869, aff. Ville d'Auch, D. P. 70. 3. 72).

**1321.** Est également de la compétence du tribunal de la faillite l'action en annulation d'une hypothèque constituée par le failli ou inscrite par le créancier au cours de la période suspecte, lorsque la demande est fondée sur les art. 446 à 448 c. com. (Aix, 18 nov. 1886, *Bulletin d'Aix*, 1887, p. 176). Mais ses pouvoirs se bornent à déclarer la nullité; il ne pourrait donc pas légitimement déterminer les effets qu'aura cette nullité dans l'ordre qui doit s'ouvrir ultérieurement sur les immeubles du failli (Même arrêt).

**1322.** D'autre part, le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur la demande en annulation des *traités particuliers* faits au préjudice de la masse avec certains créanciers quand elle est formée par la voie civile, et, par exemple, sur l'action en nullité de la convention par laquelle un failli, qui a obtenu de ses créanciers un concordat en leur abandonnant tous ses biens, s'oblige envers l'un d'eux à lui payer, dans un certain délai, un supplément de dividende, bien que cet engagement n'ait pas une cause commerciale (Paris 24 avr. 1858, aff. Bayle-Dezeaux, D. P. 58. 2. 157)... surtout si les contractants sont tous deux négociants; et encore que les avantages particuliers consentis en infraction aux art. 597 et 598 c. com. aient été constatés par acte notarié (Civ. rej. 29 juill. 1874, aff. Bauchot, D. P. 75. 1. 172)... ou sur l'action en rapport de sommes touchées par un créancier depuis la faillite et contrairement au concordat (Même arrêt).

**1323.** — 3° Les demandes de privilège dans la faillite, soit qu'il s'agisse de statuer sur le caractère privilégié des créances produites, soit que le litige porte sur leur existence même (Civ. cass. 8 déc. 1884, aff. Comp. des omnibus Marseille, D. P. 85. 1. 286; Trib. com. Seine, 20 mai 1887, *Journal des faillites*, 1887, 334; Trib. com. Nantes, 11 juin 1887; *Recueil de Nantes*, 1887, p. 402. V. *Rép.* nos 1063 et 1312).

Toutefois lorsque, d'une part, la créance n'est pas commerciale, et que, d'autre part, il s'agit d'un privilège exclusivement régi par le droit civil, le débat soulevé entre la faillite et le créancier ne tient pas exclusivement à l'état de cessation de paiements du débiteur; il retombe donc dans le droit commun et se trouve, par suite, du domaine de la compétence des tribunaux civils (V. *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 85. V. aussi *supra*, n° 1433). En tout cas, il a été jugé que le tribunal de commerce est exclusivement compétent lorsque le privilège litigieux a pris naissance, ou que la subrogation aux lieux et place du créancier privilégié est intervenue au cours de la période suspecte (Lyon, 23 déc. 1885, *Journal des faillites*, 1886, p. 318).

**1324.** — 4° Les demandes du syndic d'une société en faillite contre les associés. — En effet, le juge commercial

ayant qualité pour statuer dans tout procès pendant entre une société commerciale et l'un de ses actionnaires ou associés, les litiges de cette nature doivent nécessairement être déferés au tribunal de commerce du domicile social, qui est en même temps le tribunal de la faillite (V. *supra*, sect. 2. Req. 1<sup>er</sup> févr. 1870, aff. Hasselbrinck, D. P. 71. 4. 256). Il en est ainsi, spécialement, de l'action formée par le syndic d'une société anonyme contre le syndic de la faillite d'une autre société en revendication de l'actif de cette société à titre d'apport de l'un des associés (Paris, 29 déc. 1885, aff. Maillard es nom, D. P. 89. 1. 205). — Est également de la compétence du tribunal de commerce du domicile social l'action des syndics de la faillite d'un créancier tendant à l'exécution d'un traité intervenu entre les syndics de cette faillite et les syndics de la faillite de la société (Arrêt précité du 1<sup>er</sup> févr. 1870)... ou, à l'inverse, l'action des créanciers, en l'espèce des obligataires, tendant à faire annuler la vente d'une usine dépendant de la faillite sociale, vente consentie par les liquidateurs de la société, antérieurement au jugement déclaratif, et ratifiée depuis par le syndic, avec l'assentiment de l'assemblée générale des créanciers et l'autorisation du juge-commissaire (Montpellier, 4 janv. 1886, *Journal des sociétés*, 1886, p. 641).

**1325.** — 5° Les actions nées de la gestion du syndic. — C'est ainsi que le tribunal de la faillite est compétent pour statuer sur l'action d'un créancier tendant à faire condamner le syndic au paiement d'une certaine somme indûment retenue par celui-ci sur le dividende afférent à sa créance dans la répartition (Civ. cass. 13 nov. 1889, aff. Ruinart, D. P. 90. 5. 281)... ou sur la demande en restitution d'une somme déposée, antérieurement à la faillite entre les mains d'un tiers, chargé d'offrir amiablement un dividende aux créanciers en vue de prévenir la faillite, et ultérieurement remise au syndic par le dépositaire (Chambéry, 23 mai 1889, aff. Burdin, *France judiciaire*, 1890, p. 17)... ou sur la demande du syndic tendant à se faire autoriser à toucher le prix des meubles garnissant les lieux loués par le failli au mépris d'une opposition faite par le propriétaire (Paris, 5 juin 1878) (1)... à l'exclusion du juge des référés (Même arrêt).

**1326.** — 6° Les actions ayant pour but la reddition du compte de gestion de la faillite. — Ainsi, lorsqu'une personne a été deux fois déclarée en faillite par deux tribunaux de commerce différents, l'action en reddition de compte dirigée par le syndic de la seconde faillite contre le syndic de la première, et basée sur l'immixtion prétendue de celui-ci dans les opérations de la seconde faillite, doit être considérée comme un litige né de la faillite, et déferée, en conséquence, au tribunal de commerce qui a déclaré la seconde faillite (Civ. cass. 8 avr. 1884, aff. Bourjuge, D. P. 84. 1. 439).

**1327.** — 7° Les actions, intentées par les syndics en paiement de leurs honoraires (Paris, 7 févr. 1870, aff. Delmas, D. P. 71. 2. 43 et 30 juill. 1870, aff. Mathon, D. P. 71. 2. 16; Dijon, 7 mars 1873, aff. Finot, D. P. 74. 2. 40. Conf. *Rép.* nos 1341 et 1348). — Mais il a été jugé que les tribunaux de commerce sont incompétents pour régler les comptes et honoraires du syndic, lorsque le jugement déclara-

(1) (Banès C. Syndic Mariani.) — M. le président du tribunal civil de la Seine a rendu, le 2 avr. 1878, l'ordonnance de référé qui suit : — « Nous PRÉSIDENT : — Attendu que le syndic a cédé le droit au bail des lieux précédemment occupés par Mariani dans la maison de Banès, sise rue Saint-Honoré, 277, à un tiers qui les a garnis, depuis le commencement de ce mois, d'un mobilier de valeur supérieure à celui existant précédemment; qu'il offre de payer le loyer du terme qui est échu le 1<sup>er</sup> avril; que dans cette situation, l'opposition du propriétaire n'a plus d'objet réel, et ne saurait produire effet, alors qu'il ne lui sera plus rien dû; — Disons qu'à charge de payer le loyer d'avril à Banès et d'en justifier, Sauvalle, es qualité, est autorisé à toucher, nonobstant l'opposition de Banès, le produit de la vente du mobilier de Mariani, des mains de Tual, commissaire-priseur. — Appel de M. Banès.

La cour; — Considérant que, par son ordonnance du 2 avr. 1878, le juge du référé a autorisé le syndic à toucher du commissaire-priseur le produit de la vente du mobilier du failli, nonobstant l'opposition de Banès, à la charge de lui payer le montant du loyer du terme d'avril, et qu'il a décidé qu'au moyen de ce paiement, l'opposition était sans objet et ne devait produire

aucun effet, puisqu'il n'était plus rien dû à Banès; — Considérant que Banès avait fondé son opposition sur les dispositions des art. 806 c. proc. civ. et 550 c. com.; qu'en sa qualité de propriétaire, il prétendait avoir sur le prix des meubles vendus le privilège concédé par ce dernier article; qu'il soutenait, en outre, que la cession du droit au bail par le syndic avait été faite contre les stipulations du bail, et sans son adhésion, à un nouveau locataire qui n'avait pas même garni les lieux loués d'un mobilier suffisant; — Considérant qu'il est manifeste que l'ordonnance attaquée préjudicie au principal et statue sur des questions en dehors de la juridiction des référés; que, pour en obtenir le maintien, le syndic oppose vainement à l'appel un défaut d'intérêt tiré de l'insuffisance des fonds sur lesquels portait son privilège; que ces moyens de défense ne sont qu'une nouvelle preuve de l'incompétence du juge du référé, puisqu'ils conduisaient nécessairement la cour à l'examen du fond du débat; — Par ces motifs; — Infirme; — Dit que le juge des référés était incompétent; — Renvoie les parties à se pourvoir au principal ainsi qu'elles aviseront.

Du 5 juin 1878.-C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Burlin des Rozières, f. f. pr.-Hémar, av. gén.-Duverdy et Devia, av.

ratif de la faillite a été rapporté : que, en ce cas, la créance du syndic, à raison de ses avances et de ses honoraires, n'est qu'une créance ordinaire dont la connaissance appartient aux tribunaux civils (Lyon, 15 juill. 1881, aff. Bernard, D. P. 82. 2. 219). — Cette solution doit être approuvée : si le jugement déclaratif a été réformé et si le débiteur a été replacé à la tête de ses affaires, la créance du syndic redevient une créance ordinaire, de la compétence exclusive des tribunaux civils. La rétractation ou la réformation du jugement déclaratif de la faillite a, en effet, pour résultat de faire considérer ce jugement comme non avenu et de remettre les choses au même état que si la faillite n'avait jamais existé.

**1328.** Le tribunal de commerce du domicile du failli cesse, au contraire, d'être compétent, et le droit commun reprend son empire, lorsque le litige a pour principe des faits antérieurs à la faillite, au lieu d'avoir pour cause l'ouverture ou l'administration de cette faillite (Req. 11 juin 1888, aff. Maillard, D. P. 89. 1. 293. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3179; Boitard, Colmet Daage et Glasson, *Leçons de procédure civile*, t. 1, n° 141; V. en outre *supra*, v° *Compétence civile des trib. d'arr. et des cours d'appel*, n° 78 et suiv.). — Jugé, par application de ces principes : 1° que le tribunal compétent pour connaître d'une action en paiement d'une créance ne devient point incompétent par le seul fait de la faillite du débiteur, et doit retenir l'affaire, alors même que cette faillite s'est ouverte dans le ressort d'un autre tribunal (Civ. rej. 8 déc. 1884 et Civ. cass., même, jour aff. Comp. des omnibus de Marseille, D. P. 85. 1. 286-287; Riom, 10 janv. 1889 (1). Conf. Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 430; Ruben de Couder, v° *Concordat*, n° 211); — 2° Que l'action en reddition de compte d'un

mandat antérieur à la faillite doit être portée devant le tribunal civil du domicile du mandataire (Lyon, 28 avr. 1874) (2); qu'il en est ainsi, notamment, de l'action en reddition de comptes dirigée contre un commissaire-priseur pour l'obliger à justifier de l'emploi des sommes par lui touchées, des frais qu'il s'est cru autorisé à retenir et des paiements qu'il a cru devoir faire à divers créanciers, et à restituer le surplus au syndic (Civ. rej. 4 juin 1888, aff. Barboux, syndic de la faillite Sescou, D. P. 89. 1. 65) ... ou de l'action formée par le syndic contre un tiers en vue d'obtenir la remise de titres achetés par ce dernier pour le compte du failli, ou le paiement de leur valeur (Douai, 8 janv. 1877, aff. Nevollon, *supra*, v° *Compétence civile des trib. d'arr. et des cours d'appel*, n° 78).

**1329.** Le tribunal civil est également compétent, à l'exclusion des tribunaux de commerce, pour connaître : 1° de l'action directe intentée par des ouvriers, conformément à l'art. 1798 c. civ., tant contre celui pour le compte duquel les travaux ont été faits que contre les syndics de l'entrepreneur tombé en faillite, à fin de déclaration de jugement commun (Trib. de la Seine, 31 août 1866 sous Paris, 27 juill. 1867, aff. Bénassy, D. P. 67. 2. 167); — ... 2° Ou de l'action tendant à procurer l'exécution du cautionnement contracté par un non-commerçant envers un créancier du failli antérieurement à la faillite (Besançon, 20 nov. 1884, aff. de Hédouville, D. P. 86. 2. 87). — Mais, si le cautionnement avait eu pour objet d'assurer l'exécution du concordat, le contrat de garantie et l'action qui tend à le faire exécuter étant engendrés par la faillite relèveraient de la juridiction commerciale (Même arrêt); — ... 3° Ou de la demande formée contre le syndic d'une faillite, à fin de garde du matériel que le demandeur avait, avant la faillite,

LA COUR; — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges; — Confirme.

Du 10 janv. 1889.-C. de Riom, 2° ch.-MM. Bormet, pr.-MM. Caron, av. gén.-Clausels et Antoine Godemel, av.

(2) (Julien C. Grand). — Du 25 avr. 1873, jugement du tribunal de commerce de Saint-Etienne ainsi conçu : — Attendu que le sieur Choquenay, syndic de la faillite d'Eugène Julien, a formé contre Grand une demande ayant pour objet de le contraindre à rendre compte des ventes d'objets par lui retirés des monts de piété de Paris et de Lyon, où ils avaient été déposés par ledit Julien; ... — Attendu que l'instance ainsi introduite a été reprise par Julien personnellement, après avoir obtenu son concordat dûment homologué; — Attendu qu'à cette demande, Grand oppose une exception tirée de ce que le tribunal ne serait compétent ni à raison de la matière, ni à raison de la personne; — Attendu que l'instance actuelle n'étant que la reprise ou la continuation de celle engagée par le syndic de la faillite de Julien, le tribunal a été très régulièrement saisi; — Attendu, en effet, que l'art. 635 c. com. dispose que les tribunaux de commerce connaissent de tout ce qui concerne les faillites; — Attendu que, dans l'espèce, Saint-Etienne étant le lieu de l'ouverture de la faillite de Julien, il s'agissait d'une action concernant la faillite, intéressant la masse et pour l'instruction de laquelle la présence du juge-commissaire était nécessaire, etc.

Appel par Grand.

LA COUR; — Attendu que la contestation sur laquelle le tribunal de commerce a statué a été introduite par une simple demande en reprise d'instance, formée par Julien contre Grand; — Que, pour apprécier le caractère de cette demande, il faut donc se reporter à l'acte introductif de l'action primitive; — Attendu que de l'examen de cet acte il ressort que le syndic de la faillite Julien assignait Grand uniquement en reddition de compte d'un mandat qui lui aurait été donné par Julien, de vendre un certain nombre de reconnaissances du mont-de-piété; — Considérant qu'une pareille demande n'est pas au nombre de celles qui sont attribuées au tribunal du domicile du failli par l'art. 59, § 7, c. proc. civ., comme constituant une matière de faillite; qu'en effet, la convention verbale qui lui donnait naissance n'était pas une conséquence de la faillite; qu'elle n'avait avec elle aucune relation nécessaire, l'opération dont le compte était demandé se plaçant à une époque bien antérieure à ladite faillite; — Qu'ainsi le syndic lui-même n'aurait pu poursuivre, devant le tribunal saisi, la solution du litige sans s'exposer à la voir repoussée par une exception d'incompétence; — Qu'il en est, à plus forte raison, de même pour Julien, rendu à la libre administration de ses biens par l'homologation de son concordat, ... que d'après la demande il s'agissait d'obtenir une reddition de compte, suite d'un mandat ou peut-être d'un contrat de nantissement, action personnelle dans les deux cas et qui devait être déferée au tribunal du domi-

(1) (Chabourlat C. Pignol). — Le 22 juill. 1887, jugement du tribunal de commerce de Clermont-Ferrand ainsi conçu : — Attendu que le sieur Chabourlat, à l'appui de son opposition, soutient que le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand a été incompétemment saisi de la demande, sur laquelle il a été statué par le jugement du 17 décembre dernier, et qu'il demande à être renvoyé devant les juges compétents; — Attendu qu'il base cette exception d'incompétence sur ce que, si à l'origine Pignol a été son créancier en vertu d'un billet à ordre souscrit par lui, Chabourlat, à l'ordre du sieur Bertrandon, le 14 août 1879 et payable le 10 févr. 1880, sa mise en faillite le 3 avr. 1880 et le concordat qu'il a obtenu le 13 juillet suivant ont complètement changé la nature de sa dette; que le sieur Pignol, obligé par ledit concordat comme tous les créanciers, a cessé d'être créancier d'un billet à ordre de 700 fr., en principal, pour devenir créancier du dividende promis par lui, Chabourlat, à ses créanciers et accepté par eux; — Attendu, d'abord, que, dans l'instance, sur laquelle a statué le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand le 17 décembre dernier, et en même temps que Pignol et Chabourlat, figuraient encore les époux Bertrandon comme débiteurs solidaires avec Pignol et Chabourlat vis-à-vis du sieur Vaissier, demandeur principal en l'instance; que Vaissier, tiers porteur, ayant trois débiteurs solidaires, avait le droit d'assigner à son choix, ou les trois débiteurs à la fois, ou deux d'entre eux seulement, ou même un seul, et, en outre, de porter l'instance devant le tribunal du domicile de celui de ses débiteurs qui lui convenait (art. 59 c. proc. civ.); — Attendu qu'usant de cette faculté, Vaissier a saisi, à la date du 25 févr. 1880, le tribunal de la demande en paiement de l'effet Chabourlat, qu'il a formée contre Pignol; que Pignol, voulant exercer son recours contre les époux Bertrandon et Chabourlat, devait porter sa demande en garantie devant le tribunal saisi de la demande principale (art. 181 c. proc. civ.), ce qu'il a fait les 28 février et 2 mars 1880; — Attendu que Chabourlat n'a été déclaré en faillite, d'après sa propre déclaration, que le 3 avr. 1880; que, par conséquent, le tribunal avait été valablement saisi de la demande formée contre lui; — Attendu que le tribunal est toujours resté saisi de la demande en garantie de Pignol, aussi bien que de la demande principale de Vaissier, jusqu'au 17 déc. 1886; qu'il n'a pas pu cesser d'être compétent pour statuer sur le mérite de la demande en garantie de Pignol, étant resté compétent pour statuer sur la demande principale; — Attendu qu'il n'est pas vrai que le concordat change la nature de la créance; que celui qui est créancier d'un billet à ordre reste toujours créancier en vertu d'un billet à ordre; que c'est seulement la quotité exigible, et pas du tout la nature de la créance, qui est modifiée par le concordat; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu de rejeter l'exception d'incompétence proposée par Chabourlat; — Par ces motifs; — Se déclare compétent. — Appel de Chabourlat.



déposé sur les immeubles du failli, pour l'exécution d'un marché de travaux passé avec le failli, alors que la propriété ne lui en est pas contestée, et que le dépôt qui en a été fait ne met en question aucune des stipulations de ce marché: c'est là une action purement civile indépendante de la faillite, et non soumise, dès lors, à la règle de compétence établie à l'égard des contestations élevées en matière de faillite; en conséquence, cette demande peut, en cas d'urgence, être portée devant le juge des référés (Req. 20 avr. 1868, aff. Chemin de fer de Libourne, D. P. 69. 1. 291).

Jugé, de même, que le paragraphe 7 de l'art. 59 c. proc. civ., attributif de compétence au tribunal du domicile du failli, n'est pas applicable à l'action que le porteur d'une lettre de change, souscrite à son profit par le failli avant sa faillite, a intentée contre le tiré, à l'effet, par exemple, de faire déclarer qu'au moment de l'échéance de la traite, il y avait provision entre les mains de ce dernier (Lyon, 24 avr. 1850, aff. Cléa, D. P. 54. 2. 119); ... ni au cas où le failli débiteur est assigné, en vertu de l'art. 420 c. proc. civ., au tribunal du lieu où la dette est payable (Même arrêt; Aix, 18 mars 1886, *Recueil de Marseille*, 1886, p. 286); ... ni au cas où le failli, obligé avec un autre au paiement d'un effet de commerce, est actionné devant le domicile de son codébiteur et avec celui-ci (Même arrêt); ... ni à l'action formée par un consignataire de marchandises contre les syndics de la faillite de l'expéditeur, en paiement du solde du compte courant qui existait entre lui et ce dernier, et à fin d'autorisation de vendre les marchandises consignées, ... alors surtout que les parties avaient, dans leurs conventions, fait éléction de domicile au lieu même de celui du consignataire (Metz, 23 mai 1855, aff. Syndic Tronchon, D. P. 56. 2. 5); ... ni à l'action intentée par le syndic contre une société anonyme, dont le failli

a été administrateur, pour obtenir la restitution des actions que le failli avait dû déposer dans la caisse sociale, pour la garantie de sa gestion (Nancy, 9 avr. 1889) (1); ... ni à l'action tendant au règlement d'opérations de commission antérieures à la faillite (Req. 29 oct. 1888, aff. Mercier, synd. Lyonnet, D. P. 89. 1. 13).

**1330.** D'autre part, le tribunal civil est seul compétent pour statuer sur la demande de *séparation des patrimoines* intentée par le créancier d'une succession contre la faillite de l'héritier (Caen, 28 mars 1871, aff. Colette, D. P. 72. 2. 63).

La juridiction civile est également compétente pour statuer sur l'action en responsabilité intentée contre le failli à raison d'un quasi-délit commis par lui dans l'exercice de sa profession, et ce, alors même que l'action se rattache à la faillite en tant qu'elle touche à l'admission du réclamant au passif pour le montant de l'indemnité (Paris, 27 mai 1886, *Journal des faillites*, 1886, p. 267); ... sur l'action intentée contre les fondateurs d'une société anonyme responsables de la nullité de cette société au regard des actionnaires (Req. 11 juin 1888, aff. Maillard, synd. Crédit parisien, D. P. 89. 1. 293); et, si une société commerciale anonyme actuellement en état de faillite figure au nombre des fondateurs, le syndic qui la représente ne saurait être admis à décliner la compétence du tribunal civil, sous le prétexte qu'il s'agirait d'un procès en matière de faillite (Même arrêt).

**1331.** Il n'est fait exception au principe d'après lequel le tribunal de la faillite est incompétent pour statuer sur les litiges ayant une cause antérieure à la faillite qu'en cas de *connexité*. Ainsi, le tribunal de commerce, saisi, par le renvoi du juge-commissaire, d'une contestation sur l'admission d'une créance au passif d'une faillite, est saisi par

cile du défendeur; — Qu'ainsi c'est à tort que les juges de Saint-Etienne en ont retenu la connaissance; — Par ces motifs; ... — Dit que la décision du tribunal de Saint-Etienne est annulée comme incompétemment rendue.

Du 28 avr. 1874.-C. de Lyon, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Baudrier, pr.-Brigueuil, av. gén.-de Bornes et Pine-Desgranges, av.

(1) (Faillite Mézière C. Banque d'Alsace-Lorraine.) — La cour; — Attendu que le sieur Mézière, banquier à Blâmont, a été déclaré en faillite par jugement du tribunal de commerce de Lunéville, le 9 août 1886; — Attendu que la banque d'Alsace-Lorraine, dont le siège principal est à Strasbourg, mais qui a une succursale en France à Nancy, a produit à ladite faillite: 1<sup>o</sup> pour le montant d'effets par elle remis en encaissement à Mézière; 2<sup>o</sup> pour celui d'autres effets négociés au failli et restés en souffrance, et pour solde d'un compte courant; — Attendu que le syndic de la faillite ayant contesté ces divers chefs de production, lors de la vérification des créances, les parties ont été renvoyées à l'audience par ordonnance du juge-commissaire, en date du 9 nov. 1886; — Attendu qu'un arrêt de cette cour, du 13 juill. 1888, a définitivement tranché les difficultés relatives aux effets remis en encaissement; que les autres l'ont été par un jugement du tribunal de commerce de Lunéville portant la date du 19 sept. 1888; — Attendu que le sieur Mézière a, dès l'origine de la Banque d'Alsace-Lorraine, été un des administrateurs de cet établissement; qu'il a plus tard fait partie de son conseil de surveillance; — Attendu qu'en sa qualité d'administrateur, Mézière a, le 6 déc. 1872, déposé dans la caisse de la banque, à titre de garantie de ses fonctions, vingt-cinq actions libérées de ladite banque; que ces actions devaient rester inaliénables pendant toute la durée de son mandat; — Attendu qu'elles sont devenues disponibles après sa faillite, par suite de sa démission comme membre du conseil de surveillance et de la décharge qui lui a été donnée par l'assemblée générale des actionnaires; — Attendu que, la Banque d'Alsace-Lorraine ayant émis la prétention d'exercer un droit de rétention sur ces actions pour se couvrir de ce qui pourrait lui être dû par le failli, le syndic l'a assignée, le 14 mai 1887, devant le tribunal de Lunéville, jugeant commercialement, en remise desdites actions et, à défaut, en paiement de leur valeur; — Attendu qu'à cette demande la société défenderesse a opposé l'incompétence du tribunal, soutenant que le juge du siège de sa succursale en France avait seul qualité pour connaître du litige; — Attendu que le jugement dont est appel a fait droit à cette exception d'incompétence; — Attendu que devant la cour le syndic a conclu à la réformation de ce jugement: 1<sup>o</sup> parce que l'exception soulevée par la partie adverse aurait été couverte par une défense au fond devant les premiers juges et par un jugement antérieur de mise en délibéré daté du 26 mai 1887; 2<sup>o</sup> parce que le tribunal de commerce de

Lunéville, étant celui du lieu de l'ouverture de la faillite, se trouvait compétemment saisi d'une action née de cette faillite, celle existante se rattachant à la production faite par la Banque d'Alsace-Lorraine à l'effet de se faire admettre au passif de ladite faillite;

Sur le premier moyen: — (Sans intérêt);

Sur le second moyen: — Attendu que, si les art. 59 c. proc. civ. et 635 c. com. attribuent compétence au juge du domicile du failli pour tout ce qui concerne la faillite, cette compétence est toutefois limitée aux actions qui naissent du fait même de la faillite, c'est-à-dire des droits particuliers de la masse créancière; — Attendu qu'on ne saurait considérer comme telles les demandes formées par un syndic relativement à des faits antérieurs à l'ouverture de la faillite ou qui n'ont avec elle aucune relation nécessaire; — Attendu qu'au cas particulier, la demande du syndic tend uniquement à la restitution des vingt-cinq actions qui ont fait l'objet du dépôt du 6 déc. 1872, et à défaut, au paiement de leur valeur; qu'une telle demande, par rapport à laquelle aucune disposition spéciale ne se rencontre dans le liv. 3 c. com., n'est point née du fait même de la faillite, bien qu'elle ait été intentée à l'occasion de cette faillite; qu'en effet, Mézière aurait pu l'exercer, s'il fût resté *in bonis*; que, d'un autre côté, sa faillite n'a eu sur les obligations contractées par lui ou par la banque aucune influence ni directe, ni indirecte; qu'elle a laissé les choses comme elles existaient auparavant et qu'en conséquence, elle n'a pu jouer et n'a joué, en réalité, aucun rôle dans les moyens de la cause; d'où il suit que la demande du syndic est indépendante des opérations de la faillite et que, ne rentrant pas dans les dispositions des articles précités, elle reste sous l'application du principe général en matière d'assignation, d'après lequel le défendeur doit être cité devant le juge de son domicile; — Attendu que c'est encore vainement que Bloch, ès qualités, voudrait établir la relation directe entre l'instance qu'il a engagée et la production de l'intimée à la faillite; que cette relation existe d'autant moins que toutes les difficultés relatives à la production de la banque d'Alsace-Lorraine ont été renvoyées à l'audience par l'ordonnance susvisée du juge-commissaire, et ont donné lieu à des instances distinctes de celle dont la cour est actuellement saisie; — Attendu que le syndic l'a si bien compris ainsi que, lors du jugement du 19 sept. 1888, qui a fixé définitivement la somme pour laquelle la banque d'Alsace-Lorraine serait admise au passif de la faillite, il a conclu à ce qu'il lui soit donné acte de la réserve de ses droits pouvant résulter de l'instance par lui engagée en revendication des vingt-cinq actions déposées par Mézière; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte que c'est à bon droit que le tribunal de commerce de Lunéville s'est déclaré incompétent; — Confirme.

Du 9 avr. 1889.-C. de Nancy, MM. Charmeil, pr.-Villars, av. gén.-Crillon, av.

là même et a compétence pour connaître de la demande reconventionnelle formée par le syndic contre le créancier produisant contesté, à raison d'opérations intervenues entre celui-ci et le failli antérieurement à la faillite (Paris, 17 juin 1885, aff. Quantin et Comp., D. P. 86. 2. 253. V. Desjardins, *De la compensation et des demandes reconventionnelles*, n° 152 et suiv.).

**1332.** Mais, dès l'instant que le procès a sa cause dans la faillite, le tribunal de commerce du domicile du failli est compétent, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que l'acte auquel il se rapporte est un acte de commerce ou un acte civil (Civ. cass. 19 avr. 1853, aff. Pigache, D. P. 53. 1. 147; Caen, 11 juin 1872, aff. Pinot, Sol. impl. D. P. 73. 2. 233; Paris, 4 mars 1873, aff. Paquetot, D. P. 75. 5. 240; Trib. com. Seine, 7 janv. 1887, *Journal des tribunaux de commerce*, 1888, p. 148). Il importe peu, dès lors, que la nature de l'action soit mobilière ou immobilière. Ainsi, le tribunal de commerce du siège de la faillite est compétent, à l'exclusion du tribunal civil de la situation de l'immeuble, pour connaître de l'action en nullité d'une vente d'immeuble faite par le failli, après l'époque où a été reportée la cessation de ses paiements, à un acheteur qui avait connaissance de cet état de cessation de paiements (Arrêt précité du 19 avr. 1853. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3179 in fine).

#### ART. 2. — Compétence ratione loci ou territoriale.

**1333.** Les art. 59-7° c. proc. civ. et 635 c. com. ne dérogent pas seulement au droit commun en ce qu'ils attribuent compétence aux tribunaux de commerce pour statuer sur des questions civiles, lorsque ces questions sont nées de la faillite, mais en ce qu'ils attribuent compétence pour les mêmes litiges à un tribunal de commerce unique, le tribunal du domicile du failli, quelle que soit la nature de l'affaire, et ce, à l'exclusion, soit du tribunal du domicile du défendeur en matière mobilière, soit du tribunal de la situation de l'immeuble en matière réelle immobilière (Civ. cass. 19 avr. 1853, cité *supra*, n° 1332). — V. Rép. n° 1325 et *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 82 et suiv. — V. aussi sur le tribunal compétent pour déclarer la faillite et connaître, tant des opérations de la faillite que de tous les litiges auxquelles elle donne naissance, *supra*, sect. 2.

Ainsi, le tribunal qui a déclaré la faillite est seul compétent pour statuer : 1° sur les demandes en annulation de paiements faits par le failli au cours de la période suspecte, alors même que le créancier qui a reçu le paiement a été déclaré depuis en état de faillite par un autre tribunal (Bordeaux, 31 déc. 1887, aff. Chevalier, D. P. 89. 2. 231). Mais il est incompétent pour condamner le syndic de la faillite du créancier à rembourser intégralement la somme touchée; cette demande en restitution intégrale soulève une question de privilège qui ne peut être tranchée que par le tribunal qui a prononcé la faillite du créancier (Même arrêt); — ... 2° Sur l'action en rapport à la masse des sommes que l'un des créanciers se serait fait payer à l'aide de saisies-arrêts pratiquées à l'étranger, postérieurement à la déclaration de faillite par le tribunal français, sur le dividende revenant à la faillite française dans la faillite du débiteur étranger.

Jugé aussi, par application des mêmes principes, que la règle d'après laquelle les actions en matière de faillite doivent être portées devant le tribunal du domicile du failli, s'applique à toutes contestations ayant leur cause dans la faillite ou dans les opérations auxquelles la faillite donne lieu, encore qu'il s'agisse de contestations qui, relatives à l'exécution de jugements commerciaux, seraient, en principe, de la compétence du tribunal du lieu où l'exécution se poursuit: l'art. 59, § 7 c. proc. civ., fait fléchir la disposition de l'art. 553 du même code (Civ. cass. 28 déc. 1864, aff. Roche, D. P. 65. 1. 36). Ainsi, le tribunal du domicile du failli est exclusivement compétent pour connaître de l'action à fin de levée des scellés apposés par le syndic de la faillite sur des marchandises du failli, dans le cas même où cette action serait intentée en vue d'arriver à l'exécution d'un jugement de condamnation du tribunal de commerce autorisant le demandeur à faire saisir et mettre en vente ces marchandises, en vertu d'une créance privilégiée à laquelle elles étaient spé-

cialement affectées : l'action cesse, en ce cas, d'être de la compétence du tribunal du lieu de l'exécution du jugement (Même arrêt). Et il en est ainsi, quoique le jugement soit antérieur à la déclaration de la faillite, la demande à fin de levée des scellés apposés à la requête du syndic se rattachant essentiellement au fait de la faillite, dans le sens de l'art. 59, § 7 c. proc. civ. (Même arrêt). — Et la compétence exclusive du tribunal du lieu de la faillite pour juger les difficultés relatives à cette faillite s'impose même aux parties qui, antérieurement à la faillite, auraient d'un commun accord attribué à une autre juridiction la connaissance des contestations auxquelles leur convention pourrait donner naissance (Rouen, 30 juill. 1870, aff. Ville d'Aumale, D. P. 72. 5. 239).

#### SECT. 17. — VOIES DE RECOURS (Rép. n° 1331 à 1382).

##### ART. 1<sup>er</sup>. — Voies de recours contre le jugement déclaratif.

**1334.** De la combinaison des art. 580 et 583 c. com., il résulte que le jugement déclaratif de la faillite est susceptible d'opposition et d'appel, tant de la part du failli que de toutes autres parties intéressées. — Après avoir traité successivement de ces deux voies de recours ordinaires, nous rechercherons quelles sont les voies de recours extraordinaires dont ce même jugement est susceptible.

##### § 1<sup>er</sup>. — Opposition.

**1335.** — I. DES PERSONNES AUXQUELLES APPARTIENT LE DROIT D'OPPOSITION. — L'art. 580 confère le droit de former opposition au jugement déclaratif, d'abord au failli. Le même article étant muet sur les conditions d'exercice de ce droit, on admet généralement que cette voie de recours est régie, quant au failli, par le droit commun; d'où il suit qu'il ne doit pouvoir former opposition au jugement déclaratif que dans les cas où il aurait été statué par défaut à son égard (Rép. n° 1331, Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2615). En conséquence, l'opposition du failli devra être admise : 1° si la faillite a été déclarée d'office par le tribunal (Rép. n° 1353); 2° si elle a été déclarée à la requête des créanciers (Rép. n° 1334). Et dans ces hypothèses, l'art. 580 doit être complété par l'art. 156 c. proc. civ., aux termes duquel les jugements par défaut faute de comparaître sont périmés faute d'avoir été exécutés dans les six mois (Orléans, 31 août 1850, aff. Maubert, D. P. 51. 2. 69; Req. 26 oct. 1887, aff. Veuve Lecomte, Sol. implic. D. P. 88. 1. 111. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 624, note 3, et Ruben de Couder, n° 134). Mais l'opposition cesse d'être recevable si le jugement a été rendu contradictoirement avec le failli (Trib. com. Seine, 31 juill. 1884, *Journal des faillites*, 1884, p. 647). Elle est également irrecevable contre un jugement qui aurait déjà rejeté une opposition (Poitiers, 2 févr. 1854, aff. Ritois, D. P. 54. 2. 133; Req. 12 août 1868, aff. Caumont, D. P. 71. 5. 188).

**1336.** L'opposition du failli, au contraire, est encore recevable dans le cas où le jugement a été prononcé sur sa propre déclaration de cessation de paiements (Nancy, 15 déc. 1885, aff. Bertinet, D. P. 87. 2. 15); et lorsque, par exemple, il n'a déposé son bilan et déclaré sa cessation de paiements que par suite d'une erreur et d'une fausse appréciation de l'état de ses affaires (Bruxelles, 25 nov. 1887, *Pasicrisie belge*, aff. Lowet, 1888. 2. 53. Conf. Rép. n° 1335, Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 646, note 1; Alauzet, t. 8, n° 2847. — *Contrà* : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2615; Boistel, n° 903). Ces auteurs refusent, en ce cas, au failli, le droit de former opposition, par le motif que le jugement déclaratif ne saurait alors être considéré comme rendu par défaut à son égard, et ne lui reconnaissent d'autre droit que celui d'interjeter appel. Mais ce point de vue nous semble contestable; il existe, en effet, une différence profonde entre le cas où le failli a été déclaré en faillite après un débat contradictoire, et le cas où, s'étant borné à déposer son bilan, il reconnaît ensuite son erreur et laisse alors, sans intervenir activement à l'instance, le tribunal déclarer la faillite, afin précisément de pouvoir attaquer cette décision par la voie de l'opposition. Dans ce dernier cas, il est véritablement un tiers à l'égard du jugement déclaratif, et

se trouve par conséquent dans les conditions requises par le code de procédure civile pour recourir à la tierce opposition, et par le code de commerce pour user de la voie de l'opposition (V. en ce sens Vauthier, *Annales*, 1888, p. 285).

**1337.** Le jugement déclaratif de faillite est-il susceptible d'acquiescement de la part du failli? On l'a parfois contesté, par le motif que, s'agissant d'une matière intéressant l'ordre public, et d'un jugement qui entraîne, pour le failli, des incapacités, il serait logique d'assimiler ce jugement aux jugements qui prononcent une interdiction ou nomment un conseil judiciaire, lesquels ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement valable (D. P. 68. 1. 443, note; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2615, *in fine*). Mais la jurisprudence se prononce, au contraire, en général, pour la validité de l'acquiescement (Civ. rej. 25 août 1868, aff. Corbin, D. P. 68. 1. 443). Ainsi le failli est réputé avoir acquiescé à ce jugement, en l'exécutant volontairement, lorsque, sans protestations ni réserves, il a assisté tant à l'apposition des scellés faite à son domicile, dont il a signé le procès-verbal, qu'à l'inventaire de son mobilier, avec consentement au renvoi de cette opération, et lorsque, en outre, il a adhéré, par sa signature, à deux requêtes présentées par le syndic à l'effet d'obtenir l'autorisation d'assurer et même de vendre à l'amiable des biens ou des marchandises dépendant de la faillite. En conséquence, il est, en pareil cas, déchu de son droit d'opposition (Même arrêt). On objecterait en vain que le jugement déclaratif de faillite est exécutoire par provision, l'exécution de jugements de cette nature emportant acquiescement, lorsqu'elle est volontaire et qu'elle atteste, sans équivoque, l'intention de les accepter (Même arrêt. V. *supra*, v° *Acquiescement*, n° 81). — Décidé, toutefois, qu'en admettant que le failli puisse acquiescer au jugement déclaratif de faillite, cet acquiescement ne résulterait ... ni de ce qu'il aurait laissé passer outre à la nomination des syndics et aux opérations préliminaires de la faillite (Douai, 3 mai 1844, *Rep.* n° 1361-2° et 1328), ... ni de la seule signature par lui donnée à la suite du procès-verbal d'inventaire (Orléans, 21 déc. 1864, aff. Montigny, D. P. 65. 2. 23). En tout cas, le jugement déclaratif de faillite étant, aussitôt qu'il a été prononcé, un titre commun à tous les créanciers, le débiteur contre lequel il a été à tort sollicité et obtenu, a intérêt, et, par suite, est recevable à en poursuivre l'annulation, par voie d'opposition, nonobstant même le *désistement* du créancier sur la poursuite duquel il a été rendu (Amiens, 7 janv. 1853, aff. Suize, D. P. 54. 2. 9).

**1338.** En cas de faillite d'une société en commandite, les associés *commanditaires* ne sont pas recevables à former opposition au jugement qui déclare la faillite des associés solidaires (*Rep.* n° 1332). Toutefois, un actionnaire ou un groupe d'actionnaires peut intervenir sur l'opposition formée par le gérant à un jugement par défaut qui déclare la faillite de la société (Paris, 5 févr. 1872, aff. Latruffe et Muriel, D. P. 74. 2. 235). Jugé même que les *actionnaires* ou les administrateurs d'une société anonyme en état de faillite ont qualité pour former opposition au jugement déclaratif de la faillite sociale (Rouen, 25 juill. 1887, *Journal des faillites*, 1888, p. 21; Trib. com. de la Seine, 27 sept. 1888, *La Loi*, n° du 27 oct. 1888). Mais cette décision ne saurait être approuvée en ce qui concerne les actionnaires : dès l'instant que les *actionnaires* n'ont pas qualité pour faire l'aveu de la faillite sociale (V. *supra*, n° 297 et 310), ils ne doivent pas davantage être admis à former opposition à cette faillite, une fois déclarée.

**1339.** L'art. 580 confère également le droit de former opposition à toute autre partie intéressée. — Ces intéressés sont, tout d'abord les *créanciers* (*Rep.* n° 1332), et, en second lieu, toutes les personnes ayant passé avec le failli des actes dont la faillite peut entraîner l'annulation ou restreindre les effets,

notamment par application des art. 446 et suiv., 550 c. com., etc... Ces intéressés n'ont pas été appelés dans l'instance et n'avaient pas à y figurer; on ne peut donc les considérer comme des *défaillants*. Aussi le droit d'opposition que la loi leur reconnaît n'a-t-il pas le même caractère que pour le failli : il constitue plutôt une *tierce opposition* restreinte, quant aux délais, dans d'étroites limites (un mois au lieu de trente ans, délai de droit commun, V. *infra*, n° 1342). Conf. Paris, 17 mars 1858, aff. Lalle, D. P. 58. 2. 121; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2617; Alauzet, t. 8, n° 2851; Ruben de Couder, n° 1132; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 648; Boistel, n° 903. V. aussi *Rep.* n° 1340). — Pour avoir le droit de se pourvoir par opposition contre tout jugement déclaratif, et, par suite, jour de la faculté d'intervenir lorsque l'instance est engagée, il suffit, d'ailleurs, d'être créancier apparent du failli (Agen, 4 juill. 1851, aff. de Montpezat, D. P. 51. 2. 230).

**1340.** — II. DÉLAIS DE L'OPPOSITION. — Le délai de l'opposition au jugement déclaratif de la faillite ou de report de la cessation des paiements, est soumis par les art. 580 et 581, en ce qui concerne sa durée et son point de départ, à des règles spéciales qui varient selon qu'il s'agit du failli, des tiers intéressés ou des créanciers.

**1° Failli; Ayant cause.** — Aux termes de l'art. 580, le délai de l'opposition au jugement déclaratif de la faillite ou de report de la cessation des paiements est de huitaine, à partir du jour où les formalités de l'affiche et de l'insertion énoncées dans l'art. 442 ont été accomplies et constatées par un *procès-verbal* du greffier chargé de l'accomplissement de ces formalités (*Rep.* n° 1333). Il n'importe, d'ailleurs, que le journal où a eu lieu l'insertion n'ait pas été enregistré, ou ne l'ait été que tardivement (Civ. cass. 4 nov. 1857, aff. Chenard, D. P. 58. 1. 35). Et le délai d'opposition court à compter de la date placée en tête du numéro du journal où a eu lieu l'insertion, alors même que ce journal serait publié la veille, et que la date qui y est donnée aux annonces serait cette date de la veille et non celle du journal (Bordeaux, 20 nov. 1866, aff. Clause, D. P. 68. 2. 21). — Sur le mode de constatation des formalités d'affiche et d'insertion prescrites pour faire courir le délai de l'opposition par l'art. 580, V. *supra*, sect. 2. — L'opposition, faite par le failli plus de huit jours après l'affiche et l'insertion prescrites par l'art. 442 est non recevable, encore que le jugement ne lui ait pas été signifié : il y a ici dérogation aux règles du droit commun (Req. 15 déc. 1830, *Rep.* n° 1333; Douai, 6 mai 1850, aff. Plé, D. P. 52. 2. 138; Civ. cass. 4 nov. 1857, aff. Chenard, D. P. 58. 1. 35). L'affiche et l'insertion, dont parle l'art. 581, remplacent, en effet, la *signification* à personne ou à domicile, nécessaire, dans les cas ordinaires, pour faire courir les délais d'opposition (*Rep.* n° 1333). Il n'est donc pas besoin que le jugement qui déclare la faillite ou qui fixe l'époque de la cessation des paiements soit signifié au failli par un huissier commis ou même par un huissier ordinaire (Arrêt précité du 4 nov. 1857).

**1341.** Le délai de huitaine imparti au failli est applicable à l'héritier du failli, qui forme opposition au jugement déclaratif de la faillite, alors, d'ailleurs, qu'il agit comme représentant du failli (Caen, 8 janv. 1866, aff. Fortin, D. P. 66. 5. 219-220; Limoges, 14 janv. 1876) (1). C'est également à ce délai de huitaine qu'est soumise toute opposition fondée sur des *moyens personnels* au failli, alors même que l'opposition émanerait d'un intéressé autre que le failli (Nancy, 18 déc. 1869, aff. Mayer, D. P. 70. 2. 55). Ainsi, l'opposition au jugement déclaratif de la faillite formée par un créancier du failli pour un moyen d'incompétence *ratione personæ* n'est proposable que dans la huitaine accordée au failli (Même arrêt). — Décidé, au contraire, sur ce dernier point, que l'opposition formée par un intéressé autre que le failli

(1) (Delafond et syndic Fournol C. Fournol.) — La cour; — Attendu qu'aux termes de l'art. 580 c. com., le jugement déclaratif de faillite est susceptible d'opposition de la part du failli dans la huitaine, et de la part de toute autre partie intéressée pendant un mois, à partir de l'affiche et de l'insertion ordonnées par l'art. 442 du même code; — Attendu que, mal à propos, le tribunal d'Ussel a considéré que le mineur devait être compris au nombre de ceux que l'article ci-dessus désigne sous le nom de « toute autre personne » et auxquels est accordé le délai d'un mois; qu'en effet, le mineur qui n'agit, comme dans la cause,

qu'en qualité d'héritier de son père, déclaré en faillite, et au nom de la succession, ne peut invoquer d'autres droits, que ceux qui auraient appartenu à ce dernier; d'où il suit que le mineur Fournol devait formuler son opposition dans le délai de huit jours, à partir de l'insertion et de l'affiche du jugement déclaratif de faillite; — Par ces motifs; — Emendant et réformant; — Déclare nulle et sans effet l'opposition du mineur Fournol au jugement du 5 juin 1875.

Du 14 janv. 1876. — C. de Limoges. — MM. Peyrot, pr. — Gonsse, subst. — Nicard des Rieux et Paris, av.

est exclusivement régie, quant au délai, par la disposition des art 580 et 581 concernant les tiers intéressés ou les créanciers, quels que soient les motifs de cette opposition, et sans distinction, dès lors, entre l'opposition qui serait basée sur des moyens propres au failli et celle qui serait fondée sur des moyens propres à l'opposant et étrangers au failli (Paris, 4 mars 1874, aff. Arrault, D. P. 77. 2. 232; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 626, note 5).

**1342.** — 2° *Autres intéressés.* — Le délai imparti à tous autres intéressés est d'un mois à dater de l'accomplissement des formalités de publicité prescrites par la loi : cette publicité constitue, en quelque sorte, à défaut d'une signification individuelle d'ailleurs impossible, une signification collective, mettant tous les intéressés en demeure de se pourvoir si le jugement déclaratif lui fait grief. Ce délai est de rigueur ; il ne comporte aucune augmentation à raison de la distance pouvant exister entre le domicile du réclamant et le lieu où sont accomplies les formalités légales (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2618 *in fine* ; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 647 ; Alauzet, t. 8, n° 2853). — Mais l'art. 580 c. com., aux termes duquel le jugement déclaratif de la faillite est susceptible d'opposition de la part des intéressés, autres que le failli, pendant un mois seulement, n'est applicable que dans l'hypothèse où la déclaration de faillite est contestée directement et en elle-même ; la déchéance qu'il édicte ne s'applique point dans le cas où le rapport de la faillite est demandé indirectement, comme une suite de la nullité de la société en faillite (Rennes, 6 mars 1869, aff. Thébaud, D. P. 70. 2. 224 ; Poitiers, 27 mars 1874, aff. Société commerciale Bourru, D. P. 76. 2. 15 ; Lyon, 21 déc. 1883, aff. l'Egalité commerciale, D. P. 86. 2. 113).

**1343.** — III. *Formes.* — Le jugement déclaratif de la faillite ayant pour effet de dessaisir le failli de l'administration de ses biens, l'opposition doit être formée contre le syndic, alors même que le jugement qui en est frappé, notamment le jugement déclaratif de la faillite, a été rendu à la demande d'un créancier du failli : elle est nulle, si elle a été formée contre ce dernier (Metz, 6 déc. 1849, aff. Henry, D. P. 50. 2. 146 ; Aix, 13 janv. 1872, aff. Devraire, D. P. 73. 5. 263 ; Rennes, 2 juin 1879, aff. Gay-Morgan, D. P. 81. 2. 32. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2619 ; Alauzet, t. 8, n° 2852). Et il n'est pas besoin que l'opposition soit formée à la fois contre le syndic et contre le créancier à la requête duquel le jugement a été rendu : il suffit qu'elle soit notifiée au syndic (Aix, 13 janv. 1872, précité. V. cependant Chambéry, 29 déc. 1877, aff. Masson, D. P. 79. 5. 228). — Décidé, au contraire, que l'opposition à un jugement déclaratif de faillite est valablement formée contre les créanciers à la requête desquels ce jugement a été rendu, et qu'il n'est même pas nécessaire qu'elle soit, en outre, notifiée aux syndics (Agen, 4 juill. 1851, aff. Lacaze, D. P. 51. 2. 230). Mais la solution donnée par ce dernier arrêt, inconciliable avec le principe du dessaisissement, est demeurée isolée.

De ce que les syndics ont seuls qualité pour défendre à l'opposition au jugement déclaratif de la faillite ou de report de la cessation des paiements, sans être tenus d'y appeler les créanciers, ni même celui à la requête duquel a été rendue la décision frappée d'opposition, il ne suit pas cependant que le jugement intervenu sur cette opposition lie les créanciers qui n'y ont pas individuellement figuré : les syndics ne les représentent pas, lorsqu'il s'agit du droit à eux conféré par les art. 580 et 581. Par suite, tout créancier, et, à plus forte raison, celui à la requête duquel a été rendu le jugement contre lequel est dirigée l'opposition, conserve le droit de former opposition au nouveau jugement, aussi bien que tout autre intéressé (Chambéry, 29 déc. 1877, aff. Syndic Masson, D. P. 79. 5. 228 ; conf. Rép. n° 1353 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2619 ; Ripert, note sur l'arrêt précité du 29 déc. 1877) ;... et d'intervenir dans l'instance (Civ. rej. 15 mai 1854, aff. Rossi, D. P. 54. 1. 205). Jugé même que le créancier à la requête duquel le jugement déclaratif de la faillite a été rendu a le droit de frapper de tierce opposition le jugement qui l'a rétréci, sur une opposition formée par le failli contre les syndics, sans qu'il y ait été appelé (Civ. cass. 16 déc. 1850, aff. Girardon, D. P. 52. 1. 117 ; Comp. *infra*, n° 1361).

**1344.** De même que la faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, de même est valable l'oppo-

sition interjetée postérieurement au décès du failli. Ainsi, l'opposition au jugement déclaratif de faillite, qui a été notifiée tant au créancier sur la demande duquel la faillite avait été déclarée qu'au syndic et aux successibles du failli décédé, est valable, et elle conserve son efficacité en cas de renonciation à la succession de la part de ces derniers, du moment surtout où le curateur nommé à la succession devenue vacante est intervenu dans l'instance (Pau, 4 févr. 1884, aff. Pepay, D. P. 85. 2. 249). — Sur le tribunal compétent en cas d'opposition incidente. V. Rép. n° 1355).

## § 2. — Appel.

**1345.** — I. *QUELLES PERSONNES PEUVENT INTERJETER APPEL ?* — 1° *Failli.* — Bien que, en principe, le droit d'appel n'appartienne qu'à ceux qui ont été parties ou représentés au jugement de première instance, qu'ainsi toute personne n'ayant pas figuré à ce jugement soit non recevable à l'attaquer par la voie de l'appel et ne puisse user que de la faculté de tierce opposition (V. *supra*, v° Appel civil, n° 72), cependant, il est admis que ce droit ne saurait être refusé au failli quant aux jugements portant déclaration de sa faillite ou report de la cessation de ses paiements, de tels jugements l'atteignant personnellement et nommément, en sorte qu'il doit être considéré comme y ayant toujours été partie, et ces jugements n'étant pas, d'ailleurs, compris dans l'énumération des jugements qui, aux termes de l'art. 583, ne sont pas susceptibles d'appel (Rép. n° 1362. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2620 ; Alauzet, t. 8, n° 2859). De là, il résulte que le droit d'appel du failli n'est pas restreint aux décisions intervenues sur l'opposition par lui formée, en vertu de l'art. 580, contre les jugements dont il s'agit, mais qu'il lui est ouvert directement contre ces jugements eux-mêmes, sans qu'il soit besoin qu'il les ait, au préalable, frappés d'opposition (Toulouse, 16 mai 1861, aff. Bergé, D. P. 61. 2. 118). Une disposition du projet qui interdisait l'appel, lorsqu'on n'avait pas usé du droit d'opposition, n'a point été accueillie (Rép. n° 1362). — Décidé, en ce sens, que le failli qui n'a point formé opposition au jugement déclaratif de la faillite peut, néanmoins en interjeter appel (Civ. cass. 23 juin 1851, aff. Gavelle, D. P. 51. 1. 185 ; Toulouse, 16 mai 1861, aff. Bergé, D. P. 61. 2. 118 ; Orléans, 16 déc. 1868, aff. Deloquin, D. P. 69. 2. 22).

Quant au jugement qui, sur l'opposition du failli, a ordonné la pleine et entière exécution d'un premier jugement déclaratif de la faillite, le failli peut incontestablement en interjeter appel, puisqu'il y a été partie (Rép. n° 1361-1°). Sont également susceptibles d'appel les jugements rendus en exécution du décret du 22 août 1848 (Paris, 19 mai 1851, aff. Brousse, D. P. 54. 5. 357). — Jugé toutefois, en sens contraire, que les jugements déclaratifs ne sont susceptibles que d'opposition (Caen, 5 févr. 1850, aff. Tostain, D. P. 52. 2. 36 ; Douai, 6 mai 1850, aff. Plé, D. P. 52. 2. 138). Mais ces décisions, inconciliables avec le texte des art. 582 et 583, qui présupposent le droit pour le failli, et pour les autres intéressés, d'interjeter appel, sont demeurées isolées (V. Boitard, Colmet-Daage et Glasson, *Leçons de procédure civile*, t. 2, n° 673 et suiv.).

La faculté pour les parties qui ont figuré à l'instance d'interjeter appel n'est plus, d'ailleurs, sérieusement discutable en présence du texte de l'art. 4 *in fine* de la loi du 4 mars 1889. Cet article, en effet, après avoir décidé que le jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire n'est susceptible d'aucun recours, prend soin d'ajouter que « si le tribunal est saisi en même temps d'une requête en admission au bénéfice de la liquidation judiciaire et d'une assignation en déclaration de faillite, il statue sur le tout par un seul et même jugement, rendu dans la forme ordinaire, exécutoire par provision, et susceptible d'appel dans tous les cas ». Cette disposition finale serait inexplicable si, de leur nature, les jugements qui admettent ou rejettent une demande en déclaration de faillite n'étaient pas susceptibles d'appel (V. *supra*, n° 85 et *supra*, v° Appel civil, n° 34).

**1346.** — 2° *Tiers intéressés ; créanciers.* — Dès l'instant que le jugement déclaratif est considéré comme susceptible d'appel, on doit, en l'absence de toute disposition spéciale, appliquer le droit commun et décider que le droit d'interjeter

appel appartient à tous ceux qui ont été parties au procès et à ceux-là seulement. Ainsi, le créancier sur la requête duquel la déclaration de faillite a été poursuivie peut interjeter appel du jugement qui a rejeté sa demande (Rép. n° 1363, Poitiers, 4 juill. 1860, aff. Aumont, D. P. 60. 2. 168). Et ce jugement ne peut même être attaqué que par la voie de l'appel, la décision du tribunal de commerce, qui refuse de déclarer un commerçant en état de faillite, n'étant pas susceptible, de la part des intéressés ou créanciers, de l'opposition permise par les art. 580 et 581. De même, l'appel du jugement rendu sur l'opposition formée contre le jugement déclaratif de la faillite ou indicatif de l'époque de la cessation des paiements, par un tiers intéressé, créancier ou non créancier, est recevable de la part de l'opposant et de ceux contre lesquels l'instance d'opposition a été engagée (Rép. n° 1360). Ainsi, un créancier est recevable à faire appel... du jugement qui l'a débouté de son opposition au jugement déclaratif de la faillite (Rennes, 1<sup>er</sup> mai 1876, aff. Rouillet, D. P. 78. 2. 207); ... ou du jugement qui, sur l'opposition du failli au jugement déclaratif de faillite rendu à la requête de ce créancier, a rapporté contradictoirement cette déclaration de faillite (Orléans, 29 mai 1840, Rép. n° 1362-4<sup>e</sup>). Et le créancier qui défend contre l'opposition d'un tiers le jugement rendu à sa requête, étant partie nécessaire dans l'instance, a le droit d'y intervenir en son nom individuel, et d'interjeter appel du jugement qui a accueilli l'opposition, encore que ce jugement ait acquis à l'égard des syndics l'autorité de la chose jugée (Civ. rej. 15 mai 1854, aff. Rossi, D. P. 54. 1. 205). Son appel profite alors aux syndics, à raison de l'indivisibilité de la matière (Même arrêt).

**1347.** Mais les jugements déclaratifs de faillite, ou indicatifs de l'époque de la cessation des paiements du failli, ne sont attaques, de la part des tiers intéressés, créanciers ou non créanciers, qui n'y ont point été parties, que par la seule voie de l'opposition à eux ouverte dans les art. 580 et 581; à défaut d'opposition en temps utile, ces tiers sont donc non recevables à faire appel des jugements dont il s'agit (Rép. n° 1359). Ainsi, tout tiers intéressé, créancier ou non créancier, qui a négligé d'user, dans les délais, de son droit d'opposition, ne peut se pourvoir par appel... contre le jugement qui a déclaré la faillite, soit d'office, soit sur la poursuite d'un créancier autre que l'appelant (Bordeaux, 8 févr. 1856, aff. Seguy, D. P. 56. 2. 207; Limoges, 10 août 1860, aff. Chantarel, D. P. 61. 2. 19; Civ. rej. 2 août 1875 (1); Rennes, 1<sup>er</sup> mai 1876, aff. Rouillet, D. P. 78. 2. 207. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2625). — Jugé, toutefois, en sens contraire, que l'appel du jugement rendu avec le syndic, qui a reporté la date de la cessation des paiements, peut, à défaut par le syndic d'appeler de ce jugement, être interjeté par tout créancier, bien qu'il n'ait pas été personnellement en cause devant le tribunal : que les créanciers sont réputés avoir été représentés par le syndic (Orléans,

4 mai 1864, aff. Caisse agricole, D. P. 64. 5. 181; Alauzet, t. 8, n° 2859; Ruben de Couder, n° 1125 et suiv.) Mais cette solution, nous paraît difficilement conciliable avec l'art. 582 c. com. qui, en matière de faillite, ne fait courir le délai de l'appel qu'à compter de la signification du jugement (V. *infra* n° 1349). Si l'on applique cet article à l'appel du jugement déclaratif, la conclusion logique est que l'appel n'est recevable que de la part des créanciers qui ont été parties au jugement déclaratif. En effet, c'est à ceux-là seulement que le jugement, doit être signifié. Si l'on admettait que tous ont le droit d'appel, il en résulterait que le jugement déclaratif devrait être signifié à tous les créanciers, faute de quoi ceux qui n'auraient pas reçu la signification pourraient indéfiniment appeler. Or il paraît également impossible d'admettre, d'une part, que le sort de la faillite reste indéfiniment dans l'incertitude, et, d'autre part, qu'il soit nécessaire, pour y obvier, de faire des significations coûteuses à des créanciers qui peuvent être nombreux, et peuvent, d'ailleurs, n'être pas tous connus (V. *supra*, v° Appel civil, n° 34).

**1348.** — II. DÉLAIS. — L'art. 582, aux termes duquel le délai d'appel, pour tout jugement rendu en matière de faillite, est de quinzaine à partir de la signification, s'applique-t-il à l'appel formé contre le jugement déclaratif de faillite ou contre celui qui fixe la date de la cessation des paiements? On s'accorde à reconnaître que le délai de l'appel est de quinzaine, conformément à l'art. 582, et non pas de deux mois (délai de droit commun, art. 443 c. proc. civ. modifié par la loi du 3 mai 1862) (Angers, 14 mai 1878, aff. Pelletier, D. P. 79. 2. 200). Le jugement déclaratif de la faillite est, en effet, au premier chef, un jugement en matière de faillite (Rép. n° 1364. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2623).

**1349.** Mais il y a divergence sur le point de départ du délai. Suivant un premier système, le délai court à partir de l'accomplissement des formalités d'affiche et d'insertion dans les journaux, et sans qu'il soit besoin de signification (Douai, 6 mai 1850, aff. Plé, D. P. 52. 2. 139). Suivant un autre système, le délai ne court que du jour de l'expiration du délai accordé pour faire opposition (Caen, 5 févr. 1850, aff. Tostain, D. P. 52. 2. 36; Aix, 6 avr. 1870, aff. Desforges et Husson, D. P. 71. 2. 10. V. aussi Rép. v° Appel civil, n° 1102). Il y aurait lieu d'appliquer ici le droit commun de l'art. 443, aux termes duquel le point de départ du délai d'appel est, en général, pour un jugement par défaut, l'expiration du délai d'opposition. Enfin, d'après une troisième opinion, qui prévaut aujourd'hui en jurisprudence, le délai ne peut courir qu'à partir de la signification faite conformément à l'art. 582, cet article s'appliquant au jugement déclaratif de faillite comme à toute autre décision rendue en matière de faillite (Toulouse, 10 mars 1851, aff. Dumas, D. P. 53. 5. 220-221; Paris, 19 mai 1851, aff. Brousse, D. P. 54. 5. 357; Civ. cass. 23 juin 1851, aff. Gavelle, D. P. 51. 1. 186; Lyon, 28 août 1860, aff. Cazagne, D. P. 61. 5.

(1) (Hemerding C. Renon.) — Le 18 juin 1874, arrêt de la cour d'Angers, ainsi conçu : — « Sur l'exception opposée par Renon, intimé, à la recevabilité de l'appel : — Et d'abord sur la question de savoir si Hemerding avait qualité pour former appel : — Attendu qu'il n'est pas contesté que Hemerding a un intérêt évident à demander la réformation du jugement qui a prononcé la faillite de Houdan; qu'il peut donc, en sa qualité reconnue d'intéressé, user du droit spécial d'opposition ouvert par l'art. 580 au profit des intéressés, alors même qu'ils n'étaient pas parties au jugement, et que, conformément au droit commun le droit d'appel en résulte pour l'intéressé qui n'a pas usé de son droit d'opposition; — Sur la question de savoir si Hemerding a formé son appel dans les délais légaux : — Attendu que d'après l'art. 580 c. com., le délai d'opposition contre le jugement déclaratif de faillite, ou fixant à une date antérieure la cessation de paiements, est de un mois pour les parties intéressées autres que le failli, et que, d'après l'art. 582, le délai d'appel contre tout jugement rendu en matière de faillite est de quinze jours; qu'il en résulte, en principe général, que le délai d'appel, joint au délai d'opposition, donne pour l'appel un délai total de six semaines; — Mais attendu que les formalités de publication, qui, en matière de faillite, font courir le délai de recours, remontent au 12 oct. 1873, et que depuis cette époque les délais spéciaux des art. 580 et 582 c. com. comme les délais généraux de l'art. 641, ont été de beaucoup dépassés; ... — Déclare l'appel non recevable. — Pourvoi en cassation par le sieur Hemerding, pour violation de l'art. 582 c. com. et fausse application des art. 580 et 645 du même code, et 443 c. proc. civ., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré

non recevable l'appel non signifié par le motif que plus de quinze jours s'étaient écoulés depuis l'expiration des délais d'opposition.

LA COUR; — Attendu qu'en principe la voie de l'opposition et celle de l'appel n'est ouverte qu'à ceux qui ont été parties au jugement contre lequel l'un ou l'autre de ces recours est dirigé; — Que si, par dérogation à ce principe, l'art. 580 c. com. concède à tout intéressé le droit de former opposition au jugement déclaratif de faillite, bien qu'il n'y ait pas été partie, cette dérogation, de nature tout exceptionnelle, ne saurait être étendue à l'appel; — Que l'intéressé qui succombe dans l'opposition par lui formée au jugement déclaratif de faillite peut sans doute interjeter appel du jugement qui a rejeté son opposition; mais que cette faculté, dont il ne jouit que parce qu'il a été partie audit jugement, ne peut lui appartenir quant au jugement déclaratif de faillite auquel il n'a pas figuré; — Que l'art. 582 c. com., en faisant courir uniformément, pour tout jugement rendu en matière de faillite, le délai de l'appel, à partir de la signification, suppose nécessairement que le droit d'appel ne compete qu'à ceux auxquels le jugement doit être signifié, c'est-à-dire à ceux qui ont été partie ou contre lesquels il a été rendu; — Que Hemerding n'ayant pas figuré au jugement par lequel Houdan a été déclaré en faillite, il n'avait pas qualité pour en interjeter appel; — D'où il suit qu'en déclarant son appel non recevable, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 2 août 1875.—Ch. civ.—MM. Devienne, 1<sup>er</sup> pr.—Aubry, rap.—Bédarrides, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf.—Lehmann et Lesage, av.



226; Toulouse, 16 mai 1861, aff. Bergé, D. P. 61. 2. 118; Orléans, 16 déc. 1868, aff. Deligeon, D. P. 69. 2. 23; Req. 2 janv. 1877, aff. Cézard Alphonse, D. P. 77. 4. 64; sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les jugements contradictoires et ceux qui statuent d'office ou par défaut (Mêmes arrêts).

**1350.** En ce qui concerne le jugement qui rejette la demande en déclaration de faillite formée par un créancier, on s'est demandé s'il n'y a pas lieu, dans le silence de l'art. 580 et en présence de la règle d'après laquelle ce jugement ne peut être attaqué que par le créancier dont la requête a été repoussée et seulement par voie de l'appel, d'appliquer ici les règles ordinaires de l'appel au point de vue même de la durée du délai (Rép. n° 1363). L'opinion qui a prévalu est que, pour le jugement qui refuse de déclarer la faillite, aussi bien que pour celui qui la déclare, le délai de l'appel est, non pas le délai du droit commun, mais le délai exceptionnel de quinzaine établi par l'art. 582 à l'égard de tous jugements rendus en matière de faillite (Civ. cass. 16 août 1842, Rép. n° 1364; Paris, 8 déc. 1849, aff. Leparmontier, D. P. 50. 5. 222; Poitiers, 4 juill. 1860, aff. Aumont, D. P. 60. 2. 168, et 1<sup>er</sup> juin 1880, aff. Gardey, D. P. 81. 2. 113). Il est, d'ailleurs, hors de doute que, lorsqu'il s'agit d'un jugement de déboute d'une demande en déclaration de faillite, le délai de l'appel ne peut courir qu'à compter de la signification de ce jugement, une telle décision n'étant ni soumise à l'affiche et à l'insertion prescrites par l'art. 442, ni susceptible d'opposition et rentrant, dès lors, forcément, quant au point de départ du délai d'appel, dans les termes du droit commun qui ne reçoit d'exception que quant à la durée de ce délai (Mêmes arrêts)... ou même de la prononciation dudit jugement, lorsqu'il a été rendu sur simple requête du créancier, sans parties appelées et sans que le débiteur ait été mis en cause (Poitiers, arrêt précité du 1<sup>er</sup> juin 1880, et sur pourvoi, Req. 3 avr. 1883, D. P. 84. 1. 328). En ce cas, la prononciation du jugement équivaut, au regard du créancier appelant, à la signification exigée par l'art. 582 pour faire courir le délai d'appel (Même arrêt). Il serait, en effet, illogique d'imposer l'obligation d'une signification au débiteur qui n'était pas partie dans l'instance, qui a profité sans doute du jugement, mais qui ne l'a point connu ou est réputé ne point le connaître (Carré et Chauveau, *Lois de la procédure*, quest. 1569 bis; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 629, n° 2. — *Contrà* : Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 665).

**1351.** — III. FORMES. — On décide généralement que le failli qui s'oppose au jugement déclaratif de sa faillite, rendu à la requête d'un de ses créanciers, ou qui en interjette appel, doit nécessairement diriger son opposition ou son appel contre ce créancier (V. Civ. cass. 16 déc. 1850, aff. Girardon, D. P. 52. 1. 117; Chambéry, 29 déc. 1877, aff. Masson, D. P. 79. 5. 228; *Contrà* : Aix, 13 janv. 1872, aff. Devraïne, D. P. 73. 5. 263). Mais la présence du syndic aux débats qui interviennent sur l'opposition ou l'appel du jugement déclaratif est-elle également nécessaire, et le créancier à la requête duquel la faillite a été déclarée a-t-il le droit de se prévaloir de ce que le syndic n'a pas été mis en cause, pour faire rejeter comme non recevable le recours formé par le failli? L'affirmative prévaut en jurisprudence (Metz, 6 déc. 1849, aff. Jacquemard, D. P. 50. 2. 146; Aix, 13 janv. 1872, précité; Toulouse, 10 janv. 1880, aff. Caulet, D. P. 80. 2. 184; Req. 25 mai 1887, aff. Proust-Guédet, D. P. 88. 1. 484. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2624; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 665). Cette opinion se fonde sur ce que l'appel du jugement déclaratif interjeté par le failli, intéressant tous les créanciers, exige nécessairement la mise en cause du représentant légal de la masse, qui est le syndic. L'opinion contraire (Agen, 4 juill. 1851, aff. Lacaze, D. P. 51. 2. 230; Aix, 1<sup>er</sup> mai 1868, aff. Stamatello, D. P. 69.

2. 130), se fonde sur cette double considération que les nullités et déchéances sont de droit étroit, et que les intérêts de la masse des créanciers, en tant qu'ils peuvent être distincts de ceux du créancier poursuivant, sont suffisamment garantis par le droit d'intervention, dans l'instance sur opposition ou sur appel, que le syndic demeure toujours libre d'exercer. Quelle que puisse être la valeur de ces considérations, le premier système, consacré par la cour de cassation nous paraît le plus conforme aux principes de la matière, notamment au principe de l'indivisibilité de l'état de faillite.

**1352.** Il a été décidé que l'appel du jugement qui a rejeté la requête d'un créancier tendant à la déclaration de faillite de son débiteur est valablement formé soit par une simple requête, soit par une signification donnée en la forme ordinaire (Poitiers, 1<sup>er</sup> juin 1880, aff. Gardey, D. P. 81. 2. 113. Conf. Rép. n° 1363). Mais jugé, d'autre part, que l'appel, quoique non assujéti à l'emploi de termes sacramentels, ne peut résulter cependant que d'un acte renfermant des conclusions spéciales et précises, à fin d'infirmer, dirigées contre la décision attaquée elle-même, avec ajournement signifié à la partie gagnante, à l'effet de voir prononcer cette infirmerie (Chamb. réun. cass. 24 mars 1857, aff. Revert, D. P. 57. 1. 208). Ainsi, le créancier qui a interjeté appel d'un jugement portant rejet de la demande par lui formée à fin de mise en faillite de son débiteur, n'est pas réputé avoir implicitement frappé d'appel le jugement qui, depuis celui rendu contre lui, avait déclaré la faillite à la requête du débiteur lui-même;... alors même qu'il aurait mis en cause le syndic de la faillite, cette mise en cause pouvant bien avoir le caractère d'une protestation contre le jugement déclaratif, mais ne constituant pas un appel tendant à son infirmerie (Même arrêt).

**1353.** L'acquiescement du failli ou d'un créancier au jugement déclaratif le rend irrecevable à se pourvoir contre ce jugement par la voie de l'appel, comme par la voie de l'opposition. Spécialement, doit être considéré comme ayant acquiescé au jugement déclaratif et, par suite est non recevable à en interjeter appel le commerçant failli qui demande sa réhabilitation, ou le créancier qui, admis au passif d'une faillite en exécution d'un jugement, a touché le dividende assigné à sa créance, et ce, nonobstant les réserves d'appel par lui formulées. — Jugé, d'autre part, que, lorsqu'un jugement a ordonné la réouverture de la faillite et nommé un syndic, la demande formée par le failli, à fin de désignation d'un autre syndic, implique acquiescement à la disposition de ce jugement ordonnant la réouverture de la faillite, et rend le failli non recevable à en interjeter appel (C. just. de Genève, 9 avr. 1883) (1).

§ 3. — Pour quelles causes le jugement déclaratif peut-il être rétracté sur opposition ou sur appel?

**1354.** Le jugement déclaratif de la faillite peut, tant qu'il n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée, être rétracté sur opposition ou sur appel formés dans les délais, s'il est prouvé que le failli n'était pas en état de cessation de paiements à l'époque de ce jugement; il n'y a pas alors lieu de recourir aux formes de la réhabilitation (Rép. n° 1332). La réhabilitation ne serait nécessaire que si cette preuve était offerte après que le jugement déclaratif de faillite est passé en force de chose jugée (V. Rép. n° 1332, motifs). Ainsi, le jugement déclaratif de faillite, auquel il a été formé opposition par certains créanciers du failli, doit être rapporté, lorsqu'il est démontré qu'au moment dudit jugement le failli pouvait satisfaire à toutes les échéances et désintéresser tous ses créanciers (Paris, 18 juin 1874, aff. Charles, D. P. 76. 5. 246. V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2626) ... ou qu'à cette même date il avait obtenu de ses créanciers un

(1) (Lancel C. Henry.) — La cour; — Au fond : — Considérant que le jugement du 27 juill. 1882 renferme deux portions distinctes : la première ordonne la réouverture des opérations de la faillite, et la seconde nomme la personne chargée de diriger les nouvelles opérations; que cette seconde partie du jugement n'est, au fond, que la conséquence et la mise à exécution de la première décision; qu'il suit de là que tout intéressé qui porte exclusivement son recours sur cette seconde partie, admet nécessairement la solution donnée sur la première, et exécute lui-même la décision rendue sur la question principale; — Con-

sidérant que, dans sa requête du 23 janvier, Lancel n'a point combattu la réouverture de la faillite et s'est borné à réclamer la nomination d'un autre syndic; que cette dernière demande, faite sans réserve aucune, implique nécessairement un acquiescement formel à la partie du jugement qui ouvre à nouveau l'ère des opérations de la faillite, et constitue un acte réel d'exécution à l'égard de cette décision; — Par ces motifs; — Déclare non recevable l'appel émis par Lancel contre le jugement rendu le 27 juill. 1882 par le tribunal de commerce...

Du 9 avr. 1883.-C. de just. de Genève.-M. Bard, pr.

attribution en violation duquel un de ses créanciers aurait surpris un jugement de défaut contre le failli (Alger, 31 juill. 1849, cité au *Rép.* n° 1539).

**1355.** Mais si le débiteur, *postérieurement* à la décision du tribunal qui l'a déclaré en faillite, trouvait des ressources pour solder ses engagements, le jugement déclaratif devrait-il être également rétracté par voie d'opposition ou d'appel, sans qu'il fût besoin de réhabilitation? Quelques cours d'appel, spécialement la cour de Paris, se sont prononcées pour la négative, et ont décidé que la déclaration de faillite, régulièrement prononcée, ne peut être rapportée sur l'appel du failli, bien qu'il justifie avoir désintéressé depuis tous ses créanciers; qu'une telle situation ne peut que donner ouverture à la réhabilitation (Paris, 21 juill. 1849, aff. Donzé, D. P. 49. 2. 235; Agen, 31 août 1858, aff. de Forcade, D. P. 59. 2. 94; Bordeaux, 10 mai 1859, aff. Jardinot, D. P. 59. 2. 200; Paris, 10 mars 1874, *Journal des tribunaux de commerce*, t. 23, p. 495; 5 avr. 1875, *Journal des tribunaux de commerce*, t. 28, p. 52; 2 mai 1888, aff. Lecointre, D. P. 80. 2. 216; 27 nov. 1888) (1).

**1356.** Mais la grande majorité des cours d'appel, et la cour de cassation décident, au contraire, que le jugement déclaratif de faillite doit être réformé sur l'appel du failli qui justifie que, depuis ce jugement, il a désintéressé tous ses créanciers... ou sur son *opposition*, lorsqu'il justifie les avoir désintéressés, avant le jugement à rendre sur cette opposition... (Paris, 19 mars 1858, aff. Richard, D. P. 58. 5. 189; Rouen, 15 juill. 1858, aff. Plantrou, D. P. 59. 2. 93; Paris, 22 août 1868, aff. Sanfourche, D. P. 69. 2. 73;

27 août 1868, aff. Levêque, *ibid.*; Rennes, 19 août 1871, aff. Porter, D. P. 73. 2. 222; Rouen, 27 juill. 1872, aff. Briand; Paris, 21 janv. 1873, aff. Barboux, D. P. 74. 5. 263; 18 juin 1874, aff. Charles, D. P. 76. 5. 246; Rouen, 7 juin 1875, aff. Varin fils, D. P. 78. 5. 268; Civ. cass. 23 nov. 1881, aff. Maillard, D. P. 82. 1. 265; et sur pourvoi, Dijon, 11 mai 1882, D. P. 82. 2. 130; Paris, 31 mars 1882, et Trib. com. Rouen, 10 févr. 1882, *Journal des faillites*, p. 191 et 195; Bordeaux, 25 juill. 1882 (2); Civ. rej. 20 août 1883, aff. Locamus, D. P. 84. 1. 361 (motifs); Orléans, 7 nov. 1884, aff. Gilbert, et 14 févr. 1885, aff. Boucher, D. P. 86. 2. 70; Nancy, 15 déc. 1885, aff. Bertinet, D. P. 87. 2. 15; Amiens, 24 déc. 1886, *Recueil d'Amiens*, 1887, p. 170; Douai, 19 mai 1886, aff. Lecœuvre, D. P. 87. 2. 158; Paris, 1<sup>er</sup> mai 1888, aff. Gangloff, D. P. 89. 2. 216). Et il n'importe que les paiements aient été effectués par le failli à l'aide de deniers empruntés, si d'ailleurs le prêteur lui a concédé terme ou délai (Civ. cass. 23 nov. 1884, et Nancy, 15 déc. 1885, précités). Peu importe également que quelques-unes des quittances produites aient été consenties au failli par suite, non de paiements effectifs, mais de remises de dettes consenties par l'unanimité des créanciers (Arrêt précité du 19 août 1871; Poitiers, 23 nov. 1880 (3). V. *supra*, n° 1014 et suiv.). Et, même en cas de paiement de tout le passif par l'un des créanciers qui demeure, par le fait, créancier unique et pour le tout, il y a lieu, alors que celui-ci en fait lui-même la demande par opposition formée dans le délai, de déclarer rapporté le jugement déclaratif de faillite (Paris, 19 mars 1858, aff. Richard, D. P. 58. 5. 189) Décidé encore : 1<sup>o</sup> que, tant qu'il n'y a pas chose jugée, la

(1) (Sorlin C. Boussard es qualité.) — LA COUR; — Considérant que Sorlin a été déclaré en faillite par jugement du 29 juill. 1873; que sa faillite a été clôturée pour insuffisance d'actif; qu'en 1885, il a présenté requête aux fins de sa réhabilitation, acquiesçant ainsi virtuellement au jugement susvisé du 29 juill. 1873; — Considérant qu'il n'a pas été statué encore par la juridiction compétente sur la demande en réhabilitation, laquelle est à l'état d'instruction; que c'est dans ces circonstances, et par acte du 20 févr. 1888 que Sorlin a interjeté appel du jugement déclaratif de sa faillite dont il demande le rapport; — Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'appel de Sorlin serait non recevable, mais qu'à raison des faits particuliers de la cause, il échet de statuer au fond; — Considérant, à cet égard, que Sorlin prétend qu'à la date de son appel, il avait désintéressé tous ses créanciers; et que c'est à cette date, et non à celle du jugement que la cour doit se reporter pour statuer sur le fait réel ou non de la cessation des paiements d'un commerçant; — Considérant, en droit, qu'une telle doctrine supprime la règle fondamentale des deux degrés de juridiction; qu'en effet, la situation à la date de l'appel n'a pu être appréciée par les premiers juges; qu'en effet, il appartient aux juges d'appel d'apprécier si, à l'époque fixée par le jugement, la cessation des paiements était un fait certain et non un état de gêne momentané, mais qu'il serait anti-juridique, et contraire aux intérêts du commerce de laisser au commerçant déclaré en faillite la faculté de tenir en suspens par un appel dilatoire ou tardif son état définitif; — Considérant spécialement que Sorlin a été considéré par tous et s'est considéré lui-même pendant quinze ans comme failli; que le but qu'il poursuivait était celui d'une réhabilitation indirecte qu'il ne veut ou ne peut obtenir de la juridiction compétente; — Considérant qu'il était commerçant à l'époque où pour les besoins de son commerce, il a contracté les dettes pour lesquelles il a été poursuivi; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges; — Par ces motifs; — Sans s'arrêter à la non-recevabilité de l'appel; — Confirme.

Du 27 nov. 1888.-C. de Paris.-M. Ducreux, pr.

(2) (Delluc C. Cailler.) — Delluc ayant été déclaré en faillite par jugements du tribunal de commerce de Bordeaux des 29 juillet et 31 août 1881, a fait appel et justifié devant la cour, qu'il avait, depuis ces jugements, payé tous ses créanciers.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 580 c. com., un jugement déclaratif peut être frappé d'opposition par le failli; que l'effet de cette mesure est de remettre en question la chose d'abord jugée et de soumettre le litige à une nouvelle appréciation; que l'appel a nécessairement le même résultat et entraîne, devant le second degré de juridiction, l'examen de tous les moyens de fait et de droit qui doivent déterminer la solution; que la question de savoir si un commerçant est en état de cessation de paiements doit donc être résolue d'après la situation existante au moment même où il y a lieu de prononcer sur le mérite de l'opposition ou de l'appel; que, tant que le jugement déclaratif de faillite n'a point acquis l'autorité de la chose jugée, le prétendu failli est fondé à soutenir que la mesure dont il a

été l'objet n'a plus de raison d'être, parce qu'il aurait, depuis la décision qu'il attaque, désintéressé tous ses créanciers; qu'effectivement, dans une pareille hypothèse, le fait de la cessation des paiements n'existerait plus; — Attendu qu'il résulte des justifications faites devant la cour que, depuis les jugements qui l'avaient déclaré en état de faillite, Delluc a payé intégralement tous ses créanciers: que ce fait, établi par des documents irrécusables, est d'ailleurs reconnu exact, tant par le syndic que par les créanciers eux-mêmes; qu'il est donc impossible de maintenir dans les liens de la faillite un commerçant qui n'a plus laissé en souffrance une seule des obligations qu'il avait contractées; — Par ces motifs; — Donnant acte à Cailler et au syndic de ce qu'ils ont déclaré s'en remettre à justice, infirme les deux jugements; — Emendant; — Dit qu'il n'y avait lieu de déclarer le sieur Delluc en état de faillite; dit, en conséquence, que le sus-nommé sera rétabli dans la libre administration de ses biens, etc.; — Condamne Delluc, selon ses offres et envers toutes parties, aux dépens de première instance et d'appel.

Du 25 juill. 1882.-C. de Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Dulamon, pr.-Bourgeois, av. gén.-Peyrecave, av.

(3) (Faillite veuve Vivaraud.) — LA COUR; — Attendu que l'opposition a pour effet de faire tomber le jugement par défaut et de remettre en question le point litigieux; que, dès lors, pour la déclaration de faillite, c'est au moment où le juge statue contradictoirement que l'état de cessation de paiements doit être constaté; qu'alors même qu'il est constant que cet état existait réellement le jour où le tribunal a rendu la sentence frappée d'opposition, tant que le jugement déclaratif de faillite n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée, le failli ou ses ayants cause sont fondés à se prévaloir de tout événement qui, dans l'intervalle de temps écoulé depuis le jugement par défaut, a pu modifier la situation antérieure; qu'il est impossible de voir dans ce moyen légitime de défense ni une atteinte au principe de la rétroactivité, ni une voie indirecte et détournée pour parvenir à la réhabilitation en dehors des formalités légales; — Attendu qu'un jugement du 18 déc. 1888, rendu par défaut, a déclaré la dame Vivaraud en faillite; que les consorts Ravel, en leur qualité de créanciers, ont formé, le 17 janv. 1889, opposition à cette décision; que leur opposition est régulière; — Attendu que des art. 1 et 5 d'un acte authentique, dressés les 13 et 15 dudit mois de janvier il résulte que la dame Vivaraud avait abandonné à ses créanciers tout ce qu'elle possédait, et que, « au moyen de cette cession, elle a été entièrement libérée de toutes les créances en principal et accessoires dont elle pouvait être débitrice, pour le cas même où le produit des biens abandonnés serait insuffisant pour désintéresser tous les créanciers »; — Attendu que, par suite de cet arrangement, l'état de cessation de paiements avait cessé d'exister; que c'est donc à tort que le tribunal de commerce de Saint-Jean-d'Angely a refusé d'accueillir la demande en rapport de faillite; — Réforme.

Du 25 nov. 1889.-C. de Poitiers.-MM. Loiseau, 1<sup>er</sup> pr.-Broussard, av. gén.-Séchet et Méline, av.

déclaration de faillite peut être rapportée, s'il est justifié que les créanciers ont accordé un *atermoiement* à leur débiteur (Rouen, 15 juill. 1858, et Orléans, 14 févr. 1885, précitées); — 2° Qu'un jugement de déclaration de faillite peut être rapporté, sur appel, lorsqu'aucun des créanciers portés au bilan ne se présente pour exercer ses droits, soit que le failli les ait désintéressés, soit qu'il ait fait avec eux un contrat d'atermoiement: dans l'un et l'autre cas, le débiteur n'est plus réputé en état de cessation de paiements; — 3° Qu'il y a lieu de rapporter le jugement qui a mis un commerçant en faillite sur le fait unique de non-paiement d'un billet à ordre, alors d'ailleurs que, depuis ce jugement, le commerçant a obtenu un attermoiement de tous ses créanciers (Rouen, 30 août 1859, aff. Beauger, D. P. 60. 5. 169).

**1357.** Selon nous, le système qui a prévalu en jurisprudence sur la possibilité de réformer en appel le jugement déclaratif, quand le failli a désintéressé ses créanciers avant prononcé de l'arrêt, est susceptible, au point de vue juridique, des critiques les plus sérieuses, que M. Beudant, dans une note (D. P. 69. 2. 73), a très nettement mises en lumière: « De ce que le commerçant n'est plus en état de cessation de paiements, il n'en suit pas qu'il n'y ait pas été et qu'il n'ait été légitimement mis en faillite. La situation est acquise contre lui, elle ne peut cesser que par la réhabilitation. Tout ce que peuvent faire les nouveaux juges, saisis par l'opposition ou par l'appel, c'est, attendu que le dessaisissement n'a plus d'objet, d'ordonner que le failli sera remis à la tête de ses affaires; c'est, en d'autres termes, de prononcer la clôture des opérations faute d'intérêt de la masse, sauf ensuite au failli à se pourvoir en réhabilitation. Et puis, de ce que le commerçant failli a désintéressé les créanciers poursuivants, s'ensuit-il qu'il n'en ait pas d'autres? Le jugement déclaratif, une fois rendu, est un titre commun à tous les créanciers; tous en peuvent réclamer le bénéfice, il leur suffit pour cela de produire dans les délais indiqués par les art. 491 et suiv. c. com. Comment alors le débiteur failli pourrait-il obtenir la rétractation ou la réformation du jugement déclaratif, par cela seul qu'il apporterait les quittances obtenues des créanciers poursuivants, même, si l'on veut, de tous les créanciers connus? Qui assure qu'il n'y en ait pas d'autres se proposant de produire dans le délai légal? N'y en eût-il qu'un seul qui restât inconnu, il a droit au bénéfice du jugement, qui ne doit pas, dès lors, être rapporté. Le résultat de tout ceci est certain. Dès qu'un commerçant a réellement cessé ses paiements, il est de plein droit en état de faillite, encore bien que son actif soit supérieur à son passif; une fois mis en faillite, il y reste, encore bien qu'il ait désintéressé ses créanciers dans un délai plus ou moins bref. Ceux-ci peuvent le réintégrer dans l'administration de ses affaires et le déclarer excusable; la justice, quand la masse n'a plus d'intérêt, peut prononcer la clôture des opérations: la réhabilitation seule peut effacer la faillite et faire disparaître les incapacités qu'elle entraîne. Autoriser la rétractation ou la réformation d'un jugement bien rendu, par cela seul que le failli a ultérieurement désintéressé ses créanciers c'est établir, à côté de la réhabilitation solennelle que la loi admet seule, une réhabilitation indirecte et déguisée qu'elle n'a pas prévue et que son esprit général repousse » (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2626; Rousseau et Defert, art. 580). Cette argumentation, vraiment inattaquable au point de vue des principes, puise aujourd'hui une nouvelle force dans le texte de la loi du 4 mars 1889, dont une disposition formelle, l'art. 16, prohibe tous concordats amiables postérieurs à l'ouverture de la liquidation judiciaire. Quoi qu'il en soit, l'on ne saurait méconnaître la gravité des considérations d'intérêt général et d'équité qui ont influencé la jurisprudence. Celle-ci paraît aujourd'hui absolument fixée, et nous nous bornerons à en résumer le système, dans cette formule empruntée à un arrêt de la cour suprême, formule écrite pour l'opposition, mais susceptible d'être étendue aussi à l'appel: « L'opposition a pour effet de faire tomber le jugement par défaut et de remettre en question le point litigieux; dès lors, pour la déclaration de faillite, c'est au moment où il est statué *contradictoirement* que l'état de cessation de paiements doit être constaté (Civ. cass. 23 nov. 1881, cité *supra*, n° 1356. V. en ce sens: Boistel, n° 904;

Alauzet, t. 8, n° 2847; Detourbet, note, *Journal des faillites*, 1882, p. 334. V. aussi Rapport de M. le conseiller Blondel sur l'arrêt du 23 nov. 1881. Comp. sur ce point *infra*, v° *Jugement par défaut*, *Rép. eod. v.*, n° 335 et suiv.).

**1358.** La jurisprudence est divisée sur la question de savoir par qui doivent être supportés les frais des instances relatives à la déclaration de faillite, lorsque la sentence qui a prononcé une faillite est définitivement rapportée. D'après un premier système, ces dépens doivent être mis à la charge du failli (Paris, 22 et 27 août 1868, cités *supra*, n° 1356; *Journal des faillites*, 1883, p. 191; Bordeaux, 25 juill. 1882, aff. Delluc, rapporté *supra*, n° 1356; Nancy, 15 déc. 1885, aff. Bertinot, D. P. 87. 2. 15). Suivant une autre opinion, il y a lieu de les faire acquitter par le syndic, autorisé à les employer en frais de syndicat (Trib. com. Rouen, 7 déc. 1881, *Journal des faillites*, 1882, p. 195; Dijon, 11 mai 1882, aff. Maillard, D. P. 82. 2. 130).

**1359.** L'état de faillite d'un commerçant étant *indivisible*, la décision qui, sur opposition ou appel, rétracte le jugement déclaratif, est opposable à tous les intéressés, parties ou non parties à ce jugement, sauf l'exercice du droit d'opposition établi, même à l'égard du nouveau jugement, au profit des tiers intéressés ou des créanciers de la faillite par les art. 580 et 581 (*V. supra* n° 1343).

La rétractation du jugement déclaratif de la faillite a pour effet de faire considérer ce jugement comme non avenu, et de remettre les choses au même état que si la faillite n'avait jamais existé (*Rép. n° 1381 et 1540*). En conséquence, cette rétractation emporte nullité des poursuites exercées et des jugements obtenus en vertu de la déclaration de faillite contre les syndics (*Rép. n° 1381*). Mais si le jugement rendu contre les syndics avait acquis l'autorité de la chose jugée, il est douteux que la rétractation ultérieure de la faillite dût en entraîner l'annulation (*Rép. n° 1381*). Toutefois, des jugements, même passés en force de chose jugée, qui sont la suite d'une décision ayant déclaré la faillite d'un commerçant, doivent, bien que rendus contradictoirement avec les syndics, être déclarés anéantis par l'arrêt qui, conjointement avec les syndics, a rapporté le jugement déclaratif, alors que c'est par surprise et au mépris d'un contrat d'atermoiement qu'il avait accepté, qu'un créancier avait obtenu ce jugement par défaut contre le failli (Alger, 31 juill. 1849, aff. Espès, D. P. 50. 2. 45). — Toutefois, le jugement qui déclare rapporté un jugement déclaratif de faillite, en se fondant sur ce qu'une société nouvelle se charge de payer toutes les dettes, et en se référant, pour les sanctionner, aux arrangements intervenus entre le failli et la société nouvelle, peut être considéré comme n'ayant statué que pour l'avenir, en vue de la cessation des opérations commencées par le syndic, sans porter atteinte aux droits acquis et aux actes régulièrement faits par le syndic, et, spécialement, sans anéantir l'hypothèque inscrite par le syndic sur les immeubles du failli au profit des créanciers (Req. 8 nov. 1869, aff. Jouart, D. P. 72. 1. 195). Et ce jugement, ainsi interprété, bien qu'il soit rendu contre le syndic, serait susceptible de tierce opposition de la part des créanciers de la faillite (Même arrêt).

#### § 4. — Voies de recours extraordinaires.

**1360.** — I. RECOURS EN CASSATION. — Les décisions rendues en matière de déclaration de faillite ou de fixation de l'époque de la cessation des paiements peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation, pour les causes et suivant les formes et délais applicables à ce mode de recours, l'art. 583 ne les comprenant pas parmi les décisions qui n'en sont pas susceptibles (*Rép. n° 1379*. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2613).

**1361.** — II. TIERCE OPPOSITION. — Il a été toujours admis que le droit qui est accordé au failli ou aux créanciers d'attaquer, dans un certain délai, le jugement portant déclaration de la faillite ou fixation de la date de cessation des paiements, par la voie de l'opposition, dans son intérêt individuel pour le premier, et dans l'intérêt de la masse pour les seconds, est exclusif du droit de tierce opposition (*Rép. n° 1342*). Mais, sous le code de 1807, c'était une question que de savoir si les tiers autres que les créanciers, ou les créanciers ayant des intérêts opposés à ceux de la masse

pouvaient, pour combattre la demande en nullité des actes passés entre eux et le failli, par suite du jugement de déclaration de la faillite ou de report de la cessation des paiements, former tierce-opposition à ces jugements, dans leur intérêt particulier, même après l'expiration des délais légaux (Sur les trois systèmes proposés, V. *Rép.* n° 1339 à 1341, et v° *Tierce opposition*, n° 32). Lors de la préparation de la loi de 1838, le projet de l'art. 581 consacrait formellement au profit des tiers autres que les créanciers, la faculté de faire tierce opposition au jugement de report de la cessation des paiements, sans observation d'aucun délai, et jusqu'à l'époque où ce jugement serait invoqué contre eux : la tierce opposition n'était irrecevable qu'à l'égard du jugement déclaratif de la faillite (*Rép.* n° 1340). Malgré la suppression de cette disposition, on a soutenu l'existence, au profit des tiers intéressés, demeurés, par leur situation, étrangers à la faillite, du droit indéfini de tierce opposition au jugement de report qui viendrait compromettre leurs intérêts, la publicité prescrite par l'art. 580 étant insuffisante à leur égard (*Rép.* n° 1340). Mais, suivant l'interprétation généralement acceptée, les termes absolus de l'art. 580 ne permettent pas de distinguer entre les tiers non-créanciers et les créanciers, pour reconnaître aux premiers un droit de tierce opposition qu'on refuse et qu'on devait refuser aux seconds : le besoin d'arriver promptement à la liquidation de la faillite a pu être un motif déterminant pour le législateur d'établir une règle unique, malgré quelques inconvénients à l'égard des tiers qu'il n'a pas hésité à sacrifier à l'intérêt général (*Rép.* n° 1340). Et comme les art. 580 et 442 du nouveau code ont appliqué aux jugements qui changent la date de l'époque de la cessation des paiements et aux jugements déclaratifs le même mode de publicité, la distinction faite sous le code de 1807 entre ces deux classes de jugements n'est plus soutenable, et la tierce opposition doit être repoussée dans tous les cas (*Rép.* n° 1341, V. *infra*, art. 2). Ainsi, après l'expiration des délais pendant lesquels la loi permet d'y faire opposition, les jugements dont parle l'art. 580 ne peuvent être attaqués par la voie de la tierce opposition (Paris, 17 mars 1858, aff. Lalle, D. P. 58. 2. 121. V. Alauzet, t. 8, n° 2851; Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° *Faillite*, n° 1415. *Contrà*: Massol, *Journal de procédure* de Bioche, t. 9, p. 469, art. 2629).

**1362.** — III. RÈGLEMENT DE JUGES. — Quand plusieurs jugements déclaratifs de la même faillite sont émanés de tribunaux différents, il y a lieu à règlement de juges, conformément aux règles posées par l'art. 363 c. proc. civ. (V. *suprà*, sect. 2). Les voies de recours indiquées dans les art. 580 et 582 ne sont pas, en effet, exclusives de la règle d'après laquelle, lorsqu'il y a conflit judiciaire, un règlement de juges doit décider quel tribunal restera investi de la connaissance de l'affaire (*Rép.* n° 1382). Ainsi, de ce que les art. 580 et 582 c. com. indiquent l'appel et l'opposition comme voies de recours contre les jugements déclaratifs de faillite, il n'en résulte pas que la voie du règlement de juges soit interdite lorsque la faillite a été déclarée en même temps par deux tribunaux différents (Douai, 3 mai 1841, *Rép.* n° 1382 et 1328; Req. 13 mai 1862, aff. Méjean, D. P. 68. 5. 221). La demande en règlement de juges ayant pour objet de déterminer le tribunal compétent pour déclarer la faillite d'un commerçant, est valablement formée contre le syndic seul : il n'est pas nécessaire de mettre en cause le failli (Paris, 7 mai 1867, aff. Huot, D. P. 68. 5. 222). Dans ce cas, la requête à fin d'autorisation d'assigner en règlement de juges, lorsqu'elle est présentée avant que le jugement déclaratif n'ait acquis force de chose jugée par l'expiration du délai d'opposition, suspend l'effet dudit jugement jusqu'à la décision à intervenir sur la question de règlement; dès lors, la demande en règlement de juges est recevable, bien que l'assignation ait été donnée après l'expiration du délai précité (Même arrêt).

ART. 2. — Voies de recours contre le jugement qui fixe la date de la cessation des paiements.

#### § 1<sup>er</sup>. — Opposition.

**1363.** Ainsi que nous l'avons indiqué *suprà*, n° 323, les décisions relatives à la fixation de la date de la cessation

de paiements ont un caractère essentiellement provisoire. Comme le plus souvent le tribunal ne possède pas, au moment où il déclare la faillite, les éléments d'appréciation nécessaires pour fixer définitivement cette date, les art. 441 et 581 l'autorisent à fixer une date provisoire qui pourra être modifiée, d'office ou à la requête des intéressés, ou même renvoyer cette fixation à une date ultérieure (V. Req. 20 oct. 1886, aff. Saver, D. P. 87. 1. 349)... fixation qui, elle-même, est susceptible de modification jusqu'à l'expiration du délai indiqué dans l'art. 581. Nous avons déjà précisé *suprà*, n° 249 et suiv., ce que l'on doit entendre par cessation des paiements; il nous reste à rechercher ici : 1° quelles sont les décisions dont le rapport peut être demandé; 2° à quelles personnes appartient le droit d'opposition; 3° dans quels délais elles doivent en user.

**1364.** — 1° *Décisions susceptibles d'opposition.* — La date de la cessation des paiements pouvant être, d'office ou sur l'opposition des intéressés, fixée à des époques différentes par des jugements successifs, il faut en conclure que, successivement aussi, chacun de ces jugements peut être frappé d'opposition par ceux dont il lèse les droits (*Rép.* n° 125). Ainsi, l'art. 580, qui déclare susceptible d'opposition le jugement portant fixation de la cessation des paiements à une époque antérieure à la déclaration de faillite, est applicable à tout jugement qui reporte cette cessation de paiements à une date antérieure à celle à laquelle l'avait fait remonter une précédente décision (Poitiers, 31 déc. 1856, D. P. 57. 5. 172). Il s'applique, dès lors, non pas seulement au jugement déclaratif qui, conformément à l'art. 441, fixe la date de la cessation des paiements soit implicitement au jour de la déclaration de la faillite, en gardant le silence sur cette date, soit à une époque antérieure, mais au second jugement qui, par exemple, sur la demande des syndics, la ferait remonter à une époque plus ancienne (Caen, 5 févr. 1850, aff. Tostain, D. P. 52. 2. 36). Mais le droit exceptionnel d'opposition créé par les art. 580 et 581 ne concerne que le jugement déclaratif de la faillite et le jugement de report de la cessation des paiements (*Rép.* n° 1358). Ainsi, n'est pas susceptible de l'opposition permise à tous les intéressés et aux créanciers par les art. 580 et 581, le jugement qui, sur une première opposition, a maintenu la date de la cessation de paiements fixée... soit par le jugement déclaratif de la faillite (Poitiers, 2 févr. 1854, aff. Ritois, D. P. 54. 2. 153; Req. 12 août 1868, aff. Caumont, D. P. 71. 5. 488)... soit par un jugement postérieur (Orléans, 6 mars 1850, aff. Hanapier, D. P. 50. 2. 49)... alors même que, pour le jugement dont il s'agit, les formalités de la publication, prescrites pour faire courir le délai de l'opposition, auraient été accomplies (Même arrêt)... ces formalités étant, en ce cas, superflues. C'est contre le jugement primitif, et dans les délais applicables à ce jugement, que doit être formée la nouvelle opposition (Arrêts précités des 6 mars 1850 et 12 août 1868).

**1365.** — 2° *A quelles personnes appartient le droit d'opposition.* — A. *Failli.* — Le failli peut former opposition au jugement qui reporte l'époque de la cessation de ses paiements, à une date antérieure à la déclaration de la faillite, à l'effet de la faire fixer à une date postérieure à celle déterminée dans ce jugement (*Rép.* n° 135). Mais le failli est sans qualité pour faire reporter la date de la cessation de ses paiements à une époque antérieure à celle fixée par le jugement déclaratif ou par un jugement distinct, à l'effet d'exercer les actions établies par les art. 446, 447 et 448, ces actions n'étant ouvertes qu'à la masse, et non au failli personnellement (V. *suprà*, sect. 4, art. 3). Lorsque, sur la demande des syndics, la cessation des paiements du failli a été reportée à une époque antérieure au jour de la déclaration de faillite par un jugement frappé d'appel, le failli qui, durant l'instance d'appel, a obtenu un concordat, ne peut reprendre en son nom et dans son intérêt, l'action des syndics, et conclure à la confirmation du jugement, le report de la cessation des paiements prononcé par ce jugement étant pour lui sans intérêt, dès qu'il n'a pas qualité pour exciper de la nullité qui en serait la conséquence (Poitiers, 19 nov. 1851, aff. Senné-Barré, D. P. 57. 1. 153). Toutefois, en cas de réouverture de la faillite par suite de l'annulation ou de la résolution du concordat, la décision qui a ainsi rejeté, pour défaut de qualité, les conclusions du failli tendant à la

confirmation du jugement de report de la cessation de paiements, n'est pas opposable à la masse de ses créanciers (Même arrêt). Et il n'importe que les syndics aient figuré dans cette décision, si elle s'est bornée à leur donner acte de leur déclaration que le concordat avait fait évanouir leur intérêt au report de la faillite (Même arrêt). En conséquence, cette décision n'apporte pas l'obstacle de la chose jugée à ce que les nouveaux syndics réclament le même report qu'elle n'avait refusé qu'à raison du défaut de qualité du failli et de la déclaration des syndics que le concordat avait désintéressé les créanciers (Même arrêt).

**1366.** — B. *Autres intéressés.* — L'art. 580 conférant le droit d'opposition à tout intéressé, il est incontestable que ce droit appartient tant aux créanciers qu'aux syndics agissant dans l'intérêt de la masse. Et le droit d'attaquer *individuellement* le jugement de report de faillite appartient, non seulement aux créanciers hypothécaires ou privilégiés, qui sont en quelque sorte en dehors de la faillite et ont des intérêts contraires à ceux de la masse, puisque le maintien de leur hypothèque peut dépendre de la date assignée à la cessation des paiements (Lyon, 26 août 1850, aff. Clément Meyssiat, D. P. 55. 5. 217)... mais même aux créanciers *chirographaires*. Jugé en ce sens que les créanciers peuvent attaquer en leur *nom individuel* le jugement de report de la cessation des paiements, quoique ce jugement ait été rendu sur la demande des syndics ou contre eux; ils ne sont pas, en effet, représentés par les syndics quand ils usent du droit d'opposition à eux accordé par l'art. 581 (Civ. rej. 15 mai 1854, aff. Rossi, D. P. 54. 1. 205; Req. 20 oct. 1886, aff. Saver, D. P. 87. 1. 249; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2628, note 4; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 658). Jugé, de même, que les créanciers peuvent exercer l'action en report de l'ouverture de la faillite après qu'elle a été formée par le syndic et rejetée; car, dans ce cas, le syndic n'a pas représenté les créanciers; qu'il en est ainsi spécialement lorsque l'action en report du syndic était basée sur des moyens différents et avait en vue d'autres intérêts que ceux visés par l'action des créanciers (Toulouse, 23 août 1878) (1).

**1367.** L'opposition des créanciers au jugement concernant la fixation de la date de la cessation des paiements est recevable... encore que le créancier opposant ait participé aux opérations de la faillite, cette participation pouvant avoir eu précisément pour but de l'instruire de l'état des affaires du failli et de le mettre à même d'apprécier la conduite qu'il y a à tenir (Rep. n° 1338). Mais lorsque, après deux jugements, dont l'un a déclaré la faillite, et l'autre en a provisoirement fixé l'ouverture (ces deux jugements publiés et affichés dans les formes prescrites par l'art. 442 c. com.), il en intervient un troisième, contradictoirement entre les créanciers, dont les uns demandent que l'époque provisoirement assignée à la cessation de paiements soit maintenue, et les autres, qu'elle soit reportée en arrière, ce dernier jugement, comme rendu contradictoirement entre les intéressés, n'est pas susceptible d'opposition, et, par conséquent, n'est pas soumis, comme les deux premiers, à la formalité de l'affiche et de l'insertion dans les journaux (Poitiers, 2 févr. 1854, aff. Pitois, D. P. 54. 2. 153). En supposant ces formalités nécessaires, la nullité qu'on vou-

draît faire résulter de leur inaccomplissement ne peut être invoquée par le créancier qui a été partie au jugement, et qui a concouru à son exécution, en prenant part, par lui-même ou par un mandataire non désavoué par lui, sans protestation ni réserve de ce dernier, à des actes qui en étaient la conséquence, par exemple à la délibération relative au concordat : ces actes d'exécution emportent, de sa part, acquiescement, et le rendent non recevable à exciper de la prétendue nullité (Même arrêt)... Et, ces actes d'exécution fussent-ils eux-mêmes entachés de nullité, à raison du prétendu vice de clandestinité inhérent au jugement, que le concours persévérant du créancier à ces actes n'en impliquerait pas moins acquiescement, de sa part, audit jugement, acquiescement qui le rend non recevable à en interjeter appel (Même arrêt). En tout cas, il y a chose jugée au regard d'un créancier dans une décision qui repousse, comme tardivement formée, son opposition au jugement de report de la faillite et contre laquelle aucun recours n'a été dirigé, et ce créancier est mal fondé à se soustraire à l'autorité d'une pareille décision (Arrêt du 20 oct. 1886, cité *supra*, n° 1366).

**1368.** — 3° *Délais.* — L'art. 580 commenté *supra*, n° 1335 et suiv. statue à la fois pour le jugement déclaratif et pour celui qui fixe à une date antérieure l'époque de la cessation des paiements. Il accorde au failli, pour former opposition, un délai de huitaine et aux autres intéressés un délai d'un mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Mais l'art. 581 contient une autre disposition, dont la conciliation avec la précédente ne laisse pas que de soulever de sérieuses difficultés, disposition aux termes de laquelle « aucune demande des créanciers tendant à faire fixer la date de la cessation des paiements à une époque autre que celle qui résulterait du jugement déclaratif de faillite ou d'un jugement postérieur, ne sera recevable après l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances ». De la combinaison de ces deux articles, il résulte que la loi a établi deux délais distincts pour former opposition : 1° un délai fixe d'un mois pour tous les intéressés ; 2° un délai variable, qui s'étend de la prononciation du jugement à la fin de la procédure de vérification, pour les créanciers seulement. Mais la difficulté est de déterminer le mode de fonctionnement de ce double délai à l'égard des créanciers.

**1369.** Trois systèmes ont été proposés. Dans un premier système, on décide que les créanciers peuvent toujours demander le report d'ouverture jusqu'à l'expiration de la procédure préparatoire, mais jamais au delà, sa durée fût-elle inférieure à un mois, tandis que les autres intéressés auraient un mois fixe à dater de la publication du jugement (Civ. cass. 4 nov. 1857, aff. Chénard, D. P. 58. 1. 34). Rationnellement, ce système se justifie aisément; il est juste que les créanciers, parties à la procédure préparatoire, puissent, jusqu'à son achèvement, former une demande en report d'ouverture à raison des faits nouveaux qui peuvent se révéler; il n'est pas moins équitable que les autres intéressés, demeurés étrangers à la procédure, aient un délai fixe à compter du jour où le jugement qui leur préjudicie est rendu public. Mais ce système, qui revient

(1) (Ferrier C. Créanciers de la faillite Barrot.) — La cour; — Attendu que l'art. 581 c. com. accorde aux créanciers un droit individuel pour faire reporter l'ouverture de la faillite à une date autre que celle résultant d'un jugement déclaratif ou d'un jugement postérieur; que, d'après le même article, l'époque de la cessation des paiements n'est irrévocablement déterminée à l'égard des créanciers qu'après la vérification et l'affirmation des créances; — Que c'est seulement, en effet, au cours de ces opérations qu'il est possible de connaître les conditions mêmes de la faillite, la date vraie de la cessation des paiements, la position respective des créanciers et les mesures que réclament leurs intérêts; que, jusqu'à la clôture de ces opérations, le sort de la faillite incertain et provisoire peut subir des modifications, que rien n'est irrévocable, et que par suite le droit des créanciers reste ouvert; — Attendu que si, en règle générale, la masse est représentée par le syndic dans les actions qu'il engage ou auxquelles il défend, et si la chose jugée avec lui est opposable aux créanciers, il n'en saurait être ainsi lorsqu'un droit individuel a été réservé à ceux-ci par la loi, comme dans le cas de l'art. 581; — Attendu que le moyen de rejet formulé contre l'action des créanciers de la faillite Barrot doit être d'autant moins

accueilli que l'action en report d'ouverture engagée par le syndic en 1876 reposait sur des moyens différents et avait en vue d'autres intérêts que ceux actuellement visés par l'action des créanciers; — Qu'en 1876, le débat s'est contradictoirement engagé avec la demoiselle Lépine dont on voulait faire tomber l'hypothèque remontant au 19 août 1872 et qui a triomphé dans sa résistance, tandis que l'action des créanciers a été surtout dirigée contre Ferrier, qu'ils ont mis en cause afin d'atteindre son hypothèque du 23 févr. 1874, en faisant remonter l'ouverture de la faillite au 31 juill. 1873; — Qu'il serait donc injuste de leur dénier le droit d'agir, puisque d'une part, la question qu'ils soulèvent n'a pas été tranchée avec Ferrier, qui n'était pas dans l'instance de 1876, et que d'une autre part, c'est au cours des opérations de la faillite qu'ils ont pu se renseigner sur la nature et l'ancienneté de la créance que Ferrier a fait garantir par une hypothèque, sous les apparences d'un acte d'ouverture de crédit, circonstances que le syndic pouvait ignorer lors de son opposition du 8 août 1876;

Par ces motifs, etc.

Du 23 août 1878.-C. de Toulouse, 3<sup>e</sup> ch.-MM. Desarnauts, pr.-Liège d'Iray, av. gén.-Albert et Ebelot, av.



à dire que les créanciers sont exclusivement régis par l'art. 581, est inconciliable avec le texte de l'art. 580, dont la formule est absolument générale.

D'après un second système, l'art. 580 établirait un délai *maximum* pour le droit d'opposition des créanciers, qui se trouveraient ainsi privés de cette voie de recours, soit par l'achèvement de la procédure préparatoire avant le mois, soit par l'expiration du délai d'un mois survenant même avant l'achèvement de la procédure de vérification (Orléans, 11 mars 1846, aff. Hardy, D. P. 46. 2. 77; Renouard, t. 2, p. 378; Laurin, n° 1045; Ruben de Couder, n° 1114). Bien que ce système puisse s'appuyer sur les travaux préparatoires de la loi de 1838 (*Rép.* n° 1345), nous hésitons à l'adopter, car il cadre mal, soit avec le texte de l'art. 581, soit avec l'esprit général de la loi, qui est plutôt favorable aux créanciers.

Aussi la jurisprudence s'est-elle aujourd'hui ralliée à un troisième système, aux termes duquel l'art. 580 c. com., qui accorde aux parties intéressées un délai d'un mois à partir de l'accomplissement de l'art. 442, pour former opposition au jugement déclaratif de la faillite, et à celui qui fixe à une date antérieure l'époque de la cessation des paiements, ne peut s'appliquer aux créanciers; à leur égard, l'art. 581 dispose d'une manière particulière, et leur action peut être introduite non seulement sous la forme d'une opposition proprement dite, mais encore par voie de *demande principale*, et ce, tant que les délais pour la vérification et l'affirmation des créances ne sont pas expirés. Les créanciers, en d'autres termes, ont, dans tous les cas, le délai d'un mois imparti à tous les intéressés; et, de plus, ce délai expiré, il leur est encore loisible de se pourvoir si la procédure de vérification n'est point encore terminée (Orléans, 6 mars 1850, aff. Hanapier, D. P. 50. 2. 49; Req. 1<sup>re</sup> avr. 1879, aff. Ferrier, D. P. 79. 1. 353; Trib. com. Seine, 30 nov. 1885, *La Loi*, n° du 9 déc. 1885; Trib. com. Angoulême, 4 févr. 1885, *Journal des faillites*, 1886, p. 92). — Jugé, dans le même sens, que l'époque de la cessation des paiements du failli n'étant irrévocablement déterminée, à l'égard des créanciers, que par l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances, les jugements qui interviennent successivement pour fixer cette époque n'ont point l'autorité de la chose jugée, quant à la date de la cessation de paiements, et peuvent, dès lors, être frappés d'opposition par les intéressés, tant que les délais légaux ne sont pas expirés. Et l'ordonnance par laquelle le juge-commissaire, au cours de la vérification des créances de la faillite, a déclaré surseoir pour la production et l'affirmation de ces créances, jusqu'au jour où le tribunal aurait déterminé la date de la cessation des paiements, a pour effet, si elle n'est pas attaquée, de proroger les délais légaux pendant lesquels l'opposition est recevable, et, par suite, de permettre aux créanciers, jusqu'à la clôture de la vérification et de l'affirmation, de demander le report de l'ouverture de la faillite à une date autre que celle précédemment fixée (Req. 1<sup>re</sup> avr. 1879 précité).

**1370.** L'art. 581, qui déclare l'opposition des créanciers recevable jusqu'à l'affirmation et la vérification des créances, ne s'applique qu'aux créanciers agissant dans l'intérêt de la

masse. En conséquence, l'opposition au jugement qui fixe la date de la cessation des paiements du failli est soumise au délai d'un mois fixé par l'art. 580 c. com., lorsque l'opposant, même investi de la qualité de créancier, agit dans un intérêt opposé à celui de la faillite, et, par exemple, pour faire maintenir des actes qui, si ce jugement était maintenu, seraient nuls ou pourraient être annulés en vertu des art. 446 et 447 c. com. (Civ. cass. 23 avr. 1861, aff. Winckler, D. P. 61. 1. 160; Orléans, 12 janv. 1869, aff. Musset, D. P. 69. 2. 24; Toulouse, 17 nov. 1881 (1); Req. 13 mai 1885, aff. Carlier, D. P. 86. 1. 136). L'opposition cesse, en pareil cas, d'être recevable à l'expiration du délai d'un mois, bien que les délais de vérification et d'affirmation des créances ne soient pas encore expirés (Arrêt précité du 13 mai 1885). L'application de cette distinction aux créanciers hypothécaires ou privilégiés conduit à décider que ces créanciers bénéficieraient des délais impartis par l'art. 581 lorsqu'ils agiraient dans l'intérêt de la masse, et qu'ils n'auraient, au contraire, que le délai d'un mois accordé aux intéressés par l'art. 580 lorsqu'ils agiraient dans un intérêt propre, et défendraient contre la masse leur droit de préférence menacé par le report de la faillite (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2635).

**1371.** Certaines difficultés se sont élevées dans la pratique sur les limites du délai imparti par l'art. 581. On s'est demandé tout d'abord s'il convient d'envisager la procédure de vérification en bloc et d'autoriser l'opposition tant qu'elle n'est pas close pour tous, ou de fixer, au contraire, le délai d'une manière distincte pour chacun des créanciers? Le premier mode de calcul a prévalu; il est seul conforme au texte et à l'esprit de l'art. 581, qui se réfère manifestement à une date unique pour tous les créanciers (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2636; Laurin, n° 1047; Alauzet, t. 8, n° 2857). Il est certain, d'autre part, que l'action des créanciers à fin de report de l'ouverture de la faillite devient non recevable après le procès-verbal de clôture de la vérification des créances, suivi de l'affirmation des créances non contestées (Req. 21 déc. 1858, aff. Mathieu, D. P. 59. 1. 35). Est-il absolument nécessaire qu'un procès-verbal ait été dressé? La négative semble prévaloir en jurisprudence. La loi, en effet, a eu simplement en vue les délais des art. 492, 493 et 497, lesquels expirent huit jours après la comparaison du dernier créancier vérifié, même dans le cas où aucun procès-verbal de clôture n'aurait été dressé (Req. 21 déc. 1858 précité (motifs); Paris, 21 févr. 1883, aff. Deteure, D. P. 84. 2. 173). Mais ce délai comprend toujours la huitaine qui suit la vérification, même si les créanciers vérifiés ont affirmé immédiatement leurs créances (Civ. rej. 8 mai 1860, aff. Poitevin, D. P. 60. 1. 242).

**1372.** En tout cas, le renvoi à l'audience d'une créance contestée n'a point pour effet de prolonger le délai de l'action en report jusqu'au jugement à intervenir sur cette contestation (Arrêt du 21 déc. 1858, cité *supra*, n° 137; Req. 12 août 1868, aff. Caumont, D. P. 71. 5. 188. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2636, p. 636, note 3). M. Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 657, se rallie, en principe, à cette solution, en formulant toutefois quelques réserves en ce qui concerne les créanciers domiciliés à l'étranger.

Lorsque la demande des créanciers d'un failli, à fin de

(1) (Clavière et Frère C. Michel.) — LA COUR; — Attendu, en fait, que, par jugement du 9 mars 1881, l'ouverture de la faillite de Michel a été reportée au 14 déc. 1878; que ce jugement a été notifié, le 16 avr. 1881, aux sieurs Clavière et Frère, lesquels ne se sont pourvus par la voie de l'opposition contre ledit jugement que le 13 juillet suivant; — Attendu que, si l'art. 581 c. com. accorde aux créanciers jusqu'à l'expiration des délais pour l'affirmation et la vérification des créances le droit de se pourvoir afin de faire fixer la date de la cessation des paiements, c'est uniquement lorsqu'ils agissent en la seule qualité de créanciers de la faillite, et non lorsqu'ils agissent dans un intérêt propre et pour sauvegarder des droits particuliers opposés à ceux de la faillite; que ceux-là sont les parties intéressées dont parle l'art. 580, et auxquelles cet article n'accorde qu'un mois pour faire opposition; que la différence entre les deux situations explique celle des délais auxquels l'action est soumise; qu'en effet, pour les créanciers composant la masse et n'ayant pas d'intérêt distinct, l'affirmation et la vérification des créances seraient souvent le seul moyen de se renseigner sur les causes et la véritable date de la cessation de paiements, tandis que le créancier ayant des intérêts propres dont il connaît l'étendue est en mesure de les faire valoir

dès que le jugement fixant l'époque de l'ouverture de la faillite a reçu la publicité prescrite par la loi; — Et attendu que Clavière et Frère, créanciers de la faillite Michel, n'agissent que pour faire maintenir à leur profit et au détriment de la masse des actes et paiements dont le jugement qui fixe l'ouverture de la faillite peut compromettre le sort; que par suite ils auraient dû se pourvoir par opposition dans le mois, qu'ils ont laissé passer ce délai et ont ainsi encouru la déchéance; que leur opposition tardive devait donc être rejetée; — Attendu, d'ailleurs et au fond, qu'il résulte des documents produits, de la correspondance, des actes de protêt et de poursuites émanés de Clavière et Frère eux-mêmes, qu'à la date fixée par le jugement, ce n'était pas seulement une gêne accidentelle et passagère que subissait le commerce de Michel, mais que ce dernier était hors d'état de faire honneur à ses engagements et avait en réalité cessé ses paiements, qu'il ne pouvait solder les sommes les plus minimes et qu'il avait été plusieurs fois assigné en déclaration de faillite;

Pur ces motifs, etc.

Du 17 nov. 1881. — C. de Toulouse, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Desarnauts, pr.-Frézouls, av. gén.-Cousin et Albert, av.

report de la cessation des paiements à une époque autre que celle résultant du jugement déclaratif de faillite ou d'un jugement postérieur, a été formée antérieurement à l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances, le tribunal doit statuer sur cette demande, alors même que les syndics de la faillite auraient laissé clore, sans opposition, le procès-verbal de vérification et d'affirmation (Req. 22 janv. 1861, aff. Langlois, D. P. 61. 1. 364). Et il n'importe que le jugement intervenu ait été rendu sur une seconde requête des créanciers, postérieure à ces délais, si cette requête pouvait être considérée comme n'étant que la réitération de la première, en ce que, par exemple, les créanciers n'y concluaient pas au report de la cessation des paiements du failli à une époque plus éloignée que celle qu'ils avaient d'abord fixée (Même arrêt; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2637, p. 636, note 4; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 659). — D'autre part, le créancier qui a formé opposition au jugement qui a fixé l'époque de l'ouverture de la faillite ne peut, par son désistement, priver un autre créancier intervenu dans l'instance, même après le délai fixé par l'art. 580 c. com., du droit de poursuivre la réformation du jugement (Rennes, 5 févr. 1861, aff. François, D. P. 61. 2. 124). Dès lors, en effet, qu'il agit dans un intérêt commun, et que le jugement à intervenir sur l'opposition doit avoir effet *erga omnes*, comme le jugement qu'il remplace, ce créancier doit être considéré comme ayant conservé le droit de tous par son opposition faite en temps utile (Même arrêt, motifs. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2639; Boistel, n° 903; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 648).

**1373.** Il est certain qu'après l'expiration des délais ci-dessus mentionnés, le tribunal ne peut pas plus modifier, d'office, la date de la cessation des paiements, qu'il ne pourrait le faire sur la demande des intéressés : cette date est désormais irrévocablement fixée (Montpellier, 14 janv. 1869, aff. Mazeran, et 19 nov. 1859, aff. Jandon, D. P. 60. 2. 76; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2637, p. 636, note 5; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 658; Alauzet, t. 8, n° 2857. V. aussi *Rép.* n° 125). — Il n'est pas moins certain que, jusqu'à l'expiration de ces délais, s'il a fait une première fixation qu'il a déclarée provisoire ou s'il n'en a fait aucune, il peut d'office modifier la date provisoire résultant de sa décision formelle ou de la loi (art. 441). — Que faut-il décider s'il a usé de ses droits *sans réserves*? Certains auteurs prétendent qu'en ce cas le tribunal a épuisé ses pouvoirs, et qu'il ne peut plus d'office modifier sa première fixation, qui doit subsister tant qu'elle n'est pas attaquée par un intéressé (Ruben de Couder, n° 163). Mais cette solution est manifestement contraire au texte et à l'esprit des art. 441 et 581 combinés : tant que les délais des art. 580 et 581 ne sont pas expirés, la première fixation, étant purement provisoire, ne constitue un droit acquis pour personne, et le tribunal conserve le droit de la modifier d'office comme il pourrait le faire à la requête des intéressés (Req. 1<sup>er</sup> avr. 1879, aff. Ferrier, D. P. 79. 1. 353. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2637; Bravard et Demangeat, t. 5, p. 194; Boistel, n° 904). — Et cette décision ainsi rendue d'office, pouvant être considérée comme un jugement *par défaut* à l'égard de tous les intéressés, peut être attaquée par eux dans les délais des art. 580 et 581 (Civ. cass. 14 déc. 1875, aff. Lebel, D. P. 76. 1. 119; Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*).

## § 2. — Appel.

**1374.** — 1<sup>o</sup> *Par qui l'appel peut être interjeté.* — La loi ne contenant aucune disposition expresse sur l'appel du jugement de report de faillite, pas plus que sur l'appel du jugement déclaratif, il convient de s'en référer purement et simplement aux principes généraux pour la détermination des personnes investies du droit d'appel (V. *supra*, n° 1345 et suiv.). — Ce droit appartient tout d'abord au failli, qui doit être considéré comme ayant toujours été partie au jugement de report. De plus, tout tiers intéressé à qualité pour interjeter appel du jugement de déclaration ou de report de faillite, du chef du failli, et comme exerçant les droits de ce dernier. Ainsi, le cessionnaire du failli peut, au nom de son cédant, faire appel du jugement qui a reporté la cessation des paiements de celui-ci à une époque antérieure à la cession, afin de la sous-

traire aux effets de ce report (Orléans, 16 déc. 1868, aff. Deligeon, D. P. 69. 2. 23).

**1375.** Quant aux créanciers, le droit d'interjeter appel ne saurait leur être reconnu que s'ils ont été parties au jugement. — Décidé, en ce sens, que le jugement qui, en matière de faillite, détermine la date de la cessation des paiements du failli, sur l'opposition formée contre le syndic par l'un des créanciers à un jugement précédent faisant remonter cette cessation de paiements à une époque différente, et, par exemple, à une époque plus ancienne, ne peut être frappé d'appel par les autres créanciers qui n'y sont point intervenus : on objecterait vainement que ces derniers étaient représentés au jugement par le syndic, lequel n'y a figuré qu'au nom de la masse, et non comme représentant de chaque créancier pris individuellement (Caen, 5 févr. 1850, aff. Tostain, D. P. 52. 2. 36; Douai, 6 mai 1850, aff. Plé, D. P. 52. 2. 138; Civ. cass. 30 janv. 1867, aff. Comp. l'Aigle, D. P. 67. 1. 70; Aix, 6 avr. 1870, aff. Desforges, D. P. 71. 2. 10; Rennes, 1<sup>er</sup> mai 1876, aff. Roulet, D. P. 78. 2. 207). Ces créanciers, qui n'ont pas été parties au jugement, n'ont d'autre droit que d'y former opposition (Mêmes arrêts. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2340, p. 637, note 5; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 665. V. cependant *contra* : Orléans, 4 mai 1864, aff. Caisse agricole, D. P. 64. 5. 181, arrêt cassé par l'arrêt précité de la chambre civile du 30 janv. 1867; Alauzet, t. 8, n° 2859).

**1376.** — 2<sup>o</sup> *Délais et formes.* — Le délai d'appel, comme pour tout autre jugement en matière de faillite, est de quinze jours (art. 582) (Aix, 6 avr. 1870, aff. Desforges, D. P. 71. 2. 10). Sur les difficultés relatives au point de départ de ce délai, V. *supra*, n° 1349. — L'appel des syndics contre le jugement rendu, sur leur demande, à fin de report de la cessation des paiements à une autre époque que celle fixée dans le jugement déclaratif, est valablement interjeté par requête, sans qu'il soit besoin d'intimer le créancier à la poursuite duquel le jugement déclaratif est intervenu (Agen, 20 juin 1855, aff. Ribadieu, D. P. 56. 2. 97). Et, si l'instance en report a été engagée par un créancier du failli, sans que le syndic ait été mis en cause, et, par exemple, a été liée avec un autre créancier intervenant, l'intimation du syndic n'est pas nécessaire à la recevabilité de l'appel formé contre le jugement rendu sur cette demande (Req. 18 août 1863, aff. Corel, D. P. 64. 1. 39. V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2640; Alauzet, t. 8, n° 2859). — Sur les voies de recours extraordinaires contre les jugements qui fixent la date de la cessation des paiements, V. *supra*, n° 1360 et suiv.

## ART. 3. — Voies de recours contre tous autres jugements en matière de faillite.

**1377.** Les jugements rendus en matière de faillite (V. *supra*, n° 1316 et suiv., l'interprétation de ces mots en matière de faillite) sont, au point de vue des voies de recours ouvertes contre eux, assujettis à des règles spéciales. Dans un double but de célérité et d'économie, la loi a dérogé au droit commun, non seulement en ce qui concerne le jugement déclaratif et le jugement qui fixe la date de la cessation des paiements, mais encore relativement aux autres jugements rendus en matière de faillite.

**1378.** — I. DÉCISIONS NON SUSCEPTIBLES DE RECOURS. — Il en est tout d'abord, parmi ces jugements, que la loi déclare non susceptibles d'opposition, d'appel, ni de recours en cassation : ce sont en général des décisions concernant l'administration de la faillite. L'art. 583 c. com. en donne l'énumération limitative (*Rép.* n° 1389 et 1378). Cette énumération comprend :

1<sup>o</sup> *Les jugements relatifs à la nomination ou au remplacement du juge-commissaire, à la nomination ou à la révocation des syndics.* — La nomination et le remplacement du juge-commissaire de la faillite, par le tribunal de commerce, ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel, ni de recours en cassation, de tels actes ne constituant pas de véritables jugements (V. *supra*, sect. 5)... sauf le droit de récusation ouvert contre le juge-commissaire par l'art. 383 c. proc. civ. (Req. 2 juill. 1855, aff. Fontanié Clauzel, D. P. 55. 1. 396). Il en est de même des jugements portant nomination

ou remplacement des *syndics* soit provisoires, soit définitifs (V. *supra*, sect. 7). — Quant à la *révocation* des *syndics*, il était décidé, sous le code de 1807, que les *syndics* provisoires étaient admis à former opposition au jugement qui les révoquait (*Rép.* n° 425-1° et 608). L'art. 583 a supprimé tout recours contre les jugements de révocation des *syndics*, aussi bien que contre les jugements qui les nomment ou les remplacent (V. *supra*, sect. 7); ... et cette règle est absolue et sans exception; en conséquence, est non recevable l'appel interjeté par les *syndics* d'une faillite du jugement par lequel le tribunal de commerce a prononcé leur révocation et leur a nommé des successeurs, quelles que puissent être d'ailleurs les irrégularités de ce jugement (Nîmes, 9 oct. 1859, aff. Cusinberche, D. P. 60. 5. 174).

**1379.** — 2° Les jugements qui statuent sur les demandes de *sauf-conduit* et sur celles de secours pour le failli et sa famille. — L'art. 583-2° interdit expressément tout recours contre le jugement qui statue sur la demande d'un *sauf-conduit* (*Rép.* n° 388). Ainsi, l'appel du jugement qui accorde au failli un *sauf-conduit* est non recevable, même de la part du créancier sur la poursuite duquel le failli a été incarcéré par voie de contrainte par corps (Paris, 31 août 1839, *Rép.* n° 388), ... et bien que le failli soit intervenu dans le débat (*Rép.* n° 388). Cette solution a conservé son intérêt pour les cas où la contrainte par corps, abolie en matière civile et contre les étrangers, a été maintenue, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de condamnation en matière criminelle, correctionnelle ou de police, soit à des amendes ou aux frais au profit de l'Etat, soit à des restitutions ou dommages-intérêts au profit de l'Etat ou des particuliers (L. 22 juill. 1867, art. 1 et 2, D. P. 67. 4. 75. L. 10 déc. 1871, D. P. 71. 4. 167).

La disposition de l'art. 583 qui interdit l'appel des jugements statuant sur les demandes de *sauf-conduit*, s'applique aux jugements qui *refusent* ou *retirent* ce *sauf-conduit* aussi bien qu'aux jugements qui l'accordent (Lyon, 30 juin 1847, aff. Payet, D. P. 48. 2. 40; Orléans, 7 déc. 1866, D. P. 66. 2. 233, et sur pourvoi, Civ. rej. 22 mai 1867 aff. Bouguereau, D. P. 67. 1. 198); ... et notamment, au jugement qui rétracte l'affranchissement du dépôt à la maison pour dettes accordé au failli par le jugement déclaratif (Arrêts précités des 7 déc. 1866 et 22 mai 1867). Jugé, de même, que lorsqu'un tribunal de commerce, statuant sur une demande en déclaration de faillite, omet de se prononcer sur la mesure du dépôt de la personne du failli dans la maison d'arrêt, cette omission, volontaire ou non, peut être prise comme une manifestation de l'intention d'accorder un *sauf-conduit* au failli. En conséquence, l'appel interjeté de ce chef *n'est pas recevable*; c'est le tribunal qui doit être saisi, non la cour, le tribunal qui a accordé un *sauf-conduit* au failli ayant toujours le droit de revenir sur sa décision (Amiens, 28 mai 1887, aff. Caisse de l'industrie, D. P. 88. 2. 226). Mais le jugement qui statue sur une demande tendant à la mise en liberté *définitive* du failli, à la différence de celui qui prononce sur une demande de *sauf-conduit*, est susceptible d'appel (Civ. cass. 26 juill. 1853, aff. Dumoulin, D. P. 53. 1. 254; Montpellier, 11 mars 1871, aff. N..., D. P. 72. 2. 28). Une telle demande, d'ailleurs, ne saurait être accueillie, la mise en liberté du failli ne pouvant être que provisoire jusqu'à la clôture de la faillite (V. *supra*, n° 774 et suiv.). — Sur les jugements statuant sur les demandes de *secours*, V. *Rép.* n° 937.

**1380.** — 3° Jugements qui autorisent à vendre les effets ou marchandises appartenant à la faillite. — La vente des effets et marchandises appartenant à la faillite est faite sur l'autorisation du juge-commissaire, quand il s'agit d'objets qui sont sujets à déperissement ou à dépréciation imminente, ou bien encore qui sont dispendieux à conserver (V. *supra*, sect. 6); ... ou s'il s'agit de tous autres effets et marchandises du failli à vendre avant le concordat ou la formation de l'union (V. *supra*, sect. 8); ... et sans qu'il soit même besoin de l'autorisation du juge-commissaire, si la vente est faite après l'union (V. *supra*, sect. 11). Ces diverses ventes peuvent être l'objet d'une opposition et c'est le jugement intervenu sur cette opposition qui échappe à tout recours, en vertu tant du paragraphe 2 que du paragraphe 5 de l'art. 583; ... sans qu'il y ait lieu de distinguer

entre les jugements rendus pendant l'état d'union et ceux intervenus au cours de la période antérieure (Rennes, 3<sup>e</sup> ch., 14 mai 1888, aff. Cummunel C. Faillite Riouallec.-MM. Adam, pr.-Arnaud de Guényveau, av. gén.-Grivart et Jenouvrier, av.).

**1381.** — 4° Jugements qui prononcent sursis au concordat ou admission provisionnelle de créanciers contestés. — En principe, les jugements intervenus sur une demande de sursis au concordat, fondée, par exemple, sur l'inaccomplissement des formalités nécessaires à la validité du concordat ne sont affranchis de tout recours que lorsque le sursis est accordé, le paragraphe 4 de l'art. 583 ne parlant que des jugements de sursis, et de tels jugements n'étant jamais de nature à léser les intérêts du failli ou les intérêts des créanciers (Caen, 20 janv. 1868, aff. Delattre, D. P. 69. 2. 100). Si, au contraire, le jugement décide qu'il sera passé outre au concordat, il est soumis à opposition, appel ou pourvoi en cassation (Même arrêt) (V. *supra*, v° Appel civil, n° 38). — Mais lorsque le sursis au concordat est réclamé, conformément à l'art. 499, à raison de l'existence d'une contestation sur l'admission d'une créance, le jugement intervenu n'est susceptible d'aucun recours, soit qu'il ait accordé le sursis, soit qu'il l'ait refusé en admettant le créancier contesté à prendre part aux délibérations du concordat pour une somme provisionnellement déterminée : c'est à ces deux hypothèses que se réfère alors le paragraphe 4 de l'art. 583, et non pas seulement à celle où le sursis aurait été prononcé (Paris, 18 oct. 1855, aff. David, D. P. 56. 2. 43). Le jugement qui prononce une admission provisionnelle est, en effet, dans tous les cas, régi par l'art. 583-4° exclusif de toute voie de recours, et ce, même dans le cas où l'admission serait prononcée par le tribunal civil (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2873; Laurin, n° 1097). — Les voies de recours de droit commun devraient, au contraire, s'appliquer à tout jugement rejetant l'admission provisionnelle (Caen, 20 janv. 1868, précité. Conf. Lyon-Caen et Renault, loc. cit.; Laurin, n° 1098; Ruben de Couder, n° 1433).

**1382.** — 5° Jugements sur recours formés contre les ordonnances rendues par le juge-commissaire dans les limites de ses attributions (V. *Rép.* v° Appel civil, n° 310 et suiv.).

**1383.** L'art. 583 n'énumère que ces cinq catégories de jugements. Mais à cette liste il convient d'ajouter les décisions visées par la loi du 4 mars 1889. Aux termes de cette loi, ne sont susceptibles d'aucun recours : 1° le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire (art. 4); 2° le jugement rendu sur la requête du débiteur, déclaré en faillite antérieurement à la promulgation de la loi du 4 mars 1889, à l'effet de n'être soumis qu'aux incapacités édictées contre les débiteurs admis à la liquidation judiciaire (art. 25).

**1384.** — II. DÉCISIONS SUSCEPTIBLES DES VOIES DE RECOURS ÉTABLIES PAR LE DROIT COMMUN. — Les décisions en matière de faillite, qui ne rentrent pas dans l'une des catégories déterminées par l'art. 583, et qui, émanées du tribunal lui-même, constituent de véritables jugements, demeurent soumises aux voies de recours établies par le droit commun (*Rép.* n° 4376 et 1378, V. aussi Appel civil, n° 310 et suiv.)... sauf l'abréviation du délai d'appel résultant de l'art. 582... à la différence des ordonnances du juge-commissaire de la faillite, lesquelles ne sont susceptibles de recours que dans les cas expressément prévus par la loi.

C'est par application de cette règle qu'on a considéré comme ayant le caractère, non de simples actes d'administration, mais de jugements proprement dits, attaquables, dès lors, par opposition, appel et recours en cassation, conformément aux principes généraux :... 1° le jugement par lequel le tribunal de commerce arbitre, en exécution de l'art. 462, l'indemnité due aux *syndics* (Nancy, 2 mai 1867, aff. Mougenot, D. P. 67. 2. 83; Aix, 18 déc. 1871, aff. Rabattu, D. P. 72. 5. 245; Paris, 13 mai 1874, aff. Lhuillier, D. P. 74. 2. 200; Civ. rej. 17 mars 1875, aff. Normand, D. P. 75. 1. 232). Ainsi, et spécialement, ce jugement peut être frappé d'appel par les *syndics*, qui estiment que l'indemnité arbitrée par le tribunal est insuffisante (Arrêt précité du 2 mai 1867)... ou par le failli, qui la considère comme excessive ou en demande la réduction (Arrêts précités)... notamment dans le cas où un jugement antérieur a

remis le failli à la tête de ses affaires et a ordonné qu'il serait réintégré dans la libre disposition de son actif, déduction faite des sommes dues aux créanciers produisant (Arrêt précité du 17 mars 1875)... et alors même que, avant l'assemblée générale qui a approuvé les comptes des syndics, il aurait autorisé ceux-ci à conserver, sur le reliquat, une somme destinée à faire face aux réclamations de certains créanciers (Arrêt précité du 13 mai 1874)... surtout si le failli n'assistait pas à cette assemblée et si les créanciers sont intégralement remboursés (Même arrêt). — Mais les créanciers qui n'ont été ni appelés, ni représentés au jugement (les syndics ne pouvant, à ce point de vue, être envisagés comme les représentants de la masse, puisque leur intérêt est contraire), ne sauraient être admis à interjeter appel (Nancy, 1<sup>er</sup> mars 1878) (1). La voie de l'opposition seule leur serait ouverte; — ... 2<sup>o</sup> Le jugement qui statue sur l'homologation d'une transaction, V. *suprà*, n<sup>o</sup> 840; — ... 3<sup>o</sup> Les jugements rendus en exécution du décret du 22 août 1848 sur les *concordats amiables* (Paris, 19 mai 1851, aff. Brousse-Leblanc et comp. D. P. 54. 5. 357). — ... 4<sup>o</sup> Les jugements rendus sur *opposition au concordat*, V. *suprà*, n<sup>o</sup> 929; — ... 5<sup>o</sup> Les jugements qui statuent sur l'*homologation du concordat*, V. *suprà*, n<sup>o</sup> 937; 6<sup>o</sup> — ... Les jugements rendus sur l'*excusabilité du failli*. — Un jugement rendu sur l'*excusabilité* n'est point, il est vrai, susceptible d'*opposition*, une telle décision ne pouvant être par défaut dès qu'il n'y a lieu d'y appeler ni le failli, ni les créanciers, ni les syndics. Mais il est susceptible d'appel, et la voie de l'appel est ouverte au failli personnellement, ainsi qu'aux créanciers; et, comme il n'y a plus de masse, c'est à chaque créancier individuellement qu'appartient ce droit d'appel (Bourges, 11 févr. 1851, aff. Delafond, D. P. 51. 2. 87; Orléans, 4 mai 1852, aff. Leblanc, et Nîmes, 13 juin 1853, aff. Borelly, D. P. 53. 2. 206; Paris, 19 août 1852, aff. Bauby, D. P. 53. 2. 70; Montpellier, 8 avr. 1853, aff. Froger, D. P. 55. 2. 349; Lyon, 14 nov. 1853, aff. Briand, D. P. 54. 5. 372; Paris, 13 déc. 1853, aff. de Breuil, D. P. 55. 2. 102; Amiens, 11 déc. 1855, aff. Soyeux, D. P. 56. 2. 165; Rouen, 28 juill. 1858, aff. Dillard, D. P. 68. 5. 215; Limoges, 9 août 1862, aff. Pédecoll, D. P. 62. 5. 161; Paris, 8 janv. 1864, aff. C... D. P. 64. 5. 178).

**1385.** — III. DÉLAI D'APPEL. — Pour tous les jugements rendus en matière de faillite, l'art. 582 modifie le délai d'appel qui, de droit commun, est de deux mois (c. proc. civ. art. 443 modifié par la loi du 3 mai 1862, réduisant le délai de trois à deux mois), et réduit ce délai à quinze jours à compter de la signification (Rép. n<sup>o</sup> 1372. V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 2810).

Ainsi que nous l'avons établi précédemment à propos de la compétence (V. *suprà*, n<sup>o</sup> 1316 et suiv.), les jugements rendus en matière de faillite; dans le sens de l'art. 582, sont les jugements relatifs à des questions ou actions qui, d'une part, sont nées de l'événement de la faillite, et qui, d'autre part, intéressent l'administration et la procédure spéciale de cette faillite. Rentrent notamment dans cette catégorie, en ce qui concerne le *délai spécial d'appel* établi par l'art. 582, outre le jugement qui déclare la faillite et celui qui fixe l'époque de la cessation des paiements : ... 1<sup>o</sup> le jugement qui statue sur la validité des actes, des paiements et des constitutions ou inscriptions d'hypothèques, ou de privilèges attaqués en vertu des art. 446, 447 et 448, ainsi que sur les actions en rapport formées en vertu de l'art. 449 (Bordeaux, 11 mai 1873, aff. Ch. syndic. des agents de change, D. P. 74. 2. 105. Conf. Rép. n<sup>o</sup> 1372 et 1373); — ... 2<sup>o</sup> Le jugement rendu sur la demande formée par le syndic d'une société en commandite tombée en faillite, contre un commanditaire, à fin de rapport à la masse de

sommes reçues par ce dernier, à titre de bénéfices, en vertu d'inventaires mensongers, et alors que la société n'avait, en réalité, acquis aucuns bénéfices, une telle demande ayant sa cause dans l'état d'insolvabilité de la société (Req. 3 mars 1863, aff. Hollander, D. P. 64. 1. 223); — ... 3<sup>o</sup> Le jugement rendu sur la demande formée par un créancier à fin d'admission au passif de la faillite (Motifs, Req. 1<sup>er</sup> avr. 1840, Rép. n<sup>o</sup> 1372-3<sup>o</sup>; Angers, 14 mai 1878, aff. Blin, D. P. 79. 2. 200); ... encore que cette demande soit formée par un créancier privilégié, et que le privilège soit contesté, sauf au tribunal de commerce à se dessaisir de la contestation incidemment soulevée à cet égard, et à en renvoyer la solution au tribunal civil dont la décision est alors soumise au délai ordinaire de l'appel (Lyon, 10 mars 1861, aff. Bleton, D. P. 62. 2. 173)... d'où la conséquence, que lorsque, par exemple, l'administration de l'Enregistrement demande son admission au passif d'une faillite, pour le recouvrement de droits de mutation par décès, et à titre de créancière privilégiée en vertu de l'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7, elle ne peut exciper de ce que son privilège est contesté pour faire soutenir que l'appel du jugement qui a statué sur sa demande peut être interjeté dans le délai établi par le droit commun, sous le prétexte qu'il naissait de là une question incidente échappant à la compétence du tribunal de commerce : ce tribunal n'en était pas moins saisi d'une demande en admission au passif de la faillite qui était de sa compétence, et, dès lors, il ne pouvait être valablement appelé de son jugement que dans le délai fixé par l'art. 582 (Même arrêt); — ... 4<sup>o</sup> Les jugements qui statuent sur les revendications formées en matière de faillite, dans les cas prévus par les art. 574, 575 et 576 (Motifs, Req. 1<sup>er</sup> avr. 1840, Rép. n<sup>o</sup> 1372-3<sup>o</sup>), ... et spécialement, le jugement rendu sur l'action en revendication de titres ou de traites, formée contre une faillite en vertu de l'art. 574 (Douai, 20 mai 1876, aff. Dathis, D. P. 76. 2. 97); — ... 5<sup>o</sup> Tout jugement rendu avec le syndic, relativement aux opérations de la faillite, après que la résolution du concordat a été judiciairement prononcée (Paris, 13 mars 1857, aff. Biet, D. P. 58. 2. 144. Conf. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 661; Alauzet, t. 8, n<sup>o</sup> 2859; Boistel, n<sup>o</sup> 960. V. aussi Rép. n<sup>o</sup> 1364). — Doit également être considéré comme rendu en matière de faillite, au point de vue de l'art. 582, le jugement qui statue sur une action intentée par le failli contre le syndic de sa faillite pour faire prononcer la nullité de la vente opérée par celui-ci des marchandises du commerce qu'il est chargé d'administrer et de liquider, et, dès lors, l'appel formé contre ce jugement plus de quinze jours après la signification n'est pas recevable (Lyon, 13 juill. 1880, aff. Masson, D. P. 81. 2. 20). Jugé aussi que la demande formée par le syndic d'une société en commandite tombée en faillite, au nom des créanciers sociaux agissant de leur propre chef, contre un commanditaire, même non commerçant, à fin de restitution de dividendes fictifs, est une action née de la faillite dans le sens de l'art. 582 c. com. qui abrège le délai d'appel en matière de faillite, et de l'art. 635 du même code qui, en cette matière, attribue aux tribunaux consulaires une compétence exceptionnelle... alors qu'il est souverainement constaté par les juges du fait que la distribution illicite de ces dividendes a eu pour but de tromper les tiers sur la situation véritable de la société, et que le préjudice causé aux créanciers sociaux ne s'est réalisé que par la faillite de leur débiteur; par suite, l'appel du jugement rendu sur cette demande, interjeté plus de quinze jours après la signification, est non recevable (Req. 23 avr. 1883, aff. Marconnot, D. P. 83. 1. 357).

**1386.** En est-il de même du jugement qui statue sur l'*excusabilité* du failli ? La question est controversée.

(1) (Gouache et autres C. Syndic Maulzéac.) — La cour; — Attendu que, si le droit d'appel en général appartient dans les limites déterminées par la loi à tous ceux qui se croient lésés par un jugement, c'est à la condition qu'ils auront été appelés ou représentés devant les premiers juges; — Attendu que Collignan, syndic de la faillite Maulzéac, en poursuivant devant le tribunal de Neufchâteau, les 8 févr. et les 5 juill. 1877, le règlement de l'indemnité à laquelle il prétendait avoir droit en sa qualité, agissait dans son intérêt propre et personnel; — Attendu que si, en principe général, le syndic représente la masse des créanciers, ce n'est pas dans le cas où ses intérêts privés se trouvent en

présence de ceux des créanciers, ou même en opposition avec eux; que la demande d'une indemnité le place évidemment dans cette situation; — Attendu que les créanciers appelants n'ont été dans ces circonstances, et n'ont pu être représentés par Collignan, syndic; — Que la voie d'appel choisie par eux pour attaquer les jugements des 8 févr. et 5 juill. 1877, l'a donc été indûment et à tort; — Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens, déclare l'appel non recevable, le rejette, etc.

Du 1<sup>er</sup> mars 1878.-C. de Nancy, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Benoît, pr.-Pierrot, av. gén., c. conf.-Lallement et Depéronnes, av.

Décidé d'une part, que le délai de l'appel du jugement qui prononce sur l'excusabilité du failli est, non pas le délai de droit commun, mais le délai spécial de quinze jours établi par l'art. 582 pour l'appel des jugements en matière de faillite (Bordeaux, 7 mai 1851, aff. Picard, D. P. 53. 5. 219; Orléans, 4 mai 1852, aff. Leblanc, et Nîmes, 13 juin 1853, aff. Borelly, D. P. 53. 2. 206; Paris, 19 août 1852, aff. Bauby, D. P. 53. 2. 70; Montpellier, 8 avr. 1853, aff. Froger, D. P. 55. 2. 349; Paris, 13 déc. 1853, aff. de Breuil, D. P. 55. 2. 102; Rouen, 28 juill. 1858, aff. Dillard, D. P. 68. 5. 215; Limoges, 9 août 1862, aff. Pédecot, D. P. 62. 5. 161). — Décidé, au contraire, que le jugement dont il s'agit, étant rendu à une époque où il n'y a plus de faillite, ne peut être réputé rendu dans le sens de l'art. 582, et qu'en conséquence, le délai d'appel est celui fixé, en général, pour tout appel non soumis à un délai particulier, et non le délai spécial de l'art. 582 (Bourges, 11 févr. 1851, aff. Delafond, D. P. 51. 2. 87-88; Montpellier, 8 avr. 1853, précité; Amiens, 11 déc. 1855, aff. Soyeux, D. P. 56. 2. 165).

**1387.** Mais, en tout cas, un jugement n'est réputé rendu en matière de faillite, dans le sens de l'art. 582, qu'autant qu'il est intervenu sur une contestation née de l'événement de la faillite, et qu'il intéresse l'administration et la procédure spéciale de cette faillite (V. *supra*, n° 1316 et suiv.). Ainsi, restent soumis au délai d'appel établi par le droit commun, comme rendus sur des contestations n'ayant pas leur cause dans le fait de la faillite : ... 1° le jugement qui statue sur une contestation relative à la validité d'un transport consenti par un entrepreneur de travaux publics, depuis tombé en faillite, à l'un de ses fournisseurs, si ce transport est attaqué comme non opposable, en vertu des principes généraux, aux autres créanciers privilégiés du cédant (Civ. rej. 22 janv. 1868, aff. Berthelot, D. P. 68. 1. 53); — ... 2° Le jugement qui statue sur une action en paiement d'effets de commerce formée contre un commerçant déclaré en faillite au cours du procès, et combattue par les syndics à l'aide de moyens entièrement étrangers à la faillite, et par exemple, à raison de la cause illicite des effets (Req. 9 juill. 1867, aff. Lestienne, D. P. 68. 1. 72), ... encore que le jugement intervenu ait, en validant les effets litigieux, ordonné l'admission du créancier au passif de la faillite, cette admission n'impliquant pas par elle-même que la décision a été rendue en matière de faillite (Même arrêt); — ... 3° Le jugement rendu sur une demande en revendication d'objets mobiliers dont la propriété a été réglée par une convention antérieure à la faillite et sur laquelle celle-ci n'a pu exercer aucune influence, cette demande de revendication ne rentrant d'ailleurs, par son objet, dans aucun des cas prévus par les art. 574 et suiv. c. com. (Req. 21 nov. 1882, aff. Maillard, D. P. 83. 1. 384. V. *Rép.* n° 1372). — De même peut être frappé d'appel dans les délais ordinaires, comme rendu sur une contestation n'intéressant pas la faillite, tout jugement rendu sur une action intentée contre le failli à une époque où il était déjà *ressaisi* de l'administration de ses affaires en vertu d'un concordat dûment homologué, bien que la contestation ait sa cause dans le fait même de la faillite (Civ. cass. 27 juill. 1852, aff. Baudon, D. P. 52. 1. 211; 10 mai 1853, aff. Fajon, D. P. 53. 1. 159); ... et encore que les anciens syndics aient été adjoints au failli concordataire comme agents auxiliaires de la liquidation, et que l'action ait été dirigée contre ceux-ci en leur qualité de syndics définitifs de la faillite (Civ. cass. 10 mai 1853, précité).

**1388.** Le délai de quinze jours, établi par l'art. 582 pour

(1) (Syndic Mestayer C. Steele.) — La cour; — Sur la fin de non-recevoir : — Attendu que le jugement rendu, le 20 avr. 1877, par le tribunal civil de Baye a été signifié le 28, et frappé d'appel par Faverolle, syndic de la faillite Mestayer, le 26 juillet suivant, c'est-à-dire dans le délai fixé par l'art. 443, c. proc. civ.; que les époux Steele soutiennent que ce jugement ayant été rendu en matière de faillite, l'appel de Faverolle doit être rejeté comme tardif, par application de l'art. 582 c. com.; — Attendu que les dispositions de l'art. 582 invoqué par les époux Steele sont inapplicables à l'espèce, par le double motif que le jugement frappé d'appel n'a pas eu à statuer en matière de faillite, et qu'il émane de la juridiction civile; que l'art. 635 c. com. ayant constitué les tribunaux consulaires juges de tout ce qui concerne les faillites, la jurisprudence en a logiquement tiré cette conclusion que le délai fixé par l'art. 582 n'est applicable qu'à l'appel des jugements rendus par les tribunaux

de commerce, et que l'on ne peut considérer, comme rendu en matière de faillite, un jugement intervenu dans une affaire dont le tribunal de commerce n'aurait pas pu être compétemment saisi; que la décision frappée d'appel émane du tribunal civil de Baye, et que le tribunal de commerce aurait été évidemment incompétent pour décider à qui, des époux Steele ou du syndic de la faillite Mestayer, M<sup>e</sup> Fauré, notaire, devait compter la somme déposée en ses mains par Mestayer, ladite somme formant le solde de la dette résultant de l'exécution du mandat qui avait été confié à Mestayer, à l'époque où il remplissait les fonctions de notaire; qu'il y a lieu, par suite, de rejeter la fin de non-recevoir opposée à l'appelant par les époux Steele.

Par ces motifs, etc.

Du 28 nov. 1878. — C. de Bordeaux, 3<sup>e</sup> ch. — MM. Bourgade, pr. — Bourgeola, av. gén. — Girard et Bernard, av.

**1389.** — IV. POINT DE DÉPART ET MODE DE CALCUL DU DÉLAI. — La disposition de l'art. 582 d'après laquelle le délai de quinzaine fixé pour l'appel des jugements rendus en matière de faillite, court à partir de la signification du jugement, s'applique-t-elle aux jugements par défaut comme aux jugements contradictoires ? — Jugé que l'art. 582 déroge à l'art. 443 c. proc. civ. qui ne fait courir le délai de l'appel des jugements par défaut que du jour où l'opposition n'est plus recevable (Douai, 14 mai 1853, aff. Detève, D. P. 53. 5. 221; Req. 2 janv. 1877, aff. Cézard, D. P. 77. 1. 64). Décidé, au contraire, que le délai de quinzaine ne commence à courir, si le jugement est par défaut, qu'à l'expiration du délai de l'opposition (Rouen, 19 août 1845, aff. Delanos, D. P. 45. 4. 22; Bordeaux, 6 avr. 1859, aff. Charpentier, D. P. 60. 2. 72). — En ce qui concerne le point de départ du délai de l'appel contre les jugements qui, sur requête, déclarent la faillite ou fixent la date de la cessation des paiements, jugements soumis à certaines formalités de publicité, V. *supra*, n° 1349).

**1390.** La signification qui, aux termes de l'art. 582, fait courir le délai de l'appel contre les jugements rendus en matière de faillite, s'entend-elle nécessairement d'une signification à personne ou à domicile réel, ou suffit-il qu'elle soit faite au domicile élu imposé aux parties en toute matière commerciale, par l'art. 422 c. proc. civ. ? La même question se présente à l'égard de tous les jugements rendus en matière commerciale; elle a été diversement résolue (V. *supra*, v° Appel civil, n° 191; *Adde* : Paris, 31 janv. 1856, aff. Lévy, D. P. 56. 2. 142; Paris, 2 mars 1869, *Journal des tribunaux de commerce*, 1870, p. 52; Alger, 22 janv. 1875, *Journal des avoués*, 1875, p. 359; Douai, 20 mai 1876, aff. Grassin, D. P. 76. 2. 97; note de M. de Folleville, D. P. *ibid.*; Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° Tribunal de commerce, n° 78, et v° Appel, n° 337; Carré et Chauveau, *Lois de la procédure*, Supplément, t. 7, p. 427).

**1391.** Le délai de quinze jours accordé par l'art. 582 est un *délai franc*, en ce sens qu'il ne comprend ni le jour de la signification, ni celui de l'échéance (Nancy, 9 janv. 1845, *Rép.* n° 1375; Rennes, 26 févr. 1851, aff. Sébire, D. P. 51. 5. 249; Amiens, 10 mai 1851, aff. Boisgontier, D. P. 51. 5. 250).

de commerce, et que l'on ne peut considérer, comme rendu en matière de faillite, un jugement intervenu dans une affaire dont le tribunal de commerce n'aurait pas pu être compétemment saisi; que la décision frappée d'appel émane du tribunal civil de Baye, et que le tribunal de commerce aurait été évidemment incompétent pour décider à qui, des époux Steele ou du syndic de la faillite Mestayer, M<sup>e</sup> Fauré, notaire, devait compter la somme déposée en ses mains par Mestayer, ladite somme formant le solde de la dette résultant de l'exécution du mandat qui avait été confié à Mestayer, à l'époque où il remplissait les fonctions de notaire; qu'il y a lieu, par suite, de rejeter la fin de non-recevoir opposée à l'appelant par les époux Steele.

Par ces motifs, etc.

Du 28 nov. 1878. — C. de Bordeaux, 3<sup>e</sup> ch. — MM. Bourgade, pr. — Bourgeola, av. gén. — Girard et Bernard, av.



## CHAP. 4. — Des banqueroutes (Rép. n°s 1383 à 1537).

SECT 1<sup>re</sup>. — RÈGLES COMMUNES À LA BANQUEROUTE SIMPLE ET À LA BANQUEROUTE FRAUDULEUSE (Rép. n°s 1384 à 1407).

**1392.** Des difficultés particulières se sont élevées, en ce qui concerne le point de départ du délai, quant au jugement qui statue sur l'excusabilité du failli. On s'est demandé si la signification de ce jugement est nécessaire pour faire courir le délai d'appel. Décidé, d'une part, que, ce jugement étant simplement rendu sur le rapport du juge-commissaire, la signification n'en est pas exigée, soit de la part du failli aux syndics ou aux créanciers, soit de la part des syndics ou des créanciers au failli, et que, dès lors, le délai de l'appel court de la prononciation du jugement (Bourges, 11 févr. 1851, aff. Delafond, D. P. 51. 2. 87). Jugé, au contraire, que la mission des syndics finit seulement au moment où la décision rendue par l'autorité judiciaire sur l'excusabilité se trouve définitive, et que, par suite, il entre dans leurs attributions soit de signifier au failli le jugement rendu sur son excusabilité, soit de recevoir de lui signification de ce jugement (Paris, 19 août 1852, aff. Bauby, D. P. 53. 2. 70);... qu'en conséquence, le délai de l'appel du jugement rendu sur l'excusabilité du failli ne court qu'à partir de la signification de ce jugement (Montpellier, 8 avr. 1853, aff. Froger, D. P. 55. 2. 349; Lyon, 14 nov. 1853, aff. Briand, D. P. 54. 5. 372; Rouen, 28 juill. 1853, aff. Dillard, D. P. 68. 5. 215; Paris, 8 janv. 1864, aff. C..., D. P. 64. 5. 178).

En tout cas, le failli n'ayant pour contradicteur nécessaire, dans le jugement relatif à son excusabilité, ni les syndics, ni les créanciers, l'appel, lorsqu'il est interjeté par le failli, est valablement formé par requête présentée à la cour et communiquée au ministère public, sans qu'il soit besoin de notification soit au syndic, soit aux créanciers (Bourges, 11 févr. 1851, précité; Amiens, 11 déc. 1855, aff. Soreux, D. P. 56. 2. 165). Et il en est surtout ainsi lorsque aucune signification du jugement ne lui a été faite (Orléans, 4 mai 1852, aff. Leblanc, D. P. 53. 2. 206; Paris, 8 janv. 1864, précité). Mais, quand l'appel est formé par un ou par plusieurs créanciers, le failli doit être intimé, le bénéfice de l'excusabilité prononcée à son profit par le jugement frappé d'appel ne pouvant lui être enlevé par une décision ultérieure intervenue sans qu'il y ait été partie. Et, à supposer que l'appel des créanciers puisse être régulièrement formé par voie de requête présentée à la cour et communiquée au ministère public, il peut l'être également par exploit signifié au failli, encore qu'il ait été interjeté avant toute signification du jugement de la part de ce dernier (Paris, 13 déc. 1853, aff. De Breuil, D. P. 55. 2. 102).

**1393.** — V. PARTIE INTERVENANTE. — Lorsque des créanciers sont intervenus dans une instance engagée par le syndic (à supposer que ce droit d'intervention leur appartienne, V. *suprà*, n°s 525 et suiv.), et qu'ayant succombé avec ce dernier, ils ont laissé passer le délai légal sans interjeter appel, quel est à leur égard l'effet de l'appel interjeté en temps utile par le syndic? — Il a été jugé qu'en matière de faillite, les créanciers qui, étant intervenus dans une instance engagée entre le syndic et un tiers et ayant succombé en première instance, n'ont interjeté appel qu'après le délai fixé par l'art. 582 c. com., doivent être déclarés non recevables, alors même qu'ils auraient été appelés en cause devant la cour par le syndic : il ne peut dépendre de celui-ci de relever une partie qui n'a pas appelé en temps utile de la déchéance qu'elle a encourue (Aix, 22 juill. 1862, aff. Hollander et Lallouette, D. P. 62. 2. 148). Cette solution nous semble contestable. Il est bien vrai qu'en principe la partie qui n'a pas appelé dans le délai fixé par la loi ne peut profiter de l'appel interjeté par une autre partie en cause. Mais à cette règle il est une exception, admise par une jurisprudence constante, pour le cas où l'objet de la contestation est indivisible (V. *suprà*, v° Appel civil, n° 116).

La question, dans le cas actuel, est donc de savoir si la matière est divisible ou indivisible. Or, il nous semble qu'elle est indivisible. En effet, le sort des créanciers intervenants ne saurait être différent de celui des autres créanciers de la faillite; qu'ils fussent personnellement en cause ou hors de cause, la décision à intervenir avec le syndic devait nécessairement produire à leur égard les mêmes effets qu'à l'égard de la masse. L'appel du syndic devrait donc profiter aux créanciers intervenants.

**1394.** Par elle-même, la faillite ne constitue point un délit. Mais elle dégénère soit en délit de la compétence des tribunaux correctionnels, si elle est accompagnée de fautes graves (*banqueroute simple*), soit en crime de la compétence de la cour d'assises, si le failli s'est retidu coupable de certains agissements frauduleux (*banqueroute frauduleuse*). — La loi de 1838 n'a pas défini ces deux infractions : mais elle donne l'énumération des actes qui constituent la banqueroute simple, actes à raison desquels la déclaration de l'état de banqueroute est tantôt obligatoire et tantôt facultative pour les tribunaux, et détermine le genre de fraude constitutif de la banqueroute frauduleuse. D'où il suit que l'on peut définir la *banqueroute simple* : « l'état de tout commerçant failli qui se trouve dans l'un des cas d'imprudence, de négligence ou d'inconduite prévus par les art. 585 et 586 c. com. » et la *banqueroute frauduleuse* : « l'état de tout commerçant failli à la charge duquel est constatée la fraude déterminée et caractérisée par l'art. 591 c. com. » (Rép. n°s 1383 et 1384).

La loi du 4 mars 1889 ne contient, à cet égard, aucune innovation.

Un grand nombre de lois étrangères admettent, à l'instar de la loi française, une banqueroute simple et une banqueroute frauduleuse, entre autres, les lois de la Belgique, de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche.

La loi belge est la seule qui distingue, à l'exemple du code de commerce français, les cas de banqueroute simple, en cas de banqueroute facultative et cas de banqueroute obligatoires. Il y a bien, en Italie, une division des cas de banqueroute simple en deux groupes, mais cette division concerne la graduation de la peine et non les pouvoirs du juge.

La loi allemande restreint singulièrement les cas de banqueroute simple. Ni les opérations conclues précipitamment à perte, ni l'exagération des crédits à découvert, ni l'omission du dépôt du bilan, ni enfin le silence opposé aux convocations du syndic ne constituent des éléments de la banqueroute simple.

La loi autrichienne, au contraire, présument le délit de banqueroute, toutes les fois qu'il y a faillite, multiplie les cas de banqueroute simple. Ainsi le fait d'entreprendre un commerce, quand on est déjà chargé de dettes, ou l'impossibilité pour le débiteur d'établir que la faillite n'est pas due à sa faute, constituent des cas de banqueroute (art. 486).

En Espagne, le code de 1829 répartissait les faillites en cinq classes, auxquelles étaient attachées des peines différentes. Le code de 1886 les a réduites à trois. La première, suspension de paiements et insolvabilité fortuite, échappe à toute répression (art. 886-887). La seconde, *insolvabilité coupable*, correspond à notre banqueroute simple (art. 1005 et 1006). La troisième classe, *insolvabilité frauduleuse et altramiento*, c'est-à-dire soustraction frauduleuse d'actif avec fuite du failli, correspond à notre banqueroute frauduleuse.

En Russie, on distingue la *faillite malheureuse*, qui n'entraîne aucune peine, la *faillite imprudente* qui correspond à notre banqueroute simple, et la *banqueroute*, qui est notre banqueroute frauduleuse.

En Angleterre, il n'y a pas, à proprement parler, de banqueroute; des pénalités corporelles, qui sont un vestige de l'ancienne *contrainte par corps*, sont édictées contre les faillis indignes dans la loi *The debtors act*. 32 et 33 Vict., chap. 62, à laquelle la loi nouvelle sur les faillites se réfère par de nombreuses dispositions.

**1395.** D'après les définitions précédentes, ne peut être banqueroutier qu'un *commerçant failli*. Mais l'existence d'un jugement déclaratif de faillite est-elle nécessaire, ou la juridiction répressive peut-elle, accessoirement à une poursuite en banqueroute, constater l'état de faillite? C'est là une face particulière d'une question générale, que nous avons examinée *suprà*, n°s 362 et suiv., et qui consiste à se demander si la constatation de la faillite peut être faite par une juridiction autre que la juridiction consulaire, ou en d'autres termes, suivant l'expression de certains auteurs, s'il existe dans notre droit une faillite virtuelle.

Outre les arguments généraux proposés à l'appui du système de la faillite virtuelle, une autre considération a été invoquée pour autoriser les poursuites de banqueroute contre un débiteur en état de faillite non déclarée. Les tribunaux consulaires ne sont organisés que pour statuer sur des intérêts privés : l'institution du ministère public n'existant pas auprès d'eux, ils ne peuvent être saisis que par les demandes des particuliers. Par suite, si l'on décidait qu'un jugement déclaratif de faillite est un préalable nécessaire de l'action publique, on subordonnerait cette dernière action à l'action privée, ce qui serait contraire aux principes les mieux établis du droit pénal. Cette considération a paru décisive à un grand nombre d'auteurs, qui ont admis la compétence des tribunaux de répression pour constater l'état de faillite de l'inculpé de banqueroute (Faustin-Hélie, *Instruction criminelle*, t. 6, n° 2914 et t. 7, n° 3567; Blanche, *Code pénal*, t. 6, n° 106; Mangin, *Action publique*, n° 169; Bertauid, *Questions préjudicielles*, n° 80 et suiv.; Ruben de Couder, v° *Banqueroute*, n° 8). C'est l'opinion que nous avons adoptée au *Rép.* n° 1394 (1).

**1396.** Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 1394, la jurisprudence a consacré ce système. Décidé en ce sens : 1° que la poursuite d'un délit de banqueroute simple devant la juridiction correctionnelle n'est pas subordonnée à la déclaration préalable de la faillite par le tribunal de commerce (Crim. rej. 24 juin 1864, aff. Level, D. P. 64. 1. 450); — 2° Que le jury est compétent pour décider si un individu, accusé de banqueroute frauduleuse, est ou non commerçant failli, alors même que la faillite n'a pas été déclarée par le tribunal de commerce (Crim. rej. 22 sept. 1864, aff. Hirtz, D. P. 65. 1. 43); — 3° Que les juges correctionnels ont pu valablement constater dans les faits de la cause, la qualité de commerçant du prévenu et son état de faillite, qui sont deux éléments essentiels et primordiaux à l'existence du délit poursuivi; que le jugement qui prononce une condamnation à raison de ce délit, emporte reconnaissance de l'état de faillite du condamné et qu'il s'ensuit, de plein droit, contre celui-ci, l'incapacité électorale, prononcée contre tout commerçant failli par l'art. 15, § 17 du décret organique du 2 févr. 1852, sans que la faillite ait, en outre, dû être déclarée par le tribunal de commerce (Civ. cass. 8 juill. 1885, aff. Jaray, D. P. 85. 1. 279); — 4° Que la loi du 22 avr. 1871, en disposant que les suspensions ou cessations de paiements survenues par suite de la guerre, entre le 16 juill. 1870 et le 30 sept. 1871, n'entraînent pas les incapacités créées par l'état de faillite que dans le cas où le tribunal de commerce refuserait d'homologuer le concordat ou d'affranchir le débiteur de la qualification

de failli, n'a pas entendu subordonner à ce refus d'homologation la recevabilité des poursuites pour banqueroute exercées, dans ces circonstances, contre le débiteur (Crim. rej. 20 janv. 1872, aff. Godot, D. P. 72. 1. 46; Trib. corr. de Lille, 6 mai 1872, aff. Triplet-Dhainain, D. P. 72. 3. 32; Agen, 27 déc. 1872, aff. Lafforgue, D. P. 74. 5. 257).

**1397.** Partant de ce principe que la juridiction criminelle est indépendante de la juridiction civile, la jurisprudence a admis que la poursuite en banqueroute simple ou en banqueroute frauduleuse peut être dirigée contre un individu que la juridiction civile a déclaré n'être pas commerçant failli, il ne saurait y avoir alors, suivant elle, violation de la chose jugée, car il n'y a ni identité de parties, puisque le ministère public, partie poursuivante au criminel, ou ne figure pas dans les instances, s'il s'agit de juridiction commerciale proprement dite, ou n'y figure qu'en qualité de partie jointe... ni identité d'objet, alors même que les deux actions portent sur le même fait, puisqu'elles ne l'envoient ni sous le même rapport, ni aux mêmes fins (*Rép.* n° 1395-2°, et *supra* v° *Chose jugée*, n° 386, *Rép.* eod. v°, n° 483). — Jugé, en conséquence : 1° que, bien qu'un arrêt de cour d'appel ait annulé le jugement du tribunal de commerce, qui avait déclaré la faillite d'un commerçant, le commerçant peut néanmoins, sans qu'il y ait violation de la chose jugée, être poursuivi et condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse (Crim. rej. 23 déc. 1880) (2); — 2° Que les tribunaux de répression ne sont pas liés par les déclarations des tribunaux de commerce sur l'époque de la cessation des paiements (Crim. rej. 10 mars 1870) (3).

Réciproquement, l'existence d'un jugement de déclaration de faillite ne met pas obstacle à ce que le failli, poursuivi comme banqueroutier simple ou frauduleux, remette en question devant les juges de répression, pour combattre cette action, le fait de la faillite ainsi reconnu par la juridiction commerciale.

**1398.** A l'inverse, la juridiction commerciale n'est pas liée par les appréciations des tribunaux de répression. Jugé, en ce sens : 1° que la décision des juges de répression portant qu'un individu ne peut être déclaré banqueroutier simple comme non-commerçant n'a pas l'autorité de la chose jugée devant la juridiction commerciale, seule compétente pour déclarer, entre le failli et ses créanciers, l'existence de l'état de faillite, et pour en régler les effets au point de vue de la responsabilité civile (Crim. rej. 24 juin 1864, aff. Level, D. P. 64. 1. 450); — 2° Qu'un individu peut être déclaré en faillite comme commerçant, malgré l'arrêt de la chambre des mises en accusation por-

(1) Cette doctrine est consacrée en ces termes par l'art. 223 du code égyptien : « A l'occasion d'une contestation particulière, les tribunaux civils, et, en cas de prévention, les tribunaux de répression peuvent toujours, en cours d'information, déclarer la faillite et fixer le jour de la cessation des paiements, même en l'absence d'un jugement du tribunal de commerce prononçant à cet égard ».

(2) (Silva.) — LA COUR; — Sur l'unique moyen, pris d'une violation prétendue des art. 591 c. com. et 1351 c. civ., en ce que Silva serait renvoyé devant la cour d'assises de la Seine comme accusé de banqueroute frauduleuse, alors qu'aux termes d'un arrêt civil ayant l'autorité de la chose jugée, il avait été souverainement reconnu qu'il n'était pas en état de faillite; — Attendu que, par un arrêt du 27 juill. 1879, la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé le nommé Silva devant la cour d'assises de la Seine comme accusé d'avoir, en 1875, étant négociant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, en détournant tout ou partie de son actif; — Attendu que devant la cour de cassation Silva demande l'annulation de cet arrêt en se fondant sur ce que, postérieurement à la mise en accusation, un arrêt de l'une des chambres civiles de la cour d'appel de Paris aurait rapporté le jugement rendu par le tribunal de commerce de la Seine, qui le déclarait en état de faillite; — Attendu qu'aucune disposition de la loi pénale n'a subordonné l'exercice de l'action publique, en matière de banqueroute, soit à la poursuite des syndics ou créanciers, soit à un jugement du tribunal de commerce déclaratif de la faillite; qu'il est de principe, au contraire, que la juridiction criminelle et la juridiction civile sont indépendantes l'une de l'autre; — Attendu qu'il n'existe entre les deux instances ni identité d'objet, ni identité de parties, et que l'arrêt invoqué par Silva ne saurait dès lors être considéré comme constituant l'autorité de la chose jugée à l'encontre de l'action

publique sur laquelle il ne peut avoir aucune influence légale; — Attendu, d'ailleurs, que le fait imputé à Silva a été justement qualifié crime; que ce fait ayant été accompli à Paris, où il était domicilié, la cour d'assises de la Seine était compétente; que l'arrêt attaqué a été rendu par le nombre de juges fixé par la loi, le ministère public entendu; que, dès lors, aux termes de l'art. 299 c. instr. crim., la demande en nullité formée par Silva ne saurait être accueillie; — Rejette, etc.

Du 23 déc. 1880.-Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-Sallantin, rap.-Ronjat, av. gén.-Masséna-Deroche, av.

(3) (Lascar et autres.) — LA COUR; — En ce qui touche le moyen sur le chef de banqueroute simple, puisé dans la violation de l'art. 585, § 5, en ce que les prévenus auraient payé des créanciers au préjudice de la masse depuis le 31 juill. 1867, bien que le jugement déclaratif de faillite n'ait fait remonter la cessation des paiements qu'au 16 août de la même année; — Attendu que les tribunaux de répression ne sont pas liés par les déclarations des tribunaux de commerce sur l'époque de l'ouverture des faillites ou sur celle de la cessation des paiements; qu'il rentre dans leurs attributions de faire remonter, suivant les circonstances, à une date antérieure à ces faits, les paiements qui peuvent avoir été opérés au préjudice des autres créanciers, et qu'en déclarant qu'il y avait charge contre les prévenus d'avoir, depuis le 31 juill. 1867, effectué des paiements de cette nature à divers de leurs créanciers au préjudice d'autres, l'arrêt attaqué (rendu par la cour d'Alger, chambre d'accusation, le 5 janv. 1870), en considérant ainsi que l'ouverture de la faillite remontait à cette date, n'a fait qu'user de son droit, et n'a, par conséquent, violé ni l'art. 385, § 4, c. com., ni l'art. 402 c. pén.; — Rejette.

Du 10 mars 1870.-Ch. crim.-MM. Legagneur pr.-Zangiacom, rap.-Bédarrides, av. gén.-Lehmann, av.

tant qu'il n'y a lieu à suivre contre cet individu sur une inculpation de banqueroute simple ou frauduleuse, par le motif que sa qualité de commerçant n'était pas suffisamment établie; que cette appréciation, faite uniquement au point de vue criminel, n'a pas l'autorité de la chose jugée pour le juge commercial se livrant à la même appréciation au point de vue de la mise en faillite (Civ. rej. 19 mars 1860, aff. Bideau, D. P. 60. 1. 135).

**1399.** Ce système de la jurisprudence est généralement critiqué par les auteurs les plus récents. Suivant MM. Delammarre et Le Poitvin, t. 5, n° 68 et suiv., « il n'est nullement exact de prétendre que la juridiction commerciale s'occupe uniquement d'intérêts privés, car l'intérêt du commerce est de son essence un intérêt public (*Discours préliminaires du code de commerce et du code civil*; Locré, *Esprit du code de commerce*, t. 8, p. 373). C'est pour cette raison que l'art. 440 c. com. donne aux tribunaux de commerce le droit de déclarer d'office la faillite d'un commerçant, qui a cessé ses paiements. Enfin toutes les dispositions de nos lois, relatives à la faillite, supposent la déclaration préalable de cette faillite par le tribunal de commerce. (c. com. art. 441, 443, 468, 493, 507, 529). D'autre part, M. Edmond Villey, examinant la même question dans une note sur un arrêt de la chambre criminelle du 18 août 1878, dénie formellement aux tribunaux de répression le droit de constater incidemment à une poursuite en banqueroute, l'existence de la faillite, au triple point de vue des textes, des principes et de la raison. Les textes (art. 440, 441, 459, 483), sans le déclarer expressément, supposent, néanmoins, que le tribunal de commerce est exclusivement compétent pour déclarer la faillite. Au point de vue des principes, si l'on doit reconnaître au juge répressif le droit de statuer sur tous les éléments constitutifs de l'accusation, on peut considérer l'état de la faillite non comme un élément constitutif, mais comme la condition préalable et essentielle de l'accusation de banqueroute. Enfin, la loi a confié le soin de déclarer l'état de faillite à la juridiction consulaire, à raison de son aptitude spéciale; on ne peut en remettre la charge au jury; il serait choquant qu'un individu non reconnu en état de faillite par le tribunal de commerce, le seul vraiment compétent en la matière, pût l'être par un tribunal de répression, statuant *exceptionnellement*. — V. dans le même sens: Demangeat sur Bravard, t. 3, p. 200, note 1, et t. 6, p. 3; Boistel, n° 898; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2651 et suiv., et 3081 et suiv.; Villey, note précitée, et *Revue algérienne*, 1887, p. 376; Trébutien, *Cours élémentaire de droit criminel*, t. 2, p. 69; Hoffmann, *Questions préjudicielles*, t. 2, n° 314 et suiv.

Le système professé par les auteurs précités est consacré par la jurisprudence belge : « Si, aux termes de l'art. 437 c. com., dit un arrêt de la cour de Gand du 25 nov. 1875, le caractère constitutif de la faillite est la cessation des paiements, et se résout partout en un fait, il ne s'ensuit nullement que ce fait puisse produire ses effets en dehors de la constatation de son existence par l'autorité désignée par la loi » (*Pasicrisie belge*, 1876, 2. 90).

Une solution semblable est admise par la législation russe. Les créanciers nomment ce qu'on appelle l'administration de la faillite, conseil chargé de toutes les opérations nécessaires pour arriver à la répartition des dividendes. Cette administration doit décider s'il y a faillite malheureuse, faillite imprudente ou banqueroute. C'est seulement lorsque cette décision a été rendue que des poursuites criminelles peuvent être dirigées contre le failli. Enfin, c'est peut-être la solution donnée par le code italien pour les cas de banqueroute simple prévus par l'art. 857. Cet article prononce, en effet, des peines contre le commerçant déclaré failli alors que l'art. 856 ne prononce contre le commerçant qui a cessé ses paiements (Thaller, *Des faillites en droit comparé*, t. 1, p. 226).

Quelle que puisse être la valeur des considérations, invoquées par les auteurs précités, la loi nouvelle du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire et la faillite a consacré le système traditionnel de la jurisprudence française. L'art. 19, en effet, est ainsi conçu : « La faillite d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire peut être déclarée par jugement du tribunal de commerce, soit d'of-

fice, soit sur la poursuite des créanciers. — Le tribunal déclare la faillite à toute période de la liquidation judiciaire : 1° Si, depuis la cessation des paiements, ou dans les dix jours précédents, le débiteur a consenti l'un des actes mentionnés dans les art. 446, 447, 448 et 449 c. com., mais dans le cas seulement où la nullité aura été prononcée par les tribunaux compétents, ou reconnue par les parties; 2° Si le débiteur a dissimulé ou exagéré l'actif ou le passif, omis sciemment le nom d'un ou de plusieurs créanciers, ou commis une fraude quelconque, le tout sans préjudice des poursuites du ministère public; 3° Dans les cas d'annulation ou de résolution du concordat; 4° Si le débiteur, en état de liquidation judiciaire, a été condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse. Les opérations de la faillite sont suivies sur les derniers errements de la procédure de la liquidation. « Toutes ces dispositions supposent que la faillite peut exister et produire ses effets indépendamment d'un jugement déclaratif de faillite. Le n° 1, en effet, permet au tribunal de commerce saisi d'une demande en liquidation judiciaire, de déclarer que les infractions prévues par les art. 446, 447, 448 et 449 c. com., existent en l'absence d'un jugement déclaratif. Le n° 4 est encore plus formel, et pose en principe que le débiteur a pu être condamné comme banqueroutier simple ou frauduleux avant toute déclaration de faillite par le tribunal de commerce.

**1400.** Mais si un individu peut être poursuivi comme banqueroutier simple ou frauduleux, même s'il n'a pas été déclaré en faillite par le tribunal de commerce, du moins la condamnation de cet individu pour banqueroute, est-elle subordonnée à la preuve de sa qualité de commerçant, les art. 585, 586 et 591 c. com., ne déclarant en état de banqueroute, dans les cas qu'ils prévoient, que les *commerçants faillis* (Rép. n° 1386).

Il s'ensuit qu'un individu ne peut être poursuivi pour banqueroute que s'il a exercé valablement le commerce. Ainsi un mineur ne peut être déclaré coupable de banqueroute, s'il a fait le commerce sans y être régulièrement autorisé (Rép. n° 1386, et *supra*, v° *Commerçant*, n° 72, Rép. eod. v°, n° 147; Comp. Alauzet, t. 1, n° 21; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3073; Bravard et Demangeat, t. 1, p. 76; Chauveau et Hélie, *Théorie du code pénal*, t. 5, n° 2148; Blanche, *Etudes sur le code pénal*, t. 6, n° 95; Bédarride, t. 2, n° 1204; Crim. cass. 18 oct. 1842, Rép. n° 1392; Crim. cass. 17 mars 1853, aff. Suize, D. P. 53. 1. 114; Aix, 26 janv. 1876, aff. Faucherand, D. P. 78. 5. 112). — Jugé, toutefois, que la femme mariée qui a eu la direction exclusive d'un fonds de commerce et s'est qualifiée elle-même dans ses actes de *marchande publique*, peut être déclarée coupable de banqueroute simple, alors même que la patente serait au nom du mari, et que ce serait le mari qui aurait été déclaré en faillite, les jugements rendus sur l'action des créanciers ne pouvant exercer aucune influence sur l'action criminelle (Crim. rej. 1<sup>er</sup> mars 1862, aff. Boquier, D. P. 65. 5. 191). Cette décision se justifie par la raison que le mari peut autoriser tacitement sa femme à faire le commerce (Boistel, n° 94).

Dans quelques législations étrangères, les peines de la banqueroute atteignent même le non-commerçant. Il en est ainsi en Allemagne et en Angleterre. Cette solution découle logiquement du caractère de la faillite qui, d'après ces lois, est une procédure commune à tous les débiteurs, commerçants ou non.

**1401.** Pour que les peines de la banqueroute soient applicables à un commerçant, il faut qu'il se trouve en état de cessation de paiements; il ne peut pas y avoir de banqueroute, quand il n'y a pas état de faillite. C'est pourquoi, dans tous les articles du code qui se rapportent à la banqueroute, le mot *failli* a été substitué au mot *débiteur*, que la commission avait constamment employé (Rép. n° 1393).

Lorsque l'état de cessation de paiements est dûment constaté, le fait de banqueroute peut servir de base à une condamnation, sans qu'au préalable il ait été vérifié si l'actif est ou non suffisant pour désintéresser les créanciers, cet état de cessation de paiements constituant le commerçant en faillite, alors même qu'il justifierait de sa solvabilité (Rép. n° 1399, et *supra*, n° 256 et aurait désintéressé

ses créanciers (Crim. rej. 6 juin 1885) (1). Toutefois, en ce qui concerne la banqueroute simple, le prévenu peut, en apportant la preuve qu'il a désintéressé ses créanciers, atténuer considérablement la portée des poursuites (Rép. n° 1400).

La loi italienne (art. 839 et 861) confère au tribunal, lors de l'homologation du concordat, le droit d'ordonner la suspension des poursuites pour banqueroute simple et l'extinction définitive de l'action pénale par l'exécution du traité.

**1402.** La jurisprudence, admettant que les poursuites en banqueroute sont indépendantes de toute déclaration de faillite par le tribunal de commerce, décide, par suite, qu'il appartient aux juges de répression, saisis d'une poursuite en banqueroute simple ou frauduleuse, de rechercher dans les faits de la cause la preuve de qualité de commerçant et de l'état de cessation de paiements, éléments constitutifs du délit ou du crime. Jugé en ce sens que le tribunal correctionnel, saisi d'une prévention de banqueroute simple, apprécie souverainement le point de savoir si le prévenu est ou n'est pas commerçant failli (Crim. cass. 9 août 1861, aff. Gavelle, D. P. 52. 1. 160; Crim. rej. 1<sup>er</sup> mars 1862, cité *supra*, n° 1502; 24 juin 1864, aff. Level, D. P. 64. 1. 450; 13 mai 1882, aff. Le Sens de Morsan, D. P. 82. 1. 487; Rép. n° 1390 et 1396-1°). — Jugé, de même, que les faits concernant la qualité de commerçant et l'état de cessation de paiements de l'individu poursuivi comme banqueroutier frauduleux, sont, comme ceux qui caractérisent la banqueroute frauduleuse elle-même, soumis au jury et appréciés par lui (Rép. n° 1394-4° et 1394-6°; Crim. rej. 17 sept. 1835, Rép. v° *Instruction criminelle*, 2249 et 2086-5°; Crim. rej. 29 mars 1838, Rép. n° 1310, et v° *Instruction criminelle*, n° 2449; 12 janv. 1843, Rép. v° *Instruction criminelle*, n° 2448; 6 juill. 1872, aff. Buissan, D. P. 73. 1. 43). La décision du jury sur ce point est souveraine et ne tombe pas sous le contrôle de la cour de cassation (Rép. n° 1482-6°; Crim. rej. 1<sup>er</sup> mars 1866, aff. Pissotti, D. P. 66. 5. 217).

**1403.** Des principes formulés ci-dessus il résulte que le tribunal correctionnel ne peut punir le prévenu comme banqueroutier simple qu'autant qu'il a déclaré sa qualité de commerçant failli. Mais cette déclaration n'est pas, pour ce tribunal, renfermée dans une formule sacramentelle; elle peut résulter des énonciations du jugement. — Décidé, en ce sens, que le juge correctionnel, condamnant un prévenu pour banqueroute simple, établit suffisamment qu'il était commerçant : 1° lorsqu'il constate qu'il a, depuis une certaine époque, constamment pris la qualité d'entrepreneur de travaux publics, et qu'il a réellement exercé cette profession, se faisant ouvrir des crédits pour ses entreprises, et faisant escompter de nombreux effets de commerce (Crim. rej. 7 déc. 1866, aff. Chauvet, D. P. 67. 5. 206); — ... 2° Lorsqu'il déclare que cette qualité de commerçant résulte de l'instruction et des débats; une telle affirmation ne serait insuffisante que si des conclusions formelles avaient été prises pour constater, soit la qualité de commerçant, soit la faillite (Crim. rej. 1<sup>er</sup> mars 1867, aff. Le Sueur, D. P. 67. 5. 205. V. aussi Rép. n° 1395 et 1397-1°).

Jugé également que cette déclaration peut être remplacée par des équivalents, par exemple, par la mention que le prévenu avait obtenu un concordat et qu'il a été de nouveau déclaré en faillite (Crim. rej. 2 juin 1870, aff. Gruhier, D. P. 70. 1. 286).

**1404.** Décidé cependant qu'en matière de banqueroute simple, l'état de cessation de paiements, élément constitutif

du délit, n'est pas suffisamment caractérisé quand le juge de répression se borne à déclarer dans l'arrêt de condamnation que cet état « résulte des réclamations de divers créanciers », sans spécifier si ces réclamations étaient de nature à établir légalement le refus ou l'impossibilité de payer, et si les créances réclamées étaient des créances commerciales (Crim. cass. 23 avr. 1880, aff. Raynaud, D. P. 80. 1. 399).

**1405.** En tout cas, la nécessité d'une constatation expresse de la qualité de commerçant chez l'accusé, et de son état de cessation de paiements ne saurait être contestée au cas de poursuites pour banqueroute frauduleuse : en effet, le jury rendant ses verdicts en répondant affirmativement ou négativement aux questions qui lui sont posées, si la question de savoir si l'accusé est un commerçant en état de faillite ne lui était formellement posée, il y aurait impossibilité, pour lui, de constater ce fait, qui est une condition essentielle de la condamnation (Rép. n° 1390).

Toutefois, ainsi que nous l'avons vu, au Rép. n° 1391, il n'est pas absolument nécessaire qu'une question spéciale ait été posée au jury sur le point de savoir si l'accusé était en état de faillite; il suffit que cette qualité se trouve énoncée dans la question relative au fait de la banqueroute (Crim. rej. 20 mars 1846, aff. Mercier, D. P. 46. 4. 109; 30 août 1849, aff. Testart, D. P. 49. 5. 91; 6 juill. 1872, aff. Buissan, D. P. 73. 1. 43).

**1406.** Il est certain d'ailleurs, ainsi que nous l'avons supposé jusqu'ici, que les peines de la banqueroute, comme toutes les peines corporelles, ne peuvent être prononcées que contre un individu. Elles ne sauraient donc atteindre les sociétés, qui ne sont que des personnes morales. Mais peuvent-elles atteindre les associés d'une société en faillite? S'il s'agit d'associés non personnellement obligés, par exemple des actionnaires d'une société anonyme, la négative est certaine. Quant aux associés personnellement obligés, ils peuvent être punis des peines de la banqueroute à la condition toutefois d'être eux-mêmes en état de faillite. Ainsi que nous l'avons vu *supra* n° 233 et 234 dans un premier système qui est celui de la jurisprudence, cette condition est remplie dès que la société est en faillite. Dans un second système il faut au contraire un jugement déclaratif de faillite, prononcé contre chacun des associés.

**1407.** L'action en banqueroute simple et l'action en banqueroute frauduleuse sont tout à fait distinctes. Il suffit qu'en principe l'acquiescement prononcé à la suite de l'une de ces actions ne fait point obstacle à l'autre action, dont l'exercice ne contrarie pas, dès lors, l'autorité de la chose jugée et n'est pas une violation de la règle *non bis in idem* (V. Rép. n° 1404 et suiv.).

## SECT. 2. — BANQUEROUTE SIMPLE (Rép. n° 1406 à 1467).

**1408.** Ainsi que nous l'avons vu, au Rép. n° 1408, le code de 1807 divisait les cas de banqueroute simple en deux catégories : ceux dans lesquels la poursuite était obligatoire pour le ministère public et ceux dans lesquels elle était facultative, la condamnation étant toujours facultative.

La loi de 1838 fait une autre distinction : l'art. 585 c. com. énumère les faits de banqueroute simple pour lesquels la condamnation est obligatoire et l'art. 586 ceux pour lesquels la condamnation est facultative. Dans les cas de banqueroute simple où la condamnation est facultative, les juges sont toujours libres de ne prononcer aucune peine et, cela sans donner aucun motif de leur décision (Crim. rej. 9 mars 1893) (2). Dans les cas de banqueroute où la condamnation est obligatoire, les juges peuvent encore, après avoir con-

atténuer qu'ils puissent être, ne sauraient désarmer la justice répressive; que, dès lors, la cour d'Orléans a pu maintenir la condamnation prononcée contre Boucher, nonobstant la demande de sursis et l'affirmation que les créanciers de la faillite avaient été désintéressés; — Rejeté, etc.

Du 6 juin 1885. Ch. crim.-MM. Ronjat, pr.-Leblond, rap.-Loubers, av. gén.-Moret, av.

(2) (Bernard-Jean Géraud.) — LA COUR; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1840, en ce que l'arrêt attaqué n'a pas donné de motifs suffisants pour faire application, dans l'espèce, de l'art. 402 c. pén. : — Attendu que le demandeur était prévenu du délit de banqueroute simple, pour

(1) (Boucher.) — LA COUR; — Sur le moyen unique, tiré de la fausse application des art. 585, 586 c. com., et 402 c. pén., résultant : 1° de la violation des art. 7 de la loi du 20 avr. 1840 et 408 c. instr. crim.; 2° de la violation des art. 437, 580 et 583 c. com. : — Vu lesdits articles; — Sur la première branche .... (Sans intérêt);

Sur la deuxième branche : — Attendu que si des raisons d'intérêt général peuvent autoriser les tribunaux à rapporter un jugement de faillite, quand il leur est démontré que, depuis cette déclaration, les créanciers admis à la faillite ont été désintéressés il n'en saurait être de même au point de vue pénal; que le délit de banqueroute existe, dès que des faits délictueux sont établis à la charge d'un négociant failli; et que les faits postérieurs, si

té la matérialité des faits, apprécier leur criminalité, c'est-à-dire l'intention coupable et ne prononcer aucune peine, si elle n'existe pas (Rép. n° 1417).

Art. 1<sup>er</sup>. — Cas de banqueroute simple où la condamnation est obligatoire.

1400. L'art. 585 énumère quatre cas de banqueroute où la condamnation est obligatoire. — La loi belge ajoute aux cas de condamnation obligatoire prévue par la loi française pour banqueroute simple le fait par le failli d'avoir supposé des dépenses ou des pertes ou bien de ne pas justifier de l'existence ou de l'emploi de l'actif du dernier inven-

taire et des deniers, valeurs, meubles et effets de quelque nature qu'ils soient, qui lui seraient advenus postérieurement.

1410. — I. DÉPENSES PERSONNELLES OU DE MAISON JUGÉES EXCESSIVES. (Rép. n° 1400-1410). — La question de savoir si les dépenses sont excessives est résolue par les tribunaux suivant les circonstances (Comp. Trib. com. de Montpellier, 29 juill. 1837, sous Montpellier, 14 août 1837, Rép. n° 1409 et 1404-2°; Trib. corr. de Chambéry, 2 févr. 1888) (1). Les pertes de jeu prévues par l'ancien art. 586 tombent sous l'application de ce paragraphe (Rép. n° 1411).

1411. — II. OPÉRATIONS DE PUR HASARD; OPÉRATIONS

que le libellé de la citation est irréprochable, car il contient assignation au prévenu, non pas en tant qu'il aurait depuis moins de trois ans consommé de fortes sommes à des opérations de bourse, mais bien en tant qu'il aurait, dans cet intervalle de temps, commis le délit de banqueroute simple; qu'il reste à vérifier si, au fond, ce chef de prévention se trouve justifié; — Attendu qu'on ne saurait considérer les opérations de bourse auxquelles s'est livré Antoniaz comme des opérations réelles de bourse; qu'en effet, si l'on jette un regard d'ensemble sur la situation commerciale du prévenu, on se convainc, comme ce dernier l'a reconnu lui-même, que depuis de longues années, sinon toujours, il était au-dessous de ses affaires; qu'il est impossible d'envisager comme des opérations sérieuses de bourse le fait d'engager des sommes considérables à l'achat et à la revente d'actions lorsque le bilan accuse un passif de beaucoup supérieur à l'actif, et lorsque ces opérations auront pour effet de mettre hors de la caisse plusieurs milliers d'actions, notamment de l'Union générale et de la *Laenderbank*; qu'il est manifeste qu'en agissant de la sorte, il se livrait à la spéculation, aux jeux de bourse, à des opérations fictives qui sont réprouvées par la loi; qu'en vain on objecte le versement effectif de deniers par Antoniaz lors de l'acquisition par lui de ces valeurs, car il ne pouvait s'agir pour lui d'un véritable placement de fonds; que ses achats et ses reventes ne portant point, comme il convenait sur des valeurs de tout repos, mais bien sur des actions subissant, pour la plupart, des hausses et des baisses exorbitantes, masquaient simplement le trafic, l'agiotage, le désir enflévré de rétablir l'équilibre d'une situation de plus en plus chancelante; que c'est du reste l'explication qui en a été fournie par le prévenu dans son interrogatoire devant le magistrat instructeur; — Attendu que, dans ces circonstances, on ne saurait sérieusement soutenir que les prévisions de l'art. 585 c. com. ne sont pas applicables à l'espèce; que nous sommes bien en présence des opérations fictives de bourse prohibées par le législateur, à moins de prétendre que les déposants à la banque Antoniaz versaient leur argent pour le soumettre à tous les aléas, toutes les fluctuations, toutes les incertitudes, tous les dangers de spéculations de bourse; que c'est donc à bon droit que la citation relève le deuxième chef de la prévention qui doit être retenu; — Sur le troisième chef: — Attendu qu'il est acquis aux débats et reconnu par Antoniaz que depuis longtemps avant sa déclaration de faillite, il était au-dessous de ses affaires; qu'il convient de rapprocher cette situation financière de la circulation vraiment désordonnée à laquelle s'est livré le prévenu; que, pour s'en tenir à un exemple, celui-ci jetait annuellement dans la circulation, surtout dans les derniers temps, pour deux millions de papiers Berthet, lesquelles valeurs non payées à l'échéance étaient indéfiniment renouvelées; qu'il est bon de remarquer que ledit Berthet, débiteur d'Antoniou au 31 déc. 1881 de 21700 fr., se trouve au 30 janv. 1887 débiteur de près de 800000 fr.; que dès 1885 la Banque de France refusait toutes les valeurs portant la signature Berthet, laquelle était également repoussée par toutes les banques françaises, si bien qu'Antoniou était dans l'obligation pour se procurer des fonds de négocier lesdites valeurs soit en Suisse, soit en Italie; que la situation désespérée de Berthet n'était un mystère pour personne; que si Antoniaz a pu, dès le début, se faire illusion, il ne le pouvait plus lorsqu'après le signal donné par la Banque de France, tous les effets Berthet ont été mis en interdit par le commerce français; —... Attendu que c'est pour échapper aux conséquences inévitables de la faillite que le prévenu a jeté dans la circulation les valeurs purement nominales de ses débiteurs Berthet et Rolland; que c'est en escomptant ce papier véreux qu'il a pu reculer jusqu'en janvier 1887 sa déclaration de faillite; que ces négociations incessantes étaient forcément onéreuses pour Antoniaz, car ses débiteurs ne payaient pas plus à l'échéance qu'ils ne soldaient les frais de négociations, si ce n'est par de nouvelles souscriptions d'effets qui venaient grossir le montant de leurs dettes; qu'il n'est donc pas douteux que la circulation fantasmagorique d'effets à laquelle s'est livré le prévenu n'avait d'autre but que de retarder l'époque de la faillite; qu'il s'ensuit donc que toutes les conditions prévues par l'art. 585, § 2, se rencontrent dans l'espèce; —... Par ces motifs; — Relaxe le

n'avoir pas, étant commerçant failli, fait, dans le délai de la loi, sa déclaration de cessation de paiements et pour n'avoir pas tenu des livres réguliers, établissant sa véritable situation active et passive; — Attendu que ces faits, déclarés constants par l'arrêt attaqué, constituent, aux termes de l'art. 585 c. com., le délit de banqueroute simple et justifient l'application de l'art. 402 c. pén.; que cette application est facultative, mais qu'il appartient au tribunal de répression d'user de cette faculté suivant les circonstances qu'il apprécie, sans qu'il soit tenu de donner à cet égard aucun motif;

Par ces motifs, rejette.  
Du 9 mars 1883-Ch. crim.-MM. Baudouin, pr.-Bertrand, rap.-Tappie, av. gén.-Massenat-Déroche., av.

(1) (Antoniou.) — Le tribunal; — Attendu que par jugement du 31 janv. 1887, Antoniaz a été déclaré en état de faillite, laquelle présente un passif supérieur à deux millions et un actif réalisable d'environ 325000 fr.; que la poursuite retient contre le failli Antoniaz quatre chefs de prévention, qui vont être successivement examinés; — Sur le premier chef, relatif aux dépenses excessives du failli: — Attendu qu'il est constant qu'Antoniou s'attribuait une somme annuelle de 4000 fr. augmentée d'un prélèvement mensuel d'environ 300 fr.; que, de plus, de 1880 à 1886, il a appliqué à ses besoins une somme approximative de 100000 fr., pour laquelle levée de fonds il s'était ouvert dans sa comptabilité un compte courant; que si l'on additionne ces divers prélèvements pour les reporter en sept annuités de 1880 à 1886, on obtient une moyenne de 17500 fr. environ que dépensait annuellement le prévenu; — Attendu qu'une pareille dépense pourrait être considérée comme excessive si l'on considère qu'Antoniou n'a versé dans sa banque aucun capital libéré; qu'en effet, son apport de 46000 fr. était soumis à l'usufruit de sa mère; qu'il n'avait que la nue propriété de cette somme; qu'il avait donc pour obligation de limiter ses dépenses personnelles ou de maison à un chiffre beaucoup plus en rapport avec la modestie de son apport commercial; — Attendu, néanmoins, qu'il n'apparaît pas qu'Antoniou ait eu le goût de la dissipation; qu'il a justifié, dans une certaine mesure, de l'emploi des sommes par lui prélevées: soit pour l'acquisition de son mobilier, soit pour des réparations faites à ses immeubles pour un chiffre d'environ 54000 fr.; qu'il faut également retenir qu'il a dû payer à sa mère le revenu des 48000 fr. soumis à l'usufruit de cette dernière et qui ont constitué la mise de fonds d'Antoniou; que, dans ces circonstances, la prévention n'étant pas suffisamment justifiée sur ce point, il n'y a pas lieu de retenir ce chef de la citation; — Sur les opérations de bourse: — Attendu que la défense oppose à la poursuite une double fin de non-recevoir tirée: 1° de ce que la prévention ne vise que les opérations de bourse accomplies depuis moins de trois ans; 2° de ce que les opérations incriminées sont couvertes par la prescription triennale, puisqu'elles auraient été effectuées avant le 30 janv. 1885; que l'argumentation présentée dans l'intérêt du prévenu se fonde sur les dispositions combinées des art. 637 et 638 c. instr. crim., aux termes desquels l'action publique se prescrit après trois ans révolus à compter du jour où a été commis le délit, d'où il suivrait que le négociant, constitué en état de faillite, n'aurait à répondre que des actes se plaçant dans les trois années précédant cet état de faillite; — Attendu, en droit, que le fait de la faillite est un des éléments essentiels de l'incrimination; que la prescription ne commence à courir que du jour où l'infraction a été commise; qu'en matière de banqueroute, il faut, par conséquent, prendre pour point de départ de la prescription l'ouverture de la faillite, laquelle faillite rend seule imputables au commerçant les diverses infractions énumérées aux art. 585, 586 c. com.; que l'action du ministère public ne pouvant s'exercer qu'à partir du moment où le délit est consommé, c'est-à-dire à partir de la faillite du commerçant, c'est donc cette date qui marque le point de départ de la prescription pour l'ensemble des opérations accomplies durant la gestion du failli; que, par suite, la prévention est pleinement fondée à retenir les faits antérieurs à trois années et constitutifs de la banqueroute simple, puisque ces faits ne sont devenus punissables que par l'ouverture de la faillite;



FICTIVES DE BOURSE OU SUR DES MARCHANDISES. — La loi atteint ainsi toutes les opérations aléatoires dans lesquelles le commerçant aurait imprudemment, et pour de fortes sommes, compromis le gage de ses créanciers (*Rép.* n° 1411). Jugé en ce sens qu'un négociant au-dessous de ses affaires, qui engage des capitaux considérables dans l'achat ou la revente d'actions soumises à des fluctuations exorbitantes de hausse et de baisse est passible des peines de la banqueroute simple (*Trib. corr. de Chambéry*, 2 févr. 1888, aff. Antonioz, *supra*, n° 1410).

Par contre, la loi pénale ne saurait atteindre les opérations sérieuses, faites sur effets publics ou sur marchandises. C'est aux juges du fond qu'il appartient d'apprécier, dans chaque espèce, le caractère véritable des opérations énumérées.

**1412.** — III. ACHATS POUR REVENDRE AU-DESSOUS DU COURS ; — EMPRUNTS, CIRCULATION D'EFFETS ET AUTRES MOYENS RUINEUX DE SE PROCURER DES FONDS. — Ainsi que nous l'avons vu au *Rép.* n° 1412, les faits prévus par le paragraphe 3 de l'art. 585 ne constituent des cas de banqueroute simple qu'autant qu'ils ont eu lieu, de la part du commerçant, à une époque où sa faillite était déjà imminente et dans l'intention de retarder soit la cessation de ses paiements, soit la déclaration judiciaire de faillite. Les reventes à perte sont seulement punies lorsqu'elles ont lieu au-dessous du cours et sont précédées d'un achat contemporain (*V. Rép.* n° 1413). La loi ne précise plus, comme l'ancien art. 586, la situation commerciale dans laquelle devait être le commerçant, depuis tombé en faillite, pour que la revente à perte et au-dessous du cours fût délictueuse : il y a banqueroute simple, toutes les fois que c'est dans l'intention de retarder la faillite que le commerçant s'est livré à des reventes au-dessous du cours, et cette intention est souverainement appréciée par les juges du fait (*V. Rép.* n° 1412).

**1413.** Sur l'application des peines de la banqueroute simple au commerçant qui a fait des emprunts pour retarder la faillite, *V. Rép.* n° 1412 et 1414.

**1414.** La loi punit encore des peines de la banqueroute simple la création des lettres de change sur un tiré non muni de provision et la négociation par voie d'endossement de toutes valeurs négociables, lorsqu'elles ont pour but de retarder la faillite. C'est le fait que l'ancien art. 586 qualifiait de signatures de crédit ou de circulation et punissait lorsqu'elles avaient été données par le commerçant pour une somme triple de son actif (*V. Rép.* n° 1415). D'après M. Bédar-

ride, t. 3, p. 304, n° 19, la raison de cette disposition est qu'un commerçant qui s'expose aux frais relativement considérables d'un compte de retour, sachant ne pouvoir payer ni faire les fonds à l'échéance, compromet le gage de ses créanciers et est en faute. Si l'on admet cette explication, il faut décider que le commerçant, qui, après avoir créé des effets de circulation, a fourni à l'échéance les fonds pour les payer ne peut être, pour ce fait, déclaré banqueroutier simple. Mais la plupart des auteurs repoussent cette solution, et décident que les peines de la banqueroute simple sont encourues par celui qui a donné des signatures de crédit ou de circulation, s'il est constant qu'il avait l'intention, par ce moyen, de retarder la faillite (*Lyon-Caen et Renault*, t. 2, n° 3075; *Renouard*, t. 2, p. 462).

Jugé en ce sens : 1° que le commerçant qui, pour retarder sa faillite a jeté dans la circulation des valeurs purement nominales en escomptant et en négociant à l'étranger les effets de ses débiteurs insolubles refusés par toutes les banques françaises, toujours impayés à l'échéance et indéfiniment renouvelés, s'est rendu coupable du délit de banqueroute simple (*Trib. corr. de Chambéry*, 2 févr. 1888, aff. Antonioz, *supra*, n° 1410); — 2° Que le commerçant, qui, pendant plusieurs années, n'a soutenu son crédit et retardé sa faillite que par la création d'effets de commerce qui circulaient comme représentatifs de sommes avancées et remboursées au fur et à mesure des échéances, a commis le délit de banqueroute simple (*Nancy*, 16 mai 1882) (1); — 3° Que le commerçant, qui, dans l'intention de retarder sa faillite, s'est livré à une circulation de traites tirées sur une personne qui ne lui devait rien, doit être déclaré en banqueroute simple (*Crim. rej.* 14 mai 1886) (2).

Sur les caractères distinctifs des effets de complaisance, et sur les conséquences juridiques d'une émission d'effets de cette nature, *V. supra*, v° Effets de commerce, n° 421 à 427.

**1415.** Enfin le paragraphe 3 de l'art. 585 vise tous les moyens ruineux que le commerçant emploie pour retarder sa faillite. Décidé, à cet égard, que les renouvellements d'effets, par le commerçant qui les a souscrits ou tirés peuvent, si ces effets sont à leur tour, demeurés impayés, de même que ceux qui avaient été renouvelés, être considérés comme des moyens ruineux de retarder la faillite, et, par suite, comme tombant sous l'application de la disposition finale du § 3 de l'art. 585 (*Rennes*, 17 janv. 1849, aff. Bruveau, *D. P.* 51. 2. 104); mais que l'arrêt, qui, en relevant à la charge du failli l'emploi de moyens ruineux pour se

prévenu des fins de la plainte en ce qui touche le premier chef relevé dans la citation et relatif aux dépenses personnelles; — Retient, au contraire, les trois autres chefs de prévention; en conséquence, le déclare coupable du délit de banqueroute simple pour : 1° avoir consommé de fortes sommes à des opérations fictives de bourse et de pur hasard; 2° s'être livré à une circulation ruineuse d'effets dans le but de retarder l'époque de sa faillite; 3° n'avoir pas fait des inventaires parafés et visés et n'offrant pas sa véritable situation active et passive; — En réparation et par application des art. 585, 586 c. com. et 402 c. pén.; — Condamne Antonioz à la peine de cinq mois d'emprisonnement et aux dépens, etc.

Du 2 févr. 1888. — Trib. corr. de Chambéry.-MM. Glodionon, subst. Descostes, av.

(1) (Bastien frères.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que le fait, par un commerçant, de se livrer à une circulation d'effets de commerce devient constitutif du délit de banqueroute simple, quand cette opération a eu pour but et devait avoir pour effet de retarder sa faillite; — Attendu, en fait, que les prévenus Bastien, associés pour un commerce de tannerie, s'étaient établis en 1872, à Pont-à-Mousson, dans des conditions ruineuses, leurs premiers frais d'établissement ayant absorbé le double de leur avoir personnel; que pendant cinq ans ils se sont soutenus par le crédit, enregistrant chaque année, au lieu de bénéfices, des pertes s'élevant en moyenne à 40000 fr.; qu'en 1878, les banquiers Holland refusèrent de leur continuer des avances, ce qui les eût contraints à déposer leur bilan, s'ils n'avaient réussi à se soutenir dans une apparence de vie commerciale par la création d'effets de commerce, qui circulèrent comme représentatifs de sommes avancées et remboursées au fur et à mesure des échéances, alors que la banque Holland avait cessé toute avance sérieuse, et que les frères Bastien n'aboutissaient par cette opération qu'à aggraver d'année en année leur situation et celle de leurs créanciers, en s'obérant d'environ 40000 fr. d'intérêts; — Qu'en agissant ainsi ces prévenus, qui, dès le début, se trouvaient au-dessous de leurs affaires, et qui raisonnablement, ne pouvaient

plus, après quelques années de cet exercice ruineux, espérer de se relever, ont commis le délit de banqueroute simple et encouru dans une mesure grave les peines édictées par la loi;

Par ces motifs, condamne...

Appel des frères Bastien.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme. Du 16 mai 1882.-C. de Nancy, ch. corr.-MM. d'Hannoncelles, pr.-Sadoul, av. gén.-Lallement, av.

(2) (Benoist C. Min. publ.) — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la violation par fausse application des art. 584, 585 et 586 c. com. et 402 c. pén.: — Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué et du jugement dont il s'est, sur ce point, approprié les motifs que, dans le cours des années 1883, 1884 et 1885, Benoist, dans l'intention de retarder sa faillite, s'est livré à une circulation de traites tirées par lui sur une dame Martin, laquelle ne lui devait rien et consentait, néanmoins, à donner sur lesdites traites des acceptations qui n'avaient pas un caractère sérieux; que ce fait ainsi constaté constitue bien le cas de banqueroute simple prévu par l'art. 585, § 3, c. com.; — Attendu que s'il résulte, en outre, des constatations du même arrêt que Benoist avait déposé chez la dame Martin une certaine quantité de marchandises avec mandat de les vendre et que, pour chaque trimestre, les traites tirées par Benoist sur la dame Martin étaient inférieures de 500 fr. à la valeur des marchandises déposées, le même arrêt constate également que la dame Martin ne devait tenir compte à Benoist du prix des marchandises déposées qu'après la vente effectuée, que les acceptations apposées par elle sur les traites dudit Benoist étaient de pure complaisance; qu'elle ne s'était pas engagée sérieusement envers le tireur, et que ce dernier faisait lui-même les fonds des traites à l'échéance; qu'en cet état des faits constatés, l'arrêt attaqué, en faisant au prévenu application des art. 585, § 3, c. com. et 402 c. pén., n'a nullement violé lesdits articles... — Par ces motifs, rejette.

Du 14 mai 1886. Ch. crim.-MM. Sevestre, rap.-Rousellier, av. gén.-Defert, av.

procurer des fonds, ne constate pas qu'il ait agi ainsi dans l'intention de retarder sa faillite, ne peut de ce chef prononcer une condamnation pour banqueroute simple (Crim. rej. 29 juin 1883) (1).

**1416.** — IV. PAYEMENT FAIT A UN CRÉANCIER AU PRÉJUDICE DE LA MASSE. — Le paragraphe 4 de l'art. 585 punit enfin des peines de la banqueroute simple le commerçant qui, après la cessation des paiements, a payé l'un des créanciers au préjudice de la masse (Rép. n° 1416). Ce fait de banqueroute est subordonné à une double condition : 1° le paiement doit être postérieur à la cessation des paiements. C'est, d'ailleurs, aux juges qu'il appartient de fixer souverainement l'époque de la cessation des paiements. — Décidé, en ce sens, que les tribunaux de répression ne sont pas liés par la déclaration du tribunal de commerce sur l'époque de la cessation des paiements, qu'ils peuvent considérer comme opérés au préjudice de la masse, et comme constitutifs de la banqueroute simple, des paiements antérieurs à la date fixée par le tribunal de commerce comme étant celle de la cessation des paiements (Crim. rej. 10 mars 1870, aff. Lascar, *supra*, n° 1397) ; — 2° Le paiement doit être *préjudiciable* à la masse. — Si ces deux conditions sont réunies, l'art. 582-4° doit recevoir son application, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le paiement pourrait être annulé par application des art. 446 et 447, ou s'il doit être maintenu. Ainsi, la *bonne foi* du créancier, suffisante pour mettre obstacle à l'annulation de paiement d'une dette échue fait en espèces ou en effets de commerce, n'empêche pas la condamnation du failli : et, à l'inverse, il n'y aurait pas *banqueroute simple* si le paiement était *antérieur* à la cessation des paiements, alors même que ce paiement, fait autrement qu'en espèces ou en effets de commerce *dans les dix jours* qui ont précédé la cessation des paiements, devrait être annulé par application de l'art. 446 (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3075).

ART. 2. — *Cas de banqueroute simple où la condamnation est facultative.*

**1417.** — I. ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE D'AUTRUI JUGÉS TROP CONSIDÉRABLES. — V. sur ce premier cas Rép. n° 1418.

**1418.** — II. NOUVELLE DÉCLARATION DE FAILLITE, SANS QUE LES CONDITIONS DU CONCORDAT AIENT ÉTÉ REMPLIES. — Le paragraphe 2 de l'art. 586 prévoit le cas où le commerçant failli est *de nouveau déclaré en faillite*, sans avoir satisfait aux obligations d'un *précédent concordat* (Rép. n° 1419). — Pour que l'on se trouve dans ce cas, il faut : 1° que le concordat se trouve *résolu*, ou tout au moins *susceptible de résolution*, conformément à l'art. 520, pour inexécution des conditions qui y ont été stipulées par les créanciers ; 2° qu'il y ait, en outre, une *nouvelle déclaration de faillite* prononcée en vertu de l'art. 526 (Rép. n° 1419). Décidé que, s'il y a eu déclaration d'une nouvelle faillite, le paragraphe 2 de l'art. 586 est applicable, encore que le nouveau jugement déclaratif soit exclusivement fondé sur l'inexécution des obligations du concordat, et non sur une nouvelle cessation de paiements survenue à l'égard de créanciers nouveaux ; on objecterait vainement, en pareil cas, que cette situation ne constitue pas le failli concordataire en faillite nouvelle, mais a seulement pour effet de rouvrir la faillite ancienne (Crim. rej. 2 juin 1870, aff. Gruhier, D. P. P. 70. 1. 286. V. *contrà* : Rép. *ibid.*). Pour qu'il y ait lieu de déclarer l'existence du délit de banqueroute simple au cas de nouvelle faillite sans exécution des obligations d'un précédent concordat, il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu *faute*, de la part du commerçant failli ; il suffit qu'il y ait eu *faute*, et la constatation d'une faute résulte implicitement et suffisamment de la déclaration du juge, après mention qu'il n'a

pas été satisfait aux obligations d'un précédent concordat, que le prévenu est « *coupable de banqueroute simple* ... » (Arrêt précité du 2 juin 1870). — Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 1419, l'annulation du concordat ne donne pas lieu à des poursuites en banqueroute simple, mais peut être l'origine d'une poursuite en banqueroute frauduleuse.

**1419.** — III. DÉFAUT DE PUBLICATION DU CONTRAT DE MARIAGE DANS LES CAS PRÉVUS PAR LES ART. 67 ET 68 C. COM. — Aux termes des art. 67 et 68 c. com., les notaires doivent publier tout contrat de mariage entre époux dont l'un est commerçant. Les art. 69 et 70 imposent la même obligation à l'époux qui est devenu commerçant postérieurement à son mariage et à celui qui exerçait déjà la profession de commerçant à l'époque de la publication du code de commerce : 1° s'ils sont *séparés de biens* ; 2° s'ils sont mariés *sous le régime dotal*. La sanction de ces dispositions consiste : 1° dans une amende de 20 fr. pour le notaire (loi du 16 juin 1824), sans préjudice de la destitution au cas de collusion ; 2° dans la faculté accordée aux juges de punir des peines de la banqueroute simple le commerçant qui, aux termes de la loi, devait lui-même publier son contrat de mariage (V. Rép. n° 1420 à 1422, et *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 62 et suiv.).

Le même système fonctionne en Belgique (L. 15 déc. 1872, art. 12 et suiv.) et en Alsace-Lorraine (Loi d'introd. des codes allemands du 19 juin 1872 et des lois judiciaires nouvelles du 8 juillet 1879, § 10). La sanction édictée par ces lois consiste dans les peines de la banqueroute simple.

**1420.** — IV. NON-DÉCLARATION DE LA CESSATION DES PAYEMENTS DANS LES TROIS JOURS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE : BILAN NON DÉPOSÉ. — Le paragraphe 4 de l'art. 586. (Rép. n° 1423), érige en cas facultatifs de banqueroute simple : 1° le fait par le failli de n'avoir pas déclaré au greffe la cessation de ses paiements dans les quinze jours de cette cessation (Loi du 4 mars 1889, art. 22) ; 2° le fait par le déclarant de n'avoir pas déposé son bilan, ou de n'avoir pas indiqué les motifs qui l'empêchaient de le déposer conformément à l'art. 439 (Crim. rej. 29 juin 1883, aff. Lépine, *supra*, n° 1415).

Le défaut de dépôt de bilan est admis comme cause de banqueroute simple en Autriche (c. pén. art. 486), en Italie (art. 857), en Espagne (art. 889-2°) ; en Belgique (art. 574), c'est, comme en France, un cas de banqueroute facultatif. — Ce fait, au contraire, ne constitue un délit pénal ni en Allemagne, ni en Angleterre.

Le projet primitif de réforme de la loi de 1838 consacrait la suppression de ce cas de banqueroute. — Mais cette modification n'a pas trouvé place dans le texte définitif de la loi du 4 mars 1889.

**1421.** En cas de faillite d'une société commerciale en nom collectif ou en commandite, les associés solidaires (associés en nom collectif ou gérants de la commandite) sont tenus de provoquer, par le dépôt du bilan, la déclaration de faillite dans les délais fixés par la loi (délai porté de trois à quinze jours par l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889), sous peine d'être considérés comme banqueroutiers simples. Mais cette pénalité ne saurait être encourue par les administrateurs d'une société anonyme, qui ne sont pas des commerçants (V. *supra*, n° 240), et auxquels aucune disposition légale n'impose même l'obligation de déposer le bilan (V. n° 296). Cette obligation, leur fût-elle imposée, demeurerait dépourvue de sanction, en l'absence d'une pénalité spéciale ; en effet, par cela même que la faillite de la société n'atteint pas les administrateurs, les peines de la banqueroute ne sauraient les atteindre, puisqu'elles ne peuvent être encourues que par un commerçant en état de cessation de paiements (Comp. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3419 et 3430 ; Bravard et Demangeat, t. 6, p. 47 et 58). Cet état

(1) (Lépine). — La cour ; — Attendu que le demandeur était pour suivi à raison d'un délit unique de banqueroute simple, pour trois causes de prévention résultant d'infractions aux textes susvisés ; — Attendu que l'arrêt attaqué, en relevant, à la charge de Lépine, l'emploi de moyens ruineux pour se procurer des fonds, n'a pas constaté qu'il ait agi ainsi dans l'intention de retarder sa faillite ; qu'à défaut de cette déclaration exigée par l'art. 585, § 3 c. com., l'arrêt n'aurait pu le condamner de ce chef pour délit de banqueroute simple ; — Mais, attendu que, d'une part, l'arrêt décide que des documents de la cause résulte la preuve que Lépine,

commerçant failli, déclaré tel par jugement du tribunal de commerce du 21 août 1881, n'a pas fait au greffe, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, la déclaration prescrite par les art. 438 et 439 c. com. ; que, d'autre part, l'arrêt, par une appréciation de fait souveraine, a décidé que Lépine s'était livré à des dépenses personnelles excessives ; — Que, sous ce double rapport, la condamnation du demandeur à trois mois d'emprisonnement, comme banqueroutier simple, est légalement justifiée par l'application des art. 585, § 1, et 586, § 4, c. com. et 402 c. pén.

Du 29 juin 1883.-Ch. crim.-MM. Baudouin, pr.-Vételay, rap.

de choses n'est pas sans inconvénients; aussi le projet de loi sur les sociétés admis par le Sénat en 1884 contient-il une disposition (art. 102) aux termes de laquelle les administrateurs de sociétés anonymes, bien qu'ils ne puissent pas être *banqueroutiers*, sont passibles des peines de la banqueroute simple ou frauduleuse, quand ils ont commis des faits prévus par les art. 585, 586 et 591. (Comp. art. 214 loi allemande et art. 863 code italien. V. *infra*, sect. 4).

**1422.** Les décrets ou lois transitoires qui ont affranchi de la qualification de *faillite* les cessations de paiements survenues à certaines époques, à moins que le tribunal de commerce n'ait refusé au commerçant débiteur le bénéfice de cette exonération, soit en refusant l'homologation du concordat par lui obtenu, soit en ne lui accordant pas d'une manière formelle le bénéfice dont il s'agit dans le jugement d'homologation, ont laissé subsister, pour ce commerçant, la double obligation imposée à tout commerçant en état de cessation de paiements, par les art. 438 et 439, et, dès lors, la peine du délit de banqueroute simple facultativement attachée à l'inobservation de ces articles. Ainsi, la loi du 9 mai 1871, sur les concordats amiables, n'a pas modifié les art. 438 et 586 c. com., qui imposent au commerçant failli l'obligation de déposer son bilan dans les trois jours de la cessation de ses paiements, sous peine d'être déclaré, selon les circonstances, coupable de banqueroute simple (Crim. rej. 7 févr. 1874, aff. Arnault, D. P. 76. 1. 140).

**1423.** — V. REFUS DE COMPARAÎTRE DEVANT LES SYNDICS. — Le paragraphe 5 de l'art. 586 prévoit le refus par le failli de se présenter en personne aux syndics ou à justice. L'art. 475 actuel n'autorise la comparution par fondé de pouvoirs qu'en cas d'empêchement reconnus légitimes par le juge-commissaire. Les peines de la banqueroute simple peuvent donc atteindre le failli qui ne comparait pas en personne devant le syndic et qui ne justifie pas d'un empêchement légitime. Toutefois le fait de la part du failli de ne s'être pas présenté à l'appel du syndic est insuffisant pour le faire déclarer coupable du délit de banqueroute simple; la condamnation doit, à peine de nullité, constater qu'il y a eu réquisition et que le failli n'avait pas de motifs légitimes pour refuser d'y obéir dans le délai fixé par la loi (Crim. cass. 17 mai 1866, aff. Garcia-Pagès, D. P. 66. 5. 217). — S'il s'agit de comparution *devant justice*, le failli porteur d'un sauf-conduit doit toujours, à moins de justifier d'un empêchement légitime, comparaître en personne, et dans le cas contraire, il peut être déclaré banqueroutier simple (Rép. n° 1426). L'abstention ne peut, au contraire, entraîner la banqueroute simple, pour le failli non porteur d'un sauf-conduit.

**1424.** — VI. TENUE IRRÉGULIÈRE DES LIVRES COMMERCIAUX. — Enfin le paragraphe 6 et dernier de l'art. 586 prévoit l'absence, l'irrégularité ou l'inexactitude des livres commerciaux. L'absence d'un des livres dont la tenue est exigée par le code de commerce peut motiver une déclaration de banqueroute simple (Rép. n° 1427 et 1432). Il est évident d'ailleurs que la *non-représentation* des livres doit être assimilée à l'absence de ces livres et tombe sous l'application de l'art. 586, § 6 (Rép. n° 1428 et 1429).

Le commerçant qui, nonobstant son état de cessation de paiements, a continué son commerce jusqu'à l'époque où il s'est vu dans la nécessité de déposer son bilan, peut, d'ailleurs, être l'objet de poursuites pour banqueroute simple, aussi bien à raison des faits d'omission d'inventaire ou de défaut de tenue des livres prescrits, qui sont postérieurs à cette cessation de paiements, qu'à raison des omissions semblables qui lui sont antérieures. Par suite, l'exception de prescription tirée, en ce cas, par le prévenu de ce que son état de cessation de paiements, attesté par une assignation en déclaration de faillite, remonterait à plus de trois ans avant la poursuite pour délit de banqueroute simple exercée contre lui doit être rejetée (Crim. rej. 9 juin 1864, aff. Fonson, D. P. 64. 1. 449). Décidé, de même,

que l'individu qui, dissimulant sa situation de commerçant failli, se livre de nouveau au commerce, n'en est pas moins passible des peines édictées contre le banqueroutier, s'il n'observe pas les obligations prescrites à tout commerçant (Crim. rej. 8 août 1867, aff. Fournet, D. P. 68. 1. 41).

**1425.** Le nouvel art. 586, § 6, punit celui dont les livres sont irrégulièrement tenus, sans se préoccuper de leur présentation par le débiteur. Les livres de la société étant ceux de chaque associé solidaire, celui qui n'exerce sur ces livres aucune surveillance est responsable de leur irrégularité, et, dès lors, tombe sous l'application de cette disposition (Rép. n° 1428). Jugé, en ce sens, que l'associé gérant d'une compagnie tombée en faillite, qui, pour dissimuler à son conseil de surveillance des sommes considérables dont la société se trouvait à découvert, a eu recours à des écritures fictives, alors que, en outre, ses livres d'inventaires étaient loin de présenter exactement la situation active et passive de la société, peut être déclaré coupable de banqueroute simple, pour *inexactitude* dans la tenue de ses livres (Crim. rej. 21 août 1852, aff. Lecoq, D. P. 61. 5. 224).

**1426.** Décidé de même que le commerçant failli contre lequel il est constaté, en fait, que ses écritures étaient irrégulières, et que, dans un espace de trente-deux ans, il n'a dressé que trois inventaires partiels, dont aucun ne remplissait les conditions exigées par l'art. 9 c. com., peut être déclaré coupable de banqueroute simple pour *inexactitude* dans la tenue de ses livres (Crim. rej. 7 févr. 1874, aff. Arnault, D. P. 76. 1. 140).

**1427.** Une simple *négligence* dans la tenue des livres non accompagnée de dol ou de fraude suffit pour motiver l'application des peines de la banqueroute simple (Rép. n° 1430). Ainsi, pourrait être condamné comme banqueroutier simple le commerçant qui aurait négligé de se conformer aux dispositions des art. 10 et 14 c. com. concernant le visa, le parafe, l'interdiction de tous blancs ou de transports en marge, et l'obligation de suivre l'ordre des dates, l'observation de ces dispositions lui étant imposée comme garantie de la sincérité de ses livres (Rép. n° 1431) (1).

#### ART. 3. — Règles spéciales à la banqueroute simple.

**1428.** — I. TENTATIVE. — La tentative de banqueroute simple n'est pas punie comme le délit lui-même, aucun texte de loi n'existant à cet égard, et l'art. 3 c. pén., portant que « les tentatives de délit ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi » (Rép. n° 1447; Bravard-Veyrières, t. 6, p. 55; Renouard, t. 2, p. 448; Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 3078).

**1429.** — II. COMPLICITÉ. — Comme nous l'avons vu au Rép. n° 1446, on a soutenu que les complices des banqueroutiers simples sont passibles de la même peine que ces derniers par application de l'art. 59 c. pén. Mais l'opinion contraire est plus généralement admise, les art. 597 c. com. et suiv., ne soumettant les complices de la banqueroute à la peine édictée contre l'auteur principal que lorsqu'il s'agit de banqueroute frauduleuse. Cette exception, d'ailleurs, dérive de la nature des faits constitutifs de la banqueroute simple; ces faits sont nécessairement *personnels* au failli, et par suite, exclusifs de toute complicité (Conf. Esnault, n° 698; Bravard-Veyrières, t. 6, p. 55; Renouard, t. 2, p. 452; Boistel, n° 1088). Jugé cependant que la concubine qui s'est pleinement associée aux actes de commerce de l'individu avec lequel elle vit, en se faisant passer comme sa femme légitime, et en donnant son propre nom pour raison sociale de l'établissement exploité en commun, est pénalement responsable, avec lui, du défaut de tenue des registres de commerce et de la non-déclaration du fait de la cessation des paiements (Crim. rej. 8 août 1867, aff. Fournet, D. P. 68. 1. 41).

**1430.** — III. PRINCE. — En ce qui concerne la peine de banqueroute simple, les gérants des sociétés anonymes, qui n'auront pas fourni les renseignements qui leur auront été demandés, soit par le juge-commissaire, soit par les curateurs, ou qui auront donné des renseignements inexacts. Il en sera de même de ceux qui, sans empêchement légitime, ne se seront pas rendus à la convocation du juge-commissaire ou du curateur.

(1) La loi belge ajoute aux cas de condamnation facultative aux peines de la banqueroute simple : 1° le fait de n'avoir pas fourni, en faisant l'aveu de la faillite, les renseignements et éclaircissements voulus par la loi ou d'avoir fourni des renseignements et éclaircissements inexacts; — 2° le fait de s'être absenté sans l'autorisation du juge-commissaire.

L'art. 576 porte : « Pourront être condamnés aux peines de la

la banqueroute simple (c. com. art. 584 et c. pén. art. 402); V. *Rép.* n° 1444.

**1431. — IV. TRIBUNAL COMPÉTENT.** — Le tribunal compétent, en matière de banqueroute simple, est le *tribunal correctionnel du domicile du failli* (Comp. *Rép.* n° 1445).

**1432. — V. PERSONNES QUI PEUVENT INTENTER L'ACTION EN BANQUEROUTE SIMPLE.** — Aux termes de l'art. 584 c. com., l'action pour banqueroute simple peut être exercée : 1° par le ministère public... 2° par les syndics, au nom de la masse... 3° par tout créancier agissant individuellement (*Rép.* n° 1433). — Sur le droit, pour le créancier, d'exercer contre le failli une action en banqueroute simple, malgré son consentement ou son acquiescement au concordat, V. *Rép.* n° 1434.

Quand l'action est intentée par les syndics ou par les créanciers, elle l'est conformément aux règles établies en matière de poursuites exercées devant les tribunaux correctionnels, c'est-à-dire par voie de *plainte* suivie d'une instruction, ou par voie de *citation directe* (*Rép.* n° 1433). — Sur le droit, pour les créanciers qui ont porté plainte en banqueroute contre le failli, d'être entendus comme *témoins* aux débats, lorsqu'ils ne se sont pas portés parties civiles, V. *Rép.* n° 1477 et v° *Témoins*, nos 94, 186 et 214-1°.

**1433.** L'individu qui s'est rendu cessionnaire, avant la faillite, d'une créance contre le failli, est recevable à se joindre, comme créancier, aux poursuites exercées contre celui-ci, par le ministère public, pour escroquerie et banqueroute simple; et l'irrégularité résultant de ce que le transport n'aurait été ni enregistré ni signifié n'est pas de celles dont le prévenu puisse se prévaloir devant la cour de cassation, alors qu'il n'en a pas fait l'objet de fin de non-recevoir devant le juge de répression (Crim. rej. 7 déc. 1866, aff. Chauvet, D. P. 67. 5. 206).

**1434. — VI. FRAIS.** — Sur les difficultés relatives aux frais de poursuite en banqueroute simple (c. com. art. 587 et suiv.), V. *Rép.* nos 1438 et suiv.

**1435. — VII. VOIES DE RECOURS.** — Sur l'appel du jugement qui a statué sur une action en banqueroute simple, et sur les autres voies de recours V. *Rép.* n° 1437.

**1436. — VIII. PRESCRIPTION.** — L'action en banqueroute simple est, comme toute action correctionnelle, prescrite par trois ans (V. *Rép.* n° 1435). — Pour les faits postérieurs à la faillite, cette prescription court du jour où l'infraction a été commise (*Rép.* n° 1435; Renouard, t. 2, p. 89; Dutruc, *Journal du ministère public*, t. 7, p. 138; Bédarride, t. 3, n° 1364; Crim. rej. 9 juin 1864, aff. Fonson, D. P. 64. 1. 449, et la note). Pour les faits antérieurs, cette prescription ne court que du jour où l'événement de la faillite a permis de donner à ces faits la qualification du délit de banqueroute et de les poursuivre comme tels (*Rép.* n° 1437; Trib. corr. de Chambéry, 2 fév. 1888, aff. Antonioz, *supra*, n° 1410). Dans le système qui admet que l'exercice de l'action en banqueroute simple est subordonné à la déclaration de la faillite par un tribunal de commerce, l'événement de la faillite date du jour du jugement déclaratif et la prescription ne court que de ce jugement déclaratif (Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 3081 *in fine*). Dans le système contraire adopté par la jurisprudence, la prescription court du jour de la cessation des paiements constatée par le tribunal correctionnel lui-même (Lepoittevin, *Dictionnaire des parquets*, v° *Banqueroute*, n° 4).

## SECT. 3. — BANQUEROUTE FRAUDULEUSE (*Rép.* nos 1443 à 1482).

### ART. 1<sup>er</sup>. — Divers cas de banqueroute frauduleuse.

**1437. — I. SOUSTRACTION FRAUDULEUSE DES LIVRES DE COMMERCE.** — Cette soustraction n'entraîne la banqueroute frauduleuse que si elle a été commise avec une *intention criminelle*; mais cette intention est présumée dès qu'il y a

soustraction, sauf au failli à établir sa bonne foi (*Rép.* n° 1454).

**1438. — II. DÉTOURNEMENT OU DISSIMULATION D'ACTIF.** — L'ancien art. 593 c. com., énumérait limitativement les faits de *détournement* ou de *dissimulation d'actif* susceptibles d'entraîner contre le failli l'application des peines de la banqueroute frauduleuse (V. *Rép.* n° 1448). Le nouvel art. 591 c. com., les comprend tous sous l'expression générale de *détournement* ou *dissimulation d'actif*, sans exiger qu'il soit fait mention expresse de l'intention frauduleuse. Ainsi, la mise en accusation d'un commerçant failli, comme inculpé du crime de banqueroute frauduleuse, pour « avoir détourné ou dissimulé une partie de son actif », est formulée d'une manière légale et suffisante : il n'est pas nécessaire d'ajouter que l'accusé a opéré *frauduleusement* le détournement ou la dissimulation (Crim. rej. 15 juin 1866, aff. Renoux, D. P. 67. 5. 205; Crim. cass. 6 janv. 1876, aff. Saux, D. P. 77. 1. 234). Mais la preuve de la fraude doit ressortir de la déclaration du jury pour qu'il puisse y avoir lieu à condamnation contre le failli : la constatation du fait matériel du détournement ou de la dissimulation de partie de l'actif du failli ne suffirait pas; il faut que le failli en soit déclaré coupable (*Rép.* n° 1459).

Il n'est pas nécessaire non plus qu'il soit déclaré que le détournement a eu lieu au préjudice de la masse.

D'autre part, la fait par un commerçant d'avoir *dissimulé* et celui d'avoir *détourné* une partie de son actif constituent deux éléments distincts, d'un même crime, qui peuvent, sans qu'il en résulte de contradiction, être l'objet de deux déclarations différentes (Crim. rej. 6 oct. 1853, aff. Jaloussé, D. P. 53. 5. 217). Néanmoins ces deux éléments peuvent faire l'objet d'une question unique mais alternative, posée au jury (Crim. rej. 6 avr. 1883) (1).

**1439.** La constatation du détournement ou de la dissimulation d'une partie de l'actif constitue la banqueroute frauduleuse, sans qu'il soit nécessaire de spécifier de quoi se composent les valeurs détournées ou dissimulées (Crim. rej. 16 janv. 1840, *Rép.* n° 1449-2°). Mais le fait, par le failli, d'avoir dissipé une partie de son actif ne rentre pas dans les termes de l'art. 591 qui ne considère comme banqueroute frauduleuse que la *détournement* ou la *dissimulation* de cet actif (Crim. cass. 13 janv. 1854, aff. Hugues, D. P. 54. 1. 134).

Sur l'application des peines de la banqueroute frauduleuse aux suppositions frauduleuses de dettes (c. com. art. 594). V. *Rép.* nos 1449 et 1454.

**1440.** Les faits postérieurs à la cessation des paiements constituent un commerçant en état de banqueroute frauduleuse aussi bien que les faits antérieurs : ainsi un commerçant peut être poursuivi pour banqueroute frauduleuse à raison de soustractions par lui faites longtemps après l'époque de sa faillite (*Rép.* nos 1491 et 1484).

### ART. 2. — Règles spéciales à la banqueroute frauduleuse.

**1441. — I. TENTATIVE.** — A la différence de la tentative de banqueroute simple (V. *supra*, n° 1428), la tentative de banqueroute frauduleuse est punie comme le crime même (c. pén. art. 2. Conf. Lyon-Caen et Renaut, t. 2, n° 3078). Mais le détournement de valeurs constitutif du crime de banqueroute frauduleuse est suffisamment et complètement consommé, lorsque le failli a fait disparaître et enlevé de son domicile les valeurs qui sont le gage de ses créanciers : on prétendrait vainement que, tant que le failli n'a pas franchi les frontières, le fait de cet enlèvement ne peut être considéré que comme une tentative (Crim. rej. 6 juill. 1872, aff. Buissan, D. P. 73. 1. 43).

**1442. — II. COMPÉTENCE.** — La banqueroute frauduleuse, constituant un crime, est de la compétence de la cour d'assises (*Rép.* n° 1483). Il appartient au jury de constater l'exis-

(1) (Moyse Dreyfus C. Min. public.) — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 345 c. instr. crim. et de la loi du 13 mai 1836, de la fausse application et de la violation de l'art. 591 c. com. et de l'art. 402 c. pén.: — Attendu que la seule complexité prohibée est celle qui consiste à comprendre dans une seule et même question deux chefs d'accusation distincts, un fait principal et une circonstance aggravante,

ou plusieurs circonstances aggravantes; — Attendu que l'arrêt de renvoi a réuni dans une formule unique d'incrimination de banqueroute frauduleuse, la dissimulation et le détournement de l'actif par l'accusé négociant failli; que le président de la cour d'assises, en exécution de cet arrêt, a pu ne poser au jury qu'une question alternative relativement à la dissimulation ou au détournement de l'actif, alors que chacun des termes de l'alternative

tence des faits de banqueroute et la culpabilité de l'accusé et à la cour d'assises d'appliquer la peine (Rép. n° 1463. Comp. pour plus de développements : Rép. n°s 1482-4° et 1487).

**1443. — III. PEINE.** — L'art. 402 c. pén. édicte contre les banqueroutiers frauduleux la peine des travaux forcés à temps (1). Sur l'application des peines de la banqueroute frauduleuse à l'agent de change failli, V. Rép. v° Bourse de commerce, n° 430.

**1444. — IV. PRESCRIPTION.** — Comme toute autre action criminelle, l'action en banqueroute frauduleuse se prescrit par le délai de dix ans (Rép. n° 1479. V. *infra*, v° Prescription criminelle). — Le point de départ de cette prescription est le même que celui de la prescription en matière de banqueroute simple, c'est-à-dire le jour de la cessation des paiements pour les faits antérieurs et le jour de leur consommation pour les faits postérieurs (Rép. n° 1479). Si des poursuites avaient eu lieu, la prescription ne courrait que du jour des dernières poursuites (c. instr. crim. art. 637), et ne serait acquise qu'à l'expiration du délai de dix ans à dater de cette époque (Rép. n° 1479).

**1445. — V. PERSONNES QUI PEUVENT EXERCER L'ACTION EN BANQUEROUTE FRAUDULEUSE.** — Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n°s 1467 et 1470, l'ancien art. 595 c. com., conférait au ministère public le droit de poursuivre d'office le crime de banqueroute frauduleuse, sur la notoriété publique ou sur la dénonciation soit des syndics, soit d'un créancier, soit même d'un tiers étranger à la faillite. La loi de 1838 étant muette à cet égard, il faut appliquer les principes généraux concernant l'exercice de l'action publique en matière de crimes. La cour d'assises ne peut donc être saisie par voie de citation directe, mais uniquement par un arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation. — Ont d'ailleurs la faculté de se porter parties civiles : 1° les syndics au nom de la masse, même en l'absence de toute autorisation de l'assemblée des créanciers (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3081; Demangeat sur Bravard, t. 6, p. 89. *Contrà* : Boistel, n° 1089); — 2° Un ou plusieurs créanciers, agissant en leur nom personnel (V. Rép. n°s 1468 et 1473; Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*).

**1446. — VI. FRAIS DE LA POURSUITE.** — L'art. 592 dispose que les frais de poursuite en banqueroute frauduleuse ne pourront, en aucun cas, être mis à la charge de la masse (Rép. n° 1471). Par suite, à la différence de ce qui a lieu pour la banqueroute simple, la masse, même si elle s'est portée partie civile, n'aura pas, en cas d'acquiescement, à supporter les frais de poursuite (Rép. n° 1472). — Mais l'art. 592, qui ne permet pas de mettre à la charge de la masse de la faillite les frais de poursuite en banqueroute frauduleuse, ne s'étend pas aux frais des poursuites exercées contre le failli pour tout autre crime, et, par exemple, pour crime de faux, alors même qu'il s'agirait de poursuites connexes à celles en banqueroute frauduleuse (Metz, 28 févr. 1856, aff. Metzger, D. P. 57. 2. 49, et sur pourvoi, Civ. rej. 11 août 1857, D. P. 57. 1. 342; Besançon, 30 août 1856, aff. Sucillon, D. P. 57. 2. 51, et sur pourvoi, Civ. rej. 11 août 1857, D. P. 57. 1. 343).

L'exonération de frais accordée à la masse, n'a pas été étendue aux créanciers qui se rendraient parties civiles en leur nom personnel dans la poursuite en banqueroute frauduleuse : les frais, en cas d'acquiescement, demeurent à leur charge. Il était nécessaire, en effet, d'apporter ce frein à des interventions individuelles et isolées dont le mobile est le plus souvent suspect, dès que la masse s'abstient (Rép. n° 1472).

**1447. — VII. COMPLICITÉ.** — Ainsi que nous l'avons vu

renfermait au même degré les éléments du crime de banqueroute frauduleuse et pouvait donner lieu à l'application de la même peine; que la question alternative ainsi posée ne s'appliquait réellement qu'à un seul chef d'accusation, et que, dans ces circonstances, il n'y a eu ni violation des art. 1<sup>er</sup> de la loi du 13 mai 1836 et 345 c. instr. crim., ni fausse application et violation des art. 591 c. com. et 402 c. pén.; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Par ces motifs, rejette.

Du 6 avr. 1883. Ch. crim.-MM. Saint-Luc Courboreu, pr.-Vételay, rap.-Petiton, av. gén.-Chambareaud, av.

au Rép. n° 1483, sous l'empire du code de 1807, l'art. 597 ne reconnaissait que deux cas de complicité frauduleuse : 1° celui où un individu s'était entendu avec le banqueroutier pour receler ou soustraire une partie de l'actif; 2° celui où un individu avait affirmé sincères et véritables des créances fausses. Pour qu'on fût dans le premier de ces cas, il fallait, en plus de la complicité, concert frauduleux entre le banqueroutier et son complice (Rép. n° 1484). D'où la conséquence que la culpabilité du complice était subordonnée à celle de l'auteur principal (Rép. n°s 1485 à 1489).

La loi de 1838 a fait rentrer dans le droit commun la complicité du crime de banqueroute frauduleuse (Rép. n° 1493). Par suite, aux termes de l'art. 60 c. pén., sera complice du banqueroutier frauduleux celui qui, à l'aide de l'un des moyens énumérés dans cet article, aura provoqué le failli à commettre ce crime, ou celui qui sciemment l'aura aidé ou assisté dans les faits qui l'auront préparé, facilité ou consommé (Crim. rej. 6 oct. 1853, aff. Colin, D. P. 53. 5. 217; Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. 2, n° 3087). Ce complice sera, par application de l'art. 59 c. pén., puni des mêmes peines que l'auteur principal. L'existence d'un concert frauduleux entre le banqueroutier et son complice n'étant plus nécessaire pour permettre de condamner ce dernier, la culpabilité du complice demeure, comme en toute autre matière, indépendante de celle de l'auteur principal; l'acquiescement de l'accusé principal ne fait pas obstacle à la condamnation du complice (Crim. rej. 19 sept. 1856, aff. Olivier, D. P. 56. 1. 418; Crim. cass. 19 févr. 1859, aff. Mariani, D. P. 59. 5. 178; Crim. rej. 9 mars 1876, aff. Faicourt, D. P. 77. 1. 238. V. en ce sens, Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, t. 5, n° 2184; Blanche, *Etudes pratiques sur le code pénal*, t. 2, n° 64; Massabiau, *Manuel du ministère public*, t. 2, n° 3786; Bédarride, t. 3, n°s 1270 et suiv.; Alauzet, t. 8, n°s 2873; Dutruc, *Mémorial du ministère public*, v° Complicité, n°s 3 et 4).

Mais la complicité ne peut exister qu'autant qu'il s'agit de faits présentant les caractères du crime prévu par l'art. 593 et reconnus constants par le jury (Rép. n° 1487). Ainsi un individu ne peut être déclaré complice de banqueroute frauduleuse que si l'auteur principal a été déclaré commerçant failli (V. au surplus Rép. n°s 1487 et suiv.).

#### SECT. 4. — CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR D'AUTRES QUE PAR LE FAILLI (Rép. n°s 1483 à 1531).

**ART. 1<sup>er</sup>.** — Crimes et délits commis par des tiers étrangers à la faillite, par le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli ou ses alliés au même degré.

**1448. — I. CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR DES TIERS ÉTRANGERS À LA FAILLITE.** — En dehors des faits de complicité proprement dits, l'art. 593 c. com. prévoit certains faits commis par un tiers, faits complètement étrangers au failli et dont ce tiers est l'auteur principal, à l'effet de les frapper des peines de la banqueroute frauduleuse (Rép. n° 1483). « Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse (2), porte cet article : 1° les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens, meubles ou immeubles; 2° les individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté dans la faillite, et affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées; 3° les individus qui, faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, se seront rendus coupables des faits prévus par l'art. 591 ».

(1) La peine édictée en Belgique contre la banqueroute frauduleuse par le code pénal de 1867 (art. 489) et en Italie par le nouveau code de commerce (art. 861) est la réclusion. Il en est de même en Allemagne. En Autriche, la banqueroute frauduleuse est assimilée à l'escroquerie et entraîne une peine de six mois à un an de cachot; dans les cas graves seulement, cette peine est portée à dix ans de cachot (art. 199, 202 et 203).

(2) En Belgique les mêmes faits ne sont punis que des peines de la banqueroute simple (art. 575). En Italie les délinquants encourrent, comme les banqueroutiers, la réclusion, mais limitée à cinq ans (art. 865).



1449. Pour qu'il y ait lieu d'appliquer l'art. 593-1<sup>o</sup>, il suffit que la soustraction, le recel ou la dissimulation ait eu lieu *dans l'intérêt du failli* (Rép. n<sup>o</sup> 1483; Crim. cass. 18 mars 1852, aff. Chauvel, D. P. 52. 5. 266; 13 janv. 1854, aff. Hugues Jean-Baptiste, D. P. 54. 1. 134). Il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu *concert frauduleux* entre le tiers et le failli, ni que le failli ait *participé* au fait incriminé, ni même que la faillite ait un caractère frauduleux (En ce dernier sens Crim. rej. 9 févr. 1850, aff. Berlier, D. P. 50. 5. 114).

1450. — L'art. 593-2<sup>o</sup> ne punit des peines de la banqueroute frauduleuse la présentation frauduleuse dans une faillite d'une créance supposée, qu'autant que cette créance a été affirmée (Rép. n<sup>o</sup> 1484-3<sup>o</sup>; Crim. rej. 13 mars 1851, aff. Bontin, D. P. 51. 5. 251). Mais il importe peu que l'affirmation émane du faux créancier en personne ou d'un tiers qu'il a chargé d'affirmer à sa place. En ce dernier cas, le fondé de pouvoir qui a connu le caractère frauduleux de l'affirmation sera condamné comme complice (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 3087).

L'affirmation frauduleuse d'une créance dans une faillite constitue, d'ailleurs, un crime spécial et non, comme sous le code de 1807, un fait de complicité du crime de banqueroute frauduleuse (Civ. rej. 19 nov. 1859, aff. Redouté, D. P. 60. 1. 50). Il s'ensuit qu'elle peut être frappée des peines de la banqueroute frauduleuse, alors même qu'elle aurait eu lieu sans la participation ou à l'insu du failli, ou dans une faillite ne donnant pas ouverture à une poursuite en banqueroute frauduleuse (Rép. n<sup>o</sup> 1490 et 1491). A la différence du paragraphe 1<sup>er</sup>, le paragraphe 2 n'exige pas que le prétendu créancier ait agi *dans l'intérêt du failli*.

1451. L'art. 593, § 3, punit les individus qui, faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, se sont rendus coupables des faits prévus par l'art. 591 (Rép. n<sup>o</sup> 1493). Ceux qui leur ont prêté leurs noms, et qui sont connus sous la désignation d'*hommes de paille*, peuvent être punis comme complices.

1452. — II. CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR LE CONJOINT, LES DESCENDANTS OU LES ASCENDANTS DU FAILLI OU SES ALLIÉS AU MÊME DEGRÉ. — Ainsi qu'on l'a expliqué au Rép. n<sup>o</sup> 1503, le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli ou ses alliés au même degré sont, comme toutes autres personnes, soumis aux règles ordinaires de la complicité, lorsqu'ils se sont rendus complices avec le failli du crime de banqueroute frauduleuse (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 3088).

Mais, en dehors des faits de complicité, ces personnes peuvent se rendre coupables des faits prévus par les trois paragraphes de l'art. 593. Elles seront punies, comme les personnes étrangères, des peines de la banqueroute frauduleuse pour les faits prévus par l'art. 593, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>. — S'agit-il, au contraire, des faits prévus par le premier paragraphe de l'art. 593, l'art. 594 fait en leur faveur une exception importante. Aux termes de cet article, le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli, ou ses alliés au même degré, qui auraient détourné, diverti ou recélé des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi de complicité avec le failli, sont punis non pas des peines de la banqueroute frauduleuse, mais des peines du vol (Rép. n<sup>o</sup> 1503). — Il a été jugé à cet égard, que le conjoint, l'ascendant ou le descendant d'un failli, ou son allié au même degré, qui omet frauduleusement de déclarer, dans un inventaire, des valeurs appartenant au failli, commet non pas une simple tentative de détournement, mais bien un recel dans le sens de l'art. 1477 c. civ. et se rend coupable du délit prévu par l'art. 594 c. com. Et la constatation que tout ou partie des valeurs recélées faisaient partie de la communauté ayant existé entre le prévenu et la mère du failli est suffisante pour caractériser le délit de détournement au préjudice de la masse, sans que les juges aient à rechercher quelles valeurs devaient être attribuées, dans le partage, au père ou à son fils failli (Crim. rej. 27 janv. 1877, aff. Téallier, D. P. 78. 1. 239).

1453. Les peines du vol, étant, à l'égard des personnes

dont parle l'art. 594, substituées aux peines de la banqueroute frauduleuse, frappent ces personnes, alors même que le détournement, le divertissement ou le recel constatés à leur charge auraient eu lieu *dans l'intérêt du failli*, puisque c'est pour ce cas que les peines de la banqueroute frauduleuse, qu'elles remplacent, seraient encourues, s'il s'agissait de toute autre personne (Crim. cass. 2 avr. 1853, aff. Trumel, D. P. 53. 1. 116). — Mais les peines du vol leur sont également applicables, alors même qu'elles n'ont pas agi dans l'intérêt du failli, mais dans leur intérêt personnel. Elles ne jouissent donc pas, en pareil cas, de l'immunité résultant de l'art. 380 c. pén. (V. Rép. v<sup>o</sup> Vol et escroquerie, n<sup>o</sup> 166; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 3088; Demangeat sur Bravard, t. 6, p. 105; Ruben de Couder, Banqueroute, n<sup>o</sup> 73). Jugé, en ce sens, que le fils d'un commerçant, qui détourne frauduleusement des marchandises au préjudice des créanciers de la faillite, est passible des peines portées par l'art. 594 c. com., alors même qu'il a commis ce détournement dans son intérêt personnel, et non dans l'intérêt du failli (Dijon, 23 avr. 1879, aff. Bouzu, D. P. 80. 2. 94).

1454. — III. RÉINTÉGRATION À LA MASSE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n<sup>o</sup> 1478, l'ancien art. 598 portait : « Le même jugement qui aura prononcé des peines contre les complices de banqueroute frauduleuse les condamnera : 1<sup>o</sup> à réintégrer à la masse des créanciers les biens, droits et actions frauduleusement soustraits ; 2<sup>o</sup> à payer, envers ladite masse, des dommages-intérêts égaux à la somme dont ils ont tenté de la frauder ». Ces condamnations ne pouvaient être prononcées que si le failli avait été *condamné* comme banqueroutier frauduleux. Cette règle subsista sous l'empire de l'art. 366 c. instr. crim., qui permet aux cours d'assises de statuer sur la demande en dommages-intérêts de la partie civile, même en cas d'acquiescement. L'art. 595 actuel, au contraire, confère aux tribunaux de répression, dans tous les cas prévus par les art. 593 et 594, le droit d'ordonner la restitution des sommes soustraites ou de condamner les complices ou auteurs du détournement à des dommages-intérêts, même en cas d'acquiescement du failli ; c'est l'extension de l'art. 366 c. instr. crim. (Rép. n<sup>o</sup> 1505). — Cette règle présente ceci de remarquable qu'elle permet aux tribunaux correctionnels, appelés à juger les personnes désignées dans les art. 593 et 594 c. com., de statuer sur les restitutions et dommages-intérêts, réclamés par la partie civile, même en cas d'acquiescement, contrairement à une jurisprudence constante, qui, dans tous les cas, leur déni ce droit (V. *suprà*, v<sup>o</sup> Compétence criminelle, n<sup>o</sup> 297).

L'art. 595 doit même recevoir son application au cas de soustraction non frauduleuse, malgré les expressions *frauduleusement soustraits*, qui se rencontrent dans cet article (V. Rép. n<sup>o</sup> 1505). — Au reste, la cour d'assises saisie d'une accusation de soustraction par un tiers, *dans l'intérêt du failli*, de tout ou partie des biens de celui-ci, peut, sans violation de la chose jugée, condamner l'accusé acquitté à les réintégrer, comme les ayant frauduleusement soustraits à la masse dans son *intérêt personnel* (Crim. rej. 1<sup>er</sup> sept. 1854, aff. Caillot, D. P. 55. 1. 43).

1455. Aux termes de l'art. 595, les tribunaux de répression peuvent statuer d'office sur la *réintégration* à la masse de tous les biens, droits et actions soustraits au préjudice de cette masse, qu'il y ait acquiescement ou non ; mais ils ne peuvent accorder de *dommages-intérêts* que s'ils ont été demandés (Rép. n<sup>o</sup> 1505; Crim. rej. 1<sup>er</sup> sept. 1854, cité *suprà*, n<sup>o</sup> 1454). Ils peuvent arbitrer librement leur quotité, d'après les règles de l'art. 366 c. instr. crim., l'art. 595 c. com. ne la fixant plus, comme l'ancien art. 598, à une somme égale à celle dont les accusés avaient tenté de frauder la masse (V. Rép. n<sup>o</sup> 1506). Si la cour d'assises n'use pas du droit que lui confère l'art. 595 c. com., les syndics de la faillite peuvent alors s'adresser aux tribunaux civils, pour faire ordonner la réintégration à la masse de l'actif de la faillite (Paris, 16 juill. 1886) (1).

(1) (Poirot.) — LE TRIBUNAL ; — Sur la fin de non-recevoir invoquée par la dame Poirot, aux termes de l'art. 595 c. com. : — Attendu que si cet article confère à la cour d'assises, en matière de banqueroute frauduleuse, le droit de statuer d'office

sur la réintégration à la masse des créanciers de tous biens, droits ou actions frauduleusement soustraits, qu'il y ait acquiescement ou condamnation, il n'en résulte pas, lorsque la cour n'a pas statué à cet égard, que les sommes qui ont été saisies sur les

ART. 2. — *Délits commis par les syndics de la faillite.*

**1456.** L'art. 596 c. com., punit des peines de l'abus de confiance (c. pén. art. 406), tout fait de malversation dont un syndic s'est rendu coupable dans sa gestion (Rép. n° 1507). Le syndic n'étant pas officier public, ces peines ne seront jamais que des peines correctionnelles (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3090). — Le délit de malversation étant spécial aux syndics, l'art. 596 c. com. est inapplicable aux faits de malversation commis par d'autres personnes, par exemple par des liquidateurs adjoints aux syndics; mais les peines qu'il édicte peuvent être infligées aux complices.

ART. 3. — *Crimes et délits commis par les créanciers du failli.*

**1457.** — I. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES INFRACTIONS PRÉVUES PAR L'ART. 597 C. COM. — L'art. 597 c. com. frappe d'une peine correctionnelle : 1° toute stipulation entre un créancier et le failli ou un tiers, qui créerait au profit de ce créancier des avantages particuliers, à raison de son vote dans les délibérations de la faillite; 2° tout traité particulier, duquel résulterait, en faveur de ce créancier, un avantage à la charge de l'actif du failli (Rép. n° 1509) (1).

Par cette disposition, le législateur a voulu prohiber les concessions destinées à mettre un créancier dans une situation meilleure ou autre que celle des autres créanciers du failli. L'article est donc inapplicable quand la prestation stipulée présente un caractère différent et ne blesse pas l'égalité qui doit exister entre tous. Spécialement est licite, et, par suite, à l'abri de la nullité prononcée par l'art. 598 c. com., le traité aux termes duquel un créancier qui avait pour codébiteurs solidaires le mari et la femme, après avoir saisi-arrêté le dividende de celle-ci dans la faillite de son mari, et après avoir, en outre, formé opposition au concordat, donne mainlevée de la saisie-arrêt et de l'opposition, à la condition que la femme inscrira son hypothèque légale et lui en assurera le bénéfice par voie de subrogation, si la garantie stipulée n'a pas pour résultat de lui créer une situation spéciale et meilleure, et constitue un simple dédommagement à raison des renoncements et abandonnements qu'il consent, en tant que créancier de la femme, afin de faciliter le concordat (Paris, 17 juin 1887, aff. Gombault, D. P. 88. 2. 121 et la note de M. Levillain).

D'autre part, la prohibition de l'art. 597 ne doit s'appliquer qu'aux avantages dont on convient subrepticement, qui se dissimulent et dont on s'abstient de faire l'aveu à la masse. Le créancier qui vient déclarer à l'assemblée qu'il n'adhérera au traité que moyennant une prime de vote ne doit pas, semble-t-il, tomber sous le coup de la loi (Thaller, *Faillites en droit comparé*, t. 2, n° 195) (2).

**1458.** L'art. 597 suppose expressément l'état de faillite du débiteur. Dès lors, les avantages stipulés par un créancier avant la cessation des paiements de son débiteur commerçant ne peuvent être déclarés délictueux. — Jugé, en ce sens, qu'il n'y a pas stipulation frauduleuse, susceptible de donner lieu à l'application des peines de l'art. 597 dans l'acte par lequel un créancier obtient, plusieurs mois avant la faillite, la garantie de la femme du failli pour le paiement de la dette, ni dans les contrats ultérieurs qui confirment cet engagement, ni dans l'acquiescement de la femme aux jugements par défaut obtenus contre elle (Crim. rej. 14 févr. 1875, aff. Trotignon, D. P. 75. 1. 398).

parties poursuivies, restent acquises, soit au condamné, soit à l'acquitté, sans que le syndic puisse faire valoir ses droits de propriété sur lesdites sommes, devant la juridiction civile; — Que, d'une part, il est constant que l'art. 595 est en faveur et dans l'intérêt de la faillite, afin d'éviter à cette dernière, quand aucun doute ne peut s'élever sur son droit, les frais d'une demande en justice; — Que d'autre part, il faut remarquer que le syndic n'est pas en cause dans l'instance criminelle, que la cour d'assises n'est pas nécessairement obligée de statuer sur des questions de propriété qui peuvent rester douteuses, même après l'instruction criminelle, et qu'il est impossible de faire résulter du silence de la cour d'assises, soit une déchéance contre la faillite, soit une attribution de propriété des objets saisis au profit des parties condamnées ou acquittées, qui aurait autorité de chose jugée

**1459.** Mais suffit-il, pour donner lieu à l'application de l'art. 597, que les avantages particuliers, qui y sont prévus aient été stipulés depuis la cessation des paiements, abstraction faite du point de savoir s'il y a eu ou non faillite déclarée? La solution de cette question doit nécessairement varier, suivant que l'on subordonne ou non l'existence de la faillite à celle d'un jugement déclaratif, émané du tribunal de commerce. Dans le premier système, en effet, on sera conduit à décider que des poursuites ne peuvent être intentées à raison de ces faits qu'autant qu'il y a eu déclaration de faillite prononcée par le tribunal de commerce (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3093). — Dans le second système, au contraire, qui est celui de la jurisprudence, la juridiction de répression pourrait, même en l'absence de toute déclaration de faillite, reconnaître l'état de cessation de paiements et prononcer les peines édictées par l'art. 597 (V. *supra*, n° 1395 et suiv.).

En tout cas, s'il y a eu faillite déclarée, les avantages particuliers stipulés avant le jugement déclaratif, mais après la cessation des paiements, tombent, sans aucun doute, sous le coup des art. 597 et suiv. (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3092; Crim. rej. 17 nov. 1870, aff. Rattier, D. P. 70. 1. 377; 10 févr. 1876, aff. Degalle, D. P. 76. 1. 406).

A plus forte raison, l'art. 597 c. com. est-il applicable au créancier qui, le jour même du jugement déclaratif de la faillite, s'est fait remettre des valeurs pour se couvrir du montant de sa créance (Orléans, 8 nov. 1859, aff. Mercier-Berruyer, D. P. 59. 2. 219).

**1460.** Il ne suffit pas, pour qu'un avantage particulier tombe sous le coup de l'art. 597, qu'il ait été stipulé postérieurement à la cessation des paiements ou au jugement déclaratif; il faut, en outre, que la mauvaise foi du créancier soit établie, l'intention coupable étant nécessaire pour constituer le délit (Orléans, 8 nov. 1859; Crim. rej. 17 nov. 1870 et Crim. rej. 19 févr. 1876, cités *supra*, n° 1459). Décidé, spécialement, qu'un paiement en marchandises fait par un commerçant à l'un de ses créanciers, après la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, tombe exclusivement sous l'application de l'art. 446 c. com., et ne saurait, dès lors, ni être qualifié de délit ni être annulé d'une manière absolue, conformément aux art. 597 et 598, lorsque le créancier l'a reçu ostensiblement et sans dissimulation vis-à-vis de la masse, c'est-à-dire, en dehors de tout esprit de fraude (Rouen, 24 nov. 1871, aff. Richer, D. P. 72. 5. 237). — Il appartient, d'ailleurs, aux juges correctionnels, appelés à statuer sur le délit de l'art. 597 c. com., de constater souverainement l'état de la cessation des paiements à l'époque du traité incriminé, la connaissance qu'en aurait eue le créancier, et le caractère délictueux de ce traité (Crim. rej. 19 févr. 1876, aff. Degalle, D. P. 76. 1. 406).

**1461.** — II. AVANTAGES PARTICULIERS STIPULÉS PAR UN CRÉANCIER EN RAISON DE SON VOTE DANS LES OPÉRATIONS DE LA FAILLITE. — Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 1511, le fait d'avoir trafiqué de son vote dans les délibérations de la faillite suffit pour entraîner l'application de l'art. 597, quel qu'ait été plus tard l'effet de ce vote et alors même qu'il aurait été émis par un mandataire ou par un tiers que ce dernier se serait substitué (Crim. rej. 20 juin 1874, aff. Talfer, D. P. 75. 1. 236; 22 juin 1877, aff. Bordelet, D. P. 77. 1. 407). Et la peine serait encourue, quand bien même cette stipulation d'avantages particuliers à raison d'un vote dans les opérations de la faillite n'aurait causé aux créanciers d'autre préjudice que l'augmentation

opposable au syndic; que la fin de non-recevoir doit donc être rejetée; — Au fond... — Appel.

La cour: — Adoptant les motifs des premiers juges;... — Confirme. Du 16 juill. 1886. — C. de Paris, 3<sup>e</sup> ch.-MM. Brasseur, pr.-Bertrand, av. gén.-Querennet et Porché, av.

(1) Nous retrouvons la même prohibition dans diverses lois étrangères: belge, art. 575; allemande, § 215; autrichienne, § 226; italienne, art. 67; espagnole, art. 99.

(2) Le code allemand se prononce nettement en ce sens (§ 166): « Une détermination inégale des droits des créanciers dans le concordat n'est recevable qu'avec le consentement exprès des créanciers, qui s'en trouveront lésés ».

frauduleusement obtenue du nombre des votes émis dans le même sens (Arrêt précité du 22 juin 1877).

Peu importe, d'ailleurs, que les avantages stipulés par le créancier aient été consentis par un tiers et qu'ils ne soient pas à la charge de l'actif de la faillite (Crim. rej. 9 août 1862, aff. Ayme, D. P. 63. 1. 107; Lyon, 20 janv. 1869, aff. Carraud, D. P. 69. 2. 52; Aix, 16 juin 1870, aff. Roche Abram et comp., D. P. 71. 2. 107). — Toutefois le délit n'existe que lorsque le vote promis a été émis (Crim. rej. 9 août 1862; 22 juin 1877 précités). L'avis que le créancier est appelé à donner sur l'excusabilité du failli, aux termes de l'art. 537 c. com., doit être considéré comme un vote dans les opérations de la faillite; la prohibition de l'art. 595 s'applique, en conséquence, aux avantages stipulés en échange de cet avis (Crim. rej. 20 mars 1852, aff. Duval, D. P. 52. 5. 265).

**1462.** Si l'avantage particulier stipulé par le créancier ne peut être regardé comme le prix de son vote dans une opération de la faillite, il ne tombe pas sous l'application de l'art. 597. Décidé, en ce sens, que l'art. 597 n'est pas applicable au cautionnement qu'un tiers aurait fourni, avant la faillite, à un créancier qui avait accordé au débiteur terme et délai, si ce créancier, d'ailleurs, n'avait pas contracté d'engagement au sujet d'un vote futur ou d'un concordat amiable. Et la caution n'est pas déchargée de son obligation, bien que la faillite ait été déclarée postérieurement à la requête du créancier ainsi garanti (Aix, 28 févr. 1868) (1). Jugé également qu'un traité amiable passé antérieurement à la déclaration judiciaire de la faillite, avec intention de la prévenir, et dans lequel les signataires de ce traité s'interdisent même de la provoquer, ne peut être considéré comme un vote dans la délibération de la faillite qui s'ouvre plus tard sur la demande des créanciers autres que les signataires dudit traité, et que ce traité, par suite, n'est pas annulable, lorsqu'il ne contient ni explicitement, ni implicitement la promesse de voter en tel ou tel sens (Req. 10 janv. 1883, aff. Jean Boré, D. P. 83. 1. 358).

**1463.** — III. AVANTAGES PARTICULIERS A LA CHARGE DE L'ACTIF DE LA FAILLITE. — L'art. 597 punit, en second lieu, le créancier qui stipule du failli ou de toute autre personne, un avantage particulier à la charge de l'actif. Cette disposition pénale atteint toutes les stipulations qui, postérieurement à la cessation des paiements, auraient pour effet d'assurer à un créancier un avantage préjudiciable aux intérêts de la masse, et notamment les paiements et les actes prévus par les art. 446 et 447 c. com., lorsque les circonstances, qui les ont accompagnés, révèlent une fraude de nature à leur imprimer le caractère d'un véritable délit (Crim. rej. 17 nov. 1870, aff. Rattier, D. P. 70. 1. 377. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3097).

(1) Guivet et autres C. Bizzo Tagliabuc et Arlaud. — Le 16 oct. 1867, jugement du tribunal de commerce de Marseille ainsi conçu : — « Attendu que le 20 oct. 1866, les sieurs Bizzo Taliabuc père et Arlaud ont déclaré garantir aux sieurs Guivet et comp., et Desneufbourges, Drouard et H. Levoyer le paiement de la somme que leur devait le sieur Taliabuc fils, leur fils et gendre, s'élevant pour les deux maisons à 28597 fr. 10 cent. au 31 août 1866, à la condition que leurs traites en circulation seraient renouvelées jusqu'au mois de mars 1867, et, à partir de cette époque, amortie au moyen de paiements mensuels dans le délai d'une année; — Attendu qu'en février suivant, les sieurs Bizzo Taliabuc fils et comp. ont proposé un concordat accessible à leurs créanciers qui devaient leur accorder un délai de quatre ans pour se libérer, et obtenaient la garantie des sieurs Bizzo Taliabuc père et Arlaud; que ceux à qui avait été donné le cautionnement du 20 oct. 1866 ont adhéré aux propositions de leurs débiteurs, mais que tous les autres créanciers n'y avaient pas acquiescé lorsqu'a été prononcée la déclaration de faillite des sieurs Bizzo Taliabuc fils et comp., sur la requête des créanciers déjà garantis par le cautionnement des sieurs Bizzo et Taliabuc père et Arlaud; — Attendu que, par ajournement du 15 juin dernier, ces créanciers ont demandé aux sieurs Bizzo Taliabuc père et Arlaud le paiement des deux douzièmes, échus en mai et en juin, de la somme à eux due et garantie par le cautionnement du 20 oct. 1866; — Attendu que les sieurs Bizzo Taliabuc père et Arlaud ont conclu à la nullité de ce cautionnement, par application des art. 597 et 598 c. com.; — Attendu que ces articles ont pour objet de prévenir les actes par lesquels un créancier d'un failli trahirait de son vote, et ceux qui lui attribueraient un avantage à la charge de l'actif de la faillite; — Attendu que le cautionnement du 20 oct. 1866 a été consenti sans que les créanciers aient

Mais il faut que l'avantage stipulé grève la masse active qui forme le gage commun des créanciers (Rép. n° 1511). — Décidé à cet égard que le fait, par un créancier, de s'être fait remettre de l'argent par le failli à titre d'avantage particulier, constitue le délit prévu par l'art. 597, même dans le cas où la somme reçue provient d'un prêt consenti au débiteur depuis la déclaration de faillite (Crim. rej. 24 déc. 1857, aff. Vacher Lestage, D. P. 58. 1. 432). Jugé, au contraire, qu'une découverte industrielle, qui, au moment de la faillite de l'inventeur, est encore à l'état de simple conception, n'a reçu aucune application pratique et n'a pas, par exemple, été l'objet d'un brevet d'invention, ne fait point partie de l'actif de la faillite et reste à la libre disposition du failli, qui peut, dès lors, la céder à un de ses créanciers, sans que le traité intervenu entre eux tombe sous le coup de l'art. 597 (Paris, 27 avr. 1872, aff. Dupont-Poulet, D. P. 73. 2. 225).

**1464.** La prohibition de l'art. 597 s'applique à tous les avantages qui grèvent directement ou indirectement l'actif de la faillite, qu'ils soient consentis par le failli lui-même ou par toute autre personne (Rép. n° 1510 et 1522). — L'avantage fait par un tiers qui s'engage à payer le créancier de ses deniers doit être considéré comme à la charge de l'actif du failli, car on doit présumer que le paiement émané de ce tiers n'est consenti qu'à titre d'avance (Rép. n° 1510). Jugé que les billets souscrits, en dehors du concordat, par un tiers au profit de l'un des créanciers, lorsqu'il est établi que le failli a, en même temps, contracté envers ce tiers un engagement de pareille somme ayant pour cause les souscriptions de billets par lui consenties, tombent sous le coup de la prohibition de l'art. 597 c. com. (Civ. rej. 4 juill. 1854, aff. Danguin, deux arrêts, D. P. 54. 1. 403).

**1465.** Mais ne doivent pas être considérés comme grevant l'actif du failli : 1° l'obligation contractée par un tiers, envers certains créanciers d'une faillite, de payer à ceux-ci le prix de marchandises détournées de cette faillite et recélées par lui (Paris, 5 août 1853, aff. Mignet, D. P. 55. 2. 317); 2° la cession de sa créance faite par l'un des créanciers du failli à un autre créancier, moyennant une somme supérieure au dividende fixé ensuite par le concordat (Req. 13 févr. 1855, aff. Four, D. P. 55. 1. 339); 3° l'avantage particulier fait à un créancier par un tiers qui cautionne le failli (Req. 10 janv. 1883, aff. Jean Boré, D. P. 83. 1. 358); 4° le cautionnement donné par la femme avant la déclaration de faillite, au profit d'un créancier de son mari en état de cessation de paiements, alors, d'une part, que le créancier n'a pas produit à la faillite et, d'autre part, que le mari n'ayant pas d'immeubles, la femme ne pouvait obtenir qu'une simple participation aux dividendes de la fail-

lis sans aucune obligation relativement à un vote futur ou pour un concordat amiable; qu'ils ont adhéré au concordat amiable, sans stipuler aucun avantage particulier, puisqu'ils ne doivent avoir, comme tous les autres créanciers, que le cautionnement qui leur était déjà acquis, et qui perdait pour eux de sa valeur et leur offrait moins de sûreté en s'appliquant à un plus grand nombre de créanciers; — Attendu que le cautionnement du 20 oct. 1866 était sans doute un avantage en faveur des créanciers à qui il avait été accordé, mais ce n'était pas un avantage à la charge de l'actif des faillis, car il n'enlevait rien à cet actif, ne laissant que substituer les cautions aux créanciers originaires, si les cautions payaient la dette des faillis; — Attendu que les cautions ne peuvent pas prétendre être libérées parce que les créanciers garantis par eux ont provoqué la déclaration de faillite des débiteurs cautionnés; — Attendu que le cautionnement n'a été subordonné à aucune condition autre que celle du renouvellement des traites et de l'amortissement par paiements mensuels; que la première condition a été exécutée; que les créanciers observent la seconde à l'égard des cautions; que ce sont les débiteurs principaux qui ne peuvent pas l'exécuter à l'égard des créanciers, ce qui ne saurait dégager les cautions; que la faillite est un état légal, qui résulte du fait de la cessation des paiements, et que les créanciers garantis par le cautionnement ont pu avoir d'ailleurs de sérieux motifs de la faire déclarer, par les appréhensions que leur inspirait l'aggravation de l'état des affaires de leurs débiteurs; — Par ces motifs, etc. ». — Appel par les sieurs Bizzo Taliabuc père et Arlaud.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 28 févr. 1868.-C. d'Aix, 4<sup>e</sup> ch.-MM. Mouret Saint-Donat, pr.-Bessat et Légré (du barreau de Marseille), av.

lite, aux lieu et place du créancier cautionné (Bordeaux, 29 févr. 1888, *suprà*, aff. Grégoire, n° 380).

**1466.** Jugé que tous les traités particuliers faits par un créancier avec le failli ou un tiers, sont atteints par l'art. 597, lors même que ces traités seraient *postérieurs* au concordat, si les engagements qu'ils renferment au profit du créancier ont été souscrits et exécutés au cours des échéances stipulées pour le paiement des dividendes, et avant le paiement de ces dividendes: il y a là un avantage à la charge de l'actif du failli, prohibé par la disposition précitée (Civ. rej. 29 juill. 1874, aff. Bauchot, D. P. 75. 1. 172. Comp. toutefois, Bordeaux, 24 août 1849, aff. Nestier, D. P. 50. 2. 102).

Décidé, d'autre part, que l'art. 597 n'est pas applicable à la convention par laquelle un failli concordataire s'oblige, à titre de compensation d'avantages nouveaux que lui accorde un de ses créanciers, au remboursement de la totalité de la créance de celui-ci (Paris, 24 mai 1856, aff. Morin, D. P. 57. 2. 45).

**1467.** Quant aux conventions conclues après le concordat et destinées à ne produire effet qu'après l'exécution du concordat, elles sont licites et obligatoires, à moins qu'elles ne se rattachent au vote de ce concordat (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3092). Jugé en ce sens que le failli peut, après avoir obtenu de ses créanciers un concordat par *abandon d'actif*, valablement s'obliger envers l'un d'eux à lui payer, dans un certain délai, la totalité de sa créance, le concordat obtenu par un failli laissant subsister à sa charge une *obligation naturelle* pour la partie des dettes non payée et cette obligation pouvant se transformer, par la volonté du débiteur, en un engagement civil dont elle devient la cause licite (Paris, 24 avr. 1858, aff. Bayle-Dezeaux, D. P. 58. 2. 157; Rennes, 8 janv. 1872, aff. Cordier, D. P. 73. 2. 14, et sur pourvoi, Civ. rej. 29 avr. 1873, D. P. 73. 1. 207; V. *suprà*, nos 950 et suiv.).

**1468.** — IV. AVANTAGES PARTICULIERS STIPULÉS EN DEHORS D'UN CONCORDAT AMIABLE. — Jusqu'ici, dans l'examen des cas d'application de l'art. 597 c. com., nous avons raisonné dans l'hypothèse d'une faillite suivant son cours régulier, c'est-à-dire d'une cessation de paiements constatée par une *déclaration judiciaire* de faillite. Mais, ainsi que nous l'avons vu *suprà*, n° 1013, le débiteur en état de cessation de paiements peut, pour éviter cette *déclaration judiciaire* de faillite, traiter *amiablement* avec ses créanciers, et ce traité est parfaitement valable s'il obtient le consentement de tous. Cet accord amiable peut être l'occasion d'avantages particuliers faits à l'un des créanciers par le débiteur ou par les autres créanciers. Ces avantages tombent-ils sous le coup des pénalités de l'art. 597 c. com.? Pour répondre à cette question, il faut distinguer entre le cas où les avantages dont il s'agit, sont consentis dans le concordat amiable lui-même et celui où ils sont consentis en dehors de ce concordat. S'il s'agit d'avantages concédés dans le concordat amiable lui-même; si le débiteur et les créanciers, pour obtenir l'adhésion d'un créancier *dissident*, lui font des conditions particulières, ces avantages sont parfaitement licites, puisqu'ils ont été ratifiés par le vote unanime de tous les créanciers (V. *suprà*, n° 1045; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 2935; Thaller, t. 2, n° 195).

**1469.** Il y a controverse, au contraire, sur la validité des avantages concédés à l'un des créanciers *en dehors du concordat amiable*. Dans un premier système, qui est généralement admis par la jurisprudence, la prohibition de l'art. 597 c. com. frappe les avantages particuliers consentis à l'un des créanciers, pour obtenir son adhésion à un traité amiable, ou ceux qu'il a stipulés en dehors de ce traité et à la charge de l'actif du failli, formant le gage de la masse. Ce système s'appuie sur les considérations suivantes: l'art. 597 c. com. n'exige qu'une chose pour recevoir application, l'état de faillite du débiteur; or, cet état existe dès que le débiteur est en état de *cessation de paiements*. Le concordat amiable n'est, dès lors, à proprement parler, qu'une opération de la faillite (Paris, 20 juin 1850, aff. Bouvet, D. P. 52. 2. 158; 4 avr. 1853, aff. Baudon, D. P. 54. 5. 359; Civ. rej. 4 juill. 1854, aff. Danguin, D. P. 54. 1. 405; Paris, 27 déc. 1854, aff. Gillet-Pannet, et 1<sup>er</sup> févr. 1855, aff. Pascal, D. P. 55. 5. 216; Civ. rej. 22 août 1866, aff. Marrot et aff. Legrand, D. P. 66. 1. 443; 6 nov. 1866, aff. Ricard,

D. P. 66. 1. 441; Bordeaux, 4 août 1868, aff. Pintaud, D. P. 71. 2. 104; Lyon, 20 janv. 1869, aff. Carraud, D. P. 69. 2. 52; Aix, 16 juin 1870, aff. Roche Abram et comp., D. P. 71. 2. 107; Poitiers, 2 juill. 1872, aff. Maître, D. P. 72. 2. 166; Paris, 2 juin 1877, aff. Monteux, D. P. 78. 2. 168; Crim. rej. 22 juin 1877, aff. Bordelet, D. P. 77. 1. 407; 5 mars 1879, aff. Foubert, D. P. 79. 2. 147; Bordeaux, 10 janv. 1887, aff. Gaussens, D. P. 88. 2. 18; 1<sup>er</sup> déc. 1887, aff. Destample, D. P. 88. 2. 185; Req. 26 mars 1888, aff. Terpereau, D. P. 89. 1. 258. — Conf. Bédarride, t. 3, n° 1290; Renouard, 3<sup>e</sup> édit., t. 2, art. 597, n° 5 et 6, art. 598, n° 3).

Il n'importe que ces avantages ou ces traités particuliers aient été stipulés en dehors d'un concordat amiable par *abandon d'actif*, et soient destinés, dès lors, à être exécutés sur des biens affranchis de l'action des créanciers par l'effet de ce concordat, de tels avantages étant proscrits aussi bien dans le cas de concordat par abandon amiable que dans celui de concordat par abandon postérieur à la déclaration de faillite (Arrêts du 22 août 1866 et du 5 mars 1879, précités). Il suffit que les avantages incriminés soient postérieurs à la cessation de paiements (Civ. rej. 20 juin 1849, aff. Lereuil, D. P. 50. 1. 83), et que cet état de cessation de paiements soit constaté dans le jugement de condamnation (Civ. cass. 8 août 1848, aff. Bellamy, D. P. 48. 1. 182; Montpellier, 5 nov. 1853, aff. Combacal, D. P. 53. 2. 318).

Mais il faut que les traités incriminés aient pour objet le vote du créancier dans le concordat amiable, ou grèvent l'actif de la faillite directement ou indirectement. Décidé, de même, que les paiements faits au créancier d'un commerçant en état de cessation de paiements, en dehors des dividendes fixés dans un concordat amiable auquel ce créancier a figuré, ne sont pas soumis à la disposition de l'art. 597, lorsqu'ils émanent d'un tiers et ne doivent donner lieu à aucun recours contre le débiteur (Req. 19 mai 1868, aff. Clérian, D. P. 69. 1. 92). — Jugé, toutefois, qu'il y a lieu de considérer comme grevant indirectement l'actif du failli, les obligations contractées dans son intérêt envers ses créanciers, par un tiers dont il devient débiteur et spécialement celles que sa femme souscrit envers ces derniers conjointement et solidairement avec lui, la femme qui s'oblige solidairement avec son mari étant, à son égard, d'après la disposition de l'art. 1431 c. civ., réputée simple caution et ayant contre lui un recours éventuel pour le montant de la somme dont elle s'est constituée codébiteur (Bordeaux, 1<sup>er</sup> déc. 1887, précité).

**1470.** Un autre système subordonne l'application de l'art. 597 c. com. à l'existence d'un concordat judiciaire, consécutif à un jugement déclaratif de faillite. Ce système, qui est le corollaire nécessaire de la doctrine d'après laquelle l'état de faillite serait subordonné à l'existence d'un jugement déclaratif, peut d'ailleurs s'appuyer, en dehors des raisons générales qui militent en faveur de la doctrine précitée, sur les considérations suivantes: — La prohibition de l'art. 597 ne saurait s'appliquer qu'au concordat ordinaire où la minorité des créanciers est obligée de subir la loi de la majorité et non au concordat amiable où chaque créancier est libre de débattre ses droits comme il l'entend, sachant bien que le vote des autres créanciers ne pourra l'obliger malgré lui: « Attendu à la vérité, dit un arrêt de la cour de Toulouse du 17 août 1864, aff. Cassède (D. P. 64. 2. 189), qu'il y a eu entre Dufour et ses créanciers un accord amiable, un abandon volontaire ou cession de l'actif, mais que cet accord et cet abandon, dans lequel chaque créancier a librement discuté ses droits et donné son consentement particulier et individuel, ne peut produire les effets rigoureux de délibérations et du concordat judiciaire; qu'en effet, le concordat judiciaire force la minorité des créanciers à se soumettre à la décision de la majorité et qu'il est facile de comprendre que, dans une décision de cette nature, le créancier qui a frauduleusement reçu le prix de son vote soit sévèrement puni, mais que cette punition ne peut atteindre le créancier qui a participé à un accord amiable où la liberté de tous était complète, et où chaque individu était libre de refuser son consentement; que l'art. 597 précité édicte une pénalité sévère, et qu'en matière de peines les dispositions de la loi doivent

être sévèrement circonscrites, etc... » (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3093 ; Demangeat sur Bravard, t. 6, p. 117 et 139. — V. aussi Paris, 15 déc. 1863, aff. Cauchy-Fournier, D. P. 63. 5. 178). Jugé, en ce sens, que les obligations contractées par des membres de la famille du failli vis-à-vis de l'un des créanciers pour prix de son consentement à ce que le jugement déclaratif de la faillite soit rapporté, alors d'ailleurs qu'il est bien constaté que l'actif de celui-ci n'a été nullement amoindri par ces avantages et que la masse n'en a pas souffert, ne tombe pas sous l'application de l'art. 597 c. com. (Arrêt précité de Toulouse du 17 août 1864).

**1471. — V. SANCTION DE LA PROHIBITION DES AVANTAGES PARTICULIERS.** — La prohibition de l'art. 597 c. com. comporte une double sanction : une peine prononcée par l'art. 597 lui-même, et la nullité de la convention illicite prononcée par l'art. 598.

**1472. — 1<sup>re</sup> Peines.** — Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 1509, la peine consiste : 1<sup>re</sup> en un emprisonnement dont le *maximum* est d'une année et dont le *minimum* est celui des peines correctionnelles, c'est-à-dire, six jours ; — 2<sup>o</sup> En une amende dont le *maximum* est de 2000 fr. et le *minimum* 16 fr. (4). Elle peut être doublée en cas de récidive ou si le délinquant est le syndic de la faillite. Comme elle est édictée par une disposition spéciale du code de commerce, on ne peut lui appliquer les règles particulières aux peines prononcées par le code pénal. D'où il suit : 1<sup>o</sup> que le juge ne peut substituer l'amende à l'emprisonnement (Rép. n° 1517) ; ... 2<sup>o</sup> ni faire descendre l'amende et l'emprisonnement au taux des peines de simple police (Crim. rej. 21 août 1856, aff. Renault, D. P. 56. 1. 414) ; ... 3<sup>o</sup> ni appliquer l'art. 463 c. pén., relatif aux *circonstances atténuantes* (Agen, 6 févr. 1850, aff. S..., D. P. 50. 2. 88 ; Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3094).

**1473.** La double peine, édictée par l'art. 597 c. com., ne frappe que le créancier qui a stipulé l'avantage prohibé ; elle n'atteint ni le failli ni le tiers qui a traité avec lui, à moins que ce dernier ne puisse être considéré comme *complice* (Rép. n° 1509 ; Toulouse, 27 févr. 1868, aff. Christaud, D. P. 69. 2. 61). Toutefois le mot *créancier* est employé dans son sens large et comprend même le *mandataire* du créancier qui a figuré aux opérations de la faillite (Crim. rej. 2 avr. 1863, aff. Léonard, D. P. 63. 1. 327 ; 20 juin 1874, aff. Talfer, D. P. 75. 1. 236). L'associé, même simple commanditaire, qui a stipulé, dans l'intérêt de la société, un avantage particulier, à la charge de l'actif du failli, doit être considéré comme créancier dans le sens et pour l'application de l'art. 597 (Orléans, 8 nov. 1859, aff. Mercier-Beruyer, D. P. 59. 2. 219).

**1474.** Le tribunal correctionnel *compétent* pour connaître de l'action publique exercée à raison du délit prévu par l'art. 597 est, conformément au droit commun, le tribunal du lieu du *délit*, du lieu du *domicile* ou du lieu de l'*arrestation* (c. instr. crim. art. 23 et 63). Le lieu où a été exprimé, même par l'entremise de mandataires, le vote à raison duquel des créanciers du failli sont prévenus d'avoir fait des stipulations prohibées par l'art. 597, doit être considéré comme le lieu du délit. Par suite, le tribunal de ce lieu est compétent pour connaître de la prévention, bien que les créanciers contre lesquels elle est dirigée résident dans le ressort d'un autre tribunal (Crim. rej. 21 août 1856, aff. Renault, D. P. 56. 1. 414).

**1475.** La *prescription* de l'action publique, à raison du délit puni par l'art. 597, est celle de trois années, applicable en matière de délits correctionnels (c. instr. crim. art. 638). Lorsqu'il s'agit d'un délit résultant de la stipulation, par un créancier, d'un avantage particulier, à raison de son vote dans les opérations de la faillite, ce délit n'étant consommé que par le vote, la prescription court du jour du vote et non du jour de la *stipulation* (Comp. Crim. rej. 9 août 1862, aff. Ayme, D. P. 63. 1. 107).

**1476. — 2<sup>re</sup> Nullité des conventions prohibées.** — La seconde sanction des prohibitions de l'art. 597 consiste dans la nullité des conventions illicites, prononcée par l'art. 598 c. com. Sous le code de 1807, on admettait déjà la nullité de ces

conventions, mais on était divisé sur le caractère de cette nullité (V. Rép. n° 1527 et suiv.). Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 793 et 1518, la loi de 1838 a tranché cette controverse ; l'art. 598 prononce une nullité *absolue* pouvant être invoquée même par le *failli*, et ayant effet à l'égard de tous les intéressés (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3096 ; Req. 23 mars 1864, aff. Lippmann, D. P. 64. 1. 479 ; Civ. rej. 6 nov. 1866, aff. Ricard, D. P. 66. 1. 441). A ce point de vue, la nullité de l'art. 598 diffère essentiellement, soit des nullités d'actes antérieurs au jugement déclaratif édictées par les art. 446 et suiv., soit de la nullité des actes postérieurs à ce même jugement édictée par l'art. 443, ces nullités n'existant qu'*au regard de la masse*, et ne pouvant être invoquées par le failli.

**1477.** Les cas d'application de l'art. 598 c. com. sont évidemment les mêmes que ceux de l'art. 597. D'où il suit que, dans le système qui applique les peines de l'art. 597 aux créanciers ayant stipulé des avantages particuliers en dehors d'un *arrangement amiable* passé, sans faillite déclarée, entre le débiteur et ses créanciers, ces mêmes avantages doivent être déclarés nuls en vertu de l'art. 598 (Paris, 24 avr. 1850, aff. Poissonnier, D. P. 50. 5. 223 ; 4 avr. 1853, aff. Baudon, D. P. 54. 5. 359 ; 27 déc. 1854, aff. Gillet-Pannet, D. P. 55. 5. 216 ; Req. 10 janv. 1883, aff. Jean Boré, D. P. 83. 1. 358). — Echappent, au contraire, soit à la peine édictée par l'art. 597, soit à la nullité de l'art. 598, les conventions *antérieures* à la cessation des paiements du débiteur (V. Rép. n° 1530-1<sup>o</sup> ; Crim. rej. 14 févr. 1875, aff. Trogignon, D. P. 75. 1. 398). Mais il a été jugé qu'on ne doit pas considérer comme antérieures à la cessation des paiements les conventions illicites, passées en dehors d'un concordat amiable, lorsque, par suite d'une nouvelle cessation à laquelle elles sont antérieures, la faillite a été déclarée judiciairement, car on ne doit tenir compte pour l'application de l'art. 593 que de la première cessation de paiements (Civ. rej. 22 août 1866, aff. Legrand, D. P. 66. 1. 444).

Etant donné le caractère différent des nullités édictées par les art. 446 et suiv. d'une part, 597 et 598 d'autre part, il eût été désirable que le législateur déterminât avec précision le domaine respectif de chacune d'elles. Il est malheureusement impossible, dans l'état actuel de notre législation, de proposer un critérium d'une précision rigoureuse. Cependant, de la combinaison de ces textes et de l'esprit qui les a dictés, se dégagent les trois règles suivantes : 1<sup>o</sup> le fait, de la part d'un créancier, de stipuler une rémunération pour son vote d'une personne autre que le failli, tombe exclusivement sous le coup de l'art. 598, les art. 446 et suiv. supposant des actes émanés du failli lui-même ; — 2<sup>o</sup> A l'inverse, échappent à l'application de l'art. 598 et peuvent tomber sous le coup de l'art. 446 les paiements faits ou les garanties données au créancier dans les dix jours qui ont précédé la cessation des paiements ; — 3<sup>o</sup> Sont en principe régis par les art. 446 et 447 et non par l'art. 598 les actes de même nature postérieurs à la cessation des paiements, à moins qu'il n'y ait eu avantage stipulé comme prix du vote des créanciers ou fraude dûment caractérisée, auquel cas l'art. 598 l'emporte sur les art. 446 et suiv. (Conf. en ce sens : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3097).

**1478. — 3<sup>o</sup> Action en restitution.** — L'art. 598 ordonnant la restitution « des sommes payées, en vertu de la convention annulée », la nullité peut être prononcée nonobstant l'exécution totale ou partielle de la convention illicite (Rép. n° 1518 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3093).

Les sommes ou valeurs reçues en vertu des conventions illicites doivent être rapportées *intégralement* par le créancier à qui de droit, c'est-à-dire ou au *failli concordataire*, ou à l'*union* ou à toute autre personne, suivant les distinctions faites au Rép. n° 1523. Décidé que le jugement qui, après la résolution du concordat et la réouverture des opérations de la faillite, ordonne le rapport à la masse des sommes qu'un créancier avait stipulées et reçues à raison de son vote dans les délibérations du concordat résolu, ne doit pas déduire desdites sommes, par voie de *compensation*, le montant des dividendes qui étaient dus à ce créancier au jour de la résolution du concordat, et qu'en pareil cas, les

(1) En Allemagne l'amende est portée à trois mille marks (§ 213). En Belgique elle est égale au chiffre des restitutions à faire (art. 75).

En Espagne le contrevenant doit perdre tous droits qu'il avait à exercer dans la faillite (art. 151 anc., 899 nouv.).



intérêts des sommes à restituer sont dus à partir non du jour de la demande, mais du jour de la réception indue (Paris, 16 avr. 1872, aff. Heimann, D. P. 73. 2. 223).

**1479.** — 4<sup>e</sup> Compétence. — Quel est le tribunal compétent pour prononcer la nullité des conventions prohibées par l'art. 597 c. com.? Avant la loi de 1838, c'était toujours le tribunal de commerce, ces conventions ne pouvant donner lieu qu'à une action en nullité (Rép. n° 1317). Depuis que l'art. 597 nouveau c. com. a imprimé à ces conventions un caractère délictueux, une distinction s'impose. Le tribunal correctionnel, après avoir constaté l'existence du délit prévu par cet article, peut, aux termes du droit commun, en matière pénale, prononcer la nullité du traité illicite et ordonner le rapport des valeurs reçues par le créancier, et cela d'office et sur les seules réquisitions du ministère public (Crim. rej. 23 mai 1846, aff. Robart, D. P. 46. 1. 222). Si le tribunal correctionnel prononce l'acquiescement du prévenu ou n'est pas saisi de l'action pénale, l'art. 599 c. com. donne aux intéressés une action civile devant les tribunaux de commerce. Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur cette action même si la convention attaquée est constatée dans un acte notarié (Trib. com. de la Seine, 6 janv. 1870, aff. Bauchot, D. P. 75. 1. 172). Le tribunal de commerce compétent est (Rép. n° 1520), suivant un système, celui du domicile du défendeur, et suivant un autre celui du siège de la faillite. Ce tribunal statue en dernier ressort, si la demande n'excède pas 1500 fr. (Rép. n° 1519).

**1480.** Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 1526, un premier système décide que l'action en nullité des art. 598 et 599 c. com., se prescrit par trois ans, sous réserve cependant de l'application de la maxime : *quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum* (Grenoble, 17 mai 1853, aff. Clairey, D. P. 53. 2. 65). Toutefois un système plus généralement admis décide que l'action en restitution des sommes ou valeurs indûment payées, en vertu d'une convention prohibée par l'art. 597, n'est soumise qu'à la prescription applicable à l'action en répétition de l'indu, c'est-à-dire à la prescription trentenaire, la règle d'après laquelle l'action civile est prescriptible par le même temps que l'action publique ne concernant que l'action en réparation du dommage causé par un crime ou un délit (Civ. cass. 28 août 1855, aff. Clairey, D. P. 55. 1. 407 ; 5 mai 1863, aff. Bouillier, D. P. 63. 1. 195 ; Dijon, 17 juin 1864 et Civ. rej. 6 nov. 1866, aff. Ricard, D. P. 66. 1. 441).

#### ART. 4. — Crimes et délits commis par les administrateurs des sociétés anonymes.

**1481.** Les administrateurs des sociétés anonymes n'étant pas commerçants ne peuvent être déclarés banqueroutiers et punis comme tels. Mais ils peuvent être atteints des peines de la *banqueroute frauduleuse*, s'ils se sont rendus coupables d'un des faits prévus par les trois paragraphes de l'art. 593 c. com., par exemple s'ils ont soustrait ou recélé tout ou partie des biens de la société (593-1<sup>o</sup>), dissimulé une partie de son actif ou soustrait ses livres de commerce (593-3<sup>o</sup>) (Thaller, *Faillite en droit comparé*, t. 2, n° 219). De même, si, étant créanciers personnels de la société, ils ont stipulé, à leur profit, de la société représentée par ses autres administrateurs ou par une assemblée d'actionnaires, des avantages de la nature de ceux prévus par l'art. 597 c. com., ils sont punis des peines prononcées par cet art. 597. Enfin, s'ils se sont rendus complices de malversations commises par les syndics de la faillite, ils encourrent les peines de l'abus de confiance (c. com. art. 596).

**1482.** En dehors de ces crimes ou délits, qui n'ont aucune relation avec leur caractère d'administrateurs, les administrateurs des sociétés peuvent commettre certaines fautes

graves spéciales à leurs fonctions et que le législateur, dans un intérêt d'ordre public, a cru devoir réprimer sévèrement. C'est ainsi que les articles 15 et 45 de la loi du 24 juill. 1867 sur les sociétés punissent des peines de l'escroquerie prononcées par l'art. 405 c. pén. : 1<sup>o</sup> ceux qui, par simulation de souscriptions ou de versements qui n'existent pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions ou des versements ; 2<sup>o</sup> ceux qui, pour provoquer des souscriptions ou des versements, ont, de mauvaise foi, publié les noms de personnes désignées, contrairement à la vérité, comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque ; 3<sup>o</sup> les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs (Crim. rej. 23 juin 1883, aff. Bontoux et Fédér, D. P. 83. 1. 425). Sur ces questions, V. Lyon-Caen et Renault, t. 1<sup>er</sup>, n° 451 et suiv. ; Alauzet, t. 2, n° 764 et suiv. ; et *infra*, v° *Sociétés*. Des scandales récents ont démontré l'insuffisance de ces répressions, alors surtout que les administrateurs se livrent à des opérations qui, de la part d'un commerçant, constitueraient un fait de banqueroute. Aussi la commission de la Chambre des députés avait-elle proposé, en 1884, d'insérer dans la loi des faillites une disposition expresse frappant les administrateurs et directeurs des sociétés anonymes des peines de la banqueroute simple ou frauduleuse, quand ils se sont rendus coupables des faits prévus par les art. 585, 586 et 591 c. com. (1). Mais le projet de réforme d'ensemble ayant été abandonné pour faire place à un projet plus restreint, qui est devenu la loi du 4 mars 1889, aucune modification n'a été apportée sur ce point aux dispositions de la loi de 1838. Rappelons toutefois qu'une disposition conçue dans le même esprit figure dans le projet de loi sur les sociétés.

#### SECT. 5. — PUBLICATION DES JUGEMENTS RENDUS EN MATIÈRE DE BANQUEROUTE.

**1483.** Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 1443 et 1531, sous l'empire du code de 1807, les formes de publication réglées dans l'art. 683 c. proc. civ., étaient appliquées par l'art. 592, § 2, aux jugements de condamnation pour *banqueroute simple* et par l'art. 599 aux arrêts de cours d'assises rendus contre les *banqueroutiers frauduleux* et leurs complices. Le nouvel art. 600 exige de même la publication : 1<sup>o</sup> des jugements de condamnation pour banqueroute simple (Rép. n° 1443) ; 2<sup>o</sup> Des arrêts de condamnation pour banqueroute frauduleuse (Rép. n° 1481) ; 3<sup>o</sup> Des jugements et arrêts de condamnation rendus pour crimes ou délits commis par d'autres que par le failli, en vertu des art. 593, 594, 596 et 597 (Rép. n° 1531). La publication doit être faite aux frais des condamnés et suivant les formes établies en matière de sociétés commerciales, par l'art. 42 c. com., c'est-à-dire par voie d'affiche dans la salle d'audience du tribunal de commerce du domicile du failli, et d'insertion dans un ou plusieurs journaux du ressort (Rép. n° 1481). Ce mode de publication doit être observé, même depuis l'abrogation de cet art. 42 par l'art. 65 de la loi du 24 juill. 1867, en ce qui concerne les sociétés. Toutefois, cette publication n'est exigée que pour les décisions judiciaires, prononçant une peine et non pour celles qui annulent des conventions illicites prévues par l'art. 597 c. com. (Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3069).

#### SECT. 6. — ADMINISTRATION DES BIENS EN CAS DE BANQUEROUTE (Rép. n° 1532 à 1537).

**1484.** Les explications données au Répertoire nous dispensent de donner de nouveaux développements à cette matière.

(1) Des dispositions semblables sont insérées dans plusieurs lois étrangères. Dans le droit italien (art. 863), en cas de faillite d'une société, les administrateurs sont coupables de banqueroute simple si, par leur faute, n'ont pas été accomplies les formalités voulues par la loi pour l'établissement des sociétés, ou si, par leur faute, a été amenée la faillite de la société. Sont coupables de banqueroute frauduleuse les administrateurs des sociétés : 1<sup>o</sup> qui ont omis frauduleusement de publier le contrat social dans les formes voulues par la loi ; 2<sup>o</sup> qui ont faussement indiqué le capital souscrit

ou versé ; 3<sup>o</sup> qui ont donné aux associés des dividendes évidemment fictifs et ont ainsi diminué le capital social ; 4<sup>o</sup> qui ont frauduleusement fait des prélèvements supérieurs à ceux fixés dans l'acte de société ; 5<sup>o</sup> qui ont occasionné, par dol ou en conséquence d'opérations frauduleuses, la faillite de la société. Il en est de même en Allemagne (§ 214), en Suède (loi du 6 oct. 1882, modificative du code pénal de 1864, *Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 337), et dans une certaine mesure en Belgique (art. 578 de la révision de 1851).

## CHAP. 5. — De la réhabilitation

(Rép. n° 1538 à 1560).

**1485.** En droit français, même depuis la loi du 4 mars 1889, la *réhabilitation*, essentiellement subordonnée à l'acquiescement préalable et intégral du passif, est la seule voie ouverte au débiteur qui désire être relevé des incapacités et déchéances attachées au jugement déclaratif de faillite ou au jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.

A ce point de vue, notre législation s'est montrée plus sévère que la plupart des législations étrangères dont les unes réhabilitent de plein droit le failli concordataire ou bénéficiaire d'une déclaration d'excusabilité (1), tandis que les autres autorisent simplement le juge à relever de ses incapacités le failli concordataire (2); il en est même, comme la législation fédérale allemande, qui n'admettent pas la survie des incapacités civiles à la clôture de la faillite, même pour le failli non concordataire (3).

**1486.** Le projet primitif de la commission de la Chambre des députés, tout en subordonnant à l'acquiescement du passif la réhabilitation complète du failli ou du liquidé, instituait une *réhabilitation partielle* attachée soit à l'homologation du concordat obtenu par un liquidé (dans ce projet, les faillis ne pouvaient obtenir de concordat V. *suprà*, n° 29 et 894), soit à la déclaration d'excusabilité après faillite. Le liquidé concordataire ne devait encourir d'autre incapacité que celle d'être élu membre des tribunaux de commerce, des conseils de prud'hommes, des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures. Le failli déclaré excusable reprenait l'exercice de ses droits électoraux suspendus par le jugement déclaratif de faillite, mais n'était éligible à aucune fonction élective. La cour de cassation, en 1885, proposait d'ajouter à l'art. 517 c. com. une disposition ainsi conçue : « Le tribunal, par le même jugement qui homologuera le concordat, rapportera le jugement qui a déclaré la faillite, mais seulement sous les conditions suivantes : — Si le débiteur est malheureux et de bonne foi; s'il ne se trouve dans aucun cas prévu de banqueroute frauduleuse ou simple; s'il n'a été précédemment déclaré et maintenu en état de faillite; s'il a, dès à présent payé 25 pour 100 au moins sur le montant des créances vérifiées, ou s'il fournit des garanties suffisantes pour assurer, dans les délais fixés par le concordat, le paiement de 50 pour 100 au moins sur les mêmes créances, le jugement passé en force de chose jugée aura pour effet de relever le débiteur de toutes les incapacités attachées à l'état de failli, sauf celle de pouvoir être nommé à aucune fonction élective; ces effets cessent de plein droit si ensuite le concordat est annulé ou révoqué, ou si le débiteur est condamné pour banqueroute frauduleuse ou simple ». A ces différents systèmes de réhabilitation partielle, la Chambre des députés avait substitué en première lecture les dispositions suivantes :

« Art. 15. — Le débiteur dont le concordat est homologué n'encourt d'autre incapacité que l'interdiction d'être élu membre du tribunal de commerce, de la chambre de commerce, du conseil de prud'hommes et des chambres consultatives des arts et manufactures...

« Art. 20. — Après la déclaration de faillite, il ne peut intervenir de concordat que si le failli a été déclaré excusable par jugement du tribunal dans les formes prescrites par l'art. 538 c. com...

« ... Le paragraphe 3 de l'art. 537 du c. de com. est abrogé.

(1) En droit anglais, le failli est relevé de toutes les déchéances attachées à la *bankruptcy* soit par le concordat, soit par l'obtention d'un *order of discharge*. D'après le code espagnol de 1886, tout failli concordataire peut obtenir sa réhabilitation lorsqu'il a achevé le paiement des dividendes stipulés par le traité.

(2) En Hollande (art. 850), et en Italie (art. 839) la justice peut, en homologuant le concordat, réhabiliter de suite le failli malheureux et de bonne foi.

(3) D'après la loi fédérale allemande de 1877, la clôture de la faillite a pour effet immédiat de relever le débiteur de toutes les incapacités attachées à l'état de faillite. Mais cette règle n'est pas applicable dans tous les Etats de l'Allemagne. En Alsace-

« Si le failli est déclaré excusable, il reprend l'exercice de ses droits électoraux suspendus par le jugement déclaratif de la faillite; mais n'est éligible à aucune fonction élective, même s'il obtient un concordat.

« Si le failli n'est pas déclaré excusable, il reste soumis à toutes les incapacités civiles et politiques édictées par les lois actuelles contre les faillis ».

**1487.** Mais la commission sénatoriale rejeta toutes ces distinctions, et fit prévaloir un système consistant à soumettre à un régime uniforme, quant aux incapacités, d'une part tous les liquidés, concordataires ou non, d'autre part tous les faillis, sans distinction entre ceux qui auraient obtenu un concordat ou bénéficié d'une déclaration d'excusabilité, et ceux qui, ayant vu rejeter leurs propositions de concordat, n'auraient même pas été déclarés excusables (V. les motifs donnés par M. Demôle rapporteur de la commission du Sénat, D. P. 89. 4. 21, note 2. V. aussi *suprà*, chap. 1<sup>er</sup> et chap. 3, sect. 9, n° 894 et suiv., et sect. 11, art. 3).

La loi du 4 mars 1889 ne comporte donc, pas plus que la loi de 1838, de réhabilitation partielle. Il n'est fait exception à ce principe qu'en faveur des commerçants déclarés en faillite par un jugement passé en force de chose jugée antérieurement, à la promulgation de la loi du 4 mars 1889. Nous avons vu, en effet, qu'aux termes de l'art. 25 (Dispositions transitoires) de la loi, le jugement qui homologue le concordat obtenu par un failli rentrant dans cette catégorie, ou qui le déclare excusable, peut décider qu'il ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'art. 21 contre les débiteurs admis à la liquidation judiciaire. Cette réhabilitation partielle peut également être accordée, par décision spéciale du tribunal de commerce, à tout ancien failli qui, antérieurement à la loi nouvelle, aurait obtenu un concordat ou bénéficié d'une déclaration d'excusabilité (art. 25, § 4. V. *suprà*, n° 182, 183).

**1488.** — *Caractères généraux de la réhabilitation.* — La réhabilitation est le rétablissement du failli dans tous les droits dont il a été privé par l'effet de la déclaration judiciaire de sa faillite (Rép. n° 1538). La réhabilitation n'est nécessaire pour faire cesser les incapacités résultant du jugement déclaratif de la faillite, que lorsque ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée : tant que ce jugement est susceptible de recours, le commerçant qui prétend se faire exonérer de la qualité de failli et des conséquences attachées à cette qualité peut agir par voie de rétractation ou de réformation de la déclaration de faillite elle-même (V. *suprà*, n° 1354 et suiv., Rép. n° 1540). Mais, quand le jugement déclaratif de la faillite est passé en force de chose jugée, le failli ne peut, même en rapportant la preuve de l'accomplissement des conditions de la réhabilitation, effacer la qualification de failli qui s'attache à son nom et se soustraire aux incapacités qui en sont la conséquence, qu'en faisant prononcer cette réhabilitation. Lors de la discussion du projet de réforme de la loi des faillites, M. Saint-Martin avait proposé un amendement portant que « si, dans le cours des opérations, le débiteur paye ses dettes, intérêts et capital, les incapacités encourues et les autres effets de la liquidation judiciaire ou de la faillite cesseront de plein droit ». Mais le rapporteur, M. Laroze, a fait rejeter cet amendement par le motif qu'il créerait une inégalité fâcheuse entre le commerçant qui a le bonheur de pouvoir se libérer avant la clôture des opérations et celui qui ne parvient à désintéresser ses créanciers qu'après cette clôture; il est plus équitable de les soumettre au même régime et de les obliger l'un et l'autre à suivre la même procédure pour

Lorraine, notamment, le failli n'est relevé de ses incapacités que par la réhabilitation, qui peut être demandée pour trois causes : excusabilité, cinq ans de conduite *sans reproche*, paiement intégral du passif. — D'après la loi autrichienne, une distinction doit être faite entre la faillite civile et la faillite commerciale. La plupart des restrictions au statut civique du failli non commerçant disparaissent en même temps que la faillite. Le commerçant failli, au contraire, n'est relevé des déchéances attachées à la faillite commerciale que par la réhabilitation. Pour l'obtenir, il doit justifier, soit du paiement intégral du passif, soit d'un mode quelconque de libération, tel que la remise de dette (non pas la remise concordataire, mais la remise volontaire). — Comp. pour plus de développements : Thaller, t. 1, p. 297 et suiv.

obtenir leur réhabilitation. Cette procédure n'est, d'ailleurs, assujettie à aucun *délai*; la réhabilitation peut toujours être poursuivie, quel que soit le temps écoulé depuis la déclaration ou la clôture de la faillite (Rép. n° 1559).

#### SECT. 1<sup>re</sup>. — CONDITIONS DE LA RÉHABILITATION.

**1489.** Ces conditions sont au nombre de deux. Pour que le failli puisse obtenir sa réhabilitation, la loi exige en effet : 1° qu'il ait payé toutes ses dettes; 2° qu'il ne soit pas déclaré, par un texte de loi, indigne d'être réhabilité.

**1490.** — 1° *Paiement intégral du passif.* — Destinée à effacer toutes les traces de la faillite, la réhabilitation ne peut être accordée qu'à celui qui a payé *intégralement* tout ce qu'il doit (Rép. n° 1543). La réhabilitation du failli est subordonnée au paiement de tout ce qu'il doit en *principal, intérêts et frais* (Rép. n° 1543).

La loi ne détermine pas quels sont les *intérêts* dont elle exige ainsi le paiement intégral (Rép. n° 1545). Lorsqu'il s'agit de créances qui, lors de la faillite, étaient *productives d'intérêts*, le failli est incontestablement tenu de payer... les intérêts déjà échus au moment du jugement déclaratif de la faillite (Rép. n° 1545)... et ceux courus depuis ce jugement jusqu'au jour du remboursement, le failli qui réclame sa réhabilitation ne pouvant se prévaloir de la disposition de l'art. 445 d'après laquelle la déclaration de la faillite arrête le cours des intérêts non échus (Rép. n° 1545). Mais que décider à l'égard des créances qui, à l'époque de la déclaration de la faillite, n'étaient pas productives d'intérêts? Dans un premier système, les intérêts courent alors de plein droit: ... à partir du jugement déclaratif de la faillite, pour les créances échues antérieurement à ce jugement; ... à partir de l'échéance, pour les créances non encore échues à l'époque du même jugement (Rép. n° 1545). Ce système est fondé sur ce que, en cas de faillite, un créancier ne saurait être assujéti, pour faire courir les intérêts de sa créance, à la demande en justice exigée par l'art. 1153 c. civ., le jugement déclaratif de la faillite enlevant aux créanciers tous droits individuels de poursuites, pour en concentrer l'exercice aux mains des syndics (V. *supra*, n° 447 et suiv.). Jugé, en ce sens, que l'art. 604 c. com., aux termes duquel le failli doit, pour obtenir sa réhabilitation, justifier qu'il a payé les intérêts de ses dettes ne s'applique pas aux dettes qui, lors du jugement déclaratif de la faillite, étaient productives d'intérêts en vertu d'une stipulation expresse, d'une demande en justice ou d'une disposition de la loi; qu'il exige le paiement des intérêts de toute dette quelconque, sans qu'il y ait lieu d'observer les règles du droit civil concernant... soit le *point de départ* de ces intérêts (Douai, 12 mars 1875, aff. Rennesson, D. P. 75. 2. 89; 26 déc. 1877, aff. Domengie, D. P. 78. 2. 38)... soit même la *prescription quinquennale* à laquelle le droit commun les assujéti (Arrêt précité du 12 mars 1875; Conf. Bédarride, t. 3, n° 131; Bravard et Demangeat, t. 6, p. 157; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3105).

**1491.** Dans un autre système, auquel nous avons cru devoir nous rallier au Rép. n° 1545, la loi ne disant pas que la faillite équivaut pour tous les créanciers à une demande en justice dans le sens de l'art. 1153, les créanciers ne sont pas dispensés par la faillite de se mettre en mesure de faire courir les intérêts à leur profit: il s'agit là d'un simple acte conservatoire de leurs droits, qui leur est permis malgré l'état de faillite du débiteur, et à défaut duquel celui-ci n'est pas tenu, même pour arriver à sa réhabilitation, des intérêts qui ne sont pas dus (V. en ce sens Demolombe, t. 24, n° 625 et suiv.) — M. de Folleville, dans une note, D. P. 75. 2. 89, s'est énergiquement prononcé en faveur de cette interprétation: «... L'art. 1153, dit-il, est formel: pour que, dans les obligations portant sur des sommes d'argent que le débiteur est en retard de payer, les intérêts moratoires puissent courir au profit du créancier, il faut une demande en justice, ou tout au moins une citation en conciliation suivie d'une assignation en justice, dans le mois à dater de la non-comparution ou de la non-conciliation: comparez les art. 1904, 2245 c. civ. et 57 c. proc. civ. Une lettre missive, une sommation, un commandement même ou une saisie ne suffiraient pas pour faire courir les intérêts moratoires. Et cependant, il n'est pas pour

le créancier de moyen plus énergique, nous dirions volontiers de moyen plus brutal, de manifester sa volonté catégorique d'être payé. Mais l'art. 1153 et l'art. 1904 ne se contentent pas même d'un commandement ou d'une saisie; ils exigent que le créancier forme une demande spéciale relativement aux intérêts, et qu'il la forme par une assignation en justice. C'est à cette seule condition qu'une créance, non productive d'intérêts par elle-même et au début, peut ensuite arriver à en produire (V. Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4<sup>e</sup> éd., t. 4, p. 89, § 308, texte n° 1, et note 13). Le motif de cette rigueur de la loi se rencontre dans l'intérêt sainement entendu du débiteur; il faut que le créancier lui annonce, nettement et sans illusions possibles, son intention de faire courir les intérêts. C'est, en effet, un fait juridique d'une haute gravité que l'accroissement d'une dette d'argent par le cours des intérêts qui commencent à la grossir, et qui, bientôt, pourront arriver à la doubler par la capitalisation ou l'anatocisme, si les conditions de l'art. 1154 sont régulièrement remplies. Eh bien! nous le demandons, comment, dans le silence de la loi, le jugement déclaratif de faillite pourrait-il avoir l'énergie de faire courir les intérêts au profit de créances qui n'en produisaient pas auparavant, alors qu'un commandement et qu'une saisie n'auraient même pas cette efficacité? Est-ce qu'un pareil résultat ne serait pas contraire à la fois à la logique et au bon sens, comme à l'intérêt du débiteur failli? Est-ce qu'il ne devrait pas être vivement critiqué, s'il avait été proclamé par un texte précis? Or, un semblable texte n'existe nulle part; la jurisprudence en est réduite à des inductions absolument inadmissibles. Il ne faut pas, d'ailleurs, perdre de vue (c'est notre second argument) que, si la solution du présent arrêt venait à être définitivement admise, le jugement déclaratif de faillite produirait ainsi deux effets diamétralement opposés et absolument contradictoires entre eux. En effet, au point de vue de la distribution de l'actif et dans l'intérêt de l'égalité entre les divers créanciers, le jugement déclaratif de faillite arrête le cours des intérêts, *même à l'égard des créances qui en produisaient*, d'après l'art. 445 c. com., sauf l'exception établie en faveur des créances garanties par un privilège, par un nantissement ou par une hypothèque. Et quand il s'agirait de la réhabilitation du failli, le même jugement, considéré comme emportant *mise en demeure*, ferait courir les intérêts même des *créances qui n'en produisaient pas* par elles-mêmes! Cette simple observation suffit à montrer que la jurisprudence donne à l'art. 604, al. 1<sup>er</sup> c. com., une portée exagérée et aussi contraire à son esprit qu'à son texte: car, pris dans son sens naturel et grammatical, le texte de l'art. 604 ne va assurément pas et ne peut pas aller, dans ses exigences, au delà des intérêts dus par le failli, comme une suite directe de la convention des parties ou des dispositions de la loi ».

**1492.** En tous cas, selon nous, le failli qui veut obtenir sa réhabilitation ne saurait être tenu de payer les *intérêts des intérêts capitalisés*. — La pratique constante des parquets est cependant d'exiger la capitalisation des intérêts: c'est notamment l'usage du parquet de la Seine. Pour maintenir une solution aussi rigoureuse, on invoque le principe dont nous venons de démontrer la fausseté, de la mise en demeure virtuelle et forcée qui résulterait du jugement déclaratif de faillite. L'on ajoute que c'est là le seul moyen de remettre les créanciers exactement dans le même état où ils seraient s'ils avaient été régulièrement payés: car ils auraient pu placer à la fois leur capital remboursé et les intérêts de ce capital. Nous n'hésitons pas à dire qu'arrivée à ce point, la doctrine admise dans la pratique semble vraiment dirigée contre les faillis qui cherchent à se faire réhabiliter. Ainsi que l'a très nettement démontré M. de Folleville (*loc. cit.*) «... La consécration d'un pareil résultat, si jamais elle devait être donnée par la cour de cassation, serait à la fois contraire à l'esprit et au texte de la loi commerciale: elle constituerait le renversement manifeste des principes les plus certains du code civil: 1° l'art. 604, al. 1<sup>er</sup>, du code de commerce, n'impose pas au failli qui veut se faire réhabiliter le paiement des intérêts capitalisés; 2° la pensée du législateur était une pensée de bienveillance et d'encouragement pour les faillis qui songeaient à provoquer leur réhabilitation; or, la règle suivie dans la pratique aboutit, au contraire, à les éloigner par l'exagération des sacrifices qu'elle leur impose;

3<sup>e</sup> l'admission de l'anatocisme en matière de réhabilitation commerciale aboutit à mettre les créanciers, qui reçoivent un remboursement aussi étendu, dans une situation évidemment meilleure que celle dans laquelle ils se seraient trouvés, en supposant leur débiteur resté constamment à la tête de ses affaires, et en l'absence de toute cessation de paiements : car il est plus que vraisemblable que ces créanciers auraient vécu de leurs revenus, qu'ils les auraient dépensés : la capitalisation qu'on leur accorde aboutit donc à les enrichir la plupart du temps au détriment du failli qui va se faire réhabiliter ; 4<sup>e</sup> enfin il y a là une violation manifeste des règles les plus certaines du code civil : aux termes de l'art. 1154 c. civ., les intérêts d'un capital ne peuvent produire eux-mêmes des intérêts que lorsqu'ils sont dus pour une année entière, et encore faut-il une convention spéciale ou une demande judiciaire formée à cet effet ; ils ne sauraient, à défaut de convention, être alloués pour une époque antérieure à la demande (Civ. cass. 17 mai 1865, aff. Morin, D. P. 65. 1. 273 ; Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> édit., t. 4, p. 109 à 112, § 308, texte n° 5, notes 56 à 58 ; Demolombe, t. 24, n°s 645, 651 et suiv.). Or, précisément, la jurisprudence des parquets aboutit, d'une part, à faire courir, de plein droit, sans mise en demeure spéciale, les intérêts des intérêts en vertu du jugement déclaratif de faillite, et cela pour le seul cas de réhabilitation ultérieure du failli ; d'autre part, elle aboutit à autoriser une capitalisation par anticipation d'intérêts qui ne sont point encore dus pour une année entière ».

**1493.** Le paiement que le failli est tenu de faire de l'intégralité de ses dettes, pour obtenir sa réhabilitation, ne peut consister que dans un *payement effectif* ; il ne saurait résulter d'aucun autre mode de libération (Rép. n° 1543). Ainsi, le failli ne peut se prévaloir, à l'appui de sa demande de réhabilitation, d'une quittance qui ne lui aurait été délivrée que par suite d'une *novation* dans sa dette (Req. 17 nov. 1857, aff. Goupy, D. P. 58. 1. 241), ... ni même d'après quelques auteurs, d'une *remise volontaire* de la dette (V. Rép. n° 1543 ; Renouard, t. 2, p. 511 ; V. cependant en sens contraire, Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 907, note 4 ; Namur, t. 3, n° 2099). A plus forte raison, le failli rapporterait-il vainement, pour justifier sa demande en réhabilitation, la preuve qu'il a satisfait aux clauses du concordat : il est alors libéré *civilement* ; mais il reste *obligé moralement* pour tout ce qui, dans ses engagements, dépasse les dividendes promis (Rép. n° 1539). Décidé même que le failli, qui ne se trouve plus débiteur que d'une succession dans laquelle il est intéressé, ne peut être considéré comme ayant acquitté sa dette de manière à pouvoir obtenir sa réhabilitation, par cela seul qu'il a offert de subir, sur sa part héréditaire, le retranchement de la somme qu'il doit : il faut qu'il en ait opéré le *payement effectif* (Pau, 19 avr. 1853, aff. Cababes, D. P. 55. 2. 316).

**1494.** Mais le demandeur en réhabilitation peut être autorisé à *consigner*, pendant un temps déterminé, le montant, en principal et accessoires, des sommes dues à des créanciers dont l'identité et le domicile n'ont pu être constatés (Lyon, 29 juin 1865, aff. Héritiers Pétré, D. P. 65. 2. 191 ; Bordeaux, 6 mai 1874, aff. Ariès ; Paris, 4 mai 1875, aff. de Villemessant, et Nancy, 3 févr. 1876, aff. Brasseur-Lambert, D. P. 78. 5. 275). Il est en effet universellement admis, en doctrine, qu'en cas de contestation sur la consistance d'une dette de la faillite produite par un créancier *opposant*, le demandeur en réhabilitation peut être autorisé à consigner. A plus forte raison cet expédient doit-il être admis lorsqu'il y a, comme dans l'espèce, incertitude absolue sur l'identité ou le domicile de créanciers *non réclaman*s. — Loin d'enrayer, d'ailleurs, aucune forclusion contre les créanciers restés inconnus, la réhabilitation, qui fait disparaître l'état de faillite, les rétablit dans l'intégralité de leurs actions, soit contre leur débiteur lui-même, soit contre ses héritiers. — La mesure proposée a donc un caractère purement conservatoire, en même temps qu'elle est une preuve de plus de la parfaite sincérité des demandeurs. — Ceux-ci se trouvent ainsi avoir accompli, autant qu'il était en eux, les prescriptions de l'art. 604 c. com. (Conf. Pardessus, n° 1316 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3105 ; Boistel, n° 1103 ; Alauzet, t. 8, n° 2887).

**1495.** Le failli est tenu de justifier du *payement inté-*

gral de tout ce qu'il doit, à quelque titre qu'il soit obligé, soit comme *débiteur principal*, soit comme *caution* (Rép. n° 1544). Lorsque le failli est *codébiteur solidaire* d'un *effet de commerce*, il ne peut, quoiqu'il ait payé sur cet effet un dividende proportionnel à la valeur nominale du titre (V. *supra*, n°s 1076 et suiv.), obtenir sa réhabilitation... qu'après avoir soldé intégralement le porteur, si celui-ci n'a été désintéressé qu'en partie par les autres coobligés (Rép. n° 1544),... ou qu'après avoir remboursé ceux des coobligés dont il est garant, si le porteur a reçu des divers coobligés le montant total de l'effet. Ainsi, en cas de faillite d'une *société commerciale*, il n'est pas douteux que l'associé solidaire qui veut se faire réhabiliter doit, d'une part, justifier du *payement intégral* des dettes sociales et, d'autre part, rapporter la preuve de sa libération envers ses coassociés, dans le règlement de la *portion contributive* de chacun d'eux au passif de la société (Rép. n° 1547. Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 994 ; Bravard et Demangeat, t. 6, p. 162 ; Pic, p. 211 et suiv.).

**1496.** — 2<sup>o</sup> Il faut que le failli soit pas déclaré par la loi *indigne de la réhabilitation*. — Les personnes indignes de la réhabilitation dont l'art. 612 c. com. donne l'énumération limitative, sont :

1<sup>o</sup> *Les banqueroutiers frauduleux*. — La loi commerciale, après avoir déclaré le *banqueroutier frauduleux* incapable d'obtenir un *concordat* (art. 510), ou d'en conserver le bénéfice (art. 522), et d'être l'objet d'un jugement d'*excusabilité* (art. 540), dispose qu'il n'est pas davantage admis à la *réhabilitation* (Rép. n° 1556). Mais le banqueroutier frauduleux n'est exclu que de la *réhabilitation commerciale*. La *réhabilitation criminelle* peut lui être accordée (*infra*, v<sup>o</sup> *Peine*),... sous la condition qu'il justifie du *payement* du passif de sa faillite, en capital, intérêts et frais (*Ibid.*),... ou de la *remise* qui lui en a été faite. — (Sur les discussions auxquelles a donné lieu la condition, ainsi imposée au banqueroutier frauduleux qui demande à être réhabilité au seul point de vue criminel, de justifier de sa libération intégrale envers ses créanciers, V. D. P. 52. 4. 170, note 7). — Le banqueroutier frauduleux qui demande à être réhabilité criminellement, reste donc frappé des incapacités attachées à sa qualité de failli, sans qu'il puisse s'en faire relever par la réhabilitation commerciale, encore qu'il en ait rempli les conditions par la preuve d'un *payement réel et effectif* de toutes ses dettes (V. *infra*, *cod. v<sup>o</sup>*). Il n'est affranchi que des incapacités que sa condamnation pour banqueroute frauduleuse avait ajoutées à celles résultant de la déclaration de sa faillite : c'est un *criminel* réhabilité ; ce n'est pas un *commerçant* réhabilité (V. D. P. 52. 4. 172, col. 3 *in fine*). La commission de la cour de cassation avait proposé la suppression de cette antinomie entre la réhabilitation pénale et la réhabilitation commerciale : la connexité qu'elle voulait établir entre les deux réhabilitations semblait d'autant plus logique qu'une loi du 14 août 1885 est venue modifier les règles de la réhabilitation, et a conféré à la cour d'appel le droit de prononcer l'une et l'autre. Reprenant les conclusions de la cour de cassation, M. Bardoux avait proposé, au Sénat, un amendement ainsi conçu : « *Disposition transitoire*. — La rédaction de l'art. 612 c. com. est ainsi modifiée : « Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers frauduleux, les « personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément « aux art. 619 et suiv. c. instr. crim. » Le deuxième paragraphe de l'art. 634 c. instr. crim. est abrogé. » Les motifs, a dit M. Bardoux dans la séance du 15 janv. 1889, qui m'avaient déterminé à déposer cet amendement, étaient tirés du nouvel art. 634 c. instr. crim. Lorsque vous avez revisé, par la loi de 1885 le code d'instruction criminelle, vous avez rappelé ce principe que la réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultent. Il fallait alors modifier, comme conséquence inévitable, l'art. 612 c. com. La commission et le Sénat ne voulurent pas alors toucher au code de commerce ; mais au fond, évidemment, c'était une anomalie reconnue et constatée dans les mercuriales et dans la doctrine. Eh bien ! avons-nous, en ce moment, l'occasion de faire disparaître cette anomalie ? Je dis oui, alors même que le lien serait étroit, et que l'hypothèse que je prévois serait rare ; alors même qu'elle ne se présenterait qu'une fois ou deux, comme on le dit, il serait encore important de faire disparaître de nos lois une

anomalie semblable. Elle ne peut être contestée, et elle est assez grave en elle-même pour arrêter notre attention, et appeler une réforme. Je demande donc au Sénat, en vertu du principe même de la réhabilitation tel qu'il l'a voté en 1855, de vouloir bien modifier l'art. 612 c. com. Il me suffira de signaler ce que j'appelle une iniquité, pour que le Sénat veuille la faire disparaître ». Quoiqu'il ait été soutenu par M. le garde des sceaux, cet amendement fut repoussé par la commission, qui pensa que, si les auteurs du code de commerce se sont montrés si rigoureux dans la détermination des conséquences que devait entraîner l'état de faillite, aggravé d'une condamnation imprimant au failli une tache de déshonneur, c'est qu'ils ont évidemment cédé à cette pensée qu'il y aurait quelque chose d'exorbitant à ce qu'un ancien banqueroutier frauduleux, quelque réhabilité qu'il pût être, un voleur, un escroc, pût faire partie, un jour, d'un tribunal, d'une chambre de commerce, qu'il convenait de garantir et de sauvegarder les sentiments d'honneur étroit et de probité sévère qui doivent être la règle du commerce, car ils sont la condition même du crédit, et qu'enfin cette réforme n'étant pas commandée par d'impérieux besoins d'équité, l'on pouvait sans inconvénient en retarder l'examen. Le Sénat adopta cette opinion.

**1497.** Quant au *banqueroutier simple*, de même qu'il est admissible au *concordat* (art. 511) et à l'*excusabilité* (art. 540), il est également apte à la *réhabilitation commerciale* (Rép. n° 1536)... indépendamment de la *réhabilitation criminelle* qu'il peut obtenir, comme tout condamné correctionnel (V. *infra*, v° *Peine*). — Le banqueroutier simple ne peut être d'ailleurs, réhabilité qu'après avoir subi la *peine* à laquelle il a été condamné (Rép. n° 1536). D'autre part, la réhabilitation commerciale peut toujours être *refusée* au banqueroutier simple, quoiqu'il justifie de l'acquittement de toutes ses dettes : c'est ce qui résulte de l'expression *pourra* de l'art. 612.

**1498.** — 2° Les personnes condamnées *pour vol, escroquerie ou abus de confiance ; stellionat ; tuteurs, administrateurs ou autres comptables*. — En ce qui concerne ces personnes, V. Rép. n° 1536 et 1537.

**1499.** Aucune autre condition n'est requise pour la réhabilitation. C'est ainsi, notamment, que le failli peut être réhabilité *après sa mort* (art. 614 c. com.) V. Rép. n° 1559.

#### SECT. 2. — PROCÉDURE DE LA RÉHABILITATION.

**1500.** Aux termes de l'art. 605 c. com., toute demande en réhabilitation doit être adressée à la cour d'appel dans le ressort de laquelle le failli est domicilié. D'après le projet primitif élaboré par le conseil d'Etat, en 1807, le droit de prononcer la réhabilitation appartenait aux tribunaux de commerce ; les rédacteurs du code de commerce crurent devoir substituer la juridiction supérieure de la cour d'appel à celle du tribunal de commerce, dans le but de donner plus de garantie à la société et au failli. Mais l'expérience a démontré que la véritable enquête a lieu au siège du tribunal de commerce, dont l'information sert de base à la décision de la cour ; aussi plusieurs auteurs proposent-ils d'en revenir au projet primitif, et d'attribuer en cette matière compétence au tribunal de commerce, à l'instar de plusieurs législations étrangères (Lois hollandaise, espagnole, italienne, autrichienne ; V. Thaller, t. 1. p. 313 et suiv.).

**1501.** La demande en réhabilitation se forme par voie de requête signée d'un avoué : à la requête sont jointes les quittances et autres pièces justificatives. Les *quittances* produites à l'appui d'une demande en réhabilitation ne sont pas soumises à la formalité de l'enregistrement (V. D. P. 75. 2. 89, note, col. 2). Il suffit que la sincérité de ces quittances soit reconnue par la cour chargée de statuer sur la demande (V. D. P. 75. 2. 89, note, col. 2). Mais la cour a le droit de vérifier, à l'aide des informations prescrites par la loi, la sincérité des quittances que le failli produit à l'effet de justifier du paiement intégral, en principal, intérêts et frais, des sommes par lui dues ; ainsi, la demande en réhabilitation à l'appui de laquelle le failli a présenté une quittance collective de tous ses créanciers, peut être repoussée par le motif qu'il résulte des informations prises que cette quittance n'était point sincère, et n'avait été obtenue qu'à l'aide d'engagements nouveaux (Req. 17 nov. 1867, aff. Goupy, D. P.

58. 1. 241). — Dans la pratique, les quittances *pour solde* ne sont pas admises. On exige que les quittances produites soient détaillées, c'est-à-dire contiennent l'indication du montant originaire de la créance et celle de sa cause, le décompte des intérêts et des frais, et le certificat de paiement émané du créancier (D. P. 75. 2. 89, note, col. 2. — Mais V. observ. en sens contr., *ibid.*).

**1502.** Le failli demandeur en réhabilitation est recevable à produire des *pièces justificatives* autres que des quittances. Les cours d'appel ont, à cet égard, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation dans la vérification des pièces produites par les faillis qui sollicitent leur réhabilitation. (Besançon, 20 mars 1876 aff. Vivot et Charpy, D. P. 76. 2. 119). Spécialement, lorsque des circonstances de force majeure, par exemple, la mort des créanciers et la disparition de leurs livres de commerce, empêchent le failli de produire des quittances en due forme, la cour peut rechercher dans d'autres documents la preuve que ces créanciers ont été entièrement désintéressés en principal, intérêts et frais (Même arrêt). La cour n'est pas tenue, dans la vérification du point de savoir si le demandeur a fait les justifications exigées par l'art. 604, de s'expliquer sur *chacune* des pièces produites devant elle, et sur *chacun* des documents soumis à son examen, à moins que ces pièces et documents n'aient été spécialement discutés et n'aient donné lieu à des conclusions spéciales (Req. 9 août 1853, aff. Goupy, D. P. 54. 1. 73).

**1503.** La demande à fin de réhabilitation d'un failli est suivie d'une *enquête* à laquelle doivent procéder, sur l'envoi des expéditions de cette demande par le procureur général près la cour d'appel qui en est saisie... le *procureur de la République* près le *tribunal civil* du lieu où la faillite a été déclarée, et, en outre, celui du nouveau domicile du failli, si celui-ci, a changé de domicile depuis la faillite (Rép. n° 1550)... Et le *président du tribunal de commerce* de chacun des mêmes lieux (Rép. n° 1550). Ces magistrats sont, en effet, chargés de recueillir tous les *renseignements* qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés à l'appui de la demande en réhabilitation. Afin de mettre les intéressés en mesure de procurer ces renseignements, la requête en réhabilitation est soumise à une certaine *publicité* (Rép. n° 1550). Une copie de cette requête doit rester *affichée* pendant un délai de *deux mois*... 1° dans les *salles d'audience* des divers tribunaux auxquels appartiennent les magistrats chargés de l'enquête (Rép. n° 1550)... 2° A la *bourse* des lieux où siègent ces tribunaux (Rép. n° 1550)... 3° A la *maison commune* des mêmes lieux (Rép. n° 1550). Pour compléter ces renseignements, le procureur de la République et le président du tribunal de commerce auxquels est confié le soin de les réunir, peuvent interroger les créanciers dont les quittances sont produites (D. P. 75. 2. 89, col. 2). Au parquet de la Seine, il est même d'usage que le procureur de la République remette les quittances produites entre les mains d'un commissaire de police qui interroge les créanciers et s'assure de la sincérité de ces quittances (D. P. 75. 2. 89, col. 2). Mais le ministère public chargé, au cas d'une demande en réhabilitation formée par un failli, de vérifier les allégations du demandeur, ne procède pas par voie d'*instruction judiciaire* : il se livre à une *information confidentielle* dont aucune disposition légale ne prescrit la communication au failli ; en conséquence, le failli ne peut se plaindre de ce défaut de communication, alors d'ailleurs qu'il est constaté en fait qu'il a été prévenu que les conclusions du ministère public lui seraient contraires, et qu'il a été ainsi mis en mesure de donner les explications nouvelles que pouvaient nécessiter les renseignements transmis à la cour (Req. 16 nov. 1857 cité *supra* n° 1501).

**1504.** La publicité de la requête en réhabilitation, telle qu'elle est prescrite par l'art. 607, a pour but non-seulement de permettre aux magistrats chargés de l'enquête qui ont avoir lieu sur cette demande, de recueillir les renseignements relatifs aux faits qui la motivent (V. art. 606 et 607), mais encore de provoquer les *oppositions* des créanciers et de toute partie intéressée (Rép. n° 1550). Ces oppositions peuvent, aux termes de l'art. 608, être faites *pendant la durée* de l'affiche, c'est-à-dire pendant deux mois, par *acte* au greffe, appuyé des pièces justificatives. Toutefois, le droit de faire opposition à la réhabilitation n'est pas renfermé



à peine de déchéance, dans le délai dont il s'agit (Pau, 19 avr. 1853, aff. Cababes, D. P. 55. 2. 316).

Ainsi, l'opposition à la réhabilitation d'un failli peut être formée pendant toute la durée de la procédure de réhabilitation : elle est, dès lors, recevable, même après l'expiration des deux mois pendant lesquels la demande en réhabilitation doit rester affichée aux endroits indiqués par l'art. 607 (Même arrêt). L'opposition se forme par un simple acte au greffe de la cour d'appel, appuyé de pièces justificatives. Mais une simple lettre missive adressée au président du tribunal de commerce ne suffirait pas. Ainsi, la lettre de réponse adressée par un créancier au président du tribunal de commerce au cours de l'enquête officielle prescrite par la loi, et dans laquelle ce créancier allègue n'avoir pas été désintéressé par le failli ne constitue pas une opposition régulière (Orléans, 10 juill. 1884, aff. Thénard C. Varin. — MM. Dumas, 1<sup>er</sup> pr.-Dumas et Lafontaine, av. — Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3106, p. 909, note 3). Le créancier, bien qu'il soit investi du droit de s'opposer à la réhabilitation, n'est pas partie dans la procédure de réhabilitation : la proposition d'ouvrir une instance contradictoire entre les créanciers et le failli n'a pas été accueillie (Rép. n° 1543. Conf. Lyon-Caen et Renault, loc. cit.). — Sur les justifications à produire par le failli pour obtenir mainlevée des oppositions, V. Rép. n° 1552.

**1505.** Après l'expiration du délai de deux mois imparti aux créanciers pour former opposition, le procureur de la République et le président du tribunal de commerce transmettent les renseignements qu'ils ont pu recueillir, et, le cas échéant, les oppositions, en y joignant leur avis personnel sur la demande. L'arrêt portant admission ou rejet de la demande en réhabilitation, est rendu à la diligence du procureur général près la cour d'appel saisie de cette demande : le failli n'a pas qualité pour le provoquer (Rép. n° 1541). Cet arrêt ne doit pas être considéré comme statuant sur une contestation sur l'état civil du failli, et, par suite, ne doit pas être rendu en audience solennelle (Crim. cass. 6 nov. 1883, aff. Mary-Raynaud, D. P. 84. 1. 471. Conf. Rép. n° 1533. V. au surplus, *infra*, v° Organisation judiciaire).

**1506.** La réhabilitation peut-elle être refusée au failli qui justifie, conformément à l'art. 604, du paiement intégral de toutes ses dettes en principal, intérêts et frais? — Dans un système, la cour qui constate ce paiement intégral doit nécessairement prononcer la réhabilitation : elle n'est investie, en pareille matière, d'un pouvoir facultatif, qu'à l'égard du banqueroutier simple (V. *supra*, Rép. n° 1536). Mais, à part cette unique exception, la réhabilitation serait un droit pour le failli qui a payé ses dettes (V. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3106). Dans un autre système, au contraire, la réhabilitation est une question de conscience pour les magistrats, et par conséquent, ils peuvent en exclure le simple failli comme le banqueroutier, sur des motifs qu'eux seuls sont appelés à apprécier : cela résulte implicitement de l'art. 609, qui charge le procureur de la République et le président du tribunal de commerce, de transmettre au procureur général leur avis sur la demande : cet avis serait inutile, si la réhabilitation était forcément acquise au failli qui justifierait de l'acquittement intégral de ses dettes (Rép. n° 1536). — Sur l'obligation, pour le failli dont la demande en réhabilitation a été rejetée, d'attendre un an avant de renouveler sa demande, V. Rép. n° 1550. Sur la publicité de l'arrêt portant réhabilitation (c. civ., art. 611), V. Rép. n° 1555.

### SECT. 3. — EFFETS DE LA RÉHABILITATION.

**1507.** La réhabilitation a pour effet de mettre fin aux incapacités du failli qui, ne se rattachant pas au dessaisissement, survivent à la clôture de la faillite. Mais n'a-t-elle pas d'autres effets? Si, par suite d'une erreur, la réhabilitation est obtenue par un failli concordataire qui n'avait point encore acquitté tout son passif, l'obligation naturelle qui pèse sur le failli pour la portion de ses dettes dont remise lui avait été faite par le concordat ne va-t-elle pas se trou-

ver transformée en une obligation civile, susceptible de servir de base à une action en justice des créanciers? Nous le croyons, attendu qu'en demandant la réhabilitation, le failli a implicitement renoncé au droit d'invoquer le concordat (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3107). Jugé, en ce sens, que les créanciers, n'étant pas parties dans la procédure de réhabilitation, conservent le droit, si la réhabilitation a été prononcée sans qu'ils aient été intégralement payés, de réclamer le paiement de leurs créances, lesquelles doivent alors être acquittées telles qu'elles existaient avant la faillite et non pas seulement dans les termes du concordat (Civ. cass. 20 mai 1846, aff. Séguin, D. P. 46. 1. 185). ... Et il en est ainsi, encore qu'ils n'aient pas fait opposition à la réhabilitation (Même arrêt)... et qu'ils aient personnellement participé au concordat (Même arrêt).

**1508.** Sur la question de savoir si la réhabilitation est nécessaire pour mettre fin aux restrictions apportées par l'art. 563 c. com., à l'hypothèque légale de la femme du failli, V. *supra*, n° 1172.

Sur la comparaison de la réhabilitation criminelle ou pénale et de la réhabilitation commerciale, V. *infra*, v° Peine.

## CHAP. 6. — De la faillite ou de la liquidation judiciaire des étrangers et des sociétés étrangères en France, et des conflits de législation en matière de faillite.

**1509.** La faillite, dans les rapports internationaux, a pris, depuis quelques années, une importance pratique considérable, au fur et à mesure que le développement des voies de communication a rendu plus fréquentes et plus rapides les relations commerciales entre sujets des différents États. Aussi cette matière spéciale a-t-elle fait l'objet, tant en France qu'à l'étranger, de travaux juridiques nombreux. La législation positive, par contre, en France du moins, est restée muette sur ce point ; et les tribunaux sont journellement appelés à résoudre, à l'aide des seuls principes du droit international privé, les conflits multiples auxquels donnent naissance les faillites de commerçants possédant, dans plusieurs pays, des établissements ou des succursales, ou ayant à l'étranger des relations d'affaires. Ces conflits peuvent se grouper sous deux chefs principaux, que nous étudierons successivement :

1° De la condition des étrangers ou des sociétés étrangères en France au point de vue de la faillite, ou de la liquidation judiciaire ; 2° Des conflits de législation en matière de faillite.

### SECT. 1<sup>re</sup>. — DE LA CONDITION DES ÉTRANGERS OU DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE, AU POINT DE VUE DE LA FAILLITE, OU DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE.

#### ART. 1<sup>er</sup>. — De la déclaration de faillite, en France, des étrangers ou des sociétés étrangères.

**1510.** Il est universellement admis aujourd'hui que les étrangers faisant le commerce en France peuvent y être déclarés en faillite. Cette doctrine est nettement affirmée dans un arrêt de principe de la cour suprême, du 24 nov. 1857, où il est dit « que l'état de faillite, loin d'être le résultat de l'exercice d'un droit civil, soumis à la réciprocité exigée par l'art. 11 c. civ., n'est que la conséquence du fait de cessation des paiements, fait dont la constatation judiciaire est ordonnée dans un intérêt d'ordre public ; que la loi qui impose principalement au commerçant failli l'obligation d'assurer cette constatation par la déclaration personnelle de la cessation de ses paiements, lui inflige des peines, soit à raison de l'inobservation de ce devoir, soit à raison de certains faits consommés pendant sa gestion commerciale ; qu'elle a ainsi les caractères d'une loi de police, obligeant tous ceux qui habitent le territoire français » (Paris, 22 janv. 1857, aff. Castrique, D. P. 57. 2. 135, et sur pourvoi, Req. 24 nov. 1857, D. P. 58. 1. 85 ; Paris, 11 juin 1872, aff. Hogard, D. P. 72. 2. 191 ; Paris, 20 mai 1878 (1) ;

(1) (Sammann C. Benecke Sonchay et comp.) — La cour ; — En ce qui touche l'exception d'extranéité : — Considérant que, s'il

est admis en jurisprudence que les tribunaux ne peuvent connaître des contestations entre étrangers quand le défendeur dénie la com-

Aix, 30 nov. 1880, aff. Thomassin, D. P. 82. 2. 64, Conf. *Rép.* n° 56. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3126; Massé, t. 1, n° 504; Alauzet, t. 7, n° 2427; Ruben de Couder, v° *Faillite*, n° 27; Dubois sur Carle, p. 42, note 50; Ripert, *Revue critique*, 1877, p. 722, n° 5; Weiss, *Ann. de droit commerc.*, 1888, 2. 116; Bonfils, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, p. 204 bis; Rousseau et Defert, *Code des faillites annotés*, p. 577, n° 1; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 10, note 2. — V. aussi Vincent et Pénard, *Dictionnaire de droit international privé*, v° *Faillite*, n° 37)... D'où il suit que les tribunaux français sont pleinement compétents pour connaître des demandes en déclaration de faillite formées par des étrangers contre des étrangers ayant leur établissement commercial en France (Civ. rej. 4 févr. 1885, aff. Spick, D. P. 85. 1. 159).

**1511.** Les mêmes principes doivent conduire à décider que les étrangers peuvent être admis, comme les Français, au bénéfice de la *liquidation judiciaire*. Sans doute, cette procédure est une faveur réservée aux débiteurs de bonne foi; mais les travaux préparatoires de la loi démontrent jusqu'à l'évidence que le législateur de 1889 n'a pas envisagé cette procédure comme un droit civil *stricto sensu*, accessible aux seuls citoyens, mais bien plutôt comme une réforme de la législation des faillites, dictée par des considérations d'ordre public et d'intérêt général du même ordre que celles qui avaient inspiré la première réforme de 1838. La question était plus douteuse sous l'empire des lois transitoires de 1848 et 1871, dont les dispositions de faveur pouvaient être envisagées comme des *droits civils* réservés aux nationaux; elle a cependant été résolue par la jurisprudence dans le sens de l'extension de leurs dispositions aux commerçants étrangers. Jugé, notamment, que l'on doit appliquer au commerçant étranger dont la faillite a été déclarée en France, la loi du 22 avr. 1871, qui affranchit de la qualification de failli et des incapacités y attachées les négociants malheureux et de bonne foi dont la cessation de paiements est survenue pendant la guerre (Paris, 11 juin 1872, aff. Hogard, D. P. 72. 2. 191).

**1512.** La déclaration de faillite d'un étranger est possible en France, non seulement quand il a été autorisé à établir son domicile en France (c. civ. art. 13), et qu'il y possède par conséquent un *domicile de droit*, mais encore lorsqu'il n'y a qu'un *domicile de fait* (Conf. Lyon-Caen et Renault, n° 3136 bis; Massé, t. 2, n° 809; Ruben de Couder, *loc. cit.*; Bertauld, *Questions pratiques et doctrinales de code civil*, t. 1, n° 204). — Cette solution, combattue par les partisans de la doctrine de l'unité de la faillite en droit international (doctrine formellement répudiée par la jurisprudence, V. *infra*, n° 1522), a été nettement affirmée au cours des travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889. La proposition de M. Saint-Martin contenait une disposition portant que l'étranger peut être déclaré en état de cessation de paiements par un tribunal français, à raison des engagements par lui contractés en France, s'il y possède des biens ou un établissement, quoique le siège principal de son établissement soit à l'étranger et qu'il y ait déjà été déclaré en état de faillite. M. Laroze, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, proposa de supprimer cette disposition comme superflue, les principes qu'elle affirmait étant depuis longtemps admis en jurisprudence. « L'étranger, dit-il, autorisé ou non à établir son domicile en France, se

soumet à la faillite dans les formes légales, s'il vient dans notre pays exercer le commerce. Rien de plus équitable, puisqu'il profite de la loi sur le sol français. La règle est générale et il n'est pas à notre connaissance qu'elle ait été sérieusement contestée; il est donc inutile de la faire figurer dans la loi ».

**1513.** On doit même, semble-t-il, aller plus loin et décider qu'aux termes de l'art. 14 c. civ., les créanciers français ont le droit de faire déclarer en faillite leur débiteur étranger, bien que celui-ci n'ait en France ni domicile, ni résidence : la disposition de cet article, qui confère aux Français, à titre de privilège, le droit de pouvoir assigner l'étranger même non résidant en France, pour l'exécution des obligations par lui contractées tant en pays étranger qu'en France, est en effet conçue dans les termes les plus généraux, et comporte par conséquent la faculté d'assigner le débiteur commerçant devant un tribunal de commerce de France, à raison de ses obligations commerciales, et de l'y faire déclarer en faillite en cas de cessation de paiements caractérisée (Paris, 23 déc. 1847, aff. Grandmaison, D. P. 48. 2. 3; 23 nov. 1874, *Journal de droit international privé*, 1875, p. 435; 17 juill. 1877 (V. texte, *infra*, n° 1514); Rouen, 1<sup>er</sup> avr. 1881, aff. Crédit industriel, D. P. 82. 2. 92. Conf. : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3136 bis; Demangeat sur Fœlix, *Droit international privé*, t. 1, p. 359, note a; Aubry et Rau, t. 8, § 748 bis, p. 138; Stelian, p. 145 et suiv.; Brocher, *Cours de droit international privé*, t. 3, 1885, p. 210. — *Contrà* : Dubois sur Carle, p. 44; Glasson, *Journal de droit international privé*, 1881, p. 126 et suiv.; Bertauld, *loc. cit.*; L. Renault, *Revue critique*, 1884, p. 715; Weiss, *Annales de droit commercial*, 1888, 2, p. 120). — Il convient, toutefois, d'observer que les créanciers français ont la faculté de renoncer au bénéfice de l'art. 14. Cette renonciation peut s'induire des circonstances, notamment de la collocation demandée et obtenue par un créancier français dans la faillite d'un étranger déclarée par un tribunal étranger (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3136 et p. 927, note 1).

**1514.** — SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. — Une société commerciale étrangère peut, de même qu'un individu étranger, être déclarée en faillite par un tribunal français. Il est vrai qu'une société étrangère est une société qui s'est constituée suivant les lois étrangères, et qui a son domicile légal en pays étranger; or, aux termes des art. 437, 635 c. com. et 59 § 8 c. proc. civ., le tribunal compétent pour déclarer la faillite est le tribunal du domicile du failli; mais on a vu que l'art. 14 c. civ. déroge à cette règle au profit des créanciers français. Ainsi jugé : 1° qu'une société en commandite par actions, qui a son siège social à l'étranger, et qui a en France une succursale établie sous la même raison sociale et gérée par un représentant autorisé à faire usage de la signature sociale peut, en cas de cessation de paiements de cette succursale, être déclarée en faillite en France à la requête des créanciers français (Paris, 23 déc. 1847, aff. Grand-Maison, D. P. 48. 2. 3); — 2° Qu'une société anonyme étrangère peut également être déclarée en faillite en France alors qu'elle y possède une succursale avec un comité d'administration, et que ce comité a passé avec des Français différents traités concernant notamment la négociation de ses obligations, expressément stipulées remboursables en capital et intérêts, soit au siège social, soit à Paris (Paris, 17 juill. 1877) (1). Conf. Lyon-Caen, *De la condition des sociétés étrangères en France*, n° 37; Rousseau, *Sociétés*

pétence, ce principe, limité dans son application aux litiges ordinaires, laisse subsister le droit des tribunaux français de connaître de la demande en déclaration de faillite formée par un étranger contre un étranger commerçant en France; qu'en effet, la loi qui régit les faillites est une loi d'ordre public et de police du commerce, qui doit atteindre tous ceux qui habitent le territoire français; que c'est dans un intérêt d'ordre public qu'est ordonnée la constatation judiciaire du fait de la cessation des paiements, et non en vertu d'un droit civil soumis à la réciprocité par l'art. 11 c. civ.; — Considérant que l'art. 437 c. com., déclarant en état de faillite tout commerçant qui cesse ses paiements, ne comporte, à raison de la généralité de ses termes, aucune distinction entre les Français et les étrangers; qu'il suit de là que, même en l'absence des créanciers français et à la demande d'un seul ou de plusieurs créanciers étrangers, la

cessation de paiements d'un étranger doit avoir pour conséquence légale la déclaration de faillite; — Par ces motifs, etc.

Du 20 mai 1878. — C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Puget, pr.-Lefebvre de Vieville, av. gén.-Reitlinger et Devin, av.

(1) (Chemin de fer du Nord-ouest de l'Espagne C. Jarousse.) — M. Jarousse et autres obligataires, ayant demandé la mise en faillite de la Compagnie des chemins de fer du Nord-ouest de l'Espagne, le tribunal de commerce de la Seine a rendu, le 18 mai 1877, le jugement suivant : « Sur le renvoi : — Attendu que, pour résister à la demande, la Compagnie défenderesse prétend que le siège de son établissement serait à Madrid (Espagne), qu'elle n'aurait à Paris qu'un simple bureau, et que, par suite, elle ne saurait être déclarée en état de faillite en France; — Mais attendu qu'il résulte des renseignements

commerciales, t. 2, n° 2146; Pic, *Traité de la faillite des sociétés*, p. 216 et suiv.; Rousseau et Defert, p. 577, n° 3. — *Contrà*: Bruxelles, 10 déc. 1885, *Journal des faillites*, 1886, p. 38; Weiss, Dubois sur Carle, *loc. cit.*. On devrait même décider, toujours par application de l'art. 14, que des créanciers français d'une société de commerce étrangère pourraient la faire déclarer en faillite par un tribunal de commerce français, par cela seul qu'elle aurait cessé ses paiements, et alors même qu'elle ne posséderait en France aucune succursale (Conf. Lyon-Caen; Pic, *loc. cit.*). A plus forte raison, doit-on pouvoir déclarer en faillite, en France, une société constituée à l'étranger et qui, dans l'acte de constitution, a déclaré fixer son siège social hors de France, si cette société a, en fait, son véritable domicile social en territoire français (Req. 29 avr. 1885, aff. *The Imperial Land Company of Marseilles*, D. P. 85. 1. 225). La nationalité d'une société dépend en effet de son domicile: dès lors, la société qui ne s'est constituée à l'étranger que pour éluder l'application des lois françaises sur la constitution des sociétés, et qui a, en France, le centre effectif de ses opérations est une société française, quelle que puisse être la nationalité qu'il plaise à ses fondateurs de lui attribuer; et par suite, le tribunal français du lieu de ce domicile est compétent pour en déclarer la faillite, conformément au droit commun, et sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir l'art. 14 (V. au surplus, *infra*, v° *Société*). La jurisprudence et la doctrine tendent même à admettre aujourd'hui que le domicile et par conséquent la nationalité d'une société, même abstraction faite de toute idée de fraude, n'est point déterminé par son siège administratif, qu'il serait trop facile aux fondateurs de fixer ou de déplacer arbitrairement, mais uniquement par le lieu de son principal établissement, industriel ou commercial (V. Lyon-Caen, *Journal des sociétés*, 1880, p. 36; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 676; Boistel, p. 612; Chavegrin, note sous Paris, 4 nov. 1886, aff. Corty; Pic, p. 216, et note 1. Comp. aussi Lyon-Caen et Renault, t. 1, n° 546. V. au surplus, *infra* v° *Société*). Cette opinion pourrait, semble-t-il, se réclamer du texte de l'art. 3 *in fine* de la loi du 4 mars 1889, ainsi conçu: « ... A défaut de siège social en France, le dépôt (de la requête à fin de liquidation judiciaire) est effectué au greffe du tribunal dans le ressort duquel la société a son principal établissement ». Ce texte semble bien

admettre qu'une société, dont le siège social est en pays étranger, peut néanmoins avoir en France son principal établissement, par conséquent son domicile en France, ce qui lui imprimerait la nationalité française. Il convient, toutefois, de remarquer que la première partie du texte, qui attribue compétence au tribunal du siège social à l'exclusion de celui du principal établissement, lorsque l'un et l'autre sont situés en France, paraît inspiré d'un système diamétralement opposé; et qu'au surplus, le caractère confus et l'insuffisance doctrinale des discussions auxquelles la rédaction du texte a donné lieu ne permettent pas d'en tirer un argument décisif dans un sens ou dans un autre.

**1515.** Si les sociétés étrangères peuvent, en principe, être déclarées en faillite en France, il est cependant un cas où la question a soulevé des doutes, et l'existence seule de cette controverse justifie la recherche, dans ce chapitre, du critérium permettant de distinguer une société étrangère d'une société française. Ce cas est celui où la société étrangère n'aurait pas été autorisée à fonctionner en France. On sait qu'aux termes de la loi du 30 mai 1857 (D. P. 57. 4. 75), les sociétés par actions étrangères ne peuvent fonctionner en France et y jouir de la personnalité morale qu'à la condition d'avoir obtenu préalablement du gouvernement français un décret d'autorisation, rendu collectivement au profit de toutes les sociétés d'un même pays (V. Lyon-Caen, *De la condition de sociétés étrangères en France*; Thaller, *Journal des sociétés*, 1886, p. 56 et suiv.; Buchère, *Journal de droit internat.*, 1882, p. 37 et suiv.; Arntz, Bastine et Bartels, *De l'existence légale en Belgique des sociétés anonymes étrangères*). — Les créanciers français d'une société étrangère appartenant à un pays dont les sociétés n'ont pas été admises à fonctionner en France pourront-ils demander en France la mise en faillite de cette société? Oui, selon nous; en effet, malgré son irrégularité, cette société a fonctionné en fait, les tiers qui ont traité avec elle doivent donc avoir le droit de la considérer comme régulière toutes les fois que leur intérêt l'exige, et par conséquent de la faire déclarer en faillite. De même qu'une société française, nulle pour inobservation des formes légales, peut cependant être déclarée en faillite, de même et à plus forte raison une société étrangère valablement constituée, mais non reconnue en France, doit pouvoir être déclarée en

fournis au tribunal que la Compagnie des chemins de fer du Nord-ouest de l'Espagne possède à Paris un établissement sis rue Lavoisier, 5, qui a pour mission de recueillir en France des souscriptions au profit de cette Compagnie; qu'elle peut donc être déclarée en faillite en France; — Rejette l'exception; en conséquence, retient la cause; — Et attendu que la Compagnie défenderesse n'a pas conclu au fond; — Donne contre elle aux demandeurs, ce requérant, défaut, et pour le profit, statuant d'office; — Attendu qu'il ressort des documents fournis au tribunal que la Compagnie défenderesse est en état de cessation de paiements; qu'il y a lieu, dès lors, de la déclarer en état de faillite ouverte; — Déclare la Compagnie du chemin de fer de Palencia à Pouferrada ou du Nord-ouest de l'Espagne, société anonyme, ayant son siège à Paris, rue Lavoisier, 5, en état de faillite ouverte; — Fixe provisoirement au 28 févr. 1876 la date de la cessation des paiements de ladite Compagnie. — Appel par la Compagnie du nord-ouest de l'Espagne.

La cour; — Considérant que conformément à ses statuts approuvés le 19 mai 1862, la Compagnie des chemins de fer du Nord-ouest de l'Espagne a, indépendamment de son siège social qui est fixé à Madrid, une succursale à Paris pour la plus grande facilité de ses opérations financières; qu'il y a été constitué, successivement, en différents quartiers, et en dernier lieu rue Lavoisier, 5, un comité d'administration composé d'un certain nombre de membres faisant partie intégrante du conseil; que ces agents et représentants de la Compagnie y ont effectivement passé, en son nom, avec des tiers, citoyens français, différents traités, concernant notamment la négociation de ses obligations expressément stipulées remboursables, en capital et intérêts, soit à Madrid, soit à Paris; que, si l'établissement de cette succursale ou agence d'administration peut ne pas être considéré comme emportant la constitution, à Paris, d'un second siège social également principal, il demeure constant que la Compagnie y a contracté envers des Français les engagements à raison desquels elle est actuellement poursuivie; — Considérant qu'aux termes de l'art. 14 c. civ., l'étranger, même non résident en France, peut être cité et traduit devant les tribunaux français pour

l'exécution des obligations par lui contractées envers un Français, soit en France, soit en pays étranger; que la Société des chemins de fer du Nord-ouest de l'Espagne, régulièrement établie d'après la loi de son pays d'origine, constituée une personne juridique, ayant son existence propre comme tout individu étranger; qu'elle tombe ainsi sous l'application des dispositions précitées; — Considérant que les expressions dont se sert l'art. 14 c. civ. pour définir le droit d'action qui compete au Français contre son débiteur étranger, même non résident en France, ont le sens le plus général et le plus étendu; qu'elles comprennent dans leur généralité le droit de citer et de traduire l'étranger devant les tribunaux français, non seulement aux fins d'obtenir reconnaissance de la dette et condamnation, mais encore aux fins d'assurer l'exécution de l'obligation par toutes les mesures qu'il appartient à la justice d'ordonner, notamment par une déclaration de faillite, si l'étranger est commerçant; qu'en disposant que tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite, l'art. 437 c. com. pose un principe d'ordre public et de police applicable indistinctement à tout commerçant, français ou étranger, qui est soumis à la juridiction française pour l'exécution de ses engagements; que si, au cas de société, l'art. 438 c. com. dispose que la déclaration de faillite a lieu au siège de son principal établissement, l'art. 14 c. civ. y fait virtuellement exception, comme aux dispositions de l'art. 59 c. proc., d'après lesquelles le défendeur doit être cité devant le tribunal de son domicile ou de sa résidence; que le jugement par lequel les tribunaux français déclarent la faillite d'un commerçant étranger, bien qu'il n'ait force exécutoire qu'en France, comme celui, d'ailleurs, qui déclare la faillite d'un commerçant français, ne laisse pas que de produire dans ces limites territoriales tous les effets utiles qui y sont attachés, en ce qui concerne le dessaisissement du failli, la conservation et la réalisation du gage commun, la distribution de l'actif entre les créanciers, suivant leurs droits, et enfin la protection de la masse contre tous actes que la loi répute frauduleux; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, etc.

Du 17 juill. 1877.-C. de Paris, 1<sup>re</sup> ch.-MM. Larombière, 1<sup>er</sup> Ducreux, av. gén.-Lentz, Brizard et Beaupré, av.

faillite à la requête des créanciers français. Comp. Pic, p. 223; V. au surplus *infra*, v<sup>o</sup> Société.

ART. 2. — *Particularités de la faillite des étrangers. — Droits des créanciers étrangers.*

**1516.** Si les étrangers peuvent, comme les Français, être déclarés en faillite par les tribunaux français, ce n'est pas à dire toutefois qu'ils doivent être complètement assimilés aux Français. C'est ainsi qu'il a été jugé que le bénéfice de l'affranchissement de la contrainte par corps à l'égard des créanciers de la faillite que l'art. 539 c. com. accorde au failli dans le cas où il est déclaré excusable, n'est pas applicable au commerçant étranger dont la faillite a été prononcée en France (Paris, 22 févr. 1861, aff. Boiteux, D. P. 61. 2. 77; Trib. com. Seine, 7 sept. 1865, aff. Aché et comp., D. P. 66. 3. 80). Mais cette solution ne saurait être admise depuis que la loi du 22 juill. 1867 a supprimé la contrainte par corps en matière civile et commerciale et contre les étrangers.

Il convient d'observer, d'autre part, au sujet de la faillite des étrangers, que les créanciers d'un failli qui poursuivent, par l'intermédiaire du syndic, la rentrée de ses créances, ne sauraient être admis à se prévaloir, à raison de leur condition personnelle, d'avantages que le failli lui-même ne serait pas autorisé à invoquer; en conséquence, si le failli est étranger, le syndic ne peut poursuivre devant les tribunaux français les débiteurs étrangers, quoique les créanciers soient Français en majeure partie, et le syndic également Français (Civ. rej. 12 janv. 1875, aff. Syndic Lethbridge, D. P. 76. 1.3 17. Comp. Bravard et Demangeat, t. 5, p. 74; Delamarre et Lepoitvin, t. 6, n<sup>o</sup> 76; Boistel, p. 694; Alauzet, t. 7, n<sup>o</sup> 2452).

**1517.** Les créanciers étrangers sont, en principe, assimilés aux créanciers français. Ils ont donc le droit de provoquer la déclaration de faillite de leur débiteur français ou étranger. Toutefois, comme les étrangers, à moins d'être admis à établir leur domicile en France, n'ont pas le bénéfice de l'art. 14, un créancier étranger ne pourrait demander devant un tribunal français la faillite de son débiteur, si celui-ci n'était pas domicilié en France ou n'y possédait pas tout au moins un établissement commercial (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n<sup>o</sup> 3137). Dans la faillite, ils sont sur un pied absolu d'égalité avec les créanciers français. — Les lois autrichienne (art. 51) et hongroise (art. 71) n'accordent, au contraire, aux créanciers étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux que sous condition de réciprocité. La proposition Saint-Martin établissait ce régime de réciprocité, mais la commission de 1884 s'est prononcée nettement contre cette innovation, par les motifs que voici : « Ce sont là des principes nouveaux, absolument contraires à notre loi actuelle qui admet les créanciers étrangers à concourir aux distributions comme les nationaux, qui prend soin de faire mettre en réserve la part de ces créanciers et leur accorde tous les délais nécessaires pour faire valoir leurs droits. Doit-on se départir de l'esprit de large équité qui inspire la loi française? Votre commission ne l'a pas pensé. Sans doute la réciprocité existe dans quelques-uns de nos plus importants traités diplomatiques, et l'on peut même dire que l'art. 14 c. civ. lui a fait une large part en édictant que les étrangers jouiraient en France des droits civils qui sont accordés dans leur pays aux Français. Mais ce que l'on comprend, quand il s'agit de l'ensemble des droits civils, ne s'explique guère quand il s'agit des conséquences de l'exercice du commerce. L'étranger qui trafique en France concourt à la prospérité de ce pays, les nationaux profitent du fruit de ce travail; de même, les marchandises qui composent l'actif du commerçant français, l'argent qui est en distribution ont été fournis en partie par les créanciers étrangers; pourquoi leur faire, contrairement à l'équité, un sort moins favorable que celui des Français qui supportent avec eux le même malheur? Les auteurs de l'amendement et de la proposition Saint-Martin ont cédé à un sentiment assurément bien excusable. Ils ont cru que la loi allemande édictée en 1877, excluait les étrangers des distributions de deniers faites dans les faillites, et ils se sont demandé pourquoi on n'agirait pas en France avec la même rigueur. Il suffit, pour leur répondre, de constater que l'art. 4 de la loi allemande du 10 févr. 1877, qui ne paraît pas avoir été

modifié depuis sa promulgation, admet, en principe, les mêmes droits pour les créanciers étrangers que pour les Allemands. Toutefois, ajoute-t-il, le chancelier de l'Empire peut, avec l'assentiment du conseil fédéral, ordonner l'application d'un système de représailles envers les personnes de nationalité étrangère. La précaution contenue dans la dernière partie de cet article est absolument inapplicable à la législation française, dont le principe est l'égalité entre tous les créanciers, quelle que soit leur nationalité. Au surplus, l'exécution de l'art. 3 du projet de M. Saint-Martin serait bien difficile. Il ne suffit pas, en effet, de décréter la réciprocité d'une manière générale pour qu'elle soit aisément appliquée. La connaissance des lois françaises n'est déjà pas très facile. Que serait-ce si chaque juge-commissaire avait à étudier, avant d'admettre au passif un créancier étranger, la législation des faillites du pays auquel celui-ci appartient. Enfin, dans le cas où une puissance étrangère adopterait, malgré les efforts de notre diplomatie, une mesure dangereuse pour nos nationaux, il serait aisé de modifier, à son égard, et par une disposition spéciale, les principes que nous avons toujours appliqués » (Rapport Laroze, 1884).

SECT. 2. — DES CONFLITS DE LÉGISLATION EN MATIÈRE DE FAILLITE.

ART. 1<sup>er</sup>. — *Unité ou pluralité des faillites en droit international. — Effets en France du jugement déclaratif de faillite étranger.*

**1518.** Quels effets un jugement déclaratif de faillite rendu par un tribunal étranger doit-il produire en France? Son autorité est-elle restreinte dans les limites de l'Etat où il a été rendu, ou doit-on, au contraire, lui attribuer, en France, à défaut de la force exécutoire qui ne saurait appartenir qu'aux jugements français à raison du principe de la souveraineté des Etats, l'autorité de la chose jugée? La question est vivement controversée, surtout en doctrine : elle se rattache elle-même à la question plus générale, de l'effet des jugements étrangers en général. Cette question, qui s'élève sur les art. 2123 c. civ. et 546 c. proc. civ. a donné naissance à trois systèmes principaux. Dans un premier système, on décide que les jugements étrangers ont, en France, autorité de chose jugée, et que les tribunaux français, saisis d'une demande d'exequatur, n'ont d'autre droit que celui de les reviser en la forme et au point de vue de l'ordre public français. Un second système attribue l'autorité de la chose jugée aux jugements étrangers rendus contre les étrangers, et refuse toute autorité aux jugements rendus contre des Français. Enfin un troisième système, consacré par une jurisprudence à peu près constante, dénie aux jugements étrangers toute autorité de chose jugée en France, et confère, en conséquence, aux tribunaux français saisis de demandes d'exequatur, le pouvoir de les reviser au fond, à moins de dispositions contraires contenues dans les traités diplomatiques (V., sur la question générale, *supra*, v<sup>o</sup> Droits civils, n<sup>os</sup> 236 et suiv.; Aubry et Rau, t. 8, § 769 *ter*; Valette, *Mélanges de législation*, t. 1, p. 333; Demolombe, t. 1, n<sup>o</sup> 263; Laurent, *Principes de droit civil*, t. 20, n<sup>o</sup> 4; Dubois sur Carle, note 92).

**1519.** Ces trois systèmes, dans leur application particulière au jugement déclaratif étranger, comptent des partisans. Le second système, toutefois, n'est défendu que par un petit nombre d'auteurs (Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 10; Ripert, *Revue critique*, 1877, p. 705), et aucune décision judiciaire ne paraît s'en être inspirée en notre matière.

**1520.** Le premier système, au contraire, est défendu par une fraction importante de la doctrine, et consacré, à défaut de la jurisprudence française, par plusieurs cours et tribunaux étrangers. C'est le système dit de l'unité ou de l'universalité de la faillite (Carle et Dubois, n<sup>os</sup> 15 et suiv.; Weiss, *Traité élémentaire de droit international privé*, 2<sup>e</sup> éd. 1. 3, chap. 4; Boistel, n<sup>o</sup> 899 *bis*; Despagne, *Précis de droit international privé*, p. 600; Glasson, *Journal du droit international privé*, 1884, p. 126 et suiv.; Esperson, *Journal de droit international privé*, 1884, p. 376 et suiv. V. aussi E. Dubois, Dissertation sous Paris, 7 mars 1878. Certaines législations étrangères ont expressément consacré

le principe de l'universalité de la faillite (1). Les jurisprudences belge et italienne tendent également à s'y rallier (V. en ce sens jugements et arrêts des tribunaux et cours de Belgique, rapportés par M. Humblet, *Journal de droit international privé*, 1880, p. 87; Adde : Gand, 6 mars 1883, aff. Kandal, D. P. 84. 2. 161, et la note; Trib. com. Bruxelles, 12 déc. 1885, *Journal de droit international privé*, 1887, p. 216). Conf. Milan, 15 déc. 1876, aff. Preuss et syndic Hoffmann C. Mack, Wieg et Kreutzer, cité dans le *Journal de droit international privé*, 1878, p. 608... « Attendu, dit cet arrêt, que le principe de l'universalité de la faillite répond au but même de la faillite, qui est de rendre possible une répartition proportionnelle et égale des valeurs actives du failli entre tous les créanciers pour le plus grand avantage du commerce, et qu'il n'est pas en contradiction avec notre législation actuelle, qui tend continuellement à s'affranchir des liens de l'ancienne théorie du domaine éminent (*del dominio eminente*), et qui offre aux autres nations, par les dispositions préliminaires du code civil, l'exemple de la plus grande déférence aux lois étrangères dans le règlement des rapports d'intérêt privé international. » — La cour de Milan pose donc en principe qu'en droit italien la faillite régulièrement déclarée par le tribunal du pays où le failli avait son domicile est *universelle*; d'où il suit : 1° que le dessaisissement qui en résulte s'étend à tous les biens du failli, en quelque pays qu'ils soient situés; 2° que spécialement la faillite d'un établissement principal à l'étranger entraîne celle de ses succursales situées en Italie. Théoriquement, le principe de l'universalité de la faillite est assurément le plus rationnel. — (Sur les traités diplomatiques qui ont, dès aujourd'hui, consacré ce principe, et spécialement sur le traité franco-suisse de 1869, V. *infra*, n° 1530) (2). Mais à défaut de traités, est-il vraiment conciliable avec les principes de notre législation positive? Les auteurs précités l'affirment et font valoir, à l'appui de leur thèse, les considérations suivantes : « En France, la même personne ne peut, à raison des mêmes faits, être déclarée deux fois en faillite. L'unité du patrimoine, affirmée par l'art. 2092 c. civ., conduit en effet nécessairement à l'unité de la faillite (V. *supra*, n° 285 et suiv.). Si deux tribunaux différents, ressortissant à des cours d'appel distinctes, ont prononcé la faillite d'un individu, les opérations de cette faillite doivent être, par voie de règlement de juges, renvoyées devant le tribunal du lieu où était le centre des affaires du failli (V. *supra*, *ibid.*). Pourquoi en serait-il autrement, lorsque la faillite est prononcée à l'étranger? Est-ce en vertu de l'art. 2123 et 2128 c. civ.? Mais ces articles se bornent à déclarer que les jugements étrangers ne sont susceptibles d'exécution qu'autant qu'ils auront été rendus exécutoires par la juridiction française. Or, autre chose est l'exécution, autre chose l'au-

torité de la chose jugée. Exécuter, c'est prendre les mesures nécessaires pour que la décision reçoive effet sur les biens ou la personne du débiteur, c'est donner les ordres nécessaires pour l'application de la sentence. Pour cette application forcée et matérielle, on comprend qu'un *pareatis* soit indispensable, parce que le respect dû à la souveraineté territoriale d'un Etat s'oppose à ce que les magistrats d'un autre Etat donnent des injonctions aux agents de la force publique étrangère sans l'ordre de la puissance à laquelle seule ceux-ci doivent obéir. Mais l'absence de l'*exequatur* peut-elle rendre au failli les droits qu'il a perdus? Empêchera-t-elle qu'en droit son patrimoine soit placé sous l'action légitime du syndic agissant au nom de ses créanciers? L'exécution, c'est le fait; la chose jugée, c'est le droit; chacune a son domaine propre : il faut soigneusement les distinguer. L'art. 546 c. civ. dit aux parties intéressées : « Vous ne pourrez procéder à un acte matériel, con- » séquence du jugement rendu à l'étranger, sans une » déclaration exécutoire de la justice française ; mais il ne leur dit pas : « Vous n'accorderez aucune autorité juridique » à ce jugement, tant qu'il n'aura pas été sanctionné par nos » tribunaux ». Il ne saurait leur tenir ce langage, car les jugements ne créent pas le droit, ils le déclarent, ils le mettent en lumière, ils constatent seulement son existence » (V. note, D. P. 83. 1. 65).

1521. Le principe de l'unité et de l'universalité de la faillite entraîne cette conséquence, que le jugement déclaratif de faillite prononcé par le tribunal étranger compétent, c'est-à-dire par le tribunal du domicile du débiteur, aura en France l'autorité de la chose jugée et produira par suite tous les effets ne comportant aucun acte matériel d'exécution. En conséquence, le syndic nommé par la juridiction étrangère sera en France le représentant légal de la masse ainsi que du débiteur; celui-ci sera dessaisi; les poursuites individuelles des créanciers seront arrêtées; les créanciers français ne pourront demander l'ouverture d'une seconde faillite sur les biens de France, puisqu'à cette demande l'on pourrait opposer l'exception de chose jugée; le jugement étranger homologuant le concordat sera opposable aux créanciers français dissidents; enfin, s'il y a lieu de recourir à des mesures d'exécution, le tribunal français saisi de la demande d'*exequatur* ne pourra reviser qu'en la forme le jugement étranger.

1522. Mais le système contraire, d'après lequel le jugement déclaratif de faillite étranger n'a pas, en principe, autorité de chose jugée en France, prévaut en jurisprudence (Req. 30 nov. 1868, aff. Bischoffsheim, D. P. 69. 1. 194; Aix, 15 mars 1870, aff. Chatteris, D. P. 70. 2. 204; Paris, 22 févr. 1872, aff. Debbeld, D. P. 72. 2. 107; Lyon, 1<sup>er</sup> juin 1872, aff. Fermo-Conti, D. P. 73. 5. 93; Paris, 7 mars 1878 (3); Trib.

(1) Loi allemande du 10 févr. 1877, art. 207 : « Si un débiteur sur le patrimoine duquel une faillite a été déclarée à l'étranger possède des biens dans l'Empire, l'exécution forcée sur ces biens peut avoir lieu ». — Art. 208-4° « Quand une faillite sera déclarée à l'étranger, il ne sera pas nécessaire de prouver l'insolvabilité pour l'ouverture de la faillite en Allemagne ». Q. Fitting, *Commentaire de la loi allemande*, § 57. V. aussi arrêt du tribunal suprême de l'Empire du 6 juill. 1886, *Journal de droit international privé*, 1888, p. 110. V. cependant sur la portée exacte du principe formulé par la loi allemande : Thaller, t. 2, p. 358, et Beauchet, note sous un arrêt du tribunal supérieur hanseatique du 30 avr. 1886, *Journal de droit international privé*, 1887, p. 87. La jurisprudence anglo-américaine (Westlake, *Revue de droit international* 1874, p. 399) ainsi que la loi autrichienne de 1868 (§ 61) admettent aussi l'extraterritorialité de la faillite, mais uniquement pour les valeurs mobilières qui en dépendent (V. aussi arrêt cour suprême d'Autriche, 11 juin 1884, *Journal de droit international privé*, 1888, p. 126). — Enfin le projet de loi hollandais sur les faillites consacre aussi le principe de l'universalité (V. *Annales de droit commercial*, 1887, t. 339, et Asser, *Revue de droit international*, 1887).

(2) Signalons ici, à ce propos, les vœux du congrès juridique italien réuni en 1880 à Turin sous la présidence de M. Mancini : « Le Congrès, considérant que l'intérêt du commerce exige que les effets de l'état de faillite ne soient pas restreints au territoire d'un seul pays; mais que la diversité des législations sur la faillite rend difficile la formation d'une loi unique internationale sur les faillites, est d'avis, tout en faisant des vœux pour une législation commune sur la matière, qu'il convient quant à présent de

se borner au système d'une ou de plusieurs conventions internationales, dont les bases essentielles seraient :

1° Compétence *exclusive* du tribunal du lieu où le commerçant a son principal établissement commercial;

2° Autorité de la chose jugée reconnue aux jugements déclaratifs rendus par les tribunaux de chaque Etat cocontractant sur le territoire de tous les autres;

3° La capacité du failli sera réglée d'après la loi du lieu de la faillite;

4° La détermination des droits réels susceptibles de s'exercer à l'encontre de la faillite sera faite, conformément aux principes du droit international, par la loi du lieu de la situation des biens grevés du droit;

5° Le traité pourra se restreindre quant à présent à la faillite des commerçants ».

(3) (Syndic White C. Hoffmann.) — Le sieur Hoffmann, négociant à Londres sous la raison sociale J.-A. Hoffmann and Co avait fondé des succursales à Paris, Milan et Hambourg. Le 21 mars 1876, à la requête des créanciers anglais, la cour des faillites de Londres le déclara en faillite et choisit White pour administrateur des biens. — Le 22 mars 1876, le tribunal de commerce de la Seine déclarait à son tour, d'office, la faillite d'Hoffmann pour les affaires de la succursale de Paris, et nommait M. Lamoureux syndic de cette faillite. — Le 24 mars, White forma tierce opposition à ce jugement, prétendant que la faillite prononcée au siège social à Londres était seule valable. Le tribunal de commerce de la Seine le débouta de son opposition par un jugement en date du 13 oct. 1876. White demanda alors au tribunal civil de la Seine de déclarer le jugement anglais



civ. Seine, 16 déc. 1882, *Journal des faillites* 1883, p. 11; Civ. cass. 17 juill. 1882, aff. Lancel, D. P. 83. 1. 65 (motifs). Conf. Aubry et Rau, t. 8, § 769 *ter*; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 932; Thaller, t. 2, p. 340, n° 224; Bard, *Journal des faillites*, 1883, p. 459 et suiv.; Asser et Rivier, n° 422 et suiv.; Pic, p. 215 et suiv.).

Le système consacré par la jurisprudence peut se justifier par deux ordres de considérations : considérations pratiques, arguments de texte. — Sous le premier point de vue, l'on fait observer que, dans l'état actuel du droit, et en raison des divergences qui divisent encore les différentes législations en matière de faillite, il serait bien difficile à

exécutoire en France; mais le 26 juill. 1877, le tribunal repoussa sa demande par un jugement ainsi conçu : — « Attendu que White demande que le tribunal déclare exécutoire en France un arrêt de la cour des faillites de Londres, du 15-21 mars 1876, qui l'a nommé à l'effet d'administrer les biens et affaires d'Hoffmann déclaré en faillite, et d'en prendre possession; — Attendu que Lamoureux soutient que la demande de White est non recevable, par ce motif que la faillite de Hoffmann a été déclarée en France, suivant jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 22 mars 1876; que White, ayant formé tierce opposition à ce jugement, en a été débouté par jugement du même tribunal, du 13 oct. suivant, et que l'appel interjeté par le demandeur contre cette décision étant pendant devant la cour, il y a lieu de surseoir à statuer sur la demande d'*exequatur* jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur l'appel; — Mais attendu que White, en demandant que le tribunal déclare exécutoire l'arrêt de la cour de Londres, ne fait qu'user de la faculté résultant de l'art 546 c. proc. civ.; que si la décision à intervenir sur ce point peut réfléchir sur la situation de la faillite déclarée en France, la demande n'a pas identiquement le même objet que l'instance pendante devant la cour d'appel, puisque, devant cette juridiction, il ne s'agit pas de l'*exequatur* de la sentence étrangère; — Au fond : — Attendu que la demande de White a pour but de lui permettre de prendre possession de l'actif existant en France de la faillite de Hoffmann qui avait un établissement commercial à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 2; mais que cette demande ne peut être accueillie qu'autant qu'elle ne porterait pas atteinte aux droits que les créanciers français tiendraient de la loi, de faire prononcer eux-mêmes la faillite par la juridiction nationale; — Attendu que les dispositions légales en matière de faillite ayant pour objet de donner une sanction aux obligations imposées aux commerçants, touchent à l'ordre public et constituent sous ce rapport une loi de police applicable aux étrangers en France, quel que soit d'ailleurs leur domicile, aux termes de l'art. 3 c. civ.; — Que d'autre part, l'art. 14 du même code, en vue de protéger les nationaux, attribuant compétence de la manière la plus générale aux tribunaux français, pour connaître de l'exécution des obligations contractées par un étranger envers un Français, il en résulte que ceux-ci sont fondés à poursuivre en France, contre l'étranger qui a cessé ses paiements, la déclaration de faillite qui n'est qu'un moyen d'assurer l'accomplissement des engagements d'un débiteur; — Attendu qu'en présence de ce principe supérieur d'ordre public et de protection, il importerait peu que Hoffmann, ainsi que le prétend White, ait son établissement à Londres, et que sa maison de Paris n'ait été qu'une succursale; que les raisons que le demandeur invoque au sujet des avantages de l'indivisibilité de la faillite ne sauraient prévaloir contre les dispositions des articles susvisés; que l'art. 438 c. com. n'a nullement entendu déroger aux règles générales de compétence à l'égard des étrangers; — Attendu que l'exécution en France de la sentence de la Cour des faillites de Londres, devant avoir pour conséquence de faire grief aux droits des créanciers français, en ce qui concerne la faillite de leur débiteur, il en résulte qu'il n'y a lieu d'accorder l'*exequatur*, alors surtout que Lamoureux, en sa qualité de syndic, a déjà procédé aux mesures préliminaires de la faillite, mesures que ne pouvait entraver la sentence étrangère, qui, n'ayant pas été rendue exécutoire en France, était légalement sans efficacité; — Par ces motifs, déclare White mal fondé en sa demande, etc. »; — Appel par White. — M. l'avocat général Hemar a présenté les conclusions suivantes :

« Sur la question de savoir si la sentence anglaise, quoique non revêtue de l'*exequatur*, établissait la qualité de White pour ester au nom de la masse, devant la justice française, le juge du premier degré répond par une solution affirmative que j'approuve. La résistance de Lamoureux repose, en effet, sur une erreur de droit. Si l'on a soutenu autrefois que le jugement étranger déclarant une faillite était absolument dépourvu de valeur en France, cette doctrine ne compte plus aujourd'hui de partisans, car elle procède d'une interprétation évidemment inexacte des art. 2123, 2128 c. civ., et 546 c. proc. civ. Les règles de la souveraineté s'opposent, il est vrai, à ce que le contrat passé à l'étranger donne hypothèque en France. Elles ne per-

mettent pas davantage que le jugement étranger reçoive exécution forcée et confère l'hypothèque judiciaire sur notre territoire. Mais, ces réserves faites, faut-il décider qu'ils sont dépourvus de toute efficacité? Non, la règle *locus regit actum* impose une autre solution. Rendus ou passés en conformité du statut local, ces contrats ou ces jugements font preuve de leur contenu. Ils établissent l'existence du concours de volontés d'où résulte le lien obligatoire. Ils constatent la décision rendue, les déclarations faites, ainsi que les mandats donnés par autorité de justice. De même que l'instrument conventionnel prouvera la vente ou le louage, de même l'expédition régulière du jugement établira, jusqu'à preuve contraire, que tel tuteur a été donné au mineur ou à l'interdit, et tel curateur au prodigue. Ces propositions, aujourd'hui incontestées, appartiennent à une doctrine plus générale, qui s'appuie sur les art. 47 et 170 c. civ. On sait d'ailleurs que, par argument de l'art. 3 du même code, nous recevons et nous appliquons en France, sans *exequatur*, les actes relatifs au statut personnel de l'étranger. Dans cette direction d'idées, il convient d'envisager le jugement étranger portant déclaration de faillite, comme établissant la cessation des paiements, l'existence du mandat judiciaire donné au syndic à l'effet de représenter la masse. Ce syndic sera donc fondé à se présenter en cette qualité à la barre de la justice française, pour y solliciter ses arrêts, et, s'il y a lieu, les mettre à exécution. Telle est, d'ailleurs, la doctrine que la cour de cassation a consacrée dans l'arrêt suivant : « Attendu qu'il ne s'agissait « point au procès d'exécuter en France la décision du tribunal « suédois, mais de constater un fait résultant de cette décision, à « savoir que Rozycki avait été déclaré en faillite, et que Nolin et « Ahlström avaient été nommés syndics, et comme tels chargés « de représenter les créanciers du failli; — Attendu que ce fait de « la déclaration de faillite et de la nomination des syndics n'a été « contesté ni en première instance, ni en appel, d'où il suit que le « premier moyen manque en fait » (Civ. rej. 21 juin 1870, aff. de Jeanson, D. P. 71. 1. 294). — Il est inutile, je crois, d'ajouter qu'il appartiendrait toujours aux intéressés de contester le caractère des décisions étrangères, de prétendre, par exemple, que le fait qualifié cessation de paiements n'équivalait pas à la faillite française, et que la qualité conférée au syndic étranger n'emporte pas la collation des pouvoirs que notre législation confère aux représentants de la masse créancière. Mais nulle controverse n'étant soulevée à cet égard, la force probante du jugement étranger reste complète. C'est donc à bon droit que le tribunal de commerce a reçu en la forme White comme tiers opposant, sa qualité de syndic d'une faillite anglaise étant attestée par une sentence, dont la preuve littérale était régulièrement rapportée. Le jugement attaqué est donc correct. Il y a lieu de l'approuver également quant au fond. Que voulait White? Il se proposait de concentrer entre ses mains, en exécution de la décision de la cour des faillites de Londres, tout l'actif français et de le réunir à l'actif anglais, pour en faire une seule et même masse. Or, n'était-ce pas là un acte d'exécution en vertu d'une décision judiciaire non reconnue par la souveraineté française? White devait donc être repoussé à raison du défaut d'*exequatur*. C'est ce que les premiers juges ont fait. Leur décision est juridique et doit être confirmée. Repoussé par le tribunal de commerce, White s'est adressé au tribunal civil pour lui demander de déclarer exécutoire la sentence de la cour de Londres. On s'explique donc difficilement l'appel dont la sentence commerciale est l'objet. En la forme, le syndic anglais avait triomphé. Il avait, il est vrai, succombé au fond; mais il se mettait en mesure d'obtenir l'*exequatur* dont le défaut avait motivé son insuccès, reconnaissant ainsi qu'il avait été bien jugé sur ce point. Toutefois, l'instance portée devant le juge civil n'a pas le caractère d'un acquiescement régulier. Il fallait donc examiner le mérite du premier jugement. J'arrive maintenant au second jugement. Le tribunal civil a été saisi par une assignation donnée à Lamoureux le 4 déc. 1876. White, persistant dans son attitude initiale, déclare agir « afin de concentrer en une seule main l'actif et le « passif, et faire une égale répartition entre tous les créanciers, « sans distinction de nationalité ». Le tribunal, par jugement du 26 juill. 1877, a refusé d'accorder l'*exequatur* demandé. La thèse, développée devant les premiers juges au nom de White et repoussée par eux, est celle de l'indivisibilité et de l'universalité

un étranger qui avait un établissement commercial en France lui ont fait crédit, non en vue des biens qu'il pouvait posséder à l'étranger et sur la consistance desquels ils étaient mal renseignés, mais en vue des biens qu'il a acquis en France. Ils ont en quelque sorte stipulé en vue d'un gage spécial, d'où le droit qui leur est reconnu de pratiquer des poursuites et des saisies en France nonobstant la faillite déclarée à l'étranger, ou même d'obtenir d'un tribunal de commerce français une nouvelle déclaration de faillite.

Le même système trouve un point d'appui très résistant dans les textes, spécialement dans l'art. 14 c. civ., qui confère aux créanciers français le droit d'assigner leurs débiteurs étrangers, même non résidant en France, devant les tribunaux français. A cet égard, la loi française se différencie nettement des législations étrangères, spécialement de la loi italienne, dont une disposition expresse (art. 941, c. civ. italien) consacre, au contraire, le principe de l'autorité de la chose jugée des jugements étrangers en Italie, principe duquel les tribunaux italiens ont logiquement

conclu à l'adoption, en droit italien, du système de l'unité de la faillite.

**1523.** Le système admis par la jurisprudence conduit, logiquement, aux conséquences suivantes :

1° Les créanciers conservent en France, nonobstant la faillite déclarée à l'étranger, le droit de faire déclarer à nouveau la faillite de leur débiteur par un tribunal français (Paris, 7 mars 1878, *supra*, n° 1522; Bordeaux, 25 mars 1885, aff. Stein, D. P. 88. 2. 290; Paris, 10 nov. 1886, aff. Gerson, *ibid.*, et auteurs cités *eod. loc.* — *Contrà* : Weiss, Carle sur Dubois, *loc. cit.*). D'où il suit que le syndic étranger ne peut anéantir, par sa tierce opposition, les effets du jugement français déclaratif d'une nouvelle faillite, et ce, alors même que l'étranger aurait son principal établissement dans son pays, et ne posséderait en France qu'une succursale (Arrêt précité du 7 mars 1878). A plus forte raison, les créanciers conservent-ils en France, nonobstant le jugement déclaratif de faillite étranger, leur droit de poursuite individuelle contre le débiteur (Req. 12 nov. 1872, aff. *The Imperial Land Company of Marseilles*, D. P. 74. 1. 168, Bordeaux 2 juin

de la faillite envisagée comme principe de droit international privé. Elle est très controversée, aussi bien en France qu'à l'étranger. Je dois d'abord en préciser la portée. Elle a pour point de départ cette règle, admise par toutes les législations dignes de ce nom, qui est écrite dans les art. 2092 et 2093 c. civ. : « Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers ». On est ainsi conduit à affirmer l'unité du patrimoine et l'universalité du gage qu'il constitue; chaque débiteur n'a qu'un seul patrimoine, et ce patrimoine unique répond en même temps et de l'ensemble des dettes, et de chacune d'elles en particulier. Donc, un commerçant ayant plusieurs établissements, ne peut être en faillite dans l'un d'eux et rester *integro status* dans les autres. Cesse-t-il ses paiements sur un point? L'insolvabilité n'est pas partielle, mais s'étend à tout le commerce. Ce commerçant est en faillite partout et n'est qu'une fois en faillite, parce que le gage étant universel, son insuffisance engendre une insolvabilité générale. De ce principe, il résulte que le siège d'une faillite est au domicile du failli. En effet, la masse créancière se trouve, par le fait de la faillite constituée, à l'état de personne morale, et substituée à l'individualité du failli qu'elle continue. Elle est là où était le failli. Il en résulte encore que l'insolvabilité étant générale et indivisible, la liquidation, qui en est la conséquence, est également indivisible, en ce sens qu'elle a pour but une réalisation unique, ainsi qu'une répartition basée sur une seule et même proportionnalité, sans distinction de personne ou de localité. Ces déductions doctrinales sont absolument incontestables, si on les limite à l'hypothèse d'un commerçant exploitant un établissement principal et des succursales relevant sans exception de la souveraineté française. Elles conduisent, au point de vue pratique, à concentrer toutes les opérations d'une faillite française au domicile du failli, et à en soumettre le contentieux à la juridiction de ce domicile. Dans ces limites, elles s'appuient sur des textes précis du droit positif. Il me suffira de citer l'art. 59, § 7, c. proc. civ., qui porte que le défendeur est assigné, en matière de faillite, devant le juge du domicile du failli, combiné avec l'art. 635 c. com., qui constitue la compétence générale des tribunaux de commerce à cet égard et l'art. 438 du même code, qui décide que le dépôt du bilan doit être fait au greffe du domicile du failli, et toutes les dispositions du titre de la faillite qui organisent l'unité de la liquidation. Faut-il donner la même décision dans l'hypothèse actuelle, où l'établissement principal est situé dans un Etat et la succursale dans un autre Etat? S'il en était ainsi, il faudrait dire avec White que la faillite déclarée au domicile anglais anéantit les faillites française, italienne et allemande; que tout l'actif doit être concentré au domicile anglais, et que l'action des législations et des juridictions autres que la législation ou la juridiction anglaises sera suspendue. Cette solution compte pour elle l'autorité de la logique poussée à outrance, si la logique à outrance, en pareille matière, n'est pas elle-même une première cause de danger. Or, ce danger n'est pas le seul. N'est-il pas permis, en effet, de s'effrayer en pensant à la situation ainsi faite aux nombreux créanciers français? Privés de la protection du pouvoir local, ils seront obligés de s'adresser à un pouvoir étranger, qui ne sera peut-être pas toujours aussi rassurant que le pouvoir anglais; ils devront faire valoir leurs droits à une distance souvent considérable de leur domicile, au prix de dépenses qui grèvent une créance déjà compromise. Ils verront ainsi tout l'actif qui leur avait inspiré confiance et qui était leur gage, émigrer vers des régions étrangères et échapper à leur surveillance. A-t-on réfléchi, d'ailleurs, aux difficultés absolument insurmontables que soulève, au point de vue pratique, la faillite envisagée comme un *judicium universale* dans le sens international? Que décider dans le cas où deux juridictions, étrangères l'une à l'autre, sont en

désaccord sur le domicile du failli? Qui tranchera le conflit, si les tribunaux français et les tribunaux étrangers affirment en même temps leur compétence exclusive? Veut-on provoquer la création d'une haute-cour internationale? Soit. Mais que faire en attendant que les nations se mettent en mouvement pour réaliser ce rêve? Il n'est même pas bien certain qu'elles s'y préparent en ce moment. Aussi la controverse est-elle très vive en France et à l'étranger, en ce qui touche cette partie de la doctrine. A l'étranger, les auteurs et les tribunaux sont loin d'être d'accord, et l'on ne peut dire dans quel sens se dessine le mouvement. Les décisions suisses, italiennes ou allemandes, sont extrêmement divergentes (Voir G. Carle et E. Dubois, *La faillite dans le droit international privé*, p. 38, notes 45, 46; p. 40, note 49; p. 74, à 78, notes 84 à 91). En France, la discussion n'est pas moins animée dans le milieu scientifique où s'agitent les questions de droit international privé. Pour soutenir l'opinion du syndic White, on invoque l'art. 59, § 7, c. proc. civ. Cet article édicterait une véritable règle de droit des gens, et, dans la cause actuelle, ces expressions de la loi « le domicile du failli » désigneraient la ville de Londres. C'est là que serait fixé le *forum dejectionis*. En sens contraire, on argumente de l'art. 14 c. civ., qui confère aux Français le droit d'assigner l'étranger devant les tribunaux français, pour engagements contractés en France ou à l'étranger. C'est en s'appuyant sur ce texte que Lamoureux soutient, au nom de la masse, qu'il a contracté avec Hoffmann, sujet étranger, et qu'Hoffmann étant devenu insolvable, il l'a appelé devant les tribunaux français pour faire régler les conséquences de son insolvabilité. A ce point de vue, la compétence générale des tribunaux français fait échec au principe de l'indivisibilité et de l'universalité de la faillite, et s'oppose à ce que la justice française se dessaisisse. On ne persuadera jamais un interprète sérieux de la loi que ces deux textes soient en état d'antinomie. L'art. 14, c. civ., si imprudemment attaqué par une certaine école, appartient à la loi générale; la disposition qu'il édicte a pour but incontestable le règlement de certaines relations internationales. Quant à l'art. 59 c. proc. civ., il tranche une question de compétence entre les tribunaux français. C'est vainement que l'on y chercherait une dérogation à l'art. 14, c. civ. ».

LA COUR; — Vu la connexité, joint les appels; — En ce qui touche le jugement du 13 oct. 1876 : — Considérant, en premier lieu, que les premiers juges, après avoir constaté à bon droit que White justifie de sa qualité de syndic de la faillite Hoffmann et comp., ont omis de déclarer dans le dispositif de leur jugement qu'ils recevaient White intervenant en ladite qualité; qu'il y a lieu de réparer cette omission; — Considérant, en second lieu, que la qualité de White étant ainsi justifiée et constatée, il appartenait aux premiers juges de statuer, non sur la recevabilité, mais sur le bien fondé de la tierce opposition, et que c'est à tort qu'ils ont déclaré la tierce opposition de White non recevable; qu'il y a lieu de rectifier sur ce point les motifs et le dispositif du jugement dont est appel; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, en ce qu'ils ont refusé de statuer sur l'exécution de l'arrêt de la cour des banqueroutes, en date du 15 mars 1876; — En ce qui touche le jugement du 26 juill. 1877 : — Adoptant les motifs des premiers juges; — Par ces motifs, met les appellations au néant, et le jugement du 13 oct. 1876 au néant, en ce que les premiers juges ont déclaré la tierce opposition de White non recevable; — Emendant, reçoit en la forme White intervenant en sa qualité de syndic de la faillite Hoffmann et comp. — Déclare White mal fondé dans sa tierce opposition, l'en déboute, le jugement au résidu sortant effet, etc. Du 7 mars 1878. -C. de Paris, 2<sup>e</sup> ch.-MM. Puget, pr.-Hemar, av. gén. - Clunet et Beaupré, av.

1874, aff. Changeur, D. P. 75. 2. 209; Trib. com. Seine, 29 juin 1881, aff. Viellard-Migeon, D. P. 83. 3. 40)... et spécialement celui de pratiquer en France des saisies-arrests au préjudice de leur débiteur déclaré en faillite à l'étranger (Aix, 15 mars 1870, aff. Chatteris, D. P. 70. 2. 204; Paris, 13 août 1875, *Journal du droit international privé*, 1877, p. 40).

2° Quant à sa personne, le failli n'est frappé d'aucune incapacité politique. La question, du reste, ne saurait être contestée en présence du texte du décret du 2 févr. 1852 sur l'élection des députés (art. 15-17°, D. P. 52. 4. 49 et de la loi du 8 déc. 1883 sur l'élection des juges consulaires (art. 2-8°, D. P. 84. 4. 9), qui s'accordent à refuser aux jugements de faillite rendus à l'étranger et non déclarés exécutoires en France tout effet sur la capacité électorale des citoyens français.

La même solution doit être donnée, par identité de motifs, au sujet des autres incapacités attachées à l'état de faillite, telles que l'incapacité d'être juré, l'exclusion de la Bourse (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 930, note 2. — *Contrà* : C. cass. Belgique, 21 mars 1883, aff. Peltzer, *Pasicrisie belge*, 1883. 1. 72; Weiss, *loc. cit.*; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 13. Comp. *suprà*, v° Droits civils, n° 278).

3° Quant à ses biens meubles ou immeubles situés en France, le débiteur déclaré en faillite par un tribunal étranger n'est pas dessaisi. Il conserve le droit de les administrer et d'en disposer, et les actes par lui faits relativement à ces biens ne peuvent être annulés par les tribunaux français (Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 930; Despagnet, p. 615 et suiv.; Ruben de Couder, v° Faillite, n° 135. — *Contrà* : Weiss, *Annales*, 1888, 2. p. 171; Carle et Dubois, p. 54; Demolombe, t. 1, p. 103; Aubry et Rau, t. 1, § 31, notes 35 et suiv.).

1524. Pour que ces différents effets — impossibilité de déclarer une nouvelle faillite, suspension des poursuites individuelles, incapacités, dessaisissement — soient produits en France par un jugement déclaratif de faillite émané d'une juridiction étrangère, ce jugement doit y être préalablement déclaré exécutoire par l'autorité judiciaire compétente (Comp. *Rép.* v° Droits civils, n° 276 et suiv.). Mais le tribunal français saisi de la demande d'*exequatur* a le droit de la reviser au fond. Il doit même refuser l'*exequatur* dans certain cas, notamment dans le cas où, postérieurement à la faillite de l'établissement principal prononcée par le juge étranger, un tribunal de commerce français a déclaré la faillite de la succursale située en France; l'exécution en France du premier jugement devant avoir pour conséquence de faire grief aux droits des créanciers français dans l'intérêt desquels la seconde faillite a été déclarée (Paris, 7 mars 1878, aff. Syndic White, *suprà*, n° 1522).

1525. Il est un dernier effet, et non le moins important, qui rationnellement découlerait du principe que le jugement déclaratif de faillite étrangère n'a pas, en France, autorité de chose jugée, à savoir l'impossibilité pour les syndics nommés par le tribunal étranger d'agir en France en cette qualité. Le mandat des syndics étant la conséquence du dessaisissement du débiteur, et celui-ci n'étant pas dessaisi aux yeux de la loi française, il en résulterait nécessairement, semble-t-il, que les syndics étrangers n'ont en France aucun pouvoir, et que non seulement il leur est interdit, jusqu'à ce que le jugement étranger ait été déclaré exécutoire, de procéder à des actes d'exécution, mais qu'ils ne peuvent même pas administrer les biens du failli situés en France, procéder à des actes conservatoires, ni ester en justice au nom de la masse ou du failli (Conf. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 3139).

1526. Mais la jurisprudence, écartant ces déductions logiques dont les inconvénients pratiques étaient manifestes, s'est ralliée à un système mixte d'après lequel le jugement déclaratif de faillite étranger, sans avoir à proprement parler force de chose jugée en France, ferait foi par lui-même du mandat judiciaire donné aux syndics, en sorte que ceux-ci pourraient, sans *exequatur* faire en France des actes conservatoires, recouvrer des créances, voire même ester en justice devant les tribunaux français, tant en demandant qu'en défendant, comme représentants de la masse ou du failli. Jugé en ce sens : 1° que les syndics d'une faillite déclarée en pays étranger peuvent, sans qu'il soit nécessaire que le

jugement déclaratif ait été rendu exécutoire en France, y requérir l'apposition des scellés sur les titres et papiers concernant leur débiteur, alors que cette mesure est sollicitée, non point en exécution du jugement déclaratif de la faillite, ni par application de l'art. 455 c. com., mais en vertu de l'art. 909, § 2, c. pr. civ., et du droit que cet article accorde à tous créanciers de se faire autoriser à cet effet par le président du tribunal de commerce. Mais, en pareil cas, la levée des scellés et l'inventaire doivent avoir lieu sans dessaisissement à l'égard du failli et avec la nomination d'un séquestre (Paris, 20 janv. 1877, aff. Philippart, D. P. 77. 2. 67). — Cette solution doit être approuvée, étant admis le point de départ de la jurisprudence. L'apposition des scellés, pratiquée en vertu du jugement déclaratif, pourrait être envisagée comme un acte d'exécution; mais dès l'instant que le syndic s'était muni de l'autorisation du président du tribunal, assimilée par l'art. 909 c. proc. civ. à la production d'un acte exécutoire, cette mesure se réduisait aux proportions d'un simple acte conservatoire; — 2° Que les syndics étrangers peuvent agir en justice devant les tribunaux français, sans que le jugement ait été préalablement déclaré exécutoire (Civ. rej. 21 juin 1870, aff. de Jeanson, D. P. 71. 1. 294; Paris, 23 mars 1868, aff. de Jeanson, D. P. 74. 5. 264; 22 févr. 1872, aff. Debbeld, D. P. 72. 2. 107; Bordeaux, 2 juin 1874, aff. Changeur, D. P. 75. 2. 209; Paris, 7 mars 1878, aff. Hoffmann, *suprà*, n° 1522; Rennes, 19 févr. 1879, aff. Hanssens, D. P. 79. 2. 65; Toulouse, 17 avr. 1883, *Journal de droit international privé*, 1883, p. 161; Paris, 16 juin 1887, *Annales de droit commercial*, 1888. 1. 36 et 18 févr. 1888; aff. Agostini, *Annales*, 1888. 1. 134. Conf.: Dubois sur Carle, p. 81; Ripert, *Revue critique*, 1877, p. 708 et suiv.; Demangeat sur Bravard, t. 5, p. 12 et 14, note; Massé, t. 2 p. 204; Weiss, *Annales*, 1888, 2. 172; Bonfils, *Compétence des tribunaux français*, n° 245 et suiv. — *Contrà* : Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*; Thaller, t. 2, n° 231. Comp. *suprà*, v° Droits civils, n° 276 et suiv.). Ainsi, le syndic d'une faillite de société par actions déclarée à l'étranger a le droit, en sa qualité de mandataire légal de la masse, d'actionner les débiteurs français de la faillite, et notamment les actionnaires tenus d'un appel de fonds, sans être obligé de se pourvoir au préalable à fin d'*exequatur* (Paris, 18 févr. 1888, précité).

Mais il a été décidé que le syndic nommé par un tribunal étranger est sans qualité pour procéder, à défaut d'*exequatur* de la décision qui le nomme, aux mêmes actes qu'il aurait droit de faire dans le pays où la faillite a été déclarée « lorsqu'il y a contestation sur le fait de la déclaration de faillite ou sur le fait de sa nomination... ou encore sur les conditions de report de la faillite; que ce défaut de qualité est également certain jusqu'à l'*exequatur*, lorsqu'il s'agit d'examiner ou de décider si tels ou tels biens ou valeurs situés en France seront soumis aux effets ou conséquences de la déclaration de faillite prononcée à l'étranger ou du report de cette faillite à une date antérieure à celle qui avait été provisoirement fixée (Trib. civ. Seine, 21 déc. 1877, *Journal de droit international privé*, 1878, p. 376).

1527. En tous cas, les pouvoirs des syndics ne sauraient être contestés par ceux des créanciers français qui ont adhéré volontairement au jugement déclaratif étranger. Jugé, en ce sens, qu'un jugement déclaratif de faillite, rendu en pays étranger, peut être opposé en France à des créanciers du failli, à l'effet, notamment, de faire écarter leur demande d'attribution exclusive de sommes par eux saisies-arrestées, quoique les juges français n'aient point rendu ce jugement exécutoire, si les créanciers contre lesquels la faillite est invoquée l'ont reconnue en y produisant, et en poursuivant en France, contre les syndics, la condamnation au paiement de leurs créances (Req. 30 nov. 1868, aff. Bischoffsheim, D. P. 69. 1. 194). Dans l'espèce, l'état de faillite se trouvait reconnu par l'effet d'un contrat judiciaire qui ne permettait pas à la partie liée par ce contrat de se soustraire aux conséquences de la déclaration de faillite à laquelle elle s'était volontairement soumise, soit à l'étranger, en y produisant, soit en France, en exerçant son action contre les syndics, et non contre le failli personnellement (V. *Rép.* v° Droits civils, n° 427, et *suprà*, eod. v°, n° 276). Les sommes dues en France à la faillite n'étaient donc plus sus-

capitales d'être saisies-arrêtées par d'autres que par les syndics, à la différence du cas où le jugement déclaratif de la faillite aurait dû être considéré en France comme n'existant pas (V. *Rép. v° Droits civils*, n° 467). Elles ne pouvaient, dès lors, être l'objet d'aucun jugement d'attribution, même limité au dividende afférent à la créance du saisissant, les juges de l'ouverture de la faillite ayant seuls compétence pour régler la répartition de l'actif de la faillite entre les créanciers du failli. C'est là une juridiction dont le caractère obligatoire tient à l'indivisibilité des opérations de la faillite, et qui ne peut fléchir ni devant les dispositions de l'art. 420 c. proc. civ., sur la compétence en matière commerciale, ni devant l'art. 567 sur la compétence en matière de demande en validité de saisie-arrêt, puisqu'il n'y a ni contestation relative à un contrat commercial, ni difficulté relative à la répartition d'une somme saisie-arrêtée, mais simple distribution de l'actif d'une faillite, distribution qui ne peut être faite que par les juges investis du pouvoir de connaître de tout ce qui concerne la faillite. — V. *Rép. v° Compétence civile*, n° 128 et suiv.; *Compétence commerciale*, n° 240 et suiv., 444 et suiv. V. aussi *suprà*, *ibid.* Comp. au surplus, sur les pouvoirs des syndics étrangers : *Examen doctrinal*, par M. Chausse, *Revue critique*, 1886, p. 686 et suiv.

1528. En ce qui concerne les actes d'exécution, tous les systèmes s'accordent à dénier aux syndics étrangers le droit d'y procéder sans avoir préalablement fait déclarer le jugement étranger exécutoire par un tribunal français. Cette solution est impérieusement dictée par le principe supérieur de la souveraineté et de l'indépendance réciproque des Etats. Mais il est parfois difficile de déterminer la limite qui sépare l'acte conservatoire de l'acte d'exécution (Comp. *suprà*, v° *Droits civils*, n° 276). La jurisprudence est particulièrement hésitante sur le caractère qu'il convient d'assigner à la *saisie-arrêt*, acte conservatoire dans son principe, acte d'exécution si l'on envisage ses résultats. Jugé, d'une part, que le jugement étranger qui déclare la faillite d'un Français ne peut, tant qu'il n'a pas été rendu exécutoire en France, y être considéré comme un titre autorisant le syndic étranger à pratiquer une saisie-arrêt (Paris, 31 janv. 1873, aff. Egger, v° *Droits civils*, n° 276). — Mais jugé, en sens contraire, que ce droit appartient au syndic (Paris, 19 janv. 1850, aff. Hamel, D. P. 51. 2. 125. Conf. Dubois, sur Carle, note 92; Demangeat, *Revue pratique*, 1856, p. 392; Weiss, *Annales*, 1888, 2. p. 172). Selon nous, la saisie-arrêt est effectivement un acte conservatoire *ab initio*; mais par le fait et au moment de l'assignation en validité, elle se transforme et devient un acte d'exécution (V. : *infra*, v° *Saisie-arrêt*; *Rép. eod. v°*, n° 7; Boitard et Golmet-Daëge, *Leçons de procédure civile*, t. 2, n° 824; Bazot, *Des ordonnances sur requête et des ordonnances de référé*, p. 123). Le syndic étranger ne pourra donc faire cette assignation qu'à la condition d'avoir préalablement, et dans le délai de huitaine de la saisie impartie par la loi pour assigner en validité, obtenu l'*exequatur* du jugement déclaratif.

1529. L'inscription de l'hypothèque de la masse ne pourra également être effectuée par le syndic étranger que lorsque le jugement étranger aura été déclaré exécutoire. A cet égard, l'art. 2123 c. civ. est formel. Il n'est pas moins certain que le syndic étranger sera tenu d'attendre la déclaration d'*exequatur* avant de procéder à la vente des biens du failli situés sur le sol français (Conf. Carle, p. 61; Fiore (trad.

Pradie-Fodéré) p. 567; Weiss, *loc. cit.*). Dans tous les cas où l'*exequatur* est nécessaire, c'est au tribunal civil, juge de droit commun, et non pas au tribunal de commerce, juge d'exception, qu'il appartient de l'accorder (V. *suprà*, v° *Droits civils*, n° 272; Dijon, 17 nov. 1874, *Recueil de Dijon*, t. 9, p. 332; Rennes, 26 déc. 1879, aff. Fitch-Kemps, D. P. 80. 2. 52; Trib. com. Seine, 25 avr. 1890 (1). Conf. Demolombe, t. 1, n° 263; Lachau et Daguin, *De l'exécution des jugements étrangers*, p. 106; Vincent et Pénard, *Dictionnaire de droit international*, v° *Jugement étranger*, n° 107).

1530. Dans toutes les hypothèses précédentes, le tribunal français saisi de la demande d'*exequatur* a le droit, d'après la jurisprudence précédemment exposée, de reviser au fond le jugement étranger (Comp. *suprà*, v° *Droits civils*, n° 236 et suiv.), à moins toutefois qu'un traité diplomatique, conclu entre la France et l'Etat duquel dépend le tribunal qui a rendu le jugement, ne refuse aux tribunaux de chacun des deux pays la faculté de reviser au fond les jugements compétemment rendus par les tribunaux de l'autre Etat, et n'autorise que la révision en la forme. Tel a été précisément l'objet du traité franco-suisse du 15 juin 1869 (D. P. 70. 4. 6). Des termes de ce traité, il résulte que le jugement déclaratif de faillite émané d'un tribunal suisse a, en France, contrairement à la doctrine généralement admise, l'autorité de la chose jugée; et que, par suite, le commerçant dont la faillite a été déclarée par un tribunal suisse ne peut plus être postérieurement, à raison des mêmes faits, déclaré de nouveau en faillite par un tribunal français, bien que le jugement rendu à l'étranger n'ait pas encore reçu force exécutoire en France, et que la faillite prononcée en Suisse ait été close pour insuffisance d'actif, si l'existence n'en est pas contestée (Civ. cass. 17 juill. 1883, aff. Lancel, D. P. 83. 1. 65. V. aussi Conseil général de Berne, aff. Crédit foncier suisse, 20 janv. 1875, D. P. 75. 2. 169. Conf. *suprà*, v° *Droits civils*, n° 280. Comp. sur les effets du traité franco-suisse de 1869, Bernard, *Journal de droit international privé*, 1882, p. 369 et suiv.; Ernest Roguin, *Conflits des lois suisses en matière internationale et intercantonale*.

1531. Mais si ce traité, à ce point de vue, attribue aux jugements français et suisses, sur le territoire des deux Etats contractants, une autorité qui, de droit commun, ne leur appartiendrait pas, en revanche subordonne-t-il (art. 6) à la délivrance de l'*exequatur* le droit pour le syndic de réclamer l'application de la faillite aux biens meubles et immeubles possédés par le failli dans l'autre Etat (V. D. P. 70. 4. 7). On en a conclu que le syndic ne peut, à défaut d'*exequatur*, poursuivre les débiteurs du failli en dehors de celui des deux pays où a été rendu le jugement déclaratif (Chambéry, 18 mars 1885, *Journal de droit international privé*, 1886, p. 82. Conf. Chausse, *Examen doctrinal de la jurisprudence*, *Revue critique*, 1886, p. 687; Martin, *Rapport sur le traité de 1869*, p. 21. Comp. Brocher, *Commentaire du traité franco-suisse*, p. 68; Paris, 8 juill. 1880, aff. Lancel, D. P. 83. 1. 65). Cette interprétation restrictive des droits du syndic est toutefois repoussée par certains auteurs qui, n'admettant pas que le traité de 1869 ait pu interdire au syndic d'exercer des pouvoirs que la jurisprudence lui reconnaît, en l'absence de traités, interprètent la disposition de l'art. 6 en ce sens qu'aucun acte d'exécution proprement dit, tel que les actes tendant à la vente des biens du failli, ne peut être fait par le syndic non muni de l'*exequatur*,

(1) (Théodorides.) — Le TRIBUNAL; — Sur le renvoi *ratione materie*: — Attendu que Théodorides et comp. demandent à ce tribunal d'ordonner que les jugements du tribunal civil de Livourne (Italie) des 11 juill. 1888 et 2 févr. 1889, le premier qui a déclaré en état de faillite ouverte la société Théodorides et comp., et le deuxième qui a homologué le concordat obtenu par cette société, soient exécutoires en France, et opposables aux défendeurs assignés; — Mais attendu que ce tribunal est une juridiction d'exception, et que sa compétence est restreinte aux seuls litiges dont la connaissance lui est expressément dévolue; que, s'il doit connaître de toutes les causes nées de l'état de faillite, il convient de remarquer que la difficulté qui existe entre les parties ne découle pas de la faillite des demandeurs, qui ne requièrent pas de ce tribunal d'examiner et de reviser les causes des créances des défendeurs; qu'en réalité Théodorides et comp. réclament, purement et simplement, une

mesure d'exécution en France de deux jugements rendus par un tribunal étranger, exécution à laquelle s'opposent les défendeurs; d'où il suit que la difficulté, cause du litige, réside bien dans l'impuissance où se trouvent Théodorides et comp. de faire produire effet, en France, aux jugements rendus par le tribunal civil de Livourne, jugement dont ils revendiquent le bénéfice; — Et attendu que la solution du litige comporte nécessairement l'examen des questions de droit public et de souveraineté que soulève une demande d'*exequatur*; que ces questions sont étrangères aux matières désignées dans les art. 631 à 637 c. com.; qu'il s'agit d'ailleurs, d'une exécution de jugements, et qu'il n'importe que ces jugements émanent d'un tribunal français ou d'un tribunal étranger; qu'il s'ensuit que ce tribunal est, à tous égards, incompétent pour connaître de la cause; — Par ces motifs, etc.

Du 25 avr. 1890.—Trib. com. Seine.

- Bonne foi** S. 436; R. 187.  
— actes passés avec le mandataire S. 437; R. 190.  
**Bons du Trésor**  
— dessaisissement S. 418.  
**Bordereau**  
— forme S. 857; R. 573.  
— mention S. 857.  
— remise (au greffe) S. 857; (au syndic) S. 857; R. 577.  
**Brevet d'invention**  
— cession, nullité S. 420.  
— dessaisissement S. 420.  
**Carrières**  
— concessionnaire, non commerçant S. 193.  
**Caution**  
— action récursoire S. 1086, 1089; R. 1004 s.  
— exigibilité de la dette S. 545; R. 244, 260.  
— faillite, remplacement S. 545.  
— production à la faillite S. 545.  
— vote du concordat S. 902; R. 661.  
**Cautionnement**  
— tiers, hypothèque S. 641.  
**Cessation de paiements** S. 3, 187, 249 s.; R. 45, 64 s.  
— absolue S. 335.  
— agriculteur S. 191.  
— attermolement S. 341.  
— avenu du débiteur S. 335.  
— caractères constitutifs S. 250, 252, 254; R. 64 s., 133; (appréciation) S. 330 s.; R. 133 s.; (faits notoire) S. 334; R. 137.  
— cession d'hypothèque S. 348.  
— connaissance (absence de fraude) S. 702; (appréciation du juge) S. 692; (conditions) S. 693; (déclaration du juge) S. 693, 695, 702; (demandeur en justice) S. 696; (éléments) S. 702; R. 268; (femme, subrogation à l'hypothèque légale) S. 671 s.; (fraude) S. 708; (preuve) S. 695; (rapport à la masse) S. 753; (tiers) S. 668, 671 s., 692 s.; R. 304.  
— conséquences, incapacité S. 6.  
— constatation S. 252; (effets) S. 256; R. 73, 153.  
— constitution d'hypothèque S. 348; R. 143, 158.  
— cours des intérêts, cessation S. 557; R. 262.  
— créancier unique S. 254; R. 75, 384.  
— date S. 342; R. 73, 140; (fixation) S. 321, 322 s.; R. 119 s.; (fixation, jugement, voies de recours) S. 1363 s.; (mention) S. 121; (provisoire) S. 323; R. 112, 122.  
— dation en paiement non frauduleuse S. 348.  
— déclaration (du débiteur) S. 293, 294 s.; R. 78, 103; (société) S. 295; R. 86, 107.  
— définition S. 249; R. 64 s.  
— dette (civile) S. 253, 255; (commerciale) S. 253; (liquide et exigible) S. 252; (litigieuse) S. 252; R. 74 (unique) S. 254.  
— disparition du débiteur S. 335; R. 150.  
— effets S. 256; R. 73, 154; (dette non échue) S. 531, 538.  
— éléments constitutifs, faits notoire S. 334, 352.  
— étendue S. 336 s.; R. 64, 65, 67, 142, 152 s.  
— époque (associé) S. 328; (détermination définitive) S. 905; R. 674; (fixation) S. 339, 348; R. 65, 154; (non-fixation) S. 905; (présomption) S. 327; R. 123.  
— faillite non déclarée, effets S. 362 s.; R. 119 s.  
— faits constitutifs S. 250 s., 334, 352; R. 64 s., 133.  
— gêne momentanée S. 340; R. 65, 156.  
— jugement (appel) S. 1374 s.; (appel, délai) S. 1376; (exécutoire par provision) S. 252; (opposition, délai) S. 1367 s.  
— liquidation judiciaire S. 57, 353; R. 164.  
— manifestations extérieures S. 335.  
— manœuvres frauduleuses S. 343, 350 s.; R. 73, 140.  
— non-commerçant S. 260.  
— non-déclaration, banqueroute S. 1423.  
— non-exécution de jugements S. 335.  
— partielle S. 335; R. 142.  
— paiement, dette non échue S. 602; R. 119 s.  
— postérieure (à la cessation de commerce) S. 261; (au décès) S. 262.  
— poursuites judiciaires S. 335.  
— preuve 255 s.; R. 66 s.; (bilan) S. 255; (demande de délai) S. 695.  
— protêts S. 335; (failli endosseur) S. 338; R. 159, 160.  
— renouvellement d'effets S. 344; R. 144.  
— report S. 339, 324; (jugement) S. 325; (jugement, voies de recours) S. 228; R. 126; (limite) S. 329; (pouvoirs du tribunal) S. 331 s.; R. 139.  
— soupçons S. 694; R. 804.  
— subrogation d'hypothèque S. 348.  
— sûretés données au créancier S. 341, 349; R. 158.  
**Cession**  
— à titre gratuit, créance, droits, nullité S. 576.  
**Cession de biens** S. 1014.  
— avant faillite S. 667.  
— volontaire S. 979 s.; R. 977.  
**Cessionnaire**  
— action en nullité, exercices S. 707; R. 328.  
— créance, droits S. 540.  
**Chemin de fer**  
— cession, caractère S. 1258.  
**Chèque**  
— mode de paiement S. 622.  
— paiement, rapport à la masse S. 754.  
**Chili** S. 7.  
**Chose jugée** S. 462 s.; R. 213 s., 546.  
— distribution par contribution, collocation S. 687.  
— jugement S. 688.  
— ordre, collocation S. 687.  
**Chose jugée au criminel**  
— banqueroute S. 1398 s.; R. 1394.  
— effets S. 936; R. 768.  
**Clôture pour insuffisance d'actif** S. 165, 291, 1027 s.; R. 905 s.  
— actions individuelles, droits du créancier S. 1041; R. 907 s.  
— cessation S. 1044.  
— conditions S. 1030; R. 913.  
— dessaisissement S. 296.  
— effets S. 1031 (actions individuelles, restitution) S. 1031. (dessaisissement) S. 1031, 1033, R. 906, 907.  
— engagements nouveaux S. 1035.  
— exercice de commerce ou d'industrie S. 1036.  
— exercice des actions S. 1037 s.; (failli défendeur) S. 1037, 1040; (failli demandeur) S. 1037 s.; (intervention des syndics) S. 1040.  
— incapacité du failli, S. 1031; R. 906.  
— jugement (caractères) S. 1043; R. 911; (de rapport, caractère) S. 1043; R. 915; (de rapport, voies de recours) S. 1043; R. 915; (exécution, suspensive) S. 1042; (rapport) S. 1043; R. 914; (rapport, procédure) S. 1043; R. 911 s.  
— mesures conservatoires S. 1038.  
— procédure S. 1030; R. 906.  
— rapport, héritiers du failli S. 1044.  
— syndic (mandat) S. 477; (continuation des fonctions) S. 1032 s.; R. 909.  
**Codébiteur**  
— vote du concordat S. 902; R. 661.  
**Colonies**  
— liquidation judiciaire S. 184.  
**Commanditaire** S. 312.  
**Commerçant** S. 188 s.; R. 46 s.  
— agent de change S. 208.  
— caractères S. 189.  
— commissionnaire S. 207.  
— courtier S. 208.  
— décédé S. 244 s.; R. 57 s.  
— profession habituelle S. 189, 200; R. 46.  
**Commerce**  
— continuation S. 98, 438 s.; R. 194; (actions) S. 439; (actions judiciaires nouvelles) S. 474; (conditions) S. 438 (contrôle du syndic) S. 440; (créanciers nouveaux, droit de préférence) S. 444, 445; R. 195; (créanciers nouveaux, droits) S. 444; (faillite nouvelle) S. 444; (fraude) S. 439; (opposition du syndic) S. 439; (produits, gage des créanciers) S. 440, 443; (rémunération) S. 443.  
**Commerce nouveau** S. 400.  
**Commis**  
— congédiement S. 431.  
— interrogatoire S. 799; R. 443, 451, 452.  
— partage S. 1098, 1100; R. 1056.  
**Commissionnaire-priseur**  
— vente de marchandises neuves S. 810, 811.  
**Commissionnaire**  
— commerçant S. 207.  
— privilège S. 658.  
**Compagnie d'assurances**  
— faillite, prime, compensation S. 554.  
**Compagnie de chemin de fer**  
— faillite S. 224.  
— liquidation, interruption des opérations S. 560.  
**Compensation** S. 547 s., 626 s.; R. 250 s.  
— après clôture pour insuffisance d'actif S. 551.  
— après concordat S. 551; R. 251, 254.  
— chambre syndicale des agents de change S. 632.  
— choses non fongibles S. 630; R. 289.  
— compte courant S. 555.  
— conventionnelle S. 636, 638; R. 284; (antérieure à la cessation des paiements) S. 630; (dette non échue) S. 639.  
— créance (et dette *ex eadem causa*) S. 553, (liquide et exigible) S. 550.  
— déconfiture S. 556.  
— dette (antérieure au jugement déclaratif) S. 546 (échue avant le jugement déclaratif) S. 548; R. 235; (postérieure au jugement déclaratif) S. 547.  
— dividende non liquidé S. 552.  
— *in futurum*, convention S. 634, 653.  
— judiciaire S. 685.  
— légale S. 636; R. 284; (postérieure au concordat) S. 627; (postérieure au jugement déclaratif) S. 627; R. 250.  
— nullité S. 603; R. 287.  
— prime d'assurance S. 554.  
— rapport (à la masse) S. 722; (à succession) S. 553; (en moins prenant) S. 553.  
— reconventionnelle S. 685.  
— transport de créances S. 681.  
**Compétence** S. 1315 s.; R. 1308 s.  
— action (des syndics, paiement d'honoraires) S. 1317; (en reddition de comptes du syndic) S. 1326; (nés de la gestion du syndic) S. 1325.  
— annulation des actes du failli S. 1319.  
— connexité S. 1332.  
— demande (de privilège) S. 1333; R. 1063, 1312; (de séparation des patrimoines) S. 1331.  
— faits antérieurs au jugement déclaratif S. 1328.  
— opérations de faillite S. 1318.  
— quasi-délit S. 1331.  
— *ratione loci* S. 1333 s.; R. 1325.  
— *ratione materis* S. 1316 s.  
— tribunal (civil) S. 1328 s.; (de commerce) S. 1315 s.; R. 1308 s.  
— V. Faillite.  
**Compétence civile** S. 365 s.  
**Compromis**  
— syndic S. 845; R. 534.  
**Comptable de deniers publics**  
— non-excusabilité S. 1072; R. 989.  
**Compte courant**  
— balance, paiement S. 600; R. 293.  
— caractères S. 633.  
— clôture S. 434.  
— compensation S. 555.  
— effets en couverture, paiement au cours de la faillite S. 1085.  
— envoi de marchandises S. 634; R. 292.  
— fonctionnement S. 1084.  
— garantie hypothécaire S. 640.  
— lettres de change détachées, envoi d'argent et marchandises S. 635.  
— remise S. 603, 633 s.; (d'effets de commerce) S. 636; (de warrants) S. 634; (nullité facultative) S. 670.  
**Concession**  
— concessionnaire S. 435.  
— fin S. 435.  
**Conciliation**  
— accord, période suspecte S. 684.  
**Concordat** S. 160 s., 473, 894 s., 897 s.; R. 204, 655 s.  
— acceptation S. 923; R. 692-703.  
— amiable (avant faillite) S. 665; (payements inégaux) S. 666; (supplément de dividende) S. 666.  
— annulation S. 172, 964 s., 1046; R. 855 s., 916; (banqueroute frauduleuse) S. 964 s.; R. 859 s.; (causes) S. 964, 965 s.; (dol et fraude) S. 964, 965 s.; R. 859 s.; (effets, caution) S. 971; R. 876 s.; (effets, caution) S. 971; R. 879; (effet rétroactif) S. 974 s.; R. 898.  
— après union S. 932; (conséquences) S. 947 s.  
— assemblée S. 904.  
— associé, effets sur la faillite de la société S. 1000 s.; R. 939 s.  
— banqueroute frauduleuse, acquiescement S. 906.  
— caractères S. 162, 949 s.; (transaction) S. 946; R. 807, 624.  
— clôture de la faillite S. 719.  
— compensation légale S. 627.  
— convocation S. 807; R. 635; (caution) S. 903; R. 661; (codébiteur) S. 901; R. 661; (créancier non vérifié) S. 902; R. 659; (créanciers) S. 903; (forme) S. 899; R. 671.  
— coobligé, poursuites S. 1090 s.; R. 828.  
— créanciers admis S. 162.  
— définition S. 939.  
— délibération S. 894; (jour) S. 898.  
— effets S. 939 s.; R. 782 s.; (absence de libéralité) S. 954; (actions en nullité) S. 955; (cession du dessaisissement, conséquences) S. 940; R. 804 s., 853; (coobligés) S. 940 s., 953, 1090 s.; R. 804 s., 828 s.; (créancier contesté) S. 958; R. 785; (créancier non convoqué) S. 956; R. 726; (créancier non porté au bilan) S. 956; R. 694, 783; (créancier privilégié ou hypothécaire) S. 959; R. 707; (dette antérieure) S. 960, 824; (failli) S. 940 s.; R. 804 s.; (incapacité du failli) S. 944; (novation) S. 947 s.; R. 803; (obligatoire pour tous les créanciers) S. 956 s.; R. 785 s.; (retour à meilleure fortune) S. 953; R. 200; (syndic, cessation de fonctions) S. 940; R. 804; (transaction) S. 946; R. 807, 624.  
— enregistrement, droit fixe S. 950.  
— étranger S. 906; R. 724.  
— exécution, surveillance, commissaire S. 941 s.; R. 816 s.  
— formalité non obligatoire S. 1046.  
— formation S. 905 s.; R. 672 s.; (conditions) S. 906 s.; R. 672, 679; (conditions préalables) S. 905; R. 672 s.; (majorité) S. 907; R. 672, 679.  
— garanties stipulées S. 902; R. 788.  
— homologation S. 930 s.; R. 753 s.; (délai) S. 921; R. 757 s.; (effets, hypothèque de la masse) S. 817; R. 494; (forme) S. 930; R. 755, 756; (jugement, effets) S. 937; R. 778; (jugement, effets) S. 931; R. 753, 754, 1311; (jugement, insinuation) S.



- 922; R. 764; (jugement, formes) S. 931; R. 759 s.; 1311; (jugement, voies de recours) S. 937; R. 770, 1266; (jugement, voies de recours, délai) S. 937; R. 779; (jugement, voies de recours, tierce opposition) S. 936; R. 736, 785; (pouvoirs du tribunal) S. 932 s.; R. 735; (rapport préalable) S. 932; R. 766; (refus) S. 895, 1046; R. 916; (refus, causes) S. 933 s.; R. 766, 768; (refus, conséquence) S. 938 (sursis); S. 931; R. 761.
- incapacité S. 906; R. 708.
- inexécution des conditions (délai de grâce) S. 970; R. 871, 872; (droits des créanciers) S. 968; R. 873, 874 s.; 1311; (faillite nouvelle) S. 976 s.; R. 867; (résolution) S. 968; R. 857.
- liquidation judiciaire S. 935, 1047.
- nouveau, après résolution S. 973; R. 892.
- obtenu en pays étranger S. 1535.
- opposition S. 926 s.; R. 737 s.; (ayant droit) S. 926 s.; R. 737; (compétence) S. 928; R. 747 s.; 1311 s.; (créancier hypothécaire ou privilégié) S. 926; R. 731; (délai) 928; R. 732; (délai, point de départ) S. 928; R. 734, 735; (forme) S. 937; R. 743, 1337; (jugement, appel) S. 929; (jugement, voies de recours) S. 1381; R. 743; (questions préjudicielles) S. 928; R. 747 s.; 1311 s.; (signification) S. 927; R. 743; (syndic) S. 928; R. 745.
- présence du failli S. 904; R. 668.
- préventif S. 387, 895.
- procédure, rapport, S. 904; R. 669, 670.
- procès-verbal, forme S. 925.
- rapport à succession S. 934.
- rejet S. 895, 1046; R. 917; (effets) S. 919; R. 701.
- remise de dette, caractère S. 949.
- renvoi à huitaine S. 923; R. 703, 704; (délai fixe) S. 924.
- représentation (mandat multiple) S. 903; (mandat, preuve) S. 903; R. 663; (mandataire) S. 903; R. 662.
- résolution S. 173, 964 s.; 1046; R. 835 s.; 916; (causes) S. 968 s.; (cautions) R. 857; (délais du failli) S. 969; (demande, forme) S. 963, 969
- s.; R. 857, 872, 877; (effets) S. 971 s.; R. 876 s.; (nouveau concordat) S. 973; R. 893; (pouvoirs du juge) S. 970; R. 871, 872; (reprise des formalités de faillite) S. 972; R. 885 s.; (rétroactivité) S. 974 s.; R. 898.
- réunion d'une majorité, renvoi S. 923; R. 703.
- séances multiples S. 922.
- signature S. 922; R. 693, 703.
- société S. 997 s.; (anonyme) S. 1008 s.; R. 724; (assemblée, composition) S. 998; (associé, pouvoirs) S. 999 s.; R. 666; (commerciale) S. 906; (conséquences) S. 1008 s.; R. 839; (dissoute) S. 1011 s.; R. 724; (effets sur la faillite des associés) S. 1000 s.; R. 939 s.; (nulle) S. 1011 s.; R. 724; (rejet, conséquences) S. 1004; R. 939, 945; (validité, conditions) S. 999.
- vote (cessionnaire) S. 909; R. 690; (créancier admis par provision) S. 902; (créancier avec caution) S. 917; (créancier cessionnaire de l'hypothèque légale) S. 917; (créancier hypothécaire) S. 902, 912 s.; R. 691; (créancier hypothécaire, déchéance) S. 912 s.; 919 s.; R. 691 s.; (créancier privilégié) S. 902, 912 s.; R. 691; (créancier privilégié, déchéance) S. 912 s.; 919 s.; R. 691 s.; (créancier vérifié partiellement) S. 902; R. 685; (droit individuel) S. 909; R. 687, 690; (femme dotale) S. 910; R. 1109; (femme, hypothèque légale) S. 910; (gérant de société) S. 910; (majorité) S. 160, 161; (majorité, associé solidaire) S. 1001, 1002; (majorité, calcul) S. 908; R. 680; (majorité en sommes) S. 911 s.; R. 681; (majorité en sommes, créance hypothécaire ou privilégiée) S. 920; (mandataire, pluralité de voix) S. 910; R. 662, 688; (mineur, hypothèque légale) S. 916; (preuve) S. 908; (résultat) S. 921; R. 704.
- Concordat amiable.** S. 4, 14 s., 265, 1013 s.
- annulation S. 1017.
- antérieur au jugement déclaratif S. 1014 s.
- après union S. 1024.
- avantages particuliers S. 1468 s.
- caractère (différence avec le concordat judiciaire) S. 1015; (licite) S. 1015.
- condition S. 265, 266.
- définition S. 1013.
- dette non échue S. 532.
- effets S. 1016; (coobligés) S. 1092; R. 836; (débiteurs accessoires) S. 1019; (endosseurs) S. 1019.
- exécution, droits des créanciers S. 1019.
- France S. 18; R. 41.
- homologation S. 1016; 1022; R. 968, 1540.
- liquidateur S. 1018.
- nullité S. 103, 1020.
- postérieur (à la liquidation judiciaire, prohibition) S. 1014; (à la liquidation judiciaire, nullité) S. 1026; (au jugement déclaratif, nullité) S. 1026.
- résolution S. 1020.
- unanimité des créanciers S. 1014, 1015, 1022.
- Concordat par abandon d'actif** S. 4, 160, 163, 894, 978 s., 1023.
- abandon partiel S. 989.
- annulation S. 996.
- biens abandonnés, liquidation S. 985 s.
- caractères S. 988.
- commissaire S. 993.
- compte du syndic S. 991.
- conditions S. 1019.
- dessaisissement du failli, maintien S. 984.
- effets S. 984 s.; (libération du failli) S. 993.
- enregistrement, droit fixe S. 996.
- exercice des actions S. 990.
- formation S. 983.
- intention des parties S. 989.
- pouvoirs du syndic S. 990.
- résolution S. 995.
- syndic, pouvoirs, continuation S. 992.
- Concordat préventif.** V. Concordat amiable.
- Condamnation**
- amende S. 424.
- faits antérieurs à la faillite S. 424.
- opposable à la masse S. 471.
- Condition**
- réalisation S. 425, 537.
- résolutoire, réalisation S. 537.
- Conflits de lois** S. 1518 s.
- loi applicable S. 1532.
- Conjoint**
- crimes et délits S. 1452 s.; R. 1503 s.
- Connaissance.** V. Vente, revente.
- Contrainte par corps** S. 506; R. 221.
- Contrat par correspondance**
- exécution postérieure à la faillite S. 425.
- perfection, époque S. 424 s.
- Contredit** S. 871 s.
- action judiciaire, exercice S. 872 s.; R. 596.
- charge de la preuve S. 885.
- conditions S. 871; R. 594.
- créance (affirmée) S. 877; R. 605, 631; (double emploi) S. 882.
- droit du failli S. 871; R. 595.
- droit individuel S. 872 s.; R. 596.
- effets (admission provisionnelle) S. 892; R. 635; (sursis aux opérations de faillite) S. 892; R. 635, 639, 723.
- jugement S. 891 s.; R. 632; (autorité compétente) S. 891; R. 632, 643.
- Contributions directes** S. 855.
- Contributions indirectes** S. 855.
- Contrôleur**
- attributions S. 485.
- avis S. 403 s.
- liquidation judiciaire S. 784 s.
- Conventions matrimoniales**
- avantages particuliers S. 367.
- Coobligé**
- action récursoire S. 1086 s.
- concordat (amiable, débiteur principal) S. 1092; R. 836.
- exigibilité de la dette S. 545; R. 244, 260; (du débiteur principal) S. 1090.
- paiement, action récursoire R. 1086, 1089; R. 1004 s.
- recours contre le failli S. 1093; R. 834.
- Coupe de bois**
- revendication S. 1284; R. 1247.
- vente, délivrance S. 1299 s.; R. 1247.
- Cour de cassation.**
- pouvoirs S. 251.
- Courtier**
- commerçant S. 208.
- vente de marchandises neuves S. 810, 811.
- Courtier de marchandises** S. 874.
- Créance**
- admission au passif S. 867 s.; R. 608 s.; (caractères) S. 877 s.; R. 604 s., 631; (conditions) S. 869 s.; R. 874; R. 627; (constatation) S. 874; R. 626; (contredits) S. 871 s.; R. 594 s.; (droits du syndic) S. 867 s.; R. 608 s.; (effets) S. 874, 887; (effets, défaut de novation) S. 888; (effets, interruption de prescription) S. 889; (faillites successives) S. 869; (jugement, voies de recours) S. 893; (opposition, créanciers retardataires) S. 893; R. 579, 630, 648 s.; (provisionnelle, formes) S. 893; R. 699 s.; (provisionnelle, pouvoirs du juge) S. 892; (provisionnelle, jugement, voies de recours) S. 1381; R. 635, 699 s.; (réduction) S. 881; R. 628; (réserves) S. 874; R. 801 s.; (société en faillite) S. 870.
- arrérage de rente S. 537; (arrérages, production) S. 565; R. 262.
- cession à titre gratuit S. 576.
- cessionnaire S. 544.
- chirographaire, exigibilité S. 535; R. 246.
- civile, exigibilité S. 535; R. 246.
- commerciale, exigibilité S. 535; R. 246.
- contestation S. 485.
- contestée, dividende, consignation S. 1205.
- défaut de titre S. 558.
- d'intérêts, production S. 565; R. 262.
- exigibilité S. 531 s.; 536; R. 244 s.; (convention) S. 639.
- gagiste S. 569 s.; 573; R. 265, 1145.
- garantie personnelle, intérêts S. 573; R. 1145.
- hypothécaire (exigibilité) S. 535; R. 246; (intérêts) S. 569 s.; R. 265, 1145; (paiement partiel, imputation) S. 570 s.; (vérification) S. 850; R. 574.
- insaisissable S. 419.
- non productive d'intérêts S. 568, 1490, 1491; R. 1545.
- postérieure au jugement déclaratif S. 400.
- privilégiée (exigibilité) S. 535; R. 246; (intérêts) S. 569 s.; R. 265, 1145; (paiement partiel, imputation) S. 570; (vérification) S. 850; R. 574.
- recouvrement S. 97.
- rejet S. 867; R. 622; (prescription) S. 868.
- supposition frauduleuse S. 1450; R. 1484.
- V. Actif mobilier.
- Créancier**
- acte conservatoire S. 529; R. 207.
- action individuelle, suspension S. 476 s.; S. 215.
- ascendant S. 305; R. 109.
- avantages particuliers S. 1437; R. 1509.
- bénéficiaire d'assurance sur la vie S. 579.
- chirographaire, concours au marc le franc S. 1183 s.; R. 1120 s.
- condition (résolutoire) S. 537; (suspensive) S. 537; R. 249.
- conjoint S. 305; R. 109.
- crimes et délits S. 1457; R. 1509 s.
- de la masse, droits S. 1184 s.; R. 1126.
- descendants S. 305; R. 109.
- étrangers, droits S. 1517.
- hors de France, réserve S. 1205; R. 1139.
- hypothèque de la masse, conséquences S. 819.
- intervention S. 113, 525 s.; R. 561, 1151.
- légataire S. 1069.
- liste S. 67.
- non connu, droits S. 1094.
- non vérifié, vote du concordat S. 902; R. 659.
- opposition au concordat S. 926 s.; R. 737 s.
- porteur d'engagement (garanti par un cautionnement, acompte) S. 1082 s.; R. 998; (garanti par un cautionnement, droits) S. 1076; R. 992 s.; (souscrit par des coobligés solidaires, droits) S. 1076 s.; R. 992 s.
- porteur d'obligations souscrites par des coobligés solidaires, acompte S. 1082 s.; R. 996.
- privilégié S. 1124 s.; R. 1065 s.; (concours à la distribution du dividende) S. 1138; (droits) S. 1094 s.; R. 1028 s.; (droit de poursuite) S. 1132; (droits relativement à la masse) S. 1137 s.; R. 1065 s.; (opposition au concordat) S. 926; R. 731; (paiement partiel) S. 1141; R. 1070; (vote du concordat) S. 903, 912 s.; R. 691.
- requête à fin de faillite S. 302 s.; R. 70, 104.
- retardataire, opposition à l'admission des créances S. 892; R. 579, 630, 648 s.
- unique S. 306.
- V. Poursuites individuelles.
- Créancier de la masse**
- droits S. 1184 s.; R. 1126.
- Créancier gagiste**
- admission pour mémoire S. 1107.
- droits S. 854, 1094 s.; R. 1028 s.
- privilège S. 1106 s.; R. 1031 s.
- Créancier hypothécaire** S. 1134 s.; R. 1065 s.
- distribution de dividende, concours S. 1138.
- droits relativement à la masse S. 1137 s.; R. 1065 s.
- droits, tiers détenteur S. 1201.
- opposition au concordat S. 926.
- paiement partiel S. 1141; R. 1070.
- représentation par le syndic S. 463 s.
- vote au concordat S. 902, 912 s.; R. 691.
- Crédit foncier.**
- lettre de gage S. 418.
- obligation S. 418.
- Crime.**
- administrateur de société anonyme S. 1481 s.
- alliés du failli S. 1452 s.; R. 1503 s.
- ascendants du failli S. 1452 s.; R. 1503 s.
- conjoint du failli S. 1452 s.; R. 1503 s.
- créanciers du failli S. 1457 s.; R. 1509 s.
- descendants du failli S. 1452 s.; R. 1503 s.

- tiers étranger à la faillite S. 1448 s.; R. 1483 s.
- Danemark**
- répartition de l'actif S. 1204.
- Dation en paiement**
- déconfiture S. 611.
- dette échue S. 668.
- effets de commerce S. 424.
- effets de communauté, reprises de la femme S. 610.
- immeubles S. 609.
- mandat (de vendre) S. 608; (non transmissible) S. 624.
- marchandises S. 608; R. 287.
- nullité S. 603; R. 287.
- prix de vente S. 597.
- récipiés de marchandises déposées S. 623.
- reconnaissance de dette S. 624.
- transport S. 652.
- valeurs mobilières S. 608; R. 287.
- vente à réméré S. 609.
- warrant S. 622.
- V. Paiement.
- Débiteur du failli. V. Déclaration de faillite.**
- Décès**
- antérieur à la cessation de paiements S. 262, 263.
- faillite postérieure S. 244 s.; R. 57 s.
- veille de la cessation des paiements S. 246; R. 59.
- Déclaration de faillite** S. 267 s.; R. 77 s.
- compétence S. 267 s.; R. 79 s.; (associé) S. 284, 287; (domicile commercial) S. 271; (marchand forain) S. 273; pluralité de maisons S. 269 s.; (résidence) S. 272; R. 79, 1328; (société) S. 276 s.; R. 96 s.; (société, succursale) S. 282; R. 79.
- compétence relative S. 268; R. 79, 1338.
- délai S. 264; R. 61.
- demande (rejet) S. 360; (rejet, faits nouveaux) S. 360.
- d'office S. 315 s.; R. 111, 112; (après décès, motifs) S. 316; R. 63; (causes) S. 316; (forme) S. 316.
- impossibilité S. 264, 265.
- incompétence absolue S. 288.
- multiple S. 289 s.; (clôture pour insuffisance d'actif) S. 291; (concordat) S. 291; (union, clôture) S. 292.
- ordonnance du président S. 320; R. 113.
- tribunal, obligation S. 256 s.
- requête, qualité S. 302 s.; R. 70, 104; (associé) S. 310; (commanditaire) S. 312; (créancier à terme ou conditionnel) S. 304; R. 105; (créancier civil) S. 302; (créancier privilégié ou hypothé-
- caire) S. 303; R. 106; (débiteur du failli) S. 309; (droit, caractère pécuniaire) S. 307; R. 108; (droit, renonciation) S. 307; R. 76, 99; (pouvoirs du tribunal) S. 314; (procédure) S. 313; R. 114.
- Déconfiture** S. 188.
- compensation légale S. 556.
- dation en paiement S. 611.
- effets S. 532.
- Délégation**
- nullité S. 605.
- Délit**
- administrateur de société anonyme S. 1481 s.
- alliés du failli S. 1482 s.; R. 1503 s.
- ascendants du failli S. 1482; R. 1503 s.
- conjoint du failli S. 1482; R. 1503 s.
- créanciers du failli S. 1487 s.; R. 1509 s.
- descendants du failli S. 1482 s.; R. 1503 s.
- dette (constitution d'hypothèque) S. 638; (novation) S. 638.
- hypothèque judiciaire, dommages-intérêts S. 643.
- syndic S. 1486; R. 1507.
- tiers étranger à la faillite S. 1448 s.; R. 1483 s.
- Dépens** S. 454.
- insuffisance d'actif S. 1199; R. 504.
- séparation de biens S. 464; (instance) S. 1197.
- séparation de corps S. 465.
- V. Prélèvements.
- Dépôt**
- irrégulier S. 1312.
- régulier S. 1312.
- Désaveu de paternité** S. 463.
- Descendant**
- crimes et délits S. 1452 s.; R. 1503 s.
- Désistement** S. 99.
- jugement déclaratif S. 1337.
- syndic S. 843 s.; R. 532 s.
- Dessaisissement** S. 387 s.; R. 179 s.
- actions judiciaires S. 447 s.; R. 202 s.
- assurance sur la vie S. 404 s.
- biens nouveaux S. 440.
- bons du Trésor S. 418.
- brevet S. 420.
- caractères S. 298 s.; R. 182 s.
- cessation, concordat S. 940; R. 809; (conséquences) S. 945; (droits du failli) S. 941; R. 518; (époque) S. 940; R. 804, 806; (incapacité du failli) S. 944.
- cessation, union, fin S. 1063; R. 974.
- clôture pour insuffisance d'actif S. 1031, 1033 s.; R. 906-907.
- compte courant S. 434.
- concession S. 425.
- concordat par abandon d'actif, maintien S. 984.
- continuation de com-
- merce S. 438 s.; R. 194.
- créance insaisissable S. 419.
- date S. 388; R. 187, 304.
- droits personnels S. 458.
- durée S. 396.
- effet S. 421 s.; R. 189, 198; (délit et quasi-délit) S. 423; (de plein droit) S. 392; R. 180; (immédiat) S. 393, 394; R. 188.
- étendue S. 398 s.; R. 182 s.; (jouissance des biens) S. 402; R. 186; (totalité des biens) S. 401; R. 184.
- fin (concordat) S. 396; (union) S. 396.
- jugement par défaut S. 397.
- lettre de gage du Crédit foncier S. 419.
- louage d'ouvrage S. 431.
- mandat S. 429 s.
- manuscrits S. 420.
- mari, administrateur S. 403; R. 186.
- non-commerçant S. 389 s.
- objets insaisissables S. 412 s.; R. 185.
- obligation foncière S. 419.
- œuvres non publiées S. 420.
- pension (alimentaire) S. 412; R. 185; (de l'Etat) S. 44; R. 185; (militaire) S. 414.
- père, administrateur légal S. 403; R. 186.
- rente sur l'Etat S. 415 s.
- résolution du concordat S. 972.
- traitement de l'Etat S. 414; R. 185.
- union S. 1050.
- Dette**
- civile, cessation de paiements S. 252, 254.
- commerciale, cessation de paiements S. 253.
- conditionnelle, exigibilité S. 537; R. 249.
- échéance postérieure au jugement déclaratif S. 590.
- échue (dation en paiement) S. 668; (paiement) S. 588, 603 s., 661; R. 283, 287 s., 305; (paiement antérieur à la cessation de paiements) S. 689; R. 306; (paiement, fraude) S. 757.
- exigibilité S. 531 s.; R. 244 s.; (caution du failli) S. 545; R. 257; (coobligé du failli) S. 546 s.; R. 248; (créance corrélatrice) S. 536; R. 248; (intérêts, non-dédution) S. 534; R. 244; (liquidation judiciaire) S. 523; (nature de la dette) S. 535; R. 246; (société) S. 538 s.; R. 261.
- liquide et exigible, cessation de paiements S. 552.
- litigieuse, cessation de paiements S. 252; R. 74.
- née de délit ou quasi-délit, hypothèque S. 628.
- non échue S. 531 s.; R. 244 s.; (associé) S. 538, 938; R. 261; (caractères) S. 590; R. 307; (cessation de paiements) S. 602; R. 119 s.; (compensation conventionnelle) S. 629; (paiement) S. 588 s.; R. 283; (paiement, rapport à la masse) S. 746; R. 340; (poursuite individuelle) S. 535; R. 246, 1149; (terme résolutoire) S. 537.
- paiement anticipé, usage S. 591.
- remise partielle, nullité S. 576.
- supposition frauduleuse S. 1439; R. 1440.
- unique, cessation de paiements S. 254.
- Dette de la masse** S. 1184 s.; R. 1126.
- Distribution par contribution**
- collocation, chose jugée S. 687.
- Dividende**
- consignation, créance contestée S. 1205.
- distribution (créancier hypothécaire) S. 1138; (créancier privilégié) S. 1138.
- paiement, formalités S. 1207; R. 1141.
- Divorce** S. 463.
- Dol**
- absence S. 755; R. 343.
- Domicile** S. 777.
- changement S. 275, 461; opérations de la faillite S. 274.
- commercial S. 271.
- marchand forain S. 273.
- Dommages-intérêts**
- contrat avec le failli S. 758.
- délit antérieur à la faillite S. 424.
- Donataire**
- immeuble hypothéqué S. 710.
- Donation**
- acceptation, époque S. 585; R. 279.
- déguisée S. 584; R. 281.
- modique ou rémunératoire S. 576; R. 276.
- nulle de plein droit S. 576; R. 276.
- par contrat de mariage, caractères S. 580.
- révocation S. 466; R. 205; (ingratitude du failli) S. 466.
- transcription (défaut) S. 743; (époque) S. 586; R. 279; (postérieure au jugement déclaratif) S. 586.
- Dot**
- constitution (affectation hypothécaire) S. 581; (caractères) S. 580; (nullité facultative) S. 669.
- paiement, preuve S. 1167; R. 1093.
- rapport succession S. 582.
- V. Femme.
- Droits de famille** S. 463; R. 304.
- Droits de mutation** S. 399.
- Droits de transcription** S. 399.
- Droits personnels** S. 463 s.; R. 204.
- dommages — intérêts (crime ou délit) S. 467; R. 204; (diffamation) S. 467.
- exercice S. 468.
- Eau**
- concessionnaire S. 217.
- Ecosse** S. 9.
- Effet de commerce**
- accepteur, faillite S. 546; R. 258.
- coobligé S. 545, 546 s.
- dation en paiement S. 424.
- débiteur principal S. 748 s.
- endos translatif S. 1235; R. 1203.
- endossement, nullité facultative S. 662.
- endosseur, faillite S. 546.
- exigibilité S. 545; R. 260.
- impayé (compte courant) S. 636; (renouvellement, garantie hypothécaire) S. 640; (renouvellement, novation) S. 640.
- oppositions S. 436.
- paiement (débiteur, bonne foi) S. 437; (rapport à la masse) S. 745 s.; R. 337 s.
- personnel, escompte S. 592; R. 286.
- propriété, preuve S. 1237 s.; R. 1188.
- recouvrement S. 97.
- remise (compte courant) S. 636; (sauf encaissement) S. 636.
- renouvellement S. 244; R. 144; (absence de novation) S. 215; (banqueroute) S. 1415; (crédit artificiel) S. 344, 347; R. 144.
- revendication S. 1232 s.; R. 1178 s.
- souscripteur S. 115; (faillite) S. 546; R. 258.
- tiers porteur S. 945; R. 337.
- tiré, faillite S. 546.
- tireur, faillite S. 546; R. 258.
- Effets de complaisance**
- banqueroute S. 1415.
- Effets mobiliers**
- vente (non autorisée) S. 805; (opposition sur le prix) S. 848.
- vente par le syndic S. 805 s.; R. 477 s.; (effets incorporels) S. 806; R. 486; (mode) S. 808 s., 812 s.; R. 479 s.
- Egypte** S. 7.
- Emploi**
- déclaration expresse S. 1146 s.; R. 1087.
- Engagement**
- civil S. 669; R. 313.
- commercial S. 669; R. 313.
- mont-de-piété, reconnaissance, revendication S. 670.
- Enregistrement**
- droit fixe S. 996.
- titres de créance, exemption S. 858; R. 573.
- Entrepreneur**
- commerçant S. 193.
- Entrepreneur de travaux publics S. 435.
- Escompte**
- effets personnels S. 592; R. 286.
- non — déduction S. 534; R. 244.
- Esorquerie**
- restitution volontaire S. 609.
- Espagne** S. 7.
- avantages particuliers S. 1457, 1472.
- banqueroute S. 1294; (fraude, complicité) S. 1447.
- compétence S. 267.
- concordat (préventif) S. 15; (société) S. 1012.
- femme, droits S. 1144.
- nomination des syndics S. 779.
- réhabilitation, procédure S. 1300.
- répartition de l'actif S. 1204.
- syndic, rémunération S. 793.
- Etat de faillite**
- conditions S. 187 s., 249; R. 45 s.
- Etats-Unis** S. 9.
- Etranger**
- concordat S. 904; R. 724.
- déclaration de faillite S. 1510 s.
- faillite S. 1509 s.; (créanciers étrangers) S. 1517 s.
- liquidation judiciaire S. 1509.
- Exception**
- opposable au syndic S. 482.
- Exonération** S. 87, 871, 944, 1062, 1073 s.; R. 977 s.
- avis des créanciers S. 1072; R. 978, 1311.
- décision du tribunal S. 1073; R. 978, 1311.
- déclaration, effets S. 1073 s.; R. 978, 979.
- jugement, appel, point de départ S. 1282.
- refus, conditions S. 1072; R. 993.
- Expropriation forcée**
- S. 511 s.; R. 238.
- créanciers privilégiés S. 515; R. 1062.
- poursuites, exercices S. 516; R. 136, 200, 560, 1195 s.
- V. Immeubles-Vente.
- Expropriation passive**
- indemnité, demande S. 473.
- Facture**
- acquittée, transport S. 606.
- V. Vente, reverse.
- Failli**
- arrestation S. 282, 700 s.; R. 270.
- auxiliaire du syndic S. 826; R. 469.
- besoins S. 412.
- capacité, concordat S. 906.
- concordataire, action en nullité S. 707, 708; R. 325.
- consentement, transaction S. 324, 325; R. 323 s.
- débi-rentier S. 432.
- défendeur S. 468.
- disparition S. 233; R. 150.
- domicile S. 777.
- droits, contre-droits S. 871, 877; R. 565, 605.
- étranger S. 482.

- excusabilité S. 1062, 1072 s.; R. 977 s.
- incapacité S. 363; (cessation, réhabilitation) S. 944; (concordat, main- tien) S. 944.
- incarcération S. 140.
- interrogatoire S. 799; R. 443, 451, 452.
- intervention S. 517 s.; (appel) S. 238 s.; (appel) S. 518; R. 241; (conséquences) S. 321; (pouvoir discrétionnaire du juge) S. 519; (société) S. 517.
- mise en cause S. 320.
- non excusable S. 87.
- opposition S. 825; (transaction sur biens immobiliers) S. 826.
- partie intervenante S. 457.
- présence, opérations du syndic S. 828.
- stationnal S. 900; R. 798, 800.
- Faillite après décès** S. 244 s.; R. 57 s.; (délai) S. 249; R. 61.
- Faillite non déclarée** S. 363 s.; R. 119, 121.
- Faillite nouvelle** S. 1064 s.
- banqueroute S. 1418; R. 1419.
- effets S. 976 s.; R. 867.
- masse de la première faillite, droits S. 444.
- Faillite successive** - admission des créanciers S. 869.
- biens nouveaux S. 869.
- Faute lourde** S. 758; R. 245.
- Femme**
  - apports mobiliers, preuve S. 1168.
  - assurance sur la vie du mari, bénéfice S. 1175 s.
  - avantages matrimoniaux, annulation S. 1173 s.; R. 1113 s.
  - bénéficiaire d'assurance sur la vie S. 411.
  - commune (acceptante) S. 610; (renonçante) S. 610.
  - créancière S. 1144, 1153 s.; R. 1076 s.; (preuve) S. 1152.
  - dette contractée avec le mari, indemnité S. 1171.
  - dot, preuve S. 1167; R. 1093.
  - dotale, vote du concordat du mari S. 916; R. 1109.
  - droits S. 1144 s.; R. 1076 s.; (absence de faillite) S. 1179; (contestation) S. 1178 s.
  - engagements, période suspecte S. 644.
  - engagement solidaire, subrogation à l'hypothèque S. 645.
  - hypothèque judiciaire, étendue S. 1159; R. 1106.
  - hypothèque légale S. 367, 1144; R. 1076; (étendue) S. 1158 s.; R. 1103 s.; (renonciation, vote du concordat) S. 916; (restriction) S. 1156 s.; R. 1103 s.
  - mariée à un commer-
- cant S. 1156 s.; R. 1103 s.
- propriétaire S. 1144, 1145 s.; R. 1076, 1086 s.
- reprises (dation en paiement) S. 668; (dation en paiement, bonne foi) S. 668; (règlement en biens propres du mari) S. 610; (règlement en effets de communauté) S. 610.
- revendication S. 1144, 1145 s.; R. 1076 s., 1080; (apports immobiliers) S. 1145; R. 1086; (apports mobiliers) S. 1150, 1151; R. 1090 s.; (immeubles) S. 1145 s.; R. 1086 s.; (immeubles acquis en remploi) S. 1145, 1146; R. 1088; (meubles) S. 1150 s.; R. 1090 s.; (propres) S. 1145; R. 1086; (propres mobiliers) S. 1152.
- Femme mariée**
  - banqueroute S. 400.
  - commerce séparé S. 303; R. 51.
  - non autorisée S. 309.
  - préposée du mari S. 303, 306.
  - prête-nom du mari S. 303.
- Fonds**
  - consignation S. 846; R. 570.
  - emploi, syndic S. 846; R. 570.
  - retrait S. 848; R. 570.
- Fonds de commerce**
  - exploitation S. 438; (provisoire) S. 797; R. 430 s.
  - interdiction de s'établir S. 1058; R. 519, 1164.
  - nom commercial, prohibition de vente S. 1058.
  - prix dissimulé S. 584.
  - publication S. 453.
  - similaire, exploitation S. 438.
  - vendeur, privilège S. 1257.
  - vente S. 1058; R. 957; (clause de non-garantie) S. 1058; (conséquences) S. 1058; (éviction) S. 1058; (par syndic) S. 806.
- Frais**
  - antérieurs au jugement déclaratif S. 1194; R. 1051.
  - appel S. 778; R. 403.
  - de justice, définition S. 1193; R. 1046, 1047, 1049.
  - jugement déclaratif S. 778; R. 403.
  - prélèvement S. 1193.
  - rétractation du jugement déclaratif S. 1257 s.
  - V. Hypothèque judiciaire S. 643.
- Fraude** S. 74 s.
- absence S. 755; R. 343.
- action paulienne S. 706, 757; R. 245.
- connaissance de la cessation des paiements S. 703.
- Gage** S. 647 s.; R. 294, 301.
- acte constitutif (date, fixation) S. 654; (signification) S. 655; R. 301, 618.
- constitution, date S. 654; (assurance sur la vie) S. 408.
- contrat, formation S. 654.
- créance future S. 647.
- date certaine S. 649.
- dette antérieure S. 647; R. 394, 301.
- marchandises S. 649.
- novation S. 648.
- objet S. 649.
- objet, choses corporelles S. 649; (choses incorporelles) S. 649, 652.
- paiement avec subrogation S. 648.
- substitution S. 650.
- tradition S. 654.
- vente S. 1107; R. 1062; (prix supérieur à la créance) S. 1107; R. 1033.
- V. Nantissement.
- Genève**
  - concordat préventif S. 15.
- Gens de service**
  - privilège S. 1098; R. 1056.
- Grand-Duché de Luxembourg** S. 7.
- Grèce** S. 7.
- Grèce**
  - registre (gestion des syndics) S. 783; (des faillites) S. 772.
- Greffier**
  - obligations S. 773; R. 375.
  - responsabilité, dépôt de titres et bordereaux S. 857; (prescription) S. 136.
- Héritiers**
  - aveu, faillite du défunt S. 399.
  - incapacité S. 383; R. 168.
- Historique** S. 4 s.; R. 3 s.
- Hollande**
  - concordat, vote S. 908.
  - réhabilitation S. 1485; (procédure) S. 1500.
  - répartition de l'actif S. 1304.
- Homologation**
  - transaction S. 101.
- Hongrie** S. 8.
- compétence S. 267.
- déclaration de faillite S. 315.
- femme, droits S. 144.
- Huissier** S. 210.
- faillite S. 212.
- fondé de pouvoirs S. 860; R. 586.
- Hypothèque**
  - annulation, profit S. 711 s.
  - cession S. 348.
  - collocation définitive S. 720.
  - constitution S. 348; R. 143, 158; (antérieure à la période suspecte) S. 757; (garantie de dot, caractère) S. 581; (novation) S. 612.
- Hypothèque conventionnelle** S. 637
  - accessoire à une novation S. 638; R. 299; (acte constitutif, date) S. 638.
  - avances nouvelles S. 652.
  - biens à venir S. 728.
  - constitution par un tiers S. 641.
  - date de l'inscription S. 638; (dette antérieure) S. 637, 638; R. 294.
  - dette née de délit ou quasi-délit S. 638.
  - garantie de compte courant S. 640.
  - garantie d'ouverture de crédit S. 640.
  - inscription S. 150; (annulation) S. 170; (impossibilité) S. 118; (tardive) S. 170.
  - légataire S. 401.
  - maritime S. 638.
  - nature de la créance S. 638.
  - nullité facultative S. 670.
  - objet hypothéqué S. 638.
  - postérieure au jugement déclaratif S. 735.
  - prêt nouveau S. 637; R. 294.
  - prêt nouveau et prêt antérieur S. 639; R. 297.
  - promesse S. 638.
  - renouvellement d'effets impayés S. 640.
  - subrogation S. 248; (conventionnelle) S. 643.
  - tiers donataire S. 710.
  - V. Inscription hypothécaire.
- Hypothèque de la masse** S. 92, 117, 817 s.; R. 494 s.
- caractères S. 817, 818; R. 494.
- concordat, homologation S. 817, 820; R. 494.
- dissolution de l'union S. 1071.
- effets S. 819; (biens nouveaux) S. 819; (concordat, homologation) S. 820; (droits individuels) S. 822.
- étendue S. 818.
- inscription hypothécaire postérieure S. 819.
- paiement intégral, mainlevée S. 1064, 821.
- rapport de la faillite S. 821.
- union S. 820.
- ventes transcrits postérieurement S. 819.
- Hypothèque judiciaire** S. 642 s., 685; R. 294 s.
- collocation définitive S. 687.
- délit, dommages-intérêts S. 643.
- frais S. 643.
- inscription antérieure au jugement déclaratif S. 643.
- nature de la dette S. 643.
- nullité facultative S. 687.
- subrogation conventionnelle S. 643.
- Hypothèque légale** S. 1144 s.; R. 1076 s.
- établissement public S. 644; R. 300.
- étendue S. 1158; R. 1103 (améliorations) S. 1168; (immeubles acquis pendant le mariage) S. 1158; R. 1103; (immeubles indivis) S. 1160; R. 1108.
- exercices après concordat S. 1172 s.
- femme du failli S. 367.
- femme mariée S. 644; R. 300.
- femme, obligation solidaire S. 645.
- femme, subrogation (absence de frau-
- de S. 701; (dette antérieure) S. 645; (nullité facultative) S. 671.
- garantie (créance de la femme) S. 1153; (étendue) S. 1164 s.; R. 1110 s.; (étendue, apports) S. 1165; (étendue, sommes ou effets échus pendant le mariage) S. 1165 s.
- inscription S. 720 s.
- mineur S. 644; R. 300.
- renonciation, vote du concordat S. 916.
- restriction S. 1155 s.; R. 1103 s.
- Immeubles**
  - acquisition durant le mariage, titre onéreux S. 1148; R. 1089.
  - aliénation, preuve S. 1170.
  - hypothèque, tiers détenteur S. 1211.
  - vente S. 1208 s.; R. 1148 s.; (autorisation, compétence) S. 1213; R. 1159, 1160 s.; (délai) S. 1212; R. 1158; (droits des créanciers) S. 1208; R. 1148 s.; (formalités) S. 1212, 1213 s.; R. 1158 s.; (par le syndic) S. 807; R. 487; (par le syndic, formalités) S. 807; (surenchère) S. 1219 s.
- Immeuble hypothéqué**
  - tiers détenteur S. 545.
- Incapable** S. 209 s.; R. 52 s.
- Incapacité** S. 87, 209, 363, 371 s.; R. 167 s.
- arbitre S. 375.
- associé S. 284.
- autorisation maritale S. 380; R. 173, 201.
- cessation, réhabilitation S. 385.
- courtage S. 374.
- décorations S. 376.
- électoral S. 89, 372 s.; R. 167 s.; (chambres consultatives des arts et manufactures) S. 373; (chambres de commerce) S. 373; (conseils des prud'hommes) S. 373; (tribunaux de commerce) S. 373.
- éligibilité S. 88, 372 s.; R. 167 s.
- entrée à la Bourse S. 877; R. 175.
- entreprise théâtrale S. 378.
- exclusion des fonctions publiques S. 374; R. 174.
- exercice (commerce) S. 380; R. 175; (droits de famille) S. 380; (droits politiques) S. 89; (d'office ministériel) S. 374.
- expert S. 375.
- gérance de journal S. 379.
- héritier S. 383; R. 168.
- juré S. 375; R. 170.
- liquidation judiciaire S. 386.
- puissance paternelle S. 381; R. 173.
- tutelle S. 381; R. 173.
- Incompatibilité** S. 210 s.
- Inscription hypothécaire**
  - conservatoire S. 736 s.; (intérêts) S. 736.
  - créancier du précédent propriétaire S. 735.
  - délai S. 727 s., 734; R. 331.
  - hypothèque légale S. 729, 737.
  - nullité facultative S. 727; R. 321; (appréciation du juge) S. 733; (liquidation judiciaire) S. 744.
  - nullité, profit S. 711 s.
  - postérieure au jugement déclaratif S. 734 s.; R. 335.
  - prohibition S. 727 s.; R. 331.
  - renouvellement S. 728, 736; R. 336.
  - réquisition par le syndic S. 816; R. 490.
- Insolvabilité** S. 259; R. 73.
- Interdiction judiciaire**
  - demande, exercice S. 463.
- Intérêts**
  - cours, cessation S. 92, 116 s., 363, 557 s.; R. 263, 1145; (cessation de paiements) S. 557; R. 362; (liquidation judiciaire) S. 557; (relation) S. 568.
  - créance (garantie personnelle) S. 573 s.; R. 1145; (hypothécaire) S. 569 s.; R. 268, 1145; (hypothécaire, paiement) S. 572; (non productive) S. 1490 s.; R. 1545; (privilégiée) S. 569 s.; R. 265, 1145; (privilégiée, paiement) S. 572.
  - moratoires S. 568.
- Inventaire** S. 801, 905; R. 457, 672.
- confection S. 150.
- durée S. 768; R. 360.
- forme S. 802; R. 460.
- V. Liquidation judiciaire.
- Irlande** S. 9.
- Italie** S. 7.
- avantages particuliers S. 1457.
- concordat (société) S. 1012; (vote) S. 908.
- faillite de fait S. 368.
- femme, droits S. 1144.
- nomination des syndics S. 779.
- réhabilitation S. 1485; (procédure) S. 1500.
- répartition de l'actif S. 1204.
- syndic (prestation de serment) S. 790; (rémunération) S. 793.
- Journal**
  - caractères S. 196.
- Juge-commissaire** S. 825.
- choix S. 762.
- liquidation judiciaire S. 98, 146.
- nomination S. 321, 761 s.; R. 316 s.; (jugement, voies de recours) S. 761.
- ordonnance (recours)

- S. 762 ; (voies de recours) S. 1382.*  
 — pouvoirs *S. 763 ; R. 347 ; (clôture des opérations de vérification) S. 865, 866 ; R. 599 ; (contrôle) S. 763 ; (voie délibérative) S. 762, 766 ; R. 349.*  
 — présence au jugement *S. 766.*  
 — rapport *S. 763 ; R. 347, 1037 ; (cas de nécessité) S. 765 ; (formalité substantielle) S. 763, 764 ; R. 347, 350, 1037 ; (préalable à l'homologation du concordat) S. 932 ; R. 766 ; (présomption) S. 764 ; (preuve) S. 764 ; (sur la faillite, envoi au parquet) S. 772 ; R. 375.*  
 — récusation *S. 761.*  
 — remplacement *S. 761 s., 1767 ; R. 346 s., 356.*  
 — transaction *S. 836 ; R. 523, 585.*  
 — vente des meubles du failli *S. 805 ; R. 477, 486.*  
**Juge de paix**  
 — compétence *S. 798.*  
**Jugement**  
 — admission provisionnelle, voies de recours *S. 893 ; R. 638, 642.*  
 — attributif de droits nouveaux *S. 676 s., 685 s.*  
 — avant faire droit *S. 679.*  
 — chose jugée *S. 688.*  
 — déclaratif de droits préexistants *S. 676.*  
 — d'exequatur *S. 679.*  
 — d'expédient *S. 683.*  
 — frais *S. 778 ; R. 403 s.*  
 — matière de faillite, caractères *S. 1377, 1384 s.*  
 — non susceptible de voies de recours *S. 1378 s. ; R. 1378, 1389.*  
 — nullité facultative *S. 673 s.*  
 — par défaut, acquiescement *S. 677.*  
 — publicité *S. 81.*  
 — saisie-arrest, validité *S. 685.*  
 — signification *S. 522 ; R. 206.*  
 — suris, voies de recours *S. 893 ; R. 638 s.*  
 — voies de recours *S. 83 s., 677.*  
**Jugement déclaratif**  
 — *S. 317 s. ; R. 111 s.*  
 — acquiescement *S. 1337.*  
 — actionnaires *S. 1338 ; (opposition, commanditaire) S. 1338 ; (opposition, créanciers) S. 1339 ; R. 1332 ; (opposition, délai) S. 1340 s. ; R. 1333 s. ; (opposition, failli) S. 1335, 1336 ; R. 1331, 1335 ; (opposition, formes) S. 1343.*  
 — affichage *S. 357 ; R. 132, 140, 1334.*  
 — appel *S. 473, 478, 485 ; (délai, point de départ) S. 1348 s. ; R. 1364 ; (appel, formes) S. 1351 s. ; R. 1363.*  
 — caractères *S. 317 s. ;*  
 — (conséquences) *S. 318.*  
 — désistement *S. 1337.*  
 — effets *S. 531 s., 1557 s. ; R. 244 s., 262 s. ; (erga omnes) S. 317 s. ; (incapacité du failli) S. 371 s. ; R. 167 s. (indivisibilité) S. 535.*  
 — énonciations *S. 321.*  
 — exécution par provision *S. 359 ; R. 110.*  
 — extrait, envoi au parquet *S. 772 ; R. 875.*  
 — formes *S. 320 ; R. 113.*  
 — insertion *S. 357 ; R. 131.*  
 — opposition *S. 288, 357, 473, 478, 485, 1334 s., 1361 ; R. 1331, 1340 s.*  
 — par défaut, péremption *S. 397.*  
 — pourvoi en cassation *S. 1360 ; R. 1379.*  
 — publication *S. 355 s. ; R. 131 s. ; (conservation) S. 357 ; R. 132 ; (défaut) S. 356 ; (défaut, responsabilité) S. 356 ; (délai) S. 356 ; (effets) S. 357.*  
 — rendu à l'étranger (demande d'exequatur) *S. 1518 s., 1520 ; (effets en France) S. 1518 s.*  
 — rétractation (causes) *S. 1354 s. ; R. 1322 (effets) S. 1359 ; R. 1331 s., 1340 ; (frais) S. 1357 s.*  
 — tierce opposition *S. 1344 s.*  
 — voies de recours *S. 1334 s. ; R. 1331 s.*  
**Jugement de report**  
 — affichage *S. 357 ; R. 130, 140, 1334.*  
 — insertion *S. 357 ; R. 131.*  
 — opposition *S. 357, 1363 s.*  
 — publication *S. 355 ; R. 131 s. ; (conservation) S. 357 ; (délai) S. 356.*  
 — V. Appel, Opposition.  
**Légitime**  
 — hypothèque *S. 401.*  
**Législation.** *S. 4 s. ;*  
 — étrangère *S. 7 s.*  
**Lega**  
 — créanciers du failli *S. 1069.*  
 — délivrance *S. 458.*  
 — donneur d'ordre, rapport à la masse *S. 752 ; R. 338.*  
 — endos (en blanc) *S. 429 ; (irrégulier) S. 429, 437.*  
 — faillite du tiré *S. 170.*  
**Lettre de change**  
 — négociation *S. 599.*  
 — non échue, paiement *S. 746 ; R. 340.*  
 — paiement, tiré accepteur *S. 664.*  
 — période suspecte *S. 598.*  
 — postérieure *S. 594, 617, 619.*  
 — provision (existante) *S. 593 ; (marchandises consignées) S. 617 ; (nullité) S. 421.*  
 — tiers porteur *S. 745 ; R. 337.*  
 — tiré (accepteur, paiement) *S. 664 ; (faillite, nullité de la*  
 — provision, défaut d'action) *S. 710.*  
 — tireur, rapport à la masse *S. 752 ; R. 338.*  
 — V. Effet de commerce.  
**Lettre de gage du créancier**  
 — désaisissement *S. 419.*  
**Lettre de voiture**  
 — V. Vente, revente.  
**Lettres**  
 — remise au syndic *S. 799, 800 ; R. 443.*  
**Liquidation**  
 — nullité facultative *S. 680.*  
 — surenchère *S. 1230.*  
**Liquidation**  
 — cessation de paiements *S. 353 ; R. 164.*  
**Liquidation judiciaire**  
 — actif, constatation *S. 150 s.*  
 — actions à intenter ou à suivre *S. 107.*  
 — admission provisionnelle *S. 158.*  
 — affirmation de créances *S. 157.*  
 — Algérie *S. 185.*  
 — assemblée (concordataire) *S. 134 ; (des créanciers) S. 148 ; (de vérification) S. 154 ; (de vérification supplémentaire) S. 155, 156 ; (préparatoire) S. 154.*  
 — associé solidaire *S. 66.*  
 — avis (aux créanciers) *S. 152 ; (des contrôleurs) S. 103 ; (des contrôleurs, action à intenter ou à suivre) S. 167 ; (des contrôleurs, forme) S. 104.*  
 — bénéfices (caractères) *S. 60 ; (déchéance) S. 122, 256.*  
 — bilan *S. 67.*  
 — bonne foi *S. 74 s.*  
 — cessation (de paiements) *S. 57 ; (du cours des intérêts) S. 116.*  
 — clôture pour insuffisance d'actif *S. 165.*  
 — colonies *S. 184.*  
 — commerçant *S. 57.*  
 — comparaison personnelle *S. 79 ; (empêchement) S. 80.*  
 — compétence, tribunal de commerce *S. 147.*  
 — concordat *S. 160 s. ; (annulation) S. 172 ; (caractères) S. 1013 ; (par abandon d'actif) S. 160 ; (refus, conséquences) S. 159, 164 s., 168 ; (rejet) S. 895, 1047 ; (résolution) S. 172.*  
 — condamnation pour banqueroute *S. 173.*  
 — condition d'obtention *S. 56 s.*  
 — conséquences, incapacité *S. 87 ; (électorat) S. 89 ; (éligibilité) S. 88 ; (exercice des droits politiques) S. 89.*  
 — conséquences, non-désaisissement *S. 93.*  
 — contestation, jugement *S. 158.*  
 — contrôleurs *S. 127 s., 784 s. ; (attributions) S. 143 ; (attributions, surveillance) S. 145 ; (avis, S. 797, 824 ; avis,*  
 — concordat) *S. 907 ; (choix) S. 140 ; (démission) S. 142 ; (mission) S. 787 ; (responsabilité) S. 144 ; (révocation) S. 441 ; (surveillance, exécution du concordat) S. 941 ; (vérification des livres) S. 799.*  
 — conversion en faillite *S. 120, 159, 166 s., 249 ; (apposition des scellés) S. 177, 768 ; (conditions) S. 895 ; (conséquences) S. 175 ; (dol) S. 895 ; (facultative) S. 166, 167 s. ; (obligatoire) S. 169 s.*  
 — convocation de créanciers, délai *S. 152.*  
 — cours des intérêts, cessation *S. 116, 557.*  
 — déchéance du terme *S. 115 s.*  
 — définition *S. 53.*  
 — délai fatal *S. 72.*  
 — désaccord entre le débiteur et le liquidateur *S. 108, 126.*  
 — dettes non échues, exigibilité *S. 532.*  
 — dispositions transitoires *S. 178 s.*  
 — droits attachés à la personne *S. 96.*  
 — effets *S. 54.*  
 — étranger *S. 1509 s.*  
 — fraude *S. 74 s. ; (appreciation) S. 171.*  
 — héritiers (du commerçant) *S. 62 s. ; (justification) S. 65.*  
 — homologation du tribunal *S. 101.*  
 — hypothèque (de la masse) *S. 117 ; (inscription) S. 150 ; (inscription, impossibilité) S. 118.*  
 — inscription hypothécaire, nullité *S. 744.*  
 — intervention des créanciers *S. 113.*  
 — inventaire *S. 150.*  
 — juge-commissaire *S. 140 ; (autorisation) S. 98.*  
 — jugement *S. 59, 79 s. ; (affiches et insertions) S. 81 ; (d'ouverture) S. 77 s. ; (effets) S. 87 s., 92 s. ; (effets dans le passé) S. 119 s., 121 s. ; (forme) S. 79 ; (publicité) S. 81 ; (voies de recours) S. 83 s.*  
 — liquidateur *S. 93 ; (acquiescement ou renonciation) S. 100 ; (assistance) S. 98 ; (capacité) S. 129 ; (conditions) S. 98 ; (continuation du commerce) S. 98 ; (définitif) S. 127 ; (désistement) S. 99 ; (droits) S. 100 ; (fonctions) S. 150 ; (frais, taxe) S. 163 ; (indemnité) S. 135 ; (mission) S. 125 ; (nombre) S. 128 ; (nomination) S. 127 s. ; (notification au bailleur) S. 109 ; (obligations) S. 150 s. ; (pouvoirs, étendue) S. 824 ; (provisoire) S. 127 ; (récépissé des titres) S. 136 ; (reddition de comp-*  
 — te) *S. 134 ; (remplacement) S. 127 s. ; (remplacement, cause) S. 134 ; (remplacement, forme) S. 134 ; (responsabilité) S. 135 ; (responsabilité, prescription) S. 135 ; (société) S. 130 s. ; (transaction) S. 10.*  
 — liste des créanciers *S. 67.*  
 — mesures urgentes *S. 100.*  
 — non-désaisissement du débiteur *S. 93 s. ; (conséquences) S. 94.*  
 — nullité (action) *S. 123 ; (d'actes) S. 119.*  
 — obligations postérieures *S. 96.*  
 — opposition *S. 158.*  
 — passif, constatation *S. 151 s.*  
 — période suspecte *S. 119, 354 ; (point de départ) S. 121.*  
 — pouvoirs du débiteur *S. 96 s. ; (acquiescement ou renonciation) S. 100 ; (actes conservatoires) S. 97 ; (aliénations) S. 105 ; (continuation de son commerce) S. 98 ; (désistement) S. 99 ; (exercice des actions judiciaires) S. 97 ; (notification au bailleur) S. 102 ; (obligations) S. 96 ; (recouvrement des créances) S. 97 ; (transaction) S. 101.*  
 — privilège, inscription, impossibilité *S. 118.*  
 — production *S. 151 s. ; (délai) S. 154.*  
 — publicité *S. 152.*  
 — rapport sur la liquidation *S. 150.*  
 — requête (créanciers) *S. 60 ; (délai) S. 59, 71 ; (débiteur) S. 58, 59 s. ; (formes) S. 66 ; (héritiers) S. 62 s. ; (mandataire) S. 79.*  
 — société *S. 66 ; (anonyme) S. 69 s. ; (en commandite) S. 68 ; (en nom collectif) S. 68 ; (étranger) S. 1509 s. ; (liquidateur) S. 130 s.*  
 — solutions *S. 159 s.*  
 — suspension des poursuites individuelles *S. 109 s.*  
 — tiré, paiement de lettres de change *S. 170.*  
 — transaction *S. 842.*  
 — tribunal compétent *S. 77 s. ; (sociétés) S. 78 ; (sociétés étrangères) S. 78.*  
 — Tunisie *S. 185, 186.*  
 — union *S. 164 s., 1047.*  
 — vérification des créances *S. 151 s. ; (clôture) S. 156 ; (conditions) S. 157 ; (délai) S. 163 s. ; (formes) S. 157.*  
**Livres**  
 — dépôt, syndic *S. 798.*  
 — état, constatation *S. 798 ; R. 435 s.*  
**Livres de commerce**  
 — soustraction frauduleuse *S. 1437 ; R. 1453 s.*  
**Louage d'industrie**  
 — *S. 431.*  
**Louage d'ouvrage**  
 — *S. 431.*  
**Magasin du failli**  
 — définition *S. 1371.*  
**Magistrat** *S. 210.*  
 — actes passés avec le mandataire *S. 427.*  
 — non transmissibles, remise *S. 624.*  
 — pluralité de mandants *S. 430.*  
 — postérieur au jugement déclaratif *S. 437.*  
 — résolution *S. 429.*  
**Mandat**  
 — *S. 437 ; R. 191.*  
**Mandataire**  
 — désaisissement *S. 420.*  
**Marchand forain**  
 — compétence *S. 273.*  
**Marchandises**  
 — consignées (créances du prix, revendication) *S. 1248 s. ; R. 1215 s. ; (revendication) S. 1242 s. ; R. 1204 s. ; (revendication, identité de la chose) S. 1247 ; R. 1212.*  
 — dation en paiement *S. 608 ; R. 287, 288.*  
 — en dépôt, revendication *S. 1242 s. ; R. 1206 s.*  
 — gage *S. 649.*  
 — impayées, restitutions *S. 609.*  
 — livraison, (bonne foi) *S. 811 ; (nullité facultative) S. 661.*  
 — neuves, vente par le syndic (lieu) *S. 812 ; (mode) S. 809 s. ; R. 481.*  
 — rapport à la masse *S. 722.*  
 — remise (compte courant) *S. 634 ; R. 292 ; (gage) S. 649.*  
 — vendues (en gare, caractère) *S. 1273 ; (non susceptibles d'être emmagasinées) S. 1283 ; (revendication) S. 1256 s. ; R. 1228 s. ; (saisie en cours de route) S. 1290 ; R. 1287 ; (exécution) S. 1270.*  
 — vente par le syndic, mode *S. 648 s. ; R. 479 s.*  
**Marché**  
 — exécution, période suspecte *S. 611.*  
**Marché à livrer**  
 — période suspecte *S. 611.*  
**Mari**  
 — administrateur, désaisissement *S. 404 ; R. 186.*  
 — commerçant lors du mariage *S. 1116 ; R. 1103.*  
 — non-commerçant *S. 204 s.*  
**Masse**  
 — action (en nullité, exercice) *S. 785 s. ; R. 325 ; (exercice) S. 478 ; R. 215 ; (recours) S. 481.*  
 — autorisation *S. 825.*  
 — caractères *S. 520 ; R. 212.*  
 — dette *S. 444 ; (gestion du syndic) S. 1186 ; (procès soutenus par le syndic) S. 1187.*  
 — dettes *S. 1184 s. ; R. 1126 ; (dépens du syndic) S. 1186 ; R. 1052 ; (faillite tiers) S. 1185 ; (prélèvements) S. 1202.*

- hypothèque S. 817 s.; R. 464 s.
- V. Hypothèque de la masse.
- réintégration, biens soustraits S. 1455; R. 1515.
- renonciation à la nullité S. 718.
- représentation par le failli S. 530.
- restitution des sommes ou valeurs reçues S. 735.
- V. Rapport à la masse.
- Mobilier**
- propriété, preuve, femme S. 1150; R. 1090 s.
- V. Effets mobiliers.
- Morisque** S. 7.
- Mines**
- concessionnaire non-commerçant S. 192.
- société, caractères S. 217.
- Miner**
- banqueroute S. 1400; R. 1286.
- Miner non émancipé** S. 209; R. 53.
- Ministère public**
- arrestation du failli S. 771 s.
- Mise en cause**
- failli S. 459 s.
- Mont-de-piété**
- reconnaissance, revendication par le syndic S. 670.
- Nantissement** S. 646 s.; R. 294, 301.
- avance nouvelle S. 652.
- dation S. 1295 s.
- dettes antérieures et dettes nouvelles S. 653.
- police d'assurance sur la vie S. 652.
- substitution S. 649.
- warrant S. 651.
- V. Gage.
- Navire**
- construction à l'entreprise, propriété S. 1314.
- Non-commerçant** S. 6.
- Allemagne S. 8.
- auteur, éditeur S. 194.
- caractères S. 189.
- cessation de paiements S. 260.
- concessionnaire de mines et carrières S. 192.
- déconfiture S. 188.
- dessaisissement S. 389 s.
- directeur de journal S. 196.
- Hongrie S. 8.
- liquidation judiciaire S. 390.
- séquestre judiciaire S. 390.
- société, liquidation S. 391.
- spéculation sur immeubles S. 193.
- Suisse S. 8.
- syndic S. 789.
- Notaire** S. 210 s.
- Novation** S. 215.
- constitution de gage S. 648.
- nullité de plein droit S. 589.
- période suspecte S. 612.
- renouvellement d'effets impayés S. 640.
- transaction pour délit S. 638.
- Nullité**
- acte à titre gratuit S. 574 s.; R. 274 s.
- action S. 123, 705 s.;
- R. 325 s.; (action) S. 123, 705 s.; R. 325 s.; (cessionnaire du failli) S. 717; R. 328; (failli) S. 707; R. 325; (failli concordataire) S. 707 s.; R. 325; (individuelle) S. 705; (partie intéressée) S. 709; (tiers) S. 710; (tiers) S. 710.
- admission, restitution par la masse S. 736 s.
- bénéficiaire, masse S. 705 s.; R. 325.
- clôture de la faillite S. 719.
- compensation S. 603; R. 287.
- dation en paiement S. 603; R. 287.
- délégation S. 606.
- donalion S. 576; R. 276.
- facultative S. 660 s.; R. 266 s.; (acte à titre onéreux) S. 669 s.; R. 313; (acte judiciaire) S. 675 s.; (conditions) S. 689 s.; R. 306 s.; (constitution de dot) S. 669; (constitution de société) S. 669; (endossement, effets de commerce) S. 662; (engagement civil) S. 669; R. 313; (engagement commercial) S. 669; S. 313; (hypothèque conventionnelle) S. 670; (hypothèque judiciaire) S. 687; (inscription de privilège) S. 731; R. 333; (inscription hypothécaire) S. 737; (jugement) S. 675 s.; (licitation) S. 680; (livraison de marchandises) S. 663; (ordonnance de référé) S. 679; (partage) S. 680; (paiements) S. 661; R. 305; (paiement, acte d'arbitrage) S. 665; (paiement, associé solidaire) S. 680; (paiement par délégation) S. 662; (pouvoir d'appréciation du juge) S. 696 s.; R. 309; (remise de valeurs mobilières) S. 662; (remise en compte courant) S. 670; (sentences arbitrales) S. 679; (subrogation, hypothèque légale) S. 671 s.; (transaction) S. 682; R. 313; (transport) S. 670; (vente à réméré) S. 669.
- hypothèque S. 637 s.; R. 294 s.
- paiement (dette échue) S. 603 s.; R. 287 s.; (dette non échue) S. 589 s.; R. 283 s.
- renonciation de la masse S. 718.
- requête du failli S. 400.
- transport S. 603; R. 287.
- vente S. 603; R. 287.
- Objets insaisissables**
- dessaisissement S. 412 s.; R. 185.
- Objets sujets à dépe-**
- rissement**
- vente S. 797; R. 430 s.
- Obligation**
- conditionnelle, antérieure à la faillite S. 425.
- connexe S. 428.
- successive S. 427.
- Obligations**
- non amorties S. 560 s.; (production, chiffre) S. 581.
- non remboursées, production S. 560.
- société, faillite S. 560.
- Office des faillites**
- Suisse S. 8.
- Office ministériel**
- vente par le syndic S. 806; R. 485.
- Officier ministériel**
- S. 208, 210.
- Opposition**
- jugements susceptibles S. 358.
- jugement déclaratif S. 1334, 1335 s.; R. 1331.
- jugement de report S. 1363 s.
- V. Jugement déclaratif, Jugement de report.
- Opposition d'intérêts**
- S. 473 s.; R. 210 s.
- Ordonnance**
- nullité facultative S. 679.
- Ordre**
- chose jugée S. 720.
- collocation, chose jugée S. 687.
- intervention des syndics S. 720.
- production S. 524.
- Ouverture de crédit**
- garantie hypothécaire S. 640; (nullité facultative) S. 701; (garantie, transport de créance) S. 652; R. 301.
- sur un tiers, garantie S. 634.
- Ouverture de la faillite**
- report S. 324 (jugement) S. 325 s.
- Ouvrier**
- paiement S. 815.
- privilège S. 1098, 1099 s.; R. 1056.
- Ouvre littéraire**
- non publiée, dessaisissement S. 420.
- Pacte d'arbitrage**
- S. 256, 1014; R. 73.
- Partage**
- anticipé S. 681.
- d'ascendants S. 681.
- nullité facultative S. 680.
- validité S. 610.
- Passif**
- consistance, établissement S. 799; R. 444.
- paiement intégral, réhabilitation S. 1490; R. 1543.
- Patrimoine du failli**
- assurance sur la vie S. 404 s.
- Paiement**
- antérieur à la période suspecte S. 453; (anticipé) S. 589 s.; R. 283 s.; (avec escompte) S. 592; R. 286; (cessation de paiements) S. 602; R. 119 s.; (exemples) S. 592; (propriétaire) S. 601; (suites d'un délit) S. 601; (usage) S. 591.
- chose due S. 614.
- compensation S. 626 s.
- dation en paiement S. 603, 604 s.; R. 287 s.
- dette échue S. 588, 603 s.; R. 287 s.; (fraude) S. 757.
- dette non échue S. 588 s.; R. 283.
- en billet à ordre S. 616.
- en chèque S. 622; (validité) S. 625.
- en coupons d'actions S. 615.
- en espèces et effets de commerce S. 613 s.; R. 263, 287; (conditions de validité) S. 625; (tiers porteur) S. 745; R. 337.
- en lettre de change S. 616.
- en récépissé et warrant S. 623.
- en reconnaissance de dette S. 624.
- lettre de change, tiré accepteur S. 664.
- nullité S. 588 s.; R. 283 s.
- nullité facultative S. 661; R. 305.
- par délégation, nullité facultative S. 662.
- par remise du bordereau de collocation S. 614.
- partiel, imputation, créance hypothécaire ou privilégiée S. 570.
- postérieur au jugement déclaratif S. 436, 590; R. 187.
- suris (conditions) S. 12; (législations) S. 11 s.
- vente à réméré S. 609.
- V. Dation en paiement.
- Pays-Bas** S. 7.
- disponibilités non recouvrées S. 804.
- femme, droits S. 1144; (nomination, syndics) S. 779; (ré-munération) S. 793.
- Pays scandinaves** S. 8.
- Pension alimentaire**
- dessaisissement S. 412; R. 185.
- Pension de l'Etat** S. 414; R. 185.
- Pension militaire**
- dessaisissement S. 414.
- Période suspecte** S. 119.
- accord devant arbitre S. 684.
- accord en conciliation S. 684.
- actes judiciaires S. 675 s.
- assurance sur la vie S. 406.
- compensation S. 626 s.; R. 284; (judiciaire ou reconventionnelle) S. 685.
- délai supplémentaire S. 574, 575; R. 274.
- détermination S. 574; R. 266 s.
- femme, engagements S. 644.
- fixation S. 322; R. 119 s.
- gage S. 647 s.; R. 294, 301.
- hypothèque conventionnelle S. 637 s.; R. 294 s.
- hypothèque judiciaire S. 643 s.; 685; R. 294 s.
- jugements S. 675 s.; (d'expédient) S. 683; (par défaut, acquiescement) S. 677.
- lettre de change, provision S. 598.
- licitation S. 680.
- marchandises, remise, bonne foi S. 611.
- marché (à livrer) S. 611; (exécution) S. 611.
- nantissement S. 646 s.; R. 294, 301.
- novation S. 589, 612.
- partage S. 680.
- paiement, dette échue S. 603 s.; R. 287 s.
- période antérieure S. 755 s.; R. 343 s.
- prêt de consommation, exécution S. 611.
- privilèges S. 646 s.; R. 294, 301.
- provision, lettre de change S. 422.
- serment décisoire S. 683.
- subrogation à l'hypothèque S. 643; (légale) S. 671 s.
- transaction S. 682.
- transcription de donation S. 586.
- transport, signification S. 607.
- valeur, remise, bonne foi S. 611.
- V. Liquidation judiciaire.
- Pérou** S. 7.
- Pluralité de faillites**
- S. 385, 444; R. 79.
- Portugal** S. 7.
- Poursuites** S. 458; R. 214.
- Poursuites criminelles**
- failli S. 468.
- Poursuites individuelles**
- acte conservatoire S. 485.
- action paulienne S. 760.
- appel du jugement déclaratif S. 485.
- au nom de la masse S. 480; R. 215.
- bailleur S. 854.
- contestation des créances S. 485.
- créancier (gagiste) S. 854; (hypothécaire) S. 483; (privilégié) S. 854.
- dette non échue S. 535; R. 246, 1149.
- expropriation forcée S. 511 s.; R. 233 s., 1149 s.
- gestion des syndics, surveillance S. 485.
- intérêts (distincts de ceux de la masse) S. 476, 485; (opposés à ceux de la masse) S. 476.
- intervention S. 485.
- obligataires S. 496.
- opposition au jugement déclaratif S. 485.
- reprise (clôture pour insuffisance d'actif) S. 1031, 1041; R. 907; (union fin) S. 1065; R. 975.
- saisie-arrest S. 508 s.
- saisie-conservatoire S. 508.
- saisie-exécution S. 507 s.; R. 223 s.
- saisie immobilière S. 511 s.; R. 223, 1149.
- suspension S. 92, 109 s.; 476 s.; R. 215.
- V. Société.
- Pourvoi en cassation** S. 86.
- Prélèvements** S. 1192 s.
- avances du syndic S. 1193; R. 996.
- créances contre la masse S. 1202.
- dépens des instances judiciaires S. 1196.
- frais d'administration de la faillite S. 1193.
- honoraires du syndic S. 1193.
- secours au failli et à sa famille S. 1200.
- Préposé** S. 201.
- congédiement S. 431.
- femme mariée S. 203 s., 206.
- Prescription**
- courte S. 868.
- décennale S. 868.
- interruption S. 522, 889; R. 206; (syndic) S. 815; R. 480.
- responsabilité (greffier) S. 136; (greffier, titres et bordereaux) S. 858; R. 577 s.; (liquidateur judiciaire) S. 125; (syndic, titres et bordereaux) S. 858; R. 577 s.
- trentenaire S. 868.
- Prêt de consommation**
- exécution S. 611.
- Privilèges** S. 646 s., 657 s.; R. 294, 301.
- bailleur S. 4, 657, 659.
- commissionnaire S. 658.
- compétence civile S. 1132; R. 532 s., 643, 1063, 1212 s.
- constructeur S. 739.
- copartageant S. 739.
- du Trésor, conservation S. 855.
- immeubles S. 1134 s.; R. 1065 s.
- inscription S. 739; (délai) S. 731, 734; R. 235; (impossibilité) S. 118; (postérieure au jugement déclaratif) S. 734; R. 335; (prohibition) S. 737; R. 331; (réquisition par le syndic) S. 816; R. 490.
- meubles S. 1094 s., 1201; R. 1028 s.
- postérieurs au jugement déclaratif S. 735.
- Trésor public, inscription S. 822.
- vendeur (d'effets mobiliers) S. 659; (transcription) S. 740, 742.
- Privilèges généraux** S. 1095 s.; R. 1028 s.
- administration des Douanes S. 1104.
- contributions (directes) S. 1104; (indirectes) S. 1104.
- fournitures de subsistance S. 1103; R. 1058.
- frais (de dernière maladie) S. 1097; R. 1055; (de justice) S. 1095; (funéraires) S. 1096; R. 1054.
- salaires des gens de service, ouvriers, commis S. 1098 s.; R. 1056.
- Trésor public S. 1104.
- Privilèges spéciaux** S. 1005 s.; R. 1031 s.
- aliénés S. 1131.
- architectes, maçons et ouvriers S. 1135.
- aubergiste S. 1137.
- bailleur S. 1108 s.; R. 232 s.; (étendu) S. 1116 s.
- cautionnement (agents de change) S. 1131; (courtiers) S. 1131;



- (fonctionnaires) S. 1129.  
— cohéritier S. 1135.  
— commissionnaire S. 1130.  
— conservation de la chose S. 1125.  
— contributions directes S. 1131.  
— co-partageant S. 1135.  
— crédit foncier, syndicats et prêteurs, drainage S. 1136.  
— enregistrement S. 1131.  
— fournisseurs, travaux publics S. 1131.  
— gage S. 1100 s.; R. 1031 s.  
— indemnité de plus-value, dessèchement des marais S. 1136.  
— navires, chargement S. 1130.  
— ouvriers, travaux publics S. 1131.  
— prêteur des deniers (acquisition d'un immeuble) S. 1135; (paiement des ouvriers) S. 1135; (travaux de recherche des mines) S. 1136.  
— séparation des patrimoines S. 1125.  
— sous-traitant, préposés, marché de fournitures pour les armées S. 1131.  
— Trésor public S. 1135.  
— vendeur d'effets mobiliers S. 1126, 1254 s.; R. 1238 s.  
— vendeur d'immeubles S. 1125.  
— voitureur S. 1128.  
**Procédure à l'étranger**  
— loi applicable S. 1532.  
**Prodigue** S. 209.  
**Production** S. 557 s.; R. 573 s.  
— avis S. 559; R. 588.  
— délai S. 559; R. 588; (créancier hors de France) S. 559; R. 579.  
— V. Faillite, Liquidation judiciaire.  
**Protêt**  
— cessation de paiements S. 335.  
— faillite endosseur S. 338; R. 159, 169.  
— par le failli S. 524.  
**Publité**  
— présomption S. 393.  
**Puissance paternelle** S. 402; R. 186.  
**Purge** S. 1223 s.  
**Quasi-délit**  
— action judiciaire S. 458.  
— contrat avec le failli S. 758.  
— V. Délit.  
**Quittance**  
— enregistrement, dispense S. 1501.  
**Rapport à la masse** S. 721 s.  
— action en S. 324.  
— affranchissement, tiers porteur S. 747 s.  
— caractères S. 721.  
— compensation S. 722.  
— connaissance de la cessation de paiements S. 753.  
— dividende (concordat amiable) S. 666; (déterminé) S. 722.  
— donneur d'ordre S. 752; R. 338.  
— en moins prenant S. 552; (interdiction) S. 721.  
— marchandises S. 722; (vente) S. 722.  
— paiement (de chèque) S. 754; (effets de commerce) S. 745 s.; R. 337 s.; (dette non échue) S. 746; R. 340.  
— premier endosseur S. 752; R. 338.  
— primes d'assurance S. 406.  
— quotité, capital et intérêts S. 724.  
— solidarité S. 725.  
— tireur S. 752; R. 338.  
**Rapport à succession**  
— compensation S. 553.  
— concordat S. 954.  
— dot, caractères S. 583.  
**Rapport de la faillite**  
— avant concordat S. 904; R. 669 s.  
— effets S. 821.  
**Réassurance**  
— sinistres antérieurs à la faillite S. 425.  
**Récépissé**  
— marchandises déposées S. 623; (endossement) S. 635.  
**Receveur de finances** S. 210.  
**Reconnaissance de dette**  
— antérieure à la période suspecte S. 453.  
— dation en paiement S. 624.  
**Recouvrements** S. 804 s.; R. 472 s., 492.  
**Référé**  
— difficultés relatives aux scellés S. 803.  
— ordonnance, nullité facultative S. 679.  
**Règlement de juges** S. 285; 1362; R. 79, 1382.  
— renvoi S. 286; R. 79.  
**Réhabilitation** S. 372, 944, 1064, 1485 s.; R. 1538 s.  
— admission S. 1505; R. 1544.  
— arrêt, publicité S. 1506; R. 1558.  
— banqueroutier (frauduleux) S. 1496; (simple) S. 1497; R. 1556.  
— condition S. 1485, 1489 s.; R. 1538, 1543; (absence d'indignité) S. 1496.  
— consignation des sommes dues S. 1494.  
— demande nouvelle S. 1506; R. 1550.  
— effets S. 1507.  
— enquête S. 1503; R. 1550.  
— obtenue à l'étranger, effets S. 1537.  
— opposition S. 1504; R. 1543.  
— paiement intégral du passif S. 149 s.; R. 1542; (intérêts) S. 1490; R. 1543; (justification) S. 1493; R. 1544; (paiement effectif) S. 1492; R. 1543.  
— pièces justificatives S. 1502.  
— procédure S. 1500 s.  
— rejet S. 1505, 1506; R. 1541, 1556.  
— remise de dette S. 1493.  
— requête, publicité S. 1504; R. 1550.  
— société commerciale S. 1495.  
**Remise de dettes**  
— concordat S. 940 s.  
— syndic S. 844; R. 533.  
— V. Réhabilitation.  
**Renonciation** S. 100.  
**Rente sur l'Etat**  
— dessaisissement S. 415 s.  
**Rente viagère**  
— arrérages S. 537.  
— débi-rentier, failli S. 428.  
— défaut de paiement des arrérages S. 565 s.; (restitution du capital) S. 567.  
— production, quotité S. 565 s.  
**Récouverture de la faillite** S. 1007 s., 1206; (bénéficiaires) S. 1070.  
**Réparations civiles** S. 468; R. 562.  
**Reprise d'instance** S. 449.  
**République Argentine** S. 7.  
**Restitution**  
— marchandises impayées S. 609.  
— suite d'escroquerie S. 609.  
**Revendication** S. 1231 s.; R. 1175 s.  
— acompte, restitution S. 1296; R. 1300 s.  
— avance, restitution S. 1296; R. 1300.  
— charges S. 1296; R. 1300 s.  
— chose certaine S. 1310; R. 1205.  
— chose déposée S. 1312.  
— chose prêtée à usage S. 1311.  
— coupe de bois S. 1284; R. 1247.  
— définition S. 1231.  
— délai S. 1309; R. 1291.  
— effets S. 1309; R. 1203 s., 1299.  
— effets de commerce S. 1323 s.; R. 1178 s.; (condition) S. 1234 s.; R. 1202; (preuve) S. 1237; R. 1188.  
— exercice S. 1310 s.; R. 1176, 1205, 1285.  
— impossibilité, dation en nantissement S. 1295 s.  
— marchandises consignées S. 1242 s.; R. 1206 s.; (conditions) S. 1242 s.; R. 1211 s.; (identité de la chose) S. 1247 s.; R. 1212 s.; (substitution) S. 1244; R. 1214.  
— marchandises consignées, créance du prix S. 1248 s.; R. 1215 s.; (cessation de paiements) S. 1255; (conditions) S. 1250s.; R. 1216; (exercice) S. 1254; R. 1210, 1221.  
— marchandise en dépôt S. 1242 s.; R. 1206 s.  
— marchandises non expédiées S. 1297 s.; R. 1240, 1286.  
— marchandises vendues S. 1256 s.; R. 1238 s.; (choses incorporelles) S. 1258 s.; (condition) S. 1266 s.; R. 1273, 1283; (dans le magasin du failli) S. 1257; R. 1236; (dans le magasin du failli, conditions) S. 1271; R. 1250; (dans le magasin du failli, fiction) S. 1273; R. 1253; (en gare) S. 1273; (exercice) S. 1265; R. 1233; (non parvenues au failli) S. 1263 s.; (non susceptibles d'être emmagasinées) S. 1263 s.  
— qualité S. 1309; R. 1292.  
— titre au porteur S. 1232.  
— titres (de créance) S. 1232 s.; R. 1178 s.; (nominatifs) S. 1240.  
— valeurs de bourse S. 1288.  
— vente, corps certain S. 425.  
— V. Saisie-revendication.  
**Roumanie** S. 7.  
**Russie** S. 8.  
— banqueroute S. 1394.  
— femme, droits S. 1144.  
— nomination des syndics S. 779.  
**Saisie-arrest**  
— avant faillite S. 848.  
— failli S. 524.  
— interdiction S. 508.  
— mainlevée (obligatoire) S. 508; (préalable) S. 848; R. 570.  
— pouvoir du syndic S. 815; R. 490.  
— validation avant le jugement déclaratif S. 509, 849.  
— validité, jugement S. 503; (effets) S. 509, 510.  
— vente de marchandises, prix, consignation S. 848.  
**Saisie conservatoire** S. 508.  
— marchandises vendues S. 1289; R. 1257.  
**Saisie-exécution**  
— antérieure à la faillite S. 507.  
— interdiction S. 507 s.; R. 223 s.  
**Saisie immobilière**  
— créanciers chirographaires S. 511 s.; R. 223, 1149; (hypothécaires et privilégiés) S. 514 s.; R. 230, 1156.  
**Saisie-revendication**  
— validation antérieure au jugement déclaratif S. 1261.  
**Sauf-conduit** S. 149.  
— associé en nom collectif S. 778.  
— demande, jugement, voies de recours S. 1379; R. 388.  
— présomption S. 773.  
— provisoire S. 774; R. 382 s.; (autorité compétente) S. 774; R. 391, 1310; (failli incarcéré, antérieurement) S. 775; R. 389.  
— retrait S. 776.  
**Scellés**  
— apposition S. 149, 768, 797 s.; R. 358, 430 s.; (autorité compétente) S. 768; R. 386 s.; (liquidation judiciaire, conversion en faillite) S. 177; (exemption) S. 768; R. 380; (mode) S. 768; R. 386 s.; (sursis) S. 802.  
— difficultés, référé S. 802.  
— levée S. 801 s.; R. 457 s.  
— objets à extraire S. 768; (effets en portefeuille) S. 798; R. 435 s.; (livres) S. 798.  
**Secours** S. 443.  
— demande, jugement, voies de recours S. 1379; R. 937.  
**Secours alimentaire** S. 778, 940; R. 398 s.  
**Sentence arbitrale**  
— nullité facultative S. 679.  
**Séparation de biens**  
— instance, frais S. 464, 1197.  
— syndic, mise en cause S. 464.  
**Séparation de corps**  
— demande S. 463.  
— dépens S. 465.  
— syndic, mise en cause S. 465.  
**Séparation des patrimoines** S. 725, 401; R. 196.  
— inscription, postérieure à l'hypothèque de la masse S. 819.  
**Séquestre judiciaire** S. 188.  
**Serment**  
— prestation, syndic S. 868.  
**Serment décisoire**  
— période suspecte S. 683.  
**Sociétés**  
— actif propre S. 284, R. 87.  
— action sociale S. 485 s.; (actionnaires) S. 498 s.; (collective) S. 487 s., 498 s.; (individuelle) S. 490, 501; (responsabilité des administrateurs) S. 505.  
— administrateur, responsabilité, action des créanciers S. 487, 505; R. 542.  
— associé S. 233 s.; R. 82; (à responsabilité limitée) S. 339; R. 91, (banqueroute) S. 173, 1407; (concordat individuel) S. 1000 s.; R. 929 s.; (faillite) S. 433; (faillite, masses distinctes) S. 494; (faillite personnelle) S. 243; R. 82; (réhabilitation) S. 1405; (sauf-conduit) S. 778; (solidaire) S. 233; (solidaire, dette non échue) S. 538; R. 261; (solidaire, paiement, nullité facultative) S. 690.  
— caractères, détermination S. 221.  
— cessation de paiements, déclaration S. 295.  
— compétence S. 276 s.; R. 96.  
— concours du liquidateur et du syndic S. 827 s.  
— constitution, nullité facultative S. 669.  
— dissolution, cause S. 432.  
— dissoute, concordat S. 1011 s.; R. 734; (faillite) S. 228.  
— domicile, changement S. 281.  
— entre époux, nullité S. 206.  
— faillite S. 182, 216 s., 432; (admission au passif) S. 870; (associé) S. 384; (conséquences, associé) S. 233 s.; (gestion du patrimoine social) S. 446; (interruption des opérations) S. 560.  
— liquidateur (social, concours avec un syndic) S. 132; (responsabilité) S. 298.  
— liquidation judiciaire S. 66; (liquida-

- conditions) S. 999.  
— faillite, associé S. 284.  
— liquidation judiciaire S. 68.  
**Société en participation**  
— renonciation à la participation S. 682.  
**Société étrangère**  
— déclaration de faillite S. 1514.  
— liquidation judiciaire S. 1509 s.  
**Société immobilière**  
S. 317.  
**Stallionnaire** S. 1072; R. 989.  
**Subrogation** S. 1069; R. 1019, 1022.  
**Successoral** S. 282, 285.  
— colonie S. 286.  
**Suicide**  
— suite de la cessation des paiements S. 246; R. 59.  
**Suisse** S. 8.  
— concordat préventif S. 15.  
— nomination des syndics S. 779.  
— office des faillites S. 8.  
**Surenchère** S. 1219 s.; R. 1165 s.  
— adjudication (avant union) S. 1220; (poursuite des créanciers) S. 1230.  
— créancier inscrit S. 1221; R. 1174.  
— effets S. 1228; R. 1169.  
— formation par le syndic S. 816.  
— forme S. 1220 s.; R. 1165 s.  
— licitation S. 1230.  
**Sûretés**  
— diminution, effets S. 532.  
**Sursis** S. 256.  
— V. Concordat, Opposition, Pacte d'attribution.  
**Syndic**  
— actes, contrôle S. 783.  
— avances, prélèvement S. 1193; R. 966.  
— bourse commune S. 790.  
— caractère (mandataire judiciaire) S. 788; (non-commerçant) S. 789.  
— caution, dispense S. 790.  
— compte (concordat par abandon d'actif) S. 991; (contestation) S. 963; R. 844 s.; (reddition) S. 826, 963; R. 844 s.  
— concours avec un liquidateur S. 827 s.; (société) S. 132.  
— créance, vérification S. 863; R. 597.  
— définitif S. 1048; R. 923; (nombre) S. 779 s.; R. 404 s.; (nomination) S. 779 s.; R. 404 s.; (remplacement) S. 779 s.; R. 404 s.; (révocation) S. 779 s.; R. 404 s.  
— délit S. 1456; R. 1507.  
— dépense, condamnation S. 1188; R. 1052.  
— droits (arrestation du failli) S. 771; (vente) S. 1306; R. 1289.  
— fonctions S. 797 s.; R. 429 s.; (cessation) S. 963; R. 844 s.; (cessation; concordat) S. 940; R. 804; (fin, dissolution de l'union) S. 1065.  
— garantie, dispense S. 790.  
— gestion (registre du greffe) S. 782; (surveillance) S. 485.  
— honoraires, prélèvement S. 1193.  
— indemnité S. 963.  
— intervention (actions personnelles du failli) S. 47; (appel) S. 448.  
— législations étrangères S. 779.  
— mandat, caractères S. 823 s.; R. 499 s.  
— nomination S. 321.  
— obligations S. 804 s.; R. 472 s.; (actes conservatoires) S. 815 s.; R. 490 s.; (compte rendu au parquet) S. 803; R. 467 s.; 470; (inscription d'hypothèque à la masse) S. 817; R. 404 s.  
— opérations (présence du failli) S. 826; (réclamation) S. 796; R. 427.  
— opposition au concordat S. 928; R. 745.  
— pluralité (actes faits par un seul) S. 833; R. 512, 517; (mission spéciale) S. 834; R. 500; (pouvoirs) S. 830 s.; (responsabilité collective) S. 830; (solidarité) S. 833; R. 501.  
— pouvoirs S. 823 s.; (acquiescement) S. 843; R. 532; (actes conservatoires) S. 815 s.; R. 490 s.; (admission des créances) S. 867 s.; R. 608 s.; (autorisation du juge-commissaire) S. 825 s.; (autorisation de la masse) S. 825; (autorisation du tribunal) S. 825; (caractères) S. 823 s.; R. 499 s.; (clôture pour insuffisance d'actif) S. 1032; R. 909; (compromis) S. 845; R. 534; (concordat par abandon d'actif) S. 990; (désistement) S. 843; R. 532; (dispense d'autorisation) S. 823; (emploi des fonds) S. 846 s.; R. 570; (inscription de privilège ou d'hypothèque) S. 816; R. 490; (opposition du failli) S. 825; (recouvrement) S. 804 s.; R. 472 s.; 492; (remise de dette) S. 844; R. 533; (transaction) S. 835 s.; R. 533; (vente des meubles du failli) S. 805 s.; R. 477 s.  
— prestation de serment S. 868; (dispense) S. 790.  
— provisoire (durée des fonctions) S. 794; R. 421 s.; (nombre) S. 779 s.; R. 404 s.; (nomination) S. 779; R. 404 s.; (remplacement) S. 779 s.; R. 404 s.; (révocation) S. 779 s.; 794; R. 404 s.; 421 s.  
— remise des livres et papiers S. 963; R. 844 s.  
— rémunération S. 791 s.; R. 428, 854, 855; (tarifs) S. 793.  
— responsabilité S. 829 s.; R. 437, 501, 518 s.; 551 s.; (collective, étendue) S. 833; R. 511; (dépôt de titres et bordereaux) S. 857; (personnelle) S. 829; R. 541; 551 s.  
— révocation S. 485, 795; R. 421, 558; (conséquence) S. 795.  
**Termes**  
— déchéance S. 92, 115 s.; 531 s.; R. 244 s.; (conditions) S. 533; (créance garantie par un gage) S. 1107; (vente, faillite de l'acheteur) S. 559; R. 264.  
— résolutoire et extinctif S. 537.  
**Testament**  
— nullité S. 587; R. 280.  
**Tierce opposition**  
S. 85, 462; R. 212.  
— non-recevabilité S. 481; R. 206-212.  
— syndic S. 678.  
**Tiers**  
— bonne foi S. 356.  
— étranger à la faillite, crimes et délits S. 1448 s.; R. 1463 s.  
**Titres**  
— défaut S. 858.  
— enregistrement, exemption S. 858; R. 573.  
— production S. 857 s.; R. 573 s.  
— remise S. 136; (au greffe) S. 857; (au syndic) S. 857, R. 577; (bordereau) S. 857.  
— versement, exigibilité S. 538; R. 261.  
**Tradition**  
— erronée S. 1279.  
— magasins du commissionnaire S. 1276; R. 1256.  
— partielle, effets S. 1281; R. 1250.  
**Traités**  
— réaliation pure et simple, nullité S. 576.  
**Traités particuliers**  
— interdiction S. 367.  
**Transaction** S. 101.  
— biens immobiliers, opposition du failli S. 826.  
— effet obligatoire S. 841.  
— homologation S. 101, 826; R. 523, 527, 1310; (compétence) S. 837; (consentement du failli) S. 538; R. 523 s.; (créance hypothécaire) S. 836; R. 526; (dispense, taux) S. 842; (forme) S. 837; R. 528; (jugement, appel) S. 840; R. 529, 530; (jugement, caractères) S. 840; (jugement, nullité) S. 840; (refus) S. 838.  
— immobilière S. 836; R. 523-585.  
— mobilière S. 836; R. 523, 585.  
— nullité facultative S. 832; R. 812.  
— syndic S. 835 s.  
**Transcription**  
— donation, défaut S. 743.  
**Transcription hypothécaire**  
— privilège du vendeur S. 740.  
**Transport**  
— absence de notification S. 652; R. 301.  
— acte (authentique) S. 604; (de partage) S. 606.  
— dettes antérieures et dettes nouvelles S. 653.  
— facture acquittée S. 605.  
— garantie (dette antérieure) S. 652; (d'ouverture de crédit) S. 652; R. 301.  
— notification, époque S. 655.  
— nullité S. 603, 605; R. 287; (facultative) S. 670.  
— signification postérieure à la cessation de paiements S. 607.  
**Transport de créances**  
— assurance sur la vie S. 408.  
**Trésor public**  
— privilège, inscription S. 822.  
**Tribunal**  
— autorisation S. 825.  
**Tribunal civil**  
— compétence S. 1228 s.  
**Tribunal de commerce**  
— compétence S. 1215 s.; R. 1208 s.  
**Tunisie**  
— liquidation judiciaire S. 185, 186.  
**Turquie** S. 7.  
**Union** S. 164 s.; 894, 921, 928, 967, 1046 s.; R. 704, 916 s.  
— assemblée actionnaires, reddition de comptes S. 1061; R. 965 s.  
— assemblée de créanciers (fin de l'union) S. 1062; R. 971; (maintien des syndics) S. 1048; R. 923 s.; (secours au failli) S. 1049; R. 933 s.  
— caractère S. 1050; R. 922.  
— cession de créances S. 1059; R. 958.  
— clôture S. 292; (dela faillite) S. 719; (fraudeuse) S. 292.  
— comptes définitifs S. 1062; R. 971; (présence du failli) S. 1062.  
— conditions S. 1046 s.; R. 917 s.  
— continuation du commerce S. 1053, 1054; R. 946; (banquiers) S. 1055; R. 954; (droits des nouveaux créanciers) S. 1055; R. 954; (opposition du failli) S. 1054; R. 946; (responsabilité du syndic) S. 1055; R. 955.  
— dessaisissement (du failli) S. 1050; (cessation) S. 1063, 1065; R. 974, 975.  
— devoirs du syndic S. 1056 s.; R. 956 s.  
— dissolution S. 1063; R. 974.  
— durée S. 1063; R. 967.  
— effets S. 894, 1025.  
— enregistrement, droit fixe S. 996.  
— exploitation de l'actif S. 826.  
— fin S. 1062 s.; R. 967 s.; (actions individuelles, reprises) S. 1065; R. 975; (droits des créanciers) S. 1065, 1071; (effets) S. 1065; R. 975; (faillite nouvelle) S. 1066; (fonctions du syndic, cessation) S. 1065; (hypothèque de la masse) S. 1071; (prescription) S. 1063; R. 967.  
— formation S. 1046 s.; R. 917 s.  
— hypothèque de la masse S. 820.  
— liquidation (de l'actif) S. 1056; R. 956; (des créances actives) S. 1059; R. 958.  
— liquidation judiciaire S. 1047.  
— objet, liquidation de l'actif S. 1053.  
— paiement intégral des créances S. 1063, 1064; R. 970.  
— recouvrement de dépôts S. 1059.  
— reddition de compte annuelle S. 1061; R. 965.  
— répartition S. 1059.  
— syndics (fonctions) S. 1050 s.; R. 946, 967; (reddition de comptes) S. 1048; R. 923 s.; (remplacement ou maintien) S. 1048; R. 923.  
— transaction (conditions) S. 1060; R. 959; (homologation) S. 1060; R. 959; (objet) S. 1060.  
— vente des immeubles S. 1056, 1059.  
— vente du mobilier et marchandises S. 1056; R. 956; (fonds de commerce) S. 1058; R. 958; (formalités) S. 1057; R. 956, 957.  
**Valeurs mobilières**  
— remise, nullité facultative S. 862.  
— revendication S. 1788.  
**Vendeur**  
— droits, action résolutoire S. 741.  
— privilège S. 659.  
**Vente**  
— action en résolution S. 1256.  
— conditionnelle S. 1275.  
— corps certain, revendication S. 425.  
— défaut de livraison S. 1298 s.  
— délivrance (coupe de bois) S. 1299 s.; R. 1247; (définition) S. 1298; R. 1240; (éléments constitutifs) S. 1296; R. 1240.  
— droit de rétention S. 1256; (effets) S. 1304; R. 1241; (exercice) S. 1302 s.; R. 1288 s.; (objet) S. 1303; R. 1286.  
— droits du syndic S. 1306; R. 1289.  
— droits du vendeur S. 1256 s.; R. 1228 s.  
— effets ou marchandises, jugement, voies de recours S. 1380.  
— exécution obligatoire S. 669.  
— fonds de commerce S. 806.  
— marchandises non livrées S. 1297; R. 1241, 1286, 1287.  
— non-exécution, dommages-intérêts S. 669.  
— nullité S. 603; R. 287.  
— office ministériel S. 806; R. 485.  
— privilège S. 1256.  
— promesse unilatérale S. 426.  
— résolution S. 1263; (dommages-intérêts) S. 1305.  
— revente (sur connaissance) S. 1290 s.; R. 1261; (sur facture) S. 1290; (sur lettre de voiture) S. 1290 s.; 1292; R. 1261 s.  
— transcription S. 740 s.  
**Vente à réméré**  
— dation en paiements S. 609.  
— nullité facultative S. 669.  
**Vente à terme**  
— faillite de l'acheteur escompte S. 559; R. 264.  
**Vérification** S. 850 s.; R. 571 s.  
— assemblée S. 154.  
— avis S. 861; R. 579, 589, 591.  
— but S. 850; R. 571 s.  
— caractère S. 877 s.; R. 831; (obligatoire) S. 851 s.; R. 574.  
— clôture S. 156; (des opérations) S. 862, 865; R. 588.  
— conditions S. 157.  
— créances (admissibles) S. 850; R. 571 s.; (des syndics) S. 863; R. 597; (hypothécaires) S. 850; R. 574; (privilégiées) S. 850; R. 574.  
— créancier de la masse S. 856.  
— défaut de lien de droit S. 856.  
— délai S. 153 s.; 859; R. 583; (achèvement des opérations) S. 862; R. 592.  
— fondé de pouvoirs S. 860; R. 544, 662; (huissier) S. 860; R. 586; (qualité) S. 860; R. 584; (syndic) S. 860; R. 584.  
— formes S. 157, 857.  
— liquidation judiciaire S. 151 s.  
— mode S. 860, 863; R. 544, 597.  
— non-obligation, contributions directes et indirectes S. 855.  
— partielle, vote du concordat S. 902; R. 685.  
— procédure, caractères S. 850; R. 571 s.  
— procès-verbal, annotation S. 865; R. 599 s.; 608.  
— supplémentaire, assemblée S. 155, 156.  
— tardive S. 890; R. 630.  
**Voies de recours**  
— droit commun S. 1384 s.; R. 1376, 1378.  
— appel S. 1374 s.; (délai) S. 1376.  
— décisions non susceptibles S. 1378 s.; R. 1378, 1389.  
— jugement (déclaratif) S. 1334 s.; R. 1331 s.; (fixant la

date de la cessa- tion des paye- ments) S. 1363 — ordonnance du juge	commissaire S. 1383. — J. Appel, Cessation de payements, Concor- dat - opposition,	Créance - admis- sion, Jugement dé- claratif, Opposi- tion, Sauf-couduit, Vente.	Voies d'exécution — exercice S. 516; R. 200, 218. Vote — trafic, avantages par	ticuliers S. 1460 s.; R. 1511 s. Warrant S. 633.	— endossement S. 635 (nantissement) S. 651. — remise, compte cor- rant S. 634.
---	--	--	--	--	--

## Table des articles du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889.

Code de com- merce	557 s., 569, 572 s., 664, 669, 1077, 1505, 1490 s.; R. 362 s.	— 457. S. 768; R. 362 s.	— 492. S. 152, 859 s., 1116 s.; R. 579 s.	— 527. S. 165, 476 s., 831, 1028 s.; 1042, 1046 s.; R. 905 s.	1141, 1203; R. 1070 s.	s., 1308; R. 1289 s.	— 607. S. 1504; R. 1550.	
Art. 5. S. 204, 423, — 10. S. 1427. — 11. S. 1427. — 27. S. 491. — 28. S. 491. — 42. S. 355 s., 1483. — 57. S. 1336. — 67. S. 1419. — 68. S. 1419. — 69. S. 1419. — 70. S. 1419. — 83. S. 90, 374. — 85. S. 308, 212. — 86. S. 208, 212. — 89. S. 212, 258. — 91. S. 1107. — 92. S. 1107. — 93. S. 658, 853. — 94. S. 658. — 95. S. 658. — 109. S. 858. — 116. S. 593, 595. — 120. S. 545. — 136. S. 625. — 138. S. 1237. — 149. S. 436. — 157. S. 27. — 160. S. 545. — 163. S. 33, 115, 545. — 172. S. 545. — 187. S. 545. — 189. S. 868, 948. — 192. S. 851. — 207. S. 1130. — 208. S. 1130. — 220. S. 1130. — 237. S. 217, 244, 246 s., 264, 299, 316, 327, 331, 366 s., 602, 1516; R. 45 s., 64 s.	— 446. S. 74, 119 s., 322, 328, 340, 367, 370, 388, 574 s., 579 s., 583 s., 587 s., 590 s., 605, 608 s., 613, 616 s., 621 s., 626, 628 s., 631, 634, 637 s., 641, 643 s., 652, 655 s., 658 s., 662 s., 668 s., 675 s., 685 s., 697, 701, 705 s., 711, 718 s., 723 s., 746, 757, 760, 837, 880 s., 918, 918, 974 s., 980, 988, 1017, 1071, 1094, 1110, 1137, 1175, 1178, 1319, 1321, 1339, 1363, 1385, 1399, 1416, 1459, 1463, 1476 s.; R. 275 s., 320 s.	— 458. S. 232, 768; R. 358 s., 365 s. — 459. S. 34, 772, 1399; R. 375. — 460. S. 515, 771; R. 376 s. — 461. S. 778, 1027; R. 403. — 462. S. 127, 152, 321, 763, 791 s., 847, 859, 1048, 1316; R. 404 s., 419 s., 428, 854, 929. — 463. S. 129; R. 415 s., 929. — 464. S. 34, 1316; R. 423. — 465. S. 34, 128, 763, 821 s.; R. 500 s. — 466. S. 796; R. 427. — 467. R. 424. — 468. S. 797, 823, 1299; R. 430. — 469. S. 560, 763, 768; R. 431 s., 438. — 470. S. 438, 560, 797, 805; R. 434 s. — 471. S. 798 s., 823; R. 439 s., 474. — 472. S. 774, 1316; R. 382 s. — 473. S. 774; R. 382 s. — 474. S. 778, 1097, 1200; R. 398 s. — 475. S. 1423; R. 444 s. — 476. S. 799; R. 448 s. — 477. R. 451 s. — 478. S. 799; R. 456. — 479. S. 823, 826; R. 457 s. — 480. S. 823, 1268; R. 460 s. — 481. S. 823; R. 462 s. — 482. S. 803, 823; R. 467 s. — 483. S. 1399; R. 471. — 484. S. 804, 823; R. 472 s. — 485. S. 823; R. 473 s. — 486. S. 801, 806 s., 810 s., 1057; R. 477 s. — 487. S. 101, 835, 837 s., 844, 1012, 1060, 1316; R. 488, 523 s. — 488. S. 448, 776; R. 499. — 489. S. 824, 846, 849, 1205; R. 521, 570. — 490. S. 117, 741, 817 s., 1064 s.; R. 490 s. — 491. S. 851, 857, 1357; R. 572 s.	— 493. S. 763, 859 s., 1399; R. 589 s., 597 s. — 494. S. 526, 835; 871, 883; R. 594 s. — 495. S. 865; R. 600 s. — 496. R. 620 s. — 497. S. 158, 865; R. 626 s. — 498. S. 883, 891, 1316; R. 632 s. — 499. S. 901, 926, 1381; R. 635 s. — 500. S. 817, 1316; R. 636 s. — 501. R. 645 s. — 502. R. 648. — 503. S. 158, 892, 1024, 1205; R. 521, 649 s. — 504. S. 763, 1002 s., 1021, 1024; R. 656 s. — 505. S. 776, 1002; R. 658 s. — 506. S. 904; R. 670 s. — 507. S. 907, 911, 934, 1002, 1012, 1399; R. 672 s. — 508. S. 912 s., 919, 1071; R. 691 s. — 509. S. 922 s., 928, 1003; R. 703 s. — 510. S. 46, 906, 936, 965, 1496; R. 708, 712 s. — 511. S. 1407; R. 708, 712 s., 718. — 512. S. 926 s., 937 s., 956, 1316; R. 727 s. — 513. S. 927; R. 752, 756 s. — 514. S. 932; R. 764 s. — 515. R. 766 s. — 516. S. 956; R. 785 s. — 517. S. 817; R. 838 s., 903. — 518. S. 172, 965, 973, 1046; R. 740 s.; 859 s. — 519. S. 927, 963, 1316; R. 809 s., 844 s. — 520. S. 172, 971, 1418; R. 877, 879 s. — 521. S. 172; R. 882 s. — 522. S. 172, 908, 1406; R. 885 s. — 523. S. 172; R. 890 s. — 524. S. 172, 938, 973; R. 893 s. — 525. S. 172, 974; R. 896 s. — 526. S. 172, 974 s., 995, 1418; R. 898 s.	— 528. S. 831, 1032, 1041 s.; R. 913 s. — 529. S. 164, 826, 967, 982 s., 1047, 1399; R. 917 s. — 530. S. 1049, 1216; R. 923 s. — 531. S. 997, 1008 s.; R. 939 s. — 532. S. 511, 560, 982, 1053; R. 946 s. — 533. S. 982, 1184; R. 954 s. — 534. S. 982, 984, 1056, 1190 s., 1210; R. 956 s. — 535. S. 843, 982, 1060; R. 959 s. — 536. S. 932, 1061; R. 963 s. — 537. S. 87, 124, 387, 719, 982, 991, 1029, 1033, 1063, 1068; R. 971 s.; 978 s. — 538. S. 87, 894; R. 978 s. — 539. S. 476, 1082, 1516; R. 394, 978 s., 983 s. — 540. S. 1073, 1466 s.; R. 989 s. — 541. S. 164, 978, 982 s., 986, 992 s., 996, 1014, 1019, 1047; R. 977 s. — 542. S. 1062, 1076 s.; R. 993 s., 1068. — 543. S. 1086 s.; R. 1008 s. — 544. S. 1080 s.; R. 1005 s., 1025. — 545. S. 162, 948, 953, 1090 s.; R. 830, 1027. — 546. S. 1107; R. 1028 s. — 547. S. 853, 1106; R. 521, 1031 s. — 548. S. 514 s., 853; R. 231 s., 1093. — 549. S. 1099 s., 1173; R. 1056 s. — 550. S. 427 s., 659, 1108, 1114, 1118, 1124 s., 1237 s., 1305, 1339; R. 1040 s. — 551. S. 1116, 1138, 1181; R. 1061 s. — 552. S. 850, 853; R. 1067 s., 1072 s. — 553. S. 959, 1139, 1141, 1208; R. 799, 1069. — 554. S. 1107, 1139, 1150 s., 1203; R. 1070 s. — 555. S. 1107,	— 556. S. 1143; R. 799, 1074. — 557. S. 367, 1145, 1151, 1178 s., 1181, 1388; R. 1086 s. — 558. S. 367, 1144 s., 1152; R. 1087 s. — 559. S. 367, 411, 1146, 1175 s.; R. 1089. — 560. S. 367, 610, 1150, 1152, 1184; R. 1090 s. — 561. S. 367; R. 1100. — 562. S. 367; R. 1102. — 563. S. 309, 367, 1151 s., 1155 s., 1179 s., 1508; R. 1081 s., 1103 s. — 564. S. 367, 411, 579, 1174 s.; R. 1099, 1113 s. — 565. S. 572, 697, 1183, 1193 s., 1200, 1203, 1206, 1221; R. 1049 s.; 1120 s., 1135. — 566. S. 1204 s.; R. 1137 s. — 567. S. 1205; R. 1139. — 568. S. 1205; R. 1139 s. — 569. S. 1207; R. 600, 1141 s., 1208, 1210, 1213, 1214, 1226, 1228; R. 1156 s. — 570. S. 1059, 1190 s., 1316; R. 1130, 1148 s. — 571. S. 511 s., 514, 853, 1208; R. 230, 1148 s. — 572. S. 105, 513 s., 807, 986 s., 1208, 1210, 1212, 1214, 1226, 1228; R. 1156 s. — 573. S. 807, 986, 1220 s., 1228 s.; R. 1165 s. — 574. S. 428, 664, 825, 1084, 1231, 1232, 1238, 1240, 1309 s.; R. 1178 s. — 575. S. 825, 856, 1231 s., 1240, 1242 s., 1248, 1252 s., 1309; R. 1206 s. — 576. S. 428, 825, 1126, 1231, 1257, 1263 s., 1268 s., 1276 s., 1280 s., 1283 s., 1289 s., 1305 s., 1309; R. 1228 à 1285, 1300 s. — 577. S. 425, 1126, 1231, 1257, 1284 s., 1300, 1302 s.; R. 1286 s. — 578. S. 425, 1304	— 556. S. 1143; R. 799, 1074. — 557. S. 367, 1145, 1151, 1178 s., 1181, 1388; R. 1086 s. — 558. S. 367, 1144 s., 1152; R. 1087 s. — 559. S. 367, 411, 1146, 1175 s.; R. 1089. — 560. S. 367, 610, 1150, 1152, 1184; R. 1090 s. — 561. S. 367; R. 1100. — 562. S. 367; R. 1102. — 563. S. 309, 367, 1151 s., 1155 s., 1179 s., 1508; R. 1081 s., 1103 s. — 564. S. 367, 411, 579, 1174 s.; R. 1099, 1113 s. — 565. S. 572, 697, 1183, 1193 s., 1200, 1203, 1206, 1221; R. 1049 s.; 1120 s., 1135. — 566. S. 1204 s.; R. 1137 s. — 567. S. 1205; R. 1139. — 568. R. 1438 s. — 569. R. 1440 s. — 590. R. 1443. — 591. S. 1294, 1400, 1438, 1448, 1482; R. 1384 s., 1448 s. — 592. S. 1446, 1483; R. 1471 s. — 593. S. 1438, 1447 s., 1451 s., 1477, 1481, 1483; R. 1483 s. — 594. S. 1452 s., 1483; R. 1503 s. — 595. S. 1445, 1454 s., 1461; R. 1508 s. — 596. S. 1456, 1481, 1483; R. 1507 s. — 597. S. 367, 420, 1429, 1447, 1457 s., 1462 s., 1468 s., 1479, 1481, 1483; R. 793, 1509 s. — 598. S. 367, 420, 697, 1454 s., 1476 s.; R. 793, 1518 s. — 599. S. 1480, 1483; R. 1519 s. — 600. S. 1483; R. 1481, 1531. — 601. R. 1532 s. — 602. R. 1534. — 603. R. 1534. — 604. S. 1490 s., 1502, 1506; 1539 s., 1547 s., 1550; R. 1538, 1543 s., 1550. — 605. S. 1550; R. 1550 s.	— 579. R. 1293 s. — 580. S. 526, 1316, 1324 s., 1329 s., 1345 s., 1350, 1359 s., 1366 s.; R. 1231 s. — 581. S. 122, 602, 865, 905, 1253, 1240 s., 1245 s., 1359, 1366 s.; R. 1243 s. — 582. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 583. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 584. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 585. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 586. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 587. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 588. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 589. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 590. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 591. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 592. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 593. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 594. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 595. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 596. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 597. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 598. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 599. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 600. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 601. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 602. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 603. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 604. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 605. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s.	— 606. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 607. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 608. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 609. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 610. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 611. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 612. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 613. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 614. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 615. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 616. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 617. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 618. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 619. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 620. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 621. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 622. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 623. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 624. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 625. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 626. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 627. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 628. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 629. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 630. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 631. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 632. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 633. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 634. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 635. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 636. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 637. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 638. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 639. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 640. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 641. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 642. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 643. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 644. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 645. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 646. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 647. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 648. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 649. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 650. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 651. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 652. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 653. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 654. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 655. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 656. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 657. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 658. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 659. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 660. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 661. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 662. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 663. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 664. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 665. S. 1245, 1367 s.; R. 1245, 1368 s. — 666. S. 1245, 1367 s.; R. 1245

<b>1898</b>	<b>1898</b>	4 juin. Aix. 870 c.	10 juin. Amiens. 594 c.	16 janv. Poitiers. 645 c.	5 déc. Rouen. 211 c.	27 août. Trib. Sedan. 484 c.	c., 509 c., 686 c., 688 c.
16 janv. Déc. 91 c., 377 c.	29 mars. crim. 1402 c.	21 juin. Paris. 507 c.	19 juin. Req. 731 c.	19 janv. Paris. 1528 c.	7 déc. Loi. 184 c.	1052 c., 1215 c.	1 <sup>er</sup> févr. Orléans. 605 c., 624 c., 626 c., 631 c.
12 nov. Loi. 1104 c.	11 avr. Loi. 101 c.	16 juill. Metz. 631 c.	12 juill. Lyon. 695 c.	19 janv. Lyon. 876 c.	9 déc. Lyon. 1258 c.	1237 c.	9 févr. Lyon. 334 c., 353 c.
<b>1810</b>	<b>1839</b>	6 août. Colmar. 1388 c.	8 août. Civ. 1469 c.	22 janv. Caen. 1277 c.	12 déc. Paris. 1258 c.	20 août. Montpellier. 483 c., 484 c., 1052 c.	2 mars. Aix. 522 c.
21 avr. Loi. 217, 1136 c.	8 janv. Req. 1101 c.	18 août. Bourges. 352 c.	12 août. Loi. 3 c.	29 janv. Req. 761 c., 782 c.	16 déc. Civ. 485 c., 1243 c., 1351 c.	19 nov. Poitiers. 1365 c.	8 mars. Grenoble. 1181 c.
28 nov. Req. 1195 c.	13 août. G. cass. Belgique. 339 c.	19 août. Rouen. 1389 c.	22 août. Déc. 16 c., 19 c., 20 c., 522 c., 879 c., 1245 c.	5 févr. Caen. 1345 c., 1349 c., 1354 c., 1375 c.	17 déc. Civ. 594 c.	8 déc. Nancy. 349 c.	14 mars. Civ. 1086 c.
<b>1811</b>	24 août. Paris. 1112 c.	26 nov. Req. 731 c.	<b>1846</b>	6 févr. Agen. 1472 c.	20 déc. Angers. 483 c., 649 c.	9 déc. Orléans. 863 c.	17 mars. Crim. 1400 c.
12 août. Bruxelles. 855 c.	31 août. Paris. 1378 c.	<b>1848</b>	5 janv. Civ. 810 c.	9 févr. Crim. 1449 c.	<b>1851</b>	19 déc. Amiens. 873 c., 882 c.	2 avr. Crim. 1453 c.
<b>1813</b>	<b>1840</b>	22 janv. Paris. 1297 c.	22 janv. Paris. 1297 c.	19 févr. Req. 878 c., 880 c.	2 janv. Rouen. 877 c., 888 c., 913 c.	<b>1852</b>	4 avr. Paris. 365 c., 1469 c., 1477 c.
14 juin. Décret. 810 c.	16 janv. Crim. 1439 c.	20 févr. Paris. 337 c., 339 c., 340 c.	<b>1849</b>	20 févr. Civ. 738 c.	18 janv. Rouen. 1319 c.	24 janv. Rouen. 254 c., 263 c., 329 c., 340 c.	8 avr. Montpellier. 1384 c., 1386 c., 1392 c.
<b>1816</b>	28 janv. Civ. 960 c.	9 mars. Rouen. 916 c., 934 c.	2 janv. Civ. 961 c.	22 févr. Bordeaux. 1265 c., 1283 c., 1285 c.	5 févr. Civ. 1165 c.	28 janv. Paris. 1301 c.	19 avr. Civ. 1317 c., 1332 c., 1333 c.
28 avr. Loi. 810 c.	3 mars. Loi. 860 c.	11 mars. Orléans. 1369 c.	4 janv. Lyon. 1254 c.	28 févr. Paris. 494 c.	11 févr. Bourges. 1384 c., 1386 c., 1392 c.	2 févr. Déc. organ. 372 c., 373 c.	19 avr. Pau. 1493 c., 1504 c.
3 juill. Ordonn. 1205 c.	16 mars. Paris. 1112 c.	20 mars. Crim. 1405 c.	4 janv. Paris. 805 c.	6 mars. Orléans. 233 c., 326 c., 1364 c., 1369 c.	21 févr. Lyon. 248 c., 366 c., 1180 c.	2 févr. Déc. 1398 c., 1523 c.	27 avr. Req. 1273 c., 1295 c.
14 août. Angers. 906 c.	17 mars. Req. 1058 c.	24 mars. Caen. 854 c., 891 c.	12 janv. Colmar. 637 c.	9 mars. Paris. 302 c.	26 févr. Rennes. 1391 c.	2 févr. Civ. 759 c.	29 avr. Bordeaux. 610 c., 1153 c.
<b>1824</b>	1 <sup>er</sup> avr. Req. 1885 c.	30 avr. Orléans. 532 c.	17 janv. Rennes. 1415 c.	20 mars. Civ. 598 c.	10 mars. Toulouse. 1349 c.	7 févr. Douai. 461 c., 777 c.	2 mai. Civ. 922 c., 926 c.
16 juin. Loi. 1418 c.	29 mai. Orléans. 1346 c.	5 mai. Req. 1291 c.	19 janv. Rouen. 884 c.	20 mars. Orléans. 1232 c.	13 mars. Crim. 1450 c.	13 févr. Angers. 970 c.	10 mai. Civ. 1387 c.
<b>1826</b>	1 <sup>er</sup> déc. Amiens. 507 c.	9 mai. Crim. 489 c., 471 c.	26 janv. Rennes. 959 c., 960 c., 1166 c., 1173 c.	25 mars. Déc. 772 c.	19 mars. Req. 1223 c.	17 févr. Déc. 379 c.	14 mai. Douai. 1389 c.
<b>1828</b>	<b>1841</b>	13 mai. Rouen. 938 c.	<b>1847</b>	10 avr. Req. 1182 c.	21 mars. Rouen. 1021 c., 1035 c.	17 févr. Req. 323 c.	14 mai. Limoges. 1160 c.
17 janv. Civ. 956 c.	3 mai. Douai. 1327 c., 1362 c.	20 mai. Civ. 1507 c.	20 févr. Douai. 429 c., 430 c.	24 avr. Paris. 1477 c.	8 avr. Req. 878 c., 879 c.	24 févr. Civ. 569 c., 738 c.	17 mai. Grenoble. 1490 c.
28 août. Bordeaux. 1091 c.	2 juin. Loi. 1244 c.	23 mai. Crim. 1479 c.	2 févr. Angers. 1021 c., 1022 c.	24 avr. Lyon. 1496 c.	8 avr. Paris. 1161 c.	28 févr. Déc. org. 419 c.	26 mai. Lyon. 390 c.
<b>1827</b>	14 juin. Rouen. 1281 c.	3 juill. Paris. 507 c.	17 févr. Douai. 929 c.	29 avr. Lyon. 1154 c., 1158 c.	12 avr. Grenoble. 392 c., 394 c., 511 c., 516 c.	15 mars. Civ. 19 c.	30 mai. Bordeaux. 522 c., 839 c., 843 c.
<b>1828</b>	25 juin. Loi. 809 c., 810 c., 814 c.	20 juill. Civ. 1235 c.	14 mars. Paris. 908 c., 923 c.	2 mai. Paris. 454 c., 1196 c.	22 avr. Loi. 1318 c.	16 mars. Déc. 376 c.	1 <sup>er</sup> juill. Loi. 373 c., 383 c.
18 juill. Loi. 379 c.	31 août. Lyon. 1045 c.	22 août. Paris. 507 c.	15 mars. Loi. 383 c.	6 mai. Douai. 1340 c., 1345 c., 1349 c., 1375 c.	6 mai. Bourges. 1243 c.	16 mars. Bordeaux. 512 c.	4 juin. Loi. 375 c., 383 c.
<b>1829</b>	9 déc. Rouen. 1195 c.	25 août. Caen. 1112 c.	31 mars. Rennes. 917 c., 1091 c.	18 mai. Paris. 655 c.	7 mai. Bordeaux. 529 c., 1386 c.	18 mars. Crim. 1449 c.	13 juin. Nîmes. 529 c., 1384 c.
18 nov. Civ. 956 c.	<b>1842</b>	16 nov. Req. 352 c.	11 avr. Req. 326 c.	31 mai. Loi. 383 c.	8 mai. Rouen. 732 c., 733 c.	20 mars. Crim. 1461 c.	14 juin. Civ. 756 c., 1159 c.
<b>1830</b>	2 févr. Caen. 923 c.	3 déc. Paris. 512 c.	16 avr. Colmar. 719 c., 972 c.	6 juin. Angers. 852 c.	10 mai. Amiens. 1291 c.	7 mai. Bourges. 960 c.	16 juin. Orléans. 612 c.
7 avr. Req. 1038 c.	4 août. Bruxelles. 339 c.	<b>1847</b>	18 avr. Req. 979 c.	20 juin. Paris. 1469 c.	12 mai. Rennes. 393 c.	16 juin. Orléans. 612 c.	30 juin. Rouen. 908 c., 923 c.
25 nov. Paris. 329 c.	9 août. Req. 1090 c.	20 févr. Douai. 429 c., 430 c.	16 mai. Lyon. 689 c.	20 juin. Montpellier. 766 c.	13 mai. Orléans. 484 c., 1052 c., 1218 c.	19 juill. Paris. 971 c.	4 juill. Trib. Lons-le-Saunier. 914 c.
15 déc. Req. 1240 c.	16 août. Civ. 1350 c.	20 févr. Paris. 1112 c.	2 juin. Décis. Ass. Légis. 373 c.	22 juin. Paris. 817 c.	14 mai. Colmar. 1076 c.	21 juill. Nîmes. 215 c.	7 juill. Rouen. 658 c.
<b>1831</b>	18 oct. Crim. 1400 c.	2 mars. Dél. adm. enreg. 945 c.	4 juin. Douai. 210 c.	28 juin. Montpellier. 762 c.	16 mai. Lyon. 506 c., 669 c., 1235 c.	4 août. Civ. 1293 c., 1285 c., 1260 c.	11 juill. Req. 878 c., 880 c.
14 janv. Poitiers. 956 c.	<b>1843</b>	6 mars. Limoges. 739 c.	20 juin. Civ. 1469 c.	8 juill. Caen. 634 c., 669 c., 1235 c.	19 mai. Paris. 1345 c., 1349 c., 1384 c.	16 août. Civ. 463 c., 473 c.	13 juill. Nancy. 1123 c.
1 <sup>er</sup> févr. Paris. 480 c.	4 janv. Ordon. 211 c.	10 mars. Req. 860 c.	13 juill. Bordeaux. 630 c., 709 c.	27 juill. Paris. 1171 c.	24 mai. Rennes. 941 c., 995 c.	19 août. Paris. 529 c., 1384 c., 1386 c., 1392 c.	25 juill. Caen. 810 c.
22 févr. Poitiers. 1273 c.	6 janv. Rouen. 507 c.	23 mai. Rennes. 764 c.	17 juill. Civ. 1133 c.	29 juill. Nancy. 20 c.	30 mai. Paris. 814 c.	21 août. Crim. 1425 c.	26 juill. Civ. 776 c., 1379 c.
18 avr. Loi. 414 c.	12 janv. Crim. 1402 c.	9 juin. Civ. 734 c.	21 juill. Paris. 1355 c.	30 juill. Req. 702 c.	31 mai. Rouen. 834 c.	23 nov. Civ. 1075 c., 1082 c., 1083 c., 1207 c.	2 août. Riom. 972 c.
<b>1832</b>	18 juill. Civ. 837 c., 946 c.	30 juin. Lyon. 1379 c.	31 juill. Alger. 1254 c., 1259 c.	5 août. Av. Cons. d'Et. 774 c.	23 juin. Civ. 1345 c., 1349 c.	24 nov. Déc. 376 c.	5 août. Paris. 1465 c.
9 juill. Bordeaux. 338 c.	26 déc. Circ. min. just. 810 c.	2 août. Trib. com. de la Réunion. 956 c.	9 août. Req. 210 c., 211 c.	7 août. Paris. 908 c., 923 c., 925 c.	24 juill. Req. 1081, 1082 c., 1083 c., 1087 c., 1107 c.	27 nov. Paris. 222 c.	9 août. Req. 1502 c.
<b>1834</b>	<b>1844</b>	4 août. Req. 1217 c.	11 août. Paris. 877 c.	9 août. Colmar. 254 c., 333 c., 339 c., 340 c., 344 c., 348 c.	24 juill. Req. 1081, 1082 c., 1083 c., 1087 c., 1107 c.	31 août. Paris. 529 c., 1384 c., 1386 c., 1392 c.	11 août. Trib. com. Orléans. 860 c.
16 févr. Civ. 1060 c.	18 janv. Caen. 810 c.	10 août. Req. 938 c.	24 août. Bordeaux. 1466 c.	14 août. Paris. 538 c.	25 juin. Orléans. 480 c.	27 déc. Civ. 1168 c., 1170 c.	23 août. Req. 1846 c., 233 c., 284 c., 287 c., 289 c.
10 mai. Loi. 414 c.	21 mars. Aix. 1101 c.	23 août. Rennes. 763 c.	29 août. Lyon. 1021 c., 1022 c.	21 août. Paris. 961 c., 1186 c.	4 juill. Agen. 1339 c., 1343 c., 1351 c.	<b>1853</b>	23 août. Civ. 1258 c.
23 juill. Ordonn. 188 c.	15 mai. Orléans. 344 c.	28 août. Grenoble. 1179 c.	30 août. Crim. 1405 c.	26 août. Lyon. 340 c., 527 c., 1366 c.	10 juill. Nîmes. 1155 c.	4 janv. Paris. 211 c.	25 août. Circ. proc. gén. Paris. 787 c.
<b>1835</b>	6 juin. Rouen. 918 c.	20 nov. Amiens. 1287 c.	21 nov. Lyon. 877 c.	27 août. Bordeaux. 984 c.	14 juill. Bourges. 509 c., 510 c., 688 c.	7 janv. Amiens. 209 c., 1327 c.	26 août. Lyon. 477 c., 507 c., 802 c.
7 sept. Crim. 1402 c.	4 juill. Req. 1139 c.	23 déc. Paris. 1513 c., 1514 c.	29 nov. Nîmes. 877 c.	27 août. Douai. 302 c.	21 août. Paris. 945 c.	11 janv. Paris. 254 c., 366 c., 263 c., 339 c., 341 c.	6 oct. Crim. 1438 c., 1447 c.
<b>1836</b>	34 août. Nancy. 1299 c.	27 déc. Rennes. 424 c., 583 c.	6 déc. Metz. 1343 c., 1351 c.	27 août. Poitiers. 920 c., 931 c.	20 août. Bordeaux. 523 c.	17 janv. Dijon. 539 c.	5 nov. Montpellier. 1469 c.
19 janv. Req. 1166 c.	27 août. Besançon. 1228 c.	<b>1848</b>	8 déc. Paris. 1350 c.	31 août. Orléans. 1335 c.	26 août. Civ. 912 c.	20 janv. Poitiers. 527 c., 878 c., 880 c.	12 nov. Rouen. 755 c., 976 c.
2 févr. Bourges. 1161 c.	<b>1845</b>	5 mars. Déc. 383 c.	20 déc. Paris. 1285 c.	9 nov. Trib. com. Versailles. 860 c.	26 août. Civ. 912 c.	24 janv. Civ. 508 c.	14 nov. Lyon. 1384 c., 1392 c.
24 août. Civ. 956 c.	9 janv. Nancy. 1391 c.	8 mars. Civ. 1195 c.	24 déc. Paris. 527 c., 676 c., 678 c.	12 nov. Civ. 372 c.	<b>1850</b>		7 déc. Civ. 814 c.
16 déc. Paris. 1107 c.	29 janv. Trib. Caen. 1227 c.	15 mars. Req. 1086 c.	<b>1850</b>	23 nov. Paris. 1121 c.	9 janv. Paris. 1005 c.		
<b>1837</b>	15 févr. Grenoble. 1180 c.	19 mars. Déc. 3 c., 879 c.	9 janv. Paris. 1005 c.	2 déc. Alger. 1072 c.	16 janv. Req. 1283 c., 1284 c.		
5 juill. Req. 1155 c.	17 févr. Civ. 590 c.	30 mars. Paris. 344 c.		4 déc. Req. 1279 c.			
29 juill. Trib. com. Montpellier. 1410 c.	19 févr. Paris. 1090 c.	6 mai. Bordeaux. 1182 c.					

13 déc. Paris. 1284 c., 1386 c., 1392 c.	28 avr. Paris. 930 c., 937 c.	509 c., 510 c., 688 c.	23 nov. Rouen. 847 c., 1186 c.	17 févr. Douai. 392 c., 394 c., 511 c., 512 c., 877 c.	4 juill. Poitiers. 1246 c., 1350 c.	14 janv. Req. 393 c., 437 c.	2 avr. Crim. 1473 c.
28 déc. Colmar. 1166 c.	1 <sup>er</sup> mai. Civ. 878 c., 879 c., 882 c.	7 août. Aix. 707 c.	12 déc. Paris. 878 c., 881 c.	19 févr. Crim. 1447 c.	7 juill. Civ. 1247 c.	14 janv. Bourges. 801 c.	14 avr. Civ. 699 c., 700 c.
1854	23 mai. Metz. 1496 c.	19 août. Paris. 457 c.	17 déc. Trib. com. de la Seine. 1097 c.	21 févr. Civ. 438 c., 467 c., 468 c., 474 c., 475 c.	9 juill. Civ. 546 c., 549 c., 1186 c.	15 janv. Colmar. 729 c., 732 c., 733 c.	28 avr. Trib. com. Marseille, 1031 c., 1037 c.
6 janv. Paris. 942 c.	25 mai. Colmar. 1001 c., 1003 c.	19 août. Req. 1153 c.	24 déc. Crim. 1463 c.	8 mars. Civ. 416 c., 418 c.	23 juill. Nîmes. 655 c., 1015 c., 1021 c.	18 janv. Paris. 1083 c., 1087 c.	1 <sup>er</sup> mai. Paris. 745 c.
13 janv. Crim. 1439 c., 1449 c.	5 juin. Req. 481 c.	21 août. Crim. 1472 c., 1474 c.	1855	15 mars. Civ. 644 c., 1165 c.	25 juill. Civ. 645 c.	19 févr. Civ. 644 c.	5 mai. Civ. 1480 c.
16 janv. Paris. 674 c., 698 c.	12 juin. Metz. 1153 c.	30 août. Besançon. 424 c., 822 c., 852 c., 1446 c.	4 janv. Req. 1185 c.	5 avr. Orléans. 525 c., 833 c.	1 <sup>er</sup> août. Req. 1089 c.	20 févr. Rennes. 1273 c.	11 mai. Trib. com. Marseille. 1067 c.
24 janv. Req. 610 c., 1153 c.	20 juin. Agen. 324 c., 1376 c.	19 sept. Crim. 1447 c.	16 janv. Paris. 239 c.	6 avr. Bordeaux. 1389 c.	2 août. Douai. 568 c.	25 févr. Req. 519 c., 767 c., 794 c., 873 c., 878 c., 879 c.	23 mai. Loi. 654 c.
2 févr. Poitiers. 356 c., 358 c., 1335 c., 1364 c., 1367 c.	30 juin. Douai. 888 c.	14 nov. Civ. 707 c.	16 janv. Ch. réun. 610 c., 1153 c.	13 avr. Req. 1187 c.	4 août. Nancy. 640 c., 645 c., 673 c.	1 <sup>er</sup> mars. Crim. 1400 c., 1403 c.	20 juin. Paris. 1102 c.
8 mars. Civ. 438 c., 474 c., 637 c., 640 c.	2 juill. Req. 761 c., 1378 c.	15 déc. Civ. 598 c.	18 janv. Dijon. 513 c.	10 mai. Bordeaux. 1355 c.	10 août. Limoges. 1347 c.	25 mars. Montpellier. 1102 c.	26 juin. Paris. 1111 c.
10 mars. Bordeaux. 544 c.	8 juill. Aix. 1087 c.	17 déc. Civ. 356 c., 392 c., 393 c., 436 c., 437 c.	21 janv. Paris. 668 c.	24 mai. Orléans. 1273 c., 1274 c.	18 août. Paris. 686 c.	27 mars. Metz. 1113 c.	28 juill. Civ. 361 c.
14 mars. Civ. 532 c., 546 c.	4 juill. Req. 912 c., 913 c., 959 c.	30 déc. Req. 525 c., 831 c.	28 janv. Rouen. 322 c., 1235 c.	30 mai. Req. 594 c.	23 août. Metz. 1290 c.	8 avr. Civ. 854 c.	10 août. Civ. 561 c., 563 c.
8 avr. Paris. 1153 c.	6 juill. Paris. 440 c., 443 c.	31 déc. Poitiers. 1364 c.	31 janv. Limoges. 214 c., 215 c.	1 <sup>er</sup> juill. Riom. 1186 c., 1196 c.	28 août. Lyon. 1349 c.	16 avr. Besançon. 817 c., 819 c.	18 août. Req. 457 c., 1376 c.
2 mai. Poitiers. 708 c., 940 c.	10 juill. Civ. 1153 c.	1857	8 févr. Dijon. 509 c.	7 juill. Req. 483 c., 1052 c., 1211 c.	29 août. Nîmes. 665 c., 1015 c., 1021 c.	3 mai. Loi. 1248 c.	23 août. Paris. 1268 c.
5 mai. Angers. 1067 c.	15 août. Bourges. 1258 c.	20 janv. Civ. 699 c., 700 c.	23 févr. Req. 1057 c., 1190 c., 1307 c.	7 juill. Douai. 288, 390 c.	5 oct. Trib. civ. Seine. 961 c.	13 mai. Req. 285 c., 1362 c.	24 août. Riom. 1167 c., 1195 c.
8 mai. Req. 415 c.	28 août. Civ. 1480 c.	24 janv. Bruxelles. 471 c.	13 mars. Grenoble. 740 c.	20 juill. Req. 1268 c., 1272 c.	5 oct. Trib. com. Seine. 1036 c.	14 mai. Req. 1084 c., 1225 c.	9 nov. Nîmes. 611 c.
9 mai. Civ. 446 c., 497 c., 828 c.	8 nov. Paris. 947 c.	27 janv. Bourges. 558 c.	17 mars. Paris. 1339 c., 1361 c.	24 juill. Crim. 1456 c.	10 nov. Rouen. 1099, 1100 c.	23 mai. Paris. 563 c.	11 nov. Lyon. 1312 c.
15 mai. Civ. 927 c., 1343 c., 1346 c., 1366 c.	26 nov. Req. 750 c.	27 janv. Trib. com. Seine. 1100 c.	19 mars. Paris. 1356 c.	22 juill. Agen. 1178 c.	30 nov. Civ. 509 c., 688 c.	18 juin. Civ. 655 c.	1 <sup>er</sup> déc. Req. 950 c., 952 c.
15 mai. Alger. 938 c.	11 déc. Amiens. 1384 c., 1386 c., 1392 c.	28 janv. Paris. 1510 c.	25 mars. Paris. 1004 c., 1304 c.	22 juill. Orléans. 592 c.	20 nov. Cass. 685 c.	3 juill. Lyon. 446 c.	2 déc. Civ. 736 c.
15 mai. Caen. 247 c., 248 c., 366 c., 884 c., 1179 c., 1180 c.	26 déc. Angers. 220 c.	29 janv. Douai. 644 c.	14 avr. Req. 1180 c.	4 août. Douai. 1227 c.	1 <sup>er</sup> déc. Paris. 1290 c., 1294 c.	8 juill. Req. 626 c.	2 déc. Trib. com. Nantes, 309 c., 329 c.
20 juin. Civ. 599 c., 917 c.	26 déc. Amiens. 394 c.	2 févr. Colmar. 1169 c.	15 avr. Cons. d'Et. 1320 c.	17 août. Civ. 598 c.	24 déc. Civ. 699 c., 701 c.	10 juill. Lyon. 601 c.	15 déc. Req. 835 c., 878 c., 880 c.
4 juill. Civ. 365 c., 1464 c., 1469 c.	27 déc. Colmar. 877 c.	10 févr. Civ. 1258 c.	24 avr. Paris. 945 c., 1322 c., 1467 c.	20 août. Rouen. 1356 c.	26 déc. Metz. 917 c.	12 juill. Amiens. 616 c.	15 déc. Paris. 1021 c., 1023 c., 1470 c.
13 juill. Colmar. 1153 c.	29 déc. Rouen. 1163 c.	24 févr. Civ. 1301 c.	28 mai. Loi. 623 c., 810 c., 1136 c.	9 oct. Nîmes. 1378 c.	1858	14 juill. Req. 224 c.	22 déc. Metz. 906 c., 923 c.
28 juill. Cons. d'Et. 459 c., 520 c.	7 janv. Req. 350 c.	25 févr. Req. 519 c., 1209 c.	28 juin. Grenoble. 1158 c., 1163 c.	8 nov. Orléans. 394 c., 1460 c., 1473 c.	16 janv. Orléans. 689 c., 706 c.	22 juill. Aix. 1393 c.	26 déc. Lyon. 697 c.
1 <sup>er</sup> sept. Crim. 1454 c., 1455 c.	10 janv. Amiens. 878 c., 879 c.	13 mars. Paris. 1385 c.	10 juill. Montpellier. 764 c., 903 c., 910 c., 923 c., 932 c.	9 nov. Req. 230 c.	21 janv. Req. 1372 c.	5 août. Dijon. 817 c., 818 c., 819 c.	1859
24 nov. Req. 1510 c.	19 janv. Colmar. 680 c.	24 mars. Ch. réun. cass. 317 c., 318 c., 359 c., 1252 c.	15 juill. Rouen. 1356 c.	14 nov. Civ. 940 c.	23 janv. Orléans. 491 c.	7 août. Loi. 223 c.	5 janv. Civ. 889 c.
4 déc. Req. 248 c., 366 c., 1180 c.	28 janv. Nîmes. 1223 c.	7 avr. Req. 889 c.	20 juill. Req. 890 c., 903 c.	10 nov. Civ. 1450 c.	29 janv. Rennes. 985 c., 986 c., 988 c., 990 c.	7 août. Req. 809 c.	6 janv. Décr. 378 c.
10 déc. Paris. 1254 c., 1255 c.	31 janv. Paris. 1390 c.	7 avr. Civ. 1186 c., 1188 c.	20 juill. Nîmes. 1195 c.	19 nov. Montpellier. 322 c., 1373 c.	5 févr. Req. 1084 c.	9 août. Limoges. 1384 c., 1385 c.	8 janv. Paris. 1384 c., 1392 c.
23 déc. Paris. 1153 c.	8 févr. Bordeaux. 1347 c.	16 avr. Rouen. 1151 c.	27 juill. Req. 1352 c.	23 nov. Req. 748 c.	21 févr. C. cass. Belgique. 268 c.	11 août. Dijon. 491 c., 493 c., 835 c., 1060 c.	12 janv. Civ. 438 c., 439 c., 440 c., 444 c., 474 c., 475 c., 1036 c.
27 déc. Paris. 1469 c., 1477 c.	13 févr. Besançon. 1155 c.	1 <sup>er</sup> mai. Trib. com. de la Seine. 1100 c.	28 juill. Rouen. 1384 c., 1386 c., 1392 c.	26 nov. Limoges. 233 c., 289 c., 538 c.	22 févr. Paris. 1516 c.	13 août. Req. 1066 c.	19 janv. Colmar. 256 c.
1855	17 févr. Douai. 707 c.	4 mai. Req. 278 c.	5 août. Req. 545 c.	8 déc. Limoges. 189 c.	29 déc. Colmar. 991 c., 1023 c.	21 août. Paris. 1227 c.	19 janv. Toulouse. 960 c., 1143 c.
2 janv. Orléans. 256 c.	23 févr. Trib. com. Seine. 1284 c.	16 mai. Rouen. 732 c., 733 c.	11 août. Caen. 963 c., 991 c., 1061 c.	29 déc. Colmar. 991 c., 1023 c.	1856	25 août. Rennes. 681 c.	9 févr. Trib. com. Seine. 1536 c.
8 janv. Riom. 526 c., 782 c.	27 févr. Rouen. 814 c.	28 mai. Douai. 807 c., 1056 c.	30 mai. Loi. 1515 c.	7 janv. Paris. 1230 c.	10 mars. Lyon. 1385 c.	10 oct. Rouen. 512 c.	10 févr. Civ. 985 c., 986 c., 988 c., 990 c., 992 c., 993 c.
15 janv. Civ. 1101 c.	28 févr. Metz. 424 c., 583 c., 822 c., 1446 c.	30 mai. Loi. 1515 c.	20 juin. Nancy. 726 c.	16 janv. Civ. 878 c., 882 c.	12 mars. Req. 400 c., 710 c., 831 c., 1283 c.	11 nov. Req. 571 c., 1077 c.	16 févr. Civ. 401 c., 403 c., 836 c., 838 c.
17 janv. Civ. 389 c., 390 c.	8 mars. Paris. 1041 c.	20 juin. Metz. 294 c.	23 juin. Metz. 394 c.	16 janv. Poitiers. 673 c., 698 c.	17 avr. Req. 232 c., 328 c., 538 c., 690 c., 702 c.	27 nov. Paris. 1110 c., 1112 c.	23 févr. Req. 226 c., 1213 c.
25 janv. Rouen. 1140 c.	12 mars. Poitiers. 669 c., 709 c., 1186 c.	25 juin. Metz. 635 c.	9 nov. Civ. 1225 c.	17 janv. Orléans. 1235 c.	23 avr. Civ. 1370 c.	11 déc. Trib. com. de la Seine. 1097 c.	24 févr. Req. 1102 c.
1 <sup>er</sup> févr. Colmar. 532 c.	13 mars. Paris. 934 c.	1 <sup>er</sup> juill. Req. 482 c.	1 <sup>er</sup> déc. Civ. 1172 c.	24 janv. Civ. 504 c.	24 avr. Paris. 819 c.	7 déc. Trib. de paix du Havre. 1031 c., 1037 c.	7 mars. Bourges. 316 c.
1 <sup>er</sup> févr. Paris. 1469 c.	17 mars. Alger. 1042 c.	6 juill. Req. 961 c.	18 déc. Paris. 1031 c., 1033 c.	22 févr. Req. 1166 c.	25 avr. Angers. 698 c., 753 c.	18 déc. Grenoble. 623 c.	23 mars. Req. 1476 c.
2 févr. Paris. 213 c., 307 c.	7 avr. Rouen. 586 c., 710 c.	15 juill. Req. 707 c.	21 déc. Req. 862 c., 865 c., 866 c., 1371 c., 1372 c.	25 févr. Paris. 1358 c.	27 avr. Rouen. 1082 c., 1083 c., 1087 c.	23 déc. Lyon. 705 c., 710 c.	16 avr. Paris. 917 c., 947 c., 948 c., 1001 c.
13 févr. Req. 768 c., 890 c., 911 c., 922 c., 1465 c.	12 avr. Paris. 1213 c.	23 juill. Paris. 707 c.	25 déc. Req. 735 c.	29 févr. Bordeaux. 449 c.	15 mai. Angers. 512 c., 535 c., 1107 c.	7 janv. Civ. 899 c.	20 avr. Civ. 482 c.
28 févr. Orléans. 256 c.	14 avr. Civ. 984 c.	24 juill. Caen. 611 c.	28 déc. Req. 1113 c.	16 mars. Besançon. 1274 c.	16 mai. Toulouse. 1245 c., 1249 c.	7 janv. Caen. 899 c., 924 c.	26 avr. Req. 835 c., 888 c.
14 mars. Civ. 658 c.	12 mai. Dijon. 877 c.	5 août. Grenoble. 1160 c.	29 déc. Req. 817 c., 819 c.	19 mars. Civ. 1398 c.	24 juill. Req. 543 c.	26 janv. Civ. 655 c., 748 c.	2 mai. Req. 996 c., 933 c., 967 c.
21 mars. Civ. 266 c.	24 mai. Paris. 945 c., 1466 c.	10 août. Caen. 211, 935 c.	1859	16 avr. Req. 630 c.	17 juill. Req. 478 c., 705 c.	10 févr. Req. 707 c.	4 mai. Orléans. 1247 c., 1275 c.
23 mars. Loi. 656 c., 739 c., 740 c., 741 c., 819 c.	3 juin. Metz. 1281 c.	11 août. Civ. 423 c., 424 c., 1104 c., 1446 c.	14 janv. Montpel. 332 c.	1 <sup>er</sup> mai. Civ. 741 c.	30 août. Lyon. 557 c., 571 c., 1076 c.	18 févr. Civ. 528 c., 872 c.	12 mai. Poitiers. 750 c.
26 mars. Bourges. 1283 c., 1284 c., 1299 c.	7 juin. Req. 357 c.	14 oct. Paris. 852 c.	15 janv. Paris. 778 c.	8 mai. Civ. 875 c., 1271 c.	25 févr. Civ. 1223 c.	2 mars. Req. 732 c.	23 mai. Req. 924 c., 936 c.
28 mars. Besan-	30 juill. Civ. 1214 c.	4 nov. Civ. 356 c., 392 c., 1340 c., 1269 c.	17 janv. Req. 1304 c.	16 mai. Nancy. 1190 c.	2 mars. Req. 1385 c.	19 mars. Poitiers. 941 c., 942 c.	25 mai. Req. 1139 c.
	21 juill. Bordeaux. 796 c.	16 nov. Req. 1501 c., 1503 c.	24 janv. Civ. 1298 c.	16 mai. Paris. 682 c.	10 mars. Req. 1385 c.	20 mars. Bordeaux. 787 c.	31 mai. Civ. 1205 c.
	5 août. Civ. 508 c.,	17 nov. Req. 1493 c.	29 janv. Paris. 1072 c.	7 juill. Toulouse. 594 c.			7 juin. Crim. 1434 c., 1436 c.
				25 juill. Civ. 438 c., 474 c.	18 janv. Req. 1294 c.		24 juin. Paris. 214 c., 234 c.



14 juin. Crim. 1896 c., 1298 c., 1402	5 août. Trib. com. du Havre. 303 c.	14 nov. Req. 1230 c.	c., 538 c., 539	Caen. 1220 c., 1228 c.	15 mai. Cons. d'Et. 1320 c.	16 avr. Paris. 408 c., 499 c., 500 c., 501 c.	9 sept. Loi. 3 c- 15 nov. Req. 924 c.
1 <sup>er</sup> juill. Caen. 1223 c.	18 août. Douai. 1227 c.	20 nov. Bordeaux. 273 c., 1340 c.	c., 1483 c.	17 juin. Req. 519 c.	19 mai. Angers. 214 c., 215 c.	24 avr. Trib. com. Marseille. 1099 c.	24 nov. Paris. 867 c.
6 juill. Civ. 620 c.	22 août. Civ. 626 c.	30 nov. Lyon. 509 c., 688 c.	26 juill. Caen. 846 c.	24 juin. Angers. 573 c.	2 juin. Req. 1260 c., 1287 c.	24 nov. Rouen. 1460 c.	24 nov. Rennes. 1082 c.
25 juill. Civ. 208 c.	23 août. Paris. 1242 c., 1244 c.	5 déc. Civ. 1082 c., 1083 c., 1087 c.	29 juill. Montpel- lier. 1163.	8 juill. Civ. 452 c.	3 juin. Colmar. 487 c.	25 nov. Rennes. 1082 c.	29 nov. Civ. 795 c.
3 août. Civ. 1223 c., 1224 c.	28 août. Paris. 899. Seine. 1516 c.	7 déc. Crim. 1403 c., 1433 c.	3 août. Civ. 1224 c.	15 juill. Req. 1113 c.	5 juin. Nancy. 237 c., 1313 c.	10 déc. Loi. 982 c., 1379 c.	11 déc. Req. 277 c., 282 c.
17 août. Toulouse. 1015 c., 1470 c.	7 sept. Trib. com. Seine. 1516 c.	7 déc. Orléans. 1379 c.	6 août. Req. 576 c.	21 juill. Req. 878 c., 879 c.	9 juin. Req. 509 c.	16 déc. Req. 282 c.	16 déc. Req. 282 c.
28 août. Poitiers. 750 c.	10 nov. Orléans. 1113 c.	24 déc. Civ. 251 c., 348 c., 757 c.	8 août. Crim. 1424 c., 1429 c.	22 juill. Req. 956 c., 966 c.	12 juin. Rennes. 653 c.	18 déc. Aix. 1384 c.	18 déc. Aix. 1384 c.
28 août. Civ. 758 c.	21 nov. Metz. 618. c., 837 c.	24 déc. Bordeaux. 986, 987 c.	12 août. Req. 650. 13 août. Civ. 1223 c.	3 août. Req. 1058 c.	15 juill. Traité franco-suisse. 1520 c.	18 déc. Paris. 1303 c., 1309 c.	19 déc. Loi. 3 c., 18 c., 506 c., 775 c., 945 c., 1073 c.
23 sept. Crim. 1296 c.	13 déc. Trib. com. de Nantes. 1097 c.	28 déc. Lyon. 703 c., 781 c., 752 c.	30 août. Loi. 223 c. 289 c., 1021 c., 1035 c.	4 août. Bordeaux. 666 c., 1020 c., 1469 c.	22 juin. Aix. 631. 28 juin. Req. 1183 c.	20 juin. Paris. 947 c., 1090 c.	20 juin. Paris. 947 c., 1090 c.
16 nov. Civ. 601 c., 609 c.	18 déc. Civ. 747 c.	26 déc. Trib. com. Lille. 1240 c.	31 août. Rouen. 1103.	10 août. Douai. 487 c.	12 juill. Lyon. 289 c., 291 c.	21 juin. Civ. 1526 c.	23 juin. Rennes. 477 c., 1063 c.
5 déc. Civ. 1005 c.	20 déc. Metz. 365 c., 1160 c., 1179 c.		36 sept. Crim. 469 c.	12 août. Req. 862 c., 865 c., 1335 c., 1364 c., 1372 c.	12 juill. Paris. 222 c., 446 c., 827 c., 906 c., 922 c., 1008 c.	23 juin. Rennes. 882 c.	28 juin. Req. 878 c., 882 c.
5 déc. Trib. Foix. 1173 c.	22 déc. Paris. 1313 c.		2 oct. Alger. 1003 c.	13 août. Req. 1169 c.	5 août. Req. 742 c., 817 c., 819 c.	29 juin. Civ. 590 c., 604 c., 615 c., 1317 c.	7 juill. Req. 915 c.
14 déc. Besançon. 1283 c., 1284 c.	20 déc. Lyon. 940 c.		12 nov. Civ. 1002 c.	17 août. Civ. 730 c.	9 août. Paris. 233 c., 538 c., 1090 c.	11 juill. Rennes. 942 c., 943 c.	11 juill. Rennes. 942 c., 943 c.
11 déc. Orléans. 130 c., 1327 c.			13 nov. Req. 480 c., 689 c., 706 c., 760 c., 873 c.	22 août. Paris. 1256 c., 1358 c.	16 août. Douai. 209 c., 229 c., 424 c., 611 c.	18 juill. Civ. 702 c., 1007 c.	18 juill. Civ. 702 c., 1007 c.
23 déc. Rouen. 1110 c., 1112 c.			14 nov. Metz. 1160 c.	25 août. Civ. 1237 c.	28 août. Paris. 1079 c.	20 juill. Req. 547 c.	20 juill. Req. 547 c.
28 déc. Civ. 1233 c.			15 nov. Trib. com. Mulhouse. 1196. 27 nov. Civ. 747 c., 749 c.	27 août. Paris. 1356 c., 1358 c.	8 nov. Req. 821 c., 1359 c.	30 juill. Paris. 1424 c.	30 juill. Paris. 1424 c.
			30 janv. Civ. 1875 c.	26 nov. Douai. 1160 c.	10 nov. Civ. 1160 c.	30 juill. Rouen. 1333 c.	30 juill. Rouen. 1333 c.
			30 janv. Amiens. 446 c.	27 nov. Dijon. 699 c., 701 c., 747 c.	1 <sup>er</sup> déc. Orléans. 987 c., 991 c.	8 août. Paris. 226 c.	8 août. Paris. 226 c.
			31 janv. Douai. 1240 c.	27 nov. Rennes. 1235.	13 déc. Req. 934 c., 989 c.	16 août. Bordeaux. 954 c.	16 août. Bordeaux. 954 c.
			8 févr. Douai. 1240 c.	13 déc. Caen. 1142 c.	18 déc. Nancy. 271 c., 345 c., 669 c., 1241 c.	31 août. Besançon. 381 c.	31 août. Besançon. 381 c.
			9 févr. Paris. 1149 c., 1150 c., 1157 c.	18 déc. Req. 1258 c.	9 déc. Req. 671 c., 699 c.	31 août. Caen. 292, 1067 c.	31 août. Caen. 292, 1067 c.
			19 févr. Dijon. 590 c., 591 c., 718 c., 752 c.	20 déc. Paris. 1287 c.	9 déc. Civ. 747 c.	7 sept. Décr. 3 c., 18 c.	7 sept. Décr. 3 c., 18 c.
			10 févr. Lyon. 746 c.	24 déc. Dijon. 550 c.	16 déc. Metz. 363 c., 531 c.	17 nov. Crim. 1460 c., 1463 c.	17 nov. Crim. 1460 c., 1463 c.
			28 févr. Paris. 686 c., 687 c., 720 c.		16 déc. Orléans. 1345 c., 1349 c., 1374 c.	20 nov. Req. 609 c.	20 nov. Req. 609 c.
			1 <sup>er</sup> mars. Crim. 1403 c.		23 déc. Angers. 1167 c.	8 déc. Bordeaux. 231 c.	8 déc. Bordeaux. 231 c.
			12 mars. Req. 1228 c.			29 déc. Caen. 458. c.	29 déc. Caen. 458. c.
			14 mars. Aix. 928 c., 956 c.				
			16 mars. Civ. 635 c.				
			19 mars. Civ. 605 c.				
			26 mars. Douai. 1240 c.				
			26 mars. Besançon. 975 c.				
			3 avr. Chambéry. 449 c.				
			8 avr. Civ. 1223 c.				
			13 avr. Orléans. 1260 c., 1284 c., 1286 c., 1299 c.				
			26 avr. Paris. 1079. 2 mai. Nancy. 791 c., 1384 c.				
			6 mai. Paris. 805. 7 mai. Paris. 1362 c.				
			8 mai. Bordeaux. 1173.				
			15 mai. Civ. 747 c., 748 c., 753 c.				
			21 mai. Douai. 1240 c.				
			22 mai. Civ. 769 c., 1379 c.				
			25 mai. Douai. 1240 c.				
			8 juin. Douai. 1240 c.				
			17 juin. Civ. 1092 c.				
			28 juin. Bordeaux. 522 c., 1038.				
			9 juill. Req. 1387 c.				
			12 juill. Loi. 773 c. 17 juill. Nîmes. 1178 c.				
			22 juill. Loi. 506 c., 769 c., 775 c., 945 c., 960 c., 982 c., 1029 c., 1073 c., 1143 c., 1272 c., 1516 c.				
			24 juill. Civ. 667. 24 juill. Loi. 242 c., 234 c., 235 c., 448 c., 499 c., 500 c., 508 c.				
			7 janv. Civ. 908 c., 923 c.				
			11 janv. Toulouse. 1028 c., 1031 c.				
			15 janv. Aix. 256 c.				
			30 janv. Civ. 1875 c.				
			30 janv. Amiens. 446 c.				
			31 janv. Douai. 1240 c.				
			8 févr. Douai. 1240 c.				
			9 févr. Paris. 1149 c., 1150 c., 1157 c.				
			19 févr. Dijon. 590 c., 591 c., 718 c., 752 c.				
			10 févr. Lyon. 746 c.				
			28 févr. Paris. 686 c., 687 c., 720 c.				
			1 <sup>er</sup> mars. Crim. 1403 c.				
			12 mars. Req. 1228 c.				
			14 mars. Aix. 928 c., 956 c.				
			16 mars. Civ. 635 c.				
			19 mars. Civ. 605 c.				
			26 mars. Douai. 1240 c.				
			26 mars. Besançon. 975 c.				
			3 avr. Chambéry. 449 c.				
			8 avr. Civ. 1223 c.				
			13 avr. Orléans. 1260 c., 1284 c., 1286 c., 1299 c.				
			26 avr. Paris. 1079. 2 mai. Nancy. 791 c., 1384 c.				
			6 mai. Paris. 805. 7 mai. Paris. 1362 c.				
			8 mai. Bordeaux. 1173.				
			15 mai. Civ. 747 c., 748 c., 753 c.				
			21 mai. Douai. 1240 c.				
			22 mai. Civ. 769 c., 1379 c.				
			25 mai. Douai. 1240 c.				
			8 juin. Douai. 1240 c.				
			17 juin. Civ. 1092 c.				
			28 juin. Bordeaux. 522 c., 1038.				
			9 juill. Req. 1387 c.				
			12 juill. Loi. 773 c. 17 juill. Nîmes. 1178 c.				
			22 juill. Loi. 506 c., 769 c., 775 c., 945 c., 960 c., 982 c., 1029 c., 1073 c., 1143 c., 1272 c., 1516 c.				
			24 juill. Civ. 667. 24 juill. Loi. 242 c., 234 c., 235 c., 448 c., 499 c., 500 c., 508 c.				
			7 janv. Civ. 908 c., 923 c.				
			11 janv. Toulouse. 1028 c., 1031 c.				
			15 janv. Aix. 256 c.				
			30 janv. Civ. 1875 c.				
			30 janv. Amiens. 446 c.				
			31 janv. Douai. 1240 c.				
			8 févr. Douai. 1240 c.				
			9 févr. Paris. 1149 c., 1150 c., 1157 c.				
			19 févr. Dijon. 590 c., 591 c., 718 c., 752 c.				
			10 févr. Lyon. 746 c.				
			28 févr. Paris. 686 c., 687 c., 720 c.				
			1 <sup>er</sup> mars. Crim. 1403 c.				
			12 mars. Req. 1228 c.				
			14 mars. Aix. 928 c., 956 c.				
			16 mars. Civ. 635 c.				
			19 mars. Civ. 605 c.				
			26 mars. Douai. 1240 c.				
			26 mars. Besançon. 975 c.				
			3 avr. Chambéry. 449 c.				
			8 avr. Civ. 1223 c.				
			13 avr. Orléans. 1260 c., 1284 c., 1286 c., 1299 c.				
			26 avr. Paris. 1079. 2 mai. Nancy. 791 c., 1384 c.				
			6 mai. Paris. 805. 7 mai. Paris. 1362 c.				
			8 mai. Bordeaux. 1173.				
			15 mai. Civ. 747 c., 748 c., 753 c.				
			21 mai. Douai. 1240 c.				
			22 mai. Civ. 769 c., 1379 c.				
			25 mai. Douai. 1240 c.				
			8 juin. Douai. 1240 c.				
			17 juin. Civ. 1092 c.				
			28 juin. Bordeaux. 522 c., 1038.				
			9 juill. Req. 1387 c.				
			12 juill. Loi. 773 c. 17 juill. Nîmes. 1178 c.				
			22 juill. Loi. 506 c., 769 c., 775 c., 945 c., 960 c., 982 c., 1029 c., 1073 c., 1143 c., 1272 c., 1516 c.				
			24 juill. Civ. 667. 24 juill. Loi. 242 c., 234 c., 235 c., 448 c., 499 c., 500 c., 508 c.				
			7 janv. Civ. 908 c., 923 c.				
			11 janv. Toulouse. 1028 c., 1031 c.				
			15 janv. Aix. 256 c.				
			30 janv. Civ. 1875 c.				
			30 janv. Amiens. 446 c.				
			31 janv. Douai. 1240 c.				
			8 févr. Douai. 1240 c.				
			9 févr. Paris. 1149 c., 1150 c., 1157 c.				
			19 févr. Dijon. 590 c., 591 c., 718 c., 752 c.				
			10 févr. Lyon. 746 c.				
			28 févr. Paris. 686 c., 687 c., 720 c.				
			1 <sup>er</sup> mars. Crim. 1403 c.				
			12 mars. Req. 1228 c.				
			14 mars. Aix. 928 c., 956 c.				
			16 mars. Civ. 635 c.				
			19 mars. Civ. 605 c.				
			26 mars. Douai. 1240 c.				
			26 mars. Besançon. 975 c.				
			3 avr. Chambéry. 449 c.				
			8 avr. Civ. 1223 c.				
			13 avr. Orléans. 1260 c., 1284 c., 1286 c., 1299 c.				
			26 avr. Paris. 1079. 2 mai. Nancy. 791 c., 1384 c.				
			6 mai. Paris. 805. 7 mai. Paris. 1362 c.				
			8 mai. Bordeaux. 1173.				
			15 mai. Civ. 747 c., 748 c., 753 c.				
			21 mai. Douai. 1240 c.				
			22 mai. Civ. 769 c., 1379 c.				
			25 mai. Douai. 1240 c.				
			8 juin. Douai. 1240 c.				
			17 juin. Civ. 1092 c.				
			28 juin. Bordeaux. 522 c., 1038.				
			9 juill. Req. 1387 c.				
			12 juill. Loi. 773 c. 17 juill. Nîmes. 1178 c.				
			22 juill. Loi. 506 c., 769 c., 775 c., 945 c., 960 c., 982 c., 1029 c., 1073 c., 1143 c., 1272 c., 1516 c.				
			24 juill. Civ. 667. 24 juill. Loi. 242 c., 234 c., 235 c., 448 c., 499 c., 500 c., 508 c.				
			7 janv. Civ. 908 c., 923 c.				
			11 janv. Toulouse. 1028 c., 1031 c.				
			15 janv. Aix. 256 c.				
			30 janv. Civ. 1875 c.				
			30 janv. Amiens. 446 c.				

13 juin. Paris. 1510 c., 1511 c.	1082 c., 1083 c., 1087 c.	c., 1354 c., 1356 c.	c., 530 c., 578 c., 719 c.	1346 c., 1347 c., 1375 c.	28 juin. Paris. 592 c.	1879	23 déc. Req. 684 c.
11 juin. Trib. com. Tinechebrai. 664 c.	5 juin. Aix. 922 c.	20 juin. Crim. 1461 c., 1473 c.	5 avr. Req. 584 c.	4 mai. Bruxelles. 1082 c.	17 juill. Paris. 1513 c., 1514.	7 janv. Req. 640 c., 1277 c., 1308.	26 déc. Rennes. 1529 c.
18 juin. Req. 260 c., 261 c.	10 juin. Req. 612 c.	27 juin. Caen. 553 c.	12 avr. Req. 635 c.	20 mai. Douai. 1385 c.	13 août. Rouen. 394 c.	9 janv. Trib. civ. Seine. 467.	1880
18 juin. Caen. 605 c., 652 c.	12 juin. Bordeaux. 853 c.	1 <sup>er</sup> juill. Civ. 1246 c.	20 avr. Civ. 1223 c.	22 mai. Paris. 464 c.	24 nov. Douai. 724 c.	27 janv. Alger. 334.	2 janv. Rennes. 399 c., 1120 c.
24 juin. Req. 1317 c., 1319 c.	25 juin. Poitiers. 878 c.	3 juill. Dijon. 685, 686.	30 avr. Amiens. 1058.	30 mai. Caen. 1316 c.	7 déc. Douai. 1217 c.	28 janv. Paris. 560 c., 561 c., 563 c., 563 c.	10 janv. Toulouse. 478 c., 1251 c.
2 juill. Poitiers. 950 c., 951 c., 1449 c.	14 juill. Civ. 105 c., 481 c.	10 juill. Grenoble. 1220 c.	4 mai. Paris. 1494 c.	2 juin. Lyon. 1069 c.	11 déc. Req. 437 c.	10 févr. Alger. 261 c.	19 janv. Req. 791 c.
3 juill. Civ. 878 c., 885 c.	20 juill. Paris. 198 c.	11 juill. Paris. 458 c.	7 juin. Rouen. 1356 c.	15 juin. Alger. 577 c.	12 déc. Aix. 932 c.	12 févr. Pau. 792 c.	19 janv. Trib. com. Seine. 601 c.
6 juill. Crim. 1402 c., 1405 c., 1441 c.	23 juill. Civ. 454 c., 1196 c.	11 juill. Rouen. 275 c., 288 c., 390 c.	17 juin. Douai. 1261 c.	19 juin. Req. 360.	21 déc. Trib. Seine. 1536 c.	19 févr. Rennes. 1536 c.	3 févr. Douai. 830 c.
12 juill. Paris. 1021 c., 1022 c., 1025 c.	24 juill. Crim. 632 c.	15 juill. Lyon. 1282 c.	28 juin. Civ. 699 c., 700 c.	26 juin. Req. 389 c., 340 c.	24 déc. Douai. 245 c., 327 c.	25 févr. Req. 488 c.	11 févr. Req. 902, 912 c., 912 c.
22 juill. Req. 251 c., 913 c., 917 c.	30 juill. Amiens. 20 c., 1190 c.	25 juill. Paris. 191 c.	29 juin. Req. 228, 376 c.	27 juin. Civ. 546 c., 549 c., 628 c.	24 déc. Paris. 864 c.	25 févr. Civ. 1082 c., 1087 c.	12 févr. Crim. 78 c.
27 juill. Rouen. 1356 c.	4 août. Caen. 709 c.	29 juill. Civ. 1322 c.	12 juill. Paris. 272 c.	28 juin. Req. 882 c.	26 déc. Douai. 1490 c.	5 mars. Civ. 243 c., 312 c.	23 févr. Req. 464 c.
29 juill. Civ. 605 c., 662 c.	6 août. Chambéry. 798 c.	29 juill. Crim. 1466 c.	20 juill. Dijon. 878 c., 882 c., 885 c.	28 juin. Paris. 713 c.	29 déc. Chambéry. 927 c., 1343 c., 1351 c.	5 mars. Paris. 1014 c., 1469 c.	9 mars. Civ. 763 c., 765 c.
31 juill. Civ. 755 c., 757 c.	8 août. Lyon. 561 c.	7 août. Douai. 760 c.	21 juill. Req. 269, 285 c.	28 juill. Paris. 950 c.	31 déc. Paris. 724 c.	10 mars. Req. 463 c., 468 c.	25 mars. Déc. 753.
26 août. Civ. 483 c., 484 c.	12 août. Paris. 205 c.	10 août. Rouen. 532 c., 731 c., 732 c., 1204 c.	28 juill. Paris. 950 c.	29 juill. Req. 1264 c., 1278 c., 1295 c.	17 mars. Bordeaux. 684 c.	13 mars. Paris. 464 c.	7 avr. Nancy. 646 c., 975 c.
12 nov. Req. 1523 c.	5 nov. Req. 442 c.	27 août. Req. 1317 c.	29 juill. Req. 1264 c., 1278 c., 1295 c.	2 août. Civ. 1347 c.	18 mars. Rennes. 205 c.	17 mars. Bordeaux. 684 c.	23 avr. Crim. 1404 c.
19 nov. Civ. 642 c., 666 c., 720 c.	11 nov. Req. 904 c.	16 nov. Req. 872 c.	2 août. Caen. 937 c.	2 août. Civ. 1347 c.	7 janv. Bruxelles. 500 c.	19 mars. Req. 795 c., 847 c.	23 avr. Req. 288 c., 269 c., 270 c., 283 c.
21 nov. Loi. 375 c., 383 c.	11 nov. Paris. 921 c.	17 nov. Dijon. 1529 c.	3 août. Req. 878 c., 883 c.	2 août. Civ. 1347 c.	7 (ou 17) janv. Paris. 1287 c.	19 mars. Civ. 878 c., 879, 880 c.	2 mai. Req. 326 c., 260 c.
4 déc. Besançon. 925 c.	17 nov. Caen. 833 c.	19 nov. Trib. com. Seine. 558 c.	5 août. Req. 663 c.	2 août. Civ. 1347 c.	28 janv. Poitiers. 853 c., 1208 c.	19 mars. Nancy. 644 c., 645 c., 671 c., 673 c.	4 mai. Rennes. 1232 c.
5 déc. Caen. 1124 c.	28 nov. Lyon. 391 c.	23 nov. Paris. 1513 c.	13 août. Paris. 1523 c.	26 déc. Toulouse. 490 c.	30 janv. Poitiers. 569 c., 570 c., 738 c.	25 mars. Paris. 1081 c., 1048 c.	13 mai. Trib. com. Seine. 945 c.
9 déc. Besançon. 381 c., 877 c.	28 nov. Cons. d'Et. 372 c.	1 <sup>er</sup> déc. Nancy. 273 c.	16 août. Req. 546 c., 1243.	18 févr. Req. 707 c., 736 c.	18 févr. Req. 707 c., 736 c.	1 <sup>er</sup> avr. Req. 862 c., 865 c., 1269 c., 1273 c.	1 <sup>er</sup> juill. Poitiers. 1253 c.
27 déc. Agen. 1396 c.	1 <sup>er</sup> déc. Trib. com. Bruxelles. 1535 c.	7 déc. Req. 975 c.	26 août. Paris. 1243.	22 févr. Amiens. 724 c.	25 févr. Bordeaux. 853 c.	2 avr. Req. 1053 c.	10 juill. Poitiers. 1259 c.
	26 déc. Pau. 489 c., 528 c.	10 déc. Loi. 638 c.	25 nov. Gand. 868 c., 1399 c.	28 févr. Pau. 680 c.	28 févr. Pau. 680 c.	2 avr. Req. 403 c.	18 juill. Civ. 1190 c.
		10 déc. Bordeaux. 571 c.	29 nov. Req. 1271 c., 1273 c.	1 <sup>er</sup> mars. Crim. 472 c.	1 <sup>er</sup> mars. Crim. 472 c.	23 avr. Dijon. 1453 c.	3 juill. Paris. 1025 c.
		12 déc. Douai. 1273 c., 1291 c., 1295 c.	8 déc. Civ. 634 c.	8 janv. Douai. 1425.	1 <sup>er</sup> mars. Nancy. 1383.	30 avr. Orléans. 1294 c., 1299 c.	8 juill. Paris. 1531 c.
		23 déc. Req. 226 c., 227 c.	14 déc. Req. 339 c.	10 janv. Paris. 1317 c.	2 mars. Lyon. 215 c., 260 c., 361 c.	3 mai. Rouen. 1031 c., 1034 c., 1036 c.	12 juill. Civ. 646 c.
		24 déc. Dijon. 467.	14 déc. Angers. 214 c., 254 c., 261 c.	11 janv. Caen. 1299 c.	7 mars. Paris. 1522, 1523 c., 1524 c., 1526 c.	5 mai. Poitiers. 644 c.	13 juill. Lyon. 1253 c.
		30 déc. Civ. 652 c., 653 c., 654 c.	14 déc. Paris. 254 c.	27 janv. Crim. 1452 c.	16 mars. Rouen. 638, 643 c.	8 mai. Req. 474 c.	26 juill. Civ. 642 c., 702 c.
		31 déc. Chambéry. 816.	15 déc. Toulouse. 284 c.	29 janv. Paris. 1526 c.	20 mars. Req. 699 c.	18 mai. Req. 232 c., 251 c., 546 c.	4 août. Req. 432 c.
			21 déc. Req. 285, 289 c.	13 févr. Req. 605 c., 692 c.	2 avr. Req. 1290 c.	16 mai. Paris. 677 c.	25 août. Orléans. 1284 c., 1299 c.
			21 déc. Civ. 487 c., 490 c., 492 c., 498 c., 1051 c.	13 févr. Paris. 389 c., 344 c., 345 c.	8 avr. Req. 330 c.	20 mai. Paris. 498 c., 1102 c.	15 nov. Crim. 846 c.
			23 déc. Angers. 1153 c.	19 févr. Poitiers. 1273 c., 1306 c.	9 avr. Orléans. 416 c., 1032.	27 mai. Civ. 572 c., 1245 c.	26 nov. Paris. 264 c., 623 c.
			30 déc. Aix. 1117 c.	25 févr. Civ. 878 c.	10 avr. Trib. com. Seine. 560 c.	2 juin. Rennes. 763 c., 764 c., 927 c., 1343 c.	27 nov. Limoges. 1230.
			31 déc. Nancy. 829 c., 855 c.	27 févr. Req. 478 c.	8 mai. Req. 289 c., 438 c.	9 juin. Civ. 860 c.	30 nov. Aix. 1516 c.
				28 févr. Décis. min. 1027 c.	11 mai. Rouen. 1044 c.	19 juin. Gand. 211 c.	6 déc. 1234 c.
				1 <sup>er</sup> mars. Aix. 254 c.	14 mai. Angers. 1348 c., 1385 c.	23 juin. Alger. 730 c.	7 déc. Havre. 234 c.
				23 mars. Paris. 1035 c.	15 mai. Paris. 563 c.	29 juin. Paris. 843 c.	14 déc. Caen. 762, 763 c.
				25 mars. Aix. 669 c.	20 mai. Paris. 1510 c.	1 <sup>er</sup> juill. Paris. 500 c.	21 déc. Req. 1064 c.
				16 avr. Nancy. 460 c., 1117 c.	21 mai. Req. 394 c.	4 juill. Orléans. 885 c.	23 déc. Crim. 1207.
				18 avr. Civ. 538 c., 539 c.	5 juin. Paris. 1422 c.	10 juill. Paris. 625 c., 686 c.	24 déc. Paris. 124 c.
				21 avr. Trib. Evreux. 1229 c.	11 juin. Loi. 415 c.	14 juill. Civ. 388 c., 917 c.	29 déc. Req. 684 c.
				24 avr. Req. 695 c.	5 juill. Cons. d'Et. 1037 c.	24 juill. Orléans. 724 c.	20 déc. Civ. 639 c., 884 c.
				26 avr. Paris. 543 c.	23 juill. Req. 994 c.	27 juill. Rennes. 1435.	
				30 avr. Req. 332 c.	6 août. Cons. d'Et. 417 c.	31 juill. Bordeaux. 522, 526 c.	1881
				8 mai. Douai. 1051 c.	8 août. Req. 864 c.	12 août. Cons. d'Et. 472 c.	2 janv. Rennes. 1189 c.
				9 mai. Paris. 543 c.	8 août. Paris. 1032 c.	13 août. Civ. 1269 c.	4 janv. Civ. 767 c.
				9 mai. Paris. 543 c.	18 août. Ch. crim. 1399 c.	15 janv. Niort. 1031 c., 1035 c.	7 janv. Trib. com. Seine. 806 c.
				16 mai. Amiens. 553 c.	23 août. Toulouse. 1366.	17 janv. Req. 265 c., 219 c., 1082 c.	15 janv. Niort. 1031 c., 1035 c.
				2 juin. Montpelier. 648 c.	5 nov. Req. 791 c.	19 janv. Civ. 266 c., 497 c.	20 janv. Douai. 495 c., 497 c.
				2 juin. Paris. 1460 c.	11 nov. Req. 580 c.	1 <sup>er</sup> févr. Req. 377 c., 278 c., 285 c.	1 <sup>er</sup> févr. Rennes. 812.
				2 juil. Trib. com. Seine. 394 c.	30 nov. Alger. 899 c.		
				7 juil. Paris. 747 c.	17 déc. Paris. 262 c.		
				11 juil. Req. 1186, 1196 c.	18 déc. Bordeaux. 844 c.		
				14 juil. Alger. 853 c.			
				22 juil. Crim. 1461 c., 1469 c.			
				25 juil. Trib. com. Toulouse. 860.			

9 févr. Agen. 595 c., 619 c.	15 déc. Lyon. 757 c.	25 oct. Trib. com. Seine. 923 c.	21 août. Trib. civ. Nantes. 986 c.	2 juill. Civ. 1176 c.	13 mai. Req. 1370 c.	15 déc. Nancy. 1336 c., 1356 c.	8 juin. Civ. 723 c., 873 c.
11 févr. Dijon. 1287 c., 1301 c.	21 déc. Civ. 697 c.	28 oct. Trib. com. Caen. 1097 c.	23 août. Trib. civ. Seine. 463 c.	10 juill. Orléans. 1504 c.	15 mai. Lyon. 501 c., 1247 c.	18 déc. Trib. com. Seine. 871.	9 juin. Req. 653. Douai.
16 févr. Lyon. 535 c., 553 c., 1107 c., 1383 c.	27 déc. Chambéry. 963 c.	4 nov. Trib. com. Seine. 880 c.	24 août. Douai. 1235 c.	17 juill. Loi. 313 c.	18 mai. Req. 500 c., 503 c.	23 déc. Lyon. 194 c., 196 c., 1323 c.	12 juin. Paris. 379 c.
3 mars. Req. 1174 c., 1175 c.	<b>1882</b>	21 nov. Req. 1387 c. 29 nov. Req. 650 c.	25 août. Civ. 243 c., 1256 c.	31 juill. Trib. com. Seine. 1335 c.	21 mai. Trib. com. Seine. 330 c., 345 c.	24 déc. Bruxelles. 1295 c.	16 juin. Pau. 1053 c., 1064 c., 1055 c.
4 mars. Bruxelles. 977.	14 janv. Paris. 608 c.	2 déc. Lyon. 1240 c.	27 août. Bordeaux. 452.	1 <sup>re</sup> août. Trib. civ. Seine. 1120 c.	3 juin. Douai. 408 c.	29 déc. Paris. 1324 c.	22 juin. Ch. réun. 379 c.
4 mars. Paris. 611 c., 662 c.	24 janv. Paris. 615 c.	7 déc. Bruxelles. 439 c.	10 sept. C. just. Genève. 1031 c., 1033 c.	6 août. Paris. 1116 c.	6 juin. Crim. 1401.	31 déc. Nîmes. 351 c.	23 juin. C. cass. Turin. 368 c.
15 mars. Req. 329 c., 340 c.	30 janv. Req. 376 c.	16 déc. Trib. Seine. 1523 c.	5 oct. Trib. com. Seine. 849 c.	11 août. Req. 279 c.	17 juin. Paris. 1332 c.	31 déc. Trib. com. Corbeil. 414 c.	30 juin. Toulouse. 1020 c.
17 mars. Lyon. 257 c.	1 <sup>re</sup> févr. Orléans. 693 c.	30 déc. Douai. 519 c.	2 nov. C. cass. Bel- gique. 1286.	21 août. Trib. civ. Mantes. 1230 c.	19 juin. Paris. 862 c., 865 c.	<b>1886</b>	30 juin. Trib. com. Nantes. 1036 c.
18 mars. Paris. 563. 29 mars. Orléans. 487 c.	1 <sup>re</sup> févr. Rouen. 508 c.	23 déc. Trib. com. Rouen. 1097 c.	6 nov. Crim. 1505 c.	28 août. Paris. 1277 c.	23 juin. Paris. 867 c.	4 janv. Montpel- lier. 1324 c.	7 juill. Paris. 638.
29 mars. Paris. 1031 c., 1040 c.	6 févr. Rouen. 571 c.	29 déc. Trib. Lille. 771.	8 déc. Loi. 208 c., 273 c., 1523 c.	30 sept. Trib. com. Marseille. 254 c.	23 juin. Trib. com. Seine. 959 c., 968 c., 1138 c.	15 janv. Lyon. 1005 c.	10 juill. Caen. 818 c.
1 <sup>re</sup> avr. Lyon. 1100 c., 1125 c.	7 févr. Lyon. 380 c.	<b>1883</b>	11 déc. Paris. 889 c.	7 nov. Orléans. 1356 c.	29 juin. Limoges. 1317 c.	19 janv. Paris. 416 c., 1305 c.	12 juill. C. cass. Turin. 368 c.
1 <sup>re</sup> avr. Rouen. 1513 c.	13 févr. Lyon. 784 c.	6 janv. Amiens. 634 c., 991 c.	21 déc. Lyon. 231 c., 1243 c.	16 nov. Req. 438 c. 20 nov. Besançon. 1496 c.	30 juin. Req. 448 c., 543.	20 janv. Civ. 634 c.	16 juill. Paris. 1435.
5 avr. Caen. 253 c., 257 c.	4 mars. Trib. com. Lyon. 258 c.	10 janv. Req. 1462 c., 1465 c., 1477 c.	<b>1884</b>	28 nov. Paris. 1425 c.	4 juill. Nîmes. 1308.	26 janv. Civ. 719 c., 1093 c.	23 juill. Req. 648, 725 c.
27 avr. Civ. 645 c., 671 c., 673 c.	7 mars. Req. 625 c.	23 janv. Trib. civ. Macon. 1229.	9 janv. Trib. du Havre. 540 c.	1 <sup>re</sup> déc. Rouen. 403. 1 <sup>re</sup> déc. Toulouse. 924.	8 juill. Civ. 1396 c. 211 c.	4 févr. Toulouse. 1535 c.	26 juill. Poitiers. 526 c.
4 mai. Dijon. 1083.	8 mars. Civ. 878 c., 884 c.	25 janv. Trib. com. Marseille. 1100 c.	10 janv. Toulouse. 1220.	3 déc. Civ. 702 c. 3 déc. Loi. 1523 c.	10 juill. Loi. 638 c., 1314 c.	7 févr. Dijon. 728 c.	6 août. Lyon. 209 c.
6 mai. Paris. 617 c.	9 mars. Toulouse. 594 c.	7 févr. Lyon. 640 c.	14 janv. Grenoble. 962 c., 1092 c.	8 déc. Civ. 1323 c., 1425 c.	10 juill. Paris. 546 c., 550 c., 856 c.	10 févr. Paris. 807 c., 1229.	7 août. Paris. 1240 c.
10 mai. Paris. 1031 c.	13 mars. Civ. 630 c.	21 févr. Paris. 865 c., 1371 c.	18 janv. Toulouse. 1213 c.	9 déc. Loi. 372 c.	23 juill. Caen. 802 c., 991.	14 févr. Bordeaux. 1247 c.	11 août. Trib. civ. Seine. 956 c.
17 mai. Orléans. 605 c., 721 c., 734 c.	20 mars. Dijon. 715 c.	27 févr. Caen. 764 c.	24 janv. Paris. 190 c.	18 déc. Bordeaux. 936 c.	23 juill. Trib. com. Seine. 1102 c.	15 févr. Reichsge- richt 1086 c.	24 août. Trib. com. Marseille. 640.
22 mai. Req. 1387 c.	31 mars. Paris. 1256 c.	2 mars. Dijon. 211.	30 janv. Req. 221 c.	<b>1885</b>	27 juill. Poitiers. 252.	18 févr. Aix. 274 c.	1 <sup>re</sup> sept. Trib. com. Seine. 566, 1092 c.
1 <sup>re</sup> juin. Trib. civ. Auxerre. 538 c.	1 <sup>re</sup> avr. Trib. com. Lyon. 309 c.	2 mars. Paris. 503 c.	31 janv. Trib. civ. Reims. 1194.	14 janv. Req. 878 c.	29 juill. Aix. 208 c.	24 févr. Bordeaux. 1312 c.	6 oct. Trib. com. Seine. 1251 c.
10 juin. Lyon. 696 c., 699 c.	18 avr. Civ. 209 c., 1156 c., 1173 c.	4 mars. Orléans. 229 c.	2 févr. Lyon. 873 c. 4 févr. Dijon. 1154 c.	19 janv. Besançon. 358 c.	1 <sup>re</sup> août. Amiens. 928 c.	26 févr. Trib. Sei- ne. 1535 c.	12 oct. Trib. com. Marseille. 652.
21 juin. Req. 500 c.	20 avr. Trib. com. Seine. 941 c.	6 mars. Gand. 594 c.	4 févr. Pau. 1344 c.	24 janv. Amiens. 308 c.	5 août. Civ. 1065 c.	27 févr. Trib. com. Seine. 851 c.	20 oct. Civ. 540 c., 1363 c., 1366 c.
21 juin. Poitiers. 1167 c.	2 mai. Amiens. 594 c.	9 mars. Crim. 1408.	8 févr. Paris. 541., 543 c.	31 janv. Alger. 851 c.	10 août. Paris. 1067 c.	4 mars. Paris. 1305 c.	25 oct. Trib. com. Bône. 1319 c.
26 juin. Req. 628 c.	3 mai. Aix. 917 c. 3 mai. Trib. Sei- ne. 916 c.	9 mars. Dijon. 1092 c.	12 févr. Trib. Civ. Marennes 813 c.	4 févr. Civ. 215 c., 260 c., 1510 c.	11 août. Civ. 451 c., 455 c.	6 mars. Trib. com. Seine. 1535 c.	2 nov. Bordeaux. 1275 c.
29 juin. Trib. com. Seine. 1523 c.	5 mai. Lyon. 634 c.	12 mars. Req. 1203 c.	13 févr. Req. 277, 282 c.	4 févr. Trib. com. Angoulême. 1369 c.	16 août. Civ. 283 c. 21 sept. C. just. Ge- nève. 401.	9 mars. Paris. 193.	8 nov. Req. 1146 c.
6 juill. Req. 1229 c.	8 mai. Dijon. 430 c.	12 mars. Grenoble. 1247 c.	19 févr. Req. 242. 25 févr. Trib. com. Seine. 857 c.	14 févr. Orléans. 1256 c.	16 oct. Trib. com. Seine. 337 c.	10 mars. Trib. com. Seine. 851 c.	10 nov. Paris. 1523 c.
8 juill. Trib. com. Marseille. 254 c.	11 mai. Dijon. 1356 c., 1357 c.	19 mars. Civ. 661 c. 21 mars. Req. 662 c.	3 mars. Bordeaux. 540 c.	17 févr. Poitiers. 1288 c.	26 oct. Req. 1031 c., 1039 c.	18 mars. Trib. Val- enciennes. 807 c.	12 nov. Trib. An- necy. 327 c.
11 juill. Req. 638 c. 12 juill. Req. 251 c., 252 c.	11 mai. Trib. com. Rouen. 1356 c.	31 mars. C. cass. Belgique. 1523 c.	15 mars. Trib. civ. Chambéry. 508 c.	20 févr. Montpellier. 1280 c.	2 nov. Trib. Seine. 464 c.	18 nov. Aix. 527 c., 1291 c.	18 nov. Aix. 527 c., 1291 c.
15 juill. Lyon. 1424 c.	13 mai. Crim. 241 c.	24 mars. Toulouse. 1021 c.	18 mars. Lyon. 231 c., 935 c., 937 c., 1012 c.	23 févr. Req. 487 c., 499 c., 878 c., 882 c.	4 nov. Trib. com. Marseille. 1425 c.	22 nov. Civ. 1154 c.	23 nov. Req. 810 c.
25 juill. Loi. 379 c. 26 juill. Req. 626 c., 685 c.	16 mai. Nancy. 1414.	3 avr. Req. 617 c., 1350 c.	20 mars. Aix. 1031., 1033 c.	23 févr. Civ. 843 c. 10 mars. Req. 536 c.	10 nov. Civ. 1031 c., 1038 c.	1 <sup>re</sup> déc. Civ. 428 c., 755 c., 757 c.	1 <sup>re</sup> déc. Toulouse. 924 c.
29 juill. Loi. 379 c. 5 août. Req. 666 c. 9 août. Req. 276 c., 283 c., 287 c.	19 mai. Paris. 908 c., 910 c.	6 avr. Crim. 1438 c. 9 avr. Genève. 1353 c.	20 mars. Orléans. 488 c., 498 c., 500 c., 551.	12 mars. Lyon. 500 c.	11 nov. Req. 487 c., 488 c., 489 c., 498 c., 500 c., 502 c.	4 déc. Paris. 417 c.	6 déc. Douai. 408 c.
17 août. Req. 272 c., 285 c.	5 juin. Req. 284 c., 287 c.	17 avr. Toulouse. 1526 c.	27 mars. Poitiers. 576 c., 635 c.	18 mars. Chambé- ry. 1531 c.	11 nov. Civ. 878 c., 882 c., 883 c.	6 déc. Paris. 892 c., 893 c.	14 déc. Paris. 892 c., 893 c.
22 oct. Trib. com. Gap. 209 c.	6 juin. Orléans. 540 c., 547 c., 877 c., 878 c., 882 c.	25 avr. Req. 251, 253 c., 308 c., 1385 c.	3 avr. Aix. 279 c.	20 mars. Trib. com. Seine. 971 c.	13 nov. Civ. 390 c. 16 nov. Toulouse. 612 c.	5 mai. Civ. 498 c.	17 déc. Crim. 379 c.
17 nov. Paris. 556 c.	8 juin. Paris. 673 c.	29 mai. Req. 699 c., 700 c.	5 avr. Loi. 372 c. 8 avr. Civ. 763 c., 764 c., 1217 c., 1423 c.	23 mars. Loi. 742 c.	17 nov. Trib. com. Amiens. 589 c.	8 mai. C. cass. Belgique. 435 c.	18 déc. Nîmes. 1243 c., 1253 c.
17 nov. Toulouse. 1370.	9 juin. Amiens. 617 c.	4 juin. Civ. 1425. 12 juin. Req. 271 c.	23 avr. Trib. com. Bourges. 316 c.	25 mars. Bordeaux. 1523 c.	18 nov. Civ. 388 c., 456 c., 1018 c.	8 mai. Rouen. 1116 c.	20 déc. Req. 1067 c.
22 nov. Civ. 1256 c., 1358 c.	13 juin. Trib. com. Lyon. 1240 c.	13 juin. Nancy. 465. 14 juin. Trib. com. Seine. 923 c.	23 avr. Nîmes. 913 c.	26 mars. Orléans. 830 c.	18 nov. Trib. com. Havre. 1251 c.	11 mai. Nancy. 592., 695 c.	20 déc. Civ. 1067 c.
22 nov. Orléans. 762 c., 763 c., 764 c., 766 c.	14 juin. Trib. com. Nantes. 232 c.	31 juin. Trib. Aves- nes. 235 c.	29 avr. Douai. 1213 c.	8 avr. Trib. com. Seine. 845 c.	21 nov. Amiens. 682 c.	13 mai. Lyon. 744. 14 mai. Crim. 1414.	21 déc. Agen. 240 c.
24 nov. Chambéry. 834 c.	19 juin. C. cass. Turin. 474.	23 juin. Lyon. 694 c.	2 mai. Trib. com. Seine. 540 c.	17 avr. Paris. 872 c., 1031 c., 1033 c., 1037 c.	27 nov. Paris. 1031 c., 1034 c.	14 mai. Crim. 1414. 26 mai. Besançon. 203 c.	21 déc. Paris. 195 c.
24 nov. Trib. com. Marseille. 1235 c.	23 juin. Aix. 474, 1036 c., 1039 c.	29 juin. Crim. 1482 c.	7 mai. Pau. 318 c. 8 mai. Aix. 312 c.	18 avr. Trib. com. Seine. 858 c.	30 nov. Trib. com. Seine. 1369 c.	19 mai. Douai. 1356 c.	24 déc. Amiens. 669 c., 693 c., 1350 c.
28 nov. Req. 878 c., 883 c.	17 juill. Civ. 1523, 1530 c.	23 juin. Lyon. 694 c.	8 mai. Lyon. 221 c.	20 avr. Poitiers. 639 c., 640 c., 645 c., 653 c.	5 déc. Gand. 969 c.	20 mai. Lyon. 261 c.	28 déc. Nancy. 840 c.
1 <sup>re</sup> déc. Trib. com. Marseille. 344 c.	17 juill. Nancy. 807 c.	16 juill. Trib. Rouen. 798 c.	8 mai. Trib. Cor- beil. 1211 c.	24 avr. Trib. civ. Lyon. 985 c., 993 c.	7 déc. Poitiers. 738 c.	20 mai. Trib. com. Marseille. 610 c.	<b>1887</b>
1 <sup>re</sup> déc. Trib. com. Seine. 540 c.	22 juill. Bordeaux. 1356.	17 juill. Req. 611 c., 662 c.	31 mai. Riom. 433 c., 536 c.	29 avr. Req. 1514 c.	8 déc. Paris. 540 c.	24 mai. C. de la Haye. 804 c.	4 janv. Civ. 467 c.
1 <sup>re</sup> déc. Décis. 447 c.	25 juill. Bordeaux. 1357 c.	20 juill. Rouen. 1339 c.	26 mai. Rouen. 310 c.	4 mai. Grenoble. 241 c., 348 c., 353 c.	8 déc. Riom. 256, 257 c.	25 mai. Req. 543 c.	5 janv. Trib. St- Gaudens. 919 c.
2 déc. Dijon. 465. 6 déc. Amiens. 1043 c.	31 juill. Aix. 415 c. 4 août. Paris. 865 c.	25 juill. Lyon. 449 c.	29 mai. Paris. 553 c.	6 mai. Paris. 487 c., 498 c., 499 c.	8 déc. Trib. Sei- ne. 1031 c., 1037 c.	26 mai. Req. 542 c.	7 janv. Trib. com. Seine. 1258 c., 1323 c.
7 déc. Req. 1347 c. 7 déc. Trib. com. Rouen. 1357 c.	19 août. Grenoble. 734 c.	30 juill. Douai. 486.	30 mai. Amiens. 332 c.	7 mai. Paris. 1188 c.	9 déc. Loi. 1269 c.	1 <sup>re</sup> juin. Aix. 611 c.	10 janv. Req. 372 285 c., 286 c.
	14 sept. Trib. com. Marseille. 421 c.	13 août. Req. 639 c., 653 c.	17 juill. Trib. paix. Lille. 789 c.	11 mai. Trib. com. Seine. 806 c.	10 déc. Bruxelles. 1514 c.	4 juin. Paris. 640 c.	10 janv. Bordeaux. 1469 c.
					15 déc. Bordeaux. 1358 c.	4 juin. Reichsge- richt. 404 c.	11 janv. Trib. com. Seine. 1258 c., 1260 c.

13 janv. Req. 285 c.	21 mai. Paris. 1257 c., 1258 c.	26 oct. Req. 356 c., 397 c., 1235 c.	18 janv. Trib. civ. Narbonne. 1213.	8 mai. Amiens. 1175 c., 1176 c.	1889	6 juin. Châteaun-Thierry. 111 c.	20 nov. Bonnap. 169.
18 janv. Req. 580 c.	22 mai. Bordeaux. 351 c.	27 oct. Civ. 1078 c.	26 déc. Alger. 1198.	9 mai. Lyon. 1219 c.		6 juin. Rennes. 848.	25 nov. Poitiers. 1256.
24 janv. Civ. 830 c., 1313 c.	25 mai. Req. 1351 c.	28 oct. Trib. com. Seine. 867 c.	1 <sup>er</sup> févr. Civ. 596 c., 878 c., 886 c.	9 mai. Paris. 916 c.		11 juin. Rennes. 72 c., 76 c., 180 c.	26 nov. Paris. 74 c., 180 c.
25 janv. Paris. 467 c.	28 mai. Amiens. 773 c., 1379 c.	9 nov. Douai. 811 c.	2 févr. Paris. 1259 c.	14 mai. Bourges. 763 c.		11 juin. Trib. com. Seine. 180 c.	3 déc. Angers. 211 c.
31 janv. Grenoble. 428 c.	11 juin. Trib. com. Nantes. 1323 c.	14 nov. Req. 494 c.	2 févr. Trib. corr. Chambéry. 1410, 1411 c., 1414 c., 1436 c.	14 mai. Rennes. 1380 c.		11 juin. Trib. com. Seine. 180 c.	11 déc. Civ. 711 c.
1 <sup>er</sup> févr. Bruxelles. 1087 c.	13 juin. Req. 272 c., 273 c.	16 nov. Req. 356 c., 393 c.	6 févr. Civ. 404 c., 407 c., 1176 c.	16 mai. Civ. 822 c., 1104 c.		13 juin. Rennes. 652, 653 c.	24 déc. Civ. 1254 c.
2 févr. Trib. Seine. 451 c.	15 juin. Req. 1320 c.	17 nov. Rouen. 1260 c.	8 févr. Civ. 406 c., 1176 c.	17 mai. Paris. 298, 725.		17 juin. Trib. Lyon (référé) 111 c.	1890
3 févr. Amiens. 1227 c., 1229.	16 juin. Paris. 1526 c.	21 nov. Civ. 1065 c.	11 févr. Nancy. 898, 900 c., 902 c.	18 mai. Paris. 467.		19 févr. Loi. 1115 c.	22 janv. Trib. com. Seine. 1104.
9 févr. Bruxelles. 1260 c.	17 juin. Paris. 1457 c.	22 nov. Civ. 401 c., 438 c., 444 c., 869 c.	18 févr. Agen. 1260 c.	18 mai. Rouen. 764.		1 <sup>er</sup> mars. Trib. com. Rennes. 1283.	25 janv. Aix. 291 c.
16 févr. Civ. 1305 c.	21 juin. Chambéry. 523 c.	25 nov. Bruxelles. 1336 c.	18 févr. Aix. 830.	30 mai. Besançon. 1308 c.		4 mars. Loi. V. Table des articles.	28 janv. Paris. 1219 c.
4 mars. Paris. 1031 c.	21 juin. Paris. 1100 c.	31 nov. Req. 1168 c.	18 févr. Paris. 1526 c.	30 mai. Trib. com. Havre. 1306 c.		12 mars. Civ. 262 c.	30 janv. Déc. 211 c.
5 mars. C. cass. Florence. 368 c.	22 juin. Ch. réun. 379 c.	1 <sup>er</sup> déc. Bordeaux. 1469 c.	22 févr. Civ. 405 c.	4 juin. Civ. 848 c.		23 mars. Trib. com. Seine. 868.	2 févr. Déc. 211 c.
11 mars. C. cass. Pays-Bas. 804 c.	24 juin. Amiens. 926 c.	12 déc. Poitiers. 237.	22 févr. Civ. 364 c., 365 c., 1176 c., 1185 c.	5 juin. Civ. 848 c.		28 mars. Amiens. 1314.	3 mars. Civ. com. 1259 c.
12 mars. Nîmes. 335 c., 337 c.	24 juin. Douai. 324 c.	14 déc. Trib. com. Seine. 438 c., 869 c.	27 févr. Trib. com. Arras. 1306.	14 juin. Trib. com. Seine. 492.		3 avr. Paris. 464 c.	5 juill. Paris. 527.
17 mars. Caen. 379 c.	27 juin. Req. 260 c.	15 déc. Trib. Seine. 961 c.	29 févr. Bordeaux. 380, 1465 c.	16 juin. Trib. Seine. 416 c.		6 avr. Trib. Tunis. 111 c.	9 juill. Trib. civ. Bayonne. 97.
26 mars. Orléans. 407 c.	5 juill. Bordeaux. 279 c.	16 déc. Trib. Dijon. 1219 c.	29 févr. Trib. com. Alger. 1063 c.	21 juill. Cass. Turin. 231 c.		9 avr. Nancy. 1496.	12 juill. Paris. 112 c.
7 avr. Paris. 495 c.	7 juill. C. cass. Florence. 268 c.	20 déc. Paris. 715 c.	6 mars. Rouen. 415 c., 417 c.	7 août. Civ. 1176 c.		10 avr. Civ. 828 c.	15 juill. Aix. 685, 686 c.
18 avr. Req. 645 c., 671 c., 673 c.	8 juill. Trib. com. La Rochelle. 227.	21 déc. Paris. 669.	13 mars. Req. 428 c., 554 c., 567 c.	13 août. Bordeaux. 1196.		10 avr. Trib. Marseille (référé) 111 c.	18 juill. Paris. 111 c.
19 avr. Civ. 867 c.	12 juill. Req. 203, 206.	22 déc. Poitiers. 526 c., 1313 c.	14 mars. Civ. 210 c., 211 c.	27 sept. Trib. com. Seine. 1238 c.		12 avr. Trib. Saint-Quentin. 410 c.	19 juill. Orléans. 254 c.
27 avr. Rouen. 818 c., 1065 c.	13 juill. Amiens. 451 c., 1305 c.	29 déc. Paris. 705 c., 716.	19 mars. Paris. 523.	22 oct. Civ. 747 c.		18 avr. Paris. 449 c.	23 juill. Civ. 1176 c.
27 avr. Trib. com. Bordeaux. 999 c., 1004 c.	13 juill. Nancy. 200 c.	31 déc. Bordeaux. 1319 c., 1323 c.	24 mars. Paris. 192 c., 217 c.	29 oct. Req. 1330 c.		27 avr. Trib. com. Seine. 156.	27 juill. Paris. 1067.
28 avr. Paris. 503 c.	20 juill. Caen. 527 c.		26 mars. Req. 1469 c.	30 oct. Trib. com. Seine. 568 c.		29 avr. Req. 365 c., 1179 c., 1180 c.	1 <sup>er</sup> août. Trib. civ. Seine. 1229 c.
4 mai. Civ. 20 c., 830 c.	25 juill. Rennes. 563 c.		27 (et non 29) mars. Civ. 579 c., 1176 c.	31 oct. Douai. 1302.		30 avr. Req. 1104 c.	14 août. Civ. 765 c.
5 mai. Douai. 555 c.	25 juill. Rouen. 1333 c.		9 avr. Req. 526 c.	9 nov. Paris. 1300.		8 mai. Civ. 811 c.	1 <sup>er</sup> oct. Trib. Seine. 171 c.
9 mai. Civ. 453 c., 482 c.	4 août. Aix. 713 c.		1 <sup>er</sup> mai. Paris. 1356 c.	10 nov. Lyon. 1205 c.		9 mai. Seine. 171 c.	2 oct. Trib. Toulouse. 111 c.
10 mai. Civ. 560 c., 1194 c.	8 août. Grenoble. 448 c.		2 mai. Paris. 1355 c.	13 nov. Grenoble. 365, 1178 c., 1179 c.		14 mai. Paris. 110 c.	17 oct. Cass. Belgique. 209.
11 mai. Trib. Bordeaux. 416 c.	14 oct. Trib. com. Reims. 1097 c.		2 mai. Trib. com. Seine. 1097 c.	17 nov. Civ. 1085 c.		23 mai. Chambéry. 1422 c.	26 oct. Trib. Alger. 111 c.
17 mai. Req. 642 c., 643 c., 670 c.	15 oct. Trib. com. Seine. 1034 c.			27 nov. Paris. 1355.		23 mai. C. cass. Belgique. 1535 c.	4 nov. Douai. 121 c., 122 c., 123 c.
17 mai. Trib. Seine. 919 c.				17 déc. Trib. com. Seine. 438, 1058 c.		27 mai. Req. 888 c.	4 nov. Douai. 121 c.
20 mai. Trib. com. Seine. 1323 c.				24 déc. Paris. 1236 c.		4 juin. Civ. 807 c., 1229 c.	13 nov. Civ. 1422 c.
				26 déc. Alger. 1198.		4 juin. Paris. 990.	
						5 juin. Lyon. 74 c., 76 c., 180 c.	

## FAUX ET FAUSSE MONNAIE.

## Division.

CHAP. 1. — Historique, législation et droit comparé (n° 1).

CHAP. 2. — De la fausse monnaie (n° 8).

CHAP. 3. — De la contrefaçon des sceaux de l'État, des billets de banque, des effets publics, des poinçons, timbres et marques (n° 69).

CHAP. 4. — Du faux en écritures (n° 108).

ART. 1. — Des caractères généraux du faux en écritures (n° 110).

§ 1. — Altération ou suppression de la vérité (n° 116).

§ 2. — Intention frauduleuse (n° 160).

§ 3. — Préjudice possible (n° 174).

ART. 2. — Du faux en écritures authentiques et publiques (n° 200).

§ 1. — Quelles écritures doivent être réputées écritures publiques (n° 200).

§ 2. — Des diverses espèces de faux en écritures publiques commis par des fonctionnaires ou officiers publics (n° 212).

§ 3. — Du faux en écritures publiques commis par de simples particuliers (n° 237).

ART. 3. — Du faux en écritures de commerce et de banque (n° 269).

ART. 4. — Du faux en écritures privées (n° 311).

ART. 5. — Du faux commis dans les passeports, permis de chasse, feuilles de route et certificats (n° 323).

(1) 13 mai-1<sup>er</sup> juin 1863. — Loi portant modification de plusieurs dispositions du code pénal.

## DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA PAIX PUBLIQUE.

## Du faux. — Fausse monnaie.

ART. 132. Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or

§ 1. — Du faux commis dans les passeports et les permis de chasse (n° 326).

§ 2. — Du faux commis dans les feuilles de route (n° 336).

§ 3. — Du faux commis dans les certificats (n° 342).

ART. 6. — De l'usage du faux (n° 360).

ART. 7. — Des peines du faux (n° 383).

ART. 8. — De la compétence en matière de faux (n° 392).

ART. 9. — De la procédure en inscription de faux principal (n° 393).

## CHAP. I. Historique, législation et droit comparé

1. — HISTORIQUE. — L'historique de la législation du faux et de la fausse monnaie a été traité au *Rép.* n° 3 à 11. Nous n'avons rien à y ajouter. Nous nous bornerons ici à renvoyer, pour les développements et les détails, aux deux ouvrages suivants : Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, 2<sup>e</sup> éd., annotée par M. Villey, t. 2, n° 567 et 568, 604, 610, 639 et 738; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 3, n° 64, 92, 108, 156 et 203.

2. — LÉGISLATION. — Des trente et un articles du code pénal (liv. 3, tit. 1, chap. 3, sect. 1, art. 132 à 164) qui forment notre législation criminelle sur le faux et la fausse monnaie, dix-huit ont reçu, postérieurement à la publication du *Répertoire*, par l'effet de la loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4, 79) (1) des modifications plus ou moins importantes. A cette date, trois incriminations nouvelles ont été intro-

ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à

duites dans notre code qui, désormais, punit la contrefaçon des timbres-poste (art. 142 nouveau), les faux dans les permis de chasse (art. 153 et 154 nouveaux) et la fabrication sous le nom d'un particulier de faux certificats de bonne conduite ou d'indigence (art. 161 nouveau). De plus,

leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à temps.

133. Tout individu qui aura, en France, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps.

134. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans quiconque aura coloré les monnaies ayant cours légal en France ou les monnaies étrangères dans le but de tromper sur la nature du métal, ou les aura émises ou introduites sur le territoire français.

Seront punis de la même peine ceux qui auront participé à l'émission ou à l'introduction des monnaies ainsi colorées.

135. La participation énoncée aux précédents articles ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites, altérées ou colorées, les ont remises en circulation.

Toutefois, celui qui aura fait usage desdites pièces, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende triple au moins et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse, en aucun cas, être inférieure à 16 fr.

138. Les personnes coupables des crimes mentionnés en l'art. 132 seront exemptes de peine si, avant la consommation de ces crimes et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles pourront néanmoins être mises, pour la vie ou à temps, sous la surveillance spéciale de la haute police.

#### *Contrefaçon des sceaux, poinçons, timbres et marques.*

142. Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du Gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques; ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits; ceux qui auront contrefait les timbres-poste ou fait usage sciemment de timbres-poste contrefaits, seront puni d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus.

Les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

Les dispositions qui précèdent seront applicables aux tentatives de ces mêmes délits.

143. Quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'art. 142, en aura fait ou tenté de faire une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, ou d'une autorité quelconque, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

#### *Des faux en écriture publique ou authentique, et de commerce ou de banque.*

149. Sont exceptés des dispositions ci-dessus les faux commis dans les passeports, feuilles de route et permis de chasse, sur lesquels il sera particulièrement statué ci-après.

#### *Des faux commis dans les passeports, permis de chasse, feuilles de route et certificats.*

153. Quiconque fabriquera un faux passeport ou un faux permis de chasse, ou falsifiera un passeport ou un permis de chasse originairement véritable, ou fera usage d'un passeport ou d'un permis de chasse fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus.

154. Quiconque prendra, dans un passeport ou dans un permis de chasse, un nom supposé, ou aura concouru comme témoin à

en frappant « d'un emprisonnement de six mois à trois ans quiconque aura coloré les monnaies ayant cours légal en France ou les monnaies étrangères dans le but de tromper sur la nature du métal », le nouvel art. 134 a fixé un point controversé de notre droit pénal et a résolu dans un sens

faire délivrer le passeport sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'un passeport ou d'un permis de chasse délivré sous un autre nom que le sien.

Les logeurs et aubergistes qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, ou qui, de connivence avec elles, auront omis de les inscrire, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus.

155. Les officiers publics qui délivreront ou feront délivrer un passeport à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Si l'officier public, instruit de la supposition du nom, a néanmoins délivré ou fait délivrer le passeport sous le nom supposé, il sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus.

Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

156. Quiconque fabriquera une fausse feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, sera puni, savoir :

D'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus, si la fausse feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique;

D'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus, si le Trésor public a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins au-dessous de 100 fr.;

Et d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, si les sommes indûment perçues par le porteur de la feuille s'élèvent à 100 fr. et au delà.

Dans ces deux derniers cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

157. Les peines portées en l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont établies, à toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé ou qui aura fait usage d'une feuille de route délivrée sous un autre nom que le sien.

158. Si l'officier public était instruit de la supposition de nom lorsqu'il a délivré la feuille de route, il sera puni, savoir :

Dans le premier cas posé par l'art. 156, d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus;

Dans le second cas du même article, d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus;

Dans le troisième cas, de la reclusion;

Dans les deux premiers cas, il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

159. Toute personne qui, pour se rédimier elle-même ou affranchir une autre d'un service public quelconque, fabriquera, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera punie d'un emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus.

160. Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus.

S'il y a été mû par dons ou promesses, la peine de l'emprisonnement sera d'une année au moins et de quatre ans au plus.

Dans les deux cas, le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

Dans le deuxième cas, les corrupteurs seront punis des mêmes peines que le médecin, chirurgien ou officier de santé qui aura délivré le faux certificat.

Quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du Gouverne-



conforme à la véritable portée de l'acte coupable, la difficulté qui s'était produite quant à l'appréciation du simple fait de blanchir ou de dorer des monnaies de cuivre ou d'argent, sans leur faire subir aucune altération dans leur essence. Enfin la peine des faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats a été, en général, notablement abaissée, ainsi que nous l'expliquerons *infra*, n° 323 et suiv., en commentant les art. 153 à 162 c. pén.

Ajoutons que, postérieurement à la loi du 13 mai 1863, la loi du 13 juin 1866 (D. P. 66. 4. 67) a, par son art. 11 (1) déclaré l'art. 142 c. pén. applicable à ceux qui contrefont des timbres-dépêches pour la correspondance télégraphique, ou qui font usage sciemment de timbres-dépêches contrefaits.

3. Le crime de fausse monnaie était fréquent à l'époque de la publication du *Répertoire*. D'après le rapport général sur l'administration de la justice criminelle en France, de 1826 à 1880, le nombre moyen annuel des accusations de ce genre a été de 69 pour la période quinquennale de 1841-1845, de 66 pour celle de 1846-1850, de 61 pour celle de 1851-1855. Il est tombé à 40, 28, 30, 45, 34 dans les cinq périodes suivantes. Mais il est remonté à 49 dans la période de 1881-1885, et il a été de 80 en 1886, de 67 en 1887, de 78 en 1888. — Quant aux faux en écriture, ce crime, si l'on consulte les statistiques, paraît avoir diminué de fréquence. Le nombre moyen annuel des accusations de ce genre a été, en effet, de 502 dans la période de 1851-1855, de 425 dans celle de 1856-1860, de 370 dans celle de 1861-1865. Depuis 1866 jusqu'à 1880, il est toujours demeuré au-dessous de 300. Il a été de 296 dans la période de 1881-1885, de 269 en 1886, de 278 en 1887, de 258 en 1888. Toutefois, en parcourant la statistique des différentes espèces de faux criminels, on constate que les faux en écriture de commerce n'ont participé à ce mouvement de décroissance que dans une faible mesure. La réduction à leur égard n'est que de 18 pour 100, quand, pour tous les faux réunis, elle est de 42 pour 100. Surtout, il faut tenir compte de ce fait incontestable que, dans la pratique, les magistrats correctionnalisent souvent les faux en écriture en les qualifiant d'escroquerie. Il arrive fréquemment, en effet, que des billets faux sont fabriqués en vue d'obtenir des remises d'argent; si le préjudice n'a pas été grave, les officiers du ministère public, d'accord avec les juges d'instruction, ferment les yeux sur le caractère criminel du faux, pour ne voir que la manœuvre frauduleuse, et ils se contentent de traduire le coupable devant le tribunal correctionnel.

4. — DROIT COMPARÉ. — Les changements apportés à notre législation du faux par la loi du 13 mai 1863 ont certainement été heureux; mais il est permis, croyons-nous, de les trouver insuffisants. La plupart des codes criminels récemment promulgués à l'étranger pourraient, à notre avis, offrir d'utiles indications à notre législateur en ce qui concerne la matière du faux.

A l'égard de la fausse monnaie, nous pensons, avec M. Garraud (n° 67), que le système français, qui met la contrefaçon et l'altération sur la même ligne, et qui punit de la même peine celui qui a mis la monnaie en circulation sans l'avoir fabriquée et celui qui l'a fabriquée sans l'avoir émise, est à la fois trop simple et trop étroit, et mériterait une profonde réforme. Presque tous les codes étrangers distinguent la contrefaçon de l'altération et punissent plus sévèrement la première que la seconde (C. pén. belge de 1867, art. 160 à 167; C. pén. allemand de 1870, art. 146 et 150; C. pén. genevois de 1874, art. 112 et 113; C. pén. hongrois de 1878, art. 203 et 204; C. pén. néerlandais de 1881, art. 208 à 210; C. pén. italien de 1889, art. 256 et 257;

Statut anglais du 6 août 1861, Vict. 24 et 25 (chap. 99, art. 2 et 4). — D'autre part, notre code est le seul qui frappe la contrefaçon ou l'altération des monnaies d'or ou d'argent (art. 132) de la peine très grave des travaux forcés à perpétuité. En général, ce crime n'est puni par les codes étrangers que de la réclusion à temps. L'art. 150 c. pén. allemand se contente même de frapper d'emprisonnement et d'amende « celui qui aura diminué la valeur des pièces de monnaie destinées à la circulation, en les limant, rognant ou d'une autre manière, et les aura mises en circulation pour leur valeur intégrale » (V. toutefois le numéro suivant en ce qui concerne l'Angleterre). — Nous estimons avec M. Faustin-Hélie (t. 2, n° 571) que la peine des travaux forcés à perpétuité (très rarement prononcée, en fait, par nos cours d'assises), n'est pas en rapport avec les crimes prévus par l'art. 132 c. pén., ou que, du moins, elle devrait être réservée pour les cas où ces crimes sont accompagnés des circonstances les plus graves. Les travaux forcés à temps suffiraient, à notre avis, pour les espèces les plus communes, et, pour les degrés inférieurs, la réclusion et l'emprisonnement.

5. La législation anglaise sur la fausse monnaie a subi d'importantes modifications depuis la publication du *Répertoire*. Un *act* du 6 août 1861, Vict. 24 et 25, chap. 99, a consolidé et amendé le statut du 23 mai 1832, analysé *Rep.* n° 14. La peine des faux monnayeurs n'est plus la transportation, mais la servitude pénale, qui se subit, comme on sait, sur le territoire du Royaume-Uni. En général, cette servitude ne doit pas être prononcée pour plus de sept ans, et elle peut être remplacée, à la discrétion de la cour, par un emprisonnement de deux ans au plus, avec ou sans travail forcé, et avec ou sans réclusion solitaire. Toutefois la servitude pénale peut être à vie pour les contrefacteurs de monnaie d'or ou d'argent de la reine (art. 2), les importateurs de pareille monnaie d'outre-mer (art. 7), les récidivistes (art. 12) et les détenteurs de poinçons, matrices, coins et autres outils de faux monnayeurs (art. 24). Elle peut aller jusqu'à quatorze ans pour les coupables d'altération de monnaies de la reine, d'or ou d'argent (art. 4). L'émission de fausse monnaie d'or ou d'argent n'est punie que d'un emprisonnement d'un an au plus (art. 2), et de six mois seulement s'il s'agit de monnaies étrangères (art. 20). — La détention illégitime de pièces fausses fait l'objet de dispositions assez remarquables. Aux termes de l'art. 11, « quiconque aura en sa garde ou possession trois pièces ou plus fausses ou contrefaites ressemblant ou ayant visiblement l'intention de ressembler à quelqu'une des pièces de monnaie d'or ou d'argent en cours à l'effigie de la reine ou de passer pour l'une d'elles, sachant qu'elles sont fausses ou contrefaites, et avec l'intention de les mettre en circulation ou de s'en défaire, sera passible, à la discrétion de la cour, de la servitude pénale pour le terme de trois ans ou de la prison pendant deux ans au plus ». En ce qui concerne la détention des monnaies fausses étrangères, la loi est naturellement moins sévère : « Quiconque, dit l'art. 23 du statut, illégalement ou sans excuse (la preuve du contraire devant être faite par lui) aura en sa possession plus de cinq pièces de monnaies fausses ou contrefaites, ressemblant ou ayant l'intention de ressembler ou de passer pour quelqu'une des pièces de monnaie d'or ou d'argent d'un prince étranger, ou d'un Etat, ou d'une contrée, ou à quelque pièce de cuivre ou autre monnaie, ainsi qu'il est relaté dans le précédent article, s'il en est convaincu devant une justice de paix, se verra confisquer ces pièces fausses et contrefaites, lesquelles seront mises en pièces et détruites par ordre de cette justice

ment ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

La même peine sera appliquée : 1° à celui qui falsifiera un certificat de cette espèce, originairement véritable, pour l'approprier à une personne autre que celle à laquelle il a été primitivement délivré; 2° à tout individu qui se sera servi du certificat ainsi fabriqué ou falsifié.

Si ce certificat est fabriqué sous le nom d'un simple particulier, la fabrication et l'usage, seront punis de quinze jours à six mois d'emprisonnement.

164. Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le minimum sera de 100 fr. et le maximum de 3000 fr.; l'amende

pourra cependant être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime ou du délit, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse.

(1) 13-20 juin 1866. — *Loi sur la correspondance télégraphique privée à l'intérieur de l'Empire* (D. P. 66. 4. 67).

... Art. 11. Les dispositions de l'art. 142 c. pén. sont applicables à ceux qui auront contrefait des timbres-dépêches ou qui auront fait usage sciemment des timbres-dépêches contrefaits.

Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, l'art. 466 c. pén. est applicable.

de paix; et il devra, pour chacune de ces pièces fausses ou contrefaites trouvées en sa garde ou possession, payer une amende de 40 shillings au plus ou de 10 shillings au moins, dont la moitié pour le dénonciateur et l'autre pour les pauvres de la paroisse où le délit aura été commis; et dans le cas où cette amende ne serait pas payée immédiatement, la justice pourra envoyer celui qui y a été condamné en prison ou dans une maison de correction, pour y être employé au *hard* (dur) travail pendant trois mois, ou jusqu'à ce que l'amende soit payée. — Notons enfin que, par une disposition nouvelle, le projet de sir Stephen (1878) punit de quatorze ans de servitude pénale ceux qui coupent des monnaies d'or ou d'argent, de sept ans de la même peine ceux qui ont en leur possession des parties coupées.

6. Quant au faux en écriture, on sait que notre code le punit de peines différentes, suivant qu'il s'agit de faux en écritures authentiques et publiques, en écritures de commerce ou de banque, ou en écritures privées. Cette distinction n'existe plus dans certains codes étrangers. En Belgique, les trois espèces d'écritures, en ce qui concerne la pénalité du faux, sont placées sur la même ligne, et leur falsification est punie indistinctement de la réclusion par l'art. 196 du code de 1867. Le code pénal allemand (art. 267) assimile et punit de la même peine le faux, commis dans un document authentique, soit de l'Allemagne, soit d'un pays étranger, ou dans un document privé. Il ne fait, d'ailleurs, aucune distinction entre le faux en écriture privée et le faux en écriture de commerce. — Sous ce rapport, la loi française nous paraît préférable. Il est juste, en effet, suivant nous, de tenir compte de la nature de l'acte falsifié, car la culpabilité s'élève lorsque le préjudice résultant de la falsification est plus grave, et, comme le dit très bien M. Garraud, n° 158, « l'altération de la vérité dans un acte authentique ou dans un billet de commerce a des conséquences ordinairement plus désastreuses que l'altération de la vérité dans la délivrance d'un certificat ou d'un acte privé quelconque. D'autre part, l'authenticité elle-même étant une institution établie dans un intérêt d'ordre public, pour prévenir les contestations qui s'élèvent sur la preuve des conventions, il est naturel que la loi la protège, d'une manière spéciale, contre les atteintes dont elle pourrait être l'objet par suite de falsifications ou d'altérations commises par des particuliers ou des fonctionnaires publics ». Dans le code genevois (art. 133 et 136), dans le code néerlandais (art. 225 et 226), dans le code hongrois (art. 391, 402, 403), on retrouve la triple distinction française basée sur le caractère de l'écrit.

Une autre distinction, fondée sur la qualité des personnes, est celle qui sépare les faux commis par des fonctionnaires ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions, des faux commis par de simples particuliers, ou par des fonctionnaires hors de l'exercice de leurs fonctions. C'est la seule qu'admette aujourd'hui le code belge (art. 194, 195 et 196). Elle existe dans tous les codes étrangers, et ne saurait être sérieusement critiquée. « L'officier public, dit très bien M. Garraud (n° 157), à raison de son titre, de la confiance que les particuliers doivent avoir en lui, de la foi qui est accordée à ses déclarations, est doublement coupable s'il altère la vérité dans l'exercice de ses fonctions; car il ajoute, à son crime, le plus grave de tous les manquements aux règles de sa profession ». Il est remarquable que, dans les actes publics, la loi allemande (c. pén. art. 348) attribue une importance juridique à la seule forme, indépendamment du contenu de l'acte, c'est-à-dire qu'elle punit le faux par le fonctionnaire sans se préoccuper de la question de savoir si le titre a une importance quelconque au point de vue du droit; tandis que dans les documents privés le faux n'est punissable que s'il consiste dans une altération ou une création de preuve (art. 267 et 268).

La peine qui, dans notre code, frappe le fonctionnaire qui commet un faux en écriture dans l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire la peine des travaux forcés à perpétuité (art. 145 et 146, c. pén.), n'est-elle pas excessive? En tout autre pays, le fonctionnaire coupable n'est frappé que d'une peine temporaire: dix à quinze ans de travaux forcés en Belgique (art. 194 et 195), dix à vingt ans de réclusion à Genève (art. 131 et 132), cinq à dix ans de maison de force en Hongrie (art. 393), de cinq à quinze ans de réclusion en

Italie (art. 275 et 276). Prononcer les travaux forcés à perpétuité contre l'officier public faussaire, même sans qu'il ait fait usage du faux, n'est-ce pas, comme le dit M. Garraud (n° 162), « dépasser, dans la répression d'un crime contre la foi publique, les bornes d'une répression équitable? N'est-ce pas assimiler aux attentats les plus graves contre les personnes, un crime qui atteint presque exclusivement la propriété? »

7. Nous avons dit au *Rép.* n° 16, qu'en Angleterre la peine du faux varie, non pas d'après la nature de l'écriture contrefaite ou altérée, mais d'après l'importance présumée de l'acte falsifié. Il n'en est plus ainsi depuis le *Forgery act* du 6 août 1861 (Vict. 24 et 25, chap. 98). Nous ne voulons point analyser ici ce statut qui n'énumère guère moins de cinquante formes de faux dans les documents et qui, dans la plupart des cas qu'il prévoit, prononce, contre l'auteur du faux, au choix de la cour, la servitude pénale soit à vie, soit à temps, ou la peine de l'emprisonnement. Il nous suffira de dire qu'on se plaint, en Angleterre, de la confusion de la loi sur la matière du faux, et que le *Forgery act* a déjà été amendé et complété par plusieurs statuts postérieurs (*act* du 9 août 1870, *act* du 7 août 1874, *act* du 20 juin 1875). L'art. 2 du premier de ces statuts, relatif à la contrefaçon des titres de rente de la dette publique, prononce, au choix de la cour, contre tout individu convaincu d'avoir fabriqué ou présenté sciemment des titres ou coupons faux, la servitude pénale pendant cinq ans au moins, ou même à perpétuité, ou l'emprisonnement pendant deux ans au plus, avec ou sans travail forcé, avec ou sans réclusion solitaire. Le second *act* punit de la servitude pénale, ne dépassant pas sept ans (art. 40) toute personne qui a fait de fausses déclarations au *registrar*, relativement à l'inscription des naissances et des décès. Enfin le statut du 20 juin 1875 punit de la même peine tout employé ou serviteur qui commet un faux au préjudice de son patron.

## CHAP. 2. — De la fausse monnaie.

8. La loi du 13 mai 1863, modificative du code pénal (D. P. 63. 4. 79), a introduit dans le paragraphe de ce code relatif à la fausse monnaie (art. 132 à 138), un nouvel art. 134, ayant pour objet de punir la coloration des monnaies dans le but de tromper sur la nature du métal. Par suite de cette addition, les anciens art. 132 et 133 ont été incorporés dans un même article qui porte le n° 132, l'art. 134 ancien est devenu l'art. 133, et les art. 135 et 138 ont éprouvé une légère modification. Il n'y a pas eu d'autre changement, depuis la publication du *Répertoire*, dans les textes relatifs à la fausse monnaie. On peut rappeler seulement que la loi du 31 juill. 1879 (D. P. 80. 4. 7) a substitué la régie directe par l'Etat au système de l'entreprise, en ce qui concerne l'exécution de la fabrication des monnaies.

9. Quant à la doctrine, les principaux ouvrages à consulter, relativement au crime de fausse monnaie, sont les suivants : Chauveau et Hélie, *Théorie du code pénal*, 2<sup>e</sup> éd. t. 2, chap. 22; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 3, § 24, p. 85 et suiv.; Blanche, *Etudes sur le code pénal*, 2<sup>e</sup> éd., t. 3, n° 5 et suiv.; Boitard, *Leçons de droit criminel*, 13<sup>e</sup> éd., n° 211 à 215; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, 2<sup>e</sup> partie, p. 138 et suiv.; Duverger, *Manuel du juge d'instruction*, t. 3, n° 672 et suiv.

10. Avant de résumer les éléments nouveaux de la jurisprudence et de la doctrine sur la matière qui nous occupe, il n'est pas inutile, croyons-nous, de placer cette observation générale, que les crimes et délits de fausse monnaie doivent nécessairement porter sur des monnaies, c'est-à-dire sur ces pièces de métal, frappées au coin de l'autorité souveraine, qui sont destinées à servir de moyens d'échange. Nous concluons de là qu'en principe le papier-monnaie ne forme pas l'objet des crimes et délits qui nous occupent (V. toutefois *infra*, n° 37). Et d'autre part, une pièce de métal n'étant réputée monnaie que lorsqu'elle porte le coin ou l'empreinte du souverain, il est clair qu'on ne commet pas le crime de fausse monnaie en contrefaisant ou en altérant des jetons, des médailles, car ce ne sont pas là des monnaies.

11. — I. DE LA FAUSSE MONNAIE EN GÉNÉRAL. — CONTREFAÇON, ALTÉRATION, ÉMISSION, EXPOSITION, INTRODUCTION — 1<sup>o</sup> Contrefaçon. — Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 19, contrefaire c'est

imiter frauduleusement. Divers procédés peuvent être mis en œuvre pour réaliser cette imitation. « On peut fabriquer des monnaies au moyen d'instruments et d'ustensiles quelconques, soit en battant, soit en coulant de la monnaie, soit en donnant, par une empreinte, à des pièces démonétisées et n'ayant conservé aucune trace de leur empreinte primitive, l'apparence de la monnaie légale » (Garraud, t. 3, n° 74). À l'égard des monnaies ayant cours légal en France, leur contrefaçon est aujourd'hui punie par l'art. 132, dont le premier alinéa est relatif aux monnaies d'or ou d'argent, le second aux monnaies de billon ou de cuivre.

Trois circonstances sont nécessaires pour caractériser le crime de contrefaçon de monnaie : il faut que le contrefacteur ait agi dans un but criminel; que la monnaie faussée soit une imitation de la monnaie véritable, et que la monnaie imitée ait cours légal en France (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 581).

12. En ce qui concerne l'intention, ou élément moral du crime, nous précisons ce qui a été dit au Rép. n° 19, en ajoutant avec M. Garraud, n° 72, que « l'élément moral du crime consiste dans l'intention de se procurer à soi-même ou de procurer à autrui des avantages, des bénéfices illicites quelconques ». Il en est, en effet, de la fausse monnaie comme des autres espèces de faux, dans lesquels la loi ne punit que le dol déterminé. Au reste, l'intention du contrefacteur se révèle, en général, par l'émission de la pièce contrefaite ou par la preuve que cette émission était le but de la contrefaçon. Toutefois, il n'est certainement pas indispensable que la fabrication ait pour but de porter préjudice au public, ni, comme nous l'avons dit au Répertoire, pour objet de commettre un vol; il y aurait intention criminelle si le contrefacteur s'était borné à usurper le droit de battre monnaie, et à frustrer le Trésor des bénéfices du monnayage (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 581; Blanche, t. 3, n° 9).

13. La seconde condition de la contrefaçon est que la pièce soit l'imitation de la monnaie légale. Par là, il faut entendre « l'imitation de l'empreinte officielle (du type) qui seule donne au disque de métal le caractère de monnaie et les privilèges qui y sont attachés » (Nypels, *Le code pénal belge interprété*, t. 1, p. 398). — Mais cette imitation du type peut être plus ou moins habile, plus ou moins grossière. Jusqu'à quel degré de perfection doit-elle être portée pour qu'il y ait contrefaçon? La question est assez délicate. Plusieurs auteurs récents l'ont traitée (Blanche, t. 3, n° 9; Garraud, t. 3, n° 71. V. aussi Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 575 et 582; Boitard, n° 212; Nypels, *loc. cit.*). La jurisprudence a rendu, à cet égard, des décisions assez contradictoires : d'une part elle a décidé que « les caractères légaux de la contrefaçon ne peuvent résulter que d'une somme d'apparences assez forte pour que le commerce de circulation en soit affecté » (Crim. cass. 13 août 1835, Rép. n° 24), et aussi que le crime existe dès qu'il y a « une somme d'apparences suffisantes pour que la circulation puisse en être obtenue au détriment des pièces véritables et pour tromper des yeux non exercés » (Crim. cass. 25 mars 1837, Rép.

n° 48). De même, un jugement du conseil de révision de Paris du 24 mars 1882 (1) a décidé qu'il y a crime dans le sens de l'art. 133 c. pén., dès qu'il y a dans la pièce contrefaite une somme d'apparences suffisantes pour tromper des yeux non exercés. D'autre part, deux arrêts de la cour de cassation ont jugé que « l'art. 132 c. pén. ne fait pas dépendre son application du plus ou moins de ressemblance que les monnaies contrefaites peuvent avoir avec les monnaies légales » (Crim. rej. 4 oct. 1821, Rép. n° 20), et encore que, « quelque grossière et facile à découvrir que soit la contrefaçon des monnaies, elle n'en constitue pas moins le crime de fausse monnaie, lorsqu'elle a été faite dans une intention coupable » (Crim. cass. 6 mai 1841, Rép. n° 23-3°). — La doctrine de ce dernier arrêt nous semble un peu absolue. Assurément, il n'est pas nécessaire que l'imitation reproduise exactement l'empreinte officielle; assurément, le plus ou moins d'adresse de celui qui contrefait les monnaies, le plus ou moins d'intelligence ou d'attention dans celui qui les reçoit, ne changent pas la nature du fait; mais, si l'imitation était tellement grossière qu'elle ne présentât pas l'apparence de la monnaie véritable, pourrait-on encore dire qu'il y a contrefaçon? Nous ne le pensons pas, et nous persistons à cet égard dans l'opinion exprimée au Rép. n° 21. En cas pareil, comme le font très bien remarquer Chauveau et Hélie, n° 582, il n'y aurait qu'un projet coupable resté sans exécution (Conf. Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 213; Nypels, *loc. cit.*). Aussi croyons-nous que M. Garraud a raison de dire (*loc. cit.*) : « Si l'accusé n'avait réussi à imiter aucune des monnaies ayant cours, si la monnaie fabriquée n'avait pas la forme extérieure; si ayant cette forme, elle ne portait aucune empreinte; si, pour nous servir de l'expression d'un arrêt, elle avait l'aspect d'un jeton, d'un moule de bouton, il est évident qu'il n'y aurait pas contrefaçon, et le crime manquerait de l'élément matériel nécessaire à son existence ». — Au contraire, dès que la monnaie contrefaite a quelque apparence de la monnaie véritable, il y a crime, et l'imperfection de l'imitation peut être tout au plus une circonstance atténuante (Rép. n° 20). Il y a donc là une question d'appréciation, dont la solution doit être demandée au fait plutôt qu'au droit. Au reste, c'est au jury, juge du fait et des nuances de la criminalité, qu'appartient l'appréciation du degré de ressemblance de la pièce imitée. L'accusé ne serait certainement pas admis à se faire un moyen, devant la cour de cassation, de l'imperfection de son travail. Il a été jugé, dans ce sens, qu'il n'est pas possible de plaider devant la cour de cassation que le fait n'était qu'une grossière ébauche, lorsque le jury, à qui il appartient de l'apprécier, avait admis l'accusation et déclaré la culpabilité (Crim. rej. 2 juin 1853, aff. Desequeville, D. P. 53. 5. 225). Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 582; Garraud, n° 71, note 5; Doublet, *Du crime de fausse monnaie*, *Revue pratique*, t. 30, n° 42).

Signalons, au point de vue qui nous occupe, une disposition originale du nouveau code d'Italie. Dans son art. 259, ce code édicte une diminution de peine considérable (d'un

(1) (Sebert.) — LE CONSEIL DE RÉVISION; — Vu le recours du condamné et les conclusions de son défenseur à l'appui, tendant à l'annulation du jugement précité et se fondant sur une fausse qualification du fait imputé à l'accusé et, par suite, sur une fausse application de l'art. 133 c. pén.; — Sur ce moyen unique : — Attendu, en droit, que les conseils de guerre ont le droit d'apprécier les faits soumis à leur examen et que cette appréciation est souveraine, alors que les déductions tirées de cet examen ne sont pas en contradiction avec le caractère légal qui leur appartient; — Attendu que l'art. 133 c. pén. punit des travaux forcés à temps la participation à l'émission, en France, de monnaies étrangères contrefaites, avec la condition que cette monnaie ait cours légal en pays étranger; — Attendu que ces circonstances sont essentielles pour l'application de l'art. 133 précité; qu'il importe donc de rechercher si elles ont été légalement spécifiées et précisées; — Attendu, en fait, que le procès-verbal des débats constate que le président du conseil a posé dans la salle des délibérations, la question résultant de l'ordre de mise en jugement, en conformité de l'art. 132 c. just. mil., ainsi qu'il suit : — Le nommé Louis-Charles Sebert, 2<sup>e</sup> canonier servant au 11<sup>e</sup> régiment d'artillerie, est-il coupable d'avoir, à Versailles, le 27 nov. 1881, émis une monnaie d'or étrangère, contrefaite, ayant cours légal en Angleterre, en remettant à la fille Marie

Euchère, domestique chez le sieur Claudel, marchand de vin, rue des Récollets, à Versailles, une pièce d'or faussée, à l'effigie de la reine d'Angleterre, sachant que ladite pièce était faussée? — Que cette question a été répondue affirmativement et des circonstances atténuantes ayant été admises en faveur de Sebert, il lui a été fait application des art. 133, 164 et 463 c. pén.; — Attendu que les juges ont décidé que le fait soumis à leur examen constituait : 1<sup>o</sup> émission en France d'une monnaie d'or étrangère, contrefaite; 2<sup>o</sup> que cette pièce d'or étrangère avait cours légal en Angleterre; — Attendu que la déclaration des juges est claire, précise, concordante et définitive; que le fait rapproché de la loi pénale qui lui est applicable est légalement qualifié; — Attendu, surabondamment, que l'application de cet article ne dépend pas du plus ou du moins de ressemblance que les monnaies contrefaites peuvent avoir avec les monnaies légales; — Qu'il suffit qu'il y ait une somme d'apparences suffisante pour que la circulation puisse être obtenue et pour tromper des yeux non exercés; — Qu'il est constaté, au contraire, que la pièce d'or contrefaite porte l'effigie de la reine d'Angleterre; — Attendu, dès lors, que le recours n'est fondé, ni en fait, ni en droit; — Par ces motifs; — Rejette, etc.

Du 24 mars 1882. Cons. de rev. de Paris.-MM. le général Lechesne, pr.-Martin, av.

sixième à un tiers), si la fausseté de la pièce de monnaie est facilement reconnaissable.

On a examiné au *Rép.* n° 22 à 25, la question de savoir si le fait de blanchir avec du mercure des pièces de monnaie de cuivre pour les faire circuler comme monnaies d'argent, pouvait être regardé comme un fait de contrefaçon de monnaie d'argent. La question ne se pose plus aujourd'hui puisque le nouvel art. 134, introduit dans le code pénal par la loi du 13 mai 1863, incrimine précisément le fait dont il s'agit comme délit spécial en punissant d'un emprisonnement de six mois à trois ans celui qui aura coloré les monnaies dans le but de tromper sur la nature du métal (*V. infra*, n° 43).

14. La troisième condition du crime de fausse monnaie est que la monnaie contrefaite ait cours *légal en France*. Le cours légal, c'est le cours forcé, celui qui s'impose. Une monnaie a cours légal quand le débiteur peut contraindre son créancier à la recevoir en paiement (Blanche, n° 18; Garraud, n° 74, p. 90; Nypels, t. 1, p. 400). « Le cours légal, a dit la cour de cassation (Crim. rej. 27 juill. 1883) (1), c'est l'obligation imposée par la loi à tous les citoyens d'un pays d'accepter des monnaies nationales ou celles qui leur sont légalement assimilées ».

À l'égard des monnaies nationales, elles ont toutes cours légal, aussi bien les monnaies d'or et la pièce de cinq francs en argent qui ont cours forcé illimité (C. pén., art. 475, n° 11; L. du 7 germ. an 11), que les monnaies divisionnaires d'argent et la monnaie de billon lesquelles n'ont cours forcé que comme monnaie d'appoint (Décr. 19 août 1810, art. 2; L. 14 juill. 1866). Il est d'ailleurs évident que la contrefaçon d'une monnaie démonétisée n'est pas punie par l'art. 132, cette monnaie ayant perdu son cours légal et ne valant plus que comme lingot. C'est ce que nous avons établi au *Rép.* n° 31. (Conf. Blanche, n° 23; Chauveau et Hélie, t. 2, n° 586; Nypels, p. 402).

15. Quant aux monnaies étrangères, elles ne peuvent être assimilées aux monnaies nationales, qu'autant qu'une loi leur a donné cours légal, c'est-à-dire cours forcé, comme il a été fait par le décret du 24 janv. 1807, ainsi que nous l'avons fait remarquer au *Rép.* n° 29, pour les pièces d'or et

d'argent fabriquées à l'effigie de l'empereur dans les hôtels des monnaies d'Italie. À défaut de loi expresse, la monnaie étrangère n'a pas cours forcé en France, et, par conséquent, n'a pas cours légal. Spécialement il a été jugé que la convention monétaire connue sous le nom d'*union latine*, conclue le 23 déc. 1865 entre la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse (avec accession de la Grèce en 1868), et renouvelée par une convention du 5 nov. 1878, n'ayant pas donné cours légal en France aux monnaies de ces différents pays, la contrefaçon de pièces belges tombe sous le coup de l'art. 133 et non de l'art. 132 c. pén. (Crim. cass. 27 juill. 1883, *supra*, n° 14). Jugé de même pour les pièces d'argent italiennes (Crim. rej. 29 juin 1889) (2). Conf. Garraud, t. 3, n° 74, note 10. Par ces conventions, en effet, les gouvernements contractants se sont respectivement engagés à ouvrir leurs caisses publiques aux pièces des autres États signataires; mais l'obligation de recevoir les pièces étrangères en paiement n'a pas été imposée aux particuliers, et c'est là ce qui constitue le cours légal (Crim. rej. 29 déc. 1882, aff. Sulpice Verger, D. P. 83. 1. 433).

16. La distinction qui précède a été posée avec une grande netteté par un récent arrêt de la cour de cassation (Crim. cass. 29 juin 1890, *infra*, n° 36), qui a déclaré « que les monnaies étrangères sont soumises en France à deux régimes distincts; qu'elles peuvent, soit être assimilées aux monnaies françaises et acquérir à ce titre le cours forcé, soit être simplement autorisées à circuler sur le territoire par des conventions diplomatiques stipulant leur admission dans les caisses publiques; que leur fabrication et leur émission sont réprimées, dans le premier cas, par l'art. 132 c. pén., et qu'elles demeurent, dans le second, sous l'application de l'art. 133 du même code »; d'où l'arrêt a conclu que « dans ces conditions, le terme *cours légal*, employé pour qualifier les crimes dont elles sont l'objet, est équivoque, en ce qu'il laisse incertain le point de savoir si les monnaies contrefaites appartiennent à la première ou à la seconde des deux catégories ci-dessus spécifiées; qu'il convient donc, quand elles appartiennent à la première, d'employer dans la question soumise au jury la locution *cours forcé*, qui n'offre aucune obscurité ».

(1) (Léopold Auguste Briard.) — LA COUR; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 132 c. pén. et des dispositions de la convention diplomatique du 23 déc. 1865 homologuée par la loi du 14 juill. 1866, ladite convention renouvelée par une convention du 5 nov. 1878, approuvée par la loi du 1<sup>er</sup> août 1879 et promulguée par décret du 2 août de la même année: — Attendu que le nommé Briard, Français arrêté en France, était inculpé d'avoir, en Belgique, fabriqué de fausses pièces d'argent belges, et d'avoir ainsi commis le crime prévu par l'art. 132, § 1<sup>er</sup>, c. pén.; — Attendu que cet article punit quiconque aura contrefait des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France; que le cours légal, c'est l'obligation imposée par la loi à tous les citoyens d'un pays d'accepter les monnaies nationales ou celles qui leur sont légalement assimilées; que les pièces belges, si elles ont cours légal en Belgique, ne l'ont pas en France, et que les conventions de 1865 et de 1878 ne leur ont pas attribué un caractère qu'elles n'ont point par elles-mêmes; — Attendu, en effet, que, si les conventions ont constitué à l'état d'union la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent; si, pour favoriser les relations habituelles des populations voisines, ces conventions ont pris diverses mesures propres à faciliter respectivement, dans chacun des pays qu'elles unissent, la circulation de leurs monnaies d'or et d'argent notamment en stipulant, dans les conditions qu'elles déterminent, l'admission de ces monnaies dans les caisses publiques de chacun des États, aucune de leurs dispositions n'impose aux particuliers l'obligation de recevoir, soit des autres particuliers, soit de l'État, les monnaies étrangères et n'étend à celles-ci la sanction pénale qui protège la circulation de la monnaie nationale; — Attendu, dès lors, qu'en décidant que les monnaies d'argent belges n'ont pas cours légal en France et que le fait de les avoir contrefaites ne tombe pas sous l'application de l'art. 132 c. pén., l'arrêt attaqué n'a violé ni cet article, ni les conventions précitées; — Attendu que, dans l'espèce, l'art. 133 c. pén. était également inapplicable; que si, d'après l'art. 5 c. instr. crim., tout Français peut, après son retour en France, être poursuivi et jugé en France pour un crime commis à l'étranger, c'est à la condition qu'il s'agisse d'un crime puni par la loi française, et qu'aux termes de l'art. 133 c. pén., la contrefaçon de monnaies étrangères ne constitue un crime, au regard de la loi française, qu'autant qu'elle a été commise en France; — Attendu, en fait, que la contrefaçon de monnaies d'argent belges imputée à Briard aurait eu lieu en

Belgique; que, par conséquent, aux termes des art. 5 c. instr. crim. et 133 c. pén., Briard ne pouvait de ce chef être poursuivi en France; — Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a déclaré qu'il n'y avait lieu de renvoyer Briard devant la cour d'assises du Nord pour avoir, en Belgique, contrefait des monnaies d'argent belges, puisque ce fait ne tombe sous l'application ni de l'art. 132 c. pén., ni de l'art. 133 du même code; — Et attendu, d'ailleurs, que l'arrêt est régulier en la forme;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 27 juill. 1883.-Ch. crim.-MM. Dupré-Lasale, rap.-Ronyat, av. gén.

(2) (Thiébaud Sollinger, Jean-Baptiste Sourier, Nicolas-Louis Riss.) — LA COUR; — Sur le second moyen, tiré de la fausse application de l'art. 133 c. pén., quant au fait de contrefaçon de pièces d'argent italiennes, ces pièces ayant cours légal en France et ne pouvant dès lors être considérées comme des monnaies étrangères: — Attendu que les demandeurs ont été condamnés pour avoir contrefait: 1<sup>er</sup> un certain nombre de pièces de cinq francs en argent à l'effigie de Louis-Philippe 1<sup>er</sup> et de Napoléon III; 2<sup>o</sup> un certain nombre de pièces semblables à l'effigie de Victor-Emmanuel, que la peine prononcée contre chacun d'eux se trouve justifiée par les réponses affirmatives du jury relativement à la fabrication de fausses pièces de monnaies françaises; qu'en effet, c'est la peine édictée par l'art. 132 c. pén. et non celle prévue par l'art. 133 du même code qui leur a été appliquée en vertu du principe posé dans l'art. 365 c. instr. crim.; que, dès lors, le moyen du pourvoi manque en fait; — Attendu, d'ailleurs, que, si les conventions du 23 déc. 1865 et du 5 nov. 1878 ont constitué à l'état d'union la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse pour ce qui concerne le titre, le poids, le module et le cours de leurs espèces monétaires, aucune disposition de ces conventions n'impose aux particuliers l'obligation de recevoir lesdites monnaies et ne leur donne un cours légal en France; d'où il suit qu'en décidant que le fait d'avoir contrefait des monnaies d'argent italiennes tombait sous l'application non de l'art. 132 c. pén., mais de l'art. 133 du même code, l'arrêt attaqué, loin de violer lesdits articles, en a fait une saine application;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 29 juil. 1889.-Ch. crim.-MM. Sallantin, rap.-Loubers, av. gén.

**17.** A qui appartient-il de prononcer sur la circonstance du cours légal en France? Est-ce au jury ou à la cour d'assises? Nous avons signalé au *Rép.* n° 28 les variations de la jurisprudence sur ce sujet. Celle-ci s'est définitivement fixée dans le sens de la compétence du jury, déjà admise par l'arrêt de rejet du 14 janv. 1850. Il est hors de doute aujourd'hui que « la circonstance que la monnaie frauduleusement contrefaite avait cours en France, étant constitutive du crime de contrefaçon, et formant un des éléments essentiels de la criminalité du fait, c'est au jury qu'il appartient de déclarer l'existence de cette circonstance » (Crim. rej. 22 févr. 1883, aff. Missonnier, D. P. 83. 5. 276). Comp. en matière d'émission de monnaie fausse : Crim. cass. 4 sept. 1862, aff. Séguin, D. P. 65. 5. 200. Conf. Blanche, n° 34; Faustin Hélie, t. 8, n° 3688; Nouguier, t. 4, 2<sup>e</sup> vol., n° 1701. Au reste, il est certain et il a été jugé que si la déclaration du jury avait par erreur énoncé que des pièces, en réalité étrangères (pièces de cinq francs en argent à l'effigie de Victor-Emmanuel II), avaient cours légal en France, cette circonstance ne pourrait avoir pour effet de faire considérer comme monnaie nationale ladite monnaie étrangère; d'où la conséquence que la contrefaçon de ces pièces tomberait sous le coup, non de l'art. 132 c. pén., mais de l'art. 133 du même code (Crim. cass. 8 mars 1883, aff. Bourdès, D. P. 83. 4. 143).

Enfin il a été aussi jugé avec raison que, dans une accusation de fausse monnaie par contrefaçon, il n'est pas nécessaire que la question posée au jury mentionne le millésime ni la valeur des pièces contrefaites, ni les personnes à l'égard desquelles ces pièces ont été émises, ces circonstances étant sans influence sur la criminalité de l'acte et sur la peine à appliquer (Crim. rej. 14 janv. 1850, aff. Isnard, D. P. 50. 5. 231). Cela ne pouvait, à notre avis, faire de doute, puisque, si les questions soumises au jury doivent comprendre les circonstances constitutives de crime, il n'est aucunement indispensable qu'elles s'expliquent sur des circonstances accessoires qui sont sans influence sur le fait même de l'accusation (Blanche, n° 32).

**18.** — 2<sup>e</sup> *Altération.* — « L'altération consiste dans le fait de modifier la substance de monnaies originairement véritables. Généralement elle se pratique en *soustrayant* à une monnaie légale une partie de sa valeur, soit à l'aide de la lime (*Rép.* n° 34), soit par l'emploi d'un agent chimique ou partout autre procédé. Ce qui distingue l'altération de la contrefaçon, c'est que la première opère sur une monnaie légale pour en diminuer la valeur, tandis que l'autre crée, en la fabriquant, une monnaie de mauvais aloi (Blanche, n° 40).

Bien que le danger social de la fabrication de fausses monnaies soit évidemment plus grand que celui de l'altération de monnaies régulières, puisque celle-ci demande un travail spécial et minutieux sur chaque pièce de bon aloi qu'il s'agit de dénaturer, tandis que des coins, une fois convenablement préparés, permettent de frapper un grand nombre de pièces, notre droit n'a établi aucune différence de pénalité entre la contrefaçon et l'altération. Il n'en est pas de même de la plupart des codes étrangers (*V. supra*, n° 4). Ces codes punissent moins sévèrement l'altération, et cette distinction est approuvée en principe par Chauveau et Faustin Hélie, n° 577, et par M. Garraud, n° 71, p. 89.

**19.** Est-ce commettre une altération, que de changer les signes ou les chiffres désignant la valeur nominale de la monnaie, de façon à en exagérer la valeur? M. Garraud, n° 7, p. 89, décide la négative, en se fondant sur ce que ce procédé ne suppose pas une diminution réelle de la valeur intrinsèque, et il propose d'appliquer, en cas pareil, l'art. 405 c. pén. relatif à l'escroquerie. Mais il nous paraît difficile de contester qu'il y ait, dans ce fait, altération de la monnaie. Est-ce que les signes ou chiffres ne font pas partie de la monnaie elle-même? et quand ceux-ci sont altérés la monnaie ne l'est-elle pas nécessairement? — Que décider, relativement à celui qui *creuse* une monnaie et remplace la substance enlevée par du plomb ou par une autre substance? Evidemment il altère la monnaie (Nypels, p. 405).

Que décider encore relativement à ce mode frauduleux d'opérer sur les monnaies qui consiste à enlever, au moyen d'une scie, les deux surfaces d'une pièce d'or et à les appliquer, en conservant l'empreinte officielle, sur une pièce d'argent de la même dimension? Quel est le caractère de cette opération? Il est peut-être difficile d'y voir une contrefaçon, puisque le caractère essentiel de la contrefaçon c'est l'imitation de l'empreinte, et qu'ici l'empreinte est véritable, et non imitée (Nypels, p. 406); mais, contrairement à l'avis de ce dernier auteur, nous pensons qu'il y a altération de la pièce d'or, et cette altération nous paraît ici évidente. Au reste, il est clair qu'il ne suffit pas, pour l'existence du crime d'altération de monnaies, que l'altération matérielle de pièce soit constatée; il faut encore que telle pièce ait cours légal et que l'accusé ait agi avec intention de nuire.

**20.** L'altération, comme la contrefaçon, cesse d'être punissable si elle a lieu dans un but artistique ou scientifique (Blanche, n° 14). Elle ne serait pas punissable si la pièce altérée ne devait pas être remise en circulation au taux de sa valeur primitive (Chauveau et Faustin Hélie, n° 587).

**21.** — 3<sup>e</sup> *Emission.* — Il y a émission de monnaie contrefaite ou altérée, lorsqu'une monnaie de cette nature est donnée en paiement ou en échange; en un mot, lorsqu'elle est mise en circulation (Blanche, n° 24).

Il est d'abord évident, ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 39, que la première condition pour que l'accusé d'émission de fausse monnaie puisse être condamné aux peines applicables à ce crime, c'est qu'il résulte expressément de la déclaration du jury que la monnaie par lui mise en circulation était contrefaite ou altérée.

**22.** Nous n'avons pas à revenir sur ces deux autres points certains, établis au *Rép.* n° 36 et 38, que l'émission est punissable quelle que soit la quantité de pièces mises en circulation, et que la loi s'applique à toutes les émissions, punissant la seconde, la troisième et les suivantes, aussi bien que la première (Blanche, n° 24). Mais il paraît utile d'insister sur une vérité déjà partiellement exprimée (*Rép.* n° 35), à savoir, que l'émission, l'exposition et l'introduction sur le territoire de monnaies fausses sont des actes de consommation du crime de fausse monnaie, quand ils sont commis par le fabricant lui-même, tandis que la participation d'un tiers à ces mêmes actes, avec connaissance, est un acte de complicité. « Qu'est-ce que peut être, disait Berlier dans l'exposé des motifs, un distributeur ou introducteur qui connaît la fausseté des pièces, et n'a pas pour lui l'excuse de les avoir reçues pour bonnes? Qu'est-il, sinon le fauteur volontaire, et conséquemment le complice du fabricant? Il subira donc la même peine » (Chauveau et Faustin Hélie, n° 558).

Dans la première hypothèse, celle de l'émission ou introduction accomplie par celui qui a fabriqué ou altéré la monnaie, il est évident que le fait même de l'émission ou l'introduction sera la preuve complète de la criminalité de l'agent. Toutefois le fait de contrefaçon et le fait d'émission n'en sont pas moins alors deux faits distincts, de nature différente, et, bien qu'ils entraînent une seule et même pénalité, ils ne devraient pas, par cela même qu'ils sont distincts, être présentés au jury dans la même question (Crim. cass. 18 févr. 1875, aff. Le Ret, D. P. 76. 1. 281; 24 juin 1880, aff. Ghirardini et autres, D. P. 80. 4. 398; Conf. Blanche, n° 33). — De ce que ces faits sont distincts, la jurisprudence a conclu avec raison « que le jury, après avoir reconnu que l'accusé n'avait pas contrefait des monnaies ayant cours légal en France, avait pu le déclarer ensuite, sans contredire cette décision, coupable d'avoir frauduleusement émis une pièce en argent contrefaite, sachant qu'elle était contrefaite, puisque chacun de ces faits constitue un crime distinct » (Crim. rej. 22 mai 1856, *Bull. crim.*, n° 185; 9 juin 1887 (1)).

**23.** Mais l'émission peut être l'œuvre d'une tierce personne, autre que celle qui a fabriqué ou altéré la monnaie. Dans cette seconde hypothèse, le fait de l'émission ou de la

(1) (Pierre Favre, dit Miclet.) — La cour; — Sur le premier moyen, pris de la fausse application de l'art. 133 c. pén., en ce que les réponses affirmatives du jury ne portent pas que l'émission des pièces contrefaites aurait eu lieu frauduleusement : —

Attendu que les questions d'émission de fausse monnaie résolues affirmativement contre l'accusé impliquaient nécessairement l'intention de fraude; que cet élément de criminalité était même formellement exprimé dans les questions par ces mots : « sachant



reproduction constitue, comme nous venons de le dire, un acte de complicité lorsqu'il a été commis avec connaissance de la fausseté des pièces émises. Cette connaissance est ici une condition indispensable de l'intention frauduleuse; sans elle, le fait d'émission ne serait pas punissable (Garraud, p. 95). Au besoin, tout doute disparaîtrait à cet égard devant la disposition formelle de l'art. 163, général en matière de faux, et d'après lequel « l'application des peines portées contre ceux qui ont fait usage de monnaies, billets, sceaux, timbres, poinçons, marques et écrits faux, contrefaits fabriqués ou falsifiés, cesse toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de la chose fausse ».

Nous concluons de là que la question posée au jury doit, à peine de nullité, mentionner la connaissance qu'a eue l'accusé de cette fausseté de la monnaie. La jurisprudence de la cour de cassation s'est formée dans ce sens de la manière la plus positive (Crim. cass. 18 févr. 1875, aff. Le Ret, D. P. 76. 1. 281; 18 nov. 1875, aff. Oudin, D. P. 76. 1. 281; 16 déc. 1880, aff. Vergnes, D. P. 81. 1. 138; 16 mars 1882, aff. Zeilane, *Bull. crim.*, n° 74; 23 févr. 1883, aff. Amoretti, D. P. 83. 4. 486; 23 nov. 1889 (1); Conf. Blanche, t. 3, n° 28, et la note; Nougier, *Cour d'assises*, t. 4, n° 2815. V. toutefois, *contrà* : Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. 8, n° 3688).

24. En conséquence, il n'est pas vrai de dire, ainsi que certains arrêts antérieurs de la cour de cassation l'avaient déclaré (Crim. rej. 11 avr. 1845, aff. Bœuf, D. P. 45. 4. 127; 20 avr. 1860, aff. Goyffon, D. P. 60. 1. 290; 5 juill. 1867, aff. Krakacier, *Bull. crim.*, n° 154) que la connaissance de la fausseté résulte virtuellement du sens légal du mot *émission* et *introduction*. Toutefois, il a été jugé que, si la complicité d'une introduction ou émission de fausse monnaie n'est punissable qu'autant qu'il résulte de la déclaration du jury que le complice avait connaissance de la fausseté des pièces émises ou introduites, cette connaissance ressort suffisamment de la déclaration que le complice a aidé ou assisté avec connaissance l'auteur principal, reconnu coupable par

le même verdict d'avoir émis sciemment de fausses monnaies (Crim. rej. 24 juin 1884) (2). Et cette décision n'est nullement en contradiction avec les arrêts du 18 févr. et 18 nov. 1875, 16 déc. 1880 et 16 mars 1882, cités *suprà* n° 23, car, dans l'espèce sur laquelle elle est intervenue, l'auteur principal de l'émission avait été déclaré coupable d'avoir émis les pièces *sciemment*, et il résultait de la déclaration du jury que le complice avait prêté *avec connaissance* son assistance à ladite émission. Cette déclaration de connaissance a pu être justement regardée comme s'appliquant non seulement aux actes matériels auxquels l'accusé avait participé, mais encore à leur criminalité, c'est-à-dire à l'émission des pièces fausses.

25. D'ailleurs, la loi n'a pas exigé et ne pouvait exiger que l'émission et l'introduction aient eu lieu de concert avec celui ou ceux qui ont fabriqué ou altéré les monnaies. Cette condition n'est donc pas un élément de la criminalité légale (Garraud, n° 72, p. 95; Carnot, sur l'art. 132).

26. Au reste, le fait d'avoir émis ou tenté d'émettre sciemment une pièce de monnaie fausse, constitue le crime ou la tentative du crime de fausse monnaie, sans qu'il soit nécessaire que la pièce fausse ait été présentée comme étant de bon aloi. C'est ainsi qu'il a été jugé que celui qui, feignant de trouver dans un paiement qui lui est fait une pièce fausse qu'il y a lui-même glissée, prétend se faire remettre en échange une pièce bonne, commet le crime de tentative d'émission de fausse monnaie; on objecterait vainement que la pièce fausse n'a pas été présentée pour bonne (Crim. rej. 28 déc. 1854, aff. Yaya-ben-el-Hadj, D. P. 55. 1. 124).

27. Signalons, en terminant cette matière de l'émission, un arrêt de la cour de cassation déclarant nul un arrêt de la chambre des mises en accusation qui, en matière d'émission de pièces ayant cours légal en France, ou étrangères contrefaites, au lieu de contenir un exposé de faits permettant à la cour de cassation d'exercer son contrôle, portait seulement qu'un certain nombre de pièces fausses avaient été émises chez certains individus, sans indiquer quelles

que les monnaies émises étaient contrefaites »; — Que par suite, ce moyen manque en fait; — Sur le deuxième moyen, pris de la fausse application de l'art. 133 c. pén., en ce que le jury ne s'est pas expliqué sur la nature du métal de la monnaie imitée; — Attendu que les dispositions de l'art. 133 c. pén. sont générales et absolues et qu'elles s'appliquent à toutes les monnaies étrangères, quelle qu'en soit la matière; — Sur le troisième moyen, pris de la fausse application de l'art. 133 c. pén., en ce que le jury n'a pas été appelé à déclarer si les pièces de monnaies émises par l'accusé avaient cours forcé en Suisse; — Attendu qu'à la différence de l'art. 132 c. pén., applicable à la monnaie nationale, l'art. 133 du même code n'exige pas pour la constatation légale du crime d'émission en France de monnaies étrangères une déclaration explicite relativement à leur caractère légal; — Attendu que les questions soumises au jury l'interrogeaient sur le point de savoir si l'accusé avait émis en France des monnaies étrangères contrefaites, sachant qu'elles étaient contrefaites; — Que ces questions formulées dans les termes mêmes de la loi étaient régulières et que la déclaration du jury qui a reconnu le demandeur coupable du crime qui lui était imputé a pu servir de base légale à l'arrêt de condamnation; — Sur le quatrième moyen, tiré d'une prétendue contradiction entre les réponses formulées par le jury; — Attendu que la fabrication et l'émission de monnaies contrefaites constituent deux crimes distincts; que le jury, par suite, a pu, sans se contredire, résoudre affirmativement les questions relatives à l'émission par l'accusé de monnaies étrangères, après avoir déclaré qu'il n'était pas coupable de les avoir fabriquées; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 9 juin 1887. — Ch. crim. — MM. Poux-Franklin, rap. — Roussellier, av. gén.

(1) (Bernard Giraud.) — LA COUR; — Sur le moyen relevé d'office et tiré de la violation des art. 132, 135 et 163 c. pén.: — Vu lesdits articles; — Attendu qu'il résulte de la combinaison de ces textes de loi que la connaissance de la fausseté des monnaies contrefaites ou altérées de la part de celui qui en a fait usage est un élément essentiel et constitutif de la criminalité; — Attendu qu'à la suite de l'accusation portée contre Giraud (Bernard), demandeur en cassation, le jury a été interrogé sur la question suivante, ainsi libellée: « Giraud (Bernard) est-il coupable d'avoir, le 4 juill. 1889, à Paris, participé à l'émission de

monnaies d'argent contrefaites ou altérées, lesdites monnaies ayant cours légal en France? — Attendu que cette question, ainsi posée, n'a pas porté sur la connaissance que le demandeur pouvait avoir de la contrefaçon ou de l'altération des monnaies émises, et que, par suite, le jury n'a pas été mis à même de faire de déclaration sur cette circonstance essentielle et indispensable que pour caractériser le crime; — Attendu, dès lors, que la question répondue affirmativement était insuffisante et incomplète; qu'elle n'a pu servir de base légale à la condamnation prononcée et que l'arrêt attaqué a violé les textes de loi ci-dessus visés; — Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la cour d'assises de la Seine, du 17 oct. 1889, dans toutes ses dispositions relatives au demandeur; et, pour être statué à nouveau sur l'accusation portée contre le nommé Giraud (Bernard), renvoie la cause de cet accusé, en l'état où il se trouve, devant la cour d'assises de Seine-et-Oise, à ce déterminée par une délibération spéciale prise en la chambre du conseil; — Ordonne, etc.

Du 23 nov. 1889. — Ch. crim. — MM. Sevestre, rap. — Bertrand, av. gén.

(2) (Baptiste-Léon-Simonnet.) — LA COUR: — Sur le premier moyen, tiré d'une prétendue violation des art. 132 et 163 c. pén., en ce que le demandeur aurait été condamné pour complicité d'émission de fausses monnaies d'or ayant cours légal en France, sans que le jury ait déclaré que ledit demandeur connaissait la fausseté des pièces émises: — Attendu que l'auteur principal de cette émission a été déclaré coupable de les avoir émises sciemment; que Simonnet, demandeur, a été déclaré coupable d'avoir aidé ou assisté, avec connaissance, l'auteur de cette émission dans les faits qui l'ont facilitée ou consommée; — Attendu que, si la complicité d'une introduction ou émission de fausses monnaies ne peut donner lieu à l'application de la loi pénale qu'autant qu'il résulte de la déclaration du jury que le complice avait connaissance de la fausseté des pièces émises ou introduites, cette connaissance ressort suffisamment de la déclaration qu'il a prêté avec connaissance son assistance à ladite émission; que cette déclaration de connaissance s'applique, non seulement aux actes matériels auxquels l'accusé avait participé, mais encore à leur criminalité, c'est-à-dire à l'émission de monnaies fausses; que, dès lors, il n'y a pas eu violation des art. 132 et 163 précités;

Par ces motifs, etc.

Du 24 juin 1881. — Ch. crim. — MM. Camescasse, rap. — Rougat, av. gén. — Carteron, av.

étaient ces pièces et si elles avaient cours légal en France ou si elles étaient étrangères (Crim. cass. 26 nov. 1886) (1).

28. — 4<sup>e</sup> Exposition, introduction. — « L'exposition consiste à mettre la monnaie en montre, à l'offrir ainsi au regard du public; l'introduction, à la faire entrer sur le territoire français, à préparer, par conséquent, une émission ou une exposition » (Garraud, n° 71, p. 90). Ce sont des faits de complicité de la contrefaçon. Nous n'ajouterons rien à ce qui a été dit au sujet de ces faits (Rép. n° 40 à 42), si ce n'est qu'il a été reconnu par un arrêt postérieur à la publication du Répertoire, que l'accusé d'introduction ou d'exposition de fausse monnaie, qui prétendrait avoir reçu cette monnaie pour bonne, doit être admis à proposer l'excuse de l'art. 135 c. pén., attendu que « le fait d'avoir reçu la monnaie pour bonne modifie la criminalité de l'introduction et de l'exposition aussi bien que de l'émission, et s'applique nécessairement comme excuse à ces trois modes de participation à la mise en circulation » (Crim. cass. 23 févr. 1860, Bull. crim., n° 53. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 593 et 594; Blanche, n° 25).

29. La seule question importante que l'art. 132, § 2, c. pén., ait fait naître est celle de savoir à quels signes on doit distinguer la monnaie de billon de la monnaie d'argent. Nous l'avons traitée au Rép. n° 43 et 44. Il est universellement admis aujourd'hui, conformément à la jurisprudence de la cour de cassation rappelée au n° 44, que toute monnaie où domine l'argent, quel que soit son titre, doit être qualifiée, au point de vue de l'art. 138 de « monnaie d'argent », tandis que l'alliage, où prédomine le cuivre ou tout autre métal doit être qualifié de « monnaie de billon ». En somme, le caractère de la monnaie se détermine par la quantité du métal qui prédomine dans l'alliage (Garraud, p. 93; Chauveau et Faustin Hélie, n° 596; Blanche, n° 15 à 17). D'où la conséquence que M. Garraud fait ressortir, loc. cit., et qui n'a été jusqu'ici contestée par personne, qu'encore bien que, depuis la convention monétaire du 23 déc. 1865 connue sous le nom d'*union latine*, renouvelée par une autre convention du 5 nov. 1878, les pièces de 2 fr., de 1 fr., de 0 fr. 50 cent. et de 0 fr. 20 cent. n'aient plus été frappées en France qu'au titre de 835 millièmes, au lieu de 900, la falsification de ces pièces devrait être considérée comme étant commise en monnaie d'argent.

30. — II. PAYS ÉTRANGER. — La contrefaçon de monnaie ayant cours légal en France est punissable, non seulement lorsqu'elle a eu lieu sur le territoire français, mais encore lorsqu'elle a été exécutée en pays étranger. Cette règle, déjà signalée au Rép. n° 46, était, à l'époque de la publication de cet ouvrage, écrite dans les art. 5 et 6 c. instr. crim. Elle constituait alors une exception spéciale et formelle aux principes du code en matière de poursuite des crimes commis à l'étranger. Aujourd'hui, depuis la loi du 27 juin 1866 (D. P. 66. 4. 75), elle n'est plus qu'une application du droit commun, puisqu'aux termes de la loi précitée (c. instr. crim. art. 5 nouv.) tout Français peut être poursuivi et jugé en France, à raison de tout crime par lui commis hors du territoire de la France, et puni par la loi française, sous l'unique condition qu'il soit revenu en France sans avoir été jugé définitivement à l'étranger. Seulement, et par dérogation au droit commun, il n'est pas nécessaire, quand il s'agit du crime de contrefaçon de monnaies nationales ayant cours (c. instr. crim. nouv. art. 5 et 7), que le Français soit de retour en France. La poursuite peut être exercée avant ce retour.

(1) (Benjamin Pinto, Salvatore Califano et Joseph Exposito.) — La cour; — Sur le second moyen, tiré de la violation des dispositions de l'art. 232 c. instr. crim.: — Attendu qu'aux termes dudit article, les ordonnances de prise de corps rendues par les chambres des mises en accusation contre les individus qu'elles renvoient devant les cours d'assises doivent contenir, à peine de nullité, l'exposé sommaire des faits, objet de l'accusation; — Attendu que cet exposé est nécessaire pour que la cour de cassation puisse apprécier les moyens présentés par les accusés, conformément à l'art. 299, et examiner si les faits relevés par l'acte d'accusation sont qualifiés crimes par la loi; — Attendu que l'ordonnance rendue contre les trois demandeurs ne contient qu'un exposé incomplet des faits qui leur sont reprochés; qu'ainsi il porte « que trois pièces de cinq francs fausses ont été émises chez le sieur Bousquon, deux pièces fausses chez la femme Bouffier, trois pièces fausses chez la femme Bergui-

Si le crime de fausse monnaie française commis hors du territoire de France est imputé à un *étranger*, soit comme auteur, soit comme complice, la poursuite demeure soumise aux conditions exigées avant la loi de 1866; c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait contrefaçon proprement dite (le texte de l'art. 7 ne prévoyant que le cas de contrefaçon et non celui d'altération, d'émission, d'exposition ou d'introduction); et il y a encore nécessité d'une arrestation en France ou d'une extradition. — Toutefois Blanche (n° 11 et 26) estime que les art. 5 et 7 c. instr. crim. sont applicables à tous les crimes de fausse monnaie, et que, par conséquent, ils permettent de poursuivre, juger et punir en France, qu'elles aient été commises en pays étranger, non seulement la contrefaçon des monnaies ayant cours légal mais encore l'altération, l'émission et l'exposition de ces monnaies contrefaites ou altérées. Cette opinion nous paraît contraire au texte.

31. — III. QUESTIONS AU JURY. — Tout d'abord, en matière de fausse monnaie comme en toute autre matière, les questions au jury doivent être posées conformément au dispositif de l'arrêt de renvoi. Aussi a-t-il été jugé, avec raison, que le président des assises ne peut, sans nullité, substituer dans la question posée au jury, l'accusation de fausse monnaie d'or ayant cours légal en France à l'accusation de fausse monnaie étrangère (Crim. cass. 26 sept. 1872, Bull. crim., n° 244).

Mais il n'est pas tenu de poser les questions au jury dans les termes mêmes de l'arrêt de renvoi; il suffit qu'il les pose dans des termes équivalents contenant tous les éléments constitutifs du crime. Ainsi il a été jugé que le président a pu substituer, dans une accusation de contrefaçon de monnaies étrangères, ces mots : *contrefaçon de papier monnaie de tel gouvernement, ayant cours légal dans ce pays*, lesquels impliquent virtuellement la contrefaçon de monnaies étrangères, dès que ce papier peut être considéré comme une monnaie (Crim. rej. 22 juill. 1858, cité *infra*, n° 40).

En second lieu, le jury, étant juge exclusif du fait en matière criminelle, doit être interrogé sur toutes les circonstances constitutives des crimes portés à la cour d'assises. Il sera donc interrogé sur la nature fautive de la monnaie (Blanche, t. 3, n° 30; Garraud, t. 3, n° 88, et sur le fait qu'elle a cours légal (Blanche, n° 31, et les arrêts cités *supra*, n° 17). Ce sont là des éléments constitutifs à comprendre dans la question générale de culpabilité (Garraud, loc. cit.; Blanche, n° 32).

32. L'intention criminelle est, sans aucun doute, un élément constitutif du crime de fausse monnaie, comme de tous les crimes et délits en général. Nous avons dit *supra*, n° 12, qu'à notre avis cet élément moral consiste, en matière de fausse monnaie, dans l'intention de se procurer à soi-même ou de procurer à autrui des avantages, des bénéfices illicites quelconques. Est-il nécessaire de faire figurer cet élément dans la question posée au jury? Suivant M. Garraud, t. 3, n° 72, il convient de faire, à cet égard, une distinction entre les divers modes d'exécution du crime de fausse monnaie. « S'il s'agit d'une fabrication ou d'une altération de monnaies, il y a là un fait matériel qui n'est pas, en général, susceptible de deux explications : on ne fabrique pas, on n'altère pas des monnaies sans dessein frauduleux. L'énonciation de la condition d'intention est donc inutile : elle ne figure pas dans le texte de la loi (art. 132); elle ne doit pas figurer dans la question posée au jury... Mais s'il s'agit d'une émission, d'une introduction en France, effectuée par

don, deux pièces fausses chez le sieur Albrand » sans indiquer quelles sont ces pièces, si elles sont étrangères ou françaises; — Que le dispositif a cependant relevé l'émission de pièces françaises et l'émission de pièces étrangères chez chacune des quatre personnes ci-dessus désignées, sans qu'il soit possible de savoir, d'après le résumé, quelles sont les pièces émises chez chacune desdites personnes; — Casse et annule l'arrêt rendu, le 11 oct. 1886, par la cour d'appel d'Aix, chambres des mises en accusation, qui renvoie Pinto, Califano et Exposito devant la cour d'assises du Var; renvoie les pièces de la procédure, ainsi que les trois demandeurs en l'état, devant la cour d'appel de Nîmes, chambre des mises en accusation, désignée par délibération spéciale en chambre du conseil, pour être par elle statué ce qu'il y a de droit.

Du 26 nov. 1886.-Ch. crim.-MM. Auger, rap.-Roussellier, av. gén.

une personne qui n'a pas elle-même altéré ou fabriqué la monnaie, la connaissance de la fausseté des pièces est certainement essentielle pour que l'intention frauduleuse existe (art. 135, § 1). Aussi faut-il, dans ce cas, interroger le jury distinctement sur ce point. — V. aussi le même auteur, n° 88 et 89.

La distinction qui précède nous paraît fondée. En tous cas, de nombreux et récents arrêts de la cour de cassation ont jugé, en ce qui concerne l'émission ou l'introduction, que la connaissance par l'accusé de la fausseté de la monnaie est un élément essentiel du crime, et que cette circonstance doit, en conséquence, être mentionnée à peine de nullité, dans la question soumise au jury (Crim. cass. 18 févr. 1875, aff. Le Ret, D. P. 76. 1. 281; 18 nov. 1875, aff. Oudin, D. P. 76. 1. 281; 16 déc. 1880, aff. Vergnes, D. P. 81. 1. 138; 16 mars 1882, cité *supra*, n° 23; 23 févr. 1883, aff. Amoretti, D. P. 83. 1. 486; 23 nov. 1889, cité *supra*, n° 23. Conf. Blanche, t. 3, n° 28, 35 et 327). — Sur la question qui nous occupe, Faustin Hélie (t. 8, n° 3688) ne donne pas une solution bien nette : « Est-il nécessaire, dit le savant auteur, de demander au cas d'émission, si l'accusé savait que les monnaies étaient fausses ou s'il les avait reçues comme bonnes? Non, car la première de ces circonstances rentre dans l'appréciation de la culpabilité et la seconde est une excuse qu'il appartient à la défense de proposer ». Mais, précisément, parce que la première des deux circonstances rentre dans l'appréciation de la culpabilité générale, n'est-ce pas une raison pour que cette circonstance soit exprimée dans la question soumise au jury? — V. aussi Nougier, t. 4, 2<sup>e</sup> vol., n° 2909.

33. En cette matière, comme en toute autre, il faut éviter les questions complexes (Blanche, t. 3, n° 33; Garraud, t. 3, n° 88). Ainsi, on doit se garder de comprendre dans la même question la contrefaçon ou l'altération d'une monnaie d'or ou d'argent, et la contrefaçon ou l'altération d'une monnaie de billon ou de cuivre. La question qui interrogerait le jury, en même temps, sur la contrefaçon d'une monnaie d'or ou d'argent, et sur la contrefaçon d'une monnaie de billon ou de cuivre, serait évidemment complexe puisqu'elle renfermerait deux crimes de nature et de pénalités différentes (Blanche, *loc. cit.*). Il a été jugé, dans le même sens, que lorsqu'il y a accusation de fabrication de pièces fausses de 5 fr. et de 2 fr., la question unique posée au jury sur le point de savoir si l'accusé a « frauduleusement contrefait et fabriqué un certain nombre de pièces de 5 fr. et un certain nombre de pièces de 2 fr., monnaies d'argent ayant cours légal en France », est entachée du vice de complexité comme renfermant des faits distincts de contrefaçon (Crim. cass. 21 juill. 1881) (1).

Serait également entachée de complexité la question qui interrogerait à la fois sur plusieurs faits d'émission frauduleuse de fausse monnaie, distincts et indépendants les uns des autres. Chacun de ces faits distincts d'émission doit être soumis séparément au jury (Crim. cass. 20 févr. 1873, aff. Monterola, D. P. 73. 1. 167).

Il en serait de même de la question unique qui interrogerait le jury, tout à la fois, sur un fait de contrefaçon et sur un fait d'émission (ou sur un fait d'introduction) lors même que le fait de contrefaçon et d'émission (ou d'introduction) s'appliquerait à la même monnaie, car ces différents faits constituent des crimes distincts qui pourraient exister indépendamment les uns des autres (Crim. cass. 24 juin 1880, aff. Ghirardini, D. P. 81. 1. 398). De même, il a été jugé que les faits de participation à l'émission et à l'in-

troduction en France de monnaies contrefaites constituant deux crimes distincts, différents par leur nature et par les moyens employés pour les commettre et pouvant exister indépendamment l'un de l'autre, doivent, sous peine de complexité, faire l'objet de questions distinctes posées au jury, sans qu'il soit possible de les présenter sous une forme alternative (Crim. cass. 23 févr. 1883, aff. Amoretti, D. P. 83. 1. 486).

34. Blanche fait remarquer avec raison (t. 3, n° 34) que lorsque le jury est appelé à se prononcer sur une série de questions, on doit prendre soin de les rédiger de façon qu'il puisse, sans se contredire, résoudre les unes négativement et les autres affirmativement. « Mais, ajoute l'éminent magistrat, il ne faudrait pas pousser le scrupule jusqu'à réputer contradictoires des réponses qui, indépendantes l'une de l'autre, peuvent facilement se concilier. Ainsi, de ce que le jury a résolu négativement la question de contrefaçon, il ne faut pas conclure qu'il ne peut pas répondre affirmativement au fait d'émission des monnaies contrefaites, imputé au même accusé ». Il a été jugé, dans ce sens, qu'il n'y a pas contradiction entre la déclaration négative du jury sur un fait de contrefaçon de monnaie d'argent ayant cours légal en France, et sa déclaration affirmative sur l'émission d'une monnaie contrefaite, chacun de ces faits constituant un crime distinct (Crim. rej. 22 mai 1856, aff. Brocco, D. P. 56. 5. 124).

Est-il nécessaire de demander, au cas d'émission, si l'accusé avait reçu les monnaies pour bonnes? Non, car cette circonstance est une excuse qu'il appartient à la défense de proposer. V. *infra*, n° 46. Conf. Faustin Hélie, t. 8, n° 3688; Blanche, t. 3, n° 32; Nougier, t. 4, 2<sup>e</sup> vol., n° 2815. « C'est une grande erreur en droit, a dit la cour de cassation, de prétendre que les faits établis dans l'art. 132 c. pén. ne suffisent pas pour constituer le crime qu'il punit, et qu'il faille réunir à ce fait de la participation à l'émission de fausse monnaie la circonstance que l'auteur n'avait pas reçu pour bonnes les pièces fausses » (Crim. rej. 23 juin 1826, aff. Sauvey, *Bull. crim.*, n° 126).

35. Quelles sont les questions qui, en matière de fausse monnaie, peuvent être posées comme résultant des débats? Ce point a déjà été examiné au Rép. n° 45. Il a donné lieu à quelques arrêts nouveaux. A cet égard, il convient d'abord de tenir compte de la règle générale que les faits qui se produisent dans les débats peuvent être l'objet d'une question subsidiaire, lorsqu'ils ne sont que la modification, l'aggravation ou l'atténuation de l'accusation elle-même. Appliquant cette règle à la matière spéciale qui nous occupe, nous rappellerons que la cour de cassation a jugé que dans une accusation de fabrication de fausse monnaie, on peut poser subsidiairement soit la question d'émission de la monnaie contrefaite (Crim. rej. 19 avr. 1832, aff. Latreille, Rép. n° 45), soit la question d'altération d'une monnaie légale (Crim. rej. 18 avr. 1844, aff. Fontenille, D. P. 45. 4. 274). Faustin Hélie, t. 8, n° 3656, a critiqué ces deux arrêts, en disant qu'il y a ici plus qu'une modification du fait poursuivi, qu'il y a véritablement des faits distincts. Nous ne partageons pas cet avis, et nous croyons avec M. Garraud, n° 90, que « ce n'est là qu'une modification du fait même de l'accusation; c'est une qualification autre donnée au même fait ». Nougier a dit de même: « L'émission est un fait accessoire et un complément du crime principal. On peut également ajouter à une accusation d'altération de monnaie une question alternative de contrefaçon » (t. 4, 1<sup>er</sup> vol., n° 2781, p. 208).

(1) (Pierre Beaulieu, dit Joseph.) — LA COUR; — Sur le premier moyen, présenté d'office et tiré de la violation des art. 337, 345, 347 c. d'instr. crim. et 1<sup>er</sup> de la loi du 13 mai 1836: — Vu lesdits articles; — Attendu qu'il est de principe général résultant de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 13 mai 1836 que les jurés doivent être interrogés par une question distincte et séparée sur chaque fait principal, afin qu'ils puissent faire aussi des réponses distinctes et séparées, et que, par suite d'un doute, soit sur l'existence de l'un des faits, soit sur la culpabilité de l'un des accusés, ils ne soient pas dans l'impossibilité de fournir une réponse sincère et conforme à leur conviction; — Attendu que, dans l'espèce, Beaulieu (Pierre) était accusé d'avoir frauduleusement contrefait et fabriqué des pièces de 5 fr. et des pièces de 2 fr., monnaies d'argent ayant cours en France; — Attendu

que la fabrication des fausses pièces de 5 fr. constituait un fait distinct de la fabrication des fausses pièces de 2 fr.; — Attendu cependant qu'il a été posé au jury une seule question ainsi conçue: « Beaulieu est-il coupable d'avoir, en 1880, 1881, en tous cas, depuis moins de dix ans, frauduleusement contrefait et fabriqué un certain nombre de pièces de 5 fr. et un certain nombre de pièces de 2 fr., monnaies d'argent ayant cours légal en France? » — Attendu que cette question unique, à laquelle il a été répondu affirmativement, à la majorité, par le jury, étant complexe, puisqu'elle réunissait dans un seul et même contexte deux faits distincts de contrefaçon, il en résulte une violation des dispositions de loi ci-dessus visées...

Du 21 juill. 1881.—Ch. crim.—MM. Dupré-Lasale, rap.—Petiton, av. gén.—Massénat-Deroche, av.

Mais, d'autre part, il est certain que les faits indépendants du fait de l'accusation ne doivent pas être soumis au jury. Ainsi, dans une accusation de contrefaçon de monnaies d'or ou d'argent, on ne peut poser, comme résultant des débats, une question sur un délit d'escroquerie qu'aucune circonstance ne rattache intimement à l'accusation principale (Crim. cass. 7 mai 1851, aff. Amans, D. P. 52. 5. 175. Conf. Faustin Hélie, t. 8, n° 3635; Nouguié, t. 4, 1<sup>er</sup> vol., n° 2764; Garraud, n° 90).

**36.** — IV. MONNAIES ÉTRANGÈRES (Rép. n° 47 à 51). — La contrefaçon des monnaies étrangères est prévue et punie par l'art. 133 c. pén., dont le texte est le même que celui de l'ancien art. 134, rappelé au Rép. n° 47. Cette contrefaçon est complètement assimilée à celle des monnaies nationales, quant à ses modes de perpétration et ses éléments de criminalité.

Que doit-on entendre par *monnaies étrangères*? Ce sont les pièces de métal, frappées au coin de l'autorité souveraine étrangère, et destinées à servir de moyens d'échange. Il a été jugé que les monnaies frappées à l'effigie d'un souverain étranger (Victor-Emmanuel II), sont des monnaies étrangères, et que, par conséquent, leur contrefaçon tombe sous le coup, non de l'art. 132, mais de l'art. 133 c. pén. (Crim. cass. 8 mars 1883, aff. Bourdese, D. P. 84. 1. 143). Cela ne pouvait faire de difficulté. La circonstance que, dans la question posée au jury et répondue affirmativement, il était énoncé que la monnaie contrefaite avait cours *légal* en France, aurait-elle pour effet de faire considérer comme monnaie nationale une monnaie étrangère frappée à l'effigie d'un souverain étranger? La négative a été jugée avec raison par l'arrêt précité du 8 mars 1883. Il est évident, en effet, qu'une monnaie est étrangère quand elle a été frappée à l'effigie d'un souverain étranger. Toutefois, il faut bien reconnaître qu'appliqué aux monnaies étrangères, le terme ayant cours *légal* en France est équivoque; car, ainsi que l'a dit plus récemment la cour de cassation, « les monnaies étrangères sont soumises en France à deux régimes distincts : elles peuvent, soit être assimilées aux monnaies françaises et acquérir à ce titre le cours forcé, soit être simplement autorisées à circuler sur le territoire par des conventions diplomatiques stipulant leur admission dans les caisses publiques;... leur fabrication et leur émission sont réprimées, dans ce premier cas, par l'art. 132 c. pén., et elles demeurent, dans le second, sous l'application de l'art. 133 du même code » (Crim. cass. 29 mars 1890, *Bull. crim.*, n° 78). Or le terme *cours légal* laisse incertain le point de savoir si les monnaies contrefaites appartiennent à la catégorie visée par l'art. 132 ou à la catégorie visée par l'art. 133. L'arrêt précité en a conclu qu'il convient, pour le premier cas, d'employer dans la question soumise au jury la locution *cours forcé* qui n'offre aucune obscurité.

**37.** Les billets *papier-monnaie* ayant cours forcé dans un pays étranger doivent-ils être assimilés aux monnaies étrangères? Déjà, à l'époque de la publication du *Répertoire*, l'affirmative avait été décidée par des arrêts de 1828 et 1829, rapportés au Rép. n° 49; cette jurisprudence s'est affirmée par plusieurs arrêts nouveaux (Crim. rej. 30 sept. 1853, aff. R..., D. P. 53. 5. 226; 12 juill. 1858, aff. Géraud, D. P. 58. 5. 191; 5 juill. 1867, aff. Krakacier, D. P. 68. 5. 225; 17 sept. 1874 (1); Conf. Blanche, t. 3, n° 43; Boitard, n° 213. *Contrà*: Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 598). Toutefois, les billets de la banque d'Angleterre *bank-notes*, ne pouvant être assimilés à la monnaie légale de ce pays, il a été jugé avec raison que la contrefaçon en France de tels billets ne constitue pas le crime de fausse monnaie étrangère, mais celui de faux en écriture de banque (Paris, 8 févr. 1856, aff. P. et autres, D. P. 56. 2. 184; Conf. Garraud, t. 3, n° 76, note 21).

**38.** L'art. 133 ne punit la contrefaçon de monnaies étrangères qu'autant que le crime a été commis *en France*. Il suit de là que la contrefaçon en pays étranger de mon-

naies étrangères ne constitue ni crime, ni délit, et, conséquemment, que l'individu qui a fabriqué, à l'étranger, des monnaies étrangères, n'est point punissable en France du chef de l'art. 133. Cette solution, déjà donnée au Rép. n° 50, a été confirmée par plusieurs arrêts récents (Crim. rej. 27 juill. 1883, *suprà*, n° 14; 5 janv. 1884, aff. Picard, D. P. 84. 1. 432; Pau, 18 avr. 1883, aff. Etchéverry, D. P. 86. 2. 166; Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 559; Garraud, n° 75). V. aussi conf. note 1 de M. Dutruc sous le n° 40 de Blanche. Quant à M. Blanche lui-même, cet auteur estime que, depuis les changements apportés aux art. 5 et 6 c. instr. crim. par la loi du 27 juin 1866, il y a lieu de faire une distinction suivant que le crime a été commis par un Français ou par un étranger. Le savant magistrat accorde la poursuite en France dans le premier cas, et la refuse dans le second; mais cette distinction n'est pas fondée, suivant nous : l'art. 5, en effet, ne punit le Français que s'il a commis à l'étranger un crime *puni par la loi française*; or la loi française ne punit la contrefaçon de monnaies étrangères que si elle est commise en France. Au reste, si un Français avait *émis ou introduit en France* des monnaies étrangères par lui contrefaites à l'étranger, ou bien si ces faits avaient été commis par d'autres personnes, de concert avec le fabricant, celui-ci, ainsi que nous l'avons établi au Rép. n° 50, serait punissable comme auteur ou complice de ces faits d'émission ou d'introduction, mais il ne pourrait l'être, dans aucun cas, comme contrefacteur (Chauveau et Faustin Hélie, n° 599; Garraud, n° 75).

**39.** Encore que l'art. 133 c. pén. s'applique exclusivement à l'individu qui a, *en France*, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, et non à celui qui aurait perpétré les mêmes actes à l'étranger, il a été décidé que la cour d'Aix était compétente pour juger un Français accusé d'avoir fabriqué, au Caire, des monnaies égyptiennes (Crim. rej. 5 janv. 1884, aff. Picard, D. P. 84. 1. 432). Cet arrêt ne contredit en rien la doctrine qui vient d'être exposée. On sait, en effet, que, par une sorte de fiction, les Français sont censés commettre en France les faits qu'ils accomplissent dans les Echelles du Levant et de Barbarie (V. *suprà*, n° Echelles du Levant et de Barbarie, n° 1 et suiv.). Dans l'espèce, le crime accompli au Caire par un Français était, par suite de cette fiction, censé exécuté sur le territoire français, et, à ce titre, il était punissable en France des peines portées par l'art. 133. — On a cité au Rép. n° 51 un cas de fiction analogue : celui d'un militaire français qui avait contrefait des monnaies étrangères en pays étranger occupé par les armées françaises, et la solution donnée par la cour de cassation en 1811 avait été la même.

**40.** La disposition de l'art. 133 est applicable, indubitablement et sans gradation de peine, à toutes les monnaies étrangères, aux monnaies de billon et de cuivre, comme aux monnaies d'or et d'argent (Blanche, n° 41). Il suit de là qu'il n'est pas nécessaire que le jury s'explique sur la nature du métal imité, « attendu que les dispositions de l'art. 133 sont générales et absolues et qu'elles s'appliquent à toutes les monnaies étrangères, quelle qu'en soit la matière » (Crim. rej. 9 juin 1887, *suprà*, n° 22). Cette disposition est même, d'après une jurisprudence constante, applicable au papier-monnaie d'un gouvernement étranger ayant cours légal dans ce pays, car ce papier est une véritable monnaie, et il n'y a pas à distinguer, pour l'application de l'art. 133, si la monnaie étrangère contrefaite est ou n'est pas métallique (Crim. rej. 29 sept. 1853, *Bull. crim.*, n° 486; 22 juill. 1858, *ibid.*, n° 207; Trib. corr. Seine, 8 mai 1866, *Journal de droit criminel*, 1866, p. 178). — Ainsi jugé à l'égard du papier-monnaie de l'Empire ottoman (même arrêt du 22 juill. 1858), et des billets de crédit de l'Etat russe (même jugement du 8 mai 1866).

(1) (Alvez dos Santos.) — LA COUR; — Sur le second moyen, tiré de ce que l'art. 133 c. pén. ne serait pas applicable au fait de la contrefaçon d'un papier-monnaie d'un pays étranger; — Attendu que la disposition de l'art. 133 est générale et absolue; que, par sa généralité, elle se réfère nécessairement à toutes les monnaies étrangères de quelque espèce qu'elles soient; qu'elle ne fait aucune exception à l'égard des monnaies qui seraient d'une

matière autre que l'or, l'argent et le cuivre; que, dès lors, elle s'applique aux uns et aux autres; — Par ces motifs, et attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; Rejette, etc.

Du 17 sept. 1874.-Ch. crim.-MM. Dupré-Lasale, rap.-Thiriot, av. gén.-Masséat-Deroche, av.

L'arrêt précité du 22 juill. 1858 a fait à la matière de la contrefaçon des monnaies étrangères une application tout à fait juridique de la règle suivant laquelle le président de la cour d'assises n'est pas tenu de poser les questions au jury dans les termes mêmes de l'arrêt de renvoi. Il a jugé qu'un accusé ayant été renvoyé aux assises pour avoir essayé de contrefaire ou de faire contrefaire « un papier-monnaie de l'Empire ottoman ayant cours légal à Constantinople, et avoir ainsi tenté de contrefaire une monnaie étrangère », le président de la cour d'assises a pu substituer, dans une accusation de contrefaçon de monnaies étrangères, ces mots : *Contrefaçon de papier-monnaie de tel gouvernement ayant cours légal dans ce pays* lesquels impliquent virtuellement la contrefaçon de monnaies étrangères, dès que le papier doit être considéré comme une monnaie.

D'un autre côté, à la différence de l'art. 132, applicable à la monnaie nationale, l'art. 133, relatif aux monnaies étrangères, n'emploie pas l'expression « ayant cours légal ». L'arrêt précité du 9 juin 1887 a décidé, en conséquence, que « l'art. 133 n'exige pas pour la constatation légale du crime d'émission en France de monnaies étrangères, une déclaration explicite relativement à leur caractère légal » (dans l'espèce, cours forcé, en Suisse). Mais, d'après ce qui a été dit plus haut, n° 36, si la monnaie étrangère était de celles qui ont cours forcé en France, et dont la contrefaçon entraîne l'application des peines de l'art. 132, il y aurait lieu d'employer dans la question soumise au jury la locution *cours forcé*, qui n'offre aucune obscurité, et qui marquerait clairement que la monnaie appartient bien à la catégorie visée par ledit art. 132.

41. L'art. 133 réprime non seulement la contrefaçon en France, de monnaies étrangères, mais encore l'émission, exposition ou introduction en France des monnaies étrangères contrefaites ou altérées. Il est évident qu'en cas d'introduction et d'émission en France de fausses monnaies étrangères, la connaissance que l'accusé aurait eue de la contrefaçon ou altération desdites monnaies, est aussi indispensable que quand il s'agit de fausses monnaies françaises. Aussi a-t-il été jugé qu'il y a nullité lorsque la question soumise au jury et résolue affirmativement ne fait pas mention de cette circonstance (Crim. cass. 23 févr. 1883, aff. Amoretti, D. P. 83. 1. 486). On peut citer encore, à ce même point de vue, un arrêt de la cour de Caen qui a jugé que le fait par un individu d'avoir mis dans la coupe présentée par une personne faisant une quête une pièce étrangère qu'il savait être fausse et dont celle-ci lui a rendu la monnaie, en ne retenant qu'une somme inférieure à la valeur apparente de cette pièce, ne constitue pas le délit d'escroquerie, mais bien le crime d'émission en France d'une monnaie étrangère contrefaite ou altérée, puni par l'art. 133 c. pén. (Caen, 18 déc. 1889) (1).

42. Ajoutons, pour terminer ce qui regarde les monnaies étrangères, que l'émission et l'introduction en France de monnaies étrangères contrefaites constituant deux crimes qui peuvent exister indépendamment l'un de l'autre, il a été jugé, avec raison, qu'il y a nullité, pour vice de complexité, si le jury a été interrogé sur ces deux faits par une seule et même question (Arrêt précité du 23 févr. 1883).

Le même arrêt a aussi décidé, non sans raison, que, lorsqu'un prévenu français a été extradé par un gouvernement étranger à raison d'introduction et d'émission en France de monnaies étrangères non démonétisées, la question posée au jury et visant l'émission de monnaies étrangères « ayant cours légal à l'étranger » indique virtuellement que ces monnaies n'étaient point démonétisées.

43. — V. COLORATION DES MONNAIES. — La loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 79) a introduit dans notre code une disposition nouvelle qui est devenue l'art. 134, et qui a pour objet d'atteindre ceux qui colorent les monnaies dans le but

de tromper sur la nature du métal. Dans le silence du code, la jurisprudence, on l'a vu au *Rép.* n° 22 à 24, s'était partagée sur la qualification qu'il convenait de donner au fait de blanchir des monnaies de cuivre ou de dorer des monnaies d'argent. Le nouvel art. 134 distingue, à l'imitation du code pénal belge, art. 497, ce fait du crime de fausse monnaie, et l'érige en simple délit *sui generis*, passible d'un emprisonnement de six mois à trois ans. Cet article est dû à l'initiative de la commission du Corps législatif. Il a donné lieu à des discussions intéressantes (*Monit. off.* des 12, 18 et 19 avr. 1863), très bien résumées par M. G. Dutruc (*Le code pénal modifié*, p. 91 et suiv.).

44. Pour donner lieu à l'application du nouvel article 134, il faut que le fait de blanchir ou de dorer les monnaies ait eu lieu sans qu'on leur ait fait subir aucune altération dans leur essence, et tout en conservant les caractères et signes indicatifs de la valeur tels que la puissance publique les a exprimés (Rapport D. P. 63. 4. 87, n° 68). Autrement, il y aurait altération de monnaies, et par conséquent, ce serait l'art. 132 (ou l'art. 133) qu'il faudrait appliquer.

Aux termes de l'art. 134, le fait d'émission ou d'introduction des pièces colorées, est puni comme le fait de coloration lui-même. Mais la loi ne prévoit pas, parmi les faits d'usage qu'elle réprime, l'exposition de monnaies colorées. Faut-il en conclure que le fait d'exposition n'est pas incriminé? L'affirmative ne nous paraît pas douteuse. Sans texte, pas de délit (Conf. Blanche, n° 51; Garraud, n° 79). Il résulte encore du texte lui-même que la coloration, l'émission ou l'introduction doivent s'appliquer aux monnaies étrangères ayant cours légal en France; la loi ne fait, d'ailleurs, aucune distinction relativement à la valeur du métal.

Le délit de coloration de monnaie, commis hors du territoire français, est-il punissable en France? Incontestablement oui, suivant nous, s'il a été accompli par un Français dans les conditions de l'art. 5, § 3, c. instr. crim., c'est-à-dire si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis, si l'inculpé n'y a pas été définitivement jugé et s'il est rentré en France, car telle est la règle générale pour tous les délits, et le texte de l'art. 134 n'y fait aucune exception. Si, au contraire, le fait de coloration est imputable à un étranger, celui-ci ne pourra jamais, suivant les règles générales du droit, devenir justiciable des tribunaux français (Blanche, n° 52; Garraud, n° 79).

45. Relativement à l'intention, il est à remarquer que le délit de l'art. 134 n'existe qu'autant que la coloration a été faite « dans le but de tromper sur la nature du métal ». Il ne suffit donc pas d'avoir coloré des pièces de monnaie pour devenir passible de l'application de cet article, il faut les avoir colorées dans le but et avec l'intention de les mettre en circulation, ou les avoir effectivement émises en trompant les tiers. Le fait de coloration frauduleuse n'existerait évidemment pas, s'il avait simplement le caractère d'un amusement ou d'une expérimentation scientifique (Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 224; Garraud, n° 79; Blanche, n° 48).

46. — VI. FAUSSE MONNAIE REÇUE POUR BONNE. — La loi du 13 mai 1863 a introduit dans l'art. 135 c. pén., cité au *Rép.* n° 52, une légère modification. A ces termes du premier paragraphe : *ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites ou altérées*, la loi nouvelle a ajouté ces mots : *ou colorées*. L'art. 135 est aujourd'hui rédigé ainsi qu'il suit : « La participation énoncée aux précédents articles ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites, altérées ou colorées, les ont remises en circulation. Toutefois, celui qui aura fait usage desdites pièces, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende triple au moins et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la

(1) (Min. publ. C. B....) — LA COUR; — Attendu qu'il est constant en fait que, le 12 octobre dernier, le nommé B... a mis dans la coupe que lui présentait une chanteuse du café Dubois, à Alençon, une pièce de 5 fr. à l'effigie de Victor-Emmanuel, au millésime de 1873, qu'il savait être fausse; — Que suivant l'usage généralement admis, la chanteuse lui a remis la somme de 4 fr. 90, retenant ainsi pour elle 6 fr. 10; — Attendu que le fait ainsi établi ne constitue pas le délit d'escroquerie puisqu'aucune

manœuvre frauduleuse, indépendamment de la remise même de la pièce, ne peut être relevée contre B..., mais bien le crime d'émission en France d'une monnaie étrangère contrefaite et altérée, puni par l'art. 133 c. pén.; — Par ces motifs, se déclare incompétent et renvoie M. le procureur général à se pourvoir ainsi qu'il avisera.

Du 18 déc. 1889.-C. de Caen, ch. corr.-MM. Hoffmann, pr.-Lénard, subst. proc. gén.-Chauvel, av.



circulation, sans que cette amende puisse, en aucun cas, être inférieure à 16 francs. » — Cette peine de simple amende prononcée contre un individu qui commet une fraude évidente, un véritable vol, et qui cause un dommage à celui qui reçoit la pièce reconnue fausse, et cela avec une conscience complète du mal dont il est l'auteur, n'est-elle pas bien légère, insuffisante? La plupart des codes étrangers l'ont pensé. L'art. 148 c. pén. allemand et l'art. 213 c. pén. néerlandais prononcent, contre ce fait, outre l'amende, un emprisonnement de trois mois au plus; le code pénal hongrois de 1878, un emprisonnement maximum de six mois; le nouveau code italien de 1889, une détention pouvant aller jusqu'à six mois (art. 248).

47. Les deux paragraphes de l'art. 135 prévoient deux hypothèses distinctes, que le *Répertoire* n'a peut-être pas suffisamment séparées. La première hypothèse est celle de l'individu qui a émis, exposé ou introduit en France une pièce de monnaie contrefaite, altérée ou colorée, l'a reçue pour bonne et remise en circulation, dans l'ignorance de sa falsification, continuant à la considérer comme bonne. Dans ce cas, il n'y a ni crime ni délit. Le fait matériel, n'étant pas accompagné d'une intention criminelle, ne peut point, en effet, à lui seul, constituer une infraction punissable. « Cette conséquence, dit avec raison Blanche, 2<sup>e</sup> édit., t. 3, n° 60, dérive à la fois des principes généraux du droit, des dispositions particulières écrites dans l'art. 163 et dans le premier paragraphe de l'art. 135. Suivant ces principes, ... les crimes et les délits n'existent que par le concours du fait matériel et du dessein coupable. Quant à l'art. 163 et au premier paragraphe de l'art. 135, qui n'en sont que des corollaires, ils disposent : l'un que l'application des peines, portées contre ceux qui ont fait usage des monnaies falsifiées cessera toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de la chose fausse; l'autre que « la participation, énoncée aux précédents articles, ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des « pièces de monnaies contrefaites ou altérées les ont remises « en circulation » (Conf. Garraud, n° 83).

48. Dans cette première hypothèse, si l'accusé allègue avoir reçu pour bonne et remis en circulation comme bonne la pièce arguée de faux, peut-il exiger que le jury soit interrogé sur cette allégation par une question distincte et subsidiaire? La négative nous paraît certaine, car l'accusé invoque alors une circonstance qui fait disparaître la culpabilité, et dont l'examen est implicitement soumis au jury par la question générale de culpabilité. C'est ce que Blanche (n° 61) fait très bien ressortir dans les termes suivants : « Il ne s'agit pas d'une excuse, c'est-à-dire d'un de ces faits sur lesquels le jury doit, aux termes de l'art. 339 c. instr. crim. être interrogé, à peine de nullité. L'accusé ne se borne pas à prétendre qu'il est excusable, il soutient qu'il est pleinement justifié, puisque, suivant lui, les faits qu'il aurait exécutés ne constitueraient pas le crime qui lui est imputé » (Conf. Garraud, n° 83; Le Sellyer, *Traité de la criminalité*, t. 1, n° 311). C'est aussi ce que la cour de cassation a reconnu par différents arrêts qui ont soigneusement distingué les deux alinéas de l'art. 135 (Crim. cass. 2 avr. 1868, *Bull. crim.*, n° 88; 28 juill. 1864, *ibid.*, n° 201, V. aussi Crim. rej. 20 avr. 1860, aff. Goyffon, D. P. 60. 1. 290).

49. Le second cas de l'art. 135 est celui où le distributeur, qui a reçu les pièces pour bonnes, ne les remet en circulation qu'après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices (art. 135, § 2). Dans ce cas, le crime ou le délit est atténué et la peine mitigée, réduite à une simple amende. D'après une jurisprudence établie aujourd'hui par de nombreux arrêts, le fait d'avoir reçu pour bonnes les pièces de monnaie fausses que l'on a ensuite remises en circulation constitue, dans cette seconde hypothèse, une excuse (Crim. cass. 27 janv. 1845, aff. Hauser, D. P. 46. 4. 292; 10 juill. 1845, aff. Claval, *ibid.*; Crim. rej. 25 mars 1847, aff. Cabv, D. P. 47. 4. 257; Crim. cass. 31 janv. 1857, aff. Aubert, D. P. 57. 4. 63; 1<sup>er</sup> oct. 1857, aff. Majau, D. P. 57. 1. 454; 14 nov. 1861, aff. Marret, D. P. 64. 5. 183; 28 juill. 1864, aff. Perrin, *cité supra*, n° 48; Crim. rej. 16 sept. 1869, aff. Duret, D. P. 70. 1. 187; Crim. cass. 23 nov. 1872, aff. Sabi, D. P. 73. 1. 43; 1. 491; Crim. cass. 4 avr. 1878, aff. Millery, D. P. 78. 1. 330; 7 juill. 1882, aff. Charlet, D. P. 83. 1. 138. Conf. Chauveau et

Faustin Hélie, t. 2, n° 591; Blanche, t. 3, n° 63; Nougier, t. 4, 1<sup>er</sup> vol. n° 2854 et 2857; Faustin Hélie, t. 8, n° 3645; Le Sellyer, *Criminalité*, t. 1, n° 311; Morin, *Répertoire*, v° *Excuses*, n° 4 et 9. — Suivant M. Garraud, n° 84, ce n'est pas un cas d'excuse légale que l'art. 135, § 2 établit; cet article, dans l'opinion de cet auteur, érige le fait qu'il prévoit en délit spécial et indépendant, en délit *sui generis*. Il en résulterait que, dans une poursuite pour émission de fausse monnaie, le président aurait le droit de se refuser à poser comme question d'excuse la question de savoir si l'accusé est seulement coupable d'avoir rendu à la circulation des pièces fausses reçues pour bonnes, et dont il avait vérifié les vices, sauf à lui à en faire l'objet d'une question subsidiaire. Mais cette opinion est restée jusqu'ici isolée. Spécialement, la cour de cassation a jugé, par l'arrêt précité du 23 nov. 1872, que le président est tenu de poser la question « dans les termes mêmes de l'excuse légale spécifiée au deuxième paragraphe de l'art. 135 » (Conf. Blanche, n° 60).

50. Le fait d'avoir reçu les pièces fausses pour bonnes constituant une excuse légale, il s'ensuit que c'est à l'accusé qu'il appartient de proposer ce fait d'excuse, et la preuve en doit être à sa charge (Chauveau et Faustin Hélie, n° 591). C'est ce qui a déjà été dit au *Rép.* n° 53 et 54. Nous ne pouvons nous empêcher de nous demander si cette conséquence très logique des règles de notre droit relatives aux excuses est ici bien équitable. Ne serait-il pas plus juste de mettre à la charge du ministère public, ici comme en tous autres cas, l'obligation de prouver l'existence des conditions constitutives du crime ou du délit qu'il poursuit? C'est ce qu'ont pensé les auteurs du code pénal belge de 1867. « Il est conforme aux principes généraux du droit, disait le rapport de la commission à la Chambre (cité par Nypels, sur l'art. 170), de ne pas imposer à l'accusé la preuve de l'absence des circonstances constitutives de l'infraction qui lui est imputée ». MM. Chauveau et Hélie admettent, du moins, que, lorsque l'excuse est proposée et établie, c'est à l'accusation à prouver que le prévenu a vérifié les vices des pièces émises, « car cette vérification, après laquelle seulement on devient punissable, est la circonstance constitutive du délit que punit l'art. 135 c. pén. » (n° 591).

51. On sait que la réponse négative à une question d'excuse constitue une décision contre l'accusé; et, qu'en conséquence, cette réponse doit énoncer, à peine de nullité, qu'elle a été prise à la majorité des voix. C'est là une règle générale dans la matière des excuses; il en a été fait spécialement application au cas d'émission de fausse monnaie, par un arrêt qui a décidé que la réponse négative du jury à la question de savoir si l'accusé avait reçu pour bonnes les pièces par lui émises doit exprimer, à peine de nullité, qu'elle a été rendue à la majorité (Crim. cass. 7 août 1879, aff. Séguv, D. P. 80. 1. 239).

52. Au reste, si l'accusé n'a pas formellement demandé que le jury fût interrogé sur le fait qu'il aurait reçu pour bonnes les monnaies fausses, il ne peut résulter de nullité de ce que la question n'a pas été posée (Crim. rej. 12 sept. 1833, aff. Couturier, *Rép.* n° 53; 9 mars 1854, aff. Barbier, D. P. 54. 5. 378).

53. Il a aussi été jugé, avec raison, qu'il n'y a pas contradiction dans la déclaration du jury qui, tout en admettant la participation de l'accusé à l'émission des pièces de monnaie qu'il savait fausses, résout affirmativement la question de savoir si cette participation à l'émission n'a eu lieu qu'après que l'accusé avait reçu les pièces pour bonnes, mais en avait reconnu les vices (Crim. rej. 16 sept. 1869, aff. Duret, D. P. 70. 1. 187). « Attendu, a dit la chambre criminelle dans cet arrêt, que la réponse affirmative sur le fait principal établit seulement que, matériellement et intentionnellement, l'accusé a participé à l'émission de pièces de monnaie contrefaites, sachant qu'elles étaient fausses; mais que cette réponse ne résolvait ni expressément ni d'une manière implicite la question de savoir s'il avait reçu ces pièces pour bonnes et s'il ne les avait émises qu'après en avoir vérifié les vices; attendu que ces deux dernières circonstances constituent l'excuse légale résultant de l'art. 135, § 2, fait d'excuse qui n'efface pas entièrement la culpabilité, qui modifie seulement le fait principal en même temps que la pénalité, s'il est reconnu constant par la réponse du jury à la question qu'à peine de nullité le président doit

poser sur la demande de l'accusé ; attendu que, par suite de la réponse affirmative du jury, le crime commis par l'accusé était déclaré excusable, et devenait, dès lors, passible d'une peine d'amende ; qu'il n'existait aucune contradiction dans les réponses qui mettaient la cour d'assises à même d'appliquer aux faits déclarés constants par le jury les dispositions formelles de l'art. 135, § 2, c. pén. ».

54. Il est à remarquer que ce n'est pas seulement l'émission de la fausse monnaie qui comporte l'excuse tirée de ce que l'accusé a reçu cette monnaie pour bonne. Il a été jugé avec raison que l'individu accusé d'introduction ou d'exposition de pièces de monnaie fausses, qui prétendrait avoir reçu ces pièces pour bonnes, doit être admis à proposer l'excuse de l'art. 135, § 2, aussi bien que celui qui est accusé d'émission, « attendu que le fait d'avoir reçu la monnaie pour bonne modifie la criminalité de l'introduction et de l'exposition aussi bien que l'émission, et s'applique nécessairement comme excuse à ces trois modes de participation à la mise en circulation » (Crim. cass. 23 févr. 1860, aff. Blazy, cité *supra*, n° 28 ; Conf. Blanche, n° 68).

55. C'est un point assez délicat de savoir quelle est l'étendue de l'excuse de l'art. 135 c. pén., § 2. Cette excuse a-t-elle pour effet, lorsqu'elle s'applique à un crime, d'en modifier la nature et de la transformer en délit ? Ou bien n'opère-t-elle que sur les conséquences pénales du fait incriminé, en lui laissant d'ailleurs son caractère primitif ? Blanche a traité à fond cette question en son n° 64, et il a parfaitement prouvé, suivant nous, que l'excuse change la nature du fait incriminé ; en d'autres termes, que le crime, par suite d'admission de l'excuse, devient délit.

56. De cette règle dérivent diverses conséquences. La première est relative à la compétence des juridictions d'instruction (juge d'instruction ou chambre des mises en accusation). La circonstance d'avoir reçu la monnaie pour bonne donnant au fait le caractère d'un délit, « les juridictions d'instruction doivent s'en préoccuper au point de vue de la compétence, car il leur appartient de déterminer la marche que suivra l'affaire » (Garraud, n° 84). Blanche a dit de même : « Il est dans le droit et dans le devoir du juge des mises en prévention de s'occuper de l'excuse de l'art. 135, § 2. Il ne peut, en effet, régler la compétence qu'à la condition de reconnaître si le fait sur lequel il statue est un crime ou un délit ; il devra renvoyer le prévenu en police correctionnelle, si l'excuse existe, et aux assises, si elle n'existe pas » (n° 65). Au reste, il faut reconnaître avec cet auteur (*cod. loc.*) que « le juge des mises en prévention ne sera autorisé à réduire l'affaire aux proportions d'un délit que dans le cas où l'excuse lui paraîtra nettement résulter de l'information, et à la condition de le déclarer dans sa décision. Il ne lui suffirait pas d'en supposer vaguement l'existence pour justifier le renvoi en police correctionnelle » (Conf. Crim. cass. 3 mars 1842, aff. Locusse, *Rep.* n° 54).

57. Secondement, ainsi que nous l'avons dit au *Rep.* n° 59, la simple tentative d'une émission de pièces qu'on sait être fausses, mais qu'on a reçues pour bonnes, n'est pas punissable, puisque cette émission n'a plus, par l'effet de l'excuse, que le caractère d'un délit, et que la tentative n'a pas été prévue par l'art. 135 (c. pén. art. 3) (Conf. Blanche, n° 66 ; Garraud, n° 84 ; Chauveau et Faustin Hélie, n° 592).

En troisième lieu, c'est à la cour d'assises et non au jury qu'il appartiendra, en cas pareil, de déclarer des circonstances atténuantes, car le jury n'a le droit de déclarer des circonstances atténuantes qu'en matière criminelle, et il doit laisser cette question à la cour s'il s'agit d'un simple délit poursuivi pour crime (Garraud, *cod. loc.*).

58. En cette matière de fausse monnaie reçue pour bonne, comme en toute autre matière, il faut éviter les questions complexes. A cet égard, il a été jugé : 1° qu'est nulle comme entachée du vice de complexité, la question qui comprend dans un même contexte le fait d'émission de fausse monnaie et la circonstance d'excuse résultant de ce que l'accusé a reçu pour bonnes les pièces de monnaie qu'il a émises (Crim. cass. 15 janv. 1848, *Bull. crim.*, n° 12) ; — 2° Que, dans une accusation de fausse monnaie, ayant plusieurs chefs d'émission, le président de la cour d'assises doit poser au jury autant de questions d'excuses qu'il y a de chefs d'émission, et que sa question est complexe lorsqu'elle ne pose qu'une seule ques-

tion d'excuse pour plusieurs chefs d'émission (Crim. cass. 29 mai 1857, aff. Planchon, D. P. 57. 1. 318) ; — 3° Qu'en cas d'accusation comprenant un fait d'émission et deux faits de tentative d'émission de fausse monnaie, l'excuse légale spécifiée par le paragraphe 2 de l'art. 135 doit être soumise au jury, non pas au moyen d'une question unique applicable à tous les chefs d'accusation, mais par trois questions distinctes se rattachant à chacun des chefs successivement (Crim. cass. 7 juill. 1882, aff. Charlet, D. P. 83. 1. 138).

59. En terminant ce qui est relatif à l'excuse de l'art. 135, § 2, nous ajouterons qu'il a été jugé par deux arrêts que, lorsque la cour d'assises, sur la demande de l'accusé, a posé la question d'excuse, elle ne peut laisser cette question sans réponse, et que l'absence de réponse entraîne nullité, non seulement des questions sur l'accusation d'émission, résolues affirmativement, mais encore de celles sur la fabrication de fausse monnaie résolues négativement (Crim. cass. 31 janv. 1857, aff. Aubert, D. P. 57. 1. 63 ; 23 avr. 1857, aff. Planchon, D. P. 57. 1. 318).

Enfin nous constaterons qu'en cette matière, le président des assises doit, à peine de nullité, poser l'excuse dans les termes où elle a été proposée, et qui sont ceux de la loi, c'est-à-dire demander si l'accusé a fait usage de pièces fausses reçues pour bonnes, après en avoir fait vérifier les vices. La cour de cassation a jugé, avec raison, qu'en supprimant les mots *reçues pour bonnes*, le président change la valeur de l'exception et viole le droit de la défense (Crim. cass. 23 nov. 1872, *Bull. crim.*, n° 287).

60. — VII. *COMPLICITÉ*. — Comme nous l'avons dit au *Rep.* n° 61, la question de savoir dans quels cas il y a complicité du crime de fausse monnaie se résout d'après les règles générales posées par l'art. 60 c. pén. Ainsi non seulement le fabricant, mais encore ceux qui l'ont aidé et assisté dans la fabrication sont enveloppés dans la même peine (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 600). Il demeure évident pour nous que la fabrication des instruments nécessaires pour faire de la fausse monnaie ne peut être considérée comme un commencement d'exécution du crime et reste, par conséquent, impunie, à moins que le fabricant ne se soit rendu complice du crime, tenté ou consommé, de fausse monnaie, par la connaissance qu'il avait, au moment de la fabrication, de la destination spéciale que devait avoir l'objet vendu ou fabriqué (Garraud, n° 68, p. 84 ; Chauveau et Hélie, t. 2, n° 600). Nous en dirons autant du fait d'acheter, vendre ou détenir les instruments dont s'agit.

A la différence de la plupart des législations étrangères, la loi française n'a pas érigé en délit spécial la fabrication ou la détention des instruments propres à faire de la fausse monnaie. Le décret du 24 avr. 1808, cité au *Rep.* n° 61 et 62 et rapporté *Rep. v° Monnaie*, p. 383, antérieur, du reste, au code pénal, n'a pas, en effet, de sanction. — Le code pénal allemand (art. 151) punit d'un emprisonnement de deux ans au plus « celui qui, dans l'intention de commettre le crime de fausse monnaie, se sera procuré ou aura fabriqué des poinçons, timbres, gravures, planches, ou autres formes pouvant servir à la confection des monnaies ». — Aux termes de l'art. 214 du code néerlandais, « celui qui conserve à sa disposition des matières ou des instruments, sachant qu'ils doivent servir à commettre un délit relatif à la monnaie, est puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende de trois cents florins au plus ». — Enfin le nouveau code pénal italien de 1869 dispose, dans son art. 260, que « quiconque fabrique ou détient des matières ou des instruments destinés à la contrefaçon des monnaies ou des papiers de crédit public, est puni, quand le fait ne constitue pas un délit plus grave, de un à cinq ans de réclusion ». — La loi anglaise est très sévère sous ce rapport. L'art. 24 du Stat. du 6 août 1861, Vict. 24 et 25, chap. 99, punit « de la servitude pénale à perpétuité ou au minimum de trois ans, ou d'un emprisonnement de deux ans au minimum, avec ou sans travail forcé, avec ou sans réclusion solitaire, quiconque, sans autorisation légale ou excuse, aura en sa garde ou possession des poinçons, matrices, coins, modèles ou moules de faux monnayeurs ».

61. — VIII. *RÉVÉLATEURS*. — L'art. 138 c. pén. déclare exempts de peines les coupables de fabrication de fausse monnaie qui, avant toutes poursuites, en auront donné

connaissance aux autorités. Cet article est un de ceux qui ont été révisés par la loi du 13 mai 1863; mais cette loi ne l'a modifié que pour le mettre en harmonie avec le nouveau numérotage des anciens art. 132 et 133. Il ne vise plus aujourd'hui que l'art. 132, qui comprend les crimes mentionnés aux anciens art. 132 et 133 (contrefaçon et émission de monnaies ayant cours légal en France); il est inapplicable aux crimes prévus par l'ancien art. 134, devenu le nouvel art. 133, c'est-à-dire aux crimes de contrefaçon ou d'émission en France de monnaies étrangères. Ce dernier point a été consacré par un arrêt de la cour d'assises de la Seine du 9 juill. 1870 (aff. Powicki, D. P. 70. 2. 133), qui a jugé, avec raison, que, dans le silence de la loi à l'égard des monnaies étrangères, un individu inculpé d'émission en France de fausses monnaies russes ne peut, en dénonçant ses complices, obtenir le bénéfice de l'exemption de peine accordée au révélateur par l'art. 138 c. pén. Il peut être permis de regretter que la loi n'ait pas donné à l'art. 138 une plus large étendue d'application, mais les pouvoirs du juge ne sauraient dépasser les limites que le législateur lui a assignées (Blanche, n° 75; Garraud, n° 87; Chauveau et Hélie, n° 601, note 1).

62. L'art. 138 prévoit deux hypothèses. L'exemption de peine qu'il prononce est acquise : 1° aux individus qui, n'étant pas encore poursuivis, ont donné connaissance du crime de fausse monnaie et en ont révélé les auteurs, avant la consommation du crime; 2° à ceux qui, après les poursuites commencées, ont procuré l'arrestation des autres coupables. — Dans la première hypothèse, nous persistons à croire, conformément à l'opinion exprimée au Rép. n° 64, et contrairement à l'arrêt de cassation du 17 août 1820, que le bénéfice de l'exemption de peine peut être revendiqué par celui qui a révélé le crime tant qu'il n'a pas été consommé, et alors même qu'il aurait été tenté, puisque tout ce que la loi exige, c'est que la dénonciation ait précédé la consommation. L'art. 138 n'a pas, en effet, comme l'art. 108 c. pén., limité l'exemption de peine au cas où la révélation est faite avant la tentative, mais seulement avant la consommation (Garraud, n° 87, note 36; Chauveau et Faustin Hélie, n° 601. V. cependant contra Blanche, n° 75). Mais quel est l'acte qui, en matière de fausse monnaie, consomme le crime? Cette question est assez délicate. La contrefaçon de la monnaie et son émission constituent, on le sait, des crimes distincts; cela étant, le droit du révélateur est-il épuisé dès que la contrefaçon a eu lieu? ou bien le bénéfice de l'art. 138 se conserve-t-il jusqu'à l'émission? M. Garraud (*loc. cit.*), s'appuyant sur les paroles de Berlier rappelées au Rép. n° 64, et considérant que l'esprit du code pénal a été d'étendre plutôt que de restreindre l'exemption de peine, émet l'avis que celle-ci peut se produire utilement tant que l'émission n'est pas réalisée. Mais cette appréciation nous semble trop large. La contrefaçon étant, dans le système du code, punie abstraction faite de l'émission, le crime est consommé par la seule fabrication des pièces, et nous croyons, avec MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 601, p. 294, que le droit du révélateur est épuisé dès que la contrefaçon est parfaite.

63. Dans la seconde hypothèse de l'art. 138, pour que l'exemption de peine soit acquise, il n'importe aucunement que la révélation précède ou qu'elle suive la consommation du crime. Tout ce que la loi exige, c'est que la révélation ait procuré l'arrestation des autres coupables. Mais, évidem-

ment l'excuse n'est acquise que dans le cas où les personnes dénoncées sont reconnues « coupables »; elle ne le serait point si celles-ci venaient à être acquittées ou mises hors de prévention par une décision de non lieu. Interpréter autrement la loi, ce serait donner une prime aux dénonciations mensongères.

64. Aussi bien dans le second cas que dans le premier, la cause d'exemption de peine de l'art. 138 constitue une excuse légale, soumise aux règles applicables en cette matière. Cette excuse est absolutive, puisqu'elle exempte de toute peine, sauf la surveillance facultative autorisée par le second alinéa de l'article. A cet égard, on remarquera : 1° que la loi du 27 mai 1885, art. 19 (D. P. 85. 4. 43), a remplacé la surveillance par l'interdiction de séjour, et 2° que la durée de l'interdiction ne peut plus excéder vingt années (c. pén. art. 46 modifié par la loi du 23 janv. 1874, D. P. 74. 4. 50); de telle sorte qu'aujourd'hui, en définitive, le juge qui accueille l'excuse de l'art. 138 a seulement la faculté de renvoyer l'accusé en état d'interdiction de séjour pour un temps qui ne pourra jamais excéder vingt ans.

65. Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 65, c'est au jury et non à la cour qu'il appartient de se prononcer sur l'existence de l'excuse. Il a été jugé notamment, dans ce sens, qu'une cour d'assises usurpe les attributions du jury et commet un excès de pouvoir, lorsqu'après la déclaration du jury sur les questions à lui soumises, elle se livre à l'examen des pièces de la procédure, et se fonde sur l'interrogatoire subi par un accusé pour en conclure que cet accusé a procuré l'arrestation d'un autre coupable (Crim. cass. 22 juill. 1847, *Bull. crim.*, n° 156); Conf. Blanche, n° 77; Garraud, n° 87). — Et, s'agissant d'excuse, la cour d'assises ne peut point se refuser à poser la question aux jurés, dès que la position de cette question est demandée (Même arrêt du 22 juill. 1847; Crim. cass. 24 sept. 1857, *Bull. crim.*, n° 349). Nous ajouterons qu'un récent arrêt de la cour de cassation a décidé que la question d'excuse prévue par l'art. 138 et réclamée par l'accusé doit être posée séparément sur chacun des chefs distincts d'accusation relevés contre le demandeur, et que, par suite, la réponse affirmative sur l'excuse relative à un des chefs d'accusation n'implique aucune contradiction avec la question d'excuse posée au sujet d'un autre chef (Crim. rej. 27 déc. 1889) (1).

Au reste, l'accusé absous pour avoir procuré l'arrestation de son complice doit néanmoins être condamné aux frais du procès, ainsi que cela a été établi au Rép. n° 71, car, malgré l'existence de l'excuse, le procès devait avoir lieu.

66. A l'occasion de l'excuse de l'art. 138, il ne nous paraît pas sans intérêt de signaler une disposition originale du nouveau code pénal italien ainsi conçue : « Est exempt de toute peine celui qui, ayant contrefait ou altéré des monnaies ou des papiers de crédit public ou y ayant coopéré, réussit à en arrêter la circulation, avant que l'autorité en ait eu connaissance » (art. 262).

67. — IX. AMENDE. — Il n'y a plus aucun doute aujourd'hui que l'amende établie par l'art. 164 c. pén., s'applique au crime de fausse monnaie comme au faux proprement dit. Aux arrêts cités dans ce sens Rép. n° 66, *Addé* : Crim. cass. 25 sept. 1851, aff. Marion, D. P. 51. 5. 263; 14 juin 1855, aff. Ali-ben-Djemeli, D. P. 55. 5. 224; 14 oct. 1856, aff. Mohammed-ben-Milaud, D. P. 56. 5. 220; Crim. cass. 31 janv. 1857, *Bull. crim.*, n° 41; 27 févr. 1879, *Bull. crim.*,

(1) (Jean-Fabien Mazuc.) — La cour; — Sur le moyen pris de ce que, suivant l'art. 138 c. pén., une question unique d'excuse légale aurait dû être posée au jury, quant à la complicité du demandeur pour les différents faits de fabrication de billets de la Banque de France contrefaits et pour l'usage de l'un de ces billets : — Attendu que Mazuc a été renvoyé devant la cour d'assises de la Haute-Garonne comme accusé : 1° d'un fait de complicité de fabrication de faux billets de banque, commis à Toulouse dans le courant des années 1888 et 1889, et 2° d'un fait d'usage d'un billet de banque contrefait qu'il aurait émis dans l'arrondissement de Gaillac le 3 août 1889, sachant que ledit billet était contrefait; — Attendu que ces faits constituaient deux chefs distincts d'accusation, et que sur chacun d'eux une question particulière indiquant la date, le lieu du crime et ses circonstances, a été soumise au jury et a reçu une réponse spéciale; — Qu'il résulte des questions posées au jury que le chef d'accusation relatif à l'usage d'un billet de banque contrefait

aurait été commis le 3 août 1889, dans l'arrondissement de Gaillac, tandis que le fait de complicité de la fabrication de faux billets de banque était indiqué comme ayant eu lieu à Toulouse, dans un autre arrondissement que celui de Gaillac et à des dates différentes; que, dans ces circonstances, la question d'excuse légale, prévue par l'art. 138 c. pén. et réclamée par l'accusé, a dû, sous peine de complexité, être nécessairement rattachée à chacun des chefs d'accusation relevés contre le demandeur, et que la réponse affirmative sur l'excuse relative à l'un des faits de l'accusation n'implique aucune contradiction avec la réponse négative sur la question d'excuse relative à l'autre fait; — Que par l'arrêt attaqué il a donc été fait une saine application de l'art. 138 c. pén.; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière, et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Rejeté, etc. Du 27 déc. 1889.-Ch. crim.-MM. Lescouvé, rap.-Bernard, f. f. av. gén.

n° 52. — Et il en est ainsi, même en cas de modération de la peine par l'effet des circonstances atténuantes. A ce dernier point de vue, aux arrêts de 1837 et 1848 cités, *Rép. eod. loc.*, *Addé* : les arrêts précités des 14 juin 1855 et 14 oct. 1856.

68. Il a été jugé avec raison que les individus condamnés pour le même crime de fausse monnaie doivent être condamnés solidairement, non seulement aux frais de la procédure, mais encore à l'amende prononcée en vertu de l'art. 164 c. pén. (Crim. cass. 24 sept. 1857, cité *supra*, n° 65).

**CHAP. 3. — De la contrefaçon des sceaux de l'Etat, des billets de banque, des effets publics, des poinçons, timbres et marques (Rép. n° 72 à 99).**

69. Des six articles du code pénal étudiés au *Répertoire* sous la rubrique qui précède, deux ont été modifiés par la loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 70). Ce sont les art. 141 et 142, dont il sera parlé sous les n° 91 et suiv. Les ouvrages à consulter relativement aux contrefaçons de sceaux de l'Etat, billets de banque, etc., sont les mêmes que ceux qui ont été indiqués *supra*, n° 9 pour la fausse monnaie.

70. — I. CONTREFAÇON DU SCAU DE L'ÉTAT. — A l'égard de ce fait, incriminé par la première disposition de l'art. 139, nous n'aurons que peu de chose à ajouter à ce qui a été dit *Rép.* n° 72 et 73. En premier lieu, il ne faut pas confondre le sceau de l'Etat, que protège notre article, avec le timbre national et les sceaux des autorités dont il est question dans les art. 140 et 142. Actuellement, la forme du sceau de l'Etat se trouve réglée par le décret du 25 sept. 1870, dont l'art. 1<sup>er</sup> est ainsi conçu : « A l'avenir, le sceau de l'Etat portera d'un côté, pour type, la figure de la Liberté, et pour légende : *Au nom du Peuple français*; de l'autre côté, une couronne de chêne et d'olivier, liée par une gerbe de blé; au milieu de la couronne : *République française, démocratique, une et indivisible*; et pour légende : *Liberté, Égalité, Fraternité* ». Dans la pratique administrative, on distingue entre le grand sceau et le petit sceau de l'Etat. Le grand sceau est celui qui est reproduit en bosse sur un pain de cire; le petit sceau ne consiste que dans une empreinte sèche. Le premier est rattaché par des lacs à la pièce, le second s'y applique directement. Le grand sceau n'est appliqué qu'aux lois, aux sénatus-consultes et aux traités internationaux » (Blanche, n° 81). Au reste, pour l'application de la loi pénale, il n'y aurait pas lieu à distinguer entre le grand et le petit sceau (Blanche, *eod. loc.*; Garraud, n° 92).

71. — II. CONTREFAÇON OU FALSIFICATION D'EFFETS ÉMIS PAR LE TRÉSOR PUBLIC AVEC SON TIMBRE. — Ces effets sont ceux que le Trésor public met en circulation, après les avoir revêtus de son timbre, dans le but de les monétiser, comme le disait M. Defermon dans la séance du conseil d'Etat du 22 oct. 1808 (Blanche, n° 82). Tels sont les bons du Trésor (Garraud, n° 93). Tels sont aussi les titres de rente sur l'Etat, alors même qu'ils ne contiendraient que des caractères imprimés ou gravés, et aucune écriture manuscrite (Garraud, n° 117). Evidemment, la disposition serait inapplicable à la contrefaçon des effets émis par le Trésor et ne portant pas son timbre, puisque cette condition du timbre est exigée par le texte (Blanche, *eod. loc.*, et Garraud, n° 93; Chauveau et Faustin Hélie, n° 606). — Peut-on assimiler aux effets du Trésor dont la contrefaçon est réprimée par l'art. 139, les bons obsidionaux émis dans une ville assiégée avec la signature d'un général ou d'un préfet? Un arrêt de la cour de Dijon du 13 avr. 1871 (aff. Delorme, D. P. 72. 2. 19) a admis l'affirmative, qui est combattue, avec raison, croyons-nous, par les auteurs (Garraud, *eod. loc.*; Dutruc, *Journal du ministère public*, t. 14, 1871, art. 1496).

72. Il est à remarquer que la loi punit la contrefaçon ou falsification, l'usage et l'introduction en France des effets (ou billets) contrefaits ou falsifiés, mais qu'il n'est pas question de leur exposition. Il faut conclure de là que l'exposition qu'un changeur ferait de ces effets (ou billets), dans sa montre, ne constituerait aucun crime. C'est ce que nous avons fait remarquer au *Rép.* n° 76 pour les billets (Garraud, n° 91. V. *infra*, n° 75).

73. — III. BILLETS DE BANQUE AUTORISÉS PAR LA LOI. — CONTREFAÇON OU FALSIFICATION DES BILLETS. — Le troisième fait prévu et puni par l'art. 139 est la contrefaçon ou falsi-

fication de billets de banque autorisés par la loi, ce qui ne peut s'appliquer qu'aux billets de la Banque de France, puisque, en France, un seul établissement, la Banque de France, a été autorisé à émettre des billets de banque, c'est-à-dire, des bons au porteur, immédiatement convertibles en monnaie métallique sur leur seule présentation. Quant aux billets émis par les autres banques, ils ne forment que des écritures de commerce ou de banque, et, par conséquent, la contrefaçon dont ils peuvent être l'objet n'emporte que la peine prononcée par l'art. 147 c. pén. (Blanche, n° 83; Garraud, n° 94; Chauveau et Faustin Hélie, n° 607). Sous ce rapport, notre législation pourrait faire, croyons-nous, d'utiles emprunts aux législations étrangères plus récemment promulguées. Le code pénal belge de 1867 renferme tout un titre consacré à « la contrefaçon ou falsification des effets publics, des actions, des obligations, coupons d'intérêts et des billets de banque autorisés par la loi » (art. 173 à 178). Et l'art. 263 du nouveau code pénal d'Italie s'énonce ainsi : « Pour l'application de la loi pénale, sont assimilés à la monnaie les papiers de crédit public. Par papiers de crédit public, on entend, outre les papiers qui ont cours légal comme la monnaie, les papiers et billets au porteur émis par les gouvernements et qui constituent des titres négociables, et tous les autres papiers ayant cours légal ou commercial émis par des établissements autorisés à faire ces émissions ».

74. A l'égard des billets de la Banque de France, nous persistons à croire (*Rép.* n° 75) que notre article n'est point applicable à l'individu qui fait revivre un billet de banque, retiré de la circulation, et marqué d'un timbre portant le mot « annulé », en effaçant cette empreinte par un procédé chimique quelconque. Il y a dans ce fait, pour nous comme pour la plupart des auteurs (Chauveau et Faustin Hélie, n° 607; Blanche, n° 82; Garraud, n° 94; Conf. Boitard, *Leçons de droit criminel*, n° 216), non pas une contrefaçon, mais une altération punie par l'art. 147.

75. La simple exposition par un changeur d'un billet contrefait ou falsifié ne constitue pas un crime, puisque l'art. 139 ne parle que du seul usage, ce qui ne peut s'entendre que de l'émission des billets. Ce point a déjà été indiqué au *Rép.* n° 76 (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 609; Garraud, n° 94). — Mais une loi récente (L. 14 juill. 1885, V. *infra*, n° 82, note), a interdit de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs financières (V. n° 82).

76. Il a été jugé aussi que le fait d'offrir un billet de banque qu'on sait être faux constitue l'usage criminel prévu par l'art. 139 c. pén., et non la simple tentative, même lorsque la personne à laquelle ce billet est présenté refuse de l'accepter (Dijon, 8 janv. 1873, aff. Colé, D. P. 75. 5. 243).

77. L'étude de l'art. 139 doit être complétée par plusieurs observations, communes aux trois cas qu'il prévoit. — En premier lieu, l'usage du sceau, des effets émis par le Trésor et des billets de banque, contrefaits ou falsifiés, n'est punissable que dans le cas où il a eu lieu en connaissance de cause, ainsi que l'indique l'art. 163, et que nous l'avons rappelé au *Rép.* n° 76 (Conf. Blanche, n° 85; Garraud, n° 95; Chauveau et Faustin Hélie, n° 608). — Secondement, l'art. 135, relatif à l'excuse tirée de ce que la monnaie a été reçue pour bonne, n'ayant pas été rappelé à l'occasion des crimes de l'art. 139, ne leur est pas applicable. Ce point, déjà signalé au *Rép.* n° 76, ne fait aucun doute en doctrine (Blanche, n° 87; Garraud, n° 95; Chauveau et Faustin Hélie, n° 608).

78. En troisième lieu, comme le porte l'art. 144, l'exemption de peine créée en faveur des révélateurs par l'art. 138, est applicable aux crimes prévus par l'art. 139. A cet égard, il convient de signaler un arrêt qui a jugé que, lorsqu'une accusation de contrefaçon de billets de banque contient des chefs distincts, c'est avec raison que, pour éviter la complexité, la question d'excuse est posée par rapport à chacun d'eux et au moyen d'une question distincte (Crim. rej. 21 août 1873, aff. Leroy-Dagraval, D. P. 73. 1. 491).

79. En quatrième lieu, la disposition de l'art. 164 qui porte une amende contre les coupables de faux est applicable aux complices des mêmes crimes (Chauveau et Faustin Hélie, n° 609; Blanche, n° 85; Garraud, n° 95).

80. En cinquième lieu, ainsi que cela a été déjà dit au *Rép.* n° 78, la contrefaçon du sceau de l'Etat, d'effets du Trésor, de billets de la Banque de France, commis en pays étranger, soit par un Français, soit par un étranger, est punissable en France et tombe sous l'application de l'art. 139, à la condition, s'il s'agit d'un étranger, que celui-ci aura été arrêté en France, ou que le Gouvernement en aura obtenu l'extradition. Le texte des art. 5 et 7 nouveaux c. instr. crim. modifiés par la loi du 27 juin 1866, ne laisse pas de doute à cet égard (Chauveau et Faustin Hélie, n° 609; Garraud, n° 95; Blanche, n° 88).

81. Sixièmement enfin, il a été jugé avec raison que le jury, dans le cas où l'accusation comprend des actes multiples de contrefaçon de billets de banque ou d'usage de faux billets, ne doit pas nécessairement être interrogé par des questions séparées sur chacun de ces actes : une seule question suffit pour chacun des accusés principaux, alors que les faits incriminés ont tous le même caractère, et qu'il n'est pas possible de préciser la date à laquelle ils ont été commis (Crim. cass. 7 nov. 1878, aff. Barreau, D. P. 79. 1. 314).

82. — IV. IMPRIMÉS SIMULANT LES VALEURS FIDUCIAIRES. — C'est ici le lieu de signaler la loi du 11-12 juill. 1885 qui interdit de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires. Cette loi est venue mettre un terme à des pratiques abusives et dangereuses, plutôt que criminelles, inspirées par l'esprit de réclame. On sait qu'il a été souvent introduit dans la circulation, spécialement sous forme de prospectus, des imprimés auxquels on avait intentionnellement cherché à donner l'apparence de valeurs fiduciaires, telles que billets de banque, par la dimension du papier, la couleur de l'impression, la disposition du caractère, etc., sans cependant songer à les émettre comme valeurs fiduciaires. La libre circulation des formules de ce genre n'était pas sans danger. Elle incitait les mal-intentionnés à abuser de la bonne foi du public en se ser-

vant de ces imprimés pour commettre des escroqueries. Les plaintes répétées du commerce et de la Banque de France ont appelé l'attention du Gouvernement sur cet état de choses, auquel la loi du 11 juill. 1885 (1) a mis un terme. Cette loi frappe le fait qu'elle réprime d'une triple pénalité : 1° un emprisonnement de cinq jours à six mois ; 2° une amende de 16 à 1000 fr. ; 3° la confiscation des imprimés ou formules.

Suivant M. Garraud, n° 97 *in fine*, « les dispositions de la loi du 11 juill. 1885, ayant pour objet d'entraver la libre circulation d'imprimés qui peuvent offrir un danger, rentrent dans la catégorie des lois de police. Le délit est donc punissable, alors même que l'intention de celui qui emploie ce moyen de publicité ne serait pas suspecte. C'est un *délit-contravention* ». Un récent arrêt de la cour de Paris a formellement consacré la doctrine contraire. Se basant sur l'exposé des motifs de la loi et les rapports qui en ont précédé la discussion et l'adoption, cet arrêt a décidé que « l'infraction réprimée par la loi du 11 juill. 1885 est bien un délit, non pas un délit contraventionnel, mais un délit intentionnel ». Toutefois, suivant l'arrêt, l'intention punissable dont parle le législateur est, non pas l'intention criminelle de contrefaire, non pas l'intention frauduleuse de commettre ou de rendre possible une escroquerie, non pas même l'intention suspecte de faire une plaisanterie, mais l'intention voulue et réfléchie d'imiter le billet de banque ou toute autre valeur fiduciaire ». En conséquence, la cour a condamné à l'amende un chimiste qui avait fabriqué des vignettes imitant avec une grande perfection le billet de banque de 50 fr. de la Banque de France, et le directeur d'un journal qui avait répandu ces vignettes dans le public, alors que le premier déclarait avoir voulu prévenir la contrefaçon du billet de banque et en chercher le remède, et que le second déclarait avoir voulu informer le public des découvertes d'un savant, et, par sa publicité, détruire les espérances de la fraude (Paris, 13 mai 1891) (1).

83. — V. TIMBRES NATIONAUX. — La loi n'a pas défini

(1) 11-12 juill. 1885. — *Loi qui interdit de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires* (D. P. 85. 4. 83).

Art. 1<sup>er</sup>. Sont interdits la fabrication, la vente, le colportage et la distribution de tous imprimés ou formules obtenus par un procédé quelconque qui, par leur forme extérieure, présenteraient avec les billets de banque les titres de rentes, vignettes et timbres du service des postes et télégraphes ou des régies de l'Etat, actions, obligations, parts d'intérêts, coupons de dividendes ou intérêts y afférant, et généralement avec les valeurs fiduciaires émises par l'Etat, les départements, les communes et établissements publics, ainsi que par des sociétés, compagnies ou entreprises privées, une ressemblance de nature à faciliter l'acceptation desdits imprimés ou formules au lieu et place de valeurs imitées.

2. Toute infraction à l'article qui précède sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 16 fr. à 2000 fr. L'art. 463 c. pén., sur les circonstances atténuantes pourra être appliqué.

3. Les imprimés ou formules, ainsi que les planches ou matrices ayant servi à leur confection seront confisqués.

(1) (Schlumberger.) — Le 26 mars 1891, jugement du tribunal de la Seine (9<sup>e</sup> chambre), ainsi conçu : — Attendu que, dans le numéro du *Moniteur industriel* portant la date du 15 janv. 1891, numéro vendu et mis en vente ou distribué à Paris, se trouvaient encadrées trois vignettes, dans lesquelles la prévention voit une imitation dangereuse du billet de 50 fr. de la Banque de France, tombant sous l'application de la loi du 11 juill. 1885 ; — Attendu qu'en vertu d'ordonnances de M. le juge d'instruction, en date du 17 janv. 1891, il a été, soit à Paris, au domicile de Méeus, soit à Colombes, procédé à la saisie de vignettes semblables ; — Attendu que Méeus reconnaît avoir reçu de Schlumberger lesdites vignettes, dont il a été tiré 5500 exemplaires, sur lesquels 3000 ont été expédiés en Belgique, un certain nombre a été adressé aux abonnés du journal le *Moniteur industriel* ainsi qu'à différentes personnes, spécialement choisies, telles que chefs d'administrations financières, banquiers et industriels, le surplus ayant fait l'objet des saisies susrapportées ; — Attendu que Schlumberger reconnaît avoir livré à Méeus lesdites vignettes fabriquées par lui, à l'aide de procédés de son invention, de dessins faits par son ordre, de planches ou matrices établies sur ses indications, lesquelles ont été par lui remises à M. le commissaire de police ; — Attendu que ces faits étant reconnus par chacun d'eux, les prévenus prétendent n'avoir pas commis

l'infraction prévue et réprimée par la loi du 11 juill. 1885 ; qu'ils exposent que cette infraction est un délit dont l'existence est liée à une intention ; qu'ils protestent n'avoir jamais eu, ni l'un ni l'autre, aucune intention ni criminelle, ni frauduleuse, Schlumberger déclarant avoir voulu prévenir la contrefaçon du billet de banque et en chercher le remède, de Méeus déclarant avoir voulu informer le public des découvertes d'un savant, et, par sa publicité, détruire les espérances de la fraude, tous deux ajoutant, qu'ils n'ont point, l'un fabriqué, l'autre mis en circulation une vignette présentant avec le billet de banque de 50 fr. une ressemblance de nature à faciliter l'acceptation de ladite vignette au lieu et place du billet véritable ; — Attendu qu'il y a lieu d'examiner en droit les prétentions des prévenus ; — Attendu que l'infraction réprimée par la loi du 11 juill. 1885 est bien un délit, non pas un délit contraventionnel, mais bien un délit intentionnel ; — Attendu que cette opinion résulte très clairement de l'exposé des motifs de ladite loi et des rapports qui ont précédé la discussion et l'adoption de cette loi, soit à la Chambre des députés, soit au Sénat ; — Attendu que ceci étant posé, il faut rechercher quelle intention le législateur de 1885 a considérée comme essentielle et suffisante pour constituer le premier élément du délit ; — Attendu que l'exposé des motifs de la loi de 1885 dit textuellement : « On a souvent introduit dans la circulation, sous forme de prospectus ou de réclame, des imprimés auxquels on avait, intentionnellement, cherché à donner l'apparence de ces valeurs (les billets de banque)... alors même que les intentions de ceux qui employaient ce moyen de publicité n'avaient rien de suspect ; il a été reconnu que la libre circulation n'en était pas moins sans offrir un danger » ; — Attendu que le rapporteur de la loi, à la Chambre des députés, s'exprimait en termes non moins clairs quand il disait : « Ces imprimés ne sont pas créés dans un but frauduleux, ils sont destinés à forcer l'attention du public... l'élément constitutif du délit résulte de la ressemblance voulue entre la valeur imitée et l'imprimé mis en circulation » ; — Attendu que le rapporteur de la loi au Sénat disait encore : « Ces prospectus ne sont peut-être pas créés dans un but frauduleux » ; — Attendu que, de ce qui précède, il faut conclure que l'intention punissable dont parle le législateur est, non pas l'intention criminelle de contrefaire, non pas l'intention frauduleuse de commettre ou de rendre possible une escroquerie, non pas même l'intention suspecte de faire une plaisanterie, mais l'intention voulue et réfléchie d'imiter le billet de banque ou toute autre valeur fiduciaire ; — Attendu que Schlumberger ne peut nier qu'il ait eu l'intention d'imiter le billet de banque de 50 fr. ; qu'en effet cette imitation a été l'objet de sa part de très



les timbres nationaux ; elle n'indique pas à quels signes on les distinguera des « timbres d'une autorité quelconque » dont la contrefaçon rentre dans les termes de l'art. 142. « La différence essentielle, dit M. Garraud, n° 99, consiste en ce que les timbres nationaux sont apposés, au nom même de l'Etat, par une administration ou une autorité qui le représente, tandis que les autres ne sont que le signe ou la marque de l'autorité du fonctionnaire qui en a fait usage ». Il faut ajouter, croyons-nous, avec Blanche, n° 91, que les timbres nationaux doivent avoir le type prescrit par la loi qui les crée. L'art. 2 du décret du 25 sept. 1870 (D. P. 70. 4. 92), a décrit les timbres dont doivent se servir les autorités judiciaires : « Les sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires porteront pour type la figure de la Liberté telle qu'elle est déterminée pour le sceau de l'Etat ; pour exergue *République française*, et pour légende, le titre des autorités et officiers publics par lesquels ils seront appliqués ». Ce type est généralement employé par les autorités administratives et doit être considéré comme le timbre national (Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 232). — La jurisprudence applique l'art. 140 non seulement à la contrefaçon des timbres imprimés sur les cartes à jouer (V. Crim. cass. 26 déc. 1807, *Rép.* n° 82), mais à la contrefaçon des timbres apposés sur les papiers soumis aux droits du timbre (Crim. cass. 13 oct. 1843, *Bull. crim.* n° 265). En ce qui concerne les timbres-poste, V. *infra*, n°s 95 et suiv.

84. — VI. MARTEAUX DE L'ETAT. — Sur la contrefaçon ou falsification des marteaux de l'Etat, V. *Rép.* v° *Forêts*, n°s 215 et suiv.

85. — VII. POINÇONS DE GARANTIE. — Nous avons rappelé au *Rép.* n° 84 qu'on distingue plusieurs espèces de poinçons de garantie des objets d'or et d'argent : celui du fabricant, celui du titre et celui du bureau de garantie. L'ordonnance du 7 avr. 1838 a réuni en un poinçon unique, portant un signe particulier pour chaque bureau de garantie, le poinçon du titre et celui du bureau de garantie. C'est à ce seul poinçon et non à celui du fabricant que l'art. 140 est applicable.

86. L'art. 140 a prévu comme distinct de la contrefaçon l'usage « des papiers, effets, timbres, marteaux ou

poinçons falsifiés ou contrefaits. » Faut-il faire rentrer dans cet usage le fait d'appliquer, sur un ouvrage d'or ou d'argent à bas titre, une marque apposée par le bureau de garantie sur une matière d'un titre plus élevé ? La négative enseignée au *Rép.* n° 85 nous paraît certaine, car il n'y a pas dans ce fait usage d'une marque contrefaite (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 615 ; Garraud, n° 100, note 21). Cependant la cour de cassation a décidé que le fait dont s'agit tombe sous l'application de l'art. 141, à titre d'usage préjudiciable du vrai poinçon (Crim. cass. 26 mai 1876, aff. Daoud-Guigne, D. P. 76. 1. 509. Conf. Blanche, n° 103). Le même arrêt a, d'ailleurs, jugé que le fait d'avoir fixé par enture ou soudure sur des ouvrages d'argent les marques des véritables poinçons de l'Etat destinés à marquer les matières d'argent ne tombe plus sous le coup de la loi du 19 brum. an 6, qui frappait ce crime de peines aujourd'hui abolies, telles que la peine des fers pendant six ou dix années. A ce second point de vue, la doctrine de l'arrêt nous paraît exacte.

87. Le code pénal néerlandais de 1881 contient un texte spécial pour la répression de la fraude dont il vient d'être parlé. « Art. 217. Est puni d'un emprisonnement de cinq ans au plus ... 3° celui qui appose, attache ou transporte les vraies marques de l'Etat ou les vrais signes de fabrication exigés par la loi à ou sur des ouvrages d'or ou d'argent autres que ceux auxquels ils ont été originellement appliqués, dans le dessein de faire usage de ces ouvrages ou d'en faire faire usage par d'autres personnes, comme si les marques ou signes dont il s'agit y avaient été placés originellement ».

88. A la peine corporelle de l'art. 140 (maximum des travaux forcés à temps) doit toujours s'ajouter l'amende prescrite par l'art. 164, ainsi que nous l'avons fait remarquer au *Rép.* n° 86. Mais l'art. 138 relatif aux exemptions de peine prononcées en faveur des révélateurs ne s'étend pas aux crimes prévus par ledit art. 140. — Quant à la peine corporelle elle-même, elle semble bien sévère, eu égard au préjudice relativement restreint que, du moins dans les deux premiers cas prévus (timbres et marques forestières), le crime de l'art. 140 paraît entraîner d'ordinaire. La plupart des codes étrangers nouveaux se contentent de prononcer la

longues recherches qu'il prétend, d'ailleurs, avoir été couronnées de succès ; — Attendu que, sans doute, cette intention, telle qu'elle est définie par la loi de 1835, ne serait pas, par elle-même et à elle seule, punissable ; qu'en effet, si Schlumberger avait simplement, dans son laboratoire, réalisé cette intention et fabriqué un spécimen à l'appui de ce qu'il appelle la démonstration d'une théorie scientifique, ce fait n'aurait pu tomber sous le coup de la loi de 1835 ; — Mais attendu que, à l'intention très nettement formulée d'imiter le billet de 50 fr., Schlumberger a ajouté la volonté de mettre en circulation l'imitation par lui obtenue ; — Attendu que cette mise en circulation volontaire a été réalisée par la distribution des vignettes incriminées ; — Attendu que les deux premiers éléments du délit se trouvent ainsi établis tant à la charge de Schlumberger, qui a voulu créer une imitation et la livrer au public, qu'à la charge de de Méeus, qui a bien eu l'intention de distribuer des imprimés imitant le billet de banque de 50 fr. ; — Attendu qu'il y a lieu, maintenant, d'examiner si les vignettes incriminées présentent une ressemblance de nature à faciliter l'acceptation desdites vignettes, au lieu et place des valeurs imitées ; — Attendu que, pour apprécier si, malgré ces différences, les vignettes saisies sont bien de la nature de celles qu'a visées le législateur, il faut encore se reporter aux travaux préparatoires de cette loi ; — Attendu que le législateur a pris soin de distinguer entre les contrefaçons punies comme faux et l'imitation qu'il voulait atteindre ; — Attendu que le rapporteur à la Chambre des députés, parlant des intentions punissables, dit : « Ce sont des réclames, des annonces encadrées de vignettes bleues portant ces mots : « mille fleurs » avec le même caractère et la même disposition que sur les valeurs de notre grand établissement de crédit ; les cartouches, les vignettes, sont également imitées, sinon dans les détails, du moins dans la forme saisissante de l'ensemble » ; — Attendu que ces paroles s'appliquent avec la plus grande exactitude aux vignettes incriminées ; — Attendu que la forme saisissante de l'ensemble desdites vignettes est telle qu'il est évident, pour le tribunal, que ces spécimens, imprudemment lancés dans le public, soit en France, soit à l'étranger, peuvent, soit en tombant dans les mains de naïfs ou d'ignorants, donner lieu à des méprises préjudiciables, soit, en se trouvant détournés de leur destination, devenir entre leurs mains des instruments de fraude ; — Attendu

que ces vignettes présentent donc bien une ressemblance de nature à faciliter leur acceptation aux lieux et place des valeurs imitées ; — Par ces motifs, le tribunal condamne Schlumberger à 500 fr. d'amende et de Méeus à 100 fr. et ordonne la confiscation des vignettes, planches et matrices saisies.

Appel par le sieur Schlumberger et le sieur de Méeus.

La cour ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Considérant, en outre, que, si au cours des travaux préparatoires de la loi du 11 juill. 1835, l'attention du législateur a été plus particulièrement appelée sur la nécessité de mettre un terme aux agissements de certains commerçants ou industriels qui, dans le but de solliciter la clientèle du public, faisaient distribuer des prospectus ou réclames présentant une ressemblance avec les billets de la Banque de France, il est constant que le législateur a voulu défendre, d'une manière absolue, la fabrication de tout imprimé pouvant imiter un billet de banque ; — Considérant qu'en effet les termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 juill. 1835 sont généraux et interdisent sans restriction « la fabrication, la vente et la distribution de tous les imprimés aux lieux et place des valeurs imitées » ; qu'il résulte de ce qui précède qu'un imprimé présentant ce caractère tombe sous l'application de la loi, alors même qu'il n'a pas été fabriqué dans une pensée de réclame industrielle ; — Considérant, d'autre part, que la loi du 11 juill. 1835 défend la fabrication et la distribution de tous imprimés de cette nature, sans distinguer si ces imprimés contiennent un ou plusieurs exemplaires du dessin imitant le billet de banque ; — Considérant enfin que de Méeus, après avoir encarté dans chaque numéro du *Moniteur industriel* une feuille contenant trois dessins imitant le billet de banque de cinquante francs, a distribué cette feuille, avec le journal, à tous les abonnés de ce journal et l'a vendue aux acheteurs au numéro ; — Par ces motifs ; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions déposées par les appelants, lesquelles sont rejetées comme mal fondées ; — Met l'appellation à néant ; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ; — Condamne solidairement Schlumberger et de Méeus aux frais de leur appel ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

Du 13 mai 1891.—C. de Paris, ch. corr.

M. Puech, av. gén.—M. Millerand, Pourquery de Boisserin et Waldeck-Rousseau, av.

peine de la reclusion ou de l'emprisonnement (c. néerlandais, art. 216; c. belge, art. 180; c. italien, art. 235).

**89. — VIII. CONTREFAÇON DU POINÇON D'ÉPREUVE ET DU POINÇON D'EXPORTATION D'ARMES DE GUERRE.** — Une loi postérieure à la publication du *Répertoire*, la loi du 14 juill. 1860 sur la fabrication et le commerce des armes de guerre (D. P. 60. 4. 86) a réprimé, par des dispositions spéciales, la contrefaçon des poinçons d'épreuve et d'exportation dont l'Etat fait usage pour marquer les armes de guerre. L'art. 15 de cette loi punit la contrefaçon des poinçons et l'usage frauduleux des poinçons contrefaits d'une amende de 100 fr. à 3000 fr. et d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans. Et l'art. 16 punit d'une amende de 16 fr. à 500 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans quiconque, s'étant indûment procuré les vrais poinçons mentionnés en l'art. 15, en a fait usage. L'infraction nouvelle n'est, on le voit, qu'un délit, puni de simples peines correctionnelles (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 624). On sait, du reste, qu'au point de vue de la fabrication, du commerce, de l'importation et de l'exportation, notre législation a renoncé à la distinction très difficile de l'arme de guerre et de l'arme de commerce. Elle ne connaît plus, depuis la loi du 14 août 1885 (D. P. 85. 4. 77) que la distinction des armes en armes réglementaires en France et armes non réglementaires.

**90. — IX. CONTREFAÇON DES TIMBRES OU POINÇONS SPÉCIAUX DE L'ÉTAT, DESTINÉS À ÊTRE APPOSÉS SUR LES MARQUES COMMERCIALES ET DE FABRIQUE.** — Il y a là encore une infraction nouvelle, créée par la loi du 26 nov. 1873 (D. P. 74. 4. 21) qui a accordé à tout propriétaire d'une marque la faculté de faire apposer par l'Etat sur les étiquettes, enveloppes ou estampilles de ses produits, un timbre ou poinçon spécial destiné à affirmer l'authenticité de cette marque. Son art. 6 s'annonce ainsi : « Ceux qui auront contrefait ou falsifié les timbres ou poinçons établis par la présente loi, ceux qui auront fait usage des timbres ou poinçons falsifiés ou contrefaits seront punis des peines portées en l'art. 140 c. pén., sans préjudice des réparations civiles. Tout usage frauduleux de ces timbres ou poinçons, et des étiquettes, bandes, enveloppes et estampilles qui en seraient revêtus, sera puni des peines portées en l'art. 142 ». La contrefaçon des poinçons, de même que l'usage des poinçons contrefaits, est donc un crime passible de la reclusion; au contraire, l'usage frauduleux des vrais poinçons et des « étiquettes, bandes, enveloppes et estampilles qui en seraient revêtus » n'est qu'un délit.

**91. — X. USAGE FRAUDULEUX DE VRAIS TIMBRES, MARTEAUX OU POINÇONS.** — L'art. 141 dont le texte a été rappelé au *Rép.* n° 87, prévoit non plus la contrefaçon, mais l'usage frauduleux des vrais timbres, marteaux ou poinçons. On a examiné au *Rép.* n° 88 la question de savoir si le fait de rendre des feuilles de papier timbré, qui ont servi, susceptibles d'être employées de nouveau, en effaçant, à l'aide d'un lavage, l'écriture qui les couvre, pouvait être regardé comme constituant le crime de l'art. 141, et l'on a conclu à la négative. Ce fait, quelque blâmable qu'il fût en lui-même, ne tombait autrefois sous l'application d'aucune loi pénale (Bastia, 5 mars 1858, aff. Mattel, D. P. 60. 2. 27). — Actuellement, il est réprimé par l'art. 21 de la loi du 2 juill. 1862 (D. P. 62. 4. 68), d'après lequel ceux qui « dans une intention frauduleuse, ont altéré, employé, vendu ou tenté de vendre du papier timbré ayant déjà servi, sont punis d'une amende de 50 fr. à 1000 fr. et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de cinq jours à un mois, avec doublement de l'amende, sauf l'application de l'art. 463 c. pén. — L'art. 21 de la loi du 11 juin 1859 (D. P. 59. 4. 45) frappe de la même peine l'usage frauduleux de timbres mobiles ayant déjà servi. Et cette disposition a été rendue applicable aux timbres mobiles successivement créés par la législation fiscale (V. *infra*, v° *Timbre*).

**92. — XI. CONTREFAÇON DES MARQUES DE L'AUTORITÉ.** — **CONTREFAÇON DES TIMBRES-POSTE.** — L'art. 142 a été profondément modifié par la loi du 13 mai 1863. Ce texte prévoyait, à l'époque de la publication du *Répertoire*, et punissait de la reclusion : 1° la contrefaçon des marques destinées à être apposées, au nom du Gouvernement, sur les diverses espèces de denrées et de marchandises, et l'usage de ces fausses marques; 2° la contrefaçon des sceaux, timbres et marques d'une autorité quelconque, et l'usage de ces timbres et marques contrefaits; 3° la contrefaçon des sceaux, timbres

ou marques d'un établissement particulier de banque ou de commerce, et l'usage qui serait fait de ces sceaux, timbres ou marques contrefaits. La loi de 1863 a introduit trois modifications à cette disposition : 1° elle a changé le caractère pénal des infractions mentionnées dans l'art. 142 en ce sens que le crime a été *correctionnalisé*, et que la peine d'emprisonnement a remplacé la reclusion; 2° elle a retranché de l'article précité la contrefaçon des sceaux, timbres ou marques d'un *établissement particulier* de banque ou de commerce; 3° elle y a ajouté la contrefaçon des timbres-poste.

L'art. 142 est aujourd'hui ainsi conçu : « Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du Gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques; ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits; ceux qui auront contrefait les timbres-poste, ou fait usage sciemment de timbres-poste contrefaits, seront punis d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus. Les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant le même nombre d'années. Les dispositions qui précèdent seront applicables aux tentatives de ces mêmes délits ». — On voit, à la lecture du texte, que l'art. 142 ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer au *Rép.* n° 91, s'applique expressément à la contrefaçon, non seulement des *instruments* à l'aide desquels les marques sont apposées, mais des *marques* elles-mêmes.

**93.** En ce qui concerne les marques dont il est question dans la première partie de l'art. 142, c'est-à-dire les « marques destinées à être apposées, au nom du Gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises », un arrêt important est intervenu depuis la publication du *Répertoire*. Cet arrêt a décidé que la contrefaçon, par des fournisseurs, de la marque et du timbre qu'une commission, fonctionnant sous l'autorité du ministre de la guerre, est chargée d'apposer sur les marchandises acceptées, telles que des draps, tombe certainement sous l'application de l'art. 142 (Crim. rej. 24 juill. 1874, aff. Rouquayrol, D. P. 76. 1. 505-506); il ajoute qu'il n'est pas nécessaire qu'aucun attribut particulier ait signalé ce timbre comme émanant du Gouvernement, du moment que sa forme, son origine et sa signification étaient connues du contrefacteur.

**94.** Quant aux sceaux, timbres ou marques d'une autorité quelconque, que protège ensuite l'art. 142, ils doivent s'entendre de ceux que les fonctionnaires emploient comme signe de leur autorité propre (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 622; Blanche, n° 408; Garraud, n° 104). — A l'égard du timbre national, sa contrefaçon est réprimée par l'art. 140. V. *supra*, n° 83.

**95.** L'art. 142 s'applique enfin à la contrefaçon des timbres-poste et à l'usage sciemment fait des timbres-poste contrefaits. Avant la loi du 13 mai 1863, la contrefaçon des timbres-poste n'était l'objet d'aucune disposition pénale. Le législateur ne s'était préoccupé que de l'usage frauduleux d'un timbre-poste ayant déjà servi (L. 16 oct. 1849, art. unique, D. P. 49. 4. 152). Le code de 1863 a comblé cette lacune. Les timbres-poste, en cas de contrefaçon et d'usage fait sciemment de timbres-poste contrefaits, sont assimilés aux timbres d'une autorité quelconque, déjà énoncés dans l'art. 142.

**96.** A l'égard de la contrefaçon des timbres-poste, il y a lieu de remarquer que la loi n'a pas spécifié ce qui constitue l'usage d'un timbre-poste contrefait. Aussi a-t-il été jugé que cet usage doit s'entendre de tous les modes d'emploi dont les timbres-poste sont susceptibles, et spécialement du fait de vente ou de remise en paiement de faux timbres-poste (Crim. rej. 14 déc. 1874, aff. Didier, D. P. 72. 1. 45).

**97.** Il y a lieu de faire observer aussi qu'une loi postérieure à celle de 1863, la loi du 13 juin 1866 (D. P. 66. 4. 67), a, par son art. 10, déclaré l'art. 142 applicable à ceux qui contrefont des timbres-dépêches pour la correspondance télégraphique, ou qui font usage sciemment de timbres-dépêches contrefaits.

98. Ainsi que nous l'avons dit plus haut (n° 92), la peine de l'art. 142 a été abaissée par la loi du 13 mai 1863. A la réclusion, cette loi a substitué la peine de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, outre l'amende édictée par l'art. 164 c. pén. Les juges ont, de plus, été investis de la faculté de frapper les coupables de l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter de l'expiration de la peine, et de placer les condamnés sous la surveillance de la haute police pendant le même temps. On sait que la peine de la surveillance a été supprimée par l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885 (D. P. 85. 4. 45) et remplacée par l'interdiction de séjour.

99. Par suite de l'abaissement de peine dont il vient d'être parlé, les divers faits de contrefaçon ou d'usage prévus par l'art. 142 ayant cessé de constituer des crimes et n'ayant plus que le caractère d'un simple délit, la tentative de ces faits qui, sous la législation antérieure, était assimilée de plein droit au crime lui-même (c. pén. art. 2), n'eût plus été punissable si la loi ne l'avait incriminée par une disposition expresse (c. pén. art. 3). Cette disposition a été formulée par le législateur de 1863, dans la dernière ligne de l'art. 142 nouveau, ainsi conçue : « Les dispositions qui précèdent seront applicables aux tentatives de ces mêmes délits ».

100. Ajoutons qu'il est certain que l'exemption de peine établie en faveur des révélateurs par l'art. 138 c. pén., en matière de crimes de fausse-monnaie, ne s'étend pas aux délits que prévoit l'art. 142. Dans le silence de la loi, aucun doute ne saurait s'élever à cet égard.

101. Un dernier arrêt, relatif à une question de procédure, nous paraît devoir être signalé au sujet de l'art. 142. Cet arrêt a jugé, avec raison, que la contrefaçon du sceau d'une autorité publique, et l'usage fait sciemment du sceau ainsi contrefait, constituent deux crimes distincts, et qu'en conséquence la déclaration de non-culpabilité intervenue à l'égard du premier fait n'est pas contradictoire avec la déclaration de culpabilité intervenue à l'égard du second (Crim. rej. 29 avr. 1853, aff. Duchesne, D. P. 53. 5. 229).

102. — XII. APPLICATION ILLICITE DES TIMBRES VRAIS. — L'art. 143 c. pén. dont le *Rép.* n° 98 a rappelé le texte, a été modifié, depuis la publication de ce recueil, par la loi du 13 mai 1863. Cet article est aujourd'hui ainsi conçu : « Quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'art. 142, en aura fait ou tenté de faire une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, ou d'une autorité quelconque, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans. Les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. » Trois modifications sont ici à signaler. L'infraction réprimée a pris les proportions d'un simple délit ; c'était une conséquence nécessaire de la transformation pénale du fait prévu dans l'art. 142. En outre, on a retranché de l'art. 143 les mots : ou d'un établissement particulier de banque ou de commerce, qui avaient été supprimés dans l'art. 142 (V. *infra*, n° 103). Enfin l'art. 143 punit la tentative du délit qu'il prévoit.

A la disposition de l'art. 143, il faut ajouter, relativement aux timbres-poste, celle de la loi du 16 oct. 1849 (D. P. 49. 4. 152) qui prévoit et punit d'une peine particulière l'usage frauduleux d'un vrai timbre-poste ayant déjà servi. Nous rappellerons aussi que l'art. 6 de la loi du 26 nov. 1873 (D. P. 74. 4. 21) punit des peines de l'art. 142 l'usage frauduleux des timbres ou poinçons de l'Etat destinés à être apposés sur les marques commerciales ou de fabrique, ainsi que l'usage frauduleux des étiquettes, bandes, enveloppes et estampilles qui en seraient revêtues (V. *supra*, n° 91).

103. — XIII. CONTREFAÇON DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE. — Au nombre des faits prévus et punis de la réclusion par l'art. 142 c. pén., se trouvait, à l'époque de la publication du *Répertoire*, la contrefaçon des « sceaux, timbres ou marques d'un établissement particulier de banque ou de commerce ». Il a été traité de cette espèce particulière de contrefaçon au *Rép.* nos 94 à 97. Mais la loi du 13 mai

1863 ayant effacé, dans l'art. 142 c. pén., ces mots : « ou d'un établissement particulier de fabrique ou de commerce » et dans l'art. 143 ces mots analogues qui le terminaient « ou même d'un établissement particulier », il s'ensuit que les art. 142 et 143 ont cessé, depuis lors, de régler les fraudes relatives aux marques de fabrique et de commerce. Le motif de cette modification législative a été donné par le législateur lui-même. « On ne parle plus dans l'art. 142, a dit le rapporteur au Corps législatif (D. P. 63. 4. 87), de la contrefaçon des marques des établissements particuliers de banque ou de commerce, par le motif que ces infractions se trouvent aujourd'hui punies par la loi spéciale du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique ». En effet, la loi du 23 juin 1857 (D. P. 57. 4. 97) contient la disposition suivante : « Art. 7. Sont punis d'une amende de 50 à 3000 fr., et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, ou de l'une de ces peines seulement : 1° ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite ; 2° ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui ; 3° ceux qui ont vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée ».

104. Depuis la loi précitée du 23 juin 1857, mais avant la loi du 13 mai 1863, la cour de cassation a jugé par deux arrêts que « l'art. 7 de la loi du 23 juin 1857, comme les art. 16 et 17 de la loi du 28 juill. 1824, n'ont abrogé les dispositions de l'art. 142 c. pén. qu'en ce qui concerne la contrefaçon et l'usage des marques d'un établissement particulier de commerce opérés dans le but de susciter à un négociant ou fabricant une concurrence déloyale ; que, par conséquent, l'art. 142 est demeuré en vigueur à l'égard de toutes contrefaçons non comprises dans les dispositions spéciales des lois précitées ». (Crim. rej. 8 janv. 1859, aff. Gachet, D. P. 59. 1. 48 ; 12 juin 1863, aff. Dulouis, D. P. 63. 1. 321). Dans l'espèce sur laquelle est intervenu le premier de ces arrêts, un ouvrier de filature, en vue de soustraire une certaine quantité de fil à son patron, avait fabriqué des bobines plus lourdes que celles employées dans l'usine de celui-ci ; il chargeait ces bobines d'une quantité de fil inférieure à la quantité réglementaire, et gardait par devers lui le surplus du fil qu'il vendait à son profit. Pour mieux dissimuler sa fraude, il avait fait graver un timbre représentant la marque de son patron, et marquait ses bobines de façon que, marque et poids, tout était disposé pour tromper le public et le patron. L'intention de l'ouvrier était, évidemment, non pas de faire une concurrence déloyale à son patron, mais de voler celui-ci et de cacher sa fraude. Cet homme fut renvoyé en cour d'assises, avec ses complices, sous l'accusation du crime réprimé par l'art. 142 c. pén. Sur pourvoi, la cour de cassation décida que, puisqu'il ne s'agissait pas d'une contrefaçon opérée dans l'intention de susciter à un négociant ou fabricant une concurrence déloyale, c'était bien, en effet, l'art. 142 c. pén., et non la disposition spéciale de la loi du 23 juin 1857 qu'il fallait appliquer (Conf. Pouillet, *Traité des marques de fabrique*, n° 180). Dans l'autre espèce, il s'agissait du fait d'un marchand d'avoir, pour cacher la fraude qui l'avait conduit à substituer à des pièces de bois vendues d'autres pièces inférieures, contrefait sur ces dernières la marque d'acceptation employée par l'acheteur. La cour de cassation rejeta, par le motif ci-dessus transcrit, le pourvoi formé par ce marchand contre l'arrêt de la cour d'assises qui l'avait condamné par application de l'art. 142.

105. Aujourd'hui, des faits semblables à ceux dont il vient d'être parlé pourraient-ils encore être réprimés ? L'affirmative nous semble fort douteuse. La loi du 13 mai 1863 a, en effet, effacé de l'art. 142 ces mots « ou d'un établissement particulier de fabrique ou de commerce », et de l'art. 143 ces mots analogues « ou même d'un établissement particulier » ; ces articles ne visent plus, dès lors, que la contrefaçon des sceaux, timbres et marques de l'autorité publique. Il semble donc impossible de faire rentrer dans les termes desdits articles des faits de contrefaçon de marques ou timbres privés, de nature commerciale ou autre (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 627 ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 238 ; Pouillet, *Traité des marques de fabrique*, n° 180). Et nous ne croyons pas davantage que ces faits puissent rentrer dans les termes de l'art. 7,

§ 1<sup>er</sup>, de la loi de 1857 qui punit en général ceux qui ont « contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite ». Car si ces expressions sont très générales, elles se trouvent nécessairement restreintes par l'objet spécial que la loi de 1857 avait en vue, c'est-à-dire la répression d'une concurrence déloyale. Or, dans les hypothèses dont il a été parlé ci-dessus, les contrefaçons de marques accomplies par l'ouvrier et le marchand de bois, étaient opérées, nullement dans l'intention de susciter à un négociant ou fabricant une concurrence déloyale, mais dans l'intention de voler le patron et l'acheteur. Nous croyons donc que ces faits, faute de texte qui les prévienne, resteraient aujourd'hui sans répression.

106. En tout cas, si quelque doute peut subsister à l'égard des contrefaçons des marques de fabrique, il ne saurait, suivant nous, y en avoir aucun pour la contrefaçon « du sceau ou du timbre d'un établissement particulier de banque ou de commerce... », puisque, si la loi de 1857 a réprimé par des dispositions nouvelles la contrefaçon des marques, elle ne prévoit pas celle des sceaux et des timbres, dont elle ne prononce pas même le nom. Il est certain pour nous que, dans l'état actuel de notre législation, la contrefaçon des sceaux et timbres privés ne constitue, par elle-même, aucun délit punissable. On pourra sans doute, suivant les circonstances, voir dans cette contrefaçon une manœuvre constitutive du délit d'escroquerie, mais il ne serait plus possible de l'incriminer comme délit particulier. Spécialement, il ne serait plus vrai de dire aujourd'hui, comme l'avait implicitement décidé un arrêt de cassation du 10 mars 1885 (aff. Osterman, D. P. 55. 1. 184), que les timbres que, dans les usages du commerce, certaines maisons font figurer sur leurs écrits et effets à côté de la signature sociale, sont protégés contre les contrefacteurs par les dispositions de l'art. 142 c. pén. Les faits de contrefaçon de ces timbres et d'usage desdits timbres contrefaits devraient actuellement rester sans répression, faute de texte. — V. au surplus, pour tout ce qui concerne la répression des contrefaçons de marques de fabrique, *infra*, v<sup>o</sup> *Industrie et commerce*; — *Rép. eod. v<sup>o</sup>*, n<sup>o</sup> 329.

107. En terminant ce chapitre, il nous paraît à propos de signaler quelques dispositions des lois étrangères, qui offrent un véritable intérêt pratique et pourraient être introduites avec avantage dans notre législation. L'art. 184 c. pén. belge de 1867 punit de trois mois à trois ans d'emprisonnement « celui qui aura contrefait des coupons pour le transport des personnes ou des choses, ou qui aura fait usage du coupon contrefait »; et l'art. 190 du même code prononce une amende de 26 fr. à 300 fr. contre « ceux qui auront fait disparaître soit d'un timbre-poste ou autre timbre adhésif, soit d'un coupon pour le transport des personnes ou des choses, la marque indiquant qu'ils ont déjà servi », ainsi que contre « ceux qui auraient fait usage d'un timbre ou d'un coupon dont on a fait disparaître cette marque ». Au nouveau code pénal italien de 1889, nous lisons : « Art. 273. Quiconque contrefait ou altère des billets de chemin de fer, ou d'une autre entreprise publique pour le transport des personnes ou des choses, ou bien fait usage des billets contrefaits ou altérés, est puni de la réclusion jusqu'à un an et de 50 livres à 1000 livres d'amende. — Art. 274. Quiconque efface, ou fait disparaître de quelque manière des timbres-poste, des marques du timbre, des billets de chemin de fer, ou d'une autre entreprise publique de transport, les signes destinés à indiquer qu'il en a déjà été fait usage, est puni de la réclusion jusqu'à trois mois et de l'amende jusqu'à 500 livres ». A l'égard des contrefaçons de noms ou marques, le même code italien contient une disposition remarquable, à la fois très concise et très compréhensive : « Art. 296. Quiconque contrefait ou altère les noms, marques ou signes distinctifs des œuvres de l'esprit, ou bien des produits de quelque industrie que ce soit, ou fait usage de ces noms, marques ou signes contrefaits ou altérés, même par d'autres, est puni de la réclusion d'un mois à deux ans et d'une amende de 50 livres à 5000 livres. Encourt la même peine celui qui contrefait ou altère des dessins ou modèles industriels, ou fait usage de ces dessins ou modèles contrefaits ou altérés, même par d'autres. Le juge peut ordonner que la sentence de condamnation soit insérée dans un journal par lui désigné, aux frais du condamné ».

#### CHAP. 4. — Du faux en écritures (*Rép. n<sup>o</sup> 100 à 506*).

108. La législation française du faux en écritures n'a subi, depuis la publication du *Répertoire*, aucune modification en ce qui concerne les faux en écritures publiques ou authentiques, de commerce ou de banque, ou en écritures privées, réprimés aujourd'hui comme alors par les art. 143 à 151 c. pén. Mais la loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 79) a introduit des changements considérables dans la partie du code relative aux faux commis dans les passeports, permis de chasse, feuilles de route et certificats, c'est-à-dire dans les art. 153 à 162 de ce code. Ces changements seront expliqués dans les n<sup>os</sup> 335 et suiv.

109. Les principaux ouvrages de doctrine à consulter sur la matière du faux en écriture sont les suivants : Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, 2<sup>e</sup> éd. annotée par M. Villey, t. 2, chap. 24 à 29 ; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 3, § 26 à 38, p. 129 et suiv. ; Blanche, *Etudes sur le code pénal*, 2<sup>e</sup> éd. annotée par G. Dutruc, t. 3, n<sup>os</sup> 122 et suiv. ; Boitard, *Leçons de droit criminel*, n<sup>os</sup> 220 à 249 ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, 2<sup>e</sup> part. n<sup>os</sup> 241 et suiv. ; Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, *passim* ; Nouguière, *La cour d'assises*, *passim* ; Baumann, *Des conditions générales des faux en écriture*, Thèse pour le doctorat, 1887 ; Rolland de Villargues, *Les codes criminels interprétés*, t. 1, notes sous les art. 143 et suiv. c. instr. crim. ; Nypels, *Le code pénal belge interprété*, t. 1, p. 449 et suiv.

#### ART. 1<sup>er</sup>. — Des caractères généraux du faux en écritures (*Rép. n<sup>o</sup> 100 à 170*).

110. Le faux en écritures, ou *faux documentaire*, peut être défini « l'altération de la vérité dans un écrit de nature à porter préjudice à autrui et commise dans une intention criminelle » (Blanche, t. 3, n<sup>o</sup> 123). Il résulte de cette définition, adoptée par la jurisprudence (Crim. rej. 17 juill. 1835, *Rép. n<sup>o</sup> 143* ; 19 déc. 1836 ; 8 avr. 1843 ; *Rép. n<sup>o</sup> 294*), que les trois éléments du faux sont : l'altération de la vérité dans un écrit, l'intention frauduleuse et la possibilité du préjudice. Le concours de ces trois conditions a toujours été rigoureusement exigé par la doctrine aussi bien que par les arrêts (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n<sup>o</sup> 641 ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n<sup>o</sup> 241 ; Blanche, t. 3, n<sup>o</sup> 123 ; Garraud, t. 1, n<sup>o</sup> 108 ; Rauter, t. 1, n<sup>os</sup> 322-324 ; Boitard, n<sup>o</sup> 220), et nous en avons proclamé la nécessité au *Rép. n<sup>o</sup> 103*. Si le faux en écriture requiert, comme condition de son existence, les trois éléments dont il vient d'être parlé, il ne faudrait pas croire, cependant, que cette infraction fût d'une nature plus compliquée que les autres crimes. On sait que toute infraction se compose de deux éléments, l'élément physique et l'élément intentionnel. Il n'en est pas autrement du faux documentaire, qui se constitue aussi d'un élément matériel, qui est l'altération de la vérité, et d'un élément intentionnel. La réunion de ces deux éléments est nécessaire et suffisante. Seulement, comme le fait remarquer judicieusement M. Garraud, *loc. cit.*, après M. Blanche, *loc. cit.*, « l'altération de la vérité, qui constitue l'élément matériel du faux, ne prend ce caractère que lorsqu'elle est ou peut être préjudiciable à autrui. C'est ce que l'on veut exprimer quand on distingue, pour les besoins de l'analyse, l'altération de la vérité du préjudice dont elle est la cause ».

111. Quoi qu'il en soit, puisqu'il ne peut y avoir de faux sans une altération de la vérité, sans une intention frauduleuse, sans l'existence ou du moins la possibilité d'un préjudice, il s'ensuit que chacun de ces trois éléments nécessaires forme une condition spéciale et distincte dont l'appréciation appartient au jury. Ce dernier est, en effet, le juge du fait, et dès lors il doit être interrogé sur les circonstances matérielles du fait et sa moralité. Mais, par contre, les appréciations juridiques sont réservées à la cour d'assises, juge du droit ; c'est donc à celle-ci qu'il appartient de juger si les faits incriminés sont un faux, et quelle espèce de faux ; c'est elle, en d'autres termes, qui est juge du caractère du faux (Garraud, t. 2, n<sup>os</sup> 111 et 229 ; Blanche, t. 3, n<sup>o</sup> 191 ; Faustin Hélie, t. 8, n<sup>os</sup> 3615 et suiv., 3687, 3760 et 3701 ; Nouguière, t. 4, 1<sup>er</sup> vol., n<sup>os</sup> 2647, 2653, 2654 et 2660).

**112.** La jurisprudence a fait de nombreuses applications de la règle qui vient d'être posée en ce qui concerne la distinction des pouvoirs du jury et de la cour d'assises. La plupart seront signalées au cours du présent chapitre, dans les art. 1, 2, 3 et 4. Nous nous contenterons d'en mentionner ici quelques-unes, récemment faites par la cour de cassation. — Un arrêt de cassation (18 juill. 1884, aff. Combes, D. P. 85. 1. 43-44), a décidé spécialement qu'« en matière de faux en écriture publique, de commerce ou privée, les jurés ne peuvent être interrogés que sur les circonstances de fait qui constituent l'écriture fautive; qu'en les interrogeant sur la nature de l'écrit incriminé, le président des assises leur soumet une question de droit étrangère à leur compétence, puisqu'elle ne peut être résolue que d'après les principes de la loi civile ou commerciale qu'ils peuvent ne pas connaître et dont il est essentiellement contraire à leur institution qu'ils fassent jamais l'application ». La même cour a jugé par deux arrêts (Crim. rej. 14 mars 1873, aff. Bouvier, D. P. 74. 1. 502; 4 avr. 1884, aff. Tunnaud, D. P. 86. 1. 181) que « s'il est vrai de dire qu'il n'appartient pas au jury de donner aux actes leur qualification légale, et par conséquent, de décider si le faux qui lui est soumis est ou n'est pas un faux en écriture de commerce, parce que c'est là une question de droit qu'il n'appartient qu'aux cours d'assises de juger, néanmoins il ne suit pas de là que, lorsque l'existence d'une lettre de change n'est pas contestée, le jury ne puisse pas répondre à la question qui lui est soumise de savoir si le faux a été commis sur cette lettre de change, puisque ce n'est là qu'une question de fait dont la décision rentre dans ses attributions ».

**113.** Deux arrêts précédents de la même cour avaient déjà jugé que lorsque la question posée au jury énonce les circonstances matérielles et morales constitutives du crime, on ne peut prétendre que le jury a été interrogé sur une question de droit et appelé à qualifier les faits, parce que la question aurait qualifié faux en écriture publique et authentique le fait qui en formait l'objet (Crim. rej. 2 janv. 1874 Bull. crim., n° 1; 13 janv. 1876 Bull. crim., n° 16). Enfin, dans une affaire où un maire était accusé à la fois de faux commis dans l'exercice de ses fonctions de maire et de forfaiture, la cour de cassation a décidé qu'il n'existait aucune contradiction entre les réponses par lesquelles le jury avait déclaré : 1° que l'accusé avait commis des faux dans l'exercice de ses fonctions de maire, et 2° qu'il n'était pas coupable de forfaiture. Et il en serait ainsi alors même que cette seconde réponse s'appliquerait aux mêmes faits que la première. L'accusation, en demandant au jury si ces faits rentraient dans la catégorie des crimes que la loi a classés sous la dénomination de forfaiture, lui a, en effet, soumis une question de droit étrangère à ses attributions, et sa réponse à cette question est sans effet légal et doit être considérée comme non avenue (Crim. rej. 26 févr. 1879, aff. Dumont, D. P. 80. 1. 138).

**114.** Quant aux chambres d'accusation, ces chambres étant, tout à la fois, juges du fait et juges du droit, elles ont le triple devoir de se prononcer sur : 1° le fait matériel d'où résulte l'altération de la vérité; 2° les circonstances qui constituent la criminalité de ce fait; 3° le caractère juridique des faits imputables à l'accusé (Garraud, n° 228; Blanche, n° 191). La partie de la décision des chambres d'accusation qui concerne : 1° les éléments matériels du fait; 2° les circonstances qui en constituent la criminalité, est souveraine. Le contrôle de la cour de cassation ne peut s'exercer que sur la troisième partie, celle dans laquelle les chambres des mises en accusation, statuant comme juges du droit, décident quels sont la nature et le caractère du crime imputable à l'accusé (Garraud, n° 228, note 9); en d'autres termes, ce contrôle ne peut s'exercer que sur la qualification. C'est, en effet, une règle générale que la cour de cassation est investie, en matière de grand criminel, du droit d'examiner la régularité des qualifications appliquées aux faits incriminés (Faustin Hélie, t. 5, n° 2267). — Sur le droit qui appartient à la cour de cassation de contrôler l'appréciation légale à laquelle se sont livrés les juges du fond, V. *supra*, v° Cassation, n° 418.

**115.** Nous avons dit au Rép. n° 101 que le faux en écritures se divise, quant à ses caractères, en faux matériel et en faux intellectuel. Le faux matériel consiste dans une falsifi-

cation totale ou partielle de l'écrit, susceptible d'être reconnue et constatée physiquement par une opération ou procédé quelconque (Nypels, *Code pénal belge interprété*, t. 1, p. 452). Plus simplement, suivant Blanche, t. 3, n° 127, il est constitué par la fabrication ou la falsification physique et corporelle d'un écrit. Le faux intellectuel consiste dans l'altération, non de l'écriture de l'acte, mais de sa substance, c'est-à-dire des dispositions constitutives de cet acte; non de sa forme matérielle, mais des clauses qu'il doit contenir (Garraud, t. 3, n° 124). Dans cette seconde hypothèse, les écritures sont matériellement vraies, mais l'expression en est fautive, et l'altération de la vérité « sans toucher matériellement au corps physique de l'écrit, dans une de ses parties, se borne à dénaturer les faits que cet écrit avait pour objet de constater » (Blanche, *loc. cit.*). Les principaux cas de faux matériel sont prévus dans l'art. 145 et dans les trois premiers alinéas de l'art. 147; ceux de faux intellectuel dans l'art. 146 et dans le dernier alinéa de l'art. 147. Au reste, la distinction du faux matériel et du faux intellectuel n'a aucun intérêt au point de vue de la sanction du faux, car la peine est la même dans les deux cas. Mais M. Garraud a très justement fait remarquer que « la distinction a un intérêt puissant, non seulement au point de vue de la preuve, mais encore au point de vue des caractères mêmes de l'altération de la vérité constitutive du faux » (n° 124).

#### § 1. — Altération ou suppression de la vérité (Rép. n° 104 à 126).

**116.** Suivant M. Garraud (t. 3, n° 113), « l'élément matériel du crime de faux, c'est-à-dire le corps du délit, consiste dans l'altération de la vérité dans un écrit, altération portant sur des faits que cet écrit avait pour but de constater, et commise par l'un des procédés déterminés par la loi ». D'après cette définition, que nous adoptons pleinement, l'élément matériel du faux se compose de quatre conditions : 1° altération de la vérité; 2° altération dans une écriture; 3° altération portant sur des faits que l'écrit avait pour but de constater; 4° et altération commise dans les conditions déterminées par la loi.

**117.** — I. ALTÉRATION DE LA VÉRITÉ. — L'altération de la vérité est par excellence l'élément essentiel du crime de faux. Il suit de là, ainsi que le fait remarquer M. Garraud n° 114, que l'expression par écrit, même dolosive et dommageable, d'un fait vrai, ne saurait jamais constituer un faux. C'est pourquoi il a été jugé par un arrêt que nous avons rappelé au Rép. n° 105, qu'il n'y a pas de faux de la part de celui qui a tenu et dirigé la main d'un individu pour la confection d'un testament, lorsqu'il est constant qu'il n'a fait que reproduire la volonté du testateur. Mais il en serait tout autrement du fait d'abuser de ce qu'un individu ne sait ni lire ni écrire, pour lui faire tracer, en guidant sa main, à côté d'une signature à lui demandée pour servir à la rédaction d'une demande, un *bon pour*, qu'on lui persuade faire partie de cette signature, et d'inscrire ensuite au-dessus une obligation de sommes d'argent. Ce fait constituerait le crime de faux, ou tout au moins, ce qui est l'équivalent, le crime d'un abus de blanc-seing surpris par fraude (Crim. règl. de jug. 20 sept. 1855, aff. Pain, D. P. 55. 1. 428).

**118.** De ce que l'altération de la vérité est de l'essence du faux, il suit encore que l'individu qui fait devant un officier public une déclaration qu'il croit fautive, mais qui, en réalité, se trouve conforme à la vérité, ne commet pas de faux (Garraud, *loc. cit.*; Baumann, p. 136). Et, par la même raison, il faut décider avec les anciens jurisconsultes (Julius Clarus, *Suppl.*, n° 220; Jousse, t. 2, p. 385) et les nouveaux (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 642; Garraud, *loc. cit.*) que l'oblitération d'une clause dans un acte n'est pas un élément suffisant du faux, si cette clause, effacée à demi, reste lisible encore et par conséquent vivante. Dans ce cas, en effet, l'intention mauvaise de l'auteur ne s'est point réalisée; quoiqu'il ait fait, la vérité n'est point altérée et le faux manque de corps. Nypels (p. 452), estime à tort, croyons-nous, qu'il y aurait, dans cette hypothèse, tentative de faux. En tous cas, la situation de droit serait différente, évidemment, si la clause effacée restait difficilement lisible, et par conséquent douteuse, puisque la vérité aurait été alors altérée (Garraud, *loc. cit.*), et aussi, à plus forte raison, si la clause avait été effacée et supprimée par un grattage,



l'altération, dans ce cas, ne pouvant en aucune façon être douteuse (Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*). — Une autre conséquence du principe que l'altération de la vérité est de l'essence du faux a été tirée au Rép. n° 107, à savoir qu'il n'y a pas de faux dans le fait de celui qui, en souscrivant un billet, imite l'écriture et la signature d'un tiers, tout en signant de son véritable nom. Ce fait ne peut constituer qu'une escroquerie, et encore, à la condition que l'imitation de l'écriture ait été effectuée pour faire naître la crainte d'un danger imaginaire ou l'espérance d'un événement chimérique, suivant les termes de l'art. 403 c. pén. (V. l'arrêt cité du 31 août 1844).

La cour de cassation a appliqué dans une espèce plus récente et remarquable la règle qu'il n'y a pas de faux sans altération de la vérité. Elle a décidé, par un arrêt du 20 août 1857 (*Bull. crim.*, n° 308), que les sous-officiers ou soldats employés en qualité de secrétaires dans les bureaux du capitaine-major d'un corps de troupes, qui, chargés de préparer les congés à soumettre à la signature du général, établissent indûment plusieurs projets de ces congés, les glissent au nombre d'autres pièces envoyées à la signature du général, et subtilisent ainsi l'approbation de ce dernier, ne se rendent pas coupables du crime de faux en écriture authentique, parce que, d'une part, tant que ces congés préparés ne sont pas adoptés et authentiqués par la signature de l'autorité compétente, ils ne forment que de simples projets, dépourvus par eux-mêmes de toute force probante et incapables de constituer des actes susceptibles de revêtir le caractère du faux criminel, et parce que, d'autre part, quand le général s'est approprié ces projets de congés en les signant volontairement sachant ce qu'il signait, ces actes, quoique obtenus frauduleusement, ne présentent pas d'altération de la vérité, condition essentielle du crime de faux.

**119.** — II. ALTÉRATION DANS UNE ÉCRITURE. — Pour qu'il y ait faux en écritures, il est évident qu'il faut un écrit. L'altération de la vérité doit se traduire dans une écriture (Bonnier, *Traité des preuves*, t. 1, n° 533). Mais quel est le sens des mots « écritures », « écrits » en matière de faux ? Les art. 145 et suiv. c. pén. n'ont-ils en vue que l'écriture à la main (manuscrite) ? La négative est certaine : le faux en écriture existe, dans son élément matériel, dès que des « lettres » ont été falsifiées ou altérées, que ces lettres soient manuscrites ou imprimées (Crim. cass. 15 niv. an 12, *Rép.* n° 269). L'écriture n'est pas autre chose, en effet, que la représentation des paroles au moyen de caractères, et il importe peu que ces caractères soient obtenus par un procédé, ou par un autre. « Peu importe, dit l'arrêt précité, que les pancartes falsifiées soient écrites à la main, qu'elles soient imprimées ou qu'elles soient peintes sur bois : c'est toujours une écriture ». « Par écriture, a dit Rauter (*Droit criminel*, t. 1, n° 233, p. 459), on entend ici (en matière de faux), ce tracé de caractères lisibles sur une matière permanente » (Conf. Garraud, n° 116).

**120.** La règle suivant laquelle l'altération de la vérité doit, en matière de faux, se traduire dans une écriture, a donné lieu à un certain nombre de décisions de jurisprudence rendues depuis la publication du *Répertoire*. La cour de Paris a jugé, le 3 mars 1854, aff. Chambon, D. P. 55. 2. 30, que l'altération frauduleuse par un boulanger des marques de la taille et de la contretaille, constatant les quantités de pains par lui livrées, constitue de sa part, non un faux, mais une filouterie. Il est douteux pour nous qu'il y ait une filouterie dans ce fait ; mais assurément il n'y a pas de faux, puisque la taille ne présente aucune écriture (Conf. Garraud, n° 115 ; Baumann, p. 141 ; Nypels, p. 464. — V. cependant, *contr.* Morin, *Rép. v. Boulangerie*, n° 16).

**121.** Après le paiement d'une dette, le billet qui la constate est déchiré. Mais les morceaux, recueillis par le créan-

cier, sont recollés ensemble, et le billet, ainsi reconstitué, est représenté au débiteur pour qu'il en solde le montant. Le fait du créancier constitue-t-il un faux en écriture ? La cour de cassation a décidé l'affirmative (Crim. cass. 26 févr. 1880, aff. Dietsch, D. P. 80. 1. 359) et jugé qu'il y avait dans ce fait « fabrication d'une obligation » et, par conséquent, faux caractérisé. Garraud critique cet arrêt (*loc. cit.*). Suivant l'éminent professeur, « réunir ensemble les morceaux épars d'un titre de créance, alors qu'on ne modifie rien à sa teneur primitive, c'est préparer une escroquerie, et, si on le présente au débiteur, c'est la tenter, mais ce n'est pas commettre un faux en écriture » (Conf. Morin, *Journal de droit criminel*, 1860, art. 7094, p. 290 ; Baumann, p. 140).

**122.** On sait qu'un grand nombre de titres, de valeurs mobilières, actions ou obligations des sociétés de commerce ou d'industrie, rentes sur les États étrangers, obligations de départements et de villes, ne contiennent que des caractères imprimés ou gravés, et aucune écriture manuscrite. La falsification de ces titres peut-elle constituer un faux documentaire ? L'affirmative n'est pas douteuse et a toujours été admise par la jurisprudence pratique. D'une part, en effet, ces valeurs sont des écritures, et, d'autre part, elles constituent le titre d'une obligation ou d'une libération. Et ce qui est vrai des titres eux-mêmes, est vrai de leurs coupons, qui sont aussi des titres d'obligations. On peut donc appliquer à la contrefaçon ou à la falsification de ces titres et coupons les dispositions de l'art. 147 c. pén. (Conf. Garraud, t. 3, n° 117). Aussi a-t-il été jugé par la cour de cassation que le fait d'avoir, en vue d'en obtenir une seconde fois le paiement, fait, disparaître frauduleusement sur des coupons d'obligations communales du Crédit foncier déjà payés, la marque du timbre de libération dont ces coupons avaient été frappés, constitue un faux en écriture de commerce (Crim. rej. 5 mai 1870, aff. Le Guerff, D. P. 70. 1. 371). La plupart des codes étrangers ont prévu, par des dispositions spéciales, la falsification des valeurs mobilières dont il vient d'être parlé. C'est ainsi que le code pénal hongrois de 1878, art. 240, assimile au papier-monnaie (dont la falsification est punie de cinq à dix ans de maison de force) « les obligations, les actions, les certificats provisoires, les bons ou reçus qui en tiennent lieu, ainsi que les coupons d'intérêts et de dividendes qui y sont annexés, émis par un gouvernement ou par une caisse publique, une commune, société, compagnie, corporation ou personne privée autorisée à émettre des titres de cette espèce, lorsque ces titres sont imprimés et au porteur ». L'art. 175 c. pén. belge de 1867 punit de dix à quinze ans de travaux forcés « ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des actions, obligations ou autres titres légalement émis par des provinces, des communes, des administrations ou établissements publics, sous quelque dénomination que ce soit, par des sociétés ou des particuliers, soit des coupons d'intérêts ou de dividendes afférents à ces différents titres ». Des dispositions analogues se rencontrent dans le code pénal allemand de 1871, art. 149 ; dans le code pénal genevois de 1874, art. 119 à 123 ; dans le statut anglais du 6 août 1861, Vict. 24 et 25, chap. 98, art. 2, 5, 8, 10 ; dans le code pénal néerlandais de 1881, art. 226, et dans le nouveau code pénal italien de 1889, art. 249.

**123.** Par application du principe énoncé au numéro précédent, il y a faux, suivant nous, dans le fait de contrefaire des billets de chemin de fer ou de théâtre, des bons de société de bienfaisance, des billets de loterie, et autres marques du même genre qui constituent un titre légal d'obligation au profit du porteur (Garraud, n° 117, p. 144). La cour de cassation l'a ainsi décidé pour les bons alimentaires d'une société de bienfaisance (Crim. cass. 14 août 1879) (1), pour les billets de loterie (Crim. rej. 13 mai 1826, *Rép.* n° 175-1°). La cour a aussi regardé, avec

(1) (Essirard.) — LA COUR ; — Sur le moyen proposé d'office pris de la violation des art. 179, 193, 214 c. instr. crim., 147, 150 et 405 c. pén. : — Vu ces articles : — Attendu que Essirard, demandeur, était inculpé par le réquisitoire introductif, de faux et d'usage de pièces fausses, pour avoir fabriqué, contrefait et utilisé frauduleusement des bons de portions alimentaires qui étaient présentés comme émanés de la société philanthropique établie à Paris ; que l'ordonnance rendue par l'un des juges d'instruction du tribunal de la Seine, le 16 mai 1878, avait écarté

la qualification de faux et d'usage de faux comme n'étant pas suffisamment justifiée et avait renvoyé Essirard devant le tribunal de police correctionnelle, comme prévenu de s'être fait remettre des sommes d'argent en faisant usage d'une fausse qualité, et en employant les manœuvres frauduleuses spécifiées dans l'art. 405 c. pén., et d'avoir ainsi commis le délit d'escroquerie prévu par cet article ; que, devant la juridiction correctionnelle de première instance et d'appel, Essirard avait formé un moyen d'incompétence, en soutenant que le fait poursuivi,

raison, comme un faux, le fait d'apposer sur des jetons du Jockey-Club une fausse signature qui leur donnait une valeur pécuniaire (Crim. rej. 28 nov. 1845, *Bull. crim.*, n° 349). À l'égard des billets de chemin de fer (ou d'autres entreprises pour le transport des personnes ou des choses), leur contrefaçon est spécialement prévue et punie par l'art. 273 c. pén. italien et par l'art. 184 c. pén. belge; les deux codes punissent aussi ceux qui font disparaître d'un billet pour le transport des personnes ou des choses la marque indiquant qu'ils ont déjà servi; ils frappent le coupable le premier (c. italien art. 274) de la reclusion jusqu'à trois mois et de l'amende jusqu'à 500 livres, le second (c. belge art. 190) d'une simple amende de 26 fr. à 300 fr. V. *supra*, n° 407.

124. Notre législation ne contient pas de dispositions particulières sur le faux commis dans des dépêches télégraphiques, lequel est formellement assimilé par le code pénal belge (art. 193) au faux en écritures. Doit-on, chez nous, dans le silence du code, faire rentrer la falsification des dépêches télégraphiques dans les termes du faux en écritures? Rauter a prétendu (*Traité du droit criminel*, t. 1, n° 325, p. 459) que « l'écriture télégraphique ne pourrait pas donner lieu à une poursuite pour faux »; mais Rauter écrivait en 1836 et ne faisait allusion qu'aux signes conventionnels transmis par le télégraphe aérien. La jurisprudence nouvelle présente deux arrêts intéressants sur cet objet. Le premier (Crim. rej. 6 juill. 1867, aff. Gorraz, D. P. 68.1. 236) a décidé qu'il y a faux en écriture publique quand on fabrique une fausse dépêche télégraphique certifiée par les signatures falsifiées ou imaginaires d'employés de l'Administration, fonctionnaires légalement institués pour la transmission des dépêches. Dans l'espèce, le faux paraît avoir été commis par un employé du télégraphe. Le second arrêt (Crim. rej. 6 juill. 1883) (1), déclare que le fait d'avoir fabriqué ou fait

fabriquer la minute d'une dépêche télégraphique adressée à un établissement de banque et de crédit, sous la signature fausse d'un de ses représentants pour prescrire la vente et l'achat à la Bourse de certaines valeurs, constitue un faux en écriture de commerce. — Quand il est commis par des employés, le faux, dans des dépêches télégraphiques, a été spécialement prévu par l'art. 211 c. pén. belge, ainsi conçu : « Les fonctionnaires, employés et préposés d'un service télégraphique qui auront commis un faux dans l'exercice de leurs fonctions, en fabricant ou en falsifiant des dépêches télégraphiques, seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans ».

125. — III. ALTÉRATION PORTANT SUR DES FAITS QUE L'ÉCRITURE AVAIT POUR BUT DE CONSTATER. — L'altération de la vérité dans un écrit, par l'un des modes légaux déterminés, n'est punissable que si elle porte sur « des clauses, déclarations ou faits que l'acte avait pour objet de recevoir et de constater ». Telle est la disposition du dernier alinéa de l'art. 147, applicable, suivant tous les auteurs, à tous les genres de faux documentaires (Chauveau et Faustin Hélie, n° 645; Garraud, n° 118; Boitard, n° 221; Nypels, p. 489; Baumann, p. 146). Les motifs et la portée de cette condition, qui n'a été qu'indiquée au Rép. n° 108 et 109, ont été précisés d'une façon remarquable par M. Garraud, n° 118 à 123. « L'objet du faux punissable, a dit l'éminent professeur (n° 118, p. 146), c'est la falsification ou l'altération d'un écrit destiné à servir de titre pour l'acquisition, la transmission, la constatation d'un droit, d'un état, d'une qualité. Ce que la loi protège contre une altération ou une falsification, ce n'est pas l'écriture, signe sans valeur par lui-même, ce n'est même pas la forme d'un acte, c'est la foi due à l'écriture et à l'acte. De sorte qu'il existe, dans toute législation pénale, non seulement une affinité étroite, mais une corrélation nécessaire entre le système des preuves et le

s'il était prouvé, constituerait le crime de faux, puisque l'escroquerie aurait été consommée au moyen de la remise à diverses personnes des bons contrefaits en échange desquels ces personnes avaient payé certaines sommes d'argent; que le tribunal correctionnel et la cour d'appel ont rejeté les conclusions du prévenu et ont déclaré la juridiction correctionnelle compétente, par le seul motif que les pièces produites ne renfermaient pas les éléments constitutifs du faux, ces pièces n'ayant pas été signées par Essirard; — Attendu que la cour d'appel a ainsi reconnu implicitement l'usage qui aurait été fait des bons contrefaits, lesquels étaient mentionnés dans les conclusions et joints à la procédure; que l'unique motif de droit donné par l'arrêt pour écarter l'exception d'incompétence suffit sans doute à démontrer que la fabrication des bons ne pouvait pas constituer le crime de faux par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures, prévu par le deuxième paragraphe de l'art. 147 c. pén.; mais que la cour d'appel aurait dû rechercher également si la fabrication de ces bons ne constituait pas le crime de faux par fabrication d'obligation, prévu par le troisième paragraphe du même article; — Attendu, sous ce rapport, que la Société philanthropique a créé des bons sur carrés de carton, portant en caractères d'imprimerie : « Bon pour une portion, jusqu'à une époque déterminée, de pain, bouillon, viande et légumes », avec indication, au verso, des fourneaux où doit se faire la distribution des portions d'aliments après représentation des bons, sur chacun desquels ont été apposés, par voie d'impression, le timbre et la marque de la Société philanthropique; — Attendu que cette Société, en cédant ces bons portant la marque de leur origine, aux personnes qui en payent le prix, prend l'engagement, toujours exécuté, de faire remettre aux individus qui les présenteront à l'un des fourneaux délégués, des portions d'aliments en nombre égal à celui des bons produits; que chacun de ces bons, dont la Société philanthropique reçoit le prix au moment où elle s'en dessaisit, constitue, par l'effet même du contrat qui s'exécute, un titre d'obligation donnant droit à une portion d'aliments; que, conséquemment, celui qui fabrique frauduleusement et contrefait ces bons, commet le crime de faux par fabrication d'obligation, sans qu'il soit nécessaire que l'obligation résulte d'une écriture manuscrite ou ait été revêtue d'une signature; qu'en effet, au cas spécial, eu égard à la nature des opérations de la Société philanthropique, chaque bon de cette Société, même sans écriture manuscrite et sans signature, est un titre légal d'obligation au profit du porteur; que ces bons forment ainsi un lien de droit entre la Société qui les a créés et qui les cède moyennant le prix déterminé et les porteurs qui les représenteront, pour en recevoir la valeur en aliments; qu'il suit de là que la fabrication frauduleuse de ces bons, si elle avait été établie à la charge du prévenu, n'aurait pas seulement constitué la manœuvre qui forme l'un

des éléments du délit d'escroquerie défini par l'art. 405 c. pén., mais le crime de faux en écriture privée prévu par les art. 147 et 150 du même code, et qu'aux termes du paragraphe final de l'art. 405, la peine du faux devant être, dans ce cas, appliquée, la juridiction correctionnelle était incompétente; — Attendu que les manœuvres indiquées dans l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction auraient consisté, d'après les motifs de l'arrêt sur la compétence, rapprochés des conclusions du prévenu auxquelles ils se réfèrent, dans l'usage des bons contrefaits et dans la remise de ces bons aux personnes qui en avaient payé le prix; — D'où il ressort que la cour d'appel, qui admettait implicitement l'usage de ces pièces fausses, devait reconnaître et déclarer que le caractère principal du fait poursuivi, dont les éléments étaient inséparables, était une escroquerie commise au moyen d'un faux par fabrication d'obligation, et, par suite, devait déclarer la juridiction correctionnelle incompétente; qu'en jugeant le contraire et en statuant sur la poursuite, la cour d'appel a méconnu les règles de la matière et a violé les art. 147, 150 et 405 c. pén., et les art. 193 et 214 c. instr. crim.; — Casse, etc.

Du 14 août 1879. — Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-Saint-Luc-Courborieu, rap.-Benoist, av. gén.

(1) (Petit.) — LA COUR; — Sur le moyen unique pris de la violation des art. 147, 148 c. pén., et 632 c. com., en ce que les faits que la cour d'assises a considérés comme un faux et un usage de faux en écriture de commerce ne constitueraient, en réalité, qu'un faux en écriture privée : — Attendu qu'aux termes du verdict du jury, l'accusé Jean Petit était déclaré coupable d'avoir fabriqué ou fait fabriquer la minute d'une dépêche télégraphique adressée de Poitiers à la Société générale, à Paris, dépêche par laquelle le sieur Perdoux, désigné comme représentant de cette société à Poitiers, prescrivait de vendre à la Bourse certaines valeurs et d'en acheter d'autres, et d'y avoir apposé la fausse signature « Perdoux »; et, en outre, d'avoir fait usage de ladite pièce fausse sachant qu'elle était fausse; — Attendu que la Société générale est notoirement un établissement de banque et de crédit, et par conséquent, une société commerciale; que son représentant à Poitiers, ou celui qui était désigné comme tel, en lui donnant le mandat de faire à la Bourse, dans un but manifeste de spéculation, une opération qui rentrerait dans le cercle de ses attributions, faisait lui-même et la chargeait de faire un acte de son commerce habituel; que, dès lors, l'arrêt attaqué, en décidant que les faits déclarés constants par le jury étaient prévus et punis par les art. 147, 148 et 164 c. pén., loin d'avoir violé, soit lesdits art. soit l'art. 632 c. com., en a fait une juste et saine application; — Rejette, etc.

Du 6 juill. 1883. — Ch. crim.-MM. Baudouin, pr.-Edgard de Lafautte, rap.-Ronjat, av. gén.-Moret, av.

*système des faux.* Il y a là un principe qui s'impose et dont le législateur du code pénal a, moins que tout autre, méconnu la vérité. Dépouillez cette idée de tout appareil scientifique, elle se formule ainsi: tout faux en écriture suppose l'altération d'un écrit, pouvant faire naître une conviction contraire à la vérité chez les personnes auxquelles il sera représenté, c'est-à-dire *pouvant servir de preuve*... Ce qui constitue le faux, c'est l'atteinte à la foi publique, à cette confiance nécessaire dans la *preuve écrite*, qui est l'âme de toutes les transactions sociales, parce que, suivant les expressions de Bentham, elle a, au plus haut degré, une vertu antilitigieuse ». — Cette idée si juste a trouvé son expression dans plusieurs codes étrangers nouveaux. Le code pénal allemand de 1870, art. 91, déclare coupable de faux en écriture et punit de l'emprisonnement « celui qui, dans une intention frauduleuse, falsifie ou contrefait un document authentique, ou un document privé *pouvant servir à établir la preuve des droits ou liens juridiques*... » Le code pénal néerlandais de 1881 punit comme coupable de faux en écriture « celui qui fabrique ou falsifie une écriture d'où pourra résulter quelque droit, quelque obligation ou la remise de quelque dette ou qui est destinée à servir de preuve, dans le dessein d'en faire usage » (art. 225). Enfin le code pénal hongrois de 1878 (art. 401) s'énonce en ces termes: « Quiconque fabrique ou fait fabriquer un faux document privé, falsifie ou fait falsifier en tout ou en partie un document privé, et s'en sert pour prouver l'existence, l'extinction ou la modification d'une obligation ou d'un droit, commet une falsification de document privé ». A cet égard le nouveau code d'Italie contient une disposition remarquable. Il punit, dans son art. 282, le faux, alors même que le coupable l'a commis pour se procurer à lui-même ou pour procurer à d'autres « un moyen de preuve de faits vrais ».

**126.** Il résulte de ce qui précède que, lorsqu'un acte falsifié ou altéré n'était la source ou la preuve d'aucun droit, le faux manque de cet élément essentiel: l'altération d'une preuve, et, dès lors, n'existe pas. En pareil cas, il peut y avoir mensonge par écrit, commis dans l'intention de nuire à autrui, mais il n'y a pas de faux. Et ce mensonge dans un écrit peut être un moyen d'escroquerie, mais non un faux criminel (Nypels, p. 489). — Par suite, il faut reconnaître, que ne présentent pas le caractère de faux punissable: 1° les fausses allégations et les faux exposés dans des pièces de procédure, assignation, requête, conclusion, car ces actes

constatent simplement les dires des parties, et ils n'ont point pour objet et ils ne sauraient avoir pour effet de constater la vérité des assertions qui y sont émises. C'est ce qui a déjà été reconnu au *Rép.* n° 109 (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 646; Garraud, n° 132, p. 178; *Journal du droit criminel*, 1855, n° 5949); 2° les mensonges commis dans l'exposé des faits dressé par une partie pour servir à la rédaction des *qualités* d'un jugement. A cet égard, la cour de cassation a jugé « que l'exposé de faits dressé par une partie pour servir à la rédaction des qualités d'un jugement n'a pour objet que d'établir le fait tel qu'il est entendu; que, si cet exposé est mensonger, il appartient à la partie adverse de former opposition aux qualités et de le faire redresser par le juge; que les faits retenus par l'arrêt ne constituent donc ni une altération ni une contrefaçon d'écriture, ni une addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que l'acte avait pour objet de recevoir et de constater » (Crim. cass. 3 mai 1856, aff. Berthe de Villers, D. P. 56. 1. 271; Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 646; Garraud, n° 120, p. 153; Blanche, n° 129; Nypels, p. 489); 3° l'altération commise dans la copie d'un acte écrite en tête d'un exploit d'huissier portant signification; car cette altération, commise dans une simple copie, ne peut être le principe de l'exercice d'aucun droit, puisque l'action qui résulte de l'acte frauduleusement copié ne peut être exercée que d'après la minute ou l'expédition de cet acte (Crim. cass. 2 sept. 1813, *Rép.* n° 149-5°; Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 647; Boitard, n° 221; Blanche, n° 129).

**127.** C'est par application de la même règle que de nombreux arrêts ont jugé, conformément à la doctrine enseignée au *Rép.* n° 110, qu'un inculpé poursuivi en justice ne commet pas de faux présentant un caractère de criminalité punissable, quand, dans l'exercice de son droit de défense, il cache son individualité sous un nom supposé, soit qu'il signe de ce nom ses interrogatoires, soit qu'il le prenne devant la juridiction chargée de statuer sur sa culpabilité. Aux arrêts de 1826 cités *Rép.* n° 110, *Adde*: Crim. cass. 12 avr. 1855, aff. Steigert, D. P. 55. 1. 175, et sur renvoi, Nancy, 19 mai 1855, D. P. 56. 2. 30; Crim. cass. 2 juill. 1857, aff. Cœur, D. P. 57. 1. 376; 11 mai 1865, aff. Bonnevie, D. P. 65. 1. 498; 4 déc. 1873, aff. Derche, D. P. 75. 1. 94-95; Crim. rej. 9 janv. 1875 (1); Crim. rej. 18 août 1882, aff. Capblanquet, D. P. 84. 5. 275; Crim. cass. 24 avr. 1884 (2); 7 juill. 1887, aff. Casimir Antissac, D. P. 87. 1. 463).

(1) (Schiffmacher.) — LA COUR; — En ce qui concerne les première et deuxième questions soumises au jury: — Attendu que Joseph Schiffmacher a été déclaré coupable d'avoir, dans deux interrogatoires subis devant le juge d'instruction de Saint-Dié, pris frauduleusement le nom d'Ignace Goldenfels, et d'avoir signé de ce faux nom; — Attendu que rien n'indique et ne précise, dans ces questions, qu'Ignace Goldenfels soit un personnage existant auquel Schiffmacher eût pu sciemment occasionner un préjudice en usurpant son nom dans la poursuite dont il était l'objet, et qu'un inculpé ne commet pas de faux quand il cache son individualité sous un nom supposé; — Que, dès lors, les déclarations du jury, sur ces deux questions, ne présentent pas les éléments d'un fait punissable; — En ce qui concerne les troisième, quatrième et cinquième questions: — Attendu que Joseph Schiffmacher a été déclaré coupable d'avoir frauduleusement, dans trois interrogatoires subis devant le juge d'instruction de Saint-Dié, pris le nom de Charles Schiffmacher, son frère, et d'avoir signé de ce faux nom; — Attendu qu'en ces trois circonstances, Joseph Schiffmacher n'a point pris un nom imaginaire, mais celui d'une personne dont il connaissait l'existence, et à laquelle il n'ignorait pas que l'usurpation de son nom par un prévenu pouvait être préjudiciable; — Que l'éventualité de ce préjudice n'a pas besoin d'être spécialement énoncée, dès qu'elle ressort manifestement des termes mêmes de la question; — Que, dès lors, les éléments constitutifs du crime de faux se trouvent réunis contre Joseph Schiffmacher, et que la peine prononcée contre lui se trouve justifiée par les réponses aux trois dernières questions soumises au jury;

Rejette, etc.

Du 9 janv. 1875.-Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-Camescasse, rap.-Bédarides, av. gén.

(2) (Henri-Joseph Vauthier.) — LA COUR; — Sur le moyen relevé d'office et tiré de la violation des art. 147 et 164 c. pén.: — Attendu qu'un inculpé ne commet pas de faux ayant un caractère punissable quand, à l'occasion de la poursuite dont il est l'objet et dans un intérêt de défense, il cache son individua-

lité sous un nom supposé, soit qu'il signe de ce nom ses interrogatoires, soit qu'il le prenne devant la juridiction chargée de statuer sur sa culpabilité; mais qu'il en est autrement du cas où le faux nom est celui d'un individu réellement existant, et où l'inculpé qui l'usurpe compromet sciemment la personne de ce tiers, en l'exposant à un préjudice; — Attendu, dans l'espèce, que les questions affirmativement résolues demandaient seulement au jury: 1° si l'accusé Vauthier avait pris le nom du sieur Henri-Joseph Robin, lors de son interrogatoire devant le procureur de la République, et signé de ce nom ledit interrogatoire; 2° s'il avait pris le nom du sieur Henri-Joseph Robin devant le tribunal correctionnel de Lavaur; mais qu'il ne résulte pas nécessairement des questions ainsi posées que Henri-Joseph Robin était un individu réellement existant, dont l'accusé avait voulu usurper le nom au risque de lui causer un dommage; — Que les faits déclarés constants à la charge de Vauthier ne suffisaient donc pas à la constitution du crime de faux, et que l'arrêt attaqué, en condamnant le demandeur aux peines des art. 147 et 164 c. pén., mitigées par les dispositions de l'art. 463, a fait une fausse application de ces trois articles; — Mais attendu que l'élément essentiel du préjudice causé ou possible, quoique non énoncé dans le dispositif de l'arrêt de renvoi et dans le résumé de l'acte d'accusation, se trouvait formellement spécifié dans ces deux documents; qu'on lit, en effet, dans les motifs de l'arrêt de renvoi que « Vauthier connaissait l'existence du nommé Robin... dont il empruntait l'état civil »; que, d'autre part, il est dit dans le corps de l'acte d'accusation que « si l'accusé avait pris le faux nom de Robin, c'est qu'il avait connu cet individu dans la maison d'arrêt de Narbonne et qu'il voulait éviter de voir de nouvelles condamnations figurer à son casier »; — Qu'il suit de là que l'accusation n'a pas été purgée;

Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la cour d'assises du Tarn en date du 17 mars dernier, qui a condamné Vauthier à deux ans d'emprisonnement et 100 fr. d'amende, pour crime de faux en écriture authentique et publique, etc.

Du 24 avr. 1884.-Ch. crim.-MM. de Larouverade, rap.-Roussetier, av. gén.

128. Mais il en est autrement du cas où le faux nom pris dans l'interrogatoire est celui d'un individu réellement existant, et où l'inculpé qui l'usurpe compromet sciemment la personne de ce tiers et l'expose à subir un préjudice; dans ce cas, suivant une jurisprudence bien établie, il y a faux et l'inculpé encourt les peines de l'art. 147 (Crim. cass. 12 avr. 1855, aff. Steigert, D. P. 55. 1. 175; 2 juill. 1857, aff. Cœur, D. P. 57. 1. 376; Crim. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1858, aff. Dubosc, D. P. 58. 5. 193; 28 nov. 1864, aff. Barat, D. P. 62. 1. 495; Crim. cass. 11 mai 1865, aff. Bonnevie, D. P. 65. 1. 198; Crim. rej. 8 déc. 1870, aff. Hurel, D. P. 74. 1. 128; 21 mars 1872, *Bull. crim.*, n° 74; Crim. cass. 4 déc. 1873, aff. Derche, D. P. 75. 1. 94-95; Crim. rej. 9 janv. 1875, *suprà*, n° 127; 22 févr. 1877, *Bull. crim.*, n° 60; Crim. rej. 18 août 1882, aff. Capblanquet, D. P. 84. 5. 275; Crim. cass. 24 avr. 1884, *suprà*, n° 127; Crim. rej. 7 juill. 1887, aff. Casimir Antissac, D. P. 87. 1. 463; Nîmes, 9 juill. 1890, *Journal du ministère public*, 1890, art. 326; Conf. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 645; Garraud, n° 132). — Deux arrêts de Toulouse du 15 juin 1873, D. P. 72. 1. 201, et de Besançon du 19 janv. 1891 (1), ont consacré la même doctrine en y apportant, toutefois, cette restriction que, lorsqu'au cours des débats l'accusé reconnaît la fausseté de la déclaration par lui faite, de telle sorte qu'il ne cause aucun préjudice à celui dont il avait usurpé le nom, le crime de faux cesse d'exister. Si, pour que le prévenu qui a pris, dans son interrogatoire, le nom d'une personne existante, puisse être condamné pour faux, il est nécessaire que ce prévenu ait su que le nom qu'il prenait était celui d'un tiers, il importe peu, toutefois, que le prévenu ait agi sans intention mauvaise à l'égard de l'individu pour lequel il se faisait passer, et qu'il n'ait pas prévu le tort qui est résulté ou devait résulter de son action. C'est ce qui a été jugé, avec raison dans une espèce où l'inculpé, de nationalité étrangère, avait usurpé le nom d'un tiers français, uniquement pour éviter une tache à sa propre famille et aussi pour échapper à l'expulsion qui le menaçait en sa qualité d'étranger (Crim. cass. 12 avr. 1855, précité). — Il a été jugé aussi qu'il importe peu que le prévenu n'ait pas indiqué tous les prénoms de la personne dont il usurpait le nom, et que sa fausse déclaration ne soit que la continuation d'une usurpation consommée depuis quelque temps (Crim. rej. 28 nov. 1861, aff. Barat, D. P. 62. 1. 495). — Au reste, l'usurpation de nom commise dans une poursuite judiciaire, quand elle s'est produite dans les conditions requises pour qu'il y ait faux, doit faire, aux assises, l'objet d'une déclaration positive et formelle. Il a été jugé, en conséquence, que la condamnation pour faux prononcée contre un accusé à raison de l'emploi d'un faux nom, sans que le juge ait déclaré que le nom usurpé était celui d'un tiers, manque de base légale (Crim. cass. 11 mai 1865, précité; 4 déc. 1873, précité. Conf. Crim. cass. 2 juill. 1857, précité).

129. La jurisprudence ci-dessus analysée (n° 127 et suiv.) a été critiquée par M. Blanche, t. 3, n° 134 et 145. Le savant magistrat enseigne qu'il n'y a crime de faux que lorsque l'accusé souscrit son interrogatoire d'une fausse signature, mais qu'il est indifférent que cette signature soit celle d'un être imaginaire ou celle d'une personne déterminée. De son côté, M. Garraud, p. 177, estime qu'il y a lieu de distinguer deux hypothèses : 1° celle dans laquelle l'accusé signe son interrogatoire d'un faux nom, cas dans lequel il y a faux par fausse signature, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si le nom faussement usurpé appartient ou non à un tiers déterminé et connu de l'accusé; 2° celle où l'accusé ne signe aucune pièce, mais se borne à prendre un faux nom. Dans ce dernier cas, suivant cet auteur, il y a lieu de distinguer, ainsi que le fait la jurisprudence, l'hypothèse où il y a sim-

ple dissimulation d'identité et celle où il y a usurpation d'identité (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 645, p. 346, note 3). Nous inclinons à croire, pour notre part, que dès que l'inculpé signe d'un nom, même imaginaire, le procès-verbal de son interrogatoire, le faux existe par cela même, car toute fausse signature suffit pour constituer le crime de faux (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*). Mais, nous le répétons, cette distinction n'est pas faite par la jurisprudence qui s'est toujours refusée à voir un faux dans le fait de signer un interrogatoire d'un nom imaginaire (Crim. cass. 2 juill. 1857, aff. Cœur, D. P. 57. 1. 376; 4 déc. 1873, aff. Derche, D. P. 75. 1. 94-95; Crim. rej. 9 janv. 1875, *suprà*, n° 127). — Sur les différents cas dans lesquels les fausses déclarations d'un prévenu peuvent constituer un faux criminel, V. aussi *Journal de droit criminel*, 1855, n° 5949).

130. Nous avons dit plus haut (n° 126) qu'il n'y a pas de faux punissable lorsque l'écrit falsifié ou altéré ne peut être la source ou la preuve d'aucun droit. Aux arrêts déjà cités à l'appui de cette doctrine, nous pouvons ajouter un certain nombre de décisions rendues les unes antérieurement, les autres postérieurement à la publication du *Répertoire*. Il a été jugé : 1° que l'officier de santé qui exagère, dans un mémoire produit à l'Administration, en vue d'obtenir une récompense, le nombre des vaccinations qu'il a faites, ne commet pas un faux parce qu'on ne peut se créer de titre à soi-même (Crim. cass. 4 nov. 1847, aff. Ernoul, D. P. 47. 1. 571); — 2° Que la falsification de notes de frais d'un avoué ne constitue pas un faux, parce que « les énonciations de ces notes, susceptibles d'être contestées et modifiées par le juge, ne peuvent devenir ni le principe d'une action ni le fondement d'un droit » (Crim. rej. 23 sept. 1842, *Bull. crim.*, n° 246). C'est sur le même motif que se fonde l'arrêt du 21 avr. 1809, déjà cité *Rép.* n° 111, qui a jugé que le militaire qui, pour cumuler une pension de retraite avec un traitement d'activité, atteste, dans des déclarations revêtues de sa signature, qu'il ne jouit d'aucun traitement d'activité, tandis qu'il reçoit le traitement du grade de lieutenant, ne commet pas le crime de faux.

131. Il a encore été jugé, en vertu du même principe : 1° que le fait par un failli d'avoir, dans le bilan qu'il a déposé, frauduleusement exagéré son actif et diminué son passif ne constitue pas le crime de faux, parce que le bilan n'a pas pour objet de constater, mais seulement d'indiquer la situation du failli, « que cet acte ne peut être la base d'aucune action contre les tiers; qu'on ne saurait puiser dans ses énonciations aucune preuve ou présomption pouvant donner naissance à un droit quelconque » (Crim. cass. 14 juin 1873, aff. Arnould, D. P. 74. 1. 41); — 2° Que la fabrication d'un acte constatant qu'un prêtre a donné la bénédiction nuptiale n'est plus un faux depuis que les registres de l'état civil ont cessé d'être confiés aux ecclésiastiques (Crim. cass. 13 oct. 1809, *Rép.* n° 179); — 3° Qu'il n'y a point de crime de la part d'un individu qui ferait usage d'une prétendue dispense de bans pour mariage, faussement attribuée à une autorité incompétente, comme par exemple au secrétaire d'un évêché (Crim. cass. 28 avr. 1809, *Rép.* n° 179); — 4° Qu'il n'y a pas de faux criminel dans le fait d'un individu qui a post-daté, en vue de la faire considérer comme valable, une promesse de mariage intervenue entre sa fille mineure et un tiers, également, mineur une telle promesse ne pouvant, par sa nature, préjudicier à des tiers (Crim. cass. 20 août 1825, *Rép.* n° 149-7°); — 5° Qu'il n'y a pas crime d'usage de faux dans l'usage sciemment fait d'un billet sous seing privé, souscrit d'une croix, qui est énoncé dans l'acte comme étant la marque du prétendu débiteur, « attendu qu'un pareil écrit ne constitue aucune obligation, non parce qu'il ne formerait qu'un acte incomplet ou vicié par quelque nullité, mais parce que sa nature même s'oppose à ce qu'il puisse

(1) (Josephine B...) — LA COUR; — Considérant qu'il résulte des pièces de la procédure que Françoise P... arrêtée à Belfort, le 27 mai 1890, comme inculpée de délit de vol, a, au moment de son arrestation, ainsi que dans ses premiers interrogatoires devant le juge d'instruction, pris faussement et frauduleusement, sachant qu'il appartenait à autrui, le nom de Josephine B...; — Mais que, dans la suite de l'information, elle a reconnu la fausseté de sa déclaration, et a été condamnée, sous son véritable nom, à deux années d'emprisonnement, pour le délit qui lui était

imputé; — Que, dans ces conditions, aucun préjudice moral ou matériel n'a été, en fait, causé à Josephine B...; — Que, dès lors, un des éléments constitutifs du crime imputé à la prévenue faisant défaut, c'est le cas de dire qu'il n'y a pas lieu de suivre contre elle à raison de ce premier chef de prévention; — Par ces motifs; — Réformant l'ordonnance du juge d'instruction de Belfort; — Dit qu'il n'y a lieu à suivre relativement au premier chef de prévention.

Du 19 janv. 1891.—C de Besançon-M. Dayras, pr.

engendrer une obligation » (Crim. cass. 1<sup>re</sup> juin 1827, *Rép.* n° 155. Conf. Blanche, n° 129); — 6° Qu'il n'y a pas de faux criminel dans l'emploi fait sciemment, à l'appui de l'allégation d'avoir payé une dette, d'une fausse déclaration écrite, dans laquelle deux individus attestent le fait du paiement, un tel écrit ne constituant ni obligation, ni décharge (Crim. cass. 29 févr. 1825, *Rép.* n° 149-6°).

132. C'est encore par application de la même doctrine que deux arrêts ont déclaré qu'il n'y a pas faux punissable lorsque l'écrit fabriqué ne fait preuve que contre celui qui l'a souscrit, et n'établit pas contre les tiers la vérité des mentions qu'il contient. L'un de ces arrêts a jugé que l'acte sous seing privé ne faisant foi de son contenu que, contre les signataires, l'individu qui rédige en son nom seul et qui seul aussi signe un billet ne commet pas le crime de faux en insérant dans la rédaction de cet acte des énonciations mensongères (Crim. cass. 22 juill. 1858, aff. Raucasse, D. P. 58. 1. 425). — L'autre a décidé que le débiteur qui, pour échapper aux effets d'une saisie pratiquée contre lui, a fabriqué, en l'antidatant, un acte sous seing privé dans lequel il déclare mensongèrement qu'une partie des objets saisis ont été vendus par lui à une date antérieure, ne peut être condamné pour crime de faux, l'acte incriminé n'étant pas de nature à nuire au créancier en ce qu'il ne lui est pas opposable (Crim. cass. 8 juill. 1859, aff. Teyssot, D. P. 60. 1. 54. Conf. Blanche, n° 129; Chauveau et Faustin Hélie, n° 652). Il a encore été jugé, en vertu du même principe, que le fait par un mandataire d'inscrire sur des billets à ordre signés de son propre nom, qu'il agit ainsi pour le compte de son mandant et suivant pouvoir, ne constitue pas un faux, alors même que cette déclaration serait jugée mensongère (Trib. civ. de la Seine, 13 mai 1885) (4).

Il a été jugé, toutefois, que présentent les caractères de faux

punissable les actes fabriqués par un individu pour faire croire à la vente d'une maison lui appartenant, et frustrer ses créanciers, tels qu'un acte de location, une quittance de loyers, une lettre à l'avoué de ses créanciers, le tout revêtu de la fausse signature d'un prétendu acheteur (Crim. rej. 4 mars 1875) (2).

133. Un récent arrêt de la cour de Bruxelles paraît encore utile à signaler à ce point de vue. Il existe à Anvers une corporation qui entreprend à forfait les opérations de pesage et de mesurage de grains arrivant par navires dans le port. Des commissionnaires mesureurs ou marqueurs de cette société commerciale chargés de recevoir, mesurer ou vérifier les quantités de grains se trouvant à bord de différents navires, avaient dressé, en augmentant frauduleusement leur poids nature, de faux procès-verbaux de mesurage destinés à fixer la quantité de marchandises transportées et le fret à payer. Ils avaient aussi frauduleusement porté au grand-livre de la corporation de faux relevés de pesées et annotations relatifs aux quantités sorties des navires déchargés. La cour a décidé que ces faits constituaient des faux en écriture de commerce, parce que les livres et écritures de la corporation relatifs aux pesages et mesurages qu'on lui confie peuvent être invoqués dès qu'elle se trouve en cause, tant par le capitaine du navire qu'elle a déchargé que par le destinataire de la marchandise, et être admis comme moyen de preuve par le juge appelé à statuer sur les différends qu'ils ont entre eux ou avec elle. En tout cas, ces livres et écritures ont force probante entre les diverses parties intéressées au règlement du fret, lorsque la corporation a reçu d'elles et accepté la mission de créer un titre commun entre elles, d'autant plus qu'il est d'usage à Anvers que les certificats de mesurage délivrés par les corporations à ce employées font foi, jusqu'à preuve contraire, de la quantité

(1) (D'Huart frères C. Tiercy et Cornet.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que Tiercy et Cornet, porteurs de six billets souscrits à l'ordre de Buisson par Belcourt, avec cette mention : « Ce, par procuration de MM. d'Huart frères », ont, par exploit des 5 et 18 avril, 11 et 15 mai 1883, assigné les frères d'Huart devant le tribunal de commerce de la Seine en paiement de ces billets; — Que, sur la déclaration faite par les défendeurs qu'ils arguaient de faux la signature de ces valeurs, le susdit tribunal, par trois jugements en date des 15 et 23 mai et 17 juill. 1885 et conformément à l'art. 427 c. proc. civ., a sursis à statuer sur les demandes principales et renvoyé la cause devant les juges qui doivent connaître de l'inscription de faux; — En ce qui concerne l'inscription de faux : — Attendu que, par l'effet de l'appel interjeté du jugement du 17 juill. 1883, relatif à deux billets, l'un de 817 fr., l'autre de 700 fr. à échéance de fin avril, il ne peut être statué sur l'admission de l'inscription de faux en tant qu'elle porte sur ces deux valeurs; — Mais que, quant aux quatre autres, la cause se trouvant en état, les demandeurs sont fondés à réclamer jugement; — Attendu qu'ils alléguent, à l'appui de leur inscription de faux, que Belcourt, investi par procuration authentique, en date du 18 mai 1872, du simple mandat de vendre les marchandises de leur dépôt à Paris, n'avait nullement qualité de les engager en signant des billets comme leur fondé de pouvoirs; — Qu'ils n'établissent ni articulent d'ailleurs que les billets ou la procuration aient été l'objet d'aucune altération ou surcharge; — Attendu que l'affirmation inscrite par Belcourt sur les billets signés de son propre nom, qu'il agissait pour le compte des frères d'Huartet qu'il avait pouvoir d'agir ainsi ne constituerait pas un faux, alors même qu'elle serait jugée mensongère; — Qu'en effet, ces billets, n'ayant pas pour objet de recevoir la procuration ni d'en constater l'existence et la portée, le fait, ainsi caractérisé, ne rentre en aucune façon dans les termes des art. 145, 146, 147 et 150 c. pén., qualificatifs du crime de faux en écritures; que, dès lors et avant même qu'il soit statué sur l'interprétation à donner à la procuration du 18 mai 1872, la demande des frères d'Huart à fin d'admission de leur inscription de faux en ce qui concerne les quatre valeurs, objet des jugements des 15 et 23 mai 1883, apparaît mal fondée et doit être rejetée; — Par ces motifs; — Sursoit à statuer tant en ce qui concerne l'inscription de faux que la nullité, mais seulement au sujet des deux billets, l'un de 817 fr., l'autre de 700 fr., à échéance de fin avril, souscrits à l'ordre de Buisson par Belcourt, avec la mention : « Par procuration de MM. d'Huart frères », et quant au surplus, rejetant les conclusions de sursis; — Dit n'y avoir lieu à inscription de faux quant aux quatre autres billets, ordre Buisson, portant la même signature : le premier de 698 fr., à échéance de fin de mars; le second, de 643 fr., à même échéance; le troisième, de 768 fr., à échéance du 15 avril; le quatrième, de 715 fr., à même échéance; — Déclare ces mêmes quatre billets nuls à l'égard des frères d'Huart; — Condamne Tiercy et Cornet aux dépens, en ce non compris le coût de l'acte

d'inscription de faux et de signification qui resteront à la charge des frères d'Huart.

Du 13 mai 1885.—Trib. civ. de la Seine.—MM. Thureau, pr.—Fossé d'Arcosse, subst.—Trolley de Roques et Chaumat, av.

(2) Gaudérique-Vincent-Jean-Olivier. — LA COUR; — En ce qui concerne les première, deuxième et troisième questions : — Sur le moyen tiré d'une prétendue violation des art. 147 et 150 c. pén., en ce que les actes argués de faux ne rentraient pas dans la classe de ceux dont ces articles punissent la falsification, et que, dès lors, les faits reconnus constants par le jury ne présentaient pas les caractères d'un faux punissable : — Attendu qu'il résulte de la déclaration du jury que, pour faire croire à une vente au profit de Noguès, son concierge, de la maison qu'il possédait à Billancourt, Olivier a fabriqué, sous la date du 13 févr. 1873, et revêtu des fausses signatures de Noguès et de Bache un acte par lequel ledit Noguès louait pour neuf années à Bache la maison de Billancourt moyennant 100 fr. par an; qu'il a, en outre fabriqué, un double de cet acte portant la fausse signature de Bache;

En ce qui concerne les quatrième et cinquième questions : — Sur le moyen tiré d'une prétendue violation des mêmes articles, en ce que, si la quittance et la lettre qui font l'objet de ces questions peuvent être justement considérées comme des manœuvres dolosives, elles n'offrent pas les caractères d'une faute punissable; — Attendu qu'Olivier a fabriqué et revêtu de la fausse signature de Noguès une quittance de 900 fr. que celui-ci aurait reçus de Bache pour prix de la location de la maison de Billancourt pendant les neuf années du prétendu bail; qu'il a, en outre, fabriqué et signé du nom de Noguès une lettre à M<sup>re</sup> Le Boucq, avoué de ses propres créanciers, pour revendiquer, au nom dudit Noguès, la propriété de Billancourt et entraver la saisie dont elle était l'objet; — Attendu qu'il résulte de la même déclaration du jury qu'Olivier a fait usage de ces divers actes; qu'ils contiennent une altération manifeste de la vérité, et qu'ils ont été fabriqués pour faire croire à une vente de la maison de Billancourt par Olivier à Noguès, et frauder ainsi les créanciers du premier, en les empêchant d'exercer légalement leurs droits sur la propriété de leur débiteur; que, d'un autre côté, ce but eût pu être atteint si la fausseté des actes n'avait été découverte; — Attendu que, loin de restreindre à la falsification de certains actes l'application des peines du faux, l'art. 147 c. pén. est conçu dans un sens très général et punit toute contrefaçon de signatures et toute fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges ayant un but frauduleux; que, dès lors, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application des articles précités; — Attendu, d'ailleurs, la régularité de la procédure;

Rejeté.

Du 4 mars 1875.—Ch. crim.—MM. Camecasse, rap.—Bédarides, av.—gén.—Godin, av.



et du poids des grains et qu'ils servent notamment à calculer le fret (Bruxelles, 30 mars 1887) (1).

184. On peut rattacher à la même règle un arrêt rendu

(1) (Gersony et autres.) — La cour; — Attendu qu'il est demeuré établi par l'instruction faite devant la cour que Gersony, Noirfalise, Van Camp et Simkens, étant chargés comme commissionnaire, mesureur ou marqueur, en chef ou en sous-ordre, de recevoir, mesurer ou vérifier les quantités de froment se trouvant à bord du steamer *Tenedos*, arrivé de Varna à Anvers en février 1885, ont, dans cette dernière ville, à ladite époque, en augmentant frauduleusement le poids nature des grains importés, à diverses reprises, dressé de faux procès-verbaux de mesurage, lesdits procès-verbaux étant destinés à fixer la quantité des marchandises transportées et le fret à payer au capitaine (les fraudes sur ce navire ayant atteint un chiffre de 618 1/2 hectolitres), et, notamment, en mentionnant, sous la date du 25 févr. 1885, et ce mensongèrement, que sur l'ordre de la Banque centrale anversoise, il avait été déchargé 7256 sacs de froment renfermant 11306 1/2 hectolitres au poids moyen de 73,6 kilogr. l'hectolitre, alors que leurs poids moyens n'étaient, en réalité, que de 71,3 et 72,3 kilogr.; — Attendu que Gersony, Noirfalise et Simkens, en ce faisant, ont incontestablement agi avec une intention frauduleuse et à dessein de nuire, tandis qu'il n'est pas prouvé que Van Camp ait cédé aux mêmes mobiles et n'ait pas été, comme il le soutient, induit en erreur par les manœuvres de Noirfalise et de Simkens; — Attendu qu'il s'ensuit que la prévention à charge de Van Camp n'est pas établie, mais que Gersony, Noirfalise et Simkens se sont rendus coupables de faux en écritures de commerce ou tout au moins en écritures privées, comme il sera ci-après démontré, par altération de déclarations et de faits que les actes litigieux avaient pour objet de recevoir et de constater, soit en coopérant directement à l'exécution de ladite infraction, soit en y provoquant directement par dons, par promesses ou par abus d'autorité; — Attendu qu'il a été encore établi par la même instruction que les prévenus ci-après désignés ont, à Anvers, dans le courant de l'année 1885, soit en exécutant les infractions ou en coopérant directement à leur exécution, soit en prêtant pour leur exécution, par un fait quelconque, une aide telle que, sans leur assistance, les infractions n'eussent pu être commises, soit en provoquant directement à ces infractions par dons, promesses ou abus d'autorité, commis, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, des faux en écritures de commerce, ou tout au moins en écritures privées, par altération de déclarations ou de faits que ces écritures avaient pour objet de recevoir et de constater: 1° Gersony, Noirfalise, Janssens, Veppers, et Van Winckel, étant chargés, comme commissionnaire, mesureur ou marqueur, en chef ou en sous-ordre, de recevoir, vérifier ou mesurer les quantités de froment se trouvant à bord du steamer *Reindeer* (courtiers, John P. Best et comp.), arrivé de Varna à Anvers en janvier 1885, en augmentant frauduleusement le poids nature des grains importés, à diverses reprises dressé de faux procès-verbaux de mesurage, lesdits procès-verbaux étant destinés à fixer la quantité des marchandises transportées et le fret à payer au capitaine (les fraudes sur ce navire ayant atteint le chiffre de 1069 hectolitres), et, notamment, en certifiant, le 28 janv. 1885, que, sur l'ordre de la Banque centrale anversoise, il avait été déchargé 7650 sacs de froment renfermant 4642 1/2 hectolitres, 2100 sacs renfermant 3729 hectolitres, et 1594 hectolitres en sacs au poids moyen de 74, 5, 76, 2, et 77, 8 kilos l'hectolitre, alors qu'en réalité les poids moyens n'étaient que de 72, 74 2/10 et 75 8/10 kilos l'hectolitre; 2° Gersony, Janssens et Teyson, en portant au grand livre de la corporation *De oude en nieuwe beëdigde meters en wegers*, et ce mensongèrement, des relevés de pesées et annotations, d'où il résultait que le steamer *Luneburg* (courtiers, Ruys et comp.), arrivé de Chiolo à Anvers en mars 1885, contenait 1341739 kilos plus ou moins, alors qu'en réalité il renfermait une quantité supérieure, soit 1,409,356 kilos plus ou moins; 3° Gersony, Janssens et Jaspaars, en portant au grand-livre de la corporation *De oude en nieuwe beëdigde meters en wegers*, et ce mensongèrement, des relevés de pesées et annotations, d'où il résultait que le steamer *Hornburg* (courtiers Huysmans et Bulke), arrivé de Braila à Anvers, en juin 1885, contenait 1062418 kilos plus ou moins, alors qu'en réalité il renfermait une quantité supérieure, soit 1097781 kilos plus ou moins; 4° Gersony, Janssens et Mertens, en portant au grand-livre de la corporation *De oude en nieuwe beëdigde meters en wegers*, et ce mensongèrement, des relevés de pesées et annotations, d'où il résultait que le steamer *Dartmore*, arrivé de Braila à Anvers, en juillet 1885, contenait 797818 kilos plus ou moins, alors qu'en réalité il renfermait une quantité supérieure, soit 812555 kilos plus ou moins; — Attendu que, bien à tort, les prévenus soutiennent que les certificats ou bulletins délivrés aux capitaines des steamers *Tenedos* et *Reindeer*, indiquant les quantités de grains prétendument sorties de chacun de ces bâtiments avec la spécification de leurs poids moyens, et les inscriptions du grand-livre incriminé de la corporation *De*

par la cour de cassation, antérieurement à la publication du *Répertoire*, dans une espèce où le faux portait sur un de ces petits bulletins, en usage dans le commerce, qui portent

*oude en nieuwe beëdigde meters en wegers* pour les autres navires, sont des écritures privées, dépourvues de toute force probante, et que, par conséquent, les altérations flagrantes de la vérité qu'elles renferment ne tombent point sous l'application de l'art. 196 c. pén.; — Attendu qu'il ressort des faits et documents de la cause que la corporation dont il s'agit entendrait à forfait, non seulement les opérations relatives au pesage et au mesurage des grains arrivant par bateaux à Anvers, mais les travaux de déchargement, d'emmagasinage ou de mise en allèges, de mise en sacs, de transport et de placement sur wagons desdites marchandises; qu'elle spéculait ainsi tout à la fois sur les bénéfices à résulter du travail de ses propres ouvriers et sur le profit à provenir de la coopération d'autres corporations, ses sous-traitants; — Attendu que la corporation *De oude en nieuwe beëdigde meters en wegers* constitue donc une société commerciale, aux termes de l'art. 2 de la loi du 15 déc. 1872; qu'il s'ensuit que ses livres et écritures relatives aux pesages et mesurages qu'on lui confie peuvent être invoqués dès qu'elle se trouve en cause, autant par le capitaine du navire qu'elle a déchargé que par le destinataire de la marchandise, et être admis comme moyen de preuve par le juge appelé à se prononcer sur les difficultés qu'ils ont entre eux ou avec elle; — Qu'il est d'usage à Anvers que les certificats de mesurage et de pesage délivrés par les corporations à ce employées font, jusqu'à preuve contraire, foi de la quantité et du poids des grains débarqués; qu'ils servent notamment à calculer le fret revenant au capitaine; — Attendu qu'il est, au surplus, constant, dans l'espèce, tant pour ce qui touche le *Tenedos* que pour ce qui a trait au *Reindeer* et aux autres steamers dont il s'agit, que les capitaines et les destinataires de la cargaison se sont trouvés d'accord pour abandonner le soin des constatations à faire à la corporation *De oude en nieuwe beëdigde meters en wegers*, en faisant seulement, chacun de leur côté, contrôler le travail de cette corporation et en ne conservant en réalité, en dehors des écritures dressées par elle, aucun moyen de vérifier, après le départ des wagons et des allèges, les quantités et les poids des grains importés; — Attendu que la corporation, mise au courant de cet accord, y a implicitement acquiescé, puisque, après avoir admis, durant le déchargement, le contrôle des capitaines au même titre que la surveillance des réceptionnaires, elle a délivré directement aux premiers, moyennant salaire spécial, dès qu'ils l'en ont requis, les attestations incriminées; qu'elle a reconnu par ce fait seul avoir reçu des deux parties, représentant dans la fixation du prix de transport des intérêts opposés, la mission de créer un titre commun entre elles; — Attendu que pour les steamers *Reinder*, *Luneburg*, *Hornburg* et *Dartmore*, les quantités renseignées par la corporation *De oude en nieuwe beëdigde meters en wegers* ont été acceptées sans discussion par les capitaines, privés ainsi d'une partie du fret auxquels ils avaient droit; — Attendu que si le capitaine Tilmouth a refusé d'admettre le certificat délivré pour le steamer *Tenedos*, il ne l'a refusé qu'en l'arguant de faux, en excipant vis-à-vis du réceptionnaire de la cargaison de dol et de fraude, et en sollicitant et en obtenant du tribunal de commerce, devant lequel il l'avait assigné, l'autorisation de mettre également en cause la corporation *De oude en nieuwe beëdigde meters en wegers*, pour la contraindre à s'expliquer et pour la rendre éventuellement responsable du préjudice dont il se voyait menacé; — Attendu que, dans toutes les pièces de la procédure il a affirmé toujours et « l'usage existant sur la place d'Anvers de s'en rapporter pour le règlement du fret au mesurage de la corporation » et la convention conforme à cet usage, avenue entre le destinataire et lui; — Attendu que la corporation n'a point décliné la compétence du juge consulaire; — Attendu que s'il était possible, néanmoins, de l'envisager comme une société purement civile, il ressortirait de ce qui précède que les relevés de pesées et indications de quantités qu'elle a fournis, comme le livre qu'elle a conservé pour appuyer et justifier au besoin ces relevés et indications, formeraient des écritures tenues par elle pour le destinataire de la marchandise, dont elle était la préposée, et dont la qualité de négociant ne peut être déniée; — Attendu qu'à les considérer encore, à raison de cette qualité, comme écritures commerciales, ou à les prendre pour écritures privées, elles n'en conserveraient pas moins, dans l'une comme dans l'autre hypothèse, ensuite de la convention ci-dessus visée, force probante entre les diverses parties intéressées au règlement du fret, ayant toujours eu pour objet de recevoir et de constater les quantités et les poids que les prévenus ont sciemment altérés au préjudice des capitaines; — Met à néant les appels des prévenus Mertens, etc.; — Confirme à l'égard de tous ces prévenus le jugement attaqué; — Condamne solidairement aux frais d'appel envers la partie publique, savoir...

Du 30 mars 1887.-C. de Bruxelles, 6<sup>e</sup> ch.-MM. Terlinden, pr. Ed. Picard, Schéridan, Merterlinck, Beaulieu, G. Leclercq, V. Jacobs et Bosmans, av.

imprimés à l'avance le nom d'une maison de commerce, et sur lesquels on note, en chiffres ou autres signes usités, les résultats d'une opération conclue avec un client, résultats que ces bulletins doivent rappeler au souvenir des intéressés. L'accusé avait inscrit au crayon sur un bulletin de ce genre, des chiffres faisant supposer une acquisition non soldée, et avait présenté ensuite cette pièce comme bulletin de vente. Il fut condamné par la cour d'assises, et la cour de cassation rejeta son pourvoi, jugeant qu'il y avait usage d'un titre fabriqué (Crim. rej. 28 mai 1846, *Journal de droit criminel*, 1846, art. 3978). Les usages commerciaux accordent, en effet, une certaine foi aux bulletins en question, bien qu'ils ne soient pas signés, quand ils sont dans la forme généralement suivie.

**135.** Puisque l'altération de la vérité dans un écrit n'est punissable que si elle porte sur « des clauses, déclarations ou faits que l'acte avait pour objet de recevoir et de constater » (c. pén. art. 147), il en résulte à l'évidence que toute fausse déclaration ou altération relative à des clauses que l'acte n'est pas destiné à contenir n'est pas un faux (V. à cet égard les nombreux arrêts cités, *Rép.* n° 267 et suiv.).

**136.** — IV. ALTÉRATION COMMISE SUIVANT L'UN DES PROCÉDÉS DÉTERMINÉS PAR LA LOI. — Ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 108, pour qu'il y ait faux, il est nécessaire que l'altération frauduleuse de la vérité rentre dans l'un des cas prévus par la loi. Or le code a déterminé les modes de perpétration : 1° pour le faux en écriture publique et authentique, imputable à des fonctionnaires publics, dans les dispositions des art. 145 et 146 c. pén.; 2° pour le faux, soit en écriture publique et authentique, soit en écriture de commerce et de banque, soit en écriture privée, imputables à de simples particuliers, dans l'art. 147. Ces textes sont limitatifs, et il est certain que toute altération qui se manifesterait par d'autres modes que ceux qu'ils ont énumérés ne pourrait devenir la base d'aucune incrimination (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 644; Garraud, n° 124; Blanche, n° 129; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 242).

**137.** Il suit de là que le procédé de faux employé doit être

(1) (Louis-Gervais Pillot et Charles-Frédéric Soullisse.) — La cour ; — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 299 c. instr. crim. et l'art. 147 c. pén., en ce que les faits retenus à la charge de Soullisse ne seraient point qualifiés crimes par la loi : — En ce qui touche d'abord les faits retenus à la charge de Soullisse et de Pillot, ensemble, sous les nos 1 à 14, et les faits retenus à la charge de Soullisse seul, sous les nos 3, 4, 7 à 12, 15, 16, 19, 20, 23, 24, 27, 28, 39, 40, 55, 56, 61 et 62 : — Attendu que, pour le fait Guibert, il résulte des constatations de l'arrêt qu'en 1884 Soullisse, inspecteur de la compagnie d'assurances contre l'incendie *la Foncière*, a fait remettre au sieur Guibert, pour règlement d'un sinistre, une indemnité de 44 fr. contre quittance de pareille somme ; qu'il a frauduleusement intercalé sur cette quittance le mot « cent » avant les mots « quarante-quatre » et l'a transformée en une quittance de 144 fr. ; qu'il a envoyé cette pièce comptable ainsi altérée à la compagnie *la Foncière* et s'est fait remettre, par ce moyen, une somme de 144 fr., alors qu'il en avait déboursé 44 seulement ; — Attendu que ces faits sont manifestement constitutifs des crimes de faux et usage de faux ; — Attendu que, pour les autres faits ci-dessus énumérés, la cour de Limoges constate que l'accusé réglait les sinistres et versait aux assurés les indemnités versées de gré à gré ; qu'il fabriquait ensuite des quittances de ces indemnités, mais en majorant celles-ci et les faisait signer par de prétendus mandataires des assurés ; qu'il appuyait ces faux reçus de procès-verbaux de nomination d'experts et de procès-verbaux d'expertises également fabriqués par lui et signés de personnes ignorantes ou complices ; que ces fausses expertises élevaient les indemnités dues aux chiffres des quittances majorées et tendaient à persuader à la compagnie *la Foncière* que les assurés avaient réellement touché les sommes indiquées par les prétendus hommes de l'art et par les quittances frauduleusement dressées ; que Soullisse envoyait toutes ces pièces comptables au siège de la société et obtenait, par ce moyen, des sommes supérieures à celles qu'il avait remises aux titulaires de polices ; — Attendu que ces constatations établissent la fabrication frauduleuse par Soullisse des pièces dont il s'agit, la fausseté des faits qu'elles attestaient comme vrais et enfin le préjudice causé à autrui ; — Qu'en conséquence, ces faits réunissent tous les éléments des crimes de faux et usage de faux et que le moyen doit être, de ce chef, rejeté ; — Mais en ce qui concerne tous les autres faits pour lesquels Soullisse est renvoyé devant la cour d'as-

spécifié dans la qualification, sous peine de cassation. Ainsi la cour de cassation a-t-elle déclaré nul pour défaut de motifs et cassé un arrêt de la chambre des mises en accusation qui avait qualifié de faux des notes de frais mensongères envoyées par des employés de compagnies d'assurances pour recouvrements à leur compagnie, sans que rien dans l'arrêt justifiait en fait le caractère de cette qualification (Crim. cass. 28 déc. 1888 (1) — Au reste les différents procédés de faux en écriture seront étudiés *infra*, n° 239 et suiv.).

**138.** — V. DISTINCTION DU FAUX ET DE L'ESCROQUERIE. — Nous avons dit au *Rép.* n° 112 qu'il ne faut pas confondre le crime de faux avec le simple délit d'escroquerie commis à l'aide d'un faux nom, d'une fausse qualité, de fausses allégations. La ligne de démarcation entre l'escroquerie et le faux est quelquefois difficile à tracer (V. *Rép.* v° *Fal et escroquerie*, n° 739 et suiv.). Nous plaçant ici spécialement au point de vue du faux en écriture, nous ferons d'abord remarquer qu'aucune difficulté ne peut se présenter s'il n'existe point d'écrit, puisqu'il n'y a jamais de faux en écriture sans altération de la vérité dans un écrit (V. *supra*, n° 119). A cet égard, nous ne pouvons, pour les applications, que renvoyer au *Rép.* eod. v°. Mais il n'en est pas de même des fausses manœuvres ou allégations produites par écrit. Toutefois, ce n'est pas à dire que toutes les escroqueries obtenues à l'aide d'une écriture fausse soient nécessairement constitutives du crime de faux. Il y a des distinctions à faire, parfois délicates. Parmi les altérations de la vérité, faites par écrit, les unes constituent, d'autres ne constituent pas le crime de faux. Les premières, aux termes de la disposition finale de l'art. 405 c. pén., sont réprimées par les peines du faux ; les secondes ne sont punies que des peines de l'art. 405.

**139.** L'usurpation par écrit d'une fausse qualité peut-elle constituer un faux ? La négative est certaine, sauf, ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 113, le cas où la déclaration d'une fausse qualité aurait été faite dans un acte ayant pour objet de constater si le déclarant avait ou non la qualité qu'il a prise (c. pén. art. 147, dernier alinéa). Les auteurs de la *Théorie du code pénal* ont parfaitement justifié cette distinction. « Si

sises : — Vu les art. 147 et 415 c. pén. et 7 de la loi du 20 av. 1810 ; — Attendu que l'arrêt entrepris se borne à déclarer que le demandeur adressait à la compagnie *la Foncière* des états de frais personnels d'après lesquels il avait fait certains déboursés pour des vérifications qu'il n'avait point, en réalité, opérées, et que, par ce moyen, il se faisait payer de prétendues avances auxquelles il n'avait pas de droit ; — Attendu que l'arrêt qualifie ces productions de mémoire de crimes de faux et usage de faux ; — Attendu que le caractère des pièces envoyées par Soullisse à la compagnie dont il était le représentant n'est pas suffisamment précisé ; qu'en l'état il est impossible à la cour de cassation de contrôler la qualification adoptée ; que ni l'exposé sommaire ni le dispositif de l'arrêt ne lui permettent de reconnaître s'il y a crimes de faux, escroqueries ou simples mensonges, sans caractère délictueux ; — Qu'à défaut de motifs il y a lieu de casser sur ces chefs ; — Mais attendu que ces derniers faits sont connexes aux crimes retenus à la charge du demandeur et aussi aux crimes relevés contre Pillot ; — Attendu que la cour d'assises de la Haute-Vienne est déjà et reste saisie, pour les deux accusés, de ces crimes, et qu'il est indispensable que les autres faits dont est inculpé Soullisse soient déférés à cette même cour d'assises, si la chambre des mises en accusation de renvoi les retient ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 432 c. instr. crim. la cour d'Orléans, à laquelle le renvoi va être fait, n'aurait pas compétence pour attribuer, au cas où elle les retiendrait, la connaissance des faits qui lui seront soumis, à la cour d'assises de la Haute-Vienne, située hors de son ressort ; — Qu'il en résulterait que les crimes reprochés à Soullisse et Pillot seraient déférés à la cour d'assises de la Haute-Vienne et que les autres faits connexes, qui pourraient être retenus à la charge du premier, seraient déférés à une autre juridiction ; — Qu'il deviendrait nécessaire alors de recourir à la voie de règlement de juges et que, pour prévenir les retards qu'entraînerait cette marche, il est utile de pourvoir dès à présent à ce règlement ; — Par ces motifs ; — Casse et annule l'arrêt de la cour de Limoges, chambre des mises en accusation, aux chefs seulement qui renvoient Soullisse devant la cour d'assises pour les faits cotés sous les nos 1, 2, 5, 6, 13, 14, 17, 18, 21, 22, 25, 26, 29 à 38, 41 à 54, 57 à 60, 63 et 64 et reprochés à Soullisse seul.

Du 28 déc. 1888.—Ch. crim.—MM. Forichon, rap.—Bertrand, av. gén.—Besson, av.

cette fausse qualité, disent ces auteurs (t. 5, n° 2196) usurpée dans un acte quelconque, n'est destinée qu'à tromper un tiers sur la véritable position de l'agent, elle ne constitue qu'une manœuvre frauduleuse constitutive de l'escroquerie; mais si cette qualité donne ouverture à un droit, si l'acte où elle est prise est destiné à le constater, s'il est fait usage de cet acte pour l'exercice même du droit, cette altération de la vérité n'est plus une simple escroquerie, elle devient un véritable faux. Ainsi l'individu qui prend par écrit la fausse qualité de fonctionnaire, d'avocat, de médecin, pour jouir d'un crédit usurpé n'est coupable que d'une manœuvre frauduleuse; mais s'il prend, par exemple, sur une feuille de route et devant les intendants militaires, la fausse qualité d'officier, afin de toucher les émoluments et les frais de route attachés à ce grade, cette usurpation doit être considérée comme un faux criminel » (Conf. Crim. rej. 21 avr. 1808, *Rép.* n° 281). La cour de cassation a même jugé que celui qui, s'étant attribué par écrit une mission publique, telle que celle d'officier géomètre, chargé de l'arpentage des communes d'un département, a, par ce moyen, commis des escroqueries, est coupable du crime de faux (Crim. cass. 2 mars 1809, aff. Poussart, *Rép.* n° 281). L'arrêt fait ressortir que « c'est une qualité publique que l'inculpé a prise pour s'attribuer un caractère officiel et des fonctions qu'il n'avait pas le droit d'exercer ».

A l'égard des allégations fausses, d'une autre nature que celles résultant d'une usurpation de nom ou de qualité, il est évident, ainsi que nous l'avons établi au *Rép.* n° 113, qu'elles ne peuvent avoir, quoique formulées par écrit, le caractère de faux, qu'autant qu'elles rentrent dans un des cas exprimés par les art. 146 et 147, c'est-à-dire qu'elles emportent obligation ou décharge, ou qu'elles altèrent la substance ou les circonstances essentielles des actes; sans cette condition, elles ne peuvent constituer qu'un moyen d'escroquerie (Chauveau et Faustin Hélie, n° 648).

140. L'usurpation d'un faux nom par écrit constitue tantôt un faux, tantôt une simple escroquerie. « En principe, dit M. Garraud, n° 199, cette usurpation ne peut être qualifiée de faux, elle est seulement de nature à former l'élément d'une escroquerie. Elle ne dégénérerait en faux que dans le cas où elle serait accompagnée d'une fausse signature, ou bien dans le cas où la déclaration verbale d'un faux nom aurait été faite pour servir à la rédaction d'un écrit destiné à la constater ». Dans l'opinion de l'auteur cité, l'apposition d'une fausse signature suffit donc pour constituer par elle-même l'élément matériel du faux; c'est le sentiment que nous avons déjà exprimé au *Rép.* n° 113. MM. Chauveau et Faustin Hélie s'expriment dans les termes suivants (t. 5, n° 2196) sur cette distinction : « L'usage d'un faux nom par écrit constitue le crime de faux, lorsque l'acte dans lequel il est pris peut produire une obligation quelconque et causer préjudice à autrui, ou lorsque cet acte est destiné à constater les faits qui s'y trouvent consignés. Cet usage, au contraire, se range parmi les moyens d'escroquerie lorsque l'acte ne renferme ni obligation, ni décharge, ni convention, ni disposition qui soit de nature à léser des tiers, et qu'il n'a point, d'ailleurs, caractère pour constater les faits qui y sont énoncés ».

141. La fabrication de lettres missives fausses ayant pour objet de faciliter ou de consommer des escroqueries, constitue-t-elle le crime de faux, ou une simple manœuvre frauduleuse? Cette question ne se discute plus aujourd'hui. Il est certain qu'il y a, dans ce cas, faux caractérisé. La jurisprudence est définitivement fixée en ce sens, et il n'est intervenu, depuis la publication du *Répertoire*, aucune décision pouvant être ajoutée à celles que nous avons signalées au *Rép.* n° 114-2° et 4°. Il y a faux, suivant les arrêts, alors même que la lettre missive est signée d'un nom idéal (Crim. cass. 8 juill. 1808, aff. Mollier, *Rép.* n° 114-2°; 16 juill. 1813, aff. Navaglioli, *ibid.*, n° 199; 13 juin 1846, aff. Fournier, D. P. 46. 4. 295). Chauveau et Faustin Hélie cependant (n° 649), et Garraud (n° 143) sont d'un avis contraire. Ils se basent sur ce que, lorsqu'un individu signe une pièce d'un nom imaginaire, cette pièce fausse ne peut

créer d'obligation au profit de personne. Nous croyons cette opinion fondée, et nous pensons que les éléments constitutifs du délit d'escroquerie se rencontrent certainement dans ce cas, mais non ceux du faux en écriture.

142. Il est, d'ailleurs, hors de doute, et il a été jugé qu'il y a délit d'escroquerie de la part de celui qui, à l'aide d'une fausse qualité et de manœuvres frauduleuses consistant notamment dans la représentation d'une fausse lettre missive ayant pour objet de faire croire à un crédit imaginaire, s'est fait remettre par un tiers une somme d'argent ou des marchandises (Crim. rej. 14 août 1847, aff. Raynaud, D. P. 47. 4. 235; 14 nov. 1880, aff. Sisson, D. P. 81. 1. 45). Mais, nous le répétons, il est douteux pour nous qu'il y ait, en même temps, faux en écriture. Dans la pratique, les faits de ce genre donnent habituellement lieu à de simples poursuites correctionnelles fondées sur l'art. 405 c. pén.

143. Au reste, nous persistons à penser, conformément à l'opinion émise au *Rép.* n° 115, que la fausse signature apposée à une lettre ne constitue pas le crime de faux, lorsque cette lettre, par la manière dont elle était conçue (une demande de secours, par exemple), ne pouvait laisser ignorer à celui auquel elle s'adressait que les choses qui lui étaient demandées l'étaient à titre de pure libéralité, et sans qu'il dût lui en être tenu compte par le prétendu signataire de la lettre.

144. La question de savoir si une signature purement imaginaire apposée au bas d'un billet ou effet de commerce constitue un faux, est la même que celle qui vient d'être posée et résolue au n° 141. On sait qu'il arrive très souvent, de nos jours, que des commerçants peu scrupuleux fabriquent des effets de commerce signés ou acceptés d'un nom idéal et les négocient à des tiers qui, à l'échéance, se trouvent en présence, soit d'un tireur, soit d'un signataire existant. Nul doute qu'il y ait dans ce fait une escroquerie. Mais y a-t-il aussi faux en écriture? Oui, d'après la jurisprudence pratique. Pour notre part, nous déciderions plus volontiers la négative, par la raison déjà donnée que, si la signature fausse est de nature à causer préjudice, elle ne peut cependant créer d'obligation au profit de personne (Conf. Garraud, n° 143).

A plus forte raison, devrait-on, suivant nous, décider qu'il n'y a pas crime de faux dans le fait de celui qui négocie à des tiers une lettre de change souscrite par lui et indiquant un tiré imaginaire. D'abord, il est clair que, dans ce cas, la lettre de change ne renferme aucune trace de faux matériel; elle ne renferme pas davantage les éléments d'un faux intellectuel par supposition de convention (c. pén. art. 147), car « quelle obligation peut résulter d'une convention constatée seulement par la signature du prétendu créancier, qui se donne un débiteur purement imaginaire; ou plutôt peut-on prêter un seul instant le nom de convention à un acte de cette nature? » (Dutruc, *Mémorial du ministère public*, t. 2, v° Faux, p. 576). Mais l'auteur de la négociation pourrait, sans aucun doute, être poursuivi comme coupable d'escroquerie pour avoir fait usage de manœuvres frauduleuses (c. pén. art. 405).

145. Mentionnons, à propos de la distinction entre le faux et l'escroquerie, quatre arrêts de la cour de cassation dont le premier (Crim. cass. 14 févr. 1868, aff. Mas, D. P. 68. 1. 353) a décidé que le fabricant ou contremaître qui, pour détourner une partie des salaires dus aux ouvriers de l'établissement, s'est fait remettre les carnets de ceux-ci sous prétexte de vérifications à faire, et a frauduleusement altéré les mentions y contenues, est coupable, non d'une simple escroquerie, mais d'un faux en écriture de commerce, si l'objet de ces carnets est de servir de base aux règlements des salaires entre les ouvriers et le patron. — Le second arrêt a jugé (Crim. cass. 29 juill. 1875, aff. Bougal, D. P. 76. 1. 288) que le fait d'avoir signé des mandats payables sur la caisse d'un hospice pour des sommes supérieures aux factures, ou pour le prix de fournitures personnelles au signataire, ne constitue pas le délit d'escroquerie, mais le crime de faux. Le troisième (Crim. rej. 28 juin 1877) (1) a décidé que la fabrication de fausses factures des-

(1) (Edouard-François Lemarchant et François Pierre.) — La cour; — Sur le moyen tiré de la violation des art. 241 et 271 c. instr. crim., en ce sens que Pierre (François) aurait été con-

damné pour crime de faux bien que la question posée de ce chef aux jurés ne résultât ni de l'arrêt de renvoi ni de l'acte d'accusation. — Attendu que cette question avait été posée dans les termes

leuse? » Blanche n'en conclut pas cependant que toutes les simulations feront encourir à leurs auteurs les peines applicables au faux en écriture. Il distingue (n° 135) entre « celles qui ne peuvent pas être préjudiciables à autrui, et ont eu lieu sans intention criminelle, et celles qui sont accomplies dans ce but et avec cette intention ». Il absout les premières, mais condamne les secondes, « parce qu'elles réunissent toutes les conditions du faux : l'altération de la vérité, l'éventualité du préjudice, l'intention criminelle ». Cette doctrine est celle que nous avons adoptée au *Rep.* n° 116 *in fine*. Nous croyons devoir y persister, en faisant encore, avec Blanche (p. 230), cette réserve qu'il n'y aurait pas lieu d'appliquer à une simulation les peines ordinaires du faux, si une loi spéciale en avait disposé autrement, comme, en matière d'enregistrement, dans le cas des insuffisances de prix ou de revenu dans toutes les transmissions d'immeubles, et des omissions ou atténuations de valeurs dans les mutations par décès de biens mobiliers (L. 22 frim. an 7, art. 39, et L. 27 vent. an 9, art. 5). — V. aussi, sur cette question de la simulation, les dissertations insérées dans le *Journal du droit criminel*, 1874, art. 9670 et 9695.

La jurisprudence, hésitante à l'époque de la publication du *Repertoire* (n° 117), sur la question précédente, s'est affirmée par deux arrêts postérieurs dans le sens de la doctrine qui incrimine la simulation comme un faux. Dans l'espèce qui a donné lieu au premier de ces deux arrêts (Crim. rej. 7 mai 1863, aff. Guéneau, D. P. 63. 1. 272), un commissionnaire en marchandises avait été poursuivi pour avoir indiqué faussement, sur ses livres de commerce, qu'il avait remis en espèces à un commerçant failli une somme de 7565 fr., qu'il avait touchée d'un tiers pour le compte de celui-ci. L'inculpé crut se justifier en soutenant, dans l'instruction, que cette simulation avait été concertée entre lui et le commerçant. Mis néanmoins en accusation, la cour de cassation rejeta son pourvoi, « attendu que l'existence de la convention simulée, qui serait une première constatation de la fraude concertée, loin de faire disparaître le crime de faux, imprimé par l'arrêt à l'inscription sur un livre de commerce, d'un fait mensonger ou préjudiciable à des tiers, en expliquerait le but et en aggraverait l'intention ». — Dans la seconde affaire, la même cour a jugé que, lors même que l'acte dressé par un notaire reproduit exactement les conventions des parties, il y a faux et non simple simulation si les fausses énonciations qu'il contient ont été concertées entre les parties dans le but de tromper des tiers (Crim. rej. 3 sept. 1874) (1).

148. La simulation serait-elle encore passible des peines du faux si les altérations de la vérité étaient concertées dans le but de frauder le Trésor public, comme, par exemple, si un notaire postdatait, du consentement des parties, un acte dans le but de se soustraire au paiement de l'amende et du double droit qu'il encourt quand l'acte n'est pas enregistré dans le délai déterminé par la loi du 22 frim. an 7 ? La cour de cassation a jugé la négative par arrêt du 31 mai 1839 (aff. Obry, *Rep.* n° 149-9°), fondé sur ce motif « que la régie de l'Enregistrement n'est point obligée de faire tomber par la voie de l'inscription de faux la date des actes, pour prouver la date réelle des mutations immobilières qui donnent ouverture aux droits, et que la loi l'autorise à faire cette

preuve indépendamment desdits actes et des énonciations qu'il renferme ». Blanche (n° 137) critique vivement cet arrêt, et fait remarquer qu'il est comme isolé dans la jurisprudence de la cour de cassation. Cette cour a, en effet, décidé depuis lors, à diverses reprises, que le fait de post-dater un acte pouvant préjudicier aux parties et à la régie de l'Enregistrement constitue le crime de faux (Crim. cass. 26 août 1853, aff. Viry, D. P. 53. 1. 239; 11 oct. 1860, aff. Orcei, D. P. 66. 5. 231).

149. Toutefois, il est clair que « si les parties, en dressant ou en faisant dresser par un officier public l'acte qui constate leur convention, n'avaient entendu rédiger qu'un projet, et s'étaient réservé de ne lui donner que plus tard sa perfection, on ne pourrait incriminer la date donnée à l'acte, au moment où la convention est devenue définitive. Cette date est celle du contrat; elle est vraie et sincère, et ne peut être considérée comme une postdate » (Blanche, *cod. loc.* p. 236).

150. Nous avons dit plus haut n° 147 qu'il n'y aurait pas lieu d'appliquer à la simulation les peines du faux si une loi spéciale avait infligé à ce fait une peine particulière. Tel est le cas où, en vue de se soustraire à une partie du droit proportionnel qu'elles doivent à l'occasion de la transmission d'un bien, les parties se concertent pour diminuer, soit dans leurs actes, soit dans leurs déclarations à l'enregistrement, la valeur du bien, et cela, avec le concours du notaire qui, sciemment, constate comme vraies leurs déclarations fausses. L'art. 39 de la loi du 22 frim. an 7 punit, en effet, de la peine du double droit les omissions et insuffisances de déclarations. Ces sortes de simulations ne sont donc pas régies par le code pénal, et elles ne peuvent subir que la peine pécuniaire ordonnée par la loi de frimaire (Blanche, n° 137; Garraud, n° 129, p. 168). V. aussi, conf. conclusions du procureur général Dupin, rapportées *Rep.* n° 277, note 3. Mais il en serait autrement et il a été jugé que les peines du faux devraient être appliquées au notaire qui, dans un acte, énoncerait faussement un prix de vente inférieur à celui convenu entre les parties, la répression des fraudes commises dans la déclaration du prix ou de la valeur des meubles transmis par actes entre vifs ne se trouvant pas prévue par les lois fiscales (Crim. cass. 7 juill. 1848, aff. Ollier, D. P. 48. 1. 134. Conf. Blanche, *cod. loc.*).

151. On sait que l'art. 139 c. com., défend d'antidater les ordres sous peine de faux. Il résulte de là que l'antidate de ce mode de cession de créance, qui s'appelle l'endossement, constitue certainement un faux en écriture (Garraud, n° 134; Baumann, p. 179). Sur le caractère exceptionnel de cette disposition, V. Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. 1, p. 587, texte et note 6; Boistel, *Précis de droit commercial*, n° 750; Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v° *Lettre de change*, n° 501. Au reste, bien que l'art. 139 ne le dise pas expressément, il est à remarquer que, si l'antidate d'un endossement constitue un faux, c'est à la condition que les autres éléments du faux s'y rencontrent, et particulièrement l'intention frauduleuse (Civ. cass. 21 déc. 1864, aff. Saint-Phalle, D. P. 65. 1. 30). — Suivant cet arrêt, dont nous approuvons la doctrine, « la sanction de la loi n'est applicable qu'autant que l'antidate constitue une déclaration frauduleuse, sciemment mensongère, faite en vue de

(1) (Ignace Kœuffling.) — La cour; — Sur le premier moyen, pris de la violation de l'art. 146 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué a qualifié de faux une simple simulation : — Attendu que l'art. 146 c. pén., punit de la peine des travaux forcés à perpétuité tout fonctionnaire ou officier public qui en rédigeant des actes de son ministère, en a frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas; — Attendu que ces mots : en constatant comme vrais des faits faux, ne sont pas synonymes de ceux-ci : en écrivant des conventions autres que celles dictées par les parties, mais qu'ils indiquent une manière différente de commettre le crime de faux; d'où il suit qu'il n'est pas nécessaire que les conventions faites par les parties aient été inexactement reproduites par l'acte argué de faux; — Attendu que, s'il n'y a qu'une simple simulation dans les énonciations mensongères connues des parties et auxquelles elles ont consenti, il en est autrement, lorsque ces fausses énonciations dans l'acte ont été concertées entre les parties dans le but de tromper des tiers, auxquels on en

a laissé ignorer la fausseté; — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que l'acte de vente et l'acte d'emprunt, l'un et l'autre rédigés dans l'étude du notaire Demeulve, ne formaient qu'une seule opération organisée par cet officier public, dans le but de tromper des capitalistes et d'obtenir d'eux un prêt de 600000 fr., au moyen d'une affectation hypothécaire sur des forêts, dont le prix était mensongèrement porté dans l'acte de vente à la somme de 600000 fr.; — Attendu que cette fausse énonciation portait sur la substance même de l'acte; qu'elle a eu pour résultat de tromper les prêteurs sur la véritable valeur des forêts destinées à leur servir de gage; qu'il en est résulté pour eux un préjudice réel et considérable, puisque ces forêts n'ont été plus tard vendues, par voie d'adjudication publique, au notaire Demeulve lui-même, que la somme de 160.000 fr.; — Attendu qu'on trouve dans ces faits l'altération de la vérité, la fraude et le préjudice, c'est-à-dire les trois éléments qui constituent le faux criminel prévu et puni par l'art. 146 c. pén.;

Par ces motifs, etc.

Du 3 sept. 1874.-Ch. crim.-MM. Guyho, rap.-Thiriot, av. gén.-Godin, av.

créer des droits inexistants et, par là, de porter préjudice ; et ce serait aller contre la pensée de la loi que d'en étendre la disposition à l'antidate qui n'a pas ces caractères » (Conf. Garraud, n° 134, note 53 ; Boistel, *loc. cit.* ; Alauzet, *Commentaire du code commercial*, t. 3, n° 1374 ; Lyon-Caen et Renault, n° 1084, note 6). — Sur la question de savoir si l'antidate de la lettre de change elle-même ou de tout autre titre à ordre est frappée de la peine du faux, V. *infra*, n° 275.

**152.** — VII. DÉCLARATION UNILATÉRALE. — A côté de la simulation, qui suppose un accord de volonté entre deux ou plusieurs personnes, se rencontrent certaines déclarations unilatérales qui, même mensongères, même relatées dans un acte public, ne constituent cependant pas un faux punissable. L'héritier qui veut accepter une succession sans être tenu *ultra vires*, la femme commune en biens qui veut limiter son obligation aux dettes, doivent faire dresser inventaire. S'ils font au notaire des déclarations sciemment incomplètes, sont-ils coupables de faux ? En aucune façon. La seule peine encourue par l'héritier sera la déchéance de la faveur attachée à l'acceptation bénéficiaire (c. civ. art. 804), et la veuve sera tenue sur ses biens personnels même des dettes communes (c. civ. art. 1459). Ni l'un ni l'autre n'encourra d'autre peine (Garraud, n° 129 ; Baumann, p. 163).

**153.** En matière de *contributions indirectes*, certaines déclarations faites par des contribuables, même mensongères, préjudiciables et faites dans une intention frauduleuse, sont punies d'une simple amende. Il en est ainsi des fausses déclarations faites à la Régie par l'expéditeur de boissons, qui se fait délivrer un *congé* pour une quantité de boissons inférieure à celle qu'il va diriger chez le consommateur. Cette fausse déclaration constitue par elle-même un délit fiscal que l'art. 19 de la loi du 28 avr. 1816 punit de la confiscation des boissons saisies, et d'une amende de 100 fr. à 600 fr. suivant la gravité des cas, mais, certainement, de l'avis de tout le monde, elle ne constitue pas de faux (Garraud, n° 131 ; Baumann, p. 163). Il en est de même, d'après la jurisprudence, en ce qui concerne les *acquits-à-caution*, « attendu que les déclarations des expéditeurs constatées par des acquits-à-caution ne font pas foi, vis-à-vis de la Régie, de la réalité de ces expéditions ; qu'en effet, la législation des contributions indirectes a armé la Régie, par les formalités qu'elle a imposées, de moyens puissants de contrôle sur les fraudes qui peuvent les accompagner, et que les certificats de décharge, réservés à ces agents, peuvent seuls constater que les expéditeurs, les soumissionnaires et les destinataires ont rempli leurs obligations réciproques ; attendu, dès lors, que les déclarations dont il s'agit n'ont point le caractère défini par l'art. 147, dernier alinéa c. pén. » (Crim. rej. 12 oct. 1854, aff. Cassabois, D. P. 53. 1. 46).

Mais l'arrêt précité a jugé, au contraire, que si un marchand de liquides, au moyen de la production d'un acquit-à-caution appuyé d'affirmations mensongères, surprend à la Régie, au lieu de destination, un *certificat de décharge* pour l'expédition supposée qu'il n'a pas faite, il commet le crime de faux en écriture authentique. Et il a été décidé de même par un autre arrêt (Crim. rej. 19 avr. 1860, aff. Pend, D. P. 60. 1. 292), pour le cas où c'est au lieu de son domicile que le marchand de liquides, à l'aide d'acquits-à-caution fictifs et d'expéditions simulées, a surpris, aux employés de la Régie, la décharge de quantités qui devaient être portées comme manquants, et s'est soustrait ainsi au paiement du droit de consommation auquel ces quantités étaient soumises. Ces deux décisions peuvent s'appuyer sur l'art. 7 de l'ordonnance du 20 juin 1816, lequel est ainsi conçu : « Dans le cas où les certificats de décharge, après vérification, seraient reconnus faux, les soumissionnaires et leurs cautions ne seront tenus que des condamnations purement civiles, conformément à leur soumission, sans préjudice des poursuites à exercer contre qui de droit pour faux en écriture publique ». Il est à remarquer aussi que, lorsqu'un certificat de décharge a été obtenu de la Régie, la fraude est certainement consommée, tandis que, jusqu'à cette obtention, les actes frauduleux qu'on peut reprocher au marchand ne sont que des actes préparatoires insuffisants pour constituer à eux seuls le crime de fraude au préjudice du Trésor à l'aide de faux. On conçoit donc

qu'il y ait crime dans le premier cas, et non dans le second (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 657. V. toutefois *contra* : Garraud, n° 131, p. 173).

Et il a été jugé aussi, en matière de *douanes*, que le commerçant qui, dans le but de se faire délivrer par la Régie, moyennant des droits inférieurs à ceux légalement dus, des marchandises importées de l'étranger, et de frauder ainsi le Trésor public, a altéré ou fait altérer des *feuilles de gros* dressées en France à l'entrée desdites marchandises et accompagnant celles-ci jusqu'à l'acquiescement des droits, est avec raison déclaré coupable, non d'une simple fraude ou contravention aux lois de douane, mais d'un véritable faux, tombant sous la répression édictée par le code pénal (Crim. rej. 27 févr. 1873, aff. Wacogne, D. P. 73. 1. 166. V. Conf. *supra*, v° *Douanes*, n° 564. — *Contra* : Garraud, *loc. cit.*, p. 174).

**154.** — VIII. ALTÉRATION DE LA VÉRITÉ DANS LES COMPTES ET MÉMOIRES. — Nous avons dit au *Rép.* n° 125 qu'il n'existe pas de faux punissable lorsque l'altération de la vérité se produit dans des comptes, dans des mémoires, sur des chiffres ou des calculs. Garraud (n° 122) en explique fort bien la raison : « Tous les comptes, tous les mémoires sont sujets à vérification ; les énonciations mensongères qui y sont insérées ne forment donc pas titre ». Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 658 ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 248. — La cour de cassation a très nettement appliqué cette règle dans une espèce où un ouvrier briqueur, sur des notes relatives à des livraisons faites pour le compte de son patron, avait commis des altérations de chiffres en vue de se faire payer un prix de façon supérieure à celui qui lui était dû. L'arrêt a déclaré « que les faits ne présentent qu'une exagération des demandes de salaire... et que les énonciations mensongères des quantités fabriquées et livrées ne présentent pas les éléments du crime de faux » (Crim. régl. de juges, 31 mai 1855, aff. Petit, D. P. 55. 1. 299). C'est en vertu du même principe que la même cour a reconnu, par un arrêt postérieur (Crim. rej. 12 déc. 1874, aff. Ferrand, D. P. 75. 1. 389-390), que les caractères du faux criminel n'apparaissent pas par cela seul qu'il est constaté que le prévenu, pour se faire remettre des valeurs ou obtenir la décharge de celles dont il était débiteur, a produit un compte de dépenses frauduleusement exagérées, et fourni à l'appui des pièces justificatives régulières en la forme et destinées à dissimuler sa fraude.

**155.** Il a été jugé de même que, lorsqu'un écrit n'a par lui-même que la valeur d'une simple note, comme un mémoire de travaux, le fait d'y avoir inséré des énonciations frauduleuses ne constitue un faux qu'autant qu'il est établi que les altérations ont causé ou pu causer un préjudice à autrui (Crim. cass. 20 janv. 1848, aff. Occelli, D. P. 48. 5. 201) ; — Et encore qu'il n'y a pas davantage de faux dans le fait d'exagérer, dans le mémoire produit à une administration publique, l'accomplissement de devoirs et prestations sujets à salaire, et dont l'auteur du mémoire réclame la rémunération (Crim. cass. 4 nov. 1847, aff. Ernoul, D. P. 47. 1. 371). — Mais, comme nous l'avons dit au *Rép.* n° 125 et 126, s'il était produit des pièces fausses à l'appui des comptes altérés, il en serait tout autrement, car la falsification porterait alors sur une *preuve* et serait de nature à causer un préjudice (Garraud, *ead. loc.* ; Chauveau et Faustin Hélie, *ead. loc.*).

**156.** Et de même, il y aurait faux si les énonciations mensongères, tendant à une augmentation frauduleuse de sommes dues, étaient faites dans un acte ayant le caractère d'un *titre*. Ainsi jugé qu'il y a crime de faux : 1° dans les altérations qui seraient faites dans les certificats dressés par les maires sur les états de vaccination, à l'effet d'augmenter frauduleusement le chiffre des vaccinations (Arrêt précité du 4 nov. 1847) ; 2° dans le fait d'avoir signé des mandats payables par la caisse d'un hospice, pour des sommes supérieures aux factures des travaux ou fournitures qui font l'objet de ces mandats (Crim. rej. 29 juill. 1875, aff. Bourgal, D. P. 76. 1. 288) ; 3° dans le fait, par l'agent d'une compagnie d'assurances, d'avoir, dans le but d'augmenter le chiffre de la prime ; inséré dans une police, après sa signature par l'assuré, des évaluations supérieures à celles convenues (Crim. rej. 12 mai 1859, aff. Leroyer, D. P. 59. 5. 186) ; 4° dans le fait, de la part des agents d'une



compagnie d'assurances d'ajouter des chiffres à des quittances d'indemnité après sinistre ou de faire signer par des sinistrés des quittances d'indemnités, afin de majorer les indemnités des sinistrés et de bénéficier de l'excédent du chiffre apparent sur le chiffre réel (Crim. rej. 28 déc. 1888, *supra*, n° 137); 5° dans le fait, par la personne chargée du service de la boucherie par l'administration d'un hospice, d'avoir frauduleusement inscrit ou fait inscrire sur le carnet destiné à établir les sommes qu'elle avait dû toucher pour le prix des peaux d'animaux qu'elle était chargée de vendre, des poids inférieurs à ceux des livraisons réellement faites, dans le but de procurer à l'acheteur un bénéfice au détriment des hospices (Crim. rej. 18 juin 1891 (1); Conf. Noguier, t. 4, 1<sup>re</sup> vol. n° 2946; Blanche, t. 3, n° 233; Garraud, t. 3, n° 235).

157. Relativement à la distinction de l'abus de blanc-seing et du faux signalée au *Rép.* n° 118 et 119, V. *Rép.* n° 340 et suiv. et *infra*, n° 316 et suiv. V. aussi *supra*, v° *Abus de confiance*, n° 12 et 14, et *Rép. cod. v°*, n° 26 à 28.

158. Relativement à l'abus de la signature sociale par un associé et aux cas dans lesquels cet abus peut constituer un faux, nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au *Rép.* n° 120 à 123. Il n'est point intervenu d'arrêts nouveaux à cet égard (V. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 656).

159. Il arrive assez fréquemment qu'on ne sait pas au juste si la fausse écriture est l'œuvre de l'accusé ou d'un tiers, qui lui a servi d'instrument. L'accusé étant également coupable dans un cas comme dans l'autre et méritant la même peine, il est d'usage, pour soustraire le jury à toute espèce d'incertitude, de rédiger la question sous une forme alternative qui répond aux deux hypothèses : « L'accusé est-il coupable d'avoir fabriqué ou fait fabriquer ..., altéré ou fait altérer ... inscrit ou fait inscrire ... ? » La cour de cassation a reconnu, par de nombreux arrêts,

que la question ainsi posée est parfaitement régulière (Crim. cass. 27 janv. 1827, aff. Laloud, *Rép.* n° 149-8°; Crim. rej. 6 avr. 1838, aff. Guillaume, *Rép.* n° 352; 3 avr. 1847 (2); 26 juin 1852, aff. Chautreau, D. P. 52. 5. 172; 12 févr. 1874 (3)).

## § 2. — Intention frauduleuse (*Rép.* n° 127 à 146).

160. Le crime de faux en écriture n'existe, à l'instar de tous les autres crimes, que si l'élément physique qui le constitue est accompagné de l'élément intentionnel; cet élément est, en matière de faux, l'intention frauduleuse. Nous avons rappelé au *Rép.* n° 127 qu'encre bien que l'art. 146 c. pén. exige seul que le faux soit commis « frauduleusement », et que les autres textes soient muets à cet égard, il est certain cependant que la nécessité d'une intention frauduleuse est applicable à tout faux en écriture.

161. Mais en quoi consiste cette intention frauduleuse? C'est là une question assez délicate. Il est certain d'abord qu'il ne suffit pas, pour commettre un faux, d'agir sciemment et volontairement, c'est-à-dire sachant bien que l'on commet un faux, et voulant néanmoins le commettre. Le faux appartient, en effet, à la catégorie des infractions qui exigent, chez l'agent, une intention déterminée, un dol spécial. « Ainsi celui qui fabriquerait un faux testament, par plaisanterie, pour faire croire à quelqu'un qu'il a des droits héréditaires, ne commettrait certes pas de faux punissable, bien qu'il soit conscient de la falsification dont il est l'auteur et qu'il ait agi volontairement » (Garraud, n° 144. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 660). Faut-il dire que l'intention coupable qui caractérise le faux est le dessein de nuire à autrui? C'est la solution qui a été proposée au *Rép.* n° 122, après beaucoup d'auteurs (Chauveau et Faustin Hélie n° 660 et 662; Boitard, n° 222; Blanche, n° 147 et 148) et d'arrêts. Peut-être cette définition n'est-elle pas suffisante. Il arrive

*apposé ou fait apposer* présentant une alternative dont les deux termes entraînent les mêmes conséquences pénales, on ne saurait considérer comme complexe la question qui les réunit; — Rejette. Du 3 avr. 1847.-Ch. crim.-MM. Rocher, rap.-Nicias-Gaillard, av. gén.

(3) (Eugène-Pierre-Marie Lafosse.) — La cour; — Sur l'unique moyen du pourvoi, pris de la violation prétendue de l'art. 147 c. pén., et divisé en deux branches: — Sur la première branche, prise de ce que la question soumise aux jurés impliquait une alternative qui ne permettait pas de distinguer si, dans la perpétration du crime de faux à lui reproché, le demandeur avait agi comme auteur principal ou comme complice, et, dans ce dernier cas, si le fait incriminé présentait les éléments légaux de la complicité: — Attendu que le jury était interrogé sur le point de savoir si l'accusé, en vue de dissimuler des détournements par lui commis au préjudice de la compagnie générale des Messageries, dont il était employé, avait inscrit ou fait inscrire sur les registres de ladite compagnie de fausses énonciations indicatives de prétendus déboursés qu'il n'avait pas réellement effectués; — Attendu que, si la question ainsi posée et affirmativement résolue était alternative, elle n'impliquait pas moins, dans chacun de ses termes, l'existence du crime de faux; puisque ce crime existe également, soit que son auteur ait fabriqué ou altéré lui-même la pièce incriminée, soit que, pour opérer cette altération, il se serait servi de la main d'un tiers, ramené au rôle de simple instrument; qu'il n'y avait donc pas lieu de soumettre au jury une question subsidiaire de complicité qui ne résultait d'aucune des circonstances de la cause; — Sur la seconde branche, prise plus spécialement de la fausse application de l'art. 147 précité c. pén., en ce que la question posée au jury n'exprimerait pas suffisamment que les registres falsifiés par l'accusé étaient des livres de commerce: — Attendu que de l'ensemble des questions résolues contre le demandeur, et se rattachant l'une à l'autre par voie de référence, il résulte que les registres par lui falsifiés, en vue de masquer ses détournements, étaient ceux d'une maison de commerce dont il était commis, et qu'il ne détenait qu'en cette qualité; que le caractère commercial desdits registres se trouve par là même établi, et suffit pour justifier le titre de l'incrimination, alors même que ces livres ne rentreraient pas dans la classe de ceux énumérés dans l'art. 8 c. com.; qu'ainsi, sur ce chef comme sur le précédent, il n'y a lieu de faire droit aux griefs relevés par le demandeur;

Par ces motifs, rejette, etc. Du 12 févr. 1874.-Ch. crim.-MM. Robert de Chenivière, rap.-Bédarides, av. gén.-Brugnon, av.

(1) (Volant et Lehmann.) — La cour; — Sur le moyen tiré d'une prétendue violation des art. 147 et 150 c. pén.: — Attendu que Volant, chargé du service de la boucherie pour l'administration des hospices d'Orléans, était en même temps chargé de vendre pour le compte de celle-ci les peaux des animaux dont il lui avait livré la viande, qu'il avait, en conséquence, traité directement avec Lehmann pour l'achat de ces peaux, et que les livraisons faites en exécution de cette convention étaient inscrites par Lehmann sur le carnet de vente de Volant, carnet destiné à établir quelles étaient les sommes que Volant avait dû toucher comme vendeur et qu'il était tenu comme mandataire de verser à l'administration des hospices; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt de renvoi, de l'acte d'accusation et des réponses du jury que Volant a fait inscrire et que Lehmann a inscrit ou fait inscrire sur ledit carnet des chiffres indiquant des poids inférieurs à ceux des livraisons réellement faites, le tout frauduleusement et en vue de procurer à l'acheteur un bénéfice au détriment des hospices; — Attendu que ces inscriptions mensongères contiennent une altération des clauses et des faits que le carnet de vente de Volant avait pour objet de constater et par conséquent rentrent dans les prévisions littérales de l'art. 147 c. pén.; — Attendu que s'il est vrai, comme l'allègue le pourvoi, que les chiffres ainsi inscrits ne liaient pas l'administration des hospices, ils servaient néanmoins de base au compte que Volant devait lui rendre et formaient contre elle, sinon une preuve complète, du moins une présomption qu'elle ne pouvait pas facilement combattre; — ... Sur le moyen tiré d'une prétendue violation de l'art. 151 c. pén.: — Attendu que si l'arrêt ne constate pas que Lehmann ait fait usage des fausses énonciations du carnet de Volant, si même aucune question n'a été de ce chef posée au jury, cela importe peu, puisque le faux constitue un crime par lui-même et indépendamment de tout usage de la pièce fautive;

Par ces motifs; — Rejette.

Du 18 juin 1891.-Ch. crim.-MM. Lœw, pr.-Accarias, rap.-Reynaud, av. gén.-Bazille et Brugnon, av.

(2) (Sausset.) — La cour; — ... Sur le deuxième moyen, tiré, d'une part, de ce que le président de la cour d'assises aurait, à tort, qualifié de fausse, dans la première des questions posées au jury, la signature apposée au bas de l'un des billets, objet de l'accusation; — D'autre part, de ce qu'il y aurait un double vice de complexité dans ces questions: l'un affectant celle qui a rapport à la fabrication du faux; l'autre, celle qui a trait au chef d'usage de la pièce fautive; — Attendu, en premier lieu, que la mention de la fausseté d'une signature est un élément essentiel du crime de fabrication de faux; — Attendu, en second lieu, que les mots

souvent, en effet, qu'un faussaire commet le faux sans vouloir nuire à personne, n'ayant en vue que son propre intérêt. Tel est le cas de l'individu qui cherche, par une altération ou une falsification de pièces, à se soustraire à une obligation imposée par la loi, à un service dû légalement, ou à l'action de l'autorité. Dans ces différentes hypothèses, il y a certainement intention coupable et faux, et pourtant il ne se rencontre aucun dessein de nuire à autrui. Qu'est-ce donc que l'intention frauduleuse? Nous croyons qu'on peut caractériser plus exactement cette intention en disant que c'est la volonté de se procurer à soi-même ou à d'autres des avantages ou profits illicites, ou encore de causer un préjudice à autrui. Suivant M. Garraud, n° 144, p. 205, l'intention que la loi incrimine, c'est simplement « la volonté de faire valoir, comme preuve contre le droit, un document que l'on sait mensonger ». Les codes étrangers pourraient offrir, à ce point de vue, d'utiles indications à notre législateur. Le code belge de 1867 incrimine, dans son art. 193 le faux commis en écriture ou dans des dépêches télégraphiques « avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire » (Conf. Nypels, *Le code pénal belge interprété*, t. 1, p. 450; Haus, *Principes généraux du droit pénal belge*, t. 1, n° 303 et 306, et les notes). Et le code allemand de 1870 punit le faux commis « dans le but de s'attribuer ou de procurer à autrui un gain illicite, ou de causer un préjudice à autrui » (art. 268).

Il n'a été rendu que peu d'arrêts sur la question qui nous occupe depuis la publication du *Répertoire*. Un arrêt de rejet du 19 juin 1852 (aff. Roudier, D. P. 52. 1. 192) a décidé que le fait, par un clerc de notaire, d'avoir inséré, dans un acte clos et enregistré, les mots : *lu aux parties*, après constatation de l'omission de ces mots par les préposés de l'enregistrement, n'est pas punissable, s'il est établi que ce clerc a agi sans intention frauduleuse et uniquement pour échapper aux reproches de son patron. Nous aurions plus de peine à souscrire à la doctrine d'un autre arrêt, rendu par la cour de Paris, en date du 30 avr. 1852 (aff. N..., D. P. 53. 2. 187), qui a jugé que la fabrication d'un certificat de bonne conduite sous le nom d'un particulier n'est pas punissable, si elle n'a été faite que pour se faciliter l'obtention d'une place de percepteur. Sans doute l'auteur de ce fait ne voulait nuire à personne, mais comment nier qu'il fût animé de l'esprit de fraude?

**162.** Relativement à la question de savoir s'il faut voir un faux criminel dans le fait de se faire écriquer dans une prison à la place et sous le nom d'un condamné, nous serions également tentés d'abandonner l'opinion adoptée au *Rép.* n° 130. Il semble, en effet, difficile de contester qu'il y ait, en cette hypothèse, une intention de fraude, une volonté de faire valoir contre le droit le faux acte d'écrout. D'autre part, ce faux écou cause certainement un préjudice social, puisqu'il préjudicie à l'ordre public, essentiellement intéressé à ce que les condamnations soient subies par ceux contre lesquels elles ont été prononcées (Crim. cass. 10 févr. 1827, cité *Rép.* n° 130). Les différents éléments du faux paraissent donc se trouver réunis (Conf. C. cass. Belgique, 2 avr. 1849, *Pasicrisie*, 1849. 1. 200). Ajoutons qu'il ne nous semble aucunement nécessaire qu'en cas pareil, la fraude ait été accomplie moyennant salaire, comme dans le cas de l'arrêt de Paris du 30 janv. 1830, cité *Rép.* n° 131 (Conf. Garraud, n° 151, p. 218; Boitard, n° 222, et aussi, avec certaines restrictions, Chauveau et Faustin Hélie, n° 717. *Contrà*, Nypels, t. 1, p. 456).

**163.** En général, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 133, le faux a pour objet de procurer à son auteur un bénéfice pécuniaire, en nuisant à la fortune d'autrui; mais ce serait une erreur de croire que la loi n'a entendu viser que les faux produits par la cupidité. Il est, au contraire, hors de doute que l'alté-

ration de la vérité peut constituer le crime de faux quand elle a pour but de nuire non pas seulement à la fortune, mais à l'honneur, à la réputation d'autrui. « Comment admettre, en effet, dit Boitard, n° 222, que, s'il sert d'instrument à la plus minime spoliation, le faux sera sévèrement puni, et que, s'il devient le complice de la plus odieuse calomnie, il pourra invoquer l'impunité? » Cette doctrine est celle de tous les auteurs (Chauveau et Faustin Hélie, n° 665; Garraud, n° 145; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 249; Blanche, n° 147; Morin, *Répertoire*, v° *Faux*, n° 24). Aux arrêts cités dans ce sens au *Rép.* n° 134, il en faut ajouter deux plus récents. L'un d'eux a jugé que la lettre insérée, revêtue d'une fausse signature, ayant pour objet d'imputer des faits faux à un tiers, constitue un faux, « attendu qu'il y a dessein criminel dans tout faux qui a pour objet de nuire à autrui, alors même que le faux ne porterait pas atteinte à la fortune, mais pourrait nuire à la réputation ou à l'honneur de la personne au préjudice de laquelle il est commis » (Crim. rej. 18 nov. 1852, aff. Delcurrou, D. P. 53. 5. 277). L'autre a décidé que la fabrication d'un écrit portant une fausse signature et qui attribue à une femme des faits qui portent atteinte à son honneur peut être incriminée comme faux (Crim. rej. 3 déc. 1849, aff. Richebrague, D. P. 50. 2. 188).

**164.** Le faux est un crime aussi bien quand il a pour but de nuire à des intérêts publics que quand il porte atteinte à des intérêts privés; nous l'avons constaté au *Rép.* n° 136 (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 666; Garraud, n° 144 et 145; Boitard, n° 222; Morin, *Répertoire*, v° *Faux*, n° 25). C'est, en effet, la volonté de léser, et non le caractère de la lésion qu'il faut considérer ici, et, d'ailleurs, la même protection doit couvrir tous les intérêts. Cette idée a été fort bien développée par Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 250, dans les termes suivants : « L'intention de nuire peut exister, non seulement quand le faux menace la propriété, l'honneur ou la réputation des citoyens, mais encore quand il s'attaque à des intérêts publics, soit pour enlever à la société des garanties que sa sûreté exige, soit pour exproprier des charges imposées à ses membres, soit pour usurper des droits qu'elle confère ». Aux arrêts cités à cet égard *Rép.* n° 136, *Addé* : Crim. rej. 15 févr. 1877 (1), aux termes duquel le fait d'avoir fabriqué ou fait fabriquer sous des faux noms, avec une fausse signature, un acte d'engagement militaire, constitue le crime de faux pouvant entraîner un préjudice d'intérêt public.

**165.** Y a-t-il, à l'égard de l'intention frauduleuse, une distinction à faire entre les fonctionnaires publics et les particuliers? En d'autres termes, le fonctionnaire est-il dans une situation exceptionnelle, et peut-il, à raison du devoir particulier que sa charge lui impose, être déclaré coupable de faux en l'absence même de cette intention? Ainsi que nous l'avons exposé au *Rép.* n° 139, il n'est pas douteux, en principe, que les exigences de la loi soient, à l'égard du crime de faux, les mêmes pour le fonctionnaire que pour les particuliers. Les conditions du faux ne peuvent, en effet, varier suivant la qualité de celui qui le commet (Blanche, n° 149; Chauveau et Faustin Hélie, n° 667). Il est donc certain qu'en thèse générale, le fonctionnaire qui altère, dans un acte, des circonstances accidentelles, et même, dans certains cas, des faits substantiels à l'acte, ne commet point un faux punissable, s'il n'est animé d'aucune intention criminelle. C'est sur cette doctrine non douteuse que sont basés les arrêts cités au *Rép.* n° 141.

**166.** Mais que décider si l'altération que le fonctionnaire a commise, sans intention frauduleuse, mais par suite d'une faute grave, a pu porter préjudice à autrui? Spécialement, lorsqu'un officier ministériel, un notaire, un huissier cons-

(1) (Marie-François-Xavier Boyer.) — LA COUR : — Sur le premier moyen, tiré d'une violation de l'art. 147 c. pén., en ce que les faits constatés ne constitueraient pas le crime de faux : — Attendu que la question posée à la cour et résolue affirmativement porte que Boyer est coupable d'avoir frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer, sous les faux nom et prénoms de Mazoyer (Louis-Germain), un acte d'engagement, pour servir quatre ans à l'escadron de spahis du Sénégal, ledit acte paraissant émaner de la mairie de Versailles, et portant la fausse signature du sieur Rameau, duquel faux il est résulté ou pouvait résulter tout au moins un préjudice d'intérêt public; que les faits, ainsi reconnus

constants, présentent à la fois l'altération de la vérité, l'intention frauduleuse et le préjudice possible; qu'ils réunissent, dès lors, tous les éléments du crime de faux; — Sur le second moyen, tiré de la violation du même article, en ce que l'accusé aurait été condamné comme auteur du faux, bien qu'il eût seulement fait usage de la pièce fautive : — Attendu que la question posée et résultant de l'acte d'accusation était relative à un fait principal de faux, et que la réponse affirmative est irréfutable; Par ces motifs, etc.

Du 15 févr. 1877.—Ch. crim.—MM. Dupré-Lasale, rap.—Robinet de Cléry, av. gén.

tate comme ayant été accomplie une formalité essentielle qui, en réalité, ne l'a pas été, quel est le caractère de cette altération de la vérité, quand l'officier ministériel a eu pour but, non pas de porter préjudice, mais uniquement de se soustraire à une obligation qu'impose la loi? Est-ce un faux criminel ou une simple faute disciplinaire? Cette question est délicate. Nous avons soutenu au *Rép.* n° 139 que la faute ne saurait équivaloir à l'intention et que la fraude est toujours nécessaire. Nous persistons dans cette opinion qui est adoptée par toute la doctrine (Chauveau et Faustin Hélie, n° 871; Garraud, n° 147; Blanche, n° 149; Baumann, p. 240; Morin, *Rép. v° Faux*, n° 25; Nypels, p. 475 et suiv.). Le faux, en effet, appartient à la catégorie spéciale des infractions qui exigent une intention déterminée, et cette intention déterminée indispensable, c'est la fraude, c'est la volonté de se procurer à soi-même ou de procurer à autrui un bénéfice illégitime, ou de nuire à autrui. Sans fraude, pas de faux; l'art. 146 le dit clairement quand il exige que l'auteur du fait ait agi « frauduleusement ». A la vérité, le fonctionnaire public qui commet sciemment une altération dans un acte de sa fonction nuit toujours à l'ordre public et aux intérêts généraux, puisque la société attache l'authenticité à ses affirmations. Cette considération est grave; mais, dit avec raison Blanche, *loc. cit.*, « de ce que le fonctionnaire public a commis une prévarication, peut-on tirer la conséquence qu'il s'est rendu coupable de faux? La prévarication, quelle qu'en soit la gravité, n'est punie que dans le cas déterminé par la loi. Celle qui consiste dans l'altération de la vérité ne deviendra donc punissable que si elle a eu lieu méchamment et à dessein de nuire, puisque ce n'est qu'à cette condition que la loi la réprime. Autrement elle pourra motiver une révocation ou toute autre peine disciplinaire, mais elle n'encourra pas les peines réservées au faux en écriture ». Ajoutons qu'admettre le système contraire, à savoir qu'une constatation mensongère faite par un fonctionnaire dans un acte est, par elle-même, suffisante pour le rendre coupable de faux, même en l'absence de toute intention criminelle, « ce serait inscrire dans la loi une exception au détriment des fonctionnaires publics, et créer en quelque sorte un *faux professionnel* dont les conditions seraient différentes de celles du faux en écriture. Or ce système est étranger à notre législation positive » (Garraud, p. 210). Nous estimons donc, pour notre part, avec ce dernier auteur, *loc. cit.*, que « de pareils agissements, qui sont un abus flagrant de la confiance et du caractère public dont la loi a investi ces officiers dans l'intérêt des particuliers, ne peuvent constituer le crime de faux que s'ils sont commis avec cette intention frauduleuse exigée par la loi, c'est-à-dire avec l'intention de se procurer à soi-même ou de procurer à autrui un bénéfice illégitime » ou, ajouterons-nous, de causer un préjudice à autrui.

Sur cette question, la jurisprudence a varié, ainsi que nous l'avons montré au *Rép.* n° 140 et 141. M. Blanche déclare (n° 149, p. 300) qu'il « n'a pas trouvé dans les divers arrêts de la cour de cassation qui jugent cette question, la fermeté de décision qui donne tant d'autorité à la jurisprudence de cette cour », et M. Garraud constate également (n° 149, p. 209) que la cour a rendu, à ce sujet, une foule d'arrêts difficilement conciliables; « tantôt elle constate la nécessité de l'intention frauduleuse; tantôt ses décisions sont muettes sur ce point; tantôt elle semble admettre que cette condition n'est nullement essentielle et qu'il y a faux par cela seul et par cela même qu'une altération de la vérité a été commise, dans un acte authentique, par le fonctionnaire ou l'officier public qui l'a rédigé ».

167. En ce qui concerne les huissiers, la cour de cassation a jugé jusqu'en 1810 (V. les arrêts cités *Rép.* n° 140-1°, et 222-2°), qu'il y a crime de faux de la part de l'huissier qui fait faire une signification par son clerc et mentionne dans l'exploit qu'il l'a faite lui-même. Mais cette jurisprudence a dû être nécessairement modifiée après la publication

du décret du 14 juin 1813, sur l'organisation et le service des huissiers (*Rép. v° Huissier*, n° 12, p. 158), qui, prévoyant le fait en question dans son art. 45, le punit des peines de suspension et d'amende à prononcer par la police correctionnelle, et déclare en outre que ce fait ne peut être poursuivi comme faux et puni d'après l'art. 416 c. pén., que « s'il résulte de l'instruction que l'huissier a agi *frauduleusement* ». Ainsi que Blanche le fait remarquer (n° 149, p. 325), « il est clair que, depuis ce décret, il n'a pas été permis, même aux esprits les plus répressifs, de soutenir qu'il suffit qu'un huissier ait sciemment altéré la vérité dans un acte de ses fonctions, pour qu'il se soit rendu coupable de faux en écriture. La distinction a été nettement tranchée entre les deux situations. L'huissier a-t-il agi sans fraude? il n'est responsable que d'un fait correctionnel. A-t-il agi méchamment, à dessein de nuire? il est coupable de faux ». Des arrêts nombreux ont consacré cette distinction (Crim. cass. 18 avr. et 7 août 1828, *Rép. v° Huissier*, n° 66; 25 mars 1836, *ibid.*, n° 64; 1<sup>er</sup> avr. 1852, aff. Drion, D. P. 52. 1. 126; 8 janv. 1853, aff. Padovani, D. P. 53. 1. 152; 27 juin 1856, aff. Archer, D. P. 56. 1. 383; 24 nov. 1893, aff. Roquette, D. P. 84. 1. 383; Lyon, 12 déc. 1832, *Rép.* n° 141-8°).

168. La jurisprudence a montré moins de fermeté à l'égard des altérations de vérité commises par les notaires. D'une part, la cour de cassation a jugé : 1° que le notaire qui certifie faussement, dans l'acte passé hors de son ressort, avoir reçu cet acte dans son arrondissement, commet un faux caractérisé (Crim. cass. 15 juill. 1819, aff. Bénassy, *Rép.* n° 140-3°; 11 août 1809 (1); 10 nov. 1832, *Bull. crim.*, n° 441); — 2° Qu'il y a pareillement faux de la part du notaire qui, en recevant un acte, y a mentionné l'assistance de deux témoins lorsqu'il n'était assisté que d'un seul (Même arrêt du 15 juill. 1819), ou qui a déclaré dans un acte l'avoir dressé en présence de deux témoins désignés, tandis que ces témoins n'ont signé l'acte qu'ultérieurement, hors de la présence des parties contractantes (Crim. rej. 22 juill. 1824; et même arrêt du 10 nov. 1832. V. toutefois *contrà* : Bordeaux, 13 déc. 1834, aff. M<sup>e</sup> B..., *Rép.* n° 141-7°).

Mais d'autres arrêts, cités au *Rép.* n° 141, ont reconnu que, de la part des notaires, il est certaines altérations de la vérité qui doivent être laissées en dehors des faux criminels, quand elles ont pour cause un tout autre motif que l'intention de porter atteinte à l'intérêt public, encore bien qu'elles puissent devenir préjudiciables. Ainsi on ne doit pas punir comme faux criminel : le fait du notaire qui met à son acte une date inexacte, dans le seul but de retarder l'exigibilité du droit d'enregistrement (Crim. cass. 24 prair. an 13, aff. Mazac, *Rép.* n° 141-1°); le fait de celui qui, ayant fait signer un acte hors de son étude, déclare l'avoir fait signer dans son étude (Crim. cass. 29 déc. 1808, aff. Ferry, *Rép.* n° 141-2°); le fait de celui qui, dans un acte authentique autre qu'un testament, désigne comme présent et comme ayant participé à la confection de l'acte, un autre notaire en second, qui était réellement absent (Req. 14 juill. 1825, aff. Cordon, *Rép.* n° 220; Crim. rej. 6 août 1833, aff. Moustardier, *Rép. v° Obligations*, n° 3248-5°). — De même, une cour d'appel a refusé de voir un faux dans le fait du notaire qui énonce faussement dans une procuration que lecture en a été donnée au comparant, lequel a déclaré ne savoir signer, ou qui même reçoit une procuration à l'insu ou hors la présence du mandant (Poitiers, 5 oct. 1834, aff. P...).

Plus récemment, la cour de cassation a admis que l'intention criminelle découle virtuellement des actes de l'officier public, et, par suite, elle a refusé aux chambres d'accusation le pouvoir d'en nier l'existence. Dans une espèce où le notaire, prévenu d'avoir ajouté après coup la mention de la présence des témoins dans des actes de la nature de ceux pour la validité desquels l'art. 2 de la loi du 21 juin 1843 (*Rép. v° Obligations*, p. 58) exige la présence des témoins à la lecture et à la signature, avait été renvoyé de la poursuite,

(1) (Lefebvre-Genne.) — La cour; — Attendu que lorsque, dans un acte passé hors de son arrondissement, le notaire déclare que cet acte a été passé, conformément à la loi, dans l'arrondissement pour lequel il est établi, il commet par cette fausse déclaration un faux caractérisé, qui ajoute un crime à la transgression qu'il peut avoir eu pour objet de couvrir; que ce faux

qui ne peut être commis que sciemment, ayant pour but de tromper et d'éluder la prévoyance et la volonté du législateur, emporte par cela seul l'intention et conséquemment la moralité criminelle;...

Par ces motifs, casse.

Du 11 août 1809.—Ch. crim.-MM. Dutocq, rap.-Daniels, subst.

parce que l'intention criminelle n'était pas établie, l'arrêt de la chambre d'accusation a été cassé, « attendu que l'intention de cet officier public doit être considérée comme frauduleuse, puisqu'elle a pour but et pour effet, non seulement d'éluder la surveillance du législateur, mais aussi de faire disparaître la responsabilité à laquelle le notaire aurait pu être tenu (Crim. cass. 7 juill. 1848, aff. Ollier, D. P. 48. 1. 134). Et de même, la cour a décidé que le fait, par un notaire, d'avoir, pour échapper au paiement des droits d'enregistrement, postdaté des actes authentiques reçus par lui, emporte nécessairement l'intention frauduleuse, et constitue forcément un faux, « sans que la chambre d'accusation puisse prononcer un non-lieu à suivre, fondé sur ce qu'aucune intention de nuire ne paraissait avoir dirigé le prévenu, puisqu'à la matérialité des faits incriminés se joignaient, suivant la constatation de cette chambre, et la possibilité de préjudicier au fisc, et la volonté de se soustraire au paiement des droits encourus » (Crim. cass. 11 oct. 1860, aff. Orcler, D. P. 61. 5. 231).

Au reste, il est à remarquer que, si un notaire ne se bornait pas seulement à faire, dans un acte, la fausse mention de la présence des témoins instrumentaires, dont l'absence entraînerait la violation plus ou moins grave des prescriptions de l'art. 9 de la loi du 25 vent. an 11, ainsi que l'explique la loi du 21 juin 1843, mais constatait faussement que des témoins étaient présents à un paiement, dont la réalisation serait ainsi faussement et frauduleusement attestée, il y aurait certainement crime de faux. C'est ce qu'a jugé un arrêt de rejet du 4 févr. 1860 (aff. Paget, D. P. 61. 5. 232).

**169.** Pour achever ce qui a trait à l'intention frauduleuse chez les fonctionnaires publics en matière de faux, signalons encore un arrêt qui a jugé que le fonctionnaire public (un receveur particulier des contributions indirectes), accusé d'avoir frauduleusement dénaturé la substance d'actes qu'il avait mission de rédiger, en constatant comme vrais, sur ces actes, des faits faux, et d'avoir fait usage de ces pièces sachant qu'elles étaient fausses, est poursuivi à bon droit comme coupable du crime prévu par les art. 146 et 148 c. pén., encore bien qu'il excipe de sa bonne foi ou de la tolérance de l'Administration (Crim. rej. 28 juin 1845, aff. Grangeon, D. P. 45. 4. 275).

**170.** En ce qui concerne la constatation de l'intention frau-

duleuse, il est hors de doute que cette intention, étant un élément constitutif du crime de faux, doit être spécifiée, à peine de nullité, comme les autres éléments du faux, dans l'arrêt de renvoi. Mais, d'après M. Garraud (n° 146), cette spécification doit se faire différemment suivant les cas. Il est des faits matériels d'altération de la vérité qui ne sont pas susceptibles de deux explications, et desquels l'intention frauduleuse ressort *prima facie*: tel est le cas de l'individu qui appose une signature fausse sur une obligation, ou qui opère un grattage sur un testament olographe pour substituer un chiffre de legs à un autre chiffre. Dans cette hypothèse, l'écrit argué de faux, emportant, par lui-même, la preuve que l'accusé a agi dans une intention frauduleuse, « il n'est pas nécessaire d'énoncer cette condition en termes exprès dans l'arrêt de la chambre d'accusation; elle se trouvera suffisamment constatée par la mention qui sera faite, dans cet arrêt, de la nature de l'écrit falsifié et des circonstances de la falsification ». Il est, au contraire, des procédés de faux pour lesquels la résolution criminelle ne résulte pas nécessairement immédiatement de l'écrit argué de faux. C'est ce qui se présente, le plus souvent, en cas de faux intellectuel. Dans ce cas, il est nécessaire que l'arrêt d'accusation relève l'intention d'une manière expresse. Au reste, il n'y a pas d'expressions sacramentelles à cet égard. Le mot « frauduleusement » est le meilleur, puisque c'est celui dont s'est servi l'art. 146; mais d'autres peuvent être employés. Signalons, à ce point de vue, un arrêt de rejet du 7 déc. 1876 (1) qui décide que l'intention frauduleuse est suffisamment constatée par l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui déclare qu'il existe contre le prévenu des charges suffisantes d'avoir commis le crime de faux en insérant « faussement et frauduleusement dans un acte une énonciation mensongère ».

Mentionnons encore un arrêt récent relatif aux pouvoirs de la chambre des mises en accusation en matière de faux, qui a jugé qu'est souveraine et échappe, dès lors, à la censure de la cour de cassation, la constatation du fait contenu dans un arrêt de non-lieu par lequel une chambre des mises en accusation, tout en reconnaissant que le prévenu a agi avec la plus grande légèreté et une négligence blâmable, déclare qu'on ne rencontre pas chez lui l'intention frauduleuse, élément essentiel du crime de faux (Crim. cass. 23 déc. 1886) (2).

(1) (Cyr Dalmais, dit Cyrus.) — LA COUR; — Sur l'unique moyen, pris de la violation des art. 147, 150, 151 c. pén., en ce que, dans une accusation de faux en écriture privée, l'arrêt attaqué n'aurait constaté ni la possibilité du préjudice, ni l'intention frauduleuse nécessaire pour constituer le crime de faux, au point de vue de la loi pénale: — Attendu que l'arrêt attaqué constate, dans son exposé, que Cyrus Dalmais s'est fait céder par les demoiselles Etienne et Mariette Rubod une créance litigieuse que celles-ci avaient sur une personne déterminée; que l'arrêt ajoute qu'au prix réel de la cession, qui était de 2100 francs, et dont l'acte dressé par Dalmais, en son original, contenait quittance, ce dernier avait, à l'insu desdites sœurs Rubod, substitué le chiffre de 6000 fr.; qu'il avait, en outre, après enregistrement et signification de son titre, touché différentes sommes en vertu de la cession; faits qui, d'après l'arrêt, constitueraient, en cas de preuve, l'altération, dans un acte sous seing privé, d'une clause que cet acte avait pour objet de constater, et l'usage fait sciemment d'un acte faux; — Attendu que, vainement, le demandeur prétend, d'une part, qu'aucun préjudice ne pouvait résulter de l'altération relevée à sa charge et par lui reconnue, ni pour les demoiselles Rubod, parties au contrat, ni pour les tiers; et, d'autre part, que l'arrêt ne constate pas suffisamment qu'il ait agi dans une intention frauduleuse; — Attendu, en effet, en ce qui touche les demoiselles Rubod, que l'arrêt déclare, par une saine appréciation des faits de la cause, que l'élévation à 6000 fr. d'un prix de cession réduit, en réalité, à 2100 fr., excluait de la part des cédantes toute possibilité d'une action en fraude, au cas, par exemple, où éclairées sur la valeur de la créance dont l'accusé avait, par ses manœuvres, obtenu la cession, elles auraient voulu poursuivre ultérieurement l'annulation du contrat; — Attendu qu'avec non moins de raison l'arrêt décide, en ce qui touche le débiteur cédé, que cette surélévation du prix, subrepticement opérée, rendait plus onéreux l'exercice du retrait litigieux, auquel elle pouvait même apporter un obstacle absolu à défaut d'intérêt; — Que l'éventualité d'un préjudice se trouve donc justifiée à un double point de vue; — Attendu, quant à l'intention frauduleuse, que l'arrêt ne se borne pas, comme le prétend le demandeur, à l'induire simplement du préjudice dont

il a constaté l'éventualité, mais qu'après avoir énuméré les manœuvres employées par l'accusé pour dissimuler aux parties intéressées l'altération par lui commise dans l'acte dont il s'était ménagé la rédaction, il déclare dans son dispositif: « qu'il y a charges suffisantes, contre Dalmais, d'avoir commis le crime de faux... en insérant frauduleusement et faussement dans un acte de cession que le prix de cette cession était de 6000 fr., tandis qu'il n'était que de 2100 fr. »; d'où suit que l'arrêt dénonce, loin d'avoir violé les articles prérapelés du code pénal, en a fait une saine application aux faits de la cause; — Attendu, d'ailleurs, la régularité de l'arrêt; — Rejette, etc.

Du 7 déc. 1876.-Ch. crim.-MM. Robert de Chenevière, rap.-Robinet de Cléry, av. gén.-Jozon, av.

(2) (Samiodéar, Saminadapoullé et Candassampoullé.) — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi, pris tout à la fois de la violation par refus d'application des art. 147, 59 et 60 c. pén. et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, pour insuffisance de motifs; — En ce qui touche les dispositions de l'arrêt attaqué concernant les prévenus Samy et Saminadapoullé: — Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt que, « si ces deux prévenus ont agi avec la plus grande légèreté et une négligence blâmable, il ne paraît pas qu'ils aient connu la fausseté des énonciations contenues dans les actes dont ils avaient rédigé le brouillon, et que, dès lors, on ne rencontre pas chez eux l'intention frauduleuse, élément essentiel du crime de faux »; — Attendu que cette constatation de fait est souveraine; qu'elle échappe à la censure de la cour de cassation et justifie la déclaration de non-lieu intervenue en faveur des deux prévenus susnommés; — Rejette le pourvoi formé par le procureur général près la cour d'appel de Pondichéry contre l'arrêt de cette cour, chambre des mises en accusation, en date du 7 oct. 1886, en tant que ledit arrêt a déclaré n'y avoir lieu à suivre contre les prévenus Samy et Saminadapoullé à raison du crime de faux relevé contre eux; — Mais en ce qui touche les dispositions de l'arrêt concernant le troisième prévenu, Candassampoullé; — Attendu que l'arrêt attaqué ne contient pas un exposé sommaire, net et précis des faits imputés à ce prévenu; qu'il est, par suite, impossible à la cour de cassa-

171. En cour d'assises, la question d'intention est évidemment du ressort du jury, puisque l'intention frauduleuse est un élément essentiel du crime de faux. Mais dans quelle forme la question d'intention doit-elle être posée au jury? La cour de cassation a jugé, par de nombreux arrêts, que, dans une accusation de faux, l'intention criminelle est suffisamment révélée par la réponse à la question : l'accusé est-il coupable? en d'autres termes, que la question intentionnelle se trouve virtuellement ou implicitement comprise dans la question de culpabilité (Crim. cass. 19 déc. 1835, aff. Garbage, *Rép.* n° 265; 8 avr. 1843, aff. Allary, *Rép.* n° 294; Crim. rej. 28 nov. 1845, aff. de Berghes, *Bull. crim.*, n° 349; 27 août 1847, aff. Donat, D. P. 47. 4. 136. Conf. Blanche, n° 232; Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. 8, n° 3687, p. 99; Nougier, *La cour d'assises*, t. 4, 1<sup>er</sup> vol., n° 2711). — Toutefois, dans les cas prévus par l'art. 146, où le code pénal mentionne expressément la fraude comme élément du crime de faux, il convient, à notre avis, que la question posée au jury énonce textuellement que l'accusé a agi frauduleusement (Crim. cass. 15 juin 1843, *Rép.* n° 209 et 214). Dans la pratique, le mot « frauduleusement » est regardé comme technique et généralement employé dans toutes les questions posées au jury en matière de faux. « Il est préférable, dit Faustin Hélie, *loc. cit.*, d'introduire dans la question, comme on le fait généralement, le mot frauduleusement; car l'intention ne doit pas résulter d'une interprétation, quelque plausible qu'elle soit » (Conf. Nougier, *loc. cit.*; Garraud, n° 146 et 229).

172. Comme nous l'avons dit plus haut, n° 171, il n'y a point de mot sacramental pour exprimer que le faux a été commis dans une intention frauduleuse. Aussi est-il certain et a-t-il été jugé que la déclaration que l'accusé est coupable d'avoir, à l'audience d'un tribunal correctionnel, pris frauduleusement les nom et désignation d'un tiers pour lui faire attribuer faussement la condamnation prononcée, constate suffisamment l'intention de nuire (Crim. rej. 26 mars 1874, *Bull. crim.*, n° 98).

173. Ainsi, que nous l'avons fait remarquer au *Rép.* n° 146, le complice d'un faux est passible des peines du faux commis par l'auteur principal, dès qu'il agit frauduleusement, bien que dans un but différent de celui-ci; il suffit certainement, pour que la responsabilité pénale du complice soit engagée, que celui-ci ait participé à un fait qu'il sait être un crime ou un délit quel qu'il ait été son mobile personnel (V. *supra*, v° *Complice-complicité*, n° 148).

### § 3. — Préjudice possible (*Rép.* n° 147 à 170).

174. — I. NÉCESSITÉ D'UN PRÉJUDICE. — La troisième condition du faux en écriture est que le fait soit préjudiciable, qu'il puisse apporter quelque dommage à autrui, compromettre un intérêt ou un droit. « Qu'il importe, en effet, dit Boitard, n° 223, que l'altération ait été matériellement consommée, et qu'elle l'ait été dans une pensée criminelle, si elle est inoffensive? » Nous avons justifié cette règle au *Rép.* n° 117. Il nous suffira de faire remarquer ici avec Nypels (t. 1, p. 445), que « la possibilité d'un préjudice n'est pas une condition particulière du crime de faux; c'est la condition commune de tous les crimes, de tous les délits, et de toutes les contraventions. Un fait qui ne peut causer aucun préjudice moral ou matériel n'est pas du domaine du droit pénal. C'est dans le mal directement préjudiciable du droit d'autrui que se résument, en dernier résultat, tous les délits, et ce mal est lui-même l'origine du mal indirect ou social qui légitime la peine publique ». — Sur la nécessité et la nature du préjudice en matière de faux en écriture, V. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 672 à 681; Blanche, t. 3,

n° 139 à 143; Garraud, t. 3, n° 148 à 155; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 252 à 254; Boitard, *loc. cit.*; Morin, *Rép.* v° *Faux*, n° 28 à 32; Baumann, p. 216 à 238; Nypels, t. 1, p. 455 à 460. — Il a été rendu, sur cet objet, depuis la publication du *Répertoire*, de nombreux arrêts qui seront analysés dans les numéros ci-après.

175. — II. NATURE DU PRÉJUDICE. — Le préjudice suppose la violation du droit d'autrui. C'est une vérité certaine, bien que notre loi ne l'exprime pas. On en trouve la formule dans les codes étrangers. « Quiconque, dit l'art. 391 du code pénal hongrois de 1878, fabrique un faux document public ou falsifie un document public vrai en en altérant le contenu, commet, s'il en résulte ou peut en résulter pour autrui une lésion de droit... le crime de falsification de documents publics ». De ce que le préjudice suppose la violation du droit d'autrui, il suit que, lorsque la falsification n'a pour objet que de créer la preuve d'une situation juridique réellement existante, cette falsification ne constitue pas un faux. Aussi persistons-nous à penser (*Rép.* n° 152) que le débiteur qui, ayant payé son créancier et oublié de se faire délivrer une quittance, s'avise de fabriquer un reçu, ne commet pas « de faux punissable. Il y a, bien, dans ce fait, création d'un titre faux, destiné à être opposé comme preuve de libération; mais il manque la possibilité du préjudice pour que l'altération de la vérité soit punissable : le créancier ne saurait se dire lésé, par cela seul qu'on le met dans l'impossibilité de réclamer une somme qui légalement ne lui est pas due. » (Garraud, n° 150, p. 213; Baumann, p. 218). — V. cependant *contra* : Crim. cass. 13 mai 1831, aff. Bonnet, *Rép.* n° 152.

176. Le même motif nous détermine à persévérer dans l'opinion, émise au *Rép.* n° 159, concernant le créancier qui recourt au faux pour se procurer la rentrée de sommes qui lui sont légitimement dues, comme dans le cas du créancier qui va trouver le débiteur de son propre débiteur, et, en lui montrant une procuration faussée qui l'autorise à toucher, parvient à se faire remettre ce qui lui est dû, ou encore, dans le cas de l'individu qui, pour se faire payer sa dette, crée un billet, le signe de la fausse signature de son débiteur et le met en circulation. Ces faux, suivant nous, ne sont pas punissables, parce qu'il n'y a pas violation du droit d'autrui, et, conséquemment, pas de préjudice (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 680; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, n° 254; Garraud, n° 150; Morin, v° *Faux*, n° 31; Carnot, t. 1, p. 389; Bourguignon, t. 3, p. 137).

Mais nous devons reconnaître que la jurisprudence s'est affirmée en sens opposé. Aux arrêts du 3 août 1809 et 17 juill. 1812, cités au *Rép.* n° 160, il faut ajouter un arrêt de rejet du 6 oct. 1853, *Bull. crim.*, n° 495, qui a décidé que, dans une accusation de faux, un président d'assises peut valablement ne pas proposer au jury, comme question d'excuse, le fait que l'accusé se prétendait créancier de la somme qu'il avait ajoutée à un mandat argué de faux. M. Blanche, n° 146, approuve cette jurisprudence dans les termes suivants : « L'altération de la vérité existe; de plus, elle a lieu dans le but d'obtenir, par la fraude ou par l'effet d'une surprise, ce qu'on hésite à demander par les voies régulières; elle est de nature à porter préjudice à autrui, puisqu'elle peut être d'une exécution plus facile, plus prompte, moins discutable que le droit lui-même. Elle réunit donc tous les caractères constitutifs du faux en écriture ». M. Villey, qui partage l'opinion de M. Blanche, fait remarquer, à l'appui de cette opinion, dans une note sous le n° 380, p. 396, de la *Théorie du code pénal* de Chauveau et Faustin Hélie, que le débiteur peut, dans des circonstances malheureuses, obtenir un délai de grâce (c. civ. art. 1244), et aussi que, dans le cas où l'actif du débiteur ne suffirait pas à payer le passif, le créancier qui a réussi à se faire payer par son

tion d'exercer son contrôle et d'apprécier si ces faits comportent la qualification légale que le pourvoi voudrait leur donner; — Attendu, d'ailleurs, qu'en l'état la déclaration de non-lieu en faveur de Candassamypoullé résulte uniquement d'une fausse interprétation donnée par l'arrêt attaqué à l'art. 147 c. pén.; qu'en effet, contrairement aux affirmations dudit arrêt, le fait de faire fabriquer par un officier ministériel, au nom et à la requête d'un créancier supposé, un acte de son ministère, en vue de paralyser les effets d'une saisie pratiquée par un tiers, renferme tous les éléments constitutifs du crime de faux, tel qu'il est prévu et défini par l'art. 147; — D'où il suit que l'arrêt attaqué doit

être annulé dans ses dispositions relatives à Candassamypoullé; — Par ces motifs, casse et annule en *parte qua* et seulement en ce qu'il a déclaré n'y avoir lieu à suivre à l'égard de Candassamypoullé, l'arrêt de la cour d'appel de Pondichéry, chambre des mises en accusation, en date du 7 oct. 1886; et, pour être statué à nouveau, en ce qui concerne ledit Candassamypoullé, renvoie la cause et ce prévenu devant la même cour d'appel de Pondichéry, chambre des mises en accusation, composée d'autres juges.

Du 23 déc. 1886. — Ch. crim. — MM. Sevestre, rap. — Roussellier, av. gén. — Sauvel, av.



débiteur avant les autres créanciers ferait tort à ceux-ci. Nous ne ferons pas difficulté de reconnaître que, dans cette dernière hypothèse, celle de la déconfiture du débiteur, le faux serait préjudiciable et, par conséquent, punissable.

Notre solution, comme nous l'avons déjà dit au *Rép.* n° 160, *in fine*, serait également différente si le faussaire ne s'était pas borné à se faire payer ce qui lui est dû, ou si la créance était, à un titre quelconque, litigieuse, puisque, dans cette hypothèse, l'inculpé aurait certainement lésé, par l'emploi d'un faux en écritures, le droit d'autrui (Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*; Garraud, *loc. cit.* p. 214). Il n'est pas inutile de faire remarquer ici que le nouveau code pénal italien punit le faux, même quand il a pour but de prouver des faits vrais. Son art. 282 est ainsi conçu : « Quand le coupable commet l'un des délits indiqués aux articles précédents, pour se procurer à lui-même ou pour procurer à d'autres un moyen de preuve de faits vrais, il est puni de la réclusion d'un mois à deux ans, s'il s'agit d'un acte public, et de la réclusion de six mois au plus s'il s'agit d'une écriture privée ».

177. Le préjudice, avons-nous dit *suprà*, n° 175, suppose la violation du droit d'autrui. Mais, en matière de faux, la qualité de la personne dont le droit a été violé importe peu. Le crime existe, alors même que la victime serait l'époux ou l'épouse, l'ascendant, le descendant de l'accusé, car la loi n'a établi en cette matière aucune immunité analogue à celle qu'elle a créée dans l'art. 380 c. pén., pour le cas de soustraction. Spécialement, il a été jugé que l'immunité de l'art. 380 précité n'est pas applicable aux crimes de faux en écriture et d'usage de pièce faussée commis par un mari au préjudice de sa femme (Crim. cass. 21 mars 1873, *Journal du droit criminel*, 1873, n° 9519).

178. L'altération de la vérité dans un écrit, quand elle est dépourvue de tout effet préjudiciable, n'est qu'une énonciation mensongère du domaine de la morale, mais non du droit pénal. En effet, si les intentions mauvaises sont impuissantes, il n'y a pas lieu de les réprimer, parce qu'elles cessent d'être dangereuses. On trouve des applications de ce principe dans la jurisprudence analysée *suprà*, n° 130 et suiv., aux termes de laquelle il n'y a point de faux punissable quand l'écrit falsifié ne peut être la source ou la preuve d'aucun droit. Nypels cite avec raison (t. 1, p. 457) comme appliquant la même règle, un arrêt de la cour de Liège du 9 mai 1845 (*Pastorisie belge*, 1846. 2. 45), aux termes duquel celui qui présente à l'escompte, chez un banquier, une promesse qui n'est revêtue ni de la signature en blanc, ni de l'endos de celui à l'ordre de qui elle avait été souscrite, ne commet pas de faux punissable, car « en cet état, le billet ne peut produire aucun effet, ni engager aucune des personnes dont la signature ou le nom avait été usurpé ».

179. L'altération de la vérité dans des registres et papiers domestiques peut-elle devenir l'un des éléments du faux en écriture? Cette question n'est pas autre que celle de savoir si les altérations dans ces registres peuvent causer du préjudice. On a cité au *Rép.* n° 149-8°, un arrêt du 27 janv. 1827 qui a décidé qu'il n'y a pas de faux dans le fait d'un particulier non commerçant qui a falsifié ses registres domestiques, de tels registres, aux termes de l'art. 1331 c. civ., n'étant point un titre pour celui qui les a tenus.

Mais il ne faudrait pas étendre cette décision à toutes les altérations dont les registres domestiques sont susceptibles. La cour de cassation a, en effet, jugé : 1° que le non-commerçant qui falsifie un registre domestique tenu par lui-même, dans le but de dissimuler un paiement reçu, est coupable de faux, lorsque ce registre a été produit à l'appui de la dénégation de ce paiement (Crim. cass. 24 juill. 1847, aff. Delaruelle-Dupont, D. P. 47. 1. 313); — 2° Que l'altération des mentions existant sur un registre domestique prend le caractère de faux en écriture privée, lorsqu'elle a pour objet de préjudicier à un tiers en fournissant une présomption à l'appui d'une demande formée contre lui (Crim. rej. 7 oct. 1858, aff. Meyer, D. P. 58. 1. 474). Dès le 28 avr. 1838, cette même cour avait décidé, par un arrêt de rejet (*Bull. crim.*, n° 116), que l'altération des registres domestiques par un tiers rentre dans les prévisions de l'art. 147 c. pén., § 3 et 4, lorsqu'elle a pour objet de changer le chiffre des sommes payées à ce tiers. — Blanche (t. 3, n° 132) et, après lui, M. Garraud (t. 3, n° 137; et note 58) ont présenté, à cet égard, des distinctions très juridiques. S'il est vrai qu'aux termes de l'art. 1331 c. civ., les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits, il n'est pas moins certain que, suivant ce même article, ils font foi contre lui : 1° dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ; 2° lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation. Dès lors, si celui qui tient le registre domestique le falsifie dans une des énonciations qui font foi contre lui, l'écriture altérée renfermant alors le principe d'une action, et constatant une obligation à la charge de celui qui l'a falsifiée, cette écriture se trouve être de la nature de celles dont l'altération constitue, d'après la loi pénale, le faux en écriture (Conf. arrêts précités des 24 juill. 1847 et 28 avr. 1838). — Et il en serait de même (Blanche, p. 199; Garraud, p. 187, note 58), au cas où la falsification aurait eu pour objet de mentionner une obligation au profit de celui qui tient le registre, si le litige était d'une valeur inférieure à 150 fr., car, dans cette hypothèse, la preuve testimoniale et les simples présomptions étant admises (c. civ. art. 1353), le registre altéré pourrait, non pas sans doute constituer un titre proprement dit, mais renfermer en lui le germe d'un indice, d'une présomption pouvant donner lieu à une action. Au contraire, si la mention opérée au registre avait pour objet une valeur supérieure à 150 fr. ou indéterminée, l'altération ne constituerait pas un faux, parce que le registre ne pourrait pas, dans ce cas, faire preuve pour celui qui le rédige.

Cette doctrine a été récemment consacrée par un arrêt de la cour de Bordeaux, rendu en matière d'assurance contre l'incendie. Cette cour a jugé que le fait par un assuré de faire fabriquer, après sinistre, par des tiers complaisants, de fausses factures acquittées simulantes des ventes à lui faites de marchandises à des prix élevés et de porter ces fausses ventes sur ses propres livres en les altérant, constitue, lorsque ces pièces simulées et ces livres altérés sont produits en justice contre la compagnie d'assurances, non pas le crime de faux, mais le délit d'escroquerie ou la tentative de ce délit (Bordeaux, 2 mai 1890) (1). Le principal

(1) (Blanchard et autres.) — LA COUR; — Attendu que les quatre prévenus ont formé appel du jugement du tribunal correctionnel de Cognac qui les a condamnés comme auteurs ou complices d'une tentative d'escroquerie au préjudice de la Compagnie *la Confiance*; — Attendu, que, devant la cour, et aussitôt après le rapport, fait à l'audience, les prévenus ont déposé des conclusions où ils demandent à la cour de déclarer la juridiction correctionnelle incompétente; — Attendu qu'ils fondent leur demande sur ce que le tribunal a fait résulter la tentative d'escroquerie, non seulement de la production par Blanchard de factures ou quittances frauduleuses fournies par les sieurs Courant et Candé, mais aussi, de la falsification par Blanchard, de ses livres de commerce, qui constituait le crime de faux commercial; — Attendu qu'il importe, pour apprécier ce déclinatoire, de rechercher si le délit d'escroquerie a été à bon droit relevé contre Blanchard, ou s'il y avait lieu, d'après la disposition finale de l'art. 405 c. pén., de le poursuivre pour crime de faux; — Attendu que le jugement du tribunal de Cognac a nettement résumé les faits résultant de l'instruction et des débats et qu'il suffit de se reporter à ses motifs pour reconnaître que les circonstances relevées contre Blanchard et

ses complices constituent bien une tentative d'escroquerie; — Qu'en effet, les premiers juges constatent que Blanchard a tenté de justifier sa réclamation d'indemnité de sinistre, en produisant devant les experts quatre pièces ou quittances mensongères, relatives à de prétendues livraisons d'eau-de-vie, faites à Blanchard, savoir : deux factures fournies par le sieur Courant, l'une du 9 août 1886, s'élevant à 10820 fr., l'autre du 14 nov. 1886, se montant à 11901 fr.; et enfin, deux autres factures fournies par le sieur Candé, l'une du 16 sept. 1886, s'élevant à 2638 fr., et la dernière du 5 décembre suivant, se montant à 3967 fr.; — Attendu que le tribunal a eu raison de voir dans les quatre factures mensongères ainsi remises aux experts par le sieur Blanchard et dues à l'intervention complaisante de tierces personnes, des manœuvres frauduleuses tendant à faire croire à l'existence chimérique d'une quantité d'eau-de-vie bien supérieure à celles qui ont été consommées par l'incendie; — Qu'ainsi, le délit d'escroquerie était, par ces manœuvres frauduleuses, suffisamment caractérisé et démontré; — Attendu, que le tribunal a relevé, en outre, contre Blanchard cette autre circonstance, que pour corroborer la valeur apparente des quittances mensongères,

motif de l'arrêt est « que les livres de l'assuré peuvent sans doute former une présomption admise par la loi dans les mêmes cas que la preuve testimoniale, mais qu'on est, dans l'espèce, en face d'une demande bien supérieure à 150 fr., d'où il suit que les constatations mensongères des livres de l'assuré n'offraient pas tous les éléments du faux, puisqu'elles n'étaient pas de nature à entraîner un préjudice ».

180. Au reste, nous pensons (et cette doctrine est conforme à celle des arrêts précités de 1847 à 1858) que « la falsification des registres n'a pas le caractère du crime de faux, tant que ces écritures falsifiées restent entre les mains de celui qui les a créées, et qu'il n'en est autrement que lorsque cette falsification a eu lieu en vue d'une production en justice, préjudiciable à autrui, que cette production a été réellement effectuée, et qu'elle a pu être le moyen d'établir le bien fondé d'une action ou de la repousser » (Garraud, p. 187. V. aussi sur cette question : Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 675 ; *Contrà* : Baumann, p. 183 et suiv.).

En terminant nos observations sur la nature du préjudice, signalons un récent arrêt de la cour de Paris qui a décidé, avec raison, que le fait de fabriquer des lettres missives, pour les substituer à d'autres qui avaient été comprises dans une saisie judiciaire et qui ont disparu, ne peut servir de base à une accusation de faux, lorsque les lettres substituées émanent de l'auteur même des lettres originales et sont revêtues de sa signature, et lorsqu'il est constant que

il a dressé aussi après l'incendie des livres constatant mensongèrement les prétendus achats faits au sieur Courant et au sieur Candé, lesquels livres ont été également produits devant les experts ; — Attendu que les appelants soutiennent que cette altération des livres de commerce de Blanchard constituerait un faux et le rendrait justiciable de la cour d'assises ; — Attendu que cette prétention n'est pas fondée ; — Qu'en effet, sans même s'arrêter à cette circonstance, que les livres de Blanchard n'étant ni cotés ni parafés, ne peuvent faire preuve par eux seuls, il y a lieu de rechercher si ces livres étaient de nature, tout au moins, à créer une présomption juridique en sa faveur ; — Attendu, qu'on est en présence d'un contrat d'assurance contre l'incendie, qui oblige l'assuré à justifier l'existence et la qualité des objets détruits par le feu ; — Que ce contrat d'assurance, même lorsqu'il est souscrit par un commerçant pour couvrir ses marchandises, n'offre de sa part qu'un caractère purement civil, d'après une jurisprudence certaine ; — Qu'ainsi, au point de vue de la preuve de l'étendue du sinistre, les livres de Blanchard n'avaient que la valeur de registres privés ; — Que ceux-ci peuvent, sans doute, former une présomption admise par la loi dans les mêmes cas que la preuve testimoniale ; mais qu'on est, dans l'espèce actuelle, en face d'une demande bien supérieure à 150 fr., d'où il suit que les constatations mensongères des livres de Blanchard n'offraient pas tous les éléments du faux, puisqu'elles n'étaient pas de nature à entraîner un préjudice ; — Attendu, enfin, comme on l'a déjà fait remarquer que, en dehors des livres, les productions des diverses quittances mensongères caractérisaient suffisamment la tentative d'escroquerie relevée contre Blanchard ; — Par ces motifs ; — Déboute les appelants de leurs conclusions d'incompétence ; — Dit que la juridiction correctionnelle a été à bon droit saisie et renvoie la cause et les débats pour être statué sur le fond à trois mois.

Du 2 mai 1890. — C. de Bordeaux, ch. corr.-MM. Boulineau, pr.-Valler, av. gén.-Boué, Robin, Lémonon, Lalut et Duverdy (du barreau de Paris), av.

(1) (Min. publ. C. V. P...) ; — LE TRIBUNAL ; — Attendu qu'il est établi par l'instruction et les débats que, depuis moins de trois ans, le prévenu s'est rendu coupable d'avoir à Calloo, ou ailleurs, dans l'arrondissement de Termonde :

A) étant chargé, comme commis du notaire Goossens, à Calloo, d'inscrire sur le journal ou registre des recettes et dépenses de l'étude toutes les sommes reçues par lui pour le compte du notaire, a inscrit sciemment sur ce registre des sommes inférieures à celles qui lui avaient été payées, ce avec l'intention par lui réalisée de s'approprier la différence ; — Attendu que ce journal ou registre ne peut être considéré comme une écriture commerciale, mais doit être rangé dans la catégorie des registres ou papiers domestiques dont parle l'art. 1331 c. civ. ; — Attendu qu'aux termes de cet article semblables registres ou papiers ne font pas foi, en faveur de celui qui les a écrits, mais font foi contre lui, notamment dans le cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ; — Attendu, dès lors, que les inscriptions de paiements reçus, faites sur le registre prémentionné, forment titre en faveur de ceux qui ont fait ces paiements, soit que les énonciations émanent du

le contenu des unes est conforme au contenu des autres (Paris, chambre d'accusation, 13 déc. 1887, aff. Gragnon et Wilson, D. P. 88. 2. 57). Dans l'espèce, en effet, il n'y avait pas de préjudice possible, puisque les lettres substituées aux lettres originales en reproduisaient exactement le contenu. Mais il en serait sans nul doute autrement si, entre les lettres ainsi refaites et les lettres primitives, il existait une différence susceptible de causer à autrui un préjudice matériel ou moral. Un jugement récent d'un tribunal belge (Trib. de Termonde, 17 déc. 1890) (1) a fait une application très juridique des principes qui viennent d'être rappelés, en décidant que se rend coupable de faux en écriture privée le commis de notaire qui, chargé par son patron d'inscrire sur le registre ou journal des recettes et dépenses de l'étude toutes les sommes qu'il reçoit pour le compte de ce dernier, y inscrit sciemment des sommes inférieures à celles réellement payées avec l'intention, par lui réalisée, de s'approprier la différence.

181. — III. PRÉJUDICE MATÉRIEL, PRÉJUDICE MORAL. — Ainsi qu'on l'a déjà remarqué en ce qui concerne l'intention (*supra*, n° 163), il n'y a lieu de faire aucune distinction entre le préjudice matériel et le préjudice moral. Ce préjudice existe soit qu'il mette en jeu la fortune d'autrui, soit qu'il atteigne son honneur ou sa considération (Crim. cass. 12 nov. 1813, aff. Sarrazin, *Rep.* n° 134 ; 13 nov. 1852, aff. Delcurrou, D. P. 52. 5. 277 ; Crim. rej. 3 déc. 1859, aff. Richebrague, D. P. 59. 5. 188. Conf. Chau-

notaire lui-même, soit qu'elles émanent de son commis, celui-ci ayant agi en lieu et place et en vertu des instructions formelles de son patron ; — Attendu que ces inscriptions, celles du moins tracées de la main même du commis, doivent être considérées comme formant encore titre à un autre point de vue ; — Attendu, en effet, qu'il résulte des circonstances de la cause qu'il a toujours été admis et pratiqué entre le notaire et son commis et, que, dès lors, il faut admettre qu'il avait été convenu entre eux, si pas expressément, du moins tacitement, que le commis, devant inscrire au registre toutes les sommes généralement quelconques, toutes les sommes touchées par lui pour son patron, devenait, par le fait même de cette inscription, faite de sa main au registre, comptable envers son patron des sommes qu'il y inscrivait ; qu'ainsi ce registre, au moyen de ces inscriptions, servait à recevoir et à constater ce que le commis touchait pour son patron, et, par suite, constitue un titre contre le commis en faveur du patron, qui n'en possède pas d'autre ; — Attendu ainsi qu'en dénaturant ou altérant semblable registre dans les faits dont il fait foi, avec l'éventualité de nuire à ceux qui peuvent l'invoquer, et avec l'intention frauduleuse indiquée plus haut, le prévenu s'est rendu coupable du crime de faux prévu et puni par l'art. 196 c. pén. ; — Attendu que l'on soutient à tort qu'il n'y a pas de faux intellectuel punissable dans l'espèce, la pièce arguée de faux ne constituant pas un acte au sens des deux derniers paragraphes de l'art. 196 c. pén. ; — Attendu, en effet, que, si dans l'art. 195 c. pén., le mot *acte* doit être pris dans son sens strict et étroit, c'est-à-dire d'instrument de preuve, c'est que cet article ne prévoit que les altérations ou falsifications commises par des fonctionnaires ou officiers publics, en rédigeant des actes de leur ministère ; — Mais attendu qu'il en est tout autrement de l'art. 196 qui, visant toute espèce d'écritures privées, de commerce ou de banque, a dû assurer leur sincérité du moment où il leur accorde foi, c'est-à-dire qu'ils forment ou peuvent former titre ou preuve en faveur de quelqu'un, quand même ces écritures n'auraient pas été spécialement dressées ou dirigées pour servir à cette fin ;

B) Ayant reçu de Charles d'Hooghe, à Calloo, le 23 oct. 1887, une somme de 200 fr. pour être jointe aux sommes que le notaire avait antérieurement reçues dudit d'Hooghe, moyennant bonification d'un intérêt de 3 pour 100 l'an, et se l'étant appropriée, en avoir néanmoins donné à d'Hooghe une reconnaissance écrite au nom et pour compte du notaire ; — Mais attendu qu'en agissant ainsi (et surtout en ne renseignant pas cette recette à son patron et en payant à d'Hooghe de sa poche les intérêts de la somme, de peur que le fait n'arrivât à la connaissance du notaire), le prévenu peut avoir commis une autre infraction, mais n'a certes pas commis de faux (seul fait dont il ait à répondre en vertu de l'ordonnance de renvoi) puisque étant autorisé, de l'aveu du notaire, à recevoir et à donner quittance en son nom, l'écrit par lui délivré ne contient pas l'altération de la vérité, ce qui est de l'essence du faux ;

Par ces motifs, condamne le prévenu du chef des quatre faux reconnus constants à sa charge, à une peine unique d'un an d'emprisonnement et de 100 fr. d'amende ;

Du 17 déc. 1890. Trib. de Termonde. — MM. Albert Van Straeten ; subst.-Schellekens et Périer ; av.

veau et Faustin Hélie, n° 672; Garraud, n° 152; Blanche, n° 143, p. 260; Baumann, p. 232; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, n° 252; Nypels, p. 456).

**182.** A l'égard du préjudice moral, il a été jugé spécialement qu'une lettre missive portant une signature fausse et écrite à une personne dans le dessein de nuire à la réputation ou à l'honneur d'une autre personne, constitue le crime de faux en écriture privée (arrêt précité du 3 déc. 1859). On peut citer aussi, au même point de vue, un arrêt de la cour de Nîmes qui a jugé que le fait d'avoir fabriqué sous le nom d'un secrétaire général de préfecture, une lettre adressée à un débitant de boissons et dans laquelle on le menaçait de faire fermer son établissement si, aux élections, il ne votait pas pour tel candidat, constitue un faux en écriture publique (Nîmes, 19 déc. 1878, aff. Traversier, D. P. 80. 2. 37). — C'est encore sur l'existence ou du moins sur la possibilité d'un préjudice moral que la cour de cassation s'est appuyée pour déclarer qu'il y a crime de faux dans le fait de prendre, devant un tribunal correctionnel, le nom d'une personne dont l'existence est incertaine et de se faire condamner sous le nom de cette personne (Crim. rej. 22 févr. 1878) (1).

**183.** En ce qui concerne le préjudice matériel, la cour de cassation l'a jugé suffisant dans deux espèces assez remarquables. Cette cour a décidé : 1° que l'insertion frauduleuse opérée dans une obligation civile des mots : *à l'ordre de*, constitue le crime de faux, parce que cette addition, en changeant la nature de la dette, a pour effet, en cas de non-paiement, de soumettre le débiteur à des formes de poursuites et à une juridiction (la juridiction commerciale) qu'il n'avait pas acceptées, ce qui est un préjudice suffisant (Crim. cass. 13 mars 1850, aff. D..., D. P. 50. 5. 232); — 2° Que l'addition frauduleuse, au bas d'un billet à ordre, de la fausse indication d'un domicile de paiement, a pu être considérée comme un faux en écriture de commerce, lorsqu'elle a causé un préjudice au souscripteur, en le faisant condamner aux frais du protêt, faute par lui d'avoir fait les fonds au domicile indiqué (Crim. rej. 7 avr. 1853, aff. Gentil, D. P. 53. 5. 227). — Il paraît difficile, également, de contester qu'il y ait préjudice, soit moral, soit matériel, et par conséquent crime de faux dans le fait de celui qui usurpe le nom d'un tiers pour contracter un second mariage devant l'officier de l'état civil, alors que sa première femme est encore en vie. Jugé qu'en cas pareil, il y a à la fois bigamie et faux caractérisé non seulement par l'altération de la vérité et par l'intention de nuire, mais encore par le préjudice causé aux deux femmes (Arrêt du 22 févr. 1878, cité *supra*, n° 182).

**184.** — IV. PRÉJUDICE SOCIAL. — Le préjudice existe, non seulement lorsqu'il compromet l'intérêt individuel, mais encore lorsqu'il atteint l'intérêt collectif du corps social. Nous l'avons enseigné déjà au *Rép.* n° 147, et il n'est point d'auteur qui ne le reconnaisse (Blanche, n° 144; Chauveau et Faustin Hélie, n° 672; Garraud, n° 151; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, n° 252; Baumann, p. 236; Morin, v° *Faux*, n° 29; Nypels, p. 456).

**185.** Quand le préjudice souffert par l'intérêt général est

pécuniaire, il n'est douteux pour personne que l'élément nuisible du faux se rencontre. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'altération d'écriture, dans le but d'échapper au paiement de l'impôt de l'enregistrement, ou d'en modifier la liquidation ou l'assiette, constitue un faux préjudiciable (Crim. cass. 11 oct. 1860, aff. Orceel, D. P. 61. 5. 231) (*V. supra*, n° 168).

**186.** En serait-il autrement lorsque le préjudice causé aux intérêts publics est d'ordre moral? Nous ne le pensons pas. Il n'existe, en effet, aucune raison pour moins protéger la collectivité que l'individu « Toute altération de la vérité, qui atteint la foi publique, présente un danger trop grave pour n'être pas réprimée; et le dommage général, résultant d'une altération d'écriture, qui réunit, du reste, toutes les autres conditions du faux punissable, est certainement suffisant pour constituer le préjudice » (Garraud, n° 151, p. 215). Ce sentiment est partagé par la majorité des commentateurs (Chauveau et Faustin Hélie, n° 672; Faustin Hélie, n° 252; Blanche, n° 144. *Contrà*: Baumann, p. 236). La jurisprudence a fait une application remarquable de cette doctrine en décidant que l'apposition frauduleuse de signatures contrefaites sur une pétition adressée au pouvoir législatif constitue le crime de faux (Crim. rej. 19 sept. 1850, aff. Bailly, D. P. 50. 1. 297). « C'est, dit la cour de cassation, porter, sous le point de vue moral, à un intérêt d'ordre général et public, une double atteinte... C'est directement offenser la société elle-même dans ses conditions d'existence et de durée; c'est, d'autre part, blesser la dignité de l'un des grands pouvoirs de l'Etat, entraver l'accomplissement régulier de sa haute mission, l'exposer à confondre l'abus avec le droit, et à couvrir de la protection due à la libre expression d'un vœu légitime, l'œuvre de la simulation et de la fraude ». M. le conseiller Röcher avait dit dans le rapport qui a précédé l'arrêt : « Il en est des droits politiques, comme des autres grands intérêts de la vie sociale, ils sont placés sous la même sauvegarde, et la société est blessée au cœur quand il y est frauduleusement porté atteinte ». — De même, la cour de cassation a trouvé les éléments du crime dans le fait de l'officier de l'état civil qui, dans un acte de mariage, constate faussement que les publications ont été faites. Le défaut de publication n'est pas, sans doute, une cause de nullité du mariage, mais l'officier de l'état civil a offensé la foi publique en consignant par écrit un mensonge, qui est, au surplus, sans conséquences privées (Crim. rej. 23 févr. 1843, aff. Piéri, *Rép.* n° 218-6°).

De même encore, l'individu qui se fait écrouer pour un autre et signe du nom du condamné le registre de la prison, commet, d'après la jurisprudence, un faux qui « préjudicie à l'ordre public, essentiellement intéressé à ce que les condamnations soient subies par ceux contre lesquelles elles ont été prononcées » (Crim. cass. 10 févr. 1827, *Rép.* n° 130). — Jugé encore, d'après la même règle, que l'insertion faite par un clerc de notaire, après la clôture et l'enregistrement d'un acte authentique, des mots *lu aux parties*, constitue un élément de faux en écriture publique, lorsque cette insertion a été faite dans le but d'échapper à

(1) (Jean-Claude-Albin Monnier.) — La cour; — Statuant sur le pourvoi formé contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Besançon, du 11 janv. 1878, par le nommé Albin Monnier et fondé sur la violation des art. 147 c. pén. et 299 c. instr. crim.: — Sur le premier moyen, tiré de ce que l'arrêt attaqué a déclaré qu'Albin Monnier, en prenant dans ses condamnations le nom de son frère Zéphyrin Monnier, aurait commis un faux pouvant porter préjudice à la mémoire de ce dernier: — Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'Albin Monnier a pris devant le tribunal correctionnel de Belfort, le 23 mars 1877, le nom de Zéphyrin Monnier, son frère, et a été condamné sous ce nom; qu'il déclare, en outre, que l'existence de Zéphyrin Monnier est incertaine; — Qu'en effet celui-ci, déserteur de l'armée française au Mexique, en 1866, n'a plus donné de ses nouvelles en France, et qu'on le suppose marié et établi à Queretaro; — Attendu que, si Zéphyrin Monnier existe, le préjudice direct que lui a causé le fait d'Albin Monnier ne saurait être mis en doute; — Attendu que l'arrêt ajoute que, si Zéphyrin Monnier est décédé, l'atteinte portée à sa mémoire constituerait également un préjudice; — Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a suffisamment caractérisé le préjudice possible ou éventuel, qui est un des éléments constitutifs du crime de faux;

— Sur le second moyen du pourvoi, tiré de ce que l'arrêt, en déclarant qu'Albin Monnier, ayant pris devant l'officier de l'état civil le nom de Zéphyrin Monnier pour contracter un second mariage, alors que sa première femme vivait encore, avait causé un préjudice à ces deux femmes, a faussement qualifié ce fait; que le préjudice résulterait pour les deux femmes, non de la déclaration d'un faux nom, mais de la perpétration même du second mariage; — Attendu que la déclaration d'un faux nom n'a eu pour but que d'arriver à la seconde union, qu'elle en a été le moyen et l'acte initial; que ces deux faits sont unis par un tel lien de connexité qu'on ne saurait les séparer l'un de l'autre, et qu'en faisant résulter le dommage de ces deux faits ainsi réunis, l'arrêt attaqué en a déduit leur véritable conséquence au point de vue pénal; — Attendu que les faits retenus à la charge d'Albin Monnier par l'arrêt attaqué constituent bien le crime de faux; — Attendu, d'ailleurs, que la cour de Besançon était compétente; que l'arrêt a été rendu par le nombre de juges déterminé par la loi; et qu'ainsi toutes les prescriptions de l'art. 259 c. instr. crim. ont été observées;

Rejetta le pourvoi d'Albin Monnier.

Du 22 févr. 1878.-Ch. crim.-MM. Falconnet, rap.-Benoist, av. gén.

des poursuites judiciaires, « attendu que toute altération matérielle faite dans un acte pour échapper à une poursuite judiciaire, préjudicie à un intérêt public » (Crim. rej. 18 juin 1852, aff. Roudier, D. P. 52. 1. 192).

Il y aurait également crime de faux dans le fait de l'individu qui, pour s'attribuer un titre de noblesse, fabriquerait ou ferait fabriquer une fausse copie certifiée par le maire, portant reproduction de prétendues lettres patentes. Suivant un arrêt de la cour de cassation, il y a, dans ce fait, un double préjudice social possible ; celui de se faire reconnaître le titre de noblesse convoité, ou bien celui de se soustraire à l'application de l'art. 159 c. pén. (Crim. rej. 17 avr. 1863, *Bull. crim.*, n° 123).

187. On sait qu'il existe, en France, un certain nombre de professions qui ne peuvent être exercées que par les personnes dont la capacité a été reconnue à la suite d'examen d'Etat ; telles les professions de médecin, de vétérinaire, d'avocat, d'instituteur. Les diplômes constatant cette capacité peuvent être l'objet d'une altération ou d'une fabrication frauduleuse. D'un autre côté, il arrive assez souvent qu'en vue d'obtenir le diplôme, un incapable s'entend avec un tiers plus instruit qui se fait passer pour lui et subit l'examen à sa place. Y a-t-il faux dans ces deux hypothèses ? Oui, d'après la cour de cassation, parce que la société, ayant intérêt à ce que les diplômes soient délivrés à ceux-là seuls qui les méritent, est lésée, dans ses intérêts généraux, lorsqu'un incapable se crée frauduleusement un titre de capacité. A l'arrêt dans ce sens du 28 févr. 1835, rapporté *Rép.* n° 163 relatif au diplôme de bachelier ès lettres, *Add.* : Crim. cass. 26 août 1825, aff. Lebas, *Rép.* n° 176-1°, relatif au diplôme de pharmacien ; Crim. cass. 5 sept. 1833, aff. Bouchet, *Rép.* n° 163, relatif au diplôme de docteur en médecine ; Crim. rej. 5 juill. 1849, aff. Loiseau, D. P. 51. 5. 264 ; Crim. rej. 12 juill. 1862, aff. Valla et Lagardère, D. P. 64. 5. 184 ; 24 déc. 1863, aff. Sandoz, D. P. 64. 1. 56, relatifs aux diplômes de bachelier ès lettres et ès sciences. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 706 ; Garraud, n° 151, p. 216 ; Blanche, t. 3, n° 144 ; Baumann, p. 227.

188. Signalons encore comme pouvant, d'après la jurisprudence, entraîner un préjudice d'intérêt public : 1° le fait d'avoir fabriqué ou fait fabriquer sous de faux noms, avec une fausse signature, un acte d'engagement militaire (Crim. rej. 15 févr. 1877, *supra*, n° 164) ; — 2° Le fait, de la part d'un indigène algérien, de s'être présenté devant le sous-intendant militaire d'une subdivision en Algérie et d'avoir contracté en présence de ce fonctionnaire, un engagement volontaire avec prime, sous un nom qui ne lui appartenait pas (Crim. rej. 30 avr. 1885) (1) ; — 3° Le fait d'avoir fabriqué de fausses lettres d'ordination sacerdotale, et d'y avoir apposé les fausses signatures de l'évêque et du secrétaire de l'évêché (Crim. rej. 19 juin 1840 et 29 août 1840, aff. Ladmiral, *Rép.* n° 164 et 176). A la vérité, le caractère sacerdotal ne dispense plus (L. 15-17 juill. 1889 sur le recrutement de l'armée, D. P. 89. 4. 73) du service militaire, et l'on ne pourrait plus dire aujourd'hui, comme dans les arrêts précités, que celui qui fabrique un titre de ce genre cause préjudice à autrui, puisqu'il laisse indûment à la charge des autres citoyens sa part de concours au service de la garde nationale et au recrutement de l'armée ; mais il nous paraît

difficile de ne pas voir un titre de capacité, analogue aux diplômes dont il a été parlé *supra*, n° 187 dans une lettre d'ordination sacerdotale.

La question serait peut-être plus délicate à l'égard des permissions de dire la messe délivrées par l'évêque, lesquelles permissions paraissent se rapporter à un ordre de choses presque exclusivement spirituel. Il a cependant été jugé, par deux arrêts, que les falsifications et altérations de pièces en ce genre constituent des faux en écriture (Crim. rej. 13 août 1852, aff. Desnoyers, D. P. 52. 5. 275 ; Paris, 30 avr. 1852, aff. N... D. P. 53. 2. 186). Au point de vue du préjudice, l'arrêt de Paris a fait ressortir que l'inculpé avait commis le faux « pour se soustraire aux règles de la discipline auxquelles il s'était soumis par sa qualité de prêtre, en vertu du concordat, et pour percevoir indûment les oblations ou rétributions auxquelles il pouvait avoir droit comme officiant, au préjudice des autres prêtres qui auraient dû les percevoir à son défaut ».

189. Nous croyons enfin qu'il y a faux punissable, nuisible à l'intérêt public, en cas de fabrication d'une ordonnance médicale ayant pour objet d'obtenir une substance toxique, de l'arsenic, par exemple, chez un pharmacien (Crim. cass. 8 mars 1849, aff. Monneret et Crim. rej. 26 juill. 1838, aff. Dumon, *Rép.* n° 339), et ce, alors même que l'agent aurait usé de ce procédé dans un but indifférent et même légitime. Il nous semble, en effet, contrairement à l'avis exprimé au *Rép. loc. cit.*, que nier la possibilité du préjudice, dans ce cas, c'est nier l'utilité des précautions prises par la loi pour la vente des substances toxiques.

Quant à l'intention frauduleuse, elle consiste ici à vouloir se procurer illégalement une substance dangereuse (Conf. Garraud, n° 151, p. 218 ; Villey, *Théorie du code pénal* de Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, note, p. 472. — V. en sens contraire, Chauveau et Faustin Hélie, *cod. loc.*, n° 720).

190. — V. PRÉJUDICE POSSIBLE OU ÉVENTUEL. — Pour qu'il y ait faux, il n'est pas nécessaire que le préjudice ait été effectivement causé ; il suffit que l'altération de la vérité ait pu le produire, ou pour employer une expression que la science et la pratique ont consacrée, qu'il ait été possible *Rép.* n° 147 *in fine*. « Ce qui le prouve de la façon la plus péremptoire, c'est que la loi ne subordonne pas la criminalité du faux à l'usage qui peut en être fait. Le faux est punissable dans le cas même où il n'a pas été employé ; d'où la conséquence irréfragable qu'il existe en l'absence de tout préjudice effectif, pourvu qu'il ait pu être la cause d'un dommage. C'est du reste une thèse qui ne se discute plus » (Blanche, t. 3, n° 140, p. 252. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 673 ; Garraud, t. 3, n° 153 ; Morin, *Rép. v° Faux*, n° 30 ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, n° 252 ; Baumann, p. 219 ; Nypels, *Code pénal belge interprété*, t. 1, p. 457).

La plupart des codes étrangers contiennent à cet égard des dispositions expresses : « Quiconque fabrique, un faux document..., dit l'art. 391 c. pén. hongrois de 1878, s'il en résulte ou peut en résulter pour autrui une lésion de droit, commet le crime de falsification de documents ». De même l'art. 225 c. pén. néerlandais de 1881 : « Celui qui fabrique ou falsifie une écriture d'où pourra résulter quel-

(1) (Eddin-ben-Sliman-ben-Eddin.) — LA COUR ; — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 147 c. pén. en ce que l'acte d'engagement volontaire incriminé aurait été reçu par un fonctionnaire incompetent et ne réunirait pas les éléments constitutifs de crime de faux : — Attendu que, d'après la déclaration du jury, le demandeur a été reconnu coupable d'avoir déclaré fausement au sous-intendant militaire de la division de Constantine, chargé du service du recrutement, qu'il se nommait Ahmed-ben-Ali et d'avoir contracté sous ce faux nom l'engagement de servir pendant quatre ans dans le 3<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens, moyennant une prime de 400 fr. ; — Attendu que le fait ainsi déclaré constant par le jury constitue le crime de faux prévu par l'art. 147 c. pén. ; — Qu'aux termes de l'art. 5 du décret du 21 avr. 1866, rendu en exécution de l'art. 5 du sénatus-consulte du 14 juill. 1865 le sous-intendant militaire de la circonscription a légalement qualité pour recevoir l'engagement volontaire d'un indigène de l'Algérie, et que, dès lors, en se présentant devant ce fonctionnaire et en contractant un engagement volontaire sous

un nom qui ne lui appartient pas, le demandeur a altéré les déclarations et les faits que cet acte d'engagement avait pour objet de constater ; que la question intentionnelle a été clairement soumise au jury, à qui l'on a demandé non pas si l'accusé avait commis le faux, mais s'il était coupable de l'avoir commis ; — Qu'enfin l'acte incriminé était de nature à nuire non seulement à l'indigène portant le nom de Amed-ben-Ali, mais à l'intérêt général et au Trésor public, l'engagement ne pouvant, aux termes de l'art. 3 du décret de 1866, être contracté qu'après enquête du bureau arabe sur la moralité de l'indigène, avis du chef de corps et décision du commandant de la subdivision et devant procurer l'allocation d'une prime ; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure a été régulière, et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury ;

Par ces motifs, rejette, etc.  
Du 30 avr. 1885. — Ch. crim. — MM. Poulet, rap. — Loubers, av. gén.

que droit, quelque obligation ou la remise de quelque dette, ou qui est destinée à servir de preuve, dans le dessein d'en faire faire usage par d'autres personnes, est, s'il peut résulter quelque dommage de cet usage, puni, comme coupable de faux en écriture, d'un emprisonnement de cinq ans au plus ». Et le nouveau code pénal italien de 1885 emploie ces expressions dans son art. 280 : « Quiconque fabrique, en tout ou en partie, un document privé faux, ou altère un document privé vrai, lorsqu'il en peut résulter un préjudice public ou privé, est puni... ».

La jurisprudence a consacré par de très nombreux arrêts la règle qu'un préjudice éventuel suffit pour caractériser le faux (Crim. rej. 7 janv. 1826, aff. Weyland; 14 avr. 1827, aff. N...; 13 oct. 1842, aff. Boyer, *Rép.* n° 166; Crim. cass. 28 nov. 1845, *Bull. crim.*, n° 349; Crim. rej. 25 janv. 1849, aff. Testard, D. P. 49. 1. 32; Crim. cass. 16 nov. 1850, aff. de Villers, D. P. 50. 1. 346; Crim. rej. 7 mai 1853, aff. Barthe, D. P. 53. 5. 229; 26 nov. 1853, *Bull. crim.*, n° 561; Crim. cass. 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58. 1. 43; Crim. rej. 5 mars 1863, aff. Chérif-ben-Aïcoub, D. P. 65. 5. 202; 17 avr. 1863, *Bull. crim.*, n° 123; 9 janv. 1875, *supra*, n° 127; 29 avr. 1875, *infra*, n° 192; 29 mai 1875, *infra*, n° 192; 7 déc. 1876, *supra*, n° 170; 15 févr. 1877, *supra*, n° 164; 22 juin 1877, *infra*, n° 192; 22 févr. 1878, *supra*, n° 182; 20 févr. 1879, aff. Bel-Kassem, D. P. 79. 1. 489; Crim. cass. 22 mars 1890, *infra*, n° 192).

191. Mais quand y a-t-il possibilité ou éventualité d'un préjudice? Evidemment la solution de cette question appartient aux juges de l'affaire. C'est à eux de décider, dans chaque espèce, s'il y a de sérieuses éventualités de préjudice. Suivant M. Garraud (n° 153, p. 222), « le dommage éventuel est celui qui ne résulte pas nécessairement de l'usage de la pièce fautive, parce qu'il suppose, pour le réaliser, des circonstances indépendantes de la volonté du faussaire. Ainsi, un individu fabrique un titre, constatant frauduleusement l'engagement d'un tiers. Si ce tiers est en état de minorité ou frappé de toute autre incapacité qui rende annulable ses engagements, le préjudice résultant de l'usage de la pièce fautive ne se produira que si ce prétendu débiteur n'oppose pas son incapacité et ne demande pas l'annulation de cet engagement : le préjudice est donc éventuel, il dépend d'une circonstance étrangère à la volonté du faussaire. — Mais la possibilité seule d'une condamnation ou d'un paiement est suffisante pour baser une accusation de faux » (Conf. Baumann, p. 220; Crim. cass. 21 août 1812, aff. Castellini, *Rép.* n° 154-2°).

(1) (Moïse Sportès.) — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré d'une prétendue violation de l'art. 150 c. pén., en ce que l'acte argué de faux n'aurait, quant à la validité du mariage qu'il mentionne, la valeur ni d'une preuve, ni d'un commencement de preuve, et que, par suite, il n'en résulterait ni préjudice, ni possibilité de préjudice : — Attendu qu'il ressort des constatations de l'arrêt attaqué que ledit acte a été passé dans le cours du mois de janvier 1872, et que c'est mensongèrement qu'on lui a donné la date du 9 sept. 1869, époque à laquelle les israélites indigènes de l'Algérie, devenus citoyens français, en vertu d'un décret du 24 oct. 1870, étaient régis encore, quant à leur état civil, par la loi mosaïque, et où le droit à la polygamie existait à leur profit; — Attendu que sous l'empire de cette loi, le mariage était un contrat purement consensuel, et que sa preuve pouvait résulter soit d'un acte dressé par le ministre de la religion, soit d'un écrit sous seing privé, soit de déclarations de témoins, soit même de la remise et de l'acceptation d'un symbole d'alliance; — Attendu donc que, si l'acte de mariage dont il s'agit remontait effectivement au temps dont il porte la date, il constituerait un titre contre les tiers et pourrait avoir pour conséquence de leur préjudicier; — Que c'est par suite avec juste raison que ledit arrêt l'a considéré comme réunissant tous les éléments constitutifs du faux criminel; — Attendu, de plus, que cet arrêt est régulier en la forme; qu'il a été rendu par le nombre de magistrats prescrit par la loi, le ministère public entendu, et que la cour d'assises saisie de l'accusation est compétente pour en connaître; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 29 avr. 1875.—Ch. crim.—MM. Pierrey, rap.—Thiriot, av. gén.—Larnae, av.

(2) (Prosper Pelletier.) — LA COUR; — Sur le premier moyen, pris de la nullité du tirage au sort du jury de session, en ce qu'il aurait été procédé à cette opération en vertu, non de la loi actuellement en vigueur du 21 nov. 1873, mais de la loi du 4 juin 1853, qu'elle a formellement abrogée; — Attendu que

192. La jurisprudence offre de nombreux exemples de préjudice purement hypothétique ou éventuel. Il a été jugé, notamment : 1° que le fait, par un notaire, d'avoir fabriqué, sur une feuille de papier revêtue d'une signature en blanc qu'il a obtenue par surprise, une procuration au nom du signataire, constitue le crime de faux en écriture authentique (Crim. rej. 25 janv. 1849, aff. Testard, D. P. 49. 1. 31); — 2° Que le fait, par un huissier, d'avoir constaté la remise au débiteur cédé de la copie de la signification d'un transport de créance qu'il avait remise à une autre personne peut, par la nature même de l'acte, causer un préjudice à autrui, et constituer un faux en écriture publique (Crim. rej. 26 nov. 1853, aff. Degron, *Bull. crim.*, n° 561); — 3° Que le fait d'avoir, dans le but de faire croire qu'on est fils légitime d'une personne déterminée, fabriqué ou fait fabriquer une fausse copie certifiée par le maire, portant reproduction d'un acte extrajudiciaire signifié à la requête du prétendu père légitime, parce que ce dernier proteste de son union en légitime mariage, constitue le crime de faux; cet acte, pouvant servir à la preuve de la filiation légitime, peut être l'objet d'un préjudice possible (Crim. rej. 17 avr. 1863, n° 123); — 4° Que le préjudice, au moins éventuel, existe lorsque l'acte argué de faux, en se plaçant à la date qui lui a été mensongèrement attribuée, pourrait servir comme preuve d'un mariage contracté conformément à la loi mosaïque, qui, à cette date (1869) régissait l'état civil des israélites indigènes de l'Algérie (Crim. rej. 29 avr. 1875) (1); — 5° Que le fait d'avoir frauduleusement apposé la signature d'un avoué au bas d'un télégramme destiné à un de ses confrères, l'invitant à représenter un tiers, dont la signature garantit la solvabilité, emporte la possibilité, pour l'officier public dont le ministère était ainsi provoqué, d'un préjudice proportionnel à l'importance des actes qu'il était appelé à accomplir et constitue, dès lors, le crime de faux (Crim. rej. 29 mai 1875) (2); — 6° Que, lorsque dans un titre en un seul original, constatant la cession d'un droit litigieux et contenant quittance, le cessionnaire a substitué frauduleusement au chiffre réel du prix de cession un chiffre supérieur, il y a possibilité d'un préjudice : d'une part pour le cédant, dans le cas où il voudrait poursuivre ultérieurement l'annulation d'un contrat; d'autre part pour le cédé qui, s'il voulait exercer le retrait litigieux serait trompé sur le prix réel de la cession (Crim. rej. 7 déc. 1876, *supra*, n° 170); — 7° Que la femme dotale qui, à un acte de vente de meubles

l'extrait du procès-verbal de tirage au sort du jury pour la seconde session des assises de la Meuse a été transcrit au pied d'une formule imprimée antérieurement à la loi de 1872, et qu'ainsi s'explique la mention que ce tirage a eu lieu « en exécution de l'art. 17 de la loi du 4 juin 1853 »; — Mais qu'en tenant même pour constante cette dernière énonciation, que le greffier n'a laissé subsister que par inadvertance, le demandeur serait non recevable, à défaut d'intérêt, à s'en faire un moyen de cassation, puisque, les prescriptions de l'art. 17 de la loi de 1853 ayant été textuellement reproduites par l'art. 18 de la loi abrogative de 1872, la formation de la liste du jury n'en aurait pas moins eu lieu d'une manière régulière; — Sur le deuxième moyen, pris de la violation prétendue de l'art. 387 c. instr. crim., en ce qu'il ne résulterait pas suffisamment de la question posée au jury que le faux constaté à la charge de l'accusé ait été de nature à porter préjudice à autrui : — Attendu que le demandeur a été reconnu coupable d'avoir, à Nancy, frauduleusement apposé la signature fautive du sieur Miesch, avoué en cette ville, au bas d'un écrit sous forme de télégramme, destiné à être expédié au sieur Vicq, avoué à Saint-Mihiel, contenant invitation à ce dernier de représenter un sieur Westermann, dont il garantissait la solvabilité; — Attendu qu'en donnant, sous le faux nom d'un avoué, mandat à un autre avoué d'accomplir un acte de ses fonctions dans l'intérêt d'un tiers dont il garantissait mensongèrement la solvabilité, l'accusé, par le fait même de cette garantie mensongère, exposait nécessairement l'officier public dont il provoquait le ministère à la possibilité d'un préjudice proportionnel à l'importance des actes qu'il était appelé à accomplir; — Attendu, dès lors, que le faux déclaré constant à la charge du demandeur réunit les trois éléments exigés par la loi, puisqu'à l'altération de la vérité commise avec une intention frauduleuse se joint l'éventualité d'un préjudice pour autrui; — Attendu, d'ailleurs, la régularité de l'arrêt en la forme; — Rejette, etc.

Du 29 mai 1875.—Ch. crim.—MM. Robert de Chenevière, rap.—Bédarrides, av. gén.—Barrière, av.



paraphernaux consentie par son mari défunt à un tiers, substitue un faux acte de vente fabriqué par elle et contenant une majoration tant de l'état des meubles vendus que du prix de vente, commet un crime de faux, l'élément du préjudice causé résultant de l'obligation que cet acte faux imposerait, au détenteur desdits meubles, de restituer à cette femme une valeur supérieure à celle qu'il a réellement reçue (Crim. rej. 22 juin 1877 (1)) ; — 8° Que le fait d'avoir frauduleusement altéré des avertissements adressés par l'administration des Contributions directes aux contribuables, en substituant au chiffre porté sur chaque avertissement un chiffre supérieur à celui inscrit sur le rôle, emporte nécessairement préjudice éventuel pour lesdits contribuables (Crim. cass. 20 févr. 1879, aff. Bel-Kassem, D. P. 79. 1. 189) ; — 9° Que le préjudice au moins éventuel, qui est un des éléments constitutifs du faux criminel, existe lorsque des lettres arguées de faux, si elles avaient été réellement envoyées à l'administration destinataire, étaient de nature à mettre cette administration en demeure de vérifier les faits dénoncés et pouvaient, à raison de son silence et de son inaction, créer contre elle une présomption de faute préjudiciable aux intérêts de l'Etat (Crim. cass. 22 mars 1890) (2) ; — 10° Que le fait de fabriquer des extraits de titre, présentant l'apparence d'une écriture ancienne, puis de les introduire subrepticement parmi les dossiers des archives du département dans le territoire duquel résidaient les autorités de qui seraient émanés ces titres, afin d'en obtenir des expéditions qui pussent être produites en justice à l'occasion d'un procès, constitue aussi un faux préjudiciable, encore bien que ces titres ne soient pas

(1) (Armand-Jean Fossey C. Placidie-Léopoldine Lecomte, veuve de Jean-Auguste Scolan.) — LA COUR ; — Sur le moyen unique de cassation, tiré de la fausse application de l'art. 150 c. pén., en ce que la fabrication de l'acte incriminé ne constituerait pas le crime de faux, par le motif que cet acte ne pourrait porter préjudice à personne : — Attendu que la veuve Scolan était mariée sous le régime dotal, tous ses biens meubles présents et à venir restant paraphernaux ; — Attendu que, par acte sous seing privé passé en 1869, le nommé Lecomte avait vendu à Scolan, son gendre, pour le prix de 3090 fr. un matériel agricole que Scolan employait à l'exploitation d'immeubles ruraux dont il était fermier ; que, Lecomte étant mort en 1874, l'accusée, sa fille et son héritière, a, en 1876, fabriqué un faux acte de vente sous seing privé, destiné à remplacer celui ci-dessus visé, daté comme lui de 1869 et revêtu des fausses signatures de Lecomte et de Scolan ; que, d'après cet acte, le matériel de ferme était vendu non à son mari, mais à elle-même ; qu'il était considérablement augmenté au moyen d'une énumération mensongère ; qu'enfin le prix de vente était porté à 9000 fr. ; — Attendu que Scolan, constitué ainsi détenteur de meubles paraphernaux affectés à une exploitation rurale, était tenu de restituer ces meubles à sa femme ou de lui tenir compte de leur valeur, que celle-ci avait, par ce motif, exagérée à dessein ; que l'acte faux, qui lui imposait frauduleusement cette obligation, lui causait un préjudice manifeste ; que, par conséquent, la fabrication de cet acte a été justement qualifiée de faux en écriture privée ; — Attendu que les faits exposés dans le surplus de l'arrêt de renvoi justifient l'accusation d'assassinat et de tentative d'assassinat portée contre les demandeurs ; que la cour d'assises de la Manche est compétente pour connaître de cette accusation et de celle de faux en écriture privée ; que l'arrêt de renvoi a été rendu par le nombre de magistrats déterminé par la loi, le ministère public entendu ; — Attendu que les deux pourvois ayant été formés dans le délai imparti par l'art. 373 c. instr. crim., il y a lieu d'examiner encore si l'arrêt attaqué donne ouverture à cassation en dehors des cas spécifiés en l'art. 299 du même code ; mais que les demandeurs ne signalent aucune cause de nullité et qu'aucune ne ressort de l'examen de la procédure.

Du 22 juin 1877-Ch. crim.-MM. Thiriot, rap.-Robinet de Cléry, av. gén.-Mazeau, av.

(2) (Chossat.) — LA COUR ; — Vu les art. 147, 164 c. pén. ; — Sur le moyen unique tiré de la violation de l'art. 147 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué a refusé de donner aux faits incriminés la qualification de faux en écriture de commerce sous prétexte qu'ils ne rentraient pas dans l'énumération faite par ledit article, n'ayant pas eu pour objet de créer des conventions ou des obligations à l'encontre de l'Administration et en faveur de Chossat ; qu'ainsi l'existence d'un préjudice, élément essentiel du crime de faux, n'était pas démontrée ; — Attendu que l'arrêt attaqué constate, en fait, que Chossat a joint à un mémoire de réclamation de prix ou d'indemnité supplémentaire adressée à l'Etat, d'abord par voie gracieuse et ensuite au con-

signés (Crim. cass. 16 nov. 1850, aff. de Villers, D. P. 50. 1. 346). — On peut citer encore, comme consacrant le même principe, outre les arrêts rapportés au Rép. n° 166 : Crim. cass. 13 mars 1850, aff. D..., D. P. 56. 5. 232, cité *supra*, n° 183 ; Crim. rej. 7 mai 1853, aff. Barthe, D. P. 53. 5. 225 ; Crim. cass. 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58. 1. 43 ; Crim. rej. 5 mars 1863, aff. Chérif-ben-Alcouba, D. P. 65. 5. 202 ; 9 janv. 1875, *supra*, n° 127 ; 15 févr. 1877, *supra*, n° 188 ; 22 févr. 1878, *supra*, n° 182.

193. Au reste, le préjudice possible remplit la condition voulue, quelle que soit la personne qui en soit ou qui en puisse être victime. Ainsi, si un billet a été souscrit pour dette ordinaire par le débiteur lui-même, et que le créancier se permette d'y ajouter des expressions qui le rendent négociable par voie d'endossement, cette falsification sera un faux, parce qu'elle pourra causer du préjudice soit pour le débiteur qui sera ainsi exposé à des poursuites par les tiers porteurs, soit pour les tiers auxquels l'effet aurait été négocié et qui courraient le risque de ne pas réussir dans les poursuites qu'ils exerceraient (Crim. cass. 13 mars 1850, aff. D..., D. P. 50. 5. 232). — Il a été jugé aussi, par le même motif, que la criminalité de faux par contrefaçon de signature n'est aucunement subordonnée à la condition que ce faux aura nui à la personne même dont la signature est contrefaite, et qu'il suffit, pour que cette criminalité existe, qu'il soit résulté de ce faux un préjudice ou une possibilité de préjudice pour une personne quelconque (Crim. cass. 23 mars 1876) (3).

194. Y a-t-il le préjudice possible quand l'acte falsifié se

tient, dans un procès devant le conseil de préfecture, deux lettres, l'une datée du 8 sept. 1884, l'autre du 25 janv. 1885, par laquelle la société veuve Gilbert, Chossat et Corarot aurait signalé à l'Administration, aux dates susindiquées, une prétendue erreur dans les prévisions du projet dressé par elle pour le paiement du tunnel de Maucaubette dont ladite société avait l'entreprise, erreur provenant de ce qu'il n'aurait pas été tenu compte de la nature spéciale du terrain et de sources abondantes qui s'y seraient révélées au cours des travaux ; — Attendu que suivant l'arrêt attaqué, la prévention reproche à Chossat d'avoir fabriqué ou fait fabriquer après coup les deux lettres dont s'agit et d'avoir substitué ces lettres sur le registre-copie de lettres de la société veuve Gilbert, Chossat et Corarot à d'autres lettres supprimées au moyen d'un lavage ; — Que néanmoins, l'arrêt déclare que ces faits ne sauraient constituer le crime de faux, parce que lesdites lettres fabriquées n'établissent ni conventions obligatoires ou décharges, ni dispositions ayant une portée pratique quelconque, qu'elles ne créent même pas une simple présomption contre l'Etat, et ne pouvaient lui causer aucun préjudice même éventuel ; — Mais attendu que pour qu'il y ait crime de faux, il n'est pas nécessaire que le préjudice soit consommé ou inévitable ; qu'il suffit d'une simple éventualité ou possibilité de préjudice, éventualité ou possibilité qui existaient incontestablement dans la cause ; qu'en effet, l'envoi de ces lettres, s'il avait eu lieu aux dates indiquées, était de nature à mettre l'Administration en demeure de vérifier les faits dénoncés et pouvait, à raison de son silence et de son inaction, créer contre elle une présomption de faute préjudiciable aux intérêts de l'Etat ; — Attendu, dès lors, que c'est à tort que l'arrêt attaqué a refusé de voir dans les faits de la cause les éléments du crime de faux ; — Et attendu que les altérations d'écritures commises par un entrepreneur de travaux publics sur le livre-copie de lettres que tout commerçant doit tenir, aux termes de la loi, constituent une falsification d'écritures de commerce ; — Par ces motifs, casse et annule, etc. ; renvoie la cause et les parties devant la cour de Poitiers, chambre correctionnelle ; — Ordonne, etc...

Du 22 mars 1890.-Ch. crim.-MM. Löw, pr.-Bernard, rap.-Loubers, av. gén.-de Ramel, av.

(3) (Camille Sensé.) — LA COUR ; — Sur le moyen unique du pourvoi, pris d'une prétendue violation des art. 147 et 150 c. pén., en ce que le faux relevé à la charge du demandeur n'aurait eu ni pour but ni pour effet de porter préjudice à la personne dont il a contrefait la signature ; — Attendu que la criminalité du faux par contrefaçon de signature n'est aucunement subordonnée à la condition que ce faux aura nui à la personne dont la signature a été contrefaite ; qu'il suffit, pour que le fait tombe sous les incriminations légales, qu'il en soit résulté un préjudice ou une possibilité de préjudice pour une personne quelle qu'elle soit ; — Attendu que, dans l'espèce, cette possibilité de préjudice ressortait formellement des termes de la question posée ; — Que cette question ayant été résolue affirmativement,

trouve affecté de quelque vice pouvant faire obstacle à son efficacité? Cette question délicate a été traitée à fond au *Rép.* n° 153 et 154. Elle se pose particulièrement à propos de l'altération de vérité commise dans un acte authentique; elle se posera même quelquefois pour les actes sous seings privés (*V. infra*, n° 197). En ce qui concerne les actes authentiques, la jurisprudence offre quatre arrêts nouveaux, rendus depuis la publication du *Répertoire*, et qui doivent être ajoutés à ceux des 4 sept. 1807, 21 août 1812, 24 juin 1824, 17 avr. 1846, rapportés au *Rép.* n° 154, à l'arrêt du 14 août 1817, *Rép.* n° 156, à celui du 18 janv. 1820, *Rép.* n° 157-2°, et à celui du 14 avr. 1827, *Rép.* n° 166-1°. La cour de cassation a jugé : 1° que l'omission de quelques-unes des formalités requises pour donner à l'écrit sa perfection légale, qui peut être le résultat de l'ignorance ou de la maladresse du faussaire, ne fait pas disparaître la criminalité de l'acte, comme si, par exemple, dans le cas de fabrication de sentences anciennes, la juridiction de laquelle émanent ces sentences n'avait pas été indiquée (Crim. rej. 8 août 1851, aff. de Villers, D. P. 51.2.266); — 2° Que la fausse signature apposée sur un acte notarié (contrat de prêt hypothécaire) resté imparfait par suite de circonstances étrangères au prévenu, constitue une tentative de faux prévue par les art. 2 et 147 c. pén. « attendu que si cet acte, qu'avaient seuls signé l'accusé et le notaire, est resté à l'état imparfait, par suite du désir de ce dernier de prendre des renseignements sur l'identité de l'emprunteur, et a fini par être inexécuté, cette imperfection et cette inexécution, toutes du fait du notaire rédacteur, sont entièrement indépendantes de l'accusé, qui, en signant ledit acte, a accompli le contrat de prêt frauduleux qu'il convoitait, en tout ce qui relevait de sa volonté; que, dès lors, toutes les conditions constitutives de la tentative du crime de faux se trouvaient réunies » (Crim. cass. 14 oct. 1854, *Bull. crim.*, n° 304); — 3° Qu'il y a faux criminel dans le fait du notaire qui, chargé de distribuer le prix d'un immeuble à divers créanciers hypothécaires, énonce faussement que tous les créanciers ont comparu, ont touché le montant de leur créance, en ont donné quittance et ont signé la minute, alors qu'il n'y a eu comparution, réception de deniers, quittance et signature que de la part de quelques-uns seulement, encore bien que le défaut de signature des autres soit une cause de nullité de l'acte (Crim. rej. 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58.1.43). L'arrêt déclare que « si les signatures des créanciers ne se trouvent pas de fait au bas de la pièce fausse, cette absence, qui devient une cause de nullité, aux termes des art. 49 et 68 de la loi du 25 vent. an 11, n'empêche pas qu'il n'existe un acte authentique par la signature du notaire, qui pouvait servir de base à une action ou à un droit; qu'il n'en est pas des actes publics comme des actes

sous seing privé; que, dans ces derniers, les constatations se font par les seules parties, d'où il suit qu'à défaut de leurs signatures, il ne reste qu'un écrit informe, sans caractère et sans portée; tandis que, dans les actes reçus par un notaire, c'est l'officier public qui constate les conventions arrêtées devant lui et qui imprime à l'écrit le caractère authentique en y apposant sa signature; qu'un acte notarié incomplet, ou susceptible d'annulation pour défaut de quelques signatures ou d'autres formalités essentielles, ne présente pas moins les apparences d'un acte vrai; que la nullité peut échapper à l'inspection des intéressés, ou les exposer, s'ils l'invoquent, à des procès sur la cause de l'absence des signatures, sur les conséquences de faits postérieurs qui seraient articulés comme constituant une ratification par exécution, ou sur toute autre contestation élevée à l'occasion de l'acte; que sans doute, le notaire qui, après avoir frauduleusement énoncé, dans un acte préparé par lui, de fausses conventions, s'arrêterait volontairement avant la consommation du crime et supprimerait le projet en cours d'exécution, échapperait à la loi pénale; mais qu'il en est autrement du cas où, comme dans l'espèce, le notaire a persévéré dans sa résolution coupable, et où il a signé et classé comme vraie, avec intention, la minute entachée de faux ». — Toute poursuite criminelle serait, au contraire, impossible, la cour de Caen l'a décidé avec raison par un arrêt du 18 août 1876 (1), si une obligation notariée avait été fabriquée au nom d'une personne, sans indication de créancier, sans les signatures du notaire et des témoins. En effet, s'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait faux consommé, que l'acte soit parfait et inattaquable dans toutes ses parties, encore faut-il, surtout en matière authentique, qu'il présente suffisamment d'éléments constitutifs pour le rendre susceptible de discussion.

195. La doctrine s'est aussi beaucoup occupée de la question, posée au numéro précédent, de savoir si les actes faux qui sont nuls peuvent constituer, néanmoins, des faux punissables. Nous ne reviendrons pas sur l'opinion de Chauveau et Faustin Hélie (t. 2, n° 677) qui a été exposée et critiquée, dans une certaine mesure, au *Rép.* n° 153. Blanche a présenté, à cet égard, plusieurs distinctions (t. 3, n° 145). Si l'invalidité de l'écriture provient de l'inaccomplissement de certaines formalités extrinsèques, ou même de l'omission de certaines formalités requises pour donner à la rédaction même de l'écrit toute sa perfection, le savant magistrat estime que l'altération de la vérité ne perdra rien de son caractère criminel et qu'elle pourra être constitutive du faux en écriture. « Comment, en effet, dit-il, l'auteur de l'altération pourrait-il trouver sa justification dans sa légèreté ou dans son ignorance? L'acte existe; s'il est réalisé, il causera un préjudice. Cela suffit pour qu'il constitue l'élément maté-

l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les dispositions de loi ci-dessus visées, en a fait, au contraire, une juste application; — Sur le pourvoi formé par le procureur général près la cour, dans l'intérêt de la loi, et se fondant sur la violation de l'art. 164 c. pén. : — Attendu que l'amende édictée par cette disposition doit être appliquée à toute personne déclarée coupable de faux, et en faveur de laquelle il n'a pas été admis de circonstances atténuantes; — Rejette le pourvoi de Sensé; faisant droit, au contraire, à celui du procureur général près la cour, casse et annule, mais dans l'intérêt de la loi seulement et sans renvoi, l'arrêt attaqué, en ce qu'en s'abstenant d'appliquer au condamné l'art. 164 c. pén., il a formellement violé cette disposition; — Ordonne etc.,

Du 23 mars 1876.-Ch. crim.-MM. Pierrey, rap.-Desjardins, av. gén.

(1) (Costard.) — La cour; — Attendu que les actes contenant prêt de 400 et de 900 fr. réunissent, comme le porte l'ordonnance, tous les caractères de crimes de faux consommés; — Attendu, quant à l'autre, que, s'il est vrai qu'il n'y a pas nécessité, pour qu'il y ait faux consommé, que l'acte faux soit parfait et inattaquable, dans toutes ses parties, il faut cependant qu'il présente suffisamment d'éléments constitutifs pour le rendre susceptible de discussion, surtout en matière authentique, où la peine s'aggrave par le caractère de cette écriture; — Or, attendu que, dans l'espèce, l'acte ne présente qu'un *obligé*, sans indication de *créanciers* venant former le contrat; qu'il n'est revêtu ni de la signature de témoins, ni de celle du notaire, sanction des conventions écrites, et que ce notaire déclare qu'ayant reconnu tout d'abord celle qui se disait être Marie Goupil pour

être une faussaire, il n'a entendu faire qu'un simulacre d'acte, sachant parfaitement qu'il constatait des faits faux et se réservant de ne pas signer l'acte et de le rendre d'une exécution impossible; — Que, dans de telles circonstances, tout en reconnaissant l'intention coupable de la fille Costard, on ne trouve pas d'éléments suffisants d'acte pour en faire sortir soit un crime de faux consommé, soit même le commencement d'exécution d'une tentative; — Mais attendu que la prévenue a usé de faux noms vis-à-vis de M<sup>e</sup> Pantin pour obtenir de lui la remise d'une somme de 300 fr., et que cette allégation, appuyée d'autres manœuvres qui la corroboraient, constitue le délit de tentative d'escroquerie; — Attendu que l'escroquerie et la tentative d'escroquerie commises par la fille Costard, lors des faux actes de prêt de 400 et de 800 fr., constituaient le préjudice réel ou possible formant l'un des éléments nécessaires du faux; qu'il ne serait pas possible, sans violer la règle *non bis in idem*, de renvoyer ce délit tout à la fois devant le jury, comme élément du faux, et devant la juridiction correctionnelle, comme constituant des délits distincts; — Qu'il n'y avait donc pas lieu, dans l'état de la procédure, de relever, comme l'a fait le juge d'instruction, des délits à cet égard; — Que, quant à la tentative se rattachant à l'acte d'emprunt de 300 fr. simulé, le faux devant être écarté, ainsi qu'on l'a dit plus haut, le délit reste, et que le renvoi qui en a été fait à la juridiction correctionnelle se trouve maintenant justifié; — Qu'enfin le délit d'escroquerie, commis en dehors des faux, au préjudice du sieur Lecordier, est justifié et doit être maintenu; — Par ces motifs, faisant droit sur la réquisition du procureur général, déclare Virginie Costard accusée, etc.

Du 18 août 1876.-C. de Caen.-MM. Hain, pr.-Coqueret, subst. proc. gén.

riel du faux en écriture ». Il n'en serait autrement, suivant Blanche, que si l'écriture n'était qu'un projet informe, n'ayant pas l'apparence d'un acte et ne pouvant tromper, sur sa valeur juridique, les moins clairvoyants; dans ce cas, l'altération de la vérité renfermée dans l'écriture ne pourrait être considérée comme l'élément du faux, car elle ne peut engendrer aucun préjudice. D'autre part, si l'acte est annulable à cause de l'incapacité de son prétendu signataire, Blanche estime qu'il faut distinguer l'hypothèse où l'acte révèle l'incapacité de celle où il ne la révèle pas. Dans ce dernier cas, on ne devra pas tenir compte de l'incapacité dans l'appréciation de l'écriture, car l'acte, pris en lui-même, est valable, et rien n'en trahit l'invalidité, puisque rien n'autorise à penser qu'il a été souscrit par un incapable. Dans l'autre cas, par exemple si la signature fautive est indiquée comme étant celle d'un mineur voisin de la majorité, elle peut inspirer une certaine confiance aux tiers; ceux-ci peuvent espérer que le mineur, devenu majeur, exécutera l'engagement; il y aura faux en écriture. Au contraire, si la signature était indiquée comme celle d'un jeune enfant, l'acte serait comme s'il n'existait pas, comme s'il n'était souscrit d'aucune signature, et l'altération qu'il renferme ne pourrait devenir le fondement d'un faux.

Suivant M. Garraud (n° 154, p. 224) la question de savoir si un acte nul en la forme peut servir de base à une accusation de faux est bien plus une question de fait qu'une question de droit. « Ce qui est nécessaire, mais suffisant, pour que l'altération de la vérité, dans un instrument de preuve, soit punissable, c'est un préjudice éventuel pour la société ou les tiers. On pourra donc, suivant les circonstances et d'après le degré d'illusion possible sur le vice de l'acte, décider que le faux est punissable ou non; on devra même, la plupart du temps, le considérer comme punissable, car les particuliers, auxquels les actes falsifiés sont présentés, se trouveront rarement en situation de reconnaître, à première vue, l'incompétence, l'incapacité ou le vice de forme dont ces actes sont entachés. Le préjudice est donc presque toujours possible. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que l'incompétence fût manifeste pour tous, comme dans l'attribution à un juge de paix de la rédaction d'un acte de mariage, ou d'un acte administratif à un agent de l'ordre judiciaire. De même, si l'acte était tellement informe qu'il ne pût tromper les individus les moins éclairés, il ne pourrait non plus servir de base à une poursuite pour faux ». Nous adhérons à cette doctrine, si clairement formulée, et qui est, d'ailleurs, en accord complet avec la jurisprudence analysée au numéro précédent (V. sur cette même question : Boitard, *Leçons de droit criminel*, n° 223, p. 268; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 253; Morin, *Rép. v° Faux*, n° 30; Baumann, p. 222; Nypels, p. 457 et suiv.).

196. Au reste, si la nullité prenait sa source dans des formes postérieures à la rédaction de l'acte, si, en d'autres termes, l'acte authentique falsifié, bien que valable au moment de sa rédaction, n'était devenu inefficace que par suite de l'omission, par le faussaire, ou par un tiers, de formalités extrinsèques qui devaient suivre sa rédaction, l'élément du préjudice éventuel existerait certainement. Tel serait le cas de l'huissier qui, après avoir altéré la vérité dans un exploit, omettrait, malgré la prescription de la loi, de faire enregistrer cet acte; ou encore celui du garde porteur d'un procès-verbal qui négligerait de l'affirmer (Crim. cass. 20 nov. 1807, aff. Tessier, *Rép.* n° 157-1°). Le faux est, en effet, consommé quand l'acte est complet et, comme le dit très bien M. Villey (note 2, sous la page 392, *Théorie du code pénal* de Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 678) « le défaut d'affirmation n'est pas plus une cause de non-imputabilité que ne le serait la restitution des objets volés ». — A ce point de vue, nous sommes même disposés à ne pas maintenir la restriction proposée au *Rép.* n° 158 pour le cas où le défaut d'affirmation du garde rapporteur proviendrait d'une cause indépendante de la volonté de celui-ci. « La nullité dérivant, en effet, d'un fait postérieur à la rédaction de l'acte, il n'en peut pas résulter qu'une

altération de la vérité n'ait pas été commise dans l'acte même, et qu'elle n'ait pas été de nature à causer un préjudice » (Blanche, n° 143, p. 267). Conf. Morin, *Rép. v° Faux*, p. 1, § 24; Garraud, n° 154, p. 223. Contre : Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 678, p. 392.

197. Ainsi que nous l'avons dit *supra*, n° 194, la question de savoir s'il y a un préjudice possible et par conséquent faux punissable en cas d'altération d'un acte annulable, peut se poser aussi pour les actes sous seing privé, mais cela est beaucoup plus rare que pour les actes authentiques. « Les actes privés n'étant, en général, comme le fait justement remarquer M. Garraud, n° 154, p. 224, soumis à aucune condition de forme pour faire titre, et puisant ordinairement toute leur force dans la signature seule de la personne à laquelle on les oppose, c'est seulement en cas d'incapacité du prétendu signataire que la question du préjudice sera posée ». L'éminent professeur estime que, dans ce cas, l'éventualité du préjudice est certaine, puisque le faussaire peut faire un usage préjudiciable du titre qu'il a créé, si la personne dont il a imité ou contrefait la signature n'invoque pas son incapacité. Et il fait remarquer, de plus, que « cette personne se montrant-elle disposée à l'invoquer, un procès sera toujours nécessaire pour faire tomber l'acte, puisque les obligations des mineurs, des interdits, des femmes mariées non autorisées ne sont pas nulles, mais annulables ».

Rappelons qu'il a été jugé, dans le même sens : 1° que le fabricateur d'un faux acte de vente sous seing privé commet un véritable faux, bien que cet acte n'ait pas été fait double, et ne puisse, à raison de cette circonstance, être employé comme preuve légale (Crim. cass. 4 sept. 1807, aff. Stadfeld, *Rép.* n° 154-1°); — 2° Qu'il y a crime de faux dans l'insertion après coup d'un faux engagement dans un écrit sous seing privé, bien que cet engagement ne soit par suivi d'un bon ou approuvé de la main du souscripteur, conformément à l'art. 1326 c. civ., car cette circonstance n'empêche pas qu'il ne puisse être intenté une action en justice pour faire valider ledit engagement, et qu'ainsi le faux ne soit préjudiciable (Crim. rej. 17 avr. 1846, aff. Dousset, D. P. 46. 4. 293).

198. — VI. CONSTATATION. QUESTIONS AU JURY. — Le troisième élément du faux, le préjudice réel ou possible, doit-il être expressément relevé dans les qualifications des arrêts de la chambre des mises en accusation ou dans les questions posées au jury? Il n'est pas douteux qu'en principe, cet élément essentiel du crime doive être constaté; mais la difficulté est de savoir comment il doit l'être. La jurisprudence a fait à cet égard une distinction entre les actes qui sont par eux-mêmes de nature à porter préjudice et ceux qui n'ont pas ce caractère. Elle décide qu'à l'égard des premiers, la mention spéciale du préjudice est superflue; tels sont : les actes en écriture publique, quand la falsification porte sur les mentions qu'ils ont pour objet de constater; les faux commis par un officier public dans l'exercice de ses fonctions; les faux billets à ordre, et les actes qui peuvent par leur caractère compromettre les droits d'autrui, comme, par exemple, une procuration notariée contenant une suppression de personne. En effet, par cela seul et par cela même que l'on démontre qu'une altération de la vérité a été commise dans un acte renfermant, de sa nature, un principe de droit ou d'action, on établit que le faux a pu causer un préjudice (Crim. rej. 13 oct. 1842, aff. Couret, *Rép.* n° 210; 8 avr. 1843, aff. Allary, *Rép.* n° 294; 28 nov. 1845, aff. de Berghes, *Bull. crim.*, n° 349; 7 mai 1853, aff. Barth, D. P. 53. 5. 229; 3 janv. 1857, aff. Lyonnet, D. P. 57. 5. 173; 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58. 1. 43; 22 sept. 1859, aff. Baudy, D. P. 59. 1. 430; 19 juill. 1860, aff. Colomiès, D. P. 61. 1. 407; 17 avr. 1863, aff. Lacomme d'Escoubès, *Bull. crim.*, n° 123; 14 sept. 1865, *Bull. crim.*, n° 182; 5 oct. 1865, aff. Letocart, D. P. 66. 5. 226; 19 avr. 1866, aff. Mouillon, D. P. 66. 1. 413; 9 juill. 1873, aff. Fauverau, D. P. 73. 1. 390; 9 janv. 1875, *supra*, n° 127; 29 mai 1875, *supra*, n° 192; 28 déc. 1877 (1); 20 févr. 1879, aff. Bel-Kassem, D. P. 79. 1. 189; 23 juil.

(1). (Jean-Louis Morin.) — LA COUR; — Sur le moyen tiré de la prétendue violation des art. 337 c. instr. crim. et 147 et 148 c. pén., en ce que les questions posées au jury pour les faux et l'usage

des pièces fausses seraient entachées d'un vice de complexité : — Attendu que la première question, sur laquelle le jury a été interrogé, est ainsi conçue : « Morin est-il coupable d'avoir, depuis

1882 (4); 27 juin 1884, aff. Mourougapamodé, inf.,

n° 266; 27 oct. 1887 (2); 23 août 1888 (3); 18 juin 1891 (4)

moins de dix ans, dans le département de la Seine, fabriqué ou fait fabriquer un billet de 1800 fr. à son ordre, en date, à Chelles, du 2 oct. 1876, payable à Paris le 2 février suivant, et d'y avoir apposé ou fait apposer la fausse signature de Parquin, lequel est commerçant ? — Attendu que cette question ainsi formulée est régulière; qu'elle ne comprend qu'un seul faux, la fabrication du billet à ordre et l'apposition de la fausse signature de Parquin étant les éléments du même fait incriminé; — Attendu que le jury ayant répondu affirmativement sur cette question, cette réponse justifie l'application des art. 147 et 148 c. pén.; que, dès lors, il devient inutile d'examiner si les autres questions posées au jury, soit à l'occasion des traites fausses fabriquées par Morin, soit pour l'usage desdites traites, ont été ou non régulièrement formulées; — Sur le second moyen, tiré également de la fausse application des art. 147 et 148 c. pén., en ce que le jury n'a pas été expressément interrogé sur la question de savoir si les faux relevés ont porté ou pu porter préjudice à autrui: — Attendu que si le faux n'est punissable que dans le cas où la pièce fabriquée est de nature à nuire, il n'est pas nécessaire que le jury soit interrogé d'une manière expresse sur l'existence du préjudice possible ou causé à autrui; qu'il suffit que cette existence résulte implicitement des faits énoncés dans la question soumise au jury ou de la pièce incriminée; — Attendu que le fait de fabrication d'un billet à ordre faux, revêtu de la fausse signature d'un commerçant, implique nécessairement la possibilité d'un préjudice, soit à l'égard des tiers entre les mains desquels le billet pourra parvenir par voie d'endossement, soit à l'égard du commerçant désigné faussement comme en étant le souscripteur; que, dès lors, l'arrêt attaqué, en se fondant sur la réponse affirmative du jury pour prononcer la condamnation du demandeur, a fait une juste application des articles précités du code pénal; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière, et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury;

Rejetta, etc.

Du 28 déc. 1877.—Ch. crim.—MM. Sallantin, rap.—Lacointe, av. gén.—Costa, av.

(1) (Jules-Auguste Vénon.) — La cour; — Sur l'unique moyen, tiré de la violation prétendue des art. 145, 147 et 148 c. pén., en ce que la circonstance essentielle et constitutive de la criminalité des faux imputés à l'accusé, à savoir un préjudice causé ou possible, n'a pas été comprise dans les questions posées au jury; et que, dès lors, les réponses par lui faites à ces questions ne peuvent fournir de base légale à la condamnation; — Attendu que les questions posées au jury sont conformes à l'arrêt de mise en accusation et au résumé de l'acte d'accusation; qu'elles sont ainsi conçues: « Vénon est-il coupable d'avoir, dans le but de dissimuler les détournements spécifiés plus haut, fabriqué ou fait fabriquer des bordereaux où les comptes constatant faussement l'achat ou la vente, au nom des personnes indiquées ci-dessus, d'obligations, valeurs ou titres, ou encore des lettres missives annonçant aux dites personnes lesdits achats ou ventes qui n'avaient pas réellement eu lieu, et d'avoir ainsi altéré la vérité des faits que ces pièces établissant compte avaient pour objet de constater? » — Attendu que, si le faux n'est punissable comme crime qu'autant que la pièce fabriquée ou altérée est de nature à porter préjudice à autrui, ce caractère préjudiciable ne doit être reconnu et déclaré par le jury que dans les cas où il ne résulte pas nécessairement de la nature même des pièces incriminées; — Attendu que les réponses affirmatives qui ont été faites par le jury renferment virtuellement la déclaration que les faux dont l'accusé s'est rendu coupable ont porté ou pu porter préjudice à autrui, puisqu'elles constatent que ces faux ont été commis dans le but de dissimuler des détournements; que ces détournements impliquent non-seulement l'intention de nuire, mais encore le fait d'un dommage causé à ceux qui en ont été victimes, et qu'il en est de même des actes qui ont été fabriqués dans le but de les dissimuler; qu'il suit de là que la question du préjudice se trouve légalement résolue par les réponses du jury; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière, et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 22 juin 1882.—Ch. crim.—MM. Puget, rap.—Tappie, av. gén.—Defert, av.

(2) (Jean-Achille, Denis, Ulysse Cavallès.) — La cour; — Sur le cinquième moyen, tiré de la violation des art. 145 et 146 c. pén., en ce que les questions posées au jury ne réuniraient pas les éléments constitutifs du faux en écriture authentique, notamment en ce qui touche le préjudice possible et l'apposition de la signature de l'accusé sur les actes argués de faux; — Attendu que, dans les questions posées au jury, il a été indiqué de la manière la plus expresse que les actes entachés de faux avaient été reçus par Cavallès, en sa qualité de notaire, dans l'exercice de ses fonctions, et que ces actes avaient le caractère d'actes

authentiques; que, par suite, la cour d'assises a suffisamment caractérisé lesdits actes et relevé leur authenticité; que le texte des questions ne saurait laisser le moindre doute sur leur interprétation et sur l'objet de l'accusation; qu'il en résulte que les actes incriminés à l'époque où les faux ont été commis avaient reçu la signature du notaire; qu'ils étaient parfaits comme actes authentiques et que, dès lors, il devenait inutile de consulter le jury sur l'existence de la signature de cet officier public; — Attendu, au surplus, que parmi les questions relatives aux crimes de faux, la quatrième question porte sur une fausse mention d'enregistrement portée par l'accusé sur un acte de son ministère, et qu'à cet égard, le moyen qu'il a soulevé devrait être repoussé; — Attendu, en ce qui touche le préjudice, que le fait par un notaire d'avoir, en rédigeant des actes de son ministère, dénaturé frauduleusement leur substance ou leur circonstance, en substituant des conventions nouvelles à celles intervenues devant lui et consenties par les parties, suffit à constituer le crime de faux en écriture publique et que le préjudice ou la possibilité du préjudice y sont nécessairement attachés; — Attendu que Cavallès a été reconnu coupable d'avoir, dans l'exercice de ses fonctions de notaire, commis des faux en écriture authentique et publique, et qu'à cet égard, les réponses affirmatives du jury suffisent pour justifier la peine qui a été prononcée contre lui sans qu'il soit nécessaire de statuer sur les autres moyens présentés à l'appui du pourvoi; que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 27 oct. 1887.—Ch. crim.—MM. Lescouvé, rap.—Roussellier, av. gén.—de Lalande, av.

(3) (Mohamed Belkassem, dit Saddok.) — La cour; — Sur le premier moyen, pris de l'insuffisance des motifs de l'arrêt de renvoi et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810: — Attendu que le demandeur ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de renvoi et que la déclaration par lui faite, le 16 juill. 1888, devant le greffier de la cour d'appel d'Alger s'applique uniquement à l'arrêt de condamnation prononcé le 12 du même mois par la cour d'assises de la même ville; — Par ces motifs, déclare le moyen non recevable; — Sur le deuxième moyen, pris d'une prétendue violation par fausse application des art. 147 et 148 c. pén., en ce qu'il ne résulterait pas de la déclaration du jury que la falsification des pièces administratives et l'usage des pièces falsifiées auraient causé ou pu causer préjudice à autrui; — Attendu que, si le fait de faux n'est punissable qu'autant que la pièce falsifiée est de nature à nuire, il n'est pas nécessaire que la déclaration du jury, qui est relative, constate en termes exprès l'existence d'un préjudice possible ou réalisé; qu'il suffit que l'existence du préjudice résulte implicitement des faits constatés ou de la nature de la pièce falsifiée; — Attendu que le jury a déclaré l'accusé coupable d'avoir, depuis moins de dix ans, dans l'arrondissement d'Orléansville, département d'Alger, substitué ou fait substituer frauduleusement sur des bons de poudre délivrés à des indigènes, numérotés, datés et signés par le secrétaire de la sous-préfecture d'Orléansville, des chiffres supérieurs à ceux primitivement indiqués, et d'avoir fait usage des bons ainsi falsifiés; — Attendu que de ces faits déclarés constants par le jury résulte suffisamment la constatation d'un préjudice possible pour l'intérêt général, puisque, ayant pour but de faire délivrer frauduleusement à des indigènes des quantités de poudre inférieures à celles autorisées par l'Administration, conformément aux règlements, ils étaient susceptibles de compromettre, en Algérie, la sécurité publique; — Et attendu que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Par ces motifs; — Rejetta, etc...

Du 23 août 1888.—Ch. crim.—MM. Poulet, rap.—Bertrand, av. gén.

(4) (Mahé.) — La cour; — Sur le moyen tiré d'une prétendue violation des art. 147, 148, 164 c. pén., en ce que le jury n'aurait pas été interrogé sur le point de savoir si la pièce fausse avait causé ou pu causer un préjudice à autrui: — Attendu que si le fait de faux n'est punissable qu'autant que la pièce falsifiée ou altérée est de nature à nuire, il n'est point nécessaire néanmoins que le jury soit interrogé en termes exprès sur l'existence du préjudice possible ou réalisé; — Qu'il suffit que l'existence de ce préjudice résulte implicitement des faits constatés ou de la nature même de la pièce falsifiée; — Attendu que la question posée au jury, en conformité de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation était ainsi conçue: Mahé est-il coupable d'avoir depuis moins de dix ans à Paris inscrit ou fait inscrire frauduleusement en tête d'un reçu de la somme de 300 fr., délivré par la maison Hunebelle... la mention « Par transaction amiable, ce 25 juin, la dame veuve Hunebelle et Morel reconnaissent avoir » et au bas dudit reçu, la mention « le 25 juin 1884 » et d'avoir ainsi altéré ou fait altérer les faits que ledit reçu avait pour objet de recevoir et de constater; — Attendu qu'il résulte de cette question que Mahé avait altéré un simple reçu constatant seulement le versement

V. conf. Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 8, n° 3687; Garraud, t. 3, n° 155; Blanche, t. 3, n° 142; Nouguié, *La cour d'assises*, t. 4, 1<sup>er</sup> vol. n° 271; Morin, *Répertoire*, v° *Faux*, n° 32).

Au contraire, lorsque le préjudice ne ressort pas implicitement de la nature de l'acte, lorsque, en d'autres termes, l'altération de la vérité se produit dans un de ces actes qui, par eux-mêmes, ne sont le principe d'aucun droit, tels qu'une lettre missive, des certificats, des mémoires de fournisseurs, des registres ou papiers domestiques, l'arrêt d'accusation ou la question au jury doit explicitement mentionner le préjudice causé aux tiers, précisément parce que ce préjudice ne ressort pas implicitement de la nature de l'acte (Crim. cass. 20 janv. 1837, aff. Adam, *Rép.* n° 147; 11 janv. 1838, aff. Molines, *Rép.* n° 170; 3 janv. 1846, *Bull. crim.*, n° 5; 20 janv. 1848, *Bull. crim.*, n° 16; Crim. rej. 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58. 1. 43; Crim. cass. 22 juill. 1858, aff. Vaucase, D. P. 58. 1. 425; 16 août 1858, aff. Letellier, D. P. 58. 5. 114. Conf. les auteurs cités au numéro précédent *loc. cit.*).

Et il est à remarquer que, dans cette seconde hypothèse, le mot *coupable* ne pourrait suppléer, dans la déclaration du jury, à la mention explicite du préjudice, car « la culpabilité ne constate que l'intention et n'infère rien sur le caractère plus ou moins nuisible de la pièce » (Faustin Hélie, *loc. cit.*). Il ne suffirait même pas que, dans un faux en écriture privée, la question fût posée en ces termes : « L'accusé est-il coupable d'avoir, dans une déclaration signée par un tiers, commis un faux en écriture privée par altération de clauses ou de faits que ladite déclaration avait pour objet de recevoir ou de constater ? » Car il ne résulte ni de l'acte ni des termes de la question que le faux avait causé ou pu causer un préjudice à autrui (Crim. cass. 30 mai 1830, *Bull. crim.*, n° 176).

199. On sait que les chambres d'accusation, en tant que juges du fait, ont une appréciation souveraine, mais que, comme juges du droit, leurs décisions peuvent devenir l'objet d'un recours devant la cour de cassation. Quand elles déclarent qu'une altération d'écritures a causé ou pu causer préjudice à autrui, elles prononcent évidemment comme juges du fait. A l'arrêt du 10 nov. 1843, qui a ainsi jugé (cit. *Rép.* n° 169 et transcrit *Rép.* n° 209), il faut ajouter, dans le même sens, un arrêt de rejet du 3 sept. 1874 (1) qui a décidé, avec raison, que, lorsque le jury a reconnu l'existence de faits de faux revêtus des caractères constitutifs de ce crime, il n'est plus permis de soutenir devant la cour de cassation qu'il n'y a pas de faux criminel, parce qu'il n'y aurait pas eu de préjudice causé.

ART. 2. — Du faux en écritures authentiques et publiques (*Rép.* nos 171 à 286).

§ 1. — Quelles écritures doivent être réputées écritures publiques (*Rép.* nos 171 à 186).

200. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 171, il est quatre sortes d'actes dont l'écriture doit être considérée comme écriture authentique et publique, savoir : 1<sup>o</sup> les actes politiques ; 2<sup>o</sup> les actes judiciaires ; 3<sup>o</sup> les actes administratifs ; 4<sup>o</sup> les actes des notaires et officiers ministériels. Ces actes sont fort nombreux et varient à l'infini. On en a signalé un grand nombre au *Répertoire* sous les nos 172 à 176, d'après les décisions de la jurisprudence. De nouveaux arrêts, sur ce même objet, ont été rendus depuis la publication de ce recueil. Il paraît utile de réunir ici, pour la commodité des

recherches, ces deux séries d'arrêts. Nous les grouperons, dans les numéros qui vont suivre, en les classant d'après la division qui vient d'être rappelée, et qui est, d'ailleurs, celle de la doctrine (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 687; Garraud, t. 3, n° 165; Boitard, n° 233). Le lecteur aura ainsi sous les yeux le tableau complet des actes auxquels la jurisprudence a reconnu, au point de vue du faux, le caractère d'écritures authentiques et publiques. On trouvera aussi dans Blanche, t. 3, n° 154, une liste très étendue, établie d'après la jurisprudence, des différents cas de faux en écriture authentique.

201. — I. ACTES POLITIQUES. — Ce sont ceux qui émanent des grands pouvoirs de l'Etat, le pouvoir constituant, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Telles sont les lois, les décrets, les traités de paix, d'alliance et de commerce. Un faux commis dans l'un de ces actes constituerait évidemment un faux en écriture publique. Mais ce cas est fort rare, il est même douteux qu'il se soit jamais présenté (Garraud, *loc. cit.*; Blanche, t. 3, n° 154). On peut citer comme se rattachant à cette hypothèse l'espèce d'un arrêt qui a jugé que les certificats de la rente piémontaise conservent en France leur caractère authentique, parce qu'ils émanent du gouvernement piémontais, et qu'ils rentrent dans la classe d'actes qu'un traité international a déclaré exécutoires dans les deux pays, et qu'en conséquence, la contrefaçon ou falsification de ces titres en France constitue le faux en écriture authentique (Crim. rej. 17 nov. 1855, aff. Cugiani, D. P. 56. 1. 112).

202. — II. ACTES JUDICIAIRES. — Ont aussi le caractère d'actes authentiques les actes judiciaires, c'est-à-dire, suivant l'heureuse définition de M. Garraud, *loc. cit.*, « les actes dressés soit par des agents chargés de poursuivre, d'instruire et de juger, soit par les auxiliaires de ces agents ». En matière criminelle, ce caractère appartient certainement aux actes émanés des juges d'instruction. C'est ainsi qu'il a été jugé que le faux commis par un prévenu qui, dans ses interrogatoires, a cherché à dissimuler son individualité en prenant ou en signant le nom d'un tiers à qui cette usurpation peut être préjudiciable, est un faux en écriture authentique (Nancy, 19 mai 1855, aff. Steigert, D. P. 56. 2. 30; Toulouse, 15 juin 1872, aff. Durand, D. P. 72. 2. 201; Crim. cass. 4 déc. 1873, aff. Hurel, D. P. 75. 1. 94-95; Crim. rej. 18 août 1882, aff. Capblanquet, D. P. 84. 5. 275). — Aux actes émanés des tribunaux répressifs eux-mêmes, comme, par exemple, le jugement de condamnation (Mêmes arrêts des 19 mai 1855, 15 juin 1872 et 18 août 1882); — Aux procès-verbaux des officiers de police judiciaire. Ainsi le garde champêtre qui constate mensongèrement, dans un procès-verbal, qu'en faisant le guet sur le territoire confié à sa surveillance, il aurait vu commettre un délit rural dans une commune limitrophe, se rend coupable du crime de faux en écriture publique (C. d'ass. des Deux-Sèvres, 20 juin 1862, aff. Robin, D. P. 64. 2. 120). — V. *infra*, v° *Garde champêtre*; — Aux procès-verbaux des gendarmes, quoiqu'ils ne fassent pas preuve jusqu'à inscription de faux (V. *infra*, v° *Gendarme-gendarmerie*). Ainsi la fausse déclaration faite à un sous-officier de gendarmerie par un individu qu'il est un tel, soldat insoumis de telle classe, doit être qualifiée de faux en écriture authentique (Crim. rej. 11 févr. 1842, aff. Maret, *Rép.* n° 172-3°); — Aux extraits de casiers judiciaires. Spécialement il a été jugé que les altérations commises dans ces extraits ne constituent pas le délit de falsification de certificats prévu par l'art. 161 c. pén., mais le crime de faux en écriture publique puni par l'art. 147 (Chambéry, 12 mars 1874, aff. Vignoud, D. P. 75. 2. 36; Paris, 23 nov.

d'un acompte, et en avait fait une quittance définitive délivrée à titre de transaction amiable; — Que la constatation du préjudice porté au créancier en ressort manifestement puisque Mahé, au lieu de rester débiteur du surplus de sa dette, se trouvait frauduleusement libéré de la totalité; — Attendu, dès lors, que l'arrêt attaqué, en se fondant sur la réponse affirmative du jury, pour prononcer la condamnation du demandeur, n'a point violé les articles de loi précités; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée; — Rejette.

Du 18 juin 1891.-Ch. crim.-MM. Lœw, pr.-Forichon, rap.-Reynaud, av. gén.-Carteron, av.

(1) (Victor-Alfred Ravaut ou Ravant.) — LA COUR; — Sur le

premier moyen, tiré de ce que les faits de faux à raison desquels a été condamné le demandeur n'auraient point été de nature à porter préjudice à autrui: — Attendu que des réponses affirmatives du jury il résulte que Ravaut est reconnu coupable de divers faits de faux revêtus de tous les caractères légaux qui constituent le crime prévu et puni par les art. 147, 150 et 151 c. pén.; — Que, dès lors, il n'est plus permis de soutenir devant la cour de cassation, qu'il n'y a pas de faux criminel, sous le prétexte qu'il n'y aurait pas eu de préjudice causé;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 3 sept. 1874.-Ch. crim.-MM. Barbier, rap.-Thiriot, av. gén. Godin, av.



1878, *Journal du droit criminel*, 1879, p. 272, art. 10529. Conf. Blanche, t. 3, n° 313; Garraud, *loc. cit.*; — Aux registres d'écrou des prisons (Crim. cass. 10 févr. 1827, aff. Rerat, *Rép.* n° 130; Crim. rej. 18 août 1882, aff. Capblanguet, D. P. 84. 5. 275).

En matière civile et commerciale, le caractère d'acte authentique appartient encore aux actes judiciaires ci-après, savoir : aux procès-verbaux de conciliation dressés par le juge de paix (Garraud, *loc. cit.*; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. 4, § 419); — Aux jugements des tribunaux civils. Ainsi l'individu qui se présente devant un tribunal de paix en déclarant faussement porter le nom d'un tiers, et qui se reconnaît frauduleusement, sous ce nom, débiteur d'une somme d'argent, se rend coupable du crime de faux en écriture authentique et publique par supposition de personne et fabrication d'obligation (Crim. cass. 23 sept. 1880, aff. Tandrayapadéatchy, D. P. 81. 1. 489); — Au procès-verbal dressé par le juge-commissaire dans une faillite (Crim. rej. 13 mars 1850, aff. Armand, D. P. 50. 1. 310); — Au bordereau de collocation dans un ordre (Toulouse, 4 mars 1864, aff. Dumas, D. P. 64. 2. 72); — Aux sentences arbitrales qui seraient présentées comme ayant été rendues exécutoires par l'autorité judiciaire (Crim. rej. 7 janv. 1857, aff. Duval, D. P. 57. 1. 406); — Aux rapports des experts ayant caractère et mission pour recevoir les déclarations des parties (Crim. cass. 3 mai 1856, aff. Berthe de Villers, D. P. 53. 1. 271); — Aux procès-verbaux d'adjudication dressés par les officiers publics compétents ou attribués à ces officiers publics (Crim. rej. 13 juin 1856, aff. Lenormand, D. P. 56. 1. 376; 22 avr. 1869, aff. Bourdier, D. P. 70. 1. 433).

203. — III. ACTES ADMINISTRATIFS. — Les actes administratifs, c'est-à-dire ceux qui émanent des diverses autorités administratives ou des préposés des diverses administrations publiques, constituent aussi des actes authentiques et publics pour l'application des peines du faux. C'est surtout de ces actes qu'on peut dire qu'ils varient à l'infini. Nous signalerons : les arrêtés des ministres, préfets, conseils de préfec-

ture. A l'égard des préfets, il a été jugé que le fait de fabriquer une lettre portant l'entête manuscrit : *Préfecture de N...; cabinet du préfet*, avec la signature apparente du secrétaire général de la préfecture, et de l'adresser à un électeur dans le but d'influencer son suffrage, constitue le crime de faux en écriture publique (Nîmes, 19 déc. 1878, aff. Traversier, D. P. 80. 2. 37);... — Les actes de l'état civil (Crim. cass. 25 juin 1812, aff. Stakebrand, *Rép.* n° 177), ainsi que les extraits de ces actes délivrés par les officiers compétents (Crim. cass. 12 oct. 1811, aff. Boschi, *Rép.* n° 180). Spécialement il a été jugé, en matière de publication de mariage : 1° que l'individu qui fait faussement publier par le maire d'une commune une promesse de mariage entre deux personnes n'ayant pas le projet de s'unir, commet le crime de faux en écriture authentique (Crim. rej. 14 juill. 1870, aff. Pugeaud, D. P. 72. 5. 246); — 2° que les fausses déclarations faites dans un acte de publication de mariage et qui portent sur les énonciations essentielles de cet acte, par exemple, sur celles relatives au domicile, soit des futurs époux, soit de leurs pères et mères, constituent le crime de faux en écriture authentique (Crim. rej. 28 mai 1857, aff. Meyer, D. P. 57. 1. 347);... — Les listes de votes. Ainsi la constatation fautive de suffrages, au moyen d'émargements sur la liste du vote, constitue le crime de faux en écriture publique et authentique (Crim. rej. 2 janv. 1874, aff. Jamet, D. P. 76. 5. 251);... — Tous les certificats délivrés par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions (Crim. cass. 8 févr. 1855, aff. Giraud, D. P. 55. 1. 89).

Constituent également des écritures publiques pour l'application des peines du faux : les actes consignés dans les registres d'une préfecture (Crim. cass. 27 mess. an 10, aff. Danguis, *Rép.* n° 173-2°); dans les registres des receveurs de l'enregistrement et dans ceux des conservateurs des hypothèques (Crim. cass. 5 juin 1807, *Rép.* n° 452; Conf. Garraud, n° 165; Chauveau et Faustin Hélie, n° 687; Blanche, n° 154-15°); — La mention de l'enregistrement des actes (Crim. cass. 14 juin 1821, aff. Guyot, *Rép.* n° 195; Crim. rej. 27 nov. 1886 (1); Crim. cass. 13 mai 1887 (2)); — Les actes inscrits sur les

(1) (Gabriel-Charles Dantier, Jean Bertrand, dit Jouanet, Ignace de Labusta, Lohèche, Alexandre Lichigaray.) — La cour; — ... En ce qui concerne Séguy : — Sur le moyen d'office, tiré de la violation, par fausse application, de l'art. 147 c. pén. et de la loi du 13 mai 1836, en ce que les questions relatives au faux en écriture publique et au faux en écriture de commerce, retenues à la charge de ce demandeur et seules de nature à justifier la peine prononcée, auraient été irrégulièrement posées : — Sur la première branche du moyen : — Attendu qu'il a été demandé au jury si Séguy était coupable d'avoir commis le crime de faux en écriture publique en fabriquant ou faisant fabriquer une mention fautive d'enregistrement sur une convention privée, sans qu'il ait été énoncé que cette mention avait été suivie d'une fausse signature; que l'inscription d'une mention semblable sur l'acte dont il s'agit ne pouvait constituer, à elle seule, et sans l'apposition d'une fausse signature quelconque pour l'authentifier, le crime de faux imputé à Séguy et retenu à sa charge par l'arrêt attaqué; — Sur la seconde branche du moyen : — Attendu qu'il a été demandé au jury, par une seule et même question, si Séguy était coupable d'avoir commis le crime de faux en écriture de commerce en fabriquant ou faisant fabriquer une traite de 1735 fr., portant une acceptation signée de la fausse signature *Farines* et un endossement signé des fausses signatures *Mazac* et *Boireau*; — Attendu que la question ainsi posée comprend, dans un seul et même contexte, les deux crimes distincts de fabrication d'une fausse acceptation et de fabrication d'un faux endossement, lesquels, constituant ainsi chacun un chef principal d'accusation, devaient être soumis au jury par deux questions séparées, aux termes de la loi précitée du 13 mai 1836; — Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt rendu, le 28 oct. 1886, par la cour d'assises des Pyrénées-Orientales contre Séguy, ensemble la déclaration du jury et les débats qui l'ont précédée; et, pour être statué à nouveau sur l'accusation portée contre ledit Séguy, le renvoie, en l'état où il se trouve, ainsi que les pièces de la procédure, devant la cour d'assises de l'Hérault, à ce déterminée par délibération spéciale prise en chambre du conseil; — Ordonne, etc.

Du 27 nov. 1886-Ch. crim.-MM. Tanon, rap.-Roussellier, av. gén.-Carteron, av.

(2) (Martin-Jacques-Julien Estébe.) — La cour; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 332 c. instr. crim. : 1° en ce que le demandeur ne serait pas l'auteur des faux relevés à sa charge et que les condamnations intervenues à raison de ces mêmes faux contre de la Busta, Lichigaray et Séguy excluraient sa culpabi-

lité; 2° en ce qu'à supposer que ces faux puissent lui être matériellement imputés, l'intention de nuire et le préjudice ne seraient pas établis; — Sur la première branche du moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué a renvoyé Estébe, en état de contumace, devant la cour d'assises des Pyrénées-Orientales, conjointement avec de la Busta, Lichigaray et Séguy, comme accusés d'avoir, ensemble et de concert, commis plusieurs faux en écriture authentique, de commerce et privée; qu'aucune inconciliable n'existe et ne saurait exister entre les condamnations qui ont frappé ces derniers et la mise en accusation d'Estébe, et qu'au jury seul appartient l'appréciation de la culpabilité; — Sur la deuxième branche : — Attendu que l'arrêt attaqué contient un exposé sommaire des faits de l'accusation duquel il résulte qu'Estébe aurait participé à la fabrication d'une traite fautive et de fausses conventions qui étaient destinées à accréditer le porteur de la traite et à lui en faire obtenir frauduleusement le paiement, que l'intention de nuire et la possibilité du préjudice résultent tant de l'exposé des faits que du caractère même des faux mis à la charge du demandeur; — Rejette ce moyen; — Mais sur le moyen d'office, tiré de la violation des art. 299, 332 c. instr. crim. et 177 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué aurait, dans l'état des faits constatés, illégalement prononcé le renvoi des demandeurs devant la cour d'assises, pour faux en écriture publique; — Attendu que l'arrêt attaqué renvoie Estébe devant la cour d'assises des Pyrénées-Orientales, comme accusé d'avoir, en outre des faux en écriture de commerce et privée régulièrement relevés contre lui, commis le crime de faux en écriture publique, en fabriquant ou faisant fabriquer une mention fautive d'enregistrement sur des conventions privées, sans qu'il résulte, ni du résumé de l'arrêt, ni de l'exposé sommaire des faits, que cette mention ait été suivie d'une fausse signature; que l'inscription d'une mention semblable sur l'acte dont il s'agit ne saurait constituer, à elle seule, et sans l'apposition d'une fausse signature quelconque pour l'authentifier, le crime de faux en écriture publique imputé à Estébe; — D'où il suit que le renvoi d'Estébe, de ce chef, devant la cour d'assises n'est pas justifié dans l'état des faits constatés par l'arrêt; — Par ces motifs, et vu la connexité de l'ensemble des faits formant l'objet de l'accusation; — Casse et annule, pour le tout, l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Montpellier, du 9 août 1886, qui a renvoyé Estébe devant la cour d'assises des Pyrénées-Orientales sous l'accusation de faux en écriture publique de commerce et privée; et, pour être statué à nouveau sur l'ensemble de l'accusation portée contre le demandeur, conformément à la

registres portatifs des employés des contributions indirectes (Crim. cass. 9 mars 1852, aff. Branger, D. P. 52. 1. 84); — Les expéditions de la régie des contributions indirectes (Crim. rej. 11 nov. 1808, aff. Lechat, *Rép.* n° 174-11°); — Les certificats de décharge (Crim. cass. 30 déc. 1854, aff. Cassabois, D. P. 55. 1. 47), et les acquits-à-caution délivrés par cette même régie (Crim. rej. 29 janv. 1856, aff. Badin, D. P. 56. 1. 104); — Les passe-debout délivrés par l'octroi pour constater l'entrée de liquides (Crim. rej. 9 janv. 1873), *Bull. crim.* n° 16). — Les registres servant à constater les recettes aux entrepôts de l'octroi d'une ville (Crim. cass. 2 juill. 1829, *Rép.* n° 173-5°); — Les actes délivrés par l'officier chargé de percevoir les droits d'essai des matières d'or et d'argent (Crim. cass. 19 mai 1826, *Rép.* n° 175-2°); — Les mandats de paiement délivrés par les receveurs des postes ainsi que les registres de cette administration (Crim. cass. 7 déc. 1833, aff. Malher, *Rép.* n° 173-6°; 22 mai 1841, aff. Sagot, *Rép.* v° *Abus de confiance*, n° 103; 22 avr. 1842, aff. Piétri, *Rép.* n° 173-6°; Paris, 30 mars 1852, aff. Piette, D. P. 52. 2. 268; Crim. cass. 7 juin 1863, aff. Lugnier, D. P. 84. 1. 426); — Les caractères et chiffres apposés par l'administration des Postes sur les lettres pour en exprimer les taxes et le poids (Crim. rej. 4 oct. 1849, aff. Henry, D. P. 49. 5. 197); — Les dépêches télégraphiques, lorsqu'elles ont été revêtues des fausses signatures de fonctionnaires spécialement autorisés par la loi à certifier la transmission et l'arrivée des dépêches envoyées par le télégraphe (Crim. rej. 6 juill. 1867, aff. Gorraz, D. P. 68. 1. 236); — Les cahiers des charges et devis de travaux publics (Civ. cass. 9 janv. 1882, aff. Veuve Martin, D. P. 83. 1. 136); — Les bons délivrés par le mont-de-piété conformément à ses statuts (Crim. cass. 3 mars 1864, aff. Surville, D. P. 65. 1. 152); — Les registres de l'administration du mont-de-piété et les bons de caisse détachés du registre à souche qu'elle est autorisée à délivrer conformément à l'art. 4 de la loi du 22 juill. 1851 (Crim. rej. 19 août 1875) (1).

204. Sont encore des écritures publiques et authenti-

lois, renvoie l'accusé, en l'état où il se trouve, et les pièces de la procédure devant la cour d'appel de Nîmes à ce déterminée par délibération spéciale prise en chambre du conseil; — Ordonne, etc.

Du 13 mai 1887.-Ch. crim.-MM. Tanon, rap.-Loubers, av. gén.

(4) (Muller.) — La cour; — En ce qui concerne l'application de la peine : — Attendu que, si les registres tenus par les commissionnaires au mont-de-piété, qui dirigent, dans un but de spéculation, des agences d'affaires d'une nature spéciale, sont des écritures de commerce, il en est autrement des registres de l'administration du mont-de-piété et des bons de caisse détachés de registres à souche, qu'elle est autorisée à délivrer pour les besoins de ses opérations, conformément à l'art. 4 de la loi du 22 juill. 1851; — Que les monts-de-piété, ou maisons de prêts sur nantissement, sont des établissements d'utilité publique, institués par décret du président de la République; — Qu'ils sont assimilés, quant aux règles de comptabilité, aux établissements de bienfaisance, et sont dirigés, à tous les degrés, par des agents nommés par l'administration supérieure; — Que les registres de l'administration du mont-de-piété, destinés par la loi et les règlements à prouver les remises de fonds faites par les prêteurs et celles faites aux emprunteurs sur nantissement, ainsi que les paiements effectués, renferment des écritures publiques et authentiques, qui font foi des opérations qu'ils constatent; — Que, spécialement, les bons délivrés par les préposés de cette administration, revêtus de leurs signatures, détachés de registres à souche, et donnant droit de toucher les sommes versées à intérêt dans les caisses du mont-de-piété, sont de la même nature, et constituent, lorsqu'une fausse signature y est apposée, ou lorsqu'ils ont été altérés ou falsifiés, un faux en écriture publique et authentique; — D'où il suit que l'arrêt attaqué, en donnant aux faits reconnus constants par le jury la qualification de faux en écriture de commerce, a violé les dispositions de l'art. 147 c. pén.; — Mais attendu que la peine des travaux forcés à temps est justifiée par les dispositions de ce même article, applicable au faux en écriture publique et authentique; que, par suite, aux termes de l'art. 441 c. instr. crim., il n'échet d'annuler l'arrêt dénoncé; — Rejetta, etc.

Du 19 août 1875.-Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-Saint-Luc-Courboreu, rap.-Desjardins, av. gén.

(2) (Benjamin-Marie Guillier.) — La cour; — Sur le premier moyen, tiré de la violation des art. 386 et 293 c. instr. crim. et

ques pour l'application des peines du faux : les pièces comptables sur le vu desquelles les dépositaires de deniers publics effectuent des paiements valables. Ainsi est possible des peines du faux en écriture authentique et publique, le piqueur ambulant, employé par l'administration des ponts et chaussées qui, sur les feuilles qu'il est chargé de rédiger et d'arrêter pour constater le nombre des ouvriers employés et celui des journées de travail, a supposé un nombre d'ouvriers excédant l'effectif, et enfin les mémoires des frais (Crim. rej. 29 avr. 1825, aff. Leclerc, *Rép.* n° 174-12°); — Les certificats, états de situation ou mémoires dressés ou délivrés par les piqueurs ou conducteurs des ponts et chaussées dans l'exercice de leurs fonctions (Crim. cass. 21 avr. 1837, aff. Keis, *Rép.* n° 174-13°). De même, il a été jugé que le fait d'avoir frauduleusement établi, sur des feuilles de l'administration des ponts et chaussées, un décompte fictif de travaux au nom d'un individu désigné, et d'avoir fait certifier ces feuilles par les fonctionnaires compétents, constitue le crime de faux en écriture authentique (Crim. rej. 1<sup>er</sup> sept. 1859, aff. Lourse, D. P. 68. 5. 226); — Les mandats délivrés sur le Trésor public par le caissier central (Crim. rej. 29 juill. 1852, aff. Chenevoy, D. P. 52. 5. 276); — Les mandats délivrés par un receveur général sur une caisse publique, en paiement d'une dette de l'Etat, dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 8 déc. 1832 (Crim. rej. 6 oct. 1853) *Bull. crim.*, n° 494; — Les registres de comptabilité intéressant le Trésor public, tels que les registres de recettes d'un receveur (Crim. rej. 10 juill. 1868, aff. Guilhaut, *Rép.* n° 452); — Les livres officiels ordonnés par les règlements sur le service et la comptabilité des receveurs des finances (Crim. rej. 31 juill. 1884) (2); — Les pièces comptables d'une administration municipale. Ainsi il a été jugé que les mémoires majorés produits par les fournisseurs d'une commune et certifiés exacts par le maire qui en connaît la fausseté, constituent, de même que les mandats frauduleux délivrés à raison de ces mémoires, des faux en écriture authentique (Crim. cass. 28 oct. 1886) (3);

de l'art. 91 du décret du 6 juill. 1810, en ce que l'interrogatoire de l'accusé aurait été fait par un juge sans qualité : — Attendu que le juge d'instruction près le tribunal de Laval a procédé à l'interrogatoire du demandeur, en vertu de l'art. 91 du décret du 6 juill. 1810, en l'absence du président des assises, et par remplacement du président du tribunal; que ce magistrat est légalement présumé avoir agi en vertu d'une délégation régulière ou par suite de l'empêchement légitime des membres du tribunal qui peuvent le précéder dans l'ordre du tableau; qu'il a été ainsi régulièrement procédé; — Sur le deuxième moyen, tiré de la violation de l'art. 303 c. instr. crim. et des droits de la défense, en ce qu'il aurait été procédé, postérieurement à l'arrêt de renvoi, à un supplément d'instruction par la gendarmerie agissant en vertu d'une délégation du ministère public : — Attendu que les trois rapports dressés par la gendarmerie constituent quelle que soit la forme dont ils ont été revêtus, non des actes d'instruction, mais de simples renseignements; que le ministère public, en provoquant ces renseignements, n'a pas contrevenu aux dispositions de l'art. 303 qui donne au président de la cour d'assises seul, après l'arrêt de renvoi, le droit de faire des actes d'instruction; — Attendu, d'ailleurs, que la jonction de ces pièces à la procédure n'a porté aucune atteinte aux droits de la défense; que la veuve Planchenaui, dont la déclaration forme l'objet des deux premiers rapports, a été entendue comme témoin; que cette déclaration a été, en conséquence, soumise à l'épreuve du débat contradictoire; que le troisième rapport qui contient d'autres renseignements, loin de pouvoir nuire à la défense, constituait plutôt une pièce à la décharge de l'accusé; — Sur le troisième moyen, tiré de la violation de l'art. 317 c. instr. crim., en ce que les témoins n'auraient pas prêté le serment prescrit par ledit article : — Attendu que ce moyen manque en fait; qu'il résulte des énonciations du procès-verbal que tous les témoins entendus ont prêté le serment prescrit par l'article précité; — Et attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière; que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury;

Rejetta, etc...

Du 31 juill. 1884.-Ch. crim.-MM. Tanon, rap.-Ronjat, av. gén. Boivin-Champeaux, av.

(3) Claude-Octave Vinçon, dit Gustave.) — La cour; — Valeur art. 143, 147, 148 et 405 c. pén.; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Vinçon était poursuivi pour avoir, alors qu'il était maire de la commune de Reuilly, 1<sup>er</sup> fait établir par divers fournisseurs de cette commune des mémoires majorés qu'il avait

— Les pièces destinées à constater les opérations de l'économe d'un hospice (Crim. cass. 6 nov. 1879, aff. Boistot, D. P. 80. 1. 92); — Le sommier de recouvrement des condamnations en matière forestière, ouvert au bureau de l'inspecteur des forêts en exécution du décret du 2 févr. 1841 (Crim. rej. 6 janv. 1827, aff. Reymel, *Rép.* n° 173-4°).

**205.** Et, de même on doit considérer comme écritures authentiques et publiques : le registre matricule d'un corps militaire (Crim. cass. 3 janv. 1852, aff. Bouchet, D. P. 52. 5. 130); — Les certificats délivrés en matière de recrutement militaire (Crim. cass. 29 mai 1845, aff. Bladanet, D. P. 45. 1. 319); — Les certificats des maires tendant à établir une exemption du service militaire (Crim. rej. 13 févr. 1842, aff. Gille, *Rép.* 174-4°; Crim. régl. de jug., 17 juill. 1823, aff. Tacy, *ibid.*, 174-4°; Crim. rej. aff. Jung, 22 janv. 1829, *ibid.*); — Les certificats délivrés par trois pères de famille, approuvés et signés par le maire, et produits en conformité de l'art. 16 de la loi du 21 mars 1832 pour obtenir du conseil de revision l'exemption du service militaire (Crim. régl. de jug. 23 avr. 1839, aff. Soulier, D. P. 59. 5. 188); — Les certificats de domicile délivrés par les maires en vue du remplacement militaire (Crim. cass. 19 juin 1851, aff. Dezelus, D. P. 51. 5. 166; Crim. rej. 7 mai 1853, aff. Barthe, D. P. 59. 5. 229; 21 mai 1853, *Bull. crim.*, n° 180); — Les certificats exigés des militaires pour obtenir des congés illimités, et qui devaient, aux termes de décisions ministérielles prises en exécution de l'art 30 de la loi du 21 mars 1832, être signés des maires et de deux pères de jeunes gens en activité de service (Crim. cass. 8 févr. 1855, aff. Giraud, D. P. 55. 1. 89); — Les congés et les certificats de bonne conduite délivrés par les conseils d'administration des régiments (Crim. régl. de jug. 29 avr. 1826, aff. Galu, *Rép.* n° 174-5°; 11 juin 1840, aff. Liémance, *Rép.* n° 399-3°); — Les billets de logement délivrés par les maires, même lorsqu'ils sont destinés au logement de troupes étrangères (Crim. rej. 14 mars 1874, aff. Sallée, D. P. 74. 1. 177); — Les bulletins délivrés par les préposés au poids public (Crim. rej. 14 déc. 1837, aff. Plouvenez, *Rép.* n° 175-4°).

Doivent encore être considérés comme des écritures publiques : les brevets de capacité pour l'instruction primaire (Crim. régl. de jug., 23 déc. 1841, aff. Gourdon, *Rép.* n° 399-5°); — Les divers diplômes et certificats d'aptitude (Crim. cass. 26 août 1825, aff. Lebas, *Rép.* n° 176-1°; Crim. rej. 5 sept. 1833, aff. Bouchet, *ibid.*, n° 163; Crim. cass. 28 févr. 1835, aff. Quirin, *ibid.*; Crim. rej. 5 juill. 1849, aff. Loiseau, D. P. 51. 5. 264); — Les registres tenus par une faculté pour l'inscription des candidats aux grades

qu'elle confère (Crim. rej. 24 déc. 1863, aff. Sandos, D. P. 64. 1. 56).

Enfin la jurisprudence a fait rentrer dans la même catégorie, et elle considère comme actes authentiques, les actes émanés des fonctionnaires ecclésiastiques (évêques, vicaires généraux, curés) agissant dans l'ordre des fonctions que le concordat leur a reconnues relativement à l'exercice du culte et à la discipline, tels que les permissions de dire la messe (Paris, 30 avr. 1852, aff. B..., D. P. 53. 2. 186; Crim. rej. 13 août 1852, aff. Desnoyers, D. P. 52. 5. 275), et les lettres d'ordination délivrées par les évêques (Crim. rej. 19 juin 1840, aff. Ladmiral, *Rép.* n° 176-3°; 29 août 1840, même affaire, *Rép.* n° 164). — Elle a regardé aussi comme des titres authentiques les décisions de la commission générale chargée par la loi du 30 juill. 1881 d'accorder des indemnités aux victimes du coup d'Etat de 1851 (Crim. rej. 4 janv. 1883) (1).

**206.** Mais les arrêts ont refusé de reconnaître le caractère d'écritures publiques : aux registres d'un commissionnaire au mont-de-piété, simple entrepreneur d'agence d'affaires, intermédiaire entre l'Etat et les particuliers, et non fonctionnaire public (Paris, 31 déc. 1852, aff. Marville, D. P. 53. 2. 81; Crim. cass. 23 déc. 1853, aff. Pacquement, D. P. 54. 1. 40); — Aux registres, bordereaux et livrets de caisses d'épargne, lesquelles ne sont que des établissements privés (Paris, 17 mars 1853, aff. Dauguin, D. P. 54. 2. 107; Besançon, 6 déc. 1860, aff. Crolet, D. P. 61. 2. 13; Crim. cass. 10 sept. 1880, aff. Jeanne, D. P. 81. 1. 48). — Mais il en serait autrement, croyons-nous, pour la Caisse nationale d'épargne postale créée par la loi du 9 avr. 1881 (D. P. 81. 4. 114).

**207.** La traduction officielle, faite par un interprète judiciaire, d'une écriture privée produite dans un procès (une lettre missive, par exemple) constitue-t-elle un acte authentique? La négative a été jugée avec raison par un arrêt qui a décidé qu'il y a crime de faux en écriture privée dans le fait de l'interprète qui dénature frauduleusement le sens d'une lettre missive en langue arabe, dans sa traduction écrite et affirmée (Crim. rej. 20 avr. 1867, aff. Callamand, D. P. 67. 5. 247). En effet, la pièce à traduire, simple lettre missive, est une écriture privée qui ne saurait devenir un acte public par le seul fait de sa traduction.

**208.** — IV. ACTES DES NOTAIRES ET AUTRES OFFICIERS PUBLICS MIS A LA DISPOSITION DES PARTIES, POUR CONSTATER LEURS DÉCLARATIONS ET CONVENTIONS, ET LEUR DONNER LE CARACTÈRE DE L'AUTHENTICITÉ. — Sont incontestablement authentiques : les actes notariés (Crim. rej. 2 janv. 1835, aff. Avias, *Rép.* n° 172-2°); — Les actes des huissiers (Crim. rej. 30 janv. 1842, aff.

devant la cour d'appel d'Orléans, chambre des appels correctionnels, à ce déterminée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil; — Ordonne, etc.

Du 28 oct. 1886. — Ch. crim. — MM. Sallantin, rap. — Loubers, av. gén. — Gosset, av.

(1) (Richard-Eugène Druck.) — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation des art. 147, 148, 164 c. pén., en ce que l'arrêté attaqué aurait faussement appliqué lesdits articles à des faits qui ne constituaient pas le crime de faux en écriture publique : — Vu la loi du 30 juill. 1881 qui accorde des indemnités aux victimes du coup d'Etat et de la loi de sûreté générale; — Attendu que, si les commissions départementales instituées par la loi susvisée avaient uniquement pour mission de classer les demandes formées par les intéressés et de fournir des renseignements sur le mérite desdites demandes, il n'en était pas de même de la commission générale créée par la même loi; qu'en effet, aux termes de l'art. 11 de cette loi, la commission générale était chargée de statuer définitivement et en dernier ressort sur les demandes d'indemnité et d'en déterminer le chiffre pour chacun des intéressés; que ses décisions constituaient donc un véritable titre dont l'altération, faite en vue d'augmenter frauduleusement le chiffre de certaines indemnités, pouvait porter préjudice à l'Etat; — Attendu, dès lors, qu'en appliquant aux faits déclarés constants par le jury les dispositions des art. 147, 148 et 164 c. pén., l'arrêté attaqué, loin de violer lesdits articles, en a fait, au contraire, une exacte et juste application; — Et attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière;

Par ces motifs, rejette, etc...

Du 4 janv. 1885. — Ch. crim. — MM. Sevestre, rap. — Tapple, av. gén. — Massenet-Déroche, av.

certifiés sincères et exacts, bien qu'il sût qu'ils étaient majorés; — 2° Délivré auxdits fournisseurs des mandats de paiement pour une somme supérieure à celle qu'il savait leur être due; — 3° Enfin, pour s'être fait remettre par les bénéficiaires de ces mandats la somme provenant de la majoration des mémoires; qu'à raison de ces faits Vinçon a été condamné par le tribunal correctionnel d'Issoudun à trois mois d'emprisonnement comme coupable d'escroquerie; — Attendu que le demandeur a, devant la cour de Bourges, déposé des conclusions d'incompétence, en prétendant que les faits relevés à sa charge constitueraient, s'ils étaient établis, non le délit d'escroquerie, mais le crime de faux en écriture publique; que la cour d'appel a refusé de faire droit à ces conclusions et a confirmé la décision des premiers juges; — Attendu que l'art. 405 c. pén. édicte, il est vrai, les peines qui doivent être appliquées par les tribunaux correctionnels, alors que les faits qui leur sont déferés constituent le délit d'escroquerie, mais que dans son dernier paragraphe ledit article fait réserve de peines plus graves en cas de crime de faux; — Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que les mémoires produits par divers fournisseurs de la commune de Reuilly s'élevaient à une somme supérieure à celle qui était réellement due par la commune; que ces pièces, que Vinçon a certifiées exactes, bien qu'il en connût la fausseté, étaient des pièces comptables d'une administration communale et qu'elles constituaient, aussi bien que les mandats frauduleux qu'il a délivrés, des faux en écriture publique, passibles d'une peine afflictive et infamante; — D'où il suit qu'en retenant la connaissance de ces faits les juges correctionnels ont violé les règles de leur compétence; — Par ces motifs; — Casse et annule l'arrêt rendu, le 1<sup>er</sup> juill. 1886, par la cour d'appel de Bourges; et, pour être statué sur l'appel, formé par Vinçon du jugement du tribunal correctionnel d'Issoudun, en date du 17 mai 1886, renvoie la cause et ledit Vinçon

Thomassin, *Rép.* n° 472-1°; 16 août 1873, aff. Reynaud, D. P. 73. 1. 448; 16 juill. 1887 (4); — Les actes des commissaires-priseurs (Crim. rej. 13 juin 1856, aff. Lenormand, D. P. 56. 1. 376); — Ceux des agents de change (Crim. rej. 19 juill. 1860, aff. Colomès, D. P. 61. 1. 407). — Doit être également qualifié d'acte authentique, l'acte par lequel un cadi algérien reçoit la déclaration de la volonté du testateur qui lui est faite par les témoins que celui-ci a choisis suivant la loi musulmane (Crim. rej. 5 mars 1863, aff. Chérif-ben-Aïchouba, D. P. 65. 5. 202).

**209.** La falsification d'un acte émanant d'un officier public non encore assermenté constitue-t-elle un faux en écriture authentique ou seulement un faux en écriture privée? Nous avons signalé au *Rép.* n° 181, un arrêt de rejet du 21 sept. 1837 qui a décidé qu'il n'y a, dans ce cas, qu'un faux en écriture privée (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 691; Nypels, p. 467). Blanche estime, au contraire (n° 167), qu'il y a faux en écriture authentique passible des travaux forcés à temps (c. pén. art. 147). « Il y a faux en écriture authentique et publique, dit cet auteur, lorsque l'altération a lieu dans un acte émané ou réputé émané d'un officier public. Il y a donc faux en écriture publique, même dans le cas où une personne, qui n'est revêtue d'aucun caractère officiel, dresse un acte qui, par sa forme, ses détails, son but, peut être supposé l'œuvre d'un fonctionnaire public. Il importe même peu que l'acte soit souscrit d'une signature contrefaite ou d'une signature imaginaire. Dès que l'acte présente les conditions d'un acte public, l'altération qu'il renferme est constitutive d'un faux en écriture authentique et publique. Pourquoi en serait-il autrement dans le cas où l'acte émanerait d'un fonctionnaire qui n'aurait pas encore prêté serment? Est-ce que l'acte, qui aurait toutes les apparences extrinsèques et intrinsèques d'un acte public et authentique cesserait de les avoir, parce que, au lieu d'avoir été dressé par une personne complètement étrangère à la fonction, il serait l'œuvre d'une personne qui n'a plus qu'un serment à prêter pour en être investie? » Ces considérations nous paraissent avoir une grande force et nous inclinons à adopter l'avis de Blanche.

**210.** En ce qui concerne les actes authentiques étrangers, l'arrêt de Metz du 7 août 1821, critiqué au *Rép.* n° 182, n'a pas fait jurisprudence. Un arrêt de la cour d'assises du Doubs du 14 avr. 1856 (aff. Obermann, D. P. 56. 2. 260) a décidé que l'étranger qui fabrique ou fait fabriquer, pour en faire usage en France, un faux acte de naissance, portant la signature contrefaite d'un officier public de son pays, se rend coupable d'un faux en écriture publique, et non point seulement d'un faux en écriture privée, encore bien que cette pièce ne serait pas revêtue des légalisations exigées pour l'admission en France des actes reçus à l'étranger. « La loi protège, en effet, la foi publique et l'authenticité des actes, sans distinction de nationalité » (Garraud, n° 167). — Commettrait également un faux en écriture publique, celui qui fabriquerait des certificats de rente émanés d'un gouvernement étranger (Crim. rej. 17 nov. 1855, aff. Cugiani, D. P. 56. 1. 142. Conf. Blanche, n° 154).

**211.** Ainsi que nous l'avons constaté au *Rép.* n° 185,

(1) (Charles-Alexandre Demange.) — La cour; — ... Sur le cinquième moyen, tiré de la violation par fausse application des art. 147, 148 et 164 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort déclaré constitutifs des crimes de faux en écriture authentique et d'usage de pièces fausses des faits qui n'avaient pas ce caractère; — Attendu qu'il résulte du verdict du jury que Demange a été déclaré coupable d'avoir, depuis moins de dix ans, dans le département de la Seine : 1° substitué frauduleusement ou fait substituer, au moyen d'une surcharge, les mots : rue du Maine, 4, aux mots : rue de Vanves, 127, dans l'original d'un acte d'opposition à un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 19 janv. 1886, ledit acte dressé par Barré, huissier à Paris, le 19 févr. 1886, et contenant assignation devant ledit tribunal, et ce, dans le but de faire croire faussement que cet exploit avait été signifié au domicile du sieur Leroy, alors qu'il l'avait été à une autre adresse, et d'obtenir contre ce dernier un jugement définitif; 2° substitué frauduleusement ou fait substituer, au moyen d'une surcharge, les mots : rue Bréguet, 5, aux mots : rue de Vanves, 127, dans l'original d'un acte d'assignation à comparaître, le 11 mars 1886, par devant le tribunal de commerce de la Seine, ledit acte dressé par Grehan, huissier à Paris, le 9 mars 1886, et ce, dans le but de faire croire fausse-

la question de savoir si l'acte entaché de faux est un acte public de commerce, ou privé, est une question de droit de la compétence, non du jury, mais de la cour d'assises. « Au jury il appartient de se prononcer sur chacun des éléments de fait qui constituent l'écriture falsifiée, et, suivant ses réponses, la cour, en résolvant la question de droit, aura à décider si la réunion de ces éléments donne à l'écriture arguée de faux le caractère authentique, commercial ou privé » (Garraud, n° 169). Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 689; Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. 8, n° 3687; Nouguier, t. 4, vol. 1, n° 2653, p. 67; Blanche, t. 3, n° 229. — Aux arrêts cités au *Rép.* dans le sens de la doctrine qui précède, *Addé* les cinq arrêts ci-après, rendus en matière de faux en écriture de commerce (Crim. rej. 1<sup>er</sup> oct. 1846, aff. Basset, D. P. 46. 4. 135; 16 juin 1865, aff. Maurel, D. P. 65. 1. 497; 14 mars 1873, aff. Bouvier, D. P. 74. 1. 502; Crim. cass. 2 mai 1873, aff. Boisson, D. P. 74. 1. 500; 18 juill. 1884, aff. Jeanne Combes, dite Lucie, D. P. 85. 1. 43-44). — Jugé de même que la détermination du caractère authentique ou privé des écritures falsifiées est une question de droit qu'il n'appartient qu'à la cour d'assises de résoudre après que le jury a été interrogé sur les altérations dont les écritures ont pu être l'objet (Crim. rej. 31 juill. 1890, *Bull. crim.* n° 166).

§ 2. — Des diverses espèces de faux en écritures publiques commis par des fonctionnaires ou officiers publics (*Rép.* n° 187 à 227).

**212.** — I. RÈGLES GÉNÉRALES. — Ainsi qu'on l'a rappelé *Rép.* n° 187, ces faux se divisent en deux classes : les faux matériels (c. pén. art. 145), les faux intellectuels (même code art. 146). Avant de traiter distinctement de ces deux espèces de faux, il convient de présenter quelques observations générales, communes aux deux classes.

**213.** — 1° *Qualité de fonctionnaire.* — Notre code pénal ne spécifie pas ce qu'il faut entendre par fonctionnaire ou officier public (V. *infra*, v° *Fonctionnaire public*). Dans le silence de la loi, on admet généralement que les fonctionnaires ou officiers publics dont parlent les art. 145 et 146 sont les individus investis, d'une manière temporaire ou permanente, d'une délégation de l'autorité publique, pour dresser les actes auxquels leur concours imprime le caractère d'actes authentiques et publics (Garraud, n° 171). Il suit de là qu'on ne peut considérer comme fonctionnaires les individus exerçant des professions que la loi a soumises, dans un intérêt d'ordre général, à certaines conditions (par exemple, nomination par l'Administration, prestation de serment, tenue de registres cotés et parafés) mais auxquels elle n'a délégué aucune portion de l'autorité publique (Garraud, *loc. cit.*). Tels sont les commissionnaires au mont-de-piété (Paris, 31 déc. 1852, aff. Marville, D. P. 53. 2. 81; Crim. cass. 23 déc. 1853, aff. Pacquement, D. P. 54. 1. 40. Conf. dans le même sens : Blanche, t. 3, n° 161); les facteurs à la Halle (Crim. cass. 25 févr. 1854, aff. Dufour, D. P. 54. 1. 162. Conf. Blanche, n° 162); les caissiers de caisses d'épargne (Paris, 17 mars 1854, aff. Danguin, D. P.

ment que cet exploit avait été signifié au domicile du sieur Bontemps, alors qu'il l'avait été à une autre adresse et d'obtenir contre ce dernier un jugement définitif, et d'avoir ainsi altéré ou fait altérer les faits que ces deux actes avaient pour objet de constater; — Attendu que cette déclaration du jury est souveraine; que les faits qu'elle constate renferment tous les éléments constitutifs du crime de faux en écriture authentique, à savoir : l'intention de nuire, la possibilité d'un préjudice, l'altération matérielle de deux actes d'huissier, et la désignation des deux officiers publics compétents par qui ces actes ont été dressés; que, dans ces conditions, l'arrêt attaqué, en faisant à Demange application des articles de loi visés par le pourvoi, loin de violer lesdits articles, en a fait, au contraire, une exacte et juste application; — Attendu, d'ailleurs, que les faits allégués par le demandeur à l'appui de ce cinquième moyen du pourvoi ne pouvaient être utilement invoqués que devant la cour d'assises, et qu'il est non recevable à les produire pour la première fois en cour de cassation;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 16 juill. 1887.-Ch. crim.-MM. Sevestre, rap.-Loubers, av. gén.

54. 2. 107; Besançon, 6 déc. 1860, aff. Crolet, D. P. 61. 2. 13; Orléans, 26 nov. 1873, *supra*, n° 206; Crim. cass. 10 sept. 1880, aff. Jeanne, D. P. 81. 1. 48).

Au contraire, sont essentiellement des fonctionnaires ou officiers publics, dans le sens des art. 145 et 146 : les notaires, huissiers, greffiers, car ils ont reçu une délégation de la loi pour dresser des actes authentiques. — La jurisprudence a aussi reconnu ce même caractère, depuis la publication du *Répertoire*, notamment : 1° aux économistes des hospices, relativement à leurs écritures (Crim. cass. 6 nov. 1879, aff. Boistot, D. P. 80. 1. 92); 2° au gérant intérimaire d'une perception agréé par le ministère des finances (Crim. rej. 25 nov. 1880) (1); 3° aux *bach-adel* ou suppléants de cadis algériens, quant aux actes qu'ils reçoivent (Crim. rej. 31 mai 1883 (2); 14 juin 1883) (3).

214. Au sujet de cette qualité de fonctionnaire de l'agent, nous ferons encore remarquer : 1° que les art. 145 et 146 ne concernent que les fonctionnaires ou officiers publics de l'ordre civil, et que les faux commis en matière d'administration militaire et ceux commis en matière d'administration maritime sont réprimés par le code de justice militaire pour l'armée de terre, du 9 juin 1857, art. 257 et suiv. (D. P. 57. 1. 145), et par le code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1858, art. 349 et suiv. (D. P. 58. 4. 90). Toutefois il a été jugé qu'un capitaine d'habillement étant, non pas un simple mandataire privé du conseil d'administration du corps, mais un officier chargé d'un service public, dont les

(1) (Michel.) — La cour; — Sur le moyen unique, tiré d'une fausse application de l'art. 146 c. pén., en ce que le demandeur, accusé de faux en écritures publiques, n'était ni fonctionnaire ni officier public : — Attendu qu'il est constaté par le texte des questions adressées au jury et par l'arrêt entrepris que Michel a commis des faux en écritures publiques, en falsifiant les livres de comptabilité de la perception de Choisy-le-Roi, alors qu'il était gérant intérimaire de cette perception, agréé par le ministre des finances; que, dans ces conditions, la cour d'assises a sainement interprété l'art. 146 précité, en considérant comme fonctionnaire un individu auquel l'autorité compétente avait confié la mission de gérer une perception et de manier des deniers publics; que le moyen proposé ne peut donc être accueilli; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière, et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Rejette, etc.

Du 25 nov. 1880.-Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-de Larou-verade, rap.-Ronjat, av. gén.

(2) (Si Seddik-ben-Taieb.) — La cour; — Sur le moyen tiré de la violation par fausse application de l'art. 146 c. pén., en ce que l'acte argué de faux était nul comme n'étant pas revêtu de toutes les formalités légales nécessaires à sa validité et ne comportait pas la possibilité de préjudice pour des tiers : — Attendu, en fait, qu'il résulte de la déclaration du jury que, dans un acte par lui reçu en sa qualité de *bach-adel*, c'est-à-dire de suppléant du cadi de la *mahakma* ou circonscription judiciaire de Ksar-Thir, lequel acte avait pour effet de constater les conditions du mariage de Lakdar-ben-Amar avec la fille d'Ahmed-ben-Boudjellal et spécialement le paiement de la dot au beau-père, l'accusé Si Seddik-ben-Taieb a, dans un but frauduleux, faussement énoncé : 1° la comparution dudit Ahmed-ben-Boudjellal, qui n'était pas présent et n'avait pas, dès lors, déclaré avoir reçu de son gendre une dot de 600 fr., ainsi que l'acte le mentionne; 2° la présence de deux adels ou suppléants du cadi et de deux témoins certificateurs; — Attendu que cet acte, en tête duquel se trouve l'empreinte du cachet de Si Seddik-ben-Taieb, est revêtu de la signature de ce dernier; qu'il est transcrit en entier à sa date sur le registre destiné à l'insertion des actes reçus dans cette *mahakma*; — Attendu, en droit, que ces éléments réunissent tous les caractères du faux prévu et puni par l'art. 146 c. pén., l'altération de la vérité résultant d'une fabrication de convention par un fonctionnaire dans un acte de son ministère (art. 44 du décret du 31 déc. 1859); — Attendu que l'absence des signatures des deux adels et des deux témoins complémentaires n'empêche pas qu'il n'existe un acte authentique par la signature du suppléant du cadi, lequel acte pris pour régulier et sincère pouvait servir de base à une action ou à un droit; qu'à le considérer dans ses termes supposés vrais, il en résulterait que Lakdar-ben-Amar et son beau-père Ahmed-ben-Boudjellal ont comparu devant le suppléant du cadi et que ledit Ahmed-ben-Boudjellal a reconnu avoir reçu la dot convenu; — Attendu que, si dans les actes sous seings privés les constatations se font par les seules parties, il n'en est pas de même pour les actes publics; que, dans ces actes, c'est l'officier public qui constate les conventions arrêtées devant lui et qui imprime à l'écrit le caractère authentique, en y apposant sa signature; que, lors même qu'ils sont irrégu-

lières ont un caractère public et authentique, le faux commis par lui sur ses registres, faux résultant notamment de ce que le capitaine y aurait fait intercaler des additions, dans l'intention criminelle de présenter des situations fausses et d'échapper à la responsabilité d'un déficit existant en magasin, tombe sous l'application des art. 145 et 146 c. pén. (Crim. cass. 5 août 1853, aff. Fabrégue, D. P. 53. 1. 264); — 2° Que le fonctionnaire qui, après avoir cessé ses fonctions, rédige, en vertu de son ancienne qualité, un acte de ces mêmes fonctions qu'il antidate, commet incontestablement un faux en écriture publique, puisqu'il fabrique un acte attribué faussement à un fonctionnaire public, agissant en cette qualité. Suivant nous, et ainsi que nous l'avons déjà soutenu au *Rép.* n° 192, il n'est possible que de la peine prononcée par l'art. 147 c. pén. contre les simples citoyens coupables de faux en écriture authentique, et non de la peine des travaux forcés à perpétuité, puisque, à partir du moment où il a cessé ses fonctions, il est rentré dans la classe des simples citoyens (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 692; Blanche, n° 166; Garraud, n° 171 et la note 36; Nypels, p. 467). — Toutefois, la cour de cassation a décidé qu'un maire qui, depuis sa révocation, avait signé la commission d'un garde champêtre en la reportant, par sa date, à une époque antérieure à cette révocation, avait commis le crime prévu par l'art. 145 c. pén. (Crim. cass. 30 juin 1808, cité au *Rép.* v° *Faux*, n° 192). Et de même la cour de Dijon (chambre d'accusation, 21 avr. 1886) (4)

lières et susceptibles d'annulation pour défaut de formalités essentielles, ils n'en présentent pas moins les apparences d'actes vrais; — Attendu, quant au préjudice, qu'il résulte de la nature même de l'acte incriminé, sans qu'il soit besoin d'une déclaration explicite du jury; — Qu'il suit de ce qui précède qu'il a été fait au demandeur une exacte application de l'art. 146 c. pén.

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 31 mai 1883.-Ch. crim.-MM. Sallantin, rap.-Ronjat, av. gén.-Mimerel, av.

(3) (Mohamed-ben-Abdelkader.) — La cour; — Sur le moyen tiré de la violation par la fausse application qui aurait été faite par l'arrêt attaqué des art. 146 et 148 du c. pén.: — Attendu que le demandeur investi des fonctions de *bach-adel* ou suppléant de cadi, et conférant en cette qualité l'authenticité aux actes accomplis dans l'exercice de son ministère, a été déclaré coupable, sur la première question posée au jury, d'avoir frauduleusement inscrit, sur le registre à ce destiné, un acte constatant que Djhora avait donné procuration à son père de la représenter dans l'instance de ratification de promesse de mariage intentée contre elle par le nommé Yahia, et d'avoir ainsi constaté comme vrais des faits faux; — Attendu que, par cette déclaration, le demandeur a été reconnu coupable d'avoir commis un faux en écriture authentique et publique, et que ladite déclaration suffit pour justifier la peine prononcée; — Attendu que le demandeur a été, sur la troisième question posée au jury, déclaré coupable d'avoir, étant *bach-adel*, dans l'exercice de ses fonctions, frauduleusement inscrit sur le registre destiné à l'insertion des jugements, un jugement constatant que Djhora et son père avaient défendu devant lui à une demande en ratification de promesse de mariage intentée par le nommé Yahia, et d'avoir ainsi constaté comme vrais des faits faux; — Attendu que cette décision judiciaire, émanant du fonctionnaire institué pour rendre la justice, a le caractère incontestable d'un acte authentique et public, et que, dès lors, l'arrêt attaqué a fait une saine application des art. 146 et 148 c. pén.; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 14 juin 1883.-Ch. crim.-MM. Puget, rap.-Ronjat, av. gén.-Bouchié de Belle av.

(4) (Bergerand.) — La cour; — Considérant que des pièces de la procédure il résulte contre René-Marie Bergerand des charges suffisantes de culpabilité à raison des faits suivants : — Dans le courant de l'année 1885, Bergerand qui était notaire à Saint-Christophe a cédé son office à M. Amadiou. Celui-ci a prêté serment devant le tribunal de Charolles le 17 avr. 1885. Il en avait informé son prédécesseur la veille et l'avait invité à l'accompagner à Charolles pour assister à l'accomplissement de cette formalité. Bergerand savait donc qu'à partir de cette date il était remplacé. — D'ailleurs, des difficultés s'étant élevées entre eux, à l'occasion de la remise des minutes, M<sup>e</sup> Amadiou fut obligé, dès le 21 avril, d'assigner son prédécesseur en référé devant le président du tribunal de Charolles. — Dans le courant de juin, M<sup>e</sup> Amadiou apprit que le prévenu s'était permis, posté-



a décidé que le fait imputé à un ancien notaire d'avoir reçu un acte dans la forme authentique, postérieurement à la cessation de ses fonctions, constitue le faux en écriture publique et authentique, passible des peines de l'art. 146, lorsque l'acte qui a été ainsi reçu, et présente tous les caractères d'un véritable acte authentique, porte une date antérieure à la cessation des fonctions du notaire, a été mentionné dans son répertoire à cette même date, enregistré dans le délai légal et déposé aux minutes de son étude.

**215.** La qualité de fonctionnaire est-elle une circonstance constitutive ou aggravante de l'incrimination des art. 145 et 146? Nous avons décidé au *Rép.* n° 497 qu'elle est constitutive, d'où la conséquence pratique que, dans le cas où le faux en écriture authentique a été commis par un fonctionnaire ou officier public dans l'exercice de ses fonctions, il n'y a pas lieu de détacher la qualité de l'accusé de la question principale soumise au jury. Cette opinion a été consacrée par de nombreux arrêts. A l'arrêt du 3 oct. 1842, cité au *Rép.* n° 240, *Addé* : *Crim. rej.* 17 nov. 1842, *Bull. crim.*, n° 304; 15 févr. 1843, *Bull. crim.*, n° 48, 22 avr. 1869, *aff. Bourdier de Beauregard*, D. P. 70. 1. 435; C. cass. de Belgique, 27 sept. 1839, *Pasicrisie belge*, 1839, 1. 198. *Conf. Neuguier*, t. 4, 1<sup>re</sup> vol. n° 2713; Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, n° 3687, p. 101. V. cependant *contrà* : Garraud, n° 172 et 232, et Blanche, n° 230.

**216.** — 2° *Exercice des fonctions.* — Les dispositions des art. 145 et 146 c. pén. étant formellement restreintes aux faux commis par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, il est évident, ainsi que nous l'avons fait remarquer au *Rép.* n° 193, que les faux commis, même dans des actes publics, par des fonctionnaires, ne tombent pas sous l'application de ces articles, si ces actes sont étrangers à leurs fonctions. « C'est, en effet, dit M. Garraud, n° 171, p. 238, plutôt l'abus de la qualité que la qualité même, qui aggrave la culpabilité de l'officier public. Ainsi le notaire qui fabriquerait un arrêté attribué à un préfet ou à un conseil de préfecture ne commettrait qu'un faux ordinaire en écriture authentique, de même qu'il commettrait un faux en écriture de commerce ou de banque s'il fabriquait une fausse lettre de change ».

**217.** Au reste, il ne suffirait pas, pour l'application des art. 145 et 146, que le faux eût été commis pendant l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions de l'officier public; il faut encore qu'il soit une conséquence et une suite de ses fonctions. « Un fonctionnaire, en effet, n'est réellement dans l'exercice de ses fonctions que quand il fait un acte de ses fonctions » (Nypels, p. 466). En d'autres termes, « pour que le fonctionnaire soit réputé avoir agi dans l'exercice de ses fonctions, il ne suffit pas de démontrer qu'il a commis un faux pendant qu'il accomplissait un acte de son ministère; il faut, de plus, que ce ministère lui donne le droit d'attester le fait qui est l'objet de la mention mensongère » (Garraud, *loc. cit.* *Conf. Blanche*, t. 3, n° 193; Chauveau et Faustin Hélie, n° 691; Boitard, n° 234). Cette distinction a déjà été établie au *Rép.* n° 194 et 195. — Nous rappellerons ici qu'il a été jugé que le notaire qui délivre

des grosses ou expéditions de ses minutes, avec une fausse mention d'enregistrement, commet un faux dans l'exercice de ses fonctions, puisque les notaires sont spécialement chargés de faire cette mention (*Crim. cass.* 20 avr. 1809, *aff. Vermeil*, *Rép.* n° 195; *Crim. rej.* 14 juin 1821, *aff. Goyot*, *ibid.*). — Il a été décidé de même que le fait, par un huissier, d'avoir inséré, dans un extrait qu'il était chargé de signifier une mention d'enregistrement reconnue fautive et frauduleuse, doit être qualifié de faux commis par un officier public dans l'exercice de ses fonctions (*Crim. rej.* 16 août 1873, *aff. Reynaud*, D. P. 73. 4. 448). — Suivant une décision plus récente (*Crim. cass.* 23 nov. 1889, *Bull. crim.*, n° 357), lorsque le jury a répondu affirmativement à la question de savoir si l'accusé avait, étant notaire et en rédigeant des actes de son ministère, commis des faux par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater, il résulte de cette réponse que les faits ainsi qualifiés constituent non les crimes de faux en écriture authentique et publique commis envers un particulier, prévus par l'art. 147 c. pén., mais ceux de faux en écriture authentique et publique, commis par un officier public dans l'exercice de son ministère, prévus par les art. 145 et 146 du même code. — De même aussi, l'acte dressé en Algérie par le suppléant d'un cadî, et dans lequel, sur des déclarations de témoins faussement et frauduleusement supposées, ce fonctionnaire certifie comme lui ayant été attestée une disposition de propriété entre musulmans indigènes de l'Algérie, qui, en réalité, n'avait pas été faite, est avec raison considéré comme un faux accompli par un fonctionnaire public dans l'exercice de son ministère (*Crim. rej.* 5 mars 1863, *aff. Chérif Ben-Aïchouba*, D. P. 65. 5. 202). — De même encore, jugé que le fait par un garde colonial algérien faisant fonction d'huissier, d'avoir, dans l'exercice de cette fonction, dénaturé frauduleusement la substance du procès-verbal d'une vente mobilière, et, par exemple, constaté un prix d'adjudication autre que le prix réel, constitue un faux en écriture authentique (*Crim. rej.* 22 avr. 1869, *aff. Bourdier de Beauregard*, D. P. 70. 1. 435).

**218.** Un arrêt de la cour d'Angers a fait application de cette doctrine à un commissaire de police dans une espèce intéressante. On sait qu'aux termes de l'art. 14 c. instr. crim., les commissaires de police n'ont d'autre mission que celle de rechercher les contraventions de police. Le droit de constater les délits et les crimes ne leur appartient qu'en cas de flagrant délit. Il suit de là que le commissaire de police qui procède à une enquête sur un délit non flagrant n'agit pas en qualité d'officier de police judiciaire, et la cour d'Angers en a conclu qu'un procès-verbal dressé par un commissaire de police dans de pareilles circonstances et contenant des inexactitudes mêmes volontaires ne saurait constituer le crime de faux en écriture publique (Angers, 30 janv. 1882. Ch. des mises en accusation, *aff. Pothu-M. Jac.*, 1<sup>er</sup> pr.-Chudeau, av. gén.).

**219.** De même, un notaire ne commet pas un faux dans l'exercice de ses fonctions, en faisant, sur la minute

rieurement à la cessation de ses fonctions, de recevoir l'acte de vente d'une propriété cédée par les mariés Sébastien Fongy à Antoine Fongy leur père et beau-père. — Cet acte, passé dans la forme authentique devant M<sup>e</sup> Bergerand, notaire, porte la date apparente du 16 avril. — Bergerand soutient que cette date est sincère et que l'acte a été signé par Antoine et Sébastien Fongy le 15 avril et par la femme Fongy le 16. Les témoignages recueillis dans l'instruction démontrent la fausseté de cette allégation. — Il est établi, en effet, que le 26 avril, Bergerand faisait annoncer, par le crieur public, la vente des biens de Fongy, d'où il faut conclure que cette vente n'avait pas encore été réalisée à cette date. — Suivant M<sup>e</sup> Amadiou, qui s'était rendu chez Bergerand pour y assister, elle n'aurait même pas eu lieu ce jour-là, à raison de l'absence du vendeur. — Sébastien Fongy déclare que c'est le 17 avril seulement qu'il a entretenu pour la première fois Bergerand de ses projets de vente. — Sébastien et Antoine Fongy affirment l'un et l'autre que l'acte n'a été signé par eux que le 29 avril, et le 30 seulement par la femme Fongy; — D'un autre côté, il résulte de témoignages irrécusables que, du 14 au 16 avril, Antoine Fongy se trouvait à la Clayette et à Saint-Racho, et qu'il était en conséquence, dans l'impossibilité de se présenter à Saint-Christophe dans l'étude de M<sup>e</sup> Bergerand. — De la réunion de toutes ces circonstances, il résulte que l'acte incriminé

a été rédigé à la date des 29 et 30 avril, dans tous les cas, à une époque postérieure à la prestation de serment de M<sup>e</sup> Amadiou. — Que Bergerand, qui n'avait plus, dès lors, le droit d'instrumenter comme notaire, a donné fausement à cet acte la date du 16 avril, afin de faire croire qu'il avait été reçu pendant la durée de son exercice; — Faisant droit aux réquisitions du procureur général, met en accusation le nommé René-Marie Bergerand... prévenu : — D'avoir, à Saint-Christophe en Brionnais, dans le courant de l'année 1885, et dans tous les cas postérieurement au 17 avril, date de la prestation de serment de son successeur, rédigé ou fait rédiger un acte portant vente d'immeubles par les mariés Fongy à Antoine Fongy, reçu M<sup>e</sup> Bergerand, notaire à Saint-Christophe, dressé en la forme requise pour les actes authentiques, mentionné au répertoire de M<sup>e</sup> Bergerand et enregistré, et de lui avoir fausement donné la date du 16 avr. 1885, époque à laquelle le prévenu avait encore le droit d'exercer les fonctions de notaire; — D'avoir ainsi frauduleusement dénaturé la date dudit acte et constaté comme vrais des faits faux; — Fait qualifié crime, et de nature à être puni de peines afflictives et infamantes d'après les dispositions des art. 146, 148 et 164 c. pén.

Du 21 avr. 1886.-C. de Dijon.-ch. d'ac.-MM. Deschamps, P<sup>r</sup>. Gast, subst.

d'un acte par lui reçu, une fausse déclaration d'enregistrement et en la signant du nom du receveur, car la fausse quittance des droits d'enregistrement n'est point un acte du ministère du notaire, et ne peut, dès lors, constituer de sa part que le faux prévu par l'art. 147 c. pén. (Crim. cass. 27 janv. 1815, *Rép.* n° 194; Crim. rej. 6 juill. 1826, *ibid.*).

Les arrêts précités méritent, suivant nous, pleine et entière approbation. Mais nous hésitons beaucoup à admettre la doctrine d'un arrêt de cour d'assises qui a jugé qu'il y a faux en écriture authentique par un fonctionnaire, de la part du garde champêtre qui, dans un procès-verbal qu'il dresse sur le territoire de la commune confiée à sa surveillance, constate mensongèrement qu'en y faisant le guet il a vu commettre un délit rural sur un territoire limitrophe (C. d'ass. des Deux-Sèvres, 20 juin 1862, aff. Robin, D. P. 64. 2. 120). Il est bien vrai que, dans l'espèce, le garde était dans l'exercice de ses fonctions, en ce sens qu'il faisait sa tournée sur un territoire confié à sa garde et ressortissant à sa juridiction; mais sa fonction, son ministère ne lui donnaient pas le droit d'attester le fait objet de la mention mensongère, fait accompli en dehors de ce territoire. Est-ce qu'en matière rurale un garde champêtre peut avoir une compétence quelconque en dehors des limites de sa commune? Nous pensons que, dans l'espèce, le garde ne faisait pas acte de ses fonctions, et, par conséquent, qu'il n'était pas réellement dans l'exercice de ses fonctions. (V. *infra*, v° *Garde champêtre*).

**220. — 3° Peine.** — Le faux en écriture publique est puni plus sévèrement lorsqu'il est commis par des fonctionnaires (travaux forcés à perpétuité) que lorsqu'il l'est par des particuliers. « Cette distinction est rationnelle, puisque, à la culpabilité générale du faussaire, s'ajoute une culpabilité spéciale par suite de la fonction elle-même » (Garraud, n° 170) Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 683. — Elle est faite par plusieurs législations étrangères récentes (C. pén. genevois de 1874, art. 131 à 133; c. pén. hongrois de 1878, art. 391 à 393; c. pén. italien de 1880, art. 215 et suiv.). D'autres codes ne la connaissent point, comme, par exemple, le code allemand de 1870 et le code néerlandais de 1881.

**221. — 4° Complicité.** — Les simples particuliers qui ont coopéré au crime de faux commis par un fonctionnaire sont-ils passibles de la même peine que lui? En d'autres termes, la peine des travaux forcés à perpétuité, prononcée par la loi, à raison de la prévarication de l'officier public qui a trompé la confiance obligée dont il est investi, doit-elle atteindre les particuliers qui se sont rendus complices de ce crime? La question a été examinée au *Rép.* n° 227, et résolue, avec la jurisprudence, par une distinction faite entre le cas où le faux commis par de simples particuliers, dans un acte public, l'a été avec la participation criminelle de l'officier rédacteur de l'acte, et le cas où cet officier n'a pas coopéré sciemment au crime. Dans le premier cas, suivant les arrêts cités, lorsque l'officier public a agi de connivence avec les parties, la peine encourue par ledit officier doit être également appliquée à ses complices; dans la seconde hypothèse, lorsque l'officier n'a été qu'un instrument inconscient du crime, il ne reste qu'un faux en écriture authentique, commis sans la participation du fonctionnaire, et passible seulement des travaux forcés à temps. Il a été décidé à cet égard : 1° que, lorsque le fonctionnaire est acquitté, les individus poursuivis comme ses complices ne peuvent être condamnés pour complicité d'un faux commis par un fonctionnaire public et frappés des peines édictées par les art. 145 et 146 c. pén.; ils encourrent seulement les peines portées par l'art. 147 contre les simples particuliers. (Crim. cass. 10 juill. 1851, *Bull. crim.*, n° 272); — 2° Que le complice d'un faux commis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions n'est pas passible de la peine des travaux forcés à perpétuité infligée à ce fonctionnaire, mais encourt seulement la peine des travaux forcés prononcée contre toutes personnes autres que les fonctionnaires publics (C. d'assises de la Flandre orientale, 15 avr. 1856, aff. Van B..., D. P. 56. 2. 227). — Au reste, la distinction faite par la cour de cassation n'a pas reçu l'approbation des commentateurs les plus autorisés. MM. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 702, estiment que, même dans

le cas où l'officier public a sciemment participé au faux, la qualité de fonctionnaire qui lui appartient est une circonstance purement personnelle, et que, dès lors, l'aggravation de pénalité que cette qualité entraîne ne peut être étendue aux complices (Conf. Garraud, t. 3, n° 173; t. 2, n° 281, p. 469 et suiv.; Blanche, t. 2, n° 63, et t. 3, n° 199; Boitard, n° 238).

La question ne peut plus se poser en Belgique depuis le code pénal de 1867, l'art. 69 de ce code déclarant que « les complices d'un crime seront punis de la peine immédiatement inférieure à celles qu'ils encourraient s'ils étaient auteurs de ce crime ». Le code pénal de Genève (art. 47) et le code pénal allemand (art. 50) contiennent une disposition plus précise encore : « Les circonstances aggravantes personnelles auront effet à l'égard de l'auteur ou du complice chez lequel elles se rencontrent ».

**222. — II. FAUX MATÉRIEL, MODE DE PERPÉTRATION DU FAUX PRÉVU PAR L'ART. 145 (*Rép.* n° 188 à 211).** — Ainsi que nous l'avons rappelé *supra*, n° 115, d'après Blanche, t. 3, n° 127, le faux matériel est constitué par la falsification physique et corporelle d'un écrit. Ce faux peut être commis au moyen de l'un des trois procédés énumérés en l'art. 145, savoir : 1° par fausses signatures; 2° par supposition de personnes; 3° par altération, suppression, intercalation, d'écritures sur des registres ou actes publics.

**223. — 1° Fausses signatures.** — En général, il y a fausse signature toutes les fois que celui qui souscrit un acte le signe d'un nom qui ne lui appartient pas. Les caractères constitutifs de la fausse signature étant communs au cas où le crime de faux qui en résulte est imputable à un fonctionnaire ou officier public, et au cas où le crime est imputable à un simple particulier, nous renvoyons pour l'examen des cas dans lesquels une signature doit être considérée comme fausse *infra*, n° 240 et suiv.

**224. — 2° Supposition de personnes.** — Ainsi que nous l'avons établi au *Rép.* n° 201, le crime de faux en écriture par supposition de personnes, de la part d'un fonctionnaire ou officier public, n'existe qu'autant que la supposition a été faite frauduleusement. Si l'officier, tout en ayant agi de bonne foi, avait été cependant négligent et n'avait point pris les précautions nécessaires pour s'assurer de l'identité de personnes qu'il ne connaissait pas, cette négligence le rendrait seulement passible de peines disciplinaires et responsable au point de vue civil (Garraud, n° 177; Chauveau et Faustin Hélie, n° 694; Nypels, p. 470). On sait que l'art. 11 de la loi du 15 vent. an 11 porte que le nom, l'état et la demeure des parties devront être connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par deux citoyens connus d'eux. L'absence de *certificateurs de l'identité des parties* rend le notaire passible de peines disciplinaires (Reims, 22 juill. 1876, *Revue du notariat*, n° 5127), et responsable du dommage que l'oubli de cette formalité légale a pu causer soit aux parties, soit aux tiers (Paris, 29 janv. 1847, aff. Esnée, D. P. 47. 4. 425; Caen, 18 juill. 1854, aff. de Gaalon, D. P. 55. 5. 392; Riom, 11 janv. 1859, aff. Jayant, D. P. 59. 2. 132); mais cet officier public ne pourrait encourir les peines du faux qu'autant qu'il aurait connu la non-identité et aurait agi dans l'intention de nuire. — Il a été jugé avec raison par la cour de cassation qu'il y a faux par supposition de personnes de la part d'un greffier de juge de paix qui, dans les expéditions par lui rédigées et délivrées, constate faussement le concours du juge. La fraude est ici évidente (Crim. cass. 21 août 1817 aff. Goullay, *Rép.* n° 221).

**225. — 3° Altération, suppression, intercalation d'écritures sur des registres ou actes publics.** — L'art. 145 prévoit à la fois le faux commis soit par altération des actes, écritures ou signatures, soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture. Nous avons déjà fait remarquer au *Rép.* n° 202, que ces deux procédés de faux ne sont pas essentiellement distincts, puisque c'est évidemment altérer un acte que d'y faire après coup des additions. Toutefois, s'il y a analogie et ressemblance, il n'y a pas identité. L'altération des actes, écritures et signatures s'entend plus spécialement d'une altération matérielle résultant de ce que les caractères graphiques de l'acte, écriture ou signature, subissent une retouche, qui les falsifie ou dénature (Blanche, n° 207). Dans le faux commis par écritures faites ou intercalées après confection ou clôture des actes ou registres, il n'existe pas

d'altération matérielle physique des écritures déjà existantes, et cependant il n'y a pas moins un faux matériel, car les registres ou les actes, en recevant des additions ou intercalations, depuis leur confection ou clôture, sont dénaturés dans leur forme extérieure et apparente (Blanche, n° 216).

226. Le mot « altération » est, d'ailleurs, général et s'entend de tous les changements matériels apportés à une écriture; il comprend donc les ratures, les surcharges, les interlignes et les renvois non approuvés, qui ne sont pas concomitants à la rédaction de l'acte (Garraud, n° 178).

Le faux par altération ou par intercalation doit, comme tout autre procédé de faux, avoir pour mobile une intention frauduleuse, et pouvoir occasionner un préjudice. Ce point a été établi au *Rép.* n° 200 et 202, et ne peut pas faire l'objet d'un doute (Chauveau et Faustin Hélie, n° 694 et 696; Garraud, n° 178). Il faut, de plus, que l'altération porte sur une partie essentielle de l'acte ou de l'écriture, de manière que l'écrit falsifié produise ou puisse produire un effet différent de celui qu'il devait produire (Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*; Nypels, p. 469). Aussi a-t-il été jugé qu'il n'y a pas faux : 1° dans le fait d'un huissier qui, après coup, ajoute la mention de sa patente dans un acte qu'il a signifié (Crim. rej. 9 janv. 1806, *Rép.* n° 207); — 2° Ni dans le fait d'un président de tribunal qui, avant l'enregistrement et sur les réclamations des parties ou les observations de ses collègues, corrige, d'après ses souvenirs et ceux de ces derniers, la rédaction d'un jugement, suivant le sens dans lequel il a été prononcé à l'audience (Limoges, 20 avr. 1837, aff. Charreyron, *Rép.* n° 191); — 3° Ni dans le fait d'un secrétaire communal belge d'avoir intercalé le nom du notaire qui serait chargé de procéder à la vente des immeubles, après que le collège des bourgmestre et échevins avait signé l'autorisation de procéder à cette vente (C. de Gand, 8 avr. 1868) (4). C'était là, en effet, comme le fait remarquer justement Nypels, t. 1, p. 472, une disposition tout à fait secondaire de l'acte d'autorisation et qui ne pouvait pas légalement obliger l'administration communale.

La chambre des requêtes de la cour de cassation, saisie, conformément à l'art. 491 c. instr. crim., d'une dénonciation criminelle contre un magistrat, a fait une intéressante

application de ces principes en déclarant, par un arrêt du 40 avr. 1878, aff. Bastien, D. P. 79. 1. 88, qu'un procureur de la République ne saurait encourir aucun reproche lorsque, vidant un incident relatif aux notes d'audience d'une affaire de simple police, porté devant lui par le greffier et par le commissaire central chargé du ministère public, il constate leurs déclarations et remet au greffier, sur sa demande, la formule destinée à lui permettre de réparer les omissions signalées. Aux termes de l'arrêt précité, la dénonciation qui reproche à ce procureur de la République d'avoir, dans de pareilles circonstances, altéré ou fait altérer frauduleusement les notes d'audience, en faisant ajouter, après coup, à ces notes d'audience, des énonciations contraires à la vérité et d'avoir ainsi commis le crime de l'art. 145 c. pén., doit être considérée comme dénuée de tout fondement.

227. Mais, au contraire, commettent le crime de faux par altération d'écriture portant sur la substance de l'acte : l'avoué qui substitue une fausse date à un dire par lui fait au greffe (Crim. rej. 23 sept. 1842, aff. N... *Rép.* n° 200); — L'huissier qui opère sur l'original d'un commandement en expropriation, après sa signification et son enregistrement, un changement établissant que le nouveau domicile de l'exproprié est connu de la partie poursuivante (Crim. cass. 25 juin 1819, aff. Fournier, *Rép.* n° 206); — Le notaire qui substitue une fausse date à la date véritable d'un contrat par lui reçu, s'il a agi dans le dessein de frauder les lois fiscales (Crim. cass. 24 févr. 1809, aff. Rouvière, *Rép.* n° 203; 11 oct. 1860, aff. Orcel, D. P. 61. 5. 231; Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 697; Garraud, n° 178, note 56; Nypels, p. 472); — Le notaire qui, dans une intention de fraude contre le fisc, insère dans un acte de cession mobilière, après sa confection, la mention d'un prix inférieur à celui dont les parties sont convenues (Crim. cass. 7 juill. 1848, aff. Ollier, D. P. 48. 1. 134; Crim. rej. 5 oct. 1865, aff. Letocart, D. P. 66. 5. 226); — Le notaire qui, dans des actes de la nature de ceux pour la validité desquels l'art. 2 de la loi du 21 juin 1843 exige la présence des témoins à la lecture et à la signature, ajoute après coup la mention de cette présence (Arrêt précité du 7 juill. 1848); — Le notaire qui surcharge de

(4) (Min. publ. C. L... P...) — La cour; — Vu les pièces du procès, dont la lecture a été donnée par le greffier en présence de M. l'avocat général, ainsi que le réquisitoire écrit et signé par ce dernier, dont la teneur suit : — « Le procureur général près la cour d'appel de Gand; — Vu les pièces de la procédure instruite à charge de L... P... bourgmestre et notaire à W..., prévenu d'avoir, au cours de l'année 1867, dans l'exercice de ses fonctions de bourgmestre, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire : 1° commis un faux par des écritures faites ou intercalées sur un acte public, depuis sa confection ou clôture, lequel acte, portant la date du 21 nov. 1867 et adressé à M. le gouverneur de la Flandre occidentale, avait pour objet l'obtention pour le bureau de bienfaisance de W... de l'autorisation de vendre un de ses immeubles par le ministère dudit L... P..., et 2° fait usage de l'acte de faux; crimes prévus par les art. 193, 194 et 197 c. pén.; — Vu l'ordonnance, etc.; — Vu l'opposition, etc.; — Attendu que le collège des bourgmestres et échevins de W... conjointement avec le bureau de bienfaisance de cette commune, a adressé, le 21 nov. 1867, une lettre à M. le gouverneur de la Flandre occidentale, pour obtenir l'autorisation de vendre l'ancienne habitation de l'instituteur et l'ancienne école communale; — Attendu que les mots *door den notaris P... te W...* ont été intercalés dans cette lettre après qu'elle eut été signée par les membres de ce collège et du bureau de bienfaisance; — Attendu que le sieur A... P..., secrétaire communal à W... reconnaît avoir fait cette intercalation; — Attendu qu'il allègue qu'en faisant cette intercalation il a suivi les instructions du bourgmestre L... P...; — Attendu que cette allégation est contredite par ce dernier; — Attendu que malgré cette dénégation, elle paraît vraisemblable, puisque le bourgmestre L... P... avait seul intérêt, comme notaire, à faire insérer dans la lettre les mots intercalés; — Attendu que la vraisemblance en est corroborée par les démarches qu'il avait faites auparavant pour empêcher la nomination d'un autre notaire; — Attendu que si l'intercalation des mots *door den notaris P... te W...*, constituait un crime ou un délit, les poursuites devraient comprendre d'abord, comme auteur, le secrétaire communal A... P... et ensuite comme complice, le bourgmestre L... P...; — Mais attendu que l'intercalation incriminée n'était pas de nature à porter préjudice ni à l'ordre public, ni à des intérêts individuels; — Qu'en effet, l'autorité supérieure, dont l'approbation est nécessaire pour l'aliénation des biens appartenant à des

communes ou à des bureaux de bienfaisance, n'est pas investie du droit de désigner le notaire qui sera chargé de la vente; — Que la loi du 30 mars 1836 sur l'organisation communale et la loi modificative du 3 juin 1865 ont, comme le décret du 14 déc. 1789 relatif à la constitution des municipalités, comme les arrêtés royaux du 19 janv. 1824 et du 23 juill. 1825 approuvant les règlements d'administration des villes et du plat pays, laissé aux communes le libre choix de ce notaire; — Qu'il en est de même de l'arrêté royal du 10<sup>r</sup> juill. 1816, réglant diverses attributions des états députés relativement aux établissements de charité; — Attendu que la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale étant sans droit pour commettre un notaire, l'intercalation des mots *door den notaris P... te W...* ne pouvait ni faire écarter tout autre notaire, ni tromper la députation permanente dans l'exercice d'aucun de ses droits; — Attendu qu'antérieurement à la lettre où se trouve cette intercalation, le 1<sup>er</sup> mai 1867 le conseil communal de W... avait décidé de charger le bourgmestre L... P... en sa qualité de notaire, de la vente de l'ancienne école, et de tous les autres actes concernant les biens de la commune, du bureau et bienfaisance et de la fabrique d'église; — Attendu que cette intercalation était donc conforme à cette délibération; — Attendu que le seul tort imputable à ceux qui ont concerté et fait cette intercalation, tort grave et qui entache leur conduite de fraude, c'est d'avoir voulu soustraire l'insertion des mots *door den notaris P... te W...*, à la connaissance des signataires de la lettre du 21 nov. 1867, comme s'ils avaient craint que la décision ci-dessus rappelée du conseil communal ne fût pas respectée; — Attendu qu'à défaut d'un préjudice au moins possible, soit à l'ordre public, soit à des intérêts individuels, le fait incriminé ne constitue pas un faux; — Que le principe : *Non puniuntur falsitas in scriptura quæ non solum non nocuit, sed nec erat apta nocere*, emprunté à la loi romaine, a toujours été considéré comme fondamental par la doctrine et la jurisprudence; — Vu les art. 135 et 229 c. instr. crim.; — Requête qu'il plaise à la chambre d'accusation, recevant l'opposition, la déclarer non fondée.

Fait à Gand, le 8 avr. 1868.

Pour le procureur général, signé : Polydore de Paep. Reçoit l'opposition et adoptant les motifs du ministère public, développés dans le réquisitoire ci-devant transcrit, déclare ladite opposition non fondée.

Du 8 avr. 1868.-C. de Gand, ch. d'accus.

parenthèses et de virgules la minute d'un testament qu'il a reçu, après la confection de l'acte, si, par ce fait, il a dénaturé la substance de cet acte en en modifiant le sens (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 698; Garraud, *loc. cit.* V. toutefois *contra* : Crim. rej. 22 oct. 1812, aff. N... rapporté par Carnot, t. 1, p. 468, n° 8); — Le courtier ou agent de change qui anticipe une opération sur son registre pour nuire à autrui (Crim. rej. 11 fruct. an 13, aff. Masencal, *Rép.* n° 218-1°); — Ou qui substitue après coup, sur le registre destiné à constater les conditions de toutes les négociations, des écritures à d'autres effacées par un grattage (Crim. cass. 19 juill. 1860, aff. Colomiès, D. P. 61. 1. 407); — Le capitaine d'habillement qui fait des altérations ou des additions, après coup, sur ses registres, dans l'intention d'échapper à la responsabilité d'un déficit existant en magasin (Crim. cass. 5 août 1853, cité *supra*, n° 214); ... — Le receveur de l'enregistrement qui altère ses registres dans le but de détourner à son profit les fonds publics versés entre ses mains (Crim. cass. 10 juill. 1806, aff. Guilhaut, *Rép.* n° 452; 5 juin 1807, aff. Dessablons, *ibid.* Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 694).

228. Nous compléterons la nomenclature qui précède en signalant un arrêt emprunté à la jurisprudence étrangère. On sait que les art. 1 et 2 de la loi du 22 pluv. an 7 (*Rép.*, v° *Enregistrement*, n° 29, p. 35) disposent que l'officier public chargé de procéder à la vente aux enchères d'objets mobiliers, doit faire préalablement, au bureau de l'enregistrement, la déclaration prescrite par l'art. 3 de cette loi. Ce même officier doit aussi dresser un procès-verbal de vente dont les éléments sont déterminés par l'art. 5 dans les termes suivants : « Les officiers publics transcriront en tête de leurs procès-verbaux de vente les copies de leurs déclarations. Chaque objet adjugé sera porté de suite au procès-verbal ; le prix y sera écrit en toutes lettres et tiré hors ligne en chiffres. Chaque séance sera close et signée par l'officier public et deux témoins domiciliés ». A Bruxelles, un huissier chargé d'une vente publique de meubles, trouvait moyen de s'approprier une partie des sommes dues à l'administration de l'Enregistrement, par un procédé très simple qu'il a expliqué lui-même dans l'instruction : « Pour modifier le total des ventes dont les procès-verbaux sont incriminés, je supprimais ou je déchirais après coup, chez moi, un ou deux feuillets de ces procès-verbaux ». Poursuivi pour faux, l'huissier fut condamné par le tribunal de Bruxelles par application de l'art. 195 c. pén. belge (texte identique à notre art. 146). Sur appel, la cour de Bruxelles maintint, par arrêt du 8 nov. 1886, la condamnation en appliquant à l'huissier l'art. 196 (1), au lieu de l'art. 195. L'arrêt est ainsi conçu : « — Sur la prévention de faux : — Attendu qu'il est résulté de l'instruction à laquelle il a été procédé devant la cour que le prévenu, dans le but de s'approprier une part des droits fiscaux qu'il portait en compte au sieur Stevens, a présenté à la formalité de l'enregistrement une partie seulement des feuillets des procès-verbaux de vente, ainsi que la déclaration par laquelle il clôturait la séance ; qu'il a affirmé dans cette déclaration finale que la vente avait produit un total qu'il savait parfaitement être erroné et qu'il a signé et fait signer par deux témoins cette fausse déclaration ; attendu que l'huissier n'a pas pour mission de constater authentiquement le total des adjudications auxquels il procède, total dont les erreurs peuvent être rectifiées

sans inscription de faux ; que les faits ainsi établis tombent donc sous l'application de l'art. 196 ». Enfin, sur pourvoi, la cour de cassation décida, par arrêt de rejet du 27 déc. 1886 (2) que les faits constatés constituaient le crime de faux par altération d'actes par un officier public dans l'exercice de ses fonctions, puni par l'art. 194 c. pén. (texte identique, sauf la peine, à notre article 145). Cette décision nous paraît juridique. Si la loi de pluviôse an 7 charge l'officier public de constater authentiquement le prix de chaque objet vendu, elle ne lui confie pas le soin de former le total des adjudications. Ce serait donc tomber dans l'erreur que de décider, avec le tribunal de Bruxelles, que l'altération frauduleuse de ce total constitue le faux commis par un fonctionnaire *dans l'exercice de ses fonctions* (c. pén. belge art. 195 et c. pén. français art. 146). Mais, en lacérant frauduleusement, après coup, des feuillets de ses procès-verbaux, l'huissier avait évidemment commis le crime de faux par altération d'actes que le code belge réprime par son art. 194 et qui est puni par l'art. 145 de notre code.

229. Pour l'application de l'art. 145, il est évidemment nécessaire, ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 209, que l'altération ou intercalation d'écritures ait eu lieu après la confection ou la clôture des actes (Crim. cass. 15 juin 1843, aff. Lehon, *supra*, n° 171). Il est clair, en effet, que si les ratures, surcharges et autres modifications sont intervenues en présence de tous les intéressés et au moment de la signature, elles sont réputées parties intégrantes du texte même de l'acte, puisqu'elles sont, comme ce texte, l'expression sincère de la volonté commune des parties (Garraud, n° 178, p. 247; Chauveau et Faustin Hélie, n° 696). A la vérité, l'art. 16 de la loi du 15 vent. an 11 (*Rép.* v° *Notaire*, p. 576) a proscriit, par une réparation pécuniaire, dans les actes notariés, toute surcharge, toute interligne, toute addition dans le cas de l'acte, alors même que ces modifications seraient approuvées, et a exigé, sous la même sanction, que si quelques corrections étaient reconnues nécessaires, au moment de la passation de l'acte, elles fussent régularisées par les signatures, au bas d'un renvoi en marge de leur page correspondante ou à la fin de l'acte. Mais l'infraction à la disposition légale qui vient d'être rappelée ne prend un caractère criminel que si elle est consommée depuis la confection ou la clôture des actes ; autrement, elle ne constitue qu'une simple contravention (Crim. cass. 24 févr. 1809, aff. Rouvière, *Rép.* n° 203; 15 févr. 1843, aff. Lehon, *Rép.* n° 209).

230. — III. FAUX INTELLECTUEL (*Rép.* n° 212 à 227). — Ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 215, le faux prévu par l'art. 146 c. pén. est appelé intellectuel, parce qu'il se commet sans laisser aucune trace matérielle apparente. Ce faux intellectuel consiste, en effet (V. *supra*, n° 115), dans l'altération, non de l'écriture de l'acte, mais de sa substance, non de sa forme matérielle, mais des clauses qu'il doit contenir (Garraud, n° 124). Les écritures sont matériellement vraies, mais l'expression en est fautive, et la pensée des contractants y est seule altérée. Il est à peine besoin de rappeler, avec le *Rép.* n° 213, que pour que l'attestation d'un fait faux par un officier public entraîne l'application de l'art. 146, il faut qu'il soit dans les attributions de cet officier de constater le fait dont il s'agit (V. *supra*, n° 216 et suiv.).

Quant à l'intention frauduleuse, indispensable en tout

(1) L'art. 196 c. pén. belge de 1867 est ainsi conçu : « Seront punies de la réclusion les autres personnes qui auront commis un faux en écritures authentiques et publiques et toutes personnes qui auront commis un faux en écritures de commerce, de banque ou en écritures privées, soit par fausses signatures, soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures, soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les actes, soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir ou de constater ».

(2) (Min. publ. C. M...) — LA COUR ; — Sur le seul moyen du pourvoi déduit de ce que l'arrêt attaqué a considéré comme constitutive d'un faux la mention inexacte du total de la vente dans un procès-verbal de vente mobilière : — Attendu que si l'arrêt attaqué reconnaît le demandeur coupable de faux pour avoir sciemment affirmé dans une déclaration par laquelle il

clôturait ses procès-verbaux, que les ventes auxquelles il avait procédé avaient produit une somme inférieure au montant véritable, le même arrêt constate de plus que le demandeur a présenté à la formalité de l'enregistrement les procès-verbaux dont il s'agit après en avoir frauduleusement et à dessein de nuire, enlevé les feuillets ; — Attendu que cette altération d'actes par un officier public dans l'exercice de ses fonctions est punie par l'art. 194 c. pén. d'une manière plus sévère que celle comminée par l'art. 196, dont l'arrêt fait application ; — Attendu que, dès lors, le demandeur serait sans grief dans le cas même où, comme il le soutient, la fausse déclaration qui a servi de base à sa condamnation ne constituerait pas par elle-même et à elle seule une infraction à la loi pénale ; — Attendu, au surplus, que la procédure est régulière ;

Par ces motifs rejette.

Du 27 déc. 1886. — MM. Vendenpeereboom, pr. — Bayet, rap. — Melot, av. gén.

crime de faux, le texte même de l'art. 146 l'exige expressément. Il en résulte, à notre avis, que la question posée au jury doit, au cas de faux intellectuel imputé à un fonctionnaire public, énoncer textuellement que l'on a agi frauduleusement (V. *supra*, n° 171; Crim. cass. 15 juin 1843, aff. Lehon). — Sur la question de savoir si, au point de vue de l'incrimination du faux, la faute grave et préjudiciable commise par un fonctionnaire, comme, par exemple, le fait, par un notaire ou un huissier, de constater comme accomplie une formalité essentielle qui ne l'a pas été, pourrait être regardée comme équivalente à l'intention frauduleuse (V. *supra*, n° 166 et suiv.).

**231.** — 1° *Modes de perpétration du faux intellectuel.* — Ce faux peut être commis : 1° en écrivant des conventions autres que celles tracées ou dictées par les parties ; 2° en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas.

A l'égard du premier mode de perpétration, indépendamment des arrêts des 7 janv. 1808 et 31 mai 1839 cités *Rép.* n° 216, nous signalerons deux décisions qui ont jugé qu'il y a crime de faux : 1° de la part du notaire qui, en rédigeant des procès-verbaux d'adjudication publique d'immeubles, dénature frauduleusement la substance ou les circonstances de ces actes, en leur donnant de fausses dates (Crim. rej. 26 août 1853, aff. Viry, D. P. 53. 1. 230) ; 2° de la part du commissaire-priseur qui, au fur et à mesure de la vente à laquelle il procède, remet au rédacteur du procès-verbal de cette vente des bulletins indicatifs du prix de chaque objet vendu, bulletins dont les énonciations doivent servir à dresser le procès-verbal et qu'il altère frauduleusement (Crim. rej. 13 juin 1856, aff. Lenormand, D. P. 56. 1. 376).

A l'égard des conventions entachées de simulation du consentement de toutes les parties V. *supra*, n° 147. — Nous rappellerons seulement ici qu'il a été jugé par la cour de cassation (Crim. rej. 3 sept. 1874, *supra*, n° 147) que, lors même que l'acte dressé par un notaire reproduit exactement les conventions des parties, il y a faux et non simple simulation si les fausses énonciations qu'il contient ont été concertées entre les parties dans le but de tromper des tiers.

**232.** Le second procédé de faux intellectuel est la constatation comme vrais de faits mensongers. A cet égard, nous rappellerons d'abord ce qui a été dit *Rép.* n° 218, à savoir que tout fonctionnaire public, à qui la loi donne caractère pour constater la vérité d'un fait, commet le crime de faux lorsque, sciemment, et dans l'exercice de ses fonctions, il déclare comme vrai un fait faux dont sa déclaration doit faire preuve (Chauveau et Faustin Hélie, n° 701). Et, comme application de cette doctrine, nous citerons les arrêts suivants qui doivent être rapprochés des décisions déjà citées au *Rép.* n° 218, 219, 221, 222 et 224. Ces arrêts, tous signalés par Blanche, n° 225, à l'exception du dernier, ont jugé : 1° que le notaire qui délivre des grosses ou expéditions de ses minutes avec une fausse mention d'enregistrement commet le crime de l'art. 146 c. pén. (Crim. rej. 14 juin 1821, aff. Guyot, *Rép.* n° 198) ; — 2° Qu'il en est de même du notaire qui, « en faisant usage d'une procuration révoquée ou périmée, déclare stipuler dans un acte, au nom d'un commettant, qui dans la vérité a cessé de l'être, ou ne l'a jamais été, et dénature ainsi la substance de l'acte en constatant comme vrai un fait faux, c'est-à-dire le consentement d'une partie qui ne l'a pas donné, consentement sans lequel l'autre partie n'aurait pas contracté » (Crim. rej. 29 avr. 1841, aff. Langlois, *Rép.* n° 247) ; — 3° De même aussi du notaire qui énonce faussement, dans un acte, que deux créanciers ont comparu devant lui, ont reçu le montant de leurs créances, en ont donné quittance avec mainlevée d'hypothèque, et ont signé la minute (Crim. rej. 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58. 1. 43) ; — 4° De même encore du notaire qui constate faussement, dans un acte, la présence de témoins à un paiement dont la réalisation est faussement et frauduleusement attestée (Crim. rej. 4 févr. 1860, aff. Paget, D. P. 61. 5. 232) ; — 5° De même enfin du suppléant de cadi qui, dans un acte reçu par lui et ayant pour objet de constater les conditions d'un mariage et spécialement le paiement de la dot, énonce faussement la comparution du beau-père et la remise de la dot, ainsi que la présence de deux suppléants du cadi et de deux témoins

(Crim. rej. 31 mai 1883, *supra* n° 213. — V. aussi Crim. rej. 5 mars 1863, cité *supra*, n° 217).

Ajoutons avec Chauveau et Faustin Hélie, n° 701, que « les officiers de police judiciaire, les gardes forestiers, les gendarmes, les préposés des administrations publiques, qui, dans les procès-verbaux qu'ils sont appelés à dresser pour constater les délits et les contraventions, attesteraient des faits faux, ou accompagneraient des faits vrais de circonstances mensongères propres à aggraver la position des inculpés, se rendraient évidemment coupables du crime prévu par l'art. 146 ». Rappelons aussi, avec le *Rép.* n° 225, que le faux intellectuel peut être commis à l'aide d'un faux matériel, par exemple, par l'intercalation ou la substitution frauduleuse de feuillets dans un acte notarié.

**233.** Ce même faux intellectuel ne peut-il pas provenir non seulement des constatations effectives de l'acte, mais aussi de certaines omissions, dont le but et le résultat sont de donner à un fait mensonger le caractère et les apparences de la vérité ? En termes plus simples, existe-il, pénalement, un faux par omission ? Par exemple, le fonctionnaire public qui omet de porter sur ses registres quelques-uns des versements qu'il a reçus, et, par suite, diminue le total des sommes dont il doit compte, commet-il le faux de l'art. 146 ? La question est fort délicate et il convient de remarquer qu'elle peut être posée aussi bien en matière commerciale qu'en matière de faux en écriture publique. Il est évident d'abord qu'une omission ne saurait constituer un faux matériel dans le sens propre et restrictif du terme. Peut-elle constituer un faux intellectuel ? Ni dans l'art. 146, ni dans l'art. 147, il n'est question de l'omission. Ce mot n'étant pas prononcé dans la loi, n'en faut-il pas conclure que l'omission n'est pas comprise au nombre des moyens propres à dénaturer la substance d'un acte ? Nous ne le pensons pas. En réalité, « l'omission est une altération de la vérité, et cette altération non seulement vient se traduire matériellement sur l'acte, par une lacune ou par l'inscription d'une autre opération à l'endroit précis où eût dû être constatée l'inscription omise, mais elle se manifeste encore plus clairement, quand on examine le faux non plus dans l'acte qui le produit, directement, isolément, mais dans les conséquences qui en découlent, et que l'on considère l'acte, non plus à l'endroit précis où l'omission a été commise, mais dans sa substance même. La lacune qu'il contient se répercute, en effet, dans tout l'ensemble de l'acte, modifie les totaux, s'il en est dressé, donne naissance à une série d'énonciations mensongères, desquelles résultera la constatation d'un fait faux que l'on présente pour vrai (c. pén., art. 146), et l'altération d'un fait que le registre avait pour objet de constater » (c. pén. art. 147, § 3) (Garraud, n° 136). Conf. André Morillot, *Revue critique de législation*, 1876, p. 478 et suiv. ; Blanche, t. 3, n° 223 ; Nypels, p. 47k. — Au reste, la jurisprudence de la cour de cassation s'est formellement affirmée dans ce sens (Crim. cass. 5 juin 1807, aff. Dessablons, *Bull. crim.*, n° 123 ; Crim. rej. 6 mars 1851 *Bull. crim.*, n° 86), 30 déc. 1853, aff. Brown, D. P. 54. 5. 185-186). « Attendu, dit ce dernier arrêt, que l'ensemble des articles de recettes et dépenses, portés en ces livres, forme une situation définitive qui, de vraie, peut devenir fausse, non seulement par l'altération matérielle, consistant à inscrire des sommes inférieures à celles qui ont été reçues, mais encore par l'altération de la vérité résultant de l'omission volontaire et frauduleuse de certains articles en entier ; que ces omissions dénaturent, au même degré, sinon à un degré plus fort, la substance et les circonstances de l'acte ; qu'à leur aide et au moins par le chiffre total des balances, le comptable arrive, en réalité, à constater comme vrais des faits faux, etc. ». Conf. en matière commerciale Crim. rej. 23 mars 1876, aff. Sesson, D. P. 77. 1. 192.

**234.** — 2° *Questions au jury.* — Quand un fonctionnaire est accusé d'avoir commis un faux dans l'exercice de ses fonctions, il est hors de doute que la qualité du fonctionnaire et le fait que le fonctionnaire a agi dans l'exercice de ses fonctions doivent être formellement déclarés par le jury et, par conséquent, compris dans les questions soumises à celui-ci. « Puisque la qualité en laquelle l'agent a commis le crime modifie la pénalité, il importe de l'énoncer d'une manière claire et formelle dans la question posée au jury »



(Garraud, n° 172. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 691; Blanche, t. 3, n° 194; Nouguier, t. 4, vol. 1, n° 2713; Nypels, p. 467). La cour de cassation l'a formellement décidé par plusieurs arrêts (Crim. cass. 5 oct. 1843, *Bull. crim.*, n° 257); 11 déc. 1890 (1). Conf. Crim. cass. 17 brum. an 8, *Bull. crim.*, n° 99; 14 août 1830, aff. Mariotti, *Rép.* n° 193; 24 avr. 1851, aff. Jasseau, D. P. 51. 5. 265).

Ajoutons qu'il convient de demander au jury, en cas pareil, non pas si l'accusé était fonctionnaire ou officier public, ce qui serait une question de droit du ressort de la cour d'assises, mais si, étant maire, notaire, huissier, etc..., il a commis tel fait. Le jury, en effet, n'est juge que du point de fait (Crim. cass. 31 mars 1882, aff. Isnard, *Bull. crim.*, n° 91. Conf. Garraud, n° 233; Blanche, n° 230, p. 498, note 1. — Conf. en matière d'abus de confiance par officier public : Crim. cass. 12 août 1875, *Bull. crim.*, n° 258; 20 févr. 1879, *Bull. crim.*, n° 47, qui ont jugé dans le même sens).

**235.** Le faux commis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions emporte nécessairement un préjudice causé ou possible. Il s'ensuit que, dans une accusation de ce genre, le préjudice n'a pas besoin d'être l'objet d'une question explicite au jury. Nous avons cité *Rép.* n° 211 un arrêt du 13 oct. 1842 qui l'a ainsi décidé. La jurisprudence s'est affirmée depuis, dans ce sens, par de nombreuses décisions (Crim. rej. 7 mai 1853, aff. Barth, D. P. 53. 5. 229; 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58. 1. 43; 22 sept. 1859, aff. Baudy, D. P. 59. 1. 430; 19 juill. 1860, aff. Colomies, D. P. 61. 1. 107; 17 avr. 1863, *supra*, n° 186; 5 oct. 1865, aff. Letocart, D. P. 66. 5. 226; 19 avr. 1866, aff. Mouillon, D. P. 66. 1. 413; 27 oct. 1887, *supra*, n° 198).

**236.** Rappelons enfin avec le *Rép.* n° 210 que quand le faux a lieu par le moyen de *supposition de personne*, l'art. 145 « n'exige pas que la question posée au jury renferme explicitement celle de savoir si l'accusé a agi sciemment et frauduleusement »; en effet, cette question intentionnelle se trouve toujours virtuellement et implicitement comprise dans celle de savoir si l'accusé est coupable » (Crim. rej. 13 oct. 1842, aff. Couret, *Rép. ibid.*).

§ 3. — Du faux en écritures publiques commis par de simples particuliers (*Rép.* nos 228 à 286).

**237.** Ce faux est prévu par l'art. 147 c. pén., qui punit « des travaux forcés à temps toutes autres personnes qui auront commis un faux en écriture authentique et publi-

que ». Il peut être commis, non seulement par des particuliers, mais encore par des officiers publics agissant en dehors de leurs fonctions. Les mots : *toutes autres personnes* sont, en effet, exclusifs, non pas des fonctionnaires et officiers publics en général, mais des fonctionnaires et officiers publics agissant dans l'exercice de leurs fonctions (Chauveau et Faustin Hélie, n° 703; Blanche, n° 234; Garraud, n° 181).

**238.** La loi n'a pas détaché, dans l'art. 147, pour en faire l'objet de deux dispositions distinctes (comme elle l'a fait dans les art. 145 et 146 à l'égard des fonctionnaires publics), les procédés de faux matériel des procédés de faux intellectuel. Faut-il en conclure que l'art. 147 ne prévoit que le faux matériel en écriture authentique, commis par les particuliers, et que les déclarations mensongères, faites par des personnes non revêtues d'un caractère public, ne sauraient constituer le crime de faux, alors même qu'elles seraient contenues dans un acte authentique ? L'affirmative a été soutenue par des civilistes éminents (Aubry et Rau, t. 1, § 65, note 5; Bonnier, *Traité des preuves*, t. 2, n° 530), mais cette opinion qui, si elle était fondée, laisserait impunies les déclarations mensongères les plus graves, consignées dans des écrits authentiques, notamment dans les actes de l'état civil, a été repoussée par les criminalistes (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 714; Garraud, n° 126; Blanche, n° 222). V. surtout Garraud qui a discuté à fond la question dans sa note 28, p. 160). — Quant à la jurisprudence, elle a toujours décidé que les fausses déclarations faites aux officiers publics, chargés d'en dresser acte, peuvent, si elles réunissent les autres conditions du crime, constituer l'élément matériel d'un faux en écriture publique passible des peines de l'art. 147, c'est-à-dire des travaux forcés à temps. Nous avons cité au *Rép.* n° 272 plusieurs arrêts à l'appui de cette doctrine; on trouvera *infra*, nos 258 et suiv., un grand nombre de décisions plus récentes rendues dans le même sens. Plusieurs codes nouveaux ont érigé ces fausses déclarations en délit spécial. Nous citerons l'art. 227 du code pénal néerlandais de 1881, ainsi conçu : « Celui qui fait insérer dans un acte authentique une fausse déclaration concernant un fait dont l'acte doit prouver la vérité, dans le dessein de faire usage de cet acte ou d'en faire faire usage par d'autres personnes, comme si la déclaration était conforme à la vérité, est, s'il peut résulter quelque dommage de cet usage, puni d'un emprisonnement de six ans au plus ». Et l'art. 279 du code pénal italien de 1889 : « Quiconque, au préjudice d'autrui, même si ce préjudice n'a pas été consommé, atteste faussement à un officier public dans un acte authentique, l'identité et l'état de sa propre personne ou

(1) (Mohamed-ben-Mahmoud-ben-Matmatia.) — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi proposé d'office et tiré de la violation par fausse application des art. 147 et 148 c. pén. : — Vu lesdits articles, ensemble l'art. 408 c. instr. crim.; — Attendu qu'un accusé ne peut être condamné pour faux en écriture authentique et publique qu'autant que les questions posées au jury renferment toutes les circonstances caractéristiques de ce crime; — Attendu que la condition principale du faux en écriture authentique et publique est que le faux ait été commis, soit par un fonctionnaire ou un officier public dans l'exercice de ses fonctions ou dans des actes de son ministère, soit par toute autre personne ayant simulé les formes ou contrefait les signatures qui impriment aux actes le caractère de l'authenticité; — Attendu, en fait, que les questions principales posées au jury par le président de la cour d'assises étaient ainsi conçues : — Première question. « Mohamed-ben-Mahmoud-ben-Matmatia est-il coupable d'avoir, depuis moins de dix ans, à Constantine, fabriqué ou fait fabriquer frauduleusement un acte en date du 27 ramadan 1218 (10 janv. 1804), constatant que le nommé Sid-Abdallah-ben-M'hamed-ben-Naamar était propriétaire d'un *ati* ou *aloui* ayant jour au sud, élevé sur l'écurie exposée au sud contiguë à la porte dudit *aloui*, quartier de Bab-el-Kantara, à l'intérieur de Constantine, et frauduleusement apposé ou fait apposer au bas dudit acte des signatures de rédacteurs imaginaires ? » — Deuxième question : « ... Est-il coupable d'avoir, depuis moins de dix ans, à Constantine, fabriqué ou fait fabriquer frauduleusement un acte du 27 doulhidja 1225 (23 janv. 1811) portant vente par Sid-Abdallah-ben-M'hamed-ben-Naamar au nommé Sid-Mustapha-ben-Mohamed-ben-Larbi-ben-Naamar de la totalité de l'*aloui* ci-dessus désigné à la première question et frauduleusement apposé ou fait apposer au bas dudit acte des signatures de rédacteurs imaginaires ? » — Troisième question (même rédaction qu'à la première, sauf les dates et les noms); — Quatrième question (même rédaction qu'à la deuxième...); —

Attendu que, si les questions ainsi posées au jury et affirmativement résolues par lui renferment des éléments de fait et d'intention de nature à constituer des faux en écriture privée, on n'y rencontre aucune des circonstances caractéristiques du faux en écriture authentique et publique; qu'il n'y est point exprimé, en effet, que les actes incriminés aient été dressés ou reçus par des officiers publics, ni que les signatures de rédacteurs imaginaires frauduleusement apposées au bas desdits actes soient les signatures simulées ou contrefaites de quelqu'un de ces officiers publics (notaires, cadis ou adels); — Qu'il y a donc lieu de reconnaître que la cour d'assises, en prononçant contre le demandeur, à la suite du verdict affirmatif du jury, la peine des travaux forcés à temps, pour faux en écriture authentique et publique, et usage de ces faux, a fausement interprété et appliqué les art. 147 et 148 c. pén.; — Attendu, d'autre part, que si le caractère authentique des pièces arguées de faux, ne résultait d'aucune des questions posées, il ne ressortait pas d'ailleurs de la teneur de l'arrêt de renvoi ou de celle de l'acte d'accusation; — Qu'à la vérité, le dispositif de l'arrêt de renvoi littéralement reproduit à la suite de l'acte d'accusation énonce que le demandeur est accusé d'avoir commis des faux en écriture authentique et publique, mais que cette énonciation, qui implique la solution d'un point de droit sur lequel le jury n'avait pas à statuer, n'est précédée ou accompagnée d'aucune circonstance de fait propre à justifier la qualification donnée aux faux incriminés; — Que, dans ces conditions, les questions posées par le président de la cour d'assises ayant purgé l'accusation, l'arrêt entrepris ne doit être annulé qu'en ce qui touche la peine appliquée; — Par ces motifs; — Casse et annule, mais seulement en ce qu'il a prononcé contre Mohamed-ben-Mahmoud-ben-Matmatia la peine des travaux forcés à temps.

Du 11 déc. 1890. — Ch. crim.-MM. Loew, pr.-de Larouvière, rap.-Reynaud, av. gén.

de la personne d'autrui, ou autres circonstances de fait, dont cet acte était destiné à servir de preuve, est puni, quand ce fait ne constitue pas un délit plus grave, de quatre mois à un an de réclusion, et de neuf à trente mois s'il s'agit d'un acte de l'état civil ou de l'autorité judiciaire».

L'art. 147 c. pén. indique trois modes par lesquels le faux peut être commis : la contrefaçon ou altération d'écritures, la fabrication de conventions, l'altération de clauses et de faits dans des actes destinés à les constater.

**239.** — I. CONTREFAÇON OU ALTÉRATION D'ÉCRITURES OU DE SIGNATURES (Rép. n°s 231 à 246). — 1° *Fausse signature*. — Une différence peut être remarquée entre les termes des art. 145 et 147 ; le premier inculpe, en général, tout faux commis par *fausse signature* ; l'art. 147 ne punit que la *contrefaçon* ou l'*altération* des signatures. Faut-il conclure de cette différence dans les termes que la signature d'un nom idéal ou inconnu ne serait réprimée que si elle était l'œuvre d'un fonctionnaire public agissant dans sa fonction ? M. Garraud le pense (n° 143), mais la jurisprudence a depuis longtemps décidé la négative, et proclamé, dans de nombreux arrêts, que, malgré la différence des termes, les art. 145 et 147 prévoient le même fait, et inculpent, l'un et l'autre, la fabrication des signatures (même idéales ou de

personnes inconnues) comme l'altération des signatures (Aux arrêts cités dans ce sens Rép. n° 234, *Add.* : Crim. rej. 13 juin 1846, aff. Fournier, D. P. 46. 4. 295 ; 41 janv. 1866, *Bull. crim.* n° 10). Cette jurisprudence nous paraît fondée et nous y souscrivons d'autant plus volontiers que la supposition d'une signature, même idéale, peut avoir le même résultat que si elle était réelle ; une signature étant une garantie, elle peut tromper les tiers en les engageant à traiter ou à faire une opération que, sans elle, ils n'auraient pas faite. Toutefois nous ajouterons avec Nypels, p. 484, qu'une pareille signature peut aussi être tout à fait inoffensive, auquel cas elle ne tomberait pas sous l'application de la loi pénale. Tel serait le cas d'un faux billet à ordre signé d'un nom imaginaire au profit du faussaire lui-même et non muni de l'endos de ce dernier (Bruxelles, 27 juin 1868) (1).

**240.** En général, il y a fausse signature toutes les fois que celui qui souscrit un acte le signe d'un nom qui ne lui appartient pas (Rép. n° 231). Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que le faussaire ait imité la vraie signature de la personne dont il usurpe le nom ; il suffit qu'il donne le nom qu'il inscrit comme étant sa signature (V. arrêts cités Rép. n° 232, et en outre Crim. cass. 7 sept. 1876 (2) ; C. cass. de Belgique, 4 janv. 1847 (3) et 29 avr. 1861 (4) ; Conf. Chauveau

(1) (Min. publ. C. Ortelberger.) — LA COUR ; — En ce qui concerne le second faux imputé au prévenu Ortelberger et consistant en un billet à ordre d'un import de 300 florins des Pays-Bas, daté de Rotterdam, 10 févr. 1868, payable à trois mois, souscrit en faveur d'Ortelberger lui-même et à son ordre, et revêtu de la signature Marchers et fils : — Attendu qu'il est résulté de l'instruction que ce billet est bien l'œuvre du prévenu, mais que la signature qu'il y a apposée est celle d'un être imaginaire ; — Attendu que ledit billet n'est pas muni de l'endos du prévenu, à l'ordre duquel il est souscrit ; — Que tel qu'il est, il ne constitue pas autre chose que l'obligation d'une personne inexistante envers le prévenu lui-même, obligation dépourvue par elle-même de toute valeur et dont la remise à un tiers, *in statu quo*, n'était pas susceptible de causer un préjudice quelconque ; — Attendu que ce n'est que pour autant que le billet eût été revêtu de l'endos du prévenu que le faux aurait été complet, c'est-à-dire qu'il se serait trouvé confectionné de manière à nuire, sans autre addition, à celui qui en aurait été porteur, en faisant croire à ce dernier qu'il avait entre autres pour débiteurs les sieurs « Marchers et fils » tandis que ceux-ci ne sont que des êtres fictifs ; — D'où il suit que ledit billet dans l'état d'inachèvement où il se trouve ne constitue pas le faux criminel ; — Par ces motifs, renvoie le prévenu du chef de la seconde prévention de faux mise à charge.

Du 27 juin 1868. — C. de Bruxelles, 4<sup>e</sup> ch.

(2) (Jules-Clément Teissier.) — LA COUR ; — Sur le moyen formulé sous le n° 7 du mémoire et pris de ce que le juge d'instruction n'aurait pas recueilli certains renseignements, et n'aurait pas procédé à certaines informations sur la demande de Teissier au cours de la procédure écrite : — Attendu que Teissier ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation ; que, par suite, ce moyen n'est pas recevable ; — Sur les premier, deuxième et troisième moyens, tirés de la fausse application et de la violation des art. 147 et 150 c. pén., en ce qu'il ne résulterait pas des questions résolues affirmativement par le jury que le demandeur eût imité des signatures fausses, parmi lesquelles plusieurs n'appartiendraient pas à des personnes réellement existantes ; — Attendu que les faits reconnus constants par le jury présentent, ainsi que la cour d'assises l'a reconnu avec raison, tous les éléments constitutifs du crime de faux en écriture privée ; qu'il était inutile de rechercher et de constater, au point de vue du caractère criminel du faux, si l'accusé avait plus ou moins imité les signatures fausses, et si ces signatures avaient été attribuées à des êtres imaginaires ; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 7 sept. 1876. — Ch. crim. — MM. Saint-Luc Courborieu, rap. — Desjardins, av. gén.

(3) (Bossert.) — LA COUR ; — ... Attendu que c'est également en vain que le demandeur prétend qu'en apposant à l'acte de remplacement dont il s'agit la signature du notaire Stevens, il n'a pu commettre le crime de faux par contrefaçon de signature, puisqu'il n'a aucunement cherché à contrefaire, c'est-à-dire à imiter la signature de ce fonctionnaire public, afin d'en saisir la ressemblance ; qu'il est au contraire constaté au procès, par le rapport des experts, que les pièces incriminées sont, d'un bout à l'autre, l'œuvre du demandeur qui n'a pas même cherché à déguiser son écriture ; — Attendu, en effet, que pour qu'il y ait faux dans la confection et l'emploi d'une signature qui n'est pas celle de la personne de qui elle paraît être, il n'est pas nécessaire

que l'on ait cherché à imiter l'écriture de cette personne ; — Attendu qu'une fausse signature constitue nécessairement la contrefaçon d'une signature, puisque le crime de faux ne saurait dépendre de la plus ou moins exacte imitation de la signature vraie ; qu'il y aura donc contrefaçon de signature et crime de faux toutes les fois qu'à dessein de nuire il aura été fabriqué la signature d'un nom qui n'appartient pas à celui qui aura fait et employé cette signature ; — Rejette.

Du 4 janv. 1847. — C. cass. de Belgique, 2<sup>e</sup> ch. — MM. de Sauvage, pr. — Vanlaeken, rap. — Delebecque, av. gén.

(4) LA COUR ; — Sur le premier moyen tiré de la fausse application et violation de l'art. 147 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué a assimilé au faux en écriture de commerce, puni par cet article, la contrefaçon de lettres de commande de marchandises, laquelle ne constitue qu'un faux en écriture privée prévu par l'art. 150 du même code ;

Et sur les deuxième et troisième moyens, déduits subsidiairement de ce que, en admettant qu'en principe de telles lettres tombent sous l'application de l'art. 147, cet article n'en aurait pas moins été violé par l'application qui en a été faite dans l'espèce au demandeur, sans qu'il fût constaté que l'auteur principal Piroton, déclaré coupable de faux, eût la qualité de négociant, ni que les marchandises qui faisaient l'objet des lettres de commande rentrassent dans son commerce et dans celui des personnes auxquelles elles étaient adressées ; double circonstance requise pour donner à ces lettres le caractère d'écritures commerciales ; — Considérant que le code de commerce (art. 632) répute actes de commerce toutes obligations entre négociants ; — Considérant que la lettre par laquelle un négociant commande à un autre négociant des marchandises qui font l'objet de leur commerce respectif, contient la promesse implicite de payer éventuellement le prix des marchandises commandées, et engendre ainsi une obligation commerciale ; que, partant, la contrefaçon d'une telle lettre constitue un faux en écriture de commerce, tombant sous l'application de l'art. 147 c. pén. ; — Considérant que le caractère commercial de l'écriture contrefaite ne dépend pas de la qualité de négociant dans le chef du faussaire, mais consiste en ce que cette qualité appartient à la personne dont le nom a été employé dans ladite écriture ; — Considérant que des réponses données par le jury aux soixante-troisième et quatre-vingtième questions, il résulte que : « Piroton s'est rendu coupable de faux par contrefaçon d'écriture et de signature pour avoir, sous la date du 16 août 1860, à Ferrières, écrit et signé sous le nom de l'épouse Lambertys-Otte, négociante, une lettre adressée au sieur Staes, négociant à Liège, à l'effet de se faire remettre par ce dernier des pantalons d'une valeur de 52 fr., lesquels rentrant dans leur commerce respectif, ont effectivement été remis à l'accusé ; et que le demandeur en cassation Nicolas Natalis a été déclaré coupable de s'être rendu complice de ce faux en recélant sciemment en tout ou partie les objets en provenant ; » — Considérant que ce fait ainsi caractérisé et constaté par les réponses du jury aux soixante-troisième et quatre-vingtième questions présente tous les éléments du faux et de la complicité du faux en écriture de commerce et justifie pleinement l'application qui a été faite au demandeur des art. 147 et 62 c. pén., dût-on même admettre, comme celui-ci le soutient, que les autres faits dont il a été déclaré coupable ne présentent pas tous les mêmes éléments et ne constitueraient par suite que des faux en écriture privée ;

Sur le quatrième moyen, violation, sous un autre rapport,

et Faustin Hélie, n° 704); et il serait indifférent qu'il eût fait précéder cette signature fausse du mot *signé* (Poitiers, 16 nov. 1846, aff. Bernard, D. P. 47. 2. 125). — Il y a également faux par fausse signature lorsque le faussaire n'a usurpé qu'un prénom (Crim. cass. 7 août 1812; Crim. rej. 29 sept. 1836, *Rép.* n° 238). — Il y a même faux dans le fait d'apposer sur un acte son propre nom pour simuler la présence d'un autre individu *porteur du même nom*, et qui seul avait droit de figurer dans l'acte. Deux arrêts de la cour de cassation du 30 juill. et 13 oct. 1836 cités au *Rép.* n° 236 l'ont ainsi jugé. Mais ce fait nous paraît constituer un faux par supposition de personne, et non par fausse signature, car celui qui signe du nom qui lui appartient n'altère pas, par ce fait, la vérité (V. en ce sens: Besançon, 13 oct. 1853, aff. Jacoutot, D. P. 56. 5. 218).

**241.** La déclaration de *ne savoir signer*, faite dans un acte notarié, équivaut à une signature. Il y a donc, ainsi que l'ont déclaré les arrêts rapportés au *Rép.* n° 237, faux de la part de celui qui, pour tromper la personne avec laquelle il traite par-devant notaire, prend dans l'acte qu'il ne signe pas, sur le motif qu'il ne sait pas écrire, un nom qui n'est pas le sien. — Mais l'apposition d'une ou plusieurs *croix* sur un acte privé n'équivaut pas à une signature, et ne peut être l'élément matériel d'un faux (*Rép.* n° 235).

Ne commet pas un faux l'individu qui prend par écrit un nom qui ne lui appartient pas, s'il est avéré qu'il était notoirement connu dans son pays sous ce nom (V. les arrêts cités au *Rép.* n° 240). Toutefois, il a été jugé que le fait d'avoir apposé comme signature, au lieu du vrai nom, un nom d'emprunt, même qu'on porte habituellement, constitue un faux, s'il est reconnu qu'il y avait possibilité et intention de causer par ce moyen un préjudice (Crim. rej. 30 mars 1854, aff. Macé, D. P. 54. 5. 380).

**242.** Signalons encore, relativement à l'apposition de fausses signatures, deux arrêts rendus depuis la publication du *Répertoire*. Par l'un de ces arrêts, la cour de cassation a jugé, avec raison, que le fait d'avoir apposé au dos d'un billet une fausse signature, dans le but de faire croire à la personne à qui on faisait payer le montant du billet qu'elle conservait un recours contre l'auteur de cette prétendue signature, constitue un faux punissable d'après la loi (Crim. rej. 10 déc. 1852, *Bull. crim.*, n° 399). Elle a jugé, aussi par le second arrêt, que le fait, par un individu, d'avoir contrefait la signature d'un tiers dans des déclarations ou actes devant notaire par lesquels il s'engageait à prendre en prêt à intérêt des sommes pour lesquelles il offrait une affectation hypothécaire sur les propriétés de ce tiers, réunit tous les caractères du crime de faux (Crim. cass. 14 oct. 1854, *Bull. crim.*, n° 304). Ce même arrêt a encore reconnu, avec non moins de raison, que la fausse signature apposée sur un acte notarié resté imparfait par suite de circonstances étrangères au prévenu constitue une tentative de faux prévue par les art. 2 et 147 c. pén. (V. aussi Crim. cass. 20 août 1857, cité *supra*, n° 118; Nîmes, 19 déc. 1878, cité *supra*, n° 203).

**243.** Sur la règle, admise par la jurisprudence, qu'un inculpé poursuivi en justice ne commet pas de faux punissable quand, dans l'exercice de son droit de défense, il cache son individualité sous un nom supposé, et signe de ce nom ses interrogatoires, V. *supra*, n° 127.

**244.** — 2° *Contrefaçon ou altération d'écritures.* — La contrefaçon suppose qu'on a fabriqué l'écriture ou l'acte tout

entier; l'altération suppose que l'acte a été falsifié seulement dans une de ses parties essentielles (Nypels, 484). M. Garraud, n° 182, s'exprime, sur la contrefaçon ou altération d'écritures, dans les termes suivants, qui méritent d'être remarqués: « La contrefaçon ou altération d'écriture est, en général, accompagnée de celle de la signature; car un acte non signé ne saurait porter préjudice à autrui, puisqu'il n'a, par lui-même, aucune valeur. Cependant, on peut très bien concevoir une contrefaçon ou une altération d'un corps d'écriture tracé au-dessus d'une signature véritable, et c'est le cas que prévoit ici la loi. Il y a donc contrefaçon ou altération de ce genre toutes les fois que, dans un corps d'écriture, on ajoute, on retranche ou l'on corrige une phrase, un mot, une lettre devant changer le sens d'une disposition et en dénaturer la substance, ou bien quand, à un corps d'écriture, on en substitue un autre, soit en enlevant les premiers caractères, à l'aide de procédés chimiques ou mécaniques, soit en adaptant par-dessus un autre papier, soit même en rapportant, au pied d'un corps d'écriture faux, une signature non altérée ».

**245.** Une rature est incontestablement une altération. Ainsi celui qui rature l'acquiescement qui se trouve au dos d'un effet de commerce dans le but d'obtenir une seconde fois le paiement de cette valeur, se rend coupable du faux prévu par l'art. 147 (Crim. cass. 20 juin 1844, aff. Célarié, *Rép.* n° 350-3°).

L'altération de la date, dans un acte sous seing privé, commise par un tiers, en vue de modifier cet acte entre ceux pour lesquels il fait foi, et d'en tirer un moyen de preuve frauduleux contre l'une des parties auxquelles cet acte est opposable, constitue aussi le faux prévu par l'art. 147. « Cette altération, dit la cour de cassation, est une cause de préjudice possible, qui peut même affecter la fortune des contractants » (Crim. rej. 24 janv. 1861, aff. Tommasi, D. R. 61. 5. 232).

**246.** Nous avons dit au *Rép.* n° 241 qu'une contrefaçon ou altération d'écriture ne revêt le caractère de crime de faux qu'autant qu'elle peut avoir pour effet de causer un préjudice, d'engendrer une obligation. C'est l'application spéciale de cette règle générale commune à toutes les espèces de faux, établie et développée *supra*, n° 123 et suiv., suivant laquelle tout faux en écriture suppose l'altération ou la falsification d'un écrit *pouvant servir de preuve*. Il suit de là qu'une altération qui n'attaquerait pas la substance de l'acte, qui ne lui ôterait rien de son efficacité, ne serait pas un faux punissable, et c'est ainsi qu'il a été jugé que ne constituent pas de faux : 1° l'enlèvement des annotations placées soit à la suite de l'extrait de la liste du tirage délivré par un sous-préfet, soit à la suite d'un certificat de bonne vie et mœurs délivré par un maire, alors que la loi ne prescrivait pas ces annotations et ne leur assignait pas un effet déterminé (Crim. cass. 25 févr. 1836, Grenoble, 8 juill. 1836, aff. Dejaegher, *Rép.* n° 283); — 2° l'enlèvement, par un moyen quelconque, d'une annotation placée au dos d'un congé de libération, indiquant le refus du conseil de recrutement d'admettre le libéré comme remplaçant, à raison d'une infirmité qui le rendait impropre au service militaire (Crim. rej. 19 juin 1851, aff. Dezelus, D. P. 51. 5. 267; Orléans, 3 mai 1852, même affaire, D. P. 53. 2. 68); — 3° Le fait, par un militaire libéré, d'avoir substitué sur son congé, en vue de contracter un remplacement, le mot *obtemu*, se référant au certificat de bonne conduite mentionné dans ce congé, au mot *refusé*, qui y avait

de l'art. 147 c. pén., en ce que l'accusé principal, n'ayant pas été traduit devant la cour d'assises sous la prévention de faux par contrefaçon d'écriture et de signature, le président ne pouvait, en s'écartant des termes de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, poser au jury des questions tendant à faire rentrer les faits de la prévention sous l'application dudit article en l'absence de toute expertise constatant la contrefaçon, et alors qu'il était établi que l'accusé avait écrit de son écriture habituelle les lettres arguées de faux; — Considérant que la contrefaçon d'écriture et de signature ne consiste pas essentiellement dans l'imitation d'écritures et de signatures véritables; — Qu'il suffit pour qu'il y ait contrefaçon dans le sens de la loi pénale, qu'en fabriquant un écrit et une signature, on les attribue faussement à une personne dont ils n'émanent point, et dont à cet effet on emploie le nom dans un but criminel; — Considérant qu'aux

termes de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, l'accusé principal était traduit devant la cour d'assises sous la prévention de faux en écriture de commerce, pour avoir écrit et signé, au nom de négociants y désignés, des lettres qu'il avait adressées à d'autres négociants dans le but de se faire délivrer des marchandises; — Considérant que ces faits ainsi qualifiés constituaient évidemment des faux par *contrefaçon d'écritures et de signatures*, et que le président de la cour d'assises en insérant ces dernières expressions dans la position des questions, ne s'est point écarté des faits résumés dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation...

Par ces motifs; — Rejette le pourvoi, condamne le défendeur aux dépens.

Du 29 avr. 1861. — C. cass. Belgique, 2° ch.-MM. Petauf, f. f. pr.-le baron de Crassier, rap.-Cloquette, av. gén., c. conf.

été écrit (Crim. cass. 8 mai 1856, aff. Grégoire, D. P. 56. 1. 370).

247. Il en serait autrement, évidemment, si l'annotation écrite en marge d'un acte, bien qu'étrangère à sa substance, formait un acte particulier et distinct opérant obligation ou décharge; dans ce cas, l'altération de cette annotation pourrait constituer un faux (Conf. arrêts précités des 15 févr. 1836 et du 1<sup>er</sup> déc. 1842). Tel serait le cas d'une altération sur une quittance de prix écrite en marge d'un acte de vente (Rép. n° 284); tel serait aussi le cas d'une altération des mentions constatant le montant des droits perçus, faites par les greffiers, en marge ou à la suite des expéditions qu'ils délivrent, en exécution des prescriptions légales du décret du 23 mai 1854, car ces mentions ont pour but et pour effet d'établir la régularité de la perception et aussi de constater pour les parties le montant des sommes perçues (Crim. cass. 5 avr. 1855, aff. Satger, D. P. 55. 1. 268). — Signalons aussi un récent arrêt de la cour de cassation qui a jugé que lorsqu'un accusé a frauduleusement fait subir des altérations matérielles dans un acte d'opposition à un jugement dressé par un huissier, dans le but de faire croire faussement que cet acte avait été signifié au domicile de l'opposant, alors qu'il l'avait été à une autre adresse, et d'obtenir contre ce dernier un jugement définitif, il commet un faux en écriture authentique. Ce point ne pouvait pas, suivant nous, faire difficulté (Crim. rej. 16 juill. 1887, aff. Demange, *supra*, n° 209).

248. — II. FABRICATION DE CONVENTIONS, DISPOSITIONS OU DÉCHARGES (Rép. n° 247 à 264). — Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 247, ce mode de faux s'opère soit par supposition d'écrits, soit par supposition de personne.

249. — 1<sup>re</sup> Supposition d'écrits. — Le faux par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, s'opère par supposition d'écrits, quand l'écrit fabriqué renferme, à la charge de la personne de laquelle il est supposé émaner, un acte rentrant dans l'une ou plusieurs de ces quatre catégories d'actes. — Ainsi commet le crime de faux par supposition d'écrits portant obligation : celui qui énonce, même d'une manière très brève, dans une lettre missive faussement signée du nom d'un tiers, une prétendue dette du signataire envers la personne à laquelle la lettre est adressée; cette mention, si brève et si peu détaillée qu'elle soit, peut, en effet, être considérée comme une reconnaissance de dette, et peut préjudicier, par conséquent, à l'individu auquel la lettre est mensongèrement attribuée (Crim. rej. 28 nov. 1840, aff. Seligmann, Rép. n° 313); — Celui qui tire sous un nom supposé et sans chercher à contrefaire la signature d'un tiers, une lettre de change qu'il accepte lui-même (Crim. rej. 10 sept. 1807, aff. Hermann, Rép. n° 291), ou qui prête sa main à l'écriture d'une lettre de change qui est aussi tirée sous un nom supposé (Même arrêt); — Celui qui fabrique à son profit une lettre de change signée des faux noms d'un tireur et d'un accepteur (Crim. rej. 10 août 1815, aff. Perthon, Rép. n° 292); — Celui qui, pour accréditer une lettre de change, y fait figurer un tireur et des endosseurs qui n'existent pas ou qui n'y sont point intervenus, et la met en circulation revêtue de sa propre signature (Crim. rej. 4 sept. 1807, aff. Attier, Rép. n° 296); — Celui qui fabrique sous un faux nom une lettre de change, bien que cette lettre soit à l'ordre du tireur lui-même, que ce prétendu tireur se soit borné à apposer sa signature en blanc au dos dudit effet, et que ce premier endossement irrégulier ne soit suivi que d'un autre endossement également en blanc (Crim. rej. 8 avr. 1843, aff. Allary, Rép. n° 294); — Celui qui fabrique ou fait fabriquer sous des faux noms un acte d'engagement militaire (Crim. rej. 15 févr. 1877, aff. Boyer, *supra*, n° 188).

250. Commet un faux par fabrication de conventions celui qui vend ou qui achète par acte sous seing privé, sous le nom d'un tiers pris dans l'acte même (Crim. cass. 3 oct. 1817, aff. Armendat, Rép. n° 344); — Et aussi celui qui signe la reconnaissance d'un prêt d'argent à lui consenti, d'un faux nom et avec l'indication d'un faux domicile (Crim. rej. 27 mars 1806, aff. Perret, Rép. n° 113-3<sup>o</sup>).

Constitue un faux par fabrication de décharges la fabrication d'une quittance qu'un débiteur a frauduleusement fait signer à son créancier en la lui présentant comme n'ayant qu'une valeur inférieure à celle qu'elle avait réellement (Crim. rej. 26 août 1824, Rép. n° 249).

251. Il y a aussi crime de faux par supposition d'écrits dans la fabrication de diplômes constatant la capacité nécessaire pour exiger certaines professions, tels que ceux de bachelier, docteur en médecine, etc. (V. *supra*, n° 187). La même solution s'appliquerait évidemment à la fabrication d'un certificat de capacité pour l'instruction primaire.

252. La seconde partie de l'alinéa 3 de l'art. 147 prévoit l'insertion, après coup, de conventions, dispositions, obligations ou décharges dans les actes. Telle serait notamment l'insertion frauduleuse faite après coup, dans un carnet ou livre de banque, de la fausse mention d'un paiement effectué (Crim. cass. 27 juill. 1849, Bull. crim., n° 182); ou encore l'intercalation dans un billet, après qu'il a été endossé par un tiers, de la ratification d'une vente qui était étrangère à l'objet du billet (Crim. cass. 22 juill. 1858, aff. Nancasse, D. P. 58. 1. 425). — On trouve des applications de la même règle dans les arrêts suivants : Crim. cass. 13 mars 1850, cité *supra*, n° 192-2<sup>o</sup>; 7 avr. 1853, cité *supra*, n° 183-2<sup>o</sup>; Crim. rej. 12 mai 1859, cité *supra*, n° 156-3<sup>o</sup>.

253. Au reste, l'art. 147 c. pén. est conçu dans un sens très général et non restrictif, et il est reconnu en jurisprudence qu'il punit toute contrefaçon de signatures et toute fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges ayant un but frauduleux. C'est ainsi qu'il a été jugé que présentent les caractères de faux punissables les actes fabriqués par un individu pour faire croire à la vente d'une maison lui appartenant et frustrer ses créanciers, tels qu'un acte de location, une quittance de loyers, le tout revêtu de la fausse signature du prétendu acheteur (Crim. cass. 4 mars 1875, *supra*, n° 132).

254. Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 250, celui qui fait fabriquer un écrit faux doit être considéré comme auteur du faux et passible de poursuites en cette qualité, aussi bien que celui qui a directement fabriqué l'écrit. C'est un point désormais constant en jurisprudence. Aux arrêts cités Rép. *ibid.* Adde : Crim. rej. 6 avr. 1838, aff. Guillaume, Rép. n° 352; 28 janv. 1868, aff. Farrudjia, D. P. 69. 5. 83; 12 févr. 1874, cité *supra*, n° 159. En fait, presque toutes les qualifications en cour d'assises sont, dans l'usage, ainsi conçues : « ... d'avoir frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer... ».

255. La tentative de fabrication de fausses dispositions entraîne l'application de l'art. 147 quand elle s'est manifestée par un commencement d'exécution et n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'agent (Conf. Garraud, t. 3, p. 274, note). Cela ne saurait faire de doute, le crime de faux comportant l'application des règles de la tentative comme les autres crimes. Un arrêt de rejet du 25 juill. 1861, Bull. crim., n° 162, a reconnu que la tentative de faux en écriture privée est prévue par la loi pénale comme le crime de faux lui-même. Un arrêt plus ancien, signalé au Rép. n° 296 (Crim. rej. 4 sept. 1807, aff. Assier), avait déjà décidé qu'il y a tentative de faux par fabrication d'obligation, de la part de l'individu qui, dans le dessein de faire circuler des lettres de change, en fait graver les modèles sur les traites originales des banquiers dont il se propose d'emprunter les noms et de contrefaire les signatures.

256. Nous avons dit au Rép. n° 252 qu'il n'y a fabrication de conventions ou dispositions dans le sens de l'art. 147, § 2, qu'autant que l'acte qui les contient est complet, régulier, et, par conséquent, signé. En principe, un acte dépourvu de signature est, en effet, sans valeur, non susceptible de causer un préjudice, et, dès lors, il ne saurait constituer l'élément matériel d'un faux punissable. La cour de cassation n'a fait qu'appliquer cette doctrine lorsqu'elle a décidé, par un arrêt du 13 mai 1887, *supra*, n° 203, qu'est sujet à cassation l'arrêt qui renvoie un individu devant la cour d'assises, pour avoir commis le crime de faux en écriture publique en fabriquant, ou en faisant fabriquer une mention fausse d'enregistrement sur des conventions privées, sans qu'il résulte, ni du résumé de l'arrêt ni de l'exposé sommaire des faits, que cette mention ait été suivie d'une fausse signature. — Elle a jugé, de même, par un autre arrêt du 27 nov. 1886, *supra*, n° 203 que lorsqu'un accusé est traduit devant la cour d'assises comme coupable d'avoir commis le crime de faux en écriture publique en fabriquant ou faisant fabriquer une fausse mention d'enregistrement sur une convention privée, la

question posée au jury relativement à ce faux doit énoncer, à peine de nullité, que cette mention a été suivie d'une fausse signature. Toutefois, il y a lieu de remarquer que la falsification d'un acte non signé pourrait constituer un faux, si cet acte était de nature à porter préjudice à autrui. Aussi, a-t-il été jugé qu'on doit considérer comme un faux le fait d'avoir fabriqué des extraits de titres présentant l'apparence d'une écriture ancienne, et mentionnant les signatures de ceux qui les auraient rendus ou délivrés, puis de les avoir introduits subrepticement parmi les dossiers des archives du département dans le territoire duquel résidaient les autorités de qui seraient émanés ces titres, afin d'en obtenir des expéditions qui pussent être produites en justice à l'occasion d'un procès (Crim. cass. 16 nov. 1850, aff. de Villers, D. P. 50. 1. 346. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 706).

257. Répétons ici ce qui a déjà été dit au Rép. n° 224, et déjà expliqué *suprà*, n° 126, à savoir que, si l'acte fabriqué est hors d'état de produire aucun effet, soit par sa nature même, soit par l'incompétence de l'officier public auquel il est attribué, la fabrication, tout immorale qu'elle puisse être, échappe à l'action de la loi pénale. Un acte est, en effet, incapable de constituer un faux criminel, s'il ne peut devenir la source d'aucune action ni d'aucun droit. Par application de cette règle, il a été jugé que, s'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait faux consommé, que l'acte faux soit parfait et inattaquable dans toutes ses parties, encore faut-il, surtout en matière authentique, qu'il présente suffisamment d'éléments constitutifs pour le rendre susceptible de discussion; spécialement, qu'il n'y a ni crime de faux, ni tentative de faux, dans le fait, en vue d'obtenir le prêt d'une somme d'argent, de faire dresser par un notaire un acte dans lequel figure un obligé, mais qui ne porte ni indication de créancier, ni signature des témoins ou du notaire (Caen, 18 août 1876, *Journal du droit criminel*, 1877, art. 1003).

Toutefois, « si l'acte, quoique demeuré imparfait, a été frauduleusement fabriqué et était susceptible, dans son état actuel, de causer un préjudice à des tiers, il peut être incriminé à titre de pièce fausse » (Chauveau et Faustin Hélie, n° 707; Conf. Crim. cass. 14 oct. 1854, *suprà*, n° 194-2°; Crim. rej. 13 nov. 1857, aff. Duhamel, D. P. 58. 1. 43).

258. — 2° *Supposition de personnes*. — Nous n'avons plus à justifier la doctrine établie au Rép. n° 256 et admise par les auteurs (Chauveau et Faustin Hélie, n° 707; Garraud, n° 183; Boitard, n° 228), suivant laquelle la fabrication de fausses conventions, obligations ou décharges opérées par un simple particulier dans un acte public au moyen d'une substitution de personne, rend le coupable passible des peines de l'art. 147, encore bien que le faux par supposition de personne soit prévu uniquement dans l'art. 145 relatif aux faux commis par des fonctionnaires publics, et nullement par l'art. 147. La jurisprudence a fait l'application de cette doctrine dans un très grand nombre d'arrêts rendus depuis la publication du *Repertoire*, et qui doivent être ajoutés à ceux cités au Rép. n° 258 et 259. C'est ainsi qu'il a été jugé que commettent le crime de faux en écriture authentique : 1° le militaire qui se fait inscrire sous un faux nom sur un registre matricule d'un corps autre que celui dont il fait

partie (Crim. cass. 3 janv. 1851, aff. Bouchet, D. P. 52. 3. 130); — 2° Le père de famille qui, pour faire admettre au service militaire, en remplacement d'un de ses fils appelé par son numéro, un frère de celui-ci n'ayant pas l'âge requis, le présente au conseil de revision sous les noms et avec les papiers d'un troisième fils remplissant les conditions, et signe l'acte de remplacement dressé d'après ces déclarations mensongères (Crim. cass. 18 juin 1854, aff. Tranchard, D. P. 54. 1. 269); — et il en est de même des deux fils qui concourent, l'un comme remplacé, l'autre comme remplaçant, à cet acte frauduleux (Même arrêt); — 3° L'indigène algérien qui se présente devant le sous-intendant militaire d'une subdivision en Algérie, et contracte, en présence de ce fonctionnaire, un engagement volontaire avec prime, sous un nom qui ne lui appartient pas (Crim. rej. 30 avr. 1883, aff. Eddin-ben-Sliman, *suprà*, n° 188). — Il en serait de même, évidemment, de l'individu qui se présenterait devant un conseil de revision sous le nom d'un tiers appelé par la loi du recrutement, pour y faire valoir des motifs personnels d'exemption (Boitard, n° 228). V. aussi Crim. rej. 23 févr. 1867, *Bull. crim.*, n° 43).

259. Commettent aussi le crime de faux en écriture authentique par supposition de personne : 1° l'individu qui, à l'effet de vendre un immeuble de sa femme, à l'insu de celle-ci, s'est présenté devant le notaire rédacteur de l'acte de vente, accompagné d'une inconnue qu'il a fait passer pour sa femme (Crim. rej. 26 juill. 1866, aff. Clément, D. P. 66. 3. 226); — 2° L'individu qui se présente à un examen de baccalauréat pour un autre et signe son nom dans les diverses circonstances où la signature du candidat est réclamée (Crim. rej. 24 déc. 1863, aff. Sandoz, D. P. 64. 1. 56); — 3° Celui qui, après avoir faussement attesté l'identité d'une femme qui se présente à un bureau de poste avec un mandat adressé à une autre femme décédée, appose lui-même sur le mandat, pour en toucher le montant, la signature de la véritable destinataire (Crim. rej. 25 nov. 1876) (1).

260. Ainsi qu'on l'a vu *suprà*, n° 128, il y a également faux par supposition de personne en écriture authentique dans le fait, par un prévenu, d'avoir usurpé un nom, dans la poursuite judiciaire dont il est l'objet, lorsque ce nom s'applique à un individu déterminé, connu de lui, et que, pour cet individu, il a pu résulter de cette fraude un préjudice quelconque;... — Et aussi dans le fait de s'être présenté devant un tribunal sous le nom d'un tiers, et d'avoir reconnu frauduleusement l'existence d'une prétendue obligation (Crim. rej. 23 sept. 1880, aff. Tandrayapadéatchy, D. P. 81. 1. 489).

261. Se rend aussi, suivant nous, coupable de faux par supposition de personne, l'individu qui se présenterait sous le nom d'un tiers au gardien d'une prison, pour subir une peine au lieu et place de ce tiers (V. Crim. cass. 10 févr. 1827 cité *suprà*, n° 186).

Nous mentionnerons encore, dans le même sens, deux arrêts d'une cour d'appel belge qui ont jugé qu'il y a faux par supposition de personne : 1° dans le fait d'une femme qui, intervenant dans un acte de mariage, se présente comme la mère de la future, pour donner son consentement au mariage (Gand, 11 mai 1852, aff. Notte, *Pastorie belge*, 1852. 2. 206); — 2° Dans le fait d'un individu qui se présente

(1) (Adrien Girard, Marc Poissenot et Marie Fouard, veuve Sapin.) — La cour; — Statuant sur le pourvoi du procureur général près la cour d'appel d'Alger contre l'arrêt rendu, le 21 oct. 1876, par la chambre des appels de police correctionnelle de cette cour : — Attendu que le pourvoi soutient que, si les faits relevés par l'arrêt attaqué peuvent constituer le crime de faux en écriture authentique et publique par supposition de personne, il existerait, en outre, dans ces mêmes faits, des éléments distincts, constitutifs du délit d'escroquerie, différant essentiellement de ceux qui constituent le faux, et que, par suite, la juridiction correctionnelle aurait dû statuer sur cette prévention distincte d'escroquerie; — Mais attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que les prévenus se seraient présentés, le 14 juin 1876, aux bureaux de la poste de Constantine; que là, la veuve Sapin aurait déclaré faussement être la nommée Catherine Pallain, destinataire d'un mandat de 200 fr. sur la poste, alors que ladite Catherine Pallain était décédée antérieurement; que Girard et Poissenot auraient attesté faussement son identité et que Poissenot aurait apposé sa signature sur le mandat, et, Girard, la signature Catherine

Pallain, et qu'à l'aide de ces moyens, Girard se serait approprié la somme de 200 fr., montant du mandat, laquelle lui a été comptée par la poste; — Attendu que la circonstance que Girard aurait apposé au bas du mandat la signature Catherine Pallain et non la sienne ne change rien à la nature des faits; qu'une irrégularité dans les formalités qui doivent accompagner un acte public ne fait pas disparaître le caractère légal des fausses déclarations faites dans un but criminel; — Attendu que l'arrêt attaqué, constatant et appréciant les circonstances ci-dessus rappelées, ajoute que, loin qu'on puisse distinguer dans les faits une escroquerie et un faux, le fait de la réception du montant du mandat immédiatement après l'apposition des signatures se lie si intimement au faux que les deux faits se confondent et ne peuvent être relevés séparément; — Attendu que, par cette appréciation souveraine des faits, l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de la loi;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 25 nov. 1876.—Ch. crim.—MM. Barbier, rap.—Robinet de Cléry, av. gén.



mensongèrement, devant l'officier de l'état civil, comme frère du futur époux, et signe de ce nom, comme témoin, dans un acte de mariage (Gand, 14 août 1855, aff. de Mulder, *Pasirisie belge*, 1858. 2. 103).

**262.** Nous avons déjà dit au *Rép.* n° 260 que, pour qu'il y ait faux par supposition de personne, il n'est pas nécessaire que celui qui s'est fait passer pour un tiers ait pris par écrit le nom qu'il usurpait; il suffit qu'il ait participé par ses fausses déclarations à la fabrication de l'acte destiné à les constater, bien qu'il n'ait pas lui-même écrit ni signé cet acte. M. Garraud fait très bien remarquer à ce sujet (n° 127, note 29) que « l'officier public n'est, dans l'espèce, que le porte-plume des parties; il écrit ce qu'on lui dicte, et la pièce rédigée se trouve fautive, sans que le déclarant ait eu à concourir matériellement à sa rédaction, par cela seul qu'elle a été dressée sur sa propre déclaration » (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 708). Ce point ne fait plus aucun doute en jurisprudence. Aux arrêts cités au *Rép.* n° 260 : *Add.* : Crim. cass. 15 juin 1854, aff. Tranchard, D. P. 54. 1. 259; 3 mai 1856, aff. de Villers, D. P. 56. 1. 270; 23 avr. 1859, aff. Soulier, D. P. 59. 5. 188; 18 avr. 1878, aff. Ahmed-ben-Mohamed, D. P. 79. 1. 93; Crim. rej. 15 mai 1885 (1).

Mais il est indispensable, évidemment, ainsi que nous l'avons rappelé au *Rép.* n° 264, que la supposition ait donné lieu à de fausses écritures, car autrement, sans cette condition matérielle du crime, il ne saurait y avoir faux en écriture. Au reste, il est à remarquer que, d'après une jurisprudence bien établie, le faux par supposition de personne n'est qu'un élément du faux par fabrication de convention et ne constitue pas un crime spécial et distinct (Crim. rej. 24 juill. 1851, *Bull. crim.*, n° 304; 23 févr. 1867, cité *supra*, n° 258).

**263.** Pour terminer ce qui est relatif à la supposition de personne, mentionnons que l'arrêt cité *supra*, n° 262, du 23 févr. 1867, a jugé avec raison que celui qui a coopéré comme agent principal à la supposition de personne par sa présence chez un noiaire et la discussion avec lui des fausses déclarations insérées dans l'acte, peut être réputé non seulement complice, mais coauteur du faux.

**264.** — III. ADDITION OU ALTÉRATION DE CLAUSES, DE DÉCLARATIONS OU DE FAITS QUE LES ACTES AVAIENT POUR OBJET DE RECEVOIR ET DE CONSTATER (*Rép.* n° 267 à 286). — Le faux que

(1) (Marie-Lazarine-Camille-Antoinette Nègre.) — LA COUR; — Sur le moyen tiré de la violation des art. 145, 146, 147 c. pén., en ce que la fille Nègre aurait été condamnée pour faux en écriture authentique, comme ayant pris dans son acte de mariage le faux nom de Maria Giberge, alors, cependant, qu'elle n'avait pas signé ledit acte; — Attendu que, le crime de faux résulte de la fausse déclaration faite devant l'officier public chargé de recevoir ladite déclaration et qu'aucun texte de loi n'exige que l'acte ainsi dressé soit signé par l'accusé : — Attendu que la peine prononcée étant justifiée par les déclarations du jury concernant ce chef d'accusation, il est ainsi sans intérêt d'examiner le grief élevé contre l'autre chef; — Attendu, en outre, que la procédure est régulière; — Rejettes le pourvoi, etc.

Du 15 mai 1885.—Ch. crim.—MM. Auger, rap.—Loubers, av. gén.

(2) (Min. publ. C. Van de Wiele.) — M. Dumont, substitut de M. le procureur général près la cour de Gand, fit, le 21 janv. 1860, un réquisitoire ainsi conçu : « — Vu les pièces de la procédure instruite à la charge de Bruno Van de Wiele, âgé de trente ans, journaliste, né à Waereghem et y domicilié, inculpé d'avoir, le 23 juin 1858, commis le crime de faux en écriture publique, pour avoir, à cette date, déclaré à l'officier de l'état civil de Courtrai qu'un enfant nouveau-né, qu'il présentait pour qu'il fût dressé acte de sa naissance, était né de lui et de Thérèse Parmentier son épouse, bien qu'il ne fût point marié à ladite Thérèse Parmentier; — Attendu qu'il est de principe et de jurisprudence que le crime de faux en écriture publique par fausse déclaration n'existe qu'autant que les attestations mensongères que l'on fait acter par l'officier public portent sur la substance même de l'acte, c'est-à-dire sur les faits qu'il est spécialement destiné à constater; — Attendu que l'acte de naissance n'a point pour objet de constater si l'enfant est naturel ou légitime, et que, par conséquent, les attestations relatives au mariage de ses auteurs ne forment pas un élément essentiel de cet acte et n'établissent aucun droit; — Qu'il résulte de là que le fait imputé à Van de Wiele ne constitue pas un faux en écriture publique et qu'il ne tombe pas sous l'application d'aucune autre

réprime la dernière disposition de l'art. 147 n'existe pénalement qu'autant qu'il porte sur des faits que l'acte a pour objet de constater. C'est là, du reste, une condition générale du faux en écriture. Nous avons rappelé au *Rép.* n° 267 qu'en l'absence de cette condition, les fausses déclarations, les altérations de la vérité ne sont que des énonciations mensongères, non punissables, parce que de telles énonciations, étrangères à l'objet de l'acte où elles ont été placées, ne concernant pas sa substance, elles ne peuvent, par cela même, établir aucun droit, causer aucun préjudice. — A titre d'exemples d'altérations ou de déclarations ne portant pas sur la substance de l'acte, et, par conséquent, ne constituant pas de faux punissable, signalons : 1° la fausse déclaration, dans un acte de naissance, que les père et mère de l'enfant sont mariés, car les déclarations de paternité ou de légitimité dans un acte de naissance ne sont pas de celles que cet acte a pour but de constater (Crim. rej. 24 févr. 1870, aff. Valette, D. P. 71. 1. 181). — Conf. Crim. rej. 15 oct. 1807 et 5 févr. 1808, *Rép.* n° 273; Gand, 21 janv. 1860 (2); Chauveau et Faustin Hélie, n° 710; Garraud, n° 120; Rauter, t. 1, n° 323; — 2° Le fait, par l'un des futurs époux, de prendre fausement la qualité de veuf dans le contrat de mariage et dans les actes de publication d'un mariage projeté, car ce contrat et ces actes de publication n'ont pas pour objet de recevoir et de constater des déclarations directement relatives à la qualité de veuf ou de marié (Crim. cass. 27 sept. 1877, aff. Marcoulet, D. P. 79. 1. 486. Conf. Garraud, *loc. cit.*); — 3° La fausse déclaration d'une femme qui prend dans un acte de vente la fausse qualité de femme mariée (Crim. cass. 30 avr. 1841, aff. Cheverier, *Rép.* n° 149-10°).

Mais la date est une partie essentielle de l'acte de naissance. L'altération de cette date constitue, dès lors, le faux prévu par le dernier alinéa de l'art. 147. (V. à cet égard les arrêts cités *Rép.* n° 271). — Jugé, au contraire, et en vertu du même principe, que l'assignation d'une fausse date à un décès, dans une déclaration faite à l'officier de l'état civil, ne constitue pas le crime de faux, attendu que les actes de décès ont pour objet de constater les décès, mais non leur date (Bruxelles, 31 mai 1852) (3).

**265.** On sait que les actes de publication de mariage doivent énoncer le domicile des futurs et celui de leurs père et mère (c. civ. art. 63). — Il s'ensuit que les fausses déclara-

loi répressive; — Requiert qu'il plaise à la chambre des mises en accusation annuler l'ordonnance de prise de corps. »

LA COUR; — Adoptant les motifs du ministère public; Annule l'ordonnance de prise de corps etc.

Du 21 janv. 1860.—C. de Gand, ch. d'acc.

(3) (B....) — La dame veuve Dillon mourut le 29 avril 1852. — Son décès ne fut porté que le 4 mai à la connaissance de l'officier de l'état civil de Bruxelles, et on déclara qu'il avait eu lieu le 2 mai précédent au lieu du 29 avril. Le sieur B...., fils naturel de la défunte, traduit en justice de ce chef, fut mis successivement hors de cause par la chambre du conseil, et, sur l'opposition du ministère public, par la cour. Le réquisitoire à la cour était ainsi conçu : « — Attendu que les actes de décès ne sont destinés qu'à la constatation des décès et en font uniquement foi; que l'art. 79 c. civ., qui énumère les énonciations que doivent contenir les actes de cette nature, n'exige pas, à la différence de ce qui est prescrit par l'art. 34 du même code, pour les actes de naissance, la mention de la date de l'événement, de sorte que cette mention n'est pas de l'essence des actes de décès (Duranton, t. 1, n° 322 et suiv.; Maleville; Delvincourt, t. 1, p. 36); — Attendu que ces actes n'ayant pas pour objet de constater la date du décès, il s'ensuit que la fausse déclaration de cette date ne peut pas constituer le crime prévu par l'art. 247 c. pén.; — Attendu qu'il résulte, d'ailleurs, de l'instruction que ce n'est pas Barington [qui a fait à l'officier de l'état civil la déclaration incriminée; qu'il s'est borné à demander au sieur Belon qui savait la date précise du décès de la comtesse Dillon, de faire la déclaration de cette mort et d'en fixer la date au 2 mai; qu'en agissant ainsi, il n'a pas donné des instructions, mais fait une simple demande, laquelle, pas plus que le conseil, ne peut constituer la complicité légale prévue par l'art. 60 c. pén.; — Le procureur général requiert de la cour qu'il lui plaise recevoir l'opposition, et y faisant droit, la déclare non fondée ».

LA COUR; — Déterminée par les motifs énoncés au réquisitoire susdit; — Confirme.

Du 31 mai 1852.—C. de Bruxelles, ch. d'acc.

ractions relatives à cette énonciation constituent le faux en écriture authentique et publique prévu par l'art. 147 c. pén. (Crim. cass. 28 mai 1857, aff. Meyer, D. P. 57. 4. 317). — Il y a également faux dans le fait d'avoir frauduleusement fait rédiger par un maire un acte de publication constatant qu'il y a promesse de mariage entre deux personnes (Crim. rej. 14 juill. 1870, aff. Pugeaud, D. P. 72. 5. 246).

**266.** Il y a aussi crime de faux dans le fait de faire inscrire sur les registres de l'état civil un enfant sous le nom d'une mère supposée (Crim. cass. 3 janv. 1857, aff. Blanchon, D. P. 57. 5. 177), ou sous le nom de prétendus père et mère légitimes qui ne sont que des personnages imaginaires (Crim. rej. 19 juill. 1849, aff. Lemerrier, D. P. 49. 5. 199). Mais il est à remarquer que, dans l'un et l'autre cas, le crime de faux, ne constituant qu'un mode de perpétration du crime de suppression d'état, ne peut être poursuivi qu'après le jugement définitif de la question d'état, par les tribunaux civils (Mêmes arrêts).

Au surplus, à l'égard du crime de faux par fausses déclarations dans les actes de l'état civil (V. les nombreux arrêts cités *Rép.* n° 272).

Il a encore été jugé que sont constitutives de faux en écriture authentique : 1° les fausses déclarations insérées dans un acte de notoriété dressé par le juge de paix pour tenir lieu d'un acte de naissance (Crim. rej. 18 mai 1855, *Bull. crim.*, n° 168 ; 5 juill. 1855, *Bull. crim.*, n° 239) ; — 2° Les fausses déclarations insérées dans un acte de notoriété dressé par un notaire, relativement à des faits que cet acte avait pour objet de constater, alors d'ailleurs que ces fausses déclarations ont été faites avec l'intention de nuire et étaient de nature à causer un préjudice (Crim. rej. 27 juin 1884) (1) ; — 3° La déclaration mensongère faite devant un cadí algérien par divers témoins, relativement à un testament passé suivant la loi musulmane (Crim. régl. de jug. 18 avr. 1878, aff. Ahmed-ben-Mohamed, D. P. 79. 1. 93).

**267.** Le remplacement militaire n'existant plus aujourd'hui, les arrêts cités *Rép.* n° 277 et 278 ne présentent plus d'intérêt pratique. Mais nous signalerons deux arrêts rendus depuis la publication du *Repertoire* en matière de recrutement. Le premier de ces arrêts a jugé que le père de famille qui, pour faire exempter un de ses fils comme ayant un frère aîné sous les drapeaux, produit un état inexact de sa famille certifié par trois pères de famille et approuvé par le maire, et dissimule l'existence d'un second fils précédemment exempté pour le même motif, commet le crime de faux (Crim. régl. de jug. 23 avr. 1859, aff. Soulier, D. P. 59. 1. 188). Le second a décidé que la fabrication frauduleuse d'un faux acte d'engagement militaire constitue un faux en écriture authentique (Crim. rej. 15 févr. 1877, aff. Boyer *supra*, n° 164).

**268.** Citons, comme dernier exemple de faux par altération de faits ou déclarations, le cas du négociant en boissons qui, à l'aide de fausses déclarations ayant pour but, en

dissimulant soit des manquants, soit des excédents de boissons, de se soustraire au paiement des droits de consommation envers la Régie, fait altérer par les agents de l'administration des Contributions indirectes les faits que ces déclarations avaient pour objet de constater (V. Crim. rej. 19 avr. 1860, aff. Pend, D. P. 60. 1. 292) (V. *infra*, *Impôts indirects*).

**ART. 3. — Du faux en écritures de commerce et de banque** (*Rép.* n° 287 à 331).

**269.** Nous avons rappelé au *Rép.* n° 287 que le faux en écriture de commerce ou de banque est puni des travaux forcés à temps (c. pén. art. 147). Cette peine a été jugée, avec raison, croyons-nous, trop rigoureuse par la plupart des législations modernes. C'est ainsi que le code pénal belge de 1867 assimile les faux de cette nature aux faux en écriture privée et les punit de la réclusion (art. 196) ; il en est de même du code pénal allemand de 1871 (art. 268) et du code genevois de 1874 (art. 133).

Le code italien de 1860 restreint la qualification de faux commercial (art. 284) aux falsifications portant sur les lettres de change et autres titres de crédit transmissibles par voie d'endossement ou de la main à la main, et punit ces falsifications de la même peine que les faux en écriture authentique, c'est-à-dire la réclusion pour une durée de six à quinze ans.

La même distinction est faite dans le code néerlandais de 1881, qui prononce (art. 284) contre les coupables de faux « dans du papier de crédit ou de commerce destiné à la circulation », un emprisonnement de sept ans au plus, comme au cas de faux dans des actes authentiques.

**270.** Que faut-il entendre par les « écritures de commerce ou de banque » dont parle l'art. 147 c. pén. ? Le code pénal ne contient aucune définition sur ce point, mais il est universellement admis qu'il se réfère, à cet égard, à la législation commerciale, c'est-à-dire aux art. 8 et suiv., 189, 632, 633, 636 c. com., (Blanche, t. 3, n° 170 ; Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 720 ; Garraud, t. 3, n° 186 ; Boitard, n° 232). Or le code de commerce, dans les articles précités, déclare écritures de commerce ou de banque tous les écrits concernant des actes de commerce ou de banque. « L'écriture de commerce est donc, dit M. Garraud, *ibid.*, celle qui a pour objet de constater une des opérations que la loi répute acte de commerce ».

Il suit de là, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer au *Rép.* n° 289, qu'il n'est pas nécessaire qu'une écriture émane d'un commerçant pour qu'elle soit commerciale, et réciproquement, qu'une écriture peut n'être pas commerciale, bien qu'elle émane d'un commerçant. « Mais il existe cette différence entre les deux situations, que les actes des commerçants sont, jusqu'à preuve du contraire par eux administrée, réputés actes de leur commerce ; tandis que les actes des

(1) (Mourougapamodoly et autres.) — La cour ; — ... Sur le quatrième moyen, tiré de la violation des art. 146 et 147 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme constituant le crime de faux en écriture authentique de fausses déclarations faites dans un acte qui ne pouvait faire foi des faits déclarés, et qui avait été dressé par un officier public incompétent :

Sur la première branche : — Attendu que la cour criminelle a reconnu les accusés coupables « d'avoir, à Pondichéry, le 23 sept. 1883, commis un faux en écriture authentique et publique, le premier en faisant déclarer faussement, les autres en déclarant faussement dans un acte de notoriété dressé le même jour par M<sup>e</sup> Delafon, notaire en cette ville, que Mourougapamodoly demeurait à Nellitope ; qu'il était fils légitime de Nagapamodolior et de Delvané ; que, dans une absence faite par Mourougapamodoly et la fille Eaye, cette dernière était accouchée à Chiagy, depuis environ six ans, d'une fille qu'elle avait ramenée et qui vivait avec ses père et mère, altérant ainsi les faits que cet acte de notoriété avait pour objet de constater » ; — Attendu que l'acte de notoriété ainsi dressé par un notaire qui avait légalement qualité pour le recevoir, d'après l'art. 20 de la loi du 25 vent. an 11, est un acte authentique ; que l'altération de la vérité ayant porté sur les déclarations et les faits que cet acte avait précisément pour objet de recevoir et de constater, cette altération ayant de plus été commise dans le dessein de nuire et pouvant porter préjudice, réunit tous les éléments constitutifs du crime de faux en écriture authentique prévu par l'art. 147 c. pén. :

Sur la deuxième branche : — Attendu que, si tous les individus qui ont comparu devant le notaire qui a reçu l'acte de notoriété sont des indigènes, rien n'établit qu'ils eussent conservé leur ancien statut et que l'acte dans lequel ils ont figuré dût être reçu par un tabellion ; qu'en l'absence de toute réclamation ou justification contraire de leur part il y a présomption qu'ils appartiennent à la catégorie des renonçants et qu'ils pouvaient, en cette qualité, comparaître devant le notaire ; — Sur le cinquième moyen, pris de la violation des art. 146 et 147 c. pén., en ce que les questions posées n'énonceraient pas que l'altération des faits déclarés dans l'acte ait été commise frauduleusement ni qu'elle ait été de nature à porter préjudice à autrui : — Attendu que, s'il n'a pas été énoncé expressément dans la question soumise à la cour criminelle que l'altération des faits déclarés ait été commise frauduleusement, la question intentionnelle lui a été clairement posée, puisqu'il lui a été demandé, non pas si les accusés avaient commis le faux, mais s'ils étaient coupables de l'avoir commis ; — Attendu, d'un autre côté, que la nature même de l'acte argué de faux, tel qu'il est spécifié dans les questions, indique suffisamment qu'il avait pour but d'altérer l'état civil de deux personnes y dénommées et d'attribuer à l'une d'elles une fausse qualité d'héritier ; que, par conséquent, il pouvait causer préjudice ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 27 juin 1884. — Ch. crim. — MM. Poulet, rap. — Ronjat, av. gén. — Sauvel, av.

non-commerçants sont considérés comme des actes civils, jusqu'à ce que le contraire soit établi » (Garraud, n° 186. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 721). — Toutefois la lettre de change étant, par sa nature, un acte commercial, elle constitue toujours un acte de commerce, sans qu'il y ait lieu de distinguer si elle émane ou non d'un négociant (V. *infra*, n° 271).

Au reste, il est universellement admis que ce qui caractérise le faux en écriture commerciale, ce n'est pas la qualité de celui qui l'exécute. Le commerçant qui n'altère qu'une écriture privée ne commet pas un faux en écriture de commerce. Le non-commerçant commet, au contraire, un faux de cette espèce s'il falsifie une écriture de commerce ou de banque (Blanche, n° 169; Garraud, n° 188).

Ce faux n'est pas davantage caractérisé par le but que le faussaire se propose, par les mobiles qui le font agir. Comme le dit très bien M. Blanche, n° 169, « un faux peut n'être qu'un faux en écriture privée, quoiqu'il ait été accompli par un commerçant, dans le but de se procurer des ressources pour les affaires de son négoce; un non-commerçant peut commettre un faux en écriture de commerce ou de banque, quoique, en l'opérant, il n'ait en vue que ses affaires privées, comme, par exemple, l'acquisition d'une maison de campagne ou le paiement de la location de son appartement ».

**271.** En résumé, ce qui caractérise le faux en écriture de commerce, c'est la nature même de l'écriture qui en est l'objet, et, conséquemment, ce qu'il faut examiner pour savoir quelle espèce de faux a été commis, c'est la nature intrinsèque de l'écriture incriminée. « Il importe peu, a dit la cour de cassation, que l'auteur soit lui-même commerçant ou qu'il ait fait usage, dans une opération commerciale, de la pièce fautive, puisque la nature du faux ne se détermine pas par la qualité de la personne qui l'a commis, mais par les caractères intrinsèques de l'acte ou de l'écriture fabriquée ou falsifiée » (Crim. cass. 6 avr. 1827, aff. Bourdillat, *Rép.* n° 305). — Cette doctrine a été consacrée de nouveau, dans les mêmes termes, par un récent arrêt de la même cour (Crim. rej. 30 oct. 1890, *Bull. crim.*, n° 213. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 721).

Rappelons ici ce qui a été dit au *Rép.* n° 327, à savoir que l'art. 147 ne distinguait pas entre les écritures de commerce françaises et les écritures de commerce étrangères, il n'y a aucune distinction à établir, pour la qualification des faits de faux, entre les écrits qui se rattachent à des affaires commerciales françaises et ceux qui se rapportent à des affaires de commerce ou de banque étrangères. Le crime existe, quelle que soit la nationalité de l'écriture. V. les arrêts cités *ibid.* et Conf. Blanche, n° 188; Garraud, n° 187.

On peut grouper en trois catégories toutes les écritures qui se rattachent aux actes de commerce et que la législation déclare commerciales, savoir : 1° les effets de commerce; 2° les livres; 3° les écrits relatifs au commerce terrestre ou maritime.

**272.** — I. EFFETS DE COMMERCE. — 1° *Lettre de change.* — On sait que la lettre de change, quelle que soit la personne qui l'a souscrite, constitue par elle-même un acte de commerce (c. com. art. 632). Il y a donc faux en écriture de commerce dès qu'une altération est commise dans une lettre de change, lors même que celle-ci n'émanerait pas d'un commerçant ou n'aurait pas pour objet une opération de commerce; le caractère de l'acte résulte de sa forme, indépendamment de son objet. C'est là un point de doctrine indiscutable, déjà énoncé au *Rép.* n° 290. « Les lettres de change, a dit Blanche, n° 179, entre toutes personnes, étant réputées constituer virtuellement et par elles-mêmes un acte de commerce, il en résulte que toutes les falsifications dont elles peuvent être affectées prennent le caractère de faux en écriture de commerce ou de banque, sans qu'il soit nécessaire de rechercher quelle est la qualité du prétendu signataire et à quelles opérations elles se rattachent » (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 722; Garraud, n° 192).

Il n'y a d'exception à cette règle que dans le cas où la lettre de change n'est qu'une simple promesse, par l'effet des irrégularités énoncées aux art. 112 et 113 c. com. V. en ce qui concerne le cas où la fausse signature apposée à la lettre de change serait celle d'une femme ou d'une fille, l'arrêt de cassation du 5 sept. 1828, *Rép.* n° 297 et 290-1°. — Encore convient-il de remarquer que, même dans le cas où la lettre de change n'est qu'une simple promesse, il ne s'ensuit pas que celle-ci ait nécessairement le caractère d'une écriture privée. « La lettre de change, en effet, dit M. Garraud, n° 192, rentre dans la donnée générale de tous les titres de créance, et son caractère commercial ou privé dépendra, conformément au droit commun, de la qualité du souscripteur ou de la nature de l'opération. D'où il suit que le faux, commis dans une lettre de change, qui n'est, pour une cause ou une autre, qu'une simple promesse, n'est punissable des peines du faux en écriture de commerce ou de banque que si la promesse est, indépendamment de la forme de lettre de change, une écriture de commerce » (Conf. Blanche, n° 179).

**273.** Depuis la publication du *Répertoire*, il est intervenu, en ce qui concerne les faux commis dans les lettres de change, quelques arrêts intéressants qui doivent être ajoutés aux décisions rapportées au *Rép.* n° 290 à 296. — Un de ces arrêts a décidé, avec raison, que les peines du faux en écriture de commerce ne peuvent être appliquées à un individu déclaré coupable par le jury d'avoir falsifié un effet négociable, s'il ne résulte pas de cette déclaration que cet effet réunit tous les caractères de la lettre de change, « attendu, a dit l'arrêt, qu'aux termes de l'art. 110 c. com. la lettre de change doit être datée et tirée d'un lieu sur un autre; qu'elle doit énoncer la somme à payer, l'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer, la valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière; enfin si elle est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tiré lui-même; que toutes ces circonstances sont constitutives de la lettre de change, et que l'absence de l'une ou de plusieurs d'entre elles enlève à l'acte le caractère commercial qui lui est propre » (Crim. cass. 10 oct. 1856, aff. Biny, D. P. 56. 1. 467).

Deux autres arrêts, plus récents, ont jugé que « s'il est vrai de dire qu'il n'appartient pas au jury de donner aux actes leur qualification légale, et, par conséquent, de décider si le faux qui lui est soumis est ou n'est pas un faux en écriture de commerce, parce que c'est là une question de droit qu'il n'appartient qu'aux cours d'assises de juger, néanmoins il ne suit pas de là que, lorsque l'existence d'une lettre de change n'est pas contestée, le jury ne puisse pas répondre à la question qui lui est soumise, de savoir si le faux a été commis sur cette lettre de change, puisque ce n'est là qu'une question de fait dont la décision rentre dans ses attributions (Crim. rej. 14 mars 1873, aff. Bouvier, D. P. 74. 1. 502; 4 avr. 1884, aff. Tungnaud, D. P. 86. 1. 181). — Mais il importe de remarquer que la condition essentielle qui est la base de ces décisions, c'est que l'existence et le caractère de la lettre de change n'aient pas été contestés. Il serait, au contraire, indispensable de décomposer dans la question les éléments constitutifs de la lettre de change, propres à déterminer la nature commerciale de l'acte argué de faux, s'il s'élevait quelque contradiction sur ce point, ou s'il s'agissait non pas de l'apposition de fausses mentions ou d'une fausse signature sur une lettre de change d'un caractère incontesté, mais de la création du titre lui-même. La question serait, en effet, entachée de nullité si le jury était interrogé sur le point de savoir si l'accusé a fabriqué ou fait fabriquer une lettre de change; car, ainsi posée, elle comporterait la solution d'un point de droit et le jugement de la qualification légale d'un écrit, qui sont en dehors des attributions du jury (Crim. cass. 18 juill. 1884, aff. Combes, D. P. 85. 1. 43). — V. en ce sens : Nouguier, *La cour d'assises*, t. 1, n° 2653; Garraud, n° 233 et note 6. V. aussi *infra*, V° *Instruction criminelle*.

Enfin la cour de cassation a reconnu, par un dernier arrêt (Crim. rej. 18 juin 1885) (1), que lorsque l'accusé, d'après le

(1) (Alexandre Romain Sicault.) — LA COUR; — ... Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 239, 241 et 337

c. instr. crim. : — Attendu que, d'après les termes du dispositif de l'arrêt de renvoi, le demandeur était accusé d'avoir apposé

dispositif de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, a été renvoyé devant la cour d'assises sous l'accusation d'avoir apposé des signatures fausses sur un certain nombre de mandats dont la nature n'était pas spécifiée, faits constituant, aux termes de cet arrêt, le crime prévu par les art. 147 et 148 c. pén., le président des assises a le droit et le devoir de rechercher le caractère et la nature de ces mandats, et c'est à bon droit qu'il interroge le jury sur le point de savoir si l'accusé avait apposé des signatures fausses sur diverses lettres de change, alors surtout que l'accusé n'a pas contesté, lors de la position des questions au jury, cette qualification de lettres de change. — Le même arrêt a jugé, avec non moins de raison, que l'arrêt de la cour d'assises qui condamne un accusé pour avoir apposé des signatures fausses sur des lettres de change, et pour avoir négocié ces lettres sachant qu'elles étaient fausses, motive suffisamment une condamnation pour faux en écriture de commerce, la lettre de change étant nécessairement un écrit commercial.

**274.** L'individu traduit en cour d'assises sous accusation de fabrication d'une fausse lettre de change, revêtue d'une signature imaginaire, pourrait-il se fonder sur cette simulation de personne pour prétendre que cette lettre ne constituait pas un acte de commerce et pour faire poser une question d'excuse tendant à qualifier le crime commis, non plus de faux en matière de commerce, mais de faux en écriture privée? La négative a été décidée avec raison par une cour d'assises, par ce double motif : d'une part, « que les seules excuses admissibles sont celles auxquelles la loi a expressément attribué ce caractère », et, d'autre part, « qu'il est inadmissible que les auteurs ou complices de la fabrication d'une fausse lettre de change puissent se prévaloir de la circonstance de supposition de personne qui constitue le faux, pour enlever ainsi à l'acte qui contient ce faux le caractère commercial qui est non une circonstance aggravante de l'altération de la vérité, mais une circonstance constitutive du crime spécial de faux en écriture de commerce » (Cour d'assises de la Haute-Marne, 6 mai 1878, *Journal du droit criminel*, 1878, p. 243).

**275.** Antidater une lettre de change, est-ce commettre un faux? On sait qu'aux termes de l'art. 139 c. com. « il est défendu d'antidater les ordres sous peine de faux ». Cet article est-il applicable à l'antidate de la lettre de change elle-même? On l'a soutenu en argumentant *a fortiori* de l'art. 139 (Pardessus, *Cours de droit commercial*, n° 333; Nougier, *Des lettres de change*, n° 110 et 111; Goujet et Merger, v° *Lettre de change*, n° 35; Bédarride, n° 62).

des signatures fausses sur soixante-dix-neuf mandats dont la nature n'était pas spécifiée, et que la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bordeaux avait ajouté que ces faits constituaient le crime prévu et puni par les art. 147 et 148 c. pén.; que le président de la cour d'assises avait, dès lors, le droit et le devoir de rechercher le caractère et la nature de ces mandats, et qu'en interrogeant le jury sur le point de savoir si l'accusé avait apposé des signatures fausses sur diverses lettres de change, il n'a ni contredit ni dénaturé les qualifications de l'arrêt de renvoi, mais qu'il a, au contraire, reproduit les éléments véritables de l'accusation d'après les données de cet arrêt; — Attendu, d'ailleurs, que le demandeur n'a pas contesté, lors de la position des questions au jury, la qualification de lettres de change aux écrits revêtus de fausses acceptations ou de fausses signatures, ni demandé que lesdites questions fussent modifiées de manière à réserver à la cour d'assises le droit de décider si les faits reconnus constants par le jury constituaient des lettres de change ou de simples promesses, sans caractère commercial;

Sur le troisième moyen, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, et de la fausse application des art. 147 et 148 c. pén.: — Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir énoncé qu'il résulte de la déclaration du jury que le demandeur a apposé des signatures fausses sur soixante-dix-neuf lettres de change et qu'il a fait usage de ces soixante-dix-neuf lettres de change fausses, sachant qu'elles étaient fausses, en les négociant aux sieurs Farges et Chavoix, ajoute qu'il s'est rendu passible de la peine des travaux forcés à temps; que la lettre de change était nécessairement un écrit commercial, la cour d'assises a ainsi suffisamment déclaré que l'accusé avait commis le crime de faux en écriture de commerce;

Sur le quatrième moyen, pris de la violation de l'art. 362 c. instr. crim. et des droits de la défense: — Attendu que le

Mais l'analogie n'est pas reçue en matière pénale; de plus, l'antidate offre ici moins de danger que l'antidate de l'endossement lui-même. En effet, le commerçant qui vient de faillir ou qui est à la veille de faire faillite trouvera facilement un preneur pour un effet qu'il endossera avec une antidate, parce que le paiement en sera garanti par les signataires antérieurs; mais il trouverait bien difficilement un preneur qui se contenterait de sa seule signature sur un effet souscrit au moment même, et dont l'antidate éveillerait certainement la méfiance (Boistel, *Cours de droit commercial*, n° 750; Bravard et Demangeat, *Traité de droit commercial*, t. 3, p. 150 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. 1, p. 538; Garraud, *Traité de droit pénal français*, t. 3, n° 135).

**276.** — *2° Billet à ordre.* — Ainsi qu'on l'a dit au Rép. n° 298, à la différence de la lettre de change, le billet à ordre ne devient une écriture de commerce ou de banque que dans le cas où il est souscrit par un commerçant ou un comptable de deniers publics, et dans celui où il a pour objet un fait de commerce. C'est ce qui ressort des art. 189, 637 et 638 c. com. « Il en résulte que les altérations de la vérité, exécutées dans les billets de cette espèce, ne sont punissables des peines du faux en écriture de commerce, que s'ils portent la signature, vraie ou fausse, d'un négociant ou d'un comptable de deniers publics, ou si, en les supposant vrais, ils ont pour objet un fait de commerce. Autrement, les falsifications ne présentent que le caractère d'un faux en écriture privée » (Blanche, n° 181. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 723).

**277.** Le billet à ordre étant présumé commercial jusqu'à preuve contraire, lorsqu'il est souscrit par un commerçant (c. com. art. 638, § 2), le fait de fabriquer un billet à ordre sous la fausse signature d'un commerçant constitue un faux en écriture de commerce. Aux arrêts cités dans ce sens, au Rép. n° 314 et 315, *Adde* les suivants qui ont jugé qu'il y a faux en écriture de commerce : dans le fait d'apposer sur des billets la fausse signature X... *fabricant de chaussons* (Crim. rej. 28 janv. 1853, *Bull. crim.*, n° 41); ou celle d'un individu indiqué comme exerçant la profession de *maître carrier*, cette qualité ne pouvant désigner qu'un entrepreneur d'exploitation de carrières, et supposant, dès lors, l'exercice habituel d'une profession commerciale (Crim. rej. 12 févr. 1857 aff. Mathieu, D. P. 57. 1. 111); ou la profession de *ferblantier* qui implique nécessairement aussi un caractère commercial (Crim. rej. 3 avr. 1875) (1).

Mais il en serait autrement de la profession de *meunier* qui n'implique pas nécessairement la qualité de commerçant chez celui qui l'exerce (Crim. cass. 10 déc. 1847, *Bull.*

moyen manque en fait; qu'il résulte du procès-verbal que la partie civile a pris des conclusions tendant à l'allocation de 1000 fr. de dommages-intérêts, et que l'accusé et ses défenseurs ont combattu ces conclusions au cours des débats; qu'après le verdict du jury le ministère public a conclu tant sur l'application de la peine que sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile; que l'accusé et les défenseurs ont eu la parole sur ces réquisitions; que les dispositions de l'art. 362 précité ont été observées et les droits de la défense n'ont pas été violés; que, dans ces circonstances, la procédure est régulière; que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury et que les textes visés par le pourvoi, loin d'avoir été violés, ont été sagement appliqués; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 18 juin 1885.-Ch. crim. MM. Vételay, rap.-Loubers, av. gén.-Sauvel et Perrin, av.

(1) (Célestin-Aloïse Kauffmann.) — La cour; — ... Sur le second moyen, tiré de la fausse application de l'art. 147 c. pén., en ce que le fait déclaré constant par le jury n'offrirait pas le caractère d'un faux en écriture de commerce: — Vu l'art. 147 c. pén. et l'art. 638 c. com.; — Attendu que Kauffmann a été déclaré par le jury convaincu d'avoir, en 1874, à Plainfaing, ou en tout autre lieu de France, sur une traite datée de Plainfaing, le 6 oct. 1874, tirée par lui-même sur le sieur Chenal, ferblantier à Plainfaing, portant somme de 150 fr., valeur en compte sur une voiture, frauduleusement apposé la mention *acceptée* et la fausse signature *Chenal*; — Attendu que cette traite, n'étant pas tirée d'un lieu sur un autre, ne constituait pas une lettre de change qui fût virtuellement et par elle-même une écriture de commerce; — Mais attendu que l'art. 638 c. com. dispose que les billets souscrits par un commerçant seront censés faits pour son commerce, lorsqu'une autre cause n'y est pas énoncée; — Attendu que

non-commerçants sont considérés comme des actes civils, jusqu'à ce que le contraire soit établi » (Garraud, n° 186. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 721). — Toutefois la lettre de change étant, par sa nature, un acte commercial, elle constitue toujours un acte de commerce, sans qu'il y ait lieu de distinguer si elle émane ou non d'un négociant (V. *infra*, n° 271).

Au reste, il est universellement admis que ce qui caractérise le faux en écriture commerciale, ce n'est pas la qualité de celui qui l'exécute. Le commerçant qui n'altère qu'une écriture privée ne commet pas un faux en écriture de commerce. Le non-commerçant commet, au contraire, un faux de cette espèce s'il falsifie une écriture de commerce ou de banque (Blanche, n° 169; Garraud, n° 188).

Ce faux n'est pas davantage caractérisé par le but que le faussaire se propose, par les mobiles qui le font agir. Comme le dit très bien M. Blanche, n° 169, « un faux peut n'être qu'un faux en écriture privée, quoiqu'il ait été accompli par un commerçant, dans le but de se procurer des ressources pour les affaires de son négoce; un non-commerçant peut commettre un faux en écriture de commerce ou de banque, quoique, en l'opérant, il n'ait en vue que ses affaires privées, comme, par exemple, l'acquisition d'une maison de campagne ou le paiement de la location de son appartement ».

**271.** En résumé, ce qui caractérise le faux en écriture de commerce, c'est la nature même de l'écriture qui en est l'objet, et, conséquemment, ce qu'il faut examiner pour savoir quelle espèce de faux a été commis, c'est la nature intrinsèque de l'écriture incriminée. « Il importe peu, a dit la cour de cassation, que l'auteur soit lui-même commerçant ou qu'il ait fait usage, dans une opération commerciale, de la pièce faussée, puisque la nature du faux ne se détermine pas par la qualité de la personne qui l'a commis, mais par les caractères intrinsèques de l'acte ou de l'écriture fabriquée ou falsifiée » (Crim. cass. 6 avr. 1827, aff. Bourdillat, *Rép.* n° 305). — Cette doctrine a été consacrée de nouveau, dans les mêmes termes, par un récent arrêt de la même cour (Crim. rej. 30 oct. 1890, *Bull. crim.*, n° 213. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 721).

Rappelons ici ce qui a été dit au *Rép.* n° 327, à savoir que l'art. 147 ne distinguait pas entre les écritures de commerce françaises et les écritures de commerce étrangères, il n'y a aucune distinction à établir, pour la qualification des faits de faux, entre les écrits qui se rattachent à des affaires commerciales françaises et ceux qui se rapportent à des affaires de commerce ou de banque étrangères. Le crime existe, quelle que soit la nationalité de l'écriture. V. les arrêts cités *ibid.* et Conf. Blanche, n° 188; Garraud, n° 187.

On peut grouper en trois catégories toutes les écritures qui se rattachent aux actes de commerce et que la législation déclare commerciales, savoir : 1° les effets de commerce; 2° les livres; 3° les écrits relatifs au commerce terrestre ou maritime.

**272.** — I. EFFETS DE COMMERCE. — 1° *Lettre de change.* — On sait que la lettre de change, quelle que soit la personne qui l'a souscrite, constitue par elle-même un acte de commerce (c. com. art. 632). Il y a donc faux en écriture de commerce dès qu'une altération est commise dans une lettre de change, lors même que celle-ci n'émanerait pas d'un commerçant ou n'aurait pas pour objet une opération de commerce; le caractère de l'acte résulte de sa forme, indépendamment de son objet. C'est là un point de doctrine indiscutable, déjà énoncé au *Rép.* n° 290. « Les lettres de change, a dit Blanche, n° 179, entre toutes personnes, étant réputées constituer virtuellement et par elles-mêmes un acte de commerce, il en résulte que toutes les falsifications dont elles peuvent être affectées prennent le caractère de faux en écriture de commerce ou de banque, sans qu'il soit nécessaire de rechercher quelle est la qualité du prétendu signataire et à quelles opérations elles se rattachent » (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 722; Garraud, n° 192).

Il n'y a d'exception à cette règle que dans le cas où la lettre de change n'est qu'une simple promesse, par l'effet des irrégularités énoncées aux art. 112 et 113 c. com. V. en ce qui concerne le cas où la fausse signature apposée à la lettre de change serait celle d'une femme ou d'une fille, l'arrêt de cassation du 5 sept. 1828, *Rép.* n° 297 et 290-1°. — Encore convient-il de remarquer que, même dans le cas où la lettre de change n'est qu'une simple promesse, il ne s'ensuit pas que celle-ci ait nécessairement le caractère d'une écriture privée. « La lettre de change, en effet, dit M. Garraud, n° 192, rentre dans la donnée générale de tous les titres de créance, et son caractère commercial ou privé dépendra, conformément au droit commun, de la qualité du souscripteur ou de la nature de l'opération. D'où il suit que le faux, commis dans une lettre de change, qui n'est, pour une cause ou une autre, qu'une simple promesse, n'est punissable des peines du faux en écriture de commerce ou de banque que si la promesse est, indépendamment de la forme de lettre de change, une écriture de commerce » (Conf. Blanche, n° 179).

**273.** Depuis la publication du *Répertoire*, il est intervenu, en ce qui concerne les faux commis dans les lettres de change, quelques arrêts intéressants qui doivent être ajoutés aux décisions rapportées au *Rép.* n° 290 à 296. — Un de ces arrêts a décidé, avec raison, que les peines du faux en écriture de commerce ne peuvent être appliquées à un individu déclaré coupable par le jury d'avoir falsifié un effet négociable, s'il ne résulte pas de cette déclaration que cet effet réunit tous les caractères de la lettre de change, « attendu, a dit l'arrêt, qu'aux termes de l'art. 110 c. com. la lettre de change doit être datée et tirée d'un lieu sur un autre; qu'elle doit énoncer la somme à payer, l'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer, la valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière; enfin si elle est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tiré lui-même; que toutes ces circonstances sont constitutives de la lettre de change, et que l'absence de l'une ou de plusieurs d'entre elles enlève à l'acte le caractère commercial qui lui est propre » (Crim. cass. 10 oct. 1856, aff. Biny, D.P. 56. 1. 467).

Deux autres arrêts, plus récents, ont jugé que « s'il est vrai de dire qu'il n'appartient pas au jury de donner aux actes leur qualification légale, et, par conséquent, de décider si le faux qui lui est soumis est ou n'est pas un faux en écriture de commerce, parce que c'est là une question de droit qu'il n'appartient qu'aux cours d'assises de juger, néanmoins il ne suit pas de là que, lorsque l'existence d'une lettre de change n'est pas contestée, le jury ne puisse pas répondre à la question qui lui est soumise, de savoir si le faux a été commis sur cette lettre de change, puisque ce n'est là qu'une question de fait dont la décision rentre dans ses attributions (Crim. rej. 14 mars 1873, aff. Bouvier, D. P. 74. 1. 502; 4 avr. 1884, aff. Tungnaud, D. P. 86. 1. 181). — Mais il importe de remarquer que la condition essentielle qui est la base de ces décisions, c'est que l'existence et le caractère de la lettre de change n'aient pas été contestés. Il serait, au contraire, indispensable de décomposer dans la question les éléments constitutifs de la lettre de change, propres à déterminer la nature commerciale de l'acte argué de faux, s'il s'élevait quelque contradiction sur ce point, ou s'il s'agissait non pas de l'apposition de fausses mentions ou d'une fausse signature sur une lettre de change d'un caractère incontesté, mais de la création du titre lui-même. La question serait, en effet, entachée de nullité si le jury était interrogé sur le point de savoir si l'accusé a fabriqué ou fait fabriquer une lettre de change; car, ainsi posée, elle comporterait la solution d'un point de droit et le jugement de la qualification légale d'un écrit, qui sont en dehors des attributions du jury (Crim. cass. 18 juill. 1884, aff. Combes, D. P. 85. 1. 43). — V. en ce sens : Nouguier, *La cour d'assises*, t. 1, n° 2653; Garraud, n° 233 et note 6. V. aussi *infra*, V° *Instruction criminelle*.

Enfin la cour de cassation a reconnu, par un dernier arrêt (Crim. rej. 18 juin 1885)(1), que lorsque l'accusé, d'après le

(1) (Alexandre Romain Sicault). — LA COUR; — ... Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 239, 241 et 337

c. instr. crim. : — Attendu que, d'après les termes du dispositif de l'arrêt de renvoi, le demandeur était accusé d'avoir apposé



dispositif de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, a été renvoyé devant la cour d'assises sous l'accusation d'avoir apposé des signatures fausses sur un certain nombre de mandats dont la nature n'était pas spécifiée, faits constituant, aux termes de cet arrêt, le crime prévu par les art. 147 et 148 c. pén., le président des assises a le droit et le devoir de rechercher le caractère et la nature de ces mandats, et c'est à bon droit qu'il interroge le jury sur le point de savoir si l'accusé avait apposé des signatures fausses sur diverses lettres de change, alors surtout que l'accusé n'a pas contesté, lors de la position des questions au jury, cette qualification de lettres de change. — Le même arrêt a jugé, avec non moins de raison, que l'arrêt de la cour d'assises qui condamne un accusé pour avoir apposé des signatures fausses sur des lettres de change, et pour avoir négocié ces lettres sachant qu'elles étaient fausses, motive suffisamment une condamnation pour faux en écriture de commerce, la lettre de change étant nécessairement un écrit commercial.

274. L'individu traduit en cour d'assises sous accusation de fabrication d'une fausse lettre de change, revêtue d'une signature imaginaire, pourrait-il se fonder sur cette simulation de personne pour prétendre que cette lettre ne constituait pas un acte de commerce et pour faire poser une question d'excuse tendant à qualifier le crime commis, non plus de faux en matière de commerce, mais de faux en écriture privée? La négative a été décidée avec raison par une cour d'assises, par ce double motif : d'une part, « que les seules excuses admissibles sont celles auxquelles la loi a expressément attribué ce caractère », et, d'autre part, « qu'il est inadmissible que les auteurs ou complices de la fabrication d'une fausse lettre de change puissent se prévaloir de la circonstance de supposition de personne qui constitue le faux, pour enlever ainsi à l'acte qui contient ce faux le caractère commercial qui est non une circonstance aggravante de l'altération de la vérité, mais une circonstance constitutive du crime spécial de faux en écriture de commerce » (Cour d'assises de la Haute-Marne, 6 mai 1878, *Journal du droit criminel*, 1878, p. 243).

275. Antidater une lettre de change, est-ce commettre un faux? On sait qu'aux termes de l'art. 139 c. com. « il est défendu d'antidater les ordres sous peine de faux ». Cet article est-il applicable à l'antidate de la lettre de change elle-même? On l'a soutenu en argumentant *a fortiori* de l'art. 139 (Pardessus, *Cours de droit commercial*, n° 333; Nouguier, *Des lettres de change*, n° 110 et 111; Goujet et Merger, *v° Lettre de change*, n° 35; Bédarride, n° 62).

des signatures fausses sur soixante-dix-neuf mandats dont la nature n'était pas spécifiée, et que la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bordeaux avait ajouté que ces faits constituaient le crime prévu et puni par les art. 147 et 148 c. pén.; que le président de la cour d'assises avait, dès lors, le droit et le devoir de rechercher le caractère et la nature de ces mandats, et qu'en interrogeant le jury sur le point de savoir si l'accusé avait apposé des signatures fausses sur diverses lettres de change, il n'a ni contredit ni dénaturé les qualifications de l'arrêt de renvoi, mais qu'il a, au contraire, reproduit les éléments vérifiables de l'accusation d'après les données de cet arrêt; — Attendu, d'ailleurs, que le demandeur n'a pas contesté, lors de la position des questions au jury, la qualification de lettres de change aux écrits revêtus de fausses acceptations ou de fausses signatures, ni demandé que lesdites questions fussent modifiées de manière à réserver à la cour d'assises le droit de décider si les faits reconnus constants par le jury constituaient des lettres de change ou de simples promesses, sans caractère commercial;

Sur le troisième moyen, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, et de la fausse application des art. 147 et 148 c. pén. : — Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir énoncé qu'il résulte de la déclaration du jury que le demandeur a apposé des signatures fausses sur soixante-dix-neuf lettres de change et qu'il a fait usage de ces soixante-dix-neuf lettres de change fausses, sachant qu'elles étaient fausses, en les négociant aux sieurs Farges et Chavoix, ajoute qu'il s'est rendu passible de la peine des travaux forcés à temps; que la lettre de change était nécessairement un écrit commercial, la cour d'assises a ainsi suffisamment déclaré que l'accusé avait commis le crime de faux en écriture de commerce;

Sur le quatrième moyen, pris de la violation de l'art. 362 c. instr. crim. et des droits de la défense : — Attendu que le

Mais l'analogie n'est pas reçue en matière pénale; de plus, l'antidate offre ici moins de danger que l'antidate de l'endossement lui-même. En effet, le commerçant qui vient de faillir ou qui est à la veille de faire faillite trouvera facilement un preneur pour un effet qu'il endossera avec une antidate, parce que le paiement en sera garanti par les signataires antérieurs; mais il trouverait bien difficilement un preneur qui se contenterait de sa seule signature sur un effet souscrit au moment même, et dont l'antidate éveillerait certainement la méfiance (Boistel, *Cours de droit commercial*, n° 750; Bravard et Demangeat, *Traité de droit commercial*, t. 3, p. 150 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. 1, p. 588; Garraud, *Traité de droit pénal français*, t. 3, n° 135).

276. — 2° *Billet à ordre*. — Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 298, à la différence de la lettre de change, le billet à ordre ne devient une écriture de commerce ou de banque que dans le cas où il est souscrit par un commerçant ou un comptable de deniers publics, et dans celui où il a pour objet un fait de commerce. C'est ce qui ressort des art. 189, 637 et 638 c. com. « Il en résulte que les altérations de la vérité, exécutées dans les billets de cette espèce, ne sont punissables des peines du faux en écriture de commerce, que s'ils portent la signature, vraie ou fausse, d'un négociant ou d'un comptable de deniers publics, ou si, en les supposant vrais, ils ont pour objet un fait de commerce. Autrement, les falsifications ne présentent que le caractère d'un faux en écriture privée » (Blanche, n° 181. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 723).

277. Le billet à ordre étant présumé commercial jusqu'à preuve contraire, lorsqu'il est souscrit par un commerçant (c. com. art. 638, § 2), le fait de fabriquer un billet à ordre sous la fausse signature d'un commerçant constitue un faux en écriture de commerce. Aux arrêts cités dans ce sens, au *Rép.* n° 314 et 315, *Addes* les suivants qui ont jugé qu'il y a faux en écriture de commerce : dans le fait d'apposer sur des billets la fausse signature X... *fabricant de chaussures* (Crim. rej. 28 janv. 1853, *Bull. crim.*, n° 41); ou celle d'un individu indiqué comme exerçant la profession de *maître carrier*, cette qualité ne pouvant désigner qu'un entrepreneur d'exploitation de carrières, et supposant, dès lors, l'exercice habituel d'une profession commerciale (Crim. rej. 12 févr. 1857 aff. Mathieu, D. P. 57. 4. 111); ou la profession de *ferblantier* qui implique nécessairement aussi un caractère commercial (Crim. rej. 3 avr. 1873) (1).

Mais il en serait autrement de la profession de *meunier* qui n'implique pas nécessairement la qualité de commerçant chez celui qui l'exerce (Crim. cass. 10 déc. 1847, *Bull.*

moyen manque en fait; qu'il résulte du procès-verbal que la partie civile a pris des conclusions tendant à l'allocation de 1000 fr. de dommages-intérêts, et que l'accusé et ses défenseurs ont combattu ces conclusions au cours des débats; qu'après le verdict du jury le ministère public a conclu tant sur l'application de la peine que sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile; que l'accusé et les défenseurs ont eu la parole sur ces réquisitions; que les dispositions de l'art. 362 précité ont été observées et les droits de la défense n'ont pas été violés; que, dans ces circonstances, la procédure est régulière; que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury et que les textes visés par le pourvoi, loin d'avoir été violés, ont été sagement appliqués; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 18 juin 1885. Ch. crim. MM. Vételay, rap.-Loubers, av. gén.-Sauvel et Perrin, av.

(1) (Célestin-Aloïse Kauffmann.) — LA COUR; — ... Sur le second moyen, tiré de la fausse application de l'art. 147 c. pén., en ce que le fait déclaré constant par le jury n'offrirait pas le caractère d'un faux en écriture de commerce : — Vu l'art. 147 c. pén. et l'art. 638 c. com.; — Attendu que Kauffmann a été déclaré par le jury convaincu d'avoir, en 1874, à Plainfaing, ou en tout autre lieu de France, sur une traite datée de Plainfaing, le 6 oct. 1874, tirée par lui-même sur le sieur Chenal, ferblantier à Plainfaing, portant somme de 150 fr., valeur en compte sur une voiture, frauduleusement apposé la mention *acceptée* et la fausse signature *Chenal*; — Attendu que cette traite, n'étant pas tirée d'un lieu sur un autre, ne constituait pas une lettre de change qui fût virtuellement et par elle-même une écriture de commerce; — Mais attendu que l'art. 638 c. com. dispose que les billets souscrits par un commerçant seront censés faits pour son commerce, lorsqu'une autre cause n'y est pas énoncée; — Attendu que

somme confiée par un tiers à une banque de dépôts, constituant le crime de faux en écriture privée et non celui de faux en écriture de commerce (Cour d'assises du Rhône, 22 nov. 1863, aff. N..., D. P. 65. 5. 201. V. Conf. Blanche, n° 184; Garraud, n° 193, p. 265).

**290.** — 5° *Récépissés et warrants.* — Au point de vue du faux en écriture, il en est, croyons-nous, des récépissés et warrants, délivrés par les magasins généraux, en vertu de la loi du 28 mai 1858 (D. P. 58. 4. 69), comme des chèques. En d'autres termes, les récépissés de marchandises et les warrants constituent, comme les chèques, suivant les circonstances, tantôt des écritures de commerce, tantôt des écritures privées. Le warrant sera une écriture de commerce ou une écriture civile, suivant que son endos aura pour cause une obligation commerciale, ou une obligation civile. Le récépissé sera une écriture de commerce ou une écriture civile, suivant que la vente que son endos réalisera sera une vente commerciale ou une vente civile (Garraud, n° 193, p. 265; P. Auger, *op. cit.*, p. 148).

A notre connaissance, la jurisprudence ne présente qu'un seul arrêt rendu en matière de faux dans un récépissé de marchandises. Par cet arrêt, la cour de Paris a jugé que l'antidate de l'endossement d'un récépissé peut constituer un faux en écriture de commerce (Paris, 6 juin 1885, aff. Meunier, D. P. 86. 2. 117, motifs de l'arrêt).

**291.** — 6° *Endossements.* — La propriété de tous les instruments de crédit dont il vient d'être parlé, lettres de change, billets à ordre, billets à domicile, récépissés de marchandises, warrants, chèques, se transmet en général par la voie de l'endossement (c. com. art. 136, 187; L. 28 mai 1838, art. 3; L. 14 juin 1865, art. 1<sup>er</sup>). La plupart du temps, ces instruments de crédit, outre l'engagement contracté dans le titre primitif, présentent une série d'engagements successifs, pris par la voie de l'endossement. On s'est demandé, à cette occasion, quelle est l'influence, sur la nature de l'écrit, des transmissions par endossement dont il a été l'objet. Lorsque

le faussaire a émis un titre à ordre, qui n'est par lui-même qu'une écriture privée, ce titre devient-il une écriture de commerce, parce qu'il est plus tard mis en circulation par un endossement commercial? Et réciproquement, si le titre fabriqué par le faussaire est commercial par lui-même, le fait qu'il est, plus tard, endossé par un individu non commerçant transforme-t-il la nature du faux et lui donne-t-il le caractère de faux en écriture privée?

**292.** La question qui vient d'être posée ne peut pas concerner les lettres de change, puisque celles-ci sont écritures de commerce entre toutes personnes (c. com. art. 632), c'est-à-dire aussi bien pour les endosseurs que pour le souscripteur. Tous ceux qui participent par leur signature à une lettre de change font acte de commerce, et tout faux en matière de lettres de change est nécessairement un faux en écriture de commerce (Garraud, n° 192; Blanche, n° 185; P. Auger, *loc. cit.*). Spécialement, il a été jugé (et cela ne pouvait pas faire doute) que la transposition frauduleuse faite de son endossement par l'un des endosseurs d'une lettre de change constitue un faux en écriture de commerce (Crim. cass. 29 janv. 1847, *Bull. crim.*, n° 17).

Mais il n'en est pas de même des autres instruments de crédit, tels que billets à ordre, chèques, récépissés et warrants, ceux-ci, à la différence des lettres de change, n'étant pas nécessairement des effets de commerce. Dans ces titres, la nature des engagements peut varier. Les uns peuvent être de nature commerciale, les autres de nature civile. Ainsi le titre peut être civil et l'endossement commercial, et réciproquement. La question de l'influence sur la nature de l'écrit, de la transmission ou des transmissions successives dont il peut avoir été l'objet, peut donc ici se poser, et elle se pose, en effet, ainsi que l'ont fait remarquer MM. P. Auger et Garraud, *loc. cit.*, dans deux ordres de circonstances.

**293.** Lorsque le faussaire a émis un titre à ordre, autre

le faux acquit était signé par Léon Poitrine; que le jury n'avait pas déclaré que Poitrine fût commerçant, que le faux acquit constituait seulement un faux en écriture privée;

En ce qui touche Prudent-Elie Renault: — Attendu qu'il a été déclaré coupable: 1° d'avoir recélé sciemment des effets provenant d'un vol domestique commis par le nommé Lambert; — 2° d'avoir conjointement avec Barthélemy commis un faux en écriture de commerce; — 3° d'avoir fait usage de la pièce fausse; — 4° En outre, d'avoir commis, seul, quatre faux que l'arrêt attaqué qualifie faux en écriture de commerce; — Attendu que Renault qui avait obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes a été condamné à cinq années de réclusion et 100 francs d'amende, et que cette peine ne peut être justifiée que par les déclarations affirmatives du jury sur des faux en écriture de commerce;

En ce qui concerne le premier faux relaté sous le n° 6: — Attendu que le jury a été interrogé par une question unique, sur le point de savoir si Renault était coupable d'avoir, sur un chèque tiré par un commerçant, fabriqué un faux endossement en apposant ou faisant apposer au-dessus de la signature du tireur la fausse mention: of. n. Léon Poitrine et la fausse date Vichy, 8 août 1882, et d'avoir fabriqué à la suite, sur le même chèque, un faux acquit par l'apposition de la fausse signature Léon Poitrine au-dessus de la mention: London, 12 août 1882; — Attendu que, ainsi qu'il a été dit plus haut, le faux endossement et le faux acquit constituant des crimes distincts qui auraient dû faire l'objet de deux questions séparées, la question unique qui les a réunis est entachée du vice de complexité, et que la nullité de cette question entraîne la nullité de la question d'usage qui s'y réfère; qu'en outre, le faux acquit, étant signé par Léon Poitrine que le jury n'a pas déclaré commerçant, ne constituait qu'un faux en écriture privée qui ne pouvait donner lieu à l'application des peines édictées par les art. 147 et 148 c. pén.;

En ce qui concerne les deuxième, troisième et quatrième faux, faisant l'objet des questions 14, 15 et 16: — Attendu que le jury a été interrogé par trois questions sur le point de savoir si l'accusé était coupable d'avoir sur trois billets à ordre souscrits par un commerçant au profit d'un commerçant, apposé au-dessus de la signature Ferrand, endosseur, pour valoir endossement à son profit, le faux nom de Léon Nyls, et à la suite pour valoir acquit la fausse signature Léon Nyls; — Attendu que, dans chacune de ces trois questions, le faux endossement et le faux acquit ont été compris dans un même contexte; que par les motifs ci-dessus exposés, les faux endossements et les faux acquits, constituant des crimes distincts, auraient dû faire l'objet de questions séparées, et que chacune des trois questions dans laquelle ils se trouvent réunis est entachée du vice de complexité; — Attendu,

en outre, que la fausse signature Léon Nyls apposée sur les trois billets pour valoir acquit, n'ayant pas été attribuée par le jury à un commerçant, les faux acquits ne constituaient que des faux en écriture privée, lesquels ne pouvaient donner lieu à l'application des peines édictées par les art. 147 et 148 c. pén.; — En ce qui concerne le cinquième faux, faisant l'objet de la question n° 17: — Attendu que le jury a été interrogé sur le point de savoir si l'accusé était coupable d'avoir fabriqué ou fait fabriquer au-dessous d'un endossement en blanc signé Ferrand au dos d'un billet à ordre souscrit par un commerçant au profit d'un commerçant, pour valoir acquit, la fausse signature L. Nyls; — Attendu que cette question ne présente pas comme celles précédemment visées, le vice de complexité; qu'elle a été régulièrement posée, et que, par conséquent, la réponse affirmative du jury est régulière; mais attendu que le jury n'a pas été interrogé et n'a pas eu à répondre sur le point de savoir si la fausse signature L. Nyls apposée à la suite de l'endos en blanc était celle d'un commerçant, ou si l'acquit se rattachait à une opération commerciale; que, dès lors, le faux acquit constituait seulement un faux en écriture privée, et que la réponse affirmative du jury sur cette question ne justifiait pas la peine prononcée; — Attendu que, si Barthélemy et Renault ont été déclarés coupables d'avoir sciemment recélé tout ou partie des objets, billets et effets provenant de la soustraction frauduleuse commise par Lambert au préjudice du Comptoir d'escompte dont il était homme de service à gages, la peine de la réclusion encourue pour ce crime devait être abaissée d'un degré, à raison des circonstances atténuantes, et que, dès lors, la peine de cinq années de réclusion prononcée contre les deux demandeurs n'est pas justifiée; — Et attendu qu'il résulte de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation que les faux avaient été commis sur des chèques ou billets provenant du vol commis au préjudice du Comptoir d'escompte; qu'il y avait, par conséquent, entre les faits de recel et les faits de faux une véritable indivisibilité, et qu'il importe à la bonne administration de la justice que tous ces faits soient en même temps soumis à l'appréciation du jury; — Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la cour d'assises du département de la Seine en date du 9 mai 1883 qui a condamné Barthélemy et Renault chacun à cinq années de réclusion, 100 fr. d'amende et cinq années de surveillance, ensemble les débats qui ont précédé, et les déclarations du jury; et, pour être à nouveau statué, conformément à la loi, sur les faits de l'accusation, renvoie lesdits Barthélemy et Renault, en l'état où ils se trouvent, devant la cour d'assises de Seine-et-Oise, à ce déterminée par délibération spéciale prise en chambre du conseil; — Ordonne, etc.

Du 15 juin 1883.-Ch. crim.-MM. Dupré-Lasale, rap.-Rozjat, av. gén.

qu'une lettre de change, qui n'a point pour cause une opération de commerce, le faux est commis en écriture privée. Le fait que ce titre est, plus tard, endossé par un commerçant, cet endossement fût-il un acte de commerce, ne change nullement la nature du titre, et le faux commis ne cesse point pour cela d'être un faux en écriture privée. C'est ce que la cour de cassation a jugé par de nombreux arrêts (Crim. cass. 23 mars 1827, aff. Mousson, *Rép.* n° 305; 17 janv. 1828, *Bull. crim.*, n° 9; 2 août 1838, aff. Sudric, *Rép.* n° 307; 27 sept. 1838, aff. N..., *Rép.* n° 298; 31 janv. 1840, aff. Barland, *Rép.* n° 300; 3 avr. 1841, aff. Roche, *Rép.* n° 307).

A l'inverse, si le titre émis par le faussaire est d'une nature commerciale, le fait qu'il est plus tard endossé par un individu non commerçant ne peut transformer la nature du faux et lui donner le caractère de faux en écriture privée. « En effet, dit Blanche, n° 185, les engagements pris par des personnes différentes, et en vue d'opérations différentes, ne peuvent pas se confondre. Ils sont, évidemment, indépendants les uns des autres, et, par suite, chacun d'eux doit conserver sans aucun doute le caractère qui lui est propre. Il en résulte que, si l'endossement est une écriture privée, il ne changera pas de nature, parce qu'il transmettra la propriété d'un titre primitif de nature commerciale, et que, si le titre primitif est une écriture privée, il ne deviendra pas une écriture de commerce, parce que la propriété en aura été transmise par une écriture de cette espèce ». De son côté, la cour de cassation a dit avec raison, dans un arrêt du 3 mars 1864 (aff. Surville, D. P. 65. 1. 152) rendu en matière d'endossement de bons du mont-de-piété : « que le titre constitutif de la créance et l'acte qui en constate la transmission, loin d'être indivisibles, diffèrent essentiellement par leur objet, par leur forme, et même par les parties qui y figurent, et que, s'ils se trouvent accidentellement réunis sur une même feuille, ce n'est là qu'une juxtaposition matérielle, sans valeur juridique, et qui laisse à ces deux actes leur individualité et leur caractère propres ».

Il résulte de là que ce qu'il faut considérer pour déterminer la nature du faux, c'est uniquement l'acte même du faussaire. L'endossement, fait ultérieur et distinct, ne change point la nature du titre, et celui-ci reste ce qu'il était à l'origine, commercial ou privé, suivant sa nature propre, sans que la transmission puisse en modifier aucunement le caractère (Chauveau et Faustin Hélie, n° 723; Blanche, n° 185; Garraud, n° 194; Auger, *loc. cit.*).

Il est à noter que tout ce qui vient d'être dit s'applique non seulement aux billets à ordre, mais à tous les titres à ordre autres que les lettres de change.

294. La solution doit-elle être différente si le faussaire s'est emparé d'un titre vrai, valablement émis, et a commis sur ce titre un faux endossement? Si, par exemple, le faussaire s'empare d'un billet à ordre souscrit par un commerçant, et y fabrique un endossement purement civil, ne commettra-t-il qu'un faux en écriture privée? Ou, en sens inverse, si le faussaire s'empare d'un titre souscrit par un individu non négociant, et fabrique un faux endossement pour une opération commerciale, commettra-t-il un faux en écriture de commerce? Nous croyons avec M. Auger, *loc. cit.*, et M. Garraud, n° 194, que, dans cette hypothèse comme dans la précédente, l'acte seul du faussaire est à considérer. Chaque transmission du titre, souscription et endossement, si un faux y est commis, constitue un *crime distinct* (Crim. cass. 11 janv. 1866, *Bull. crim.*, n° 10), et, conséquemment, l'endossement peut être incriminé séparément, soit comme faux en écriture privée, soit comme faux en écriture de commerce, suivant que son caractère propre est civil ou commercial.

Il a été jugé, conformément à cette doctrine, que, si un billet est d'une nature commerciale et qu'il soit endossé par un individu non commerçant, le faux commis dans cet endossement sera encore un faux en écriture privée, car la nature du billet ne peut donner à l'endossement un caractère autre que celui qui lui est propre (Crim. cass. 16 mai 1828, aff. More, *Rép.* n° 310; 6 mars 1828, aff. Passio, *Rép.* n° 308). Mais si cet endossement constituait lui-même un acte de commerce, il est évident que la solution ne serait plus la même (Chauveau et Faustin Hélie, n° 723).

D'ailleurs, chaque endossement faux constitue un crime distinct et peut être incriminé séparément (Arrêt précité du 11 janv. 1866).

Au reste, il convient de remarquer avec les auteurs précités que, dans les deux hypothèses qui viennent d'être examinées *supra*, n° 293 et suiv., il y a lieu d'appliquer la présomption de l'art. 638 c. com., suivant laquelle les billets souscrits par les commerçants sont présumés faits pour les besoins de leur commerce; mais, pour établir cette présomption, il faut s'attacher soit à la souscription primitive, soit à l'endossement, suivant que le faux a été commis dans la souscription ou dans l'endossement. « Chaque transmission du titre constituant un fait distinct, chaque faux commis constitue un crime distinct, et la présomption de la loi doit être appliquée à chaque transmission » (Garraud, *loc. cit.*). « Si donc un billet ou un titre quelconque a été souscrit par un non-négociant, mais endossé plus tard par un faussaire négociant, le faux sera réputé fait en écritures de commerce. Si un titre a été souscrit par un négociant, mais endossé plus tard par un faussaire non négociant, le faux sera réputé un faux en écriture privée » (Auger, *op. cit.*, p. 151).

Ajoutons avec M. Auger (*loc. cit.*) que, dans l'application de la présomption de la loi, il ne faut pas tenir compte seulement de la qualité du faussaire, mais aussi de la qualité de la personne dont la signature a été faussée. « Qu'un faussaire non négociant endosse un billet en imitant la signature d'un commerçant, l'endos sera réputé fait pour une opération de commerce; le crime sera réputé un faux en écriture commerciale, jusqu'à preuve contraire. Qu'un faussaire négociant contrefasse la signature d'un non-négociant, le faux sera réputé également un faux en écriture commerciale ».

295. On sait que lorsqu'un billet à ordre est à la fois souscrit et endossé par des individus commerçants et des individus non commerçants, la jurisprudence le considère comme écriture commerciale, à raison de l'indivisibilité de l'écrit (V. les arrêts cités *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 79). Au point de vue du faux, il y a lieu d'en conclure que le faussaire qui fabriquerait un billet souscrit à la fois par des individus commerçants et des individus non commerçants commettrait le crime de faux en écriture de commerce (V. en ce sens : Chauveau et Faustin Hélie, n° 723, p. 462; Garraud, n° 194, p. 267 *in fine*). — Toutefois, suivant Chauveau et Faustin Hélie (*loc. cit.*), si le faux ne porte que sur la signature d'un individu non commerçant, il ne doit pas être réputé fait en écriture de commerce. Ce n'est que dans le cas où le billet entier aurait été fabriqué, ou sa substance altérée, que la signature commerciale apposée à sa suite pourrait réfléchir son caractère de l'acte lui-même.

De même que chaque faux endossement constitue un crime distinct (Crim. cass. 11 janv. 1866, cité *supra*, n° 294), de même la fabrication d'un faux endossement sur une traite est complètement distincte de la fabrication d'une fausse acceptation sur ladite traite. Il s'ensuit qu'il y aurait nullité, pour complexité, si le jury était interrogé par une seule et même question sur ces deux crimes distincts qui constituent, dès lors, chacun un chef principal d'accusation (Crim. rej. 27 nov. 1886, *supra*, n° 203).

296. Pour achever ce qui concerne les faux dans les endossements, il convient de noter ici plusieurs arrêts qui ont jugé, avec raison, et conformément aux art. 139 et 187 c. com., que l'insertion avec antidate d'endossements au dessus de signatures en blanc, sur des effets de commerce, pour nuire à autrui, constitue un faux (Crim. rej. 6 avr. 1809, aff. Devolder, *Rép.* n° 132; 18 oct. 1848, *Bull. crim.*, n° 254; Crim. cass. 30 juill. 1852, aff. Garnier, D. P. 52. 1. 301); alors surtout que le billet avait déjà été acquitté (Mêmes arrêts des 18 oct. 1848 et 30 juill. 1852); — et encore bien que ces endossements ainsi ajoutés ne soient pas datés et qu'ils puissent être irréguliers (Même arrêt du 18 oct. 1848).

Relativement à l'antidate de l'endossement d'un récépissé de marchandises, V. l'arrêt de Paris du 6 juin 1885, cité *supra*, n° 290.

297. — 7° *Titres au porteur*. — Les titres au porteur n'ont pas nécessairement le caractère d'écriture commerciale, mais il leur appartient quand ils sont émis par des sociétés

ayant elles-mêmes ce caractère. Spécialement, il a été jugé que les obligations négociables émises par la société anonyme du Crédit foncier de France, laquelle est une société de nature commerciale, sont, même quand une hypothèque les garantit ainsi que les coupons qui s'y rapportent, des écritures de commerce, protégées contre les falsifications par l'art. 147 c. pén. (Crim. rej. 5 mai 1870, aff. Legueff, D. P. 70. 1. 371).

**298.** — II. LIVRES DE COMMERCE. — Parmi les livres de commerce, les uns sont obligatoires, les autres ne sont que facultatifs. Il est évident que les faux exécutés dans les livres obligatoires, c'est-à-dire dans le livre journal, le livre copie de lettres et le livre des inventaires, constituent des faux en écriture de commerce. C'est une vérité reconnue au Rép. n° 322, et admise par tous les auteurs (V. notamment : Blanche, n° 172; Garraud, n° 189). — A l'égard du livre des inventaires, il a été jugé, depuis la publication du Répertoire, que le crime de faux en écriture de commerce est commis par le commerçant qui altère frauduleusement les totaux et la balance de son inventaire (Crim. cass. 26 juin 1857, aff. Gédéon, D. P. 57. 1. 375). Et il en est ainsi dans le cas même où l'inventaire consiste dans de simples états de situation, la loi n'assujettissant pas à une forme particulière l'inventaire prescrit aux commerçants (Crim. rej. 23 août 1853, aff. Vavasseur, D. P. 53. 1. 277). — Jugé aussi que les altérations d'écritures commises par un entrepreneur de travaux publics sur le livre copie de lettres, que tout commerçant doit tenir, aux termes de la loi, constituent une falsification d'écritures de commerce (Crim. cass. 22 mars 1890, cité *supra*, n° 192).

**299.** La même solution s'étend-elle aux livres auxiliaires, qui ne sont que facultatifs ? Oui, avons-nous dit au Rép. n° 322, et la raison en est que, pour être facultatifs, les livres auxiliaires n'en sont pas moins des écritures destinées à constater des opérations commerciales (Blanche, n° 173; Garraud, n° 137, p. 190). Aussi a-t-il été jugé qu'il y a faux en écriture de commerce lorsqu'il est constaté que le faux a été commis : « sur une pièce ou registre servant au commerce » (Crim. rej. 13 mars 1851, aff. Boutin, D. P. 5. 268); — Sur le registre d'entrée et de sortie des marchandises d'une maison de commerce (Crim. rej. 26 juin 1841, aff. Néeracher, Rép. n° 322); — Ou dans un carnet ou livre de banque (Crim. cass. 27 juill. 1849, *Bull. crim.*, n° 182); — Ou sur le livre d'entrée et de sortie des billets tenu par un banquier (Crim. rej. 12 sept. 1867, aff. Denis, D. P. 68. 5. 227); — Ou sur le livre dans lequel un marchand (dans l'espèce, un boucher) constate les livraisons faites à un individu dont il est le fournisseur, lorsque ce livre,

d'après l'usage ou la convention des parties, est destiné à servir de base, entre le vendeur et l'acheteur, au règlement de compte des fournitures (Crim. rej. 29 nov. 1860, aff. Dumonteil, D. P. 61. 5. 223); — Ou sur les carnets relatifs aux salaires des ouvriers d'un établissement, si l'objet de ces carnets est de servir de base aux règlements des salaires entre les ouvriers et le patron (Crim. cass. 14 févr. 1868, aff. Mas, D. P. 68. 1. 353); — Ou sur les livres de caisse (Crim. rej. 11 oct. 1840, aff. N..., Rép. n° 324; 22 sept. 1859, aff. Montaron, D. P. 66. 5. 226; 2 janv. 1874, aff. Palaysi, D. P. 76. 5. 251; 12 févr. 1874, aff. Lafosse, D. P. 76. 5. 251; 27 août 1874 (1); 23 mars 1876, aff. Sesson, D. P. 77. 1. 192. Conf. Blanche, n° 173; Chauveau et Faustin Hélie, n° 725; Garraud, n° 189); — Ou enfin sur les livres et registres créés pour le service privé d'une compagnie de chemin de fer, et notamment pour la constatation de valeurs remises par l'un des employés de la compagnie à un autre employé (Crim. rej. 29 avr. 1853, aff. Burnouf, D. P. 53. 5. 228).

Il a, d'ailleurs, été jugé, avec raison, que les registres de commerce pouvant non seulement constituer une preuve contre le commerçant qui les tient, mais aussi fournir des présomptions ou commencements de preuves contre ceux avec lesquels il est en relations, c'est à tort qu'on refuserait de considérer comme faux commercial le fait de ce commerçant d'avoir frauduleusement falsifié les énonciations de ses registres et de les avoir ensuite produits en justice, s'il est établi qu'un préjudice en pouvait résulter pour autrui (Crim. cass. 22 mars 1862, aff. Grosleron, D. P. 62. 1. 388; 15 mai 1862, même affaire, *ibid.*; Ch. réun. rej. 22 juill. 1862, même affaire, *ibid.*). — Jugé spécialement qu'il y a faux en écritures de commerce dans le fait d'un entrepreneur de travaux publics qui altère frauduleusement son registre copie de lettres en effaçant des lettres au moyen de lavages chimiques et en y substituant, par le décalque, de prétendues lettres destinées à prouver le bien fondé des réclamations soulevées contre les ponts et chaussées, ce registre étant « en cas de réclamation judiciaire, susceptible de former, sinon un titre parfait, du moins une de ces présomptions que la loi abandonne à la prudence du juge » (Crim. rej. 20 mars 1891) (2).

Et il y a faux en écriture de commerce encore bien que les registres n'auraient pas été visés et parafés, ainsi que le prescrit l'art. 11 c. com. (Arrêts précités des 22 mars 1862, 15 mai 1862 et 20 mars 1891); ou qu'ils se trouveraient irrégulièrement tenus (Crim. rej. 7 mai 1863, aff. Guéneau, D. P. 63. 1. 272. Conf. Blanche, t. 3, n° 133; Garraud, n° 137, p. 189).

Du 27 août 1874.-Ch. crim.-MM. Lascoux, rap.-Charrins, av. gén.-Larnac, av.

(1) (Jean-César-Alfred Colein.) — La cour; — Vu les conclusions déposées par M<sup>e</sup> Larnac, et relevant un moyen de cassation tiré de la violation des art. 10 et suiv. c. com., 147 et 148 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué a jugé qu'il y avait crime de faux en écriture de commerce dans des mentions mensongères inscrites sur le livre de caisse d'un commerçant; — Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait : 1° que Colein, commerçant, ayant été poursuivi par la Compagnie d'assurances contre l'incendie : *la France*, qui lui réclamait le paiement d'une somme de 1294 fr. 65 cent., montant d'une année de prime, a, pour repousser cette réclamation, produit devant la cour d'appel de Caen son livre de caisse duquel il résultait que ladite somme avait été payée; 2° que les écritures de ce livre de caisse avaient été passées faussement et après coup dans de nombreux blancs que contenait le livre, et que, pour coordonner ces fausses constatations avec d'autres écritures déjà passées et leur donner de la vraisemblance, Colein avait eu recours à l'altération de dates et à l'inscription d'opérations purement fictives; — Attendu que, si en thèse de droit absolu l'altération de certains registres n'est point de nature à être incriminée tant que le registre falsifié reste en la possession de celui qui le tient, il en est différemment lorsque la falsification a eu lieu en vue d'une production préjudiciable à autrui, et qu'en réalité cette production a été effectuée : — Attendu que, de ce qui précède, il résulte que c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a considéré les faits reprochés à Colein comme constituant le crime de faux en écriture de commerce, et le crime d'usage sciemment fait de la pièce fautive, prévus par les art. 147 et 148 c. pén.; — Attendu, d'ailleurs, que ledit arrêt a été rendu par le nombre de magistrats voulu par la loi; que le ministère public a été entendu, et que la cour d'assises du Calvados est compétente pour connaître des faits incriminés; — Rejette, etc.

(2) (Chervet et Bizouiller.) — La cour; — Sur le premier moyen tiré de la violation des art. 337, 345, 347 c. instr. crim., et 1 de la loi du 13 mai 1836, en ce que les questions posées au jury auraient été entachées de complexité : — Attendu que les questions arguées de complexité, auxquelles se rapportent toutes les autres, sont les questions 1 et 6, lesquelles sont rédigées dans les mêmes termes; que la question 1 est ainsi conçue : « Chervet Guillaume est-il coupable d'avoir, à Paris, au mois de juillet 1887, frauduleusement altéré un registre contenant la copie de la correspondance du nommé Bizouiller, entrepreneur de travaux publics, et relative à ces entreprises, et désigné sous le nom de copie de lettres C, en effaçant, par un procédé quelconque, des lettres qui y étaient reproduites, et en y décalquant à leur place de prétendues lettres destinées à établir le bien fondé des réclamations dudit Bizouiller vis-à-vis de l'administration des ponts et chaussées, d'où il est résulté un préjudice pour autrui »; — Attendu que cette question contient un fait principal unique de falsification d'un registre; — Que les altérations frauduleuses des lettres vraies, et leur remplacement par des lettres supposées, qui y sont mentionnées, n'ont été que les moyens employés pour opérer cette falsification, et qu'en les réunissant dans la même question, le président de la cour d'assises n'a fait que reproduire le fait principal de l'accusation, tel qu'il résultait de l'acte d'accusation et de l'arrêt de renvoi;

Sur le deuxième moyen tiré de la violation des art. 334, 337 et 345 c. instr. crim., en ce qu'il aurait été demandé au jury si un registre copie de lettres aurait été falsifié, et en ce qu'une question de droit excédant les limites de sa compétence lui aurait été ainsi posée : — Attendu que le registre argué de faux n'est pas

**300.** La jurisprudence a aussi décidé, avec raison, que les registres des facteurs aux halles (Crim. cass. 25 févr. 1854, aff. Dufour, D. P. 54. 1. 162) et ceux des commissionnaires du mont-de-piété (Crim. cass. 25 déc. 1853, aff. Pacquemont, D. P. 54. 1. 40) sont des écritures commerciales, d'où il suit que les faux commis sur les mêmes registres sont des faux en écritures commerciales. Le point de savoir si les commissionnaires du mont-de-piété sont commerçants est, du reste, controversé (Conf. arrêt précité du 25 déc. 1853 et Paris 31 déc. 1852, aff. Marville, D. P. 53. 2. 81).

Au contraire, la cour de cassation a vu des écritures publiques dans les actes des courtiers et agents de change et les livres destinés à constater leurs opérations, soit que le faux ait été commis par ces officiers publics eux-mêmes, soit qu'il ait été commis par toute autre personne (Crim. cass. 19 juill. 1860, aff. Colomès, D. P. 61. 1. 407). — En ce qui concerne les agents de change, la solution qui précède n'a pas reçu l'assentiment complet de M. Garraud. Le savant professeur (n° 189, note 9), incline à regarder les écritures des agents de change comme commerciales, par ce motif que ces officiers, bien que nommés par le président de la République, sont, en réalité, des intermédiaires privilégiés.

**301.** Enfin un arrêt de la cour de cassation a décidé que les altérations frauduleuses d'écritures, qu'elles soient commises par un tiers ou par le gérant d'une association en participation, si elles réunissent, d'ailleurs, tous les caractères du faux et sont portées sur des livres de commerce admis à faire preuve entre les coparticipants, constituent le crime de faux en écritures de commerce (Crim. cass. 5 nov. 1887, *suprà*, n° 146).

A l'égard des faux par omission sur les livres de commerce, V. les arrêts des 30 déc. 1858 et 23 mars 1876, cités *suprà*, n° 233).

**302.** — III. ECRITS RELATIFS AU COMMERCE TERRESTRE OU MARITIME. — 1° *Ecrits emportant obligations ou décharge.* — L'altération de la vérité dans tous écrits relatifs au commerce et emportant obligation, disposition ou décharge, est constitutive du crime prévu par l'art. 147 c. com. (Blanche, n° 176; Garraud, n° 190). Il a été jugé que la qualification de faux en écriture de commerce doit être

donnée : 1° à la fabrication de lettres ou de dépêches télégraphiques de négociants à négociants, contenant demande de marchandises (Crim. rej. 13 juin 1846, aff. Fournier, D. P. 46. 4. 294; 2 juill. 1846, aff. Boutaud et Collonge, *ibid.*; 13 juill. 1854) (1); — 2° A la fabrication de lettres missives portant la fausse signature d'un commerçant et ayant pour objet de faciliter la négociation d'un billet présenté à l'escompte d'un banquier (Crim. rej. 12 sept. 1839, *Bull. crim.*, n° 295), ou contenant des demandes d'argent se rattachant à une cause commerciale (Crim. cass. 4 juin 1859, aff. Robinet, D. P. 59. 1. 384); — 3° A la fabrication d'un faux télégramme adressé à un établissement de banque et de crédit sous la signature fausse de l'un de ses représentants pour prescrire la vente et l'achat à la Bourse de certaines valeurs (Crim. rej. 6 juill. 1883, *suprà*, n° 124); — 4° A l'altération de pièces de comptabilité d'une compagnie commerciale (Crim. rej. 17 août 1877) (2); — 5° A la falsification d'un compte entre associés, arrêté en vue de spéculations commerciales (Crim. rej. 24 janv. 1856, aff. Meaurin, D. P. 56. 1. 110); — 6° A l'inscription sur un bulletin préparé par un marchand pour servir ultérieurement à la constatation d'une vente de marchandises, de signes pareils à ceux qui sont usités pour cette constatation (Crim. rej. 28 mai 1846, cité *suprà*, n° 134).

**303.** On doit aussi considérer comme faux en écriture de commerce, en matière de quittances : 1° les fausses quittances attribuées à un commerçant pour des objets de son commerce (Paris, 27 juill. 1852, cité par Rolland de Villargues, *Codes criminels*, t. 1<sup>er</sup>, art. 147 c. pén., p. 595, n° 303); — 2° La fabrication par un commerçant ayant reçu livraison d'une fourniture destinée à son commerce, d'une fausse quittance dans laquelle un mandataire du commerçant vendeur est présenté comme accusant réception du prix de cette fourniture (Crim. cass. 23 janv. 1864, aff. Chazal, D. P. 65. 5. 201); — 3° La falsification d'un reçu délivré entre associés en vue d'une spéculation sur des achats d'actions et de créances (Crim. rej. 24 janv. 1856, aff. Meaurin, cité au n° précédent). — V. aussi les arrêts des 28 mai 1825, 19 août 1830 et 22 juin 1832, *Rép.* n° 318 et 319.

**304.** — 2° *Assurances.* — On sait qu'il est des opérations, telles que les assurances faites par les compagnies à prime, qui sont commerciales pour l'une des parties, la compagnie

c. instr. crim., la déclaration du jury ne peut jamais être soumise à aucun recours; — Attendu que le demandeur a été déclaré coupable d'avoir, en décembre 1853, fabriqué ou fait fabriquer une lettre missive, datée de Versailles, le 12 décembre, contenant demande à Becker, commerçant à Paris, de diverses marchandises, et d'y avoir apposé ou fait apposer la fausse signature Léopold Feistèle, présentée comme étant une signature de commerçant; — Attendu que les faits constatés présentent tous les caractères du crime de faux en écriture de commerce, prévu par l'art. 147 c. pén.;

Par ces motifs, rejette.

Du 13 juill. 1854. — Ch. crim.-M. de Glos, rap.

(2) (François-Alphonse Colligny.) — LA COUR; — Sur le premier moyen, pris d'une fausse application des art. 147, 148, 160 c. pén., 632 et suiv. c. com., en ce que les questions posées au jury ne relèveraient pas suffisamment la commercialité des faux dont le demandeur a été reconnu complice : — Attendu qu'il résulte des questions affirmativement résolues par le jury, que les faux dont le demandeur a été reconnu complice, ont été commis au préjudice de la compagnie des Messageries nationales, laquelle, y est-il dit, est commerciale, et ce par l'altération de bordereaux et autres pièces relatives à la comptabilité commerciale de ladite compagnie; qu'ainsi, et à ce double point de vue, les faux relevés à la charge de l'accusé avaient incontestablement le caractère de faux en écriture de commerce;... — Sur le troisième moyen, pris d'une prétendue violation de l'art. 349 c. instr. crim., en ce que la signature du chef du jury approbative d'un certain nombre de mots rayés comme nuls, n'aurait pas été authentiquée par celle du président des assises et du greffier; — Attendu que le président des assises et le greffier, en apposant leurs signatures à la suite de celle du chef du jury et au pied des questions affirmativement résolues, ont suffisamment satisfait au vœu de la loi et que rien ne les oblige à la formalité supplémentaire que le pourvoi leur reproche de n'avoir pas accomplie;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 17 août 1877. — Ch. crim.-MM. Robert de Chenivière, rap.-Lacointe, av. gén.-Carteron, av.

seulement désigné, dans la question posée, par la dénomination de registre copie de lettres; — Que la question contient, en outre, tous les éléments de fait qui devaient être soumis au jury pour la description complète dudit registre, et qui ont permis à la cour de lui assigner le caractère légal d'écriture de commerce qui lui appartient;...

Sur le quatrième moyen, tiré de la violation des art. 147 et 148 c. pén., en ce que les registres copies de lettre falsifiés n'avaient pas été visés conformément à l'art. 11 c. com., et que dès lors leur falsification n'aurait pas été de nature à porter préjudice à autrui : — Attendu que si les registres copies de lettres produits par Chervet et Bizouiller pour établir, auprès de l'administration des ponts et chaussées, la légitimité des réclamations faites par Bizouiller à cette administration, n'étaient pas visés conformément à l'art. 11 c. com., et si dès lors ils n'étaient pas, aux termes de l'art. 13 du même code, susceptibles de faire foi en justice à son profit, ils n'en constituaient pas moins des écritures de commerce de nature à exercer sur l'Administration la plus grande influence pour le règlement des difficultés qui lui étaient soumises; et qu'ils auraient été, en cas de réclamation judiciaire, susceptibles de former, sinon un titre parfait, du moins une de ces présomptions que la loi abandonne à la prudence du juge; — D'où il suit que leur falsification était de nature à porter préjudice à autrui; — Attendu, d'ailleurs, que les questions répondues affirmativement par le jury énoncent expressément que des faux incriminés il était résulté ou pouvait résulter un préjudice pour autrui, et que cette décision étant irréfutable, il n'est plus permis de soutenir devant la cour de cassation qu'il n'y a pas de faux criminel, sous le prétexte qu'il n'y aurait pas eu de préjudice causé; — Par ces motifs, rejette.

Du 20 mars 1894. — Ch. crim.-MM. Lœw, pr.-Tanon, rap.-Baudouin, av. gén.-de Ramel, av.

(1) (Hirsch.) — LA COUR; — Sur l'unique moyen tiré de la violation de l'art. 147 c. pén. en ce que le fait imputé au demandeur et tel qu'il résulte de la lettre par lui fabriquée, ne peut constituer un faux en écriture de commerce : — Attendu que les questions ont été posées conformément au résumé de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation; — Attendu qu'aux termes de l'art. 350



d'assurances, et civile par l'autre, l'assuré commerçant ou non commerçant. A l'égard de l'assuré, l'assurance n'a un caractère commercial que lorsqu'elle s'applique à un risque commercial. Il a été jugé, en conséquence, que la fausse signature de l'assuré, apposée sur une police d'assurance contre l'incendie constitue un faux en écriture privée (Crim. cass. 10 mars 1855, *Bull. crim.*, n° 92. Conf. Blanche, n° 178; Garraud, n° 190).

Il n'en serait pas de même des altérations qui seraient exécutées dans les polices d'assurances maritimes. En effet, ces dernières assurances (comme tous les contrats relatifs au commerce de mer) constituent toujours des engagements commerciaux; d'où la conséquence que les faux commis dans les polices d'assurances maritimes sont nécessairement des faux en écriture de commerce, sans qu'il y ait à distinguer entre les altérations qui portent sur la signature ou les obligations de l'assureur, et celles qui portent sur la signature ou les obligations de l'assuré (Blanche, n° 186).

**305.** — 3° *Ecritures relatives à la faillite.* — Les écritures relatives aux différentes opérations de la faillite étant commerciales, les falsifications dont elles seraient l'objet seraient évidemment punissables des peines du faux en écriture de commerce. La jurisprudence criminelle ne paraît offrir aucun arrêt concernant les faux dans ces sortes d'écriture (Blanche, n° 187). Il convient toutefois de rappeler ici qu'un arrêt de cassation du 14 juin 1873, aff. Arnauld, D. P. 74. 1. 41, déjà cité *suprà*, n° 131, a décidé, avec raison, que le fait, par un failli, d'avoir, dans le bilan qu'il a déposé, frauduleusement exagéré l'importance de son actif et diminué son passif, ne constitue pas le crime de faux, parce que le bilan n'a pas pour objet de constater, mais seulement d'indiquer la situation du failli, « que cet acte ne peut être la base d'aucune action contre les tiers; qu'on ne saurait puiser dans ses énonciations aucune preuve ou présomption pouvant donner naissance à un droit quelconque ».

**306.** — IV. CONSTATATION. — 1° *Chambres d'accusation.* — Il est de principe que les chambres d'accusation ont, comme juges du fait, une appréciation souveraine, mais que, comme juges du droit, leurs décisions peuvent devenir l'objet d'un recours devant la cour de cassation. Décider quelle est la nature et le caractère du crime imputable à l'accusé, c'est évidemment statuer comme juge du droit. Il suit de là qu'un arrêt de chambre des mises en accusation qui, après avoir constaté qu'un prévenu a transformé une reconnaissance civile en un billet de commerce, en y introduisant les mots à l'ordre de..., et a transmis ce billet, par voie d'endossement, à l'insu du débiteur, renvoie néanmoins ce prévenu des poursuites, sous le prétexte que la falsification de l'obligation primitive ne pouvait nuire au débiteur, est, à cet égard, justiciable de la cour de cassation (Crim. cass. 13 mars 1850, cité *suprà*, n° 183. Conf. Blanche, n° 191; Garraud, n° 228). — Nous signalerons encore, relativement aux pouvoirs des chambres d'accusation en matière de faux en écriture de commerce, deux autres arrêts de la cour de cassation. Le premier (Crim. cass. 23 janv. 1864, aff. Chazol, D. P. 65. 5. 204) a reconnu que l'arrêt d'accusation qui constate que la signature fautive est celle d'un commerçant ou de son mandataire, et que la dette, objet de la quittance fautive, avait été contractée pour une opération commerciale, constate les éléments du faux en écriture de commerce. Le second (Crim. cass. 13 mai 1887, *suprà*, n° 203), a décidé que l'arrêt de renvoi qui contient un exposé des faits d'où il résulte que l'accusé aurait participé à la fabrication d'une traite fautive et de fausses conventions destinées à accréditer le porteur de la traite et à lui en faire obtenir frauduleusement le paiement, relève suffisamment l'intention de nuire et le préjudice.

Précédemment, un autre arrêt de la même cour avait, avec raison, décidé que l'accusé renvoyé aux assises pour faux rentrant dans la classe des crimes ne peut attaquer l'arrêt de la chambre d'accusation sous prétexte de fausse qualification, puisqu'il appartient à la cour d'assises de distinguer, d'après le verdict, si les faux sont en écriture privée

ou en écriture de commerce (Crim. rej. 11 janv. 1866, *Bull. crim.*, n° 10).

**307.** — 2° *Questions au jury.* — Ainsi qu'on l'a dit au Rép. n° 327, il n'appartient pas au jury d'apprécier si les écritures falsifiées sont ou non des écritures de commerce; mais le jury doit être interrogé sur toutes les circonstances constitutives de l'écriture commerciale; et c'est d'après ses réponses sur l'existence ou l'absence de ces circonstances que la cour d'assises doit constater le caractère légal de l'écriture incriminée, afin de déterminer, suivant ce caractère, la peine encourue par le faussaire. Les jurés sont, en effet, juges des points de fait, et la cour est juge des points de droit. V. les nombreux arrêts cités au Rép. n° 327. Cette doctrine est aujourd'hui absolument certaine (Chauveau et Faustin Hélie, n° 726; Blanche, n° 191; Garraud, n° 229; Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. 8, n° 3687 et 3697; Nouguier, t. 4, 1<sup>er</sup> vol. n° 2653 et 2660).

La jurisprudence a fait, depuis la publication du Répertoire, d'importantes applications de cette doctrine. C'est ainsi qu'il a été jugé que les peines du faux en écriture de commerce ne peuvent être appliquées à un individu déclaré coupable par le jury d'avoir falsifié un effet négociable, s'il ne résulte pas de cette déclaration que cet effet réunit tous les caractères de la lettre de change, ou que, constituant un simple billet à ordre ou à domicile, il a été souscrit ou endossé par un négociant, ou a pour cause une opération de commerce (Crim. cass. 10 oct. 1856, aff. Biny, D. P. 56. 1. 467). — Jugé, de même, par plusieurs arrêts de la cour suprême, qu'un crime de faux reconnu à la charge de l'accusé par la déclaration du jury ne peut être réprimé comme faux en écriture de commerce qu'autant que le caractère commercial du billet à ordre falsifié résulte des questions posées au jury (Crim. rej. 1<sup>er</sup> oct. 1846, aff. Bassot, D. P. 46. 4. 135; Crim. cass. 2 mai 1873, aff. Boisson, D. P. 74. 1. 500; Crim. rej. 13 juin 1873, aff. Thomas, D. P. 73. 1. 318). — De même encore, il a été jugé qu'un accusé ne peut être condamné pour crime de faux en écriture de commerce qu'autant que les questions soumises au jury résolues affirmativement par lui ont relevé les circonstances qui donnaient à l'acte argué le caractère commercial, par exemple, qu'une lettre missive contenant demande d'argent était revêtue de signatures de commerçants et se rattachait à des opérations commerciales (Crim. cass. 4 juin 1859, aff. Robinet, D. P. 59. 1. 384).

Décidé encore que le fait d'avoir inséré après coup, dans un carnet ou livre de banque, la mention d'un paiement fait à un tiers, ne peut constituer le crime de faux en écriture de commerce qu'autant que la déclaration du jury constate la qualité de commerçant de celui qui a commis cette altération (Crim. cass. 27 juill. 1849, aff. Pauty, *suprà*, n° 299); — et aussi que, dans une poursuite pour fausse signature apposée sur un acte bilatéral inscrit par un commerçant sur son registre de commerce, à dessein de constater une convention commerciale entre un commerçant et les fondés de pouvoir d'une maison de commerce, l'accusation de faux en écriture de commerce n'est pas purgée si la question soumise au jury n'a relevé ni le caractère commercial du marché, ni la circonstance que le marché a été écrit sur les livres de commerce (Crim. rej. 16 juin 1865, aff. Mauré, D. P. 65. 1. 497).

Au contraire, il a été jugé, en vertu du même principe, qu'en matière de faux commercial, la question posée au jury constate suffisamment les circonstances constitutives de la commercialité lorsqu'elle énonce que la quittance arguée de faux se rattachait directement à un compte à établir entre l'accusé et son maître maçon, à raison de constructions dont le premier était entrepreneur et le second sous-entrepreneur pour partie (Crim. rej. 12 juin 1874) (1); — et aussi que le caractère commercial du faux est suffisamment constaté quand il résulte de l'ensemble des questions posées au jury que le faux a été accompli sur les registres d'une maison de commerce confiés à l'accusé en sa qualité de commis, et alors même que ces registres ne seraient pas ceux énoncés dans l'art. 8 c. com. (V. en ce sens : Crim. rej. 12 fév. 1874, *suprà*, n° 299).

(1) (Etienne-Louis Prévaut ou Prévost.) — LA COUR; — Sur le moyen pris d'une violation des art. 147, 148, 150 c. pén., et 632

et suiv. c. instr. crim., en ce qu'il n'est pas énoncé dans la question posée au jury que la quittance qu'aurait falsifiée l'accusé

De même, la cour de cassation a tout récemment jugé que ce n'est pas poser au jury une question de droit excédant les limites de sa compétence que de lui demander si l'accusé a falsifié « un registre copie de lettres », alors surtout « que la question contenait, en outre, tous les éléments du fait qui devaient être soumis au jury pour la description complète dudit registre, et qui ont permis à la cour de lui appliquer le caractère légal d'écriture de commerce qui lui appartient » (Crim. rej. 20 mars 1894, *supra*, n° 299). — Un autre arrêt a jugé avec raison qu'en matière de faux en écriture de commerce, le jury a pu être valablement interrogé sur la question de savoir si la falsification reprochée à l'accusé a eu pour objet d'opérer obligation; cette question n'est pas une question de droit, mais une question de fait, dont l'appréciation rentre dans la compétence du jury (Crim. rej. 26 août 1858, *Bull. crim.*, n° 239).

A ce même point de vue du caractère commercial du faux et des pouvoirs respectifs du jury et de la cour d'assises pour déclarer ce caractère, rappelons enfin les arrêts des 14 mars 1873, 4 avr. 1884 et 18 juill. 1884, cités *supra*, n° 272, à propos de lettres de change.

308. Dans le cas d'accusation de faux en écriture de commerce, la commercialité des écritures est, non pas une circonstance aggravante, mais un élément constitutif du crime de l'art. 147. Il s'ensuit que cette commercialité ne doit pas faire l'objet d'une question distincte de celle portant sur l'existence du faux, mais doit être comprise dans la question sur le fait principal (Crim. rej. 26 sept. 1846, aff. Cavarroc, D. P. 46. 4. 134; 24 janv. 1856, aff. Meaurin, D. P. 56. 1. 410; 18 déc. 1862, aff. Valois, D. P. 63. 5. 183). — Il en est de même de la qualité de commerçant (Crim. rej. 28 janv. 1853, aff. Sylvester, D. P. 53. 5. 135; 2 janv. 1874, aff. Palaysi, D. P. 76. 5. 251. Conf. Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. 8, n° 3687; Nougier, t. 4, vol. 1, n° 2660; Garraud, n° 231).

309. Il a encore été jugé, relativement à la complexité des questions posées au jury en matière de faux, que : 1° lorsque dans une accusation de faux en écriture de commerce, trente chefs de faux ont été spécifiés dans trente questions concernant l'auteur principal, il y aurait complexité et nullité à ne poser, relativement au complice de ces trente faux, qu'une question unique se référant à ces trente faux (Crim. cass. 21 mars 1878, aff. Gaillard, D. P. 79. 1. 386); — 2° Est complexe la question comprenant

deux faits dont chacun constitue un crime distinct, par exemple, le fait d'avoir apposé sur une lettre de change une signature fautive, et celui d'avoir créé sur cette lettre de change une fautive acceptation en y apposant une autre signature fautive (Crim. cass. 18 juill. 1878) (1); — 3° Est complexe également la question au jury qui comprend deux chefs de faux distincts, par exemple, un faux endossement et un faux acquit, faits complètement indépendants l'un de l'autre et qui auraient pu être commis par des personnes différentes et en des lieux différents (Crim. cass. 15 juin 1883, cité *supra*, n° 289); — 4° Est entachée de complexité la question unique qui comprend les deux crimes distincts de fabrication d'une fautive acceptation et de fabrication d'un faux endossement (Crim. rej. 27 nov. 1866, *Bull. crim.*, n° 401).

Au contraire, dans une poursuite en faux dirigée contre un entrepreneur de travaux publics et son complice, il n'y a aucune complexité dans la question soumise au jury de savoir si l'accusé a frauduleusement altéré un registre désigné sous le nom de copie de lettres C, en effaçant des lettres au moyen de lavages chimiques et en y substituant par le décalque de prétendues lettres destinées à prouver le bien fondé des réclamations soulevées contre l'administration des ponts et chaussées. Peu importe que l'opération du faussaire fût double en procédant par l'effaçage et le décalque, du moment que ces faits n'étaient que les éléments d'un même et unique acte : l'altération du registre commise par le même auteur (Crim. rej. 20 mars 1891, cité *supra*, n° 299).

310. En terminant nos observations sur les questions au jury en matière de faux en écriture de commerce, nous rappellerons qu'il est de principe que le président de la cour d'assises doit poser au jury les questions telles qu'elles résultent de l'arrêt de renvoi. En conséquence, il a été jugé que, lorsque l'accusé est renvoyé devant la cour d'assises, pour faux en écritures de commerce résultant d'altérations d'écritures commises sur le grand-livre et sur le carnet d'échéances d'une société commerciale, il y a nullité quand le président se borne à demander au jury si l'accusé est « coupable d'avoir commis un faux en écritures : 1° sur le grand-livre; 2° sur le carnet d'échéances d'une société, en altérant, à l'aide de surcharges, les faits que ces deux registres avaient pour objet de constater », sans préciser si les écritures falsifiées étaient ou non des écritures de commerce et si les registres, sur lesquels les falsifications ont été

fût celle d'un commerçant : — Attendu que, s'il est nécessaire qu'en matière de faux commercial la question posée au jury contienne toutes les circonstances caractéristiques de l'acte de commerce auquel se rattache l'altération frauduleuse incriminée, la question posée au jury, dans l'accusation portée contre Prévaut s'est conformée à cette obligation; — Attendu, en effet, que cette question est ainsi formulée : « Prévaut est-il coupable d'avoir, en 1873 ou 1874, au Havre, dans le but de prouver, jusqu'à due concurrence, le paiement d'une somme de 17000 fr. dont, par arbitrage, il avait été reconnu redevable envers le sieur Babin, maître maçon, sur des travaux de bâtiment que, comme entrepreneur principal, il avait fait partiellement faire par Babin, sur une quittance causée valeur pour intérêt et amortissement de ladite somme de 17000 fr., après l'apposition de la signature Babin, frauduleusement substitué ou fait substituer dans cette quittance, datée du 4 juin 1873, la somme de 2000 fr. à celle de 1000 fr. et d'avoir ainsi altéré la vérité des faits que cette quittance avait pour objet de constater »; — Attendu que cette question, en faisant connaître au jury que la quittance signée par Babin et falsifiée par Prévaut se rattachait directement au compte à établir entre Prévaut et Babin, au sujet d'une entreprise de construction dont Prévaut s'était rendu l'entrepreneur principal et Babin le sous-entrepreneur pour partie, acte essentiellement commercial; contenait toutes les énonciations constitutives d'un faux en matière commerciale, selon les termes des art. 632 et 633 c. com. et 147 c. pén.; — Attendu, dès lors, qu'en faisant, sur la déclaration affirmative du jury, application dudit art. 147 c. pén. à Prévaut, l'arrêt attaqué, loin de violer les dispositions de cet article et celles des art. 632 et suiv. c. com., en a fait une juste application; — Attendu, au surplus, que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le jury; — Rejette, etc.

Du 12 juin. 1874.-Ch. crim.-MM. Roussel, rap.-Bédarrides, av. gén.-Bosviel, av.

de la violation de l'art. 337 c. instr. crim. et de l'art. 1er de la loi du 13 mai 1836, en ce que les questions posées au jury seraient entachées de complexité : — Sur la première question : — Attendu que par cette question le jury a été interrogé sur le point de savoir si Poudou était coupable d'avoir sur une lettre de change fabriquée par lui : 1° apposé ou fait apposer une fautive signature Fourès; 2° créé une fautive acceptation, et au bas de ladite acceptation, apposé ou fait apposer une fautive signature Quenouille; — Attendu que chacun de ces faits constituait un crime distinct, prévu et puni par l'art. 147 c. pén.; — Que le jury, interrogé sur l'un et l'autre par une seule question, n'a pas été mis à même de répondre sur chacune d'elles librement et en termes tels qu'on pût savoir s'il entendait répondre affirmativement sur toutes les deux; — Que la division, qui était de droit, était en même temps substantielle et se liait indissolublement aux nécessités de la manifestation de la vérité; — D'où il suit que cette question est atteinte d'un vice de complexité qui entraîne sa nullité ainsi que celle de tout ce qui s'en est suivi; — Sur la seconde question relative à l'usage de faux ci-dessus spécifiés et ainsi conçue : « Poudou est-il coupable d'avoir, à la même époque, et au même lieu, fait usage sciemment de la pièce fautive ci-dessus spécifiée, sachant qu'elle était fautive ? » : — Attendu que par ces termes elle se réfère nécessairement à la première dont elle doit suivre le sort; qu'il serait contradictoire qu'un accusé pût être déclaré coupable de l'usage d'une pièce dont la fausseté n'aurait point été légalement reconnue; — Qu'elle-même, d'ailleurs, est virtuellement entachée du même vice de complexité que la première; — Par ces motifs; — Casse et annule les questions posées au jury comme entachées de vice de complexité, ensemble tout ce qui les a suivies, notamment l'arrêt attaqué; — Et, pour être à nouveau procédé contre Poudou conformément à la loi, le renvoie en l'état où il se trouve et les pièces du procès devant la cour d'assises de Seine-et-Marne.

Du 18 juill. 1878.-Ch. crim.-MM. Vente, rap.-Benoist, av. gén.-Bidoire, av.

(1) (Auguste Poudou dit Léon). — La cour; — Sur le moyen tiré

commises, étaient ou non les registres d'une société commerciale (Crim. cass. 25 nov. 1886) (1).

ART. 4. — Du faux en écritures privées (Rép. n° 332 à 352).

**311.** Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 332, le faux en écritures privées, puni de la peine de la réclusion par l'art. 150 c. pén., est celui qui est commis dans toutes écritures autres que les écritures publiques ou commerciales. Les caractères et les éléments constitutifs du faux en écritures privées sont les mêmes pour ce faux que pour tout faux en général. — Sur ces éléments, V. *supra*, art. 1, n° 110 et suiv. Spécialement, sur la question, posée au Rép. n° 334, de savoir si les altérations de la vérité dans des registres et papiers domestiques peuvent constituer des faux en écriture privée, V. *supra*, n° 179.

Suivant plusieurs codes étrangers, le faux en écritures privées n'est punissable que « lorsqu'il en est fait usage » (c. pén. allemand, art. 267 ; c. pén. hongrois, art. 401, c. pén. d'Italie art. 280). On sait qu'il n'en est pas de même dans notre droit. Le faux en écritures privées existe, chez nous, de même que les autres faux en écriture, indépendamment de l'usage qui peut en être fait. V. *infra*, n° 360 et suiv.

**312.** — I. MODES DE PERPÉTRATION DU FAUX EN ÉCRITURES PRIVÉES. — Quant aux modes de perpétration du faux en écriture privée, il résulte de l'art. 150 c. pén., que ce faux, ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 335, n'est punissable qu'autant qu'il a été commis de l'une des manières exprimées en l'art. 147. Donc, de même que le faux en écriture publique et de commerce, le faux en écriture privée doit se manifester soit par contrefaçon d'écritures, soit par fabrication de conventions, dispositions ou décharges, soit par altération de clauses ou de faits dans des actes destinés à les constater.

Nous n'aurons qu'un nombre restreint de décisions nouvelles à ajouter à celles qui ont été mentionnées au Rép. n° 336 et suiv., concernant ces différents modes de perpétration du faux en écriture privée.

**313.** A l'égard du premier mode de faux, la contrefaçon ou

(1) (Henri Thornton Perkin.) — LA COUR ; — Sur le moyen relevé d'office et tiré de la violation par non-application de l'art. 337 c. instr. crim. et par fausse application de l'art. 147 c. pén. ; — Attendu qu'aux termes de l'arrêt de renvoi qui avait saisi la cour d'assises du Finistère et de l'acte d'accusation dressé en conséquence de cet arrêt, le demandeur était accusé : 1° de détournement de sommes d'argent au préjudice d'une société dont il était le commis ou l'homme de service à gages ; 2° de faux en écriture de commerce résultant d'altérations d'écritures commises sur le carnet d'échéances d'une société commerciale ; — Attendu qu'au lieu de poser les questions relatives aux crimes de faux conformément au dispositif de l'arrêt de renvoi et au résumé de l'acte d'accusation, le président s'est borné à demander au jury si l'accusé était coupable d'avoir commis un faux en écriture ; 1° sur le grand-livre ; 2° sur le carnet d'échéances de la société Mauduit et comp., en altérant à l'aide de surcharges les faits que ces deux registres avaient pour objet de constater ; qu'il est impossible de savoir, d'après le libellé des questions telles qu'elles ont été posées, si les écritures falsifiées étaient ou non des écritures de commerce et si les registres sur lesquels les falsifications ont été commises étaient ou non les registres d'une société commerciale ; — Attendu qu'il suit de là, d'une part, que l'accusation n'a pas été purgée, puisque les questions résultant de l'arrêt de renvoi n'ont pas été régulièrement posées au jury, et d'autre part, que l'application qui a été faite au demandeur de la pénalité édictée par les art. 147, 463 et 21 combinés du code pénal n'est pas en l'état légalement justifiée ; — Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la cour d'assises du Finistère, en date du 27 oct. 1886 ; et, pour être statué sur l'accusation portée contre le nommé Thornton Perkin, renvoie la cause et l'accusé, en l'état où il se trouve, devant la cour d'assises du Morbihan, à ce déterminée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Du 25 nov. 1886. — Ch. crim. — MM. Sevestre, rap. — Roussellier, av. gén.

(2) (Nguyen-van-Sanh.) — LA COUR ; — Sur le moyen relevé d'office et tiré de la violation, par fausse application, des art. 145 et 148 c. pén. et par non-application des art. 150 et 151 du même code ; — Attendu que Nguyen-van-Sanh a été déclaré coupable par la cour criminelle d'avoir, dans le courant de l'année 1885, étant maire du village de Tanthanb, et agissant

l'altération d'écritures ou de signatures, nous signalerons trois arrêts de la cour de cassation, dont le premier (Crim. cass. 10 mars 1855, aff. Camus, *supra*, n° 304) a jugé qu'il y a faux en écriture privée dans la fausse signature d'un assuré même commerçant, sur une police d'assurances pour incendie. — Le second (Crim. rej. 7 sept. 1876, *supra*, n° 240) a décidé que, lorsque les faits incriminés présentent tous les caractères d'un faux en écriture privée, il est inutile de rechercher si les fausses signatures sont plus ou moins bien imitées, et si quelques-unes de ces signatures ne sont pas celles de personnes réellement existantes. — Le troisième arrêt a jugé que la fabrication d'une fausse quittance d'une somme d'argent par contrefaçon de l'écriture et de la signature d'un simple particulier ne constitue qu'un faux en écriture privée, et que la circonstance que cette fausse quittance a été apposée en marge de la grosse d'un acte authentique ne peut en modifier le caractère légal (Crim. cass. 1<sup>er</sup> déc. 1887) (2). Nous mentionnerons aussi un arrêt antérieur à la publication du Répertoire (Crim. cass. 24 mars 1838, *Bull. crim.*, n° 77), qui a reconnu, avec raison, un faux en écriture privée dans la fabrication de lettres missives fausses ayant pour objet de faciliter un détournement de mineur. — Au surplus, sur le faux par contrefaçon ou altération d'écritures et de signatures, en général, V. *supra*, n° 239 et suiv.).

**314.** La jurisprudence a été plus fréquemment appelée à résoudre des difficultés nées à l'occasion de poursuites pour faux en écriture privée par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges. — En ce qui concerne la fabrication de fausses conventions ou obligations dans la rédaction même des actes sous seings privés, avant la consommation et la signature de ces actes (première partie du paragraphe 3 de l'art. 147), nous rappellerons d'abord qu'il résulte d'une jurisprudence ancienne et résumée au Rép. n° 443, que la surprise, faite à dessein de nuire, d'une signature vraie sur un acte sous seing privé, autre que celui que le signataire entendait souscrire, constitue un faux et non simplement un abus de blanc-seing ou une escroquerie (Conf. Garraud, n° 138 ; Chauveau et Faustin Hélie, n° 721). — Plus récemment il a été jugé : 1° qu'il y a faux lorsqu'on obtient

dans cette qualité dans l'exercice de ses fonctions, fabriqué ou fait fabriquer, en marge de la deuxième page de la grosse d'un jugement en matière civile rendu par le tribunal de Bentré, à la date du 8 oct. 1884, entre Tram-Ti-Phong, demandeur, et Dao-van-Du, défendeur, une fausse mention portant la date du 30 du septième mois de l'année 1885, suivie de la fausse signature du demandeur Tram-Ti-Phong, constatant que ce dernier avait reçu de son débiteur la somme de 200 ligatures, montant pour partie des condamnations prononcées par ledit jugement, et contenant décharge de pareille somme au préjudice de Tram-Ti-Phong ; qu'il a, en outre, été déclaré coupable d'avoir fait usage de cette pièce fausse, sachant qu'elle était fausse ; — Attendu que c'est à tort que l'arrêt attaqué a déclaré que les faits ainsi reconnus constants à la charge du demandeur constituaient les crimes de faux en écriture authentique par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions et d'usage de pièce fausse, prévus et réprimés par les art. 145 et 148 c. pén. ; qu'en effet, l'art. 145 n'a pour objet que les faux commis, d'une des manières spécifiées audit article, par des fonctionnaires ou officiers publics, dans des actes de leur ministère ; que la fabrication qui a eu lieu, dans l'espèce, d'une fausse quittance d'une somme d'argent par contrefaçon de l'écriture et de la signature d'un simple particulier ne constituait qu'un faux en écriture privée, et que la circonstance que cette fausse quittance a été apposée en marge de la grosse d'un acte authentique ne pouvait en modifier le caractère légal ; — Et attendu qu'aux termes des art. 150 et 151 c. pén., les crimes de faux en écriture privée et d'usage d'une pièce fausse sont punis de la peine de la réclusion, laquelle, en cas d'admission de circonstances atténuantes, doit, par application de l'art. 463, être convertie en une peine d'emprisonnement d'un an à cinq ans ; que des circonstances atténuantes ont été admises en faveur de Nguyen-van-Sanh, et que, par suite, la peine de cinq ans de réclusion prononcée contre lui n'est pas légalement justifiée ;

Par ces motifs ; — Casse et annule, *in parte qua*, l'arrêt de la cour criminelle de Bentré, en date du 15 sept. 1887, en ce qu'il a faussement qualifié les faits déclarés constants par la cour criminelle et a appliqué à ces faits une pénalité qui n'est pas légalement justifiée, etc.

Du 1<sup>er</sup> déc. 1887. — Ch. crim. — MM. Sevestre, rap. — Bertrand, av. gén.

la signature d'un individu sur un acte sous seing privé, contenant des obligations et décharges pouvant lui préjudicier, en lui cachant l'existence de ces obligations et décharges par la disposition du papier, laquelle ne lui a permis de lire que la disposition finale de l'acte par lui approuvée (Orléans, 1<sup>er</sup> mars 1853, aff. Huré, D. P. 55. 2. 343); — 2<sup>o</sup> Qu'il y a faux en écriture privée lorsqu'on énonce, dans un billet soumis à la signature du débiteur, une somme supérieure à celle pour laquelle ce débiteur illettré pensait s'engager (Rouen, 15 févr. 1850, aff. Lecret, D. P. 50. 1. 92; Crim. cass. 25 mai 1838, aff. Miramont, *Bulletin criminel*, n° 138; 30 mai 1850, aff. Gardey, D. P. 52. 5. 277).

De même, il a été décidé, dans une espèce où le prévenu avait substitué une obligation à une simple déclaration que la partie croyait signer, « que le fait ainsi établi constitue le crime de faux par fabrication de conventions mensongères et frauduleuses, ou tout au moins l'abus d'un blanc-seing qui n'a pas été confié volontairement, qui a été surpris à l'aide de dol et de fraude, abus qui caractérise le crime de faux puni par les art. 147 et 150 ». (Crim. règl. de jug. 20 sept. 1855, cité *suprà*, n° 117).

Et, plus récemment, une chambre des mises en accusation a jugé qu'il y a crime de faux en écriture dans le fait, de la part d'un débiteur, de surprendre la signature de son créancier au bas d'une quittance dont celui-ci a négligé de lire le libellé, ladite quittance préparée à l'avance par le débiteur et portant décharge d'un capital, alors qu'elle ne devait se référer qu'au paiement des intérêts (Orléans, chambre d'accusation, 29 déc. 1886) (1). — Jugé aussi, en matière d'assurances, qu'il y a faux en écriture privée lorsqu'on insère frauduleusement dans des polices, à l'insu et contre le gré des assurés, avant ou depuis l'apposition de la signature de ces derniers, des conventions autres que celles arrêtées entre les parties, dans le but d'augmenter la prime à payer (Crim. rej. 12 mai 1859, aff. Leroyer, D. P. 59. 5. 186). Conf. Morin, *Journal du droit criminel*, 1860, art. 7094, p. 292 et 293.

**315.** Nous avons établi au Rép. n° 344 que le faux en écriture privée peut avoir lieu, aussi bien que le faux en écritures publiques, en cas de fabrication de conventions par supposition de personnes. Nous persistons dans cette opinion, qui est consacrée par la jurisprudence (V. arrêts cités *ibid.*), et admise aujourd'hui par les auteurs les plus considérables (Chauveau et Faustin Hélie, n° 721; Garraud, n° 198).

**316.** Ainsi que nous l'avons rappelé au Rép. n° 345, la loi ne punit pas seulement la fabrication de fausses conventions opérée lors de la rédaction des actes, mais en outre l'insertion de fausses conventions après coup dans des actes consommés (c. pén., art. 147, alin. 3). A cet égard, nous avons signalé au Rép. n° 347 et suiv. plusieurs cas dans lesquels l'abus d'un blanc-seing peut être poursuivi et

puni comme constituant le crime de faux. Il paraît utile de revenir ici sur la distinction de l'abus de blanc-seing et du faux, distinction qui a, d'ailleurs, été déjà étudiée et précisée, v° *Abus de confiance*, n° 12 à 15.

Théoriquement, le fait d'inscrire, au-dessus d'un blanc-seing, un acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, constitue un véritable faux, puisque ce fait consiste dans une supposition d'acte, ou dans une addition frauduleuse aux faits que l'acte, signé d'avance, avait pour objet de constater (Garraud, n° 142, note 68). On comprend, dès lors, que plusieurs législations étrangères aient effacé de leurs codes, récemment promulgués, la distinction entre l'abus de blanc-seing et le faux. C'est ainsi que le code allemand de 1870 (art. 269) et le code hongrois de 1878 (art. 404) assimilent l'abus de blanc-seing au faux en écriture et le punissent comme tel. Mais la distinction existe dans notre législation (ainsi, d'ailleurs, que dans le récent code pénal italien de 1889, art. 398), et elle est nettement accusée par l'art. 407 c. pén.

**317.** On sait qu'aux termes du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article 407 l'abus de blanc-seing est, en principe, un simple délit punissable des peines correctionnelles de l'art. 405, tandis que, suivant le second paragraphe, si le blanc-seing n'a pas été confié à celui qui en a abusé, celui-ci doit être « poursuivi comme faussaire et puni comme tel ». Il suit de là qu'il convient de distinguer, avec la loi, si le blanc-seing a été confié à la personne qui en a abusé, ou si cette personne s'en est emparée par fraude, par adresse, ou même en est devenue possesseur par des circonstances fortuites. « Dans le premier cas, l'abus n'est qu'un délit, parce que le signataire doit s'imputer son imprudence et la facilité qu'il a donnée pour le commettre. Dans le second cas, la supposition ou l'altération de l'acte conserve son caractère de faux, car l'agent ne peut plus alléguer la facilité qu'il a trouvée à la perpétration du délit, et le signataire n'a plus à s'imputer une confiance livrée avec trop de légèreté » (Chauveau et Faustin Hélie, t. 5, n° 2256. Conf. Blanche, t. 3, n° 257).

**318.** La distinction qui précède a donné lieu, dans la pratique, à plusieurs difficultés. En premier lieu, le blanc-seing ne peut être réputé avoir été confié à un tiers, que lorsqu'il a été remis à cette personne à titre de blanc-seing et avec un mandat quelconque. Hors ce cas, l'abus d'un blanc-seing peut être poursuivi et puni comme constituant le crime de faux. Il a été décidé, dans ce sens, conformément à la doctrine des arrêts des 22 oct. 1812 et 2 juill. 1829, rapportés au Rép. n° 347, qu'il y a crime de faux, et non abus de blanc-seing : 1<sup>o</sup> dans le fait du souscripteur d'un billet à ordre d'avoir abusé de la signature apposée en blanc au dos dudit billet, alors que le blanc-seing ne lui avait pas été confié par le signataire, mais remis par un tiers, qui avait oublié de biffer cette signature (Crim. cass. 30 janv. 1874, aff. Lafage, D. P. 76. 1. 136); — 2<sup>o</sup> Dans le fait d'un

(1) (Barthomier.) — LA COUR; — Attendu que de la procédure résulte ce qui suit : le nommé Barthomier, charpentier à Orléans, se fournissait des bois nécessaires à son état chez le sieur Igou. En 1885, il avait accepté quatre traites tirées sur lui par ce dernier et passées à l'ordre du sieur Servant, banquier à Olivet. Ces traites étaient aux échéances de juillet, août, septembre et octobre 1885; elles s'élevaient à 2300 fr. Elles furent protestées à leur échéance. Servant prit jugement pour trois d'entre elles et fit inscrire son hypothèque sur les biens de Barthomier. Il n'obtint que quatre acomptes s'élevant à 760 fr. Barthomier fut saisi au mois de juillet 1886. Il obtint des délais de son créancier. Le 3 sept. 1886 un nouveau délai de huit jours lui était accordé par l'huissier saisissant. Le vendredi 10 septembre, Barthomier se présentait à Olivet, à la tombée de la nuit, chez Servant qui le reçut dans une petite pièce mal éclairée. Il avait rédigé à l'avance une quittance de 2400 fr. pour solde des quatre effets dont il lui devait le montant et des intérêts. Il annonça au banquier qu'il venait lui payer les intérêts s'élevant à 166 fr., qu'il mit, en effet, devant lui sur une table. Servant les compta. Barthomier lui présenta la quittance, en le priant de la signer immédiatement, parce qu'il était pressé d'aller retrouver une personne qui l'attendait à l'Eldorado. Servant signa, croyant signer une quittance des intérêts qui lui étaient versés; Barthomier lui demanda d'ajouter au-dessus de la signature : « Approuvé l'écriture ci-dessus », ce qu'il fit. L'accusé lui promit de lui payer, le lendemain, le capital. Servant inscrivit sur un petit carnet le paiement des 166 fr. d'intérêts. Barthomier ne vint pas le lendemain. Servant se présenta deux

fois chez lui sans le rencontrer; enfin il le trouva le troisième jour et Barthomier lui répondit effrontément qu'il ne lui devait rien et qu'il l'avait payé. Servant, qui comptait sur son argent, prit le 13 septembre au Comptoir d'escompte une somme de 500 fr. dont il n'aurait pas eu besoin, si Barthomier l'avait payé, et porta plainte contre lui. L'accusé persista à soutenir qu'il avait versé à Servant la somme de 2400 fr. Interrogé sur sa provenance, il a continuellement varié dans ses explications, et il s'est trouvé dans l'impossibilité de justifier de l'origine des deniers qu'il aurait versés. Barthomier a une mauvaise réputation et a été condamné deux fois pour vol et coups.

En conséquence, et attendu qu'il existe charges suffisantes contre ledit Barthomier : 1<sup>o</sup> d'avoir, à Olivet, le 10 sept. 1886, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une décharge de la somme de 2400 fr. représentant le montant de quatre lettres de change tirées sur lui et endossées par le sieur Servant, en persuadant à celui-ci qu'il signait une quittance de la somme de 166 fr. montant des intérêts qui lui étaient versés; 2<sup>o</sup> d'avoir à Orléans, au cours de septembre, octobre ou novembre 1886, fait usage de ladite pièce fausse sachant qu'elle était fausse en la présentant tant au sieur Servant qu'à M. le commissaire de police Robert et à M. Hue avoué, comme preuve de sa libération; crimes prévus et punis par les art. 147, 148, 164 c. pén.; — Renvoie Barthomier Julien-François devant la cour d'assises du Loiret pour y être jugé conformément à la loi.

Du 29 déc. 1886.-C. d'Orléans, ch. d'acc.-MM. Dubec, pr.-Latour, subst.

débiteur de profiter d'un blanc laissé par inadvertance dans le texte d'une quittance d'ailleurs complète, pour y insérer une mention préjudiciable à son créancier, le titre lui ayant été ainsi donné comme preuve de sa libération, et n'ayant pas été confié, encore imparfait, à sa bonne foi, à charge de le remplir conformément aux intentions du signataire (Lyon, 30 déc. 1881, aff. Combes, D. P. 82. 2. 153); — 3° Dans l'addition, par le tireur, d'un chiffre et d'une somme au chiffre du *bon pour* et à la somme portée au corps d'une lettre de change lorsque cette lettre de change était remplie avant l'acceptation (Civ. cass. 17 déc. 1884, aff. Bourgeois, D. P. 85. 1. 102).

En second lieu, si la signature en blanc a été obtenue par surprise ou par fraude, l'abus qui en est fait frauduleusement constitue également le crime de faux (Chauveau et Faustin Hélie, t. 5, n° 256 et 2257; Blanche, t. 3, n° 257, et t. 6, n° 204). Aux arrêts des 24 juin 1829, 25 janv. 1849, et 22 mars 1849 cités, à cet égard, au *Rép.* n° 347, *Add.* : Crim. règl. de juges, 20 sept. 1855, aff. Pain, cité *supra*, n° 117 et 344).

D'autre part, l'abus de blanc-seing prend également le caractère d'un faux lorsqu'il a été commis par un individu autre que celui qui tenait le blanc-seing de la confiance du signataire (c. pén. art. 407, § 2). Il en est ainsi, spécialement, lorsque le blanc-seing a été apposé sur un billet qui a été remis au prévenu non par le signataire dudit blanc-seing, mais par un tiers chargé de négocier le billet (Crim. cass. 30 janv. 1874, aff. Lafage, D. P. 76. 1. 136).

**319.** Mais quel est le caractère de l'abus dans le cas où le dépositaire du blanc-seing l'a frauduleusement remis au tiers qui en a abusé? Ce dépositaire doit-il être puni, comme complice, des peines criminelles du faux, ou simplement des peines correctionnelles de l'art. 407? La question, examinée au *Rép.* n° 349 et v° *Abus de confiance*, *Rép.* n° 36, et *Suppl.*, n° 14, est fort controversée en doctrine comme en jurisprudence. La cour de cassation a varié à ce sujet. V. les arrêts rapportés au *Rép.* n° 349. MM. Chauveau et Faustin Hélie ont soutenu (t. 2, n° 723 et t. 5, n° 2258 et suiv.) que le dépositaire n'encourt que les peines de l'abus de blanc-seing, et non celles du faux, qui sont certainement encourues par le tiers. C'est l'opinion qui a été adoptée au *Rép.* (*Contrà* Blanche, t. 3, n° 257). — Une distinction, qui paraît fort rationnelle, a été depuis proposée par M. Villey (note sous Chauveau et Faustin Hélie, 6<sup>e</sup> éd., n° 2259) dans les termes suivants : « Ou le tiers auquel le blanc-seing a été remis pour qu'il écrive la convention est auteur principal, et alors il a commis un faux dont doit être réputé complice celui qui lui a remis le blanc-seing, ou c'est ce dernier que l'on répute auteur principal, celui qui a écrit pour lui la convention n'étant considéré que comme son instrument et son complice, et alors il n'y a pour tous les deux qu'un abus de blanc-seing ». — Nous pensons, avec l'éminent professeur et aussi avec M. Garraud (t. 2, p. 199, note 71), qu'il y a contradiction à considérer, comme le proposent MM. Chauveau et

Faustin Hélie, le même fait comme un faux à l'égard de l'un et comme un abus de blanc-seing à l'égard de l'autre, et nous estimons que le sort des deux inculpés, tiers et dépositaire, devra se régler d'après la qualification du fait imputé à l'auteur principal, laquelle sera, suivant que le blanc-seing aura été ou non confié à celui-ci, celle d'abus de blanc-seing ou de faux. Ce point de vue nous semble seul juridique, c'est celui auquel s'est rattachée plus récemment la cour de cassation quand elle a décidé, dans son arrêt de rejet du 5 févr. 1880 (1), qu'il y a abus de blanc-seing, et non crime de faux lorsqu'il est constaté, en fait, que le blanc-seing a été confié par le signataire à l'auteur principal du fait délictueux, qui, avec la participation d'un tiers, a fait écrire au-dessus du blanc-seing des conventions frauduleuses.

**320.** La même doctrine vient d'être consacrée par la cour de cassation dans une situation de fait inverse. Un individu, en vue d'obtenir l'invalidation d'opérations électorales législatives accomplies en Algérie, s'était concerté avec un tiers à l'effet d'obtenir d'électeurs israélites des déclarations portant que leur vote en faveur du député élu avait été acheté par les agents de celui-ci. Sur ses instructions, ce tiers s'était fait remettre par six électeurs israélites des signatures sur des feuilles de papier blanc, en leur affirmant que le député avait envoyé une somme de 10000 fr. pour être distribuée aux israélites pauvres qui avaient voté pour lui, et en promettant auxdits électeurs de leur en faire toucher leur part en échange de leurs signatures à apposer sur lesdites feuilles de papier blanc. Le tiers à qui les blancs-seings avaient été ainsi confiés, les porta chez son mandant et les remplit lui-même au domicile de ce dernier, sous sa dictée ou sur modèles, en écrivant au-dessus de chaque signature une déclaration portant que le signataire reconnaissait avoir reçu de l'argent pour voter en faveur de l'élu. Cette opération terminée, le mandant s'empara des blancs-seings remplis et les produisit devant la Chambre des députés. Saisie de ces faits par la poursuite du ministère public, la cour d'appel d'Alger estima qu'ils constituaient le crime de faux, et se déclara incompétente. Mais, sur pourvoi, la cour de cassation considérant « que le délit d'abus de blanc-seing prévu par le premier paragraphe de l'art. 407 est légalement caractérisé, dès qu'une signature en blanc a été confiée à quelqu'un et que celui à la fidélité de qui ce blanc-seing a été commis, au lieu de s'en servir suivant les vues du signataire, en a abusé pour écrire au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre sa personne ou sa fortune », cassa l'arrêt de la cour d'Alger, décida que les faits constituaient à la charge du tiers, le délit d'abus de blanc-seing, et à la charge de son mandant, la complicité de ce délit par instructions, aide ou assistance et déclara, en conséquence, la juridiction correctionnelle compétente (Crim. cass. 28 juin 1890, aff. Hadjhadji, D. P. 91, 1<sup>re</sup> partie).

Plus récemment encore, la cour de Paris et la cour de cassation (Paris, 3 déc. 1890, et Crim. rej. 11 avr. 1891) (2)

blanc-seing, et qu'il demeure certain qu'il le tenait de la confiance du signataire, d'où la conséquence que le premier moyen n'est pas fondé;

Sur le second moyen, pris d'une violation, à un autre point de vue, du même art. 407, en ce que l'un des éléments légaux du délit d'abus de blanc-seing manquerait dans l'espèce, l'acte frauduleusement écrit au-dessus du blanc-seing confié par Daynard n'étant pas de nature à porter préjudice à ce signataire : — Attendu que l'acte que Ducher a frauduleusement fait écrire au-dessus du blanc-seing à lui confié par Daynard avait toutes les apparences d'un acte régulier et mentionnait qu'il avait été fait double entre les parties; que, cette mention fût-elle inexacte, l'acte frauduleux n'en pouvait pas moins avoir des conséquences préjudiciables pour Daynard et le compromettre dans sa fortune, dans les termes de l'art. 407 c. pén. invoqué par le pourvoi; qu'il suit de là que le second moyen est également mal fondé; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 5 févr. 1880. Ch. crim.-MM. Barbier, rap.-Pétion, av. gén.-Roger et Chambareaud, av.

(2) (Lebègue et Bassier.) — La cour; — Vu la connexité des deux pourvois interjetés par Lebègue et Bassier, en ce qui concerne la compétence et la décision au fond; — Joint les deux pourvois et statuant par un seul et même arrêt :

En ce qui concerne Lebègue : — Vu les pièces produites par Lebègue desquelles il résulte qu'il se désiste de ses pourvois, en

(1) (Jean Desfarges C. Alcide Ducher.) — La cour; — Sur le premier moyen du pourvoi, pris de la violation prétendue du deuxième paragraphe de l'art. 407 c. pén., en ce que, les faits imputés aux demandeurs constituant non le simple délit d'abus de blanc-seing, mais le crime de faux, la juridiction correctionnelle n'était pas compétente pour en connaître : — Attendu que le premier paragraphe de l'art. 407 c. pén. punit des peines portées en l'art. 405 quiconque abuse du blanc-seing qui lui a été confié, en écrivant frauduleusement au-dessus un acte préjudiciable au signataire, et que l'agent ne peut être poursuivi comme faussaire et puni comme tel que dans le cas où le blanc-seing ne lui a pas été confié; — Attendu qu'il résulte des constatations de fait de l'arrêt attaqué, lesquelles sont souveraines, que Ducher est l'auteur principal du fait délictueux; que le blanc-seing lui avait été confié à Paris, en 1874, par Daynard, signataire dudit blanc-seing; que, quelques années plus tard, il a fait écrire une convention frauduleuse au-dessus de ce blanc-seing, et ce, avec la participation coupable et la complicité de Desfarges; que, dans cette situation des faits, l'arrêt, en déclarant la juridiction correctionnelle compétente pour en connaître, loin de violer le deuxième paragraphe de l'art. 407 c. pén. a fait à la cause une saine application de cet article; — Attendu qu'il importe peu qu'à une époque postérieure à celle où le blanc-seing lui avait été confié, Ducher ait affirmé mensongèrement qu'il l'avait détruit par laceration; que cette circonstance ne change rien aux conditions légales de la possession par Ducher dudit



ont jugé que l'insertion au-dessus d'un blanc-seing, d'un acte pouvant compromettre la fortune du signataire (par exemple, de la mainlevée d'une saisie-arrest autre que celle en vue de laquelle le blanc-seing avait été remis, et de laquelle seule les causes étaient éteintes), constitue le délit d'abus de blanc-seing et non le crime de faux, encore bien que la remise du blanc-seing ait été faite non au prévenu lui-même, mais à son mandataire, alors qu'il est reconnu que le signataire, en opérant ainsi cette remise, a fait confiance non seulement au mandataire, mais aussi au mandant, aux mains de qui le blanc-seing est parvenu, conformément à l'intention du signataire. Il en est ainsi, et le fait ne prend point le caractère du crime de faux, quoique le prévenu ait fait écrire l'acte incriminé par un tiers, non impliqué dans la poursuite, l'abus de blanc-seing, considéré en lui-même, constituant un véritable faux, et son classement parmi les délits résultant de ce que le blanc-seing qui a servi à la fabrication du faux a été confié volontairement au faussaire. En conséquence, la juridiction correctionnelle est compétente à l'exclusion de la juridiction criminelle pour connaître du fait dont il s'agit (Même arrêt du 11 avr. 1891).

321. Le faux en écriture privée se commet également, ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 350, par *addition ou altération des clauses, déclarations et faits*, lorsque le mensonge porte sur des circonstances substantielles de l'acte. La jurisprudence postérieure à la publication du Répertoire offre, à cet égard, deux arrêts nouveaux, qui doivent être ajoutés à ceux qui ont été rapportés nos 350 et 351. La cour de cassation a décidé : 1° que le fait d'un interprète chargé de traduire une lettre missive produite en justice, d'avoir frauduleusement inséré dans sa traduction des déclarations non conformes à celles de l'original, et, par exemple, d'avoir indiqué comme payée une somme que la lettre affirme être encore due, constitue le crime de faux en écriture privée (Crim. rej. 20 avr. 1867, aff. Callamand, D. P. 67. 3. 217); — 2° que la substitution frauduleuse d'une somme à une autre sur un billet, constitue un faux en écriture privée, même dans le cas où elle ne porte que sur le *bon pour* (Crim. rej. 12 sept. 1867, aff. Denis, D. P. 68. 5. 227).

322. — II. PEINE. — La peine du faux en écriture privée est celle de la réclusion (c. pén. art. 150). En cas d'admission de circonstances atténuantes, cette peine doit, aux

termes de l'art. 463 du code précité, être remplacée par les dispositions de l'art. 401. Aussi a-t-il été jugé que doit être annulé l'arrêt qui a prononcé la peine de la réclusion contre un accusé reconnu coupable de faux en écriture privée avec circonstances atténuantes, la peine qui devait être appliquée étant celle de l'emprisonnement (Crim. cass. 6 avr. 1882) (1).

ART. 5. — Du faux commis dans les passeports, permis de chasse, feuilles de route et certificats (Rép. nos 353 à 405).

323. On a déjà fait remarquer au Rép. n° 353, que la loi a distingué avec raison les faux commis dans les passeports, feuilles de route, certificats (et permis de chasse depuis la loi du 13 mai 1863), d'avec les faux commis dans les écritures authentiques, commerciales et privées. Cette classe de faux, réprimés par les art. 153 à 162 c. pén., ne présente ni les mêmes résultats ni les mêmes dangers, tant pour l'ordre public qu'à l'égard des particuliers. Aussi ne constituent-ils, en principe, que de simples délits. Le code pénal d'Autriche, de 1852 range cette fraude parmi les graves infractions de police et la punit seulement de la peine des arrêts depuis une semaine jusqu'à trois mois. De même, le code pénal allemand de 1870 ne punit, en général, ces faits que comme contraventions.

324. Il ne faut pas perdre de vue, cependant, que, pour être punissables de peines relativement légères, les infractions prévues par le § 5 du chap. 3, tit. 1, liv. 3 c. pén., n'en constituent pas moins des faux, et doivent, dès lors, réunir les trois éléments essentiels de toute falsification : l'altération de la vérité dans une écriture, l'intention frauduleuse, et le préjudice possible (Garraud, t. 2, n° 201; Blanche, t. 3, n° 264; Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 737). Au reste, comme le fait très justement remarquer M. Garraud, *ibid.*, « les deux derniers éléments, l'intention et le préjudice, résulteront *prima facie* de la plupart des faits réprimés par les art. 153 et suiv.; mais, là où les faits incriminés pourraient être susceptibles de deux explications, le juge aura soin d'énoncer le but frauduleux dans lequel ils doivent avoir été exécutés pour être punissables ».

325. La loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 79), a apporté de nombreuses modifications au texte des art. 153 à 161. Ces modifications, qui ont été faites principalement en vue

date des 5 déc. 1890 contre les arrêts de la cour de Paris, chambre des appels correctionnels, aux termes desquels l'un déclare la compétence de la juridiction correctionnelle et l'autre le condamne à quatre mois de prison pour abus de blanc-seing; — Attendu que ce désistement est régulier en la forme; — Donne acte des désistements et déclare qu'il n'y a lieu de statuer sur les pourvois précités lesquels seront considérés comme non avenus; — Condamne Lebègue aux dépens;

En ce qui concerne Bassier : — Sur le moyen du pourvoi pris de la violation prétendue du deuxième paragraphe de l'art. 407 c. pén. en ce que les faits imputés à Bassier constituant non le simple délit d'abus de blanc-seing, mais le crime de faux, la juridiction correctionnelle n'était pas compétente pour en connaître; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué : 1° que le sieur Puleaud, voulant, en novembre 1886, donner mainlevée de certaines saisies-arrests par lui pratiquées au préjudice de Lebègue entre les mains de Bassier, a apposé en l'étude de Maneille, son mandataire, sa signature précédée de ces mots « Bon pour mainlevée » au bas d'une feuille de papier timbré; que cette feuille imprimée en partie ne contenait au moment où elle a été signée par Puleaud l'énonciation ni des noms des parties, ni de l'exploit; — 2° que dans l'intention du signataire, cette mainlevée s'appliquait à des oppositions d'avril 1886; — 3° que Maneille fit remettre la mainlevée en blanc à Lebègue par l'intermédiaire de Jacques, son mandataire, laissant à Lebègue et à Jacques le soin de remplir les indications laissées en blanc; — 4° que Puleaud ayant pratiqué, le 19 avr. 1887, sur Lebègue es-mains de Bassier, une nouvelle saisie-arrest, Lebègue se fit remettre le 26 juin 1887, la mainlevée par Jacques qui l'avait conservée et la porta chez Bassier; — 5° que Lebègue et Bassier agissant ensemble et de concert firent remplir les blancs par un sieur Rollin et rendirent la mainlevée applicable à la saisie-arrest du 19 avr. 1887; — Attendu que les arrêts attaqués, en déclarant la juridiction correctionnelle compétente pour en connaître soit vis-à-vis de Lebègue, soit vis-à-vis de Bassier, et en les condamnant tous les deux comme coupables du délit de blanc-seing, loin de violer le deuxième paragraphe de l'art. 407 c. pén., en ont fait une saine application, sans qu'il y ait lieu de rechercher, la peine étant

justifiée dans tous les cas, si la participation de Bassier n'aurait pas été mieux qualifiée de complicité plutôt que de coopération; — Rejette.

Du 11 avr. 1891-Ch. crim.-MM. Dupré-Lasale, f. f. pr.-Bernard, rap.-Baudouin, av. gén.-Moret, av.

(1) (Edouard Ornan.) — La cour; — Vu les pourvois, tant du condamné Edouard Ornan que du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Pointe-à-Pitre, exerçant les fonctions du ministère public près la cour d'assises de la Guadeloupe, agissant en vertu de l'art. 419 du code colonial; — Joint les pourvois, vu la connexité, et statuant sur le tout par un seul et même arrêt : — Attendu qu'aux termes du verdict du jury, Edouard Ornan était déclaré coupable d'avoir frauduleusement fabriqué un congé d'acquit, constatant qu'un nommé Peyen, immigrant, était libre de tout engagement, et d'avoir apposé sur cet acquit la fausse signature de E. Boyer, personne privée; que, de la même déclaration, il résultait qu'il existait des circonstances atténuantes en faveur d'Ornan; — Attendu que les faits ainsi déclarés constants par le jury constituaient le crime de faux en écriture privée, prévu par les art. 150, 151 et 164 c. pén., et passible de la peine de la réclusion, laquelle, à raison de l'admission des circonstances atténuantes, devait être, aux termes de l'art. 463 du même code, remplacée par les dispositions de l'art. 401; que, dans cet état des faits, l'arrêt attaqué, en prononçant contre Ornan une condamnation à cinq ans de réclusion, 100 fr. d'amende et cinq ans de surveillance, a fait une fausse application et, par suite, commis une violation expresse des articles de la loi pénale précités; — Par ces motifs; vu lesdits articles; casse et annule l'arrêt de la cour d'assises de la Guadeloupe du 17 janv. 1882, la déclaration du jury tenant; et pour, sur ladite déclaration, être fait à l'accusé application de la peine, conformément à la loi, renvoie Ornan et les pièces de la procédure devant la cour d'assises de la Guadeloupe, composée d'autres membres; — Ordonne, etc.

Du 6 avr. 1882.-Ch. crim.-MM. Etignard de Lafaulotte, rap.-Tappie, av. gén.

d'un abaissement de la peine et accessoirement en vue de réprimer quelques fraudes non prévues, seront exposées *infra*, n° 327 et suiv.

Parmi les faits que le code pénal avait prévus dans les art. 153 à 161, un certain nombre, lorsqu'ils étaient accompagnés de circonstances particulières constituaient des crimes (V. anciens art. 155, § 2, 156, § 3 et 4, art. 158, texte de 1810). Dès lors, la tentative de ces faits était punissable puisque, d'après la règle générale posée en l'art. 2 c. pén. la tentative des crimes est punie comme le crime même. Mais tous ces faits, sauf l'un de ceux dont il est question dans l'art. 158 (3<sup>e</sup> cas), ont été *correctionnalisés* par la loi du 13 mai 1863; d'où la conséquence qu'aujourd'hui il n'en est plus qu'un seul dont la tentative soit désormais punissable : c'est celui contre lequel l'art. 158 prononce la réclusion. A l'égard de tous les autres, la tentative n'est plus punissable, puisque aux termes de l'art. 3 du code « les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition pénale de la loi », et que cette disposition spéciale, ce texte, n'existe pas (Blanche, n° 265, Chauveau et Faustin Hélie, n° 782; Garraud, n° 202). Au reste, la volonté des rédacteurs de la loi de 1863, s'est, à cet égard, manifestée d'une manière formelle. « Un dernier mot, est-il dit dans l'exposé des motifs (D. P. 63. 4. 81, n° 22) pour donner la raison de ce qui semblerait, autrement, un oubli ou une inconsequence. Nous avons dit qu'on s'était fait une règle d'incriminer les tentatives par une disposition spéciale, quand il y a correctionnalisation ou conversion de crime en délit. On s'est départi de cette règle pour les faux commis dans ce paragraphe, parce qu'on a vu de très grandes difficultés à caractériser la tentative. Ces difficultés durent aussi frapper le législateur de 1810; car il s'est abstenu, en cet endroit, d'incriminer aucune tentative de délit ».

§ 1<sup>er</sup>. — Du faux commis dans les passeports et les permis de chasse (*Rép.* n° 354 à 370).

**326.** Les faux commis dans les passeports et les permis de chasse sont prévus et réprimés par les art. 153, 154 et 155 c. pén. A l'époque de la publication du *Répertoire*, les passeports étaient seuls incriminés par les articles précités; ceux-ci ne visaient pas les permis de chasse. Faute de disposition spéciale, le faux commis dans un permis de chasse ne pouvait donc être poursuivi que comme un faux en écriture authentique (V. Douai, 30 janv. 1847, aff. H..., D. P. 49. 2. 5, et *Rép.* n° 362). En fait, les poursuites de cette espèce aboutissaient toujours à des acquittements. Désormais, assimilé par la loi du 13 mai 1863 au faux commis dans les passeports et rangé parmi les délits, le faux dans les permis de chasse est classé plus justement et sa répression est possible.

**327.** — 1<sup>o</sup> *Fabrication d'un faux passeport ou permis de chasse et altérations d'un passeport ou permis de chasse originellement véritable.* — La loi du 13 mai 1863 a fait à l'art. 153 une double modification : elle l'a étendu, comme on vient de le dire, aux faux commis dans les permis de chasse, et elle a réduit l'emprisonnement, qui était d'un an à cinq ans, à la durée de six mois à trois ans. « Cet adoucissement de la peine est motivé par la moindre importance qu'ont les passeports dans l'état de nos mœurs, de nos relations internationales et de nos moyens de locomotion » (Rapport au Corps législatif, D. P. 63. 4. 87, note, n° 70).

Actuellement la loi punit, dans l'art. 153, trois faits distincts : 1<sup>o</sup> la fabrication d'un faux passeport ou d'un faux permis de chasse; 2<sup>o</sup> la falsification d'un passeport ou d'un permis de chasse originellement véritable; 3<sup>o</sup> l'usage d'un

passeport ou d'un permis de chasse fabriqué ou falsifié. Elle ne fait, d'ailleurs, aucune distinction entre les passeports français et les passeports étrangers. « Si ces derniers titres eussent été valables en France, s'ils avaient été véritables, les faits de fabrication, de falsification et d'usage tomberaient, sans aucun doute, sous le coup de l'art. 153 » (Garraud, n° 204). Conf. Blanche, n° 270; Chauveau et Faustin Hélie, n° 742. — Par arrêt du 31 mai 1850 (aff. Blanc-Garin, D. P. 52. 5. 278), la cour de cassation a jugé qu'un passeport étranger, revêtu du visa d'un fonctionnaire public français (commissaire spécial de police) prend le caractère d'un acte émané de l'autorité française, et que, dès lors, la falsification de ce passeport, dans la partie, notamment, du visa, qui contenait injonction au porteur de sortir de France, tombe sous l'application de l'art. 153 c. pén.

**328.** En ce qui concerne l'élément matériel du délit de l'art. 153, nous nous bornerons à signaler un arrêt de la cour de Riom du 28 nov. 1849 (1), qui a jugé que le forçat libéré qui fait disparaître de son passeport la lettre F apposée sur cette pièce, à la sortie du bagne, par l'autorité administrative, dans un intérêt public, commet le délit d'altération de passeport.

**329.** Nous avons déjà fait remarquer au *Rép.* n° 358, que la seule fabrication matérielle ou la seule altération d'un passeport n'est pas suffisante pour constituer le délit de l'art. 153; il faut, de plus, que l'intention frauduleuse et le préjudice possibles s'y ajoutent, comme dans tous les faux en écriture. Mais, en cette matière, la fraude a un caractère particulier; elle réside, suivant l'heureuse expression de M. Garraud, *loc. cit.*, dans « l'intention de violer la loi, en se dérochant à la surveillance d'un contrôle de l'autorité publique ». C'est ce que nous paraît avoir reconnu, au moins d'une manière implicite, la cour de cassation, lorsqu'elle a jugé, le 11 nov. 1859 (aff. Lambert, D. P. 59. 5. 279) que l'acte de l'individu qui a déclaré dans un passeport un nom d'emprunt ne perd pas tout caractère délictueux par cela seul que ce nom serait celui sous lequel il est connu depuis plusieurs années; et qu'il faut, en pareil cas, pour que l'acquittement soit légal, que l'absence d'intention de fraude soit déclarée par le juge d'une manière absolue. « Attendu, a dit la cour, que l'arrêt attaqué n'établit pas que L... n'ait pas eu l'intention de cacher à l'autorité une partie de sa vie passée; qu'il avait pu tromper sous ce rapport la surveillance publique; qu'il l'avait fait sciemment, et que dès lors, on retrouvait dans le fait incriminé tous les caractères qui constituent le délit prévu et puni par l'art. 154 c. pén. ». Suivant nous, la cour suprême consacre, dans cet arrêt, ces trois principes : 1<sup>o</sup> l'altération d'un passeport, dépouillée de l'intention frauduleuse, échappe à toute répression; 2<sup>o</sup> cette intention consiste dans la volonté de tromper la surveillance publique; 3<sup>o</sup> c'est aux juges du fait à se prononcer souverainement sur cette intention (Conf. Blanche, n° 269; Chauveau et Faustin Hélie, n° 740).

Quant au préjudice (sans parler de la privation pour l'Etat du prix du passeport ou du permis de chasse), il consiste dans « le tort causé moralement à la collectivité sociale, en mettant à la disposition de ceux qui n'y ont pas droit des titres qui permettent de circuler sans surveillance ou de chasser sur le territoire » (Garraud, *ibid.*). Chauveau et Faustin Hélie avaient déjà dit (n° 740) à propos du passeport : « le préjudice, c'est que la falsification ait ou puisse avoir pour effet de détourner la surveillance de l'autorité publique ». — L'arrêt précité de Riom nous paraît avoir heureusement résumé en quelques mots les trois conditions de notre délit lorsqu'il a dit : « Considérant que N... a frauduleusement supprimé ce signe caractéristique (la lettre F) pour se soustraire à la surveillance de la police, et

(1) (Morlot.) — LA COUR; — Considérant qu'il résulte de l'aveu même du prévenu que la lettre F primitivement existante sur le passeport dont il a été trouvé porteur lors de son arrestation à Moulins, et qui est annexé aux pièces, avait été apposée sur ledit passeport par l'autorité administrative de Brest, à sa sortie du bagne de cette ville; — Que cette lettre F a été apposée sur ledit passeport comme une indication donnée dans un intérêt public, et était, par conséquent, une indication substantielle du passeport; — Considérant que Morlot a frauduleusement sup-

primé ce signe caractéristique pour se soustraire à la surveillance de la police, et a causé un préjudice au point de vue de la sécurité publique; — Que, dès lors, il a commis le délit d'altération ou de la falsification d'un passeport, prévu par l'art. 153 c. pén.; — Par ces motifs; — Dit qu'il a été mal jugé, et émettant, condamne Morlot à trois jours d'emprisonnement et aux dépens.

Du 28 nov. 1849.-C. de Riom, ch. corr.-MM. Molin, pr.-Roux, av. gén., c. conf.

a causé un préjudice au point de vue de la sécurité publique; que, dès lors, il a commis le délit d'altération ou de falsification de passeport, prévu par l'art. 153 c. pén. »

**330.** A l'égard de l'usage d'un passeport (ou d'un permis de chasse) fabriqué ou falsifié, nous ne pouvons que rappeler ce qui a été dit au *Rép.* n° 361, à savoir que faire usage d'un passeport, c'est l'emphoyer à l'objet pour lequel il est destiné, par exemple, l'exhiber quand on est légalement requis de le faire. Le seul port d'un faux passeport ne peut donc pas être considéré comme un fait d'usage (Chauveau et Faustin Hélie, n° 743; Blanche, n° 271; Garraud, n° 204. Conf. Liège, 17 nov. 1847, *Pasicrisie belge*, 1849, 2. 181).

**331.** Sous l'empire de l'art. 12 de la loi du 22 juin 1854 (D. P. 54. 4. 117), sur les livrets d'ouvriers, aux termes duquel « tout individu coupable d'avoir fabriqué un faux livret, ou falsifié un livret originairement véritable, ou fait sciemment usage d'un livret faux ou falsifié, était puni des peines portées en l'art. 153 c. pén. », il avait été jugé avec raison que la fabrication ou la falsification du livret devait, pour constituer le délit puni des peines de l'art. 153, porter sur les mentions énumérées en l'art. 1<sup>er</sup> du règlement d'administration publique du 30 avr. 1855 et émaner des autorités désignées par l'art. 2 de la loi du 22 juin 1854 (Besançon, ch. corr., 21 juill. 1881.-MM. Chaffour, pr.-Dayras, av. gén.-Valot, av.; — Angers, ch. corr., 11 août 1884.-MM. Chudeau, pr.-Bernard, av. gén.-Martin, av.). Ce que l'art. 12 de la loi précitée et l'art. 153 c. pén. punissaient, en effet, c'est la fabrication ou l'altération de titres émanant de fonctionnaires ou d'officiers publics. Mais le livret d'ouvrier pouvait contenir, et contenait d'ordinaire, à côté des mentions émanées des autorités publiques, des attestations émanées des patrons chez lesquels l'ouvrier a travaillé. Si le faux portait sur l'un de ces certificats il n'y avait pas lieu, suivant les arrêts précités, de faire application de l'art. 153. Dans ce cas, le fait ne pouvait être réprimé que s'il était fait usage du livret, et tombait sous le coup de l'art. 161, § 3, c. pén. qui punit la fabrication d'un faux certificat attribué à un particulier (Trib. corr. Gray, 20 août 1880). — Cette jurisprudence est devenue sans application par suite de la loi du 2 juill. 1890 (D. P. 90. 4. 121), qui a abrogé les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers.

**332.** Il convient de rappeler aussi que le décret sur l'émigration européenne du 15 janv. 1855, D. P. 55. 4. 13, dispose, dans son art. 3, que « si le contrat qui assure à l'émigrant son transport à travers la France, et son passage pour un pays d'outre-mer, contient le signalement de l'émigrant, ainsi que les indications nécessaires pour établir l'identité, il pourra, après avoir été visé par la légation ou le consulat de France, tenir lieu de passeport ». Il résulte de cette assimilation du contrat d'émigration au passeport, que le fait de falsifier un contrat d'émigration, renfermant les énonciations indiquées en l'art. 3 de la loi, sera réprimé par l'art. 153 c. pén. (Conf. Crim. rej. 19 nov. 1858, aff. Spoor, D. P. 59. 1. 42).

**333.** — 2<sup>e</sup> Obtention d'un passeport ou d'un permis de chasse sous un nom supposé. — L'art. 154 c. pén., modifié par la loi du 13 mai 1863, punit la supposition de noms dans les passeports ou permis de chasse et les témoins qui concourent à la délivrance de ces actes. Ce délit ne devient punissable, comme tous les délits, que par le concours de l'élément matériel et de l'élément intentionnel. Il ne suffit donc pas, pour encourir les peines de l'art. 154, d'avoir pris un nom supposé dans un passeport ou un permis de chasse; il faut, de plus, l'avoir pris avec une intention criminelle. La fraude consiste ici dans l'intention d'égaler la surveillance de l'autorité publique. Sans aucun doute, cette intention et aussi la possibilité du préjudice à l'ordre public, ressortiront implicitement du fait matériel d'obtention d'un passeport ou d'un permis de chasse sous un nom supposé; ces deux éléments de tout faux punissable n'auraient donc pas besoin d'être expressément relevés dans la qualification. C'est ce qui a déjà été reconnu en ce qui concerne l'intention, par l'arrêt du 9 févr. 1844, cité au *Rép.* n° 365, qui a jugé que le mot *coupable* établit le caractère moral du fait. Mais si l'inculpé parvenait à prouver, en fait, qu'il n'avait pas l'intention d'échapper à la surveillance de l'autorité, cette démonstration devrait l'exempter de toute

peine. Seulement pour que, dans ce cas, la décision soit inattaquable, il faut qu'elle déclare d'une façon absolue qu'aucune intention de fraude n'a présidé à l'usurpation de nom (Crim. cass. 11 nov. 1859, aff. Lambert, D. P. 59. 5. 279. Conf. Blanche, n° 276; Garraud, n° 206, p. 281).

**334.** Dans l'art. 154, la loi n'incrimine que le fait d'avoir pris un nom supposé; elle ne s'occupe, nous l'avons déjà constaté au *Rép.* n° 363 et 364, ni de la supposition des prénoms (Chauveau et Faustin Hélie, n° 746; Garraud, n° 206), ni des fausses qualités (Chauveau et Faustin Hélie, n° 746 et 747; Blanche, n° 277; Garraud, *ibid.*). A l'égard des fausses qualités, il convient d'ajouter à l'arrêt de Bordeaux du 10 déc. 1836, rapporté au *Rép.* n° 364, un arrêt plus récent de la cour de Metz (29 mars 1854, aff. Labat, D. P. 55. 2. 27) qui a jugé qu'une fausse déclaration d'âge, faite dans un passeport, et l'usage vis-à-vis de l'autorité du passeport obtenu sur une semblable déclaration, ne constituent point des faits punissables qui tombent sous l'action de la loi pénale. L'art. 275 du nouveau code pénal italien de 1889 est, sous ce rapport, beaucoup plus large, plus répressif que notre loi. Il punit de la reclusion jusqu'à un an « quiconque, en se faisant délivrer des permis, passeports, feuilles de route ou de séjour, s'attribue dans ces pièces un faux nom ou prénom, ou une fausse qualité ».

**335.** — 3<sup>e</sup> Usage d'un passeport ou d'un permis de chasse délivré sous un autre nom. — La loi du 13 mai 1863 a ajouté à l'art. 154 un deuxième paragraphe, qui étend son application à ceux qui font usage d'un passeport ou d'un permis délivré sous un autre nom. Cette sorte de fraude n'était pas punie jusque-là (V. Crim. rej. 9 juill. 1840, *Rép.* n° 368).

**336.** — 4<sup>e</sup> Fausse inscription ou défaut d'inscription sur les registres des logeurs. — Le troisième paragraphe de l'art. 153 modifié par la loi du 13 mai 1863 porte : « Les logeurs ou aubergistes qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux ou qui, de connivence avec elles, auront omis de les inscrire, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus. » Il résulte de ce texte que l'omission volontaire de l'inscription de connivence avec les personnes qui viennent loger dans l'auberge est aujourd'hui assimilée à la fausse inscription, alors que le défaut d'inscription, même volontaire, n'était puni, avant la loi de 1863, que des peines de simple police édictées par l'art. 475, n° 2. c. pén.

**337.** — 5<sup>e</sup> Responsabilité des officiers publics qui délivrent les passeports. — L'art. 155 c. pén., dont le texte ancien a été rappelé au *Rép.* n° 370, a reçu plusieurs modifications de la loi du 13 mai 1863. — D'une part, la peine de l'officier public qui, instruit de la supposition de nom, délivre ou fait délivrer le passeport sous le nom supposé, n'est plus le bannissement, mais l'emprisonnement correctionnel d'un à quatre ans, auquel les tribunaux peuvent joindre pour cinq ans au moins et dix ans au plus l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 c. pén. — D'autre part, la loi nouvelle a ajouté, dans l'art. 153, après les mots : « les officiers publics qui délivreront... », ceux-ci : « ou feront délivrer ». Cette addition a été motivée par un arrêt qui avait décidé, avec raison, que l'art. 155 ne s'appliquait pas au maire qui avait émis un avis favorable à la délivrance d'un passeport, mais ne l'avait pas délivré lui-même (Crim. rej. 14 oct. 1853, aff. Fouquet, D. P. 53. 5. 342). — On sait que les passeports à l'étranger sont, aux termes de la loi du 14 vent. an 4, délivrés par les préfets sur une attestation donnée par les maires ou, à Paris, par les commissaires de police. Si l'attestation est donnée sans que ces officiers publics se fassent attester les noms et qualités, ce sont eux et non les préfets qui sont coupables, et ce fait tombe, depuis 1863, sous l'application du texte modifié de l'art. 155 (Garraud, n° 208, note 24; Blanche, n° 282; Chauveau et Faustin Hélie, n° 751).

#### § 2. — Du faux commis dans les feuilles de route (*Rép.* n° 371 à 378).

**338.** Les art. 156, 157 et 158 c. pén., qui prévoient les faux commis dans les feuilles de route, ont tous été modifiés par la loi du 13 mai 1863, en ce qui concerne la péna

lité, qui a été adoucie. A l'époque de la publication du *Répertoire*, les faux de cette espèce entraînaient, dans des cas nombreux, la peine du bannissement, celle de la réclusion et même celle des travaux forcés à temps. Ils ne comportent plus aujourd'hui que la peine correctionnelle de l'emprisonnement à l'exception du cas particulier du 4<sup>e</sup> alin. de l'art. 158, dans lequel la peine de la réclusion est encourue par l'officier public qui a délivré une feuille de route sous un nom supposé.

De plus, une incrimination nouvelle a été introduite dans l'art. 157 par la loi du 13 mai 1863. Ainsi qu'on l'a fait remarquer au *Rép.* n° 373, l'usage d'une feuille de route véritable, mais délivrée à un autre individu que celui qui en est le porteur, ne constituait, avant cette loi, ni crime, ni délit. Cette lacune a été remplie par l'addition dans l'art. 157 des mots suivants : « ou qui aura fait usage d'une feuille de route délivrée sous un autre nom que le sien ».

Sauf le délit nouveau dont il vient d'être parlé, les conditions de l'incrimination sont restées, pour toutes les infractions prévues par les art. 156, 157 et 158 c. pén., les mêmes qu'avant la loi du 13 mai 1863. — Il est donc vrai de dire, aujourd'hui comme alors, qu'il faut, pour constituer le délit du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 156, la triple condition : d'une falsification de la feuille de route par fabrication ou altération, d'une intention frauduleuse constituée par la volonté de l'agent d'échapper à la surveillance de l'autorité, et de l'éventualité d'un préjudice consistant dans la possibilité d'égayer cette surveillance (Garraud, n° 210).

En ce qui concerne l'élément matériel de la falsification, il y a lieu de remarquer que celle-ci peut être opérée par un procédé quelconque. La fabrication peut avoir lieu par retranchement comme par addition. Un arrêt de cassation du 20 nov. 1873, aff. Grauby, D. P. 74. 1. 183, confirmant la doctrine de celui du 15 déc. 1849, rapporté au *Rép.* n° 372, a déclaré l'art. 156 applicable à l'individu qui, placé sous la surveillance de la haute police, à l'époque où cette peine existait encore (on sait que la loi du 27 mai 1885, art. 19, D. P. 85. 4. 45, l'a supprimée et remplacée par l'interdiction de séjour), aurait enlevé de sa feuille de route la partie sur laquelle était inscrite la lettre C, indicative de sa situation de condamné (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 754; Blanche, n° 286; Garraud, n° 210).

**330.** Le délit de falsification d'une feuille de route s'aggrave lorsque la falsification a eu pour objet, non plus seulement de tromper la surveillance de l'autorité, mais de percevoir des frais de route au préjudice du Trésor. Ici le faux se complique d'une véritable escroquerie. D'après le texte nouveau de l'art. 156, la peine d'emprisonnement s'élève de un à quatre ans, si les frais indûment payés devaient être de moins de 100 fr., et de deux à cinq ans, s'ils devaient excéder cette somme. De plus, dans les deux cas, le coupable peut, en outre, être privé des droits mentionnés en l'art. 42 c. pén., pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, et frappé de l'interdiction de séjour pendant le même nombre d'années.

Mais pour que la circonstance aggravante prévue par les paragraphes 3 et 4 de l'art. 156 existe, il est nécessaire, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer au *Rép.* n° 374, que le préjudice ait été effectivement causé au Trésor public et que les frais de route aient été payés. Contrairement à ce qui a lieu pour les faux en écriture ordinaire, ce n'est ici que la réalisation du dommage qui engendre le fait punissable. C'est ce que la cour de cassation a jugé, avant les réformes de la loi du 13 mai 1863, à l'occasion d'une tentative de ce fait, qui était alors considérée comme le crime même (Crim. cass. 8 nov. 1816, *Rép.* n° 374). La doctrine est, tout entière, fixée en ce sens (Chauveau et Faustin Hélie, n° 755; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 298; Blanche, n° 287; Garraud, n° 210).

Pour caractériser le faux prévu par les paragraphes 3 et 4 de l'art. 156, suffirait-il aujourd'hui, comme au temps de l'arrêt du 8 nov. 1816 précité, d'une tentative d'exécution pour obtenir le paiement des frais de route? La négative est certaine, puisque les tentatives de *délits* ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi (c. pén. art. 3), et qu'en fait cette disposition spéciale n'existe pas pour le délit qui nous occupe (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 755).

**340.** On a reconnu au *Rép.* n° 375, et il a été jugé (Crim. rej. 9 août 1832, *ibid.*), que si, au lieu d'être exécutées sur les feuilles de route, les falsifications ou altérations avaient lieu sur les mandats délivrés par les intendants ou les sous-intendants militaires, aux officiers et soldats voyageant isolément, la disposition de l'art. 156 devrait s'appliquer à ces mandats, qui ne sont que la conséquence des feuilles de route et leur sont liés d'une façon nécessaire. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 756; Garraud, n° 210; Blanche, n° 288. — Nous croyons avec M. Garraud, *ibid.*, qu'il y aurait lieu d'appliquer la même théorie aux coupons devant permettre de circuler en chemin de fer à prix réduit, accordés aux militaires, régulièrement en congé, en conséquence et sur le vu de la feuille de route elle-même.

Celui qui se fait délivrer une feuille de route en prenant une fausse *qualité*, est-il puni par l'art. 157 qui frappe des peines portées en l'art. 156 « toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé »? L'affirmative a été admise au *Rép.* n° 377, mais pour le cas seulement où l'usurpation de qualité a servi à requérir des frais de route plus élevés. MM. Chauveau et Faustin Hélie, n° 757, et M. Blanche, n° 291, ont adopté cette opinion, qui est combattue par M. Garraud. Ce dernier auteur rappelle (n° 211) que la fausse qualité dans une demande de passeport n'est pas réprimée par l'art. 154; il fait remarquer que la loi a eu pour système d'assimiler les passeports et les feuilles de route, et il en conclut que ce que le législateur a incriminé, dans l'obtention de ces titres, c'est seulement la supposition de nom. Nous inclinons à nous ranger à cet avis, qui nous paraît plus conforme à la lettre de la loi.

**341.** L'art. 158 prévoit le cas où l'officier public qui a délivré la feuille de route était instruit de la supposition, au moment de sa délivrance. La loi du 13 mai 1863 n'a fait que tempérer la rigueur de la peine prononcée par cette disposition. Aujourd'hui, l'art. 158 est ainsi conçu : « Si l'officier public était instruit de la supposition du nom lorsqu'il a délivré la feuille de route, il sera puni, savoir : dans le premier cas posé par l'art. 156, d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus; dans le second cas du même article, d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus; dans le troisième cas, de la réclusion. Dans les deux premiers cas, il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine ».

§ 3. — Du faux commis dans les certificats (*Rép.* n° 379 à 405).

**342.** La législation des faux certificats a reçu, depuis la publication du *Répertoire*, d'importantes modifications par l'effet de la loi du 13 mai 1863. D'une part, la pénalité portée par les art. 159 et 160 c. pén. a été adoucie, et, d'autre part, la loi précitée a introduit dans l'art. 161 une incrimination nouvelle, en punissant désormais comme un délit de faux la fabrication et l'usage du certificat défini par cet article, lorsqu'il a été fabriqué sous le nom d'un simple particulier aussi bien que lorsqu'il a été fabriqué sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public. Ce fait, avant 1863 n'était pas punissable. V. à égard *infra*, n° 353.

Au reste, la théorie générale de la loi sur les faux dans les certificats n'a pas changé, et cette théorie a été fort bien exposée par Blanche, t. 3, n° 295, dans les termes suivants : « Le code admet, comme règle générale, que les faux certificats ne se distinguent pas des autres faux en écriture, et qu'ils sont punis, selon les cas, ou des peines du faux en écriture publique, ou des peines du faux en écriture privée. Il ne déroge à ce principe que pour les certificats d'une nature spéciale, c'est-à-dire pour ceux dont il est fait mention dans les art. 159, 160, 161 et pour ceux qui sont de même nature. Ces propositions ressortent clairement de l'art. 162, lequel, placé à la suite de ceux que je viens de citer, dispose que « les faux certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter, soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le Trésor public, seront punis, selon qu'il y aura lieu, d'après les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente section ». Ainsi le code divise les certificats en deux catégories. Dans l'une, il classe les certificats de maladies ou

d'infirmités, destinées à rédimmer ou à affranchir une personne d'un service public, et les certificats de bonne conduite, d'indigence ou d'autres circonstances, propres à appeler la bienveillance du Gouvernement ou des particuliers sur une personne, et à lui procurer place, crédit ou secours. Ceux-là, le code les punit de peines correctionnelles, lorsqu'ils réunissent les conditions déterminées par les art. 159, 160 et 161, ou bien, lorsqu'il les trouve sans gravité, comme, par exemple, avant les revisions de 1863, les certificats de bonne conduite ou d'indigence, fabriqués sous le nom d'un simple particulier. Quant aux certificats de toute autre nature, ainsi que le dit l'art. 162, ils demeurent assimilés aux faux ordinaires, et, comme eux, sont punis ou des peines des faux en écriture publique, ou des peines des faux en écriture privée, suivant qu'ils ont eu lieu dans l'une ou l'autre de ces écritures ».

Ainsi qu'il vient d'être dit, la loi classe dans une catégorie à part, et considère comme de simples délits : 1° les faux certificats de maladies et d'infirmités destinés à affranchir d'un service public; 2° les faux certificats de bonne conduite et d'indigence propres à appeler la bienveillance du Gouvernement et des particuliers sur une personne. — La jurisprudence nouvelle n'offre qu'un petit nombre d'arrêts, concernant ces délits, dont les caractères ont, d'ailleurs, été déterminés avec une grande précision par la doctrine depuis la publication du *Répertoire*.

**343. — I. FAUX CERTIFICATS DE MALADIES OU D'INFIRMITÉS.** — Ces certificats sont considérés par notre code sous deux rapports qui font l'objet des art. 159 et 160, suivant qu'ils sont fabriqués par un particulier sous le nom d'un homme de l'art, ou qu'émanant de ce praticien lui-même, ils attestent des maladies ou des infirmités qui n'existent pas.

Le premier de ces délits, prévu par l'art. 159, repose, ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 382, sur cette triple condition : que le certificat atteste une maladie ou infirmité; qu'il soit attribué à un médecin et qu'il ait été fabriqué dans le but de procurer l'exemption d'un service public. Nous ne ferons au sujet du délit de l'art. 159, dont la peine a été abaissée par la loi du 13 mai 1863 (emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus, au lieu d'un emprisonnement de deux à cinq ans), que deux observations. En premier lieu, l'opinion émise par Chauveau et Faustin Hélie, n° 762, adoptée au *Rép.* n° 383 et soutenue depuis par Garraud, n° 215, note 28, opinion suivant laquelle il est nécessaire que la maladie relatée dans le certificat soit *fausse*, n'a pas reçu l'assentiment de plusieurs auteurs considérables. M. Blanche, t. 3, n° 300, trouve le délit suffisamment caractérisé par la fabrication, sous le nom d'un médecin, d'un certificat de maladie ou d'infirmité. « Quel fait, dit le savant magistrat, l'art. 159 prévoit-il et réprime-t-il ? Il prévoit et réprime le fait d'avoir fabriqué, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité. Est-ce que ce fait n'est pas complètement établi, dès qu'il est constant que le certificat a été délivré faussement sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé ? N'est-ce pas ajouter à la loi que d'exiger, en outre, que la maladie ou l'infirmité soit fausse ? Pourquoi vouloir que la loi ne soit applicable que dans le cas où il y a concours de deux faux, c'est-à-dire faux dans la fabrication du certificat, et faux dans l'attestation de la maladie ou de l'infirmité, tandis que la loi déclare qu'elle punira, dès que le premier de ces faux sera consommé ? » Ces raisons, nous paraissent graves et de nature à faire hésiter sur la doctrine soutenue au *Répertoire*. De plus, est-il absolument vrai de dire, avec Chauveau et Faustin Hélie, que quand la maladie certifiée n'est pas fausse, ce certificat « cesse d'être un moyen de nuire » ? Ne peut-il pas se faire, ainsi que M. Villey en fait la remarque (note 1 sous le n° 762 de la 6<sup>e</sup> éd., de Chauveau et Faustin Hélie), que « l'attestation fausse de l'homme de l'art donne plus de poids au motif d'exemption et exerce une influence sur l'esprit des juges » ?

En second lieu, il est certain et il ne peut pas être contesté, en présence des termes de l'art. 159, que cet article serait inapplicable si le faux certificat avait un tout autre but que l'exemption d'un service public. Conséquemment, la fabrication d'un certificat destiné à tromper les compagnies d'as-

surances sur la vie constitue non pas le faux exceptionnel de l'art. 159, mais le faux criminel. On peut regretter que notre code ne contienne pas, à cet égard, une disposition analogue à celle de l'art. 277 du code pénal allemand de 1870 qui vise le cas où la falsification du certificat a eu pour but de tromper les autorités ou les compagnies d'assurances. De même l'art. 229 du code pénal néerlandais de 1881 punit d'emprisonnement « celui qui fabrique ou falsifie un certificat concernant l'existence ou la non-existence, présente ou passée, de maladies, faiblesses ou infirmités, dans le dessein de tromper l'autorité publique ou les assureurs ». On trouve aussi des dispositions analogues dans les art. 408 à 420 du code pénal hongrois de 1878.

**344. L'art. 160** prévoit le cas où le certificat émane de l'homme de l'art lui-même. Son texte n'a été modifié par la loi du 13 mai 1863 qu'en ce qui concerne la peine. Comme avant cette loi, l'art. 160 nouveau distingue si le certificat a été délivré par *complaisance*, ou par suite de *dons* ou *promesses* qui auraient été faits au médecin; mais la peine n'est plus, dans le premier cas, qu'un emprisonnement de un à trois ans, et, dans le second, un emprisonnement de un à quatre ans, avec faculté pour le juge, dans les deux cas, de priver le coupable des droits mentionnés dans l'art. 42 pour cinq ans au moins et dix ans au plus. — Sur les différents points relatifs à l'application de cet article, qui ont été traités au *Rép.* n° 386 à 389 et qui, d'ailleurs, ne présentent pas de difficultés sérieuses, on peut consulter Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 763 et 764; Blanche, t. 3, n° 303 à 308; Garraud, t. 3, n° 216. — Certaines législations étrangères récentes prévoient et punissent avec une rigueur justifiée la délivrance de faux certificats médicaux établis en vue de faire admettre ou retenir quelqu'un dans un hospice d'aliénés. Ce fait est puni de sept ans et six mois d'emprisonnement au plus par l'art. 228 c. pén. néerlandais de 1881. L'art. 278, § 2 et 3 c. pén. italien de 1889 s'exprime ainsi : « Si, par suite d'une attestation fausse, une personne saine d'esprit a été conduite ou retenue dans un hospice d'aliénés, ou s'il en est résulté pour elle quelque autre grave préjudice, le coupable est puni de six mois à quatre ans de reclusion. — Si le délit a été commis par suite de corruption, le coupable est puni de un à cinq ans de reclusion, et de 300 à 3000 fr. d'amende ».

**345. — II. FAUX CERTIFICATS DE BONNE CONDUITE OU D'INDIGENCE.** — L'art. 161 s'occupe de la seconde classe de certificats dont la falsification n'est punie aujourd'hui que de peines correctionnelles. Ce sont les certificats « de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler l'attention du Gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours ». Depuis la loi du 13 mai 1863, il n'est plus vrai de dire, comme nous le disions au *Rép.* n° 390 et 392, qu'il est nécessaire, pour l'application de l'art. 161, que le faux certificat soit fabriqué sous le nom d'un *officier public*, puisque cette loi a introduit, dans le paragraphe dernier dudit art. 161, une nouvelle incrimination, en punissant de quinze jours à six mois d'emprisonnement « la fabrication et l'usage « d'un certificat sous le nom d'un *particulier*. V. à cet égard *infra*, n° 353.

Mais il est demeuré certain, comme à l'époque de la publication du *Répertoire*, qu'il faut, pour l'application de l'art. 161, que le certificat faux soit uniquement propre à appeler la bienveillance sur les personnes qu'il désigne et à leur procurer places, crédit ou secours. Les certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le Trésor public, cessent, aux termes de l'art. 162, d'être régis par l'art. 161. V. *infra*, n° 354).

**346.** Que faut-il entendre par ces expressions de l'art. 161 « et autres circonstances propres à appeler la bienveillance du Gouvernement ou des particuliers » sur la personne désignée au certificat ? Ce sont, par exemple, les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les épidémies, les épizooties, les disettes, et même les malheurs individuels qui peuvent plonger une famille dans la détresse (Blanche, n° 318). — Il n'y a, d'ailleurs, point de doute que l'énumération des divers objectifs que le faussaire peut avoir en vue en fabriquant le certificat, « se procurer places, crédit ou secours », soit démonstrative et nullement limitative (Chauveau et Faustin Hélie, n° 706; Blanche, n° 318 ;



Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 305 ; Garraud, n° 217). « L'art. 161, dit ce dernier auteur, serait applicable à l'auteur du faux certificat, quel que soit le témoignage d'intérêt ou de bienveillance qu'il ait eu l'intention de se procurer. Nul doute, par exemple, que la fabrication de faux certificats, dans le but d'obtenir une décoration, une récompense à une exposition, des souscriptions pour l'édification d'une église, pour l'érection d'une statue, ne puisse tomber sous le coup de cette disposition. Il en serait de même de la fabrication d'un faux certificat constatant les qualités de tel produit alimentaire ou de tel produit pharmaceutique, certificat créé dans le but d'amener un développement de clientèle ». — Quant à ces mots : *du Gouvernement*, ils ne doivent pas être entendus dans un sens étroit. Il est universellement reconnu que par *Gouvernement*, il faut entendre : *autorité publique*.

Au reste, il convient de distinguer, tant au point de vue des conditions de l'incrimination qu'au point de vue de la pénalité, le cas où le certificat serait fabriqué sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, et le cas où il serait fabriqué sous le nom d'un simple particulier.

**347.** — 1° *Certificats fabriqués sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public.* — Le texte des deux premiers alinéas de l'art. 161 qui réprime comme délit la fabrication et l'usage des certificats de ce genre, n'a pas été modifié par la loi du 13 mai 1863. La peine est la même qu'à l'époque de la publication du *Répertoire*, les conditions de l'incrimination sont aussi les mêmes. Nous n'avons que peu de choses à ajouter, à l'égard de celles-ci, à ce qui a été dit au *Rép.* n° 394 et suiv. Tous les auteurs reconnaissent que, s'il est nécessaire, pour l'existence du délit prévu par l'art. 161, que la personne dont le certificat est censé émaner soit un fonctionnaire ou un officier public, il est indifférent que ce fonctionnaire soit ou ne soit pas compétent pour délivrer le certificat. « Le danger de l'acte, dit très bien M. Garraud, n° 217, réside tout entier dans l'autorité que donnent et dans la confiance qu'inspirent les fonctions de celui sous le nom duquel on place le certificat ; ... il n'existe pas de compétence spéciale, lorsqu'il s'agit d'une attestation, d'une recommandation qui n'est propre qu'à attirer la bienveillance du gouvernement et des particuliers ». Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 772 ; Nypels, le *Code pénal belge interprété*, t. 1, p. 514.

**348.** Est-il au moins nécessaire que le nom qu'on usurpe soit celui d'un fonctionnaire exerçant véritablement ses fonctions au moment où le certificat est présumé avoir été délivré ? Sur ce point la doctrine est partagée. Nous avons soutenu l'affirmative au *Rép.* n° 395, conformément à l'opinion de Chauveau et Faustin Hélie, n° 772. Mais Blanche, n° 315, et Garraud, n° 217 sont d'un avis contraire. Suivant ces auteurs, il est indifférent que la personne dont le nom est usurpé, exerçât ou non, à l'époque de la fabrication, le certificat qu'on lui prête ; il suffit que ce certificat se soit prévalu de l'autorité attachée à la fonction. Il nous paraît impossible d'admettre cette doctrine. Ce que la loi punit, c'est l'usurpation non pas d'une *qualité*, mais du *nom d'un fonctionnaire* ; or, comme le disent très bien Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*, « un fonctionnaire, c'est un individu exerçant ses fonctions au moment où le certificat est présumé avoir été délivré ; si, à cette époque, cet individu n'était pas encore revêtu de ses fonctions, ou si ces fonctions avaient cessé, l'usurpation de son nom ne serait plus l'usurpation du nom d'un fonctionnaire ».

**349.** Si, au lieu d'avoir été délivré sous le nom d'un officier public, le faux certificat émanait réellement de l'officier lui-même, ce dernier pourrait-il être poursuivi par application de l'art. 161 ? Poser cette question, c'est demander si la loi prévoit, dans l'article précité, la délivrance de certificats, émanant réellement du fonctionnaire dont ils portent la signature, mais constatant des circonstances fausses ; en d'autres termes, si notre article punit le faux intellectuel commis par un fonctionnaire dans un certificat, comme, par exemple, dans le cas où un maire délivrerait, en sa qualité, un certificat de bonne vie et mœurs, dans lequel il attesterait comme vrais des faits qu'il sait faux ? La négative est certaine, car il est impossible de faire rentrer ce faux intellectuel dans les termes de l'art. 161. Suivant M. Garraud, n° 218, le fait n'est pas punissable, la loi

n'ayant pas jugé à propos de punir la délivrance de certificats émanant réellement du fonctionnaire dont ils portent la signature, mais constatant des circonstances fausses. « Les attestations qui sont contenues dans ces certificats, dit le savant professeur, ont un caractère banal qui n'emprunte d'importance qu'à la personnalité des signataires. Si la signature est vraie, c'est-à-dire si le titre est délivré par l'auteur même de l'attestation, c'est aux tiers, à qui le certificat est présenté, qu'il appartient de contrôler les affirmations qu'il contient. De même que le public attache peu d'importance aux certificats de cette nature, de même la loi pénale se préoccupe peu de la vérité des déclarations qui y sont faites ».

Il est évident pour nous que le faux intellectuel dont s'agit ne rentre pas dans les termes de l'art. 161 ; mais ne pourrait-il pas constituer un faux criminel, et entraîner l'application de l'art. 146 ? Nous avons, au *Rép.* n° 391, énoncé l'affirmative et cité un arrêt du 16 juill. 1829 qui a jugé qu'un maire qui, en cette qualité, délivre un faux certificat de bonne vie et mœurs, ou de résidence à un individu pour le faire admettre comme remplaçant au service militaire, commet le crime de faux en écriture publique. Mais il convient de remarquer qu'il s'agissait, dans l'espèce, non pas d'une simple recommandation de pure bienveillance, mais d'une de ces attestations officielles émanées d'un fonctionnaire procédant en vertu d'un mandat de la loi, qui constituent des titres probants pour ceux qui les ont obtenus. Dans ces conditions, le certificat argué de faux pouvait et devait être considéré comme un de ces certificats de « toute autre nature » dont parle l'art. 162, et que cet article déclare punissables, selon qu'il y aura lieu, d'après les dispositions qui précèdent le faux criminel.

**350.** Ainsi que nous venons de le rappeler, l'art. 161 ne doit être appliqué qu'aux certificats propres à appeler la bienveillance sur la personne y désignée et à lui procurer places, crédit ou secours ; il ne s'étend pas aux certificats d'une autre nature et dont il serait possible qu'il résultât un dommage pour autrui. Nous n'avons pas à revenir ici sur la distinction, rappelée au *Rép.* n° 398, entre les certificats dont s'occupe l'art. 161 et ceux dont il est question dans l'art. 162, distinction si nettement tracée par l'arrêt de cassation du 15 déc. 1836 transcrit *ibid.*, et sur laquelle tous les auteurs insistent avec raison (Chauveau et Faustin Hélie, n° 767 et 768 ; Blanche, n° 313 ; Garraud, n° 217). Nous nous bornerons à signaler quelques applications faites par les arrêts depuis la publication du *Répertoire*. — Il a été jugé que l'art. 161 cesse d'être applicable : aux certificats de domicile délivrés par les maires en vue du remplacement militaire (Crim. cass. 19 juin 1851, aff. Dezelus. D. P. 51. 5. 266 ; Crim. rej. 7 mai 1853, aff. Barthe, D. P. 53. 5. 229 ; 21 mai 1853, *Bulletin criminel*, n° 180) ; — Aux certificats exigés des militaires pour obtenir des congés illimités, et qui devaient, en exécution de la loi du 21 mars 1832, être signés des maires et de deux pères de jeunes gens en activité de service (Crim. cass. 8 févr. 1855, aff. Giraud. D. P. 55. 4. 89) ; — Aux certificats, délivrés par trois pères de famille, approuvés et signés par les maires, et produits en conformité de la même loi, pour obtenir l'exemption du service militaire (Crim. régl. de jug. 23 avr. 1859, aff. Soulier, D. P. 59. 1. 188). — Il en serait encore de même des certificats d'indigence que les maires sont appelés à délivrer pour procurer l'exemption de formalités onéreuses, telles que la faveur de ne pas consigner l'amende de cassation accordée par l'art. 420 c. instr. crim. aux personnes qui joignent à leur demande en cassation un certificat d'indigence délivré par le maire de leur commune ainsi qu'un extrait négatif du rôle des contributions directes, ou encore la dispense partielle de la contrainte par corps pour le paiement des amendes et des frais prononcée en matière criminelle ou correctionnelle, dispense accordée par l'art. 10 de la loi 22 juill. 1867 (D. P. 67. 4. 75) aux condamnés qui justifient de leur insolvabilité suivant l'art. 420 précité (Chauveau et Faustin Hélie, n° 767 ; Garraud, n° 217). — Il en serait de même encore des certificats délivrés en matière de réhabilitation, en exécution de l'art. 624 c. instr. crim. « Dans ces divers cas, en effet, dit très bien M. Garraud (*loc. cit.*), le certificat constitue un titre auquel la loi attache une valeur précise, et dont elle impose la

production à celui qui veut atteindre tel résultat. Il ne s'agit donc plus d'une de ces pièces officieuses et banales, dont la fabrication n'a pour but que d'appeler la bienveillance de l'autorité et des particuliers, mais bien d'une preuve légale d'aptitude, dont la loi a déterminé l'importance et l'effet juridique ». Donc on ne se trouve plus, en cas pareil, dans l'hypothèse exceptionnelle de l'art. 161 c. pén., et il y a lieu d'appliquer les art. 162 et 166 relatifs au faux criminel.

**351.** On a dit au *Rép.* n° 401 que le faux commis dans l'un des certificats dont s'occupe l'art. 161 ne perd pas le caractère de simple délit et ne tombe pas sous l'application de l'art. 162, par cela que le faussaire, après avoir fabriqué le certificat, y aurait apposé un faux timbre de l'autorité, car cette circonstance ne change pas la nature du certificat contrefait. A l'arrêt du 25 janv. 1828, cité dans ce sens *ibid.*, *Addé* : *Crim. rej.* 6 janv. 1860, aff. Tarlier, D. P. 60. 5. 176.

**352.** Le deuxième paragraphe de l'art. 161 prévoit la falsification d'un certificat originairement véritable pour l'approprier à une personne autre que celle à laquelle il a été primitivement délivré. Cette disposition s'applique-t-elle à celui qui, profitant d'un blanc, dans un certificat qui lui a été délivré, intercale, dans son intérêt, une attestation de nature à appeler sur lui la bienveillance du gouvernement ou des particuliers ? Il faut résoudre cette question par la distinction proposée au *Rép.* n° 400. Si l'addition porte sur une circonstance accessoire aux faits énoncés dans le certificat, elle ne constitue pas de délit ; la loi ne la juge d'aucune importance et ne la punit pas. Mais si elle contient l'attestation d'une circonstance nouvelle de nature à provoquer la bienveillance, elle présente alors tous les caractères du délit de fabrication d'un faux certificat, et le premier alinéa de l'art. 161 devient applicable (*Conf. Chauveau et Faustin Hélie*, t. 2, n° 773 ; *Garraud*, n° 217).

**353.** — 2° *Certificats fabriqués sous le nom d'un simple particulier.* — Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer *suprà*, n° 342, il n'est plus vrai de dire, comme à l'époque de la publication du *Répertoire*, qu'il soit nécessaire pour l'application de l'art. 101 que le faux certificat ait été fabriqué sous le nom d'un officier public, puisque la loi du 13 mai 1863 a introduit dans le dernier paragraphe dudit art. 161 une nouvelle incrimination, en punissant de quinze jours à six mois d'emprisonnement « la fabrication et l'usage » d'un certificat sous le nom d'un particulier. Il est certain qu'avant 1863, la fabrication d'un faux certificat de bonne conduite, d'indigence, etc., rédigé sous le nom d'un simple particulier, n'était pas punissable : nous l'avons constaté au *Rép.* n° 392, et depuis, un arrêt de Paris du 30 avr. 1852 (aff. N.... D. P. 53. 2. 186) l'avait formellement déclaré. Mais il est également certain que cette fabrication constitue aujourd'hui un délit, à la condition essentielle qu'il soit fait usage du certificat fabriqué. Le texte du paragraphe est déjà clair, par lui-même, étant ainsi conçu : « Si ce certificat est fabriqué sous le nom d'un simple particulier, la fabrication et l'usage seront punis de quinze jours à six mois d'emprisonnement ». L'exposé des motifs ne peut laisser aucun doute : « C'est le fait qu'on a voulu atteindre, dit ce document, mais en le différenciant par une moindre peine, un emprisonnement de six jours à

trois mois, et en exigeant l'usage du certificat : la fabrication seule ne constituerait pas le délit » (D. P. 63. 4. 81, note 20). *Conf. Trib. de Gray*, 20 août 1880, cité *suprà*, n° 331.

**354.** — III. *FAUX CERTIFICATS D'UNE AUTRE NATURE.* — L'art. 162 range parmi les faux criminels les faux certificats de « toute autre nature » que ceux qui font l'objet des art. 159, 160 et 161. Le texte de cette disposition, qui n'a pas été modifiée par la loi 13 mai 1863, est ainsi conçu : « Les faux certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le Trésor public, seront punis selon qu'il y aura lieu, d'après les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente section ». Il résulte de ce texte que la première condition pour que le faux certificat prouve le caractère d'un crime, est qu'il soit de toute autre nature que les actes énumérés aux art. 159, 160 et 161. Par conséquent, les faux certificats de maladie ou d'infirmité ne constituent que des délits de police correctionnelle tant qu'ils n'ont pour objet que d'affranchir d'un service public ; et les faux certificats de bonne conduite ou d'indigence ne constituent également qu'un délit tant qu'ils ont pour but d'appeler la bienveillance sur les personnes qu'ils désignent. Conséquemment encore, tous les certificats qui ont la « même nature », c'est-à-dire qui sont fabriqués dans le double but qui vient d'être indiqué, rentrent dans les termes des art. 159 à 161, s'ils renferment les caractères spéciaux exigés par ces articles. Et, d'autre part, tous les certificats de la même nature, mais qui ne renferment pas ces caractères spéciaux, ne constituent nul délit et ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite (*Chauveau et Faustin Hélie*, t. 2, n° 774).

**355.** Il résulte aussi de l'art. 162 que les certificats « d'une autre nature » ne peuvent être incriminés qu'en vertu des dispositions répressives du faux en général, et, dès lors, ne peuvent motiver une poursuite qu'autant qu'ils renferment les éléments essentiels du crime de faux : l'altération de la vérité, l'intention frauduleuse et l'éventualité du préjudice. Il est clair, en effet, qu'en renvoyant aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente section, « selon qu'il y aura lieu », l'art. 162 renvoie aux règles qui dominent ces dispositions (*Chauveau et Faustin Hélie*, n° 775 ; *Garraud*, n° 219). Ainsi c'est avec raison qu'une condamnation prononcée, à raison du faux commis dans un certificat, sans aucune autre spécification, a été cassée, « attendu que le code pénal a déterminé et spécifié les éléments constitutifs du crime de faux ; qu'il ne suffit donc pas, pour établir l'existence de ce crime, que le jury déclare qu'un faux a été commis dans un certificat ; qu'il ne résulte pas de la déclaration du jury, dans l'espèce, soit que le certificat dont il s'agit ait été fabriqué, soit que les signatures surprises aient eu pour objet l'altération de faits altérés ou supposés ; que les faits contenus dans cette déclaration ne constituent pas le crime prévu par l'art. 147 » (*Crim. cass.* 3 déc. 1847, aff. Delbos, D. P. 48. 5. 199).

**356.** La cour de cassation a fait une application récente et très justifiée de la règle suivant laquelle les certificats d'une autre nature que ceux visés par les art. 159, 160 et 161 c. pén., ne peuvent motiver une poursuite en faux criminel qu'autant qu'ils renferment les éléments essentiels du crime de faux. Cette cour a décidé, par un arrêt de rejet du 28 juill. 1887 (1), que les attestations délivrées

(1) (Hilphonse-Augustin Brabant, Charles-Louis-Joseph Brayelle, Jules-Constant Poulain-Penneguin.) — La cour ; — Sur l'unique moyen du pourvoi, tiré de la violation des art. 137, 150 et 162 c. pén. et de la fausse application de l'art. 405 du même code, en ce que la cour d'appel de Douai aurait déclaré la juridiction correctionnelle compétente pour connaître des faits qui lui étaient déférés sous la prévention d'escroqueries, alors que ces faits constituaient en réalité des faux en écriture privée, justiciables de la cour d'assises : — Attendu qu'il est constant en fait qu'au nombre des manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie, l'ordonnance de renvoi devant le tribunal de police correctionnelle a relevé contre les demandeurs le fait d'avoir, pour obtenir de plusieurs compagnies leur assentiment à des contrats d'assurance sur la vie, produit des certificats, délivrés par le nommé Brabant, médecin desdites compagnies, et constatant faussement que des personnes, qui figuraient dans les contrats d'assurance souscrits par les compagnies, n'étaient atteintes d'aucune maladie, lorsqu'il savait, d'ailleurs, que leur état maladif, résultant de graves affections, pouvait entraîner

la mort dans un bref délai ; — Attendu, en droit, que les faux certificats sous signature privée, de la nature desquels participent les attestations incriminées, sont exceptés par les art. 149 et 162 c. pén. des dispositions relatives au faux en écriture privée dans le cas où, comme dans l'espèce actuelle, les certificats dont il s'agit ne renferment aucune contrefaçon ou altération d'écriture et ne se rattachent pas à la fabrication de conventions ou d'obligations ou à l'altération des clauses ou des faits que ces conventions avaient pour objet de constater ; — Attendu que, si les compagnies d'assurance sur la vie ont pour règle de ne consentir des contrats sur la tête d'une personne qu'après l'avoir fait visiter par un médecin commis par elles, et s'être renseignées sur son état de santé, les rapports que l'homme de l'art leur transmet n'ont d'autre valeur que celle de simples renseignements destinés à les éclairer ; que les certificats délivrés par le médecin ne peuvent à aucun titre conférer le moindre droit soit à la personne visitée, soit aux compagnies, qui sont maîtresses d'adhérer ou non à l'assurance qui leur a été proposée ; — Que ces attestations ne peuvent à aucun point de

par le médecin commis par une compagnie d'assurances sur la vie pour visiter une personne avant de consentir un contrat d'assurances sur la tête de cette personne, ne tombent pas, lorsqu'elles sont mensongères, sous l'application des dispositions de la loi relatives au faux en écriture privée, « alors que lesdits certificats ne renferment aucune contrefaçon ou altération d'écriture, et ne se rattachent pas à la fabrication de conventions ou d'obligations ou à l'altération des clauses et des faits que ces faits avaient pour objet de constater ». Si, en effet, « les compagnies d'assurances sur la vie ont pour règle de ne consentir des contrats sur la tête d'une personne qu'après l'avoir fait visiter par un médecin commis par elles, et s'être renseignées sur son état de santé, les rapports que l'homme de l'art leur transmet n'ont d'autre valeur que celle de simples renseignements déclarés à les éclairer » ; d'où il suit que ces certificats, ne pouvant conférer aucun droit soit à la personne visitée, soit à la compagnie d'assurances, ne peuvent rentrer dans la catégorie des actes prévus par les art. 147, 149 et 162 c. pén., et présentent le caractère de faux commis dans des conventions, dispositions, obligations ou décharges. En conséquence, l'arrêt a jugé avec raison que les certificats de l'espèce, lorsqu'ils sont mensongers, ne sont punissables que dans le cas où ils présentent l'un des éléments caractéristiques de l'escroquerie.

**357.** Ainsi que nous l'avons dit *supra*, n° 202, les altérations commises dans les extraits du casier judiciaire ne constituent pas le délit de falsification de certificats prévu par l'art. 161 c. pén., mais le crime de faux en écriture publique puni par l'art. 147.

**358.** Pour que le faux certificat puisse être incriminé en vertu de l'art. 162, il faut qu'il puisse en résulter « soit lésion envers les tiers, soit préjudice envers le Trésor public ». On a déjà fait remarquer au Rép. n° 402 que par ces mots : *préjudice envers le Trésor*, il faut entendre un préjudice non seulement envers les intérêts pécuniaires et matériels de l'Etat, mais à ses intérêts généraux. Cette doctrine est admise par tous les auteurs (Chauveau et Faustin Hélie, n° 776 ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 310 ; Blanche, n° 323), et la jurisprudence l'a bien des fois implicitement consacrée, notamment en matière de certificats relatifs au recrutement de l'armée (V. les nombreux arrêts cités au Rép. n° 399). *Adde* : Crim. rej. 7 mai 1853, aff. Barth, D. P. 53. 5. 229 ; 3 janv. 1857, aff. Lyonnet, D. P. 57. 5. 173).

Au reste, si le préjudice, au moins possible (Rép. n° 403), est une condition indispensable du faux criminel dans les certificats visés par l'art. 162 c. pén., il a été jugé, par deux arrêts, qu'il n'est pas nécessaire que le jury soit spécialement interrogé sur les éléments de ce préjudice, pourvu que son existence ou sa possibilité résulte des circonstances de fait ou de la nature même des actes énumérés dans les questions sur lesquelles le jury a répondu (Arrêts précités des 3 janv. 1857 et 7 mai 1853).

Il peut être permis de regretter que notre législation pénale ne renferme pas, relativement aux faux dans les certificats, une disposition générale analogue à l'art. 208 c. pén. belge de 1867, ainsi conçu : « Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura délivré un faux certificat, falsifié un certificat, ou fait usage d'un certificat faux ou falsifié, sera puni de la réclusion ». Cette disposition offre le double avantage d'atteindre, sans contestation possible, tous les faux dans les certificats commis par des fonctionnaires, et de ne les punir que d'une peine proportionnée à la gravité du fait.

**359.** En terminant la matière des faux dans les certificats, il n'est pas inutile de faire remarquer qu'il est une catégorie de faits qui échappent tant aux dispositions de l'art. 161 qu'à celles des autres articles du code pénal concernant le faux. Nous voulons parler de la laceration, de l'altération ou de la falsification du *livret* et autres *documents délivrés aux militaires*, en exécution de l'art. 38 de la loi du

27 juill. 1872 sur l'organisation de l'armée (D. P. 72. 4. 63). L'art. 2 d'un projet déposé par M. Martin Feuillée, garde des sceaux, sur le bureau du Sénat, dans la session de 1883, proposait de combler cette lacune en ajoutant à l'art. 161 c. pén., la disposition suivante : « Sont punis également d'un emprisonnement de six mois à deux ans : 1° tout individu qui aura laceré, falsifié ou altéré par un moyen quelconque, le titre, livret ou certificat qui lui auront été délivrés en vue de constater sa situation ou ses services militaires ; 2° tout individu qui se sera servi sciemment du titre, livret ou certificat ainsi modifié ». Le rapport sur ce projet, concluant à son adoption, a été déposé dans la séance du 22 janv. 1884 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Sénat, 1884, p. 21, *Annexe* n° 20). Le projet a été adopté par le Sénat dans sa séance du 10 juin 1884, et transmis à la Chambre des députés ; mais il n'a pas été discuté par cette Chambre et paraît abandonné. — V. sur ce projet, Garraud, t. 3, n° 217.

#### ART. 6. — De l'usage du faux (Rép. n°s 406 à 425).

**360.** — I. DISTINCTION ENTRE L'USAGE D'UN ACTE FAUX ET LE CRIME DE FAUX. — Nous avons dit au Rép. n° 406, que la fabrication d'une pièce fautive et l'usage de cette pièce forment deux crimes distincts. Cette division est consacrée par les art. 148 et 150, qui appliquent les peines des travaux forcés ou de la réclusion à ceux qui ont fait usage des fausses écritures, soit publiques, soit privées. Il résulte de ces deux articles que l'usage d'une pièce fautive est un crime principal distinct de la fabrication même de la pièce. — Sur cette distinction de la falsification et de l'usage, V. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 726 et suiv. ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 284 et suiv. ; Blanche, t. 3, n° 244 ; Haus, *Principes du code pénal belge*, t. 1, n° 381 et suiv. ; Nypels, *Le code pénal belge interprété*, t. 1, p. 494 et suiv. ; et surtout Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 3, n° 56 et suiv., et 221 et suiv.

**361.** De la distinction de la falsification et de l'usage résultent de nombreuses conséquences. La première est qu'il n'est pas nécessaire, pour l'application des peines portées par la loi, que celui qui a fait usage d'une pièce fautive l'ait lui-même fabriquée, pas plus qu'il n'est nécessaire que celui qui a fabriqué la pièce fautive en ait fait personnellement usage. La plupart du temps, sans doute, comme M. Garraud le fait justement remarquer, les deux faits de fabrication et d'usage seront reprochés au même individu, et celui-ci sera renvoyé devant la cour d'assises ou le tribunal correctionnel, à la fois pour avoir fabriqué ou falsifié telle pièce, et pour avoir fait usage de la pièce ainsi fabriquée ou falsifiée, mais il arrive fréquemment aussi que les rôles sont séparés ; en tous cas, les deux crimes sont distincts et peuvent être incriminés l'un indépendamment de l'autre. Aussi a-t-il été jugé que celui qui fait usage d'une pièce falsifiée est punissable, quoiqu'il ne soit pas l'auteur de la falsification (Crim. rej. 26 déc. 1845, aff. Chassy, D. P. 46. 4. 294 ; Crim. cass. 7 mai 1851, *Bull. crim.*, n° 160) ; et que, à l'inverse, le falsificateur est punissable, quoiqu'il n'ait pas fait usage de la pièce falsifiée (Crim. rej. 18 avr. 1850, aff. Derne, D. P. 50. 5. 233 ; 25 juill. 1850, aff. Berthelot, D. P. 50. 5. 234 ; 8 août 1851, aff. de Villers, D. P. 51. 5. 266 ; 23 août 1852, aff. Desnoyers, D. P. 52. 5. 275).

**362.** La plupart du temps, ainsi que nous venons de le dire, les deux faits de fabrication et d'usage sont reprochés au même individu. Dans ce cas, toute ordonnance ou tout arrêt de renvoi en police correctionnelle ou en cour d'assises, comme aussi toute citation donnée au prévenu doit relever, contre lui, les deux qualifications de fabrication ou falsification et d'usage de la pièce falsifiée (Garraud, n° 58). Cela est évidemment nécessaire, puisqu'il y a deux infractions distinctes. Aussi a-t-il été jugé que, lorsqu'un huisnier est prévenu d'avoir fabriqué de faux réquisitoires et d'en avoir fait usage, l'arrêt d'accusation qui renvoie cet huis-

rentrer dans la catégorie des actes prévus par les art. 147, 149 et 162 c. pén. et présentant le caractère de faux commis dans les conventions, dispositions, obligations ou décharges ; — Que toute l'économie de la loi pénale en cette matière démontre que ces sortes d'attestations ou de rapports ne tombent pas, lorsqu'ils sont mensongers, sous l'application des dispositions de la loi sur

le faux en écriture privée, et qu'ils ne sont punissables que dans le cas où, comme dans l'espèce actuelle, ils constituent l'un des éléments caractéristiques de l'escroquerie ; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 28 juill. 1887. — Ch. crim. — MM. Lescouvé, rap. — Loubers, av. gén. — Daresté, av.

sier devant la cour d'assises doit, à peine de nullité, non seulement s'expliquer sur le fait de fabrication, mais, en outre, sur l'usage des pièces fausses, crime indépendant du premier et prévu par l'art. 148 c. pén. (Crim. cass. 2 déc. 1853, *Bull. crim.*, n° 568).

De même, aux assises, le jury doit être interrogé séparément sur le fait de fabrication et sur le fait d'usage. « Le fait de fabrication et celui de simple usage étant distincts par eux-mêmes et par la loi, a dit la cour de cassation, les jurés doivent être interrogés séparément sur chacun d'eux » (Crim. cass. 5 oct. 1815, aff. Lhermitte, *Rép.* n° 418). Il s'ensuit que, dans le cas où un individu est mis en accusation à la fois pour avoir apposé sur une lettre de change une signature fausse et pour avoir fait usage de cette fausse lettre de change, il y aurait complexité dans la question qui interrogerait à la fois sur la fabrication de fausse signature et sur l'usage (Crim. cass. 18 juill. 1878, *Bull. crim.* n° 156).

363. Il s'ensuit aussi que l'accusé, déclaré non coupable sur la fabrication, peut être, sans contradiction, déclaré coupable sur l'usage. Par conséquent, de ce que le jury a résolu négativement la question de fabrication, il ne faut pas conclure qu'il ne doive pas statuer ensuite sur la question d'usage et qu'il ne puisse pas la résoudre affirmativement. Spécialement, il a été jugé que, lorsqu'un individu est renvoyé devant la cour d'assises sous accusation de fabrication de pièce fausse et d'usage de cette pièce fausse, la réponse négative du jury sur le chef de fabrication ne le dispense pas de répondre sur le fait d'usage, et que l'ordonnance de mise en liberté rendue par le président, par suite de cette déclaration incomplète, doit être annulée quant à ce dernier chef (Crim. cass. 7 mai 1851, cité *supra*, n° 361). De même l'accusé, déclaré non coupable sur le chef d'usage, peut être déclaré coupable sur celui de fabrication. Aux arrêts dans ce sens cités au *Rép.* n° 408 *Addé* : Crim. rej. 8 août 1851, aff. de Villers, D. P. 51. 5. 266; 13 août 1852, aff. Desnoyers, D. P. 52. 5. 275. De même encore, l'individu condamné pour fabrication d'une pièce fausse peut, en outre, être condamné pour usage de cette pièce, encore bien que ce fût dans l'intention de s'en servir lui-même qu'il l'aurait fabriquée (Crim. rej. 30 mars 1854, aff. Macé, D. P. 54. 5. 380).

364. De ce que le faux et l'usage de faux sont deux délits distincts, il ne faudrait pas croire, toutefois, que le faussaire qui fait usage de la pièce fausse se rende coupable de deux infractions. En effet, si le faux est puni, c'est parce que le faussaire l'a commis avec l'intention d'en tirer profit : or, l'usage qu'il en fait n'est, en ce qui le concerne, que la consommation du délit, parce qu'il est la réalisation du but qu'il voulait atteindre. Le faux et l'usage du faux sont donc, dans ce cas, l'exécution successive d'une seule et même résolution criminelle, préparée d'abord par la fabrication ou la falsification, tentée ou consommée ensuite par l'usage. En conséquence, le faussaire n'encourt qu'une seule peine. L'usage ne constitue donc un délit absolument distinct du faux qu'autant qu'il est imputé à tout autre qu'à l'auteur de la falsification (Garraud, t. 3, n° 57; Conf. Haus, t. 1, n° 381; Nypels, t. 1, p. 494 et suiv.). Au reste, l'observation qui précède a, dans notre droit, peu d'intérêt pratique, l'art. 365, § 2 c. instr. crim. prohibant le cumul des peines en cas de conviction de plusieurs crimes et délits.

365. De la division des deux crimes de faux et d'usage de faux, résultent encore d'autres conséquences. Puisque chacun des deux faits est inculpé séparément par la loi, il suit, d'abord, que si le faussaire a fait lui-même usage du faux, les deux faits délictueux sont soumis à des prescriptions distinctes, et, conséquemment, que le faussaire pourra être poursuivi pour le fait d'usage, après qu'il ne pourra plus l'être, par suite de la prescription acquise à son profit pour le fait de la fabrication (Garraud, n° 58, p. 74; Haus, n° 382; Nypels, p. 495, note 1). C'est ce qui a été reconnu par un arrêt de la cour de cassation du 26 juin 1817 (*Bull. crim.*, n° 649) et par un arrêt de la cour de Bruxelles du 3 mars 1860, aff. Hess, *Pastorie belge*, 1862, 2. 64.

Il suit encore de la même distinction que le faux et l'usage de faux admettent chacun une participation distincte; en d'autres termes, que le faussaire qui fait usage de la chose qu'il a falsifiée peut avoir, pour l'un ou l'autre de ces faits,

des coauteurs et complices différents (Haus, n° 382). « Ainsi, le témoin instrumentaire d'un testament authentique falsifié est complice de l'altération d'écriture, et l'avoué qui, sciemment, produit en justice, sur l'ordre de son client, un testament falsifié est complice du fait d'usage » (Garraud, *loc. cit.*).

366. Le faux et l'usage du faux constituant des infractions distinctes, il peut y avoir soit tentative, soit consommation de l'un et de l'autre de ces crimes. On a cité au *Rép.* n° 409 un arrêt du 2 juill. 1835 qui a jugé, avec raison, que la tentative d'usage d'une pièce fausse est punissable. Toutefois, s'il s'agissait d'un de ces faux que la loi punit simplement des peines correctionnelles (et tel est aujourd'hui le cas de presque tous les faux commis dans les passeports, permis de chasse, feuilles de route et certificats), comme l'art. 3 c. pén. n'incrimine les tentatives de délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi, ni la tentative de faux, ni la tentative d'usage de ce faux ne seraient punissables, car, en fait, cette disposition spéciale de la loi n'existe pas.

367. De ce que la fabrication d'une pièce fausse et l'usage de cette pièce forment deux crimes distincts, il suit encore : 1° que celui qui a produit une pièce fausse dans le cours d'une procédure, ne peut se mettre à l'abri de la poursuite et de la peine en déclarant conformément à l'art. 458 c. instr. crim., qu'il renonce à se servir de cette pièce, car, ainsi que l'a reconnu la cour de cassation, « le fait qu'il a commis, soit comme auteur du faux, soit par l'usage qu'il a déjà fait de la pièce fausse, ne peut être couvert par des faits postérieurs de repentir » (Crim. cass. 28 oct. 1813, aff. Champeaux, *Rép.* n° 407). Ce repentir, disent avec raison Chauveau et Faustin Hélie, n° 727, est une circonstance atténuante, mais non destructive du crime (Conf. Garraud, n° 221); — 2° Que la destruction volontaire de la pièce fausse, soit qu'elle intervienne avant, soit qu'elle intervienne après l'usage, ne met pas obstacle à la poursuite du faussaire. En effet, le désistement du coupable étant postérieur à la consommation du crime de fabrication, ne peut avoir aucun effet légal (Garraud, *loc. cit.*; Chauveau et Faustin Hélie, *loc. cit.*); — 3° Que celui qui a fait usage d'une pièce fausse peut être poursuivi, quoique l'auteur du faux soit inconnu ou non poursuivi (V. l'arrêt du 8 avr. 1843, cité *Rép.* n° 410); — 4° Que l'action publique subsiste contre celui qui a fait usage du faux, bien que la prescription soit acquise contre celui qui est l'auteur de la falsification (V. l'arrêt du 4 janv. 1816, cité *Rép.* n° 411. Conf. Le Sellyer, *Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et privée*, t. 2, p. 40, n° 454). — 5° Qu'aucun moyen ne peut être tiré de ce que la question d'usage n'a été posée que pour l'un des deux coaccusés d'ailleurs tous deux reconnus coupables de fabrication (Crim. rej. 18 juin 1891, *supra*, n° 159).

368. Enfin la jurisprudence a tiré de la distinction du faux et de l'usage du faux une conséquence remarquable et juridique dans le cas où la fabrication a eu lieu à l'étranger et l'usage en France. La cour de cassation a jugé, par arrêt de rejet du 24 févr. 1883 (aff. Holden, D. P. 84. 1. 92), que si la fabrication de fausses traites à l'étranger par un étranger ne relève pas de la juridiction française, il en est autrement des actes de complicité du crime d'usage de pièces fausses dont l'étranger s'est rendu coupable, en expédiant les traites fausses en France à l'individu qui devait en faire et qui en a fait usage.

369. — II. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'USAGE D'UN ACTE FAUX. — Le crime d'usage d'une pièce fausse se compose de trois éléments : il faut qu'il y ait usage de la pièce, que cette pièce renferme les caractères d'un faux criminel, et que l'usage ait été fait avec la connaissance de la fausseté.

1° Usage. — Ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 411, la loi n'a pas défini l'usage et n'en a pas décrit les procédés d'exécution. L'usage, c'est l'application de l'acte à l'emploi auquel il est destiné. Quant aux modes d'exécution, ils sont tellement variés que la loi ne pouvait même pas songer à en présenter le sommaire. Celle-ci s'en rapporte donc, à cet égard, aux appréciations du juge du fait. D'après la jurisprudence, ont été considérés comme des faits d'usage, outre les deux faits signalés *Rép.* n° 415 : 1° le fait de présenter à l'escompte un billet dont on con-

naît à fausseté (Bourges, 21 oct. 1843, aff. Cafflot, D. P. 45. 4. 276); — 2° L'envoi de pièces falsifiées par le caissier d'une succursale de caisse d'épargne au caissier central (Besançon, 6 déc. 1860, aff. Crolet, D. P. 61. 2. 13); — 3° Le fait du notaire qui présente à l'enregistrement un procès-verbal d'adjudication d'immeubles, passé devant lui et sur lequel il a apposé une fausse date (Crim. rej. 26 août 1853, aff. Viry, D. P. 53. 1. 239); — 4° Le fait de celui qui, après avoir intercalé une pièce fausse dans les archives d'un département, en demande une expédition dans le but de produire cette expédition en justice (Crim. rej. 8 août 1851, aff. de Villers, D. P. 51. 5. 267); — 5° Le fait de glisser de fausses copies dans les pièces annexées à une production faite au greffe et de s'en faire délivrer expédition par le greffier (Crim. rej. 17 avr. 1863, aff. Lacomme d'Escoubès, cité *supra*, n° 186).

Il est à remarquer, au surplus, que l'usage fait sciemment d'une pièce fausse doit résulter d'un fait autre que celui de la fabrication (Paris, 30 mars 1852, aff. Piette, D. P. 52. 2. 268). — Ainsi, le faux se confond avec l'usage de la pièce et ne forme qu'un seul et même acte : dans le fait de signer sous un faux nom un récépissé d'une pièce ou d'une somme remise (Même arrêt du 30 mars 1852; Paris, 12 août 1853) (1); — Ou dans l'apposition d'une fausse signature sur un mandat dans le bureau de la poste lors de la perception de la somme (Même arrêt du 30 mars 1852); — Ou dans la fabrication d'un acte d'emprunt constatant la délivrance des espèces, alors même que la somme n'aurait été réellement comptée à l'accusé que quelques jours après (Crim. rej. 24 juill. 1851, aff. Moison, cité *supra*, n° 262).

**370.** Bien que la loi paraisse s'en rapporter aux appréciations des juges du fait sur l'usage et ses procédés d'exécution, peut-on s'abstenir d'énoncer, dans la qualification du crime d'usage de faux, les procédés à l'aide desquels l'accusé a fait usage de la pièce fausse? La doctrine et la jurisprudence ont, à cet égard, proposé une distinction très rationnelle entre les qualifications formulées par les chambres des mises en accusation et celles que le président des assises soumet au jury.

**371.** En ce qui concerne la chambre d'accusation, depuis la loi du 17 juill. 1856, qui a modifié plusieurs articles du code d'instruction criminelle, notamment l'art. 232, il n'est pas douteux que cette chambre doive énoncer dans l'arrêt ou dans l'ordonnance de prise de corps qui en est la conséquence, l'exposé sommaire des faits constitutifs de l'usage. En effet, le nouvel art. 232 dispose : « Lorsque la cour prononcera une mise en accusation, elle décrètera contre l'accusé une ordonnance de prise de corps. Cette ordonnance contiendra les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession de l'accusé; elle contiendra, en outre, à peine de nullité, l'exposé sommaire et la qualification légale du fait objet de l'accusation ». Il résulte de ce texte que, pour donner pleine satisfaction à la loi, il faut aujourd'hui que les arrêts de mise en accusation indiquent l'exposé sommaire du fait incriminé. Aussi la cour de cassation annule-t-elle tous les arrêts qui omettent cette indication (Crim. cass. 8 janv. 1859, *Bulletin criminel*, n° 8; 23 févr. 1860, aff. Pinchaud, D. P. 61. 1. 89; 23 mars 1861, aff. Jaume, D. P. 65. 5. 229; 4 avr. 1862, aff. Laroche, D. P. 66. 5. 249; 24 déc. 1870, aff. Richard, D. P. 71. 1. 186). — Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'il importe peu, d'après la jurisprudence, que l'exposé sommaire des faits se trouve dans l'arrêt lui-même, ou dans l'ordonnance de prise de corps qui en est la conséquence.

Il faut conclure de ce qui précède que la doctrine exposée au *Rép.* n° 412, d'après laquelle il est inutile que l'arrêt de mise en accusation fasse connaître en quoi cet usage a

consisté, ne doit plus être admise aujourd'hui, et qu'au contraire, il y aurait lieu à cassation : 1° si l'arrêt ou l'ordonnance n'énonçait pas quels sont les faits matériels auxquels la qualification d'usage d'une pièce fausse a été donnée; 2° si ce même arrêt ou cette même ordonnance avait inexactement qualifié ces faits au point de vue légal (Garraud, n° 62 et 222; Blanche, n° 242).

**372.** A l'égard des questions au jury, celles-ci devront-elles énoncer les conditions constitutives du fait d'usage de faux? Il est certain qu'en principe la question posée au jury doit reproduire les conclusions de l'arrêt de renvoi. Mais si le président n'a pas spécifié les procédés d'où résulte l'usage, s'il s'est borné à interroger le jury sur l'existence de l'incrimination, cette omission emporte-t-elle nullité? Un arrêt de rejet du 13 mars 1853, *Bull. crim.*, n° 122 a décidé qu'« aucune disposition de loi n'oblige le président de la cour d'assises à spécifier les circonstances qui sont de nature à constituer l'usage des pièces fausses ». Conf. Blanche, n° 242; Nouguier, t. 4, 1<sup>er</sup> vol., n° 2717; Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 8, n° 3687. — *Contrd* : Garraud, n° 222.

**373.** L'usage d'une même chose contrefaite ou falsifiée peut se renouveler. Il a été jugé par la cour de cassation que, quand il y a plusieurs faits d'usage de la même pièce fausse, accomplis à des jours différents et chez différentes personnes, la cour d'assises doit interroger le jury directement sur chacun de ces faits (Crim. rej. 30 mars 1839, aff. d'Hénard, *Rép.* n° 327). Cette solution ferait moins doute encore dans le cas où tout autre que le faussaire aurait répété plusieurs fois l'usage de la chose falsifiée. Il est absolument certain qu'il y aurait, dans cette hypothèse, pluralité d'infractions, chaque fait d'usage constituant un délit distinct (Garraud, n° 59; Haus, n° 384). Mais ne faut-il pas faire exception à la règle dans le cas où les différents faits d'usage ne sont que l'exécution successive d'un même projet criminel, comme, par exemple, dans le cas d'usage, plusieurs fois répété, d'un même acte authentique falsifié, dans le même procès, ou encore dans le cas d'usage, plusieurs fois répété, du même passeport, dans le même voyage, ou du même certificat faux, pour obtenir la même faveur? Suivant MM. Garraud (*loc. cit.*) et Haus (*loc. cit.*), ces faits répétés ne constituent qu'une seule infraction, parce qu'ils se rattachent à une même résolution, à un but unique. La conclusion pratique serait qu'ils peuvent être tous compris dans la même question. Nous n'hésitons pas à nous ranger à cette opinion.

**374.** S'il a été fait usage de plusieurs pièces fausses, il faut autant de questions qu'il y a eu de pièces employées (Crim. cass. 6 août 1857, *Bull. crim.*, n° 294; 13 sept. 1866, *Bull. crim.* n° 218), à moins qu'il ne soit énoncé que les diverses pièces ne formaient qu'un seul titre (Crim. rej. 3 avr. 1847, *Bull. crim.*, n° 73). Conf. Faustin Hélie, t. 8, n° 3704; Nouguier, t. 4, vol. 1<sup>er</sup>, n° 2717.

Une seule question suffirait, dans une accusation comprenant des actes multiples d'usage de faux billets de banque, alors que les faits incriminés ont tous le même caractère et les mêmes conséquences pénales, et qu'il n'a pas été possible de préciser la date à laquelle ils ont été commis (Crim. cass. 7 nov. 1878, aff. Barreau, D. P. 79. 1. 314). Mais le même arrêt a jugé, avec non moins de raison, croyons-nous, qu'est entaché de complexité une question unique relative aux faits de recel se référant à plusieurs faits d'usage de faux billets imputés aux accusés principaux.

**375.** — 2° *Fausseté de la pièce.* — La seconde condition pour que l'usage soit criminel, c'est qu'il ait eu pour objet un faux punissable. Ce principe, qui a été proclamé au *Rép.* n° 415, ressort manifestement des art. 148 et 151 c. instr.

(1) (Limousin.) — La cour; — Considérant que c'est à tort que sous le numéro 9 de ladite ordonnance, les premiers juges, après avoir prévenu Limousin du crime de faux pour avoir apposé la fausse signature « A. Lambert » au bas du récépissé du 9 juill. 1852, constatant la remise qui lui avait été faite par le préfet de la Seine du certificat de libération du service militaire, délivré au nom de Lambert, l'ont prévenu en outre d'avoir fait usage de ce récépissé; que cette seconde incrimination manque de base et ne peut être admise; — Qu'en effet, la fabrication d'une pièce fausse et l'usage qui est fait de cette pièce sont deux faits essentiellement différents et que la loi punit d'une manière

distincte; que l'usage coupable doit résulter d'un fait autre que celui de la fabrication; — Que, dans l'espèce, lorsque Limousin, sous le faux nom de Lambert, signait dans les bureaux du préfet le récépissé dont il s'agit, remise lui était faite immédiatement de la pièce qui en était l'objet; que ces deux faits se confondaient et n'ont formé qu'un seul et même acte; qu'il n'a pas été fait du récépissé un usage séparé de la perpétration du faux et constituant un nouveau crime; que les faits ont donc été, sous ce rapport, mal appréciés et mal qualifiés par les premiers juges; — Annule.

Du 12 août 1853.-C. de Paris, ch. d'acc.-M. Lassis, pr.



crim., puisque c'est l'usage des *actes faux* que la loi incrimine (Chauveau et Faustin Hélie, n° 729; Blanche, n° 244; Garraud, n° 222). Il résulte de ce principe que, pour que l'usage d'un acte entaché de faux soit punissable, il faut que le fait matériel du faux soit établi. A ce sujet, M. Garraud, fait remarquer (*loc. cit.*), avec beaucoup de raison, que « si l'usage n'est puni que par sa relation avec la fabrication ou la falsification elle-même, c'est seulement en ce sens que l'usage doit s'appliquer à un acte qui réunit les conditions matérielles d'un faux, car il peut y avoir usage criminel d'un écrit dont la fabrication ou la falsification elle-même n'aurait pas été criminelle, à raison de l'absence d'intention frauduleuse chez l'auteur ». Et l'éminent professeur donne l'exemple suivant : « Un individu, qui veut faire un testament olographe, demande à son notaire de lui soumettre un projet conforme aux intentions dont il lui a fait part : le notaire dresse, en effet, ce projet, et, pour que le testateur, en le recopiant, n'oublie pas d'apposer sa signature, partie essentielle de l'acte, ce notaire imite, à la fin du projet, la signature de son client. Pour un motif quelconque, il n'est pas donné suite à ce projet, et le client décède sans avoir fait de testament. Le tiers qui devait être institué retrouve le projet dressé par le notaire au domicile du défunt; et, sachant bien que ce n'est pas là son testament, il le produit cependant et tente de s'en servir. Y aura-t-il, de sa part, usage d'un acte faux? Certes, le notaire, qui est l'auteur matériel de la fausse signature, n'est pas punissable, car il a agi sans intention frauduleuse, et même dans un but légitime. Mais celui qui, sciemment, a fait usage de cette pièce, peut être poursuivi et condamné. Il n'est pas nécessaire, en effet, que l'écrit ait été falsifié ou fabriqué dans une intention frauduleuse, il suffit que celui qui s'en sert connaisse le *vice matériel* de sa fabrication ou de sa falsification. En usant de la pièce faussée et en la produisant comme vraie, il se l'approprie, et, à cet instant, il lui imprime, par l'emploi qu'il en fait sciemment, le caractère frauduleux qui lui avait manqué jusque-là ».

La cour de cassation a fait, tout récemment, application de cette doctrine, en jugeant que « si l'incrimination d'usage de faux implique la constatation des éléments matériels du faux, au regard de celui qui est accusé de cet usage comme elle l'implique au regard du faussaire même, l'intention coupable du faussaire est indifférente au point de vue de la criminalité de celui qui s'est servi de la pièce falsifiée et dont la culpabilité est légalement établie, du moment que son intention coupable, à lui, est reconnue » (Crim. rej. 3 juill. 1890, aff. Latchoumy, D. P. 90. 1.)

**376.** Puisque l'usage du faux n'est puni qu'autant que l'écrit dont on a fait emploi présentait les caractères matériels d'un faux punissable, il s'ensuit que l'arrêt de renvoi doit spécifier et que la question au jury doit reproduire les circonstances établissant quel a été le mode de falsification de cet écrit, de telle sorte qu'il puisse être établi, par le rapprochement du verdict et de l'arrêt, que l'accusé a fait usage d'un écrit qui renferme les caractères d'un faux criminel (Garraud, n° 222).

**377.** Lorsque la pièce falsifiée n'offre pas les éléments d'un faux criminel, l'usage de cette pièce ne peut entraîner aucune peine. A l'arrêt de cassation du 2 sept. 1843, cité *Rép.* n° 415, *Adde* : dans le même sens, un autre arrêt de cassation (20 janv. 1848, aff. Ocelli, D. P. 48. 5. 204) qui a jugé que l'usage frauduleux d'un mémoire de travaux ou de fournitures, altéré dans plusieurs de ses énonciations, ne rentre pas dans les termes de l'art. 148 : « Attendu que l'usage d'une pièce faussée n'est punissable de la peine du crime de faux qu'autant que la falsification de cette pièce présente elle-même les caractères légaux de ce crime, et que des altérations, si frauduleuses qu'elles soient, pratiquées dans un mémoire de travaux et de fournitures, ne sauraient avoir pour effet d'occasionner le préjudice porté à autrui, élément essentiel du faux, s'il ne s'y rattache des circonstances propres à réaliser ou à rendre possible un préjudice de cette nature ».

Il résulte de ce dernier arrêt que, pour qu'il y ait crime d'usage de faux, il faut que, de l'usage de l'acte, résulte la possibilité d'un préjudice. C'est aussi ce qui a été jugé par trois arrêts plus récents : Crim. cass. 2 juin 1853, aff. Viry, D. P. 53. 1. 239; Crim. rej. 10 avr. 1866, aff. Mouillon, D. P.

66. 1. 413; 3 juill. 1873, aff. Fauvereau, D. P. 73. 1. 390. Toutefois, il n'est pas nécessaire que la question posée au jury mentionne formellement qu'il y a eu préjudice causé ou possible, il suffit que l'existence d'un tel préjudice résulte implicitement des faits énoncés dans la question, ou de la nature même de la pièce. Spécialement, il a été jugé qu'emporte suffisamment l'idée d'un préjudice possible le fait d'un accusé d'avoir présenté à un notaire, pour qu'il en fit mention dans un acte d'ouverture de crédit, un certificat négatif d'inscriptions hypothécaires qu'il savait avoir été falsifié, les tiers pouvant être trompés par ce certificat sur la solvabilité de l'emprunteur (Crim. rej. 3 juil. 1873, aff. Fauvereau, D. P. 73. 1. 390). Et il n'appartient pas à la cour de cassation de rechercher, en dehors de la déclaration du jury, si les circonstances qui ont accompagné la fabrication et l'usage de la pièce faussée sont de nature à faire disparaître toute éventualité de préjudice (Arrêts précités des 2 juin 1853 et 10 avr. 1866).

Enfin, comme l'accusation doit être, dans son entier, jugée avec celui qui en est l'objet, il faut qu'il soit reconnu directement contre l'accusé que la pièce dont il a fait usage présente les caractères d'un faux punissable. Autrement la déclaration du jury serait incomplète et ne légitimerait pas l'arrêt de condamnation (Blanche, n° 245. Conf. Crim. cass. 12 avr. 1849, aff. Filloneau, D. P. 49. 5. 196).

**378.** Il résulte de ce qui précède que la réponse du jury n'est complète, en matière d'usage de faux, que si elle reconnaît tout à la fois que l'accusé a fait usage de la pièce incriminée et que la fabrication ou l'altération de cette pièce constitue l'un des faux punissables. Mais, comme le dit très bien Blanche (n° 246), il n'est pas toujours nécessaire, pour donner satisfaction à la loi, de comprendre les circonstances constitutives du faux dans la question relative à l'usage. Il suffit, lorsque les divers chefs d'accusation le permettent, que cette question se réfère à celles qui concernent la fabrication ou la contrefaçon de l'écriture arguée de faux (Conf. Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 8, n° 3687; Nougier, t. 4, 1<sup>er</sup> vol., n° 2717). C'est ce qui arrive le plus souvent en cour d'assises. « Dans la plupart des cas, en effet, le jury est saisi en même temps des questions relatives à la fabrication et de celles concernant l'usage des pièces faussées; on se borne, alors, dans la question d'usage, à se référer, pour la caractérisation de la nature du faux, aux énonciations de la question précédente. Les éléments constitutifs du crime mentionnés là sont implicitement compris dans la question d'usage par la force de la relation et de la référence entre elle et les questions antérieures » (Nougier, *loc. cit.* Conf. Faustin Hélie, *loc. cit.*). Ainsi on tiendrait pour régulière, dit l'arrêt du 13 mars 1853, cité *suprà*, n° 372, la question posée en ces termes : « Le même Savina est-il coupable d'avoir fait usage de l'expédition faussée articulée dans la précédente question, sachant qu'elle était faussée ? » (Conf. Crim. cass. 19 févr. 1857, aff. Delaunay, D. P. 57. 1. 133). — Il a même été jugé que, quand deux questions sont posées, l'une sur la falsification, l'autre sur l'usage d'une pièce faussée, et que la première, qui contient seule les éléments constitutifs du faux, a été résolue négativement, la seconde peut servir de base à une condamnation pénale, à raison de sa relation avec la première, bien que celle-ci ait été écartée (Même arrêt du 19 févr. 1857; et Crim. cass. 7 juin 1883, aff. Lugnier, D. P. 84. 1. 427).

Mais si, par des circonstances particulières, l'auteur de l'usage est seul poursuivi, et seulement pour usage, il faut, à peine de nullité, mentionner dans la question qui le concerne, tous les éléments du fait qui constitue la fausseté de la pièce et le crime de faux (Nougier, t. 4, 1<sup>er</sup> vol. n° 2717. Il n'en peut être autrement, puisque, ainsi que nous l'avons rappelé *suprà*, n° 377, « l'usage d'une pièce faussée ne peut donner lieu à l'application de l'art. 148 c. pén. qu'autant qu'il a été reconnu et déclaré, contradictoirement avec celui à qui cet usage est imputé, que la pièce avait les caractères de fausseté déterminés par l'art. 147. » (Crim. cass. 12 avr. 1849, aff. Filloneau, D. P. 49. 5. 196).

**379.** Enfin un arrêt de la cour de cassation a jugé avec raison que le jugement d'un tribunal supérieur constitué en tribunal criminel (Taïti), qui constate que l'accusé, dans l'intention criminelle de diminuer de 450 fr. au préjudice d'un tiers le montant du compte réclamé par ce

dernier, a produit devant le tribunal de commerce, sachant qu'ils étaient faux, un reçu et une lettre missive émanés de ce tiers, et dans lesquels aurait été inséré après coup un zéro au nombre 50, de façon à élever de 50 fr. à 500 fr. l'importance dudit reçu, relève suffisamment les éléments constitutifs du crime d'usage de faux (Crim. rej. 14 févr. 1889) (1).

**380.** — 3<sup>e</sup> Connaissance de la fausseté de l'écrit. — Ainsi que nous l'avons rappelé au Rép. n° 418, c'est une condition essentielle de la criminalité de l'usage d'une pièce fausse, que l'agent ait connu la fausseté de cette pièce. Cette règle est formellement écrite dans l'art. 163 c. pén. Il y a donc nullité si, dans un procès d'usage de faux, le jury n'est pas interrogé sur le point de savoir si l'accusé avait connaissance de la fausseté de la pièce. Aux arrêts cités, dans ce sens, Rép. n° 418, *Adde* : Crim. cass. 27 févr. 1845, aff. Faveret, D. P. 45. 4. 124; Crim. rej. 18 juin 1852, aff. Roudier, D. P. 52. 1. 191; 26 févr. 1874, *Bull. crim.*, n° 62. Conf. Blanche, n° 247 et suiv.; Chauveau et Faustin Hélie, n° 730; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 288; Nougier, t. 4, 1<sup>er</sup> vol., n° 2717; Garraud, n° 222). Toutefois, comme la circonstance que le prévenu avait connaissance de la fausseté de la pièce dont il a fait usage est constitutive du crime, il a été jugé qu'il n'est point nécessaire que cette circonstance fasse l'objet d'une question séparée (Crim. rej. 11 sept. 1845, aff. Blanc et Merle, D. P. 45. 4. 124).

**381.** — III. PÉNALITÉ. — Relativement à la peine encourue par l'individu qui s'est rendu coupable d'usage de faux, nous n'avons presque rien à ajouter à ce qui a été dit au Rép. n° 423 à 425. V. sur la pénalité de l'usage du faux : Chauveau et Faustin Hélie, n° 731 et suiv.; Blanche, n° 239 et 240; Garraud, n° 223. Nous nous bornerons à faire remarquer que la jurisprudence a consacré par de nouveaux arrêts la doctrine enseignée au Rép. n° 424, d'après laquelle, pour qu'il soit permis d'appliquer à l'usage du faux la peine déterminée par l'art. 148, c'est-à-dire la peine des travaux forcés à temps, il faut qu'il soit établi que la pièce dont il a été fait usage, a tous les caractères d'une écriture publique ou commerciale, faute de quoi la disposition applicable serait celle de l'art. 151. Il a été jugé que « l'usage d'une pièce fausse ne peut donner lieu à l'application de l'art. 148 qu'autant qu'il a été reconnu et déclaré, contradictoirement avec celui à qui cet usage est imputé, que la pièce avait les caractères de fausseté déterminés par l'art. 147 (Crim. cass. 12 avr. 1849, aff. Filloneau,

D. P. 49. 5. 196; 19 févr. 1857, aff. Delaunay, D. P. 57. 1. 133. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 729; Blanche, n° 244, *in fine*.

**382.** — IV. COMPLICITÉ. — Il est de principe que la complicité ne peut exister sans qu'il y ait un fait principal punissable (V. Rép. v° *Complice*, n° 66 et 68); d'où cette conséquence qu'un accusé ne peut être puni comme complice d'un crime qu'autant que les questions au jury énoncent les éléments constitutifs de ce crime. Aussi a-t-il été jugé que lorsqu'il s'agit de complicité d'usage de pièces fausses, il doit être constaté que l'auteur principal connaissait la fausseté des pièces dont il a fait usage (Crim. cass. 26 févr. 1874) (2).

ART. 7. — Des peines du faux (Rép. n° 426 à 443).

**383.** Relativement à la question, traitée au Rép. n° 426, de savoir si l'immunité de l'art. 380 c. pén. est applicable au cas où le faux a été commis au préjudice des père et mère ou de l'époux, la jurisprudence s'est définitivement fixée dans le sens par nous proposé, c'est-à-dire dans le sens de la négative. Deux arrêts nouveaux ont jugé que l'immunité n'existe pas au profit de l'époux qui a contrefait la signature ou l'écriture de son conjoint (Crim. rej. 3 déc. 1857, aff. Chenu, D. P. 58. 1. 42; Crim. cass. 21 mars 1873, aff. Rodier de Montlouis, D. P. 73. 1. 224; *Contrà* : Chauveau et Faustin Hélie, n° 724).

**384.** — 1<sup>re</sup> Amende. — A l'époque de la publication du *Recueil*, le texte de l'art. 164 c. pén. était ainsi conçu : « Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le maximum pourra être porté jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse. Le minimum de cette amende ne pourra être inférieur à 100 fr. ». Cet article a reçu deux modifications de la loi du 13 mai 1863; l'une concerne le maximum de l'amende qui, de variable qu'il était exclusivement, est devenu fixe ou variable suivant les cas et à la volonté du juge; l'autre consiste en ce que l'amende est prononcée aussi bien contre les individus coupables de délits que contre les individus coupables de crimes. L'art. 164 est aujourd'hui rédigé dans les termes suivants : « Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le minimum sera de 100 fr. et le maximum de 3000 fr.; l'amende pourra cependant être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné

(1) (Marie Ganivet, femme Puta à Tarahu.) — LA COUR; — ... Sur le quatrième moyen, pris de la violation par fausse application des art. 147, 148, 150, 151, 164 et 463 c. pén., en ce que le jugement ne constate pas que les prétendues pièces fausses dont l'accusé aurait fait usage présentent elles-mêmes les caractères légaux du crime de faux : — Attendu qu'il résulte des motifs du jugement que l'accusée, dans l'intention criminelle de diminuer de 450 fr. au préjudice du sieur Brault le montant du compte réclamé par ce dernier, a produit devant le tribunal de commerce, sachant qu'ils étaient faux, un reçu et une lettre missive émanés dudit sieur Brault, et dans lesquels avait été inséré après coup un zéro au nombre 50, de façon à élever de 50 fr. à 500 fr. l'importance dudit reçu; — Attendu que, par ces constatations, le jugement a suffisamment relevé les éléments constitutifs du crime de faux et que, par suite, en déclarant l'accusée coupable d'usage de pièces fausses, sachant qu'elles étaient fausses, loin d'avoir violé les dispositions ci-dessus visées, il en a fait une juste application; — Et attendu que la procédure est régulière, et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le tribunal criminel; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 14 févr. 1889.-Ch. crim.-MM. Poulet, rap.-Loubers, av. gén.

(2) (Joseph Moulin, Michel-Félix-Marius-Edmond Paul et Jean-Baptiste-Charlemagne Dumont.) — LA COUR; — ... En ce qui touche spécialement le moyen invoqué dans l'intérêt des nommés Paul et Dumont, et fondé sur une fausse application des art. 139, 163, 59 et 60 c. pén. : — Vu lesdits articles : — Attendu que si, dans une accusation de complicité, le président de la cour d'assises peut, sans complexité, lorsque l'auteur principal du crime n'est pas poursuivi, comprendre dans une seule question les faits qui constituent le crime et ceux qui constituent la complicité, il est toutefois nécessaire que le crime auquel se rattache la complicité soit énoncé dans cette question avec tous

les éléments qui le rendent légalement punissable; — Attendu que les deux demandeurs ont été condamnés par la cour d'assises en vertu de réponses affirmatives faites par le jury à des questions uniformément conçues en ces termes : « Est-il coupable de s'être, en 1872, rendu complice de l'usage fait à ... par un individu, de certificats faux d'emprunt, censés émis par le Trésor public français, avec son timbre, en ayant, avec connaissance, soit aidé ou assisté l'auteur dudit usage dans les faits qui l'ont préparé, facilité ou consommé, soit procuré le moyen de faire usage desdits certificats, sachant qu'ils devaient y servir? » — Attendu que, aux termes de l'art. 163 précité, dans une accusation d'usage de pièces fausses, il est indispensable que le jury soit interrogé sur le point de savoir si l'accusé a connu la fausseté des pièces dont l'usage est incriminé; que cette circonstance est essentiellement constitutive de la criminalité; — Attendu cependant que, dans la question qui vient d'être transcrite, le président s'est borné à énoncer l'usage de faux certificats d'emprunt, sans relever la connaissance que l'auteur de l'usage aurait eue de la fausseté des pièces employées; — Attendu, dès lors, que, l'un des éléments constitutifs du crime faisant défaut, les accusés n'ont pu être condamnés comme complices d'un fait qui, dans l'état de la question posée, ne tombait pas sous l'application de la loi pénale; — Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la cour d'assises de l'Ain, du 25 janv. 1874, en tant qu'il a prononcé la peine de huit années de travaux forcés contre les nommés Paul et Dumont; — Casse et annule également les débats, les questions et les réponses du jury relatifs à ces deux condamnés; — Et attendu que l'accusation résultant contre eux de l'ensemble de l'arrêt de renvoi n'a pas été purgée; renvoie la cause et les accusés devant la cour d'assises du Rhône, à ce déterminée par une délibération spéciale prise en chambre du conseil; — Ordonne, etc.

Du 26 févr. 1874.-Ch. crim.-MM. de Carnières, rap.-Bédarides, av. gén.-Godin, av.

à procurer aux auteurs du crime ou du délit, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse ».

L'amende édictée par l'art. 164 contre les coupables de faux n'est pas facultative, mais obligatoire. C'est un devoir pour le juge de la prononcer dans tous les cas où il s'agit d'un des crimes ou délits prévus par les art. 132 à 162. Aux arrêts cités *Rép.* n° 428 à cet égard *Addé*: *Crim. cass.* 1<sup>er</sup> févr. 1854, aff. Pillot, D. P. 54. 5. 379; 13 avr. 1854, aff. Gros, *ead.*; 7 déc. 1854, aff. Casson, D. P. 55. 5. 225; 18 janv. 1866, *Bull. crim.*, n° 21; 25 sept. 1873, *Bull. crim.*, n° 251; 15 juill. 1875, *Bull. crim.*, n° 227; 20 sept. 1877, *Bull. crim.*, n° 219; 14 oct. 1880, *Bull. crim.*, n° 189; 8 nov. 1883, aff. Joineteau, D. P. 84. 1. 425; *Crim. rej.* 14 juin 1888, *Bull. crim.*, n° 203; *Conf. Blanche*, n° 329; Chauveau et Faustin Hélie, n° 781; Garraud, n° 226.

385. L'amende de l'art. 164 doit-elle être prononcée par la cour alors même que le jury, en déclarant l'accusé coupable d'un faux criminel, lui accorde des circonstances atténuantes? L'affirmative est certaine et consacrée par une jurisprudence constante. Aux arrêts cités *Rép.* dans la seconde partie du n° 248 *Addé*: *Crim. cass.* 6 oct. 1853, aff. Reboulhon, D. P. 53. 5. 226; 27 déc. 1860, aff. Bobacher, D. P. 61. 5. 233; 29 août 1861, aff. Semperez, *ead.*; 18 déc. 1862, aff. Valois, D. P. 63. 5. 184; 23 sept. 1880, aff. Tandavarayapadéatchy, D. P. 81. 1. 489; 27 mai 1881, aff. Mellon, D. P. 81. 5. 210; 7 juin 1883, aff. Lugnier, D. P. 84. 1. 426; 17 févr. 1887, *Bull. crim.*, n° 64; 14 juin 1888, *Bull. crim.*, n° 203; *Cons. de revision de Paris*, 8 oct. 1885 (1). Il résulte de cette jurisprudence qu'en matière de faux criminel, la cour ne peut, en appliquant l'art. 463 c. pén., ni supprimer l'amende, ni la faire descendre au-dessous du maximum légal. D'une part, en effet, la déclaration du jury qu'il y a des circonstances atténuantes, n'enlève pas au fait le caractère de crime; et, d'autre part, en matière criminelle, l'art. 463 ne donne pas aux juges la faculté de remettre l'amende. « Ces juges peuvent bien, en vertu de cet article, abaisser la peine d'un et même de deux degrés; mais ils ne peuvent pas, comme les juges correctionnels ont le droit de le faire, prononcer séparément l'une ou l'autre des deux peines, corporelle et pécuniaire. D'où la conséquence nécessaire et forcée qu'il ne leur est pas facultatif de supprimer l'amende pour crime de faux » (*Blanche*, n° 330; Garraud, n° 227; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 313).

Il n'en est pas de même dans le cas où le faux incriminé ne constitue qu'un délit. L'art. 463 *in fine* c. pén. (texte ancien rétabli par le décret du 27 nov. 1870, D. P. 71. 4. 9) autorise, en effet, les tribunaux correctionnels, si les circonstances paraissent atténuantes, à abaisser l'amende, même au-dessous de 16 fr., jusqu'à 1 fr., ou même à la supprimer en ne prononçant que l'emprisonnement. Il s'ensuit nécessairement que les juges correctionnels, s'ils déclarent des circonstances atténuantes, peuvent s'abstenir de prononcer l'amende mentionnée dans l'art. 164 (Garraud, n° 227).

386. L'amende est une peine générale et commune en matière de faux. Elle s'applique donc : aux délits comme aux crimes de faux (*suprà*, n° 384), à la fausse monnaie, à la contrefaçon des sceaux, marques et timbres, comme au faux en écriture (*V. suprà*, n° 67, 79 et 88).

Elle s'applique aussi aux tentatives punissables comme aux crimes ou délits consommés. Aux arrêts cités dans ce sens *Rép.* n° 431. *Addé*: *Crim. cass.* 20 avr. 1827, *Bull. crim.* n° 88; aux complices comme aux auteurs (*Crim. cass.* 17 janv. 1828, *Bull. crim.* n° 13).

Elle s'applique au fait d'usage comme au fait de fabrication. Aux arrêts cités *Rép.* n° 430, *Addé*: *Crim. cass.* 17 mars

1853, *Bull. crim.*, n° 94; 1<sup>er</sup> sept. 1854, aff. Pillot, D. P. 54. 5. 379).

Mais l'art. 164 ne s'applique qu'aux faux dont il est question dans la section que cet article termine, c'est-à-dire dans la section 1<sup>re</sup> du chap. 3, tit. 1, liv. 3 c. pén. Il ne s'applique pas au faux témoignage (*Crim. cass.* 19 juin 1857, aff. Bazerque, D. P. 57. 1. 372).

387. Dans le cas où le faux a été commis par plusieurs coauteurs ou complices, il y a lieu de prononcer autant d'amendes qu'il y a d'individus reconnus coupables (*Crim. cass.* 25 sept. 1856, *Bull. crim.*, n° 332; 10 oct. 1856, *Bull. crim.*, n° 332; 29 août 1861, *Bull. crim.*, n° 197). — Et la solidarité doit être prononcée à l'égard des amendes et des frais contre les condamnés pour les mêmes faits (Mêmes arrêts du 25 sept. et du 10 oct. 1856).

388. Toutefois, malgré le caractère absolu de l'art. 164, l'amende cesserait d'être applicable, en vertu du principe du non cumul des peines (c. instr. crim. art. 365, § 2), dans le cas où la peine du faux serait en concours avec une peine plus rigoureuse, puisque la peine la plus forte devrait seule être prononcée (*Crim. cass.* 7 juill. 1854, aff. Canard, D. P. 54. 5. 379; 18 mai 1855, aff. Telme, D. P. 55. 5. 224; 6 mars 1856, aff. Maguien, D. P. 56. 1. 225; 5 juin 1856, *Bull. crim.*, n° 203; 16 févr. 1860, aff. Depouy, D. P. 60. 5. 273; 25 août 1870, *Bull. crim.*, n° 165). — Et il importerait peu, à cet égard, que, par l'effet de l'admission des circonstances atténuantes, cette peine (la plus rigoureuse) se trouvât être ramenée à celle dont la loi frappe le faux (Arrêt précité du 7 juill. 1854). — Au reste, l'irrégularité résultant de la prononciation de l'amende, dans le cas où celle-ci n'aurait pas dû être prononcée à cause du principe du non-cumul des peines, n'entraîne la cassation de l'arrêt que sur le chef qui est relatif à l'amende, et par voie de simple retranchement (Arrêts précités des 18 mai 1855, 16 févr. 1860 et 25 août 1870).

389. Lorsque l'amende est portée à plus de 3000 fr. (maximum du nouvel art. 164), il est nécessaire que le jugement ou l'arrêt constate le chiffre du bénéfice illégitime qui lui sert de base, pour que sa légalité puisse être vérifiée. « Cette espèce de proportion permise par la loi entre le châtiment et le produit du délit ne peut être légalement établie que par cette détermination préalable » (Garraud, n° 226. *Conf. Blanche*, t. 1, n° 275; t. 3, n° 336). Deux arrêts rendus antérieurement à la loi du 13 mai 1863 (*Crim. rej.* 13 mars 1856, aff. Brodu, D. P. 56. 1. 226; *Crim. cass.* 14 mars 1856, *Bull. crim.*, n° 107) ont reconnu la nécessité de cette détermination dans deux espèces où la cour d'assises avait condamné à une amende supérieure au minimum édicté par l'art. 164. A cette époque, l'art. 164 ne fixait pas de maximum. Aujourd'hui, il est évident que cette fixation préalable ne saurait plus être exigée qu'autant que l'amende prononcée ne dépasserait pas le maximum de 3000 fr. Jugé, d'ailleurs, par l'arrêt précité du 13 mars 1856, qu'il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le chiffre des bénéfices illégitimes soit établi et relevé dans les motifs de l'arrêt de condamnation, lorsqu'il résulte des questions résolues par le jury.

390. Rappelons enfin que l'omission de prononcer l'amende ne portant aucun préjudice à l'accusé reconnu coupable de faux ne saurait lui fournir un moyen de cassation contre l'arrêt de condamnation dont il a été frappé (*Rép.* n° 433). La cour de cassation doit donc, en cas pareil, rejeter le pourvoi du condamné (*Crim. cass.* 25 sept. 1873, *Bull. crim.*, n° 251), mais il lui appartient d'annuler, dans l'intérêt de la loi seulement et sans renvoi, sur les réquisitions prises par le procureur géné-

(1) (N...) — Le conseil; — Vu les recours des condamnés; — Joignant les deux recours et statuant par une seule et même décision; — Attendu que le conseil de guerre était compétent; que la procédure est régulière; — Mais en ce qui concerne l'application de la peine: — Vu l'art. 164 c. pén.; — Attendu, en droit, que l'amende édictée par cet article, dont la disposition est générale et absolue, doit être, dans tous les cas, appliquée à ceux qui sont déclarés coupables du crime ou délit de faux; — Que, dans le cas où des circonstances atténuantes sont admises, les juges peuvent abaisser la peine principale, mais sont tenus de prononcer l'amende prescrite par cet article; — Attendu, en fait, que le jugement attaqué visant les art. 164

et 463 c. pén. a prononcé seulement contre chacun des coupables une peine de six jours de prison et 1 fr. d'amende, d'où il suit que le jugement a formellement violé les dispositions de l'art. 164; — Mais, attendu que les condamnés se sont seuls pourvus en revision; qu'il est de jurisprudence que des condamnés ne peuvent être admis à se pourvoir contre leur intérêt, par exemple, lorsque le conseil de guerre a prononcé une peine plus faible que celle édictée par la loi; — Par ces motifs, rejette, à l'unanimité, les recours formés contre ledit jugement.

Du 8 oct. 1885.—*Cons. de revis. de Paris*.—MM. le général Voisin, pr.-le commandant Petitgrand, rap.-Romain, commiss. du gouv.

ral près la cour de cassation, conformément à l'art. 442 c. instr. crim.

**391.** — 2° *Faux commis par des militaires.* — Depuis la promulgation du code de justice militaire pour l'armée de terre des 9 juin-4 août 1857 (D. P. 57. 4. 115), il ne saurait plus être question d'appliquer au faux commis par des militaires l'art. 19 de la loi des 12-16 mai 1793, cité *Rép.* n° 442. Aujourd'hui le code précité prévoit et punit par des dispositions spéciales (art. 257 à 260) les faux commis par des militaires en matière d'administration militaire. Commis à propos de tout autre fait que la comptabilité, le faux est puni en vertu des dispositions du code pénal ordinaire (art. 267). Conf. Pradier-Fodéré, *Commentaire sur le code de justice militaire*, p. 617.

ART. 8. — *De la compétence en matière de faux*  
(*Rép.* n° 444 à 462).

**392.** Relativement à la compétence en matière de faux, la jurisprudence nouvelle ne présente que trois arrêts utiles à signaler, tous trois émanés de la cour de cassation. Le plus ancien en date (Crim. rej. 28 déc. 1848, *Bull. crim.*, n° 332), a décidé que le préjudice résultant des crimes de faux et d'usage fait sciemment desdits faux suffit pour faire juger l'accusé dans l'arrondissement où le préjudice a été causé, lors même que cet arrondissement n'est pas celui où son arrestation a eu lieu. — Le second a jugé que la cour d'assises saisie d'un crime de faux peut, sur la demande de la partie civile, décider, malgré l'acquiescement de l'accusé, qu'il y a eu faute grave de la part de celui-ci dans le fait d'avoir dissimulé à cette partie, à laquelle il a fait souscrire l'acte incriminé (qualifié vente), la nature, la portée et les effets de cet acte, et prononcer la nullité de ce même acte à titre de dommages-intérêts (Crim. rej. 18 nov. 1854, aff. Julien, D. P. 56. 1. 348). — Le plus récent a décidé que si la fabrication à Londres, par un sujet anglais, de fausses acceptations de lettres de change tirées par lui sur des tiers, échappe à la compétence des tribunaux français, l'envoi de ces fausses acceptations de Londres en France à un coaccusé qui en connaissait la fausseté et qui en a fait usage pour escroquer à des banquiers des sommes importantes, constitue la complicité de faits d'usage de pièces fausses consommés en France, justiciable, en conséquence, de la juridiction française (Crim. rej. 24 févr. 1883, aff. Holden, D. P. 84. 1. 92-93).

ART. 9. — *De la procédure en inscription de faux principal*  
(*Rép.* n° 463 à 506).

**393.** La poursuite en matière de faux est soumise aux règles générales de la procédure criminelle (c. instr. crim. art. 459 et 464). Le code s'est borné à ajouter à ces formes quelques règles particulières formulées dans les art. 448 à 464 c. instr. crim., et qui ont pour objet : 1° la recherche des pièces fausses ; 2° la constatation de l'état matériel des pièces arguées de faux ; 3° les mesures à prendre pour le déplacement des pièces de comparaison ; 4° le signalement des actes reconnus faux. Aucun changement n'est intervenu dans la loi, relativement à ces formes, depuis la publication du *Répertoire* ; mais la jurisprudence nouvelle offre, sur cette matière, quelques décisions intéressantes. Quant à la doctrine, consulter surtout les ouvrages suivants : Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 4, n° 1884 à 1888 ; Duverger, *Manuel des juges d'instruction*, t. 2, chap. 17, n° 476 et suiv. ; Garraud, *Traité de droit pénal français*, t. 3, n° 236 à 239 ; Rolland de Villargues, *Les codes criminels annotés*, sous les art. 548 et suiv. c. instr. crim.

**394.** Une observation générale doit être faite tout d'abord, c'est que la procédure est uniforme pour toutes les espèces de faux, soit que le faux ait été commis en écritures authentiques et publiques, de commerce ou de banque, soit qu'il l'ait été en écritures privées, ou enfin dans les passeports, feuilles de routes et certificats. Telle est la doctrine des plus graves auteurs (Duverger, t. 2, n° 479 ; Carnot, *De l'instruction criminelle*, t. 3, p. 260 ; Legraverend, *Législation criminelle*, t. 1, p. 632). Toutefois nous ferons, à cet égard, une double observation : 1° dans la pratique,

les formalités prescrites par les art. 448 et suiv. ne sont pas remplies en matière correctionnelle ; on n'y recourt jamais, en fait, dans les poursuites pour faux dans les passeports, feuilles de route et certificats ; 2° le pouvoir extraordinaire, accordé aux juges d'instruction et autres magistrats, par l'art. 464, de faire des visites domiciliaires hors de leur ressort n'appartient à ces magistrats que dans les cas expressément visés par cet article, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de faux dans les papiers nationaux, les billets de banque, fausse monnaie et contrefaçon du sceau de l'Etat. Les termes de l'article précité sont, en effet, restrictifs et ne comprennent pas toute espèce de faux.

**395.** — I. RECHERCHE DES PIÈCES FAUSSES. — Dès que des pièces sont arguées de faux, la justice doit pouvoir les réclamer, en quelques mains qu'elles se trouvent. Aussi, comme on l'a rappelé au *Rép.* n° 479, tout dépositaire public ou particulier de pièces arguées de faux est-il tenu (c. instr. crim. art. 452), sous peine d'y être contraint par corps, de les remettre sur l'ordonnance donnée par l'officier du ministère public ou par le juge d'instruction.

**396.** Peut-on obliger un avocat à remettre une pièce arguée de faux, dont il est détenteur en sa qualité d'avocat ? L'affirmative est enseignée par Mollet (*Règles de la profession d'avocat*, t. 2, p. 507). Sans se prononcer d'une manière expresse sur cette question, M. Cresson (*Usages et règles de la profession d'avocat*, t. 1, p. 270) paraît hésiter à la résoudre dans le même sens que Mollet. Il cite deux arrêts du conseil de l'ordre des avocats de Paris, en date du 6 mars 1816 et du 11 juin 1833, approuvant la conduite d'avocats qui, sommés de déposer au parquet des pièces arguées de faux, « s'y sont refusés, en invoquant l'indépendance de la profession et soutenant qu'ils n'étaient comptables des pièces qu'au client ou à l'avoué duquel ils les tenaient ». Mais il nous paraît bien difficile de contester aux magistrats instructeurs, dans cette hypothèse spéciale, un droit qui leur est reconnu sans restriction ni réserve aucune par l'art. 452. Sur quel texte pourrait-on s'appuyer pour faire, en faveur des avocats dépositaires, une exception aux règles prescrites en termes absolus par cet article ?

**397.** Le même motif nous porte à croire qu'il n'y a pas lieu de faire une exception aux droits de la justice en faveur des conservateurs des hypothèques. A la vérité, l'art. 228 de la loi du 9 mess. an 3 prohibait le déplacement des registres et papiers de la conservation des hypothèques, même en matière d'accusation en faux matériel et vérification d'écritures, sauf aux juges et parties intéressées à se transporter au bureau pour y constater l'état des registres et pièces arguées de faux. Mais cette disposition (qui n'avait jamais été mise en pratique) n'est plus en vigueur. Elle n'a pas été reproduite dans la loi du 21 vent. an 7 ni dans aucune loi postérieure ; d'ailleurs, il n'y avait point de motif pour faire une exception aux droits de la justice en faveur des conservateurs des hypothèques plutôt qu'à l'égard des autres dépositaires publics (Faustin Hélie, t. 4, n° 1886 ; Duverger, t. 2, n° 489). Toutefois, ce dernier auteur estime, non sans raison, croyons-nous, que, si l'art. 228 de la loi précitée a perdu son empire comme prohibition législative, il serait néanmoins prudent et convenable de le prendre pour règle de conduite, à raison du nombre et de la gravité des intérêts qui pourraient être compromis si le scellé ou le déplacement des registres de la conservation ou de certains papiers déposés dans ses bureaux en amenait la privation, la destruction ou la disparition. On ne devrait donc, suivant M. Duverger, saisir que les pièces dont il serait possible de remettre des copies collationnées et authentiques, conformément à l'art. 455 c. instr. crim.

**398.** Si la pièce arguée de faux se trouvait ou était présumée exister entre les mains du prévenu ou de quelque complice, le juge d'instruction procéderait à telles recherches, visites domiciliaires et perquisitions qu'il jugerait nécessaires. La loi lui confère le droit d'effectuer (ou de faire opérer par ses délégués) des visites non seulement au domicile du prévenu ou de ses complices, mais encore partout où il présumerait pouvoir découvrir l'objet de ses recherches (c. instr. crim. art. 35 et suiv., 87 et suiv.). Ce point ne peut faire aucune difficulté (Duverger, t. 2, n° 490).

**399.** Il faut ajouter qu'aux termes de l'art. 464 c. instr. crim. « les présidents des cours d'assises, les procureurs

général et leurs substituts, les juges d'instruction et les juges de paix, pourront continuer, hors de leur ressort, les visites nécessaires chez les personnes soupçonnées d'avoir fabriqué, introduit, distribué de faux papiers nationaux, de faux billets de la banque de France ou des banques des départements », et qu'en vertu de la disposition finale du même article, le même pouvoir appartient à ces magistrats, « pour le crime de fausse monnaie, ou de contrefaçon du sceau de l'Etat ». C'est là une exception notable au principe général de compétence posé par les art. 63, 69 et 90. Ainsi que nous l'avons dit *supra*, n° 394, cette explication ne doit pas être étendue au delà des cas visés expressément par l'art. 464. Nous ajouterons que cette disposition, étant exceptionnelle, ne paraît pas devoir être étendue à d'autres fonctionnaires que ceux qui sont nominativement désignés dans l'article précité (Legraverend, t. 1, p. 603; Carnot, *De l'instruction criminelle*, t. 3, p. 309).

400. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 478, il n'est pas indispensable, dans une poursuite en faux, que la pièce arguée de faux soit produite. A défaut de cette pièce, le faux peut être établi par les moyens de preuve communs à tous les crimes. Cette doctrine est certaine. Un nouvel arrêt a jugé que la poursuite d'un faux en écriture de commerce, par exemple, n'est pas subordonnée à l'existence ou à la reproduction de la pièce falsifiée (Crim. rej. 28 déc. 1850, aff. Chatard, D. P. 51. 5. 268. Conf. Duverger, *op. cit.*, t. 2, n° 480; Garraud, t. 3, n° 237; Trébutien, *Cours élémentaire de droit criminel*, t. 2, n° 767).

401. — II. CONSTATATION DE L'ÉTAT DES PIÈCES ARGUÉES DE FAUX. — Aux termes de l'art. 448 c. instr. crim. « dans tous les procès pour faux en écriture, la pièce arguée de faux, aussitôt qu'elle aura été produite, sera déposée au greffe, signée et parafée par le greffier... et par la personne qui l'aura déposée ». De même, l'art. 449 exige, au cas où la pièce est tirée d'un dépôt public, que le fonctionnaire qui s'en saisira la signe aussi. Enfin cette pièce doit être signée par l'officier de police judiciaire, par la partie civile ou son avoué, si ceux-ci se présentent, par le prévenu au moment de sa comparution (art. 450), et par les témoins quand ils sont appelés à s'expliquer sur elle (art. 457). — Les dispositions de ces articles, relatives au dépôt et à la signature, sont-elles prescrites à peine de nullité? La négative était déjà certaine à l'époque de la publication du *Rép.* nos 469, 472, 473 et 475. Elle a été consacrée depuis par plusieurs arrêts. Il a été jugé : 1° que, dans une poursuite en faux, on ne peut se faire un moyen de cassation de ce que la pièce arguée de faux n'a pas été signée *ne varietur* par le magistrat qui en a effectué la remise au début de l'instruction, et de ce qu'elle n'a pas été déposée au greffe, lorsque ces faits n'ont pas été relevés devant la chambre d'accusation (Crim. rej. 4 mai 1871, *Bull. crim.*, n° 37); — 2° Qu'on ne peut pas davantage se faire un moyen de nullité de ce que la pièce arguée de faux n'a pas été signée par le prévenu (Crim. cass. 23 mars 1855, *Bull. crim.*, n° 108); ou par les témoins (Crim. cass. 4 mars 1848, *Bull. crim.*, n° 58. Conf. Faustin Hélie, n° 1885; Garraud, n° 237; Duverger, n° 484; Trébutien, t. 2, n° 767).

402. Est-il nécessaire qu'à l'audience de la cour d'assises, la représentation des pièces arguées de faux soit faite à l'accusé, et que celui-ci soit interpellé s'il les reconnaît? On sait que cette représentation et cette interpellation sont prescrites à l'égard des pièces à conviction par l'art. 329 c. instr. crim. Il a été jugé en matière de faux que l'omission de cette formalité, quelque utile que soit son exécution, ne saurait donner ouverture à cassation et n'entraîne pas nullité (Crim. rej. 2 juill. 1869, *Bull. crim.*, n° 167).

403. — III. PIÈCES DE COMPARAISON. — Lorsque la pièce qui constitue le corps du délit a été déposée au greffe, il y a lieu de réunir les pièces de comparaison. On a donné au *Rép.*

n° 485 à 497 le commentaire des art. 453 et suiv. c. instr. crim. relatifs aux pièces de comparaison et à leur déplacement. Il convient d'insister ici sur quelques points particuliers. — En premier lieu, quelle est la juridiction indiquée par ces mots de l'art. 456 c. instr. crim. : *le tribunal saisi*? En d'autres termes, quel est le tribunal qui doit faire citer devant lui les particuliers détenteurs de pièces de comparaison, et qui doit apprécier les motifs de leur refus de remettre ces pièces? Il y a désaccord entre les auteurs à cet égard. Carnot (*De l'instruction criminelle*, t. 3, p. 289) a pensé que les expressions de la loi écartent le juge d'instruction et désignent soit le tribunal civil, soit la chambre du conseil. Mais, depuis la suppression de la chambre du conseil, dont les pouvoirs sont attribués au juge d'instruction par la loi du 17 juill. 1856 (D. P. 56. 4. 123), il faut entendre désormais que, pour l'application de l'art. 456 c. instr. crim., le juge d'instruction saisi de l'affaire et dont la juridiction n'est pas épuisée est seul compétent (Duverger, n° 493; Faustin Hélie, n° 1887).

404. Les écritures privées ne sont, aux termes de l'art. 456 c. instr. crim., admissibles comme pièces de comparaison que si les parties intéressées les reconnaissent. Quel est le sens de ces expressions? « Il faut, dit Faustin Hélie, n° 1888, entendre que le prévenu et la partie civile doivent être mis à même de déclarer si elles reconnaissent l'écriture pour véritable; car il ne s'agit pas de s'opposer à la production, elles n'ont point d'adhésion à y donner, mais simplement de dénier ou de reconnaître la vérité de la pièce produite ». La loi, dit Duverger, n° 491, n° 2, exige la reconnaissance des parties, non leur consentement. — Nous avons déjà admis au *Rép.* n° 497, que la partie qui aurait précédemment reconnu comme véritable une pièce privée, ne pourrait plus s'opposer à sa production. Nous ajouterons que la cour de cassation a jugé que les règles prescrites par l'art. 200 c. proc. civ. pour la vérification des écritures, sont inapplicables en matière criminelle, et que, par suite, la fausseté d'un acte peut être établie à l'aide de pièces de comparaison dont l'écriture est déniée par le prévenu (Crim. rej. 20 juin 1846, aff. Combe, D. P. 46. 1. 283).

405. — IV. EXPERTISE. — Nous avons dit au *Rép.* n° 484 que la loi n'exige pas qu'il soit toujours procédé à une expertise pour établir la preuve du faux, et qu'elle laisse à la conscience des juges de décider quand cette expertise est nécessaire. Aux arrêts déjà cités dans ce sens *Adde* : Crim. rej. 1<sup>er</sup> juill. 1880 (1); 10 juill. 1868, *Bull. crim.*, n° 161). — Sur les formalités de l'expertise en matière de faux en écriture, V. Duverger, t. 2, nos 499 et suiv.

406. — V. RÉTABLISSEMENT OU RADIATION DES ACTES DÉCLARÉS FAUX. — L'art. 463 c. instr. crim. fait un devoir à la cour ou au tribunal qui a déclaré faux des actes authentiques d'ordonner qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés. Nous avons indiqué au *Rép.* n° 503 quel est le sens exact de cette disposition. Il nous suffira de faire connaître ici que la cour de cassation a jugé : 1° que l'individu condamné pour faux ne peut se faire un grief de ce que la cour d'assises a omis d'ordonner la radiation des actes authentiques déclarés faux par le jury (Crim. rej. 9 mai 1878, aff. Ferrier, D. P. 78. 1. 333); — 2° Que la cour d'assises qui, en prononçant une condamnation pour crime de faux, a omis d'ordonner que les actes authentiques déclarés faux par le jury seront rétablis, rayés ou réformés, et que les pièces de comparaison et les pièces à conviction seront restituées, est compétente pour réparer elle-même cette omission, dans la même session, ou dans une session ultérieure, sur la requête du ministère public (Crim. cass. 20 févr. 1879, aff. Ferrier, D. P. 79. 1. 484).

407. — VI. CHOSE JUGÉE. — Nous avons dit au *Rép.* n° 476, en rappelant les termes de l'art. 451 c. instr. crim., que les plaintes et dénunciations en faux peuvent toujours être sui-

(1) (Michel se disant baron de Paxinta.) — LA COUR; — Attendu que si le pourvoi contre l'arrêt du 3 mai 1880 porte la date du 31 du même mois, il résulte des pièces produites que, dès le 6 mai, le demandeur avait fait connaître au président de la cour d'assises son intention de se pourvoir, et que c'est par des circonstances indépendantes de sa volonté que le demandeur n'a pas été plus tôt en mesure de déclarer son pourvoi au greffe; que, dès lors, le pourvoi est recevable; — Sur le premier moyen, résultant

de ce que le faux n'aurait pas été constaté par un expert : — Attendu que l'expertise est un moyen d'information dont l'emploi n'est pas prescrit à peine de nullité et qui, d'ailleurs, peut être suppléé par les autres moyens de preuve autorisés par la loi; que de plus l'accusé n'a pas demandé la nomination d'un expert; — Par ces motifs, rejette, etc.

Du 1<sup>er</sup> juill. 1880.-Ch. crim.-MM. Carnescaze, rap.-Ronjat, av. gén.



vies, lors même que les pièces qui en sont l'objet auraient servi de fondement à des actes judiciaires ou civils. Cette doctrine n'est que l'application certaine de ce principe incontestable que la chose jugée au civil est sans influence sur l'action publique (V. *supra*, v° *Chose jugée*, n° 38, et *Rép. cod.* v° n° 532). Il n'en est pas moins certain que les jugements criminels ont, au contraire, au civil, une autorité considérable et dont les limites ont été marquées *supra*, v° *Chose jugée*; — *Rép. cod.* v° n° 544 et suiv., et n° 409 et suiv. Sur cette autorité dans la matière du faux, V. *supra*, *cod.* v° n° 414, 464 et 478; — *Rép.* n° 552 à 563 et 589 à 592. — A ce dernier point de vue, nous signalerons ici un arrêt de rejet du 25 mars 1887 (1) qui a décidé que ne porte pas atteinte à la chose jugée au criminel l'arrêt de cour d'assises qui, après l'acquiescement de l'accusé sur le chef de faux et d'usage de faux, prononce une condamnation civile à des dommages-intérêts contre l'accusé, et se borne à déclarer que le billet était matériellement faux, que le prévenu avait commis une faute en en poursuivant le recou-

vrement et qu'il avait ainsi causé à la partie civile un préjudice dont il lui devait réparation.

408. Pour achever ce qui a trait à la procédure criminelle du faux, nous signalerons deux arrêts de la cour de cassation, dont le premier a jugé que, lorsque la cour d'assises, pendant le débat engagé sur une poursuite en faux, reconnaît à la charge de l'un des témoins des indices de complicité du crime principal, elle peut constater l'existence de ces indices, mais non pas ordonner l'arrestation immédiate du témoin et le renvoyer devant le président et le procureur général, comme en matière de faux témoignage (Crim. cass. 26 févr. 1847, aff. Jaquemin, D. P. 47. 1. 149). — Le second arrêt a jugé qu'est nul l'arrêt d'une cour d'assises qui condamne l'accusé reconnu coupable aux peines du faux en écriture de commerce, alors que le fait incriminé ayant été qualifié par l'arrêt de renvoi de faux en écriture privée, il ne résulte point des débats, que cette qualification ait dû être changée (Crim. cass. 7 juill. 1849, *Bull. crim.*, n° 15).

(1) (Harchoux C. Roussel). — Le 31 janv. 1887 arrêt de la cour d'assises de la Seine ainsi conçu : — « Considérant que, si le jury a déclaré l'accusée (la demoiselle Harchoux) non coupable du chef de faux, sa réponse porte sur la culpabilité et non sur la matérialité du fait; — Considérant qu'il résulte des débats et qu'il est constant pour la cour que le billet de 1000 fr., à l'ordre de la dame Klein, daté du 9 juin 1886, est faux; que l'accusée, en réclamant le paiement dudit billet, a causé par son fait à l'abbé Roussel (partie civile) un préjudice dont elle lui doit réparation, aux termes de l'art. 1382 c. civ.; que cette réparation doit consister dans l'adjudication des conclusions prises par la partie civile; — ... Ordonne que, dans les huit jours suivant celui où le présent arrêt sera passé en force de chose jugée, le billet dont il s'agit sera lacéré par les soins du greffier en chef de la cour; — Autorise l'abbé Roussel à se faire délivrer, aux frais de l'accusée, expédition du procès-verbal de lacération; — Condamne, etc.

Pourvoi en cassation par la demoiselle Harchoux, pour violation des art. 350, 358 c. instr. crim., 1351 c. civ., et 7 de la loi du 20 avr. 1810, en ce que la cour d'assises a condamné l'exposante, nonobstant son acquiescement, à des dommages-intérêts envers la partie civile.

LA COUR; — Sur le moyen tiré de la violation des art. 350 et 358 c. instr. crim., 1351 c. civ., et 7 de la loi du 20 avr. 1810 : — Attendu qu'aux termes des art. 358 et suiv. c. instr. crim.,

la cour d'assises, investie de la plénitude de juridiction, est autorisée, après l'acquiescement de l'accusé, à statuer sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile; qu'il suit de là que la cour peut condamner l'accusé acquitté à des dommages-intérêts, à la seule condition que sa décision respecte la chose jugée au criminel, et qu'elle ne soit pas en contradiction formelle avec la déclaration du jury; — Attendu que l'arrêt attaqué, en statuant sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile après l'acquiescement de l'accusée de l'accusation de faux et usage de faux, a pris pour point de départ l'absence de toute criminalité; qu'il a séparé la matérialité du fait, formant l'objet de l'accusation, de l'intention criminelle; qu'il s'est borné à déclarer que le billet qui avait été incriminé était matériellement faux; que la fille Harchoux avait commis une faute en en poursuivant le recouvrement, et qu'elle avait ainsi causé à l'abbé Roussel un préjudice dont elle lui devait réparation; — Attendu qu'en jugeant ainsi, la cour d'assises n'a pas porté atteinte à la déclaration souveraine de non-culpabilité et à l'acquiescement qui en a été la conséquence légale, et qu'elle a suffisamment motivé la condamnation civile à des dommages-intérêts par elle prononcée contre l'accusée; — Et attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière, et que la peine a été légalement appliquée au fait de vol simple déclaré constant par le jury; — Rejette, etc.

Du 25 mars 1887.-Ch. crim.-MM. Loew, pr.-Tanon, rap.-Loubers, av. gén.-Bazille et Brugnion, av.

### Table sommaire

#### des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

<b>Abus de blanc seing.</b> V. Faux en écritures-altération de la vérité, Faux en écritures privées.	— mandats de paiement S. 203. — mont-de-piété S. 206. — pièces de comptabilité S. 204; R. 174. — registres publics S. 203; R. 173. — traduction officielle S. 207.	<b>Actes d'état civil.</b> V. Actes administratifs, Altération d'écritures, Fausses déclarations, Faux intellectuel, Intention frauduleuse, Supposition de personnes.	<b>Actes publics.</b> V. Faux matériel.	<b>Altération de la vérité.</b> V. Certificat, Faux en écritures, Altération des monnaies S. 18 s.; R. 34.	<b>Avocat.</b> V. Inscriptions de faux.
<b>Abus de signature.</b> V. Faux en écritures.	— V. Ecriture publique.	<b>Actes étrangers.</b> V. Actes authentiques.	<b>Actes sous seing privé.</b> V. Préjudice.	<b>Altération des monnaies.</b> S. 18 s.; R. 34.	<b>Avoué.</b> V. Faux matérielles-altération de la vérité, Faux matériel.
<b>Accusé.</b> V. Inscription de faux.	<b>Actes authentiques.</b> S. 200, 208 s.; R. 171 s.	<b>Actes falsifiés.</b> V. Faux en écritures.	<b>Agents de change.</b> V. Actes authentiques, Faux matériel, Livres de commerce.	<b>Amende.</b> V. Billets de banque, Fausses monnaies, Marteaux de l'Etat, Peine, Poinçons de garantie, Timbres nationaux.	<b>Bannissement.</b> V. Peine.
<b>Acquit-à-caution.</b> V. Faux en écritures de commerce ou de banque.	— actes étrangers S. 210; R. 182. — agents de change S. 208. — commissaires-priseurs S. 208. — falsification (officier public) S. 209; R. 181; (questions au jury) S. 211; R. 185 s. — huissiers S. 208; R. 172. — notaires S. 208; R. 172. — révocation S. 184.	<b>Actes judiciaires.</b> — bordereau de collocation, ordre S. 202. — caractères S. 202. — casier judiciaire S. 202. — jugements S. 202. — matières civiles et commerciales R. 202. — procès-verbaux S. 202. — rapports d'experts S. 202. — registres d'érou S. 202; R. 175.	<b>Altération.</b> V. Billets de banque, Fausses signatures, Faux matériel, Papier timbré.	<b>Antidate.</b> V. Endossement, Fonctionnaire, Lettre de change.	<b>Banque de France.</b> V. Billets de banque.
<b>Actes administratifs.</b> — actes d'état civil S. 203; R. 173, 177 s., 180 s. — arrêtés (ministre, préfet, conseil de préfecture) S. 202. — autorité ecclésiastique S. 205; R. 179. — cahier des charges S. 203. — caisse d'épargne S. 206. — caractères S. 203. — certificats (fonctionnaires) S. 203 s.; (militaires) S. 205; R. 174. — dépêches télégraphiques S. 203. — diplômes, brevets S. 205; R. 176.	<b>Actes authentiques.</b> S. 200, 208 s.; R. 171 s. — actes étrangers S. 210; R. 182. — agents de change S. 208. — commissaires-priseurs S. 208. — falsification (officier public) S. 209; R. 181; (questions au jury) S. 211; R. 185 s. — huissiers S. 208; R. 172. — notaires S. 208; R. 172. — révocation S. 184. — V. Ecriture publique, Faux en écritures - simulation, Préjudice.	<b>Actes judiciaires.</b> — bordereau de collocation, ordre S. 202. — caractères S. 202. — casier judiciaire S. 202. — jugements S. 202. — matières civiles et commerciales R. 202. — procès-verbaux S. 202. — rapports d'experts S. 202. — registres d'érou S. 202; R. 175.	<b>Altération d'écritures.</b> S. 244 s.; R. 231 s. — acte notarié, omissions R. 242. — acte d'état civil R. 241. — caractères S. 246; R. 241. — congé militaire S. 246; R. 233. — date S. 245. — faux nom R. 236 s. — préjudice R. 241. — questions au jury R. 245 s. — quittance S. 247; R. 234. — rature S. 245. — tirage au sort S. 246; R. 232.	<b>Appositions de sceaux.</b> V. Fausses déclarations.	<b>Bibliographie.</b> S. 19.
	<b>Actes d'obédience.</b> V. Certificat.	<b>Actes politiques.</b> — caractères S. 201. — V. Ecriture publique.	<b>Agents de change.</b> V. Actes authentiques, Faux matériel, Livres de commerce.	<b>Archives.</b> V. Usage du faux.	<b>Billet à domicile.</b> — falsification, caractère S. 287 s.; R. 311.
	<b>Actes de notoriété.</b> V. Fausses déclarations.		<b>Altération d'écritures.</b> S. 244 s.; R. 231 s. — acte notarié, omissions R. 242. — acte d'état civil R. 241. — caractères S. 246; R. 241. — congé militaire S. 246; R. 233. — date S. 245. — faux nom R. 236 s. — préjudice R. 241. — questions au jury R. 245 s. — quittance S. 247; R. 234. — rature S. 245. — tirage au sort S. 246; R. 232.	<b>Assurances.</b> V. Faux en écritures - escroquerie, Faux en écritures de commerce ou de banque.	<b>Billet à ordre.</b> S. 276 s.; R. 294 s. — commerçant, fausse signature S. 277 s.; R. 294, 296, 314 s. — falsification, caractères, négociation S. 276 s.; R. 298 s., 303, 307 s. — fausse signature R. 295.
			<b>Actes publics.</b> V. Faux matériel.	<b>Assurances sur la vie.</b> V. Faux en écriture privée.	<b>Insertion après coup.</b> S. 353; R. 304, 325.
			<b>Actes sous seing privé.</b> V. Préjudice.	<b>Autorité ecclésiastique.</b> V. Actes administratifs, Faux en écritures - altération de la vérité, Préjudice, Usage du faux.	<b>Questions au jury.</b> S. 286.
			<b>Agents de change.</b> V. Actes authentiques, Faux matériel, Livres de commerce.		<b>Valeur reçue comptant.</b> S. 278; R. 316.
			<b>Altération.</b> V. Billets de banque, Fausses signatures, Faux matériel, Papier timbré.		<b>Valeur reçue en marchandises.</b> S. 283; R. 302.
			<b>Altération d'écritures.</b> S. 244 s.; R. 231 s. — acte notarié, omissions R. 242. — acte d'état civil R. 241. — caractères S. 246; R. 241. — congé militaire S. 246; R. 233. — date S. 245. — faux nom R. 236 s. — préjudice R. 241. — questions au jury R. 245 s. — quittance S. 247; R. 234. — rature S. 245. — tirage au sort S. 246; R. 232.		<b>V. Endossement</b>

- Billet dérobé.** V. Faux en écritures, altération d'écriture.
- Billet faux.** V. Inscription de faux, Préjudice, Usage du faux.
- Billets de banque.** S. 71 s.; R. 74 s.; — altération S. 74; — Banque de France S. 73 s.; — billets faux (émission) S. 75; R. 76; (exposition) S. 75; R. 76; (introduction en France) R. 77; (offre) S. 76; (usage) S. 77; R. 76; — contrefaçon S. 73; R. 74 s.; (amende) S. 75; (révélateurs) S. 78; R. 76; — questions au jury S. 81; — V. Usage de faux.
- Billets de chemin de fer.** V. Faux en écriture-altération d'écriture.
- Billets de loterie.** V. Faux en écriture-altération d'écriture.
- Billets de théâtre.** V. Faux en écriture-altération d'écriture.
- Bonne conduite.** V. Certificat.
- Bonne foi.** V. Fausse monnaie.
- Bons au porteur.** — contrefaçon R. 79.
- Bons du Trésor.** S. 71.
- Bordereau de collocation.** V. Actes judiciaires.
- Boulangier.** V. Faux en écriture, altération d'écriture.
- Brevet de capacité.** V. Certificat.
- Cadi algérien.** V. Fausse déclarations, Faux intellectuel, Fonctionnaires.
- Cahier des charges.** V. Actes administratifs.
- Caisse d'épargne.** V. Actes administratifs, Fonctionnaires, Usage du faux.
- Calomnie.** V. Intention frauduleuse.
- Capitaine d'habillement.** V. Faux matériel, Fonctionnaires.
- Caractères.** R. 2.
- Carnet de banque.** V. Livres de commerce.
- Carnets d'ouvriers.** V. Faux en écritures - escroquerie, Livres de commerce.
- Casier judiciaire.** V. Actes judiciaires, Certificat.
- Certificat.** S. 342 s.; R. 379 s.; — actes d'obédience R. 396; — altération de la vérité S. 355; — bienveillance du Gouvernement, caractères S. 346; R. 396 s.; — bonne conduite, indigence S. 345 s.; R. 390 s.; (fonctionnaire, officier public) S. 347 s.; R. 390 s.; (fonctionnaire, officier public, forfaiteur) S. 348; R. 391; (simple particulier) S. 353; R. 392 s.; — brevet de capacité R. 399; — casier judiciaire, altérations S. 357; — conditions S. 355 s.; — falsification (conditions) S. 323 s.; R. 353, 358 s.; (tentative) S. 325; — fausse signature R. 399; — faux timbre de l'autorité S. 351; R. 401; — fonctionnaire, officier public (réhabilitation) S. 350; (service militaire) S. 349 s., 354; R. 396, 399; — insertion après coup S. 355; R. 400; — intention frauduleuse S. 355 s.; — irrégularité R. 405; — législation S. 342; — livret militaire, altération, lacération S. 359; — maladie - infirmité (exemption d'un service public) S. 343; R. 381 s.; (médecin, dons ou promesses) S. 344; R. 382 s., 388 s.; — médecin, compagnie d'assurances S. 356; — préjudice (tiers) S. 354; (Trésor public, caractères) S. 354, 358; R. 403 s.; — recommandations officielles R. 398; — V. Actes administratifs.
- Chambre d'accusation.** V. Faux en écritures de commerce ou de banque, Usage du faux.
- Chèque.** — falsification, caractère S. 289.
- Chose jugée.** V. Inscription de faux.
- Circonstances atténuantes.** V. Peine.
- Coloration.** V. Fausse monnaie.
- Commerçant.** V. Billet à ordre.
- Commissaire de police.** V. Fausse déclarations, Fonctionnaires.
- Commissaire prisonnier.** V. Actes authentiques, Faux intellectuel.
- Compagnie d'assurances.** V. Certificat, Faux en écritures-altération de la vérité.
- Compétence.** S. 392; R. 444 s.; — d'attribution R. 444 s.; (cours prévôtales) R. 448; (cours spéciales) R. 444 s., 450; (fonctionnaire) R. 449; (militaires) R. 447; — territoriale R. 453 s.; (comptable) R. 456; (cours spéciale de la Seine) R. 452 s.; (fabrication) R. 455, 460; (lettre de change) R. 461; (partie civile) R. 462; (usage du faux) R. 455, 458, 460 s.; — V. Fausse monnaie.
- Complexité.** V. Faux en écritures de commerce ou de banque, Usage du faux.
- Complicité.** V. Contrefaçon d'écritures, Fausse monnaie.
- Comptable.** V. Compétence.
- Comptes et mémoires.** V. Faux en écritures - altération de la vérité, Faux en écritures de commerce ou de banque, Faux intellectuel, Feuille de route, Fonctionnaires, Inscription de faux, Intention frauduleuse, Supposition d'écrits, Supposition de personnes, Usage du faux.
- Confiscation.** V. Fausse monnaie.
- Congé militaire.** V. Altération d'écritures, Faux en écritures - altération de la vérité.
- Conservateur des hypothèques.** V. Inscription de faux.
- Constataction des pièces.** V. Inscription de faux.
- Contrefaçon.** V. Billets de banque, Bons au porteur, Fausse signatures, Faux en écriture privée, Marques de fabrique et de commerce, Marques de l'autorité, Poignon d'épave, Poignons des marques commerciales et de fabrique, Poignon d'exportation d'armes de guerre, Sceau de banque ou de commerce, Timbre de banque ou de commerce, Timbres des marques commerciales et de fabrique, Timbres nationaux, Timbres-poste.
- Contrefaçon d'écritures.** — caractère S. 244 s.; R. 231 s.; — complicité R. 231; — remplacement militaire R. 231, 234.
- Contrefaçon - fausse monnaie.** — caractères S. 11 s.; R. 19; — cours légal S. 14, 17 R. 28 s.; — blouterie R. 25; — imitation, caractères S. 13; R. 21; — intention frauduleuse S. 12, 32; R. 19 s.; — monnaies étrangères S. 15 s.; R. 29 s., 47 s.; (billon ou cuivre, or ou argent) S. 40; (émission, exposition, introduction) S. 42; (pays étranger) S. 38 s.; — pays étranger S. 30; R. 46; (monnaies étrangères) R. 50 s.; — V. Fausse monnaie.
- Contributions directes.** V. Préjudice.
- Contributions indirectes.** V. Déclaration unilatérale, Faux en écritures, Intention frauduleuse.
- Copie.** V. Usage du faux.
- Cours légal.** V. Contrefaçon de fausse monnaie.
- Cours spéciale de la Seine.** V. Compétence.
- Cours prévôtales.** V. Compétence.
- Cours spéciales.** V. Compétence, Fausse monnaie.
- Courtier.** V. Faux matériel, Livres de commerce.
- Crédit foncier.** V. Titres au porteur.
- Cumul.** V. Peine.
- Date.** V. Altération d'écritures.
- Débit de boissons.** V. Fausse déclarations.
- Déclarations mensongères.** V. Faux en écritures-altération de la vérité, Faux en écritures privées, Faux intellectuel, Livres de commerce.
- Déclaration unilatérale.** V. Faux en écritures.
- Définition.** R. 1.
- Dépêches télégraphiques.** V. Actes administratifs, Faux en écritures-altération de la vérité.
- Dépositaire.** V. Inscription de faux.
- Dépôt au greffe.** V. Inscription de faux.
- Déserteur.** V. Intention frauduleuse.
- Diplômes.** V. Actes administratifs, Préjudice, Supposition d'écrits.
- Domicile.** V. Fausse déclarations.
- Ecriture de commerce et de banque.** — caractères S. 270; R. 289.
- Ecriture de commerce et de banque étrangères.** S. 271; R. 327.
- Ecriture privée.** V. Inscription de faux.
- Ecriture publique.** S. 200 s.; R. 171 s.; — actes (administratifs) S. 200, 203; (authentiques, officiers publics) S. 200, 208; (judiciaires) S. 200, 202; (politiques) S. 200 s.; R. 171; — caractère du faux R. 179; — fonctionnaire R. 178.
- Effets de commerce.** S. 272 s.; — V. Billet à domicile, Billet à ordre, Chèque, Lettre de change, Préjudice, Récepissés et warrants.
- Effets émis par le Trésor.** S. 71, 77, 80; R. 74, 76, 78.
- Emigration.** V. Passeport.
- Emission.** V. Billets de banque, Fausse monnaie.
- Emission de fausse monnaie.** V. Fausse monnaie.
- Emissions successives.** V. Fausse monnaie.
- Endossement.** S. 291 s.; R. 293 s.; — antidote S. 296; — billet à ordre S. 294 s.; R. 305 s., 310; — lettre de change S. 292; R. 293 s.
- Engagement militaire.** V. Préjudice, Supposition d'écrits.
- Enonciation mensongère.** V. Préjudice.
- Enregistrement.** V. Faux en écritures, Simulation.
- Enrôlement militaire.** V. Intention frauduleuse.
- Entrepreneur de travaux publics.** V. Livres de commerce.
- Époux.** V. Peine.
- Escompte.** V. Usage du faux.
- Escroquerie.** V. Faux en écritures.
- Excuse.** V. Fausse monnaie, Lettre de change.
- Expertise.** V. Inscription de faux.
- Exposition.** V. Billets de banque.
- Exposition de fausse monnaie.** V. Fausse monnaie.
- Exposition publique.** R. 90; — V. Fausse monnaie, Peine.
- Fabrication.** V. Compétence, Passeport, Peine, Usage du faux.
- Fabrication d'actes.** V. Supposition d'écrits - supposition de personnes.
- Facteurs aux halles.** V. Livres de commerce.
- Faillite.** V. Faux en écritures de commerce ou de banque.
- Falsification.** V. Actes authentiques, Billet à domicile, Chèque, Contrefaçon, Feuille de route, Lettre de change.
- Fausse date.** V. Faux en écritures - simulation, Intention frauduleuse, Préjudice.
- Fausse imputation.** V. Intention frauduleuse.
- Fausse mention.** V. Supposition d'écrits.
- Fausse monnaie.** S. 8 s.; R. 17 s.; — amende S. 67 s.; R. 66; — caractères R. 17 s.; — coloration S. 8, 43 s.; R. 22 s.; (intention frauduleuse) S. 48; — complicité S. 60; R. 61 s.; (fabrication d'instruments) R. 61 s.; — confiscation des biens R. 68; — contrefaçon S. 11 s.; R. 19 s.; — cours spéciales R. 69; — émission S. 21 s.; R. 35 s.; (caractères) S. 21; (intention frauduleuse) R. 37; S. 24 s.; (par le contrefacteur) S. 22; (par un tiers) S. 23; — émissions successives S. 22; R. 38; — exposition S. 28; R. 40 s.; (intention frauduleuse) R. 41; (publique) R. 67; — introduction S. 28; R. 42; — mise en circulation R. 52; — monnaie (de billon ou de cuivre) S. 29; R. 43 s.; (d'or ou d'argent) S. 29; R. 43 s.; — monnaies étrangères S. 15, 36; R. 29 s., 47 s.; (cours légal) S. 36; (papier-monnaie) S. 37; R. 49; — procédure R. 70; — questions au jury S. 31 s.; R. 39, 41, 45; (complexité) S. 33; (intention frauduleuse) S. 32; — reçue pour bonne S. 46 s.; R. 52 s.; (compétence) S. 56; (émission, exposition, introduction) S. 54; (mise en circulation, bonne foi) S. 47 s., 50 s.; R. 53 s.; (mise en circulation, mauvaise foi) S. 49; (questions au jury, excuse) S. 48 s.; 55 s., 58 s.; (tentative d'émission) S. 57; R. 59; — révélateurs S. 61 s., R. 63 s.; (excuse, condamnation aux frais) S. 64 s.; R. 65, 71; — union latine S. 29; V. Peine.
- Fausse monnaie reçue pour bonne.** V. Fausse monnaie.
- Fausse procuration.** V. Faux en écritures privées, Intention frauduleuse, Préjudice.
- Fausse qualité.** V. Faux en écritures-escroquerie.
- Fausse quittance.** V. Préjudice.
- Fausse allégation.** V. Faux en écritures-escroquerie.
- Fausse déclarations.** — actes d'état civil (date) S. 264 s.; R. 271 s.; — additions, suppression R. 283 s.; — apposition de scellés R. 268; — cadi algérien, testament S. 266; — caractères R. 267; — commissaire de police R. 279; — débit de boissons S. 268; — domicile S. 266; — faux nom R. 274; — qualité R. 281 s.; — remplacement militaire S. 267; R. 277 s.; — vente S. 264.
- Fausse factures.** V. Faux en écritures-escroquerie.
- Fausse lettres missives.** V. Faux en écritures - escroquerie.
- Fausse signature.** — acte de notoriété S. 266; — caractère S. 240 s.; R. 231 s.; — contrefaçon, altération S. 239 s.; R. 231 s.; — faux nom, croix S. 241; R. 237. V.

Billet à ordre, Certificat, Faux en écritures - escroquerie, Faux matériel, Intention frauduleuse, Supposition de personnes, Usage du faux.

**Faux certificat.** V. Intention frauduleuse.

**Faux documentaire.** V. Faux en écritures.

**Faux écorou.** V. Intention frauduleuse, Supposition de personnes.

**Faux en écritures.** S. 108 s.; R. 100 s.

— abus de signature S. 158; R. 120 s.

— acte falsifié S. 125 s.

— altération d'écriture S. 119 s.; (billets de chemin de fer, de loterie, de théâtre, etc.) S. 123;

(billet déchiré, reconstitution) S. 121;

(boulanger, taille et contour) S. 120; (dépêches télégraphiques) S. 124;

(jetons du Jockey-Club) S. 123;

(valeurs mobilières) S. 122.

— altération de la vérité S. 116 s.; R. 104 s.;

(abus de blanc-seing) S. 117, 157;

R. 118 s.; (autorité ecclésiastique) S. 131; R. 179;

(avoué, note de frais) S. 130; (billet signé d'une croix, usage) S. 131;

(caractères) S. 117; (compagnie d'assurances) S. 156; (comptes et mémoires) S. 154 s.;

R. 125 s.; (confession d'un testament) S. 117; R. 105;

(congés militaires) S. 118; (déclarations mensongères) S. 132;

(fausse déclaration de paiement) S. 131, 134; (faux nom, inculpé) S. 127 s.;

R. 110, 244; (grains, pesage et mesurage) S. 133; (hospice, mandats) S. 156;

(imitation d'écriture) S. 118; R. 107;

(maire, vaccinations) S. 150; (officier de santé, vaccinations) S. 131;

(officier public) S. 118; (pension militaire) S. 130; R. 111.

— caractères généraux S. 110 s.; R. 100 s.

— chambre d'accusation S. 114.

— conditions S. 110 s.; R. 103.

— déclaration unilatérale S. 152 s.; (contributions indirectes) S. 153; (succession, acceptation) S. 152.

— escroquerie S. 138 s.; R. 112; (assurances, livraisons fictives) S. 146; (falsification de carnets d'ouvriers) S. 145; (fausse qualité) S. 139; R. 113; (fausse signature) S. 143 s.;

R. 115; (fausses allégations) S. 139; R. 113; (fausses factures) S. 145;

(fausses lettres missives) S. 141 s.;

R. 114-4°; (faux bons de société de bienfaisance, usage) S. 145; (faux mandats) S. 145;

(faux nom) S. 140; R. 113.

— faux documentaire, définition S. 110;

(intellectuel) S. 115; R. 101 s.;

(matériel) S. 115; R. 101.

— intention frauduleuse S. 160 s.; R. 127 s.

— questions au jury S. 112 s.

— simulation S. 147 s.;

R. 116 s.; (acte authentique, fausse date) S. 148 s.;

(acte authentique, fausses énonciations) S. 148 s.;

(fraude à l'enregistrement) S. 148 s.;

(majoration) S. 147.

— suppression de la vérité S. 116 s.;

R. 104 s.

**Faux en écritures authentiques et publiques.**

— écritures publiques S. 200 s.; R. 171 s.

**Faux en écritures publiques.**

— fonctionnaires S. 212 s.;

R. 187 s.; (faux intellectuel) S. 212; R. 187 s.;

(faux matériel) S. 212; R. 187 s.;

(préjudice) S. 225; (questions au jury) S. 234 s.;

R. 193, 210 s.

— insertion après coup R. 265 s.

— simples particuliers S. 237 s.;

R. 228; (caractères) S. 227 s.;

(fausses déclarations) S. 264 s.;

R. 267 s.; (fausses signatures) S. 239 s.;

(intention frauduleuse) R. 229;

(mode de perpétration) R. 230.

— supposition (d'écrits) S. 249 s.;

R. 247 s.; (de personnes) S. 258 s.;

R. 256 s.

— V. Actes authentiques, Ecritures publiques.

**Faux en écritures de commerce.** V. Inscription de faux.

**Faux en écritures de commerce ou de banque.** S. 269 s.;

R. 287 s.

— acquit-à-caution R. 325.

— assurances S. 304.

— chambre d'accusation, pouvoirs S. 306.

— faillite, écritures S. 305.

— lettres missives S. 302; R. 320 s.

— mandat à ordre R. 312.

— modes de perpétration R. 288.

— pièces de comptabilité S. 302.

— questions au jury (circonstances constitutives) S. 307 s.;

R. 301, 327 s.;

(complexité) S. 309; (complicité) S. 309; R. 329.

— quittances, falsification, usage S. 303; R. 319.

— télégrammes S. 302.

— V. Ecriture de commerce et de banque, Effets de commerce, Livres de commerce.

**Faux en écritures privées.** S. 311 s.;

R. 332 s.

— abus de blanc-seing (caractères) S. 316 s.;

R. 345 s.; (opérations électorales) S. 320; (peine) S. 319 s.

— altération d'écritures S. 313; R. 335.

— assurances sur la vie S. 314.

— caractères S. 311.

— contrefaçon d'écriture, de signature, caractères S. 313; R. 335 s.;

conventions S. 314; R. 335.

— déclarations mensongères S. 321; R. 350 s.;

(droit des pauvres) R. 350; (vaccinations) R. 351.

— décharges S. 314; R. 335.

— dispositions S. 314; R. 335.

— fabrication, usage R. 333 s.

— fausse procuration R. 338.

— faux nom R. 339 s.

— insertion après coup S. 316 s.;

R. 345 s.

— interprète S. 321.

— lettre missive S. 313; R. 340 s.

— mainlevée, saisie-arrest S. 320.

— modes de perpétration S. 312; R. 352.

— obligations S. 314.

— peine S. 322.

— police d'assurance S. 313 s.

— quittance S. 313 s.;

signature S. 314; R. 343.

— supposition de personnes S. 315; R. 344.

— V. Inscription de faux.

**Faux incident.** V. Inscription de faux.

**Faux intellectuel.** S. 212, 230 s.;

R. 187, 213 s.

— acte d'état civil R. 218.

— cadi algérien S. 232.

— capacité R. 213.

— commissaire - priseur S. 231.

— complicité R. 226 s.

— conditions R. 212 s.

— déclarations mensongères S. 232.

— greffier R. 221.

— huissier R. 222 s.

— intention frauduleuse R. 214.

— maire R. 218.

— mode de perpétration S. 231; R. 216 s.

— moyens matériels S. 235.

— nature R. 215.

— notaire S. 231 s.;

R. 195, 217 s.;

225.

— officiers de police judiciaire S. 233.

— omissions S. 223.

— recrutement militaire R. 218.

— V. Faux en écritures, Faux en écritures publiques.

**Faux mandats.** V. Escroquerie, Faux en écritures.

**Faux matériel.**

— altération (agent de change) S. 227;

R. 218; (capitaine d'habillement) S. 227; (caractères) S. 226, 229; R. 200, 202, 209;

(courtier) S. 227; R. 218; (huissier) S. 226 s.;

R. 207; (magistrat) S. 226; R. 191; (notaire, surcharges) S. 227;

R. 202 s.;

(receveur de l'enregistrement) S. 227; (registres ou actes publics) S. 225; R. 202;

(secrétaire de mairie) S. 226.

— avoué S. 227; R. 200.

— intercalation d'écritures, registres ou actes publics S. 225; R. 188, 202, 209.

— exercice des fonctions, notaire, prête-nom R. 196;

— fausse signature S. 223; R. 198 s.

— fonctionnaires S. 212, 222 s.

— mode de perpétration S. 222; R. 198 s.

— supposition de personnes S. 224, 236; R. 188, 201.

— suppression d'écritures, registres ou actes publics S. 225.

— V. Faux en écritures, Faux en écritures publiques, Fonctionnaires, Usage du faux.

**Faux nom.** V. Altération d'écritures, Fausses déclarations, Fausses signatures, Faux en écritures-altération de la vérité, Faux en écritures-escroquerie, Faux en écritures privées, Passeport, Préjudice, Supposition de personnes.

**Faux principal.** V. Inscription de faux.

**Faux témoignage.** S. 386; R. 1.

— V. Peine.

**Feuille de route.**

— conditions S. 338.

— falsification (caractères) R. 371; (conditions) S. 333 s.;

R. 352; (tentative) S. 325; (usage) S. 338; R. 372 s.

— fausse qualité R. 377.

— frais de route escroquerie S. 339; R. 374.

— mandats militaires, falsification S. 340; R. 375 s.

— officier public, complicité S. 241; R. 378.

— peine S. 338.

— surveillance de la haute police S. 338; R. 372.

**Fonctionnaires.**

— cadi algérien S. 213.

— caisse d'épargne S. 213.

— capitaine d'habillement S. 214.

— cessation de fonctions, antidade S. 214; R. 192.

— complicité S. 221; R. 227.

— économes des hospices S. 213.

— exercice des fonctions S. 216 s.;

R. 188,

193 s.;

(cadi algérien) S. 217;

(commissaire de police) S. 218;

(garde champêtre) S. 219; (huissier) S. 217; (notaire, enregistrement) S. 217, 219; R. 190, 194 s.

— mont-de-piété S. 213.

— officiers publics S. 213.

— peine S. 220.

— qualité S. 213 s.;

R. 192; (circonstance constitutive) S. 215; R. 197.

— V. Certificat, Compétence, Ecritures publiques, Faux en écritures publiques, Intention frauduleuse.

**Forfaiture.** V. Certificat.

**Frais de route.** V. Feuille de route.

**Garde champêtre.** V. Fonctionnaires.

**Graines.** V. Faux en écritures-altération de la vérité.

**Greffier.** V. Faux intellectuel, Fonctionnaires.

**Historique.** S. 1; R. 31.

— ancien droit R. 4, 7.

— code pénal R. 9 s.

— droit révolutionnaire R. 5, 8.

— droit romain R. 3, 6.

**Hospice.** V. Faux en écritures-altération de la vérité, Fonctionnaires.

**Huissiers.** V. Actes authentiques, Faux intellectuel, Fonctionnaires, Intention frauduleuse, Préjudice.

**Identité.** V. Passeport.

**Imitation.** V. Contrefaçon, Faux en écritures-altération de la vérité.

**Imitation d'écritures.** V. Faux en écritures-altération de la vérité.

**Imprimés simulants des valeurs fiduciaires.**

— fabrication, distribution, vente S. 82.

**Indigence.** V. Certificat.

**Infirmitté.** V. Certificat.

**Inscription de faux.**

S. 393 s.;

R. 463 s.

— caractères S. 393.

— chose jugée S. 407 s.;

R. 476; (billet faux) S. 407;

(faux en écriture de commerce) S. 408; (faux en écriture privée) S. 408;

(témoins, complicité) S. 408; R. 505.

— constatation des pièces S. 401 s.;

(dépot au greffe, procès-verbal) S. 401;

R. 468 s.;

(formalités) S. 401; R. 468;

(représentation à l'audience) S. 402; R. 478;

(signature) S. 401; R. 471 s.

— expertise S. 405; R. 483 s.;

491.

— faux (en écriture) R. 464; (incident) R. 463; (principal) R. 463.

— ministère public R. 463 s.

— pièces de comparaison S. 403 s.;

R. 465 s.;

(accusé) R. 501 s.;

(dépensaire public) R. 492 s.;

(écritures privées, signatures) S. 404; R. 468 s.;

4

- Irregularités. V. Certificat.**
- Jetons du Jockey-Club. V. Faux en écriture - altération d'écriture.**
- Jugements. V. Actes judiciaires.**
- Législation S. 2 s.; R. 11 s.**
- Législations étrangères S. 4 s.; 13. 46, 60, 66, 73, 87 s., 107, 122 s.; 161. 175 s., 190, 220 s., 228, 238, 269, 311, 316, 323, 334, 343 s., 358; R. 14 s.**
- Lettre de change S. 272 s.; 292; R. 290 s.**
- antidote S. 275; R. 292.**
- excuse S. 274.**
- falsification, caractères S. 272 s., 292; R. 290 s.**
- questions au jury S. 273 s.**
- V. Compétence, Endossement, Supposition d'écrit, Usage du faux.**
- Lettres missives. V. Faux en écritures de commerce ou de banque, Faux en écriture privée, Préjudice, Supposition d'écrits.**
- Livraisons fictives. V. Faux en écritures - escroquerie.**
- Livre de caisse. V. Livres de commerce.**
- Livres de commerce S. 298 s.; R. 322 s.**
- agents de change S. 300.**
- carnet de banque S. 299, 307.**
- carnets d'ouvriers S. 299.**
- courtiers S. 300.**
- décharges mensongères R. 323.**
- entrepreneur de travaux publics S. 299.**
- facteurs aux halles S. 300.**
- force probante S. 299.**
- livre de caisse S. 299; R. 324.**
- livres (facultatifs) S. 299; R. 322; (obligatoires) S. 298.**
- mont-de-piété, commissionnaires S. 300.**
- registre (d'entrée et de sortie) S. 299; R. 322; (des chemins de fer) S. 299.**
- société en participation S. 301.**
- Livret. V. Usage du faux.**
- Livret d'ouvriers. V. Passeport.**
- Livret militaire. V. Certificat.**
- Logeurs. V. Passeport.**
- Loterie. V. Préjudice.**
- Magistrat. V. Faux matériel, Inscription de faux.**
- Mainlevée. V. Faux en écritures privées.**
- Maire. V. Faux en écritures - altération de la vérité, Faux intellectuel, Préjudice.**
- Majoration. V. Faux en écriture.**
- Maladie. V. Certificat.**
- Mandat à ordre. V. Faux en écritures de commerce ou de banque.**
- Mandat de paiement. V. Actes administratifs.**
- Mandat militaire. V. Feuille de route.**
- Mandat postal. V. Supposition de personnes.**
- Marques de fabrique et de commerce — contrefaçon S. 103 s.; R. 94 s.**
- Marques de l'autorité — application illicite S. 102; R. 98.**
- caractères R. 93.**
- contrefaçon (peine) S. 98 s.; R. 91; (révélateurs) S. 100; (usage) S. 92 s.; R. 91 s.**
- Marteaux de l'Etat S. 84, 86; R. 83.**
- peine, amende S. 88; R. 86 s.**
- transposition frauduleuse R. 89.**
- usage S. 86; (faux) S. 91; R. 87.**
- Mauvaise foi. V. Fausse monnaie.**
- Médecin. V. Certificat.**
- Mémoire. V. Usage du faux.**
- Mensonge R. 1.**
- Militaire. V. Compétence, Peine.**
- Ministère public. V. Inscription de faux.**
- Mise en circulation. V. Fausse monnaie.**
- Monnaie de billon ou de cuivre. V. Fausse monnaie.**
- Monnaie d'or ou d'argent. V. Fausse monnaie.**
- Monnaies étrangères. V. Contrefaçon de fausse monnaie, Fausse monnaie.**
- Mont-de-piété. V. Actes administratifs, Fonctionnaires, Livres de commerce.**
- Notaires. V. Actes authentiques, Faux intellectuel, Faux matériel, Fonctionnaires, Intention frauduleuse, Préjudice, Usage du faux.**
- Octroi. V. Préjudice.**
- Officier de police judiciaire. V. Faux intellectuel.**
- Officier de santé. V. Faux en écritures - altération de la vérité, Intention frauduleuse.**
- Officier public. V. Certificat, Ecritures publiques, Faux en écritures - altération de la vérité, Feuille de route, Fonctionnaires, Peine.**
- Offre. V. Billets de banque.**
- Omissions. V. Faux intellectuel.**
- Ordonnance médicale. V. Préjudice.**
- Papier-monnaie. V. Fausse monnaie.**
- Papiers domestiques. V. Préjudice.**
- Papier timbré — altération R. 88.**
- Parenté. V. Préjudice.**
- Partie civile. V. Compétence.**
- Passeport. — émigration S. 332.**
- fabrication S. 327 s.; (conditions S. 323 s., 327 s.; R. 353, 356 s.; (tentative) S. 325; (usage) S. 327, 330; R. 335, 355, 361.**
- faux nom S. 329; R. 363 s.; (logeurs et aubergiers) R. 327 s.; (témoins) R. 367.**
- identité R. 368.**
- livret d'ouvriers S. 331.**
- responsabilité, officier public S. 327; R. 370.**
- supposition de nom S. 333.**
- Pays étranger. V. Contrefaçon de fausse monnaie.**
- Peine S. 383 s.; R. 426 s.**
- amende (caractères) S. 384, 389; R. 428; (circonstances atténuantes) S. 385, 388; (cumul) S. 388; R. 439 s.; (fabrication) S. 386; (fausse monnaie) S. 386; S. 422; (faux témoignage) S. 386; (maximum) S. 389; R. 427; (minimum) S. 385; R. 429; (solidarité) S. 387; (tentative) S. 386; R. 431; (usage) S. 386; R. 430.**
- époux, contrefaçon S. 383; R. 426.**
- exposition publique R. 434 s.**
- militaire S. 391; R. 442.**
- officier public, banissement R. 438.**
- V. Usage du faux.**
- Pension militaire. V. Faux en écritures - altération de la vérité.**
- Permis de chasse S. 323, 326; R. 362.**
- V. Passeport.**
- Perquisitions. V. Inscription de faux.**
- Pétition. V. Intention frauduleuse, Préjudice.**
- Pièce authentique. V. Inscription de faux.**
- Pièces de comparaison. V. Inscription de faux.**
- Pièces de comptabilité. V. Actes administratifs, Faux en écritures de commerce ou de banque, Faux en écritures privées.**
- Poinçons — usage frauduleux S. 91; R. 87.**
- Poinçons de garantie S. 85 s.; R. 84 s.**
- peine, amende S. 88; R. 86 s.**
- usage S. 86; R. 85.**
- Poinçons de la règle. V. Timbres nationaux.**
- Poinçons d'épreuve — contrefaçon S. 89.**
- Poinçons des marques commerciales ou de fabrique — contrefaçon, usage S. 90.**
- Poinçons d'exportation d'armes de guerre — contrefaçon S. 89.**
- Préjudice S. 174 s.; R. 147 s.**
- absence de préjudice R. 166 s.**
- énonciation mensongère S. 178; R. 149, 156.**
- éventuel S. 190 s.; R. 147; (acte authentique, omission, falsification) S. 194 s.; R. 149, 153 s.; (acte d'état civil, fausse filiation, mariage) S. 192; (acte sous seing privé) S. 197; R. 154; (annulation de l'acte falsifié) S. 194 s.; R. 153 s.; (billet faux) R. 156; (circonstances) S. 191 s.; (conditions) S. 193; (constatations) S. 198 s.; (contributions directes, avertissement) S. 192; (droits d'octroi) R. 161; (effets de commerce) S. 192; (engagement militaire) S. 192; (fausse date) R. 149; (fausse lettre missive) R. 149; (faux nom) S. 192; (huissier) S. 192; (loterie) R. 150 s., 166; (maire, budget communal) R. 167; (notaire, procuration) S. 192; R. 166; (procès-verbal, garde forestier) R. 157 s.; (questions au jury) S. 198 s.; R. 169 s.; (sommés dues) R. 159 s.; (tirage au sort) R. 162; (titres de noblesse) S. 192.**
- fausse procuration S. 176; R. 159, 166.**
- fausse quittance S. 175; R. 152.**
- lettres missives, fabrication S. 180.**
- matériel S. 182.**
- moral S. 181; R. 148.**
- nature S. 175; R. 147.**
- nécessité S. 174; R. 147.**
- papiers domestiques, altération S. 179 s.; R. 149.**
- parenté S. 177.**
- péuniaire S. 185.**
- possible, fausse quittance, usage S. 192; R. 153, 155, 161.**
- social S. 184 s.; R. 147; (autorité ecclésiastique) S. 188; R. 164; (engagement militaire) S. 188; (faux diplôme) S. 187; R. 163, 176; (moral) S. 186; (ordonnance médicale, falsification) S. 189; R. 339; (pétition, fausse signature) S. 186; (titres de noblesse) S. 186.**
- V. Altération d'écritures, Certificat, Faux en écritures publiques, Fonctionnaire, Usage du faux.**
- Prescription. V. Usage du faux.**
- Preuve testimoniale. V. Inscription de faux.**
- Procédure. V. Fausse monnaie, Inscription de faux.**
- Procès-verbaux. V. Actes judiciaires.**
- Promesse de mariage. V. Supposition d'écrits.**
- Qualité. V. Fausse déclarations.**
- Questions au jury. V. Actes authentiques, Altération d'écritures, Billet à ordre, Billets de banque, Fausse monnaie, Faux en écritures, Faux en écritures de commerce ou de banque, Faux en écritures publiques, Fonctionnaires, Intention frauduleuse, Lettre de change, Préjudice, Supposition d'écrits, Usage du faux.**
- Quittance. V. Altération d'écritures, Faux en écritures de commerce ou de banque, Faux en écriture privée, Supposition d'écrit.**
- Radiation des actes. V. Inscription de faux.**
- Rapports d'experts. V. Actes judiciaires.**
- Rature. V. Altération d'écritures.**
- Récépissé. V. Usage du faux.**
- Récépissés et warrants S. 290.**
- Receveur de l'enregistrement. V. Faux matériel.**
- Recherche des pièces. V. Inscription de faux.**
- Recrutement militaire. V. Faux intellectuel, Intention frauduleuse.**
- Registres d'écrou. V. Actes judiciaires.**
- Registres d'entrée et de sortie. V. Livres de commerce.**
- Registres des chemins de fer. V. Livres de commerce.**
- Registres des logeurs — inscription S. 336.**
- Registres publics. V. Actes administratifs, Faux matériel.**
- Réhabilitation. V. Certificat.**
- Remplacement militaire. V. Contrefaçon d'écritures, Fausse déclarations.**
- Responsabilité. V. Passeport.**
- Rétablissement des actes. V. Inscription de faux.**
- Révélateurs. V. Billets de banque, Fausse monnaie, Marques de l'autorité, Timbres-dépêches, Timbres-poste.**
- Sceau de banque ou de commerce — contrefaçon S. 106.**
- Sceau de l'Etat — contrefaçon S. 70, 77, 80; R. 72 s., 78.**
- Sceaux de l'autorité — caractères R. 93.**
- Service militaire. V. Certificat, Supposition d'écrits, Supposition de personnes.**
- Service public. V. Certificat.**
- Signature. V. Faux en écritures privées, Inscription de faux.**
- Simple particulier. V. Certificat, Faux en écritures publiques.**
- Simulation. V. Faux en écritures.**
- Société en participation. V. Livres de commerce.**
- Solidarité. V. Peine.**
- Succession. V. Faux en écritures.**
- Supposition d'écrit S. 240 s.; R. 247 s.**
- caractère (préjudice) S. 256 s.; R. 252 s.**
- complicité S. 254; R. 250.**
- diplôme, brevet S. 251; R. 163, 248.**
- engagement militaire S. 249; R. 248.**
- fausse mention, intention frauduleuse S. 252 s.; R. 249 s.**
- lettre (de change) S. 249; R. 291 s.; (missive) S. 249; R. 313.**
- prêt d'argent S. 250; R. 113-3.**
- promesse de mariage, publication S. 249.**
- questions au jury R. 253.**
- quittance, décharges S. 250.**
- service militaire R. 251.**
- tentative S. 255; R. 262 s.**
- vente S. 250; R. 344.**
- Supposition de noms V. Passeport.**
- Supposition de personnes S. 258 s.; R. 256 s.**
- acte (d'état civil, mariage) S. 261; (notarié) R. 263 s.**
- caractère S. 262; R. 260 s.**
- complicité S. 263; R. 266.**
- fausse signature S. 259; R. 276.**
- faux écrou S. 261.**
- faux nom, prévenu S. 260.**
- mandat postal R. 259.**
- service militaire S. 258; R. 257 s., 261, 276 s., 280, 283, 285 s.**
- V. Faux en écritures privées, Faux matériel.**
- Suppression. V. Faux matériel.**
- Suppression de la vérité. V. Faux en écritures - altération de la vérité.**
- Suppression d'état. V. Inscription de faux.**
- Télégrammes. V. Faux en écritures de commerce ou de banque.**
- Témoins. V. Inscription de faux, Intention frauduleuse, Passeport.**
- Tentative. V. Certificat, Fausse monnaie, Feuilles de route, Passeport,**

Peine, Supposition d'écrits, Usage du faux.	<b>Timbres nationaux</b> — contrefaçon, usage S. 83, 86; R. 80 s. — énumération S. 83; R. 81. — peine, amende S. 88; R. 86 s. — poinçons de la régie R. 82; (contrefaçon) R. 82; (usage) R. 99. — usage frauduleux S. 91; R. 87.	<b>Traduction officielle.</b> V. Actes administratifs. <b>Trésor public.</b> V. Certificat.	— chambre d'accusation S. 370 s. — complicité S. 382. — définition S. 389. — destruction de la pièce fautive S. 387. — éléments constitutifs S. 369 s.; R. 411 s. — expédition, copie R. 414 s. — fabrication S. 381 s.; R. 407 s.; (à l'étranger, traités, complicité) S. 388. — faits successifs S. 373. — faux matériel S. 375 s.; (mémoire) S. 377; (préjudice) S. 377; (testament) S. 375. — intention frauduleuse S. 380; R. 418 s. — lettre de change R. 413.	— livret R. 421. — notaire, enregistrement S. 389. — peine S. 381; R. 423 s. — prescription S. 385. — production au greffe, copie S. 389. — questions au jury S. 370, 372 s., 376 s.; R. 408, 416, 420 s.; (complexité) S. 382 s. — récépissé, fausse signature S. 389. — tentative S. 386; R. 309. — V. Billets de banque, Compétence; Feuille de route; Marques de l'autorité, Marteaux de l'Etat, Passeport, Peine. Poinçons de garantie, Poinçons des marques commerciales et de fa-
<b>Testament.</b> V. Faux en écritures-altération de la vérité, Intention frauduleuse, Usage du faux.	<b>Timbres de banque ou de commerce</b> — contrefaçon S. 106. <b>Timbres de l'autorité</b> — application illicite S. 102; R. 98. — V. Certificat.	<b>Union latine.</b> V. Fausse monnaie. <b>Usage du faux</b> S. 360 s.; R. 406 s. — action publique S. 387. — archives départementales S. 369. — auteur inconnu S. 387; R. 410. — autorité ecclésiastique R. 413. — billets (de banque) S. 374; (faux escompte) S. 369; R. 409. — bonne foi R. 418 s. — caisse d'épargne S. 369. — caractères S. 360 s.; R. 406 s.		
<b>Timbres-dépêches</b> — contrefaçon (révélateurs) S. 100; (usage) S. 97.	<b>Timbres des marques commerciales et de fabrication</b> — contrefaçon, usage S. 90.	<b>Tirage au sort.</b> V. Altération d'écritures, Préjudice.		
		<b>Titres au porteur</b> — Crédit foncier S. 297.		
		<b>Titres de noblesse.</b> V. préjudice.		

Vaccinations. V. Faux en écritures privées.

Valeurs mobilières. V. Faux en écritures-altération d'écritures.

Valeur reçue comptant. V. Billet à ordre.

Valeur reçue en marchandises. V. Billet à ordre.

Vente. V. Fausse déclaration, Supposition d'écrit.

### Table des articles du code pénal et du code d'instruction criminelle :

<b>Code pénal</b>	— 136. R. 62 s. — 137. R. 63 s. — 138. S. 29, 61 s., 78, 88, 100; R. 64 s. — 139. S. 70, 73, 75 s., 80; R. 72 s. — 140. S. 70, 83, 85 s., 88, 90; R. 80 s. — 141. S. 69, 91; R. 87 s. — 142. S. 2, 69 s., 83, 90, 92 s., 97 s.; R. 91 s. — 143. S. 102 s.; R. 98 s. — 144. S. 78; R. 76 s. — 145. S. 6, 108, 115, 186, 212 s., 216, 221 s., 225 s., 228 s., 236, 239, 258; R. 127 s. — 146. S. 6, 115, 136, 139, 146, 160, 166, 169 s., 212 s., 217, 221, 238, 230, 233, 349 s.; R. 127 s., 212 s. — 147. S. 73 s., 115, 122, 125, 138, 135, 139, 144 s., 179, 194, 209, 214, 217, 219 s., 233, 237 s., 242, 245, 252 s., 258 s., 258, 264 s., 269 s., 297, 302, 308, 312, 314, 316, 355 s.; R. 228 s., 287 s.	— 148. S. 169, 216, 273, 360, 362, 375, 377; R. 406 s. — 149. S. 356; R. 353 s. — 150. S. 145, 311 s., 314, 322, 360; R. 321 s. — 151. S. 375; R. 406 s. — 152. R. 353 s. — 153. S. 2, 108, 323 s., 329, 331, 336 s.; R. 358 s. — 154. S. 2, 326, 332; R. 363 s. — 155. S. 325 s., 337; R. 370 s. — 156. S. 325, 338 s.; R. 372 s.	— 157. S. 328; R. 376 s. — 158. S. 325, 328, 341; R. 378 s. — 159. S. 342 s., 354, 356; R. 382 s. — 160. S. 342 s., 354, 356; R. 386 s. — 161. S. 2, 325, 342, 345 s., 350 s., 359; R. 390 s. — 162. S. 342, 349, 351; 355 s., 358; R. 397 s., 402 s. — 163. S. 23, 47; R. 76, 418 s. — 164. S. 67 s., 79, 284 s., 288 s.; R. 427 s. — 165. R. 434 s. — 168. S. 389. — 180. S. 177, 383. — 401. S. 322. — 405. S. 19, 138, 317. — 407. S. 316, 318 s. — 416. S. 167. — 463. S. 322, 385. — 475. S. 14.	79, 284 s., 288 s.; R. 427 s. — 165. R. 434 s. — 168. S. 389. — 180. S. 177, 383. — 401. S. 322. — 405. S. 19, 138, 317. — 407. S. 316, 318 s. — 416. S. 167. — 463. S. 322, 385. — 475. S. 14.	<b>Code d'instruction criminelle</b> Art. 5. S. 30, 44, 80. — 6. S. 30. — 7. S. 30, 80.	— 11. S. 218. — 25. S. 398. — 68. S. 399. — 69. S. 399. — 90. S. 399. — 87. S. 398. — 232. S. 371. — 339. S. 48. — 420. S. 350. — 442. S. 390. — 448. S. 393 s., 401; R. 408 s. — 449. S. 401; R. 471 s. — 450. S. 401; R. 473 s. — 451. S. 407; R. 476 s. — 452. S. 395 s.; R. 479 s. — 453. S. 403; R. 487 s.	— 454. R. 479, 482 s. — 455. S. 397; R. 494 s. — 456. S. 403 s.; R. 495 s. — 457. S. 401; R. 499 s. — 458. S. 267; R. V. Faux incident. — 459. S. 293; R. V. cod. — 460. R. V. cod. — 461. R. 501 s. — 462. R. V. Faux incident. — 463. S. 406; R. 503. — 464. S. 293 s., 399; R. 504. — 491. S. 328.
-------------------	---	--	--	--	--	--	--

### Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

<b>1793</b> 12 mai. Loi. 291 c.	<b>An 12</b> 15 nov. Crim. 119 c.	<b>1809</b> 24 févr. Crim. 227 c., 239 c. 2 mars. Crim. 127 c. 6 avr. Crim. 296 c. 20 avr. Crim. 217 c. 21 avr. Arr. 130 c. 28 avr. Crim. 131 c. 3 août. Crim. 176 c. 11 août. Crim. 168 c. 13 oct. Crim. 131 c.	28 oct. Crim. 367 c. 12 nov. Crim. 181 c.	<b>1821</b> 14 juin. Crim. 203 c., 217 c., 232 c. 7 août. Metz. 210 c. 4 oct. Crim. 13 c.	<b>1827</b> 6 janv. Crim. 204 c. 27 janv. Crim. 159 c., 179 c. 10 févr. Crim. 162 c., 186 c., 202 c. 23 mars. Crim. 293 c. 6 avr. Crim. 270 c. 14 avr. Crim. 190 c., 194 c. 1 <sup>er</sup> juin. Crim. 131 c.	19 août. Crim. 303 c.	28 févr. Crim. 197 c., 205 c. 2 juill. Crim. 206 c. 16 juill. Crim. 278 c., 289 c. 17 juill. Crim. 110 c. 13 août. Crim. 13 c. 19 déc. Crim. 171 c.
<b>An 3</b> 9 mess. Loi. 397 c.	<b>An 13</b> 24 prair. Crim. 168 c. 11 fruct. Crim. 227 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1815</b> 27 janv. Crim. 219 c. 10 août. Crim. 249 c. 5 oct. Crim. 262 c.	<b>1823</b> 17 juill. Crim. 205 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1831</b> 13 mai. Crim. 175 c. 14 oct. Crim. 280 c.	16 juill. Crim. 278 c., 289 c. 17 juill. Crim. 110 c. 13 août. Crim. 13 c. 19 déc. Crim. 171 c.
<b>An 4</b> 14 vent. Loi. 337 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1810</b> 19 août. Décret. 14 c. 11 oct. Crim. 299 c.	<b>1816</b> 4 janv. Crim. 367 c. 6 mars. Cons. ordre av. Paris. 396 c. 28 avr. Loi. 153 c. 20 juin. Ordon. 153 c. 8 nov. Crim. 339 c.	<b>1824</b> 24 juin. Crim. 194 c. 22 juill. Crim. 168 c. 28 juill. Loi. 104 c. 28 août. Crim. 250 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1832</b> 21 mars. Loi. 205 c., 350 c. 19 avr. Crim. 35 c. 22 juin. Crim. 303 c. 9 août. Crim. 240 c. 10 nov. Crim. 168 c. 8 déc. Régl. adm. publ. 204 c. 12 déc. Lyon. 167 c.	25 févr. Crim. 246 c., 247 c. 8 juill. Grenoble. 246 c. 30 juill. Crim. 240 c. 29 sept. Crim. 240 c. 13 oct. Crim. 240 c. 10 déc. Bordeaux. 324 c. 15 déc. Crim. 250 c. 19 déc. Crim. 110 c.
<b>An 6</b> 19 brum. Loi. 86 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1810</b> 19 août. Décret. 14 c. 11 oct. Crim. 299 c.	<b>1816</b> 4 janv. Crim. 367 c. 6 mars. Cons. ordre av. Paris. 396 c. 28 avr. Loi. 153 c. 20 juin. Ordon. 153 c. 8 nov. Crim. 339 c.	<b>1824</b> 24 juin. Crim. 194 c. 22 juill. Crim. 168 c. 28 juill. Loi. 104 c. 28 août. Crim. 250 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1832</b> 21 mars. Loi. 205 c., 350 c. 19 avr. Crim. 35 c. 22 juin. Crim. 303 c. 9 août. Crim. 240 c. 10 nov. Crim. 168 c. 8 déc. Régl. adm. publ. 204 c. 12 déc. Lyon. 167 c.	25 févr. Crim. 246 c., 247 c. 8 juill. Grenoble. 246 c. 30 juill. Crim. 240 c. 29 sept. Crim. 240 c. 13 oct. Crim. 240 c. 10 déc. Bordeaux. 324 c. 15 déc. Crim. 250 c. 19 déc. Crim. 110 c.
<b>An 7</b> 22 frim. Loi. 147 c., 148 c., 150 c. 22 pluv. Loi. 238 c. 21 vent. Loi. 307 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1810</b> 19 août. Décret. 14 c. 11 oct. Crim. 299 c.	<b>1816</b> 4 janv. Crim. 367 c. 6 mars. Cons. ordre av. Paris. 396 c. 28 avr. Loi. 153 c. 20 juin. Ordon. 153 c. 8 nov. Crim. 339 c.	<b>1824</b> 24 juin. Crim. 194 c. 22 juill. Crim. 168 c. 28 juill. Loi. 104 c. 28 août. Crim. 250 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1832</b> 21 mars. Loi. 205 c., 350 c. 19 avr. Crim. 35 c. 22 juin. Crim. 303 c. 9 août. Crim. 240 c. 10 nov. Crim. 168 c. 8 déc. Régl. adm. publ. 204 c. 12 déc. Lyon. 167 c.	25 févr. Crim. 246 c., 247 c. 8 juill. Grenoble. 246 c. 30 juill. Crim. 240 c. 29 sept. Crim. 240 c. 13 oct. Crim. 240 c. 10 déc. Bordeaux. 324 c. 15 déc. Crim. 250 c. 19 déc. Crim. 110 c.
<b>An 8</b> 17 brum. Crim. 234 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1810</b> 19 août. Décret. 14 c. 11 oct. Crim. 299 c.	<b>1816</b> 4 janv. Crim. 367 c. 6 mars. Cons. ordre av. Paris. 396 c. 28 avr. Loi. 153 c. 20 juin. Ordon. 153 c. 8 nov. Crim. 339 c.	<b>1824</b> 24 juin. Crim. 194 c. 22 juill. Crim. 168 c. 28 juill. Loi. 104 c. 28 août. Crim. 250 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1832</b> 21 mars. Loi. 205 c., 350 c. 19 avr. Crim. 35 c. 22 juin. Crim. 303 c. 9 août. Crim. 240 c. 10 nov. Crim. 168 c. 8 déc. Régl. adm. publ. 204 c. 12 déc. Lyon. 167 c.	25 févr. Crim. 246 c., 247 c. 8 juill. Grenoble. 246 c. 30 juill. Crim. 240 c. 29 sept. Crim. 240 c. 13 oct. Crim. 240 c. 10 déc. Bordeaux. 324 c. 15 déc. Crim. 250 c. 19 déc. Crim. 110 c.
<b>An 9</b> 27 vent. Loi. 147 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1810</b> 19 août. Décret. 14 c. 11 oct. Crim. 299 c.	<b>1816</b> 4 janv. Crim. 367 c. 6 mars. Cons. ordre av. Paris. 396 c. 28 avr. Loi. 153 c. 20 juin. Ordon. 153 c. 8 nov. Crim. 339 c.	<b>1824</b> 24 juin. Crim. 194 c. 22 juill. Crim. 168 c. 28 juill. Loi. 104 c. 28 août. Crim. 250 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1832</b> 21 mars. Loi. 205 c., 350 c. 19 avr. Crim. 35 c. 22 juin. Crim. 303 c. 9 août. Crim. 240 c. 10 nov. Crim. 168 c. 8 déc. Régl. adm. publ. 204 c. 12 déc. Lyon. 167 c.	25 févr. Crim. 246 c., 247 c. 8 juill. Grenoble. 246 c. 30 juill. Crim. 240 c. 29 sept. Crim. 240 c. 13 oct. Crim. 240 c. 10 déc. Bordeaux. 324 c. 15 déc. Crim. 250 c. 19 déc. Crim. 110 c.
<b>An 10</b> 27 mess. Crim. 203 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1810</b> 19 août. Décret. 14 c. 11 oct. Crim. 299 c.	<b>1816</b> 4 janv. Crim. 367 c. 6 mars. Cons. ordre av. Paris. 396 c. 28 avr. Loi. 153 c. 20 juin. Ordon. 153 c. 8 nov. Crim. 339 c.	<b>1824</b> 24 juin. Crim. 194 c. 22 juill. Crim. 168 c. 28 juill. Loi. 104 c. 28 août. Crim. 250 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1832</b> 21 mars. Loi. 205 c., 350 c. 19 avr. Crim. 35 c. 22 juin. Crim. 303 c. 9 août. Crim. 240 c. 10 nov. Crim. 168 c. 8 déc. Régl. adm. publ. 204 c. 12 déc. Lyon. 167 c.	25 févr. Crim. 246 c., 247 c. 8 juill. Grenoble. 246 c. 30 juill. Crim. 240 c. 29 sept. Crim. 240 c. 13 oct. Crim. 240 c. 10 déc. Bordeaux. 324 c. 15 déc. Crim. 250 c. 19 déc. Crim. 110 c.
<b>An 11</b> 15 vent. Loi. 224 c., 229 c. 25 vent. Loi. 194 c., 168 c. 7 germ. Loi. 14 c.	<b>1806</b> 9 janv. Crim. 226 c. 27 mars. Crim. 250 c.	<b>1810</b> 19 août. Décret. 14 c. 11 oct. Crim. 299 c.	<b>1816</b> 4 janv. Crim. 367 c. 6 mars. Cons. ordre av. Paris. 396 c. 28 avr. Loi. 153 c. 20 juin. Ordon. 153 c. 8 nov. Crim. 339 c.	<b>1824</b> 24 juin. Crim. 194 c. 22 juill. Crim. 168 c. 28 juill. Loi. 104 c. 28 août. Crim. 250 c.	<b>1828</b> 17 janv. Crim. 293 c., 386 c. 6 mars. Crim. 294 c. 18 avr. Crim. 167 c. 16 mai. Crim. 294 c. 7 août. Crim. 167 c. 5 sept. Crim. 272 c. 26 déc. Crim. 280 c.	<b>1832</b> 21 mars. Loi. 205 c., 350 c. 19 avr. Crim. 35 c. 22 juin. Crim. 303 c. 9 août. Crim. 240 c. 10 nov. Crim. 168 c. 8 déc. Régl. adm. publ. 204 c. 12 déc. Lyon. 167 c.	25 févr. Crim. 246 c., 247 c. 8 juill. Grenoble. 246 c. 30 juill. Crim. 240 c. 29 sept. Crim. 240 c. 13 oct. Crim. 240 c. 10 déc. Bordeaux. 324 c. 15 déc. Crim. 250 c. 19 déc. Crim. 110 c.



<b>1838</b> 11 janv. Crim. 198 24 mars. Crim. 313 6 avr. Crim. 159 c., 254 c. 7 avr. Ordon. 85 c. 28 avr. Crim. 179 c. 25 mai. Crim. 314 2 août. Crim. 293 c. 27 sept. Crim. 293 c.	27 févr. Crim. 380 11 avr. Crim. 24 c. 9 mai. Liège. 178 29 mai. Crim. 205 c. 28 juin. Crim. 169 c. 10 juill. Crim. 49 c. 11 sept. Crim. 380 c. 28 nov. Crim. 123 c., 171 c., 190 c., 198 c. 26 déc. Crim. 361 c.	16 oct. Loï. 95 c. 28 nov. Riom. 328 c., 329 c. 3 déc. Crim. 163 c. 15 déc. Crim. 338 c. <b>1850</b> 11 janv. Crim. 17 c. 15 févr. Rouen. 314 c. 13 mars. Crim. 183 c., 192 c., 193 c., 202 c., 252 c., 306 c. 31 mars. Crim. 327 c. 18 avr. Crim. 361 c. 30 mai. Crim. 198 c., 314 c. 25 juill. Crim. 361 c. 19 sept. Crim. 186 c. 16 nov. Crim. 190 c., 192 c., 256 c. 28 déc. Crim. 400 c.	17 mars. Paris. 306 c. 29 mars. Metz. 334 c. 7 avr. Crim. 183 c., 252 c. 29 avr. Crim. 101 c., 299 c. 7 mai. Crim. 190 c., 192 c., 198 c., 205 c., 250 c., 358 c. 21 mai. Crim. 205 c., 350 c. 2 juin. Crim. 13 c., 377 c. 5 août. Crim. 214 c., 227 c. 12 août. Paris. 369. 25 août. Crim. 298 c. 26 août. Crim. 148 c., 369 c. 29 sept. Crim. 40 c. 30 sept. Crim. 37 c. 6 oct. Crim. 176 c., 204 c., 385 c. 14 oct. Crim. 237 c. 26 nov. Crim. 190 c., 192 c. 2 déc. Crim. 262 c., 212 c. 25 déc. Crim. 300 c.	<b>1856</b> 24 janv. Crim. 302 c., 303 c., 308 c. 29 janv. Crim. 203 c. 8 févr. Paris. 37 c. 6 mars. Crim. 388 c. 13 mars. Crim. 389 c. 14 mars. Crim. 389 c. 14 avr. C. d'ass. Doubs. 210 c. 15 avr. C. d'ass. Flandre Orientale. 221 c. 3 mai. Crim. 126 c., 202 c., 262 c. 8 mai. Crim. 246 c. 22 mai. Crim. 22 c., 24 c. 5 juin. Crim. 388 c. 13 juin. Crim. 202 c., 308 c., 231 c. 27 juin. Crim. 167 c. 3 juill. Crim. 279 c. 17 juill. Loï. 371 c., 403 c. 26 août. Crim. 231 c. 25 sept. Crim. 387 c. 10 oct. Crim. 273 c., 287 c., 307 c., 387 c. 14 oct. Crim. 67 c. 20 nov. Crim. 287 c.	19 nov. Crim. 322 c. 27 nov. Crim. 287. c. 30 déc. Crim. 233 c. <b>1859</b> 8 janv. Crim. 104 c., 371 c. 11 janv. Riom. 224 c. 23 avr. Crim. 205 c., 262 c., 267 c., 350 c. 12 mai. Crim. 154 c., 252 c., 314 c. 4 juin. Crim. 302 c., 307 c. 11 juin. Loï. 91 c. 8 juill. Crim. 132 c. 1 <sup>er</sup> sept. Crim. 204 c. 22 sept. Crim. 198 c., 235 c., 299 c. 11 nov. Crim. 329 c., 333 c. 3 déc. Crim. 181 c., 182 c.	c., 192 c., 208 c., 217 c., 232 c. 17 avr. Crim. 186 c., 190 c., 192 c., 198 c., 235 c., 369 c. 7 mai. Crim. 147 c., 235 c., 299 c., 358 c. 31 mai. Loï. 2, 4 c., 8 c., 13 c., 43 c., 46 c., 61 c., 69 c., 92 c., 95 c., 98 c., 102 c., 103 c., 104 c., 105 c., 108 c., 323 c., 325 c., 326 c., 327 c., 333 c., 335 c., 336 c., 337 c., 338 c., 339 c., 341 c., 342 c., 343 c., 345 c., 347 c., 353 c., 354 c., 384 c., 389 c. 12 juin. Crim. 104 c. 27 août. Crim. 287 c. 24 déc. Crim. 187 c., 205 c., 269 c.	<b>1868</b> 23 janv. Crim. 278 c. 28 janv. Crim. 254 c. 14 févr. Crim. 145 c., 299 c. 2 avr. Crim. 48 c. 8 avr. Gand. 226. 27 juin. Bruxelles 239. 10 juill. Crim. 405 c. <b>1869</b> 8 janv. Crim. 104 c. 22 avr. Crim. 202 c., 215 c., 217 c. 2 juill. Crim. 402 c. 16 sept. Crim. 49 c., 53 c. 16 oct. Loï. 102 c.
<b>1839</b> 30 mars. Crim. 373 c. 21 mai. Crim. 148 c. 12 sept. Crim. 302 c. 27 sept. C. cass. de Belgique. 215 c.	<b>1846</b> 3 janv. Crim. 198 c. 17 avr. Crim. 194 c., 197 c. 28 mai. Crim. 134 c., 302 c. 13 juin. Crim. 239 c., 302 c. 20 juin. Crim. 404 c. 2 juill. Crim. 302 c. 26 sept. Crim. 308 c. 1 <sup>er</sup> oct. Crim. 211 c., 307 c. 16 nov. Poitiers. 240 c.	<b>1851</b> 3 janv. Crim. 258 c. 6 mars. Crim. 233 c. 13 mars. Crim. 299 c. 24 avr. Crim. 234 c. 7 mai. Crim. 35 c., 361 c. 19 juin. Crim. 205 c., 246 c., 350 c. 10 juill. Crim. 221 c. 24 juill. Crim. 262 c., 369 c. 8 août. Crim. 194 c., 361 c., 363 c., 369 c. 25 sept. Crim. 67 c. 28 nov. Crim. 128 c.	<b>1854</b> 1 <sup>er</sup> févr. Crim. 384 c. 25 févr. Crim. 212 c., 300 c. 3 mars. Paris. 120 c. 17 mars. Paris. 213 c. 20 mars. Crim. 241 c., 263 c. 13 avr. Crim. 384 c. 23 mai. Décr. 247 c. 15 juin. Crim. 258 c., 262 c. 22 juin. Loï. 331 c. 7 juill. Crim. 388 c. 13 juill. Crim. 302. 18 juill. Caen. 224 c. 1 <sup>er</sup> sept. Crim. 386 c. 12 oct. Crim. 153 c. 14 oct. Crim. 194 c., 242 c., 257 c. 18 nov. Crim. 392 c. 7 déc. Crim. 384 c. 28 déc. Crim. 26 c. 30 déc. Crim. 203 c.	<b>1857</b> 3 janv. Crim. 198 c., 266 c., 358 c. 7 janv. 202 c. 31 janv. Crim. 49 c., 59 c., 67 c. 12 févr. Crim. 277 c. 19 févr. Crim. 277 c., 378 c., 381 c. 5 mars. Bastia. 91 c. 8 mai. Crim. 288 c. 28 mai. Crim. 203 c., 266 c. 29 mai. Crim. 58 c. 9 juin. Loï. 391 c. 19 juin. Crim. 386 c. 23 juin. Loï. 103 c., 194 c., 105 c., 106 c. 26 juin. Crim. 298 c. 2 juill. Crim. 127 c., 128 c., 129 c. 5 juill. Crim. 37 c. 12 juill. Crim. 37 c. 6 août. Crim. 374 c. 20 août. Crim. 242 c. 24 sept. Crim. 65 c., 68 c. 1 <sup>er</sup> oct. Crim. 49 c. 13 nov. Crim. 190 c., 192 c., 194 c., 198 c., 232 c., 235 c., 267 c. 3 déc. Crim. 383 c.	<b>1860</b> 6 janv. Crim. 351 c. 21 janv. Gand. 264. 4 févr. Crim. 168 c., 232 c. 16 févr. Crim. 388 c. 23 févr. Crim. 28 c., 54 c., 371 c., 3 mars. Bruxelles. 365 c. 19 avr. Crim. 153 c., 268 c. 20 avr. Crim. 24 c., 48 c. 14 juill. Loï. 89 c. 19 juill. Crim. 198 c., 208 c., 227 c., 235 c., 300 c. 11 oct. Crim. 168 c., 185 c., 227 c. 29 nov. Crim. 299 c. 6 déc. Besançon. 206 c., 213 c., 369 c. 27 déc. Crim. 385 c.	<b>1864</b> 23 janv. Crim. 303 c., 306 c. 3 mars. Crim. 203 c., 292 c. 4 mars. Toulouse. 202 c. 28 juill. Crim. 48 c., 49 c. 21 déc. Civ. 151 c.	<b>1870</b> 24 févr. Crim. 264 c. 5 mai. Crim. 122 c., 297 c. 9 juill. C. d'ass. Seine. 61 c. 14 juill. Crim. 203 c., 266 c. 19 juill. Crim. 266 c. 25 août. Crim. 388 c. 25 sept. Décr. 70 c., 82 c. 27 nov. Décr. 385 c. 8 déc. Crim. 128 c. 24 déc. Crim. 371 c.
<b>1840</b> 31 janv. Crim. 293 c. 11 juin. Crim. 205 c. 19 juin. Crim. 188 c., 205 c. 9 juill. Crim. 335 c. 29 août. Crim. 188 c., 205 c. 28 nov. Crim. 249 c.	<b>1847</b> 4 janv. C. cass. de Belgique. 240. 29 janv. Crim. 292 c. 29 janv. Paris. 224 c. 30 janv. Douai. 326 c. 26 févr. Crim. 408 c. 25 mars. Crim. 49 c. 3 avr. Crim. 159, 374 c. 22 juill. Crim. 65 c. 24 juill. Crim. 179 c. 14 août. Crim. 142 c. 27 août. Crim. 171 c. 4 nov. Crim. 130 c., 154 c. 17 nov. Liège 320 c. 3 déc. Crim. 355 c. 10 déc. Crim. 277 c.	<b>1852</b> 3 janv. Crim. 205 c. 30 janv. Crim. 287 c. 9 mars. Crim. 203 c. 20 mars. Paris. 203 c., 269 c. 1 <sup>er</sup> avr. Crim. 167 c. 30 avr. Paris. 161 c., 188 c., 205 c., 353 c. 3 mai. Orléans. 246 c. 11 mai. Gand. 261 c. 31 mai. Bruxelles. 265. 18 juin. Crim. 161 c., 186 c., 380 c. 26 juin. Crim. 159 c. 27 juill. Paris. 303 c. 29 juill. Crim. 204 c. 20 juill. Crim. 296 c. 13 août. Crim. 188 c., 205 c., 362 c. 23 août. Crim. 361 c. 13 nov. Crim. 181 c. 18 nov. Crim. 162 c. 10 déc. Crim. 242. c. 31 déc. Paris. 206 c., 213 c., 300 c.	<b>1855</b> 15 janv. Décr. 332 c. 8 févr. Crim. 203 c., 205 c., 350 c. 10 mars. Crim. 204, c., 313 c. 23 mars. Crim. 401 c. 5 avr. Crim. 247 c. 12 avr. Crim. 127 c., 128 c. 30 avr. Régl. adm. publ. 331 c. 18 mai. Crim. 266 c., 388 c. 19 mai. Nancy. 127 c., 202 c. 31 mai. Crim. 154 c. 14 juin. Crim. 67 c. 5 juill. Crim. 266 c. 19 août. Gand. 261 c. 20 sept. Crim. 117 c., 314 c., 318 c. 13 oct. Besançon. 240 c. 17 nov. Crim. 201 c., 210 c.	<b>1865</b> 3 janv. Crim. 198 c., 266 c., 358 c. 7 janv. 202 c. 31 janv. Crim. 49 c., 59 c., 67 c. 12 févr. Crim. 277 c. 19 févr. Crim. 277 c., 378 c., 381 c. 5 mars. Bastia. 91 c. 8 mai. Crim. 288 c. 28 mai. Crim. 203 c., 266 c. 29 mai. Crim. 58 c. 9 juin. Loï. 391 c. 19 juin. Crim. 386 c. 23 juin. Loï. 103 c., 194 c., 105 c., 106 c. 26 juin. Crim. 298 c. 2 juill. Crim. 127 c., 128 c., 129 c. 5 juill. Crim. 37 c. 12 juill. Crim. 37 c. 6 août. Crim. 374 c. 20 août. Crim. 242 c. 24 sept. Crim. 65 c., 68 c. 1 <sup>er</sup> oct. Crim. 49 c. 13 nov. Crim. 190 c., 192 c., 194 c., 198 c., 232 c., 235 c., 267 c. 3 déc. Crim. 383 c.	<b>1866</b> 11 janv. Crim. 280 c., 294 c., 295 c., 306 c. 18 janv. Crim. 384 c. 23 févr. Crim. 258 c. 18 avr. Crim. 377 c. 19 avr. Crim. 198 c., 235 c. 8 mai. Trib. corr. Seine. 40 c. 13 juin. Loï. 2, 97 c., 38 c., 80 c. 27 juin. Loï. 80 c., 38 c., 80 c. 14 juill. Loï. 14 c. 26 juill. Crim. 259 c. 13 sept. Crim. 374 c. 27 nov. Crim. 309 c.	<b>1868</b> 11 mai. Crim. 127 c., 128 c. 14 juin. Loï. 289 c., 291 c. 16 juin. Crim. 211 c., 307 c. 14 sept. Crim. 198 c. 5 oct. Crim. 198 c., 227 c., 235 c. 22 nov. C. d'ass. du Rhône. 239 c.	<b>1871</b> 13 avr. Dijon. 71 c. 4 mai. Crim. 401 c. 14 déc. Crim. 96 c.
<b>1841</b> 3 avr. Crim. 293 c. 29 avr. Crim. 232 c. 6 mai. Crim. 13 c. 23 mai. Crim. 203 c. 26 juin. Crim. 299 c. 23 déc. Crim. 205 c.	<b>1848</b> 15 janv. Crim. 58 c. 20 janv. Crim. 154 c., 198 c., 377 c. 4 mars. Crim. 401 c. 7 juill. Crim. 150 c., 168 c., 227 c. 18 oct. Crim. 296 c. 28 déc. Crim. 392 c.	<b>1849</b> 25 janv. Crim. 190 c., 192 c. 2 avr. C. cass. Belgique. 162 c. 12 avr. Crim. 377 c., 378 c., 381 c. 5 juill. Crim. 187 c., 205 c., 7 juill. Crim. 408 c. 19 juill. Crim. 266 c. 27 juill. Crim. 252, 299 c., 307 c. 4 oct. Crim. 203 c.	<b>1853</b> 8 janv. Crim. 167 c. 28 janv. Crim. 277, 308 c. 1 <sup>er</sup> mars. Orléans. 314 c. 13 mars. Crim. 372 c., 378 c. 17 mars. Crim. 386 c.	<b>1862</b> 22 mars. Crim. 299 c. 4 avr. Crim. 371 c. 15 mai. Crim. 299 c. 20 juin. C. d'ass. Deux - Sèvres. 202 c., 219 c. 2 juill. Loï. 91 c. 12 juill. Crim. 187 c. 23 juill. Ch. réun. 299 c. 4 sept. Crim. 17 c. 18 déc. Crim. 278 c., 308 c., 385 c.	<b>1867</b> 23 févr. Crim. 262 c., 263 c. 5 avr. Crim. 284 c. 20 avr. Crim. 207 c., 321 c. 5 juill. Crim. 24 c., 78 c. 6 juill. Crim. 124 c., 203 c. 22 juill. Loï. 350 c. 12 sept. Crim. 299 c., 321 c.	<b>1869</b> 14 juill. Crim. 203 c., 266 c. 19 juill. Crim. 266 c. 25 août. Crim. 388 c. 25 sept. Décr. 70 c., 82 c. 27 nov. Décr. 385 c. 8 déc. Crim. 128 c. 24 déc. Crim. 371 c.	<b>1872</b> 15 juin. Toulouse. 202 c. 27 juill. Loï. 359 c. 26 sept. Crim. 31 c. 23 nov. Crim. 49 c., 59 c.
<b>1842</b> 11 févr. Crim. 202 c. 3 mars. Crim. 56 c. 22 avr. Crim. 203 c. 23 sept. Crim. 130 c., 237 c. 13 oct. Crim. 190 c., 198 c., 236 c. 17 nov. Crim. 215. 1 <sup>er</sup> déc. Crim. 246, 247 c.	<b>1843</b> 23 févr. Crim. 186 c. 8 avr. Crim. 110 c., 171 c., 198 c., 249 c. 15 juin. Crim. 171 c., 229 c., 230 c. 21 juin. Loï. 168 c., 227 c. 24 août. Crim. 277, 383 c. 5 oct. Crim. 234 c. 13 oct. Crim. 83 c. 21 oct. Bourges. 249 c. 10 nov. Crim. 199 c.	<b>1844</b> 18 avr. Crim. 35 c. 20 juin. Crim. 245 c. 31 août. Crim. 118 c.	<b>1845</b> 27 janv. Crim. 49 c. 15 févr. Crim. 215 c.	<b>1858</b> 38 mai. Loï. 291 c. 1 <sup>er</sup> juill. Crim. 128 c. 22 juill. Crim. 31 c., 40 c., 132 c., 198 c., 262 c. 16 août. Crim. 198 c. 26 août. Crim. 207 c. 7 oct. Crim. 179 c.	<b>1863</b> 5 mars. Crim. 190 c.	<b>1864</b> 23 janv. Crim. 278 c. 28 janv. Crim. 254 c. 14 févr. Crim. 145 c., 299 c. 2 avr. Crim. 48 c. 8 avr. Gand. 226. 27 juin. Bruxelles 239. 10 juill. Crim. 405 c. 8 janv. Crim. 104 c. 22 avr. Crim. 202 c., 215 c., 217 c. 2 juill. Crim. 402 c. 16 sept. Crim. 49 c., 53 c. 16 oct. Loï. 102 c.	<b>1873</b> 8 janv. Dijon. 76 c. 9 janv. Crim. 203 c. 20 févr. Crim. 33 c., 286 c. 27 févr. Crim. 153 c. 14 mars. Crim. 112 c., 211 c. 21 mars. Crim. 177 c., 283 c. 2 mai. Crim. 211 c., 284 c., 307 c. 13 juin. Crim. 284 c., 307 c. 14 juin. Crim. 131 c., 305 c. 15 juin. Toulouse. 128 c. 3 juill. Crim. 377 c. 9 juill. Crim. 198 c. 24 juill. Crim. 289 c. 16 août. Crim. 208 c., 217 c. 21 août. Crim. 49 c., 78 c. 25 sept. Crim. 384 c., 390 c. 20 nov. Crim. 338 c. 26 nov. Loï. 90 c., 102 c.

26 nov. Orléans. 206, 213 c.	4 mars. Crim. 132. 253 c.	17 août. Crim. 302	6 nov. Crim. 204	22 févr. Crim. 17	1884	28 oct. Crim. 204.	1889
4 déc. Crim. 127	3 avr. Crim. 277.	20 sept. Crim. 384	c., 213 c.	c.	5 janv. Crim. 38	8 nov. C. Bruxelles. 238 c.	14 févr. Crim. 279.
c., 128 c., 202 c.	29 avr. Crim. 190	27 sept. Crim. 264	1880	16 mars. Crim. 23	9 févr. Crim. 333	25 nov. Crim. 310.	29 juin. Crim. 15.
1874	c., 192	c.	5 févr. Crim. 319.	c.	14 mars. Crim. 273	26 nov. Crim. 27.	15 juill. Loi. 108 c.
2 janv. Crim. 113	29 mai. Crim. 190	28 déc. Crim. 198.	26 févr. Crim. 121	24 mars. Cons. rev. vis. Paris. 13.	c.	27 nov. Crim. 203.	23 nov. Crim. 22.
c., 203 c., 299	c., 192 c., 198	1878	c.	31 mars. Crim. 334.	4 avr. Crim. 112 c.	256, 295 c.	32 c., 217 c.
308 c.	15 juill. Crim. 384	22 févr. Crim. 182.	24 mai. Req. 288	6 avr. Crim. 322.	24 avr. Crim. 127	23 déc. Crim. 170.	18 déc. Cons. 41.
23 janv. Loi. 64 c.	c.	183 c., 192 c.	24 juin. Crim. 22	22 juin. Crim. 198.	c., 128 c.	27 déc. C. cass. Belgique 228.	27 déc. Crim. 65 c.
30 janv. Crim. 318	12 août. Crim. 234	21 mars. Crim. 309	c., 33 c.	7 juill. Crim. 49	27 juin. Crim. 198	29 déc. Orléans. 314.	1890
c.	c.	c.	1 <sup>er</sup> juill. Crim. 405.	c., 58 c.	c., 266.	1890	20 mars. Crim. 26
12 févr. Crim. 159.	19 août. Crim. 203.	4 avr. Crim. 49 c.	20 août. Trib. corr. Gray. 331 c., 353 c.	27 juill. Crim. 14.	18 juill. Crim. 112	17 févr. Crim. 385	c.
254 c., 299 c., 307.	18 nov. Crim. 23	10 avr. Req. 226	10 sept. Crim. 206	18 août. Crim. 127	c., 211 c., 273 c.	c.	25 mars. Crim. 190 c., 192, 296
26 févr. Crim. 380	c., 24 c., 32 c.	c.	c., 213 c.	c., 128 c., 202 c.	11 août. Angers. 331 c.	25 mars. Crim. 407.	c.
c., 382.	1896	18 avr. Crim. 262	23 sept. Crim. 202	c.	17 déc. Civ. 318 c.	31 mars. Bruxelles. 133.	29 mars. Crim. 16
12 mars. Chambéry. 202 c.	13 janv. Crim. 113	c., 266 c.	c., 260 c., 385 c.	1883	c.	13 mai. Crim. 203.	2 mai. Bordeaux. 179.
14 mars. Crim. 205	c.	6 mai. C. d'ass. Haute - Marne. 274 c.	14 oct. Crim. 384	4 janv. Crim. 205.	1885	306 c.	13 mai. Crim. 236.
c.	23 mars. Crim. 193.	9 mai. Crim. 406	c.	23 févr. Crim. 23	10 mars. Crim. 106	9 juin. Crim. 22.	9 juin. Crim. 22.
26 mars. Crim. 172	233 c., 290 c.	c.	11 nov. Crim. 142	c., 32 c., 33 c., 41 c., 42 c.	c.	40 c.	7 juill. Crim. 127
c.	26 mai. Crim. 86	18 juill. Crim. 262	25 nov. Crim. 213.	24 févr. Crim. 368	13 mai. Trib. civ. Seine. 132.	c., 128 c.	16 juill. Crim. 208.
12 juin. Crim. 307.	c.	c., 309.	16 déc. Crim. 23	c., 392 c.	15 mai. Crim. 262.	28 juill. Crim. 356.	28 juill. Crim. 356.
24 juill. Crim. 93	22 juill. Trib. Reims. 224.	7 nov. Crim. 81 c.	c., 24 c., 32 c.	8 mars. Crim. 17	27 mai. Loi. 64 c., 98 c., 338 c.	27 oct. Crim. 198.	30 oct. Crim. 179
c.	18 août. Caen. 194	23 nov. Paris. 202	1881	c., 36 c.	28 mai. Loi. 290 c.	6 juin. Paris. 290	6 juin. Paris. 290
27 août. Crim. 299.	7 sept. Crim. 240.	19 déc. Nimes. 180	9 avr. Loi. 206 c.	18 avr. Pau. 38	c., 296 c.	18 juill. Crim. 273.	1 <sup>er</sup> déc. Crim. 313.
3 sept. Crim. 147.	25 nov. Crim. 259.	c., 203 c., 242 c.	27 mai. Crim. 385	c.	11 juill. Loi. 75 c., 82.	23 juill. Crim. 278.	13 déc. Paris. 180
17 sept. Crim. 37.	190 c., 192 c.	1879	24 juin. Crim. 24.	31 mai. Crim. 213.	14 août. Loi. 89 c.	14 août. Loi. 89 c.	c.
12 déc. Req. 146	c.	20 févr. Crim. 190.	21 juill. Crim. 33.	7 juin. Crim. 203	8 oct. Cons. rev. Paris. 285.	1886	1886
c.	1877	c., 192, 198 c., 234 c., 406 c.	21 juill. Besançon. 331 c.	c., 378 c., 385 c.	17 févr. Dijon. 214.	14 juill. Crim. 384	19 janv. Besançon. 138.
1875	15 févr. Crim. 164.	26 févr. Crim. 113	30 juill. Loi. 205 c.	14 juill. Crim. 213.	c.	c., 385 c.	20 mars. Crim. 399.
9 janv. Crim. 127.	188 c., 190 c., 192 c., 249 c., 267 c.	c.	30 déc. Lyon. 318	15 juill. Crim. 289.	1886	23 août. Crim. 198.	307 c., 309 c.
128 c., 190 c., 192 c., 198 c.	22 juin. Crim. 190	27 févr. Crim. 67	1882	6 juill. Crim. 124.	1886	28 déc. Crim. 137.	13 mai. Paris. 82
18 févr. Crim. 22	c., 192.	31 juill. Loi. 8 c.	9 janv. Civ. 203 c.	302 c.	1886	154 c., 156 c.	18 juill. Crim. 156.
c., 23 c., 24 c., 32 c.	28 juin. Crim. 145.	14 août. Crim. 123.	30 janv. Angers. 218 c.	27 juill. Crim. 15	1886	1886	198, 367 c.
	9 août. Crim. 284	145 c., 146 c.		c., 38 c.			
	c.			8 nov. Crim. 384			
				24 nov. Crim. 167			
				c.			

## FAUX INCIDENT.

## Division.

ART. 1. — Historique. — Législation. — Droit comparé. (n° 1).

ART. 2. — Caractères généraux du faux incident civil. Ses rapports avec le faux principal leur influence réciproque (n° 5).

ART. 3. — Des personnes qui peuvent s'inscrire en faux incident; de l'époque où l'inscription peut être formée; des pièces contre lesquelles on peut s'inscrire en faux; de la compétence des tribunaux (n° 10).

ART. 4. — Cas divers où l'inscription de faux incident peut être formée. — Sursis (n° 23).

ART. 5. — Des transactions sur la poursuite du faux incident et du désistement de la poursuite (n° 45).

ART. 6. — De la procédure du faux incident (n° 49).

§ 1. — Première période. — Sommation, inscription, formes, délais (n° 52).

§ 2. — Deuxième période. — Dépôt au greffe de la pièce arguée de faux. — Signification des moyens de faux. — (n° 70).

§ 3. — Troisième période. — Preuve du faux, enquête, expertise, jugement, amende, suppression de la pièce arguée de faux, dommages-intérêts (n° 93).

§ 4. — De la suite et de l'exécution du jugement définitif (n° 115).

ART. 7. — Du faux incident en matière criminelle (n° 117).

ART. 8. — De l'inscription de faux incident dans quelques matières spéciales (n° 123).

1. — Douanes (n° 123).

2. — Contributions indirectes (n° 128).

3. — Forêts (n° 146).

4. — Octroi, or et argent, postes (n° 152).

ART. 1<sup>er</sup>. — Historique. — Législation. — Droit comparé (Rép. nos 2 à 10).

1. — I. HISTORIQUE ET LÉGISLATION. — Le projet élaboré par la commission instituée par arrêté du 6 nov. 1862 au ministère de la justice, pour rechercher les modifica-

tions qu'il serait utile d'apporter aux lois qui régissent la procédure civile (V. *suprà*, v° *Enquête*, n° 4), contenait en ce qui concerne le faux incident les dispositions suivantes:

« Art. 197. Celui qui prétend qu'un acte sous seing privé ou authentique, signifié, communiqué ou produit en justice est faux ou falsifié, peut s'inscrire en faux contre ledit acte, en se conformant aux dispositions suivantes. Toutefois, l'inscription de faux n'est pas recevable contre un acte sous seing privé dont la vérification a été faite par un jugement rendu contre les mêmes parties et passé en force de chose jugée, ou sur une poursuite criminelle en faux. — Art. 198. Celui qui voudra s'inscrire en faux sera tenu de faire préalablement sommation à l'autre partie, par acte d'avoué à avoué, de déclarer si elle veut ou non se servir de la pièce. La sommation énoncera que, si la partie déclare vouloir se servir de l'écrit ou ne fait point de réponse dans le délai ci-après déterminé il sera formé inscription de faux. — Art. 199. La partie interpellée devra faire sa réponse par acte d'avoué à avoué dans la huitaine de la sommation. Si elle déclare ne vouloir faire usage de la pièce, les juges n'y pourront avoir aucun égard pour le jugement de l'affaire, sauf l'action du demandeur en réparation du préjudice que l'existence et la production de l'acte ont pu et pourraient lui causer, et la condamnation aux dépens qui pourra être prononcée par le jugement rendu sur le fond. Si la partie déclare vouloir se servir de la pièce ou si elle ne fait aucune réponse dans le délai de la huitaine, le demandeur devra s'inscrire en faux contre ledit acte par une déclaration faite au greffe, qu'il notifiera au défendeur dans les trois jours, avec avenir à l'audience pour être statué s'il y a lieu sur l'incident. — Art. 200. Le tribunal auquel l'inscription de faux est représentée procédera, ainsi qu'il est dit en l'art. 181, sans préjudice du droit, pour le ministère public, d'exercer, en tout état de cause, des poursuites criminelles contre ceux qui seraient désignés comme auteurs ou complices du faux, et du droit conféré au président du tribunal par l'art. 462 c. instr. crim. — Art. 201. Si le tribunal ordonne la comparution des parties, il prescrira, en outre, que celle qui fait usage de la pièce arguée de faux et qui l'a en sa possession la représentera à l'audience indiquée. — Art. 202. Si la pièce arguée de faux

n'est point entre les mains de la partie qui l'invoque, et qu'elle existe en minute ou en original dans celles d'un tiers dépositaire public ou autre, le tribunal pourra ordonner qu'elle soit apportée à l'audience indiquée pour la comparution des parties par les personnes qui en seront dépositaires, ou suivant les cas, transmise au greffe par la voie qu'il indiquera. En ce dernier cas, le dépositaire officier public se conformera aux dispositions de l'art. 189 du présent code. Le tiers qui refusera de faire l'apport ou l'envoi ordonné par le tribunal pourra être condamné à une amende de 50 à 500 fr., et, en outre, à tels dommages et intérêts qu'il appartiendra. — Art. 203. Si la partie qui s'est inscrite en faux ne se présente pas à l'audience indiquée pour la comparution personnelle des parties, le tribunal pourra déclarer l'inscription de faux comme non avenue et tenir la pièce pour sincère. Il pourra, au contraire, la tenir pour fausse et la rejeter du procès, si celui qui l'a invoquée fait défaut. — Art. 204. Si les parties comparaissent, et si la pièce dont l'apport a été ordonné est produite, il est, suivant les cas, fait application des art. 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195 du présent code. — Art. 205. Le tribunal qui déclarera la pièce fausse pourra ordonner la suppression, la laceration ou la radiation en tout ou en partie, même la réformation ou le rétablissement des pièces déclarées fausses; il sera sursis à l'exécution de ce chef du jugement tant que le jugement sera susceptible de recours par appel, requête civile, cassation, ou que le condamné n'aura pas formellement et valablement acquiescé au jugement. Il sera fait mention du jugement en marge de l'acte d'inscription de faux. — Art. 209. Il est enjoint au greffier de se conformer, en ce qui le concerne, aux articles précédents, sous peine d'une amende de 50 à 500 fr. et de dommages et intérêts s'il y a lieu. — Art. 210. Le demandeur en faux qui succombera sera condamné à une amende de 100 à 1000 fr. et en tels dommages-intérêts qu'il appartiendra. Cette amende sera encourue toutes les fois que, l'inscription en faux ayant été faite au greffe, les parties auront été mises hors de cause, soit par le défaut de moyens ou de preuves suffisantes, soit faute par le demandeur d'avoir satisfait aux diligences et formalités ci-dessus prescrites, et aussi dans le cas où il aura laissé périmer l'instance dans laquelle l'inscription a été formée. En cas de désistement accepté sans jugement, le minimum de l'amende sera encouru de plein droit. » Les art. 206, 207, 208, 211, 212 et 213 reproduisaient textuellement les art. 242, 243, 245, 249, 250 et 251 du code de 1806.

2. Le projet de revision du code de procédure civile déposé par M. Thévenet le 6 mars 1890, dans lequel se trouvent réunis les deux projets de revision déposés le 19 oct. 1886 et le 12 juill. 1888 (V. *supra*, v° *Enquête*, n° 2) apporte plusieurs changements à la procédure actuelle du faux incident. Le plus important est la création d'une action principale civile en faux. « La partie qui allègue la fausseté d'une pièce, dit l'exposé des motifs, n'a actuellement, si cette pièce ne lui est opposée et n'est employée contre elle, d'autre voie à suivre qu'une plainte portée au criminel. Le faux principal n'existe pas en matière civile. Cette lacune a paru regrettable : une personne sait qu'une pièce fausse, qui crée à sa charge des obligations, existe entre les mains d'un tiers. Le droit de plainte, qui seul est ouvert tant que le tiers n'a pas introduit d'action contre le prétendu débiteur, est insuffisant; l'auteur des faux peut être inconnu, il peut n'avoir pas eu d'intention frauduleuse; dans ces deux cas, la plainte restera nécessairement sans suite, l'acte continuera à conserver sa foi pendant que les preuves de sa fausseté déperiront peut-être. Pour remédier à cet état de choses, le projet crée une action principale civile en faux. En même temps, il revient à l'application des véritables principes en matière de chose jugée et décide, contrairement à l'art. 214 du code actuel, que l'acte sous seing privé vérifié en justice ne pourra être attaqué par la voie de l'inscription de faux. La gravité de procédures qui tendent à inculper de fausseté les actes sous seing privé ou authentiques exige des précautions sérieuses contre les plaideurs téméraires ou de mauvaise foi. Le code de procédure civile, pour réaliser cette pensée, avait organisé une procédure longue, compliquée, coûteuse, qui ne comprenait pas moins de trois jugements successifs. Ce n'est pas dans la multipli-

cité des actes, dans l'élévation des frais de justice qu'il faut chercher le moyen d'empêcher des procès sans fondement. Il suffit de frapper le plaideur d'une amende suffisamment élevée, à laquelle pourront s'ajouter des dommages-intérêts. Cette double précaution est prise par le projet, qui, d'ailleurs, supprime les formalités peu utiles exigées par le code. Que l'acte soit authentique ou sous seing privé, l'examen de l'accusation de faux qui le frappe revient toujours à une vérification d'écritures. C'est donc cette dernière procédure qui devra être suivie. On se borne à prendre des dispositions spéciales pour suspendre la force exécutoire des actes pendant le cours du procès et pour prévenir leur mise en usage ultérieurement lorsqu'ils ont été déclarés faux. Le titre relatif au faux ne reproduit pas la disposition spéciale de l'art. 9 du titre de la vérification d'écritures. En conséquence, c'est toujours devant la juridiction ordinaire, c'est-à-dire devant le tribunal d'arrondissement, que doivent être portées les demandes civiles en faux ou renvoyés les incidents de même nature. Ces tribunaux devront, d'ailleurs, respecter le principe « le criminel tient le civil en état » et, si la juridiction répressive vient à être saisie, le tribunal civil devra surseoir à statuer ».

Le titre consacré au faux civil, dans le projet, ne contient que sept articles :

« Art. 1<sup>er</sup>. La demande en faux est principale ou incidente. Celui qui prétend qu'un acte sous seing privé ou authentique est faux ou falsifié peut s'inscrire en faux contre ledit acte. Toutefois l'inscription de faux n'est pas recevable contre un acte sous seing privé dont la vérification a été faite par un jugement passé en force de chose jugée. — Art. 2. L'inscription est formée par une déclaration faite au greffe; cette déclaration est notifiée dans les trois jours, avec avenir à l'audience ou réassignation si le défendeur fait défaut. — Art. 3. Il est procédé, pour l'instruction de l'affaire, comme il est dit au titre de la vérification d'écritures. Les art. 4 et 5 du titre de la vérification d'écritures sont applicables. — Art. 4. A partir du jugement ordonnant la preuve conformément à l'art. 2 du titre de la vérification d'écritures, l'exécution de l'acte argué de faux est suspendue, sans préjudice des mesures conservatoires qui auraient été prises par la partie ou qui seraient autorisées par le juge. — Art. 5. Le jugement qui déclare le faux est mentionné en marge de la pièce reconnue fausse et de l'acte d'inscription de faux. Il décide si les minutes des actes authentiques reconnus faux doivent être rétablies dans le dépôt d'où elles ont été extraites, ou si elles doivent être conservées au greffe et annexées à l'acte d'inscription de faux. Les copies d'actes authentiques et les actes sous seing privé reconnus faux restent toujours déposés au greffe. Il est sursis à l'exécution des dispositions qui précèdent tant que le jugement est susceptible de recours par appel ou pourvoi en cassation, ou que la partie condamnée n'a pas acquiescé. — Art. 6. Le demandeur en faux qui succombe est condamné à une amende de 100 à 1000 fr. sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu. Nul désistement ne peut intervenir sur une instance en faux s'il n'est accepté par le tribunal, qui peut, en ce cas, prononcer l'amende contre le demandeur. — Art. 7. Au cours de la demande, le demandeur en faux peut toujours porter plainte au criminel, ou le ministère public exerce d'office des poursuites contre les auteurs ou complices du faux. En ce cas, à moins que les juges n'estiment que le procès peut être jugé indépendamment de la pièce arguée de faux, il est sursis au jugement jusqu'à ce qu'il ait été statué par la juridiction ou l'autorité compétente. »

3. Depuis la publication du  *Répertoire* , la procédure du faux incident n'a fait l'objet d'aucune étude spéciale. Les principes en cette matière sont exposés dans les traités généraux de procédure. Les auteurs que nous aurons le plus fréquemment à citer sont : Bioche, *Dictionnaire de procédure civile*, v° *Faux incident civil*; Boitard, Colmet-Daâge et Glason, *Leçons de procédure civile*, t. 10, n° 443 à 468; Dutruc, *Supplément aux lois de la procédure de Carré et Chauveau*, t. 2, v° *Faux incident civil*; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. 2, p. 452 à 479; *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, 5<sup>e</sup> éd., t. 4, v° *Faux incident civil*; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure civile*, v° *Faux incident civil*; *Supplément*, eod. v°.

4. — II. DROIT COMPARÉ. — Le code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne, promulgué le 30 janvier 1877, n'établit pas, à proprement parler, de procédures spéciales pour le cas où l'authenticité ou la sincérité d'un acte est contestée. Les quelques règles qu'il pose sont communes à toutes les écritures, sans distinction entre les cas où la sincérité de l'acte est simplement contestée, et celui où l'on tend à établir qu'il est entaché de faux. Le titre 9 consacré à la *Preuve par titres* contient les dispositions suivantes :

« Art. 405. L'authenticité d'un acte sous seing privé, qui n'a pas été reconnu, doit être prouvée. Si l'authenticité de la signature est démontrée, ou si le signe apposé au bas de l'acte a été légalisé en justice ou devant notaire, le texte qui précède la signature ou le signe apposé est présumé authentique. — Art. 406. La preuve de l'authenticité d'un acte ou de sa non-authenticité peut être aussi fournie au moyen d'une vérification d'écritures. Dans ce cas, la partie qui poursuit la preuve doit produire des écritures pouvant servir de pièces de comparaison ou en exiger la communication, conformément aux dispositions du paragraphe 397; elle doit, si le cas l'exige, offrir la preuve de leur authenticité. Si la partie adverse est en possession d'écritures pouvant servir de pièces de comparaison, elle est tenue, sur les conclusions de la partie qui poursuit la preuve, de les produire. Sont applicables ici les dispositions des paragraphes 386 à 394. Si la partie adverse ne se conforme pas à l'injonction qui lui est faite de produire les écritures pouvant servir de pièces de comparaison ou de prêter le serment prévu au paragraphe 394, la preuve de l'authenticité est réputée faite. Si la partie qui poursuit la preuve rend vraisemblable qu'entre les mains d'un tiers se trouvent des écritures pouvant servir de pièces de comparaison, et dont elle est en état d'obtenir la production par voie d'action, il y a lieu d'appliquer les dispositions du paragraphe 396. — Art. 407. Le tribunal apprécie d'après sa libre conviction le résultat de la vérification d'écritures; le cas échéant, il entend préalablement des experts. — Art. 408. Les actes dont l'authenticité est contestée, ou dont le contenu est argué d'altération, sont déposés au greffe jusqu'à la fin du procès, à moins qu'un intérêt d'ordre public n'en commande la remise à une autre autorité. — Art. 409. Si, par le fait d'une des parties, un acte a été supprimé ou altéré de manière à en rendre l'usage impossible, les articulations de l'adversaire touchant la nature et le contenu de l'acte peuvent être tenues pour avérées. »

Le code de procédure italien a presque textuellement reproduit toutes les dispositions du code français relatives à la preuve écrite (art. 282 à 319).

Le code de Genève, ainsi que le font remarquer MM. Glas-son, Lederlin et Dareste, *Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne* traduit et annoté, p. 148, contient au contraire d'importantes innovations; il établit une seule procédure commune à toutes les écritures, et cette procédure s'accomplit, en général, à l'audience. Elle s'ouvre par la comparution personnelle des parties, ordonnées par le tribunal pour demander à l'une si elle entend se servir de la pièce et à l'autre si elle la reconnaît sincère ou fausse. En cas de contestation, la pièce est déposée au greffe et une ordonnance prescrit aux parties de fournir leurs moyens et leurs pièces de comparaison. Le code de Genève admet, comme le nôtre, l'enquête, l'examen par pièces de comparaison, l'expertise, la confection d'un corps d'écriture, mais tout cela s'accomplit à l'audience (art. 231 à 256). Ajoutons que le tribunal de commerce peut, comme le tribunal civil, procéder à la vérification de la sincérité d'une écriture, tandis qu'en France, il est tenu de renvoyer au tribunal civil le faux incident civil et la vérification d'écritures; mais le président du tribunal n'est pas, même lorsqu'il peut juger seul, compétent pour statuer sur la sincérité d'une écriture (art. 256 et 257 du code de Genève; comp. art. 427 du code français).

ART. 2. — *Caractères généraux du faux incident civil. Ses rapports avec le faux principal, leur influence réciproque* (Rép. n° 11 à 26).

5. Le faux principal, on l'a dit au Rép. n° 16 et suiv., est toujours préjudiciel au faux incident. C'est l'appli-

cation du principe que le criminel tient le civil en état. Le tribunal civil doit surseoir au jugement du faux : 1° quand l'action publique est déjà pendante au moment où l'inscription de faux est formée (Rép. n° 16); 2° quand est elle exercée au cours du procès civil, d'office ou sur la poursuite de la partie (Garsonnet, t. 2, p. 475 et suiv.).

6. Il faut qu'il y ait *poursuite*, c'est-à-dire une action publique engagée, pour que l'inscription du faux incident soit suspendue. L'opinion émise au Rép. n° 18 : d'une part, qu'un arrêt de mise en accusation n'est pas nécessaire; d'autre part, que la plainte seule, non suivie d'une instruction, est insuffisante, est adoptée par la plupart des auteurs. « Il n'est pas nécessaire, dit M. Garsonnet, *op. cit.*, t. 2, p. 476, pour que le tribunal civil soit tenu de surseoir, qu'un arrêt de mise en accusation ait été rendu; les juges civils sont tenus de surseoir dès que les poursuites criminelles sont intentées; mais encore faut-il qu'elles le soient et la plainte du demandeur en faux incident n'emporterait à elle seule aucun sursis. Il ne suffit pas non plus que le président du tribunal ou le procureur de la République ait transmis les pièces au parquet du procureur général ou même délivré le mandat d'amener ». V. en ce sens Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 195. Décidé que les juges saisis de l'action civile en matière de faux ne sont tenus de surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'action publique qu'autant que des poursuites criminelles ont été commencées avant leur décision; qu'en l'absence de poursuites, ils peuvent rendre cette décision, et s'ils déclarent la non-sincérité des pièces arguées de faux se borner à en ordonner l'envoi au procureur « impérial » pour y être donné telle suite qu'il appartiendra (Req. 5 mars 1867, aff. Crouzat, D. P. 68. 1. 70. V. aussi Rép. *v° Instruction criminelle*, n° 23; *infra*, eod. v°).

7. Aux termes de l'art. 250 c. proc. civ., les juges ne sont pas tenus de surseoir jusqu'après la décision sur le faux principal, lorsque la pièce arguée de faux ne leur paraît pas nécessaire au jugement de la cause (Rép. n° 20). Il a été jugé, par application de cette règle, que la plainte en faux principal formée contre un procès-verbal de saisie immobilière ne nécessite pas le sursis au jugement des moyens de nullité proposés contre la procédure de saisie, lorsque ces moyens sont étrangers à ceux servant de fondement à la plainte, celle-ci devant, en pareil cas, n'être d'aucune influence sur la décision (Pau, 3 déc. 1856, aff. Challemaison, D. P. 57. 2. 58). Aux termes du même arrêt, l'art. 728 c. proc. civ., suivant lequel, en matière de saisie immobilière, les moyens de nullité, tant en la forme qu'au fond, contre la procédure antérieure à la publication du cahier des charges, doivent être proposés trois jours au plus tard avant cette publication, s'applique même au cas où l'on entend faire résulter la nullité d'une plainte en faux principal dirigée contre le procès-verbal de saisie; par suite, une telle plainte devant être sans influence sur le sort de la procédure de saisie, si elle est formée hors du délai de l'art. 728, ne saurait nécessiter le sursis au jugement des moyens de nullité proposés contre cette procédure (V. Dutruc, t. 2, *v° Faux incident civil*, n° 145).

8. On a émis au Rép. n° 20 l'avis que, dans le cas de l'art. 239 c. proc. civ., c'est-à-dire lorsque le président du tribunal ou le procureur de la République ont délivré un mandat d'amener ou transmis les pièces du procès au procureur général, le tribunal peut, conformément à l'art. 250 ne pas surseoir si la pièce arguée de faux n'est pas indispensable au jugement. Telle est aussi l'opinion de MM. Boitard, Colmet Daëge et Glas-son. « La faculté de passer outre au jugement de la cause civile, sans attendre le jugement de la cause criminelle, disent ces auteurs (t. 1, n° 466), ne doit pas être restreinte au cas où l'action criminelle s'exerce sur l'initiative du demandeur en faux incident, cette faculté existe aussi lorsque le ministère public a spontanément poursuivi » (En ce sens, Garsonnet, t. 2, p. 476; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 145. *Contra* : Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 226).

Ces règles souffrent exception, en vertu de l'art. 327 c. civ. dans tous les cas où l'état de filiation pourrait être préjugé par une poursuite en faux criminel. « Le faux qui prive un enfant de son état, dit M. Garsonnet, *op. cit.* t. 2, p. 478, par exemple, l'inscription de cet enfant aux registres de l'état civil sous les noms de père et mère supposés, ne peut

être poursuivi au criminel qu'après le jugement définitif de la question d'état par les tribunaux civils exclusivement compétents à cet effet : ici donc le civil tient le criminel en état, et non seulement il est sursis à l'action publique intentée alors qu'une instance civile est déjà pendante, mais encore il est à toujours interdit de l'exercer si l'enfant, acceptant l'état que son acte de naissance lui impose, n'intente jamais l'action en réclamation d'état qui, d'ailleurs, est imprescriptible à son égard ». V. aussi Garraud, *Traité du droit pénal français*, t. 3, n° 239, p. 330.

9. Si la pièce arguée de faux est revêtue de la formule exécutoire, elle ne perd cette force exécutoire, aux termes de l'art. 1319 c. civ., qu'à partir de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises rendu par la chambre des mises en accusation (Rép. n° 23). « C'est là, disent MM. Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, *op. cit.*, t. 1, p. 483, n° 466, un système bien extraordinaire et qui tient à une inadvertance du législateur. N'est-il pas étrange, en effet, qu'une pièce qui ne prouve plus l'existence de ma créance, me permette cependant encore de procéder aux voies d'exécution pour le paiement de cette créance, tant que la chambre des mises en accusation n'a pas rendu son arrêt de renvoi ? » (V. aussi Garsonnet, *op. cit.*, t. 2, p. 476).

Art. 3. — Des personnes qui peuvent s'inscrire en faux incident; de l'époque où l'inscription peut être formée; des pièces contre lesquelles on peut s'inscrire en faux; de la compétence des tribunaux (Rép. n° 27 à 49).

10. — 1° Des personnes qui peuvent s'inscrire en faux incident. (Rép. n° 27 à 33). — Le droit de s'inscrire en faux incident, on l'a exposé au Rép. n° 27, n'appartient qu'aux parties qui figurent dans l'instance ou à leurs ayants cause. Il a été jugé que les parties à l'égard desquelles un arrêt a acquis force de chose jugée, faute par elles d'avoir adhéré au pourvoi formé par une autre partie, ne sont pas recevables à intenter devant la cour de renvoi une demande en inscription de faux, soit comme défendeurs, soit comme intervenants (Req. 30 mai 1876, aff. Hassen-ben-Kelhil-el-Turki et consorts, D. P. 76. 1. 383). Il est certain, en effet, que la cour de renvoi ne peut statuer qu'entre les parties qui étaient en instance et devant la cour d'appel et devant la cour de cassation.

L'opinion émise au Rép. n° 27, que l'inscription de faux est recevable de la part de ceux-là mêmes qui ont concouru à la production de la pièce, mais qui, ultérieurement, auraient de justes raisons de la suspecter, est adoptée par les auteurs. « Vainement, dit M. Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 32, on argumente de ce qui avait lieu sous l'ordonnance de 1737, et de ce que le code semble supposer que celui-là seul peut s'inscrire en faux à qui la pièce a été signifiée ou communiquée; la loi statue pour les cas les plus fréquents et ne s'oppose pas à ce que l'action soit intentée au civil ou au criminel, toutes les fois qu'il y a intérêt » (V. dans le même sens Garsonnet, t. 2, p. 454, note; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 11. *Contr.*: Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 25).

11. La jurisprudence admet, comme on le verra *infra*, n° 18, le défendeur à un pourvoi en cassation à s'inscrire en faux contre les mentions, d'un arrêt attaqué.

12. Pour que les parties en cause soient admises à s'inscrire en faux incident, il faut qu'on leur oppose l'acte qu'elles ont lieu de suspecter. Ainsi que le fait remarquer M. Garsonnet, t. 2, p. 454, note 12, si l'acte ne leur était pas opposé, elles n'auraient pas intérêt à l'attaquer et n'y seraient pas recevables (V. Req. 4 juill. 1876, aff. Courrègle-londe, D. P. 77. 1. 59).

13. Les tiers ne peuvent s'inscrire en faux incident. Il leur reste la ressource d'agir au criminel ou de former tierce-opposition au jugement qui les lèse (Rép. n° 33; Garsonnet, *op. cit.*, t. 2, p. 455).

14. — 2° Époque dans laquelle l'inscription doit être formée (Rép. n° 34 à 36). — L'inscription de faux constituant une défense à l'action principale est ouverte, ainsi qu'on l'a exposé au Rép. n° 34 et suiv., en tout état de cause, en première instance comme en appel, encore bien que l'on ait plaidé au fond et demandé la nullité pour d'autres motifs. Tous les auteurs proclament ces principes (Bioche, *op. cit.*,

*v° Faux incident civil*, n° 61 et 62; Rousseau et Laisney, *op. cit.*, *v° Faux incident civil*, n° 37). Jugé que l'inscription de faux peut être formée pour la première fois en appel contre une pièce qui a été attaquée en première instance par d'autres moyens (Orléans, 8 mars 1883, aff. Sévin, D. P. 84. 2. 227. V. dans le même sens Toulouse, 16 juin 1887, aff. Lacoste-Lareymondie, D. P. 88. 2. 61). Mais après la clôture des débats, l'inscription de faux n'est pas admissible (Rép. n° 34; Garsonnet, t. 2, p. 454).

15. L'inscription de faux incident n'est pas susceptible de prescription. Elle est admissible quoique l'action publique pour la punition du faux soit prescrite (Rép. n° 34, Bioche, *op. cit.*, n° 63; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 36). Mais, comme le fait remarquer M. Garsonnet, *op. cit.*, t. 2, p. 454, note 10, elle est sujette aux causes ordinaires d'extinction des actions civiles, désistement, acquiescement, transaction, etc.; et l'autorité de la chose jugée s'opposerait à ce qu'une nouvelle inscription de faux fût dirigée contre un acte déjà reconnu véritable dans une instance de même nature (Rép. n° 67).

16. — 3° Pièces contre lesquelles l'inscription doit être formée (Rép. n° 37 à 42). — Les actes qui peuvent faire l'objet d'une inscription de faux sont d'abord les actes en forme authentique. L'opinion soutenue au Rép. n° 39, qu'il est permis de s'inscrire en faux contre un arrêt ou un jugement, est à peu près universellement adoptée (Rousseau et Laisney, *v° Incident civil*, n° 16 et suiv.; Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 463, n° 446, Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 34). Il a été jugé : 1° que l'art. 214 c. proc. civ., qui autorise l'inscription de faux incident contre toute pièce produite dans le cours d'une procédure, comprend dans cette expression les jugements et arrêts, comme tous autres actes; qu'il n'est pas besoin de se pourvoir contre ces jugements ou arrêts, par appel ou requête civile; qu'ainsi, un jugement peut être frappé d'inscription de faux, incidemment aux poursuites à fin d'exécution de ce jugement; que, dès lors, il n'y a pas lieu d'élever contre cette inscription de faux, une fin de non-recevoir prise de ce qu'elle aurait dû être proposée par voie d'appel, et dans les délais fixés pour l'appel des jugements dont la fausseté a été avouée ou juridiquement constatée (Civ. rej. 20 janv. 1857, aff. Lefèvre, D. P. 57. 1. 84); — 2° Que la voie de l'inscription de faux incident est ouverte devant la cour de cassation, contre la minute d'un arrêt de cour d'appel et contre l'expédition conforme de cette minute, mentionnant la présence d'un magistrat qui, suivant le demandeur en faux incident, n'aurait pas concouru à l'arrêt (Civ. cass. 17 août 1881, aff. Pauquet, D. P. 82. 1. 179. V. dans le même sens : Req. 10 août 1852, aff. Bourdon, D. P. 52. 1. 227; Req. 9 mars 1881, aff. Vinet, D. P. 82. 1. 125).

17. Le défendeur au pourvoi en cassation peut-il se pourvoir en faux incident contre l'arrêt attaqué? M. Tarbé, *Lois et règlements à l'usage de la cour de cassation*, p. 140, soutient que le défendeur ne peut être admis à s'inscrire en faux contre l'arrêt attaqué qu'il a lui-même signifié. La question n'a pas été expressément résolue par la jurisprudence. Mais l'affirmative résulte implicitement de nombreux arrêts qui ne se sont pas arrêtés à la fin de non-recevoir opposée aux défendeurs, et ont rejeté pour d'autres causes leurs inscriptions de faux (V. *Cassation*, n° 222; — *Rép. eod. v°*, n° 1103; Civ. cass. 17 mai 1852, aff. Barbier et Daubrée, D. P. 52. 1. 177; Civ. rej. 9 mars 1868, aff. du Pouget, D. P. 68. 1. 206; Civ. cass. 29 avr. 1868, aff. Crochard, D. P. 68. 1. 249; Civ. cass. 17 août 1881, aff. Pauquet, D. P. 82. 1. 179. V. aussi en ce sens Rousseau et Laisney, *op. cit.*, *v° Faux incident civil*, n° 18).

18. La jurisprudence pose en principe que la demande en inscription de faux doit être rejetée lorsqu'elle tend à constater, par la rectification de l'arrêt, l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, cette constatation ne pouvant être faite que par les modes qui sont prescrits par la loi elle-même et qui doivent nécessairement résulter des jugements et arrêts eux-mêmes. Il a été jugé que, lorsque des énonciations d'un jugement il résulte qu'une formalité essentielle à sa validité a été omise, on ne peut prouver par la voie du faux incident que cette formalité a été remplie (Civ. cass. 17 mai 1852, aff. Barbier et Daubrée, D. P. 52. 1. 177). Dans cette espèce, l'arrêt attaqué mentionnait seule-



ment la présence de six juges. Le défendeur demandait à prouver, par la voie de l'inscription de faux, qu'un septième juge avait concouru à l'arrêt. La cour a statué en ces termes : « Attendu qu'autoriser l'inscription de faux tendant à prouver qu'un septième juge a concouru audit arrêt ce serait admettre que l'on peut ajouter par une voie extraordinaire à la preuve complète résultant des actes qui, aux termes de la loi, font foi de la régularité de cet arrêt et que l'on arriverait ainsi à la constatation de l'accomplissement des formalités substantielles prescrites par les art. 138 et 141 par un mode de preuve autre que celui indiqué par lesdits articles et qui doit nécessairement résulter des jugements et arrêts eux-mêmes : Dit qu'il n'échet pas à l'inscription. » L'arrêt était nul en la forme pour violation de l'art. 141 c. proc. civ., en ce qu'il ne mentionnait pas la présence des sept juges. On comprend que la cour n'ait pas permis de suppléer, par la voie de l'inscription de faux, une mention dont l'absence seule suffisait à vicier l'arrêt. — Jugé encore, dans une espèce où le défendeur demandait l'autorisation de s'inscrire en faux contre la mention d'un arrêt constatant par erreur la présence d'un huitième conseiller, circonstance qui était relevée par le pourvoi, qu'il n'y a pas lieu d'autoriser une inscription de faux qui aurait pour but la constatation de l'accomplissement des formalités substantielles par un mode de preuve autre que le mode précisé par la loi (Civ. cass. 29 avr. 1868, aff. Crochard, D. P. 68. 1. 249; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 20).

Mais si l'arrêt attaqué était régulier en la forme et ne pouvait être annulé que par l'effet de l'inscription de faux du demandeur établissant la fausseté de l'une de ses mentions, on devrait, ce semble, autoriser le défendeur à user du même moyen pour rectifier l'erreur qui serait démontrée par l'inscription du demandeur. Tel serait le cas où le demandeur s'inscrirait en faux pour établir qu'un conseiller désigné parmi ceux qui ont concouru à l'arrêt n'a pas siégé. Le défendeur pourrait, de son côté, s'inscrire en faux contre l'arrêt à l'effet de prouver que le conseiller mentionné par erreur avait été remplacé et que, dès lors, l'arrêt ayant été rendu par sept magistrats, ne devait pas être annulé. L'erreur, l'omission d'une des formalités essentielles à la validité de l'arrêt, ne résulte pas ici des énonciations de cet arrêt, mais de la procédure en inscription de faux suivie par les demandeurs. Il est donc juste, et aucun principe ne s'y oppose, que le défendeur soit admis, de son côté, à prouver, par les mêmes moyens, que l'erreur est sans portée, que les formalités essentielles ont été remplies. M. l'avocat général Blanche, dans une affaire jugée le 9 mars 1868, aff. du Pouget (D. P. 68. 1. 206) a soutenu cette doctrine. Mais la cour, n'ayant pas autorisé l'inscription de faux principal, n'a pas eu à statuer sur l'inscription de faux subsidiaire (V. Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 35).

Jugé encore qu'une inscription de faux contre une mention d'arrêt conforme à la feuille d'audience ne doit être autorisée qu'avec une extrême réserve; qu'il est de principe que les jugements et arrêts doivent contenir eux-mêmes les éléments de leur régularité et constater par leurs énonciations les formes prescrites par la loi; que, notamment, lorsque sur un pourvoi formé par une partie contre un arrêt de cour d'appel et fondé sur ce motif qu'un conseiller a concouru audit arrêt, bien qu'il n'ait pas assisté à l'une des audiences consacrées à l'affaire, le défendeur au pourvoi sollicite l'autorisation de s'inscrire en faux contre la mention de l'arrêt qui a omis de constater la présence du conseiller à l'audience indiquée, cette demande doit être rejetée lorsque les documents produits à l'appui ne sont pas suffisants pour ébranler la foi due à l'acte authentique (Crim. cass. 8 mars 1888, *Bull. crim.*, n° 105).

19. L'ordre amiable devant le juge et l'ordre consensuel sont susceptibles d'être attaqués par la voie de l'inscription de faux (*Rép. v° Ordre entre créanciers*, n° 277).

20. La plupart des auteurs ont adopté l'opinion émise au *Rép.* n° 38, que les actes sous seing privé, même non encore reconnus, peuvent être attaqués par la voie de l'inscription de faux. « Les actes sous seing privé non encore reconnus, disent MM. Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 26, ne faisant pas foi par eux-mêmes et pouvant être déniés par celui à qui on les oppose, il semble bien que l'inscription de faux soit inutile et par conséquent

inadmissible : mais les termes absolument généraux de l'art. 214 « celui qui prétend qu'une pièce signifiée... » excluent toute distinction; on a donc le choix d'attaquer un pareil acte, soit simplement en le déniaut, ce qui laisse la preuve à la charge de celui qui l'exhibe, soit au contraire en offrant d'en établir la fausseté : ce dernier moyen présente une garantie toute spéciale par l'assistance du ministère public et l'obligation où il est de requérir le renvoi devant la juridiction criminelle si l'instruction révèle des traces de culpabilité » (En ce sens, Bioche, *op. cit.*, *v° Faux incident civil*, n° 35; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 12).

21. — 4<sup>e</sup> Compétence des tribunaux (*Rép.* n° 43 à 49). — Les tribunaux de commerce, et les juges de paix sont incompétents, on l'a exposé au *Rép.* n° 43 et suiv., pour connaître du faux incident civil. Il en est de même des prud'hommes et des arbitres (Bioche, *op. cit.*, *v° Faux incident civil*, n° 20 et 21).

22. L'inscription de faux, on l'a dit au *Rép.* n° 45, est admissible devant les conseils de préfecture et le conseil d'Etat. Lorsqu'il s'agit d'actes passés en la forme administrative, c'est à la juridiction administrative seule qu'il appartient de statuer sur l'inscription de faux dont ces actes peuvent être l'objet. Il a été jugé que le bail d'un droit de chasse dans une forêt domaniale, régulièrement passé par un sous-préfet, assisté de l'inspecteur des forêts et du receveur des domaines, est un acte administratif dont la validité ou la régularité en la forme ne peut être appréciée que par l'autorité administrative; qu'en conséquence, l'autorité judiciaire, saisie par voie d'incident d'une demande en inscription de faux contre une mention inscrite audit acte, ne peut statuer sur cette demande sans violer le principe de la séparation des pouvoirs (Besançon, 15 mars 1882, aff. Dumont, D. P. 82. 2. 233). — Les tribunaux civils sont compétents pour connaître des contestations civiles soulevées à l'occasion des actes reçus en la forme administrative; mais la règle de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce qu'ils connaissent de ces actes quand leur validité ou leur régularité en la forme est contestée (V. *v° Compétence administrative*, n° 191 et suiv. et 307; *Rép. eod.* v°, n° 108).

#### ART. 4. — Cas divers où l'inscription de faux peut être formée. — *Sursis* (*Rép.* n° 50 à 96).

23. — I. ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — La simple dénégation d'écriture ayant le même effet qu'une inscription de faux et sa procédure étant beaucoup plus simple que celle du faux incident civil, on s'inscrit rarement en faux contre un acte sous seing privé, bien que ce mode de procéder soit autorisé, comme on l'a dit, *supra*, n° 21. C'est seulement dans le cas où l'acte privé non écrit de la main du signataire a été falsifié, c'est-à-dire altéré dans quelques-unes de ses dispositions, que l'inscription de faux devient nécessaire, la vérification d'écriture, dans ce sens, ne pouvant porter que sur la signature et sur les altérations que l'acte aurait subies (*Rép.* n° 50). L'inscription de faux est encore nécessaire lorsque l'acte sous seing privé a été précédemment vérifié, entre les mêmes parties, à toute autre fin que celle d'une poursuite en faux principal ou incident et lorsqu'il a été reconnu pour vrai par un jugement (c. proc. civ. art. 214).

24. — II. ACTE AUTHENTIQUE. — En principe, on l'a dit au *Rép.*, n° 51, l'inscription de faux est nécessaire pour détruire la foi due à l'acte authentique.

Il a été jugé qu'une pièce produite dans une instance ne peut être rejetée du débat comme fausse, qu'autant que la fausseté en a été déclarée par une décision souveraine (Pau, 26 févr. 1857, aff. de Challemaison, D. P. 57. 2. 189).

25. Le faux moral intellectuel ou substantiel contenu dans un acte authentique, c'est-à-dire celui qui ne résulte pas d'une altération ou d'une falsification matérielle commise sur l'acte, donne lieu à l'inscription de faux incident tout aussi bien que le faux matériel (*Rép.* n° 73). Ce principe est reconnu par tous les auteurs (Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 3; Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 464, n° 446; Rousseau et Laisney, *v° Enquête*, n° 27).

26. On a indiqué au *Rép.* n° 52 et suiv. les cas dans lesquels il n'est pas besoin d'employer la voie de l'inscription

de faux pour faire refuser foi à une pièce. Lorsqu'une partie, notamment, ne conteste pas la sincérité de l'officier public qui a reçu l'acte mais veut simplement faire établir qu'il a reçu de bonne foi des déclarations mensongères, les faits qui dénaturent l'acte peuvent être prouvés par les moyens ordinaires. Il n'est pas non plus nécessaire d'employer la voie de l'inscription de faux lorsqu'on demande à prouver contre des énonciations de l'acte authentique étrangères aux stipulations des parties, et que l'officier instrumentaire n'a pas reçu la mission spéciale de constater, par exemple, l'état de démence ou d'imbécillité d'une des parties qui ont figuré dans l'acte (Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 14 et 15; Boitard, Colmet-Daâge et Glasse, t. 1, p. 463, n° 446; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 55).

Les tribunaux ont aussi le pouvoir de déclarer la fausseté d'une pièce, sans inscription de faux, lorsqu'il s'agit d'un faux matériel, reconnaissable à la simple vue, tellement frappant, qu'il ne puisse être sérieusement dénié (Rép. n° 25; Rousseau et Laisney, *op. cit.*, *v° Faux incident civil*, n° 12). La doctrine et la jurisprudence reconnaissent même aujourd'hui aux juges le droit de rejeter, dès l'abord, avant toute inscription de faux, l'acte produit, si sa fausseté leur est révélée par les documents du procès (Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 57 et suiv.; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 29).

Le pouvoir du juge est donc, en somme, illimité. Et cela est logique. Toute procédure n'a qu'un but, c'est d'éclairer le juge, de former sa conviction; mais si, par un concours de circonstances, la preuve est déjà faite, la conviction formée, la procédure ne serait plus qu'une comédie indigne de la justice. Autrefois on faisait une distinction entre le faux matériel et le faux intellectuel. Elle était peu rationnelle; car si le juge est convaincu, il importe peu que ce soit par ses sens ou sa raison (V. en ce sens Bordeaux, 21 juill. 1851, aff. Séné, D. P. 52. 2. 223; Riom, 8 déc. 1857, aff. N..., *Journal des arrêts de la cour*, 1857, n° 1000; Civ. rej. 20 janv. 1857, aff. Lefèvre, D. P. 57. 1. 84).

**27. — III. CONDITIONS AUXQUELLES EST SOUMISE LA DEMANDE DE FAUX INCIDENT.** — La demande d'inscription de faux n'est recevable que si trois conditions sont remplies : 1° qu'il y ait un faux caractérisé ; 2° qu'il existe une instance principale à laquelle elle se rattache ; 3° que le jugement du faux incident soit de nature à influencer sur l'instance principale (Rép. n° 59 et suiv.).

**28. — 1° Existence d'un faux.** — Il n'est pas nécessaire que les faits caractéristiques du faux soient de nature à donner lieu à une poursuite criminelle. Contrairement à cette doctrine enseignée au Rép. n° 72, adoptée par la cour de cassation, et admise par les auteurs (Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 27 et suiv.; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 39 et suiv.), il a été jugé que l'inscription de faux ne peut être admise qu'autant que l'acte contre lequel elle est dirigée est attaqué comme renfermant un faux matériel ou intellectuel caractérisé par les lois pénales (Poitiers, 13 févr. 1855, aff. Salignac, D. P. 57. 2. 36). — L'arrêt estime « que cela ressort de l'ensemble de la législation sur la matière et notamment des art. 239 et 240 c. proc. civ. qui veulent que s'il résulte de la procédure des indices de faux ou de falsification, les auteurs ou complices vivants soient poursuivis par la loi criminelle, et qu'il soit sursis au civil jusqu'au jugement du faux ; que cela résulte plus spécialement encore de l'art. 250 du même code, qui dispose que le demandeur en faux incident peut toujours se pourvoir par la voie criminelle en faux principal, et qu'il doit être sursis au jugement civil tant que dure l'action criminelle ». Cette théorie ne nous paraît pas exacte. Les articles cités par la cour de Poitiers prévoient le cas, le plus fréquent, où le faux peut donner lieu à une poursuite criminelle, et ils indiquent les droits du président du tribunal et de la partie; mais ils ne disent pas que l'inscription de faux n'est admise que si le faux est caractérisé par les lois pénales. L'inscription de faux et l'action publique en matière de faux sont indépendantes l'une de l'autre, (V. Garsonnet, t. 2, p. 474). La cour de cassation a proclamé ce principe en permettant de s'inscrire en faux pour prouver qu'un testateur a antédat son testament olographe (Rép. n° 72).

**29. — 2° Existence d'une instance antérieure.** — L'ins-

cription de faux incident n'est ouverte qu'autant qu'il existe une contestation principale à laquelle on puisse la rattacher (Rép. n° 59).

Si donc l'instance est terminée par une décision passée en force de chose jugée, la partie qui a succombé n'est plus recevable à attaquer par la voie du faux incident civil la pièce sur laquelle cette décision est fondée, puisqu'il n'y a plus d'instance, et c'est vainement que, pour rendre son inscription de faux admissible, cette partie engagerait de nouveau la même action, car l'autorité de la chose jugée attachée à la décision déjà intervenue ne permet pas de recommencer l'instance, même en vue d'une inscription de faux négligée dans la première, les deux demandes, quoique soutenues à l'aide de moyens différents, n'en ayant pas moins la même cause et le même objet, dans le sens de l'art. 1351 c. civ. L'inscription de faux n'interviendrait utilement que si elle était formée incidemment à une demande distincte de celle terminée par décision passée en force de chose jugée, soit à raison de sa cause, soit à raison de son objet, soit à raison des parties. Alors l'inscription de faux serait recevable, parce qu'elle n'aurait pas pour but de remettre en question ce qui a été jugé irrévocablement; et elle pourrait même aboutir ultérieurement à l'anéantissement de la chose jugée, lors de la première demande, aux termes de l'art. 480 qui ouvre la voie de la requête civile contre les décisions rendues sur pièces reconnues ou déclarées fausses depuis le jugement. C'est seulement dans cette dernière hypothèse et par cette dernière voie que peut être attaquée, comme reposant sur une pièce fautive, une décision passée en force de chose jugée; ce n'est pas par voie de réitération de la même instance, accompagnée d'une inscription de faux incident. Il n'y a, en effet, aucune incomptabilité entre la voie de recours ouverte par l'art. 480 et la règle qui attribue limitativement à la juridiction criminelle la connaissance du faux principal, en ne laissant que le faux incident dans les attributions du juge civil. Cette règle, au contraire, est indispensable pour maintenir la stabilité des jugements et conserver à la requête civile son caractère de recours extraordinaire, en l'empêchant de devenir un moyen banal d'attaquer de nouveau, sous prétexte de faux, des actes déclarés valables par des décisions souveraines (Rép. n° 66, et *v° Requête civile*, n° 139 et suiv.; Bioche, *op. cit.*, *v° Faux incident civil*, n° 27 et 28). Il a été jugé, conformément à cette théorie : que l'instance en faux principal n'est admise que devant la juridiction criminelle; qu'au civil, l'inscription de faux n'est autorisée que par voie d'incident, et au profit de celui qui prétend qu'une pièce signifiée, communiquée ou produite dans le cours d'une instance, est fautive ou falsifiée; qu'ainsi, la partie contre laquelle a été rendu un jugement sur une pièce produite par son adversaire, ne peut, après le jugement qui a mis fin au procès, s'inscrire en faux au civil contre cette pièce : l'inscription de faux n'eût été recevable que si elle avait été formée dans le cours de l'instance où la pièce qui en est l'objet a été produite; qu'il n'importe que l'inscription de faux ait été formée, non dans le but de faire déclarer la fausseté de la pièce, et de créer, par exemple, un moyen de requête civile contre le jugement rendu sur la pièce fautive, mais pour servir de base à une demande en dommages-intérêts en même temps exercée à raison du préjudice causé au demandeur par la production de cette pièce, l'inscription de faux ayant, même dans ce dernier cas, le caractère d'une action principale qui ne peut être intentée que par la voie criminelle (Req. 13 févr. 1860, aff. Giudicelli, D. P. 60. 1. 341). — Dans l'espèce, l'inscription de faux ne tendait pas à remettre directement en question le jugement intervenu sur la pièce contre laquelle elle était dirigée; elle servait seulement d'appui à une action en dommages-intérêts fondée sur le préjudice causé au demandeur par la production de la pièce prétendue fautive, et par le jugement qui en avait été la conséquence. Mais il est bien manifeste que c'est là remettre en question, sinon le jugement, du moins ses effets que l'inscription de faux tendrait à neutraliser par une condamnation pécuniaire prononcée contre celui qui l'avait obtenue. Ce qu'on pouvait tenter de soutenir, c'est que l'inscription de faux, employée comme justification d'une demande en dommages-intérêts, prend alors le caractère du faux incident à l'aide duquel il est permis d'attaquer une pièce qui a

servi de base à un jugement, et de créer contre ce jugement un moyen de requête civile. Tel était le système présenté par le pourvoi, pour le cas où il serait décidé qu'une inscription de faux au civil ne peut être formée par action principale. La chambre des requêtes a écarté cette qualification de faux incident, attendu que l'inscription requise formait, non une demande incidente, mais l'un des chefs de l'action principale. Jugé encore : 1° que l'inscription du faux incident civil formée incidemment à une demande déjà repoussée par une décision passée en force de chose jugée, est non recevable; qu'ainsi, lorsqu'une action en partage de succession a été repoussée par une décision passée en force de chose jugée, à raison de l'existence d'un testament au profit du défendeur, l'inscription de faux formée contre ce testament incidemment à la même action, reproduite dans le but de faire admettre cette inscription de faux, doit être déclarée inadmissible comme ayant le caractère d'un incident relatif à une instance déjà terminée, quoique ce testament n'ait point été argué de faux dans la précédente instance, et que, dès lors, la décision intervenue n'ait point eu à en apprécier la sincérité (Req. 14 nov. 1860, aff. Bessy, D. P. 61. 1. 208); — 2° Que l'inscription de faux incident est non recevable quand la partie qui a produit l'acte actuellement argué de faux dans une instance, précédemment terminée par un arrêt définitif, fait résulter son droit, non plus seulement de la pièce produite, mais de l'autorité de l'arrêt qui l'a mise ou maintenue en possession des biens qu'on veut lui enlever (Angers, 28 avr. 1874, aff. Pacory et Bobet, D. P. 72. 5. 247); — 3° Que lorsque des pièces (dans l'espèce, un procès-verbal de saisie et un cahier des charges) ont été le fondement d'un jugement, la partie contre laquelle ce jugement a été rendu ne saurait être admise à assigner son adversaire pour voir déclarer la fausseté de ces pièces (Req. 4 mai 1875) (1); — 4° Que lorsque l'appel dirigé contre un jugement qui valide une surenchère faite à la suite d'une adjudication sur saisie immobilière a été déclaré nul et non recevable, ce jugement, passé en force de chose jugée, termine la procédure en expropriation et ne permet plus de présenter sous la forme incidente une demande d'inscription de faux contre la déclaration de surenchère (Req. 22 juin 1880, aff. Durand, D. P. 82. 1. 27); — 5° Que, bien qu'il soit permis en principe de s'inscrire en faux en tout état de cause, on ne peut cependant plus le faire lorsque la contestation à laquelle se rapporte l'acte argué de faux a déjà fait l'objet d'un jugement passé en force de chose jugée (Riom, 22 déc. 1886, aff. Appolinaire et Dupeyrat, D. P. 88. 2. 210). — Mais il a été jugé : 1° que l'inscription de faux contre un testament est recevable même après le jugement qui a ordonné l'exécution de ce testament, alors que le tribunal restait saisi de l'instance en partage que l'inscription de faux avait précisément pour objet de rendre inutile (Bordeaux, 7 déc. 1858, aff. Epoux Rouillard, D. P. 63. 2. 125). L'instance n'étant pas terminée, l'inscription de faux était recevable; — 2° Que l'énonciation, dans un jugement, que la demande a été, au cours de l'instance, réduite à une somme inférieure au taux du premier ressort, peut être attaquée par voie d'inscription de faux devant le juge d'appel : l'appel, en ce cas, constitue une instance principale, dans laquelle peut trouver place une

demande incidente en inscription de faux (Req. 2 mars 1869, aff. Autrique, D. P. 69. 1. 447).

30. Si, dans l'instance où l'acte a été produit, la partie qui se l'est vu opposer avait réservé par des conclusions formelles son droit de s'inscrire en faux ultérieurement, elle conserverait la voie de l'inscription de faux (Rép. n° 65; Garsonnet, op. cit., t. 2, p. 479, note 8).

31. On a étudié au Rép. n° 66 la question, fort discutée, de savoir si le principe que l'action civile en faux ne peut être principale est absolu et impératif, si l'action principale en faux est également non recevable au civil, lorsqu'aucune condamnation n'a encore eu lieu sur la pièce qu'une partie intéressée prétend être fautive ou avoir été falsifiée, alors que cette partie est sous le coup de l'acte entaché de faux et n'a point, pour attaquer cet acte, la ressource de l'action criminelle. Il résulte, a-t-on dit, des travaux préparatoires de la loi que le législateur n'a nullement songé à la question dont il s'agit, et n'a pas voulu la trancher en adoptant la rubrique *Faux incident civil*. Il s'est borné à emprunter une expression à notre ancienne procédure, où le faux civil était dit *incident* parce qu'il fallait agir au criminel lorsqu'on voulait en faire l'objet d'une action principale. On invoque aussi l'art. 214 c. proc. civ. qui suppose nécessairement que la procédure du faux s'entame sous forme d'incident. Mais, de ce que le législateur n'a parlé que du faux incident qui est le plus fréquent, il n'est pas non plus permis de conclure qu'il a entendu écarter le faux civil principal. On sait qu'au titre de la vérification d'écriture, le législateur suppose toujours que cette mesure d'instruction fait l'objet d'une demande principale et introductive d'instance; personne n'a jamais proposé de conclure de là que la vérification d'écriture incidente fût interdite. De même, en sens inverse et en matière de faux, de ce que la loi ne songe qu'au faux civil incident, il n'est pas permis de déduire que le faux principal soit défendu. Dans le silence de la loi, il vaut mieux s'arrêter à la règle générale qui accorde une action en justice dès qu'un intérêt juridique est en jeu. Or, personne ne contestera qu'on peut avoir un intérêt actuel à faire déclarer une pièce fautive malgré l'absence de tout procès engagé; il serait parfois imprudent d'attendre, car les preuves du faux peuvent disparaître. N'est-ce pas ce motif qui a déterminé le législateur à permettre la demande en vérification d'écriture principale et introductive d'instance. Quant à la ressource de se porter partie civile au criminel, elle est tout à fait insuffisante et peut faire défaut dans un grand nombre de cas : il suffit de supposer qu'on se trouve en présence d'un faux commis sans intention criminelle ou dont l'auteur coupable est décédé. — « Vis-à-vis d'un acte faux ou du moins suspect, dit M. Garsonnet, t. 2, p. 478 et suiv., on a deux partis à prendre : 1° attendre qu'il soit produit en justice et, dès qu'il l'est, s'inscrire en faux contre lui; 2° prendre les devants et, par une plainte déposée au parquet mettre le ministère public en demeure d'informer contre l'auteur présumé du faux. La première voie est le faux incident civil; la seconde, le faux criminel. Y en a-t-il une troisième, le faux civil principal? La partie qui a en main des preuves qu'elle craint de voir dépérir peut-elle assigner le détenteur de la pièce, pour qu'il

(1) (Bonnetty C. Bus.) — La cour; — Sur l'unique moyen du pourvoi, tiré de la violation ou de la fautive application de l'art. 250 c. proc. civ. : — Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 214, 250 c. proc. civ., et 1319 c. civ., que l'instance en faux principal n'est admise que devant la juridiction criminelle, et qu'en matière civile, l'inscription de faux n'est autorisée que par voie d'incident; — Qu'il n'est point exact de prétendre que l'art. 480, § 9, c. proc. civ., en ouvrant la voie de la requête civile, lorsqu'il a été jugé sur pièces reconnues ou déclarées fautes depuis le jugement, ait implicitement admis l'instance civile en faux principal; qu'en effet, il n'y a aucune incompatibilité entre le recours autorisé par l'article précité et la règle qui attribue exclusivement à la juridiction criminelle la connaissance du faux principal, en ne laissant à la juridiction civile que le faux incident; — Que cette règle, au contraire, est indispensable pour maintenir la stabilité des jugements, et conserver à la requête civile son caractère de recours extraordinaire, en l'empêchant de devenir un moyen abusif d'attaquer, de nouveau, sous prétexte de falsification ou de faux, des actes reconnus valables par des décisions souveraines; — Attendu que, dans l'espèce, il appert de l'arrêt

attaqué que l'action des demandeurs en cassation était une action civile principale tendant à prouver la fausseté ou les altérations d'un procès-verbal de saisie et d'un cahier des charges, sur lesquels le défendeur devait adjudicataire, en 1840, d'un terrain comprenant une mine de lignite; — Que les pièces arguées de faux ont été le fondement du jugement d'adjudication du 10 juill. 1840, d'un jugement du 5 juin 1857, d'un arrêt du 15 févr. 1859, et d'un dernier jugement du 7 juill. 1870, sans que, dans ces diverses instances, les demandeurs en cassation aient jamais pris la voie du faux incident civil; — Qu'en conséquence, ils ne sauraient être admis aujourd'hui à porter indirectement atteinte, par une action civile en faux principal, à l'autorité de la chose jugée par lesdits jugements et arrêts qui reconnaissent le droit de propriété du défendeur éventuel sur la mine dont il s'agit; — D'où il suit que l'art. 250 c. proc. civ., n'a point été violé, et qu'il a été fait, au contraire, une saine application des règles de la matière; — Rejette, etc.

Du 4 mai 1875-Ch. req.-MM. de Raynal, pr.-Barafort, rap.-Babinet, av. gén., c. conf.-Charles Périer, av.

déclare s'il veut, ou non, s'en servir, et, s'il y persiste, peut-elle poursuivre l'inscription de faux devant le tribunal de première instance? Que deviendront, si elle réussit dans sa demande, les jugements déjà rendus sur le fondement de la pièce faussée, et qui ne seront plus attaquables par les voies ordinaires ou extraordinaires de recours? Je réponds affirmativement à la première question. L'inscription de faux est généralement incidente et le code de procédure ne suppose pas qu'elle puisse être principale, parce qu'on ne s'engage pas volontiers dans une procédure aussi difficile, avant d'être sûr que l'acte argué de faux sera produit en justice; mais si l'on juge à propos de prendre l'offensive, on peut le faire aussi bien par la voie civile que par la voie criminelle, en vertu du principe qu'on a le droit d'agir en justice pour y administrer une preuve qu'on possède et dont on craint le dépérissement. On n'a même pas le choix, et la voie civile est seule ouverte quand l'auteur présumé du faux est décédé, que l'action publique est prescrite, ou que le ministère public se refuse à l'exercer. Le faux civil principal est donc une procédure aussi régulière que la demande principale, en reconnaissance ou en vérification d'écriture, mais je réponds ainsi à la seconde question; son résultat, quel qu'il soit, ne peut porter atteinte aux droits acquis en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée. Le propre d'une décision souveraine est d'être inattaquable, et on ne pourrait la remettre en question dans le cas particulier, sans contrevénir aux art. 480-9°, 483 et 488, aux termes desquels les jugements rendus sur pièces depuis reconnues ou déclarées fausses ne peuvent être attaqués que par appel ou par opposition dans les délais ordinaires, ou par requête civile dans les deux mois qui suivent la découverte du faux. Rodière, qui soutient seul que l'inscription de faux principal peut faire tomber un jugement inattaquable par les voies de recours ordinaires ou extraordinaires, s'appuie surtout sur cet argument : si le faussaire vit, la partie qui a perdu le procès civil peut incontestablement provoquer une procédure criminelle en formant une plainte, et arriver par là à faire constater le faux et à s'ouvrir un recours. Si le faussaire est mort, le jugement à l'instant devient irréfutable, puisque toute procédure criminelle devient par cela même impossible. Quelle bizarrerie! » (op. cit., t. 1, p. 453). L'argument ne porte pas, car, quelque influence que la condamnation prononcée au criminel, puisse avoir sur le civil, elle n'ira jamais jusqu'à rouvrir le débat sur un jugement inattaquable par les voies normales. Il ne saurait appartenir aux tribunaux criminels de remettre en question ce qui a été souverainement jugé (En ce sens : Boitard, Colmet-Daage et Glisson, t. 1, p. 461, n° 444; Bonnier, *Traité théorique et pratique des preuves*, 5<sup>e</sup> éd., revue par Larnaude, n° 620).

La jurisprudence a adopté le système contraire, que professent également plusieurs auteurs (Bioche, op. cit., v° *Faux incident civil*, n° 28; Rousseau et Laisney, op. cit., v° *Faux incident civil*, n° 2). Il a été jugé que l'instance en faux principal n'est admise que devant la juridiction criminelle; — Qu'en matière civile, l'inscription de faux n'est autorisée que par voie d'incident au profit de celui qui prétend qu'une pièce produite au cours d'un procès est fausse ou falsifiée (Angers, 28 avr. 1871, aff. Pacory et Babet, D. P. 72. 5. 247. En ce sens : Req. 4 mai 1875, cité *supra*, n° 29; Toulouse, 16 juin 1887, aff. Lacoste-Lareymondie, D. P. 88. 2. 61).

32. — 3° *Influence sur l'instance principale.* — L'inscription de faux ne doit être admise qu'autant que le jugement de faux incident doit influencer sur la décision de l'instance principale (Rép. n° 75 et suiv.) L'intérêt est la mesure des procédures comme des actions. Ce principe est admis par la doctrine et la jurisprudence. « Si la pièce vraie ou fausse, disent MM. Boitard, Colmet-Daage et Glisson, op. cit., t. 1, p. 462, n° 445, ne peut avoir aucune influence sur la décision de l'affaire, à quoi bon s'embarrasser de toute cette procédure de faux qui n'apporterait aux juges aucun élément de conviction pour le jugement du fond? » (En ce sens, Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 44; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 68; Garsonnet, t. 2, p. 459; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 68). Il a été jugé : 1° que l'inscription de faux formée devant la cour de cassation contre un arrêt de cour d'appel, et notamment contre les

énonciations de cet arrêt relatives à la désignation des conseillers qui y ont concouru, en ce que le nom d'un conseiller y aurait été omis, est inadmissible lorsque, même en la supposant justifiée, elle n'aboutirait pas à l'annulation de l'arrêt; que spécialement, lorsque l'inscription de faux tend à établir le concours à un arrêt d'un conseiller qui, d'après le demandeur, n'aurait point assisté à toutes les audiences de la cause, et qui, en outre, aurait été récusable, cette inscription de faux doit être déclarée inadmissible, si, d'une part, les preuves produites pour établir la participation de ce conseiller à l'arrêt démontrent en même temps son assistance à tous les débats, et si, d'autre part, les motifs de récusation allégués ne sont plus proposables, l'inscription de faux ne pouvant, en cas pareil, avoir d'autre résultat que la réparation inutile d'une simple omission (Req. 10 août 1852, aff. Bourdon, D. P. 52. 1. 227); — 2° Que l'inscription de faux ne doit être admise qu'autant que le jugement du faux incident doit influencer sur la décision de l'instance principale; que, dès lors, il n'y a lieu de s'arrêter à l'inscription de faux tendant seulement à attaquer la date d'un acte authentique, si le fond seul de cet acte a de l'intérêt au procès et n'est pas contesté entre les parties (Orléans, 18 déc. 1857, aff. Serrault, D. P. 59. 2. 127); — 3° Qu'une requête en inscription de faux formée incidemment devant la cour de cassation, contre l'arrêt frappé de pourvoi, doit être rejetée lorsque de l'examen des griefs du demandeur il résulte que pas un seul de ces griefs n'est utile pour la solution du pourvoi (Req. 20 juill. 1858, aff. Liégar, D. P. 58. 1. 403); — 4° Que les tribunaux peuvent, en tout état de cause, selon les circonstances souverainement appréciées par eux, déclarer inadmissible une inscription de faux incident; ... par exemple, lorsque le tribunal déclare que le rapport d'experts argué de faux n'était pas indispensable pour la décision du procès, et que, d'autre part, les experts paraissaient avoir procédé régulièrement (Req. 16 déc. 1874, aff. Courrégelongue, D. P. 75. 1. 415); — 5° Que l'inscription de faux formée contre l'énonciation d'un procès-verbal, dressé en matière d'octroi, n'est pas admissible si les faits articulés, en les supposant établis, n'ont pas pour conséquence de démontrer la fausseté des mentions du procès-verbal relatives à un refus d'exercice (Crim. rej. 10 août 1877, aff. Ginot, D. P. 77. 1. 404); — 6° Qu'il appartient au juge d'apprécier si la pièce qui est l'objet d'une inscription de faux, est de nature à exercer une influence sur la solution du procès, et au cas où elle lui paraît indifférente pour cette solution, il peut l'écarter immédiatement sans la soumettre aux moyens particuliers de vérification que la loi a établis dans les art. 215 et suiv. c. proc. civ. (Paris, 30 mai 1879, aff. Mortemart de Boisse, D. P. 79. 2. 137); — 7° Que l'inscription de faux contre la mention d'un acte authentique de vente qui énonce un paiement comptant en espèces à la vue des notaires, doit être écartée, lorsqu'il est établi que l'acquéreur a valablement soldé son prix d'acquisition quelques jours après la vente, et que, par conséquent, le vendeur reste sans action contre lui; ... spécialement, lorsqu'il est établi que le paiement en espèces a été remplacé, au moment de la passation de l'acte par une promesse ou un bon du montant du prix de vente, souscrit par l'acquéreur au profit du vendeur, laissé par celui-ci au notaire, et restitué quelques jours après à l'acheteur contre versement des fonds (Bruxelles, 28 mai 1883, aff. Veuve Demesmacker et autres, D. P. 85. 2. 45. V. dans le même sens Bordeaux, 5 juill. 1855, aff. Balès, D. P. 56. 2. 9; Pau, 3 déc. 1856, aff. Challemaison, D. P. 57. 2. 58).

33. — IV. FINS DE NON-RECEVOIR CONTRE L'INSCRIPTION DE FAUX. — Nous avons dit *supra*, n° 30, que l'inscription de faux est non recevable lorsque l'instance dont elle est un incident est reproduite après avoir été terminée par un jugement passé en force de chose jugée, cette inscription de faux devant alors être considérée comme formée au civil par voie d'action principale. Mais il n'y a autorité de la chose jugée rendant non recevable une inscription en faux incident civil, qu'autant que la pièce contre laquelle on s'inscrit en faux a déjà été vérifiée dans une poursuite en faux principal ou incident, et qu'il est intervenu un jugement sur le fondement de ladite pièce comme véritable. Jugé, en conséquence, que l'inscription en faux incident ne laisse pas d'être recevable, quoique la partie qui produit la pièce arguée

ait été déclarée non coupable sur des poursuites en faux principal dirigées contre elle au sujet de cette pièce, et quoique des conclusions prises devant la cour d'assises, par les parties civiles, après l'acquiescement, aient été repoussées, s'il résulte de l'arrêt qui les repousse que la vérité de l'acte n'a point été reconnue et que l'accusé acquitté n'a été renvoyé de la demande à fins civiles que parce qu'il n'était pas justifié qu'il eût personnellement pris part au fait dommageable; qu'il en est ainsi même au cas où des conclusions subsidiaires prises par les parties civiles afin que leurs droits leur fussent réservés, si la fausseté de l'acte n'était pas reconnue dès maintenant, ont été aussi repoussées, les conclusions à cette fin étant inutiles et aucune atteinte n'ayant été portée aux droits des parties, puisque l'arrêt s'est borné à refuser les dommages-intérêts réclamés sans avoir vérifié s'il y avait ou non faux matériel, et qu'ainsi le droit de s'inscrire en faux incident restait intact, sans qu'il fût nécessaire de le réserver (Civ. cass, 27 mars 1855, aff. Veuve Wolbert et autres, D. P. 55. 1. 214).

34. L'ordonnance de non-lieu intervenue à la suite d'une inscription de faux principal met-elle obstacle à ce que la partie lésée, puisse prendre ensuite au civil la voie du faux incident? L'affirmative a été admise par un arrêt de la cour de Toulouse du 18 juin 1875 (aff. Loubatières et Pariel, D. P. 78. 2. 214). La solution contraire doit être préférée comme étant seule conforme au principe d'après lequel les ordonnances ou les arrêts de non-lieu ne font pas obstacle à ce que la personne lésée porte son action en dommages-intérêts devant les tribunaux civils, encore qu'elle se soit constituée partie civile dans l'instruction (Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4<sup>e</sup> édit., t. 8, § 769 bis, texte et note 12). Il a été décidé que, la fausseté d'une pièce pouvant être le résultat d'une erreur aussi bien que d'un crime, il en résulte que l'ordonnance de non-lieu dans laquelle un juge d'instruction, saisi de l'inculpation de faux, s'est borné à nier l'existence du crime, ne met pas obstacle à ce qu'il soit ensuite démontré qu'une erreur a été la cause de la fausseté de la pièce incriminée, que spécialement, le prévenu qui s'est inscrit en faux contre un procès-verbal et dont les moyens de faux ont été déclarés pertinents et admissibles par la juridiction répressive saisie de l'action principale, doit être admis à suivre devant cette juridiction la procédure de faux incident, lorsque l'information criminelle a été close sans que le magistrat qui y a procédé se soit expliqué sur la vérité ou la fausseté du document argué de faux (Crim. cass. 25 juin 1884, aff. Carrier, D. P. 84. 1. 444). Deux jugements, passés en force de chose jugée, avaient : 1<sup>o</sup> déclaré admissible l'inscription de faux; 2<sup>o</sup> reconnu les faits pertinents et concluants; 3<sup>o</sup> suris à statuer jusqu'à ce que la question de faux principal eût été vidée par l'autorité compétente, en matière correctionnelle. Ainsi que l'a fait remarquer M. le conseiller Gast, dans son rapport, si l'ordonnance de non-lieu intervenue avait reconnu et déclaré l'exactitude des faits énoncés dans le procès-verbal des préposés des douanes, cette décision de la juridiction compétente se serait légalement imposée au juge correctionnel, le procès-verbal aurait repris toute sa force et le tribunal n'aurait eu qu'à affirmer l'existence de la contravention et à la réprimer. Mais, dans l'espèce, il ne résultait pas de l'ordonnance de non-lieu que les faits énoncés dans le procès-verbal fussent vrais; le juge d'instruction avait terminé la procédure parce qu'il n'existait pas charges suffisantes de faux contre les préposés. Était-ce à raison de la vérité des faits, ou à raison de l'erreur, de la bonne foi du préposé? L'ordonnance était muette à cet égard; il n'y avait pas chose jugée, résultant d'une décision ainsi formulée, contre l'inscription de faux admise précédemment et contre les moyens de faux déclarés concluants et admissibles. En présence d'une pareille ordonnance, le juge correctionnel, qui avait dû surseoir, conformément aux dispositions de l'art. 460 c. instr. crim., ne reprenait-il pas toute sa liberté, ne pouvait-il pas, ne devait-il pas continuer et compléter la procédure du faux incident, qui avait pris naissance devant lui, et dont le sursis avait suspendu le cours? L'art. 459 c. instr. crim. paraît établir, en principe, la compétence du juge saisi de la question principale. Cet article dispose : « Si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, l'instruction sur le faux sera suivie incidemment devant la cour ou le tribunal saisi

de l'affaire principale ». La jurisprudence reconnaît formellement la compétence de la juridiction correctionnelle, pour donner suite à la procédure du faux incident, quand la juridiction criminelle, en renvoyant le prévenu de la poursuite, ne s'est pas expliquée sur la vérité ou la fausseté du procès-verbal (V. Req. 29 avr. 1874, aff. Letulle, D. P. 74. 1. 333; Crim. rej. 14 janv. 1888, aff. Fallour, D. P. 88. 1. 399. — V. sur cette question *supra*, v<sup>o</sup> Chose jugée, n<sup>os</sup> 250 et suiv.; Rép. eod. v<sup>o</sup>, n<sup>os</sup> 311 et suiv.).

Il a été jugé toutefois que la partie à qui il a été donné acte, conformément à ses conclusions, de la déclaration faite par son adversaire qu'il renonçait à se prévaloir du bénéfice d'un testament, ne peut demander ultérieurement que ce testament soit tenu pour faux par rapport à elle. Il importe peu que cette partie ait, en demandant acte de la déclaration dont il s'agit, réservé tous ses droits à raison de la production du testament, alors que ces réserves, relatives au seul cas où la fausseté dudit testament serait démontrée par l'instruction criminelle alors suivie contre le légataire, sont devenues sans objet par suite d'une ordonnance de non-lieu rendue en faveur de ce dernier (Req. 4 juill. 1876, aff. Courrégeloungue, D. P. 77. 1. 59).

35. La jurisprudence, relativement à l'influence de la chose jugée au criminel sur le civil, notamment en matière de faux, laisse, nous venons de le dire au numéro précédent, une pleine liberté aux juges civils d'apprécier les faits et actes qui ont donné lieu aux poursuites criminelles, et les conséquences civiles qui peuvent en résulter en dehors de toute criminalité de la part de leurs auteurs. Mais cette jurisprudence, à supposer même qu'on pût donner à une ordonnance de non-lieu les effets d'un arrêt d'acquiescement, était sans application dans l'espèce, où, sur le chef spécial, le litige se réduisait à l'interprétation d'un arrêt rendu au civil. Si le demandeur avait accepté purement et simplement la déclaration que le défendeur renonçait à se servir du testament, il aurait été non recevable à se prévaloir de l'art. 217 c. proc. civ. Il avait accepté cette déclaration, mais avec des réserves, dont un arrêt lui avait donné acte; et, dans ces termes, un contrat judiciaire s'était formé. Quels étaient le sens et la portée de ces réserves et, par suite, de ce contrat? C'était là une question de pure interprétation, que la décision rapportée a résolue en décidant que les réserves faites par le demandeur n'avaient eu en vue que le résultat de l'information alors non terminée, et étaient devenues sans objet par l'ordonnance de non-lieu.

36. La jurisprudence repousse la voie de l'inscription de faux dans le cas où la nullité de l'acte attaqué peut être obtenue par les voies ordinaires de la procédure, et dans celui particulièrement où il s'agit de déjouer une fraude plutôt que de constater un faux (V. Rép. n<sup>os</sup> 73 et 74; Rousseau et Laisney, v<sup>o</sup> Faux incident civil, n<sup>o</sup> 27; Dutruc, v<sup>o</sup> Faux incident civil, n<sup>o</sup> 28). Il a été jugé que l'inscription de faux ne peut être admise qu'autant que la nullité de l'acte contre lequel elle est dirigée n'en peut pas être obtenue par les voies ordinaires de la procédure; que, par exemple, il ne suffirait pas qu'il eût été fait de cet acte un usage frauduleux constituant moins un faux qu'un abus de mandat, dont la preuve peut être faite par les moyens ordinaires; comme si le représentant d'une maison de commerce à qui un récépissé de marchandises a été confié pour l'échanger contre des espèces à payer par des commettants, l'a délivré en paiement d'une dette à lui personnelle, et sans que la livraison de marchandises qu'il constate ait été effectuée (Poitiers, 13 févr. 1855, aff. Salignac, D. P. 57. 2. 36-37).

37. La simple vérification de l'écriture d'une pièce ne met pas obstacle, on l'a indiqué au Rép. n<sup>o</sup> 67 et *supra*, n<sup>o</sup> 24, à l'exercice de l'action en faux incident. « Les actes sous seing privé vérifiés en justice, dit M. Garsonnet, *op. cit.*, t. 2, p. 470, sont tenus pour authentiques, et ne peuvent plus être attaqués désormais que par l'inscription de faux, mais ils peuvent l'être ainsi, aux termes de l'art. 214, soit par un tiers étranger à la vérification et pour qui le jugement est *res inter alios judicata*, soit même par le défendeur en vérification contre qui le jugement a été rendu. On peut s'étonner de le voir remettre ainsi en question, ce qui vient d'être jugé contre lui, mais il y a, dans l'espèce, de fortes raisons de faire échec au principe *res judicata pro veritate*



*habetur* : 1° le doute que le travail des experts en écritures laisse presque toujours dans l'esprit du juge, et le peu de confiance que leurs conclusions lui inspirent ; 2° la circonstance que le demandeur actuel en faux incident a joué dans la vérification un rôle purement passif, et n'a pas, à proprement parler, succombé dans cette instance ; 3° le danger qu'il y aurait à ce qu'un faussaire, triomphant à force d'audace ou d'habileté dans une vérification qu'il a conduite à son gré, fût ainsi à l'abri d'une inscription de faux qui pourra mettre sur la trace de son crime » (En ce sens : Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 21 et suiv. ; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 38 ; Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 464, n° 447 ; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 1). Il a été jugé que l'arrêt qui, sur une procédure en vérification d'écriture, déclare la sincérité d'une pièce produite au procès et en prononce la validité, puis est cassé quant à ce second chef seulement, et acquiert ainsi, quant au premier, l'autorité de la chose jugée, ne met pas obstacle à ce que, devant la cour de renvoi, la partie contre laquelle la pièce a été ainsi reconnue sincère sur sa simple dénégation d'écriture en remette de nouveau la sincérité en question, non plus par voie de dénégation d'écriture, mais par la voie de l'inscription de faux (Req. 22 mars 1869, aff. Méricot, D. P. 69. 1. 448).

Mais, si la vérification d'une pièce ne met pas obstacle à une inscription de faux, lorsqu'elle a été faite à d'autres fins que celle d'une poursuite en faux, la recevabilité de cette demande n'en est pas moins soumise à la double condition qu'elle soit formée avant la fin de l'instance à laquelle elle se rattache, et qu'il n'ait pas été rendu sur le fondement de la pièce produite un arrêt ayant acquis force de chose jugée (Req. 30 mai 1876, aff. Hassen-ben-Kelhil-el-Turki et consorts, D. P. 76. 1. 383).

38. On a enseigné au Rép. n° 68, que le faux n'est pas couvert par une approbation donnée à la pièce postérieurement arguée de faux : Cette doctrine est adoptée par les auteurs. « L'acte sous seing privé volontairement reconnu, dit M. Garsonnet, *op. cit.*, t. 2, p. 471, est aussi tenu pour authentique mais attaquant encore par l'inscription de faux, et cela pour deux motifs : 1° l'art. 214 n'admet d'autre fin de non-recevoir contre une inscription de faux, qu'un jugement antérieur qui aura rejeté une demande de même nature ; 2° il serait également dangereux pour l'ordre public et pour l'intérêt privé, qu'une reconnaissance précipitée et peut-être irréflectie empêchât à jamais celui qui l'a faite de s'inscrire en faux, s'il lui vient plus tard des soupçons ou qu'il recueille des preuves qui lui ont manqué jusqu'à » (En ce sens Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 23). M. Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 51, estime, au contraire, que l'inscription de faux n'est pas admissible contre une écriture déjà volontairement et explicitement reconnue, à moins que l'on n'ait été la dupe de quelque erreur ou de quelque surprise.

39. Nous avons exposé *supra*, n° 15, qu'il ne résulte aucune fin de non-recevoir contre l'inscription de faux incident de ce que l'action en faux principal et l'action civile pour la réparation du délit seraient prescrites (V. Rép. n° 70 et suiv., Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 8).

40. — V. Pouvoir du juge. — Les tribunaux devant lesquels est portée une demande en inscription de faux peuvent, dès le début, aussitôt après l'inscription de faux au greffe (V. *supra*, n° 27) écarter cette demande, si, par appréciation des faits et circonstances, ils reconnaissent qu'elle est dépourvue de sincérité, imprudente, téméraire, et que la preuve n'en pourrait être rapportée (Rép. n° 78 et suiv.). Ce pouvoir discrétionnaire est reconnu aux tribunaux par la doctrine et la jurisprudence. « Le tribunal, désormais saisi de l'incident (par la déclaration au greffe de l'inscription de faux), dit M. Garsonnet, t. 2, p. 458, est entièrement maître de sa décision ; la seule chose qu'il ne puisse pas faire sans déni de justice, c'est de passer outre à l'inscription de faux sans la rejeter ni l'admettre. Il faut qu'il y statue, du moment qu'elle est régulièrement formée, mais il peut choisir entre trois solutions : 1° si la demande est visiblement mal fondée, il l'écarter en vertu de l'art. 214 qui dit qu'elle sera admise « s'il y échet », et de l'art. 218 qui, en donnant au tribunal le droit de l'admettre, lui confère en même temps le droit de la repousser. Si donc il juge que les faits allégués n'ont pas les caractères du faux, qu'ils ne reposent pas sur des preuves suffisantes ou qu'ils sont indifférents à la solution du procès, il les rejette de prime abord et statue sur le fond s'il est en état ; 2° s'il n'a pas de doute sur le vice de l'acte, il prononce de *plano* qu'il est faux, faculté qui n'est pas écrite dans la loi, dont les juges n'usent pas souvent, mais qui leur appartient sans aucun doute. Ne l'ont-ils pas en matière de vérification d'écriture, et quoi de plus naturel que de couper court, par une décision immédiate, à une procédure longue, compliquée, coûteuse, et de plus sans objet, du moment que le fait qu'elle est destinée à établir est déjà constant ? 3° Dans ce cas encore, le tribunal prononce immédiatement sur le fond s'il est en état d'être jugé ; 4° Si l'existence des faux n'est pas certaine, mais qu'elle est vraisemblable et qu'il y ait quelque intérêt à l'établir, le tribunal admet l'inscription de faux » (V. en ce sens Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 67 et suiv. ; Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 467, n° 459, note 2 ; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 68). — Il a été jugé : 1° que l'inscription de faux peut être rejetée sans instruction préalable, lorsque les faits allégués paraissent dès à présent démentis par les circonstances retenues au pr. (Trib. de Saint-Amand, 11 août 1854, aff. Blondel, D. P. 54. 3. 67) ; — 2° Qu'il résulte des termes de l'art. 214 c. proc. civ. que le législateur a attribué aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou rejeter l'inscription de faux ; que, pour la rendre admissible, il ne suffit pas d'articuler des faits pertinents en eux-mêmes ; qu'il faut encore que ces faits se présentent avec un certain caractère de vraisemblance qui porte à présumer que la preuve en pourra être rapportée ; que notamment un tribunal peut rejeter comme inadmissible l'articulation de faits constatant de la part d'un notaire et de témoins honorables, le plus complet oubli de leurs devoirs (Bordeaux, 25 janv. 1859) (1) ; — 3° Que les tribunaux devant lesquels est portée une demande en inscription de faux peuvent, dès le début, écarter cette demande, si, par appréciation des faits et circonstances, ils

(1) (Audebert C. Lumeau et autres.) — La cour ; — Attendu que, des termes de l'art. 214 c. proc. civ., il résulte clairement que le législateur a voulu attribuer aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou rejeter l'inscription de faux formulée contre un acte quelconque ; d'où suit que, pour la rendre admissible, il ne suffit pas d'articuler des faits pertinents en eux-mêmes, c'est-à-dire tels qu'en les supposant prouvés, ils démontreraient la fausseté de l'acte ; qu'il faut encore que ces faits se présentent avec un certain caractère de vraisemblance qui porte à présumer que la preuve en pourra être rapportée ; — Attendu que les faits compris dans l'articulation de l'appelant Auguste Audebert se divisent en deux catégories distinctes : les uns, sous les n° 10, 11, 12 et 13, concernant plus spécialement la confection du testament du 17 mai 1855, les autres se rapportent plus particulièrement à l'état mental du testateur Jean Audebert alné ; — Attendu que, si les faits de cette dernière catégorie avaient un fondement quelque peu sérieux, on ne s'expliquerait pas comment l'appelant n'aurait pas, avant tout, demandé à en faire la preuve ; qu'effectivement il en résulterait que le testateur n'aurait pas été dans une situation d'esprit propre à lui permettre de disposer valablement de ses biens ; que, pour

faire cette preuve, l'appelant n'avait pas besoin de recourir à la procédure plus grave et plus difficile de l'inscription de faux ; qu'on ne peut pas, dès lors, se refuser à croire que cette partie de l'articulation a eu pour but unique de prêter aux faits de la cause une apparence de gravité qu'ils n'ont pas au fond ; qu'il ressort de là un premier motif de suspicion contre la sincérité des allégations de l'appelant considérées dans leur ensemble ; — Attendu que les faits de l'autre catégorie, ayant trait spécialement à la confection du testament, se présentent aussi avec un caractère d'exagération qui les dément d'avance ; qu'en les prenant tels qu'ils sont articulés, ils constateraient de la part du notaire et des témoins instrumentaires le plus complet oubli de la loi et de leurs devoirs ; qu'en effet, au lieu de recevoir l'expression de dispositions manifestées par la dictée du testateur, le notaire n'aurait pas même pu obtenir une réponse intelligible aux insinuations d'une volonté étrangère, dont Audebert aurait été obsédé en sa présence ; mais que la chose devient d'autant plus incroyable, d'après l'articulation elle-même, que, d'une part le même notaire venu la veille, aurait refusé de retenir l'acte à cause de l'état du testateur, et, d'autre part, qu'au moment de la confection du testament, un des témoins aurait fait remarquer à

reconnaissent qu'elle est dépourvue de sincérité, imprudente, téméraire, et que la preuve n'en pourrait être rapportée (Toulouse, 8 févr. 1866, aff. Paul Bounel, D. P. 66. 2. 32); — 4° Qu'une demande en inscription de faux peut être rejetée avant toute admission des moyens de faux, par appréciation, non pas seulement de l'influence de l'acte attaqué sur le fond du litige, mais de la sincérité de l'inscription de faux et de l'impossibilité d'en rapporter la preuve (Req. 3 juill. 1867 (et non 1864), aff. Bonnel, D. P. 68. 1. 19); — 5° Que les tribunaux devant lesquels est portée une demande en inscription de faux peuvent, dès le début, écarter cette demande, s'il leur est démontré que l'inscription de faux, témérairement formée, ne pouvait aboutir (Req. 17 juin 1868, aff. Comp. La France, D. P. 71. 5. 193); — 6° Que l'indication erronée du nom d'une partie civile, portée au procès-verbal des débats devant une cour d'assises, ne pouvant entraîner une nullité de nature à faire prononcer la cassation de la condamnation prononcée, l'inscription de faux tendant à prouver ce fait n'est pas admissible (Crim. cass. 14 juin 1873, Bull. crim., n° 163); — 7° Que la demande en inscription de faux peut être écartée dès le début, lorsque les actes argués de faux sont évidemment à l'abri de toute suspicion (Agen, 21 août 1873, aff. Galabiale, D. P. 74. 5. 268); — 8° Que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour rejeter la demande en inscription de faux en tout état de cause, même en dehors de toute mesure d'instruction, dès que la sincérité de la pièce contestée leur est démontrée par les circonstances; que spécialement le juge, après avoir constaté en fait que les circonstances qui ont entouré la confection d'un testament authentique ne permettent pas de suspecter la sincérité des énonciations de cet acte, peut rejeter de plano l'inscription de faux dirigée contre lesdites énonciations (Req. 28 nov. 1881, aff. Rogier, D. P. 82. 1. 69); — 9° Qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier si une inscription de faux doit être admise ou rejetée de plano (Pau, 16 juin 1886, aff. Souberbielle, D. P. 87. 2. 133; V. aussi Alger, 21 avr. 1853, aff. Sicard, D. P. 55. 2. 342); — 10° Que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour rejeter les demandes en inscription de faux en tout état de cause et sans recourir à aucune mesure d'instruction, lorsque l'impossibilité d'en rapporter la preuve résulte des faits déjà acquis (Lyon, 16 juill. 1889, aff. Morel, D. P. 90. 2. 287). — Jugé encore que le pouvoir accordé aux tribunaux de ne point admettre une partie, s'il y échet, à s'inscrire en faux incident, doit être étendu au cas de demande en inscription de faux formée au civil par voie d'action principale; que spécialement, une demande en dommages-intérêts fondée sur l'existence d'un faux commis dans un cahier des charges et dont le demandeur offre de faire preuve par la voie de l'inscription de faux, peut être rejetée, aussi bien que cette offre de preuve, par appréciation du caractère non pertinent des faits allégués à l'appui de l'inscription de faux (Req. 25 avr. 1854, aff. Tastet, D. P. 54. 1. 361).

41. L'admission de l'inscription, on l'a dit au Rép. n° 78 et 79, n'est pas subordonnée à l'existence de présomptions graves, précises et concordantes. Il a été jugé, conformément à cette doctrine, que l'inscription de faux, dans le cas où le faux allégué est concluant, ne doit être repoussée dès l'abord qu'autant qu'il est parfaitement démontré qu'elle est téméraire et ne saurait aboutir; il suffit qu'il y ait doute à cet égard pour qu'elle doive être admise (Bordeaux, 9 mars 1859, aff. Fieffé de Lièvreille, D. P. 59. 2. 220): « Attendu, dit cet arrêt, qu'il ne s'agit pas, quant à présent, d'examiner les moyens de faux, les faits, circonstances et preuves qui, concourant à les rendre vraisemblables, peuvent déterminer le juge à ouvrir au demandeur la voie toujours périlleuse des enquêtes; qu'on est encore à la première phase de la procédure, et qu'il échet seulement de décider si l'inscription de

faux doit être admise, c'est-à-dire s'il sera permis au demandeur de proposer ses moyens de faux; qu'il est évident et qu'il résulte, d'ailleurs, de l'économie de la loi, que cette première épreuve ne doit pas être environnée de la même rigueur que la seconde; que l'office du juge consiste principalement à vérifier si le faux allégué est concluant, s'il est de nature à entraîner la nullité de la pièce ou à influencer sur la décision du procès; que, hors de là, ce n'est qu'autant qu'il est pleinement démontré que l'inscription de faux est téméraire et ne saurait aboutir, qu'on peut la repousser dès l'abord et sans autre vérification: car, s'il est vrai qu'il ne faut pas que la foi due aux actes publics soit facilement ébranlée, il faut encore moins s'exposer à fermer l'accès à la lumière et à la vérité » (En ce sens Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 70; Conf. Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 42).

42. Les juges qui repoussent de plano une demande en inscription de faux, parce qu'ils sont d'ores et déjà convaincus de la sincérité de la pièce arguée, peuvent-ils se borner à affirmer leur conviction, sans déduire les raisons sur lesquelles elle se base? Un arrêt de la chambre des requêtes du 1<sup>er</sup> avr. 1844 (Rép. n° 82), semble les y autoriser, puisqu'il a rejeté un pourvoi dirigé contre un arrêt de la cour de Bordeaux du 29 mars 1843, *ibid.* dans lequel cette cour, très nette sur l'affirmation de sa conviction, n'en exposait pas les motifs avec détail. On peut dire, dans le sens de cette opinion, que les raisons déterminantes pour les affaires de ce genre étant tout en fait, et le juge du fond en demeurant le souverain appréciateur, il n'y a pas nécessité pour lui de les développer dans son jugement. Toutefois, il convient de remarquer que cette manière de procéder, trop sommaire et voisine du vice d'insuffisance de motifs, n'est pas suivie. Il suffit de parcourir les décisions rendues en cette matière pour reconnaître que les juges sont, en général, très explicites sur les circonstances de fait qui les déterminent à avoir foi dans la sincérité de l'acte attaqué devant eux.

43. La cour de cassation exerce, en matière de faux incident, le même pouvoir discrétionnaire que les autres tribunaux. Elle n'autorise, en général, les inscriptions de faux qu'avec une extrême réserve (Rép. n° 84 et suiv.). Il a été jugé: que l'inscription de faux formée contre les énonciations d'une feuille d'audience constatant le concours à un arrêt d'un conseiller qui n'assistait pas à l'audience où les conclusions des parties ont été prises et où les plaidoiries ont eu lieu, est non recevable si la présence de ce conseiller à l'audience où a été rendu l'arrêt est constante, et si, dès lors, la preuve offerte tend simplement à établir la non-participation du même conseiller à cet arrêt, surtout lorsque le temps écoulé depuis la décision enlève à cette preuve la précision qui lui est indispensable pour altérer la foi due à des actes authentiques émanés de l'autorité judiciaire (Civ. cass. 6 févr. 1867, aff. Labadié, D. P. 67. 1. 125); — Que la demande en autorisation de s'inscrire en faux contre l'arrêt attaqué, en ce qu'il mentionne la présence d'un septième juge qui n'aurait pas assisté au jugement de l'affaire, peut être rejetée par ce motif que les faits allégués et les documents produits pour établir la nullité de l'arrêt ne présentent pas un caractère de pertinence suffisant, alors qu'il paraît constant que le conseiller faussement mentionné par l'arrêt a été remplacé par un autre conseiller omis dans l'arrêt (Civ. rej. 9 mars 1868, aff. du Pouget, D. P. 68. 1. 206). La cour ne décide pas, d'une manière absolue, que les souvenirs des magistrats ne peuvent jamais être invoqués contre la foi due aux constatations des arrêts et jugements, elle semble avoir voulu rejeter une inscription de faux qui pouvait seulement démontrer que le nom d'un conseiller absent avait été substitué par erreur au nom d'un conseiller

cet officier public qu'il n'y avait pas là une grande lucidité; — Attendu que des faits semblables ne sauraient s'expliquer par une simple erreur du notaire et des témoins qui l'assistaient, témoins dont la position personnelle est une garantie de lumières suffisantes pour apprécier l'importance de l'acte auquel ils ont prêté leur concours; qu'il faudrait alors supposer de leur part une complaisance coupable dont tout repousse la pensée; — Attendu, d'ailleurs, que des circonstances prises en dehors de celles qui se rattachent directement au testament viennent de plus en plus démontrer l'in vraisemblance de l'articulation, etc., etc.;

— Attendu que l'ensemble de ces considérations ne permet pas de s'arrêter à des allégations dénuées de toute apparence sérieuse, combattues par leur témérité même, et dont la preuve serait vainement ordonnée; qu'ainsi les premiers juges ont usé sagement du pouvoir que la loi leur donnait, quand ils ont rejeté l'inscription de faux dirigée contre le testament du 17 mai 1855;

Par ces motifs, confirme.

Du 25 janv. 1859. 2<sup>e</sup> ch.-MM. Dégrange-Touzain; pr.-Mourier, av. gén.-Coubau et Vaucher, av.

présent. C'est en ce sens qu'a statué plus formellement un arrêt de rejet de la chambre civile du 19 mars 1860, aff. Giraud, D. P. 60. 1. 448. On y lit : « Attendu que, de la copie du jugement attaqué, dont la conformité avec l'expédition et la minute n'est pas contestée, résulte que ce jugement a été rendu par trois juges qui y sont dénommés ; qu'ainsi, la preuve de sa régularité est dès à présent rapportée ; que des articulations de la requête à fin d'inscription de faux et des documents à l'appui résulteraient tout au plus, si les faits allégués étaient prouvés, qu'une erreur matérielle aurait été commise dans la minute du jugement, erreur dont le redressement ne porterait aucune atteinte à la validité dudit jugement ; que, dans cet état des faits, il n'échet d'admettre la demande en inscription de faux. » Il faut, en effet, pour que la demande en inscription de faux soit recevable, qu'elle aboutisse, si elle est justifiée, à l'annulation de l'arrêt attaqué (V. Req. 10 août 1852, aff. Bourdon, D. P. 52. 1. 227, cité *suprà*, n° 32). — Jugé encore : 1° qu'on ne peut attaquer par la voie de l'inscription de faux, le procès-verbal des débats devant la cour d'assises, parce qu'il aurait omis de mentionner qu'un témoin a fait défaut, lorsque ce témoin n'a pas été atteint par la citation (Crim. rej. 17 juin 1876, aff. Pascal, D. P. 77. 1. 461. V. *Rép. v° Témoins*, n° 616 et suiv.) ; — 2° Que la demande en inscription de faux, formée devant la cour de cassation par une partie contre les qualités d'un arrêt de cour d'appel qui mentionneraient à tort qu'un avoué l'a représentée devant les juges du second degré, doit être rejetée quand, en fait, ledit avoué a pris des conclusions pour cette partie en même temps que pour plusieurs autres inscriptions ; et qu'il importe peu, au point de vue de ce rejet, que l'avoué n'ait pas reçu mandat de représenter la partie dont il s'agit, et ait eu le tort, après avoir reconnu en temps utile l'erreur commise dans ses conclusions notifiées, de ne pas rectifier lesdites conclusions afin d'effectuer le retranchement du nom qui ne devait point y figurer (Req. 9 mars 1884, aff. Vinet, D. P. 82. 1. 425). Des allégations mêmes du demandeur et des productions sur lesquelles il s'appuyait, il résultait, non que les mentions contestées de l'arrêt ou des qualités fussent entachées d'une fausseté intentionnelle ou simplement matérielle, mais bien que, par la faute de son avoué, une rectification n'aurait pas été légalement faite aux conclusions réellement prises. Dans ces conditions, les faits invoqués ne tendant pas à démontrer qu'il existait dans la pièce arguée de faux des mentions inexacts, l'inscription de faux devait être rejetée ; — Qu'il n'y a pas lieu d'autoriser un demandeur en cassation à suivre sur une demande en inscription de faux contre un arrêt, fondée sur ce qu'une partie des motifs et du dispositif n'auraient pas été lus à l'audience, mais ajoutés après coup, alors que les éléments invoqués pour contredire la mention de l'arrêt qu'« il a été ainsi jugé et prononcé à l'audience publique », consistent dans des documents émanés du demandeur lui-même et ne rendent même pas vraisemblable son allégation (Req. 4 juill. 1876, aff. Courrégelongue, D. P. 77. 1. 59). — Décidé encore, par application des mêmes principes, que, lorsque le jugement et le procès-verbal des opérations du jury, en matière d'expropriation, constatent que les jurés appelés à fixer l'indemnité ont été pris sur la liste dressée par le conseil général, l'autorité de ces constatations ne peut être infirmée par cette circonstance que ladite liste a été publiée dans le recueil imprimé des délibérations du conseil général sous ce titre : « Liste des jurés désignés par chaque conseiller général » ; et qu'il n'y a pas lieu d'accueillir dans ces conditions la demande en inscription de faux formée à raison de ce fait contre le jugement et le procès-verbal des opérations du jury (Civ. rej. 12 juin 1883, aff. Veuve Claudot, D. P. 84. 1. 279. V. *suprà*, *v° Expropriation pour cause d'utilité publique*). Jugé, au contraire, que la

cour de cassation saisie d'une demande en inscription de faux contre un procès-verbal de débats criminels constatant leur publicité constante, peut donner et autoriser l'inscription de faux si les faits sont pertinents et admissibles (Crim. cass. 28 mars 1873, aff. Sainte-Livière Daussure, *Bull. crim.* 1873, n° 119, p. 217).

44. — VI. Sursis. — Les règles exposées sur ce point au *Rép.* n° 88 et suiv., ne donnent lieu à aucune difficulté. Il a été jugé que lorsqu'une partie, après avoir fait opposition à une ordonnance d'*exequatur* d'une sentence arbitrale et demandé à être admis à s'inscrire en faux contre elle, ne poursuit pas le jugement de cette opposition, fait défaut, et devant la cour, demande un nouveau sursis pour s'inscrire en faux, cette demande doit être rejetée, comme équivalant à l'aveu de l'impossibilité où elle est de soutenir son appel (Pau, 30 mai 1877) (1). Jugé encore que la demande d'un sursis à l'effet de pouvoir s'inscrire en faux est non recevable, lorsqu'il résulte des circonstances que la partie a eu tout le temps nécessaire pour engager cette procédure depuis le début de l'instance (Caen, 31 janv. 1887, aff. Lelaix, D. P. 88. 2. 60).

ART. 5. — Des transactions sur la poursuite du faux incident et du désistement de la poursuite (*Rép.* n° 97 à 102).

45. Le tribunal est toujours maître d'accorder ou de refuser l'homologation à la transaction sur la poursuite du faux incident. Mais on a enseigné au *Rép.* n° 98 que jusqu'à l'homologation, l'effet de la transaction est suspendu : qu'ainsi l'une des parties peut revenir sur cet acte, s'opposer à l'homologation et continuer ses poursuites en faux incident. Cette doctrine est combattue généralement par les auteurs. « Pour empêcher les preuves du faux de disparaître avant que le parquet ait pu mettre l'action publique en mouvement, dit M. Garsonnet, *op. cit.*, t. 2, p. 475, notes 16 et 17, l'art. 249 dispose que la transaction ne sera pas exécutée, c'est-à-dire l'acte supprimé, rayé ou réformé, avant qu'un jugement d'homologation ait été rendu par le tribunal saisi du faux incident, le ministère public entendu. Il ne s'agit pas ici de l'exécution de la transaction entre les parties, par exemple, du paiement de la somme stipulée par celui des deux contractants qui renonce à l'inscription de faux : l'art. 249 ne déroge pas à l'art. 2046 c. civ. et le tribunal n'intervient ici que pour réserver les droits de la partie publique. Le refus d'homologation de sa part empêche la supposition, la radiation et la réformation de l'acte, mais la transaction demeure valable et exécutoire entre les parties » (V. en ce sens Accarias, *Etude sur la transaction*, n° 90, p. 193; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 229; Garraud t. 3, n° 239, p. 330). « La transaction, disent de leur côté MM. Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 483, n° 467, qui soutiennent l'opinion de M. Garsonnet, devra être homologuée ? On en admet généralement la validité ; seulement l'exécution d'une pareille transaction, c'est-à-dire la suppression, la réformation, la rectification de l'acte faux, ne pourront avoir lieu que si la transaction a été homologuée par le tribunal, sur les conclusions du ministère public. Le texte de l'art. 249 paraît conforme à cette solution : « Aucune transaction... ne pourra être exécutée si elle n'a été homologuée ». Notre article s'occupe donc de l'exécution de la transaction et non de sa validité. L'art. 52, tit. 2, ordonn. de 1737, conçu dans les mêmes termes que notre art. 249, en ce qui concerne la transaction, prononçait la nullité, disposition que notre article n'a pas reproduite. D'ailleurs, les commentateurs de l'ordonnance appuyaient cette nullité sur ce qu'on ne peut transiger en cause criminelle ; et le faux incident était empreint d'une certaine nuance de criminalité. Cette raison ne peut plus valoir aujourd'hui pour annuler la transaction

(1) (Dufau-Vignau C. Herran.) — LA COUR ; — Attendu que les droits des parties ont été réglés par une sentence arbitrale en date du 7 nov. 1873, que les mariés Dufau, dit Vignau, ont, par exploit du 30 juin 1875, fait opposition à l'ordonnance d'*exequatur* de ladite sentence et demandé à être admis à s'inscrire en faux contre elle ; — Attendu que, loin de poursuivre le jugement de cette opposition, ils ont fait défaut deux fois en première instance ; que, devant la cour, ils demandent un nouveau sursis en se fondant sur l'intention qu'ils ont de former une inscription de

faux ; qu'une telle demande, dans de telles circonstances, équivaut à l'aveu de l'impossibilité où ils sont de soutenir sérieusement leur appel ; — Par ces motifs, sans s'arrêter au sursis demandé par les mariés Dufau dit Vignau, donnant défaut contre eux, au fond, les déboute de l'appel qu'ils ont interjeté envers les jugements du tribunal civil de Pau des 18 août et 7 déc. 1876.

Du 30 mai 1877. — C. de Pau, ch. civ.-MM. Daguilhon, 1<sup>er</sup> pr.-Lepinasse, av. gén.-Cassou et Faisans, av.

sur le faux, et nous restons sous l'empire de l'art. 2046 c. civ., qui permet de transiger sur l'intérêt civil résultant d'un crime ou d'un délit ».

46. Il a été jugé que le tribunal devant lequel a été formée une demande en inscription de faux est seul compétent pour connaître de toutes les difficultés que peut soulever la demande en homologation de la transaction intervenue à la suite de cette inscription, que tout autre tribunal est incompétent, *ratione materiz*, pour statuer sur de pareilles contestations, et notamment sur une action en résolution de la transaction, que par suite, cette incompétence peut être proposée en tout état de cause, et que le renvoi devant la juridiction compétente peut être ordonné même après que l'autre partie aurait accepté le débat sur le fond (Req. 16 août 1876, aff. Lemaître, D. P. 77. 1. 316). — Jugé aussi que le demandeur en homologation d'une transaction sur faux incident civil peut réclamer, pour la première fois en appel, l'exécution de cette transaction; ce n'est point là une demande nouvelle prohibée par l'art. 404 c. proc. civ. (Même arrêt).

47. Aux termes d'un arrêt (Req. 28 juill. 1870, aff. Lemaître, D. P. 71. 1. 106), le tribunal compétent pour prononcer l'homologation de la transaction intervenue sur une demande de faux incident n'est pas celui du domicile du défendeur à l'homologation, mais celui devant lequel l'inscription de faux était pendante... nonobstant l'appel interjeté contre le jugement de faux, lorsque, d'une part, l'appelant s'est désisté avant d'avoir pris aucune conclusion en appel, et que, d'autre part, l'appel n'avait porté que sur l'incident, le tribunal demeurant saisi de la demande principale (Req. 28 juill. 1870, aff. Lemaître, D. P. 71. 1. 106). Sans doute les juges sont dessaisis par le jugement qu'ils ont rendu, non seulement du litige principal, mais encore des incidents; mais la réciprocité n'est pas vraie et le jugement sur un incident ne dessaisit pas de la demande principale le tribunal qui l'a rendu. Il reste donc compétent pour juger et la demande principale et les nouveaux incidents qui peuvent s'y rapporter. Donc, ayant admis par un premier jugement l'inscription de faux, le tribunal reste saisi de l'affaire principale et peut connaître d'un nouvel incident, tel que la demande en homologation de la transaction intervenue sur l'inscription de faux (V. sur le principe que le jugement dessaisit le juge, *Rép. v. Jugement*, n° 317 et 323).

48. L'arrêt de la chambre des requêtes du 16 août 1876 (cit. *suprà*, n° 46) a décidé qu'il appartient aux juges du fond de décider souverainement, et par application des circonstances de la cause, que la partie qui, après avoir transigé sur l'inscription de faux dirigée par elle contre un testament invoqué par son adversaire, a formé contre celui-ci une plainte en faux, n'a point renoncé, par là même, au bénéfice de la transaction antérieurement conclue, et que l'arrêt qui, dans ces circonstances, fait droit à la demande de cette partie à fin d'homologation de ladite transaction, échappe à la censure de la cour de cassation. — Après la transaction acceptée par le demandeur, le défendeur avait cherché, par tous les moyens, à en empêcher l'homologation. Le demandeur, pour vaincre la résistance de son adversaire, avait déposé une plainte en faux qui fut écartée par une ordonnance de non-lieu et par un arrêt de la chambre des mises en accusation. La cour devant laquelle il poursuivait l'homologation déclara que les circonstances de la cause démontraient qu'il n'avait jamais renoncé à la transaction, mais qu'il avait constamment cherché à vaincre la résistance que son adversaire apportait à son exécution. La cour de cassation a jugé que ces déclarations étaient souveraines, qu'elles excluaient toute violation des principes sur les renonciations, et qu'en affirmant l'existence de la transaction comme loi des parties, elles donnaient une base juridique à la décision qui en prononçait l'homologation et en ordonnait l'exécution en conformité de l'art. 249 c. proc. civ.

ART. 6. — De la procédure du faux incident  
(*Rép.* n° 103 et 104).

49. On suit devant la cour de cassation pour l'inscription de faux les règles tracées par les ordonnances de 1737

et 1738 (V. *Rép.* n° 103, et *suprà*, v° *Cassation*, n° 222 et suiv. *Rép. eod. v.*, n° 1101 et suiv.). Il a été jugé qu'en cas d'inscription de faux devant la cour de cassation, le délai de trois jours accordé au demandeur pour sommer son adversaire de déclarer s'il entend se servir de la pièce arguée de faux, court à partir de l'arrêt qui admet l'inscription, lorsque cet arrêt l'ordonne ainsi (Ch. civ. 17 août 1881, aff. Pauquet, D. P. 82. 1. 179). Sous l'empire de l'ordonnance de 1737, le délai de trois jours courait à compter de l'ordonnance rendue sur la requête du demandeur en faux incident. Aujourd'hui, il ne peut courir qu'à partir de l'arrêt rendu par la cour de cassation. Il a été jugé qu'il parlait du jour où l'expédition de l'arrêt était délivrée au demandeur (Civ. rej. 6 avr. 1813, *Rép. v. Cassation*, n° 1104). Mais cette décision ajoute : « A moins que l'arrêt lui-même n'ait déterminé un délai fixe dans lequel la sommation a dû être faite ». C'est ce qui a eu lieu dans l'espèce actuelle précitée.

50. Lorsque la cour de cassation admet l'inscription de faux et que la partie qui produit la pièce, sommée de déclarer si elle entend s'en servir, fait cette déclaration, la cour renvoie devant la cour d'appel, pour être procédé au jugement de cette inscription de faux, après quoi, l'arrêt rendu sur cet incident étant produit, il est passé outre à la cour de cassation au jugement de l'affaire principale (Ch. civ. 30 août 1881, aff. Pauquet, D. P. 82. 1. 179). Les art. 2 et 4 du tit. 10, 2<sup>e</sup> partie, du règlement de 1738 ne tracent pas explicitement cette forme de procéder, mais elle résulte évidemment de leur esprit (V. *Cassation*, n° 223 et *Rép. eod. v.*, n° 1104).

51. Il a été jugé : 1<sup>o</sup> qu'une requête en faux incident formée devant la cour de cassation doit, à peine de nullité, être signée de la partie ou de son fondé de procuration spéciale : qu'il ne suffit pas qu'elle porte la signature de l'avocat (Civ. rej. 31 déc. 1850, aff. Héritiers Donzelot, D. P. 51. 1. 286); — 2<sup>o</sup> Qu'une requête en faux incident devant la cour de cassation, non signée par toutes les parties en cause, est valable à l'égard de celles des parties qui l'ont signée (Même arrêt); — 3<sup>o</sup> Qu'est non recevable la déclaration d'inscription de faux formée contre un arrêt, par un demandeur qui n'a ni présenté requête, ni consigné l'amende de 100 livres, ni justifié des pièces supplétives qui pouvaient le dispenser de cette consignation, mais s'est bornée dans le post-scriptum d'une lettre adressée au premier président de la cour de cassation et dans une lettre adressée au greffier de la cour d'appel, à déclarer qu'il s'inscrivait en faux contre ledit arrêt (Crim. cass. 8 juin 1889, *Bull. crim.*, 1889, n° 216).

§ 1<sup>er</sup>. — Première période — Sommation, inscription, formes, délais (*Rép.* n° 105 à 150).

52. — I. SOMMATION (*Rép.* n° 105 à 112). — Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au *Répertoire* sur cette question.

53. — II. DÉCLARATION DE LA PARTIE SOMMÉE. — Le délai de huitaine dans lequel doit avoir lieu la signification dont parle l'art. 216 n'est pas franc (*Rép.* n° 26 et 114; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 465, n° 449; Garsonnet, t. 2, p. 455, note 3).

54. Lorsque le défendeur en faux est éloigné du lieu où siège le tribunal, le délai de huitaine doit être augmenté à raison de la distance, conformément à l'art. 1033 c. proc. civ. (*Rép.* n° 114; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 45; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 73; Garsonnet, t. 2, p. 455 note, 3; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 46).

55. Le délai de huitaine accordé par l'art. 216 n'est pas prescrit à peine de déchéance. Il n'est que comminatoire, et le défendeur peut faire sa déclaration, même après la demande en rejet formée par le demandeur, sauf aux juges à apprécier s'il y a lieu ou non de prononcer la déchéance. Cette doctrine, enseignée au *Rép.* n° 115 et suiv.; est adoptée généralement par les auteurs. « Le retard dans la déclaration, disent MM. Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 466, n° 449, peut être motivé par des circonstances indépendantes de la volonté de celui qui a été sommé de déclarer s'il entendait se servir de la pièce. La loi, d'ailleurs, n'a pas prononcé de déchéance contre celui qui laisserait expirer le délai de huit jours, sans faire sa

déclaration; aussi la jurisprudence s'est-elle justement arrêtée à l'opinion que les juges ne pouvaient, dans le silence de la loi, suppléer une pareille déchéance. Le tribunal, appréciant les motifs du retard, pourrait donc admettre une déclaration postérieure au terme fixé par l'art. 216 » (V. en ce sens : Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 418; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 48; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 74; Garsonnet, t. 2, p. 455, note 3. — V. aussi Rennes, 19 mars 1852, aff. N..., *Journal des arrêts de la cour*, 1853, p. 252).

56. La déclaration faite en réponse à la sommation doit être signée du défendeur ou de son fondé de pouvoir spécial. Quand cette formalité n'a pas été remplie, la déclaration est comme non avenue. Le demandeur peut poursuivre l'audience et requérir le rejet de la pièce (*Rép.* n° 122). La déclaration doit-elle être signée tout à la fois sur la copie et sur l'original, ou suffit-il que la copie mentionne la signature apposée sur l'original seul? En matière de désistement, la jurisprudence, on l'a dit (*suprà*, v° *Désistement*, n° 39. V. aussi *Rép. cod.* v°, n° 145) exige la signature de la partie tant sur la copie que sur l'original. La décision doit être la même à notre avis, en ce qui concerne la déclaration prescrite par l'art. 216. La raison en est que la copie qui tient lieu d'original à la partie adverse doit être revêtue de toutes les formalités exigées pour la validité de la déclaration; s'il en était autrement, cette partie serait dans l'impossibilité d'établir, en cas de contestation, la régularité de l'acte. — La signature de la partie ne saurait être suppléée par la mention de cette signature dans la copie, l'officier ministériel n'ayant pas qualité pour certifier le fait de la sincérité de la signature (En ce sens Bioche, v° *Désistement*, n° 66). M. Dutruc professe une opinion contraire. « Lorsque la loi, dit cet auteur, v° *Faux incident civil*, n° 43, a voulu que des actes signifiés portassent nécessairement la signature de la partie tant sur la copie que sur l'original, elle a pris soin de le prescrire en termes formels (V. par exemple, l'art. 66, c. civ., pour l'opposition à mariage; l'art. 2183 du même code, pour la surenchère du dixième). Mais quand elle se borne, comme dans notre espèce, à exiger la signature de la partie, sans faire de l'apposition de cette signature sur la copie destinée à l'adversaire une condition absolue de la validité de l'acte, on ne saurait se montrer plus formaliste qu'elle n'a entendu l'être; et son vœu est assurément rempli si la signature mise sur l'original est mentionnée dans la copie par l'huissier, qui a qualité, quoi qu'on en dise, pour certifier le fait de cette signature, et dont l'attestation autorise la partie adverse à exiger, si elle le juge à propos, la représentation de l'original pour vérifier ce fait par elle-même ».

57. On a émis au *Rép.* n° 124 l'opinion que la réponse faite à l'audience dispenserait de faire la déclaration par acte; que la déclaration peut donc être verbale, qu'il y a lieu de la faire signer par la partie sur la feuille d'audience, qu'un simple donné acte de la déclaration serait même suffisant (V. en ce sens, Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 45). Cette théorie est combattue par plusieurs auteurs qui estiment, en s'appuyant sur les termes de l'art. 216, que la déclaration doit être écrite (V. Boitard, Colmet-Daage et Glanville, t. 1, p. 465, n° 449; Garsonnet, t. 2, p. 456, note 5).

58. Il a été jugé que l'art. 217 c. proc. civ. qui, en cas d'inscription de faux, porte que si le défendeur ne répond pas à la sommation qui lui est faite de déclarer s'il entend ou non se servir de la pièce arguée de faux, le demandeur pourra se pourvoir à l'audience « pour faire ordonner que la pièce maintenant fautive sera rejetée » n'astreint pas le juge à prononcer ce rejet sans examen; que, par suite, le juge peut, quoique la sommation faite en vertu de l'art. 217 c. proc. civ. soit restée sans réponse, refuser d'ordonner le rejet de la pièce contre laquelle l'inscription de faux est dirigée, s'il constate que le demandeur n'a produit aucune raison admissible à l'appui de cette inscription de faux (*Req.* 20 juill. 1858, aff. Liégeard, D. P. 58. I. 403). Les tribunaux, nous l'avons dit *suprà*, n° 40, sont armés d'un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou rejeter une demande d'inscription de faux, même avant toute articulation de moyens. Cette jurisprudence est étendue, par l'arrêt précité, à l'hypothèse où le défendeur, sommé, conformément à l'art. 217 c. proc.

civ. de déclarer s'il entend ou non se servir de la pièce arguée de faux, n'a pas répondu à la sommation. Deux arrêts de la cour de Riom, des 26 juin 1828 et 2 févr. 1829 (*Rép.* n° 129) s'étaient prononcés dans le même sens, mais dans une espèce où la matière touchait à l'ordre public. « Le tribunal, dit M. Garsonnet, t. 2, p. 456, note 2, n'est pas forcé de prononcer le rejet de la pièce arguée de faux, lorsque le défendeur a renoncé à s'en servir ou n'a pas répondu à la sommation et il serait déraisonnable de l'y contraindre quand il constate que la partie qui l'en sollicite ne présente à l'appui aucune raison sérieuse. Il y a même un cas, celui où il s'agit d'un acte de mariage, où le tribunal est tenu de procéder au même examen que si la partie qui a produit l'acte persistait à s'en servir » (V. aussi Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 55; Boitard, Colmet-Daage et Glanville, t. 1, p. 466, n° 449).

59. Le ministère public doit être entendu sur les conclusions tendant au rejet de la pièce (*Rép.* n° 128; Boitard, Colmet-Daage et Glanville, t. 1, p. 466, n° 449; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 60).

60. Le défendeur, après avoir déclaré ne vouloir pas se servir de la pièce, ne peut plus se rétracter, même avant qu'elle ait été rejetée par jugement, à moins qu'il ne prouve que la déclaration a eu pour cause l'erreur ou la fraude. Mais il peut, en tout état de cause, abandonner la pièce arguée de faux, bien qu'il ait primitivement déclaré persister à s'en servir. Ces principes, exposés au *Rép.* n° 130, sont admis par les auteurs (Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 83; Garsonnet, t. 2, p. 456, note 4, et p. 457, note 14; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 53 et 54).

61. La partie à qui il a été donné acte de la déclaration faite par son adversaire qu'il renonçait à se servir de la pièce arguée de faux ne peut demander ultérieurement que cette pièce soit tenue pour fautive par rapport à elle (*Req.* 4 juill. 1876, cité *suprà*, n° 43).

62. La partie, si c'est pendant un délibéré avec rapport que la sommation lui est adressée, est tenue de faire la déclaration prescrite par l'art. 216. Mais si c'est pendant un délibéré sans rapport, elle est fondée à déclarer qu'elle refuse de répondre à la sommation parce qu'elle est tardive (Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 44).

63. — III. DÉCLARATION DE L'INSCRIPTION DE FAUX. — Quoique l'art. 218 c. proc. civ. n'ait fixé aucun délai, le défendeur n'en a pas moins le droit de poursuivre l'audience lorsque le demandeur est en retard de former l'inscription de faux, afin de faire prononcer contre lui la déchéance de l'inscription de faux, et juger le fond du procès (*Rép.* n° 132 et 133; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 58; Garsonnet, t. 2, p. 457, note 17; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 65).

64. Les formalités prescrites pour la déclaration au greffe, comme on l'a dit au *Rép.* n° 135, sont rigoureuses. Mais le défendeur doit opposer *in limine litis* les nullités de la déclaration, et si, au lieu de relever ces nullités, il discutait la pertinence des moyens de faux, il serait forcé (Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 59; Garsonnet, t. 2, p. 457, note 17).

65. On a soutenu au *Rép.* n° 136 que l'avoué n'a pas le droit de faire la déclaration d'inscription sans être muni d'une procuration *ad hoc* notariée; que le greffier, à défaut de cet acte, devrait se refuser à recevoir la déclaration, et que s'il la recevait, le défendeur pourrait se pourvoir à l'audience pour en faire prononcer le rejet. Cette solution est adoptée par les auteurs (Garsonnet, t. 2, p. 457, note 15; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 86 et 87; Boitard, Colmet-Daage et Glanville, t. 1, p. 467, n° 449; Civ. rej. 31 déc. 1850, cité *suprà*, n° 51). Si le demandeur, ou son fondé de pouvoir, ne sait pas signer, le greffier n'aurait pas qualité, comme un notaire, pour suppléer cette signature par une déclaration. En pareil cas, un délai devrait être accordé pour régulariser la déclaration, et ce ne serait qu'autant que l'on ne satisferait pas au vœu de la loi en faisant faire, par exemple, la déclaration par l'avoué muni d'une procuration notariée, que les juges pourraient rejeter l'inscription (*Rép.* n° 139; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 88; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 61 et suiv.).

66. — IV. JUGEMENT SUR L'INSCRIPTION DE LA DEMANDE. — La procédure d'inscription de faux, aux termes des art. 215 et



suiv. c. proc. civ., se divise en trois périodes successives, dont chacune se termine par un jugement distinct : dans la première, le débat porte sur la recevabilité de la demande elle-même ; il a pour objet, dans la seconde, l'admissibilité des moyens de faux ; enfin, la troisième est consacrée à la discussion du fond. Mais cette division est-elle obligatoire pour le juge, de telle sorte qu'il ne puisse, notamment, examiner si la preuve est recevable, qu'après avoir, par une décision préalable, accueilli la demande en inscription de faux ? Dans un premier système admis par quelques cours d'appel et un certain nombre d'auteurs (V. *Rép.* n° 144), le tribunal, lorsqu'il rend sa première décision sur l'admissibilité de l'inscription, doit se borner à rechercher si l'irrégularité que l'on signale est de nature à constituer un faux, et si la preuve de ce faux pourrait exercer quelque influence sur la solution du litige. Ce n'est qu'après avoir parcouru les trois phases indiquées par le code de procédure que le demandeur en faux peut atteindre le but de l'action qu'il intente ; aucune disposition de la législation n'autorise les tribunaux à sortir de la voie tracée, et qui a sa raison d'être dans la nature même de l'action intentée, comme dans la gravité et l'importance des intérêts auxquels elle touche. En ce sens, il a été jugé que les trois périodes de la procédure d'inscription de faux doivent donner lieu chacune à un jugement séparé : qu'en conséquence, un tribunal ne peut, par un seul et même jugement, rejeter l'inscription de faux, et déclarer les moyens non admissibles (Alger, 21 avr. 1853, aff. Sicard, D. P. 55. 2. 342 ; V. Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 99 ; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 65-66).

Cette doctrine rigoureuse est difficile à justifier ; en effet, le juge, par cela même qu'il statue sur les moyens de faux, montre qu'il considère la demande comme recevable, et cette première question se trouve ainsi implicitement résolue en faveur du demandeur. Dira-t-on qu'il n'est pas démontré que le juge en ait fait l'objet d'un examen spécial ? L'objection ne serait pas concluante, car du moment que la preuve offerte est rejetée, la question de savoir si l'inscription de faux était ou non admissible perd tout intérêt ; et le demandeur n'est pas recevable à se plaindre de ce qu'elle n'ait pas été résolue, puisque le résultat est absolument le même que si le juge l'avait tranchée dans le sens de l'affirmative. Plusieurs arrêts de la cour de cassation ont décidé que les juges du fond peuvent s'appuyer pour rejeter une inscription de faux sur ce qu'il n'existe pas de preuve suffisante du fait allégué. « La faculté accordée aux tribunaux par l'art. 214, lit-on dans un arrêt de la chambre des requêtes du 3 juill. 1867 aff. Ronnel, D. P. 68. 1. 19, n'est pas restreinte à l'examen de l'influence que peut avoir la pièce attaquée sur le fond du litige ; elle peut être exercée en tout état de cause et suivant les circonstances qu'il appartient aux juges du fait d'apprécier souverainement ; d'après les déclarations de l'arrêt attaqué, la preuve du moyen sur lequel se fondait l'inscription de faux serait impossible, et cela suffisait pour en justifier le rejet » (V. aussi dans ce sens, Civ. rej. 7 févr. 1859, aff. Changeux, D. P. 59. 1. 471). Il résultait bien de cette décision que l'examen des moyens de preuve n'est pas nécessairement différé jusqu'à l'admission de l'inscription de faux ; que le juge peut s'y livrer dès le principe, et, si les moyens invoqués ne lui paraissent pas probants, rejeter la demande sans avoir préalablement examiné si elle était admissible en elle-même. — Conformément à cette théorie, il a été jugé qu'en matière d'inscription de faux, le juge n'est pas tenu de statuer par deux décisions distinctes, d'une part, sur la recevabilité de la demande, et, d'autre part, sur la pertinence des faits articulés en preuve ; que, par suite, l'arrêt qui rejette l'inscription de faux, en se fondant sur le défaut de pertinence des moyens invoqués par le demandeur, est régulier, bien qu'il n'ait pas été statué préalablement sur la recevabilité de la demande (Civ. rej. 28 déc. 1881, aff. Consorts Galtier, D. P. 82. 1. 345). Dans l'espèce, la cour de Montpellier, après avoir jugé inadmissibles les moyens invoqués, en avait directement prononcé le rejet, au lieu de déclarer l'inscription de faux non recevable, comme l'avaient fait les juges du fond, dans les affaires auxquelles se réfèrent les arrêts du 7 févr. 1859 et 3 juill. 1867 précités. La différence est, comme on le voit, de pure forme,

et la chambre civile, en rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour de Montpellier, n'a fait que se conformer à sa jurisprudence antérieure (V. dans le même sens : Garsonnet, t. 2, p. 454, note 9 ; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 68).

**67.** Tout jugement d'instruction ou définitif, en matière de faux, doit, sous peine de nullité, mentionner l'audition du ministère public ; cette nullité est d'ordre public, et peut être proposée en appel, quoiqu'elle ne l'ait pas été en première instance (*Rép.* n° 145 ; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 7).

**68.** Le jugement qui statue sur la demande d'inscription de faux doit être motivé. Il est susceptible d'opposition. C'est un jugement interlocutoire (*Rép.* n° 146 et suiv. ; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 100).

**69.** Il a été jugé que, bien qu'aucun délai fatal n'ait été fixé par la loi pour la signification du jugement qui admet l'inscription de faux, les juges peuvent cependant, en usant de leur pouvoir discrétionnaire, déclarer le demandeur en faux déchu de sa poursuite, s'il est établi qu'il existe de sa part une négligence coupable ; que « si le législateur n'a pas, à peine de nullité, fixé le délai pour la signification du jugement d'admission de l'inscription de faux, le caractère d'évidente urgence, attaché à l'accomplissement des formalités que comporte la procédure organisée pour la poursuite du faux incident civil, ne ressort pas moins de l'économie générale du tit. 11 dudit code ; que ses art. 217, 220, 224 et 229, notamment, témoignent de la volonté du législateur de ne pas laisser s'attarder impunément une poursuite d'une telle gravité ; qu'à cette fin, la loi autorise la partie intéressée à se pourvoir à l'audience pour faire ordonner, s'il y échet, que le demandeur resté inerte sera déchu de son inscription de faux » (Riom, 27 déc. 1886, aff. Germain-Vennat, D. P. 88. 2. 282). Mais si cette négligence paraît excusable en raison des circonstances de la cause, les juges peuvent fixer un délai passé lequel la déchéance sera prononcée (Même arrêt). — En matière de vérification d'écriture, la jurisprudence décide que si le jugement ordonnant cette vérification n'a fixé aucun délai dans lequel il y serait procédé, le demandeur ne peut pas être déclaré déchu du bénéfice du jugement sous prétexte qu'il aurait négligé d'en poursuivre l'exécution, à moins qu'il n'ait été mis en demeure à cet égard par son adversaire ; dans ce dernier cas, le tribunal doit fixer lui-même un délai, et si le demandeur le laisse passer sans faire procéder à la vérification d'écriture, alors seulement il est déchu du bénéfice du premier jugement (*Rép.* n° 153, et *v° Vérification d'écriture*, n° 404 et suiv. ; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 74). La même solution s'imposait par analogie en matière de faux incident civil.

§ 2. — Deuxième période. — Dépôt au greffe de la pièce arguée de faux. — Signification des moyens de faux (*Rép.* n° 151 à 209).

**70.** — I. DÉPÔT AU GREFFE DE LA PIÈCE ARGUÉE DE FAUX. — On a émis au *Rép.* n° 152 l'opinion que le délai de trois jours, dans lequel le défendeur doit remettre au greffe la pièce arguée de faux, ne doit pas être augmenté à raison des distances. Tel est aussi l'avis de M. Rousseau et Laisney. « Le délai, disent ces auteurs, *v° Faux incident civil*, ne doit pas être augmenté à raison des distances, parce que, la pièce se trouvant dans les mains de l'avoué, c'est lui qui doit en opérer le dépôt » (V. en ce sens Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 72 ; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 108. *Contrà* : Garsonnet, t. 2, p. 461, note 3).

**71.** Le délai fixé par l'art. 219 est simplement comminatoire, la loi ne prononce, en effet, aucune nullité. En conséquence, la pièce arguée de faux ne doit pas être rejetée par cela seul qu'elle n'a pas été déposée au greffe dans les trois jours. — Les juges peuvent accorder un nouveau délai, suivant les circonstances (*Rép.* n° 153, Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 108 ; Boitard, Colmet-Daâge et Glisson, t. 1, p. 468, n° 450 ; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 74 ; Garsonnet, t. 2, p. 461, note 7).

**72.** Lorsque l'avoué a tardé à faire le dépôt, il peut être personnellement condamné aux frais de l'incident auquel donne lieu le retard de ce dépôt (*Rép.* n° 154 ; Bioche, *v°*

*Faux incident civil*, n° 210 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 76).

73. Le dépôt au greffe n'est pas nécessaire, lorsqu'il s'agit d'un faux intellectuel. « S'il est question d'un faux intellectuel, disent MM. Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 468, n° 430, si, par exemple, le demandeur prétend que l'officier public, notaire ou autre, a mis dans l'acte des énonciations contraires à ce qu'il avait vu et entendu, à quoi bon déposer la pièce sur l'état matériel de laquelle il ne s'élève aucune difficulté ? A quoi bon même dresser un procès-verbal de l'état matériel de cette pièce ? Aussi toute la procédure expliquée dans les art. 219 à 223 s'applique-t-elle particulièrement au faux matériel, et peut-elle souvent être omise dans les procès sur un faux intellectuel » (En ce sens Garsonnet, t. 2, p. 461).

74. Le délai de trois jours dans lequel le défendeur doit signifier l'acte de mise au greffe n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances, et cela, pour les mêmes motifs ; la signification du procès-verbal est une formalité exclusivement du ressort de l'avoué (*Rép.* n° 152 et *supra*, n° 70. — V. toutefois en sens contraire, Garsonnet, t. 2, p. 461, note 5).

75. Faute par le défendeur de satisfaire à ce qui est prescrit par l'art. 219, le demandeur peut se pourvoir à l'audience, pour faire statuer sur le rejet de ladite pièce, suivant ce qui est porté en l'art. 217 ; si mieux il n'aime demander qu'il lui soit permis de faire remettre ladite pièce, au greffe, à ses frais, dont il sera remboursé par le défendeur comme de faits préjudiciaux ; à l'effet de quoi il lui en sera délivré exécutoire (*Rép.* n° 156). « Le demandeur, dit M. Garsonnet, t. 2, p. 462, notes 10 et 11, a intérêt à faire remettre la pièce au greffe, si le succès de sa prétention au principal exige qu'il en établisse la fausseté. On pourrait concevoir, par exemple, qu'une partie poursuivît l'inscription de faux contre un acte, dont on renonce à se servir contre elle, après le lui avoir d'abord opposé, si elle croit pouvoir démontrer que c'est sur le fondement de cet acte qu'elle a été condamnée dans une instance antérieure ; le faux prouvé, elle pourra attaquer ce jugement par la requête civile. Le demandeur peut effectuer le dépôt lorsque la pièce est entre les mains d'un tiers désintéressé, d'un notaire par exemple ; mais si elle se trouve en la possession d'un tiers intéressé ou du défendeur, il n'est pas autorisé à l'apporter au greffe, car il n'a le droit de l'enlever ni au tiers qui peut avoir un intérêt légitime à la tenir secrète, ni au défendeur qui renonce à s'en servir » (En ce sens Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 468, n° 450 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 78).

76. En cas qu'il y ait minute de la pièce arguée de faux, il sera ordonné, s'il y a lieu, par le juge-commissaire, sur la requête du demandeur, que le défendeur sera tenu, dans le temps qui lui sera prescrit, de faire apporter ladite minute au greffe (c. proc. civ. art. 221). Le demandeur pourrait, dès l'origine, sans perte de temps et sans frais, conclure à l'apport de la minute devant le tribunal, en même temps qu'il conclurait à l'admission de son inscription (*Rép.* n° 158 ; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 78).

Le juge-commissaire ne peut pas ordonner d'office l'apport de la minute de l'acte argué de faux (*Rép.* n° 157 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 80 ; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 77. V. en sens contraire : Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 116 ; Garsonnet, t. 2, p. 462, note 12). Mais, le tribunal le peut, s'il le juge nécessaire (Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 116 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 80).

77. Le juge-commissaire peut ordonner non seulement l'apport, mais aussi l'envoi de la minute, sur la requête du demandeur (*Rép.* n° 159. V. aussi : Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 81 ; Garsonnet, t. 2, p. 462, note 13).

78. Le défendeur doit être appelé devant le juge-commissaire pour voir statuer sur l'apport de la minute (*Rép.* n° 160 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 81).

79. Lorsque la minute ne peut être rapportée ou bien lorsqu'elle a été soustraite ou perdue, le tribunal a toute latitude pour prendre les mesures nécessaires, suivant les circonstances, mais il n'est pas dispensé de recourir au droit commun, par exemple aux art. 1334 et 1335 c. civ. (*Rép.*

n° 170 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 83). Il est justifié de l'impossibilité d'apporter la minute par un certificat de la personne que l'on supposait en être la détentrice, soit qu'elle n'ait jamais eu la pièce en sa possession, soit que cette pièce ait été perdue ou soustraite. Le tribunal peut aussi ordonner une perquisition sur le répertoire et les registres du depositaire par un commissaire délégué à cet effet, mais cette dernière mesure, qui était nécessaire autrefois, est facultative sous l'empire du code civil (Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 121 ; *Rép.* n° 171).

80. La loi, on l'a dit au *Rép.* n° 164, n'a pas fixé de délai pour l'apport de la minute. Il y a lieu cependant de fixer un premier délai au défendeur pour mettre le depositaire en demeure d'obéir à la justice, et un second délai au depositaire pour apporter la minute, sur l'avis que lui en a donné le défendeur. Ce double délai est fixé par le juge-commissaire ou par le tribunal quand il lui en est référé par ce magistrat.

Aucun de ces délais n'est fatal, et leur expiration entraîne seulement les mêmes conséquences que celle du délai pour apporter la pièce arguée de faux (*Rép.* n° 164 et suiv. ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 85 et suiv. ; Garsonnet, t. 2, p. 462, note 14 ; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 127 ; Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 470, n° 453).

81. La remise de la pièce prétendue fautive étant faite au greffe, l'acte en est signifié à l'avoué du demandeur, avec sommation d'être présent au procès-verbal ; et, trois jours après cette signification, il est dressé procès-verbal de la pièce. L'opinion, émise au *Rép.* n° 173, qu'il n'est pas nécessaire de présenter requête au juge-commissaire pour obtenir l'indication du jour et de l'heure de la vérification ; qu'il y a lieu seulement de s'entendre avec le juge-commissaire et le ministère public pour fixer le moment où cette opération aura lieu au greffe, est combattue par plusieurs auteurs (V. Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 93 ; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 135).

82. La partie qui s'est inscrite en faux doit, lors du procès-verbal de l'état de la pièce, et à peine de déchéance, requérir tous les apurements relativement aux parties de la pièce qu'elle entend arguer de faux ; elle est non recevable à les demander plus tard (*Rép.* n° 175. *Adde* : Garsonnet, t. 2, p. 461, note 6 ; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 139).

83. Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 178 et 179, la communication des pièces arguées de faux par les mains du greffier est due soit à la partie, soit à son avoué se présentant séparément, soit à tous deux ensemble, soit enfin à l'avocat du demandeur. La partie a même le droit de se faire assister, pendant la communication, d'un expert en écriture (Conf. Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 140 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 99 ; Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 472, n° 455 ; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 94).

84. Le défendeur peut aussi prendre communication de la pièce, sauf au greffier à user de toutes les précautions convenables pour que la communication soit sans danger. Cette doctrine, enseignée au *Rép.* n° 180, est professée par les auteurs les plus récents. « Il ne faut pas, dit M. Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 141, induire du silence de l'art. 228, à l'égard du défendeur que la communication lui soit interdite ; autrement ce serait gêner la défense et rappeler les rigueurs de l'ordonnance de 1737, prosrites par la législation nouvelle. Seulement on peut entourer de plus de précautions cette communication » (V. également : Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 95 ; Garsonnet, t. 2, p. 461, note 6).

85. — II. ARTICULATION DES MOYENS DE FAUX. — Le demandeur en faux doit, à peine de déchéance, indiquer les faits, circonstances et preuves par lesquels il prétend établir le faux : une simple dénégation du fait qui serait énoncé dans l'acte et sur lequel porterait l'inscription de faux, une simple contestation de la sincérité de l'écriture, ne seraient pas suffisantes. Cette théorie, exposée au *Rép.* n° 182, est admise par tous les auteurs (V. Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 144 ; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 103 ; Garsonnet, t. 2, p. 463, note 18 ; Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 472, n° 456 ; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 98 et suiv.), a été confirmée par de

nombreux arrêts. — Il a été, notamment, jugé : 1° que l'admission de l'inscription de faux ne met pas obstacle à ce que les juges refusent l'enquête sur les faits articulés à l'appui des moyens de faux, si ces faits consistent dans une simple dénégation des formalités mentionnées dans l'acte incriminé; que spécialement, les juges peuvent, après avoir admis l'inscription de faux formée contre la mention de la présence des témoins à la confection d'un testament authentique, rejeter la demande d'enquête, alors que, pour établir l'impossibilité de cette présence, le demandeur se borne à exciper, sans préciser aucun fait particulier, du peu d'intervalle qui s'est écoulé entre la comparution des témoins et la signature du testament (Req. 24 avr. 1849, aff. Héritiers Piron, D. P. 49. 1. 153); — 2° Qu'il faut que le demandeur articule des faits tels que la preuve de ces faits entraînerait incompatibilité avec ceux attestés par l'acte et exclurait invinciblement l'existence et la probabilité de ces derniers; que, par exemple, on ne peut regarder comme ayant ce caractère l'allégation que la présence des parties et des témoins à la rédaction et à la lecture d'un acte de donation, fait sous la loi du 24 juin 1843, n'a été ni simultanée, ni permanente, et qu'il n'a été signé par quelques-uns d'entre eux qu'à plusieurs jours d'intervalle, et cela, bien qu'on articule que les témoins eux-mêmes ont, à une certaine époque et dans un lieu déterminé, déclaré qu'ils n'ont signé qu'après coup l'acte de donation hors la présence du donateur, et qu'ils n'ont pas été présents au moment où le donateur exprimait ses volontés au notaire (Poitiers, 27 nov. 1850, aff. Eon, D. P. 51. 2. 93); — 3° Que, pour que les moyens de faux présentés contre un acte authentique soient admis, il ne suffit pas qu'ils consistent dans des faits contraires à cet acte, et qui, s'ils étaient prouvés, établiraient l'existence du faux allégué; il faut, en outre, que l'articulation de ces faits soit appuyée de circonstances qui les rendent vraisemblables et engendrent des présomptions en faveur de la prétention du demandeur (Grenoble, 15 juin 1852, aff. Baboulin, D. P. 55. 2. 266; Angers, 8 mars 1855, aff. Sinoir et Binet, D. P. 55. 2. 129); — Et, d'autre part, que les preuves à l'aide desquelles celui-ci veut établir ces faits soient précises, concluantes et dignes de confiance; qu'ainsi, lorsqu'on s'est inscrit en faux contre un testament notarié par le motif qu'il n'a pas été dicté au notaire par le testateur, il ne suffit pas d'alléguer qu'au moment de la rédaction de l'acte, un projet de testament avait été remis au notaire qui en copiait les dispositions, après avoir demandé au testateur si telles étaient bien ses volontés, alors surtout que le testateur disposait de corps de biens nombreux, dont la désignation avait besoin d'être précisée, et qu'il est établi, par la confrontation du testament avec le projet, que le notaire n'a pas copié ce projet d'une manière servile; qu'il ne suffit pas non plus de prétendre que le notaire s'est tellement attaché au modèle, qu'il a omis dans le testament une libéralité que le testateur avait exprimé l'intention de faire, mais qui ne figurait pas dans le projet; ni que le notaire était placé à une distance telle du lit du testateur, qu'il eût été impossible à la voix de ce dernier, affaibli par l'âge et par la maladie, d'arriver nette et distincte jusqu'au notaire, alors que le testateur a pu signer son testament, et que, depuis, il est revenu à la santé et a vécu encore pendant plusieurs mois; que de même, lorsque l'inscription de faux dirigée contre un testament public est fondée sur ce que l'un des témoins se serait absenté à un certain moment pendant la rédaction de l'acte, il y a lieu de rejeter comme non pertinente la preuve d'un tel fait, si le demandeur ne précise pas à quel instant de la confection du testament et pendant quelle disposition l'absence de ce témoin aurait eu lieu (Arrêt précité du 8 mars 1855). — Mais il a été décidé que la non-présence, à un acte authentique, de plusieurs des témoins de cet acte, lors de l'accomplissement de formalités essentielles à sa validité, ne constitue pas un fait négatif, dans le sens légal du mot, si, d'ailleurs, ces formalités sont précisées; que, dès lors, la preuve de cette non-présence a pu régulièrement être ordonnée (Req. 12 nov. 1856, aff. Monteilh, D. P. 57. 1. 59).

86. Dans les huit jours qui suivent le procès-verbal, le demandeur doit signifier ses moyens de faux au défendeur. Cette formalité est de rigueur, et la discussion ne peut

porter à l'audience que sur les moyens préalablement signifiés (Rép. n° 199; Garsonnet, t. 2, p. 463).

Le délai de huit jours est purement comminatoire; la déchéance n'est prononcée que « s'il y échet », dit l'art. 229, et le demandeur peut non seulement l'éviter en signifiant ses moyens de faux avant que le tribunal ait statué, mais encore demander une prorogation de délai, ou compléter, par une nouvelle signification, faite après le délai réglementaire, les moyens de faux qu'il a produits en premier lieu (Rép. n° 198; Garsonnet, t. 2, p. 463; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 473, n° 456; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 145 et suiv.; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 100 et suiv.; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 96).

Il a été jugé qu'en matière d'inscription de faux, le demandeur ne peut, après l'expiration des délais dans lesquels les moyens de faux doivent être signifiés, proposer des moyens nouveaux sans lien nécessaire avec ceux articulés en temps utile; qu'ainsi la partie qui, à l'appui de l'inscription de faux par elle dirigée contre un testament, a, dans les délais légaux, articulé comme moyen de faux ce fait unique qu'un renvoi a été écrit dans l'acte testamentaire après la signature de cet acte, et, dès lors, après la mention de sa lecture, est non recevable à articuler, en appel, que le même renvoi n'a été fait qu'après la lecture même du testament (Req. 18 août 1856, aff. Brand et consort, D. P. 57. 1. 34). — Cette solution n'est pas contraire au principe qui vient d'être posé, puisque le délai de l'art. 229 c. proc. civ. est purement comminatoire. Dans l'espèce, en effet, il s'agissait d'un moyen de faux distinct de ceux dont il avait été parlé dans la signification, puisqu'il tendait à établir qu'un renvoi avait été ajouté après la lecture de l'acte notarié, sans avoir fait l'objet d'une lecture spéciale, tandis que le moyen signifié portait seulement sur ce fait que le renvoi avait été écrit après la mention de la lecture. Les deux moyens différaient essentiellement. Le moyen signifié ne permettait d'arriver que par induction à la preuve que le renvoi avait été ajouté après la lecture de l'acte; il soulevait la question de savoir si un renvoi inséré après la mention de la lecture, doit être réputé avoir été placé dans l'acte après la lecture elle-même; il exposait le demandeur à toutes les chances d'une solution négative. Au contraire, le moyen produit après les délais portait sur le fait précis de l'antériorité de la lecture elle-même. Il réduisait le litige à la recherche de fait, qui devenait alors l'objet direct de l'examen du juge, lequel n'avait plus à se préoccuper de la question de droit qu'on vient de signaler. La base de l'inscription de faux se trouvait donc complètement transformée. Le second moyen n'avait pas été proposé en première instance. Il était articulé pour la première fois en appel. La cour a estimé que ce moyen, ne tendant pas seulement à compléter ou à rectifier les moyens de faux signifiés, mais constituant un moyen nouveau, n'était pas recevable.

87. Le délai de huit jours, dans lequel doivent être signifiés les moyens de faux, court *ipso facto*, sans qu'il soit nécessaire de signifier le procès-verbal (Rép. n° 202). Lorsque, conformément à l'art. 226, n° 2, il a été dressé séparément deux procès-verbaux, le premier pour constater l'état de l'expédition arguée de faux, le second pour constater l'état de la minute, le délai de huit jours ne court que du jour du second procès-verbal (Rép. n° 201; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 472, n° 456; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 97).

88. Les auteurs adoptent généralement l'opinion émise au Rép. n° 203-9°, qu'il y a obligation pour le défendeur de répondre par écrit, c'est-à-dire par requête grossoyée, aux moyens de faux qu'on lui propose (Garsonnet, t. 2, p. 464, note 24; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 149). Mais il n'y a pas de plein droit déchéance contre le défendeur qui néglige de répondre aux moyens de faux dans la huitaine de la signification: il peut encore, tant que le tribunal n'a pas prononcé, fournir ses réponses par écrit, et le tribunal peut les admettre, nonobstant la demande en rejet de ces réponses (Rép. n° 204; Garsonnet, t. 2, p. 464, note 25; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 150; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 105). Il a été jugé que l'inobservation du délai de huitaine accordé

au défendeur à partir de la notification des moyens de faux, pour répondre à ces moyens, est couverte si, dans ses conclusions, le défendeur a répondu à l'articulation, sans exciper de la tardiveté de la signification (Req. 22 mars 1869, aff. Mérimot, D. P. 69. 1. 448).

89. La nullité d'une procédure d'inscription de faux résultant, soit de ce que la pièce arguée de faux n'a pas fait l'objet du procès-verbal exigé par les art. 224 et 225 c. proc. civ., soit de ce que le défendeur n'a pas eu pour répondre aux moyens de faux le délai de huitaine fixé par l'art. 230 même code, ne peut être proposée pour la première fois devant la cour de cassation (Arrêt précité du 22 mars 1869); c'est l'application de l'art. 2 de la loi du 29 avr. 1806 (V. *supra*, v° Cassation, 281).

90. — III. JUGEMENT SUR LES MOYENS DE FAUX. — Trois jours après les réponses du défendeur, la partie la plus diligente pourra poursuivre l'audience, et les moyens de faux seront admis ou rejetés, en tout ou en partie (art. 231). Le tribunal a trois partis à prendre : 1° rejeter la demande si aucun moyen ne lui paraît admissible; 2° proclamer immédiatement l'existence du faux si elle est certaine à ses yeux; 3° ordonner la preuve des moyens proposés.

Comme nous l'avons dit *supra*, n° 40, la jurisprudence et la doctrine proclament le pouvoir discrétionnaire des tribunaux en cette matière et leur reconnaissent le droit d'apprécier souverainement la pertinence et l'admissibilité des faits dont la preuve est offerte à l'appui d'une demande; de rejeter cette preuve, si les faits articulés ne leur paraissent pas avoir un degré suffisant de vraisemblance et de probabilité ou de déclarer immédiatement la fausseté de la pièce, sans que leur décision soit susceptible d'être contrôlée par la cour de cassation (Rép. n° 207; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 116 et suiv.; Garsonnet, t. 2, p. 464; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 474, n° 457). Il a été jugé, conformément à cette théorie : 1° qu'en matière de faux incident, qu'il s'agisse d'un faux intellectuel ou d'un faux matériel, les juges peuvent se dispenser de recourir à la procédure en vérification, si la fausseté de la pièce attaquée devant eux par la voie de l'inscription de faux leur paraît suffisamment prouvée par les documents produits au procès; qu'à cet égard, ils peuvent former leur conviction sur de simples présomptions, tirées soit de l'état matériel de l'acte, soit même d'une procédure criminelle, encore bien que l'une des parties serait restée étrangère à cette procédure, et que, par suite d'un verdict de non-culpabilité du jury, le faux n'aurait été admis qu'en ce qui concerne les réparations civiles (Bordeaux, 21 juill. 1851, aff. Sené, D. P. 52. 2. 223). — Sur le point de savoir si les juges peuvent recourir à une procédure criminelle pour y puiser la preuve des faits allégués devant eux, V. *supra*, v° *Chose jugée*, n° 480; — Rép. eod. v°, n° 594 et suiv.; — 2° Que les juges appelés à statuer sur les moyens de faux dirigés contre une pièce (spécialement contre un acte de naissance), peuvent en déclarer la fausseté sans recourir préalablement à une enquête et à une vérification, si cette fausseté leur paraît suffisamment établie par des présomptions graves, précises et concordantes, résultant des circonstances et documents du procès (Poitiers, 5 juill. 1854, aff. Aubeneau, D. P. 55. 5. 226); — 3° Qu'en matière d'inscription de faux, les voies d'instruction tracées par la loi ne sont pas obligatoires; que, par suite, les juges peuvent déclarer la fausseté de la pièce arguée de faux, sans recourir à ces moyens d'instruction, s'ils trouvent dans les documents produits et les faits de la cause des éléments suffisants pour former leur conviction (Req. 2 mars 1869, aff. Autrique, D. P. 69. 1. 447) Riom, 13 déc. 1886, aff. Baduel d'Oustrac, D. P. 88. 2. 67).

Décidé, d'un autre côté : 1° que le rejet d'une inscription de faux peut être prononcé en dehors de toute enquête et expertise, et à raison, par exemple, tant de l'état matériel de la pièce arguée de faux que des présomptions morales résultant des hésitations et des rétractations du demandeur, sans qu'une telle décision, qui repose sur une appréciation souveraine de faits, soit soumise au contrôle de la cour de cassation (Civ. rej. 7 févr. 1859, aff. Changeux, D. P. 59. 1. 471); — 2° Que les tribunaux ont la faculté souveraine de rejeter la demande d'inscription de faux en tout état de cause, même en dehors de toute procédure, enquête ou expertise, dès que la sincérité de la pièce leur est démontrée

par les circonstances (Req. 30 mai 1876, aff. Hassen-ben-Kelhil-el-Turki et consorts. D. P. 76. 1. 383); — 3° Que la décision qui écarte la demande en inscription de faux dirigée contre un testament authentique, en se fondant, pour déclarer non pertinents et inadmissibles les faits d'où l'on prétendait induire, que l'acte n'avait pas été réellement dicté par le testateur, sur ce que ces faits étaient dénués de vraisemblance, repose sur une appréciation souveraine, échappant au contrôle de la cour de cassation; que cette décision ne saurait être critiquée, sous le prétexte que les constatations qui lui servent de base ne contredisent pas directement les articulations du demandeur en faux (Civ. rej. 28 déc. 1881, aff. Consorts Galtier, D. P. 82. 1. 345). — Mais il a été décidé que le juge qui rejette les moyens de preuve tendant à établir, contrairement aux énonciations d'un testament authentique, que cet acte n'a pas été dicté, ne justifie pas suffisamment sa décision en déclarant que le testateur avait toute son intelligence au moment où il testait, que ses libéralités ont été l'expression d'une volonté réfléchie, et qu'il a lui-même fait connaître aux témoins sa pensée, de telles constatations n'établissant ni l'existence, ni la possibilité physique de la dictée. Cette décision n'est pas en contradiction avec l'arrêt du 28 déc. 1881. — Jugé encore que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour rejeter la demande en inscription de faux en tout état de cause, même en appel et en dehors de toute mesure d'instruction, dès qu'ils constatent que cette demande ne présente pas les caractères d'utilité et de sincérité propres à la faire accueillir; que spécialement, le juge n'est pas tenu d'ordonner la preuve des faits articulés pour prouver l'antidate d'un testament, ou l'insanité d'esprit et la captation du testateur, si ces faits, malgré leur précision, sont d'ores et déjà démentis à ses yeux par les circonstances du procès, qu'il peut rejeter *de plano* la demande en inscription de faux (Orléans, 8 mars 1883, aff. Sévin, D. P. 84. 2. 227, V. aussi Lyon, 16 juill. 1889, aff. Morel, D. P. 90. 2. 287).

91. L'interprétation que nous avons donnée au Rép. n° 208, de cette disposition obscure de l'art. 231 que « lesdits moyens ou aucuns d'eux demeureront joints, soit à l'incident en faux, si quelques-uns desdits moyens ont été admis, soit à la cause ou au procès principal; le tout suivant la qualité desdits moyens et l'exigence des cas », est adoptée par les auteurs. « Cette disposition, aussi obscure que mal rédigée, dit M. Garsonnet, t. 2, p. 465, note 31, prévoit deux hypothèses : 1° quelques moyens sont admis dès maintenant, et l'admission de quelques autres exige un examen plus approfondi : le tribunal peut joindre ces derniers à l'incident, c'est-à-dire ordonner que le débat sur leur admissibilité sera renvoyé à la troisième et dernière partie de la procédure; 2° aucun des moyens proposés n'est admis présentement, mais il y a doute sur la valeur de quelques-uns d'entre eux; il n'y a pas lieu de poursuivre l'inscription de faux, mais l'examen de ces moyens peut être joint au fond du procès. Quant à ces expressions « à la cause ou au « procès principal », qui n'ont aucun sens utile, elles viennent de ce qu'autrefois certains auteurs prenaient le mot *cause* et le mot *procès* dans des acceptions distinctes » (V. en ce sens : Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 474, n° 457; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 106; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 157). « Je soutiens, dit ce dernier auteur, que tel acte est faux, que ma signature a été contrefaite, et qu'il est impossible que ce soit la mienne, parce que, le jour où l'on prétend que cet acte a été passé, j'étais fort éloigné du lieu de sa date. Si l'alibi est constaté par des titres inattaquables ou par une imposante réunion de témoignages, il n'est pas nécessaire de recourir aux conjectures des experts pour juger de la fausseté de ma signature; toutefois, en admettant le moyen fondé sur l'alibi, le tribunal ne rejettera point ceux qui sont tirés de l'état matériel de la pièce, mais il les joindra à l'incident, c'est-à-dire qu'il se réservera d'ordonner plus tard la vérification de la signature par experts, pour le cas où l'enquête qu'il ordonne dès à présent ne produirait pas une preuve suffisante de l'alibi, l'incident marche et le principal s'arrête jusqu'à ce que la question du faux soit jugée. L'admissibilité d'un moyen de faux peut dépendre de l'examen préalable de quelques circonstances ou de quelques points de droit qui se rattachent à la discussion de la cause principale. Les moyens

qui tendent plus ou moins directement à la preuve du fait de la fausseté sont admis ou joints à l'incident; ceux dont l'importance n'est pas assez caractérisée, assez décisive pour qu'il soit indispensable de surseoir à l'instruction originaire, qui peuvent, suivant les éventualités de la cause, s'y mêler ou même s'y absorber, sont joints au principal; bien entendu qu'on y aura, en définitive, tel égard que de raison. Mais joindre les moyens de faux au principal, ce n'est pas dire qu'il sera statué sur le tout par un seul et même jugement; on doit, dans tous les cas, prononcer particulièrement sur l'incident de faux avant de juger le principal; il faut que la pièce soit reconnue vraie ou qu'elle ait été rejetée du procès».

**92.** Le jugement qui prononce l'admission ou le rejet des moyens de faux en interlocutoire (*Rép.* n° 218; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 160). Il a été jugé que l'arrêt qui autorise un demandeur en inscription de faux à prouver les faits par lui articulés et énonce expressément les moyens de faux admis, reconnaît implicitement mais nécessairement que ces moyens étaient reconnus pertinents et admissibles (*Civ. rej.* 11 janv. 1888) (1).

§ 3. — Troisième période. — Preuve du faux, enquête, expertise, jugement, amende, suppression de la pièce arguée de faux, dommages-intérêts (*Rép.* n° 210 à 259).

**93.** — I. PREUVE DU FAUX. — Le tribunal est toujours libre d'ordonner la preuve par titres, par témoins ou par expertise, séparément ou cumulativement, sans distinguer entre le cas où il s'agit d'un faux matériel et celui où il s'agit d'un faux intellectuel. En conséquence, il n'est pas nécessaire que le tribunal ordonne à la fois les trois genres de preuves; il peut, par exemple, se borner à ordonner une expertise lorsqu'il reconnaît qu'il existe des indices suffisants de la vérité des écritures et signatures arguées (*Rép.* n° 210 et 211; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 163; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 108; et 4<sup>e</sup> éd., t. 2, n° 638 Conf. Bonnier, *Traité des preuves*; Carré, *Lois de la procédure*, quest. 919).

**94.** L'opinion émise au *Rép.* n° 213, que, pour admettre la preuve testimoniale en matière de faux, même lorsqu'il s'agit d'un acte authentique, un commencement de preuve par écrit ne peut pas être exigé à l'appui de l'articulation du faux, est adoptée par plusieurs auteurs (*Garsonnet*, t. 2, p. 466, notes 4 et 5; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 163; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 117). MM. Rousseau et Laisney pensent, au contraire, que quand l'acte attaqué est un acte authentique, la preuve testimoniale ne doit pas être ordonnée s'il n'existe ni altération matérielle de l'acte, ni commencement de preuve par écrit, ni enfin un concours de circonstances graves rendant vraisemblable le faux allégué (*v° Faux incident civil*, n° 113). Cette théorie nous semble inexacte. L'art. 1348 c. civ. dit que le demandeur est dispensé de rapporter un commencement de preuve par écrit lorsqu'il n'a pu se procurer la preuve du fait. Or, il en est ainsi toutes les fois qu'il y a eu faux. D'un autre côté, en cas de dol ou de fraude, la preuve est encore recevable, *à fortiori* doit-elle l'être dans le cas de faux (*V. Rép. v° Obligations*, n° 4872 et suiv.).

« Il est un cas, dit M. Garsonnet (t. 2, p. 466, note 5) où cette preuve ne sera pas recevable à l'appui d'une inscription de faux: c'est celui où l'inscription de faux tendrait à établir la filiation d'un enfant par la preuve du faux commis dans son acte de naissance. La preuve testimoniale n'est admise alors qu'avec un commencement de preuve par écrit, et le demandeur en faux ne sera reçu à la faire qu'avec cet adminicule; s'il ne peut prouver le faux que par témoins et qu'il n'a pas de commencement de preuve par écrit, la demande devra être rejetée » (*V. Paternité et filiation*; *Rép. eod.*, *v°*, n° 265 et suiv.).

**95.** Si les trois genres de preuves ont été ordonnés,

(1) (Viaud G. Laure.); — LA COUR; — ... Sur le deuxième moyen: — Attendu que la cour d'appel de Rennes, usant du pouvoir discrétionnaire qu'elle tenait de l'art. 231 c. proc. civ. a autorisé Laure à prouver les faits par lui articulés à l'appui de son inscription de faux; qu'elle a, conformément à l'art. 233 du même code, énoncé expressément les moyens de faux par elle admis au

c'est au juge-commissaire ou au tribunal à régler, d'après les circonstances, l'ordre dans lequel ils doivent être employés (*Rép.* n° 219; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 165; Garsonnet, t. 2, p. 467, n° 10). Si le tribunal et, à son défaut, le juge-commissaire n'ont pas déterminé l'ordre des preuves, le demandeur dirige l'instruction à son gré (*Garsonnet*, t. 2, p. 467, n° 11; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 119).

**96.** En matière de faux incident, les règles ordinaires de l'enquête doivent être suivies à peine de nullité. Mais l'art. 234 ne prononce pas la peine de nullité à l'égard des formalités spéciales qu'il prescrit; notamment, le parafé des pièces par les témoins n'est pas une formalité indispensable (*Rép.* n° 224 et 223). Ces solutions sont admises par les auteurs (*V. Garsonnet*, t. 2, p. 466, note 5; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 118 et 119; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 170; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 122 et suiv.).

**97.** On a émis au *Rép.* n° 222, l'opinion que les témoins instrumentaires d'un acte authentique peuvent être entendus dans l'enquête qui a pour but d'établir les faits articulés comme moyens de faux contre cet acte, mais que le juge ne doit avoir égard aux dépositions de ces témoins qu'avec une grande circonspection (*V. aussi supra, v° Enquête*, n° 197). Cette doctrine est adoptée généralement par les auteurs et la jurisprudence. « Rien dans la loi, disent MM. Boitard, Colmet-Daâge et Glisson, t. 1, p. 475, n° 458, ne s'oppose à l'audition de pareils témoins. On ne peut écarter un témoin que s'il tombe sous l'application du texte littéral de l'art. 283 c. proc. civ., qui détermine les causes de reproches. Or, la loi n'a pas déclaré reprochables les témoins instrumentaires. Seulement le tribunal, toujours maître d'apprécier la valeur des témoignages, accordera, suivant les circonstances plus ou moins de confiance à la déposition des témoins instrumentaires » (*V. dans le même sens*: *Garsonnet*, t. 2, p. 466, note 5; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 171; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 120 et suiv.; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 120). Conformément à cette théorie, il a été jugé que les témoins instrumentaires d'un testament peuvent être entendus dans une enquête par suite d'inscription de faux dirigée contre ce testament, mais que les juges doivent admettre avec circonspection leurs dépositions (Angers, 8 mars 1853, aff. Sinoir et Briet, D. P. 55. 2. 129. — *V. les autres arrêts cités supra, v° Enquête*, n° 197).

Un arrêt a décidé que si les témoins instrumentaires d'un acte authentique argué de faux peuvent être admis à déposer contre cet acte, leur témoignage ne saurait cependant suffire, en l'absence de toute autre preuve, pour en faire prononcer la fausseté (Grenoble, 15 juin 1853, aff. Baboulin, D. P. 55. 2. 266). Cette solution est contraire à la doctrine que nous venons d'exposer. Si l'on reconnaît que la loi ne défend pas d'entendre les témoins instrumentaires d'un acte argué de faux, on ne saurait soutenir qu'un jugement ne puisse se baser sur leurs seules dépositions pour déclarer la pièce fautive.

**98.** De même qu'en matière de vérification d'écriture, les pièces de comparaison sont désignées, quand les parties ne tombent pas d'accord, par le juge-commissaire ou par le tribunal, si ce magistrat juge à propos de lui en référer (*Rép.* n° 228; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 284; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 135). On applique nécessairement en cette matière les dispositions des art. 201 et suiv., réglant l'apport et l'envoi des pièces par les dépositaires (*Rép.* n° 229; Rousseau et Laisney, *v° Enquête*, n° 127). Les experts sont désignés par le jugement et non choisis par les parties comme en matière de vérification d'écriture (*Rép.* n° 215; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 176; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 129).

**99.** — II. JUGEMENT SUR LE FAUX. — Le jugement sur le faux incident civil est rendu en la forme ordinaire. L'ap-

nombre de quatre; que, par cela même, elle a implicitement, mais nécessairement fondé sa décision sur ce que ces moyens étaient reconnus par elle pertinents et admissibles; qu'elle n'a donc violé aucune loi; — Rejette.

Du 14 janv. 1888. — Ch. civ. — MM. Barbier, 1<sup>er</sup> pr. — Monod, rap. — Charrins, 1<sup>er</sup> av. gén., c. conf. — Roger, av.



précision des faits rentre dans le pouvoir discrétionnaire du tribunal, qui n'est lié ni par l'enquête ni par l'expertise (*Rép.* n° 241; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 129; Garsonnet, t. 2, p. 467; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 190).

100. Lorsque la pièce est reconnue fautive, le tribunal doit en ordonner, suivant les cas, la suppression, la lacération, la radiation en tout ou en partie, la réformation ou le rétablissement. La réformation, d'après la définition donnée au *Rép.* n° 244 consiste à supprimer, sur la copie, les mots qui ne se trouvent pas la minute, à remettre à leur place les mots qui ont été transposés, à écrire correctement ceux qui ont été mal écrits (V. en ce sens: Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 131; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 197).

Dans un autre système, on soutient que la réformation ne constitue pas une opération matérielle, qu'elle consiste à prononcer contre l'acte une condamnation qui lui ôte toute sa force légale. L'acte est réformé, c'est-à-dire déclaré nul et non avenue. On procède ainsi à l'égard des pièces qui ne sont pas sous la main de la justice, et que ne peuvent atteindre des actes matériels d'exécution. « La plupart des auteurs, disent MM. Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 476, n° 459, donnent au mot suppression le sens que je viens d'indiquer pour le mot réformation; et ils appellent réformation l'opération par laquelle on rend à l'acte son texte primitif, qui avait subi des altérations, transpositions, etc. Mais d'abord le sens le plus naturel du mot suppression n'emporte-t-il pas l'idée d'un anéantissement matériel? Écoutons, d'ailleurs, le célèbre commentateur de l'ordonnance de 1737. Que nous dit Serpillon sur l'art. 59 du titre 1<sup>er</sup>? « On ordonne... enfin que la pièce fautive sera « réformée, c'est-à-dire, qu'elle sera regardée comme nulle « et non avenue, et que, dans la suite, elle ne pourra « servir de titre ». N'est-ce pas là exactement le sens que nous avons donné nous-même au mot réformation? Comment la même expression employée dans la même matière, aurait-elle changé de valeur en passant de l'ordonnance de 1737 (art. 59 tit. 1), dans l'art. 241 c. proc. civ.? Il nous semble donc que la tradition indique, aussi bien que le sens naturel des mots, que la suppression s'applique à l'anéantissement matériel de l'acte, et que la réformation lui porte une atteinte morale et lui ôte sa force » (V. aussi en ce sens: Garsonnet, t. 2, p. 467, note 14). M. Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 160, estime qu'il vaut mieux se borner à l'opération fictive toutes les fois que les tiers sont intéressés au maintien des actes et pratiquer l'opération matérielle de la lacération ou de la suppression lorsque la pièce a été reconnue fautive à l'égard de tous les intéressés.

101. Aux termes de l'art. 241 c. proc. civ., un acte peut être déclaré faux partiellement. Il a été jugé qu'on ne saurait prétendre qu'un acte reconnu faux dans l'une de ses parties doit être annulé pour le tout; que cet acte peut être déclaré faux partiellement; que spécialement, l'admission de l'inscription de faux contre une procuration en forme authentique donnée conjointement par un mari et sa femme, dans laquelle le mari a faussement fait intervenir celle-ci, fait l'annulation de cette procuration, en ce qui concerne la femme, n'altèrent pas la validité de l'acte en ce qui concerne le mari (Riom, 13 déc. 1886, aff. Baduel d'Oustrac, D. P. 88. 2. 67).

(1) (Meyer C. Bisant.) — Un jugement du tribunal civil de la Seine, après expertise, avait rejeté la demande d'un sieur Meyer qui s'était inscrit en faux contre une reconnaissance portant sa signature et avait condamné ledit Meyer à des dommages-intérêts et à une amende de 150 fr. Appel par le sieur Meyer qui conclut à la nullité de la reconnaissance qui ne portait pas le bon et approuvé exigé par l'art. 1326 c. civ. Le 24 juill. 1867, arrêt de la cour de Paris: «... Adoptant, les motifs des premiers juges, et considérant qu'il s'agit, au procès, d'une inscription de faux incident civil; que c'est l'amende édictée en cette matière par l'art. 246 c. proc. civ. qui devait être prononcée; — Confirme et élève à 300 fr. l'amende de 150 fr. prononcée par le jugement. — Sur ce dernier chef, aucunes conclusions tendant à l'élévation de l'amende n'avaient été prises, ni par le sieur Briant, ni par le ministère public.

Pourvoi en cassation par le sieur Meyer: — Excès de pouvoir; violation et fautive application de l'art. 246 c. proc. civ. et des art.

102. Le jugement statue sur la remise des pièces, soit aux parties, soit aux témoins qui les ont fournies ou représentées; ceci a lieu même à l'égard des pièces prétendues fautes, lorsqu'elles n'ont pas été jugées telles. A l'égard des pièces qui ont été tirées d'un dépôt public, il est ordonné qu'elles seront remises aux dépositaires, ou renvoyées par les greffiers de la manière prescrite par le tribunal; le tout sans qu'il soit rendu séparément un autre jugement sur la remise des pièces (*Rép.* n° 245). MM. Boitard, Colmet-Daage, et Glasson, t. 1, p. 478, n° 461, s'expriment en ces termes: « L'instruction a pu motiver l'apport au greffe de trois sortes de pièces: D'abord des pièces arguées de faux, puis des pièces de conviction, enfin des pièces de comparaison. Elles ont été apportées soit spontanément, soit sur les ordres de la justice, ou par les parties ou par les tiers. Il s'agit d'en opérer la restitution. La loi n'a pas voulu laisser au greffier, à qui ces pièces ont été remises, le soin et la responsabilité d'une semblable restitution. Aussi le tribunal doit-il déterminer à qui et par quelles voies les pièces seront remises ou renvoyées à ceux qui en sont propriétaires ou dépositaires. Ces différentes injonctions ne seront pas l'objet de jugements distincts; par mesure d'économie, la loi ordonne au tribunal de statuer sur ces remises ou renvois de pièces, par le jugement qui statue sur le faux. On doit, d'ailleurs, attendre, pour l'exécution de cette partie du jugement, l'expiration des délais prescrits par l'article précédent » (V. Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 162; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 202 et suiv.).

103. Si la pièce est reconnue vraie, le demandeur en faux doit être condamné à une amende fixée par le tribunal, mais qui ne peut être moindre de 300 fr. (*Rép.* n° 247). Il a été jugé que lorsque le jugement de première instance, rejetant une inscription de faux incident civil, a prononcé, contre le demandeur, une amende inférieure à 300 fr., la cour d'appel peut d'office, alors qu'aucun appel incident n'a été fait sur ce point, ni par le défendeur, ni par le ministère public, appliquer l'amende de 300 fr. édictée par l'art. 246 c. proc. civ. (Req. 30 juill. 1868 (1); Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. 1, p. 479, n° 462).

104. L'amende est encourue alors même que la pièce arguée de faux est annulée pour défaut de forme, postérieurement au rejet de l'inscription de faux (Riom, 23 mars 1888, aff. Picaud, D. P. 89. 2. 237).

105. L'amende est encourue de plein droit et la Régie est autorisée à en poursuivre le recouvrement par voie de contrainte quoique la condamnation ne soit pas exprimée dans le jugement (Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 145; Bioche, *v° Faux incident civil*, n° 214; Garsonnet, t. 2, p. 469; Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 170, *Rép.* n° 251).

106. L'amende est également encourue, aux termes de l'art. 247: 1° lorsque, l'inscription ayant été admise, le demandeur s'est désisté volontairement (*Rép.* n° 247; Req. 25 avr. 1854, aff. Tastet, D. P. 54. 1. 361; Garsonnet, t. 2, p. 1469). Mais le désistement n'entraîne l'amende que lorsqu'il a été accepté, car jusque-là il peut être rétracté; à moins, ainsi que le fait remarquer M. Dutruc, *v° Faux incident civil*, n° 175) que sur le désistement, il ne soit intervenu un jugement qui ait déclaré la pièce vraie (*Rép.* n° 249; Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 141); — 2° Lorsque les parties ont été mises hors de procès, soit par défaut de

464 et suiv., même code, ainsi que l'art. 1351 c. nap., et des principes en matière d'appel, en ce que la cour a élevé d'office au taux fixé par l'art. 246 pour le cas d'inscription de faux l'amende que le tribunal s'était borné à fixer au taux prévu par l'art. 218 pour le cas de dénégation d'écriture.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 247 c. proc. civ. l'amende de 300 fr. est encourue de plein droit, alors même que le jugement ne l'aurait pas prononcée; — D'où suit qu'aucun appel incident n'était nécessaire de la partie adverse, ou du ministère public, en supposant qu'il eût été qualifié pour l'interjeter pour que le juge d'appel fût autorisé à infirmer le jugement de première instance qui n'avait à tort appliqué au demandeur en cassation que l'amende de 150 fr. prévue par l'art. 213 c. proc. civ.

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 30 juill. 1868. — Ch. req. — MM. Nachet, f. f. pr. — Anspach, rap. — Savary, av. gén. — c. conf. — Costa, av.

moyens ou de preuves, soit parce qu'il n'aurait pas été satisfait de la part du demandeur aux diligences et formalités prescrites (Rép. n° 247). L'expression « hors de procès » empruntée à l'ordonnance de 1737 n'a plus la portée qu'elle avait autrefois; elle signifie simplement « lorsque le demandeur aura été débouté de sa demande » (Rép. *ibid.* n° 247; Garsonnet, t. 2, p. 469, note 26; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 212).

**107.** L'art. 247 c. proc. civ., doit être entendu dans son sens le plus large. L'esprit de la loi, ainsi qu'on l'a enseigné au Rép. n° 248, est d'infliger l'amende au demandeur toutes les fois qu'il succombe pour quelque cause que ce soit (V. en ce sens : Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 140).

**108.** Une seule amende doit être prononcée, alors même qu'il existe plusieurs pièces arguées de faux, s'il n'y a qu'une seule demande. Cette doctrine enseignée au Rép. n° 250 est admise par les auteurs et la jurisprudence (V. Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 144; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 215).

Il a été jugé aussi, conformément à la doctrine enseignée au Rép. *ibid.*, qu'il ne doit être prononcé qu'une seule amende contre toutes les parties qui ont formé conjointement une inscription de faux incident civil et qui ont succombé dans leur demande (Toulouse, 18 juin 1875, aff. Loubatières et Pariel, D. P. 78. 2. 214). Il en serait différemment si plusieurs parties avaient formé séparément, dans le même procès, plusieurs demandes en faux contre des pièces qui ne seraient opposées qu'à chacune d'elles : chacune d'elles encourrait alors individuellement l'amende et les dommages-intérêts (Rép. n° 250; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 144; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 215).

**109.** L'action en payement de l'amende se prescrit par trente ans et non par trois ans. La prescription de trois ans est exclusivement applicable aux amendes prononcées à titre de peine correctionnelle (Civ. cass. 11 juill. 1849, aff. Coralleau, D. P. 49. 1. 238; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 146; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 215).

**110.** On a émis au Rép. n° 251 l'opinion que le demandeur ne peut se soustraire à l'amende en poursuivant le faux par la voie criminelle; que l'amende est encourue définitivement, quel que soit le résultat de cette poursuite. Cette théorie est professée par MM. Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 213; et Garsonnet, t. 2, p. 469. M. Chauveau, sur Carré, *Lois de la procédure*, quest. 955, repousse cette solution. Si le faux est déclaré constant par suite de l'information criminelle, cet auteur estime que l'amende n'est pas encourue par le demandeur en faux qui s'est porté partie civile.

**111.** L'amende n'est pas encourue lorsque la demande à fin d'inscription de faux n'a pas été admise (Rép. n° 252). « On peut justifier cette disposition, disent MM. Boitard, Colmet-Daage et Glisson, t. 1, p. 480, n° 462, en faisant remarquer que la déclaration au greffe, l'inscription de faux n'est qu'un projet tant que la demande n'a pas été admise par un jugement ». Il a été jugé que la déclaration d'inadmissibilité d'une demande en inscription de faux n'emporte pas application de l'amende prononcée par les art. 246 et 247 c. proc. civ.; cette amende n'est encourue que lorsque la demande a été rejetée ou suivie de désistement volontaire, après admission de l'inscription de faux (Req. 25 avr 1854, aff. Tastet, D. P. 54. 1. 361). Mais la condamnation à cette amende ne peut être attaquée par voie de recours en cassation formé contre le défendeur à l'inscription de faux, l'amende n'étant point requise par ce dernier et ne lui profitant pas (Même arrêt. V. en ce sens : Req. 6 août 1860, aff. Barrafort et Petitpied, D. P. 61. 1. 75. V. aussi Rép. v° *Cassation*, n° 306). — Jugé encore : 1° que la cour de cassation qui repousse une demande tendant à inscription de faux, parce que les allégations formulées ne

sont pas rendues vraisemblables par les pièces produites, doit ordonner la restitution de l'amende consignée (Civ. rej. 24 nov. 1880)(1); — 2° Que l'amende consignée par le demandeur en inscription de faux doit lui être restituée lorsque sa requête est repoussée de plano comme inadmissible, la condamnation à l'amende ne devant être prononcée que contre le demandeur qui succombe après avoir obtenu l'autorisation de s'inscrire en faux (Civ. rej. 12 juin 1883, aff. Veuve Claudot, D. P. 84. 1. 279). L'ordonnance de juillet 1737, qui, on l'a dit *suprà*, n° 49, est toujours en vigueur devant la cour de cassation, porte, en effet, dans son art. 54 : « La condamnation à l'amende ne pourra avoir lieu lorsque la demande de s'inscrire en faux aura été rejetée..., etc., de quelque terme que les juges se soient servis pour rejeter ladite demande ou pour n'y avoir point d'égard; dans tous lesquels cas, la somme consignée par le demandeur pour raison de ladite amende lui sera rendue »; — 3° Que l'amende n'est pas encourue lorsque l'inscription de faux a été déclarée non recevable (Amiens, 30 juill. 1858, aff. Lefebvre, D. P. 58. 2. 191).

La solution est la même : 1° lorsque la demande en inscription de faux a été écartée comme accessoire de l'action principale, repoussée elle-même par une fin de non-recevoir (Rép. n° 253);

2° Lorsque la pièce ou une des pièces fausses aura été déclarée fausse en tout ou en partie (Rép. n° 252, Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 216);

3° Lorsqu'elle aura été rejetée du procès pour un motif quelconque (Rép. n° 252; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 143).

**112.** Le défendeur à l'inscription de faux, ainsi que le remarque M. Garsonnet, t. 2, p. 469, note 22, n'encourt pas d'amende, quand il succombe, c'est-à-dire lorsque la pièce a été reconnue fausse. M. Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, t. 4, p. 139, l'explique en faisant observer que l'inscription de faux est un procès fait à la pièce elle-même et non à celui qui la produit; or, de deux choses l'une; ou ce dernier a commis le faux, et il n'en est pas quitte pour une amende, ou il est innocent du faux, et on ne doit lui infliger aucune peine.

**113.** Lorsque la pièce arguée de faux a été reconnue vraie, le demandeur peut être condamné à des dommages-intérêts. Il peut l'être également dans les diverses hypothèses prévues par l'art. 247. Mais cette condamnation à des dommages-intérêts n'est jamais obligatoire pour le tribunal, même dans le cas de l'art. 246. Ces solutions enseignées au Rép. n° 256, sont admises par les auteurs (V. Garsonnet, t. 2, p. 468, note 21; Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 221; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 138 et 147; Dutruc, v° *Faux incident civil*, n° 178). — Jugé que le rejet d'une inscription de faux incident suffit pour motiver contre la partie qui l'a formée une condamnation à des dommages-intérêts. (Req. 21 juin 1853, aff. Bréat, D. P. 54. 5. 381).

Indépendamment des dommages-intérêts, la partie à qui on les accorde a droit, selon les cas, à d'autres réparations, par exemple, à la suppression des écrits, ou à l'impression et à l'affiche du jugement, ou à son insertion dans les journaux (Rép. n° 258; Rousseau et Laisney, v° *Faux incident civil*, n° 148).

**114.** Lorsque, conformément à l'art. 248 c. proc. civ., l'amende n'est pas encourue, et notamment en cas de désistement donné avant toutes poursuites, il ne peut y avoir lieu à une condamnation de dommages-intérêts contre le demandeur (Rép. n° 259). « En effet, dit M. Bioche, v° *Faux incident civil*, n° 218, dans le premier cas (lorsque la pièce a été déclarée fausse en tout ou en partie), l'inscription était fondée au moins en partie, et dans le deuxième (lorsque la demande n'a pas été admise), la demande peut avoir été rejetée, sans que les juges fussent convaincus de la sincérité de l'acte; le défendeur n'a d'ailleurs subi

(1) (Moulinard C. Société des houillères de Montrambert et Dupont.) — La cour; — (après délib. en ch. du cons.). — En ce qui touche la demande subsidiaire tendant à inscription de faux : — Attendu que les pièces produites et les faits articulés par Moulinard ne rendent pas vraisemblables les allégations formulées à l'appui de cette demande;

Par ces motifs; — Rejetta la demande en inscription de faux, et néanmoins, conformément aux dispositions de l'ordonnance de 1737, ordonne la restitution de l'amende spéciale consignée, etc.

Du 24 nov. 1880. — Ch. civ. — MM. Mercier, 1<sup>er</sup> pr. — Legendre, rap. — Desjardins, av. gén. — Demasure, av.

aucun préjudice » (V. aussi : Rousseau et Laisney, *v° Faux incident civil*, n° 147).

§ 4. — De la suite et de l'exécution du jugement définitif.  
(*Rép.* n°s 260 à 265).

**115.** L'exécution du chef du jugement relatif à la suppression, laceration, etc., est, en vertu de l'art. 241 c. proc. civ. et par dérogation aux règles ordinaires, suspendue pendant les délais de l'appel de la requête civile et du pourvoi en cassation.

**116.** Cette disposition est-elle applicable aux autres voies de recours ? La question est sans intérêt, en ce qui concerne l'opposition aux jugements par défaut, rendus sur une pièce fautive, puisque tous ces jugements sont susceptibles d'appel. MM. Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, t. 1, p. 477, n° 460, estiment que l'art. 241 doit être entendu d'une manière limitative. Cette décision, toutefois, demande à être expliquée relativement à l'opposition aux jugements par défaut. Le délai d'opposition ne suspendra pas l'exécution du chef du jugement par défaut relatif à la laceration ou aux modifications matérielles de l'acte déclaré faux ; mais l'art. 241 n'avait pas besoin de parler de l'opposition pour qu'elle tombât sous son application. Le législateur, en effet, a pensé que la contestation sur le faux avait toujours assez de gravité pour que l'affaire fût susceptible d'appel, et comme le délai d'appel ne commence à courir qu'après le délai d'opposition expiré (art. 453), il s'ensuit que la défense d'exécuter avant l'expiration du délai d'appel comprend la défense d'exécuter pendant le délai d'opposition. En ce qui touche la tierce opposition et le désaveu qui constituent des voies de recours accordées à un tiers, ou à une partie contre un tiers, ils ne sauraient, croyons-nous, suspendre l'exécution du jugement. La disposition de l'art. 241 est une dérogation au droit commun ; on ne peut l'étendre à des cas qui n'ont pas été prévus par la loi. Tel est aussi l'avis de MM. Boitard, Colmet-Daâge et Glasson : « Quant aux moyens de la tierce opposition et du désaveu, disent ces auteurs, t. 1, p. 478, n° 460, ils peuvent bien, il est vrai, anéantir plus tard le jugement qui déclare la pièce fautive, cependant ils ne suspendront pas l'exécution du jugement. Cette solution peut parfaitement se justifier ; en effet, ces voies de recours ne sont pas accordées à l'une des parties contre l'autre, mais à un tiers contre le jugement, ou à une partie contre un tiers (son avoué). Or, n'est-ce pas assez d'astreindre celui qui a obtenu le jugement à attendre que la décision soit à l'abri de tout recours à l'égard de ses adversaires pour la faire exécuter, sans l'obliger à attendre, pour la tierce opposition, que trente années se soient écoulées sans que personne ait réclamé, et à l'égard du désaveu, que son adversaire ait élevé et mis à fin sa contestation sur l'étendue des pouvoirs qu'il avait conférés à son avoué ? »

ART. 7. — Du faux incident en matière criminelle  
(*Rép.* n°s 266 à 272).

**117.** Aux termes de l'art. 459 c. instr. crim., la pièce arguée de faux dans le cours d'une instruction ou d'une procédure doit être rejetée du procès si la partie déclare qu'elle ne veut pas s'en servir, ou si, dans le délai de huit jours, elle ne fait aucune déclaration. On a émis au *Rép.* n° 268 l'opinion que le délai de huit jours n'est pas prescrit à peine de déchéance. Tel est aussi l'avis de M. Garraud. « Ce délai, dit cet auteur, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 3, n° 238, p. 327, note 8, n'est pas un délai de rigueur. Cette interprétation est admise par la jurisprudence civile relativement à l'art. 217 c. proc. civ. conçue dans des termes à peu près identiques à l'art. 459 c. instr. crim. ».

Si la partie déclare vouloir se servir de la pièce arguée de faux, et si l'instruction criminelle ne peut avoir d'objet, soit parce que l'auteur du faux est inconnu, soit parce qu'il est décédé, soit parce que la prescription lui est acquise, l'instruction doit être suivie incidemment devant la cour ou le tribunal saisi de l'affaire principale. Cette disposition, on l'a expliqué au *Rép.* n° 269, ne s'applique pas : 1° à la cour de cassation qui ne peut connaître du faux inci-

dent et doit renvoyer, s'il y a lieu, pour l'instruction, devant une cour d'appel. Jugé que lorsqu'une inscription de faux est incidente à un pourvoi formé devant la cour de cassation, celle-ci doit ordonner la communication de l'inscription de faux et des pièces au procureur général, pour être, par ce magistrat, requis ce qu'il appartiendra ; et surseoir à statuer sur le pourvoi jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur l'inscription de faux (Crim. cass. 4 avr. 1873, *Bull. crim.*, n° 249 ; 2° aux tribunaux de police ; 3° aux tribunaux militaires. Si l'incident se produisait devant une cour d'assises, c'est à la cour seule qu'il appartiendrait de le juger. Il s'agit, en effet, comme le fait remarquer M. Garraud, n° 238, p. 328, d'une question étrangère au problème de la culpabilité, qui seul est soumis au jury.

**118.** Si la partie qui a argué la pièce de faux soutient que celui qui l'a produite est l'auteur ou le complice du faux, ou s'il résulte de la procédure que l'auteur ou le complice du faux soit vivant et la poursuite du crime non éteinte par prescription, l'accusation sera suivie criminellement comme en cas de faux principal. La cour ou le tribunal décide s'il y a lieu à surseoir (c. instr. crim. art. 460). Le sursis, qui serait de droit si l'incident se produisait au civil, est facultatif au criminel (*Rép.* n° 270 ; Garraud, t. 3, n° 238, p. 327).

Pour que l'art. 460 soit applicable, il faut que l'inscription de faux ait été formalisée ; un acte n'est réputé argué de faux que lorsque l'inscription de faux a été réalisée par un acte en forme. — Jugé que, sur la simple déclaration orale d'inscription de faux contre le procès-verbal constatant une contravention, le juge ne doit pas surseoir au jugement de cette contravention. Il faut que l'inscription soit réalisée par un acte en forme (Crim. cass. 22 août 1850, aff. Dedebat, D. P. 50. 5. 283).

**119.** Il a été jugé que, le procès-verbal d'un gendarme ne faisant foi que jusqu'à preuve contraire, l'inscription de faux est, pour le combattre, une voie inutile, et partant non recevable ; qu'en conséquence, un juge de paix, statuant comme juge de simple police, ne peut pas, lorsque le prévenu déclare s'inscrire en faux contre le procès-verbal dressé contre lui, se déclarer incompétent ; il lui appartient seulement, s'il le croit utile, de surseoir au jugement de la contravention (cass. 18 juill. 1861, aff. Chatel, D. P. 61. 1. 353).

**120.** La loi ne s'explique pas sur la procédure à suivre pour vérifier le faux incident au criminel. « On doit en conclure, dit M. Garraud, n° 238, p. 328, qu'elle a entendu s'en référer tout d'abord aux règles posées pour la vérification en cas de faux principal, et, subsidiairement, aux règles tracées par le code de procédure civile » (Comp. *Rép.* n° 266).

**121.** Lorsque la pièce est reconnue fautive, la cour ou le tribunal ordonne qu'elle soit rétablie, rayée ou réformée. Ainsi que le fait remarquer M. Garraud, n° 238, p. 328, ces mesures sont graves, en ce qu'elles peuvent détruire l'unique preuve d'un fait ou d'un droit. Il faut appliquer par analogie de motif, en matière criminelle, l'art. 241 c. proc. civ., qui prescrit de ne pas exécuter le jugement sur ce chef avant qu'il ne soit devenu absolument inattaquable par l'épuisement de toutes les voies de recours ou l'expiration des délais accordés pour en user.

**122.** Si la pièce est déclarée valable, la partie qui l'a arguée de faux doit être condamnée aux dépens et à une amende de 300 fr. (V. *supra*, n° 103).

ART. 8. — De l'inscription de faux incident dans quelques matières spéciales (*Rép.* n°s 273 à 329).

§ 1. — Douanes (*Rép.* n°s 273 à 297).

**123.** Aux termes de l'art. 12 tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, celui qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal est tenu d'en faire la déclaration par écrit, en personne ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire, au plus tard à l'audience indiquée par la sommation de comparaître devant le tribunal qui doit connaître de la contravention (*Rép.* n° 273). Il a été jugé qu'en matière de douanes, l'inscription de faux contre un procès-verbal des employés constatant des violences exercées à leur égard ne peut être régulièrement formée après la première audience à laquelle

ont assisté les prévenus, encore bien que l'affaire ait été remise et que les prévenus aient déclaré, lors de la première audience, qu'ils demandaient la remise pour préparer leurs moyens de défense et s'inscrire en faux au besoin (Crim. rej. 11 déc. 1846, aff. Curtil, D. P. 47. 1. 40).

124. La disposition de l'art. 12 s'applique même, d'après la jurisprudence, au prévenu qui ne comparait pas. L'inscription formée dans l'acte d'opposition au jugement par défaut est non recevable. M. Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. 4., p. 650 et suiv., combat cette théorie, dont on a signalé au Rép. n° 278 les inconvénients. Cet auteur estime que l'opposition à un jugement par défaut ouvre à l'opposant toutes les voies légales et spécialement celle de l'inscription de faux. « L'opinion de M. Faustin Hélie, dit M. Thibault, *Traité du contentieux de l'administration des douanes*, p. 261 et suiv., paraît d'autant plus conforme à la pensée du législateur que la voie de l'inscription de faux est ouverte expressément, malgré une première condamnation par défaut, au prévenu de contravention en matière de contributions indirectes, de délits forestiers et de délits de pêche. C'est, du reste, cette solution qu'exigeraient la logique et l'équité: la logique, parce qu'il serait contradictoire de permettre d'un côté, l'opposition à un jugement et de défendre, de l'autre, de présenter les principaux moyens qui pourraient faire juger d'une autre manière; l'équité, parce que l'application de la doctrine admise par la cour de cassation en 1817, constituerait un danger constant pour l'honneur et la liberté des habitants du rayon frontière. Supposons, en effet, que deux malfaiteurs se présentent dans un bureau de douane porteurs de quelques kilogrammes d'une marchandise taxée à moins de 20 fr. par quintal, déclarent qu'ils ont saisi cette marchandise sur un individu qu'ils ont reconnu être le sieur N..., et ajoutent que cet individu a refusé de les suivre au bureau pour assister à la description de la marchandise de fraude et à la rédaction du procès-verbal. Le receveur ne pourra pas s'opposer à la rédaction, de cet acte; et, comme le prévenu sera naturellement absent au moment de sa clôture, assignation lui sera donnée, par voie d'affiche, à comparaître dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix du canton. Or, précisément parce que la déposition des prétendus saisissants aura été mensongère, le sieur N... ignorera qu'il est sous le coup d'une accusation de fraude, et ne se rendra pas à l'audience; il sera donc condamné par défaut et, lorsqu'il apprendra, par la signification qui devra lui en être faite, le jugement qui l'a frappé, il se verra refuser le droit de prouver que le procès-verbal au vu duquel il a été condamné est l'œuvre de deux faussaires. Cette éventualité prouve que, s'il existe une législation dans laquelle il eût été nécessaire d'admettre l'inscription de faux contre un procès-verbal, même après une condamnation par défaut, c'est bien celle des douanes. Malgré ces puissantes considérations, conclut M. Thibault, nous croyons que la doctrine de la cour de cassation, bien que contraire à l'équité, est la seule qui soit conforme à l'esprit de la loi de l'an 7. Cette loi a, en effet, reproduit presque exactement les termes des règle-

ments de 1693, 1699 et 1732 sur l'inscription de faux. Or, sous l'empire de ces règlements, la question qui a motivé les hésitations de la jurisprudence n'aurait pas pu se produire; l'inscription de faux devant être faite « dans le jour de l'échéance des assignations données aux prévenus ».

125. Mais le principe que l'inscription doit être faite, au plus tard à l'audience indiquée par la citation souffre, on l'a dit au Rép. n° 283, une exception; c'est lorsque la partie a conclu à la nullité de l'assignation. Conformément à cette doctrine, il a été jugé que si celui qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal de contravention en matière de douanes est tenu, à peine de déchéance, d'en faire la déclaration par écrit au plus tard à l'audience indiquée par la citation devant le tribunal qui doit connaître de la contravention, cette déchéance n'est encourue qu'autant que cette citation a été régulièrement donnée; qu'en conséquence, lorsque le prévenu a contesté la régularité de la citation à lui donnée par voie d'affiche et a articulé des faits desquels il résulterait qu'il n'a jamais été sommé en mer de se rendre au bureau de la douane pour assister à la rédaction du rapport, le tribunal a pu admettre l'inscription de faux et surseoir à statuer sur les moyens de nullité jusqu'après vérification des faits déclarés pertinents et admissibles (Req. 28 juill. 1874, aff. Gennaro, D. P. 75. 5. 244).

126. Pour que l'inscription de faux soit accueillie, il faut, ainsi qu'on l'a dit au Rép. n° 288, que les faits sur lesquels elle s'appuie, supposés vrais, soient de nature à faire disparaître la contravention. Mais il a été jugé avec raison qu'il n'est pas nécessaire, en l'absence d'une contestation spéciale de ce chef, que le tribunal déclare expressément la pertinence des moyens de faux allégués; qu'il la reconnaît implicitement en admettant l'inscription de faux telle qu'elle a été formulée; qu'on ne peut, dès lors, prétendre que le juge d'instruction saisi ultérieurement était incompétent pour informer sur les faits invoqués à l'appui de la demande (Crim. rej. 16 mars 1883) (1).

127. La fausseté de pièce pouvant être le résultat d'une erreur aussi bien que d'un crime, il en résulte, comme on l'a indiqué *suprà*, n° 34, que l'ordonnance de non-lieu dans laquelle un juge d'instruction, saisi de l'inculpation de faux s'est borné à nier l'existence du crime, ne met pas obstacle à ce qu'il soit ensuite démontré qu'une erreur a été la cause de la fausseté de la pièce incriminée. Il a été jugé que cette règle, qui intéresse essentiellement le droit de la défense, doit recevoir son application en toute matière, à moins d'une exception formelle, expressément établie par une loi spéciale; et l'administration des Douanes objecterait vainement que les règles spéciales établies par la législation relative aux douanes, en ce qui concerne l'inscription de faux contre les procès-verbaux des agents de cette administration, se rapportant exclusivement à la procédure de faux principal, ne comportent pas l'admission, en cette matière, de la procédure de faux incident (Crim. cass. 25 juin 1881, aff. Carrier, D. P. 81. 4. 444). « L'administration des Douanes, a dit M. le conseiller Gast, dans son rapport, reconnaît que,

(1) LA COUR; — Statuant sur le pourvoi de l'administration des douanes et des quatre préposés des douanes, demandeurs, après en avoir ordonné la jonction, à raison de la connexité; — Sur le moyen unique, tiré d'un excès de pouvoir et de l'art. 9 du quatrième complémentaire de l'an. 11 et de l'art. 233 c. proc. civ., en ce que le juge d'instruction a été considéré comme compétent pour instruire sur des moyens de faux dont l'admissibilité n'avait pas été expressément prononcée par le jugement: — Attendu que Caffier et Mille, poursuivis en exécution d'un procès-verbal dressé par des préposés de l'administration des douanes, ont, comme moyen unique à l'appui de l'inscription de faux déclarée par eux contre ce procès-verbal, prétendu que les agents, au moment de la rencontre, n'étaient pas revêtus de leurs insignes, ce qui, pendant la nuit, avait empêché Caffier et Mille de les reconnaître et de déférer à leur sommation, et ce qui, par suite, était exclusif d'une opposition volontaire à l'exercice de la fonction des préposés; — Attendu qu'il ne paraît pas que l'administration des douanes ait contesté, soit devant le juge de paix, soit devant le tribunal civil d'Hazebrouck, à titre subsidiaire, la pertinence de ce moyen; qu'elle s'est bornée à soutenir que l'inscription de faux était non recevable, parce qu'elle aurait dû être formée à la première audience; que, dans cet état des conclusions et du débat, le tribunal civil

a eu, conformément à la demande formelle des appelants, non seulement à examiner la question de recevabilité de l'inscription de faux, mais encore, après l'avoir déclarée recevable, à apprécier la régularité de l'inscription et la pertinence du moyen unique sur lequel elle était fondée; que si, en l'absence d'une contestation spéciale de ce chef, le tribunal n'a pas expressément déclaré la pertinence du moyen de faux allégué, il l'a implicitement mais nécessairement reconnu, en admettant l'inscription de faux telle qu'elle avait été formulée et qui reposait sur le moyen unique indiqué dans l'acte dressé au greffe du tribunal de paix de Cassel; — Attendu que cette décision ne pouvait donner lieu à aucune interprétation; que le juge d'instruction, ultérieurement saisi, n'a point eu à choisir et n'a pu éprouver aucun embarras, l'inscription de faux admise s'appliquant nécessairement à l'unique moyen indiqué au greffe; que l'arrêt attaqué, en déclarant la compétence du juge d'instruction pour informer contre les dénommés, par suite de l'admission de l'inscription de faux dirigée contre le procès-verbal par eux dressé, n'a commis aucun excès de pouvoir et n'a point violé les dispositions de loi invoquées par le pourvoi;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 16 mars 1883.-Ch. crim.-MM. Saint-Luc Courborieu, rapp. Tappie, av. gén.-Housset, av.

d'après les règles ordinaires, une ordonnance de non-lieu qui ne constate pas la vérité, l'exactitude des faits énoncés dans un procès-verbal ou dans un acte sous seing privé, ne peut être opposée, comme ayant la force de chose jugée, devant le juge saisi du litige dont la solution dépend de la sincérité et de l'exactitude de ce procès-verbal ou de cet acte. Mais M<sup>e</sup> Housset (l'avocat de l'administration des Douanes), prétend que, d'après la législation spéciale en matière de douanes, quand le prévenu s'est inscrit en faux contre le procès-verbal, si les rédacteurs survivent, si la poursuite en faux principal est possible, c'est au ministère public seul et à la juridiction criminelle qu'il appartient de vider l'incident, de sorte que si, pour une cause quelconque, une ordonnance de non-lieu intervient, le jugement du tribunal correctionnel qui avait admis l'inscription de faux et avait admis les moyens de faux concluants et admissibles est frappé de stérilité, d'inefficacité, et le procès-verbal reprend toute sa force. Nous cherchons vainement dans la législation générale ou spéciale un texte qui permette d'admettre cette théorie (qui est celle de l'arrêt attaqué) en matière de douanes, de contributions indirectes et de forêts. — L'art. 12, tit. 4, de la loi du 9 flor. an 7, et l'art. 9 de l'arrêté du 4<sup>e</sup> complémentaire de l'an 11, règlent seulement la forme de l'inscription de faux. Le dernier article porte qu'il sera sursis au jugement de la contravention, et il invite le commissaire du Gouvernement près le tribunal saisi de l'affaire, à faire les diligences convenables pour faire statuer sans délai sur la prévention du faux principal contre les agents rédacteurs du procès-verbal. Il résulte, sans doute, de ces dispositions, qu'il y a urgence, qu'il faut vérifier promptement la valeur de l'inscription en faux, qui tient en échec un procès-verbal dressé par des préposés des douanes qu'il est nécessaire de protéger contre les machinations des fraudeurs. Tout cela est vrai, mais cela prouve-t-il que l'inscription de faux ait été prohibée en matière de douanes? Non. Ce moyen extrême de défense est formellement autorisé en cette matière, comme en matière de contributions indirectes et de forêts. Il faut donc que le jugement qui a admis l'inscription et les moyens de faux reçoive son exécution, quand la décision de la juridiction criminelle ne renferme pas chose jugée sur la vérité des faits énoncés au procès-verbal. Il y aurait, dit-on, un grave danger à admettre qu'après une ordonnance de non-lieu, quelle que soit sa formule, le prévenu pût, en la forme du faux incident, prouver la fausseté des faits constatés par le procès-verbal. Mais, d'une part, si l'inscription de faux a été téméraire, sans parler de l'amende qui sera infligée au prévenu, la juridiction criminelle peut et doit, s'il y a lieu, déclarer devant les motifs et le dispositif de l'ordonnance de non-lieu, que les faits énoncés au procès-verbal sont exacts, ou qu'il n'est pas démontré qu'ils ne le soient pas. Dans ce cas, le juge correctionnel n'aura, en présence de la chose jugée, qu'à appliquer le procès-verbal, qui aura repris toute sa force. Et, d'autre part, si l'ordonnance, comme dans l'espèce, n'a pas reconnu l'exactitude des faits, si elle ne renferme pas chose jugée à cet égard, le juge correctionnel saura bien, comme en matière ordinaire, peser et apprécier les témoignages ».

(1) (Contributions indirectes C. Bréjard.) — LA COUR : — Statuant sur l'appel de l'administration des Contributions indirectes : — Considérant, en droit, qu'aux termes de l'art. 49 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13, celui qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal constatant une contravention aux lois sur les contributions indirectes est tenu d'en faire la déclaration par écrit, en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial, au plus tard à l'audience indiquée par l'assignation à fin de condamnation, et ce à peine de déchéance de l'inscription de faux ;

Considérant, en fait, qu'une assignation régulière a été délivrée, le 27 juill. 1880, à Bréjard pour comparaître devant le tribunal de première instance de la Seine, jugeant correctionnellement, le mercredi 1<sup>er</sup> sept. 1880, et, s'il y a lieu, aux audiences suivantes jusqu'au jugement définitif ; que Bréjard s'est inscrit en faux contre le procès-verbal du 3 juill. 1880, faisant l'objet de ladite citation, le 1<sup>er</sup> févr. 1881 seulement, c'est-à-dire cinq mois après la première audience indiquée par l'assignation ; que, vainement, pour échapper à la déchéance édictée pour l'exécution du décret de germinal, Bréjard entend se prévaloir de ce que la citation après l'indication de l'audience du 1<sup>er</sup> sept. 1880, ajoutait ces mots « et s'il y a lieu aux

§ 2. — Contributions indirectes (Rép. nos 298 à 321).

128. La cour de cassation avait paru admettre dans un arrêt du 22 mai 1840 (Rép. n° 298) que l'inscription de faux, en matière de contributions indirectes, devait être écrite de la main du déclarant ou de son fondé de pouvoirs. La doctrine contraire a été consacrée par des décisions plus récentes. Elle donne, à notre avis, une interprétation plus exacte du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13. L'art. 40 de ce décret, en effet, soumet celui qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal à en faire une déclaration par écrit, en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire, mais n'exige pas que cette déclaration soit écrite de la main même du déclarant ou de son fondé de pouvoir. Il suffit donc, lorsqu'il la présente en personne, qu'elle soit signée de lui, s'il sait signer. Cela résulte implicitement du deuxième paragraphe de l'art. 40 qui porte que la déclaration sera reçue et signée par le président et le greffier dans le cas où le déclarant ne saurait signer. Il a été jugé que l'art. 40 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13, en soumettant celui qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal à en faire la déclaration par écrit, n'exige pas que cette déclaration soit écrite de la main même du déclarant : il suffit, s'il se présente en personne, qu'elle soit signée de lui (Crim. rej. 26 déc. 1846, aff. Camus, D. P. 47. 1. 77 ; 8 avr. 1848, aff. Michel, D. P. 48. 5. 241 ; Crim. cass. 28 mars 1857, aff. Cuisenier, D. P. 57. 1. 225).

129. Mais la déclaration d'inscription de faux par un prévenu sachant écrire ou tout au moins signer est nulle soit qu'elle ait été faite verbalement à l'audience par l'inscrivant même assisté de son conseil et encore bien qu'il lui en ait été donné acte, soit qu'elle ait été faite verbalement au greffe quand bien même le greffier en aurait dressé l'acte et que l'inscrivant y aurait apposé sa signature (Rennes, 28 déc. 1876 aff. N..., *Annales des contributions indirectes*, 1877, p. 340). — Jugé que la déclaration d'inscription de faux contre un procès-verbal en matière de contributions indirectes par un individu qui sait écrire et signer, doit être formulée par écrit ; elle ne peut être faite par déclaration verbale au greffe (Crim. cass. 10 mai 1878, aff. Laplanche, D. P. 78. 1. 389 ; Olibo, *Code des contributions indirectes*, 5<sup>e</sup> éd., t. 3, p. 621).

130. La déclaration d'inscription de faux doit être faite, au plus tard, à l'audience indiquée par l'assignation à fin de condamnation. Ce délai est fatal (Rép. n° 300 ; Paris, 9 juill. 1881) (4). Et il n'y a pas à tenir compte de ce que l'assignation a été donnée en même temps pour les audiences suivantes jusqu'au jugement ; ni de ce que la Régie n'a pas fait inscrire la cause sur le rôle de l'audience ; ni, enfin, de ce qu'une nouvelle citation, visant la première assignation, a été notifiée au prévenu par l'administration des Contributions indirectes avec indication d'une audience pour plaider (Arrêt précité du 9 juill. 1881) (V. aussi Crim. rej. 11 déc. 1846, aff. Curtil, D. P. 47. 1. 40, cité *suprà*, n° 123).

131. Toutefois, ainsi qu'on l'a fait remarquer au Rép. n° 300, le prévenu ne peut être responsable du retard de sa déclaration, s'il est constaté qu'il n'y a eu ni faute, ni oubli, ni négligence de sa part, et que le retard a eu lieu uniquement parce que le tribunal n'a pu l'entendre à l'audience

audiences suivantes jusqu'au jugement » ; que cette indication secondaire, uniquement relative à une éventualité, ne pouvait empêcher que l'audience du 1<sup>er</sup> septembre ne fût la première indiquée par l'assignation à fin de condamnation ; que de Bréjard ne saurait davantage opposer à la Régie son omission de faire coucher la cause sur le rôle d'audience du 1<sup>er</sup> septembre ; que cette omission ne pouvait avoir l'effet de proroger le délai fatal que la loi faisait expirer avec le dernier moment de l'audience ; que Bréjard ne saurait enfin, avec plus de succès, prétendre qu'il a été relevé de la déchéance par lui encourue par la citation qui lui a été notifiée, à la requête de l'administration des Contributions indirectes, dans la même affaire, avec indication de l'audience du 2 févr. 1881, pour plaider ; que cette citation, bien loin d'annuler l'assignation du 27 juill. 1880, mentionne expressément qu'elle est délivrée « en procédant sur, et aux fins d'une précédente assignation » ; qu'elle n'a pu, dès lors, anéantir cette assignation précédente en ce qui concerne la détermination du délai imparti pour l'inscription de faux ; — Par ces motifs ; — Infirme et annule l'inscription de faux.

Du 9 juill. 1881.-C. de Paris.



indiquée. Le prévenu n'a pas évidemment le pouvoir de faire interrompre la discussion des autres affaires pour demander à être entendu par une sorte de privilège; c'est un cas de force majeure (Olibo, *op. cit.*, t. 3, p. 622; Girard, Fromage et Daresté, *Manuel des contributions indirectes et des octrois*, p. 525, n° 13).

**132.** Si l'assignation qui a appelé le prévenu à l'audience, est annulée, la déclaration d'inscription de faux pourra être valablement faite à l'audience à laquelle il comparaitra sur nouvelle assignation. Les premiers actes de poursuite ayant été frappés de nullité, on ne doit pas tenir compte de l'audience qui en a été la conséquence. Il a été jugé, dans le sens de cette doctrine, que, lorsque, sur l'opposition formée contre un jugement par défaut rendu contre un prévenu d'une contravention en matière de contributions indirectes, le tribunal, constatant l'irrégularité de l'assignation, déclare nul et non avenu ledit jugement par défaut, le prévenu peut faire sa déclaration d'inscription de faux à l'audience à laquelle il comparaitra, sur nouvelle assignation donnée par la Régie (Bordeaux, 14 août 1890) (1). Toutefois le prévenu qui soulève une exception de nullité agit prudemment en faisant quand même, à l'audience, sa déclaration d'inscription de faux. Car si son exception était rejetée, ou si, admise par le tribunal, elle était repoussée par la cour, il encourrait la déchéance (V. *Rép.* n° 283 et 304).

**133.** L'art. 41 de la loi du 1<sup>er</sup> germ. an 13 porte que le délai pour l'inscription de faux contre le procès-verbal ne commence à courir que du jour de la signification du jugement, s'il a été rendu par défaut. On a indiqué au *Rép.* n° 301 les diverses interprétations données par la jurisprudence à cette disposition. La solution généralement admise, et qui nous paraît la plus logique, est que le délai accordé par la loi au condamné par défaut, qui veut s'inscrire en faux contre le procès-verbal rédigé contre lui, pour faire sa déclaration, court à partir du jour de la signification du jugement jusqu'à l'audience où doit être vidée l'opposition formée contre ce jugement. M. Olibo, *op. cit.*, t. 3, p. 627, note 1, fait valoir à l'appui de cette thèse les considérations suivantes : « L'art. 41 du décret de germinal an 13, dit cet

auteur, dispose que le délai pour l'inscription de faux ne doit commencer à courir que du jour de la signification de la sentence, si elle a été rendue par défaut; cet article ne précise pas quel est le délai dont il est entendu parler; ce délai ne saurait être celui de trois jours fixé par l'art. 40, ce dernier étant expressément fixé pour le dépôt des moyens de faux; ce délai ne saurait être étendu arbitrairement par le juge à d'autres objets et d'autres cas que celui pour lequel il a été établi. En se plaçant à ces points de vue, on doit reconnaître que le délai fixé par l'art. 41 est celui qui se trouve indiqué en première ligne par l'art. 40, c'est-à-dire le délai qui s'écoule entre l'assignation en condamnation et le jour où le prévenu doit comparaitre à l'audience en vertu de cette assignation, avec cette différence que, si le prévenu a fait défaut, ce délai, qui a toujours pour terme l'audience à laquelle il doit comparaitre, a pour point de départ, dans ce cas, le jour de la signification qui lui a été faite du jugement par défaut. Cette interprétation des articles précités paraît rationnelle et conforme aux principes qui régissent les cas de défaut et d'opposition aux jugements rendus en pareil cas; en effet, si la loi ne considère pas des jugements de ce genre comme définitifs et si elle admet contre eux la voie de l'opposition, c'est parce qu'elle suppose que le défaillant n'a pas eu connaissance de l'assignation qui lui était destinée. Pour être conséquent, le législateur devait donc, d'après les principes du droit commun, renouveler en cas de défaut, au profit du prévenu, le délai que la première assignation devait faire courir, en transportant ce point de départ du délai à la signification du jugement par défaut et son terme à l'audience à laquelle doit être vidée l'opposition formée envers ce jugement. Il suit de là qu'une inscription de faux faite dans de telles conditions doit être déclarée admissible par les tribunaux. » En ce sens il a été jugé qu'en matière de contributions indirectes, le prévenu qui a fait défaut peut valablement s'inscrire en faux contre le procès-verbal depuis le jour de la signification de la sentence jusqu'à l'audience à laquelle doit être vidée l'opposition formée envers ce jugement (Nîmes, 6 juill. 1865) (2).

**134.** Lorsque le prévenu ne comparait pas à l'audience

(1) (Contributions indirectes C. Kerstégly.) — LA COUR; — Attendu que par un jugement en date du 15 nov. 1888 le tribunal correctionnel de Bordeaux a déclaré irrégulière l'assignation introductive d'instance, signifiée à la requête de l'appelante au sieur Kerstégly; — Que cette décision a admis par suite l'opposition du prévenu au jugement de défaut du 20 juillet précédent, qui le condamnait à 500 fr. d'amende, et a déclaré que ce jugement devait être tenu pour nul et non avenu; — Attendu que la Régie a accepté cette décision qu'elle n'a pas frappée d'appel; — Attendu que postérieurement, et à la date du 22 juin 1889, l'administration des contributions indirectes a fait signifier audit Kerstégly une nouvelle assignation dans le dispositif de laquelle elle conclut à l'adjudication des fins et conclusions par elle prises dans l'acte introductif d'instance, et tendant à la condamnation de l'inculpé à une amende de 500 fr. et à la confiscation des objets saisis par le procès-verbal du 13 févr. 1888; — Attendu que cette assignation est la seule qui ait pu saisir valablement le tribunal, puisque les actes antérieurs de poursuites étaient frappés de nullité, ainsi que l'a décidé le jugement définitif prérapelé du 15 nov. 1888; — Qu'il suit de là que Kerstégly, en s'inscrivant en faux contre le procès-verbal susvisé, à la première audience indiquée par l'assignation utile, c'est-à-dire à celle du 28 juin 1889, s'est strictement conformé aux dispositions de l'art. 40 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13; qu'il n'y avait lieu, dès lors, ainsi que l'ont fait les premiers juges, de repousser la fin de non-recevoir proposée par la Régie et que le jugement du 28 juin 1889 doit être maintenu; — Par ces motifs, la cour déclare l'administration de la Régie mal fondée dans son appel, l'en déboute; — Confirme le jugement attaqué et condamne ladite administration aux dépens.

Du 14 août 1890.-C. de Bordeaux, 3<sup>e</sup> ch.-MM. Boulineau, pr.-Mongie-Carsuzan, rap.-Bruno-Lacombe, av. gén.

(2) (Champel et Brun.) — Un procès-verbal fut dressé contre les sieurs Champel et Brun, négociants à Nîmes, par l'administration des Contributions indirectes, procès-verbal duquel il résultait qu'un excédent de 14 hectolitres 86 litres de vin avait été trouvé par les rédacteurs dans les caves de contrevenants. Les préposés n'indiquaient pas, il est vrai, comment ils avaient fait cette constatation, mais ils ajoutaient que le sieur Champel avait assisté à leur opération sans faire de protestations ni réserves. Les sieurs Champel et Brun, cités en police correctionnelle, se laissèrent condamner par défaut, et formèrent opposition au

jugement, lors de sa signification. En se présentant pour la première fois à l'audience, ils déclarèrent s'inscrire en faux contre le procès-verbal de la Régie, si toutefois le tribunal ne croyait pas devoir l'annuler *de plano*, ledit procès-verbal ne relatant, disaient-ils, aucun jaugeage des fûts dans lequel le vin se serait trouvé en excédent. Le 2 juin 1865, un jugement contradictoire déclara le procès-verbal valable, la loi du 1<sup>er</sup> germ. an 13 ne prescrivant pas le jaugeage à peine de nullité; l'inscription de faux fut, en outre, repoussée comme n'ayant pas été formée dans les trois jours écoulés depuis la signification du jugement par défaut faite à la requête de l'Administration aux sieurs Brun et Champel. — Appel par ces derniers.

LA COUR; — Attendu que les lois spéciales en cette matière n'imposent pas aux agents de l'Administration l'opération du jaugeage des vaisseaux renfermant les boissons, comme mode spécial et indispensable de constatation devant être employé par eux à peine de nullité de leurs procès-verbaux; — Attendu donc que, s'il n'y avait pas eu jaugeage effectué par les auteurs du procès-verbal dressé contre Champel et Brun, il ne résulterait pas de cette omission nullité dudit procès-verbal; — Mais attendu, au surplus, qu'il ne résulte pas clairement du procès-verbal que cette opération n'a pas été faite; que la cour ne saurait en l'état appliquer le droit à un fait non établi à ses yeux; — Qu'à ce point de vue, les conclusions principales des appelants doivent être rejetées, et que la décision des premiers juges doit être maintenue; — Mais attendu, sur les conclusions subsidiaires des appelants, tendant à la réformation du jugement en date du 2 juin 1863, en ce qu'il a déclaré tardive et a refusé d'admettre, comme telle, l'inscription de faux des appelants, que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré les appelants déchus de ce moyen de défense; — Qu'en effet, la loi du 1<sup>er</sup> germ. an 13, art. 40, impose, sous peine de déchéance, au prévenu de contravention qui veut s'inscrire en faux contre le procès-verbal constatant sa contravention prétendue, l'obligation de faire sa déclaration d'inscription au plus tard à l'audience indiquée par l'assignation à fin de condamnation; — Mais attendu, d'autre part, que l'art. 41 de la même loi dispose que le délai pour l'inscription de faux ne doit commencer à courir que du jour de la signification de la sentence, si elle a été rendue par défaut; — Que cet article ne précise pas quel est le délai dont il est entendu parler; que ce délai ne saurait être le délai de trois jours fixé par l'art. 40, ce délai étant taxativement fixé pour le dépôt des moyens de faux; que ce délai ne saurait être étendu arbitrairement

indiquée par l'assignation, peut-il, si le défaut n'est pas requis contre lui et que le tribunal se borne, sur les conclusions de l'Administration, à prononcer le renvoi de l'affaire, s'inscrire valablement en faux à l'audience où l'affaire s'engage à fond, ou avant cette audience? L'affirmative ne nous paraît pas douteuse. Si l'Administration avait requis le défaut, le prévenu, aux termes de l'art. 41 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13, aurait la faculté de faire sa déclaration jusqu'à l'audience sur l'opposition. Sa situation ne saurait être aggravée par le fait de l'Administration. Il n'est pas admissible que son silence ait pour résultat de priver le prévenu du droit de s'inscrire en faux qu'il aurait eu si la condamnation par défaut avait été prononcée. S'il lui plaît de ne pas requérir cette condamnation, de demander simplement le renvoi, c'est qu'elle accepte de considérer l'audience où l'affaire viendra au fond, comme la première audience utile pour l'application de l'art. 40 de la loi de germinal. Conformément à cette théorie, il a été jugé que les inculpés défailants aux deux premières audiences dans lesquelles il y a eu simple renvoi sur les conclusions de l'Administration, sont encore dans les délais voulus pour s'inscrire en faux à l'audience où l'affaire s'engage à fond (Angers, 19 juin 1876, aff. N..., *Ann. des contrib. ind.* 1877, p. 491; Olibo, *op. cit.*, t. 3, p. 623; V. par analogie *Crim. rej.* 13 févr. 1847, aff. Delahaye, D. P. 47. 1. 139).

**135.** Le dépôt des moyens de faux a lieu dans les trois jours de l'audience indiquée par la sommation, et ce, à peine de déchéance (*Rép.* n° 304 et suiv.). Il a été jugé que la disposition de l'art. 40 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13,

rement par le juge à d'autres objets et d'autres cas que celui pour lequel il a été établi; qu'en matière pénale, les dispositions de la loi doivent demeurer circonscrites strictement dans les bornes du cas qui en fait le sujet, et que celles, en général, qui constituent une exception aux règles du droit commun ne doivent pas non plus recevoir une interprétation extensive de ce qu'elles prescrivent ou dénie; — Attendu qu'en se plaçant à ces points de vue, on doit reconnaître que le délai qu'a fixé l'art. 41 précité est celui qui se trouve indiqué en première ligne par l'art. 40, c'est-à-dire le délai qui s'écoule entre l'assignation en condamnation et le jour où le prévenu doit comparaître à l'audience en vertu de cette assignation, avec cette différence que, si le prévenu a fait défaut, ce délai, qui a toujours pour terme l'audience à laquelle il doit comparaître, a pour point de départ dans ce cas, le jour de la signification qui lui a été faite du jugement de défaut; — Que cette interprétation des articles précités de la loi du 1<sup>er</sup> germ. an 13 paraît rationnelle et conforme aux principes qui régissent les cas de défaut et d'opposition aux jugements rendus en pareil cas; — Qu'en effet, si la loi ne considère pas des jugements de ce genre comme définitifs et si elle admet contre eux la voie de l'opposition, c'est parce qu'elle suppose, ou que du moins elle admet la possibilité, que le défaillant n'a pas eu connaissance de l'assignation qui lui était destinée, et que cette assignation n'est pas arrivée à sa destination par une cause quelconque; — Que, pour être conséquent, le législateur devait donc, d'après les principes du droit commun, renouveler en cas de défaut, au profit du prévenu, le délai que la première assignation devait faire courir, en transportant le point de départ du délai à la signification du jugement par défaut, et son terme à l'audience à laquelle doit être vidée l'opposition formée envers ce jugement; — Qu'il suit de là que l'inscription de faux des appelants était admissible quand elle a été repoussée par les premiers juges, puisque c'est à la première audience à laquelle ils ont comparu sur leur opposition au jugement de défaut, que les appelants ont déclaré s'inscrire en faux contre le procès-verbal des employés de la Régie; — Par ces motifs, maintient le jugement au point de vue des conclusions principales des appelants; mais, disant droit aux conclusions subsidiaires de leur appel; — Emendant quant à ce, déclare admissible l'inscription de faux; — Ordonne, en conséquence, qu'il sera, par les parties intéressées, donné à cette inscription telle suite qu'il appartiendra, etc.

Du 6 juill. 1865.-C. de Nîmes, ch. corr.-MM. Liquier, pr.-Fau-deux, subst.-Laget, av.

(1) (Contributions indirectes C. Kerstegly.) — Le 28 juin 1889, le sieur Kerstegly poursuivi devant le tribunal correctionnel de Bordeaux en vertu d'un procès-verbal dressé par des employés des contributions indirectes, déclara à l'audience s'inscrire en faux contre cet acte. La Régie prit des conclusions tendant à la non-admissibilité de la déclaration. Le tribunal les rejeta. Elle fit appel de cette décision qui fut confirmée par arrêt de la cour de Bordeaux du 14 août 1890. — Pourvoi en cassation au mois d'octobre 1890. Avant qu'une décision fût rendue sur le pour-

portant que le dépôt des moyens de faux doit être effectué, sous peine de déchéance, dans les trois jours de la déclaration d'inscription de faux, est générale et absolue; qu'elle est applicable même dans l'hypothèse où l'administration des Contributions indirectes a fait appel de la décision du tribunal ayant jugé recevable la déclaration d'inscription de faux et, sur l'arrêt confirmatif, a formé un pourvoi devant la cour de cassation; que le prévenu ne saurait prétendre que son droit de s'inscrire en faux lui étant contesté par la Régie, il doit attendre, avant de déposer ses moyens, qu'il ait été définitivement statué sur cette question, aucune disposition de loi n'ayant expressément admis cette cause de suspension du délai de l'art. 40 (Trib. civ. de Bordeaux, 7 nov. 1890) (1).

**136.** On a exposé au *Rép.* n° 307 que l'inscrivant ne doit pas se borner à une dénégation pure et simple des faits énoncés au procès-verbal argué de faux, qu'il doit articuler des faits contraires, de manière à faire ressortir la fausseté des faits allégués. Cette théorie a été, de nouveau, consacrée par la jurisprudence. Il a été jugé, en matière d'inscription de faux, contre les procès-verbaux des préposés de la Régie des Contributions indirectes, que les moyens de faux ne peuvent se borner à une dénégation sèche des faits de ces procès-verbaux; qu'ils doivent, conformément à l'art. 229 c. proc. civ., contenir les faits, les actes et les circonstances par lesquels l'inscrivant entend prouver la fausseté des faits de contravention déclarés dans les procès-verbaux (*Crim. cass.* 21 nov. 1851, aff. Ricquer, D. P. 51. 1. 336; 28 mars 1857, aff. Cuisenier, D. P. 57. 1. 225).

voilà, l'administration des contributions indirectes assigna, de nouveau le sieur Kerstegly devant le tribunal correctionnel « pour voir prononcer la déchéance de l'inscription de faux, le dépôt des moyens n'ayant pas été effectué, et faire statuer sur le fond ». Le sieur Kerstegly soutint que le droit de s'inscrire en faux lui ayant été et lui étant encore contesté par la Régie, il n'avait pu, avant la solution de cette difficulté, suivre sur cette inscription.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'à la date du 28 juin 1889, le sieur Kerstegly a déclaré s'inscrire en faux contre le procès-verbal des employés de la Régie dressé contre lui le 13 févr. 1888; — Que le tribunal lui a donné acte de sa déclaration; — Attendu que Kerstegly n'a pas encore effectué le dépôt au greffe de ses moyens de faux; — Que l'administration des contributions indirectes conclut à ce qu'il plaise au tribunal prononcer la déchéance de l'inscription de faux; — Attendu que la Régie ayant interjeté appel du jugement rendu le 28 juin 1889 qui contrairement à ses conclusions prononçait l'admissibilité de la déclaration d'inscription de faux et ayant ensuite frappé l'arrêt confirmatif de la cour d'appel de Bordeaux d'un pourvoi en cassation sur lequel il n'a pas encore été statué, Kerstegly soutient qu'il n'était pas tenu de déposer ses moyens dans les trois jours du jugement; que le délai ne doit courir contre lui que du jour de la signification de la décision de la cour de cassation;

Attendu que la disposition de l'art. 40 de la loi du 1<sup>er</sup> germ. an 13 sur l'obligation de déposer les moyens de faux au greffe, dans les trois jours de l'audience indiquée par l'assignation, à peine de déchéance de l'inscription de faux, est générale et absolue; qu'attribuer un caractère suspensif à l'appel et au recours en cassation formés, contre le jugement qui a prononcé sur la recevabilité de la déclaration serait créer une exception qui n'est pas dans la loi; — Qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cette considération spéciale, invoquée par le prévenu; qu'en déposant ses moyens de faux avant l'arrêt de la cour de cassation, il risquait de payer l'amende si cet arrêt prononçait la non-recevabilité de sa déclaration d'inscription de faux; — Qu'au surplus cet argument n'a aucune valeur juridique; que l'amende, en effet, n'étant encourue, aux termes de l'art. 247 c. proc. civ., que si la demande à fin de s'inscrire en faux a été admise, n'est pas due lorsque la déclaration d'inscription a été jugée non admissible; qu'il importe peu que pour éviter la déchéance, le prévenu ait effectué le dépôt des moyens de faux; que la loi n'a pas attaché à ce fait la sanction de l'amende; — En ce qui touche la demande de sursis: — Attendu que la décision de la cour de cassation ne peut avoir aucune influence sur la solution de l'affaire; que la déchéance de l'inscription de faux étant prononcée il y aurait lieu de statuer au fond lors même que la cour suprême rejeterait le pourvoi formé par la Régie; — Par ces motifs; — Le tribunal, après en avoir délibéré, prononce la déchéance de l'inscription de faux formée par le sieur Kerstegly contre le procès-verbal du 13 févr. 1888; dit qu'il sera passé au jugement de la contravention; — Condamne Kerstegly aux dépens de l'incident.

Du 7 nov. 1890.-Trib. de Bordeaux, ch. corr.-MM. de Laubadère, pr.-Marin, rap.-De Lioncourt, subst.-de Ribérot et Monis, av.

**137.** Il résulte aussi d'une jurisprudence constante qu'en matière de contributions indirectes, comme en matière de douanes, pour que l'inscription de faux soit admissible contre le procès-verbal, il est nécessaire que les moyens articulés soient de nature à détruire les énonciations du procès-verbal relativement aux faits de fraude (*Rép.* n° 314). Il a été jugé notamment que l'inscription de faux ne peut être admise contre un procès-verbal des employés des contributions indirectes qu'autant que, la preuve des moyens de faux articulés étant rapportée, les faits de fraude seraient par là démontrés n'avoir pas existé, que dès lors, elle doit être déclarée non recevable lorsque les moyens articulés ne contiennent que de sèches dénégations et portent sur des circonstances accessoires au fait principal de fraude, en sorte qu'ils ne justifieraient pas le prévenu de la fraude qui lui est imputée (Amiens, 30 juill. 1858, aff. Lefebvre, D. P. 58. 2. 191).

Jugé encore que l'offre de prouver, au moyen de l'inscription de faux des faits omis au procès-verbal des débats ou contraires à une de ses énonciations doit être rejetée comme non pertinente, si, en supposant la preuve faite, il n'en résultait aucune irrégularité (Crim. cass. 4 juin 1864, aff. Conty de la Pommerais, *Bull. crim.* 1864, n° 164, p. 263).

**138.** C'est au tribunal devant lequel est traduit le prévenu, qu'il appartient de prononcer sur la validité de l'inscription en la forme et sur l'admission des moyens de faux (*Rép.* n° 316). « Ce n'est, dit M. Olibo, *op. cit.*, t. 3, p. 620, qu'après que cette admission est prononcée par le tribunal correctionnel, et qu'en cas d'appel elle est confirmée par la cour d'appel, qu'alors la procédure prend un autre caractère et qu'elle doit se suivre devant la cour d'assises. Les simples lumières de la raison, d'accord avec la loi, prescrivent cette marche. Il est évident, en effet, que, tant qu'il n'a pas été statué par le tribunal compétent sur l'admission des moyens de faux, il est incertain s'il y a ou s'il n'y a pas lieu à une instruction sur le faux prétendu. Ce serait une subversion de tout principe et de toute procédure régulière et raisonnée, que de faire entendre des témoins sur un fait dont la preuve serait inadmissible; de se déclarer compétent pour prononcer sur une accusation qui pourrait ne pas exister régulièrement, puisqu'elle dépendrait d'une admission préalable et non encore prononcée des moyens de faux; d'une admission dont la connaissance est déferée par la loi à des tribunaux tout différents de celui qui prématurément et éventuellement se serait saisi d'une instruction sur un faux qui ne serait encore qu'imaginaire. En se résumant, c'est au tribunal correctionnel à statuer positivement et explicitement sur l'admissibilité des moyens de faux qui lui sont proposés. S'il les juge inadmissibles, et qu'il les écarte comme exception, il peut ensuite statuer au fond. S'il admet, au contraire, l'exception et qu'en cas d'appel son jugement soit confirmé, c'est alors qu'il y a lieu de renvoyer pour être procédé sur le faux, conformément à l'art. 400 c. instr. crim. Mais si, sous prétexte d'un faux allégué, le tribunal correctionnel méconnaît sa compétence et renvoie devant la cour d'assises sans avoir statué positivement sur l'admissibilité ou l'inadmissibilité des moyens de faux, dans ce cas, son jugement doit être réformé par la cour d'appel; et si la cour d'appel confirmait, l'arrêt de cette cour serait susceptible d'être cassé et annulé ».

**139.** En cas de rejet de l'inscription de faux pour vice de forme ou pour non-pertinence des moyens articulés, le tribunal saisi de la poursuite doit passer outre, quand bien même, postérieurement au jugement qui a rejeté l'inscription, le faux serait l'objet d'une poursuite criminelle. Cette solution a été consacrée, en matière de douanes, par un arrêt de la cour de cassation du 4 juin 1817, rapporté au *Rép.* n° 297, note 4. Les raisons de décider sont les mêmes en matière de contributions indirectes. L'instruction doit y être de la plus grande célérité, et ne souffrir que des retards absolument indispensables. Il faut appliquer la loi spéciale du 9 flor. an 7, et non l'art. 250 c. proc. civ.

**140.** Si, sur la poursuite en faux principal il intervient une ordonnance de non-lieu, et que, dans cette ordonnance, le juge d'instruction se borne à nier l'existence du crime sans reconnaître l'exactitude des faits, le prévenu peut, en la forme du faux incident, prouver devant le tri-

bunal correctionnel saisi de l'affaire, la fausseté des faits constatés par le procès-verbal (Crim. cass. 25 juin 1881, aff. Carrier, D. P. 81. 1. 444, et *supra*, n° 127).

**141.** Il est de jurisprudence constante, ainsi qu'on l'a exposé *supra*, n° 90, que l'admission de l'inscription de faux ne met pas obstacle à ce que les juges refusent l'enquête sur les faits articulés à l'appui des moyens de faux (Req. 24 avr. 1849, aff. Héritiers Piron, D. P. 49. 1. 153). Il doit en être ainsi surtout lorsque leur décision peut se fonder sur des faits survenus depuis le jugement qui a statué sur la pertinence de l'articulation, tels que les résultats de l'information criminelle dirigée contre les agents rédacteurs du procès-verbal, l'ordonnance de non-lieu qui a clos cette information, et autres circonstances propres à éclairer la conscience des magistrats et à leur faire considérer l'enquête comme inutile. La loi donne, en effet, aux juges la faculté d'admettre ou de rejeter, suivant leurs lumières et leur conscience, la poursuite du faux, même après son admission, et la chose jugée sur la pertinence des faits articulés n'a d'autre effet que d'obliger le tribunal et la cour à examiner ces faits et à en apprécier la portée. Il a été jugé, conformément à ces principes : que lorsqu'une ordonnance de non-lieu intervenue sur une poursuite de faux dirigée contre les agents rédacteurs d'un procès-verbal porte qu'il ne résulte pas contre les inculpés chargés suffisantes, tout en reconnaissant exactes certaines articulations du prévenu, le tribunal peut rejeter en tout état de cause tous les moyens de faux, même ceux de ces faits reconnus exacts par l'ordonnance, s'il estime que ces moyens ne tendent pas à justifier le prévenu de la contravention (Crim. cass. 5 févr. 1886, aff. Loubet, *Bull. crim.* n° 39); — Qu'en matière de contributions indirectes, lorsqu'une inscription de faux a été admise contre le procès-verbal et que les faits articulés ont été déclarés pertinents, l'ordonnance de non-lieu intervenue sur la poursuite de faux dirigée contre les agents rédacteurs du procès-verbal argué de faux, rend au juge correctionnel sa plénitude de juridiction pour apprécier la vérité ou la fausseté des faits articulés; qu'en conséquence, même dans le silence de l'ordonnance de non-lieu sur la matérialité des faits, le juge n'est pas tenu d'admettre tous les modes de preuve que le demandeur en inscription de faux lui propose, ni de recourir aux trois modes de preuve indiqués dans l'art. 232 c. proc. civ., et spécialement à l'enquête prescrite par l'art. 234, si sa religion est suffisamment éclairée par de nouveaux documents régulièrement versés aux débats; qu'il peut, par exemple, faire état de l'information criminelle qui a précédé l'ordonnance de non-lieu (Crim. rej. 14 janv. 1888, aff. Fallour, D. P. 88. 1. 399).

**142.** La doctrine enseignée au *Rép.* n° 321, qu'il convient d'appliquer en matière de contributions indirectes les règles relatives à l'amende édictées par les art. 246 et suiv. c. proc. civ. a été consacrée par la jurisprudence. — Il a été jugé : que l'amende de 300 fr. au moins, prononcée par l'art. 246 c. proc. civ. contre le demandeur en faux qui succombe n'est pas applicable dans le cas où l'inscription de faux a été déclarée non recevable (Amiens, 30 juill. 1858, aff. Lefebvre, D. P. 58. 2. 191). C'est l'application pure et simple de l'art. 248. — Nous avons dit *supra*, n° 141, que l'amende n'est pas encourue lorsque la pièce a été déclarée fausse en tout ou en partie. Décidé que, lorsqu'un procès-verbal été reconnu faux dans l'une des énonciations qui avaient fait l'objet de l'articulation admise, l'amende ne peut être appliquée, bien que cette énonciation fût sans portée au point de vue de la contravention imputée au prévenu (Crim. cass. 5 févr. 1886, *cit.*, *supra* n° 141).

**143.** Conformément à la règle générale (V. *supra*, n° 105), l'amende est encourue de plein droit, et le receveur de l'enregistrement est autorisé à en suivre le recouvrement quoique la condamnation ne soit pas exprimée dans le jugement (Olibo, t. 3, p. 625).

**144.** Les formes particulières de procédure tracées par les art. 40, 41, 42, du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 12, ont fait naître une question intéressante. En matière ordinaire, l'instruction du faux incident civil se divise en trois parties distinctes qui portent sur l'admission de l'inscription de faux, sur la pertinence des moyens de faux, enfin sur l'appréciation du fond en litige. Aux termes de l'art. 247,

l'amende n'est encourue que lorsque l'inscription en faux, ayant été admise par un premier jugement rendu conformément aux art. 244 et 248, le demandeur s'en est désisté ou a succombé. L'art. 248 est encore plus précis, et énonce que l'amende n'est pas applicable lorsque la demande de s'inscrire en faux n'a pas été admise, et ce, de quelques termes que les juges se soient servis pour rejeter ladite demande, ou pour ne pas y avoir égard; le motif de ces dispositions est que la loi n'a pas voulu punir un moyen de défense invoqué par précipitation et sans réflexion suffisante, mais uniquement une lutte engagée d'une manière sérieuse et avec obstination. Lorsqu'il s'agit de poursuites intentées par l'administration des Contributions indirectes, il n'y a lieu, en principe, qu'à un seul jugement qui statue à la fois sur l'admission de l'inscription en faux et sur la pertinence des moyens de faux. Le prévenu, dont les moyens sont rejetés, encourt-il l'amende? La négative a été admise par la cour de Caen. Elle a jugé que l'amende portée par l'art. 246 c. proc. civ. ne doit point être prononcée contre le prévenu qui, après s'être inscrit en faux contre un procès-verbal des employés de la régie des Contributions indirectes, s'est désisté de l'appel par lui interjeté contre le jugement qui a rejeté les moyens de faux (Caen, 20 nov. 1872, aff. Delaunay, D. P. 74. 5. 267). « En cette matière spéciale, dit l'arrêt, les deux phases de l'instruction, si nettement distinguées par le code de procédure, sont, au contraire, confondues, et dès lors, ce serait étendre la portée d'une loi pénale, et aller à l'encontre des idées qui ont inspiré les dispositions des art. 247 et 248, que de prononcer une condamnation à l'amende contre le demandeur sans qu'il y ait contre lui un jugement au fond, et par cela seul que l'arrêt a pour conséquence que sa demande en inscription de faux est définitivement rejetée. Cette décision, contraire à un arrêt de la cour de Rouen du 3 juin 1841 (*Rép.* n° 321), ne nous paraît pas exacte. Les procès-verbaux dressés par les agents des contributions indirectes ne leur appartiennent pas et, par suite, aucune sommation de déclarer s'ils entendent en faire usage ne pouvait leur être faite. De là, la nécessité d'édicter des règles particulières relativement à la première phase de l'instruction sur le faux. A dater du dernier acte indiqué par la loi spéciale, le droit commun devient applicable aux différents points de l'instruction qui restent à parcourir. Or que dit l'art. 246? que l'amende est encourue lorsque les parties sont mises hors de cause par le défaut de moyens. Pourquoi ne pas appliquer cette disposition en matière de contributions indirectes. Dira-t-on que c'est punir un moyen de défense invoqué avec précipitation, sans réflexion? Mais le prévenu, après sa déclaration par écrit, a dû préparer ses moyens de faux et la liste de ses témoins. Ce travail l'a éclairé sur le résultat de la procédure qu'il allait suivre. Un délai, souvent assez long, se passera avant que le jugement ne soit rendu. Il a le temps de songer à l'importance, aux chances de succès de son inscription de faux et de se désister s'il a signé légèrement sa déclaration contre le procès-verbal. Il n'y a donc aucun motif de ne pas appliquer en matière de contributions indirectes les dispositions très nettes de l'art. 247 c. proc. civ.

145. La solution ne serait pas la même si la déclaration d'inscription de faux était jugée non recevable. L'amende ne serait pas due, lors même que le dépôt de moyens de faux aurait été effectué. La question a été posée devant le tribunal correctionnel de Bordeaux. Un prévenu avait déclaré à l'audience s'inscrire en faux contre un procès-verbal des employés des contributions indirectes. L'Administration avait pris des conclusions tendant à la non-recevabilité de la déclaration. Le tribunal les avait rejetées. La Régie fit appel de cette décision qui fut confirmée. Elle se pourvut alors en cassation. Avant que le pourvoi ait été soumis à la cour suprême, l'administration des Contributions indirectes assigna de nouveau le prévenu devant le tribunal correctionnel pour faire prononcer la déchéance de l'inscription de faux, le dépôt des moyens n'ayant pas été effectué dans les conditions prescrites par l'art. 40 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13. Le prévenu soutint qu'il était « dans la nécessité d'attendre l'arrêt de la cour de cassation avant de suivre sur son inscription; que s'il avait déposé ses moyens de faux, et si plus tard un jugement avait déclaré que son inscription de

faux n'était pas recevable, il eût encouru une amende conformément aux dispositions de l'art. 246 c. proc. civ. ». Le tribunal correctionnel de Bordeaux, prononçant la déchéance de l'inscription de faux, et dans les motifs du jugement, déclara « que l'amende n'était encourue aux termes de l'art. 247 c. proc. civ., que si la demande à fin de s'inscrire en faux a été admise, n'est pas due dans le cas où la déclaration d'inscription de faux faite par le prévenu n'a pas été jugée admissible; qu'il importe peu que, pour éviter la déchéance, le prévenu ait effectué le dépôt des moyens de faux, la loi n'ayant pas attaché à ce fait la sanction de l'amende (Trib. corr. de Bordeaux, 7 nov. 1890, aff. Kerstegly, *supra*, n° 135).

### § 3. — Forêts, *Rép.* n° 322 à 327.

146. La déclaration d'inscription de faux, on l'a fait remarquer au *Rép.* n° 323, doit être formée avant l'audience indiquée par la citation. C'est au prévenu qui s'inscrit en faux contre un procès-verbal à justifier de la régularité de sa déclaration. Il a été jugé que, lorsque la déclaration d'inscription de faux dirigée contre le procès-verbal d'agents forestiers par l'individu dénoncé comme délinquant, n'a été formalisée au greffe que le jour indiqué pour la comparution, c'est à celui-ci, si l'acte du greffier n'indique pas l'heure, à prouver que, conformément aux prescriptions de l'art. 179 c. for., la déclaration a été faite avant l'audience; ce n'est pas à la partie poursuivante à établir que la formalité a été tardivement remplie; que, par suite, le juge d'appel ne peut, pour écarter l'opposition de la partie poursuivante à l'admission de l'inscription de faux, se fonder sur ce que rien dans les énonciations du jugement et des notes d'audience ne viendrait réparer l'omission commise par le greffier, et qu'ainsi la partie poursuivante ne serait pas fondée à faire considérer l'inscription de faux comme tardive (Crim. cass. 11 juill. 1867, aff. Jeanton, D. P. 68. 1. 46). Vainement le prévenu établirait-il que l'acte d'inscription de faux a été remis au président du tribunal avant l'appel des causes forestières, s'il ne justifie pas d'un usage ou d'un règlement local qui diviserait l'audience correctionnelle en deux audiences indépendantes et distinctes, l'une pour les affaires correctionnelles proprement dites, l'autre pour les affaires correctionnelles forestières (Grenoble, 12 déc. 1867, aff. Jeanton, *Répertoire de législation et de jurisprudence forestières*, t. 4, n° 606).

147. Aux termes de l'art. 180 c. for., le prévenu contre lequel a été rendu un jugement par défaut est encore admissible à faire sa déclaration d'inscription de faux pendant le délai qui lui est accordé par la loi pour se présenter à l'audience sur l'opposition par lui formée. La jurisprudence admet que le seul fait de la comparution du prévenu à l'audience sans avoir fait au greffe la déclaration de vouloir s'inscrire en faux le rend non recevable à le faire plus tard, lors même qu'il n'a été prononcé qu'une remise à un jour suivant (*V. Rép.* n° 323). Mais il a été décidé que lorsque, par suite de la non-comparution du prévenu d'un délit forestier au jour indiqué par la citation, sans qu'aucun défaut ait été requis contre lui, le tribunal s'est borné à ordonner une remise de cause, l'inscription de faux contre le procès-verbal du délit peut être formée jusqu'au jour où la cause a été renvoyée (Crim. rej. 13 févr. 1847, aff. Delahaye, D. P. 47. 1. 139). Il faut, lit-on dans les motifs de l'arrêt, pour qu'il y ait lieu à la condamnation par défaut, que l'Administration forestière demande formellement l'adjudication du défaut ou du moins que le ministère public la requière en son nom; et il ne saurait dépendre de l'Administration forestière d'aggraver par son silence la condition du prévenu et de le priver du bénéfice que lui assure l'art. 180, en lui faisant perdre, par une fin de non-recevoir, le droit que lui aurait donné le jugement par défaut, celui de se pourvoir par opposition, et la faculté de déposer au greffe son inscription de faux, jusqu'au jour indiqué pour venir plaider sur cette opposition.

148. Le dépôt des pièces et moyens de faux s'opère comme en matière de douanes et de contributions indirectes (*Rép.* n° 324). Il a été jugé que le prévenu du délit forestier qui s'est inscrit en faux contre le procès-verbal dressé contre lui n'est pas tenu de signifier à l'administration des Forêts

les moyens de faux dont il entend se prévaloir; qu'il satisfait aux prescriptions de l'art. 179 c. for. en faisant au greffe le dépôt de ses moyens dans le délai fixé par le tribunal correctionnel. Ici ne s'applique pas l'art. 229 c. proc. civ. (Bastia, 30 oct. 1865, aff. N..., *Répertoire de législation et de jurisprudence forestières*, t. 3, n° 557).

**149.** L'admission de l'inscription de faux oblige le tribunal saisi de la poursuite du délit forestier à surseoir au jugement de cette infraction jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le faux dénoncé (*Rép.* n° 327).

**150.** Lorsque l'auteur du faux est susceptible d'être poursuivi criminellement, c'est-à-dire s'il est vivant et si l'action criminelle n'est pas prescrite, le faux est l'objet d'une instruction criminelle. Il a été jugé que l'admission de l'inscription de faux contre un procès-verbal dont le rédacteur est toujours en vie et peut être l'objet de poursuites criminelles, oblige le tribunal saisi de la connaissance du délit à prononcer un sursis et donne lieu à une instruction qui doit être suivie d'après les règles tracées par l'art. 460 c. instr. crim. (Bastia, 30 oct. 1865, cité *supra*, n° 148.).

**151.** Aux termes de l'art. 179 c. for., les moyens de faux, pour être admis, doivent être de nature à détruire l'effet du procès-verbal. La même règle existe, nous l'avons exposé *supra*, n° 137, en matière de contributions indirectes et de douanes.

Il a été jugé que, lorsque les faits proposés à l'appui d'une inscription de faux en matière forestière ont été admis en preuve par un arrêt avant faire droit qui a acquis l'autorité de la chose jugée, l'arrêt qui déclare ces faits prouvés ne peut être attaqué par le motif qu'ils n'étaient pas pertinents (Crim. cass. 19 nov. 1880, aff. Mestrallet et autres, D. P. 84. 4. 141).

§ 4. — Octroi, or et argent, postes (*Rép.* nos 328 et 329).

**152.** On a indiqué au *Rép.* n° 328, que les dispositions des art. 216 et suiv. c. proc. civ. (*V. supra*, nos 53 et suiv.) et 458 et suiv. c. instr. crim. (*V. supra*, n° 117 et suiv.), sont applicables à l'inscription de faux en matière d'octroi. Il a été jugé qu'en matière d'octroi, et dans le silence de la loi spéciale, les formes de l'inscription de faux, dirigée contre les procès-verbaux des préposés de l'octroi, sont

régies par le droit commun, c'est-à-dire par les art. 458 c. instr. crim. et 216 et suiv. c. proc. civ.; qu'en conséquence, doit être déclarée nulle la procédure d'inscription de faux dirigée contre un procès-verbal des employés de l'octroi, lorsque la déclaration d'inscription de faux, au lieu d'être faite par acte au greffe, a été faite à l'audience et qu'elle n'a d'ailleurs pas été précédée de l'interpellation adressée à l'autre partie si elle entend ou non se servir de la pièce incriminée (Rouen, 9 mars 1854, aff. Aubert, D. P. 54. 2. 132).

**153.** Si l'on attaquait l'acte lui-même, si l'on prétendait que les signatures inscrites au bas du procès-verbal ne sont pas celles des employés qu'elles désignent, que telle mention a été écrite par une main étrangère, il faudrait, croyons-nous, suivre à la lettre les prescriptions des art. 218 et suiv. c. proc. civ., nommer un juge-commissaire, et dresser un procès-verbal de l'état de la pièce. Ces formalités nous paraissent inutiles lorsque le procès-verbal, étant reconnu régulier en la forme et émanant des employés de l'octroi qui l'ont signé, est attaqué comme contenant des déclarations mensongères. A quoi servirait la description de la pièce? Il n'y a de contestation ni sur le corps ni sur la signature.

**154.** L'administration de l'Octroi doit signifier la remise au greffe de la minute du procès-verbal à celui qui s'est inscrit en faux. Celui-ci, dans les huit jours qui suivent, est tenu de signifier ses moyens de faux. L'inaccomplissement de cette formalité dans la huitaine n'entraîne pas de plein droit la déchéance de l'inscription. Le tribunal peut fixer au prévenu qui s'inscrit en faux un délai pour fournir ses moyens, passé lequel sa demande sera rejetée.

**155.** L'art. 229 c. proc. civ. est applicable en matière d'octroi (*V. Rép.* n° 152; et *supra*, nos 137 et 151). Il a été jugé que l'inscription de faux formée contre l'énonciation d'un procès-verbal, dressé en matière d'octroi, n'est pas admissible si les faits articulés, en les supposant établis, n'ont pas pour conséquence de démontrer la fausseté des mentions du procès-verbal relatives à un refus d'exercice (Crim. rej. 10 août 1877, aff. Ginot, D. P. 77. 4. 404-405).

**156.** Pour ce qui concerne l'inscription de faux contre les procès-verbaux de contraventions aux lois et règlements sur les matières d'or et d'argent et les postes *V. infra*, *Matière d'or et d'argent, Postes*.

## Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

<b>Acquiescement.</b> V. Jugement.	— billet R. 58.	86, 88; R. 200; ( <i>dies a quo</i> ) S. 87.	<b>Communication de pièces.</b> V. Dépôt au greffe.	75; (procès-verbal) S. 32; R. 75; (vente) S. 32.	130 s.; R. 300 s.; ( <i>délai, dies a quo</i> ) S. 133; R. 301.
<b>Acte authentique</b> S. 24 s.; R. 51 s.	— dérogation d'écritures S. 23; R. 50.	— dérogation S. 85; R. 132 s.	<b>Compétence</b> S. 21 s.; R. 43 s.	— instance antérieure S. 29; R. 59 s.; (chose jugée) S. 29; (dommages-intérêts) S. 29; (juridiction criminelle) S. 29, 31; (requête civile) S. 29; R. 66; (réserves, conclusions) S. 30; R. 65; (saisie immobilière) S. 29; (testament) S. 29; — saisie R. 61.	— enquête S. 141.
— acte d'état civil R. 52, 68.	— vérification d'écritures S. 23.	— donation S. 85.	— actes administratifs S. 23.	— conseil de préfecture S. 22; R. 40.	— jugement (appel) R. 313 s.; 315; (arrêts) R. 316 s.
— adjudication R. 71.	— V. Pièces.	— enquête S. 85; R. 106.	— arbitres S. 21.	— conseil d'Etat S. 23; R. 49.	— ministère public R. 319 s.
— avantage indirect R. 54.	<b>Action civile</b> — caractères R. 66.	— moyens nouveaux S. 85 s.; R. 199 s.	— conseil d'Etat S. 23; R. 49.	— cour de cassation R. 47 s.	— moyens de faux S. 135; R. 304 s.
— déclarations mensongères S. 26.	<b>Action préjudicielle.</b> V. Sursis.	— requête R. 197 s.	— juges de paix S. 21; R. 44.	— matière sommaire R. 46.	— ordonnance de non-lieu S. 140.
— dénonciations étrangères à l'acte S. 26.	<b>Action publique.</b> V. Sursis, Transaction.	— signification S. 86; R. 181 s.; (défendeur) R. 203.	— prud'hommes S. 21.	— tribunaux civils S. 23.	— pouvoir discrétionnaire S. 141; R. 311.
— faux intellectuel S. 25; R. 73.	<b>Adjudication</b> V. Acte authentique, Fin de non-recevoir, Pouvoir discrétionnaire.	— testament S. 85; R. 184, 186, 191 s.	— tribunaux de commerce S. 21; R. 45.	— V. Contributions indirectes, Octroi.	— procédure S. 144; (déchéance) S. 145; R. 299, 303, 319.
— faux matériel S. 26; R. 55; (pouvoir discrétionnaire) S. 26.	<b>Alibi.</b> V. Contributions indirectes.	— V. Contributions indirectes, Douanes, Octroi.	— V. Contributions indirectes, Octroi.	<b>Contributions indirectes</b> S. 128 s.; R. 298 s.	— procès-verbal (alibi) R. 312; (articulation) S. 136 s.; R. 307 s., 311.
— jugement R. 51, 56, 63 s.	<b>Amende.</b> V. Contributions indirectes, Jugement, Matière criminelle, Procédure, Sommatation.	<b>Assignment</b> V. Contributions indirectes, Douanes.	— V. Contributions indirectes, Octroi.	— amende S. 142 s.; R. 321.	— rejet R. 316.
— procès-verbal R. 52, 57.	<b>Appel.</b> V. Contributions indirectes, Douanes, Epoque, Jugement, Transaction.	<b>Audience — comparution.</b> V. Contributions indirectes.	<b>Complicité.</b> V. Matière criminelle.	— assignation, nullité S. 132.	<b>Cour de cassation.</b> V. Compétence, Matière criminelle, Pouvoir discrétionnaire, Procédure.
— vérification d'écritures R. 51.	<b>Arbitres.</b> V. Compétence, Sursis.	<b>Avantage indirect.</b> V. Acte authentique.	<b>Conditions</b> — existence du faux S. 28; R. 72; (poursuite criminelle) S. 28.	— audience, comparution S. 130 s., 134; R. 301.	<b>Créance.</b> V. Pouvoir discrétionnaire.
— V. Pièces, Preuve.	<b>Arrêt.</b> V. Pièces, Pouvoir discrétionnaire, Sursis.	<b>Avoué.</b> V. Déclaration, Dépôt au greffe.	— influence sur l'instance principale S. 22; R. 75 s.; (expertise) S. 32; R.	— compétence S. 138; R. 316.	
<b>Acte d'avoué à avoué.</b> V. Sommatation.	<b>Articulation.</b> S. 85.	<b>Billet.</b> V. Acte sous seing privé.		— déclaration (délai) S.	
<b>Acte d'état civil.</b> V. Acte authentique, Articulation, Fin de non-recevoir.	— acte d'état civil R. 195.	<b>Billet à ordre.</b> V. Inscription de faux, Sursis.			
<b>Actes administratifs.</b> V. Compétence.	— délai (déchéance) S.	<b>Chose jugée.</b> V. Conditions, Fin de non-recevoir.			
<b>Acte sous seing privé</b> S. 23; R. 50, 58.					



- Débiteur solidaire.** V. Qualité.
- Déchéance.** V. Articulation, Contributions indirectes, Forêts.
- Déclaration** — avoué, procuration S. 65; R. 136 s.
- défendeur, forclusion S. 64; R. 131 s.
- délai S. 53 s.; R. 113 s.; (caractères) S. 55; R. 115 s.; (procuration) R. 119 s.
- délibéré S. 63.
- demandeur S. 63.
- femme mariée R. 136.
- formalités S. 64; R. 135.
- justice de paix R. 150.
- ministère public S. 59; R. 135.
- pouvoir discrétionnaire S. 56.
- procès-verbal R. 140.
- procuration (brevet, minute) R. 138; (greffier) S. 65.
- réponse, caractères R. 135.
- rétractation, défendeur, abandon de la pièce S. 60 s.; R. 139.
- signature S. 56 s.; R. 132, 139; (réponse à l'audience) S. 57; R. 134.
- V. Contributions indirectes, Douanes, Forêts, Matière criminelle, Octroi, Procédure.
- Déclarations mensongères.** V. Acte authentique.
- Défendeur.** V. Articulation, Déclaration, Dépôt au greffe, Qualité.
- Délai** R. 36.
- V. Contributions indirectes, Déclaration, Dépôt au greffe, Douanes, Forêts, Jugement, Matière criminelle, Octroi, Procédure.
- Délibéré.** V. Déclaration, Epoque.
- Délit forestier.** V. Forêts.
- Demandeur.** V. Déclaration, Dépôt au greffe, Qualité.
- Démence.** V. Acte authentique.
- Dénégation.** V. Articulation.
- Dénégation d'écriture.** V. Acte sous seing privé.
- Dépôt au greffe** — avoué S. 72; R. 154.
- communication de pièces S. 83 s.; R. 178 s.; (expertise) R. 179.
- constatation R. 168.
- défendeur R. 155, 167.
- délai (augmentation) S. 74; R. 152, 155; (caractère) S. 70 s.; R. 153 s., 204 s.
- demandeur R. 156, 169.
- faux intellectuel S. 73.
- juge-commissaire S. 76 s.; R. 152 s., 178 s.
- minute (apport) S. 76 s.; R. 157 s., 171, 174; (délai) S. 80; R. 164 s.; (perte) S. 79; R. 170.
- pouvoir discrétionnaire R. 162 s.
- procès-verbal S. 81 s.; R. 173 s.; R. 175; (délai) R. 201 s.;
- (Juge-commissaire) R. 175 s.
- vérification R. 173.
- V. Jugement, Procédure.
- Désaveu.** V. Jugement.
- Désistement** S. 45 s.; — contrat judiciaire R. 102.
- V. Jugement.
- Dessaisissement.** V. Transaction.
- Dies à quo.** V. Articulation, Contributions indirectes.
- Domages-intérêts.** V. Conditions, Jugement, Pouvoir discrétionnaire.
- Donation.** V. Articulation.
- Douanes** S. 123 s.; R. 273 s.
- assignation, nullité S. 125; R. 28 s.
- déclarations (caractères et conditions) R. 273 s.; (délai) S. 124 s.; R. 278 s.; (moyens de faux) R. 284; (signature) R. 276 s.
- jugement (appel) R. 294; (sursis) R. 295 s.
- procès-verbal S. 123; (articulation) R. 285 s.; (juge de paix) R. 293; (jugement par défaut) S. 124; R. 278; (mission du juge) R. 287; (nature des faits) S. 126; R. 288; (ordonnance de non-lieu) S. 127; (pouvoir discrétionnaire, faux principal) R. 290 s.
- V. Moyens de faux.
- Écriture.** V. Contributions indirectes.
- Écriture de commerce ou de banque.** V. Pièces.
- Enquête.** V. Articulation, Contributions indirectes, Jugement, Preuve.
- Epoque** — appel S. 14; R. 36.
- délibéré R. 34.
- pouvoir discrétionnaire R. 35.
- première instance S. 14; R. 34.
- prescription S. 15; R. 34.
- sentence arbitrale, sursis S. 15.
- V. Inscription de faux.
- Etat civil.** V. Sursis.
- Exécution.** V. Jugement.
- Exécution provisoire.** V. Sursis.
- Existence du faux.** V. Conditions.
- Expertise.** — récusation R. 234.
- V. Conditions, Dépôt au greffe, Jugement, Preuves, Sommation.
- Exploit.** V. Pouvoir discrétionnaire, Sommation.
- Faux intellectuel.** V. Acte authentique, Dépôt au greffe, Pouvoir discrétionnaire.
- Faux matériel.** V. Acte authentique, Pouvoir discrétionnaire.
- Faux partiel.** V. Jugement.
- Faux principal** S. 5 s.; R. 16 s., 24.
- V. Douanes.
- Femme mariée.** V. Déclaration.
- Feuille d'audience.** V. Fin de non-recevoir, Pouvoir discrétionnaire.
- Filiation.** V. Preuve.
- Fin de non-recevoir** S. 33 s.
- acte d'état civil R. 76.
- adjudication R. 75.
- chose jugée, pouvoir discrétionnaire S. 33 s.
- feuille d'audience, minute R. 75.
- fraude S. 36.
- huissier R. 75.
- jugement antérieur S. 38.
- notaire R. 76.
- ordonnance de non-lieu S. 34 s.
- prescription S. 15, 30; R. 70 s.
- ratification S. 38; R. 68.
- saisie, vacation R. 76.
- sentence arbitrale R. 76.
- testament S. 34; R. 77.
- vérification d'écritures S. 37; R. 67 s.
- Forces exécutoires.** S. 9.
- Forclusion.** V. Déclaration.
- Forêts** S. 146 s.; R. 322 s.
- déchéance R. 325.
- déclaration (délai) S. 147; R. 323; (forme) S. 146 s.; R. 322 s.; (jugement par défaut) S. 147; (procès-verbal) S. 146.
- jugement (délit forestier) R. 327; (par défaut, ministère public) S. 147; (sursis) S. 149 s.; R. 326 s.; (sursis, garde forestier) R. 327; (sursis, matière criminelle) S. 150.
- moyens de faux, pièces S. 148, 151; R. 324.
- Frais et dépens.** V. matière criminelle.
- Garde forestier.** V. Forêts.
- Greffier.** V. Déclaration, Jugement.
- Historique** S. 1 s.; R. 2 s.
- ancien droit S. 3 s.
- droit actuel R. 7 s.; (révolutionnaire) R. 5 s.; (romain) R. 2.
- Homologation.** V. Transaction.
- Huissier.** V. Fin de non-recevoir.
- Influence sur l'instance principale.** V. Conditions.
- Inscription de faux** — billet à ordre R. 62, 64.
- conditions S. 17 s., 27.
- époque S. 15 s.; R. 34 s.
- fin de non-recevoir S. 33 s.
- lettre de change R. 68.
- ordre S. 19.
- pièces S. 16 s.; R. 37 s.
- qualité S. 10 s.; R. 27 s.
- réserves R. 65.
- testament R. 50, 56, 68, 72.
- Instance antérieure.** V. Conditions.
- Interlocutoire.** V. Jugement.
- Interrogatoire.** V. Procédure.
- Juge.** V. Pouvoir discrétionnaire.
- Juge-commissaire** — récusation R. 234.
- V. Dépôt au greffe, Octroi, Preuve.
- Juge de paix.** V. Douanes, Matière criminelle.
- Jugement** S. 90 s.; R. 206 s.
- amende S. 101 s.; R. 217; R. 247 s.; (contributions indirectes) S. 105 s. (désistement) S. 106; R. 247 s.; (prescription) S. 109; (rejet) S. 111; R. 252 s.
- amendes multiples R. 250.
- appel R. 260.
- défaut de moyens R. 247 s.
- dépôt au greffe S. 102; (acquiescement) R. 149.
- dommages-intérêts S. 113 s.; R. 256 s.
- enquête S. 90.
- exécution S. 115 s.; R. 261; (désaveu) S. 116; (jugement par défaut) S. 116; (tierce opposition) S. 116.
- expertise S. 90.
- faux partiel S. 101; — greffier, pénalités R. 265.
- interlocutoire S. 68, 92; R. 148.
- ministère public S. 67; R. 145.
- motifs S. 68; R. 146.
- omission (appel) R. 246; (requête civile) R. 246.
- opposition S. 68; R. 147.
- partage R. 209.
- périodes, caractères S. 66.
- pièce fautive (lacération) R. 244; (radiation) R. 244; (réformation) S. 106; R. 244; (rétablissement) R. 244; (suppression) R. 244.
- pouvoir discrétionnaire S. 99; R. 99, 241; (présomptions) S. 90 s.; R. 206 s.
- preuves R. 206; (appreciation) S. 66.
- remises de pièces R. 263 s.
- réparations R. 258.
- signification (délai) S. 69; (pouvoir discrétionnaire) S. 69.
- testament S. 90.
- vérification S. 90; (d'écritures, délai) S. 69.
- V. Acte authentique, Contributions indirectes, Douanes, Fin de non-recevoir, Forêts, Pièces, Procédure, Sursis.
- Jugement par défaut.** V. Douanes, Forêts, Jugement.
- Juridiction criminelle.** V. Conditions.
- Justice de paix.** V. Déclaration, Sursis.
- Lacération.** V. Jugement.
- Législation** S. 1 s.
- Législation étrangère** — Allemagne S. 4.
- Suisse S. 4.
- Lettre de change.** V. Inscription de faux, Sursis.
- Magistrat.** V. Preuve.
- Mandataire.** V. Qualité.
- Mandat d'amener.** V. Sursis.
- Matière criminelle.** S. 117 s.; R. 266 s.
- amende, frais et dépens S. 122.
- complicité S. 118; R. 269.
- cour de cassation S. 117; R. 269.
- déclaration S. 117; R. 268 s.
- délai S. 117; R. 268.
- pièce fautive (radiation) S. 121; (réformation) S. 121; (rétablissement) S. 121.
- pouvoir discrétionnaire R. 271.
- procédure, vérification S. 120.
- sursis S. 118 s.; R. 270; (juge de paix) S. 119.
- tribunal militaire S. 117; R. 269.
- tribunal de police S. 117; R. 269.
- V. Forêts.
- Matière sommaire.** V. Compétence.
- Ministère public.** V. Contributions indirectes, Déclaration, Forêts, Jugement, Procédure.
- Minute.** V. Dépôt au greffe, Fin de non-recevoir.
- Motifs.** V. Jugement, Pouvoir discrétionnaire.
- Moyens de faux.** V. Contributions indirectes, Forêts, Octroi.
- Moyens nouveaux.** V. Articulation.
- Notaire.** V. Fin de non-recevoir, Pouvoir discrétionnaire, Qualité.
- Nullité.** V. Procès-verbal.
- Octroi** S. 152 s.; R. 302, 311 s., 238.
- compétence R. 328.
- déclaration (délai) R. 328; (procès-verbal) S. 152.
- juge-commissaire S. 152.
- moyens de faux, délai S. 154.
- pouvoir discrétionnaire S. 154.
- procès-verbal (articulation) S. 156; (signature) S. 153.
- Opposition.** V. Jugement.
- Ordonnance de non-lieu.** V. Contributions indirectes, Douanes, Fin de non-recevoir.
- Ordre.** V. Inscription de faux.
- Or et argent** S. 156; R. 359.
- Partage.** V. Jugement.
- Partie civile.** V. Pouvoir discrétionnaire.
- Périodes.** V. Jugement.
- Pièces** — acte authentique S. 16; R. 38 s.; (signature) R. 40.
- acte sous seing privé S. 20; R. 28.
- arrêt S. 16 s.; R. 39.
- communication R. 37.
- écritures de commerce ou de banque R. 28.
- jugement S. 16.
- pièce de comparaison R. 41.
- pourvoi en cassation S. 17; R. 39.
- procès-verbal de non-conciliation R. 39.
- question d'état R. 42.
- requête civile S. 16.
- V. Inscription de faux, Pouvoir discrétionnaire.
- Pièce de comparaison.** V. Pièces, Preuve.
- Postes** S. 156; R. 329.
- Poursuite** S. 6; R. 18.
- Poursuite criminelle.** V. Conditions.
- Pourvoi en cassation.** V. Pièces.
- Pouvoir discrétionnaire** S. 40 s.; R. 78 s.
- adjudication, procès-verbal R. 82.
- caractères S. 40.
- conseil de préfecture R. 86; (d'état) R. 86.
- cour de cassation S. 43; R. 84 s.; (arrêt, qualité) S. 43; R. 85; (feuille d'audience) S. 43; (procès-verbal) S. 43; R. 85.
- créance, paiement R. 82.
- dommages-intérêts S. 40.
- exploit R. 82, 87.
- faux (intellectuel) R. 82; (matériel) R. 82.
- motifs S. 42; R. 82.
- notaire S. 40.
- partie civile S. 40.
- pièce (production) R. 81.
- pièce (soustraction frauduleuse) R. 82.
- présomptions S. 40 s.; R. 78 s.
- preuve impossible S. 40.
- sentence arbitrale R. 82.
- testament R. 82.
- tribunal R. 143.
- V. Acte authentique, Contributions indirectes, Déclaration, Dépôt au greffe, Epoque, Fin de non-recevoir, Jugement, Matière criminelle, Octroi, Preuve, Sommation, Transaction.
- Pouvoir spécial.** V. Sommation.
- Première instance.** V. Epoque.
- Prescription** — donnée à la main S. 109.
- V. Epoque, Fin de non-recevoir, Jugement.
- Présomptions.** V. Jugement, Pouvoir discrétionnaire.

<b>Preuve</b> — expertise S. 98; R. 214; (juge-commissaire) R. 230. — experts S. 98. — modes S. 93 s.; R. 210 s. — pièces de comparaison R. 224 s.; (copie, expédition) R. 231; (expertise) R. 236 s.; (preuve contraire) R. 236; (témoins) R. 224 s.; (vérification d'écritures) R. 238. — preuve testimoniale (acte authentique) S. 94; R. 212; (filiation) S. 94; (magistrat) R. 214. — témoins (acte authentique) S. 97; R. 222 s.; (requête, reproches) S. 98 s.; R. 220 s. — tribunal, pouvoir discrétionnaire S. 93; R. 210 s. — vérification d'écritures, expertise R. 215 s. — V. Jugement. <b>Preuve testimoniale.</b> V. Preuve. <b>Procédure</b> S. 40 s.; R. 103 s. — conseil d'Etat R. 108. — cour de cassation S. 40 s.; R. 103; (amende) S. 51; (délai) S. 40; (requête) S. 51; (signature) S. 51.	— déclaration S. 53 s.; R. 114 s. — dépôt au greffe S. 70 s.; R. 151 s. — interrogatoire, président R. 238. — jugement S. 66 s. R. 194. — ministère public R. 239, 243. — sommation S. 52; R. 105 s. — tribunaux, périodes S. 66; R. 104, 144. — V. Contributions indirectes, Matière criminelle. <b>Procès-verbal</b> — nullité R. 233. — V. Acte authentique, Conditions, Contributions indirectes, Déclaration, Dépôt au greffe, Douanes, Forêts, Octroi, Pouvoir discrétionnaire. <b>Procurateur</b> V. Déclaration. <b>Procurateur</b> V. Déclaration. <b>Prad'hommes</b> V. Compétence. <b>Qualité</b> — débiteur solidaire R. 32. — défendeur S. 11; R. 29. — demandeur R. 29. — mandataire R. 30. — notaire R. 31. — parties S. 10 s.; R. 27.	— pouvoir discrétionnaire R. 28. — tiers, tierce opposition S. 13. — tuteur R. 80. — V. Inscription de faux. <b>Question d'état</b> V. Pièces. <b>Radiation</b> V. Jugement, Matière criminelle. <b>Ratification</b> V. Fin de non-recevoir. <b>Recevabilité</b> R. 15. <b>Réclamation</b> V. Expertise, Juge-commissaire. <b>Réformation</b> V. Jugement, Matière criminelle. <b>Remise de pièces</b> V. Jugement. <b>Réponse</b> V. Déclaration. <b>Reproches</b> V. Preuve. <b>Requête</b> V. Articulation, Procédure. <b>Requête civile</b> V. Conditions, Jugement, Pièces. <b>Réserves</b> V. Inscription de faux. <b>Rétablissement</b> V. Jugement, Matière criminelle. <b>Rétroaction</b> V. Déclaration. <b>Saisie</b> V. Conditions, Fin de non-recevoir.	<b>Saisie immobilière</b> V. Conditions, Suris. <b>Sentence arbitrale</b> V. Epoque, Fin de non-recevoir, Pouvoir discrétionnaire. <b>Signature</b> V. Contributions indirectes, Déclaration, Douanes, Octroi, Pièces, Procédure, Sommation. <b>Signification</b> V. Articulation, Jugement. <b>Sommation</b> — acte d'avoué à avoué R. 108. — amende R. 106. — expertise R. 111. — exploit R. 108. — pouvoir (discrétionnaire) R. 107; (spécial) R. 109 s. — signature R. 109. — V. Procédure. <b>Suppression</b> V. Jugement. <b>Suris</b> S. 44; R. 88 s. — action (préjudicielle) R. 22 s.; (publique) S. 6; R. 18. — arbitre S. 44. — arrêt R. 92. — billet à ordre, bonne foi R. 95. — caractères R. 88 s. — conditions S. 51; R. 16 s. — état civil S. 8. — exécution provisoire R. 96.	— jugement R. 25. — justice de paix R. 92. — lettre de change R. 93 s. — mandat d'amener S. 8. — pouvoirs du juge S. 7; R. 29 s., 89 s. — saisie immobilière S. 7. — tribunal civil S. 44; (de commerce) S. 44; R. 90, 92 s. — vérification d'écritures R. 92. — V. Caractères généraux, Contributions indirectes, Douanes, Epoque, Forêts, Matière criminelle. <b>Témoins</b> V. Preuve. <b>Testament</b> R. 12. — V. Articulation, Conditions, Fin de non-recevoir, Inscription de faux, Jugement, Pouvoir discrétionnaire, Transaction. <b>Tierce opposition</b> V. Jugement, Qualité. <b>Tiers</b> V. Qualité. <b>Transaction</b> S. 45 s.; R. 97 s. — action publique R. 97. — caractères R. 97. — compétence S. 46 s.; (appel) S. 46; (dessaisissement) S. 47. — époque R. 100 s. — homologation, caractères	tires S. 45 s.; R. 97 s. — pouvoir discrétionnaire du tribunal S. 45, 48. — testament S. 48; R. 102. <b>Tribunal</b> V. Pouvoir discrétionnaire, Preuve. <b>Tribunal civil</b> V. Compétence, Suris. <b>Tribunal de commerce</b> V. Compétence, Suris. <b>Tribunal de police</b> V. Matière criminelle. <b>Tribunal militaire</b> V. Matière criminelle. <b>Tribunaux</b> V. Pouvoir discrétionnaire, Procédure. <b>Tuteur</b> V. Qualité.  <b>Vacation</b> V. Fin de non-recevoir. <b>Vente</b> V. Conditions. <b>Vérification</b> V. Dépôt au greffe, Jugement, Matière criminelle. <b>Vérification d'écritures</b> R. 13 s. — V. Acte authentique, Acte sous seing privé, Caractères généraux, Fin de non-recevoir, Jugement, Preuve, Suris.
---	---	--	---	---	--

Table des articles des codes de procédure civile et d'instruction criminelle,

<b>Code de procédure civile.</b> Art. 14. R. 44. — 138. S. 18. — 141. S. 18. — 201. S. 98. — 214. S. 2, 20, 23, 31, 87 s., 66, 144; R. 27. — 215. S. 23, 66; R. 105 s.	— 216. S. 53, 55 s., 62, 152; R. 113. — 217. S. 35, 58, 69, 74, 117; R. 120 s. — 218. S. 40, 63, 144, 153; R. 131. — 219. S. 71, 78; R. 151 s. — 220. S. 69; R. 156.	— 221. S. 76; R. 157 s. — 222. R. 163, 170. — 223. S. 73; R. 164. — 224. S. 69, 89; R. 165 s. — 225. S. 89; R. 172 s. — 226. S. 87; R. 174. — 227. R. 175 s. — 228. R. 178 s.	— 229. S. 69, 86, 148, 155; R. 181 s., 200 s. — 230. S. 89; R. 203 s. — 231. S. 91; R. 206 s. — 232. S. 141; R. 210 s. — 233. R. 210 s., 232. — 234. S. 96, 141; R. 220 s.	— 235. R. 224 s. — 236. R. 227 s. — 237. R. 224. — 238. R. 235. — 239. S. 6, 28; R. 256 s. — 240. S. 28; R. 16 s. — 241. S. 100 s., 115 s., 121; R. 244, 261. — 242. R. 245 s. — 243. R. 262 s.	— 244. R. 265. — 245. R. 220. — 246. S. 103, 111, 113, 142, 144 s.; R. 247 s., 256 s. — 247. S. 106 s., 111, 113, 144 s.; R. 247 s. — 248. S. 114, 142, 144; R. 252 s. — 249. S. 45; R. 97.	— 250. S. 7 s., 28, 129; R. 20. — 251. R. 145, 243. — 252. S. 97. — 253. S. 44; R. 21, 48, 88 s. — 254. S. 116. — 255. S. 29, 31. — 256. S. 31. — 257. S. 31. — 258. S. 7. — 1015. S. 44. — 1033. S. 34.	<b>Code d'instruction criminelle.</b> Art. 458. S. 153; R. 267. — 459. S. 24, 117; R. 268. — 460. S. 24, 118, 120, 150; R. 16 s., 260. — 462. R. 256 s.
--	--	--	---	---	--	--	---

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

<b>An 7.</b> 9 flor. Loi. 123 c., 127 c. 139.	<b>1830</b> 23 août. Civ. 124 c.	<b>11 juill. Civ. 109 c.</b>	<b>1854</b> 9 mars. Rouen. 153 c. 21 avr. Alger. 66 c. 25 avr. Req. 40 c., 106 c., 111 c. 5 juill. Poitiers. 90 c. 11 août. Trib. Saint Amand. 40 c.	<b>1858</b> 30 juin. Amiens. 137 c. 20 juill. Req. 32 c. 30 juill. Amiens. 111 c., 142 c. 7 déc. Bordeaux. 29 c.	<b>1865</b> 6 juill. Nîmes. 184 c. 20 oct. Bastia. 148 c., 150 c.	<b>1870</b> 23 juill. Req. 47 c.	<b>19 juin. Angers. 134 c.</b>
<b>An 12</b> 1 <sup>er</sup> germ. Décr. 144 c.	<b>1840</b> 22 mai. Civ. 128 c.	<b>1850</b> 22 août. Crim. 118 c. 27 nov. Poitiers. 85 c. 31 déc. Civ. 51 c., 65 c.	<b>1855</b> 21 juill. Bordeaux. 26 c., 90 c. 21 nov. Crim. 126 c.	<b>1859</b> 21 janv. Bordeaux. 40. 7 févr. Civ. 66 c., 90 c. 9 mars. Bordeaux. 41 c. 22 mars. Req. 89 c.	<b>1866</b> 8 févr. Toulouse. 40 c.	<b>1871</b> 28 avr. Angers. 29 c., 31 c.	<b>28 déc. Rennes. 129 c.</b>
<b>An 13</b> 1 <sup>er</sup> germ. Loi. 123 c. 1 <sup>er</sup> germ. Décr. 128 c., 145 c.	<b>1843</b> 1 <sup>er</sup> avr. Arr. 42 c.	<b>1851</b> 21 juill. Bordeaux. 26 c., 90 c. 21 nov. Crim. 126 c.	<b>1856</b> 13 févr. Poitiers. 28 c., 26 c. 8 mars. Angers. 85 c., 97 c. 27 mars. Civ. 33 c. 5 juill. Bordeaux. 32 c.	<b>1860</b> 12 févr. Req. 29 c. 19 mars. Civ. 43 c. 6 août. Req. 111 c. 14 nov. Req. 29 c., 30 c.	<b>1867</b> 6 févr. Civ. 43 c. 5 mars. Req. 6 c. 3 juill. Req. 40 c., 66 c. 11 juill. Crim. 146 c. 12 déc. Grenoble. 146 c.	<b>1872</b> 20 nov. Caen. 144 c.	<b>30 mai. Pau. 44.</b>
<b>1806</b> 29 avr. Loi. 89 c., 135 c.	<b>1846</b> 11 déc. Crim. 123 c., 130 c.	<b>1852</b> 19 mars. Rennes. 55 c. 17 mai. Civ. 17 c., 18 c. 15 juin. Grenoble. 85 c. 10 août. Req. 16 c., 32 c., 42 c.	<b>1857</b> 18 août. Req. 86 c. 12 nov. Req. 85 c. 2 déc. Pau. 7 c., 32 c.	<b>1861</b> 18 juill. Crim. 419 c.	<b>1868</b> 9 mars. Civ. 17 c., 18 c., 43 c. 29 avr. Civ. 17 c., 18 c. 17 juin. Req. 40 c. 20 juill. Req. 68 c. 30 juill. Req. 103.	<b>1873</b> 28 mars. Civ. 43 c. 4 avr. Crim. 117. 14 juin. Crim. 40. 21 août. Agen. 40 c.	<b>10 mai. Crim. 129 c.</b>
<b>1813</b> 6 avr. Civ. 40 c.	<b>1847</b> 13 févr. Crim. 134 c., 147 c.	<b>1853</b> 21 avr. Alger. 40 c. 15 juin. Grenoble. 97 c. 21 juin. Req. 112 c.	<b>1858</b> 20 janv. Civ. 16 c. 26 févr. Pau. 24 c. 28 mars. Crim. 128 c., 136 c. 8 déc. Riom. 26 c. 18 déc. Orléans. 32 c.	<b>1864</b> 4 juin. Crim. 137 c.	<b>1869</b> 2 mars. Req. 29 c., 90 c. 22 mars. Req. 27 c., 51 c., 89 c.	<b>1874</b> 29 avr. Req. 24 c. 28 juill. Req. 125 c. 16 déc. Req. 32 c.	<b>22 juin. Req. 29 c.</b>
<b>1817</b> 4 juin. Civ. 139 c.	<b>1848</b> 8 avr. Crim. 128 c.	<b>1849</b> 24 avr. Req. 85 c., 141 c.			<b>1876</b> 4 mai. Req. 29, 31 c. 18 juin. Toulouse. 34 c., 108 c.	<b>1875</b> 90 mai. Req. 10 s. 87 c., 90 c. 17 juin. Crim. 43 c.	<b>24 nov. Civ. 111.</b>
<b>1828</b> 26 juin. Riom. 58 c.						<b>1881</b> 9 mars. Req. 16 c., 43 c. 25 juin. Crim. 24 c., 127 c., 140 c. 9 juill. Paris. 130. 17 août. Civ. 16 c., 17 c., 40 c. 30 août. Civ. 50 c. 28 nov. Req. 40 c.	<b>25 juin. Crim. 24 c.</b>
<b>1829</b> 2 févr. Riom. 58 c.							

28 déc. Civ. 66 c., 90 c.	1883	12 juin. Civ. 43 c., 111 c.	16 juin. Pau. 40 c., 13 déc. Riom. 90 c., 101 c.	1887	14 janv. Crim. 34 c., 141 c.	14 janv. Crim. 141 c.	1890
1882	8 mars. Orléans. 14 c., 90 c.	1886.	22 déc. Riom. 29 c.	31 janv. Caen. 44 c. 16 juin. Toulouse. 14 c., 31 c.	8 mars. Crim. 16 c.	1889	14 août. Bordeaux. 132.
15 mars. Besançon. 22 c.	16 mars. Crim. 126. 28 mai. Bruxelles. 38 c.	5 févr. Crim. 141 c., 142 c.	27 déc. Riom. 69 c.	1888	22 mars. Riom. 104 c.	8 juin. Crim. 51. 16 juill. Lyon. 40 c., 90 c.	7 nov. Trib. Ber- deaux. 135, 145 c.
				11 janv. Civ. 92.			

**FAUX SERMENT.** — V. *infra*, v<sup>ie</sup> Serment; Témoignage faux, Témoin; — Rép. v<sup>ie</sup> Serment, nos 2 et 30, et Témoignage faux.

**FÉLONIE.** — V. *infra*, v<sup>o</sup> Propriété féodale; — Rép. eod. v<sup>o</sup>, nos 119, 360 et suiv.

**FÉODALITÉ.** — V. *suprà*, v<sup>o</sup> Chasse, n<sup>o</sup> 114; et *infra*, v<sup>ie</sup> Noblesse; Propriété féodale; Régime forestier; — Rép. v<sup>ie</sup> Action possessoire, n<sup>o</sup> 17; Chasse, nos 4 et suiv., 10 et suiv.; Forêts, nos 34, 62; Propriété féodale, nos 9, 178 et suiv.

**FERMAGE-FERME-FERMIER.** — V. *suprà*, v<sup>ie</sup> Abus de confiance, nos 59 et suiv.; Action possessoire, n<sup>o</sup> 145; et *infra*, v<sup>ie</sup> Impôts directs; Impôts indirects; Louage; Octroi; Pêche fluviale; Propriété; Propriété féodale; Régime forestier; — Rép. v<sup>ie</sup> Abus de confiance, n<sup>o</sup> 100; Action possessoire, nos 31, 525 et suiv., 545 et suiv.; Appel en matière criminelle, n<sup>o</sup> 87; Assurances terrestres, nos 71 et 74; Chasse, nos 47, 49 et suiv., 194 et 421; Commune, nos 2206, 2324; Forêts, n<sup>o</sup> 266; Impôts, n<sup>o</sup> 37; Impôts directs, nos 140 et suiv., 215; Louage, nos 284 et suiv., 741 et suiv., 774 et suiv.; Louage à cheptel, nos 48, 101 et suiv.; Octroi, nos 249, 378, 409 et suiv.; Pêche fluviale, nos 54 et suiv., 165; Propriété féodale, n<sup>o</sup> 426.

**FÊTES.** — V. *suprà*, v<sup>ie</sup> Commune, n<sup>o</sup> 817; Culte, et *infra*, v<sup>ie</sup> Jours fériés; Préséances; — Rép. v<sup>ie</sup> Commune, nos 1163, 1185 et suiv., 1344 et suiv.; Culte; Jour férié.

**FEUILLE D'AUDIENCE.** — V. *suprà*, v<sup>o</sup> Faux incident, n<sup>o</sup> 43; et *infra*, v<sup>o</sup> Jugement; — Rép. v<sup>ie</sup> Agréé, n<sup>o</sup> 49; Appel civil, nos 856, 937; Faux incident, n<sup>o</sup> 39; Jugement, nos 39 et suiv., 56, 213.

**FEUILLE DE ROUTE.** — V. *suprà*, v<sup>o</sup> Faux et fausse monnaie, nos 338 et suiv., et *infra*, v<sup>ie</sup> Organisation maritime; Organisation militaire; Passeport et feuille de route; — Rép. v<sup>ie</sup> Amnistie, n<sup>o</sup> 33; Faux et fausse monnaie, nos 371 et suiv.; Organisation maritime, nos 248 et 408; Passeport et feuille de route.

**FIDÉICOMMIS.** — V. *infra*, v<sup>o</sup> Substitution; — Rép. v<sup>ie</sup> Dispositions entre vifs et testamentaires, nos 39 et 464; Substitution, nos 3 et suiv., 27 et suiv., 57, 251 et suiv., 460.

**FILIATION.** — V. *infra*, v<sup>o</sup> Paternité et filiation; — Rép. eod. v<sup>o</sup>.

**FILOUTERIE.** — V. *infra*, v<sup>o</sup> Vol et escroquerie.

**FIN DE NON-RECEVOIR.** — V. *suprà*, v<sup>o</sup> Exceptions et fins de non-recevoir; — Rép. eod. v<sup>o</sup>.

**FINANCES.** — V. *infra*, v<sup>ie</sup> Rentes sur l'Etat; Trésor public; — Rép. eod. v<sup>ie</sup>.

**FLAGRANT DÉLIT.** — V. *suprà*, v<sup>o</sup> Adultère, nos 76 et suiv.; Chasse, nos 991 et suiv.; Crimes contre les personnes, n<sup>o</sup> 306; et *infra*, v<sup>o</sup> Peine; Procès-verbal; — Rép. v<sup>ie</sup> Adultère, nos 106 et suiv.; Chasse, nos 283, 368, 397; Commissaire de police, nos 8, 22, 48 et 42; Peine, n<sup>o</sup> 304; Procès-verbal, n<sup>o</sup> 221.

**FOIRE.** — V. *suprà*, v<sup>o</sup> Commune, nos 274, 360 et suiv.; et *infra*, v<sup>o</sup> Halles, foires et marchés; — Rép. v<sup>ie</sup> Commune, nos 280, 485 et suiv.; Halles, foires et marchés, nos 31 et suiv., 100 et suiv.

**FOL APPEL.** — V. *suprà*, v<sup>ie</sup> Appel civil, nos 233 et suiv.; Appel incident, n<sup>o</sup> 25; — Rép. v<sup>o</sup> Appel civil, nos 57, 1325 et suiv.

**FOLLE ENCHÈRE.** — V. *suprà*, v<sup>o</sup> Appel civil, n<sup>o</sup> 45; et *infra*, v<sup>o</sup> Surenchère; — Rép. v<sup>ie</sup> Appel civil, nos 325; Surenchère, nos 26, 284 et suiv., 325.

## FONCTIONNAIRE PUBLIC.

### Division.

1. — Historique et législation (n<sup>o</sup> 1).
2. — Quelles personnes sont fonctionnaires publics (n<sup>o</sup> 2).
3. — Mode de collation des fonctions publiques (n<sup>o</sup> 94).
4. — Devoirs et obligations des fonctionnaires publics (n<sup>o</sup> 18).
5. — Droits des fonctionnaires publics (n<sup>o</sup> 47).
6. — Cessation des fonctions publiques (n<sup>o</sup> 18).
7. — Usurpation des fonctions publiques (n<sup>o</sup> 24).
8. — Crimes et délits contre les fonctionnaires (n<sup>o</sup> 28).

### § 1. — Historique et législation (Rép. nos 9 à 45).

1. Aux termes de l'art. 3 de la loi constitutionnelle du 25 févr. 1875, D. P. 75. 4. 30, le président de la République nomme à tous les emplois civils et militaires. Ce n'est qu'en vertu d'une délégation que les ministres, les préfets et les sous-préfets nomment un certain nombre de fonctionnaires (V. décr. 25 mars 1852, D. P. 52. 4. 90 et 13 avr. 1861, D. P. 61. 4. 49).

### § 2. — Quelles personnes sont fonctionnaires publics (Rép. nos 46 à 61).

2. Nous avons dit au Rép. nos 46 et suiv. qu'il serait impossible et sans intérêt de donner une énumération complète des fonctionnaires publics. La qualification de fonctionnaire public a, d'ailleurs, un sens susceptible de varier selon les matières dans lesquelles le fonctionnaire public est appelé à jouer un rôle. La jurisprudence a reconnu cette qualité, conformément à plusieurs décisions antérieures rapportées au Rép. n<sup>o</sup> 47 : 1<sup>o</sup> aux adjoints au maire (C. d'ass. de la Seine, 15 oct. 1881, aff. Minot, D. P. 83. 2. 147); 2<sup>o</sup> aux juges de paix (Crim. rej. 16 mars 1872, aff. Garcin, D. P. 72. 1. 159); 3<sup>o</sup> aux employés des contributions indirectes (Bordeaux, 4 avr. 1853, aff. Sorbier, D. P. 53. 2. 218); 4<sup>o</sup> aux agents voyers (Crim. cass. 28 juill. 1859, aff. Poindeux, D. P. 59. 1. 313); 5<sup>o</sup> aux professeurs des facultés (Paris, 8 mars 1856, aff. Roland, D. P. 56. 2. 148; Crim. cass. 31 mai 1856, aff. Rogeard, D. P. 56. 1. 311).

Bien qu'en règle générale un conseiller municipal ne soit pas un fonctionnaire public, on doit considérer comme tel, pendant tout le cours de l'exécution de son mandat, le conseiller municipal investi, par délibération du conseil, d'un mandat relatif à l'exécution d'une mesure touchant à un intérêt communal (Crim. rej. 29 nov. 1873, aff. Petit, D. P. 74. 1. 327).

3. Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n<sup>o</sup> 50 les secrétaires de mairie ne sont pas des fonctionnaires dont les services puissent être assimilés aux services administratifs de l'Etat, mais de simples serviteurs salariés de la mairie (Agen, 10 mai 1850, aff. Roux, D. P. 50. 2. 126; Lyon, 3 févr. 1872, aff. Lepreux, D. P. 73. 2. 34; Trib. d'Alais, 14 août 1878, aff. ville d'Alais, D. P. 79. 2. 162; Trib. conf. 14 juin 1879, aff. Labrebia, D. P. 79. 3. 67; Crim. rej. 22 juin 1883, aff. Sustandal, D. P. 84. 1. 216). On ne doit pas considérer d'ailleurs comme fonctionnaires publics : 1<sup>o</sup> les secrétaires des sous-préfectures (Crim. rej. 22 août 1851, aff. Capot de Feuillide, D. P. 51. 5. 419); 2<sup>o</sup> le chef adjoint du cabinet d'un ministre (Crim. rej. 31 juill. et 29 oct. 1885, aff. Lutaud, D. P. 86. 1. 391); 3<sup>o</sup> les chefs de division des préfectures (Crim. rej. 25 nov. 1875, aff. Lavech, D. P. 83. 5. 360); 4<sup>o</sup> le directeur d'un mont-de-piété qui n'est qu'un simple employé d'une administration charitable et municipale (Douai, 7 août

1856, aff. Guilbert, D. P. 57. 2. 203); 5° les commissionnaires au mont-de-piété qui ne sont que de simples intermédiaires entre l'Etat et les particuliers (Paris, 31 déc. 1852, aff. Marville, D. P. 53. 2. 81; Crim. cass. 23 déc. 1853, aff. Pacquement, D. P. 54. 1. 40; Req. 15 janv. 1855, aff. Prévost, D. P. 55. 1. 345); 6° les agents et le caissier d'une caisse d'épargne (Crim. rej. 10 févr. 1883, aff. Chardin, D. P. 83. 1. 436; 7 déc. 1883, aff. Freydier, D. P. 84. 1. 312); 6° l'employé chargé par la fabrique d'une église de percevoir le prix de la location des chaises (Crim. rej. 30 janv. 1885, aff. Marmier, D. P. 86. 1. 348).

L'art. 197 c. pén. comprend, sous la désignation générale de fonctionnaires, tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque, ont été investis d'un mandat dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public et qui, à ce titre, sont soumis à l'autorité du Gouvernement (Crim. rej. 30 oct. 1886, aff. Rogat, D. P. 87. 1. 507). Sous ce rapport, on doit considérer comme fonctionnaires les membres des conseils de fabrique (Même arrêt).

4. On a examiné au Rép. n° 51, la question de savoir si les ministres des cultes reconnus et salariés par l'Etat doivent être rangés au nombre des fonctionnaires publics. Cette question a été résolue négativement par la jurisprudence et par la plupart des auteurs. En effet, ainsi que nous l'avons exposé précédemment (V. *supra*, v° *Culte*, n° 90), les ministres des cultes reconnus et salariés par l'Etat ne tiennent aucune mission de la loi et ne sont dépositaires d'aucune portion de l'autorité civile, leurs fonctions sont exclusivement religieuses; et, s'ils touchent un traitement de l'Etat, cette allocation, qui peut être considérée comme le payement d'une dette convertie ne leur donne pas plus le caractère de fonctionnaires que l'allocation attribuée sur le budget à tous les employés de l'Etat n'a cet effet à l'égard de ces derniers (V. conf. Crim. cass. 5 déc. 1872, aff. Malardeau, D. P. 72. 1. 465; Poitiers, 20 juill. 1872, aff. Mesmin, D. P. 72. 2. 161; Paris, 20 juill. 1872, aff. Union agricole, D. P. 73. 2. 69). Il a été décidé, en conséquence, que l'outrage public par paroles adressé au curé d'une paroisse à raison de sa qualité de ministre du culte et la diffamation dont il a été l'objet en cette qualité rentrent dans la compétence de la juridiction correctionnelle (Mêmes arrêts).

5. Comme on l'a vu au Rép. n° 53, la qualification d'*agent du Gouvernement* a une signification beaucoup moins étendue que celle de *fonctionnaire public*. Cette distinction a d'ailleurs cessé de présenter, depuis l'abrogation de l'art. 75 de la constitution de l'an 8, l'intérêt qu'elle offrait à l'époque où les *agents du Gouvernement* ne pouvaient être mis en jugement sans autorisation préalable. La jurisprudence a refusé la qualité d'agents de Gouvernement : 1° aux membres des commissions administratives des hospices (Crim. cass. 23 mai 1862, aff. Dithurbide, D. P. 62. 1. 392; Crim. rej. 16 mars 1872, aff. Garcin, D. P. 72. 1. 159); 2° aux interprètes judiciaires assermentés près les tribunaux de l'Algérie (Crim. rej. 20 avr. 1867, aff. Callemard, D. P. 67. 5. 220). — Il a été décidé que les inspecteurs de police n'étaient pas des agents du Gouvernement dans le sens de l'art. 75 de la constitution de l'an 8 et, par conséquent, n'étaient pas couverts par la garantie constitutionnelle, mais qu'ils étaient des agents du Gouvernement dans le sens de l'art. 114 c. pén.; que, par suite, l'inspecteur de police qui arrêtait illégalement un citoyen se rendait passible non pas du délit prévu par l'art. 343 c. pén., mais d'un crime dont la juridiction correctionnelle ne devait pas connaître (Paris, 24 janv. 1868, aff. Parent, D. P. 68. 2. 4, et sur pourvoi, Crim. cass. 18 avr. 1868, D. P. 69. 1. 377).

6. Les officiers ministériels doivent, ainsi qu'on l'a exposé au Rép. n° 54, être distingués des *fonctionnaires*. Ainsi il a

été décidé que des notaires ne peuvent, quant aux diffamations commises envers eux à raison de leurs fonctions, être assimilés à des agents ou dépositaires de l'autorité publique dans le sens de l'art. 16 de la loi du 17 mai 1819, encore moins à des fonctionnaires publics dans le sens de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, et ils doivent être considérés, à cet égard, comme de simples particuliers (Bordeaux, 21 mars 1860, aff. Chavanat, D. P. 60. 5. 118; Colmar, 16 oct. 1866) (1). La même solution a été consacrée sous l'empire de l'art. 31 de la loi du 25 mars 1881 qui reproduit les dispositions précitées des lois de 1819 et 1822 (Crim. rej. 15 juin 1883, aff. Gagnepain, D. P. 84. 1. 91). — Mais, à un autre point de vue et aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 25 vent. an 11, les notaires sont des fonctionnaires publics, et dès lors l'inscription des fonctions notariales tombe sous l'application de l'art. 258 c. pén. qui réprime toute immixtion sans titre dans des fonctions publiques (Crim. rej. 7 mai 1858, aff. Lambert, D. P. 58. 1. 260. V. conf. Trib. Gien, 13 nov. 1850, D. P. 58. 1. 260, note 1 et Trib. Soissons, 18 mars 1856, *ibid.*).

De même que les notaires, les commissaires priseurs ne doivent pas être compris dans la classe des fonctionnaires publics visés par l'art. 31 de la loi du 25 mars 1881 (Paris, 2 avr. 1884, aff. Chansel, D. P. 85. 2. 31).

7. On s'est attaché au Rép. (n° 56 et suiv.) à préciser le sens des expressions de *dépositaire de l'autorité publique*, d'*agent de l'autorité publique*, d'*agent de la force publique*. Les *agents de la force publique* qui sont protégés par l'art. 224 c. pén. contre les outrages commis envers eux dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, ne sont pas des *fonctionnaires publics* dans le sens de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822 et de l'art. 31 de la loi du 25 mars 1881. Il en est ainsi spécialement des gendarmes (Limoges, 23 nov. 1851, aff. B..., D. P. 58. 5. 247). — Toutefois les gendarmes doivent être considérés comme fonctionnaires publics au point de vue de l'application des décisions précitées des lois sur la presse lorsqu'ils joignent à leurs fonctions comme agents de la force publique d'autres attributions pour la constatation par procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire des infractions prévues par diverses lois (D. P. 70. 1. 239, notes 1 et 2). Il en est de même des gardes champêtres (Nancy, 7 nov. 1854, aff. Richard, D. P. 56. 2. 288; Crim. rej. 9 janv. 1858, aff. Duparc, D. P. 58. 5. 289). Les préposés des douanes lorsqu'ils procèdent à l'arrestation d'un contrevenant en vertu d'un réquisitoire du procureur de la République et pour l'exécution d'un jugement portant condamnation à la peine de l'emprisonnement, agissent en qualité d'*agents de la force publique* (Besançon, 14 nov. 1853, aff. Clémence, D. P. 54. 5. 387). Les agents de police sont, ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 56 et 59, des *agents de la force publique*; mais ils doivent être également considérés comme des *agents de l'autorité publique* au point de vue de l'application des lois sur la diffamation et l'injure (Pau, 31 juill. 1857, aff. de N..., D. P. 58. 2. 209; Crim. cass. 5 avr. 1860, aff. Pinsart, D. P. 60. 1. 247). Sous ce rapport, les agents des chemins de fer nommés par les compagnies concessionnaires et assermentés doivent également être réputés agents de la force ou de l'autorité publique (Grenoble, 7 nov. 1862, aff. Godard, D. P. 63. 2. 66; Toulouse, 24 déc. 1874, aff. Blanc, D. P. 77. 5. 347).

8. Le code pénal, dans le titre placé en tête des art. 222 et suiv., énonce, ainsi que nous l'avons dit (Rép. n° 60), les *dépositaires de l'autorité publique* en regard des *agents de la force publique* et comme par opposition à ces derniers. Il désigne ainsi les magistrats de l'ordre administratif et judiciaire. Nous indiquerons plus loin (V. *infra*, n° 26 et suiv.) le sens que la jurisprudence a donné à ces

(1) (Kuenemann.) — LA COUR; — En ce qui touche le délit de diffamation: — Attendu qu'il est établi que, le 2 avr. 1866, Thiebaut Kuenemann et son frère Simon ont, à deux reprises différentes, fait du tapage devant la maison du notaire Graff, et crié dans la rue, en présence de plusieurs personnes, que cet officier public avait fait un faux et qu'il irait en enfer; — Que les notaires ne pouvant être rangés parmi les dépositaires ou agents de l'autorité publique, et encore moins parmi les fonctionnaires publics, comme semblent l'avoir pensé les premiers juges, ils ne doivent être considérés que comme de simples particuliers pour

la répression des délits diffamatoires dont ils ont été l'objet; qu'en pareil cas, c'est l'art. 18 de la loi du 17 mai 1819 qui est seul applicable et qui a, en effet, été appliqué par le tribunal; — Rectifiant, autant que de besoin, la qualification donnée par les premiers juges aux propos proferés publiquement contre le sieur Graff qui ne constituaient qu'une diffamation envers un particulier, confirme, quant à la peine, le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Belfort le 30 août 1866, etc.

Du 16 oct. 1866.-C. de Colmar, ch. corr.-MM. Pilot, pr.-de Lagardière, 1<sup>er</sup> av. gén.

expressions. — Les art. 31 et 33 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, qui reproduisent les dispositions de la loi du 17 mai 1819, rappelées au *Rép.* n° 60, prévoient et punissent la diffamation et l'injure commises par l'un des moyens énoncés en l'art. 23 et l'art. 28 de cette loi envers les *dépositaires et agents de l'autorité publique*. Les dépositaires de l'autorité publique sont ceux qui tiennent de la loi une portion de la puissance publique exercée *proprio motu* dans l'intérêt général de l'Etat. Les agents de l'autorité publique sont, en général, les personnes préposées aux différents services de l'administration de l'Etat ou à l'exécution des ordres de l'autorité (Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, n° 1278).

La qualité d'agent de l'autorité publique a été reconnue aux médecins inspecteurs d'eaux thermales (Crim. cass. 19 mai 1860, aff. Larbaud, D. P. 60. 1. 363); mais le directeur, et à plus forte raison la directrice d'un dépôt de mendicité ne sont pas des agents de l'autorité publique (Bordeaux, 20 mars 1851, aff. Dugat, D. P. 53. 2. 159).

La question de savoir si un instituteur communal est un agent ou un dépositaire de l'autorité publique a été diversement résolue. Un arrêt de la cour de Nancy du 25 janv. 1879 (1) lui refuse cette qualité, qui lui a, au contraire, été reconnue par un arrêt de la cour de Paris du 30 août 1877, *suprà*, v° *Appel en matière criminelle*, n° 108 (V. *infra*, n° 35).

Les articles précités de la loi sur la presse protègent également les *citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent*. Cette expression a été substituée à celle de « citoyens chargés d'un ministère de service public », qui se trouve employée dans les art. 224 et 230 c. pén. On verra plus loin (V. *infra*, n° 33) la portée qu'il convient d'attribuer à cette dernière disposition.

### § 3. — Mode de collation des fonctions publiques (*Rép.* nos 62 à 84).

9. Sous l'empire de la constitution actuelle, comme sous l'empire de celle de 1848 dont les dispositions ont été rapportées au *Rép.*, n° 63, la première et la plus élevée des fonctions est celle du président de la République. Aux termes de l'art. 2 de la loi constitutionnelle du 25 févr. 1875, le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans; il est rééligible (V. *suprà*, v° *Droit constitutionnel*, n° 74).

Ainsi qu'on l'a dit plus haut (V. *suprà*, n° 1), le président de la République nomme à tous les emplois civils et militaires. Ce droit de nomination est soumis à certaines restrictions dans quelques cas particuliers. Les conseillers d'Etat ne peuvent, d'après l'art. 4 de la loi constitutionnelle du 25 févr. 1875, être nommés et révoqués que par décret rendu en conseil des ministres. L'art. 14 de la loi du 24 juill. 1873

(D. P. 73. 4. 81) exige également un décret rendu en conseil des ministres pour maintenir en fonctions au delà d'une période de trois ans les commandants de corps d'armée. Nous verrons plus loin que la nomination à certaines fonctions est subordonnée à des conditions particulières d'admissibilité (V. *infra*, n° 11).

10. Le principe d'admissibilité de tous les citoyens à tous les emplois publics, rappelé au *Rép.* n° 65, est une règle fondamentale de notre droit public. Toutefois, par dérogation à ce principe, l'art. 4 de la loi du 22 juin 1886 (D. P. 86. 4. 57) interdit aux membres des familles ayant régné en France d'entrer dans les armées de terre et de mer, et d'exercer aucune fonction publique ni aucun mandat électif.

11. Ainsi que nous l'avons dit au *Rép.*, n° 65, l'application du principe de l'égalité d'admissibilité a dû être entourée de certaines garanties et soumise à certaines règles relatives à l'âge, à l'état civil, au caractère moral, à la capacité.

Les conditions de capacité sont de nature diverse. Certains emplois ne peuvent être donnés qu'aux candidats qui remplissent des conditions d'aptitude déterminées, ou qui ont passé par des écoles spéciales. D'autres fonctions ne peuvent être données qu'à la suite d'un concours, et le président de la République est tenu d'investir de ces fonctions les candidats qui ont rempli les conditions exigées.

— Les règles applicables aux actes contentieux non susceptibles de recours au conseil d'Etat sont applicables aux décisions par lesquelles un fonctionnaire est nommé à la suite d'un concours. Ainsi, sont susceptibles d'être déférés au conseil d'Etat par un des concurrents, le décret nommant à la suite d'un concours un auditeur de première classe au conseil d'Etat, et les actes qui ont précédé ce décret; mais le pourvoi ne peut être formé que pour incompétence ou excès de pouvoirs et non pour violation de la loi. (Cons. d'Et. 21 mars 1873, aff. Trubert, D. P. 73. 3. 85). Quant à l'appréciation des titres des candidats par un jury d'examen, elle échappe à tout contrôle (Comp. Cons. d'Et. 11 août 1869, aff. de Dampierre, D. P. 71. 3. 108).

12. Certaines nominations ne peuvent être faites, comme on l'a vu au *Rép.* n° 74, que sur une ou plusieurs listes de présentation dressées soit par des fonctionnaires supérieurs, soit par des corps que la loi désigne à cet effet. D'autres sont subordonnées à des conditions d'ancienneté. Ainsi, la moitié des places vacantes de conseillers référendaires de première et de deuxième classe à la cour des comptes et d'auditeurs de première classe est réservée à l'ancienneté (Décr. org. 28 sept. 1807, *Rép.* v° *Cour des comptes*, p. 507; Décr. 14 déc. 1859, art. 3, D. P. 59. 4. 132; Décr. 19 mars 1864, art. 1, D. P. 66. 4. 143). — Dans l'armée une partie des grades est également réservée à l'ancienneté; et les nominations qui portent atteinte aux droits d'ancienneté d'un officier peuvent être attaquées devant le conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoirs (Cons. d'Et. 20 mars 1862, aff. Petit, *Rép.* v° *Organisation mili-*

(1) (Valette C. François.) — LA COUR; — Attendu qu'il est établi par les dépositions des témoins que, le 26 sept. 1878, Jean-Joseph Valette, alors curé de Chatas, se trouvait dans une des rues de cette commune avec le maire et un instituteur-adjoint; qu'au moment où le sieur Eugène François, instituteur de Chatas, s'approchait du groupe, il l'interpella vivement en lui disant: « Vous êtes impossible dans la commune, faites vos malles, réglez vos comptes! »; — Attendu que, sans autre provocation qu'une parole et une attitude ironiques répondant à cette interpellation, le prévenu traita François de « chenapan, vaurien, menteur », s'écria « qu'il le briserait et le casserait », et que, s'animant peu à peu, et joignant le geste à l'injure et à la menace, il lui appliqua un soufflet sur la joue; — Attendu que rien dans la procédure ne révèle d'autres actes, et que c'est à tort que les motifs du jugement de première instance visent en outre des voies de fait et des violences; — Attendu que l'intention malveillante qui animait le prévenu résulte à la fois et des paroles mêmes dont il s'est servi, et du ton qui les accompagnait; que, malgré sa protestation, sa volonté de frapper est prouvée par la nature même du coup porté, par les circonstances de la scène, l'affirmation des témoins; que, d'ailleurs, cette volonté a été immédiatement signalée par l'instituteur, sans que le curé Valette l'ait démentie; — Attendu que ces faits constituent les délits d'outrages par paroles et menaces, et de violences de l'espèce de celles mentionnées en l'art. 228 c. pén., envers un citoyen chargé d'un ministère de service public, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions; — Attendu, en effet, que les

expressions dont s'est servi le prévenu « Chenapan, vaurien, je te brise, je te casse! », expriment l'outrage et la menace; qu'en disant à Eugène François: « Vous êtes impossible dans la commune, réglez vos comptes! » c'était, non pas au simple particulier qu'il s'adressait, mais à l'instituteur à raison de ses fonctions; — Attendu qu'un instituteur n'est pas dans le sens de l'art. 16 de la loi du 17 mai 1819, un agent ou un dépositaire de l'autorité publique; qu'il n'exerce à aucun titre une portion de cette autorité; que les premiers juges ont donc fait une fausse application à la cause de l'art. 16 de la loi précitée; — Attendu, au contraire, que l'instituteur reçoit une mission publique dont l'importance est incontestable, et qu'il doit être considéré comme un citoyen chargé d'un ministère de service public; — Attendu que, pour la poursuite des délits prévus par le code pénal, l'action du ministère public peut être spontanée, et n'a pas besoin d'être mise en mouvement par la plainte de la partie lésée; — Par ces motifs; — Infirme;... — Déclare Jean-Joseph Valette coupable d'avoir, à Chatas, le 26 sept. 1878: 1° outrage par paroles et menaces, en le traitant de vaurien, de chenapan, de menteur, en lui disant: « Vous êtes impossible dans la commune, réglez vos comptes, je vous brise, je vous casse! »; 2° frappé, en lui donnant un soufflet sur la joue, un citoyen chargé d'un ministère de service public à l'occasion de l'exercice de ses fonctions; délits prévus par les art. 224 et 230 c. pén.; et lui faisant application des art. 230 et 463, le condamne, etc.

Du 25 janv. 1879.-C. de Nancy.-MM. Benoit, pr.-Pierrot, av. gén.-Froment, av.



taire, n° 13; 25 avr. 1867, aff. Collet, et 12 mai 1868, aff. Renno, D. P. 69. 3. 44 et 45; 6 févr. 1874, aff. Hounau, D. P. 75. 3. 17).

Lorsque la nomination d'un fonctionnaire est soumise à certaines formes et que ce fonctionnaire (dans l'espèce un garde-port) a été révoqué, il ne peut être réintégré sans l'accomplissement des formalités exigées pour une nomination nouvelle (Cons. d'Et. 17 mai 1878, aff. Joachim, D. P. 78. 3. 94).

§ 4. — Devoirs et obligations des fonctionnaires publics (Rép. n° 85 à 103).

13. Un décret du gouvernement de la Défense nationale, du 5 sept. 1870 (D. P. 70. 4. 86) a aboli le serment *politique*. Mais un décret du 11 septembre suivant (D. P. 70. 4. 88) porte que le serment *professionnel* des nouveaux fonctionnaires sera prêté dans la première séance du corps auquel ils appartiennent. Toutefois, le citoyen promu à un emploi public est également réputé investi d'un caractère public dès qu'il exerce cet emploi ostensiblement et sous l'autorité du Gouvernement, alors même qu'il n'a pas encore prêté serment (Crim. cass. 5 avr. 1860 aff. Pinsart, D. P. 60. 1. 247). En conséquence, il doit provisoirement obtenir respect et obéissance de la part des citoyens, sous peine, contre ceux qui y manqueraient, de l'application des art. 222 et suiv. c. pén. Spécialement le garde forestier qui, nommé dans un nouvel arrondissement, y a commencé ses fonctions avant de s'être fait assermenter, n'en a pas moins, si sa qualité est notoire, le caractère d'agent de la force publique (Crim. rej. 5 janv. 1856, aff. Lefranc, D. P. 56. 1. 46).

14. On a vu au Rép., n° 86 que, pour certaines fonctions, l'entrée en exercice doit être précédée d'une investiture officielle qui consacre le nouveau titulaire. Ainsi, l'arrêté du 19 flor. an 8 distinguait dans son art. 1<sup>er</sup> l'installation des officiers municipaux de leur nomination; d'après les art. 5 et 8 de cet arrêté, le nouveau maire était installé lorsqu'il avait prêté serment de fidélité à la constitution et lorsque les archives de l'ancienne municipalité avaient été remises à la nouvelle. — L'abolition du serment en matière politique a entraîné la suppression de l'une des formalités prescrites pour l'installation des officiers municipaux. Mais le conseil d'Etat n'en a pas moins déclaré, depuis 1870 comme auparavant, que le maire n'entre en fonctions que du jour de son installation, et non à la date de sa nomination (Cons. d'Et. 20 juin 1867, aff. Miquel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 582). Toutefois, la cour de cassation a décidé que, depuis l'abolition du serment politique par le décret du 5 sept. 1870, la formalité de l'installation est, par là même, devenue sans objet et que les maires et adjoints, comme tous les autres fonctionnaires de l'ordre administratif, tiennent l'investiture de leurs fonctions du seul fait de leur nomination par l'autorité compétente, et de leur acceptation constatée par une prise de possession. Cette prise de possession ne consiste pas, comme le décidait l'art. 8 de l'arrêté du 19 flor. an 8, dans une remise solennelle des archives et du mobilier; le nouveau maire, régulièrement avisé de sa nomination, a un caractère public lorsqu'il a pris possession de la mairie et exercé ses fonctions d'une manière effective (Crim. rej. 19 nov. 1874, aff. S..., D. P. 75. 1. 329). Par suite, l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822 était applicable à l'outrage verbal adressé publiquement dans la salle de la mairie à un maire nommé par décret et régulièrement avisé de sa nomination au moment où il venait de prendre possession effective de ses fonctions (Même arrêt).

15. On a vu au Rép. n° 88 qu'en règle générale, le fonctionnaire public est tenu de remplir lui-même les devoirs de sa charge et qu'il ne peut, même au cas où il se trouverait empêché, se substituer une autre personne; mais que, dans certains cas exceptionnels, la loi autorise la délégation de tout ou partie des fonctions. Nous avons cité spécialement les dispositions de l'art. 14 de la loi du 18 juill. 1837, d'après lequel le maire pouvait déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et, en l'absence de ses adjoints, à ceux des conseillers municipaux qui sont appelés à en faire les fonctions. L'art. 82 de la loi municipale du 5 avr. 1884 contient une disposition analogue: d'après cet article, le maire est seul chargé de l'administra-

tion; mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou à plusieurs de ses adjoints, et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à des membres du conseil municipal; ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées. Les conditions de cette délégation ont été exposées précédemment (V. *supra*, v° *Commune*, n° 250 et 251). Sur le droit de délégation que peuvent exercer les magistrats pour les actes de l'instruction V. *infra*, v° *Instruction criminelle*.

16. Il est admis par la jurisprudence, ainsi qu'on l'a exposé ailleurs (Rép. v° *Scellés et inventaires*, n° 16) qu'après le décès d'un fonctionnaire, qui, à raison de la nature des fonctions qu'il a exercées, a pu être dépositaire de secrets ou de titres appartenant à l'Etat, le Gouvernement peut requérir l'apposition des scellés sur les papiers du défunt, à l'effet de rechercher si, parmi ces papiers, il n'en est pas qui appartiennent à l'Etat. L'Etat peut, en pareil cas, revendiquer dans la succession du fonctionnaire décédé ou dans celle de ses descendants tous les documents qui, par leur nature ou leur destination, étaient venus aux mains du fonctionnaire pour en user et les garder au profit du service dont il était chargé, et qui n'ont pas cessé d'être la propriété de l'Etat (Paris 11 déc. 1863, aff. Préfet de l'Yonne, D. P. 65. 2. 220). Mais il en est autrement soit des recueils qui sont l'œuvre personnelle du fonctionnaire, alors même qu'ils ont été composés à l'aide de renseignements que lui fournissait sa fonction, si d'ailleurs rien ne lui interdisait de les faire et de les conserver, soit des lettres et documents qu'il aurait pu détruire et qu'il a pu garder; l'Etat ne peut prétendre aucun droit sur les uns ou sur les autres (Même arrêt).

§ 5. — Droits des fonctionnaires publics (Rép. n° 104 à 109).

17. Ce qui a été dit au Rép. (n° 104 à 109) des droits des fonctionnaires publics n'appelle aucun développement nouveau.

§ 6. — Cessation des fonctions publiques (Rép. n° 110 à 117).

18. Aux dispositions légales rapportées au Rép. n° 110, qui entraînent l'exclusion temporaire ou perpétuelle des fonctions publiques, il y a lieu d'ajouter l'art. 3 de la loi du 23 janv. 1873 sur l'ivresse publique (D. P. 73. 4. 18), aux termes duquel toute personne condamnée deux fois pour ivresse en police correctionnelle, dans l'espace d'une année, doit être déclarée par le second jugement incapable d'être appelée aux fonctions publiques ou, aux emplois de l'Administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable (V. *infra*, v° *Ivresse publique*).

19. Nous avons dit au Rép. n° 112 que, pour que la démission fasse cesser les fonctions, il ne suffit pas qu'elle ait été donnée par le fonctionnaire, et qu'il faut de plus qu'elle ait été acceptée par l'autorité. Ainsi l'offre de démission ne fait pas cesser instantanément pour le militaire attaché, par une décision du ministre de la guerre, à une sous-intendance, la qualité d'employé d'une administration militaire qui le rend justiciable, au point de vue pénal, du conseil de guerre; cette qualité subsiste jusqu'à ce qu'il ait reçu du ministre l'acceptation de sa démission avec l'ordre de rejoindre son corps (Crim. rej. 30 août 1855, aff. Ordioni, D. P. 55. 1. 415).

20. On a vu au Rép. n° 113 que, parmi les fonctionnaires, les uns sont révocables, les autres inamovibles. Le privilège de l'inamovibilité appartient aux juges de tous les degrés à l'exception des juges de paix. Quoique ce principe n'ait pas cessé d'être en vigueur, la loi du 30 oct. 1883 (D. P. 82. 4. 58) lui a porté une sérieuse atteinte en autorisant l'élimination d'un certain nombre de magistrats inamovibles, à l'effet de réduire le personnel existant.

Les officiers jouissent également, comme on l'a vu, en ce qui concerne leurs grades, du privilège de l'inamovibilité. Aux termes des art. 4 et 5 de la loi du 19 mars 1873 (D. P. 73. 4. 41) la révocation des professeurs de l'enseignement supérieur ne peut être prononcée que par les conseils académiques, sauf recours au conseil supérieur de l'instruction publique.

Enfin, dans certains cas, le droit de révocation est limité par des dispositions spéciales des lois et règlements. Ainsi

les maîtres des requêtes du conseil d'Etat ne peuvent, aux termes de l'art. 5 de la loi du 24 mai 1872 (D. P. 72. 4. 88) être révoqués que par décrets individuels rendus après l'avis préalable des présidents de section.

21. La révocation d'un fonctionnaire amovible par l'autorité à laquelle la loi a conféré le droit de la prononcer ne peut donner lieu à un recours contentieux (Cons. d'Et. 17 et 31 janv. 1879, aff. Duperray, D. P. 79. 3. 46; 28 nov. 1879, aff. de Laage D. P. 80. 3. 51; 9 déc. 1879, aff. Alleau, D. P. 80. 3. 9; 14 déc. 1883, aff. Lequeux, D. P. 85. 3. 75).

Pour les fonctionnaires inamovibles, au contraire, une destitution prononcée en dehors des cas prévus par la loi donne ouverture à un recours pour excès de pouvoirs. De même, dans le cas où les règlements portant que la révocation d'un fonctionnaire ne peut être prononcée qu'après l'accomplissement de certaines formalités préalables, l'acte prononçant la révocation sans l'accomplissement de ces formalités doit être annulé pour excès de pouvoirs (Cons. d'Et. 10 févr. 1886, aff. Dussort, D. P. 87. 3. 78). Il en est ainsi, spécialement, de la décision ministérielle qui révoque un agent de l'administration pénitentiaire à la Nouvelle-Calédonie sur l'avis d'une commission d'enquête, lorsque cette commission n'était pas composée de la manière prescrite par l'art. 15 du décret du 26 oct. 1882 (Arrêt précité du 19 févr. 1886).

22. La révocation prononcée par mesure administrative ne peut s'appliquer qu'aux agents et employés qui tiennent leur nomination de l'Administration; en conséquence, si un sous-préfet a la faculté de ne pas agréer un garde particulier, aucune disposition de loi ne l'autorise à révoquer un garde qui a été agréé par lui, mais qui est choisi et rémunéré exclusivement par le particulier qui l'emploie et qui, en tant qu'officier de police judiciaire, est placé sous la surveillance de l'autorité judiciaire (Cons. d'Et. 13 juin 1879, aff. Grellier, D. P. 79. 3. 105; 23 janv. 1880, aff. Doumeyer, D. P. 80. 3. 62; 12 mai 1882, aff. Picard, D. P. 83. 5. 278; 23 nov. 1883, aff. Godefroy de Dampierre, D. P. 85. 5. 263).

23. Le magistrat admis à la retraite par limite d'âge, fixée par l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mars 1852, cesse ses fonctions de plein droit dès qu'il a régulièrement connaissance du décret prononçant sa mise à la retraite, bien qu'il n'ait pas encore été remplacé, alors surtout que le décret de mise à la retraite lui confère le titre de conseiller honoraire (Crim. cass. 2 mai 1860) (1).

§ 7. — Usurpation de fonctions publiques (Rép. nos 118 à 125).

24. On a vu au Rép. nos 118 et suiv. que les art. 258 et 259 c. pén. punissent l'usurpation de titres ou fonctions. — Comme on l'a dit au Rép. n° 120, le fonctionnaire qui fait incompétamment des actes sortant des attributions qui lui

ont été déléguées ne se rend pas coupable par cela seul du délit d'immixtion dans des fonctions publiques. Ainsi l'art. 258 n'est pas applicable à l'adjoint qui, malgré l'avis contraire du maire, fait un des actes de sa fonction (D. P. 52. 2. 133, note). — Il a été décidé, cependant, par un tribunal que l'adjoint qui, malgré le refus du maire et pendant son absence, procède à la célébration d'un mariage commet le délit prévu et puni par l'art. 258 c. pén. (Trib. corr. de Châteauroux, 19 juill. 1850, aff. Roger, D. P. 52. 2. 133).

25. L'art. 153 de la loi du 5 avr. 1884 assimile à l'immixtion sans titre dans les fonctions publiques prévue par l'art. 258 c. pén. l'ingérence illégale dans le manement des deniers communaux, lorsque cette ingérence a été reconnue par l'autorité compétente. Cette immixtion ne résulte pas du seul fait que le maire a effectué des paiements pour le compte de la commune. (C'est ce qu'a décidé un arrêt de la cour des comptes, rapporté *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 964 note 1). — Mais, d'après un arrêt, un maire qui obtient, à l'aide de mandats fictifs et majorés, le versement de sommes non dues aux titulaires de ces mandats et emploie les sommes ainsi obtenues au paiement d'autres dépenses communales commet le délit puni par l'art. 258 c. pén. (Besançon, 25 nov. 1887, aff. Henriot, D. P. 88. 1. 393. Conf. Morgand, *Loi municipale*, t. 2, p. 489). Toutefois, cette interprétation a été critiquée et l'on a fait observer que la fabrication de mandats fictifs par le maire ne constitue pas un acte d'immixtion dans les fonctions du receveur municipal, puisque ce n'est pas à ce dernier, mais au maire, en qualité d'ordonnateur des dépenses communales, qu'il appartient de faire des mandats (V. Rapport de M. le conseiller Sallantin, sous Crim. cass. 16 mars 1888, aff. Henriot, D. P. 88. 1. 193).

26. L'individu à qui la qualité de fonctionnaire public a été attribuée à tort par un tiers, se rend coupable du délit d'usurpation de fonctions publiques s'il ne se borne pas à se laisser donner, sans y avoir droit, cette qualité, mais exerce en cette même qualité des actes déterminés (Crim. rej. 10 janv. 1856, aff. Ferraigne, D. P. 56. 5. 224). — Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, pour qu'un fonctionnaire puisse être convaincu du délit d'immixtion dans une fonction publique déterminée (celle d'employé de la police, par exemple), qu'il ait été jusqu'à en faire les actes; il suffit qu'il se soit livré à des manœuvres et à une mise en scène de nature à faire croire qu'il était investi de la fonction et qu'il en avait les pouvoirs (Crim. rej. 14 juin 1861, aff. Laisné, D. P. 61. 1. 355). Ainsi il y a, de la part d'un agent d'affaires, immixtion frauduleuse dans les fonctions notariales lorsque, dans le but de faire croire que les actes rédigés avec son concours ont la même valeur que les actes notariés, il a recouru à des formules spéciales de rédaction, apposition de cachets, formalités de conservation des minutes, dont l'utilité n'existe que dans l'accomplissement même du ministère des notaires (Crim. rej. 7 mai 1858, aff. Lambert,

(1) (Morin du Tendat et autres.) — LA COUR; — Vu les art. 77 du décret du 6 juill. 1810, 1, 2 et 3 du décret du 1<sup>er</sup> mars 1852; — Attendu que, si l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mars 1852 dispose que les membres des cours impériales sont mis de plein droit à la retraite à l'âge de soixante-dix ans, cette prescription doit être entendue en ce sens que la limite d'âge fixée par cet article suffit pour déterminer la mise à la retraite du magistrat qui l'a atteinte; — Attendu que cette interprétation reçoit une nouvelle force de la disposition de l'art. 2 du décret, d'après laquelle le magistrat atteint par la limite d'âge a, par cela seul, droit à faire valoir ses droits à la retraite, sans qu'il soit besoin de justifier d'infirmités contractées dans l'exercice de ses fonctions; — Attendu que cette interprétation résulterait encore de l'art. 3 du même décret, qui porte que les magistrats qui auront atteint l'âge fixé par l'art. 1<sup>er</sup> ne cesseront leurs fonctions que lorsqu'ils auront été remplacés; — Attendu, en ce qui touche la portée légale de cette dernière disposition, qu'elle a pour objet d'empêcher que le cours régulier de l'administration de la justice ne soit interrompu par la cessation instantanée du service du magistrat atteint par l'âge, surtout dans les tribunaux composés d'un nombre très restreint de juges; mais qu'elle ne saurait constituer au profit du magistrat le droit de continuer ses fonctions actives, alors que le décret qui prononce sa mise à la retraite, et par cela même, lui enlève son caractère de juge en activité de service, a été régulièrement porté à sa connaissance; — Attendu que toute autre interprétation aurait pour effet de

porter atteinte à l'indépendance du Gouvernement et d'entraver la liberté de son action sur l'opportunité du remplacement du magistrat mis à la retraite, et rendrait inexécutables les dispositions législatives prescrivant la suppression de certains sièges judiciaires; — Attendu qu'il doit en être, à plus forte raison, ainsi quand le décret qui met le magistrat à la retraite lui confère le titre de conseiller honoraire, puisque, dès l'instant où ce décret a été notifié au magistrat, il ne saurait plus exercer que les fonctions définies par l'art. 77 du décret du 6 juill. 1810; — Et attendu, en fait, qu'il résulte des documents officiels produits au procès que M. Chaubard, qui avait atteint l'âge de soixante-dix ans le 20 août 1860, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite et nommé conseiller honoraire par décret du 31 du même mois, et que le décret a été porté à sa connaissance dès le mois de septembre suivant; d'où il suit qu'il ne pouvait plus siéger comme conseiller en activité de service à partir de cette dernière époque; — Attendu, néanmoins, que M. Chaubard a concouru comme juge à l'arrêt définitif du 14 nov. 1860, aujourd'hui déferé à la censure de la cour de cassation, ce qui a vicié la composition de la chambre appelée à statuer sur le procès, et constitue une violation formelle des art. 77 du décret du 6 juill. 1810, 1, 2 et 3 du décret du 1<sup>er</sup> mars 1852;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 2 mai 1860. — Ch. crim. — MM. Vaisse, pr. — V. Foucher, rap. — Guynho, av. gén., c. conf. — Rendu et Clément, av.

D. P. 58. 1. 260). Il en est de même du débitant de tabac qui, après avoir employé des manœuvres et opéré une mise en scène propres à faire croire qu'il est revêtu, en vertu de sa qualité, des pouvoirs appartenant aux employés de la Régie, fait la saisie d'eaux-de-vie circulant irrégulièrement et déclare qu'il dressera procès-verbal contre le contrevenant (Metz, 23 mai 1867, aff. Thil, D. P. 67. 2. 138).

27. L'art. 259 prévoit et punit, comme nous l'avons dit au *Rép.* n° 122 : 1° le port illégal de costume ou d'uniforme ; 2° le port illégal de décorations ; 3° l'usurpation de titres et les modifications de l'état civil dans un but de distinction honorifique. Les questions relatives à l'application de cet article seront examinées *infra*, v° *Usurpation de costumes et de titres*.

§ 8. — Crimes et délits contre les fonctionnaires publics  
(*Rép.* nos 126-162).

28. Suivant l'ordre adopté au *Rép.* n° 128, nous renvoyons au mot *Presse-outrage* tout ce qui a trait aux *outrages* envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique ; et nous nous bornons à traiter ici des violences commises envers les mêmes personnes qui font l'objet des dispositions des art. 228 à 233. — Les personnes protégées par ces dispositions sont celles que l'art. 228 désigne sous la qualification de magistrats, et nous avons dit au *Rép.* n° 129 que cette qualification comprend les magistrats de l'ordre administratif et judiciaire dont parle l'art. 222 c. pén. relatif au délit d'outrage. Mais l'art. 228 ne parle pas des *jurés*, comme le fait l'art. 222 ; l'art. 228 ne saurait donc être étendu aux *jurés*.

29. Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 131, les commissaires de police sont des magistrats lorsqu'ils exercent celles de leurs fonctions qui relèvent du pouvoir administratif aussi bien que lorsqu'ils exercent des fonctions judiciaires (Amiens, 4 déc. 1863, aff. Voveux, D. P. 64. 5. 288).

30. Un maire est également un magistrat de l'ordre administratif dans les réunions du conseil de fabrique où il est appelé de droit, comme représentant de la commune et pour veiller à ses intérêts (Crim. rej. 8 mai 1869, aff. Constance, D. P. 70. 1. 93). — Mais il en est autrement : 1° du président d'une société de secours mutuels, même nommé par le chef de l'Etat (Crim. rej. 13 mai 1859, aff. Fourcade, D. P. 59. 1. 432) ; 2° des ingénieurs des mines, dans les visites de surveillance qu'ils font sous l'autorité des préfets, en exécution de l'ordonnance du 22 mai 1843 et du décret du 24 déc. 1851 dans les établissements particuliers qui emploient des chaudières et machines à vapeur (Douai, 10 mai 1853, aff. Saltz, D. P. 53. 2. 227).

31. Nous avons dit au *Rép.* n° 135, qu'un magistrat est dans l'exercice de ses fonctions lorsqu'il fait un des actes que la loi lui a donné mission de faire. Ainsi, la jurisprudence considère comme commis dans l'exercice des fonctions l'outrage adressé, dans une salle de la mairie ouverte au public, au maire qui attend les membres du conseil municipal convoqués par lui (Crim. cass. 20 mars 1875, aff. Gilon, D. P. 75. 1. 385). Mais il en est autrement de l'outrage adressé au maire qui, après la levée de la séance du conseil municipal s'entretient avec des conseillers sur cette séance, dans la salle

redevendue publique (Bourges, 31 juill. 1874, même affaire, D. P. 75. 2. 172).

32. Quoiqu'il soit admis en principe, ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 138, qu'il n'est pas nécessaire, pour l'application des art. 222 et suiv. que la personne outragée ait agi compétemment, il a été décidé que l'outrage adressé, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, à une personne qui se trouvait illégalement investie des fonctions à l'occasion desquelles ont été proférés contre elle les propos dont elle se plaint, n'est pas punissable comme outrage envers un dépositaire de la force publique (Nîmes, 15 mars 1871, aff. Cabrillac, D. P. 71. 2. 29).

33. L'art. 230 c. pén. punit les violences et voies de fait de l'espèce exprimée en l'art. 228, dirigées contre un officier ministériel, ou agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère et service public, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère ou à cette occasion. Nous avons dit précédemment, n° 7, quelle portée donne la jurisprudence aux expressions *agents de la force publique*. Quant aux *citoyens chargés d'un ministère de service public*, on doit comprendre sous cette qualification les fonctionnaires publics et ceux qui, sans exercer une fonction permanente, ont été l'objet d'une délégation de la puissance publique (Rapport de M. le conseiller Vételay sous Crim. rej. 10 févr. 1883, D. P. 83. 1. 437). Ces expressions diffèrent un peu de celles qu'a employées la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, qui mentionne dans son art. 31 les *citoyens chargés d'un ministère ou d'un mandat public temporaire et permanent*. Il paraît cependant certain, malgré ces différences, que le législateur a entendu, dans les deux cas, viser la même catégorie de personnes (Même rapport).

34. Quoique les gardes champêtres, les agents de police et les sous-officiers et militaires de la gendarmerie rentrent en général, ainsi que nous l'avons dit (V. *supra*, n° 7) dans la classe des agents dépositaires de la force publique, on doit, dans certains cas, les considérer comme citoyens chargés d'un ministère de service public. Ainsi il peut arriver que les gardes champêtres qui, en principe et en vertu des seules attributions qu'ils tiennent de la loi, n'ont pas qualité pour constater les contraventions de la police urbaine, spécialement celles concernant la police des cabarets, soient délégués par le préfet pour veiller à l'exécution des arrêtés pris par lui en cette matière. Si, dans la mission qui lui est ainsi conférée par un arrêté préfectoral, un garde champêtre est l'objet d'outrages ou de violences, ces outrages et violences tombent, comme on l'a vu au *Rép.* n° 149, sous l'application des art. 224 et 230 c. pén., à raison de sa qualité de citoyen chargé d'un ministère de service public (Besançon, 3 févr. 1866) (1).

35. La jurisprudence range dans la catégorie des citoyens chargés d'un ministère de service public : 1° les syndics de faillite (Riom, 9 mai 1866, aff. X..., D. P. 83. 5. 364 ; Dijon, 15 avr. 1868, aff. Pelletier, *ibid.*, Crim. rej. 12 févr. 1880, aff. Changenet, D. P. 80. 1. 439) ; 2° les experts commis par la justice (Trib. corr. de Fontainebleau, 10 sept. 1869, aff. Lebœuf, D. P. 69. 3. 104 ; Crim. cass. 9 mars 1877, aff. Delhaye, D. P. 78. 1. 395) ; 3° les membres d'une association syndicale instituée pour le curage d'une rivière (Trib. de Châtillon-sur-Seine, 29 mars 1866, aff. N..., D. P.

(1) (Benoist C. Déchaseaut.) — La cour ; — Attendu, en droit, que les gardes champêtres sont généralement établis pour constater, sur leur territoire, les contraventions de police aux propriétés rurales et forestières ; que, dès lors, ils sont sans qualité pour constater, en tant que gardes champêtres, les faits punissables qui n'auraient pas ce caractère, à moins qu'une loi spéciale n'ait étendu les pouvoirs que leur confère l'art. 16 c. instr. crim. ; — Attendu, en l'absence d'une loi spéciale, que c'est avec raison et par application de ces principes qu'il a été jugé que les gardes champêtres n'ont pas qualité pour constater les contraventions de la police urbaine, et spécialement en ce qui concerne la police des cabarets ; — Mais attendu qu'en dehors de leurs fonctions écrites, soit dans l'art. 16 c. instr. crim., soit dans les lois particulières les concernant, les gardes champêtres peuvent recevoir de l'autorité compétente des mandats ou délégations pour l'exécution desquels ils sont placés sous une protection spéciale de la loi ; — Attendu que les préfets ayant le droit de prendre des arrêtés pour réglementer la police des cabarets, ont régulièrement celui de désigner les gardes champê-

tres pour veiller à l'exécution desdits arrêtés ; — Attendu, en fait, qu'il existe un arrêté légalement pris par le préfet du Doubs, à la date du 20 janv. 1835, arrêté qui, parmi ses dispositions, interdit aux aubergistes de donner à boire pendant les offices divins ; qu'à la suite de cet arrêté, il est dit que l'exécution en est confiée aux maires, aux adjoints, à la gendarmerie, aux gardes champêtres et de police ; que cet arrêté, confirmé par d'autres successifs, n'a pas été rapporté et se trouve encore en vigueur dans le département du Doubs ; — Attendu qu'il résulte de cet état de choses ainsi constaté et établi que le garde champêtre More se trouvait, dans la journée du 15 octobre dernier, alors qu'il a été outragé et l'objet de violences, dans la catégorie des personnes protégées par les dispositions des art. 224 et 230 c. pén., non en sa qualité de garde champêtre, mais bien comme agent de l'autorité, ou tout au moins comme citoyen chargé d'un ministère de service public, dont parlent et que protègent ces articles ; — Par ces motifs, etc.

Du 3 févr. 1866.—C. de Besançon. 2° ch.—MM. Jobard, pr.—Bertrand, av. gén.—Roux et Estignard, av.

66. 3. 48); 4° les instituteurs communaux (Nancy, 25 janv. 1877, *supra*, n° 8). Il a été décidé, toutefois, que l'on ne saurait considérer comme agissant en un caractère public les instituteurs publics, laïques ou congréganistes, chargés de la direction d'une école municipale (Montpellier, 14 juill. 1873, aff. Colomès, D. P. 74. 2. 31. — *Contra* : Trib. de Montpellier, 8 févr. 1873, aff. Colomès, D. P. 73. 3. 32). — Un conseiller municipal ne rentre pas dans la catégorie

des citoyens chargés d'un mandat de service public, lorsqu'il n'est investi d'aucune mission ou délégation spéciale (Nancy, 24 mars 1876, aff. Cordier, D. P. 78. 2. 30). — Le délégué de l'administration pour la recherche du phylloxéra est un citoyen chargé d'un ministère de service public (Poitiers, 6 févr. 1880) (1). Mais la même qualité n'appartient pas aux ouvriers employés par ce délégué (Trib. de Poitiers, 23 déc. 1879) (2).

(1 et 2) (Huet C. Galipeau.) — Le 23 déc. 1879, jugement du tribunal correctionnel de Poitiers ainsi conçu : — « Attendu que Fumeron, autorisé par lettre de M. le préfet de la Vienne, du 1<sup>er</sup> octobre dernier, « à parcourir les vignobles du département et à faire les recherches nécessaires pour découvrir le phylloxéra », a, le 4 novembre, marqué des cepa malades dans la vigne de Huet, située commune de Jaulnay; que, le lendemain matin, vers dix heures, Fumeron, après avoir fait déposer tant sur le bord de la vigne de Huet que sur celle de Galipeau, et aussi sur le chemin qui les borde, les injecteurs, barils et tonneaux destinés au traitement des vignes, était occupé avec quatre ouvriers à faire des recherches dans la vigne de Galipeau et à marquer les cepa malades, lorsque ce propriétaire est survenu accompagné de Huet, l'un et l'autre en colère; que ce dernier a arraché des bandes de papier placées la veille à ses cepa malades; que Galipeau a coupé avec sa serpe quelques sarments étiquetés, a intimé l'ordre à Fumeron de sortir de sa vigne, et, au dire des ouvriers, a proféré contre eux des injures; qu'en se retirant Fumeron est passé près de Huet et a été qualifié par lui de « b... de Pierrot » et d'« imbécile »; qu'après le départ de Huet, Fumeron a parlé avec Galipeau, devenu plus calme, pour lui faire comprendre qu'il était autorisé par la préfecture; que, malgré cette déclaration, Galipeau a refusé de laisser traiter sa vigne; — Attendu qu'à la suite de ces faits, Huet et Galipeau ont été traduits devant le tribunal pour outrage et contravention aux lois concernant les mesures prises pour arrêter les progrès du phylloxéra; — En ce qui concerne l'outrage imputé à Huet : — Attendu que ce délit ne peut exister que s'il s'applique à la fonction de Fumeron; que, si la lettre de M. le préfet lui a donné une mission de service public, ce délégué n'était revêtu d'aucun costume indiquant qu'il avait une fonction; qu'il n'était pas même porteur de sa commission, que sa qualité n'avait été révélée par aucun moyen de publicité; qu'il n'était pas désigné par les affiches placardées à Jaulnay et contenant les extraits des lois concernant le phylloxéra; que, par conséquent, la connaissance de la fonction de Fumeron ne peut résulter que d'une circonstance de fait dont la preuve est à la charge du ministère public, puisque Huet prétend avoir ignoré la qualité de Fumeron; que si M. Bosquillon déclare avoir fait part à plusieurs personnes de Jaulnay de la mission de Fumeron, il n'en a pas parlé à Huet, et qu'il n'est pas démontré que ce dernier en ait eu connaissance par d'autres personnes; que, par conséquent, il n'est pas prouvé que Huet ait connu la qualité de Fumeron, et que, dès lors, il doit être acquitté pour le délit d'outrage;

« En ce qui concerne l'outrage imputé à Galipeau : — Attendu que cet homme ne avait injurié les quatre ouvriers de Fumeron, mais qu'en admettant les injures comme démontrées, elles ne peuvent constituer un délit d'outrage envers des citoyens chargés d'un ministère de service public, parce que les sieurs Bonnin, Boulon, Doucet et Guyonneau ne sont que de simples ouvriers payés à la journée, sans mandat, ni qualité, et que, dès lors, il ne peut avoir été commis à leur égard d'outrage à l'occasion d'une fonction qui n'existe pas;

« En ce qui concerne la contravention aux lois prescrivant les mesures pour arrêter les progrès du phylloxéra : — Attendu qu'il a été déclaré par M. Bosquillon, professeur d'agriculture et principal délégué, que le phylloxéra existe dans les vignes de la commune de Jaulnay depuis trois ans; — Attendu que la loi du 15 juill. 1878, complétée par celle du 2 août 1879, autorise, art. 3, le préfet, sur l'avis qui lui est donné de l'apparition du phylloxéra dans une localité, et, en cas d'urgence, dans les contrées indemnes, à charger un délégué de visiter les vignes malades et celles environnantes pour constater l'existence de la maladie; art. 4, le ministre de l'agriculture, à prendre un arrêté pour soumettre ces vignes à un traitement, après l'accomplissement de diverses formalités préalables, parmi lesquelles figure l'audition des propriétaires; qu'il résulte du rapprochement de ces deux articles de lois spéciales, que l'arrêté de l'autorité et l'avis aux propriétaires ne sont prescrits que pour les cas prévus par l'art. 4; qu'à la vérité, les deux inculpés, dans leur interrogatoire du 2 courant, comme à l'audience, ont expliqué leur conduite du 5 novembre, par la conviction où ils étaient qu'on allait immédiatement traiter leurs vignes, sur lesquelles se trouvait tout ce qui était nécessaire pour cela, de l'aveu de Guyonneau, l'un des témoins à charge; que l'exactitude de la prétention des inculpés résulte : 1° de ce que Huet a respecté les marques placées sur son terrain le 4 novembre, alors que rien n'avait été encore apporté pour le traitement; 2° de la réponse faite le 5 novembre

par Galipeau à Fumeron, qu'il refusait de laisser traiter sa vigne; que Fumeron déclare bien que son intention n'était de faire que les recherches préalables, et que tout ce qui avait été apporté était destiné au traitement d'une autre vigne; que, sans mettre en doute cette déclaration, rien ne prouve que ces explications aient été données aux inculpés; — Attendu que, s'il s'agit, dans l'espèce, d'une contravention ne permettant pas de prendre l'intention en considération, cette prohibition doit s'appliquer au délégué comme aux inculpés, pour ne laisser au fait que son caractère apparent; qu'à ce point de vue, ce fait présentait tout aussi bien l'ensemble des circonstances concernant la recherche du phylloxéra que celle du traitement de la vigne; que, pour ce dernier cas, la résistance aurait été légitime, puisque les propriétaires n'avaient pas été entendus; que, dès lors, l'acte incriminé est complexe, et présente un doute qui doit s'interpréter au profit des inculpés; — Par ces motifs les acquitte et les renvoie sans peine, ni frais. — Appel par le ministère public.

LA COUR; — Sur le délit d'outrages : — En ce qui concerne Huet : — Attendu qu'il n'est pas établi que l'expression inconvenante dont il s'est servi s'adressât au délégué, et qu'au moment où il la proférait, cette qualité lui fût connue;

En ce qui concerne Galipeau : — Attendu que les témoins ne sont pas d'accord sur les injures qu'ils auraient entendues; — Attendu d'ailleurs que, malgré la surexcitation regrettable des prévenus, il n'apparaît pas d'intention délictueuse; qu'à ce point de vue encore, et alors qu'il s'agit pour les outrages relevés d'un délit de droit commun, il y a lieu de prononcer la relaxe;

Sur la contravention aux lois sur le phylloxéra : — Attendu qu'il est incontestable que, par lettre en date du 1<sup>er</sup> oct. 1879, M. le préfet de la Vienne autorisait Fumeron à parcourir les vignobles du département et à faire les recherches nécessaires pour découvrir le phylloxéra; qu'il le prévenait qu'il le déléguait ainsi, sur la proposition de M. l'inspecteur de l'agriculture, et usant des pouvoirs que confère au préfet l'art. 3 des lois des 15 juill. 1878 et 2 août 1879; — Attendu que de l'instruction et des débats il résulte que, le 4 novembre, Fumeron, accompagné d'ouvriers, marquait des cepa malades dans la vigne de Huet, commune de Jaulnay, sans opposition de la part de celui-ci; que le lendemain 5, alors qu'il était occupé avec quatre ouvriers à faire des recherches dans la vigne de Galipeau et à marquer des cepa malades, Huet et Galipeau étaient accourus; que Huet arrachait les bandes de papier placées la veille à ses cepa malades; que Galipeau coupait avec sa serpe quelques sarments étiquetés, et qu'ils enjoignaient l'ordre de sortir à Fumeron et aux ouvriers qui se retiraient devant cette intimation; — Attendu que, pour motiver ces agissements et cette opposition, Huet et Galipeau soutiennent que les lois des 15 juill. 1878 et 2 août 1879 ne permettent pas de faire procéder, sans un arrêté destiné à prévenir les propriétaires, à la recherche du phylloxéra; qu'ils prétendent encore qu'ils étaient autorisés à croire qu'on allait procéder au traitement de leurs vignes et que l'opposition et la résistance leur étaient permises, alors que les propriétaires n'avaient pas été entendus; — Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi des 15 juill. 1878 et 2 août 1879, en vertu duquel Fumeron avait été délégué, « dès que le préfet d'un département a reçu avis, soit par le maire d'une commune, soit par le propriétaire d'une vigne, soit par la commission départementale d'études et de surveillance, que le phylloxéra a fait son apparition dans une localité, il charge un délégué de visiter la vigne signalée comme malade, et, en cas de besoin, les vignes environnantes; le délégué peut faire, dans lesdites vignes, les opérations nécessaires pour constater l'existence du phylloxéra; » — Attendu que, pour l'accomplissement de ce préalable dans les conditions indiquées, la loi ne demande et n'impose aucune autre formalité aux fins de la délégation; qu'il ne s'agit ici ni d'une expropriation, ni d'une dépossession, ni même de mesures extrêmes, mais d'une simple vérification pour laquelle la délégation suffit; — Attendu que l'obligation de l'arrêté ne se justifie ni par le texte, ni par l'ensemble et les motifs des deux lois intervenues, ni par les documents légaux qui en ont déterminé la rédaction ou le vote; — Attendu qu'il n'y a rien à inférer, par voie d'assimilation, des lois spéciales invoquées, qui n'autorisent les atteintes graves au droit de propriété, qu'après des justifications qu'elles mentionnent, et que légitimement des intérêts dont l'infraction entraîne des nullités qui ne doivent pas être étendues, mais renfermées dans leurs termes; — Attendu qu'au cas de nécessité d'un arrêté, la loi la formule et l'indique dans des conditions spéciales, parfaitement distinctes, en dehors desquelles se détache la délégation

**36.** L'outrage envers un citoyen chargé d'un ministère de service public ne tombe sous l'application de l'art. 224 c. pén. qu'autant qu'il est établi que la qualité de ce citoyen est connue de l'auteur de l'outrage (Poitiers, 6 févr. 1880, V. *supra*, n° 35. V. conf. Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, t. 3, n° 960).

**37.** Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 150, les art. 228 à 233 c. pén. prévoient plusieurs sortes de violences qui peuvent être dirigées contre les personnes dont il vient d'être question. Nous examinerons successivement, comme nous l'avons fait au *Répertoire* les différentes hypothèses prévues par ces articles.

**38.** — 1° *Simple coups non prémédités.* — La rédaction primitive de l'art. 228 portait : « Tout individu qui... aura frappé un magistrat... ». Nous avons dit (*Rép.* n° 152) que la jurisprudence étendait l'application de cette disposition à des violences d'une autre nature que des coups, et nous avons indiqué les graves objections auxquelles donnait lieu cette interprétation tout en reconnaissant que l'interprétation contraire ne protégeait pas suffisamment les dépositaires de l'autorité publique contre les violences dont ils pouvaient être l'objet. — La loi du 13 mai 1863 a mis un terme à ces difficultés en modifiant le texte de l'art. 228. La rédaction nouvelle prévoit non seulement le cas où un individu a frappé un magistrat, mais le cas où il a commis envers lui toute autre violence ou voie de fait. Le rapport qui a précédé la loi oite, notamment, parmi les exemples de voies de fait qui tomberont désormais sous le coup de l'art. 228 le fait de cracher à la figure d'un magistrat, de déchirer sa robe ou d'arracher ses insignes (D. P. 63. 4. 90, note, n° 90 et 91).

**39.** La loi de 1863 a maintenu la peine d'un emprisonnement de deux à cinq ans édictée contre l'individu

coupable d'avoir frappé un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, et elle a étendu cette pénalité aux deux incriminations de violences et de voies de fait introduites dans la rédaction nouvelle. — Le paragraphe 2 de l'ancien art. 228 prévoyait le cas où le magistrat aurait été frappé à l'audience d'une cour ou d'un tribunal et punissait le coupable, outre l'emprisonnement de deux à cinq ans, de la dégradation civique. La loi de 1863 a substitué à cette peine, pour les diverses incriminations de coups, de violences et de voies de fait contenues dans la nouvelle rédaction, un emprisonnement de cinq ans dans l'hypothèse où le délit a été commis à l'audience. De plus, le nouvel article ajoute que, dans les deux cas qu'il prévoit, le coupable pourra accessoirement à la peine principale de l'emprisonnement, être privé des droits mentionnés dans l'art. 42 c. pén., pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine, et être placé sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

**40.** — 2° *Violences ayant causé effusion de sang, blessures ou maladie* — V. *Rép.* n° 156 à 158.

**41.** — 3° *Coups portés avec préméditation ou guet-apens.*

— Les violences prévues par l'art. 232 ne sont passibles de la peine établie par cet article que si elles ont le caractère de véritables violences, c'est-à-dire, que si elles consistent en coups portés. Le législateur n'a pas mentionné dans cet article les simples voies de fait comme dans la rédaction actuelle de l'art. 228. Ces voies de fait ne sont donc pas susceptibles de l'aggravation pénale qu'entraînent les circonstances de préméditation ou guet-apens.

**42.** — 4° *Coups et blessures avec intention de donner la mort* (V. *Rép.* n° 160-162).

avec limitation de la sphère à parcourir ; — Attendu qu'à ce silence de la loi on ne peut substituer une disposition qui fait défaut et qui ne peut être suppléée et introduite que par un pouvoir autorisé ; — Attendu que, s'il y a lieu de faire subir un traitement à la vigne, aussitôt apparaît la nécessité de l'arrêté du ministre de l'agriculture, après l'accomplissement des formalités préalables et l'audition des propriétaires ; — Attendu que les prévenus ne sauraient légitimer leur opposition en alléguant qu'elle ne se serait produite qu'en vue du « traitement » de leurs vignes, sans qu'il eussent été appelés ou mis à même de se faire entendre ; qu'aucun doute ne peut se produire à cet égard ; que, si l'ordonnance de renvoi impute aux prévenus d'avoir, le 5 nov. 1879, contrevenu aux lois sur le « traitement » des vignes phyl-

loxérées, elle indique aussitôt le fait incriminé, à savoir : « en arrachant des banderoles ou des jalons qui avaient été placés dans leurs vignes » ; qu'il ne peut suffire d'alléguer un traitement pour se créer et s'attribuer un droit ; qu'il n'appert, d'ailleurs, d'aucun traitement pratiqué ou tenté sur les vignes des prévenus ; — Attendu que, ce qui demeure, c'est l'opposition à une visite autorisée par la loi spéciale sur le phylloxera ; c'est le fait d'avoir arraché les banderoles et les signes indiquant les cepa malades ; — Attendu que ces faits constituent une contravention à la loi dont la sanction et la pénalité se rencontrent dans l'art. 12 de la loi du 2 août 1879 ; — Par ces motifs, etc.

Du 6 févr. 1880. — C. de Poitiers, ch. corr.-MM. Louvrier, pr. Toinet, av. gén.-Paul Druet, av.

### Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément ; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Adjoints S. 2 ; R. 47.	— caractères S. 7 s. ; R. 56 s. ; 60.	Armée. V. Agents de la force publique ; Fonctions publiques	— gardes-pêche R. 149.	— V. Citoyens chargés d'un service public.	— exercice des fonctions S. 31 ; R. 134 s. ; 140 ; (incompétence, outrage) S. 32 ; R. 138 ; (juges de paix) R. 146 ; (maire, outrage) S. 31 ; R. 135.
Age. V. Fonctions publiques	— dépôt de mendicité S. 8.	Association syndicale. V. Citoyens chargés d'un service public.	— gendarmes S. 34.	Contributions indirectes	— agents S. 2.
Agents R. 55.	— médecin inspecteur d'eaux thermales S. 8.	Audience. V. Violences.	— geôlier R. 149.	— agents S. 2.	Costume R. 91.
Agents comptables des subsistances R. 47.	— péage R. 60.	Avancement. V. Droits.	— instituteur communal S. 35.	Coups. V. Violences.	Cour des comptes. V. Fonctions publiques.
Agents d'affaires. V. Fonctions publiques.	— ponts à bascule R. 59.	Avocat. V. Fonctions publiques.	— outrages S. 36.	Crimes et délits S. 28 s. ; R. 19, 26, 32 s. ; 126.	Crimes et délits S. 28 s. ; R. 19, 26, 32 s. ; 126.
Agents de change. V. officiers ministériels.	— V. Crimes et délits.	Avoués. V. Officiers ministériels.	— phylloxera S. 35.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.	— Grimes et délits S. 28 s. ; R. 19, 26, 32 s. ; 126.
Agents de la force publique S. 7 ; R. 56 s. ; 60.	Agents de police. V. Agents de l'autorité publique, Citoyens chargés d'un service public.	Caisse d'épargne S. 3.	— syndics de faillite S. 35.	Commandants de corps d'armée S. 9.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— agents des chemins de fer S. 7.	Agents des chemins de fer. V. Agents de la force publique.	Capacité. V. Fonctions publiques.	— V. Crimes et délits, Violences.	Commis R. 55.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— armée R. 56.	Agents des ponts et chaussées. R. 47.	Cautionnement R. 87.	Clero de notaire. V. Fonctions publiques.	Commissaires de police R. 47.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— douaniers S. 7 ; R. 47.	Agents du gouvernement	Chef de cabinet S. 3.	Compétence territoriale R. 92.	Commissaires - pri-sieurs. V. Officiers ministériels.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— garde (champêtre S. 7 ; R. 57 ; (forestier) R. 57 ; (particulier) R. 57.	— caractères R. 53.	Chef de division S. 3.	— agents forestiers R. 92.	Compagnons de police S. 9.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— garde nationale R. 56.	— munitionnaire général R. 53.	Citoyens chargés d'un service ou mandat public S. 8 ; R. 61.	— tribunaux R. 93.	Compte rendu R. 12, 99.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— gendarme S. 7 ; R. 56.	— préfet R. 53.	— agents de police S. 34.	Conditions morales. V. Fonctions publiques.	Conseiller d'Etat S. 9.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— officier de police judiciaire R. 58.	— préfet de police R. 53.	— appariteur de police R. 149.	Conseiller municipal S. 35.	Conseiller municipal S. 2.	— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
— V. Crimes et délits, Violences.	— sous-préfet R. 53.	— association syndicale R. 35.	— experts S. 35.		— agents de la force publique R. 129, 141, 143 ; (gardes champêtres) R. 146 ; (gardes forestiers) R. 146 ; (gardes particuliers) R. 146 ; (préposés à la garantie et à la marque d'or) R. 148.
Agents de l'autorité publique	Agents voyers S. 2.	— conseiller municipal S. 35.	— gardes champêtres S. 34 ; R. 149.		
— agents de police S. 7 ; R. 56, 59	Appariteurs de police. V. Citoyen chargé d'un service public.	— experts S. 35.			
	Arbitres. V. Devoirs.	— gardes champêtres S. 34 ; R. 149.			



## Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

<b>An 7</b>	<b>1822</b>	19 juill. Trib. Châteauroux. 24 c.	25 mars. Déc. 1 c.	<b>1856</b>	<b>1858</b>	5 avr. Crim. 7 c., 13 c.	7 nov. Grenoble. 7 c.
19 flor. Arrêté. 14 c.	25 mars. Loi. 6 c., 7 c., 14 c.	13 nov. Trib. Gien. 6 c.	31 déc. Paris. 3 c.		5 janv. Crim. 13 c.	2 mai. Crim. 23.	
		<b>1853</b>	<b>1855</b>	10 janv. Crim. 26 c.	7 mai. Crim. 6 c., 26 c.	<b>1861</b>	<b>1863</b>
<b>An 11</b>	<b>1827</b>	20 mars. Bordeaux. 8 c.	4 avr. Bordeaux. 2 c.	8 mars. Paris. 2 c.		13 mai. Loi. 28 c., 39 c.	
25 vent. Loi. 6 c.	18 juill. Loi. 15 c.	22 août. Crim. 3 c.	10 mai. Douai. 30 c.	18 mars. Trib. Soissons. 6 c.	<b>1859</b>	4 déc. Amiens. 20 c.	
		23 nov. Limoges. 7 c.	7 nov. Nancy. 7 c.	31 mai. Crim. 2 c.	13 mai. Crim. 30 c.	<b>1864</b>	
<b>1807</b>	<b>1843</b>	24 déc. Déc. 30 c.	14 nov. Besançon. 7 c.	7 août. Douai. 3 c.	28 juill. Crim. 2 c.	14 juin. Crim. 26 c.	
28 sept. Déc. 12 c.	22 mai. Ordonnance. 30 c.		23 déc. Crim. 3 c.		14 déc. Déc. 12 c.	<b>1862</b>	19 mars. Déc. 12 c.
		<b>1852</b>	<b>1855</b>	<b>1857</b>	<b>1860</b>	20 mars. Cons. d'Ét. 12 c.	<b>1865</b>
<b>1819</b>	<b>1850</b>	1 <sup>er</sup> mars. Déc. 23 c.	15 janv. Req. 3 c.	31 juill. Pau. 7 c.	21 mars. Bordeaux. 6 c.	23 mai. Crim. 5 c.	11 déc. Paris. 16 c.
17 mai. Loi. 6 c., 8 c.	10 mai. Arg. 3 c.	30 août. Crim. 10 c.	20 août. Crim. 10 c.				

<b>1866</b> 15 avr. Dijon. 35 c. 18 avr. Crim. 5 c. 3 févr. Besançon. 34. 29 mars. Trib. Châtillon-s.-Seine. 35 c. 9 mai. Riom. 35 c. 16 oct. Colmar. 6.	<b>1869</b> 8 mai. Crim. 30 c. 12 mai. Cons. d'Et. 12 c. 11 août. Cons. d'Et. 11 c. 10 sept. Trib. Fontainebleau. 35 c.	<b>1870</b> 5 sept. Déc. 13 c., 14 c. 11 sept. Déc. 13c.	<b>1871</b> 15 mars. Nîmes. 32 c.	<b>1872</b> 3 févr. Lyon. 3 c. 16 mars. Crim. 2 c., 5 c. 24 mai. Loi. 20 c. 14 juill. Montpellier. 35 c. 20 juill. Paris. 4 c. 20 juill. Poitiers. 4 c. 5 déc. Crim. 4 c.	<b>1873</b> 8 févr. Trib. Montpellier. 35 c. 19 mars. Loi. 20 c. 21 mars. Cons. d'Et. 11 c.	<b>1874</b> 24 juill. Bourges. 31 c. 19 nov. Crim. 14 c. 24 déc. Toulouse. 7 c.	<b>1875</b> 25 févr. Loi. 1 c., 9 c. 20 mars. Crim. 31 c.	<b>1876</b> 21 mars. Nancy. 35 c.	<b>1877</b> 25 janv. Nancy. 35 c. 9 mars. Crim. 35 c. 30 août. Paris. 8 c.	<b>1878</b> 14 août. Trib. Alais. 3 c.	<b>1879</b> 17 janv. Cons. d'Et. 21 c. 25 janv. Nancy. 8 c. 31 janv. Cons. d'Et. 31 c. 12 juill. Cons. d'Et. 22 c. 14 juill. Trib. conf. 3 c.	<b>1880</b> 23 janv. Cons. d'Et. 22 c. 6 févr. Poitiers. 35, 36 c. 12 févr. Crim. 35 c.	<b>1881</b> 25 mars. Loi. 6 c., 7 c. 29 juill. Loi. 8 c., 22 c. 15 oct. C. d'ass. Seine. 2 c.	<b>1882</b> 13 mai. Cons. d'Et. 22 c. 30 oct. Déc. 21 c.	<b>1883</b> 10 févr. Crim. 3 c., 22 c. 15 juin. Crim. 6 c. 22 juin. Crim. 3 c. 30 oct. Loi. 20 c. 23 nov. Cons. d'Et. 22 c. 7 déc. Crim. 3 c. 14 déc. Cons. d'Et. 21 c.	<b>1884</b> 25 mars. Paris. 6 c.	<b>1885</b> 30 janv. Crim. 3 c. 31 juill. Crim. 3 c. 29 oct. Crim. 3 c. 25 nov. Crim. 3 c.	<b>1886</b> 19 févr. Cons. d'Et. 21 c. 22 juin. Loi. 10 c. 30 oct. Crim. 3 c.	<b>1887</b> 25 nov. Besançon. 25 c.
--	---	--	--------------------------------------	--	--	--	---	--------------------------------------	---	---	--	--	--	--	--	-------------------------------------	--	--	--

**FONDATION.** — V. *Culte*, nos 511, 562 et suiv.; *Propriété féodale*; *Secours publics*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Association de secours mutuels*, n° 27; *Culte*, nos 531, 602; *Propriété féodale*, n° 58; *Secours publics*, nos 49 et suiv., 187, 379 et suiv.

**FORAIN.** — V. *Boucher-Boucherie*, nos 36 et suiv., 62, 74; *Boulangier-Boulangerie*, n° 89; *Halles, foires, et marchés, Patente*; *Saisie foraine*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Boucher-Boucherie*, nos 31 71, 117, 129 et suiv.; *Boulangier-Boulangerie*, n° 111; *Halles, foires et marchés*, nos 14, 17 et suiv.; *Saisie foraine*.

**FORCÉ.** — V. *Evasion*, nos 31 et suiv.; *Organisation des colonies*; *Organisation maritime*; *Peine*; — *Rép. v<sup>ie</sup> Evasion*, nos 22 et suiv.; *Organisation maritime*, nos 1007 et suiv., 1014 et 1075.

#### FORCE MAJEURE. — CAS FORTUIT.

##### Division.

- § 1. — Caractères de la force majeure et des cas fortuits (n° 1).
  - 1<sup>o</sup>. — Circonstances desquelles ils résultent (n° 1).
  - 2<sup>o</sup>. — Constatation des circonstances de force majeure (n° 25).
  - 3<sup>o</sup>. — Preuve de la force majeure ou du cas fortuit (n° 27).
- § 2. — Effets de la force majeure, soit quant aux engagements antérieurs, soit quant aux engagements à venir (n° 29).
  - 1<sup>o</sup>. — De la force majeure quant aux engagements antérieurs (n° 29).
  - 2<sup>o</sup>. — De la force majeure quant aux engagements à venir (n° 36).
- § 3. — Effets de la force majeure en matière de crimes, délits et contraventions (n° 37).

##### § 1<sup>er</sup>. — Caractères de la force majeure et des cas fortuits (Rép. nos 2 à 14).

###### 1<sup>o</sup>. — Circonstances desquelles ils résultent (nos 2 à 11).

1. La jurisprudence a eu fréquemment l'occasion, depuis la publication du *Répertoire*, de préciser les caractères constitutifs de la force majeure ou du cas fortuit, et elle n'a fait d'ailleurs que confirmer à cet égard la doctrine exposée au *Rép.* nos 1 et 3. C'est ainsi qu'aux termes d'un arrêt de la cour de Lyon, du 22 juin 1855 (aff. Berthet, D. P. 56. 2. 2) « la force majeure... est celle qui résulte d'un événement qui était hors de prévision et dont les effets ne peuvent être surmontés. De même, suivant un arrêt de la cour de cassation (Civ. cass. 1<sup>re</sup> juill. 1857, aff. Delangre, D. P. 57. 1. 307), la force majeure, qui emporte impossibilité d'agir, consiste dans un événement supérieur à la volonté individuelle, et que cette volonté est impuissante à prévenir ou à empêcher. La même définition se retrouve en termes semblables dans un arrêt récent de la chambre criminelle, suivant lequel « la force majeure ne peut résulter que d'un

événement indépendant de la volonté humaine, et que cette volonté n'a pu ni prévoir, ni conjurer (Crim. cass. 7 août 1890, aff. Lefebvre, D. P. 91. 1. 43). C'est également ainsi que la force majeure est définie par les auteurs les plus récents (V. notamment, Aubry et Rau, *Droit civil français*, 4<sup>e</sup> éd., t. 4, p. 103; Demolombe, *Traité des contrats*, t. 1, n° 548 et suiv.; Laurent, *Principes de droit civil*, t. 16, n° 264; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, éd. 1885, t. 2, p. 10, n° 1.

2. Il n'y a force majeure de nature à emporter résolution d'une obligation que quand l'exécution de cette obligation est devenue impossible; mais la force majeure n'existe pas si l'événement a seulement rendu l'exécution plus difficile, en ce sens, notamment, qu'il impose au débiteur des sacrifices pécuniaires plus considérables (Motifs, Civ. cass. 9 janv. 1856, aff. Miard, D. P. 56. 1. 33; Civ. rej. aff. Rozan, aff. Desvaux, aff. Poirier, aff. David-Alexandre, D. P. 56. 1. 41; aff. Maisonabe, D. P. 56. 1. 42; aff. Méliodon, D. P. 56. 1. 42; Civ. cass. 11 mars 1856, aff. Poissonnet, D. P. 56. 1. 100; Civ. rej. 2 avr. 1856, aff. Lagrange, D. P. 56. 1. 101).

3. La force majeure ne peut servir d'excuse qu'autant que celui qui l'invoque n'aurait pu s'y soustraire (Civ. rej. 6 janv. 1869, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 69. 1. 9). Jugé spécialement que le voiturier demeure responsable de la perte du colis, lorsqu'il est constaté qu'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour mettre le colis à l'abri du danger, bien que plusieurs moyens de sauvetage lui fussent possibles (Même arrêt).

4. Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 4, les cas fortuits ou de force majeure dérivent ou de la *nature* ou du *fait de l'homme* — Parmi les faits naturels constitutifs de la force majeure, on a mentionné l'impétuosité d'un fleuve qui sort de son lit (*Rép. ibid.*). — Il n'en est pas ainsi des crues ordinaires. Jugé, en ce sens, que le débordement normal d'une rivière ne peut être considéré comme un cas de force majeure (Bordeaux, 21 avr. 1847, aff. Escarguel, D. P. 47. 4. 324), et qu'il ne peut, en conséquence, justifier le retard dans la construction d'un pont sur cette rivière (Même arrêt).

5. A l'inverse, il a été décidé que les caractères de la force majeure ne se rencontrent pas dans l'abaissement des eaux d'un fleuve (le Rhône, dans l'espèce) (Lyon, 22 juin 1855, aff. Berthet, D. P. 56. 2. 2). « Attendu, porte l'arrêt, qu'en premier lieu ce fait n'était pas hors de prévision puisque rien n'est plus ordinaire, ni moins impossible à prévoir qu'un abaissement plus ou moins considérable des eaux du Rhône; qu'en second lieu, les effets de cet abaissement du fleuve, relativement aux eaux à fournir, n'étaient pas insurmontables... ».

6. La *gelée* est au nombre des cas fortuits naturels qui peuvent empêcher l'exécution d'une obligation (*Rép.* n° 4). Décidé à cet égard que le propriétaire de mûriers à qui des graines de vers à soie ont été remises pour l'éclosion et l'élevage des vers, moyennant un prix proportionnel à la production, est délié de tout engagement si les feuilles des mûriers ont été détruites par la gelée. Il n'est nullement tenu de se

fournir ailleurs de feuilles de mûriers à l'effet d'achever l'éducation des vers ; il a même pu, vu le manque de feuilles, jeter les vers qu'une partie des graines a fait éclore, sans devoir de ce chef la moindre indemnité. Bien plus, il n'a rien à payer pour le reste des graines dont il a continué l'éducation avec des feuilles achetées ailleurs, si cette éducation n'a rien produit (Nîmes, 28 janv. 1878) (1).

7. L'incendie a été également mentionné au *Rép.* n° 4 parmi les cas fortuits naturels. Il est des circonstances, en effet, où il présente les caractères d'un événement de force majeure (Comp. Req. 27 déc. 1887, aff. Maillard, D. P. 88. 1. 252). Mais ce n'est pas ce qui a lieu le plus généralement. Comme le disent MM. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, § 367, note 24, p. 484 « les incendies sont plus fréquemment le résultat d'une imprudence ou d'un défaut de surveillance, que d'un cas fortuit proprement dit », et c'est sur ce motif qu'est fondée, en matière de louage, la règle d'après laquelle le preneur ne cesse pas d'être responsable vis-à-vis du bailleur, par cela seul qu'il est établi que la destruction des lieux loués est le résultat d'un incendie (V. *Rép.* v° Louage, n° 364). — Il a été décidé, conformément à ces principes : 1° que l'incendie ne peut être considéré comme constituant en lui-même un cas de force majeure, encore que la cause n'en soit point connue (Civ. cass. 23 août 1858, aff. Coindre, D. P. 58. 1. 359) ; 2° que le fait d'un incendie survenu par la rupture d'un tuyau de cheminée n'est pas un de ces événements fortuits que l'on ne puisse prévoir (Besançon, 18 janv. 1888, aff. Caisse, D. P. 88. 2. 230).

8. La maladie, comme on l'a vu au *Rép.* n° 4 et 9, a toujours été regardée comme un cas de force majeure ; à plus forte raison, doit-il être en de même d'une épidémie. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'existence d'une épidémie de fièvre typhoïde dans la ville où il s'est engagé à aller donner des représentations, constitue, pour un artiste dramatique, un obstacle de force majeure emportant résiliation de son engagement (Trib. civ. de la Seine, 17 avr. 1869, aff. Letellier, D. P. 69. 5. 224). En pareil cas, le directeur du théâtre ne saurait fonder sa réclamation de dommages-intérêts pour inexécution du contrat sur ce que son théâtre serait resté ouvert, s'il n'en a été ainsi que sur un ordre de l'autorité agissant en vue de ne pas augmenter les alarmes de la population (Même jugement). On ne saurait prétendre, en effet, que les risques auxquels expose la présence dans une ville où règne une épidémie se trouvent compris dans un contrat conclu avant que le fléau se soit produit ; le consentement n'a été donné, évidemment, qu'en vue d'une exécution devant avoir lieu dans les conditions ordinaires. De même, la désorganisation des chantiers par suite d'une

invasion accidentelle de petite vérole peut être considérée comme un cas de force majeure suffisant pour motiver, de la part de l'entrepreneur, une demande en résiliation de son marché (Cons. d'Et. 7 janv. 1876, aff. Hospices de Bordeaux, D. P. 79. 5. 427). — Mais le renchérissement de la main-d'œuvre par suite de fièvres qui sévissent à l'état endémique dans le pays, ne saurait être regardé comme un cas de force majeure dans le sens de l'art. 28 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866 (Cons. d'Et. 16 avr. 1886, aff. Chovelon, D. P. 87. 5. 455). En effet, quelque dommageable que ce fait soit pour l'entrepreneur, il ne doit pas être considéré comme un cas de force majeure, alors que cet entrepreneur devait le prévoir et en tenir compte dans ses combinaisons.

De même, l'état de maladie ou de démence n'est pas un cas de force majeure de nature à relever le breveté de la déchéance qu'il a encourue par son retard à payer les annuités dues pour l'obtention de son brevet (Civ. rej., 16 mars 1864, aff. Wild, D. P. 64. 1. 158-159). C'est là, dit cet arrêt, un de ces accidents qui peuvent être prévus, contre lesquels doivent être prises les précautions que conseille à chacun le soin vigilant de ses intérêts, et qui, dès lors, ne constituent pas dans le sens légal des événements ou des obstacles de force majeure.

9. Parmi les faits de l'homme qui produisent les cas de force majeure, l'un des plus fréquents est le *fait du prince* (*Rép.* n° 3 et 8). « On entend par là, dit M. Laurent (*Principes de droit civil français*, t. 16, n° 261), les commandements ou les défenses de l'autorité supérieure auxquels les particuliers doivent obéissance... Le fait du prince peut résulter de la loi qui, dans les temps modernes, a pris la place de la volonté du souverain ». Ainsi l'interdiction d'un journal par arrêté du général commandant l'état de siège doit être considérée comme constituant un fait du prince ou de force majeure (Lyon, 23 avr. 1874, aff. Fournier, D. P. 75. 2. 37). En conséquence, l'inexécution des engagements contractés par les propriétaires du journal ainsi interdit envers un fermier d'annonces ne donne pas à ce dernier le droit de leur réclamer des dommages-intérêts (Même arrêt). Cependant il a été jugé en sens contraire que la résiliation du traité conclu pour la régie des annonces d'un journal demandée comme conséquence d'une décision administrative qui supprime ce journal, n'a pas pour cause un cas de force majeure, et doit, par suite, être prononcée contre le gérant du journal avec dommages-intérêts au profit du fermier des annonces (Trib. Seine, 23 févr. 1867, aff. Duboscq, D. P. 67. 3. 30). Sauf à modérer le chiffre de ces dommages-intérêts, en considération de ce que le fermier, ayant prévu dans son

(1) (De Félix C. Sautel.) — La cour ; — Attendu qu'en exécution d'une convention verbale du 4 févr. 1876, de Félix a livré à Sautel 525 grammes de graines de vers à soie, cocons jaunes, race milanaise, que ce dernier devait faire éclore et élever ; — Attendu qu'il fut convenu que, si l'éducation ne donnait pas de produit, aucun prix ne serait dû à de Félix pour la graine livrée ; que si elle réussissait, au contraire, le prix de l'once, soit 25 grammes, serait de 25 fr. au cas où elle aurait donné 30 kilogrammes de cocons ou plus ; que si la production des cocons était de moins de 30 et de plus de 5 kilogrammes, le prix serait déterminé par le nombre de kilogrammes produits au-dessus de cinq, en sorte que le prix de graine ne pouvait dépasser en aucun cas 25 fr. si la production n'était que de 6 kilogrammes ; — Attendu qu'il ne fut rien stipulé pour le cas où, par suite d'un accident de force majeure, la graine remise à Sautel viendrait à être perdue ; — Attendu qu'en cet état des faits et au cours de l'éducation, une gelée a eu lieu les 13 et 14 avril, qui a détruit en grande partie la feuille du mûrier dans la région où se faisaient les éducations de Sautel ; que cet événement fortuit rendant absolument impossible l'éducation de la quantité de graines acceptées par les propriétaires en vue de la production normale de la feuille de mûrier dans le pays, Sautel fut obligé de jeter les vers produits par 225 grammes de graines, et ne continua l'éducation que de ceux produits par les 300 grammes de graines restantes ; — Attendu que, pour suffire à cette éducation restreinte, Sautel dut acheter de la feuille de mûrier dans des proportions assez considérables, mais que, quelques soins qu'il y ait apportés, elle ne donna aucun produit ; — Attendu que le 2 et le 4 mai, il avisa de Félix de cette situation ; — Attendu que de Félix demanda, à titre de dommages-intérêts, le paiement d'une somme de 2000 fr. en représentation du préjudice qu'il a éprouvé pour l'inexécution de la part de Sautel de ses engagements ; —

Attendu, en ce qui touche les 300 grammes de graines dont l'éducation a été conduite jusqu'au bout, et qui n'ont donné aucun résultat, que Sautel ne doit rien, puisqu'il avait été expressément convenu que le prix de la graine livrée ne serait dû qu'au cas où il aurait un produit supérieur à 5 kilogrammes de cocons par once ; — Attendu qu'aucune faute n'a été commise par Sautel, qui a apporté tous les soins d'un bon père de famille à l'éducation dont il était chargé ; — En ce qui touche les 225 grammes de graines dont les vers ont été jetés : — Attendu que ce fait a été déterminé par l'impossibilité de pourvoir à leur nourriture ; que cette impossibilité est le résultat d'un cas fortuit : la gelée du 13 et du 14 avril ; que cette gelée ayant détruit la feuille, Sautel a fait en s'en procurant à prix d'argent dans les environs, sur les points épargnés, tout ce qu'on pouvait lui demander et même au delà, car il est manifeste qu'il n'avait traité avec de Félix qu'en vue de sa propre récolte et qu'il se trouvait astreint par une obligation moins étroite que l'industriel non propriétaire de feuilles de mûrier qui prend de la graine à éducation ; — Attendu qu'on ne saurait dire que la graine a péri pour Sautel qui l'avait achetée, car la vente étant subordonnée à une condition qui ne s'est point réalisée, la transmission de propriété ne s'est point opérée ; qu'on ne saurait davantage prétendre qu'en équité Sautel doit supporter une partie de la perte, car si l'accident fortuit de la gelée a fait perdre les vers dont la propriété était à de Félix, il a causé un préjudice plus grand à Sautel en le privant de sa feuille, et en annulant les dépenses déjà faites ; — Adoptant, au surplus, les motifs du premier juge non contraires ; — Confirme le jugement rendu le 22 mars 1877 par le tribunal civil de Largentière.

Du 28 janv. 1878. — C. de Nîmes, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Gouazé, 1<sup>er</sup> pr. Roussellier, av. gén. — Manse et Gauger, av.

contrat le cas de suspension temporaire du journal, a dû prévoir également l'éventualité d'une suppression (Même jugement).

10. En matière de travaux publics et de voirie municipale, les actes de l'autorité peuvent aussi souvent constituer des cas de force majeure. C'est ainsi qu'il a été décidé qu'en cas de vente, par une ville, de terrains destinés, d'après les plans annexés aux actes de vente, à être traversés par un système de voies publiques devant assurer la prospérité du quartier à former sur les terrains vendus, la suppression de ces voies ou de quelques-unes d'elles, par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique, prononcée, notamment, pour l'établissement d'une gare de chemin de fer, constitue un événement de force majeure dont l'effet est d'affranchir la ville vendeuse de toute responsabilité envers ses acquéreurs, à raison des changements apportés par les nouveaux travaux à la situation des lieux telle qu'elle résultait des plans arrêtés lors des ventes (Civ. cass. 17 févr. 1863, aff. Chemin de fer de Lyon et Ville de Lyon, D. P. 63. 1. 93). Et les changements dont il s'agit doivent être réputés avoir eu lieu par suite d'expropriation forcée, quoique les voies publiques dont la suppression était devenue nécessaire pour l'exécution des nouveaux travaux, aient été, de la part de la ville, l'objet d'une cession amiable, si cette cession a été suivie d'un jugement d'expropriation, sans lequel elle ne pouvait pas avoir un caractère définitif (Même arrêt). En conséquence, les acquéreurs n'ont pas droit à des dommages-intérêts contre la ville, comme réparation du préjudice résultant de la dépréciation apportée par ces changements à leurs terrains et aux constructions qu'ils y ont élevées (Même arrêt). Ils sont également sans droit sur l'indemnité d'expropriation reçue par la ville, cette indemnité représentant uniquement la valeur des voies expropriées appartenant à la ville, et ne devant pas être confondue avec l'indemnité de dépréciation parfois accordée aux propriétaires de terrains laissés en dehors de l'expropriation (Même arrêt).

11. La mise en vigueur des lois qui, depuis un certain

nombre d'années, ont profondément modifié notre législation sur l'instruction primaire a donné lieu à l'application du principe de la résolution des engagements contractés par le fait de l'intervention de l'autorité. Jugé, notamment, à cet égard que l'arrêté préfectoral qui substitue un instituteur laïque à une institution congréganiste dans une école communale est un acte accompli par l'autorité administrative dans la plénitude de son indépendance (Civ. rej. 12 mars 1884, aff. Sœurs de Nevers, D. P. 84. 1. 381). Cet arrêté constitue un fait du prince ou un cas de force majeure qui résout les contrats par lesquels les communes ont confié aux congréganistes, pour un temps déterminé, la direction de leurs écoles avec la jouissance des bâtiments communaux affectés à leur habitation (Même arrêt). Par suite, les congrégations dont les membres ont été ainsi remplacés dans leurs fonctions d'instituteur ne peuvent, à raison de ce fait, prétendre à des dommages-intérêts de la part des communes, encore bien que les conseils municipaux aient émis le vœu de la substitution de l'enseignement laïque à l'enseignement congréganiste (Même arrêt). — Décidé également qu'en obligeant les départements à établir dans un délai de quatre ans une école normale destinée à former des instituteurs primaires, la loi du 9 août 1879 (D. P. 80. 4. 64) a rendu impossible l'exécution d'une convention intervenue entre un département et un particulier, sous l'empire de la loi de 1850, convention qui permettait au département d'envoyer ses élèves instituteurs dans un établissement privé. Cette impossibilité, qui résulte de la loi, constitue un cas de force majeure provenant du fait du prince et entraîne résolution de la convention sans dommages-intérêts pour l'établissement privé qui avait ainsi traité en vain avec le département. On prétendrait à tort, pour soutenir la demande en dommages-intérêts, que les parties ont prévu ou pu prévoir le cas de force majeure qui a mis obstacle à l'exécution de la convention, si cette prévision ne résulte ni des termes mêmes de la convention, ni des circonstances de la cause (Douai, 10 mai 1886) (1).

(1) (Marin, supérieur de la Société de Saint-Bertin, C. Préfet du Pas-de-Calais.) — La cour ; — Attendu que le département du Pas-de-Calais, usant de la faculté accordée par la loi du 15 mars 1850, pourvoyait au recrutement de ses instituteurs communaux en entretenant quarante élèves-maitres dans l'établissement de Saint-Louis, à Dohem, dépendant de la société de Saint-Bertin ; — Attendu qu'en 1877, le traité passé entre le département et l'établissement de Dohem se trouvant près de son terme, M. le préfet du Pas-de-Calais soumit au conseil général, dans sa session du mois d'avril, un projet de traité nouveau, portant sa signature et celle de l'abbé Marin, supérieur général de la société de Saint-Bertin et de l'établissement de Saint-Louis ; qu'aux termes de ce nouveau traité, le département fondait quarante-cinq bourses à 600 fr., devant procurer au moins soixante élèves-maitres, au lieu des quarante du précédent traité ; que la convention était faite pour une durée de neuf années, à partir du 9 oct. 1878 ; enfin, qu'il était spécialement indiqué que, l'obligation de recevoir vingt nouveaux boursiers imposant à l'établissement des dépenses élevées de construction et d'aménagements, le département s'engageait à payer, chaque année, jusqu'à l'expiration du traité, l'intérêt à 5 pour 100 du capital dépensé pour cet objet, mais seulement jusqu'à concurrence de 20000 fr. ; — Attendu que, après une vive discussion, le traité fut voté par le conseil général ; — Attendu que, deux ans après la signature de ce traité, parut la loi du 9 août 1879, qui obligea tous les départements à avoir, dans le délai de quatre années, une école normale suffisante pour assurer le recrutement des instituteurs communaux ; que, le département du Pas-de-Calais ayant obéi à la loi, M. le préfet avisa, le 3 juill. 1884, M. l'abbé Maria, qu'à l'expiration de l'année scolaire en cours, les pensionnaires du département cesseraient d'être entretenus à l'école de Dohem ; — Attendu que l'abbé Marin, soutenant que le traité était resté en vigueur, a demandé des dommages-intérêts à défaut d'exécution ; que le conseil général, saisi de la question, a décidé que le département continuerait à servir, jusqu'au 1<sup>er</sup> oct. 1887, les 1000 fr. d'intérêts par an prévus au traité ; mais qu'il a refusé tous dommages-intérêts pour la résiliation dudit traité ; — Attendu que l'abbé Marin a fait ajourner le département ; — Attendu que la force majeure a pour conséquence de dégager, sans dommages-intérêts, le débiteur qui se trouve dans l'impossibilité de remplir ses obligations ; que le fait du prince est incontestablement un cas de force majeure ; — Mais attendu que ce moyen ne peut être proposé par le débiteur que si le fait du prince survenu a rendu absolument impossible l'exécution du contrat ; qu'il ne suffirait point

que cette exécution ait été rendue plus difficile ou plus onéreuse, l'impossibilité seule permettant de porter atteinte aux conventions légalement formées entre les parties ; — Attendu qu'il convient donc de rechercher si la loi du 9 août 1879, qui constitue, dans l'espèce, le fait du prince, a placé le département du Pas-de-Calais dans l'impossibilité d'envoyer à l'avenir ses élèves-maitres suivre les cours normaux dans l'établissement de Dohem, ainsi qu'il s'y était obligé ; — Attendu que, sous l'empire de la loi du 15 mars 1850, art. 35, les départements, obligés de pourvoir au recrutement des instituteurs communaux, avaient la faculté d'entretenir les élèves-maitres destinés à ce recrutement, soit dans les établissements d'instruction primaire fondés et entretenus par des particuliers ou des associations et dans lesquels ils suivaient des cours normaux, soit aussi dans l'école normale que le département pouvait établir à cet effet ; — Attendu que la loi du 9 août 1879, due à l'initiative de M. Paul Bert, a précisément pour but de retirer au département cette option entre les cours normaux et l'école normale ; qu'elle veut qu'à l'avenir chaque département assure le recrutement de ses instituteurs communaux par le moyen d'une école normale primaire, qui sera installée dans le délai de quatre années ; que l'esprit de ladite loi, qui apparaît clairement dans les discussions qui en ont précédé le vote à la Chambre des députés et au Sénat, n'est autre que de prendre exclusivement dans les écoles normales les instituteurs communaux ; qu'il suit de là qu'en supprimant les cours normaux, et en rendant obligatoire pour le département la création d'une école normale, la loi, le fait du prince, a nécessairement annulé le traité invoqué par l'abbé Marin ; — Attendu que l'on soutiendrait vainement que la loi de 1879 n'a pas rendu impossible pour le département l'exécution de ce traité ; que le département peut, en même temps, obéir à la loi en construisant une école normale et satisfaire à ses obligations en continuant à entretenir quarante-cinq bourses à l'établissement Saint-Louis ; — Attendu que cette prétention ne saurait être accueillie ; qu'en effet, les quarante-cinq bourses entretenues à Saint-Louis et obligatoires pour le département s'appliquent à l'entretien d'élèves-maitres destinés au recrutement des instituteurs communaux, qui, désormais, aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi précitée, doit être assuré par l'école normale ; qu'il y a donc impossibilité pour le département du Pas-de-Calais d'exécuter la convention après les quatre années accordées par la loi pour la création de l'école normale ;

Attendu que l'abbé Marin prétend encore que l'événement de force majeure invoqué par le département était prévu par toutes les parties, et que le débiteur l'a pris en charge au moment de

12. L'ordre d'un supérieur doit aussi être considéré comme rentrant dans le fait du prince et suffit, à lui seul, pour délier l'inférieur de toute obligation. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'opposition qu'un ecclésiastique rencontre chez son évêque à la publication d'un ouvrage pour l'édition duquel il a traité avec un libraire, peut constituer un obstacle de force majeure entraînant résiliation du contrat sans dommages-intérêts (Trib. com. de Nantes, 3 nov. 1856, aff. Palmé, D. P. 67. 3. 22). Spécialement, le libraire est mal fondé à contester l'effet légal d'un tel obstacle, lorsque, eu égard à sa spécialité d'éditeur d'ouvrages religieux, il n'a pu supposer que le contrat devrait s'exécuter malgré le refus d'autorisation de l'autorité diocésaine (Même jugement). Toutefois, une indemnité peut lui être due s'il justifie de quelque perte relativement aux dépenses faites en vue de l'édition de l'ouvrage (Même jugement).

13. Mais pour que le fait du prince produise l'extinction de l'obligation, il faut que la loi ou les décisions de l'autorité supérieure rendent complètement impossible l'exécution même de l'obligation; il ne suffit pas qu'elles en rendissent seulement l'exécution plus onéreuse (Req. 27 janv. 1875, aff. Société *Young's Paraffin and mineral Oil*, D. P. 75. 1. 264. Conf. Demolombe, *op. cit.*, n° 556). La jurisprudence a fait de nombreuses applications de ce principe. Ainsi, il a été jugé qu'une mesure qui rentre dans le domaine constitutionnel de l'un des pouvoirs publics, et répond à des nécessités prévues (par exemple, l'augmentation du contingent militaire), ne peut être considérée comme un événement fortuit (Civ. cass. 11 mars 1856 et Civ. rej. 2 avr. 1856, cités *supra*, n° 2). De même, l'arrêté ministériel qui rend l'exécution d'une convention moins avantageuse et même dommageable, mais non impossible, ne peut être considéré comme un cas de force majeure emportant résolution de cette convention (Req. 15 févr. 1859, aff. Chemin de fer de l'Est, D. P. 59. 1. 353). De même encore, le traité par lequel une compagnie de chemin de fer a concédé à un expéditeur des avantages, même considérables, doit être maintenu, bien qu'un arrêté postérieur du ministre des travaux publics portant interdiction, pour l'avenir, de semblables traités, ait déclaré que, pour les traités déjà faits, le bénéfice devra en être étendu, tant qu'ils existeront, à tous autres expéditeurs ou entrepreneurs de transport (Même arrêt). Jugé aussi que les modifications subies par une compagnie de chemin de fer par l'effet d'événements politiques et de force majeure doivent également être supportées par les créanciers de la compagnie comme par la compagnie elle-même; il en est ainsi notamment du fait de l'établissement d'un impôt qui, postérieurement à l'émission d'obligations, est venu réduire le montant des coupons afférents à celle-ci (Paris, 2 mars 1870, aff. Chemins de fer romains, D. P. 70. 2. 107).

On ne peut davantage invoquer comme un cas de force majeure, pour ne pas exécuter une obligation, la simple

la convention; — Attendu que le débiteur peut se charger des événements de force majeure prévus et imprévus, qui pourraient empêcher l'exécution du contrat; qu'il doit, dans cette hypothèse, qui constitue un véritable contrat d'assurance, payer au créancier les dommages-intérêts résultant de l'inexécution des ses obligations; — Mais attendu que cette prise en charge, qui engendre pour le débiteur une obligation nouvelle et en dehors de celles qui naissent du contrat, ne se présume pas, et que le créancier qui l'invoque doit en rapporter la preuve; — Attendu que le traité du 23 avr. 1877 est absolument muet sur ce point et ne contient aucune clause spéciale à la garantie prétendue; qu'il faut donc rechercher en dehors du contrat, et démontrer outre et contre son contenu l'intention des parties et l'obligation tacitement prise par le débiteur; — Attendu qu'il n'est pas douteux que les parties contractantes ont pu prévoir la promulgation d'une loi qui viendrait obliger le département à construire une école normale primaire avant l'expiration de la convention; mais que cette prévision ne suffit pas pour renverser les règles du droit commun, qui dégagent le débiteur, et pour mettre des dommages-intérêts à sa charge; — Attendu que l'on soutient, à la vérité, que la preuve de la prise en charge du cas fortuit résulte des discussions qui ont précédé, au conseil général, le vote du traité, et dans lesquelles l'un des membres de la minorité, précisant les obligations du département, disait : « Quand interviendra une loi sage qui imposera à tous les départements la création d'une école normale, le Pas-de-Calais devra payer des dommages-intérêts pour la résiliation de son traité, et abandon-

ner des constructions qu'il aura payées »; que, d'après l'appelant, le vote du traité ainsi précisé démontre suffisamment que, dans l'intention des parties, le département entendait bien se charger du cas fortuit, et, quoi qu'il advint, tenir ses obligations ou payer des dommages-intérêts; — Attendu qu'en admettant que l'engagement puisse résulter des discussions susvisées, il n'appert de la lecture du rapport que le conseil général ne partageait pas à l'unanimité l'opinion ci-dessus exprimée; que la majorité ne songeait à payer aucuns dommages-intérêts pour la rupture du traité; que l'un de ses membres s'exprimait ainsi à ce sujet : « Quand même il interviendrait une loi sur les écoles normales, le traité devra être maintenu, c'est un traité ferme. Le Gouvernement pourra bien faire une école normale dans le Pas-de-Calais, s'il le juge convenable, mais il ne saurait imposer au département l'obligation d'en supporter la dépense »; — Attendu qu'il y aurait donc pour le moins doute, et que le doute doit s'interpréter en faveur de l'obligé; — Attendu, en conséquence, que, si l'abbé Marin a pu être amené à cette conviction que le département était tenu d'exécuter ses obligations à peine de dommages-intérêts, il résulte de toutes les constatations prises ci-dessus, que la rupture du traité a été le résultat d'un cas de force majeure qui en a rendu l'exécution impossible, et qu'il n'est nullement établi que le département a pris charge de cet événement;

14. Il faut, d'ailleurs, pour que la partie qui se prétend lésée puisse exciper du fait du prince, comme constituant un cas de force majeure de nature à l'exonérer de toute responsabilité, que ce fait n'ait pas été déterminé par une faute qui lui soit imputable (V. Demolombe, *op. cit.*, n° 557). C'est ainsi qu'il a été décidé, en matière de presse, avant la loi du 11 mai 1868 (D. P. 68. 4. 52), que la suppression d'un journal par décret rendu en vertu de l'art. 32 de la loi du 17 févr. 1852, ne doit pas être considérée comme constituant un fait de force majeure ou un fait du prince, s'il est déclaré que c'est le propriétaire du journal qui l'a provoquée et déterminée, soit en ne tenant pas compte des avertissements antérieurs à cette suppression, soit en publiant l'article dont elle a été la conséquence immédiate (Req. 17 nov. 1868, aff. Villetard, D. P. 69. 1. 126). Et les juges qui font une telle déclaration, pour statuer sur une contestation de pur intérêt privé, sont réputés se borner à une simple appréciation de l'influence du décret de suppression sur les rapports privés des parties, sans avoir à l'approuver ou à l'improver, et, par suite, ne sortent pas des limites de leur compétence (Même arrêt). En conséquence, l'inexécution des engagements contractés envers un fermier d'annonces par le propriétaire du journal ainsi supprimé soumet ce dernier à des dommages-intérêts (Même arrêt). De même, le refus de l'administration de donner son agrément à un contrat qui y était subordonné ne constitue pas un fait du prince ou de force majeure pour celui des contractants à la faute duquel il est imputable (Req. 10 nov. 1858, aff. Lory, D. P. 59. 1. 79). Et spécialement, lorsque des engagements de travailleurs libres ont été déclarés nuls par l'autorité supérieure coloniale, comme faits dans un lieu interdit (la côte orientale d'Afrique), celui qui s'est livré à ces recrutements illicites ne peut faire considérer l'annulation comme un cas de force majeure emportant résiliation de la cession par lui faite à des tiers des engagés ainsi recrutés : il reste tenu de l'exécution de la cession, sous peine de dommages-intérêts (Même arrêt). V. *infra*, Organisation des colonies. — Jugé également en ce sens que, lorsque la location d'un théâtre a été stipulée payable par semestre et non par année, l'entrepreneur de spectacles, s'il se trouve privé de sa salle par l'effet de réquisi-

tion d'un acte de l'autorité publique qui rendrait cette exécution impossible (Paris, 15 déc. 1865, aff. Hospices de Paris, D. P. 67. 2. 176).

Par ces motifs; — Confirme, etc.  
Du 10 mai 1886. — C. de Douai, 1<sup>re</sup> ch. — MM. Mazeaud, pr.-de Savignon, av. gén.-Paris (du barreau d'Arras) et Merlin, av.



tions de l'autorité publique, à l'entrée du semestre d'hiver, n'en doit pas moins le loyer stipulé pour le semestre d'été; vainement il exciperait de ce que les entreprises de spectacles ne donnent des résultats fructueux que pendant la saison d'hiver (Trib. civ. Lyon, 1<sup>er</sup> févr. 1871, aff. Terme, D. P. 71. 3. 103).

15. La question s'est posée, en matière de douane, de savoir si l'élévation des droits de douane constitue un cas de force majeure de nature à influencer sur la validité et l'insistance des marchés à terme contractés entre particuliers; elle a été traitée *suprà*, v° *Douanes*, n° 77. Outre les arrêts cités *ibid.*, il a été jugé: 1° que l'augmentation des droits de douanes n'est pas un cas de force majeure devant amener la résolution du contrat, surtout si elle était prévue par les parties (Alger, 27 nov. 1872, aff. Moutte, D. P. 77. 5. 459); — 2° Que le vendeur qui s'est engagé à livrer la marchandise « franco de port » ne peut demander la résiliation du marché à raison de l'élévation survenue, depuis la vente, dans le montant des droits de douane, alors que cette élévation, prévue par les parties, devait, dans leur intention commune, rester exclusivement à sa charge (Req. 27 janv. 1875, cité *suprà*, n° 13).

16. La guerre a toujours été considérée comme pouvant faire naître dans maintes circonstances des cas de force majeure de nature à influencer sur l'exécution des obligations. A cet égard, les événements de 1870-71 ont donné lieu à de nombreuses décisions de jurisprudence. C'est ainsi qu'il a été jugé: 1° que les événements (tels que l'investissement d'une ville et l'encombrement des gares) qui mettent l'une des parties contractantes dans l'impuissance d'exécuter ses engagements à la date convenue constituent des cas de force majeure, alors que la partie ainsi empêchée a fait tous ses efforts pour prévenir cette impuissance et en conjurer les effets (Req. 7 mai 1872, aff. Mutet, D. P. 72. 1. 456); — 2° Que les actes de l'autorité publique portant réquisition des blés et farines dans une ville assiégée, et prescrivant aux détenteurs d'en faire la déclaration dans les quarante-huit heures, doivent être considérés comme constituant, dès le moment où, en fait, ils ont été publiés, un cas de force majeure rendant impossible l'exécution des marchés dont ces denrées ont été l'objet (Req. 21 févr. 1876, aff. Miston, D. P. 77. 1. 367); ... sans qu'il y ait à rechercher si lesdits actes avaient pu être regardés comme promulgués et publiés dans la ville dont il s'agit, d'après les dispositions qui régissent la matière, antérieurement à l'expiration du délai accordé au vendeur pour effectuer la livraison (Même arrêt). Conf. Req. 7 mai 1872, précité, et Trib. com. Nantes, 28 janv. 1871, cité *infra*, n° 29; — 3° Que les événements de 1870-71 ont constitué pour une entreprise de travaux publics à exécuter pour le compte de la Ville de Paris un fait de force majeure, et que, par suite, l'entrepreneur n'est pas fondé à demander une indemnité pour la suspension des travaux qui a eu ces événements pour cause (Cons. d'Et. 9 déc. 1887, aff. Assistance publique, D. P. 88. 5. 497. — Conf. Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Vernaude, D. P. 85. 3. 7).

17. L'état de guerre, a-t-on dit au Rép. n° 40, ne peut constituer la force majeure que pour le temps même de sa durée, pourvu néanmoins que tous ses effets médiats ou immédiats aient disparu. Ainsi la violence faite par l'ennemi aux habitants d'une commune frappée de réquisition, et qui constitue un cas de force majeure, doit être considérée comme n'ayant pas cessé, même après l'évacuation du territoire, alors que l'ennemi a retenu les otages qu'il avait pris pour assurer le versement des sommes dont il avait exigé le paiement (Civ. cass. 22 juin 1877, aff. Commune de Solesmes, D. P. 77. 1. 321).

18. Mais l'état de guerre ne peut entraîner la résiliation d'un marché lorsqu'il a eu seulement pour effet d'en rendre l'exécution plus difficile. En d'autres termes, la force majeure ne doit être prise en considération qu'autant qu'elle implique une véritable impossibilité, et non pas seulement une difficulté plus ou moins grande d'agir (V. *suprà* n° 2). Décidé à cet égard: 1° que le raffineur de sucre qui s'était engagé en mai 1870, à Paris, à fournir une certaine quantité de pains de sucre livrables mensuellement jusqu'à la fin de l'année, n'a pu se prévaloir, pour s'exonérer des livraisons d'octobre et de novembre, de ce que l'investissement de Paris par les armées allemandes ne

lui a pas permis de recevoir les produits de la nouvelle récolte de betteraves et d'autres substances employées par son industrie, si, en fait, il est resté suffisamment pourvu pour continuer sa fabrication (Trib. com. Seine, 7 déc. 1870, aff. Bachoux, D. P. 70. 3. 116). L'existence d'autres engagements auxquels il devra satisfaire plus tard ne saurait légitimer le refus d'un fabricant de disposer, pour l'exécution du marché conclu avec l'un de ses acheteurs, des marchandises qu'il possède en magasin, alors même que la continuation de sa fabrication se trouverait à ce moment entravée par suite de la guerre (Même jugement). Spécialement, le fabricant qui avait pris, à Paris, avant le siège de 1870, l'engagement de faire à un commerçant de la même ville certaines livraisons tombant à échéance durant l'investissement, n'a pu prétendre réserver les marchandises existant dans ses magasins pour l'exécution de marchés conclus avec sa clientèle de province (Même jugement); — 2° Que le fabricant qui, pendant la guerre de 1870, s'est engagé à livrer à époques fixes, certaines quantités de produits manufacturés, n'est pas fondé à invoquer, comme force majeure de nature à le délier de cet engagement, l'occupation par les armées ennemies du pays où est située sa manufacture, alors que cette occupation, qu'il a pu prévoir, a, en fait, rendu non pas impossible, mais seulement plus difficile, la continuation de la fabrication (Trib. com. Rouen, 27 mars 1871, aff. Rungeard, D. P. 71. 3. 54); — 3° Que le marchand, qui, en mai 1870, s'était chargé de livrer des blés dans Paris au mois de septembre suivant, n'a pu invoquer, pour justifier son inexécution du contrat, le blocus auquel la ville de Paris s'est trouvée soumise à partir du milieu de septembre, toutes facilités ayant existé pour lui d'effectuer dès les premiers jours du mois une livraison que la prudence lui faisait une obligation de devancer plutôt que de différer (Trib. com. Seine, 2 janv. 1871, aff. Way, D. P. 71. 3. 17); — 4° Qu'un vendeur ne peut se prévaloir, pour échapper à l'exécution du contrat, d'un cas fortuit ou de force majeure, tel que l'investissement de Paris, qui a rendu impossible la livraison des marchandises vendues, s'il est établi qu'il aurait pu les expédier antérieurement, et que, s'il ne l'a pas fait, c'est par suite d'une faute qui lui est imputable (Req. 19 nov. 1872, aff. Say, D. P. 73. 1. 215); — 5° Que l'événement, tel qu'une guerre, qui n'a pas empêché un commerçant de continuer son entreprise, mais l'a obligé seulement à en restreindre les opérations, ne peut être considéré comme une force majeure entraînant la résolution, sans dommages-intérêts, des contrats de louage d'ouvrage passés antérieurement entre lui et ses employés. Dès lors, le patron qui prend prétexte des changements apportés par cet événement à la marche de ses affaires pour renvoyer quelques-uns de ses employés, doit payer à ceux-ci le dédit qui a été stipulé pour le cas de renvoi anticipé (Nancy, 14 juill. 1871, aff. Ferlin, D. P. 71. 2. 158). Toutefois, quant aux appointements courus qui leur sont dus en outre de cette indemnité, il y a lieu d'en réduire le chiffre, en égard à l'inaction relative à laquelle ces employés ont été condamnés par la diminution des affaires (Même arrêt); — 6° Que le trouble qu'un événement tel que l'invasion de départements par une armée ennemie a causé dans un pays de fabrication, s'il n'a fait que restreindre les affaires sans les interrompre complètement, ne constitue pas un cas de force majeure de nature à délier les fabricants des marchés qu'ils ont contractés avec des tiers pour des fournitures de services se rapportant à leur industrie (Rouen, 19 mai 1871, aff. Loyer, D. P. 71. 2. 170). Par suite, le manufacturier qui avait, avant l'événement, fait marché avec un voiturier pour l'exécution de tous les transports de sa fabrique durant un temps déterminé, en lui garantissant un chiffre de recettes minimum par mois, doit, quoiqu'il ne l'ait pas occupé et que même il ait fermé son établissement, être condamné à lui payer la rémunération promise, si, d'ailleurs, c'est sans nécessité et sans être imité par ses confrères qu'il a mis son établissement en chômage (Même arrêt). Il en est ainsi alors surtout que le voiturier a fait des frais pour être en mesure de remplir son engagement, et qu'il n'a pas cessé de se tenir à la disposition du manufacturier pendant le temps pour lequel il lui avait loué ses services (Même arrêt); — 7° Que, d'une manière générale, les difficultés provenant de la guerre et de l'invasion, les interruptions partielles de fait

ou de droit dans les communications, ne dégagent point l'acheteur de ses engagements, si elles ne l'ont pas mis dans l'impossibilité absolue de prendre livraison des marchandises; qu'en conséquence, il peut être condamné à des dommages-intérêts représentant la perte causée au vendeur par l'inexécution du marché (Civ. rej. 19 nov. 1873, aff. Barotte, D. P. 74. 1. 200); — 8° Que le locataire qui, ayant dû s'attendre, en quittant Paris en septembre 1870, avant l'investissement par les armées allemandes, à se trouver pendant un temps plus ou moins long dans l'impossibilité d'y rentrer, a négligé de donner par anticipation congé d'une habitation qu'il se proposait de quitter à une époque déterminée, ne peut prétendre faire accepter comme valable, sous prétexte de force majeure, le congé qu'il a donné lors de sa rentrée, à un délai plus court que celui stipulé dans le bail (Trib. civ. Seine, 11 juill. 1871, aff. d'Angre, D. P. 71. 3. 17); — 9° Que l'entrepreneur de spectacles dont le théâtre est situé dans une ville qui, durant la guerre de 1870, a été préservée des approches de l'ennemi, ne peut, alors que ses représentations ont été interrompues durant quelques jours à peine, prétendre qu'il y a force majeure justifiant son refus de payer le loyer dû au propriétaire du théâtre (Trib. civ. Lyon, 1<sup>er</sup> févr. 1871, cité *supra*, n° 13).

19. Décidé également: 1° que le marché consenti par un fabricant n'a pas été résolu par l'état de guerre survenu depuis, si, les travaux ayant été seulement rendus plus difficiles, ce fabricant a pu continuer l'exercice de son industrie dans des conditions plus ou moins défavorables (Lyon, 4 janv. 1872, aff. Lenoir, D. P. 72. 2. 225). Par suite, l'acheteur qui, à défaut de livraison dans le délai convenu, a dû s'approvisionner ailleurs, a droit à des dommages-intérêts pour le préjudice qu'il en a éprouvé à raison de la hausse des prix (Même arrêt). Et, à défaut d'exécution du marché dans le délai nouveau fixé par le juge, la résiliation doit être prononcée au profit dudit acheteur avec allocation d'une seconde indemnité (Même arrêt); — 2° Que les lois qui, à l'occasion de la guerre de 1870-1871, ont compris dans la garde nationale mobilisée, avec interdiction du remplacement, tous les jeunes gens appelés à l'armée active qui n'avaient pas encore servi, ne sauraient, bien qu'elles aient eu pour effet de diminuer considérablement le nombre des individus pouvant user du droit de se faire remplacer, être considérées comme ayant résilié par force majeure le contrat intervenu entre un agent de remplacement et un ancien militaire qui s'était mis à la disposition de celui-ci pour remplacer pendant la guerre, moyennant un prix fixé à l'avance, telle personne qui lui serait désignée (Angers, 23 févr. 1872, aff. Benaud, D. P. 72. 2. 185). Toutefois, les dommages-intérêts dus, en pareil cas, à l'ancien militaire dont les services ont été ainsi retenus pour la durée de la guerre et sont restés non employés, ne sauraient égaler la somme stipulée pour le cas où le service du remplacement aurait été réellement fait (Même arrêt); — 3° Que l'expéditeur qui a souscrit des acquits-à-caution pour le transport d'une certaine quantité d'alcools ne peut se soustraire à l'obligation de représenter les certificats de décharge propres à établir sa libération, sous le prétexte que le lieu de destination desdits alcools était occupé par l'ennemi, s'il est constaté que, malgré cette occupation, les préposés de la Régie avaient, dans une certaine mesure, continué l'exercice de leurs fonctions (Req. 13 août 1873, aff. Dehavay, D. P. 75. 1. 126).

20. Ce que nous avons dit de la guerre étrangère doit s'étendre aussi à tous les faits de révolution, d'émeute ou de guerre civile. C'est ainsi qu'il a été jugé que la révolution de Février 1848 doit être considérée comme un cas de force majeure (Civ. rej. 8 janv. 1856, aff. Têtu, D. P. 55. 1. 9). — L'insurrection de 1871 a donné aussi, sur le point qui nous occupe, lieu à un certain nombre de décisions. Jugé, notamment: 1° que la contrainte directement exercée contre un établissement de crédit par les agents de la commune insurrectionnelle de Paris et sous le coup de laquelle il a été obligé de leur remettre des fonds, constitue un cas de force majeure dont les conséquences sont à la charge de ceux qui les subissent, et ne peuvent engager la responsabilité de l'Etat (Cons. d'Et. 18 mai 1877, aff. Banque de France, D. P. 77. 3. 81); — 2° Que les actes de violence commis par les agents de la commune insurrectionnelle de Paris, en 1871,

constituant des faits de force majeure, le concessionnaire du marché n'est pas fondé à demander à la Ville une indemnité à raison des dégradations causées à son matériel, de la désorganisation des services et de l'emprisonnement de son directeur (Cons. d'Et. 4 févr. 1887, aff. Société parisienne de crédit, D. P. 88. 3. 69); — 3° Que, d'autre part, la Ville n'est pas fondée à réclamer le remboursement de sommes provenant des recettes du marché et saisies dans la caisse du concessionnaire chargé par son traité d'en opérer le remboursement (Même arrêt).

21. Il a été jugé qu'un négociant qui s'est engagé à livrer à un autre négociant des briquettes de charbon sans indication de provenance ne peut justifier un refus de livrer, en alléguant comme cas de force majeure un accident survenu à la chaudière de l'usine où il se fournit (Trib. com. Bruxelles, 20 janv. 1890, aff. de Page, D. P. 91. 3. 24). Décidé également que la grève relative à l'extraction de la houille ne peut être considérée comme un cas de force majeure dispensant le vendeur d'agglomérés de charbon de livrer les quantités promises (Même jugement); — Que dans certaines industries, notamment dans celle des charbonnages, la grève est un fait fréquent, facile à prévoir, et qui ne peut être considéré comme un cas fortuit ou de force majeure (Trib. civ. d'Hazebrouck, 18 janv. 1890, aff. Decroix, D. P. 91. 3. 24); que, par suite, le vendeur de houille ne saurait se dispenser de livrer les quantités qu'il s'est engagé à fournir, sous le prétexte de la grève survenue dans les houillères où il devait s'approvisionner; il est en faute de ne s'être pas assuré, par traité, pour la période de livraison, la possession des marchandises qu'il s'obligeait à livrer (Même jugement).

22. Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 11, la faillite n'est ni un événement de force majeure ni un cas fortuit (Rouen, 27 avr. 1873, aff. Descottes, D. P. 76. 2. 62-63); car elle ne présente pas les caractères d'une force supérieure à laquelle la volonté humaine soit absolument impuissante à résister, puisqu'elle peut généralement être évitée avec de la prudence et de la prévoyance. Par suite, elle ne délie pas le débiteur de la clause pénale stipulée pour le cas d'inexécution de son engagement (Même arrêt). Décidé, cependant, que le failli peut être déclaré excusable, s'il prouve que la faillite a été amenée soit par des événements de force majeure, soit par des circonstances dont la prudence ordinaire aurait pu difficilement prévenir le danger (Alger, 2 déc. 1850, aff. Gaffan, D. P. 54. 5. 373).

23. En matière de tutelle officieuse, l'adoption testamentaire n'est, aux termes de l'art. 366 c. civ., autorisée qu'au cas où le tuteur officieux vient à décéder avant la majorité du pupille. Toutefois il a été décidé que l'adoption testamentaire demeure valable lorsque des événements de force majeure (la guerre de 1870-71, dans l'espèce) ont seuls empêché le tuteur officieux d'accomplir avant son décès les formalités de l'adoption contractuelle (Paris, 8 août 1874, aff. Olivier, D. P. 75. 2. 54. V. *supra*, Adoption et tutelle officieuse, n° 76).

24. L'abordage n'est un cas de force majeure qu'autant que le capitaine du navire abordé prouve qu'il ne lui est imputable en aucune façon (Pau, 12 mars 1878, aff. Chambre de commerce de Bayonne, D. P. 80. 1. 401). (V. *supra*, v° Droit maritime, n° 1262).

25. — Constatation des circonstances de force majeure (Rép. n° 12 et 13).

25. Ainsi que nous l'avons vu au Rép. n° 12, les caractères du cas fortuit et de la force majeure sont appréciés souverainement par les juges. Décidé, en ce sens, d'une manière générale: 1° qu'en ce qui concerne l'appréciation tant du contrat que de la nature et de l'étendue des circonstances constitutives de la force majeure, le pouvoir des juges du fond est souverain (Req. 13 févr. 1872, aff. Gailard, D. P. 72. 1. 186-187); — 2° Que l'appréciation des juges du fond, constatant qu'aucun cas de force majeure n'a empêché le débiteur d'exécuter ses obligations, est souveraine et échappe à la censure de la cour de cassation (Req. 13 janv. 1874, aff. Compagnie de la Chazotte, D. P. 74. 1. 76. Conf. Req. 14 mai 1872, aff. Way, D. P. 73. 1. 78); — 3° Qu'il appartient au juge du fond de reconnaître et de constater l'existence du cas fortuit et de la force majeure, en

se livrant à une appréciation souveraine des faits et documents de la cause (Req. 22 déc. 1884, aff. Poussineau, D. P. 85. 1. 73). Jugé dans le même sens que lorsque la perte de marchandises est le résultat de l'affectation des voies ferrées au service militaire et de l'invasion des troupes ennemies, les juges du fond ont décidé souverainement que ces faits constituaient un cas de force majeure dont il n'avait pas été au pouvoir des compagnies de chemin de fer d'éviter les conséquences préjudiciables, et que, par suite, elles n'en pouvaient être responsables (Civ. rej. 19 août 1874, aff. Mencresson, D. P. 76. 5. 257).

Comme conséquence de cette doctrine, il a été décidé également que le moyen tiré de la force majeure, s'il n'a pas été proposé aux juges du fond, est irrecevable devant la cour de cassation, comme étant nouveau et mélangé de fait et de droit (Req. 16 mai 1887, aff. Plaisance, D. P. 87. 1. 265-266).

26. Mais si le juge a un pouvoir souverain d'appréciation pour constater l'existence des éléments des faits d'où peut résulter un cas de force majeure, il appartient à la cour de cassation d'apprécier la portée légale des faits relevés par les juges du fond comme constituant la force majeure (Civ. cass. 22 janv. 1877, aff. Commune de Solesmes, D. P. 77. 1. 321); de vérifier si les faits eux-mêmes sont de nature à entraîner les conséquences légales dérivant de la force majeure (Crim. cass. 29 févr. 1884) (1). Jugé, dans le même sens, que, s'il appartient souverainement au juge du fait de constater les circonstances qui ont mis le prévenu dans l'impossibilité d'obéir aux prescriptions de la loi, il est

réserve à la cour de cassation de reconnaître si ces circonstances présentent tous les caractères de la force majeure (Crim. rej. 28 févr. 1861, aff. Maisonneuve, D. P. 61. 1. 140).

3°. — Preuve de la force majeure ou du cas fortuit (Rép. n° 14).

27. Aux termes de l'art. 1302 c. civ., le débiteur qui se prétend libéré par la perte de la chose due « est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue »; c'est une application de la règle générale édictée par l'art. 1315, alin. 2, d'après lequel, « celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation ». — Jugé conformément à ces principes : 1° que le dépositaire qui s'est offert à recevoir le dépôt, doit, si les choses déposées lui ont été soustraites, établir pour sa libération que le vol est le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure (Trib. Caen, 13 janv. 1886, *supra*, v° *Dépôt-séquestre*, n° 25); — 2° Que le vol constituant un cas de force majeure, lorsqu'il a été accompli dans des circonstances excluant la faute de la personne à qui la garde de la chose était confiée, c'est au débiteur qui se prétend libéré par suite d'un vol à prouver ces circonstances (Civ. cass. 8 nov. 1881, aff. Heiriès, D. P. 82. 1. 54); — 3° Que c'est au débiteur qui se prétend libéré de son obligation par suite d'un incendie à prouver que cet incendie a eu lieu sans sa faute (Civ. cass. 23 août 1858, cité *supra*, n° 7); — 4° Qu'une compagnie de chemin de fer devant, pour s'exonérer de la perte des objets à elle confiés, prouver qu'elle est le résultat de la force majeure, ne peut se contenter d'établir qu'ils ont péri

(1) (Chenouard.) — Le 4 janv. 1884, jugement du tribunal de simple police du canton de Villeneuve-l'Archevêque, ainsi conçu : « Attendu que, suivant procès-verbal dressé le 14 septembre dernier, Avit-Lambert, garde particulier, constate que ledit jour, à midi, Chenouard, propriétaire à Villeneuve-l'Archevêque, accompagné de trois autres personnes restées inconnues, est entré et a passé dans diverses pièces de terre emblavées appartenant à Moreau, fermier au Trou-au-Renard, commune de Foissy; — Attendu que Chenouard excipe de la nullité dudit procès-verbal, tirée de ce qu'il n'a pas été affirmé dans les vingt-quatre heures, et cela en dehors de tout cas de force majeure qui aurait empêché l'accomplissement de cette formalité dans le délai légal; — Attendu, en droit, que l'affirmation est le serment prêté par un garde sur la sincérité du procès-verbal qu'il a rédigé; qu'elle est l'une des formes essentielles des procès-verbaux, dont l'inobservation emporte nullité; — Attendu qu'aux termes des art. 6 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791 et 11 de celle du 28 flor. an 10, le serment dont s'agit doit être fait soit devant les juges de paix ou leurs suppléants, soit devant les maires, et, en cas d'empêchement de la part de ceux-ci, devant leurs adjoints; que les délais dans lesquels cet acte doit, à peine de nullité, être reçu par l'un ou par l'autre des magistrats susdésignés, suivant les cas, ne sont point uniformes; qu'ils ont été fixés diversement dans de nombreuses législations spéciales, tantôt à vingt-quatre heures, tantôt à un jour plein, tantôt à trois jours, et que même certaines lois n'ont imposé aucun terme de rigueur aux agents chargés de constater les délits; mais que, spécialement en matière rurale, comme dans le cas qui nous occupe, le délai rigoureusement imparti est celui de vingt-quatre heures; qu'il serait encore permis d'invoquer, si besoin était, l'art. 1er du décret du 23 therm. an 4, ainsi conçu : « Les procès-verbaux des gardes champêtres et forestiers ne seront pas soumis à la formalité de l'enregistrement. Les gardes champêtres seront (seulement) tenus d'en affirmer la sincérité dans les vingt-quatre heures, devant le juge de paix ou l'un de ses assesseurs »; — Attendu, d'autre part, qu'il résulte de la jurisprudence constante de la cour suprême que les nullités de forme substantielles proposées contre un procès-verbal ne sont pas de simples nullités d'instruction et de procédure, mais qu'elles constituent, au contraire, des exceptions péremptoires qui tombent sur le titre même de l'action et tendent à l'anéantir, et qui, comme telles, peuvent être proposées en tout état de cause, même en appel; qu'elles sont, en un mot, des nullités d'ordre public; — Attendu, en l'espèce, que le procès-verbal dressé et clos le 14 sept. 1883 par le garde Moreau constate un fait de passage dans les récoltes d'autrui que Chenouard avait commis le même jour à midi, mais qu'il n'a été affirmé devant le premier suppléant du juge de paix, remplaçant le titulaire absent, que le 16 du susdit mois; qu'à la vérité le maire de la commune de Foissy, méconnaissant d'une étrange façon et le but et la portée de l'acte d'affirmation qu'il était appelé à recevoir, en conformité de l'art. 11 de la loi du 28 flor. an 10, a, le 15 septembre, à onze heures du matin, refusé son ministère au garde, en alléguant, sous forme de mention écrite au bas du procès-

verbal qui lui était présenté, que les faits relatés dans ledit document ne lui paraissaient nullement répréhensibles au point de vue pénal; qu'à la suite d'un pareil refus, il était du devoir du garde instrumentaire de se transporter immédiatement, soit chez l'adjoint de sa commune, soit chez le premier suppléant du juge de paix, pour satisfaire, en temps utile, aux prescriptions de la loi, ce qui lui était, non seulement possible, mais encore facile, eu égard à la distance qui sépare Foissy de Villeneuve-l'Archevêque; — Attendu que de ce qui précède il ressort qu'il est absolument inexact de prétendre que le garde Avit-Lambert s'est trouvé en présence d'un cas de force majeure qui aurait empêché l'affirmation dans le délai légal; d'où il suit que le procès-verbal dont il s'agit étant dénué de l'une des conditions propres à lui donner le caractère d'une preuve légale, il échet de faire droit aux conclusions de la défense tendant à l'annulation du titre même de la poursuite; — Attendu enfin que l'exception de nullité ci-dessus admise par le tribunal le dispense d'examiner le fond du litige; — Par ces motifs; — Déclare nul et non avenu ledit procès-verbal; — Relaxe, etc. ». — Pourvoi en cassation par le ministère public.

LA COUR; — Attendu que le jugement attaqué a relaxé le contrevenant par le motif que le procès-verbal constatant la contravention était nul pour n'avoir point été affirmé dans le délai légal, bien qu'il ne fût justifié d'aucun empêchement de force majeure; — Attendu que, si le juge saisi de la prévention a un pouvoir souverain pour constater l'existence des éléments de fait dont pouvait résulter un cas de force majeure, il appartient à la cour de cassation de vérifier si ces éléments de fait sont de nature à entraîner les conséquences légales, qui dérivent de la force majeure; — Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que le procès-verbal, ayant été dressé le 14 sept. 1883, à midi, le garde particulier, qui l'a rédigé, s'est présenté le 15, à onze heures du matin, par conséquent avant l'expiration du délai de vingt-quatre heures, devant le maire de Foissy, qu'il a requis de recevoir son affirmation, et que ce fonctionnaire s'y est refusé; — Attendu qu'à la suite de ce refus du maire présent, le garde rédacteur ne pouvait légalement s'adresser, ainsi que suppose le jugement attaqué, à l'adjoint, évidemment sans pouvoir pour reviser cette décision; — Attendu que, par la démarche qu'il avait ainsi faite auprès du fonctionnaire chargé de recevoir son affirmation, le garde s'était mis en règle vis-à-vis des prescriptions de la loi, et que le refus qui lui avait été opposé constituait un cas de force majeure; — Attendu que cette tentative infructueuse a évidemment ouvert un nouveau délai pour l'accomplissement de la formalité, et que le garde, en se transportant, dès le jour du refus du maire, au chef-lieu du canton, et en offrant au juge de paix d'affirmer son procès-verbal, a complètement rempli son devoir; — D'où il suit qu'en déclarant dans ces circonstances le procès-verbal entaché de nullité faute d'affirmation régulière, le jugement attaqué a méconnu les conditions légales de la force majeure et violé la loi due au procès-verbal; — Casse, etc.

Du 29 févr. 1884. — Ch. crim. — MM. Baudouin, pr. — Gast, rap. — Rous-sellier, av. gén.

dans un incendie; elle doit justifier, en outre, que cet incendie est le résultat d'un fait purement fortuit, ou au moins qu'il n'a pu avoir pour cause une faute, une imprudence ou une négligence de sa part (Req. 3 juin 1874, aff. Gaignière, D. P. 76. 1. 371); — 5° Que le débiteur d'une somme supérieure à 150 francs qui ne représente pas la preuve littérale de sa libération, ne peut être admis à en faire la preuve par témoins qu'en offrant au préalable de prouver l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure le plaçant dans l'impossibilité de représenter sa quittance (Req. 9 janv. 1888, aff. Groz, D. P. 88. 1. 487). Et la simple allégation de l'existence de cette quittance dans les minutes d'un notaire et du refus par celui-ci d'en délivrer une expédition, alors qu'elle n'est pas appuyée d'une offre de preuve et que la partie n'a pas usé des ressources mises à sa disposition par les art. 839 et suiv. c. proc. civ., ne saurait obliger le juge à statuer sur l'existence du cas de force majeure (Même arrêt. Comp. Alger, 2 déc. 1850, cité *supra*, n° 22).

28. Mais le cas fortuit qui a déterminé la perte de la chose a pu être précédé ou accompagné d'une faute sans laquelle cette perte aurait été peut-être évitée. En pareil cas, c'est au créancier à établir la négligence ou l'imprudence du débiteur. En effet, comme le dit M. Laurent (*Principes de droit civil*, t. 18, n° 520), lorsque le créancier soutient que le cas fortuit a été causé par une faute du débiteur, il oppose une réplique à la demande de libération : c'est à lui d'en fournir la preuve (V. aussi Marcadé, *Explication du code civil*, t. 4, art. 1302, I, et t. 5, art. 1315, I; Demolombe, *Traité des contrats ou obligations*, t. 1<sup>er</sup>, n° 761, et t. 5, n° 764; Aubry et Rau, *Droit civil français*, 4<sup>e</sup> éd., § 308, t. 4, p. 104; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. 1, art. 1148, n° 8 et 19; Colmet de Santerre, *Cours analytique*, t. 5, n° 258 bis).

§ 2. — Effets de la force majeure, soit quant aux engagements antérieurs, soit quant aux engagements à venir (*Rép.* n°s 15 à 41).

1°. — De la force majeure quant aux engagements antérieurs (*Rép.* n°s 16 à 38).

29. En principe, la force majeure a pour effet, soit de résilier les contrats qui ne peuvent plus être exécutés, soit de décharger le débiteur des dommages-intérêts encourus pour inexécution (*Rép.* v° *Obligations*, n° 739). — Cette dernière règle a été confirmée par un arrêt aux termes duquel il n'y a lieu à aucuns dommages-intérêts quand le débiteur a été empêché par un événement de force majeure de donner ou de faire ce à quoi il était obligé (Req. 14 mai 1872, aff. Way, D. P. 73. 1. 78). — Par application de la première règle, il a été jugé : 1° que le contrat par lequel un armateur s'était engagé à envoyer son navire à une époque déterminée pour prendre un chargement de marchandises s'est trouvé résilié par force majeure, si, avant cette époque, le navire a été réquisitionné par le gouvernement à raison de l'état de guerre qui existait alors, et si rien n'établit que la mesure ait été provoquée par l'armateur pour échapper à l'exécution de son engagement (Trib. com. Nantes, 28 janv. 1871, aff. Dejoie, D. P. 73. 3. 6); — 2° Que la force majeure qui a empêché la réalisation d'un marché à terme au temps indiqué entraîne, sur la demande de la partie qui a qualité pour s'en prévaloir, la résiliation pure et simple de ce marché (Req. 7 mai 1872, aff. Mutel, D. P. 72. 1. 456).

30. L'existence d'un cas de force majeure produit sur l'exécution des conventions non pas seulement un effet dilatoire, mais un effet résolutoire; en conséquence, le débiteur empêché par une force majeure d'exécuter son obligation ne peut être condamné à l'exécuter définitivement quand la force majeure aura cessé; il a le droit d'obtenir la résiliation du contrat (Req. 4 mai 1872, aff. Way, D. P. 73. 1. 76). — Décidé, spécialement que le marché à terme, qui, par suite d'événements de force majeure (le blocus de Paris en 1870-71), ne peut recevoir son exécution à l'époque indiquée, doit être résilié, si le vendeur le réclame, et non pas maintenu pour être exécuté après la cessation de l'obstacle (Trib. com. Seine, 1<sup>er</sup> janv. 1871, aff. Way, D. P. 71. 3. 17).

Certains arrêts paraissent, toutefois, s'être écartés de cette

règle. Ainsi il a été jugé : 1° que l'impossibilité momentanée de livrer la marchandise vendue, par suite, par exemple, d'une crise des transports qui en empêchait l'expédition à l'acheteur, ne devait pas être considérée comme ayant entraîné la résiliation de la vente, alors que l'acheteur, loin de délier le vendeur, n'a consenti à ce qu'il disposât de la marchandise que sous la condition d'un remplacement ultérieur lors du rétablissement des communications (Rennes, 9 mai 1871, aff. Deschamps, D. P. 72. 2. 211); — 2° Que la force majeure qui, sans altérer la substance et les conditions essentielles d'une vente, en a seulement empêché l'exécution pendant un certain temps, n'autorise pas le vendeur à demander la résiliation du contrat (Besançon, 21 févr. 1872, aff. Veuve Say, D. P. 73. 1. 215).

31. Il a été jugé que le locataire qui, dans une ville assiégée, s'est trouvé obligé, par suite de bombardement, de quitter momentanément les lieux qu'il occupe, est fondé à soutenir que l'interruption de jouissance par lui subie est due à une force majeure, et à demander par suite une diminution proportionnelle de loyer, comme dans le cas de destruction partielle de la chose louée (Trib. paix, 7<sup>e</sup> arrond. de Paris, 27 janv. 1871, aff. Carayon, D. P. 71. 3. 6). Toutefois, la jouissance ne doit être considérée comme ayant été véritablement interrompue qu'à partir du moment où la maison a été sérieusement menacée par les projectiles de l'ennemi, et non à partir du moment où le locataire a pu avoir à se préoccuper de l'éventualité d'un danger (Même jugement). La privation de jouissance due à un abandon des lieux par suite de crainte ne peut, en effet, être considérée comme imputable à une force majeure que dans le cas où le péril redouté était sérieux et imminent, comme, par exemple, si la maison menaçait ruine (V. *Rép.* n° 20, et *infra*, v° *Louage*). Quant à la force majeure qui donne au locataire le droit de demander la résiliation du bail ou une diminution du prix, elle ne s'entend pas seulement du cas fortuit qui a amené la perte totale ou partielle de la chose louée, mais aussi de tout événement qui a placé la jouissance du locataire dans une situation équivalente à celle qu'aurait produite la destruction totale ou partielle de cette chose (Paris, 23 déc. 1871, aff. Masson, D. P. 71. 2. 25). Ainsi l'entrepreneur de spectacles qui, pendant la dernière période de la location du théâtre où il exerce son industrie, s'est vu forcé, par un arrêté du Gouvernement ordonnant la fermeture des théâtres (la ville étant assiégée, dans l'espèce), de cesser ses représentations, est fondé à soutenir que le bail s'est trouvé résilié de plein droit, à partir du jour de la mise à exécution de l'arrêté (Même arrêt); alors surtout que le bailleur a reconnu la cessation de la jouissance du preneur, en fondant, d'accord avec lui, pour utiliser les lieux loués, une ambulance dans le théâtre (*ibid.*). Peu importe que, durant la cessation des représentations, le preneur ait occupé avec sa famille quelques pièces des dépendances du théâtre, cette occupation ne pouvant se rapporter à la jouissance prévue par le bail, sauf à rechercher s'il peut être dû de ce chef une indemnité au bailleur (*ibid.* (V. *supra*, n°s 13 et 18).

32. En matière de droit maritime, il a été jugé : que le capitaine qui, n'ayant pas reçu la lettre d'avis, n'a pas exécuté le contrat d'affrètement consenti en son nom par son courtier en vertu d'ordres qu'il lui avait laissés, se trouve dans un cas de force majeure et ne peut, par suite, être actionné en dommages-intérêts par le négociant avec lequel l'affrètement a été convenu par le courtier, alors d'ailleurs que celui-ci savait traiter avec un capitaine absent (Trib. com. Nantes, 14 mai 1859, aff. Duignéau, D. P. 59. 5. 20); — Que le propriétaire et le capitaine d'un navire doivent supporter les dépenses occasionnées par les avaries que leur bâtiment a causées aux ouvrages du port, à moins qu'ils ne justifient d'une circonstance de force majeure (Cons. d'Et. 15 janv. 1875, aff. Doret, D. P. 75. 3. 98). — Les *surestaries* ne sont pas dues au cas où le retard dans la remise des marchandises à quai a pour cause un cas de force majeure (V. *supra*, v° *Droit maritime*, n° 900). De même l'affrètement ne doit aucune indemnité lorsque le retard apporté dans le chargement du navire provient d'un cas de force majeure et la constatation que le capitaine a été privé de son navire par des événements qui ne sont point imputables aux chargeurs échappe au contrôle de la cour de cassation (Req. 30 janv. 1856, aff. Cauvière, D. P. 56. 1. 133). Le retard

doit être attribué à la force majeure, lorsqu'il provient, par exemple, soit de la quarantaine imposée au navire, soit du fait par le capitaine d'avoir tenté le sauvetage d'un autre navire en détresse (V. *suprà*, v° *Droit maritime*, n° 1074). — V. en outre ce qui a été dit sur cette matière *Rep.* n° 19, 23, 31 et suiv.

**33.** Les événements de force majeure influent également soit sur la durée des délais accordés pour la signification d'actes ou pour tout autre objet (*Rep.* n° 34). La force majeure n'éteint l'obligation que si elle s'oppose absolument et définitivement à son exécution, ou si elle s'oppose à son exécution dans le délai convenu, alors que ce délai a été considéré par les parties comme un élément essentiel du contrat. Mais si la force majeure ne fait qu'apporter un obstacle momentané à l'accomplissement de l'engagement pris, et que le terme stipulé pour la mise à exécution ne soit pas chose essentielle dans la convention, en ce cas, une fois que l'empêchement a pris fin, il y a nécessité pour le débiteur d'exécuter ce à quoi il s'était engagé, car il n'y a eu que suspension temporaire de son obligation. Ainsi ne doit pas être considéré comme un cas de force majeure, le seul fait que le porteur de l'effet perdu se trouvait éloigné de son domicile pendant le délai prescrit pour l'acte de protestation, et qu'il n'a pas été, dès lors, possible de produire au juge les livres justificatifs de la propriété de cet effet (Civ. cass. 1<sup>re</sup> juill. 1857, aff. Delangre, D. P. 57. 1. 307).

**34.** Jugé, dans le même ordre d'idées, que la force majeure ne pouvant servir d'excuse à l'inexécution d'une obligation qu'autant qu'elle empêche le débiteur de s'en acquitter, il s'ensuit que si l'empêchement est simplement momentané, l'exécution de l'obligation n'est suspendue que jusqu'à l'instant où cet empêchement prend fin (Civ. cass. 15 févr. 1888, aff. Sociétés d'assurances mutuelles le *Languedoc*, D. P. 88. 1. 203). Par suite, manque de base légale l'arrêt qui refuse d'appliquer à un assuré la déchéance résultant de ce qu'il n'a pas produit à la compagnie, après le sinistre, un état des objets soumis à l'assurance et des pertes subies, alors que ledit arrêt se borne à relever, comme empêchement de force majeure, un obstacle à ladite production, qui n'a été que momentanée et purement transitoire (Même arrêt). Il a même été décidé que, lorsque la force majeure a été réelle, le fabricant qui n'a pu livrer dans le délai convenu est bien affranchi des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés pour retard apporté à la livraison, mais qu'il n'est pas délié, si le délai n'ayant pas été traité comme élément essentiel de la convention, l'acheteur réclame que le marché soit exécuté après cessation de la force majeure, dans le délai nouveau que le tribunal estimera devoir être fixé (Rouen, 26 juin 1874, aff. Gaillard, D. P. 71. 2. 177) ; et il appartient souverainement au juge du fait de reconnaître si les parties ont entendu faire du délai un élément essentiel du contrat (Req. 13 févr. 1872, même affaire, D. P. 72. 1. 187). — Comp. Rennes, 9 mai 1874, cité *suprà*, n° 29, et Req. 7 mai 1872, cité *suprà*, n° 30.

**35.** Le débiteur, ainsi que nous l'avons dit au *Rep.* n° 36, ne peut se prévaloir de la force majeure ou du cas fortuit s'il en a été chargé par la convention ou s'il les avait pris lui-même expressément à sa charge (Conf. Req. 22 déc. 1884, aff. Poussineau, D. P. 85. 1. 73). D'après M. Larombière, *op. cit.*, art. 1148, n° 6, le débiteur peut mettre à sa charge les cas fortuits non seulement par une disposition expresse du contrat, mais encore tacitement, du moins en ce qui concerne certains cas fortuits.

2° — De la force majeure quant aux engagements à venir (*Rep.* n° 39 et suiv.)

**36.** Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit à cet égard au  *Répertoire*, n° 39 et suiv.

§ 3. — Effets de la force majeure en matière de crimes délits et contraventions (*Rep.* n° 42 à 46).

**37.** Ainsi qu'on l'a dit au *Rep.* n° 42, l'art. 64 c. pén. dispose qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Ceci doit s'entendre aussi bien de la contrainte physique que de

la contrainte morale (V. *suprà*, n° 24). C'est au prévenu à établir les faits de violence dont il a été victime. Ainsi en matière de contraventions le juge de police ne peut admettre l'exception de force majeure en opposition aux constatations du procès-verbal qu'après avoir établi, par un des moyens de preuve autorisés par la loi, les faits constitutifs de la force majeure alléguée (Crim. cass. 28 avr. 1865, aff. Sœur Louise, D. P. 65. 1. 245).

**38.** La force majeure est une excuse péremptoire de la criminalité en toute matière, même en matière de simple police (Crim. rej. 1<sup>er</sup> mars 1855, aff. Jalamier, D. P. 55. 1. 184, Crim. cass. 21 juin 1866, aff. Desjardins, D. P. 66. 1. 415; Crim. rej. 28 févr. 1861, aff. Maisonneuve, D. P. 61. 1. 141; 8 août 1874, aff. Bodin, *Bull. crim.* 1874, n° 225, p. 420; 28 juill. 1881, aff. Duchesne, D. P. 82. 1. 95). Mais la cour de cassation doit être, par l'énonciation des circonstances constitutives de la force majeure, mise à même de contrôler l'appréciation des juges du fait et de décider si elle n'est pas arbitraire (Crim. cass. 18 nov. 1881, aff. Labougonnière, D. P. 84. 5. 244-245. Conf. Crim. cass. 7 nov. 1867, aff. Nemery, D. P. 72. 5. 222). — Jugé à cet égard : 1° que l'impossibilité où s'est trouvé un voiturier, par suite de mauvais temps et d'ouragan, de maintenir allumée pendant la nuit la lanterne, d'ailleurs en bon état, dont sa voiture était pourvue, est avec raison considérée comme un cas de force majeure (Arrêt précité 28 févr. 1861); — 2° Que lorsqu'un propriétaire poursuivi pour avoir, en contravention à un arrêté municipal, entassé et laissé du fumier dans une cour intérieure de la maison, a allégué pour sa défense un cas de force majeure, tiré de ce que son locataire, par le magasin duquel il était obligé de passer pour enlever ce fumier, l'avait mis dans l'impossibilité d'effectuer cet enlèvement en lui refusant le passage, et a produit à l'appui un jugement l'autorisant à passer par ce magasin pour enlever le fumier, c'est à bon droit que le juge de simple police prononce la relaxe de l'inculpé en considérant ce jugement comme une preuve écrite et légale du cas de force majeure allégué (Crim. rej. 22 mars 1883, aff. Tiriez, *Bull. crim.* 1883, n° 82, p. 136); — 3° Que, lorsqu'un individu est poursuivi pour avoir attelé à la charrette un nombre de chevaux supérieur à celui qui était fixé par un règlement municipal, c'est avec raison que l'excuse de force majeure est admise en sa faveur, s'il est établi, par des preuves régulières, que la rue par laquelle il était obligé de passer était empierrée (Crim. rej. 8 août 1874, précité); — 4° Que l'éboulement de terres entraîné sur un chemin public par la fonte des neiges ou la chute de pluies prolongées constitue un cas de force majeure qui met le propriétaire des terres ainsi entraînées à l'abri de l'application de l'art. 471-4° c. pén. (Crim. rej. 28 juill. 1881, précité). — Mais il a été décidé depuis lors, contrairement à ce dernier arrêt, que la contravention à un arrêté prescrivant l'enlèvement de matériaux qui obstruent un fossé dépendant de la voie publique ne peut être excusée sous le prétexte que ces matériaux faisaient partie d'un mur écroulé sous l'action de pluies torrentielles... (Crim. cass. 6 mai 1887, aff. Jourdan, D. P. 88. 1. 332); ... ni sous le prétexte que, le mur se trouvant placé en talus relativement au fossé, celui-ci était tenu de recevoir les objets tombant du fonds supérieur (Même arrêt). De même, dans une poursuite pour déversement d'eaux sales sur la voie publique en contravention à un règlement local, le tribunal de police ne peut voir un cas de force majeure dans cette circonstance que les eaux versées par le prévenu sur un tas de fumier dans la pensée qu'elles seraient absorbées, s'étaient écoulées plus sales vers la rue à raison de la hauteur du tas de fumier (Crim. cass. 28 avr. 1865, cité *suprà*, n° 36). Jugé également que le cultivateur poursuivi pour avoir laissé écouler sur la voie publique, contrairement aux défenses d'un règlement, le trop plein de ses récipients de purin, n'est pas fondé à invoquer comme cause d'excuse la déclivité du sol de sa ferme et la survenance d'une pluie abondante; ce ne sont pas là des événements imprévus et de force majeure (Crim. cass. 17 févr. 1860, aff. Tordoux, D. P. 63. 5. 163).

Décidé aussi qu'on ne peut considérer comme un cas de force majeure l'impossibilité où a pu se trouver un marin d'apercevoir, de la place occupée par son bateau, les signaux d'ouverture et de fermeture du port, alors que l'heure de la



marée, sa connaissance des règlements maritimes et son habitude du port le provoquaient à vérifier avant de lever l'ancre l'existence desdits signaux; qu'en conséquence, c'est à tort que ce marin, traduit devant le tribunal de simple police pour avoir contrevenu à un arrêté préfectoral en effectuant sa sortie du port sans tenir compte des signaux qui l'interdisaient, a été renvoyé de la poursuite par le double motif qu'il ne pouvait voir les signaux du lieu où son bateau était amarré, et que la violence du vent ne lui avait pas permis de revenir en arrière lorsqu'il était parvenu au point d'où il avait pu l'apercevoir (Crim. cass. 7 août 1890, aff. Lefebvre, D. P. 91. 1. 43).

39. Nul ne pouvant exercer la médecine ou la chirurgie sans être muni d'un diplôme, l'absence ou l'empêchement des médecins d'une localité ne peut autoriser un pharmacien à prescrire un traitement complet, si l'on ne se trouve pas en présence d'une nécessité actuelle et urgente équivalant à un fait de force majeure (Crim. cass. 25 mars 1876) (1). — Mais il n'y a pas délit d'exercice illégal de la médecine de la part du pharmacien qui, en cas d'*extrême urgence* et de *force majeure*, et sans exiger aucune rétribution, administre un médicament qui ne présente en lui-même aucun danger (Paris, 7 févr. 1880, aff. Gauthier, D. P. 81. 2. 192). De même, est excusable l'officier de santé qui, en présence d'une circonstance de force majeure, a pratiqué un accouchement sans l'assistance d'un docteur en médecine (Crim. rej. 2 mai 1878, aff. Casimir, D. P. 78. 1. 336).

40. Un fait commandé par l'autorité légitime ne peut constituer un crime, un délit ou une contravention, alors même qu'il serait en lui-même contraire aux lois et règlements, et ceux qui le commettent sont fondés à opposer l'exception de force majeure. Ainsi des ouvriers échappent à la responsabilité pénale édictée contre eux pour les cas, de participation à l'exécution de travaux faits en contravention aux règlements de voirie, lorsque ces travaux ont été faits sur l'ordre de l'autorité militaire (Crim. cass. 30 avr. 1863, aff. Gros, D. P. 63. 1. 440);... ou sur l'ordre du maire agissant pour le maintien de la tranquillité dans une fête publique (Cons. d'Et. 4 mai 1854, aff. Duron, D. P. 54. 3. 65). Mais l'obéissance imposée au subordonné envers son supérieur hiérarchique ne doit pas être aveugle. Si l'ordre qu'il a reçu est évidemment criminel, il peut et même doit refuser son obéissance; et si, dans ce cas, il a obéi, il est responsable de ses actes. Il en est de même, si l'ordre du supérieur est en dehors de ses attributions (*Rép. v° Peine*, n° 417), et dans ce cas, le subordonné ne peut être fondé à se retrancher derrière la force majeure. Ainsi, les simples particuliers qui commettent un délit ne peuvent être excusés sous le prétexte qu'ils n'ont fait qu'exécuter les ordres d'un fonctionnaire ou d'un agent de l'autorité, si ce fonctionnaire ou cet agent n'avait pas le droit de les donner (Crim. cass. 13 avr. 1849, aff. Brousson, D. P. 49. 5. 203; 21 juin 1851, aff. Labarthe, D. P. 51. 5. 276).

41. La guerre, avons nous dit *suprà*, n° 16, est un cas de force majeure qui influe sur l'exécution des obligations. Ce principe s'applique également en ce qui touche les contraventions. Décidé à cet égard que l'action d'avoir coupé et enlevé du bois dans une forêt appartenant à autrui est justifiée par la force majeure, et par suite dépourvue de caractère délictueux, lorsque son auteur a agi pour obéir aux réquisitions de troupes ennemies, et dans la crainte

du pillage et de tous les dangers qui pouvaient être la conséquence directe d'un refus (Crim. rej. 2 déc. 1871, aff. Mandat de Gravery, D. P. 71. 1. 366). Il en est ainsi, alors même que l'enlèvement de bois aurait continué à un moment où la présence des ennemis avait cessé dans le pays, si de nouvelles troupes étaient annoncées ou attendues (Même arrêt); et il n'importe que le juge de répression ait réservé au propriétaire de la forêt l'action en réparation civile pour le cas où un dommage lui aurait été causé, cette décision étant sans influence sur l'appréciation des circonstances qui ont accompagné le délit prétendu (Même arrêt).

42. L'autorité soit *paternelle*, soit *maritale* a ses limites et ne peut servir à excuser, de la part de ceux qui les commettent, des faits défendus par la loi ou la morale: ici l'exception de force majeure ne saurait, en principe, être alléguée, sauf aux juges à avoir égard aux circonstances de la cause. — Jugé, toutefois, que la femme ne doit pas être réputée complice par recel des détournements commis par son mari... alors même qu'elle aurait cherché par des moyens plus ou moins répréhensibles (tels que la rédaction d'un compte mensonger, appuyé de pièces fabriquées) à dissimuler ces détournements, si d'ailleurs elle a agi sous la pression de son mari, et si elle n'a pris aucune part aux détournements eux-mêmes (Douai, 23 août 1859, aff. Boudin, D. P. 60. 2. 33). Ainsi la femme convaincue d'avoir commis, de concert avec son mari, un crime ou un délit, par exemple, le crime de recel de malfaiteurs, n'est pas réputée de plein droit avoir agi sous l'influence de son mari et sans une liberté suffisante: il appartient au jury d'apprécier l'intention qui a dirigé cette femme, et la déclaration de culpabilité qu'il rend à cet égard est irréfutable (Crim. rej. 23 mars 1854, aff. Champion, D. P. 54. 5. 171-172).

43. Les mêmes principes doivent être appliqués dans les rapports des maîtres et des domestiques. Ainsi l'employé de commerce qui a participé à des faits punissables commis par son patron, et notamment à une vente de marchandises falsifiées, ne peut exciper, pour se soustraire aux peines de la complicité, de ce qu'il a agi dans l'intérêt et sur l'ordre de ce dernier (Poitiers, 13 déc. 1856, aff. Valentin, D. P. 58. 1. 476; Comp. Crim. rej. 27 déc. 1862, aff. Parly, D. P. 63. 5. 152);... alors d'ailleurs qu'ils s'est rendu compte de la criminalité de sa participation (Arrêt précité du 13 déc. 1856).

44. Comme en matière civile, c'est à celui qui allègue la force majeure à l'établir (*Rép. n° 46*). Jugé, à cet égard, que l'exception de force majeure ne peut être admise notamment en matière de contravention aux lois spéciales, qu'autant que cette exception laissée à la charge de l'accusé, résulte de faits et de circonstances parfaitement établis (Crim. cass. 23 avr. 1858, aff. Beaudoin, D. P. 58. 5. 170). Par suite, doit être annulée la décision qui reconnaît, au profit d'une femme prévenue de pratique illicite d'un accouchement, l'existence d'une sorte de force majeure, laissant au ministère public le soin de faire preuve de l'absence de nécessité (Même arrêt).

Il faut en outre que les faits constitutifs de la force majeure soient légalement établis. Le juge ne pourrait se fonder, pour admettre l'exception, sur de simples allégations d'impossibilité... alors même qu'elles seraient corroborées par des lettres missives émanées de tiers, sans audition de ces tiers comme témoins (Crim. cass. 7 déc. 1885, aff. Havel, D. P. 86. 1. 32). Ainsi des boulangers contre lesquels un procès-verbal a été dressé par

(1) (Vayssé). — La cour; — ... Sur le troisième moyen pris de la violation des art. 35 et 36 de la loi du 19 vent. an 11: — Vu ces articles: — Attendu que, d'après la constatation de l'arrêt, Vayssé, qui est pharmacien, a prescrit à la femme Foucaud un traitement complet, externe et interne, pour combattre l'inflammation de l'œil gauche sur lequel avait porté son examen et son diagnostic; qu'en agissant ainsi, Vayssé a illégalement exercé la médecine; que la cour d'appel devait tirer les conséquences légales de ses propres constatations, et déclarer constante la contravention reprochée au prévenu; — Qu'il importait peu, au point de vue de l'existence des éléments constitutifs de cette contravention, que le prévenu n'eût pas perçu des honoraires de médecin et qu'il eût touché seulement le prix des médicaments; — Que l'absence et l'empêchement des deux médecins de la localité relevés par l'arrêt ne pouvaient autoriser un pharmacien à prescrire un traitement complet auquel la femme Foucaud ne devait pas être immédiatement soumise par suite d'une nécessité actuelle et

urgente; que Vayssé pouvait faire acte d'humanité, dans les limites posées par l'avis du conseil d'Etat du 8 vend. an 13, mais qu'il lui était interdit de procéder à un examen médical, et de prescrire un traitement non absolument urgent à l'instant même, qui constituaient l'exercice de la médecine; — Qu'en effet, la prohibition de la loi d'exercer la médecine ou la chirurgie, sans être pourvu de diplôme, est générale et absolue; que le législateur l'a établie dans le but de mettre la santé et la vie des citoyens à l'abri des dangers auxquels les exposeraient l'ignorance et l'impéritie; — Attendu que les motifs d'humanité invoqués par l'arrêt attaqué ne sauraient équivaloir, dans l'espèce, à une force majeure, et que l'excuse admise est contraire aux dispositions de la loi; — D'où il suit que l'acquiescement, sur ce chef, constitue une violation des art. 35 et 36 susvisés;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 25 mars 1876.-Ch. crim.-MM. de Carnières, pr.-Saint-Luc Courbier, rap.-Desjardins, av. gén.

le commissaire de police, pour insuffisance de l'approvisionnement en farine trouvé dans leurs magasins, et qui allèguent n'avoir pu se procurer la quantité de farine exigée par les règlements, par suite d'une sécheresse qui aurait mis les minotiers dans l'impossibilité de moudre, sont irrégulièrement renvoyés de la poursuite, si la preuve de cette impossibilité ne résulte que de la production de lettres privées (Même arrêt). Pareillement, est nul le jugement par lequel le juge de police renvoie un prévenu des fins d'un procès-verbal constatant qu'il a, contrairement à un arrêté local, laissé écouler sur la voie publique une grande abondance d'eaux insalubres, en admettant, sans avoir eu recours à aucune

preuve, que le fait dénoncé a été le résultat accidentel de pluies abondantes et a constitué un fait de force majeure (Crim. cass. 21 juin 1866, aff. Desjardin, D. P. 66. 1. 414).

45. Aux termes d'un arrêt (Crim. cass. 5 nov. 1863, aff. Pouyollet, D. P. 72. 5. 22), le cas fortuit ne peut être assimilé à la force majeure; il ne peut, comme elle, être considéré comme excusant l'inexécution d'un règlement de police. Il en est ainsi, notamment, en matière de contravention à un arrêté défendant la divagation des volailles, alors même que le prévenu aurait déjà expié la contravention par la perte de ses volailles, tuées par le voisin sur le lieu et au moment du dégât (Même arrêt).

### Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre *R* renvoient au Répertoire.)

<b>Abordage</b> <i>S. 24.</i> — acquit-à-caution — guerre, expéditeur <i>S. 19.</i> <b>Acte d'état civil</b> — preuve, destruction <i>R. 14.</i> <b>Administration</b> — approbation, fait du prince <i>S. 14.</i> <b>Adoption testamentaire</b> — tutelle officieuse <i>S. 23.</i> <b>Armateur</b> — engagements antérieurs, navire, réquisition <i>S. 29.</i> <b>Arrêté ministériel</b> — fait du prince <i>S. 13.</i> <b>Arrêté municipal</b> — matière pénale <i>S. 38.</i> <b>Assurances</b> — engagements antérieurs, délai, impossibilité momentanée <i>S. 34.</i> <b>Attroupement</b> — matière pénale <i>R. 43.</i> <b>Autorité ecclésiastique</b> — fait du prince <i>S. 12.</i> <b>Autorité légitime</b> — matière pénale <i>S. 40.</i> <b>Autorité maritale</b> — matière pénale <i>S. 42.</i> <b>Autorité paternelle</b> — matière pénale <i>S. 42.</i>	— nature (gelée) <i>S. 6; R. 4;</i> (incendie) <i>S. 7; R. 4 s.;</i> (maladie) <i>S. 8; R. 4, 9.</i> — responsabilité, convention expresse <i>S. 35; R. 36 s.</i> <b>Certificat</b> — matière pénale <i>R. 46.</i> <b>Charbonnages</b> — V. Grèves. <b>Chemin de fer</b> — fait du prince, arrêté ministériel <i>S. 13.</i> — preuve <i>S. 27.</i> <b>Chirurgien</b> — matière pénale <i>S. 39.</i> <b>Circonstances</b> <i>R. 3.</i> — constatation <i>S. 25 s.; R. 12 s.;</i> (pouvoir discrétionnaire) <i>S. 25 s.; R. 12 s.</i> <b>Colla, poste</b> <i>S. 2.</i> <b>Commissaire de police</b> — procès-verbal, impossibilité <i>R. 8.</i> <b>Commune de Paris</b> — guerre civile, fait du prince <i>S. 2 s.</i> <b>Comptable</b> — preuve <i>R. 14.</i> <b>Confiscation</b> — fait du prince <i>R. 9.</i> <b>Constatacion</b> — V. Circonstances. <b>Contrat</b> — guerre, résiliation <i>S. 16 s.</i> <b>Contravention</b> — matière pénale <i>S. 37 s.</i> <b>Créancier gagiste</b> — engagements antérieurs <i>R. 27.</i> <b>Crue</b> — matière pénale <i>R. 45.</i> <b>Définition</b> <i>S. 1; R. 1, 3.</i> <b>Délai</b> — engagements antérieurs (livraison, dommages-intérêts) <i>S. 34;</i> (pouvoir discrétionnaire) <i>S. 34;</i> (signification) <i>S. 33;</i> <i>R. 34.</i> — formalités <i>R. 35.</i> — inscription hypothécaire <i>R. 34.</i> — péremption, guerre <i>R. 34.</i> — prescription <i>R. 34.</i> <b>Démence</b> <i>S. 8.</i> — brevet d'invention <i>S. 8.</i> <b>Démolition</b> — engagements antérieurs, fait du prince <i>R. 29.</i> <b>Dépôt</b> — engagements antérieurs, preuve testimoniale <i>R. 17.</i> <b>Dépôt nécessaire</b> — engagements antérieurs, preuve testimoniale <i>R. 17.</i> <b>Diplôme</b> — matière pénale <i>S. 39.</i> <b>Domestique</b> — matière pénale <i>S. 43.</i> <b>Dommages-intérêts</b> — engagements antérieurs <i>R. 16;</i> (bail) <i>R. 20 s., 28 s.;</i> (délais, livraison) <i>S. 34;</i> (résolution) <i>S. 29 s.</i> <b>Douane</b> — élévation des droits <i>S. 15.</i> — procès-verbal <i>R. 8.</i> <b>Droit maritime</b> — abordage <i>S. 24.</i> — engagements antérieurs <i>S. 32; R. 19, 23, 31 s.;</i> (affrètement) <i>S. 32;</i> (avaries) <i>S. 32;</i> (surestaries) <i>S. 32;</i> — matière pénale <i>S. 38; R. 43.</i>	<b>Dépôt</b> — preuve <i>S. 27.</i> <b>Dépôt nécessaire</b> — engagements antérieurs, preuve testimoniale <i>R. 17.</i> <b>Diplôme</b> — matière pénale <i>S. 39.</i> <b>Domestique</b> — matière pénale <i>S. 43.</i> <b>Dommages-intérêts</b> — engagements antérieurs <i>R. 16;</i> (bail) <i>R. 20 s., 28 s.;</i> (délais, livraison) <i>S. 34;</i> (résolution) <i>S. 29 s.</i> <b>Douane</b> — élévation des droits <i>S. 15.</i> — procès-verbal <i>R. 8.</i> <b>Droit maritime</b> — abordage <i>S. 24.</i> — engagements antérieurs <i>S. 32; R. 19, 23, 31 s.;</i> (affrètement) <i>S. 32;</i> (avaries) <i>S. 32;</i> (surestaries) <i>S. 32;</i> — matière pénale <i>S. 38; R. 43.</i> <b>Eboulement</b> — matière pénale <i>S. 38.</i> <b>Effets</b> <i>S. 29 s.; R. 1, 15 s.</i> — engagements antérieurs <i>S. 29 s.; R. 16 s.</i> — engagements à venir <i>S. 36; R. 39 s.</i> — matière pénale <i>S. 37 s.; R. 42 s.</i> <b>Émeute</b> <i>R. 20, 30.</i> <b>Employé</b> — matière pénale <i>S. 43.</i> <b>Engagements antérieurs</b> — armateur, navire, réquisition <i>S. 29.</i> — bail, dommages-intérêts <i>R. 20 s., 28 s.</i> — créancier gagiste <i>R. 27.</i> — délais (impossibilité momentanée) <i>S. 34;</i> (livraison, dommages-intérêts) <i>S. 34;</i> (pouvoir discrétionnaire) <i>S. 34;</i> (signification) <i>S. 33; R. 34.</i> — dépositaire <i>R. 25, 30.</i> — dommages-intérêts <i>R. 16.</i> — droit maritime <i>S. 32; R. 19, 23, 31 s.;</i> (affrètement) <i>S. 32;</i> (avaries) <i>S. 32;</i> (surestaries) <i>S. 32.</i> — effets <i>S. 29 s.; R. 16 s.</i> — fait du prince, démolition <i>R. 29.</i> — immeuble, perte <i>R. 18.</i> — impossibilité (livraison) <i>S. 30;</i> (mo-	— éventualités <i>S. 13.</i> — expropriation publique <i>S. 10; R. 9.</i> — guerre <i>S. 16 s.; R. 1, 4, 9 s.</i> — guerre civile <i>S. 20.</i> — travailleurs coloniaux <i>S. 14.</i> — travaux publics <i>S. 10.</i> — voirie municipale <i>S. 10.</i> <b>Faute</b> — incendie <i>R. 5; S. 27.</i> <b>Fièvres</b> — épidémie <i>S. 8; R. 1.</i> <b>Flouage</b> — crue <i>S. 4 s.; R. 4.</i> <b>Forêts</b> — matière pénale <i>S. 41.</i> <b>Formalités</b> — délais <i>R. 35.</i> — greffier (refus) <i>R. 35.</i> <b>Garde nationale</b> — guerre, remplacement <i>S. 19.</i> <b>Gelée</b> <i>S. 6; R. 4 s.</i> — vers à soie <i>S. 6; R. 4.</i> <b>Greffier</b> — formalités <i>R. 35.</i> <b>Grêle</b> <i>R. 4 s.</i> <b>Grèves</b> <i>S. 21.</i> — briquettes, charbonnage, houille <i>S. 21.</i> <b>Guerre</b> — acquit-à-caution, expéditeur <i>S. 19.</i> — contrat, résiliation <i>S. 16 s.</i> — délai <i>R. 34.</i> — fait du prince <i>S. 16 s.; R. 1, 4, 9 s.</i> — garde nationale, remplacement <i>S. 19.</i> — invasion <i>S. 16 s.; R. 4, 9 s.</i> — investissement, gare de chemin de fer <i>S. 16.</i> — locataire, congé <i>S. 18.</i> — marché (livraison; blés) <i>S. 18;</i> (louage d'ouvrage) <i>S. 18;</i> (raffineur) <i>S. 18;</i> (résiliation) <i>S. 18 s.</i> — matière pénale <i>S. 41.</i> — réquisition, blés et farines <i>S. 16.</i> — théâtre, représentations <i>S. 18.</i> — travaux publics, entrepreneur <i>S. 16.</i> — violence <i>S. 17; R. 10.</i> <b>Guerre civile</b> — fait du prince <i>S. 20;</i> (Commune de Paris) <i>S. 20.</i> <b>Houilles</b> — V. Grèves. <b>Immeuble</b> — engagements antérieurs <i>R. 18.</i>	<b>Impossibilité</b> <i>S. 2; R. 8.</i> — engagements antérieurs, livraison <i>S. 30.</i> — matière pénale <i>S. 44.</i> — procès-verbal, commissaire de police <i>R. 8.</i> <b>Impossibilité momentanée</b> — engagements antérieurs, délai <i>S. 34.</i> <b>Incendie</b> — caractères <i>S. 7; R. 4, 9.</i> — faute <i>S. 27.</i> — preuve <i>S. 27.</i> <b>Inscription hypothécaire</b> — délai <i>R. 34.</i> <b>Instances</b> <i>R. 9.</i> <b>Intempéries</b> <i>R. 4, 8 s., 11.</i> <b>Intention criminelle</b> — pouvoir discrétionnaire <i>R. 12.</i> <b>Invasion</b> — guerre <i>S. 16 s.; R. 4, 9 s.</i> — pouvoir discrétionnaire <i>S. 25.</i> <b>Investissement, bloous</b> — engagements antérieurs (locataire) <i>S. 31;</i> (marché à terme) <i>S. 20;</i> (théâtre) <i>S. 31.</i> — guerre <i>S. 16, 18; R. 9.</i> <b>Journal</b> — fait du prince <i>S. 9, 14.</i> <b>Jurisprudence constante</b> <i>R. 9.</i> <b>Laïcisation</b> — enseignement primaire, fait du prince <i>S. 11.</i> <b>Listes électorales</b> — préfet <i>R. 8.</i> <b>Livraison</b> — engagements antérieurs (délai, dommages-intérêts) <i>S. 34;</i> (impossibilité) <i>S. 30.</i> — guerre, marché <i>S. 18.</i> <b>Locataire</b> — engagements antérieurs, investissement <i>S. 31.</i> — guerre, congé <i>S. 18.</i> <b>Lois révolutionnaires</b> — pouvoir discrétionnaire <i>R. 12.</i> <b>Louage d'ouvrage</b> — guerre, marché <i>S. 18.</i> <b>Main-d'œuvre</b> <i>V. Maladie.</i>
--	--	--	--	--

<b>Maire</b> — matière pénale R. 46.	<b>Pharmacien</b> S. 39.	<b>riours</b> R. 16, 18, 23.	<b>Preuve</b> S. 27 s.; R. 14.	<b>Quasi-délit</b> — engagements antérieurs, preuve testimoniale R. 17.	<b>Théâtre</b> — engagements antérieurs, représentations, investissements S. 31.
<b>Maître</b> — matière pénale S. 43.	— droit maritime, signaux, navire S. 38; R. 43.	— preuve S. 27; (faute) S. 28.	— acte d'état civil, destruction R. 14.	— engagements antérieurs, preuve testimoniale R. 17.	— guerre, représentation S. 18.
<b>Maladie</b> — épidémie S. 8; R. 4, 9, 11; (main-d'œuvre) S. 8.	— eaux, crues, huissier R. 45.	<b>Partie du titre</b> — engagements antérieurs, preuve testimoniale R. 171.	— chemin de fer, marchandises, perte S. 27.	<b>Raffineur</b> — guerre, marché S. 18.	— représentation S. 13, 18; R. 8.
<b>Mandat</b> R. 5.	— éboulement S. 38.	<b>Pharmacien</b> — matière pénale S. 39.	— comptable R. 14.	<b>Réglement de police</b> R. 8.	<b>Travailleurs coloniaux</b> — fait du prince S. 14.
<b>Marché</b> — guerre, résiliation S. 18 s.	— effets S. 37 s.; R. 42 s.	<b>Poids et mesures</b> — matière pénale R. 43.	— dépôt S. 27.	<b>Remplacement militaire</b> R. 38.	<b>Travaux publics</b> — fait du prince S. 10.
<b>Marché à terme</b> — engagements antérieurs, investissement S. 30.	— impossibilité, allégations S. 44.	<b>Possession continue</b> R. 38.	— incendie S. 27.	<b>Réquisition</b> — engagements antérieurs, armateur S. 29.	— guerre, entrepreneur S. 16.
<b>Marché de fournitures</b> — engagements antérieurs R. 32.	— maître, domestique, employé S. 42.	<b>Pouvoir discrétionnaire</b> — caractère légal S. 26.	— perte de la chose S. 27 s.; (faute) S. 28.	— guerre S. 16; (blé et farines) S. 16.	<b>Tutelle officieuse</b> — adoption testamentaire S. 23.
<b>Martin</b> — matière pénale S. 38.	— menaces S. 43.	— circonstances, constatation S. 25 s.; R. 12 s.	— preuve testimoniale S. 27; R. 14.	<b>Résiliation</b> — engagements antérieurs S. 29 s.	<b>Usufruit</b> — engagements antérieurs R. 33.
<b>Matière pénale</b> — arrêté municipal, fumier, matériaux, neige S. 38; R. 44.	— mort R. 4, 9.	— exécution des lois R. 13.	— vol S. 27.	— guerre, marché S. 18 s.	<b>Vente</b> — engagements antérieurs R. 19.
— attroupement R. 43.	<b>Médecin</b> — matière pénale S. 39.	— intention criminelle R. 12.	<b>Preuve testimoniale</b> S. 27; R. 14.	<b>Résolution</b> — V. Résiliation.	<b>Vers à soie</b> S. 6; R. 4.
— autorité (légitime, ordre) S. 40; (maritale, complicité) S. 42; (paternelle) S. 42.	<b>Ménages</b> — matière pénale R. 42.	— invasion, marchandises, perte S. 25; R. 12.	— engagements antérieurs R. 17; (billet de banque) R. 17; (dépôt nécessaire) R. 17; (quasi-contrat) R. 17; (quasi-délit) R. 17; (testament) R. 17.	<b>Responsabilité</b> — cas fortuit, convention expresse S. 35 s.	<b>Violence</b> — guerre S. 16; R. 10.
— boulanger, procès-verbal S. 44.	<b>Nature</b> R. 4.	— lois révolutionnaires R. 12.	<b>Procès-verbal</b> — douanes R. 8.	<b>Révolution</b> R. 9 s., 13.	— matière pénale S. 37; R. 43.
— cabaret, fermeture R. 43.	<b>Naufrage</b> R. 9, 40.	— matière pénale S. 38.	— impossibilité R. 8.	<b>Servitude</b> — engagements antérieurs R. 32.	<b>Voies municipales</b> — fait du prince S. 10.
— cas fortuit S. 45.	<b>Neige</b> R. 4, 9, 44.	— listes électorales R. 8.	— matière pénale S. 44; R. 46.	<b>Testament</b> — engagements antérieurs, preuve testimoniale R. 17.	<b>Voiturier</b> — colis, perte S. 2.
— contravention S. 37 s.	<b>Péremption</b> — délai R. 34.	<b>Préfet</b> — listes électorales R. 8.	<b>Quasi-contrat</b> — engagements antérieurs, preuve testimoniale R. 17.		— matière pénale S. 38.
— diplôme, médecin, chi-	<b>Perte de la chose</b> — engagements antérieurs	<b>Prescription</b> — délais R. 34.			— preuve S. 27.

## Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1847	1856	1860	1867	1877	1887	1890
21 avr. Bordeaux. 4 c.	8 janv. Civ. 20 c.	17 févr. Crim. 38 c.	23 févr. Trib. Seine. 9 c.	28 janv. Trib. com. Nantes. 16 c., 29 c.	22 janv. Civ. 26 c.	22 déc. Req. 25 c., 35 c.
1849	30 janv. Req. 32 c.	17 août. Trib. com. Seine. 13 c.	7 nov. Crim. 38 c.	1 <sup>er</sup> févr. Trib. Lyon. 14 c., 18 c.	18 mai. Cons. d'Et. 20 c.	1885
12 avr. Crim. 40 c.	11 mars. Civ. 2 c., 13 c.	1861	1868	27 mars. Trib. com. Rouen. 18 c.	22 juin. Cons. d'Et. 17 c.	7 déc. Crim. 44 c.
1850	2 avr. Civ. 2 c., 18 c.	28 févr. Crim. 36 c., 38 c.	11 mai. Loi. 14 c.	9 mai. Rennes. 30 c., 24 c.	1873	1886
2 déc. Alger. 23 c., 27 c.	3 nov. Trib. com. Nantes. 12 c.	1862	17 nov. Req. 14 c.	10 mai. Rouen. 18 c.	27 avr. Rouen. 23 c.	13 janv. 27 c.
1851	12 déc. Poitiers. 43 c.	1863	1869	26 juin. Rouen. 34 c.	13 août. Req. 19 c.	10 mai. Douai. 11.
31 juin. Crim. 40 c.	1 <sup>er</sup> juill. Civ. 1 c., 33 c.	17 févr. Civ. 10 c.	6 janv. Civ. 3 c.	11 juill. Trib. Seine. 18 c.	19 nov. Civ. 18 c.	1887
1852	1857	30 avr. Crim. 40 c.	17 avr. Trib. Seine. 8 c.	14 juill. Nancy. 18 c.	13 janv. Req. 25 c.	6 mai. Crim. 38 c.
17 févr. Loi. 14 c.	1858	5 nov. Crim. 45 c.	1870	2 août. Crim. 38 c.	23 avr. Lyon. 9 c.	16 mai. Req. 25 c.
1854	23 avr. Crim. 44 c.	16 mars. Civ. 8 c.	3 mars. Paris. 13 c.	2 déc. Crim. 41 c.	2 juin. Req. 27 c.	9 déc. Cons. d'Et. 16 c.
22 mars. Crim. 42 c.	23 août. Civ. 7 c., 27 c.	1865	1871	23 déc. Paris. 31 c.	8 août. Crim. 38 c.	27 déc. Req. 7 c.
4 mai. Cons. d'Et. 40 c.	10 nov. Req. 14 c.	28 avr. Crim. 37 c., 38 c.	1 <sup>er</sup> janv. Trib. com. Seine. 30 c.	4 janv. Lyon. 19 c.	8 août. Paris. 23 c.	1888
1855	15 févr. Req. 13 c.	15 déc. Paris. 13 c.	2 janv. Trib. com. Seine. 18 c.	13 févr. Req. 34 c.	19 août. Civ. 25 c.	9 janv. Req. 27 c.
1 <sup>er</sup> mars. Crim. 38 c.	14 mai. Trib. com. Nantes. 32 c.	21 juin. Crim. 38 c., 44 c.	27 janv. Trib. com. Seine. 18 c.	13 févr. Civ. 25 c.	15 janv. Cons. d'Et. 32 c.	18 janv. Besançon. 7 c.
23 juin. Lyon. 1 c., 5 c.	23 août. Douai. 43 c.	16 nov. Cons. d'Et. 8 c.	27 janv. Trib. com. Seine. 18 c.	21 févr. Besançon. 30 c.	27 janv. Req. 13 c., 15 c.	15 févr. Civ. 34 c.
			27 janv. Trib. com. Seine. 18 c.	23 févr. Angers. 19 c.	1875	1890
			27 janv. Trib. com. Seine. 18 c.	4 mai. Req. 30 c.	15 janv. Cons. d'Et. 32 c.	18 janv. Trib. Hazebrouck. 21 c.
			27 janv. Trib. com. Seine. 18 c.	7 mai. Req. 16 c., 29 c., 34 c.	7 janv. Cons. d'Et. 8 c.	20 janv. Trib. com. Bruxelles. 21 c.
			27 janv. Trib. com. Seine. 18 c.		21 févr. Req. 16 c.	7 août. Crim. 1 c., 38 c.
			27 janv. Trib. com. Seine. 18 c.		25 mars. Crim. 39.	

**FORCLUSION.** — V. Cassation, n° 219 et suiv.; Distribution par contribution, n° 23 et suiv., 30 et suiv., 37 et suiv.; Jugement, Jugement par défaut; Ordre entre créanciers; — Rép. v<sup>ie</sup> Acquiescement, n° 381 et suiv.; Appel civil, n° 920 et 1218; Cassation, n° 1095 et suiv.; Distribution par contribution, n° 82 et suiv., 94 et 115; Jugement par défaut; Ordre entre créanciers, n° 389 et suiv., 438 et suiv., 486 et suiv., 619, 702 et suiv., 793, 1122 et suiv., 1356 et suiv., 1380.

**FORÊTS.** — Un projet de revision du code forestier a été déposé sur le bureau du Sénat, le 16 juill. 1888, par M. Viette, alors ministre de l'agriculture, et est actuellement en discussion devant cette assemblée. En raison des modifications proposées, nous croyons devoir renvoyer l'examen de tout ce qui concerne les forêts *infra*, v° Régime forestier.

## FORFAITURE ET DÉLITS COMMIS PAR LES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

## Division.

- ART. 1. — Historique et législation. — Droit comparé (n° 3).  
 ART. 2. — De la forfaiture proprement dite (n° 9).  
 ART. 3. — Crimes dont les fonctionnaires peuvent se rendre coupables contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, contre la liberté des citoyens et en matière de faux (n° 11).  
 ART. 4. — Coalition des fonctionnaires (n° 12).  
 ART. 5. — Empiètements réciproques des autorités administratives et judiciaires (n° 13).  
 ART. 6. — Soustractions commises par les fonctionnaires publics (n° 17).  
 ART. 7. — De la concussion (n° 40).

- ART. 8. — Délits des fonctionnaires qui s'ingèrent dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité (n° 58).
- ART. 9. — De la corruption des fonctionnaires (n° 63).
1. — Vénéralité des fonctionnaires (n° 63).
2. — Partialité des fonctionnaires (n° 76).
3. — Des corrupteurs (n° 77).
- ART. 10. — Abus d'autorité (n° 86).
- ART. 11. — Exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé (n° 87).
- ART. 12. — Refus d'un service dû légalement (n° 94).
- ART. 13. — Participation des fonctionnaires aux crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer (n° 92).
- ART. 14. — Délits divers relatifs à la tenue des actes de l'état civil; à l'évasion des détenus; à la complicité avec les fournisseurs; aux attentats aux mœurs (n° 96).

1. Nous avons dit au *Rép.* n° 1, qu'on désigne en général par l'expression de *forfaiture* des crimes commis par les fonctionnaires publics dans leurs fonctions. Conformément à l'ordre suivi au *Répertoire*, nous avons énuméré, v° *Fonctionnaire public*, les différentes classes de fonctionnaires, et nous traiterons v° *Mise en jugement*, des poursuites qui peuvent être dirigées contre eux et des règles particulières de compétence et de procédure auxquelles ces poursuites sont soumises. Nous nous occuperons exclusivement dans le présent article des divers délits dont ils peuvent se rendre coupables et des peines à leur infliger.

2. Suivant une très judicieuse observation de M. Garraud (*Traité théorique et pratique de droit pénal français*, t. 3, n° 241) les mots *fonctionnaire public*, *agent du gouvernement*, *officier public*, peuvent être pris dans un sens plus ou moins large, eu égard à la nature de chaque infraction. Le savant professeur constate que la jurisprudence pénale a obéi dans l'interprétation de ces diverses qualifications, à une double tendance. D'une part, elle n'a pas pris ces expressions dans leur sens administratif; elle a vu des fonctionnaires dans toutes les personnes qui sont investies d'un mandat public, permanent ou temporaire. D'autre part, elle a considéré que les préposés des communes, départements, établissements publics, étaient, aussi bien que les préposés de l'Etat, des agents du Gouvernement. Nous croyons, comme M. Garraud, que si cette jurisprudence a pu donner lieu à quelques critiques au point de vue des principes étroits de l'interprétation pénale, elle n'est du moins sortie des termes mêmes de la loi que pour rentrer dans son esprit.

#### ART. 1. — Historique et législation. — Droit comparé (*Rép.* n° 2 à 6).

3. — I. LÉGISLATION. — Depuis la publication du *Répertoire*, plusieurs des dispositions du code pénal de 1810, relatives aux crimes et délits commis par les fonctionnaires publics, ont subi d'importantes modifications.

4. La loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 79) a modifié les art. 174, 177 et 179 c. pén. Elle a introduit dans l'art. 174, qui punit les concussions commises par les fonctionnaires publics, une distinction fondée sur l'importance des sommes indûment perçues. La concussion commise par les fonctionnaires continue à constituer un crime puni de la réclusion, toutes les fois que la totalité des sommes indûment exigées est supérieure à 300 fr. Au-dessous de cette somme, la concussion est devenue un délit puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. L'exposé des motifs (D. P. 63. 4. 81, n° 25) fait observer, pour justifier cette modification, que la régularité de notre système administratif et financier rend aujourd'hui les grandes concussions presque impossibles et que presque toutes les concussions commises de nos jours le sont pour de petites sommes par de tout petits fonctionnaires ou des agents d'un ordre inférieur. « Le jury impatient d'avoir à les juger, dit l'exposé des motifs, et peut-être considérant qu'ils ont été détenus, les acquitte plus souvent qu'il ne les condamne, et, quand il les condamne, c'est toujours correctionnellement ». Ces considérations ont décidé le législateur à correctionnaliser le crime de concussion, sauf dans les cas où les sommes indûment exigées atteignent un chiffre d'une certaine importance.

Un paragraphe a été ajouté à l'art. 174 pour faire disparaître une difficulté d'interprétation à laquelle il avait donné lieu et qui a été exposée au *Rép.* n° 67. On s'était demandé si les greffiers, les notaires, les avoués, les huissiers auxquels appartient incontestablement le caractère d'officiers publics, commettaient le crime de concussion lorsqu'ils exigeaient des taxes supérieures à celles qui leur sont dues d'après les tarifs. Le législateur a consacré à cet égard, en 1863, une distinction qu'avait établie la jurisprudence, et il a déclaré l'art. 174 applicable aux greffiers et officiers ministériels seulement dans le cas où le fait aurait été commis à l'occasion des recettes dont ils sont chargés par la loi.

5. Un paragraphe ajouté à l'art. 177 punit des peines édictées par cet article, l'arbitre ou expert nommé soit par le tribunal, soit par les parties, qui aura agréé des offres ou promesses ou reçu des dons ou présents pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à l'une des parties. Une nouvelle rédaction de l'art. 179 a eu pour but de la mettre en complète harmonie avec l'art. 178 qui le précède. Ce dernier article punit le fonctionnaire qui s'est laissé corrompre, soit pour faire un acte de son ministère, soit pour s'en abstenir, et place ainsi sur la même ligne l'action et l'abstention. L'ancienne rédaction de l'art. 179 laissait au contraire à l'abri de la répression le corrupteur qui cherchait à obtenir non l'action, mais l'abstention du fonctionnaire. La loi du 13 mai 1863 a fait disparaître cette anomalie (Rapport, D. P. 63. 4. 88, n° 82).

6. L'art. 177 c. pén. a été modifié de nouveau par la loi du 4 juill. 1889 (D. P. 90. 4. 56). A la suite d'un arrêt rendu le 26 mars 1888 par la cour d'appel de Paris (aff. Wilson, D. P. 88. 2. 155), qui avait déclaré que le trafic des décorations et les négociations inavouables qui en sont la conséquence ne constituaient pas le délit d'escroquerie et n'étaient prévus, quelle que fût l'immoralité de pareils agissements, par aucune disposition de notre législation répressive, il a paru nécessaire de combler cette lacune du code pénal en complétant l'art. 177 c. pén. par l'adjonction des paragraphes suivants. « Sera punie des mêmes peines toute personne, investie d'un mandat électif, qui aura agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour faire obtenir ou tenter de faire obtenir des décorations, médailles, distinctions ou récompenses, des places, fonctions ou emplois, des faveurs quelconques, accordées par l'autorité publique, des marchés, entreprises ou autres bénéfices résultant de traités conclus également avec l'autorité publique, et aura ainsi abusé de l'influence, réelle ou supposée, que lui donne son mandat. — Toute autre personne qui se sera rendue coupable de faits semblables sera punie d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende égale à celle prononcée par le premier paragraphe du présent article. — Les coupables pourront, en outre, être interdits des droits mentionnés dans l'art. 42 du présent code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. »

7. — II. DROIT COMPARÉ. — Le code pénal de la confédération du nord de l'Allemagne, promulgué le 31 mai 1870 et rendu exécutoire dans tout le territoire du nouvel empire d'Allemagne, par la loi du 15 mai 1871, consacre un titre tout entier (art. 331-359) aux crimes et délits commis dans l'exercice des fonctions publiques. On trouve le texte complet de ces dispositions traduites et annotées par M. Alexandre Ribot dans l'*Annuaire de législation étrangère* publié en 1872 (1<sup>re</sup> année) p. 166 et suiv. Indépendamment de ces dispositions pénales, les fonctionnaires de l'Empire sont soumis à une répression disciplinaire qui fait l'objet des art. 72 à 133 de la loi du 31 mars 1873 (V. *Annuaire de législation étrangère*, 3<sup>e</sup> année, p. 93).

8. Le code pénal hongrois du 28 mai 1878 comprend également un chapitre sur les crimes et délits des fonctionnaires et avocats (art. 461-484). Ce code a été traduit et annoté en 1885 par MM. Martin et P. Dareste dans la *Collection des principaux codes étrangers* sous les auspices du comité de législation étrangère institué au ministère de la justice. — Le titre 3 du nouveau code pénal d'Italie de 1889, consacré aux « délits contre l'administration publique » contient un chapitre relatif au péculat (art. 168), un autre chapitre relatif à la concussion (art. 169 et 170), un troisième

à la corruption (art. 171 à 174) et un quatrième aux abus d'autorité et à la violation des devoirs inhérents à une fonction publique (V. la traduction de ce code par M. Jules Lacoïnta, publiée en 1890).

ART. 2. — *De la forfaiture proprement dite.*

9. Nous avons indiqué au *Rép.* (n° 7) les caractères du crime de forfaiture prévu et défini par les art. 166, 167 et 168 c. pén. et nous avons fait observer que ces articles forment dans le code pénal une véritable superfétation. Aussi le code pénal belge a-t-il supprimé ces articles comme doublement inutiles, parce que, d'une part, la dégradation civique n'existe plus dans la législation belge, et parce que, d'autre part, les crimes commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions sont prévus et punis par des dispositions spéciales (Garraud, *Droit pénal français*, t. 3, n° 243, note 6). D'après M. Garraud, l'art. 167 n'a plus aujourd'hui qu'une seule application. En effet, les art. 484 et suiv. c. instr. crim. parlent, pour régler une question de compétence et de procédure, de crimes « emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave ». Ils se réfèrent donc à l'art. 167 c. pén. et visent tout crime commis par un fonctionnaire de l'espèce prévue par l'art. 483 dans l'exercice de ses fonctions et emportant la peine de la dégradation civique ou autre peine plus grave.

10. Aux termes de l'art. 486 c. instr. crim., la dénonciation d'un crime de forfaiture imputé soit à un tribunal entier, soit individuellement à un ou plusieurs membres de cours d'appel, ne peut être déferée directement à la cour de cassation par les parties qui se prétendent lésées que si cette dénonciation est « incidente à une affaire pendante devant ladite cour », et elle ne saurait être considérée comme telle que si elle est de nature à exercer une influence juridique sur le pourvoi (Crim. rej. 24 juin 1870) (1).

ART. 3. — *Crimes dont les fonctionnaires peuvent se rendre coupables contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, contre la liberté des citoyens et en matière de faux (Rép. n° 8).*

11. — 1° *Crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.* — Les crimes de cette sorte commis par des fonctionnaires sont les crimes prévus par les art. 80 et 81 c. pén., dont il est traité *suprà*, v° *Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat*, n° 15 et *Rép. eod. v°*, n° 47 et suiv. Ces dispositions

légalles ont été complétées récemment par la loi du 18 avr. 1886 établissant des pénalités contre l'espionnage (D. P. 86. 2. 58); cette loi incrimine comme délits la communication des plans, écrits ou documents secrets confiés à des fonctionnaires (art. 1<sup>er</sup>, § 6), et la simple négligence de ceux-ci lorsqu'elle a eu pour conséquence la soustraction, l'enlèvement ou la destruction de ces documents (art. 4). V. le commentaire de ces articles *suprà*, eod. v°, n° 16, 17 et 20.

2° *Crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat.* — Nous n'avons rien à ajouter, concernant l'application des art. 93 et 94 c. pén., à ce qui a été dit v° *Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat*, *suprà*, n° 40, 43 et 44, et *Rép. eod. v°*, n° 130 à 135).

3° *Attentats à la liberté.* — A l'égard des attentats à la liberté commis par des fonctionnaires, V. *Liberté individuelle*; *infra*, *Rép. eod. v°*, n° 16 à 62.

4° *Faux commis dans l'exercice des fonctions.* — Sur les faux commis par des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, V. *suprà*, v° *Faux*, n° 212 et suiv. et *Rép. eod. v°*, n° 187 et suiv.

ART. 4. — *Coalition des fonctionnaires.*

12. Cette partie de notre législation criminelle (c. pén. art. 123 à 126) a fort peu d'importance pratique. « Les coalitions de fonctionnaires, dit M. Garraud, t. 3, n° 47, n'ont pas encore produites dans notre pays ou, du moins, on n'a jamais songé à les poursuivre ». Dans ses *Etudes pratiques sur le code pénal*, Blanche avait déjà déclaré n'avoir aucune observation à faire sur les articles précités qui, « vraisemblablement, ne seront jamais appliqués » (t. 2, n° 633). Nous n'ajouterons qu'un seul mot aux explications données *Rép. n° 9* à 20, à savoir que le crime de l'art. 125, à raison de son caractère politique, est aujourd'hui puni, non plus de la peine de mort, mais de la déportation dans une enceinte fortifiée (L. 5 avr.-16 juin 1850, art. 1<sup>er</sup>, D. P. 50. 4. 129-130).

ART. 5. — *Empiètements réciproques des autorités administratives et judiciaires*

13. Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 21, les art. 127 à 131 c. pén. forment la sanction pénale du principe de la séparation des pouvoirs, législatif et exécutif, et des autorités administratives et judiciaires.

14. — 1° *Empiètements sur le pouvoir législatif.* — L'art. 127,

(1) (Mirès.) — La cour; — Vu la dénonciation pour cause de forfaiture, datée du 14 juin courant, et adressée à M. le premier président de la cour de cassation par Jules Mirès contre MM. Berthelin, président, Faget de Baure, Bonneville de Marsangy, Saunac et Dubois, conseillers, membres de la chambre des mises en accusation de la cour impériale de Paris pour l'année judiciaire 1868-1869; — Vu le réquisitoire de M. le procureur général près la cour, du 21 juin, qui conclut à la désignation d'un membre de la chambre criminelle pour faire, à ladite chambre, le rapport prescrit par la loi, et l'ordonnance de M. le premier président, du même jour, qui nomme M. le conseiller Greffier à cet effet; — Vu le second réquisitoire de M. le procureur général concluant à ce que la cour se déclare incompétente, par le motif que la plainte en forfaiture n'est point incidente aux pourvois dont la cour est saisie; — Vu la requête de Mirès, à la date du 22 juin, qui demande la jonction de la plainte en forfaiture avec les affaires dont la chambre criminelle est actuellement saisie par les pourvois du demandeur; — Vu les conclusions de M. le procureur général à fin de rejet de cette demande; — Vu les art. 485, 486 et 493 c. instr. crim., et les art. 166, 167 et 183 c. pén.; — Attendu qu'aux termes du second alinéa de l'art. 486 c. instr. crim., il faut, pour que la dénonciation d'un crime de forfaiture, imputé soit à un tribunal entier, soit individuellement à un ou plusieurs membres de cours impériales, puisse être déferée directement à la cour de cassation par les parties qui se prétendent lésées, qu'elle soit « incidente à une affaire pendante devant ladite cour; » auquel cas, elle est, conformément à l'art. 493 c. instr. crim., portée à la chambre saisie de l'affaire; — Attendu que Jules Mirès prétend que la dénonciation admise à la cour est incidente à l'affaire dont la chambre criminelle est saisie par les pourvois qu'il a formés contre divers arrêts de la chambre des appels de police correctionnelle de la cour impériale de Paris, en date des 8, 28 et 29 avril dernier; que M. le procureur général soutient, au contraire, que la dénon-

ciation n'est point incidente à ladite affaire, et que, dès lors, la cour de cassation n'est pas compétente pour statuer sur la requête de Mirès; — Que la cour doit donc d'abord, pour reconnaître sa propre compétence, rechercher si les réquisitions du ministère public sont fondées;

Attendu qu'en autorisant la partie qui se prétend lésée à saisir directement la cour de cassation d'une dénonciation incidente à une affaire pendante devant elle, le législateur a manifestement voulu que cette dénonciation pût avoir, sur la décision ou sur le sort de l'affaire pendante, une influence juridique; — Que c'est, en effet, le caractère propre de toute demande incidente d'avoir, avec l'affaire principale, un rapport direct et nécessaire; — Attendu que la dénonciation adressée par Mirès à la cour de cassation a pour objet de faire déclarer les magistrats désignés dans la plainte coupables d'avoir, le 23 juill. 1869, siégeant à la chambre des mises en accusation, rendu par inimitié contre lui l'arrêt qui a rejeté une plainte dirigée contre l'expert Monginot, ce qui constituerait le crime de forfaiture, prévu par l'art. 183 c. pén.; — Attendu que l'affaire principale à laquelle Mirès voudrait rattacher sa plainte, comme incidente, résulte des pourvois qu'il a formés les 8, 11, 28 et 30 avr. 1870 contre des arrêts rendus par la chambre des appels de police correctionnelle de la cour impériale de Paris, sous la date des 8, 28 et 29 avril, dans le procès suivi contre lui pour injures et diffamation envers la cour impériale de Paris; — Attendu que le sort de ces pourvois non seulement n'est pas subordonné au résultat de la plainte en forfaiture, mais qu'à aucun aspect il n'en saurait être légalement affecté; — Que si devant la cour impériale, juge du fait, Mirès pouvait, ainsi qu'il l'a d'ailleurs, mais vainement, tenté, invoquer, au moyen d'une dénonciation régulièrement formée, le bénéfice de l'art. 25 de la loi du 26 mai 1819, et obtenir qu'il fût sursis au jugement de la plainte en diffamation non encore définitivement prononcé, il n'en saurait être ainsi quand les juges du fond ont statué et que leurs décisions souveraines sont déferées à la cour



premier alinéa, est relatif aux empiètements du pouvoir judiciaire sur le pouvoir législatif. Il déclare coupables de forfaiture et punit de la dégradation civique les juges, procureurs..., etc., qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en s'opposant à l'exécution des lois. En fait, comme le fait justement remarquer M. Garraud « cette sanction pénale est restée lettre morte par suite de la sagesse de nos corps judiciaires » (t. 3, n° 50).

— Quant aux empiètements du pouvoir administratif sur le pouvoir législatif, ils sont incriminés par l'art. 130 c. pén. qui les fait résulter des mêmes faits que ceux de l'autorité judiciaire et les punit de la même peine. Chauveau et Faustin Hélie disent à ce sujet : « Peut-être la sollicitude de la loi aurait-elle dû se tourner principalement vers l'Administration, dont l'action est soumise à des règles moins sûres, et qui plus facilement peut se laisser entraîner à des envahissements de pouvoir ». Nous croyons, pour notre part, que le pouvoir législatif a peu à redouter de l'Administration; l'expérience l'a prouvé et la peine de l'art. 130 est restée jusqu'ici purement comminatoire.

15. — 2° *Empiètements des tribunaux sur l'Administration.* — L'art. 127, § 2, contient la sanction répressive du principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire, en ce qui concerne les magistrats de l'ordre judiciaire. « Ce texte, dit M. Garraud, s'applique au cas peu vraisemblable où les tribunaux auraient violé, par un dessein prémédité, le principe de la séparation des pouvoirs. Il ne s'est jamais présenté jusqu'ici » (t. 3, n° 51, p. 62). Le même auteur fait remarquer, à ce sujet, avec beaucoup de raison que « la justice administrative a, du reste, pour protéger sa compétence contre les empiètements des autorités judiciaires, une arme défensive qu'on appelle le conflit, et qui est d'un meilleur usage que la sanction répressive du code pénal ». Nous n'avons pas à traiter ici de l'importante matière des conflits (V. à cet égard, *supra*, v° *Conflit*, n° 41 et suiv., et 87 et suiv.; — V. aussi *Rép. eod. v°*, n° 51 et suiv. et 158 et suiv.). Nous rappellerons seulement que l'art. 128 c. pén., protège l'exercice de la procédure de conflit en punissant d'une amende de 16 fr. au moins et de 150 fr. au plus « les juges qui, sur la revendication formellement faite par l'autorité administrative d'une affaire portée devant eux, auront néanmoins procédé au jugement avant la décision de l'autorité supérieure » et « les officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement ».

On s'est demandé au *Rép.* n° 24 si l'art. 128 était applicable dans tous les cas où les tribunaux ont jugé une affaire portée devant eux, nonobstant la revendication de l'autorité administrative, ou seulement dans le cas où ils ont retenu à tort une affaire que l'Administration était fondée à revendiquer. Nous avons soutenu avec Chauveau et Faustin Hélie (t. 2, n° 563) qu'il faut, à cet égard, distinguer si le conflit est régulier ou non, et nous croyons encore que l'art. 128 n'est applicable qu'autant que le juge, saisi d'un conflit régulièrement introduit, a refusé d'y avoir égard et a statué au fond. « Si le conflit est régulier, dit M. Garraud, c'est-à-dire s'il est élevé dans les cas prévus et les délais fixés par la loi, les juges ne peuvent le déclarer mal fondé et ils encourraient, quelle que fût leur bonne foi, la peine correctionnelle qui est édictée. Mais si le conflit est irrégulier ou tardif, c'est-à-dire s'il a été pris hors des termes et des délais fixés par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 1828, les juges peuvent statuer sur l'affaire dont ils sont saisis, car l'Administration est sans droit pour le former. La question de compétence se lie ainsi à la question pénale, et, en reconnaissant le droit des tribunaux d'apprécier, en la forme, la régularité de l'arrêté de conflit, je reconnais, en même temps, que l'application de l'art. 128 dépend de la persistance à vouloir juger en présence d'un conflit régulier » (t. 3,

n° 51, p. 64). Boitard avait déjà dit dans le même sens : « Les juges n'ont qu'un point à examiner : si le conflit est régulier, c'est-à-dire s'il est élevé dans les cas prévus et suivant les formes prescrites par la loi. Si cette irrégularité existe, ils doivent surseoir ; si elle n'est pas démontrée, ils doivent passer outre. L'art. 128 ne prévoit, en effet, que l'usurpation d'un droit » (n° 208). A la vérité, le tribunal des conflits a jugé, par plusieurs décisions citées *supra*, v° *Compétence criminelle*, n° 66 et 87, qu'il n'appartient jamais à l'autorité judiciaire d'apprécier la validité d'un arrêté de conflit, mais ces décisions n'ont pas touché directement la question de savoir si les magistrats qui persistent à vouloir juger, malgré un conflit irrégulier ou tardif, encourrent, ou non, les peines de l'art. 128. En tous cas, il n'apparaît pas que le Gouvernement ait songé à prescrire des poursuites, par application de l'article précité, contre les magistrats des cours d'Angers et de Poitiers qui, en 1871 et en 1889, ont refusé de surseoir aux poursuites dont ils étaient saisis, malgré des arrêtés de conflit.

L'art. 129 c. pén., dont il a été traité au *Rép.* n° 25 et 26, prononce des peines contre les juges qui ont décerné des mandats contre les agents du Gouvernement sans l'autorisation de celui-ci. Cet article ne peut plus avoir d'application depuis le décret du 19 sept. 1870, qui a abrogé l'art. 75 de la constitution de l'an 8, et permis, à l'avenir, de poursuivre les fonctionnaires sans autorisation du Gouvernement (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 564; Blanche, *Etudes sur le code pénal*, 2<sup>e</sup> éd. annotée par M. Dutruc, t. 2, n° 644, note 1).

16. — 3° *Empiètements de l'autorité administrative sur l'autorité judiciaire.* — « Les art. 130 et 131 qui répriment ces empiètements n'appellent, dit Boitard, n° 210, qu'une seule observation. Peut-être le législateur, si minutieux quand il s'agit de surveiller les empiètements de l'autorité judiciaire, n'a-t-il pas déployé la même exactitude à l'égard des excès de pouvoir de l'autorité administrative. Il semble qu'il aurait pu prévoir quelques-uns des actes d'immixtion ou d'usurpation les plus oppressifs ou spécifier les caractères avec plus de détail et de soin ». C'est aussi l'avis de Chauveau et Faustin Hélie, n° 566, et le nôtre.

#### ART. 6. — Soustractions commises par les fonctionnaires publics (*Rép.* n° 28 à 57).

17. — I. SOUSTRACTIONS COMMISES PAR LES DÉPOSITAIRES PUBLICS OU COMPTABLES (C. pén. art. 169, 170, 171, 172). — Ce genre d'infractions est défini par l'art. 169, et punit, suivant la quotité des valeurs détournées ou soustraites, de peines criminelles (art. 169, 170, 171) ou de peines correctionnelles (art. 172). — Parmi les ouvrages de doctrine qui se sont occupés de la matière, nous citerons : Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, t. 2, n° 788 et s.; Blanche, *Etudes sur le code pénal*, 3<sup>e</sup> Etude, n° 340 et s.; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 3, n° 245 et s.; Boitard, *Leçons de droit criminel*, n° 251.

18. — 1° *Éléments de l'infraction.* — Les éléments constitutifs du crime ou du délit prévu par l'art. 169 sont au nombre de quatre.

a) *Qualité de comptable ou dépositaire public* chez le coupable. — « La jurisprudence, dit M. Garraud (n° 247), a classé, avec raison, parmi les dépositaires ou comptables publics, tous les agents qui ont, soit un maniement de deniers, soit une manutention de valeurs mobilières, appartenant à l'Etat, aux communes, aux établissements publics, et qui doivent rendre compte de leur gestion, suivant les règles de la comptabilité administrative ». — V. pour la qualification de comptable public le décret 31 mai-11 août 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique (D. P. 62. 4. 83).

Nous avons cité au *Rép.* n° 33 et 34 un certain nombre

de cassation ; que cette cour n'a point à juger les faits du procès, mais seulement à décider si les arrêtés frappés de pourvoi ont été régulièrement rendus et s'ils ont fait une saine application de la loi ; — Que la décision qui interviendrait sur la plainte en forfaiture ne saurait, quelle qu'elle fût, avoir d'influence sur l'arrêt à rendre par la chambre criminelle dans l'affaire dont elle est saisie par les pourvois ; — Qu'il s'ensuit que la dénonciation de Mirès ne peut être considérée comme incidente à l'affaire pen-

dante devant la chambre criminelle, et que, dès lors, celle-ci ne peut trouver dans le deuxième paragraphe de l'art. 486 c. instr. crim. le principe de sa compétence pour juger une plainte en forfaiture portée directement devant elle par une partie intéressée ;

Par ces motifs, se déclare incompétente, etc.

Du 24 juin 1870.-Ch. crim. (en ch. du cons.)-MM. Legagneur, pr.-Greffier, rap.

de personnes classées par la jurisprudence parmi les comptables et dépositaires publics. Il faut ajouter à cette énumération, d'après d'autres arrêts: 1° les commis sectionnaires préposés à la surveillance et à la garde de l'atelier des salaisons de la marine (Crim. rej. 17 avr. 1847, *Bull. crim.*, n° 78). — 2° Les divers employés de l'administration des postes, commis à une perception, même surnuméraires, coupables d'avoir soustrait ou détourné des deniers, effets ou valeurs en tenant lieu, lorsque ces choses sont venues en leurs mains à titre et par suite de perception (Crim. cass. 23 nov. 1849, aff. Debon, D. P. 52. 5. 283). Mais, suivant d'autres arrêts, c'est l'art. 173 qui devient applicable aux employés de l'administration des postes, lorsque le détournement a eu pour objet une valeur qui se trouvait en leurs mains, non à titre ou par suite de perception, mais pour en faire la transmission, telle par exemple, qu'une lettre ou un pli contenant des billets de banque (Crim. cass. 23 avr. 1813, aff. Heymann, *Rép.* n° 55; 14 juin 1850, aff. Beau, D. P. 50. 5. 357; 15 oct. 1853, *Bull. crim.*, n° 518; Paris, 8 nov. 1853, aff. Perrot, D. P. 54. 2. 17); — 3° Les receveurs des hospices, lesquels sont des comptables des deniers publics, aux termes des lois des 16 vend. an 5, art. 3, 16 mess. an 7, art. 9, et des arrêtés du Gouvernement des 19 vend. et 16 germ. an 12, ainsi que de la loi du 18 juill. 1837, art. 21, n° 6 (disposition aujourd'hui remplacée par le n° 5 de l'art. 70, L. 5 avr. 1844) (Crim. régl. de jug. 30 juin 1842, *Bull. crim.*, n° 169); — 4° Les directeurs de la fabrication des monnaies. Il avait été jugé avant la loi du 31 juill. 1879 (D. P. 80. 4. 7) que les directeurs de la fabrication des monnaies, « nommés par le chef de l'Etat, révocables par lui, soumis à l'obligation du cautionnement, placés sous les ordres de la direction centrale, et justiciables de la cour des comptes », sont, au regard de l'Etat, des comptables auxquels l'art. 169 est applicable (Crim. rej. 21 mars 1879, *Bull. crim.*, n° 70). Depuis la loi précitée, qui a substitué le régime de la fabrication directe par l'Etat au régime de l'entreprise, l'applicabilité de l'art. 169 au directeur des monnaies ne saurait plus faire le moindre doute; — 5° Les économistes des écoles normales primaires publiques (Crim. rej. 18 août 1876, *Bull. crim.*, n° 191); — 6° Les agents comptables d'écoles primaires supérieures municipales (Même arrêt). — Quant aux huissiers, greffiers et notaires, V. *infra*, n° 23. — Sur la question de savoir quelles personnes doivent être classées parmi les dépositaires et comptables publics, V. pour la doctrine Chauveau et Faustin Hélie, n° 791; Garraud, n° 247; Blanche, n° 347.

Au reste, il importe peu que le comptable n'ait pas encore atteint l'âge fixé par les règlements pour l'exercice de la fonction, pourvu que le détournement ait eu lieu en l'exerçant (Crim. cass. 12 oct. 1849, aff. Lemonnier, D. P. 49. 5. 312).

19. Il est à remarquer que, « si la qualité de dépositaire ou comptable public n'est pas établie, le détournement peut constituer un délit d'abus de confiance ou de vol, et tomber, à ce titre, sous le coup de l'art. 408, ou d'autres dispositions pénales, mais il ne constitue par le crime de soustraction prévu par l'art. 169 » (Garraud, n° 247, p. 342. Conf. Blanche, n° 342). Ainsi il a été jugé que l'individu chargé d'acheter, au compte de l'Etat, des approvisionnements de denrées alimentaires, dont il pouvait payer le prix personnellement, ou le faire payer par les préfets, et qui avait reçu, non à titre de dépositaire, mais à titre de mandataire, des avances du ministre compétent à l'effet de pourvoir aux dépenses de sa mission, n'était pas comptable ou dépositaire public, et que, par suite, les détournements qu'il avait commis ne donnaient pas lieu à l'application des art. 169 et suiv. c. pén. (Crim. rej. 12 déc. 1874, aff. Ferrand, D. P. 75. 1. 389). — De même, le garçon de bureau qui soustrait des sommes déposées, pour le compte de l'Etat, dans la caisse du bureau, commet un vol, mais ne commet pas le fait prévu par l'art. 169, car il n'est pas dépositaire des sommes qu'il a volées (Crim. cass. 1<sup>er</sup> févr. 1856, aff. Lasserre, D. P. 56. 1. 176). — De même, le maire qui emploie à sa propriété particulière des matériaux qu'il avait achetés pour servir au travail de la commune, n'est pas passible de l'art. 169, car il n'est pas dépositaire public de ces matériaux (Crim. cass. 10 juill. 1851, aff. Corseret, D. P.

52. 5. 291). — De même encore, l'art. 169 ne prévoit pas le cas où le détournement a été commis par un employé personnel et privé du percepteur, dépositaire ou comptable. Dans cette hypothèse, il y a vol domestique, et, par conséquent, lieu à l'application de l'art. 386 (Crim. rej. 5 août 1825, aff. Lebarbier, *Rép.* v° Vol, n° 210-5°). — Sur ces différents points, V. Blanche, n° 147, p. 342; Chauveau et Faustin Hélie, n° 791, p. 557.

Au reste, il est évident et il ne saurait être sérieusement contesté que la coopération du commis d'un fonctionnaire public aux détournements de deniers publics commis par ce fonctionnaire, le constitue complice de ses détournements, et le rend passible des mêmes peines que le fonctionnaire (Crim. rej. 15 juin 1860, aff. Peltey, D. P. 60. 1. 467).

20. b) Le deuxième élément constitutif du crime ou du délit prévu par l'art. 169, c'est qu'il y ait acte de détournement ou de soustraction (Chauveau et Faustin-Hélie, n° 792; Garraud, n° 247, p. 343; Blanche, n° 357). Nous l'avons déjà dit au *Rép.* n° 35: il ne suffirait pas qu'il y eût dans la caisse un simple déficit; il ne suffirait pas non plus qu'il y eût soustraction, si cette soustraction n'avait pas été commise dans une intention frauduleuse. A ce dernier point de vue, nous signalerons un arrêt de la cour de cassation qui a décidé qu'« il y a détournement, dans le sens des art. 169 et 171 c. pén., de la part du dépositaire ou comptable public qui, mis en demeure de se libérer, résiste opiniâtrément à la restitution des sommes par lui touchées, dans l'intention de se les approprier en tout ou en partie; et cela sans qu'il soit nécessaire que cette intention ait reçu une réalisation absolue ou même momentanée » (Crim. rej. 28 mars 1856, aff. Coursault, D. P. 56. 1. 198). — Jugé aussi que l'intention frauduleuse, caractéristique du crime, résulte suffisamment de l'usage abusif et illégal qu'un dépositaire public a fait des deniers à lui confiés, et de l'impossibilité où il s'est mis de les exhiber à toute réquisition (Bourges, 21 janv. 1853, aff. S..., D. P. 55. 2. 22).

Au reste le caractère délictueux du détournement commis par un dépositaire public ne saurait être effacé ni par la restitution des sommes détournées, effectuée pendant les poursuites (Arrêts précités des 21 janv. 1853 et 28 mars 1856), ni par l'état de solvabilité de ce dépositaire (Même arrêt du 28 mars 1856). Après avoir cité ce dernier arrêt, M. Garraud (*loc. cit.*) ajoute: « Il est inutile, sans doute, de faire remarquer que le prévenu ou l'accusé ne pourrait pas s'appuyer, pour écarter le détournement frauduleux qui lui est reproché, sur la suffisance de son cautionnement comme garantie de la restitution dont il est tenu ».

Aux termes de l'art. 3 c. pén., « les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi ». Cette disposition spéciale n'existe pas à l'égard des détournements dont nous nous occupons; aussi a-t-il été jugé que la tentative par un employé aux subsistances de la marine de détourner au préjudice de l'Etat une quantité de rations de vivres inférieure à 3000 fr., n'est pas punissable (Crim. rej. 27 févr. 1851, aff. Aubin, D. P. 51. 5. 518).

21. c) Le troisième élément constitutif du crime ou du délit de l'art. 169, c'est que le détournement s'applique à certaines choses limitativement énumérées par ledit art. 169. V. à cet égard: Blanche, n° 350; Garraud, n° 247, p. 343. Ces choses sont: 1° *Les deniers publics ou privés*, expression synonyme d'« espèces monnayées »; — 2° *Les effets actifs en tenant lieu*, c'est-à-dire les valeurs de circulation comme les billets de banque, les lettres de change, les billets à ordre; — 3° *Les pièces*. Il n'est pas aisé de préciser le sens de cette expression vague et générale. Suivant les deux auteurs précités, et nous adoptons leur opinion, les pièces dont il s'agit ici ne peuvent être que celles qui ont une valeur estimative en deniers, telles qu'un mandat de paiement. C'est la conséquence de ce que la peine des soustractions opérées par les dépositaires ou comptables publics s'élève ou s'abaisse, selon la valeur de l'objet détourné; — 4° *Les titres*, c'est-à-dire les valeurs de bourse, cotées ou susceptibles d'être cotées, comme les rentes sur l'Etat, les actions ou obligations des compagnies financières ou industrielles, titres d'emprunt de départements ou de communes; — 5° *Les actes*, c'est-à-dire les écrits authentiques ou sous seings

privés par lesquels les fonctionnaires ou les parties elles-mêmes ont constaté l'existence d'un droit estimable et convertissable en argent; — 6° *Les effets mobiliers*, c'est-à-dire les valeurs de même nature qui ne sont pas compris dans l'énumération précédente.

22. d) Il faut, en quatrième lieu, que les choses détournées se soient trouvées « entre les mains du dépositaire en vertu de ses fonctions » (art. 169). Il ne suffirait pas qu'elles y eussent été mises à l'occasion de ses fonctions. Ce que le code pénal punit dans les art. 166 et suiv., c'est l'abus de l'office public et non l'abus de la qualité de fonctionnaire public (Garraud, n° 247, p. 345, note 21; Conf. Blanche, n° 351; Chauveau et Faustin Hélie, n° 791). Ainsi le percepteur qui, ayant illégalement exigé ou reçu d'un adjudicataire un cautionnement en argent pour le verser à la caisse des consignations, a détourné la somme remise à ce titre, ne peut être déclaré coupable que d'un simple abus de confiance; la somme détournée n'ayant pas été reçue en vertu de ses fonctions, il n'y a pas, en pareil cas, détournement par un comptable (Crim. rej. 20 déc. 1867, aff. Krodja, D. P. 72. 5. 250).

Au reste, les expressions légales en vertu de ses fonctions ne sont pas sacramentelles, et il a été jugé que le président des assises peut, sans irrégularité, leur substituer des expressions équivalentes, telles que celles-ci « dont il était dépositaire en sa qualité d'agent comptable » (Crim. rej. 19 juin 1863, aff. Chaspoul, D. P. 63. 5. 188).

23. Ici se présente une question dont la solution était assez délicate avant la loi du 13 mai 1863, modificative du code pénal. C'est la question de savoir quel caractère pénal il faut attribuer aux détournements de deniers exécutés par les greffiers, les notaires, les huissiers ou autres officiers ministériels. Ces faits font-ils encourir à leurs auteurs la peine des art. 169, 170, 171? On sait qu'avant la loi du 13 mai 1863, la jurisprudence faisait, pour la qualification de ces infractions, des distinctions basées sur le caractère du mandat conféré à l'officier ministériel. Si le commettant avait déposé les deniers ou valeurs entre les mains du notaire, huissier ou greffier, volontairement et sans y être obligé par une disposition de la loi, elle admettait que l'officier ministériel ne prenait pas la qualité de comptable public, elle considérait celui-ci comme un mandataire ordinaire, et elle appliquait la pénalité correctionnelle de l'art. 408. Ainsi jugé, notamment, pour le greffier de justice de paix qui détourne les sommes à lui remises par les parties pour payer les amendes ou les frais auxquelles elles avaient été condamnées (Crim. régl. de jug. 22 août 1846, aff. Raissac, D. P. 46. 1. 370), et pour les notaires, à l'égard des dépôts volontaires effectués chez eux (Crim. rej. 15 mars 1850, aff. Reys, D. P. 50. 3. 2; 15 janv. 1853, aff. Dauchez, D. P. 53. 5. 5). Dans le cas contraire, c'est-à-dire si les deniers ou valeurs se trouvaient entre les mains de l'officier public, à titre de dépôt en quelque sorte nécessaire, par exemple à la suite d'une vente publique, à laquelle il n'avait pu être procédé que par son ministère, le détournement qui en avait été opéré était considéré comme constituant une soustraction commise par un dépositaire public, et encourait la peine des art. 169 et suiv. (Crim. rej. 28 mars 1856, aff. Coursault, D. P. 56. 1. 198). Mais la loi du 13 mai 1863 a placé, dans l'art. 408, § 2, c. pén., en tête des qualités aggravantes qui font de l'abus de confiance un crime, celle d'officier public ou ministériel (V. à cet égard. *supra*, v° *Abus de confiance*, n° 143 et suiv.). Le nouvel art. 408 semble, dès lors, comprendre, sans aucune distinction, tous les détournements commis par les officiers publics et ministériels, et n'en laisser aucun en dehors de ses prévisions. Aussi les plus graves auteurs estiment-ils que, par l'effet de la modification législative dont il vient d'être parlé, les détournements, commis par les officiers ministériels, des deniers qui leur sont confiés, ont été *spécialisés* au point de vue délictueux, et ne sont plus, quels qu'ils soient, régis que par l'art. 408, et jamais par les art. 169 et suiv. (Garraud, n° 247, p. 345; Blanche, n° 349).

24. Les mêmes auteurs font exception pour les greffiers « qui sont certainement comptables envers l'Etat des droits de greffe qu'ils perçoivent en son nom (L. 21 vent. an 7, art. 4; Décr. 12 juill. 1808, art. 5) et qui deviennent ainsi passibles des art. 169 et suiv. c. pén., comme dépositaires publics des sommes qui leur ont été confiées pour acquitter

des frais de procédure ou des droits d'enregistrement » (Garraud, n° 245, p. 345). Conf. Blanche, n° 349; Garsonnet, *Cours de procédure*, t. 1, § 90. Les greffiers ont, en effet, un caractère mixte; ils sont à la fois officiers ministériels, mis à la disposition des parties et recevant des émoluments que celles-ci leur payent directement suivant le tarif (Décr. 24 mai 1854, D. P. 54. 4. 90; Décr. 24 nov. 1871, art. 1 et 2, D. P. 71. 4. 166; L. 16 nov. 1875, D. P. 76. 4. 47; L. 31 juill. 1879, art. 1, D. P. 79. 4. 86), et fonctionnaires publics rétribués par l'Etat, et qui ont envers l'Etat les obligations communes à tous les comptables. Il suit de là que, pour les détournements qu'ils commettent, ces officiers publics tomberont sous l'application de l'art. 408 dans le cas où ils auront détourné les deniers ou valeurs qui leur auront été confiés spontanément et qu'ils subiront la peine des art. 169 et suiv., dans le cas où ils auront détourné des deniers ou valeurs entrés en leurs mains à titre d'intermédiaires entre le déposant et l'Etat, comme, par exemple, pour payer l'enregistrement des jugements (Même auteur). C'est ce qu'a décidé la cour de cassation dans deux arrêts des 14 févr. 1846, aff. N..., et 22 août 1846, aff. Raissac, D. P. 46. 1. 370, antérieurs, il est vrai, à la loi du 13 mai 1863, mais dont l'autorité peut encore être invoquée aujourd'hui, car les motifs sur lesquels ils s'appuient n'ont rien perdu de leur valeur.

25. — *Pénalité.* — La pénalité des détournements mentionnés dans les art. 169 à 172 du code s'élève ou s'abaisse suivant le préjudice qui en résulte. En d'autres termes, le système de notre loi est la gradation de la pénalité d'après la quotité du dommage causé. Nous ne reviendrons pas sur l'appréciation de ce système, qui a été faite au *Rép.* n° 30 à 32, mais il ne sera pas hors de propos de la compléter par l'indication de quelques textes empruntés à la législation étrangère. Le code pénal allemand de 1871 (art. 350 et 351) punit les détournements commis par des fonctionnaires publics, sans considérer le quantum de la somme détournée, d'un emprisonnement de trois mois au moins, avec privation facultative des droits civiques, et si le détournement a été commis à l'aide de quelque falsification, de la réclusion pendant dix ans au plus; en cas de circonstances atténuantes, la peine est l'emprisonnement pour six mois au moins. L'art. 168 du code pénal d'Italie de 1889 est ainsi conçu : « Le fonctionnaire public qui soustrait ou détourne de l'argent ou autre chose meuble, dont, à raison de ses fonctions, il a la gestion, la perception ou la garde, est puni de l'interdiction perpétuelle des fonctions publiques, avec réclusion de trois à dix ans, et d'une amende non inférieure à trois cents livres. Si le dommage est léger ou s'il a été complètement réparé avant le commencement de la procédure, l'interdiction est temporaire et la réclusion est d'un an à cinq ans ». Enfin l'art. 464 c. pén. hongrois de 1878 dispose que le détournement par fonctionnaire sera puni au maximum d'un an de prison « si la valeur de la chose détournée est couverte par le cautionnement du fonctionnaire qui a commis le détournement ».

26. Les détournements commis par un comptable ou dépositaire public sont, aux termes de l'art. 169, punis de la peine des travaux forcés à temps si les choses soustraites sont d'une valeur au-dessus de 3000 francs. Nous avons déjà fait remarquer au *Rép.* n° 38 que cette valeur se détermine, non par le chiffre particulier de chaque détournement, mais par le chiffre total de tous les détournements poursuivis (Conf. Blanche, n° 353; Garraud, n° 248; Crim. cass. 17 oct. 1840, cité *Rép.* n° 38, et rapporté v° *Mise en jugement*, *Rép.* n° 40). — Une application intéressante de la règle qui précède a été faite par l'arrêt du 18 août 1876, cité *supra*, n° 18. Cet arrêt a jugé que lorsqu'un individu est à la fois comptable d'un établissement de l'Etat et d'un établissement municipal (dans l'espèce, l'école normale primaire supérieure du département de la Seine et l'école primaire supérieure municipale y annexée, à Auteuil), que ces deux établissements occupent le même local, ont le même directeur et le même personnel, les détournements séparément commis au préjudice de l'un et de l'autre par leur comptable commun ne constituent pas deux faits distincts, encore que le prévenu ait le double titre d'économe rétribué de l'école normale, nommé par le ministre, et d'agent comptable (non rétribué) de l'école

primaire, nommé par le préfet. D'où l'arrêt a tiré cette conséquence que, pour fixer le chiffre qui détermine la compétence criminelle ou correctionnelle, il faut additionner les détournements commis dans les deux établissements; et l'on ne saurait faire résulter la compétence correctionnelle de ce que, pour chacun, le chiffre en est inférieur à 3000 fr., si le total est supérieur à cette somme.

Qu'arriverait-il si les choses détournées étaient d'une valeur fixe de 3000 fr.? « Si le hasard voulait, dit Blanche, n° 355, que le détournement fût exactement égal à 3000 fr., il est clair qu'on devrait lui appliquer l'art. 171 et non l'art. 169, c'est-à-dire celle des deux dispositions qui traite le coupable avec le plus d'indulgence ». C'est l'opinion de Garraud, n° 248, note 28, et c'est aussi celle que nous avons déjà exprimée au *Rép.* n° 43.

**27.** La circonstance que le dommage causé par l'infraction, excède, soit 3000 fr., soit les diverses mesures indiquées par l'art. 170, est une circonstance aggravante du délit, qui transforme celui-ci en crime, et qui, dès lors, doit être soumise au jury par question spéciale et distincte de la question de culpabilité (Crim. rej. 15 juin 1860, aff. Pelley, D. P. 60. 1. 467; Crim. cass. 29 déc. 1877, aff. Serveille, D. P. 79. 1. 140. Conf. Blanche, n° 364; Garraud, n° 248, p. 348).

**28.** Dans tous les cas prévus par les art. 169, 170 et 171, il est prononcé contre le coupable, aux termes de l'art. 172, une amende dont le maximum est le quart des restitutions et indemnités, et le minimum, le douzième. Le juge peut graduer l'amende entre ces deux extrêmes. S'il prononçait l'amende en dehors de ces deux chiffres, ou s'il la prononçait sans procéder à l'évaluation des restitutions et indemnités, sa décision manquerait de base légale et donnerait ouverture à cassation (Blanche, t. 1, n° 273).

Aux assises, c'est évidemment à la cour qu'il appartient d'évaluer l'amende. C'est aussi la cour qui est chargée de fixer la valeur des détournements base de l'amende. Si cette détermination exacte des détournements n'était pas faite par l'arrêt, celui-ci manquerait de base, et devrait être cassé (Crim. cass. 17 avr. 1847, *Bull. crim.*, n° 78; 29 déc. 1877, précité). — Toutefois il a été jugé, avec raison, que l'amende proportionnelle édictée par l'art. 172 est suffisamment justifiée par l'arrêt de la cour d'assises qui se réfère, en la prononçant, à l'arrêt de renvoi et aux conclusions de la partie civile qui réclame la restitution des sommes détournées. Le montant de la restitution demandée par la partie civile doit, dans ce cas, servir de base à la quotité de l'amende (Crim. rej. 21 mars 1879, aff. Delebecque, cité *suprà*, n° 18).

Au reste, il est certain que, « aux termes des art. 169 et 172 c. pén., il appartient au jury seul de déclarer, pour la qualification du fait, que la valeur des choses détournées dépasse 3000 fr., et que c'est seulement après cette constatation que la cour d'assises doit indiquer le chiffre exact des détournements et des restitutions, afin qu'il soit établi qu'en prononçant l'amende, elle s'est conformée à la règle posée par l'art. 172 » (Même arrêt du 29 déc. 1877). Et si la réponse du jury est, sous ce rapport, irrégulière, la cour manque de base légale pour la fixation de l'amende qui cesse, dès lors, d'être justifiée (Même arrêt).

En police correctionnelle le juge a pareillement le devoir de constater le chiffre des sommes détournées. Mais il a été jugé qu'il suffit, pour justifier l'amende proportionnelle prononcée par une cour d'appel, que, dans les motifs de l'arrêt de cette cour, on rencontre la constatation du chiffre des sommes détournées, lequel justifie cette amende (Crim. rej. 23 févr. 1861, *Bull. crim.*, n° 43).

**29.** L'amende portée par l'art. 172 doit-elle être prononcée dans tous les cas, alors même que le juge viendrait à déclarer qu'il y a des circonstances atténuantes en faveur du prévenu? En matière correctionnelle, le juge pourrait certainement dispenser de cette amende en appliquant l'art. 463, puisque ledit art. 463 (avant-dernier paragraphe) fait rentrer la peine additionnelle de l'amende dans son cadre d'atténuation. Mais, en matière criminelle, l'amende de l'art. 172 devra toujours être prononcée, sans qu'une déclaration de circonstances atténuantes permette au juge d'en exempter le condamné, ou même de l'abaisser au-dessous de son minimum légal. Il est, en effet, de jurispru-

dence que l'amende criminelle additionnée doit toujours être prononcée lorsque la loi l'édicté, et telle que la loi l'édicté (V. notamment, en matière de faux, les nombreux arrêts cités *suprà*, v° *Faux*, n° 384). En effet « la déclaration de circonstances atténuantes, dit très justement M. Garraud, t. 2, n° 159, ne donne au juge d'autre faculté d'atténuation que celle qui lui est ouverte par la loi; en dehors du texte, le juge est sans pouvoir ». Or, le texte de l'art. 463 est complètement muet sur l'amende criminelle; donc la déclaration de circonstances atténuantes ne peut, en cette matière, permettre au juge de supprimer l'amende.

**30.** L'art. 171 prononce contre le coupable, outre l'emprisonnement, l'exclusion à jamais de toute fonction publique. Nous avons fait remarquer au *Rép.* n° 42 que, depuis le décret du 18 avr. 1848 qui a admis les condamnés correctionnels au bénéfice de la réhabilitation, cette incapacité, quoique perpétuelle, peut prendre fin par l'effet de la réhabilitation. Nous ajouterons que, suivant la doctrine et la jurisprudence, l'art. 463 c. pén., qui autorise les tribunaux correctionnels à réduire les peines qu'ils prononcent même aux peines de police, emporte virtuellement la faculté d'affranchir le condamné, au profit duquel il existe des circonstances atténuantes, de l'interdiction des fonctions publiques portées par l'art. 171 (Crim. rej. 12 sept. 1846, aff. N...; D. P. 46. 1. 371; Blanche, t. 3, n° 354; Chauveau et Faustin-Hélie, t. 2, n° 801. V. toutefois *contrà*: Garraud, t. 3, n° 248, note 32).

**31. — 3<sup>e</sup> Conditions de la poursuite. — A. Détournement de deniers publics.** — S'il s'agit de deniers publics, la vérification des comptes du comptable accusé de détournements doit, ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 45, être faite préalablement à toute poursuite répressive, par l'autorité administrative dont il est le préposé. La nécessité d'une déclaration préalable de déficit a été reconnue, depuis la publication du *Répertoire*, par de nombreux arrêts. A l'arrêt du 15 juill. 1819, cité au *Répertoire* *Alide*: Crim. cass. 9 janv. 1852, aff. Vocances, D. P. 52. 1. 63; 3 août 1855, *Bull. crim.*, n° 275; Crim. rej. 19 juin 1863, aff. Chaspoul, D. P. 63. 5. 187; 14 mai 1870, *Bull. crim.*, n° 107. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, *Traité de droit pénal*, t. 2, n° 794; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 321; Garraud, t. 3, n° 249; Blanche, t. 3, n° 360; Serrigny, *Compétence administrative*, t. 1, n° 167; Bertauld, *Questions préjudicielles*, n° 70.

Toutefois la cour de cassation fait exception à la règle qui exige une déclaration de débet pour le cas où le comptable ou dépositaire a été dénoncé au ministère public par le ministre même dont il est le subordonné; elle considère que la dénonciation est exclusive de l'approbation de la comptabilité (Crim. cass. 17 avr. 1847, *Bull. crim.*, n° 78; Crim. rej. 12 déc. 1874, aff. Ferrand, D. P. 75. 1. 389).

Ajoutons qu'il a été jugé, avec raison : 1<sup>o</sup> que l'autorité judiciaire est compétemment saisie des poursuites en détournement de deniers publics par un comptable public, lorsqu'il est établi, en fait, que sa comptabilité a été vérifiée par une commission spéciale, et qu'à la suite du rapport de cette commission, ce comptable a été destitué, son cautionnement saisi, sa mise en arrestation autorisée et des poursuites ordonnées par l'autorité administrative supérieure (arrêt précité du 14 mai 1870); — 2<sup>o</sup> Que le comptable peut être régulièrement condamné dès que l'administration a constaté le déficit, et qu'il importe peu que, postérieurement aux poursuites, le déficit se soit amoindri et même ait disparu par des versements successifs faits par le comptable; ces versements ne sauraient affecter que les réparations civiles (Crim. rej. 23 févr. 1861, cité *suprà*, n° 28).

**32.** Que se passerait-il si le détournement venait à être découvert après l'apurement de compte du comptable? Suivant M. Garraud, une distinction s'impose en pareil cas. « La juridiction répressive jugera l'infraction, si l'accusation, loin de contredire l'apurement, y est conforme. A l'inverse, elle devra surseoir à statuer, si le détournement poursuivi et signalé contredit les détails du compte apuré. Dans ce dernier cas, elle attendra la revision du compte, que provoquera le procureur général près la cour des comptes, en vertu de l'art. 14 de la loi du 16 sept. 1807 » (*eod. loc.*). Cette distinction nous paraît fondée.

**33. — B. Détournement de deniers privés.** — S'il s'agit d'un

détournement de deniers privés, imputé à un comptable public, et que le fait du dépôt soit dénié par ce dernier, le premier acte des poursuites devra être d'établir ce dépôt. C'est ce que nous avons déjà dit au *Rép.* n° 46. La juridiction répressive sera incontestablement compétente pour statuer sur l'existence du dépôt, comme sur toutes les questions de droit civil qui surgissent incidemment devant elle (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 795); mais la preuve du contrat ne pourra, ainsi que nous l'avons établi *Rép.* n° 47, être faite que conformément aux règles du droit civil (Chauveau et Faustin Hélie, *cod. loc.*; Faustin Hélie, *Pratique criminelle*, t. 2, n° 321; Blanche, t. 3, n° 359; Garraud, t. 3, n° 249, p. 351).

34. — 4<sup>e</sup> Questions au jury. — Les circonstances que l'accusé était fonctionnaire public, et que les deniers détournés n'étaient en ses mains qu'en vertu de ses fonctions, sont constitutives du crime, et doivent, dès lors, être comprises dans une seule et même question au jury sur le fait principal (Crim. rej. 15 juin 1860, aff. Peltey, D. P. 60. 1. 467). Mais il en est autrement (V. *supra*, n° 27) de la circonstance que le détournement est supérieur à 3000 fr., ou qu'il excède les diverses mesures incriminées par l'art. 170. Cette circonstance est aggravante et doit être soumise au jury par question distincte (Même arrêt).

35. — II. SUPPRESSIONS ET DESTRUCTIONS D'ACTES ET TITRES COMMIS PAR DES FONCTIONNAIRES QUI EN ÉTAIENT DÉPOSITAIRES (*Rép.* n° 49 à 57). — 1<sup>o</sup> *Éléments constitutifs du crime de l'art. 173.* — Pour que ce crime existe, il faut, premièrement, que l'auteur du fait ait la qualité déterminée par l'art. 173, c'est-à-dire qu'il soit « juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public », ou encore qu'il soit « agent, préposé ou commis, soit du Gouvernement, soit des dépositaires publics ». — Le texte a été appliqué par la jurisprudence, aux employés des postes (receveurs, commis, surnuméraires, facteurs et garçons de bureau), qui détournent les valeurs se trouvant entre leurs mains, non à titre et par suite de perception (dans ce cas il faudrait appliquer l'art. 169) mais pour en faire la transmission (Crim. rej. 23 avr. 1813, aff. Heymann, *Rép.* n° 55; Crim. cass. 14 juin 1850, aff. Beau, D. P. 50. 5. 357; 15 oct. 1853, *Bull. crim.*, n° 518; 19 janv. 1855, *Bull. crim.*, n° 16; Paris, 8 nov. 1853, aff. Perrot, D. P. 54. 1. 17). Jugé, spécialement, que la soustraction par un facteur de timbres-poste apposés sur des lettres qui lui avaient été confiées en sa qualité de facteur constitue le crime puni par l'art. 173 c. pén. et non celui de soustraction de pièces contenues dans un dépôt public que réprime l'art. 255, § 2, du même code (Crim. rej. 19 sept. 1872, *Bull. crim.*, n° 240; aux avoués (Crim. rej. 27 juin 1823, aff. Durand, *Rép.* n° 54-1<sup>o</sup>); aux employés de chemins de fer qui détournent des valeurs qui leur sont confiées à raison de leurs fonctions (Crim. cass. 29 sept. 1853, *Bull. crim.*, n° 487); aux commis du ministère des finances (Crim. rej. 14 nov. 1873, *Bull. crim.*, n° 275).

36. Il faut, secondement, que le fait ait été commis suivant l'un des modes de perpétration énoncés en l'art. 173 destruction, suppression, soustraction ou détournement), commis avec une intention criminelle. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 54, si la pièce se trouvait perdue par la simple négligence du fonctionnaire, la peine de l'art. 173 ne pourrait pas être appliquée à celui-ci. Cette peine, qui est criminelle, ne peut évidemment atteindre que des actes intentionnels (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 796; Garraud, t. 3, n° 251).

37. Il faut, en troisième lieu, pour l'application de l'art. 173, que la destruction, suppression, etc. porte sur l'une des choses énoncées audit article, c'est-à-dire sur des *actes* ou *titres*. Mais quel est, au juste, le sens de ces expressions : *actes* ou *titres*? Nous avons dit au *Rép.* n° 52, qu'on doit entendre par là des pièces utiles dont la perte soit préjudiciable à quelqu'un (Conf. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 796). La cour de Paris, dans un arrêt du 13 déc. 1887 (aff. Wilson, Gragnon et Goron, D. P. 88. 2. 57) a refusé ce caractère à des lettres missives, contenant de simples réponses à des lettres de recommandation, qui avaient été détournées d'un dossier criminel. Elle a considéré que « le détournement prévu par l'art. 173 est celui, non de pièces quelconques, mais seulement de pièces constituant des actes

ou des titres; que ces mots actes ou titres ont, en droit pénal aussi bien qu'en droit civil, un sens propre et déterminé; qu'ils ne peuvent s'appliquer à des lettres missives qu'autant que ces lettres présentent à raison de leur contenu le caractère de titres ou actes proprement dits, c'est-à-dire qu'autant qu'on y trouve des constatations ou des énonciations de nature à créer entre l'expéditeur et le destinataire un lien de droit dont elles deviennent l'instrument et la preuve ». Précédemment la même cour avait considéré comme pouvant être la base de l'incrimination de l'art. 173 une lettre missive écrite à une maison de commerce par un des intéressés ou des commis de cette maison, pour lui annoncer des commandes qu'il a reçues, cette lettre « formant titre en faveur de ceux à qui elle était adressée, contre leur associé et commis, pour se faire rendre raison, tant des marchés conclus avec des tiers que de leur paiement » (Paris, 8 nov. 1853, aff. Perrot, D. P. 54. 2. 18). Nous pensons avec M. Garraud (n° 251) que toute pièce dont la perte est de nature à causer un dommage pécuniaire ou moral, en d'autres termes un *dommage quelconque*, peut être la base de l'incrimination de l'art. 173.

Quant à la preuve de l'existence du titre dont la suppression est imputée au fonctionnaire, est-il bien certain, comme nous l'avons admis au *Rép.* n° 56, qu'elle peut être faite par tous les moyens possibles, même par témoins, sans commencement de preuve par écrit? Chauveau et Faustin Hélie l'ont pensé. « On ne pourrait, disent ces auteurs, opposer à la partie lésée la disposition de l'art. 1341 c. civ., puisqu'elle s'était conformée au vœu de cet article, et qu'il n'a pas été en son pouvoir de prendre la preuve littérale du fait qui a détruit la preuve de la convention. » Nous sommes portés à croire aujourd'hui avec M. Garraud (n° 251, p. 356), que « cette opinion paraît être le résultat d'une confusion entre le fait juridique du contrat de dépôt, dont la preuve doit être administrée conformément aux règles du droit civil, et le fait délictueux de la destruction ou de la suppression dont la preuve n'est soumise à aucune condition ».

38. En quatrième lieu, il est nécessaire, pour l'application de l'art. 173, que l'acte ou le titre ait été remis au fonctionnaire à raison de ses fonctions; autrement le délit ne constituerait qu'un abus de confiance ordinaire. Aux arrêts cités à cet égard au *Rép.* n° 54, *Addé*: Crim. rej. 2 juin 1853, *Bull. crim.*, n° 196, qui a jugé que la soustraction d'un titre, commise par un clerc de notaire dans l'étude où il est employé, ne constitue pas le crime prévu par l'art. 173, mais rentre dans les prévisions des art. 254 et 255. — D'autre part, il a été jugé avec raison que l'aggravation de peine édictée par l'art. 173 c. pén. est régulièrement appliquée lorsque le jury a déclaré que « les titres détournés par l'accusé étaient entre ses mains en vertu de sa qualité de commis du ministère des finances; attendu qu'il résulte virtuellement de cette déclaration que ces titres lui avaient été remis à raison de ses fonctions » (Crim. rej. 14 nov. 1873, cité *supra*, n° 35).

39. — 2<sup>o</sup> Questions au jury. — A cet égard nous signalerons de nouveau trois arrêts de la cour de cassation déjà cités aux numéros précédents. — Le premier (Crim. rej. 29 sept. 1853, cité *supra*, n° 35), a jugé que c'est au jury et non à la cour d'assises qu'il appartient de reconnaître et de déclarer si un employé au service du départ d'un chemin de fer, accusé de détournement de lettres renfermant des valeurs, était ou non agent d'une administration publique, attendu que cette circonstance était un des éléments constitutifs de l'accusation. — Le second (Crim. rej. 19 sept. 1872, *supra*, n° 35) a décidé que la circonstance que l'accusé du crime de l'art. 173 a agi en sa qualité de dépositaire doit nécessairement être comprise dans les questions posées au jury, sans qu'il en puisse résulter de complexité, à la différence de ce qui a lieu pour la soustraction de pièces dans un dépôt public par le dépositaire lui-même, crime prévu par l'art. 255, § 2. — D'après le troisième arrêt enfin (Crim. rej. 14 nov. 1873, *supra*, n° 35), le président des assises pose valablement au jury une question alternative de vol ou de détournement de l'art. 173, lorsque cette qualification alternative résulte des termes mêmes de l'arrêt de renvoi, et bien que le dispositif de l'arrêt ne relève pas la circonstance que l'accusé était commis au ministère des finances, le pré-



sident peut compléter à cet égard la question, en puisant les éléments d'appréciation dans les motifs de l'arrêt.

ART. 7. — De la concussion (Rép. n° 58 à 81).

40. L'art. 174 c. pén. qui définit et punit la concussion, a reçu deux modifications de la loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 79). L'une est relative à la pénalité, V. *infra* n° 52 l'autre aux personnes auxquelles il est applicable (V. *infra*, n° 42, 46). Aujourd'hui, cet article est conçu dans les termes suivants : « Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir, ou en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitements, seront punis, savoir : les fonctionnaires ou les officiers publics, de la peine de la reclusion, et leurs commis ou préposés d'un emprisonnement de deux ans au moins, et de cinq ans au plus, lorsque la totalité des sommes indûment exigées ou reçues, ou dont la perception a été ordonnée, a été supérieure à 300 fr. Toutes les fois que la totalité de ces sommes n'excèdera pas 300 fr., les fonctionnaires ou les officiers publics ci-dessus désignés seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et leurs commis ou préposés d'un emprisonnement d'une année au moins, et de quatre ans au plus. La tentative de ce délit sera punie comme le délit même. Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement sera prononcée, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'art. 42 du présent code pendant cinq ans au moins, et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine; ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. Dans tous les cas prévus par le présent article, les coupables seront condamnés à une amende dont le maximum sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le minimum le douzième. Les dispositions du présent article sont applicables aux greffiers et officiers ministériels, lorsque le fait a été commis à l'occasion des recettes dont ils sont chargés par la loi ». Les principaux ouvrages de doctrine à consulter sur la matière de la concussion sont les suivants : Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, t. 2, n° 802 à 821; Blanche, *Etudes pratiques sur le code pénal*, t. 3, n° 374 à 393; Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. 3, n° 253 à 263; Boitard, *Leçons de droit criminel*, n° 253.

41. — I. ÉLÉMENTS DE L'INFRACTION. — Trois conditions sont nécessaires pour l'application des peines de l'art. 174 : 1° un abus de l'autorité dont le fonctionnaire est investi ; 2° une perception illégitime ; 3° la connaissance de cette illégitimité de la perception de la part de l'agent.

42. — 1° *Abus de l'autorité*. — Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 64, la concussion, étant par elle-même un abus de la puissance publique, suppose nécessairement, dans la personne de son auteur, un caractère public. Avant la loi du 13 mai 1863, l'art. 174 embrassait dans son incrimination deux classes de personnes distinctes : 1° les fonctionnaires et officiers publics et les percepteurs des droits, taxes, etc. ; 2° leurs commis ou préposés. La loi nouvelle déclare l'art. 174 applicable, en outre, aux greffiers et officiers ministériels.

43. — A. *Fonctionnaires ou officiers publics*. — La jurisprudence analysée au Rép. n° 64 et 65, a reconnu la qualité de fonctionnaire ou d'officier public, à l'égard des faits de concussion, aux maires, gardes forestiers, gardes champêtres, préposés au service des ponts à bascule, receveurs municipaux. Il faut ajouter à cette énumération, d'après des arrêts plus récents : les commissaires de police (Crim. rej. 1<sup>er</sup> oct. 1852, aff. Galerne, D. P. 52. 5. 290) ; — l'entreposeur de tabac qui délivre sciemment aux débitants des quantités de tabac moindres que celles dont il leur fait payer le prix (Crim. cass. 18 juill. 1873, aff. Mons, D. P. 73. 1. 396) ; — les cadis algériens, qui exigent comme salaires ou honoraires des actes et contrats par eux reçus, des sommes supérieures à celles qui leur sont dues (Crim. rej. 25 avr. 1879, aff.

Mohamed-ben-Ali, D. P. 79. 1. 313) ; — les sergents-majors qui, en abusant de leurs qualités et de leurs fonctions, se font livrer par les soldats de leur compagnie diverses sommes qu'ils savent ne leur être pas dues pour salaire ou traitement (Crim. rej. 14 août 1857, *Bull. crim.*, n° 304) ; les médecins, nommés par le préfet, en exécution de la loi du 23 sept. 1874 sur la protection des enfants du premier âge, qui se font remettre des honoraires par l'Administration en constatant des visites fictives sur des bulletins détachés d'un carnet à souche officiel, au vu duquel le paiement a été ordonné (Crim. cass. 8 juin 1888, aff. Sordes, D. P. 88. 1. 493) ; — le gardien-chef d'une maison d'arrêt qui, chargé de faire des fournitures nécessaires aux détenus, a réclamé à l'Administration au delà de ce qui lui était dû (Crim. cass. 26 juin 1852, aff. Moreau, D. P. 52. 5. 290).

44. Les arrêts ont aussi considéré comme fonctionnaires publics dans le sens de l'art. 174 : les géomètres du cadastre (Crim. rej. 6 juin 1846, aff. Olier, cité par Blanche, t. 3, n° 380) ; — les préposés des douanes (Crim. cass. 21 avr. 1821, aff. Bascholtz, Rép. n° 68-1<sup>er</sup>). — La question est douteuse pour les gendarmes ; à l'égard de ceux-ci, il n'est point intervenu d'arrêts postérieurs à ceux qui ont été mentionnés au Rép. n° 64-6<sup>e</sup>. Chauveau et Faustin Hélie estiment que les gendarmes étant des agents de la force publique, mais non des fonctionnaires ou officiers publics, l'art. 174 ne leur est pas applicable (n° 808). M. Garraud (n° 256, p. 366, note 24), paraît admettre l'opinion contraire. Il nous semble difficile de contester à ces agents la qualité d'officiers publics.

Mais un expert, même nommé par justice en vue d'une mission spéciale, par exemple un expert maritime chargé de la visite des navires stationnant dans un port, n'étant ni fonctionnaire public, ni officier public, ni préposé à la perception de taxes ou deniers publics ou communaux, l'attribution exclusive que cet expert se serait faite de sommes supérieures à celles qui lui revenaient pour sa participation aux expertises auxquelles il a concouru, ne constitue pas la concussion punie par l'art. 174 : « Attendu que... le législateur, lorsqu'il a voulu rendre communs aux experts certains délits spéciaux aux fonctionnaires publics, tels, par exemple, que le délit de corruption prévu par l'art. 177 c. pén., a pris soin de les désigner nommément ; désignation d'où résulte qu'ils ne rentrent point, en vertu de leur caractère propre, dans la classe des fonctionnaires auxquels ils ont été exceptionnellement assimilés » (Crim. rej. 26 nov. 1880, *Bull. crim.* n° 214).

En doctrine, la question de savoir quelles sont les personnes auxquelles appartient, dans le sens de l'art. 174, le titre de fonctionnaire public ou d'officier public, est traitée par : Chauveau et Faustin Hélie, n° 808 ; Blanche, n° 379 à 384 ; Garraud, n° 256.

45. — B. *Commis et préposés*. — Nous avons dit au Rép. n° 68 quelles sont les personnes qu'on doit considérer comme étant des commis ou des préposés des fonctionnaires ou officiers publics. Depuis la publication de ce recueil, la jurisprudence a reconnu la qualité de commis ou préposé de fonctionnaire public : 1° à l'adjudicataire de l'entreprise du pesage des charbons de la marine, « rétribué par l'Administration de la Marine et soumis à sa discipline, qui n'a, dans son emploi, à recevoir d'ordres ou de reproches que de cette Administration » (Crim. rej. 4 oct. 1856, *Bull. crim.*, n° 330) ; — 2° A l'employé de chemin de fer qui, chargé de recevoir des destinataires des droits dus à l'Administration des Douanes pour le transit des groupes d'or et d'argent, et dont il doit compte cette dernière, a perçu frauduleusement à son profit et au préjudice des destinataires, des sommes excédant le tarif fixé par l'Administration des Douanes ; cet individu agit, en effet, comme préposé de l'Administration des Douanes (Crim. cass. 12 juin 1857, aff. Jehly, D. P. 57. 1. 370) ; — 3° Au fermier de droits de location et de mesurage des grains dans une halle, lorsqu'il exige, en cette qualité, des droits plus forts que ceux qui sont établis par le tarif (Crim. cass. 9 oct. 1845, aff. Petit, D. P. 46. 1. 45) ; — 4° Au préposé du fermier des droits à percevoir pour location de places sur un champ de foire, qui exige abusivement une taxe supérieure à celle mentionnée au tarif (Crim. cass. 18 nov. 1858, aff. Mauboussin, D. P. 58. 5. 204) ; — 5° A l'adjudicataire des droits de place et de pesage dans une commune, qui exige des rétributions supé-

rieures au tarif (Bordeaux, 16 févr. 1875, aff. Latié, D. P. 77. 2. 35. Conf. *Rép.* n° 69; Garraud, n° 256, p. 365, note 21. V. aussi Chauveau et Faustin Hélie, n° 808; Blanche, n° 381). — Nous ajouterons que, dans notre opinion, la qualification de « commis et préposés » appartient également, depuis la modification apportée au texte de l'art. 174 par la loi du 13 mai 1863, aux délégués des officiers ministériels, tels que les clerks d'avoué, d'huissier ou de notaire (Conf. Garraud, *ibid.*, p. 365).

Si la concussion était commise par un préposé, avec la complicité d'un fonctionnaire public, d'un officier public ou d'un percepteur, elle ne demeurerait pas moins une concussion commise par un préposé, et ne serait passible que des peines de ce fait, malgré l'aggravation attachée par la loi à la qualité de fonctionnaire, d'officier public ou de percepteur (Blanche, n° 385). Il a été jugé, dans ce sens, que le conservateur des hypothèques qui s'est rendu complice des actes de concussion de son commis, en donnant des instructions pour les commettre, n'est justiciable, comme ce préposé, que de la juridiction correctionnelle (Crim. rej. 24 avr. 1858, aff. Vaisié, D. P. 58. 5. 88).

46. — C. *Officiers ministériels*. — A l'époque de la publication du *Répertoire*, c'était une question controversée (*Rép.* n° 67) de savoir si la disposition de l'art. 174 était applicable aux notaires, avoués, huissiers, greffiers et commissaires-priseurs qui ont perçu des taxes supérieures aux allocations des tarifs. Cette question a été résolue par la loi du 13 mai 1863, qui a introduit dans l'art. 174 un paragraphe final ainsi conçu : « Les dispositions du présent article sont applicables aux greffiers et officiers ministériels, lorsque le fait a été commis à l'occasion des recettes dont ils sont chargés par la loi ». Il résulte de ce texte qu'il y a aujourd'hui une distinction à faire. Si l'officier ministériel est chargé d'opérer une *recette*, soit pour le compte du Trésor, comme les greffiers, en ce qui concerne les droits qu'ils perçoivent pour l'Etat, soit pour le compte des particuliers, comme les commissaires-priseurs, ou les huissiers, en ce qui concerne les ventes dont ils doivent recevoir le prix, la perception de toute somme excédant ce qui est dû légalement constitue une concussion, pourvu, bien entendu, qu'elle ait eu lieu en connaissance de cause. Si, en dehors de ce cas de recettes, l'officier ministériel exige un salaire supérieur à ce qui lui est dû, il ne commet qu'une infraction disciplinaire punissable d'après les lois spéciales relatives à ces sortes d'infractions (Conf. Garraud, n° 256, p. 363; Chauveau et Faustin-Hélie, n° 811). — La portée de la distinction qui précède a été très exactement expliquée en ces termes par le rapport de la commission du Corps législatif : « On se demandait si les greffiers, les notaires, les avoués, les huissiers, auxquels appartient incontestablement le caractère d'officiers publics, commettaient le crime de concussion lorsqu'ils exigeaient des *taxes* supérieures à celles qui leur sont dues d'après les tarifs; — Le texte de l'art. 174 paraissait, par sa généralité, applicable à ce cas, car il comprend dans ses termes tous les officiers publics et il semble voir la concussion dans toute perception excessive de droits ou salaires. Mais cette interprétation était trop rigoureuse; elle s'écarterait peut-être de l'esprit de la loi, qui, en désignant d'une manière générale les fonctionnaires et les officiers publics, a eu principalement en vue ceux qui sont chargés d'une recette publique, ou qui, pour commettre leur exaction, abusent du caractère et de l'autorité dont ils sont revêtus. — La jurisprudence a quelquefois établi une distinction qui paraît sage, et qu'il convient d'introduire dans la loi, afin que désormais le sens en soit irrévocablement fixé. — Si l'officier ministériel, notaire, avoué, greffier ou huissier exige un salaire supérieur à celui qui lui est alloué par la loi, il ne commettra qu'une contravention disciplinaire, punissable d'après les lois spéciales relatives à ces sortes d'infractions. Si, au contraire, il est chargé par la loi d'opérer une recette, soit pour le compte du Trésor, comme les greffiers en ce qui concerne les droits qu'ils perçoivent pour l'Etat, soit pour le compte des particuliers, comme les commissaires-priseurs ou les huissiers dans les cas d'adjudication dont ils doivent recevoir le prix, la perception de toute somme excédant ce qui leur est légitimement dû sera une concussion. Dans ces circonstances, on retrouve l'abus du mandat légal autorisant l'aggravation de peine attachée à

la perception illégitime. L'honorable M. Millet voulait modifier cet article en disant qu'il n'y aurait concussion pour les officiers ministériels que lorsque le fait aurait été commis à l'occasion de recettes de *deniers publics* dont ils sont chargés par la loi. — Les explications qui précèdent montrent que cette restriction n'est ni dans la pensée du projet, ni dans la nôtre. Il est indifférent que les deniers perçus le soient pour le compte de l'Etat ou pour celui des particuliers. Le caractère aggravant de la perception illégitime est dans l'abus d'autorité, et cet abus existe toutes les fois que l'officier ministériel est chargé par la loi de faire la perception » (D. P. 63. 4. 88, n° 81).

47. Les notaires doivent-ils être compris dans les officiers ministériels dont parle l'art. 174? L'affirmative ne fait aucun doute, d'après les termes mêmes du rapport qui vient d'être cité. — Quant aux cadis algériens, s'ils ont certaines attributions notariales, ils en ont été investis comme officiers de justice, et la qualité de notaire est, dès lors, absorbée chez eux par celle de fonctionnaire public; par suite, ils se rendent coupables de concussion, à titre de fonctionnaires publics, même quand les sommes qu'ils ont indûment perçues ont été exigées comme salaires ou honoraires des actes et contrats par eux reçus (Crim. rej. 25 avr. 1879, aff. Mohamed-ben-Ali, D. P. 79. 1. 313).

48. — 2° *Perception illégitime*. — On a exposé au *Rép.* n° 70 à 72, ce qu'il faut entendre par une perception illégitime, et quels sont les éléments essentiels de cette seconde condition de l'infraction de l'art. 174. Nous n'aurons que peu de chose à y ajouter (V. à cet égard : Chauveau et Faustin Hélie, n° 814 et 816; Garraud, n° 257). — En premier lieu, nous nous demanderons si le fonctionnaire qui se ferait un profit illégitime au détriment de l'Etat, d'un département, d'une commune, tomberait sous le coup de l'art. 174, aussi bien que celui qui exige d'un particulier ce qui ne lui est pas dû. L'affirmative paraît certaine. « En effet, dit M. Garraud, l'art. 174 considère comme concussionnaire le fonctionnaire ou l'officier public qui exige ou reçoit ce qu'il sait n'être pas dû ou excéder ce qui est dû pour *salaires et traitements*. Ce dernier mot est significatif; il indique bien que, d'après le code pénal, la concussion peut se commettre vis-à-vis de l'Etat comme vis-à-vis des particuliers, parce que, vis-à-vis de la collectivité comme vis-à-vis de l'individu, il peut y avoir *abus de fonctions*. Or, ce qui est réprimé, c'est l'usage abusif d'un titre public pour percevoir ou toucher ce qui n'est pas dû » (n° 256, p. 367). — C'est ainsi que la cour de cassation a vu une concussion dans le fait d'un gardien-chef de la maison d'arrêt, chargé de faire des fournitures nécessaires aux détenus, qui réclame de l'Administration au delà de ce qu'il sait lui être dû (Crim. cass. 26 juin 1852, aff. Moreau, D. P. 52. 5. 290). C'est ainsi encore que la cour de Lyon a jugé que le médecin inspecteur des enfants du premier âge nommé par le préfet, commet un fait de concussion s'il exige ou reçoit, à ce titre, des sommes d'argent sur le budget départemental qu'il savait excéder ce qui lui était dû pour salaire ou pour traitement (Lyon, 9 févr. 1888, aff. Sordes, et sur pourvoi, Crim. cass. 8 juin 1888, D. P. 88. 1. 493).

49. En second lieu, nous rappellerons (V. *Rép.* n° 71) que le concussionnaire n'est pas seulement celui qui *exige*, mais aussi celui qui *reçoit* ce qu'il sait n'être pas dû; en d'autres termes, il n'y a pas à se préoccuper des *moyens* employés par le fonctionnaire ou l'officier public pour arriver à une perception illicite. Cette doctrine n'est pas douteuse dans notre droit; mais, en législation, ne serait-il pas juste de tenir compte des moyens employés dans l'application de la peine? Le nouveau code pénal italien de 1889 nous paraît être heureusement inspiré à cet égard, quand il prononce « *trois à dix ans de réclusion* contre le fonctionnaire qui *contraint* quelqu'un à donner ou à promettre indûment, à lui-même ou à un tiers, de l'argent ou d'autres avantages (art. 169); seulement *un an à cinq ans* de la même peine contre celui qui *amène* le tiers à lui donner ou promettre ces avantages et *six mois à trois ans* contre le fonctionnaire qui reçoit ce qui ne lui était pas dû en profitant de l'*erreur d'autrui* (art. 170).

50. — 3° *Mauvaise foi*. — Le troisième élément de la concussion, c'est la mauvaise foi, c'est-à-dire, la conscience de l'illégitimité de la perception (V. sur ce troisième élément : Blanche, n° 378; Chauveau et Faustin Hélie, n° 817).

— A cet égard, nous rappellerons (*Rép.* n° 77) qu'une perception illégale constitue une concussion, alors même que l'agent n'en a pas personnellement profité et qu'il s'est préoccupé des intérêts de l'Etat et non des siens propres (Garraud, *loc. cit.*; Chauveau et Faustin Hélie, n° 818). Nous rappellerons aussi qu'il ne paraît pas très juste d'assimiler, quant à la peine, l'excès de zèle du fonctionnaire qui perçoit au profit de l'Etat ce qu'il sait n'être pas dû, à la fraude de celui qui commet l'exaction dans un intérêt personnel, et nous noterons que plusieurs codes étrangers, récemment promulgués, ont consacré la distinction déjà admise, ainsi que nous l'avons constaté au *Rép. ibid.*, par les anciens codes de Prusse, du Brésil et de Naples. L'art. 353 c. pén. allemand de 1871 porte : « Tout fonctionnaire chargé de percevoir, pour le compte d'une caisse publique, des impôts, droits ou autres contributions, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, s'il perçoit des contributions qu'il sait n'être pas dues ou excéder ce qui était dû, et s'il détourne tout ou partie des sommes indûment perçues ». Et le code pénal italien de 1889 punit (art. 169 et 170) « le fonctionnaire qui, en abusant de ses fonctions, contraint quelqu'un à donner ou à promettre indûment, à lui-même ou à un tiers, de l'argent ou d'autres avantages, etc... »

51. Quant à la question de savoir si le fonctionnaire qui n'aurait fait la perception illégitime que par l'ordre de son supérieur pourrait être condamné comme concussionnaire, nous la résoudrons, en principe, comme on l'a fait au *Rép.* n° 77, par l'affirmative. Il est hors de doute, dans notre droit, que ni la subordination hiérarchique, ni le mobile qui a déterminé la volonté de l'agent, ne peuvent constituer des causes de justification ou d'excuse. L'excuse tirée de l'ordre du supérieur n'est, en effet, admise que dans les cas prévus par les art. 114 et 190 c. pén., lesquels sont tout à fait étrangers à la matière qui nous occupe. — On sait, toutefois, que l'ordre du supérieur est, pour le subordonné, une cause de non-culpabilité quand il conduit l'agent à la croyance raisonnée qu'il ne commettait pas de délit, puisqu'il n'y a pas de délit sans intention (Bourges, 30 déc. 1870, aff. Bigot, D. P. 71. 2. 226; Garraud, t. 1, n° 250). Il s'ensuit que si l'agent qui a fait, sur l'ordre de son chef, une perception illégitime, a cru ou pu croire que cette perception était légale, il pourra être acquitté; mais si, au contraire, il a cru ou pu croire qu'il exigeait ou recevait une perception illégale, il devra, en dépit de l'ordre de son chef, être déclaré responsable et condamné (Garraud, n° 258; Chauveau et Faustin Hélie, n° 819; Morin, *Repertoire*, v° *Concussion*, n° 14).

52. — II. PÉNALITÉ. — A l'époque de la publication du *Repertoire*, la pénalité de l'art. 174 ne variait que suivant la qualité du concussionnaire. Depuis la loi du 13 mai 1863, elle varie aussi suivant l'importance de la concussion. En effet, le second paragraphe de l'article précité s'énonce maintenant ainsi : « Toutes les fois que la totalité de ces sommes n'excèdera pas 300 fr., les fonctionnaires ou les officiers publics ci-dessus désignés seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et leurs commis ou préposés d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus ». Aujourd'hui donc la concussion n'est plus qu'un délit lorsque la totalité des sommes indûment perçues n'est pas supérieure à 300 fr. L'exposé des motifs s'exprime ainsi au sujet de cette modification législative : « Cette réduction de peine, en matière de concussion, peut surprendre d'abord. Une défaveur marquée s'attache à ce crime qui participe du vol, de l'abus de confiance et de l'abus d'autorité. Toutefois, la réduction est de celles dont l'expérience a fait sentir l'utilité, la nécessité même. Le temps des grosses concussions est passé; la régularité de notre système administratif et financier les rend à peu près impossibles. Elles ne peuvent être accomplies ou tentées qu'au moyen de faux caractérisés, qui placent tout de suite le crime et ses auteurs sous le coup d'une pénalité plus grave que celle de l'art. 174. Presque toutes les concussions commises de nos jours le sont pour de petites sommes, par de tout petits fonctionnaires, ou des agents d'un ordre inférieur, maires de village, gardes champêtres ou forestiers, préposés des douanes et autres. Le jury, impatient d'avoir à les juger, peut-être aussi considérant qu'ils furent détenus, les acquitte plus souvent qu'il ne les condamne, et quand il les con-

damne, c'est toujours correctionnellement. Ce crime est l'un de ceux dont la correctionnalisation a été le plus généralement demandée et avec le plus d'insistance » (D. P. 63. 4. 81). MM. Chauveau et Faustin Hélie ont critiqué (n° 805) cette distinction nouvelle. « C'est l'abus de la puissance publique que la loi punit, disent ces auteurs; le préjudice n'est qu'une circonstance secondaire ». Nous croyons, avec M. Garraud (n° 259, note 33), que « l'abus de la puissance publique produit un dommage plus ou moins grand, suivant la qualité de la somme extorquée » et il nous paraît tout à fait rationnel que la peine s'aggrave ou s'atténue en même temps que le préjudice. C'est aussi ce qu'a pensé le législateur italien; la peine est considérablement réduite « si la somme ou l'avantage indûment donné ou promis est de peu de valeur ».

Sous le code pénal de 1810, le chiffre de la perception illicite n'était à préciser que pour la détermination du minimum et du maximum de l'amende. Il devait donc être précisé par l'arrêt prononçant l'amende (Crim. cass. 7 avr. 1842, *Rép.* n° 79); mais il pouvait être omis dans la question soumise au jury, ainsi que nous l'avons dit au *Rép.* n° 80, en signalant un arrêt du 26 août 1824. Aujourd'hui, puisque ce chiffre est devenu un élément modifiant, dans certains cas, l'incrimination elle-même, et, par suite, la compétence, il est devenu nécessaire de l'indiquer avec soin dans la qualification et de le reproduire dans la question posée au jury (Blanche, n° 386; Garraud, n° 260, p. 372). Au reste, ce chiffre n'a pas besoin d'être fixé d'une manière précise, et il suffit, pour mettre à l'abri de la critique le renvoi aux assises, la condamnation à la réclusion, l'application de l'emprisonnement le plus rigoureux, qu'il ait été déclaré par le juge compétent, c'est-à-dire suivant les cas, par la chambre des mises en accusation, par le jury ou par le juge correctionnel, que l'ensemble des sommes indûment reçues ou exigées, excédait 300 fr. » (Blanche, n° 388. Conf. Garraud, *loc. cit.*). Nous venons de dire l'ensemble des sommes, car il est à remarquer que le taux de la perception se détermine, non par le taux particulier de chaque fait, pris individuellement, mais, comme l'indique littéralement l'art. 174, par la totalité des sommes, indûment exigées ou reçues.

L'amende portée par le cinquième alinéa de l'art. 174 doit-elle être prononcée dans tous les cas, alors même que le juge viendrait à déclarer l'existence de circonstances atténuantes en faveur du prévenu? Notre réponse sera celle que nous avons donnée à la même question au sujet de l'amende portée par l'art. 172 (V. *supra*, n° 29).

53. Quant à la surveillance de la haute police, prononcée facultativement par l'art. 174 contre les concussionnaires, on sait que cette peine a été supprimée par l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885 (D. P. 85. 4. 58), qui l'a remplacée par la peine nouvelle de l'interdiction de séjour. Les tribunaux peuvent donc aujourd'hui appliquer cette dernière peine aux concussionnaires, pour une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

Aux termes du troisième alinéa (nouveau) de l'art. 174, la tentative du délit de concussion est punissable comme le délit lui-même.

54. — III. QUESTIONS DU JURY. — La qualité de fonctionnaire, officier public, etc., est, dans l'accusation de concussion, constitutive du crime, puisque, sans cette qualité, le crime de l'art. 174 n'existe pas. Il est donc certain qu'il n'est pas permis, en semblable accusation, de ne voir dans la qualité de fonctionnaire qu'une circonstance aggravante à soumettre au jury (Blanche, n° 392).

55. D'un autre côté, le jury, qui est juge du fait, doit être interrogé sur toutes les circonstances constitutives du crime et, dès lors, au cas de concussion, la question principale à lui posée devra comprendre ladite qualité en fait; en d'autres termes, il conviendra de demander au jury si l'accusé a, étant notaire, receveur, maire... exigé ou reçu une somme qu'il savait n'être pas due. Ensuite ce sera à la cour, juge du droit, de décider s'il résulte de cette constatation que l'accusé a le caractère de fonctionnaire public (Conf. Garraud, n° 263; Blanche, *loc. cit.*). — Il a été jugé, dans ce sens, que c'est au jury qu'il appartient de décider, en fait, si l'accusé poursuivi (en Algérie) pour concussion est cadi, et que la cour d'assises est seule compétente pour décider, en

droit, s'il résulte de cette constatation que l'accusé est fonctionnaire public (Crim. rej. 25 avr. 1879, aff. Mohamed-ben-Ali, D. P. 79. 1. 313).

56. A la différence de la qualité de fonctionnaire, l'élévation du taux de la perception au-dessus de 300 fr. est une circonstance aggravante, puisqu'elle a pour effet de transformer le délit en crime. Il en résulte que le chiffre des sommes indûment exigées ou versées doit, comme toute circonstance aggravante, faire l'objet d'une question séparée au jury (Garraud, n° 263; Blanche, n° 392 *in fine*).

57. En terminant, nous signalerons un arrêt de la cour de cassation du 29 mai 1875 (*Bull. crim.*, n° 168) qui a jugé qu'en matière de concussion, la question posée, conformément au dispositif de l'arrêt de renvoi, pour chaque perception illégale, en ces termes : « l'accusé est-il coupable... d'avoir reçu des sommes qu'il savait n'être pas dues, ou excéder ce qui était dû, pour droits, taxes, contributions ou revenus, pour salaires ou traitements », n'est pas entachée de complexité.

ART. 8. — *Délits des fonctionnaires qui s'ingèrent dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité* (Rép. n° 82 à 97).

58. Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 84, la première condition pour que l'art. 175 soit applicable, c'est que l'auteur du fait incriminé ait la qualité de fonctionnaire public, d'officier public ou d'agent du gouvernement. Suivant M. Garraud, *op. cit.*, t. 3, p. 378, les expressions dont s'est servi le législateur dans l'art. 175 ont le sens le plus large et le plus compréhensif. On ne doit donc pas restreindre la qualité d'« agent du Gouvernement » aux seuls citoyens revêtus, à un degré quelconque, d'une portion de la puissance publique, mais on doit l'étendre à tous ceux qui, investis d'un mandat public, puisent, dans ce mandat, le droit de concourir à la gestion des affaires de l'Etat, du département, de la commune ou d'un établissement public quelconque. La jurisprudence a reconnu cette qualité à un conseiller municipal qui, chargé par délibération du conseil, de prendre les mesures nécessaires pour l'alimentation d'une ville et d'obtenir du Gouvernement une part des livraisons pendant le siège de Paris, avait pris livraison de ces blés pour son compte personnel, et avait partagé avec des associés les bénéfices résultant de la vente des subsistances ainsi obtenues, par réquisitions ou autres moyens, des subordonnés à son autorité (Crim. rej. 29 nov. 1873, aff. Petit, D. P. 74. 1. 327).

59. Nous avons dit au Rép. n° 85 que les commis ou préposés des fonctionnaires ne rentrent pas dans les prévisions de l'art. 175 comme dans celles de l'art. 174. Mais les commis et préposés peuvent, ainsi que le remarque M. Garraud (t. 3, p. 379, note 6), être personnes interposées, et, à ce titre, complices de l'immixtion prévue et punie par l'art. 175.

60. Le second élément du délit est, comme on l'a vu au Rép. n° 86, l'existence d'un intérêt pris dans des actes, adjudications, entreprises et régies. M. Garraud (t. 3, p. 374), fait observer que le délit est consommé dès que le prévenu a pris un intérêt dans l'affaire, sans qu'il y ait à se préoccuper des suites de l'immixtion, soit au point de vue de la poursuite, soit au point de vue de la prescription. En d'autres termes, le délit de l'art. 175 existe dès que la convention illicite est formée (Blanche, t. 3, n° 401). Ainsi il a été jugé que celui qui se rend adjudicataire de la ferme de terres appartenant à la commune dont il est maire ou receveur municipal, commet et termine le délit du jour de l'adjudication et par l'adjudication même, et non à compter de la cessation du fermage (Crim. rej. 15 avr. 1848, aff. Dupuis-Sallé, D. P. 48. 5. 294). — Jugé aussi que le fait par un maire de prendre un intérêt dans une société ayant pour objet l'exploitation d'une source appartenant à la commune réunit tous les éléments constitutifs de l'ingérence prohibée par l'art. 175 c. pén., encore que l'association ait été déclarée nulle, comme fondée sur un acte de concession dépourvu de l'approbation de l'autorité administrative supérieure (Crim. rej. 5 juin 1890, aff. Pagez, D. P. 91. 1. 42).

61. Ainsi que nous l'avons dit au Rép. n° 91 le troisième élément du délit prévu par l'art. 175 consiste dans la circonstance que le fonctionnaire, officier public ou agent

du Gouvernement, avait, au temps de l'acte, l'administration ou la surveillance de l'affaire dans laquelle il a pris intérêt. Si cette circonstance faisait défaut, le délit n'existerait pas. M. Garraud (t. 3, n° 268) pense que, lorsqu'un notaire procède à une adjudication en vertu d'une délégation judiciaire, s'il se rend adjudicataire de tout ou partie des objets dont il est chargé de consommer la vente, l'art. 175 lui devient applicable « parce que son intervention n'a été ordonnée que pour garantir les parties et surveiller l'opération ». Cette opinion, consacrée par l'arrêt du 28 déc. 1816 (aff. Amyot, rapporté au Rép. v° *Chose jugée*, n° 486) est combattue par MM. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 828. M. Blanche (t. 3, n° 395), paraît admettre en principe, et dans tous les cas, l'application aux notaires de l'art. 175. Nous préférons l'opinion de M. Garraud, et nous croyons que le notaire n'ayant, en règle générale, aucune autorité et aucune surveillance, dans les conventions qu'il reçoit et auxquelles il imprime le caractère de l'authenticité, il ne pourrait être poursuivi en vertu de l'art. 175 que s'il avait agi en vertu d'une délégation judiciaire.

62. Quant à l'art. 176, dont nous avons déterminé au Rép. n° 97 le sens et la portée, il n'a jusqu'ici reçu aucune application. « Cette disposition, dit M. Garraud (t. 3, n° 270), porte la trace des préoccupations qui hantaient les esprits au commencement de ce siècle. Le fait réprimé n'est pas un acte frauduleux, c'est un commerce qui présente des dangers en ce qu'il peut facilement dégénérer en monopole ».

ART. 9. — *De la corruption des fonctionnaires* (Rép. n° 98 à 157).

§ 1. — *Vénalité des fonctionnaires* (Rép. n° 100 à 135).

63. Il résulte des termes de l'art. 177 c. pén., ainsi que nous l'avons exposé au Rép. n° 100, que le crime de corruption, envisagé dans celui que l'on peut considérer comme en étant l'agent passif, implique l'existence des trois conditions suivantes. Il faut : 1° que l'individu corrompu soit un fonctionnaire public ou un agent ou préposé d'une administration publique ; 2° qu'il ait agréé des offres ou promesses ou reçu des dons ou présents ; 3° qu'il ait agréé les unes ou reçu les autres soit pour faire un acte de ses fonctions, soit pour ne pas faire un acte que lui imposeraient les devoirs de ses fonctions. — Suivant la remarque de M. Garraud (n° 273), le premier des éléments constitutifs de crime se réfère à la *qualité* de fonctionnaire public, le second à l'*intérêt* qui est la cause déterminante de l'acte ou de l'abstention d'acte, le troisième à l'*acte* ou à l'*abstention* d'acte qui est le but de la corruption. — Sur la matière de la corruption, V. Garraud, t. 3, n° 271 à 293 ; Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 831 à 859 ; Blanche, t. 3, n° 407 à 442.

64. — 1° *Qualité de la personne*. — L'art. 177 se sert, comme on l'a vu au Rép. n° 102, d'expressions très générales pour déterminer la qualité qui forme le premier élément du crime. Il embrasse dans ses prévisions « tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique »... On s'est demandé sous l'empire de l'ancien texte de l'art. 177-1° si ses dispositions étaient applicables non seulement aux agents investis par le pouvoir exécutif d'une délégation permanente ou temporaire de l'autorité administrative ou judiciaire, mais aux citoyens revêtus d'un mandat électif. Un arrêt de la chambre criminelle (Crim. rej. 29 mai 1886, aff. Labrugière, D. P. 87. 1. 238) a décidé que les termes de l'art. 177 comprenaient tous ceux qui, investis d'un mandat public soit par une élection régulière, soit par une délégation du pouvoir exécutif, concourent à la gestion des affaires de l'Etat, du département ou de la commune, et qu'en conséquence les dispositions de cet article étaient applicables aux conseillers municipaux. Cette interprétation, qui aurait eu pour effet d'étendre l'application de l'art. 177 aux membres de toutes les assemblées délibérantes qui procèdent de l'élection, a été vivement critiquée. On a fait observer, pour combattre cette solution, que les membres de ces assemblées et des conseils élus ne sont pas chargés d'administrer et de juger, mais simplement de délibérer et de voter, et qu'ils ne sauraient, dès lors, être considérés comme des fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire (V. en ce sens, Albert Desjardins, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888, p. 4,

et Garraud, t. 3, p. 389, et en sens contraire *Observ.* sous l'arrêt précité du 29 mai 1886).

Cette controverse n'a plus d'objet depuis la disposition additionnelle par laquelle la loi du 4 juill. 1889 a, comme nous l'avons dit précédemment (n° 6), complété le texte de l'art. 177. Les peines édictées par cet article sont désormais applicables à toute personne investie d'un mandat électif qui aura agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour faire obtenir ou tenter de faire obtenir des décorations, médailles, distinctions ou récompenses, des places, fonctions ou emplois, des faveurs quelconques accordées par l'autorité publique, des marchés, entreprises, ou autres bénéfices résultant de traités conclus également avec l'autorité publique et aura ainsi abusé de l'influence réelle ou supposée que lui donne un mandat. Il résulte de ce texte que les personnes investies d'un mandat électif ne tomberont sous l'application de l'art. 177 qu'autant que les offres ou promesses faites, les dons ou présents reçus auront un objet limitativement déterminé par la disposition qui vient d'être rapportée. La Chambre des députés a écarté les propositions qui étendaient aux mandataires élus les dispositions de l'art. 177 relatives au fonctionnaire qui s'est abstenu de faire un acte entrant dans l'ordre de ses devoirs. Elle n'a pas cru, suivant le rapporteur, qu'on pût assimiler à la situation du fonctionnaire celle du sénateur, du député, du conseiller général « qui ne détient aucune parcelle de l'autorité publique » (Rapport de M. Rodat, D. P. 90. 4. 57, note 1).

65. La jurisprudence considère comme des agents d'une administration publique, dans le sens de l'art. 177 c. pén. : 1° les gendarmes (Nîmes, 27 déc. 1852, *aff. Pagnol*, D. P. 53. 2. 108); — 2° Le sous-officier chargé par l'officier d'armement ou le capitaine d'habillement de fabriquer ou de faire fabriquer des cartouches par les soldats placés sous ses ordres (Crim. rej. 15 oct. 1851, *aff. Balmes*, D. P. 53. 5. 115); — 3° Les brigadiers des douanes (Douai, 23 févr. 1845, *aff. Vanhaelst*, D. P. 45. 4. 116); — 4° Les adjudicataires des entreprises du pesage des charbons de la marine (Crim. rej. 4 oct. 1856, *aff. Duhaillé*, D. P. 56. 1. 432); — 5° Les sous-chefs de section du cadre auxiliaire des ponts et chaussées organisé par le décret du 20 déc. 1878 pour la période des grands travaux publics, quoiqu'ils ne soient pas astreints à la formalité du serment (Crim. cass. 12 juin 1886, *aff. Peyrot*, D. P. 87. 1. 140); — 6° Les gardiens ordinaires des prisons quoiqu'ils soient subordonnés au gardien en chef et dispensés du serment (Crim. rej. 23 févr. 1882) (1); — 7° Un interprète même temporairement employé par la justice (Crim. rej. 11 mai 1876, *aff. El-Hadj-El-Miloud-ben-Abderosag*, D. P. 77. 1. 462); — 8° Les chefs de bureau ou de division d'une préfecture. A l'arrêt du 7 janv. 1843, rapporté au *Rép.* n° 111, *addé*, relativement aux chefs de division, le considérant suivant d'un arrêt de rejet du 25 nov. 1875, *Bull. crim.*,

n° 329 : « Attendu que s'il lui (à un chef de division de préfecture) est interdit, aux termes de l'art. 177 c. pén., comme préposé d'une administration publique, de recevoir aucun don pour faire un acte de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, il ne s'ensuit pas qu'il doive, par là même, être considéré comme un fonctionnaire de l'ordre administratif ».

66. Nous avons dit au *Rép.* n° 107 que les médecins et chirurgiens appelés au conseil de revision à donner leur avis sur les infirmités des jeunes gens qu'ils sont chargés d'examiner ne tombent pas sous l'application de l'art. 177, lorsqu'ils reçoivent des dons ou agréent des promesses pour être favorables à ces jeunes gens, ce cas spécial de corruption ayant été prévu et puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans par l'art. 45 de la loi du 21 mars 1832. V. conf. *Crim. cass.* 10 nov. 1853, *aff. Vacher*, D. P. 54. 1. 40; *Crim. rej.* 14 oct. 1854, *aff. Branger*, D. P. 54. 5. 201. La disposition de l'art. 45 de la loi du 21 mars 1832 a été reproduite par l'art. 66 de la loi du 27 juill. 1872 (D. P. 72. 4. 68) et par l'art. 71 de la loi du 15 juill. 1889 (D. P. 89. 4. 90). Mais, ainsi que nous l'avons fait remarquer (*Rép.* n° 108), les dispositions précitées des lois de recrutement n'ont prévu qu'un seul cas, celui où les médecins et chirurgiens ont été appelés au conseil de revision. Elles ne sauraient être étendues au cas où un médecin-major attaché à un corps de troupe, est chargé de visiter les soldats qui demandent à être réformés pour infirmités contractées pendant le service : ce médecin est un agent ou préposé de l'Administration dans le sens de l'art. 177 c. pén. et la tentative de corruption commise envers lui sans effet par un militaire, dans le but d'obtenir d'être réformé, tombe sous l'application de l'art. 179 (*Crim. cass.* 4 déc. 1856, *aff. Dogniaux*, D. P. 57. 4. 42. V. Conf. *Blanche*, t. 3, n° 411; *Garraud*, n° 276).

67. Nous avons dit (*Rép.* n° 109) que les conseils de revision sont de véritables administrations publiques. Bien que le capitaine commandant le dépôt de recrutement ne fasse pas partie du conseil de revision, il est un auxiliaire indispensable de ce conseil auquel il est appelé à fournir des indications sur la taille et l'aptitude militaire des jeunes gens, et doit, en cette qualité, être considéré comme le préposé d'une administration publique dans le sens de l'art. 177 c. pén. (Nancy, 31 mai 1869, *aff. Nicolas*, D. P. 69. 2. 215). Dès lors le fait d'un jeune homme appelé devant le conseil de revision qui offre de l'argent à cet officier pour qu'il abuse de ses fonctions auprès de ce conseil à l'effet de le faire réformer, constitue une tentative de corruption, alors même que, par erreur et surabondamment, il aurait indiqué audit officier un moyen de réforme (la faiblesse de complexion par exemple) autre que ceux qu'il est en mesure de faire valoir (Même arrêt).

68. Nous avons adopté au *Rép.* n° 112 l'opinion d'après

(1) (Jubert.) — LA COUR; — Sur le premier moyen, tiré d'une prétendue violation de l'art. 177 c. pén. : — Sur la première branche de ce moyen, prise de ce que Jubert, n'étant ni fonctionnaire public, ni préposé ou agent d'une administration publique, ne pouvait être accusé du crime de corruption prévu par ledit article : — Attendu que l'administration des prisons, chargée de la garde, de la discipline et de l'entretien des détenus, est essentiellement une administration publique; que Jubert, nommé par arrêté du ministre de l'intérieur, sur la présentation du préfet de la Seine-et-Marne, gardien à la maison centrale de Melun, était un préposé ou agent de cette administration; que sa subordination à un gardien chef, responsable de la généralité du service, n'empêche à aucun degré sa responsabilité pénale, relativement aux faits personnels ou délictueux qu'il aurait pu commettre; qu'enfin la dispense de serment ne peut effacer le caractère légal de gardien de maison de détention; que, dès lors, il n'y a pas à ce point de vue violation de l'art. 177 précité;

Sur la seconde branche du même moyen, prise de ce que Jubert n'avait pas agréé des promesses ou reçu des dons pour faire un acte de ses fonctions ou pour s'en abstenir; qu'il n'avait reçu d'argent qu'en vertu du mandat accepté par lui d'acheter du tabac ou d'autres objets pour les remettre à des détenus, et que, s'il trouvait un bénéfice dans l'exécution de ce mandat, l'action n'en devenait pas, pour cela, criminelle; — Attendu que, d'après les ordonnances, décrets ou arrêtés qui régissent les prisons, les gardiens sont chargés d'y maintenir l'ordre et la discipline, d'interdire aux détenus toute communication avec le dehors, ainsi que toute introduction de denrées et spécialement de tabac,

enfin de signaler tous les manquements à leurs supérieurs; qu'il résulte des constatations de l'arrêt que Jubert transmettait au dehors la correspondance de certains détenus et leur remettait les réponses, qu'il recevait de l'argent qui leur était envoyé pour acheter du tabac qu'il leur faisait passer en se réservant un bénéfice de 50 à 60 pour 100; que l'emploi d'une partie de la somme indûment reçue à un achat pour le détenu n'empêche pas que le reste n'ait été touché en vue de l'abstention de la surveillance et de la dénonciation qui étaient dans les devoirs les plus stricts des fonctions de gardien; que, dès lors, à ce point de vue, il n'y a pas eu violation de l'article invoqué;

Sur le second moyen du pourvoi; relatif à la femme Jubert, et tiré d'une prétendue violation des art. 59 et 60 c. pén., en ce que les conditions légales de la complicité par aide et assistance auraient été méconnues par l'arrêt de renvoi : — Attendu qu'il résulte de cet arrêt que la femme Jubert recevait le plus souvent les lettres et les envois d'argent destinés aux détenus, qu'elle achetait en partie le tabac qu'elle remettait pour eux à Jubert, et qu'elle agissait ainsi avec connaissance; qu'en ces circonstances, sa mise en accusation n'a eu rien de contraire aux dispositions des articles invoqués; — Attendu que les faits énoncés dans l'arrêt ont eu lieu dans l'arrondissement de Melun, qu'ils sont qualifiés crimes par la loi, et que, par conséquent, la cour d'assises de Seine-et-Marne est compétente pour en connaître; que le ministère public a été entendu, et que l'arrêt a été rendu par le nombre de juges fixés par la loi; — Rejette, etc.

Du 23 févr. 1882.—Ch. crim.—MM. Barbier, pr.—Camescasse, rap.—Tappie, av. gén., c. conf.—Demasure, av.



laquelle les cantonniers doivent être compris parmi les agents ou préposés d'une administration publique visés par l'art. 177 c. pén. Il n'est plus douteux que cet article leur est applicable, depuis qu'ils ont reçu de l'art. 15 de la loi du 30 mai 1854 l'attribution de dresser procès-verbal des contraventions à la police du roulage, ce qui leur confère le caractère d'agents, de la police judiciaire. V. Conf. Crim. régl. de jug. 19 juill. 1855, aff. Peyre, D. P. 56. 5. 223.

**69.** La loi du 13 mai 1863 a complété l'art. 177 c. pén., par une disposition relative aux arbitres et aux experts. Cette disposition, dit M. Garraud (t. 3, p. 389), comble une lacune de la loi; car si les arbitres et experts ne rentraient pas, avant 1863, dans les termes de l'art. 177 parce qu'ils n'étaient pas fonctionnaires publics, la corruption pratiquée ou essayée à leur égard, était aussi dangereuse que la corruption pratiquée vis-à-vis des fonctionnaires publics » (V. Rapport au Corps législatif, D. P. 63. 4. 88, note, n° 83).

**70.** — 2° *Offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus.* — On a vu (Rép. n° 114) que le second élément du crime prévu et puni par l'art. 177 est que le fonctionnaire, agent ou préposé, ait agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents. La loi punit, suivant M. Garraud (t. 3, n° 280), le trafic même de la fonction publique, d'où il résulte que la qualification de corruption ne pourrait convenir au fait du fonctionnaire qui aurait reçu, à titre d'étrennes ou comme marque de gratitude ou de reconnaissance, des dons ou présents, sans qu'il y ait eu du reste, entre lui et le particulier reconnaissant, cette convention préalable illicite, ce trafic de fonction, qui est de l'essence de la corruption.

**71.** — 3° *Acte de la fonction.* — Ainsi que nous l'avons exposé au Rép. (n° 117), l'art. 177 exige que le fonctionnaire ait agréé les offres ou promesses, reçu les dons ou présents pour faire un acte de sa fonction, même juste, mais non sujet à salaire, ou pour s'abstenir de faire un acte qui entrerait dans l'ordre de ses devoirs. Il résulte des termes de cet article, ainsi que le fait observer M. Garraud (t. 3, n° 277), que la corruption a lieu seulement à raison d'un acte de la fonction, c'est-à-dire d'un acte qui fait partie des attributions légales de celui qui l'accomplit ou qui s'abstient de l'accomplir. Si l'acte que le fonctionnaire accomplit ou dont il s'abstient à prix d'argent ne rentre pas dans l'ordre des devoirs que la loi lui impose, le fait peut constituer une escroquerie, mais non un acte de corruption.

**72.** Suivant le même auteur, ce que la loi punit dans la corruption, c'est le trafic de la fonction même et non le trafic de l'influence qu'elle donne. Toutefois, la question de savoir si le fait, par un sénateur ou un député, de trafiquer de l'influence qui lui donne son mandat tombait sous l'application de l'art. 177 avait été controversée. Un arrêt de la cour de Paris du 26 mars 1888, aff. Wilson, D. P. 88. 2. 155 après avoir décidé que des faits de cette nature ne constituaient pas le délit d'escroquerie avait déclaré en outre que ces faits ne tombaient « sous le coup d'aucune autre disposition répressive » (V. *Journal de droit criminel*, 1887, art. 11767). C'est à la suite de cet arrêt, qui constatait l'impuissance de la législation en vigueur en face d'actes profondément immoraux, qu'est intervenue la loi du 4 juill. 1889 dont nous avons rapporté les dispositions (V. *infra*, n° 6). Cette loi a, comme on l'a vu, résolu la question en punissant des peines édictées par l'art. 177 toute personne investie d'un mandat électif qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour faire obtenir des décorations, médailles, récompenses, emplois, entreprises ou marchés de fournitures et travaux, conférés ou concédés par l'autorité publique et aura ainsi abusé de l'influence réelle ou supposée que lui donne son mandat. La même loi punit d'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues toute autre personne qui se sera rendue coupable de faits semblables.

**73.** Nous avons examiné au Rép. n° 126, la question de savoir si le fonctionnaire qui, après avoir agréé les dons ou promesses n'a pas exécuté l'acte qu'il s'était engagé à accomplir, ou a exécuté l'acte dont il avait promis de s'abstenir, est passible d'une peine. Il est constant, ainsi que nous l'avons dit, que si le fonctionnaire n'a été retenu que

par des circonstances indépendantes de sa volonté, la tentative légale existe. Mais on admet généralement que, lorsque le fonctionnaire s'est arrêté volontairement, il n'a commis ni le crime ni la tentative du crime de corruption (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 844). M. Garraud combat toutefois cette interprétation (t. 3, n° 403). Elle serait exacte, dit-il, si la consommation du crime de corruption consistait, ainsi que l'enseigne M. Blanche (t. 3, n° 416), « d'une part à recevoir, d'autre part à faire ou s'abstenir de faire ». Mais, du côté du corrupteur comme du côté du fonctionnaire, la corruption est achevée, consommée, dès qu'il y a eu acceptation des offres ou promesses, réception des dons ou présents. Ce qui caractérise cette forme d'infraction, c'est le trafic, la convention illicite, arrêtée et certaine. Il résulte de là, suivant M. Garraud, que le repentir de l'agent intervient trop tard pour lui mériter le pardon quand il se produit après le trafic illicite.

**74.** — 4° *Peines.* — Nous avons indiqué précédemment (Rép. n° 6) les peines édictées par la loi du 4 juill. 1889 contre les personnes qui, sans être fonctionnaires, se rendent coupables des actes prévus par la disposition additionnelle que cette loi a introduite à la suite de l'art. 177 c. pén. Indépendamment de l'emprisonnement et de l'amende dont ils sont passibles, les coupables peuvent être interdits des droits mentionnés dans l'art. 42 c. pén. pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

**75.** — 5° *Circonstances aggravantes.* — On a vu au Rép. n° 130 et suiv., que le crime de corruption peut être accompagné de deux circonstances aggravantes déterminées par les art. 178, 181 et 182 c. pén. : 1° quand le crime de corruption a pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que la dégradation civique (art. 178); 2° quand il a pour objet un jugement rendu en matière criminelle (art. 181 et 182). On a fait observer avec raison que la disposition de l'art. 178 était inutile, car il n'est douteux pour personne que le fonctionnaire déterminé à commettre un crime, dans l'exercice de ses fonctions, par dons ou promesses, se rend coupable de ce crime en même temps que du crime de corruption et est punissable de la peine la plus grave des deux crimes en concours (Garraud, n° 282; Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 847). — Les circonstances aggravantes prévues par les art. 181 et 182 doivent être soumises au jury à la suite de la question principale et d'une manière distincte (Garraud, n° 283; Blanche, n° 438 et 440).

#### § 2. — Partialité des fonctionnaires (Rép. n° 136 à 146).

**76.** L'art. 183 c. pén. qui déclare coupable de forfaiture et punit de la dégradation civique tout juge ou administrateur qui se sera décidé par faveur pour une partie ou par inimitié contre elle (Rép. n° 136 et suiv.), suppose la réunion de trois conditions. Il faut : 1° que l'inculpé ait la qualité de juge ou d'administrateur; 2° que les sentiments de faveur ou d'inimitié auxquels a obéi le juge ou l'administrateur se soient manifestés par des faits extérieurs; 3° qu'il y ait une décision du juge ou de l'administrateur et que cette décision soit susceptible d'effet. M. Garraud fait très justement observer qu'il est bien difficile d'établir qu'un sentiment personnel de faveur ou d'inimitié à l'égard d'une partie a été le mobile de la décision du juge, et que l'impossibilité de la preuve rend inapplicable toute disposition de ce genre (t. 3, p. 400. — V. sur le même objet : Chauveau et Faustin Hélie t. 2, n° 857 à 858).

#### § 3. — Des corrupteurs (Rép. n° 147 à 157).

**77.** Les art. 179 et 180 c. pén. visent, ainsi que nous l'avons dit (Rép. n° 147) celui qui est l'agent actif de la corruption. Dans sa rédaction primitive, l'art. 179 contenait une lacune que nous avons signalée (Rép. n° 150) et qui a été comblée par la loi du 13 mai 1863 (V. *supra*, n° 5). Le rapporteur de cette loi au Corps législatif s'exprimait à cet égard dans les termes suivants : « La nouvelle rédaction de l'art. 179 n'a d'autre but que de le mettre en complète harmonie avec l'art. 177. Dans celui-ci, le code punit le fon-

tionnaire qui s'est laissé corrompre soit pour faire un acte de son ministère, soit pour s'en abstenir. L'action et l'abstention sont donc et avec raison placées sur la même ligne. Dans l'art. 179, le code a voulu punir le corrupteur à l'égard du fonctionnaire corrompu, et par une erreur évidente, ne s'occupant plus que du corrupteur obtenant ou cherchant à obtenir l'action du fonctionnaire, il a négligé le corrupteur cherchant à obtenir son abstention. Le projet répare cette omission et met ainsi un terme à l'impunité qui, à défaut de disposition légale, a protégé jusqu'à ce jour les actes de ce genre» (D. P. 63. 4. 88, note n° 82).

Il a d'ailleurs été expliqué dans le cours de la discussion, par M. de Parieu, commissaire du Gouvernement, que l'art. 179 s'applique à toutes les personnes mentionnées dans l'art. 177, fonctionnaires, arbitres, experts, et que pour entendre l'art. 179, il faut le rapprocher de l'art. 177 qu'il a pour objet de compléter suivant tous les cas qu'il prévoit ». Il y a donc aujourd'hui harmonie complète entre les dispositions de ces deux articles.

78. Nous avons dit (*Rép.* n° 147) que l'acte du corrupteur est passible de peines criminelles ou de peines correctionnelles suivant que la corruption a été consommée ou simplement tentée. Dans le cas où la corruption a été consommée, le fonctionnaire corrompu et l'agent corrupteur sont punis des mêmes peines : cependant la loi ne les a pas considérés soit comme *coauteurs*, soit comme *complices* d'un fait unique; elle a séparé, ainsi que le fait remarquer M. Garraud (t. 3, n° 285), les actes de ces deux inculpés et y a vu les éléments de deux délits distincts (V. Conf. Chauveau et Faustin Hélie, t. 3, n° 852).

79. Mais, comme on l'a vu au *Rép.* n° 148, les dispositions particulières par lesquelles l'art. 179 c. pén. déroge, en matière de corruption de fonctionnaires publics, aux règles ordinaires de la complicité, ne sont applicables qu'aux corrupteurs, et ne peuvent être étendus aux autres individus complices du fonctionnaire qui s'est laissé corrompre. Ainsi, lorsqu'un gardien de prison, chargé par les ordonnances et règlements d'interdire aux détenus toute communication avec le dehors ainsi que toute introduction de denrées, se rend coupable du crime prévu et puni par l'art. 177 c. pén. en transmettant au dehors la correspondance de certains détenus, en leur remettant des réponses, en recevant de l'argent pour acheter du tabac aux détenus et en le leur faisant passer après avoir prélevé pour lui-même un bénéfice, l'individu qui en connaissance de cause, prête son assistance à ce gardien par la réception des lettres et l'acquisition des denrées destinées aux détenus, doit être puni comme complice du crime par l'article précité (Crim. rej. 23 févr. 1882, V. *supra*, n° 57).

80. Les éléments de la corruption active comme de la corruption passive, sont au nombre de trois; il faut : 1° qu'il y ait dons ou promesses; 2° qu'un fonctionnaire en ait été l'objet; 3° que le corrupteur ait visé un acte du ministère de l'agent. L'art. 179 embrasse dans la généralité de ses termes tous les actes dépendant de la fonction que la corruption menace dans son indépendance. Ainsi le fait de chercher à obtenir, par l'offre ou la promesse d'une somme d'argent, l'influence et le vote d'un conseiller municipal pour se faire donner une concession de travaux publics, rentre dans les prévisions de cet article, car il vise évidemment un acte de la fonction du conseiller municipal (Crim. rej. 29 mai 1886, aff. Labrugière, D. P. 87. 1. 238). L'offre d'une somme d'argent faite par un fournisseur à un capitaine d'habillement afin que celui-ci, au sein du conseil d'administration, fasse frauduleusement obtenir une adjudication à ce fournisseur, constitue une tentative de corruption pour un acte qui est essentiellement relatif aux fonctions de l'officier dont il s'agit (Crim. rej. 18 juill. 1889, aff. Simon, D. P. 89. 1. 385). Il n'est, d'ailleurs, pas nécessaire que l'arrêt qui condamne le fournisseur pour ce délit déclare expressément que l'acte ainsi sollicité sans succès rentrerait dans les fonctions du capitaine d'habillement : il suffit que cela ressorte des constatations de fait relevées par les juges du fond (Même arrêt).

81. La jurisprudence décide, conformément à l'opinion que nous avons adoptée au *Rép.* n° 151, et contrairement à celle qu'ont soutenue MM. Chauveau et Faustin Hélie (n° 854), que le corrupteur est punissable alors même que

les actes qu'il a voulu obtenir du fonctionnaire sont justes. D'après cette jurisprudence, les art. 177 et 179 sont absolument corrélatifs, et la nécessité que l'acte soit injuste n'existe pas plus à l'égard du corrupteur qu'à l'égard du fonctionnaire corrompu (Crim. rej. 30 sept. 1853, aff. Arnaud, D. P. 53. 5. 114; Bordeaux, 14 juill. 1875, aff. Lamotte, D. P. 77. 2. 13. V. Conf. Morin, *Répertoire de droit criminel*, t. 1, v° *Corruption de fonctionnaires*, n° 17; Garraud, t. 3, p. 410; Blanche, t. 3, n° 431, p. 756). Un arrêt de la cour de Nancy du 31 mai 1869 (aff. Nicolas, D. P. 69. 2. 215) consacre le même principe et s'appuie sur ce motif pour décider que le délit de tentative de corruption résultant de ce qu'un conscrit a fait des offres d'argent à un commandant de recrutement pour obtenir d'être réformé illégalement, n'est pas couvert par la circonstance que ce conscrit a été régulièrement reconnu par le conseil de revision impropre au service militaire, pour une cause autre que celle qu'il cherchait abusivement à faire admettre. Il semble que ce motif n'était pas directement applicable à l'espèce; car il s'agissait en réalité d'obtenir du commandant de recrutement un acte abusif, celui d'une tromperie sur l'indication de la complexion du conscrit, mais cette tromperie se trouvait inutile parce que le jeune homme devait, pour cause d'infirmité réelle, être reconnu non apte au service militaire. La question était de savoir si la circonstance dont il s'agit faisait disparaître l'élément délictueux tiré de l'existence d'un préjudice, aucun préjudice ne pouvant être causé aux autres jeunes gens appelés pour la formation du contingent, et si, dès lors, il n'y avait pas dans l'espèce ce que la doctrine a appelé la tentative d'un délit impossible. Mais on peut répondre que le préjudice dont la loi s'est ici préoccupée, c'est la démoralisation même du fonctionnaire et qu'à ce point de vue, il n'y a pas à tenir compte de ce que l'acte demandé, abusif ou non, serait ou non nécessaire à l'auteur des offres.

82. Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 154, par dérogation à la règle générale de l'art. 2 c. pén. la tentative de corruption, lorsqu'elle n'a eu aucun effet, n'est pas punie des mêmes peines que la corruption consommée et n'est pas justiciable de la cour d'assises, mais elle n'est punie que de peines correctionnelles et rentre dans la compétence des tribunaux correctionnels. L'art. 179 c. pén. contient à cet égard deux dispositions bien distinctes : il punit des mêmes peines que la personne corrompue celui qui aura contraint ou tenté de contraindre par voies de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'art. 177 pour obtenir soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, soit enfin l'abstention d'un acte qui rentrerait dans l'exercice de ses devoirs. Le second paragraphe du même article punit d'un emprisonnement de trois à six mois et d'une amende de 100 à 300 fr. les auteurs de tentatives de contrainte ou corruption qui n'ont eu aucun effet. On ne saurait voir dans les deux hypothèses prévues par l'art. 179 deux espèces de tentatives, l'une qui produit son effet, l'autre qui n'est pas suivie d'effet. Suivant l'observation de M. Garraud, t. 3, n° 288, toute tentative qui produit son effet cesse d'être une tentative et devient le crime même, tel qu'il est défini par la loi. D'après le même auteur, le fait est consommé, s'il s'agit d'une pression exercée sur la volonté par l'emploi de la contrainte, lorsque les voies de fait ou menaces qui la constituent ont amené le fonctionnaire soit à l'action soit à l'abstention que son auteur voulait obtenir. Mais s'il s'agit de corruption proprement dite, c'est-à-dire d'une pression sur la volonté par offres, promesses, dons ou présents, trois situations peuvent se présenter. Si la corruption n'a pas produit effet sur le fonctionnaire qui n'a pas agréé les promesses ni accepté les dons ou présents, on se trouve en présence de la tentative prévue et punie de peines correctionnelles par le paragraphe 2 de l'art. 179; si la corruption a produit effet sur le fonctionnaire qui a accepté les promesses, dons ou présents, mais si pour une cause quelconque l'acte ou l'abstention que l'on cherchait à obtenir par la corruption ne s'est pas produit, le crime n'en est pas moins

consommé; il en est de même dans la troisième hypothèse, celle où le but du corrupteur a été atteint et où les suites de l'infraction se sont produites. Ce sont ces deux dernières hypothèses que prévoit le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 179 en les désignant par des expressions différentes (corrompu ou tenté de corrompre) mais en les frappant de la même répression.

83. On a soutenu que la disposition finale de l'art. 179 prévoyait non une tentative de crime, mais un délit spécial (Le Sellyer, *Traité de la criminalité*, t. 1, n° 40). Cette opinion a été repoussée avec raison par les criminalistes les plus autorisés (Morin, *Répertoire de droit criminel*, v° *Tentative*, n° 10; Blanche, n°s 425 et 434; Garraud, n° 289). En effet, si le rapporteur au Corps législatif a déclaré que la simple tentative est elle-même un délit, ces expressions doivent être entendues simplement en ce sens qu'elle n'est punie que d'une peine correctionnelle, mais elle est soumise à la fois aux règles particulières du crime de corruption en ce qu'elle doit se composer des mêmes éléments que le crime consommé, et aux règles générales de la tentative, en ce que le fait incriminé doit réunir, pour tomber sous l'application de l'art. 179, § 2, les caractères généraux de la tentative punissable. Ainsi, dit M. Garraud, *op. cit.*, n° 290, la corruption doit se manifester par un commencement d'exécution, c'est-à-dire par des voies de fait ou menaces, par des propositions de dons ou présents, dans le but d'obtenir un acte ou une abstention d'acte du fonctionnaire. Il suit de là que si l'acte ou l'abstention que le corrupteur veut provoquer est en dehors des pouvoirs du fonctionnaire auquel il s'adresse, la tentative ne peut être constituée à raison de l'impossibilité même du crime de corruption. Cette proposition n'est pas contredite par un arrêt de la cour de cassation du 2 avr. 1875 (Crim. rej. 2 avr. 1875, aff. Zouaoui-ben-Messaoud, D. P. 75. 1. 489). Cet arrêt reconnaît implicitement que l'auteur d'offres inutilement faites à un fonctionnaire pour obtenir un résultat qu'il ne dépend plus de ce dernier de procurer ne tombe pas sous le coup du paragraphe final de l'art. 179; mais il admet avec raison que cette disposition est applicable lorsque le fonctionnaire peut exercer une action, quelque faible qu'elle soit. Il décide, en conséquence, par une application très exacte des principes généraux de la tentative, qu'il y a délit de tentative de corruption non suivie d'effet dans l'offre d'une somme d'argent faite à un juge de paix par le père d'un inculpé pour obtenir la cessation des poursuites, bien que la procédure transmise au ministère public fut déjà entre les mains du juge d'instruction, si ce dernier n'avait encore procédé à aucun acte de son ministère et que le juge de paix put encore être appelé à exécuter des commissions rogatoires ou à fournir des renseignements sur la prévention et exercer ainsi une influence décisive sur la solution à donner au procès dans le sens d'une ordonnance de non-lieu.

De ce que le fait prévu par l'art. 179 § 2 doit réunir les caractères généraux de la tentative punissable, il résulte que la tentative de corruption ne tombe sous l'application de cette disposition que si elle n'a manqué son effet que par une circonstance indépendante de la volonté du corrupteur, c'est-à-dire le plus ordinairement par l'attitude même du fonctionnaire qui refuse les propositions qui lui sont adressées. Mais si, avant l'acceptation de ces offres, l'agent se désistait volontairement de manière à ne laisser aucun doute sur le retrait des propositions de corruption, il n'y aurait pas de tentative punissable (Garraud, n° 294).

L'auteur d'une tentative de corruption non suivie d'effet à l'égard d'un préposé d'une administration publique est passible de la peine portée par l'art. 179, § 2, c. pén., alors même que le fait provoqué ne constituerait qu'un simple délit (Crim. rej. 15 oct. 1851, aff. Balmes, D. P. 53. 5. 115).

84. L'art. 180 prononce la confiscation au profit des hospices des choses livrées par le corrupteur. Pour que la confiscation puisse avoir lieu, il faut, comme nous l'avons dit (Rép. n° 157), que les choses aient été livrées; il ne suffirait donc pas qu'elles eussent été promises ou offertes (Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, n° 856, Garraud, n° 293). Mais la confiscation doit porter sur tout ce qui a été livré, soit qu'il s'agisse de sommes d'argent ou de valeurs mobilières, soit

même qu'il s'agisse d'immeubles (Crim. rej. 10 août 1854, aff. Feyeux, D. P. 54. 5. 200). Il importe peu également que les choses livrées par le corrupteur l'aient été directement au fonctionnaire ou aient été remises à un complice (Crim. rej. 29 mai 1845, D. P. 45. 4. 115).

La confiscation ne peut être infligée qu'au coupable; mais, comme le fait de corruption suppose deux agents: celui qui corrompt et celui qui est corrompu, il suffit que l'un d'eux soit condamné pour que la confiscation soit justifiée. Il a été décidé, en conséquence, que, bien que l'individu accusé de corruption ait été acquitté, la déclaration de culpabilité tendue contre le fonctionnaire corrompu entraînerait, par conséquent, la confiscation de la chose reçue en don par ce dernier (Arrêt précité du 10 août 1854).

85. En terminant cette matière de la corruption, il ne nous paraît pas inutile de transcrire ici les quatre articles que le législateur italien de 1889 a consacrés à la répression de cette infraction: « Art. 171. Le fonctionnaire public qui, à l'occasion d'un acte de sa charge, reçoit pour lui-même ou pour d'autres, en argent ou autres avantages, une rétribution qui ne lui est pas due, ou en accepte la promesse, est puni de la réclusion, qui peut être portée à un an, avec interdiction temporaire des fonctions publiques et d'une amende de cinquante à trois mille livres. — Art. 172. Le fonctionnaire public qui, pour retarder ou omettre un acte de ses fonctions ou pour faire un acte contraire aux devoirs de sa charge, reçoit ou se fait promettre de l'argent ou autres avantages, pour lui-même ou pour d'autres, est puni de la réclusion de six mois à cinq ans, avec interdiction temporaire des fonctions publiques, et d'une amende de cent à cinq mille livres. La réclusion est de trois à dix ans, si le fait a eu pour conséquence: 1° la collation d'emplois publics, d'appointements, de pensions ou de distinctions honorifiques, ou la conclusion de contrats, dans lesquels est intéressée l'administration à laquelle appartient le fonctionnaire public; 2° l'appui ou le préjudice, obtenu ou subi par une partie ou un prévenu, dans une cause civile ou criminelle. Si le fait a eu pour conséquence une sentence de condamnation à une peine restrictive de la liberté personnelle excédant une année, la réclusion est de cinq à quinze ans et l'amende peut être portée au maximum. — Art. 173. Quiconque amène un fonctionnaire public à commettre l'un des délits prévus aux articles précédents est puni, dans le cas de l'art. 171, d'une amende de 50 à 3000 livres, et, dans le cas de l'art. 172, des peines qui y sont édictées. Si le fonctionnaire public n'a pas commis le délit, celui qui a tenté de l'y déterminer encourt les peines édictées au présent article, avec réduction de moitié. — Art. 174. Dans les cas prévus aux articles précédents, ce qui a été donné est confisqué ».

#### ART. 10. — Abus d'autorité (Rép. n°s 158-171).

86. On a vu au Rép. n° 158 que le code pénal distingue deux sortes d'abus d'autorité: les abus d'autorité contre les particuliers et les abus d'autorité contre la chose publique. Nous avons traité des premiers *supra*, v° *Déni de justice*, n°s 3 et suiv., et nous y reviendrons *infra*, v° *Liberté individuelle* et *Postes*. — Quant aux abus d'autorité contre la chose publique, ils sont prévus par les art. 188, 189, 190 et 191 c. pén. Sous cette qualification, dit M. Garraud (n° 324), le code pénal prévoit le fait, de la part des fonctionnaires, de requérir ou d'ordonner l'emploi de la force publique pour empêcher l'exécution d'une loi, la perception d'une contribution, l'application d'un ordre de l'autorité compétente. Il s'agit, ajoute cet auteur, d'un crime absolument théorique. Nous n'avons trouvé dans les arrêts aucun exemple de poursuites sous cette qualification.

#### ART. 11. — Exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé (Rép. n°s 172-180).

87. Le code punit dans l'art. 196 l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé et dans l'art. 197 l'exercice de cette autorité illégalement prolongé. Le premier de ces délits, suppose chez l'agent la qualité de fonctionnaire public soumis à la prestation d'un serment avant d'entrer en fonctions, le défaut de prestation préalable de ce serment, et une

faute à lui reprocher de ce chef (Garraud, n° 338). — Le serment se composait autrefois, ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 172, de deux formules, l'une politique, l'autre professionnelle. Le serment politique a été aboli par le décret du 5 sept. 1870 (D. P. 70. 4. 86), et le serment professionnel a seul été maintenu par le décret du 8 septembre suivant (D. P. 70. 4. 88). L'art. 196 n'est donc plus applicable qu'à la prestation de ce dernier serment. — Le fait matériel d'un exercice de fonction préalable à ce serment ne suffit pas à constituer le délit prévu et puni par l'article précité; le fonctionnaire qui entre en fonctions sans avoir prêté le serment qui lui est imposé ne peut être déclaré coupable que s'il a eu l'intention de violer la loi (Garraud, *op. et loc. cit.* Conf. Chauveau et Faustin Hélie, n° 902).

88. L'art. 197 prévoit comme on l'a vu (*Rép.* n° 173), le délit d'exercice de l'autorité publique illégalement prolongé. Ce délit suppose la réunion de trois conditions : 1° l'auteur du délit doit être fonctionnaire public; 2° il doit avoir continué ses fonctions après avoir perdu le droit de les exercer; 3° il doit l'avoir fait dans une intention coupable. — L'art. 197 comprend dans la désignation générale de fonctionnaires tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque, ont été investis d'un mandat dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public, et qui, à ce titre, sont soumis à l'autorité du Gouvernement (Crim. rej. 30 oct. 1886, aff. Rogat, D. P. 87. 1. 507. De ce nombre sont les membres des conseils de fabrique chargés de veiller à l'entretien du temple, de gérer les fonds destinés à l'exercice du culte et d'assurer cet exercice ainsi que le maintien de la dignité du culte. En conséquence, les membres d'un conseil de fabrique qui, révoqués par un arrêt régulier porté à leur connaissance, continuent d'exercer leurs fonctions, tombent sous l'application de l'art. 197 c. pén. (Même arrêt). Cet article a été également appliqué à un notaire qui, après son remplacement, délivre, même en vertu d'un traité secret passé avec son successeur, des expéditions ou extraits, certifiés par lui, des actes qu'il avait reçus (Orléans, 10 déc. 1850 (motifs), aff. Chastenot, D. P. 51. 2. 175).

89. Il n'y a exercice illégalement prolongé de la fonction que lorsque le fonctionnaire a fait acte de sa fonction après cessation du droit de l'exercer résultant d'une révocation, d'une destitution ou d'une suspension, et alors que la décision portant révocation, destitution ou suspension a été légalement prise et lui a été légalement notifiée (arrêt précité du 30 oct. 1886. V. conf. Garraud n° 339; Blanche, t. 3, n° 477; Chauveau et Faustin Hélie, t. 3, n° 905). Le jugement de condamnation fondé sur ce que le prévenu est convaincu d'avoir illégalement prolongé ses fonctions est nul lorsqu'il ne déclare pas les faits constitutifs de cette continuation illégale des fonctions (Crim. cass. 11 oct. 1849, aff. Rennuci, D. P. 49. 5. 282). — Le délit n'existe que si le fonctionnaire a fait acte de sa fonction avec la conscience de l'illégalité qu'il commettait (Garraud, *loc. cit.*).

90. Ainsi que nous l'avons dit (*Rép.* n° 180), l'interdiction de toute fonction publique prononcée par l'art. 197 c. pén., constitue une peine séparée, accessoire à l'amende et à l'emprisonnement portés par le même article, et susceptible, dès lors, d'être écartée en cas d'admission de circonstances atténuantes (Crim. rej. 12 sept. 1846, aff. N..., D. P. 46. 1. 371).

#### ART. 12. — Refus d'un service dû légalement (*Rép.* n° 181-187).

91. Le délit de refus d'un service dû légalement est prévu et puni par l'art. 234 c. pén. Nous n'avons rien à ajouter aux développements qui ont été donnés à ce sujet au *Répertoire*.

#### ART. 13. — Participation des fonctionnaires aux crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer (*Rép.* n° 188-195).

92. L'art. 198 c. pén. édicte, ainsi que nous l'avons dit (*Rép.* n° 188), une disposition spéciale contre les fonctionnaires ou officiers publics. Elle distingue entre les crimes et les délits que ceux-ci ne sont pas chargés de surveiller ou de réprimer, et ceux à l'égard desquels ils ont ce devoir. Dans le premier cas, il n'y a pas lieu de tenir compte, dans la répression, de la qualité de fonctionnaire; dans le second, cette qualité entraîne une aggravation de la peine commune attachée au crime ou au délit (V. Garraud, t. 1, n° 126, et t. 3, n° 296).

93. Conformément à ce qui a été exposé au *Rép.* n° 190, la circonstance que le fonctionnaire était chargé de surveiller ou de réprimer le crime ou le délit auquel il a participé étant une condition nécessaire de l'application de l'art. 198, il faut, pour justifier cette application, que la circonstance dont il s'agit soit expressément déclarée dans le jugement de condamnation. Ainsi, un suppléant de juge de paix n'étant pas chargé de la surveillance ou de la répression des crimes et délits, n'est pas, à raison des délits par lui commis et notamment d'un délit d'abus de confiance, passible de l'aggravation de peine prononcée par l'art. 178 (Rennes, 30 déc. 1850, aff. Le Bobinnec, D. P. 55. 2. 199). Il en est de même à l'égard des agents de surveillance des chemins de fer poursuivis pour délits de chasse commis près la partie du chemin de fer confiée à leur surveillance, car ils ne sont point chargés de la répression des infractions à la loi sur la chasse (Metz, 4 juin 1855, aff. Schmitt, D. P. 55. 2. 326).

94. Nous avons dit (*Rép.* n° 190) que l'art. 198 c. pén. ne statue que pour le cas où la loi n'a pas réglé spécialement les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics; mais que, lorsqu'il existe une disposition spéciale, c'est cette disposition, et non l'art. 198, qui doit être appliquée. La jurisprudence décide, par application de cette règle, que l'aggravation de peine prononcée par l'art. 198 est inapplicable aux délits de chasse qui sont l'objet d'une disposition spéciale, celle de l'art. 12, § 3 de la loi du 3 mai 1844 (V. *supra*, v° Chasse, n° 1021).

95. Ainsi qu'on l'a vu (*Rép.* n° 193), la règle générale de l'art. 463 c. pén., relatif à la modération des peines au cas de circonstances atténuantes, s'applique même à l'aggravation de peines prononcée par l'art. 198 (Bastia, 11 nov. 1856, aff. Moretti, D. P. 57. 2. 47-48. Conf. Crim. rej. 17 janv. 1879, *Bull. crim.*, n° 24).

#### ART. 14. — Délits divers relatifs à la tenue des actes de l'état civil, à l'évasion des détenus, à la complicité avec les four-nisseurs, aux attentats aux mœurs (*Rép.* n° 196-199).

96. Les dispositions pénales par lesquelles le législateur a sanctionné les règles relatives à la tenue des registres de l'état civil ont été exposées précédemment v° *Actes de l'état civil*, n° 124 et suiv. — Nous avons également étudié les pénalités applicables aux huissiers, commandants de la force publique et préposés à la conduite, au transport ou à la garde des détenus, dans le cas d'évasion de ces derniers (V. *supra*, v° *Evasion*), ainsi que les conditions dans lesquelles les fonctionnaires qui se rendent coupables d'attentats aux mœurs encourent l'aggravation de peines prononcée par l'art. 333 c. pén. V. *supra*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 59. — On verra plus loin, v° *Marchés de fournitures*, de quelles peines sont passibles les fonctionnaires publics qui ont aidé les fournisseurs des armées de terre et de mer dans la consommation du crime prévu par les art. 430 et suiv. c. pén.

### Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Abus d'autorité S. 42	— commis, préposé S.	des hypothèques)	s.; R. 64 s.; (cadi	port) S. 44; (garde	42; R. 68; (géomé-
s.; R. 64 s.	43; R. 68 s.; (ad-	S. 45; (employé	algérien) S. 43;	champêtre) S. 43;	tre du cadastre)
— caractères S. 86; R.	judicataire) S. 45;	de chemin de fer)	(commissaire de	R. 64; (garde for-	S. 44; (maire) R.
158 s.	R. 69; (clerc) S.	S. 45; (porteur de	police) S. 43; (en-	tier) S. 43; R. 64;	64; (maison de
— chose publique S. 86;	45; (complicité) S.	contraintes) R. 68.	treposeur des ta-	(gendarme) S. 44;	prét) S. 66; (mé-
R. 159.	45; (conservateur	— fonctionnaires S. 43	bacs) S. 43; (ex-	R. 64; (geôlier) S.	decin) S. 43;

- (pont à bascule) S. 43; R. 65; (préposé des douanes) S. 44; R. 68; (receveur municipal) S. 43; R. 65; (secrétaire de mairie) R. 64; (sergent-major) S. 41.
- force publique R. 163 s.; (réquisition) R. 160 s.
- officier ministériel S. 46; R. 67; (huissier) S. 46; R. 67; (notaire) S. 47.
- officiers publics S. 43 s.
- ordre d'un supérieur, caractères R. 168 s.
- particuliers S. 86; R. 158.
- réquisition (compétence) R. 162; (effets, peine) R. 165 s.; (qualité de la personne) R. 161.
- V. Concussion.
- Abus de confiance.** V. Comptable.
- Actes.** V. Destruction de titres, Soustraction.
- Adjoint.** V. Exercice illégal.
- Adjudicataire.** V. Abus d'autorité.
- Administrateur.** V. Partialité.
- Agent du Gouvernement.** S. 2.
- conseiller municipal S. 58.
- Agent d'une administration publique.**
- arbitre S. 69.
- bureau de garantie R. 113.
- cantonnier S. 68; R. 112.
- capitaine d'habillement S. 65.
- conseil de revision, capitaine de recrutement, corruption S. 67.
- douanier S. 65.
- employé des ponts et chaussées S. 65.
- expert S. 69.
- gendarme S. 65.
- greffier S. 65.
- interprète judiciaire S. 65.
- médecin, chirurgien, conseil de revision S. 66 s.; R. 105 s.
- préfecture S. 65; R. 111.
- secrétaire de mairie R. 110.
- V. Vénalité.
- Agents comptables des écoles primaires supérieures.** V. Comptable.
- Amende.** V. Concussion, Destruction de titres, Soustraction.
- Anticipation.** V. Exercice illégal.
- Arbitre.** V. Agent d'une administration publique, Partialité.
- Attentat aux mœurs.** V. fonctionnaire public S. 96; R. 190.
- Autorisation de poursuites.** V. Empiètement.
- Autorité publique.** — exercice illégal S. 87 s.; R. 172 s.
- Avoué.** V. Destruction de titres.
- Bibliographie.** S. 17, 28.
- Bureau de garantie.** V. Agent d'une ad-
- ministration publique.
- Cadi algérien.** V. Abus d'autorité.
- Cantonier.** V. Agent d'une administration publique.
- Capitaine d'habillement.** V. Agent d'une administration publique, Corrupteur.
- Capitaine de recrutement.** V. Agent d'une administration publique, Vénalité.
- Caractères.** S. 9; R. 7.
- Chasse.** V. Participation criminelle.
- Chirurgien.** V. Agent d'une administration publique, Corrupteur.
- Circonstances aggravantes.** V. Concussion, Participation criminelle, Vénalité.
- Circonstances atténuantes.** V. Corruption, Participation criminelle.
- Circonstances constitutives.** V. Questions au jury.
- Glor.** V. Abus d'autorité.
- Coalition de fonctionnaires.** S. 12; R. 9 s.
- caractères R. 9 s., 17.
- complot R. 18.
- démissions combinées R. 19 s.
- ordre du Gouvernement R. 10 s.
- ordre d'un supérieur R. 14.
- pénalité S. 12; R. 15 s.
- Commandant de recrutement.** V. Corrupteur.
- Commerce.** — fonctionnaires R. 97.
- Commis, préposé.** V. Comptable, Fonctionnaire.
- Commissaire de police.** V. Abus d'autorité.
- Compétence.** V. Abus d'autorité, Concussion, Soustractions.
- Complexité.** V. Concussion.
- Complicité.** V. Abus d'autorité, Corrupteur, Fonctionnaires, Marché de fournitures, Participation criminelle.
- Complot.** V. Coalition de fonctionnaires.
- Comptable.** — abus de confiance S. 19; R. 28.
- agents comptables des écoles primaires S. 18; (supérieures) S. 18.
- commis (de percepteur) S. 19; (secrétaire, marine) S. 18.
- complicité S. 19.
- denrées alimentaires S. 19.
- directeur des monnaies S. 18.
- économiste (collège) R. 33 s.; (écoles normales primaires) S. 18; 26.
- employé des postes S. 18.
- garçon de bureau S. 9 s.
- gendarmerie R. 23.
- huissier R. 23.
- maire S. 19.
- percepteur R. 33 s.
- receveur des hospices S. 18.
- vol S. 19.
- V. Soustraction.
- Compte-apurement.** V. Soustractions.
- Concussion.** S. 40 s.; R. 58 s.
- abus d'autorité S. 41 s.
- éléments, conditions S. 41 s.
- mauvaise foi S. 41, 50 s.; R. 73 s.
- pénalité S. 52 s.; R. 78 s.; (amende) S. 52; R. 79 s.; (commis, préposé) R. 78; (compétence) S. 52; (connexité) R. 81; (dommages-intérêts) R. 79; (fonctionnaire, officier public) R. 78; (proportionnalité) S. 52; (surveillance de la haute police) S. 53.
- perception illégitime S. 48 s.; R. 70 s.
- questions au jury S. 54 s.; R. 80; (circonstances aggravantes, taux de la perception) S. 56; (circonstances constitutives, fonctionnaire S. 54; (complexité) S. 57; (qualité) S. 55.
- tentative S. 53.
- Confiscation.** V. Corrupteur.
- Conflit.** V. Empiètement.
- Connexité.** V. Concussion, Soustractions.
- Conseil de fabrique.** V. Exercice illégal.
- Conseil de revision.** — caractères, administration publique R. 109.
- V. Corruption, Vénalité.
- Conseiller municipal.** V. Agent du gouvernement, Corrupteur.
- Conservateur des hypothèques.** V. Abus d'autorité.
- Contributions indirectes.** V. Vénalité.
- Corrupteur.** — commandant de recrutement S. 81.
- complicité S. 78 s.; R. 147 s.; (geôlier) S. 78 s.; R. 147 s.
- confiscation S. 84; R. 157.
- dons ou promesses, capitaine d'habillement S. 80.
- nature des actes S. 81; R. 151.
- peines S. 78; R. 147.
- tentative (désistement) S. 83; (peine) S. 84.
- voies de fait, caractères R. 147.
- Corruption.** S. 63 s., 77 s.; R. 98 s., 147 s.
- caractères R. 98.
- conditions S. 63 s.; R. 100.
- dons ou promesses S. 80; R. 147, 149 s.; (conseiller municipal) S. 80.
- éléments S. 80.
- exercice des fonctions S. 80; R. 147, 150; (préposé des douanes) R. 150.
- jugement, conditions R. 153.
- médecin, chirurgien, conseil de revision R. 149.
- menaces R. 152.
- qualité de la personne S. 80.
- tentative (caractères) S. 82 s.; R. 149, 154; (circonstances atténuantes) R. 156; (serment, prestation) R. 155.
- vénalité S. 63 s.; R. 100 s.
- Crimes.** S. 11; R. 8.
- attentats à la liberté S. 11; R. 8.
- faux S. 11; R. 8.
- sécrét de l'Etat S. 11; R. 8.
- Déficit.** V. Soustractions.
- Définition.** R. 1.
- Dégradation civique.** V. Vénalité.
- Démissions combinées.** V. Coalition de fonctionnaires.
- Deniers.** V. Soustraction.
- Deniers privés.** V. Soustraction.
- Deniers publics.** V. Soustraction.
- Dénouciation.** S. 10.
- V. Vénalité.
- Dépositaire.** V. Soustractions.
- Dépositaire public.** V. Comptable, Soustractions.
- Désistement.** V. Corrupteur.
- Destitution.** V. Exercice illégal.
- Destruction d'actes.** — éléments R. 36 s.
- Destruction de titres.** S. 35 s.; R. 49 s.
- actes, titres S. 37; R. 52.
- amende R. 57.
- éléments S. 35 s.; R. 52 s.
- employé des postes S. 35; R. 55.
- exercice des fonctions S. 38; R. 54.
- fonctionnaires S. 35; R. 49 s.
- greffier R. 53 s.
- modes de perpétration S. 36.
- négligence R. 53.
- notaire R. 53 s.
- officier (ministériel) R. 51; (public) R. 49 s.
- preuve R. 56.
- questions au jury S. 39.
- Détournement.** V. Soustraction.
- Directeur des monnaies.** V. Comptable.
- Douanier.** V. Agent d'une administration publique.
- Dommages-intérêts.** V. Concussion, Refus de service.
- Dons ou présents.** V. Vénalité.
- Dons ou promesses.** V. Corruption.
- Econome.** V. Comptable.
- Effets de circulation.** V. Soustraction.
- Effets mobiliers.** V. Soustraction.
- Empiètement.** S. 13 s.; R. 21 s.
- autorisation de poursuites, suris R. 25 s.
- pouvoir (administratif, conflit) S. 15;
- R. 22 s.; (judiciaire) S. 16; R. 27; (légal, pénalités) S. 14; R. 21.
- séparation des pouvoirs R. 21.
- Employé de chemin de fer.** V. Abus d'autorité, V. Participation criminelle.
- Employé des ponts et chaussées.** V. Agent d'une administration publique.
- Employé des postes.** V. Comptable, Destruction de titres.
- Entrepeneur des tabacs.** V. Abus d'autorité.
- Escroquerie.** V. Vénalité.
- Evasion de détenus.** — huissier, gardien, gendarme S. 96; R. 107.
- Excuse.** V. Mauvaise foi.
- Exercice illégal.** — anticipation, serment, caractères S. 87; R. 172, 180.
- continuation des fonctions S. 88.
- destitution, suspension, caractères R. 175 s., 178.
- fonctionnaire public S. 88.
- intention frauduleuse S. 88; R. 175.
- maire, adjoint R. 180.
- notaire S. 88.
- peine, interdiction de fonctions publiques S. 70; R. 178, 180.
- prolongation (caractères, jugement) S. 89; (conditions) S. 88; R. 173; (conseil de fabrique) S. 88.
- V. Autorité publique.
- Expert.** V. Abus d'autorité, Agent d'une administration publique.
- Faux.** V. Crimes, Vénalité.
- Fonctionnaire.** — commerce S. 62; R. 97.
- immixtion, ingérence, incompatibilité S. 58 s.; R. 82 s.
- ingérence (commis, préposés) S. 59; R. 85; (complicité) S. 59; R. 89; (fraude) R. 83; (ordonnancement, liquidation) R. 90; (personnes interposées) S. 59; R. 88 s.; (qualité) S. 58; R. 84.
- intérêt S. 60; R. 86 s.; (maire) R. 93; (notaire) S. 61; R. 94 s.; (surveillance) S. 61; R. 91 s.
- V. Abus d'autorité, Destruction de titres.
- Fonctionnaire public.** S. 4 s.
- V. Attentat aux mœurs, Exercice illégal.
- Force publique.** V. Abus d'autorité, Refus de service.
- Fraude.** V. Fonctionnaires.
- Garçon de bureau.** V. Comptable.
- Garde champêtre.** V. Abus d'autorité, Participation cri-
- minelle, Perception illégitime, Vénalité.
- Garde forestier.** V. Abus d'autorité, Participation criminelle, Vénalité.
- Garde général.** V. Vénalité.
- Garde nationale.** V. Refus de service.
- Garde particulier.** V. Vénalité.
- Gardien.** V. Evasion de détenus.
- Gendarme.** V. Abus d'autorité, Agent d'une administration publique, Evasion de détenus, Vénalité.
- Gendarmerie.** V. Comptable.
- Geôlier.** V. Abus d'autorité, Agent d'une administration publique, Corrupteur, Perception illégitime.
- Géomètre.** V. Abus d'autorité.
- Greffier.** V. Destruction de titres, Mauvaise foi, Soustractions.
- Historique.** — ancien droit français R. 3, 23, 58, 116, 123, 136.
- code pénal R. 4.
- droit révolutionnaire R. 4 s., 28.
- droit romain R. 2, 23, 58, 116, 123, 136.
- V. Abus d'autorité, Comptable, Evasion de détenus, Soustractions, Vénalité.
- Immixtion.** V. Fonctionnaires.
- Incapacité.** V. Soustractions.
- Incompatibilité.** V. Fonctionnaires.
- Ingérence.** V. Fonctionnaires.
- Intention frauduleuse.** V. Exercice illégal, Soustractions, Vénalité.
- Interprète judiciaire.** V. Agent d'une administration publique.
- Juge.** V. Partialité.
- Jugement.** V. Corruption, Exercice illégal.
- Législation.** — réformes S. 4 s., 11, 38, 40, 77.
- Législation étrangère.** S. 7 s.; R. 6.
- Allemagne S. 7, 25, 50; R. 133, 154.
- Angleterre R. 6.
- Belgique S. 9.
- Brésil R. 123.
- Hongrie S. 8, 25.
- Italie S. 23, 49 s., 85; R. 125.
- Liquidation.** — fonctionnaires, ingérence R. 90.
- Maire.** — fonctionnaires, intérêt R. 93.
- V. Abus d'autorité, Comptable, Exercice illégal.
- Maison de prêt.** V. Abus d'autorité.
- Mandat électif.** V. Vénalité.
- Marché de fournitures.** — fournisseurs, complicité S. 94; R. 198



<b>Matière criminelle. V.</b> Vénéralité. <b>Mauvaise foi</b> S. 50 s.; R. 73 s. — excuse S. 51. — greffier R. 73. — ordre d'un supérieur S. 51. — perception illégitime S. 50 s.; R. 77. — sous-préfet R. 73. — V. Concussion. <b>Médecin. V. Abus d'autorité, Agent d'une administration publique, Corruption, Perception illégitime.</b> <b>Ménages. V. Corruption.</b> <b>Ministère public. V. Vénéralité.</b>	— caractères R. 136. — conditions S. 76; R. 136 s. — décision S. 76; R. 140, 145. — faits extérieurs S. 76; R. 137 s. — officier de l'université R. 143. — peine R. 146. — qualité de la personne; (juge, administrateur) S. 76; R. 141 s., 144 s. <b>Participation criminelle</b> S. 92 s.; R. 188 s. — caractères, complicité R. 191. — chasse S. 93 s. — circonstances atténuantes S. 95; R. 193 s. — employé de chemin de fer S. 93. — garde champêtre R. 192, 194. — garde forestier R. 192, 194. — jugement S. 93; R. 190. — peine (caractères, application) R. 169 s.; (circonstances aggravantes) S. 95; R. 192, 194. — suppléant du juge de paix S. 93. <b>Péculat. V. Soustraction.</b> <b>Peines. V. Abus d'autorité, Coalition de fonctionnaires, Concussion, Corrupteur, Empiètements, Exercice illégal, Participation criminelle, Soustractions.</b> <b>Percepteur. V. Comptable.</b> <b>Perception illégitime</b> — abus de fonctions S. 48. — caractères S. 48; R. 70 s. — garde champêtre R. 71. — greffier S. 48. — médecin S. 48. — moyen S. 49; R. 71.	— questions au jury R. 72. — V. Concussion, Mauvaise foi. <b>Personnes interposées</b> — fonctionnaires, ingérence S. 59; R. 88 s. — V. Vénéralité. <b>Pièces. V. Soustraction.</b> <b>Pont à bascule. V. Abus d'autorité.</b> <b>Ponts et chaussées. V. Soustractions.</b> <b>Porteur de contraintes. V. Abus d'autorité.</b> <b>Pouvoir administratif. V. Empièment.</b> <b>Pouvoir judiciaire. V. Empièment.</b> <b>Pouvoir législatif. V. Empièment.</b> <b>Préfecture. V. Agent d'une administration publique.</b> <b>Préposé des douanes. V. Abus d'autorité, Corruption.</b> <b>Prolongation. V. Exercice illégal.</b>  <b>Qualité. V. Concussion.</b> <b>Questions au jury. V. Circonstances aggravantes, Concussion, Destruction de titres, Perception illégitime, Soustraction.</b>  <b>Receveur des hospices. V. Comptable.</b> <b>Receveur municipal. V. Abus d'autorité.</b> <b>Refus de service. S. 91; R. 181 s.</b> — dommages-intérêts R. 186 s. — force publique R. 182. — garde nationale R. 183. — réquisition, condition de validité R. 184 s.	<b>Registres d'état civil</b> — tenue irrégulière S. 96; R. 196. <b>Réquisition. V. Abus d'autorité, Reus de service, Soustraction.</b>  <b>Salaire. V. Vénéralité.</b> <b>Secrétaire de mairie. V. Abus d'autorité, Agent d'une administration publique, Vénéralité.</b> <b>Séparation des pouvoirs. V. Empièment.</b> <b>Sergent-major. V. Abus d'autorité.</b> <b>Serment. V. Corruption, Exercice illégal, Vénéralité.</b> <b>Sollicitations. V. Vénéralité.</b> <b>Solvabilité. V. Soustraction.</b> <b>Sous-préfet. V. Mauvaise foi.</b> <b>Soustraction</b> — actes S. 21; R. 36. — amende R. 48. — compte, apurement S. 30. — connexité R. 39 s. — constatation R. 45. — déficit S. 20. — deniers S. 21; R. 35; (privés, compétence, preuve) S. 33; R. 46 s.; (publics, déficit) S. 31; (véridication) S. 31; R. 45. — dépositaire R. 41. — déournement S. 20. — effets (de circulation) S. 21; (mobiliers) S. 21. — éléments R. 18 s.; (comptable, dépositaire public) S. 18. — exercice des fonctions S. 22. — greffier, caractères, compétence S. 23 s. — huissier S. 35; R. 33. — incapacité R. 42. — intention frauduleuse S. 20; (usage	abusif) S. 20; R. 53. — maximum, minimum R. 88, 43. — notaire S. 23. — officier ministériel S. 23. — péculat S. 17 s.; R. 28 s. — pénalité S. 25 s.; R. 29 s.; (amende, évaluation) S. 28; (circonstances aggravantes) S. 27; (circonstances atténuantes) S. 28. — pièces S. 21; R. 36. — ponts et chaussées R. 33. — questions au jury S. 34. — restitution, solvabilité S. 20. — tentative S. 20. — titres S. 21; R. 36. <b>Suppléant du juge de paix. V. Participation criminelle.</b> <b>Surais. V. Empièments.</b> <b>Surveillance. V. Fonctionnaires.</b> <b>Surveillance de la haute police. V. Concussion.</b> <b>Suspension. V. Exercice illégal.</b>  <b>Tentative. V. Concussion, Corruption, Soustraction, Vénéralité.</b> <b>Titres. V. Destruction de titres, Soustraction.</b>  <b>Usage abusif. V. Soustraction.</b>  <b>Vénéralité</b> — action publique R. 127. — agent d'une administration publique S. 63 s. — circonstances aggravantes S. 75; R. 130 s.; (dégradation civique) S. 75; (dénonciation) R. 135; (faux	R. 130; (intention frauduleuse) R. 134; (matière criminelle) S. 75; R. 132; (ministère public) R. 131; (peine, exécution) R. 133; (questions au jury) S. 75. — condamnation, conditions R. 128. — conseil de revision S. 66 s.; R. 107 s. — dons ou présents S. 63, 70 s.; R. 100, 114 s. — dons ou promesses, caractère R. 126. — exercice des fonctions S. 63, 71 s.; R. 100, 117 s.; (capitaine de recrutement) R. 121; (contributions indirectes) R. 122; (escroquerie) R. 119; (garde champêtre) R. 118, 120 s.; (garde général des forêts) R. 121; (gendarme) S. 120; (mandat électif) S. 72; (salaire) R. 123 s.; (secrétaire de mairie) R. 121; (tentative) S. 73; R. 126. — garde (champêtre, serment) R. 102 s.; (forestier) R. 102; (particulier) R. 102. — huissier R. 104. — offres ou promesses S. 63, 70; R. 100, 114 s.; (personnes interposées) R. 116. — peines S. 74; R. 129. — qualité de la personne S. 64 s.; R. 100 s.; (mandat électif, conditions) S. 64 s. — sollicitations, prière R. 115. — V. Corruption. <b>Voies de fait. V. Corrupteur.</b> <b>Vol. V. Comptable.</b>
--	---	--	---	---	---

## Table des articles du code pénal

Art. 2. S. 82; R. 154.	—125. S. 12; R. 18.	—181. S. 16; R. 21, 27.	—174. S. 17, 20, 22, 25 s., 28, 30; R. 29, 38 s.	—176. S. 62; R. 82 s.	—182. S. 75; R. 130 s.	—190. S. 51, 86; R. 168.	—198. S. 92 s.; R. 188.
—3. S. 20.	—126. S. 12; R. 19 s.	—166. S. 9, 22; R. 7.	—172. S. 17, 25, 28 s.; R. 29, 48.	—177. S. 4 s., 43, 63 s., 70 s., 77, 81 s.; R. 58, 100.	—183. S. 76; R. 126 s.	—191. S. 86; R. 159, 167.	—234. S. 91; R. 181 s.
—42. S. 6, 74.	—127. S. 13 s.; R. 21 s.	—167. S. 9; R. 7.	—173. S. 25 s.; R. 49 s.	—178. S. 5, 75, 79 s.; R. 147 s.	—184. R. 158.	—192. à 195. V. Acte de l'état civil, n° 486 et s.	—255. S. 37.
—80. S. 11.	—128. S. 13, 15; R. 21, 24.	—168. S. 9; R. 7.	—174. S. 4, 40 s., 45 s., 52 s., 59; R. 58 s.	—179. S. 4 s., 77, 79 s.; R. 147 s.	—185. R. 158.	—193. S. 87; R. 172.	—408. S. 19, 23
—81. S. 11.	—129. S. 13, 15; R. 21, 25.	—169. S. 17 s., 23 s., 28, 33; R. 29 s.	—175. S. 58 s.; R. 82 s.	—180. S. 85; R. 147 s.	—186. R. 158.	—194. S. 87; R. 172.	—420. S. 96.
—93. S. 11.	—130. S. 13 s., 16; R. 21.	—170. S. 17, 23, 25, 27 s.; R. 29, 33.		—181. S. 75; R. 130 s.	—187. R. 158.	—197. S. 87 s., 90; R. 173 s.	—432. S. 96.
—94. S. 11.					—188. S. 86; R. 159 s.		—462. R. 188 s.
—114. S. 51.							—463. S. 29, 95; R. 156.
—123. S. 12; R. 9 s.							
—124. S. 13; R. 12 s.							

## Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

An 5	1808	1821	1832	1844	6 juin. Crim. 44 c.	1849	1851
16 vend. Loi. 18 c.	12 juill. Déc. 24 c.	21 avr. Crim. 44 c.	21 mars. Loi 66 c.	5 avr. Loi. 18 c.	22 août. Crim. 23 c., 24 c.	11 oct. Crim. 89 c.	27 févr. Crim. 20 c.
				3 mai. Loi. 94 c.	12 sept. Crim. 30 c., 90 c.	12 oct. Crim. 18 c.	30 mars. Loi. 68 c.
An 7	1813	1823	1840	1845		23 nov. Crim. 18 c.	10 juill. Crim. 19 c.
16 mess. Loi. 18 c.	23 avr. Crim. 18 c., 35 c.	27 juin. Crim. 35 c.	17 oct. Crim. 26 c.	23 févr. Douai. 65 c.	1847		15 oct. Crim. 65 c., 83 c.
21 vend. Loi. 24 c.				29 mai. Crim. 84 c.	1848		
An 12	1816	1824	1842	1846			
19 vend. Arrêté. 18 c.	28 déc. Crim. 61 c.	26 août. Crim. 52 c.	7 avr. Crim. 52 c.	9 oct. Crim. 45 c.	1849		
			30 juin. Crim. 18 c.		1850		
1807	1819	1825	1843	1846			
16 sept. Loi. 32 c.	15 juill. 31 c.	5 août. Crim. 19 c.	7 janv. Crim. 65 c.	14 févr. Crim. 24 c.	15 avr. Crim. 60 c.	15 mars. Crim. 23 c.	9 janv. Crim. 31 c.
					18 avr. Déc. 30 c.	5 avr. Loi. 12 c.	26 juin. Crim. 43 c., 48 c.
						14 juin. Crim. 18 c., 35 c.	1 <sup>er</sup> oct. Crim. 43 c.
						10 déc. Orléans. 88 c.	27 déc. Nîmes 65 c.

<b>1853</b>	19 juill. Crim. 86 c.	<b>1860</b>	15 juin. Crim. 19 c., 27 c., 34 c.	<b>1867</b>	20 déc. Crim. 22 c.	<b>1872</b>	29 mai. Civ. 57 c. 14 juill. Bordeaux. 31 c.	25 avr. Crim. 43 c., 47 c., 53 c.	<b>1887</b>	18 juill. Loi. 18 c. 13 déc. C. de Paris 35 c.
15 janv. Crim. 23 c.	3 août. Crim. 31 c.	<b>1856</b>	<b>1861</b>	<b>1869</b>	31 mai. Nancy. 67 c., 81 c.	<b>1873</b>	31 mars. Loi. 7 c. 18 juill. Crim. 43 c.	<b>1876</b>	<b>1880</b>	<b>1888</b>
21 janv. Bourges. 30 c.	1 <sup>er</sup> févr. Crim. 19 c.	28 mars. Crim. 20 c., 23 c.	23 févr. Crim. 28 c., 31 c.	14 mai. Crim. 31 c. 24 juin. Crim. 10 c.	5 sept. Décr. 87 c.	14 nov. Crim. 35 c., 38 c., 39 c.	11 mai. Crim. 65 c.	26 nov. Crim. 44 c.	9 févr. Lyon. 48 c.	26 mars. Paris. 6 c. 26 mai. Paris. 72 c.
29 sept. Crim. 35 c., 39 c.	4 oct. Crim. 45 c., 64 c.	<b>1862</b>	31 mai. Décr. 18 c.	8 sept. Décr. 87 c.	19 sept. Décr. 15 c.	29 nov. Crim. 58 c.	18 août. Crim. 18 c., 26 c.	23 févr. Crim. 65, 79 c.	8 juin. Crim. 43 c., 48 c.	4 juill. Loi. 6 c., 64 c., 72 c., 74 c.
30 sept. Crim. 31 c.	11 nov. Bastia. 95 c.	<b>1863</b>	13 mai. Loi. 4 c., 5 c., 23 c., 24 c., 40 c., 42 c., 45 c., 46 c., 52 c., 69 c., 77 c.	30 déc. Bourges. 51 c.	<b>1871</b>	15 mai. Loi. 7 c. 24 nov. Décr. 24 c.	<b>1874</b>	<b>1878</b>	<b>1886</b>	15 juill. Loi. 66 c. 18 juill. Crim. 80 c.
15 oct. Crim. 18 c., 35 c.	4 déc. Crim. 66 c.	12 juin. Crim. 45 c. 14 août. Crim. 43 c.	10 juin Crim. 32 c., 31 c.	<b>1875</b>	16 févr. Bordeaux. 45 c.	2 avr. Crim. 83 c.	23 sept. Loi. 43 c. 12 déc. Crim. 19 c., 31 c.	20 déc. Décr. 65 c.	18 avr. Loi. 11 c. 29 mai. Crim. 64 c., 80 c.	12 juill. Crim. 65 c. 30 oct. Crim. 88 c., 89 c.
8 nov. Paris. 18 c., 35 c., 37 c.	<b>1854</b>	<b>1857</b>	<b>1858</b>	<b>1859</b>	<b>1876</b>	<b>1879</b>	<b>1877</b>	<b>1885</b>	<b>1889</b>	<b>1890</b>
10 nov. Crim. 66 c.	24 mai. Décr. 24 c.	10 août. Crim. 84 c.	14 oct. Crim. 66 c.	19 janv. Crim. 35 c. 4 juin. Metz. 93 c.	24 avr. Crim. 45 c. 18 nov. Crim. 45 c.	24 avr. Crim. 45 c. 18 nov. Crim. 45 c.	29 déc. Crim. 27 c., 28 c.	27 mai. Loi. 53 c.	5 juin. Crim. 80 c.	

**FORGES.** — V. Biens, n° 23 et suiv.; *Manufactures, fabriques et ateliers dangereux*; Régime forestier; — Rép. v<sup>ie</sup> Biens, n° 90 et suiv.; Mines, minières et carrières, n° 24, 621 et suiv., 632 et suiv., 690 et suiv.; Forêts, n° 892.

**FORT-FORTERESSE.** — V. Place de guerre; — Rép. eod. v°, n° 10.

**FORTIFICATIONS.** — V. Domaine public, n° 41; Prescription; Travaux publics; — Rép. v<sup>ie</sup> Domaine public, n° 44; Expropriation publique, n° 784 et suiv., 789 et suiv.; Place de guerre, n° 9 et suiv.

**FORTUNE DE MER.** — V. Droit maritime, n° 2045 et 2049; — Rép. eod. v°, n° 1317, 1807, 1825, 1849, 2005,

**FOSSÉ.** — V. Chasse, n° 585 et suiv.; Compétence civile des tribunaux de paix, n° 60 et suiv.; Dommage-destruction-dégradation, n° 103, 170 et suiv.; Droit rural, n° 174; Eaux, n° 38 et 216; Prescription; Propriété; Régime forestier; Servitude; Voirie par terre; — Rép. v<sup>ie</sup> Action possessoire, n° 322, 419 et 789; Biens, n° 259; Chasse, n° 95 et suiv.; Compétence civile des tribunaux de paix, n° 119 et suiv., 123; Dommage-destruction-dégradation, n° 301 et suiv.; Droit rural, n° 14, 62 et 79; Eaux, n° 241 et suiv., 470; Forêts, n° 232 et suiv., 625, 792, 1482 et 1487; Propriété, n° 56 et 151; Servitude, n° 571 et suiv., 1174; Voirie par terre, n° 48 et suiv., 127 et suiv., 380 et suiv., 666 et suiv., 1075 et suiv., 1371 et suiv.

**FOSSÉS D'AISANCE.** — V. Commune, n° 591; Compétence administrative, n° 217; Servitudes; Voirie par terre; Voirie par chemin de fer; — Rép. v<sup>ie</sup> Commune, n° 673 et suiv., 943 et suiv., 983; Compétence administrative, n° 162; Compétence civile des tribunaux de paix, n° 278; Servitudes, n° 36, 681 et suiv., 924; Voirie par terre, n° 1857; Voirie par chemin de fer, n° 194.

**FOUILLE.** — V. Actes de commerce, n° 428; Eaux minérales et thermales, n° 13, 20, 40, 49; Mines, minières et carrières; Propriété; Servitude; Travaux publics; Voirie par terre; — Rép. v<sup>ie</sup> Droit rural, n° 14; Eaux minérales et thermales, n° 12 et suiv.; Expropriation publique, n° 52 et suiv.; Mines, minières et carrières, n° 62, 136 et suiv.; Propriété, n° 391; Servitudes, n° 84, 418 et suiv., 137, 183 et suiv.; Voirie par terre, n° 232.

**FOUR.** — V. Acte de commerce, n° 329; Commune, n° 338; Contravention, n° 52 et suiv.; Dommage-destruction-dégradation, n° 78; Manufactures, fabriques et ateliers dangereux; Propriété féodale; Servitude; — Rép. v<sup>ie</sup> Boulanger-boulangerie, n° 32 et 110; Commune, n° 1285 et suiv.; Contravention, n° 72 et 78; Dommage-destruction-dégradation, n° 133; Droit rural, n° 158; Forêts, n° 879 et suiv., 960; Manufactures, fabriques et ateliers dangereux, n° 54, 72 et suiv., 81.

**FOURNISSEUR - FOURNITURES.** — V. Acte de commerce, n° 187 et suiv.; Marché de fournitures; Patente; Prescription civile; Privilèges et hypothèques; — Rép. v<sup>ie</sup> Acte de commerce, n° 151, 191 et suiv.; Commerçant, n° 33 et 50; Compétence administrative, n° 110 et suiv., 386 et suiv., 497 et suiv.; Marché de fournitures, n° 5 et suiv., 25, 48 et suiv., 69, 73, 159; Prescription civile, n° 985; Privilèges et hypothèques, n° 205 et suiv., 261 et suiv., 387 et suiv., 497, 516 et suiv., 1079.

**FOURRAGE.** — V. Dommage-destruction-dégradation, n° 142 et suiv.; Douanes, n° 209; Halles, foires et marchés; Marché de fournitures; Vol et escroquerie; — Rép. v<sup>ie</sup> Dommage-destruction-dégradation, n° 258 et suiv.; Halles, foires et marchés, n° 26; Marché de fournitures, n° 6.

#### FOURRIÈRE.

1. — Ainsi qu'on l'a vu au Rép. n° 1, la mise en fourrière est réglementée par la loi du 28 sept. 1791 (art. 12), sur la police rurale, et par le décret du 18 juin 1811, relatif aux frais de justice en matière criminelle. D'une manière générale, « on désigne sous le nom de *fourrière* le lieu où l'on met en garde, par forme de séquestre, les animaux, voitures et objets saisis à raison d'une contravention, d'un délit ou d'un crime » (Escaich, *Code formulaire des gardes champêtres*, 1887, n° 598, v° *Fourrière*). — La loi de 1791 ne s'appliquait qu'aux animaux laissés à l'abandon, qui peuvent alors être saisis et conduits dans un endroit appelé *fourrière*, désignée par l'autorité municipale, où ils sont nourris aux frais de leur maître (V. Rép. v° *Droit rural*, n° 152 et suiv.).

2. Depuis la publication du Répertoire, la loi du 21 juill. 1881 (D. P. 82. 4. 32) sur la police sanitaire des animaux a assimilé aux animaux laissés à l'abandon ceux qui sont atteints ou soupçonnés d'être atteints de certaines maladies contagieuses énumérées dans l'art. 1<sup>er</sup> de ladite loi. Aux termes de l'art. 3, les animaux doivent être immédiatement séquestrés, et il est interdit de les transporter. Le maire aussitôt prévenu doit prendre d'office, s'il y a lieu, les mesures nécessaires (art. 4); c'est à lui qu'il appartient de désigner dans la commune le local qui doit servir de fourrière. « Mais il doit éviter d'indiquer à cet effet soit son propre domicile, soit le domicile du garde champêtre, et choisir de préférence un maître d'hôtel ou un aubergiste pour soigner, nourrir et garder les animaux, voitures et objets saisis, perdus ou égarés » (Escaich, loc. cit. n° 599). En tous cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la nourriture et à l'entretien des animaux pendant toute la durée du dépôt. — Parmi les animaux qui doivent être saisis et mis en fourrière, le décret du 22 juin 1882 (D. P. 83. 4. 11) mentionne (art. 52) les chiens trouvés sans collier sur la voie publique et les chiens errants, même munis de colliers (V. en ce sens, Crim. rej. 22 avr. 1887, aff. Briand, D. P. 87. 1. 286).

L'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 4 avr. 1889 (D. P. 89. 4. 34), sur le code rural décide que « lorsque des animaux non gardés ou

dont le gardien est inconnu ont causé du dommage, le propriétaire lésé a le droit de les conduire sans retard au lieu de dépôt désigné par le maire qui, s'il connaît la personne responsable du dommage, aux termes de l'art. 1365 c. civ., lui en donnera immédiatement avis. Si les animaux ne sont pas réclamés, et si le dommage n'est pas payé dans la huitaine du jour où il a été commis, il est procédé à la vente sur ordonnance du juge de paix qui évalue les dommages ». Le commentaire de cet article a été donné *supra*, v° *Droit rural*, nos 137 et suiv. Nous ajouterons que le saisissant n'a pas le droit de mettre les animaux en séquestre, sans s'être fait indiquer préalablement par la municipalité un lieu de dépôt, à peine de nullité de sa saisie. Il en est autrement dans les grands centres où il existe une fourrière régulièrement organisée; dans ce cas, le saisissant n'a qu'à y conduire directement les animaux saisis.

3. L'art. 61 de l'ordonnance du 15 nov. 1846, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, défend d'introduire dans l'enceinte du chemin de fer des chevaux, bestiaux ou animaux d'aucune espèce; et l'art. 68 dit que les chevaux ou bestiaux abandonnés qui seront trouvés dans l'enceinte du chemin de fer seront saisis et mis en fourrière. Il en est de même des bestiaux expédiés par chemin de fer et dont il n'est pas pris livraison. « Les frais sont avancés par la compagnie, et après justification, remboursés par les réclamants. Faute de réclamation, l'animal doit, dans les huit jours, être vendu au profit de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines, et à sa diligence. Le propriétaire, se présentant plus tard, peut, après due justification, réclamer le prix sous déduction de tous frais » (Leroy et Drioux, *Des animaux domestiques*, 1887, page 149-150).

4. Il peut encore y avoir mise en fourrière, dit M. Blanche, *Dictionnaire général d'administration*, v° *Fourrière*, « lorsque les animaux servent d'instrument de délit, par exemple, lorsqu'ils transportent des biens pris en délit ou des marchandises voyageant en contravention aux lois sur les douanes ou les contributions indirectes ». — Jugé à cet égard que des chiens trouvés en action de chasse sans leur maître sur le terrain d'autrui et causant des dommages aux récoltes peuvent être conduits en fourrière par le propriétaire du terrain (Trib. de Nevers, 15 déc. 1884, cité par Drioux et Leroy, *op. cit.*, p. 149). Il en est de même des animaux qui sont trouvés en la possession des inculpés au moment de leur arrestation, par exemple, du cheval sur lequel le prévenu est monté ou du troupeau qu'il pousse devant lui (*ibid.*, *loc. cit.*).

5. Aux termes du décret du 18 juin 1811 (art. 39), reproduit sur ce point par la loi du 4 avr. 1889, la mise en fourrière ne doit jamais durer plus de huit jours, afin d'éviter au propriétaire des animaux saisis des frais de nourriture et de garde trop dispendieux. « Cependant il faut remarquer, dit M. Blanche, *loc. cit.*, que cette règle n'est pas absolue; car, lorsque les animaux qui ont été saisis sont de véritables pièces à conviction, il y a lieu de les garder autant de temps qu'ils sont nécessaires à l'instruction du procès. Mais les magistrats chargés de l'instruction qui veulent ainsi prolonger la fourrière, doivent en obtenir l'autorisation du procureur général; et ce magistrat est lui-même obligé de rendre compte au ministre de la justice de l'autorisation qu'il a cru devoir accorder ». — A ce sujet, une circulaire du garde des sceaux du 23 févr. 1887, relative aux frais de justice, recommande aux magistrats de prendre à l'égard des objets en fourrière les ordonnances de mainlevée provisoire qui leur sont prescrites, afin de ne pas laisser s'accumuler les frais de fourrière à la charge de l'Etat (*Bull. min. just.*, 1887, p. 2 et suiv.). — Il a été jugé, d'ailleurs, que la disposition du règlement du 18 juin 1811, suivant laquelle les animaux et tous objets périssables saisis par l'autorité ne doivent pas rester plus de huit jours en fourrière ou sous séquestre, n'impose point à l'Administration l'obligation de les conserver jusqu'à l'expiration de ce délai (Req. 19 nov. 1872, aff. Genty, D. P. 73. 1. 202). L'autorité administrative n'encourt donc aucune responsabilité pour avoir procédé, avant l'expiration de la huitaine, à une vente semblable, alors surtout qu'il y avait réellement urgence et que, d'un autre côté, la vente, faite un jour de foire, n'aurait pu l'être dans un temps plus favorable (Même arrêt).

La durée de la mise en fourrière est de plein droit restreinte à cinq jours pour les bestiaux saisis en délit dans les forêts (c. for. art. 169); il peut même être donné avant ce délai mainlevée provisoire de la saisie par le juge de paix moyennant bonne et valable caution et paiement des frais de fourrière (c. for. art. 168).

6. « Les intéressés, disent MM. Leroy et Drioux, *op. cit.*, p. 149, doivent faire toutes démarches et diligences pour rentrer en possession des animaux qu'ils ont perdus. Aucune mesure n'a été prescrite pour les rechercher, la fourrière étant instituée, non dans leur intérêt, mais dans un but d'intérêt général ». A Paris, les agents ont l'habitude d'aviser les propriétaires avant de procéder à la vente; mais l'omission de cet acte de pure obligeance ne saurait engager leur responsabilité (Trib. civ. de la Seine, 1<sup>er</sup> août 1883, cité par Leroy et Drioux, p. 149).

7. Les animaux non restitués à l'expiration des délais de la fourrière sont mis en vente par autorité de justice au marché le plus voisin à la diligence de l'administration publique qui a opéré la mise en fourrière ou à celle de l'administration de l'Enregistrement, si la fourrière a eu lieu l'occasion d'un délit forestier ou d'un crime, d'un délit ou d'une contravention de droit commun (Leroy et Drioux, *loc. cit.*). Mais cette vente ne peut avoir lieu à la requête du propriétaire lésé ou de celui qui a avancé les frais de fourrière. — Jugé à cet égard que l'aubergiste chez lequel des chevaux et voitures ont été mis en fourrière sur un ordre de l'autorité administrative ne peut être autorisé à en poursuivre la vente contre les propriétaires de ces objets et à s'en approprier le prix pour se couvrir de ces frais (Trib. civ. Lisieux, 29 mai 1886, aff. Masselin, D. P. 87. 3. 14).

S'il n'y a point de lieu de dépôt soit municipal, soit privé mais approuvé par l'autorité municipale, les animaux saisis sur l'ordre de l'autorité judiciaire sont placés dans le lieu désigné par celle-ci, qui règle alors les frais de fourrière et en détermine le quantum (Leroy et Drioux, *op. cit.*, p. 149).

8. Le gardien de la fourrière est un séquestre judiciaire, et il est responsable comme tel (V. *supra*, v° *Dépôt-séquestre*, nos 87 et suiv.). Mais elle ne saurait être engagée, lorsqu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour la conservation de la chose. Ainsi l'Etat n'est pas tenu d'indemniser le propriétaire de marchandises laissées sur un quai en contravention à un règlement de police, et qui, conformément à ce règlement, ont été déposées à la fourrière, des détériorations éprouvées par ces marchandises, alors que l'enlèvement desdites marchandises n'a eu lieu qu'après avertissement et mise en demeure adressés au propriétaire, et que celui-ci ne relève à la charge des agents de l'Administration aucune faute de nature à engager la responsabilité de l'Etat (Cons. d'Et. 2 mars 1883, aff. Vandercrucy, D. P. 85. 3. 4).

Avant la loi du 22 juill. 1867, qui a aboli la contrainte par corps (D. P. 67. 4. 75), le gardien de la fourrière, qu'il fût nommé par l'autorité municipale ou par l'autorité judiciaire, pouvait être contraint par corps (c. civ. art. 2060) à représenter les animaux qui lui avaient été confiés au dépôt.

9. Aux termes du décret du 18 juin 1811 (art. 39), les frais de fourrière sont assimilés aux frais de justice et prélevés, sur le produit de la vente, par privilège et de préférence à tous autres, même à ceux qui ont été faits en vue de cette vente. Ce sont des frais d'instruction, que l'Etat avance sauf son recours. — Ils ont le caractère de dépens, et non celui de réparation et de restitution civile (Leroy et Drioux, *op. cit.*, p. 149). Décidé, à cet égard, qu'ils doivent être compris dans les dépens, alors même que la liquidation n'en serait faite qu'ultérieurement, ces frais devraient-ils excéder huit jours, sans distinguer entre les frais des huit premiers jours et ceux des jours ultérieurs (Civ. cass. 19 nov. 1860, cité par Leroy et Drioux, p. 149). — V. sur le paiement de ces frais, *Rép. v° Frais et dépens*, nos 1157 et suiv.).

10. En ce qui concerne le caractère des frais de fourrière, il a été jugé : 1° que ces frais de fourrière ayant le caractère de dépens et non celui de réparations civiles, il n'y a pas lieu, en matière de simple police, de les compter parmi les condamnations dont le montant est pris en considération pour déterminer si le jugement est susceptible d'appel (Crim. rej. 19 nov. 1859, aff. Bouteille, D. P. 61. 5. 140). Et cela, alors même qu'ils n'ont pas été liquidés dans le jugement et que

la durée de la fourrière a excédé huit jours, surtout si le prévenu a à s'imputer de n'avoir pas fait pour arrêter ces frais les diligences auxquelles il était autorisé (Même arrêt. Conf. Orléans, 25 mars 1848, aff. Feuillaubois, D. P. 52. 5. 187); — 2° Que les frais de fourrière faits pendant la période de temps qui a précédé immédiatement l'introduction d'une action réhabilitaire, peuvent être considérés comme des accessoires de la demande, dont il n'y a pas lieu de tenir compte pour la détermination du premier ou du dernier ressort (Req. 1<sup>er</sup> juill. 1872, aff. Parent, D. P. 73. 4. 239). — Mais la demande en paiement des frais de fourrière ne saurait être regardée comme un simple accessoire de la demande principale en résiliation de vente de chevaux, lorsque la mise en fourrière n'était ni prononcée ni autorisée par la loi, et qu'elle a été le fait purement personnel du demandeur (Civ. rej. 12 nov. 1889, aff. de Lamarque, D. P. 90. 1. 35). Ladite demande forme, en ce cas, un chef distinct, dont il doit être tenu compte, pour déterminer le point de savoir si la cour est susceptible d'appel (Même arrêt). La distinction faite par ce dernier arrêt est rationnelle. Quand les frais de fourrière ont été nécessaires dans une affaire, il est tout naturel de les considérer comme de simples accessoires, et, dès lors, il n'en est pas fait acception pour la détermination du ressort, cette détermination dépendant seulement du principal de la demande. Mais quand la mise en fourrière n'est ni ordonnée par la justice ni indispensable à l'exécution utile d'une disposition de loi, il n'y a aucune raison pour en considérer les frais comme un accessoire dans le procès où ils sont réclamés avec d'autres chefs de demande.

11. L'art. 33-5° de la loi municipale du 5 avr. 1884 (D. P. 84. 4. 37) déclare les entrepreneurs de services municipaux inéligibles dans la commune où ils exercent leurs fonctions. Rentrent dans cette catégorie : 1° l'adjudicataire de la fourrière publique en Algérie, cet établissement constituant une dépendance de la police municipale (Cons. d'Et. 14 nov. 1884, aff. Elections de Duvivier, D. P. 85. 5. 201). En Algérie, le produit des fourrières figure parmi les recettes municipales. — Pour le règlement des fourrières publiques en Algérie, V. *infra*, v° *Organisation de l'Algérie*, et *Rép.* eod. v°, n° 448; — 2° L'adjudicataire de la fourrière publique qui a cédé son entreprise, lorsque le conseil municipal n'a accepté la cession qu'à la condition que le cédant et le cessionnaire seraient solidairement responsables des clauses et conditions du cahier des charges (Cons. d'Et. 24 juill. 1885, aff. Elect. de Duvivier, D. P. 86. 5. 477). — Mais l'individu qui s'était rendu caution solidaire de l'adjudicataire de la fourrière publique cesse d'être inéligible au conseil municipal, lorsque, antérieurement aux opérations électorales, le conseil municipal l'a autorisé à se substituer une autre caution (Cons. d'Et. 11 juin 1886, aff. Elect. de Duvivier, D. P. 87. 5. 185).

12. Ainsi qu'on l'a dit au *Répertoire*, à Paris, la mise en fourrière a été l'objet de diverses ordonnances de police qui étaient toutes résumées dans celle du 28 févr. 1839. Celle-ci a été depuis lors abrogée et remplacée par l'ordonnance du 25 août 1882 (Block, *Administration de la Ville de Paris et du département de la Seine*, 1884, p. 417 et suiv.) qui paraît être toujours en vigueur. Aux termes de cette ordonnance « doivent être envoyés à la fourrière de la Ville de Paris, située actuellement, rue de Pontoise, tous les

animaux, voitures et autres objets saisis ou abandonnés sur la voie publique, ainsi que dans les halles et marchés, dans le ressort de la préfecture de police (Block, *op. cit.*, p. 418) ». Il n'y a d'exception que pour les objets ou animaux trouvés dans les communes de la banlieue qui ont une fourrière municipale ou ceux qui par leur nature ou leur odeur pourraient devenir nuisibles. L'ordre de mise en fourrière est donné par un commissaire de police ou un agent de la police municipale. La fourrière est dirigée par un contrôleur qui tient un registre de tous les animaux et objets qui entrent et sortent chaque jour. Les animaux de chaque espèce sont placés dans des locaux séparés et nourris aux frais du propriétaire par la préfecture de police. suivant un tarif spécial qui détermine aussi les frais de garde des voitures et objets saisis. Les restitutions des animaux et objets n'ont lieu qu'en vertu d'un ordre de sortie délivré par le chef de bureau de la préfecture de police dans les attributions duquel le service de la fourrière se trouve placé, et après acquittement des frais de conduite, de garde et de nourriture (Block, *op. cit.*).

13. Outre la fourrière municipale de la rue de Pontoise (V. *supra*, n° 12), il existe aussi à Paris une fourrière spéciale dans les dépendances du marché, aux bestiaux de la Villette. La police de ce marché, en ce qui concerne la fourrière, a fait l'objet de plusieurs ordonnances et arrêtés qui sont toujours en vigueur. L'ordonnance du 12 oct. 1867 (art. 24) concernant la police du marché aux bestiaux de la Villette, prescrit la mise en fourrière des animaux de boucherie et de charcuterie qui seront abandonnés sur le marché ou qui s'y trouveront sans propriétaires connus, ainsi que de ceux qu'il y aura lieu de consigner d'office pour faire cesser les contraventions aux règlements (*Collection officielle des ordonnances de police*, t. 2, 1849-1880, p. 448 et suiv.). — Les art. 25 à 30 de la même ordonnance sont relatifs au service de la fourrière, et à la restitution des animaux. En aucun cas, dit l'art. 29, les animaux ne pourront rester en fourrière plus de huit jours; à l'expiration de ce délai, ils seront remis à l'administration des domaines. Un arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1869 (*op. cit.*, p. 479 et suiv.) concernant la mise en fourrière des animaux saisis ou abandonnés dans les dépendances du marché aux bestiaux de la Villette, rendu en exécution de l'art. 24 de l'ordonnance précitée s'occupe plus spécialement de l'organisation intérieure de la fourrière, de la conduite des animaux, de la constatation de leur identité, des réclamations dont ils peuvent être l'objet, de leur restitution et de leur sortie de la fourrière. Les art. 8 et 9 énumèrent les dépenses à supporter par les parties intéressées et établissent un tarif pour la nourriture et la litière des animaux. — Aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1869, la fourrière de la Villette est exclusivement et spécialement destinée aux animaux de boucherie et de charcuterie; quant aux autres, l'art. 14 dit qu'ils devront être envoyés à la fourrière de la rue de Pontoise. — Enfin un arrêté du 7 juill. 1879, conçu dans des termes analogues au précédent, s'occupe de la mise en fourrière des objets matériels abandonnés dans les dépendances du marché aux bestiaux de la Villette (*op. cit.*, p. 690 et suiv.), notamment des outils et ustensiles divers et des voitures non attelées. Il est accompagné d'un tarif des frais de transport ou de conduite à la fourrière et des droits de garde.

### Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1791	1846	1860	1 <sup>er</sup> juin. Arr. préf. pol. Paris. 13 c.	pol. Paris. 13 c.	1883	15 déc. Trib. No vers. 4 c.	11 juin. Cons. d'Et. 11 c.
28 sept. Loi. 1 c.	15 nov. Ord. 3 c.	19 nov. Civ. 9 c.			2 mars. Cons. d'Et. 8 c.		
1811	1848	1867	1872	1881	1 <sup>er</sup> août. Trib. Seine. 6 c.	1885	1887
8 juin. Déc. 1 c., 5 c., 9 c.	25 mars. Orléans. 10 c.	22 juill. Loi. 8 c. 12 oct. Ord. préf. pol. Paris. 13 c.	1 <sup>er</sup> juill. Req. 10 c. 19 nov. Req. 5 c.	21 juill. Loi. 2 c.		24 juill. Cons. d'Et. 11 c.	23 févr. Circ. garde des Sceaux. 5 c. 22 avr. Crim. 2 c.
1839	1859	1869	1879	1882	1884	1886	1889
28 févr. Ord. préf. pol. Paris. 12 c.	19 nov. Crim. 10 c.	4 avr. Loi. 5 c.	7 juill. Arr. préf.	22 juin. Déc. 3 c. 25 août. Ord. préf. pol. Paris. 12 c.	5 avr. Loi. 11 c. 14 nov. Cons. d'Et. 11 c.	29 mai. Trib. Li-sieux. 7 c.	4 avr. Loi. 2 c. 12 nov. Civ. 10 c.

---

PARIS. — TYPOGRAPHIE P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE

---

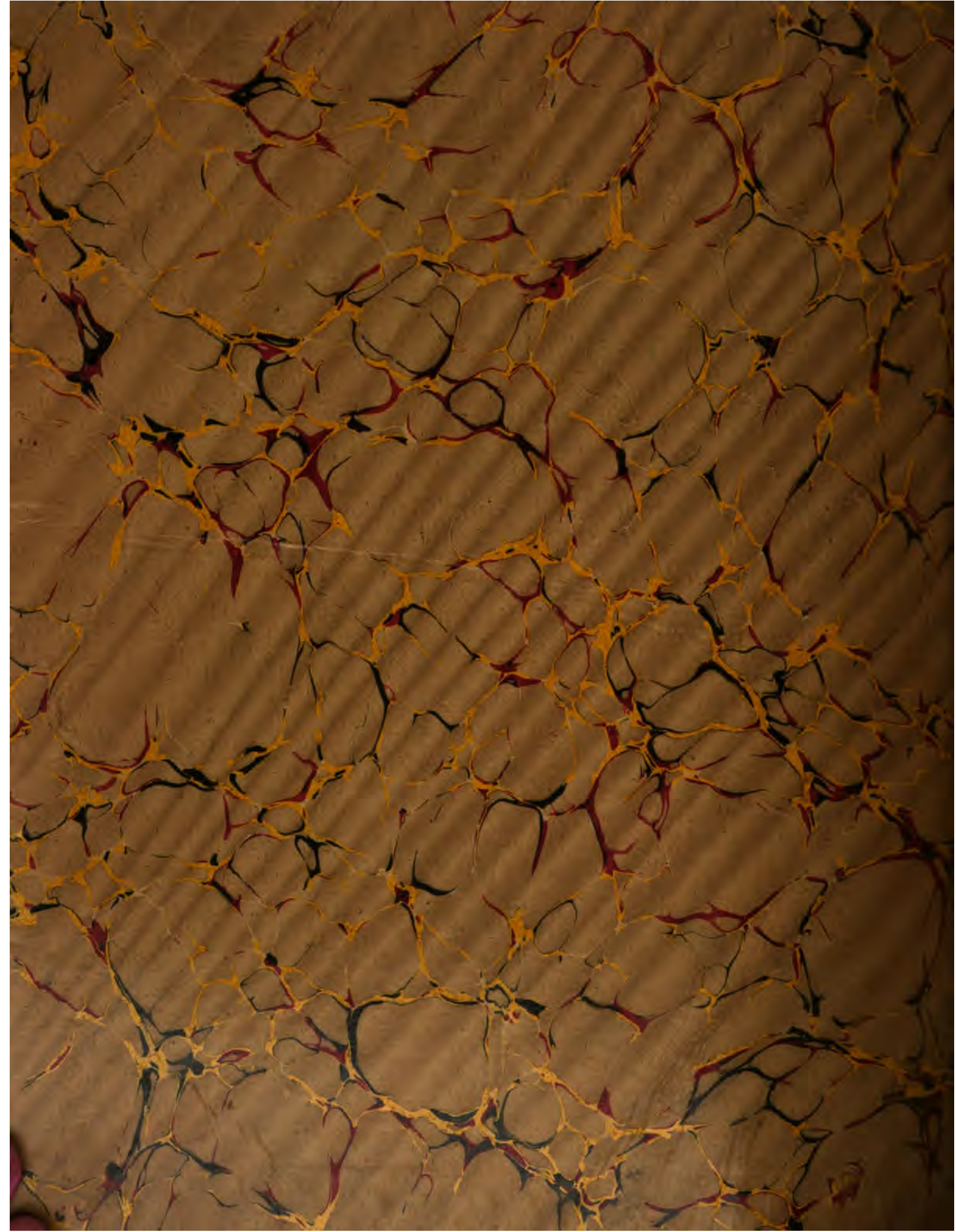














Stanford Law Library



3 6105 063 492 388